



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

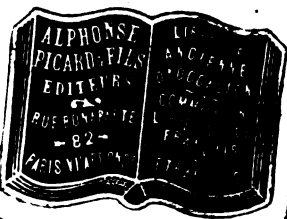
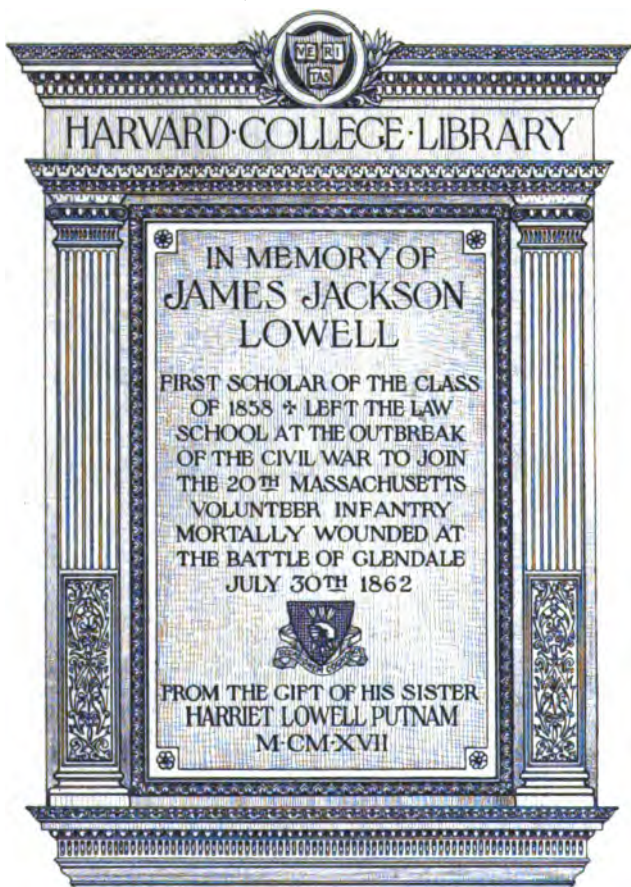
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



H 1058.26.4





BIOGRAPHIE

UNIVERSELLE ET PORTATIVE

DES CONTEMPORAINS.

TOME CINQUIÈME.—SUPPLÉMENT.

BIOGRAPHIE

UNIVERSELLE ET PORTATIVE

DES CONTEMPORAINS,

OU

DICTIONNAIRE HISTORIQUE

DES HOMMES VIVANTS,

ET DES HOMMES MORTS DEPUIS 1788 JUSQU'A NOS JOURS,

QUI SE SONT FAIT REMARQUER

CHEZ LA PLUPART DES PEUPLES, ET PARTICULIÈREMENT EN FRANCE,

PAR LEURS ÉCRITS, LEURS ACTIONS,

LEURS TALENTS, LEURS VERTUS OU LEURS CRIMES ;

OUVRAGE ENTIERMENT NOUVEAU,

CONTENANT UN GRAND NOMBRE DE NOTICES QUI NE SE TROUVENT DANS AUCUNE DES BIOGRAPHIES DÉJÀ PUBLIÉES,
ET TRAITÉES D'APRÈS LES DOCUMENTS LES PLUS AUTHENTIFIQUES ;

ORNÉ D'UN BEL APPAREIL COMPRENANT 800 PORTRAITS GRAVÉS AVEC SOIN PAR MONTAGY.

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE MM. F. ABBE, VIEILLH DE BOISJOLIN
ET SAINTE-PRÉUVE.

TOME CINQUIÈME.—SUPPLÉMENT.

PARIS,

CHEZ F. G. LEVRAULT, LIBRAIRE,

RUE DE LA HARPE, N° 81,

ET STRASBOURG, RUE DES JUIFS, N° 33.

~~~~~  
**1834.**



~~H 1058.34~~

H 1058.26.4  
✓



*J. J. Lowell fund*

# SUPPLÉMENT

DE LA

# BIOGRAPHIE

UNIVERSELLE ET PORTATIVE

## DES CONTEMPORAINS.

A

ABBAS-MIRZA, prince royal de Perse, né en 1786, est le second fils du roi aujourd'hui régnant, Feth-Ali-Schah. Sa mère était de la tribu des Cadjars, de laquelle sort la dynastie actuelle. Le mot *Mirza*, avant un nom propre, signifie homme de plume, et mis après, il équivaut à *Schah-Zadeh*, fils de roi. Un voyageur contemporain, M. Amédée Jaubert, qui vit ce prince à Ardébil, en 1805, en a fait le portrait suivant : « Sa taille était haute, et son visage un peu allongé; ses traits me parurent réguliers, son regard vif, son sourire doux et affectueux. Des sourcils noirs très marqués, et un teint qu'a rembruni le soleil, donnent un caractère mâle à sa physionomie. La nature l'a doué d'une conception vive, d'un jugement solide, d'une bravoure qu'il a signalée fréquemment, et d'une affabilité qui lui gagne tous les cœurs. Il s'est accoutumé dès sa première jeunesse à lancer le javalot, à dompter un cheval fougueux, à passer un fleuve à la nage. Ce prince possède avec d'instruction pour sentir le besoin d'en acquiescer davantage.... » « Vol parmi les Persans n'estime plus que lui les sciences et les arts de l'Europe, etc. » Abbas-Mirza n'était âgé que de dix-sept ans lorsque Feth-Ali, son père, lui confia le commandement d'une armée nombreuse et le gouvernement d'une importante province, l'Aderbaïdjan. Long-temps déchirée par des divisions intestines, cette province, dont le territoire est le plus fertile de toute la Perse, commença à respirer sous l'administration d'Abbas-Mirza; les villages se repeuplèrent, et tout lui présageait un avenir prospère. L'esprit de justice et de modération du schah-zadeh était si bien senti par les habitants que, soit dans leurs discours, soit dans leurs écrits, ils omettaient rarement cette formule : *Nous en jurons par la tête du souverain et par celle de son fils bien-aimé*. Les vues supérieures d'Abbas-Mirza se sont manifestées dans les essais qu'il a faits, avec l'aide de divers officiers anglais et français, pour introduire la tactique et la discipline européenne dans l'armée persane, et surtout lorsqu'en 1813, le ministre persan Mirza-Mahomed-Saoult publia à Londres un avis officiel du prince royal Abbas qui invitait à se présenter tous les agriculteurs anglais qui voudraient s'établir dans l'Aderbaïdjan, leur promettant des portions de terre avec des habitations, et toutes les choses nécessaires à leur bien-être et à leur existence. Malgré son

courage personnel et ses talents militaires, Abbas-Mirza n'a point été heureux dans ses diverses entreprises contre la Géorgie; d'un autre côté, il lui arriva, en 1815, d'être vaincu avec ses légions à l'européenne, dans les provinces orientales de la Perse, par des bandes indisciplinées de Turkomans et de Bokkars. Abbas-Mirza a toujours eu fort à cœur l'honneur de son pays et la protection due aux sujets de Feth-Ali-Schah. Cette louable disposition occasiona la rupture de la paix qui avait été conclue, en 1822, entre la Perse et la Turquie. Les pachas de la province turque d'Erzeroum étaient dans l'habitude d'inquiéter les pèlerins, les voyageurs et les négociants persans, et Abbas-Mirza avait déjà adressé de fréquentes remontrances à ce sujet à Constantinople. Voyant qu'on éludait de lui donner satisfaction, il prit le parti d'user de représailles contre le pacha d'Erzeroum, qu'il assiégea d'abord dans cette ville; il s'empara ensuite de plusieurs points importants, et entre autres de la ville de Korse, station militaire de la frontière turque, près celle de l'Arménie. La lutte la plus pénible et la plus dange-reuse que le prince royal de Perse ait soutenue fut dans la dernière guerre contre les Russes. Une sorte de conflit existait depuis long-temps entre la Russie et la Perse, au sujet de la délimitation des frontières qui séparent ces deux empires. Cependant la chose devait être traitée à l'amiable, et des commissaires avaient été nommés des deux côtés. La mort de l'empereur Alexandre jeta subitement le trouble dans les opérations convenues. La Perse entrevit la possibilité de jouir des provinces que le malheur de ses armes l'avait forcée d'abandonner, et elle se décida pour la guerre, parti que favorisaient de tout leur crédit le premier ministre du schah et le prince royal. Ce dernier, à la tête d'une armée de cinquante à soixante mille hommes, commença par envahir les districts méridionaux de la Géorgie. Peu de temps après, vers la fin d'août 1826, il s'était rendu maître de Karabag, de Talyschine et du Schirwan. Le gouverneur Yermolof réunit de son côté des forces pour s'opposer au progrès des Persans. Plusieurs affaires partielles avaient déjà eu lieu, lorsque les deux armées se rencontrèrent proche d'Ehsebethpol. Malgré sa grande supériorité numérique, l'armée d'Abbas-Mirza fut mise en déroute, et ce prince repassa l'Araxe, le 11 octobre, avec sa ca-

valerie, tandis que l'infanterie cherchait d'un autre côté à regagner les frontières de la Perse. L'hiver suspendit les hostilités, qui recommencèrent le printemps suivant. Dans une des principales rencontres de cette nouvelle campagne, Abbas-Mirza, qui était revenu sur les bords de l'Araxe avec environ quarante mille hommes de ses meilleures troupes, y éprouva encore une défaite complète. A la vérité, les Russes avaient alors des forces beaucoup plus considérables que l'année précédente, et ils purent bientôt dicter leurs volontés à Feth-Ali. Lors de la transaction préliminaire qui se fit en novembre 1827, le général Paskewitch exigea que le prince Abbas-Mirza se rendit en personne à Tschewiter, à sept ou huit lieues de Tauris, pour concerter la rédaction du traité définitif entre les deux puissances intéressées. La cour de Téhéran, informée de ce qui se passait à Constantinople, n'avait ouvert ces négociations que pour gagner du temps, et elle crut pouvoir recommencer les hostilités avec plus de succès. Il n'en fut point ainsi, les Persans furent encore défaits, et Abbas-Mirza lui-même sentit la nécessité d'amener son père à donner des ordres pour l'exécution des préliminaires et la conclusion définitive du traité de paix. Suivant l'usage qui donne au schah de Perse le droit de choisir celui de ses fils qui doit lui succéder, Abbas-Mirza est depuis long temps désigné, parmi les soixante et quelques frères qu'il a, pour regner après Feth-Ali. Ce dernier a déjà voulu se démettre de la couronne, et l'appeler au trône en 1825; mais cette révolution, à laquelle sa vieillesse et ses infirmités le portaient, n'a pas eu d'effet. Abbas-Mirza a plusieurs enfants : un de ses fils a déjà eu un commandement dans la dernière guerre avec les Turcs.

**ABDOUL-HASSAN-KAN.** Voyez Mirza, au Supplément.

**ABDUL-HAMID.** Voyez page 23 où cet article a été placé par erreur à un autre rang que le sien.

**ABILDGAARD** (NICOLAS-ARNAUD), peintre d'histoire du roi de Danemarck, chevalier de l'ordre danois, né à Copenhague, en 1744, directeur et professeur de l'académie des arts, est, sans contredit, le meilleur peintre que le Danemarck ait possédé jusqu'ici. Il reçut à l'académie de Copenhague les premières leçons de son art. Un séjour de cinq ans en Italie acheva de perfectionner son talent, qui conserva néanmoins le caractère original qui distingue tous ses ouvrages. Dans ses tableaux d'imagination, il se montre parfois sombre; dans ses compositions historiques, son style est plus riant et plus grandiose. On trouve rarement, dans les ouvrages des peintres modernes, un plus beau coloris que celui d'Abildgaard; il le cède peu au coloris de Paul Veronese et du Titien. Une grande partie des chefs-d'œuvre de ce peintre a péri dans l'incendie de 1794, qui détruisit le château royal de Christiansburg. Les tableaux dans lesquels il a traité divers sujets tirés de l'histoire du Danemarck, sont placés dans la salle des Chevaliers. Abildgaard a personifié, dans quatre tableaux allégoriques, les quatre principales époques de l'histoire d'Europe. La première de ces allégories représente l'état sauvage des habitants de cette partie du monde; la seconde, la domination de Rome; la troisième, la hiérarchie; la quatrième, la renaissance des lettres et la culture des arts après la révolution opérée par les grandes découvertes de la poudre à canon, de l'imprimerie et du nouveau monde. Copenhague possède un bon nombre de ses compositions historiques, et sa veuve une collection de ses plus beaux ouvrages. Rien de plus achevé que son *Philoctète blessé*, et son *Cupidon*, qui a été acheté par un Espagnol. *Socrate*, *Jupiter pesant les destinées des hommes*, l'*ombre de Culin* apparaissant à sa mère, d'après Ossian, ont obtenu les suffrages de tous les amateurs. Les quatre tableaux où il a traité des sujets tirés des comédies de Terence, furent ses derniers ouvrages. Il avait beaucoup lu, et connaissait à fond l'économie du théâtre ancien. Il avait beaucoup de goût pour l'architecture, et tout ce qu'il a composé en ce genre, est beau de forme et d'effet. Nous le rapportons du choix des sujets et de l'exécution, les compositions d'Abid-

gaard annoncent un homme qui a étudié à fond l'antiquité. Rien ne lui était étranger, même dans les choses qui avaient le moins de rapport à son art. Personne n'a mieux connu que lui la partie théorique et pratique de la peinture. C'est lui qui composa la superbe bibliothèque que possède l'académie dont il était un des professeurs les plus distingués. Abildgaard a formé un grand nombre d'élèves en peinture et en sculpture, l'honneur aujourd'hui de leur maître et de leur patrie, entre autres Thorwaldson. Les petits ouvrages dans lesquels il redresse plusieurs jugements maladroits portés sur les beaux-arts, et où il donne l'explication de certains chefs-d'œuvre, ne sont pas sans mérite littéraire. L'auteur de la *Vie de Carstens*, Leipzig, 1806, lui reproche d'avoir persécuté cet artiste lorsqu'il était professeur de l'académie, parce que, dit-il, Carstens avait deviné son secret pour le coloris, et observé sa manière de peindre. Ces imputations, et d'autres de Fernow, ont été victorieusement réfutées par le secrétaire de l'académie. Abildgaard est mort en 1809.

**ABRANTES** (doni JOSEPH, le marquis d'), grand duc de Portugal, né à Lisbonne en 1763, ne meritaient pas d'occuper une place dans notre Biographie, si deux circonstances de sa vie ne rattachaient son nom à des événements mémorables. Jean VI, lors de son départ de Lisbonne à la fin de 1807, nomma une régence pour régir son royaume pendant son absence, et le marquis d'Abrantes en fut nommé président. Ce seigneur appartenait à une des familles les plus illustres du Portugal, jouissait d'une grande fortune; mais son ignorance, son goût pour la débauche, et ses habitudes crapuleuses, le rendaient l'homme le moins digne d'être placé à la tête d'une régence, destinée, il est vrai, à une existence éphémère. Après l'occupation du pays par l'armée française, le général Junot, qui la commandait, ne tarda pas à dissoudre cette autorité. Quelque temps après, la presque totalité de la noblesse portugaise ayant délaissé la famille de Bragance déchue du trône, le marquis d'Abrantes et son fils furent au nombre des députés envoyés à Bragance avec la mission de demander à Napoléon un roi de sa famille, pour gouverner le Portugal. Il se rendit ensuite à Paris, où il recut dans l'obscurité, livré à ses goûts habituels. Il revint en Portugal, en 1811, après la chute de Napoléon, et est mort à Lisbonne en 1825.

**ACERBI** (PIRELLI), médecin, né à Milan, le 27 octobre 1785. Lorsqu'il perdit son père, chirurgien ordinaire, il était encore très jeune; son beau-père lui procura généreusement les moyens de continuer ses études médicales. Elles ne l'empêchèrent pas d'abord de se livrer à quelques travaux plus sédentaires pour sa vive imagination; mais ensuite, se consacrant tout entier à sa profession, il fut reçu, en 1810, docteur à l'université de Pavie. Peu de temps après, et tandis qu'il suivait la clinique des hôpitaux, il publia une traduction du *Traité d'hygiène, de thérapeutique et de matière médicale*, que le docteur Carus avait donné en latin. Il résolut ensuite de voyager pour compléter son instruction: les leçons d'anatomie de Macagni le retiennent quelque temps à Florence. Il avait commencé par Genève cette tournée scientifique, et il ne revint à Milan qu'après avoir visité les établissements de Rome, de Pise et de Livourne. Il ne tarda pas à être nommé, au grand hôpital de Milan, médecin assistant, puis médecin suppléant, et devint, en 1817, professeur d'histoire naturelle au lycée de Porte-Neuve, ainsi qu'à celui de Saint-Alexandre. Il sut concilier ces occupations diverses, et, loin d'en paraître accablé, il trouva le temps de rédiger, sous le titre d'*Opérations de médecine pratique*, un recueil de faits, accompagnés de réflexions critiques qu'on trouva judicieuses et instructives. Celles qui concernaient la pratique du professeur de clinique Locatelli, décidèrent ce savant médecin à s'expliquer dans une sorte de justification un moins lumineuse. L'insatiable Acerbi, dont la clientèle augmentait d'année en année, savait cependant se ménager des loisirs pour de nouveaux écrits. Outre son ouvrage sur la fièvre pétéchiale, il publia, vers cette époque, trois éloges;

celui de l'ancien professeur Boretti, Politien, mort en 1814, et inséré dans les *Vies des Italiens illustres*, et ceux de deux docteurs, de Giannini, auteur d'un traité de la fièvre qu'on a traduit en français, et de Monteggia, auquel on doit un cours important de chirurgie théorique et pratique. La *Lectione que illo*, recueil milanais, comptait aussi un nombre de ses collaborateurs les laborieux Acerbi : mais une phthisie pulmonaire termina ses jours, le 5 décembre 1817. Il n'eût pas cherché l'instruction avec un désir si ardent, s'il eût regardé seulement comme un moyen d'obtenir beaucoup de succès dans son état; il y portait cet esprit philosophique qui s'attache surtout à de plus hautes considérations. Le docteur Fontaneilles s'exprime ainsi à l'égard de Henri Acerbi, en racontant qu'il l'a vu plusieurs fois chez le célèbre Manzoni : « C'est là que Henri allait souvent dans la soirée goûter de nobles délasséments. Les sciences, la littérature, les beaux-arts, avaient dans tous deux de dignes intérêts. Je remarquais entre eux une grande analogie de sentiments et de principes, l'esprit de justice, l'amour de la tolérance, l'idée d'une puissance intelligente de laquelle tout émane. Que la morale eût été belle et aimable dans leur langage! Le petit poème qu'Acerbi composa dans sa première jeunesse, avait pour titre la *Fama celeste*. On cite comme son principal ouvrage, la *Doctrina théoropéutique de la jeun retchiale*. Il a laissé en manuscrit, outre un *commentaire sur la divine comédie de Dante* : 1° *Cours de biologie et médecine*; 2° *Cou d'histoire naturelle*, comprise surtout d'après Leske et Blumenbach; 3° *Éléments de la médecine*, traduit de l'allemand de Funck, avec des additions, etc.; 4° *Principes de zoologie*, traduit du latin de Brunnich, savant Dancie.

ACOSTA (JEAN D'), né au Bengale vers l'année 1751. Sa famille, dont le nom indique une origine portugaise, l'envoya à Paris pour y faire ses études, mais elle le rappela en Asie aux approches de la révolution, et il parait que c'est à Calcutta qu'il achève de s'instruire. Il était fort jeune encore lorsqu'il fit insérer dans les journaux de cette capitale de l'Inde malaise, des articles sur quelques unes des questions dont s'occupaient les savants; mais alors son intention était de suivre aussi la carrière du commerce, et une maison à laquelle il s'associa lui dut sa prospérité. Dans les spéculations même ses vues avaient de l'étendue, et l'utilité publique paraissait en être le principal objet; on a remarqué dans son *Projet d'associations*, l'exartitude des aperçus, ainsi que la force des considérations générales. Peu de temps après la publication de cet ouvrage, une faillite en changeant la position d'Acosta, le conduisit à sentir qu'il s'était la se contraindre trop loin, et que c'était pour lui une erreur de se répandre dans le monde. Depuis ce moment, il se consacra aux études les plus sérieuses, et il se retira. Il était à Chandernagor quand les Anglais s'emparèrent, dans ces contrées, de tous les établissements français que la métropole ne pouvait protéger à cette époque. On affecta de le traiter comme Français; cependant, en qualité d'ancien habitant de l'Indoustan, il ne fut point prisonnier de guerre, et il profita de cet avantage pour accueillir et accueillir, mais avec choix, ses compatriotes d'adoption. C'est alors qu'il se lia étroitement avec M. Moreau. En 1812, ils publièrent le *Magnan de Calcutta*, recueil périodique pour lequel ils eurent le malheur de s'adjointer un tiers dont les opinions s'accordaient mal avec les leurs, ce qui fit abandonner l'entreprise. Parmi les articles qui avaient fait remarquer ce recueil, on citait des dissertations judicieuses et pleines d'érudition, sur l'ancienneté de la population dans les grands bassins du Gange et du Burampooter. D'Acosta n'eut pas de peine à réfuter à cet égard l'opinion paradoxale de Bentley; il rendit ainsi les vœux de ses compatriotes dans la haute antiquité est reconnue même par les Chinois si anciens eux-mêmes. Sans sa prédilection pour la terre d'Orient, d'Acosta eût pu prendre en France un rang honorable au milieu des savants; il trouvait pour ses vastes recherches des facilités particulières dans la connaissance des persan, du samscrit, de l'indoustan et de

l'idiome vulgaire du Bengale, ainsi que des principales langues de l'Europe, à l'exception de l'allemand. Il a traduit de l'ancienne langue sacrée beaucoup de récits, afin de transmettre aux Européens une idée exacte des mœurs et des coutumes d'un pays si diversement jugé. Il attendait la rencontre d'un manuscrit samscrit de quelque importance, pour l'adresser au comte Lanjumeau, qui, pendant ses dernières années, aimait à comparer les traditions ou les maximes des anciens brames avec la doctrine chrétienne, et à tirer de cette conformité des conséquences peu naturelles. Dans tous ses écrits, d'Acosta avait intéressé ses lecteurs, malgré la gravité des questions historiques, ou même métaphysiques, et tout en préférant à l'art de plaire, la puissance du raisonnement. Doué d'une imagination brillante, il savait néanmoins se borner, dans les sujets sérieux, à l'enchevêtrement naturel des idées, à la justesse des réflexions, à la clarté du style, et il faisait plus de cas de la vérité des choses que de l'agrément de la diction. Dans sa correspondance avec Langley, ou avec d'autres orientalistes, et toutes les fois que le sujet le permettait, il avait beaucoup de grâce et d'abandon. Il voulait qu'on n'eût recours aux séductions de la poésie que dans l'intérêt de la vérité, ou du moins pour faire goûter à de certains hommes des pensées généreuses, et il hasarda dans ce sens quelques essais poétiques en français et en anglais. Il a quelquefois adressé au directeur du Jardin des Plantes, à Paris, les végétaux de l'Asie méridionale qu'il croyait susceptibles d'être acclimatés sous de plus froides latitudes. Ayant résolu de ne pas confier à des soins étrangers l'éducation de ses enfants, il quitta Chandernagor, en 1816, pour se fixer à Calcutta, qui offre une plus grande réunion d'établissements scientifiques. Il y devint propriétaire en grande partie, et bientôt seul rédacteur du *Times*, gazette qui, depuis les derniers mois de 1812, avait remplacé le *Telegraph*; son traitement, outre le logement et sa part dans les bénéfices de l'entreprise, était environ de 500 francs par mois. Vers ce temps M. Grégoire recut de lui, et fit insérer en partie dans la *Chronique religieuse*, une notice importante sur le célèbre Râm-Mohun-Rôe-Banoudjia, brahmane de Calcutta, qui s'efforçait de réformer le culte actuel de ses compatriotes, de les détourner de leurs superstitions, et de les amener à reconnaître que la base de l'ancien brahmanisme était la croyance en un seul Dieu. D'Acosta se promettait de faire parvenir successivement à Paris divers morceaux de littérature asiatique; mais ils ne lui furent jamais envoyés, ainsi que beaucoup d'autres fragments; il est mort dans sa quarante-cinquième année. On a dit de lui qu'en ne pouvait le fréquenter sans devenir non seulement plus instruit, mais plus estimable et plus sage. Il joignait à des vues constamment philosophiques, la force du caractère, et il avait le mérite, trop rare, d'apprécier surtout les hommes d'après leur utilité morale; d'après le bien qu'ils s'attachent à opérer en faveur de la multitude. Cette disposition d'esprit paraît l'avoir dissuadé de revenir en occident. Il accordait aux Européens la supériorité, quant à l'industrie, mais non quant au sens moral. A cet égard, il disait dans une lettre en parlant des Bouches-du-Gange, ici, où tant d'institutions différentes... tolèrent les mœurs à côté des autres, « laissent à l'homme une certaine indépendance, je ne sais si nous autres écoles d'Europe, nous ne sommes pas plus à même de développer le germe d'une pensée grande et originale une fois reçue, que les Européens acablés sous le poids d'une institution vieille, massive et unique. » Ce savant, dont les travaux auraient été si utiles à la société asiatique de Paris s'il n'avait pas été enlevé dans la force de l'âge, paraît n'avoir laissé d'autre corps d'ouvrage que son *Projet d'assurances commerciales*, Calcutta, 1807.

A'COURT (sir WILLIAM), diplomate anglais, né vers 1784, fut d'abord consul-général à Tunis, entra ensuite dans la carrière diplomatique, et s'est acquise une grande célébrité parmi les ennemis des institutions constitutionnelles, pour la part qu'il lui attribuerait dans le renversement des constitutions de Na-

ples, d'Espagne et des deux chartes portugaises. Nous pensons toutefois que sir W. A'Court, dans les divers pays où il a représenté l'Angleterre dans ces conjonctures, n'a fait que suivre les instructions de sa cour, et que ses sentiments personnels n'ont guère influé sur sa conduite. S'il a en Portugal favorisé de toutes ses forces, et par tous les moyens, l'élevation de l'infant don Miguel à la dignité de régent du royaume, après s'être montré très bien disposé en faveur de la charte accordée aux Portugais par don Pedro, c'est que son chef, M. Canning, avait lui-même modifié sa politique, et cru devoir livrer le Portugal à un prince dont il devait pourtant connaître le caractère et le penchant irrésistible vers le pouvoir absolu. Pendant les années 1826 et 1827, sir W. A'Court dirigea le cabinet de Lisbonne à son gré, on fit expulser les ministres qui contrariaient les vues de l'Angleterre, et son intervention à cet égard fut aussi active que patente. Ses notes officielles étaient souvent écrites d'un ton tellement impérieux, qu'on pouvait les envisager plutôt comme des ordres transmis par un supérieur, que comme des communications diplomatiques. Avant l'arrivée de don Miguel en Portugal, sir W. A'Court quitta ce royaume, et fut nommé ambassadeur en Russie, où il résidait encore, on cette qualité en mars 1830. Il paraît qu'il a habilement négocié à Saint-Petersbourg pour sauver le grand-seigneur du sort dont les armées russes victorieuses le menaçaient; si l'empereur Nicolas et son cabinet avaient su profiter de la victoire. Sir W. A'Court, élevé dans la carrière diplomatique, s'est depuis long-temps familiarisé avec l'art des intrigues; il est fin et adroit, mais ses connaissances positives sont assez bornées, et la plus grande partie des succès qu'il a obtenus en Italie, à Madrid et à Lisbonne, a tenu bien plus au défaut d'expérience, de talent et de caractère de ceux qu'il a trompés ou séduits, qu'à la grande supériorité de son génie. La nature ténébreuse des négociations diplomatiques ne permet pas d'ailleurs de pénétrer encore les vrais motifs qui ont fait agir le cabinet anglais dans les diverses circonstances où il a cru devoir employer les talents de sir W. A'Court. Tout ce qu'on peut dire à son égard, c'est que la cour de Londres le regarde comme un homme très propre à surveiller, à diriger ou à renverser les révolutions politiques de l'Europe. Le marquis de Londonderry, parlant de sir W. A'Court, dit, en plein parlement, que c'était un très habile homme en son genre; il faisait allusion à la manière dont cet agent diplomatique avait manœuvré dans les pays où avaient éclaté des révolutions tendantes à établir la liberté fondée sur la représentation nationale. Un tel éloge, dans la bouche du marquis de Londonderry, est assez significatif.

ADAM (Rosar), architecte, né en Écosse, en 1758, à Kirkcaldy, petite ville du Fife-shire. En faisant ses études à Edimbourg, il laissa déjà apercevoir de la prédilection pour les arts du dessin, et bientôt un goût particulier pour l'architecture. Des diverses parties des beaux-arts, il n'en eut aucune peut-être dont l'étude approfondie exige aussi impérieusement qu'un voyage, qu'on observe sur les lieux les objets regardés comme des modèles, et qu'on les apprécie au milieu des rapports qui en déterminent la convenance. D'après un usage établi en Angleterre, à l'instar de la France, c'est aux frais du gouvernement que Robert Adam se rendit à Rome. En visitant les monuments des différentes parties de l'Italie, il conçut le projet d'un grand travail, dont l'idée se retrouve surtout dans l'introduction du plus important ouvrage qu'il ait ensuite publié. Quoiqu'il eût le génie de son art, et qu'il eût conduit très bien les grandes parties de l'architecture, c'est surtout par d'ingénieuses distributions intérieures, et par des ornements d'un goût original et noble, qu'il se fit une prompte réputation à Londres, où il s'était fixé en revenant d'Italie. Il montrait sous d'autres rapports moins d'invention peut-être, ou plutôt l'occasion lui manquait pour suivre ses plans selon sa propre pensée, au lieu de la modifier d'après la volonté des propriétaires, ou de subir même l'influence du climat, et de se rappor-

cher de la manière du moyen âge, condition indispensable pour se faire généralement applaudir dans la Grande-Bretagne. On convient du moins qu'avant lui, les villes d'Edimbourg et de Glasgow n'avaient point d'édifices d'un goût aussi pur que ceux qu'il y construisit en grand nombre; mais c'est-il été maître de suivre entièrement sa pensée, avantage dont les grands architectes doivent jouir si rarement, il aurait jugé que ce n'est pas sur les bords de la Clyde ou de la Dwina, et que ce ne serait pas même sans doute dans la capitale anglaise du Gange, ou à Rio-Janeiro, qu'il faut reproduire exactement ce qu'on admirait chez les grecs de Corinthe ou d'Ephèse. En 1768, Adam se démit des fonctions d'architecte du roi qu'il exerçait depuis six ans, parce que le comté écossais de Kircos venait de le nommer député au parlement. Il reprit ensuite le cours de ses travaux, pour lesquels il s'était associé son frère qui suivait avec habileté la même profession, mais dont le talent ne s'élevait guère au-dessus des parties de l'art qu'on peut réduire à des règles positives. Robert Adam était lié avec plusieurs de ses plus célèbres contemporains; on cite au nombre de ses amis particuliers Ferguson, Hume et Adams Smith. En 1793, Robert mourut des suites de la rupture d'un vaisseau dans la poitrine. Ses obsèques furent célébrées avec beaucoup de pompe; de nombreux artistes y assistèrent, ainsi que des personnages d'un rang élevé. On érigea même en son honneur, et par les soins de sa famille, un monument à Westminster. Un quartier de Londres, au bord de la Tamise, ou plutôt une simple suite de maisons d'une construction uniforme, porte le nom d'*Adelphi*, parce que ces bâtiments sont l'ouvrage des deux frères Adam. Il a été dit, mais seulement chez les Anglais, que le style d'Adam surpassait, sans exception, celui des architectes qu'avait eus la France durant le règne de Louis XV. Cependant il semblerait difficile de citer un monument en Angleterre, un seul, fût-il de Wren, qui, dans l'opinion des étrangers instruits, ne présentât des défauts plus frappants que ceux du temple de Sainte-Geneviève à Paris. Quant aux maisons de campagne et aux châteaux bâtis par Robert Adam, on y retrouve presque toujours le goût dominant de son pays, c'est à dire une imitation plus ou moins capricieuse de la seule manière que connurent, ou qu'adoptèrent, il y a quelques siècles, les nations germaniques et celtiques. On doit à cet artiste célèbre un perfectionnement peu sensible. Par une publication périodique de dessins sur des objets de détail, il a rendu un véritable service, non seulement à l'architecture, mais à d'autres arts qui ont en partie pour fondement les mêmes principes de goût. Parmi ses ouvrages en tout genre, aucun n'a plus contribué à sa réputation, du moins dans les pays étrangers, que la *Description des ruines du palais de l'empereur Dioclétien à Spalato*, grand in-fol. Elle parut à Londres, en 1764; les gravures et les dessins avaient été faits en Italie. Il eût été difficile de choisir un monument d'un plus grand intérêt, dans le nombre de ceux qui restaient peu connus, ou de porter plus loin le mérite de l'exécution: l'introduction de ce bel ouvrage est aussi instructive que bien écrite. Il s'agissait surtout de donner une idée générale des somptueuses habitations que les anciens Romains avaient multipliées sur le sol de l'Italie, ou dans quelques contrées voisines, et qui étaient ornées des dépouilles de tant de peuples: le genre d'élégance qui distinguait ces demeures, devient un document essentiel dans l'histoire des arts. Ce palais de Spalato est le seul qui soit resté debout, et c'est là que sont passés neuf années paisibles un des hommes qui paraissent le moins éloignés de mériter le titre, un peu fastueux, de maîtres du monde. Les Romains avaient dû au goût de Dioclétien pour les grands effets de l'architecture, de magnifiques bains publics que le temps a respectés, et dont la vue décida Robert Adam, pendant qu'il était en Italie, à entreprendre le voyage de Spalato, où il pensait avec raison que cet empereur n'aurait pas fait moins que dans Rome même. Ne trouvant alors aucun jeune artiste anglais qui pût le seconder, Robert Adam engagea Clerissau,

architecte français, à l'accompagner en Dalmatie, où ils rencontrèrent des difficultés, dont un zèle intelligent et courageux pouvait seul triompher. En 1778, long-temps avant la mort d'Adam, un recueil de ses divers plans et dessins avait été gravé à Londres en deux volumes in-folio.

**ADVENIER-FONTENILLE** (HIPPOLYTE-ANTOINE), naquit à Paris, le 5 février 1773. Entré fort jeune à l'école des ponts et chaussées, il fut nommé, dès le 5 février 1794, capitaine du génie. Les fatigues de la vie militaire convenaient peu à sa santé. Vigilant et brave par principe, il remplissait exactement les devoirs de son état, mais sans pouvoir s'y plaire. Lorsque le général Marescot fut nommé par l'empereur inspecteur-général du génie, il s'occupa du sort d'Advenier, qui avait été son aide-de-camp, et voulant lui procurer des occupations moins pénibles, il l'introduisit au comité des fortifications; mais Advenier perdit cette place. En 1808, quand le général Marescot fut enveloppé dans la disgrâce encourue par le général Dupont, après le malheureux événement de Baylen. Depuis long-temps Advenier avait trouvé des loisirs pour cultiver avec succès la poésie légère, et pour s'essayer au théâtre. Son goût, et la crainte trop fondée de ne pouvoir jamais s'arranger de la vie des camps, le décidèrent à donner sa démission afin de substituer d'autres fonctions sédentaires à celles qui venaient de lui être ôcées. Il devint provisoirement l'aide de son beau-frère, Corbuseau, qui après avoir été mortel à la bataille de Wagram, avait changé le titre de major de la garde pour celui de receveur-général. Un poste plus fixe se présenta bientôt; Advenier fut nommé, en 1812, référendaire de seconde classe à la cour des comptes. Depuis 1807, il était chevalier de la légion d'honneur. Il jouait assez agréablement la comédie, et la faisait mieux encore; il avait de la facilité dans l'esprit, quelque harmonie dans le style, et surtout le sentiment de la phrase poétique; mais ces avantages lui inspiraient peu de prétention. A peine envoyait-il à l'*Almanach des mœurs* un ou deux des divers morceaux dont il eût pu composer un volume, et, quant à son théâtre, il n'a donné pour l'impression que les pièces en petit nombre qui lui ont été demandées. Le plus ancien de ses ouvrages en ce genre, est *L'Amant et la Cadette*, pièce composée en société avec A. Desfougerets, et jouée avec succès au Vaudeville, le 15 octobre 1796. En 1808, le 28 avril, on représenta sur le même théâtre *Panard clerc de procureur*, composée avec Boutard et Desfougerets; puis, le 25 octobre 1808, *Grassat*, en 3 actes, en société avec Boutard. En 1817, Advenier reparut au Vaudeville: *Le trois mal*, pièce de circonstance en l'honneur de la restauration, en société avec J. Pain. L'année suivante, *Cristidius*, en deux actes, par les mêmes auteurs, n'obtint qu'un petit nombre de représentations. *Le jeune nain*, opéra comique en un acte, a été joué à Feydeau, le 10 avril 1821, et imprimé sous le nom de Fontenille; la mus. que est de Blangini. Cet ouvrage, le dernier d'Advenier, et composé par lui seul, offre une intrigue un peu faible, mais assez ingénieuse, et un dialogue facile, mais sans verve et sans énergie. Advenier mourut le 18 avril 1827.

**AGIER-PREVOST** (M<sup>lle</sup>), connue surtout par des rapports de société qui s'établirent entre elle et Bonaparte, avant son élévation. Elle demeura à Lyon; elle remarqua avec intérêt la réserve studieuse de ce lieutenant d'artillerie, que ne séduisait aucun plaisir. Comme elle était beaucoup moins jeune que lui, il prit l'habitude de l'appeler *bonne-maman*, et après avoir quitté Lyon, il lui écrivit quelquefois. On sait qu'il en traitait dans ses calculs, ou qu'il était conforme à son caractère, d'oublier difficilement ceux qui avaient des titres auprès de lui. Au moment de traverser la Suisse, en 1798, il rendit à M<sup>lle</sup> Agier-Prevost une visite qu'il prit soin de réitérer à une autre époque, lorsque déjà revêtu du pouvoir, il entra en France par la route de Chambray, après la journée de Marengo. Des événements particuliers privèrent M<sup>lle</sup> Agier-Prevost de son médiocre revenu, mais par délicatesse elle ne voulait point s'adresser à l'empereur. L'embarras de cette démarche lui fut épargné à son insu,

et des que Napoléon fut informé de ses revers, il lui assigna une pension de six mille francs. Elle mourut à Genève en 1823. Peu de temps après, et la même année, on publia *Et unora de Cressay*, 3 vol. in-12, roman qu'elle avait laissé; mais qui, sans être à beaucoup près dépourvu de tout mérite, n'était pas destiné à faire sensation.

**AGINCOLLET**. Voyez PÉROUX d'AGINCOURT.

**AGLIETTI** (FRANÇOIS), l'un des plus célèbres médecins de l'Italie, né à Brescia, dans le royaume Lombardo-Vénitien, le 1<sup>er</sup> novembre 1757. Il étudia de bonne heure la médecine à l'université de Padoue, sous le célèbre Caldani, et se fit connaître ensuite par la publication d'un excellent journal de médecine qui parut en 1783. Ce recueil périodique valut bientôt à son auteur une réputation méritée, en Italie, en Allemagne et en Angleterre. En 1788, M. Aglietti fut nommé professeur d'anatomie au collège de médecine de Venise, et, en 1804, il fut choisi pour professeur de la clinique aux hospices civils de cette ville. L'institut lombardo-venitien, l'académie de médecine et celle des beaux-arts de Venise, voulurent successivement compter cet habile professeur parmi leurs membres, et ses travaux jetèrent bientôt un nouveau lustre sur ces sociétés. Le gouvernement impérial le nomma conseiller et médecin en chef, en 1817. C'est à cette époque que le docteur Aglietti fit preuve d'un grand zèle et d'une expérience consommée dans le traitement du typhus qui s'était déclaré à Venise. Il n'en montra pas moins, l'année suivante, lorsque la peste se déclara au lazaret; c'est aux mesures qu'il sut prendre que la ville dut d'être préservée d'une contagion générale. Lorsque le comte de Neipperg fut atteint de la maladie qui l'enleva à l'archiduchesse Marie-Louise, la veuve de Napoléon crut ne pouvoir mieux faire que de confier le traitement de son mari au docteur Aglietti, qui était l'ami de ce général depuis beaucoup d'années. Il lutta pendant trois mois contre les progrès d'un mal incurable, et ne quitta pas un seul instant le comte de Neipperg. L'ex-impératrice, devenue veuve une seconde fois, n'en rendit pas moins justice à l'habileté de M. Aglietti, auquel elle écrivit même une lettre que nous rapporterons textuellement, parce qu'elle est à la fois un titre très honorable pour le médecin célèbre auquel elle s'adresse, et un objet de curiosité et de réflexions pour le lecteur. Marie-Louise écrivait donc de Parme, sous la date du 5 avril 1820. « J'ai reçu, » il y a peu de jours, mon cher Aglietti, votre lettre » du 29 mars. Les sentiments que vous m'y exprimez » m'ont infiniment touchée, et je vous prie de croire » que je vous rends la pleine justice que vous avez fait » tout au monde pour sauver la vie à notre cher dé- » funt; mais il y a malheureusement des occasions » où tout le grand talent que vous possédez à un si » haut degré, et tous les efforts de l'art sont impuis- » sants, car il est impossible de lutter contre la vo- » lonté divine. Vous avez bien raison de dire que le » temps et la religion peuvent seuls adoucir l'amertume d'une pareille perte: hélas! le premier, lui » d'opérer son pouvoir sur moi, ne fait qu'augmenter » journellement ma douleur, et si vous me voyiez dans » ce moment, vous me trouveriez bien moins calme » et résignée que lorsque vous êtes parti de Parme. » J'ai été bien malade, depuis, d'une fièvre rhuma- » tismale, avec des douleurs nerveuses périodiques; » M<sup>me</sup> m'a parfaitement traitée et remise sur pied; » mais j'éprouve de la peine à me remettre entière- » ment. Dans ces sortes de maux il faudrait de la dis- » traction; mais où en trouver lorsqu'on ne sent qu'un » vide affreux autour de soi, et que le cœur est mort » pour toujours au bonheur. Je serais charmée que le » temps puisse me procurer l'occasion de vous revoir, » et de vous exprimer les sentiments d'estime et d'amitié, avec lesquels je suis votre très affectionnée: » M<sup>me</sup> Lot me. » Outre une grande quantité de rapports et de dissertations académiques du docteur Aglietti, et qui sont insérés dans les recueils des séances de l'institut lombardo-venitien, et de l'Académie de Venise, on lui doit encore la belle édition des œuvres

d'Algarotti, dédiée au roi de Prusse, et qui a paru en 1791. Le docteur Aglietti possède une des plus riches bibliothèques, et la collection de gravures qu'il a réunies à Venise, est sans contredit l'une des plus belles de toute l'Italie; ainsi, chez ce savant médecin, l'amour de la science a su s'allier à celui des lettres et des beaux-arts.

AGOUB (Joussu), professeur de langue arabe au collège de Louis le-Grand, et de langue française au collège égyptien de la rue de Clichy, est né au Caire le 18 mars 1795. Il vint en France, en 1802, à la suite de l'expédition d'Égypte, avec sa famille qui s'établit quelque temps à Marseille. Destiné à la carrière de l'enseignement, il y est entré fort jeune. Il joint aux connaissances d'un orientaliste estimable, quelques talents poétiques, que les journaux ont eu quelquefois l'occasion de louer. Il a publié plusieurs élégies, odes, dithyrambes, qui ont été insérées dans le *Mercury* et dans la *Revue encyclopédique*, et un *Discours historique sur l'Égypte*, servant d'introduction à l'histoire de cette contrée sous Méhemet Ali, imprimée à Paris. Voici la liste des productions de M. Agoub : 1° *La lyre brisée*, dithyrambe dédié à Mme Dufrenoy, 1825, in-8°; cette pièce a été traduite en arabe par le cheikh Rechafa du collège égyptien de Paris, 1825; 2° *Dithyrambe sur l'Égypte*, publié dans la *Revue encyclopédique*, 1825; 3° *Discours sur l'expédition des Français en Égypte, considérée dans ses résultats littéraires*; ce morceau sert d'introduction au *Journal de l'expédition en Angleterre par le capitaine Wall*, 1822; 4° *Les derniers moments*, élégie insérée dans le *Mercury*, 1825; 5° *La pauvre petite*, élégie insérée dans les *Revue provinciale*, 1825; 6° *Saga Hecata*, conte traduit de l'arabe, et inséré dans les *Mille et une nuits*, publiées par E. Gautier; 7° *Règles de l'arabe vulgaire*, inséré dans le *Journal asiatique*, 1826. Le frère de M. Agoub a servi honorablement dans l'armée française.

AGOULT (CHARLES-CONSTANCE CÉSAR-LOUIS-JOSEPH-MATHIEU d'), né à Grenoble, en 1749, d'une famille dont l'illustration était ancienne, et qui avait contracté des alliances avec les rois d'Aragon et de Sicile. Après avoir appris au séminaire de Saint-Sulpice les humbles devoirs des ecclésiastiques, il fut présenté chez les princes pour instruire à prendre part aux grandeurs du monde, et il y parut propre : on en fit la remarque dans le salon de l'abbé de Breteuil, et dès ce moment l'avancement du jeune d'Agoult fut résolu. Déjà il parlait avec une facilité peu commune sur des objets de finance, de commerce, d'administration et d'économie politique. Il ne tarda pas à être nommé grand-vicaire du diocèse de Rouen, avec le titre d'archidiacre du Vexin français. Le 13 mai 1827, on le sacra évêque de Pamiers, où il fonda un hôpital, mais où il ne se crut pas obligé de continuer à résider pendant les troubles de la révolution. Au commencement de l'année 1789, il fut le rédacteur du *Rapport unanimement adopté par les commissaires de l'ordre de la noblesse, nommés le 9 février pour examiner les plaintes et demandes de quelques communes*. Dans la question relative à la constitution civile du clergé, il adopta, comme la plupart des évêques, les principes soutenus par l'archevêque d'Aix dans son *Exposition*. L'année n'était pas achevée que déjà l'évêque de Pamiers avait quitté la France; mais il fut rappelé secrètement de Suisse à Paris, au mois de novembre 1790, par le parti qui figurait principalement le ministre Breteuil. On voulait que le roi et la reine entendissent l'évêque de Pamiers; comme il ne s'agissait de rien moins que d'abattre tout à coup les révolutionnaires, il fallait surtout entretenir à la cour ces illusions qui conduisent bientôt le monarque à Varennes, et ensuite à la place de la Révolution. Quant au prelat, il passa de nouveau la frontière plus d'un mois avant l'arrivée de Louis XVI. Pendant son séjour en Angleterre il continuait à s'occuper des affaires; il fréquentait les cercles politiques où on méditait de grands desseins et où l'arabe, et il eut en particulier des relations avec Edmund Burke. Dès l'année 1801, M. d'Agoult, qui avait renoncé au diocèse de Pamiers d'après l'invitation du pape, entra en France, mais sans avoir

mieux compris la force des événements. Il se hâta de présenter à Louis XVIII, en 1814, des mémoires qui n'ont pas tous été imprimés. On y reconnaît un homme d'esprit habillé aux affaires, mais toujours revêtu de cette saine idée que les siècles ne changent que si la faiblesse des gouvernements le permet. On assure qu'en 1815, au moment d'une mutation dans le ministère, après les élections, l'ancien évêque de Pamiers fut proposé pour les finances; mais il est à croire que ce projet, conçu dans les salons d'un certain parti, ne fut pas sérieusement écouté. Depuis cette époque, M. d'Agoult paraît n'avoir pris une part active à aucun événement, et il a même cessé d'écrire. Il mourut à Paris, le 21 juillet 1824, assailli par l'attaque d'apoplexie. Ses ouvrages sont : 1° *Ordonnance sur l'élection de Bernard Font, curé de Serres, comme évêque constitutionnel de l'Arriège*; 2° *Avertissement pastoral au clergé et aux fidèles du diocèse de Pamiers, pour les prémunir contre le schisme*; ces deux pièces sont datées du 9 mai 1791; 3° *Solennité : 5° Principes et réflexions sur la constitution française*, anonyme, in-8° d'un feuillet et demi; 4° *Conservation avec E. Burke sur l'intérêt des puissances de l'Europe*, 1814; en en a tiré peu d'exemplaires; 5° *Projet d'une langue nationale*, anonyme, in-4° de neuf feuilles, Paris, 1815; c'est, à quelques modifications près, le plan qui avait été présenté à Louis XVI; 6° *Lettres à un jacobin, ou Réflexions politiques sur la constitution de l'Angleterre, et la charte royale considérée dans ses rapports avec l'ancienne constitution de la monarchie française*, Paris, 1815, in-8°; 7° *id.*, 1816, in-8°. On a remarqué surtout l'appendice joint à ces lettres. C'est un exposé rapide et lumineux, bien qu'un peu systématique, des bases de l'ancienne constitution de la France. On y voit du moins qu'avant la féodalité, l'indépendance des trois ordres était en sacre, ainsi que leur libre consentement pour l'établissement de chaque impôt; l'auteur remonte beaucoup au-delà de Charlemagne; 8° *Éclaircissements sur le projet d'une banque nationale, et réponse aux objections*, etc., Paris, 1816, in-4° de six feuillets.

AHMED, LOUIS DIZIOUX-AMMEL.

ABRENT (F.), célèbre voyageur et antiquaire, naquit à Altona, en 1779. Il s'attacha dans sa jeunesse à un couvent de mendiants, d'où il fut envoyé en Norvège, comme botaniste, par le gouvernement danois. Ses courses lui inspirèrent tout à coup le goût des antiquités scandinaves; il s'arrêta devant chaque monument, devant chaque pierre sépulchrale, convoité de caractères runiques, et en faisait un objet d'étude. Ce fut dans le même but qu'il parcourut, pendant plusieurs années, l'intérieur de la Suède. Il en vint au point d'acquiescer une connaissance approfondie des caractères runiques des 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> siècles; mais ces ruines, anglo-saxonnes et celtes, lui paraissant trop modernes, parce qu'elles étaient sorties du nord; il voulut étudier l'ensemble de ces monuments, et entreprit à cet effet de parcourir l'Europe entière. La manière dont il exécuta ce projet, peint bien le caractère d'un enthousiaste qui va à son but sans précaution, sans préparatif. Toujours à pied, mal vêtu, sans abri contre l'intempérie des climats, vivant souvent de la manière la plus misérable, il n'était connu que par les érudits qui seuls savent apprécier ses connaissances en paléographie, en numismatique et en linguistique. Une histoire de ses voyages formerait une relation infiniment curieuse. Outragé en Danemark, qu'il appelait le plat Danemark; enivré en Norvège, où on le voyait occupé de pierres monumentales, il fut accueilli en Suède dans les châteaux des nobles. Quelques savants contredisaient ses systèmes, d'autres les appuyaient; mais un homme à longue barbe, aux ongles crochus, au regard égaré, était peu propre à inspirer du respect, quoiqu'un moine mendiant avec son costume eût quelque chose de romantique. C'est encore en Danemark qu'il fut le mieux apprécié; partout ailleurs on le méprisait, on en lui suscitait des aventures fâcheuses, et souvent on lui refusait les secours qu'il demandait. On a prétendu, que dans un accès d'humeur sauvage, il s'était battu à coups de

poings avec un antiquaire allemand, et avait perdu sa vie dans ce combat. Il a dû lui-même devant témoins qu'il ne lui avait jamais convenu d'avoir plus d'un œil, attendu qu'il devait ressembler à Odin ; mais est plus probable qu'il perdit un œil, parce qu'il négligea toujours de s'abriter contre les injures de l'air et l'intempérie des saisons. Dans un voyage d'Italie, on le vit un jour essayer de grimper sur le lion de Venise, pour y lire l'inscription romaine qu'il croyait mal copiée. Rien de plaisant comme la querelle qu'il eut, à cet égard, avec les sentinelles autrichiennes, et sa harangue au peuple vénitien, assésé autour de lui. Les courses de l'antiquaire d'Althaus, l'amenèrent jusqu'à Paris, où l'on ne put s'occuper de son aspect extraordinaire ; l'habitude de vivre loin des hommes lui faisait négliger toutes les convenances sociales. Il partit, sans adieux, après avoir bouleversé une collection numismatique cathédrale qu'il était chargé de mettre en ordre, et bientôt on apprit qu'il était au milieu de l'Espagne, cherchant des ruines cathédrales. Il revint néanmoins à Paris à différentes reprises, et ses procédés antérieurs n'empêchèrent pas que des savants ne lui fissent des offres bienveillantes qu'il s'obstina constamment à refuser. Il fit aussi de nouvelles courses en Saxe, dans l'une desquelles il fut présenté au roi actuel, Bernadotte, de la manière suivante : A quelque distance d'un camp d'exercice se trouvait une pierre romaine sur un tumulus. Ahrendt s'y tint assis, et le roi fut obligé d'y aller pour voir le nouveau Diogène. Il lui fit par là victime de son goût pour les voyages. Son accablement bizarre, ses recherches mystérieuses, les livres à caractères inconnus qu'il portait sur lui, et ses discours véhéments, le firent prendre pour un *insanabile*, et il eut à ce titre beaucoup à souffrir dans les prisons napoléoniennes. Rendu à la liberté, il se retournait en Allemagne, lorsque la mort le surprit dans un village près de Venise, au mois de février 1834. Ses papiers et ses collections furent confisqués et envoyés dans sa patrie, par les soins du chargé d'affaires de S. M. le roi de Danemark. On a dit aussi qu'Ahrendt allait publier un grand ouvrage sur l'état physique et les antiquités de la Norvège, pour lequel il avait déjà rassemblé tous les matériaux nécessaires.

**ALLAUD** (Tabbé P.-Touss.), né à Montpellier le 1<sup>er</sup> novembre 1759, fit de bonnes études dans sa ville natale, embrassa l'état ecclésiastique et se vouta à l'écriture. Il devint professeur de rhétorique au collège de Montauban, et fut ensuite bibliothécaire de cette même ville. Il a publié un grand nombre d'ouvrages dont plusieurs se ressentent de l'âge avancé auquel ils les composa ; quant aux autres, ils annoncent plus d'instruction que de talent. L'abbé Allaud est mort à Montauban vers la fin de l'année 1836. On lui a : 1<sup>o</sup> *Apothéose de Théodose*, poème élégiaque en cinq chants, Montauban, 1803, in-8<sup>o</sup> ; 2<sup>o</sup> *L'Égypte*, poème héroïque en douze chants, Toulouse, 1803, in-8<sup>o</sup> ; 3<sup>o</sup> 2<sup>e</sup> édit., Paris, 1813, in-8<sup>o</sup> ; c'est un poème sur la campagne de Bonaparte en Égypte, d'après celui de la *Jérusalem délivrée* ; il y a des vers assez remarquables, mais MM. Méry et Bathélemy ont encore mieux fait d'ailleurs ; 4<sup>o</sup> *Chloé et le Jeune*, héroïde, Montauban, 1803, in-8<sup>o</sup> ; 5<sup>o</sup> *La jeune Ishtar*, ou les *Bonnettes*, poème héroïque en huit chants, Montauban, 1803, in-8<sup>o</sup> ; 6<sup>o</sup> *Le triomphe de la révolution*, poème en quatre chants, Montauban, 1815, in-8<sup>o</sup> ; 7<sup>o</sup> *Les arguties de l'humanité*, poème en onze chants, Montauban, 1817, in-8<sup>o</sup> ; 8<sup>o</sup> *Jean-Jacques Rousseau d'ouï*, ou *Résolution de sa dispute contre les évêques et les lettres*, Montauban, 1817, in-8<sup>o</sup> ; 9<sup>o</sup> *Tableau politique, moral et littéraire de la France, depuis le règne de Louis-le-Grand jusqu'en 1815, renfermé dans le développement de cette question : Quels ont été les effets de la décadence des mœurs sur la littérature française*, Montauban, 1823, in-8<sup>o</sup> ; 10<sup>o</sup> *Fables politiques de la révolution française*, poème en cinq chants, Montauban, 1821, in-8<sup>o</sup> ; ces fables devaient former les chants sept à dix de l'*Épique* ; 11<sup>o</sup> *Le nouveau Henriade*, poème héroïque en douze chants (chant premier). Dans des observa-

tions sur la *Henriade*, qui précèdent ce premier chant, l'auteur prononce que le poème de Voltaire est défectueux, et presque nul dans la conception du plan. Ce sont ces raisons qui, à l'âge de soixante-dix ans, le portaient à refaire ce poème. Allaud a encore publié la traduction en vers de quelques odes d'Horace.

**ALARD** (MARIE-JOSEPH-LOUIS-JEAN-FRANÇOIS-ALEXIS), médecin, né à Toulouse le 1<sup>er</sup> avril 1779. Admis au nombre des chirurgiens sous-aides, en 1793, il a suivi d'abord l'armée du Rhin, mais ensuite il a été attaché à la 17<sup>e</sup> division militaire, comme chirurgien de l'état-major. Lorsqu'après plusieurs années il retourna dans la vie civile, il s'occupa avec assiduité des études qui devaient le faire exceller dans sa profession, et, le 12 avril 1803, il fut reçu docteur à la faculté de Paris. En 1804, il fut nommé médecin des dispensaires de Paris, et, pendant les douze années qu'il eut à remplir ces fonctions naturellement pénibles, son zèle pour les pauvres ne se ralentit jamais. Choisi pour secrétaire-général, en 1811, par la société médicale d'émulation, il rédigea, cette même année, le septième tome des actes de cette société ; il y inséra l'éloge du célèbre voyageur F. Peron. C'est aussi, en 1811, qu'il fut chargé, comme médecin, de l'inspection des maisons d'Ecrou et de Saint-Denis, consacrées à l'éducation des filles des officiers de la légion d'honneur. Il fit lui-même partie de cet ordre en 1820, et il en fut fait officier en 1828. Des l'époque de la création de l'académie royale de médecine, il en a été nommé membre titulaire, et plusieurs autres sociétés de médecine, françaises ou étrangères, le comptent au nombre de leurs associés. Les ouvrages qui lui appartiennent en propre, sont principalement : *Histoire d'une maladie particulière au système lymphatique, fréquente, quoique méconnue dans nos climats jusqu'à ce jour*, in-8<sup>o</sup>, avec des planches. L'auteur reconnaissant bientôt que ce titre avait quelque chose de trop vague, y substitua celui d'*Histoire de l'éléphantiasis des Arabes*, et, en 1811, dans le *Bulletin des sciences médicales*, dont il était le principal rédacteur, le mémoire qu'il donna sur ce sujet, eut aussi pour titre : *Nouvelles observations sur l'éléphantiasis des Arabes*. Ce recueil de faits essentiels qu'on avait ignorés jusqu'alors, a beaucoup contribué à faire mieux connaître cette maladie introduite de temps immémorial vers les grands étangs de la partie maritime du Languedoc, et même dans d'autres provinces de la France. M. Alard a fait imprimer de plus, en 1811, une seconde édition de sa dissertation inaugurale, *Essai sur le cancer de l'oreille*, in-8<sup>o</sup>. Des l'année 1800, il avait donné, dans les *Mémoires de la société médicale d'émulation*, 4<sup>e</sup> année, la traduction, d'après l'anglais, de l'ouvrage de James Hendy sur les *Maladies glandulaires de la Barbade*.

**ALBANIS**. Voyez **DESMONT**.

**ALBANY** (LOUISE-MAXIMILIENNE DE STOLBERG-GENÈRE), comtesse d', née à Mome, le 27 septembre 1753. Son père, Gustave-Adolphe, prince de Stolberg, fut tué, le 5 décembre 1757, à Lissa, où il commandait un corps de cavalerie avec le titre de lieutenant-général. Il ne laissa aucun bien ni à sa veuve, ni à ses filles, qui étaient toutes quatre en bas âge ; néanmoins l'éducation de Louise n'en souffrit pas. Au sortir du couvent, elle entra en Flandre dans un de ces chapitres qui semblaient réservés à des personnes d'une haute naissance, mais privées de fortune, et où cependant Louise de Stolberg trouva des compagne pour qui l'avenir n'avait rien d'inquiet. Bientôt ce fut elle au contraire qui put concevoir les plus grandes espérances. La diplomatie européenne était fort occupée alors du courage entreprenant, des anciens succès, des infortunes, et surtout des titres héréditaires du dernier des Stuarts. Il entra dans les vues de la France, et généralement de la maison de Bourbon, de se montrer favorable au prince Edouard, et de se le concilier à tout événement. Dans l'idée du moins de ne pas laisser s'éteindre une famille illustre, les ministres de Louis XV songèrent à la jeune princesse de Stolberg, qui était belle, et dont on vantait déjà les bonnes qualités. Il fallait aussi qu'on se ma-



riant le prince eût, dans son malheur même, un revenu honorable; les cabinets de Madrid et de Naples y contribuèrent comme celui de Versailles. Les époux ainsi pourvus, se retirèrent en Toscane, dans une agréable retraite que Léopold leur destinait, et où songeant enfin à se conformer à sa fortune, Edouard prit le nom de comte d'Albany. Ce n'est pas qu'il sut renoncer à ses prétentions au trône de la Grande-Bretagne avec autant de force d'âme qu'il avait montré d'audace pour les soutenir. Après un petit nombre d'années assez paisibles, le prince se persuada sans doute que s'il se fût allié à une famille souveraine, il eût été protégé plus efficacement. Il ne voyait point d'espérance; son humeur s'aigrit, et ses procédés envers la comtesse d'Albany décidèrent enfin le gouvernement de Toscane à intervenir. Elle trouva un asile à Rome, dans le palais même du cardinal d'York, frère de Charles-Edouard. Dès l'année 1777, elle avait connu à Florence le célèbre Alfieri; ils se retirèrent à Rome, où leur liaison n'a été ignorée de personne. Cependant elle ne fut publiquement avouée qu'après la mort du prince, qui succomba le 30 janvier 1788. Alfieri s'est toujours félicité de cet attachement, dont il parle en ces termes, en racontant les diverses circonstances de sa vie. « J'avais vu plusieurs fois à Florence une étrangère très distinguée sous tous les rapports; il était impossible de la rencontrer sans la remarquer, et sans chercher à lui plaire. Quoi que presque tous les étrangers de quelque naissance se fissent présenter chez elle, je n'y allais pas; je toujours attentif à éviter les femmes qui me semblaient les plus agréables ou les plus belles, je n'étais contente de la voir très souvent aux spectacles et aux promenades. Les yeux noirs remplis de feu et de la plus douce expression, joints à une peau très blanche et à des cheveux blonde, donnaient à sa beauté un éclat dont il était difficile de se défendre. Vingt-cinq ans, beaucoup de penchant pour les lettres et pour les beaux-arts, un caractère d'ange, une fortune brillante, et une situation domestique qui la rendait malheureuse, comment échapper à tant de raisons d'aimer! Un de mes amis me proposa plusieurs fois de me présenter chez elle, et je me crus assez fort pour l'approcher; mais bientôt... je m'aperçus que c'était la femme que je cherchais, puisqu'il n'y avait de trouver en elle, comme dans toutes les femmes vulgaires, l'occasion d'un dérangement, et, pour ainsi dire, d'un rapetissement dans mes pensées, j'y trouvais un aiguillon, un secours et un exemple pour tout ce qui est bien.... Douze ans après, au moment où j'écris ces pauvretés, à cet âge déplorable où il n'y a plus d'illusions, je sens que je l'aime chaque jour davantage. Toujours plein de cette idée que, même comme poète, il devait beaucoup à la comtesse d'Albany, Alfieri lui disait, en lui dédiant la tragédie de *Nircha*, celle de ses compositions dramatiques à laquelle il attachait le plus de prix: « Vous êtes la source où puiser mon génie, et ma vie n'a commencé que le jour où elle a été enchaînée à la vôtre. » Le sort voulut que la comtesse d'Albany séjourât à Paris, avec Alfieri, précisément pendant les premières années de la révolution contre laquelle, après un engouement passager, il s'est livré à tant de déclamations peu réfléchies. Vers cette époque, M<sup>me</sup> d'Albany alla passer quelques mois en Angleterre, jugeant sans doute qu'il devait être agréable pour une veuve, de pouvoir se dire au milieu d'un puissant royaume: l'homme dont je porte le nom a été au moment d'y régner. C'est à Paris qu'un mariage secret l'unît à Alfieri, qui avait été banni de Rome, soit à cause de cette liaison, soit plutôt à cause de sa tragédie de *Brutus*. L'événement du 10 août décida la comtesse d'Albany à retourner en Toscane, où Alfieri la suivit. Ils perdirent ce qu'ils possédaient en France; mais il leur restait des ressources, et d'ailleurs le gouvernement anglais eut de sa dignité d'assurer des moyens d'existence à l'épouse de l'héritier des Stuarts. Alfieri, qui ses travaux littéraires, et des impressions toujours extrêmes, avaient fatigué de bonne heure, mourut en 1803. La comtesse lui fit ériger un tombeau sculpté par Canova,

et que l'on voit à Florence dans l'église de Sainte-Croix. La belle édition des œuvres choisies de ce grand poète, d'après les manuscrits les plus corrects, est aussi un monument de la tendresse de M<sup>me</sup> d'Albany. Inquiétée durant quelque temps à Florence par le gouvernement français, elle fut même mandée à Paris; mais Napoléon satisfait de ses explications, la laissa retourner au milieu des Florentins, à qui cette absence, prolongée au-delà d'une année, la rendit plus chère encore. Son affabilité, l'agrément de sa conversation, la simplicité de ses manières, amenaient chez elle les étrangers qui profitaient de l'interruption de la guerre pour passer les Alpes, et le dernier grand-dur de Toscane, Ferdinand III, lui témoigna toujours beaucoup de bienveillance. L'estime générale la dédommagerait ainsi des grandeurs qu'elle avait à peine entrevues, et auxquelles elle savait trouver une compensation dans le goût des lettres et des arts. Elle mourut, dans sa soixante-douzième année, le 29 janvier 1824. Ses restes, déposés dans le monument qu'elle avait fait élever elle-même, furent ainsi réunis à ceux d'Alfieri, conformément au désir qu'il avait exprimé en composant l'épithaphe qu'on ent s'oin d'y graver. On conserve dans la galerie de Florence les portraits de M<sup>me</sup> d'Albany et d'Alfieri, derrière lesquels sont deux sonnets écrits de la main du poète. Ces portraits y ont été déposés par un peintre nommé Fabre, qui, résidant depuis long-temps à Florence, était admis dans l'intimité d'Alfieri, et qui avait donné ses soins à l'édition de ses œuvres publiée par M<sup>me</sup> d'Albany. Elle avait fait, en 1817, son testament, par lequel elle institua son héritier universel cet artiste distingué, lui laissant de plus, par une donation entre vifs, les manuscrits, les livres et les tableaux d'Alfieri. Une partie de cette collection est à la bibliothèque Médicis de Florence, et le reste, consistant surtout en objets d'arts, enrichit le musée de la ville de Montpellier, où naquit le donataire.

**ALBERTRANDY** (JEAN-BAPTISTE), savant Polonais. D'origine italienne, il naquit à Varsovie en 1731. A l'âge de seize ans, il entra chez les jésuites, et dans sa dix-neuvième année il fut successivement professeur à Pultusk, à Plock, à Nieswitz et à Wilna. En 1760, on le nomma bibliothécaire de la fameuse bibliothèque des Zaluski, de deux cent mille volumes, dont il fit un catalogue, et depuis 1764 jusqu'à 1775, il fut chargé de l'éducation de Félix Lubieniski, petit-fils du prince prussien Wladislas Lubieniski. Quand Félix Lubieniski offrit au roi Stanislas-Auguste sa belle collection de médailles, ce dernier nomma Albertrandy directeur du cabinet d'antiquités, et en même temps son lecteur. Tandis que le célèbre Naruszewicz s'occupait, en Pologne, à recueillir des matériaux pour son histoire, Albertrandy sut si bien exploiter, depuis 1782, les bibliothèques de toute l'Italie, qu'au bout de trois ans, il parvint à former cent dix gros volumes in-folio, écrits de sa main, des matériaux relatifs à l'histoire de la Pologne. Lors des guerres des Suédois contre les Polonais, au dix-septième siècle, la plus grande partie des richesses littéraires des vaincus furent emportées à Stockholm et à Upsal; Albertrandy fut envoyé pour en copier les pièces importantes; mais le gouvernement suédois ne lui permettant que la lecture et non point de faire des copies, le savant Polonais, doué d'une mémoire extraordinaire, écrivait chaque jour en rentrant chez lui ce qu'il venait de lire. Il parvint par ce moyen à former une autre collection de quarante-dix volumes in-folio. Réunis à ceux d'Italie, ces matériaux formèrent deux cents volumes, que le roi, à l'époque de l'anéantissement de la Pologne, donna à Czacki, et qu'à son tour le prince Adam Czartoryski réunit à la célèbre bibliothèque de Pulawy. Pour récompenser d'aussi grands travaux, Stanislas-Auguste nomma Albertrandy directeur de sa bibliothèque, lui donna une grande médaille en or avec l'inscription *merentibus*, le décora de l'ordre de Saint-Stanislas, et le revêtit de la dignité d'évêque *in partibus de Zennopolis*. Albertrandy fit un catalogue critique de cette bibliothèque. En 1800, à l'époque de la création de la société royale des amis des sciences de Varsovie,

Albertus fut porté aussitôt à la place de président, qu'il occupa jusqu'à sa mort arrivée au mois d'août 1808. Parmi les ouvrages publiés du vivant ou après le décès d'Albertus, nous remarquerons les suivants : 1° *Histoire de la république romaine*, Warsovie, 1768, 3 vol.; 2° édit., 1806 : c'est une traduction de l'ouvrage de Maquer, mais totalement changée et augmentée par le savant Polonois; 3° *Histoire chronologique de Pologne*, Warsovie, 1768, 11 vol. in-8°; traduction du français de Schmidt, mais considérablement augmentée; 4° *Description des antiquités et des médailles du cabinet de Stanislas-Auguste*, insérée dans les *Annales de la société des amis des sciences*; 5° *Dissertation sur les mœurs*, publiée à Warsovie en 1801, et traduite par l'auteur en latin; 6° *Dissertation sur le soleil regardé comme dieu païen*; 7° *Histoire du règne de Henri de Valois*, 2 vol.; 8° *Histoire du règne de Kasimir-Jagellon*, 3 vol.; 9° *Histoire du règne de Wladislas-IV Varmanian*, 3 vol.; 10° *Histoires des règnes d'Alexandre et de Jean-Albert*, 3 vol. Tous ces ouvrages posthumes ont été publiés à Warsovie entre les années 1811 et 1827, par M. Ignace Onasiewicz, professeur à l'université de Wilna. Albertus contribua aussi à la rédaction des ouvrages périodiques intitulés : *Recreations agréables et utiles*, depuis 1769 jusqu'à l'année 1777 et du *Moniteur de Warsovie*, qui cessa de paraître avant l'année 1790. — ALBERTUS (Antoine), est frère du précédent, peintre de la cour du roi Stanislas-Auguste, et auteur d'un poème en cinq chants sur la peinture.

ACHARIUS (Erik), savant médecin et botaniste suédois, membre de l'académie des sciences, de celle d'agriculture, de la société de médecine à Stockholm, de celles des sciences à Upsal, de physique à Göttingue, phylographique à Göttingue, des amis scrutateurs de la nature à Berlin, et de la société linnéenne à Londres; membre honoraire de la société d'histoire naturelle de Moscou et de celle des naturalistes réunis de Weterum, naquit le 16 octobre 1757 à Gelle, où son père avait le contrôle de la douane. Après avoir terminé ses premières études, il alla, en 1773, en faire de plus fortes à l'université d'Upsal, quoique obligé, par son peu de fortune, de sacrifier une partie de son temps à l'enseignement. Là il eut le bonheur de se faire remarquer parmi les élèves du grand Linnée, dont la bienveillance particulière contribua encore au développement de ses heureuses dispositions. Il soutint, sous sa présidence, une dissertation latine : *De planta phytæ*, et cet acte fut le dernier auquel cet homme célèbre attacha son nom. Bientôt les connaissances d'Acharius en histoire naturelle et sa grande habileté dans l'art du dessin lui méritèrent l'attention de l'académie royale des sciences qui, en 1778, le chargea de faire les dessins originaux des gravures destinées à entrer dans ses actes. Il ne conserva cet emploi que quatre années; mais ce temps lui profita essentiellement par les rapports journaliers qu'il eut avec les savants les plus distingués de la capitale. Il acquit aussi une grande expérience, en soignant les hôpitaux, dans la pratique d'une science qui devait un jour faire sa fortune. Il se rendit, en 1781, à l'université de Lund; il présenta, pour se faire nommer médecin, une dissertation intitulée : *Animadversiones physicae et medicae de tæniâ*, après quoi, voyant une autorisation particulière, il fut promu au grade de docteur. En 1785, il passa médecin de la ville de Landskrona; et en 1789, il fut fait médecin de la province de Västerna, dans l'Östergötland, titre qu'il conserva jusqu'à sa mort. Acharius, voyant les ravages que faisait la maladie vénérienne dans cette province, eut l'idée d'établir à Västerna un hôpital pour les malades qui en souffraient. Le collège royal de médecine approuva ce projet, et sa majesté non seulement le sanctionna en 1795, mais nomma l'auteur surintendant de l'établissement. Il fut, en 1803, élevé au rang de professeur. Malgré ses succès dans la pratique, Acharius n'ou continua pas moins ses recherches sur les plantes cryptogames, partie de la botanique jusqu'alors peu cultivée. En étudiant le caractère des lichens avec plus d'exactitude que ne l'avait fait ses prédécesseurs, il en fit une nouvelle classification et enrichit la

science d'un grand nombre de genres et d'espèces nouvelles. L'importance de ce travail, généralement appréciée, en fit un ouvrage classique. Au commencement du mois d'août 1819, il recut du Saragose quelques nouvelles espèces de lichens, dont l'étude l'occupait vivement, qu'il négligea tous les soins que nécessitaient une santé déjà faible. Frappé subitement d'une attaque d'apoplexie le 13 août 1819, il termina le lendemain, à l'âge de soixante-deux ans, une carrière aussi laborieuse qu'honorable. Les ouvrages principaux qu'il a publiés sont : 1° *Lichenographia suecica prodromus*; 2° *Methodus lichenum*; 3° *Ejusdem supplementum*; 4° *Lichenographia universalis*, etc.; 5° *Synopsis lichenum*. Indépendamment de cela, il a écrit un grand nombre de traités scientifiques, dont les plus remarquables, énumérés ci après, sont insérés : 1° dans les *Mémoires de l'Académie des sciences de Stockholm* pour l'année 1780, sur un ver singulier nommé *acanthus*, qui se trouve dans les poissons, 1791; 2° *Sur le bulbocera*, nouveau genre d'insectes, 1794, 1795, 1796, 1797 et 1801; 3° *Description des nouvelles espèces de lichens suédois*, 1795; 4° *Observations sur le changement à apporter dans la classification des lichens*, 1808, 1811; 5° *Catalogue des lichens de la Suède*, 1809; 6° *Sur l'ophioglossum microstium*, 1812; 7° *Observations sur l'espèce de lichens nommée thelatrema*, 1813; 8° *Description de la rose scitica*, 1814 et 1815; 9° *Histoire du genre rhizomorpha*, qui se trouve en Suède, 1816, 1817; 10° *Traité des plantes cryptogames, connues sous le nom de calcidoides*; 11° dans les *Annales de l'Académie d'agriculture de Stockholm*, pour 1816, *Avis aux cultivateurs suédois sur le choix des plantes convenables à tel ou tel sol, pour l'amélioration des prairies*; 12° dans *Nova acta regim societatis upsaliensis*, vol. 7; *Urnæ generis nova species*; 13° dans les *Archives d'histoire naturelle systématique des ductus Fæber et Mohr*, 12° vol.; 13° *Remarques sur Methodum lichenum*; 14° dans *Beiträge zur naturkunde du professor Weber*; *Jungermania violacea*, 12° vol.; *Parmelia asperella et pannosa*, 3° vol.; et *Echinella* (nouvelle espèce d'algues), 3° vol.; 14° dans un nouveau journal de botanique de Schroder : *Description d'un nouveau genre de lichens nommé arthonia*; 15° dans les *Mémoires de la société des amis scrutateurs de la nature de Berlin*, *Monographia du genre de lichens nommé pyrenula*, 6° année, 1814; 16° dans *Transactions of the Linnæan society of London*, *Description des genres glypis et rhodocleion*, 12° vol. A sa mort on a trouvé un manuscrit sur la *Connaissance des plantes*, ou *Encyclopédie botanique suédoise*. Outre cela, il a dessiné la majeure partie des gravures dans la *Flora capensis* du Prof. Hæmberg, et d'un ouvrage de Swartz, intitulé : *Icones plantarum rariorum India occidentalis*. Le nom d'Acharius a été donné aux plantes suivantes : *Genus acharia*, conferti Acharii, urce olavia Acharii, rhizomorpha achariata.

ADLERBETH (GUDMUND-GEORGES, baron d'), conseiller-d'état suédois, savant et poète distingué, né à Yonkoping, le 21 mai 1751, était fils aîné de l'assesseur à la haute cour de Gothie, Jacob-Frédéric Adlerbeth et de Anne-Marie Spalding. Le père s'étant démis de ses fonctions, s'occupa de l'instruction de son fils. Le jeune Adlerbeth fut ensuite, en 1768, envoyé à l'université d'Upsal. Il fit des progrès rapides dans l'histoire, la philosophie et les mathématiques, et subit, en 1771, l'examen pour entrer dans la chancellerie royale, où il fut reçu la même année dans le département de la guerre et des affaires étrangères, et, en 1773, nommé greffier. Lorsque le roi Gustave III, alla, en 1774, habiter le château de Ekolsund, S. M. lui confia la gestion des procès-verbaux du département de la guerre. Au commencement de l'année 1778, il fut nommé antiquaire et secrétaire particulier du roi, avec la dignité de premier secrétaire d'expédition. Gustave III ayant entrepris, en 1783, un voyage dans le midi de l'Europe, Adlerbeth le suivit à Rome. L'ordre royal de l'étoile polaire fut, en 1784, le prix de ses services. Dans le mois de mai de la même année, Adlerbeth quitta l'illustre voyageur, et retourna seul dans sa patrie. Il devint, en 1786, secrétaire de l'académie des belles-lettres, histoire et antiquités, em-

riant le prince eût, dans son malheur même, un revenu honorable : les cabinets de Madrid et de Naples y contribuèrent comme celui de Venailles. Les époux ainsi pourvus, se retirèrent en Toscane, dans une agréable retraite que Léopold leur destinait, et où songeant enfin à se conformer à sa fortune, Edouard prit le nom de comte d'Albany. Ce n'est pas qu'il eût renoncé à ses prétentions au trône de la Grande-Bretagne avec autant de force d'âme qu'il avait montré d'audace pour les soutenir. Après un petit nombre d'années assez paisibles, le prince se persuada sans doute que s'il se fût allié à une famille souveraine, il eût été protégé plus efficacement. Il ne voyait point d'espérance; son humeur s'agitait, et ses procédés envers la comtesse d'Albany décidèrent enfin le gouvernement de Toscane à intervenir. Elle trouva un asile à Rome, dans le palais même du cardinal d'York, frère de Charles-Edouard. Dis l'année 1777, elle avait connu à Florence le célèbre Alfieri; ils se retirèrent à Rome, où leur liaison n'a été ignorée personne. Cependant elle ne fut publiquement avouée qu'après la mort du prince, qui succomba le 5 janvier 1788. Alfieri s'est toujours félicité de cet événement, dont il parle en ces termes, en racontant diverses circonstances de sa vie. « J'avais vu :  
« Sois à Florence une étrangère très distinguée  
« tous les rapports ; il était impossible de  
« trer sans la remarquer, et sans chercher  
« Quoique presque tous les étrangers de  
« sance se fissent présenter chez elle, et  
« toujours attentif à éviter les femmes  
« liaient les plus agréables ou les  
« m'étais contente de la voir très  
« cles et aux promenades. Les  
« feu et de la plus douce expression  
« très blanche et à des cheveux  
« beaute un éclat dont il était  
« Vingt-cinq ans, beaucoup  
« lettres et pour les beaux  
« une fortune brillante  
« qui la rendait malheureuse  
« tant de raisons d'aimer  
« plusieurs fois de n  
« crue assez forte  
« m'apprecier que  
« puisqu'un bon  
« les femmes  
« et, pour  
« pensées, p  
« exemple  
« après  
« âge de  
« que  
« plei  
« vait  
« dis  
« se

et que l'on voit à F  
Croix. La belle et  
grand poète, d'ap  
est aussi un mon  
bany. Inquiète  
par le gouvern  
à Paris; mai  
laisa retour  
absence,  
dit plus  
de sa c  
ament  
l'int  
der  
m  
c

**ALL**

travail; aussi la li-  
ent bornée. Ou l  
ché à faire b  
us. *Eléonore d*  
aire, est m  
ar Chénie  
89. Il  
les de  
ven'

déjà t.

SECRET

Pratt, sur la .

802, 5 vol. in-18; .

1828, 2 vol. in-12,

de M<sup>me</sup> Allart.

dit de Hactacocis, surnom  
bord, et qu'il avait fini par subat-  
ut au sien, était né à Lyon en 1766,  
d'une famille noble, comme on l'a  
d'après son assertion. Il est donc plus que  
qu'Allier prenait à tort le titre de chevalier  
Jean-de-Jérusalem, et que le ruban noir qu'il  
ut à sa boutonnière, était tout simplement l'or-  
re du Saint-Sépulchre. Son père, qui exerçait la pro-  
fession du commerce à Lyon, y périt, en 1793, après  
le mémorable siège que cette ville soutint contre  
les troupes de la convention. Échappé à ce désastre,  
Allier vint à Paris où se trouvaient déjà ses deux  
sœurs avec leurs maris. L'un de ceux-ci, Duplain,  
imprimeur-libraire à Lyon, et éditeur d'un journal  
royaliste, était venu aussi se réfugier à Paris,  
où il porta sa tête, en juin 1794, sous la hache ré-  
volutionnaire. L'autre beau-frère d'Allier, au con-  
traire, Boulevard, ancien négociant en grains à  
Arles, et partisan un peu exalté des idées nou-  
velles, était devenu, à la même époque, chef du  
bureau, puis de la division des consulats au ministère  
des relations extérieures, et conserva cette place jus-  
qu'au 18 brumaire, 1799. Ce fut sous les auspices,  
et par le crédit de ce dernier, qu'Allier parvint à sor-  
tir de France et à passer à Constantinople, où il se  
trouvait au moment de l'ambassade du général Au-  
bert-Dulayet. Témoin du lâcheux effet qu'avait pro-  
duit dans cette capitale la nouvelle de l'expédition  
d'Égypte, et prévoyant la rupture qui allait éclater  
entre la France et la Porte-Ottomane, il trouva moyen,  
avec l'aide de son beau-frère, d'aller rejoindre l'armée  
française en Égypte, d'où il revint en France, en 1800.  
Après la paix générale, il fut attaché au ministère des  
relations extérieures, envoyé, en 1803, à Constau-  
tinople, passa comme vice-consul à Héraclee sur  
la mer Noire, puis à Cos dans l'Archipel, et plus  
tard, comme adjoint au consulat de Smyrne, et à l'in-  
spection-générale des établissements français en Tur-  
quie. Ce fut en cette dernière qualité qu'il accompagna,  
en 1817, le baron Félix de Beaujour, son ami. Dès sa  
première arrivée en Orient, Allier avait pris le goût  
des médailles, et commença d'en former une collec-  
tion qu'il augmenta considérablement dans le cours  
de ses voyages subséquents. De retour à Paris, en  
1818, il s'occupa de classer, de décrire ses médailles  
et de les faire graver. Sa passion pour la numismati-  
que, et surtout pour les pièces rares, l'entraîna tou-  
tefois un peu loin, et lui fit commettre une action peu  
honorable, dont la découverte l'obligea de consentir  
à un échange qui répara avantageusement, dit-on,  
le préjudice qu'il avait causé au cabinet d'antiquités  
de la bibliothèque du roi; Allier a depuis expié sa  
faute. Par ses dispositions testamentaires, en 1855,  
il a légué à ce cabinet deux morceaux précieux, sa-  
voir: une médaille en or, et jusqu'à présent unique,  
de Persée, roi de Macédoine, et une tessère anti-  
que, à double date, qui fixe une époque impor-  
tante de l'histoire de Syrie. Il a aussi fondé, en fa-  
veur de l'académie des inscriptions et belles-lettres

de perpétuelle de 4000 francs, p  
prix annuel au meilleur ou  
Allier était membre de l'e  
lettres de Marseille,  
membre sous  
depuis 1852;  
in a de lui  
que, port  
Pha  
ot

Jou

avec d.

sur une men

Ambray, 1856,

son cabinet; mais

ater ne consistait

vagues, qui auraient

La mort interrompit sou

ure des planches. Ses héri

merson de la rédaction de ce

publié sous ce titre: Description

du cabinet de feu Allier de Haute-

rec seize planches gravées, précédées d'une

accompagnée de notes archéologiques, Paris,

in 4°; les seize planches contiennent trois cent

quante-dix-neuf médailles des plus rares. Allier se

proposait de faire graver toutes les médailles rares ou

surdites, dont le nombre était trois fois plus grand. Il

avait désiré que sa collection ne fût pas divisée et ne

passât pas de France: ses vœux n'ont été exaucés qu'en

partie. Cette collection, la plus belle et la plus com

plète, pour les médailles grecques, qu'il y eût peut-être

en Europe dans les cabinets particuliers, contenait

plus de cinq mille pièces, dont trois cent vingt-cinq en

or, la plupart remarquables par leur assortiment, leur

beauté et leur conservation. Il n'y en avait que vingt-

cinq fausses, et l'on y trouvait une quarantaine de

villes nouvelles pour la géographie numismatique. Elle

a été vendue 80,000 francs à M. Rollan, changeur au

Palais-Royal, et la bibliothèque du roi en a acheté

de lui pour environ 20,000 francs. Le séle d'Allier

pour la science qui avait fait l'objet spécial de ses

études pendant la moitié de sa vie, les connaissances

qu'il y avait acquises, ont placé son nom parmi ceux

des numismates les plus distingués de notre époque.

ALMEYRA (Hervé). Voyez page 83 à Almeyra.

C'est une faute de typographie qui fait que ce nom

se trouve écrit Almeyra, à la suite de Hervé, page

1072.

ALPHONSE (Louis), pharmacien, né à Bordeaux,

le 10 mars 1743, et mort, dans cette ville, le 2 février

1793, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Destinée

bonne heure à la profession qu'il a exercée pendant

soixante ans, par un père qui l'avait lui-même hon

née, il eut le bonheur de la transmettre, de son vi

vant, à ses fils, héritiers de sa probité et de ses connais

sances pharmaceutiques. Il fit ses premières études au

collège de Guyenne, et ses premiers essais chez son

père. De l'intelligence, de l'activité, le désir de s'in

struire, rendirent ses progrès rapides. Il vint à Paris, et

y étudia, depuis 1763, jusqu'en 1765; les plus célè

bres chimistes de ce temps finirent aux secrets de

leur art. Macquer, Mithouard et Rouelle, s'honorèrent

d'un tel élève, qui conserva toujours avec eux des rela

tions d'amitié. Revenu dans sa famille pour y prendre

l'exercice de sa profession, il fut reçu dans l'ancien col

lège de pharmacie de Bordeaux, dont il a été syndic, à

l'académie des sciences et à la société de médecine de

cette ville. Il fut, dans le midi de la France, le dé

fenseur de la doctrine mesmerique que Delon soutenait

à Paris; mais, si le goût d'Alphonse pour les nouvelles

découvertes, si son imagination ardente le rendirent un

des passionnés les plus zélés du magnétisme, il a su

se garder des chimères et des absurdités de la nouvelle

doctrine. Alphonse embrassa la cause de la révo

lution; il exerça quelques fonctions municipales dans

sa patrie, mais, en 1793, il se retira dans une

cope catadioptrique, de position horizontale, qui  
de jusqu'à mille le diamètre des corps transpa  
opaques qui lui sont soumis, et qui est supé  
sa clarté aux autres instruments du même  
même temps qu'on observe, on peut tracer  
dessus des objets agrandis, au moyen  
lucide qui s'applique à ce microscope;  
ope horizontal, qui en changeant les  
otant un, deux ou trois objectifs accro  
diamètre des objets depuis quinze  
mille. Un appareil qui s'ajuste  
mesurer la grandeur réelle des  
microscope catadioptrique  
des observations qui inté  
le, et l'a conduit à des  
cultation dans les végé  
et un équatorial,  
es par un procédé  
optrique, qui dé  
struments astro  
applicables  
Les écrits  
sur lequel  
qu'il a  
len  
me

ALQUIER (Charles)  
le 13 octobre 1753, à Talo  
loune, département de la Vendée.

toriens, chez qui il avait fait ses études, qu au  
de remplir les fonctions d'avocat du roi au pres  
la Rochelle. Il était maire de cette ville, et procure  
du roi au tribunal des trésoreries de France, lorsqu  
fut élu, par le pays d'Aunis, pour les états-généraux  
de 1789. A l'assemblée constituante, il siégea au cen  
gauche, où ses talents et ses connaissances lui acqu  
rent bientôt de la considération. Il fut d'abord membre  
du comité des rapports, auquel il entra en 1790, a  
la fin de juillet, après avoir fait partie de celui de la  
marine et des colonies depuis le 4 mars. Sous la pre  
sidence de Dandré, l'assemblée le nomma l'un de ses  
secrétaires. Chargé d'un rapport sur les troubles oc  
casionnés dans l'île de Tabago par la résistance aux  
nouvelles lois, il provoqua, le 31 juillet, et obtint le  
rappel du gouverneur. Quelques jours après, on  
adopta aussi ses conclusions dans une affaire très im  
portante par les suites qu'elle pouvait avoir dans les  
provinces méridionales. Le décret blâma et cassa la  
municipalité de Nîmes, à cause de sa conduite durant  
de premiers démêlés déjà sanglants entre les réformés  
et les catholiques, funeste prélude de tant de rixes  
scandaleuses qui eurent lieu d'époque en époque jus  
qu'en 1816, et auxquelles les autorités du pays n'au  
raient point laissé de prétextes si elles n'avaient pas  
été imbues elles-mêmes d'un fanatisme suranné. Le  
nouvel ordre de choses offrant aux protestants une  
sécurité dont ils n'avaient jamais joui, devait par cela  
seul déplaire aux catholiques. Ils formèrent dans le  
diocèse d'Uzès des assemblées qu'animait l'esprit de  
rébellion, mais dont les présidents et les commissaires  
furent promptement débusqués. D'après le rapport d'Al  
quier, l'assemblée constituante décréta, le 2 avril  
1793, le renvoi des plus opiniâtres d'entre eux devant  
la haute-cour nationale, et déclara sagement qu'à  
l'égard de ceux qui s'étaient rétractés il n'y avait pas  
lieu à délibérer. Louis XVI étant parti pour la fron  
tière dans la nuit du 30 au 31 juin, le 23 on nomma  
trois commissaires, au nombre desquels était Alquier,  
pour prévenir dans les départements du Pas-de-Calais  
et du Nord la défection des troupes. Un régiment qui  
était dans la Beauce commit des excès sur lesquels  
Alquier, de retour à Paris, appela l'attention de l'as  
semblée. Ce fut aussi d'après son rapport qu'elle an  
nula des arrêtés pris dans le département des Bouches  
du-Rhône, où des troubles avaient éclaté dans la ville  
d'Arles. Il signala les inconvénients du contre-seing  
accordé aux députés, et devenu un moyen de circula  
tion pour des écrits contre-révolutionnaires. Enfin il  
demanda qu'avant le terme des séances de l'assemblée,  
elle adressât au peuple une instruction relative à la  
constitution civile du clergé. La session étant finie,  
Alquier présida le tribunal criminel de Seine-et-Oise.  
Le 9 septembre il s'efforça, mais en vain, de soustraire  
à la mort les prisonniers venus d'Orléans; il  
était absent lorsqu'ils succombèrent. Député à la con  
vention par le département de Seine-et-Oise, en 1793,

ploi que le roi avait réuni à celui de l'antiquaire, et, l'année suivante, il fut nommé conseiller de la chancellerie. En 1793, il se démit de ses fonctions, excepté de ces dernières. Gustave IV le fit commandeur de l'étoile polaire en 1801, et dans la même année membre de la chancellerie. Il entra, en 1809, comme conseiller d'état, dans le conseil du roi, et fut fait baron le 30 juin de cette année. A la diète de ladite année, si remarquable dans les annales de l'histoire de Suède, Adlerbeth y fut élu membre du comité de la constitution, et participa avec tant de zèle à faire les lois fondamentales, que son nom passera à la postérité. Le roi le fit, en 1811, chevalier de l'ordre de Charles XIII, et trois ans après chevalier et commandeur des ordres du roi. Après quarante-quatre ans de service, il a, en 1815, donné sa démission de sa place de conseiller d'état, et s'est retiré à Smalundie. C'est dans cette demeure qu'il décéda, le 7 octobre 1818, âgé de soixante-sept ans. Adlerbeth avait montré pendant sa jeunesse d'heureuses dispositions pour la poésie, ce qui l'a fait recevoir membre de la société *Apollinaeum*, à l'upsal, et d'une autre société à Stockholm, qui s'appelait *Utile dulci*. Ses talents plus développés le rendirent plus tard un des dix-huit de l'académie suédoise. Un des plus grands poètes de Suède, le comte de Gyllenberg, son ami intime, le présenta à Gustave III, comme auteur d'une traduction de l'*Iphigénie* de Racine. Des lors il fit partie du nombre des savants et des poètes qui se réunissaient auprès du prince. Le roi ayant remis à Gyllenberg et à Adlerbeth le canevas du drame intitulé *Birger Jarl*, pour l'achever, ils y travaillèrent également tous deux, de sorte que, dans la même page, les vers sont alternativement tantôt de l'un, tantôt de l'autre, mais Adlerbeth, par modestie, faisait à son collaborateur l'application des paroles d'Horace à Melpomène : *Quod placeo, et placeo, tuum est*. Adlerbeth a donné au public plusieurs ouvrages poétiques qui sont des chefs-d'œuvre; on doit spécialement désigner ses traductions de Virgile, des odes, des épopées, des satires d'Horace, des métamorphoses d'Ovide. La nomenclature du grand nombre de ses autres œuvres se trouve dans l'*Histoire de l'académie des sciences de Stockholm*, par le baron Rosenhain. Le baron Adlerbeth a aussi été membre de l'académie des sciences et d'agriculture à Stockholm, de la société des sciences à Upsal, de la société de la littérature scandinave à Copenhague, et de l'académie des sciences, lettres et arts de Livourne.

ALBORNOS. Voyez RICARDO-CARILLO de.

ALIBRANDINI. Voyez BORGHESE-ALIBRANDINI.

ALGER (le day d'). Voyez HESBRY, au *Supplément*.

ALIEFFENDI (Eassia), ambassadeur turc. Après avoir travaillé à la chancellerie d'état de Constantinople, il fut envoyé comme ambassadeur extraordinaire à Berlin, en 1795, puis de Berlin à Paris, où il arriva le 2 messidor an 5. La brillante réception qu'Ali-Effendi reçut du directoire, lui inspira pour le gouvernement français une préférence qu'il ne chercha point à dissimuler; mais craignant que l'influence du gouvernement anglais ne le desservit auprès de la Porte, il n'osa retourner à Constantinople lorsque l'expédition d'Egypte eut occasionné la guerre entre la Turquie et la France; il continua de demeurer à Paris, où le directoire le traita toujours avec distinction. Les relations entre les deux puissances ayant été rétablies sous le gouvernement consulaire, Ali-Effendi, le 17 vendémiaire an 10, conjointement avec M. de Talleyrand, les préliminaires de la paix qui ne tarda pas à être définitivement conclue. Alors il put retourner à Constantinople, où le divan lui fit un accueil favorable. Depuis cette époque, Ali-Effendi s'est retiré dans une maison de campagne agréablement située sur les bords de la Mer-Noire.

ALLARDE (d') fils. Voyez FRANÇAIS.

ALLART (M<sup>me</sup> MARY), née GAY, à Lyon, probablement d'une famille d'origine anglaise, connue sous nom de fille peut le faire supposer, reçut une éducation qui lui permit de se livrer de bonne heure au goût qu'elle manifesta pour les romans anglais, et finit par les traduire avec une élégance que l'on rencontre rarement dans les personnes que le besoin force de faire

un métier de cette sorte de travail; aussi la liste de ses œuvres est-elle extrêmement bornée. On lui doit cet éloge d'avoir moins cherché à faire beaucoup d'ouvrages que d'en faire de bons. *Éléonore de Rovalba*, qui fut son premier début littéraire, est mentionnée de la manière la plus honorable, par Chénier, dans son *Tableau de la littérature depuis 1789*. Il paraît que ces chagrins domestiques ont troublé les derniers jours de M<sup>me</sup> Allart. Elle quitta Lyon pour venir habiter Paris, où elle mourut, le 8 janvier 1821, âgée de quarante-cinq à cinquante ans, laissant une fille, M<sup>lle</sup> Allart, dont le talent est encore plus remarquable que celui de sa mère. M<sup>me</sup> Allart a publié : 1<sup>o</sup> *Éléonore de Rovalba*, ou le *Confessionnal des pénitents noirs*, par Anne Radcliffe, traduit de l'anglais, Paris, 1797, 7 vol. in-18; l'abbé Morellet avait déjà traduit ce roman sous le titre de *l'Italien*; 2<sup>o</sup> *Les secrets de famille*, traduits de l'anglais, de miss Pratt, sur la troisième édition, 1799, 5 vol. in-12; 1802, 5 vol. in-18; 3<sup>o</sup> *Albertine de Sainte-Albe*, Paris, 1828, 3 vol. in-12; ce roman est de la composition de M<sup>me</sup> Allart.

ALLIER (Louis), dit de HECTACLOS, surnom qu'il avait pris d'abord, et qu'il avait fini par substituer entièrement au sien, était né à Lyon en 1766, mais non point d'une famille noble, comme on l'a dit et écrit d'après son assertion. Il est donc plus probable qu'Allier prenait à tort le titre de chevalier de Saint-Jean-de-Jérusalem, et que le ruban noir qu'il portait à sa boutonnière, était tout simplement l'ordre du Saint-Sépulchre. Son père, qui exerçait la profession du commerce à Lyon, y périt, en 1793, après le mémorable siège que cette ville soutint contre les troupes de la convention. Echappé à ce désastre, Allier vint à Paris où se trouvaient déjà ses deux sœurs avec leurs maris. L'un de ceux-ci, Duplain, imprimeur-libraire à Lyon, et éditeur d'un journal royaliste, était venu aussi se réfugier à Paris, où il porta sa tête, en juin 1794, sous la bache révolutionnaire. L'autre beau-frère d'Allier, au contraire, Boulonvard, ancien négociant en grains à Arles, et partisan un peu exalté des idées nouvelles, était devenu, à la même époque, chef du bureau, puis de la division des consulats au ministère des relations extérieures, et conserva cette place jusqu'au 18 brumaire, 1799. Ce fut sous les auspices, et par le crédit de ce dernier, qu'Allier parvint à sortir de France et à passer à Constantinople, où il se trouvait au moment de l'ambassade du général Aubert-Dubayet. Témoin du fameux effet qu'avait produit dans cette capitale la nouvelle de l'expédition d'Egypte, et prévoyant la rupture qui allait éclater entre la France et la Porte Ottomane, il trouva moyen, avec l'aide de son beau-frère, d'aller joindre l'armée française en Egypte, d'où il revint en France, en 1800. Après la paix générale, il fut attaché au ministère des relations extérieures, envoyé, en 1803, à Constantinople, passa comme vice-consul à Héraclée sur la mer Noire, puis à Cos dans l'Archipel, et plus tard, comme adjoint au consulat de Smyrne, et à l'inspection-générale des établissements français en Turquie. Ce fut en cette dernière qualité qu'il accompagna, en 1817, le baron Félix de Beaujour, son ami. Des sa première arrivée en Orient, Allier avait pris le goût des médailles, et commença d'en former une collection qu'il augmenta considérablement dans le cours de ses voyages subséquents. De retour à Paris, en 1818, il s'occupa de classer, de décrire ses médailles et de les faire graver. Sa passion pour la numismatique, et surtout pour les pièces rares, l'entraîna toutefois un peu loin, et lui fit commettre une action peu honorable, dont la découverte l'obligea de consentir à un échange qui répara avantageusement, dit-on, le préjudice qu'il avait causé au cabinet d'antiquités de la bibliothèque du roi; Allier a depuis expié sa faute. Par ses dispositions testamentaires, en 1825, il a légué à ce cabinet deux morceaux précieux, savoir : une médaille en or, et jusqu'à présent unique, de Persée, roi de Macédoine, et une tessère antique, à double date, qui fixe une époque importante de l'histoire de Syrie. Il a aussi fondé, en faveur de l'académie des inscriptions et belles-lettres,

une rente perpétuelle de 4000 francs, pour servir à décerner un prix annuel au meilleur ouvrage sur la numismatique. Allier était membre de l'Académie des sciences et belles-lettres de Marseille, et de celle d'émulation de Cambrai, membre souscripteur de la société asiatique de Paris, depuis 1831; il avait cessé d'en faire partie en 1836. On a de lui : 1° *Essai sur l'aspersion d'une tessère antique, portant deux dates, et consacrée sur l'ordre de Beryle en Phénicie, suivies de la description d'une médaille en argent de Démétrius I<sup>er</sup>, roi de Syrie, et de Laodice, sa femme*, Paris, 1830, in-4°, fig.; il s'agit de la tessère qu'il a donnée à la bibliothèque du roi; 2° *Notice sur la courtoisie Sapho, née à Eréoss, dans l'île de Lesbos, lue à la société asiatique, en 1833, insérée dans le Journal asiatique*, et tirée à part, 1833, in-8°, fig., avec des corrections et des additions; 3° *Mémoire sur une médaille inédite de Polémon 1<sup>er</sup>, roi de Pont, Cambrai, 1836, in-8°*. Allier se proposait de publier son cabinet; mais les observations qu'il devait y ajouter ne consistaient qu'en hypothèses et en idées vagues, qui auraient exigé trop de développement. La mort interrompit son travail, ainsi que la gravure des plaques. Ses héritiers ont chargé M. Dumersan de la rédaction de ce catalogue, qui a été publié sous ce titre : *Description des médailles antiques du cabinet de feu Allier de Hauteroche, etc.*, avec seize plaques gravées, précédée d'une notice et accompagnée de notes archéologiques, Paris, 1839, in-4°; les seize plaques contiennent trois cent soixante-dix-neuf médailles des plus rares. Allier se proposait de faire graver toutes les médailles rares ou inédites, dont le nombre était trois fois plus grand. Il avait désiré que sa collection ne fût pas divisée et ne sortît pas de France; ses vœux n'ont été exaucés qu'en partie. Cette collection, la plus belle et la plus complète, pour les médailles grecques, qu'il eût peut-être eu d'Europe dans les cabinets particuliers, contenait plus de cinq mille pièces, dont trois cent vingt-cinq en or, la plupart remarquables par leur usurement, leur beauté et leur conservation. Il n'y en avait que vingt-cinq fausses, et l'on y trouvait une quarantaine de villes nouvelles pour la géographie numismatique. Elle a été vendue 80,000 francs à M. Rollan, changeur au Palais-Royal, et la bibliothèque du roi en a acheté de lui pour environ 30,000 francs. Le zèle d'Allier pour la science qui avait fait l'objet spécial de ses études pendant la moitié de sa vie, les connaissances qu'il y avait acquises, ont placé son nom parmi ceux des numismates les plus distingués de notre époque.

**ALMENERA** (HERRAS). Voyez page 83 à Almenera. C'est une faute de typographie qui fait que ce nom se trouve écrit Almenera, à la suite de Herras, page 207, 5.

**ALPHONSE** (LORIS), pharmacien, né à Bordeaux, le 10 mars 1763, et mort, dans cette ville, le 2 février 1830, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Destinée de bonne heure à la profession qu'il a exercée pendant soixante ans, par un père qui l'avait lui-même honorée, il eut le bonheur de la transmettre, de son vivant, à ses fils, héritiers de sa probité et de ses connaissances pharmaceutiques. Il fit ses premières études au collège de Guyenne, et ses premiers essais chez son père. De l'intelligence, de l'activité, le désir de s'instruire, rendirent ses progrès rapides. Il vint à Paris, et y étudia, depuis 1763, jusqu'en 1765; les plus célèbres chimistes de ce temps l'initierent aux secrets de leur art. Macquer, Mithouard et Rouelle, s'honorèrent d'un tel élève, qui conserva toujours avec eux des relations d'amitié. Revenu dans sa famille pour y prendre l'exercice de sa profession, il fut reçu dans l'ancien collège de pharmacie de Bordeaux, dont il a été syndic, à l'Académie des sciences et à la société de médecine de cette ville. Il fut, dans le midi de la France, le défenseur de la doctrine mesmérisme que Delon soutenait à Paris; mais, si le goût d'Alphonse pour les nouvelles découvertes, si son imagination ardente le rendirent un des partisans les plus zélés du magnétisme, il a su se garder des chimères et des absurdités de la nouvelle doctrine. Alphonse embrassa la cause de la révolution; il exerça quelques fonctions municipales dans sa patrie, mais, en 1793, il se retira dans une

terre qu'il avait achetée près de Dax, département des Landes, et y passa le temps déplorable de la terreur dans des occupations agricoles qui furent alors remarquées, et qui lui valurent son admission à la société d'agriculture du département des Landes. Il revint habiter Bordeaux, en 1799, à l'époque du rétablissement de l'ordre en France; il ouvrit alors sa pharmacie. Sa vie tout entière, consacrée aux études et aux travaux de sa profession, fut mêlée de revers de fortune. Intéressé dans une expédition maritime qui eut des résultats fâcheux, il y perdit une partie du fruit de ses économies; le travail, le bon gouvernement de ses affaires, réparèrent ce malheur. Une crise catarrheuse très intense mit fin à sa longue et honorable carrière en 1830. Alphonse a publié : 1° *Analyses des eaux de différentes sources de la ville de Bordeaux et de ses environs*; 2° *Travail concernant la pharmacie, pour répondre à des demandes faites par l'assemblée nationale*; 3° *Mémoires sur la monnaie de billon*; 4° *Mémoire sur l'enlèvement des lous de la ville de Bordeaux*.

**ALQUIER** (CHARLES-JEAN-MARIE), diplomate, né, le 13 octobre 1752, à Talmont, près des Sables-d'Olonne, département de la Vendée. Il ne quitta les oratoires, chez qui il avait fait ses études, qu'au moment de remplir les fonctions d'avocat du roi au présidial de la Rochelle. Il était maire de cette ville, et procureur du roi au tribunal des trésoreries de France, lorsqu'il fut élu, par le pays d'Aunis, pour les états-généraux de 1789. À l'assemblée constituante, il siégea au côté gauche, où ses talents et ses connaissances lui acquirent bientôt de la considération. Il fut d'abord membre du comité des rapports, auquel il entra en 1790, à la fin de juillet, après avoir fait partie de celui de la marine et des colonies depuis le 4 mars. Sous la présidence de Dandré, l'assemblée le nomma l'un de ses secrétaires. Chargé d'un rapport sur les troubles occasionnés dans l'île de Tabago par la résistance aux nouvelles lois, il provoqua, le 31 juillet, et obtint le rappel du gouverneur. Quelques jours après, on adopta aussi ses conclusions dans une affaire très importante par les suites qu'elle pouvait avoir dans les provinces méridionales. Le décret blâma et cassa la municipalité de Nîmes, à cause de sa conduite durant de premiers démêlés déjà sanglants entre les réformés et les catholiques, funeste prélude de tant de rixes scandaleuses qui eurent lieu d'époque en époque jusqu'en 1816, et auxquelles les autorités du pays n'auraient point laissé de prétextes si elles n'avaient pas été imbus elles-mêmes d'un fanatisme suranné. Le nouvel ordre de choses offrait aux protestants une sécurité dont ils n'avaient jamais joui, devait par cela seul déplaire aux catholiques. Ils formèrent dans le diocèse d'Usès des assemblées qu'animait l'esprit de rébellion, mais dont les présidents et les commissaires furent promptement démusés. D'après le rapport d'Alquier, l'assemblée constituante décréta, le 3 avril 1793, le renvoi des plus opiniâtres d'entre eux devant la haute-cour nationale, et déclara sagement qu'à l'égard de ceux qui s'étaient rétractés il n'y avait pas lieu à délibérer. Louis XVI était parti pour la frontière dans la nuit du 30 au 31 juin, le 22 on nomma trois commissaires, au nombre desquels était Alquier, pour prévenir dans les départements du Pas-de-Calais et du Nord la défection des troupes. Un régiment qui était dans la Beauce commit des désordres sur lesquels Alquier, de retour à Paris, appela l'attention de l'assemblée. Ce fut aussi d'après son rapport qu'elle annula des arrêtés pris dans le département des Bouches-du-Rhône, où des troubles avaient éclaté dans la ville d'Arles. Il signala les inconvénients du contre-seing accordé aux députés, et devenu un moyen de circulation pour des écrits contre-révolutionnaires. Enfin il demanda qu'avant le terme des séances de l'assemblée, elle adressât au peuple une instruction relative à la constitution civile du clergé. La session étant finie, Alquier présida le tribunal criminel de Seine-et-Oise. Le 9 septembre il s'efforça, mais en vain, de soustraire à la mort les prisonniers venus d'Orléans; il était absent lorsqu'ils succombèrent. Député à la convention par le département de Seine-et-Oise, en 1792,

il partagea, avec Vitet et Boissy-d'Anglas, une mission qui avait pour objet de prévenir des troubles à Lyon, et d'examiner en même temps des dépôts d'objets fournis à l'armée des Alpes. Etant dans les départements de l'ouest, où il dirigeait la marche des chevaux mis en réquisition pour la remonte de la cavalerie, il ne craignit point d'y désapprouver la conduite de quelques uns de ses collègues appartenant à une faction déjà puissante. On assure qu'il dit à Jean-Bon-Saint-André : « Vous autres, grands faiseurs, vous aimez à vous attaquer aux hommes; moi je préfère mes chevaux, bonnes gens qui jamais ne démontent, et qui mourraient de faim sans se plaindre. » Dans le procès de Louis XVI, le vote d'Alquier ne fut pas irréprochable; néanmoins il eût été bon sans doute qu'on prit unanimement une résolution ainsi subordonnée à l'effet du temps. Alquier demandait la mort avec suris jusqu'à la paix, afin qu'à cette époque le corps législatif pût commuer la peine; mais dans le cas d'une invasion de troupes étrangères, ou de la part des princes émigrés, l'exécution du jugement n'aurait plus admis de retard. Alquier resta étranger aux autres mesures violentes prises ensuite par le parti de la montagne, et il n'eut part aux proscriptions ni comme agent, ni comme victime. Il se plaignit, en septembre 1794, des odieuses rigueurs qu'on avait exercées dans la Vendée; il s'éleva particulièrement contre les moyens employés par le général Turreau. Quatre mois après il fut chargé d'une mission auprès des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, et il eut part à l'organisation de la Hollande, immédiatement après la conquête. Il était de retour à Paris lorsque le conseil des anciens fut institué; il en fit partie, et, le 21 mars 1795, les fonctions de secrétaire lui furent confiées. C'est lui qui rédigea le rapport à la suite duquel le conservatoire des arts et métiers fut établi dans l'ancienne abbaye de Saint-Martin-des-Champs, et, peu de temps après, le don de plusieurs modèles de machines fut un nouveau témoignage de son zèle pour la propagation de l'industrie. Une carrière dans laquelle il était appelé à rendre de plus grands services s'ouvrit pour lui en 1798. Sorti du corps législatif au mois de mai, il fut presque aussitôt désigné pour se rendre à Alger avec le titre de consul-général; mais quelques semaines après il partit pour la Bavière en qualité de ministre résident. Il était ministre plénipotentiaire près cette cour lorsqu'en demandant que l'électeur promît d'écarter de son territoire les troupes autrichiennes, dont la présence inquiétait les Français, il déclara expressément que le directeur n'avait aucune intention de faire inaugurer l'électorat, et que si le bruit s'en était répandu il ne fallait l'attribuer qu'à des machinations des Anglais. Invité par l'archiduc Charles à quitter Munich avant l'arrivée de Radstadt, et escorté par deux officiers jusqu'aux avant-postes français, il repassa la frontière en mars 1799. La recette générale du département de Seine-et-Oise lui fut alors confiée, mais ce genre d'occupation lui convenait peu. Immédiatement après le 18 brumaire, le nouveau gouvernement l'envoya à Madrid comme ambassadeur; il y négocia l'affaire relative à la Toscane qui, se trouvant ainsi à la disposition de la France, devint ensuite le royaume d'Etrurie. Vers la fin de l'année 1800, il fut remplacé à Madrid par Lucien Bonaparte; mais au mois de février suivant, il se rendit à Florence, comme ministre plénipotentiaire, pour y traiter de la paix avec Naples, et, par un effet de conventions signées le 28 mars, l'île d'Elbe, si voisine cependant de la Toscane, fut concédée à la France. Des qu'elles furent ratifiées, il passa à l'ambassade de Naples, où il arriva en avril et où il résida long-temps. Le chevalier Acton, premier ministre napolitain depuis un grand nombre d'années, et seul arbitre des affaires, s'étant permis dans un entretien diplomatique, en 1804, des propos peu convenables à l'égard de la France, Alquier déclara qu'il ne traiterait plus avec lui, et le roi se crut obligé d'éloigner son ministre. Mais l'année suivante d'autres conseils prévalurent à Naples; une flotte et une armée combinée anglaise et russe furent reçues dans les ports des Deux-Siciles, et, le jour

même, Alquier s'éloigna sans prendre congé du roi, emmena avec lui tous les Français revêtus de quel que caractère diplomatique. Cette décision prompte et ferme n'avait pu déplaire à Napoléon; Alquier qui s'était arrêté à Rome y remplaça bientôt comme ambassadeur le cardinal Fesch. Il fallut y continuer des négociations difficiles avec Pie VII, qui, après avoir un peu compromis sa dignité comme chef de l'église, en courant à Paris pour sacrer Napoléon, tenait plus religieusement à l'intégrité des droits temporels insensiblement acquis par le saint-siège du vieux temps. En instruisant Napoléon de la persévérance de Pie VII, l'ambassadeur parait avoir insisté sur ce qu'elle pouvait avoir de louable; il fut rappelé à Paris pour s'expliquer davantage, et quitta Rome, au mois de février 1808, avant que l'empereur rompit avec le pape. Les divers résultats des négociations d'Alquier avec Pie VII, se trouvent surtout dans le *Recueil des actes émanés de Rome dans la contestation du pape avec Napoléon* publiée d'abord à Londres, et réimprimée à Paris depuis 1814. L'empereur se contenta de dire à Alquier : *Vous êtes dévoué*; mais il ne le disgracia point. En 1810, il le fit partir pour Stockholm avec le titre d'envoyé extraordinaire. C'était encore une mission difficile : l'ordre impérial était d'exiger de la Suède la stricte observation du système continental, et pourtant le commerce avec la Grande-Bretagne était regardé par les Suédois comme indispensable pour l'écoulement des produits de leur sol. Le cabinet de Stockholm ne fut pas long-temps sans docile; Alquier, transféré à Copenhague, en 1811, par les ordres de sa cour, y conserva le même titre. Il y conclut, en 1813, un traité d'alliance offensive et défensive qu'il maintint habilement jusqu'à l'abdication de l'empereur, et en se conciliant personnellement les bonnes grâces de Frédéric VI. En 1815, au mois de juin, Alquier fut rappelé. Son ancien vote, bien qu'il eût été conditionnel, et des lors de nul effet, servit de prétexte, en 1816, pour lui appliquer les dispositions de la loi d'amnistie du 12 janvier. Ce bannissement ne dura qu'environ deux années qu'il passa à Vilmorden, dans le voisinage de Bruxelles. Au commencement de 1818, il dut sa rentrée en France aux sollicitations de Boissy-d'Anglas et à la volonté expresse de Louis XVIII, qui avait toujours gardé, pour le guider dans d'autres temps, le souvenir de la conduite tenue par un grand nombre de personnages à travers les vicissitudes de la révolution. On assure que le monarque s'empressa de répondre : « Je connais M. Alquier; lorsqu'il était à Naples il a fort bien agi envers les émigrés; je veux qu'il rentre. » Ce rappel d'Alquier ne fut qu'un adoucissement à ses souffrances. Attaqué de la pierre, il subit l'opération en 1821; mais quoiqu'elle parût avoir pleinement réussi, une inflammation se déclara plus tard, et il mourut le 4 février 1826. On a son portrait de la main de David, et fait à Bruxelles.

ALY-BEY. Voyez BADA.

ALY-KHAN. Voyez LOTTER-ALY-KHAN.

ALY-PACHA. Voyez ALI-PACHA.

AMÉLIE-AUGUSTE-ÉUGÈNE, impératrice du Brésil, née à Milan, le 31 juillet 1812, de feu Eugène Beauharnais, vice-roi de l'ex-royaume d'Italie, et d'Auguste-Amélie de Bavière. L'histoire de sa première jeunesse est implicitement renvoyée dans celle de son père, depuis 1814 jusqu'à sa mort, et ensuite dans les devoirs d'une minorité qui s'est terminée pour elle à l'âge de dix-sept ans, par son mariage avec don Pedro, empereur du Brésil. On s'accorde à dire que la beauté, les grâces, la vertu et une bienfaisance inépuisable sont l'appanage de la fille du prince Eugène. Quoique née en Italie, et qu'elle ait passé toute sa jeunesse en Allemagne, elle a montré une grande prédilection pour la patrie de son père, et elle se plaît à répéter qu'un sang français coule dans ses veines. Ceci se conçoit d'autant plus que la mémoire du prince Eugène est vénérée à Munich, et que sa famille y est généralement estimée. Peu de jours avant son mariage, célébré le 2 août 1819, la princesse Amélie alla visiter dans l'église Saint-Michel, paroisse de la cour de Munich, le caveau où reposent les restes de son père, afin de prendre congé de ces

dépouilles si regrettées. Dans la solennité du mariage, lequel s'est fait par un fondé de pouvoirs, c'est le prince Charles de Bavière qui a représenté l'empereur don Pedro. M. de Barbacena, commissaire impérial, a pensé, d'après les intentions de don Pedro, que la meilleure pompe du mariage devait consister en actes de bienfaisance, et il a acheté 40,000 florins de rentes, dont le revenu doit être consacré tous les ans à constituer la dot de quatre filles pauvres, dont deux choisies par la maison de Leuchtenberg, et deux tirées au sort : en outre il a remis à la jeune impératrice 60,000 florins destinés à être distribués, en une seule fois, selon ses ordres. Le jour où M. de Barbacena fut pour la première fois présente à la princesse Amélie, elle lui répondit en portugais très correct, bien qu'elle n'eût encore reçu que quelques leçons de cette langue du conseiller de cour de Martins. Partie de Munich le 4 août, sous le nom de duchesse de Santa-Cruz, l'impératrice du Brésil, accompagnée du prince Auguste, son frère, de sa gouvernante, de ses dames d'honneur, de ses chevaliers d'honneur brésiliens, et des marquis de Barbacena et de Resende, s'est rendue à Ostende où un navire à vapeur l'attendait pour la conduire à Portsmouth joindre la flotte de don Pedro. Au moment de quitter Ostende, elle reçut les adieux des anciens serviteurs de la maison de son père, arrivés de Munich et de Paris pour voir encore une fois la fille de leurs maîtres, la petite-fille de l'impératrice Joséphine. Arrivée à Portsmouth, elle a arboré son pavillon sur la frégate brésilienne *l'Isabelle*, et bientôt s'est dirigée vers Rio avec sa belle-fille dona Maria, reine de Portugal, que l'usurpation de don Miguel forçait à retourner près de don Pedro son père. Amélie de Leuchtenberg a dû retrouver au Brésil quelques éléments de l'Allemagne, puisque la première femme de l'empereur, morte en 1836, était une archiduchesse d'Autriche ; d'ailleurs elle y était attendue par un prince d'un caractère noble et ferme, et d'une loyauté parfaite, ce qui lui garantit une heureuse destinée. Les nouvelles de l'Europe lui ont déjà appris sans doute que l'on s'y occupait toujours d'elle : c'est ainsi que les étudiants de Munich, pour célébrer le dernier anniversaire de la naissance du roi de Bavière, ont donné un grand concert qui a été terminé par l'hymne constitutionnel de don Pedro, dont les paroles et la musique sont attribuées à S. M. brésilienne.

AMICI (J. V. BARTOLI), géomètre et physicien distingué, est attaché à l'observatoire du grand-duché de Modène, et professe les mathématiques à l'université de cette ville. Ce savant était déjà connu par la *Correspondance du baron de Zach*, lorsque son voyage en Angleterre et en France, en 1826 et 1827, le mit en communication plus intime avec les savants de Londres et de Paris. M. Amici s'est spécialement occupé du perfectionnement des instruments d'optique à l'usage des astronomes, et il en a inventé plusieurs applicables tant à l'astronomie qu'à l'étude des sciences naturelles. Le jugement des sociétés savantes, dont il était venu chercher les encouragements, lui a été favorable, et l'académie de Londres, ainsi que celle de Paris, ont reconnu que le physicien de Modène avait été conduit à ces résultats, très utiles en eux-mêmes, par une instruction profonde et par le génie de l'application. M. Amici a fait connaître : 1° un Nouvel instrument de réflexion, qui consiste en un secteur formé de deux prismes isocèles rectangles, qui remplissent la fonction de miroir de réflexion, moyennant lesquels on peut mesurer des angles depuis zéro jusqu'à cent quatre-vingt degrés, ouverture plus considérable que celle jusqu'où s'étendent les sextants connus jusqu'à ce jour : le contact de l'eau de mer ne peut altérer l'instrument dont il s'agit ; 2° une Nouvelle lunette micrométrique ; cet instrument qui fait l'objet d'une lettre insérée dans le tome IX de la *Correspondance du baron de Zach*, consiste en une lunette acromatique à laquelle on applique, entre l'objectif et l'oculaire, un micromètre à lentille séparée pour grossir les images, connaître les angles qui en résultent, et par suite en déterminer les distances. Cette lunette d'environ quarante centimètres de longueur fait apprécier une distance quelconque à 0,002 près ; 3° un Mi-

croscopie catadioptrique, de position horizontale, qui amplifie jusqu'à mille le diamètre des corps transparents ou opaques qui lui sont soumis, et qui est supérieur par sa clarté aux autres instruments du même genre. En même temps qu'on observe, on peut tracer exactement le dessin des objets agrandis, au moyen d'une chambre lucide qui s'applique à ce microscope ; 4° autre Microscopie horizontale, qui en changeant les oculaires et en adaptant un, deux ou trois objectifs acromatiques, amplifie le diamètre des objets depuis quinze cents fois jusqu'à trois mille. Un appareil qui s'ajuste à cet instrument, sert à mesurer la grandeur réelle des sujets microscopiques. Le microscope catadioptrique a servi à M. Amici à faire des observations qui intéressent la physiologie végétale, et l'a conduit à des hypothèses curieuses sur la circulation dans les végétaux ; 5° un instrument des passages et un équatorial, dont les divisions ont été exécutées par un procédé nouveau ; 6° une Lunette icatadioptrique, qui détruit l'illumination des fils dans les instruments astronomiques ; 7° Diverses chambres lucides, applicables aux microscopes et télescopes ordinaires. Les écrits de M. Amici se rapportent en général à l'art auquel il a fait faire de nombreux progrès. C'est ainsi qu'il a démontré, par l'expérience et par le calcul, qu'on peut construire des lunettes acromatiques sans lentilles, et formées seulement de priantes de la même substance. Il a donné des *Considérations* sur les limites de la précision à laquelle on peut atteindre avec les instruments astronomiques, et traité beaucoup d'autres questions de physique dans divers mémoires dont un certain nombre se trouve dans la correspondance déjà citée de M. de Zach.

AMPERE (ANDRÉ-MAUR), est né à Lyon le 23 janvier 1775. Les seuls travaux scientifiques qui fussent en honneur à la fin du siècle précédent eurent sur sa vocation une influence décisive. Il se livra tant à Lyon qu'à Paris à l'étude des mathématiques pures et appliquées. Un volume in-4°, publié à Lyon, sur la *Théorie mathématique du jeu*, attiré dès 1805 l'attention des savants sur M. Ampère, et l'institut consigna dans ses rapports sur les progrès des sciences que le jeune géomètre avait fait un travail utile. En décembre 1804, M. Ampère entra comme répétiteur à l'école polytechnique, et fut chargé, par interim, d'y faire le cours d'analyse. Peu de temps après, il succéda au professeur titulaire, M. Labbey. La partie d'enseignement dont M. Ampère se trouvait chargé, lui fournit l'occasion d'enrichir l'analyse transcendante de plusieurs résultats nouveaux, qu'il communiqua, en 1813, à la première classe de l'institut, dans un *Mémoire sur l'intégration des équations aux différences partielles du premier et du second ordre*. « Ce mémoire », est-il dit dans la partie historique des travaux de l'académie des sciences pour les années 1813-14 et 15, « ce mémoire, dont il est impossible de donner ici l'analyse, renferme, selon le rapporteur, des vues nouvelles et intéressantes sur le calcul aux différences partielles, et la conclusion du rapport est que l'on doit engager l'auteur à continuer ce genre de recherches, et à les lier à quelques unes des applications de l'analyse à la mécanique et à la physique. » Le mémoire en question forme un volume in-4°, qui a paru en 1819. M. De Laplace ayant ramené tous les phénomènes de la réfraction ordinaire et extraordinaire à un principe unique, celui de la moindre action, M. Ampère crut faire une chose utile en démontrant en général l'identité du principe de la moindre action et d'une construction analogue à celle que Huyghens a donnée pour le cas où le rayon visuel passe d'un espace vide dans un milieu où la loi de la réfraction extraordinaire ne dépend que d'un seul angle. Ce travail, lu à l'institut le 27 mars 1815, est intitulé : *Démonstration d'un théorème d'où l'on peut déduire toutes les lois de la réfraction ordinaire et extraordinaire*. Une autre branche de la physique fut depuis cette époque pour M. Ampère une mine féconde en découvertes, et lui a valu l'honneur de fonder et d'établir complètement une théorie nouvelle. Ces découvertes ont été consignées dans plusieurs ouvrages : 1° Le *Recueil d'observations electro-dynamiques*, contenant



divers mémoires, notices, extraits de lettres et d'ouvrages périodiques, relatifs à l'action mutuelle de deux courants électriques, à celle qui existe entre un courant électrique et un aimant ou le globe terrestre, et à celle de deux aimants l'un sur l'autre, 1830, in-8°; 2° *Le précis de la théorie des phénomènes électro-dynamiques*, 1834, in-8°; 3° *Description d'un appareil électro-dynamique*, 1834, in-8°; 4° *La Théorie des phénomènes électro-dynamiques, uniquement déduite de l'expérience*, in-4°, publiée, en 1830, dans le volume des *Mémoires de l'Académie des sciences* pour l'année 1826. L'objet principal de ce dernier ouvrage a été de donner l'ensemble de la théorie électro-dynamique. M. Ampère réduisit les effets composés à une seule action élémentaire, qui est celle de deux particules de courants électriques. Il montre que cette action ne dépend pas seulement de la distance des deux éléments, mais encore de leur direction, et il déduit des seules expériences les expressions analytiques de la loi suivant laquelle cette force varie. Ces recherches, a dit M. Fourier, offrent dans leur état actuel tous les caractères d'une théorie régulière et exacte, car elle explique et mesure les faits généraux; elle a même donné lieu d'en prévoir plusieurs; elle s'accorde avec l'ensemble des phénomènes, et n'a rien que l'on puisse juger contraire à aucune des observations connues. On doit aussi à M. Ampère le *Mémoire sur quelques propriétés des axes permanents de rotation des corps, et des plans conducteurs de ces axes*, 1833, in-4°; le *Mémoire sur l'action mutuelle d'un conducteur voltaïque et d'un aimant*, ainsi que beaucoup d'autres qu'il serait trop long d'énumérer ici, et que l'on trouvera dans les *Annales de chimie*, dans le *Bulletin de la société philomatique*, et d'autres journaux consacrés aux sciences. M. Ampère a cessé de professer à l'école polytechnique depuis 1836, époque où il a été nommé inspecteur-général de l'université; mais il a conservé la chaire de physique expérimentale au collège de France, dont il est titulaire depuis 1831. Ce savant est membre de la légion d'honneur, et fait partie de la première classe de l'institut, qui l'a choisi, en 1814, pour succéder à Boscuit. Enfin M. Ampère est membre de la société royale de Londres, de celle d'Edimbourg, de la société helvétique des sectateurs de la nature, de la société philosophique de Cambridge, de celle de physique de Genève, etc.

ANASTAZIEWICZ (BASILE), membre de la société royale des amis des sciences, et secrétaire de la grande bibliothèque impériale de Saint-Petersbourg, est né, en 1775, à Kiow où il fit ses premières études. Rendu ensuite à Saint-Petersbourg, comme tant d'autres Polonais des provinces envahies par la Russie, Anastazewicz suivit la carrière littéraire. Decoré et nommé conseiller d'état par l'empereur Alexandre, et jouissant d'une considération générale, ce savant aime en toute circonstance à être utile à ses compatriotes. Etabli dans une terre étrangère, il paya le tribut de son talent envers la Pologne, en faisant d'excellentes traductions issues du *Statut de Lithuanie*, des *Discours sur Copernik*, et de divers écrits philosophiques du célèbre Smiadecki. Il traduisit en russe la tragédie de Racine, *Phèdre*; fut rédacteur en chef d'un journal scientifique, 1811-1812, et collaborateur de plusieurs autres. Il fut le premier qui composa en Russie le catalogue systématique des *Livres russes*, publié à Saint-Petersbourg en 1820. En 1821, il publia le cinquième volume de l'*Essai de la bibliographie russe*, par Basile Sopikoff, décédé en 1818. Ce savant laborieux et aimable, membre de plusieurs sociétés littéraires et philanthropiques, honora à la fois son pays natal et la nouvelle patrie qu'il a choisie.

ANCELOT (JACQUES-FRANÇOIS-ANATOLE), homme de lettres et membre de la légion d'honneur, est né au Havre le 9 janvier 1796. Il débuta dans la carrière littéraire par quelques vaudevilles qui eurent peu de succès; son talent l'appela vers un genre plus élevé. Il fit représenter en effet, le 5 novembre 1819, la tragédie de *Louis IX*. Cette pièce, où l'on remarque de beau vers, est encore ce que l'auteur a fait de mieux, et lui assure un rang distingué parmi nos poètes dramatiques; elle eut quarante représentations

consécutives, a été reprise deux fois, et est restée au courant du répertoire. C'est le sort des hommes qui se distinguent de la foule, d'être en butte aux attaques des coteries littéraires et de l'esprit de parti, ce fut celui de M. Ancelot. Resté fidèle aux règles du goût et de la raison dans ses grandes pièces dramatiques, il dut voir se tourner contre lui les traits de ceux qui affectent de la méconnaître. Il est vrai qu'en politique M. Ancelot a paru partager des doctrines qui ne sont pas celles de la majorité; mais nous croyons qu'il les a professées de bonne foi, et des lors il avait droit à être combattu avec politesse et sincérité. Cependant on pensera peut-être qu'il est malheureux qu'un homme du talent de M. Ancelot se soit associé, en 1822 et 1823, années où il reçut la décoration de la légion d'honneur, à la rédaction d'un journal aussi virulent que *La Foudre*. Il a aussi redonné le *Hercule*, feuille qui, avec les mêmes intentions, eut moins de vigueur et de durée que la précédente. M. Ancelot se rendit en Russie à l'époque du couronnement de l'empereur Nicolas 1<sup>er</sup>, et en revint après six mois de séjour tant à Saint-Petersbourg qu'à Moscou. Il a publié 1° (avec M. Boniface Saintine) *Les brigands des Alpes*, comédie-vaudeville en un acte, Paris, 1818, in-8°; 2° *Les comédiens d'Andelys*, comédie-vaudeville, représentée en 1818, mais non imprimée, 3° (avec M. Carmouche) *La roi du village*, comédie-vaudeville en un acte, Paris, 1819, in-8°; 4° *Louis IX*, tragédie en cinq actes, Paris, 1819, in-8°; 5° (avec M. Boniface Saintine) *Corisandre, ou la Rosa magique*, opéra-comique en trois actes, représenté en 1820, mais non imprimé; 6° (avec le même) *La grille du parc, ou le Premier parti*, opéra-comique en un acte, Paris 1820, in-8°; 7° *Le maître du palais*, tragédie en cinq actes, Paris, 1823, in-8°, représenté à la Comédie-Française le 16 avril; 8° *Fiesque*, tragédie en cinq actes, précédée d'une épître à M. Boniface Saintine, Paris, 1824, in-8°, représentée au théâtre de l'Odéon le 3 novembre; cette pièce a été réimprimée plusieurs fois; elle obtint trente-six représentations très suivies, et fut reprise en 1836 à la Comédie-Française, où elle est restée au courant du répertoire; 9° *Épître à M. Casimir Bonjour sur sa convalescence*, Paris, 1825, in-8°; opuscule qui n'a pas été mis dans le commerce; 10° *Mario de Brabant*, poème en six chants, Paris, 1825, in-8°; cet ouvrage, dans lequel l'auteur, par une innovation que le succès a justifiée, introduisit les formes de la tragédie dans l'épique, est arrivé en peu de mois à sa quatrième édition, dont une partie a été présentée au public comme la cinquième et la sixième édition; supercherie commerciale indigne des libraires, que les hommes de lettres ne devraient jamais permettre, et que la direction-générale de la librairie devrait pouvoir punir. Cette quatrième édition est précédée d'une épître à M. Parcival Grandmaison; 11° (avec MM. Guiraud et Soumet) *Pharmonde*, opéra ou trois actes, Paris, 1825, in-8°, composé à l'époque du sacré, et représenté devant le Roi sur le théâtre de l'Académie royale de Musique. M. Ancelot a fait le premier acte de ce poème, dont Boieldieu a fait la musique. 12° *Six mois en Russie*, lettres, en prose et en vers, écrites à M. Boniface Saintine, en 1826, à l'époque du couronnement de S. M. l'empereur, Paris, 1827, in-8°; cet ouvrage, composé en effet pendant le séjour de M. Ancelot en Russie, a obtenu un grand succès, et deux éditions ont été épuisées en deux mois. On y a surtout remarqué deux chants dithyrambiques, l'un: *Le champ de bataille de Lutzen*, et l'autre: *La montagne des moineaux*. Il faut avouer cependant que comme peinture de mœurs et de l'état politique de la Russie, ces lettres sont loin d'être suffisantes. 13° *Oïga, ou l'Orpheline moravite*, tragédie en cinq actes, représentée au Théâtre-Français, Paris, 1828, in-8°; 14° (avec M. Mazères) *L'Ypion*, drame en cinq actes et en prose, Paris 1829, in-8°. M. Ancelot a encore fourni plusieurs articles signés aux *Annales de la littérature et des arts*, journal de la société des bonnes lettres.

ANDERLETZ. Voyez BACHMAY-ANDERLETS.

ANDRADA (JOSEPH-BONIFACIO de), savant naturaliste, né à Saint-Paul au Brésil, vers 1760, vint en

Portugal de très bonne heure, où il fit ses études à l'université de Coimbra avec beaucoup d'éclat, et fut reçu docteur en droit et en philosophie. En 1787, il fut envoyé en France, par la reine Marie, avec MM. de Camargo Bettecourt et Frago, afin de s'y perfectionner dans la chimie, la minéralogie et la métallurgie. Il suivit en effet les leçons des savants les plus célèbres à cette époque, quitta Paris en 1792, et se rendit à Freyberg, où il studia la minéralogie et la géognosie sous le célèbre Werner. Après avoir visité l'Allemagne, la Suède et le Danemark, il revint à Lisbonne, et y fut accueilli comme le méritaient ses travaux et ses connaissances. Nommé professeur de minéralogie à l'université de Coimbra, il devint ensuite directeur de l'exploitation de plusieurs mines de fer et de charbon de terre. Il eut encore d'autres emplois administratifs importants. Membre de l'académie royale des sciences de Lisbonne depuis longtemps, il en devint secrétaire, place qu'il remplit avec beaucoup de distinction. Il passa ensuite au Brésil, et, aide de ses frères, il contribua puissamment à faire proclamer l'indépendance de cet état dans la province de Saint-Paul, en 1822. Le mouvement révolutionnaire se communiqua bientôt à Rio-Janeiro, et aussitôt que don Pedro se fit déclarer empereur du Brésil, il choisit M. Andrada pour un de ses ministres. Sous ses auspices, une assemblée élective fut convoquée pour rédiger une constitution fondée sur la représentation nationale : elle poursuivait avec ardeur ses travaux, mais ayant manifesté des prétentions exagérées, le nouvel empereur en prononça la dissolution, et renvoya en même temps son ministre. M. d'Andrada fut disgracié et exilé : il revint en France, et résida plusieurs années à Bordeaux, jusqu'en 1839. Nommé alors, par sa province, député à la chambre élective, il entra dans sa patrie, où don Pedro l'accueillit très gracieusement, et voulut le nommer ministre de l'intérieur à la fin de la même année, place qu'il refusa d'accepter. M. d'Andrada a publié un assez grand nombre de mémoires sur les diverses branches de l'histoire naturelle, particulièrement sur la minéralogie. Deux sont insérés dans les premiers volumes des anciennes annales de chimie, et traitent des diamants et des mines d'or du Brésil ; un grand nombre a été imprimé dans les mémoires de l'académie des sciences de Lisbonne. Pendant son dernier séjour en France, il a publié, sans nom d'auteur, un écrit ayant pour objet de proposer des moyens pour favoriser la propagation des nègres au Brésil, et de suppléer ainsi au manque de bras qui doit nécessairement résulter de la cessation totale de l'exportation d'Afrique, qui doit se réaliser en 1830. Malgré les conseils de M. d'Andrada et ceux d'autres patriotes éclairés, le gouvernement brésilien semble jusqu'à présent plongé dans une apathie inconcevable à cet égard, quoique l'existence même du nouvel empire tienne essentiellement à sa population nègre, la seule à peu près qui soit réellement productive au Brésil.

**ANDREZEL** (BARTHELEMY-PRILBERT PICON d'), né, en 1757, à Salins, département du Jura, descendait d'une famille bien connue dans la diplomatie. Il studia d'abord au collège de la Flèche, et vint terminer ensuite ses études à Paris au collège d'Harcourt. Sa vocation l'ayant porté à embrasser l'état ecclésiastique, M. de Cicé, archevêque de Bordeaux, le nomma, en 1782, l'un de ses grands vicaires. D'Andrezel fit partie de l'assemblée générale du clergé de France, en 1785 et 1786, et assista cette même année aux états de Bretagne, après avoir été appelé à l'abbaye de Saint-Jacut. Il fut employé plus tard dans les affaires publiques par M. de Cicé qui était devenu garde-des-sceaux sous l'assemblée constituante. La loi de déportation des prêtres réfractaires l'assignait en septembre 1793, et il se retira à Londres. D'Andrezel ne revint en France qu'en 1802, et ne reprit point les fonctions de son ministère. Il travaillait à un journal intitulé : *Mémoires des curés*, quand il fut nommé, en 1809, l'un des inspecteurs-généraux de l'université lors de sa première création. En 1811, d'Andrezel accepta la charge peu honorable de

censeur des journaux, et fut révoqué en 1824 par M. l'évêque d'Hermopolis, grand-maître de l'université, de ses fonctions universitaires. Il avait repris depuis quelques années l'habit et les fonctions ecclésiastiques. D'Andrezel ne survécut que dix-huit mois à sa destitution ; il mourut à Versailles vers la fin de décembre 1825. On a de lui 1° *Histoire des derniers rois de la maison de Stuart*, par C. J. For, traduit de l'anglais avec une Notice sur la vie de l'auteur, Paris 1809, 3 vol. in-8°, anonyme ; 2° *Excerpta et scriptoribus grecis ad usum studiosæ juventutis, in rhetoricâ et in secundâ accommodata, nec non argumentis et annotationibus recentior illustrata, favente studiorum senatu, offerebat*, etc., Paris, 1821, in-12 ; la première édition date de 1815 ; il y a une traduction française de cet ouvrage par M. Houtome, Paris, 1825, 3 vol. in-12.

**ANDRIEU** (BEATRAXD), célèbre graveur en médailles, naquit à Bordeaux le 4 novembre 1761. Son génie le porta de bonne heure vers la gravure, et ses premiers essais furent éclatants. A cette époque la gravure en médaille avait perdu le lustre dont elle avait brillé sous les Varin et sous les Dupré ; on lui reprochait un style faux et recherché, un dessin raide et inexact, toute absence de cette naïveté, de cette facilité qu'on admire dans les ouvrages des grands maîtres que nous avons nommés : à peine quelques artistes estimables luttèrent contre le mauvais goût. Andrieu, venu fort jeune à Paris, annonça par son coup d'essai le restaurateur de la gravure en médailles, et son brio, aussi fécond que brillant, fit éclore pendant quarante ans une foule de productions qui sont classées parmi les plus beaux morceaux de la numismatique. Ses ouvrages vivront autant que la gloire de la France dont il a représenté les principales victoires sur ses médailles. C'était lui que le gouvernement choisissait toujours pour graver l'histoire des événements les plus mémorables. Ses ouvrages les plus célèbres sont : la médaille dite la Grande Minerve assise, distribuant des couronnes ; la Statue équestre de Henri IV ; la Vierge ; le Rétablissement du culte ; la France en deuil au 30 mars ; les Electeurs de la Gironde, médaille frappée en mémoire de la présidence du collège électoral de ce département par Mgr. le duc d'Angoulême en septembre 1815, etc. Andrieu a gravé une grande partie de la collection des médailles du cabinet et de la bibliothèque du Roi, une foule de vignettes et divers modèles de billets à l'usage de la banque de France. Le préfet de la Seine le chargea d'exécuter, pour la ville de Paris, la médaille pour la naissance du duc de Bordeaux. Cette médaille, du plus grand module, a été composée et achevée au milieu des plus grandes souffrances qui enlevèrent Andrieu le 6 décembre 1822. Le Roi l'avait nommé chevalier de Saint-Michel avec le titre de graveur de son cabinet ; il était aussi membre de l'académie des beaux-arts de Vienne en Autriche.

**ANDRY** (CHARLES-LOUIS-FRANÇOIS), chevalier de l'ordre royal de Saint-Michel, docteur régent de l'ancienne faculté de médecine de Paris, et membre de plusieurs sociétés savantes, était né à Paris, le 6 juillet 1751. Des sa plus tendre jeunesse il commença à donner les preuves des qualités qui, plus tard, le distinguèrent si honorablement. M. Andry fit d'excellentes études, et se fit ensuite recevoir docteur en médecine. Un grand savoir fut bientôt le résultat d'un amour vrai pour la science, et d'un esprit sagé et indépendant. M. Andry a publié un assez grand nombre d'ouvrages parmi lesquels on cite plus particulièrement sa *Dissertation sur la rage* et ses *Recherches sur la mélancolie*. Peu de médecins ont mieux rempli les devoirs de leur état que M. Andry, et plus d'une fois on l'a entendu flétrir par des expressions sévères, mais méritées, des confrères qui changeaient en un vil métier leur noble profession. Jusque dans les dernières années de sa vie, ce vertueux docteur s'est beaucoup occupé d'un ouvrage qu'il voulait publier sur toutes les qualités que doit posséder le médecin ; il n'a malheureusement pas eu le temps de l'achever, et cela a été un de ses plus vifs regrets. Les sciences médicales n'étaient pas seules cultivées par ce savant homme ; M. Andry a toujours eu un goût décidé

pour les livres, et la variété de ses connaissances lui faisaient rechercher non seulement ceux qui avaient rapport à la médecine, mais encore ceux qui tenaient aux diverses littératures, à l'histoire des médailles, etc. Il avait rassemblé une collection fort belle et fort curieuse de portraits de médecins; et une autre plus précieuse encore, celle des manuscrits du célèbre docteur Sanchés, qui lui avait été léguée par l'auteur même au moment de mourir. La bibliothèque de M. Andry était très considérable; M. Deburc en a fait le catalogue. Il a publié, outre des thèses sur divers sujets : 1° *Lorsqu'une partie est attaquée de la gangrène, faut-il couper dans la partie morte?* Paris, 1764, in-8°; 2° *Manuel du jardinier*, traduit de l'italien de Mandirola par le pseudonyme Randy, Paris, 1765, in-8°; 3° *Matière médicale*, extrait des meilleurs auteurs et des leçons de M. Ferrein, Paris, 1770, 3 vol. in-12; 4° *Combien la chirurgie doit aux travaux des médecins*, discours prononcé aux écoles de médecine pour l'ouverture solennelle des écoles de chirurgie, Paris, 1773, in-12; 5° *Recherches sur la rage*, Paris, 1779, 1 vol. in-8°; 2° édit., 1781; 6° (avec M. Thourct) *Observations et recherches sur l'usage de l'aimant en médecine*, Paris, 1783, in-8°; 7° *Eloge du docteur A. Nunes Ribeiro Sanchés, premier médecin d'Aune Yvon, régente de Russie*, Paris, 1783, in-4°; 8° *Recherches sur la mélancolie*, in-4°; 9° *Mémoire sur la mélancolie*, imprimé dans le tome V du *Recueil de la société royale de médecine*. Le docteur Andry a été l'éditeur des *Observations sur les maladies vénériennes* de son illustre ami le docteur Sanchés.

ANDUZE. *Foye*: ALEX-D'ANDRY.

ANHALT-DESSAU. *Foye*: LÉOPOLD-FRÉDÉRIC-FRANÇOIS, duc d'.

ANKER (PIKKE), ministre d'état norvégien, né à Christiania, le 8 septembre 1749. Il était fils du conseiller de justice Christian Anker et de Catharine Elieson. Après avoir fini ses études dans un collège, il fut envoyé, avec trois de ses frères et un habile précepteur, dans les pays étrangers. Pendant plusieurs années, il visita la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie. De retour dans sa patrie, il s'adonna à l'agriculture, et se retira dans une propriété nommée Bogstad; mais on jugea que, par ses connaissances, il pourrait être utile à son pays comme magistrat; et lorsque l'armée norvégienne, sous le commandement du prince Charles d'Ilse, se mit en marche, en 1778, Anker fut chargé de la place de commissaire-général de la guerre. Cet emploi ne dura pas long-temps, mais l'état le nomma intendant-général des grandes routes. Un pays tel que la Norvège, coupé de montagnes et plein de précipices, présente bien des difficultés pour y établir les communications nécessaires; mais Anker surmonta ces obstacles malgré le peu de ressources pécuniaires qu'offrait le pays, et c'est en passant sur le Dovrefell, par Krogshelren, et sur le bord de la mer près de Holmstrand, qu'on doit s'étonner des ouvrages qu'il a fait exécuter, et qui méritent à jamais à Anker la reconnaissance de la nation norvégienne. Il donna une preuve éclatante de son désintéressement, en refusant de recevoir les appointements attachés à sa place, et proposa de les partager entre deux personnes qui auraient les soins des routes dans le département d'Aggerhur. Lorsqu'on établit en Norvège les tribunaux de réconciliation, Anker se chargea des fonctions de juge, qu'il exerça pendant plusieurs années. L'époque arriva où la Norvège fut séparée du Danemark et réunie à la Suède, et après cette réunion la constitution nouvelle exigea qu'un citoyen norvégien fût envoyé à Stockholm, sous le titre de ministre d'état auprès du nouveau monarque, pour veiller aux intérêts du pays. Chacun voyait l'importance de cette place, mais le choix fut facile à faire; la voix publique réclamait hautement Anker, et le roi s'en était conformé aux vœux du peuple. Anker a occupé cette charge depuis 1814 jusqu'en 1822, époque à laquelle il sollicita sa démission, pour se retirer dans ses propriétés. Pour donner une idée de ses connaissances agricoles, nous citerons seulement un fait, c'est que lorsqu'il acheta la

terre de Bogstad, il n'y sema que dix tonneaux d'avoine, et y nourrit deux chevaux et huit vaches; mais en 1814, il sema onze tonneaux de seigle, vingt tonneaux d'orge, cent vingt tonneaux d'avoine et cent vingt tonneaux de pomme de terre, et y nourrit trente-deux chevaux, cinquante bestiaux et cent moutons. En 1778, il fut ennobli comme descendant d'une ancienne famille de Suède, mais cette noblesse, par les lois actuelles de Norvège, n'est plus reconnue. En 1801, il fut nommé chambellan de la cour de Danemark; en 1809, commandant de l'ordre de Dannebrog, et, en 1813, grand-croix du même ordre. En 1815, il fut fait chevalier et commandeur des ordres de Suède et de Norvège, et, en 1821, chevalier de l'ordre royal de Charles XIII. Il fut, en 1815, élu membre de l'académie des sciences de Stockholm. Il mourut le 10 décembre 1824, âgé de soixante-quinze ans. Il n'a laissé d'autres héritiers qu'une fille, mariée avec le comte Herman Wedel Jarlsberg.

ANNEY. *Foye*: TOCNOUX d', au Supplément.

ANNEE (ASTOIRE), homme de lettres, né à Avreménil, département de la Seine-Inférieure, le 22 août 1773. Il entra jeune dans l'administration militaire, et suivit les armées pendant quelque temps. Revenu à Paris peu après le 9 thermidor, il y entreprit un journal sous le titre de *Rehabilitateur*, dont parurent seulement quelques numéros. Livré à la littérature légère, il composa, en société avec MM. de Jouy, Dieu-la-Foy, etc., un assez grand nombre de pièces de théâtre. En 1806, M. Année fut nommé chef du personnel de la guerre et de la marine dans le royaume de Naples, place qu'il remplit avec distinction jusqu'en 1814. Les événements de cette époque le rappelèrent en France, et il se livra de nouveau à la polémique politique. Il a fourni de nombreux articles fort bien pensés et bien écrits à la *Minerve*, à la *Ranommée*, au *Courrier français*, à la *France chrétienne* et au *Constitutionnel*, dont il est coopérateur depuis plusieurs années. Il a aussi été collaborateur de la *Revue encyclopédique*, et il a eu la direction du *Mercur* du dix-neuvième siècle et du *Flandeur*. M. Année a fourni plusieurs articles à la *Biographie des contemporains*; ceux de Charette, de Fox et de Joachim Murat ont le plus d'étendue et d'importance. La *Notice historique du règne de la maison des Bourbons en Espagne*, placée en tête de l'*Itinéraire de l'Espagne*, par M. De Laborde, édition in-folio, et l'*Essai historique sur l'acquisition politique*, servant d'introduction au *Livre noir*, sont encore du même auteur. M. Année a publié : 1° (avec MM. Gerain et Ferrière) *Arlequin décorateur*, comédie-parade en un acte, Paris, 1799, in-8°; 2° (avec Gerain) *Ne pas croire ce qu'on voit*, comédie-vaudeville en un acte, Paris, 1799, in-8°; 3° (avec MM. de Jouy et Gerain) *Le Carrosse espagnol, ou Pourqui faire?* comédie-vaudeville en un acte, Paris, 1800, in-8°; 4° (avec Gerain et Vieillard) *Gilles ventiloque*, parade en un acte, Paris, 1800, in-8°; 5° (avec les mêmes) *La Triomphe de Camille*, opéra en un acte, Paris, 1800, in-8°; 6° (avec les mêmes) *Papirus*, ou les Femmes comme elles étaient, parade historique en un acte, Paris, 1801, in-8°; 7° *Le premier homme*, ou la Cratichon du sommeil, folie-vaudeville en un acte, Paris, 1801, in-8°; 8° *L'innocence reconnue*, ou Preuves de la bonté du cœur, de l'infirmité du goût, de la justice de l'esprit et de la rectitude du jugement de M. Geoffroy, Paris, 1803, in-8°; c'est un recueil de divers jugements émis par ce célèbre critique à l'époque où il jetait la consternation dans les coulisses; M. Année, qui les avait rassemblés, les opposa les uns aux autres, et en composa cet ouvrage que l'on a quelquefois attribué à M. Pigault-Lebrun; 9° (avec Gerain et Vieillard) *Les Travestissements*, comédie en un acte et en prose, Paris, 1805, in-8°; 10° (avec Gerain) *Un tour de soufrette*, comédie en un acte et en prose, Paris, 1805, in-8°; 11° (avec le même) *Une heure de caprice*, comédie-vaudeville en un acte, Paris, 1805, in-8°; 12° *L'empereur Napoléon et le duc de Rovigo*, Paris, 1815, in-8°; 13° (avec M. Vivien) *Chronologie historique et géographique, précédée d'un coup d'œil sur les études chronologiques*, Paris, 1826, in-4°. M. Année

à encore composé plusieurs vaudevilles et opéramusiques en société avec M. M. Dieu-la-Foy et Gersin, qui ont été représentés, mais non imprimés; tels sont : *La Fête Marseillaise*; — *Ravins et Carous*; — *Solar*, ou *Pluvinet se venge*; — *Le Tableau en litige*; — *Thomas Muller*; — *Une nuit d'été*; — *Les Gardes marines*. Cet auteur, qui se distingue par un talent littéraire et une instruction très variée, n'est pas moins recommandable pour son zèle bien entendu pour les libertés publiques.

ANOT (PIERRE-NICOLAS), chanoine théologal et grand prévôtier de l'église de Reims, docteur en théologie, né, en 1762, à Saint-Germain-Mont, département de la Meuse. Il étudia au collège de Reims, y fut sous-principal, et s'était consacré à l'enseignement quand la révolution éclata. Il quitta la France et se retira à Malte où il fut chargé de l'éducation d'un chevalier de l'ordre de ce nom. Lors du concordat de 1802, il revint à Reims, et fut nommé vicaire de la métropole. Il voulut débiter dans la littérature; il publia pour son coup d'essai *Les Deux Voyageurs*. C'est l'histoire de ses voyages; mais les lettres n'occupaient que ses loisirs; les devoirs de son état faisaient sa principale occupation; il prêcha avec succès; il composa pour l'association de la Providence un grand nombre de sermons qui ont été imprimés séparément à Reims, chez Reynier (1821-22-23). Le même libraire a aussi publié un choix des sermons d'Anot. La chronologie a beaucoup occupé ce respectable ecclésiastique. Il fut nommé chanoine de la métropole en 1822, et mourut le 31 octobre 1823. M. Macquart, grand-vicaire de Reims, son ancien directeur, a prononcé son éloge devant l'association de la Providence, Reims, 1823, in-12. M. Anot est l'auteur des ouvrages suivants : 1° *Guide de l'histoire, ou Annales du monde depuis la dispersion des hommes jusqu'en 1801*, in-folio; 2° édition, considérablement augmentée, sous le titre d'*Annales du monde, ou Tableaux chronologiques*, 1816, in-folio atlantique de 20 feuilles, dédié à Mgr le duc d'Angoulême; 3° (avec F. Malgouyres) *Les Deux voyageurs, ou Lettres sur la Belgique, la Hollande, l'Allemagne, la Pologne, la Prusse, l'Italie, la Sicile et Malte, écrites selon l'ordre du temps*, 1803, 2 vol. in-12; 4° *Oraison funèbre de Louis XVI*, 1814, in-8°; 5° *Tableau de l'histoire universelle, ouvrage qui sert de texte et de développement aux annales du monde, depuis l'ère II, 1817; Histoire ancienne*, tomes III, IV, V et VI; *Histoire moderne*, Paris, 1822, 5 Discours prononcés dans les assemblées de l'association de la Providence (première division des hommes), établie à Reims, 1823, 2 parties, in-12.

ANTOINE (CLAUDE-THÉOPHILE), roi de Saxe, est né le 27 décembre 1755. L'époque de son avènement au trône est celle de la mort du roi Frédéric-Auguste, son frère, arrivée le 5 mai 1807. En prenant possession de la couronne, sous le nom d'Antoine I<sup>er</sup>, ce prince déclara, dans une proclamation adressée aux Saxons, qu'il ne voulait que continuer le règne de son frère. Il s'y eut, en effet, aucuns changements ni dans le personnel, ni dans le système de l'administration, et tous les actes du nouveau gouvernement montrèrent, ainsi que sous le précédent, une disposition éclairée pour le bien public et la liberté individuelle. Denué d'ambition comme l'était son frère, pacifique autant par caractère que par amour pour son peuple, Antoine I<sup>er</sup> n'a pas cherché par des brigues périlleuses à revenir sur les traités qui avaient réparti entre la Prusse et la Russie une forte portion du royaume dont il venait d'hériter. La branche Albertine de la maison de Saxe, dont il est issu, était toujours restée catholique au milieu d'un peuple protestant; mais elle avait constamment montré la plus équitable impartialité vis-à-vis des diverses professions du culte chrétien. Antoine, suivant l'exemple de ses prédécesseurs, réunit, le 25 juillet 1827, un édit qui assure aux chrétiens de la confession d'Augsbourg le libre et public exercice de leur culte, ainsi que les droits civils et politiques dont jouissaient les catholiques romains, et aux chrétiens du rite grec habitants du pays, les mêmes avantages que ceux accordés aux mêmes communautés chrétiennes, à l'égard de leurs droits civils.

Depuis les circonstances qui, par suite des revers de Napoléon, ont paru devoir compromettre sans retour la couronne de Saxe, ce pays a eu le bonheur de fournir bien peu de faits à l'histoire politique contemporaine; cependant on a eu souvent à louer les opérations de son administration intérieure. Le roi Antoine a fait poursuivre avec une nouvelle activité des constructions utiles, et les embellissements que la destruction des fortifications de la ville de Dresde avaient rendues praticables. On élève, d'après sa volonté, à la mémoire de Frédéric-Auguste, un monument qui répondra à l'amour que le peuple a conservé pour ce monarque vénérable. La monnaie d'or et d'argent d'un poids trop léger a été retirée de la circulation et reproduite avec sa valeur légale. La destruction du gibier, qu'on avait laissé devenir trop nombreux, a été amenée au bienfait inappréciable pour les cultivateurs. Le roi applique à des œuvres de bienfaisance les économies qui ont eu lieu dans le service des classes. D'un autre côté, des affaires importantes, qui étaient restées depuis long-temps en litige, ont enfin été arrangées; telle, entre autres, celle entre la couronne et la principauté et le comté de Schönbouurg. Le roi Antoine a toujours eu l'habitude de se lever de très bonne heure, souvent à quatre heures du matin, et d'aller se promener aussitôt à pied ou à cheval. Une activité continuëlle et les exercices du corps ont contribué à lui donner une constitution robuste. Il aime la musique en connaisseur, et a écrit lui-même beaucoup de compositions musicales. Sa bibliothèque particulière est très belle; il aime beaucoup les beaux-arts, et principalement le théâtre allemand. L'étude approfondie qu'il a faite des origines, lui donne souvent l'avantage de pouvoir résoudre les doutes des généalogistes les plus expérimentés. Les personnes qui l'approchent rapportent de lui beaucoup d'observations spirituelles, et témoignent de sa grande exactitude à remplir ses devoirs religieux. Antoine I<sup>er</sup> est veuf de Marie-Charlotte-Antoinette de Savoie, morte le 30 décembre 1782; puis, une seconde fois, de Marie-Thérèse-Joséphine-Charlotte-Jeanne, archiduchesse d'Autriche, sœur de François II, morte le 7 décembre 1827. Comme il n'est issu aucun enfant de ces deux mariages, la couronne passera après lui à son frère Maximilien, né en 1759, père de la jeune reine d'Espagne.

ANTOLINI. Voyez page 123, où ce nom a été mis par erreur à un autre rang que le sien.

ANTREMONT (M<sup>me</sup> d'). Voyez BONRICHIOT.

APPERT (B.), né à Paris le 10 septembre 1797, entra jeune à l'école royale de dessin, et y fit des progrès si rapides, qu'il en fut nommé sous-professeur. En 1815, il fut accusé d'être attaché à Napoléon; et bien que sa jeunesse dût le rendre excusable, il n'en fut pas moins destitué. Cette injustice ne fit qu'ajouter chez M. Appert, déjà doué de dispositions très philanthropiques, à son désir d'être utile à ses semblables, et particulièrement aux classes malheureuses. Il conçut alors le projet de propager la méthode d'enseignement mutuel. Le 14 juin 1816, il fut envoyé dans le département du Nord, pour organiser les écoles primaires d'après ce système. Les villes de Douai, Lille, Valenciennes, Conde, Saint-Amand et d'autres communes, reçurent avec empressement M. Appert, qui obtint partout un grand succès; malgré les obstacles qui s'opposaient au progrès de l'enseignement mutuel, ce jeune professeur parvint à réunir toutes les opinions, et en fort peu de temps dix écoles nouvelles furent organisées. M. Appert, voyant ses efforts couronnés de succès si brillants, voulut étendre ce bienfait aux hospices et aux écoles péniennes; et pour déterminer les chefs de corps et des hôpitaux à le seconder, il offrit de former gratuitement des moniteurs, des maîtres et des écoles. C'est par ce moyen que l'hospice de Douai, les légions de la Nièvre, de la Meuse, les chapeaux de la Marne, la légion du Nord, celle de la Côte-d'Or, le régiment d'artillerie de La Fère, etc., eurent, en 1818, des écoles élémentaires. Le désintéressement de M. Appert, l'expérience qu'il avait pour diriger l'instruction des enfants et des adultes, le firent appeler par le ministre Gouvion-Saint-Cyr pour pro-

fesser à Paris le cours normal qui devait former des officiers et des sous-officiers pour toutes les écoles régimentaires de l'armée. Le 24 novembre 1818 le cours fut ouvert; et trois mois après plus de cent écoles, réunissant près de trente mille hommes, furent organisées. M. Appert, tout en formant ces écoles, pensa aux prisonniers auxquels il voulait aussi procurer le même bienfait; et le 14 juin 1820, il ouvrit l'école de la prison militaire de Montau. Cette institution produisit le meilleur résultat sur l'esprit des soldats détenus. M. Appert la dirigea gratuitement jusqu'au 30 juillet, époque à laquelle deux condamnés dans l'affaire de Saumur s'évadèrent. Le directeur de l'école, dont on cherchait déjà à paralyser le zèle et à détruire les travaux, fut accusé d'avoir favorisé cette évasion; et sans égard pour ce qu'il avait fait d'utile, on le fit arrêter et emprisonner à la Force. Mais là encore M. Appert s'occupa du sort des prisonniers; malgré tout ce que la police de M. Delavau faisait pour lui rendre insupportable sa détention, il studia avec soin l'esprit des détenus; et lorsqu'après trois mois d'emprisonnement il fut acquitté par deux jugements, l'un de la police correctionnelle, l'autre de la cour royale, il se promit de consacrer toute son existence au bien-être des prisonniers. On sait que M. Appert a toujours combattu avec courage les divers ministères qui ont pesé sur la France depuis 1821. Rien n'a pu arrêter ce philanthrope, et aujourd'hui il trouve la plus belle récompense dans le bien qu'il a provoqué par ses voyages et ses écrits. Depuis long-temps la famille d'Orléans avait bien voulu secourir ses travaux; il est même chargé de répandre les dons abondants de ces princes généreux. Le roi Louis-Philippe, la reine et la sœur du roi, ont attaché M. Appert à leur maison, et chaque jour de nombreux bienfaits sont accordés aux classes malheureuses de la société par son intermédiaire. Le roi ne pouvait mieux choisir, car M. Appert réunit à la charité éclairée qui vole au-devant du malheur la fermeté qui sait repousser avec politesse les demandes indiscrètes de personnes qui ne rougissent pas quelquefois de solliciter ce qui doit rester le patrimoine du vrai pauvre. M. Appert s'estime trop heureux de pouvoir ainsi appliquer lui-même les idées charitables dont il s'est constamment occupé. Membre de l'ancienne société royale des prisons, ami des hommes, il s'empresse sans doute de provoquer l'attention du prince royal en faveur d'une association qui, organisée sur des bases larges et vraiment humaines, deviendra digne de son nom et du but qu'elle doit atteindre. Nous terminerons cette notice en faisant remarquer qu'il est juste de reconnaître que les visites faites aux bagnes et dans les prisons par M. Appert ont eu le plus salutaire résultat sur l'esprit des forçats et des condamnés, qui lui témoignaient une vénération et une confiance au-dessus de toute expression; et tous les jours des malheureux, en sortant de prison, vont remercier M. Appert, et lui demander des conseils. Une telle influence sur des hommes qui ont vécu au milieu de la plus affreuse corruption, prouve qu'il est toujours possible de parler aux cœurs des criminels, même les plus endurcis.

M. Appert a publié : 1° *Manuel pour les écoles régimentaires*, Paris, 1821, vol. in-8°; 2° *Rapport sur les prisons et établissements des départements de l'Aisne, du Nord*, Paris, 1822; 3° *Traité d'éducation élémentaire pour les adultes, les orphelins, d'après la méthode d'enseignement mutuel*, etc., Paris, 1824; 4° *Journal des prisons, des hospices et des écoles*, etc. Cet ouvrage, commencé en 1825, et qui paraît à la fin de chaque mois par cahier de trois feuilles, forme déjà six volumes in-8°. Il contient les observations et les voyages de l'auteur, qui déjà a parcouru toute la France pour visiter les prisons et les établissements de bienfaisance.

**ARAUJO DE AZEVEDO** (ANTOIXE DE), comte de Barca, diplomate et ministre d'état portugais, naquit dans la province d'Entre Douro e Minho, en 1752, d'une famille riche et noble. Après avoir reçu une excellente éducation, il voyagea en Angleterre, en Allemagne et en Hollande, et embrassa ensuite la carrière diplomatique. D'abord nommé ministre de Portugal près la république batave, il fut ensuite, en 1797,

envoyé à Paris pour traiter avec le directoire, et signa en effet un traité de paix avec le pouvoir exécutif de la république française, qui fut ratifié par les deux conseils des cinq-cents et des anciens, après le 18 fructidor. Cependant les intrigues des ministres du cabinet portugais dévoués à l'Angleterre (F. PIXTO, vicomte de Balsemão), avaient engagé le prince régent à refuser sa ratification; mais le chevalier d'Araújo, se flattant que ses protecteurs à Lisbonne, Seabra et le duc de Lafões, finiraient par l'emporter sur le parti anglais, sollicita et parvint à obtenir du directoire un nouveau délai. Sur ces entrefaites, des agents peu circonspects de ce diplomate ayant publié partout qu'il avait gagné Barras et la majorité du directoire, ce corps, qui était alors fort déconsidéré, crut se justifier en faisant arrêter le diplomate portugais, qui n'avait plus de caractère public, depuis que sa cour avait laissé expirer le terme fixé pour la ratification du traité. M. d'Araújo fut donc conduit au Temple; il y resta quelque temps prisonnier, et fut ensuite mis en liberté. La ratification tardive était cependant arrivée, mais l'occupation des forts de Lisbonne par les troupes britanniques rendait la paix avec la France impossible. M. d'Araújo fut alors envoyé en Prusse, puis en Russie, en qualité de ministre plénipotentiaire; en 1803, il fut nommé ministre des affaires étrangères et de la guerre, et suivit le prince régent au Brésil à la fin de 1807. Arrivé à Rio-de-Janeiro, M. d'Araújo fut d'abord disgracié par suite de l'indignation générale des Portugais contre lui, pour la conduite qu'il avait tenue lors de l'invasion du Portugal par l'armée française, dont il sembla même avoir ignoré la marche. Cependant plus tard, Jean VI lui accorda sa confiance, le nomma ministre de la marine et comte de Barca. Il est mort à Rio-de-Janeiro, le 21 juin 1817. Il était conseiller-d'état, grand-croix des ordres du Christ, de la Tour et d'Épée, d'Isabelle la Catholique, et de la légion d'honneur. Il cultiva les lettres et les muses, et fit imprimer quelques traductions d'odes de Dryden et de Gray assez médiocres. Il fut le principal protecteur du célèbre poète Francisco Manoel, auquel il faisait une pension annuelle. M. d'Araújo était homme aimable et instruit; avant d'entrer au ministère, il passait pour avoir des talents supérieurs, et beaucoup de patriotisme; devenu secrétaire d'état, il ne s'est occupé que de sa fortune et de celle de ses parents, et il n'a montré aucune capacité ni en Portugal ni au Brésil, où dans les dernières années de sa vie il était le seul ministre influent du cabinet de Jean VI.

**ARBELLES.** Voyez ANDRÉ ARBELLES.

**ARGOUT** (ANTOINE-MARIE-APOLLINAIRE, comte d'), pair de France, issu d'une famille ancienne du Dauphiné, entra dans la carrière administrative au commencement du règne de Napoléon. L'empereur le nomma auditeur au conseil-d'état. Maître des requêtes surnuméraire après les événements de 1814, il fut mis en service extraordinaire en juillet 1815, et nommé préfet des Basses-Pyrénées. De cette préfecture, il passa à celle du Gard, département que M. d'Arbaud-Jouques, son prédécesseur, avait mis en feu. Il chercha à calmer les haines, à rapprocher les opinions, et le succès couronna ses efforts quand M. Decazes, auquel il était lié d'amitié, l'appela à la chambre haute, le 9 mars 1819. L'année suivante, lorsque M. Clausel de Coussergues eut publié sa dénonciation des actes du ministère Decazes, le comte d'Argout refusa avec autant de force que de talent les accusations du député. Depuis cette époque, il s'est renfermé dans l'exercice de ses devoirs comme pair de France, faisant entendre à la chambre, toutes les fois qu'il y présente son opinion, la voix de la modération et de l'intérêt public. Il a mérité la confiance des protestants de Nîmes, qui se souviennent long-temps de son administration tout passagère. Il a donné des *Observations sur l'édit publié par M. Clausel de Coussergues contre M. le duc Decazes*, Paris, 1817, in-8°.

**ARMAGNAC** (le général d'). Voyez DARMAGNAC.

**ARNAUD** (le général d'). Voyez DARNAD.

**ARNIN** (LOUIS), le plus original des conteurs allemands, né à Berlin, le 26 janvier 1781. Il s'adonna de

bonne heure aux sciences physiques, dans le domaine desquelles il fit d'importantes découvertes. Son premier ouvrage est intitulé : *Théorie des phénomènes électriques*. Ses observations et des expériences recueillies dans les feuilles périodiques de Gilbert, de Scherer et de Wolf, ont été répétées et constatées par lui-même. Plus tard, il voyagea dans plusieurs pays dans l'étude particulièrement l'histoire. En société avec quelques amis aussi spirituels que lui, il composa plusieurs pièces de poésie. Antérieurement il s'était déjà fait connaître par la *Vie amoureuse de Hallis* et par celle de *Rousseau*; il compare la condition d'un pauvre diable avec celle d'un savant. En 1804, parurent *Les révélations d'Ariel*, roman. Le recueil de poésie qu'il publia, en société avec Clement Breutado, harnera long-temps ses compatriotes, 3 vol., 1806, nouvelle édit., 1809. Il donna ensuite son *Jardin d'hiver*, recueil de nouvelles, Berlin, 1809; *Consolation pour la solitude, historiettes et poésies*, Heidelberg, 1809, 4 vol.; Jean-Paul, dans son *Annuaire de la littérature*, publié à Heidelberg, a fait l'éloge de son roman; *Pauvreté, richesse, fautes et repentir d'une comtesse*, pour servir à l'instruction d'une noble demoiselle, Berlin, 1810, 2 vol. Ce roman fut suivi du *Porche et Jérusalem, forces d'un étudiant et mesuré d'un pèlerin*, Heidelberg, 1811. Tous ces ouvrages sont remplis d'excellentes peintures de mœurs. Il n'a pas achevé son roman du *Gardien de la tourmente*, dont un volume parut à Berlin en 1817. Son théâtre renferme de bonnes choses. Dans la vie de Berthold 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>, il a plusieurs portraits tracés avec originalité. Sa comédie, *Les dévots*, est remarquable sous le rapport de la facilité et des combinaisons dramatiques. Lorsque l'*Europe* de Schlegel parut, il inscrivit d'un bon nombre d'articles, ainsi que l'*Annuaire de Heidelberg* et la *Fleur du soir* de Kleist; il publia en même temps sa correspondance de Prusse. Cet écrivain à l'imagination riante et féconde, un tour d'esprit fort original; il est fâcheux qu'il dépare ses ouvrages par des conceptions bizarres et fantastiques. Depuis plusieurs années, Arnin passe alternativement sa vie à Berlin et dans une campagne qu'il prend plaisir à cultiver de ses mains.

ARNOLDI (JAN), né à Herborn, en 1751, conseiller privé du roi des Pays-Bas, étudia en premier lieu dans sa ville natale, ensuite à Göttingue, le droit et l'histoire, et fut reçu avocat en 1778; il parcourut ensuite les Pays-Bas. En 1777, il fut nommé secrétaire des archives à Dillenburg, et, en 1784, employé au ministère des finances, puis, en 1793, à celui de l'intérieur. Pendant les guerres de la révolution, il administra de son chef les affaires du pays, et obtint, en 1796, la direction des archives. La révolution arrivée dans les Pays-Bas, en 1795, ayant enlevé au stathouder le patronage qu'il possédait dans les provinces et le cercle de Bourgogne, le roi de Prusse sollicita pour ce prince un des évêchés allemands en dédommagement. Le stathouder, au contraire, avait envie de l'évêché de Trèves qui avait appartenu à ses ancêtres. Plus tard, il recueillit les titres qui existaient dans les archives du pays, et se rendit au congrès de Rastadt; mais le congrès se sépara sans en avoir pris connaissance. En 1801, Arnoldi fut appelé à Berlin par son souverain qui négociait lui-même la cour sur son indemnité. L'année suivante, Arnoldi traita encore des intérêts de la maison d'Orange avec les députés de l'empire. Muni des pleins pouvoirs de l'ancien stathouder et du roi actuel à qui le pape avait cédé ses droits, un traité fut conclu à ce sujet avec le gouvernement hollandais; mais la volonté de Napoléon en empêcha l'exécution. En 1803, il passa au service du prince héréditaire de Fulde, qu'il quitta et qu'il servit de nouveau après la paix de Tilsit, et en 1809, l'année suivante, il montra beaucoup d'activité et d'énergie dans la révolution qui éclata à la cour de Hesse et dans les environs. Arnoldi prit possession de la principauté d'Orange en 1813, et d'après l'ordre de son souverain il négocia l'échange de cette souveraineté contre le duché de Nassau qui appartenait à la branche cadette. Arnoldi vit encore à Dillenburg. Ses ouvrages les plus importants sont : 1<sup>o</sup> *Topographie de*

la principauté d'Orange-Nassau, insérée dans le *Journal sur l'Allemagne*, 1790; 2<sup>o</sup> *Mélange de diplomatie et d'histoire*, Marlbourg, 1798; 3<sup>o</sup> *Histoire de la principauté d'Orange-Nassau et de ses souverains*; 4<sup>o</sup> *Guillaume 1<sup>er</sup>, roi des Pays-Bas*, et plusieurs autres articles biographiques; 5<sup>o</sup> *Faits mémorables de l'histoire*, Leipzig, 1817.

ARRHIENIUS (CHARLES-AXEL), lieutenant-colonel d'artillerie suédoise, savant chimiste, né le 29 mars 1757, à Stockholm, était fils du secrétaire de la chancellerie royale et de l'académie d'Upsal, Jacob Arrhenius. Sa famille descend d'un capitaine Capselman de Bavière, qui fut placé, sous Charles IX, dans le régiment d'Ostrogothie; mais ses deux petits-fils, professeurs à l'académie d'Upsal, prirent le nom d'Arrhenius. Celui dont nous nous occupons entra, à l'âge de douze ans, à l'école d'artillerie, et subit peu de temps après, avec honneur, son examen. Promu au grade de lieutenant, en 1784, il fit en cette qualité la campagne de Finlande contre la Russie six ans après. S'étant distingué plusieurs fois, il fut, dans le mois de septembre 1789, créé chevalier de l'ordre de l'épée, et il passa capitaine l'année suivante. Huit ans après, il fut major, et, en 1801, lieutenant-colonel et maître d'artillerie. Il gèra pendant trois ans la partie de l'administration du grand-maître de l'artillerie, et devint, en 1809, membre de l'administration de la guerre. Au changement de l'organisation de l'artillerie, en 1816, on lui ôta la place de maître d'artillerie, qui fut réunie à celle de major, et il obtint l'inspection de la fabrication et des épreuves de la poudre, place qu'il remplit avec autant de zèle que de talent jusqu'à sa mort, arrivée le 30 novembre 1824. Arrhenius fut toujours un penchant décidé pour les sciences, et principalement pour la chimie et l'histoire naturelle; aussi fut-il choisi pour faire un voyage aux frais de l'état, avec le directeur Wadstrom et le professeur Spawman, à l'île de Carée et sur la côte du Sénégal. De retour, il s'arrêta quelque temps à Paris. Ses connaissances lui procurèrent la société de Lavoisier, Berthollet, Fourcroy et Guyton. Il fut, en 1799, membre de la société militaire suédoise, qui est devenue l'académie des sciences militaires, et, dans l'année 1817, il fut nommé membre de l'académie des sciences de Stockholm. Les ouvrages qu'il a publiés en suédois sont : 1<sup>o</sup> *Essai pour éprouver le salpêtre*; 2<sup>o</sup> *Remarques sur l'effet de la poudre*; 3<sup>o</sup> *Examen d'un grenat brun trouvé à Finbo*; 4<sup>o</sup> *Traité de la fabrication et de l'épreuve de la poudre*; lesquelles œuvres se trouvent insérées dans les *Mémoires de l'académie des sciences de Stockholm* et dans les *Annales de l'académie des sciences militaires*.

ARROWSMITH (AARON), géographe, naquit, le 14 juillet 1750, d'un petit fermier de Bradford, dans le comté de Durham. A l'âge de cinq ans il perdit son père; sa mère, qui ne tarda pas à se remarier, dissipa dans son nouvel établissement le peu de bien dont il avait hérité. Ne se sentant aucun goût pour l'agriculture, il consacra les faibles ressources qui lui restaient à s'instruire autant qu'on peut le faire auprès d'un instituteur de village, et il apprit ainsi les éléments de la géométrie et de la trigonométrie. Ce premier pas fait, il eut l'avantage de passer sous de plus habiles maîtres, et notamment sous le professeur Emersan de Hurworth, celui de tous dont les cours lui furent le plus utiles. Arrowsmith se rendit à Londres en 1776, et trouva une place au moyen de laquelle il put exister. L'étude qu'il avait faite de la géographie lui avait laissé l'impression que cette science offrait encore un vaste champ à moissonner; il continua de s'en occuper, et lui donna tous ses instants de loisir. Lorsqu'il se vit sorti de la gêne qui l'avait comprimé dans les premières années de son séjour à Londres, il commença la suite des publications qui font fait si honorablement connaître. La première production d'Arrowsmith a été une nappemonde en huit planches, qui a paru en 1790; sa dernière, qu'il a achevée peu de temps avant de mourir, est un atlas de l'Inde méridionale en dix-huit planches. Dans les trente-deux années qui ont séparé ces deux publications, il a donné environ cent-vingt au-

tres cartes géographiques, toutes exécutées sur une grande échelle et avec un soin sans exemple. Plusieurs de ces dernières étaient entièrement neuves, et leur perfection étouffe ceux qui conçoivent les recherches préliminaires à faire et la critique qu'il faut exercer sur les faits immenses et souvent contradictoires à employer. La grande carte de l'Angleterre lui a demandé quinze ans de travail. Arrowsmith n'a jamais eu à sa disposition les documents que possède le gouvernement anglais, et jamais personne ne l'a aidé. Son mérite a percé sans intrigues ni patronage, parce qu'il avait une puissance et une utilité réelle. Ce géographe vivait très retiré et constamment appliqué à ses travaux; il ne s'aperçut d'aucuns des événements politiques qui se succédaient pendant sa vie: sa fortune acquit un grand accroissement sans qu'il ait jamais espéré que tel doit être le résultat de ses travaux. Sa mémoire ne paraît pas honorée autant qu'elle le mérite; mais cela viendra sans doute à mesure que l'on profitera de ses précieuses cartes. Il est mort le 16 avril 1853. On a son portrait dessiné et gravé par Pickersgill et Dean, où il est représenté vu de face et tenant un compas à la main.

ARTAUD (JOSEPH-FRANÇOIS), antiquaire, directeur du musée et de l'école des beaux-arts à Lyon, correspondant de l'académie des inscriptions, est né à Avignon, d'une famille de commerçants. Après avoir fait ses études à Avignon et à Vienna, le goût qu'il montrait pour le dessin engagea ses parents à le placer chez un fabricant de Lyon; mais le siège de cette ville, à la décadence de laquelle il prit part, l'obligea à se tenir caché. Pendant sa retraite, il s'adonna de nouveau au dessin, puis à la peinture, dans l'intention d'en tirer parti s'il se trouvait dans le cas d'émigrer. Le calme s'étant un peu rétabli, M. Artaud partit pour voyager en Italie. Après avoir visité Pompeii et Herculaneum, il s'empessa de rédiger un mémoire sur tout ce qu'il avait remarqué de curieux pour les arts et les antiquités. De retour à Lyon, M. Artaud voulut être artiste; le hasard le fit archéologue. La mosaïque des jeux du cirque fut mise à découvert. Aussitôt il s'enpara de ce travail, il le copia, il le dessina, il le grava, il l'expliqua. Pour l'expliquer, il sentit le besoin d'avoir recours à l'étude, de se faire une instruction nouvelle. Le succès de sa description, qu'il publia in-folio, l'encouragea. Depuis lors, il travailla avec ardeur. Cette mosaïque, qui était d'une grande importance, lui donna l'idée de faire, dans le même format, un ouvrage sur toutes les mosaïques de Lyon et du midi de la France. Le gouvernement y souscrivit et l'auteur fut nommé correspondant de l'académie des inscriptions. Le musée de Lyon commença à s'organiser. Secondé par M. Mayeux, qui en était administrateur, et surtout par MM. d'Herbouvillle et de Solbomnay, l'un préfet, l'autre maire, M. Artaud y forma une collection d'inscriptions qui est aujourd'hui une des plus considérables et des plus curieuses de la France. Nommé directeur des établissements du palais des arts, c'est à dire du musée, et de l'école royale des beaux-arts, il fit la description de tous les objets qu'il renferme, et en publia trois notices en 1816, l'une intitulée: *Cabinet des antiques du musée de Lyon*, l'autre *Notice des inscriptions antiques du musée de Lyon*, la troisième est celle de la galerie des tableaux. Il a donné par la suite plus d'étendue à son recueil d'inscriptions, et en a formé un ouvrage manuscrit in-4°, accompagné de plus de cent planches qui sont toutes gravées. Dans la notice des inscriptions qui est imprimée, se trouvent la description et l'explication suivante d'un bas-relief singulier: «Ponce-de-Vaux grand-pénitencier, mort en 1552, d'après son épitaphe» est représenté sur cette pierre tumulaire, tenant un livre d'une main et de l'autre une poignée de verges, dans l'action de fustiger un jeune prêtre qui a manqué à la discipline de l'Eglise. «Un ange l'encense, sans doute pour le récompenser de son zèle.» M. Artaud se trompe peut-être pour l'explication: cette représentation pourrait être une allusion plaisante à Ponce-Pilate, qui fusigna Jésus-Christ; ce ne serait pas alors Ponce-de-Vaux que

l'ange encense, mais Jésus-Christ lui-même sous la figure du jeune prêtre, et Ponce-de-Vaux ferait là le rôle de Ponce-Pilate. Au reste, cet ouvrage, joint à différents mémoires sur les antiquités du département du Rhône, a valu à M. Artaud, en 1823, la médaille d'or, c'est à dire le premier prix des antiquités nationales décerné par l'institut. A la suite de cette flatteuse récompense, le roi l'honora du cordon de Saint-Michel, et plus tard de la croix de la légion d'honneur. Depuis long-temps un goût particulier pour les vases grecs et romains l'avait porté à rechercher à Lyon des débris de vases rouges pour en étudier la fabrication, parce qu'il savait qu'on n'avait pas écrit sur ce sujet. Le hasard ayant fait tomber entre ses mains un moule tout entier, il y poussa de l'argile, et par de nombreux débris qu'il possédait et qu'il étudiait avec attention, il parvint à fabriquer et à venir ces vases comme avaient fait les anciens, au point qu'on pourrait confondre les siens avec les leurs, ce qui l'a engagé à faire un ouvrage sur la céramique des anciens, et particulièrement sur la poterie sigillée des Romains, dans lequel il donne tous les détails propres à en rétablir la fabrication, à en composer les terres et les vernis, et aussi, dit-on, tous les noms des potiers et des officines qu'il a pu recueillir. Ce travail est terminé et manuscrit; il forme 3 vol. in-4°, avec plus de cent planches qui sont gravées. M. Artaud vient de terminer également un autre ouvrage intitulé: *Lyon souterrain*, sur le modèle, sans doute, de celui qui a pour titre: *Roma subterranea*. Ce sont les observations qu'il a faites depuis vingt ans dans les fouilles des fondements des nouvelles constructions de Lyon. Il a fourni, en outre, plusieurs mémoires ou notices dans différents recueils, tels que le *Magasin encyclopédique*, le *Bulletin des sciences*, le *Journal des savants*, les *Mémoires de la société des antiquaires de France*, etc., etc. Il y en a deux de lui dans ce dernier recueil, l'un tome V, intitulé: *Inscription turbotulique découverte à Lyon*, en 1821, par Fr. Artaud; l'autre, tome VII, qui a pour titre: *Lettre de Sextus Papius, gravee sur un monument découvert à Narbonne par Fr. Artaud*. On lui doit des notices sur l'amphithéâtre de Nîmes, sur les inscriptions de Die, sur le *Lacus Augusti*, sur la naumachie de Lyon, sur le théâtre et l'amphithéâtre de cette ville, etc. Tous ces écrits ont procuré à l'auteur l'avantage de correspondre avec les savants les plus distingués de France et de l'étranger, et d'être admis dans les sociétés royales d'Edimbourg, des antiquaires de Londres, des antiquaires de France, des beaux-arts d'Anvers, etc. M. Artaud dans ses moments de loisir a parcouru plusieurs fois le midi de la France pour en rechercher et étudier les monuments antiques; il a visité la Suisse pour en admirer les beaux sites, a dessiné les mosaïques qu'il y a trouvées, et s'est aussi rendu à Londres pour y connaître l'état des arts.

ASKER-KHAN, né vers 1755 à Ormiah, dans la province d'Azerbaïdjan, est le premier ambassadeur de Perse qu'on ait vu en France depuis Mehemed-Riza-Beg qui, en 1715, y fut reçu par Louis XIV. Les relations de la Perse avec la France, interrompues par les révolutions qui ensanglantèrent si long-temps l'un de ces empires, et qui plus tard changèrent la face de l'autre, avaient d'ailleurs été toujours négligées depuis Colbert par les différents ministères français qui n'en avaient jamais su apprécier les avantages. Napoléon devenu empereur, chercha à les renouveler, moins pour accroître la prospérité de notre commerce que pour seconder ses vues politiques. Il songeait à susciter un ennemi contre la Russie, et à frapper l'Angleterre dans le cœur de ses possessions asiatiques. M. Joubert fut envoyé, en 1805, pour sonder les dispositions de la cour de Téhéran qui s'empessa de répondre à ses avances. Mahmoud-Riza-Kan, chargé par son souverain d'aller complimenter l'empereur des Français, le trouva à Finkenstein, près de Warsovie, en avril 1807, et s'en retourna avec le général Gardane, ambassadeur de France auprès de Feth-Aly-Chah; mais avant leur arrivée à Téhéran, ce monarque avait nommé un ambassadeur extraordinaire qu'ils rencontrèrent à Khoi

dans les premiers jours de novembre. C'était le général Asker-Khan, de la tribu des Afchars, la même dont était issu le fameux Nadir-Chah ou Tahmas-Kouli-Khan. Asker-Khan était un des seigneurs les plus considérés de la Perse par son esprit, ses connaissances et ses richesses. Il avait avec lui ses deux aveugles et une suite extrêmement nombreuse, dont il fut obligé de laisser en route la plus grande partie à cause des difficultés du voyage. A son passage à Constantinople, il y fut visité par le général Sebastiani, alors ambassadeur de France à la Porte. Après avoir traversé la Hongrie et l'Allemagne, il arriva, le 20 juillet 1808, à Paris, avec une suite magnifiquement vêtue. M. Joubert, secrétaire-interprète de l'empereur, et son beau-frère, M. Outrey, vice-consul de France à Bagdad, avaient été à sa rencontre quelques jours auparavant. Le même jour, Napoléon parlait de Bayonne. En son absence, l'ambassadeur persan ne laissa pas de célébrer sa fête, le 15 août, par de brillantes illuminations dans le genre oriental, par un très beau feu d'artifice et des chants guerriers, exécutés par les musiciens d'Asker-Khan. Le dimanche, 4 septembre, cet envoyé fut reçu en audience solennelle par Napoléon. Après avoir prononcé en persan, au nom de son souverain et du prince Abbas-Mirza, deux discours qui furent interprétés par M. Joubert, il se retira dans le salon de Mars, où il offrit à Napoléon des présents qui consistaient principalement en schals de cachemire et en perles fines, dont quelques-unes étaient d'une grosseur énorme; il présenta en outre au vainqueur de l'Europe les prétendus sabres des vainqueurs de l'Asie, Tamerlan et Nadir-Chah, car il est permis de révoquer en doute l'authenticité de ces deux armures, malgré l'extrême fausseté de leur trempe et les pierreries qui ornaient la première. Le 16, l'ambassadeur alla visiter la bibliothèque impériale, et parut frappé de l'ordre de cette immense collection qu'il évalua à quatre cent mille volumes, nombre qui alors ne s'éloignait pas beaucoup de la vérité. Quelques jours après, il remit à l'un des conservateurs de la bibliothèque un très beau manuscrit persan, in-folio, contenant l'Histoire de Nadir-Chah, écrite en 1757, par Mirza-Mohammed-Mehdy-Khan, ouvrage dont la bibliothèque ne possédait que la traduction, en assez mauvais français, faite par sir William Jones, par ordre de Christian VII, roi de Danemark. Dans une note écrite à la fin du volume, sous la dicte de l'ambassadeur, il a exprimé le plaisir qu'il éprouva en parcourant cet établissement et en y déposant un livre qui y manquait. Asker-Khan était un fort bon homme. Sa gaieté, sa courtoisie, contrastaient singulièrement avec le caractère irascible, austère d'un ambassadeur ottoman qui se trouvait à Paris à la même époque. Passionné pour les arts et les sciences, il achetait, au prix demandé, tous les objets de curiosité qu'on lui présentait, et les questions qu'il faisait trouvaient assez que les sciences physiques ne lui étaient point inconnues. Les documents fournis par cet ambassadeur, sur les côtes occidentales et méridionales du lac d'Ormiak, ont beaucoup servi à M. Lapie pour établir cette partie de sa nouvelle carte de la Perse. Asker-Khan avait apporté quelques décorations de l'ordre persan du Soleil. Au total, l'ambassade d'Asker-Khan eut pour objet de curiosité pour les Parisiens, sans résultats politiques patents. Il partit, en 1809, pour retourner en Perse, sans avoir reçu son audience de congé de Napoléon, qui occupé d'intérêts plus prochains et plus importants était soit en Allemagne, soit en Espagne. Il existait d'ailleurs diverses causes de mécontentement entre la France et la Perse. Par le traité de Tilsit, Feth-Aly-Chah se voyant abandonné par son allié, s'était rapproché de l'Angleterre et avait envoyé, en 1809, Mirza-Aboul-Hassan en ambassade à Londres; et, d'un autre côté, cette ambassade même avait confirmé Napoléon dans sa conviction que les Anglais étaient trop bien accredités en Perse pour espérer de les y supplanter, et encore moins d'y trouver une coopération assez puissante pour les chasser de l'Inde. La relation du voyage de M. Joubert en Arménie et en Perse offre le portrait d'Asker-Khan dessiné et lithographié d'après

nature, mais ne donne aucun détail sur cet ambassadeur.

ASTIER (CHARLES-BENOÎT), né à Montdauphin, le 6 mars 1774, fit ses premières études en pharmacie à l'hôpital de sa ville natale et ensuite à celui de Toulouse, depuis 1788 jusqu'en 1790, époque à laquelle il fut envoyé aux armées où il parcourut successivement tous les grades jusqu'à celui de pharmacien principal. Parmi les nombreux travaux d'Astier, on remarque : 1° un *Nouveau procédé pour la dessiccation de l'opium de trille*, 1799; 2° *Mémoire inédit sur la nature du moût de raisin*, et sur la nécessité de lui faire subir l'opération du mutage, avant de procéder à sa conservation en sirup, 1808; 3° *Rapport des expériences faites sur le sirup de raisin à MM. les inspecteurs-généraux du service de santé des armées françaises*, Alexandrie, in-8°, 1810; 4° *Bépone au pharmacien principal Astier à la lettre du docteur Fallu, sur la propriété antifermentescible de l'oxide rouge de mercure et du camphre*, Toulouse, in-8°, 1815; 5° *Méditations sur la fièvre jaune et moyens de s'en garantir*, Toulouse, 1821, in-8°; 6° *Considérations sur les fonctions physiologiques des épines et sur les rapports qu'elles paraissent avoir avec les météores électriques*, 1825, etc.

ATTERBOM (DANIEL-AMÉDÉE), né le 19 janvier, dans le diocèse d'Åbo en Suède. Son père était curé de campagne. Il fut élevé dans une courtoisie solitaire et romantique; aussi les rêveries, les contes et les romans laissaient-ils ses plus chères délices. Dès l'âge de quatre ans, il cherchait déjà avec avidité dans la petite bibliothèque de son père de quoi satisfaire ce goût. Cette ressource fut bientôt épuisée; il ne lui restait plus que deux livres allemands que sa curiosité avait déjà parcourus, la *Géographie de Humbert* et l'*Histoire naturelle de Buffon*. Ce fut dans ces ouvrages et avec bien de la difficulté que le jeune Atterbom apprit les premiers éléments de la langue allemande qui eut tant d'influence sur sa carrière littéraire. A neuf ans, il entra au collège de Linköping, où un de ses parents l'entretenait de livres allemands. C'est alors qu'il lut sans peine les histoires de Wieland et plusieurs autres ouvrages historiques. La révolution française, dont la violence parut se ralentir sous la puissance de Napoléon, et la lecture de journaux, le remplirent d'un enthousiasme républicain. La dernière année qu'il passa au collège, il lui tomba par hasard entre les mains un exemplaire des œuvres de Burger, et ce poète eut pour lui tant d'attrait que depuis lors la plupart des poètes modernes suédois lui parurent insipides et ennuyeux, quoiqu'on lui eût vanté le règne de Gustave III comme l'âge d'or de la littérature suédoise. En 1805, Atterbom fréquenta l'université d'Upsal. Quelques jeunes savants, alors la gloire de la Suède, l'accueillirent amicalement, et par leurs conseils et leur encouragement son talent naissant. Avec leur secours, il acquit une connaissance assez étendue de la littérature allemande. Il se fit bientôt une réputation, et se composa insensiblement un cercle d'amis du même âge que lui, qui avaient les mêmes sentiments, les mêmes goûts. Ils fondèrent, en 1807, la société de l'Aurore. Cette société se proposait d'affranchir la littérature suédoise des entraves de l'académie et de l'influence française, et de ramener la poésie, qui languissait depuis Gustave III, à son origine et aux inspirations nationales. A cette époque, les efforts du professeur Geyer ranimèrent l'amour de l'histoire et des antiquités suédoises; cette direction donnée aux études seconda les vœux de la nouvelle société, qui publia à Upsal, en 1810, la *Phosphore*, recueil périodique, continue jusqu'en 1813. Ce n'est qu'un chaos de poésie métaphysique étrangère aux règles de l'art. Ces jeunes auteurs y rendent un hommage passionné à la critique de Schlegel et à la philosophie naturelle de Schelling dont ils exposent peu clairement les principes. Atterbom enrichit cette feuille de plusieurs morceaux de poésie et d'articles critiques en prose. Sa dissertation intitulée : *De flexione sur la nouvelle école, l'académie suédoise et le bon goût*, poussa à bout les adversaires des phosphoristes. Le *Journal de littérature suédois*, rédigé par Palmbad et Hammerskold, prit la place



du *Polyphème*, qui avait paru à Stockholm presque en même temps que le *Phaëton*. Il fut imprimé à Upsal et a continué jusqu'ici. Atterbom y fournit plusieurs articles de critique fort remarquables. En 1812, il donna son *Calendrier poétique*, ou *Almanach des Muses*, le premier qui ait paru en Suède. Ce recueil a été continué. Atterbom avait pour collaborateurs, Geyer, Palmblad, le libraire-éditeur Hedborg. Voici les pièces les plus saillantes de ce recueil : *Les Fleurs*, morceau plein de sentiment et de délicatesse ; *L'oiseau bleu*, fragment d'un drame romantique que l'auteur acheva en Italie, où il se rendit en 1817, après avoir traversé l'Allemagne. Il doit donner la relation de ce voyage. Il cultiva de prédilection la poésie et la philosophie allemandes, dans lesquelles il chercha à étendre ses connaissances en se liant avec les poètes et les savants les plus distingués. Il revit la Suède pendant l'été de 1819. Ses amis, qui fournirent aux frais de son voyage, voulurent vraisemblablement le tirer de la polémique dans laquelle pendant plusieurs années il usa sa santé et son talent. Leurs vœux furent couronnés de succès. Dans le courant de l'automne 1819, d'après le désir du prince héréditaire Oscar, et l'ordre du roi, Atterbom fut placé près du prince en qualité de professeur de langue et de littérature allemande. L'Upsal, où le fils du roi suivit le genre de vie et les exercices littéraires des étudiants, Atterbom l'accompagna à Stockholm ; il eut ensuite le choix de rester dans la capitale où d'aller à Upsal avec le titre de professeur d'histoire universelle. *L'île fortunée*, idylle, est son dernier ouvrage. Un recueil de morceaux en vers et en prose n'a pas encore vu le jour.

ATBER (DAVID-FRANÇOIS-ÉPURT), l'un des plus agréables compositeurs de notre époque, et l'un des principaux soutiens de l'Opéra-Comique, est né à Caen, le 29 janvier 1784, pendant un voyage qu'y avaient fait ses parents. Ses dispositions pour la musique furent précoces, et il était à peine sorti de l'enfance, lorsqu'il publia plusieurs romances, entre autres le *Bonjour*, qui eurent beaucoup de vogue. On l'appela alors le *petit Auber*, pour le distinguer de quelques musiciens ses homonymes, tels qu'Oliver Aubert, avec lequel on l'a souvent confondu. Destiné au commerce, M. Auber fut envoyé à Londres, en 1808, pour y apprendre l'anglais ; mais la guerre ayant bientôt recommencé entre la France et l'Angleterre, il revint à Paris. Il avait déjà la réputation d'un virtuose sur le violon et le piano, surtout comme accompagnateur, lorsqu'il apprit la composition sous M. Cherubini. Les leçons de ce maître le mirent en état de donner, en 1813, au théâtre Feytaud son premier ouvrage. *Le séjour militaire*, opéra-comique en un acte, paroles de M. Rouilly ; mais malgré l'heureux succès de ce début, il garda le silence pendant six ans, et ce n'est qu'après la mort de son père qu'il s'est livré entièrement à la composition dramatique. Il a fait représenter successivement à l'Opéra-Comique : *Le Testament*, ou *les Billets doux*, en un acte, 1819 ; — *La Bergère et la Châtelaine*, en trois actes, 1820 ; — *Emma*, ou *la Promesse imprudente*, en trois actes, 1821 ; — *Leicester*, en trois actes, 1823 ; — *La Neige*, en quatre actes, 1823 ; — *Le Concert à la cour*, en un acte, 1824 ; — *Le caduc*, en trois actes, 1824 ; — *Le Maçon*, en trois actes, 1825 ; — *La Timide*, ou *le Nouveau Séducteur*, en un acte, 1826 ; — *Fiorella*, en trois actes, 1826 ; — *La Fiancée*, en trois actes, 1829 ; — *Fra Diavolo*, ou *l'Hotelier de Terracina*, en trois actes, 1830. Ces opéras, à l'exception d'un ou deux, ont complètement réussi, et font partie du répertoire. Les paroles des trois premiers sont de M. Planard ; et celles des neuf autres de M. Scribe, tant seul qu'aidé de ses collaborateurs habituels. M. Auber a donné à l'Académie royale de Musique, en 1825, (avec M. Herold) *L'indienne en Espagne*, opéra en trois actes, poème de MM. Enripis et Menochet ; en 1828, *La Muette de Portici*, en cinq actes, paroles de MM. Scribe et G. Delavigne. Un autre opéra de M. Auber est, dans ce moment, en répétition au même théâtre. Le talent flexible de ce compositeur sait se plier facilement à

tous les genres. Sa musique est tour à tour vive, élégante, gracieuse, quelquefois savante, mais toujours spirituelle et expressive. En adoptant à certains égards et avec goût la manière et les formes de la nouvelle école de Rossini, il est loin de marcher servilement sur les traces de ce maître, et en s'appropriant les *finelles* italiennes, il n'a point renoncé aux romances, aux couplets, objets constants de la prédilection française, quoi qu'en puissent dire les dilettanti exclusifs. Non moins recommandable par ses qualités sociales que par ses talents, M. Auber a reçu la récompense de ses travaux. Décoré de la croix de la légion d'honneur, en mai 1825, il a été élu membre de l'institut, le 13 avril 1829, à la place de Gossec. Sa réputation est devenue européenne, et plusieurs de ses ouvrages ont été exécutés et applaudis en Allemagne et en Angleterre. Le succès qu'a obtenu sa *Muette de Portici*, à Berlin, a valu au compositeur une riche tabatière de la part du roi de Prusse. M. Auber a publié aussi plusieurs œuvres de musique instrumentale de sa composition, concertos de violon et de violoncelle, quatuors, etc., entendus avec plaisir, il y a quelques années, dans les meilleurs concerts de la capitale ; mais il n'a jamais professé aucune partie de l'art musical. Membre de la société philharmonique de Caen et de celle de Londres, il l'est aussi, depuis février 1830, de la commission des auteurs dramatiques créée en 1829, par le ministre de l'intérieur.

AUBERT DE VITRY. Voyez page 136, où ce nom a été mis par erreur à un autre rang que le sien.

AUBERTIN (MARTIAL), auteur et acteur, né vers 1775. En 1799 et 1800, il était souffleur et secrétaire du théâtre des Troubadours. Après la faillite de ce spectacle, en 1801, il entra à celui des Variétés, où il joua longtemps les amoureux, puis les valets et les grandes utilités. On a dit de lui que le temps qu'il passait à composer des pièces l'empêchait de bien jouer ses rôles, et que l'étude de ses rôles l'empêchait de faire de bonnes pièces ; mais il est certain qu'il ne manquait ni de verve ni de naturel, qu'il avait de l'intelligence, de la facilité et surtout un grand fond de zèle et de complaisance. Le public le voyait avec plaisir, surtout dans Labranche, du *Ci-devant jeune homme*, où il n'était point déplacé à côté de Potier. En 1819, il passa au théâtre de la Porte-Saint-Martin, dont il devint acteur sociétaire ; il y resta jusqu'à sa mort, arrivée le 15 novembre 1824. Son corps fut présenté et admis à l'église Saint-Laurent, fait digne de remarque, parce qu'un mois juste auparavant, les obsèques de son camarade, Philippe de Vilenie, avaient donné lieu à un tumulte scandaleux qui fut signalé dans les journaux. Aubertin était un homme d'un commerce sûr, d'un caractère doux et d'un esprit aussi solide que cultivé. Il a composé plusieurs chansons et quelques ouvrages dramatiques, tels que le mélodrame de *Montbar l'exterminateur*, représenté sur un des théâtres du boulevard. Il a donné à celui des Variétés, en 1805 (avec M. Bosquier-Gavaudan), *Le diable en vacances*, suite du *Diable couleur de rose*, opéra-comique en un acte ; — (avec M. Henrion) *La dupe de la ruse*, comédie-vaudeville en un acte. Au théâtre de la Porte-Saint-Martin, en 1820 (avec MM. Dumersan et Jouslin de Lassalle) *La petite Zoe*, ou *l'Effet au porteur*, comédie-vaudeville en un acte ; — en 1821 (avec M. Jouslin de Lassalle) *Les deux veuves*, ou *les Contrastes*, comédie-vaudeville en un acte ; — (avec MM. Menisier et Martin) *Les suites d'un bienfait*, à-propos vaudeville en un acte, à l'occasion du baptême du duc de Bordeaux.

AUBRY (JOSEPH-GABRIEL), baron d'Arancey, né le 20 août 1749, à Vitry-le-François. Étant entré au service à l'âge de dix-sept ans, comme aspirant au corps royal d'artillerie, il fut admis l'année suivante à l'école de Bapaume, en qualité d'élève du même corps, et, en 1768, il obtint une lieutenance en second au régiment de La Fère. Après avoir été, de l'année 1769, lieutenant en premier dans la 9<sup>e</sup> compagnie d'ouvriers du corps royal d'artillerie, il y reçut le grade de capitaine en 1779, et fut nommé, en 1780, chevalier de Saint-Louis. Les guerres de la révolution donnèrent enfin plus d'aliment à son activité. Direc-

true des parcs d'artillerie de l'armée des Pyrénées, en 1792, il fonda dans Toulouse d'utiles établissements relatifs à cette arme. Lorsque ces troupes formèrent deux grandes divisions, en 1793, il resta attaché à celle des Pyrénées orientales, et il se rendit au quartier-général à Perpignan, où il fut fait chef de brigade. Dugommier confia à cet officier le commandement de l'artillerie destinée à l'attaque de Collioure, de Port-Vendres et du fort Saint-Elme, trois places dont on expulsa les Espagnols avant la fin de mai 1795. Représenta ensuite ses fonctions de directeur, il suivit l'armée de Catalogne, et il combattit devant Bellegarde, qui fut enlevé le 18 septembre 1794. Il était auprès de Dugommier au moment où ce général fut atteint mortellement, et aussitôt après, il prit part au siège de Figuières dont Perignon se rendit maître. La reddition de la forteresse de Roses devait être un des résultats les plus importants de cette campagne; le général d'artillerie Lamartinière en pressait le siège. Aubry y fut appelé, et contribua beaucoup au succès. Après l'occupation de la place, le 3 janvier 1795, un congé lui permit d'aller rétablir en France sa santé fortement altérée. Rappelé sous les drapeaux en 1796, attaché d'abord à l'état-major de l'armée de Sambre-et-Meuse, chargé de diriger à Metz les travaux des forges, puis incorporé l'année suivante dans l'état-major de l'armée des côtes de Bretagne, il alla prendre ensuite la direction de l'artillerie à Grenoble, et enfin dans les deux départements de l'ancienne Corse. En 1800, on le rappela de cette île, et on mit sous son inspection l'artillerie de Turin; mais bientôt il revint à Grenoble pour y faire le même service. Il y recrut, en 1803, la décoration de la légion d'honneur, et devint officier de cet ordre en 1804. Il se rendit alors à l'état-major de l'armée d'Italie. Après y avoir commandé sous le général Mouton, l'artillerie de la division d'avant-garde, il fut placé à la tête de l'artillerie de toute l'armée par le prince Eugène, qui, en 1806, l'envoya organiser à Venise ce qui concernait cette arme, avec ordre d'en prendre le commandement général, et de mettre en état de défense la place, ainsi que les positions adjacentes. Cette opération n'était pas terminée quand il quitta Venise pour reprendre à Strasbourg les fonctions de directeur d'artillerie, mais il y resta peu. Devenu général de brigade, le 19 juillet, il fut investi du commandement de l'école d'artillerie de La Fère. A cette époque, il fut inscrit au nombre des membres du collège électoral de la Marne, et peu de temps après, il recut la décoration de la couronne de fer. En 1808, il commanda en chef l'artillerie dans la Toscane, et, deux ans après, il inspecta sur toute l'ancienne côte française de la Méditerranée le matériel de cette arme. En 1811, une dotation lui fut accordée en Westphalie, tandis qu'il était inspecteur-général à Amsterdam et à Groningue. Pendant la campagne de 1812, il commanda les équipages de siège vers l'Elbe, et jusque dans la Courlande. Après les malheurs de la grande armée, il rentra à Danzick, dans les premiers jours de 1813, avec la satisfaction de n'avoir perdu que six bouches à feu sur cent cinquante. Ayant obtenu sa retraite, le 18 février, il se retira à Vitry-le-François, où il devint, en 1815, membre du conseil municipal, et commandant de la garde nationale. Quatre ans plus tard, il a été nommé, par voie d'élection, président du comité des chevaliers de Saint-Louis pour cet arrondissement.

ACBUISSON DE VOISINS. Voyez VOISINS D'ACBUISSON.

ACDIFRET (PIERRE-HYACINTHE-JACQUES-JEAN-BAPTISTE), littérateur, issu d'une famille italienne qui vint, au 12<sup>e</sup> siècle, s'établir à Barcelonnette, où elle a formé plusieurs branches. M. Audiffret appartient à celle qui a produit la mère de l'illustre orateur Fléchier, et le père Hercule Audiffret, son oncle maternel. Il est né à Avignon, le 7 novembre 1773, et fut destiné au commerce. Du collège des docteurs de cette ville, il fut envoyé, à la fin de 1788, au pensionnat des frères dits *Ignorantins*, à Marseille; mais il en fut renvoyé, en 1789, pour avoir voulu s'opposer avec ses camarades aux abus de la maison. Son

père, persécuté par les papistes, pour avoir appelé de tous ses vœux, et préparé de tous ses efforts, comme commandant de la garde nationale, la réunion d'Avignon à la France, se retira à Orange pour se dérober aux fureurs des anarchistes. Le fils fut sur le point d'être assassiné chez lui, parvint à se sauver, alla retrouver sa famille à Orange, et échappa ainsi aux massacres de la *Glacière*. De retour à Avignon, en novembre 1791, il quitta de nouveau cette ville en 1792. Compris dans la levée des trois cent mille hommes, il fournit un remplaçant. Arrivé à Paris, à l'époque du 31 mai, il fut bientôt atteint par la première réquisition, et partit comme caporal pour l'armée du nord. Ayant obtenu un congé pour aller solliciter la liberté de son père qui venait d'être incarcéré, il fut arrêté lui-même dans la maison de santé où il était allé le voir, et on l'envoya au Luxembourg comme suspect. Il y demeura deux mois. Son talent pour la musique lui sauva peut-être la vie en lui faisant rendre la liberté. Mis en réquisition comme artiste par le comité de salut public, il fut admis dans une compagnie de musique destinée pour le quartier-général de l'armée du nord, et fit les campagnes de 1794 et 1795, en Belgique et en Hollande. Après la suppression de ce corps, il fut attaché à l'état-major-général; mais cédant aux instances de ses parents qui lui obtinrent un congé définitif, il revint à Paris en décembre 1797. Associé de son père, qui avait été nommé l'un des quatre-vingts agents de change de la capitale, il y suivit quelques années les opérations de la bourse, pour lesquelles il avait peu de goût; aussi refusa-t-il, lors de la réorganisation des agents de change, en 1801, d'être compris dans les nouvelles nominations. M. Audiffret s'était principalement occupé, pendant ses loisirs, de recherches historiques et géographiques sur les pays orientaux, afin de pouvoir entrer dans la compagnie des Indes, projet qu'il aurait réalisé sans la suppression de cette compagnie. Admis aux archives du ministère des relations extérieures, il se lia avec le naturaliste Olivier, récemment arrivé de Perse, et commença un cours d'arabe sous le savant orientaliste M. Silvestre de Sacy. Il composa alors un *Memoire sur les relations politiques et commerciales des Européens avec la Perse*, dans l'espoir d'être envoyé au Levant; mais des affaires de famille obligèrent M. Audiffret, vers la fin de 1803, de partir pour la Bretagne. Il se maria à Nantes, en 1806, et par déférence pour les parents de sa femme, il demanda et obtint, en 1809, la place de directeur du dépôt de médecine. Ignorant l'art de faire sa cour, il n'avait pas su plaire dans les bureaux de la préfecture, et quoique, dans les cent jours, il eût refusé de signer l'acte additionnel, il perdit sa place en 1816, sous le ministère Vaublanc, et il ne réclama point contre cette injustice. Il revint à Paris, en septembre 1818, refusa une sous-préfecture, et préféra, en juin 1820, une place fort modique, mais plus conforme à ses goûts, au département des manuscrits de la bibliothèque du Roi, où il est encore aujourd'hui. Membre des académies de Rennes, Nantes, Aix, etc., M. Audiffret fait partie de la société asiatique de Paris, d'une fondation, en 1822. On a de lui : 1<sup>o</sup> dans la *Biographie universelle*, près de mille articles, la plupart de personnages orientaux, Mahomet, Nadir-Chah, Soliman, Tamerlan, Tippou-Sahib, Zizim, La belle Laure, etc.; 2<sup>o</sup> Notice sur la vie et les ouvrages de Lesage, en tête de l'édition publiée par A.-A. Renouard, 1821; in-8<sup>o</sup>, et tirée à part; elle offre des faits neufs et rectifie une foule d'erreurs. M. Audiffret y a inséré une lettre autographe de cet écrivain, jusqu'alors inconnue, et y a réfuté les divers systèmes, émis par les Espagnols, et notamment par Morente, pour disputer à Lesage la paternité de *Gilblas*; 3<sup>o</sup> dans l'art de rédiger les dates (troisième partie), la *Chronologie historique des Maures d'Espagne*, depuis leur invasion dans la péninsule jusqu'à leur entière expulsion; ce travail, fort honorablement analysé par M. Daunou dans le *Journal des savants*, août 1823, ne contient que quatre cents pages in-8<sup>o</sup>, et ne laisse pas d'être plus exact et plus complet que l'*Histoire de la domination des Arabes en Espagne*.

par Conde; 4° dans le même, *Chronologia historica* des règnes de Charles III et de Charles IV jusqu'en 1800; 5° dans le *Dictionnaire chronologique et raisonné des découvertes*, l'article *Généalogie de la maison de France*, analyse d'un mémoire de MM. de Fortia et de Courcelles, et notes sur ce mémoire; 6° *La saint Charles et la Saint-Louis*, dissertation historique et critique, publiée sous le pseudonyme de *Feu tardif*, anagramme du nom de l'auteur, 1825, in-8°; ce n'est point un bouquet à Charles X, mais une sorte de satire où l'auteur manifeste une grande indépendance d'opinions, et une égale haine contre le despotisme, l'anarchie et le fanatisme; 7° dans la *Biographie universelle et portative des contemporains*, un grand nombre d'articles, principalement d'auteurs et compositeurs dramatiques, d'artistes, etc., tels que A. Dural, Fabre d'Églantine, Grétry, Haydn, Hoffman, Langles, Lemercier, Mehul, Picard, Puccini, Scribe, Sylvestre de Sacy, Fien, l'igrie, etc. M. Audifret a fourni des articles à divers journaux, au *Publiciste*, à l'*Album*, etc. Ses ouvrages inédits sont: *Mémoire historique sur le commerce et les relations politiques des Européens, et particulièrement des Français avec la Perse*; 2° *Philippiques*; *La tyrannie de Napoléon Bonaparte*, ode première; *La chute de Napoléon*, ode seconde, non publiées; l'auteur, qui n'avait reçu aucun bienfait de ce prince, ne voulut pas être confondu avec les ingrats qui l'ont outragé après sa chute et après sa mort; 3° *Parallèle historique de Napoléon Bonaparte et de Nadir Chah, ou Tahmas Kuli Khan*; cette brochure, sur deux personnages historiques, offrira des rapprochements curieux et exempts de partialité; 4° *des contes, des fables, des épîtres, des chansons*, etc., dont l'auteur publiera un recueil choisi. Une seule de ces fables a paru, en 1805, dans le procès-verbal de la société académique de Rennes. M. Audifret a aussi une comédie manuscrite en trois actes. Musicien depuis l'âge de cinq ans, il a composé plusieurs romances avec accompagnements de piano, dont six ont été gravées. Ayant fait de l'histoire des peuples orientaux l'objet spécial de ses études, il compte en publier le résultat sous le titre d'*Éléments d'histoire orientale*.

AUDOUARD (MATHIEU-FRANÇOIS-MAXENCE), médecin principal des armées, officier de la légion d'honneur, chevalier des ordres de Charles III et de Saint-Ferdinand d'Espagne, né à Castres, département du Tarn, le 29 juillet 1776. A peine sorti du collège, il fut envoyé, en 1797, à l'armée des Pyrénées-Orientales, en qualité de pharmacien, état que son père exerçait dans sa ville natale. Trois ans après, il alla étudier la médecine à Montpellier, où il fut reçu docteur après avoir soutenu une thèse remarquable: *De tetano*, Montpellier, 1800, in-4°. Il consacra plusieurs années encore à ses études, et retourna aux armées, en 1805, en qualité de médecin ordinaire de l'armée d'Italie. Il fut successivement nommé médecin en chef des hôpitaux militaires de Lodi, de l'Isère, de Venise et de Rome. Malgré ses occupations, le docteur Audouard ne cessa point de correspondre avec la société de médecine pratique qui l'avait accueilli, et de fournir aux *Annales chimiques* les résultats de son expérience. C'est dans ce journal, auquel il concourut de 1805 à 1805, que l'on trouve plusieurs mémoires de ce médecin, entre autres: *Observations de fièvres intermittentes pernicieuses recueillies à l'hôpital militaire français, à Rome, en 1807*. En 1808, il passa à l'armée d'Espagne, et, en 1812, il fut envoyé en Russie, à Königsberg, où l'on réunit les débris de l'armée, M. Audouard eut l'honneur de remplacer le médecin en chef fait prisonnier; il réorganisa le service médical, et fut nommé médecin principal du 11° corps; il assista à toutes les batailles que livra ce corps d'armée, et secourut un nombre considérable de blessés. Après les funestes journées de Leipzig, il suivit les mouvements de l'armée depuis l'Elbe jusqu'à Fontainebleau. Mis à la réforme, M. Audouard reprit du service dans les cent jours, et fut compris dans le licenciement de l'armée de la Loire. Ce ne fut qu'en 1819 qu'il fut rappelé au service, et nommé médecin en chef de l'hôpital de Calais. A son arrivée à Paris, en 1816, le docteur Audouard avait été nommé mem-

bre de la société de médecine; il a fourni de nombreux matériaux au *Journal général de médecine*, et a coopéré à la rédaction de la *Revue médicale*, ainsi qu'à celle du *Journal de médecine, de chirurgie et de pharmacie militaires*. De Calais, le docteur Audouard fut nommé médecin en chef de l'hôpital Picpus, où il est resté jusqu'à ces derniers temps. En 1821, il fut, à sa sollicitation, envoyé, par le ministre de la guerre, à Barcelonne pour y observer la fièvre jaune. Il y allait avec une opinion préconçue qui pouvait bien le faire errer, mais qui ne suppose pas moins de courage dans l'homme qui, avec une pareille conviction, fait des autopsies et goûte le vomissement noir. En 1822, il fut chargé de l'inspection du cordon sanitaire. Revenu à Paris, il s'occupa sans relâche des résultats de sa première mission, et, avant la fin de la même année, il les publia: *Relation historique et médicale de la fièvre jaune de Barcelonne*, Paris, 1822, in-8°. Peu de temps après, M. Audouard fut nommé médecin principal du 5° corps de l'armée d'Espagne, en 1823, et fut envoyé au Port du Passage pour y observer la fièvre jaune qui venait de s'y développer. mission assez inutile dans l'opinion de ceux qui ne partagent pas les croyances du docteur Audouard, et cette expédition fut encore pour lui l'objet de nouvelles méditations: *Relation historique de la fièvre jaune du Port du Passage*, Paris, 1824, in-8°. *Recueil de mémoires sur le typhus nautique ou fièvre jaune considérée comme venant principalement de l'infection des bâtiments négriers*, Paris, 1825, in-8°. Deux questions paraissent avoir occupé toute la carrière médicale de M. Audouard: celle des fièvres intermittentes, aussi bizarres dans leurs causes que dans leurs marches: *Recherches sur la contagion des fièvres intermittentes*, Paris, 1818, in-8°; puis la fièvre jaune, ce qui lui valut l'honneur de figurer parmi les médecins auxquels la loi du 3 avril 1822 accorda une pension viagère de 2,000 francs comme récompense nationale: son nom fut associé à ceux de MM. Pariset, Mazet, Bally et François sur la médaille d'or frappée pour consacrer le souvenir de cette mission scientifique. Outre ces travaux, M. Audouard en a publié plusieurs autres parmi lesquels nous ne citerons que les suivants: *Des congestions sanguines de la rate et du spleen*, Paris, 1819, in-8°; *Nouvelle thérapeutique des fièvres intermittentes*, Paris, 1818, in-8°; *De l'empyème, cure radicale obtenue par l'opération*, avec des observations pratiques recueillies dans les hôpitaux militaires de Venise et de Rome, 1808, in-8°.

AUDOUIN (JEAN-VICTOR), fils d'un avocat distingué, naquit à Paris le 27 avril 1797. Il commença ses études à Paris, et alla les terminer en Italie au collège principal de Luques. Les événements de 1813 le forcèrent à rentrer en France, où il commença, d'après les intentions de sa famille, l'étude du droit; mais le goût qu'il avait montré, dès son enfance, pour l'histoire naturelle, se changea en un penchant irrésistible qui le fit renoncer aux avantages que sa position lui assurait dans la carrière où sa famille voulait le lancer. Il étudia d'abord la chimie, et pour y faire des progrès plus rapides, il s'attachait, pendant deux ans, à servir d'aide à M. Vogel, alors préparateur des cours de chimie à l'école de pharmacie de Paris, et aujourd'hui célèbre professeur à Munich. Pour ne pas se borner aux recherches purement théoriques, et bien connaître les applications de la chimie à la pharmacie, il consacra encore deux ans à cette étude en se plaçant, comme externe, chez un habile pharmacien. Après ces travaux préliminaires, il se livra à l'étude de la médecine, et fut reçu docteur en 1826; mais aucun de ces travaux ne lui avait fait négliger ceux pour lesquels il avait renoncé à la carrière du droit: les recherches d'histoire naturelle continuèrent à être l'objet de sa prédilection. Dès long-temps il avait fait la connaissance de MM. Humboldt, Cuvier, Laplace, Arago, Gay-Lussac, Thénard, et plus particulièrement celle de M. Brongniart, qu'ilaida, pendant plusieurs années, dans ses leçons de minéralogie à la faculté des sciences. La direction qu'il donna alors à ses travaux, les voyages qu'il fit sur le littoral de la France, de nombreux matériaux qu'il y recueillit, et qu'il déposa dans les collections du

musées, le firent bientôt connaître. En 1821, il fut élu membre de la société philomatique, et successivement des diverses sociétés scientifiques de la France, ainsi que des académies de Philadelphie, de New-York, de Moscou, de Genève, etc. L'année suivante il fonda, conjointement avec quelques jeunes naturalistes, la société d'histoire naturelle de Paris. La place de sous-bibliothécaire de l'institut étant venue à vaquer, il fut choisi, en 1823, par les quatre académies, pour remplir ces fonctions. En 1824, il crut de concert avec deux de ses amis, les *Annales des sciences naturelles*, recueilli qui joint aujourd'hui d'une part célébrité. En 1825, M. de Lamarck, professeur au Jardin-des-Plantes, et M. Latreille, son adjoint, ne pouvant, par suite de leurs infirmités, se livrer au professorat, les professeurs-administrateurs engagèrent M. Audouin à s'adjointre à ces deux savants. Il accepta cette proposition, et, depuis lors, il a rempli avec succès ces fonctions qui ont toujours été gratuites. Un an après, il publia, malgré de nombreux obstacles, la partie d'histoire naturelle du grand ouvrage sur l'Égypte, commencée par son ami M. Savigny, et que la cécité de ce savant avait forcé d'interrompre. Le gouvernement ayant voulu retribuer M. Audouin pour ce travail long et pénible, celui-ci s'y refusa et obtint, pour M. Savigny qui, outre sa cécité infirmite, était dans une position fort fautive de fortune, les avantages pécuniaires qu'on lui avait offerts. Cette conduite et le zèle dont il avait fait preuve, furent appréciées, et, sur la proposition des savants composant la commission d'Égypte, le Roi lui accorda la décoration de la légion d'honneur. L'année suivante, M. Audouin devint le gendre de M. Alexandre Brongniart, membre de l'institut et directeur de la manufacture de Sevres. Enfin, en 1828, il fut couronné par l'institut, pour un travail sur l'autonomie et la physiologie. Voici la liste des travaux de M. Audouin : 1° *Anatomie d'une larve apode trouvée dans le boudin des pierres*, mémoire composé en société avec M. Lachat (*Mémoires de la société d'histoire naturelle*, tome I<sup>er</sup>) ; 2° (avec M. Lachat) *Observations sur les appendices reproducteurs mâles des insectes*, et particulièrement des bousons, inédit ; 3° *Rapports naturels qui existent entre les appendices masticateurs et les mandibules dans les crustacés*, et ceux de même nature chez les insectes et les araignées, mémoire lu à l'Académie des sciences, et resté inédit, mais connu par les rapports de MM. Cuvier, Geoffroy et Duméril ; 4° *Recherches anatomiques sur le thorax des animaux arthropodes*, et celui des insectes hexapodes en particulier, mémoire présenté, en 1821, à l'Académie des sciences, rapport imprimé de M. Cuvier ; il a commencé à paraître dans les *Annales des sciences naturelles* ; 5° *Recherches sur les rapports naturels qui existent entre les trachées et les animaux articulés*, mémoire lu à l'Académie des sciences, et publié dans les *Annales des sciences de Bruxelles* ; ce mémoire, imprimé loin de l'auteur, contient quelques fautes graves ; 6° *Mémoire sur l'achlysia, nouveau genre d'arachnides t'acheniens*, publié dans les *Mémoires de la société d'histoire naturelle de Paris*, tome I<sup>er</sup> ; 7° *Note sur une nouvelle espèce du genre arctylus*, publié dans les *Annales des sciences naturelles*, tome II ; 8° *Lettre sur la génération des insectes*, adressée à M. Drago, président de l'Académie des sciences, le 24 mai 1824, publiée dans les *Annales des sciences naturelles*, tome II ; 9° *Recherches anatomiques sur la femelle du drile jaundré*, et sur le mâle de cette espèce, publié dans les *Annales des sciences naturelles*, tome II ; 10° *Recherches pour servir à l'histoire naturelle des cantharides*, mémoire lu à l'Académie des sciences, *Annales des sciences naturelles*, tome IX ; 11° *Prodrome d'une histoire naturelle, chimique, pharmacologique et médicale des cantharides*, thèse présentée à la faculté de médecine de Paris, le 22 août 1826 ; 12° *Explication sommaire des planches du grand ouvrage d'Égypte (partie de M. Savigny)* ; on doit aussi à M. Audouin la *Description des mammifères*, faite conjointement avec M. Geoffroy-Saint-Hilaire ; 13° (avec M. Milne Edwards) *Mémoire sur la nicotina, genre nouveau de crustacés qui suce les homards*, lu à l'Académie des sciences, *Annales des sciences natu-*

relles tome IX ; 14° *Recherches anatomiques et physiologiques sur la circulation dans les crustacés*, présenté à l'Académie des sciences, *Annales des sciences naturelles*, tome IX ; 15° (avec le même) *Recherches sur le système nerveux des crustacés*, mémoire lu à l'Académie des sciences, *Annales des sciences naturelles*, tome XIV ; 16° (avec le même) *Résumé des recherches sur les animaux sans vertèbres, faites aux îles Chaussey*, lu à l'Académie des sciences, *Annales des sciences naturelles*, tome XV ; 17° *Recherches pour servir à l'histoire naturelle du littoral de la France, voyages à Saint-Malo, à Granville*, etc., 3 vol. in-8°, avec un grand nombre de planches qui se publient actuellement ; cet ouvrage est fait en commun avec M. Milne Edwards, mais les auteurs signent ce qui leur appartient ; 18° *Observations pour servir à l'histoire de la formation des perles*, publiées dans les *Mémoires du muséum d'histoire naturelle*, 1829 ; 19° *Mémoire sur la gyzimine* ; 20° *Mémoire sur la clauselle vivante* ; 21° *Observations sur le genre magie* ; 22° *Mémoire sur le genre singulier* ; ces quatre derniers mémoires, présentés récemment à l'Institut, sont encore inédits ; 23° (avec M. Milne Edwards) *Résumé d'entomologie, ou Histoire naturelle des animaux articulés*, 2 vol. in-8°, 1828, faisant partie de l'*Encyclopédie portative* de M. Bailly de Merlieux. M. Audouin est encore auteur de plusieurs articles généraux dans le *Dictionnaire encyclopédique d'histoire naturelle*, 16 vol. in-8°.

ACERSTADT (le due d'). Voyez DAYOT, que l'on devait écrire Dayoust.

AUFRESNE (JEAN RIVAL), tragédien célèbre, né à Genève en 1739. Son père, horloger de cette ville, était un homme d'esprit auquel ses relations avec Voltaire et Rousseau donnaient quelque réputation. Destiné à la même profession, Jean Rival contracta aussi des habitudes littéraires, ce qui n'était point rare chez les artisans de cette métropole du calvinisme, où l'activité des esprits, long-temps occupés de controverse, avaient heureusement changé d'objets. On avait déjà remarqué le goût particulier du jeune Rival pour l'art dramatique ; mais ce fut seulement en 1757, que des opérations de commerce l'ayant conduit en Normandie, il y vit le spectacle avec passion. Un incident hâta le moment que ses liaisons avec plusieurs acteurs préparèrent à son insu. L'indisposition de l'un d'eux allait faire manquer la représentation d'une tragédie ; Rival savait le rôle, et on le pressa d'accepter des termes si flatteurs, qu'il consentit à s'en charger. Dès lors sa vocation fut décidée ; le succès n'eut rien de douteux, et justifia ce qu'on lui disait de ses talents, dont il avait d'ailleurs la conscience ; mais c'était encore le temps où toute habitude de la scène paraissait incurable avec la rigidité des fidèles de l'église réformée. Pour apaiser sa famille à Genève, ou pour l'effliger moins, il changea de nom, et ne fut connu que sous celui d'Aufresne. Il rendit de vrais services au théâtre en s'écartant de l'ancienne manière ; mais il ne parvint pas toujours à surmonter les obstacles que lui suscitaient des ennemis opiniâtement attachés à leur routine. Après avoir joué long-temps, soit dans la province, soit chez l'étranger, il débuta enfin à Paris dans le principal rôle de *Cinna*, le 30 mai 1765. Malgré la force des vieilles habitudes, le public commençait à goûter un débit naturel ; on l'avait approuvé déjà dans Baron qui était mort l'année même de la naissance d'Aufresne. Plus hardi que Baron, et précurseur de Talma, du moins à cet égard, Aufresne parlait au lieu de déclamer ; les mouvements énergiques ou mêmes sublimes qui semblaient lui échapper de temps à autre, n'en produisaient que plus d'effet. Il remplissait aussi avec beaucoup de distinction, dans la haute comédie, les rôles de père, ceux où il était impossible de méconnaître les avantages de son système. Cependant il est plus difficile d'effectuer une réforme que d'en concevoir le dessin ; les camarades d'Aufresne ne voulant pas le seconder, et faire de nouvelles études, devinrent en secret ses ennemis. Quelque favorable que lui fût le public, l'intérêt personnel le repoussait, et, ne pouvant devenir sociétaire à la Comédie-Française, il prit le parti de quitter la France. Il résida en Prusse, où effectivement il devait plaire

à un mouarque qui, jusque dans les choses de goût, aimait à secouer le joug des anciennes traditions. « Le jeu noble, simple et vrai d'Aufresne m'a fort contenté », écrivait Frédéric II à Voltaire, en 1775. « L'ekain va venir, il faudra voir si les efforts de l'art surpasseront chez lui ce que la nature a produit dans l'autre. » En revenant d'Italie, l'année suivante, Aufresne s'arrêta à Ferney, où Voltaire parut tellement satisfait de son jeu, qu'il lui dit un jour : « Vous me prêtez dans mes pièces plus d'esprit que je n'en ai. » Catherine II, si jalouse de faire dire que l'amour de tous les arts pénétrait dans le nord, accueillit Aufresne avec une bonté qui contribua sans doute à le retenir en Russie, où il eut jusqu'à son dernier jour le double bonheur d'obtenir des succès répétés, et de se concilier l'estime générale. Il mourut, en 1806, quelques semaines après avoir été vivement applaudi, dans le rôle d'Auguste auquel il avait dû son premier triomphe.

AUTRICHE. Voyez FRANÇOIS I<sup>er</sup>.

AUVERGNE (ANTOINE D'), directeur de l'Opéra et surintendant de la musique du roi, naquit à Clermont, en Auvergne, le 4 octobre 1713, d'un père excellent musicien lui-même. Il vint s'établir à Paris vers 1739, et fut admis au nombre des musiciens du roi. Il a donné, tant à la cour qu'au théâtre de l'Opéra, vingt-cinq pièces qui obtinrent un succès mérité, entre autres : *Canente, Enée et Lavinia et Hercule mourant*, qui offrent des beautés du premier

ordre. Il a composé aussi un œuvre de trio pour deux violons et une basse, un œuvre de sonates de violon, et un livre de quatuor. Son *Te Deum*, son *De profundis* et son *Miserere*, sont des chefs-d'œuvre. D'Auvergne a fait époque dans son art : c'est lui qui a fait, en 1763, la musique du premier opéra-comique qui ait été joué en France, celle de la jolie pièce de Vadé, intitulée : *Les troqueurs*, qui fut donnée comme étant d'un compositeur d'Italie, et qui obtint le plus grand succès. Il a été directeur du grand Opéra de 1767 à 1775, et de 1786 à 1790. Trop passionné pour la musique pour s'occuper de sa fortune, la révolution le réduisit à un état voisin de l'indigence. Il est mort à Lyon, en 1797, chez des sœurs de sa seconde femme. Outre les ouvrages dont nous venons de parler, d'Auvergne a fait la musique des opéras suivants : 1<sup>o</sup> *Les amours de Tempé*, paroles de Fuselier, 1752; 2<sup>o</sup> *Les fêtes d'Euterpe*, ballet en quatre actes, 1758; 3<sup>o</sup> *Polixène*, opéra en cinq actes, 1763; 4<sup>o</sup> *La Vénitienne*, en trois actes, paroles de Lamoignon; 5<sup>o</sup> *Callianor*, opéra de Roy; il a seulement retouché cet opéra, et a refait les airs du ballet et des chœurs dans l'acte de Tibulle, des fêtes grecques et romaines. Il a fait aussi la musique de plusieurs ballets donnés à Versailles et à Fontainebleau, tels que : *Le prix de la valeur*, *La coquette trompée*, *Le retour du printemps*, *La tour enchantée*, et a laissé en manuscrit celle de deux opéras anciens, *Orpheus et Semiramis*.

AZZY. Voyez AZOUL-AZZI, au Supplément.

## B

BABBAGE (CHARLES), né vers 1790, professeur de mathématiques à l'université de Cambridge, membre de la société royale de Londres et de celle d'Edimbourg. De nombreux mémoires sur les mathématiques, la physique et l'astronomie, l'ont placé au rang des savants dont s'honore le plus l'Angleterre. Il est fait, dans le public, beaucoup de réputation en imaginant une machine au moyen de laquelle on peut exécuter, avec précision, le calcul fastidieux des éphémérides astronomiques. On construit avec cette machine des tables dont la différence seconde est constante. Par quelques changements de cette machine, on obtient aussi des séries dont les termes ont pour différences premières ou pour différences secondes les chiffres des unités de ces mêmes termes. Mais ce qui a le plus contribué à faire connaître M. Babbage, est le livre qu'il vient de publier *Sur les causes de la décadence des sciences en Angleterre*. Il paraît qu'au sein de la société royale de Londres, il se serait formé une coterie toute puissante qui se distribuerait les places, les honneurs, et paralyserait tous les efforts des membres les plus illustres. Ceux-ci, jaloux de faire remonter leur pays au rang que lui avaient assigné les immortelles découvertes de Newton, avaient voulu commencer la réforme scientifique par celle de la société royale : un comité, dont M. Babbage faisait partie, avait été chargé de cet important projet, qu'une nouvelle intrigue fit avorter. L'écueil de cette défaite, M. Babbage prit le parti de dérouler aux yeux de toute la nation les honteuses manœuvres de la coterie. Son écrit, plein de franchise, de sens judicieux, de railleries piquantes, a déjà provoqué d'utiles réformes, et sera peut-être la cause la plus efficace d'un changement total dans les institutions scientifiques de l'Angleterre. Voici la liste des principaux travaux de M. Babbage : 1<sup>o</sup> *Sur les jeux de hasard* (Transact. soc. d'Edimb., tom. IX, pour 1821). Ces recherches ont pour but de déterminer quel est le gain ou la perte qui doit résulter d'un nombre donné de coups gagnés ou perdus, avec des chances invariables suivant certaines lois, et sans connaître l'ordre de succession des événements heureux ou contraires. 2<sup>o</sup> *De l'application de l'analyse à la recherche*

*de théorèmes sur les lieux géométriques*, mémoire lu en 1820 (Transact. soc. d'Edimb., 1822); 3<sup>o</sup> *Observations sur la mesure des hauteurs par le moyen du baromètre* (1824, Edimb. journ. of sciences); 4<sup>o</sup> *Magnétisme par rotation* (Trans. soc. Lond., 1825); 5<sup>o</sup> *Observations sur l'application des machines propres à calculer* (Philos. magaz., 1825); 6<sup>o</sup> *Détermination du terme général de quelques nouvelles classes de séries infinies* (Transact. of Camb., tom. II); 7<sup>o</sup> *Erreurs des tables de logarithmes* (Ibid.); 8<sup>o</sup> *De l'influence des signes dans le raisonnement* (Ibid.); 9<sup>o</sup> *Rotations électriques et magnétiques* (Transact. soc. roy. de Lond., 1826); 10<sup>o</sup> *Micromètre zénithal* (Mémoires de la soc. astronom. de Lond., tom. I, 1827).

BABINET (JACQUES), naquit à Luignan, le 5 mars 1794, d'une famille qui remplissait, de père en fils, des fonctions dans la magistrature, à Poitiers. Destiné à parcourir la même carrière, ses études furent dirigées en conséquence. Toutefois sa vocation le porta vers l'étude des sciences dans laquelle ses progrès furent d'autant plus rapides qu'ayant appris, non seulement les langues latine et grecque, mais encore l'anglais et l'italien, il put puiser dans les mémoires originaux. Il fut admis, en 1812, à l'école polytechnique, après avoir suivi au lycée Napoléon, aujourd'hui collège Henri IV, les leçons de l'excellent professeur Binet. Il passa ensuite à l'école d'artillerie de Metz, et servit quelque temps dans le 5<sup>e</sup> régiment d'artillerie à pied. Revenu dans ses foyers à la restauration, et se livrant presque exclusivement à des recherches scientifiques, il suivit la carrière de l'enseignement public, et fut successivement professeur de mathématiques à Pontenay-le-Comte, de physique à Poitiers, et enfin à Paris au collège de Saint-Louis. L'étude préalable qu'il avait faite de l'astronomie, ses relations avec M. Arago, et sa liaison avec Fresnel, lui donnèrent occasion de diriger ses travaux vers des recherches relatives à l'optique. Depuis la mort de Fresnel, M. Babinet a fait, sur cette partie de la physique, plusieurs mémoires lus à l'académie des sciences et à la société philomatique. Il fut élu membre de cette société, en remplacement de Fresnel lui-même, en 1828. Il était, en 1829, l'un des candidats à la place va-

canta, dans la section de physique de l'académie des sciences, par la mort de M. Lefevre-Gineau. Les principaux ouvrages de M. Babinet sont : 1° (avec M. Ampère) *Exposé des nouvelles découvertes sur l'électricité et le magnétisme*, inséré dans le *Supplément à la chimie de Thomsen*, 1822; 2° *Expériences avec un nouvel hygromètre* (*Annales de chimie et de physique*); 3° *Sur la mesure des forces chimiques* (*Annales de chimie*, 1828); 4° *Sur la masse de la planète Mercure* (*lu à l'académie des sciences en 1825*); 5° *Sur les couleurs des résineux* (*Annales de chimie*, 1829); 6° *Sur la détermination du magnétisme terrestre* (*lu à l'académie des sciences en 1829*); 7° *Sur la cause du retard qu'éprouve la lumière dans les milieux réfringents* (*lu à l'académie des sciences en 1829*). M. Babinet a lu aussi, aux séances de la société philomatique un grand nombre de mémoires dans les résultats ont été publiés dans quelques journaux. Il a fait également un cours de météorologie à l'athénée, dans les années 1825 et 1828. La publication de ses leçons, qui avoit été annoncée, n'a point encore eu lieu.

BABOIS M<sup>me</sup> MARGUERITE-VICTOIRE, née à Versailles le 6 octobre 1760, l'eut un rang honorable parmi les femmes de notre époque qui se sont distinguées dans les lettres. Cependant son éducation, comme elle nous l'apprend elle-même, loin d'avoir été soignée, s'étoit à peu près bornée aux instructions convenables à son sexe. Ses parents avoient eu pour lui, en cela, de la préserver des impressions que lui faisoit éprouver la poésie qui, en enflamman son imagination, lui causait une agitation funeste à sa santé. Lorsque, avec l'âge, elle eut acquis plus de force et de liberté, la lecture du Racine devint pour elle une passion, et fit germer un talent qu'elle ignora longtemps, mais que la tendresse maternelle développa. M<sup>me</sup> Babois éprouva une perte cruelle en 1793, celle de sa fille. Accablée de douleur, et se regardant comme seule dans la nature, elle sentit le besoin d'exprimer ses regrets: elle composa ces touchantes *Elegies sur la mort d'une fille âgée de cinq ans*, qui ont fait sa réputation; mais elle ne les publia que l'an 1805. Elles sont au nombre du sept, en un volume in-12. Le succès qu'elles obtinrent déterminèrent l'auteur à en donner une nouvelle édition sous ce titre: *Elegies et poésies diverses*, 1810 in-8. Elle y a joint d'autres elegies sur divers sujets, des romances, des chansons et des pieces fugitives. Enfin elle en a publié une troisième édition sous le même titre, 1828, 2 vol. grand in-8, avec figures. Il s'y trouve aussi plusieurs morceaux de prose, parmi lesquels on remarque trente-trois lettres adressées à l'auteur par le bon et célèbre Ducis, son compatriote et son ami. Les poésies de M<sup>me</sup> Babois se distinguent par une versification élégante et facile, une douce sensibilité, et par une teinte de mélancolie qui y répand beaucoup de charme.

BAGGESSEN (JENS-EMMERICH), l'un des poètes les plus célèbres du Danemarck, naquit à Corsør, petite ville de l'île de Seelande, le 13 février 1764, d'une famille bourgeoise sans fortune. Il reçut sa première instruction dans une école publique, et fut admis, en 1782, au nombre des étudiants de l'université de Copenhague. Baggesen publia, en 1786, un recueil de poésies, et cinq ans plus tard il donna deux volumes de poésies diverses sous ce titre: *Ouvrages de ma jeunesse*. Elles eurent un succès prodigieux et mérité par l'agrément et la grâce répandus sur les sujets traités par l'auteur. Baggesen continua de publier un grand nombre de pieces fugitives, en vers et en prose; mais aucune ne put effacer ce qu'il avoit donné comme ses essais. Malheureusement il négligea le danois pour écrire en allemand, qu'il avoit appris avec une rare perfection. Il publia successivement dans cette langue plusieurs ouvrages qui obtinrent un brillant succès, surtout le *Parthenaios*, qui a été traduit en français par M. Faurel. Baggesen avoit été successivement nommé à deux chaires de professeur aux universités de Copenhague et de Kill, et, par une générosité peu ordinaire, mais qui prouve le cas que l'on faisoit de ce poète, il lui a été permis de jouir presque toujours des emoluments de ces places, bien qu'il n'en remplît

pas les fonctions. Plusieurs illustres et riches particuliers imitèrent le noble exemple donné par le gouvernement, ce qui permit au poète cosmopolite de passer le tiers de sa vie en pays étranger, sans avoir besoin d'y chercher péniblement des moyens d'existence. Baggesen étoit depuis plusieurs années attaqué d'une maladie fort compliquée; il crut que les eaux de Bohême le guériraient, et il s'y rendit. Il s'étoit trompé. A l'approche de son heure dernière, Baggesen voulut aller mourir dans sa ville natale; il partit, mais il ne put aller plus loin que Hambourg, où il cessa de vivre, le 5 octobre 1828, âgé de près de soixante-trois ans. Il avoit eu deux fils, dont l'un est militaire au service de Danemarck, et l'autre ecclésiastique. Baggesen a publié, outre les deux recueils dont nous avons parlé : 1° *Mélanges poétiques*, Hambourg, 1803, 2 vol.; 2° *Parthenaios*, Hambourg et Mayence, 1806, 2<sup>e</sup> édit., Amsterdam, 1807; 3° *Fleurs de bruyère*, Amsterdam, 1808. Ces divers ouvrages sont écrits en langue allemande.

BAGNOLI (PIERRE), naquit dans la ville de San Miniato, en Toscane, vers la fin de 1768, et ses parents ne négligèrent rien pour lui procurer une éducation soignée. Voyant qu'à l'âge de sept ans il faisoit des vers avec une étonnante facilité sur tous les sujets que le hasard présentait à sa jeune imagination, on le destina à la carrière ecclésiastique, et ses progrès dans le séminaire de son pays natal furent si rapides, que, quoiqu'il n'eût atteint que sa dix-septième année, son évêque le choisit pour son secrétaire, et l'emmena avec lui au concile général de la Toscane, qui fut convoqué à Florence en 1785. A son retour il fut envoyé à l'université de Pise pour y faire un cours de droit civil et canonique, et quelque temps après avoir obtenu son diplôme de docteur, il publia un poème didactique, ayant pour titre *L'Agriculture*. Ce premier essai avait tellement établi sa réputation littéraire, qu'en 1799 la grand-duc de Toscane, ayant été obligé par les vicissitudes de la guerre de quitter ses états, avec toute sa famille, pour se retirer en Allemagne, le nomma gouverneur de ses enfants. Pendant son séjour auprès de ce souverain, Bagnoli n'abandonna point la culture des lettres, malgré les soins assidus qu'exigeait sa charge. Il composa plusieurs opéras, et des poésies détachées sur différents sujets, qui furent très bien accueillis en Italie. En 1806, il obtint la permission de faire un voyage en Toscane pour y voir sa famille, et la nouvelle reine d'Etrurie le nomma immédiatement professeur de littérature et d'histoire à l'université de Pise: mais il ne put s'acquitter de cette honorable commission, parce que l'impératrice Marie-Thérèse le rappela presque aussitôt à Vienne, où il fut chargé de l'instruction du second fils du roi de Naples qui se trouva alors dans cette capitale. Ses moments de loisir pendant ce temps furent employés à écrire quelques drames par ordre de la cour, et à faire une traduction en vers italiens de l'*Enéide*. Il retourna dans sa patrie après la mort de cette princesse, et, à l'époque de la restauration, il fut en peu de temps nommé chanoine de la cathédrale de San Miniato, membre résident de l'académie de la Crusca, et professeur de littérature grecque et latine dans l'université de Pise, où il continua à vivre entouré de l'estime de ses concitoyens qui ont toujours apprécié la pureté de ses mœurs, la douceur de son caractère et l'étendue de ses connaissances. Bagnoli avoit travaillé depuis plusieurs années à la composition d'un poème épique, dont le but étoit de chanter la renaissance des lumières et de la civilisation en Europe, après tant de siècles d'ignorance et de barbarie. Il le publia, en 1821, sous le titre de *Calisto*, et le fit immédiatement suivre d'un recueil de poésies en douze volumes: l'un et l'autre furent applaudis par le public, qui y admira l'harmonie, le coloris et l'élégance du style. Le grand-duc Ferdinand, remonté sur le trône de la Toscane, le combla de bienveillance, et lui décerna une médaille d'honneur avec l'inscription *merentibus*. Bagnoli ne profita de la faveur de la cour que pour demander qu'on foudât dans sa ville natale un lycée pour l'instruction publique, et une académie pour servir de foyer à la culture des sciences et des lettres. Il l'obtint aussitôt,

et fut chargé de diriger lui-même l'organisation de ces deux établissements. Le seint municipal de sa ville natale voulant lui témoigner sa reconnaissance pour ce double bienfait, désigna une députation pour lui apporter un diplôme de noblesse. Le modeste professeur refusa d'accepter cette marque de distinction, en disant qu'il n'avait fait que remplir les devoirs d'un bon citoyen.

**BAILLEUL.** Voyez **BLAYVANT-BAILLEUL**.  
**BAILLOD** (le baron JEAN-PIERRE), lieutenant-général honoraire, commandant de la légion d'honneur, né le 20 août 1771, à Souffien, entra au service en 1792, comme simple soldat, dans le 11<sup>e</sup> bataillon de son département. Il fit les premières campagnes de la révolution, et passa rapidement par les grades inférieurs. Il fut promu dans le mois de mars 1807 au grade d'adjudant-commandant, et le 6 août 1811 à celui de général de brigade. Le 6 novembre de cette dernière année il fut pourvu du commandement du département de la Manche, et employé, le 22 mars suivant, au camp de Boulogne. Chef d'état-major du corps d'observation de l'Elbe, le 18 janvier 1813, il fut nommé pour la seconde fois, le 22 janvier 1814, au commandement du département de la Manche, devint le 24 mars 1815, chef d'état-major des 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> divisions territoriales, obtint le titre de lieutenant-général honoraire le 1<sup>er</sup> novembre 1820, et fut mis à la retraite le 1<sup>er</sup> décembre 1824. Le baron Baillod, qui est commandant de la légion d'honneur depuis le 23 avril 1809, a été blessé d'un coup de feu au bas-ventre à la bataille d'Eylau, et d'un autre coup de feu au genou droit à la bataille d'Essling. Le 18 octobre 1813, un éclat d'obus lui a fracturé la mâchoire inférieure et lui a brisé plusieurs dents. Cet officier-général a été élu député, en 1830, par les électeurs constitutionnels du département de la Manche. Il siège à côté des Lamarque, des Sinimer, etc., ses compagnons d'armes.

**BAILLOT** (ETIENNE-CATHERINE), né à Evry-sur-Aube, en Champagne, en 1758, exerçait la profession d'avocat au bailliage de Troyes. Ami d'une sage liberté, il sourit à l'aurore de la révolution, et fut élu député de sa province aux états-généraux. Il occupa à l'assemblée constituante la place qu'avaient adoptée les amis de la constitution, et siégea constamment au côté gauche. Après la session, il fit partie de la première formation du tribunal de cassation, et y resta jusqu'en 1796, époque où il partagea ses loisirs entre la littérature et la culture des champs. Il a publié : *Satires du Juéval*, traduites en français avec des notes, Paris, 1825, in-8°. Baillot est mort à Evry-sur-Aube le 15 avril 1823. Il a laissé en manuscrit des *Recherches sur l'histoire de Champagne*, où il s'est particulièrement occupé des généalogies des familles de ce pays.

**BAILLY.** Voyez **MONTRIOUX**.

**BAJOT** (LOUIS-MARIE), commissaire de la marine, et chef du bureau des lois à ce département, membre de la légion d'honneur, membre de la commission centrale de la société de géographie, et de plusieurs autres sociétés savantes, est né à Paris en 1775. M. Bajot est auteur de plusieurs ouvrages d'une utilité tant spéciale que générale, dont voici les titres : 1<sup>o</sup> *Revue de la marine française, depuis son origine jusqu'à nos jours*, 1 vol. in-8°, 1801 ; 2<sup>o</sup> *Répertoire de l'administration de marine*, 1 vol. in-8°, 1804 ; 3<sup>o</sup> *Éloge de la paume, et de ses avantages sous le rapport de la santé et du développement des facultés physiques*, 1 vol. in-8°, 1806 ; *Discours sur les questions suivantes, proposées par l'Académie de La Rochelle* : Quel est le genre d'éducation le plus propre à former un administrateur ? Jusqu'à quel degré les sciences et les lettres lui sont-elles nécessaires ? Quels secours l'administrateur et l'homme de lettres peuvent-ils et doivent-ils se prêter ; 4<sup>o</sup> *Annales maritimes et coloniales, ou recueil de lois et ordonnances royales, règlements et décisions ministérielles, mémoires, observations, notices particulières, et généralement de tout ce qui peut intéresser la marine et les colonies sous les rapports militaires, administratifs, judiciaires, nautiques, consulaires et commer-*

*ciaux*. Cet ouvrage paraît depuis le commencement de l'année 1816. Publié des Forçats avec l'approbation du ministre de la marine, il est parvenu aujourd'hui au cent soixante-quatorzième numéro mensuel, et forme quarante volumes in-8°. Paris, imprim. royale. Un grand nombre des articles sont instructifs de ce qu'il faut penser de M. Bajot, et pour les autres, il a le mérite d'un choix toujours judicieux.

**BALBI** (ANON), savant géographe, né à Venise, en 1784, d'une ancienne famille noble. Son éducation fut si habilement dirigée par son père, qu'à l'âge de dix-neuf ans et demi M. Balbi professait déjà les mathématiques, et enseignait la géographie dans le collège de San-Vito del Tagliamento. C'est dans cette délicieuse retraite qu'il conçut et exécuta en grande partie son *Atlas ou Atlas hydrographique physico-statistique*. En 1808, s'étant établi à Venise, il publia son premier ouvrage de géographie, dans lequel il décrit les différentes parties du globe par bassins, ce qu'aucun géographe n'avait fait avant lui. Cet ouvrage, qui renferme aussi un extrait de l'Atlas dont nous venons de parler, fit connaître l'auteur si avantageusement, que le célèbre cardinal Zurla, alors recteur du collège de Saint-Michel de Murano, l'engagea, comme professeur de géographie, dans cette institution. En 1811, il fut nommé professeur de physique au lycée de Fermo, dans le département du Tronto, où il resta jusqu'en 1813. Il devait passer à Padoue comme professeur de statistique, chaire qu'on allait instituer tout exprès pour lui, lorsqu'arriva le changement de gouvernement amené par les revers de Napoléon. M. Balbi fut obligé de retourner à Fermo pour ne pas perdre sa place. En 1815, il fut cédé par le gouvernement pontifical, comme étranger, avec une gratification. Dans la même année, il fut employé à la direction générale des douanes de Venise, en qualité de secrétaire dans la 2<sup>e</sup> section. Il profita des loisirs que lui laissaient les devoirs de sa place pour se livrer à son étude favorite : il rédigea à cette époque plusieurs ouvrages géographiques, et entre autres son *Compendio di geografia universale*, qui lui valut l'estime et l'amitié du célèbre géographe Malte-Brun, qui lui adressa les éloges les plus flatteurs, et l'engagea à écrire des articles pour les *Nouvelles annales des voyages*. Des affaires de famille ayant conduit M. Balbi à Lisbonne, il s'y trouva à l'époque de la révolution de 1820. Connu des personnes les plus distinguées du Portugal, il profita de ses relations pour rédiger la statistique de ce royaume si peu connu auparavant. Ne s'occupant que de recherches positives, et ne s'immisçant en aucune manière dans les questions politiques qui agitaient alors toute la péninsule, M. Balbi se concilia la bienveillance des hommes estimables de tous les partis, qui se firent un plaisir de lui communiquer les renseignements les plus précieux et les moins connus sur tous les points relatifs à son travail. Ce fut pour le faire imprimer qu'il se rendit à Paris en 1821. Reçu avec la plus touchante amitié par Malte-Brun, il se lia de plus en plus avec ce célèbre géographe qui le mit en rapport avec plusieurs savants de la capitale. Les éloges mérités que les journaux français et étrangers donnèrent à la *Statistique du Portugal*, valurent par la suite à son auteur la connaissance et l'amitié des hommes les plus marquants en Europe dans les sciences et dans la philosophie ; M. Balbi en profita pour exécuter son *Atlas ethnographique du globe*. L'empereur d'Autriche, les rois des Pays-Bas et de Sardaigne, envoyèrent des médailles d'or avec des épiques flatteurs à l'auteur de cet important ouvrage, qui fut très favorablement accueilli du monde savant. M. Balbi joint à une activité sans bornes un esprit de justice et une consciencieuse exactitude dans toutes ses recherches. Il se plaît à rendre justice aux savants qui poursuivent la même carrière que lui, et lorsqu'il relève les erreurs c'est avec tous les ménagements d'une critique bienveillante qui n'a d'autre but que l'intérêt de la science. M. Balbi parle la plupart des langues de l'Europe, et puise toujours ses sources : c'est pourquoi les écrits de cet auteur le dis-

insistent de ceux des trop nombreux compilateurs de géographie et de statistique qui multiplient les volumes sans faire avancer la science. Voici la liste des ouvrages de M. Balbi : 1° *Aspect politique et géographique de l'état actuel du globe, sur un nouveau plan*, 1804, 1 vol. in-8°; c'est un traité complet de géographie élémentaire rédigé d'après le système de Baconius; 2° *Abregé de géographie universelle, conforme aux conventions politiques et aux découvertes les plus récentes, accompagnée de cinq tables analytiques des principales langues, et de beaucoup d'autres dissertations sur la population actuelle des cinq parties du monde*, Venise, 1817, 1 vol. in-12; 3° *Aspect physique et politique de l'état présent du globe*, 2° édit., Venise, 1817, premier tableau sur papier imprimé; 4° *Abregé de géographie universelle, conforme aux dernières conventions politiques et aux plus récentes découvertes; suivi de cinq tables systématiques des principales langues et de beaucoup d'autres dissertations sur la population actuelle du globe*, 2° édition corrigée et avec un et enrichi de la description de près de cinq cents autres villes, des exemples des lieux les plus remarquables du globe, et de beaucoup d'autres articles non moins curieux et importants sur les divers religions du monde, Venise, 1819, in-8°; 5° *Éléments de géographie à l'usage de la jeunesse*, 2° édit. corrigée, Venise, 1819, 1 vol. in-12; 6° *Tableau politico-statistique de l'Europe en 1820*, Liabonne, 1820; 7° *Faiblesse politico-statistiques sur la monarchie portugaise*, Paris, 1822, 1 vol. in-8°; 8° *Essai statistique sur le royaume de Portugal et d'Algarve*, Paris, 1822, 1 vol. in-8°. Ces deux ouvrages, résultat d'immenses recherches sur le Portugal, sont sans contredit ce qui a paru de plus complet et de plus exact sur ce pays. Quoique l'auteur ait été puissamment secondé par une foule de Portugais qui lui ont fourni des matériaux importants, on doit s'étonner que M. Balbi ait pu en si peu de temps recueillir tant de faits précis et les coordonner si habilement, et qu'il se soit glissé si peu d'inexactitudes dans un travail de cette nature. 9° *Atlas ethnographique du globe, ou Classification des peuples anciens et modernes d'après leurs langues*, Paris, 1826, 1 vol. in-8° et un atlas in-fol. Cet ouvrage doit être suivi d'un second volume de texte, sous le titre de *Tableaux physique, moral et politique des cinq parties du monde*. M. Balbi a publié dans le *Nutrition* de M. le baron de Férussac, dans la *Revue britannique*, dans la *Revue encyclopédique*, dans la *Revue des deux mondes* et dans d'autres journaux, plusieurs articles appartenants au deuxième volume de cet ouvrage. L'*Atlas ethnographique* a beaucoup augmenté la réputation de son auteur, qui a, dans un cadre assez borné, renfermé une foule de considérations générales sur les langues, sur leur filiation, leurs rapports et leurs différences. Des savants du premier ordre, dans chaque département de la science, lui ont fourni des articles originaux et d'un grand intérêt que l'auteur a eu l'art de coordonner parfaitement dans le volume qui sert d'introduction à l'atlas. Dans celui-ci on trouve d'excellents tableaux sur chaque famille des langues, précédés d'aperçus rapides mais exacts sur leur structure, et d'observations très instructives sur les régions où elles ont pris naissance, ou dans lesquelles elles se sont répandues. Pour rendre l'ouvrage plus utile aux philologues, M. Balbi y a ajouté des tableaux où vingt-sept mots français sont traduits dans six à sept cents langues ou idiomes, et, pour plus d'exactitude, l'auteur a soigneusement marqué, d'après l'orthographe de quelle nation ces mots sont écrits. Les mots que M. Balbi a choisis sont ceux qui expriment des objets que tous les peuples ont dû nommer dès la première existence de l'état social, ces mots sont : soleil, lune, jour, terre, eau, feu, pierre, miel, ail, fêre, nez, bouche, langue, dent, main, pied, et les nombres depuis un jusqu'à dix. 10° *Essai historique et statistique sur le royaume de Perse*, Paris, 1827; un tableau entourant une carte géographique exécutée par M. Brue; 11° *Balances politiques du globe, à l'usage des hommes d'état, des administrateurs, de la jeunesse et des gens du monde*, Paris, 1828; un tableau sur papier grand-aigle; 12° *La monarchie française comparée aux principaux états du monde*, Paris, 1828; un tableau grand-aigle;

13° *Statistique comparée des crimes et délits et de l'insurrection en France*, publiée avec M. Guerry, Paris, 1829; un tableau avec trois cartes; 14° *L'empire russe comparé aux principaux états du monde*, Paris, 1829; un tableau grand-aigle; 15° *The world compared with the british empire* (le monde comparé à l'empire britannique), Paris, 1829; un tableau grand-aigle. Il a paru en français dans la *Revue des deux mondes*; 16° *Abregé de géographie d'après les derniers traités de paix et les découvertes les plus récentes, précédé d'un examen raisonné de l'état actuel des connaissances et des difficultés qu'offre la description de la terre; d'un aperçu sur la géographie astronomique, etc.*; offrant, d'après un nouveau plan, pour chaque partie du monde, les principaux faits de la géographie physique et politique, etc.; les divisions politiques de 1789 comparées aux divisions politiques actuelles; l'indication des régions et des langues différentes, des forces, des ressources de chaque état, des principaux articles de leur industrie, etc.; cet intéressant ouvrage, dont l'impression est avancée, paraîtra en 1830, et formera un gros volume in-8°, ainsi que le *Traité élémentaire de géographie*, par M. de Brun, dont M. Balbi a fait, après la mort de ce savant, toute la partie des principes généraux de géographie; *Géographie astronomique, physique, etc.* Les nombreux tableaux publiés par M. Balbi se distinguent tous par une scrupuleuse exactitude dans les détails, et le soin qu'il a eu de rapporter tous les éléments comparatifs de la statistique à des époques semblables et déterminées. Ils offrent par conséquent le résultat complet des recherches et des travaux les plus récents en cette matière. M. Balbi est membre de plusieurs sociétés savantes, et il vient d'être nommé l'un des deux associés libres de la société de statistique fondée à Paris par M. le baron de Férussac.

BAILLANCHE (PIERRE-SIMON), né le 4 août 1776, dans la ville de Lyon. Après avoir fait d'excellentes études, il y dirigea une maison de librairie et une imprimerie qu'il tenait de sa famille. Un journal, le *Bulletin de Lyon*, dont il était éditeur-propriétaire, recevait en même temps de lui divers articles de littérature; mais son goût pour les arts et les lettres lui fit désirer une indépendance nécessaire d'ailleurs pour les travaux auxquels il se sentait appelé. Il cessa d'abord son journal, puis, en 1813, il résolut entièrement aux affaires commerciales. Il fit alors un premier voyage en Italie, d'où il se rendit à Paris. En 1814, après avoir visité rapidement la Suisse, il franchit de nouveau les Alpes, et ne revint que la troisième année. Il revint encore l'Italie en 1825, mais ensuite il se fixa à Paris. On suppose naturellement que les habitudes d'un écrivain, et ses voyages surtout, influent sur sa pensée. Nul doute que le séjour de M. Ballanche au milieu des anciens monuments de la grandeur romaine, et des pompes modernes d'un culte dont les fêtes ont captivé tant d'imagination, n'ait puissamment contribué à donner à ses ouvrages cette élévation de pensée, ces formes antiques, cette seconde exaltation religieuse qui les caractérise. Dès sa jeunesse, il avait commencé une sorte d'épopée sur l'insurrection lyonnaise, en 1793; il supposait chez la postérité un homme curieux de recueillir, en visitant les ruines futures de la ville du Rhône, quelques uns de ces vieilles traditions encore passionnées peut-être, mais confuses ou incertaines, dont tous les systèmes s'arrangent, et dont les poètes aient ordinairement tiré de grands avantages. Il a composé plus tard une refutation des principes du *Contrat social* de Rousseau, et une nouvelle dont *Inés de Castro* était le sujet. Ces essais divers sont restés inédits, et le plan d'un poème de Jeanne d'Arc n'a pas reçu d'exécution. M. Ballanche a publié : 1° *Un sentiment considéré dans ses rapports avec la littérature et les arts*, Lyon, 1801, in-8°; ce livre fit avantageusement connaître l'auteur, et lui valut, l'année suivante, d'être admis à l'académie de sa ville natale; mais il ne l'a pas cru digne de la réimpression; 2° *Antigone*, épopée en prose, divisée en six livres, Paris, 1814 et 1815, in-8°; autre édition avec gravures, 1819, in-8°. Il s'en faisait aussi une à Lyon; les événements de 1814 l'ont interrompue. L'idée dominante dans *Antigone* est la fatalité, la loi secrète et



inextinguible, telle que, d'après les Orientaux, la Grèce l'admettait, du moins au théâtre. Les Grecs, si ingénieux dans le choix de leurs emblèmes, ne connaissent eux-mêmes que par tradition la fable plus sévère développée dans *Antigone*. L'énigme du sphinx est déviée, la destinée générale de l'humanité est accomplie par Œdipe. Dans le cercle étroit de sa famille est comprise la trilogie mystérieuse, l'épreuve, l'initiation, l'expiation. Tous les maux accablent Œdipe, et la peine du crime qui l'atteignit s'attache à ses descendants; mais la tendre Antigone le suit dans l'exil, et, afin de satisfaire à la vengeance divine, elle voue au supplice sa tête innocente. 3<sup>e</sup> *Essai sur les institutions sociales*, 1818, in-8°; c'est une sorte d'introduction au grand ouvrage de l'auteur; 4<sup>e</sup> *Le vieillard et le jeune homme*, 1819, in-8°; 5<sup>e</sup> *Fragments*, 1819, in-8°; ces morceaux sont relatifs à diverses circonstances de la vie de l'auteur: il y a un *Poème à la Grande-Chartreuse* en 1804, des *Adieux à Rome* en 1813, etc.; 6<sup>e</sup> *L'homme sans nom*, 1820, in-8°; réimprimé en 1827. Ce n'est plus ici la fatalité des anciens, mais une pensée analogique. Tout un peuple a été livré aux suites redoutables des desseins de la providence, et de royales victimes ont accompli naïvement les mystères du dévouement. Un acteur de ce drame sombre, l'homme sans nom, en raconte la plus terrible scène, et il a lui-même trempé sa main dans le sang du sacrifice. Les douleurs de la conscience ne sauraient être exprimées avec une énergie plus déchirante: c'est une grande verve d'amertume, et une forte conviction religieuse qui serait plus entraînante encore si l'écueil naturel, l'emphase du style, avait été évitée avec plus de bonheur; 7<sup>e</sup> *Élégie*, en prose, in-8°: cette pièce, inspirée par l'assassinat du duc de Berry, et publiée vers cette époque, a été réimprimée en 1827, avec une préface; tous les ouvrages précédents ont été tirés à très petit nombre; 8<sup>e</sup> les deux premiers volumes de l'*Essai de Palingénésie sociale* (devant former cinq volumes); tome 1<sup>er</sup> *Prolegomènes*, 1827, in-8°, et tome II *Orphée*, 1828, in-8°. Cet ouvrage est dédié à une femme célèbre par sa beauté et les grâces de son esprit: l'auteur ne la nomme pas, mais on la devine aisément. L'idée d'*Orphée* a été inspirée en premier lieu par le souvenir de l'*Atlantide* de Platon, et c'est sous ce titre même que l'auteur voulait d'abord écrire une épopée des temps antérieurs à l'histoire. Il suffit de lire ce second volume de la *Palingénésie sociale* pour sentir tout ce que supposent de connaissances acquises, de pénétration, et d'idées généreuses ou philosophiques les travaux de M. Ballanche, tous liés d'ailleurs, et formant, comme on le verra, un grand ensemble. Les trois autres volumes de la *Palingénésie sociale* doivent contenir: la *Formule générale de l'histoire de tous les peuples appliquée à l'histoire du peuple romain*; *La ville des expiations*; *Élégie générale*; *Dernier épilogue*. Avant de continuer l'impression de ces volumes, l'auteur s'est enfin décidé à publier une édition générale de ses compositions, sous le titre de: 9<sup>e</sup> *Œuvres de M. Ballanche*, 1830-1831. Cette édition aura neuf volumes. Le premier, qui a paru en avril 1834, contient: *Préface générale*, dans laquelle l'auteur a fait entrer le commencement de l'ouvrage qui devait être intitulé: *La foi promise aux gentils*, et dont le but avait été de peindre l'état social à l'époque de l'établissement du christianisme; *Antigone*; *L'homme sans nom*; *Élégie*; *Fragments*. M. Ballanche a ajouté à ces fragments un morceau de haute politique sur le ministère du 8 août, considéré comme contraire à la sûreté de la monarchie. Les événements ont assez justifié l'opinion de l'auteur. Le second volume renfermera: *Essai sur les institutions sociales*; *Le vieillard et le jeune homme*. On trouvera dans le troisième, les *Prolegomènes*, ou première partie de la *Palingénésie sociale*; dans le quatrième, *Orphée*; dans le cinquième, *Formule générale de l'histoire de tous les peuples appliquée à l'histoire du peuple romain* (inédit); dans le sixième et le septième, *La ville des expiations*; *Élégie générale*; *Dernier épilogue*; dans le huitième et le neuvième, *Preuves*. Ce sont des citations importantes, et des dissertations ou des recherches sur diverses questions d'histoire, de

philologie et de littérature philosophique, toutes expressément relatives aux objets traités dans les sept autres volumes, et toutes conformes à la pensée primitive de l'auteur. Il adopte avec sincérité les croyances chrétiennes. Une sensibilité toute poétique, une mélancolie rêveuse, le font incliner invariablement vers une sorte de mysticisme; mais il ne s'y renferme pas d'une manière exclusive. Malgré son penchant pour les austères conceptions de l'antiquité, il sait être aussi un homme de notre siècle. Les grands intérêts de la société paraissent toujours présents à son esprit; le charme de son expression noble et antique, pour ainsi dire, provient surtout de ce sentiment d'une moralité religieuse et pure. A l'harmonie du style, se joint, chez cet écrivain, ce qu'on pourrait appeler l'harmonie platonicienne des idées. Il a conçu sa *Palingénésie sociale*, dont *Orphée* est un des grands tableaux, comme une épopée cyclique; le titre général qu'il a choisi lui a paru très propre à rappeler, par des idées de destruction et de régénération, la continuité nécessaire de l'ordre social, ou l'enchaînement progressif de nos coutumes souvent contraires, mais successivement légitimes. Pour les espérances cloîtrées, comme pour celles de la terre, tout se rattache soit au vieux dogme qui est devenu fondamental dans le christianisme, le dogme important de la chute et de la réhabilitation du genre humain, soit à l'opinion philosophique de la perfectibilité. Interrogeait-tout à tour les livres saints et les fictions éunapiques, tous les monuments des premiers âges, et réunissant de vastes connaissances philologiques et théologiques, M. Ballanche a été frappé de l'analogie qu'offraient à ses yeux le principe rationnel et le principe révélé: la *Palingénésie* a été le résultat de cette observation. Une même loi, selon lui, préside dans le sens philosophique, et dans le sens religieux, aux progrès de la civilisation réelle, et le titre de ses œuvres complètes pourrait être: *Identité du dogme de la réhabilitation du genre humain, et de la loi philosophique de la perfectibilité*. C'est souvent avec une simplicité solennelle, et d'une manière persuasive, qu'il reproduit ce qui, dans les doctrines secrètes, semble avoir concerné jadis l'histoire des divers âges, exécutant chaque une scène prescrite dans le drame de la vie sociale, dans cette perpétuelle initiation. La partie de la *Palingénésie sociale*, qui a pour titre *Formule générale*, est une exploration dans le passé, une fouille parmi ces ruines: les découvertes y ressemblent à celles des antiquaires. Aussi l'Allemagne et l'Italie, que les recherches de Niebuhr n'ont pas laissés indifférents, attendent-elles avec intérêt la publication des travaux de M. Ballanche. Les Italiens voient en lui un second Vico, et, chez les Allemands, son nom est déjà inscrit à côté de ceux des historiens de l'humanité, des Lessing, des Herder. Ne pouvant donner ici qu'une idée imparfaite du système de l'auteur, nous nous sommes bornés à reproduire l'idée qui lui sert de base, et nous nous sommes attachés à rappeler les éloges qui lui ont été accordés à juste titre. Cependant, pour exprimer notre pensée tout entière, pour mettre le lecteur en garde contre la magie du talent, et l'autorité qu'obtiennent aisément un auteur d'un esprit profond, nous ajouterons que l'on doit craindre que la vérité à laquelle l'écrivain se consacre n'apparaisse ainsi derrière un voile mystérieux. Chercher à saisir quelques traits de lumière dans le monde inaccessible, c'est une heureuse hardiesse; mais des systèmes ou cela soit nécessairement téméraires. Néanmoins cet inconvénient n'a pu ôter toute leur utilité aux écrits de Maître et des Saint-Martin. N'ayant rien de la bizarrerie du second, et possédant des vues encore plus étendues que le premier, M. Ballanche peut être comparé, comme nous l'avons dit, aux plus ingénieux de ces scrutateurs originaux dont s'honore l'insatiable Allemagne. Mais, toutefois, il faut observer à leur sujet, plus encore qu'à l'égard de l'auteur de la *Palingénésie sociale*, que ce sera toujours une autre témérité de prétendre rattachar savamment à la foi chrétienne la libre recherche du vrai. Cette recherche, cette philosophie est humaine, et la foi ne l'est pas. Rien de très durable, soit chez les Allemands, soit parmi

sons, ne peut résulter d'un tel amalgame, de cette fausseté qui caractérise notre siècle, partagé entre les idées anciennes et le développement actuel des lumières, entre l'esprit de routine et l'indépendance de la pensée. Quant à M. Ballanche, expliquant à l'imitation d'Odysse sur le mont Phéacé, l'hieroglyphe des institutions, ou la formule générale de l'histoire, et donnant les différents types, plébeien, aristocratique ou autre, les mots divers de l'énigme du genre humain en société, énigme qui, selon lui, est également celle des races appelées à la domination, il s'est fait avec beaucoup d'art l'interprète d'une haute conception antique : mais qui pourrait se flatter aujourd'hui de la connaître exactement ?

**BALLEROT.** Voyez CORA de BAILLÉROT.

**BANDTAIE** (GROSZES SWEKEL), savant philosophe et historien polonais, est né à Lublin le 25 novembre 1765. Après avoir fait ses premières études à Breslau, il alla les terminer aux universités de Halle et de Jena. De retour en Pologne, il passa plusieurs années comme instituteur dans la maison du grand-général Oszowski. Il voyagea ensuite en Russie, et revint de nouveau à Breslau pour y occuper la chaire de la langue polonaise. En 1811, enfin, il fut appelé à Cracovie, où il fut nommé professeur de bibliographie et bibliothécaire de l'université. Profondément instruit, versé dans la connaissance des langues mortes, et travaillant avec une activité prodigieuse, le savant Bandtkie tient une des premières places dans la république des lettres polonaises. Nous citerons ici ses principaux ouvrages : 1° *Historisch-critische arbeiten zur kund der ostern von Europa*, Breslau, 1802 ; 2° *Dictionnaire polonois-allemand-français*, Breslau, 1802 et 1806 ; 3° *Grammaire polonoise pour les Allemands*, 1808 ; 4° *Ueber die graphische wunde la Sclaven*, 1810 ; *Histoire de Pologne*, Breslau, 1820, 2 vol., une des meilleures qui aient jamais paru, selon l'opinion même du savant Lebwohl. — **BANDTKE** (Jean-Vincent), frère du précédent, né en 1783, est un de ceux qui ont rendu d'immenses services par les recherches faites sur la science du droit civil et criminel en Pologne. Il est aujourd'hui doyen de l'université de Varsovie.

**BAR.** Voyez COLLEGE de BAR, au Supplément.

**BARAGUAY** (THOMAS-PIERRE), né aux environs de Rouen, vers 1768, avec le goût le plus prononcé pour les arts, sentit de bonne heure que, pour les cultiver avec fruit, il fallait les étudier sur leur sol natal. Plus de cette idée, il fit deux fois le voyage d'Italie, et y trouva deux puissants moyens d'instruction : les chefs-d'œuvre qu'il avait sous les yeux, et ses liaisons avec les artistes les plus distingués de l'époque, dont les leçons orales complétaient celles des monuments. La nature, au reste, l'avait doué d'un goût sage et très pur. On récompensa bientôt son mérite en France, en le nommant contrôleur des bâtiments au Luxembourg. Il s'associa ainsi aux travaux de M. Chalgrin dans le rétablissement de ce palais, l'un des plus beaux ornements de la capitale. Il coopéra également avec ce même architecte à la reconstruction de l'Odéon, après son premier incendie. Son talent fut plus à même d'être remarqué, lorsqu'il devint architecte du palais du Luxembourg. C'est lui qui a exécuté la plantation et le percement de la grande avenue qui ouvre un si beau point de vue de la face du palais sur l'Observatoire. C'est aussi lui qui a fait exécuter, sur le plan qu'il en avait donné, l'isolement du palais du côté de l'ouest, où il a pratiqué une entrée correspondante à celle dite de la *cour de Fontaines*. Enfin il a rendu à la lumière, après les avoir arrachés à la poussière des magasins, une grande quantité d'ornements, de décors et de peintures qui, restaurés et assemblés avec goût, font un des plus beaux ornements de l'intérieur du palais. Il a terminé tant de travaux par la restauration actuelle de l'Odéon, et a rendu ce théâtre supérieur à ce qu'il était primitivement. Ceux qui connaissent les détails de cette construction, et les moyens donnés pour l'exécuter, savent qu'il eût été difficile d'y mettre plus de sèle, d'activité et de talent. M. Baraguay fut récompensé par la croix de la légion d'honneur. Il est mort à Paris, le 17 août 1820.

**BARANTE** (CLAUDE-IGNACE BARCÈRE de), d'une an-

cienne famille d'Auvergne, naquit à Riom, le 10 décembre 1758. Après avoir fait de brillantes études chez les pères de l'Oratoire, aux collèges d'Étié et de Juilly, le jeune de Barante se rendit à Paris, où il resta plusieurs années. Il revint ensuite dans sa province où il exerça une charge de magistrature jusqu'au commencement de la révolution. Il ne fit alors partie d'aucune assemblée législative, et resta même étranger à toute fonction pendant les premières années de cette régénération sociale. Son caractère modéré lui aurait donné peu de chances pour obtenir la faveur populaire ou un succès de parti. Lié dès sa jeunesse avec Adrien Duport et M. de Narbonne, ami intime de son compatriote M. de Montlosier, M. de Barante appartenait à l'opinion monarchique constitutionnelle. Pendant les jours de tyrannie révolutionnaire, il fut persécuté et mis en prison avec une foule d'autres hommes honorables. Rendu à la liberté, il passait sa vie tantôt à la campagne, tantôt à Paris, uniquement occupé de l'éducation de ses enfants. Lorsque le régime consulaire s'établit, soit hasard, soit plutôt que la sagesse et la modération des opinions de M. de Barante l'aient fait remarquer de quelques personnes influentes alors, il fut nommé, le 5 mars 1800, préfet du département de l'Aude. Il contribua avec sèle et bonheur à ce rétablissement de l'ordre public, qui honora à jamais le premier avènement du général Bonaparte. En 1802, l'installation de l'évêque fit éclater quelques troubles dans ce département, et la position du préfet parut être devenue difficile. Il fut alors transféré à la préfecture de Genève. C'était un théâtre qui convenait à un homme éclairé, de mœurs douces et polies, administrateur juste et régulier. M. de Barante se trouva en parfaite harmonie avec l'esprit des Genevois, et il sut adoucir pour eux leur réunion à la France, qu'ils subissaient avec obéissance, mais à regret. Tant que le gouvernement impérial se contenta d'être servi avec exactitude et discernement, dans l'intérêt du peuple et du souverain, de tels préfets devaient lui suffire ; malheureusement il n'en fut bientôt plus ainsi, et vers la fin de 1812, dans un de ces mouvements de préfets amenés en partie par ces serviteurs zélés et aveuglément dévoués, qui, pour en recueillir le bénéfice, ne connaissent, à aucune époque, ni de lois, ni de morale que les volontés du souverain, l'empereur disposa de la préfecture de Genève. Il n'y avait pourtant aucun reproche à faire à M. de Barante. On ne lui imputa rien : on ne le blâma d'aucune omission, d'aucune négligence ; mais il fut vaguement qu'on trouvait mauvais qu'il eût des égards pour Mme de Staël, alors exilée, et avec laquelle il avait eu constamment des relations de société. On lui reprochait aussi d'avoir eu la faiblesse de respecter certaines franchises municipales de la ville de Genève, stipulées dans le traité de réunion. M. de Barante était inconnu à l'empereur ; jamais il n'avait eu de relation avec ceux qui étaient montés aux premiers emplois de l'administration ou aux grandes charges de la nouvelle cour ; il avait toujours eu un besoin d'autre protecteur que de son administration à la fois probe et éclairée ; il se trompait ; aucun dédommagement ne lui fut donné. Après dix ans d'administration, il fut sa destitution dans le *Moniteur*, et ce fut chose finie. M. de Barante fut blessé d'être ainsi traité : ce sentiment était inévitable chez un homme d'honneur qui n'avait rien à se reprocher, et dont deux fils avaient péri aux armées. Il se retira à la campagne ; mais depuis plusieurs années sa femme n'existait plus ; la vie lui devint ennuyeuse et amère. Les malheurs de la France au commencement de 1814, l'invasion étrangère qui pénétra jusqu'à sa paisible retraite, achevèrent de briser son cœur souffrant. Il tomba malade, et mourut à sa terre de Barante, le 30 mai, avant d'avoir entrepris la restauration. M. de Barante aimait les lettres : c'était depuis plusieurs générations un goût héréditaire dans sa famille ; son style était à la fois élégant et pur. Il a publié : 1° *Introduction à l'étude des langues, ou leçons de grammaire générale à l'usage des enfants*, Riom, 1791, in-12 ; 2° *Éléments de géographie*, Riom, 1796, in-12 ; fort bon livre qui a été réimprimé plusieurs

fois; la dernière édition est de 1831: 3<sup>e</sup> *Essai sur le département de l'Aude, adressé au ministre de l'intérieur*, Carcassonne, 1802, in-8°; 2<sup>e</sup> édition, Paris, 1803; 4<sup>e</sup> *Observations sur les états de situation du département de l'Aude*, Paris, 1802, in-8°. Dans le commencement de la révolution, M. de Barante avait fait insérer parfois, sans se nommer, des articles fort sages dans l'*Indicateur*, l'*Historien* et la *Décade philosophique*. Il a encore fourni à la *Biographie universelle* les articles de Bèze, de Calvin, et du chancelier Duprat. Enfin il a donné une édition des *Maximes*, avec un discours préliminaire intitulé : *Examen du principe fondamental des Maximes de La Rochefoucault*, Riom, 1798. En résumé, M. de Barante fut un homme éclairé, un citoyen utile, modeste et vertueux; mais dédaignant de lui-même, sans ambition, et qui n'a pas su faire paraître tout ce qu'il valait.

BARANTE (AMABLE-GUILLAUME-PROSPER BRICQAR, baron de), pair de France, né à Riom, le 10 juin 1783. Après avoir été élève de l'école polytechnique, il se destina à l'administration publique, et en fit l'apprentissage dans les bureaux de la préfecture de son père, puis dans ceux du ministère de l'intérieur. Il cultivait aussi les lettres, et, dès cette époque, il faisait insérer des articles dans le *Publiciste* et dans la *Décade philosophique*, le meilleur et le plus consciencieux des recueils politiques et littéraires que la France ait jamais eus. En 1806, M. de Barante fut nommé auditeur au conseil-d'état, et après avoir pris part pendant quelques mois aux travaux de la section de l'intérieur, il reçut diverses missions pour l'Espagne, l'Allemagne et la Pologne. L'année suivante, il fut envoyé comme sous-préfet à Breussière, département des Deux-Sèvres; c'est pendant son séjour dans ce département qu'il se lia avec M<sup>me</sup> de la Rochejaquelein, et qu'il travailla à la rédaction des *Mémoires* de cette dame, si remarquables par la simplicité du style et par l'intérêt des événements. En 1809, on le nomma préfet de la Vendée. Le 26 novembre de la même année, l'empereur signa son contrat de mariage avec M<sup>lle</sup> d'Houdetot, fille du comte lieutenant-général de ce nom et peti-te-fille de M<sup>me</sup> d'Houdetot, si célèbre par son esprit, sa douceur, et par ses liaisons avec J.-J. Rousseau et Saint-Lambert. C'est dans ce temps que M. de Barante publia son ouvrage sur *La littérature française pendant le dix-huitième siècle*, qu'il avait composé pour un concours ouvert par l'institut. L'auteur n'obtint pas le prix; mais les suffrages du public attestèrent bientôt du mérite de cet écrit. En 1813, il passa à la préfecture de la Loire-Inférieure, et s'y trouva placé presque aussitôt dans les circonstances difficiles qui résultèrent successivement de la chute de l'empire, et de son rétablissement momentané en 1815. Au 20 mars de cette même année, il résignait, aussi longtemps qu'il lui fut possible, l'ordre public et l'obéissance au gouvernement du roi, et il donna ensuite sa démission, déclarant que ses serments ne lui permettaient pas de continuer ses fonctions. Trois mois après, à la seconde restauration, M. de Barante fut nommé conseiller-d'état et secrétaire-général du ministère de l'intérieur. A cette époque, ce ministère était rempli par interim par M. Pasquier, garde-des-sceaux, circonstance qui ajoutait à l'importance des fonctions du secrétaire-général. Lorsque le duc de Richelieu et M. le comte Decazes formèrent un nouveau ministère, M. de Barante, ayant pu avoir l'assurance que cette administration se proposait de suivre des voies constitutionnelles et des principes de modération, n'hésita point à s'y associer, et il eut le portefeuille de l'intérieur en attendant l'arrivée de M. de Vaublanc. On le nomma ensuite directeur-général des contributions indirectes. Il apporta dans cette administration des formes plus douces et plus de justice que son prédécesseur; il se fit chérir de ses subordonnés et estimer des contribuables. Deux départements, celui du Puy-de-Dôme et celui de la Loire-Inférieure, l'avaient élu membre de la chambre des députés, où il vota constamment avec cette honorable minorité qui vit s'illustrer dans son sein MM. Boyer-Colillard, Pasquier et De Serres, qui étaient déjà ses amis ou qu'il devint. Le 28 novembre 1815, il refusa victorieusement la proposi-

tion de M. Hyde de Neuville, tendante à suspendre l'institution des juges, et dans les jours suivants, notamment le 25 décembre, M. de Barante, en qualité de commissaire du roi, défendit le budget, et eut à rétablir par de longues discussions toute la législation des contributions indirectes, abrogée par un acte illégal des cent jours. L'ordonnance du 5 septembre, qui prescrivait de nouveau l'âge de quarante ans pour l'élection des députés, rendit M. de Barante inéligible pour les sessions de 1817 et de 1818; mais il continua à prendre part, comme commissaire du Roi, aux discussions de finances. Le maréchal Gouvion-Saint-Cyr l'associa aussi à la défense de la loi de recrutement, dont il avait rédigé la partie administrative, et il soutint que la Charte donnait au Roi le droit de nommer à tous les emplois civils ou militaires. Plus tard, il défendit le monopole du tabac, et parvint à faire adopter le projet de loi qui ordonnait la fabrication et la vente exclusive de cette denrée au profit de l'état. Le 5 mars 1819, M. de Barante fut compris dans le nombre des soixante pairs que crea le ministère Decazes. Dans cette nouvelle position, il vota encore avec les amis des libertés publiques. Il combattit avec succès la proposition de M. le marquis Barbe-Marbois, qui voulait faire substituer une autre peine à celle de la déportation, et dans la discussion du projet de loi relatif à la répression des crimes et délits de la presse, M. de Barante défendit l'article 8, portant que tout outrage à la morale publique et religieuse sera puni d'un emprisonnement et d'une amende. Mais il eut soin de déclarer qu'il regardait comme inutile le mot *religion* que quelques pairs voulaient voir introduire dans cet article, et il combattit le système de ceux qui croyaient que la Charte avait voulu, dans les articles 6 et 7, établir la prééminence de la religion chrétienne, et la déclarer religion dominante. Lorsqu'après la retraite de M. Decazes et le changement de la loi d'élection, le ministère voulut se choisir de nouveaux alliés, et imprimer à la marche des affaires une direction opposée, M. de Barante dut être éloigné du conseil-d'état et de l'administration, et il partagea, en effet, le sort de MM. Boyer-Colillard, Camille-Jordan et Guizot. On lui offrit en dédommagement l'ambassade de Danemarck, mais il ne l'accepta pas. Depuis cette époque jusqu'au moment actuel (juin 1830), sauf le court intervalle du ministère de M. de Martignac, M. de Barante s'est associé à la lutte constante, quelquefois couronnée de succès, que l'opposition a soutenue contre les ministères que nous avons vu se succéder: opposition où ont figuré MM. le duc de Broglie, les comtes d'Artois, le général Decazes, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr et tant d'autres, et qui a souvent compté pour alliés les débris du ministère Richelieu, puis enfin l'illustre auteur du *Genie du christianisme*. En 1824 et dans les années suivantes, M. de Barante publia son bel ouvrage de *l'Histoire des ducs de Bourgogne*, dans lequel il a eu pour but de reproduire l'esprit et la vie des chroniqueurs français, à l'époque où, pour la première fois, la langue française fut employée à peindre dans l'histoire les hommes, les faits et les passions politiques. Cette histoire déterminait les suffrages de l'académie française en faveur de son auteur, qui en fut élu membre en 1828, en remplacement de M. le comte Desèze. M. de Barante, qui s'est acquis une juste célébrité comme administrateur, comme écrivain aussi élégant que spirituel, et enfin comme homme d'état, a publié: 1<sup>o</sup> *De la littérature française pendant le dix-huitième siècle*, Paris, 1809, 1 vol. in-8°, sans nom d'auteur; ouvrage où l'on remarque des aperçus très heureux, des vues sages et philosophiques, et une connaissance approfondie du sujet; mais où l'on trouve aussi des défauts qui paraissent avoir été relevés avec justice par M. Garat. La seconde édition est de 1810 et également anonyme; la troisième, augmentée d'une préface, est de 1823, in-18; et la quatrième de 1824, in-8°. Une réimpression avait eu lieu à Londres en 1814. 2<sup>o</sup> *Des divers projets de constitutions pour la France*, Paris, 1814, 1 vol. in-8°; écrit politique que l'auteur n'avait point destiné à l'impression, et qui fut publié sans son consentement et en son ab-

seur. M. de Barante en arrêta la publication dès qu'il reconnut qu'on avait altéré complètement divers passages. 3<sup>e</sup> *Mémoires de madame de Larochefoucauld*, Paris, 1815, 1 vol. in-8<sup>e</sup>; 4<sup>e</sup> *Des communes et de l'administration*, Paris, 1821, 1 vol. in-8<sup>e</sup>. Une partie de l'édition a été revêtue par le libraire du titre de seconde édition; la véritable, fort augmentée, n'a été donnée par l'auteur qu'en 1829. 5<sup>e</sup> *Traduction des œuvres dramatiques*, Paris, 1821; faisait partie des chefs-d'œuvre des théâtres étrangers, etc.; 6<sup>e</sup> *Histoire des ducs de Bourgogne de la maison de Valois* (1364-1577), Paris, 1824, 13 vol. in-8<sup>e</sup>; 7<sup>e</sup> édition, 1825, 2<sup>e</sup> vol. in-12; avec un atlas, Paris, 1825, in-8<sup>e</sup>; 8<sup>e</sup> édition, in-8<sup>e</sup>; 4<sup>e</sup> édition, 1826. On doit encore à M. de Barante, outre les articles de la *Décade philosophique* et du *Publiciste*, une *Notice sur mademoiselle Aïné*, imprimée au tête des *Lettres de madames de Fillars, etc.*, et de *mademoiselle Aïné* (1805); d'excellentes notices dans la *Biographie universelle*, outre autres celles de Bossuet, de Froissart, de d'Elbeuf, etc.; une *Notice sur Allan Canningham*, imprimée au tête du roman intitulé: *Marguerite de Lindsay*; l'article *histoire* dans l'*Encyclopédie moderne*, et quelques articles dans le recueil intitulé: *la Revue française*.

**BARBACENA** (le marquis de), plus connu sous le nom de FELIXANTO CALDEIRA BRANT, est né au Brésil, et fut élevé en Portugal, où il entra dans la marine militaire en qualité d'aspirant; il quitta ensuite ce service pour passer dans les troupes de terre, et parvint assez rapidement aux grades supérieurs. En 1820, il commandait à Bahia, et voulut empêcher la garnison et le peuple de faire éclater leur adhésion à la révolution qui venait de s'opérer en Portugal; mais tous ses efforts furent inutiles, les troupes tirèrent sur lui, et il ne dut son salut qu'à la fuite. Bientôt convaincu que le parti constitutionnel l'emporterait infailliblement, il chercha à se réconcilier avec lui; mais deviné d'ambition, et nourrissant une haine irréconciliable contre la mère-patrie, il chercha à engager les chefs du parti à proclamer l'indépendance du Brésil, mais en vain, car à cette époque l'influence des Portugais était la plus puissante à Bahia, et les créoles mêmes n'étaient encore occupés que des moyens d'assurer la liberté dont ils étaient redevables à la révolution commencée à Porto et terminée à Lisbonne. M. Caldeira Brant quitta alors le Brésil, vint en Europe, et résida à Londres et à Paris, en attendant l'explosion qu'il prévoyait au Brésil, et à laquelle il contribua de tous ses moyens en favorisant, par ses intrigues à Londres, le projet de séparation du Brésil, projet conçu par la famille des Andrada (voyez ce nom), dans la province de Saint-Paul. Aussitôt qu'il apprit la résolution de don Pedro de se faire proclamer empereur du Brésil, il s'y rendit, et fut accueilli avec la plus grande faveur par le nouveau monarque, qui le combla de bienfaits, le créa d'abord vicomte, et plus tard marquis de Barbacena. En 1825, il remplissait à Londres les fonctions d'agent toléré, mais non accrédité près cette cour, et, après avoir contracté un emprunt pour le compte du gouvernement brésilien, il retourna en Amérique; il y fut employé dans les commandements militaires, et fit une campagne malheureuse en qualité de général en chef de l'armée brésilienne contre les forces des patriotes de la rive orientale de la Plata. Rappelé à Rio Janeiro, il n'a plus été employé que dans la diplomatie, et a été chargé de plusieurs missions confidentielles à Londres et à Vienne. Ayant, en 1829, accompagné la jeune reine de Portugal, dona Maria II, qui son père envoyait en Europe pour se conformer aux vœux de l'empereur d'Autriche et du cabinet britannique, le marquis de Barbacena apprit à Gibraltar, où la frégate brésilienne sur laquelle il se trouvait relâcha, que don Miguel, au lieu d'obéir à son frère et de gouverner le Portugal en qualité de régent, se disposait à usurper le trône, et que cette conduite avait excité le mécontentement général et fait éclater à Porto une insurrection en faveur de la reine dona Maria. Il trouva à Gibraltar un agent chargé par la légation brésilienne à Londres de l'engager à conduire dona Maria en Angleterre; il s'y dé-

cida sur-le-champ; mais bientôt le mauvais succès de l'insurrection de Porto, et la conduite inconcevable du gouvernement britannique à l'égard de la reine légitime, et l'appui réel que cette puissance paraît avoir donnée à l'usurpateur de sa couronne, firent que le marquis de Barbacena se contenta avec lord Aberdeen une correspondance dans laquelle il s'est en vain efforcé d'obtenir l'appui de l'Angleterre en faveur de la reine légitime de Portugal, ou du moins la plus stricte neutralité de la part de l'Angleterre, et l'abandon du projet inique de faire consentir don Pedro au mariage de sa fille avec don Miguel. Cette correspondance, qui sera un jour publiée, paraît devoir porter atteinte à l'honneur du ministère britannique. Lord Aberdeen a poussé l'oubli des convenances au point de refuser de reconnaître au marquis de Barbacena un caractère diplomatique, et d'employer envers lui un ton de venance, bien que peu de jours auparavant il eût proposé à ce foudré de pouvoirs de don Pedro une négociation relative à l'arrangement définitif des différends entre cet empereur et son frère don Miguel. Au mois d'août 1829, le marquis de Barbacena, d'après les ordres de son souverain, s'embarqua sur une frégate brésilienne avec la jeune reine de Portugal, qu'il mena à Rio-Janeiro. Peu de temps après son arrivée, il fut nommé ministre des finances. Avant son départ d'Angleterre, il s'était rendu à Paris, et avait pris part aux négociations relatives au mariage de l'empereur don Pedro avec la fille du prince de Leuchtenberg.

**BARBAROUX** (CHARLES-OSÉ), né à Marseille le 16 août 1792, fils de Charles-Jean-Marie Barbaroux, député à la convention nationale, l'un des vingt-deux proscrits au 31 mai. Il fit ses premières études au lycée français de Paris (collège de Louis-le-Grand), où se trouvaient réunis, sous la république consulaire, une foule de jeunes gens dont les noms rappelaient toutes les époques de la gloire nationale. Il termina ses classes au lycée de Marseille, dont il fut un des fondateurs, et passa de là à l'école de droit d'Aix en Provence. La première restauration le surprit au moment où il finissait ses études. Nommé dans les cent jours, au parquet de Marseille, il n'occupa cependant point ce poste. Après la seconde restauration, il consacra quelques temps à se former aux habitudes du barreau, dans l'étude de M<sup>e</sup> Thomas, avocat à Marseille, et vint se fixer près la cour royale de Nîmes, où, dès son début, il eut à lutter avec les auteurs des troubles de cette ville en 1815. Lors de la fameuse pétition de M. Madiet-Montjeu à la chambre, M. Barbaroux en rédigea une autre au nom de quinze familles de Nîmes, qui toutes avaient eu quelqu'un de leurs membres massacrés en juillet 1815, et dans lesquelles le défaut de constatation de ces décès suspendait l'exercice des droits civils pour des veuves, des mineurs, des héritiers. Cette pétition ne fut pas discutée à la chambre elle aurait peut-être valu quelque réputation à son auteur; elle fut imprimée dans la *Bibliothèque historique*, et elle alla s'ensevelir dans les cartons de M. de Serres, alors ministre de la justice. Le résultat le plus positif qu'elle eut fut d'entourer son auteur de hautes puisances actives. Attaqué deux fois la nuit, exposé sans cesse à une lutte de partis pour laquelle son caractère franc, mais doux, est peu fait, M. Barbaroux résolut d'aller chercher le repos à Paris. Là il cultiva les lettres, et se livra aux études industrielles. Il écrivit dans le *Producteur*, dans l'*Encyclopédie moderne*. En 1824, il publia un *Résumé de l'histoire des États-Unis d'Amérique*, dédié au général Lafayette, qui eut quatre éditions. Lors du voyage national de ce dera ce aux États-Unis, M. Barbaroux donna un *historique de ce voyage*, de société avec M. Lardier, homme de lettres, son ami. Ce fut aussi avec ce littérateur qu'il composa en six semaines les *Mémoires d'un sergent*; c'est le premier de ces nombreux pseudonymes qui depuis ont inondé la littérature. Celui-ci révélait quelques faits curieux que jusqu'alors étaient demeurés ignorés; il fut traduit en anglais et en allemand. Depuis lors M. Barbaroux a concouru à diverses publications, et a écrit dans les journaux constitutionnels. Il s'occupe maintenant d'une histoire de la révo-

lution, qui sera d'autant plus curieuse que son auteur, familier avec cette époque, a eu occasion de voir de près presque tous les hommes encore vivants qui y ont pris part, et qu'il a connu la plupart de ceux morts depuis vingt ans. M. Barbaroux a encore publié, en 1822, la seconde partie des mémoires de son père, dont le manuscrit avait été sauvé avec celui des *Œuvres de madame Roland*, par feu Rose de l'Institut. Rose les avait cachés dans le creux d'un vieux chêne, dans la forêt de Montmorency, d'où il les tira à son retour d'un voyage en Amérique. Une ordonnance du roi, du 31 août 1830, a nommé M. Barbaroux procureur-général à la cour royale de Pondichéry.

**BARBÉ DE MARBOIS** (MARTIN), frère du pair de France, président de la cour royale de l'île de France, premier président de la cour des comptes, était président de l'assemblée coloniale, en 1797, quand les agents du directoire, Bacot et Bumeil, arrivèrent dans la colonie. Leur mission était semblable à celle des autres commissaires qui avaient porté la désolation dans Saint-Domingue. L'agitation fut au comble. L'assemblée coloniale se concerta avec le gouverneur-général Malartic et avec le contre-amiral Sercey. Ce concert entre des hommes de courage et d'une grande capacité sauva la colonie. Il fut résolu qu'on déporterait les agents à Manille. L'acte de leur expulsion, signé par tous les habitants et par M. Barbé de Marbois, leur fut notifié au nom de l'assemblée coloniale : mais en mer les agents persuadèrent à l'équipage du *Moucaou* de les ramener en France, au lieu de les transporter à Manille. M. Barbé de Marbois présidait la cour d'appel de l'île de France, lorsqu'à la fin de 1810 les Anglais s'emparèrent de cette colonie. Il se disposait à cesser ses fonctions de président sous cette nouvelle domination, quand il fut retenu par les vœux de sa compagnie et les instances des habitants. Il y est mort, le 4 février 1830, dans un âge très avancé, après soixante ans de séjour dans cette île, où il a laissé les plus honorables souvenirs. Une notice nécrologique sur la vie de ce magistrat se trouve dans la *Gazette de l'île de France*, de Port-Louis, 8 février 1830.

**BARDOZZI.** Voyez BARDOSSI.

**BARNI** (CAMILLE), savant compositeur et habile violoncelliste, est né à Côme, le 18 janvier 1762. A quatorze ans, il commença l'étude du violoncelle, sous la direction de son grand-père, David Rouchetti. Il reçut ensuite des leçons de Joseph Gadgi, chanoine de la cathédrale de Côme. Il quitta son pays à l'âge de vingt-six ans, et vint remplacer le second violoncelle au grand théâtre de Milan. Il resta treize ans dans cette ville, dont huit chez le comte Inghisati, protecteur éclairé des artistes. Après la mort du premier violoncelle, arrivée en 1791, il joua le *solo* du grand théâtre de la Scala. En 1799, il étudia la composition sous Ambrosio Minoja. Il se fit connaître en Italie par quelques quatuors, et prit le parti de venir à Paris, où il s'est fixé depuis 1802. En 1803, il donna un concert au théâtre Olympique, et joua avec succès un concerto de violoncelle de sa composition. Il a publié trois œuvres de quatuor pour violon, alto et violoncelle : le premier est dédié au prince de la Paix, et le second à M<sup>me</sup> Larcher, célèbre violoniste ; six trio pour violon, alto et violoncelle, dédiés à son élève M. Payolle ; six duo pour violon et violoncelle, dédiés au même ; deux thèmes d'airs italiens, avec variations, pour violon et violoncelle ; six romances françaises : douze ariettes italiennes, dédiées à M<sup>me</sup> Lenoble et à M<sup>me</sup> Lefèvre ; quatre ariettes italiennes, dédiées à M<sup>me</sup> Rouzi de Begnis ; scène et duo, paroles de Metastase, dédiés à M<sup>lle</sup> Blangini ; huit nocturnes en canons, à deux voix, dédiés à Ferd. Paër, et enfin huit nocturnes à deux voix, dédiés à Cherubini. M. Barni a en manuscrit onze quatuors pour deux violons, alto et basse ; quatre concertos de violoncelle, dont deux, exécutés par lui dans les concerts, ont été très applaudis ; et, en musique religieuse, un *Kyrie* et un *Gloria*, à quatre voix, avec accompagnement de piano.

**BARON** (PIERRE-ALEXIS), ingénieur et botaniste, né à Castelnaud-Moustratier, département du Lot,

en 1784. Il perdit son père à l'âge de quatre ans. Ses autres parents l'envoyèrent faire ses études au collège de Cahors. Il y montra un goût décidé pour le dessin, et nul penchant pour la préture à laquelle on le destinait. Trompé dans leur attente, et la modicité de son patrimoine ne leur permettant pas de le laisser s'adonner plus long-temps à des études suivies, ils lui persuadèrent qu'il devait aller chercher fortune dans les colonies. Un officier français, qui servait dans les troupes américaines, se chargea de le conduire au Cap-François, où son régiment était en garnison, et lui promit de le placer très avantageusement. Arrivé au Cap, cet officier, ayant appris que sa femme avait changé de résidence, partit pour aller la rejoindre sans en prévenir son protégé, qui n'avait que seize ans. Frappé comme d'un coup de foudre par un abandon si inopiné, ne sachant que devenir, le jeune Baron chercha à se placer dans quelque habitation autour de la ville. Le hasard le conduisit chez un ancien ingénieur retiré du service, qui l'accueillit avec bonté. Il trouva là des livres, des instruments, des plans, des cartes géographiques, et se livra avec passion à l'étude des mathématiques et du dessin. Dirigé par les soins de son bienfaiteur, il se trouva, placé au bout de deux ans, en qualité de dessinateur, au bureau du génie du Cap-François. Il s'y fit remarquer par l'exactitude et la célérité de son travail, et fut aussitôt employé par le comte d'Emery, gouverneur-général de la colonie. Quelque temps après il fut choisi par le comte de Choiseul et don Garcias, commissaires nommés par les cours de France et d'Espagne pour tracer la frontière entre la partie française et la partie espagnole de Saint-Domingue, pour les aider dans cette opération. Ce travail dura un an, et il fut récompensé du zèle avec lequel il l'exécuta par la place d'arpenteur particulier du Cap, qui lui fut adjugée en 1780. Il conçut alors l'idée de la formation d'une carte générale et cadastrale de Saint-Domingue, à laquelle il a travaillé à diverses reprises pendant vingt ans, et il l'a faite sous l'autorisation du gouvernement. En 1786, il fut appelé à faire partie du *certes des philadelphes*, académie établie sous ce nom à Saint-Domingue, et en 1788 il fut nommé par le gouvernement, arpenteur principal de la colonie. Il publia en 1790 le prospectus d'un ouvrage statistique sur Saint-Domingue, faisant suite à la carte générale. Ce prospectus fut imprimé au Cap-François. La révolution de Saint-Domingue l'ayant forcé de suspendre ses travaux pour concourir à la défense de la colonie, il fut nommé, le 14 septembre 1791, par le général Blanchelande, ingénieur en chef de l'armée destinée à combattre les indigènes révoltés. Ses concitoyens lui avaient déjà donné une marque de leur estime, en le nommant membre de l'assemblée provinciale du nord : les principes politiques qu'il annonça dans cette assemblée, tendant à réunir tous les colons avec tous les hommes libres, dans l'intérêt de la défense du pays, lui attirèrent des persécutions de la part de ceux qui ne cherchaient qu'à prolonger les troubles. Il s'élevait à ce sujet des discussions polémiques, où il figura, soit dans la *Gazette du Cap*, dont il fut le principal rédacteur pendant 1791, soit dans des opuscules séparés, publiés sous différents titres. Revenu en France en 1793, après avoir perdu toute la fortune qu'il avait si péniblement acquise, il concourut pour une place de professeur d'histoire naturelle à l'école centrale du département du Lot, qui lui fut adjugée par le jury d'instruction. Le ministre ayant conçu dans la suite le projet d'un cadastre général de la France, l'appela au sein de la commission, pour y délibérer sur ce sujet. Il fut nommé successivement ingénieur-vérificateur du cadastre dans les départements du Lot, du Tarn-et-Garonne et de la Haute-Vienne. M. Baron a exécuté dans ces contrées des travaux considérables, qui lui méritèrent l'approbation du gouvernement, et il fut cité dans le rapport général sur les travaux exécutés, comme le géomètre qui avait mis le plus de perfection dans ses ouvrages. C'est pendant son séjour à Montauban, en 1809, qu'il fut nommé membre de la classe des sciences de l'académie du département de Tarn-et-Garonne. Admis à la retraite en 1814, il s'occupait

d'un *Traité sur la botanique*; et publié en 1823, la *Flore des départements méridionaux de la France*, et particulièrement de celui de Tarn-et-Garonne, Montauban, 1 vol. in-8°. Lors de la reconnaissance de l'indépendance de la république d'Haïti par le gouvernement français, et de l'indemnité accordée aux colons, ces derniers ont eu recours à la carte générale de ce pays, dont il est possesseur, pour constater leurs droits. Les extraits de cette carte qu'il a délégués, ainsi par la commission de liquidation, ont été, pour la plupart des colons, le seul titre qu'ils ont pu se procurer pour prouver la justice de leurs réclamations.

**BARON DE MONTBEL.** Voyez MONTBEL, ou Supplément.

**BARQUIER (JOSEPH-DAVID)**, général de brigade, naquit, le 5 juin 1757, à Antibes, département du Var. Il entra jeune dans la carrière des armes, et fut lieutenant au 74<sup>e</sup> régiment de ligne le 15 septembre 1781. Le 17 juin 1792, il obtint la croix de Saint-Louis, et fut nommé capitaine au 7<sup>e</sup> régiment le 26 avril 1793, adjudant-général-lieutenant-colonel le 3 septembre 1795, et colonel le 3 février 1796. Il fit avec distinction les premières campagnes de la révolution. Employé à l'armée de Saint-Domingue, il fut promu au grade de général de brigade, le 28 germinal an 10, par ordre du général Leclerc. En 1808, il commandait Saint-Domingue lorsque les révoltés, qui avaient mis en déroute, dans les plaines de Seybo, six cents braves sous ordres de Ferrand, voulurent s'emparer de cette place. La garnison, que la mort de ce dernier général avait découragée, n'avait plus que pour quarante-cinq jours de vivres, et ne pouvait, par suite d'un embargo, retirer aucune ressource des États-Unis. De plus, les bâtiments anglais interceptaient jusqu'au moindre canon, tandis que d'un autre côté ils favorisaient les insurgés par tous les moyens qui étaient en leur pouvoir. Le général Barquier ne se laissa pas intimider par tant d'obstacles; il prit toutes les mesures nécessaires pour résister aux efforts de l'ennemi. Secouru par le colonel Ausanne, les chefs de bataillon Vasson du 5<sup>e</sup>, Fortier du 89<sup>e</sup>, Repussard de la légion coloniale, Cottenet, Bulté et beaucoup d'autres officiers, il repoussa constamment les attaques des Espagnols, depuis le 17 novembre 1808 que le général Lamoignon lui fit la sommation de se rendre, jusqu'au 7 juillet suivant, époque à laquelle le manque absolu de vivres, l'impossibilité de s'en procurer, et la faiblesse de la garnison, le forcèrent à capituler. Revenu en France, en janvier 1810, le général Barquier fut confirmé, le 25 avril, dans son grade, nommé, le 21 juin, commandant du département de l'Ariège, et chevalier de la légion d'honneur le 26 août. Il commandait le département de l'Ombrone lorsqu'il fut employé, le 1<sup>er</sup> septembre 1812, au corps d'observation de l'Italie méridionale. Il fit encore les campagnes de 1813 et 1814, et fut mis à la retraite par décision du 9 septembre 1815.

**BARRILLON (JEAN-JOSEPH-FRANÇOIS-ALEXANDRE)**, négociant, député à la chambre des cent jours, né vers 1765 à Serres, département des Hautes-Alpes, d'une famille calviniste. Il fit à Bayonne ses premières études, les acheva dans sa famille, et, en 1782, il s'embarqua pour le cap Français. Là, son zèle, ses talents, sa bonne conduite lui valurent, à vingt ans, la confiance de la famille de M. d'Anglade, l'un des plus riches planteurs de l'île. Deux ans après, il obtint un intérêt dans la maison Hugues et Payrac. Bientôt M. Barrillon employa les fonds que lui avaient procurés son travail et ses économies à l'acquisition de l'habitation Filatte, qu'il fit de moitié avec M. Castet. A l'organisation du régime républicain dans Saint-Domingue, il fut nommé député à l'Assemblée de Saint-Marc. Le parti anti-national, qui voulait mettre la colonie sous le joug de l'Angleterre, trouva en lui un antagoniste d'autant plus redoutable que toute son éducation était dans son cœur. Bientôt les esclaves se révoltèrent; les Anglais, qui soufflaient dans les deux mondes le feu de nos guerres civiles, excitèrent cette révolte par des moyens que l'histoire ne connaît pas bien encore, et l'île entière

fut couverte de sang et de ruines. Dans ces graves conjonctures, M. Barrillon fut nommé commandant du quartier de Plaisance; il attaqua avec trois cents hommes une armée de vingt mille noirs, et la harcela pendant six mois. Ce digne citoyen, qui n'avait jusque-là servi sa patrie que par son industrie, se trouva tout à coup l'un des plus habiles capitaines armés pour sa défense. Il repoussa les nègres, et parvint à les rejeter hors des limites de son arondissement. Dans un des combats qu'il leur livra, il fut atteint d'une balle au bras droit. Forcé de quitter un pays où il ne trouvait pas la tranquillité que son courage avait essayé de lui assurer, il revint en France, se trouva au siège de Lyon, qu'il défendit contre la convention, et se retira dans les Hautes-Alpes à la fin du siège. Il y resta caché pendant le règne des terroristes; mais, en 1795, il vint se fixer à Paris, où il y établit une maison de banque. Le directeur ayant conçu ou feint de concevoir le projet d'une descente en Angleterre, M. Barrillon fut député près de lui, par la commune de Paris pour annoncer au gouvernement l'ouverture d'un emprunt destiné à faciliter cette entreprise. Lors de la rupture du traité d'Amiens, en 1803, des spéculations considérables le forcèrent de suspendre ses paiements. Cependant, loin d'imiter l'exemple qu'on a suivi si scrupuleusement depuis, et que montraient alors effrontément tant de négociants, de banquiers, d'agents de commerce, il se refusa à toutes les propositions qu'on lui fit, ne voulut accepter aucune remise, et paya, au bout de quatre mois, tous ses créanciers, en capital et intérêts. En 1811, il rendit à la ville de Paris le même service qu'il avait rendu à Saint-Domingue vingt ans auparavant. Capitaine d'une compagnie de la garde nationale parisienne, il se distinguait par un trait de courage et d'humanité que les journaux du temps ont célébré, et qui est allé s'engloutir dans la foule de tant de traits héroïques de cette époque. Le 30 mars, quatre cents hommes de sa légion, parmi lesquels se trouvait sa compagnie, se battaient depuis quatre heures du matin contre les divisions russes et prussiennes qui attaquèrent les barrières du Roule et de l'Étoile. Vers les quatre heures du soir, deux aides-de-camp du général en chef vinrent annoncer l'armistice conclu sur la butte Chaumont, sans néanmoins apporter les ordres exigés dans une pareille circonstance. M. Barrillon, jugeant dès lors que le sang français coulait inutilement, courut au camp ennemi, accompagné d'un tambour qui battait le rappel, traversant les boulets et la mitraille, pour porter la nouvelle de cet armistice. N'étant encore qu'à cent pas des siens, il fut entouré par une bande de escadrons qui le laissent bientôt libre, mais au milieu desquels il courut les plus grands dangers. Il parvint enfin à Neuilly, et son dévouement recut sa récompense. Le général russe donna sur-le-champ des ordres, et le feu cessa sur toute la ligne. Cependant ce ne fut qu'à la fin de 1814 qu'on nomma M. Barrillon chef de bataillon de la garde nationale. En 1815, le collège électoral du cantonnement de Gap le porta à la chambre des cent jours. Il y signala son attachement aux véritables principes constitutionnels. Cet excellent citoyen, négociant habile autant qu'intègre, ami de l'humanité, modèle des vertus de l'homme public et de l'homme privé, a été enlevé à la France, le 19 mai 1819, dans un âge où il pouvait longtemps encore espérer d'être utile à la société.

**BARTHELEMI (ACOSTA-MARQUELLE)**, jeune poète, dont le nom a acquis une juste célébrité dans le genre satirique, est né à Marseille vers 1795. Il a fait ses études au collège de Juilly, où, comme il le dit lui-même :

Rien ne lui révélait l'histoire de notre âge;  
Et la gloire présente; à ses yeux éblouis,  
Déroba bien long-temps les fils de Saint-Louis.

Il avait lu pourtant, dans mousieur le Ragois,  
Que la faveur du ciel nous conservait des rois.

Telles étaient les dispositions où la première édu-

cation et l'habitude avaient mis son esprit, lorsque la chute de Napoléon rétablit en France le trône des Bourbons. M. Barthélemy ne demanda aucune fonction publique; il conserva cette heureuse indépendance dont il a raison de se faire encore honneur aujourd'hui. Avant de quitter Marseille, il s'était déjà fait connaître dans le monde littéraire par une *Satire contre les capucins* et par d'autres poésies dans le même genre. Arrivé à Paris, il en publia quelques unes sous le voile de l'anonymat. Mais les premiers ouvrages qui commencèrent sa réputation furent : 1° *Épître à M. de Chabrol, administrateur des jeux de Paris*, 1825, in-8°; 2° *Les Adieux à Sidi Mahmoud*, 1825, in-8°; c'est une épître en réponse à celle que M. Méry avait adressée à cet envoyé de Tripoli pendant son séjour à Paris. Si l'opuscule de M. Barthélemy offre moins de gaieté, la couleur en est plus orientale, le style plus soigné. L'accueil favorable qu'avait reçu du public les deux épîtres, déterminés les deux auteurs à unir leurs travaux. Le premier fruit de cette heureuse et singulière alliance fut le recueil intitulé : 3° *Sidiannes, épîtres-satires* sur le dix-neuvième siècle, 1825, in-8°, avec cette épigraphe qui paraît avoir toujours été depuis leur devise :

*Mellius est ut scandalum oriatur  
Quam ut veritas taceatur.*

Pendant l'impression de ce recueil qui, outre les deux épîtres, contient la *Réponse de Sidi Mahmoud*, composée par les deux amis, M. Barthélemy publia : 4° *Les Grers, épître au Grand-Turc*, 1826, in-8°. Cet ouvrage, qui a obtenu plusieurs éditions, est un de ceux qui ont coûté le plus de travail à l'auteur. C'est moins la satire du gouvernement turc que le tableau piquant des mœurs politiques de l'époque en France. Cette épître et celle que M. Méry adressa dans le même temps à M. de Villelle, fit regarder les deux auteurs comme les créateurs de la satire politique et de la poésie d'opposition, genre dans lequel s'était cependant distingué Joseph Despaze vingt-cinq ans auparavant. Ils donnèrent peu de mois après : 5° *La Fillelode, ou la prise du château de Rivoli*, poème héroïque-comique, d'abord en quatre chants, 1826, in-8°, puis successivement augmenté de deux chants. Quinze éditions et plusieurs traductions en langues étrangères prouvent la vogue constante de ce poème plein d'esprit, de verve, de facilité, et de vers faits pour devenir proverbes. L'arme du ridicule y est dirigée avec une adresse influée contre M. de Villelle et les ministres, ses collègues, qui ont eu le bon esprit d'en rire, ou du moins la prudence de ne pas se mettre en guerre ouverte avec d'aussi malins adversaires. Le succès prodigieux de la *Fillelode* encouragea la muse des deux jeunes Provençaux. Elle enfanta successivement : 6° *Les Jésuites, épître à M. le président Seguier*, 1826, in-8°; 7° *Rome à Paris*, poème en quatre chants, 1826, in-8°; 8° édition, 1827, in-8°; c'est une satire contre le fanatisme, au sujet d'un arrêt inique, exécuté à Valence en 1826; 9° *Malagutti et Ratta, ou les deux ultramontains*, poème (sans nom d'auteur), 1826, in-8°, ouvrage reproduit en grande partie dans le suivant; 10° *La Corbiérade*, poème héroïque-comique en quatre chants, 1827, in-8°, quatre éditions; 11° *La Peyronnide, épître à M. de Peyronnet*, 1827, in-8°, trois éditions, satire moins piquante que le titre ne l'annonçait, et que ne le comportait le sujet; 12° *Une soirée chez M. de Peyronnet, scène dramatique*, 1827, in-8°, six éditions; 13° *Le Congrès des ministres*, scènes historiques, 1827, in-8°; cette satire, relative au coup d'état qui licencia la garde nationale de Paris, a eu huit éditions; 14° *La Censura, scène historique*, 1827, in-8°, trois éditions; 15° *La Bacriade, ou la guerre d'Alger*, poème héroïque-comique en cinq chants, 1827, in-8°, dix éditions; cet ouvrage, remarquable par une grande flexibilité de talent, et où sont signalés les motifs puerils du long et inutile blocus maritime d'Alger, prouve que l'imagination des deux auteurs s'était enrichie de tout le luxe de la poésie orientale; il leur servit d'au-

nonce et de transition pour un poème plus important dont ils s'occupaient déjà, et qu'ils interrompirent pour composer une dernière satire contre le ministère qu'ils avaient combattu avec tant de courage et qui venait enfin de tomber; 16° *Strennes à Villèle, ou nos adieux aux ministres*, 1827, in-8°, trois éditions; 17° *Napoléon en Égypte*, poème en huit chants, 1828, in-8°, 10° et 11° édition, 1829, in-18; c'est dans ce poème dont le sujet leur offrait un chant vierge, que M. Barthélemy et Méry ont déployé la supériorité de leur talent pour la poésie descriptive, et qu'ils ont dignement chanté les exploits de la grande armée et du grand capitaine. Le plan en est un peu vague, il manque d'unité et s'éloigne des formes régulières de l'épopée; mais les détails étincellent de verve et resplendent de beautés du premier ordre. Les auteurs crurent devoir en faire hommage aux membres dispersés de l'ancienne famille impériale. Ils en adressèrent des exemplaires à Rome, à Florence, à Trieste, à Philadelphie, et des réponses honorables récompensèrent leur souvenir. Tandis que M. Méry allait sur le sol natal rétablir sa santé usée par les veilles, M. Barthélemy se rendit à Vienne dans l'espoir de pénétrer jusqu'au jeune duc de Reichstadt, et de lui offrir un exemplaire de *Napoléon en Égypte*; mais les obstacles politiques que lui opposa un gouvernement ombrageux quoique paternel, l'empêchèrent d'être admis auprès du fils de Napoléon, malgré le bon accueil qu'il avait reçu du comte Dietrichstein, chargé de l'éducation du jeune prince. Il ne put même réussir à lui faire parvenir son ouvrage, et ne l'aperçut que par hasard au théâtre impérial. De retour à Paris après cette course aventureuse, dont on a voulu incriminer le motif et dénaturer le résultat, en représentant M. Barthélemy comme l'émissaire d'un parti séditieux, et en assurant qu'il avait obtenu une audience du duc de Reichstadt, le poète voyageur, malgré la distance qui le séparait encore de son ami, conçut et exécuta avec lui, au moyen d'une correspondance très active, le plan et les détails d'un petit poème dont l'idée lui avait été suggérée par les impressions qu'il venait de recevoir; 17° *Le fils de l'homme, ou Souvenir de Vienne*, 1829, in-8°, fut le produit de ce tour de force. Cet opuscule, d'environ trois cent cinquante vers, y compris une préface en profession de foi, ayant été ainsi et déposé au tribunal de police correctionnelle de Paris, M. Barthélemy, seul, en l'absence de son ami qui était encore à Marseille, fut cité devant ce tribunal comme prévenu d'attaque contre la dynastie royale, contre les droits que le roi tient de ses ancêtres, et de provocation à changer le gouvernement. Il prononça, devant ses juges, un discours de trois cent cinquante vers pour sa défense. Mais malgré l'impression que produisit son éloquent plaidoyer sur l'auditoire, malgré le talent de M. Merilhou, son habile avocat, il fut condamné, le 23 juillet 1829, à trois mois de prison et 1000 francs d'amende, et la cour royale confirma ce jugement par son arrêt du 7 janvier 1830. Plusieurs exemplaires de l'ouvrage prohibé furent détruits; mais au moyen des contre-façons qui en ont été faites, il en a paru un grand nombre. Les détails de cette affaire, les plaidoyers de la partie civile et celui du défenseur, ainsi que le texte du jugement, ont été publiés sous ce titre : 18° *Procès du Fils de l'homme, avec la défense en vers prononcée par M. Barthélemy*, etc., 1829, in-8°, trois éditions. La persécution ne découragea point la muse infatigable et patriotique de M. Barthélemy et de son ami. Ils ne furent pas les derniers à stigmatiser l'odieux ministère dont l'ineptie et le despotisme ont failli replonger la France dans l'abysses des révolutions; 19° *Waterloo. Au général Boursmont*, 1829, in-8°, n'obtint pas moins de vogue que les autres productions des mêmes auteurs, eut six éditions avant la fin de l'année. 20° *Épître à M. de Saintine, qui a bien voulu se charger de recevoir les épreuves d'un de nos ouvrages (sans nom d'auteur)*, 1829, in-8°; plaisanterie un peu énigmatique, expliquée en partie au moyen du glossaire alphabétique des termes techniques. M. Barthélemy, avant de se rendre en prison, a fait paraître : 21° *Mil huit cent trente, satire politique contre le ministère*, 1830,

10-5°, trois éditions; 11° *La bourgeoisie et la prison, épître* à M. Guillaud, *recruteur de l'enregistrement*, 1830, in-8°; cette prétendue épître, écrite à Sainte-Pélagie, est une plaianterie relative à la demande faite à l'auteur par ce complot, d'une somme de 1181 francs, pour arrêter et faire du procès, avec la faculté de se libérer de la moitié par six mois de détention au lieu de trois. M. Bartholémy préféra ce dernier mode d'acquiescement. Le dernier chant des deux jeunes bardes marseillais, dont l'un revenait de Marseille et l'autre sortait de prison, a été consacré à célébrer la grande semaine et le triomphe de la liberté; 12° *L'insurrection*, poème dédié aux Parisiens, 1830, in-8°, est déjà (10 septembre) à sa cinquième édition, quoiqu'il se remette un peu de la précipitation avec laquelle il a été composé. Tant d'ouvrages commandés par des circonstances imprévues, ont empêché M. Bartholémy et Méry de mettre la dernière main à un poème dont ils s'occupent depuis deux ans, intitulé : *Deux journées, ou l'acte de la révolution*. Le public, à qui leur inépuisable fécondité a procuré déjà de si nombreuses jouissances, attend avec impatience une *Épître à M. de Bellenoy*, qu'ils ont annoncée depuis plus d'un an. On croit que M. Bartholémy, dans un moment de loisir, s'est amusé à prendre part à la rédaction de la *Biographie des quarante de l'Académie française*, 1836, in-8°. Il a composé en outre une foule de petites pièces de vers qu'il n'a pas encore jugé dignes de voir le jour. Le style de ce poète et de son collaborateur (car dans leurs productions il est bien difficile de distinguer leur travail respectif) est de la bonne école. À la propriété, à l'énergie des expressions, qualité particulière aux écrivains marseillais, ils joignent la véhémence de Juvénal, l'insinuation de Gilbert et la causticité de Boileau. — Ce maître Bartholémy, qu'on ne confondrait pas avec le précédent, quand même il ne se distinguerait pas par le prénom d'Antoine, a publié : 1° *Recueil de poésies écrites sur les deux anniversaires de la naissance du duc de Bordeaux*, Paris, 1824, in-18; ouvrage que l'on voit dès d'abord une des premières productions de son esprit honnête; 2° *La tourbe libérale, ou la fable de l'impie*, poème, 1830, in-8°. Il est fâcheux pour la gloire et les intérêts de l'auteur que son ouvrage ait paru justement quinze jours avant le triomphe des doctrines contre lesquelles il avait exhalé sa sainte indignation.

**BARTHOLDY** (JACOB-SIMON), diplomate, né à Berlin. Ses parents, qui appartenaient au culte israélite, lui donnèrent une éducation analogue à la fortune dont ils jouissaient. Il s'attacha particulièrement à l'étude des langues, et partit de bonne heure à écrire avec facilité dans les quatre principaux idiomes de l'Europe; ceux même de l'Orient ne lui furent pas étrangers. Après d'autres études achevées, vers l'année 1796, à l'université de Königsberg, il se rendit en Grèce, où il eut la fantaisie de se faire dessiner et graver au milieu du *Ghetto*, par Gropius qu'il avait rencontré, et qui resta dans Athènes. Plus tard, se trouvant sur le territoire du pape, il imagina d'adresser à l'académie des Arcades, à Rome, un peu d'eau et de miel qu'il vint de prendre auprès de lui, et qu'il donna pour du miel de l'Hyèmette, pour de l'eau de la fontaine du Castille. Quoique ce ne fût pas de l'eau du Jourdain, la plaisanterie réussit, et on ne manqua pas de composer beaucoup de sonnets pour remercier les Muses de l'Attique de la part qu'elles avaient eue à cet événement. Ensuite Bartholdy abjura le loi de Moïse en faveur du protestantisme, le regardant, disait-il, comme beaucoup plus favorable au perfectionnement du genre humain que le catholicisme ou le judaïsme. C'est à Dresde qu'il reçut le baptême, sans rompre avec la plupart de ses parents; il paraît que cette conversion n'était ni un acte de fanatisme, ni même une suite de quelque calcul politique. Les malheurs de l'Allemagne commencèrent dès l'année 1807, à développer chez Bartholdy l'esprit de patriotisme qui le caractérisait depuis, et qui avait bien moins pour objet le progrès de la liberté parmi les Allemands, ou l'indépendance de l'Italie, que le succès de la lutte des anciens cabinets contre l'ascendant de la France.

Il alla de ville en ville propager la haine que les triomphes de Napoléon excitaient, surtout à Vienne, où on voyait avec tant de regret une partie de l'Allemagne s'affranchir pour toujours de la domination de l'Autriche. Admis comme officier dans les rangs de la ligue herminette, Bartholdy se distingua principalement au combat d'Egersberg; et ensuite, au moment même où on fit la paix, il rendit de grands services contre la France, comme historien de la guerre du Tyrol. S'il a donné une figure un peu trop héroïque à ses braves montagnards de l'Inn et de l'Eysach, cette exagération même entraînait dans ses desseins, qui étaient de changer en activité guerrière l'exaltation silencieuse dont les Allemands paraissent plus susceptibles, et de leur faire comprendre qu'une guerre toute nationale opérerait enfin peut-être ce que n'avaient pu leurs troupes réglées. En 1813, il dut au prince de Hardenberg un emploi dans la chancellerie de Prusse, et lorsqu'un armistice fut signé, il rédigea, sur l'organisation du landsturm, un édit, dont les dispositions étaient exécutoires en grande partie, mais qui n'en devint pas moins le signal d'un mouvement populaire pour profiter de l'affaiblissement de la France. Bartholdy suivit les alliés à Paris, en 1814. Il y resta peu de temps; en passant le détroit, pour se rendre à Londres, il se lia sur le paquebot avec le cardinal Consalvi, et ses rapports continuèrent jusqu'à la mort du pape. L'année suivante, les agents de la sainte-alliance envoyèrent Bartholdy à Rome, en qualité de consul-général prussien pour toute l'Italie. Il s'agissait d'observer ce qui se passerait dans les divers états de cette populeuse région qui venait d'être partagée, ainsi que plusieurs autres, sans beaucoup d'égards pour les espérances qu'on lui avait données. Plus tard il fut chargé d'affaires à Florence. La révolution tentée à Naples le laissa pas inactif; il écrivit contre les *carbonari*, avec une véhémence qui rappela combien il avait montré d'aversion pour toutes les sociétés formées librement dans l'intérêt public, à l'époque même où, dans leur propre intérêt, plusieurs gouvernements de l'Allemagne les avaient encouragées. On sait en Italie qu'il arriva à la ville de Saint-Marin d'avoir des démêlés avec le Saint-Siège; ils furent terminés principalement par l'intervention de Bartholdy. Il connaissait bien les Italiens, sous les rapports dont on s'occupait soigneusement à Vienne, ou à Laybach; il l'a prouvé, soit dans ses missions répétées, soit dans ses articles accueillis dans la *Gazette de Leipzig*, lorsqu'il fut chargé d'affaires en Toscane. Constant ami des arts, sobre, vigilant, infatigable et d'ailleurs expéditif en affaires, il était doué d'une grande mémoire, et d'une physiognomie qui annonçait de l'intelligence; mais il n'avait pas un extérieur imposant. Il aimait à former des collections de bronze, de terres émaillées, de vases étrusques, et on lui doit, à Vignolle, dans le pays de Modène, la conservation d'un morceau précieux d'architecture. Wolf, de Berlin, a exécuté le buste de Bartholdy au moment de sa mort, en 1826. Les ouvrages de ce diplomate, sont : 1° *Voyage en Grèce*, en 1803 et 1804, traduit en français par A. du C... Paris, 1807, 3 vol. in-8°, avec cartes et figures. L'auteur changea d'opinion sur les Grecs, et ne fut plus content de cet ouvrage de sa jeunesse. 2° *Guerre du Tyrol*; 3° *Vie du cardinal Consalvi*, Stuttgart et Tubingue, 1814, in-8°, avec le portrait du cardinal, un trait. Ce morceau biographique est estimé. Bartholdy a laissé inédit un *Traité sur les vices de couleur des anciens*, rédigé en français. Les gravures sont du dessinateur Ruspi, et du graveur Ruschewy.

**BASEDOW** (JEAN-BERNARD), controversiste et novateur, naquit à Hambourg, le 11 septembre 1735. Traité durement par son père, qui était un simple perroquet, il s'éleva; puis, étant entré au service d'un médecin de village, il en écouta les conseils, et revint dans la maison paternelle. On lui fit faire quelques études au collège de Saint-Jean; mais la sévérité des professeurs n'était point tempérée par des manières affables, et l'impatience naturelle de l'élève s'en accrut; non seulement il prit en aversion toute méthode lente et pédantesque, mais il devint violent, inégal, ou même bizarre dans son indépendance. Plus



sieurs fois des camarades de classe, moins pauvres et beaucoup moins intelligents, avaient eu recours à son aide pour leur travail, et lui avaient fait partager en échange des plaisirs qui, en altérant sa santé, lui donnaient même une assez mauvaise réputation. En 1744, les circonstances lui permirent de se rendre à Leipzig pour y étudier la théologie; mais il y suivit en même temps les leçons de Crusius, et il s'attacha aux recherches philosophiques. Lorsqu'il vit à quel doute elles le conduisaient, il se mit à leur opposer la lecture opiniâtre des livres sacrés, dont la *sublimité sacrée* devint bientôt chez lui une idée dominante; mais dès qu'il crut se sentir de la foi, il voulut, conformément à son caractère indompté, la raisonner à sa façon. Des principes très peu orthodoxes l'embarrassèrent d'autant moins que, sans jamais les abandonner par docilité, il en changeait aisément d'après cette ardeur d'investigation qui le caractérisait toujours. Il cherchait le vrai en théologie avec des dispositions toutes philosophiques d'ailleurs; mais, dans sa philosophie, il prétendait absolument rester théologien; ces vœux contradictoires en firent un écrivain plus singulier que vraiment utile, et, malgré le besoin de gloire qui l'animait, il ne put obtenir que de la célébrité. En 1749, il se chargea de l'éducation du fils d'un conseiller intime de Holstein. Il voulut que le jeune Quaslen apprit de lui le latin comme chacun apprend la langue de son pays; il publia même quelque temps après une dissertation à l'appui de ce système si plausible d'ailleurs. Ayant été nommé, en 1755, professeur de morale et de belles-lettres à l'académie de l'île danoise de Sorø, il publia cinq ans après, à Copenhague, un *Traité de philosophie pratique* qui contient d'excellentes observations sur l'éducation, et particulièrement sur celle des filles; mais qui, rempli de propositions erronées, selon les docteurs de l'église luthérienne, commença les longs démêlés de l'auteur avec les arbitres de la foi. Le comte Dannekiel, inspecteur de l'académie, priva Basew de sa place, et le relegua au gymnase d'Altona, sans que cela le dissuadât d'examiner de nouvelles questions les plus scabreuses de la théologie. Sa *Philalthea*, où il s'efforçait de tracer une limite positive entre les lumières de la raison et les objets révélés, lui attira de véritables persécutions: il y poussait la témérité jusqu'à entreprendre, disait-il, de purger le christianisme de plusieurs doctrines fausses ou corrompues, de faire rejeter de certains mystères, et de substituer à des dogmes abusifs, d'autres dogmes dont les fondements lui paraissaient plus sûrs. On ne permit l'impression de ce livre ni dans Hambourg, ni dans Lubeck: les magistrats en défendirent la lecture; et la populace, touchée du zèle qui faisait excommunier jusqu'à la famille de l'auteur, se mit en devoir de le lapider lui-même. A la vérité, il trouva des défenseurs, soit dans cette occasion, soit plus tard. On compte parmi ceux qui l'ont soustrait quelquefois aux fureurs populaires un ministre d'état, le comte Bernstorff, et même un prédicateur de la cour, J.-A. Cramer. Dans divers écrits de controverse, Basew eut à soutenir contre Winkler, Zimmermann et plusieurs autres, une lutte orageuse, mais dont il ne paraissait pas redouter les dangers; il défendait avec autant de hardiesse que de franchise, et souvent avec autant d'art que de vigueur, ses opinions qu'ensuite il ne s'abstint nullement de modifier lui-même. Les théologiens de l'Allemagne ne pouvaient revenir de leur pieux étonnement, ou de leur indignation, eu le voyant mettre en doute le dogme de la satisfaction du péché par la mort du Rédempteur, s'élever contre celui de l'égalité des trois personnes divines, et ne pas craindre enfin d'affliger les fidèles en écrivant contre l'éternité du châtiment réservé aux réprouvés. Cependant vers l'année 1767, long-temps après avoir cessé de donner des leçons, il parut abandonner ces disputes pour ne s'occuper désormais que de l'instruction publique: toujours ardent et plein de confiance en ses moyens, il ne désespérait pas d'opérer en cela une réforme générale dans l'Allemagne. En 1768, et durant les années suivantes, il proposa de nouvelles méthodes d'enseignement, ainsi que l'établissement d'une sorte d'institut normal pour que les maîtres, suf-

fisamment instruits eux-mêmes selon ses idées, s'y conformassent avec plus d'accord. Il demanda des souscripteurs pour le *Livre élémentaire*, accompagné de planches, qui allait contenir l'exposé de ses principes. Les frais devaient être de cinq mille écus; la souscription produisit le triple de cette somme: le roi de Danemark et l'impératrice de Russie donnèrent à eux seuls près de deux mille écus. Lorsque les premières parties du *Livre élémentaire* parurent, la plupart des journaux en firent l'éloge; mais bientôt Schlozer, reprochant à Basew des omissions importantes, l'accusa de n'avoir entrepris cette publication que dans des vues sordides. Justement blessé de cette imputation, Basew déclara qu'il rendrait l'argent des souscripteurs si on voulait le reprendre: un Suisse fut le seul qui se présenta. C'est avec les mêmes sentiments, ou, si on veut, avec la même brusquerie, que plus tard il dit à Semler: «Êtes-vous chrétien, ou ne l'êtes-vous pas? expliquez-vous: si votre déclaration a des suites contraires à vos intérêts, je m'engage à vous dédommager.» Le succès du *Livre élémentaire*, en consolant l'auteur, lui persuada de continuer à écrire dans les mêmes vues. Il voulut ensuite les mettre à exécution. Il avait été bien accueilli dans ses voyages par le prince d'Anhalt-Dessau; il résolut d'établir, sous ses auspices, un institut d'éducation, et d'y former des élèves qui propageraient son système. Cette maison, élevée sous le nom de *Philanthropion*, dans la ville de Dessau, eut peine à subsister quatre années: il fallut la fermer en 1775. Canpe et le professeur Wolke, associés de Basew, trouvaient son humeur intolérable. Sa mauvaise administration comme curateur, ses plaintes continuelles, dans lesquelles le prince n'était pas épargné, enfin ses fréquentes disputes avec les maîtres qu'il employait, scandalisaient les élèves, et n'en tiraient pas un grand nombre. Après avoir ainsi échoué dans ce grand projet d'éducation, il ne vécut pas plus paisible; il se rejeta avec son ardeur accoutumée dans les querelles théologiques, et attaqua Semler à l'occasion de sa refutation des *Fragmenta de If'ensbüttel*, publiés par Leising après la mort de Reinart, qui en était l'auteur. Basew acheta sa vie à Magdebourg; il s'y occupa de l'éducation première des jeunes filles. Il y mourut, le 25 juillet 1790, après avoir demandé, par un dernier effet de son zèle pour l'utilité publique, que l'on fît l'antopie de son corps. On lui a élevé au même lieu un tombeau de marbre, en 1797. Il avait mérité cette marque de la reconnaissance du peuple allemand par des intentions toujours louables, par un sincère et laborieux amour du vrai. Malheureusement des défauts qui fatiguaient l'amitié même, de mauvaises habitudes, et particulièrement l'usage immodéré du vin, ne lui laissent remplir que trop imparfaitement l'espace de mission qu'il croyait avoir reçue. «J'ai été appelé, » a-t-il dit, «à servir la vérité, à travailler au bonheur des hommes dans des voies jusqu'alors inconnues... » J'ai été luthérien, sceptique, athée, partisan de la religion naturelle, chrétien hétérodoxe, tourmenté au dedans par mes propres méditations, et au dehors par l'inimitié. J'ai fait peu de cas du bonheur domestique; j'en ai porté la peine. Je désirais rendre ma conduite parfaite, et cependant j'ai été plus souvent mécontent de moi que des autres... Je ne crois un homme et un chrétien comme il y en a peu, et comme il n'en faut pas beaucoup. Ses principaux ouvrages sont: 1° *Philosophie pratique pour toutes les conditions*, Copenhague et Leipzig, 1758, 3 vol. in-8°; 2° édit., 1777; 3° *Philalthea, ou Nouvelles considérations sur les veilles de la religion et de la raison*, Altona, 1764, 3 vol. in-8°; 4° *Instruction méthodique dans la religion et la morale de la raison*, Altona, 1764, in-8°; 5° *Système théorique de la saine raison*, Altona, 1765, in-8°; 6° *Essai d'une dogmatique libre*, Berlin, 1766, in-8°; 7° *Extraits de l'Ancien et du Nouveau Testament*, Berlin et Altona, 1766, in-8°; 8° *Essai en faveur de la vérité du christianisme*, idem (cette vérité y est déduite de la beauté morale de la doctrine évangélique); 9° *Adresse aux amis de l'humanité... sur les études et leur influence sur le bonheur public*, etc., Hambourg, 1768, in-8°; 10° *Livre élémentaire*, 1770.

in-8°; le même ouvrage augmenté et rectifié sous ce titre: *Traité élémentaire, ou Recueil méthodique de toutes les connaissances nécessaires... depuis le premier âge jusqu'aux études académiques*, Dessau et Berlin, 1776, 4 vol.; 5<sup>e</sup> édit., Leipzig, 1788; 10<sup>e</sup> La *Philanthropinon* fond. à Dessau, Leipzig, 1774; 11<sup>e</sup> *Proposition aux parents du dix-neuvième siècle pour rétablir la paix entre le christianisme primitif bien entendu et la raison* c'est-à-dire, Irenopole, 1779, in-8°; 12<sup>e</sup> *Jésus-Christ, le maître chrétien et le petit nombre des élus*, 1784, in-8°; 13<sup>e</sup> *Manuel de religion naturelle et réelle*, 1785. Basselet y avait spécialement pour objet de ne plus laisser de doute sur ses opinions, du moins sur celles qu'il adoptait à cette époque-là, et de désavouer un dessein qu'on affectait, de lui attribuer, celui de devenir chef de secte.

BASSANO (le duc de). Voyez MANTU.

BASSET (C. A.), né à Surresne en 1764, reçut une excellente éducation dans le collège de sa ville natale, entra ensuite dans l'ordre des bénédictins, et fut nommé professeur de littérature dans le collège même où il avait été élevé. Lorsque la révolution détruisit toutes les institutions de ce genre, Basset fut obligé d'émigrer, et ne revint en France qu'en 1808, lorsque le calme fut entièrement rétabli. A son arrivée il fut nommé sous-directeur de l'école normale, emploi dont il était digne, et par ses lumières et par son expérience. A la restauration, Basset fut nommé directeur des études au collège Charlemagne, où il était encore en 1824. Il a publié les ouvrages suivants: *Essai sur l'organisation de quelques parties de l'instruction publique*, 2<sup>e</sup> édit., Paris, 1811, in-8°; *Explication du Playeur sur la théorie de la terre*, par Hutton, et examen comparatif des systèmes géologiques fondés sur la feu et sur l'eau, par M. Murray, traduit de l'anglais, Paris, 1815, in-8°; *Manuel du collègue cantonal sous le rapport de l'inspection des maîtres et des écoles d'instruction primaire, conforme à l'ordonnance du roi*, Paris, 1817, in-8°; *Manuel de l'inspecteur, ses qualités principales à observer dans une école d'enseignement mutuel, avec un tableau d'inspection*, Paris, 1819, in-12; *Coup d'œil général sur l'éducation et sur l'instruction publique en France, avant, pendant et depuis la révolution*, Paris, 1816, in-8°; *Direction pour les fondateurs et fondateuses, pour les maîtres et maîtresses des écoles d'enseignement perfectionné*, 3<sup>e</sup> édit., Paris, 1829, in-8°; *Explication morale des proverbes populaires français*, 1<sup>re</sup> partie, Paris, 1826, in-8°.

BASSET DE MONTAIGU (ANNE-CHARLES), général de division, né à Versailles, le 10 juin 1751. Il entra dans la gendarmerie de France, le 6 avril 1768, et y resta jusqu'à la réforme de ce corps, opérée le 1<sup>er</sup> avril 1788. Pendant quelque temps il y avait été instructeur. Dans la nouvelle organisation des armées, il fut nommé, le 1<sup>er</sup> septembre 1791, adjudant-major du troisième bataillon des volontaires nationaux de la Meurthe. La discipline y était alors trop négligée; il rédigea un règlement qui fut approuvé du lieutenant-général commandant de Metz et des places voisines, et l'exécution en fut aussitôt ordonnée. En 1792, à l'armée de Champagne, Montaigu commanda le troisième bataillon de la Meurthe, au camp de la Lune. Devenu, la même année, chef de brigade, il passa à l'aile droite de l'armée des Ardennes, et, seulement avec trois bataillons de grenadiers et deux de volontaires; il eut une grande part à la retraite des Prussiens. Sa valeur inspira au soldat tant de confiance qu'on avait décidé, devant Verdun, que si la ville ne se rendait pas avant l'aube, il y monterait le premier. Après avoir fait partie de l'avant-garde contre Namur, il était à Breuille, près du camp de Moulde, au moment de la défection de Dumourier; Montaigu se porta sur Valenciennes avec trois bataillons, une demi-compagnie d'artillerie légère et un détachement de cavalerie. Charge pendant trois semaines de la défense du pays de l'abbaye d'Hannou, il parvint à contraindre, sur sa droite et sur sa gauche, les Autrichiens des deux camps de Baux et des Loups. Dans le combat livré, le 1<sup>er</sup> mai 1793, auprès de Valenciennes, sa brigade chassa l'ennemi de deux villages. Il commanda et fortifia celui d'Escreuvre, lorsque

les Français, réduits à évacuer le camp de Farnars, occupèrent celui de César, et ces retranchements, dus à sa prévoyance, lui servirent à suspendre le mouvement de l'armée ennemie sur Cambrai. Quand on abandonna aussi le camp de César, il ne put arrêter un moment l'ennemi que par les manœuvres les plus adroites, et, force de se replier sur Cambrai, il y entra avec son corps en sautant les convois de l'armée, sous les yeux de la cavalerie autrichienne et anglaise; cette action fut l'objet d'une mention honorable dans les procès-verbaux de la convention. Cambrai n'ayant été bloqué par les coalisés que quatorze jours, le chef de brigade Montaigu fut envoyé dans Arras, puis au secours de Dunkerque dont les Anglais commençaient le blocus. Il les attaqua, à la tête de quatorze bataillons, dans leur position de Rorendall; il prit devant le fort de Risban des magasins et trente canons, et fut nommé général de brigade le 1<sup>er</sup> novembre. Au printemps suivant, il obtint des succès contre Beaulieu, et fut blessé à Marvelles, dans une affaire glorieuse pour lui. Nommé général de division le 21 mai, il eut un engagement le même jour, et il fut battu à cause des renforts reçus par l'ennemi; néanmoins ce général maintint l'ordre dans sa division, et protégea la retraite. Le mois suivant, il détermina, auprès de Charleroi, celle du prince d'Orange. A Fleurus, le 26 juin, sa division ne fut pas heureuse; mais il prépara, en occupant le mont Palisot, la prise de Mons; et, dirigeant ensuite toute la gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse, il entra dans Bruxelles où aucun excès ne fut commis. Il venait de prendre Hasselt quand on le destitua; mais, un mois plus tard, sous Pichegru, il fut réintégré à l'armée de Sambre-et-Meuse, et commanda la ligne militaire de Neuss à Nimègue. Ayant passé à l'armée du Rhin, Montaigu détruisit les redoutes autrichiennes de Malborough. Il mit bientôt Mannheim en état de défense, et en prit le commandement lorsque les lignes de Mayence eurent été rompues. En contraignant les ennemis à l'attaquer dans les règles, Montaigu facilita les mouvements de retraite des Français sur ce point. Cependant, après onze jours de tranchée ouverte, forcé dans ses derniers retranchements, il capitula, et n'obtint que les honneurs de la guerre. A son retour en France, Montaigu, qui venait d'être prisonnier de Wurmer, demanda que sa conduite à Mannheim fût jugée par un conseil de guerre. Il fut déchargé de tout blâme, le 25 octobre 1797, et immédiatement renvoyé à ses fonctions. Il a été admis au traitement de réforme le 8 mars 1799.

BAUSSET (Louis-François de), cardinal, né le 14 décembre 1743, à Pondichéry. Des qu'il eut atteint l'âge de douze ans, son père, le marquis de Bausset, qui avait part à l'administration de ses colonies dans l'Inde, avec le titre de grand-voyer, le fit passer en France pour son éducation, et l'adressa à l'évêque de Beziers. Envoyé d'abord par cet oncle au collège de La Flèche que dirigeaient les jésuites, M. de Bausset ne vint à Paris, au collège de Beauvais, que pour terminer ses études classiques. C'est à cette époque que se rapporte un fait bien difficile à admettre sans quelque restriction, mais qu'on peut rapporter puisqu'il a été attesté par le comte de Villeneuve-Bargmont. Il paraît qu'ayant entendu lire par Rullières son histoire manuscrite des événements de 1763 en Russie, Louis de Bausset transcrivit de mémoire cet ouvrage, qui, imprimé après la mort de Catherine, a formé un volume entier. Il prit ensuite ses degrés, jusqu'à celui de licence, au collège royal de Navarre. Avant même d'être majeur, il était déjà pourvu de deux bénéfices, selon l'abus de ce temps. Il était chanoine au diocèse de Beziers, et recteur de la chapelle du Saint-Esprit dans celui de Frejus: les évêques de ces diocèses se trouvaient au nombre de ses parents. Lorsqu'à l'âge de vingt-deux ans, il fut élu pour faire partie de l'assemblée du clergé, en 1770, il n'était encore que bachelier, et, dans les ordres, il n'avait reçu que le sous-diaconat. Un peu plus tard, on voulut le désigner pour l'agence du clergé, et on avait l'agrément du roi; mais c'était un projet de l'archevêque d'Aix; sa mort l'en renvoya. Son successeur, plus connu depuis sous le nom

de cardinal de Boisgelin, eut un neveu à placer; cependant, afin de dédommager l'abbé de Bausset, qui n'avait encore que vingt-quatre ans, mais qui venait de recevoir la prêtrise, il le choisit, en 1773, pour vicaire-général d'Aix. L'abbé de Bausset trouva ainsi l'occasion de s'habituer à l'administration ecclésiastique. Bien que ces fonctions ne parussent pas aussi favorables à son avancement que l'eussent été celles d'agent-général du clergé, il tarda moins à parvenir à l'épiscopat que s'il eût été exclusivement chargé jusqu'en 1785 de ces cinq années d'agence qu'on lui avait destinées. Il dut en partie à l'archevêque d'Aix, tandis qu'il était son vicaire, le goût de l'étude et l'art d'écrire avec pureté; il en a témoigné plus tard sa reconnaissance dans sa notice sur ce prélat. Nommé, en 1785, administrateur à Digne, avec le titre de vicaire-général du diocèse, l'abbé de Bausset eut le bonheur de terminer, à la satisfaction mutuelle de l'évêque et de son chapitre, des différends qui devenaient pour les fidèles un sujet de scandale. En 1784, le 18 juillet, l'archevêque d'Aix le sacra évêque d'Alais dans la chapelle de la congrégation des sulpiciens, à Issy, près Paris. Le diocèse d'Alais, presque entièrement composé de plusieurs vallées des Cévennes, connues sous le nom générique de Gardonnois depuis les guerres de religion, renfermait moins de catholiques que de réformés; mais ceux-ci ne furent aux yeux du nouveau pasteur que les frères momentanément séparés des fidèles de l'église romaine. Ces fonctions pastorales le constituant membre des états du Languedoc, il fut un des députés chargés d'en porter au roi les cahiers; ce fut lui qui à ce sujet harangua Louis XVI et les principaux membres de sa famille. Ordinairement ces discours d'apparat se perdaient oubliés dans la *Gazette*; cette fois ou les conserva. Des sentiments généreux, exprimés avec dignité, devaient plaire à un monarque qui lui-même eût été si bien d'accord avec son siècle, et avec son pays, s'il avait eu moins rarement de sages conseillers. En s'adressant ensuite au comte de Provence, depuis Louis XVIII, l'évêque n'oublia pas que ce prince, sans posséder peut-être une instruction assez mâle, avait du moins trop de sens pour croire que l'honneur ou la stricte du trône exigeât qu'on en éloignât les lettres et la philosophie. Dans le discours prononcé devant le roi se trouvaient ces lignes toutes constitutionnelles par anticipation : « Heureux les peuples dont la voix peut frapper l'oreille du souverain ! Heureux les rois qui ne craignent pas d'entendre la voix de leurs sujets. De cette correspondance dépend la véritable force d'un empire. Défenseurs des peuples confiés à nos soins, nous cherchons à concilier leurs intérêts avec les besoins de l'état dont nous sommes les membres, avec les demandes du prince dont nous sommes sujets. » Animé de ces sentiments, surtout alors, et jouissant à Versailles d'une assez grande considération, l'évêque d'Alais fit partie de la première assemblée des notables au commencement de 1787, ainsi que de celle qui fut convoquée vingt-un mois après : il rédigea les délibérations du bureau dont le duc de Bourbon avait été fait président. C'est par erreur qu'on a nommé ce prélat parmi les députés aux états-généraux, en 1789; mais il fut question de le donner pour précepteur au dauphin, dont le duc d'Harcourt venait d'être nommé gouverneur. Le moment approchait où, sans abandonner absolument la cause nationale, l'évêque d'Alais devait paraître incertain : les circonstances devenaient difficiles pour les ecclésiastiques, quand il leur arrivait d'être entraînés par l'esprit de corps, au lieu de rester avec résignation dans le véritable esprit de leur état. Le siège d'Alais étant au nombre de ceux que venait de supprimer l'assemblée constituante, le pasteur prétendit que nulle autorité séculière ne pouvait le séparer de son église, et il le déclara, mais dans des termes modérés, par sa lettre adressée, le 15 juillet 1790, à ses grands vicaires. Quelques mois après, quand l'un d'eux reçut des chefs du district l'ordre de quitter la maison épiscopale d'Alais, il publia et signa cette lettre, accompagnée de ses propres réclamations. Lorsque l'archevêque d'Aix rédigea, au nom des prélats députés à l'assem-

blée nationale, l'*Exposition des principes sur la constitution civile du clergé*, l'évêque d'Alais, à qui cet écrit fut même attribué, adhéra aux déterminations qu'approuvait si expressément son métropolitain, et, en 1791, par une conséquence assez naturelle de ce système d'opposition, il émigra. Cette absence ne fut que d'environ dix mois; pour des raisons de santé, il revint de Suisse à Paris l'année suivante, au mois de septembre. Il fut retenu quelque temps en prison, dans l'ancien couvent de Port-Royal, au faubourg Saint-Jacques; mais après les événements du 9 thermidor, il se retira chez M<sup>me</sup> de Bassompierre, à Villemaison, au-delà de Longjumeau. De temps à autre, il venait à Paris, où il était lié principalement avec l'abbé Emery, ancien supérieur-général de Saint-Sulpice. Tous deux se soumirent formellement à la déclaration exigée des prêtres par la loi du 7 vendémiaire an 4. Dans un écrit à ce sujet, l'évêque reconnut qu'il convenait peu de mêler aux intérêts du culte les intérêts politiques, et lorsqu'en ouvrant les églises on exigea une promesse de fidélité aux constitutions, il n'y vit rien d'incompatible avec les devoirs des ecclésiastiques. Pie VII ayant signé le concordat pour la France, fut obligé d'engager les anciens évêques à donner volontairement leur démission. Celui d'Alais le fit aussitôt; sa lettre se trouve au tome IV des *Annales philosophiques*. Sans doute il sût entrer dans la nouvelle organisation diocésaine; ni son caractère, ni ses lumières ne méritaient l'oubli; mais la goutte qui, en 1793, et bien qu'il fût alors dans toute la force de l'âge, l'avait atteint avec assez de violence pour le décider à quitter la Suisse, ne cessa plus de l'importuner. C'est au milieu de ces souffrances qu'il a fait ses deux principaux ouvrages. Les manuscrits laissés par Fénelon étaient entre les mains de l'abbé Emery; ce s'agissait d'abord à son ami l'idée d'une édition complète des œuvres de l'antagoniste de Bossuet, et si un plus heureux projet remplaça bientôt celui-là, ce fut par les conseils d'Emery. Deux années paraissent avoir suffi à l'auteur pour cette *Histoire de Fénelon*, qui, outre les recherches qu'elle a exigées, est écrite avec autant d'agrément que de raison, de mesure et de simplicité. On a observé toutefois que cette élégance n'était pas exempte d'une sorte de surabondance et de lenteur; mais peut-être fut-ce un hommage indirect que l'estimable biographe voulait rendre à l'auteur de *Télémaque*, dont la prose riche et demi-poétique, est bien un peu traînante, selon l'expression de Voltaire. En 1812, trois ou quatre années après la publication de cet ouvrage, l'institut le désigna pour le deuxième prix decennal de seconde classe. Le jury de l'institut y reconnut le ton de noblesse convenable à l'histoire, un style généralement correct, malgré quelques taches, de la clarté, de l'intérêt, de la sincérité, de la justesse, des réflexions attachantes et ambitieuses; mais on ajouta que la manière de l'auteur manquait de rapidité, et même un peu de cette onction que le sujet eût particulièrement demandée. C'est moins une biographie qu'un fragment historique où des détails, importants par eux-mêmes, se trouvent rattachés à la vie de Fénelon avec plus d'art peut-être que de nécessité. Il eût été difficile de peindre avec plus de fidélité les mœurs à la fois polies et graves, et les habitudes un peu fastueuses de cette époque; cette cour brillante, où figuraient pourtant plusieurs personnages d'un caractère mâle et sévère, et que leurs vertus, non moins que leur piété, avaient mis constamment en rapport avec Fénelon; enfin tout l'intérieur, si on peut s'exprimer ainsi, du siècle de Louis XIV, observé dans sa partie la plus heureuse. Quant à des objets d'un autre ordre, la guerre ou la politique, l'historien de Fénelon s'est abstenu sagement de les faire entrer dans ses tableaux; mais il a parfaitement retracé les circonstances qui, en concernant le respectable archevêque, furent inséparables de l'histoire même de la monarchie française, ou de celle des vicissitudes religieuses, savoir: l'éducation du duc de Bourgogne, la dispute, assez futile en elle-même, qui, en divisant deux prélats, partagea un moment l'Eglise; et, en troisième lieu, le long exil qui fut une conséquence de ces dissentiments, et dont le souvenir laisse empreint d'une si

haute dignité le caractère de Fénelon. Le respect qu'inspirait toujours la mémoire de ce vrai pasteur des peuples a beaucoup contribué au grand succès de l'ouvrage, selon la remarque de l'auteur même, qui eut la générosité d'abandonner tous les bénéfices de cette publication au séminaire de Saint-Sulpice, soit parce qu'il y avait reçu, ainsi que Fénelon lui-même, la première instruction sacerdotale, soit à cause de l'abbé Emery qui avait fourni plusieurs matériaux. Il est parlé avec éloge et avec gratitude de cette maison de Saint-Sulpice dans l'*Histoire de Fénelon*. Quelques reproches, ou du moins quelques objections se firent entendre contre l'ouvrage; on prétendit qu'en insistant sur ce qui était favorable à Fénelon, l'évêque d'Alais n'avait pas été tout-à-fait juste envers celui de Meaux, qui pourtant, après de longs démentis à l'occasion du livre des *Maximes*, avait triomphé à Rome par la condamnation des vingt-trois propositions, en 1704. Un historien impartial ne pouvait guère laisser subsister de semblables apparences: pour les écarter, l'histoire de Bausset fut entreprise. On n'en trouva pas la composition moins ingénieuse et le style moins agréable; mais, comme on a pris l'habitude de supposer, d'après quelques passages, que le genre sublime avait été généralement celui de Bousset, on se plaignit de n'avoir pas à louer dans cette biographie l'élevation et la rigueur dont on oubliait que divers ouvrages de Bousset n'offrent point de traces. Ce fut avec non moins de justice que de complaisance que Louis XVIII écrivit à l'auteur ces mots trop remarquables aussi dans leur pureté pour qu'on se refuse à les transcrire ici: «... Tracer l'histoire de deux grands hommes contemporains, l'un d'abord, puis d'avec éclat, et, sans jamais se contredire, les faire tous deux choir et respecter au même degré, était un effort que Plutarque lui-même n'osa pas tenter... J'ai jamais l'un de ces ouvrages, et, si la magie du style, et l'art de rendre historiques les choses qui semblent les plus étrangères au domaine de l'histoire, ne me font pas illusion sur le second... jamais on ne dira de vous: *Magnus tamen curavit munus*. Mais votre lettre offre... de moi un portrait trop flatteur. J'espère être l'instrument que, par un mouvement de sa volonté, le Dieu de saint Louis a destiné à faire éclater sa miséricorde sur la France: c'est bien assez d'honneur pour moi... » Le 15 avril 1806, l'ancien évêque d'Alais fut nommé chanoine de première classe au chapitre de Saint-Denis qu'on organisait alors, et, en 1808, il reçut le titre de premier conseiller titulaire de l'université. En 1811, il fut membre de deux commissions composées uniquement d'évêques, et, dans les discussions relatives aux troubles secrets de l'église de France, il se rendit très utile par sa retenue ou par son zèle pour couvrir les esprits. L'ordonnance du 17 février 1815, qui modifiait l'université, l'en désigna pour chef, en remplacement de M. de Fontanes, avec le titre de président du conseil royal de l'instruction publique. Il était aussi faire partie d'une commission pour négocier avec le Saint-Siège l'augmentation du nombre des diocèses; mais l'événement du 20 mars laissa ces dispositions sans effet. Un décret de Napoléon rendit ensuite à l'évêque son titre de conseiller titulaire. Cependant il resta à la campagne jusqu'au moment de la seconde invasion, après laquelle, n'acceptant pas les fonctions de président qu'on lui destinait de nouveau, il donna lieu à la création d'une commission de cinq membres par l'ordonnance du 15 août. L'année suivante, en avril, M. de Bausset entra à l'académie française. En 1818, on conçut l'espérance de changer en quelque chose l'ancien concordat, et on s'assembla la première fois chez l'évêque d'Alais, qui, à cette époque, avait reçu le chapeau de cardinal. L'année suivante, il y eut beaucoup de réunions de prélats, beaucoup de lettres et de démarches de leur part, soit auprès du monarque, soit auprès du chef de l'Eglise, parce que le ministère français opposait, avec plus de hardiesse que de fermeté, quelque résistance aux prétentions du clergé. Le cardinal de Bausset ne voulait pas se séparer de ses collègues: mais trop éclairé pour les approuver en tout, il s'efforçait de les calmer et d'éviter une rupture. Il avait rarement assisté aux

séances de la chambre des pairs, où il avait été appelé dès le 17 août 1815; l'état de sa santé le retenait habituellement chez lui, et les autres prélats ne le pressaient pas de se rendre au Luxembourg où on ne les voyait guère eux-mêmes. Mieux instruits enfin par quelques hommes qui, renonçant à détruire l'ordre constitutionnel, se mirent à diriger dans les chambres les mouvements de leur parti, les évêques de la chambre haute ne négligèrent plus de prendre part aux délibérations, et de lutter ainsi contre le ministère formé le 5 septembre. Lorsqu'un amendement, proposé pour que la répression d'outrages à la morale religieuse s'étendit en termes formels à toute attaque contre la religion de l'état, eut été rejeté par la majorité des pairs, quatre évêques appartenants à la minorité protestèrent; mais le cardinal de Bausset refusa de signer leur déclaration dont il craignait l'effet. Il avait pour prétexte son absence au moment des délibérations de la chambre, et il expliqua ses motifs dans une lettre adressée au cardinal de Périgord. Quelques pairs, d'une opinion analogue à celle de l'ancien évêque d'Alais, prirent l'habitude de se réunir chez lui, et de s'y entretenir des objets sur lesquels ils auraient à voter. Cette réunion, dite des *cardinalistes*, n'était pas nombreuse: mais elle exerça de l'influence parce que, d'après cette position intermédiaire, elle pouvait alternativement déterminer la majorité en faveur de l'un ou de l'autre des deux portions principales de la chambre. Le roi avait attaché le titre de duc à la pairie du cardinal de Bausset; le 30 septembre 1820, il le fit commandeur de ses ordres, et, en 1821, il le nomma ministre d'état. La seconde retraite du duc de Richelieu et sa mort affectèrent péniblement les amis du cardinal de Bausset, qui, ne pouvant monter lui-même à la tribune, y fit lire l'éloge du ministre: la manière dont il s'exprima sur cette administration devenait une leçon assez frappante pour les successeurs du duc de Richelieu. Les infirmités du cardinal de Bausset augmentant chaque jour, il lui fut impossible de se rendre à Rome, pour le couclaire de 1823. La goutte avait déjà paralysé ses mains, comme ses pieds l'avaient été quelques années auparavant; mais ce fut seulement en 1824, que les organes intérieurs furent attaqués: les fonctions de l'estomac cessèrent. Il vit avec une résignation religieuse les approches de la mort. Après avoir été assisté par le curé de Saint-Thomas-d'Aquin, il s'éteignit paisiblement, le 21 juillet 1824, dans sa soixante-seizième année. Son cercueil fut placé, selon le désir qu'il en avait manifesté, à côté de celui du cardinal de la Luzerne, dans l'église des Carmes. L'épitaphe qu'on y a gravée rappelle qu'il fut recommandable par sa piété éclairée, par la douceur de ses mœurs, le charme de ses paroles et l'élégance de ses écrits. Aux talents persuasifs et à l'indulgente vertu qui lui assure l'estime générale, il joignait le mérite d'aimer les arts et de les encourager autant qu'il était en lui, comme objets d'utilité publique. Il a été peint plusieurs fois: le portrait qu'on préfère est celui de Labby, gravé par Dequevauviller. L'oraison funèbre du cardinal a été prononcée à Aix, dans l'église métropolitaine. Son éloge, écrit par l'abbé de Montesquiou, et lu à la chambre des pairs le 5 août, a été inséré le 6 dans le *Moniteur*. Les ouvrages de M. de Bausset sont: 1° *Lettre à M. le curé de ...*, 27 novembre 1790, in-8°; c'était une allusion aux réclamations de l'évêque de Boulogne contre les décrets relatifs au clergé; 2° *Lettre pastorale*, 13 mai 1791, in-8° (sur le même objet et dans le même esprit); 3° *Reflexions sur la déclaration exigée des ministres du culte par la loi du 7 vendémiaire an 4*, 1796, in-8°; puis, avec divers changements, sous le titre: *Exposé des principes sur le serment de liberté et d'égalité*, et sur sa déclaration, in-8°; 4° *Lettre aux vicaires-généraux du diocèse d'Alais* (relative au concordat signé en 1802), 24 décembre 1801, in-8°; 5° *Notice historique sur le cardinal de Boissieu*, 1804, in-12; on la trouve aussi en tête des œuvres de ce cardinal, 1818; 6° *Histoire de Fénelon*, composée sur des manuscrits originaux, 1808, 3 vol. in-8°; 1° édit., revue et augmentée, 1809, 3 vol. in-8°; 3° édit., 1817, 4 vol. in-8°; 4° édit., avec une table générale des ma-

tières, 1813, 4 vol. in-12; traduit en anglais, Londres, 1810, 2 vol. in-8°. Deux *Lettres* à M. de Bausset ont été publiées, par M. Tabaraud, comme supplément à cette histoire, l'une, Paris, 1809, in-8°, et l'autre, Paris, 1810, in-8°. 7° *Histoire de J.-B. Bausset, composée sur les manuscrits originaux*, Paris, 1814, 4 vol. in-8°; 8° édit., revue, etc., 4 vol. in-8° et in-12; M. Tabaraud a publié, en 1812, *Supplément aux histoires de Bausset et de Fénelon... où les textes sont rétablis dans leur intégrité*, etc., Paris, 1 vol. in-8°; 8° *Notice sur la vie de l'abbé Legris-Duval* (en tête de l'édition de ses sermons faite en 1830); 9° *Notice historique sur A.-A. de Talleyrand, etc.*, Paris, 1821, in-8°, anonyme; 10° *Notice sur le duc de Richelieu*, etc., Paris, 1822, in-8°; imprimée par l'ordre de la chambre des pairs. Une *Histoire du cardinal de Fleury*, entreprise par le cardinal de Bausset, a été abandonnée à cause de sa mauvaise santé: il en avait rassemblé tous les matériaux.

**BAVEREL (JEAN-PIERRE)**, né en 1746, fit d'excellentes études, et se consacra à l'état ecclésiastique. Il sut rendre utile à ses concitoyens les loisirs que lui laissaient de graves fonctions, en composant, soit seul, soit en société, des ouvrages dont l'utilité se fait journellement sentir à ceux pour qui il écrivait. On a de lui: 1° *Réflexions d'un vigneron de Besançon sur un ouvrage qui a pour titre: Dissertation qui a remporté le prix de l'académie de Besançon, en 1777, sur les causes d'une maladie qui attaque plusieurs vignobles de la Franche-Comté*, par le père Prudent, capucin, 1778, in-8°. Les confrères de M. Prudent dénoncèrent cette brochure au parlement de Besançon, qui eut le bon esprit de sentir que l'affaire en question n'était pas de sa compétence, et ne pouvait être jugée que par le public et l'expérience. 2° *Observations sur l'ouvrage du père Prudent, touchant les maladies des vignes de la Franche-Comté*, 1779, in-8°. 3° (avec l'abbé Clergot, curé d'Oxans, député à l'assemblée constituante) *Coup d'œil philosophique et politique sur la malh-morte*, 1795, in-8°. 4° (avec Malpé, capitaine d'artillerie, tué à l'armée en 1812) *Notices sur les graveurs qui nous ont laissés des estampes marquées de monogrammes, chiffres, rebus, lettres initiales, etc.*, 1808, 2 vol. in-8°. L'abbé Baverel est mort à Besançon, le 18 septembre 1823. Ses manuscrits ont été acquis par la bibliothèque publique de Besançon, ils contiennent: 1° *Notices sur les graveurs français*; 2° *Recherches sur les livres ornés d'estampes*; 3° *Dissertations sur l'histoire ancienne et moderne du comté de Bourgogne, son parlement, ses familles nobles, ses chapitres, abbayes, prieurés, etc.*

**BAVIÈRE (VOYÉZ LOUIS-CHARLES-AUGUSTE, roi de BAWR (ALEXANDRINE-SOPHIE GOCAT DE CHAMPGRAND, comtesse de)**, née à Paris, reçut une bonne éducation. Élève de Grétry et de l'abbé Rose, elle se serait distinguée dans la composition musicale, si des circonstances impérieuses, un goût plus décidé et de justes et nombreux succès n'eussent depuis long-temps déterminé sa vocation pour la carrière des lettres, où son nom figure honorablement à côté des femmes de notre siècle qui s'y sont rendus le plus célèbres. Elle venait cependant de publier plusieurs recueils de *Romances* dont elle avait fait la musique, lorsqu'elle épousa le comte Henri de Saint-Simon, fameux par ses goûts ruineux pour les grandes entreprises. Il y perdit jusqu'à la fortune de sa femme, qui se vit alors forcée de travailler pour le théâtre. Son premier ouvrage devait être un opéra-comique, dont elle aurait fait les paroles et la musique; mais ne pouvant se résoudre, pour faire recevoir sa pièce au théâtre Feydeau, à des démarches qui doivent répugner surtout à la fierté et à la délicatesse d'une femme, elle préféra l'arranger en comédie et le donner au théâtre Louvois, dirigé depuis peu par Picardi, dont elle connaissait l'obligeance et la bonhomie. Ce début fut heureux, et madame de Saint-Simon trouva, dans le produit de ses ouvrages dramatiques, des moyens honorables de réparer les torts de la fortune envers elle. Un second mariage qu'elle contracta en 1806, avec le comte de Bawr, jeune seigneur russe, fils du général de ce nom, naturalisé en France, semblait devoir assurer son bonheur. Mais les capitaux considérables que son mari avait ap-

portés ayant disparu par suite de son caractère trop confiant, il allait être dédommagé en partie de ces revers par un emploi supérieur dans l'administration des droits-réunis, lorsqu'il fut écrasé, le 9 février 1810, par la roue d'une charrette qui se détacha au moment où il passait dans la rue Sainte-Avoye. Des pertes aussi affreuses réduisirent M<sup>me</sup> de Bawr à reprendre ses travaux littéraires. En 1815, l'empereur Alexandre vint la voir, et n'ayant pu lui persuader de partir pour St-Petersbourg, il lui fit présent d'une agrafe en diamants, et l'engagea à lui écrire souvent pour le mettre au courant de toutes les nouveautés littéraires et scientifiques, de toutes les découvertes utiles, de tous les établissements philanthropiques, etc. M<sup>me</sup> de Bawr s'est occupée, pendant plus d'un an, de cette correspondance honorable, mais pénible et sans résultats avantageux pour elle. En 1816, elle a obtenu une pension de Louis XVIII. On a de M<sup>me</sup> de Bawr: 1° *Le petit ménage*, comédie en un acte, en prose, 1803; 2° *La matinée du jour*, comédie en un acte, en prose, 1803; ces deux pièces, jouées au théâtre Louvois, sont un peu faibles d'action, mais elles offrent de l'esprit, des traits heureux; la seconde a reparu à l'Ambigu, en 1819, sous le titre de: *Argent et adresse*; 3° *Le Rival obligant*, comédie en un acte, en prose, 1803, 4° *Les chevaliers du Lion*, mélodrame en trois actes, 1803; 5° *Le revenant de Berceule*, mélodrame en trois actes, 1805; 6° *Le lion*, ou le château de Montaldi, mélodrame en trois actes, 1811; 7° *Le double stratagème*, comédie en un acte, en prose, 1811; ces cinq ouvrages, représentés à l'Ambigu-Comique, eurent beaucoup de succès. Les détails des deux comédies sont très agréables. M<sup>me</sup> de Bawr avait composé elle-même la musique de ses mélodrames dont le premier a joui, pendant plusieurs années, d'une vogue prodigieuse; 8° *L'argent du royaume*, comédie en un acte, en prose, jouée à l'Odéon en 1808. Cella qu'elle a donnée au Théâtre-Français sont: 9° *La suite d'un bal masqué*, en un acte, en prose; cette pièce, qui réussit complètement, s'est maintenue au courant du répertoire, parce qu'à la simplicité du sujet, elle joint les charmes d'un style naturel, comique et plein d'esprit; 10° *La méprise*, en un acte, en prose, 1815, qui n'eut que cinq représentations, quoiqu'on retrouve dans ses détails la touche délicate de l'auteur; 11° *La correspondance*, en un acte, en prose; 12° *L'ami de tout le monde*, en trois actes, en prose (1817), retiré par l'auteur après la seconde représentation, quoiqu'elle eût pu rester au théâtre moyennant quelques corrections. Toutes ces pièces ont été imprimées, à l'exception des deux dernières, mais les éditions en sont épuisées. M<sup>me</sup> de Bawr a prouvé que les femmes peuvent réussir dans le genre dramatique lorsqu'elles ont le bon esprit de choisir des sujets analogues à leur talent. C'est à tort que diverses Biographies lui ont attribué *L'obligant maladroit*, comédie en un acte, en prose, jouée avec succès à l'Odéon, en 1811; cette jolie pièce est de M<sup>me</sup> Lesparat. Ce ne peut être que par un sentiment de modestie et de bienveillance que M<sup>me</sup> de Bawr n'a pas jugé à propos de se faire connaître comme auteur de pièces de théâtre. Si elle a cessé de garder l'anonymie en publiant d'autres écrits, on doit supposer qu'elle l'a fait uniquement pour conjoindre aux libraires qui ont cru que son nom donnerait plus de prix aux ouvrages qu'elle a composés pour eux. Elle a fourni à l'*Encyclopédie des dames*: 13° *Histoire des règnes de Pépin et de Charlemagne*, formant le deuxième volume d'une *Histoire de France*, et tirée à part, 1811, in-18; 14° *Histoire de la musique*, 1813, in-18 et in-12. Cet ouvrage, compris aussi dans l'*Encyclopédie des dames*, a fait autant d'honneur à M<sup>me</sup> de Bawr qu'il lui a coûté de recherches et de travail. Il a été traduit en plusieurs langues étrangères. 15° *Auguste et Frédéric*, roman, 18, 2 vol. in-12; 16° *La navire*, 1829, 4 vol. in-12. Un troisième roman de cette dame est sous presse, 15 septembre. Elle a donné, dans le temps, plusieurs bons articles littéraires à la *Gazette de France*.

**BAYARD (JEAN-FRANÇOIS)**, né à Charolles, département de Saône-et-Loire, en mars 1796, est un des au-

teurs dramatiques de l'époque actuelle qui, par des succès mérités s'est placé parmi nos meilleurs vaudevillistes. Il a donné au théâtre du Vaudeville : 1° (en société, *Une promenade à Fausclaus*, comédie-vaudeville en un acte, 1811. A l'Odéon : 2° (avec M. A. Dufau) *Monsieur Lizarac*, comédie en trois actes, en prose, 1812. Ces deux essais ne furent pas heureux, le second méritait pourtant un meilleur accueil; on y trouve un caractère bien tracé et des intentions comiques; 3° *Gaillarde et Marianna*, drame en prose, en un acte, imité d'une pièce de Goethe, *La sœur et le frère*, 1813. 4° (avec M. Romieu) *Molière au théâtre*, comédie en trois actes, en vers, 1814; 5° *Roman à rendre*, ou *les Deux libraires*, comédie en trois actes, en vers, précédée d'un prologue, 1815; 6° (avec M. Romieu) *Un dernier jour de folie*, comédie en trois actes, en prose, 1815; 7° (avec MM. Romieu et Sauvage) *Le nouveau domestique*, opéra-bouffon en deux actes, 1816; 8° (avec M. Gustave de Wailly) *L'incubateur*, comédie en un acte, en prose, 1817. Au Théâtre Français : 9° *Le voyage interrompu*, comédie en un acte, en prose, 1815, maiivaudage spirituel mais qui ne réussit point. Au théâtre Favart : 10° (avec M. Gustave de Wailly) *Anglois et Français*, à-propos en un acte, en prose, 1817; cette pièce fut jouée par les acteurs de l'Odéon et les comédiens anglais. Au Gymnase, théâtre de Madame : 11° (avec Desaugiers) *La porte ouverte*, comédie-vaudeville en un acte, 1815; 12° (avec M. Scribe) *La belle-mère*, comédie-vaudeville en un acte, 1816; 13° (avec M. Merville) *Les comptes de tuteur*, comédie-vaudeville en un acte, 1816; (avec MM. Varner et Leroux) *Une soirée à la mode*, comédie-vaudeville en un acte, 1817; 14° *Christine*, ou *La reine de seize ans*, comédie historique, mêlée de comédie, en deux actes, 1818. 15° (avec M. Scribe) *La manie des places*, ou *la Folie au jour*, comédie-vaudeville en un acte, 1818; 16° (avec le même) *Les actionnaires*, comédie-vaudeville en un acte, 1819; 17° (avec MM. Scribe et Melesville) *Louise*, ou *La réparation*, comédie-vaudeville en deux actes; 18° (avec les mêmes) *Philippe*, comédie-vaudeville en un acte, 1820. Au Vaudeville : 19° (avec MM. Chabot et Bouin) *La jeune fille et la sœur*, en un acte, 1818; 20° (avec M. Varner) *Marina Folierio à Paris*, à-propos vaudeville en un acte, 1819; 21° (avec M. Paulin Dupont) *L'incendia*, en trois actes, 1819; 22° (avec M. Leroux) *Le vieux pensionnaire*, en un acte, 1819; 23° (avec M. Paulin Dupont) *Maria Baugnot*, en trois actes, 1819; cette pièce a relevé la fortune du théâtre de la rue de Chartres; 24° (avec M. Meisson) *Les oubliettes*, pochade du treizième siècle, en deux actes, 1820; enfin M. Bayard vient de donner à l'Odéon, avril 1820, avec M. Gustave de Wailly, *Ma femme et ma place*, comédie en trois actes, en prose, qui, malgré sa ressemblance avec quelques autres pièces pour le sujet, paraît un ouvrage original, tant par des détails du comique le plus risible, que par un dialogue vif, rapide, étincelant de saillies et d'épigrammes. Toutes ces pièces ont été imprimées, à l'exception de celles indiquées sous les numéros 2, 6 et 9. M. Bayard est encore auteur de deux comédies-vaudevilles, arrêtées par la censure au moment de la représentation. *Les trois époques*, en trois actes, et *Les martyrs*, en un acte, en société avec M. Varner. Il a fourni des articles à divers journaux, et inséré dans plusieurs recueils des pièces de vers, parmi lesquelles nous citerons *Louis XI à son salut*.

BAZET. Voyez ARBERT DU BAZET.

BAZARD. Voyez SAINT-AMAND BAZARD.

BEAUFORT (HÉLÈNE-ERNEST, chevalier GROSSE), voyageur, né, le 25 février 1798, à Aubervilliers, près du bourg de Gaillon, département de l'Eure. Il mourut, jeune encore, de véritables dispositions pour l'étude, et donna les indices d'un beau caractère. On assure qu'à l'âge de cinq ans il souffrait la douleur sans se plaindre, et que, de son propre mouvement, il s'en faisait une habitude. Cette fermeté n'était point l'effet d'une sorte de rudesse : souvent on le voyait attentif jusqu'à l'empressement auprès d'une parente âgée et infirme. Bientôt il s'attacha dans ses lectures aux détails de la vie des grands hommes, et quelque-

fois ses jeux rappelaient leurs actions; mais il n'y mettait aucune prétention, et ses diverses qualités, toutes suaves, étaient si bien d'accord, que ses jeunes camarades devenaient généralement ses amis. Si quelque dispute survenait, prompt à oublier les torts de ses adversaires, il réparait les siens avec la plus aimable cordialité. D'une humeur aussi ardente que réfléchie, il retraçait sous des couleurs vives ce qu'il avait froidement observé. Il aurait volontiers donné tout son temps à des objets d'instruction et d'utilité; quant à ses épargnes, il s'ingéniait à les réserver pour les indigents. Il perdit son père à l'âge de quinze ans, mais il était entre, en 1812, à l'école de la marine, à Toulon, et il fit, trois ans plus tard, la campagne de l'Archipel. Les années qu'il passa dans le Levant, et particulièrement sur le sol de l'ancienne Grèce, déterminèrent sa prédilection pour la géologie, la géographie, et les connaissances astronomiques ou mathématiques, dont ne pouvait se passer celui qui aspirait à s'illustrer par des découvertes dans des régions jusqu'alors fermées aux savants. Dans un premier voyage au Sénégal, en 1819, en qualité d'enseigne de vaisseau de la marine royale, il acquit l'habitude de fixer par les procédés astronomiques la position des lieux. Ses calculs et ceux de quelques autres officiers, relativement à la situation de Bakel, furent confirmés par les résultats qu'obtint de son côté M. Patarine, habitant du Sénégal, et rapprochèrent de l'Atlantique ce poste qui avait été placé sur les cartes deux degrés trop à l'est. En général on avait trop avancé vers l'intérieur de l'Afrique la Haute-Sénégalie, selon l'ancien penchant des géographes à donner aux pays connus un développement exagéré, qui resserrait les espaces à l'égard desquels il fallait avouer qu'on restait dans l'ignorance. Déjà acclimaté en Afrique par deux années de séjour et d'excursions, le jeune de Beaufort s'y promettait un avenir digne de son zèle, l'attribuant qu'à des imprudences, ou à une constitution moins favorable, le malheur de plusieurs Français, et particulièrement de Prosper Rouze. Dès ce moment, Beaufort eût désiré n'avoir à consulter que son devoir; néanmoins pour en retirer tous les fruits qu'il paraissait pouvoir s'en promettre, il sentit la nécessité de retourner à Paris, d'y faire de nouvelles études, et d'y recevoir une mission expresse. Il y resta jusqu'en 1825, exclusivement occupé de physique, de minéralogie, de botanique, de zoologie, de la langue arabe, et des éléments de chimie. L'uniformité de ces journées laborieuses n'était pas propre à dissuader une ame forte d'aller droit au but; mais les ministres de cette époque ne purent partager l'enthousiasme du voyageur. Le plan qu'il leur transmit parut beaucoup trop vaste; il aurait fallu réunir d'immenses moyens d'exécution pour que l'Afrique entière fût traversée par lui, ou par ses courageux compagnons, dans quatre directions principales à partir du Djoliba (celles du Mozambique, du cap de Bonne-Espérance, des côtes du Benin, et de la descente du Nil depuis ses véritables sources). Si cette entreprise, qui eût pu l'immortaliser, lui fut interdite, du moins il recut pour un voyage dans l'intérieur tous les encouragements désirables. Muni d'instruments, de provisions et même de marchandises, il partit de Rochefort, le 4 novembre 1825, et après avoir reçu du gouverneur du Sénégal le plus obligeant accueil, il se dirigea vers la Gambie à la fin de janvier 1826. D'utiles documents qu'on lui communiqua au Sénégal, contribuèrent à lui assurer de premiers succès, dont le détail inséré dans ses lettres, soit en février, soit en avril, a été lu en France avec beaucoup d'intérêt. Le savant voyageur Bowdich étant venu à mourir, sa veuve crut conforme aux intérêts de la science de disposer en faveur de M. de Beaufort des instruments que son mari laissait en Afrique, et ce témoignage d'estime fut hautement approuvé par un commandant anglais. Beaufort s'avance jusqu'à Banankou, près de la Falmé qui se jette dans le Sénégal, et jusqu'à Koukongo, cent vingt lieues au-dessus de l'embouchure de la Gambie. Partout il examinait la nature et le gisement des roches, il prenait la hauteur barométrique des lieux, et il décrivait les quadrupèdes, les

oiseaux, ou même les divers insectes. Au centre du pays des Mandingues, vers les sources du Djoli-ba au Nige, il observa en naturaliste l'arbre à beurre et d'autres végétaux, surtout celui du bois, sujet à prendre feu spontanément, ne doit être employé à divers usages qu'avec beaucoup de précaution. Il vit que la Falémé, quoique rapide, est navigable, ainsi que Park l'avait remarqué, plus haut qu'on ne le pensait au Sénégal. Il n'en est pas de même de la Gambie, mais dans le pays qu'elle arrose, l'indigo naît sans culture. Quant à l'or, les indigènes le ramassent en assez grande quantité, ainsi que dans le Kaarta. Sous différentes latitudes dans cette partie de l'Afrique, il faut s'éloigner de l'Atlantique pour rencontrer fréquemment des palmiers des deux espèces connues vers le Nil. N'en trouverait-on pas la raison dans l'influence de l'Océan sur l'atmosphère ? et si, quant aux productions du règne animal et du règne végétal, les bords du Sénégal ressemblent plus, comme l'a dit Beaufort, à ceux du Nil, que le sol de la Gambie, ne serait-ce point parce que la latitude du premier de ces fleuves s'éloigne moins de celle de l'Égypte ? De retour à Bakel, le 16 mai, il en détermina l'élévation par des observations répétées, et il vit qu'il fallait attribuer l'insalubrité du Haut-Sénégal à la stagnation des eaux, d'après le peu de pente du sol jusqu'à la mer. Remontant ensuite la Falémé plus haut qu'on ne l'avait fait jusqu'alors, il rassembla les renseignements nécessaires pour dresser une carte de la plus grande partie de son cours, et il parcourut le pays de Bondou qui est élevé, fertile et bien boisé. En automne il entra dans le Kaarta, où en déterminant la position d'Elimahe, capitale actuelle du pays ; il conjectura, d'après la faible élévation de la Gambie non loin de là, et le mouvement général du terrain vers le nord-est, que vraisemblablement la ville même de Tombouctou est peu élevée au-dessus de l'Océan. D'Elimahe, où Beaufort rencontra un autre voyageur français, devenu gendre du roi de Kaarta, il ne faudrait que dix jours de marche pour arriver à Ségo sur le Djoli-ba. Il voulait descendre ensuite à Tombouctou ; mais sur la route de Ségo il fut pillé et mis dans un état de dénuement qui le força d'ajourner l'exécution de cette grande entreprise, et de rétrograder jusqu'à Bakel. Au mois de février, il en partit pour le pays de Casso ; puis s'étant approché de la cataracte de Felou qui était déjà connue, il découvrit celle de Gouina, et il rendit un vrai service à la colonie du Sénégal en constatant les difficultés de la navigation dans la partie supérieure de ce fleuve. On retirera plus d'avantages encore du soin avec lequel il a visité le pays de Bambouk. Il y consacra quelques mois dans la seule idée de ne pas rester oisif en attendant l'accomplissement de plus grands desseins ; mais ce fut le dernier et le plus important de ses travaux. Depuis long-temps les habitants de Saint-Louis cherchaient à établir des relations de commerce avec le Bambouk qui abonde en or, mais on n'en avait que des cartes très défectueuses : on pourra les rectifier entièrement d'après les mesures laissées par Beaufort, dont le zèle était aussi scrupuleux qu'infatigable. En explorant un pays, il en donnait une connaissance scientifique presque complète ; aux observations principales, il joignait celle des phénomènes électriques ou magnétiques, et il décrivait un grand nombre d'objets d'histoire naturelle. Au mois d'août il fut sur le point d'aller se recueillir de ses fatigues à Saint-Louis ; mais en attendant le retour des hommes qu'il avait chargés de vérifier quelques observations dans l'intérieur des terres, et impatient de mettre en ordre ses papiers, il crut pouvoir braver à Bakel la saison que les étrangers y redoutent le plus. Après cinq jours d'une fièvre ataxique cérébrale, venue à la suite d'un rhume, il mourut le 3 septembre 1835. Le lendemain 4, arriva l'expédition qui chaque année se rend momentanément de Saint-Louis à Bakel, et qui lui apportait des instruments et d'autres secours. Il n'avait pu achever du moins ce qui lui avait coûté tant de peines, tracer ses cartes, rédiger son journal, et s'expliquer suffisamment sur ses desseins ultérieurs : il n'avait pas même appris que déjà son activité courageuse, ses lueurs et

sa persévérance étaient appréciées en Europe. Un médecin qui était au nombre de ses amis, et qui se trouvait à Daguana, lieu moins avancé dans les terres, lui avait fait recommander, mais trop tard, de se rapprocher promptement de Saint-Louis : atteint de la même maladie, le médecin succomba le même jour. Avant le déclin, pendant lequel l'infortuné de Beaufort cherchait quelque arme pour mettre fin aux violentes douleurs qu'il ressentait, il avait eu des moments de désespoir en voyant qu'il fallait mourir sans réaliser de si justes espérances pour l'avantage de sa patrie, et sans obtenir une reconnaissance dont personne ne s'était montré plus digne. Sa dernière lettre, écrite le 15 août, n'avait été dictée par aucun intérêt personnel ; ce n'était pas un exposé de ses titres à des faveurs particulières, mais une supplique pour que les effets de la bienveillance royale tombassent à son occasion sur une mère veuve et sans fortune, et sur un jeune frère qui de même n'avait point d'autre appui. Il n'y avait aucune affliction dans ces généreux sentiments ; sa simplicité égalait cet amour du devoir qui ne s'était jamais démenti. Son langage énergique ou animé, mais toujours naturel et vrai, s'accordait avec le calme habituel de sa physionomie. Quoiqu'il fût très susceptible d'impressions vives ou de sentiments profonds, quoiqu'il aimât autant à lire les ouvrages où il trouvait l'inspiration d'une ame fortement pénétrée, il se plaisait avec les enfants, et sa bonté lui faisait prendre part à leurs jeux. Dans sa carrière trop courte, il s'est toutefois assuré un des premiers rangs parmi tant de Français, d'Anglais ou autres, qui depuis le commencement du siècle ont été victimes en Afrique de leur dévouement aux intérêts du commerce européen, les regardant sans doute comme inséparables des progrès de la civilisation dans cette contrée rebelle.

**BEAUFRANCHET D'AYAT, LOUIS-CHARLES-ALEXANDRE.** Voyez page 186 où cet article a été placé, mais un peu plus bas que le rang où il devait être.

**BEAULIEU.** Voyez SYDNEY DE BEAULIEU.

**BEAUMONT.** Voyez EDOUARD DE BEAUMONT.

**BEAUPRÉ.** Voyez FALLOT.

**BEAUSSOL.** Voyez PRIVAUD DE BEAUSSOL, au Supplément.

**BEAUVARLET-CHARPENTIER (JEAN-JACQUES)**, organiste célèbre, né à Abbeville en 1730, étudia jeune la musique, et n'obtint pas aussitôt qu'il l'avait mérité la réputation à laquelle il parvint plus tard. Il étudia long-temps dans la ville de Lyon, et s'y trouvait encore lorsque Jean-Jacques Rousseau vint à y passer. Le citoyen de Genève ayant eu occasion de l'entendre, ne put s'empêcher de témoigner à cet artiste l'admiration qu'il lui inspirait, et Rousseau signala aussitôt son talent comme un des plus remarquables de l'époque. M. de Montazel, archevêque de Lyon, nomma alors Beauvarlet-Charpentier organiste de Saint-Victor, dont ce prêtre était abbé, et lui fit ensuite obtenir l'orgue de Saint-Paul, que cet artiste conserva jusqu'à la révolution. Il mourut bientôt après l'époque de nos troubles civils, en 1794. Au doigt le plus net, à l'exécution la plus brillante et la plus expressive, Beauvarlet-Charpentier joignait une connaissance profonde de l'harmonie. Nul ne modulait avec plus de grace et de facilité, nul ne possédait mieux que lui l'art des transitions. Tous les styles semblaient lui être également familiers ; mais il excellait surtout dans la fugue.

**BEAUVARLET-CHARPENTIER (J.-M.)**, fils du célèbre organiste de ce nom, né à Lyon en 1766, fut élève de son père, et lui succéda à l'orgue de Saint-Paul, à Paris. Il excéla sur cet instrument son premier *Te Deum* improvisé, à l'âge de quatorze ans. A la renaissance des cultes il fut réinstallé à cette place, et obtint celle d'organiste de Saint-Germain-des-Près à la mort du célèbre Miroir. Les amateurs retrouvaient dans son jeu les moyens qui avaient rendu l'exécution de son père si expressive et si brillante. On a, de M. Beauvarlet-Charpentier, une douzaine d'œuvres et un journal qu'il a composé uniquement pour l'orgue : une *Bataille d'Austerlitz* pour piano, très estimée, et d'autres œuvres encore, qui toutes ont ob-

tant un succès mérité. Son chant en faveur des Grecs, intitulé *La Grèce, plein d'énergie et de mélodie*, lui assigne une place distinguée parmi les compositeurs.

BECQUEREL (ASTORIS-LÉON), naquit à Châtillon-sur-Loire le 7 mars 1798. Dès sa plus tendre enfance, il se livra avec ardeur à l'étude de l'histoire naturelle, et ses succès dans un autre genre le firent recevoir, en novembre 1806, à l'école polytechnique. Admis, deux ans après, dans le corps du génie militaire, il passa en Espagne, dans l'armée d'Arçon, commandée par le maréchal Suchet. Il s'est trouvé successivement aux sièges de Mequinenza, de Tortosa, de Tarragone, de Sagonte, de Valence et de Peniscola, et se distingua dans ces diverses circonstances par sa valeur et ses talents militaires : son nom est cité honorablement dans les mémoires du maréchal Suchet. De retour en France avec la croix de la légion d'honneur, il fut nommé inspecteur des études à l'école polytechnique, fonctions qu'il remplit dans le cours de l'année 1813, et qu'il ne quitta que pour faire la campagne de France, en 1814. Il donna sa démission au commencement de 1815, étant alors revêtu du grade de chef de bataillon du génie. A son retour d'Espagne, M. Becquerel cultiva l'amitié de Giroud, son parent, qui n'avait cessé depuis son enfance de lui tenir pour le plus tendre intérêt. Ce grand peintre, dont l'esprit était rapide et abondant en idées, et qui possédait des notions assez étendues sur toutes les branches des connaissances humaines, l'engagea à se livrer à l'étude des sciences physiques, sur lesquelles il aimait lui-même à s'entretenir. Ses encouragements et ses avis judicieux contribuèrent beaucoup à développer dans M. Becquerel le goût des recherches scientifiques. C'est à cet homme illustre, dans l'intimité duquel il vécut plus de dix ans, qu'il est redevable en partie des succès qui lui ont ouvert, en avril 1829, les portes de l'académie des sciences. M. Becquerel, qui n'est son dernier soit par, voulut payer à sa mémoire un tribut d'hommages et de reconnaissance, en se chargeant de la publication d'une partie de ses œuvres. Voici la liste des travaux scientifiques de M. Becquerel : 1° *Mémoire sur les cristaux de forme de chaux carbonatée, observés dans le calcaire de Clamecy*, inséré dans le *Journal de physique* de 1819. Parmi les sept variétés nouvelles découvertes par l'auteur, l'une d'elles est composée de 102 faces. 2° *Note sur un bout d'argile plastique qui renferme du lignite, du succin et des cristaux d'une substance analogue au melinite* (*Journal de physique*, septembre 1819). 3° *Mémoire sur l'argile plastique d'Autueil et les substances qui l'accompagnent* (*Annales de chimie*, tome XLII). 4° *Observation sur le térébenthin ou la résine et grandiforme du lac Baïral, en Tartarie*. Cette substance, lorsqu'on en détache un fragment, par le choc, se brise comme une larme laurique : ce phénomène indique qu'elle a éprouvé un refroidissement subit pendant qu'elle était encore en fusion. 5° *Nouveau moyen d'exposer un fragment d'une substance à une température élevée*. Cet ingénieux moyen consiste à placer la substance d'essai dans une spirale de fil de platine très fin en communication avec les deux pôles d'une pile voltaïque. L'incandescence produite dans la spirale par le passage du courant communique à la substance une température très élevée. Ce procédé est surtout très commode pour opérer dans le vide, dans un gaz quelconque, et dans tous les cas où l'emploi du chalumeau devient impossible. 6° *Mémoire sur le développement de l'électricité par la pression, et sur ses effets lors de ce développement* (*Annales de chimie*, tome XLII). Il résulte des expériences consignées dans ce mémoire que l'intensité électrique croît en raison du cube de la pression. Nous avons l'auteur ajoute qu'il serait possible que ce rapport changeât pour des pressions très élevées, à mesure que les corps perdent la faculté de se comprimer. 7° *Mémoire sur quelques phénomènes électriques produits par la pression et le frottement des métaux* (*Annales de chimie*, tome XXXVII). 8° *Mémoire sur les propriétés électrolytiques de la tourmaline* (*Annales de chimie*, tome XXXVII). 9° *Des effets de la chaleur dans les corps mauvais conducteurs de l'électricité et dans la tourmaline* (*Annales de chimie*, tome XXXVII). 10° *Mémoire sur*

*la dégradation de l'électricité produite par le frottement de deux métaux* (*Annales de chimie*, tome XXXVII). 11° *Mémoire sur le pouvoir conducteur de l'électricité dans les métaux, et de l'intensité de la force électrodynamique en un point quelconque d'un fil métallique qui joint les deux extrémités d'une pile* (*Annales de chimie*, tome XXXII). Il résulte des expériences du savant académicien que la conductibilité électrique est la même dans deux fils de même métal toutes les fois que les longueurs sont dans le rapport des sections des fils. M. Becquerel a constaté, en outre, que l'intensité de la force électrodynamique est la même dans toute la longueur du fil conjointif. 12° Dans un mémoire lu à l'académie des sciences, en janvier 1829, il a annoncé que si l'on joint les deux extrémités d'une petite pile par un fil métallique de plusieurs mètres de longueur, le courant électrique détermine une élévation de température qui va en augmentant depuis les extrémités jusqu'au milieu de ce fil. 13° *Mémoire sur les fils très fins de platine et d'acier, et sur la distribution du magnétisme libre dans ces derniers* (*Annales de chimie*, tome XLII). M. Becquerel a constaté que les fils très fins d'acier, fabriqués d'après la méthode de Wollaston pour les fils de platine, sont constamment dans un état magnétique, et que les pôles sont beaucoup plus rapprochés des extrémités que dans les aiguilles ordinaires. Plongés dans la flamme d'une bougie, ces fils brûlent comme s'ils étaient plongés rouges dans le gaz oxygène. 14° *Mémoire sur les actions magnétiques ou actions analogues produites dans les corps par l'influence de courants électriques très énergiques* (*Annales de chimie*, tome XLV). L'auteur a constaté que des aiguilles en bois, en cuivre, en gomme laque, soumises à l'action d'un courant galvanique, sont rapidement attirées sur le plan de l'appareil, ou, si l'on veut, placées dans la direction du courant, et s'y fixent après quelques oscillations. Il a reconnu qu'une cartouche remplie de deutroxyde de fer éprouve le même mode d'action, et que la distribution du magnétisme s'y fait transversalement, et non dans le sens de la longueur comme dans les aiguilles aimantées. 15° *Mémoire sur les actions magnétiques exercées dans tous les corps par l'influence d'aimants très énergiques* (*Annales de chimie*, tome XXXVI). Il résulte des expériences de l'auteur que la direction des aiguilles dépend de la distance de leurs extrémités aux pôles des barreaux. Les mêmes expériences lui ont donné le moyen de découvrir une très petite quantité de deutroxyde de fer mêlé à du titane. 16° *Mémoire sur le développement de l'électricité par le contact de deux portions d'un même métal dans un état suffisamment inégal de température; sur les piles courantes avec des plaques d'un même métal, et même avec un seul fil* (*Annales de chimie*, tome XLIII). Dans ce mémoire, M. Becquerel prouve que dans un circuit formé d'un métal quelconque, si l'on porte à la température rouge une portion quelconque, et si l'on refroidit l'autre, il s'établit un courant thermo-électrique. 17° *Recherches sur les effets électriques de contact produits dans les changements de température, et application qu'on peut en faire à la détermination des hautes températures* (*Annales de chimie*, tome XLII). M. Becquerel a d'abord constaté que, dans un circuit formé de deux fils de métal différent, soudés bout à bout, si l'on élève l'une des extrémités à une température qui ne soit pas la même, l'intensité du courant est égale à la différence des intensités des courants produits successivement par la température de chaque soudure, l'autre étant à zéro, et non à celle du courant qui résulterait d'une différence de température. Il a ensuite reconnu qu'un circuit formé d'un fil de palladium et d'un fil de platine jouit de la propriété, quand on porte la température de ses soudures depuis 0° jusqu'à 350°, de produire un courant électrique dont l'intensité augmente proportionnellement à la température. 18° *Des effets électriques qui se développent pendant deux actions chimiques* (*Annales de chimie*, tome XLIII). Les expériences de ce savant lui ont donné des résultats opposés à ceux indiqués par Davy. Celui-ci avait avancé que les substances acides et alcalines, qui peuvent exister sous la forme solide et sèche, se com-



stituent dans des états électriques différents par leur contact mutuel, les premières étant toujours négatives et les secondes positives, et qu'enfin ces effets sont nuls quand l'acide et l'alcali sont humides. Il en concluait qu'en supposant deux corps dont les molécules soient, dans deux états électriques différents, assez exactes pour leur donner une force attractive supérieure au pouvoir de l'aggrégation, il se forme une combinaison, et que tous les signes d'électricité cessent aussitôt. M. Becquerel, comme nous l'avons dit plus haut, a trouvé des résultats entièrement différents, et ces résultats sont devenus la base de la nouvelle théorie électro-chimique. Il en a conclu un moyen facile de reconnaître la présence d'une quantité excessivement petite d'acide dans un liquide. 19° *Mémoire sur l'état de l'électricité développée pendant les actions chimiques et sur la mesure de ces derniers, au moyen des effets électriques qui en résultent* (Annales de chimie, tome XXIII); 20° *Mémoire sur un système de galvanomètres propres à rendre sensibles de très faibles courants électriques, et sur les courants qui ont lieu dans les actions capillaires et dans les dissolutions* (Annales de chimie, tome XXIV). Il résulte des expériences faites avec cet appareil, le premier des perfectionnements apportés au galvanomètre, que le contact des solides avec les liquides, lorsqu'il n'est pas suivi d'action chimique, ne produit aucun développement d'électricité sensible au galvanomètre. Cherchant ensuite à déterminer la nature des courants électriques dans le mélange ou la combinaison des acides, il a trouvé que l'acide sulfurique concentré est positif par rapport à l'acide nitrique, et joue par conséquent le rôle d'acide, tandis que, lorsqu'il est étendu de la moitié de son poids d'eau, il est négatif et joue le rôle d'alcali. 21° *Mémoire sur les actions produites dans le contact des métaux et des liquides, et sur un procédé pour reconnaître, à l'aide des effets électro-magnétiques, les changements qu'éprouvent certaines dissolutions au contact de l'air* (Annales de chimie, tome XXV); 22° *Développements relatifs aux effets électriques observés dans les actions chimiques, et de la distribution de l'électricité dans la pile de Volta, en tenant compte des actions électriques des liquides sur les métaux* (Annales de chimie, tome XXVI); 23° *Mémoire sur les actions électro-motrices de l'eau et des liquides en général sur les métaux, et des effets électriques qui ont lieu dans le contact de certaines flammes et des métaux*; 24° *dans la combustion* (Annales de chimie, tome XXVI). Parmi les résultats obtenus par l'auteur, nous citerons le suivant : Dans la combustion du papier, celui-ci prend l'électricité négative, et la flamme l'électricité positive. 25° *Mémoire sur l'électricité acquise par les fils de métal plongés dans les flammes* (Annales de chimie, tome XXVII); 26° *Mémoire sur les effets électro-dynamiques produits pendant la décomposition de l'eau oxygénée par divers corps, et sur d'autres phénomènes électro-chimiques* (Annales de chimie, tome XXVIII); 27° *Mémoire sur les décompositions chimiques opérées avec des forces électriques à très petite tension* (Annales de chimie, tome XXXI); 28° *Mémoire sur l'électricité dégagée dans les actions chimiques, et sur l'emploi de très faibles courants pour provoquer la combinaison d'un grand nombre de corps* (Annales de chimie, tome XXXV); 29° *Mémoire sur l'emploi des effets électro-chimiques pour opérer la combinaison des corps* (Annales de chimie, tome XL). Comme éditeur de Girodet, M. Becquerel a publié : 1° *Anacron*, recueil de compositions dessinées par Girodet, et gravées par Chateillon, son élève, avec la traduction en prose de ce poète, faite également par Girodet, 1835, 1 vol. grand in-4°, papier velin; 2° *Sapho, Bion, Moschus*, recueil de compositions dessinées par Girodet, et gravées par Chateillon, son élève, avec la traduction en vers, par Girodet, de quelques unes des poésies de Sapho et de Moschus, 1839, 1 vol. grand in-4°.

BEEHOTHEN (LOUIS-VAN), est né en 1773 à Bonn, ville de l'électorat de Cologne, où son père était musicien de la chapelle de l'électeur. Néte, organiste de la cour, lui donna les premiers principes de la musique et du clavier. L'extrême facilité avec laquelle il parvint en peu de temps à jouer les préludes et les

fugues de Bach, annonçait qu'il posséderait un jour un grand talent d'exécution. Le besoin de produire se manifesta aussi de bonne heure chez lui; avant d'avoir atteint sa douzième année, il s'était fait connaître par des sonates, une marche variée et des airs pour le piano, publiés à Spire et à Mannheim. Tout imparfait qu'ils étaient, ces essais annonçaient que leur auteur ne serait point un homme ordinaire. Beethoven les jugea plus sévèrement que tout autre, car il les désavoua plus tard, et compta comme son premier œuvre des trios de piano qu'il publia à Vienne long-temps après. Cependant on ne laissa pas le jeune compositeur continuer l'essor qu'il venait de prendre, sans doute par la crainte d'épuiser trop tôt un génie qui n'était pas fortifié par le savoir nécessaire, et pendant plusieurs années il se borna à perfectionner son talent d'exécution sur le piano, et particulièrement celui de l'improvisateur, où il a acquis une supériorité qui a fait le désespoir de tous ses imitateurs en ce genre. Dans une petite ville telle que Bonn, Beethoven éprouvait tous les inconvénients d'une brusquerie de caractère et d'une impolitesse habituelle qu'il ne put jamais vaincre, de sorte qu'il sentit le besoin de passer dans une autre résidence. L'électeur de Cologne avait aperçu l'homme de génie sous son enveloppe grossière; il voulut lui procurer les moyens de perfectionner son talent et de se faire connaître, et l'envoya à Vienne en 1793, avec une recommandation pour Haydn, et le brevet d'une pension suffisante pour son entretien. Haydn l'accueillit avec la bonté qui lui était naturelle, et commença à le diriger dans les nouvelles études qu'il avait à faire. Lorsqu'il quitta Vienne pour aller à Londres, en 1795, il recommanda Beethoven aux soins d'Albrechts-Berger, le contrapuntiste le plus renommé alors de l'Allemagne. Cependant Haydn sembla avoir méconnu le génie de Beethoven, car il se borna toujours à vanter son talent d'exécution; et lorsqu'on lui en citait avec éloge quelque composition, il répondait seulement : c'est un grand clariniste. Il y a des parties de la composition qu'il faut avoir étudiées dans l'enfance, et Beethoven s'y prenait trop tard pour devenir un savant compositeur; sa manière était fixée, et les leçons d'Albrechts-Berger ne la modifierent que faiblement. Peut-être que s'il eût été organisé de manière à acquérir la pureté de style que son maître estimait avant tout, il n'eût pas eu les qualités qui le distinguaient; et, après tout, la beauté de son génie fait excuser ou plutôt oublier ses incorrections et ses écarts. En 1801, Beethoven perdit son protecteur, l'électeur de Cologne, et avec lui les moyens d'existence qu'il en avait reçus jusqu'alors. Connu comme il était à Vienne, justement admiré comme virtuose et compositeur, il aurait pu y vivre d'une manière aisée et honorable; mais toujours capricieux, bizarre, ennemi des usages du monde et de la gêne qu'ils imposent, il s'était aliéné ici comme à Bonn, tous ceux qui pouvaient le servir utilement, et n'avait conservé qu'un petit nombre d'ans qui, en considération de ses talents, excusaient ses brusqueries. Il se trouva donc réduit, pour toute ressource, au produit de ses compositions, produit bien faible dans un pays comme l'Allemagne, divisé en une foule d'états indépendants, où ce qui se publie à Vienne peut être impunément contrefait à Dresde, à Munich, et dans toutes les villes de la confédération. L'état de gêne qui s'ensuivit pour lui ne fit qu'irriter sa mauvaise humeur, déjà suffisamment excitée par la préférence que la cour montrait pour la musique italienne, et particulièrement pour le compositeur Salieri. Beethoven devait quitter Vienne en 1809 pour aller occuper la place de maître de chapelle du roi de Westphalie, Jérôme Bonaparte, lorsque l'archiduc Rodolphe et les princes de Lobkowitz et de Kinsk le firent renoncer à cette résolution, en lui assurant une pension de 4,000 florins, sous la seule condition de résider à Vienne, ou du moins en Autriche. Il avait long-temps entretenu l'idée d'aller visiter l'Angleterre, ce que ses nouveaux protecteurs lui auraient certainement permis; mais une infirmité cruelle la lui fit abandonner. Dans ses dernières années, il est devenu sourd au point de ne pas entendre un orchestre agissant près de lui. L'habile

mécanicien Maelzel adoucit l'amer chagrin que son infirmité lui causait; il lui avait procuré le plaisir d'entendre les sons de son piano, au moyen d'un appareil acoustique sous lequel il se plaçait. Cet état avait beaucoup augmenté la mélancolie habituelle de Beethoven; il avait préféré son séjour de Vienne celui de Baden qui en est un peu distant; et là il se promenait souvent, toujours seul et dans les endroits les plus solitaires. Sa surdité ne l'a pas empêché de se livrer à la composition, à cause de la faculté qu'il avait déjà acquise de composer en marchant, et de ne commencer à écrire un morceau que lorsqu'il était complètement achevé dans sa tête. En janvier 1857, il a été atteint d'une hydropisie dont il est mort le 27 février suivant, dans sa cinquante-cinquième année. Comme tous les hommes qui se fraient une route nouvelle, et qui se font une manière indépendante des règles et des conventions, Beethoven eut d'abord des détracteurs acharnés et des admirateurs fanatiques. Insensiblement les esprits se sont calmés, et il a été mieux apprécié. Ce compositeur a pris, au milieu des autres compositeurs, le rang qui lui appartient. On a reconnu que si l'originalité des idées brille dans toutes ses compositions, on y aperçoit souvent l'affectation et la recherche. Au milieu des incorrections de son harmonie on a distingué l'élégance des accompagnements, la nouveauté des formes, la richesse de ses modulations. A côté de défauts intolérables on a trouvé des chants d'une suavité délicieuse; enfin, parmi des phrases incohérentes et bizarres, on a vu ressortir un plan sagement conçu, des idées simples et naturelles. Bien moins universel que Mozart, bien moins pourvu de sa facilité toujours heureuse, il l'a quelquefois égalé dans les détails, et l'a même surpassé dans la sonate du piano, dont il a perfectionné les formes. S'il n'a pas la pureté d'Haydn, s'il ne sait pas comme lui produire de grands effets avec peu de moyens, il a bien plus de véhérence, plus d'abandon, et sa manière est plus variée. M. Fétis, auquel nous devons une partie des détails qui précèdent, dit, dans ses *Croniques historiques*; que les compositions de Beethoven sont à la musique ce que les productions de Goethe sont à la littérature, et, selon lui, le système de la transcendence des idées de Kant avait mis en vogue la direction nouvelle que les travaux des Lessing, des Schiller et des Goethe ont imprimée aux esprits, ont concouru à faire adopter avec enthousiasme des compositions où l'on a affecté de s'affranchir des règles communes. Plusieurs symphonies de Beethoven avaient été exécutées au Conservatoire il y a seize ou dix-sept ans; depuis deux ou trois ans on les a reprises, et l'admirable orchestre de cet établissement a réussi à révéler les beautés merveilleuses qu'elles renferment. Mieux exécuté cette année 1850 qu'il ne l'avait été la précédente, l'opéra de *Fidelio*, qui n'avait obtenu que les suffrages des connaisseurs patients, a attiré la foule et obtenu un grand succès. Malgré les essais de plusieurs nouveaux maîtres, les autres compositions de Beethoven continueront toujours soit dans les concerts publics ou les réunions particulières, la préférence qui leur est acquise depuis long-temps. L'œuvre entier de Beethoven est considérable, et se compose de symphonies, de septuors, sextuors, quintettes, quatuors, trios, concertos, sonates: de recueils de pièces de chambre, rondaux, auidantes, menuets, etc.; de musique sacrée, de musique dramatique. Dans ces deux derniers genres on distingue: 1° *Le Christ au jardin des Oliviers*, oratorio, op. 85; 2° *Lionora ou Fidelio*, opéra en trois actes; 3° *L'Homme de Proudhon*, ballet; 4° *L'ouverture et les entr'actes d'Egmont*, drame; 5° *Adelaide*, comédie de Matthiessen; 6° des scènes détachées, des chansons. Voici le catalogue des symphonies: 1° Symphonie en ut, op. 21; 2° id. en ré, op. 36; 3° id. en mi, op. 58; 4° id. en si bémol, op. 60; 5° id. en ut mineur, op. 67; 6° id. pastorale en fa, op. 58; 7° id. Overture de Prométhée, op. 43; 8° id. Overture de Coriolan en ut mineur, op. 63; 9° id. Overtures et entr'actes d'Egmont, op. 85; 10° id. La gloire de Wellington, op. 31; 11° id. avec chœur final sur l'Ode de la Joie de Schiller, op. 125; 12° douze contredanses à grand or-

chestre. Les onze premiers morceaux ont été publiés en partition.

BEFFARA (Louis-François), né à Nonancourt le 23 août 1751, commissaire de police du quartier de la Chaussée-d'Antin depuis 1793 jusqu'en 1816, vit aujourd'hui dans une honorable retraite, après vingt-quatre ans de services rendus à la société dans les fonctions les plus délicates et dans les temps les plus difficiles. Au milieu de ces occupations, qui eussent absorbé tous les moments d'un homme moins actif, M. Bessara a trouvé du temps à donner à des études littéraires de son choix. On peut diviser les ouvrages qu'il a composés en deux classes, ceux qui sont publiés et ceux qui sont inédits. Voici la liste des premiers: 1° *L'esprit de Molière avec un abrégé de sa vie*, Paris, 1777, 2 vol. in-18; 2° *Dissertation sur J.-B. Poquelin Molière, sur ses ancêtres, l'époque de sa naissance, sur son buste, et sur une inscription portant une fautive date de cette naissance, tenant à la façade d'une maison sous les piliers et rue de la Tonnelierie, où l'on a cru qu'il étoit né*, etc., Paris, 1811, in-8°; 3° *Lettre à M. Crapet, imprimeur: Recherches sur les époques de la naissance et de la mort de J.-F. Regnard, poète comique*, Paris, 1833, in-8°; insérée dans le sixième volume des *Œuvres de Regnard*, 1853, in-8°; 4° *Lettres à MM. les maires des communes de Ferrière et Laferrière (au nombre de vingt, dans les départements de l'Eure, de l'Orne, du Calvados, etc.), pour les inviter à faire la recherche d'une malle renfermant des papiers qui avoient appartenu à J.-B. Poquelin Molière*, Paris, 1858, in-8°. Les ouvrages inédits de M. Bessara sont les suivants: quand on en aura parcouru la liste, on sentira de quel intérêt ils seraient pour l'histoire du théâtre si on les livrait à l'impression, et quelles recherches ils ont dû coûter à leur auteur qui, pendant soixante ans, s'est occupé de cette partie de la littérature: 1° *Dictionnaire de l'Académie royale de Musique, contenant l'histoire de son établissement, le détail de sa direction et de son administration, les pièces représentées sur son théâtre, le dictionnaire des auteurs des paroles et de la musique, avec la liste de leurs pièces*, 7 vol. in-4°, avec 7 autres vol. aussi in-4° de *Règlements rendus sur le théâtre*; 2° *Dictionnaire alphabétique des auteurs, actrices, danseurs, danseuses, etc.*, de l'Académie royale de musique, 3 vol. in-fol.; 3° *Tableau chronologique des représentations journalières des tragédies, opéras, ballets, depuis l'établissement de l'Académie, en 1771, jusqu'à présent*, in-fol.; 4° *Dictionnaire alphabétique des ballets, opéras, tragédies, pantomimes non représentés au théâtre de l'Académie, avec les dictionnaires des auteurs des paroles et de la musique, et les listes de leurs pièces*, 6 vol. in-fol.; 5° *Dramaturgie lyrique étrangère, ou Dictionnaire des opéras, cantates, oratorios, représentés et imprimés dans les pays étrangers, depuis la fin du quinzième siècle; dictionnaire des auteurs des paroles et de la musique, et les listes de leurs pièces*, 17 vol. in-4°. M. Bessara possède une nombreuse collection, qu'il a formée, des éditions de pièces représentées à l'Opéra, même de celles non représentées et des pièces étrangères. Le catalogue forme un volume in-4°. On lui doit des recherches précieuses sur la famille des Poquelin et des Cressé, dans lesquels Molière et sa mère, Marie Cressé, sont nés, et sur celles de Boileau, Quinault, Regnard, Sully, etc. Ces recherches forment trois volumes in-8°. L'espace ne nous permet d'indiquer que sommairement le contenu de ces curieux documents. Ce sont des généalogies de la famille Poquelin et Cressé; des observations sur la demeure de J. Poquelin, père de Molière, rue Saint-Honoré, de 1622 à 1638 au moins, et non sous les piliers de la Tonnelierie, comme l'ont dit plusieurs écrivains; d'autres observations sur les chefs des sept familles Poquelin, depuis 1594 jusqu'en 1637, etc. M. Bessara prépare une édition d'un poème de l'abbé de Marigny, intitulé: *Le pain béni*, ou les *Marguilliers*.

BÉGIN (Louis-Jacques), membre de l'Académie royale de médecine et de plusieurs sociétés savantes, né à Liège le 3 novembre 1793, fit ses premières études médicales dans les hôpitaux militaires de Metz et de Paris. Attaché à la garde impériale, en 1812, en qualité de sous-aide, il fit, dans ce grade et celui d'aide-

major, les campagnes de Moscou en 1812, d'Allemagne en 1813, de France en 1814 et 1815. Il obtint les premiers prix de chirurgie à l'hôpital militaire d'instruction de Strasbourg, en 1816, et à l'hôpital de Paris en 1817. Il était aide-major à l'hôpital d'instruction de Metz en 1820, lorsqu'il fut attaché comme professeur de physiologie gymnastique au gymnase normal civil et militaire. En 1827, il fut appelé à celui du Val-de-Grâce. C'est au milieu de l'activité de la carrière qu'il avait embrassée, que M. Bégin s'est préparé à la composition de ses nombreux ouvrages. Doué d'un talent d'observation exquis et d'un zèle infatigable, passant presque tout son temps dans les hôpitaux et dans les amphithéâtres où il ne laissait rien échapper qui pût être utile à l'art de guérir. Les productions qui sont sorties de la plume facile de ce jeune écrivain, qui tient déjà un des premiers rangs parmi ceux dont le corps médical s'honore, annoncent les connaissances plus étendues et le jugement approfondi d'un vieux praticien, et elles se recommandent par la clarté du style, la lucidité des idées et la bonté des doctrines. Nous avons de M. Bégin 1° *Principes généraux de la doctrine physiologique coordonnés d'après la doctrine de M. Broussais*, Paris, 1821, 1 vol. in-8°; 2° *Application de la doctrine physiologique à la chirurgie*, Paris, 1823, 1 vol. in-8°; 3° *Lettre à M. Broussais*, 1824, in-8°; 4° *Traité de thérapeutique*, 1825, 2 vol. in-8°; 5° *Mémoires sur la division du rachis*, 1826, in-8°; 6° *Traité de physiologie pathologique*, 2° édition, 1829, 3 vol. in-8°; 8° *Additions au Traité de la taille par Deschamps*, 1826, 4 vol. in-8°; 8° nouvelle édition de la *Médecine opératoire de Sabatier*, par Bégin et Sanson, publiée sous les yeux du baron Dupuytren, 2° édition, 1829, 4 vol. in-8°. M. Bégin est un des trois rédacteurs du *Journal de médecine, de chirurgie et de pharmacie militaires*, un des rédacteurs du grand *Dictionnaire des sciences médicales*, de l'excellent *Dictionnaire de médecine et de chirurgie pratiques* qui paraît en ce moment; du *Dictionnaire des termes de médecine*, etc.; un des quatre rédacteurs du *Dictionnaire abrégé des sciences médicales*, en quinze volumes; et il a fourni de nombreux articles à la *Biographie médicale*; c'est lui qui exposa un des premiers, dans le *Journal complémentaire du Dictionnaire des sciences médicales*, la doctrine physiologique alors au berceau, et il fit insérer dans ce recueil un très grand nombre d'articles très estimés de critique médicale. M. Bégin fait au Val-de-Grâce un cours très suivi d'anatomie pathologique. Son excellente méthode, son élocution, et les recherches particulières qu'il a faites, prouvent que sur un théâtre plus élevé il deviendrait bientôt un des professeurs les plus remarquables de notre capitale.

BÉGIN (EMILE-ARISTE), médecin, né à Metz, le 25 avril 1803, d'un magistrat originaire de cette ville. Après avoir fait de bonnes études, il se livra aux sciences exactes, dans le dessin d'entrer à l'école polytechnique; mais ayant été contrarié dans ce projet, il se tourna vers l'art de guérir, et suivit le cours de l'hôpital militaire d'instruction, sans négliger cependant l'étude des mathématiques et de la littérature. Il se fit d'abord connaître par des mémoires et des notices biographiques qu'il adressa à l'académie de Metz. A l'ouverture de la campagne d'Espagne, il fut successivement employé dans les hôpitaux de Nancy, de Metz et de Barcelonne; il profita de son séjour dans la péninsule pour étudier la littérature. De retour en France, M. Bégin s'est fait recevoir docteur en médecine, et, après avoir épousé à Nancy une jeune personne de beaucoup de mérite, il s'est fixé à Metz, où il partage son temps entre la pratique de son art, l'étude des sciences naturelles et celle de la littérature. Il est associé correspondant de la société royale des antiquaires de France et des académies de Rouen, de Dijon, de Lille, de Cadix, etc. On doit à ce jeune écrivain : 1° *Dissertation sur l'influence des travaux intellectuels sur le système physique de l'homme*, Strasbourg, 1828, in-4°; c'est une thèse curieuse et regardée comme l'une des meilleures qui aient été soutenues à la faculté de Strasbourg; 2° *Histoire des sciences, des lettres, des arts et de la civilisation dans le pays messin*,

Metz, 1829, in-8°, avec une carte du département de la Moselle; 3° *Biographie de la Moselle*, Metz, 1829, 3 vol. in-8°; deux sont déjà publiés; 4° *Appendice à l'essai sur l'histoire de Longwy*, Metz, 1829, in-8°; cet appendice, qui forme la moitié de l'histoire de Longwy, contient des considérations relatives à l'industrie et au commerce de cette ville, et des notices biographiques sur les hommes illustres qui y ont pris naissance; 5° plusieurs mémoires et observations insérées dans différents journaux de médecine, sans nom d'auteur, et qu'il ne faut pas confondre avec ceux de M. J.-L. Bégin, chirurgien aide-major, au Val-de-Grâce. M. Emile Bégin a, en outre, en portefeuille quelques ouvrages manuscrits, parmi lesquels nous citerons : 1° un *Traité des émissions sanguines*, qui pourrait former 2 vol. in-8°; 2° un recueil de poésies; 3° un *Voyage, en prose et en vers, dans le midi de la France*; 4° plusieurs compositions dramatiques; 5° un grand nombre de morceaux de critique médicale et littéraire; 6° une traduction de *Cornelia Borcquia, ou la Victime de l'inquisition*, roman espagnol, in-18; 7° une traduction des *Nuits de Cudalao* et de ses poésies écrites dans la même langue, etc. M. Bégin prépare en ce moment une *Histoire politique et littéraire de la Lorraine*. Cet ouvrage, qui n'aura pas moins de huit à dix volumes in-8°, sera enrichi d'une *Biographie lorraine* composée de plus de quinze cents articles.

BELLANGÉ (JOSEPH-LOUIS-HIPPOLYTE), peintre, est né à Paris, le 16 février 1800. La fortune de ses parents ne leur permettant pas de faire les frais des longues études qu'exige l'art de la peinture, ils le placèrent chez un négociant raffineur de sucre. M. Bellangé ne prit nullement goût à cette profession, à laquelle il renoua après dix-huit mois d'apprentissage. Ses parents se décidèrent alors à quelques sacrifices, et le firent entrer, à dix-huit ans, chez M. le baron Gros. Après trois années de travail sous cet habile maître, M. Bellangé se sentit assez de force pour se produire; il fit admettre au salon de 1821 un grand tableau représentant la Bataille de la Moskowa, et quatre ou cinq autres petits tableaux. Au salon de 1822, on remarqua son tableau de la Reddition du fort d'Aboukir, et quelques autres petits tableaux de genre. Ces divers ouvrages lui valurent une médaille d'or. Le principal morceau qu'il fournit à l'exposition de 1827 est une Charge de cuirassiers français sur des troupes hongroises pendant la campagne de France. M. Bellangé a exécuté aussi beaucoup de dessins à l'aquarelle, et un nombre considérable de lithographies. Les grandes compositions de cet artiste, surtout les dernières, ont du mouvement et sont bien ordonnées. Ses aquarelles sont très bien faites, d'une jolie couleur et bien touchées. On en trouve un bon nombre dans la précieuse collection de M. Coutan. Les sujets lithographiques de M. Bellangé représentent en général des scènes populaires et militaires, et plaisent par leur esprit et leur gaieté.

BELLE (JEAN-FRANÇOIS-JOSEPH DE), né le 22 mai 1767, à Vorppe, département de l'Isère. Au commencement des guerres de la révolution, en 1792, il vint d'être fait capitaine dans le régiment d'Auxonne, 6° d'artillerie, où il avait été reçu en 1782, et où il était devenu lieutenant en 1789. Pendant les deux campagnes de 1793 et 1795, il combattit dans l'artillerie à cheval à l'armée du Nord et à celle de Sambre-et-Meuse. Parmi les occasions où il se fit remarquer de cette époque, on cite surtout un combat qui eut lieu, vers la fin de 1793, avant la prise de Charleroi. Enveloppé par les Autrichiens, la compagnie d'artillerie légère qu'il commandait venait d'être obligée de se rendre; mais il réussit à former à la hâte un peloton d'hommes de bonne volonté, fondit sur l'ennemi, le dégagea, et eut le bonheur d'échapper lui-même malgré plusieurs blessures, si graves qu'on l'avait laissé pour mort sur le champ de bataille. En 1794, dans l'armée de Sambre-et-Meuse, sous Jourdan, il commandait en qualité d'adjoint-général d'artillerie, celle de l'avant-garde aux journées d'Arlon, le 17 et le 18 avril, et elle lui dut de lutter avec avantage, malgré son infériorité matérielle, contre celle de Beaulieu. Elevé,

l'année suivante, au grade de général de brigade, il fut chargé d'inspecter l'artillerie dans le quatrième arrondissement militaire, celui du Haut-Rhin, attribution qu'il conserva long-temps ; il commanda aussi en second devant Düsseldorf, en 1795, l'artillerie de Sambre-et-Meuse, fit taire, à Blankenbourg, par un feu très bien soutenu, celui des retranchements autrichiens, et, le 16 novembre, fut nommé général de division. L'année suivante se perdit pour lui dans les vaines tentatives de l'expédition d'Irlande, commander par Hoche, son beau-frère ; mais, en 1797, il suivit le général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse. Il en dirigea toute l'artillerie, soit au passage du Rhin, soit, le 27 avril, à la bataille de Neuwied, et, par une lettre du 4 mai, le directoire lui témoigna sa satisfaction dans les termes les plus honorables. Le 19 septembre, le lendemain de la mort de Hoche, le général de Belle adressa aux directeurs des détails sur cet événement, et ensuite il invoqua la générosité nationale en faveur de la veuve d'un guerrier si digne des regrets de la France. Après avoir continué à rendre des services signalés à l'armée de Sambre-et-Meuse, il fit en Italie la campagne de 1799. Le 15 août, à Novi, il commandait toute l'artillerie. On remarqua son interposition ainsi que la justesse de ses manœuvres dans cette journée funeste ; mais ensuite on l'approuva pas aussi généralement sa marche, trop circumspecte peut-être, pendant la retraite effectuée sous les ordres de Morrauo, par suite de la mort de Lambert. L'armée souffrit beaucoup, et plusieurs officiers imputèrent ses pertes à la lenteur des opérations du général de Belle. Mais du moins l'artillerie avait fait son service avec tant d'art et de précision que si elle n'avait pas arrêté les colonnes austro-russes, elle les avait constamment éclaircies. D'ailleurs la justification qu'il ne tarda pas à publier se trouva conforme au sentiment des officiers les plus éclairés : elle fut même bien accueillie par le gouvernement. Le général de Belle fit partie de l'armement qui mit à la voile à Brast, le 14 décembre 1801, pour ramener Saint-Domingue sous les lois de l'ancienne métropole. Ayant à seconder, en ferrier, le général Lambert, dont la division attaquait Maurepas, chef des noirs, il tourna son position près du port de la Paix, et s'efforça de peulver avec sa colonne de douze cents hommes dans des défilés où les insulaires surent se maintenir ; mais lorsqu'il se fut retiré vers le port, ils ne purent l'entamer, et, d'après les autres dispositions du général en chef Leclerc, Maurepas fut réduit à capituler. Ce fut alors contre Toussaint-Louverture et contre Dessalines que les forces françaises furent dirigées. La division de de Belle et celle de Humbert se réunirent vers le Bas-lé, et de Belle ayant rencontré, près des Veillettes, le corps de Dessalines, l'enfonça, le poursuivit vivement, et arriva en même temps que les fuyards sous le feu des retranchements de la Crête-à-Pierrot. L'artillerie de la redoute, très bien servie, et soutenue par la cavalerie, renversa en un moment plusieurs centaines d'hommes. Le général de Belle, dangereusement blessé à la tête de sa colonne, se vit réduit à s'élancer du champ de bataille : il ne quitta point sûr, mais désormais il ne put prendre part à de nouveaux combats. Quelques mois plus tard, il fut au nombre des victimes de l'épidémie si meurtrière de 1803, qui, malgré les premières défaites des noirs, et leur soumission apparente, devait leur livrer enfin des vainqueurs trop affaiblis.

BENABEN LOUIS-GUILLEME-JACQUES-MARIE), naquit à Toulouse le 15 février 1774. Il n'avait que vingt-huit ans quand il obtint un emploi de commissaire des guerres à l'armée d'Égypte ; il resta attaché à cette expédition jusqu'en 1800, et à son retour dans sa patrie il fut nommé chef de bureau de la guerre à l'administration centrale de la Haute-Garonne ; mais il quitta bientôt cette place, et se consacra à l'enseignement. Il occupa successivement les chaires de rhétorique et de philosophie dans les lycées d'Orléans, de Carcassonne et de Napoléonville, professa les mathématiques à l'école centrale de Maine-et-Loire à Angers, et en 1814 il vint à Paris, prit une inscription à l'école de droit dans l'intention de se faire recevoir

avocat ; mais bientôt il s'adonna entièrement à la politique, et fit paraître dans la *Minerve* et le *Constitutionnel* plusieurs articles qui excitèrent l'attention. La *Gazette de France* se l'attacha ; et pendant plusieurs années M. Benaben fut chargé de toute la polémique de cette feuille ministérielle. Echappé, non sans quelques dangers personnels, à la révolution du 27 juillet, il vit aujourd'hui dans la retraite, privé des grands avantages qu'il recevait de la cause qu'il défendait par ses écrits. M. Benaben a peu écrit hors des journaux. On lui reconnaît de l'esprit et du talent ; mais on a souvent attaqué sa conviction, qu'en n'a jamais crue intime. Il a publié : 1° *Eloge historique du général Dupuy, mort assassiné au Caire, le 30 vendémiaire an 7*, p. 1000, au cercle constitutionnel de Toulouse, Toulouse, 1800, in-8° ; 2° *L'Éducation publique doit-elle être confiée au clergé ?* Paris, 1817, in-8° ; l'auteur est pour la négative ; 3° *Lettres de Pholosis*, traduites du grec en italien et de l'italien en français ; 4° *Procès de l'oligarchie contre la monarchie*, Paris, 1817, in-8° ; 5° *Le fond de la question*, Paris, 1818, in-8° ; 6° *Quelques observations sur la loi de recrutement*, Paris, 1818, in-8° ; 7° *Un mot sur les remarques de M. de Châteaubriand*, Paris, 1818, in-8° ; 8° *Recueil des travaux législatifs de la chambre des députés sur l'immémorialité à accorder aux émigrés*, Paris, 1825, in-8°. On attribue à M. Benaben l'essai sur l'histoire du christianisme, 1 vol. in-8°, publié à Toulouse.

BENETTI (JEAN), avocat et poète italien, né à Naples vers 1798. On dit que très jeune encore il annonça les dispositions qu'il montra plus tard, et qu'il donna plusieurs preuves d'un talent que sa mort prématurée ne lui a point laissé mûrir. Comme tant d'autres jeunes gens engagés dans l'étude des lois, il lui fit de nombreuses infidélités, mais il ne l'abandonna point, et il lui avait pris une place honorable dans le barreau de Naples quand il mourut. Dans ses compositions littéraires, comme dans ses écrits pour le palais, on remarque le caractère d'un esprit qui dédaigne de trop s'occuper de l'arrangement des mots, et qui donne toute son attention au développement de ses idées. C'est ce même esprit qui lui inspira un goût particulier pour les hautes sciences morales et politiques dont il conseillait surtout l'étude aux jeunes gens que, jeune lui-même, il dirigea plus d'une fois dans leurs travaux. Il pensait que le plus noble usage qu'on put faire de la poésie, c'était de l'employer à seconder les progrès de ces sciences, et que le poète digne de ce nom exerce son génie sur des objets inconnus, mais que son talent rend bientôt populaire. Benetti a laissé quelques poésies que ses amis ont recueillies, et qui ont été imprimées à Naples. On peut le ranger parmi les poètes de ce qu'on veut bien appeler la nouvelle école. Connu personnellement de lord Byron, qu'il estimait à l'égal d'Homère, il l'a imité, et souvent il en a emprunté jusqu'aux expressions qui manquaient à sa langue. Le principal recueil de ses poésies est intitulé : *Mélodie hébraïques* ; ce sont quelques paraphrases des psaumes, et le plus souvent ce sont des vers qui n'ont aucun rapport avec les Hébreux. On cite sa *Mélodie* adressée à la mémoire du Dante, et celle qui est la traduction du psaume magnifique *Super flumina Babylonis*, imité, paraphrasé, traduit plus de mille fois. On dit qu'il fit cette traduction quelques jours avant sa mort, qu'il la recita à ses amis, et que l'auditoire et le poète interrompirent souvent cette lecture par leurs larmes. Benetti, frappé à son début dans la carrière, eût honoré sa patrie par un beau talent et d'utiles connaissances ; ses essais le prouvent. Attaqué de phthisie, il succomba après une longue maladie, le 25 janvier 1825 : ses collègues lui ont élevé un monument.

BÉNÉVENT. Voyez TALLEYRAND-PÉRIGORD (prince de), au Supplément.

BENVENUTI (GHERA-PIERRE), directeur de l'académie des beaux-arts de Florence, et l'un des plus grands peintres de l'Italie, naquit, en 1769, dans la ville d'Arezzo, en Toscane. Ayant montré dès sa plus tendre enfance une grande aptitude pour le dessin, il fut mis sous la direction d'un peintre distingué. Les pro-

gres du jeune élève excitèrent bientôt l'étonnement de son maître : à l'âge de neuf ans il copia un tableau de Baroccio, représentant la Misticorde, avec une si rare perfection, que le grand-duc acheta cette première esquisse d'un genie naissant, et la fit placer dans le musée public de la capitale. Tout le monde désirait qu'un enfant de si belle espérance fût envoyé à Rome sans perte de temps ; mais son père qui était pauvre ne put d'abord que l'emmener à Florence, où il fut reçu comme élève dans cette même académie dont il devait ensuite devenir le chef. Il y demeura sept ans, remporta un grand nombre de prix, et son premier tableau d'invention, représentant la Fuite d'Enée dans l'incendie de Troie, lui fit une réputation de maître qui ne devait jamais se démentir. Lors de la descente des armées françaises en Italie, le gouvernement fit don de ce tableau au général Dapont, qui, frappé de sa beauté, avait demandé à l'acquérir. En 1793, il se rendit à Rome, et pendant la première année de son séjour dans cette ville, il ne voulut s'occuper que de l'étude des chefs-d'œuvre de Raphaël et de Michel-Ange ; il suivit aussi un cours d'anatomie dans l'hôpital du Saint-Esprit. Le théâtre de sa gloire s'ouvrit enfin, et son atelier devint bientôt un objet de curiosité publique, où couraient en foule les amateurs tant italiens qu'étrangers. De nombreuses commissions lui arrivaient continuellement de l'Angleterre, de la Hollande, de l'Espagne, de l'Allemagne et de la Russie, de manière qu'en peu de temps ses tableaux se répandaient dans toutes les parties de l'Europe. L'évêque d'Arezzo le chargea de plusieurs travaux, entr'autres de deux grands tableaux qui sont aujourd'hui dans la cathédrale de cette ville, et dont l'un représente le martyre de saint Donat dans les ténèbres d'un carbot, et l'autre le triomphe de Judith dans le camp d'Holopherne. Le célèbre Canova était si enchanté de ces deux productions, que non content de les avoir admirées à Rome chez l'artiste, il fit un voyage exprès à Arezzo pour les voir une seconde fois. Après quinze ans de séjour dans la capitale du monde chrétien, où il avait épousé Victorine Monti, fille d'un avocat romain, Benvenuti fut appelé à Florence pour être le directeur en chef de l'académie des beaux-arts. A peine s'y fut-il établi, qu'il exécuta deux grands tableaux, dont les sujets étaient la mort de Priam et celle du malheureux comte Ugolin, que le Dante avait rendu célèbre dans sa *Divine Comédie*. Peu de temps après il peignit, par ordre de l'empereur Napoléon, le Serment des Saxons après la bataille de Iena. Ce tableau, qui représente un clair de lune avec une vérité frappante, fut immédiatement transporté à Paris ; mais à l'époque de la restauration le gouvernement le fit renvoyer à son auteur, et il se trouve aujourd'hui dans la galerie du comte Mozzi de Florence. Le catalogue des peintures sur toile de cet artiste honorable, dont des graveurs habiles ont déjà reproduit une partie, est très étendu, surtout si l'on y ajoute le grand nombre de portraits qui sont sortis de son pinceau, et si l'on se rappelle qu'à la demande des amateurs il a été souvent obligé de faire jusqu'à trois ou quatre répétitions des plus renommés d'entre ses tableaux d'histoire ; mais il devait aussi se distinguer dans les fresques, et les quinze grandes machines de ce genre, que par ordre du grand-duc il a exécutées dans un des salons du fameux palais de Pitti, représentant les travaux d'Hercule, font l'admiration de tous les voyageurs, aussi bien qu'un tableau représentant Boccaccio dans son cabinet d'étude, qu'il a exécuté sur une des murailles de la chambre où ce littérateur du 14<sup>e</sup> siècle écrivait ses brillantes productions dans sa maison de Certaldo. Benvenuti s'occupe actuellement de peindre à fresque la coupole de la chapelle de Médicis dans l'église de Saint-Laurent de Florence. Les commissaires en matière de beaux-arts ont toujours remarqué dans les ouvrages de Benvenuti la correction du dessin, l'élégance des formes, l'éclat du coloris, l'idéal de l'expression et la vérité des draperies ; ses concitoyens de plus révèrent dans sa personne un caractère élevé et des mœurs irréprochables. Sans envie comme sans ambition, il encourage le talent partout où il croit en apercevoir les germes, et son

enthousiasme pour son art est égal en lui au généreux empressement qu'il met à favoriser de tous ses moyens la condition des artistes. On l'a vu une fois refuser avec indignation un emploi, parce qu'il s'agissait d'en priver un vieux peintre qui avait été son maître.

BERARD (FABÉRIC), né à Montpellier, en 1789, se livra de bonne heure, dans sa ville natale, à l'étude de la médecine. Pénètre des principes excellents de l'école qui l'avait instruit, le jeune Berard, à l'âge de vingt ans, soutint une thèse dont le titre était : *Plan d'une médecine naturelle, ou la nature considérée comme médecine, et le médecin considéré comme imitateur de la nature*. Berard se rendit ensuite à Paris pour y perfectionner ses études, et M. Pankoucke ne tarda pas à se l'associer pour la rédaction du *Dictionnaire des sciences médicales*. L'article *Cranioscopie*, par où ce jeune médecin débuta, contient une critique à la fois élégante et profonde du système du docteur Gall ; mais à laquelle pourtant celui-ci répondit avec avantage. Il présenta ensuite, dans l'article *Élement*, un tableau de la doctrine analytique que Barthez et Dumas avaient fondée à l'école de Montpellier. Les articles *Ectase* et *Force musculaire*, fort bien faits, sont encore du docteur Berard. Il retourna à Montpellier et y professa avec un grand succès, dans des cours particuliers, la médecine et la thérapeutique. L'épidémie qui régna à Montpellier sur la fin de l'année 1816, donna occasion au docteur Berard de faire des observations qui le conduisirent à publier, en 1816, un ouvrage, en 3 vol. in-8°, sur la distinction entre la variole et la petite vérole. Berard avait voulu établir un journal rédigé d'après les doctrines de l'école de Montpellier ; mais n'ayant pu y intéresser les professeurs, il fut réduit à ne livrer au public qu'un volume in-8°, contenant la *Doctrine de l'école de Montpellier*, et la comparaison de ses principes avec ceux des autres écoles de l'Europe. Cet ouvrage contient des vues philosophiques très élevées, exprimées avec autant de force que d'élégance. Il concourut aussi à cette époque à la rédaction de la *Revue médicale*. Des rivalités lui ayant fait éprouver quelques désagréments dans son pays, il le quitta pour venir solliciter à Paris une chaire de la faculté de médecine. Peu après, il publia en société avec le docteur Rouzet l'excellent ouvrage de Dumas sur les *maladies chroniques*, en 2 vol. in-8°, avec des notes et des commentaires sur la doctrine analytique. La publication de la *Doctrine des rapports du physique au moral*, suivit bientôt. Berard y expose toujours, d'une manière originale et profonde, tout le système de ses idées philosophiques. Ce livre, en cherchant à poser les limites de la physiologie et de la métaphysique, se proposait un but d'utilité bien réel. Il publia encore une lettre inédite de Cabanis, sur les *causes premières*, in-8°, qu'il augmenta de beaucoup de notes, qui furent sévèrement critiquées. L'université ayant enfin reconnu les talents et le mérite de ce médecin philosophe, le nomma à la chaire d'hygiène à la faculté de médecine de Montpellier. De retour dans la ville qui l'avait vu naître, il s'empressa d'ouvrir son cours et de faire imprimer son discours d'ouverture, dont le sujet était *l'Amélioration progressive de l'espèce humaine par l'influence de la civilisation*, in-8°. Ce fut le dernier ouvrage de Berard. Ces nombreux travaux, pour un homme encore tout jeune, avaient épuisé sa santé, et la mort le frappa le 16 avril 1828. Ce fut une grande perte pour la science et la philosophie.

BERGASSE (ALEXANDRE), frère du célèbre Nicolas Bergasse, naquit à Lyon où il était négociant. Il administra long-temps les hôpitaux de cette ville. Il quitta de bonne heure le commerce, et se retira dans une belle maison de campagne située sur les bords de la Saône à Montanay, pour s'y livrer à l'étude de la religion. Il croyait aux miracles des convulsions omniaires, et s'était rangé dans le parti obscur et peu connu des *anti-concordataires*, appelés aussi *puristes* et *membres de la petite église*, secte qui ne s'est point soumise au concordat de 1801. Il est mort à Lyon le 19 février 1820. Le seul ouvrage qu'on ait de lui est le livre intitulé : *Refutation des faux principes et des colonnes arantes*.

par les jacobins, pour décrier l'administration de nos rois, et pour justifier les usurpations de l'autorité royale et du trône, par un vieux Français, Lyon, 1816, 1 vol. in-8°. Ce livre est une attaque contre la Charte, que l'auteur traite d'illégitime et d'irrégulière, soutenant que le roi peut et doit la révoquer. On a suivi, quinze ans plus tard, les conseils de M. Bergasse, et on a vu ce qu'ils ont produit. Trois objets principaux choquent l'auteur : 1° la participation au pouvoir législatif, attribuée à la représentation nationale ; 2° la protection accordée à tous les cultes ; 3° la confirmation de la vente des biens nationaux. « Les véritables Français, » dit-il, ne reconnaissent plus leur patrie sous le régime de cette Charte : ils ont vécu sous l'empire de nos anciennes lois, qui condamnaient toutes les injustices, et on leur en présente de nouvelles qui consacrent toutes les usurpations. Ils étaient heureux sous l'autorité paternelle de nos rois, et ils voient cette autorité réduite à l'impuissance par le partage qui en a été fait. La Charte ne peut que prolonger les divisions qui nous agitent, etc. » L'auteur d'un livre si grave-mment répréhensible était pourtant un homme de fort bon sens et qui ne manquait d'aucun genre de mérite. L'analyse qu'il trace de la constitution de l'Angleterre, et l'histoire abrégée des révolutions de ce pays, sont deux morceaux très remarquables. La conduite de M. Bergasse fut d'ailleurs celle d'un homme juste, et il jouissait parmi ses concitoyens de la considération la plus flatteuse. Le gouvernement n'approuva point les maximes répandues dans ce livre, qui n'est plus dangereux aujourd'hui, et à peine eût-il paru, que le préfet du Rhône, M. Chabrol de Crouzol, fit appeler M. Bergasse, et lui représenta la nécessité où se trouvait le gouvernement de faire condamner l'ouvrage s'il ne consentait lui-même à sa suppression. M. Bergasse déféra à cette invitation, et le livre ne fut point mis en circulation ; mais quelques exemplaires, en petit nombre, ont échappé à cette mesure. Cet ouvrage n'a pas été connu de l'auteur du *Dictionnaire des auteurs*. M. Barbier.

BERLINGHIERI. Voyez VACCA-BERLINGHERI, au Supplément.

BERNARD (PIERRE-BEVHARD), lieutenant de vaisseau dans la marine suédoise, savant chimiste et militaire très instruit dans son art, né le 30 avril 1750 dans la province d'Uplande, en Suède. Après avoir fait ses études à l'université d'Upsal, il s'engagea comme volontaire du génie. Ses progrès rapides le firent bientôt nommer professeur dans cette partie importante. Il subit, en 1776, l'examen exigé pour les officiers, et peu après il fut nommé maître des dépôts de la marine. L'année suivante, il obtint le grade de lieutenant à l'amirauté et d'officier d'information. En 1783, il devint lieutenant à la marine. Pendant la guerre qui éclata en 1788, entre la Suède et la Russie, Berner fut chargé de la direction des munitions et de l'épreuve des canons pour la marine et l'artillerie de terre. Le 22 juillet 1790, il fut nommé lieutenant de vaisseau. Son zèle infatigable pour le bien public, et son ardeur à remplir ses devoirs, affaiblirent considérablement sa santé, et sa vue même commença à se perdre. Ce malheur l'obligea de donner sa démission en 1791. Le roi l'accepta en témoignage ses regrets de se voir privé des services d'un militaire si instruit. Par un bonheur inespéré, Berner, au bout de quelques mois, reprit toute sa santé, et sa vue se rétablit parfaitement ; il put bientôt reprendre ses travaux, et se charger de l'épreuve des canons. Ses connaissances et ses talents lui valurent, le 15 mars 1799, sa nomination de membre correspondant de la société du Nord à Londres. Deux ans après il fut chargé d'un voyage en Angleterre pour prendre connaissance des machines à vapeur, dont l'invention était encore toute récente, et qui à son retour on devait appliquer à la construction des machines à Carlscrona. Pendant son voyage il apprit la fabrication de l'alkali minéral et du sel de Glauber, par un nouveau procédé. Il reçut du roi un brevet pour l'établissement d'une fabrique de soude, de potasse, de sel de Glauber, d'alun et d'ocre rouge : mais le défaut d'argent ne lui permit pas de continuer cette entreprise ; il céda son brevet à l'académie des

sciences et en reçut un acte d'approbation et la médaille d'or du prix fondé par Sahlgren. Le 4 septembre 1812, il avait été nommé membre de la société militaire, aujourd'hui académie des sciences militaires ; et le 28 octobre de la même année, membre de l'académie des sciences de Stockholm. Il termina sa carrière laborieuse et honorable le 29 mai 1826, âgé de soixante-seize ans. Les seuls ouvrages de ce savant, qui aient été livrés à l'impression, sont : 1° Un mémoire sur le prix et la question suivante, proposée par l'académie des sciences de Stockholm : *Laquelle des deux systèmes suivants seroit le plus favorable au militaire et le plus économique pour le pays, ou d'une armée perpétuelle payée par les propriétaires, ou d'une armée renouvelée en partie annuellement par la conscription* ; 2° Un *Projet d'épreuves sur le sulphre*. Outre cela, ses œuvres ci-après sont insérées dans les *Mémoires de l'Académie des sciences*, et dans celle des sciences militaires à Stockholm, savoir : un *Essai pour employer au chauffage le schiste d'alun* ; un *Rapport sur une manière plus économique de brûler la brique* ; des *Remarques sur les canons, destinés à l'armement des vaisseaux de ligne et sur la défense maritime*. Il a aussi donné à la société patriotique plusieurs autres *Traité* qu'elle a fait imprimer dans ses *Mémoires*. Parmi les découvertes dans les sciences militaires, dont on est redevable à Berner, on doit mentionner une nouvelle espèce de bombes approuvées en 1789. Il a fait aussi plusieurs cartes de l'Archipel suédois.

BERRÉ (JEAN), peintre, né né à Anvers le 11 février 1777. A l'âge de huit ans, il entra chez un peintre en décors, pour y commencer l'apprentissage de son art. L'invasion des Pays-Bas par les Français interrompit pendant quelque temps ses études ; cependant il put à la fin les continuer, tant chez son premier maître, qu'à l'académie d'Anvers. Des copies de tableaux de fleurs et quelques portraits, commencèrent à le faire connaître ; mais, d'après les conseils de M. Onégank, il abandonna ce genre, et se mit à étudier la nature morte. Après avoir exécuté à Anvers un assez grand nombre de tableaux de gibier, il vint à Paris, et en produisit deux à l'exposition de 1808. La vue de notre Muséum d'histoire naturelle, et de la ménagerie qui en dépend, portèrent alors M. Berré à faire des études d' animaux féroces. On a conservé le souvenir du Lion tenant une gazelle dans ses griffes, et de l'Aigle enlevant un mouton. Une autre production, une lionne peinte sur toile vernie, a fait partie de la précieuse galerie de la Malmaison. L'excellence de ce dernier morceau fit que de plateau de cabaret, il devint un tableau richement encadré. Cependant l'impossibilité de pouvoir peindre dans leur liberté des animaux féroces, et par conséquent de parvenir à les rendre d'une manière tout-à-fait vraie, porta de nouveau M. Berré à une autre application de ses talents. Quoique déjà âgé de trente-cinq ans, il résolut de prendre Paul Potter pour modèle, et de marcher sur les traces de ce grand maître. C'est dans ce nouveau genre qu'il débuta au salon de 1814. Après avoir donné des preuves de ses progrès au salon de 1817, il fournit à l'exposition suivante, quatre tableaux très remarquables : des Vaches sortant d'une ferme, l'Abreuvoir, un Jeune garçon menant des animaux, et une Jeune fille donnant à manger à son chien, et fut classé parmi les premiers artistes en ce genre. M. Berré est sculpteur en même temps que peintre, et dans l'exécution de ses tableaux il a aidé de figures d'animaux modelés en terre par lui-même avec une grande exactitude.

BERT (PIERRE-NICOLAS), littérateur et journaliste, naquit à Paris le 13 février 1788. Après avoir fait de bonnes études au collège Sainte-Barbe, il commença l'étude du droit, et passa plusieurs années chez un avocat ; mais sa vocation l'emmenait dans une autre carrière. Aussi assidu aux cours de la faculté des lettres qu'aux leçons des professeurs de droit, il fut remarqué de M. Charles Lacretelle dont il suivait le cours d'histoire. L'académicien se l'attacha en qualité de secrétaire, et prit plaisir à diriger ses premiers travaux, moins comme un maître que comme un ami. M. Bert se fit ensuite connaître par de nombreux morceaux

de critique littéraire qui révéla à la fois un goût sûr, un jugement sain et exercé, ainsi qu'une louable modération. Il fut représenté, en 1817, en société avec M. Onésime Leroy, sur le théâtre de l'Odéon, une comédie en cinq actes et en vers, intitulée : *L'esprit de parti*; mais l'esprit de parti ne voulut pas qu'on le jouât. Les représentations devinrent orageuses, et les auteurs crurent devoir retirer leur pièce; ils firent d'eux-mêmes baisser le rideau. M. Bert fit également recevoir, en 1821, une tragédie d'*Agnès de Meranie*, mais la censure en empêcha la représentation. Le 25 août de la même année, il fut mentionné honorablement à l'académie française, pour son discours sur cette question : *Déterminer ce que c'est que le génie poétique*. C'est surtout comme écrivain politique que M. Bert s'est acquis des titres à l'estime de ses concitoyens. Dès 1815, il débute dans les journaux, en rendant compte des débats législatifs. En 1817, il devient rédacteur en chef du *Journal général* qui prit bientôt le titre de *l'Indépendant*. Lorsque la loi de 1819 créa des éditeurs responsables, M. Bert eut le courage de reprendre du journal qu'il rédigeait, donnant en cela une nouvelle leçon à plus d'un journaliste de l'opposition. En cette qualité, il fut condamné pour la publication de l'*Acte de souscription nationale au profit des victimes exceptionnelles de 1820*. Vers la même époque, il fonda, avec d'autres littérateurs, un recueil intitulé : *Le lycée français*, qui succomba au bout de deux années sous les exigences de la loi du timbre. Depuis 1823, M. Bert est, comme rédacteur en chef, à la tête du *Journal du commerce*, l'un des plus purs et des plus sincères organes de l'opposition constitutionnelle. En 1825, M. Bert est devenu gérant de cette feuille, dont la rédaction fait aujourd'hui son occupation exclusive. On sait que cette tâche importante lui a déjà valu l'honneur d'une condamnation correctionnelle dans l'affaire de la *Souscription bretonne*, dont il a le premier révélé l'existence, donnant ainsi l'impulsion qui a bientôt couvert la France d'associations analogues, et rassuré la nation sur la conservation de ses précieuses libertés.

BERTHEZÈNE (PIERRE), lieutenant-général, naquit en Provence en 1780. Il entra au service à l'âge de treize ans, passa par tous les grades, et fut nommé major du 63<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne en 1808, colonel du 10<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère le 10 février 1807, et officier de la légion d'honneur le 11 juillet de la même année; il fit, avec son régiment, les campagnes de Prusse et d'Autriche, de 1807 à 1811. Sa belle conduite, pendant ces guerres, lui valut la croix de commandant de la légion d'honneur, qu'il reçut en 1809. Nommé, en 1811, général de brigade, il fut employé, en cette qualité, pendant cette année et la suivante. En 1813, il fit la campagne d'Allemagne comme général de division, et en 1814 celle de France. Le roi le créa chevalier de Saint-Louis par ordonnance du 17 juillet de cette dernière année. Au retour de Napoléon, le ministre de la guerre, Carnot, nomma, en avril 1815, le baron Berthézène, membre d'une commission composée d'officiers-généraux, et chargés d'examiner les titres et les droits des militaires qui avaient obtenu de l'avancement sous le gouvernement des Bourbons, depuis le grade de chef de bataillon jusqu'à celui de lieutenant-général. Au mois de mai suivant, on le chargea de donner une destination à tous les officiers à demi-solde et à ceux qui se trouvaient à Paris sans emploi. Compris dans le licenciement général de l'armée en 1815, il resta longtemps sans être rappelé au service. Fils d'un homme qui avait voté la mort du roi, et qu'une loi prétendait d'amnistie, avait force de quitter la France, en 1816, malgré la garantie de la Charte qui commandait l'oubli des opinions politiques émises avant la restauration. Le général Berthézène devait partager la disgrâce de son père, et, selon quelques biographes, il le suivit en exil. Cependant, en 1820, le marquis de Latour-Maubourg, ministre de la guerre, lui rendit la justice qui lui était due, et il fut remis en activité. Il fut classé parmi les lieutenants-généraux employés à l'inspection générale de l'infanterie. Quelques années plus tard il reçut la croix de grand-officier de la légion d'honneur,

et fut nommé membre du comité consultatif, créé par ordonnance du 3 janvier 1830. Il commanda aujourd'hui la première division de l'armée française en Afrique, où sa conduite a été des plus honorables; c'est un général à fait prouvé d'un vrai talent dans cette campagne.

BERTHIER (PIERRE), officier supérieur au corps royal des mines et membre de la légion d'honneur, est né à Nemours, le 3 juillet 1782. Elève de l'école polytechnique, il en sortit pour passer à celle de ponts et chaussées. M. Berthier fut ensuite placé dans le corps royal des mines. Il s'est beaucoup occupé de la minéralogie en général, et spécialement de celle de la France. On a remarqué depuis plusieurs années les applications qu'il a faites de l'analyse chimique à l'étude et à la classification des minéraux. A défaut de corps d'ouvrage de quelque étendue, on doit à M. Berthier une foule de mémoires et de notes critiques, tant dans les *Annales de chimie* que dans les *Annales des mines* publiées depuis 1816, par les libraires Treuttel et Würtz. Ces divers travaux et le cours que fait M. Berthier à l'école des mines, l'ont fait élire à la première classe de l'Institut, le 16 juillet 1827.

BERTIN (TULIORE PIERRE), l'un des plus féconds traducteurs, fut d'abord attaché en qualité de sténographe aux diverses assemblées législatives de la révolution, où il recueillait des notes qui servaient aux journaux pour reproduire les discours des orateurs. Il publia, vers l'année 1800, la description d'une lampe docimastique qu'il avait inventée, et qui paraissait réunir plusieurs qualités précieuses. Avec cet esprit actif et d'investigation qu'il possédait à un haut degré, il forma, en 1810, sous les auspices et même avec les leçons de M. Frochot, qui était alors préfet de la Seine, un établissement pour une méthode nouvelle de relire en versus sur carton, qui ne put se soutenir long-temps et qui fut abandonnée. Bertin se livra dès lors avec un zèle indécible à la traduction d'un grand nombre d'ouvrages anglais. On lui reproche de n'avoir pas été assez scrupuleux sur les choix. Il mourut dans le mois de janvier 1809. Voici à peu près les ouvrages qu'il a laissés : 1<sup>o</sup> *La Corniphonie, ou les femmes dans la délice*, Paris, 1808, in-12, fig.; 2<sup>o</sup> *Le cri de l'indignation, ou l'ami des Bourbons*, ibid., 1815, in-8<sup>o</sup>; 3<sup>o</sup> *Système universel et complet de sténographie, adapté à la langue française d'après Taylor*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, 1804, in-8<sup>o</sup>, avec planches; 4<sup>o</sup> *Tom Jones des enfants*, Paris, 1812, in-8<sup>o</sup>, avec fig. Il a traduit de l'anglais tous les ouvrages suivants : *Cabinet du jeune naturaliste*; *Conseils à mon fils*; *Considérations sur la liberté de la presse*; *Contes à mon fils*; *Contes de l'ermite*, ou *Souvenir du P. Fabien*, recueil d'historiettes, etc.; *Contes d'une nar oire*; *Contes noirs et blancs*; *Curiosités de la littérature*; *Delia, ou les deux cousines*; *Des différentes formes de gouvernement*; *La dissipatrice, ou lady Flenn et lady Anna*; *L'école de l'enfance*; *Ecole des arts et métiers*; *Edgard, ou le pouvoir du remords*; *Encyclopédie comique*; *L'été du nord*; *Le faux usurier, ou le nœud reconnaissant*, comédie imitée de l'anglais de Sheridan; *Les sœurs de l'amour*; *Le guide d'une mère*; *Histoire des principaux lazareths*; *Histoire du chapeau neuf du petit David*; *Les jeux de l'enfance*; *La lanterne magique*; *Leçons de la sagesse*; *Le législateur anglais*; *Lesirs de l'enfance*; *Matinées de l'enfance*; *Mirano, ou les sarrasins*; *Le miroir de l'enfance*; *Les misères de la vie humaine*; *Miss Glomont*; *Le Nœud de la jeunesse*; *Nouvel ami des enfants*; *Le petit Pierre, ou la famille du courage*; *Le passe-temps de la jeunesse*; *Les petits moralistes*; *Présent d'une sœur à son frère et d'un frère à sa sœur*; *Le présent maternel, ou la semaine amusante et instructive*; *Reflexions sur l'établissement des jurés et sur l'administration de la justice civile et criminelle*; *Les rieurs anglais*; *Soties d'Young*; *Soties de l'enfance*; *Tom Jones*; *Vie de Bacon*; *Vie de Hadley*; *Aly-Kan*. Bertin a eu part à la traduction des *Mémoires sur les établissements d'humanité*, et a publié la quatrième édition de la *Grammaire française et anglaise de Duffey*, 1817, 2 vol. in-8<sup>o</sup>.

BERTIN l'aîné (LOUIS-FRANÇOIS), naquit à Paris, le 15 décembre 1766. Il fit ses études au collège du Plessis, et fut destiné à l'état ecclésiastique auquel la revolu-

l'obligée de renoncer avant d'être entre dans les ordres. Il concourut depuis 1793 à la rédaction de plusieurs journaux, et notamment de l'*Éclair*, qui se remarquait par d'énergiques attaques contre des hommes dont les excès compromettaient la sainte cause de la liberté. Après le 18 brumaire au 8, M. Bertin fonda avec son frère le *Journal des Débats*, dont il n'eut d'être le rédacteur en chef tant que l'autorité ne s'y fut opposée. Grâce à ses talents et à ceux de ses collaborateurs, cette feuille ne tarda pas à devenir le premier des journaux politiques et littéraires de l'époque. En l'an 9, M. Bertin, toujours attaché au parti royaliste, se trouva impliqué dans l'affaire du chevalier de Coigny, et fut détenu au Temple pendant sept mois, sur lesquels il fut durant cinquante-quatre jours au secret. Sous les verrous, il continua de rédiger son journal. Après sa mise en liberté, il fut arrêté de nouveau pour la même affaire, et déporté à l'île d'Elbe, où il resta quatre mois. Il obtint ensuite la permission de rester en Italie, où il voyagea pendant deux ans, et ne revint à Paris qu'en 1805. Il avait conservé la propriété du *Journal des Débats*, mais, en 1811, Bonaparte ne se fit pas de scrupule de l'en dépouiller, ainsi que ses co-actionnaires, pour convertir le beau revenu de ce journal en un fond de pensions dont il gratifia ses personnages, qui ont joué un rôle plus ou moins important dans les affaires politiques : c'étaient MM. les conseillers d'état Béranger, Boulay de la Meurthe, Corvett, Degrassat, Réal, Pelet de la Lozère, Mounier, Angles; puis MM. de Brasseur, préfet du palais; Thuillier, secrétaire-général de la Seine; Costaz, intendant des bâtiments de la couronne; Desmarests, chef de division à la police générale; Fievet, maître des requêtes; Denon, directeur des musées; de Remusat, surintendant des théâtres; Saulnier, secrétaire-général de la police. Rien de plus curieux qu'un des considérants de cet acte attentatoire à la propriété : il portait que MM. Bertin avaient assez gagné sur les capitaux placés dans leur entreprise. Dès ce moment, le *Journal des Débats* devint, sous le nom de *Journal de l'Empire*, la feuille semi-officielle du gouvernement impérial. De la cette foule de documents diplomatiques qui s'y trouvent et qui rendent la collection de cette feuille aussi précieuse pour l'histoire que pour la littérature. Le *Journal de l'Empire* ne fut restitué à ses légitimes propriétaires que lors du retour du roi, en 1814. Ils le 30 mars, M. Bertin reprit possession de la rédaction, et le n° 31 parut sous l'ancien titre de *Journal des Débats*, qui était pour lui comme une garantie de modération et de sage indépendance. En effet, pendant la première restauration, la couleur politique de cette feuille la mit en harmonie avec les principes d'un gouvernement à la fois légitime et constitutionnel. M. Bertin, lors des événements de 1815, suivit le roi Louis XVIII à Gand, et y fut chargé de la rédaction du *Moniteur universel* que ce monarque y fit alors établir comme journal officiel. Cette publication, plus connue sous le nom de *Moniteur de Gand*, a été depuis réimprimée comme supplément à la collection du grand *Moniteur*. Dans ce journal, auquel concoururent MM. de Châteaubriand, Guizot, de Pradel, Lally-Tollendal, et Louis XVIII lui-même, le gouvernement du roi, momentanément exilé, professait les vrais principes de la Charte. Revenu à Paris, avec le roi, M. Bertin, dès le 8 juillet, reprit la rédaction du *Journal des Débats*, qui, durant la session de 1815 à 1816, partagea sans exagération pourtant les principes de la majorité de la chambre introuvable. Cette nuance d'opinion parut encore plus tranchée à mesure que M. Decazes acquit plus d'influence dans le ministère. Le *Journal des Débats* lutta avec vigueur contre cet homme d'état qui essaya vainement de séduire M. Bertin l'aîné et son frère par les propositions les plus avantageuses, et en même temps les plus flatteuses pour l'ambition. Parmi les partisans que cette polémique de tous les jours contre M. Decazes attirait à leur journal, figuraient les courtisans du comte d'Artois, dont cette même feuille devait combattre depuis les principes ou plutôt les prétentions avec une persévérance et un talent remarquable. Lors du court

avènement de M. de Châteaubriand au ministère dont M. de Villèle était le chef, M. Bertin fit un instant de son journal l'organe du pouvoir, mais le moment était venu où l'auteur encore incertain de la monarchie selon la Charte avait achevé son éducation constitutionnelle, et compris tout ce que cette loi fondamentale avait promis de liberté à la France. Cette opinion ayant causé le renvoi si prompt et si inconvenant de ce grand écrivain, M. Bertin, dès le jour même, refusa les subventions et les documents ministériels. Depuis cette époque, son journal, soutenu par la collaboration de MM. Châteaubriand, Salvandy, Villennin, auxquels se sont joints de plus jeunes rédacteurs, MM. Buquet, de Sacy, Nizard, Saint-Marc Girardin, Janin, etc., devint contre les ministères Villèle et Polignac l'arme d'une opposition systématique d'autant plus gênante pour le pouvoir, que le royalisme de M. Bertin ne pouvait être révoqué en doute. Lorsque les fameuses lois du droit d'aînesse et de la censure furent présentées par M. de Peyronnet, l'opposition du *Journal des Débats* fut aussi vive que raisonnable. Le 10 août 1829, deux jours après la formation du ministère Polignac, un article du *Journal des Débats*, qui finissait par ces mots : *Malheureuse France, malheureux roi*, amena M. Bertin sur les bancs de la police correctionnelle. Il fut condamné par ce tribunal qui a toujours passé pour être vendu au pouvoir. M. Bertin en appela devant la cour royale. Après avoir été défendu avec moins de talent qu'on n'aurait dû en attendre de M. Dupin l'aîné, il prononça quelques mots pleins de noblesse qui emportèrent son acquiescement : c'était un résumé simple et rapide de sa vie politique et des persécutions qu'il avait subies pour la cause des Bourbons. Il terminait ainsi : « Je ne sais si ceux qui se croient plus dévoués que moi au petit-fils de Henri IV rendent un grand service à la couronne en amenant devant une cour de justice des cheveux blanchis au service de cette couronne; je ne sais s'il est bien utile que des royalistes qui ont subi les peines de la prison pour la royauté, les subissent encore au nom de cette même royauté, mais enfin, messieurs, si, par impossible, mon défenseur n'était pas parvenu à vous faire parler sa conviction et la mienne, j'ose me flatter que d'après le peu de mots que je viens d'avoir l'honneur de vous adresser, aucun de ceux qui m'entendent ne pourra croire qu'arrive au terme prochain d'une pénible carrière, j'aie sciemment voulu offenser, outrager, insulter celui qui fut toujours l'objet de mon respect, de mon amour, j'allais presque dire de mon culte. » Son acquiescement fut un triomphe aux yeux de l'opinion publique. Depuis la révolution de 1830, qui a précipité du trône un roi qui régnerait encore s'il n'eût pas fermé l'oreille à la politique conciliée par les *Débats*, M. Bertin et ses collaborateurs paraissent avoir embrassé les principes et les conséquences du nouvel ordre de choses avec une réserve qui, en politique, a ses inconvénients, mais qui est l'effet d'un sentiment de convenance morale qu'il faut bien se garder de blâmer. M. Bertin a publié dans sa jeunesse quelques traductions de romans anglais, savoir : 1° *Elisa*, ou la famille d'Elderland, 1798, 4 vol. in-12; 2° *La caverne de la mort*, 1792, in-12; 3° *L'église de Saint-Siffred*, 1799, 5 vol. in-18.

BERTIN DE VEAUX, frère du précédent, né en 1773, concourut, comme lui, durant la révolution, à la rédaction de plusieurs journaux, et fut, avec son frère, l'un des fondateurs-propriétaires du *Journal des Débats*. Puis, comme lui, dépouillé, en 1811, par Bonaparte, pour ne rentrer dans sa propriété qu'au retour de Louis XVIII, en 1814, M. Bertin de Vaux avait formé, en 1801, une maison de banque, et il fut, en 1805, nommé juge au tribunal de commerce de Paris. Il a été, pendant plusieurs années, vice-président du même tribunal, et il a rempli ces fonctions d'une manière très distinguée. M. Bertin de Vaux fut nommé, en 1815, président du collège électoral du deuxième arrondissement de Paris. Au mois d'octobre suivant, il fut nommé secrétaire-général du ministère de la police, sous M. Decazes : ce jeune ministre, par cette nomination, avait espéré se con-



cilier l'appui de l'opinion des royalistes modérés. Le *Journal des Débats* était l'un de leurs principaux organes ; mais M. Bertin de Vaux, ne tarda pas à se trouver peu d'accord avec son chef, dont le système de bascule, c'est à dire de faiblesse et de duplicité, convenait sans doute beaucoup au caractère de Louis XVIII, mais fort peu au caractère français. M. Bertin de Vaux se retira, en 1817, après avoir lutté plusieurs mois contre M. Decazes, qui, nous nous plaisions à le reconnaître, est lui-même bien revenu du système dangereux qu'il suivait alors. M. Bertin de Vaux avait, en 1816, été nommé secrétaire de la commission du budget. En 1820, les suffrages du grand collège de Seine-et-Oise l'appellèrent à la députation. Dans la session de 1821, il ne tarda pas à se placer, avec M. Delalot, à la tête d'une opposition systématique, qui, sans cesser d'être royaliste, ne passait rien au ministère. Les discours qu'il prononça, le 16 février, sur le projet de loi relatif aux annuités, est remarquable par la lucidité des principes sur une matière aussi ardue, et qui touche à essentiellement au crédit public. Défenseur inviolable de la liberté de la presse, M. Bertin de Vaux s'éleva, dans la séance du 6 juillet suivant, contre l'établissement de la censure ; et, dans cette discussion si délicate, pour un des rédacteurs propriétaires d'un des principaux journaux d'opposition, il parla avec autant de franchise que d'énergie, en sachant garder toutes les convenances. En 1823, le collège électoral de l'arrondissement de Versailles, qu'il avait été appelé à présider, l'élut pour député. Lorsque M. de Châteaubriand fut appelé à faire partie du premier ministère Villele, M. Bertin de Vaux accepta la place de conseiller-d'état, dont il s'empessa de se démettre, lorsque son noble ami fut si brutalement rejeté de son ministère. Depuis cette époque, M. Bertin de Vaux a continué de se faire remarquer à la tribune nationale parmi les défenseurs de nos libertés. Il s'éleva toujours contre les désastreuses mesures du ministère déplorable, entre autres contre l'emprunt proposé à l'occasion de l'émancipation de Saint-Domingue, et contre le nouveau système de la dette publique et d'amortissement proposé par M. de Villele. L'opinion qu'il prononça sur cette matière, le 22 mars 1825, fut très remarquable dans le temps. En général, on reconnaît dans les opinions législatives de M. Bertin de Vaux, un homme profondément au fait des affaires et des plus hautes questions financières, et en même temps un écrivain exercé. En effet, depuis la fondation du *Journal des Débats*, M. Bertin de Vaux n'a cessé de donner d'importants articles politiques à ce journal, qui passe pour le mieux écrit de tous. Sous le court ministère Martignac, M. Bertin de Vaux rentra au conseil-d'état : il donna de nouveau sa démission à l'avènement du ministère Polignac. Il est au nombre des deux cent vingt-un députés qui ont protesté contre la formation de ce cabinet anti-français, et a été réélu au mois de juin 1830. Il vient d'être rappelé au conseil-d'état, et nommé ambassadeur auprès du roi des Pays-Bas.

**BERTOLA** (Aimé de Gioact), naquit à Rimini, en 1753, et l'évêque de Jodi, son parent, l'appela auprès de lui pour le faire élever dans le séminaire de son diocèse : ses progrès furent extraordinaires. Sa famille, poussée par des motifs d'ambition, l'engagea par des séductions adroites, à entrer dans l'ordre des Olivétains. Le jeune homme, qui n'avait aucune vocation pour l'état monastique, tomba dans la plus profonde tristesse, et peu de temps après qu'on l'eut obligé à prononcer ses vœux, par une détermination desespérée, il s'échappa du couvent, et alla s'enrôler comme volontaire dans les troupes de la Hongrie. Mais sa constitution physique n'était pas faite pour résister longtemps aux fatigues de l'état militaire : malgré tous ses efforts pour cacher son nom et sa véritable condition, les maladies dont il fut accablé, contribuèrent d'autant plus à le faire découvrir, que ses supérieurs avaient déjà remarqué en lui des talents peu communs et une éducation soignée. Un grand personnage qui parut s'intéresser à son sort, ne parlait que de la convenance qu'il y avait pour lui de s'en retourner à son ordre : Bertola sentit que c'était la quelque chose de plus qu'une sim-

ple insinuation, et se décida à obéir. Ses anciens confrères furent généreux : pour ne point l'effrayer, ils l'accueillirent avec la plus grande bienveillance, sans lui adresser le moindre reproche sur sa conduite passée : et, pour lui donner un témoignage d'estime, on le fit immédiatement nommer professeur de littérature au collège olivétain de Sienna. Là, il reprit ses études avec ferveur et publia un poème sur la mort de Clément XIV, auquel il donna le titre de *Nuova clementina*. Cet ouvrage qui fut son coup d'essai, empreint d'une douce mélancolie et de pathétiques regrets pour la perte d'un prince qui avait tant honoré le trône pontifical, lui acquit rapidement une juste célébrité. La cour de Naples l'invita à remplir une chaire de géographie et d'histoire dans le collège royal de la marine. Il s'y rendit, et pour mettre ses élèves à même de suivre utilement ses cours, il publia des *Leçons d'histoire*, pleines de vues philosophiques sur les innombrables vicissitudes du genre humain. Sous un climat si riant, et dans un pays si célèbre par la beauté de ses campagnes, sa verve poétique se réveilla, et il écrivit une grande quantité de pièces fugitives et de poésies champêtres, où il sut réunir la fraîcheur des images à l'éclat d'un style élégant et harmonieux. Il composa aussi un grand nombre d'apologues remplis de grâce et de naïveté, auxquels, quelque temps après, il ajouta une esquisse en prose sur ce genre particulier de poésies, qui montra que le talent de la critique lui était aussi familier que l'art. Bertola, pendant son premier séjour en Hongrie, avait pris du goût pour la littérature allemande. En 1783, il saisit l'occasion de faire un voyage à Vienne. Dans cette capitale il se lia d'amitié avec plusieurs personnages marquants, qui, instruits de son mérite, l'accueillirent avec distinction ; il publia différents essais sur le génie de la littérature de ce peuple, qui excitèrent un vif intérêt en Italie. Il avait aussi traduit en italien un choix des idylles de Gesner, ce qui lui mit en correspondance avec le Théocrite de la Suisse. Après avoir encore une fois visité la Hongrie avec le cardinal-archevêque de Vienne, son ami, il voulut entreprendre un voyage sur le Rhin, dont il publia quelque temps après une description pittoresque et animée. Il fut enfin obligé de revenir dans la péninsule, parce que le gouvernement autrichien lui avait confié une chaire d'histoire à l'université de Pavie. En se rendant dans cette ville, il traversa la Suisse pour connaître personnellement Gesner, qui, par des lettres affectueuses, l'avait long temps sollicité d'aller le trouver chez lui. A Pavie, il écrivit un *Traité sur la philosophie de l'histoire* qui eut trois éditions en peu de mois : il fit une traduction complète des œuvres d'Horace, et composa plusieurs éloges historiques d'hommes illustres, avec des observations sur le génie de Metastase, et différentes petites esquisses sur des matières d'éloquence et de beaux-arts. Il avait été agrégé aux académies de Sienna, de Vérone, de Mantoue, de Rome et de Naples ; il possédait au plus haut degré le don de l'improvisation poétique. La guerre qui éclata entre la France et l'Autriche, après 1793, et la descente des armées françaises en Italie, le contraignirent enfin à quitter sa chaire, et il se rendit d'abord en Toscane, et ensuite à Rome avec le général Colli, son ami. Il y périt de consommation, à l'âge de quarante-cinq ans. Ses principaux ouvrages, écrits en italien, sont : 1° *Les nuils élémentaires*, poème, Arezzo, in-8° ; 2° *Choix d'idylles de Gesner*, traduit de l'allemand, Naples, 1777, in-8° ; 3° *Les œuvres d'Horace*, traduction, Sienna, 1778, 2 vol. in-8° ; 4° *Essai sur la poésie allemande*, Naples, 1779, in-8° ; 5° *Essai sur la littérature allemande*, Lucques, 1784, in-8° ; 6° *Eloge d'Hyacinthe Martignoli*, Naples, 1781, in-8° ; 7° *Leçons d'histoire à l'usage du collège royal de marine*, Naples, 1782, in-8° ; 8° *Cent fables*, Bassano, 1785, in-8° ; 9° *Œuvres diverses en prose et en vers*, Bassano, 1789, 3 vol. in-8° ; 10° *Remarques sur Metastase*, Bassano, 1789, in-8° ; 11° *Eloge de Gesner*, Pavie, 1789, in-8° ; 12° *De la philosophie de l'histoire*, Pavie, 1787, in-8° ; 13° *Essai sur la fable*, Pavie, 1788, in-8° ; 14° *Le premier peintre*, Vienne, 1793, in-8° ; 15° *Vie du marquis Eric Sagramore*, commandeur de Malte, Pavie

1793, in 8°: 16° *Foyages sur les bords du Rhin*, Rimini, 1795; 17° *Sonnets amoureux*, Milan, 1795, in-8°.

BERTRAM, Foyes Bouzain.

**BERVILLE** ( ), avocat-général à la cour royale de Paris, né à Amiens, le 23 octobre 1788. Son père y occupait la place de secrétaire de l'assemblée provinciale de Picardie. D'une santé très délicate dans sa première jeunesse, ses parents, qui le chérissaient beaucoup, le laissaient croître sans le fatiguer d'études. Ce n'est que vers l'âge de vingt-un ans que M. Berville vint à Paris pour y faire son droit. Ses heureuses dispositions et l'émulation naturelle à cet âge lui firent obtenir des succès dans ses examens. De retour à Amiens, en 1812, il y prêta serment comme avocat, et pendant trois années qu'il fut attaché au barreau de cette ville, il plaida plusieurs causes avec bonheur. Il avait trouvé là un excellent modèle dans M. Machart, avocat très distingué. L'académie d'Amiens, en 1814, lui accorda le prix de poésie sur un sujet local. L'année suivante, le père de M. Berville fut envoyé à la chambre des représentants: il était secrétaire-général de la préfecture depuis 1806; mais, après le second retour du roi, il perdit cette place, et vint à Paris pour échapper aux persécutions politiques. M. Berville suivit son père, et se fit admettre, en 1816, au tableau des avocats de Paris. Il débuta cette même année dans le procès des patriotes. M. Berville employa alors ses loisirs à refaire ses études judiciaires et littéraires: il suivit le cours de M. Tissot, et s'en trouva bien. Mais connaissant peu de monde à Paris et personne au palais, il regardait comme difficile de se créer un état au barreau: aussi s'occupait-il des lettres comme d'une ressource éventuelle. Elles lui portèrent bonheur. Il obtint encore le prix académique de prose à Amiens, pour l'*Eloge de Jacques Dupleix*, en 1817, et l'année suivante, il remporta celui de l'académie française pour l'*Eloge de Rollin*, ouvrage très remarquable en ce genre. Dès lors l'attention publique se porta sur M. Berville. La défense des amis de la liberté de la presse fut honorablement accueillie; elle fut suivie de plusieurs autres plaidoyers qui eurent le même sort, entre autres ceux pour les troubles de juin 1820 (1821): pour M. Sauquaire-Souliné, accusé de complot (1821); pour le capitaine Delamotte, devant la cour des pairs, affaire dite de la conspiration du 19 août 1821; pour le colonel Maziau, conjointement avec M. Odillon-Barrot, et la suite de la même affaire (1821); pour Paul-Louis Courier (1821); pour MM. Béranger et Baudouin, conjointement avec M. Dupin aîné (1822); pour M. Bazardère, dans l'affaire de La Rochelle (1822). On peut y joindre un mémoire publié pour les quatre journaux poursuivis à raison du compte rendu par eux des débats de l'affaire de La Rochelle. Des lors la réputation de M. Berville fut établie, et depuis elle n'a pas cessé d'augmenter. Cet avocat a encore plaidé d'une manière supérieure dans l'affaire de M. de Senaudeau, en appel devant la cour royale, en 1827, et tout récemment dans celle de M. A. Riche, comme éditeur des *Mémoires du conventionnel Lecoq*, et dans celle de M. Lelux, gérant de l'*Echo du Nord*, mis en jugement pour avoir inséré le prospectus d'une association pour le refus d'impôt illégal. La plupart de ces défenses ont été insérées dans la collection du *Barreau français*, publiée par Panlœcke; les autres le sont presque toutes dans les *Annales du barreau français*, publiées par Warrière. M. Berville avait, dès 1820, fait imprimer un opuscule sur l'éloquence du barreau comparée à celle de la tribune. De 1822 à 1823, il fit avec succès un cours à l'athénée sur la littérature considérée dans son application à l'art oratoire. En 1823, M. Berville fut assez heureux pour devenir le gendre de l'un de nos meilleurs littérateurs, et d'un des hommes les plus estimables que nous ayons, M. Andrieux. Ce magistrat homme de lettres se distingue par une logique pressante, beaucoup de facilité d'élocution, un style pur, une véritable éloquence, beaucoup de grâce dans l'expression, et un sentiment parfait des convenances. Il a travaillé avec M. Barrière à la collection des mémoires relatifs à la révolution française; mais l'esprit

de cette collection n'est pas tout-à-fait celui qu'il aurait désiré. M. Berville a concouru à la rédaction du *Constitutionnel* depuis 1818 jusqu'à 1826; il travailla depuis 1819, mais de loin en loin, à la *Revue encyclopédique*, et il a coopéré au *Journal de législation et de jurisprudence*, à la *Miroir littéraire* de M<sup>me</sup> Dufrenoy, au *Mercur de dix-neuvième siècle*, à la *Gazette française*, etc. Dernièrement encore il avait quelque rapport de collaboration avec le *Nouveau journal de Paris*, où il signait ses articles. Notre seconde révolution a permis que M. Berville pût être mis à sa place. Il a fallu que ses amis cependant peussent à lui, car sa modestie est telle qu'il n'aurait pas été au-devant des emplois. La magistrature a fait là un excellent choix sous le rapport de l'intégrité autant que sous celui du talent.

**BESBORODKO** (ALEXANDRE, prince de, secrétaire-d'état sous le gouvernement de Catherine II et de Paul I<sup>er</sup>, fut d'abord secrétaire du feld-marchal Romanzoff, qui se signala par sa première campagne contre les Turcs. Alors il fut placé comme secrétaire de cabinet à la chancellerie. Il joignait à une connaissance parfaite de la langue russe, qu'il écrivait avec beaucoup de pureté, une rédaction facile et prompte. Un jour il reçut l'ordre de rédiger un ukase: il l'oublia, et parut sans l'avoir écrit. L'impératrice le lui ayant demandé, Besborodko, sans se déconcerter, tira de sa table une feuille de papier blanc, et se mit à lire l'ukase comme s'il l'avait sous les yeux. L'impératrice, satisfaite, lui demanda la feuille pour y apposer son seing: quel fut son étonnement de la trouver blanche; loin de lui faire aucun reproche sur son artifice et sa négligence, elle le nomma son conseiller privé, et, en 1790, secrétaire-d'état au département des affaires étrangères. Il jouit dans ce poste de toute la confiance de Catherine; il devint riche et puissant, s'allia à la famille Woronzoff, ce qui le rendit l'antagoniste secret de Potemkin. En 1791, l'impératrice l'envoya à Jassy, pour reprendre avec la Porte les négociations rompues par Potemkin. Besborodko conclut la paix à la satisfaction de sa souveraine. Après son retour, son crédit augmenta; cependant il ne tarda pas à être supplanté par le favori Platon Zuboff. Besborodko perdit son influence, sans déchoir directement. A son avènement au trône, Paul I<sup>er</sup> l'éleva à la dignité de prince, et le choisit, en 1797, pour former un traité d'alliance entre la Russie et l'Angleterre contre la France. Besborodko mourut au commencement de 1799. Avec sa femme, morte à Saint-Petersbourg, au mois d'août 1814, s'éteignit une illustre famille.

**BESNARD** (PIERRE JOACHIM), inspecteur-général des ponts et chaussées, naquit à Remus, en 1741. Après avoir fait de bonnes études au collège de sa ville natale, ses connaissances dans les mathématiques, la physique et le dessin le firent admettre comme élève à l'école des ponts et chaussées de la province de Bretagne. Le duc d'Aiguillon, qui en était gouverneur, sut distinguer bientôt son mérite. Le jeune Besnard l'accompagnait dans tous les voyages qu'il entreprenait pour réparer les anciennes routes et en ouvrir de nouvelles. A vingt ans, Besnard obtint le titre de sous-ingénieur. Deux années auparavant, il avait rempli, par interim, la place d'ingénieur à Vannes. En 1770, la place d'ingénieur à Landerneau étant venue à vaquer, il se mit sur les rangs, et remporta les suffrages. L'année suivante, il obtint, au concours également, celle d'ingénieur en chef: c'était la première place de son corps, et les états de Bretagne avaient pu juger du concours le célèbre Peyronnet et les inspecteurs-généraux des ponts et chaussées de France. Un des travaux qui lui fit le plus d'honneur fut le redressement de la tour de Saint-Louis à Brest. Par une opération ingénieuse, il soutint en l'air cette tour très élevée, et fit reconstruire en sous-œuvre les piliers qui la portent sans qu'elle en souffrit. La ville de Brest lui doit aussi l'établissement de la conduite des eaux pour ses fontaines publiques. A ces premiers travaux, il faut ajouter la construction de la belle église de Saint-Martin de Morlaix, et celle de deux ponts, l'un sur la rivière d'Aune, sujette à des crues considérables; l'autre, entre Saint-Pol-de-Léon et Morlaix, sur un bras de mer où la marée montait de

sept à huit mètres au-dessus des fondations. Les prisons de Lescaveu, les fontaines de Landerneau sont encore son ouvrage. La ville de Fougères lui doit des communications très faciles avec Rennes et Saint-Malo. Il a fait aussi des opérations de la plus grande importance dans la montagne de Meurhom, a levé le plan des monuments de cette montagne, et en a laissé une description manuscrite. Il a participé aux projets qui ont eu lieu pour détourner le cours du Cosnon à son entrée sur les grèves du mont Saint-Michel, et pour garantir de ses débordements le territoire des marais de Dol. Plusieurs des projets présentés pour perfectionner la navigation de la Vilaine au-dessous de Rennes, pour joindre cette rivière à la Mayenne, et pour établir une communication intérieure entre Quimper et Châteaulin, sont en partie son ouvrage. Son dernier voyage en Bretagne eut pour objet d'arrêter les plans proposés pour la reconstruction de Napoléonville, qui a repris son nom de Pontivy. Il a eu beaucoup de part aussi aux projets de réunir la Loire à la Vilaine, la Vilaine au Blavet, et le Blavet à la rivière d'Aune, qui se jette dans la rade de Brest. La révolution ayant abattu les barrières qui séparaient la Bretagne de la France, les ingénieurs de cette province furent réunis au corps des ingénieurs du royaume; mais l'organisation qui s'ensuivit dédommagea Besnard de la place qu'il perdait. Il fut nommé l'un des inspecteurs-généraux des ponts et chaussées, et chargé spécialement de l'inspection de sa province natale. Ces travaux ne l'occupèrent point exclusivement. Un grand amour de l'étude, un sage emploi de ses moments, lui permirent d'allier toute sa vie la culture des lettres à celle des sciences et aux devoirs de son état. Il visita avec soin tous les monuments que les Gaulois ont laissés dans la Bretagne, et il en découvrit plusieurs qui avaient échappé à tous les regards. Convaincu de l'utilité de l'idiome breton, au moins pour la connaissance de la géographie et des antiquités de cette partie de la France, il profita de son séjour à Landerneau pour se le rendre familier. Ce fut aussi dans le même temps, de 1771 à 1786, époque où la statistique était peu cultivée, où le nom de cette science n'existait pas même encore, qu'il rédigea une description très exacte et très étendue du département des ponts et chaussées, dont Landerneau était le chef-lieu. Ayant été admis dans le sein de l'Académie celtique, il suivit ses séances avec zèle, et engagea plusieurs ingénieurs à seconder les recherches de cette société, et à lui transmettre des dessins de monuments et des mémoires curieux. Ce fut dans ces douces occupations qu'il s'éteignit, le 27 février 1805, dans les bras de ses filles, en leur laissant pour tout héritage un nom respectable et l'exemple de ses vertus.

BESSEL (FRIEDRICH-GUILLAUME), astronome et professeur d'astronomie à Kœnigsberg en 1810, né le 22 juillet 1784 à Minden. A l'âge de quinze ans il entra, pour apprendre le commerce, dans une des premières maisons de Brême. Les opérations maritimes lui ayant inspiré le goût de la géographie, et plus tard celui de la navigation, il puisa dans les livres quelques connaissances mathématiques. Bientôt il se livra à l'astronomie, qui exigea des études plus compliquées. Bessel travailla la nuit, consacrant le jour à d'autres affaires. Un travail astronomique lui valut la connaissance d'Olbers, qui devint son guide. Sur sa recommandation, Bessel fut nommé, en 1806, inspecteur de la section des instruments de l'université de Göttingue, charge qu'il exerça pendant quatre ans. Appelé à Kœnigsberg, il fit construire, de 1812 à 1815, un observatoire, monument de l'esprit qui animait le ministère prussien, durant cette malheureuse année. Les observations faites depuis lors sans interruption, et recueillies dans cinq volumes in-folio, sont sous les yeux des astronomes. Jusqu'en 1819, l'observatoire de Kœnigsberg fut monté en instruments anglais; à cette époque le ministère fit les fonds nécessaires pour l'acquisition d'instruments de Reichenbach, de la dernière perfection. Outre le recueil d'observations et plusieurs autres traités séparés, Bessel a donné son *Mémoire sur les comètes*, en 1807, une théo-

rie du mouvement irrégulier de ce corps céleste, et *Fundamenta astronomiæ*, pro anno 1755: cet ouvrage comprend les résultats des observations faites par Bradley. Bessel se signala par les efforts qu'il fit pour rendre les principes de la science plus précis. Il remania en entier le trésor précieux des observations de Bradley, afin d'en fixer la base pour chaque époque de nos jours; il s'efforça, par des observations exactes, et par une critique précise des méthodes et des instruments, d'établir la certitude, et surtout de ramener à l'étude des mathématiques et de l'astronomie, les compatriotes de Copernic. Le 10<sup>e</sup> volume des *Observations astronomiques de Bessel*, faites du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1824, à l'observatoire de Kœnigsberg, a paru dans cette ville en 1826.

BÉTOURNE (AMARCOISE), est né à Caen en 1794. Son père, qui avait plusieurs fils pour lui succéder dans son état de boulanger, destina Amaroise à une autre profession, et lui fit faire ses études au lycée de Caen. Bétourne entra au service avant l'époque où il allait être atteint par la conscription, et servit l'espace de plusieurs années dans notre grande armée. Il était dans les rangs des grenadiers qui entouraient encore Napoléon le jour des adieux de Fontenoblaeu. Rentré dans la vie civile, M. Bétourne pouvait, à cause de son éducation, suivre la carrière des emplois, il préféra commencer l'apprentissage d'un état manuel, et exercer ensuite cet état pour vivre dans l'indépendance. Ouvrier habile, il aurait pu, avec de la persévérance et une entière application au travail, arriver à une honnête fortune industrielle; mais quelques heures de ce travail suffirent pour lui assurer des journées entières de loisir, il préféra cultiver et accroître le talent poétique que la nature lui avait donné. Un recueil publié en 1824, renferme une partie de ses premières études poétiques. M. Bétourne cherchait encore à cette époque le genre auquel il devait se livrer avec succès, celui de la romance. Quelques unes de ses romances étant tombées sous la main de musiciens de talent, ils y découvrirent des qualités rythmiques qu'ils rencontrèrent rarement dans les autres productions de ce genre; d'ailleurs ces petits poèmes devaient satisfaire aux exigences de notre époque, tant par le choix et l'ordonnance des idées que par la nature des images. Les romances de M. Bétourne commencèrent donc à être mises en musique et depuis elles le sont toujours avec préférence. Les musiciens qui se sont associés à lui sont MM. Bruguière, Passeron, Beaupland, Romagnesi, Labarre, Plantade, Lagrange, Aubert, etc., c'est à dire l'élite des compositeurs dans le genre dont il s'agit. On peut même ajouter, à la liste des noms qui précèdent, le nom d'une princesse à laquelle on attribua, il y a quelques années, l'air de *Partant pour la Syrie et Ne m'enlève pas*. On prépare la publication du recueil complet des romances de M. Bétourne. Beaucoup de ces romances ont été traduites en anglais et en allemand.

BIAMONTI (JOSEPH-LOUIS), professeur d'éloquence, membre honoraire de l'institut impérial et royal de Milan, né, vers 1750, à Vintimiglia, ville épiscopale du duché de Gênes. Il entra de bonne heure dans les ordres sacrés. Versé dans les langues italienne, latine et grecque, il dirigea l'éducation de quelques jeunes gens de famille noble: le prince de Kewen-Hüller lui confia plus tard la direction de sa bibliothèque. L'abbé Biamonti trouva dans cet emploi toutes les ressources pour s'élever aux études les plus graves. Il fut successivement depuis professeur d'éloquence à l'université de Bologne, et de littérature italienne à celle de Turin, où il a laissé les plus honorables souvenirs. On a de lui plusieurs discours prononcés dans quelques occasions solennelles: une *Grammaire italienne*, un *Traité sur l'art oratoire*, quelques pièces de vers, dont deux tragédies, *Iphigénie en Taïride* et *Sophonisbe*; les hellénistes font beaucoup de cas de la première. Biamonti a traduit en prose italienne quelques morceaux d'Eschyle, Sophocle en entier, l'*Iliade*, les *Olympiques* de Pindare et la *Politique* d'Aristote. Cet homme érudit connaissait bien l'hébreu ainsi que ses dialectes syriaque et chaldaïque; il a laissé

incomplète une traduction du livre de Job qui mérite de trouver un continuateur. Il est mort à Milan, le 13 octobre 1844, dans un âge avancé. C'était un des hommes qui cultivèrent avec le plus de goût les langues anciennes.

**BIDAULT (Joseph-Xavier)**, peintre paysagiste, est né à Carpentras, département de Vaucluse, en 1758. Son premier maître a été son frère Jean-Pierre-Xavier, mort à Lyon en 1816, qui s'est fait connaître par divers paysages, des clairs de lune, des tableaux de fleurs et d'oiseaux. Jean-Pierre Bidault avait quitté assez jeune sa ville natale, et était venu à l'aventure, sans connaissances ni recommandations, s'établir à Lyon, qu'il adopta pour sa nouvelle patrie. Là, solitaire, n'ayant pour maître que la nature, pour conseils que ceux de l'étude, pour expérience que ses essais, il parvint à acquiescer un assez beau talent. Son frère Joseph étant venu rejoindre, il lui mit les crayons à la main, et dirigea ses premiers travaux. M. Bidault a beaucoup étudié, en voyageant, le sol de l'Italie et de la France. Aujourd'hui son nom rappelle une foule de bons paysages dont il a puisé principalement l'idée en Italie. Il a cherché aussi quelquefois ses inspirations plus près de nous ou dans son pays natal. On a vu en effet, au salon de 1813, ses Vues d'Ermenouville et de la Fontaine de Vaucluse, dans la quelle figure François I<sup>er</sup> écrivant sur le tombeau de Laure des vers qu'il composa pour elle. Dans le temps que M. Bidault était dans la force de son talent, on disait de lui qu'il était imbu des bons principes de la composition, que ses points de vue étaient choisis avec discernement, très variés et d'un beau caractère, qu'aucun peintre n'avait mieux saisi l'aspect de cette belle Italie que l'on regrette toujours lorsqu'on l'a vue, et que l'on aime tant à retrouver dans les tableaux des bons maîtres. Les ouvrages de M. Bidault exposés au salon de 1817, parmi lesquels on remarquait surtout une Vue de Ronciglio, lui ont mérité, la même année, le deuxième grand prix dans le genre secondaire. Plusieurs morceaux de cet artiste font partie de la collection du Luxembourg. Il est membre de la légion d'honneur, et de l'académie royale des beaux-arts de l'Institut.

**BIELINSKI (Prusse)**, sénateur palatin du royaume de Pologne, naquit d'une famille distinguée en 1754. Après avoir représenté, à plusieurs reprises, ses concitoyens dans les diètes nationales, il fut élu, en 1783, membre de la commission des finances chargée de surveiller la perception des impôts. Son désintéressement, dans l'exercice de ses fonctions, parut surtout quand, à l'occasion de l'incendie qui détruisit à cette époque le palais de la commission, il proposa à ses collègues de sacrifier leurs appointements à la reconstruction de cet édifice public. Lors du partage de la Pologne, Bielinski était déjà un des principaux dignitaires du royaume; mais c'est surtout après 1806 que date son élévation aux premières charges de l'état. Les armées françaises venaient alors de repousser la Pologne à l'existence politique. D'abord président du gouvernement insurrectionnel de Kalisz, Bielinski fut appelé en 1807 à siéger dans la commission suprême du gouvernement, et en cette qualité il fut un des signataires de la constitution du grand-duché de Varsovie, que Napoléon avait donnée le 31 juillet 1807, à cette partie de la Pologne relevée par le traité de Tilsitt. A la fin de la même année il fut désigné, avec deux de ses collègues, pour porter à l'empereur des Français, à Paris, l'hommage de la reconnaissance nationale; et en même temps, l'organisation de la chambre haute, selon la nouvelle charte, avait été décrétée par Frédéric-Auguste. Bielinski fut élevé à la dignité de sénateur palatin, membre de la même chambre, où il siégea jusqu'à sa mort. Indépendant et instruit, il combattit constamment toutes les prétentions excessives du pouvoir, et appuya avec ardeur les institutions utiles. Sa voix fut toujours acquiescente à une opposition sage et éclairée. Ce caractère indépendant priva le vertueux vieillard de la présidence du sénat, qui lui revenait par droit d'ancienneté en 1821. Cependant il y fut appelé par *interim* en 1827, et jamais un corps constitué n'a montré plus de dignité,

que le sénat polonais dans cette session. Il était alors appelé à juger l'association patriotique polonaise, dévouée à la suite de la fameuse conjuration russe de 1845. Le président du sénat, Stanislas Zamoyski, ayant accepté la mission de siéger avec des généraux étrangers dans une commission extraordinaire, convoquée pour instruire le même procès, ne pouvait plus siéger dans le sénat, transformé en tribunal de la diète pour le juger. L'honneur de la présidence revint donc de droit au doyen d'âge Bielinski. Dirigée par ce vénérable sénateur, la haute cour nationale auéantit d'abord, comme œuvre illégale, l'acte de la commission, ordonna ensuite une nouvelle instruction, et après une année de délibération, prononça l'innocence, moins une voix (Voyez Vincent KASZANSKI), l'acquiescement des accusés. Le décret déplaît tant au pouvoir, que la publication en fut empêchée par une ordonnance ministérielle, contre-signée du sous-secrétaire d'état Voznicki. Ce n'est qu'après six mois de réflexion et à la suite du rapport plein de force et de dignité, présenté à l'empereur par Bielinski, que le gouvernement revint sur sa première décision. Sur ces entrefaites, accablé par des difficultés éprouvées par la fatigue et l'âge, Bielinski mourut à Varsovie le 6 mars 1829, laissant de profonds regrets chez tous ses concitoyens.

**BIERNACKI (Joseph-Gabriel)**, colonel de l'armée polonaise, est né dans la Grande-Pologne vers l'an 1775. Il fit ses premières armes dans les légions polonaises qui, formées en Italie par le général Dombrowski en 1797, partagèrent pendant vingt ans la gloire de l'armée française. Ni la confiscation des biens, ni même la crainte de l'échafaud ne pouvaient, à cette époque, arrêter l'ardeur de la jeunesse polonaise qui abandonnait ses foyers pour se ranger sous le drapeau national. Biernacki combattit ainsi les oppresseurs de sa patrie en Italie et sur le Danube. Il gagna sur le champ de bataille ses épaulettes de colonel, et ne quitta les rangs de ses concitoyens qu'à la paix de Leoben, quand les Polonais furent complètement abandonnés par le gouvernement français. Cependant l'occupation de la Prusse, en 1806, et l'appel de Napoléon ranimèrent l'espoir des patriotes. Biernacki labourait ses champs quand il reçut la première nouvelle de l'entrée de l'armée française sur le territoire de Pologne; une heure après, il était à cheval, et le lendemain dans les rangs des libérateurs de sa patrie. C'est à lui que le général Dombrowski confia l'organisation des nouvelles milices. Établi à Posen, il y formait et exerçait ces régiments de nouvelle levée qui, à peine rassemblés, combattaient déjà dans les rangs des vieux soldats, comme une armée aguerrie. La paix de Tilsitt releva le grand-duché de Varsovie sur les ruines de la monarchie prussienne. Biernacki, qui n'aimait le métier de la guerre qu'autant qu'il demandait le sacrifice de son existence à la patrie, quitta aussitôt le service pour occuper une place honorable dans la magistrature; mais il redevint soldat dès que l'invasion des armées autrichiennes, en 1809, appela les Polonais aux armes. Après avoir organisé les milices de la Grande-Pologne, il marcha à leur tête au-devant de l'ennemi, couvrit, avec le général Anicel Kosinski, toute la ligne depuis Czenstochowa jusqu'à Varsovie, et apprend à la vieille armée que l'archiduc Ferdinand d'Este a respecté les nouvelles levées polonaises. La campagne terminée, Biernacki se remit à labourer cette terre qu'il venait d'arroser de son sang. Quand l'incendie de Moscou força la grande armée d'évacuer la Russie, une fausse politique avait engagé l'empereur Napoléon à cacher les désastres de cette malheureuse guerre aux habitants de la Pologne. Le soulèvement général y devint ainsi impossible: les mouvements partiels et tardifs étaient désarmés par les Russes à mesure de leurs progrès dans le pays. Cependant Biernacki réussit à organiser, dans les environs de Kalisz, quelques centaines de chevaux; et le 10 février 1813, ayant rencontré l'armée ennemie à Kouin, il l'arrêta, disputa le terrain pas à pas l'espace de seize lieues contre une force de dix-sept mille hommes, et donna ainsi le moyen au général Reynier de rallier quelques troupes, et de livrer, le 15 février,

la bataille de Kalsk. Biernacki, couvert de onze blessures, n'eut son salut qu'aux sons des amis qui le ramassèrent sur le champ de bataille. Lors du rétablissement du royaume de Pologne, le gouvernement lui fit le commandement de la principale école militaire. Une longue expérience, la connaissance des sciences militaires et toutes les vertus guerrières, rendant Biernacki particulièrement propre à cet emploi, mais avant de prendre sous sa responsabilité ce précieux dépôt des espérances de la patrie, il a voulu s'assurer qu'on lui laisserait tous les moyens de diriger l'esprit de la jeunesse, d'accord avec sa conscience et ses lumières. Il dicta en conséquence ses conditions, et préféra de refuser la place que de mériter les reproches de son pays. Depuis lors il se fit connaître dans une autre carrière non moins honorable que celle des armes. Représentant du peuple dans les diètes de 1818 et 1820, il a défendu constamment les droits de ses concitoyens et les lois constitutionnelles du pays. Les services publics lui ayant fait complètement négliger ses affaires particulières, ses compatriotes viennent de récompenser, autant qu'il était en eux, le dévouement de Biernacki, en l'élevant, par leur choix, au poste de directeur de la banque territoriale du palatinat de Kalsk. Toujours prêt aux nouveaux sacrifices que la patrie demanderait à son civisme, il vit entouré du respect de tous ses concitoyens.

BIERNACKI (ADOLPHE), frère du précédent, né en 1782, est recommandable par un autre genre de mérite que celui de Joseph-Gabriel. Ayant compris de bonne heure que la terre constitue la richesse principale de sa patrie; qu'une culture perfectionnée peut seule augmenter ses forces en relevant l'aisance de ses habitants, il a tourné toutes ses idées vers les améliorations que demandait cet art en Pologne. Des études profondes et plusieurs voyages dans les pays étrangers l'ont rendu bientôt apte à ce but. Sa terre Szulawice devint une ferme-modèle pour la Pologne, la première qui y fut arrosée à la manière anglaise. Elle présente, depuis plus de vingt ans, l'aspect d'un parc aussi beau que vaste. Des bâtiments adaptés à leur usage, des instruments perfectionnés, une culture supérieure, des troupeaux des meilleures races, s'offrent dans ses terres aux regards de ceux qui veulent profiter de son exemple. Bien souvent il n'a pas épargné sa fortune pour des expériences qu'il poursuit utiles à son art favori. Depuis 1811, il s'est attaché à l'éducation des moutons de la race electorale, qu'il a portée à une grande perfection. Membre de la société des amis des lettres de Varsovie, Biernacki a publié plusieurs travaux littéraires très estimés par les agronomes. Il est correspondant de plusieurs sociétés agronomiques étrangères. Ses concitoyens viennent de l'appeler à le représenter à la diète nationale, où il promet un défenseur zélé des idées libérales.

BIGNAN (A.), homme de lettres, né à Lyon, le 5 août 1797. Il a fait ses études à Paris, et s'est distingué dans l'université impériale par plusieurs succès obtenus au concours général des quatre lycées, précédant ainsi, par des prix de collège aux palmes poétiques qu'il devait cueillir dans nos académies. A peine sorti du lycée, il conçut le projet de traduire en vers le chef-d'œuvre des épopées : en 1819, il fit paraître *Trois chants de l'Illiade, suivis de fragments*, et les encouragements de la critique l'engagèrent à poursuivre une entreprise si longue et si difficile. Cependant, comme pour se reposer de ce pénible travail, il composa divers morceaux de poésie, qu'il envoya concourir à plusieurs académies. Trois palmes mérités à celle des jeux floraux lui valurent le titre de maître-escola de cette académie. M. Bignan remporta le prix de poésie à l'académie française pour son *Voyage de Charles X dans les départements de l'est*, un ouvrage pour l'extension de l'imprimerie, et des distinctions honorables pour le *Dévoement des médecins français*, et pour l'abolition de la traite des noirs. La société d'émulation de Cambrai, l'académie de Vaucluse, ont couronné l'une ses deux poésies lyriques sur *Vénus et sur les Ruines de la France*, l'autre son ode sur *Joseph Vernet*. Ces différentes pièces, réunies à d'autres morceaux inspirés à l'auteur

par un voyage en Italie, ont été publiées en un seul volume dans l'année 1827. Ce volume est terminé par un poème sur *Napoléon*, divisé en trois parties, *la gloire, le tronc et le tombeau*. La dernière publication de M. Bignan est la traduction en vers de *l'Illiade*, dont il s'était occupé au moins pendant dix années. Son but a été de donner à sa traduction un caractère nouveau pour ces sortes de travaux, celui d'un grand de fidélité. M. Bignan, indépendant par goût et par sa position, n'a jamais accepté de place sous aucun ministère; il est toujours bon à la culture paisible des muses et des lettres. Il a laissé souvent échapper de sa plume des morceaux de critique dans plusieurs journaux et recueils littéraires, tels que le *Mercure*, etc.

BIGOT (MARIE, née KERVÉ), célèbre pianiste, naquit à Colmar en 1786, et mourut à Paris vers la fin de 1830. Mariée en 1803, elle vint se fixer à Vincennes, où elle se livra entièrement à la musique. Elle eut le bonheur de connaître particulièrement Haydn, Salieri et Beethoven; c'est dans le commerce de ces grands artistes que ses idées se développèrent et que son génie s'éleva. Son style acheva de se perfectionner en France, où elle se rendit avec son mari en 1809. La campagne de Russie obligea M. Bigot de s'éloigner de sa femme. Tandis qu'il était prisonnier à Wilna, il perdit ses places. M<sup>me</sup> Bigot, chargée de deux enfants en bas âge, n'eut d'autre ressource que dans son talent, et se livra avec succès à l'enseignement du piano; mais tant de travaux épuisèrent ses forces, et une maladie de phtisie l'emporta à l'âge de trente-quatre ans. Au mécanisme parfait sur son instrument, M<sup>me</sup> Bigot joignait un sentiment vif et profond qui fait ressortir toutes les beautés d'une composition musicale. Personne n'a réussi comme elle à reproduire Beethoven, dont elle jouait les sonates d'une manière ravissante, en modérant la fougue trop impétueuse de ce compositeur allemand. Un jour Beethoven lui fit exécuter une sonate qu'il venait d'écrire : « Ce n'est pas la précédente, lui dit-il, le caractère que j'ai voulu donner à ce morceau, » mais allez toujours; ce n'est pas tout-à-fait moi, c'est mieux que moi. » M<sup>me</sup> Bigot fut dignement appréciée par Dussek et Clementi. Cramer la pria plus d'une fois d'exécuter devant lui ses études de piano qu'elle savait rendre de manière à étonner l'auteur lui-même. Un jour elle joua avec lui les sonates à quatre mains de Mozart. Après cet assaut de talents, Cramer dit à sa rivale : « Je n'ai jamais rien entendu de pareil; faire de la musique avec vous sera toujours pour moi une bonne fortune sans prix. » La première fois qu'elle joua devant Haydn, ce grand compositeur fut si ému, qu'il s'écria avec transport : « O ma chère fille! ce n'est pas moi qui ai fait cette musique, c'est vous qui la composez, » et à l'instant sur l'œuvre même qu'elle venait de si bien exécuter, il écrivit de sa main : *Le 30 février 1803, Joseph Haydn a été heureux.*

BIROLI (le docteur JUAN), né à Pavie en 1764 et mort à Novarre le 1<sup>er</sup> janvier 1825, professa la médecine avec succès à l'université de Turin. Il avait principalement cultivé et répandu parmi ses compatriotes l'étude de la botanique; on a de lui la *Flora économique de l'Aggée* (*Flora Aconitidis*), et le *Traité de la culture du riz*. Il dirigea long-temps le jardin d'agriculture fondé à Novarre, par une académie qui s'était consacrée à cet objet, et dans lequel on cultivait, parmi les autres plantes, le coton. Parochea hypogée, le *tipero epulento* et les *ciceria* de Novarre (à deux Novarais); il a publié sur ces quatre plantes autant de lettres adressées à la même académie. Il avait été aussi pendant quelque temps professeur d'agriculture à l'université de Pavie.

BERKEN (PERRIN de), premier médecin du roi de Suède, chirurgien distingué, né le 2 janvier 1725 à Stockholm, était fils de l'assesseur Pierre de Berken et de Jeanne-Marguerite Christiernin. Il fit ses premières études, avec un précepteur, chez ses parents, et se rendit à l'université d'Upsal, en 1761, où il obtint le grade de docteur, après avoir soutenu deux thèses, la première : *Musculi naturalium academici praeteritis*, et l'autre : *De indole et curatione febris peripneutiae*. Pour

acquies l'expérience et développer ses dispositions pour la science de la médecine, il partit, en 1793, pour Londres, où il s'y trouva pendant trois ans, et vint dans les hôpitaux de Saint-Thomas et de Guy, sous le célèbre docteur Cline. Bjerken recut de ce maître de nombreux témoignages d'amitié pour les connaissances qu'il possédait déjà, et qui l'ont fait distinguer par la suite. De retour dans sa patrie, il fut nommé médecin de l'hôpital vénérien, à Stockholm, et en 1803 médecin ordinaire du roi. Dans l'année 1806, il fut nommé chirurgien-major de l'armée suédoise, et, dans plusieurs actions contre les Russes, il se distingua par des soins prodigués aux blessés sur le champ de bataille. En récompense, il fut fait chevalier de l'ordre de Wasa et décoré d'une médaille en or, avec la légende : *Illis quorum mercede salutes*. Il quitta l'armée au commencement de 1809, et devint chirurgien-major à l'hôpital de l'ordre de Séraphin. Dans l'année suivante, il passa comme assesseur au collège de médecine. En 1812, il fut fait chirurgien en chef, et deux ans après chevalier de l'ordre de l'Étoile-Polaire. Sa mort précoce, survenue le 5 février 1815, à l'âge de cinquante-trois ans, a privé notre pays d'un homme célèbre par ses vastes connaissances en chirurgie, et surtout comme oculiste. Sans cesse occupé de mettre en pratique sa science, il n'a pu en le temps de se faire connaître comme auteur; néanmoins il nous a laissé quelques traités : *Sur l'opération d'un prolapsus linguae; et de l'effet spécifique du camphre sur les chancres*, lesquels sont insérés dans les *Mémoires de la société de médecine de Stockholm*.

BLANQUI (ANATOLE-JEAN), fut admis, en 1809, au lycée de D., comme boursier, et ne tarda pas à s'y faire remarquer. Il se rendit à Paris à l'âge de dix-huit ans, pour y remplir les fonctions de répétiteur d'humanités dans une des principales écoles; il se livra en même-temps à l'étude de la médecine et de la chimie; apprit plusieurs langues étrangères, et se livra particulièrement à l'économie politique. L'amitié et les conseils de M. Say, son maître et son ami, l'ayant fait nommer à la chaire d'économie politique de l'école spéciale du commerce de Paris, ce jeune professeur, qui venait d'achever ses études médicales, se voua entièrement au progrès de l'industrie et des sciences économiques. C'est qu'il a fait dans ce but de fréquents voyages à l'étranger, pour y étudier l'industrie de nos voisins. La relation de son premier voyage a été très-estimée par la fidélité des descriptions, l'importance de la critique et la nouveauté des faits. Dans son *Résumé historique du commerce*, il a présenté les grandes révolutions commerciales du globe sous des couleurs vives et animées, et il a continué à rendre l'économie politique plus populaire, en donnant sur la base de cette science d'après les principes de nos plus sages économistes. En 1826, M. Blanqui fit un voyage en Espagne, qu'il espérait pouvoir visiter, par lequel le Portugal, ainsi que du peu qui reste à nous d'antiquités, des monuments de leur antique grandeur. Mais, signalé par la police apostolique de l'Inquisition politique de ce pays, comme un révolutionnaire dangereux pour le régime monarchique, il quitta Madrid des vibrations de toute espèce. Il ne put continuer son voyage. La relation qu'il a publiée est fort curieuse; elle a été traduite en allemand, et contient les détails les plus récents et les plus effrayants, relativement à l'aspect physique et moral de l'Espagne centrale. Enfin, dans son *Résumé des progrès de l'industrie*, M. Blanqui a traité de toutes questions industrielles avec une grande clarté et d'un jugement de vues remarquable. Le ministère du commerce ordonna que ce livre fût envoyé dans tous les départements, aux frais du gouvernement, conjointement avec le rapport du jury. M. Blanqui a prononcé, aux séances publiques du conseil de perfectionnement de l'école spéciale de commerce, des discours empreints d'une haute pensée de bien-être, d'humanité et le monopole commercial. La réunion de ces discours, dont le sujet est consacré à la question de la circulation en Angleterre, en France et en Espagne, produisit un grand effet dans

le public, formant un tableau des progrès du commerce et de l'industrie en Europe dans ces derniers temps. M. Blanqui est depuis plusieurs années l'un des rédacteurs du *Courrier français*, du *Journal du commerce* et de la *Revue encyclopédique*. Il a été chargé de faire en 1828 un cours d'histoire de la civilisation industrielle des nations européennes, qui a constamment attiré à l'Athénée royal une foule d'étrangers et de nationaux de distinction. On assure que M. Blanqui s'occupe depuis assez longtemps d'une *Histoire du commerce français*, depuis les croisades jusqu'à nos jours. Il a publié : 1° *Voyage d'un jeune Français en Angleterre et en Russie*, pendant l'automne de 1823, etc., 1824, in-8°; 2° *Discours d'ouverture du cours d'histoire du commerce*, prononcé le 5 février 1825, Paris, 1825, in-8°; 3° *Résumé de l'histoire du commerce et de l'industrie*, Paris, 1826, in-18°; 4° *Précis et mentori d'économie politique; précédé d'une introduction historique*, etc., Paris, 1826, gr. in-32, faisant partie de *l'Encyclopédie portative*; 5° *Voyage à Madrid en août et septembre 1826*, Paris, 1826, in-8°.

BLAQUIÈRES (ETIENNE), officier de la marine anglaise, né en Irlande en 1784, d'une famille originaire du midi de la France, et qui émigra lors de la révocation de l'édit de Nantes. Entré de bonne heure dans la marine, M. Blaquières y servit jusqu'à la paix de 1814. Une croisière de plusieurs années dans la Méditerranée, sur un navire dont il avait le commandement, lui donna de fréquentes occasions de visiter la Sicile et les côtes de Barbarie. Dès 1812, il publia un premier ouvrage sous le titre de *Lettres de la Méditerranée*, 2 vol. in-8°, où il expose avec chaleur les vices du système social qui régissait la Sicile et l'île de Malte. Cette production remarquable par les nobles sentiments qu'elle avait dictés fut bientôt suivie d'une seconde intitulée *Voyage à Alger*, suivi d'un *Essai politique sur l'état de l'Italie*. Cet ouvrage fut traduit en français. Depuis 1815 jusqu'à la révolution d'Espagne, M. Blaquières voyagea en France et en Italie; il s'y lia avec les hommes les plus connus par leur dévouement aux libertés publiques, et se rendit à Madrid dès que la constitution des cortès y fut proclamée. M. Blaquières publia un ouvrage sur la révolution d'Espagne, et, lorsque le soulèvement des Grecs contre les Turcs eut lieu, il s'y intéressa de la manière la plus vive. Ses démarches ne contribuèrent pas peu à la formation du comité philhellénique de Londres, qui envoya M. Blaquières en Grèce en 1823, pour y recueillir des documents certains sur l'état et les besoins du pays. Il s'acquitta de cette mission avec un zèle et une sagacité au-dessus de tout éloge. Ses observations se trouvent consignées dans son *Histoire de la révolution grecque*, dont le premier volume parut en 1825. Ce fut M. Blaquières qui recommanda la négociation d'un emprunt qui fut conclue dans la même année. Il repartit aussitôt pour la Grèce, chargé de remettre au gouvernement provisoire un premier acompte de 400,000 livres sterling. Son second séjour dans ce pays fut de six mois, et on lui déféra, par un décret spécial, le titre de citoyen grec. Il retourna à Londres sur un navire d'Hydra, portant avec lui des députés grecs qui étaient en Angleterre l'anticipation de conclure un nouvel emprunt, et l'ordre de s'entendre à cet effet avec lui; mais ces derniers rejetèrent ses conseils et compréhensions d'une manière grave les intérêts de leur patrie. Malgré ces contrariétés, des amis de la cause des Grecs déterminèrent M. Blaquières à entreprendre, à la fin de 1826, un troisième voyage, afin d'essayer de réconcilier deux partis, dont l'un était à Égine, et le second à Hermione, se disputant la présidence. Le généreux Anglais ne contribua pas peu à les engager à fixer leur choix sur un homme étranger aux dissensions qui les divisaient; et le comte Capodistria fut proclamé leur assureur que leur donna M. Blaquières, qu'une telle nomination ne lui paraissait pas devoir contraindre la politique de l'Angleterre; car cette crainte suspendit un instant la détermination de l'Assemblée. Le zèle que M. Blaquières a déployé pour la cause des Grecs, les fatigues qu'il s'est imposées, les dangers qu'il a courus pour elle, aussi bien que son caractère

prive : ses talents, et surtout sa veracité comme écrivain, lui assurant un rang distingué parmi les officiers étrangers qui se sont consacrés à la délivrance de la Grèce. Outre les deux premiers ouvrages dont nous avons parlé, il a encore publié : 1° *Examen historique de la révolution espagnole, suivi d'observations sur l'esprit public, la religion, les mœurs et la littérature d'Espagne*; trad. de l'anglais par Pages, Paris, 1823, 2 vol. in-8°; 2° *Histoire de la révolution actuelle de la Grèce, son origine, ses progrès, et détails sur la religion, les mœurs et le caractère national des Grecs*, trad. de l'anglais, par D. Blaquières, Paris, 1825, 1 vol. in-8°; 3° *Rapport sur l'état actuel de la confédération grecque, et sur ses droits à l'assistance et au secours de la chrétienté*, traduit de l'anglais par M., Paris, 1825, in-8°.

BLOM (CHARLES-MAGNUS), docteur en médecine, savant naturaliste suédois, fils de Zacharie Blom, pasteur dans la paroisse de Kalsoik en Smalandie, naquit le 1<sup>er</sup> mars 1737. Il fit ses études à Upsal, dans l'intention de prendre les ordres; mais son inclination pour l'histoire naturelle le fit renoncer à ce projet, et choisir de préférence la médecine; le célèbre Linnée contribua beaucoup à cette détermination. Blom entreprit, en 1760, un voyage dans plusieurs pays étrangers, et ajouta beaucoup à ses connaissances dans les universités hollandaises. De retour à l'Upsal, il subit son examen de médecine, sous son célèbre professeur, soutint sa thèse de *ligno quassia*, et obtint le premier chapeau de docteur. Sa réputation littéraire s'établit si vite, que déjà auparavant il était membre de la société des sciences de Baln. Il fut, en 1775, médecin de la Dalecarlie, et en 1782 nommé assesseur; il n'abandonna cet emploi qu'après un service non interrompu de quarante-trois ans. Le docteur Blom fut un des premiers médecins qui introduisit la vaccine en Suède. Cet acte philanthropique lui valut une gratification et une médaille en or que l'administration de santé fit frapper à ce sujet. Il était membre de l'académie des sciences de Stockholm, ainsi que de la société médicale à Paris, etc. La mort l'enleva le 4 avril 1815, à Hedemora. Sa réputation d'auteur s'établit par un grand nombre d'ouvrages, dont nous ne citerons que les suivants : 1° *Remède et préparations contre la dysenterie*; 2° *Remède contre la fièvre de rhume et la fièvre putride*; 3° *Remède contre la fièvre bilieuse*; 4° *Avis pour connaître la qualité des médicaments*. Dans les *Mémoires de la Société des sciences, à Bale*, se trouvent insérés : *Descriptiones quorundam insectorum nondum cognitorum*, etc., anno 1761 detectorum; et dans les *Annales de l'Académie des sciences de Stockholm* : *Essais de médecine*, avec Accouitrem Napellus; *Rapport sur les pluies et taches gangreneuses, survenant en mangeant la jusquiame*, et plusieurs autres traités savants.

BODONI (JEAN-BAPTISTE), célèbre imprimeur italien, naquit à Saluces, le 16 février 1740. Après avoir achevé ses études, pendant lesquelles il appliqua particulièrement aux langues italienne et latine, il apprit le dessin et la sculpture, et y fit des progrès remarquables; mais c'était dans l'art exercé par ses aïeux, dans la typographie, qu'il était appelé à acquiescer une brillante réputation. A dix-huit ans, il obtint de son père la permission de passer à Rome pour perfectionner son art, et fut placé à l'imprimerie de la Propagande, dont l'abbé de Ruggieri était surintendant. Il entreprit, d'après les conseils de cet ecclésiastique, l'étude des langues orientales, et les progrès qu'il y fit ajoutèrent par la suite à sa célébrité. Le chevalier d'Azara le prit sous sa protection, et Bodoni dut à sa générosité l'établissement d'une imprimerie particulière. Le célèbre typographe en témoigna depuis sa reconnaissance à cet Espagnol éclairé en lui dédiant nombre de ses belles éditions. Bientôt Bodoni fut appelé à Parme, pour y prendre la direction de l'imprimerie royale. Depuis l'époque de son arrivée dans cette ville jusqu'à sa mort, il n'a cessé de déployer une activité inconcevable, et c'est par ses soins que l'imprimerie de Parme est devenue à jamais célèbre. La multiplicité des éditions qu'il a entreprises et exécutées semble un prodige pour la vie d'un homme;

et parmi les chefs-d'œuvre sortis de ses presses, il est des livres d'une valeur inappréciable. La diversité et la beauté de ses caractères, pour tous les idiomes connus, anciens et modernes, ont fixé l'attention des savants sur l'étendue et le perfectionnement que l'art de l'imprimerie recevait de lui. Un des premiers ouvrages qu'il ait fait imprimer à Parme, ce sont les *Epithalames pour le mariage de Charles-Emmanuel de Savoie*. Cet ouvrage parut alors une merveille pour la variété et la beauté des caractères. Son *Anacraon*, qu'il donna en 1784, avec des lettres capitales, a été admiré de toute l'Europe; son *Langue*, en italien, est cité comme un modèle de l'harmonie typographique; et son *Callimaque* se distingue par de très jolis caractères carrés; son *Dante*, son *Pétrarque*, son *Tasso* sont connus; son *Homère*, son *Horace*, son *Virgile*, son *Virgile* ne le peuvent être assez. Il faut en dire autant des éditions de *Boileau*, de *La Fontaine*, et de son *Oratio dominica in CLV linguis versis*: tous ces ouvrages sont des chefs-d'œuvre. Beaucoup d'autres sont encore sortis de ses presses. Le roi d'Espagne l'honora du titre de son imprimeur. Son imprimerie n'a pas seulement été lucrative pour la ville et les états de Parme; elle a encore servi à encourager et à améliorer les arts utiles. Bodoni avait long-temps mérité le titre de citoyen de cette ville, mais il fallut qu'une occasion s'offrit pour qu'on pût lui présenter une couronne civique d'une manière digne de lui et de ceux qui devaient la lui décerner. Le magistrat avait arrêté que les discours funèbres prononcés sur la tombe de Ferdinand 1<sup>er</sup>, dernier duc de Parme, Plaisance et Guastalla, seraient imprimés. On invita Bodoni à se charger de l'exécution, et il les imprima en trois différents formats. Il ne voulut recevoir aucun paiement. L'élégance, la netteté et la grande perfection de cet ouvrage attirèrent leurs regards, et Bodoni fut élu, le 25 juillet 1803, citoyen noble de Parme, et inscrit dans la classe des anciens *Piazzesi*. On décréta en même temps que la magistrature s'occuperait à sa prochaine séance de la manière de rendre publics les sentiments du corps civil pour l'illustre typographe. Le 17 août de la même année, on décréta pour lui une médaille d'or ornée de son portrait. Cette marque de distinction de la part de la ville de Parme fut d'autant plus flatteuse pour Bodoni, que cette ville a été très avare de pareilles faveurs. On ne se rappelle pas qu'elle les ait décernés plus d'une fois, et cette fois même la médaille ne fut pas d'or. On décréta, en outre, que la médaille porterait l'année où Bodoni avait fait sa généreuse repousse. On lui fit, entre plusieurs inscriptions proposées, la suivante :

Civi. optimo.

Decurioni. solertiss.

Artis. Typographicæ.

Corporis. eruditiss.

EX. XII. VIRUM. PARM.

Decreto.

Le professeur Manfredini, fameux graveur en médailles, de Milan, fut chargé de l'exécution. Elle est entourée d'une couronne d'olivier, et le revers offre le portrait du célèbre typographe de Saluces, avec ces mots :

Johannes. Baptista.

Bodoni.

MCCGIII.

On n'a frappé que quatre épreuves de cette médaille en or : une pour Bodoni, une pour le gouvernement de Parme, une pour le musée Napoléon, et la quatrième a été déposée dans les archives de la ville. On en a frappé deux cents en argent et deux cent cinquante en cuivre, et l'on a ensuite brisé le coin pour ne pas la rendre commune. Le portrait est très ressemblant. Le 24 février 1806 fut fixé pour décret public l'émission de la médaille. Les anciens de la commune avaient prié leur président, le comte Philippe Linati d'inviter, dans son discours, Bodoni à éterniser par l'impression ces honneurs si justement mérités. Le professeur Rosaspina fut chargé de graver la médaille pour orner le frontispice de l'ouvrage, et les autres

de la commune chargerent leur collègue, le professeur Jacob Tommasini, de l'accompagner d'une relation, et de rassembler et mettre en ordre les actes relatifs à cet objet. La fête fut célébrée; le comte Linati prononça un discours auquel Bodoni répondit d'une manière touchante, et la douce muse du célèbre Angelo Mazza improvisa un sonnet sur le portrait de Bodoni. L'ouvrage parut pour ainsi dire secrètement, car il ne fut donné qu'à ceux qui avaient reçu la médaille. On en a tiré des exemplaires en petit in-folio et in-4°. Il a pour titre : *Medaglia d'onore decretata dal pubblico di Parma, al celebre tipografo Gio-Battista Bodoni, cittadino parmigiano. Cremona. MDCCCVI*. Les éditions de Bodoni, à l'exposition publique des produits de l'industrie nationale, obtinrent la médaille d'or du gouvernement français. Cet imprimeur célèbre fut traité avec beaucoup de distinction par l'empereur et par le prince Eugène. Il fut fait chevalier de l'ordre de la couronne et de celui des deux Siciles. Dans ses dernières années, Bodoni travaillait beaucoup à son manuel de typographie, qui ne fut publié qu'après sa mort, par les soins de sa veuve. C'est un monument pratique de son art. On y trouve plus de cent vingt caractères latins et italiens. Bodoni finait et revoyait lui-même ses caractères; mais il n'a jamais voulu tirer son papier des pays étrangers, ce qui n'aurait pu qu'augmenter le bruit de ses impressions. Cet imprimeur avait une immense quantité d'ornements qui servaient par quelquefois être d'un meilleur goût. Bodoni est mort à Parme, le 30 novembre 1813, universellement regretté pour ses qualités personnelles, ses talents et son grand savoir. On a de lui, en italien : 1° *Lettre au marquis de Cubières*, 1788, in-4°, contenant des détails sur ses travaux typographiques; 2° *Manuel typographique du chevalier Jean-Baptiste Bodoni*, Parme, 1818, 3 vol. in-fol.

**BOHM** (Léopold, comte de), né à Berlin en 1803. Son père était un diplomate prussien, et sa mère, qui fut beaucoup de part à son éducation, était fille du marquis de Girardin, celui-là qui avait accueilli Roussseau à Ermenouville. Cette éducation, bien dirigée dès le principe, eut d'abord les résultats les plus heureux; mais ce succès même fut dégénérer en passion les penchants studieux qu'on s'était attaché à faire naître chez le jeune Bohm, et il succomba dans les premières années de son adolescence. Durant son enfance, on s'était proposé de lui donner l'habitude du travail, mais sans jamais le contraindre. En lui montrant à lire, sa mère l'avait incité à tracer par amusement, et sans que la leçon se prolongeât, des lettres ou des mots sur une tablette d'ardoise. Il lui suffit d'une année pour savoir écrire, et il commença de l'âge de sept ans à apprendre le latin par des procédés analogues, toujours librement et sans assidue. Il acquit de cette même manière des notions de tout ce qui était bien enseigné peut exciter la curiosité dans l'enfance; il prit goût à la géographie, à l'histoire naturelle et aux mathématiques élémentaires. Jusqu'alors, on ne lui demandait que l'attention indispensable, et en la lui rendant naturelle, on lui avait sagement épargné toute fatigue prématurée; mais plus tard quelqu'un lui dit : « Si on veut ne pas rester un homme ordinaire; il faut tous les jours deux heures d'études profondes, et que rien t'interrompe, au milieu de la nuit ou de grand sommeil, à l'abri de toute distraction. » Le jeune Bohm se sentit que trop l'importance de ce conseil; il se leva constamment de grand matin, mais il ne se borna pas à deux heures de travail opiniâtre. En peu de temps il put traduire, soit du grec, de l'anglais, du français ou de l'italien, divers morceaux remarquables, qu'il appréciait judicieusement comme l'égai fait un critique exercé, et dont il composait un recueil pour se former dans l'art oratoire. Ne voulant rien négliger de ce qui pouvait compléter son instruction, il suivit à Bonn et à Berlin, des cours de droit, de philosophie, d'histoire et d'économie politique. Néanmoins cet amour des études sérieuses ne l'absorbait pas tout entier, il avait même cultivé des arts d'agrément, et on aimait en lui les qualités du cœur. Les talents qui paraisaient devoir être son partage, lui promettaient un nom dans la carrière diplomatique qu'il

allait suivre. Conformément à cette destination, il traduisait de l'allemand le traité du professeur et conseiller intime Schmalz, intitulée : *Le droit des gens européen*, ouvrage d'autant plus important que depuis les événements anéantis par la révolution de France, on n'avait, sur les nouvelles relations des peuples, aucun livre qui put faire autorité. Leopold de Bohm était à Paris lorsqu'une affection pulmonaire arrêta ses travaux. Il mourut au mois d'octobre 1834, ne laissant d'autres fruits d'études suivies avec tant de zèle, que cette traduction de Schmalz et une traduction de Salluste entreprise à l'âge de treize ans, et sans connaître les versions précédentes : elle a été publiée à Paris et à Strasbourg, 1816, in-8°.

**BOHUSZ** (Xavier, abbé), savant et patriote polonais, était né en Lithuanie le 1<sup>er</sup> janvier 1746. Après avoir fait ses études à Wilna, il fut placé auprès du fameux Antoine Tyzenhaus, surnommé le Colbert de la Pologne. Depuis il voyagea dans presque toute l'Europe, et fit une description de ce voyage en trois grands volumes manuscrits. Frère d'Ignace Bohusz, personnage du premier ordre dans la célèbre confédération de Bar, Xavier Bohusz avait pu faire l'histoire de cette fédération, qui remplissait trois autres forts volumes manuscrits. Appelé à des fonctions civiles à Wilna, en conséquence de la diète constituante, et après avoir donné à la fois les preuves du plus pur patriotisme et des talents les plus distingués, il eut le malheur d'être saisi en avril 1794 par les Moskovites, qui l'emportèrent avec plusieurs autres patriotes jusqu'à Smolensk, et ce fut alors que ces barbares dispersèrent la bibliothèque et les manuscrits du savant Bohusz. Revenu quelques années après dans sa patrie, il fut nommé juge de paix du premier arrondissement de la ville de Varsovie, et membre de la société royale des amis des sciences de cette ville. Il est très connu par son importante *Dissertation sur la nation lithuanienne*, qui fut imprimée en 1808 dans les *Annales de la Société des amis des sciences*. Il fit imprimer, en 1786, à Wilna, un ouvrage en deux volumes intitulé : *Le philosophe sans religion*. Ce savant mourut à Varsovie il y a quelques années.

**BOILEAU DE LAULAVILLE** (Edme-François-Marie), membre de la société des antiquaires de France, était né à Auxerre, le 25 décembre 1789, d'une famille originaire de la Touraine et du Poitou; elle avait rempli les premières places dans la ville du Tour. Millin, dans son *Voyage en France*, tome IV, page 722, parle de la grosse cloche de Pontigny que le maire Boileau avait fait faire, en 1390, afin que les pauvres gens aussent à quelle heure ils dinèrent. Aussi M. Boileau se glorifiait de descendre d'Etienne Boileau, prévôt de Paris, au 12<sup>ème</sup> Saint-Louis. C'est ce qui l'avait engagé, dans les six dernières années de sa vie, à consacrer ses veilles à illustrer la mémoire de ce prévôt des marchands, en préparant une édition de ses célèbres établissements des métiers de Paris, d'après le texte manuscrit de la bibliothèque du roi avec de nombreux éclaircissements de tous genres. Dès 1823, il avait lu à la société des antiquaires des extraits de ses recherches relatives aux arts et métiers des anciens et du moyen âge. Il lui souvent consulté, pour ce travail important et curieux, l'auteur de cette notice, qui a fait un travail semblable sur les noms des professions, arts et métiers mentionnés dans le *Livre de la taille de Paris* en 1813; il était fort avancé lorsque la mort de l'auteur est venue l'interrompre. On doit désirer que la famille de M. Boileau confie ce travail à quelque homme instruit pour le terminer et en faire jouir le public. On a de ce savant, dans le tome V des *Mémoires de l'Académie celtique*, une *Notice sur un proverbe ou diction populaire de Picardie : Tout le monde, le char de Chauny; sur la sobriété des singes de Chauny*, et sur quelques anciens usages singuliers, et dans le tome VII de la société royale des antiquaires, un *Nouveau mémoire sur le monument antique, autrefois connu par le nom de marbre de Thorigny, actuellement transféré en la ville de Saint-Louis*. Ce mémoire est un rapport fait au nom d'une commission sur des calques des inscriptions de ce marbre que M. Clément, maire de Saint-Louis, avait envoyé à la société royale



des antiquaires. M. Boileau est parvenu à déchiffrer ces inscriptions, malgré l'état actuel de dégradation de ce monument des viduasses, presque complètement qu'elles l'avaient été dans le siècle dernier par Maffei et par l'abbé Lebeuf. A ce même est jointe la meilleure gravure que nous ayons de ces inscriptions : on y voit placé en regard de l'inscription, imprimée d'après le calque de Saint-Lô, celle qui a été donnée par Lebeuf, et dans laquelle M. Boileau a intercalé en lettres italiques minuscules le texte qui est en lettres romaines capitales, et qui a été rempli et suppléé par l'abbé de Longueville. Maulaville a fait suivre la gravure de trois impressions d'un *fac simile* en modèle de grandeur naturelle, de quelques mots en lettres fines, telles qu'elles se voient sur les calques et sur le marbre. Il avait commencé à former une collection fort curieuse de cartes, de plans, de documents de toutes espèces, gravés, imprimés et manuscrits, sur le département de l'Aisne. Maire de sa commune pendant les deux invasions désastreuses de la France, M. Boileau montra, en défendant les intérêts de ses concitoyens contre les alliés, le même courage que lorsqu'en prison avec sa famille et son père octogénaire, il partageait avec eux toutes les persécutions que ses opinions monarchiques lui avaient attirées au temps de la république. Le fer d'un soldat levé sur sa tête ne put lui faire signer un ordre qui aurait ruiné sa commune, et il ne dut la vie qu'à ses enfants qui se précipitèrent entre leur père et l'assassin. Il est mort à Paris, le 25 septembre 1826. D'après le désir qu'il en avait exprimé, ses restes ont été transportés à Mont-Renaud, et déposés dans la chapelle qu'il y avait fait bâtir.

**BOISJOSLIN** JACQUES-FRANÇOIS-MARIE VIREUX de), homme de lettres, membre de la légion d'honneur et correspondant de l'Institut, est né à Alençon le 29 juillet 1760, d'une famille d'origine anglaise (Voyez VIREUX, au Supplément). Après avoir fait des études aussi solides que brillantes, il se livra très jeune à la poésie, et fut un des élèves les plus distingués de l'abbé Delille, qui l'honorait d'une amitié particulière. Àge de dix-sept ans, il donna une comédie pastorale en trois actes et en vers, intitulée : *L'amitié et l'amour, ermites*, Paris, 1778, in-8°, qui n'a point été représentée. Après s'être livré à l'étude du droit pendant plusieurs années, il se fit recevoir avocat au parlement, et fit paraître ensuite un grand nombre de pièces fugitives, dont plusieurs avaient un mérite très remarquable, entre autres des fragments d'un poème sur *La printemps*, où l'auteur, très jeune alors, chanta avec grace et harmonie ses premières sensations. La Harpe citait avec éloge sa description du *lancer du saut*, le morceau intitulé *Les fleurs*, et celui sur *la pêche*, imité de Thompson, obtinrent et méritèrent encore plus d'éloges. Après avoir été vantés dans les journaux et applaudis dans les cercles, ils parurent, pour la première fois, en 1786. Depuis, M. de Boisjoslin a étendu son sujet, et a donné à cette belle composition ce titre qui lui convenait mieux, *Les paysages*. On sait qu'il a fait, il y a plusieurs années, un voyage aux Pyrénées, et qu'il a parcouru le midi de la France dans le but d'ajouter aux descriptions charmantes dont nous venons de parler. On assure même que le public ne tardera pas à jouir de ce poème, auquel l'auteur n'a cessé de travailler, et qui ne peut qu'augmenter sa réputation comme poète et comme écrivain. Quelques années après, en 1789, M. de Boisjoslin, pour lequel M<sup>me</sup> de Genlis eut la plus tendre amitié (Voyez ses *Mémoires*, tome VIII, pages 103 et 104), fut attaché à M. le duc de Chartres, aujourd'hui Louis-Philippe I<sup>er</sup>. En 1790, il fut quelquefois chargé, par La Harpe, de le remplacer au lycée pour le cours de littérature ; mais il travaillait peu, et les amis de son talent lui ont souvent adressé des reproches mérités à ce sujet. M. de Fontanes, son ami, adressa de Lyon cette même année, une épître au temple du temps, où il lui disait :

« Boisjoslin, c'est à toi qu'aujourd'hui je m'adresse.  
« Tous deux nous nous aimons tous les deux les arts et la paresse ;  
« Tu es un nous en latin et sans nous à ses d'ailleurs »

De leur fécondité fatiguent les lecteurs !

Mais tout à son excès, etc.

Et lui recommanda alors de mettre le temps à profit. Mais, il fit l'avouer, l'épître fit plus d'honneur à l'un qu'elle ne fut utile à l'autre. Il faut pourtant convenir que si les veilles de M. de Boisjoslin n'étaient que rarement alors consacrées à la poésie, elles étaient au moins employées à des études plus austères. Ce jeune poète jouissait déjà d'une certaine célébrité lorsque la révolution éclata : il y prit peu de part, mais il en adopta aussitôt les principes. C'est lui qui composa les vers destinés à servir d'inscription à l'arbre de la liberté, et qui commencèrent ainsi :

Un trône sous ton ombre empoisonnait ta sève ;  
Nous renversons le trône, et ton front se relève.  
Enfant de la Montagne, arbre de liberté,  
De climats en climats tu seras transplanté. Etc.

En 1792, ses talents et ses nouvelles études le firent nommer chef de division au ministère des relations extérieures, où il avait pour collègues plusieurs de ses amis, entre autres M. Maret, depuis duc de Bassano. Il perdit cette place vers 1795, parce qu'il fut soupçonné de ne pas approuver la marche du gouvernement. On le nomma, en 1797, professeur d'histoire universelle à l'école centrale du Panthéon, et l'on vit bientôt un nombreux auditoire venir assidûment écouter des leçons pleines de science, de philosophie, qui ont été conservées par ses élèves, devenus hommes de lettres depuis, et qu'il serait à désirer que l'on publiât à l'époque actuelle. Ce n'est qu'en 1798 que M. de Boisjoslin fit paraître la traduction de *La forêt de Windsor*, faite en 1785. On sait que cet ouvrage est un des chefs-d'œuvre de Pope, rempli de beautés. L'en fait sans doute pour exciter la veine, mais aussi de difficultés capables de la refroidir et de rebuter un talent moins sûr que celui du traducteur dont nous nous occupons. On admire surtout, dans ce *l'el on vage*, la description de la forêt et de ses différents sites ; celle de la tyrannie des anciens rois et de G. il l'anne-le-Conquerant ; la peinture variée des différents chasses, où le traducteur, dans les détails les plus délicats, se montre le rival heureux de son modèle ; et celle de la pêche, où se trouvent six vers descriptifs si souvent cités par les Anglais, et que les Français ont pu citer à leur tour. M. de Boisjoslin remplace Ginguene à la decade philosophique, lorsque ce dernier fut nommé ambassadeur, et il y donna une suite d'articles qui se firent distinguer par un mérite littéraire peu commun. Il paraissait avoir abandonné la poésie, lorsque l'on vit sa muse se réveiller en 1799, pour produire *l'Élysée à la souveraineté du peuple*, et un *Chant funèbre en l'honneur des ministres français assassinés à Rastadt*. Après le 18 brumaire, lors de la création du tribunal, M. de Boisjoslin en fut nommé membre : sa chaire d'histoire fut alors confiée par *interim* à Millin de Grand-Maison. Pendant la durée de ses fonctions législatives, M. de Boisjoslin se montra le défenseur des principes qui aurent la liberté des peuples. On sait que cette manière de voir, dans les circonstances où l'on était alors, contrariait les vues du chef de l'état ; M. de Boisjoslin s'aligna ainsi les dispositions favorables que le général Bonaparte avait paru avoir pour lui dans plusieurs circonstances. Il sortit du tribunal en 1802 par la voix du sort, lorsque M. de Fontanes, son ami intime, fut nommé grand-maître de l'université. M. de Boisjoslin reçut l'offre d'en être conseiller titulaire ; mais il refusa, cédant ainsi à un ascendant étranger, intéressé alors à l'éloigner de Paris, même aux dépens de son avenir. Il se décida en effet à se retirer dans son pays natal, la Normandie, et par le moyen du duc de Bassano, avec lequel il était lié, il se fit nommer, en 1805, sous-préfet à Louviers. Son amabilité, son esprit, et ses talents administratifs, si fort au-dessus de la place qu'il occupait, le firent bientôt chérir et estimer de tous ses administrés. Son existence agréable dans la ville de Louviers, et l'influence dont il a été parvenu à se



cement du 15<sup>e</sup>, tous tenant de la manière byzantine, et appartenants aux maîtres de l'ancienne école de Cologne, desquels Guillaume de Cologne est le plus remarquable et le dernier : 2<sup>e</sup> les chefs d'œuvre de Jean Van Eyck et de la plupart de ceux qui sont sortis de son école au 15<sup>e</sup> siècle, tels que Memling, Hugo, Vander-Goes, Israel de Meekneim, Michel Weghemuth, Martin Schoen ; 3<sup>e</sup> les ouvrages des peintres allemands qui ont fleuri à la fin du 15<sup>e</sup> siècle et au commencement du 16<sup>e</sup>, Durer, Lucas de Leyde, Mabuse, Shoerel, Patenier, Holbain et les œuvres de leurs élèves, et de ceux qui ont imité la manière italienne, Jean Schwartz, Martin Homakerk, Charles de Mander. Cette collection a été décrite dans le *Musee allemand* de Schlegel, 1813, dans le *Musee de Fouquet*, 1812 ; dans le *Journal de Goethe*, déjà cité, 1816, 1<sup>er</sup> cahier ; la *Feuille des arts*, 1820, 1821 ; la *Gazette du soir*, 1821, et dans plusieurs autres journaux, et surtout dans *Joh van Eyck und Seine Nachfolger*, de Jeanne Schopenhauer, 1823, et dans les *Mémoires de Wagen sur Habert et Jean Van Eyck*, 1823. Comme elle se trouva à l'étroit dans le local qu'elle occupait, le roi de Wurtemberg lui en assigna un plus grand à Stuttgart, et au printemps de 1819, les frères Boissière et Bertram quittèrent Heidelberg qu'ils habitaient depuis neuf ans, et transfèrent leur collection dans cette capitale en 1820. Boissière l'aîné se rendit à Paris pour y faire lithographier les dessins de la cathédrale de Cologne. On en a déjà publié plusieurs livraisons, accompagnées d'un texte plein de recherches sur l'histoire de l'architecture improprement appelée gothique. Les frères Boissière ont aussi depuis long-temps traité pour faire lithographier leur collection, mais cette entreprise n'a jamais été achevée. Boissière l'aîné est correspondant de l'Institut.

**BOITARD (PIERRE)**, né à Mâcon en 1783. Son père, avocat distingué, a été président du tribunal criminel de Saône-et-Loire, puis président du tribunal de première instance de Mâcon. On lui doit un *Dictionnaire de droit français*. Dix son enfance, M. Boitard avait montré un goût très vif pour l'histoire naturelle, et l'étude de cette science a occupé toute sa vie. Il est venu résider à Paris pour y publier divers ouvrages préparés depuis long-temps, et qui se sont succédés depuis 1819. Ces ouvrages sont : 1<sup>o</sup> *La botanique des dames*, 3 vol. in-18 avec atlas ; 2<sup>o</sup> *Le cabinet d'histoire naturelle*, 4 vol. in-18 ; 3<sup>o</sup> *Histoire naturelle des oiseaux de proie d'Europe*, 1 vol. in-4<sup>e</sup> avec fig. ; 4<sup>o</sup> *Histoire naturelle des pigeons de volière et de colombier*, 1 vol. in-8<sup>e</sup>, avec fig. ; 5<sup>o</sup> *Manuel de botanique*, 1 vol. in-18 ; 6<sup>o</sup> *Manuel d'histoire naturelle*, 4 vol. in-18 ; ces deux derniers ouvrages sont adoptés pour les collèges de Paris ; 7<sup>o</sup> *Manuel d'entomologie*, 4 vol. in-18 ; l'auteur a décrit douze mille espèces d'insectes ; cet ouvrage est le plus complet qu'il y ait en français ; le seul ouvrage de Fabricius l'est davantage ; 8<sup>o</sup> *Traité des prairies naturelles et artificielles*, 1 vol. in-8<sup>e</sup>, avec figures coloriées ; cette matière, qui n'avait point encore été traitée spécialement, est ici de la manière la plus claire et la plus complète ; 9<sup>o</sup> *Manuel de physiologie végétale, de physique, de chimie et de minéralogie végétale*, 1 vol. in-18 ; ce manuel, très difficile à lire à cause des connaissances qu'il suppose au lecteur, est très estimé parmi les savants ; 10<sup>o</sup> *Traité de taxidermie*, 1 vol. in-18 ; il en existe une seconde édition revue par l'auteur et par M. Canivet ; 11<sup>o</sup> *Traité de la composition de l'ornement des jardins*, 1 vol. in-4<sup>e</sup>, avec cent planches ; c'est le seul ouvrage français qu'il y ait sur cette matière ; il est à sa quatrième édition. M. Boitard a publié encore d'autres livres, mais moins remarquables, moins remplis de choses neuves, quoique fort utiles à la propagation des sciences naturelles. Outre cela, il a fondé un *Journal des jardins*, qui a été fondé depuis le *Journal d'agriculture pratique* ; et il rédige, depuis 1823, *l'Annuaire du bon jardinier*. Ses *Traités des oiseaux de proie et des pigeons* sont réputés des monographies excellentes.

**BONINGTON (RICHARD PARKES)**, né le 25 octobre 1801, au village d'Arnold, près de Nottingham, d'un peintre paysagiste habile. On prétend qu'à peine âgé

de trois ans il esquissait déjà les objets qui l'avaient frappé ; ce qui est certain, c'est qu'à l'âge de sept ans ses dessins surprenaient autant par l'exactitude de l'imitation que par la délicatesse de l'exécution. Son père l'amena à Paris en 1816. Bonington, admis au Louvre, étudia avec ardeur les écoles italienne et flamande, et fit de rapides progrès. Il aimait surtout à retracer des sujets de marine ou des scènes de matelots ; on se souvient d'un dessin représentant un marché de poissons qui fut remarqué du public et promptement acheté. Ce jeune artiste avait pour maître M. Gros. De retour en Angleterre, il se fit connaître à l'exposition de 1826, dans la galerie britannique, par deux vues prises sur les côtes de la mer. Elles annonçaient une grande connaissance de l'art de grouper, du coloris, de la perspective, et surtout des effets de la lumière du soleil ; aussi ces tableaux furent-ils regardés comme supérieurs à tous ceux du même genre. Bonington partit pour l'Italie ; il exécuta sur cette terre classique des arts plusieurs tableaux qui auraient fait honneur à des peintres plus célèbres. C'était le palais ducal de Venise ; le Grand Canal avec l'église de la Vierge du salut. On a vu ces tableaux exposés au Louvre en 1828 ; ils le furent ensuite à l'académie royale de Londres ; l'auteur y avait joint un portrait de Henri III de France, et une scène de rivage, qui obtinrent également de grands éloges. Le duc de Bedford, le marquis de Lansdowne, M. de Vernon, se sont particulièrement empressés de placer dans leurs galeries les productions de Bonington. En mai 1829, il exécuta encore une des plus jolies compositions qu'on puisse voir : ce sont deux figures de femmes au milieu d'un paysage délicieux ; elles ont reparu gravées dans *l'Annuaire* de la même année. Les demandes faites à Bonington croissaient avec sa réputation ; l'excès du travail le mit dans un état qui laissait peu d'espoir. Il se rendit pourtant à Paris pour consulter M. Saint-John Long ; mais ce fut inutilement. Bonington mourut le 25 septembre 1828. Sir Thomas Lawrence, MM. Howard, Robson et ses amis, ont rendu les derniers hommages à cet artiste distingué et qui promettait un grand peintre.

**BONNAUD (JACQUES-PHILIPPE)**, général de division, entra au service, en 1776, dans le corps des dragons, mais il n'obtint de l'avancement que pendant les premières guerres de la révolution. Lieutenant en 1792, peu de temps après capitaine, et bientôt général de brigade, il fit partie de l'armée du Nord, en qualité de général de division, sous les ordres du général Souham. Le 18 mai, il attaqua les positions de Roubaix et de Lannoy, occupées par le duc d'York. La résistance des Anglais fut courte, l'impétuosité du général Bonnaud rompit leurs rangs et les réduisit à fuir du côté de Tournay, en jetant leurs armes et en abandonnant vingt pièces de canon. Au mois d'octobre, lorsqu'on entra en Hollande, il fut chargé d'investir la place de Grave sur la Meuse. En janvier 1792, sa division et celle de Lemaire formaient l'extrême gauche de l'armée de Pichegru ; ayant enlevé les forts de Workum et de Lavenstein sur la Meuse, elles réduisirent Heusden à capituler, et le 14 elles y trouvèrent de grands magasins de vivres et de fourrages, cent cinquante milliers de poudre, soixante-quinze canons et beaucoup d'autres armes. Neuf jours suffirent ensuite au général Bonnaud pour enlever les forts avancés de Gertruydenberg, achever l'investissement de la place, en réduire la garnison à se rendre sur parole, à prendre aussi possession de Dordrecht, et se faire ouvrir les portes de Rotterdam et de la Haye. On trouva dans Dordrecht, dont l'arsenal était un des plus importants de la Hollande, six cent trente-deux pièces de canon, dix mille fusils, et des vivres ainsi que des munitions de guerre pour les besoins d'une armée de trente mille hommes durant une campagne. Six cents prisonniers français étaient confiés dans le Helvoet-Sluis à la garde de huit cents Anglais, mais le commandant du port pencha pour le parti républicain ; les prisonniers reçurent des armes, ouvrirent les portes, et Bonnaud prit toute la garnison, ainsi que le prince de Hohenlohe, le prince de Salm-Salm et un aide-de-camp de Clairfait ; les commissaires de

la convention les envoyèrent tous trois à Paris. Le général Bonnard, ayant passé à la fin de l'année sous les ordres de Hoche, surprit dans la Basse-Vendée quelques détachements de Charrite.

**BORAWLASKY** (Jozeph), célèbre nain polonais, naquit aux environs de Chelica, dans la Russie polonaise, en 1759, et vivait encore en 1788, époque où il publia, en anglais, ses mémoires sous ce titre : *Mémoires du célèbre nain Joseph Borawlsky, gentilhomme polonois, contenant un récit fidèle et curieux de sa naissance, de son éducation, de son mariage et de ses voyages, écrits par lui-même*, in-8°; ces mémoires, qui sont écrits avec goût, sont ornés d'un frontispice, grave en taille-douce, qui représente ce petit héros, son épouse et un de ses enfants. Nous allons en extraire les particularités les plus curieuses. Ses parents étaient de la moyenne taille; ils ont eu cinq fils et une fille; trois de ces enfants parvinrent à une taille au-dessus de la moyenne, tandis que les deux autres, ainsi que lui, ne dépassèrent pas celle des enfants de l'âge de quatre ou cinq ans: Joseph était le troisième de cette étrange famille. Son frère aîné qui avait, en 1788, près de soixante ans, était d'environ trois pouces plus haut que lui, et avait constamment jadis d'une constitution robuste. Ce frère a vécu longtemps chez la médecin Inowloska, qui lui trouvant de l'esprit et de la capacité, lui avait confié l'intendance de ses affaires. Son second frère était faible et délicat, et mourut à l'âge de vingt-six ans, ayant alors cinq pieds dix pouces. Ceux qui vinrent au monde après Joseph furent alternativement grands et petits: de ce nombre fut une fille qui mourut à vingt-deux ans de la petite-vérole; elle n'avait que deux pieds deux pouces, et représentait, à une figure aimable, les plus parfaites proportions du corps. Il fut aisé de voir dès l'instant de la naissance de Joseph qu'il serait extrêmement petit; il n'avait alors que huit pouces: il n'était cependant ni faible ni chétif. Il marcha et il parla à l'âge des autres enfants. A quinze ans, il avait deux pieds un pouce, mesure d'Angleterre; à vingt ans, deux pieds quatre pouces; à vingt-cinq, deux pieds onze pouces; à trente, trois pieds trois pouces: c'est là où il en est resté. Son frère a grandi comme lui jusqu'à trente ans, et comme lui a cessé de croître à cet âge. Les aventures de Joseph sont presque aussi extraordinaires que sa figure et sa petite taille. Sa famille ayant été ruinée, ce nain, vif, spirituel et aimable, trouva d'abord de la protection chez des personnes distinguées; mais il la perdit étant devenu, à l'âge de vingt ans, amoureux d'une jeune demoiselle aimable et belle qu'il épousa et dont il eut deux enfants. Pendant quelques années après son mariage, il se soutenait des présents qu'on se plaisait à lui faire, et d'une pension que lui avait accordée le roi de Pologne. Il recevait aussi des emoluments assez considérables des concerts qu'on donnait à son bénéfice dans différentes cours de l'Allemagne; mais toutes ces ressources n'étaient que précaires; il se rendit en Angleterre où Murray Keith, ambassadeur britannique à la cour de Vienne, le prince de Kaunitz et le baron de Breteuil, lui promettaient de le recommander auprès des personnes les plus distinguées. Il arriva avec sa famille par la voie de France à Londres, en mars 1782. Il fut présenté à la famille royale, et il se reçut des faveurs; mais ces faveurs ne suffisant pas pour entretenir sa famille, Borawlsky suivit l'avis de ceux qui lui conseillaient de se faire voir pour de l'argent, et se sortit ainsi pendant les six années qu'il a vécu en Angleterre. Entre autres événements malheureux qu'il a éprouvés, un domestique lui enleva pour une somme considérable de bijoux et d'effets précieux, et le roi de Pologne ayant été informé par de faux rapports qu'il amassait une fortune en Angleterre, lui retira sa pension. Nous ignorons le reste de son histoire: toutes les personnes qui l'ont connu parlent avantageusement de son esprit, de son affabilité et de sa conversation engageante.

**BORDEAUX** (le duc). Voyez CAROLINE-FERDINANDE-LOUIS, duchesse de Berri, au Supplément.

**BORIES**. Voyez RACLI, au Supplément.

**BORJA-GARÇAO STOCKLER**. Voyez STOCKLER, au Supplément.

**BOSELLINI** (CARLES), jurisconsulte et publiciste, né à Modène, en 1765. Il avait joint à l'étude des lettres et de la philosophie celle du droit, et il était reçu avocat lorsqu'il visita la France et l'Angleterre, pour acquérir des connaissances plus étendues: il repassa ensuite les Alpes. Au milieu des vicissitudes politiques qui, depuis 1796 jusqu'à la domination de Napoléon, entretenaient chez tant d'Italiens des idées d'affranchissement et d'indépendance, l'avocat Bosellini fut chargé de diverses fonctions dans lesquelles il se concilia l'estime générale, malgré les difficultés que reproduisait chaque jour la lutte des partis. Quand il vit que l'Italie resterait soumise, il préféra la retraite, et il s'occupa de divers travaux d'économie publique. Ces recherches ne l'absorbaient pas tout entier; il sut être ami, époux et père, comme il eût été citoyen, et ses enfants recurent de lui-même toute leur instruction. Il mourut le 1<sup>er</sup> juillet 1847. On a de lui : 1<sup>o</sup> *Nouvel examen de la source de la richesse publique et privée*; publié sous le duc de Modène, en 1816, l'impression n'en ayant pas été permise sous Napoléon. L'auteur y examine les principes de Smith et de Lauderdale; il met au nombre des moyens de richesse les garanties sociales, et il n'attribue point, comme Malthus et plusieurs autres économistes, les symptômes de détresse qui se manifestent en Angleterre à l'excès de production. 2<sup>o</sup> Deux opuscules, l'un sur le *Système de succession adopté en Angleterre*, l'autre sur les *Opinions du comte Barbacovi*, relativement aux codes civils, à la pluralité des voix, etc. On trouve dans le journal de la académie des Arcades de Rome, un *Tableau historique des progrès des sciences économiques*, depuis leur naissance jusqu'en 1835, par Bosellini. Il y a fait insérer aussi plusieurs articles sur les *Nouveaux principes d'économie politique* de Sismondi, et sur le *Prospectus des sciences économiques* de Gioja. L'*Anthologie* de Florence contient divers fragments de Bosellini sur la question de l'excès des produits, traitée dans son principal ouvrage.

**BOUCHÉPORN** (CLAUDE-FRANÇOIS-BERTHARD de), intendant de l'île de Corse, conseiller au parlement de Metz et membre de l'académie royale de cette ville, naquit le 4 novembre 1741, de Bertrand de Chailly, conseiller à la même cour. Au sortir du collège de sa ville natale, il étudia la jurisprudence à Paris, et fut reçu, en 1761, avocat au parlement de Metz. Nommé, en 1768, avocat-général, près d'une cour dont son père faisait un des principaux ornements, il s'y fit bientôt remarquer par un jugement droit et une élocution facile. Impassible comme la loi, Bouchéporn en adopta dès lors le langage imposant; il parut sévir, protéger comme elle, sans amour et sans haine. Dans une cause célèbre où l'honneur et l'amour, victimes des préjugés, avaient à lutter contre une intolérable tyrannie, l'auditoire fut vivement ému des traits saillants avec lesquels le jeune orateur fit ressortir le plus barbare des préjugés, celui qui fait rejettir sur une famille innocente l'opprobre d'un parent fétré. Il fut souvent interrompu par de nombreux applaudissements, et le soir au spectacle les acclamations redoublèrent. Peu après, ayant été admis au conseil, il se rendit à Paris: ses talents et sa constance au travail, le firent nommer à l'intendance de la Corse, le 9 avril 1775. La Corse sortait à peine de trente années d'anarchie, et d'une guerre qui avait dévasté son territoire. Les villes étaient en partie ruinées; les routes étaient impraticables, les champs abandonnés, le commerce anéanti; les habitants exaspérés, jaloux de leur liberté et de leur indépendance, et prêts à verser leur sang pour les défendre, haïssaient la France qui leur imposait des lois. Telle était la Corse, lorsque Bouchéporn fut appelé à la régénérer. Il eut avec lui quelques hommes dont le zèle et l'instruction pouvaient lui être très utiles, tels que M. Colchen, aujourd'hui pair de France. Par une sage dispensation des faveurs et des peines, par une sévérité tempérée de douceur, il parvint à assouplir le caractère indomptable des Corses. Cette île, sous son administration, oubliant ses malheurs; elle se montra même reconnaissante, dans une maladie grave qu'il fit en 1779. M<sup>me</sup> de Bouchéporn, qui partageait les soins de son époux, n'était pas moins

chérie. Ce fut cette dame qui, avec le comte de Marboeuf, gouverneur de l'île, tint Louis Bonaparte sur les fonts de baptême. Pour récompenser des services si importants, le roi conféra à Boucheporn, le titre de conseiller honoraire au parlement de Metz, et le nomma, en mai 1785, intendant de la généralité de Pau et Bayonne, qui comprenait les départements du Gers, des Hautes et des Basses-Pyrénées. Boucheporn administra avec le même amour du bien cette province, concourut à prévenir la disette des grains, qui, en 1789, désola une grande partie du royaume et emporta l'estime et les regrets de ses administrés. Lors de la division de la France en départements, son attachement aux principes monarchiques le rendirent suspect, quoiqu'il eût fait dou de toute son argentierie à l'hôtel des monnaies. Ses fils ayant émigré, les agents de la terreur interceptèrent la correspondance qu'ils avaient avec leur père. Il fut arrêté, gémit quelque temps dans les prisons de Toulouse, et fut décapité dans cette ville. Il a eu quatre fils et une fille; trois ont occupé de grands emplois sous l'empereur. L'aîné, baron de Boucheporn, nommé maréchal de la cour de Westphalie, lorsque Jérôme Bonaparte prit possession de ce royaume, fut appelé à la place de contrôleur-général de la liste civile; et son frère qui avait été attaché, en juillet 1806, à la cour de Hollande, en qualité de préfet du palais, et dont la fille avait été tenue sur les fonts de baptême par la reine, fut créé administrateur du garde-meuble de la couronne. Ce dernier remplaça ensuite, en décembre 1811, son frère, le baron de Boucheporn, qui entra dans ses anciennes fonctions de préfet du palais.

**BOUCHER DE CRÉVECOEUR (JULES-ARNAUD-GRILLACME)**, né à Paray-le-Monial, le 26 juillet 1757, d'une ancienne famille de Champagne. Il perdit son père, pour ainsi dire, en naissant. Sa mère, fille d'un gouverneur de la ville de Reims, lui fit faire ses études au collège de Juilly; il les acheva à l'université de Reims. De ses premières années, M. Boucher se trouva dans un cercle qui réunissait l'élite de la littérature et de la bonne compagnie. Watelet, de l'Académie française, et dont il était neveu, ainsi que M. Caz de la Bore, intendant de Champagne; le marquis de Forbin, etc., furent ceux au milieu desquels il puisa le goût des arts et de l'étude. M. Boucher s'adonna d'abord à la gravure, et on recherche encore plusieurs autres fortes de lui, qui parurent vers cette époque, malgré leur touche un peu sèche. L'histoire naturelle le captiva ensuite tout entier, et il prit bientôt rang parmi les botanistes les plus distingués. Sa fortune, déjà considérable, fut encore augmentée par la place de contrôleur-général des finances qu'avait occupée son père. Le 15 novembre 1787, M. Boucher épousa à Paris M<sup>lle</sup> de Perthes, fille de Jean-Charles de Perthes, dernier descendant direct de Colet de Perthes et de Marguerite Rousseau, laquelle était fille de Jean Rousseau, oncle de Jeanne d'Arc. Cette origine valait la peine d'être rapportée. Lors de la révolution, M. Boucher perdit sa place et une partie de sa fortune; il se retira alors à Crèvecoeur, où il se livra à son goût pour la botanique. Il fut ensuite appelé à Paris lorsque le gouvernement voulut organiser les douanes sur un système protecteur du commerce. M. Boucher y travailla avec M. Collin de Sussy; il refusa la place de régisseur, mais il accepta celle de directeur à Abbeville. Cette position le mit à même d'étendre ses travaux d'histoire naturelle. Lié avec Arthur Young, J. Banks, Lamarck, Deleuze, L'Héritier, etc., l'entreprit et exécuta, particulièrement avec ce dernier, de vastes herborisations qui ajoutèrent à la science. Dès le 25 janvier 1800, M. Boucher avait été nommé membre associé de l'institut. Il le fut bientôt de la société d'agriculture et de celle de botanique de Londres, et successivement de presque toutes les sociétés savantes de l'Europe. En 1803, parut sa *Flora d'Abbeville*, Paris, 1803, 1 vol. in-12. Cette publication avait été précédée et fut suivie d'un grand nombre de mémoires insérés dans les journaux et recueils scientifiques. Ces mémoires, traduits et commentés en plusieurs langues, ont conduit à d'importantes découvertes et servi de base à de nombreux ouvrages. Le

29 juin 1803, M. Boucher obtint du chef de l'état dont il était connu, un décret qui rendit quelque prospérité au commerce de la France. La ville qu'il avait adoptée lui a dû plusieurs établissements très utiles. Il refusa la place de conseiller-d'état, et plus tard il ne voulut pas reprendre les titres de sa famille; il refusa également toute décoration française ou étrangère, qu'il regardait comme peu compatible avec l'indépendance d'un savant et la gravité d'un homme. Le 31 mars 1825, il prit sa retraite, laissant sa place à son fils aîné. M. Boucher possédait un herbier, résultat d'un travail de cinquante ans, qui renferme environ vingt-cinq mille plantes; sa collection de gravures, anciennes s'élève à plus de vingt mille; celle de médailles grecques et romaines et de monnaies françaises à plus de dix mille, et chacune d'elles renferme beaucoup de choses rares. Sa maison d'Abbeville, pourvue en outre d'une nombreuse bibliothèque, riche surtout en livres de botanique et en bons tableaux, est un véritable musée toujours ouvert à ses compatriotes et aux étrangers. — Jacques BOURGNE DE CAVENCAUX DE PASTUS, fils aîné du précédent, né à Reims, le 20 septembre 1788, est auteur de plusieurs ouvrages dont nous citerons les principaux : 1° *La marquise de Montalte*, comédie en cinq actes et en prose, Paris, 1820, in-8°; 2° *Romances, légendes et ballades*, Paris, 1830, 1 vol. in-12; 3° *Opinion d'un rigueur sur la prohibition de la liberté du commerce*, Paris, 1830, 1 vol. in-12; 4° *Chants armoricains*, ou *Souvenirs de la Basse-Bretagne*, Paris, 1830, 1 vol. in-12; 5° plusieurs pièces de théâtre non encore imprimées, et dont les titres sont : *Saül*; *Parade de Maréquina*; *Frid-gonde*; *Constantin*, tragédies; *Le g et homme chez lui*; *La comtesse d'Aufremont*, comédies. Les journaux ont aussi annoncé un volume de satires du même auteur; on parle aussi d'un recueil de contes philosophiques, et d'un ouvrage sur les sciences exactes et sur la métaphysique. Plusieurs chants de M. Boucher sont devenus populaires; tout le monde connaît *La petite mendicante*, *La petite blanc*, *La pauvre insensée*, etc. — Etienne BOURGNE DE CAVENCAUX, frère du précédent, né le 21 février 1791, à Reims, est auteur d'un voyage dans les Pyrénées, intitulé : *Souvenir du pays basque*, inséré dans les *Annales de la société de géographie*, et réimprimé à Paris en 1830, in-8°. Ce n'est que l'extrait du grand ouvrage qui est annoncé avec les dessins, cartes et plans, également de l'auteur. — Félix BOURGNE DE CAVENCAUX, frère des précédents, et le dernier des enfants de M. Boucher, était né le 19 mars 1805, à Abbeville, et y mourut le 17 février 1817. Il était doué d'un génie précoce et d'un goût inné pour les sciences naturelles; il étudiait souvent les érudits par la profondeur de ses observations et l'exactitude de ses descriptions, qu'il écrivait toujours en latin. Malgré son jeune âge, plusieurs savants ne dédaignèrent pas de correspondre avec lui. Un nouveau genre de plantes a reçu son nom, *ceramium Felixii*, cérémonie de Felix. Voyez les *Mémoires du musée d'histoire naturelle*, tome XVI, page 129, Paris, 1825; le *Dictionnaire des sciences naturelles* de Lacour, 1828; *Plantes cryptogames de Desmazières*, Lille, 1827, n° 205.

**BOUQUET (JEAN-CHARLES)**, né à Reims, en 1773, de parents peu riches. Il fut élevé à l'école de Brienne, et en sortit, en 1790, pour se livrer à l'étude de la pharmacie. Il s'enrôla ensuite comme volontaire en 1793. Nommé peu après commissaire des guerres à l'armée de l'ouest, il passa, en l'an 5, à l'armée d'Italie, où il exerça les mêmes fonctions, et fut attaché à la division Augereau. Ce fut en cette qualité qu'il se présenta pour apposer les sceaux sur les Monts-de-Piété de Verone et de Padoue; il était accompagné, dans cette opération, d'un colonel attaché à l'état-major de la division Kilmaine; ils furent accusés d'avoir détourné à leur profit un grand nombre d'objets précieux renfermés dans cet établissement. Des perquisitions furent faites chez Bouquet, et l'on découvrit beaucoup de bijoux et de diamants montés qu'il avait cachés dans la paille d'un lit. Bouquet, constitué prévenu, allait passer devant un conseil de guerre; mais, dans son interrogatoire, il compromettait tant de personnes, que l'instruction

fut interrompue. Quelques jours après, on apprit que Bouquet s'était évadé; cependant il fut poursuivi de mort et condamné à cinq ans de fers. La loi du 15 brumaire étant intervenue, le jugement fut cassé pour vice de forme, et Bouquet fut acquitté devant un autre conseil de guerre à la majorité de trois sur sept. Retenu en France, il épousa, en 1799, mademoiselle Champion de Gré, qui, redoutant pour sa famille la loi des otages, lui donna sa main. Bouquet avait été puni dans cette union par l'espoir que sa femme lui apporterait un jour une fortune brillante, mais il ne demeura pas long-temps uni; leur divorce fut prononcé. Un fils, né de ce mariage, devait être remis à son père à l'âge de sept ans; Bouquet ne le réclama pas. Dès lors le naturel reprit chez lui son empire. D'une constitution agréable, d'un esprit vif et enjoué, il sut bientôt tirer parti des avantages que la nature lui avait données. Sa position était loin d'être brillante: il l'améliora en prêtant à gros intérêts. En l'an 5, il trouva des moyens de souscrire une obligation de 50,000 fr. au profit d'un de ses amis; mais il ne put payer cette dette qu'en abandonnant une terre que son père avait achetée avec son argent. En l'an 10, il fut condamné à payer une somme de 14,000 fr., et, motivé, dans la même année, une obligation de 100,000 fr. Il fit, en 1807, une transaction dans laquelle il se reconnait débiteur de 7,119 fr. En 1821, Bouquet, chargé de dettes, fut appelé à la succession de son père, et craignant ses nombreux créanciers, il simula ce qui lui revenait. Il demanda alors en mariage la fille de sa sœur, et fut refusé. Bouquet entra, en 1817, en relation avec un nommé Lecourt, agent d'affaires: il lui demanda sa sœur en mariage, et elle fut accordée. Bouquet avait été guidé par l'espoir d'une fortune brillante; mais Lecourt éprouva des pertes considérables et ne put tenir ses engagements envers sa sœur. Bouquet partit avec elle le 25 août pour Nogent-sur-Seine; ils descendirent chez la dame Fouge. Le soir, M<sup>me</sup> Bouquet se plaignit d'avoir des coliques. Le lendemain, elle ne fut pas aussi agitée; mais le soir, les coliques reprirent avec plus de violence: elle dit qu'elle était empoisonnée; enfin, après d'autres incidents qu'il serait trop long de rappeler, elle expira le 30 août, avec l'idée fixe qu'elle mourait empoisonnée. Le bruit public força la justice à faire une enquête. L'exhumation de la dame Bouquet eut lieu le 8 septembre, et le procès-verbal d'autopsie repoussa toute prévention d'empoisonnement. Une ordonnance portant qu'il n'y avait pas lieu à suivre fut rendue; mais, en 1839, lors de l'acquiescement porté contre Bouquet, il fut prouvé que l'empoisonnement existait, qu'il contenait des matières vénéneuses. La douleur de Bouquet ne fut pas longue: quelques mois après le funeste événement qui causa sa mort, il fit des démarches pour se marier; enfin, le 11 juillet 1827, il s'unifia à la demoiselle Duperray. Le 29 mars 1829, un enfant naquit de cette union; mais, au bout de trois mois, sa santé s'altéra: il avait des vomissements, des coliques; ces accidents se renouvelaient fréquemment. Bouquet répondit à sa femme, qui paraissait entièrement affectée de l'état de son enfant: « Il y a plus d'enfants que de mères. » L'enfant expira dans une de ces crises, le 5 d'embre. Bouquet prévint l'autopsie du cadavre, en disant que dans sa première maladie l'enfant avait rendu trois épingles; que peut-être on en trouverait encore, et que ce sera un grand chapitre pour sa mère; mais elle eut lieu lors de l'instruction, et on trouva deux épingles dirigées vers l'extérieur du corps, l'une dans le flanc droit, l'autre entre la troisième et la quatrième côte. Nous passerons rapidement sur tout ce qui a précédé l'empoisonnement de la dame Bouquet. La mort de son enfant lui causa une peine que la laideur déprimait en vain. Des vomissements, des coliques, une soif ardente, tels sont les maux qu'elle ressentait avec violence à des époques rapprochées. Dans la dernière crise, à laquelle la dame Bouquet échappa comme par miracle, elle avoua à un médecin qu'elle était empoisonnée. Elle sortit de Paris sans en avoir prévenu son mari; mais les bruits qui commencent à s'étendre avec plus de force, lui

furent prendre la résolution de se rapprocher de lui; cependant la justice, informée des révélations que les médecins avaient dû faire, ordonna l'arrestation de Bouquet, qui fut trouvé muni d'un passeport pour l'Italie. Le 13 mai 1830, Bouquet comparut devant la cour d'assises de la Seine, sous la prévention d'empoisonnement sur sa seconde femme, sur l'enfant de sa troisième femme, et de double tentative d'empoisonnement sur cette troisième femme. Les débats se prolongèrent jusqu'au 18. Le président soumit au jury quatre questions, toutes capitales. Il entra à une heure après minuit dans la salle de ses délibérations, et à trois heures et demie du matin, il répondit: « Non, l'accusé n'est pas coupable sur les trois premières questions; sur la quatrième, non, l'accusé n'est pas coupable à égalité de voix. » Le président prononce l'arrêt d'acquiescement; on félicite Bouquet, qui répond avec sang-froid: « Je n'y attends rien... J'en étais certain... Cela ne pouvait pas être autrement... Impossible de me condamner. » Plusieurs avocats lui répondent qu'il y a cependant une égalité de voix. « Ah! pardi! s'écria Bouquet, Calas et Sirey sont bien morts. » On ne doutait pas que ce ne fût au dévouement de sa femme, au noble caractère qu'elle déploya devant le tribunal, que Bouquet eût dû son acquiescement. Cette cause, qui excita au plus haut point la curiosité, rappela au public les débats de l'affaire de Rhodes; mais la dame Bouquet inspira un autre sentiment d'intérêt que la dame Manson: celle-ci jouait le rôle de comédienne, et toutes les réponses, toutes les exclamations si souvent dramatiques de la dame Bouquet, étaient arrachées du cœur d'une épouse et d'une mère. Cette cause sera inscrite au rang des plus célèbres, par l'intérêt général qui s'y est rattaché. On la trouve dans les journaux de mai 1830.

BOURDON (Isidore), docteur médecin, né à Trun, près d'Argentan, le 26 août 1796. Il a montré de bonne heure un esprit pénétrant et fait pour se distinguer dans la carrière qu'il parcourt aujourd'hui. Il a étudié à Paris et à la faculté de Montpellier toutes les branches de l'art de guérir; mais sa science favorite est la physiologie. Il n'avait pas vingt-trois ans quand il publia son premier mémoire, dont l'idée est nouvelle, et qui traite de l'influence de la pesanteur sur quelques phénomènes de la vie: ce mémoire, ainsi que ceux qu'il a donnés sur la respiration, contiennent des aperçus ingénieux, des découvertes qui sont le fruit d'une grande sagacité. L'institut les distingue d'une manière très honorable, et M. Cuvier, si bon juge, si grand maître en cette science, en accepta la dédicace. M. Bourdon devint son disciple, lors de la fondation de l'école des naturalistes par le ministre Decazes, au musée d'histoire naturelle, ayant été admis au concours à cette école. Peu de temps après, il fut nommé médecin adjoint du premier dispensaire, membre de l'académie royale de médecine, de celle des sciences de Caen, etc. Voici la liste de ses principaux ouvrages: 1° *De l'influence de la pesanteur sur quelques phénomènes de la vie*, Paris, 1819, in-8°; 2° édit., 1822; 3° *Mémoire sur le vomissement*, Paris, 1819, in-8°. Cette brochure a été honorée d'une longue mention, et insérée partiellement dans un des ouvrages de M. le docteur Portal; 4° *Considérations générales sur les animaux, sur leur organisation et leurs fonctions*, 1821, in-8°, dans le Dictionnaire classique d'histoire naturelle; 5° *Notions sur les onctions de la morte*, insérée dans la *Revue médicale*; 6° *Nouvelles recherches sur la circulation du sang et sur le mécanisme de la respiration chez l'homme*, Paris, 1820, in-8°. L'institut a honoré ces mémoires d'un accessit au premier concours de physiologie, pour les prix Monthou; 7° *Considérations physiologiques sur la vie et la mort*, thèse soutenue par l'auteur, à Paris, 1825, in-4°; 8° *Recherches sur les maladies de l'estomac*, Paris, 1824, in-8°, en commun avec M. le docteur Fournier; 9° *Physiologie médicale*, Paris, 1828, 3 vol. in-8°, avec cette épigraphe:

La nature est mon livre, et je voudrais y voir  
Moins ce qu'on a pensé, que ce qu'il faut savoir.

9° *Lettres à Camille sur la physiologie*, 1829, in-18; expose précis des phénomènes de la vie, mis à la portée des personnes du sexe; 10° *Physiologie comparée, ou Histoire des phénomènes de la vie dans tous les êtres qui en sont doués, depuis les plantes jusqu'aux animaux les plus complexes*, 1830, 2 vol. in-8° avec planches, ouvrage neuf, le premier qu'on ait fait depuis celui des *Animaux d'Aristote*, lequel d'ailleurs ne parle ni des plantes, ni de tous les animaux. La première partie, qui est la seule qui soit publiée, c'est à dire le premier volume, traite des corps vivants et de la vie, de la génération des animaux et des plantes, de l'accroissement des corps vivants et de ses aborptions les plus fréquentes, de la nutrition des animaux et des plantes; 11° *Physiognomonie de l'homme ou l'Art de connaître les hommes d'après les traits de leur visage, selon les systèmes de Lacaze, de Porta, de Gell, etc.*, Paris, 1830, in-18, orné de vingt-huit portraits. M. Bourdon a aussi coopéré à la rédaction de l'*Encyclopédie méthodique*: l'article *paris* est de lui; au *Dictionnaire classique d'histoire naturelle*, auquel il a fourni l'article *animal*; à la *Revue médicale*, etc.

BOURNAISSAUX. Voyez BATHAS DE BOURNAISSAUX, au Supplément.

BOURRIENNE (LOUIS-ANTOINE FAUVELET de', né à Sens, le 9 juillet 1769. Il fut placé à l'école militaire de Brienne, où se trouvait Bonaparte. Tous deux âgés de neuf ans, ils se lièrent d'une étroite amitié, jusqu'en 1784, époque où le jeune Napoléon passa de l'école de Brienne à l'école militaire de Paris. Mais pendant tout le temps qui s'écoula jusqu'en 1793, ils entretenaient une correspondance très suivie, dont malheureusement il ne reste point de trace. D'après les avis de Bonaparte, qui avait toujours conseillé à son jeune camarade de suivre la carrière à laquelle lui-même se destinait, et qui en avait reçu la promesse qu'il serait initié, M. Bourrienne, en 1787, alla passer trois mois à Metz, pour se former dans la pratique des manœuvres de l'artillerie, dont il avait étudié la théorie à Brienne; mais ses *Mémoires* disent qu'une étrange ordonnance de 1778, qui exigeait quatre quartiers de noblesse pour qu'on pût être officier dans cette arme, l'empêcha d'embrasser l'état militaire. Sa mère voulut, il est vrai, prouver que les Fauvelet comptaient une longue suite d'ancêtres; mais l'enregistrement des titres qui pouvaient constater ces prétentions n'avait pas été fait au parlement; l'on demanda 12,000 francs pour reparer cet oubli, involontaire sans doute; la somme était forte, et M<sup>me</sup> de Bourrienne ne crut pas que la chose valût ce sacrifice. Sorti de Brienne en 1787, M. Bourrienne se rendit l'année suivante à Vienne, avec une lettre de M. de Montmorin, pour être employé auprès de M. de Noailles, alors ambassadeur près la cour d'Autriche. Ce fut d'après les conseils de ce dernier que M. Bourrienne quitta Vienne, deux mois après son arrivée, pour aller étudier d'abord les universités d'Allemagne, à Leipsick, le droit public et les langues allemande et anglaise. Après avoir acquis ces connaissances, M. Bourrienne parcourut la Prusse et la Pologne, et il passa à Varsovie la dernière partie de l'hiver de 1791 à 1792. Il y fut comblé, d'après ses *Mémoires*, des faveurs de la princesse Tyszevitz, nièce du roi Stanislas-Auguste et sœur du prince Poniatowski. Cette princesse voulut même faire imprimer à ses frais sa traduction de *Menschen dans un rôle. Misanthropie et repentir*, de Kotzebue, drapeau auquel M. Bourrienne avait donné le nom de *L'Inconnu*. Il quitta la Pologne, et arriva à Vienne le 26 mars 1792, d'où il se rendit à Paris le mois suivant; il y retrouva Bonaparte, qui ne l'avait pas oublié. M. Bourrienne sollicita de l'emploi, et quelques jours après la journée du 20 juin, il fut nommé secrétaire de légation à Stuttgart, et il partit le 2 août. Selon quelques biographes, M. Bourrienne aurait été rappelé de cette résidence en janvier 1793, serait bientôt reparti pour Leipsick, où le rappelait une liaison d'amour, et s'y serait marié; mais il paraît que les choses ne se sont pas ainsi passées. Selon ses *Mémoires*, M. Bourrienne n'ayant pas obéi au décret du 28 mars suivant, qui ordonnait aux agents français à l'étranger de rentrer en France, il fut considéré comme émigré.

Ce n'est au reste qu'en novembre 1797, et sur la demande répétée du général Bonaparte, que M. Bourrienne obtint sa radiation. Les émigrés français cependant ne le considéraient pas comme un de leurs; sa mission à Stuttgart, où il avait été maintenu après la mort de Louis XVI, sa présence en Allemagne et ses intelligences, assuraient, avec un agent de la république française, semblait justifier les soupçons que l'on s'était déjà permis d'élever sur son compte. On assure même que M. Bourrienne fut alors arrêté par ordre de la cour de Saxe, et qu'il reçut l'ordre de quitter l'électorat après avoir subi un emprisonnement de soixante-dix jours. Quoiqu'il en soit, il ne fut pas non plus à l'abri de quelques contrariétés dans sa patrie. M. Bourrienne était rentré en France, avec sa femme, au mois de mars 1795. Il y revint Bonaparte, alla passer quelques semaines dans son pays, à Sens, puis revint à Paris en novembre suivant. Au mois de février 1796, il y fut arrêté comme émigré rentré, essaya de durs traitements, et fut enfin renvoyé chez lui sous caution. Obligé de rester à Sens pour sa radiation, qu'il obtint en 1797, comme nous l'avons dit plus haut, M. Bourrienne y reçut plusieurs lettres de Marmont qui, au nom du général Bonaparte, le sollicitait de se rendre en Italie. Enfin un ordre du général en chef, du 2 germinal an 5, ainsi conçu : « Le citoyen Bourrienne se rendra auprès de moi, au reçu du présent ordre, avant le soir. Avant de se mettre en route, il reçut encore un second ordre de Bonaparte, qui lui ordonnait de partir en poste. On a prétendu que M. Bourrienne avait sollicité par une lettre pressante d'être appelé auprès de Bonaparte, et sans les lettres de Marmont, qui paraissent prouver le contraire, on serait tenté de le croire; car les ordres du général de l'armée d'Italie sont d'un laconisme et d'un style qui semblent annoncer que c'était chose convenue de la part de M. Bourrienne, et qui ne devait éprouver aucune opposition. Quoiqu'il en soit, le 29 avril 1797, il rejoignit à Leoben le général Bonaparte, qui lui dit en le voyant entrer : *Te voilà donc enfin !* et qui le plaça immédiatement à la tête de son cabinet. Le secrétaire eut le bon esprit de se tenir à son rang, et de ne plus traiter d'égal à égal avec le général en chef, qui lui en fut gré. Il ne se séparèrent plus; en Italie, en Egypte, à Saint-Cloud, aux Tuileries. M. Bourrienne n'eut plus de rivaux de confiance et de crédit. Il fut nommé conseiller d'état le 30 juillet 1801. Jamais M. Bourrienne n'eut de traitement fixe; il prenait à discrétion dans le secrétaire du premier consul. L'intimité qui régnait entre eux devait pourtant cesser. Mais avant d'en rapporter les causes, nous devons dire que M. Bourrienne, en publiant ses *Mémoires*, paraît souvent avoir eu pour objet de peindre Napoléon corps à corps, et de le citer à son tribunal, ainsi que de se justifier sur plusieurs faits que l'opinion publique paraît vouloir persister à lui reprocher. Au milieu de tous ces matériaux contradictoires, le biographe reste nécessairement embarrassé; voyant M. Bourrienne sous deux aspects opposés, il ne peut qu'en saisir tout à tour les principaux traits, et les offrir au lecteur. C'est à peu près ce que nous ferons. On a prétendu qu'une insatiable avidité de fortune avait fait entrer depuis long-temps M. Bourrienne dans les spéculations de la maison Coulon, et qu'il avait été entraîné dans la banqueroute de cette maison; que, de plus, il avait été complice d'opérations que les créanciers avaient déclarées frauduleuses, et que, dénoncé à Bonaparte, il avait été obligé de renoncer à sa place. M. Bourrienne avoue que le premier consul lui dit, en effet, qu'il n'avait plus besoin de ses services; mais il repousse l'accusation dont il fut victime, l'attribuant à toutes les intrigues, à toutes les jalousies dont il était l'objet; il prétend qu'il n'était nullement blâmable d'avoir acheté un intérêt dans les fournitures de la guerre, qu'il a perdu sa fortune dans la faillite Coulon, comme tant d'autres, et qu'il n'a jamais abusé de sa position pour exciter cette maison à un jeu de hausse et de baisse. L' commencement de méconnaissance avait déjà vu lieu entre lui et le premier consul, à une époque antérieure, au sujet d'une lettre qui n'avait pas été remise à temps à M. de

Talleyrand; celui-ci fut témoin de cette scène, où Bonaparte entra dans une colère affreuse, traits grossièrement M. Bourrienne, qui à son tour ne ménagea pas le premier consul. M. Bourrienne affirme aussi que Bonaparte ayant dit un jour à ses ministres: *Si je tenais ce grand Bourrienne, je me passerais de vous tous*, il n'en fallut pas davantage pour consoler contre lui tous les curieux de la confiance dont il était en possession. Ce ne serait pas connaître les cours que de nier les basses intrigues dont M. Bourrienne prétend avoir été victime; mais aussi nous pensons que la voix publique qui l'a accusé, et Napoléon lui-même, ne sont pas non plus indignes de foi. Voilà ce qu'on lit dans le *Mémoires de Sainte-Hélène*:... « J'avais quelque'un auprès de moi : sa figure, sans doute... Mais après tout, en effet, ce quelqu'un avait un œil de pie; j'aurais dû y déceler quelque chose. » Napoléon ajoutait : « que cette personne avait du talent, des moyens; il croyait même qu'elle lui avait été attachée, fidèle... Mais elle était aussi par trop avide, continuait l'empereur, elle aimait trop l'argent. Quand je lui dictais et qu'il lui arrivait d'avoir à écrire des millions, ce n'était jamais sans un mouvement sur toute sa figure, un lâchement de lèvres, une certaine agitation sur sa chemise, qui, plus d'une fois, m'avait porté à lui demander ce que c'était, ce qu'elle avait, etc. » L'empereur d'ait encore que ce vice était trop prononcé pour qu'il eût pu garder cette personne auprès de lui. Mais que, vu ses autres qualités, il eût du peut-être se contenter de la placer différemment, qu'il ne l'aurait fait. Ce fut le 8 novembre que M. Bourrienne reçut du premier consul sa démission en forme. Il sollicita alors la permission de voyager en Angleterre; mais elle lui fut refusée, et il continua de séjourner à Paris. On croyait cette disgrâce sans terme, lorsque les amis de M. Bourrienne, et surtout sans doute d'anciens adversaires, obtinrent sa nomination à la place de ministre plénipotentiaire près les ducs de Brunswick et de Mecklenbourg-Schwerin, et près des villes anseatiques; cette nomination eut lieu le 22 mars 1805. Il paraît que Napoléon recut M. Bourrienne à cette occasion, et eut avec lui une conversation pleine d'abandon, où leur ancienne amitié sembla renaître. Celui-ci partit de Paris, et le 8 juin il rentra au sein de Hambourg ses lettres de créance. En 1808, les fonctions de consul-général furent réunies à celles du ministre à Hambourg en la personne de M. Bourrienne. Les *Mémoires* qu'il a fait publier sont en opposition avec la voix publique sur sa conduite administrative. On prétend que ce ministre de France s'empessa de tirer d'immenses avantages de sa nouvelle position, de concert avec M. le maréchal Borne, alors gouverneur de Hambourg, et le commissaire des relations commerciales. Un cri unanime se serait fait entendre dans le nord, et des dénominations sans nombre auraient fait connaître à l'empereur les exactions de ses agents. M. Bourrienne prétend se justifier dans ses *Mémoires* de toutes ces imputations; sans doute ses ennemis personnels n'auront pas manqué de saisir ces occasions pour lui nuire encore auprès de Napoléon; mais il est une circonstance, dans la vie de M. Bourrienne, qui donne beaucoup de poids à ces accusations, et d'autant plus qu'il a eu un grand soin de n'en point parler dans ses *Mémoires*. Cette circonstance, dont aucun biographe n'avait eu connaissance jusqu'à ce jour, nous est parvenue par une source qui lui donne un grand caractère de vérité. Un soir, en 1805, le maréchal Duroc donna l'ordre à l'huissier du cabinet de l'empereur de faire éteindre les lumières dans le salon contigu à ce cabinet. A onze heures, l'huissier vint remettre le maréchal accompagné d'un homme enveloppé dans un manteau, le chapeau rabattu jusque sur les yeux. Ce personnage mystérieux est introduit dans le salon où l'empereur ne tarde pas à se rendre, et tous deux restent seuls au milieu de l'obscurité. Napoléon éleva bientôt si fort la voix, qu'on l'entendit distinctement éclater en violentes reproches contre l'inconnu : « C'est de l'or, rien que de l'or, toujours de l'or qu'il vous fait; vous ajoutez sur toutes les bourses de l'Europe; vous décreditez par tout la bourse de Paris; c'est une infamie!... Je desire vous faire punir sévèrement, etc. » L'inconnu

était M. Bourrienne, qui se confondait en supplications. Enfin, après une demi-heure de réprimandes terribles, l'empereur le laisse aller, et il sortit du palais, accompagné par Duroc, et toujours avec le même mystère. M. Bourrienne avait été mandé de Hambourg pour venir recevoir ce compliment à Paris. De retour à Hambourg, M. Bourrienne dut mettre plus de circonspection dans sa conduite; mais il paraissait qu'elle ne fut pas telle que l'on n'eût encore à se plaindre. En 1810, il reçut une lettre de M. de Champagny, dans laquelle ce ministre lui mandait que l'empereur désirait le consulter sur différentes choses relatives à Hambourg. Il se mit en route, laissant sa famille à Hambourg; mais à peine arrivé à Mayence, il apprit que les villes anseatiques étaient réunies à la France, et que par conséquent ses fonctions de consul et de ministre avaient cessé. Arrivé à Paris, Napoléon ne le recut point. M. Bourrienne accusa la conduite de l'empereur en cette circonstance; mais dans la liasse dont il se plaint, on peut facilement soupçonner une intention préservatrice en faveur de la ville de Hambourg; ce qui fortifie cette idée, c'est que M. de Champagny demanda à M. Bourrienne, de la part de l'empereur, une somme de six millions pour payer les constructions du nouvel hôtel des affaires étrangères. M. Bourrienne prétend qu'après avoir refusé, il répondit à M. de Champagny, qui demandait ce qu'il devait dire à l'empereur : *Dites-lui qu'il n'aura rien fait*. Le ministre, comme on peut le croire, chercha à obtenir de lui une autre variante à cette réponse évasive, mais il n'en fit pas d'autre, et il fut ensuite par Duroc comment M. de Champagny avait été contraint de rapporter à l'empereur ces propres paroles. Napoléon se contenta de dire : *Ah! ah! il a dit cela!* puis il parla d'autre chose. Mais chaque fois que l'empereur passait devant ce bâtiment, il disait à ceux qui l'entouraient : « Il faudra pourtant bien que Bourrienne paie cela! » (celui-ci resta à Paris. Il eut, sur l'invitation du ministre de la police, une entrevue très curieuse avec le jeune J. A. Sahla, étudiant, qui avait voulu assassiner l'empereur. M. Bourrienne fut encore à Paris, et quoique dans la disgrâce, exposé aux humiliations de ses ennemis, entre autres à celles du maréchal Davoust. Il dit avoir écrit alors à l'empereur pour lui demander d'être mis en jugement, en même temps qu'il lui donnait des explications justificatives sur toute sa conduite. Napoléon, qui savait à quel s'en tenir, et qui, d'un autre côté, connaissait aussi combien il y avait d'ennemis acharnés à la poursuite de son ancien secrétaire, et qui était indigne de leurs bassesses, ne fit aucune réponse à ce mémoire. En 1813, l'empereur fit dire à M. de Bourrienne, par le duc de Rovigo, qu'il voulait le voir, et l'envoyer ensuite, en qualité de ministre plénipotentiaire, en Suisse; mais M. Bourrienne refusa, donnant pour motif qu'il était trop tard, qu'il ne pourrait plus persuader à la Suisse de ne pas laisser passer les alliés. Le lendemain, M. Bourrienne raconte qu'il fut mandé chez le duc de Vicence, qui lui offrit la même mission, avec le titre de duc et le grand-cordon de la légion d'honneur s'il acceptait. Quoique séduit par la proposition, il refusa de nouveau, instruit qu'il était par ses agents que déjà les alliés étaient en Suisse. Nommé capitaine dans la garde nationale organisée avant le départ de l'empereur, M. Bourrienne assista à la cérémonie touchante dans laquelle Napoléon confia sa femme et son fils à cette garde. M. de Bourrienne n'a pas été sans prendre quelque part au retour des Bourbons, en 1814. Il s'est trouvé même d'une partie de ce qui se fit alors; il a assisté à plusieurs des conférences des souverains et des hauts personnages français et étrangers, et y a pris plus ou moins part. Il dit, ou il a permis qu'on dit en son nom, que la conduite de Napoléon à son égard était une des causes de sa prompte soumission au gouvernement que l'ennemi nous imposa, et que l'autre cause était l'amour de son pays. On a dit qu'il avait sollicité la direction générale des postes, mais il paraît que c'est l'empereur Alexandre qui l'eussent à se charger de cette direction, le 31 mars 1814. M. Bourrienne fut présenté à Louis XVIII, à Saint-Ouen; le roi lui dit : « Ah!



« M. de Bourrienne, je suis bien aise de vous voir. Je sais les services que vous nous avez rendus à Hambourg et à Paris; je vous en témoignerai avec plaisir ma reconnaissance. » Mais après l'entrée du roi à Paris, M. Bourrienne fut brusquement évincé de ses fonctions par M. de Blacas, et sans en avoir été prévenu autrement que par l'ordonnance insérée au *Moniteur*, le 13 mai. M. Bourrienne fut, avec raison, vivement piqué de cette conduite. Le comte d'Artois lui fit remettre, en décembre 1814, la croix d'officier de la légion d'honneur, comme récompense d'une chose assez futile; mais M. Bourrienne, qui n'avait la décoration que depuis quatre mois, refusa ce grade, et, selon sa remarque, que *qui refuse mussé*, ce n'est qu'en 1853 qu'il lui fut rendu. Aussitôt le débarquement de Napoléon, en 1815, la peur s'empara de son ancien secrétaire, et M. Bourrienne se disposait à quitter la France lorsque Louis XVIII le manda aux Tuileries; après lui avoir demandé s'il pouvait compter sur lui, il le fit préfet de police, le 12 mars. Le même jour, l'empereur signait à Lyon le décret qui excluait de l'amnistie qu'il avait accordée treize personnes, parmi lesquelles se trouvait M. Bourrienne. Ce dernier assure que ce fut lui qui decida le roi à partir pour Lille et à se retirer ensuite en Belgique, ajoutant que c'était des troupes étrangères seules que le roi pouvait attendre de son salut, et qu'il lui paraissait essentiel qu'il marchât au-devant d'elles. « C'était en quelque sorte, soit dit en passant, appeler une seconde fois l'ennemi au cœur de sa patrie. M. Bourrienne, dans ces derniers jours, recut l'ordre de faire arrêter vingt-cinq personnages importants; il fit, si l'on s'en rapporte à ses *Mémoires*, de fortes représentations sur l'inutilité de cette mesure, et le roi réduisit la liste à Fouché et à Davoust, malgré l'opposition du préfet de police, même pour ces deux-là. L'ordre fut donné d'arrêter Fouché, mais il s'échappa des mains des agents de police. Quant à Davoust, le préfet de police, qui le haïssait, prétend que ce sentiment lui fit les mains, et qu'il se borna à le faire surveiller. M. Bourrienne quitta Paris le 30 mars, après le départ de la famille royale. Il retrouva le roi à Lille, qui l'accueillit très bien, et qui l'envoya à Hambourg, où S. M. pensa qu'il pourrait lui être utile. Dès le 13 septembre 1814, Louis XVIII l'avait nommé son chargé d'affaires dans cette ville, mais il ne reçut pas ensuite l'ordre de se rendre à son poste. A la nouvelle de la bataille de Waterloo, M. Bourrienne partit pour Paris, où il reprit son uniforme de capitaine de la garde nationale pour se rendre auprès du roi. Peu de temps après le 24 août, S. M. le nomma conseiller-d'état, et le désigna pour présider le collège électoral du département de l'Yonne, ce qui amena une entente oblige avec Fouché, alors ministre de la police. Celui-ci dit à M. Bourrienne des choses sur la famille royale d'une telle nature qu'il crut de son devoir d'en rendre compte au roi, et la disgrâce de Fouché suivit de près. M. Bourrienne fut nommé député de l'Yonne, et le 19 septembre, le roi le fit ministre d'état et membre du conseil privé. Il vota toujours avec la majorité de la chambre introuvable, non qu'il en partageât les principes, mais parce qu'il crut sans doute que son intérêt était de marcher avec ce côté. Il fut réélu à la chambre de 1821, et fut chargé du rapport de la commission du budget pour la partie des dépenses. Il fit ensuite partie de la chambre septennale, et y vota en faveur du ministère Villele. M. Bourrienne, homme de talent, et fort habile en finances, a été long-temps chargé d'arranger les comptes du budget sous M. de Villele. On a porté à cent mille francs ce qui lui était donné chaque année pour ce travail. Des jeux de bourse ont dérangé son immense fortune, à tel point qu'il a été obligé de se retirer en Belgique pour se soustraire à ses créanciers. C'est là qu'il a accepté qu'on publiât dix volumes de *Mémoires* sous son nom, moyennant 50 ou 60,000 francs, qui lui ont été payés par le libraire Ladvoet. Ces *Mémoires* ont été rédigés par M. de Villenaret, sur des notes et des pièces fournies par M. Bourrienne. On doit à M. Villenaret de dire qu'il a écrit ces dix volumes aussi consciencieusement que possible. A beaucoup

d'esprit, il réunit le mérite d'avoir beaucoup vu, et d'avoir été en relation avec une partie des hauts personnages de l'empire et de la restauration. Ces *Mémoires* sont donc vrais en beaucoup d'endroits, mais ils ne méritent pas une confiance entière en plusieurs autres, M. Villenaret ayant dû surtout céder souvent aux exigences du libraire. Ce sera toujours une tache pour M. Bourrienne de n'avoir pas écrit ses *Mémoires* lui-même. Ami d'enfance et secrétaire intime de l'empereur Napoléon, M. Bourrienne passera à la dernière postérité à la suite du plus grand homme des temps modernes. Sans cette circonstance, son nom fût resté dans l'oubli. Comment donc n'a-t-il pas senti qu'il devait à la mémoire de l'homme de génie qui l'avait honoré de sa confiance, qu'il devait au public, et se devait à lui-même, que ses *Mémoires* ne fussent rien que la vérité, et fussent en entier écrits de sa main? Ces *Mémoires* devaient être un monument authentique pour l'histoire: on devrait pouvoir en déposer le manuscrit parmi les pièces historiques conservées dans nos bibliothèques. M. Bourrienne a publié: 1° *Misanthropie et repentir*, traduit de Kotzebue, 1793; 2° *L'incognu*, drame en cinq actes, traduit du même, 1793; 3° *Observations sur le budget de 1816 et sur le rapport de M. le comte Garnier à la chambre des pairs*, Paris, 1816, in-8° de 64 pages; 4° *Recueil d'articles insérés dans le correspondant de Hambourg, pendant les cent jours de l'usurpation*, en allemand, avec le texte français, Hambourg, 1816, in-8°; 5° *Mémoires (ses) sur Napoléon, le directoire, le consulat, l'empire et la restauration*, Paris, 1829, in-8°.

BOUVET (PIERRE-FRANÇOIS-HENRI-ETIENNE), ancien capitaine de vaisseau de la marine militaire de France, officier de la légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis, est né à l'île de Bourbon, le 29 novembre 1775. Avant l'âge de douze ans, M. Bouvet s'embarqua sur les vaisseaux du roi comme volontaire; il était aspirant en 1793, à bord de l'*Archuse*, frégate amirale dans la campagne de la Méditerranée, sous les ordres de l'amiral Truguet. Il fut fait enseigne au retour de cette campagne, et montait le vaisseau le *Languedoc*, l'un de ceux qui furent, lors de la rentrée des Anglais à Toulon, renvoyés de ce port dans ceux du Ponant. A l'arrivée du *Languedoc*, à Brest, le capitaine et l'état-major furent incarcérés, et coururent le risque de périr sur l'échafaud. Lors de la funeste campagne de Saint-Domingue, M. Bouvet montait le *Redoutable* en qualité de lieutenant de vaisseau et d'adjudant du contre-amiral, qui portait le même nom que lui. Il contribua, avec ce général, à la soumission de la Guadeloupe, qui s'était révoltée contre le capitaine-général nommé par le gouvernement consulaire. En 1803 il partit pour les mers du Sud, sur la frégate l'*Atalante*, qui faisait partie de la division aux ordres du contre-amiral Linois, et participa aux diverses croisées plus ou moins heureuses que fit cette division. Lorsque l'*Atalante* eut fait naufrage, dans les environs du cap de Bonne-Espérance, en 1805, M. Bouvet fut chargé d'aller rendre compte de cet événement au capitaine-général de l'île de France. Il échappa ainsi au sort de ses camarades, qui tombèrent au pouvoir des Anglais, à l'époque où ceux-ci s'emparèrent du Cap. L'expérience que M. Bouvet avait acquise de la navigation des mers de l'Inde, et le caractère entreprenant dont il avait donné de grandes preuves dans ses dernières campagnes, lui acquirent la confiance du capitaine-général, qui le chargea d'une croisière avec un petit bâtiment de l'espèce connue à la côte de Malabar, sous le nom de *Painar*, et que le général Decaen avait surnommé l'*Entrepreneur*. Il n'était armé que d'un seul canon de huit et de quarante hommes d'équipage; et, certes, il fallait de l'audace pour entreprendre la course avec un pareil armement. Le capitaine Bouvet parcourut sur son *painar* une grande partie de la côte de Malabar, sut se dérober aux poursuites des bâtiments de guerre de l'ennemi, et fit plusieurs prises sur son commerce. Il termina sa croisière par un fait d'armes très remarquable. Ayant rencontré un paquebot anglais qui se rendait à Bassora, il l'attaqua; et bien que ce bâtiment fût armé de dix canons, et eût à bord un détachement de troupes en

outre de son équipage, montant à soixante-dix hommes, il parvint à s'en emparer. Ce brillant succès remplit dans la mer de l'Inde, et les journaux anglais eux-mêmes donnaient de grands éloges à la valeur du capitaine Bouvet. Une partie du produit de cette campagne fut employée à construire un brick de douze canons de douze, qui remplaça le *petar*, en conservant le nom de l'*Entreprenant*. Avec un bâtiment de cette force, le capitaine Bouvet se trouvait à même de faire plus qu'il n'avait déjà fait, et la seconde croisière fut beaucoup plus fructueuse que la première. Indépendamment de l'objet principal de la course, la destruction du commerce anglais, le capitaine Bouvet avait été chargé par le général Decaen d'une mission dont le but était à la fois politique et militaire. Il s'agissait de sonder les dispositions du gouvernement des Philippines envers la France, dispositions que l'invasion de l'Espagne par nos armées avait pu rendre hostiles, et s'assurer du sort de l'équipage d'une *Mouche* envoyée quelque temps auparavant pour le même objet, et dont on n'avait point de nouvelles. Le capitaine Bouvet alla, en conséquence, se présenter devant Manille, expédia un canot avec des dépêches pour le gouverneur espagnol, et s'avance avec son brick sous pavillon parlementaire dans la baie de Caveto. Cependant, au mépris d'un caractère sacré pour toutes les nations civilisées, il fut enroulé par une corvette anglaise et divers bâtiments d'une flottille espagnole, ainsi que par les forces et batteries qui défendent la rade. Malgré sa vive et juste indignation, le capitaine Bouvet s'abstint de réparer; et conservant son pavillon parlementaire, regagna le large. Toutefois il réussit de venger sur le commerce manilla l'insulte qu'il avait reçue, et il y réussit à un tel point que le gouverneur espagnol se vit forcé d'obtempérer à sa sommation, et de lui renvoyer son canot avec l'équipage de la *Mouche* qu'il avait retenu prisonnier, et traité de la manière la plus inhumaine. Les prises riches et nombreuses que fit le capitaine Bouvet, dans cette campagne, furent d'une très grande ressource pour l'île de France, parce qu'elles procurèrent les ustensiles et l'argent nécessaires pour réparer et mettre en état de reprendre la mer une division de frégates que la pénurie des magasins de la marine impériale retenait dans une inaction forcée. On put même réarmer une frégate portugaise et une corvette anglaise, qu'avait capturées le capitaine Duperré montant la *Belleuse*, et qui, ajoutées à cette frégate, formèrent une seconde division que l'on put envoyer en croisière. Le commandement de la frégate portugaise, la *Minerva*, fut donné au capitaine Bouvet. Les talents et l'impétuosité de cet officier brillèrent d'un nouvel éclat dans la campagne qu'il entreprit avec la division Duperré: mais ce qui le fit surtout remarquer, fut la manière habile dont il sut tirer parti d'un équipage si faible, et d'ailleurs composé d'hommes de toutes nations et de toutes couleurs, la plupart sans aucune expérience de la mer. La division dont il faisait partie ayant donné chasse à trois vaisseaux anglais de la compagnie des Indes, le capitaine Bouvet, qui les joignit le premier, les attaqua seul, et les avait presque entièrement réduits, quand les autres bâtiments de la division se rallièrent. C'est au retour de cette croisière, en août 1810, qu'eut lieu le célèbre combat du Grand-Port, où deux frégates françaises combattirent quatre frégates anglaises, dont trois furent détruites et la quatrième prise. La blessure que reçut le capitaine Duperré pendant l'action, fit passer le commandement au brave Bouvet, qui conduisit la destruction de la division anglaise. Sa conduite, dans cette affaire, lui valut le grade de capitaine de vaisseau. Peu de jours après il repartit pour la mer, montant la frégate même qui venait d'être capturée, et à laquelle on avait composé à la hâte un équipage. Avec un armement improvisé de la sorte, il combattit et réduisit en très peu de temps une frégate anglaise montée par un capitaine habile et renommé, et qui, en outre de son équipage, avait cent hommes d'élite de la garnison anglaise de Bourbon, et quantité de volontaires qui avaient voulu assister en amateurs à la prise de la frégate française. On vit bien peu d'ensem-

bles d'un pareil carnage sur un bâtiment de guerre anglais; de cent grenadiers embarqués la veille, deux seuls avaient échappé au malheur; et parmi les volontaires, la plupart officiers ou gens de distinction, il n'en restait qu'un, que l'artillerie et la mousqueterie française eût épargné. Le capitaine et tous ses officiers, à l'exception d'un lieutenant et d'un aspirant, avaient été tués, et sur un équipage complet de plus de deux cent soixante-dix hommes, on ne put faire que soixante-neuf prisonniers. Le spectacle horrible que présentait cette frégate, fit la plus douloureuse impression sur l'officier qui avait envoyé le capitaine Bouvet aussitôt qu'elle s'était rendue. « Commandant, » s'écria ce brave homme à son retour, « ce que je viens de voir me fait saigner le cœur: les hommes sont si pîlés comme dans un mortier. » Nous passons par-dessus d'autres affaires où se signala le capitaine Bouvet, pour ne rappeler que la dernière, celle où avec l'*Archéus*, frégate dont l'équipage était composé en grande partie de concitoyens qu'il n'avaient jamais mis le pied à la mer, il battit l'*Amelia*, l'une des frégates les plus fortes et les mieux équipées de la marine anglaise. On ne peut douter qu'il n'eût pris cette frégate, si l'état de son gouvernail, qui avait été démonté avant l'action, et la nécessité de secourir sa conserve, la frégate le *Rubis*, qui était échouée sur des roches dangereuses, ne l'eussent empêché de poursuivre l'ennemi qu'il avait mis en fuite, et de ramener dans nos ports un de ces trophées d'autant plus glorieux, qu'ils furent plus rares dans le cours de la dernière guerre. Le capitaine Bouvet s'était acquis, par ses brillants services, une très haute réputation en France et chez les étrangers, et on le considérait généralement comme le meilleur de nos capitaines de vaisseau, quoique parmi un certain nombre de chefs habiles et vaillants tels que nous les possédions alors, il soit bien difficile d'assigner le premier rang. L'état de paix qui suivit la restauration convenait peu au caractère actif du capitaine Bouvet. Le repos dans lequel on le laissait languir commença à l'ennuyer, et ensuite des dégoûts donnèrent tout-à-fait une carrière qu'il avait déjà parcourue avec tant d'honneur, et au terme de laquelle il était loin d'être parvenu. On le vit avec étonnement prendre sa retraite, à peine âgé de quarante-cinq ans. Le capitaine Bouvet avait figuré dans treize combats, dont dix sous son propre commandement, et jamais la fortune n'avait trahi son courage. Il habite Saint-Malo, entouré de toute la considération due à son mérite et à ses services. Il a publié des *Observations sur la marine*, Paris, 1821, in-8°. Il en a été rendu compte dans les *Annales maritimes* pour 1821.

BOYÉ (CHARLES-JOSEPH), général de division, commandant de la légion d'honneur, né le 11 février 1763, dans l'électorat de Trèves, vint en 1773 s'établir avec sa famille à Saint-Michel, département de la Meuse. Ses inclinations le portant à l'état militaire, il choisit le jour où il atteignait sa seizième année pour en commencer l'apprentissage, et s'enrôla dans le régiment des Hussards de Conflans. Il ne tarda pas à être promu au grade de sous-officier, et il était capitaine à la fin de 1791. Le général Boyé a, comme tant d'autres guerriers, été éclipsé par des noms plus heureux; mais il a fait autant qu'eux pour la gloire de sa patrie; et l'histoire, pour qui rien ne se perd, a déjà consigné dans ses annales ses titres au respect de la postérité. Il fit plusieurs actions d'éclat au combat de Verdon, de la Croix-aux-Bois, au siège de Namur, à la bataille de Nerwinde, où il se distingua d'une manière particulière, en chargeant à la tête de son régiment les cuirassiers de Nassau-Hussingen. Chef d'escadron, le 21 mai 1793, notre gloire militaire le rencontre au siège de Valenciennes, à la bataille de Hondschote, et dans plusieurs autres lieux célèbres par nos victoires. Dans l'une de ces actions, chargé de la prise d'une redoute ennemie, il l'attaque avec une telle impétuosité qu'il l'eut infailliblement emportée, si un régiment de cavalerie ennemie, que masquait le retranchement, n'eût chargé à l'improvise son escadron trop faible pour repousser cette contre-attaque. Comme il n'était parvenu jusqu'à cette redoute que par des dé-

nées étroites, il fallut pour opérer sa retraite qu'il se fit jour à travers une ligne d'infanterie ennemie qui lui fermait le passage. La fortune aidé son courage; il passa sous le feu de l'infanterie, sous la charge de la cavalerie, perdit la moitié des hommes qui lui restaient, eut son cheval tué sous lui, et revint heureusement à son camp. Cette entreprise audacieuse fut tentée avec soixante-dix hommes. Le général Boyé fut nommé chef de brigade le 6 floréal an II, et général le 22 du mois suivant. Il était à Fleurus, et commanda sous Kleber le centre de l'armée de Sambre-et-Meuse. Il prit les villes de Saint-Trou et de Tongres dont il chassa les Autrichiens, et passa le Rhin avec cette même armée de Sambre-et-Meuse. A Zurich, à Engen, à Moerskirch, à Hohenlinden, il fit des prodiges de valeur. Moreau l'honorait de son amitié et le proposait pour exemple aux jeunes officiers. Ce fut Boyé qui, à la bataille d'Hohenlinden, dirigea l'attaque sur les grenadiers hongrois. Ce fait est mentionné de la manière la plus honorable dans une lettre du général Moreau. Le général Boyé défendit avec succès contre le prince de Reuss, le pont du Lech, près d'Augshbourg et les lignes de Fribourg. En 1805, l'empereur Napoléon le nomma commandant de la légion d'honneur, et lui donna le commandement de la 16<sup>e</sup> division militaire. Ce général est mort en 1808.

BOYER (Alexis baron), très célèbre chirurgien, né à Uzerche, département de la Corrèze, le 27 mars 1760. Il arriva à Paris, vers l'âge de dix-neuf ans, et y suivit les leçons de Desault. Ayant obtenu, en 1784, le premier prix de l'école pratique, il fut choisi pour partager avec Desault même l'enseignement de l'anatomie. Il y joignit avec un égal succès la physiologie, ainsi que la chirurgie, et les ouvrages élémentaires qu'il publia dès ce temps accrurent sa réputation. Il n'avait que vingt-sept ans lorsqu'il obtint au concours une place à l'hospice de la Charité, sous la désignation alors reçue de chirurgien gagnant maîtrise. Il est resté attaché à cet hôpital, avec le titre de chirurgien en chef-adjoint. Il avait ouvert des cours en son propre nom, du vivant même de Desault qu'ensuite il a remplacé si dignement, et il avait obtenu un grand succès. Nommé professeur de médecine opératoire à l'école de Santé dès la création de cet établissement, il préféra peu de temps après y occuper la chaire de clinique externe. Il l'a conservée depuis cette époque, et c'est surtout dans cette partie de l'enseignement qu'il s'est élevé au premier rang, de l'avoir même des étrangers. La plupart des habiles chirurgiens français de Napoléon pendant toutes les années de l'empire, il a fait en cette qualité les campagnes de 1806 et 1807, en Prusse et en Pologne, et fut nommé membre de la légion d'honneur. Le 9 novembre 1815, il a fait partie d'une commission chargée de rendre compte au nouveau gouvernement de l'état de l'instruction publique, quant aux diverses branches de la médecine. Plus tard l'institut de France l'a reçu au nombre de ses membres, section des sciences. On doit au docteur Boyer des ouvrages remplis de sagacité, de méthode et de véritable instruction; ils ont reculé les limites d'un art dont le perfectionnement moderne est si précieux pour l'humanité. Ce sont : 1<sup>o</sup> *Mémoire* (adressé en 1791 à l'académie royale de chirurgie) sur cette question : *Déterminer la meilleure forme des aiguilles destinées à la réunion des plaies, et à la ligature des vaisseaux; et la manière de s'en servir dans les cas où leur usage est indispensable.* La forme convenable pour ces aiguilles y est expliquée avec le plus grand soin; l'auteur n'en a pas mis un moins grand à décrire différentes espèces de sutures, et spécialement les plus favorables pour la ligature des artères. Ce mémoire qui ne put être couronné à cause de la suppression de l'académie de chirurgie, se trouve dans le recueil de la Société médicale d'émulation de Paris, au troisième volume. 2<sup>o</sup> *Traité complet d'anatomie, ou Description de toutes les parties du corps humain*, 4 vol. in-8°, 1797-99; troisième édit., 1811, in-8°; quatrième, 1816, in-8°. Ce traité élémentaire, si recommandable par l'exactitude, aura néanmoins besoin d'être retouché aujourd'hui dans quelques parties qui

ne sont pas entièrement d'accord avec l'état actuel de l'ensemble des connaissances anatomiques. 3<sup>o</sup> *Traité des maladies chirurgicales, et des opérations qui leur sont connexes*, Paris, 1815-1820, 11 vol. in-8°. L'heureux choix des observations, beaucoup de discernement dans l'exposé des méthodes, l'absence de tout détail oiseux, une attention scrupuleuse dans les descriptions en général, et particulièrement dans celles de quelques appareils inventés par l'auteur et déjà universellement adoptés, font de cet ouvrage le premier traité de chirurgie du siècle. Pendant quelque temps, à compter de l'année 1808, le baron Boyer a continué, conjointement avec Corvisart, l'ancien *Journal de médecine, de chirurgie et de pharmacie*. Il a fourni depuis au grand *Dictionnaire des sciences médicales* beaucoup d'articles concernant la chirurgie; mais la plupart de ces morceaux faisaient partie des matériaux rassemblés pour le *Traité des maladies chirurgicales*. On a remarqué aussi un mémoire *Sur les fistules du anus* inséré dans le *Journal complémentaire du même Dictionnaire*. En 1805, les leçons de M. Boyer *Sur les maladies des os* ont été recueillies et publiées par M. Richerand, 2 vol. in-12.

BOYER (JEAN-PIERRE), président de la république d'Haïti, mulâtre, né vers 1760, au Port-au-Prince, île de Saint-Domingue. A l'époque où les Anglais s'emparèrent du Port-au-Prince, il était chef de bataillon dans la légion de l'égalité; il refusa de servir les vainqueurs; et, fidèle à sa patrie, il se retira à Jacmel avec les commissaires Polverel et Santhonax et le général Beauvais, également mulâtre, qui prit le commandement de cette place. A la mort de ce général, Boyer le remplaça dans son commandement, et combattit avec succès et sans relâche, sous les ordres du général Rigaud, chef de la race mulâtre, l'invasion anglaise. Il donna des preuves d'un grand courage au blocus du fort Braton, à la défense de Léogane, à la Grande-Anse, et à l'affaire où fut blessé le général anglais qui se nommait aussi Boyer. Saint-Domingue était alors ensanglanté par deux rivalités funestes à la couleur blanche. Rigaud, à la tête des hommes de couleur, soutenait l'indépendance de la république contre le fameux Toussaint-Louverture. Ce chef ambitieux avait soulevé les Africains contre l'autorité des blancs qui poursuivraient dans les mulâtres le sang qu'ils leur avaient donné. Boyer s'attacha fermement au parti de Rigaud, et l'accompagna dans le voyage qu'il fit au Cap pour s'aboucher avec le général Hedouville, et prendre, de concert avec lui, des mesures contre la révolte de Toussaint-Louverture. Cette lutte, à jamais célèbre, fut remarquable par le courage, l'activité et le génie militaire qu'y déploya Boyer, devenu alors général de brigade; mais les importants services qu'il rendit à la cause qu'il avait embrassée ne la sauvèrent pas : Toussaint fut vainqueur, et Rigaud subit les plus éclatants revers. Le sentiment de la fidélité est inné dans l'âme de Boyer; il n'abandonna point son chef malheureux, il le suivit à Saint-Domingue, où Rigaud se retira après sa défaite. Ils reprirent ensemble dans cette colonie à la suite de l'expédition du général Leclerc. Rigaud fut alors envoyé en France par le beau-frère de Bonaparte, et Boyer, livré à lui-même, ne prenant conseil que de son cœur, résolut de s'attacher exclusivement aux intérêts des hommes de sa couleur, de la réconcilier avec la race noire et de réunir leurs efforts pour affermir leur patrie d'une domination que l'Europe faisait depuis trois cents ans peser sur elle. A cette époque (1805) l'esclavage était maintenu dans nos colonies, au mépris des principes décriés par l'assemblée nationale, et des habitudes contractées depuis douze siècles. L'armée française, isolée sur cette terre meurtrière, se trouva tout à coup entourée des noirs et des mulâtres insurgés. La faute devait retomber sur le gouvernement français. Les conseils trahissaient la cause de la république, celle de la liberté, et brisaient les serments qui lui eussent assuré toutes les races mélangées de la colonie, avaient provoqué cette révolte, et l'esprit d'aveuglement qui les dirigeait dans les affaires coloniales, les avait empêchés de s'en apercevoir. Boyer préférant la cause de sa patrie à celle de

ses oppresseurs, déserta leurs drapeaux, et dès ce moment il reprit le projet qu'il a si glorieusement achevé, de fonder sur des bases durables l'indépendance de Saint-Domingue. Alors regnaît Dessalines, car on peut donner le nom de régime à ce despotisme qui enchaînait toutes les volontés de l'île. C'est sous le gouvernement de cet homme cruel que Boyer, qui venait d'être nommé de Pétion, se concerta avec lui sur les moyens de renverser la tyrannie qui, sous le nom de liberté, amervissait la colonie entière; mais le besoin de ménager les intérêts de leur couleur, plus que leur propre avarice, les obligea au plus grand secret; et c'est dans l'ombre, au milieu de mille précautions, que s'ourdissait cette conspiration contre Dessalines et son oppression. Ils s'entendirent avec les hommes de leur race, et leurs intentions inspirèrent tant de confiance qu'ils trouvèrent encore des partisans parmi les noirs les plus éclairés. Leurs efforts furent couronnés d'un plein succès, ils renversèrent Dessalines, ils fondèrent le gouvernement républicain dans la partie ouest de Saint-Domingue, et préparèrent l'œuvre de la liberté d'Haïti. Pétion fut élu président de cette nouvelle république, et Boyer, son secrétaire général, eut encore la suprême direction de l'administration et de la guerre. Il joignait à ces titres celui de général en chef de l'armée générale de l'armée haïtienne; il commandait le Port-au-Prince, capitale de l'état nouveau. Des mesures habiles qu'il prit en temps utile, l'activité qu'il mit à les exécuter traversèrent les plans militaires de Christophe, qui avait succédé à Dessalines dans la tyrannie de l'est de l'île, et qui ne put jamais enlever les frontières qu'il voulait franchir, ainsi que les sombres intrigues du parti noir opposé au gouvernement de Pétion. De tels succès furent dus encore à la sévère discipline que Boyer faisait observer dans son armée peu nombreuse, mais pleine d'honneur, et ayant sur celle de Christophe la supériorité de la tactique; c'est par là qu'elle résista au choc des masses ennemies. Le nouvel empereur, Christophe, qui avait pris le nom d'Henri I<sup>er</sup>, avait pour lui beaucoup d'hommes, et de grands trésors; le gouvernement de Pétion avait la modération, une meilleure cause, et surtout Boyer. Quand cet homme justement célèbre n'aurait pour titres à la gloire que la belle défense du Port-au-Prince, assiégé par Christophe, ce serait assez pour lui assurer l'immortalité. Ce général, à la tête d'une poignée d'hommes de sa couleur, qui pérorèrent presque tous, repoussa par d'innombrables efforts les hordes nombreuses qui avaient pénétré dans la ville et qui la couvraient de flammes et de ruines. Dès lors Boyer s'acquit des droits imprescriptibles à la reconnaissance publique, et quand Pétion, à son lit de mort, usant de la faculté que lui donnait la constitution, de désigner son successeur, nomma pour le remplacer son collaborateur et son ami, le général Boyer, il paya envers celui-ci la dette de la patrie. Ce choix fut accueilli unanimement, et nous allons voir le président Boyer justifier l'estime de son prédécesseur et la confiance de ses concitoyens. Nous sommes parvenus à l'année 1800. A cette époque Christophe régnait encore, et depuis douze ans des dissensions intestines, qu'il favorisait, couvaient dans l'ouest de l'île soumise à Pétion. A la Grande-Anse, un régiment soulevé par le général Goman avait pris les armes, sous prétexte de venger Dessalines. L'ordre avait été rétabli, mais cet exemple pouvait être imité. Boyer, plus guerrier que Pétion, résolut dès son avènement au pouvoir d'en finir avec Christophe et de lui ôter un allié, ce même Goman : il attaqua donc celui-ci avec des forces supérieures. La plus grande difficulté de cette expédition était de traverser et de fouiller un pays coupé de bois, de montagnes, de torrents et de ravins profonds; les troupes en sortirent avec courage. Le président Boyer fut reçu dans toutes les villes aux acclamations des habitants, ravis d'échapper à l'anarchie qui les avait dévolus, et à la tyrannie qui les menaçait. Goman trouva moyen de s'évader, mais il perdit son influence sur la Grande-Anse qui se soumit entièrement aux lois de la république, et compléta le succès de cette expédition. Dans la même année 1800, Chris-

tophe, trahi par les siens, se tua d'un coup de pistolet pour ne point tomber entre les mains des soldats qu'on avait insurgés contre lui. Sa mort, célébrée dans son camp par des réjouissances, marqua la fin de son empire, et ses sujets se partageront, non sur la forme à donner au gouvernement, car tous étaient d'accord de se constituer en république, mais sur le chef auquel on remettrait l'autorité suprême. Pendant que ces événements se passaient au Cap, Boyer s'avancant à marches forcées sur Saint-Marc, berceau de l'insurrection contre Henri I<sup>er</sup>; les habitants, ainsi que la garnison de cette ville, reconquirent l'autorité de la république; plusieurs autres cantons prirent le même parti. Alors le général Romain, qui prétendait remplacer Christophe, sous un titre plus modeste toutefois, et jaloux de conserver son autorité, se retira avec ses troupes au Gros-Morne, d'où il entra en négociation avec Boyer; mais celui-ci, poursuivant sa marche vers le Cap, répandait sur sa route des proclamations dans lesquelles il faisait sentir au peuple la nécessité de réunir les deux gouvernements, et il entraînait tout sur son passage. Romain se vit réduit à reconnaître l'autorité de Boyer et à l'accepter pour chef; il conserva ses droits de citoyen, son grade et tous ses biens. Le 23 octobre, une proclamation des chefs du Cap annonça aux habitants qu'il n'y aurait désormais à Haïti qu'un seul gouvernement et qu'une seule constitution. Ce succès, dû à l'habileté du général Boyer, fut ensanguinant. La révolution qui renversa Christophe coûta la vie à son fils aîné et à six officiers généraux les plus dévoués à leur maître; mais la vengeance populaire s'arrêta devant Boyer. Il prit sous sa protection spéciale la veuve et les autres enfants de Christophe; il défendit toute réaction; il se servit des trésors tombés entre ses mains pour donner des secours aux nombreuses victimes de la tyrannie trouvées dans des charbons. Cette révolution fut accueillie par toute l'île avec enthousiasme; cependant le président prit des mesures pour effacer toutes les traces de division de couleur et d'opinion. Port-au-Prince resta le chef-lieu du gouvernement, Boyer y emmena l'armée du nord; et laissa au Cap l'armée du sud, il distribua l'administration civile et militaire de manière à prévenir les complots qu'on pourrait tramer en faveur du gouvernement déchu; la suite a prouvé que ces précautions étaient nécessaires. La vanité humiliée des courtisans de Christophe, le regret du pouvoir qu'ils perdaient, ne devaient pas inspirer une grande confiance dans leur soumission. Toute odieuse qu'était la tyrannie de Christophe, elle avait pourtant laissé des regrets et des intérêts personnellement blessés par le triomphe de Boyer. A peine celui-ci était-il retourné au Port-au-Prince, qu'on essaya de renverser la république; les auteurs de cette entreprise avaient été les seides de Henri I<sup>er</sup>. D'abord ils travaillèrent à ranimer la haine des noirs contre les mulâtres; ils représentèrent ceux-ci, qui dominaient dans la république, comme les amis de la France, à laquelle ils étaient disposés à vendre la liberté de leurs frères. Des régiments noirs furent recrutés. Richard, ci-devant duc de Marmelade, à qui Boyer avait confié le gouvernement du Cap, était à la tête de cette conspiration, dont le but était d'exterminer les blancs et les mulâtres et de rétablir le gouvernement impérial. Elle devait éclater à la fin de février sur plusieurs points à la fois: au Cap, à Saint-Marc, aux Gonaïves, à l'Artibonite; mais la précaution qu'avait prise Boyer de diviser les troupes du nord et du sud en amoindrit les effets. A l'instant où le mouvement allait s'opérer au Cap par l'incendie de la ville, le 25 février 1801, le général Magny, à la tête de quelques soldats fidèles, arrêta le duc Richard et trois de ses officiers qui furent conduits au Port-au-Prince et fusillés. Aux Gonaïves, les rebelles, commandés par Dosson et Joseph-Jérôme, furent un moment vainqueurs: ils en avaient chassé les républicains. Le président, aussitôt qu'il en fut informé, marcha contre eux, les déconcerta et les dispersa; Boyer fit faire justice des chefs, et pardonna à ceux qu'ils avaient égares. Tous ces soins ne l'empêchèrent point d'en donner aux affaires civiles de la ré-

publique. Il invita la chambre des communes à s'occuper d'un code haïtien, il mit de l'ordre dans les finances, et réunit à son gouvernement les colonies de Santo-Domingo et de San-Jago, colonies espagnoles de l'île, qui lui avaient fait des offres que la prudence ne pouvait rejeter. Cette réunion fut due à la vigilance de Boyer. Un représentant des communes essaya de troubler la paix de l'île, de renverser le gouvernement : il est condamné à mort et fusillé. D'autres tentatives sont punies du même supplice, et la fermeté du président assure la durée des institutions qu'il a données à son pays. Profitant du repos qu'il avait rendu à l'état, on le vit s'occuper de l'amélioration de sa situation intérieure, de la prospérité de son commerce qui prit un développement prodigieux avec la Grande-Bretagne et les États-Unis, et du perfectionnement de l'instruction publique, dont les progrès parmi les noirs sont dus à sa sollicitude. Aussi le sénat voulant lui donner un gage de la reconnaissance nationale pour les services signalés qu'il avait rendus à la patrie, lui offrit deux habitations en sucrerie à prendre à son choix dans les domaines de l'état. Échappé, en 1829, à une conspiration tramée contre sa personne, que les conjurés devaient assassiner dans une de ses courses journalières qu'il faisait de la ville du Port au-Prince à sa maison de campagne, le président Boyer continue, au moment où nous écrivons, ses travaux administratifs, et il peut réclamer la gloire d'avoir affermi la république haïtienne que Pétion avait fondée. C'est sous sa présidence que l'île a vu rendre les lois les plus sages, conservatrices de ses libertés et de son industrie. Parmi celles-ci, on compte un code civil, un code rural, qui assujettit les noirs cultivateurs qui ne sont pas propriétaires, à des heures régulières de travail, une loi sur la garde nationale où doivent être inscrits tous les Haïtiens de quinze à soixante ans, excepté les non-propriétaires. Les institutions les plus utiles du nouveau gouvernement sont une banque de l'état, un entrepôt national, etc. Boyer a des droits éternels à la reconnaissance de sa patrie et à l'estime du monde. Il a renversé Christophe, il a soustrait son pays aux prétentions de l'Europe, il gouverne dans l'intérêt de tous, et ses vertus privées sont dignes de ses vertus publiques; il aime et encourage les lettres et les arts; il est actif, éclairé, juste et généreux; il est humain, et les actes de rigueur qu'il a été quelquefois obligé d'exercer, étaient du président et non de l'homme. Pothion a fait un immense présent à Saint-Domingue en lui donnant Boyer; puisse la liberté qu'ils ont fondée dans leur île prendre chaque jour de nouvelles forces, et justifier l'histoire qui apprendra à nos successeurs que les esclaves du nouveau monde ont donné à l'ancien l'exemple de la tolérance civile et religieuse.

**BOZZELLI** (François-Paul, chevalier), homme de lettres, né en 1783, à Manfredonia, dans le royaume de Naples. Il fut nommé, en 1808, auditeur au conseil-d'état, et une loi de Murat exigeait alors que les places se donnaient au concours. En 1814 il fut chargé, avec un autre membre du conseil-d'état, de l'organisation de la principauté de Benevent, et à son retour il fut nommé, pour récompenser ses travaux, inspecteur-général près le tribunal de santé. Il perdit cette place au retour des Bourbons à Naples. M. Bozzelli, rentré dans la vie privée, publia un *Recueil de poésies italiennes*, dont les journaux parlèrent avantageusement. En 1816, la peste s'étant déclarée à Noya, petite ville de la province de Bari, M. Bozzelli fut réintégré dans ses fonctions d'inspecteur-général de santé. Il rédigea les règlements que la circonstance réclamait, et il écrivit l'histoire de cette peste, ouvrage que le gouvernement fit imprimer à ses frais. M. Bozzelli fut ensuite chargé de l'administration générale des prisons. Ses services furent récompensés par la croix de Saint-Georges. A la révolution de 1820, il entra dans le conseil-d'état qu'on rétablit, et il fut envoyé dans les Abruzzes par le prince royal, aujourd'hui roi, pour y organiser le service des subsistances de l'armée. Il s'acquitta de cette mission à la satisfaction des habitants des provinces et du gouvernement. Les Autrichiens s'étant rendus mal-

tres de Naples, M. Bozzelli, sans doute accusé de libéralisme, fut jeté dans un cachot où il resta quatorze mois, et sur la proposition de la police, un arrêt d'exil fut porté contre lui. Il se retira en France, emportant l'estime et les vœux de ses concitoyens, et résolut de ne plus consacrer sa vie qu'à l'étude des lettres qu'il n'avait jamais entièrement oubliées au milieu de ses fonctions administratives. Il fit paraître, en 1825, les premiers fruits de ses loisirs, et publia un ouvrage en français, ayant pour titre : *Essai sur les rapports primitifs qui lient la philosophie et la morale*. M. Lanjumeau, qui en a rendu compte dans la *Revue encyclopédique* (cahier de mai 1826), s'exprimait ainsi à son sujet : « La morale que l'auteur a déduite de ses principes est la plus pure, la plus religieuse et la plus sévère qu'il soit possible d'en attendre. » Après la publication de cet ouvrage, M. Bozzelli visita l'Angleterre, où il séjourna trois ans. Ce fut alors que parut imprimé, en 1827, un ouvrage écrit en français sur des matières de législation, qu'on attribua à M. Bozzelli. La censure empêcha l'introduction de ce livre en France, et l'auteur le désavoua; mais nous avons des raisons pour penser qu'il lui appartient en effet. Vers la fin de 1817, il revint à Paris, qu'il habite aujourd'hui, tout entier à ses études et à un petit nombre d'amis. Il vient de mettre la dernière main à un ouvrage en deux volumes, intitulé : *Recherches sur l'imitation tragique chez les anciens et chez les modernes*. Il l'a écrit en italien et en français; l'édition italienne s'imprime en ce moment en Suisse. M. Bozzelli s'occupe encore d'un ouvrage sur des matières d'esthétique et de morale; on a aussi de lui nombre d'analyses d'ouvrages, insérées dans les *Revue* de Londres et de Paris. Enfin son portefeuille est, dit-on, rempli de plusieurs inscriptions latines et de poésies italiennes inédites.

**BRANCHU** (Rose-Timothée-Caroline-Lavie), née à Saint-Domingue, le 2 novembre 1783, dans l'habitation Chevalier, niece du dernier gouverneur du Cap, et filleule du maréchal de Brissac. Dès sa plus tendre jeunesse, M<sup>me</sup> Branchu annonça une aptitude extrême pour les arts d'imagination. Son père, capitaine de dragons, se trouva sans ressources, ainsi que sa femme et ses trois enfants, après l'insurrection des nègres. Il se rendit à Paris avec sa famille. La petite Chevalier, qui n'avait eu aucun maître, apprit en peu de temps ce que des amis de son père lui enseignaient; elle parvint ainsi presque seule à se former une écriture parfaite, à dessiner agréablement et à toucher du piano d'une manière remarquable. Elle reçut de nombreux applaudissements dans différents concerts. Le célèbre Saint-Georges lui donna des leçons d'armes, afin de lui donner de la grâce, et il la composait des concerts pour la jeune virtuose. M<sup>lle</sup> Chevalier donna dans Paris des leçons de piano au temps des orages révolutionnaires. Quand ces temps furent un peu plus calmes, son père la présenta au conservatoire de musique. On fut étonné de son talent, et on lui accorda aussitôt une classe de chant. La même année, elle remporta le premier prix. M<sup>chul</sup> et Sarretto en furent enthousiasmés; ils la présentèrent au théâtre Favart, où on la refusa sous prétexte qu'elle n'avait qu'un beau gosier et point d'âme. Le même arrêt fut prononcé et signé par les examinateurs du conservatoire; Dugazon seul soutint le contraire, et elle fut engagée à l'Opéra où elle débuta, à l'âge de seize ans et demi, par le rôle d'Antigone; elle joua ensuite Iphigénie avec M<sup>lle</sup> Maillard qui remplissait le rôle de Clytemnestre. M<sup>lle</sup> Chevalier justifia la prédiction de Dugazon, et cependant Chérubini lui refusait sa *Médée*, tandis qu'Hoffmann ne voulait pas qu'une autre jouât sa *Phèdre*. Grétry l'avait nommée sa fille, et cet homme d'esprit lui conserva cette dénomination jusqu'à sa mort. Dans l'année même, on lui confia le rôle de Zénire de *Panurge*; l'air de *Chacun s'empire* fut chanté avec une telle perfection, que Garat voulut absolument la connaître, et s'offrit pour son maître de chant. De ce moment, jusqu'à la mort du chanteur, la plus constante amitié régna entre eux. C'est depuis lors que les premiers emplois se sont chargés du rôle secondaire de Zénire. Ayant remporté ensuite le pre-

mier prix de declamation, M<sup>lle</sup> Chevalier allait entrer au Théâtre-Français, où Talma la demandait, lorsqu'un ordre précis du ministre de l'intérieur l'obligea de se consacrer tout entière à la declamation lyrique. Elle épousa M. Brancu, danseur de l'Opéra, dont elle eut deux enfants. M<sup>me</sup> Saint-Huberty, retirée depuis dix ans, avait laissé des regrets et des souvenirs qui rendaient le public plus difficile. Cependant, non seulement M<sup>me</sup> Brancu obtint un suffrage, mais les premiers artistes du Théâtre-Français, qui la regardaient comme la meilleure tragédienne de l'époque, venaient souvent admirer son jeu et étudier la constante légèreté de ses costumes. Il y avait cependant une différence entre elle et M<sup>me</sup> Saint-Huberty : celle-ci devait tout son talent à ses études, et n'était souvent des impressions qu'elle excitait à volonté ; M<sup>me</sup> Brancu devait tout le sien à la nature, au climat qui la vit naître, à son ame enfin, et la fiction chez elle était toujours une pénible réalité. Sa douleur était profonde, accablante, aussi n'a-t-elle jamais revu les dernières scènes de Didon sans ressentir toutes ses douleurs. C'est ainsi qu'elle électrisait ses regards qui se trouvaient toujours en présence de la vérité : elle les plongeait souvent dans de pénibles images, mais souvent aussi lui lui dirent tout leur secret. Jamais les amis de la scène lyrique n'oublieront M<sup>me</sup> Brancu dans le rôle de la Vestale, et surtout dans celui d'Amazilli de *Fernand Cortez* : ici tout contribuait à la perfection d'une illusion qu'on ne pourra plus reproduire. C'est incontestablement à cette actrice qu'elle possédait de s'unir à tous les personnages, qu'elle doit de n'avoir pas agi ou pensé différemment. Avec une pareille exaltation de sensibilité, M<sup>me</sup> Brancu fut constamment plus affectée des malheurs des autres que de ses propres contrariétés. Sa conduite, son affabilité, la firent aimer et estimer de tout ce qui la connut, et Napoléon approuvait sa liaison intime avec Joséphine, dont elle formait souvent la seule compagnie. C'est le 27 février 1816, après une carrière dont la durée ne fut qu'une série de succès, que M<sup>me</sup> Brancu donna sa représentation de retraite. Elle avait créé le rôle de Statura dans *Olympie*, c'est dans celui-là qu'on désira la voir. Jamais, disent les journaux du temps, représentation n'avait attiré plus de monde, et malgré l'élevation extraordinaire du prix des places, tous les amateurs de son talent ont voulu payer à cette actrice célèbre le dernier tribut de leur admiration. Le roi accorda à M<sup>me</sup> Brancu une pension de quinze cents francs sur sa cassette, tandis que M. Souffhère de La Rochefoucauld la privait arbitrairement de ses entrées au théâtre dont elle avait fait si long-temps toute la gloire. Talma lui-même partagea l'ivresse qu'excita cette brillante représentation, et les principaux sujets des théâtres royaux voulurent y assister. Comment nous mettrons-nous, dirent à M. Rossini les acteurs du théâtre Italien ? — Mais en jour comme celui-ci, répondit-il, c'est en disant que nous devons tous paraître. Après avoir abandonné une scène dont elle fit l'illustration, ne laissant à personne l'héritage de son talent ou de ses rôles, M<sup>me</sup> Brancu obtint de nouveaux triomphes en France et à l'étranger. Depuis, elle est revenue à la littérature et à la musique. Plusieurs de ses poèmes, qu'on retrouve toute la grâce, toute l'énergie qu'elle déployait à la scène, ont été imprimés dans différents journaux sous le voile de l'anonyme ou du pseudonyme. Des élégies pleines d'ame et de sensibilité, des idylles, des apologues, des romances, dont elle fit souvent la musique, forment un recueil qu'elle livra bientôt à l'impression. Il rappellera sans doute le genre de sa compatriote et de son amie, M<sup>me</sup> Valmore. Sa musique a obtenu aussi l'approbation des maîtres de l'art et des chanteurs. On remarque surtout parmi les romances gravées : *Paul au bosquet de Virginie* ; *L'écrite de l'amour* ; M<sup>lle</sup> de Colville à Louis XIV ; *Le tombeau du soldat* ; *La mère d'ion* ; *Après de toi* ; *Si loin de toi* ; *L'hirondelle* ; *Le chant de Thorvald* ; *Les pleurs* ; *M'aimez-tu ?* etc. M<sup>me</sup> Brancu est loin d'avoir eu une carrière aussi lumineuse que glorieuse : elle perdit presque même tout son père, son époux, son fils, et eut le malheur

d'accorder la main de sa fille, héritière du cœur et de l'imagination de sa mère, à un homme dont elle fut séparée à l'âge de vingt ans. La sœur cadette de M<sup>me</sup> Brancu fut une des plus jolies femmes de Paris : elle avait été mariée à M. Kuklin, qui la perdit il y a quelques années.

BRANECKI (FRANÇOIS-XAVIER), grand général de la couronne de Pologne, naquit vers 1735. Il prit le nom de Branicki, afin de se faire croire parent du grand-général Jean-Claude, mort en 1771, et dont la famille, illustrée dans les fastes de sa patrie, s'éteignit avec lui. Malgré le désaveu de cet illustre vieillard, Branecki tira encore quelque honneur d'une si haute prétention. Il était d'une naissance inconnue, et passa assez généralement pour le petit-fils d'un mirza ou noble tartare, autrefois fait prisonnier en Pologne, ce que prouve même l'étymologie de son nom (*Branick*). Branecki joignait à tous les vices, la valeur la plus téméraire. On l'avait vu, dans une surprise, à l'armée, charger les ennemis à la main. Les premières années de sa vie ne sont pas connues. Il s'était trouvé en Russie au temps des amours de Stanislas-Auguste Poniatowski et de la grande-duchesse, depuis impératrice Catherine ; et lui-même étant d'une figure agréable, malgré les traits tartares qui s'y reconnaissaient encore, avait osé montrer à cette princesse la galanterie la plus passionnée, et le regret d'avoir été prévenu. Aussi était-il plutôt rival que confident de Poniatowski : il l'escortait toutefois dans les rendez-vous dangereux, et une nuit il l'avait sauvé d'un péril qui aurait perdu la princesse elle-même. Depuis ce temps il conserva toujours la faveur de la czarine. Voilà l'origine de son élévation, et à la fois la source de toutes ses trahisons en faveur de la Russie. Ce fut lors de l'élection de Poniatowski qu'il parut, pour la première fois, sur la scène politique dans sa patrie. Lié particulièrement avec le prince Repnik, ambassadeur et commandant les armées russes en Pologne, Branecki appuya de tous ses moyens les manœuvres illicites de ce général pour protéger l'élection de l'ami de Catherine, d'autant plus impatient de voir régner Poniatowski, que la fortune qu'il se promettait sous ce règne l'aurait certainement lui-même aux premières dignités, et peut-être jusqu'aux espérances du trône. Il ne s'était pas trompé. La place de grand-général récompensa immédiatement son dévouement qu'il avait poussé jusqu'à poursuivre, à la tête de ses braves soldats, ses concitoyens opposés à l'élection de son patron. Bientôt il eut l'occasion de déployer, dans la plaine, ses talents militaires. La célèbre confédération de Bar, ayant proclamé en 1771 la déchéance de Stanislas-Auguste, celui-ci envoya d'abord Branecki à sa bienfaitrice pour implorer son assistance. Le souvenir qui s'attachait à ce message, et qui n'avait rien d'agréable pour les Orloff, nouveaux favoris de la czarine, eût assez peu servi Branecki et son maître auprès de Catherine sans la résolution, des long-temps prise par cette princesse, de soutenir invariablement le roi. C'est avec ce secours, inépuisable chez une puissance ennemie, qu'il eut l'imprudence de tomber encore une fois sur ses compatriotes ; mais il en fut battu à plusieurs reprises. Blessé lui-même, il n'échappa qu'avec peine, et se vengea sur les fédérés en commettant d'excessives cruautés. Plusieurs historiens disent que, dans l'ivresse, il se faisait amener des confédérés prisonniers, et les tailladait à coups de sabre de sa propre main. Malheureusement, le sort de la Pologne dépendait peu de ses exploits guerriers. La Prusse et l'Autriche se réunirent à la Russie pour étouffer les efforts des confédérés, et le premier partage de ce pays fut consommé en 1773. Les vastes terres de Lulolin furent alors concédées à Branecki pour prix de ses services rendus contre sa patrie ; il fut même élevé par la diète, qui agissait sous l'influence des trois puissances, à la dignité de prince, conjointement avec le tsar Pommériak ; mais il n'osa pas ajouter cette flétrissure au nom que déjà ses forfaits rendaient trop fameux parmi ses concitoyens. Ses descendants, en effet, n'ont conservé que les richesses que eut à mériter l'ignominie du père. Branecki avait épousé la nièce du plus puissant

des favoris de Catherine, du fameux Pationkine : son ambition s'accrut des lors à mesure du crédit qu'une pareille alliance lui assurait à la cour de la czarine, arbitre des destinées de la Pologne. Il s'attacha d'abord à augmenter les prérogatives de sa place, et poussa même ses persécutions jusqu'à vouloir se faire prêter à lui seul le serment par l'armée. La cour de Russie appuyait d'autant plus son audace, qu'en se sentant ainsi des troubles en Pologne elle parvenait à neutraliser les efforts des patriotes qui cherchaient des lors à régénérer leur patrie. Ce n'est que vers 1785 que ce cabinet dut se ralentir dans ses manœuvres, quand, occupé par la guerre de Turquie, il était à la fois menacé par la Prusse, la Suède et même par l'Autriche. Les Polonais purent alors s'occuper à constituer leur gouvernement sur des bases plus solides ; mais les circonstances ne permettaient pas à Catherine d'agir ouvertement à cette époque, la voie de l'intrigue ne pouvait lui être fermée. Branecki et deux de ses complices, Félix Potocki et Severin Rzewuski, soudoyés par la czarine, se mirent à la tête du parti criminel qui appuyait ses desseins secrets. Les deux derniers agissaient franchement : grands seigneurs, ils se sont déclarés ouvertement ennemis de la constitution, car elle tendait à détruire la funeste puissance de l'oligarchie en Pologne. C'est à Branecki que le rôle le plus vil eût été partagé. Moins démonstratif, mais plus dangereux et plus rusé, il avait persuadé à ses partisans de se réunir quelquefois avec les patriotes, afin de faire naître parmi eux quelques soupçons d'embrasement, d'appuyer même quelquefois leurs avis, pour se donner de la considération dans la diète, et saisir l'occasion de faire manquer dans l'exécution les décrets auxquels ils auraient le plus contribué. Ce plan fut secrètement concerté avec Pationkine, qui roulait dans sa tête le projet de succéder à Poniatowski, et qui, dans ce but, envoya à Varsovie un nouveau ministre russe, Boulghakoff, une de ses créatures, et par conséquent n'agissant que d'après les conseils de Branecki. Ils n'eurent qu'un trop de succès et si c'est à Branecki qu'il faut attribuer l'unanimité apparente dans quelques décisions importantes, c'est aussi par lui qu'il faut expliquer la lenteur des opérations de la diète pendant plus de deux ans, et les retards, les contradictions qu'éprouverent dans leur exécution les décrets du plus grand poids, notamment sur les finances et sur l'armée. Il sut fasciner à ce point les yeux de ses compatriotes, qu'il fut même nommé par la diète à juger le procès du prince Radzinski, son complice dans les hautes trahisons de 1773 ; enfin, l'œuvre la plus importante, le vote sur la nouvelle constitution de la république allait être discuté : Branecki, persuadé que toutes ses manœuvres ne sauraient sur ce point l'emporter sur les vœux unanimes de la diète, se proposait de lever la masque et d'employer la violence. D'accord avec l'évêque Kasankowski, ils expédierent aussitôt des courriers pour faire venir, de toutes les parties de la Pologne, leurs agents les plus déterminés : en affectant toutefois de paraître effrayés pour eux-mêmes, et de n'avoir pris ces mesures que pour leur propre sûreté. Les patriotes surent cependant déjouer ces complots, en barrant le moment du vote : la constitution fut en effet adoptée le 3 mai 1791. Le perfide Branecki n'était pas du petit nombre de ceux qui avaient refusé le serment : en jurant la charte il se rendait, disait-il, aux avantages inappréciables qui en résulteraient pour la patrie, et aux vœux unanimes de l'assemblée. Il accepta en même temps le portefeuille de la guerre, mais le roi ne put refuser à son ancien confident. Cependant l'opposition à la constitution, approuvée par toutes les diètes, ne s'était manifestée que dans les districts où étaient situés les propriétés de Branecki. Aussi, soupçonné dès lors par ses concitoyens, il s'enfuit à Jassy et puis à Petersbourg, pour y rejoindre les misérables intriguants Potocki et Rzewuski, qui y épiaient le moment favorable pour solliciter les secours de la Russie. Catherine avait précisément terminé la guerre de Turquie ; elle s'arrangea avec ses autres voisins, et résolut de réaliser ses anciens projets sur la Pologne. Les traites concer-

terent avec elle le plan d'une soi-disant confédération, dont la czarine fut toujours arbitre suprême, et dont il lui importait que les complices auteurs ne cessassent d'être dupes qu'en devenant ses victimes. Branecki eut pourtant la hardiesse de revenir encore à Varsovie et en blâmant en apparence la conduite de ses factieux complices, il forma le projet d'enlever le roi dans la résidence où il passait l'été, et de le mettre à la tête de la contre-révolution. Le projet n'ayant pu s'exécuter, il était impatient de retourner à son poste de traître. A cet effet il réclama et obtint un congé sous le prétexte que lui fournissaient les affaires de l'immense succession de Pationkine, dont sa femme était héritière. Six semaines lui furent accordées pour son voyage, sur sa parole d'honneur qu'il reviendrait à l'expiration de ce terme. C'est alors qu'il se mit à côté de ses deux infâmes complices, à la tête du complot de Targowitza, révéla à la Pologne le 24 mai 1792, et qu'il appuyèrent plusieurs autres traités dont voici les noms : les deux frères Kossakowski, Simeon et Joseph, Antoine Czetwertyński, Wielhorski, Zlotnicki, Adam Moszczyński, Zagorski, Suchorzewski, Kobylecki, Sawykowski et Hulewicz. Il y faut ajouter les noms de deux officiers, Lubowidzki et Rudnicki, qui désertèrent le drapeau de leur patrie. Voilà à quoi se réduisit le nombre des premiers promoteurs de la contre-révolution ; mais ils furent suivis par quatre-vingt mille Moskovites, et d'ailleurs le ministre de la guerre Branecki avait su neutraliser d'avance les efforts de l'armée polonaise. En vain l'enthousiasme national et le dévouement du prince Joseph Poniatowski, et d'Andrzej Kosciuszko, parvinrent-ils à balancer un moment le sort de la guerre, le lâche ami de Catherine, Stanislas-Auguste, trahissant les intérêts de sa patrie, proclama son adhésion à la soi-disant confédération de Targowitza. Ce fut un coup mortel pour la révolution. L'armée, dissoute par ordre du roi, ne put opposer aucune résistance, et les Russes occupèrent, sans combattre, le pays. Les traites s'emparaient alors des rênes du gouvernement. Branecki, à la tête de quinze députés, fut envoyé pour porter l'hommage et la reconnaissance nationale aux pieds de la magnanime Catherine, dont l'âme grande et généreuse n'était au gloire à restaurer la république et rendre aux Polonais la liberté de leurs ancêtres. Dieu et la grande Catherine, ajoutait-il, ont régénéré la Pologne ! Il est juste de dire qu'aucun des confédérés ne dut pénétrer les projets pervers de Catherine, chacun d'eux n'étant guidé que par des vues ambitieuses que l'adroite czarine savait habilement flatter. Elle ne tarda pas à dévoiler ces plans, que la défaite des armées prussiennes à Valmy seconda admirablement : Frédéric-Guillaume consentit facilement à réparer ses désastres en Pologne. La confédération s'écroula alors tout allait être son dévouement. La plupart de ses chefs se retirèrent. Branecki resta prudemment à Petersbourg ; il y traîna la pénible existence d'un factieux avili, et ne retourna plus dans sa patrie qu'il subit un second partage. La diète de Grodno, qui, entourée du canon des Russes, fut forcée de ratifier, en 1793, la ruine de la Pologne, eut du moins le courage de renvoyer de leurs places les trois infâmes chefs de la confédération, en supprimant leurs appointements. Dès lors Branecki ne reparut plus sur la scène politique. Il fut tiré un moment de son obscurité, lors de la révolution de 1794, quand le tribunal criminel, institué par l'ordre de Kosciuszko, après l'avoir déclaré infâme, le fit pendre en effigie à Varsovie, et fit confisquer ses biens ; mais la dernière clause du décret n'a pu être exécutée, le partage définitif de la Pologne n'étant bientôt après effectué. Branecki accepta alors le titre de général en chef dans les armées russes. Il mourut dans l'oubli, méprisé de ses anciens et nouveaux compatriotes, en 1817, dans sa terre de Biala-cerkiew. Ses enfants, qui s'approprièrent le nom de Branecki, ont embrassé le service de Russie. De grands sacrifices auraient à peine les réhabiliter dans l'opinion des Polonais.

BRAUN (JOSEPH). C'est par erreur que ce nom a été inséré dans l'ouvrage et renvoyé au Supplément. Cet article n'est pas aussi important pour avoir place ici.

BREWSTER (DAVIS), célèbre physicien anglais, naquit à Sedburgh, ville principale du Roxburghshire, en Écosse, le 11 décembre 1781. Son père était dans les ordres, et remplissait les fonctions de recteur de l'école de grammar à Sedburgh. A une grande erudition littéraire, il joignait des connaissances étendues dans les sciences physiques : c'est en lisant les notes manuscrites recueillies par son père, que le jeune Brewster, acquit, dès son enfance, les éléments généraux des sciences. Leur application pratique lui offrit beaucoup d'intérêt ; aussi, tout le temps dont il pouvait disposer était consacré par lui à la construction de roues à eau, de cadrans solaires, et plus tard à celle de machines électriques, de microscopes, de micromètres, de quarts de cercles, de télescopes graphiques ou catoptriques, etc. Il fut encouragé et aidé dans ces travaux par le célèbre James Veitch. À l'âge de douze ans, M. Brewster fut envoyé à l'université d'Édimbourg, où les leçons du célèbre Robinson, sur la physique et sur la philosophie naturelle, comme disent les Anglais, ajoutèrent beaucoup à ses connaissances déjà acquises, et augmentèrent sa passion pour les recherches scientifiques. L'astronomie et l'optique occupèrent principalement son attention. Pendant les années 1799, 1800 et 1801, il répéta les expériences de Newton et autres sur l'inflexion, la diffraction, des rayons lumineux, et reconnut, dans ce phénomène, que les franges colorées ont la même poudreur, pour tous les corps, qu'elles que soient leur forme et leur densité. En 1800, il reçut le degré de maître-ès-arts dans l'université d'Édimbourg. Entre les années 1801 et 1812, il s'occupa de la construction des instruments, et fit les nombreuses expériences qu'il a décrites dans l'ouvrage intitulé : *Traité sur de nouveaux instruments philosophiques destinés aux arts et aux sciences, avec deux extraits sur la lumière et les couleurs*, Édimbourg, 1813. En 1807, il reçut le degré honoraire de docteur es-lets à l'université d'Aberdeen, et fut élu, en 1808, membre de la société royale d'Édimbourg. Quoique doué d'une forte constitution, l'ardeur avec laquelle il s'adonna aux études scientifiques altera sa santé, circonstance qui l'empêcha d'accepter un bénéfice ecclésiastique qui lui fut offert par le duc de Roxburgh. C'est alors qu'il accepta les fonctions d'éditeur de l'*Encyclopédie d'Édimbourg*, ouvrage commencé en 1808, terminé en 1830, et qui a été le principal objet des occupations du docteur Brewster pendant cette longue période. Il épousa, en 1810, la plus jeune des filles de James Macpherson, qui tant de gens veulent reconnaître comme l'auteur des poèmes publiés sous le nom d'*Ossian*, et dont Macpherson ne s'est jamais donné que comme le traducteur. Il en eut quatre enfants, dont le second, jeune homme de la plus brillante espérance pour les sciences, périt en se baignant à l'âge de quinze ans. L'année suivante, le docteur Brewster s'occupa de la construction des lentilles remplies ou polycralliques, dont il réclame l'invention, et dont on trouvera en effet la description dans l'*Encyclopédie d'Édimbourg*, à l'article *Burning instruments*, qui parut en 1811 ou 1812 : cette invention a été également réclamée en France par Fresnel, qui, en 1820, en a fait une heureuse application aux phares. Nous n'entrons ici dans aucune discussion sur le mérite de ces diverses prétentions, nous bornant à dire que le principe de ces lentilles n'appartient ni à l'un ni à l'autre ; mais qu'il a été découvert par Buillon, qui appela ces lentilles, *lentilles à chélops*. D'ailleurs, Condorcet avait, plus tard, proposé de les former de morceaux de verre séparés. Nous renverrons, à cet égard, le lecteur aux *Transactions d'Édimbourg*, tome XI, page 55, aux *Annales de chimie*, tome XXXVII, page 393, au *Bulletin technologique de M. de Ferussac*, tome II, pages 95 et 136 ; tome VII, page 140 ; tome IX, pages 185 et 348 ; tome X, page 165 ; à l'*Industriel*, tome V, page 184, etc. À la même époque, M. Brewster commença ses recherches sur la polarisation et la double réfraction de la lumière, recherches sur lesquelles nous reviendrons plus loin, parce qu'elles forment ses principaux titres scientifiques. En 1815, la société royale de Londres lui décerna la médaille d'or de sir Godfrey, pour un *Mémoire sur la pola-*

risation de la lumière par réflexion. La même année, il entreprit, à la demande du docteur Playfair et des principaux magistrats d'Édimbourg, un cours de physique en l'absence de M. Playfair ; mais l'état de sa santé, et les soins qu'en sa qualité d'éditeur il donnait à l'*Encyclopédie d'Édimbourg*, l'engageant bientôt à renoncer à cette entreprise. En 1816, il inventa le *kaliobscope*, dont quelques arts auraient pu tirer un parti avantageux, si la mode, en s'en emparant comme d'un jouet, et en lui donnant, à ce titre, une vogue extraordinaire, ne lui eût fait ensuite partager le sort de tous les objets de ses caprices éphémères. On trouvera sur ce sujet des renseignements précieux dans le *Traité sur le kaliobscope*, publié à Édimbourg, en 1819, par M. Brewster. La même année 1816, l'Institut de France lui décerna la moitié du prix de physique, pour ses découvertes en optique, et en 1818, il obtint, à la société royale de Londres, les médailles d'or et d'argent, de Rumford, pour ses découvertes relatives à la polarisation de la lumière. En 1819, il établit l'*Édimbourg philosophical journal*, dont la collection forme 10 volumes, et se termine en 1821, époque à laquelle il le remplaça par l'*Édimbourg journal of sciences*, qui se continue encore aujourd'hui. La même année, 1819, il fut nommé secrétaire-général de la société royale d'Édimbourg, en remplacement du docteur Playfair. En 1820, il communiqua, à la société royale d'Édimbourg, un *Mémoire sur la température moyenne de la terre*, dans lequel, outre d'importantes observations sur les lignes isothermales, il a donné une expression plus générale de la température moyenne, dans le calcul des variations de l'aiguille (voyez l'*Encyclopédie d'Édimbourg*, tome XVIII). En 1825, il fut élu membre correspondant de l'académie des sciences, section de physique générale. Enfin, en 1828, la société royale d'Édimbourg lui décerna un prix d'environ soixante guinées, pour la découverte de deux nouveaux fluides dans les minéraux, fluides qui possèdent des propriétés physiques très remarquables : cette découverte a été publiée dans les *Transactions d'Édimbourg*, tome X, pages 1 et 407. Jetons maintenant un coup d'œil rapide sur les travaux qui placent le docteur Brewster au premier rang parmi les savants modernes : *Ses recherches sur l'optique en général, et en particulier sur la polarisation* ; nous suivrons encore, dans cet examen, l'ordre chronologique. On trouve, dans son *Traité sur de nouveaux instruments philosophiques*, le préface d'une série d'expériences sur les pouvoirs réfringents et dispersifs qui l'ont conduit à des résultats nouveaux ; mais il a reconnu, contre l'opinion généralement admise, que le bromate de plomb, la culture d'arsenic, auxquels il a depuis ajouté la substance qu'il désigne sous le nom de *ruby siltre*, et l'orthobédrite, ont un pouvoir réfringent plus grand que celui du diamant, qui jusqu'alors avait le premier rang ; que les pouvoirs réfringents du diamant, du phosphore et du soufre, sont entre eux dans l'ordre de leur inflammabilité ; que de toutes les substances solides, le spath-fluor et l'oryolite ont le moindre pouvoir réfringent, et, parmi tous les corps connus, produisent la moindre dispersion ; enfin que tous les cristaux à double réfraction possèdent un double pouvoir dispersif. Le même ouvrage rend compte aussi des expériences que le docteur Brewster, dans le but de perfectionner le télescope achromatique, fit pour déterminer l'action de divers corps sur les différents rayons colorés. Ces expériences le conduisirent à constater que l'huile de cassia, fluide dont les pouvoirs réfringents et dispersifs sont très remarquables, est la substance qui a le moins d'action sur le rayon vert, tandis que l'acide sulfurique est celle qui en a le plus ; qu'un *apertur tertiarie* est formé lorsque des presences de la même substance et d'angles différents, corrigent réciproquement la dispersion l'un de l'autre, par l'incision de l'un d'eux, qu'on peut produire une refraction sans couleurs, et par conséquent les combinaisons achromatiques, avec des prismes et des lentilles de la même espèce de verre. C'est, comme nous l'avons dit, en 1812, que le docteur Brewster commença ses recherches sur la polarisation de la lumière, dont Malus venait de faire l'in-



portante découverte. Ses premières expériences lui firent reconnaître que l'agate produit, dans un rayon transmis, une polarisation opposée à celle qu'il aurait reçue par réflexion; que la polarisation d'un pinceau de lumière peut être détruite en apparence par une transmission subséquente à travers presque toutes les substances minérales, et même quelques substances animales ou végétales, que les lames minces de mica et de topase produisent les plus belles couleurs complémentaires lorsqu'elles sont exposées à la lumière polarisée; que la lumière est en partie polarisée par sa réflexion sur les métaux polis; que la lumière réfléchit les nuages, la lumière bleue du ciel et celle des deux bords de l'arc-en-ciel, sont toutes polarisées. Toutefois, M. Brewster avait été devancé par M. Arago, dans la découverte des teintes polarisées, des plaques cristallines, et par Malus dans celle de la dépolarisation, et dans celle de l'action des surfaces métalliques. En continuant ses recherches, il découvrit le magnifique système des anneaux colorés elliptiques qui se manifestent, tant par réflexion que par transmission, lorsqu'on regarde, dans deux directions, à travers la topase, et qu'il a reconnu, avec quelques modifications, dans plusieurs autres substances. Il a rendu compte de ces expériences, de celle sur l'agate et sur la dépolarisation de la lumière, dans un mémoire lu à la société royale de Londres, le 23 octobre 1813, et imprimé dans les *Transactions philosophiques* de l'année suivante. Vers la même époque, il découvrit la polarisation de la lumière par transmission oblique à travers des faisceaux de lames cristallines et non cristallines; mais bien qu'il ait été également devancé par Malus dans cette découverte, pour les lames non cristallines, néanmoins, dans son mémoire sur ce sujet, lu à la société royale de Londres, le 27 janvier 1814, et imprimé dans les *Transactions philosophiques* de la même année; il a déterminé la loi du phénomène, l'oi qui avait échappé à Malus, et il a démontré qu'avec une lumière donnée, le nombre de lames nécessaires pour polariser le rayon transmis, sous différents angles, est réciproquement comme les cotangentes de ces angles; la lumière d'une chandelle ordinaire étant complètement polarisée sous un angle de soixante-six degrés quarante-trois minutes, par dix-huit lames de crown-glass. Au commencement d'avril 1814, M. Brewster communiqua à la société royale de Londres ses expériences sur la production de la structure polarisante du verre par la chaleur et par son refroidissement rapide. Le 19 mai, il lut, sur ce sujet, devant la même société, un mémoire qui fut immédiatement suivi d'un autre sur la structure des lames batteries qu'on forme en jetant dans l'eau froide des gouttes de verre fondu. Le 15 décembre de la même année, il lut encore à la société royale de Londres le *Precis d'une longue série d'expériences sur la structure polarisante des substances animales et végétales*. Le 3 janvier 1815, il découvrit que tous les phénomènes de polarisation et de double réfraction peuvent être communiqués aux gélées molles et durcies, par la simple pression. Un mémoire sur ce sujet fut lu devant la société royale de Londres, le 19 janvier 1815. Jusqu'alors les lois de la polarisation de la lumière, par réflexion, étaient restées entièrement inconnues, et Malus en avait conclu que c'était, dans les corps, une propriété indépendante de leurs autres modes d'action. Ayant conçu, néanmoins, une autre opinion, le docteur Brewster avait commencé, en 1811, une série nombreuse d'expériences pour déterminer les angles de polarisation, non seulement des surfaces des corps, mais aussi des surfaces de séparation des divers milieux. Dans ces recherches, il éprouva de grandes difficultés résultant d'irrégularités dans l'action du verre; mais, en ayant découvert la cause, il réussit à rapporter toutes les mesures à cette simple loi, que l'indice de réfraction est la tangente de l'angle de polarisation. Cette loi donne l'angle du maximum de polarisation, non seulement pour les première et seconde surfaces de tous les corps transparents, mais encore pour les surfaces de séparation des différents milieux. Il résulte de cette loi, mise sous la forme géométrique, que toutes les fois qu'un rayon de lumière est polarisé par réflexion, le rayon réfléchi

fait un angle droit avec le rayon réfracté, et que la somme des angles de réflexion et de réfraction est un angle droit, ou que, à partir de la surface, les angles de réflexion et de réfraction sont égaux. La même loi est applicable aux différents rayons colorés, dont chacun est polarisé sous un angle dont la tangente est l'indice de réfraction propre à chacun: c'est ce qui explique pourquoi une portion de lumière non polarisée existe à l'angle maximum de polarisation, dans toutes les substances. M. Brewster démontre ensuite qu'un pinceau de rayons peut être complètement polarisé par deux, trois, quatre réflexions ou plus, sous des angles au-dessus et au-dessous de l'angle qui donne le maximum de polarisation; un plus grand nombre de réflexions, devenant nécessaire, à mesure que l'on s'éloigne de ce dernier angle. Il conclut ensuite, de diverses expériences, qu'un rayon polarisé par réflexion, a éprouvé l'action de la force réfringente, avant d'avoir subi la réflexion; et il résulte, de cette supposition, que l'angle réel de polarisation serait de quarante-cinq degrés pour toutes les substances. Enfin, considérant l'action des surfaces transparentes lorsqu'elles produisent une réflexion locale, il démontre que ces surfaces polarisent la lumière dans deux plans opposés de la même manière que les métaux polis, phénomène découvert par Malus. La production de la structure polarisante du verre par la chaleur, avait été découverte et décrite par le docteur Brewster, au commencement de 1814; mais, dans l'été de 1815, il eut occasion d'observer une série de phénomènes inattendus produits par ce puissant agent. Il exposa, en détail, les lois qui gouvernent ces phénomènes, dans un mémoire intitulé: *Sur les propriétés de la chaleur que présente sa propagation dans les lames de verre*. Ce mémoire fut lu devant la société royale de Londres, le 11 janvier 1816, et publié dans les *Transactions philosophiques* de la même année. Lorsque le bord d'une lame épaisse de verre est posée sur une barre de fer chaud, la chaleur se propage graduellement le long de cette lame, et son passage est marqué par les plus belles franges de lumière polarisée. Mais ce qui rend le phénomène plus remarquable, c'est qu' aussitôt que la chaleur commence à pénétrer dans la lame de verre, des franges semblables se montrent à l'extrémité opposée, ou l'élévation de température n'a pu encore parvenir. Au bout d'un certain temps, toute la surface du verre est recouverte de franges colorées, qui sont disposées sur les bords dans un ordre asymétrique, et séparées sous le milieu par deux lignes noires ou axes. Lorsqu'on éloigne le verre du fer chaud, les franges disparaissent graduellement, et s'éloignent lorsque la chaleur est répandue uniformément dans le verre. Si l'on rebouffe fortement la lame de verre dans l'huile bouillante, et si on la laisse refroidir, en tenant l'un de ses bords contre un morceau de fer froid, les franges colorées paraissent, mais plus faibles, et dans un ordre renversé: les figures qui, dans le premier cas, se trouvent au milieu, sont alors sur les bords, et vice versa. Si, lorsqu'une lame de verre est ainsi couverte de teintes polarisées, on la coupe subitement avec un diamant, dans le sens de sa longueur, toute la structure de polarisation est à l'instant changée, chaque morceau a les mêmes propriétés et offre les mêmes figures que la lame primitive; le phénomène est exactement semblable à celui qui se manifeste quand on détache un morceau d'un barreau aimanté. M. Brewster a reconnu les mêmes propriétés dans l'hydrochlorate de soude, le spath-fluor, l'obsidienne, la demi-opale, la corne, l'écaille de tortue, et plusieurs autres substances animales ou végétales. Les teintes ainsi développées par la chaleur suivent les mêmes lois que celles des corps régulièrement cristallisés, et offrent, lorsqu'on les fait se croiser les unes sur les autres, ou qu'on leur fait subir certaines modifications, une série des phénomènes les plus brillants que puisse présenter l'optique. Poursuivant ses expériences, le docteur Brewster découvrit que lorsqu'on faisait chauffer au rouge la lame de verre, et qu'on la refroidissait subitement, elle offrait les mêmes franges colorées, découverte qu'avait faite aussi le docteur Seebeck, de Nuremberg, mais dont il n'avait donné

aucune analyse. Plus tard, le docteur Brewster recherche les lois de ces phénomènes, et donna des formules générales pour les calculer. Au commencement de novembre 1815, il découvrit que le verre et toutes les substances solides reçoivent la structure polarisante par la compression, et que la compression et la dilatation développent les deux structures polarisantes opposées. Ces effets se manifestent complètement, en courbant une grande lame de verre, d'une épaisseur convenable, et en l'exposant à la lumière polarisée. Toute l'épaisseur de la lame est alors recouverte de deux séries de franges, séparées par une ligne noire neutre, la série positive étant produite par la force compréhensive, et la série négative par la dilatation. Les mêmes effets sont développés dans le spath-fluor, l'hydro-chlorate de soude, et tous les corps qui ont pas de double réfraction. Quelque temps après, le docteur Brewster découvrit que la double réfraction et la polarisation pouvaient être communiquées par la pression à tous les cristaux à double réfraction: ces résultats sont consignés dans deux mémoires lus à la société royale de Londres, le premier le 29 février 1816, et le second, le 17 novembre de la même année. Nous nous bornerons à citer, comme n'étant pas susceptibles d'une analyse concise, les mémoires suivants: 1° Sur une nouvelle espèce de franges colorées; 2° Sur les couleurs de la nacre de perle; 3° Sur la multiplication des images, et les couleurs qui les accompagnent dans le spath d'Islande; 4° Sur l'action des corps transparents sur les différents rayons colorés; 5° Sur la structure du cristallin dans les poissons et les quadrupèdes; 6° Enlu Sur les lois mathématiques qui régissent la distribution de la force polarisante dans les lames, tubes et cylindres de verre. Nous allons nous occuper de la découverte du docteur Brewster, relative à la production des couleurs complémentaires par la réflexion successive de la lumière polarisée, entre deux lames d'or et d'argent. Le 7 février 1815, le docteur Brewster découvrit, en examinant l'action des métaux sur la lumière, que, lorsque cette lumière éprouve une ou plusieurs réflexions sur des lames d'argent ou d'or, elle afflue toutes les couleurs complémentaires des lames cristallines: ces couleurs deviennent plus distinctes à mesure que le nombre des réflexions augmente; et l'on peut même constater l'influence d'une seule réflexion par les modifications qu'elle fait subir à la teinte d'une lame de sulfate de chaux. Lorsque l'axe d'une lame cristallisée, attractive ou positive est placé dans le plan de réflexion, la lumière polarisée s'élève dans l'échelle, par la teinte additionnelle, polarisée par le métal, et, lorsqu'une lame négative ou repulsive est placée dans la même position, sa teinte propre est diminuée. On obtient les mêmes résultats avec l'acier, le mercure, le métal fusible, le platine, le rhodium et l'alliage qu'on emploie pour les miroirs métalliques, mais avec quelques modifications. Lorsque la lumière ordinaire éprouve des réflexions successives entre des lames métalliques, un des pinceaux est absorbé, et par conséquent toute la lumière polarisée dans un plan, après un certain nombre de réflexions. Ce nombre est néanmoins beaucoup plus grand pour l'or et l'argent, que pour aucun autre métal. Dans les différents mémoires dont nous venons de donner un précis succinct, le docteur Brewster trait principalement considérés les phénomènes de polarisation qui se rattachent à l'action superficielle, ou aux propriétés additionnelles des corps cristallisés. Néanmoins son attention s'était fréquemment dirigée sur les phénomènes produits par les cristaux réguliers: mais ce ne fut qu'après avoir consacré trois années de travaux à approfondir ce sujet, qu'il parvint à réduire à une loi générale tous les phénomènes complexes des cristaux à double réfraction. Cette loi, ainsi que les expériences qui ont conduit à sa découverte, sont expliquées avec les plus grands détails dans un mémoire intitulé: *Sur les lois de polarisation et de double réfraction dans les corps régulièrement cristallisés*, lu à la société royale de Londres le 15 février 1818. La loi d'Huyghens était alors considérée comme la loi universelle de la double réfraction, et l'on supposait que tous les cristaux n'avaient qu'un axe; Malus, comme nous l'avons déjà vu, avait conclu que l'aragonite et

le sulfate de baryte n'avaient qu'un axe de double réfraction; c'est aussi ce que soutenait M. Biot, pour l'aragonite, le sulfate de baryte, le sulfate de strontiane, le sulfate de chaux, le séid-spah et la topaze; ayant recherché les lois de polarisation pour le sulfate de chaux, il en avait conclu qu'elles étaient les mêmes pour tous les autres corps. Dès ses premières expériences, le docteur Brewster constata que tous les cristaux ci-dessus, examinés par M. Biot, ont deux axes de double réfraction: bien plus, il découvrit que le plus grand nombre des cristaux ont deux axes de double réfraction; et, en projetant les anneaux colorés, puis mesurant les teintes qu'ils offrent à diverses distances angulaires des axes, il fut conduit à constater un principe général qui embrasse tous les phénomènes, et s'étend au plus complexe aussi bien qu'au plus simple développement des forces polarisantes. Ce principe général n'est nullement l'expression empirique des faits qu'il représente, et n'est appuyé sur aucune donnée empirique; fondée sur les principes de la mécanique, c'est une loi rigoureusement physique qui permet de calculer toutes les teintes, etc., des anneaux colorés, et tous les phénomènes de la réfraction extraordinaire, avec autant d'exactitude qu'on peut le faire dans le calcul des mouvements et de la position des corps célestes. Voici cette loi appliquée aux teintes polarisées: La teinte produite en un point quelconque de la sphère par l'action combinée de deux axes, est égale à la diagonale d'un parallélogramme dont les côtés représentent les teintes produites par chaque axe séparément, et dont l'angle est double de l'angle formé par deux plans passant par ce point de la sphère et les axes respectifs. Voici la même loi appliquée au phénomène de la double réfraction: L'incrément du carré de la vitesse du rayon extraordinaire, produit par l'action de deux axes de double réfraction, est égal à la diagonale d'un parallélogramme dont les côtés sont les incréments du carré de la vitesse produits par chaque axe séparément, et calculé par la loi d'Huyghens, et dont l'angle est double de l'angle formé par les deux plans passant par le rayon et les axes respectifs. Lorsque les deux axes rectangulaires ont une égale intensité et le même caractère, la loi précédente donne positivement les mêmes résultats que ceux de la loi d'Huyghens pour un axe placé à angle droit des deux autres. Lorsque le cristal a trois axes rectangulaires égaux, leurs forces sont en équilibre dans tous les points de la sphère, et il n'y a ni double réfraction, ni polarisation. Lorsqu'on applique la première de ces lois à l'action mystérieuse du sulfate de chaux, dont l'origine et la classification ont tant embarrassé M. Biot, et qu'il a représentée par une formule compliquée et empirique, tout le mystère disparaît, et toutes les variations capricieuses des teintes, qu'il avait appliquées à des forces secondaires, deviennent les résultats légitimes et calculables de deux axes de double réfraction. Dans le cours des recherches qui embrassaient l'examen d'un si grand nombre de cristaux, le docteur Brewster constata plusieurs résultats généraux qui se rattachaient indirectement à l'objet principal de ses investigations. Il reconnut la loi générale qui subsiste entre le nombre des axes de double réfraction et les formes primitives des minéraux. Il signala les avantages que la minéralogie retirerait des caractères optiques des minéraux, et annonça les rapports importants qui existent entre la structure optique et la composition chimique des corps cristallisés. Dans un *Mémoire sur la polarisation circulaire qu'elle offre l'anthrax*, et qui a paru dans les *Transactions philosophiques d'Edimbourg*, M. Brewster a démontré que ce minéral réunit les structures opposées des deux variétés de quartz qui tournent les plans de polarisation de droite à gauche et de gauche à droite. Il a fait connaître comment ces deux structures opposées se détruisent et se modifient l'une et l'autre. Il a examiné l'influence de la matière colorante par rapport à cette structure, et a démontré, tant dans ce mémoire qu'ailleurs, que (au moins pour le cristal de roche) la propriété de polarisation circulaire n'appartient pas aux dernières particules de la matière, comme le prétendait M. Biot, puisque la fusion la fait disparaître

entièrement dans cette substance. Le 17 octobre 1818, M. Brewster communiqua à M. Joseph Banks son *Mémoire sur les lois qui gouvernent l'absorption, par les cristaux à double réfraction, de la lumière polarisée*. Jusque-lors on avait seulement observé qu'à travers l'angle d'un prisme de tourmaline à un seul axe, et rendu assez mince pour donner les deux images, la lumière directe d'un objet blanc n'avait pas exactement la même teinte, effet qu'on attribuait à l'absorption de quelques uns des rayons. Mais M. Brewster découvrit que, dans un grand nombre de cristaux colorés, soit à un, soit à deux axes, tels que le spath calcaire, l'émeraude, le beryl, le rubis, le quartz, l'améthyste, l'idocrase, le phosphate de plomb, le phosphate de chaux et la mellite, qui n'ont qu'un axe de double réfraction, et dans environ trente cristaux à deux axes, la lumière polarisée est absorbée suivant des lois régulières qui dépendent de la position du rayon par rapport à l'axe du cristal. Il constata, en outre, que cette singulière propriété est toujours accompagnée d'une autre, c'est à dire que les deux pincesaux formés par la double réfraction, dans ces cristaux, ont des couleurs différentes, phénomène qui se rattache également à l'axe de double réfraction. La différence de couleur est nulle dans la direction de l'axe, et devient un maximum à angle droit de cet axe. Ces deux classes de phénomènes sont particulièrement remarquables dans le sur-acétate de cuivre, l'angite, la dichroïte et la topase du Brésil. Les deux couleurs de la dichroïte observée par M. Cordier, en l'examinant dans le sens de l'axe du prisme, ont été reconnues par M. Brewster dans la direction de ses deux axes apparents de double réfraction, de chacun desquels s'échappent, à angle droit l'un de l'autre, deux jets de lumière bleue et blanc-jaunâtre. Il a découvert que, dans quelques cristaux de l'angite, ses couleurs sont le vert le plus brillant et l'écarlate le plus foncé; enfin il a constaté que la propriété de l'absorption peut être modifiée par la chaleur dans la topase du Brésil, et même communiquée à des cristaux qui ne la possèdent pas naturellement. Dans toutes les expériences faites jusqu'alors, on n'avait constaté, dans aucun corps, excepté dans le gaz, un pouvoir réfringent moindre que celui de l'eau et de la glace, dont les indices de réfraction sont 1.3338 et 1.308. Ayant eu occasion d'examiner les propriétés physiques remarquables d'une concretion végétale siliceuse, appelée *tabasheer*, qu'on trouve dans les nœuds du bambou, M. Brewster eut besoin d'en mesurer le pouvoir réfringent, et constata que son indice de réfraction est 1.1115, que son action sur la lumière est bien inférieure à celle de toutes les substances solides ou liquides, et qu'elle est intermédiaire entre celle de l'eau et des gaz. Son pouvoir réfringent absolu, évalué d'après sa densité, est 0.761, tandis que le plus faible qu'on ait observé jusqu'alors, celui du sulfate de baryte, est 0.5894. Cette singulière substance possède, en outre, une propriété remarquable, dont le docteur Brewster donne l'explication dans son mémoire; c'est qu'elle est d'un blanc opaque lorsqu'elle absorbe une petite quantité d'eau, et qu'elle devient d'une transparence presque parfaite lorsqu'elle est saturée de ce fluide. De toutes les expériences faites jusqu'alors, par Malus et M. Biot, sur la polarisation de la lumière, on avait conclu que la puissance réfléchissante des corps cristallins qui s'étend au-delà des limites des forces polarisantes, et que les forces qui produisent la réfraction extraordinaire ne commencent à agir sur les rayons que lorsqu'ils ont pénétré la surface du cristal. Néanmoins M. Brewster avait quelques doutes sur l'exactitude de cette opinion, et, le 25 février 1819, il communiqua à la société royale de Londres un *Mémoire sur l'action des surfaces cristallines sur la lumière*. Dans la première section de ce mémoire, qui traite des effets produits sur la lumière transmise, par un changement dans les conditions mécaniques des surfaces des cristaux, il démontre que l'image ordinaire ou l'image extraordinaire peut être éteinte, à volonté, dans tous les cristaux à double réfraction, tels que certains échantillons d'agate. Dans la seconde section, il éta-

blit ce fait remarquable que l'angle de polarisation maximum varie, dans la même surface de spath calcaire, de cinquante-sept degrés quatre minutes à cinquante-neuf degrés trente minutes, selon que la petite ou la grande diagonale est dans le plan de réflexion, et il démontre que le rayon n'est polarisé dans le plan de réflexion que lorsque ce plan coïncide avec la petite diagonale; mais que, dans toute autre position de ce plan, depuis zéro jusqu'à l'azimut de cent quatre-vingts degrés, il y a dans la direction de la polarisation un changement qui varie depuis zéro jusqu'à cent quatre-vingts degrés. La grande utilité de la polarisation de la lumière ne se montre nulle part d'une manière plus évidente que dans les notions qu'elle fournit sur la structure des minéraux. En examinant par ce procédé les cristaux de l'apophyllite de Färoe, M. Brewster découvrit, en 1817, la structure marquerite de ce minéral; et en répétant plus tard les mêmes expériences sur de plus beaux échantillons, il reconnut, à travers les faces du prisme, une structure qui ressemblait plus à celle d'un corps organisé qu'à celle d'une matière inerte. Des formes inconnues en cristallographie occupent la partie centrale de la figure. De chaque côté, des particules douces des mêmes propriétés sont placées à des distances semblables, formant d'abord une zone de force polarisante uniforme, puis une autre zone dont la force croît jusqu'à un maximum, et enfin une troisième dont la force décroît suivant une échelle régulière. Les limites de ces zones correspondantes sont marquées avec la plus grande précision. Leurs parties sont aussi délicatement ajustées que si quelque artiste habile en avait choisis les matériaux, mesuré les surfaces qu'ils doivent occuper, et les avait enfin combinées de manière à en faire le plus bel échantillon de mosaïque naturelle. Cette structure composée met en deus toutes les lois ordinaires de la cristallisation, et amène la découverte de quelque nouveau principe d'organisation dont les cristallographes n'ont jusqu'à présent aucune idée. Dans un mémoire intitulé: *Description d'une lampe monochromatique, avec des remarques sur l'absorption des rayons prismatiques par des milieux colorés*, publié dans les *Transactions d'Edimbourg*, tome IX, M. Brewster a donné le moyen de produire une lumière jaune, pure et homogène par la combustion de l'alcool et de l'eau, et il a prouvé que le prisme ne fournit pas une analyse parfaite de la lumière blanche; que les différentes couleurs du spectre ont le même degré de réfrangibilité, et que ces couleurs ne peuvent être séparées qu'au moyen de l'absorption de l'une d'elles par un milieu coloré. En 1829, le docteur Brewster publia, dans les *Transactions philosophiques*, deux mémoires, l'un *Sur la réflexion et la décomposition de la lumière aux surfaces de séparation de différents milieux*; l'autre *Sur une nouvelle série de couleurs périodiques produites par les surfaces sillonnées des substances métalliques et transparentes*. En 1829, il découvrit des lois mathématiques pour déterminer la quantité de lumière polarisée par réflexion ou par réfraction. Il a donné un précis de ses recherches à ce sujet et de quelques autres découvertes dans trois mémoires publiés dans les *Transactions philosophiques* de 1830, 1<sup>re</sup> parti. Il a également publié, dans le même volume, un *Mémoire sur la production de la double réfraction régulière dans les molécules des corps, par simple pression, avec des observations sur l'origine de la structure à double réfraction*. La même année 1829, il découvrit la polarisation elliptique de la lumière résultant de l'action des métaux sur un rayon polarisé, et qui se entre eux les phénomènes de la polarisation rectiligne. Le mémoire dans lequel il rend compte de cette découverte se trouve dans les *Transactions philosophiques* de 1830, 1<sup>re</sup> parti. Il a recherché également quels sont les phénomènes produits lorsque les surfaces sont oxydées. Il a également créé un système de minéralogie, fondé sur la structure optique des minéraux, dont la publication aura lieu incessamment. Comme éditeur, le docteur Brewster a publié des ouvrages populaires de James Bergeson, les *Lettres d'Euler à une princesse d'Allemagne*, et on lui doit

une traduction en anglais des *Éléments de géométrie de Lagrange*. M. Brewster est membre des académies de Berlin, de Stockholm, de Copenhague, de Göttingue, de Modène, de Lyon, de Philadelphie, de New-York, d'Ulrecht, de Francfort; des sociétés de Dublin, du Cornouailles, de Cambridge, d'York, de Leyde, de Perth, d'Inverness; des sociétés astronomique et géologique de Londres, etc. Il a professé pendant plusieurs années à l'institution astronomique d'Edimbourg, dont il est aujourd'hui vice-président; et, jusqu'à son départ d'Edimbourg, il a rempli les fonctions de recteur de la société des arts d'Ecosse. Il a quitté Edimbourg en 1827; il réside aujourd'hui à Allertly, près Melrose, dans le Roxburghshire, et habite une maison de campagne qu'il a fait construire sur les bords de la Tweed. Il partage son temps entre ses travaux scientifiques et les soins qu'il donne à sa petite propriété.

BRESIL. *Foyez PÉRON, au Supplément.*

BRÉYNER. *Foyez MEULO-BREYNER.*

BRIDEL (JEAN-LOUIS), second fils de Jean-Rod Bridel, pasteur de Vaud, naquit dans cette ville en décembre 1759. Il fut ministre comme son père, et successivement précepteur dans les Grisons, puis en Hollande; pasteur de l'église française de Bale de 1803 à 1805, second pasteur à Comany, canton de Vaud, et professeur d'interprétation des livres saints et des langues orientales à l'académie de Lausanne. Il parcourut une grande partie de l'Europe depuis la Sicile jusqu'à Turin, et fut pendant dix ans membre du grand conseil du canton de Vaud. Outre un grand nombre de morceaux publiés par Bridel dans le *Conservateur suisse*, et une assez grande quantité d'ouvrages manuscrits, conservés dans la bibliothèque cantonale de Lausanne, parmi lesquels on distingue une *Traduction du livre des Psaumes*, renfermant une histoire de la poésie hébraïque, il a publié les ouvrages suivants: 1° *Les infortunes du jeune chevalier de La Lande, Paris et Lausanne*, 1781, 1 vol. in-8°; 2° *Introduction à la lecture des odes de Pindare*, Lausanne, 1785, 1 vol. in-12; 3° *Mémoire sur l'abolition des relevances féodales*, etc., 1788, broch. in-8°; 4° *Discours prononcé à Vevey, à l'occasion d'un anniversaire patriotique*, 1799, in-8°; 5° *Reflexions sur la révolution de la Suisse, sur le principe du fédéralisme*, 1800, in-8°; 6° *Le pour et le contre, ou avis à ceux qui se proposent de passer dans les Etats-Unis d'Amérique*, Paris et Bale, 1803, 4 vol. in-8°; 7° *Le livre de l'Écclésiaste*, Bale, 1804; 9° *Lettre à Carrion de Vixas sur la manière de traduire le Dante, suivie d'une traduction en vers du cinquième chant de l'Enfer*, Bale, 1805, 1 vol. in-4°; 9° *Oraison funèbre prononcée à Bale*, Bale, 1806, in-8°; 10° *Discours chrétien*, à l'occasion des leçons du canton de Schwitz, Bale, 1807; 11° *Dissertation sur l'état et les fonctions des prophètes*, Lausanne, 1808, in-4°; 12° *Discours sur l'efficacité morale de la lecture des livres saints et sur le style de leurs auteurs*, Lausanne, 1809, in-8°; 13° *Travail de l'anneau jointe ancienne et moderne*, Bale, 1810, 1 vol. in-8°; 14° *Le livre de Job, nouvellement traduit d'après le texte original non punctué et les anciennes versions, notamment l'arabe et la syriaque, avec un discours préliminaire*, Paris, 1818, in-8°.

BRIDEL (Philipp), frère aîné du précédent, naquit à Miden, en Suisse; après avoir été pasteur à Bale, puis au château d'Oex, dans le canton de Vaud, il exerça à Vevey. Il est membre de l'académie celtique, et de plusieurs sociétés savantes nationales et étrangères. Les ouvrages qu'il a publiés jusqu'à ce jour sont: 1° *Les tombeaux*, poème, Lausanne, 1779, 1 vol. in-8°; 2° *Poésies helvétiques*, Lausanne, 1782, 1 vol. in-8°; 3° *Mélanges helvétiques*, Lausanne, 1787-1797, 4 vol. in-12; 4° *Cours de Bale à Bienne*, Bale, 1789, 1 vol. in-8°; 5° *Deux oraisons funèbres prononcées à Bale*, Bale, 1791-1792, in-8°; 6° *Traduction de l'itinéraire qui accompagne le recueil de paysages suisses de Lenz*, etc., Berne, 1797, in-fol.; 7° *Nouvelle édition de la liturgie du prie de famille*, Lausanne, 1800, 1 vol. in-12; 8° *Deux sermons prononcés à l'occasion de l'incendie du château d'Oex*, Lausanne, 1801, 1 vol. in-8°; 9° *Foyage pittoresque de Bale à Bienne*, Bale, 1802, 1 vol. in-fol.; 10° *Étrennes helvétiques*, Vevey, 1788,

1816, 34 vol. in-16; 11° *Le Conservateur suisse*, Lausanne, 1815-1828, 9 vol.; 12° *Sermons de circonstance, suivis de quelques poésies religieuses*, Vevey, 1816, 1 vol. in-8°; 13° *Étrennes pour le canton de Vaud*, Zurich, 1815, 1 vol. in-12; 14° *Essai statistique sur le canton de Vaud*, nouvelle édition du précédent ouvrage, Zurich, 1818, 1 vol. in-12.

BRIDEL (SAINT-ELIAS), botaniste et poète, frère des précédents, né à Crassier, canton de Vaud, le 28 novembre 1761, fut envoyé par son père, habile humaniste, à l'académie de Lausanne où il montra beaucoup de dispositions pour l'étude et la poésie. Agé seulement de dix-neuf ans et demi, il fut appelé à Gotha pour y faire l'éducation des deux princes Auguste et Frédéric de Saxe-Gotha. A la suite de cette tâche honorable, il fut nommé secrétaire privé et bibliothécaire du prince héréditaire. Le célèbre médecin Grimm lui conseilla l'étude de la botanique pour réparer sa santé; c'est à ce conseil qu'il dut une partie de sa gloire. Il ne s'occupa plus dès lors que de la botanique, et principalement des *mosses*; il correspondit avec les savants, et entreprit tout ce qui devait étendre de plus en plus ses connaissances dans cette vaste partie de l'histoire naturelle. En 1807, il fut attaché, comme secrétaire, à la légation chargée des négociations du duc de Gotha avec Napoléon, et partout où il se trouva dans ces circonstances, il continua de donner du temps à son étude favorite. La mission la plus importante qu'il ait eu à remplir est celle qui eut pour objet le retour du prince Frédéric, qui s'était établi à Rome et avait embrassé le catholicisme; il réussit à le ramener. Les deux ducs, ses élèves, étant morts, Bridel se retira dans une maison de campagne près de Gotha, où il a cessé de vivre le 7 janvier 1824. Bridel ne dut qu'à son mérite personnel les marques de confiance qui lui furent accordées. Presque toutes les académies de l'Europe l'appellèrent dans leur sein, et il a été deux fois mis en élection pour la place d'associé correspondant de la classe des sciences naturelles de l'institut de France. Voici la liste de ses ouvrages: HISTOIRE NATURELLE: 1° *Dissertation sur la végétation hiernale (Journal de Genève)*, 1791; 2° *Musculologia recentiorum*, Gotha et Paris, 1797-1803, 3 vol. in-4°; 3° *Musculologia recentiorum supplementum*, Gotha, 1806-1817, 3 vol. in-4°; 4° *Methodus nova muscorum ad naturam novam*, etc., seu Mantissa, etc., Gotha, 1819, 1 vol. in-4°; 5° *Bryologia universon, seu systematica ad novam methodum dispositio, historia et descriptio omnium muscorum frondosorum hucusque cognitorum cum synonymia ex auctoribus praestantissimis*, Leipzig, 1827, 2 vol. 8 maj. c. tab. 13 encre; 6° *Ebauche d'une flore du pays de Saxe-Gotha*, en latin, insérée dans la *Statistique de la Thuringe*; 7° diverses pièces dans les *Étrennes helvétiques et le Conservateur suisse*. Traduit de l'allemand en français: 8° *Description des os fossiles de l'ours des cavernes*, Weimar, 1804, in-fol., fig.; 9° *Les six premières lirois de l'histoire naturelle des oiseaux de la Franconie*, Nuremberg, in-fol., avec des superbes gravures; 10° *Plusieurs numéros du grand ouvrage d'histoire naturelle, avec figures pour l'instruction des enfants*, Bertuch's Bilderbuch, in-4°; 11° *Exposition de la nouvelle théorie de la physiologie du docteur Gall*, Leipzig, in-8°; De l'allemand en latin: 12° *La Flore antédiluviennne du baron de Schlotheim*, Gotha, 1804, in-fol. POÉSIE ET LITTÉRAIRE: 13° *Délassements poétiques*, Lausanne, 1788, 1 vol. in-8°; Paris, 1791, sous le titre de *Caliban et Clesamor, suivi d'Atala*, etc.; 14° *Le temple de la mode*, poème allégorique en prose, Lausanne, 1789, in-8°; 15° *Epithalame pour le mariage du prince héréditaire Auguste de Saxe-Gotha avec la princesse Louise de Mecklenbourg-Schwerin*, Gotha, 1801; 16° *Elegie sur l'extinction de la dynastie de Saxe-Gotha*; 17° *Poésies fugitives*, dans divers recueils. BEAUX-ARTS: Traduit de l'allemand en français: 18° *Augusteum, ou Description des monuments antiques de Dreda*, par Becker, Leipzig, 1804-1811, 3 vol. in-fol., avec 164 planches; 19° *Description des pierres gravées du cabinet du baron Stöck*, par Schlichtegroll, Nuremberg, 1795, 1 vol. in-4°, avec 40 gravures; 20° *Esthétique de la toilette*, Leipzig, in-8°. ENCRE: 21° *Reflexions sur l'état actuel de la littérature et des sciences en Alle-*

*magne*, 1791, in-18; 32° tous les articles concernant la littérature française dans le *Gothaische gelehrte zeitung* de 1797 à 1800. Voyages : Il a fourni à M. Richard, pour son *Guide des Voyageurs*, un grand nombre d'articles sur la Suisse. M. de Castelnau, Bridel a laissé un grand nombre de manuscrits; parmi les plus importants, on remarque une *Histoire littéraire de l'Allemagne*, depuis le milieu du dix-huitième siècle jusqu'à nos jours, 5 vol. in-40.

**BRINKLEY** (JAMES), membre de la société royale de Londres et de celle des antiquaires d'Irlande, archidiacre de Clogher, est un des mathématiciens les plus célèbres de l'Europe. Il est professeur d'astronomie à l'université de Dublin. On ne connaît de ce savant que de nombreux mémoires qui sont insérés dans les *Transactions philosophiques* et dans celles de l'académie d'Irlande. Voici les principaux : 1° *Mémoires sur des questions astronomiques*, 1825; 2° *Mémoire sur l'application du Collimateur flottant du capitaine Kater*, 1826. On pense que cet instrument doit mener à un nouveau perfectionnement de l'astronomie nautique. 3° *Mémoire sur la nutation du soleil*; 4° *Id. sur le brôme et le bromure*, 1828; 5° *Mémoire sur la précession des équinoxes*, 1829. Ce mémoire est très intéressant. La détermination de la précession des équinoxes résulte de la comparaison de la longitude des étoiles fixes à des époques éloignées; mais outre que cette longitude doit être obtenue avec un soin extrême, il importe que les étoiles n'aient pas un mouvement propre, puisque le résultat de ces observations serait composé de celui-ci et de la précession; c'est pour cette raison que Brinkley croit plus exact de ne faire entrer dans le calcul que des observations d'étoiles fixes. Il s'occupe d'abord de prouver que quelques unes qu'il a choisies ne paraissent pas avoir un mouvement propre, etc. Ce beau mémoire est terminé par le catalogue des principales étoiles, et par des tables de mouvement propre et de la détermination de la précession luni-solaire. La Correspondance du baron de Zach a fait le plus grand éloge de ce mémoire. 5° *Mémoire sur la parallaxe de l'omega de la lyre*. Le *Dictionnaire biographique des auteurs vivants de la Grande-Bretagne et de l'Irlande* dit que Brinkley a travaillé avec feu le docteur Paley à la *Théologie naturelle*. Le docteur Brinkley est depuis quelques années correspondant de l'institut de France.

**BRIOT** (PIERRE-FRANÇOIS), chirurgien, né en 1773, dans le département du Doubs. Il commença, en 1792, à exercer sa profession, comme officier de santé à la suite des armées, et il y conserva l'amour de l'étude, malgré les difficultés de la vie militaire dans un temps d'agitation. Lorsqu'il fut employé à l'hôpital de Plaisance, il alla plusieurs fois à Paris s'instruire auprès du célèbre Scarpa. Ayant ensuite quitté le service pour être moins détourné de ses études, il devint un des correspondants de la société de médecine de Paris. A Besançon, où Briot demeurait, il eut part à l'organisation d'une société semblable, et elle compta peu de membres plus zélés. Depuis 1806, il fut attaché comme professeur, avec diverses attributions, à l'école pratique. Il donnait à l'exercice de son art presque tout son temps; le reste était généralement consacré à des actes de bienfaisance, et cette conduite ne se démentit jamais. Plus tard, deux de ses mémoires furent couronnés à Montpellier, en 1819 et 1824. Une maladie grave, dont il avait ressenti les premières atteintes à d'autres époques, termina ses jours le 29 décembre 1826. Briot a publié : 1° *Essai sur les tumeurs formées par le sang artériel*, 1803, in-8°; 2° *L'art d'accoucher*, par G. G. Stein, traduit de l'allemand par Briot, 1804, 2 vol. in-8°; 3° *Histoire de l'état et du progrès de la chirurgie militaire en France pendant les guerres de la révolution*, 1817, in-8°; cet ouvrage a été couronné, en 1818, par la société médicale de Paris; 4° *Eloge de la Peyronie*, Montpellier, 1820, in-8°; 5° *De l'influence de la Peyronie sur le lustre et les progrès de la chirurgie française*, Besançon, 1820, in-8°. Il avait fait en Italie un traité, qui est resté inédit, sur les plaies des armées au feu, et le discours préliminaire de l'ouvrage posthume de Tourtelles sur la matière médicale, dont il a été l'éditeur.

**BRIOTET** (Jacques), un des médecins les plus distingués de Pologne, naquit en Bourgogne, en 1746. Il fit ses premières études à Lyon, et depuis 1768, après s'être rendu à Paris, il fréquenta les cours de Sabatier, de Portal, de Lascoux et de Moreau-Ferand. Après avoir occupé le poste de premier chirurgien à l'hôtel-Dieu et de directeur de l'hôpital Saint-Louis, il fut appelé, en 1777, par le prince-évêque Masalski à l'université de Wilna. En 1787, il y obtint la chaire de chirurgie pratique, et contribua puissamment à l'organisation de la faculté de médecine, devenue depuis une des plus célèbres de l'Europe. En 1791, à l'époque de la diète constituante, il fut nommé chirurgien-général de l'armée du grand-duc de Lithuanie, et ne cessa depuis de donner des preuves de son attachement à la cause de sa patrie adoptive. Il fut nommé par l'empereur Alexandre conseiller de collège, et décoré, en 1811, de l'ordre de St. Anne de deuxième classe. Atteint, l'année suivante, d'aliénation mentale, il mourut dans cet état le 25 mai 1819. Ses talents, son zèle et son patriotisme lui valurent des regrets sincères de la part des Lithuaniens.

**BRISBANE** (THOMAS), fils de l'amiral Brisbane, membre de la société royale des sciences d'Edimbourg, est né à Bishopston, en 1770. Il entra à l'âge de dix ans dans la marine anglaise. Parvenu au grade de capitaine, il obtint divers commandements, et se fit remarquer par des coups hardis et de brillantes opérations. Plus tard, sir Th. Brisbane a été gouverneur de la Jamaïque, puis de l'île Saint-Vincent, et enfin de la Nouvelle-Galles méridionale, où il est actuellement. Les écrits qu'il a donnés traitent en général de choses relatives à l'astronomie, et sont insérés dans les *Mémoires de la société royale d'Edimbourg*. On connaît de lui : 1° *un Mémoire sur la détermination des longitudes*, 1818; 2° *Id. sur un cercle répétiteur perfectionné, avec des exemples de la meilleure manière d'obtenir la latitude avec cet instrument*, 1819; 3° *Id. sur la détermination de la latitude au moyen du sextant et par des observations prises avant le passage du soleil au méridien*, 1820; 4° *Expériences faites à la Nouvelle-Galles avec un pendule invariable*, 1823; 5° *Observations astronomiques faites à Paramatta*, 1824; 6° *Observations faites au port Macquarie, terre de Van-Diemen, pour déterminer le décroissement de la chaleur quand on s'élève dans l'atmosphère* (1827, Edim., *Journ. des sciences*), etc. Dans plusieurs de ses observations, et particulièrement dans celles de Paramatta, M. Brisbane a été assisté par un M. Rumker.

**BRISSON** (BAZASSE), inspecteur divisionnaire des ponts et chaussées, né à Lyon le 12 octobre 1777. Après avoir fait au collège de Juilly de fortes études, il entra à l'école polytechnique lors de sa formation. Il n'avait que seize ans, et prit bientôt rang parmi les maîtres. Il en sortit pour entrer dans le corps des ponts et chaussées, où sa vie n'a été qu'un enchaînement de travaux utiles. Attaché, en 1801, sous la direction de M. Liard, au Canal-Monieur, et deux ans après, sous celle de M. Payant, au canal de Saint-Quentin, il s'occupa sur l'un et sur l'autre de ces canaux, des travaux du bief de partage, et de peuplement des ressources d'un génie actif et fécond. A peine atteignait-il sa trentième année, qu'il fut nommé ingénieur en chef. C'est en cette qualité qu'il prit, en 1809, la direction de l'Escarot qui faisait alors partie de la France. M. Brisson sut opposer aux efforts de l'Océan tous les moyens d'un art qu'il avait profondément étudié, et, dans l'espace de quatre années, il exécuta avec le plus grand succès des travaux immenses d'un genre nouveau dont le pays gardera le souvenir. Les événements de 1814 le ramènèrent dans sa patrie, et le 12 août de cette année, on lui confia le service du département de la Marne, l'un de ceux où la guerre venait d'étendre ses ravages. La ville de Châlons lui doit surtout la construction du grand pont sur la Marne. M. Becquy, directeur-général des ponts et chaussées, pensa que c'était au centre même de l'administration qu'il fallait placer un homme dont les connaissances étaient si variées et si étendues. Il le chargea d'abord des études d'un canal de Paris à Tours

et à Nantes, puis il le nomma successivement professeur de construction à l'école des ponts et chaussées, inspecteur de cette école, et secrétaire du conseil-général d'administration. En 1821, M. Brisson fut élevé au grade d'inspecteur divisionnaire. Une palme nouvelle semblait l'attendre encore au moment même où la mort est venue si précipitamment le ravir au corps dont il était l'ornement. Une place vaquait à l'Académie des sciences : de grands travaux, de savants mémoires, lui donnaient des titres pour l'obtenir ; mais il cessa de vivre le 25 septembre 1829, à Nevers. En 1829, on a publié : *Essai d'un système général de navigation intérieure de la France*, par B. Brisson, président d'un *Essai sur l'art de projeter les canaux à point de partage*, par Dupuis de Forcy et B. Brisson, 1 vol. m-8° : ces deux mémoires avaient été approuvés par l'Institut, le premier en 1827, et le second en 1802. Quant à l'*Essai sur la navigation de la France*, c'est, dit M. Charles Dupin, un vaste répertoire que les administrateurs, les ingénieurs et les capitalistes pourront consulter avec fruit, et devront consulter souvent. C'est un travail qui mérite toute l'attention du gouvernement.

**BRONGNIART** (ADOLPHE-THÉOPHILE), fils de M. Alex. Brongniart, naquit à Paris, le 14 janvier 1801. Il se fit d'abord à l'étude de la médecine, et cultiva, en même temps, les sciences accessoires, notamment la botanique, aux progrès de laquelle ses nombreux mémoires ont beaucoup contribué. Reçu docteur en médecine, le 26 juin 1826, il fut nommé, au concours, après la faculté de médecine pour l'histoire naturelle, en juin 1827. Sa thèse de docteur est intitulée : *Recherche sur la famille des rhamniacées, ou Histoire naturelle et médicale des genres qui composent ce groupe de plantes*, 1826, in-4°, avec six planches ; sa thèse de concours avait pour titre : *An diversarum variorum entium anatomiarum facultates ab organis differentia pendent?* 1827. Voici la liste des autres ouvrages de M. Adolphe Brongniart. **ANATOMIE ET PHYSIOLOGIE VÉGÉTALE** : 1° *Mémoire sur la génération et sur le développement de l'embryon dans les végétaux phanérogames* (*Annales des sciences naturelles*, tome XII); 2° *Recherche sur le pollen et les granules spermatiques des végétaux* (*Annales des sciences naturelles*, tome XII, et tome XV); ces deux mémoires offrent les développements de quelques parties du mémoire précédent; 3° *Recherche sur l'organisation des tiges des cyclostèmes* (lu à l'Académie des sciences le 29 décembre 1828); 4° *Observations sur le développement du charbon dans les graminées, et sur les modifications qu'il détermine dans les parties de ces plantes qu'il attaque* (lues à l'Académie des sciences le 4 janvier 1830). **BOTANIQUE DESCRIPTIVE** : 1° *Essai d'une classification naturelle des champignons*, in-8°; 2° *Description d'un nouveau genre de fougères, nommé exhalopteris* (*Bulletin de la société philomatique*, tome I); 3° *Observations sur le genre cynurus et nepenthes* (*Annales des sciences naturelles*, tome I); 4° *Mémoire sur la famille des brumiacées* (*Annales des sciences naturelles*, tome VIII); 5° *Mémoire sur la famille des rhamniacées* (*Annales des sciences naturelles*, tome X); 6° *Voyage autour du monde, de la frégate la Coquille. Botanique phanérogamie. VÉGÉTAUX VOUSÉS* : 1° *Sur la classification et la distribution des végétaux fossiles au général, et sur ceux des terrains de sédiment impurs en particulier* (*Mémoires du Muséum d'histoire naturelle*, tome VIII); l'Académie des sciences a voté l'insertion de ce mémoire dans le *Recueil des savants étrangers*; 2° *Observations sur les fucoïdes et autres plantes marines fossiles* (*Mémoires de la société d'histoire naturelle de Paris*, tome I); 3° *Observations sur quelques végétaux fossiles du terrain houiller, et sur leurs rapports avec les végétaux vivants* (*Annales des sciences naturelles*, tome IV, page 25); 4° *Observations sur*

*les végétaux fossiles renfermés dans les grès du Harz, en Scanie* (*Annales des sciences naturelles*, tome IV, page 200); 5° *Notes sur les végétaux fossiles de l'Orléans à Fougères de Mamers* (*Annales des sciences naturelles*, tome IV, page 417); 6° *Essai d'une flore du grès bigaré* (*Annales des sciences naturelles*, tome XV); 7° *Considérations générales sur la nature de la végétation qui couvrait la surface du globe aux diverses époques de la formation de son écorce* (*Annales des sciences naturelles*, tome XV). Ce mémoire renferme tous les résultats généraux des recherches de l'auteur sur la détermination des végétaux fossiles, et sur leur distribution dans les couches du globe, recherches que M. Brongniart publie actuellement, avec tous les développements nécessaires, dans son *Histoire des végétaux fossiles*. En comparant les végétaux fossiles renfermés dans les diverses couches du globe, l'auteur a vu que ces couches, sous le rapport des végétaux qu'elles renferment, peuvent se diviser en quatre groupes qui correspondent à quatre périodes successives, pendant lesquelles la végétation de la surface de notre globe n'a présenté que de légers changements, tandis que, d'une période à l'autre, tout l'ensemble de la végétation a changé et présenté des caractères complètement différents. Ainsi, il paraît que, pendant la première période, il n'existait presque que des fougères et des plantes des familles voisines, telles que les lycopodes et les prêles; dans la seconde, c'étaient les conifères qui prédominaient; dans la troisième, les cycadées, et dans la quatrième, comme à l'époque actuelle, les dicotylédones étaient les plus abondantes. Il résulte de l'examen comparatif de ces quatre périodes de végétation : 1° que les végétaux qui ont existé les premiers appartenaient aux familles dont l'organisation est la plus simple; que les végétaux d'une structure plus compliquée ne se sont montrés que plus tard, et que les plantes dicotylédones, considérées généralement comme les plus parfaites, n'ont été rencontrées que dans les terrains formés pendant la dernière période; 2° que les plantes qui croissaient pendant la première de ces périodes dans la zone actuellement tempérée, et qui ont donné naissance aux dépôts de houille de l'Europe et de l'Amérique septentrionale, annoncent, par leurs rapports avec les végétaux vivants, que la température de cette époque devait, sous cette latitude, égaler ou surpasser celle qui existe actuellement entre les tropiques, tandis que les plantes des périodes plus récentes indiquent une température moins élevée que celle de la première, mais plus élevée que la température actuelle, et semble annoncer, par conséquent, une température décroissante à la surface du globe; 3° que la comparaison de l'ensemble de la végétation, pendant la première de ces périodes, avec la végétation actuelle des contrées du globe, établit une analogie beaucoup plus grande entre cette végétation et celle des petites îles éloignées des grands continents, qu'entre cette même végétation ancienne et celle d'aucune autre partie de noble globe. Outre les connaissances que ces recherches nous donnent sur la nature et le mode de succession des végétaux qui ont couvert anciennement la surface de la terre, elles fournissent des conséquences sinon certaines, du moins bien probables sur la température et l'état de la surface du globe à ces époques reculées. L'auteur a cru pouvoir aussi déduire de la manière dont les végétaux et les animaux se sont succédés à la surface de la terre, et de l'influence d'écorce de ces êtres, quelques conséquences sur l'état probable de l'atmosphère à l'époque où furent créés les premiers êtres organisés connus. Il suppose qu'à cette époque l'atmosphère contenait une proportion beaucoup plus considérable de gaz acide carbonique. Cette circonstance devait s'opposer à l'existence des animaux vertébrés à sang chaud, dont la respiration plus active exige un air plus pur, tandis qu'elle était favorable au développement des végétaux qui, décomposant cet acide, fixèrent le carbone dans leur propre substance. Plus tard, ce carbone, ainsi retiré de l'atmosphère, fut enfoui dans la terre sous forme de charbon fossile, et l'air purifié par l'action continue de la respiration des végétaux devint propre à

être respiré par les animaux à sang chaud. Depuis que cette hypothèse a été émise, aucune objection ne s'est élevée contre elle; elle paraît s'accorder parfaitement avec tous les faits connus, et en donne une explication très vraisemblable. 19° *Prodromus d'une histoire des végétaux fossiles*, 1828, 1 vol. in-8°; 20° *Histoire des végétaux fossiles, ou Recherches botaniques et géologiques sur les végétaux renfermés dans les diverses roches du globe*, 2 vol. in-4°; cet ouvrage, dans lequel l'auteur fait preuve du talent le plus exercé, n'est pas encore entièrement publié; 21° *Mémoires sur la limnadia, nouveau genre de crustacées* (Mémoires du muséum d'histoire naturelle, tome VI). M. Brongniart a aussi coopéré à la rédaction du *Dictionnaire classique d'histoire naturelle* pour la botanique (cryptogamie), ainsi qu'à celle des *Annales des sciences naturelles*. Depuis plusieurs années, M. Brongniart, fait, comme suppléant temporaire de M. Cuvier, au collège de France, un cours de botanique générale et un cours de physiologie végétale.

BRUNET (FRANÇOIS-FLORENTIN), religieux laxariste, naquit à Vitel, en Lorraine, vers 1770. Fort jeune, il entra dans la congrégation de la mission, et fut choisi pour enseigner la théologie au séminaire de Toul, d'où il passa à celui de Châlons-sur-Marne. Cayla de la Garde, dernier supérieur de la mission, fuyant les persécutions révolutionnaires, l'emmena avec lui à Rome. Il était alors assistant général de son ordre; il n'en a jamais été le supérieur, comme on l'a dit. Cayla, en mourant, le désigna pour son vicaire-général, et lorsque les missions revinrent en France, en 1804, Brunet se rendit à Paris, où il mourut le 15 septembre 1806. Son principal ouvrage est intitulé: *Parallèle des religions*, Paris, 1793, trois tomes, en 5 volumes, in-4°: les deux premiers furent imprimés à Châlons-sur-Marne, en 1785. C'est une volumineuse et savante compilation rédigée avec beaucoup de méthode, et écrite avec une modération et une simplicité remarquables. La division de l'ouvrage comprend quatre grandes classes: le *paganisme*, le *maïométrisme*, le *judaïsme* et le *christianisme*. Les classes se subdivisent en huit parties. La première traite du paganisme moderne. La seconde, du paganisme ancien. Dans la troisième, est tracé le tableau du mahométisme. La quatrième, présente le parallèle de cette religion et du paganisme. La cinquième et la sixième parties sont consacrées au judaïsme; enfin les deux dernières sont réservées au christianisme. L'auteur met à contribution les savantes recherches de Freret, Sainte-Croix, Court de Gebelin, Dupuy, Dow, Mallet, Bailly et de tous ceux qui l'ont précédé. Son ouvrage est le plus complet qui existe sur l'histoire des religions, et beaucoup d'auteurs l'ont copié sans le citer. On le publia par souscription, mais la tourmente révolutionnaire avait distrahit chacun de ses études: l'entreprise manqua. Aujourd'hui cet ouvrage réimprimé, et mis au niveau des découvertes dans l'histoire des religions, serait promptement recherché. On a encore de Brunet, 1° *Du rôle de la foi dans les femmes et des heureux effets qu'il peut produire dans l'église*, in-12. Cet ouvrage a été traduit en italien; 2° *Lettre sur la manière d'étudier la théologie*; 3° *Traité des devoirs des pénitents et des confesseurs*, Metz, 1788; 4° *Elementa theologiae ad omnium scholarum catholicarum usum, ordine novo aptata*, Rome, 1804, in-4°.

BRUNET. Voyez MIRA.

BRUTÈLE. Voyez l'ARTICLE DE BRUTÈLE.

BRZYCKZYNSKI (JOSEPH), naquit en Pologne, en 1797. A l'âge de dix-huit ans, il chantait déjà, en vers latins, les bienfaits du régénérateur de sa patrie, qui venait de donner à la Pologne une constitution libérale. Depuis 1819, il prit part à la rédaction des journaux les plus estimés à Varsovie, tels que *l'Hebdomadaire*, la *Gazette quotidienne*, la *Chronique moderne* et *l'Étoile blanche*. Il s'y est distingué par un style plein et fleuri, ainsi que par des sentiments élevés et par une noble indépendance d'opinions. L'esprit libéral des feuilles dont Brzyckzynski partageait la rédaction, amena successivement leur suppression. Il quitta alors sa patrie, en 1820, tant pour rétablir sa santé, délabrée par des veilles continuelles, que pour chercher de nouveaux aliments à son inspi-

ration. Il se trouvait en Italie, lorsque le congrès de Laybach avait fait son procès à la révolution de Naples. Le jeune Brzyckzynski, animé du désir de combattre pour la cause sacrée des peuples, s'embarqua à Livourne; mais le vaisseau qu'il montait, battu pendant quinze jours par une tempête violente, au lieu de mouiller à Naples, fut jeté sur les côtes de Gènes. En attendant, l'armée autrichienne se mit en marche contre Naples, et les passeports pour cette ville furent interdits aux voyageurs. Ce contre-temps détermina Brzyckzynski à entreprendre un voyage en France, d'où il passa dans la patrie d'Ossian, auquel il portait une admiration particulière. Plusieurs *Essais* qu'il a publiés, en vers polonais, des chants de ce poète, font regretter qu'il ne lui ait pas été permis d'enrichir la littérature polonaise d'une traduction complète. Sur ces entrefaites, des rapports parvenus à Varsovie, sur les sentiments politiques que Brzyckzynski avait manifestés en Italie, provoquèrent contre lui la sévérité de la police russe. Informé des rigueurs qu'il le menaçaient, il résolut de se fixer à Paris; mais l'idée cruelle de se voir releguée d'une patrie qu'il chérissait tant, en le poursuivant sans relâche, finit par altérer sa faible santé, et il mourut, en 1835. Une belle traduction, en vers, des *Pléiades* de Racine, et celle du *Serau enlencé* de Tassoni, paraissent de son vivant à Varsovie. Ses derniers travaux littéraires restent inédits.

BUCKINGHAM (J.-S.), célèbre voyageur et publiciste distingué, né en Angleterre, de parents peu aisés. La médiocrité de sa fortune décida de sa vocation. A l'âge de neuf ans, il embrassa la profession de marin, et s'embarqua à bord d'un vaisseau de la marine anglaise, qui fut pris par les Espagnols. Le jeune Buckingham, devenu prisonnier de guerre avant d'avoir atteint sa dixième année, éprouva toutes les misères de cette position. Promené de ville en ville, il dut, malgré la faiblesse de son âge, traverser à pied l'Espagne et le Portugal, de la Corogne à Lisbonne. Son courage n'en fut point abattu. Revenu libre à onze ans, il continua sa périlleuse carrière, et, doué d'une aptitude peu commune, fit de rapides progrès dans la science nautique. Il joignit à l'ardeur aventureuse du marin la sagacité et l'économie du négociant; il réussit dans ce double état. A vingt-un ans, capitaine de vaisseau, il parcourut plusieurs fois l'Océan-Atlantique et la Méditerranée, visita les deux Amériques, les îles de la Grèce et la Turquie asiatique. Sa fortune s'accrut avec son expérience. Devenu, en 1813, maître d'un capital suffisant, il songea à profiter de ses connaissances qu'il avait acquises tant des langues de l'Orient que des besoins du commerce maritime, pour se créer à Malte un établissement purement commercial. Malte était alors, par suite du blocus continental, l'entrepôt où l'Europe venait s'approvisionner de marchandises anglaises. C'était la station principale de la marine britannique dans la Méditerranée, le siège d'une cour d'amirauté, et le marché où se vendaient les navires capturés. Parti de Londres avec le projet de s'y fixer, M. Buckingham n'arriva dans le port de la Valette que pour y apprendre que les ravages de la peste faisaient interdire toute communication avec le rivage. Il dut se diriger vers Smyrne. La prolongation de l'épidémie l'y obligea à vendre sa cargaison avec une perte considérable, et le mit dans la nécessité de continuer sa vie errante pour recomposer sa fortune. Il passa en Egypte, où la réception distinguée que lui fit le consul anglais attira l'attention du pacha d'Egypte, Mohammed-Aly. Cet homme extraordinaire commença alors à pressentir de quel avantage il serait pour l'Egypte d'y attirer de tous les points du globe l'industrie et les capitaux, et de les appliquer à accroître les ressources des peuples soumis à son gouvernement. Il consulta fréquemment M. Buckingham sur le commerce extérieur. Souvent le soir, dans son divan, après avoir renvoyé tous ses officiers, seul avec son secrétaire et le voyageur anglais, il se faisait dérouler les cartes, expliquer les positions relatives et les productions des divers pays, les saisons, les moussons, les courants, les rochers, les bancs de sable. M. Buckingham lui donnait en même temps des notions de navigation et d'hydrographie. Le pacha y prenait un tel intérêt que

la nuit s'écoula fréquemment dans ces attachantes instructions. M. Buckingham fit pour lui une copie des cartes d'Arrowsmith, où les noms des lieux et des aires furent transcrits en caractères arabes. Un des projets favoris de Mohammed, et qui lui avait été suggéré par notre voyageur, était de rouvrir l'ancien canal de la mer Rouge à la Méditerranée, à travers l'isthme de Suez. Les études préliminaires étaient commencées, et cette communication si importante allait peut-être être ouverte au commerce, lorsque la guerre des Wachabites força le vice-roi à séjourner ces travaux. Le pacha partit pour se rendre sur le théâtre des hostilités. M. Buckingham profita de son absence pour visiter la Haute-Egypte : d'Alexandrie, il alla au Saire, et de là, remontant le Nil, il pénétra jusque dans l'intérieur de la Nubie, au-delà des cataractes. Une maladie commune en Egypte, l'ophthalmie, faillit lui faire perdre la vue, et l'empêcha d'aller plus loin. En redescendant le Nil, il s'arrêta à Kench, et voulut traverser le désert pour se rendre à Kossier, sur la mer Rouge. Dans ce trajet, il fut rencontré au milieu du désert par une troupe de soldats rebelles, qui, après l'avoir maltraité, le dépouillèrent et l'abandonnèrent absolument nu à plus de soixante milles d'aucun endroit habité. Echappé comme par miracle à la faim, à la soif et à la chaleur, il regagna Kench dans l'état le plus déplorable, et revint au Saire. Bientôt sans être dérangé, il se mit à visiter la Basse-Egypte, le Delta, l'isthme de Suez, vêtus à l'égyptienne, parlant la langue du pays, et confondus avec les habitants. A cette époque, les négociants anglais établis en Egypte, voulant établir les communications qui existaient autrefois entre l'Inde et l'Egypte pour le négoce des pays riverains de la Méditerranée, lui proposèrent de faire au légal un voyage pour leur compte. Il devait reconnaître l'hydrographie de la mer Rouge, puis aller onquer les dispositions des négociants de Bombay. M. Buckingham accepta cette offre et partit. En route, il traversa Suez, Jeddah et Mocha. Sa mission n'eut pas le succès qu'il en attendait. Les négociants indiens crurent de trop grandes prétentions. Loin de songer à retourner en Egypte, M. Buckingham comptait continuer dans les possessions de la compagnie des Indes sa carrière laborieuse. Déjà un prince arabe indépendant, l'imam de Mascate, lui avait confié le commandement d'une superbe frégate destinée au commerce de la Chine. Il se disposait à ce voyage, lorsque des obstacles inattendus vinrent détruire ses espérances. Un ordre absurde défend à un sujet anglais de visiter le pays soumis à la domination anglaise dans l'Orient : pays librement ouvert à tous les étrangers, sans une autorisation spéciale de la compagnie des Indes. M. Buckingham, parti de Londres pour Malte, et conduit par le hasard seul à Bombay, n'avait point cette autorisation. Il recut, le 10 mai 1815, cette lettre laconique : « Monsieur, comme vous n'avez point l'autorisation nécessaire pour séjourner dans l'Inde, je vous avertis, par ordre du gouvernement, que vous ayez à vous préparer à partir pour l'Angleterre, à l'époque et sur le bâtiment qu'il plaira au gouvernement de vous désigner. STRANGLER, conseil de la compagnie. » Ce fut en vain qu'il fit valoir les motifs qui l'avaient amené dans l'Inde, et qu'il demanda au gouverneur sir Evan Nepean une autorisation provisoire. L'ordre du directeur de la compagnie était formel. Il fut refusé. « Ah ! monsieur, lui dit le gouverneur, quel dommage que vous ne soyez pas Américain, vous pourriez rester dans l'Inde sans l'autorisation de l'Angleterre, et même sans ma permission. » M. Buckingham dut renoncer aux chances de fortune que lui offrait le commandement qui lui était confié. Il obtint avec peine la permission de revenir en Egypte. Il voulait le déporter en Angleterre. Son retour fut consacré à l'exploration de la mer Rouge : il recut de amples matériaux pour une nouvelle carte marine des côtes, et remit le résultat de ses observations aux négociants anglais d'Alexandrie. Repoussé par l'arbitraire des états de l'Inde, M. Buckingham voulut y retourner malgré la disposition de la compagnie. Il refusa de se faire charger par Mohammed-Aly d'une mission où sa fortune et son amour-propre trouvaient

également leur compte. Une association commerciale fut conclue entre lui, le pacha d'Egypte et le consul anglais à Alexandrie. Il repartit donc vers la fin de 1815, revêtu d'un nouveau caractère et investi de nouveaux pouvoirs. Il portait des lettres du vice-roi pour le gouverneur-général de l'Inde anglaise et un traité destiné aux négociants du pays. Son voyage se fit par terre. Il traversa la Palestine et la Syrie, visita Jérusalem, Damas, Halbeck, Antioche, passa l'Oronte, et arriva à Alep. De là, s'avancant dans la Mésopotamie, il passa l'Euphrate, visita Orfah, l'Ur des Chaldéens, le lieu où naquit Abraham, et l'Edesse des Grecs. Il vit Diarbekir ou la Cité-Noire, située au centre de l'Asie-Mineure; traversa les montagnes de Mardik, le grand désert de Sinjar, passa le Tigre à Mousul, et explora les ruines d'Arbèles, de Seleucie et de Ninive. Il se livra à des recherches étendues sur les ruines de Babylone, reconnut les jardins suspendus ainsi que le palais, et découvrit une partie de l'ancienne muraille. Enfin, s'il faut l'en croire, il monta au sommet de la tour de Babel, qui est encore debout, dit-il, dans la plaine de Sennar, et vint se reposer dans la célèbre Bagdad. Après un court séjour, il s'avancé dans la Perse, traversa Hamadan, l'Ecbatane des anciens, Isapahan, la plus magnifique des villes de l'Orient; visita les ruines de Persépolis, et, par Schiras et Schapour, arriva à Bushire. Là il l'embarqua à bord d'un vaisseau de la compagnie des Indes partant pour une expédition contre les Wachabites qui infestaient de leurs pirates le golfe Persique. Il visita le port qu'ils possèdent à Ras el-Khyma, servit d'interprète au commodore commandant l'expédition, assista au bombardement de la ville, et de l'escadre à Bombay vers la fin de 1816, après un voyage périlleux qui avait duré près d'un an. Si dans cette longue suite d'aventures M. Buckingham eut à surmonter bien des dangers, si la peste, les naufrages, les combats, la prison, la faim, la soif et la misère ont été fréquemment son partage, souvent aussi il eut l'occasion de voir et de goûter toutes les pompes, tous les plaisirs, tous les honneurs qu'il est au pouvoir de l'homme de se procurer. Sa seconde mission à Bombay n'eut pas, sous le point de vue des communications, à établir entre l'Inde et l'Egypte, plus de succès que la première; mais il obtint par l'entremise de ses amis l'autorisation qui lui avait été refusée, lors de son premier voyage: il put donner suite à son projet de s'établir dans l'Inde. L'imam de Mascate qui avait été indigné de la conduite de la compagnie à son égard, lui rendit le commandement de la frégate; mais les voyages fructueux en Chine avaient été faits par un autre. M. Buckingham, pendant dix-huit mois, parcourut tout l'Archipel indien: il visita Malabar, Calicut, Cochin, Ceylan, Madras, etc., et, après de nombreux voyages, gagna Calcutta, en juin 1818. Là, il trouva des ordres de l'imam de Mascate, propriétaire de la frégate, qui lui enjoignaient d'aller sur la côte de Languebar, convoier plusieurs de ses bâtiments chargés d'esclaves, et prendre à son bord plusieurs de ces malheureux. Son humanité lui fit refuser cette mission, et il perdit encore une fois l'occasion de faire sa fortune. Dépouillé de son commandement, il dut songer à s'ouvrir une nouvelle carrière. Sa vie aventureuse et ses longs voyages, avaient attiré sur lui l'attention des personnages les plus distingués, sa conduite honorable lui avait acquis la protection du gouverneur général, lord Hastings, et de l'évêque de Calcutta, ainsi que des principaux magistrats et négociants de Calcutta. L'un d'eux, M. John Palmer, le plus riche de l'Inde, lui suggéra l'idée de consacrer à la politique et à la littérature, des talents jusqu'alors voués à la marine et au commerce. M. Buckingham céda à ses pressantes sollicitations, appuyées par tous ses amis, et fonda le *Journal de Calcutta*. Cette feuille, rédigée dans les principes libéraux les plus solides, obtint dès son apparition un succès populaire. Au bout de trois ans, elle procurait à son auteur un bénéfice annuel de 200,000 francs. Pendant cet intervalle, le *Journal de Calcutta* ne cessa d'appuyer les mesures du gouverneur, dont l'administration éclairée, agissant en opposition avec ses collègues à vues étroites, les délégués civils de la compagnie, avait affaibli



chi la presse, amélioré la condition des indigènes, favorisé l'établissement des Anglais industriels qui présentaient la double garantie des capitaux et de la probité, et fait germer partout les idées de la raison et de la sage liberté. Le succès même de ce journal eussa le malheur de M. Buckingham, en excitant la haine de quelques hommes retragés, aveuglément attachés au système de la compagnie. Ils ne cessèrent de faire des efforts pour le faire bannir de nouveau de l'Inde : son seul crime n'était pourtant que de soutenir les principes professés par le chef du gouvernement lui-même. Pendant dix ans que dura cette lutte, la justice de lord Hastings défendit M. Buckingham contre la perfidie de l'arbitraire ; pendant dix ans d'une polémique hardie et infatigable, les tribunaux n'eurent à s'occuper du *Journal de Calcutta* que pour venger son rédacteur des calomnies de ses ennemis. Le retour de lord Hastings en Europe, laissa le gouvernement provisoire de l'Inde à M. John Adam. Ce vieillard, le plus âgé des délégués de la compagnie, avait exercé le dernier des fonctions de censeur de la presse, il était, par ses antécédents, l'ennemi personnel de M. Buckingham, et avait ouvertement déclaré qu'un des premiers usages qu'il ferait de son autorité, serait de bannir du pays ce contrôleur incommode des actes de la compagnie. Deux journaux, le *Mirror asiatique* et le *John Bull*, avaient été successivement créés pour combattre le succès du *Journal de Calcutta*. L'éditeur de ces feuilles, quoique ministre presbytérien et chef de l'église écossaise dans l'Inde, n'avait su garder aucune mesure dans ses récriminations contre M. Buckingham, et les tribunaux du pays l'avaient condamné à des dommages et intérêts considérables. Alors, sans doute comme consolation, il fut promu par le gouverneur provisoire à une charge largement rémunérée, mais dont les fonctions étaient incompatibles avec son caractère sacerdotal. M. Buckingham, quoique avec beaucoup de ménagements, crut devoir signaler cette incompatibilité. Aussitôt, sans être entendu ni condamné, contrairement aux lois, sans jugement aucun, il fut, comme perturbateur du pays, jeté à bord d'un vaisseau, et conduit en Angleterre, à nisi que sa femme, qui, après une séparation de dix années, était venue le rejoindre. La propriété de son journal, évaluée plus de deux millions, fut anéantie par cet acte si évidemment arbitraire, qu'à Londres, la compagnie et le bureau du contrôle, sans permettre cependant à M. Buckingham de retourner à Calcutta, annulèrent la promotion qu'il avait blâmée, et blâmèrent le gouverneur qui l'avait faite. De nouveau, entièrement ruiné, privé de la possibilité de retourner, même temporairement, dans l'Inde, où étaient ses amis et ses espérances de fortune, M. Buckingham résolut de faire connaître en Angleterre les actes qui égalaient l'exercice du monopole odieux de la compagnie des Indes. Il fonda, en 1826, le *Messenger de l'Orient*. Ce recueil mensuel obtint un succès qui ne s'est pas démenti depuis sa publication, et qui le vengea de l'injustice des Anglo-Indiens. On commença à s'enquérir sérieusement des affaires de la compagnie : on vit que son privilège est un fleau pour l'Inde et un grave inconvénient pour l'Europe. De toutes parts des députations accoururent à Londres demander l'abolition d'un monopole exercé par quelques marchands sur quatre-vingt millions d'hommes. Le parlement anglais nomma un comité d'enquête qui recruta ce qu'avait M. Buckingham des avantages de la liberté du commerce avec les Indes orientales, la Chine, le Japon et les îles de la Polynésie. Tout semble annoncer pour la session de 1831, une vive discussion où, grâce aux lumières apportées par le *Messenger de l'Orient*, tout ou bien perir les privilèges de la compagnie anglaise. Afin d'éclairer davantage, et de faire mûrir l'opinion, M. Buckingham a parcouru les principales villes de l'Angleterre, en y faisant des cours publics sur ce qu'il connaît si bien, l'Inde britannique : partout il a recueilli les témoignages les moins équivoques de la sympathie publique. Aujourd'hui (novembre 1830), il a commencé, à l'Athénée de Paris, sur l'inspiration de l'honorable M. Alexandre de Laborde et sous les auspices de Philippe I<sup>er</sup>, un cours qui n'obtient

pas moins de succès. Enfin, appliquant en grand l'heureuse idée de M. de Laborde sur l'éducation par les voyages, il se proposa de recueillir par souscription les moyens de faire un *Voyage autour du monde*, ayant simultanément pour objet les découvertes, le commerce et la civilisation. M. Buckingham est membre des sociétés littéraires de Bombay et de Madras, de la société asiatique du Bengale et des sociétés géographiques de Londres et de Paris. Il a publié à Londres, de 1827 à 1829, quatre volumes en anglais, où, sous le titre général de *Voyages en Orient*, il raconte ses voyages en Palestine, en Syrie, en Mésopotamie et en Perse ; et à Paris, en 1830, une brochure en français intitulée *Discours préliminaire à l'occasion d'un cours sur les Indes orientales*.

BUQUET (LOUIS-JEAN-BAPTISTE), procureur du roi au présidial de Beauvais, membre de l'académie d'Amiens et de la société d'agriculture de Paris, naquit à Beauvais le 10 mars 1751, et mourut au château de Marguerie, près la même ville, le 13 avril 1801. Il avait beaucoup d'érudition et de philanthropie. Il est auteur des ouvrages suivants : 1<sup>o</sup> *Dissertation sur la position de Bratspanium*, lue à l'académie d'Amiens en 1763 ; ce mémoire est resté manuscrit ainsi que les quatre suivants ; 2<sup>o</sup> *Mémoires pour servir à l'histoire de l'Amiénois et du Beauvoisis conservés dans les registres de l'académie d'Amiens* ; 3<sup>o</sup> *Illusion du Beauvoisis*, jusqu'à l'an 1032 ; elle est en la possession d'un ami de l'auteur ; 4<sup>o</sup> *Eclaircissements sur les mesures itinéraires de Gaule et sur la mille dont parle César* ; 5<sup>o</sup> *Dissertation où l'on essaie de prouver que Litavus riga de l'itinéraire d'Antonin n'est autre que Pont-Saint-Maxence, que Curmiliaca est Cormelles, et que Petromentalum est Magny, en Verzin* ; MM. Borel et Danse ont coopéré à ces quatre derniers ouvrages ; 6<sup>o</sup> *Essai sur la souveraineté et sur le droit de justice qui s'attache, ou Mémoire pour les officiers du bailliage et siège présidial de Beauvais, Paris, 1767, in-8<sup>o</sup>* ; et d'autres mémoires imprimés, les uns relatifs au présidial, les autres à des discussions avec l'évêque de Beauvais. L'académie de Chalons ayant proposé, en 1783, cette question : « Quels seraient les moyens de rendre la justice en France avec le plus de célérité et le moins de frais possible, » Buquet remporta le prix : son mémoire a été imprimé à Beauvais, en 1789, in-4<sup>o</sup>. Depuis l'auteur étendit son sujet, en fit un grand ouvrage, qu'il relut plus de cinquante fois, et dont il fit quatorze copies de sa propre main. Un savant, M. Villenave, en possédait une qui formait trois volumes in-folio. En 1787, l'académie d'Amiens proposa cette question : « Quel est le moyen le plus simple et le moins dispendieux de prévenir et d'écarter dans la généralité d'Amiens les incendies des campagnes. » Buquet obtint encore le prix ; son mémoire a été imprimé à Beauvais, 1788, in-4<sup>o</sup>. Enfin il a laissé un grand nombre de manuscrits sur différents sujets, et notamment deux mémoires, l'un sur l'utilité de la dissection des cadavres, et l'autre sur les vols des bestiaux dans les campagnes.

BULGARIS (ΕΓΓΕΝ), savant prêtre grec, naquit à Cortou, en 1716. Les Grecs modernes le regardent comme un de leurs plus grands écrivains, et son style sert de modèle à la cour des hospodars de Valachie et de Moldavie. Bulgaris, plus connu sous le nom d'*Eugenius*, professa la philosophie à Corfou, Janina, au mont Athos et à Constantinople ; il visita les plus célèbres universités d'Italie, parcourut l'Allemagne, et s'arrêta quelques temps à Leipsick pour faire imprimer ses ouvrages. Il est éditeur des œuvres de Joseph de Bryenne, édition importante, chargée de ses commentaires. Pendant qu'il demeurait à Leipsick, il se perfectionna dans les mathématiques sous Segner, dont il traduisit les *Elements* en grec ancien. Malgré tout son mérite, il n'était encore que diacre en 1767. Sa réputation pénétra alors en Russie : Catherine l'appela auprès d'elle et le nomma, en 1775, évêque de Flavie et de Cherson ; elle tenait de créer ce siège. Eugenius ne l'occupa que quatre années ; il le ceda, en 1779, à Théodosi (Néophore), et vint s'établir à Petersbourg, où il mourut, en 1806, à quatre-vingt-dix ans, dans l'emploi de bibliothécaire de la cour. Ses connaissances

étaient fort étendues, il savait l'hébreu, le latin et plusieurs langues modernes. Ses ouvrages scientifiques sont écrits en grec littéral ou ancien, et les autres en grec vulgaire. En voici la liste nombreuse, mais incomplète : 1° *Traité de logique, extrait des écrits anciens et modernes*, Leipzig, 1766, in-8°; 2° *Traduction des éléments de mathématiques du Segner*, Leipzig, 1763, 3° *Éléments de géométrie, avec les notes de l'Isaïen, traduits du latin du père Tarquet*, Vienne, 1804, in-8°; 4° *Traduction des éléments de métaphysique de Gennadius*, Vienne, 1805, in-8°; 5° *Éléments de métaphysique*, Venise, 1804, 3 vol. in-8°; 6° *Opinions des philosophes ou Éléments de philosophie naturelle*, Vienne, 1804, in-4°; 7° *Traduction des questions théologiques d'Adam Zaarnicewius, contre les sentiments de l'Eglise latine, avec des notes*, Moscou, 2 vol. in-8°; 8° *Aperçu comparatif des trois systèmes d'astronomie*, Vienne, in-4°; 9° *Philothée Adoléschias, c'est à dire Amusement théologique*, Moscou, 2 vol. in-8°. Tous ces ouvrages sont en grec moderne; 10° *Traduction en vers grecs héroïques de l'Enéide et des Georgiques de l'Égile, avec une dédicace à Catherine*, Petersbourg, 2 vol. in-8° (en grec littéral); 11° Deux mémoires insérés dans les *Acta societatis Jablonovianae*, année 1754, p. 185 et 255, le premier intitulé : *De Lecho et Urbis origine*; le second, *De Zichia ad Cserchou designandorum aiv*, etc.; 12° *Traduction en vers du Mémorial de l'Altaire, cette traduction se trouve à la suite de la Rophoromachia de Meinars, Bulgaria et Theosoki* (Niphore) sont les restaurateurs des lettres et des sciences chez les Grecs modernes. Anasthasius de Penos a donné une édition de la *Theologie de Bulgaria*, qui a encore laissé plusieurs autres écrits en prose et en vers, mais de peu d'importance.

BURG (JAN-TOBIAS), astronome, né le 24 décembre 1766, à Trèves. Son père n'ayant pas le moyen de lui faire faire ses études, Tobie se décida à prendre un métier. Cependant le maître du jeune burg, qui connaissait ses heureuses dispositions, l'en dissuada. Son assiduité attira l'attention de Swiet, fils du célèbre médecin de ce nom, et président de la commission des études. Protégé par lui, il se livra à l'étude des mathématiques, puis à celle de l'astronomie. Paul Triemercker, adjoint à l'observatoire impérial, lui apprit à observer. On lui donna, en 1791, la chaire de physique du collège de Claginfurt. Heli était mort, Triemercker, nommé astronome, s'attacha Burg en qualité d'adjoint jusqu'en septembre 1792. Les *Épigrammes* de Burg prouvèrent son talent comme praticien et comme théoricien. Il s'est immortalisé par sa théorie du mouvement de la lune, la plus obscure de toutes les théories astronomiques. On connaît l'importance des tables lunaires pour la marine : les puissances maritimes, particulièrement l'Angleterre, proposent un prix considérable à celui qui trouverait le moyen de prendre la longitude en mer. On ne pouvait arriver qu'en construisant avec plus d'exactitude une pendule à longitude, ou de nouvelles tables lunaires. Harrison et Mudge s'occupèrent de la première méthode, Tobie Mayer de la seconde : le prix proposé en Angleterre fut partagé entre eux. Plus tard, 1795, l'Institut national de Paris mit au concours la question suivante : *Fixer, d'après un grand nombre d'observations lunaires, cinq cents au moins, anciennes et nouvelles, la hauteur moyenne de l'apogée et du nœud ascendant de l'orbite de la lune*. Burg résolut la question qui présentait de grandes difficultés, non d'après cinq cents observations, comme on le demandait, mais d'après trois mille, et par la méthode la plus exacte et la plus ingénieuse. Il rectifia les tables de Tobie Mayer, avec autant de précision que possible. Burg eut qu'un seul concurrent, M. Alex. Bouvard : Lagrange, Laplace, Delambre, Legendre et Mechain, les premiers astronomes de l'Europe, furent les juges du concours. Telle était la perfection des deux mémoires qu'on se décida à partager le prix : Burg obtint les deux tiers. Mais le conseil Bonaparte, par un arrêté solennel doubla le prix, en sorte que chacun d'eux eut un kilogramme d'or, événement unique dans son genre : des lors le nom de Burg devint célèbre. L'empereur d'Autriche le décora de la croix de Léopold,

et lui laissa le loisir d'achever et de perfectionner ses calculs lunaires; ces succès lui rendirent plus supportable la perte de l'ouïe. D'après la théorie de Laplace, il calcula des tables lunaires qui ont paru, en 1806, à l'Institut, en 15 feuilles in-folio.

BUTEL-DUMONT (GILBERT MAIRIE), avocat, né à Paris, le 28 octobre 1725, exerça successivement les fonctions de censeur royal, de secrétaire d'ambassade à Saint-Petersbourg, et fut connu au dépôt du contrôle général. Dumont a écrit beaucoup d'ouvrages qui sont estimés : celui que l'on cite le plus souvent, est celui qui traite d'une partie des pays qui composent l'association des états de l'Amérique du nord. Mais les recherches de l'auteur qui pouvaient intéresser lorsqu'il a écrit son ouvrage n'ont rien aujourd'hui qui puisse être consulté. Cet écrivain insatiable possédait plusieurs langues modernes. Il a traduit de l'anglais l'ouvrage de Thomas Major sur *Les ruines de Pestum*. On ne le consulte plus depuis que Lagardette a publié ses *Recherches sur les ruines en posantes*. Butel-Dumont est mort vers la fin du dernier siècle. On a de lui : 1° *Mémoires historiques sur la Louisiane, rédigés sur les manuscrits de l'abbé Levasseur*, Paris, 1755, 2 vol. in-12, avec figures; c'est un recueil de documents exacts et complets pour le temps où il parut; 2° *Traité sur le commerce, par Josiah Child*, traduit de l'anglais, en société avec Gournay, 1754, in-12; 3° *État de et commerce des colonies anglaises*, 1755, in-12; 4° *Essai sur l'état présent du commerce d'Angleterre*, traduit de l'anglais de Cary, considérablement augmenté, 1755, in-12; 5° *Histoire et commerce des Antilles anglaises*, 1758, in-12; 6° *Acte de navigation du parlement d'Angleterre*, traduit de l'anglais, avec des notes, Paris, 1760, in-12; 7° *Point de vue sur les suites que doit avoir la rupture de la paix avec les Anglais*, Amsterdam, 1761, in-12; 8° *Conduite des Français par rapport à la Nouvelle-Ecosse*, traduit de l'anglais de Jefferys, avec des notes, Londres, 1765, in-12; 9° *Les ruines de Pestum ou Posidonie*, traduit de l'anglais de Th. Major, 1769, in-4°; 10° *Théorie du luxe*, 1771, 2 vol. in-12; cet ouvrage a été couronné par l'Académie des inscriptions et belles-lettres; 11° *Essai sur les causes principales qui ont contribué à détruire les deux premiers royaumes de France*, Paris, 1776, in-8°; l'année précédente, la même académie avait couronné cet ouvrage; 12° *Recherches sur l'administration des terres chez les Romains*, Paris, 1779, in-8°.

BUYSKES (AMAND-ANATOLE), officier-général de la marine des Pays-Bas, est né le 21 janvier 1771 dans la province de Hollande, à Enkhouize, village dont son père était bourgmestre. Des l'âge de douze ans, il entra dans la marine en qualité de cadet ou d'élevé. Il se fit bientôt remarquer par les connaissances pratiques du marin et la bravoure d'un digne officier. Au bout de vingt-quatre ans de service, il parvint au grade de contre-amiral. Sous le règne si court de Louis Bonaparte, il fut envoyé à Batavia comme lieutenant du gouverneur-général Daendels. L'incompatibilité du caractère de ces deux officiers-généraux ne tarda pas à obliger Buyskes à quitter la colonie pour revenir en Europe. Soit faute de bâtiment de guerre, soit que, par pique, le gouverneur-général n'eût pas voulu en destiner un pour le ramener, le contre-amiral fut forcé de partir sur un ancien vaisseau de la compagnie des Indes, armé seulement de six canons de quatre et de deux pierriers ou fauconneaux. Dans la traversée, il fit rencontrer d'un bâtiment anglais beaucoup plus prêt que le sien, mais bien mieux armé, puisqu'il portait dix canonnades de dix-huit. Le combat s'engagea à deux reprises différentes et dura cinq heures, au bout desquelles le bâtiment hollandais fut obligé d'amener son pavillon; l'amiral Buyskes se trouvait au nombre des blessés. Le commandant anglais le traita avec tous les égards dus à son rang et la bravoure qu'il avait déployée dans l'action. La captivité de M. Buyskes cessa peu de temps après la réunion de la Hollande à l'empire français. Napoléon, dont un des principes était de dépasser autant que possible les généraux et officiers des pays réunis, avait donné l'ordre au ministre Decrès d'employer l'amiral Buyskes sur l'armée navale de Toulon,

qui par sa force comportait deux ou trois contre-amiraux. Il paraît que cette destination ne plut pas à M. de Buyskes. C'est sans doute à son refus de l'accepter qu'il faut attribuer l'espèce d'inactivité où il demeura jusqu'à la fin de la guerre. Il fallut, surtout de la part des étrangers, un zèle et un dévouement plus prononcés, pour obtenir de l'empereur des missions de confiance ou des commandements importants. D'un autre côté, il ne s'essaya pas contre eux avec autant de rigueur que contre des Français, et ces ménagements, dictés par la politique, empêchèrent probablement que la disgrâce de M. Buyskes ne fût complète. Toutefois elle devint un titre de faveur auprès du roi Guillaume, qui le nomma, en 1815, un de ses commissaires pour la reprise de possession des établissements hollandais aux Indes orientales.

**BUZZETTI** (VINCENZ-BRVOIT), théologien, né à Plaisance, le 29 avril 1777. La manière dont il enseigna, au séminaire de sa ville natale, les humanités, la philosophie, et ensuite la théologie, lui fit une réputation à laquelle, il dut, en 1813, le titre de chanoine théologal de la cathédrale. Studieux, et toutefois simple et docile dans sa piété sincère, il se déclara en faveur de la doctrine qu'en France on nomme ultramontaine, mais dont le nombre des partisans diminua en Italie. Les chefs de ce parti ecclésiastique, tels que Lambruschini, archevêque de Gènes, et les cardinaux Castiglione Fontana, della Somaglia, étaient en correspondance avec Buzzetti. Outre la considération dont il jouissait auprès d'eux, il devait à son zèle quelque influence sur une portion du clergé. Il se mit en relation avec l'auteur de l'Indifférence en matière de religion, et lui adressa, au sujet de ce livre, des observations qui furent bien accueillies. Les corrections que désirait Buzzetti étaient conformes aussi au sentiment de l'archevêque de Gènes : M. de la Mennais s'empessa de les faire, et c'est de Buzzetti qu'il a parlé à la fin d'un avertissement joint à son second volume (dans la quatrième édition). Le théologal de Plaisance partageait aussi avec prédilection les vues du comte de Maistre et de M. de Bonald, deux écrivains méconnus de leur siècle, mais

qui, faute de le mieux comprendre, n'ont cherché des moyens de réforme que dans des institutions désormais impraticables. Il était d'accord avec eux particulièrement à l'égard de Locke, dont la théorie, incomplète en un sens, a surtout le tort, si grand à de certains yeux, de n'être pas occulte et fondée sur des bases chimiques. Ces opinions inspiraient naturellement à Buzzetti le désir d'être reçu dans la société de Loyo's, mais le pape auprès de qui il se rendit en 1819, l'en dissuada, bien qu'il eût lui-même rétabli cette compagnie. Buzzetti faisait tous les ans d'autres voyages, il allait très souvent en pèlerinage à Savone, et, très dévot pour la Vierge, il aimait à visiter Notre-Dame de Lorette. Il venait d'accompagner son évêque dans une tournée diocésaine, en 1822, lorsqu'il fut atteint d'une paralysie, qui, après avoir frappé d'abord la joue droite, puis l'œil, ne tarda pas à le priver entièrement de la vue. Sa résignation lui permit de ne pas interrompre ses travaux : non seulement il célébra encore la messe, et il écoutait les pénitents au confessionnal, mais il continua ses leçons de théologie jusqu'au jour où de nouvelles infirmités s'y opposèrent absolument : elles terminèrent sa vie dans sa quarante-huitième année, le 14 décembre 1825. Il a écrit la plupart de ses ouvrages en italien, et quelques autres en latin. Ses premiers sont : 1° *Reflexions sur la Gaule orthodoxe de Bossuet*; 2° *Mémoires, ou Esquisse du journal sur le concile de 1811, Paris*; 3° *Refutations sur la cité de Dieu, de saint Augustin*; 4° *Refutations de Locke*; 5° *Solution du problème de Molineux, et réfutation de l'idéalisme de Condillac*; 6° *Le triomphe de Dieu sur l'ennemi de la société, de la nature et de l'Eglise*. Lugano, 1814; 7° *Courte réfutation des raisons de Joseph Antonini... en faveur du serment condamné par Pie VII*; 8° *Instructions théologiques retirées dans la cathédrale de Plaisance de 1815 à 1823, plusieurs volumes*. Les cinq traités faits en latin, ont pour titre : *De l'infaillibilité du pape*; *De la grâce*; *De la religion*; *De la règle de foi de Veron*; *Institutions de logique et de métaphysique*. Une notice sur Buzzetti, rédigée par un soter chanoine de la même ville, l'abbé Mazzolini, a été insérée dans *Mémoires de religion et de morale*, Modène.

## C

**CADORE** (le duc de). Voyez CHAMPAGNY.

**CAILLIE** (Ravi), célèbre voyageur, est né en 1800, à Mauze, département des Deux-Sèvres, de parents pauvres, qu'il perdit dans son enfance. Dès qu'il sut lire et écrire, on lui fit apprendre un métier : mais il s'en dégoûta. L'histoire de Robinson avait enflammé sa jeune tête, et il éprouvait déjà un goût prononcé pour les expéditions lointaines. La carte de l'Afrique l'intéressait particulièrement : il y voyait des pays déserts ou inconnus, et il brûlait de visiter les uns et de découvrir les autres. Malgré les remontrances de son tuteur, M. Caillie quitta le sol natal, en 1816, ne possédant que 60 francs; il s'embarqua à Rochefort sur la gabarre la Loire, qui allait au Sénégal, et marchait de concert avec la *Méduse*, sur laquelle se trouvait alors M. Mollien, destiné aussi à faire des découvertes intéressantes dans l'intérieur de l'Afrique. Après un séjour de plusieurs années dans diverses parties de ce pays, et un voyage chez les Braknas, ce qui lui donna les moyens et le temps nécessaires pour s'acclimater et pour se familiariser avec la langue arabe et le culte des Maures, M. Caillie, en 1824, revint au Sénégal pour tenter fortune avec une petite pacotille dont un négociant lui avait fait l'avance, nourrissant toujours au fond du cœur le projet de visiter l'Afrique centrale. Muni enfin de tous les précieux documents qu'il avait recueillis chez les Braknas, et de tous les moyens qu'il croyait indispensables, il prit la résolution d'y pénétrer, malgré les refus du gouverneur de nos colonies dans le Sénégal, et de celui des possessions anglaises, de l'aider dans son entreprise. Voici comme il rend compte lui-

même des apprêts de son départ : « N'ayant pu obtenir nulle part les secours nécessaires pour effectuer le voyage de Tombouctou, je devais me décider à l'entreprendre à mes frais... J'emportai mes économies, qui s'élevaient à 2,000 francs environ, à faire des achats de papier, verroteries, etc. Pendant mon séjour à Freetown, chef-lieu de la colonie anglaise de Sierra-Leone, je me liai avec des Mandingues et des Serracolets, ou Sarakolas. Ces derniers, que quelques voyageurs ont regardé à tort comme formant une nation, sont une corporation de marchands voyageurs qui parcourent l'Afrique. J'eus leur confiance, et j'en profitai pour les interroger sur les contrées que j'avais l'intention de parcourir. Pour gagner tout-à-fait leur amitié, je leur donnai quelques bagatelles; puis un jour, d'un air très mystérieux, je leur appris, sous le sceau du secret, que j'étais né en Égypte, de parents arabes, et que j'avais été enlevé en France dès mon plus jeune âge. » Par des Français faisant partie de l'armée qui était allée en Égypte; que, depuis, j'avais été conduit au Sénégal pour y faire les affaires commerciales de mon maître, qui, satisfait de mes services, m'avait affranchi. J'ajoutai : « Libre maintenant d'aller où je veux, je désire retourner en Égypte pour y retrouver ma famille et reprendre la religion musulmane. » D'abord les Mandingues ne parurent pas ajouter foi à mon histoire, et surtout à mon zèle religieux; mais ils n'en doutèrent plus en m'entendant réciter par cœur plusieurs passages du Coran, et en me voyant le soir me joindre à eux pour faire le Sa-

« Non. Ils firent par m'accorder toute confiance. » Cette supposition ingénieuse devait diminuer les peurs de son entreprise ; mais s'il eût été découvert, elle l'exposait à des tourments bien plus horribles que toutes qu'un chrétien pouvait avoir à redouter. Aussi passa-t-il dans de continuelles appréhensions tout le temps de son voyage, et fut-il assujéti à mille précautions minutieuses qui l'empêchèrent bien souvent de faire des observations et de prendre des notes qui lui eussent été de la plus grande utilité. Ce fut le 19 avril 1857, qu'il partit avec son faible pécule, quelques médicaments, deux boussoles de poche, un costume arabe et le Coran, des bords du Rio-Lunez, situé à quarante lieues environ au nord-ouest de Sierra-Leone. Le caravanne qu'il accompagnait se composait d'un aide avec sa femme, de cinq Mandingues libres, de trois esclaves et d'un porteur Foulah, les neuf derniers portant des charges énormes. Il traversa avec cette caravanne les contrées habitées par les Nalous, les Landanans, les Foulahs, les Mandingues, et le *Fouta-Dhioula*, où il avait été devancé neuf ans auparavant par un autre Français, le courageux M. Mollien. A peine avait-il fait une marche de deux heures, en suivant la rive gauche du Rio-Lunez, qu'il trouva dans le jardin de la factorerie anglaise le tombeau du major Peddie et de ses compagnons, morts victimes d'une entreprise semblable à celle qu'il allait tenter. Il trouva dans chaque village une école publique pour les enfants : ce qui prouve que ces contrées ne sont pas si barbares qu'on se l'imagine. Ce ne fut que le 11 juin, que M. Caillie parvint sur les bords du Dhioliba, ou Niger, au village de Couroussa, dans le pays d'Amma, à trente-cinq ou quarante lieues des montagnes où se place la source de ce fleuve, et à plus de quarante au-dessus de l'endroit jusqu'où Mungo-Park l'avait remonté dans son premier voyage. « Je cours bien vite », dit-il, sur les bords du fleuve qui, depuis si long temps, était l'objet de mes desirs ; je le vis coulant du sud-ouest-ouest ; il coule lentement à l'est-nord-est l'espace de quelques milles, puis il tourne à l'est. J'aperçus, un peu au nord du village, un banc de sable qui se rapproche de la rive gauche ; le canal pour les pirogues est du côté de la rive droite. Je m'assis sur un rocher pour contempler à l'aube ce fleuve mystérieux, dont les savants de l'Europe sont si curieux de connaître les particularités... J'examinai son courant qui peut avoir environ deux milles et demi ou trois milles à l'heure ; il a dans cette saison huit à neuf pieds de profondeur ; je le jureai d'après la longueur perçue avec laquelle les marins poussent les pirogues. Je l'estimai dans cet endroit aussi large que le Congoal l'est à Podor (cent cinquante toises).... Les nègres ne dirent que le fleuve commence à déborder en juillet, et qu'alors ils vont en pirogue l'espace de trois milles dans la plaine, où ils cultivent beaucoup de riz. La route suivie par les marchands dans la compagnie desquels voyageait M. Caillie, s'écarta beaucoup du cours du fleuve, que la caravanne passa, le 13 juin, dans des barques de vingt-cinq pieds de long sur trois de large et un de profondeur. Le pays qu'elle parcourut ensuite sur la droite du Dhioliba, est généralement plat, entrecoupé de nombreux ruissaux, sablonneux et couvert d'une belle végétation. Le 17 juin, on arriva à Kankan, grande et jolie ville de six mille habitants, capitale du riche et fertile pays du même nom, et où se tient un marché bien pourvu des produits de l'Europe, apportés de la côte par les marchands Mandingues. Après un séjour d'un mois dans cette ville, M. Caillie partit, le 16 juillet, pour Tince, village de cinq à six cents habitants, au pied de hautes montagnes, dans un pays bien cultivé. Une maladie cruelle, le scorbut, le força de passer toute la saison des pluies dans ce village, où il fut soigné par une bonne négresse. Enfin, après cinq mois de souffrances, après avoir lutté contre la mort, et arraché de ses propres mains les parties gangrénées de son corps, il se rétablit, et, le 9 janvier 1858, il partit pour aller rejoindre une caravanne qui se rendait à Yenné. Le 10 mars, elle arriva à Galla ou Congalia, misérable village où elle revint le Dhioliba que l'on y traverse pour entrer à

Yenné, grande ville située à la gauche du principal courant du fleuve, dans une île formée par un bras secondaire. M. Caillie estime que le Dhioliba peut avoir devant Congalia cinq cents pieds de large. « Il me parut étroit », dit-il, relativement à sa largeur à Couroussa, qui se trouve bien près de sa source. Je présumai d'abord que ce n'était qu'un bras formant l'île de Yenné ; il est très profond, car étant au milieu, on fut obligé de se servir de rames ou pagaies, les perches n'étant plus assez longues pour atteindre le fond. L'île du Dhioliba, dans laquelle se trouve Yenné, a douze à quinze milles de circonférence. La ville est située dans la partie est, sur une élévation de sept à huit pieds, qui la préserve contre les débordements périodiques du fleuve. Cette ville est sous plusieurs rapports plus importante que celle de Tombouctou même, et M. Caillie est le premier qui l'ait décrite. Elle est bruyante et animée : tous les jours il part et il arrive des caravannes nombreuses de marchands, qui apportent toutes sortes de productions. Elle contient beaucoup d'étrangers établis, Mandingues, Foulahs, Bambaras et Maures ; on y parle les langues propres à ces quatre tribus, et de plus un dialecte particulier appelé Kissour, qui est la langue adoptée jusqu'à Tombouctou. La population est de huit à dix mille habitants, qui sont tous mahométans. Les Foulahs sont les plus fanatiques : ils ne permettent pas l'entrée de leur ville aux infidèles. Le 25 mars 1858, après une résidence de treize jours, M. Caillie s'embarqua à Yenné, sur le Dhioliba, pour se rendre à Tombouctou, à cette capitale du soudan occidental, désignée depuis plusieurs siècles par les géographes arabes comme le grand marché de l'Afrique centrale, et qui a dû peut-être sa célébrité en Europe plus encore à l'impossibilité d'y pénétrer, qu'à son importance réelle. Le 5 avril, la flottille dont faisait partie le bâtiment monté par notre voyageur, arriva à l'embouchure d'un grand lac nommé Debo, connu sous le nom de Dibble sur les cartes, mais mal placé, qui s'étend à l'ouest à perte de vue. « Je ne pouvais revenir de ma surprise », dit M. Caillie, de voir dans l'intérieur du pays un aussi grand volume d'eau : il avait quelque chose de majestueux. » Enfin, le 19 avril, après une navigation de vingt-sept jours, on arriva à la ville de Katra, qui, bien qu'éloignée du fleuve, d'une lieue environ, est considérée comme le port de Tombouctou, situé encore à deux lieues environ plus loin du Dhioliba vers le nord. La ville de Tombouctou, où il entra le lendemain, peut contenir dix ou douze mille habitants, tous commerçants, en y comprenant les Maures établis. « En entrant dans cette cité mystérieuse », dit M. Caillie, objet des recherches des nations civilisées de l'Europe, et qui depuis si longtemps était le but de tous mes desirs, je fus saisi d'un sentiment inexplicable de satisfaction : je n'avais jamais éprouvé une sensation pareille, et ma joie était extrême... Revenu de mon enthousiasme, je trouvai que le spectacle que j'avais sous les yeux ne répondait pas à mon attente ; je m'étais fait de la grandeur et de la richesse de Tombouctou une toute autre idée : cette ville n'offre, au premier aspect, qu'un amas de maisons en terre, mal construites... Cependant il y a je ne sais quoi d'imposant à voir une grande ville élevée au milieu des sables. » Le cours du Dhioliba favorise entre Yenné et Tombouctou un commerce si actif, que l'on y rencontre souvent des flottilles de soixante à quatre-vingts embarcations, portant jusqu'à quatre-vingts tonneaux en capacité, et toutes richement chargées de divers produits. Quoique l'une des plus grandes villes de l'Afrique centrale, elle n'a d'autres ressources que son commerce de sel. Elle est habitée par des nègres de la nation Kissour ; ils en font la principale population. M. Caillie quitta Tombouctou, le 4 mai 1858, où il était resté quatorze jours ; il se mit en marche avec une caravanne de huit cents chameaux pour se rendre à Maroc et traverser le Sahara, ce désert où la présence de l'homme, quand on l'y rencontre, est aussi redoutable que la chaleur, la soif et les tempêtes qui ont ensermé tant de caravanes dans ces sables brûlants. Il arriva en six jours à El-Aranan. Là il rencontra une caravanne

dévota, mais bonne, la recueillit. Ce fut alors que la jeune Mlle, se reprochant d'être à charge à autrui, proposa à M<sup>lle</sup> Gouan d'ouvrir une pension de demoiselles. Son projet fut adopté, et les demoiselles les plus distinguées de la ville affluèrent dans la maison. Bientôt sa mère trouva inconvénient que la fille d'un ancien maréchal-de-camp fût maîtresse d'école, et elle voulut la marier. Un gentil-homme campagnard, violent et jaloux, l'épousa. Maltraité par lui dès les premiers mois de son mariage et pendant sa grossesse, M<sup>me</sup> de Campestre résolut d'abandonner son mari, et d'aller avec son fils retrouver sa mère à Paris. Elle rencontra dans la diligence la marquise de M<sup>me</sup>, qu'elle intéressa à son sort, et qui lui promit de la réconcilier avec sa mère; mais elle n'y réussit pas. M<sup>me</sup> de Campestre fut également repoussée par sa sœur, lectrice de la princesse Borghèse. Elle fit part, dans une lettre touchante, de sa situation à M. de P<sup>me</sup>, membre de l'Institut, qui ne lui répondit pas, mais à qui lui envoya quelques livres et un peu d'argent. Son divorce, sur ces entrefaites, fut prononcé. La rencontre que fit M<sup>me</sup> de Campestre d'un colonel, lui procura des secours de la princesse Murat; elle en reçut une assez forte somme, mais elle la confia à une jeune dame qui disparut aussitôt. Elle s'adressa à l'autorité; mais sa sœur donna d'odieux renseignements sur elle à la police, et M. de P<sup>me</sup> lui ferma sa porte. Ne sachant alors où donner de la tête, elle s'adressa à une lingère de la rue du Coq-Saint-Houvé, qui lui donna de l'ouvrage. Sa mère consentit à se charger de son fils. Peu de jours après, sa mère la fit conduire par supercherie rue Saint-Jacques, dans une maison de correction. Il y avait cinq mois qu'elle était ainsi recluse, sans pouvoir obtenir de voir son fils, lorsqu'un vint lui annoncer la mort de sa mère; elle voulut alors sortir: elle se résigna à son sort, encore quinze jours. Ce délai expiré, elle prend de nouveau la résolution de vaincre toutes les résistances. Trois jours après la supérieure annonce qu'on allait faire un grand exemple, et le lendemain un agent de police arriva, et fit escorter M<sup>me</sup> de Campestre en voiture pour être conduite dans une prison d'état, avec cinq autres dames, sous la garde d'un concierge et de trois religieuses. Trois mois s'écoulèrent dans ce lieu de captivité. On y amena une autre jeune personne qui avait des liens de cœur avec un homme que Fouché employait. M<sup>me</sup> de Campestre lui conta ses malheurs, la pria de se charger d'un mémoire pour MM. Barthélemy et Boissy-d'Anglas, membres de la commission de la liberté individuelle au sénat, et apprit d'elle que le lieu où on la retenait était rue du Cherche-Midi, et qu'on y enfermait des femmes pour des causes politiques. Quelques jours après, la jeune dame recouvra sa liberté; et sur le rapport de la commission de la liberté individuelle, les portes s'ouvrirent pour M<sup>me</sup> de Campestre; elle courut chez sa tante et chez M. de P<sup>me</sup>, qui refusèrent de la voir, et de lui donner des renseignements sur son fils: elle le retrouva enfin dans une maison où il avait été déposé après la mort de M<sup>me</sup> de Mille, sous le nom d'Antoine, comme ayant été trouvé dans la rue. Elle n'oublia point alors la jeune dame à qui elle devait la liberté. M<sup>me</sup> de Saint-Hilaire, c'était la mère de cette jeune veuve, lui promit de faire sa fortune. Il ne s'agissait que d'aller à ses soirées, de causer politique avec les personnes qui s'y trouveraient, de tenir note de ce qu'elles diraient, et de lui communiquer ces notes le lendemain. M<sup>me</sup> de Campestre eut horreur d'un métier aussi honteux, et repoussa la proposition de s'en rendre complice; mais elle pouvait trouver chez M<sup>me</sup> de Saint-Hilaire d'autres moyens de fortune; elle se condamna à y aller quelquefois: elle y rencontra la princesse Caroline qui la reconnut, et qui lui donna un billet pour la recommander à l'impératrice. Les liaisons de cette princesse avec le général Junot, lui rendaient les services de M<sup>me</sup> de Saint-Hilaire nécessaires. Les libéralités de l'impératrice mirent bientôt M<sup>me</sup> de Campestre dans le cas de paraître convenablement; mais, victime d'une nouvelle perfidie de sa sœur, elle se trouva de nouveau sans ressources. Alors elle se presenta chez

M. de Licigny, secrétaire de M<sup>me</sup> de la Rochefoucauld, auquel elle avait été recommandée, et qui lui obtint de l'impératrice, par l'entremise de cette dame, quelques milliers de francs. M<sup>me</sup> de Campestre lous alors, rue de Sevres, une jolie maison avec un jardin charmant. Elle se lia avec un beau jeune homme nommé Delorme, que M. de Licigny prit pour secrette re. Trahie par son amant et par une amie qu'elle avait accueilli chez elle, elle recut sa petite fortune à celle de M. de Licigny, qui avait une maison de campagne à Saint-Cloud, et qui, depuis que Napoléon avait divorcé, était devenu secrétaire de M<sup>me</sup> de Montebello, qui remplaçait M<sup>me</sup> de la Rochefoucauld auprès de l'impératrice. Elle y passa avec lui les jours les plus heureux pendant sept ans. Le hasard lui fit retrouver, dans ce temps-là, son oncle, qui ne l'avait pas vue depuis l'enfance, et qui la combla de présents. C'est alors qu'elle commença à se trouver dans un foyer d'intrigues dont une dame était l'âme, et qu'on désignait sous le nom de Gustave. On disait qu'elle avait la confiance de Monsieur, et qu'elle avait fait plusieurs voyages en Angleterre pour le servir. M<sup>me</sup> de Campestre se lia aussi avec M. le conseiller d'état Corvetto. Un jour que M<sup>me</sup> de Campestre avait chez elle M<sup>me</sup> Gustave, cachée sous un amas de voiles, M. Corvetto étant venu lui rendre visite, reconnut M<sup>me</sup> Gustave pour être M<sup>me</sup> de Chincieu, pour laquelle le comte de Provence avait eu des bontés. Quelque temps après, M<sup>me</sup> de Campestre la recut à sa maison de Saint-Cloud, lui parla de l'ancienne cour, et la pria de lui dire surtout ce qu'elle avait de M. le comte d'Artois et de M. le comte de Provence. « Ah! lui dit cette dame, combien ces princes sont changés! La dernière fois que je les ai vus à Londres, M. le comte d'Artois venait de perdre la femme qu'il a le plus aimée de sa vie, M<sup>me</sup> de P<sup>me</sup>; elle était devenue très pieuse, et n'avait qu'un regret en mourant: c'était de penser qu'une autre pourrait lui succéder dans le cœur du prince. Avant de rendre le dernier soupir, elle lui a fait promettre de se donner entièrement à Dieu. Il s'est montré sensible à ses exhortations.... » L'empereur étant allé passer en revue l'armée rassemblée sur les bords de la Vistule, M<sup>me</sup> de Campestre partit avec M. de Licigny, à la suite de l'impératrice qui accompagnait son époux. A son retour, M. de Licigny déposa chez elle, pour peu de temps, de riches emplettes faites par l'impératrice et la dame d'honneur, et elle manqua d'être volée et de devenir victime d'un dépôt si dangereux. A la chute de l'empire, M<sup>me</sup> de Campestre, que les bienfaits des deux impératrices avaient déjà mise dans une situation aisée, joua la hausse, d'après le conseil de M. Corvetto, et gagna beaucoup d'argent. M. de Licigny, qui avait tant désiré la restauration des Bourbons, et dont les affaires étaient en grand désordre depuis la révolution, fut réintégré dans sa place auprès de M. le comte d'Artois, faveur qu'il perdit bientôt par une intrigue de cour qui l'éloigna en Berri. Cette injustice et le retour de Napoléon diminuèrent beaucoup l'enthousiasme politique de l'un et de l'autre. Napoléon, en rentrant en France, ayant ordonné que les personnes attachées à la cour s'éloignent de trente lieues, M<sup>me</sup> de Campestre, pour ne pas abandonner M. de Licigny, vendit son mobilier, laissa son fils dans sa pension, et alla retrouver son ami à Orléans, où s'était retiré aussi M. Ferrand, qui réunissait chez lui une foule de réfugiés. Après la bataille de Waterloo, M<sup>me</sup> de Campestre joua à la hausse, et fit une très bonne affaire: elle prêta alors à M. de Licigny une somme assez considérable pour le mettre à l'abri de ses créanciers. C'est à cette époque que M<sup>me</sup> de Campestre se livra tout entière à ce besoin d'obliger, de procurer des places à tous ceux qui en désiraient, souvent sans récompense des soins qu'elle se donnait pour les leur faire obtenir. C'est alors que son existence prit une nouvelle forme, et que le nom de son père qu'elle avait porté depuis son divorce fut remplacé par celui de son mari. On l'appelait tantôt baronne, tantôt comtesse, tantôt marquise. Il serait trop long de retracer toutes les affaires d'intrigue dans lesquelles elle fut mêlée, et où elle se conduisit avec une rare ha-

b'le. On citera seulement les traits suivants qui donneront une idée de tous les autres. Un Bordelais, riche, désirant obtenir une place importante, la supplia de s'intéresser pour lui auprès de M. de M<sup>me</sup>, parent du ministre. Elle en parla à ce parent, qui exigea 60,000 francs pour procurer la place, et qui lui conseilla même de faire ajouter à cette somme 10,000 francs pour elle. M<sup>me</sup> de Campestre se refusa d'abord à cette proposition; mais le solliciteur la pria d'y souscrire et lui remit la somme exigée, sans vouloir en tirer de reconnaissance: elle remit de même les 60,000 francs en billets de banque au parent du ministre et six jours après son protégé reçut sa nomination, et partit pour son poste. Mais trois mois après, il arrive avec une figure triste, abattu, annoncer qu'il est ruiné, qu'on vient de lui ôter sa place, et qu'il espère au moins que le parent du ministre lui rendra la somme qu'il a reçue. M<sup>me</sup> de Campestre, désolée, offrit de rendre elle-même, sous deux jours, ce qu'elle avait reçu; mais il ne voulut rien reprendre. Elle courut chez M. de M<sup>me</sup> qui lui répondit qu'il ne tenait pas bureau d'assurance, et qui refusa de restituer les 60,000 francs, quoiqu'elle le menaçât de s'adresser au ministre. Elle se rendit de suite au ministre. Le ministre lui demanda l'adresse de la personne aussi indignement troupée, et lui dit d'aller la rassurer: huit jours après, le Bordelais vient la revoir rayonnant de joie, et repart avec une place supérieure à celle qu'on lui avait ôté, après la lui avoir vendue. M<sup>me</sup> de Campestre ne fut pas si heureuse avec un M. Dubois, qui lui avait promis, pour une liquidation, cent mille francs, et les avait même déposés chez un juge de paix pour lui être remis. Elle obtint tout de M. Corvetto, mais M. Dubois nia la convention qu'il avait faite avec elle, prétendant que ce n'était pas à elle que le succès de l'affaire était dû, mais à M. de B<sup>me</sup>, aide-de-camp d'un auguste personnage; appuyé du commissaire de police, il se fit rendre le dépôt. Sur ces entrefaites, M. de Ligny remit à M<sup>me</sup> de Campestre, en mourant, son portrait, et une boîte qui contenait des papiers de la plus haute importance et vingt-huit lettres que son auguste maître lui avait écrites de sa main, et qui sont toutes signées Charles-Philippe. Malgré la bonne volonté de M. Corvetto pour elle, M<sup>me</sup> de Campestre ne fut pas plus heureuse dans l'affaire de M. Feuillant qui lui avait promis 30,000 francs de rente, en cas de succès; et dans celle de M. le comte de B<sup>me</sup>, beau-frère de M. le duc de P<sup>me</sup>, qui lui fit offrir 30,000 francs, si elle lui procurait la pairie. Ces solliciteurs se méquèrent d'elle et de leurs promesses, après qu'ils eurent obtenu les faveurs qu'ils désiraient. Elle se lia alors avec un M. Faure, oculiste de la duchesse de Ferri, et une dame Ralichon, femme d'un apothicaire de Besançon, qui recevait chez elle M. de Villela, M. le comte d'Escars, M. l'abbé Frayssinous, le baron Cappele, M. Franchet, M. le comte Peyronnet, et qui devint ensuite la comtesse Vidal. Ces deux intrigants achetés de la conduire à sa perte, surtout le premier qui s'empara tellement de son esprit qu'elle n'eut plus de secret pour lui. Elle avait des intelligences au ministère de la guerre, avec un employé qui travaillait de ses services, mais qui était fidèle à sa parole et occupé dans ses engagements; il exigeait avant tout qu'on lui remit l'argent dont on était convenu; mais il se refusait pas, il le rendait; s'il réussissait, elle lui remettait le prix de ses services, sans rien vouloir garder pour elle. Il n'en était pas de même des personnes qui l'entouraient, et qui profitaient de son crédit. Elle cite elle-même un colonel à qui elle avait fait rendre son régiment moyennant cinq mille francs, dont elle était convenue avec l'employé de la guerre, et qui lui apprit, en la remerciant, qu'elle n'était pas bien informée, qu'il en avait donné dix mille avant sa nomination, et deux ensuite en cadeau. M. Faure et M<sup>me</sup> Ralichon, toujours à la recherche des affaires, vinrent dire un jour à M<sup>me</sup> de Campestre, que pour assurer leur fortune, il fallait faire la liquidation du Bas-Rhin, qu'ils avaient des banquiers prêts à faire les fonds. L'opération lui parut colossale; elle rendit une visite à M. de

Serres, qui lui dit qu'elle pouvait compter sur lui pour son ministère, mais qu'il ne connaissait à l'intérieur que le baron Mounier qui pût lui procurer les moyens de réussir. En effet, celui-ci s'y prêta, et lui écrivit une lettre qui a fait beaucoup de bruit, parce que Faure eut l'adresse de la lui enlever, pour la colporter partout et se procurer des bailleurs de fonds. Il prétendit alors à une domination sans bornes chez son amie; il ne voulait plus souffrir qu'elle parlât à d'autres qu'à lui, lui fit renvoyer ses domestiques, et s'entendit avec J<sup>me</sup>, son cuisinier, ou, si on l'en croit, son espion, son délateur, pour la perdre. Dans le même temps, un M. de Saint-Hil<sup>me</sup>, ancien garde-du-corps, retira du service, fit prier M<sup>me</sup> de Campestre, par M<sup>me</sup> Ralichon, de lui procurer l'entreprise des convois funebres, dont l'adjudication devait se faire à la ville. Une dame, qui occupait alors un poste éminent, M<sup>me</sup> du C<sup>me</sup> lui promit de la lui faire obtenir, si elle s'engageait à lui remettre elle-même cent mille francs, et à ne pas la nommer. M. de Saint-Hil<sup>me</sup>, non seulement permit la somme par un acte, mais une égale somme qu'elle demandait pour elle, et refusa ensuite d'acquiescer cette double promesse. M<sup>me</sup> de Campestre se contenta de montrer l'acte à toutes les personnes intéressées, et tout ce qu'elle retira de cette affaire, fut d'être en froid avec la personne puissante à laquelle elle s'était adressée. Mais elle venait de réussir, et de faire un gain considérable, dans une autre affaire importante, où M. le baron de B<sup>me</sup> avait été le solliciteur, et M. de Serres son protecteur: ce succès avait encore augmenté son crédit. Ce qui l'augmenta surtout prodigieusement, ce fut sa liaison avec le beau-père de la personne puissante qu'elle n'avait encore qu'indiquer vaguement, et qu'elle caractérisait plus loin d'une manière à ne pouvoir s'y méprendre. M<sup>me</sup> du C<sup>me</sup>, dit-elle, jouait déjà d'un grand crédit dans le monde, et passait pour la favorite... M<sup>me</sup> du C<sup>me</sup> était donc très bonne à connaître... M<sup>me</sup> de Choiseul, par amitié, ne présente à son beau-père... Il prit pour moi une amitié sincère; il n'avait plus de secrets que je ne connusse: son intérieur, les chagrins que lui causait sa belle-fille, tout m'était dévoilé... L'idée lui vint de faire quelques affaires, et de se mettre à couvert sous le voile d'un anonyme. C'était moi... La pénurie d'argent dans laquelle il se trouvait était extrême; sa correspondance avec moi en est une preuve. Un jour je publierais toutes ces pièces; elles auront pour beaucoup de monde un haut degré d'intérêt... Mon imprévoyance, ajoute-t-elle plus loin, à l'occasion d'une autre personne, ne me permettait jamais d'apercevoir qu'on me mettait toujours en avant, et que les véritables faiseurs avaient soin de se cacher sous le voile du plus profond silence. On ne connaissait donc que moi, et c'est à moi seule qu'on a fait un crime de ce qui était le crime exclusif des autres. C'est aussi, sans doute, à sa liaison avec M. le comte du C<sup>me</sup>, qu'elle dut, comme elle le prétendait et comme elle en a été accusée, d'être instruite d'avance des événements qui influèrent sur les effets publics, et assurèrent des bénéfices certains à la bourse. Une conversation avec M. du C<sup>me</sup>, vint changer un peu la direction qu'elle avait donnée à ses affaires. « J'ai songé, me dit-il, que je pourrais aussi tirer parti de l'état des choses; mais à qui me fiera-je pour trouver des solliciteurs d'emplois? Si vous voulez, nous pourrions faire une fortune considérable, et nous aurions, pour l'expliquer, le prétexte des opérations de la bourse... Je sais, lui répondis-je, dans quelle haute position se trouve votre belle-fille... Mais je désire, avant de m'engager dans la route que vous me proposez, que vous n'ayez aucun secret pour moi... Parlez-moi franchement, est-ce sur votre crédit unique que vous fondez vos espérances? Ne serait-ce pas plutôt sur celui d'une personne qui vous touche de près? Oh! sans doute, me dit-il, ma belle-fille sera pour quelque chose dans mes projets. » Suivirent le portrait et l'histoire de cette dame, et un long et intéressant discours de M. du C<sup>me</sup>, qui fait connaître les moyens que M<sup>me</sup> du C<sup>me</sup> employait pour se maintenir à un si haut degré de

dévote, mais bonne, la recueillit. Ce fut alors que la jeune Mille, se reprochant d'être à charge à autrui, proposa à M<sup>lle</sup> Gouan d'ouvrir une pension de demoiselles. Son projet fut adopté, et les demoiselles les plus distinguées de la ville affluèrent dans la maison. Bientôt sa mère trouva inconvénient que la fille d'un ancien maréchal-de-camp fût maîtresse d'école, et elle voulut la marier. Un gentilhomme campagnard, violent et jaloux, l'épousa. Maltraitée par lui dès les premiers mois de son mariage et pendant sa grossesse, M<sup>me</sup> de Campestre résolut d'abandonner son mari, et d'aller avec son fils retrouver sa mère à Paris. Elle rencontra dans la diligence la marquise de M<sup>me</sup>, qu'elle intéressa à son sort, et qui lui promit de la réconcilier avec sa mère; mais elle n'y réussit pas. M<sup>me</sup> de Campestre fut également repoussée par sa sœur, lectrice de la princesse Borghèse. Elle fit part, dans une lettre touchante, de sa situation à M. de P<sup>re</sup>, membre de l'Institut, qui ne lui répondit pas, mais qui lui envoya quelques livres et un peu d'argent. Son divorce, sur ces entrefaites, fut prononcé. La rencontre que fit M<sup>me</sup> de Campestre d'un colonel, lui procura des secours de la princesse Murat; elle en reçut une assez forte somme, mais elle la confia à une jeune dame qui disparut aussitôt. Elle s'adressa à l'autorité; mais sa sœur donna d'odieux renseignements sur elle à la police, et M. de P<sup>re</sup> lui ferma sa porte. Ne sachant alors où donner de la tête, elle s'adressa à une lingère de la rue du Coq-Saint-Honoré, qui lui donna de l'ouvrage. Sa mère consentit à se charger de son fils. Peu de jours après, sa mère la fit conduire par supercherie rue Saint-Jacques, dans une maison de correction. Il y avait cinq mois qu'elle était ainsi recluse, sans pouvoir obtenir de voir son fils, lorsqu'un vint lui annoncer la mort de sa mère; elle voulut alors sortir: elle se résigna à son sort, encore quinze jours. Ce délai expiré, elle prend de nouveau la résolution de vaincre toutes les résistances. Trois jours après la supérieure annonce qu'on allait faire un grand exemple, et le lendemain un agent de police arriva, et fit escorter M<sup>me</sup> de Campestre en voiture pour être conduite dans une prison d'état, avec cinq autres dames, sous la garde d'un concierge et de trois religieuses. Trois mois s'écoulaient dans ce lieu de captivité. On y amena une autre jeune personne qui avait des liens de cœur avec un homme que Fouché employait. M<sup>me</sup> de Campestre lui conta ses malheurs, la pria de se charger d'un mémoire pour MM. Barthélemy et Boissy-d'Anglas, membres de la commission de la liberté individuelle au sénat, et apprit d'elle que le lieu où on la retenait était rue du Clerche-Midi, et qu'on y enfermait des femmes pour des causes politiques. Quelques jours après, la jeune dame recouvra sa liberté: et sur le rapport de la commission de la liberté individuelle, les portes s'ouvrirent pour M<sup>me</sup> de Campestre; elle courut chez sa tante et chez M. de P<sup>re</sup>, qui refusèrent de la voir, et de lui donner des renseignements sur son fils: elle le retrouva enfin dans une maison où il avait été déposé après la mort de M<sup>me</sup> de Mille, sous le nom d'Antoine, comme ayant été trouvé dans la rue. Elle n'oublia point alors la jeune dame à qui elle devait la liberté. M<sup>me</sup> de Saint-Hilaire, c'était la mère de cette jeune veuve, lui promit de faire sa fortune. Il ne s'agissait que d'aller à ses soirées, de causer politique avec les personnes qui s'y trouveraient, de tenir note de ce qu'elles diraient, et de lui communiquer ces notes le lendemain. M<sup>me</sup> de Campestre eut horreur d'un métier aussi honteux, et repoussa la proposition de s'en rendre complice: mais elle pouvait trouver chez M<sup>me</sup> de Saint-Hilaire d'autres moyens de fortune; elle se condamna à y aller quelquefois: elle y rencontra la princesse Caroline qui la reconnut, et qui lui donna un billet pour la recommander à l'impératrice. Les liaisons de cette princesse avec le général Juvot, lui rendaient les services de M<sup>me</sup> de Saint-Hilaire nécessaires. Les libéralités de l'impératrice n'eurent bientôt M<sup>me</sup> de Campestre dans le cas de paraître convenablement; mais, victime d'une nouvelle perfidie de sa sœur, elle se trouva de nouveau sans ressources. Alors elle se présente chez

M. de Licigny, secrétaire de M<sup>me</sup> de la Rochefoucauld, auquel elle avait été recommandée, et qui lui obtint de l'impératrice, par l'entremise de cette dame, quelques milliers de francs. M<sup>me</sup> de Campestre lous alors, rue de Sevres, une jolie maison avec un jardin charmant. Elle se lia avec un beau jeune homme nommé Delorme, que M. de Licigny prit pour secrétaire. Trahi par son amant et par une amie qu'elle avait accueilli chez elle, elle reunit sa petite fortune à celle de M. de Licigny, qui avait une maison de campagne à Saint-Cloud, et qui, depuis que Napoléon avait divorcé, était devenu secrétaire de M<sup>me</sup> de Montebello, qui remplaçait M<sup>me</sup> de la Rochefoucauld auprès de l'impératrice. Elle y passa avec lui les jours les plus heureux pendant sept ans. Le hasard lui fit retrouver, dans ce temps-là, son oncle, qui ne l'avait pas vue depuis l'enfance, et qui la combla de présents. C'est alors qu'elle commença à se trouver dans un foyer d'intrigues dont une dame était l'âme, et qu'on désignait sous le nom de Gustave. On disait qu'elle avait la confiance de Monsieur, et qu'elle avait fait plusieurs voyages en Angleterre pour le servir. M<sup>me</sup> de Campestre se lia aussi avec M. le conseiller-d'état Corvetto. Un jour que M<sup>me</sup> de Campestre avait chez elle M<sup>me</sup> Gustave, cachée sous un amas de voiles, M. Corvetto étant venu lui rendre visite, reconnut M<sup>me</sup> Gustave pour être M<sup>me</sup> de Chincieu, pour laquelle le comte de Provence avait eu des bontés. Quelque temps après, M<sup>me</sup> de Campestre la reçut à sa maison de Saint-Cloud, lui parla de l'ancienne cour, et la pria de lui dire surtout ce qu'elle avait de M. le comte d'Artois et de M. le comte de Provence. « Ah! lui dit cette dame, combien ces princes sont changés! La dernière fois que je les ai vus à Londres, M. le comte d'Artois venait de perdre la femme qui le plus aimée de sa vie, M<sup>me</sup> de P<sup>re</sup>; elle était devenue très pieuse, et n'avait qu'un regret en mourant: c'était de penser qu'une autre pourrait lui succéder dans le cœur du prince. Avant de rendre le dernier soupir, elle lui a fait promettre de se donner entièrement à Dieu. Il s'est montré sensible à ses exhortations.... » L'empereur étant allé passer en revue l'armée rassemblée sur les bords de la Vistule, M<sup>me</sup> de Campestre partit avec M. de Licigny, à la suite de l'impératrice qui accompagnait son époux. A son retour, M. de Licigny déposa chez elle, pour peu de temps, de riches emplettes faites par l'impératrice et la dame d'honneur, et elle manqua d'être volée et de devenir victime d'un dépôt si dangereux. A la chute de l'empire, M<sup>me</sup> de Campestre, que les bienfaits des deux impératrices avaient déjà mise dans une situation aisée, joua la hausse, d'après le conseil de M. Corvetto, et gagna beaucoup d'argent. M. de Licigny, qui avait tant désiré la restauration des Bourbons, et dont les affaires étaient en grand désordre depuis la révolution, fut réintégré dans sa place auprès de M. le comte d'Artois, faveur qu'il perdit bientôt par une intrigue de cour qui l'éloigna en Berri. Cette injustice et le retour de Napoléon diminuèrent beaucoup l'enthousiasme politique de l'un et de l'autre. Napoléon, en rentrant en France, ayant ordonné que les personnes attachées à la cour s'éloignassent de trente lieues, M<sup>me</sup> de Campestre, pour ne pas abandonner M. de Licigny, vendit son mobilier, l'assura son fils dans sa pension, et alla retrouver son ami à Orléans, où s'était retiré aussi M. Ferrand, qui réunissait chez lui une foule de réfugiés. Après la bataille de Waterloo, M<sup>me</sup> de Campestre joua à la hausse, et fit une très bonne affaire: elle prêta alors à M. de Licigny une somme assez considérable pour le mettre à l'alai de ses créanciers. C'est à cette époque que M<sup>me</sup> de Campestre se livra tout entière à ce besoin d'obliger, de procurer des places à tous ceux qui en désiraient, souvent sans récompense des soins qu'elle se donnait pour les leur faire obtenir. C'est alors que son existence prit une nouvelle forme, et que le nom de son père qu'elle avait porté depuis son divorce fut remplacé par celui de son mari. On l'appelait tantôt baronne, tantôt comtesse, tantôt marquise. Il serait trop long de retracer toutes les affaires d'intrigue dans lesquelles elle fut mêlée, et où elle se conduisit avec une rare ha-

b'lete. On citera seulement les traits suivants qui donneront une idée de tous les autres. Un Bordelais, riche, désirant obtenir une place importante, la supplia de s'intéresser pour lui auprès de M. de M<sup>me</sup>, parut du ministre. Elle en parla à ce parent, qui exigea 60,000 francs pour procurer la place, et qui lui conseilla même de faire ajouter à cette somme 10,000 francs pour elle. M<sup>me</sup> de Campestre se refusa d'abord à cette proposition; mais le solliciteur la pria d'y souscrire et lui remit la somme exigée, sans vouloir en tirer de reconnaissance; elle remit de même les 60,000 francs en billets de banque au parent du ministre et six jours après son protégé reçut sa nomination, et partit pour son poste. Mais trois mois après, il arrive avec une figure triste, abattu, annoncer qu'il est ruiné, qu'on vient de lui ôter sa place, et qu'il espère au moins que le parent du ministre lui rendra la somme qu'il a reçue. M<sup>me</sup> de Campestre, desolée, offrit de rendre elle-même, sous deux jours, ce qu'elle avait reçu; mais il ne voulut rien reprendre. Elle courut chez M. de M<sup>me</sup> qui lui répondit qu'il ne tenait pas bureau d'assurance, et qui refusa de restituer les 60,000 francs, quoiqu'elle le menaçât de s'adresser au ministre. Elle se rendit de suite au ministre. Le ministre lui demanda l'adresse de la personne aussi indignement troupée, et lui dit d'aller la rassurer; huit jours après, le Bordelais vient la revoir rayonnant de joie, et repart avec une place supérieure à celle qu'on lui avait ôtée, après la lui avoir vendue. M<sup>me</sup> de Campestre ne fut pas si heureuse avec un M. Dubois, qui lui avait promis, pour une liquidation, cent mille francs, et les avait même déposés chez un juge de paix pour lui être remis. Elle obtint tout de M. Corvetto, mais M. Dubois nia la convention qu'il avait faite avec elle, prétendant que ce n'était pas à elle que le succès de l'affaire était dû, mais à M. de B<sup>me</sup>, aide-de-camp d'un auguste personnage; appuyé du commissaire de police, il se fit rendre le dépôt. Sur ces entrefaites, M. de Licigny vint à M<sup>me</sup> de Campestre, en mourant, son portrait, et une boîte qui contenait des papiers de la plus haute importance et vingt-huit lettres que son auguste maître lui avait écrites de sa main, et qui sont toutes à l'usage Charles-Philippe. Malgré la bonne volonté de M. Corvetto pour elle, M<sup>me</sup> de Campestre ne fut pas plus heureuse dans l'affaire de M. Feuillant qui lui avait promis 30,000 francs de reute, en cas de succès; et dans celle de M. le comte de B<sup>me</sup>, beau-frère de M. le duc de P<sup>me</sup>, qui lui fit offrir 30,000 francs, si elle lui procurait la pairie. Ces solliciteurs se médisaient d'elle et de leurs promesses, après qu'ils eurent obtenu les faveurs qu'ils désiraient. Elle se lia alors avec un M. Faure, oculiste de la duchesse de Ferri, et une dame Ralichon, femme d'un apothicaire de Beaumont, qui recevait chez elle M. de Villele, M. le comte d'Escars, M. l'abbé Frayssinous, le baron Capelle, M. Franchet, M. le comte Peyronnet, et qui servait ensuite la comtesse Vidal. Ces deux intrigants cherchèrent de la conduire à sa perte, surtout le premier qui s'empara tellement de son esprit qu'elle n'eut plus de secret pour lui. Elle avait des intelligences au ministère de la guerre, avec un employé qui travaillait de ses services, mais qui était fidèle à sa parole et occupé dans ses engagements; il exigeait avant tout qu'on lui remit l'argent dont on était convenu; mais s'il ne renouvait pas, il le rendait; s'il renouvait, elle lui remettait le prix de ses services, sans rien vouloir garder pour elle. Il n'en était pas de même des personnes qui l'entouraient, et qui profitaient de son crédit. Elle cite elle-même un colonel à qui elle avait fait rendre son régiment moyennant cinq mille francs, dont elle était convenue avec l'employé de la guerre, et qui lui apprit, en la remerciant, qu'elle n'était pas bien informée, qu'il en avait donné dix mille avant sa nomination, et deux ensuite en cadeau. M. Faure et M<sup>me</sup> Ralichon, toujours à la recherche des affaires, vinrent dire un jour à M<sup>me</sup> de Campestre, que pour assurer leur fortune, il fallait faire la liquidation du Rus-Rhin, qu'ils avaient des banquiers prêts à faire les fonds. L'opération lui parut coquette; elle rendit une visite à M. de

Serres, qui lui dit qu'elle pouvait compter sur lui pour son ministère, mais qu'il ne connaissait à l'intérieur que le baron Mounier qui pût lui procurer les moyens de réussir. En effet, celui-ci s'y prêta, et lui écrivit une lettre qui a fait beaucoup de bruit, parce que Faure eut l'adresse de la lui enlever, pour la colporter partout et se procurer des bailleurs de fonds. Il prétendit alors à une domination sans bornes chez son amie; il ne voulut plus souffrir qu'elle parlât à d'autres qu'à lui, lui fit renvoyer ses domestiques, et s'entendit avec J<sup>me</sup>, son cuisinier, ou, si on l'en croit, son espion, son délateur, pour la perdre. Dans le même temps, un M. de Saint-Hil<sup>me</sup>, ancien garde-corps, retire du service, fit prier M<sup>me</sup> de Campestre, par M<sup>me</sup> Ralichon, de lui procurer l'entreprise des convois funebres, dont l'adjudication devait se faire à la ville. Une dame, qui occupait alors un poste éminent, M<sup>me</sup> du C<sup>me</sup> lui promit de la lui faire obtenir, si elle s'engageait à lui remettre elle-même cent mille francs, et à ne pas la nommer. M. de Saint-Hil<sup>me</sup>, non seulement promit la somme par un acte, mais une égale somme qu'elle demandait pour elle, et refusa ensuite d'acquiescer cette double promesse. M<sup>me</sup> de Campestre se contenta de montrer l'acte à toutes les personnes intéressées, et tout ce qu'elle retira de cette affaire, fut d'être en froid avec la personne puissante à laquelle elle s'était adressée. Mais elle venait de réussir, et de faire un gain considérable, dans une autre affaire importante, où M. le baron de B<sup>me</sup> avait été le solliciteur, et M. de Serres son protecteur: ce succès avait encore augmenté son crédit. Ce qui l'augmenta surtout prodigieusement, ce fut sa liaison avec le beau-père de la personne puissante qu'elle n'a fait encore qu'indiquer vaguement, et qu'elle caractérise plus loin d'une manière à ne pouvoir s'y méprendre. M<sup>me</sup> du C<sup>me</sup>, dit-elle, jouissait déjà d'un grand crédit dans le monde, et passait pour la favorite... M<sup>me</sup> du C<sup>me</sup> était donc très bonne à connaître... M<sup>me</sup> de Choiseul, par amitié, ne presenta à son beau-père... Il prit pour moi une amitié sincère; il n'avait plus de secrets que je ne connus: son intérieur, les chaprins que lui causait sa belle-fille, tout m'était dévoilé... L'idée lui vint de faire quelques affaires, et de se mettre à couvert sous le voile d'un anonyme. C'était moi... La pénurie d'argent dans laquelle il se trouvait était extrême; sa correspondance avec moi en est une preuve. Un jour je publierai toutes ces pièces; elles auront pour beaucoup de monde un haut degré d'intérêt... Mon imprévoyance, ajoute-t-elle plus loin, à l'occasion d'une autre personne, ne me permettait jamais d'apercevoir qu'on me mettait toujours en avant, et que les véritables faiseurs avaient soin de se cacher sous le voile du plus profond silence. On ne connaissait donc que moi, et c'est à moi seule qu'on a fait un crime de ce qui était le crime exclusif des autres. C'est ainsi, sans doute, à sa liaison avec M. le comte du C<sup>me</sup>, qu'elle dut, comme elle le prétendait et comme elle en a été accusée, d'être instruite d'avance des événements qui influèrent sur les effets publics, et assurèrent des bénéfices certains à la bourse. Une conversation avec M. du C<sup>me</sup>, vint changer un peu la direction qu'elle avait donnée à ses affaires. « J'ai songé, me dit-il, que je pourrais aussi tirer parti de l'état des choses; mais à qui me fiera-je pour trouver des solliciteurs d'emplois? Si vous voulez, nous pourrions faire une fortune considérable, et nous serions, pour l'expliquer, le pretexte des opérations de la bourse... Je sais, lui répondis-je, dans quelle haute position se trouve votre belle-fille... Mais je desirais, avant de m'engager dans la route que vous me proposez, que vous n'ayez aucun secret pour moi... Parlez-moi franchement, est-ce sur votre crédit unique que vous fondez vos espérances? Ne serait-ce pas plutôt sur celui d'une personne qui vous touche de près? Oh! sans doute, me dit-il, ma belle-fille sera pour quelque chose dans mes projets. » Suivirent le portrait et l'histoire de cette dame, et un long et intéressant discours de M. du C<sup>me</sup>, qui fait connaître les moyens que M<sup>me</sup> du C<sup>me</sup> employait pour se maintenir à un si haut degré de



« faveur, ce discours finit ainsi : « Il est fort question d'une nomination d'agents de change... On vend ces places des sommes immenses. C'est à vous de profiter de l'occasion ; chaque candidat qui aura le bonheur d'être compris dans la nouvelle création, donnera cent mille francs au moins pour prix de sa nomination ; si nous pouvons en faire nommer dix, voilà cinq cents mille francs pour chacun. » J'étais si fortement persuadé qu'avec l'aide M. le comte du C... je réussirais à faire une fortune considérable, que je ne mis aucun mystère dans ma conduite. Je venais, d'ailleurs, de réussir dans une affaire d'une assez grande importance. Je me mis donc à rechercher des gens qui voulaient devenir agents de change ; je traitai l'affaire sans déguisement, réunissant chez moi des personnes étrangères l'une à l'autre, leur faisant des questions que je n'enveloppais d'aucun voile, tant elles me paraissaient naturelles. Quiconque m'eût dit alors que je faisais mal, m'eût bien surpris. Aussi me n'arriva-t-il rien, pas même la plus légère remontrance, et ce n'est qu'un an ou dix-huit mois après, qu'on s'avisa de me rendre responsable des fautes d'autrui. M. le comte du C... était toujours à court. Il ne cessait de me faire des demandes exorbitantes... Toutes les fois que je lui remettais une demande, il voulait de l'argent, pour en assurer, disait-il, le succès. » Telle était la brillante situation de M<sup>me</sup> de Campestre, lorsque le refus qu'elle fit de rendre à M. Faure une petite somme de 1,700 francs qu'il avait perdue dans la liquidation Biederman, dont il s'était mêlé seul, et dont il voulait lui faire payer les frais, lui en fit un ennemi actif, ardent, implacable. Il refusa d'abord de lui rendre la lettre du baron Mounier qu'elle lui avait confiée ; il ne cessa ensuite de la persécuter, et n'a pas peu contribué, avec J..., à préparer sa ruine par ses diffamations, à la faire arrêter, mettre en jugement, à la faire condamner enfin, en produisant des pièces, des accusateurs et des témoins. M. Moret, son avocat, la défendit avec beaucoup de talent. » Si M<sup>me</sup> de Campestre, dit-il, est l'agent d'une grande dame, M<sup>me</sup> du C..., et d'un autre personnage éminent, elle ne peut être condamnée seule, comme l'instrument, lorsque les auteurs ne sont pas même inquiétés. Or, il est prouvé qu'elle l'était par certains indices du procès, par ses liaisons intimes avec le comte du C..., demeurant dans le même hôtel que sa belle-fille, et dont plusieurs lettres très particulières sont au dossier ; par la concordance des places d'agent de change et de courtier de citation promises par M<sup>me</sup> de Campestre, et du bruit public à la bourse et dans les parquets, sur des places de ce genre créées et données à la dame dont il s'agit, par la lettre de M. Peau de Saint-Gilles, où il dit à M<sup>me</sup> de Campestre : Je ne connais pas encore la détermination de S. Exc. sur la personne que vous me désignez comme agent de change ; par la déclaration de plusieurs témoins que M<sup>me</sup> de Campestre leur annonçait qu'elle traitait pour une autre personne ; fait qui, bientôt connu de la police, eût provoqué une prompte répression s'il eût été faux ; enfin par le rapprochement de la mort d'un auguste personnage avec le commencement de ce que M<sup>me</sup> de Campestre appelle ses malheurs. » M<sup>me</sup> de Campestre termine ainsi ses *Mémoires* : « Je déclare formellement qu'outre les révélations du procès, j'étais l'agent d'un noble duc et pair. Si l'on continue, reprie dans l'égoïsme, à se rire des maux que l'on ne partage point, et dont on est la cause, je ferai connaître enfin les noms, les faits et toutes les circonstances, oui, toutes les circonstances ! Que l'on pèse cette expression, et que l'on envisage son étendue. L'avocat généreux et dévoué qui m'a défendue gratuitement, parce qu'il avait la conviction personnelle de mon innocence, a soulevé une partie du voile : si l'on m'y force, je le déchirerai tout entier. » Cette déclaration est signée et datée de Paris, 21 mars 1826. Dans un autre endroit, elle dit : « Je ne veux aujourd'hui consacrer dans ces *Mémoires* que ce qui peut être utile à ma justification ; mais plus tard je donnerai un supplément historique d'intrigues dont j'ai été le témoin,

et qui pourront piquer la curiosité, car puisque tant de gens se sont réunis pour m'accabler, pourquoi ne me donnera-t-on pas la satisfaction de les accabler à mon tour par la publicité ? » Ainsi on doit s'attendre bientôt à de nouvelles révélations. Il y en a déjà beaucoup dans les *Mémoires de madame de Campestre*, surtout pour ceux qui ont la clef des aveux dont elle ne livre que les initiales à la malignité des lecteurs. Cependant, notre devoir de biographe nous impose l'obligation, après avoir exposé les choses suivant le dire de M<sup>me</sup> de Campestre, de mettre aussi sous les yeux du lecteur le résumé du jugement qui fut rendu contre elle le 26 janvier 1826. M<sup>lle</sup> Millo, a dit M. Pécourt, avocat du roi, se disant marquis de Campestre, avait épousé un sieur Benoist, lequel fut traduit devant la cour criminelle de Toulouse, et condamné pour vol. Elle fit prononcer son divorce, et vint à Paris, où, pour se créer des relations avec la haute société, elle usurpait les titres de comtesse, de marquise, et donnait de grandes soirées. Elle recevait des fonctionnaires du plus haut rang, se disait en faveur près des ministres, et parlait très fréquemment de son intimité avec M<sup>me</sup> du Cayla. A l'un elle promettait la fourniture des chevaux de l'armée, à l'autre un emploi superbe dans quelque administration, à celui-ci une charge d'agent de change, à celui-là un grade supérieur dans l'armée ; mais elle avait besoin d'argent pour aplaiser les difficultés, et elle demandait plusieurs mille francs, qui seraient remis, disait-elle, à des employés dont le nom devait rester inconnu. Une douzaine d'opérations ont eu lieu de cette manière, et c'est à la suite de ces faits que M<sup>me</sup> de Campestre se trouve traduite en police correctionnelle. Interrogée par le président, elle a répondu par toutes les assertions que l'on a lues ci-dessus. Mais, après deux séances employées à l'audition des témoins, le tribunal a pensé qu'il lui était prouvé que M<sup>me</sup> B..., déjà traduite, en 1806, mais acquittée, à la cour d'assises de Toulouse, était coupable d'avoir pris un nom et des qualités qui ne lui appartenaient pas, et que, dans les correspondances établies à dessein avec de grands personnages, elle a obtenu des lettres dont elle avait fait usage dans les diverses manœuvres qui lui étaient imputées, et qu'antérieurement d'autres faits, mais prescrits, étaient aussi reprochés à M<sup>me</sup> B... ; en conséquence, le tribunal l'a condamnée à deux ans de prison et cinquante francs d'amende.

CAMUCCINI (VINCENT, chevalier), est regardé comme le premier peintre italien d'histoire de l'époque. Il est né à Rome et sorti de la nouvelle école française, ce qu'annonce aussi le choix de ses sujets et la manière dont il les traite ; cependant le sentiment du beau particulier aux Italiens le garantit de la dureté et de l'exagération théâtrale de cette école. Il travailla continuellement à Rome. Issu d'une famille assez aisée, il obtint de bonne heure une charge importante. Ses premiers ouvrages de grande dimension, qu'il termina dans les premières années de ce siècle, pour lord Bristol, sont : le Meurtre de César, et son pendant, la Mort de Virginie, qui passent pour ce qu'il a fait de mieux dans sa jeunesse. Tout ce qui constitue la correction dans toute la force du terme, écrivait de lui Schlegel, en 1805, doit lui être accordé au plus haut degré. Son dessin a de l'exactitude et de la justesse, le caractère de ses physionomies est noble, son coloris clair et vigoureux sans dureté, ses draperies bien disposées, la couleur des vêtements bien assortie, le costume scrupuleusement observé, et ses personnages sont le plus ordinairement groupés avec bonheur : enfin il remplit parfaitement toutes les règles de la composition. Au milieu de ces avantages, le défaut d'invention se fait cependant sentir, défaut auquel l'artiste travaille à remédier par l'étude continue et qu'il fait de son art. D'autres critiquent le dessin, le coloris, l'agencement théâtral des figures ; au contraire, l'ouvrage *Finkelman et son siècle* loue la vigueur et le mouvement des figures, la variété et l'expression des têtes, et le bon goût des draperies. Camuccini est membre de l'Académie de Saint-Luc, et peintre de l'église Saint-Pierre ; il achève pour

celle-ci un Christ avec l'incrédule saint Thomas. En 1818, il fut appelé à Naples comme directeur de l'académie, mais il revint bientôt à Rome. Dans son riche et précieux studio, on peut admirer, rangés dans plusieurs salles de suite, ses ouvrages, ses croquis, ses esquisses, et des plâtres d'après l'antique; on y trouve aussi l'admirable tableau de l'Entrée de Baglioni à Perugia, et plusieurs portraits. Il possède aussi de précieux tableaux d'anciens maîtres, des dessins originaux de Raphaël, de Jules Romain, de Vinci; des gravures de choix et des plâtres. Canuicini s'est encore rendu célèbre par son habileté à restaurer les anciennes peintures. Il était chargé de la restauration des tableaux de Rome. En 1816, le roi de Prusse lui conféra l'ordre de l'aigle rouge.

CAMUS. Voyez Merville.

CANINO (le prince de). Voyez Bonaparte (Lucien).

CARMIGNANI (JEAN-ALEXANDRE, cheralier), naquit dans une petite ville près de Pise, en 1768. Il fut envoyé dans un collège d'Arezzo, que l'évêque de ce diocèse, ancien ami de sa famille, dirigeait alors avec éclat. Il y apprit rapidement les sciences philosophiques et morales, acquit de vastes connaissances dans les différentes branches de la littérature ancienne et moderne, et à l'âge de dix-huit ans se rendit à l'université de Pise pour y suivre un cours de droit. Après avoir obtenu son diplôme de docteur, s'étant décidé à embrasser la carrière du barreau, il passa à Florence pour s'instruire dans la pratique de cette profession, et, dans l'espace de trois ans, il publia deux ouvrages, un sur la *Théorie des lois civiles*, et l'autre sur la *Jurisprudence criminelle*, qui l'annoncèrent à l'Italie comme un publiciste aussi ingénieux que profond. En 1799, il fut envoyé en qualité de juge dans la ville de Saint-Miniato, où, par l'intégrité de sa conduite, il sut se concilier l'estime et la bienveillance de toute la population, malgré les difficultés que toute charge publique offrait à cette époque de révolution et de crise. Mais deux esquisses qu'il avait publiées sur l'administration des prisons et sur celle de la police, lui procurèrent les honneurs de la persécution avec tous ceux qui, après la retraite des Français, furent regardés comme entachés d'opinions libérales. Lorsque la défiance et la jalousie du pouvoir se furent calmées, et qu'on put enfin oublier les opinions politiques de Carmignani pour ne se rappeler que ses vertus et ses lumières, le gouvernement le nomma professeur de droit criminel à l'université de Pise. Il est à remarquer que dans son ouvrage sur cette matière il avait justifié la peine de mort; mais, se voyant choisi pour remplir une chaire publique, il crut de son devoir de déclarer que son avis avait été celui d'un jeune homme sans expérience, qu'il était tout-à-fait revenu de cette erreur, et qu'il allait enseigner des doctrines entièrement opposées. En effet, il abjura ses anciens principes dans un ouvrage latin que, pour servir de guide à ses élèves, il écrivit sous le titre de *Juris criminalis elementa*, qui eut plusieurs éditions en peu de temps, et ajouta un nouvel éclat à la réputation de son auteur. Ce trait de franchise est très honorable, parce qu'il montre que la vérité lui était encore plus chère que son amour-propre; mais on en remarque un second qui révèle encore davantage la noble fermeté de son caractère. Quelque temps après, il fut nommé juge d'une cour criminelle: il refusa d'accepter cette charge, par cela seul que les lois continuaient à soutenir la peine de mort: « Je ne puis me placer, dit-il, entre mes devoirs comme magistrat, et ma conscience comme homme; je ne puis aller appliquer à des malheureux une punition de sang, que du haut de la chaire j'ai qualifiée d'inutile, d'injuste et d'atroce. » Et, poussé par de si belles inspirations, il se consacra avec une nouvelle ferveur à l'exercice de sa profession, pour tâcher, autant qu'il était possible, d'arracher des victimes aux mains du bourreau. Ses succès furent éclatants, et le sont encore aujourd'hui, où ses plaidoyers imprimés sont lus avec avidité, et où ses discours improvisés devant les tribunaux lui ont acquis la réputation d'un des plus grands orateurs que possède actuellement le barreau de Florence. Carmignani, dès sa première jeunesse,

avait annoncé un talent particulier pour la déclamation dramatique, ce qui contribua beaucoup dans la suite à donner tant de séduction à ses discours oratoires, qu'il débütait avec un langage d'action très éloquent. Il avait même joué des rôles avec une grande perfection dans plusieurs tragédies d'Alfieri, représentées par de simples amateurs. En 1807, il publia un ouvrage sur le théâtre d'Alfieri, dans lequel, tout en rendant justice au mérite extraordinaire du Sophocle italien, il cherche à relever en même temps les défauts dont il croyait que ses pièces étaient entachées. Cette production ne manqua point de le jeter dans une longue et ardente polémique avec tous ceux qui trouvèrent ses censures ou fausses ou exagérées. Ce qui est sûr, c'est qu'on peut bien ne point partager ses opinions quelquefois outrées sur ce sujet; mais on ne pourrait sans injustice ne point reconnaître en lui un critique plein de sagacité et de goût. On a aussi de lui, outre un recueil d'observations pleines de jugement sur un projet de code rural qu'on voulait adopter dans ce pays, plusieurs excellents morceaux sur les langues et la littérature. En 1806, le grand-duc, pour lui donner un témoignage de sa haute estime, le nomma chevalier de l'ordre de Saint-Joseph de Toscane.

CARNY (N.), commissaire-général des poudres et salpêtres, né au milieu du siècle dernier, était issu d'une des meilleures familles du Dauphiné. Il entra, jeune encore, dans l'administration des poudres et salpêtres, et s'y fit bientôt remarquer. Il devint le collaborateur et l'ami de Monge, de Vauquelin, de Berthollet, de Guyton-Morveau et de l'infortuné Lavoisier. Quand la France eut à lutter contre l'Europe entière, et que la poudre manquait au dévouement et à l'intrepidité de ses guerriers, Carny trouva des procédés plus expéditifs pour former le salpêtre et fabriquer la poudre, et il fit généreusement hommage à sa patrie de cette importante découverte. Nommé alors commissaire pour le raffinage du salpêtre et la fabrication de la poudre dans toute l'étendue de la France, il monta la poudrière de Grenelle: vingt-quatre milliers de poudre sortirent tous les jours de ses ateliers, et furent conduits en poste à l'armée; aussitôt le canon de Fleurus apprit à l'Europe étonnée et saisi d'épouvante que la science et le courage veillaient également aux destinées de la France. En même temps que Carny préparait la matière qui devait foudroyer nos ennemis, il tendait aux proscrits une main secourable, et souvent, au péril de ses jours, il parvint à les soustraire aux persécuteurs et aux bourreaux. La soude, que l'on ne pouvait plus tirer d'Espagne, manquait à plusieurs de nos plus importantes fabriques; Carny éveilla le premier l'attention du gouvernement sur cet important objet; et parmi les procédés nombreux que les savants publièrent pour extraire cet alkali du sel marin, il en indiqua huit, dont quelques uns lui étaient communs avec Guyton-Morveau: ces moyens n'étaient pas tous susceptibles d'être exploités en grand; mais il ne les communiquait que pour faire à sa patrie, disait-il, un sacrifice absolu de toutes ses lumières, lorsqu'elles peuvent servir même d'une manière éloignée à la chose publique. Il pouvait, comme tant d'autres, solliciter des récompenses et des honneurs; mais son désintéressement allait jusqu'au point de laisser les autres s'enrichir et se faire honneur de ses découvertes: il laissa tranquillement d'arides plagiaires lui ravir une gloire que seul il avait méritée. Rendu à lui-même, Carny monta successivement différentes manufactures de produits chimiques; il avait établi la première à Lyon: elle fut détruite au siège de cette ville, et il n'a jamais pu obtenir aucun dédommagement pour une perte aussi considérable. Il forma, en dernier lieu, la fabrique de soude de Dieuze, où il parvint à rendre utiles les dépôts de sulfates de chaux et de soude, qu'on jetait auparavant. Cette manufacture importante, dirigée maintenant par M. Carny le fils, est encore une des plus belles de la France, et peut-être la première pour la qualité de ses produits. Carny fut non seulement un excellent citoyen, mais le meilleur des hommes dans la vie domestique. Il vivait

à Nancy, où il se reposait de ses longs et honorables travaux, quand, au mois d'avril 1830, il fut atteint de la maladie qui le ravit à sa patrie.

**CAROLINE-FERDINANDE LOUISE**, princesse des Deux-Siciles, puis duchesse de Berri, puis *Madame*, naquit à Palerme, le 15 novembre 1798, et fut l'unique fruit du premier mariage de François-Javier, duc de Calabre et prince héréditaire de Naples, avec Marie-Amélie, archiduchesse d'Autriche. L'éducation de Caroline-Ferdinande fut confiée à la comtesse de Latour, que l'émigration avait conduite à la cour de Naples. La jeune princesse avait dix-sept ans, et déjà elle était connue par ses grâces et ses qualités aimables, lorsque Louis XVIII demanda sa main pour son neveu le duc de Berri. La négociation réussit à la grande satisfaction de ce monarque qui voyait dans cette alliance un motif de rapprochement avec le duc et la duchesse d'Orléans, oncle et tante de la princesse. En annonçant ce mariage à la chambre des députés, les ministres proposèrent d'augmenter d'un million par l'appauvrissement du duc de Berri; et cette chambre, oubliant qu'elle ne doit jamais offrir de subides, accorda cinq cent mille francs de plus. Déjà une correspondance très active s'était établie entre le duc de Berri et sa fiancée, qui descendaient tous deux de Louis XIV, au même degré. Les lettres du premier sont pleines de franchise et d'abandon; celles de Caroline sont d'une grâce et d'une convenance parfaites. « J'ose me flatter, disait le duc dans cette correspondance, que l'âge, l'expérience et une longue adversité n'ont mesuré forme pour me rendre digne d'être votre époux, votre guide et votre ami. » Le 14 mai 1816, la princesse s'embarqua pour la France, et, après avoir été soumise à la quarantaine, elle fit son entrée à Marseille le 30 : là elle fut remise aux commissaires français. Au moment du débarquement, le duc de Levis, que Louis XVIII lui avait donné pour chevalier d'honneur, voulut la complimenter en italien. « En français », dit-elle : en français ! Je ne connais plus d'autre langue. Elle traversa le midi de la France, où elle vit les autorités et même une partie de la population l'accueillir avec des marques d'un vif enthousiasme : elle eut le bon esprit de n'en être point éblouie. « On continue à me faire voir la France parée », écrivait-elle de Montélimar au duc de Berri; dans tous les lieux où je passe, les acclamations sont continuelles, ainsi que les compliments des autorités. J'y suis bien sensible, mais je dirai tout bas à monseigneur, à celui pour qui j'ai rien de caché, que je sens tout le poids de ces honneurs, et que je n'en serai jamais entrée. » A Fontainebleau, elle eut sa première entrevue avec la famille royale, et, le 17 juin, elle fit son entrée à Paris. Là, comme dans les provinces, elle plut par la franchise, la simplicité de ses manières, et par l'expression de sa physionomie, qui a quelque chose de doux et de mélancolique. Sans être belle, elle a de la grâce; ses cheveux surtout sont d'une beauté admirable. La cérémonie nuptiale fut célébrée à Notre-Dame le 18 juin. Par l'effet du hasard, le maître-autel était drapé de velours rouge, bleu et blanc. Si les amis des Bourbons se réjouirent de ce mariage comme d'un gage de stabilité pour la branche régnante, ceux des partis contraires le virent avec mécontentement. L'histoire impartiale ne doit pas oublier de dire que le duc de Berri était marié à Londres, et que la loi qui condamnait aux galères le général Sarrasin pour crime de bigamie au moment même où on célébrait cette alliance royale, était violée à l'égard du duc de Berri. Louis XVIII avait composé la maison de la duchesse avec un soin tout particulier. Le vicomte de Menars, son premier écuyer, et M<sup>me</sup> la duchesse de Reggio, obtinrent bientôt la première place dans la confiance de celle-ci. Toutes les personnes attachées à son service trouveront en elle cette bienveillance naturelle, cette égalité d'âme qu'on aime chez les particuliers, mais qu'on adore chez les grands. L'union du duc et de la duchesse de Berri parut avoir été fort heureuse : le duc, malgré ses fréquentes infidélités, était plein d'égards pour sa femme, et vivait avec elle bourgeoisement; ils faisaient à pied, sans gardes et sans suite, des pro-

menades qui souvent étaient couronnées par des actes de bienfaisance. La duchesse de Berri, dont l'esprit était plutôt vif et délicat que cultivé, avait apporté d'Italie le goût des beaux arts; le duc était soi-même amateur éclairé en peinture; tous deux avaient un grand plaisir à encourager les artistes dont ils achetaient les tableaux avec une espèce d'émulation. Des les premiers mois de son mariage, la duchesse donna des signes de fécondité; mais ses deux premiers couchés, 13 juillet 1817, 13 septembre 1818 ne furent point heureux. Enfin, le 21 septembre 1819, elle accoucha d'une fille, qui existe encore, Louise-Marie-Thérèse d'Artois, titrée *Mademoiselle*. On peut voir dans la notice sur le duc de Berri comment, le 13 février 1820, le poignard de Louvel rendit veuve cette princesse, qui se trouvait déjà dans son sein le duc de Bordeaux. Ce fut au milieu des fêtes et des plaisirs qu'elle fut accablée de ce coup affreux, et la brillante toilette qu'elle avait portée à l'Opéra fut entièrement teinte du sang de son mari frappé sous ses yeux. Elle ne le quitta point jusqu'à la fin de sa longue agonie. Tant qu'il eut encore la force, le prince lui prodigua les expressions les plus tendres : « Menage-toi, mon amie, lui dit-il, pour l'enfant que tu portes dans ton sein ! » Ces paroles firent une espèce de diversion à la douleur dans laquelle elle était plongée sous les spectateurs de cette scène de mort, car on ignorait encore dans le public et même à la cour que la princesse fût enceinte. Quand Louis XVIII arriva pour fermer les yeux à son neveu, elle se jeta dans les bras du monarque en le suppliant de consentir à son retour dans sa famille. Bientôt on emmena la duchesse à l'Élysée Bourbonnais, qu'elle avait habité avec le prince, et là, dans le premier transport de sa douleur, saisissant des ciseaux, elle lui fit le sacrifice de ces beaux cheveux qu'il aimait tant. Remplie de respect pour sa mémoire, elle eut la générosité d'assurer le sort des filles du premier mariage du duc de Berri, et même des enfants qu'il avait eus de Virginie Letellier, danseuse de l'Opéra. Au mois de mai 1820 eut lieu le coupable et ridicule complot de Gravier et Rostou, qui, en déposant un pétard auprès du pavillon Marais, où logeait la princesse, tentèrent de détruire par un accouchement anticipé les espérances que les royalistes fondaient sur son heureuse fécondité. Tous deux, sur la déclaration d'un juri vendit au pouvoir, furent condamnés à mort, et Louis XVIII ne fit que justice lorsque, à la demande de la duchesse elle-même, il commua la peine en celle des galères. Dans la nuit du 28 au 29 septembre, elle accoucha d'un fils, qui fut nommé Charles-Ferdinand-Marie-Dieudonné d'Artois, duc de Bordeaux. Par une maladresse qui donna lieu aux bruits les plus étranges, toutes les lumières étaient éteintes, la duchesse était seule, ses femmes et l'accoucheur étaient endormis. L'enfant se trouvait posé sur le lit, et le cordon ombilical non encore détaché, lorsque l'on introduisit dans la chambre de la princesse le maréchal Suchet, le duc de Coigny, un garde-du-corps, et plusieurs gardes nationaux de service au château des Tuileries. Dans cette situation, où les douleurs, où la pudeur même de son sexe devaient céder à son devoir comme princesse, elle manifesta toute l'énergie de son âme. Le parti royaliste triompha de cet événement. Personne ne s'en réjouit plus que Louis XVIII qui, sans cesse obsédé par les intrigues de son frère, s'écria : « Maintenant on ne nous fera pas l'affront de nous contraindre à désigner notre héritier de notre vivant. » Les royalistes ont appelé le duc de Bordeaux *l'enfant du miracle*. Leurs adorations autour d'un berceau furent tournées en ridicule par ceux qui oublièrent qu'ils en avaient fait autrefois pour le roi de Rome. De même que dans le temps les ennemis de Napoléon avaient nié l'identité de son fils, les ennemis des Bourbons rendirent la pareille aux royalistes, en prétendant que le duc de Bordeaux était un enfant supposé. Il parut dans les journaux anglais une prétendue protestation du duc d'Orléans. Des libelles qui se vendaient sous le manteau propagèrent cette calomnie, qu'on révéla tout récemment des pamphlets odieux, publiés dans les premiers jours du règne de Phi-



*Création*, de Haydn, et a donné au monde musical les *Haydiennes*, ou *Lettres sur la vie et les ouvrages de Haydn*, ouvrage écrit en italien sous ce titre. Le *Haydino*, traduit en français par un plagiaire qui a pris les noms de Beyle et de Bombot, et qui voulait s'approprier ce travail. Mais Carpani reclama, et déjoua la fraude. Il a encore publié, sur le modèle des Haydiennes, les *Mayariennes* et les *Rossiniennes*. Dans les unes il défend le beau idéal contre le système de M. Mayer, dans son ouvrage sur l'imitation de la peinture et les tableaux du Titien; dans les autres il exalte le genre rossinien; mais il se laisse trop emporter par son enthousiasme. Les *Haydiennes* ont été traduites en français sous ce titre: *Lettres écrites de Vienne en Autriche, sur le célèbre compositeur Haydn, suivies d'une vie de Mozart*, etc. Paris, Didot, 1815, in 8°.

CARRÉ (PIERRE-LACRIST), professeur de belles-lettres, né à Paris, en 1758. A l'âge de douze ans une petite vérole affreuse ataqna vivement ses yeux. Ne pouvant lire les auteurs qu'avec difficulté, il reconnut que cet inconvénient était nuisible à l'art oratoire, et, pour y remédier, il apprit tous les classiques latins et français par cœur. A quatorze ans, il remporta le premier prix de discours français. L'existence du jeune Carré s'améliora depuis cette époque. Il obtint une bourse au séminaire des trente-trois. Elève de Delille, il donna tort à la philosophie, et fit céder ses dogmes, ses préceptes et ses doctrines aux grâces et aux séductions de la poésie. Après avoir pris le grade de maîtres-arts, il se présenta au concours d'aggrégation. Dans ce concours, qui fait époque dans l'université de Paris par la réunion de grands talents qui entrèrent en lutte, Carré l'emporta. Conduit dans les plus brillantes sociétés de Paris, il s'y fit remarquer par une tournure d'esprit extraordinaire. Dans une des fêtes que M<sup>me</sup> Molé donnait à la Malmaison, il composa un petit vaudeville semillant d'esprit. Delille, qui avait fait des vers pour cette fête, embrassa avec bienveillance son jeune disciple, et lui dit: « Nous avons eu du sentiment et de l'esprit; M. Carré a eu tout cela, et, mieux que nous, de la gaieté. » Carré, roui dès lors à la poésie et à la littérature, envoya trois poèmes latins à l'académie des palmiers, de Rouen, connu sous le nom d'*académie de l'immortelle conception*: chacun de ces poèmes fut couronné. Il obtint une mention particulière à l'académie d'Amiens, qui avait proposé l'éloge de Gresset, et recut l'année suivante une double couronne à Montauban et à Marseille. N'ayant pas voulu continuer l'état ecclésiastique, il fut repoussé de toutes les chaires vacantes de Paris. Il ambitionna alors celle de rhétorique à Toulouse, qu'on appelait encore la ville savante, comme du temps d'Ausone et de Martial. Delille, qui se trouvait dans cette cité célèbre, présenta le jeune Carré à l'archevêque de Brienne, et la chaire lui fut accordée. Frappé du beau ciel du midi, il le célébra dans une épître en vers où il examine cette question: *Le bonheur n'existe-t-il que dans la capitale, et ceux qui en viennent ont-ils le droit d'insulter à la province?* Il fut reçu bientôt à la société littéraire, que l'archevêque de Brienne avait fondée sous le nom de *muse*, et il y lut successivement un poème sur le tremblement de terre qui renversa Messine, un discours sur l'étude, un poème sur la mort de Brunswick, enfin un discours, aussi en vers, sur l'influence du climat sur le génie. Enhardi alors par les applaudissements qu'il recevait, il crut pouvoir offrir quelques unes de ses productions à l'académie des jeux floraux, à laquelle il avait craint d'offrir les prémices de sa muse. L'académie decerna l'amarante d'or à son ode intitulée: *Le muséum français; la violette d'argent à son Epître aux mœurs de Lafranc de Pompiignan*, et le prix de genre à son *Epître à l'abbé Delille, sur son voyage en Grèce*. Ces trois prix lui méritaient le titre de maître-ès-jeux-floraux que l'académie lui conféra le 23 mai 1788. La révolution suspendit le cours de ses triomphes. Sa chaire fut supprimée. Un de ses nombreux amis, M. Albert, vieillard presque septuagénaire, que son mérite avait placé à la tête d'une maison d'éducation, lui offrit la direction de

son établissement, et quelque temps après, il lui donna sa fille en mariage. Tous les élèves que les événements avaient séparés vinrent se grouper aussitôt autour de lui. Au milieu de nos sanglants et glorieux débats, la lyre de Carré ne devait pas rester muette. se fit remarquer dans un genre inconnu jusqu'à lui et dont notre littérature n'offrait pas de modèle. La torité demanda aux poètes des hymnes destinés à être chantés dans les fêtes nationales. La Harpe fit *L'hymne à la liberté*, Delille un *Dithyrambe sur l'immortalité de l'ame*. Boissolin l'*Hymne à la souveraineté du peuple*, et l'on dut à Carré les suivants qui restèrent comme des monuments de cet âge: 1° *Hymne sur la fête du 9 thermidor*; 2° *sur la fête de la Victoire*; 3° *hymne pour la même fête*; 4° *pour la paix continentale*; 5° *Fête funéraire des ministres français assassinés à Rastadt*; 6° *Fête du 9 thermidor an 7*; 7° *pour la même fête*; 8° *Inauguration des drapeaux de la 8<sup>e</sup> demi-brigade*; 9° *Fête funéraire du général Dupuy*; 10° *Fête de la paix continentale*; 11° *Chant du 12<sup>e</sup> et demiaire*; 12° *Fête de la paix générale*; 13° *Fête de la reconnaissance*; 14° *Fête de l'agriculture*; 15° *pour la même fête*; 16° *Fête de la jeunesse*; 17° *Fête de l'époux*; 18° *Fête de la civilisation*. L'immortel auteur de l'*Ode sur la naissance du Vengeur*, voulant offrir le modèle d'une grande image poétique, recitait avec enthousiasme cette magnifique strophe que Carré avait composée pour la Fête de la vieillesse:

Plus le chène compte d'hivers,  
Plus il déploie un vaste ombrage;  
Le frêne en s'approchant des mœurs,  
Accroît l'orgueil de son rivage.  
Ton sort n'est pas moins glorieux,  
Et sur la fin de ta carrière,  
Rivale de l'astre des cieux,  
Tu te couches dans la lumière.

François de Neufchâteau n'oublia pas Carré: il lui envoya une collection précieuse de livres, et cet hommage lui fut décerné avec solennité au milieu d'un concours immense de spectateurs. Il fonda, en l'an 6, la société littéraire connue à Toulouse sous le nom de *Lyce*. Après le 18 brumaire, les institutions ayant été rétablies, Carré fut nommé mainteneur de l'académie des jeux floraux, et M. de Fontanes l'appela à la chaire de littérature de la faculté des lettres. La mort de sa femme le jeta dans la plus profonde affliction, et même dans le désespoir. Son caractère s'altéra, il devint sombre, et se renferma dans la solitude. Ses amis l'engagèrent à faire un voyage à Paris; il l'entreprit au milieu de l'accablement le plus profond; mais ni le ciel de son enfance, ni la vue d'un frère qu'il revoyait et qu'il avait toujours aimé, ne purent l'arracher à sa destinée. Il mourut à Paris, le 25 février 1825. Indépendamment des hymnes que nous avons cités, on doit à Carré: *Ones*; 1° *Le muséum français*; 2° *M. de Fernex*; 3° *Cook, ou les progrès de la navigation*; 4° *La gloire, ou Pindare aux jeux olympiques*. POÈMES: 5° *Leopold de Brunswick*; 6° *L'influence du climat sur le génie*; 7° *La paix*; 8° *La campagne de 1805*; 9° six discours en vers; 10° sept épîtres; 11° idylles; 12° *Le bouclier d'Hercule*, poème traduit du grec d'Hésiode; 13° *Les jardins*, poème, imité du P. Rapin; 14° *Le columbier*, traduit en vers du *Prædium rusticum* de Varron. Nous ne citerons pas ses discours en prose et ses éloges académiques qui sont nombreux. Beaucoup d'ouvrages de Carré n'ont jamais été publiés, et M. Du Mége, qui a voulu réunir toutes ses œuvres, en 1826, a été obligé d'en sacrifier une grande partie, tant elles étaient dispersées: il a donné, en un volume in-8°, ses hymnes et ses poésies détachées, Toulouse, 1826.

CARREL (NICOLAS-ARNAUD), littérateur et publiciste, est né à Rouen, le 8 août 1800, de parents honorablement connus dans le commerce. Ayant achevé ses études dans sa ville natale, il s'engagea à dix-sept ans dans un régiment de cavalerie, et le quitta l'année suivante, pour entrer à l'école militaire de Saint-Cyr, dont l'organisation date de cette époque. Signalé dans cette école pour ses opinions libérales,

qu'il manifestait trop hautement, M. Carrel se vit plusieurs fois à la veille d'en être renvoyé par le gouvernement, le général d'Albignac, homme de l'ancienne cour. A la fin de 1819, il entra sous-lieutenant dans le 20<sup>e</sup> régiment d'infanterie qui, deux ans après, alla tenir garnison à Belfort. C'était précisément à l'époque de la conspiration dite de Belfort, qui éclata en janvier 1821. M. Carrel en fut un des principaux auteurs. Compris dans son régiment, par suite du rôle qu'il avait joué dans cette affaire, et se voyant en opposition directe et continuelle avec ses chefs, ultra-royalistes, il donna sa démission, en janvier 1823. Le gouvernement de Louis XVIII préparait alors l'invasion de la péninsule espagnole. Conséquent dans ses principes et dans sa conduite, M. Carrel, au lieu de partir avec l'armée française, alla offrir ses services aux constitutionnels espagnols, et fit, sous le général Mina, la campagne de 1823. Loin de se glorifier du parti qu'il prit dans cette circonstance, M. Carrel déplore le malheur qu'il eut de combattre dans des rangs étrangers contre des troupes françaises, bien que ces troupes fussent celles de Louis XVIII. Il fut du nombre des Français qui furent forcés de se rendre par capitulation à Liège, en Catalogne; mais la capitulation n'ayant pas été ratifiée par le gouvernement français, M. Carrel fut arrêté, en rentant dans sa patrie, et livré successivement, quo qu'il n'était plus militaire, à deux conseils de guerre. Après deux condamnations à mort, causes pour vices de forme, et un an de séjour en prison, traduit devant un troisième conseil de guerre, à Toulouse, et défendu par le célèbre avocat M. Romigère, il fut acquitté, à la fin de 1824. Il vint alors à Paris, au commencement de 1825, et y débuta dans sa carrière des lettres, sous les auspices de M. Thierry, auteur de l'histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands. M. Carrel a publié : 1<sup>o</sup> *Resume de l'histoire de l'Ecosse*, avec une introduction par M. Thierry, Paris, 1825, in-18, deux éditions la même année. 2<sup>o</sup> *Une de l'histoire des Grecs modernes, depuis l'émancipation de la Grèce par les Turcs, jusqu'aux derniers événements de la révolution actuelle*, Paris, 1825, in-18, 2<sup>e</sup> édition, revue et augmentée, 1829, in-18. 3<sup>o</sup> *Histoire de la contre-révolution en Angleterre, sous Charles II et la reine II*, Paris, 1827, in-8<sup>e</sup>, ouvrage ainsi et publié sous le gouvernement de Charles X, à cause des allusions frappantes qu'il offre entre les trois derniers règnes des Stuart et ceux des trois petits-fils de Louis XV. Dans l'intervalle de ces publications : M. Carrel fournissait des articles au *Globe*, au *Constitutionnel*, à la *Revue française*; il n'en a donné qu'un seul à la *Revue de Paris*. Au commencement de 1830, il s'adjoignit, avec MM. Thiers et Mignet, une feuille qu'on appelle qui s'est fortement et constamment prononcée pour les doctrines libérales. Des l'apparition des premières ordonnances de juillet, il a été l'un des répandus de la protestation des journalistes, et il a pris une part très active à la résistance et aux glorieux combats des 27, 28 et 29. Dans les premiers jours du mois d'août, il a été chargé de visiter, en qualité de commissaire extraordinaire du gouvernement, les cinq départements de l'ancienne Bretagne, pour en constater l'esprit et la situation politique. De retour de cette mission, il a refusé la préfecture du Cantal à laquelle il avait été nommé pendant son absence, et il s'est consacré entièrement au *National*, dont il est rédacteur en chef, depuis que ses co-associés, arrivés à de hautes fonctions, ne participent plus à la rédaction de ce journal. Cette feuille est peut-être celle où l'on trouve les idées les plus positives sur l'état des choses à l'époque actuelle (23 novembre 1830), exprimées dans un style simple, concis et énergique; elle a un grand mérite à nos yeux, c'est qu'elle n'avance pas comme tant d'autres journaux, et qu'elle est encore plus l'œuvre de la sagesse que du talent. Mais dans ce siècle mercantile, où l'intérêt ne fait qu'avec peine de légers sacrifices, à la cause de la patrie, ceux qui connaissent l'administration des journaux doutent beaucoup que le *National* continue d'être rédigé avec la même force; le rédacteur en chef, auquel il faut faire honneur de la direction d'une telle feuille, doit avoir à lutter contre

des intérêts particuliers, et il finira probablement par succomber. A la fin d'octobre 1830, M. Carrel a été nommé lieutenant dans l'artillerie de la garde nationale de Paris.

CARTIER-VINCHON, écrivain que nous ne plaçons ici, que parce que du corps de l'ouvrage il a été renvoyé au *Supplément*. Il n'y a rien à dire sur sa personne, sinon qu'il a fait un cours à l'athénée des dames, dont il était secrétaire et secrétaire perpétuel. Il a publié plusieurs ouvrages dont voici la liste : 1<sup>o</sup> *Discours prononcés à l'athénée des dames*, Paris, in-8<sup>e</sup>; 2<sup>o</sup> *La parfuille d'aujourd'hui, recueil de règles, principes et maximes générales d'instruction et de bonne conduite pour les demoiselles de tout âge*, Paris, 1825, in-12; 3<sup>o</sup> *Le fait jeune homme à la tribune des mœurs, suivi d'un code de galanterie française*, Paris, 1826, in-12; 4<sup>o</sup> *La fille du Palais-Royal, ou les amours de Clarisse et Colbat, roman épique et moral*, Paris, 1826, in-12; 5<sup>o</sup> *Manuel général et nouveau des voyageurs, négociants, administrateurs, hommes d'affaires, etc.*, Paris, 1826, in-12; 6<sup>o</sup> *Cours et racontés du nouveau Mentor de la jeunesse*, ouvrage périodique.

CASTIGLIONE (le duc de). Voyez ATCHERAE.  
CASTINELLI (JEAN), né à Pise, en 1788; il avait à peine onze ans, lorsqu'il fut obligé de suivre sa famille pour chercher avec elle un asile en France, en 1799. Cet événement lui procura les avantages d'une instruction solide, qu'il reçut au collège de Sorèze, où se trouvaient alors deux illustres littérateurs italiens, Philippe Pananti et Urbain Lampredi. Pour s'exercer à la culture des lettres, les élèves les plus avancés avaient formé une sorte d'académie, sous le nom de *Lycee d'émulation*, dont le jeune Castinelli fut nommé secrétaire, à l'âge de dix-sept ans. Rentré en 1806 dans sa patrie, il sentit la nécessité d'étudier sa propre langue qu'il avait presque oubliée pour la langue française, et malgré son goût pour les lettres, il suivit les conseils et embrassa la profession de son père, Joseph Castinelli, avocat juriconsulte. Ce fut sous sa direction qu'il composa son premier *Essai sur les lois des Romains relatives au commerce*. Il se proposait aussi d'entreprendre un traité complet qui manquait encore à la jurisprudence, et dans lequel il comptait examiner le *Droit commercial et maritime*, dont l'existence et tel qu'il devrait être, mais il mourut à l'âge de trentesept ans et neuf mois, le 1<sup>er</sup> octobre 1826. On a de lui, outre l'ouvrage dont nous avons parlé, un *Éloge du général Spagnochi* et divers articles insérés dans l'*Anthologie*. Il a laissé des manuscrits encore plus importants, les uns presque achevés, les autres ébauchés, tels que deux *Comédies*, quelques *Mémoires sur le théâtre et sur le romantisme*, un *Précis de l'histoire de la république de Pise*, etc.

CATTANEO (BERNARD-LOTTA), lieutenant-général des armées françaises, né à Ajaccio en Corse, le 7 mars 1769. Sa famille, l'une des plus nobles et des plus considérables de l'île, est alliée à celle de Napoléon. Son oncle maternel Baccicchi avait épousé la princesse Elisa, sœur de l'empereur. Le jeune Cattanéo entra au service, en 1786, comme sous-lieutenant, au Royal-Corse. Il était arrivé, en 1793, après avoir fait les premières campagnes de la révolution, et avoir combattu à Jemmapes et à Fleurus, au grade de capitaine. La persécution qui s'attacha à lui comme noble, l'obligea à sauver sa tête en s'expatriant. Il fut accueilli avec bonté par le vieux prince de Condé; mais repugnant à battre les soldats qu'il avait commandés, il obtint d'être envoyé à Gènes avec une mission administrative. Le corps du prince licencié, et le règne de la terreur détruit, il entra dans l'armée républicaine, et continua à gagner ses grades sur les champs de bataille. En 1805, lors de la formation de la légion corse, il en fut nommé d'abord major, puis colonel, et en 1806, il fut, par décret impérial, envoyé avec ce corps magnifique, au service des deux rois que la famille de Napoléon a eus successivement sur le trône de Naples. Officier brave et dévoué, les occasions de se distinguer ne lui manquèrent pas; aussi devenu, en 1808, général de brigade, fut-il choisi pour aide de camp par Joachim Murat qui se connaissait en audace et en intrépidité. Le général Cat-

taneo se montra digne de remplir ces fonctions périlleuses auprès de ce roi dont le courage brillant et chevaleresque est célèbre. Il le suivit en Russie, et fut blessé au bras gauche en entrant dans la première redoute, à la bataille de la Moskova. Nommé lieutenant-général et officier de la légion d'honneur sur le champ de bataille, il n'échappa à la mort qu'après de longues souffrances causées par la gravité de sa blessure : néanmoins, toujours à cheval pendant la fatale retraite de l'armée, il revint en Pologne avec le roi Murat, et le suivit à Naples. Il fit avec l'armée napolitaine les deux campagnes d'Italie de 1814 et de 1815, puis, à la chute de son souverain d'adoption, fut enmené en Moravie comme prisonnier de guerre. Rentré en France en 1816, il resta, sans doute à cause de sa famille, dans la disgrâce des inquisiteurs de la restauration, et après une longue inactivité, fut mis en retraite avec l'élite de nos généraux par l'ordonnance qui rend le nom de M. de Clermont-Tonnerre si tristement fameux dans les fastes de notre vieille armée. La capacité administrative du général Cattaneo a été appréciée par le maréchal Soult, et sa bravoure admirée par le roi Murat : cela suffit. Il est encore prêt à servir au premier appel de la France.

CAVE (ARISTE), littérateur, est né à Doudeville, département de la Seine-Inférieure, en 1797. Sa famille est une des plus honorables de l'ancien pays de Caux. Son père, républicain honnête, prêt, lors des premiers temps de la révolution, asile et secours à de nobles pros crits. Après avoir fait ses études au collège de Rouen, M. Cavé vint faire son droit à Paris, et y fut reçu avocat : il n'avait embrassé cette profession qu'en cédant au vœu de ses parents : bientôt il la négligea pour la carrière des lettres qu'il a poursuivie depuis, et dans laquelle ses premiers pas ont été marqués par des succès. Il a fait avec M. Dittmer *Les sources de Neuilly*. Les pièces contenues dans ce recueil appartiennent à un genre nouveau, que la susceptibilité de la censure dramatique et les habitudes traditionnelles des amateurs du théâtre ont fait imaginer à MM. Roderer, Gain de Montagnac et Mérimée. *Les sources de Neuilly*, qui forment aujourd'hui 2 vol. in-8°, sont à leur 4<sup>e</sup> édition. M. Cavé a aussi participé à la rédaction d'un journal qui a contribué plus que tout autre dans ces derniers temps, à la révolution salutaire qui s'opère dans la culture et l'étude de quelques unes des connaissances humaines ; nous voulons dire le *Globe*. Ses articles, consacrés en général au théâtre et à la littérature, sont d'une critique élevée et de conviction, en même temps qu'ils portent le cachet d'un véritable talent. Possesseur d'une fortune modeste, mais qui suffit à ses besoins, M. Cavé a refusé plusieurs places avantageuses sous Charles X ; il a prêté sa liberté à une opulence qui aurait pu être considérée comme le prix de profession de principes que ses lumières lui font réprouver.

CERIZIER, député obscur, et qu'on a mal à propos renvoyé au *Supplément*. Il n'y avait rien à en dire.

CESSAC (le comte de). Voyez LAURE.

CHAKOWSKOI (ALEXANDRE, prince), né en 1777, dans le gouvernement de Smolensk, est le plus fécond écrivain dramatique de la Russie. Il a enrichi la littérature de ce pays d'un grand nombre de pièces de théâtre originales et traduites. On lui doit entre autres traductions *l'Opérette de la Chine*, de Voltaire, publiée en 1809, et celle de *l'Abus de Duris*, publiée en 1815. Parmi les pièces qu'il a données de lui-même, on cite particulièrement sa comédie intitulée *Ariadoplane*, la *Leçon aux maris*, sa comédie romantique, *les Aventures de Nigel*, empruntée au roman de Walter-Scott.

CHALBOS (FRANÇOIS), né à Cubières, département de la Lozère, général de division des armées de la république. Soldat avant la révolution, l'émigration d'un grand nombre d'officiers nobles favorisa son avancement, que justifiaient d'ailleurs un grand dévouement à la patrie, de talents militaires et une bravoure remarquable. Il était chef de brigade lorsqu'il arriva, le 22 mars 1795, à Fontenay, où s'organisaient quelques bataillons qui composaient toute l'armée ré-

publicaine. Après plusieurs engagements où il s'était distingué, nommé général de brigade, il attaqua le 10 avril suivant, avec quinze cents hommes, un rassemblement de vendeurs aux moulins de Chiffois et s'empara de leur position. Attaqué d'un jour après par trois à quatre mille vendeurs commandés par Ver-teuil, il parvint à les repousser, et s'empara d'une pièce de canon. Le chef d'état-major, en rendant compte au ministre des deux avantages remportés par Chalbos, ajoutait : « Les gazettes annoncent six mille hommes à Fontenay, et nous n'en avons que trois cent quarante-sept ; il y a à la Châtaigneraie quinze cents hommes, et à Saint-Hermand douze cents ; voilà toutes nos forces dans cette partie. Nous n'avons presque point de troupe exercée, et il n'y a qu'elle (je ne le dis qu'à vous) qui se soit bien battue. Les volontaires qui ne savent pas charger leurs armes sont étonnés au premier coup de feu ; et sans la sage précaution prise par Chalbos de placer de la gendarmerie derrière les bataillons de volontaires, il y aurait eu beaucoup de fusillades, et le succès eût été plus qu'incertain : je le répète, sans troupes de ligne cette guerre ne se terminera pas. » Chalbos obtint encore un avantage sur les vendeurs le 25 avril, à Mouilleron, et il résista avec peu de forces à des attaques partielles dans le poste de la Châtaigneraie, dont la défense lui avait été confiée. Attaqué le 13 mai par douze à quinze mille vendeurs qui, après la déroute de Quetteu à Thouars, s'avancèrent sur lui par trois directions avec huit pièces de canon, Chalbos, après un combat d'une heure, voyant arriver au comte d'Elbée de nouvelles forces, et craignant d'être enveloppé, ordonna la retraite, qui se fit en bon ordre, et il continua avec lui son artillerie, ses munitions et ses équipages. Le pillage de la Châtaigneraie par les paysans fut la suite de ce combat, où le général Chalbos n'avait eu à opposer à l'ennemi que trois mille hommes et trois pièces de canon. En rendant compte au ministre de cette affaire, ce général s'exprimait ainsi : « Cette franchise antique, qui fait mon caractère, me fait vous dire la vérité tout entière. Il est temps de prendre des mesures fortes, si l'on veut soumettre les hommes faibles que nous avons à combattre ; il faut, dans ces combats désolés, des troupes nombreuses. » Après cette retraite, les Français se retirèrent à Fontenay, l'ennemi les suivit. Les vendeurs, après avoir devasté les caves des citoyens de Yvaurant comme s'ils eussent été dans une ville abandonnée au pillage, ayant clanculé un chapelet à la main et un scapulaire au cou, firent toute la nuit une longue prière. Le lendemain, les prêtres en costume, dirent une messe solennelle pour demander à Dieu la faveur d'entrer en vainqueurs dans Fontenay. Chalbos averti, le 16, de leur approche, fit aussitôt ses dispositions de défense. Sandoz arriva la veille, fut chargé de commander le centre ; Dufour, capitaine au 84<sup>e</sup> de ligne, eut le commandement de la droite ; le général Beaufranchet d'Azat se tenait à la gauche. D'Elbée avait placé son artillerie au centre de l'armée vendéenne, rangée en deux lignes ; il commandait la droite et l'escadre la gauche. Pendant trois heures on se canonna vivement de part et d'autre ; une charge de cavalerie, faite à propos, decida la victoire en faveur du général républicain qui, profitant du désordre qu'il avait jeté parmi les vendeurs, se porta ventre à terre sur une partie de leur artillerie dont il s'empara. D'Elbée, qui combattait au premier rang, fut blessé ; le chef d'état-major de l'armée républicaine, Nouvion, eut un cheval tué sous lui, et son adjoint Constantin Faucher reçut un coup de poignard à la cuisse dans cette affaire, où les royalistes, poursuivis jusqu'à Baguenard, laissèrent sur le champ de bataille quatre cents morts, leurs caissons et seize pièces d'artillerie, parmi lesquelles était un long canon de cuivre qui, d'après l'opinion des vendeurs, avait une vertu surnaturelle, et qu'ils nommaient la *Morie-Jeanne*. Cette victoire valut au brave général Chalbos le grade de général de division. L'arrivée de l'écuyer d'Agra fit oublier au peuple vendéen les revers qu'il venait d'éprouver, et les prêtres excitèrent leur ardeur par des prédications, et paralyserent, par leur influence, les efforts de la convention, qui, pour terminer cette

guerre désastreuse avait, le 26 mai, adressé aux vendeurs une proclamation où l'on remarquait le passage suivant : « Infortunés, comme ou vous trompe ! Les prêtres, qui se disent les seuls catholiques, sont payés par l'or de l'Angleterre protestante. Le prodigue-t-elle pour venger votre religion qu'elle persécute et qu'elle surpasse ? Non ! c'est pour que la France se déchire de ses propres mains ; que votre sang coule pour sa cause, et le nôtre pour celui de la liberté ! c'est toujours du sang français. » Le 30 mai, Chalbos charge par d'Ayat d'une expédition sur La Châtaigneraye, parut devant ce poste à la tête de six à sept mille hommes d'infanterie, deux cent cinquante de cavalerie et neuf pièces de quatre. La Châtaigneraye fut évacuée par les rebelles, et les républicains y entrèrent sans résistance. Les habitations des patriotes y avaient été livrées au pillage par les soldats de l'armée catholique. Le général d'Ayat, en rendant compte de cette expédition au ministre, disait : « Le passage des vendeurs est comme celui de la lave, il irrape de dévastations et de mort. » Pendant ces entre-faites, des pelotons de vendeurs donnaient toutes les nuits des alertes à Chalbos qu'ils harcelaient continuellement à La Châtaigneraye depuis sa victoire. Les chefs de l'armée royaliste s'étaient rassemblés à Ellébec-sur-Sevres, et un conseil avait été tenu, d'Ellébec, prétendant que la dernière attaque n'avait manqué que faute d'ensemble, avait insisté pour qu'il en fût faite une nouvelle. Son avis que quarante mille hommes réunis devaient écraser les républicains, qui n'étaient qu'en petit nombre, fut approuvé, et les divisions de Bonchamp et de Larochefacqueville furent invitées à s'approcher sans délai. La Catholicienne anima ses soldats, parcourut les rangs, des récompenses célestes furent promises par les prêtres, dont les exhortations pleines de feu augmentèrent le fanatisme des troupes. Le 21, Chalbos fut averti que des rassemblements nombreux s'étaient formés à l'Abbaye, Moncontant, Saint-Pierre, Beaumour, Moulleron, et qu'une colonne venait d'envahir un village voisin. En différant de prendre un parti, sa retraite pouvait être coupée dans la forêt de Vouant, et Fontenay, sans défense, tombait au pouvoir de l'ennemi. Il résolut en conséquence de faire sa retraite, qu'il effectua à dix heures du soir, emmenant avec lui son artillerie et ses bagages. Sa colonne arriva dans la plaine de Fontenay le 25, à cinq heures du matin, après une marche de nuit très pénible. Le souvenir de la journée du 16 mai rassura les habitants ; on s'attendait à de nouveaux succès, si l'ennemi se présentait. On ne prit donc aucune mesure de précaution en cas de revers, et la troupe demeura au repos. On ne présumait pas d'ailleurs que l'ennemi pût se présenter dans la journée même. Cependant, vers une heure après midi, l'armée catholique parait et débouche dans la plaine, le combat s'engage ; les chasseurs de la Gironde font un feu très vif et sont vaillamment secondés par les volontaires de Toulouse et de l'Hérault. Sept représentants du peuple, présents à l'affaire, animaient le courage des bataillons, et les colonnes des royalistes étaient ébranlées. Chalbos ordonne à la cavalerie de charger ; vingt gendarmes seulement obéissent ; l'épouvante saisit les autres qui plient et prennent la fuite au grand galop. L'infanterie qui se trouve sur leur passage est foulée aux pieds de leurs chevaux. Les volontaires n'étant plus soutenus par la cavalerie, et ne pouvant résister au nombre, se replient. Le plus grand désordre se met parmi eux, et la déroute est complète. Les fuyards furent poursuivis par Bonchamp sur la route de Niort. Les généraux Nouvion et Beaufranchet d'Ayat protégèrent la retraite en chargeant avec quelques gendarmes qu'ils avaient ralliés, la cavalerie vendue qu'ils firent même plier. Les vaincus eurent environ dix-huit cents hommes tués, blessés ou prisonniers dans cette affaire malheureuse ; ils perdirent tous les bagages et vingt millions en assignats qui se trouvaient dans la caisse militaire. Entrés à Fontenay, les royalistes se livrèrent au pillage, et consommèrent la ruine de la plupart des habitants. Les papiers du département et de la municipalité furent brûlés. Des richesses immenses en argenterie et en ornements d'église devinrent leur proie ;

en un mot tout fut dévasté, et ils réduisirent à la condition d'ilotes tous les aspects de patriotisme restés dans le pays. Le 31 août suivant, Chalbos, informé qu'il existait un rassemblement considérable à Bourneau, se porta sur ce point, marchant sur deux colonnes : celle de gauche, aux ordres du général Duval, attaqua et mit en fuite les vendeurs. Le 9 octobre 1793, Chalbos ayant réuni à Breuille les divisions de Sammur, d'Airvault et de La Châtaigneraye, marcha sur Châtillon, qui couvrait les divisions de Lescure et de Beaurepaire, situées sur les hauteurs du bois du Moulin-aux-Chèvres. Leur aile gauche s'étendait vers les Aubiers. Chalbos plaça son artillerie sur la hauteur ; la brigade des généraux Chabot et Legros arrêta une colonne ennemie qui se portait sur la gauche des républicains ; la brigade Lecomte et Muller repoussa une autre colonne qui se portait à droite. Le commandant Chambon, promu depuis peu au grade de général de brigade, prit dans cette affaire, qui dura depuis midi jusqu'à la nuit. Son dernier cri fut : *Vive la république ! je meurs pour la patrie !* Si Beaurepaire ne resta pas parmi les morts, il le dut à quelques braves qui se détachèrent pour lui. Le 11, Chalbos éprouva un revers qui fut réparé le soir même. Les généraux Lecomte et Legros s'étaient conduits avec la plus grande bravoure. Le premier fut blessé mortellement. Le brave César Faucher, adjudant-général, reçut, dans une de ces affaires, dix coups de sabre sur la tête et un coup de feu dans la poitrine. Les républicains reprirent, dans le second combat, leur artillerie, leurs caissons, et leurs bagages qui étaient tombés au pouvoir des royalistes. Chalbos combattit encore le 15 octobre à Chollet, où l'armée républicaine fit des prodiges de valeur ; Beaupuy eut deux chevaux tués sous lui. L'entrepide Vernage, atteint d'un coup mortel, vint expirer sous les yeux du général Kleber, et cria avec lui : *Vive la république !* Le général Burd, couvert de blessures, contribua à la victoire en ralliant les grenadiers. Les chefs de l'armée royaliste, d'Ellébec et Bouchamp, furent mortellement blessés dans cette journée, où les rebelles, dit Kleber, combattirent comme des tigres, et les soldats de la république comme des lions. A Chateaufortier la division Chalbos se met en déroute, quoiqu'elle ne se battit pas, et suivit le général en chef Léchelle, qui lui donna l'exemple de la fuite, et dont les mauvaises dispositions coûtèrent un grand nombre de guerriers, et entre autres l'entrepide Bloss, qui seul restait, écrivait le général Caneaux, un bataillon par son audace. Cet officier général, blessé à la tête, ne voulant pas, dit-il, survivre à la honte d'une pareille journée, s'élança au-devant de l'ennemi sur le pont qu'il venait de défendre comme un autre Horatius Coclès. L'armée républicaine, après cette défaite, ne voulut plus obéir à Léchelle : elle demandait à grands cris qu'on lui rendit Dubayet, ou que Kleber fût chargé du commandement ; mais celui-ci refusa. « Vous avez ici, » dit-il en parlant de Chalbos, un général divisionnaire expérimenté, à l'expérience de quarante ans de service, joint le ton du commandement et les formes nécessaires pour inspirer de la confiance. Je souffrirai chaque fois que je serai obligé de donner des ordres à un tel homme. » On se rendit aux raisons de ce modeste général. On engagea Léchelle à demander un congé. Il fut arrêté que Chalbos prendrait le commandement en chef par interim, et qu'il se ferait assister par le conseil des autres généraux. Le comité de salut public approuva ce remplacement : et au mois de novembre 1793, Chalbos sollicita et obtint de se retirer sur les derrières de l'armée, pour soigner sa santé. Telle est la vie militaire du général Chalbos qui, dans les premiers moments de notre régénération politique, commandant à des soldats improvisés, à des pères de famille que l'amour de la patrie avait armés, eut à déployer une grande activité et des talents militaires distingués. Si l'on se rappelle le peu de confiance que les troupes avaient dans leurs chefs, dont, aigris par la trahison, ils suspectaient l'attachement à la patrie, si l'on réfléchit que nos armées manquaient de vêtements et souvent de pain, et n'avaient pu encore être bien disciplinées ; que les officiers, pour la plupart



nouveaux, n'avaient pas fait le dur apprentissage des armes, et que nos volontaires voyaient le feu pour la première fois, on s'attendait de nos succès, et l'on t'entra compte aux généraux de cette époque des efforts qu'ils eurent à faire pour amener la victoire sous nos drapeaux. Celui auquel nous consacrons ces lignes n'était pas appelé à prendre part à d'autres exploits, et à rendre son nom redoutable aux peuples de l'Europe que nous avons vaincus plus tard. Il ne combattit qu'en France, et mourut commandant d'armes de la place de Mayence, le 3 février 1803. La *Biographie des contemporains* n'a consacré que quelques lignes au général Chablos; on nous saura gré d'avoir rassemblé, dans cet article, tous les titres de cet officier-général à l'estime et à la reconnaissance de ses concitoyens.

**CHALGRIN** (JEAN-FRANÇOIS-THÉRIER), naquit à Paris, en 1739, et mourut dans la même ville le 20 janvier 1811. M. de Marigny, directeur des bâtiments de la couronne, voulant encourager les dispositions qu'il montrait, le fit entrer de bonne heure à l'école d'architecture. Dirigé par Moreau et par Roulet, il y étudia le génie de ces maîtres qui, avec le comte de Caylus, luttait contre le mauvais goût d'alors. Le jeune Chalgrin fut un des premiers dont les compositions rappelèrent les belles productions de l'antiquité. L'académie ayant mis au concours le plan d'un pavillon situé à l'angle du grand parc d'un palais, Chalgrin remporta le grand prix. A la suite de ce triomphe, il partit pour l'Italie. De retour à Paris, il mérita l'estime du ministre Choiseul, qui encourageait les arts et protégeait les artistes. Le duc de la Vrillière le chargea de la construction de son hôtel, et le jour où il en prit possession fut pour Chalgrin un jour de fête. Invité chez le duc, et arrivant trop tard, ce seigneur lui en fit un léger reproche, lui dit qu'il ne fallait plus qu'il s'en rapportât à sa montre, et lui en présenta une d'un grand prix. Une place vaquait alors à l'académie d'architecture, et trois concurrents furent présentés au roi, qui choisit Chalgrin. En 1770, il fit la salle de bal et de festin pour le mariage du dauphin, et l'exécution en fut admirée. *Monsieur*, depuis Louis XVIII, le nomma à cette occasion son premier architecte, et lui donna l'intendance de ses bicus. Chalgrin a fait de nombreuses constructions; les plus remarquables sont: l'église de Saint-Philippe-du-Roule; l'hôtel Saint-Florentin, rue de l'Orangerie; le collège de France, place Cambrai; la tour et la chapelle des fonts, au portail de Saint-Sulpice, et le buffet d'orgues de la même église. Il restaura le palais du Luxembourg, dont le grand escalier est un chef-d'œuvre de magnificence, plusieurs hôtels à Paris et châteaux, et commença l'arc de triomphe de l'Etoile. Le directoire le chargea, en 1796 et 1797, des fêtes qui furent alors ordonnées; l'institut l'appela dans son sein, et le ministre de l'intérieur le nomma architecte de son ministère. Il est mort sans fortune. Chalgrin a formé peu d'élèves. Il sera plus célèbre par le grandiose de ses dessins que par la précision des détails: il manque de goût dans le choix de ses ornements, mais il a laissé de beaux monuments. Il espérait avec raison que l'arc de triomphe de l'Etoile ajournerait un dernier fleuron à sa gloire, mais la mort ne permit pas à Chalgrin d'achever ce monument.

**CHANTELAUZE** (JEAN-CLAUDE-BALTHAZAR-VICTOR de), né à Montbrison (Loire), en 1757, se fit connaître, en 1814, par une brochure très libérale sur le projet de constitution que venait d'adopter le sénat conservateur, et qui fut présentée à Louis XVIII. Il insistait surtout pour que l'initiative fût accordée aux chambres, et que, sans l'assentiment de l'autorité royale, elles eussent le droit de proposer elles-mêmes tout ce qu'elles jugeraient convenable au bien du pays. La matière des impôts, disait encore M. de Chantelauxe, doit être le dernier objet des délibérations des législateurs. Avant d'accéder aux demandes du ministre, ils doivent faire entendre leurs plaintes... *Subsides et plaintes*, disait un auteur anglais, se sont toujours tenus par la main... Il faut au peuple une garantie de la conduite des ministres: cette garantie n'est autre que leur garantie personnelle. La personne

« sacrée du roi est inviolable: les agents qu'il emploie doivent être soumis à la censure publique. Il n'est que suffisant de confier l'exercice de cette censure aux tribunaux: les deux chambres sont l'autorité sous laquelle les agents doivent fléchir. » De tels principes annonçaient assez peu le ministre qui rédigea les fameuses ordonnances et l'associé de M. de Polignac. Il ne paraît pas néanmoins que ces doctrines aient nui à l'avancement de M. de Chantelauxe, car il fit un chemin rapide dans la magistrature. Substitut du procureur du roi au tribunal de Montbrison, en 1814, il fut successivement nommé, le 25 octobre 1815, avocat-général à la cour royale de Lyon; en 1821, chevalier de la légion d'honneur; le 21 juillet 1826, procureur-général à la cour royale de Douai; puis, trois mois après, transféré en la même qualité à celle de Riom. Il passe pour avoir toujours déployé beaucoup de talent et d'intégrité personnelle dans ses fonctions. Aux élections de novembre 1827, il fut nommé député par le grand collège de Montbrison. Quelques difficultés s'élevèrent sur son admission, attendu qu'il ne justifiait pas complètement de la possession annuelle: mais la commission, puis la chambre, s'en rapportèrent à sa déclaration sur l'honneur et à celle de M. de Lacroix-Laval, maire de Lyon, et M. de Chantelauxe fut admis le 11 février 1828. Il prit une part active aux travaux de cette session. Rapporteur de la commission chargée de l'examen de la proposition de M. de Comy tendant à soumettre à une réélection tout député à qui il serait conféré une place rétribuée, M. de Chantelauxe en proposa l'adoption le 14 avril. Son rapport, écrit avec lucidité, paraît inspiré par un vif amour pour la Charte et pour les *libertés nationales*, expression qui s'y trouve deux fois répétée. L'auteur du projet avait introduit une exception pour les ministres et les officiers de terre et de mer; M. de Chantelauxe, au nom de la commission, limita cette exception aux officiers seulement: « Soumettre les ministres à la réélection, dit-il, les placer en présence de leurs commettants, c'est affirmer en leur faveur la foi politique. La mesure n'a donc paru offrir que des avantages. Il est peu de ministres qui, à leur avènement au pouvoir, aient à redouter une semblable épreuve. Ceux qui y succomberaient ne seraient plus en situation de servir aussi utilement dans la chambre le roi et le pays. » Le 17 avril, il fut nommé membre de la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à la presse périodique. Dans la discussion générale du projet concernant les listes électorales et du jury, il attaqua dans toutes ses bases, mais sous la forme d'observations dubitatives, la conception ministérielle. Il voulait qu'au lieu de durer trois jours, la session électorale se prolongeât pendant trois semaines, et qu'avant l'ouverture du scrutin, un certain nombre d'électeurs, désignés par le sort, statuassent sur les capacités électorales; mais ces deux propositions, la seconde surtout, furent accueillies par des murmures. Il s'éleva ensuite contre la confusion qui consistait, disait-il, à rattacher les listes électorales aux listes du jury. « N'était-il pas temps de séparer pour jamais ce qui tient à l'exercice des fonctions de juré de ce qui touche à la capacité des électeurs? Dans le premier cas, c'est un devoir à remplir; dans le second, c'est un droit à exercer. Point de similitude entre ces deux positions: c'est ce qui n'aurait pas dû échapper à la sollicitude du législateur. » Il s'opposa aussi, le 29 avril, au recours au conseil d'état, toutes les décisions sur les litiges électoraux devant, selon lui, émaner de l'autorité judiciaire. Il prit souvent la parole dans la délibération sur les articles, notamment le 2 mai pour combattre l'amendement proposé par M. Du Meylet pour accorder à des tiers non électeurs le droit d'élever des réclamations sur la confection des listes; puis le 9 mai pour demander la suppression des amendements de la commission au titre IV du projet. Le 2 juillet, dans la discussion du budget, il vanta l'économie qui présidait aux dépenses du ministère de la justice; et, présentant quelques vues générales sur l'organisation des justices de paix, il émit le vœu qu'elles fussent mises sur le même pied que les justices de paix d'Angleterre, et devinssent des fonctions honorifiques attribuées aux

principaux propriétaires des provinces. « Ces idées », ajoutait-il, ont un côté monarchique, aristocratique, peut-être, qui n'obtiendrait pas l'assentiment général. Il me suffit de cet aperçu pour vous faire entrevoir combien nous sommes éloignés du temps où ces vœux, ces rêves si l'on veut, peuvent être réalisés. » Dans la même séance, répondant à M. Dupin l'aîné, il défendit l'institution des juges-auditeurs, et prétendit que les détruire ce serait porter atteinte à l'immovibilité de la magistrature. A l'ouverture de la session de 1829, M. de Chantelauze fut, le 25 janvier, chargé par le quatrième bureau, dont il était secrétaire, de faire le rapport sur les élections du département de la Loire. Il obtint dans trois scrutins successifs un grand nombre de voix pour la vice-présidence, sans cependant réunir le nombre de suffrages nécessaires. Soit et 31 janvier 1829. Le 9 mai, il se prononça contre la proposition du général Demarçay, tendant à nommer une commission pour l'examen du budget de chaque ministère. Dans cette circonstance il laissa voir plus ouvertement qu'à la dernière session la véritable tendance de ses opinions politiques. « Depuis son avènement au pouvoir », dit-il avec une ironie qui excita les murmures de la gauche, le ministère a donné assez de preuves de son attachement aux principes constitutionnels. Je desirais seulement qu'il n'aille pas trop loin dans la nouvelle carrière où il est entré. Les paroles que je viens de prononcer ne devraient exciter ni surprise ni murmure. Dans diverses circonstances, sinon à la tribune, du moins dans les bureaux, j'ai fait une profession nette et franche de mes principes : comme le ministère, je suis attaché au gouvernement représentatif. Comme le ministère, je veux le maintien de la Charte et le développement monarchique de nos institutions. Voilà la profession publique que je fais à cette tribune, et dont je ne devierai jamais. » Il prit beaucoup de part à la discussion sur le projet de loi relatif à la pêche fluviale, et vota contre le premier article comme manquant de clarté. Dans la même séance, le 10 mai, il demanda la suppression du paragraphe de ce même article, qui tendait, disait-il, au retablisement de certains droits féodaux en matière de pêche, droits qu'avait entièrement supprimés la loi du 14 floréal an 10. La chambre adopta son opinion. Le 30 mars, dans la discussion relative au monopole du tabac, sans se prononcer explicitement en faveur du monopole, il dit qu'il fallait se défier des résultats de la science si nouvelle de l'économie politique. Il blâma fortement la proposition de M. de Brigode, tendant à nommer une commission chargée d'examiner la question du monopole du tabac. « J'avoue », dit-il, que ce mot commission d'enquête fait monter dans mon esprit un sentiment pénible. Je ne sais si l'état de la société a beaucoup à s'applaudir de ce nouveau mode d'investigation que l'autorité a cru convenable d'adopter. » Le 28 mars il demanda le rapport sur le projet de loi concernant la dotation de la chambre des pairs, et se plaignit des lenteurs de la commission. Dans la discussion sur le projet relatif à l'organisation des conseils d'arrondissement et de département, il vota contre le mode d'élection comme tendant à priver le roi d'une partie de sa puissance exécutive. Puis taxant de tentative pécuniaire le projet ministériel, il fit le tableau le plus sombre de la situation morale des esprits en France. « Je ne viens », dit-il, ni évoquer de lugubres souvenirs, ni vous montrer le fantôme sanglant de la souveraineté du peuple, ni poursuivre d'impuissantes clameurs. Je comble directeur dont on fait tant de bruit. Mais le temps où nous sommes n'est pas celui où l'on peut fonder des institutions durables. On ne veut pas généralement de révolution, mais on adopte à son insu les idées qui y conduisent. On ne veut pas compromettre le repos public, mais on ne fait rien pour le conserver.... Un mouvement général nous entraîne vers des théories nouvelles. Ce mouvement a doublé nos vœux de force et de vitesse depuis plus d'une année.... Les intérêts matériels comme les intérêts politiques du pays, tout a été remis en question.... Et cependant qui peut exciter cette agitation morale ? Ce n'est pas l'intérêt des libertés publiques qui jamais n'ont été mieux affirmées.... Y a-t-il en Europe

un peuple qui jouisse de franchises plus étendues ? Nous en sommes venus jusque-là que nous ne jetons plus qu'un regard de dédain sur l'Angleterre. Ses libertés aristocratiques et bourgeoises ne sauraient satisfaire notre superbe philosophie.... Au milieu de la paix la plus profonde il y a une sorte de maladie et de fermentation qui mine les bases de la tranquillité publique.... Chacun est tourmenté par une inquiétude sans objet, par un sentiment vague d'instabilité. Le pouvoir, considéré d'une manière absolue, abaissement faite des hommes qui l'exercent ou l'ont exercé, s'affaiblit et décline de plus en plus.... Dans une telle position, dans ce temps de difficile passage, rien n'était plus nécessaire que de chercher à se rassembler en un seul point d'intérêts matériels. C'est là ce que dictait la sagesse, ce que commandait la sécurité du pays. Le ministère a mal étudié cette position, mal connu les circonstances actuelles, en proposant une loi tellement importante qu'elle a reçu le nom de Charte, en soulevant un fardeau que ses forces épuisées ne pouvaient plus soutenir. » Le 21 avril, M. de Chantelauze combattit un amendement de M. Dupin concernant la dotation des anciens sénateurs, et excita les murmures violents de la gauche en cherchant à établir que la pension des anciens sénateurs n'était point une dette de l'état, mais seulement un bienfait du roi. Le lendemain, dans la même discussion, il s'éleva contre l'opinion du général Lamarque qui avait contesté la légalité de l'ordonnance du 4 juin 1814 relative à la dotation des pairs, comme émanée de la puissance seule du roi. « La discussion », dit-il, semblait avoir atteint les limites possibles de la liberté des opinions. Si je ne m'abuse, l'honorable général lui a fait faire un pas de plus.... C'est pour la première fois qu'il vient attaquer le caractère légal de cet acte souverain, et disputer au roi le pouvoir qu'il a eu de disposer de la dotation du sénat. » Le même jour, M. de Chantelauze appuya l'amendement de M. Froment, qui autorisait, dans certains cas, la transmission des pensions dont jouissent les pairs de France, jusqu'à concurrence de 10,000 francs. Tant de zèle pour la cause monarchique devait trouver sa récompense sous le ministère de M. de Polignac. Aussi fut-il nommé premier président de la cour royale de Riom par la même ordonnance qui élevait aux fonctions de procureur-général près la cour de Lyon M. Guernon de Ranville, le 26 août. A l'ouverture de la session de 1830, porté par les ministériels, il obtint dans deux scrutins successifs cent seize voix pour la candidature à la présidence. Dans le comite secret du 15 mars, il se prononça fortement contre le projet d'adresse, et parut menacer les constitutionnels d'un 5 septembre monarchique ; mais, dès le lendemain où ce discours fut prononcé, il désavoua publiquement, et par la voie des journaux l'interprétation coupable qu'on avait donnée à l'expression dont il s'était servi. De telles opinions devaient le conduire rapidement au ministère, dans un moment surtout où M. de Polignac voyait se rallier à lui si peu d'hommes d'état. Déjà, à l'époque de la formation du ministère du 8 août 1829, M. de Chantelauze avait été présenté au roi pour le département de l'instruction publique et des affaires ecclésiastiques : on croyait que par son habitude de la parole, il serait d'un utile secours. Mais prévoyant tous les dangers de la marche qu'on allait suivre, il avait refusé. Dix mois après, lors de la démission de M. de Courvoisier, Charles X lui fit proposer les sceaux. Il résista long-temps, bien que le dauphin joignit ses sollicitations à celles de M. de Polignac. Le 9 mai, il écrivit à ce dernier pour lui exprimer une grande défiance de lui-même : « Il croyait peu convenable, à la veille de la convocation des collèges, de modifier le ministère ; dans tous les cas il regardait comme une nécessité de rappeler M. de Peyronnet au pouvoir. Sa présence au conseil, ajoutait-il, leverait quelques objections qui ne sont personnelles ; car un engagement que je ne puis rompre, me lie à ses destinées politiques. Il m'en coûte d'avouer que, même en ces cas, j'aurais une peine très grande à me déterminer au sacrifice qu'on me demande. Au reste je suis prêt à partir pour Paris lorsque l'ordre m'en sera donné.

« Ce n'est que là que je pourrai juger si mes avis et mon concours seraient utiles au service du roi. » Cette lettre fut mise immédiatement sous les yeux de Charles X, qui, interprétant d'une manière fâcheuse le refus qu'elle exprimait, manda à M. de Polignac, eu date du 14 août : « Je vous renvoie, mon cher Jules, la longue lettre de M. de Chantelauze : elle dit tout, excepté le fin mot de la chose : c'est qu'il a peur de perdre une place agréable et inamovible, pour en prendre une malheureusement trop amovible. Au surplus je ne change rien à nos projets, et s'il vous convient toujours, comme je le crois, nous le ferons. » prêcher par Peyronnet. » M. de Chantelauze reçut donc l'ordre de se rendre à Paris ; et il se laissa entraîner malgré lui au milieu des honneurs et des abîmes. Rien ne peint mieux les combats qu'il eut à soutenir que la lettre qu'il écrivit à son frère, conseiller à Monthlison, le 18 mai, veille de son entrée dans le conseil... « Je ne veux pas, lui mandait-il, que tu apprennes par le *Moniteur* et avec le public, l'événement le plus important et je le crois le plus malheureux de ma vie : c'est ma nomination comme garde-des-sceaux. Voilà dix mois que j'oppose une résistance soutenue à mon entrée au conseil : on ne me laisse plus aujourd'hui mon libre arbitre, et les ordres qui me sont donnés ne me permettent plus que l'obéissance ; je me résigne à ce rôle de victime. » Si l'on en croit les journaux du temps, on avait d'abord pensé à M. Guernon-Ranville, pour succéder à M. de Courvoisier ; mais M. de Chantelauze lui fut préféré. Le *National* le désignait comme un orateur froid, diffus, ennuyeux, jésuite consommé, protecteur du collège de Rion, etc. Ce qui eût pu déplaire au nouveau ministre, encore plus que ces personnalités, c'est la révélation que firent alors le *Mercur* *goussien* et d'autres lui les journaux de Paris, de la brochure très libérale qu'il avait publiée, en 1814. Immédiatement après son entrée au ministère, les nominations de M. de Renneville, comme conseiller-d'état, de M. Ferdinand de Berthier, comme directeur des forêts, contresignées par M. de Chantelauze, indiquèrent que M. de Polignac avait trouvé en lui un véritable appui. On ne peut nier qu'alors le ministère du 8 août, recomposé pour la troisième fois, avait sinon la pensée encore bien arrêtée des coups d'état, du moins pour but unique d'obtenir une chambre disposée à restreindre la liberté de la presse et à changer la loi des élections. Dans la lettre déjà citée qu'il adressait à son frère, M. de Chantelauze lui écrivait alors : « Veille sur les élections, car y échouer serait maintenant une chose honteuse. » Il fut reçu par le collège de Monthlison ; mais si l'on en croyait les journaux d'opposition libérale, il ne payait plus le cens électoral, ayant vendu sous seing privé une propriété dont les contributions n'en figuraient pas moins dans son cens électoral. Les électeurs libéraux, prétend-on, allèrent chez l'acheteur, lui donnèrent l'argent nécessaire pour l'enregistrement de l'acte ; et cette fraude électorale aurait été dénoncée lors de la vérification des pouvoirs, si la dissolution de la chambre, immédiatement après l'élection, l'avait permise. Malgré tous les efforts du ministère, les élections avaient amené contre lui une majorité menaçante. Toutefois la sûreté des électeurs constitutionnels avait été troublée par d'indignes violences à Montauban, où le député qu'ils avaient élu, M. de Preissac, manqua d'être assassiné. Dans cette circonstance, on ne peut reprocher à M. de Chantelauze d'avoir manqué à son devoir. Il désapprouva l'autorité administrative qui s'opposait aux poursuites contre les délinquants. Le 3 juillet, il écrivit à ce sujet au procureur-général du ressort : « Il est dangereux d'habituer le peuple à s'assembler et à commettre des actes de désordre, quelle que soit d'ailleurs la cause de ce mouvement. Les considérations que fait valoir l'autorité administrative ne sont pas de nature à arrêter le cours de la justice. Je vous engage en conséquence à prescrire sans retard des poursuites contre les auteurs des excès qui ont eu lieu à la suite de l'élection de M. de Preissac. » Les incendies ravageaient alors la Normandie et d'autres parties du royaume. La corres-

poudance la plus active eut lieu à ce sujet entre le garde-des-sceaux et les magistrats des diverses localités. Presque toutes les lettres de M. de Chantelauze sont écrites de sa main. L'examen attentif de cette correspondance, est il dit dans le rapport de la chambre des pairs, n'a pu nous laisser aucun doute sur les soins et la vigilance du chef de la justice. » Dans une de ces lettres, adressée, le 23 mai, au procureur-général de Caen, on lit ce passage remarquable : « L'impression qui m'est restée de la lecture de vos rapports, c'est qu'il faut rattacher ces événements à des causes politiques. » Lors de la discussion des fautes ordonnées, il ne se prononça dans le conseil ni pour ni contre, mais il ne fit aucune difficulté de les signer. Il fut chargé de dresser celle qui suspendait la liberté de la presse, et le rapport qui les précédait toutes. Dans cette pièce il s'attacha principalement à combattre la presse périodique, et parlait fort peu du nouveau système électoral. L'instruction du procès a prouvé combien il était profondément ému, ainsi que M. de Monthl, lorsque, le dimanche 25 juillet, il fit venir à onze heures du soir à la chancellerie, M. Sauré, rédacteur du *Moniteur*, pour lui remettre les ordonnances. Le mardi 27, il assista au conseil où fut décidée la mise en état de siège de la ville de Paris. Il paraît avoir été dans un areglement complet sur l'impression que devaient produire les ordonnances. L'avocat-général Bayeux étant venu lui témoigner sa surprise de ce que le parquet n'avait pas été informé officiellement de l'existence des ordonnances, il répondit que l'autorité administrative étant chargée de l'exécution des premières mesures à prendre, il avait paru inutile d'en donner avis aux magistrats. Au tableau succinct que lui faisait M. Bayeux des dispositions du peuple, et de l'invincible résistance qui se préparait, M. de Chantelauze répondit à ce magistrat qu'il s'alarmait mal à propos, que le gouvernement avait tout prévu, et qu'on avait la certitude que la moindre démonstration de force ferait rentrer tout dans l'ordre, que le peuple se bornerait à crier à *bus les ministres* ! cris que ceux-ci étaient déterminés à laisser pousser sans en tirer vengeance. Le 28 il notifia au procureur-général près la cour royale de Paris l'ordonnance contresignée Polignac, par laquelle la ville de Paris était mise en état de siège : « Vous connaissez les conséquences légales de l'état de siège, disait M. de Chantelauze, et vous sarez soin de vous y conformer. » Le même jour, il remit à l'avocat-général Bayeux un ordre signé par le duc de Raguse, lequel enjoignait à la cour royale de se réunir aux Tuileries. On a peine à s'expliquer le motif d'une pareille mesure. Bientôt les événements devinrent d'une telle gravité, qu'il ne fut plus possible à M. de Chantelauze de se faire illusion. Il se rendit à Saint-Cloud, et suivit Charles X jusqu'à Rambouillet. Après l'abdication de ce prince, il quitta Rambouillet avec MM. Guernon-Ranville et Peyronnet, ses collègues, et tous trois se dirigèrent séparément vers Tours. Il paraît qu'ils avaient le dessein de passer la Loire, et de se rendre dans les départements de l'ouest. Aux portes de Tours, M. de Chantelauze, en apercevant le drapeau tricolore, rebroussa chemin, et se dirigea vers une petite commune éloignée d'environ une lieue et demie de ce chef-lieu. Il était vêtu d'un mauvais habit noir, il avait aux pieds des bottes percées, et pour toute fortune trois francs dans sa poche. Le délabrement de son costume inspira des soupçons ; il fut arrêté et conduit à Tours. Il refusa d'abord de se faire connaître ; mais sur la menace d'être mis en prison, il se nomma, et réclama l'inviolabilité attachée à sa qualité de député. On lui répondit : « En qualité de député vous êtes inviolable, mais en qualité de garde-des-sceaux, vous êtes déclaré traître à la nation. » En conséquence il fut écroué dans la même prison où se trouvait déjà M. de Peyronnet, et où fut conduit M. Guernon-Ranville peu de jours après. Tous trois furent, en vertu d'un mandat d'amener lancé par la chambre des députés, extraits des prisons de Tours, le 26 août, à deux heures après minuit, et conduits à Paris, où ils arrivèrent le lendemain à quatre heures du matin. Pendant toute la route, M. de Chantelauze fut dans un état complet d'abattement.

Les trois ex-ministres ne firent que traverser Paris : à quatre heures et demie, ils étaient à Vincennes, où ils demeurèrent jusqu'au 10 décembre, qu'ils furent transférés à la prison qu'on leur avait préparée dans le palais du Luxembourg, en vertu d'un mandat d'arrestation de la chambre des pairs du 29 novembre. M. de Chantelauze, qui était tombé dangereusement malade à Vincennes, ne put arriver à Paris que quelques heures après ses collègues. Les débats commencèrent devant la chambre des pairs le 15 décembre. M. de Chantelauze soutint son interrogatoire avec un calme qui ne se démentit que lorsque le procureur général Prévot, dans son réquisitoire, le signala comme le plus coupable après M. de Polignac. Il fit alors un geste de colère. Du reste, il ne dévota aucun des faits qui lui étaient imputés relativement aux fatales ordonnances. Son défenseur, M<sup>e</sup> Souzet, avocat distingué du barreau de Lyon, plaida pour M. de Chantelauze avec un talent admirable. L'éloge qu'il fit de son client, comme magistrat et comme homme privé, ne fut démenti par personne. Il n'essaya pas même d'accuser entièrement la signature des ordonnances. « Renvoyez l'accusé, dit-il, non pas sans censure, mais sans mépris. » Le jugement fut prononcé le 22, et M. de Chantelauze fut condamné, avec MM. de Peyronnet et Guernon-Ranville, à la prison perpétuelle, à l'incapacité légale et aux frais du procès. Des le jour même, il avait été ramené avec eux à Vincennes. Lorsque le greffier vint leur lire l'arrêt de la cour des pairs, M. de Chantelauze dit à M. Guernon-Ranville : « Eh bien ! mon cher, nous aurons le temps de jouer aux échecs. » *Foyez GUERNON-RANVILLE, comte de* et *POURCEUR (Jules de)*.

**CHARLES X** (*Charles-Philippe*), naquit à Versailles, le 9 octobre 1757, et reçut le titre de comte d'Artois. Il était frère des deux princes qui ont régné avant lui, sous les noms de Louis XVI et de Louis XVIII. En 1773, le 16 novembre, il épousa Marie-Thérèse de Savoie : elle eut trois enfants, la princesse Stéphanie, qui a peu vécu, et les ducs d'Angoulême et de Berry : elle mourut en Angleterre, le 2 juin 1805. L'héuereux naturel dont le comte d'Artois se trouvait doué ne lui servit qu'à devenir un homme aimable au milieu d'une cour livrée à la mollesse. Il ne parut pas même jaloux d'acquiescer plus tard les privilèges d'un homme d'état : les prérogatives de sa naissance suffirent à ses yeux, et les plus sévères leçons de la fortune n'ont pu le faire sortir de cette indifférence. Dès sa jeunesse, il retira peu d'honneur de ce qui lui fut prescrit ou suggéré d'apprendre comme membre de la famille royale. Il s'éloigna de Versailles pour la première fois en 1771, et se présenta dans une partie de nos ports sur l'Atlantique. Le gouvernement cherchait alors à retoucher la marine française, étrangement négligée sous le règne précédent. En 1781, le comte d'Artois, qu'on avait fait chevalier de l'ordre du Saint-Esprit à l'âge de quatorze ans, fut obligé de prendre part, comme observateur, à la campagne de Gibraltar ; il était dans la boue de l'âge, mais il ne montra pas une valeur chevaleresque. Après s'être rendu lentement à Madrid et s'y être reposé, il arriva vers le commencement d'octobre, au camp de Saint-Roch, et tout ce qu'il put obtenir de son courage fut d'y rester, comme disait gaillardement le soldat, huit mortelles journées. Cela n'empêcha pas qu'on ne lui donnât à son retour la décoration de Saint-Louis. On avait désiré qu'il allât au loin acquiescer ainsi de l'importance, pour effacer le souvenir d'une aventure à laquelle avait donné lieu, en 1778, le bal de l'Opéra, et dont le public s'était fort amusé. Cependant, si ce démêlé avec le duc de Bourbon fut assez ridicule dans le principe, du moins le prince tira l'épée, et l'on prétend même qu'il épousa en cette circonstance ce qu'il devait montrer de courage pendant le reste de sa vie. Il parait que le comte d'Artois étant lieu avec M<sup>me</sup> de Canillac, que la duchesse de Bourbon avait des motifs pour le trouver mauvais : qu'en conséquence, après des propos très peu modérés, s'asseyant auprès du prince qui venait de quitter M<sup>me</sup> de Canillac, elle prit et leva si vivement la barbe de son masque, que les cordons s'en

détachèrent ; qu'enfin le prince perdant patience, arracha le masque de la duchesse, et la quitta sans lui faire aucune excuse pour cet importement, provoqué, il est vrai, avec quelque impudence. Conformément à nos usages, c'était au duc de Bourbon à intervenir pour justifier des transports jaloux qui le blessaient, et pour venger honorablement une insulte méritée. Le comte d'Artois ne refusa point d'en rendre raison, malgré la défense du roi, qui devait être signifiée à propos, dès que les épées seraient tirées ; mais la reine voulut le duel, et l'on se battit. Le soir, nul n'étant blessé, le comte d'Artois eut la maladresse de se montrer au spectacle avec la reine, paraissant ainsi demander des applaudissements ; mais il ne recut qu'un accueil froid, et, selon Beaulieu, il en fut douloureusement affecté. Il avait du moins le mérite de tenir à l'opinion, mais des vues étroites, des penchants frivoles, un esprit facile à subjuger, s'opposaient à ce qu'il se rendît favorable. Il n'aimait d'ailleurs à se refuser aucun plaisir, et ses dépenses aliénaient de lui les esprits sages. Lorsque, à l'époque même où la convocation des états-généraux devenait indispensable, M. de Calonne eut l'imprudence de multiplier les pensions, le comte d'Artois pensa que c'était le moment de payer ses dettes. Quand je vis toute la monde tendre la main, à-t-il dit lui-même, je tendis mon chapeau : ce ne fut pas en vain. A l'âge de vingt-six ans, il avait eu près de huit millions de dettes, et quatre ans plus tard, il en devait plus de quatorze, dont treize étaient exigibles. Cependant le livre rouge portait que quatre millions et demi étaient alloués au comte d'Artois pour sa maison. Avant la séparation de l'assemblée des notables, en 1787, le marquis de Lafayette s'était élevé contre les actes arbitraires et les divers abus tolérés jusqu'alors, le comte d'Artois, pour toute réponse l'invita à silence. Lorsqu'ensuite il fut envoyé, avec son frère, le comte de Provence, pour exiger de la cour des comptes et de la cour des aides l'enregistrement de deux édits, on crut prudent de border la haie depuis la barrière jusqu'au palais de justice, et jusqu'au Luxembourg. Mais malgré ce déploiement de forces militaires, et les gardes qui entouraient les voitures des princes, le public voulut leur faire sentir la différence qu'il mettait entre eux, depuis qu'ils avaient présidé chacun un bureau de l'assemblée des notables, où le comte de Provence, plus éclairé, avait reconnu le besoin des réformes, tandis que le comte d'Artois s'était hautement déclaré contre ces concessions. Le premier vit la foule joncher de fleurs son passage ; quant au comte d'Artois, il n'entendit que des murmures, et fut même vivement menacé. L'attitude de ses gardes le tira de ce danger, mais on continuait à crier auprès de lui : *Vive la nation ! en dépit de vous, monseigneur*. Quelques jours après, on ne voulut plus souffrir sa livrée dans Paris. Il avait cependant favorisé par une lettre de sa main la réunion des trois ordres. Lorsque le roi, d'après le conseil de son frère, se rendit à l'assemblée, sans suite et sans garde, le comte d'Artois l'accompagnait : mais on pâleur annonçait une anxiété d'autant plus pénible qu'il n'était disposé à rien dire pour se rendre populaire. Le duc de Liancourt lui ayant annoncé, sans doute par erreur, qu'il existait des affiches où on demandait sa tête, il partit le soir même pour Turin avec ses deux fils, accompagné des ducs de Bourbon et d'Enghien. Après avoir eu, à Mantoue, une première entrevue avec l'empereur Léopold, et avoir fait quelque séjour à Worms, puis au château de Brühl, près de Bonn, il se fixa momentanément à Bruxelles, en 1791. Il partit ensuite pour Vienne, et il revint Léopold à Plinits : le roi de Prusse y était aussi. C'est là que fut arrêtée, surtout d'après les sollicitations du comte d'Artois, cette convention célèbre, qui, sans avoir eu tout son effet, a irrité la France, et dont les conséquences indirectes ont été très importantes. On y déclarait qu'on allait s'armer pour mettre Louis XVI en état d'aller à la messe, dans la plus parfaite liberté, les bases d'un gouvernement monarchique, également convenable aux droits des souverains, et au bien-être de la noblesse. Aussitôt

le prince écrivit au roi son frère : « Nous nous empres-  
sons d'apprendre à votre majesté que les puissances,  
dont nous avons réclamé pour elle les secours,  
sont déterminées à y employer leurs forces, et  
que l'empereur et le roi de Prusse viennent d'en  
contracter l'engagement. Les autres cours sont dans  
les mêmes dispositions... Les généreux sentiments  
du roi de Sardaigne... Les Suisses, Gustave, Ca-  
therine, l'Angleterre ne s'opposent pas aux vœux  
de cette noble et irrésistible confédération. » Mais  
cette lettre même, et divers indiscretions, refroidi-  
rent les principaux cabinets. D'autres sur lesquels on  
comptait sans les avoir consultés, en témoignèrent du  
mécontentement. La France, tout en se plaignant  
de ces menaces, ne parut pas intimidée : l'Autriche  
elle-même hésita, et l'on en vint au point de ne pas  
permettre au comte d'Artois d'établir un dépôt de recrutes  
dans les Pays-Bas. Louis XVI ayant donné, le 13 septembre, son adhésion à l'acte constitutionnel,  
invita ses frères et le prince de Condé à rentrer en  
France, aux termes du décret qui exigeait le retour  
des émigrés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1793. Le comte d'Ar-  
tois répondit, de Coblenz, qu'il ne pouvait obteni-  
r un ordre que, selon lui, le roi n'eût pas donné,  
s'il n'eût pas été retenu dans une captivité morale et  
physique. La tiédeur même des puissances ne l'éclair-  
cit pas ; il déclara expressément dans cette ré-  
ponse, qu'il ne changerait point de maximes, et il ve-  
nait de recevoir à bras ouverts l'abbé Maury, dont le  
zèle ambitieux avait tant contribué à l'exaspération  
que des royalistes sincères, mais prudents, auraient  
toujours évitée. Peu de temps après, une proclamation  
parut au nom des princes : l'assemblée nationale y était  
traitee avec beaucoup d'aigneur, ou même avec un  
mépris affecté : tout espoir de réconciliation s'évanouit.  
L'assemblée législative survint, et ne garda  
point de ménagements : le 4 janvier 1793, elle décréta  
d'accusation le comte d'Artois. Quatre mois après,  
elle supprima le traitement d'un million qui lui avait  
été accordé, et déclara son apauvrement saisissable par ses  
créanciers. Les agents du comte d'Artois lui ayant ap-  
pris qu'il se promettaient de faire éclater des troubles  
à Lyon, et dans quelques provinces méridionales, il se  
hâta de s'en rapprocher : mais, à l'ouverture de la  
campagne de 1793, il quitta Turin, avec l'espoir d'en-  
trer en France, en même temps que les étrangers, et  
à la tête d'un corps de cavalerie d'émigrés qui devait  
seconder, dans l'ancienne Champagne, les opérations  
de l'armée prussienne. Il parait constant qu'en effet  
le prince a été aperçu parmi eux, mais il n'y a point  
laissé de souvenirs. Il se trouvait, avec son frère, dans  
la ville de Ham, en Westphalie, quand ils apprirent  
le malheur de Louis XVI. Le comte de Provence prit  
aussitôt le titre de régent, et donna au comte d'Artois  
celui de lieutenant-général du royaume. Malgré tout  
le dévouement apparent qui avait précipité les émigrés  
sur les pas des Bourbons fugitifs, la mort de Louis XVI  
fut moins pleurée au-delà du Rhin, que dans Paris  
même : l'infortuné monarque avait eu le tort de dési-  
rer le bien de toutes les classes, et de sanctionner l'abolition  
des vieux privilèges. Catherine de Russie,  
saisissant l'occasion d'assurer la prépondérance des  
caars, en habituant l'Europe occidentale à leur inter-  
vention, montrait plus d'empressement que le cabinet  
de Vienne pour traiter la France à peu près comme  
l'avait été la Pologne. Le comte d'Artois fit donc vo-  
lontiers le voyage de Saint-Petersbourg. Complimenté  
à Riga par Repnin, et comblé d'honneurs dans la ca-  
pitale, il reçut enfin des mains de Catherine l'épée la  
plus riche peut-être, mais la plus malheureuse qui  
jamais ait été donnée. L'impératrice lui dit d'un ton  
chevaleresque : « J'espère que vous vous en servirez  
pour le rétablissement et la gloire de votre maison. »  
On n'a point conservé la réponse du prince : mais son  
aide-camp, le comte de Vauban, a écrit qu'à la  
manière dont cette épée fut reçue on vit bien qu'elle  
ne sortirait jamais du fourreau. Catherine met-  
tait vingt mille hommes à la disposition du régent, à  
condition toutefois que l'Angleterre les solderait.  
Non-seulement le comte d'Artois négligea de se rendre  
à Londres pour presser l'exécution de cette promesse,

que le ministère anglais négligea de remplir ; mais il  
oublia même d'encourager par sa présence le zèle  
sincère des vendeurs, ou de leur faire claire-  
ment entendre qu'il appréciait leurs sacrifices, et  
qu'il leur ménageait des secours. Ce fut pis encore  
lorsqu'on sut que le prince, tranquille dans Ham,  
venait de vendre l'épée de Catherine. On donna, il es-  
t vrai, un peu de cet argent aux émigrés tombés dans  
le dénûment, mais un acte si impolitique tournait au  
détriment de l'émigration même. Plus tard, lorsque  
la Grande-Bretagne eut amuré au prince un traite-  
ment annuel de 24,000 livres stéril., il consentit à  
s'occuper de engagements contractés à Saint-Peters-  
bourg. Le 26 juillet 1795, il s'embarqua à Cuxhaven  
pour se rendre à Londres. Il s'était bien fait attendre,  
mais enfin on mit à sa disposition la frigate *le Jean*,  
de l'escadre de Ware, et il partit de Portsmouth, ac-  
compagné de quelques milliers d'Anglais et d'émigrés.  
Après être resté en croisière sur les côtes françaises  
de l'Ouest, il débarqua, le 29 septembre, à l'Île-  
Dieu, comme s'il eût résolu de se montrer à la tête  
des bandes catholiques ou royales. C'eût été le signal  
de l'arrivée des Russes : mais ce n'était pas précisé-  
ment l'intention du prince, malgré les mouvements  
contre-révolutionnaires qu'on approchait déterminait  
dans plusieurs provinces. Sur son invitation, Cha-  
rette avait repris les armes au mois de juin. Cepen-  
dant, après un séjour d'environ six semaines dans  
l'Île-Dieu, et la veille même du jour où devait s'effec-  
tuer le débarquement sur le continent, le prince com-  
munique aux personnes de sa suite des dépêches que  
l'on disait apportées par un courrier des ministres an-  
glais, et qui le forçaient de se rendre aussitôt à Lon-  
dres. Il s'empressa d'obéir, mais non sans paraître af-  
fecté d'un semblable contre-temps. Quelle qu'eût été  
jusqu'alors la foi des vendeurs, un incident survenu  
si à propos leur ôta toute illusion et presque toute es-  
pérance. Que leurs intérêts fussent trahis à Londres  
avec duplicité, ou qu'ils fussent misérablement aban-  
donnés par un Bourbon, ils restaient également com-  
promis. La petite armée de l'Île-Dieu, indignée et  
stupéfaite, ne put rien entreprendre : les Anglais se  
retirèrent. Le prince, qu'on nommait *Monsieur*, de-  
puis la mort du jeune Louis XVII, voulut laisser en  
s'embarquant des idées rassurantes pour l'avenir ;  
mais ses paroles ne furent écoutées qu'avec mépris :  
Charette perdit toute retenue à la nouvelle de ce  
départ. Vivement pressé par les généraux de la répu-  
blique, il tomba dans leurs mains, et, à l'instant de  
marcher sur supplice, il écrivit à Louis XVIII : « Sire,  
« la lâcheté de votre frère a tout perdu... » Cette  
lettre a été transcrite, tout entière par l'ancien aide-  
de-camp du comte d'Artois, dans les *Mémoires* qu'il a  
publiés, en 1815, sur la guerre de l'Ouest. Ramené en  
sûreté à Portsmouth, *Monsieur* s'enrêta peu en Angle-  
terre, et alla résider à Edimbourg jusqu'en 1798. A  
cette époque, ayant appris que la légion de Condé vo-  
lait de rejoindre les Russes, commandés en Suisse  
par Korsacow, il partit pour le quartier-général des  
Autrichiens ; mais déjà les Russes étaient en suite, et  
il retourna chez les Anglais, se ménageant toujours  
de vaines intelligences avec la Bretagne. En 1803, le  
chef du gouvernement consulaire ayant hasardé une  
démarche, difficile à expliquer, auprès des princes  
de la maison de Bourbon, pour qu'ils renoncassent  
formellement au trône, Louis XVIII répondit avec  
convenance et dignité, et *Monsieur* signa, le 23 avril,  
un refus non moins positif. Toutefois les événements  
étaient loin de répondre à leur attente. Au moment  
de la paix d'Amiens, *Monsieur* s'était éloigné de Lon-  
dres ; mais on lui fit comprendre que l'Angleterre n'avait  
fait ce traité qu'avec l'intention de le rompre à la  
première occasion ; et, après s'être arrêté en Écosse,  
il revint à Londres, d'où il se rendit, quelques jours  
avant le sacre de Napoléon, à Calmar sur la Baltique,  
pour régler avec le prétendant et le duc d'Angoulême  
des affaires de famille. Pendant qu'il était à Edim-  
bourg, où il passa cinq années, son frère, cessant de  
regarder la Suède même comme un asile assez sûr, se  
décida pour l'Angleterre, et s'établit avec sa famille  
au château d'Hartwell, dont il fit l'acquisition. Mon-

neur s'y rendit, en 1809: il y resta jusqu'à ce que le désastre de Moscou lui eût donné l'espoir de renouveler les troubles de la France, au moyen d'un parti délié, mais nombreux et opiniâtre. Lorsque les étrangers franchirent le Rhin, par suite des levées en masse effectuées dans l'Allemagne, *Monsieur* entra sur le territoire français du côté de Bâle; le duc de Vicence, au nom de l'empereur, s'en plaignit au congrès de Châtillon, et, comme les alliés n'étaient pas encore au état de rompre les négociations, ils enjoignirent au prince de rétrograder. Plusieurs cabinets avaient d'ailleurs des vœux, ou même un intérêt contraire aux intérêts des Bourbons, et il parait qu'on n'avait pu s'entendre jusqu'alors. En conséquence, *Monsieur* affecta de partir secrètement d'Edimbourg, et après avoir relâché à l'île d'Heligoland, il entra sur le continent par Lebeck. Il parvint jusqu'à Vesoul dans le département de la Haute-Saône, mais les alliés ne lui permirent d'y exercer aucune autorité. Les généraux autrichiens, particulièrement, s'opposèrent à la circulation de ses manifestes, et on assure même qu'un imprimeur français fut arrêté pour s'être écarté de cette œuvre. Après les stipulations du 31 mars 1814, le comte d'Artois s'avance sans obstacle, et, comme lieutenant-général, il proclama dans l'ancienne France-Comté, au nom du prétendant, la cessation de la guerre, ainsi que l'abolition de la conscription et de l'impôt des droits-reunis. Dans les provinces méridionales, le duc d'Angoulême offrait le même leurre. Sans doute il était alors au pouvoir de ces provinces d'obtenir la paix en signant les plus honteux des traités, mais il en devait être des autres promesses comme de celles qui trompaient à la même époque la Prusse, et plus amèrement encore l'Italie: on sait que quand les alliés furent parvenus à leur but, quiconque rappelle leurs engagements se vit traité de séditionnaire. Le gouvernement provisoire, installé à Paris, était devenu en secret aux Bourbons; il paralysa tout moyen de défense, et hâta le moment de se déclarer en leur faveur: d'autres prétentions se trouverent ainsi déjouées. Des détachements de la garde nationale de la capitale allèrent recevoir le prince à quatre lieues de distance; il y entra, le 12 avril, après avoir été harcelé de l'un et de l'autre côté de la barrière, d'abord par le prince de Talleyrand, et ensuite par le préfet de Paris. Ce ne fut qu'après s'être rendu à Notre-Dame, qu'il prit, au nom de son frère, possession des Tuileries, où il reçut, le 15, une députation du sénat, qui lui avait conféré la veille l'autorité provisoire: en attendant que Louis-Stanislas-Xavier, appelé au trône, eût accepté la Charte constitutionnelle. *Monsieur* éluda, dans sa réponse écrite, une déclaration de principe aussi positive, et voulut négocier à Louis XVIII les moyens d'accorder une sorte de règlement fondamental, au lieu d'accéder à une véritable constitution. « J'ai pris connaissance, dit-il, de l'acte qui rappelle au trône de France mon auguste frère. Je n'ai point reçu de lui le pouvoir d'accepter la constitution; mais je connais ses sentiments et ses principes, et je ne crains pas d'être désavoué en assurant qu'il en admettra les bases. » Le prince ajouta, en son propre nom: « Je remercie le sénat de ce qu'il a fait pour le bonheur de la France, en rappelant son souverain légitime... Il ne peut y avoir parmi nous qu'un sentiment, tout le passé est oublié: nous ne sommes plus qu'un peuple de frères. Pensant que je serai à la tête du gouvernement, et j'espère que ce temps sera court, j'emploierai tous mes moyens à travailler au bonheur public. » Les divers comités furent formés, et, dès le 16, le prince révoqua les commissions extraordinaires établies par lui-même. Elles avaient dépassé leurs pouvoirs: elles avaient tout fait pour substituer le triomphe d'une faction au projet hautement annoncé d'union et de pacification intérieure. Plusieurs d'entre ces commissaires, cherchant aussi à faire oublier par un zèle ardent la mission semblable qu'ils avaient remplie dans l'intérêt de Napoléon, secondèrent dangereusement l'effervescence contre-révolutionnaire au milieu des provinces qui en étaient le plus susceptibles. Partout ailleurs l'imprévoyance, les tergiversations, ou même

la complicité du gouvernement aliénèrent de lui les cœurs. L'enthousiasme se refroidit chez les hommes même qui ne s'en étaient pas toujours défendus, et l'opinion fut si peu favorable à la décoration du lis, créée par le comte d'Artois, qu'il fallut éviter de la porter en public, sous peine de ridicule. Le 23 avril 1814, fut signé, avec une facilité impardonnable, le traité qui livrait toutes les places que l'étranger avait désespéré de prendre, et qui, selon le vœu des dominateurs des mers, réduisait la marine à treize vaisseaux de ligne, vingt-une frégates, vingt-sept corvettes ou bricks, et quelques petits bâtiments. On sacrifiait ainsi cinquante-trois places fortes, douze mille bouches à feu, trente-un vaisseaux et douze frégates. Il faut du moins rendre cette justice au comte d'Artois qu'il ne savait pas que l'abaissement de la France fût un malheur: il voyait la joie des émigrés, et n'imaginait rien de plus: c'est ainsi que son incapacité préparait la ruine de sa famille. Quant au roi, il ne pouvait pas aussi loin l'ignorance de ses devoirs, et lorsque, un peu plus tard, le comte d'Artois éprouva une très forte indisposition, elle fut assez généralement attribuée aux vifs reproches qui devaient lui avoir été adressés. En vain, à la distribution des drapeaux, au Champ-de-Mars, le 7 septembre, le public fut témoin de l'embarquement solennel des deux frères: ce mouvement de tendresse, qui faisait partie du cérémonial, laissa subsister les doutes. Au reste le juste mécontentement de Louis XVIII n'avait pas éclaté au dehors: peu de jours après son entrée dans Paris, il avait nommé *Monsieur* colonel des gardes nationales de tout le royaume. Il y joignit le titre de colonel-général des Suisses. Ainsi on rétablissait les anciennes capitulations, et de tant de fautes, c'était la plus choquante peut-être; on avouait ainsi qu'on n'avait guère à compter sur l'amour du peuple, et on l'offensait par la continuelle présence d'une garde étrangère insolentement privilégiée. Mais les courtisans qui, sous les auspices de *Monsieur*, se disposaient à prendre un ascendant si funeste, ne reconnaissaient pour le véritable caractère de la légitimité que le retour aux vices errements. Toutefois quelques mesures moins impolitiques avaient été prises; on avait suspendu l'action des cours prévôtales, et aboli les tribunaux des douanes. Dans une réponse au consistoire des réformés, *Monsieur* lui-même avait déclaré que le roi embrassait également dans ses affections les Français de tous les cultes. Le comte de Blacas, dont Louis XVIII ne pouvait se séparer, était très mal auprès de *Monsieur*; c'est, dit-on, dans un moment d'humeur à ce sujet que le prince désira de visiter les départements, comme venait de le faire d'autres membres de la famille royale. Il les surpassa dans l'art, difficile chez des personnages puissants, de ne produire aucune impression favorable. Fidèle aux maximes qu'on avait pu suivre autrefois avec moins d'inconvénients, ne s'occupant que des hommes qui avaient été connus de lui, soit jadis à Versailles, soit par leurs machinations pendant les vingt dernières années; considérant le reste de la nation comme nul en France, et trouvant très bon surtout qu'on écartât de son passage les acquéreurs de biens nationaux, il n'obtint d'autre résultat que de réveiller les craintes, ou de ruiner les haines. A Marseille particulièrement, l'exaltation que sa présence occasionnait devint fatale pour des hommes accusés de n'avoir pas, au mois de mars, salué avec enthousiasme le drapeau blanc, au moment de l'abdication de Napoléon. L'oubli du passé avait été admis en principe; mais il aurait fallu de la vigilance et de la fermeté, surtout chez *Monsieur*, puisque les infirmités de Louis XVIII s'opposaient à ce qu'il gouvernât par lui-même. *Monsieur* alimenta au contraire les passions d'un parti généralement implacable; c'est à cela qu'on dut par la suite et les malheurs des protestants dans l'ancien Languedoc, et le rétablissement des cours prévôtales, pour juger diverses conspirations ou très équivoques, ou indigneusement provoquées. Le 5 mars 1815, on apprit aux Tuileries l'apparition de Napoléon sur les côtes du Var. Dès la nuit suivante, *Monsieur* partit pour Lyon, où il arriva le 8 à dix heures du matin: mais il y avait unanimement dans la

disposition des esprits, et, au moment où le prince repart en hâte la route de la capitale, un seul homme l'accompagna pour adoucir sa peine par cette marque de considération. Quelque mécontentement que Napoléon eût éprouvé précédemment, la comparaison était toute à son avantage. Il avait pu respecter ses droits, mais du moins il n'avait pas méconnu les principes, et s'il lui était arrivé en dernier lieu de compromettre la France, jamais il ne l'avait avilie. A défaut d'un prince irréprochable, et en attendant que la fortune le montrât, la France laissait agir l'homme de génie. Tandis que l'assentiment général le portait vers la capitale, *Monsieur* accompagnait le roi au corps législatif, et, dans la tardive séance du 16 mars, il jurait, au nom de l'honneur, fidélité à cette charte dont on avait tant de fois parlé, sous ses yeux, comme d'un engagement dérisoire. Dans la nuit du 19 au 20, le roi quitta son palais; quelques heures après, *Monsieur* courut aussi vers la frontière, avec le duc de Berri. Ils s'arrêtèrent à Ypres, puis ils se rendirent à Gaud auprès du chef de la famille. La journée de Waterloo leur ayant ménagé un triomphe moins national encore que celui de 1814, *Monsieur* présida le collège électoral de la Seine, le 16 juillet. Délivré pour le moment, de son entourage ordinaire, il dut voir qu'il ne lui eût pas été impossible de se faire aimer. Deux mois après fut conclue par les trois cabinets qui avaient spolié la Pologne, une alliance qualifiée de sainte par eux-mêmes. Les termes du traité parurent bizarres, et les combinaisons maladroites : inspirées surtout par le désir de contenir la France, elles étaient pourtant de nature à lui assurer pour l'avenir un plus grand ascendant moral. Le 12 octobre, après le serment prêté dans la chambre des pairs, avec des réserves constitutionnelles, par le prince de Polignac et le comte de la Bourdonnaye, *Monsieur* alléguait lui-même de pieux motifs pour autoriser ces restrictions. Sa sincérité n'avait été déjà que trop contestée; on se rappelait ce qu'il avait dit aux hommes de sa cour : « Reconnaissez-vous pour le présent, je vous réponds de l'avenir. » A la vérité, il s'opposait à ce que la chambre votât des remerciements au duc d'Angoulême, à l'occasion de son essai de guerre civile dans le Midi; mais de telles démonstrations n'offraient aucune garantie : on ne tarda pas à exiler ou à mettre à mort plusieurs de ces Français qui, selon *Monsieur* lui-même, avaient été seulement garés. Le duc de Berri se maria en 1816, et depuis il ne s'éloigna plus de la capitale ou des maisons de plaisance voisines, assistant, ainsi que *Monsieur*, à de fréquents entretiens d'une politique secrète. Le 13 février 1820, le duc de Berri fut frappé d'un coup mortel au sortir de l'Opéra; cet événement, mis aussitôt à profit par la faction dont son père entretenait l'espoir, termina la carrière politique du ministre Decazes. Ce ne fut toutefois qu'un mois de septembre 1821, que le comte d'Artois, pour commencer à tenir les promesses qu'il avait faites souvent aux émigrés, présenta au roi MM. de Villèle et Corbière, à qui des portefeuilles furent confiés presque immédiatement. On regarda la composition de ce ministère comme le prélude du règne attendu avec impatience par les hommes à principes, qui avaient osé dire qu'une attaque d'apoplexie pouvait seule sauver l'état. Ils virent enfin succomber, le 16 septembre 1824, Louis XVIII, qui depuis long-temps n'avait dû qu'àux efforts de l'art la prolongation de son existence. Le même jour, à midi, les ministres se réunirent à Saint-Cloud, et le nouveau roi, proclamé sous le nom de Charles X, s'exprima ainsi : « Continuez à me servir avec la fidélité et le zèle que vous avez montrés au roi mon frère. » N'ayant rien d'essentiel à changer au système d'une administration dont Louis XVIII, trop affaibli, n'avait pas été le maître, on se mit à préparer plus rapidement les opérations concertées d'avance, et particulièrement l'indemnité destinée à une seule classe des victimes des dissensions publiques, à celle dans laquelle presque tous les émigrés se trouvaient compris. Cependant, à l'ouverture de la session, le 22 septembre, Charles X osa dire la confiance de la nation ne serait pas trompée. « Vous assisterez, messieurs, ajouta-t-il, à la cérémonie de mon sacre. Là, prosterné au pied

du même autel où Clovis reçut l'onction sainte, en présence de celui qui juge les peuples et les rois, je renouvellerai le serment de maintenir et de faire observer les lois de l'état, et les institutions octroyées par le roi mon frère. » Cet engagement, contracté peut-être avec quelque franchise, ne détermina pas une cour remplie des ennemis de l'ordre moderne; n'avaient-ils pas pour auxiliaires ces hommes d'église dont l'ambitieuse activité déshonore la profession, qui savent éluder les lois les plus solennelles, et qui s'arrogent le pouvoir impie de relever d'un serment? Le sacre eut lieu le 29 mai 1825 avec éclat, et même à la pleine satisfaction des fidèles. Un procès-verbal certifia que l'huile miraculeuse, employée jadis pour le sanguinaire Clovis, avait été très secrètement conservée en partie, malgré le brisement public de la fiole en 1793. L'archevêque de Reims employa ces premiers restes, et Charles, plus heureux en cela que le premier roi chrétien des Gaules, fut oint avec une huile de treize siècles, au dire du procès-verbal. Cependant la France croyait peu à la durée du mouvement rétrograde que l'intrigue s'efforçait d'imprimer à l'opinion; aussi se plaisait-on à redire ce fait, peut-être controuvé, qu'au moment où ce prince, déplacé parmi les générations présentes, s'était disposé à mettre la couronne sur sa tête, elle était tombée de ses mains, et avait été relevée par le duc d'Orléans. Lorsqu'en 1837 Charles X partit pour le camp de Saint-Omer, où on venait de réunir dix-sept mille hommes, on supposa que la seraient signées les ordonnances invoquées chaque jour par la faction; mais son attente fut déçue, le moment n'était pas arrivé. Le roi traversa les départements de l'Oise, de l'Aisne, de la Somme, et vint s'arrêter celui du Nord; il parut également satisfait et de l'accueil qu'il reçut et de l'état de l'industrie dont il remarqua lui-même les progrès obtenus depuis la révolution. Les canaux, les fortifications, les routes, ainsi que les lieux connus par des souvenirs historiques, parurent être aussi l'objet de son attention, et tout se passa paisiblement. On s'était attaché, dans les différentes villes, à lui faire sentir que jusqu'alors l'administration publique avait seulement pour objet le ministère obtinément maintenu par la cour. Mais ceux qui voulaient des troubles, ceux qui mettaient leur espoir dans ce qu'ils appelaient une journée, s'alarmèrent de ce faible accord qui aurait pu subsister entre le monarque et le peuple. Les ministres, subjugués eux-mêmes, se mélangèrent avec perfidie des prétextes pour déterminer le licenciement de la garde nationale de Paris, et pour faire exécuter des charges de cavalerie dans quelques-unes des rues les plus populeuses. C'était à l'approche du renouvellement de la chambre, et le but de ces machinations était visible : mais elles excitèrent moins de terreur que d'indignation. L'esprit public, manifesté dans les collèges électoraux, fit disparaître une administration si coupable. La cour parut céder jusqu'à un certain point; elle forma, le 4 janvier 1825, un cabinet dont on pouvait d'abord attendre quelque bien. Après de vains tâtonnements, au milieu desquels le roi fut, en septembre, en voyage à Metz, Lunéville, Strasbourg et Mulhausen, les conseillers dangereux qui flattaient ses préventions, portèrent brusquement au pouvoir des hommes dont la seule présence devenait une déclaration de guerre. Ce ministère, du 8 août 1829, fut accueilli comme on devait s'y attendre, et comme les hommes incorrigibles l'avaient désiré eux-mêmes pour en finir, disaient-ils. Non seulement tous les scrupules du roi étaient levés, mais on ne doute plus que le duc d'Angoulême ne fût également circonvenu. Si quelques ministres furent changés ensuite, ce ne fut point dans des vues plus sages, il ne restait à la France que de se préparer au refus des subsides. Une expédition avait été résolue contre Alger; on voulait un triomphe au profit de la faction, et, s'il eut lieu trop tard pour elle, du moins elle eût l'avantage de décréter le commandement général à l'homme de France dont la nomination pouvait le plus offenser l'armée. Pendant que ces préparatifs se faisaient à grands frais, les chambres furent convoquées. Dans la séance royale du

mars 1830, le roi se félicita de la part que la France avait eue sous son règne à l'impérfaite régénération de la Grèce : il parla d'un projet chimérique, celui de rassembler les membres de la maison de Bragance; il présenta le châtiment qu'il espérait infliger au duc d'Angers, comme devant s'élourir au profit de toute la chrétienté, et enfin il insista sur les droits sacrez de la couronne, et insinua qu'il fallait repousser avec mépris les plaintes de l'opposition. Alors fut rédigée l'adresse de la chambre: il s'y trouvait, en termes modérés, un avertissement sur le danger de conserver le ministère, puis qu'il n'y avait point d'accord entre les lois qu'il se proposait, et le vœu de tout le royaume. Mais le parti dont l'espérance se ranimait, n'entendait pas que les députés expriment leurs craintes: il prétendait les réduire aux formes d'une chambre d'assemblée pour l'impôt. Ce parti obtint du roi cette déclaration immense où il était dit qu'on offensait le roi, et que les révolutions qu'il avait prises étaient inévitables. Deux cent vingt députés avaient signé l'adresse: leurs noms furent consacrés. Lorsque le roi consentit à la promulgation, puis à la dissolution de cette chambre, il fut aisé de prévoir que de nouvelles élections ramèneraient devant le trône, le 5 août, ces vœux mandataires du peuple, pour cette époque. En avril, et durant les mois suivants, de nombreux incendies, effets indubitables d'un complot politique, s'illuminèrent surtout l'ancienne Normandie. La police n'en découvrit pas les auteurs, et les journaux dont le ministère disposait en conclurent qu'on ferait bien de rétablir les cours prévôtales. Le 25 mai, la flotte désignée contre Alger était sous voile. Le temps contraire en avait retardé le départ, et fit ensuite consumer près de trois semaines dans la baie de Palma. Enfin le débarquement s'opéra le 14 juin avec habileté: peu de jours après la ville se soumit. Le succès aurait fait quelque honneur au prince, si on avait pu se méprendre sur le vrai but de l'expédition. Le 25 juillet, le résultat des élections était connu, à l'exception du département de la Corse: les 221 se trouvaient tous revus. Ainsi les conseillers de Charles X l'avaient placé dans une position très difficile: leur audace même impérieuse avait même compromis la dignité royale, en persuadant à ce faible monarque de montrer de la vigueur dans une proclamation, et d'y parler en son propre nom. De toute manière, cette sorte de manifeste, assez impudent d'ailleurs, ne pouvait produire que peu d'effet: on réservait son attention pour des événements bien plus graves que tant d'erreurs devaient amener. Enfin six ordonnances furent rendues à Saint-Cloud, le 25 juillet, d'après un rapport signé Polignac, où étaient entassés d'étranges raisonnements sur la liberté de la presse, et où se trouvait cette conclusion, qu'un gouvernement a droit, pour se défendre, de se mettre au-dessus des lois. Ainsi l'ancien comte d'Art se crut de se contraindre, et revenait hautement aux maximes de Coligny: il renouait à régner. Lorsqu'on lut dans le *Moniteur*: « La liberté de la presse périodique est suspendue: la chambre des députés des départements est dissoute: elle n'avait pas même été constituée: la chambre se composera de des députés des départements: » ce qui en diminuait le nombre de près de moitié, etc.; les gérants et les rédacteurs de plusieurs journaux publièrent une protestation qui suivit celle des députés présents à Paris. Il y eut dans cette ville un moment de stupeur: l'énergie lui succéda, et les mesures militaires que l'autorité avait prises furent déjouées par la promptitude du mouvement national. Les troupes des camps de Saint-Omer et de Lunéville, n'eurent pas le temps de se rendre à Paris, qui toutefois fut déclaré en état de siège et le commandement remis au duc de Raguse, en exécution d'une ordonnance. On procéda aussi à la nomination d'un conseil de guerre, et on distribua, comme encouragement, près d'un million aux troupes qui défendaient Paris. Le roi donna de sa liste civile 250,000 francs: le reste fut fourni par le trésor. Quarante-cinq mandats d'arrêt furent décrétés. Des cours prévôtales allaient être établies, mais il paraît

que celle de Lyon fut seule instituée. L'histoire dira quelles étaient les occupations que Charles X ne dédaigna même pas interrompre lorsqu'il entendit, du château de Saint-Cloud, le canon tira à mitraille dans les places et les rues de Paris. Mais le 29, le duc de Raguse se retira avec ses troupes qu'il a mal dirigées, mais non par incapacité: ce maréchal se battait contre ses sentiments et ses opinions. Déjà les couleurs de la France sont arborées. Le général Lafayette est à la tête des forces nationales, et la garde parisienne s'organise. Le duc d'Orléans accepte les fonctions de lieutenant-général du royaume. Charles X, suivi de toute sa famille, s'éloigne de Saint-Cloud, dans la nuit du 30 au 31 juillet. Il est encore persuadé que c'est aux conséquences de la charte, et non à d'opiniâtres suggestions sacerdotales, qu'il faut attribuer la chute définitive des Bourbons. Malgré cette lutte imposante, l'ordre n'a pas été complètement troublé dans la capitale: on y rappelle le mot suggéré assez heureusement au comte d'Artois lui-même, en 1824; et on redissait, après l'avoir expulsé: « Presque rien n'est changé, il n'y a rien qu'un Français de moins. » Les ordonnances avaient paru le lundi 26 juillet: le lundi suivant, à Rambouillet, le roi et son fils s'abandonnèrent, mais en se figurant qu'ils laissaient intacts les anciens droits de ce duc de Bordeaux, que les hommes de cœur, dans leur vieux langage, avaient appelé sans malice l'enfant du miracle. Une députation nationale, composée de cinq membres, fut envoyée pour ne les pas quitter qu'aux bords de la France. Écarter par ses paroles du corps, dont un très petit nombre l'avait abandonné, il passa le 21 à Vire, pour se rendre au port où l'attendaient deux bâtiments américains, et une frégate française chargée de les observer. Partit de Valogne le 26, à neuf heures du matin, il arriva en quatre heures à Cherbourg, et se dirigea vers la rade, sans s'arrêter dans la ville. Environ soixante personnes quittèrent la France avec la famille des Bourbons. Parmi elles, nous ne pouvons nous empêcher de citer le général Larochefoucauld, digne membre de son héroïque et infortunée famille. A l'instant de l'embarquement, ce n'était qu'un appareil sinistre. Pour les habitants, ils restaient groupés, dans un silence expressif, autour du drapeau adopté au milieu de l'enthousiasme de 1789, et qui, glorieusement promené depuis en Europe, quelquefois dans des vœux ambitieux, mais toujours comme le signal de changements devenus nécessaires, s'allait dans la pensée des divers peuples avec des idées de réforme et de liberté. Charles X, étant le 17 dans la rade de Spithead, en vue de Portsmouth, écrivit au roi d'Angleterre: mais il lui fut répondu que l'hospitalité anglaise ne verrait en lui qu'un simple étranger. Ainsi les événements sont une suite de mécomptes lorsqu'on ne sait prévoir que ce qui s'est fait d'autres époques. Quand ce prince voulut prendre terre à Portsmouth, on l'aurait des dispositions de la plupart des habitants, qui prenaient pour le recevoir les couleurs nationales de France. Il avait formé, dit-on, le projet de s'arrêter à l'île de Wight; mais chaque jour augmentant son incertitude sur ce que les cabinets étrangers croiraient pouvoir entreprendre, même en faveur du duc de Bordeaux, il choisit pour résidence momentanée le château d'Holly-Wood, avec l'intention, à ce qu'on assure, de se rendre plus tard en Italie, et de finir ses jours dans la métropole du catholicisme. Notre siècle est sévère pour les gouvernements frappés de l'esprit de vertige: il leur adresse à tous, selon l'occasion, des avertissements qu'il s'efforce d'écouter. Même dans la vieille Écosse, et dans des murs en partie conservés depuis le moyen âge, il n'est plus guère permis au ci-devant roi de France de ne pas soupçonner que les temps ont changé sans retour. Traduit pour une affaire d'intérêt devant des tribunaux ordinaires, comme tout autre particulier, celui qui ne voulait tenir sa couronne que d'un certain droit surnaturel, peut entrevoir enfin qu'il a été abusé par des conseillers appartenant à la caste où on pardonne le moins, et où l'on s'éclaircit le plus difficilement. En vain des diplomates opiniâtres se le



licitaient, sur le Danube et sur la Newa, d'avoir replacé au centre même de l'importante civilisation moderne un prince ignorant tout, excepté la vieille cour, et disposé à rétablir ce que ne rétabliront désormais ni la force, ni la perfidie. Selon eux, c'était un grand pas vers le mouvement rétrograde qu'ils voulaient imprimer sourdement. Les effets en étaient attendus avec impatience, et on les croyait infaillibles. Déjà, sous un masque vénère, des hommes de parti, les uns fanatiques, les autres trop dociles, avaient élevé partout en France, au coin des chemins, un signe qui n'est à sa place que dans les temples. Ces croix étaient des jalons sur la trace qui devait reporter vers le troisième siècle la grande nation du dix-neuvième. Que le minstre du 8 août, moins maladroite, eût réussi pour un temps, aussitôt on eût consolidé la perpétuelle oppression essayée déjà sur le Rhin et sur le Pô, sur le Tage et la Vistule. Les trois journées de Paris, en arrêtant cette marche, ont ramené l'Europe dans des voies contraires, où elle s'avancera avec mesure, malgré quelques hommes puissants que rien ne saurait instruire. Sur un trône que n'a pu rabaisser même le trait signé avec joie, en 1814, par le Français inconcevable, qui depuis fut Charles X, l'Europe attentive voit s'asseoir aujourd'hui un roi-citoyen, véritable prince de notre âge. Cet exemple, donné pour la première fois sur un grand théâtre, aura des suites pacifiques sans doute, mais incalculables; et, en dernier lieu, Charles X et son fils, tout en ne connaissant guerre, pour ainsi dire, que des sollicitudes relatives à leurs chiens de chasse, auront trouvé le secret d'influencer heureusement sur les destinées du monde.

**CHARLES-FÉLIX DE SAVOIE**, roi de Sardaigne. Né le 6 août 1765, et portait le titre de duc de Gênes lorsqu'il monta sur le trône. La révolution militaire du Piémont, en 1821, que le peuple ne seconda que faiblement, faute de la comprendre, et que les Autrichiens étouffèrent en moins de quarante jours, porta l'effroi dans l'âme de Victor-Emmanuel, qui régnait alors, et qui se trouvait avec sa famille au milieu des insurgés. Bien que les cris fussent vifs le roi et la constitution d'Espagne, et que le drapeau vert, rouge et bleu, qu'ils déployaient, n'annonçât aucun dessein hostile contre la légitimité de la maison de Savoie, le roi ne pouvant espérer de comprimer l'insurrection, mais ne voulant ni lui céder, ni manquer à ses engagements envers la sainte-alliance des souverains conjurés alors contre la liberté de l'Europe, ni peut-être exposer ses peuples, par sa résistance à leurs vœux, aux horreurs de la guerre civile, résolut d'abdiquer en faveur de son frère, le duc de Gênes, héritier légitime de la couronne, et qui était alors à Modène, dans les états de François IV, archevêque d'Autriche, pour y voir le roi de Naples. Le prince de Savoie-Carignan, le plus proche héritier du trône après le duc de Gênes, fut nommé régent, en attendant l'arrivée de son cousin Charles-Félix, et Victor-Emmanuel se retira à Nice. Des que le nouveau roi eut connaissance des événements d'Alexandrie et de Turin, il accepta l'exercice du pouvoir royal; mais différant de prendre le titre de roi, jusqu'à ce qu'il ne pût plus douter de la liberté de l'acte d'abdication de son frère, il déclara par un acte formel du 16 août 1821, que, bien loin de consentir à quelque changement que ce fût dans la forme du gouvernement, il regarderait comme rebelles tous ceux des sujets du roi qui tenteraient de proclamer une constitution, ou de faire quelque autre innovation à la plénitude de l'autorité royale, annulant tout ce qui aurait été fait de contraire à cette autorité depuis l'abdication du roi son frère, appelant tous ses sujets à la défense du trône et de la légitimité. Le même jour il nomma général en chef de l'armée piémontaise, destinée à soumettre les rebelles, le comte Salter de la Tour, gouverneur de Novarre. Cette armée était composée de sept à huit mille hommes, et le prince de Carignan y avait amené quelques escadrons des gardes-du-corps, de l'artillerie, des chevaux-légers de Savoie et du régiment de Piémont royal-cavalerie, qui avaient abandonné Turin avec lui, et s'étaient, dès le principe,

montrés contraires à la révolution. Les constitutionnels avaient opposé à l'armée royaliste un nombre égal de combattants, mais le duc de Gênes se hâta d'appeler l'étranger au secours de sa cause. Sur sa demande formelle, un corps autrichien de quinze à vingt mille hommes fut rassemblée par le comte de Bubna sur la rive gauche du Tessin. Grâce à cette intervention, la cause constitutionnelle piémontaise échoua devant Novarre. Le duc de Gênes voyant, par ses soins, l'autorité royale rétablie dans sa plénitude, insista pour que son frère reprît les rênes du gouvernement. Mais Victor-Emmanuel persista dans son abdication, et Charles-Félix monta sur le trône. L'histoire de ce prince est renfermée dans celle de la révolution piémontaise. Il put se flatter de l'avoir vaincue par sa vigilance et sa fermeté. Nous examinerons successivement les actes du gouvernement qu'il a imposés à sa patrie depuis son avènement au pouvoir. Un des premiers actes de ce gouvernement fut l'établissement d'une commission chargée de poursuivre les auteurs de la révolution. Divers édits établirent dans les institutions et dans les principales branches de l'administration des réformes essentielles: l'organisation de la force armée fut mise à peu près sur le même pied qu'en France; la liberté de la presse quelquefois licencieuse, fut réprimée, et l'éducation publique confiée aux jésuites. En 1825, l'empereur d'Autriche fit un voyage en Italie. Il paraît que ce monarque voulait convoquer un congrès de souverains à Milan, dans lequel on aurait discuté l'établissement d'une confédération italienne semblable à celle de l'Allemagne. Mais on éluda son protectorat, et l'on put faire honneur à Charles-Félix de la résistance que l'Autriche éprouva dans ses projets. Ce prince soutint dignement l'indépendance et la dignité de sa couronne. Il reçut l'empereur d'Autriche dans sa ville de Gênes, en ami, en égal, et ne fit point le voyage de Milan, où on l'attendait. Charles-Félix reconnaissait bien que l'unité politique de l'Italie pouvait lui rendre le rang qu'elle devait occuper dans l'Europe; mais il ne se souciait pas d'y voir figurer un prince trop puissant. Le roi de Sardaigne donna encore cette même année 1825 une preuve de sa fermeté à maintenir les droits de sa couronne. Le bey de Tripoli réclamait le tribut qu'à sa honte le gouvernement sardes lui avait autrefois payé, et qu'il ne recevait plus depuis sa capitulation avec lord Exmouth. Déjà les corsaires tripolitains avaient commis quelques hostilités, lorsque le roi fit équiper une escadre qui arriva devant Tripoli le 15 septembre, et brûla la flottille armée du bey, composée d'un brick de douze canons et de deux goélettes de six, malgré le feu des batteries de la ville, et sous une grêle de boulets et de mitraille. Le bey offrit la satisfaction qu'on demandait: une convention nouvelle, qui sauva l'honneur du pavillon sardes, fut conclue entre les deux puissances. Charles-Félix de Savoie, qui gouverne depuis neuf ans sans éprouver la plus légère contradiction, a épousé en 1807 Marie-Christine-Amélie-Thérèse, fille de feu Ferdinand IV, roi des deux Siciles. Cet hymen n'a point été second. Charles-Félix prend les titres de roi de Sardaigne, de Chypre et de Jérusalem, duc de Savoie et de Gênes, prince de Piémont, etc.

**CHASSAIGNON** (JAN-MAIS), écrivain politique, naquit à Lyon, en 1735. Ses parents voulaient qu'il se livrât au commerce, et il fut pendant quelques temps commis d'un négociant de Lyon. Le goût des lettres le porta bientôt à abandonner cette carrière. Étant venu à Paris, en 1779, il fut conduit dans la société du baron d'Holbach; mais les encyclopédistes ne réussirent pas à en faire un adepte. Il vit de trop près leurs intrigues, et depuis ce moment, son indignation contre les philosophes du dix-huitième siècle devint convulsive. Son ame candide, la pureté de ses sentiments ne purent tenir devant le débordement des maux qui soulevèrent les commencements de la révolution de 1789. Il publia alors plusieurs écrits marqués au coin de l'originalité, de la simplicité et souvent du génie. En 1793, parut son livre des *Nudités*, livre non moins étrange que

rare, espèce de satire Ménippée, où il attaquait sans ménagement les hommes sans bonne foi qui s'étaient mis à la tête de l'administration. Il avait été le condisciple de l'infâme Châlier. Le besoin d'ouvrir à quelqu'un son âme bourrelée rapprochait souvent ce monstre de Chassignon, au point de le lui rendre importun. Obsédé par les confidences de Châlier, il en recula plus d'une fois d'horreur; parce que la tête et le cœur de ce fanatique étaient déjà tourmentés de toutes les convulsions du désordre et du crime. Quand Chassignon, extrêmement sensible au malheur d'autrui, vit dans les fers et sur le point d'être jugé, ce Châlier qu'il avait abhorré jusqu'à cette époque, il s'attendrit sur son sort, et publia en sa faveur une espèce de plaidoyer, sous le titre d'*Offrande à Châlier*. Cet écrit fort original était très hardi pour la circonstance. La sensibilité de Chassignon était si bizarre, que lorsqu'à la fin de 1793 et en 1794, on guillotinaient un grand nombre d'émigrés citoyens sur la place des Terreaux, à Lyon, il allait voir de très près toutes ces lamentables exécutions. Son vêtement simple et même pauvre lui permettait de se confondre sans danger avec les misérables qui applaudissaient à la chute de chaque tête. Un de ses amis lui demandant pourquoi il allait mettre sa sensibilité à l'épreuve d'aussi douloureux spectacles: « C'est, répondit-il, pour apprendre à mourir. » Passant toute sa vie dans un cabinet d'études, il travaillait sur une table de bois commun, où se trouvait, à côté de son écritoire, une tête de mort détrechée, et devant lui un crucifix. Au-dessus on voyait suspendu le portrait de son père, peint dans un âge fort avancé, avec une tête très vénérable. Chassignon, qui avait autant de lumières que de vertus, est mort à Choisy, près Dombes, département de l'Ain, vers la fin de 1795. On a de lui les ouvrages suivants: 1° *Catécumène de l'imagination, déluge de la scribbomanie, vomissement littéraire, hémorrhagie encyclopédique, monstre des monstres, par Réménide l'Inspiré, dans l'œuvre de Trophée, ou pays des visions, 1779, 4 volumes in-12*; 2° *Éloge de la Breilade, par un enthousiaste, adressé à l'auteur (M. Julien Paris), Genève (Lyon), 1779, in-12*; 3° *Les états-généraux de l'autre monde, vision prophétique, le tiers-état rétabli pour jamais dans tous ses droits par la résurrection des bons rois et la mort éternelle des tyrans. Langres (Lyon), 1789, 2 vol. in-8*; 4° *Bérenice ou adresse à MM. les rédacteurs du Courrier de Lyon, à tous les journalistes, lecteurs, abonnés, etc., avec la développement et la suite des décrets, Autun (Lyon), 1790, in-8*; 5° *Les nudités, ou les crimes du peuple, Paris, 1793, in-8*; 6° *Offrande à Châlier, ou idées vraies et philosophiques tracées à la hâte, et offertes à son défenseur officieux, 1793, in-8*; réimprimé à la suite du tom. 1<sup>er</sup> des *Mémoires de l'abbé Guillon*; 7° *Les ruines de Lyon, ode, in-8*. Chassignon avait laissé beaucoup de manuscrits, que son frère, épicier à Lyon, a employés pour envelopper les drogues de sa boutique.

**CHASSE** (DAVID-HENRI, baron de), lieutenant-général, naquit en 1765 à Thiel dans la Guelder hollandaise. Son père, qui était major dans le régiment de Munster, le plaça dès l'âge de dix ans parmi les cadets de l'armée. Il obtint, en 1791, une lieutenance, et fut nommé capitaine en 1787. Ayant à cette époque embrassé la cause du parti patriote, il fut obligé d'émigrer, et prit du service dans l'armée française, où il ne tarda pas à se distinguer par son courage. Il fut élevé, en 1793, au rang de lieutenant-colonel, et eut occasion de donner des preuves de son audace aux batailles de Mougrou, de Stade et de Flodden. Il entra en Belgique, en 1795, avec Pichegru; servit l'année suivante, sous le général Dumoulin, à l'armée d'Allemagne. Trois années après, lors de l'invasion du nord de la Hollande par les Anglais, il commandait un corps de chasseurs à la tête duquel il se défendit vaillamment pendant plusieurs heures contre des forces beaucoup supérieures. Après la retraite de l'ennemi, il fit de nouveau une campagne en Allemagne, assista au siège de Wurzburg, où il s'empara d'une batterie et fit prison-

niers quatre cents soldats autrichiens à l'affaire du 17 septembre 1800. Il servit, en 1805 et 1806, sous les ordres du général hollandais Dumoulin, dans la guerre contre la Prusse, et se distingua surtout dans la guerre de la péninsule. L'audace avec laquelle il attaquait, le fit surnommer par ses soldats le général *Baionnette*. Pour récompenser les services qu'il avait rendus dans cette guerre de six ans, et en particulier à la mémorable victoire d'Ocana, le roi de Hollande, Louis Napoléon, lui conféra le titre de baron, avec une dotation de 5000 florins de rente sur les domaines nationaux; et pour lui donner une plus grande preuve de sa faveur royale, il le nomma commandant de l'ordre de l'Union. Plus tard, et par une manœuvre digne de son intrepidité, le général Chassé eut le bonheur, dans les dangereux passages des Pyrénées, de sauver d'une destruction presque inévitable le corps d'armée commandé par le comte d'Erlon. Il reçut, pour cet acte éclatant de bravoure, la décoration de la légion d'honneur, et le maréchal Soult demanda pour lui le rang de lieutenant-général, qu'il n'obtint cependant pas. Mais Napoléon, qui avait une grande estime pour son courage et pour ses talents militaires, le créa baron de l'empire le 30 juin 1811. Au mois de janvier 1814, le général Chassé reçut l'ordre de se rendre à la grande armée, où il déploya un courage extraordinaire. Bessé dans un engagement contre les Prussiens, il eut trois chevaux tués sous lui, et reçut deux blessures. Après le premier traité de Paris, il retourna dans sa patrie, où le roi des Pays-Bas le nomma lieutenant-général de ses armées. Il déploya la même valeur et les mêmes talents à la bataille de Waterloo. La garde impériale ayant fait un mouvement en avant pour s'emparer d'une batterie anglaise, dont le feu s'était ralenti par le manque de munitions; le général Chassé, qui jugea combien il était important de conserver cette position, donna l'ordre au major Vander-Smissen de marcher aussitôt avec l'artillerie légère pour défendre la batterie. Par ce prompt secours, le mouvement des Français devint non-seulement inutile, mais la garde fut obligée de se retirer en désordre en laissant un grand nombre de morts sur la place. Les charges à la baïonnette qu'il ordonna, dans cette célèbre journée, contribuèrent aussi beaucoup au succès des alliés. A cette occasion, le duc de Wellington ne put empêcher de rendre justice aux talents ainsi qu'à l'éclatante bravoure du général Chassé, dans une lettre qui a été ensuite rendue publique. Quels que soient les titres du général Chassé à la célébrité, il vient d'en acquiescer un nouveau, mais bien déplorable, le bombardement d'Anvers, dont il avait le commandement en chef pendant l'insurrection de la Belgique. Le 27 octobre 1830, au matin, la trêve que les habitants d'Anvers avaient conclue avec le général pour traiter de la reddition de la citadelle occupée par la garnison hollandaise, avait été rompue par quelques coups de fusil tirés, selon les uns, par des ordres secrets du général lui-même, qui voulait avoir un prétexte de mettre le feu à la ville, selon les autres, et bien plus probablement, par des hommes du peuple, intéressés à continuer les troubles, ou seulement imprudents. Quoi qu'il en soit, les bâtiments échelonnés le long des quais dans l'Escaut, et sur lesquels on tirait, répondirent par des bordées; et à ce signal le feu commença de la citadelle, où le général Chassé fit arborer le drapeau noir, et de la Tête de Flandre. Le bombardement dura depuis trois heures de l'après-midi jusqu'à dix heures et demie du soir. Une convention, entre le général et quelques citoyens généreux, le fit alors cesser. Anvers n'aurait jamais ce qu'elle a souffert dans cette horrible journée; des familles entières englouties dans les caves qu'elles avaient choisies pour refuge, les principaux établissements publics et plusieurs quartiers devenus la proie des flammes, la trace encore vivante des boulets et des obus, qui ont ébranlé ou incendié leurs maisons, en perpétueront chez eux le souvenir. Cet acte, d'une rigueur barbare, reçut l'approbation du roi des Pays-Bas, qui, pour témoigner sa satisfaction au général Chassé, mit à sa disposition on trente-deux décorations de l'ordre militaire de Guillaume; et ce gé-

néral a été décoré lui-même de la grande croix militaire de cet ordre.

**CHASTENET DE PUYSEUR** (Amand-Max-Jacques, marquis de), né à Paris, le 1<sup>er</sup> mars 1761. Il entra, en 1768, dans le corps royal de l'artillerie. Petit-fils d'un maréchal de France, issu d'une famille qui occupait les premières places dans l'armée, et protégé par le comte et le maréchal de Broglie, il franchit de bonne heure la ligne ordinaire de l'avancement, et fut nommé colonel à l'âge de vingt-neuf ans, mais sous la condition qu'avant d'en remplir les fonctions, il passerait un certain nombre d'années à compléter son instruction dans tous les grades intermédiaires. En 1782, il fit la campagne d'Espagne, et remplit les fonctions de major de tranchée au siège de Gibraltar. En 1786, il fut nommé commandant du régiment d'artillerie de Strasbourg, et, en 1789, il fut appelé à la Perse, pour y commander l'école d'artillerie : il fut promu la même année au grade de maréchal-de-camp. Il donna sa démission du service militaire en 1792, et se retira dans ses foyers, se livrant aux douceurs de l'étude, à la société de quelques amis et à la pratique de la bienfaisance. Son mariage avec M<sup>lle</sup> de Saint-James, fille d'un financier, avait ajouté la fortune à tous les autres avantages qu'il possédait. Son beau-père avait éprouvé des malheurs, se vit contraint de déposer son bilan. Peu de jours auparavant, M. de Puyseur avait touché une somme considérable chez un banquier qui en avait perdu la plus grande partie par l'effet de la faillite, si, averti de l'événement, M. de Puyseur ne se fût empressé de remettre les fonds et de supporter seul la perte. Il se promena pour la révolution, en adopta les principes, et malgré les exerts qu'elle se porta, et dont son cœur gémissait, il ne s'écartera jamais de la modération qu'il s'était prescrite. Accusé de correspondre avec ses frères qui étaient émigrés, il fut arrêté et détenu deux ans à Soissons avec sa famille. Le 16 brumaire lui rendit la liberté, et il fut nommé maire de cette ville. Il remplit cette charge jusqu'en 1815, époque à laquelle il s'en démit, laissant les plus honorables souvenirs de sa magistrature. Cette démission fut attribuée dans le temps au refus d'une préfecture faite à M. de Puyseur par Bonaparte, qui, connaissant l'histoire de son avancement rapide, en avait conçu des préventions fâcheuses contre son mérite. Ce mérite était pourtant réel, et ce fut presque autant à lui qu'à la faveur du duc de Broglie que M. de Puyseur dut son avancement dans l'armée. Il se retira une seconde fois dans sa terre de Buzancy, près Soissons, où quelques années auparavant, il avait menagé des ailes aux proscrits, dans les carrières qu'il possédait. C'est dans ce château même que Fierce, condamné à la déportation, le 18 fructidor, composa son roman de *La dot de Suzette*. En même temps, M. de Puyseur rachetait son patriotisme, et le partageait avec sa famille, comme s'il n'avait jamais été vendu. Le retour des Bourbons, qui releva le crédit de la famille de M. de Puyseur, ne changea rien à sa position particulière. Il mourut dans son château de Buzancy, le 1<sup>er</sup> août 1816. Son nom est fréquemment cité dans l'histoire du magnétisme. C'était le vétéran des disciples de Mesmer. Il écrivit en faveur de la doctrine de cet empirique, et il la professait avec ardeur, une conviction, une persévérance que ses adversaires ne respectèrent pas toujours. Il ne négligeait aucun moyen d'observer les différents phénomènes du somnambulisme. Il magnétisait les soldats de son régiment, et il rendait un compte exact de ses expériences aux académies de province et aux journaux. Voici la liste de ses nombreux écrits en faveur du mesmerisme, lesquels pourraient seuls en former une histoire complète : 1<sup>o</sup> *Rapport des cures opérées par le magnétisme animal, avec des notes attribuées à tort à M. Duval d'Espréménil*, Bayonne et Paris, 1784, in-8<sup>o</sup> ; 2<sup>o</sup> *La journée des dupes, pièce tragico-politique-conique, représentée sur le théâtre national par les grands comédiens de la patrie*, 1789, in-8<sup>o</sup>. On attribue aussi ce pamphlet politique à M. Bergasse ; 3<sup>o</sup> *Incident d'un ménage républicain*, vaudiville, 1794, in-8<sup>o</sup> ; 4<sup>o</sup> *Le juge*

*bienfaisant*, comédie en trois actes, 1797, in-8<sup>o</sup>. Cette pièce a été jouée avec succès à l'Odéon. Un beau trait de la vie de M. Angran d'Alleray, lieutenant civil du château de Paris, en a fourni le sujet : 5<sup>o</sup> *Les fous, les insensés, les maniaques, les frénétiques ne seraient-ils que des somnambules d'ordonnance ?* Paris, 1812, in-8<sup>o</sup> ; 6<sup>o</sup> *Appel aux savants observateurs du dix-neuvième siècle, de la décision portée par leurs prédécesseurs contre le magnétisme animal, et fin du traitement du jeune Robert*, Paris, 1813, in-8<sup>o</sup> ; 7<sup>o</sup> *Recherches, expériences et observations physiologiques sur l'homme dans l'état de somnambulisme naturel et de somnambulisme provoqué par l'acte magnétique*, Paris, 1813, in-8<sup>o</sup> ; 8<sup>o</sup> *Les vérités chémiques, dit un grand écrivain*, Paris, 1814, in-8<sup>o</sup> ; 9<sup>o</sup> *De magnétisme animal, considéré dans ses rapports avec diverses branches de la physique générale*, seconde édition avec des notes de Duval d'Espréménil, Paris, 1820, in-8<sup>o</sup>, la première édition parut de 1804 à 1807, 2 parties in-8<sup>o</sup> ; 10<sup>o</sup> *Mémoires pour servir à l'histoire et à l'établissement du magnétisme animal*, 3<sup>e</sup> édition, Paris, 1820, in-8<sup>o</sup> ; la première édition de 1785 est anonyme ; 11<sup>o</sup> *La magnétisme amoureux*, Paris, et Soissons, 1824, 2 vol. in-12. — **CHASTENET DE PUYSEUR (N.)**, capitaine de vaisseau, second ordre du précédent. Le cabinet d'histoire naturelle de Paris lui doit quelques monnaies des Guanches, premiers habitants des Canaries. On se sert encore des cartes qu'il a dressées, en 1781, de tous les débarquements de l'île de Saint-Dominique. C'était un savant et un bon officier. Il est mort à Paris en 1809. — **CHASTENET DE PUYSEUR (Alexandre)**, frère des précédents, colonel, inspecteur-général de la garde nationale, ne vers 1797, émigra, prit du service dans les troupes portugaises, et retourna en France vers 1823. Il contribua à livrer Bordeaux au duc d'Angoulême. Louis XVIII, le créa lieutenant-général en 1816. Il partagea les travaux de son frère sur le magnétisme. — **CHASTENET DE PUYSEUR (Paul de)**, fils du marquis, né en 1790, fit les campagnes d'Espagne et d'Allemagne, reçut la croix d'honneur, suivit le roi à Gand, et fut nommé, en 1816, chef d'escadron des lanciers de la garde. — **CHASTENET DE PUYSEUR (Louis-Pierre, comte de)**, oncle du marquis, né le 30 décembre 1756, se trouva aux sièges de Maastricht, d'Ypres, de Furnes, et à la bataille de Foultoy, à celles de Rancourt et de Lauffelt, aux sièges de Bruxelles et de Maastricht. Il commanda le régiment du Vexin, et successivement ceux des grenadiers de France, du Forez et Royal-Comtois. Après cinquante ans de service actif, il fut nommément lieutenant-général, et appelé au ministère de la guerre par Louis XVI, le 30 novembre 1788, il se retira le 12 juillet 1789. L'assemblée nationale déclara qu'il emportait ses estime et ses regrets. Il quitta la France à la mort du roi, et mourut chez l'étranger.

**CHATELON (N.)**, homme de lettres. Quelques pièces de vers, écrites avec autant de goût et de pureté que de facilité, le firent recevoir au nombre des membres de l'académie de Dijon. Il était sous-chef dans le bureau de l'administration de la literie à Paris. Vers l'âge de cinquante ans, n'ayant plus de doute sur l'infirmité graduelle et irréparable de sa santé, il se sentait en proie aux douleurs de la vie, et il prit pour épigraphe : *Languenda tollit... et placeam avari*. Si cette épique est remarquable, c'est surtout à cause de l'intérêt toujours attaché aux plaintes que n'ont pas inspirées des peines imaginaires.

Il disait tous que la belle saison  
Disparaît enfin ma longue maladie,  
J'ai vu la feuille reverdir,  
Et n'ai point vu ma guérison.

L'autonne vient, la feuille tombe,  
Et bientôt, comme moi, cédant à son destin,  
Elle ira rouler sur ma tombe.

Chatillon ne fut point trompé dans sa pénible attente : il mourut à Paris, au commencement de janvier 1826. Il a laissé : 1<sup>o</sup> *Épître aux muses*, couronnée par l'académie des jeux floraux, le 3 mai 1821, Paris, 1821,

in-8°: 1° *La dualiste*, poème élégiaque, couronné par l'Académie d'Arras, le 16 août 1833, Paris, 1833, in-8°: 2° *Pot-pourri*, chanson inédite, faite, en 1794, sur le calendrier républicain, insérée dans le *Journal de la Cité d'Or*, le 30 octobre 1834; 4° *La philosophe à table*, Paris, 1834; in-8°: 5° *L'incognito*, au bénéfice des incendies de Salina, Paris, 1835, in-8°: 6° *La rimeuse*, conte, et *Derniers adieux du poète*, élégie, Paris, 1835, in-8°.

CHAT MAREYS. Voyez DEROY DE CHATEMAREYS.

CHAU MEIX (ABRAHAM Joseph de), né près d'Orléans, vers le commencement du dix-huitième siècle. Lorsqu'en attaquant l'*Encyclopédie*, il se fut attiré des reproches qui firent parler de lui un moment, on prétendit savoir qu'il avait été marchand de vinaigre, puis maître d'école, et on ajouta qu'il était devenu non seulement janséniste, mais convulsionnaire. Les premiers volumes de ce grand ouvrage avaient seuls été publiés quand Chaumeix en entreprit la critique. Il eut le malheur de flétrir les *Préjugés légitimes*: c'était assez pour faire sentir à ses adversaires qu'il avait facile d'en ridiculiser l'auteur. L'écrit parut si faible qu'il ne tarda pas à être oublié, malgré tous les efforts des ennemis de la philosophie. Il contenait à la vérité quelques observations dignes d'être placées ailleurs; mais on y trouvait un plus grand nombre d'erreurs impardonnables, et le style en était dénué de tout agrément. Si l'*Encyclopédie* n'ût pas été en butte à d'autres attaques, on eût négligé sans doute de repousser celles-là; mais la guerre était déclarée. On ne tarda pas à divertir le public aux dépens du livre des *Préjugés* par plusieurs plaquettes ingénieuses. La satire que fit Leclerc de Molinet cet pour être: *Préjugés légitimes contre ceux du sieur Chaumeix*, 1789, in-12. Un autre écrit de la même année venait d'obtenir plus de succès encore. On l'attribuait à Molière: il était intitulé: *Mémoire pour Abraham Chaumeix contre les prétendus philosophes Diderot et d'Alambert*, Amsterdam, in-12. Voltaire, qui supposa peut-être trop légèrement que l'*Encyclopédie* avait été dénoncée au parlement de Paris par Chaumeix, acheva de l'accabler, particulièrement dans *La pauvre diable*, où il le désigna sous le nom de «maître Abraham, si dévot pédagogue, et devenu gros rabbin de la synagogue des énergumènes de Saint-Médard». Après l'abolition de la compagnie de Jésus, Chaumeix écrivit, sur la manière de remplir les places de professeurs que les jésuites avaient occupées, une véritable rhapsodie en deux volumes auxquels il ne mit pas même son nom. Il a aussi fourni quelques morceaux à divers journaux ou recueils, surtout au *Censeur hebdomadaire*. Les jansénistes restèrent discrédités malgré la chute de la société de Loyola: Abraham Chaumeix alla chercher au loin des lieux où, dans l'absence presque générale des talents, il pût sortir de l'obscurité où l'avait laissée même son zèle contre la philosophie. Il parut avoir été réduit toutefois, dans Moscou, à reprendre son ancien état d'instituteur, et on ne sait pas l'époque précise de sa mort arrivée vers la fin du dix-huitième siècle. Au reste, il est à croire que sa fervente intolérance diminua sous l'autorité d'une autre église, puisque Catherine II trouva ses opinions justes et raisonnables dans un mémoire qu'il avait rédigé au sujet d'une dispute survenue entre deux corporations religieuses. Les ouvrages de Chaumeix sont: 1° *Préjugés légitimes contre l'Encyclopédie*, 1788, 8 vol. in-12; les deux derniers forment une sorte de supplément, et ne concernent que le livre d'Helvétius, intitulé: *De l'esprit*; 2° *Sentiment d'un inconnu sur l'oracle des nouveaux philosophes*, 1760, in-12; 3° *Les philosophes aux épris*, 1760, in-8°; 4° *Nouveau plan d'études, ou Essai sur la manière de remplir les places dans les collèges que les jésuites occupaient*, Cologne et Paris, 1763, 3 vol. in-12; *La petite encyclopédie, ou Dictionnaire des philosophes*, ouvrage posthume d'un de ces messieurs, Anvers, 1773-1781, in-8°; 6° *Foltaire aux Champs-Élysées, oraison funèbre*, histoire satirique, etc., 1773, in-8°.

CHAUSSÉPIERRE. Voyez COQUELEY DE CHAMBERSPIERRE, au Supplément.

CHEDEAUX (PIERRE-JOSEPH), conseiller du roi au

conseil-général du commerce, membre de la société d'encouragement pour l'industrie nationale, président du tribunal de commerce de Metz, membre de l'Académie royale de cette ville, est né à Metz, le 31 août 1767. Destiné de bonne heure au commerce, il était à Lyon, en 1790, chef d'une fabrique de soieries. Revenu cinq ans après dans sa patrie, il y forma le grand établissement de broderies qu'il possède aujourd'hui, et y fut nommé, en 1806, juge du tribunal de commerce, et, en 1810, membre de la société d'agriculture, des arts et du commerce; l'année suivante, il fut chargé de transmettre au ministère des renseignements sur le mouvement du commerce dans les grandes foires d'Allemagne. Appelé, en 1813, au conseil-général du commerce de France, il en profita pour adresser au ministre de l'intérieur un travail sur les moyens d'occuper la classe indigente dans les grandes villes. En 1814, il envoya au ministre un nouveau travail, sur les moyens d'affermir le crédit et d'établir une grande circulation, et fit partie de la députation de Metz, chargée d'exposer au gouvernement les avantages qu'un transit général procurerait à la France. Nommé maire de Metz, en 1815, il se conduisit de manière à se concilier l'estime générale. Une chambre de commerce ayant été établie peu de temps après, il en fut élu président. En 1816, sur l'invitation des députés de la Moselle, il demeura à Paris pour solliciter un entrepôt à Metz. Ce fut sur sa proposition, et d'après son plan, que le conseil municipal de cette ville, dont il faisait partie, forma la société de bienfaisance qui fut si utile pendant la disette de 1817. Un mémoire qu'il adressa à M. Decazes, porta ce ministre à encourager une semblable association dans chaque département. En 1818, dans un conseil des ministres auquel assistaient toutes les députations de l'est, ainsi que celles des ports, M. Chedeaux plaida avec chaleur la cause des entrepôts et transmit, et reçut le brevet de conseiller du roi au conseil-général du commerce. Peu après il parla dans le même conseil, présidé par le ministre de l'intérieur, en faveur des entrepôts de Metz et de Paris. Il fit, en 1826, un voyage sur les frontières de Prusse et des Pays-Bas, pour chercher les moyens d'ouvrir un débouché aux produits surabondants des vignobles de la Moselle. Il a obtenu aux expositions départementales de 1823 et 1826, et à celle du Louvre de 1827, des médailles de première classe pour ses produits manufacturiers, et une médaille d'or à l'exposition départementale de 1828. Il a composé plusieurs mémoires pour améliorer l'état du commerce, et en signaler les entraves; mais tous n'ont pas été imprimés. En voici la liste chronologique: 1° *Mémoire sur le colportage*, 1805, manuscrit; 2° *Mémoire pour servir à la rédaction du Code de commerce*, 1806, manuscrit; 3° *Des ressources du commerce pour le rétablissement du crédit et l'encouragement de l'industrie*, 1811, imprimé; 4° *Mémoire sur les ressources que présente le commerce pour affermir son crédit, établir une grande circulation, et secondar les vues du gouvernement; avec des additions importantes commandées par les circonstances actuelles*, communiqué au conseil-général de commerce, en juin 1814, par P.-J. Ch... l'un de ses membres, Metz, 1814, in-8°; 5° *Reflexions sur la nécessité d'établir des entrepôts sur tous les points principaux de la France, et particulièrement à Metz*, Paris, 1819, in-8°; 6° *Opinion de M. Chedeaux, de Metz, conseiller du roi au conseil-général de commerce, sur la question des entrepôts intérieurs*, imprimée par les ordres du ministre de l'intérieur, Paris, 1819, in-4°; 7° *Projet d'établissement d'une foire européenne à Metz*, Metz, 1822, in-8°. Ce mémoire valut à l'auteur le titre de membre de l'Académie de Metz. 8° *Notice sur M. Chedeaux*, adressée, le 20 novembre 1827, aux électeurs de la Moselle, et, le 3 février 1828, à ceux du collège électoral de la Seine, Paris, in-8°; 9° *Lettre sur le transit et l'entrepôt*, avec cette épigraphe: «Le commerce n'est que le transport des marchandises d'un lieu à un autre, J.-B. Say», Paris, 1828, in-8°. M. Chedeaux a eu part en outre à la rédaction du *Mémoire sur le transit-général*, Paris, 1839, in-4°; mais il ne lui appartient pas plus qu'aux autres signataires.

CHEVIN (NICOLAS), né à Saint-Laurent d'Oingt,

vers 1788. Après avoir fait ses études au collège de Villefranche, il se rendit en 1805 à Lyon, où il commença ses études médicales. Deux ans après il partit pour Montpellier, et ce ne fut qu'au printemps de 1808 qu'il revint à Lyon, d'où il se rendit à Paris. Dès 1809, Chervin voulait passer dans l'Inde, par terre, à cause du blocus continental, pour observer le cholera-morbus. Il avait meuble son esprit de toute l'expérience des voyageurs et des médecins, sur les mœurs, les usages, les maladies des climats chauds. Les notes qu'il avait ainsi ramassées formaient avec ses réflexions un ouvrage très étendu, qu'il fut obligé de resserrer sous forme de propositions pour l'offrir à la faculté de médecine de Paris. Ce mode de rédaction, on peut-être même le sujet, déplut au professeur Halle, et Chervin fut forcé de donner seulement une fraction de l'ouvrage; néanmoins cette thèse fut accueillie avec la distinction qu'elle méritait. Là sont victorieusement combattues les opinions de Forster, de Montesquieu, de Buë, et de tous ceux qui ont regardé la polygamie comme le résultat d'une disproportion entre les naissances des deux sexes. Le docteur Chervin n'avait point perdu de vue son projet de se former lui-même une opinion sur la fièvre jaune. Ce zèle pour la science n'éprouva plus d'intrave après le retour du roi. M. Chervin s'embarqua le 5 novembre 1814. Il arriva à la Guadeloupe le 15 décembre, cinq jours après la prise de possession par les troupes françaises. La fièvre jaune n'existait plus, mais il put y recueillir des renseignements précieux sur les épidémies antérieures. Au printemps de 1816 la maladie reparut, bornée d'abord à quelques individus, elle finit par moissonner la plupart d'Européens, y compris la garnison. Le docteur Chervin se multiplia; il vit tout, connut tout, et soulagea tous les malheureux. On aura une idée de son insatiable activité, malgré des obstacles nombreux, lorsque nous dirons qu'en moins de quinze mois il ouvrit plus de cinq cents cadavres dans la Pointe-à-Pitre seule, et que beaucoup de ces nécropsies lui coûtèrent de 20 à 30 francs. La certitude de M. Chervin était acquise; il aurait pu rapporter son opinion en France. Ce n'était point son intention; il voulait donner à tous les médecins les moyens de se former une opinion juste sur la fièvre jaune. Il conçut alors un vaste plan: jeunesse, fortune, il sacrifie tout; il part, visite tous les lieux où la fièvre jaune a regné, se rend dans ceux qu'elle ravage, recueille partout les opinions, de quelque parti que ce soit; et, chargé de cet inappréciable travail, il rente dans sa patrie après huit années de courses et de périls. Les colonies françaises, anglaises, espagnoles, hollandaises, danoises, suédoises, les Guyanes, les Antilles, etc., parleront long-temps de cette gigantesque entreprise, faite par un Français seconde par son seul courage. Il a séjourné dans tous les points de l'Amérique du nord, depuis la Nouvelle-Orléans jusqu'à Portland, en sorte que depuis Cayenne jusqu'à ce dernier point, il a parcouru des villes populeuses où, comme il le dit lui-même, il était le seul qui pût en sortir, et qui voulait y rester. Dans toutes ces courses, le docteur Chervin a recueilli l'opinion personnelle de près de six cents médecins américains sur la contagion ou la non-contagion. Parti de la Guadeloupe en 1821, il apprit, en arrivant en France, que la fièvre jaune vient de ravager l'Espagne, alors en révolution; et le 9 mai 1823 il arrive à Madrid. Il était à Calix trois jours avant le blocus. Les événements de la guerre ne l'empêchèrent point de recueillir de nouveaux documents sur tous les points où la fièvre jaune avait paru, n'importe à quelle époque. Après cette nouvelle excursion, ces nouvelles dépenses ajoutées à tant d'autres, le docteur Chervin revint à Paris. Y trouvera-t-il la récompense que les amis des sciences et de l'humanité lui souhaitaient pour prix de sa conduite. Un seul corps place par son élévation mépris au-dessus de toutes les coteries, de tous les préjugés, l'institut, a honoré ses travaux du seul prix qu'il fût libre d'accorder à de semblables sacrifices. En 1828, l'académie des sciences lui a décerné le prix de 10,000 francs. Au lieu d'être accueilli

comme un bienfaiteur de l'humanité, M. Chervin s'est vu obligé d'entrer en lice pour soutenir ses travaux attaqués journellement. Il a répondu aux non-contagionnistes de l'Amérique. Les documents précieux de M. Chervin n'ont point à l'académie royale de médecine la même récompense qu'à l'institut. Le rapport, fait par M. Couteau, au nom d'une commission composée d'hommes du premier mérite, lui fut entièrement favorable; mais l'académie, cédant à des convenances mal entendues, n'y assista point. M. Chervin s'est empressé de publier ce rapport. Aussitôt que la fièvre jaune de Gibraltar fut connue à Paris, en 1828, ce médecin demanda au gouvernement à être envoyé sur les lieux, et pria le ministre de lui adjoindre deux de ses confrères ayant une opinion opposée à la sienne. MM. Trousseau et Louis furent désignés. Le docteur Chervin partit avec eux le 1<sup>er</sup> novembre, et six mois après il était de retour, plus convaincu que jamais de la non-contagion de cette maladie. Après quinze ans de travaux, de dangers, de sacrifices, M. Chervin fut, ainsi que ses deux compagnons de voyage, nommé membre de la légion d'honneur. Il a publié: 1<sup>o</sup> *De l'influence des climats chauds sur la physique et le moral des habitants, et sur les institutions politiques, civiles et religieuses*; 2<sup>o</sup> *Recherches médico-philosophiques sur les causes physiques de la polygamie dans les pays chauds*, 1812, in-4<sup>o</sup>; 3<sup>o</sup> *Exposé des recherches du docteur Chervin, sur l'origine et la nature de la fièvre jaune*, 4<sup>o</sup> *Réponse au discours de M. Audouard, etc.*, Paris, 1822, in-8<sup>o</sup>; 5<sup>o</sup> *De la nullité des prétendus faits de contagion observés à Barcelonne, seconde réponse, etc.*, Paris, 1827, in-8<sup>o</sup>; 6<sup>o</sup> *Examen des principes de l'administration en matière sanitaire*, Paris, 1827, in-8<sup>o</sup>; 7<sup>o</sup> *Examen critique des prétendues preuves de contagion de la fièvre jaune observée en Espagne, ou Réponse aux allégations de M. Pariset, etc.*, Paris, 1828, in-8<sup>o</sup>; 8<sup>o</sup> *Rapport de l'Académie royale de médecine, au nom de la commission, etc.*, 1828, in-8<sup>o</sup>; 9<sup>o</sup> *Réponse aux allégations de M. le docteur Girardin, etc.*, Paris, 1828, in-8<sup>o</sup>; 10<sup>o</sup> *De l'opinion des médecins américains sur la contagion ou la non-contagion de la fièvre jaune, etc.*, 1829, in-8<sup>o</sup>; 11<sup>o</sup> *Examen des nouvelles opinions de M. le docteur Lavié, concernant la fièvre jaune, etc.*, Paris, 1829, in-8<sup>o</sup>; 12<sup>o</sup> *Examen des opinions de M. le docteur Castil, touchant la prétendue contagion de la fièvre jaune, etc.*, Paris, 1830, in-8<sup>o</sup>; 13<sup>o</sup> *Examen des nouvelles opinions de M. le docteur Lavié, concernant la fièvre jaune, Paris, 1830, in-8<sup>o</sup>*. Son *Rapport sur l'épidémie de Gibraltar* n'a point encore paru.

CHEVAL-HUBERT (Armand), né à Paris, en 1788, étudia de bonne heure le dessin et la peinture. Il fut ensuite élève de Vieu, le restaurateur du vrai goût dans la peinture. Plus tard, Cheval-Hubert se livra tout entier à l'architecture, et remporta le prix à l'académie, l'année même où Drouais, son ami, fut couronné: ils furent portés l'un et l'autre en triomphe par leurs disciples: ils se rendirent ensemble à Rome, en qualité de pensionnaires. Après avoir passé trois années à l'académie, Cheval-Hubert voyagea en Sicile, pour voir les monuments antiques. Il revint ensuite à Rome, où il fit quelques ouvrages, entre autres, le Petit Temple de Flore, dans la villa Palla cini. Rentrant en France par son patriotisme, c'est lui qui a tracé le plan de plusieurs fêtes publiques, auxquelles il a su donner de la pompe et de la grandeur, malgré la promptitude qu'on exigeait de lui. Il avait un talent rare pour l'architecture qu'il concevait en véritable artiste plutôt qu'en entrepreneur. Il se préparait à mettre au jour, sur cet art, un ouvrage immense, où il eût développé des idées neuves et de nombreuses études. C'est Cheval-Hubert qui a fait le plan de transformation des salles basses du musée des arts et musées des antiques. Ses projets, qui ont été approuvés par tous les artistes de goût, sont restés quelque temps entre les mains du gouvernement avant d'être mis à exécution. Cheval-Hubert a été presque subitement enlevé à un art qu'il se proposait de perfectionner en France, en suivant les principes de l'antique, nos maîtres éternels dans les arts de goût. Il est mort à Paris, le 20 pluviôse an 6, âgé de quarante deux ans.

CHEVALIER. Voyez LECHEVALIER.

CHINE. Voyez KHAÏ-LOÏNG et KIA-KING, empereurs, le second au Supplément.

CHODZKO (JACAX BORETTO), issu d'une famille ancienne et noble de Lithuanie, naquit en 1730, dans le palatinat de Wilna. Après avoir fait ses premières études dans l'académie de Wilna, il entra dans la compagnie de Jesus. Vers 1760, il se rendit à Rome, où, par son application et ses talents, il obtint le grade de docteur en théologie, et plus tard, pendant sept ans consécutifs, il occupa dans le collège romain une chaire publique de théologie, et fut en même temps pénitencier dans la basilique de Saint-Pierre. Profondément instruit, et versé dans la connaissance des langues anciennes, il fut recherché par des savants de l'époque. A force de frais et de recherches, il parvint à former une belle bibliothèque, riche en classiques et en ouvrages sur les beaux-arts, dont sa famille hérita, et qui fut déposée à Krzywicz, dans la maison de Jean Chodsko. Ignare, avant son départ de Rome, d'être nommé membre de l'académie des Arcades de cette ville, et, lorsqu'il revint en Pologne, il fut pendant quatre ans un des prédicateurs les plus distingués de la cour de Stanislas-Auguste Poniatowski. Après la suppression des jésuites, en 1773, Chodsko fut nommé recteur du collège de Zodiaski, et, plus tard, vicaire chanoine de Smolensk. En 1774, il publia à Wilna, ses *Fables de Phébus*, in-4°, en langues polonaise et française, avec le texte latin, et donna cet ouvrage à la commission d'éducation publique, l'une des institutions les plus importantes qui aient été introduites en Pologne sous le règne de Stanislas-Auguste. Jean Chodsko mourut en Lithuanie, âgé de près de soixante dix ans.

CHODZKO (JEAN), neveu du précédent et fils de Joseph Chodsko, est né en 1736. Témoin des souffrances de ses compatriotes pour soutenir la malheureuse Pologne à l'oppression des Russes, il ne tarda pas à suivre un aussi bel exemple, et à consacrer sa fortune et sa vie à l'indépendance de sa patrie. Chodsko remplissait, en 1812, des fonctions civiles dans le gouvernement de Minsk, lorsque les armées franco-polonaises pénétrèrent en Lithuanie; il seconda avec ardeur l'impulsion patriotique qu'avaient donnée aux Polonais les promesses de Napoléon. Les lettres occupèrent aussi ses loisirs: il avait déjà composé, dès l'année 1807, un *pièce de circonstance*, en vers, au moment où on croyait que Napoléon franchirait le Niémen avant la conclusion du traité de Tilsitt; il la publia en 1812, et elle fut représentée sur les théâtres de Minsk, de Wilna, de Varsovie, sous ce titre: *Le passage du Niémen, ou la Lithuanie délivrée*. Cette pièce, remplie de sentiments patriotiques, obtint partout des applaudissements universels. Les tristes résultats de la campagne de Moscou amenèrent l'attachement de la liberté polonaise, et en grande partie la ruine de Chodsko. Plus tard, l'animosité prononcée par Alexandre le ramena dans sa famille, où il s'occupa de littérature: il remplit aussi des fonctions civiles: il fut trois fois reçu président du tribunal criminel du gouvernement de Minsk, magistrature qu'il a remplie avec autant de talent que d'intégrité. Doué de qualités oratoires, non improvisation est aussi brillante que son style est nerveux et élégant. Il a fait deux tragédies en vers, l'une intitulée *Krakus*, et l'autre *Boleslas-le-de-tracors*, sujets tirés de l'histoire nationale. Outre plusieurs autres manuscrits, il a entrepris un grand *Dictionnaire des hommes célèbres de la Pologne*. En 1815, à l'époque de la formation de plusieurs loges maçonniques en Lithuanie, et plus tard, à la formation de la société patriotique polonaise, Jean Chodsko en fut un des plus actifs et des plus constants propagateurs. En 1826, lorsque cette dernière société fut découverte, il devint, avec grand nombre de ses nombreux compatriotes, victime de la persécution du nouveau régime russe. Traîné tantôt à Varsovie et tantôt à Pétersbourg, il expia son dévouement à la patrie par un long emprisonnement, et ne fut rendu à sa famille qu'en 1829, encore fut-il mis sous la surveillance de la police pendant cinq ans.

CHODZKO (JACQUES-LÉONARD), neveu du précédent et fils de Louis Chodsko et de Valérie Dederon, est né à Oborek, d strict d'Osmiana, le 6 novembre 1800. Après avoir fait ses études avec distinction au collège de Molodetzno, où il se lia d'une amitié intime avec Thomas Zan, il alla, en 1815, les terminer à l'université de Wilna. Ce fut à l'histoire qu'il s'adonna de préférence, et depuis qu'il put suivre le cours du célèbre Lelewel, cette science est celle à laquelle il s'est consacré. En 1819, il fut attaché comme secrétaire au sénateur Michel Oginski, et fit avec lui les voyages de Russie, d'Allemagne, d'Italie et de Suisse. En 1826, il quitta Genève pour se rendre à Paris, afin d'y surveiller l'impression des *Mémoires de Michel Oginski sur la Pologne et les Polonais*. Il visita ensuite l'Angleterre et la Hollande, puis revint se fixer dans la capitale de la civilisation. Place au centre de toutes les ressources scientifiques, entouré de savants distingués qui l'honorent de leur amitié, et de Polonais ses amis sincères, entièrement libre de sa personne, nourri au fond de son âme les principes de son illustre oncle Lelewel, M. Chodsko a entrepris la tâche immense d'écrire l'histoire de la Pologne, et particulièrement la partie contemporaine. Après avoir recueilli beaucoup de matériaux, il commença par publier l'*Histoire des légions polonaises en Italie*, ouvrage qui a suffi pour établir sa réputation. On peut remarquer que c'est depuis l'arrivée de M. Chodsko à Paris qu'une nouvelle impulsion a été donnée à l'intérêt que la France a porté de tout temps à la Pologne. Il est membre de l'académie royale de Nancy fondée par le roi Stanislas, de la société philotechnique, de celle de géographie, de la société française de statistique universelle à Paris, etc. Ce jeune et courageux Polonais ne pouvait manquer d'en brasser toute cause avec chaleur. Il a combattu dans les glorieuses journées de juillet 1830, et immédiatement après, il offrit ses services à l'illustre ami de Kosciuszko, le général Latajette, qui le choisit pour aide-de-camp, avec le grade de capitaine d'état-major. Nul doute que le jour approche où la Pologne recueillera le fruit du courage et de la constance de ses vrais citoyens: rendue à l'indépendance, elle appellera alors sur le sol natal tous ceux qui ont été honorés et la serviront avec zèle, afin qu'ils puissent la servir encore; M. Chodsko ne sera pas sans doute un des derniers, et les services qu'il aura en état de rendre à son pays, après tant de voyages et d'années d'études et d'expérience chez un peuple comme le nôtre, lui mériteront la reconnaissance de ses compatriotes dont il a déjà toute l'estime. Nous terminerons cette notice par la liste de ses ouvrages, composés ou publiés à Paris: 1° *Observations sur la Pologne et les Polonais, pour servir d'introduction aux Mémoires de Michel Oginski*, 1827, 1 vol. in-8°; c'est un extrait de l'ouvrage italien intitulé: *Gli Italiani in Russia*, par G. Laugier; 2° *Mémoires sur les opérations de l'avant-garde du huitième corps de la grande armée, formée de troupes polonaises, en 1813, par un témoin oculaire* (le général J.-N. Lminski), 1829, in-8°; 3° *Essays chronologique de l'histoire de la littérature polonaise*, par J. de Maury et L. Chodsko, extrait de l'*Atlas des littératures de M. de Maury*, feuille synoptique, 1829; 4° *Histoire des légions polonaises en Italie, sous le commandement du général Dombrowski*, 1829, 3 vol. in-8°; le troisième volume, qui embrassera l'*Histoire des légions polonaises à l'armée du Rhin et du Danube, à Saint-Domingue et en Egypte*, est sous presse; 5° *Les Polonais en Italie*, tableau historique et chronologique des travaux des Polonais en Italie pour la régénération de leur patrie; dédié à M. le comte Titus Dzialinski par L. Chodsko, feuille synoptique, orne d'une carte dressée par l'auteur et gravée sur pierre par Sverin Olezaynski, 1830; 6° *Description et usage du sismographe astronomique*, par Albert Jastrzebowski, 1829, in-8°; 7° *Tableau de la Pologne ancienne et moderne*, de Malte-Brun, nouvelle édition, entièrement refondue, augmentée et ornée de cartes, par L. Chodsko, 1830, 2 vol. in-8°; cet ouvrage a été composé collectivement avec MM. Lelewel, Michel Podczaszynski et Theodore Morawski; 8° *Poésies d'Adam Mickiewicz*, publiées aux frais de la comtesse Clémentine Ostrowska, née princesse Sanguszko, par L. Chodsko et Michel Podczaszynski;

90 *Œuvres complètes de Krasiński*, en un volume in 8°, publiées sous la direction de Michel Podczaszyski et de Leonard Chodźko; ce sont les premiers ouvrages imprimés à Paris en langue polonaise. Nous croyons pouvoir assurer que M. Chodźko met la dernière main à l'histoire de Krasiński, ainsi qu'à ce le dit le prince Joseph Poniatowski. La *Besse curieuse polonaise* et la *Besse des deux mondes* comptent M. Chodźko au nombre de leurs collaborateurs.

CHOISEUL-GOUFFIER. Voyez page 96, où cet article a été placé par erreur un peu au-dessous de son rang alphabétique.

CHOISEUL-LA BAUME. Voyez page 96, où cet article a été placé par erreur un peu au-dessous de son rang alphabétique.

CHOISEUL-MEUSE. *Idem*.

CHOISEUL-PRASLIN. *Idem*.

CHÉ. Voyez LEXIQUE.

CHŁOŃSKI. Ancien, l'un des braves commandants de la ville de Varsovie, lors de la guerre de l'indépendance, en 1831, est né vers la même époque. Après avoir fait ses études à l'école d'artillerie de la même ville, il est entré dans l'armée du grand-duc de Varsovie, comme aide-de-camp, pendant la fatale guerre de 1831, et n'a quitté le service qu'après la conclusion de la même année et avec la décoration des braves. Le gouvernement du royaume de Pologne lui avait conféré un emploi public, qu'il exerça jusqu'en 1833, lorsque, soupçonné par la police de faire partie d'une association politique, il fut arrêté et mis au secret dans les casernes de Varsovie. C'est à la suite de cette affaire, que six accusés, savoir : Lukaszewski, Dobrogoski, Dobrzycki, Machnicki, Koszowski et Schneider, ont été livrés, en 1834, à une cour martiale. Les trois premiers, reconnus coupables d'avoir désiré l'indépendance de leur patrie, furent condamnés aux travaux forcés. Chłowski, après avoir supporté, avec la plus rare fermeté, pendant trois ans, les rigueurs d'une prison secrète, fut enfin relâché, sans jugement, pour être mis sous la surveillance de la police. Deux fois encore, il s'attira depuis la même persécution, et toujours, grâce à son calme et à son courage, la police a été réduite à la nécessité de le relâcher sans aucun jugement à la liberté. Il a mérité le surnom de *martyr des sentiments patriotiques* parmi ses concitoyens. Le *Courrier de Pologne*, journal politique et littéraire de Varsovie, lui doit sa fondation, ainsi qu'à MM. Bronikowski et Mochnacki.

CIGNARÀ. FRAVONI-LIOPOLI, comte, correspondant de l'institut, commandeur de l'ordre de Jérusalem, est né à Ferrare, le 25 novembre 1767, et fut élevé au collège de Modène, le meilleur que possédait alors l'Italie. Il se sentit dès la première jeunesse une passion telle pour les beaux arts, que son père ayant tardé à lui donner la permission d'aller à Rome pour les cultiver, il partit tout à coup à cheval, courant la poste à franc étrier, et fut en trois jours au terme de son voyage. A peine arrive, au lieu de se reposer après une si grande fatigue, il parcourut Rome dans tous les sens, tant était grande sa passion pour les arts. Le chevalier d'Agincourt et l'abbé Cancellieri furent ses premiers maîtres dans cette capitale, où il passa plusieurs années; il séjourna aussi à Naples et en Sicile. Ses premières productions furent quelques poésies sur les heures du jour, imprimées à Palerme, et un poème en trois chœurs sur les arts, imprimé à Ferrare, où M. Cignarà gravait lui-même quelques vignettes. Après le chagrin du gouvernement d'Italie, il fut toujours proposé dans les comités électoraux pour les premiers emplois de la législature et de la diplomatie. C'est dans cette dernière carrière qu'il contracta une liaison intime à Turin avec son collègue Ginguené. M. Cignarà eut beaucoup de peine à obtenir qu'il lui fût permis de quitter le conseil d'état, et il se retira à Venise, ayant reconnu que trop d'obstacles s'opposaient à l'indépendance de l'Italie. Il se consacra entièrement alors à l'étude et à la peinture, et après avoir fait imprimer à Pise sept dissertations sur le beau, qui se trouvent aussi dans la collection des métaphysiciens italiens publiée à Milan, encourage par le chevalier d'Agincourt et Canova, ses

amis intimes, il entreprit un *Histoire de la sculpture*.

Lorsque cet ouvrage, dont la première édition fut imprimée à Venise, fut terminée, M. Cignarà le présenta à l'empereur Napoléon, qui voulut accorder à l'auteur de brèves récompenses. Un décret fut rendu pour cet effet; mais étant resté sans signature, par suite des événements de Leipzig, il n'eut pas de résultat. Cet ouvrage, qui coûta à M. Cignarà des sacrifices immenses, en recherches et voyages dans diverses parties de l'Europe, des impressions, etc., porta au relief sa science, et ce fut probablement la cause qui le déterminait à se faire de la plus précieuse et de la plus rare collection des livres d'arts et d'antiquités qu'il eût en Europe. Léon XII en fit l'acquisition et la fit au Vatican, qui était très pauvre en ce genre. Après que les états vénitiens eurent de nouveau changé de gouvernement, M. Cignarà y fixa son domicile. Il y possédait un ouvrage en deux volumes intitulé *les arts, les sciences et les lettres arabiques de l'Inde*, recherches et travaux conçus et exécutés sur le plan de celui des *États d'Arabes*, et il le dédia ce travail immense à l'empereur François I<sup>er</sup>. C'est dans ce livre qu'il lut pour la première fois les mémoires relatifs à la construction de ces précieux et magnifiques édifices. L'académie des beaux arts de Venise doit à M. Cignarà son institution; il la présida pendant long-temps, et y lut, ainsi qu'à l'attention de cette ville, dont il fut aussi président, divers *opuscula*, beaucoup d'édits d'hommes célèbres, et plusieurs discours imprimés dans les mémoires de ces deux sociétés. Le journal littéraire *l'Artiste*, qui se publie à Florence, contient beaucoup d'articles du comte Cignarà. C'est lui qui fit connaître à l'Italie les ouvrages d'esthétique, le *Juillet de l'été* et le *Fin de Raphaël*, par M. Quatremère. Il écrivit aussi beaucoup de dissertations qui furent imprimées à part, et qui sont indiquées dans le *Catal. encyclopédique* de sa bibliothèque, publiée en deux volumes, à Pise. L'article sur Canova, dans la *Biographie universelle*, qu'on lit dans la version faite à Venise, fut rédigé par le comte Cignarà, qui recut le dernier soupir de ce sculpteur immortel, et qui ouvrit la souscription européenne pour lui élever le beau monument qu'on voit aujourd'hui dans l'église de Sainte-Marie-de-Frati, à Venise. M. Cignarà fait imprimer en ce moment en Toscane un ouvrage sur les nielles et les cartes à jouer, accompagné d'autres recherches sur la caléographie, et enrichi d'un grand nombre de planches. En 1813, il fut nommé correspondant de l'institut de France; il appartenait aussi à d'autres sociétés littéraires et scientifiques de l'Europe. M. Cignarà a rassemblé une collection des nielles les plus rares en argent, ainsi que des productions les plus singulières de la caléographie ancienne; son cabinet n'a pas d'égal dans cette branche d'antiquité. La plupart des souverains de l'Europe se sont empressés d'envoyer des marques de distinction à cet Italien, à la fois artiste, savant et homme d'état. Il a épousé, en secondes noces la veuve du dernier rejeton de l'illustre famille Lucia Foscari.

CIZOS. FRAVONI, naquit à Bordeaux, en 1755. Il abandonna la médecine, à laquelle son père l'avait contraint de s'appliquer, pour la littérature, et c'est au milieu de ses travaux anatomiques qu'il composa la petite comédie, intitulée : *Le mariages inattendus*, qui fut représentée sur le théâtre de Bordeaux. Le succès de cette pièce et de quelques autres qui la suivirent, déterminèrent Cizos à se rendre à Paris. Le président Dupaty l'adressa à Marmontel et à Colle, qui l'engagèrent à étudier le droit. Tout en suivant ce conseil, Cizos travailla à quelques journaux du temps, tels que le *Mercure de France* et le *Courrier d'Avignon*. Un grand seigneur le nomma son bibliothécaire; il perdit cette place à la révolution et recommença à écrire dans les journaux. Il était à Avignon, où il rédigeait la *Gazette* de cette ville, quand les troubles politiques le forcèrent de fuir; il revint à Paris où il fut emprisonné. La chute de Robespierre lui sauva la vie, et le directoire le nomma accusateur public près le tribunal criminel de la Gironde, fonctions qu'il remplit jusqu'au moment où Bonaparte fut nommé empereur; alors il refusa la place de procureur-général, et il eut le cou-

vage d'écrire au ministre de la justice : que « Si Bonaparte s'envait avec la rapidité de l'aigle, il tomberait avec celle de la foudre. » Il quitta Bordeaux et se rendit à Toulouse, où il reprit la profession d'avocat, et fit un cours d'éloquence, qu'il publia dans la suite. Il est mort en 1818. On a de lui : 1° *Les deux portraits ou le mariage inattendu*, comédie en un acte, Limoges, 1781, in-8°. Cette comédie porte le nom de Cizos de Guérin, comédien, mais elle est bien de l'avocat qui fait le sujet de cet article : 2° *Le couronnement de Louis XVI*, vaudeville, 1784, in-8° ; 3° *L'assemblé de Parnasse*, comédie allegorique en trois actes, dialogues et pantomime, en prose et en vers, Nantes, in-8° ; 4° *Les châteaux en Espagne*, comédie en cinq actes, 1789, in-8° ; 5° *Les trois Bernarda*, comédie en un acte, 1790, in-8° ; 6° *La mère de famille*, comédie en un acte, 1791, in-8° ; 7° *Les peuples et les rois ou le tribunal de la raison*, drame en trois actes, Paris, 1794, in-8° ; 8° *Histoire poétique de la destruction et du rétablissement des parlements*, Bordeaux, 1795, in-12 ; 9° *Cours complet d'éloquence appliquée au barreau*, Toulouse, 1814, 4 vol. in-8° ; 10° *Adieu à l'émigré ou mon départ pour l'autre monde*, Toulouse, 1815, in-8°. On trouve dans ce livre, le *Plan de comédie*, le *propos* et la *mare de famille*, comédies de l'auteur. 11° *Discours prononcé à l'occasion publique, spécialement consacré à messieurs les étudiants en droit*, Toulouse, 1818, in-8°. Quand Cizos mourut, on trouva parmi ses papiers le manuscrit suivant : *Lire à nos vœux, sans plan, sans sujet et sans fin*. M. Bantrot affirme qu'une grande partie des pièces de théâtre publiées sous le nom de M. de Villeueuve, est de Cizos qui s'est servi de ce pseudonyme.

CLAVIJO Y FAXARDO (don JOSEPH), littérateur espagnol et auteur de quelques bons ouvrages. Il rédigeait en outre, à Madrid, un journal estimé, le *Pensier*, et il était garde des archives de la couronne. De l'instruction, un esprit judicieux, et même l'idée favorable qu'on s'était formée de son caractère, semblaient lui promettre des succès constants ; mais après avoir demandé pendant quelques années la main d'une des sœurs de Beaumarchais, qui toutes deux résidaient en Espagne, il se retira, sans pouvoir justifier en cela sa conduite, et le sort voulut que cette rupture devint pour lui une source d'humiliations. Beaumarchais prétendit venger sa sœur : il se trouvait dans des circonstances qui lui permirent non seulement de se rendre en hâte à Madrid, où il put prendre des nouvelles de ses grands avantages sur le coupable, mais aussi de déjouer, en parvenant jusqu'au roi, une intrigue à laquelle Clavijo n'a pu prendre qu'une part très peu honorable. Il paraît que Beaumarchais devait être jeté en prison, et qu'on aurait ainsi arraché de ses mains la déclaration accablante que Clavijo avait eu le malheur de signer. Il y confessait expressément que, par une promesse d'honneur mille fois répétée d'épouser la demoiselle Caron, il l'avait trompée, sans que de sa part aucune faiblesse eût pu servir d'excuse ou de prétexte à ce manque de foi. « La sagesse de cette demoiselle, ajouta-t-il, a toujours été sans tache, et par cet écrit fait librement, je lui demande un pardon que je me reconnaissais tout-à-fait indigne d'obtenir. » D'après les explications de Beaumarchais, et les preuves qu'il avait en main, le prince donna ordre d'ôter à Clavijo son emploi, et de lui fermer les bureaux du gouvernement. Il resta voué au ridicule ; son adversaire le lui avait annoncé. Il ne fallait pas moins sans doute, pour rétablir entièrement une sœur dont les nerfs s'étaient retirés, au point de la rendre muette durant plusieurs jours. On s'entretint dans une partie de l'Europe de toute cette aventure, qui paraît avoir suggéré à Beaumarchais lui-même l'idée de sa pièce d'*Engnie*. Clavijo devint, sous son propre nom, le héros d'un drame allemand, dont l'auteur, le célèbre Goëthe, aussi jaloux apparemment de l'approbation particulière des femmes, que s'il eût été en France, et supposant que cet Espagnol n'avait pas été seulement un homme faible et ensuite peu loyal, mais un véritable séducteur, ne manqua pas de lui faire recevoir la mort, au dernier acte, comme un châtiment juste et théâtral de

cette perversité. Ce sujet fut ensuite reproduit deux fois sur la scène française par Marsollier des Vivrières, et par Dorat-Cubières, autrement dit Eugéniste-Palmieaux. Le drame de ce dernier est en trois actes et en prose, et a pour titre : *Clavijo ou la jeunesse de Beaumarchais*, in-8°, Paris, 1806. Néanmoins, la disgrâce de Clavijo eut un terme, et d'ailleurs il n'avait pas entièrement discontinué ses travaux littéraires. Il fut chargé pendant vingt ans, à dater de 1775, de la rédaction du *Mercurio historique et politique de Madrid*. De plus, il fut directeur du théâtre de Los Sitios, et, en 1806, époque de sa mort, il était depuis plusieurs années vice-directeur du cabinet d'histoire naturelle de Madrid. Il a traduit en castillan l'*Histoire naturelle de Buffon*, 12 vol. in-8°, Madrid, 1778-1790.

CLERC. Voyez LECLEK.

CLERMONT-GALLERANDE (CHARLES-GROGON, marquis de), pair de France et lieutenant-général honoraire, issu de l'ancienne famille des Clermont de Beauvoisin, naquit à Paris, le 30 juillet 1744, et mourut dans la même ville, le 16 avril 1833, sans postérité. Il avait été mestre-de-camp, commandant du régiment d'Orléans, lorsqu'il fut créé brigadier de cavalerie, le 1<sup>er</sup> mars 1780. On le nomma maréchal-de-camp, le 1<sup>er</sup> janvier 1784. Le roi, Louis XVIII, l'appela à la pairie, le 4 juin 1814 ; il reçut la croix de commandeur de Saint-Louis, le 3 mai 1816, et fut mis à la retraite, le 1<sup>er</sup> septembre 1817, avec le grade de lieutenant-général honoraire. Il a fait partie du conseil chargé de veiller en France aux intérêts du roi, pendant l'intervalle qui s'est écoulé, du 9 thermidor au 18 brumaire. La vie de M. de Gallierande n'offre que ce seul épisode. Il a publié, en 1835, des mémoires qui furent violemment attaqués. On leur reprocha de n'être qu'un recueil de toutes les calomnies et de toutes les stupidités précédemment imprimées sur la révolution et les hommes qui y ont figuré. Cet ouvrage est intitulé : *Mémoires particuliers, pour servir à l'histoire de la révolution de France*, en 1789, Paris, 1835, 3 vol. in-8°.

CLERMONT-TONNERRE (ANNE-ANTOINE-JULES de), cardinal, archevêque de Toulouse et de Narbonne, duc et pair de France, commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, etc., né en 1749. Il dut à sa naissance d'être promu de bonne heure aux hautes dignités de l'église. Clermont-Tonnerre fut fait évêque de Châlons en 1783. Elu député aux états-généraux, en 1789, il signa toutes les protestations de la minorité contre les innovations, mais il ne se montra pas aussi ardent et aussi fier qu'il devrait l'être dans la suite sous un autre ordre de choses. Prêtre et noble, il dut, à la révolution, chercher sur la terre étrangère un asile. En l'an 10, il donna sa démission d'évêque de Châlons, en conséquence du concordat. Pair avant la révolution, il fut revêtu de nouveau de cette dignité, le 4 juin 1814, par Louis XVIII, et nommé en 1820 archevêque de Toulouse. Clermont-Tonnerre succédait à Charles Primat, évêque constitutionnel, qui avait su se faire chérir par toutes les opinions et par toutes les sectes, dans une ville où l'inquisition avait pris naissance, et à qui l'on avait conservé de nos jours l'épithète de *sainte*. Il avait beaucoup à faire pour se montrer digne de remplacer un homme doué de toutes les vertus, mais le duc de Clermont-Tonnerre n'apportait qu'une grande réputation d'intolérance, des titres nombreux et beaucoup de dettes. Cependant il ne devait pas encore montrer ce caractère qui a rendu, dans ces derniers temps, son nom historique. Le 1<sup>er</sup> décembre 1832, il fut revêtu de la pourpre romaine. Toulouse devint alors le vaste foyer d'une congrégation dont les ramifications s'étendaient dans presque toute la France l'action occulte du sacerdoce sur les affaires publiques. À la mort de Pie VII, le cardinal fit lire au prône une *Lettre pastorale* dans laquelle toutes les libertés de l'église gallicane étaient indigneusement sacrifiées aux prétentions de la cour de Rome, et dans laquelle il se permettait, à l'insu du gouvernement, de régler les affaires religieuses de France. Le ministère, déjà dominé par le jésuitisme, se tut, mais la presse jeta les hauts cris, et il fallut agir. Une ordonnance



royale du 10 janvier 1824, reconnaissant que le cardinal archevêque de Toulouse avait publié, sous la forme d'une lettre pastorale des propositions contraires au droit public et aux lois du royaume, aux prérogatives et à l'indépendance de la couronne, le roi, sur le rapport du garde des sceaux, et de l'avis du conseil d'état, déclara qu'il y avait abus dans la lettre pastorale de M. de Toulouse, et en conséquence, en ordonna la suppression. Le duc de Clermont-Tonnerre était en marche, cet échec ne le fit pas reculer. L'occasion se présenta bientôt pour lui de faire de l'opposition aux actes du gouvernement. Le ministère, harcelé sans cesse par les journaux qui s'agitaient l'envahissement du jésuitisme, dans toutes les branches de l'administration, respectait encore assez certaines lois fondamentales de l'état, pour ne pas se déclarer ouvertement contre elles, et pour les mettre même sous la sauve-garde des magistrats. La déclaration du 19 mai 1682 du clergé de France, qui exigeait que tous ceux qui seraient choisis pour l'enseignement dans les séminaires, se soumettent aux doctrines qu'elle contient, avait été maintenue. Le ministère avait même demandé qu'en exécution de l'article 24 de la loi du 8 août 1803, les évêques nouvellement institués eussent à envoyer la soumission des professeurs ecclésiastiques qui se trouvaient sous leur dépendance. La plupart obéirent; mais l'archevêque de Toulouse, soit par dépit de la censure royale qu'il avait encourue naguère, soit que sa conscience ne lui permit pas d'obtempérer à la demande qui lui était faite, ne se contenta pas de décliner par son silence toute intervention du gouvernement dans l'administration des affaires ecclésiastiques; il ne balança pas à déclarer à plusieurs de ses confrères qui lui avaient demandé son avis, qu'ils devaient regarder comme non avenue l'obligation qu'on se croyait en droit de leur imposer. Jusque là le public ne prenait aucune part à la discussion, la presse périodique demeurait étrangère à une question d'ordre et de compétence qui s'agitait entre le ministère et l'archevêque de Toulouse; mais la *Quotidienne* publia, le 8 juillet 1824, la lettre suivante, en forme de circulaire, aux évêques consultants, par M. de Toulouse, et qui doit être conservée pour montrer quel était l'esprit du clergé : « Monseigneur, vous ne faites l'honneur de me demander si j'ai reçu une lettre de S. Exc. le ministre de l'intérieur, qui demande aux supérieurs et professeurs de mes séminaires leur adhésion à la déclaration du clergé de France, de 1682, et vous désirez savoir si j'ai répondu à cette lettre, et ce que j'ai répondu. — Oui, Monseigneur, j'ai reçu comme vous cette *missive* fort extraordinaire, je l'ai revue même deux fois, et je n'y ai point fait de réponse. — J'ai eu l'honneur d'écrire la même chose à plusieurs de nos collègues qui m'avaient donné la même marque de confiance que vous, en me faisant la même demande. Je les ai priés d'observer, 1° qu'autrefois il n'y avait que MM. les professeurs de l'université qui fussent astreints à cette formalité; 2° que l'autorité civile n'avait pas le droit de fixer aux évêques ce qu'ils avaient à prescrire pour l'enseignement dans leurs séminaires; 3° que la formule de l'adhésion, telle qu'elle était envoyée, semblait présenter les quatre articles comme une décision de loi, ce qui n'était pas, et ce qui nous exposerait à la censure du saint siège; 4° que cette censure était inconvenante et inadmissible, en ce qu'elle contenait l'engagement de professer la doctrine des quatre articles, *professari doctrinam*; elle est de plus ridicule, en ce qu'elle exige que l'on professe et que l'on veuille enseigner, *professari et docere velle*; 5° que cette censure inutile, qui était un nouvel attentat aux droits des évêques, déplaisait à la cour de Rome, et était aussi singulier que que de placer dans un temps où un parfait accord régnait entre Rome et la France; 6° que sachant avec quelle sagesse le gouvernement évitait tout ce qui pouvait rappeler des discussions théologiques, toujours dangereuses, je pressuais que quelque employé subalterne des bureaux du ministère, provoqué peut-être par quelque savant du con-

seil d'état, avait présenté cette circulaire à la signature du ministre qui, sûrement, n'y a pas fait attention; 7° que ce ne pouvait être que l'ouvrage d'un esprit brouillon, et que ce qu'il y avait de mieux à faire était de la regarder comme non avenue. » — Deux jours après, le 10 juillet, M. Michaud, éditeur de la *Quotidienne*, fut cité, à la requête de M. le procureur-général Jacquinot de Pampelonne, devant la sixième chambre de police correctionnelle, comme s'étant rendu coupable en insérant la lettre de S. E. le cardinal archevêque de Toulouse, de délit de provocation à la désobéissance aux lois. M. de Clermont-Tonnerre, bien loin d'être ému par les poursuites dont la *Quotidienne* était l'objet, fit paraître, trois jours après, dans ce même journal, une autre lettre datée du 13, dans laquelle il déclare se reconnaître l'auteur de la lettre publiée; il ajouta : « qu'aucun pouvoir laïque n'avait le droit de surveiller l'enseignement théologique, » et il terminait en disant aux rédacteurs de la *Quotidienne* : « Au surplus, messieurs, il me semble que ce serait à moi que l'on devrait s'en prendre directement, puisque je ne desavoue point ma lettre, au lieu d'attaquer des écrivains estimables, qui ont bien assez à faire que de lutter contre de mauvaises doctrines, pour défendre la légitimité et la religion. » Le ministère public ne fit aucun droit à la réclamation du cardinal-archevêque, et M. Michaud fut condamné à 30 francs d'amende et aux frais.... Ce jugement eut beaucoup de monde; le coupable se nommait et n'était pas poursuivi. Mais le cardinal de Clermont-Tonnerre avait bien que l'on n'oserait jamais le prendre corps à corps, et que ce n'était que par des chemins détournés qu'on essaierait de détruire son influence. L'attention du public se porta bientôt sur M. l'abbé de la Mennais, traduit à la police correctionnelle, pour un livre intitulé : *De la religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil*. Le parti prêtre poussa les hauts cris en voyant traduire à la barre d'un tribunal de simple police le célèbre auteur de *l'Indifférence en matière de religion*. M. le comte de Montlosier servait en même temps d'organe à l'opposition contraire. La discussion s'aggravait et commençait à prendre un caractère sérieux. Les prélats de l'église de France qui se trouvaient en ce moment à Paris, ne virent pas d'autre moyen de calmer cette effervescence religieuse qui n'était pas du tout à leur avantage, que de rédiger une déclaration qui fut présentée au roi le 10 avril, et qui renfermait, sans qu'ils y soient rappelés textuellement, les principes essentiels de la déclaration de 1682. M. de Clermont-Tonnerre ne pouvait demeurer inaperçu au milieu de la dissidence d'opinions qui s'était élevée entre le parti prêtre et la masse des citoyens. La plupart de ses collègues s'étaient empressés d'envoyer leur adhésion à l'exposé des sentiments des évêques réunis à Paris; il ne se sentait pas en peine d'envoyer la sienne, on la lui demanda et il répondit par une adhésion bien peu franche. C'était à M. de Toulouse qu'on pouvait attribuer tous les efforts que faisaient une faction ennemie pour miner et détruire toutes les libertés, toutes les garanties nationales. On ne regarda alors les exigences de la cour et du ministère que comme une mystification faite à l'esprit public, car le 4 novembre de la même année 1826, le cardinal de Clermont-Tonnerre fut nommé ministre d'état, et, quelques jours après, membre du conseil privé. Il eût bien voulu, l'année suivante, renouveler ses prétentions au sujet de la croix miraculeuse qui était apparue à Migne pendant la plantation de la croix du jubilé; mais on n'attacha pas grande importance à cette comédie, et l'archevêque de Toulouse fut forcé de renvoyer à l'année suivante la reprise de ses représentations. Les ordonnances du 16 juin, qui avaient été accueillies avec reconnaissance dans presque toutes les villes de France, devaient être regardées à Toulouse, l'un des foyers du fanatisme, comme un attentat aux droits de l'épiscopat, et comme préparant la ruine du sacerdoce. Le cardinal de Clermont-Tonnerre, qui avait déjà montré tout son mécontentement lors de l'organisation des comités de surveillance de

canton pour l'instruction primaire fut prompt à s'opposer encore aux sages mesures que voulait prendre le gouvernement. La plupart de ses collègues s'étaient levés en masse contre M. Portalis et M. l'évêque de Beauvais. Un mémoire fut imprimé où leur nom au nombre de cent mille exemplaires, et se vendait vingt-cinq centimes. Les doctrines ultramontaines remplissaient les pages de cet écrit, où l'on ne trouvait rien qui laissât soupçonner que ceux qui avaient approuvé sa rédaction fussent des hommes revêtus d'un caractère sacré. Le ministre des cultes, M. Fournier, voulait faire une juste répartition des demi-bourses accordées par le roi aux écoles secondaires, s'empêcha d'écrire à cet effet, le 30 août, aux évêques : mais la plupart s'étaient concertés d'avance, ils ne répondirent pas ; d'autres éludèrent les questions qui leur étaient adressées. M. de Clermont-Tonnerre, instigateur de toutes ces oppositions, devait faire aussi plus de scandale. Le *Moniteur* avait annoncé la soumission d'un grand nombre d'évêques et l'opposition de leurs séminaires. A Toulouse, le parti *piètre* proclamait que les ordonnances du 16 juin ne seraient jamais exécutées dans le département de la Haute-Garonne ; et le prélat, loin de démentir ces audacieuses paroles, vint bientôt les confirmer officiellement. Pressé par le ministère de se soumettre, il lui répondit par une lettre qu'il fit insérer dans l'*Écho du Midi*, et qui doit être conservée comme un monument de l'acrimonie, et de cette hauteur nobiliaire qui contraste si fort avec l'humilité dont les premiers pasteurs de l'évangile faisaient profession. La voici : « Monseigneur, la devise de ma famille, qui lui a été donnée par Calixte II, en 1120, est celle-ci : *Etiamsi omnes, ego non*. C'est aussi celle de ma conscience. J'ai l'honneur d'être, avec la respectueuse considération due au ministre du roi, † A. J., cardinal, archevêque de Toulouse. « Le roi ne crut pas devoir laisser impuni un outrage aussi grave fait à l'un des dépositaires de son pouvoir, et il fit notifier à son éminence qu'elle eût à s'abstenir de paraître à la cour jusqu'à nouvel ordre. Le duc de Clermont-Tonnerre crut alors qu'il était de son intérêt personnel de transiger. Il fit partir pour Paris M. l'abbé Georges, l'un de ses grands vicaires ; mais le ministre des cultes, après avoir refusé d'abord au négociateur l'audience qu'il sollicitait, ajourna ensuite indéfiniment la réception. Cependant il fut plus heureux sur ce point auprès de M. de La Ferronnays qui, l'ayant reçu, voulut bien lui faire observer que le cardinal se trompait s'il croyait pouvoir traiter de puissance à puissance. Qu'il n'y avait de sa part qu'un devoir à remplir, et son excellence l'engagea à retourner lui-même à Toulouse, où sa présence, comme suppléant à la faute de droit, était nécessaire. Le message désappointé revint à Toulouse. Le duc de Clermont-Tonnerre ne se tint pas pour battu. Le moyen qu'il employa pour se soumettre fut assez original : il envoya son *Manuel* au ministère, qui se contenta de ne pas regarder cette espèce de soumission toute particulière comme un nouvel outrage. Des négociations avaient été entamées à Rome par le gouvernement ; le pape, vers lequel M. Lasaguy, conseiller à la cour de cassation, avait été envoyé pour détruire les préventions défavorables que pouvait faire naître dans l'esprit de S. S. les clameurs des adversaires des ordonnances, reconnut que le gouvernement français avait le droit d'exclure les jésuites de l'instruction publique ; et, par une lettre du 25 septembre, elle chargea M. le cardinal de Latil, archevêque de Reims, d'informer ses collègues que « Sa Sainteté, persuadée du dévouement sans réserve des évêques de France envers S. M., ainsi que de leur amour pour la paix et tous les autres intérêts de la religion, avait fait répondre que tous les évêques devaient se confier en la haute piété et sagesse du roi pour l'exécution des ordonnances, et marcher avec le trône. » Les discussions devinrent dès lors moins vives. Le ministère chercha à concilier tous les intérêts pour faire taire les plaintes de ceux qui lui reprochaient de ne pas faire exécuter franchement ses ordonnances, et calmer les doléances des autres qui voulaient pousser l'obstination jusqu'au

bout, et qui demandaient des concessions pour se soumettre. Le ministère chercha à sauver au moins les apparences. Le cardinal de Clermont-Tonnerre lui fit lui-même céder, après avoir laissé son séminaire fermé pendant six mois ; mais il ne put éviter le fameux *tu quoque*, et *etiamsi omnes* eut une exception. Une ordonnance du 19 janvier 1829 déterminait le nombre et l'emplacement des écoles secondaires ecclésiastiques du diocèse de Toulouse. Une seconde ordonnance, du même jour, agréa les nominations faites par le cardinal, des supérieurs ou directeurs desdites écoles, conformément aux ordonnances du 16 juin 1828. On peut dire que tout fut pour la forme, et qu'au fond les choses restèrent comme elles étaient précédemment. Aussi le cardinal de Clermont-Tonnerre put s'applaudir d'avoir domé un grand exemple d'insubordination. Le *Gazette de France*, du 27 janvier, publia alors deux lettres qui dévoilèrent en partie les manœuvres qui avaient eu lieu. Voici de quelle manière M. de Clermont-Tonnerre s'arrêta et se soumit dans la première, en forme de circulaire adressée aux évêques ; on lit : « Au surplus, monseigneur, je vous dois la vérité : en réponse à une lettre où monseigneur de Beauvais me mandait qu'un de mes collègues avait fait la déclaration qu'il me demandait, ce que j'ai vu depuis être une fausseté, j'ai soutenu en effet la déclaration nouvelle, et voici comment, etc. » Suit la lettre adressée par M. de Clermont-Tonnerre au ministre des affaires ecclésiastiques, le 14 janvier ; nous allons en extraire quelques passages, qui resteront comme des exemples fameux de la faiblesse d'un ministère à qui la chambre des représentants n'a reproché que ce défaut, de l'arrogance du plus ancien des évêques de France, et de cet esprit de domination que le parti *piètre* voulait apporter dans toutes les affaires publiques. Après un historique assez court, M. le duc de Clermont-Tonnerre disait au ministre : « Cette exigence tient à une malveillance bien prononcée et bien connue. Je n'aurais jamais cru qu'il fût possible de pousser aussi loin le ressentiment et la passion. En cédant à la condition si dure que m'impose votre excellence, la seule réserve que j'aie à faire, d'après la liberté qu'elle m'en laisse, c'est de protester devant Dieu contre une persécution aussi inouïe. En conséquence, forcé par l'intérêt que m'inspire cette malheureuse jeunesse en faveur de laquelle le Dieu juste et bon me pardonnera ma faiblesse, je déclare à votre excellence que je me suis assuré rigoureusement que MM. les supérieurs, directeurs et professeurs de mes petits séminaires n'appartiennent à aucune congrégation non autorisée par les lois. Au surplus, monseigneur, je dois bien prévoir que ce n'est pas le seul sacrifice personnel que j'aurai à faire, ni la seule peine qui frappera l'église de Dieu. Mais je suis résigné à tout, je m'attends à tout : je bénirai d'ailleurs la divine providence de toutes les disgrâces et de tous les genres de persécution dont il lui plaira d'affliger ma vieillesse ; mais je recommande à votre excellence ces malheureux enfants qui aspirent à devenir de dignes ministres du Seigneur, car si je devais être la cause que votre excellence leur fermât la porte du sanctuaire, je n'hésiterais pas à supplier le souverain pontife d'accepter ma démission. » (Cette guerre avec le ministère n'empêchait pas le cardinal de Clermont-Tonnerre de s'occuper d'autres objets : il conçut l'idée d'une caisse d'épargne et de prévoyance, et nomma une commission qui se réunissait sous la présidence du préfet de la Haute-Garonne, pour en poser les bases. Ces projets, à ce que l'on croit, n'eurent pas de suite ; mais on leur attribua dans le public un motif qui trouva croyance. L'on disait que le but du cardinal était de ramasser des fonds pour soutenir l'*Écho du Midi*, journal de la congrégation, qui était alors obligé de se soumettre à la loi du 8 juillet 1828. Au reste, ces bruits parurent fondés quand on connut la circulaire suivante adressée par M. de Clermont-Tonnerre aux curés de son diocèse : « Monsieur le curé, j'ai l'honneur de vous adresser le prospectus d'un nouveau journal qui va se publier à Toulouse, et qui remplacera l'*Écho du Midi*. L'objet de ce jour-

« nal est de rappeler, de maintenir et de défendre les bonnes doctrines, de soutenir les droits de cette monarchie, de cette auguste dynastie des Bourbons qui a fait, depuis tant de siècles, le bonheur et la gloire de la France; enfin de repousser les attaques de l'impie qui veut détruire tout à la fois notre sainte religion et le trône, et nous enlever toutes les consolations que cette sainte religion nous offre et nous assure. Il vous suffira, au surplus, M. le curé, de lire le *Prospectus*, pour juger de son utilité, de son importance et de sa nécessité. Je ne dois donc pas douter que votre zèle, votre amour pour le roi, et l'intérêt que peut y avoir la société tout entière ne vous fassent prendre les mesures les plus actives pour propager ce nouveau journal par les souscriptions que vous lui procurerez. » Plusieurs curés prirent en effet des mesures actives pour satisfaire son éminence. Certains en firent le sujet de leurs prédications; d'autres ordonnèrent pour pénitence de s'abonner au journal de Toulouse; enfin, dans un chef-lieu d'arrondissement et dans un grand nombre de cautions, on établit un tronc destiné pour recevoir les offrandes des fidèles pour l'entretien du *M. morial de Toulouse*. Pendant ce temps M. le duc d'Angoulême écrivait au cardinal de Clermont-Tonnerre, pour lui annoncer que la défense qui lui avait été faite de paraître à la cour venait d'être levée. M. de Clermont-Tonnerre n'avait pas pardonné aux signataires des ordonnances, et il le leur prouva dans son mandement pour le carême de 1829, où il leur adressa les apostrophes suivantes : « Un grand nombre de prêtres français, reconnus pour des *modèles de vertu*, furent déclarés incapables de l'enseignement public, parce qu'ils remplissaient en particulier l'engagement de la *plus haute perfection*. Dieu, dans sa colère, permet le triomphe de nos ennemis. Il voit toute leur suzerie, il connaît tous leurs complots, il peut les anéantir du souffle de sa bouche, et il le fera : n'en doutez pas, mes très chers frères. S'il faut que votre colère éclate, que ce soit contre les impies; montrez-vous donc, Seigneur, levez-vous et jugez *vos frères*. » La mort du pape Léon XII devait mettre une trêve à tous ces scandales. Le cardinal de Clermont-Tonnerre partit de Toulouse le 11 mars pour aller assister au conclave. Il y entra le 23 mars, et le lendemain le cardinal Castiglioni, évêque d'Iniole, fut élu pape sous le nom de Pie VIII. Le cardinal de Clermont-Tonnerre ne vint pas directement à Toulouse en quittant Rome. Il avait fait une chute qui causa de graves inquiétudes, vu son âge avancé. Il alla aux eaux d'Aix, en Savoie : et, après y être demeuré quelque temps, il revint à Paris. Vers le 1<sup>er</sup> juillet, il se rendit à Toulouse pour présider à l'ouverture du jubilé : les dogmatiques lui avaient préparé une ovation qui fit rire beaucoup de monde. Le mandement du cardinal sur le jubilé ne tarda pas à paraître : son éloquence se dirigeait contre les impies du ministère Martignac, et MM. Guizot, Cousin, etc. : il proclamait MM. de Polignac, Bourmont et Labourdonnaie vraiment dignes de la confiance du monarque et des espérances des chrétiens. Le cardinal-archevêque de Toulouse s'avancait à grands pas vers le terme de son existence : mais il devait avoir la consolation de laisser encore un mandement avant de mourir. Il le terminait ainsi : « Vous connaissez, mes très chers frères, les audacieux et téméraires projets des perturbateurs du repos public, des ennemis de l'autel et du trône : vous voyez avec quelle impudence ils osent vouloir dicter des lois à l'auguste souverain qui nous gouverne, anéantir les prérogatives royales les plus essentielles, insulter les dépositaires de son autorité, prétendre renverser les honneurs de son choix, auxquels il a donné sa confiance et faire courir chaque jour des écrits pleins de fiel et de rage, remplis de mensonges et de calomnies. Mais avec quel dédain ces dignes conseillers du roi ne laissent-ils pas se répandre ces infâmes productions ? Le calme de leur attitude, leur noble silence doivent nous assurer qu'ayant tous les sentiments de leurs devanciers, ils sentent assez les *forces pour punir*, quand il en sera temps, des actes de rébellion si coupables et

si criminels contre le gouvernement du roi. » En effet, ces hommes si forts ont osé et l'on sait ce qui en est advenu. Quelles paroles dans la bouche d'un homme de Dieu, d'un successeur des apôtres ! Quelles expressions de violence et de colère, s'échappant des lèvres d'un vieillard octogénaire, qui ne devrait songer qu'à pardonner et à préparer son âme à paraître devant Dieu !... Trois jours après cette sortie contre la généralité des Français, le 23 février 1830, le cardinal de Clermont-Tonnerre avait cessé d'exister. Ce prelat, malgré l'orgueil de son rang et ses prétentions nobiliaires était d'un accès facile, son esprit exercé et fin repandait du charme dans ses entretiens. M. D'Aldeguier, qui lui avait reproché dans un journal de demander à ses curés une part de son casuel, fut cité devant le tribunal et condamné : la cour royale le renvoya absous. Ce spirituel ecclésiastique, qui est extrêmement sourd, se trouvait un jour dans les salons du cardinal qui, lui prenant la main, lui dit en riant : « Je suis bien aise de vous voir ; si vous avez perdu l'ouïe, j'ai perdu la mémoire. » On pourrait citer beaucoup d'autres traits qui montrent que si le cardinal n'avait été dominé trop souvent par des hommes insidieux et perfides, il eût légué à l'avenir un souvenir moins fâcheux. Le cardinal de Clermont-Tonnerre ne se montrait aux fidèles que dans l'éclat des pompes religieuses et entoure de l'appareil de la magnificence des souverains. Comble des dons de la fortune, parvenu au terme le plus reculé de la vie, affaissé sous le poids des honneurs publics, il avait joui de toutes les gloires terrestres. Sa mort ne fit pas une profonde sensation. Dans son testament, il demanda que son corps fût placé dans son église métropolitaine ; il donnait son cœur à sa famille, et sa main droite aux jésuites de Fribourg.... *Humana res !*

CLINTON (de Wirt), homme d'état, né en 1769 : à Little-Britain, au comté d'Orange, dans le pays de New-York. Il appartenait à une famille irlandaise établie quarante ans auparavant dans cette contrée. Après deux années d'études à Kingston, il entra, à l'âge de quinze ans, au collège de New-York, où il termina ses classes, et montra d'heureuses dispositions pour les mathématiques. Il exerça ensuite la profession d'avocat jusqu'au moment où il devint le secrétaire intime de son oncle qui était alors gouverneur de la province. Il fut ensuite sénateur des États-Unis, et remplit successivement avec beaucoup d'activité, de fermeté et d'intégrité, diverses fonctions publiques auxquelles s'appelaient ses talents, ainsi que ses principes constamment républicains. En 1805, étant membre de la cour des erreurs, et regardant comme un des plus grands vices de l'ancienne jurisprudence anglaise, le système de défiance et d'oppression adopté à l'égard des catholiques, il prépara un travail pour obtenir l'abolition de ce bizarre privilège qui devenait trop choquant dans un pays libre : il y réussit, en 1813. Conformément aux mêmes dispositions, il déclara comme membre de la cour criminelle, qu'aux États-Unis, où la liberté des différentes communions chrétiennes ne devait pas être une vaine promesse de la législation, il était impossible de maintenir la loi anglaise qui avait exigé la violation du secret du confessionnal, et ses collègues, à quelque secte qu'ils appartenissent, se rangèrent de son avis. Il présidait, en 1808, la commission des travaux publics ; il obtint alors 100,000 dollars pour ajouter aux fortifications de la ville de New-York. Au commencement de la guerre contre l'Angleterre, il offrit ses services, comme major-général de la milice, et il décida les habitants à consacrer un million de dollars à la défense de leur ville, dont la soumission eût pu entraîner celles de toutes ses colonies. Il s'agissait ensuite d'établir sur ce point une communication entre l'Océan et les grands lacs ; mais on pensait qu'il faudrait un siècle pour achever ce canal, et que les ressources de la ville ne permettraient pas une telle dépense. Clinton ne partagea pas en cela l'opinion de Jefferson et de Madison ; il démontra que cet important travail n'exigeait pas autant de frais, et il l'acheva en peu d'années. L'état de New-York lui a plusieurs autres obligations. C'est par ses soins que la maison des orphelins a été définitivement établie, et que l'hos-

piece de la capitale a été doté, pour quarante ans, d'une rente de 10,000 dollars. Il a été ou le fondateur ou un des membres les plus influents de la société historique de New-York; de celle des écoles libres, et de celle de l'éducation des ministres presbytériens; il fut de plus un des créateurs, et le président perpétuel de la société littéraire et philosophique, autorisée en 1814. On lui doit aussi, en grande partie, l'établissement des fonds destinés à l'entretien des écoles publiques: elles ont tellement prospéré dans cet état, qu'en 1837, on en comptait près de neuf mille, et que le nombre des enfants qu'on y instruisait, jusqu'à l'âge de quinze ans, s'élevait, assure-t-on, à environ quatre cent dix-neuf mille. En 1817, deux ans après avoir cessé d'être maire de la ville de New-York, il fut nommé gouverneur de l'état. Fatigué des discussions du pays, il quitta ce poste au bout de cinq ans, mais, en 1824, ses amis le déterminèrent à prendre des fonctions publiques, et il fut réélu à une majorité de près de vingt mille voix. Il méritait ce témoignage de l'estime de ses concitoyens; il défendait tous les droits avec vigilance, il protégea efficacement, dans des jours de trouble, les étrangers naturalisés, et il s'opposait sans cesse aux empiétements des divers pouvoirs. Toute espèce d'amélioration excitait son zèle; lorsqu'il fut magistrat suprême de l'état de New-York, il eut beaucoup de part au perfectionnement de la jurisprudence et de la police, aux progrès des sciences dans les États-Unis, et à l'imparfaite abolition de l'esclavage des noirs. La lenteur de cette grande mesure n'honora pas les Anglo-Américains; mais du moins les états du nord ne s'y sont pas refusés. Clinton a expressément provoqué diverses réformes législatives, et, long-temps avant l'acte de 1825, il avait essentiellement contribué à ce mouvement des esprits sans lequel l'important travail de la revision et de la conciliation des lois n'aurait pas été résolu. Pendant ses douze dernières années, il resta à la tête de la franc-maçonnerie de toute l'Union. Ces hautes fonctions lui avaient été décernées d'un vœu unanime, et rien n'est plus propre à justifier cette société sous le rapport politique, religieux et moral, que d'avoir réuni dans son sein la plupart des premiers hommes de l'Amérique, Franklin, Washington, Marshall, Warren et Clinton, ainsi que Lafayette. En aucun pays sans doute, les nombreux adeptes de cette grande institution ne pouvant être tous irréprochables; mais elle n'en a pas moins servi à la propagation des principes sans lesquels il n'est pas de vraie civilisation. De Witt Clinton possédait une instruction étendue; l'histoire, les belles-lettres, les sciences exactes, la métaphysique, les autres branches de la philosophie et même la théologie, avaient partagé ses loisirs. Il s'était attaché spécialement aux sciences naturelles, à la minéralogie, à la zoologie, et même à la botanique, à l'ichtyologie, à l'ornithologie. Il a été regent de l'université de New-York, membre de l'académie de cette ville, et du lycée d'histoire naturelle, membre honoraire des sociétés Linnéenne et d'horticulture de Londres, et de la société Wernerienne d'Edimbourg. Il a écrit sur divers sujets; mais ses ouvrages, assez nombreux ne sont guère connus en Europe. Soit que tant d'occupations absorbassent tous ses moments, soit qu'il poussât très-loin le désintéressement, après avoir contribué à la prospérité des finances de l'état, il ne laissa rien à ses enfants, et leurs seules ressources à sa mort, consistèrent en une somme de 10,000 dollars que la législature vota pour leur éducation. Une attaque d'apoplexie a terminé les jours de Clinton, le 11 février 1828. Il avait eu dix enfants de son premier mariage, et six lui ont survécu. D'après l'invitation de la société littéraire et philosophique de New-York, le docteur David Hosack a publié dans cette ville, en 1829, des *Mémoires sur le Wirt Clinton*, en un fort volume in-4°. Ce mémoire avait été l'ami de Clinton, et lui a succédé comme président de cette société savante. John Spencer se proposait, vers la même époque, d'écrire aussi la vie de ce célèbre magistrat, de la famille duquel il a reçu à cet effet tous les papiers nécessaires.

**COUBOURG** (le prince Léopold de Saxe-). Les premières années de la vie de ce prince ne nous étant pas

connues, nous sommes forcés de les passer sous silence, et de sauter de suite à son mariage avec la princesse Charlotte de Galles. On prétend qu'il n'est dû qu'à la politique de l'empereur Alexandre, qui se servit de ce petit prince allemand, qui a acquis une certaine importance, pour déjouer la politique du cabinet de Saint-James, et changer la balance du pouvoir en Europe: que par conséquent il est la créature plutôt de la Russie que de l'Angleterre. Lorsque Napoléon, dit une piece d'origine anglaise, était maître du continent, il ne restait parmi les princes protestants que le jeune prince Guillaume d'Orange qui pût devenir l'époux de la princesse Charlotte, et elle lui fut destinée. Le prince fut élevé aux frais de l'état, et envoyé à l'université d'Oxford pour y terminer ses études. ... Après être sorti de l'université, il fut envoyé à l'armée de Portugal, et lord Wellington fut chargé de le prendre sous sa tutelle, et de saisir toutes les occasions de le louer dans ses bulletins... Ces bulletins furent placés sous les yeux de la princesse: mais quand on sonda son cœur, elle manifesta une répugnance pour lui que le prince regarda cet bien de la peine à vaincre. En 1814, l'Autriche et la Prusse réclamant également la Belgique, dans le partage du gâteau: l'Angleterre, au contraire, proposant qu'elle fût donnée au prince d'Orange: l'empereur Alexandre, qui pénétra la politique de l'Angleterre, consentit seulement à ce que le prince d'Orange prit provisoirement le gouvernement de la Belgique, et envoya sa sœur, la duchesse d'Oldenbourg, avec une suite brillante, en Angleterre, en la chargeant de gagner l'amitié de la princesse Charlotte: elle y réussit. Alors elle profita de toutes les occasions de tourner le prince hollandais en ridicule. Alexandre arriva bientôt après en Angleterre, avec un brillant état-major. Entre autres princes qui le composaient était celui de Saxe-Cobourg, qu'il destinait à supplanter le prince d'Orange. Leopold fut placé à table à côté de la princesse Charlotte; elle ouvrit le bal avec lui: sa personne et ses manières avaient plus de dignité que celle du prince hollandais, et la duchesse d'Oldenbourg sut si bien les faire valoir, que la princesse Charlotte déclara bientôt qu'elle refusait le prince d'Orange pour époux, et qu'elle n'accepterait que le prince de Saxe-Cobourg. Cette décision de la princesse dérangea toute la politique du cabinet anglais; car, dans la certitude où il était de la marier au prince d'Orange, il avait fait donner à son père la Belgique, pensant que plus tard l'Angleterre et les Pays-Bas ne formeraient qu'une seule puissance maritime. Alexandre, sûr du succès de son intrigue, se joignit à l'Angleterre pour donner la Belgique au prince d'Orange, et les autres puissances y consentirent. Le prince régent céda en père aux desirs de sa fille, et le prince de Cobourg devint l'époux de l'héritière présomptive du royaume uni de la Grande-Bretagne. Ce n'était encore qu'un demi-triomphe pour la politique russe: les Pays-Bas seraient devenus une grande puissance maritime: pour les soustraire à l'influence anglaise, Alexandre fit épouser la duchesse d'Oldenbourg au même prince d'Orange, qu'elle avait jusque-là tourné en ridicule. Cette anecdote, quoique vraisemblable, ne prouve pas que le prince de Cobourg ne soit pas, depuis son mariage, dans les intérêts de l'Angleterre. Ce mariage et le pension que lui a accordée le parlement britannique ont changé sa position, et d'ailleurs il a prouvé depuis qu'il n'était la créature ni de l'Angleterre, ni de la Russie. Ce fut la princesse Charlotte elle-même qui le distingua, après la paix générale, par un essai de princes allemands; il fut lui-même favorisé dans ses vœux pour elle par le duc d'York, et il obtint sa main le 2 mai 1816. Des cette époque, il s'en montra digne en refusant les titres anglais dont on voulait le décorer, et en se retirant avec sa jeune épouse dans les bocages du château de Clermont. On sait combien peu de temps il a joui du bonheur de posséder une femme si accomplie, et que, accablé de la douleur de la perdre si tôt, il faillit la suivre au tombeau. S'il n'eût été qu'un ambitieux, le trône de la Grèce, qui lui fut offert par

l'Angleterre, la Russie et la France, le 3 février 1830, aurait pu le consoler de cette perte. Il avait été décidé à Londres, dans le protocole du 4 janvier et dans celui du 22 mars, entre ces trois puissances, qu'un roi serait imposé aux Hellènes, et que ce prince accuserait le trône qui devait assurer leur liberté et leur bonheur. La Russie s'y était d'abord opposée, et le prince lui-même, dont les demandes avaient apporté quelques retards à la conclusion de cette grande affaire, s'était soumis aux conditions qui lui avaient été imposées. Il recevait la Grèce affranchie de la dépendance de la Porte, libre de tout tribut; mais bornée dans sa frontière du sud-ouest conformément au nouveau protocole de Londres, destiné à mettre les sept îles à l'abri de l'influence du continent libre. Il renouait, disait-on, à la limite d'Arta, fixée dans l'ancien protocole, et tracée par l'épée romaine dans le traité d'Andrinople. Les troupes, les vaisseaux, les subsides qu'il réclamait des trois puissances qui l'avaient élu, afin de s'établir et de gouverner en prince, lui avaient été refusés. Le cabinet de Londres voulait qu'il fût son délégué et non celui de l'Europe. Il devait avoir pour liste civile la pension que lui fait le parlement; et, s'il avait besoin de quelque assistance, soit maritime, soit militaire, il devait avoir recours aux vaisseaux anglais stationnés dans la Méditerranée et aux garnisons des îles Ioniennes. Il n'avait point le titre de roi de la Grèce, mais celui de prince souverain, et il devait être sous ce titre le lord haut-commissaire de l'Angleterre sur le continent. Les obstacles qu'il avait fait naître le protocole du 22 mars avaient été levés par la déclaration que le prince de Cobourg n'était pas membre de la famille royale d'Angleterre, et n'avait aucun droit à la succession; que, quoique gendre du roi, et jouissant, par un acte du parlement, des honneurs dus à la famille royale, il n'était pas pair du royaume, ne siégeait pas au parlement, et ne remplissait aucune fonction qui pût le lier à l'Angleterre; que par ses revenus encore il était tout-à-fait indépendant; que le parlement, il est vrai, avait approuvé son contrat de mariage avec la princesse Charlotte; mais qu'il lui avait voté plus tard une rente annuelle qui assurerait son indépendance. Ces motifs avaient porté les trois puissances à lui donner leurs voix, et il avait été convenu qu'on lui offrirait en commun le gouvernement du nouvel état de la Grèce, avec la succession pour ses descendants, et qu'on lui demanderait son consentement au protocole. La Russie avait laissé l'initiative du choix du souverain de la Grèce à la France, comme la puissance qui avait fait le plus de sacrifices pour elle. Le prince de Polignac avait profité de cela pour désigner le candidat de l'Angleterre, et le ministre anglais avait laissé à M. de Polignac la gloire stérile de proclamer le premier, par le discours du trône, le choix du prince Léopold de Saxe-Cobourg. Mais bientôt la nouvelle se répandit que ce prince renouait son trône qui lui avait été offert, et qu'il avait d'abord accepté; qu'on avait annoncé d'une manière officielle aux deux chambres du parlement l'abdication qu'il avait faite de la souveraineté de la Grèce. En effet, dans la séance du 24 mai suivant, le comte d'Aberdeen dit : « que le 3 février dernier, l'offre de la souveraineté de la Grèce avait été faite au prince Léopold, qui l'avait acceptée » le 20 du même mois, que depuis il avait déclaré aux ministres du roi qu'il abdiquerait si l'Angleterre ne garantissait pas un emprunt au gouvernement grec; qu'il y avait consenti, mais qu'après de nouveaux motifs d'hésitation, il avait annoncé au ministre l'intention d'abdiquer, ce qui retardait l'arrangement des affaires de la Grèce. » Le ministre, comme on le lui a reproché, trompait sciemment les membres du parlement en disant que le prince avait annoncé l'intention d'abdiquer, quand il avait déjà abdiqué réellement. D'après une lettre particulière du 28 mai, le prince de Cobourg ne voulait pas se charger de la couronne pour le service du duc de Wellington, et menaçait sa grâce de la publicité des entretiens secrets à l'égard de la condition que le futur souverain de la Grèce devrait subir. Quel désappointement pour lord Aberdeen ! Quelques jours après, on soumit aux chambres du

parlement d'Angleterre les papiers relatifs à l'abdication du prince Léopold. Dans le nombre, se trouvent les lettres du comte Capo d'Istria, celles des plénipotentiaires des trois puissances, datées du 17 mai dernier, et enfin la réponse du prince qui contient son abdication. Dans cette dernière lettre, qui est adressée aux plénipotentiaires des trois cours alliées, et datée de Londres, le 31 mai 1830, le prince dit qu'après l'examen le plus approfondi, il ne peut admettre que la réponse du président de la Grèce aux résidents renferme une adhésion pleine et entière au protocole; qu'il pense qu'elle annonce une soumission forcée à la volonté des puissances. Le président, dit le prince, déclare positivement aux résidents que le gouvernement provisoire, d'après les décrets du conseil d'Argos, n'est pas autorisé à donner l'assentiment de la nation grecque; que les résidents qui étaient présents n'ignoraient pas que le décret en question porte qu'aucun arrangement conclu par le gouvernement provisoire avec les puissances alliées, ne sera obligatoire pour la nation grecque que s'il est reconnu et confirmé par les représentants; que si les représentants étaient réunis, ils agiraient contre les instructions de leurs commettants s'ils admettaient les propositions des puissances alliées. Le président déclare formellement que la communication du protocole a été reçue par le sénat avec un douloureux silence; qu'après une mûre délibération, le sénat lui a déclaré qu'il n'était pas autorisé à adhérer à l'acte du 3 février; et que même, s'il avait reçu cette autorisation de la nation, il n'aurait pu en faire usage sans manquer à ses devoirs envers ses frères; qu'il ne consentirait jamais à ce que le président fût chargé, au nom de la nation, de l'exécution des protocoles; que les alliés pouvaient mettre leurs décisions à exécution, mais qu'il y resterait étranger, et que si ces ordres étaient donnés pour l'exécution dans les provinces, personne n'y obéirait. Cette dépêche, dit le prince, et toutes les autres prouvent clairement que l'opinion réelle et sincère du sénat et du peuple grec est fermement et irrévocablement opposée aux décisions des puissances alliées. Mon caractère et mes instruments, ajoute-t-il, ne me permettaient pas de me permettre à être ainsi imposé à un peuple mécontent, et de me trouver rattaché dans l'esprit de cette nation à une diminution de territoire, à l'abandon de ses forces et armes, et à l'évacuation de ses terres et maisons, d'où les Turcs ne l'avaient expulsée que par une incursion temporaire. Lorsque le prince de Cobourg prévenait qu'il deviendrait souverain de la Grèce, c'était dans l'esprit d'être reconnu librement et unanimement par la nation grecque, et d'être accueilli par elle, comme l'ami qui récompenserait sa longue et héroïque lutte par la sûreté de son territoire, et l'établissement de son indépendance, sur des bases permanentes et honorables. C'est avec le plus profond regret qu'il vit ses espérances déçues, et qu'il fut forcé de déclarer que les arrangements arrêtés par les puissances alliées et l'opposition des Grecs, lui ôtaient le pouvoir de parvenir à ce but sacré et glorieux, et lui imposaient un devoir d'une nature bien différente, celui de déléguer des cours alliées pour tenir la Grèce dans la position par la force de leurs armes. Il ajoute aussi, dans cette pièce importante, qu'il croit devoir rectifier une erreur que pourrait faire naître la rédaction de la lettre du président, du 6 avril : « Il n'a jamais, dit-il, donné au président lieu de croire qu'il adopterait la religion grecque. » C'est surtout dans son abdication que ce prince a montré, tout à la fois, des sentiments généreux, de la dignité, du caractère, et du respect pour les droits des nations; il a flétré les diplomates qui croyaient pouvoir disposer d'un peuple comme d'un troupeau, et d'un peuple qui a combattu pour sa liberté ! Quel est maintenant l'homme doué de quelque sentiment de justice et de quelque élévation dans la pensée, qui voudrait accepter la royauté de la Grèce aux conditions qui étaient imposées par la diplomatie ? Quel est celui qui voudrait tenter de régner sur un peuple qui le repousse, et qui depuis plusieurs années lutte avec tant de courage pour défendre son indépendance ? Quel est celui qui, pour régner sur une

partie de la Grèce, consacrèrent à soumettre l'autre au joug des Turcs ?

**COÛBERT (N.)**, architecte, né à Lyon, vers 1760, ancien professeur à l'école de dessin de cette ville, fut proscrit après le siège qu'elle souffrit, en 1793, et resta long-temps caché. Il ne reparut que quand le régime des terroristes eut entièrement cessé. Il se livra avec succès à l'étude des beaux-arts. Son mérite l'a fait, depuis long-temps, recevoir à l'académie royale des sciences, belles-lettres et arts de Lyon, et l'Institut l'a nommé son correspondant. Il a publié : 1° *Essai sur les moyens d'opérer la restauration de la grande salle de l'hôtel de ville de Lyon*, Lyon, in-8°; 2° *Museum astronomique, géologique et zoologique, suivi d'un traité de mécanique, du stuc et d'enduits, et de plusieurs essais de monuments publics et édifices particuliers*, Lyon, 1805, in-8°; 3° *Notice sur M. Leyer, architecte et membre de l'académie de Lyon*, Lyon, in-8°; 4° *Compte rendu des travaux de l'académie de Lyon, pendant le premier semestre de 1816*, Lyon, 1822, in-8°.

**COIFFIER DE VERSEUX (Henri Louis)**, littérateur, inspecteur-général des études, que les Biographes appellent par erreur Coïtier de Morel, naquit au château de la Faye, département de l'Allier, le 16 novembre 1770. Officier d'infanterie dès 1787, il suivit son père dans l'émigration, et fit avec lui la campagne de 1793, sous les princes, frères de Louis XVI, et celles de 93 à 1797, sous le prince de Condé. Mais l'armée de ce prince ayant passé, vers cette époque, à un service étranger, M. Coiffier la quitta aussitôt, et se livra tout entier à la culture des lettres, qu'il avait déjà pratiquées dès sa première jeunesse. Entré en France, le gouvernement impérial le nomma inspecteur-général des études, et l'empereur le crea baron. Les Biographes le confondant avec plusieurs membres de sa famille, qui ont siégé aux états-généraux de 1789, et à la chambre de 1815, lui ont attribué mal à propos des actes et des écrits qui ne lui appartenaient point, et des opinions qui n'étaient point les siennes. On le trouve encore compris dans l'*Almanach royal* de 1830, au nombre des inspecteurs-généraux de l'université. Il a publié : 1° *Saint-Julien, roman d'Auguste Lafontaine*, traduit de l'allemand, 3 vol. in-12; 2° *Dictionnaire biographique et historique des hommes marquants de la fin du dix-huitième siècle*, Londres, 1800, 3 vol. in-8°. Il y a eu beaucoup de contrefaçons de ce livre faites en France et en Allemagne; 3° *Testament d'un émigré*, publié par H. C. Henri Coiffier, Paris, 1800, in-12. Il y en a une autre édition imprimée à Paris, sous la rubrique d'Hambourg. L'auteur desavoue cet ouvrage que la police recherchait; 4° *Le chevalier noir, nouvelle du dixième siècle*, Paris, 1801, in-12, et 1803, in-18; 5° *Odéon, ou l'enfant des bois, nouvelle et cinq autres romans*, Les, Paris, 1801, 2 vol. in-12. Quelques exemplaires seulement s'ont anonymes; 6° *Les sabbats, roman historique du moyen âge de l'Italie*, traduit de l'allemand de Conrad, Paris, 1801, 2 vol. in-12; 7° *Stridippo*, traduit de l'allemand de Weland, Paris, 1802, 7 vol. in-12, 3° édition. La première édition est en 5 vol. in-8°; 8° *La belle naine, histoire tirée d'une chronique originale du quinzième siècle*, Paris, 1805, in-12. La première édition est de 1804; 9° *Tableau historique et politique de l'année 1806 et des années antérieures*, Paris, 1807, in-8°. On attribue encore à M. Coiffier la traduction de quelques romans de Marston. Il a coopéré à la *Bibliothèque des romans*, ses articles sont signés H. C., à la *Bibliothèque moderne*, Leipzig (Paris) 1808, 4 vol. in-12; il a fourni différents articles littéraires au *Spectateur du Nord*, et au *Journal bibliographique*, imprimé à Hambourg et à Brunswick, et a été pendant quelques années l'un des rédacteurs du journal *Le publiciste*, et a fait insérer plusieurs pièces de poésie dans différents recueils. — *CORVISA DE BARILLAS*, baron de Breuille, oncle du précédent, a été député de la noblesse du Bourbonnais aux états-généraux de 1789. — *CORVISA DE MASS (Simon)*, cousin-germain de Coiffier de Verseux, avec lequel on l'a confondu, né en 1764, officier de dragons en 1780, député de l'Allier à la chambre

de 1815, mort recteur de l'académie d'Amiens, en 1826, a publié, 1° *Les enfants des Poëtes*, 1799, 2 vol. in-12; 2° *Le chapeau*, 1808, 2 vol. in-12; 3° *Histoire du Bourbonnais et des Bourbons qui l'ont possédé*, Paris, 1814, avec de nouveaux titres portés à la seconde édition, Paris. M. Quéhard, dans sa *Bibliographie de la France*, l'attribue par erreur à Henri-Louis Coiffier.

**COLAU (PIERRE)**, né à Paris en 1763. Il avait à peine six ans lorsqu'une imitation de l'hymne à Sapho tomba entre ses mains, et lui inspira un goût très vif pour la poésie, qu'il cultiva plus tard malgré des occupations peu compatibles avec le culte des muses, telles que celles de cordonnier. Plusieurs de ses poésies ont été insérées dans la plupart des recueils connus. On a de lui une foule d'ouvrages qui ont rempli les loisirs de ce laborieux artisan, et dont quelques-uns ne sont pas sans quelque mérite poétique. Nous ne mentionnerons ici que les principaux : 1° *L'ami du plaisir, chansonnier de tous les âges*, Paris, 1812, petit in-18; 2° *Histoire de Napoléon Bonaparte, depuis sa naissance jusqu'à sa dernière abdication*, 6° édition, Paris, 1818, in-8°; 3° *L'honneur et l'opprobre, ou les bienfaits et les fléaux de l'humanité*, Paris, 1817, in-12; 4° *La lyre française, ou choix de chansons adressées aux belles, aux braves et aux amis de la table*, Paris, 1822, in-8°; 5° *Étranges histoires et universelles pour 1828, augmentées d'un choix de poésies de l'auteur*, Paris, 1828, in-8°. M. Colau a fondé la société épicurienne des bergers de Syracuse, et il a publié les chansons de cette société, sous le titre de *Musette du hamam*, Paris, 1822, in-18.

**COLBERT (EUGÈNE-CHARLES-VICTORIN de)**, descendant de Charles de Colbert, marquis de Croissy, frère du grand Colbert, naquit en 1758. Entré à l'âge de seize ans dans la marine royale, il était parvenu au grade de capitaine de vaisseau en 1791, après avoir pris part à la guerre de l'indépendance. La décoration de l'ordre de Cincinnatus lui avait été accordée par nos alliés d'Amérique. Les perturbations qui menaçaient de ruiner l'ancienne constitution politique, lui firent prendre le parti de l'émigration. Victorin de Colbert était à l'armée des princes pendant la campagne de 1792. En 1795, il avait quitté l'Allemagne, et il se trouva à l'affaire de Quiberon. A la suite de cette sanglante journée, il passa dans la Vendée, où il figura en qualité d'aide-de-camp du général Stoffet, l'ancien garde-chasse de son frère, le comte de Colbert-Maulevrier. A la mort du général vendéen, Victorin de Colbert passa en Amérique, et il ne revint en France que lorsque, vers la fin du consulat, les réactions des partis n'offrirent plus de dangers. Peu de temps après son retour, en 1813, il épousa Mlle de Monthoinier, petite-fille de Mallesherbes. Pendant le cours du régime impérial, Victorin de Colbert vécut éloigné des affaires; mais dès les premiers jours de la restauration, il reparut avec le titre de capitaine des gardes du pavillon, et fit partie d'une commission du département de la marine, chargée de régler les grâces et les récompenses de ce service. Ayant voulu rejoindre le duc d'Angoulême dans les départements du midi, en 1814, il y passa les cent-jours. A la seconde restauration, le département d'Eure-et-Loir le nomma son représentant à la chambre de 1815; on le vit constamment voter avec la majorité de cette chambre. Lors de la discussion du projet de loi sur les compagnies départementales, le 4 novembre 1815, il fut de la commission chargée de l'examen de cette loi. Dans le cours de la même session, le 2 décembre suivant, on remarqua qu'il prit l'initiative pour proposer de substituer dans nos différents codes les mots *roi, royal, royaume* aux mots *empereur, impérial, empire*, et pour que l'on constituât une commission destinée à réviser les codes français, et à les rédiger selon l'esprit du gouvernement auquel nous étions revenus. En 1816, Victorin de Colbert reçut le cordon rouge et le rang de contre-amiral; mais l'année suivante, il fut mis à la réforme, par suite de l'ordonnance du 24 octobre 1817. Il est mort le 2 février 1820.

**COLIN DE BAR** (ALEXIS-GILLES-HENRI), d'une ancienne famille lorraine du comté de Bar, naquit à Pondichéry en 1768. Après avoir exercé, depuis 1785, diverses fonctions dans l'intendance et ensuite dans la magistrature de ce chef-lieu des établissements français en Orient, et après avoir été fait prisonnier par les Anglois en 1803, il reçut du roi, la première année de la restauration, la décoration de la légion-d'honneur et celle de Saint-Michel, ainsi que le titre de procureur-général des cours supérieures de l'Inde. Il était à Paris en 1830: une apoplexie foudroyante y termina ses jours le 2 juillet. Le séjour habituel de Colin de Bar au milieu des Hindous, et ses recherches assidues, soit pour tirer parti des anciennes traditions, soit pour rassembler des documents relatifs aux catastrophes dont il avait été le témoin, lui permirent de prendre un rang au nombre des meilleurs historiens européens de cette contrée si importante et si difficile à bien connaître. Rien d'essentiel ne parait omis dans son ouvrage: l'exactitude s'y joint à la concision. Il a pour titre: *Histoire de l'Inde ancienne et moderne, ou l'Indoustan considéré relativement à ses antiquités, à sa géographie, à ses usages, à ses mœurs, à la religion de ses habitants, à ses révolutions politiques, à son commerce et à son état actuel, avec une carte et des pièces inédites, etc.*, Paris, 1814, 2 vol. in-8°.

**COLLOT (N.)**, directeur de la monnaie de Paris, et chevalier de la légion-d'honneur, naquit à Montpellier, vers 1770. Son père, qui était un épicier de la même ville, le destinait au commerce, mais la révolution et le genre d'esprit de M. Collot en décidèrent autrement. On ne sait rien sur les premières opérations financières qu'il tenta, mais il parait qu'elles furent très heureuses. En 1796, il était fournisseur des vivres à l'armée d'Italie, commandée par Bonaparte, qui lui témoigna d'abord beaucoup d'amitié. Il partit ensuite avec l'expédition d'Égypte; mais M. Collot se brouilla avec le général en chef, et il resta à Malte, d'où il revint en France. Cependant au retour de l'expédition, un raccommodement se fit entre le général et le financier, et la nouvelle confiance que celui-ci accorda à l'autre, fut si intime, pendant quelque temps, que Bourrienne, dans un passage de ses *Mémoires*, qu'on n'a pas réfuté, a dit qu'après lui, M. Collot était l'homme qui avait le mieux connu Bonaparte. Dans les premiers temps du consulat, M. Collot fut en effet le confident des chagrins domestiques de Napoléon. Il prenait toujours la défense de Josephine, Bonaparte voulait toujours s'en séparer. «Tant de violence, lui disait M. Collot, prouve que vous l'aimez encore.» Et en effet, quand il revenait, il trouvait les deux époux réconciliés. Bonaparte lui confia aussi, à ce qu'il paraît, ses dessein sur le directoire, car il était sans argent, et il est difficile, pour ne pas dire impossible, d'opérer une grande révolution politique, sans avoir les moyens d'en compromettre les principaux acteurs. MM. Collot, Recanier, Vanterberghé, Ouvrard, Armand Séguin et quelques autres, lui prêtèrent deux millions, et avec ces faibles ressources Bonaparte renversa le gouvernement directoriel. C'est quelques jours après, que le premier consul voulant faire arrêter M. Ouvrard, qu'il trouvait trop riche et trop dangereux (si l'on en croit M. Ouvrard lui-même dans ses *Mémoires*), M. Collot eut assez d'empire sur lui pour l'en empêcher. «Général, lui dit-il, c'est mal débiter que d'interdire ainsi tout le monde.» Le conseil était d'autant plus dangereux que M. Collot ne connaissait pas M. Ouvrard. Quant à M. Collot, il ne pouvait rester long-temps l'ami d'un homme qui ne souffrait point d'égout. Une circonstance les sépara sans retour: on l'attribue au fait suivant. M. Collot avait demandé une place de conseiller d'état, et avait mis, pour l'obtenir, plusieurs personnes en campagne; mais Bonaparte la refusa constamment, en disant qu'il ne voulait pas avoir dans le conseil d'état un marchand de viande. Bonaparte ne rendait pas assez de justice au mérite de M. Collot, ou peut-être ne connaissait pas toute l'étendue de ce mérite. Fatigué des demandes continuelles d'argent que lui faisaient ses frères, et pour en fuir

avec Joseph qui dépensait de grosses sommes à Montfautain, comme Lucien à Neuilly, le premier consul fit, peu de temps après, donner à M. Collot la fourniture des vivres de la marine, à la condition de remettre sur les bénéfices, quinze cent mille francs par an à son frère Joseph; le marché était encore beau; mais le fournisseur fut très mal payé, maltraité et abreuvé de chagrins. Il disait souvent à ce sujet: «Mon Dieu! si le premier consul en veut tant à ma fortune, qu'il me demande une frégate, je la lui donnerai; mais qu'il me paie et me retire mon marché.» Avant la bataille de Marengo, M. Collot fit beaucoup de difficultés pour se charger des fournitures de l'armée d'Italie; mais il accepta, et Bonaparte l'emmena avec lui; mais à peine arrivés au-delà des monts, Bonaparte le traita avec la plus grande froideur, sans doute pour le punir de s'être fait prier. En 1806, une baisse rapide de fonds publics occasiona la disgrâce du ministre des finances. Les banquiers Fulchiron, Vanterberghé et Ouvrard, furent, dit-on, ceux qui représentèrent à l'empereur Napoléon l'état de la crise où se trouvait alors le trésor public, et M. Collot ne fut point étranger, disent les *Mémoires* du temps, à cette affaire délicate. M. Collot sollicita, en 1816, et obtint la recette générale des Bouches-du-Rhône, emploi qu'il a gardé jusqu'en 1833. A cette époque, il a été nommé directeur de la fabrication à l'Hôtel des Monnaies de Paris, et il en exerce encore aujourd'hui les fonctions.

**COMÉIRAS** (VICTOR-DÉLÉPHE de ), né le 11 septembre 1753 à Saint-Hippolyte (Gard). Il ne suivit pas la même carrière que son père, qui était brigadier des armées du roi, embrassa l'état ecclésiastique et devint abbé de Sylvanès et vicaire-général de Recanvès. Il a publié: 1° *Considérations sur la possibilité, l'intérêt et les moyens qu'avait la France de rouvrir l'ancienne route de l'Inde, accompagnées de recherches sur l'isthme de Suez et sur la jonction de la mer Rouge*, 1798, in-8°; 2° *La voix du sage, ou l'intérêt des peuples bien entendu dans l'exercice du droit de guerre et de conquête*, 1799, in-8°; 3° une édition entièrement refondue et considérablement augmentée de la *Géographie moderne et universelle* de N. Delarocque, 1800, 2 vol. in-8°: cet ouvrage est peu estimé à cause du grand nombre d'erreurs qu'on y rencontre; 4° *Le géographe manuel*, 1801, in-8°; 1803, in-8°; l'auteur primitif est l'abbé Expilly. M. Debray a contribué à cette édition; 5° *Histoire politique et raisonnée du consulat*, 1801, in-8°; 6° *Tableau général de la Russie moderne, et situation politique de cet empire au commencement du dix-neuvième siècle*, Paris, 1803, 2 vol. in-8° avec des cartes; c'est l'abrégé mal fait de l'ouvrage de Tooke; 7° *Abbrégé de l'histoire générale des voyages*, tomes XXII à XXXII; c'est la suite des vingt-un volumes publiés par La Harpe; 8° *Abbrégé de l'histoire générale des voyages faits en Europe*, 1805, 1806, 12 vol. in-8°: cet ouvrage est sans mérite; 9° *Histoire de l'astronomie ancienne et moderne par Bailly, ouvrage dans lequel on a conservé religieusement le texte en supprimant les calculs abstraits, les notes hypothétiques, les digressions scientifiques*, 1806, 2 vol. in-8°. De Coméiras est considéré comme un mauvais compilateur. On présume qu'ayant abandonné son état, on s'était d'avis de ses fonctions sacerdotales à l'époque de la révolution, il travaillait pour les libraires qui le payaient mal. On lui a attribué mal à propos l'Examen de l'exercice en général, 1804, 2 vol. in-8°, dont M. Valentin du Guillon est l'auteur. De Coméiras est mort à Paris le 30 mars 1805. M. Ersch assure qu'il a laissé au manuscrit l'histoire de Marie Stuart, l'histoire de la Pucelle d'Orléans, et l'histoire politique des différents états de l'Europe. — **COMÉIRAS** (P.-J. Bonhomme), avocat au parlement depuis 1777..., et comme le précédent dans le midi de la France, et qu'on présume être son parent, fut d'abord résident près de six lignes grises, puis commissaire-général dans les îles Ioniques. Il a publié: 1° *Essai sur les réformes à faire dans notre procédure criminelle*, 1789, in-8°; 2° *Mémoires à consulter et consultation par Louis-Philippe-Joseph d'Orléans*, 1790, in-8°. Bonhomme Coméiras est mort à Ancône en 1798.

**COMMERELL** (l'abbé de ), aumônier de la pri-

cesse de Læwenstein, et membre de la société d'agriculture de Paris, a fait connaître en France l'utilité dont pourraient être quelques végétaux cultivés en Allemagne. Vers 1783, il publia une brochure dans laquelle il vantait outre mesure les avantages d'une plante peu connue alors, dont il avait propagé la culture dans la Lorraine allemande; il en distribuait au loin les graines, qu'il appelait contradictoirement racine d'abondance ou racine de disette. On a de l'abbé de Commerell: 1° *Mémoires sur la culture, l'usage et l'avantage du chou à faucher*, 1780, in-8°; 2° *Mémoires sur l'amélioration de l'agriculture par la suppression des jachères*, 1788, in-8°. Lorsque dans la même année une grêle vint détruire les récoltes dans une partie de la France, le gouvernement fit répondre une instruction sur les moyens propres à réparer les effets de ce désastre. L'abbé de Commerell publia dans le même but: *Supplément à l'avis aux cultivateurs dans les récoltes ont été ravagées par la grêle*. En 1793, Commerell fut nommé président du district de Sarguemines, et vécut encore quelques années; mais nous ignorons la date précise de sa mort.

**COMTE** : LOUIS-CONSTANT-EMMANUEL-APOLLINAIRE, célèbre engastrimythe, naquit à Genève d'un père français, le 29 juin 1788. Sa famille le destinait à la pratique, et il travailla pendant plusieurs années dans les études de quelques hommes de loi du département du Léman. Bientôt on penchant l'entraina: il studia la science des magiciens modernes. La nature l'avait doué de cette faculté de parler, dans laquelle la voix semble sortir de l'estomac ou du ventre, et qui a fait donner à ceux qui la possèdent les noms de ventri-loques ou d'engastrimythes. Résolu d'exercer les talents qu'il avait acquis dans la magie blanche, il quitta Genève, voyagea en Suisse, en France, et se fit à Paris. Son succès fut complet: il fut présenté à tous les souverains, et Louis XVIII lui accorda le titre de physicien du roi. Le roi de Prusse lui donna la grande médaille des arts et sciences, et les autres monarques lui firent de riches présents. M. Comte créa à Paris, en 1812, un théâtre d'un genre nouveau; il fit représenter, par de jeunes enfants, des pièces morales à l'usage des collèges. Il occupa successivement le théâtre de la rue de Thierville, l'Hôtel des Fermes, le passage des Panoramas; et enfin il a fait construire, il y a quatre ans, un théâtre sur un terrain qu'il a acquis, passage Choiseul. La plupart des aventures de M. Comte ont mérité d'être insérées dans les journaux, et M. Julia-Fontenelle les a consignées dans son *Manuel des secrets*. Tantôt M. Comte persuade à des paysans de la Suisse qu'il a près d'eux un homme qu'on a jeté dans un four à briques, et qui pousse des cris de désespoir; tantôt, au milieu d'une foule rassemblée dans une église, on entend, sous les larges pierres dont elle est pavée, la voix d'une personne qui implore les secours les plus pressants: on l'a enterrée vivante, l'état de léthargie dans lequel elle se trouvait vient de cesser; elle se plaint de la gêne qu'elle éprouve dans le cercueil. L'effroi est à son comble parmi les assistants, et le mystificateur s'élève prudemment avant le dénouement. Cent ans plus tôt, M. Comte, convaincu de sortilège, eût été brûlé vif en place de Grève pour le salut de son âme. Aujourd'hui les moins éclairés savent que tout l'art de l'engastrimythe ne consiste réellement qu'à savoir modifier la voix naturelle, afin d'en obtenir des variations, des changements divers, dans le ton et dans les inflexions, et que le ventri-loque parle comme parlent naturellement tous les hommes.

**CONEN DE PRÉPÉAN** (LOUIS-MARIE-FÉLIX), issu d'une ancienne famille noble de Bretagne, né à Poitiers en 1777, a fourni plusieurs articles à l'*Encyclopédie moderne*, et a été l'un des collaborateurs de la *Biographie des contemporains*. Il est surtout connu par un traité de *Sténographie*, qui a eu cinq éditions, de 1813 à 1825, et qui est réputé le meilleur. M. de Prépean, en introduisant dans les monogrammes tous les sons et toutes les articulations de l'organe vocal; en donnant aux lettres figuratives des mots une forme régulière, rapide et facile; en réduisant à leur racine tous les mots composés, par des moyens ingénieux, et repren-

dant à la portée de toutes les intelligences, a reculé les limites de la sténographie, et l'a rendue aussi lisible que l'écriture nouvelle. Son système, graduellement perfectionné, a puissamment contribué à propager en France un art utile, auquel on doit la conservation d'éloquents discours improvisés à la tribune, au barreau et dans les cours publiques.

**CONSTANT** (LOUIS-CONSTANT WAIRY, plus connu sous le nom de), premier valet de chambre de l'empereur Napoléon, naquit le 3 décembre 1778, à Péruels, ville qui devint française lors de la réunion de la Belgique à la république, et qui se trouva alors comprise dans le département de Jemmapes. A onze ans le comte de Lure, chef d'une des premières familles de Valenciennes, se trouvant chez le père de M. Constant qui tenait l'auberge du Petit-Château, aux bords de Saint-Amand, demanda cet enfant à ses parents pour être élevé avec ses fils. Cette demande fut accueillie, et le comte emmena le jeune Constant dans une de ses terres, situées près de Tours, où il fut reçu avec l'amitié la plus bienveillante par la comtesse et ses enfants, recevant chaque jour les leçons de leur gouverneur. Il n'en profita pas long-temps: le roi ayant été arrêté à Varennes, la famille du comte de Lure émigra. Constant fut interrogé par la municipalité de l'endroit, regardé comme un suspect, et obligé de se présenter chaque jour à la commune, pour la plus grande sûreté de la république. Enfin on lui permit de retourner en Belgique, voyage qu'il effectua seul à douze ans, sans guide, sans argent, et ayant plus de cent lieues de pays à traverser. Arrivé auprès de Saint-Amand, il lui fut impossible d'y entrer; les Autrichiens l'occupaient et les Français l'entouraient. Dans son désespoir il s'assied sur les bords d'un fossé, pleurant amèrement, quand un chef d'escadron lui propose de le prendre à son service et de l'emmener à Chinon, où il allait en conge: Constant accepta. Peu de temps après, son nouveau protecteur le plaça à Paris chez un riche négociant, M. Gobert, d'où il passa au service de Joséphine, alors M<sup>me</sup> Bonaparte, puis celui d'Eugène Beauharnais, qu'il quitta pour entrer ensuite chez le premier consul. A depuis le départ du premier consul pour la campagne de Marengo, où je le suivis, dit M. Constant dans ses *Mémoires*, jusqu'au départ de Fontainebleau, où je fus obligé de quitter l'empereur, je n'ai fait que deux absences, l'une de trois fois vingt-quatre heures, l'autre de sept ou huit jours, hors ces temps courts, dont le dernier n'était nécessaire pour rétablir ma santé, je n'ai pas plus quitté l'empereur que son ombre. Pendant un aussi long espace de temps, M. Constant recut des témoignages d'intérêt de la part d'un maître qu'il représente comme plus facile à servir qu'on ne le croyait généralement alors. Quand ce maître alla en exil, il ne le suivit point: on lui a fait un reproche de cet abandon: pour s'en justifier, il allègue que ce n'est point la volonté qui lui a manqué, mais la possibilité, et dans ce qui a paru de ses *Mémoires*, il promet d'expliquer les motifs de cette séparation, que d'autres écrits, il est vrai, ont présentée d'une manière moins favorable à M. Constant. Dans la position qu'il a occupée, on se plait à reconnaître que s'il a rendu beaucoup de services, il n'en a jamais rendu, qu'il n'a point cherché à exploiter la bienveillance dont l'empereur l'honorait pour enrichir ou placer ses parents, et qu'il s'est retiré pauvre après quinze ans passés au service particulier du souverain le plus puissant de l'Europe. On a publié sous son nom: *Mémoires de Constant, premier valet de chambre de l'empereur*, Paris, 1830; il y a quatre volumes in-8° de publiés. Ces mémoires ont été rédigés sur quelques notes fournies à M. l'avocat par M. Constant, et, selon son habitude, il a su faire de ces notes six volumes in-8°; y découvrir le vrai qui pourra.

**COQUELEY DE CHAUSSEPIERRE** (C.-G.), né à Paris, vers 1710, y fut reçu avocat au parlement, en 1736, et fut long-temps censeur royal pour la jurisprudence. Il avait de l'esprit, mais il était mauvais plaisant, et quelquefois ses railleries n'étaient pas heureuses, surtout lorsqu'elles s'adressaient à des hommes tels que son confrère Liguier. Plaidant un jour



contre lui, il l'appela M<sup>r</sup> Linguet, à quoi celui-ci répondit en l'appellant M<sup>r</sup> Coqueu-ley, répartie d'autant plus plaisante que l'agresseur était laid et avait une femme jolie et gaie. Coqueley mourut dans un âge fort avancé, vers 1791. Il avait travaillé au *Journal des sçavans*, depuis août 1752 jusqu'à juin 1789. On connaît de lui : 1<sup>o</sup> *Code de Louis XV ou Recueil d'édits, déclarations, ordonnances concernant la justice, police et finances, depuis 1733 jusqu'en 1740*, Paris, 1758, 12 vol. in-12 : 2<sup>o</sup> *La roue curieuse*, poème en quatre chants, 1770, in-8<sup>o</sup>. Le titre de cette pièce est la parodie de celui de *L'honnête criminel*, drame de Nalbatre, et le fond est une imitation burlesque du style haché, suspendu, entrecoupé de points d'exclamation, d'admiration, d'interrogation, et de lignes de points, que les dramaturges avaient mis à la mode. Les réflexions essentielles mises en tête du livre contiennent un éloge ironique des drames ; 3<sup>o</sup> *M. Cassandre ou les effets de l'amour et du vert-de-gris*, drame en deux actes, et en vers, par feu M. Doucet, 3<sup>e</sup> édit., 1775, in-6<sup>o</sup>, 3<sup>e</sup> édit., 1781, in-6<sup>o</sup>. Cette bonne plaisanterie du genre larmoyant est généralement attribuée à Coqueley, qui la publia sous le nom de Doucet : elle obtint ainsi le suffrage de La Harpe qui, dans le  *Mercure*, a donné à M. Doucet des éloges qu'il était loin d'accorder, dans sa *Correspondance littéraire*, à Coqueley de Chaussepierre. Quel que soit l'auteur de cette parodie, il a su y enfoncer d'une manière burlesque des vers de *Méridieu*, drame d'Arnould Baculard, de *La mort de Socrate*, et de *Birsa ou les Illinois*, tragédie de Souvigny, de celles de *Guillaume Tell*, par Lemierre, et de *Tercet et Philomèle*, par Renou, etc. 4<sup>o</sup> *Études du droit civil et coutumier français*, 1789, in-4<sup>o</sup>. C'est d'après Ersch, que Desvart attribue cet ouvrage à Coqueley. Quant au *Code de la nature*, il est de La Vicomtesse. Coqueley est encore auteur de quelques chansons bouffonnes qu'il chanta lui-même en société, entre autres du *Cantique de Virginie*, inséré dans le *Recueil de romances historiques, tendres et burlesques, tant anciennes que modernes*, avec les airs notes, par M. D. L. (Delusac, musicien), 1767, in-8<sup>o</sup>.

COQUELÉAU (CHARLES JACQUES-LORIS), médecin, né à Paris, en 1744, fit d'excellentes études au collège des Grassins, et commença, en 1768, le cours de sa leçon, sous les auspices de Lorry, son aîné. Il soutint d'une manière remarquable quatre thèses dont trois sont son ouvrage. Dans celle de physiologie, on a intitulé *portum corporis humani confusum aer*, février 1769, et dans celle d'hygiène, on a *corruptus expurgari possit*, mars 1769, il fit usage des nouvelles découvertes dont s'était enrichie la chimie pneumatique. Dans sa question de pathologie, *ergo sunt sui morbis humicis motus critici* février 1770, l'auteur s'étayant de l'autorité des plus célèbres écrivains, démontre jusqu'à l'évidence que cette question n'était rien moins que paradoxale. Il acheta la *Bibliothèque physique de la France*, commencée par Louis-Antoine Prosper Hérisson, qu'une mort prématurée enleva aux lettres. Coqueley occupa en tête de ce bel ouvrage l'éloge historique de l'auteur, son ami et son confrère de l'écluse ; Paris, 1771, in-8<sup>o</sup>. Fontenelle a inséré dans sa *Bibliothèque historique de la France*, cette bibliographie composée de treize cent soixante-deux articles. Hérisson avait ébauché la description du beau jardin nommé à Chatillon, près Mont-Bouge, par Cochin, ancien ecclésiastique de Paris, mort en 1766. Coqueley mit encore le dernier main à cet ouvrage de son ami. Il le publia à Paris, sous le titre de : *Jardin des curieux ou Catalogue raisonné des plantes les plus belles, les plus rares, soit indigènes, soit étrangères, avec la nomenclature et l'usage, leur culture et les propriétés particulières à chaque espèce*, 1771 in-8<sup>o</sup>. Il pulia en commun avec A. L. Jussieu la dissertation, *Chronomicon uter minorem et zeteliem analogia*, Paris, 1770, in-4<sup>o</sup>. Les critiques de la *Gazette française* lui doivent les vies de Louis XIV, de Winlaw, de l'abbé Chappet, de Deparcieux, de Locat, de d'Olivet et de Servandoni. Coqueley mourut le 11 août 1796. Il remplit à fonctions destinées à un dessein des pauvres, et travailla avec distinction aux recherches de la faculté, les cours de physiologie et de pathologie. Le docteur Laisné a publié son

éloge : on lit en tête du catalogue de la bibliothèque du professeur Halle une courte notice sur Coqueley.

CORDIER (PARANT-LOUIS-AUGUSTE), membre de l'Académie des sciences, naquit vers 1770. Il fut l'un des ingénieurs que le gouvernement envoya, en 1793, dans les départements, pour y étudier les richesses minérales de la France : et ses mémoires recueillis dans le *Journal des mines*, créé en vendémiaire an V (1794), annoncent une grande connaissance de la science à laquelle il s'était consacré. Ces premiers travaux attirèrent sur lui l'attention du gouvernement, qui le nomma membre de la commission des sciences formée pour accompagner l'expédition d'Égypte. A son retour en France, il fut nommé inspecteur des mines, et envoyé dans les Apennins qu'il visita pendant plusieurs années, et où il fit des travaux importants et de grandes études. Sa carrière parut alors se retirer, mais la restauration l'agrandit : il reçut la croix de la légion-d'honneur, fut nommé, en 1819, inspecteur divisionnaire des mines, et alla habiter Montpellier, chef-lieu de la cinquième division. Il conserve encore aujourd'hui cette inspection générale. Correspondant de l'Institut, depuis plusieurs années, il y a remplacé le célèbre Haüy, en 1823. Sur cinquante voix, M. Cordier obtint quarante-quatre suffrages. Il est aujourd'hui membre du conseil général des mines, et professeur de géologie au Jardin-Roi. Une ordonnance, du 15 septembre 1830, l'a autorisé à assister aux délibérations du conseil d'état. Nous ne connaissons aucun ouvrage de ce savant, mais il a fourni à divers recueils, et notamment au *Journal des mines*, un nombre de mémoires importants ; nous en donnerons ci-après l'indication chronologique : 1<sup>o</sup> *Decouverte faite par MM. Cordier et Miché, du schist rouge, dans le département de la Haute-Loire* (*Journal des mines*, tome III, 1795) ; 2<sup>o</sup> *Extrait d'un mémoire de M. Haüy, sur les volcans éteints de Bartrich : Rhin-et-Moselle* ; *Idem*, tome V, 1801 ; 3<sup>o</sup> (avec M. Brander), *Rapport sur les manganèses oxydés, susceptibles d'être employés dans les procédés des arts* ; (*Idem*, *idem*) ; 4<sup>o</sup> *Mémoire sur le mercure argenté* ; (*Idem*, tome XII, 1802) ; 5<sup>o</sup> *Analyse du sphère* ; (*Idem*, tome XIII, 1803) ; 6<sup>o</sup> *Observations sur la classification des minéraux* ; (*Idem*, *idem*) ; 7<sup>o</sup> *Analyse du minéral connu sous le nom de mine manganésée violet de Piemont* ; (*Idem*, *idem*) ; 8<sup>o</sup> *Rapport sur un voyage fait à la Maladetta, par la vallée de Bagneres de Luçon, dans les Pyrénées* ; (*Idem*, tome XVI, 1805) ; 9<sup>o</sup> *Détermination des caractères géométriques de la zénite* ; (*Idem*, tome XXI, 1807) ; 10<sup>o</sup> *Statistique du département du Lot* ; (*Idem*, *idem*) ; 11<sup>o</sup> *Recherches sur différents produits volcaniques, en deux mémoires* ; (*Idem*, tomes XXI et XXIII, 1807-1808) ; 12<sup>o</sup> *Sur le dissolvant, nouvelle espèce minérale* ; (*Idem*, tome XXIII, 1808) ; 13<sup>o</sup> *Description du dichroite, nouvelle espèce minérale* ; (*Idem*, *idem*) ; 14<sup>o</sup> *Extrait d'une lettre de M. Cordier, sur le Mont-Vezin* ; (*Idem*, tome XXVI, 1809) ; 15<sup>o</sup> *Extrait de la première partie d'un rapport sur les mines d'alun du pays d'Aubin (Aveyron)* ; (*Idem*, *idem*) ; 16<sup>o</sup> *Extrait d'un compte rendu sur la forge à la catalane de Morgon (Tarn)* ; (*Idem*, tome XXVII, 1810) ; 17<sup>o</sup> *Extrait d'un rapport de M. Cordier sur des sources salées qu'il a découvertes à Robbio, département de Gènes* ; (*Idem*, *idem*) ; 18<sup>o</sup> *Rapport sur la mine de plomb de Br.zac (Tarn)* ; (*Idem*, tome XXVIII, 1810) ; 19<sup>o</sup> *Rapport sur la mine de ruivre de Rozières, près Carmaux (Tarn)* ; (*Idem*, *idem*) ; 20<sup>o</sup> *Statistique minéralogique du département de l'Apennin* ; (*Idem*, tome XXX, 1812) ; 21<sup>o</sup> *Sur les mines de houille de France, et la question de savoir s'il est convenable de modifier ou même de révoquer le règlement des douanes, qui permet l'importation des houilles et anglaises, rapport fait, le 19 octobre 1814, à M. le directeur général, et au conseil des mines, avec planches* ; (*Idem*, tome XXXVI, 1814) ; Description technique et économique des mines de houille de Saint-Georges-et-Natalan (Maine-et-Loire), ou procès-verbal d'examen et de distinction de ces mines et dépendances ; (*Idem*, tome XXXVII, 1816) ; 22<sup>o</sup> *Cristaux complets de trémolite, observés par M. Cordier* ; (*Idem*, *idem*) ; 23<sup>o</sup> *Sur les substances minérales, dites en masse, qui servent de base aux roches volcaniques*, par M. Cordier, extrait par M. Brongniart ; (*Idem*, tome XXXVIII, 1816) ; 24<sup>o</sup> *Mémoire*

sur la pierre d'alun (alunite, aluminite, cristallite) (Mém. du muséum d'hist. natur., tome VI, 1820).

CORDOVA (N.), général, naquit dans la province d'Antioquia, nouveau royaume de Grenade, en 1797. Il était fils d'un Espagnol établi depuis long-temps dans cette partie de l'Amérique méridionale, et qui y avait amassé une fortune considérable. Il n'avait que douze ans quand la révolution éclata, et n'avait pas quinze ans quand il s'échappa, une belle nuit, de la maison paternelle, pour aller joindre un bataillon qui était en marche pour Bogota. Son vieux père, qui était dans des principes tout opposés aux siens, se rendit dans cette ville, dans l'espoir de le ramener; mais il employa vainement, près de lui, les prières et les menaces. Il fut reconstruit alors à l'influence du commandant du bataillon, et en vint jusqu'à lui faire l'offre de cinquante mille francs, pour lui rendre le jeune fugitif. Son offre fut repoussée avec dignité par l'officier, qui n'avait d'autre revenu que son épée et une solde mal payée. Cet officier était un Français, le général S. . . . Si votre fils, lui dit-il, témoignait du repentir de sa première détermination, je lui accorderais son congé; je ne le vendrais point. Puisqu'il est décidé à porter les armes pour son pays, je me croirais coupable de m'opposer à un si glorieux dessein; mais je vous promets de veiller sur lui pour en faire un bon soldat et un bon citoyen. Le général se montra fidèle à sa promesse, et garda près de lui, depuis lors, le jeune Cordova. Il l'avait pour aide-de-camp, lorsqu'il était commandant en chef des troupes de l'un ou, et qu'il perdit sa vie après avoir été complètement battu par les Espagnols. Cordova fut attaché, après la mort de son général, au major de la petite armée qui combattait encore pour la république dans les plaines de l'Orénoque. Pendant trois ans, cette armée errante dans ces déserts, fatigua les Espagnols, qui s'obstinèrent à les y venir chercher; elle épuisa leurs forces dans de petits combats, et se trouva enfin en état de venir les attaquer dans le hant pays. Le succès de cette audacieuse entreprise fut tel, qu'après une campagne de deux mois, les patriotes, vainqueurs à Bogota, se rendirent maîtres, en trois jours, de Santa-Fé et de tout le plateau. La capitale une fois délivrée, on fit marcher au secours des habitants des provinces qui désiraient se secourir le joug des garnisons espagnoles, des divisions détachées de la petite armée. Cordova, qui s'était fait, dans la guerre des Nancas, une grande réputation de bravoure, et avait été nommé colonel à Bogota, fut destiné à aller reconquérir la province d'Antioquia, où Tobra commandait un corps de six cents Espagnols bien armés. La troupe de Cordova ne se composait que de deux cents hommes, mais tous bons soldats, quoique dans un denueement complet. Il se dirigea vers la province d'Antioquia, marcha hardiment à Tolosa, le battit, et entra en vainqueur dans sa ville natale, quatre ans après en être sorti en fugitif. Le père pleura de tendresse en voyant son fils; qui, comme un autre enfant prodige, revenait les pieds nus et le corps couvert de haillons. Cependant le jeune commandant lui rappela bientôt l'offre qu'il avait faite à son général. Vous voulez, lui dit-il, donner 10,000 espèces à celui qui me ramènerait à Antioquia: c'est moi qui me suis chargé de ce soin, et j'espère bien recevoir le salaire promis. Le père eut beau se récrier, on ne lui fit pas grâce d'un réal. Cette contribution signifiait encore ce vieillard, fort mal disposé pour la cause des indépendants, et il parla avec peu de respect de son fils, qui venait d'être nommé gouverneur. Celui-ci le fit prévenir que s'il ne changerait pas de langage, il serait renvoyé de la province, les fers aux pieds et aux mains. Mais Cordova ne resta pas long-temps dans ce poste où il menait les habitants à la pointe de l'épée. Ayant demandé son rappel, le gouverneur le lui accorda, et l'employa d'une manière plus conforme à ses goûts. Cordova commanda différentes attaques contre les Espagnols, presque toujours avec des forces inférieures, et constamment avec succès. Sa réputation s'établit si bien

dans la campagne de la Madelaine, qu'on lui fit même honneur de victoires auxquelles il n'avait point eu de part. Il fut fait général de brigade, et bientôt envoyé à l'armée dirigée contre les Espagnols qui occupaient encore une partie du Pérou. En se rendant à ce poste, il s'arrêta à Popayan, pendant le temps du carnaval. Se promenant en masque par la ville, accompagné d'autres hommes masqués, il rencontra un sergent dont il croyait avoir à se plaindre, et l'apostrophe en termes injurieux. Celui-ci ne sachant pas qu'il avait affaire à un officier, lui riposta sur le même ton. Le général furieux se démasqua, et poursuivit le sergent, qui le reconnut alors, et se réfugia dans une maison voisine, où il se blottit sous un lit. Cordova, qui s'était emparé d'une balonnette, le suit, renverse les femmes de la maison qui veulent le retenir, et le perce, sous le lit, de plusieurs coups. Aucun magistrat n'ayant été assez hardi pour l'arrêter, il partit le lendemain pour le théâtre de la guerre, où il donna, dans plusieurs occasions, de nouvelles preuves de bravoure. Le jour de la bataille d'Ayacucho, le général Sucre, parcourant rapidement le front de son armée, dit en passant devant la division de Cordova: «Aujourd'hui comme à votre ordinaire, mon brave!» — «Mieux, mon général. Ce soir Cordova sera général en chef, ou le diable l'aura emporté!» En effet, il tint parole, et après Sucre, ce fut lui qui contribua le plus au gain de cette fameuse bataille d'où dépendait le sort du Pérou. Il resta dans ce pays jusqu'au moment où éclata la révolte du Bustamante. Il revint alors dans la Colombie, où le meurtre dont il s'était rendu coupable étant mieux connu, le gouvernement fut obligé de céder au bruit public, et de le mettre en accusation. Les officiers qui composaient le conseil de guerre éprouvaient tous de la répugnance à condamner à mort un général qui venait de rendre à l'état un si grand service. La culpabilité était évidente; mais Bolívar témoignait hautement l'intérêt qu'il lui inspirait, et le désir de le voir absous. Les juges rendirent une sentence qui l'acquitta pleinement, ce qui excita l'indignation générale. Peu de mois après eut lieu la réunion de la grande convention, qui se montra moins empressée à réformer les lois organiques, qu'à renverser Bolívar, à qui la république devait son existence. Le peuple, voyant ses députés s'écarter de leur mandat, leur retira leurs pouvoirs, et l'assemblée fut dissoute. Cordova se montra l'un des meneurs les plus empressés dans cette affaire, non par reconnaissance pour Bolívar, mais afin d'empêcher qu'on ne limitât les attributions d'une magistrature à laquelle il avait la témérité d'aspirer. Cinq mois après la dissolution du congrès d'Ocana, on tenta d'assassiner Bolívar. Cordova témoignait une grande indignation contre les auteurs de cet attentat; cependant le bruit se répandit qu'on l'avait vu, cette nuit même, dans le palais, mêlé aux conjurés. Bientôt, comme il s'absentait de Bogota, on publia qu'il était allé rejoindre, dans la province de Popayan, le colonel Hilario Lopez, qui avait cherché à soulever les habitants du haut Cauca. C'était faux; mais Cordova y avait donné lieu, en dévoilant sa funeste haine pour l'homme célèbre auquel il devait la vie; et ce ne fut qu'au mois d'août 1829 qu'il commença à la manifester par des actions. Le 13, après s'être entendu avec le gouverneur de Rio Negro, Jaramillo, et avec son frère, qui était commandant d'armes dans le même district, il eut l'audace de lever l'étendard de la révolte, quoique tous les trois ensemble ne pussent réunir que vingt hommes. Avec cette faible escorte, il se rend à Medellín, s'empare de la caserne, et fait fuir le colonel U. . . , qui ne fit pas même la démonstration de se défendre. Une fois maître de la ville, il fit assembler les notables, Jaramillo parla avec violence contre la tyrannie de Bolívar; Cordova en fit autant, et finit par leur présenter un acte tout dressé, par lequel ils s'engageaient à maintenir la constitution de Cucula, et à renverser le gouvernement de Bolívar. Il n'y avait pas moyen de discuter, chacun signe, et l'assemblée se sépara. En

Cordova ordonna une levée de tous les hommes de son état de porter les armes, depuis quinze ans jusqu'à cinquante, avec peine de mort pour ceux qui n'obéiraient pas. Il ne put cependant réunir plus de six cents hommes; les autres s'enfuirent dans les montagnes. Mais aucune ville ne se montra plus opposée à Cordova que sa ville natale, Antioquia. Elle n'avait point de garnison; cependant un officier nommé Corvax et les préparatifs de défense, et fut soutenu, dans tout ce qu'il proposa à cet effet, par les magistrats et par l'évêque. Les habitants, d'après l'invitation qu'ils en reçurent, retirèrent toutes les barques qui venaient sur la Cauca, de manière à rendre le passage impossible aux rebelles, et par ce moyen, ils se garantirent de l'invasion. Aussitôt que le gouvernement fut instruit de la révolte de Cordova, il donna des ordres aux divers commandants de marcher contre lui. Le colonel Andrada reçut cet ordre dans la vallée de Cauca. Le colonel Urrutia fut envoyé par Mayanga; le général O'Leary par Mempar. Il paraît que ce fut ce dernier qui l'atteignit d'abord, et lui livra, près du Jauquero, un combat dans lequel les insurgés furent complètement défaits. Cordova, après s'être battu avec sa bravoure ordinaire, fut fait prisonnier, mais tellement couvert de blessures, qu'il ne survécut que peu de temps à sa défaite. Ete prouve que le caractère de cet ambitieux n'inspirait aucun couraige, et que s'il pouvait, par sa fermeté, obtenir un succès momentané, il n'aurait jamais réussi à se faire un parti assez nombreux pour pouvoir prolonger la lutte, et trouver un appui dans la nation.

**CORMENIN**, Louis Marie de Lamoignon vicomte de , écrivain politique et membre de la chambre des députés, né à Paris, le 6 janvier 1788, est issu d'une ancienne famille de magistrature, originaire de la Bretonne, et vive dans l'Orléans depuis un siècle. Son père et son aïeul avaient été lieutenant-général de l'Université de France. Après avoir achevé ses études, M. de Cormenin fut reçu avocat à Paris; mais il n'a point suivi la carrière du barreau. Nommé auditeur au conseil d'état, le 1<sup>er</sup> janvier 1810, et attaché au comité de législation et du contentieux, M. de Cormenin, jaloux de remplir ses devoirs, eut à combattre son goût pour la poésie, qui s'était manifesté par la publication de diverses poésies lyriques. A la fin de 1813, il fut envoyé dans la vingtième division militaire avec le sénateur comte de l'Apparent, l'un des commissaires extraordinaires chargés de relever l'esprit national, à l'époque de la première invasion de la France. L'année suivante, M. Cormenin fut nommé maître des requêtes surnuméraire. Pendant les cent-jours, il donna sa démission de membre du conseil, envoya son franc au ministre de la guerre, pour l'équipement des gardes nationaux, et alla s'enfermer à Lille, comme volontaire; il y resta jusqu'après les désastres de Waterloo. De retour à Paris, il entra au conseil d'état, le 24 août 1815, comme maître des requêtes en service ordinaire pour le contentieux, et depuis il a toujours été compris sous le même titre et avec les mêmes attributions, dans toutes les mutations ministérielles que le conseil d'état a subies depuis la restauration. C'était une sorte de disgrâce que M. de Cormenin avait encourue pour y avoir constamment combattu dans les faibles rangs de l'opposition, en faveur des acquéreurs de biens nationaux et des principes de la liberté. Comme il expédiait plus d'affaires que tous ses collègues, dont plusieurs sont devenus ministres ou directeurs généraux, on craignait d'être privé des talents d'un homme si utile, si désintéressé; et on ne l'employait pas autrement, croyant que les titres et les décorations qui lui avaient été décernés depuis 1816 jusqu'en 1827, devaient suffisamment récompenser ses services, et l'ardeur multipliée de son travail. Dans l'interval, M. Cormenin avait fait paraître plusieurs ouvrages sur le conseil d'état, sur la responsabilité des ministres, sur la jurisprudence administrative, ouvrages qui avaient dû leur succès autant à la force, qu'à la justesse des idées, qu'au mérite d'un style aussi nerveux que concis, et qui à un caractère d'originalité très remarquable. Il était vicomte

maître des requêtes, lorsque M. Portalis prit les sceaux, le 6 janvier 1828. Dix jours après, M. de Cormenin fut nommé membre et secrétaire de la commission relative aux conflits, invention odieuse qui tend à soustraire à la justice les fonctionnaires coupables. Son rapport a paru dans le *Commentaire sur l'ordonnance des conflits*, par M. Tailandier, 1828, in-8°, et forme la majeure partie de l'ouvrage. A peine M. de Cormenin eut-il atteint l'âge de l'éligibilité qu'il brigua l'honneur de la députation. Le collège d'Orléans le proclama député, le 1<sup>er</sup> mai 1828. Après une lutte opiniâtre, pendant les sessions de 1828 et 1829, il fut constamment dans l'opposition, prononça différents discours sur l'interprétation des lois, sur le conseil d'état, les affaires étrangères, et sur plusieurs pétitions; celui sur la dotation de la chambre des pairs excita une grande effervescence; il y soulevait le premier la grande question de l'hérédité de la pairie. Il se prononça pour les réductions des budgets, les économies et la propagation de l'instruction élémentaire. Ses trois discours sur la nécessité d'abolir les sinecures et les cumul lui acquirent beaucoup de popularité dans les départements. Il vota contre le budget de 1829, avec quatre-vingt-quinze de ses collègues, et, en avril 1830, il fut un des deux cent vingt-neuf membres qui votèrent la fameuse adresse. Au mois de juin, il fut réélu à Orléans, à une immense majorité, pour la nouvelle chambre. Après les fatales ordonnances de juillet, il accourut à Paris apporter sa démission de maître des requêtes, et se joindre à ses collègues; mais, persuadé que les électeurs ne lui avaient pas donné le mandat de faire une nouvelle charte et un nouveau roi, et qu'au peuple seul appartenait le droit de conférer ce mandat, il refusa de prêter serment, et donna sa démission de député, le 12 août. Le bruit de cette démission retentit au loin, et fut diversement interprété: les républicains et les carlistes la tourmentèrent chacun dans leur sens. M. de Cormenin explique ses motifs dans deux lettres publiées dans le *Journal du Loiret*, où il établit logiquement le principe et les conséquences de la souveraineté du peuple. Son dernier acte parlementaire, et la rigueur puritaine de ses principes avaient indisposé les électeurs du Loiret, qui, au mois d'octobre, lui refusèrent la majorité de leurs suffrages, tout en rendant hommage à sa probité politique et à son désintéressement: pour que ses actions fussent d'accord avec ses principes, il avait donné sa démission de maître des requêtes, après vingt ans des plus pénibles travaux, et avait refusé successivement la direction générale des travaux publics, et les places de procureur général, de premier président et de conseiller d'état. Les électeurs de l'arrondissement de Belley, département de l'Ain, ont jeté les yeux sur M. de Cormenin, et l'ont choisi, le 31 octobre, pour leur député, bien certains qu'il montrera toujours le même zèle pour la diminution des charges publiques et la réforme des abus. Fidèle à ce mandat, l'honorable député siège à la première section de gauche. Ce publiciste est sans doute un des hommes les plus forts de notre époque, et l'on a droit de regretter que le gouvernement n'ait pas su, depuis quelques mois, se servir de ses talents, de préférence à ceux de bien d'autres. On a de lui: 1<sup>o</sup> des *Odes nationales*, et autres poésies lyriques publiées séparément, en 1811, 1812 et 1813, in-8° et in-5°. Ducault, dans le *Journal de l'Empire*, en a loué le style pur et élégant. 2<sup>o</sup> *Du conseil d'état, envisagé comme conseil et comme juridiction, dans notre monarchie constitutionnelle*. Paris, 1818, in-8°. L'auteur, qui ne s'était pas nommé, y demande l'abolition d'un tribunal administratif avec les conditions de l'immovibilité de ses membres, de la publicité des audiences, et de la révision des parties informées de la législation administrative. 3<sup>o</sup> *De la responsabilité des agents du gouvernement, et des garanties des citoyens contre les décisions des ministres et du conseil d'état*. Paris, 1819, in-8°. Orléans, 1828, in-8°, sans nom d'auteur. M. de Cormenin veut que la responsabilité des agents du pouvoir ne soit plus un vain mot. 4<sup>o</sup> *Questions de droit administratif*, 1822, 2 vol. in-8°. La seconde édition a paru en 1823, 2 vol. in-8°. L'auteur y a enrichi de protections fort étendus, dans les

quels il a résumé méthodiquement et analysé les règles de toutes les matières contentieuses de l'administration. Cet ouvrage important par la rigueur de sa dialectique, la solidité de ses doctrines, et la fécondité de ses solutions, est sans contredit le livre le plus remarquable de tous ceux qui ont été publiés sur la science si difficile et si peu connue du droit administratif. La troisième édition, publiée en 1856, est entièrement épuisée, l'ouvrage y est entièrement refondu; l'auteur en prépare la troisième édition. Son livre fait autorité devant les tribunaux, les cours royales, le conseil d'État et même devant la cour de cassation, qui, par plusieurs arrêts, en a confirmé la doctrine. C'est le traité le plus complet qui existe sur la compétence des préfets, des conseils de préfecture, des ministres et du conseil d'État, et sur toutes les matières contentieuses de l'administration. M. de Cormenin avait rassemblé, sur la jurisprudence administrative du conseil, et de l'empire, divers matériaux qui n'étaient que l'analyse raisonnée de plus de quatre mille décisions. Il destinait ce travail à servir de commentaire aux matières qu'il a traitées dans sa *Question du droit administratif*. Mais comme un tel commentaire aurait dépassé les proportions rigoureuses de son livre, il abandonna ces matériaux à M. Petit Rochettes, son secrétaire, qui les a refondus, mis en ordre, et publiés sous ce titre: *Esprit de la jurisprudence inédite du conseil d'État, sous le consulat et l'empire, en matières d'émigration, de déportation, de rembourcement, de domaines nationaux, etc.* Paris, 1857, 2 vol. in-8°. 5° *Opinion sur la nécessité du rétablissement du jury pour les délits de la presse*, Paris, 1858, in-8°. 6° *Discours sur le budget du conseil d'État*, 1859, in-8°. 7° *Opinion sur la pétition de M. Jacques Saint-Filaire, contre le cumul*, Paris, 1859, in-8°. 8° *Opinion contre le cumul, les incompatibilités et les sinécures*, 1859, in-8°. 9° *Opinion sur la nécessité de supprimer le cumul*, 1859, in-8°. Ce troisième discours, contre un abus criant qui se propageait de plus en plus, n'a pas été prononcé à la chambre des députés. 10° Plusieurs articles remarquables dans le *Journal des Débats*, et dans la *Gazette des Tribunaux*, sur les *Refus d'inhumation* et sur la *Liberté des prières*; 11° Deux lettres insérées dans le *Courrier français*, en 1850, l'une sur le *Régime électoral*, l'autre sur l'*Affranchissement de la presse*. M. de Cormenin a eu part à la publication de la *Thémis* ou *Bibliothèque des jurisconsultes*. Le but constant de cet écrivain est l'amélioration de l'état physique, moral et intellectuel du peuple. M. de Cormenin est membre de la société pour l'instruction élémentaire.

**CORTENOVIS** (AUGUST-MARX), savant archéologue, né en 1757 à Bergame, entra dans la congrégation des Barnabites, et fut envoyé successivement par ses supérieurs pour remplir des chaires dans leurs collèges de Macerata, de Pise, de Saint-Alexandre à Milan, où il professa dix ans les belles-lettres avec distinction, puis en 1764, à celui d'Udine, en qualité de préfet. Pendant les trente-sept ans qu'il passa dans cette ville, il employa tous ses loisirs à la recherche des nombreux monuments antiques du Frioul, dont plusieurs savants s'étaient déjà occupés. Des découvertes récentes et continuelles fournirent occasion à Cortenovis d'étendre ses connaissances en cette partie. Outre des corrections et des additions importantes écrites de sa main sur un exemplaire de l'ouvrage de Bertoli, et une intéressante collection de toutes les inscriptions chrétiennes d'Aquile, il a composé un grand nombre de dissertations en italien, dont plusieurs font partie de la *Collection des mémoires de l'Académie des sciences et belles-lettres d'Udine*, dont il était membre, ainsi que de la société d'agriculture de cette ville. Parmi les plus remarquables, on peut citer : 1° celle où, en expliquant la découverte en Italie de l'*aurelrum*, avec lequel, suivant Pausanias, fut faite la statue d'Auguste, placée dans le Forum, il parait que ce métal n'est autre que le platine qu'on trouvait alors dans certaines minières de l'Europe, ou dans les sables du Pérou; 2° *Sur les irrigations du Frioul*; 3° *Sur une inscription d'Aquile*, avec les dessins de quelques autres antiquités; 4° *Sur la voie Posthuma*, dont il est fait mention dans Tacite; 5° *Sur la pour-*

*pre des anciens*; 6° *Sur une tombe antique, et deux coins de monnaie romaine*. L'auteur y démontre que Julio, où ces objets ont été trouvés, est l'ancienne colonie romaine *Julium carnarum*, ou *Carnarum forum Julium refova*. Cortenovis a enrichi aussi des mémoires suivants le journal littéraire de Venise, intitulé: *Memorie per servire alla storia letteraria e civile d'Italia*; 7° *Sur la tombe où l'on recouvrit des impôts en Illyrie fit élever pour sa femme et pour lui*; 8° *Sur la monnaie de Porsenna*, dont Plinius parle d'après Varron. 9° *Trois dialogues sur l'électricité connus des anciens*. L'auteur y cite deux passages de Plinius qui donnent lieu de croire que les Étrusques avaient l'art d'évoquer la foudre: 10° *Sur un bas-relief des empereurs Constance et Julien*; 11° *Sur l'art de voler en l'air*, connu des anciens; 12° *Lettres sur divers sculpteurs antiques du Frioul*. Cette lettre, ainsi que la suivante, 13° *Sur l'antiquité de Sals dans le Frioul*, n'ont paru qu'après la mort de Cortenovis. Le 26 février 1801, une apoplexie termina les jours de ce savant et estimable ecclésiastique, qui a fourni aussi des dissertations au journal de Berlin et à celui de Pavie; il en a laissé de manuscrites: *De nummis ad veteres Carnarum regulas pertinentibus*, *et de nummis Carnio-Illyricis*, où il démontre que ces princes étaient établis entre la mer Adriatique et le Danube; *Sur des sculptures antiques en laoto, trouvées dans le Frioul*, etc.

**CORTE-REAL**. Voyez PAMPLONA.

**CORTOT** (JEAN-PIERRE), statuaire, est né à Paris en 1787. Élève de M. Bridan fils, il remporta, en 1806, le second prix de sculpture, et le premier prix en 1809. Loin de se borner aux seules études exigées des pensionnaires de l'Académie de France à Rome, cet artiste exécuta, pendant son séjour en Italie, la statue pédestre de Louis XVIII, une statue de Pandore et un Narcisse. Les autres ouvrages de M. Cortot, depuis son retour d'Italie, sont un modèle d'*Erce magna* et une Sainte Catherine pour l'église de Saint-Gervais; la Vierge tenant l'enfant Jésus dans ses bras pour la cathédrale d'Arras; une statue de Pierre Corneille pour la ville de Rouen; le bas-relief du monument de Malaherbes; la statue du duc de Montebello; le modèle d'une statue de Charles X; le fronton en pierre de l'église du Calvaire; un bas-relief pour l'arc de triomphe de la place du Carrouvel; le groupe de Daphnis et Chloé; un œil de bœuf de la cour du Louvre; la Justice, figure colossale, destinée au palais de la Bourse; le modèle d'une Sainte Vierge, qui sera fondue en argent pour la ville de Marseille; la statue colossale de Louis XVI, qu'on destinait à la place de ce nom, ainsi que les quatre figures accessoires qui dépendent du monument; un groupe en marbre représentant la reine Marie-Antoinette soutenue par la religion, pour la chapelle expiatoire de la rue d'Anjou; une figure colossale de la proportion de vingt-quatre pieds, représentant la ville de Paris, destinée à la fontaine de la place de la Bastille; le buste colossal d'Eustache de Saint-Pierre, pour la ville de Calais, et différents autres bustes qu'il serait trop long d'énumérer ici. C'est à M. Cortot que l'on doit l'exécution en marbre, d'après les modèles de feu Dupaty, de la statue équestre de Louis XIII, et des groupes alors destinés au monument expiatoire de la rue de Richelieu. M. Cortot a été décoré en 1824 de l'ordre de la Légion d'honneur. En décembre 1825, il fut élu membre de la quatrième classe de l'Institut, et nommé professeur à l'école royale des beaux-arts. Les statues de Pandore et de Narcisse lui avaient déjà mérité, en partage avec M. Bridan, le prix du salon de 1819. Le Narcisse, qui appartient aujourd'hui au musée de la ville d'Angers, est un chef-d'œuvre de vérité naïve et de grâce. La Pandore a été donnée au musée de la ville de Lyon. Cette charmante figure n'a encouru d'autre reproche que de laisser apercevoir des réminiscences de l'antiquité. En général les innovations, les essais hasardeux répugnent à M. Cortot, et les moyens d'expression qu'il encourage parmi ses élèves sont de préférence ceux qui ont été déjà éprouvés. D'un autre côté les compositions héroïques ou sévères conviennent moins au genre de talent de ce statuaire, que les sujets qui demandent avant tout de l'élégance et de la grâce.



sur son seul mérite, ne demandera jamais rien au pouvoir afin de conserver plus aisément son indépendance. M. Coster avait épousé, en 1836, une femme remarquable sous plusieurs rapports, mais il eut le malheur de la perdre la même année.

COTTU (CHARLES), magistrat et publiciste, né à Paris, vers 1777, débuta de bonne heure dans une carrière où il s'est depuis rendu si bizarrement célèbre. Il était, en 1796, à Bruxelles, attaché à une administration militaire, et il avait alors la manie de rimer; mais son *astre ne l'avait pas formé poète*. M. Cottu abandonna le culte d'Apollon pour celui de Themis, et il était juge à la cour d'appel de Paris, lorsqu'en décembre 1810, il fut nommé conseiller à la cour impériale. Maintenu en 1814, il cessa ses fonctions pendant les cent jours; mais il y fut rappelé lors de l'organisation de la cour royale, en septembre 1815. Chargé par le gouvernement de recueillir des renseignements sur l'institution du jury et sur la liberté de la presse, il partit pour l'Angleterre, en avril 1818, et revint à Paris vers la fin d'octobre. Le compte qu'il rendit de son voyage ayant fourni à *la Minerve* le sujet d'un article qui contenait des erreurs, il les releva dans une lettre adressée aux rédacteurs, et insérée dans le *Moniteur* du 16 décembre. Ce magistrat fut l'un des fondateurs de la société royale formée, en mars 1819, pour l'amélioration des prisons en France. Il fut alors nommé membre du conseil général de cette société, ainsi que du conseil spécial d'administration pour les prisons de Paris, et secrétaire-général des deux conseils. Ce fut en cette qualité qu'il signa les statuts de la société, et qu'il fut envoyé une seconde fois à Londres pour prendre connaissance de l'état des prisons d'Angleterre, et rechercher les améliorations applicables aux prisons de France. Il revint à Paris à la fin de mai, après un voyage de deux mois. En septembre, il fit partie de la commission ministérielle chargée de préparer un projet de loi pour la réforme du jury. Président de la cour d'assises de la Seine, le 24 janvier 1820, dans l'affaire de M. Gosuin, éditeur responsable de la *Bibliothèque historique*, dont un article, contenant une critique de la constitution temporelle de la religion catholique plutôt qu'un examen de ses dogmes, était poursuivi comme attentatoire à la morale publique et religieuse, ainsi qu'à la liberté des cultes garantie par la Charte, M. Cottu, après avoir fait le résumé des débats, émit son opinion personnelle pour tâcher d'influencer la décision des jurés. Il refusa la parole au défenseur, M. Merilhou, qui, ayant inutilement demandé acte de ce refus, rédigea des conclusions, pour lesquelles le ministère public requit son interdiction. M. Dupin l'aine défendit avec succès son confrère dont le client fut également acquitté. Cette affaire prouva que M. Cottu n'était pas assez impartial, assez maître de lui-même pour être un juge indépendant; aussi a-t-il fort rarement présidé les assises, et s'est-il livré beaucoup moins depuis aux fonctions de la magistrature qu'au métier de publiciste. Ce mot n'est pas trop dur pour M. Cottu, qui semble n'avoir eu d'autre but en écrivant, que de flatter tour à tour le système dominant. Voici la liste de ses ouvrages: 1° *Reflexions sur l'état actuel du jury*, Paris, 1813, in-8°; ce fut cette brochure qui décida le choix de M. Decazes, alors ministre, en faveur de M. Cottu pour l'envoyer à Londres; 2° *De l'administration de la justice criminelle en Angleterre et de l'esprit du gouvernement anglais*, Paris, 1822, in-8°; 3° édit., 1827, in-8°; cet ouvrage, fruit des observations de l'auteur pendant son premier voyage, a été traduit en espagnol en 1826; 4° *Observations sur le principe du droit d'innocence et sur son application aux familles électORALES*, Paris, 1826, in-8°; 5° *De la situation du clergé, de la magistrature, et du ministère à l'ouverture de la session de 1827, et du moyen de consolider en France le gouvernement constitutionnel*, 1826, in-8°; 6° *Observations sur le nouveau projet de loi relatif à la liberté de la presse*, 1827, in-8°; 7° *Des derniers actes de la censure en faveur des jésuites*, Paris, 1827, in-8°; deux éditions la même année; 8° *Considérations sur la mise en accusation des ministres*, 1827, in-8°; trois tirages. La *Quotidienne* ayant inséré, dans son

COSMAO-KERJULIEN (N.), contre-amiral, naquit à Châteaulin en 1759, d'une famille honorable. Dès l'âge de quinze ans, il s'engagea comme volontaire sur la frégate *L'Agrette*, commandée par M. Dorves, et fit une campagne dans les colonies. Au retour, il eut occasion de se signaler dans deux combats sur les côtes de France, l'un contre une frégate anglaise d'une force très supérieure, l'autre contre un fort corsaire, qui fut pris après un engagement d'une heure et demie. Après un si heureux début, il se livra avec le plus grand zèle à l'étude, et fit encore plusieurs croisières sous les ordres de MM. Kergarion et de Senneville jusqu'en 1781, où la campagne de la Guyane, à bord du brick *l'Hirondelle*, sous les ordres de M. Bertrand, lui fournit l'occasion de montrer cette bravoure froide et réfléchie qui décèle le véritable marin. En effet, le brick fut attaqué, en même temps, par deux forts corsaires qui, après un combat sanglant et opiniâtre, furent contraints à l'abandonner. Un mois après, un autre corsaire, d'une force supérieure, fut également forcé de se jeter à la côte à l'entrée de la rivière de Surinam, à la suite d'un combat très vif. La brillante conduite de M. Cosmao, dans ces différents engagements, lui valut le grade de lieutenant de frégate. Dès lors son mérite bien reconnu le fit rechercher par tous les officiers supérieurs, et il ne cessa de servir sous les ordres des chefs les plus distingués jusqu'à ce qu'enfin, après avoir passé par tous les grades il obtint le commandement du brick *le Vaisseau*.

Nommé capitaine de vaisseau le 4 avril 1793, il eut d'abord le commandement de la frégate *le Sincère*, et successivement celui des vaisseaux *le Contours*, le *Commerce de Marseille*, et le *du Guay Trouin*. Commandant en l'an 3 le vaisseau *le Tonnant*, il releva le courage et les espérances de la nation française, par la prise de la frégate *l'Alceste*. Au combat du 21 ventôse an 3, le vaisseau *le Tonnant* faisait partie de l'escadre commandée par l'amiral Martin ; il soutint, lui quatrième, tout le feu de l'escadre ennemie, pendant trois heures et demie que les vaisseaux français restèrent en calme. Le 23 messidor an 3, il eut encore à soutenir un combat de deux heures à l'entrée du golfe de Frejus. Le grade de chef de division fut la récompense de ces glorieux travaux. Toujours à la mer, toujours en face de l'ennemi, il commanda successivement plusieurs vaisseaux : en l'an 13, il prit le commandement du vaisseau *le Pluton*, et au milieu des désastres continuels qu'éprouvait à cette époque la marine française, les succès brillants de ce vaisseau consolidaient et soutenaient l'honneur national. A la Martinique, M. Cosmao fut envoyé par l'amiral Villeneuve pour attaquer le rocher *le Diamant*. On lui avait donné le commandement du vaisseau *le Bernick*, de plusieurs bâtiments légers et de quelques chaloupes, armés en guerre et destinés à débarquer les troupes de l'expédition. Les Anglais avaient fait de ce rocher une position presque inexpugnable par une forte batterie dressée à sa base ; plusieurs pièces, placées sur une plate-forme qui couronne le sommet élevé de plus de six cent soixante pieds, et un grand nombre de canonnières installées à mi-mont. Cette position formidable fut cependant enlevée dans vingt-quatre heures, grâce aux habiles dispositions du commandant, au courage et à l'intrepidité des marins et des troupes. De retour de cette glorieuse expédition, au combat du 5 thermidor an 13, devant le cap Finistère, le chef de division Cosmao, commandant la tête de la ligne française, s'appliqua particulièrement à couvrir les vaisseaux désemparés. C'est ainsi qu'il protégea et sauva les vaisseaux espagnols, et *Terrible*, *la Espana* et *la America*. Personne ne doute que ces vaisseaux ne dusent leur salut à cette intrépide manœuvre, qui mettait le vaisseau *le Pluton*, voguant à vergue avec plusieurs vaisseaux ennemis. A la trop mémorable et trop funeste affaire de Trafalgar, le 21 octobre 1805, son vaisseau combattit au centre de l'armée ; son équipage et son état-major firent des prodiges de valeur pendant quatre heures. A peine restait-il trois cents de ces braves, lorsqu'il rallia, sur signaux de l'amiral Gravina, dont le pavillon général était le seul qui flottât encore sur le champ de bataille ; et cet amiral lui ayant remis le

tendemain le commandement des vaisseaux qui l'avaient suivi au mouillage de Rota, il appareilla sur-le-champ, courut au large avec eux, et fit abandonner à l'ennemi plusieurs vaisseaux qu'il conduisit à la remorque, entre autres la *Sainte-Juno* et le *Napléon*, commandés par le général Alava et le brigadier Valdés. Il fit remorquer ces vaisseaux par des frégates françaises, couvrit constamment leur marche et les ramena dans le port de Cadix. Quelque peine que ressentit le gouvernement d'un aussi terrible désastre, il ne put s'empêcher de rendre justice à la brillante conduite du chef de division Cosmao. A Cadix d'ailleurs la reconnaissance publique se manifestait de la manière la plus flatteuse, et le gouvernement espagnol nomma M. Cosmao grand d'Espagne de la première classe. Les rapports de nos malheureux et fidèles alliés, ceux de nos ennemis, signalaient à l'envi ses talents, sa habileté et la hardiesse de ses manœuvres, ainsi que son intrepidité. Il fut appelé à Paris, le chef de l'état le combla d'éloges, et le présenta aux braves comme Louis XIV offrit Jean Bart à l'admiration de sa cour. Il fut alors nommé contre-amiral et commandant des forces navales à Toulon, où il prit le commandement d'une escadre. Il mit son pavillon à bord de *l'Amiral*, et fit plusieurs croisières dans la Méditerranée. En 1809, les Anglais bloquaient étroitement Toulon ; toutefois, malgré leur vigilance et la supériorité de leurs forces, le général, ayant son pavillon sur le *Abuste*, parvint, avec onze vaisseaux et deux frégates, à faire entrer un convoi de cinquante voiles à Barcelone, en les conduisant à la remorque ; et cette place importante, réduite aux abois, fut ainsi ravitaillée. A cette époque, chaque jour les flottes étaient en présence. Sans parler d'un grand nombre d'engagements où ce général déploya son habileté accoutumée dans les manœuvres, le 5 novembre 1813, une saute de vent ayant subitement exposé plusieurs vaisseaux de l'avant-garde aux feux meurtriers des vaisseaux de l'armée anglaise, il laissa partir en dépendant avec le vaisseau *le Hyogron*, qu'il montait, vint couvrir le vaisseau *l'Agamemnon*, qui courait les plus grands dangers, et opéra la même manœuvre à l'égard des frégates *la Pénélope* et *la Melpomène*, en prenant position entre elles et l'ennemi. Enfin, pour couronner des services si nombreux, il sort de Toulon, au mois de février 1814, pour protéger la rentrée du *Scripion*, attendu de Gênes. Les Anglais paraissent subitement, lorsque la division du général est encore dans les îles d'Hières ; un moment d'indécision dans sa manœuvre rendait les trois vaisseaux la proie certaine de l'ennemi, qui ne put diriger son feu que sur le *Romulus*. En 1815, l'empereur confia à l'amiral Cosmao la préfecture maritime du second arrondissement (Brest), et l'appela à la chambre des pairs. Le roi annula cette nomination, et M. Cosmao se retira dans ses propriétés, au sein de sa famille, où il est mort en février 1816. La mort sembla dans les combats respecter sa personne, car pendant trente-un ans de services, et après onze combats des plus sanglants, il n'avait pas reçu une seule blessure. L'émulation n'altéra jamais le calme de son âme, jamais on ne le vit solliciter les grades et les honneurs ; il venait toujours le chercher, et il ne les dut qu'à ses services et à ses exploits. Il a laissé un nom cher à la marine française, et particulièrement à ses compatriotes.

COSTER (Jacques), né à Montargis, en 1793, dans le département du Mont-Blanc. A l'âge de treize ans, il remporta le prix proposé par l'académie de Grenoble pour une ode à la naissance du roi de Rome. En quittant le collège d'Autrey, il se rendit à Genève pour y étudier le droit. En cela il céda à la volonté de ses parents ; mais son goût le ramena vers les sciences naturelles, et, ayant voulu étudier la médecine, sa famille lui refusa tout secours. Les associations de 1814 étant survenues, et le gouvernement de France étant rétabli, M. Coster fut chargé de l'enseignement primaire au collège de Montargis. L'enseignement mutuel qu'il lui donna fut communément appelé d'après son nom. Il ne dissimula pas ses études de droit, et fut élu avocat à la fin de l'année 1816.





numéro du 30 septembre 1837, un article relatif à M. Cottu, ce dernier, dans sa lettre du 18 octobre, démentit les faits avancés par le journaliste. L'éditeur du journal se disposait à publier la lettre de M. le conseiller; mais la censure en ayant supprimé plusieurs passages, M. Cottu fit assigner en référé M. Michoud pour le forcer à insérer sa lettre entière. Déboute de sa demande, par jugement du 15 octobre, il interjeta appel; mais, dans l'intervalle, la censure ayant été abolie, la lettre fut insérée en entier, et l'affaire, appelée devant la cour royale, le 15 novembre, fut sans résultat et se termina à l'amiable. 8° *De la nécessité d'un changement de ministère*, 1837, in-8°. M. Cottu prévoyant, sans trop de perspicacité, la chute des ministres Villèle, Peyronnet et Corbière, avait cru pouvoir, à la faveur de son inamovibilité, les escalader sous le poids de sa colère. Il s'était rangé ouvertement dans le parti de l'opposition, et il se porta pour candidat à la députation pour la session de 1838; mais n'ayant été élu dans aucun département, il parut quitter brusquement la voie constitutionnelle, et se déclarer un des apôtres les plus fougueux de l'absolutisme. Il publia successivement : 9° *Des moyens de mettre la Charte en harmonie avec la royauté*, 1838, in-8°; 10° *Plan du parti révolutionnaire pour la session de 1839, suivi de quelques observations sur la loi des élections*, 1839; 11° *De quel moyen de sortir de la crise actuelle*, 1839, in-8°. Il donna encore, depuis l'avènement du ministère Polignac : 12° *Des résultats à braver de la situation de la couronne et de la chambre des députés*, 1839, in-8°; 13° *De la nécessité d'une dictature*, mars 1830, in-8°; 14° *Des devoirs du roi envers la royauté*, juillet 1830, in-8°. Peu de jours après arriva la grande révolution qui fit triompher les libertés nationales. Trompé dans ses prévisions comme dans ses espérances, et se croyant poursuivi comme un des chefs du parti qui venait de succomber, quoiqu'il ne fût pour les vainqueurs, ainsi qu'il l'avait été pour les vaincus, qu'un personnage qu'on trouvait aisément à rendre ridicule, M. Cottu traversa la Manche pour la troisième fois. Il quitta Londres quand il pensa que l'orage était passé, et revint à Paris. Mais comme il s'était absenté un mois sans congé, il ne put être payé de ses appointements. Il ne crut pas devoir prêter, en audience solennelle, serment au roi Louis-Philippe et à la Charte modifiée, et le délai passé, il a été déclaré démissionnaire par ordonnance du 28 septembre.

COUPART (ANTOINETTE-MAUR), auteur dramatique, est né à Paris le 13 juin 1780. Employé d'abord à l'administration des transports militaires, de 1796 à 1798, tant à Paris qu'à Liège, il entra ensuite, en 1799, au bureau des journaux et théâtres du ministère de la police générale, il devint, en 1815, chef-adjoint de ce bureau, et passa, en cette qualité, au ministère de l'intérieur, en 1830. Il en fut nommé chef, le 1<sup>er</sup> septembre 1831, et mis à la retraite, le 1<sup>er</sup> septembre 1839, par le ministre Laboulaye. M. Coupart remplit par *interim*, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1830, les fonctions de secrétaire-général de l'académie royale de musique, le titulaire, M. Daubignose, ayant été, par un choix bizarre, envoyé à Alger, comme directeur de la police. M. Coupart fait partie de la garde nationale de Paris, 6<sup>e</sup> légion, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1814, et en a été nommé, en mai 1819, lieutenant en second. Membre de la société du caveau moderne et des soupers de Momus, il est auteur de plusieurs articles littéraires insérés dans divers journaux et d'une quarantaine d'ouvrages dramatiques, dont quinze sont des pièces de circonstance, données à l'Ambigu, de 1814 à 1836, en société avec Jacquelin, Varez et Armand Vernay. Voici la liste des autres : Au théâtre des jeunes artistes, rue de Bondy, deux vaudevilles : *Honneur et richesse*, 1799, *L'ours blanc*, 1821; une comédie : *Lurité*, ou *L'annant à l'épave*, 1830, in-8°, jouée depuis à l'Ambigu; aux Jeunes Comédiens du jardin des Capucines : *La mauvaise plaisance* (de Vadé), arrangé, 1803, *Adèle et Deligny*, comédie, 1805, *La manie des affaires*, vaudeville, 1806; aux Jeunes Elèves, rue de Thionville : *Le compliment de clôture*,

1804; aux Jeunes Artistes (avec Servières), cinq vaudevilles : *La bosmanie*, 1799, *Le prêteur sur gages*, 1800, *L'amant comédien*, 1800, *Monsieur Dadaï*, 1804, *Les nouvelles métamorphoses*, 1805, jouée depuis à la Porte-Saint-Martin, in-8°; (avec Moreau); *L'homme gris*, ou *qui a bu boire*, vaudeville, 1803; (avec Brazier); *L'île de l'Inconstance*, vaudeville, 1806, *Un hiver de la Gaîté*; (avec Servières) trois vaudevilles : *Les rendez-vous nocturnes*, 1800, *Les deux bastings*, 1800, *Mago*, parodie de Dago, 1806; (avec Clouard); *La villa au village*, ou *les hommes tels qu'ils sont*, vaudeville, 1819, in-8°; au théâtre de la Cité (avec Servières); *Le cadu dups*, mélodrame en trois actes, 1801; théâtre Olympique (avec le même) : *La fortune*, vaudeville d'ouverture, 1803; aux Variétés (avec le même) : *Toujours le même*, vaudeville, 1804, in-8°; (avec Brazier et Theod. Nèze) *L'auvergiste malgré lui*, vaudeville, 1803, in-8°; aux Délassements-Troubadours (avec Brazier) *L'as buanne*, parodie du Tremblement de terre de Lisbonne, 1804; au théâtre de Marseille (avec M<sup>me</sup> Petit) : *Les mœurs proposent et les filles disposent*, vaudeville, 1806; à la Porte-Saint-Martin (avec Montperlier) : *Le passe-partout*, vaudeville, 1819, in-8°; à l'Ambigu-Comique (avec J... ) *Lavez la toile*, vaudeville, 1820, in-8°. M. Coupart a été l'éditeur de *L'union des lia*, chansonnier de la cour, de la ville et des départements, à l'occasion du mariage du duc de Berri, 1816, in-18. Il a rédigé *L'alm-nach des spectacles*, dont le libraire Barba est éditeur, depuis 1832 jusqu'en 1830, 8 vol. in-18, almanach bien supérieur, tant pour le style et l'exactitude que pour l'abondance et la variété des matières, à tous les ouvrages de ce genre précédemment publiés. Enfin il a donné un joli recueil de ses chansons et de ses poésies, dont quelques-unes avaient paru dans le *Chansonnier français*, le *Chansonnier des dancielles*, les *Hommages poétiques*, dans la collection du Caveau moderne, dans celle des Soupers de Momus, etc. Il a eu le bon esprit d'en retrancher toutes les pièces de circonstance. Ce recueil est intitulé : *Chansons d'un employé mis à la retraite*, Paris, 1839, in-18. Elles offrent le naturel, l'esprit et la gaieté du genre.

COURVOISIER (JEAN-JOSEPH-ANTOINETTE), ancien procureur-général du roi près la cour royale de Lyon, et ministre de la justice, officier de la légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis, naquit à Beaunou, vers 1770. M. Courvoisier fut placé à l'armée de Condé par son père, qu'il avait suivi dans l'émigration; il y servit avec distinction. Il passa ensuite dans les chasseurs de Buscy, et c'est dans ce corps qu'il reçut la croix de Saint-Louis, à la suite d'une action d'éclat. Il entra en France, en 1803, et non en 1813, comme l'on l'a répété toutes les Biographies. Il étudia le droit, à l'école du département du Doubs, et il exerça la profession d'avocat, près les tribunaux de Beaunou, jusqu'en 1815, époque à laquelle il fut nommé avocat-général à la cour royale de la même ville. Le préfet du département du Doubs, en vertu de l'ordonnance du roi, du 5 septembre 1816, le choisit, la même année, pour présider le collège électoral de l'arrondissement de Beaunou. Il fut alors nommé membre de la chambre des députés, mission honorable qu'il s'exerça pendant huit années consécutives. Dans la séance du 9 novembre 1816, il prononça un discours bien étrange, à l'occasion de la pétition de M<sup>lle</sup> Robert. Il y soutenait que la chambre n'avait pas le droit de demander des renseignements aux ministres. Cette assertion, plus que paradoxale, était d'un orateur qui n'avait pas encore fait son éducation politique, aussi M. Courvoisier se montra-t-il, pendant les premières sessions (1816-1819), l'un des plus zélés défenseurs du ministère. Lorsqu'après un silence de dix-huit mois, le ministère crut devoir enfin dévoiler les tentatives commises dans le département du Rhône, et qu'il annonça l'intention d'y mettre un terme, M. Courvoisier fut nommé procureur-général, près la cour royale de Lyon. C'est pour lui un titre bien honorable que cette haute magistrature dont on le revêtit à une époque où le gouvernement semblait vouloir arrêter la réaction royaliste du midi, repa-

les maux qu'elle avait faits, et punir les coupables : mais le mouvement donné par l'ordonnance du 5 septembre, se ralentit bientôt dans les chambres, ainsi que dans toutes les parties de l'administration, et cette justice, si tardive, fut à peu près nulle : du moins elle n'atteignit point les principaux coupables. Mais M. Courvoisier n'aura pas à répondre de cette défection pour le crime, c'est le ministre de la justice que l'histoire accusera d'avoir entravé la vigilance du procureur général de Lyon, et suspendu l'effet de ses réquisitions. Le 28 janvier 1819, le gouvernement présenta à la chambre des députés un projet de loi sur la responsabilité des ministres. L'instruction de la procédure y était calculée de manière à durer trois mois, et la loi proposée ne spécialisait ni les actes de trahison, ni ceux de concussion ; elle n'atteignait ni les agents subalternes de l'autorité, ni les fonctionnaires publics, dont la tyrannie peut être plus dangereuse aux libertés du peuple que celle même des ministres. La commission, au nom de laquelle M. Courvoisier en fit le rapport, le 25 mars, essaya d'en remplir les lacunes quant à la spécialisation des délits. Effrayés des résistances annoncées et des amendements proposés, même par leurs amis, les ministres hésitèrent à tomber le projet et le rapport, dont il n'y eut jamais été question depuis. En 1819, les électeurs du Doubs l'envoyèrent une seconde fois à la chambre des députés, et il continua de mériter leur confiance. A l'ouverture de la session il fut le second candidat proposé au roi pour la présidence. Le roi choisit M. Ravez, et la chambre nomma M. Courvoisier l'un de ses vice-présidents. Dans cette session (1819-1820), où le ministère, presque entièrement renouvelé, se réunissait à ce qu'il avait d'abord combattu, où la liberté individuelle, la liberté de la presse et le régime électoral tombèrent sous les coups d'une aveugle majorité, M. Courvoisier n'hésita pas à se rapprocher du côté gauche. L'adresse de la chambre des députés excitée à cette époque de très longues discussions, et ne pouvant s'accorder, la chambre, sur la proposition de M. Courvoisier (comité secret du 15 décembre 1819), nomma une nouvelle commission, où les différentes opinions, sur la réponse au discours de la couronne, furent représentées et conciliées. L'adresse fut adoptée, dès le lendemain, par la majorité de cette commission : elle exprimait l'espérance du dégrèvement des impôts, et le besoin de lois qui garantissent le repos des citoyens et la liberté publique. M. Courvoisier proposa d'ajouter un paragraphe, ou amendement, en faveur de l'inviolabilité de la charte et contre les prédications des missionnaires (comité secret du 17 décembre 1819). Cet amendement fut rejeté à une majorité de cent trente-six voix contre quatre-vingt-onze. Un mois plus tard, il fit rappeler à l'ordre M. Clausel de Coussergues qui désignait le côté gauche comme un assemblage de révolutionnaires. C'est alors que le ministère, excité par les terreurs du parti royaliste qui voyait un vaste complot dans le fanatisme homicide de Louvel, proposa à la chambre de suspendre la liberté individuelle. On objecta contre cette mesure qu'il sullait des dispositions du code pénal pour prévenir les complots. M. Courvoisier, développant cette idée, taxa la loi nouvelle d'impuissance et d'inutilité, et sans atténuer l'intention des ministres, tout en gémissant de la nécessité prétendue de l'arbitraire, il vota comme la commission, pour qu'on restreignît l'article premier aux complots contre la famille royale. Cet article donnait aux ministres la faculté de faire arrêter et de détenir, sans qu'il fût besoin de la traduire en justice, toute personne présumée de complot contre le roi, la sûreté de l'état ou les membres de la famille royale. M. Courvoisier produisit beaucoup d'impression, soit par son dévouement aux princes qu'il avait mis dans la terre d'exil, soit par sa position dans la haute magistrature. Lors de la discussion de la loi électorale qui établissait le double vote (1820), M. Courvoisier observa qu'il y avait, avant la révolution, dix-sept mille chefs de famille réputés nobles, et témoigna quelque répugnance à croire qu'ils ne seraient que pour un quart, comme le prétendait le ministère, dans les collèges de département. D'ailleurs il réprova

la nouvelle aristocratie, telle qu'elle était établie par le projet de loi, comme plus réelle, plus puissante et plus fixe que ne l'était l'aristocratie féodale, en ce sens qu'elle serait fondée sur les lois, que ce serait au nom de la liberté, de la Charte et de la justice sociale qu'on la rendrait maîtresse de nos droits, et qu'on la révélerait de la puissance électorale. Ses efforts, et ceux que firent dans cette occasion MM. Termeaux, Saint-Aulaire, Roger-Collard, Admirauid, furent infructueux ; la loi du 5 février 1817, fut abrogée, et le double vote établi en violation de la Charte. Ce triomphe de l'ultra-royalisme fut accompagné de scènes déplorables : les députés fidèles à leur mandat furent outragés par des gardes-du-corps habillés en bourgeois, qu'on avait poussés adroitement à cet acte. Ils firent entendre leurs plaintes à la chambre, et M. Courvoisier, indigné qu'on leur déniât l'enquête qu'ils demandaient, insista sur les excès d'un parti qui, disait-il, « menaçait la France, » et s'écria : « que la délibération qu'on voulait suspendre devait continuer, fût-ce sous les poignards. » A la session de 1821, il fut nommé l'un des candidats à la présidence, et, en 1824, la chambre des députés ayant été dissoute, il ne fut point réélu ; mais sa carrière politique n'était pas terminée. Le 6 août 1829, il fut appelé au ministère de la justice, en remplacement de M. Bourdeau. Le ministère du 6 août sera fameux dans l'histoire, c'est lui qui a forcé la nation à reconquérir ses droits. M. Courvoisier fut avec MM. de Montbel et de Chabrol ceux des membres du nouveau cabinet que l'indignation publique accusa le moins. Le 19 mai 1830, dix mois après sa nomination, ne pouvant pas arrêter, et ne voulant point accorder l'attentat qu'on méditait dans le cabinet, M. Courvoisier remit les sceaux, qui furent confiés à M. de Chantelauze ; une ordonnance du même jour le nomma ministre d'état et membre du conseil privé. Cette retraite affligea beaucoup Charles X, et ne fut pas sans produire sur lui quelque impression. Plus heureux que ses collègues, M. Courvoisier vit aujourd'hui au sein d'un repos que la voix de la conscience la plus scrupuleuse ne saurait troubler. Si les opinions qu'il a émises dans le cours de sa carrière politique n'ont pas toujours été favorables aux exigences constitutionnelles, elles étaient du moins l'expression de sa conviction, et personne ne peut demander compte à autrui de ce qui lui semble bon et vrai. On rendra cette justice à M. Courvoisier, que dans bien des circonstances il a combattu avec énergie les préjugés nobiliaires, et les prétentions absurdes de l'émigration, toutes les fois qu'il a cru trouver les uns et les autres en opposition avec les intérêts de la nation. Les discours qu'il a prononcés dans ces occasions, où l'on ne pouvait se défendre d'un vif intérêt, en voyant un émigré combattre les compagnons de ses anciennes erreurs, sont aussi ceux où il a déployé une plus grande force de raisonnement et d'éloquence. Enfin il n'a manqué peut-être à M. Courvoisier, pour devenir franchement constitutionnel, que de n'être point fonctionnaire public. Il a long-temps fait de l'étude du droit ses plus chères occupations. Il a publié : 1° *Dissertation sur le droit naturel, l'état de nature, le droit civil et le droit des gens*, par un élève de l'école de droit du département du Doubs, Besançon, 1804, deux parties, in-8°. M. Barbier, dans son *Dictionnaire des anonymes*, n° 4317, dit que l'auteur n'a publié seulement que ce qui concerne le droit naturel et l'état de nature ; les deux autres parties n'ont pas encore paru. 2° *Traité sur les obligations dictées et indivisibles, selon l'ancienne et la nouvelle loi*. Besançon 1807, in-12. Cet ouvrage devait avoir deux parties, la première seule est imprimée. 3° *Discours*, Lyon, 1827, in-8°. — Courvoisier (J.-B.), docteur en droit, avocat au parlement de Besançon, père du précédent, naquit à Arbois, département du Jura, en 1749. Il quitta la France vers la fin de 1789, et fit partie, pendant quatorze ans, du conseil de Louis XVIII, dans l'émigration. Il revint avec son fils dans sa patrie, en 1803, et mourut la même année, le 2 décembre, à Besançon. On a de lui : 1° *Éléments du droit politique*, Paris, 1793, in-5° ; 2° *Essai sur la constitution du royaume de France*, Paris, 1793, in-8° ;

3<sup>e</sup> De l'excellence du gouvernement monarchique en France, et de la nécessité de s'y rallier, Paris, 1797, in-8.

**CRILLON-MAHON** (Louis de BERTON de BALAN DE QUIRAS, duc de), de la même famille que l'amiral de Henri IV, naquit en 1718. Dès l'âge de treize ans, il entra dans la compagnie des mousquetaires gris, et, nommé, en 1753, lieutenant en second au régiment du roi infanterie, il fit la campagne d'Italie sous les ordres de Villars. Il s'y distingua : cependant la croix de Saint-Louis, demandée pour lui en cette occasion par le roi de Sardaigne lui-même, ne lui fut accordée que onze ans plus tard. Il était devenu colonel du régiment de Bretagne, après avoir assisté, en 1754, à la bataille de Parme. Dans le corps d'armée du duc d'Harcourt, en Bavière, s'étant reformé avec son Français dans Landau-sur-Iser, où se trouvaient déjà cent cinquante hommes seulement, il arrêta pendant treize heures les dix mille hommes qui composaient l'avant-garde ennemie. On parlementa ensuite, et Crillon, alléguant qu'il avait à la fois un ancien nom à soutenir et une réputation personnelle à établir, reçut cette réponse originale : « Monsieur, nous vous connaissons et estimons depuis le commencement de cette campagne : néanmoins, *pends-toi, brave Crillon, ta croix pris.* » Il le fit, mais huit jours après, on l'échangea. On lit dans ses mémoires qu'il contribua d'une manière particulière au gain de la bataille de Fontenoy, et que la nuit suivante, à la tête d'un petit nombre d'hommes, il enleva à l'arrière-garde anglaise en déroute cinquante pièces de canon. Ce fait d'armes ne paraît pas confirmé par d'autres témoignages ; mais il ne serait pas surprenant qu'au milieu de l'enthousiasme causé par l'heureuse issue d'une journée qui aurait pu être si funeste, on eût négligé de constater les détails les plus honorables. Le 10 juillet de cette même année 1746, il commandait, en qualité de brigadier, les quatre bataillons qui soutinrent long-temps à Nearl le choc de huit mille hommes, et il ne partagea la gloire de cette brillante affaire qu'avec le marquis de Laval. C'est alors qu'il présenta au roi les deux premiers rangs du régiment de Crillon et de celui de Laval : tous ces hommes avaient pour trophées sur la tête le bonnet anglais de grenadier. Dans la saine espérance d'obtenir un jour le cordon bleu, il n'accepta point la pension de 3,000 liv., attachée au cordon rouge, ni l'autorisation pour le porter provisoirement : mais après avoir soutenu sa réputation à la prise de Namur, il fut nommé *maréchal-de-camp*. Il assista à la bataille de Rocoux, et ensuite il passa en Italie avec le *maréchal de Belle-Isle*. Durant la guerre de sept ans, il surprit la ville de Lippstadt, et c'était lui qui commandait à Weissenfels dans l'occasion dont Frédéric a parlé en ces termes : « Je fus arrêté à la tête de mon armée par la valeur de dix-sept compagnies de grenadiers français. » A Roshach, en 1755, Crillon fut blessé. Bientôt on lui dut la prise de Göttingue. Il était lieutenant-général lorsque, dans la journée de Lutzelberg, en 1758, il fut chargé de poursuivre l'arrière-garde des ennemis, et, comme on formait alors quelque projet d'une descente en Angleterre, on lui confia le commandement de Boulogne, de l'Artois et de la Picardie. Les chaloupes canonnières qu'il proposa virent s'adopter. Ayant appris qu'il allait être remplacé dans son commandement par le prince de Beauveau, et s'étant lié avec un ambassadeur espagnol, il passa au service de cette puissance qui envoyait une armée contre le Portugal. Il n'arriva devant Almeida, sur la frontière, qu'au moment de la capitulation de cette place, et il consuma dans une sorte d'inaction plusieurs années ; mais en 1783, quinze heures lui suffirent pour se rendre entièrement maître de l'île de Minorque. On le nomma grand d'Espagne et capitaine-général des armées ; et bien qu'arrivé à cet échelon devant Gibraltar, son titre de duc de Mahou fut confirmé par le roi, qui même le fit commandant des provinces de Valence et de Murcie. On n'eut pas à lui reprocher d'avoir pris part à la guerre contre la France en 1795 : son âge pouvait d'ailleurs exiger du repos. Il mourut, en 1796, à Madrid. Ses *Mémoires* mi-

litaires, Paris, 1791, in-8<sup>e</sup>, avec un portrait ressemblant de l'auteur, ne sont guère qu'une apologie dénuée de presque tout autre intérêt.

**CULLOCH** Voyez Mac-Culloch.

**CURRAN** (JONAS-PULPOT), né le 24 juillet 1750, à New-Market, dans le comté de Cork, en Irlande. Son père exerça l'emploi de sénéchal, mais il avait six enfants. John, qui était l'aîné, se serait vu presque réduit à ses propres ressources si sa mère n'en avait trouvé pour lui dans la force de caractère dont elle était douée, et qu'elle sut lui transmettre. Ses premières études, au lieu de sa naissance, le firent tellement remarquer que son instituteur disposa en sa faveur d'une rente ecclésiastique de dix livres sterling, pour aider ses parents à le soutenir à l'école de Middleton, dans l'espérance de lui voir embrasser l'état ecclésiastique. Lorsqu'ayant quelque connaissance du latin et du grec, il entra comme boursier au collège de la Trinité, à Dublin, il était déjà dans sa dix-septième année. Ses progrès assez rapides lui firent un nom dans les classes, et, un trébuchement de collège lui ayant appris qu'il avait reçu de la nature les talents qu'exige surtout le barreau, il renoua des lors à la carrière à laquelle il s'était cru destiné, selon le vœu de ses parents et de son premier bienfaiteur. Quand il sortit de l'université, les amis que lui avait attirés l'aimable simplicité de son esprit, se joignirent à sa famille pour lui procurer les moyens d'aller apprendre le droit en Angleterre, et, en 1773, il fut au nombre des étudiants de l'école du Temple, à Londres. La première fois qu'il eut occasion de parler en public, quoique ce ne fût que dans l'enceinte d'un club dont il était membre, il éprouva tout l'embaras d'un homme qui se défie de lui-même, parce qu'il sait se faire une haute idée de la perfection : depuis ce jour, le surnom de *bégayeur* lui resta. Cependant les sarcasmes dont il se voyait l'objet dans cette séance lui devinrent insupportables, et, après un moment de trouble, son ame ayant, comme il l'a dit lui-même, brisé sa prison, il s'exprima avec tant d'énergie et d'abondance que cette même assemblée lui témoigna sa vive admiration. Un de ses avantages fut toujours d'employer à propos des citations des auteurs classiques ou de l'Écriture, et son éloquence, généralement animée, était surtout entraînante quand il avait à peindre l'asservissement de sa patrie, ou les persécutions exercées contre les prêtres du rit romain par l'église dominante dans la Grande-Bretagne. Les auteurs qu'il possédait à fond n'étaient pas seulement les Thompson, les Bolingbroke, les Milton ; il s'était rendu familière la langue française, et, chaque jour, il lisait quelques pages de nos meilleurs écrivains. Deux années lui suffirent pour être reçu avocat. A cette époque, deux vices s'offraient à lui : on entretenait soigneusement la division chez les Irlandais, et un jeune avocat pouvait se ranger parmi les agents du despotisme, en secondant la police militaire substituée à l'honnête autorité des lois. Curran a préféré, sans hésiter, le parti contraire, plus digne d'une ame aussi ferme, ou d'un aussi rare talent, et il s'en est expliqué en ces termes : « J'aurais pu faire comme bien d'autres, traîner mes compatriotes, les mains liées, au marché de la corruption, et m'élever ainsi au faite de la richesse et du remède ; mais je crus qu'il était plus beau de rester avec eux, et de leur offrir quelques consolations. » Il ne le faisait pas toujours sans danger. Un jour, tendu qu'il peignait à sa manière la détresse des classes inférieures en Irlande, et que, malgré les menaces ordinaires des juges de la couronne, il signalait avec chaleur les causes de ces maux invétérés, le président l'interrompit, et ordonna en termes vagues au shérif de conduire en prison quiconque parlerait avec licence. « Oubliez, dit le shérif, » dit Curran, préparez mon cachot, mon lit de paille ; s'y passerai une nuit beaucoup plus tranquille que si j'occupais ce fauteuil avec la conviction de le déshonorer. » Quatre ans plus tard, un prêtre catholique, avancé en âge, ayant refusé de s'écarter des devoirs de son état pour complaire à la maîtresse d'un lord, fut injurié par ce seigneur, et même frappé, tandis qu'il était en prières dans sa modeste retraite. Il en appela

à la justice; mais aucun avocat peut-être n'eût osé plaider contre un des dominateurs du pays, si Curran n'eût trouvé dans cette circonstance même un motif de plus pour entreprendre la défense du pasteur outragé. On prétendait qu'une pareille résolution dédaignait un expert factieux; cependant il lui fut permis de parler, et il arriva que son éloquence triompha des obstacles. Bien que les jurés fussent tous protestants, l'agresseur, qui était protestant lui-même, fut condamné à cinquante livres sterling de dommages-intérêts. Il avait un frère à qui l'orateur avait jugé indispensable, dans l'intérêt de sa cause, de reprocher un acte de lâcheté. L'affaire d'honneur qui s'en suivit, et dans laquelle la conduite de Curran fut brillante, augmenta sa réputation. Mais un autre incident ramena tout le ressentiment du lord contre lequel le verdict avait été obtenu. Le bon prêtre, se voyant sur son lit de mort, fit appeler son généreux défenseur pour lui témoigner sa reconnaissance de la seule manière qui fût en son pouvoir, pour lui donner sa bénédiction. L'attachement des catholiques s'en accrut; mais les amis ou les créateurs du lord, qui jouissaient d'un grand crédit dans cette province, suscitèrent à Curran de nombreuses entraves, dont néanmoins ses talents et son courage le firent triompher, avec l'appui de l'ordre de Saint-Patrice. Cette société, composée d'hommes très recommandables, venait de se former, en 1779; ayant pour but d'affranchir un jour les Irlandais, elle s'efforçait d'abord de les rendre graduellement plus dignes de recueillir et de garder la liberté qui leur avait été ravie dès le douzième siècle. Outre ce plan de réforme générale, mais encore éloignée, les Grattan, les Ponsonby, les Sheridan luttaient avec vigilance contre tout abus d'autorité. Curran ne se montrait inférieur à aucun de ses collègues. Sa voix énergique, et d'autant plus persuasive qu'il resta toujours irréprochable, s'élevait sans cesse contre l'arbitraire et la corruption: il a contribué du moins à préparer l'émancipation qu'il bătait de tous ses vœux, mais dont il ne lui fut pas donné d'être le témoin. L'époque où il devint membre du parlement, après sept années exclusivement consacrées au barreau, était celle où cette société patriotique dont il faisait partie, ainsi que la coopération de beaucoup d'autres Irlandais, réduisaient enfin l'Angleterre à changer quelque chose au régime monstrueux sous lequel l'Irlande, autrefois coupable, venait de gémir pendant un siècle. Burke, souvent exagéré, mais non pas en cette occasion, appelait ce code « un modèle d'iniquité, un chef-d'œuvre dans l'art de ravaler chez un peuple entier la nature humaine. » Néanmoins tous les efforts de Curran et de ses amis pour obtenir plus que de l'indoucissement dans l'injustice, restèrent sans effet, parce que la tempête dispersa la flotte française dont on attendait le secours. En 1801, le nouveau mode d'enseignement qui porte dans l'histoire le nom d'*acte d'union*, fut soutenu par une assemblée venale, et les catholiques n'eurent d'autre consolation dans leur détresse que les murmures de l'Europe indignée. L'association de Dublin, connue sous la dénomination d'Irlandais-unis, fut traitée comme un club de conspira-

teurs: un procès fut intenté au secrétaire. Curran le défendit avec l'art et la chaleur qu'on attendait de lui, et l'auditoire, vivement ému, le porta en triomphe à sa demeure, après avoir défilé ses chevaux. Cependant les tentatives de l'association furent toutes déjouées, et les escadrons des troupes chargées de pacifier l'Irlande au moyen de la terreur ne purent être arrêtés même par leur général Abercromby, pour qui ce spectacle, dit-il dans sa relation, était plus affreux encore que pour l'ennemi. Curran ne quitta l'Irlande que quand les proscriptions et tout à les conséquences de l'*acte d'union* l'eurent plongée dans un abattement dont ne pouvaient la retirer quelques succès de tribune. En Angleterre, il se lia bientôt avec Fox et divers chefs du parti de l'opposition. Après la mort de Pitt, on se figura que d'autres maximes allaient prévaloir. Les amis de Curran se servirent de leur influence momentanée pour le faire nommer maître des rôles en Irlande, et membre du conseil privé; mais le nouveau ministère suivit, à l'égard des insulaires catholiques, une marche trop équivoque. Promptement dé trompé, Curran se démit de ces charges, avec le désintéressement qui le caractérisait. Il est donc avéré que les maux de l'Irlande, adoucis dernièrement, mais avec répugnance et après tant d'hésitation, provenaient moins des préjugés particuliers de quelques hommes d'état, que d'une sorte d'animosité ou d'antipathie presque nationale, et que partageront longtemps les whigs eux-mêmes. D'après ce reproche, dont l'Angleterre ne pourra se laver, on ne saurait dire à qui cette odieuse infortune aura le plus nui en dernier lieu, de ceux qui la subirent avec une impatience si naturelle, ou de ceux qui l'aggravèrent sous des prétextes si déraisonnables. Voulaient du moins retirer quelque fruit de ses tristes loisirs, Curran fit un voyage en France. Peu de temps après son retour à Londres, il fut frappé de paralysie dans sa soixante-huitième année, et il mourut le 14 octobre 1817. Cet orateur si brillant et si pathétique, ce beau caractère étranger à l'envie, aux ressentiments implacables, aux détours artificiels, cet homme qui faisait rechercher dans la société les agréments de sa conversation, et qui passait pour n'y avoir point d'égal, était d'une taille très peu favorable, et manquait de grâce autant que de corpulence. Ses sourcils épais étaient fortement arqués, et de longs cheveux noirs ombrageaient son front; mais on remarquait ses yeux ardents et son regard spirituel. Sa vie, écrite avec une simplicité judicieuse et véridique, par son fils William Henry, qui eut la même profession, a paru en 1819 à Londres, en 5 volumes in-8°, et doit avoir été réimprimée: on y trouve des détails fort instructifs sur l'Irlande, luttant contre l'oppression. Sa mort n'eut pas interrompu les derniers travaux de John Curran, il n'eût pas tardé à publier deux ouvrages qu'on aurait les ans doute avec un grand intérêt dans sa patrie et même chez l'étranger. C'étaient des *Mémoires*, embrassant dix-huit années, depuis 1780 jusqu'en 1800, et un *Rocli* en forme de roman, mais se rattachant à l'histoire moderne des Irlandais.

## D

**DALBERG** (WOLFGANG-HÉRAUD, baron de), second frère de Charles-Theodore, prince primat de la confédération du Rhin, naquit en 1750, et mourut le 29 septembre 1806, à Mannheim. On le range parmi les poètes tragiques de l'Allemagne. Le théâtre de Mannheim lui doit son existence, il en était le premier interprète. Les artistes les plus distingués que l'Allemagne vit sur la fin du dernier siècle, sont sortis de là. Ou a de Wolfgang de Dalberg: 1° *Mémoires et Adolphe*, drame, Mannheim, 1778, in-8°; 2° *Caro*, drame avec chant, ibid., 1780, in-8°; 3° *Mémoires*, ou le bienfait sacré, en 3 actes, Mannheim, 1787, in-8°;

et plusieurs autres, le plupart traduites ou imitées de Shakespeare ou de Cumberland.

**DALLAS** (N.), membre du congrès des États-Unis d'Amérique et secrétaire de la trésorerie, naquit dans une des îles des Indes occidentales, d'où il passa de bonne heure en Amérique. Il se fit avocat, et ses talents et ses principes politiques le firent bientôt connaître avantageusement. Il quitta la trésorerie en 1816, et mourut à Philadelphie en 1818. Il est auteur des ouvrages suivants: 1° *Collection des lois de la Pennsylvanie*, 4 vol., publiée en 1801; 2° *Causas jugées dans la cour de Pennsylvanie et dans celle des États-Unis, séant à Phi-*

royale du 10 janvier 1824, reconnaissant que le cardinal archevêque de Toulouse avait publié, sous la forme d'une lettre pastorale des propositions contraires au droit public et aux lois du royaume, aux prérogatives et à l'indépendance de la couronne, le roi, sur le rapport du garde des sceaux, et de l'avis du conseil d'état, déclara qu'il y avait abus dans la lettre pastorale de M. de Toulouse, et en conséquence, en ordonna la suppression. Le duc de Clermont-Tonnerre était en marche, cet échec ne le fit pas reculer. L'occasion se présenta bientôt pour lui de faire de l'opposition aux actes du gouvernement. Le ministère, harcelé sans cesse par les journaux qui s'agitaient l'envahissement du jésuitisme, dans toutes les branches de l'administration, respectait encore assez certaines lois fondamentales de l'état, pour ne pas se déclarer ouvertement contre elles, et pour les mettre même sous la sauve-garde des magistrats. La déclaration du 19 mai 1683 du clergé de France, qui exigeait que tous ceux qui seraient choisis pour l'enseignement dans les séminaires, se soumettent aux doctrines qu'elle contient, avait été maintenue. Le ministère avait même demandé qu'en exécution de l'article 24 de la loi du 8 août 1809, les évêques nouvellement institués eussent à envoyer la soumission des professeurs ecclésiastiques qui se trouvaient sous leur dépendance. La plupart obéirent; mais l'archevêque de Toulouse, soit par dépit de la censure royale qu'il avait encourue naguère, soit que sa conscience ne lui permit pas d'obtempérer à la demande qui lui était faite, ne se contenta pas de décliner par son silence toute intervention du gouvernement dans l'administration des affaires ecclésiastiques; il ne balança pas à déclarer à plusieurs de ses confrères qui lui avaient demandé son avis, qu'ils devaient regarder comme non avenue l'obligation qu'on se croyait en droit de leur imposer. Jusque là le public ne prenait aucune part à la discussion, la presse périodique demeurait étrangère à une question d'ordre et de compétence qui s'agitait entre le ministère et l'archevêque de Toulouse; mais la *Quotidienne* publia, le 8 juillet 1824, la lettre suivante, en forme de circulaire, aux évêques consultants, par M. de Toulouse, et qui doit être conservée pour montrer quel était l'esprit du clergé : « Monseigneur, vous ne sauriez l'honneur de me demander si j'ai reçu une lettre de S. Exc. le ministre de l'intérieur, qui demande aux supérieurs et professeurs de mes séminaires leur adhésion à la déclaration du clergé de France, de 1683, et vous désirez savoir si j'ai répondu à cette lettre, et ce que j'ai répondu. — Oui, Monseigneur, j'ai reçu comme vous cette lettre fort extraordinaire, je l'ai reçue même deux fois, et je n'y ai point fait de réponse. — J'ai eu l'honneur d'écrire la même chose à plusieurs de nos collègues qui m'avaient donné la même marque de confiance que vous, en me faisant la même demande. Je les ai priés d'observer, 1° qu'autrefois il n'y avait que MM. les professeurs de l'université qui fussent assujettis à cette formalité; 2° que l'autorité civile n'avait pas le droit de fixer aux évêques ce qu'ils avaient à prescrire pour l'enseignement dans leurs séminaires; 3° que la formule de l'adhésion, telle qu'elle était envoyée, semblait présenter les quatre articles comme une décision de loi, ce qui n'était pas, et ce qui nous exposerait à la censure du saint siège; 4° que cette censure était inconvénient et inadmissible, en ce qu'elle contenait l'engagement de professer la doctrine des quatre articles, *profiteri doctrinam*; elle est de plus ridicule, en ce qu'elle exige que l'on *profess*; et que l'on *venisse enseigner*. *profiteri et docere* telle; 5° que cette censure inutile, qui était un nouvel attentat aux droits des évêques, déplacait à la cour de Rome, et était aussi incompatible que de placer dans un temps où un parfait accord régnait entre Rome et la France; 6° que sachant avec quelle sagesse le gouvernement évitait tout ce qui pouvait rappeler des discussions théologiques, toujours dangereuses, je presumais que quelque employé subalterne des bureaux du ministère, provoqué peut-être par quelque avant du con-

seil d'état, avait présenté cette circulaire à la signature du ministre qui, sûrement, n'y a pas fait attention; 7° que ce ne pouvait être que l'œuvre d'un esprit brouillon, et que ce qu'il y avait de mieux à faire était de la regarder comme non avenue. » — Deux jours après, le 10 juillet, M. Michaud, éditeur de la *Quotidienne*, fut cité, à la requête de M. le procureur-général Jacquinot de Pampelonne, devant la sixième chambre de police correctionnelle, comme s'étant rendu coupable en insérant la lettre de S. E. le cardinal archevêque de Toulouse, de délit de provocation à la désobéissance aux lois. M. de Clermont-Tonnerre, bien loin d'être ému par les poursuites dont la *Quotidienne* était l'objet, fit paraître, trois jours après, dans ce même journal, une autre lettre datée du 13, dans laquelle il déclare se reconnaître l'auteur de la lettre publiée; il ajouta : « qu'aucun pouvoir laïque n'avait le droit de surveiller l'enseignement théologique, » et il terminait en disant aux rédacteurs de la *Quotidienne* : « Au surplus, messieurs, il me semble que ce serait à moi que l'on devrait s'en prendre directement, puisque je ne disavoue point ma lettre, au lieu d'attaquer des écrivains estimables, qui ont bien assez à faire que de lutter contre de mauvaises doctrines, pour défendre la légitimité et la religion. » Le ministère public ne fit aucun droit à la réclamation du cardinal archevêque, et M. Michaud fut condamné à 30 francs d'amende et aux frais.... Ce jugement eut beaucoup de monde; le coupable se nommait et n'était pas poursuivi. Mais le cardinal de Clermont-Tonnerre avait bien que l'on n'oserait jamais le prendre corps à corps, et que ce n'était que par des chemins détournés qu'on essaierait de détruire son influence. L'attention du public se porta bientôt sur M. l'abbé de la Mennais, traduit à la police correctionnelle, pour un livre intitulé : *De la religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil*. Le parti prêtre poussa les hauts cris en voyant traduire à la barre d'un tribunal de simple police le célèbre auteur de *L'indifférence en matière de religion*. M. le comte de Montlosier servait en même temps d'organe à l'opinion contraire. La discussion s'aggravait et commençait à prendre un caractère sérieux. Les prélats de l'Eglise de France qui se trouvaient en ce moment à Paris, ne virent pas d'autre moyen de calmer cette effervescence religieuse qui n'était pas du tout à leur avantage, que de rédiger une déclaration qui fut présentée au roi le 10 avril, et qui renferme, sans qu'ils y soient rappelés textuellement, les principes essentiels de la déclaration de 1682. M. de Clermont-Tonnerre ne pouvait demeurer inaperçu au milieu de la dissidence d'opinions qui s'était élevée entre le parti prêtre et la masse des citoyens. La plupart de ses collègues s'étaient empressés d'envoyer leur adhésion à l'exposé des sentiments des évêques réunis à Paris; il ne se sent pas en peine d'envoyer la sienne, on la lui demanda et il répondit par une adhésion bien peu franche. C'était à M. de Toulouse qu'on pouvait attribuer tous les efforts que faisaient une faction ennemie pour miner et détruire toutes les libertés, toutes les garanties nationales. On ne regarda alors les exigences de la cour et du ministère que comme une mystification faite à l'esprit public, car le 4 novembre de la même année 1826, le cardinal de Clermont-Tonnerre fut nommé ministre d'état, et, quelques jours après, membre du conseil privé. Il eut bien voulu, l'année suivante, renouveler ses prétentions au sujet de la croix miraculeuse qui était apparue à Migné pendant la plantation de la croix du jubilé; mais on n'attacha pas grande importance à cette comédie, et l'archevêque de Toulouse fut forcé de renvoyer à l'année suivante la reprise de ses représentations. Les ordonnances du 16 juin, qui avaient été accueillies avec reconnaissance dans presque toutes les villes de France, devaient être regardées à Toulouse, l'un des foyers du fanatisme, comme un attentat aux droits de l'épiscopat, et comme préparant la ruine du sacerdoce. Le cardinal de Clermont-Tonnerre, qui avait déjà montré tout son mécontentement lors de l'organisation des comités de surveillance de

conton pour l'instruction primaire fut prompt à s'opposer encore aux sages mesures que voulait prendre le gouvernement. La plupart de ses collègues s'étaient levés en masse contre M. Portalis et M. l'évêque de Beauvais. Un mémoire fut imprimé en leur nom au nombre de cent mille exemplaires, et se vendait vingt-cinq centimes. Les doctrines ultramontaines remplissaient les pages de cet écrit, où l'on ne trouvait rien qui laissât soupçonner ceux qui avaient approuvé sa rédaction fussent des hommes revêtus d'un caractère sacré. Le ministre des cultes, M. Feutrier, voulant faire une juste répartition des demi-bourses accordées par le roi aux écoles secondaires, se pressa d'écrire à cet effet, le 30 août, aux évêques; mais la plupart s'étaient concertés d'avance, et ne répondirent pas; d'autres éludèrent les questions qui leur étaient adressées. M. de Clermont-Tonnerre, instigateur de toutes ces oppositions, devait faire aussi plus de scandale. Le Ministre avait annoncé la nomination d'un grand nombre d'évêques et l'ouverture de leurs séminaires. A Toulouse, le parti prêtre proclamait que les ordonnances du 16 juin ne seraient jamais exécutées dans le département de la Haute-Garonne; et le prélat, loin de démentir ces assertions paroles, vint bientôt les confirmer officiellement. Pressé par le ministère de se soumettre, il lui répondit par une lettre qu'il fit insérer dans l'*Écho du Midi*, et qui doit être conservée comme un monument de l'arrogance et de cette hauteur nobiliaire qui contraste si fort avec l'humilité dont les premiers évêques de l'évangile faisaient profession. La voici: « Monseigneur, la devise de ma famille, qui lui a été donnée par Calixte II, en 1130, est celle-ci: *Elatus amicus, ego non*. C'est aussi celle de ma conscience. J'ai l'honneur d'être, avec la respectueuse considération due au ministre du roi, † A. J., cardinal, archevêque de Toulouse. » Le roi ne crut pas devoir laisser impuni un outrage aussi grave fait à l'un des dépositaires de son pouvoir, et il fit adresser à son éminence qu'elle eut à s'abstenir de paraître à la cour jusqu'à nouvel ordre. Le duc de Clermont-Tonnerre crut alors qu'il était de son intérêt personnel de transiger. Il fit partir pour Paris M. l'abbé Borghis, l'un de ses grands-vicaires; mais le ministre des cultes, après avoir refusé d'abord au négociateur l'audience qu'il sollicitait, ajourna ensuite indéfiniment la réception. Cependant il fut plus heureux sur ce point auprès de M. de La Ferronnays qui, ayant reçu, voulut bien lui faire observer que le cardinal se trompait: qu'il n'y avait de sa part qu'un devoir à remplir, et son excellence l'engagea à retourner lui-même à Toulouse, où sa présence, comme suppliant à la faiblesse de droit, était nécessaire. Le message désappointé revint à Toulouse. Le duc de Clermont-Tonnerre ne se tint pas pour battu. Le moyen qu'il employa pour se soumettre est assez original: il envoya un *Mancering* au ministère, qui se contenta de ne pas regarder cette espèce de soumission toute particulière comme un nouvel outrage. Des négociations avaient été entamées à Rome par le gouvernement; le pape, vers lequel M. Lasgus, conseiller à la cour de cassation, avait été envoyé pour détruire les préventions défavorables que pouvait faire naître dans l'esprit de S. S. les clameurs des adversaires des ordonnances, reconnut que le gouvernement français avait le droit d'exclure les jésuites de l'instruction publique; et, par une lettre du 25 septembre, elle chargea M. le cardinal de Latil, archevêque de Reims, d'informer ses collègues que « Sa Sainteté, persuadée du dévouement sans réserve des évêques de France envers S. M., ainsi que de leur amour pour la paix et tous les autres intérêts de la religion, avait fait répondre que tous les évêques devaient se confier en la haute sagesse du roi pour l'exécution des ordonnances, et marcher avec le trône. » Les discussions devinrent des lors moins vives. Le ministère chercha à concilier tous les intérêts pour faire taire les plaintes de ceux qui lui reprochaient de ne pas faire exécuter franchement ses ordonnances, et calmer les doléances des autres qui voulaient pousser l'obstination jusqu'au

bout, et qui demandaient des concessions pour se soumettre. Le ministère chercha à sauver au moins les apparences. Le cardinal de Clermont-Tonnerre lui fit lui-même céder, après avoir laissé son aministre fermé pendant six mois; mais il ne put éviter le fameux *tu quoque*, et *letiamini omnes* eut une exception. Une ordonnance du 19 janvier 1829 déterminait le nombre et l'emplacement des écoles secondaires ecclésiastiques du diocèse de Toulouse. Une seconde ordonnance, du même jour, agrée les nominations faites par le cardinal, des supérieurs ou directeurs desdites écoles, conformément aux ordonnances du 16 juin 1828. On peut dire que tout fut pour la forme, et qu'au fond les choses restèrent comme elles étaient précédemment. Aussi le cardinal de Clermont-Tonnerre put s'applaudir d'avoir domé un grand exemple d'insubordination. La *Gazette de France*, du 27 janvier, publia alors deux lettres qui dévoilèrent en partie les manœuvres qui avaient eu lieu. Voici de quelle manière M. de Clermont-Tonnerre s'amenda et se soumit dans la première, en forme de circulaire adressée aux évêques; on lit: « Au surplus, monseigneur, je vous dois la vérité: en réponse à une lettre où monseigneur de Beauvais me mandait qu'un de mes collègues avait fait la déclaration qu'il me demandait, ce que j'ai vu depuis être une fausseté, j'ai soutenu en effet la déclaration nouvelle, et voici comment, etc. » Suit la lettre adressée par M. de Clermont-Tonnerre au ministre des affaires ecclésiastiques, le 14 janvier; nous allons en extraire quelques passages, qui resteront comme des exemples fameux de la faiblesse d'un ministère à qui la chambre des représentants n'a reproché que ce défaut, de l'arrogance du plus ancien des évêques de France, et de cet esprit de domination que le parti prêtre voulait apporter dans toutes les affaires publiques. Après un historique assez court, M. le duc de Clermont-Tonnerre dit à son ministre: « Cette exigence tient à une malveillance bien prononcée et bien connue. Je n'aurais jamais cru qu'il fût possible de pousser aussi loin le ressentiment et la passion. En cédant à la condition si dure que m'impose votre excellence, la seule réserve que j'aie à faire, d'après la liberté qu'elle m'en laisse, c'est de protester devant Dieu contre une persécution aussi injuste. En conséquence, forcé par l'intérêt que m'inspire cette malheureuse jeunesse en faveur de laquelle le Dieu juste et bon me pardonnera ma faiblesse, je déclare à votre excellence que je me suis assuré régulièrement que MM. les supérieurs, directeurs et professeurs de mes petits séminaires n'appartiennent à aucune congrégation non autorisée par les lois. Au surplus, monseigneur, je dois bien prévoir que ce n'est pas le seul sacrifice personnel que j'aurai à faire, ni la seule peine qui frappera l'église de Dieu. Mais je suis résigné à tout, je m'entends à tout: je bénirai d'ailleurs la divine providence de toutes les disgrâces et de tous les genres de persécution dont il lui plaira d'affliger ma vieillesse; mais je recommande à votre excellence ces malheureux enfants qui aspirent à devenir de dignes ministres du Seigneur, car si je devais être la cause que votre excellence leur fermât la porte du sanctuaire, je n'hésiterais pas à supplier le souverain pontife d'accepter ma démission. » Cette guerre avec le ministère n'empêchait pas le cardinal de Clermont-Tonnerre d'occuper d'autres objets: il conçut l'idée d'une caisse d'épargne et de prévoyance, et nomma une commission qui se réunit sous la présidence du préfet de la Haute-Garonne, pour en poser les bases. Ces projets, à ce que l'on croit, n'eurent pas de suite; mais on leur attribua dans le public un motif qui trouva croyance. L'on disait que le but du cardinal était de ramasser des fonds pour soutenir l'*Écho du Midi*, journal de la congrégation, qui était alors obligé de se soumettre à la loi du 8 juillet 1828. Au reste, ces bruits paraurent froids quand on connut la circulaire suivante adressée par M. de Clermont-Tonnerre aux cures de son diocèse: « Monsieur le curé, j'ai l'honneur de vous adresser le prospectus d'un nouveau journal qui va se publier à Toulouse, et qui remplacera l'*Écho du Midi*. L'objet de ce jour-

mal est de rappeler, de maintenir et de défendre les bonnes doctrines, de soutenir les droits de cette monarchie, de cette auguste dynastie des Bourbons qui fait, depuis tant de siècles, le bonheur et la gloire de la France; enfin de repousser les attaques de l'impie qui veut détruire tout à la fois notre sainte religion et le trône, et nous enlever toutes les consolations que cette sainte religion nous offre et nous assure. Il vous suffira, au surplus, M. le curé, de lire le *Prospectus*, pour juger de son utilité, de son importance et de sa nécessité. Je ne dois donc pas douter que votre zèle, votre amour pour le roi, et l'intérêt que peut y avoir la société tout entière ne vous fassent prendre les mesures les plus actives pour propager ce nouveau journal par les souscriptions que vous lui procurerez. Plusieurs curés prirent en effet des mesures actives pour satisfaire son éminence. Certains en firent le sujet de leurs prédications; d'autres ordonnèrent pour pénitence de s'abonner au journal de Toulouse; enfin, dans un chef-lieu d'arrondissement et dans un grand nombre de cantons, on établit un tronc destiné pour recevoir les offrandes des fidèles pour l'entretien du *Mémorial de Toulouse*. Pendant ce temps M. le duc d'Aumont écrivait au cardinal de Clermont-Tonnerre, pour lui annoncer que la défense qui lui avait été faite de paraître à la cour venait d'être levée. M. de Clermont-Tonnerre n'avait pas pardonné aux signataires des ordonnances, et il le leur prouva dans son mandement pour le carême de 1829, où il leur adressa les apostrophes suivantes: « Un grand nombre de prêtres français, reconnus pour des modèles de vertu, furent déclarés incapables de l'enseignement public, parce qu'ils remplissaient en particulier l'engagement de la plus haute perfection. Dieu, dans sa colère, permet le triomphe de nos ennemis. Il voit toute leur fureur, il connaît tous leurs complots, il peut les anéantir du souffle de sa bouche, et il le fera: n'en doutez pas, mes très chers frères. S'il faut que votre colère éclate, que ce soit contre les impies; montrez-vous donc, Seigneur, levez-vous et jugez votre cause. » La mort du pape Léon XII devait mettre une trêve à tous ces scandales. Le cardinal de Clermont-Tonnerre partit de Toulouse le 21 mars pour aller assister au conclave. Il y entra le 28 mars, et le lendemain le cardinal Castiglioni, évêque d'Iniole, fut élu pape sous le nom de Pie VIII. Le cardinal de Clermont-Tonnerre ne vint pas directement à Toulouse en quittant Rome. Il avait fait une chute qui causa de graves inquiétudes, vu son âge avancé. Il alla aux eaux d'Aix, en Savoie: et, après y être demeuré que quelques temps, il revint à Paris. Vers le 1<sup>er</sup> juillet, il se rendit à Toulouse pour présider à l'ouverture du jubilé: les dogmatiques lui avaient préparé une ovation qui fit rire beaucoup de monde. Le mandement du cardinal sur le jubilé ne tarda pas à paraître: son éloquence se dirigeait contre les impies du ministère Martignac, et MM. Guizot, Cousin, etc.: il proclama MM. de Polignac, Bourmont et Labourodonay vraiment dignes de la confiance du monarque et des espérances des chrétiens. Le cardinal-archevêque de Toulouse s'avancait à grands pas vers le terme de son existence; mais il devait avoir la consolation de laisser encore un mandement avant de mourir. Il le terminait ainsi: « Vous connaissez, mes très chers frères, les audacieux et téméraires projets des perturbateurs du repos public, des ennemis de l'autel et du trône: vous voyez avec quelle impudence ils osent vouloir dicter des lois à l'auguste souverain qui nous gouverne, anéantir les prérogatives royales les plus essentielles, insulter les dépositaires de son autorité, prétendre renverser les honneurs de son choix, auxquels il a donné sa confiance et faire courir chaque jour des écrits pleins de fiel et de rage, remplis de mensonges et de calomnies. Mais avec quel dédain ces dignes conseillers du roi ne laissent-ils pas se répandre ces infâmes productions? Le calme de leur attitude, leur noble silence doivent nous assurer qu'ayant tous les sentiments de leurs devoirs, ils sentent assez leur force pour réprimer, quand il en sera temps, des actes de rébellion si coupables et

si criminels contre le gouvernement du roi. » En effet, ces hommes si forts ont osé et l'ont fait ce qui en est advenu. Quelles paroles dans la bouche d'un homme de Dieu, d'un successeur des apôtres! Quelles expressions de violence et de colère, s'échappant des lèvres d'un vieillard octogénaire, qui ne devrait songer qu'à pardonner et à préparer son âme à paraître devant Dieu!... Trois jours après cette sortie contre la généralité des Français, le 22 février 1830, le cardinal de Clermont-Tonnerre avait cessé d'exister. Ce prélat, malgré l'orgueil de son rang et ses prétentions nobiliaires était d'un accès facile, son esprit exercé et fin repandait du charme dans ses entretiens. M. D'Aldeguier, qui lui avait reproché dans un journal de demander à ses curés une part de son casuel, fut cité devant le tribunal et condamné; la cour royale le renvoya absous. Ce spirituel ecclésiastique, qui est extrêmement sourd, se trouvait un jour dans les salons du cardinal qui, lui prenant la main, lui dit en riant: « Je suis bien aise de vous voir; si vous avez perdu l'ouïe, j'ai perdu la mémoire. » On pourrait citer beaucoup d'autres traits qui montrent que si le cardinal n'avait été dominé trop souvent par des hommes invidieux et perfides, il eût légué à l'avenir un souvenir moins fâcheux. Le cardinal de Clermont-Tonnerre ne se montrait aux fidèles que dans l'éclat des pompes religieuses et entouré de l'appareil de la magnificence des souverains. Combien des dons de la fortune, parvenu au terme le plus reculé de la vie, affaissaient sous le poids des honneurs publics, il avait joui de toutes les gloires terrestres. Sa mort ne fit pas une profonde sensation. Dans son testament, il demanda que son corps fût placé dans son église métropolitaine; il donnait son cœur à sa famille, et sa main droite aux jésuites de Fribourg... *Humana res!*

CLINTON (de WYRR), homme d'état, né en 1769: à Little-Britain, au comté d'Orange, dans le pays de New-York. Il appartenait à une famille irlandaise établie quarante ans auparavant dans cette contrée. Après deux années d'études à Kingston, il entra, à l'âge de quinze ans, au collège de New-York, où il termina ses classes, et montra d'heureuses dispositions pour les mathématiques. Il exerça ensuite la profession d'avocat jusqu'au moment où il devint le secrétaire intime de son oncle qui était alors gouverneur de la province. Il fut ensuite sénateur des États-Unis, et remplit successivement avec beaucoup d'activité, de fermeté et d'intégrité, diverses fonctions publiques auxquelles appelaient ses talents, ainsi que ses principes constamment républicains. En 1805, étant membre de la cour des erreurs, et regardant comme un des plus grands vices de l'ancienne jurisprudence anglaise, le système de défiance et d'oppression adopté à l'égard des catholiques, il prépara un travail pour obtenir l'abolition de ce bizarre privilège qui devenait trop choquant dans un pays libre: il y réussit, en 1815. Conformément aux mêmes dispositions, il déclara comme membre de la cour criminelle, qu'aux États-Unis, où la liberté des différentes communions chrétiennes ne devait pas être une vaine promesse de la législation, il était impossible de maintenir la loi anglaise qui osait exiger la violation du secret du confessionnal, et ses collègues, à quelque secte qu'ils appartenissent, se rangèrent de son avis. Il présidait, en 1808, la commission des travaux publics; il obtint alors 100,000 dollars pour ajouter aux fortifications de la ville de New-York. Au commencement de la guerre contre l'Angleterre, il offrit ses services, comme major-général de la milice, et il décida les habitants à consacrer un million de dollars à la défense de leur ville, dont la soumission eût pu entraîner celles de toutes ces colonies. Il s'agissait ensuite d'établir sur ce point une communication entre l'Océan et les grands lacs; mais on pensait qu'il faudrait un siècle pour achever ce canal, et que les ressources de la ville ne permettraient pas une telle dépense. Clinton ne partagea pas en cela l'opinion de Jefferson et de Madison; il démontra que cet important travail n'exigerait pas autant de frais, et que l'archevêque de New-York lui a eu plusieurs autres obligations. C'est par ses soins que la maison des orphelins a été définitivement établie, et que l'hos-

pece de la capitale a été doté, pour quarante ans, d'une rente de 10,000 dollars. Il a été ou le fondateur ou un des membres les plus influents de la société historique de New-York; de celle des écoles libres, et de celle de l'éducation des ministres presbytériens; il fut de plus un des createurs, et le président perpétuel de la société littéraire et philosophique, autorisée en 1814. On lui doit aussi, en grande partie, l'établissement des fonds destinés à l'entretien des écoles publiques: elles ont tellement prospéré dans cet état, qu'en 1837, on en comptait près de neuf mille, et que le nombre des enfants qu'on y instruisait, jusqu'à l'âge de quinze ans, s'élevait, assure-t-on, à environ quatre cent dix-neuf mille. En 1817, deux ans après avoir cessé d'être maire de la ville de New-York, il fut nommé gouverneur de l'état. Fatigué des discussions du pays, il quitta ce poste au bout de cinq ans, mais, en 1825, ses amis le déterminèrent à prendre des fonctions publiques, et il fut réélu à une majorité de près de vingt mille voix. Il méritait ce témoignage de l'estime de ses concitoyens; il défendait tous les droits avec vigilance, il protégea efficacement, dans des jours de trouble, les étrangers naturalisés, et il s'opposait avec succès aux empiétements des divers pouvoirs. Toute sa vénération excitait son zèle; lorsqu'il fut nommé par le peuple suprême de l'état de New-York, il eut beaucoup de part au perfectionnement de la jurisprudence et de la police, aux progrès des sciences dans les États-Unis, et à l'impartiale abolition de l'esclavage des noirs. La lenteur de cette grande mesure n'honora pas les Anglo-Américains; mais du moins les états du nord ne s'y sont pas refusés. Clinton a expressément provoqué diverses réformes législatives, et, long-temps avant l'acte de 1825, il avait essentiellement contribué à ce mouvement des esprits sans lequel l'important travail de la révision et de la conciliation des lois n'aurait pas été résolu. Pendant ses douze dernières années, il resta à la tête de la franc-maçonnerie de toute l'Union. Ces hautes fonctions lui avaient été décernées d'un vœu unanime, et rien n'est plus propre à justifier cette société sous le rapport politique, religieux et moral, que d'avoir réuni dans son sein la plupart des premiers hommes de l'Amérique, Franklin, Washington, Marshall, Warren et Clinton, ainsi que Lafayette. En aucun pays sans doute, les nombreux adeptes de cette grande institution ne peuvent être tous irréprochables; mais elle n'en a pas moins servi à la propagation des principes sans lesquels il n'est pas de vraie civilisation. De Witt Clinton possédait une instruction étendue; l'histoire, les belles-lettres, les sciences exactes, la métaphysique, les autres branches de la philosophie et même la théologie, avaient partagé ses loisirs. Il s'était attaché spécialement aux sciences naturelles, à la minéralogie, à la zoologie, et même à la botanique, à l'ichtyologie, à l'ornithologie. Il a été regent de l'université de New-York, membre de l'académie de cette ville, et du lycée d'histoire naturelle, membre honoraire des sociétés Linnéenne et d'horticulture de Londres, et de la société Wernerienne d'Edimbourg. Il a écrit sur divers sujets; mais ses ouvrages, assez nombreux ne sont guère connus en Europe. Soit que tant d'occupations absorbassent tous ses moments, soit qu'il pousât très-loin le désintéressement, après avoir contribué à la prospérité des finances de l'état, il ne laissa rien à ses enfants, et leurs seules ressources à sa mort, consistèrent en une somme de 10,000 dollars que la législature vota pour leur éducation. Une attaque d'apoplexie a terminé les jours de Clinton, le 11 février 1838. Il avait eu dix enfants de son premier mariage, et six lui ont survécu. D'après l'invitation de la société littéraire et philosophique de New-York, le docteur David Hosack a publié dans cette ville, en 1839, des *Mémoires sur de Witt Clinton*, en un fort volume in-4°. Ce nécrologe avait été l'ami de Clinton, et lui a succédé comme président de cette société savante. John Spencer se proposait, vers la même époque, d'écrire aussi la vie de ce célèbre magistrat, de la famille duquel il a reçu à cet effet tous les papiers nécessaires.

**COBBOURG** (le prince LÉOPOLD DE SAXE-). Les premiers moments de la vie de ce prince ne nous étant pas

connus, nous sommes forcés de les passer sous silence, et de sauter de suite à son mariage avec la princesse Charlotte de Galles. On prétend qu'il n'est dû qu'à la politique de l'empereur Alexandre, qui se servit de ce petit prince allemand, qui a acquis une certaine importance, pour déjouer la politique du cabinet de Saint-James, et changer la balance du pouvoir en Europe: que par conséquent il est la créature plutôt de la Russie que de l'Angleterre. Lorsque Napoléon, d.t. une pièce d'origine anglaise, était maître du continent, il ne restait parmi les princes protestants que le jeune prince Guillaume d'Orange qui pût devenir l'époux de la princesse Charlotte, et elle lui fut destinée. Le prince fut élevé aux frais de l'état, et envoyé à l'université d'Oxford pour y terminer ses études. ... Après être sorti de l'université, il fut envoyé à l'armée de Portugal, et lord Wellington fut chargé de le prendre sous sa tutelle, et de saisir toutes les occasions de le louer dans ses bulletins... Ces bulletins furent placés sous les yeux de la princesse: mais quand on sonda son cœur, elle manifesta une répugnance pour lui que le prince régent eut bien de la peine à vaincre. En 1814, l'Autriche et la Prusse réclamèrent également la Belgique, dans le partage du gâteau: l'Angleterre, au contraire, proposait qu'elle fût donnée au prince d'Orange: l'empereur Alexandre, qui pénétra la politique de l'Angleterre, consentit seulement à ce que le prince d'Orange prit provisoirement le gouvernement de la Belgique, et envoya sa sœur, la duchesse d'Oldenbourg, avec une suite brillante, en Angleterre, en la chargeant de gagner l'amitié de la princesse Charlotte: elle y réussit. Alors elle profita de toutes les occasions de tourner le prince hollandais en ridicule. Alexandre arriva bientôt après en Angleterre, avec un brillant état-major. Entre autres princes qui le composaient était celui de Saxe-Cobourg, qu'il destinait à supplanter le prince d'Orange. Leopold fut placé à table à côté de la princesse Charlotte; elle ouvrit le bal avec lui: sa personne et ses manières avaient plus de dignité que celle du prince hollandais, et la duchesse d'Oldenbourg sut si bien les faire valoir, que la princesse Charlotte déclara bientôt qu'elle refusait le prince d'Orange pour époux, et qu'elle n'accepterait que le prince de Saxe-Cobourg. Cette décision de la princesse déranga toute la politique du cabinet anglais; car, dans la certitude où il était de la marier au prince d'Orange, il avait fait donner à son père la Belgique, pensant que plus tard l'Angleterre et les Pays-Bas ne formeraient qu'une seule puissance maritime. Alexandre, sûr du succès de son intrigue, se joignit à l'Angleterre pour donner la Belgique au prince d'Orange, et les autres puissances y consentirent. Le prince régent céda en père aux desirs de sa fille, et le prince de Cobourg devint l'époux de l'héritière présomptive du royaume uni de la Grande-Bretagne. Ce n'était encore qu'un demi-triomphe pour la politique russe: les Pays-Bas seraient devenus une grande puissance maritime: pour les soustraire à l'influence anglaise, Alexandre fit épouser la duchesse d'Oldenbourg au même prince d'Orange, qu'elle avait jusqu'à l'instant en ridicule. Cette anecdote, quoiqu'un peu vraisemblable, ne prouve pas que le prince de Cobourg ne soit pas, depuis son mariage, dans les intérêts de l'Angleterre. Ce mariage et le penson que lui a accordé le parlement britannique ont changé sa position, et d'ailleurs il a prouvé depuis qu'il n'était la créature ni de l'Angleterre, ni de la Russie. Ce fut la princesse Charlotte elle-même qui le distingua, après la paix générale, parmi un essaim de princes allemands; il fut lui-même favorisé dans ses vœux pour elle par le duc d'York, et il obtint sa main le 5 mai 1816. Des cette époque, il s'en montra digne en refusant les titres anglais dont on voulait le décorer, et en se retirant avec sa jeune épouse dans les bagnes du château de Clermont. On sait combien peu de temps il a joui du bonheur de posséder une femme si accomplie, et que, accablé de la douleur de la perdre si tôt, il faillit la suivre au tombeau. S'il n'eût été qu'un ambitieux, le trône de la Grèce, qui lui fut offert par



l'Angleterre, la Russie et la France, le 3 février 1830, aurait pu le consoler de cette perte. Il avait été décidé à Londres, dans le protocole du 4 janvier et dans celui du 22 mars, entre ces trois puissances, qu'un roi serait imposé aux Hellènes, et que ce prince occuperait le trône qui devait assurer leur liberté et leur bonheur. La Russie s'y était d'abord opposée, et le prince lui-même, dont les demandes avaient apporté quelques retards à la conclusion de cette grande affaire, s'était soumis aux conditions qui lui avaient été imposées. Il recevait la Grèce affranchie de la dépendance de la Porte, libre de tout tribut; mais bornée dans sa frontière du sud-ouest conformément au nouveau protocole de Londres, destiné à mettre les sept îles à l'abri de l'influence du continent libre. Il renonçait, disait-on, à la limite d'Arta, fixée dans l'ancien protocole, et tracée par l'épée russe dans le traité d'Andrinople. Les troupes, les vaisseaux, les subsides qu'il réclamait des trois puissances qui l'avaient élu, afin de s'établir et de gouverner en prince, lui avaient été refusés. Le cabinet de Londres voulait qu'il fût son délégué et non celui de l'Europe. Il devait avoir pour liste civile la pension que lui fait le parlement; et, s'il avait besoin de quelque assistance, soit maritime, soit militaire, il devait avoir recours aux vaisseaux anglais stationnés dans la Méditerranée et aux garnisons des îles Ionniennes. Il n'avait point le titre de roi de la Grèce, mais celui de prince souverain, et il devait être sous ce titre le lord haut-commissaire de l'Angleterre sur le continent. Les obstacles qu'avait fait naître le protocole du 22 mars avaient été levés par la déclaration que le prince de Cobourg n'était pas membre de la famille royale d'Angleterre, et n'avait aucun droit à la succession; que, quoique gendre du roi, et jouissant, par un acte du parlement, des honneurs dus à la famille royale, il n'était pas pair du royaume, ne siégeait pas au parlement, et ne remplissait aucune fonction qui pût le lier à l'Angleterre: que par ses revenus encore il était tout-à-fait indépendant; que le parlement, il est vrai, avait approuvé son contrat de mariage avec la princesse Charlotte; mais qu'il lui avait voté plus tard une rente annuelle qui assurerait son indépendance. Ces motifs avaient porté les trois puissances à lui donner leurs voix, et il avait été convenu qu'on lui offrirait en commun le gouvernement du nouvel état de la Grèce, avec la succession pour ses descendants, et qu'on lui demanderait son consentement au protocole. La Russie avait laissé l'initiative du choix du souverain de la Grèce à la France, comme la puissance qui avait fait le plus de sacrifices pour elle. Le prince de Polignac avait profité de cela pour désigner le candidat de l'Angleterre, et le ministère anglais avait laissé à M. de Polignac la gloire stérile de proclamer le premier, par le discours du trône, le choix du prince Léopold de Saxe-Cobourg. Mais bientôt la nouvelle se répandit que ce prince renonçait au trône qui lui avait été offert, et qu'il avait d'abord accepté; qu'on avait annoncé d'une manière officielle aux deux chambres du parlement l'abdication qu'il avait faite de la souveraineté de la Grèce. En effet, dans la séance du 24 mai suivant, le comte d'Aberdeen dit: « que le 3 février dernier, l'offre de la souveraineté de la Grèce avait été faite au prince Léopold, qui l'avait acceptée le 20 du même mois, que depuis il avait déclaré aux ministres du roi qu'il abdiquerait si l'Angleterre ne garantissait pas un emprunt au gouvernement grec; qu'ils y avaient consenti, mais qu'après de nouveaux motifs d'hésitation, il avait annoncé au ministère l'intention d'abdiquer, ce qui retardait l'arrangement des affaires de la Grèce. » Le ministre, comme on le lui a reproché, trompait sciemment les membres du parlement en disant que le prince avait annoncé l'intention d'abdiquer, quand il avait déjà abdiqué réellement. D'après une lettre particulière du 28 mai, le prince de Cobourg ne voulait pas se charger de la couronne pour le service du duc de Wellington, et menaçait sa grâce de la publicité des entretiens secrets à l'égard de la condition que le futur souverain de la Grèce devait subir. Quel désappointement pour lord duc! Quelques jours après, on soumit aux chambres du

parlement d'Angleterre les papiers relatifs à l'abdication du prince Léopold. Dans le nombre, se trouvaient les lettres du comte Capodistrias, celles des plénipotentiaires des trois puissances, datées du 17 mai dernier, et enfin la réponse du prince qui contient son abdication. Dans cette dernière lettre, qui est adressée aux plénipotentiaires des trois cours alliées, et datée de Londres, le 21 mai 1830, le prince dit qu'après l'examen le plus approfondi, il ne peut admettre que la réponse du président de la Grèce aux résidents renferme une adhésion pleine et entière au protocole: qu'il pense qu'elle annonce une soumission forcée à la volonté des puissances. Le président, dit le prince, déclare positivement aux résidents que le gouvernement provisoire, d'après les décrets du conseil d'Argos, n'est pas autorisé à donner l'assentiment de la nation grecque; que les résidents qui étaient présents n'ignoraient pas que le décret en question porte qu'aucun arrangement conclu par le gouvernement provisoire avec les puissances alliées, ne sera obligatoire pour la nation grecque que s'il est reconnu et confirmé par les représentants; que si les représentants étaient réunis, ils agiraient contre les instructions de leurs commettants s'ils admettaient les propositions des puissances alliées. Le président déclare formellement que la communication du protocole a été reçue par le sénat avec un douloureux s'ennui; qu'après une mûre délibération, le sénat lui a déclaré qu'il n'était pas autorisé à adhérer à l'acte du 3 février; et que même, s'il avait reçu cette autorisation de la nation, il n'aurait pu en faire usage sans manquer à ses devoirs envers ses frères; qu'il ne consentirait jamais à ce que le président fût chargé, au nom de la nation, de l'exécution des protocoles; que les alliés pouvaient mettre leurs décisions à exécution, mais qu'il y résisterait étranger, et que si ces ordres étaient donnés pour l'exécution dans les provinces, personne n'y obéirait. Cette dépêche, dit le prince, et toutes les autres prouvent clairement que l'opinion réelle et sincère du sénat et du peuple grec est fermement et irrévocablement opposée aux décisions des puissances alliées. Mon caractère et mes instruments, ajoute-t-il, ne me permettaient pas de me soumettre à être ainsi imposé à un peuple mécontent, et de me trouver rattaché dans l'esprit de cette nation à une diminution de territoire, à l'abandon de ses forces en armes, et à l'évacuation de ses terres et maisons, d'où les Turcs ne l'avaient expulsée que par une incursion temporaire. Lorsque le prince de Cobourg prenait qu'il deviendrait souverain de la Grèce, c'était dans l'esprit d'être reconnu librement et unanimement par la nation grecque, et d'être accueilli par elle, comme l'ami qui récompenserait sa longue et héroïque lutte par la sûreté de son territoire, et l'établissement de son indépendance, sur des bases permanentes et honorables. C'est avec le plus profond regret qu'il vit ses espérances déçues, et qu'il fut forcé de déclarer que les arrangements arrêtés par les puissances alliées et l'opposition des Grecs, lui ôtaient le pouvoir de parvenir à ce but sacré et glorieux, et lui imposaient un devoir d'une nature bien différente, celui de déléguer des cours alliées pour tenir la Grèce dans la position par la force de leurs armes. Il ajoute aussi, dans cette pièce importante, qu'il croit devoir rectifier une erreur que pourrait faire naître la rédaction de la lettre du président, du 6 avril: « Il n'a jamais, dit-il, donné au président lieu de croire qu'il adapterait la religion grecque. » C'est surtout dans son abdication que ce prince a montré, tout à la fin, des sentiments généreux, de la dignité, du caractère, et du respect pour les droits des nations; il a flétri les diplomates qui croyaient pouvoir disposer d'un peuple comme d'un troupeau, et d'un peuple qui a combattu pour sa liberté! Quel est maintenant l'homme doué de quelque sentiment de justice et de quelque élévation dans la pensée, qui voudrait accepter la royauté de la Grèce aux conditions qui étaient imposées par la diplomatie? Quel est celui qui voudrait tenter de régner sur un peuple qui le repousse, et qui depuis plusieurs années lutte avec tant de courage pour défendre son indépendance? Quel est celui qui, pour régner sur une

partie de la Grèce, concourrait à soumettre l'autre au joug des Turcs ?

**COUBERT** (N.), architecte, né à Lyon, vers 1760, ancien professeur à l'école de dessin de cette ville, fut emprisonné après le siège qu'elle souffrit, en 1793, et resta long-temps caché. Il ne reparut que quand le régime des terribles eut entièrement cessé. Il se livra avec succès à l'étude des beaux-arts. Son musée l'a fait, depuis long-temps, recevoir à l'académie royale des sciences, belles-lettres et arts de Lyon, et finalement l'a nommé son correspondant. Il a publié :

1° *Essai sur les moyens d'opérer la restauration de la grande salle de l'hôtel de ville de Lyon*, Lyon, in-8°; 2° *Muséum astronomique, géologique et zoologique, suivi d'un traité de mécanique, de sterc et d'enduits, et de plusieurs essais de monuments publics et édifices particuliers*, Lyon, 1805, in-8°; 3° *Notice sur M. Loyer, architecte et membre de l'académie de Lyon*, Lyon, in-8°; 4° *Compte rendu des travaux de l'académie de Lyon, pendant le premier semestre de 1815*, Lyon, 1822, in-4°.

**COIFFIER DE VERSEUX** (HENRI LOUIS), littérateur, inspecteur-général des études, que les Biographes appellent par erreur Coiffier de Morel, naquit au château de la Faye, département de l'Ain, le 16 novembre 1770. Officier d'infanterie dès 1787, il suivit son père dans l'émigration, et fit avec lui la campagne de 1793, sous les princes, frères de Louis XVI, et celles de 93 à 1797, sous le prince de Condé. Mais l'armée de ce prince ayant passé, vers cette époque, à un service étranger, M. Coiffier la quitta bientôt, et se livra tout entier à la culture des lettres, qu'il avait déjà pratiquées dès sa première jeunesse.

Revenu en France, le gouvernement impérial le nomma inspecteur-général des études, et l'empereur le combla de faveurs. Les Biographes le confondent avec plusieurs membres de sa famille, qui ont siégé aux états-généraux de 1789, et à la chambre de 1815, lui ont attribué mal à propos des actes et des écrits qui ne lui appartenaient point, et des opinions qui n'étaient point les siennes. On le trouve encore compris dans l'*Almanach royal* de 1830, au nombre des inspecteurs-généraux de l'université. Il a publié : 1° *Saint-Julien, roman d'Auguste Lafontaine*, traduit de l'allemand, 3 vol. in-12; 2° *Dictionnaire biographique et historique des hommes marquants de la fin du dix-huitième siècle*, Londres, 1800, 3 vol. in-8°. Il y a eu beaucoup de contrefaçons de ce livre faites en France et en Allemagne; 3° *Testament d'un émigré*, publié par H. C. Henri Coiffier, Paris, 1800, in-12. Il y en a une autre édition imprimée à Paris, sous la rubrique d'Hambourg. L'auteur desavoue cet ouvrage que la pitié recherchait; 4° *Le chancelier noir, nouvelle du huitième siècle*, Paris, 1801, in-12, et 1803, in-18; 5° *Orléans, ou l'enfant des bois, nouvelle et cinq autres nouvelles*, Paris, 1801, 2 vol. in-12. Quelques exemplaires seulement ont été anonymes; 6° *Les sabbats, roman historique du moyen âge de l'Italie*, traduit de l'allemand de Conrad, Paris, 1801, 3 vol. in-12; 7° *Aristippe*, traduit de l'allemand de Wieland, Paris, 1802, 7 vol. in-12, 2<sup>e</sup> édition. La première édition est en 5 vol. in-8°; 8° *La belle nièce, histoire d'un duc chrétien originaire du quinzième siècle*, Paris, 1806, in-12. La première édition est de 1804; 9° *Tableau historique et politique de l'année 1806 et des années antérieures*, Paris, 1807, in-6°. On attribue encore à M. Coiffier la traduction de quelques romans de Marassini. Il a coopéré à la *Bibliothèque des romans*, ces articles sont signés H. C., à la *Bibliothèque moderne*, Leipzig (Paris) 1802, 4 vol. in-12; il a fourni différents articles littéraires au *Spéculateur du Nord*, et au *Journal bibliographique*, imprimé à Hambourg et à Brunswick, et a été pendant quelques années l'un des rédacteurs du *Journal le publiciste*, et a fait insérer plusieurs pièces de poésie dans différents recueils. — **LOUIS DE BARVILLE**, baron de Breuille, oncle du précédent, a été député de la noblesse du Bourbonnais aux états-généraux de 1789. — **CORVIN DE MARS** (Simon), cousin-germain de Coiffier de Verseux, avec lequel on l'a confondu, né en 1764, officier de dragons en 1780, député de l'Allier à la chambre

de 1815, mort recteur de l'académie d'Amiens, en 1826, a publié, 1° *Les enfants des Foies*, 1799, 2 vol. in-12; 2° *Le cheveu*, 1808, 2 vol. in-12; 3° *Histoire du Bourbonnais et des Bourbons qui l'ont possédé*, Paris, 1814, avec de nouveaux titres portant seconde édition, Paris, M. Quérard, dans sa *Bibliographie de la France*, l'attribue par erreur à Henri-Louis Coiffier.

**COLAU** (PERRIN), né à Paris en 1763. Il avait à peine six ans lorsqu'une imitation de l'hymne à Sapho tomba entre ses mains, et lui inspira un goût très vif pour la poésie, qu'il cultiva plus tard malgré des occupations peu compatibles avec le culte des muses, telles que celles de cordonnier. Plusieurs de ses poésies ont été insérées dans la plupart des recueils connus. On a de lui une foule d'ouvrages qui ont rempli les loisirs de ce laborieux artisan, et dont quelques-uns ne sont pas sans quelque mérite poétique. Nous ne mentionnerons ici que les principaux : 1° *L'ami du plaisir, chansonnier de tous les âges*, Paris, 1812, petit in-18; 2° *Histoire de Napoléon Bonaparte, depuis sa naissance jusqu'à sa dernière abdication*, 6<sup>e</sup> édition, Paris, 1815, in-8°; 3° *L'honneur et l'opprobre, ou les bienfaits et les fléaux de l'humanité*, Paris, 1817, in-12; 4° *La lyre française, ou choix de chansons adressées aux belles, aux braves et aux amis de la table*, Paris, 1822, in-8°; 5° *Étranges histoires et universelles* post 1828, augmentées d'un choix de poésies de l'auteur, Paris, 1828, in-8°. M. Colau a fondé la société épicurienne des bergers de Syracuse, et il a publié les chansons de cette société, sous le titre de *Musette du hameau*, Paris, 1821, in-18.

**COLBERT** (ÉDOUARD-CHARLES-VICTORIN de), descendant de Charles de Colbert, marquis de Croissy, frère du grand Colbert, naquit en 1758. Entré à l'âge de seize ans dans la marine royale, il était parvenu au grade de capitaine de vaisseau en 1791, après avoir pris part à la guerre de l'indépendance. La décoration de l'ordre de Cincinnati lui avait été accordée par nos alliés d'Amérique. Les perturbations qui menaçaient de ruiner l'ancienne constitution politique, lui firent prendre le parti de l'émigration. Victorin de Colbert était à l'armée des princes pendant la campagne de 1792. En 1795, il avait quitté l'Allemagne, et il se trouva à l'affaire de Quiberon. A la suite de cette sanglante journée, il passa dans la Vendée, où il figura en qualité d'aide-de-camp du général Stoffet, l'ancien garde-chasse de son frère, le comte de Colbert-Maulevrier. A la mort du général vendéen, Victorin de Colbert passa en Amérique, et il ne revint en France que l'année, vers la fin du consulat, les réactions des partis n'offrant plus de dangers. Peu de temps après son retour, en 1815, il épousa Mlle de Monthoinier, petite-fille de Mallesherbes. Pendant le cours du régime impérial, Victorin de Colbert vécut éloigné des affaires; mais dès les premiers jours de la restauration, il reparut avec le titre de capitaine des gardes du pavillon, et fit partie d'une commission du département de la marine, chargée de régler les grades et les récompenses de ce service. Ayant voulu rejoindre le duc d'Angoulême dans les départements du midi, en 1814, il y passa les cent-jours. A la seconde restauration, le département d'Eure-et-Loir le nomma son représentant à la chambre de 1815: on le vit constamment voter avec la majorité de cette chambre. Lors de la discussion du projet de loi sur les compagnies départementales, le 4 novembre 1815, il fut de la commission chargée de l'examen de cette loi. Dans le cours de la même session, le 2 décembre suivant, on remarqua qu'il prit l'initiative pour proposer de substituer dans une différents codes les mots *roi, royal, royaume* aux mots *empereur, impérial, empire*, et pour que l'on constituât une commission destinée à réviser les codes français, et à les rédiger selon l'esprit du gouvernement auquel nous étions revenus. En 1816, Victorin de Colbert reçut le cordon rouge et le rang de contre-amiral; mais l'année suivante, il fut mis à la réforme, par suite de l'ordonnance du 24 octobre 1817. Il est mort le 2 février 1820.

**COLIN DE BAR** (ALEXIS-GILLES-HEURE), d'une ancienne famille lorraine du comté de Bar, naquit à Pondichéry en 1768. Après avoir exercé, depuis 1785, diverses fonctions dans l'intendance et ensuite dans la magistrature de ce chef-lieu des établissements français en Orient, et après avoir été fait prisonnier par les Anglais en 1803, il reçut du roi, la première année de la restauration, la décoration de la légion-d'honneur et celle de Saint-Michel, ainsi que le titre de procureur-général des cours supérieures de l'Inde. Il était à Paris en 1830 : une apoplexie foudroyante y termina ses jours le 3 juillet. Le séjour habituel de Colin de Bar au milieu des Hindous, et ses recherches assidues, soit pour tirer parti des anciennes traditions, soit pour rassembler des documents relatifs aux catastrophes dont il avait été le témoin, lui permirent de prendre un rang au nombre des meilleurs historiens européens de cette contrée si importante et si difficile à bien connaître. Rien d'essentiel ne paraît omis dans son ouvrage : l'exactitude s'y joint à la concision. Il a pour titre : *Histoire de l'Inde ancienne et moderne, ou l'Indoustan considéré relativement à ses antiquités, à sa géographie, à ses usages, à ses mœurs, à la religion de ses habitants, à ses révolutions politiques, à son commerce et à son état actuel*, avec une carte et des pièces inédites, etc., Paris, 1814, 2 vol. in-8°.

**COLLOT** (N.), directeur de la monnaie de Paris, et chevalier de la légion-d'honneur, naquit à Montpellier, vers 1770. Son père, qui était un épicier de la même ville, le destinait au commerce, mais la révolution et le genre d'esprit de M. Collot en décidèrent autrement. On ne sait rien sur les premières opérations financières qu'il tenta, mais il paraît qu'elles furent très heureuses. En 1796, il était fournisseur des vivres à l'armée d'Italie, commandée par Bonaparte, qui lui tenait grand d'honneur beaucoup d'amitié. Il partit ensuite avec l'expédition d'Égypte; mais M. Collot se brouilla avec le général en chef, et il resta à Malte, d'où il revint en France. Cependant au retour de l'expédition, un raccommodement se fit entre le général et le financier, et la nouvelle confiance que celui-ci accorda à l'autre, fut si intime, pendant quelque temps, que Bourrienne, dans un passage de ses *Mémoires*, qu'on n'a pas refusé, a dit qu'après lui, M. Collot était l'homme qui avait le mieux connu Bonaparte. Dans les premiers temps du consulat, M. Collot fut en effet le confident des chagrins domestiques de Napoléon. Il prenait toujours la défense de Josephine, Bonaparte voulait toujours s'en séparer. « Tant de violence, lui disait M. Collot, prouve que vous l'aimez encore. » Et en effet, quand il revenait, il trouvait les deux époux réconciliés. Bonaparte lui confia aussi, à ce qu'il paraît, ses devoirs sur le directoire, car il était sans argent, et il était difficile, pour ne pas dire impossible, d'opérer une grande révolution politique, sans avoir les moyens d'en corrompre les principaux acteurs. MM. Collot, Recanati, Vanlerberghe, Ouvrard, Armand Seguin et quelques autres, lui prêtèrent deux millions, et avec ces faibles ressources Bonaparte renversa le gouvernement directorial. C'est quelques jours après, que le premier consul voulant faire arrêter M. Ouvrard, qu'il trouvait trop riche et trop dangereux (si l'on en croit M. Ouvrard lui-même dans ses *Mémoires*), M. Collot eut assez d'empire sur lui pour l'en détourner. « Général, lui dit-il, c'est mal débiter que d'inquiéter ainsi tout le monde. » Le conseil était d'autant plus généreux que M. Collot ne connaissait pas M. Ouvrard. Quant à M. Collot, il ne pouvait rester longtemps l'ami d'un homme qui ne souffrait point d'argent. Une circonstance les sépara sans retour : on l'attribua au suit suivant. M. Collot avait demandé une place de conseiller d'état, et avait mis, pour l'obtenir, plusieurs personnes en campagne; mais Bonaparte la refusa constamment, en disant qu'il ne voulait pas avoir dans le conseil d'état un marchand de viande. Bonaparte ne rendait pas assez de justice au mérite de M. Collot, ou peut-être ne connaissait pas toute l'étendue de ce mérite. Fatigué des demandes continuelles d'argent que lui faisaient ses frères, et pour en finir

avec Joseph qui dépensait de grosses sommes à Montfaucon, comme Lucien à Neuilly, le premier consul fit, peu de temps après, donner à M. Collot la fourniture des vivres de la marine, à la condition de remettre sur les bénéfices, quinze cent mille francs par an à son frère Joseph : le marché était encore beau; mais le fournisseur fut très mal payé, maltraité et abreuvé de chagrins. Il disait souvent à ce sujet : « Mon Dieu ! si le premier consul en veut tant à ma fortune, qu'il me demande une frégate, je la lui donnerai; mais qu'il me paie et me retire mon marché. » Avant la bataille de Marengo, M. Collot fit beaucoup de difficultés pour se charger des fournitures de l'armée d'Italie; enfin il accepta, et Bonaparte l'emmena avec lui; mais à peine arrivés au-delà des monts, Bonaparte le traita avec la plus grande froideur, sans doute pour le punir de s'être fait prier. En 1806, une baisse rapide de fonds publics occasionna la disgrâce du ministre des finances. Les banquiers Fulchiron, Vanlerberghe et Ouvrard, furent, dit-on, ceux qui représentèrent à l'empereur Napoléon l'état de la crise où se trouvait alors le trésor public, et M. Collot ne fut point étranger, disent les *Mémoires* du temps, à cette affaire délicate. M. Collot sollicita, en 1816, et obtint la recette générale des Bouches-du-Rhône, emploi qu'il a gardé jusqu'en 1833. A cette époque, il a été nommé directeur de la fabrication à l'Hôtel des Monnaies de Paris, et il en exerce encore aujourd'hui les fonctions.

**COMÉIRAS** (VICENT-D'ARNAUD de), né le 11 septembre 1733 à Saint-Hippolyte (Gard), il ne suivit pas la même carrière que son père, qui était brigadier des armées du roi, embrassa l'état ecclésiastique et devint abbé de Sylvanès et vicaire-général de Beauvais. Il a publié : 1° *Considérations sur la possibilité, l'intérêt et les moyens qu'avait la France de rouvrir l'ancienne route de l'Inde, accompagnées de recherches sur l'isthme de Suez et sur la jonction de la mer Rouge*, 1798, in-8°; 2° *La voix du sage, ou l'intérêt des peuples bien entendu dans l'exercice du droit de guerre et de conquête*, 1799, in-8°; 3° une édition entièrement refondue et considérablement augmentée de la *Géographie moderne et universelle de N. Delacroix*, 1800, 2 vol. in-8°; cet ouvrage est peu estimé à cause du grand nombre d'erreurs qu'on y rencontre; 4° *Le géographe manuel*, 1801, in-8°; 1803, in-8°; l'auteur primitif est l'abbé Expilly. M. Debray a contribué à cette édition; 5° *Histoire politique et raisonnée du consulat*, 1801, in-8°; 6° *Tableau général de la Russie moderne, et situation politique de cet empire au commencement du dix-neuvième siècle*, Paris, 1802, 2 vol. in-8° avec des cartes; c'est l'abrégé mal fait de l'ouvrage de Took; 7° *Abbrégé de l'histoire générale des voyages*, tomes XXII à XXXII; c'est la suite des vingt-un volumes publiés par La Harpe; 8° *Abbrégé de l'histoire générale des voyages faits en Europe*, 1804, 1805, 12 vol. in-8°; cet ouvrage est sans mérite; 9° *Histoire de l'astronomie ancienne et moderne* par Bully, ouvrage dans lequel on a conservé religieusement le texte en supprimant les calculs abstraits, les notes hypothétiques, les digressions scientifiques, 1806, 2 vol. in-8°. De Coméiras est considéré comme un mauvais compilateur. On presume qu'ayant abandonné son état, ou s'étant démis de ses fonctions sacerdotales à l'époque de la révolution, il travailla pour les libraires qu'il payait mal. On lui a attribué mal à propos l'examen de l'esclavage en général, 1804, 2 vol. in-8°, dont M. Valentin de Guilton est l'auteur. De Coméiras est mort à Paris le 29 mars 1805. M. Erach assure qu'il a laissé un manuscrit l'*Histoire de Marie Stuart*, l'*Histoire de la Paella d'Orléans*, et *Balances politiques des différents états de l'Europe*. — **COMÉIRAS** (P.-J. Bonhomme), avocat au parlement depuis 177..., où comme le précédent dans le midi de la France, et qu'on presume être son parent, fut d'abord résident près des lignes grises, puis commissaire-général dans les îles Ionniennes. Il a publié : 1° *Essai sur les réformes à faire dans notre procédure criminelle*, 1789, in-8°; 2° *Mémoires à consulter et consultation par Louis-Philippe-Joseph d'Orléans*, 1790, in-8°. Bonhomme Coméiras est mort à Arcueil en 1798.

**COMMERELL** (l'abbé de), aumônier de la prin-

ce-*se de Lomenaiein*, et membre de la société d'agriculture de Paris, a fait connaître en France l'utilité dont pourraient être quelques végétaux cultivés en Allemagne. Vers 1785, il publia une brochure dans laquelle il vantait outre mesure les avantages d'une plante peu connue alors, dont il vanta la culture dans la Lorraine allemande; il en distribuait au loin les graines, qu'il appelait contradictoirement racines d'abondance ou racines de diable. On a de l'abbé de Commerell: 1° *Mémoires sur la culture, l'usage et l'avantage du chou à farcher*, 1788, in-8°. 2° *Mémoires sur l'amélioration de l'agriculture par la suppression des jachères*, 1788, in-8°. Lorsque dans la même année une grêle vint détruire les récoltes dans une partie de la France, le gouvernement fit répandre une instruction sur les moyens propres à réparer les effets de ce désastre. L'abbé de Commerell publia dans le même but: *Supplément à l'avis aux cultivateurs dont les récoltes ont été ravagées par la grêle*. En 1793, Commerell fut nommé président du district de Sarreguemines, et vécut encore quelques années; mais nous ignorons la date précise de sa mort.

CONTE : LOUIS-CONSTANT-EMMANUEL-APOLLINAIRE, célèbre engastrimythe, naquit à Genève d'un père français, le 29 juin 1758. Sa famille le destinait à la pratique, et il travailla pendant plusieurs années dans les études de quelques hommes de loi du département du Léman. Bientôt son penchant l'emporta; il étudia la science des magiciens modernes. La nature l'avait doué de cette faculté de parler, dans laquelle la voix semble sortir de l'estomac ou du ventre, et qui a fait donner à ceux qui la possèdent les noms de ventri-*loques* ou d'engastrimythes. Résolu d'exercer les talents qu'il avait acquis dans la magie blanche, il quitta Genève, voyagea en Suisse, en France, et se fixa à Paris. Son succès fut complet; il fut présenté à tous les souverains, et Louis XVIII lui accorda le titre de *physicien du roi*. Le roi de Prusse lui donna la grande médaille des arts et sciences, et les autres monarches lui firent de riches présents. M. Comte vint à Paris, en 1815, un théâtre d'un genre nouveau; il fit représenter, par de jeunes enfants, des pièces morales à l'usage des collèges. Il occupa successivement le théâtre de la rue de Thionville, l'Hôtel des Fermes, le passage des Panoramas; et enfin il a fait construire, il y a quatre ans, un théâtre sur un terrain qu'il a acquis, passage Choiseul. La plupart des aventures de M. Comte ont mérité d'être insérées dans les journaux, et M. Jules-Fontenelle les a consignées dans son *Manuel des secrets*. Tantôt M. Comte persuadé à des paysans de la Suisse qu'il y a près d'eux un homme qu'on a jeté dans un four à briques, et qui pousse des cris de désespoir; tantôt, au milieu d'une foule rassemblée dans une église, on entend, sous les larges pierres dont elle est pavée, la voix d'une personne qui implore les secours les plus pressants; on l'a enterrée vivante, l'état de léthargie dans lequel elle se trouvait vient de cesser; elle se plaint de la gêne qu'elle éprouve dans le cercueil. L'effroi est à son comble parmi les assistants, et le mystificateur s'avide prudemment avant le dénouement. Cent ans plus tôt, M. Comte, convaincu de sorcellerie, eût été brûlé vif en place de Grève pour le salut de son âme. Aujourd'hui les moins éclairés savent que tout l'art de l'engastrimythe ne consiste réellement qu'à savoir modifier la voix naturelle, afin d'en obtenir des variations, des changements divers, dans le ton et dans les inflexions, et que le ventri-*loque* parle comme parlent naturellement tous les hommes.

CUNEN DE PRÉPÉAN (LOUIS-MARIE-FÉLIX), issu d'une ancienne famille noble de Bretagne, né à Poitiers en 1777, a fourni plusieurs articles à l'*Encyclopédie moderne*, et a été l'un des collaborateurs de la *Biographie des contemporains*. Il est surtout connu par un *art de Sténographie*, qui a eu cinq éditions, de 1813 à 1835, et qui est réputée le mirrille. M. de Prépean, en introduisant dans les monogrammes tous les sons et toutes les articulations de l'organe vocal; en donnant aux lettres figuratives des mots une forme régulière, rapide et facile; en réduisant à leur racine tous les mots composés, par des moyens ingénieux, et cepen-

dant à la portée de toutes les intelligences, a reculé les limites de la sténographie, et l'a rendue aussi lisible que l'écriture nouvelle. Son système, graduellement perfectionné, a puissamment contribué à propager en France un art utile, auquel on doit la conservation d'éloquents discours improvisés à la tribune, au barreau et dans les cours publiques.

CONSTANT (LOUIS-CONSTANT WAIRY, plus connu sous le nom de), premier valet de chambre de l'empereur Napoléon, naquit le 2 décembre 1778, à Peruelt, ville qui devint française lors de la réunion de la Belgique à la république, et qui se trouva alors comprise dans le département de Jemmapes. A onze ans le comte de Lure, chef d'une des premières familles de Valenciennes, se trouvant chez le père de M. Constant qui tenait l'auberge du Petit-Château, aux bains de Saint-Amand, demanda cet enfant à ses parents pour être élevé avec ses fils. Cette demande fut accueillie, et le comte emmena le jeune Constant dans une de ses terres, situées près de Tours, où il fut reçu avec l'amitié la plus bienveillante par le comte et ses enfants, recevant chaque jour les leçons de leur gouverneur. Il n'en profita pas long-temps; le roi ayant été arrêté à Varennes, la famille du comte de Lure émigra. Constant fut interrogé par la municipalité de l'endroit, regardé comme un suspect, et obligé de se présenter chaque jour à la commune, pour la plus grande sûreté de la république. Enfin on lui permit de retourner en Belgique, voyage qu'il effectua seul à douze ans, sans guide, sans argent, et ayant plus de cent lieues de pays à traverser. Arrivé auprès de Saint-Amand, il lui fut impossible d'y entrer; les Autrichiens l'occupaient et les Français l'entouraient. Dans son désespoir il s'assit sur les bords d'un fossé, pleurant amèrement, quand un chef d'escadron lui proposa de le prendre à son service et de l'emmenir à Chinon, où il allait en conge; Constant accepta. Peu de temps après, son nouveau protecteur le plaça à Paris chez un riche négociant, M. Gobert, d'où il passa au service de Joséphine, alors M<sup>me</sup> Bonaparte, puis à celui d'Eugène Beauharnais, qu'il quitta pour entrer ensuite chez le premier consul. Depuis le départ du premier consul pour la campagne de Marengo, où je le suivis, dit M. Constant dans ses *Mémoires*, jusqu'au départ de Fontainebleau, où je fus obligé de quitter l'empereur, je n'ai fait que deux absences, l'une de trois fois vingt-quatre heures, l'autre de sept ou huit jours, hors ces temps forts courts, dont le dernier m'était nécessaire pour rétablir ma santé, je n'ai pas plus quitté l'empereur que son ombre. Pendant un aussi long espace de temps, M. Constant recut des témoignages d'intérêt de la part d'un maître qu'il représentait comme plus facile à servir qu'on ne le croyait généralement alors. Quand ce maître alla en exil, il ne le suivit point; on lui a fait un reproche de cet abandon; pour s'en justifier, il allégué que ce n'est point la volonté qui lui a manqué, mais la possibilité, et dans ce qui a paru de ses *Mémoires*, il promet d'expliquer les motifs de cette séparation, que d'autres écrits, il est vrai, ont présentée d'une manière moins favorable à M. Constant. Dans la position qu'il a occupée, on se plait à reconnaître que s'il a rendu beaucoup de services, il n'en a jamais rendu, qu'il n'a point cherché à exploiter la bienveillance dont l'empereur l'honorait pour enrichir ou placer ses parents, et qu'il s'est retiré pauvre après quinze ans passés au service particulier du souverain le plus puissant de l'Europe. On a publié sous son nom: *Mémoires de Constant, premier valet de chambre de l'empereur*, Paris, 1830; il y a quatre volumes in-8° de publiés. Ces mémoires ont été rédigés sur quelques notes fournies à M. Ladvocat par M. Constant, et, selon son habitude, il a su faire de ces notes six volumes in-8°; y découvrira le vrai qui pourra.

COQUELEY DE CHAL SÈPPIERRE (C.-G.), né à Paris, vers 1710, y fut reçu avocat au parlement, en 1736, et fut long-temps censeur royal pour la jurisprudence. Il avait de l'esprit, mais il était mauvais plaisant, et quelquefois ses railleries n'étaient pas heureuses, surtout lorsqu'elles s'adressaient à des hommes tels que son confrère Lintquet. Plaidant un jour

contre lui, il l'appela M<sup>e</sup> Linguet, à quoi celui-ci répondit en l'appelant M<sup>e</sup> Coqueley, répartie d'autant plus plaisante que l'agresseur était laid et avait une femme jolie et gaie. Coqueley mourut dans un âge fort avancé, vers 1791. Il avait travaillé au *Journal des savaux*, depuis août 1752 jusqu'à juin 1759. On connaît de lui : 1<sup>o</sup> *Code de Louis XV ou Recueil d'édits, déclarations, ordonnances concernant la justice, police et finances, depuis 1723 jusqu'en 1750*. Paris, 1758, 15 vol. in-12 ; 2<sup>o</sup> *Le roue vertueux*, poème en quatre chants, 1770, in-8<sup>e</sup>. Le titre de cette pièce est la parodie de celui de *L'honnête criminel*, drame de Voltaire, et le fond est une imitation burlesque du style hache, suspendu, entrecoupé de points d'exclamation, d'admiration, d'interrogation, et de lignes de points, pour les dramaturges avaient mis à la mode. Les réflexions essentielles mises en tête du livre contiennent un éloge ironique des drames ; 3<sup>o</sup> *M. Cassandre ou les effets de l'amour et du vert-de-gris*, drame en deux actes, et en vers, par feu M. Doucet, 2<sup>e</sup> édition, 1775, in-8<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> edit. 1781, in-8<sup>e</sup>. Cette bonne plaisanterie du genre larmoyant est généralement attribuée à Coqueley, qui la publia sous le nom de Doucet : elle obtint ainsi le suffrage de La Harpe qui, dans le *Mercur*, a donné à M. Doucet des éloges qu'il était loin d'accorder, dans sa *Correspondance littéraire*, à Coqueley de Chaussepierre. Quel que soit l'auteur de cette parodie, il a su y enchaîner d'une manière burlesque des vers de *Méridieu*, drame d'Arnauld-Bancelin, de *La mort de Suicote*, et d'*Ultras ou les Illinois*, tragédie de Souvigny, de celles de *Guillaume Tell*, par Lermier, et de *Terre et Philomèle*, par Renou, etc. 4<sup>o</sup> *Études du droit civil et coutumier français*, 1789, in-4<sup>e</sup>. C'est d'après Erich, que Dumas attribue cet ouvrage à Coqueley. Quant au *Code de la nature*, il est de La Vicomterie. Coqueley est encore auteur de quelques chansons bouhonnas qu'il chanta à lui-même en société, entre autres du *Cantique de Virgile*, inséré dans le *Recueil de romances historiques, tendres et burlesques, tout anciennes que modernes*, avec les airs nouveaux, par M. D. L. (Delusac, musicien), 1787, in-8<sup>e</sup>.

(COQUEREAU (CHARRAS) JACQUES-LOUIS), médecin, né à Paris, en 1744, fit d'excellentes études au collège des Grassins, et commença, en 1768, le cours de sa licence, sous les auspices de Lorry, son allié. Il soutint d'une manière remarquable quatre thèses dont trois sont son ouvrage. Dans celle de physiologie, on a *l'italia pulchra corpora humani confert aer*, février 1769, et dans celle d'hygiène, on a *corruptis expurgari possit*, mars 1769, il lit usage des nouvelles découvertes dont s'était enrichie la chimie pneumatique. Dans sa question de pathologie, *ex o sunt soli morbis chronicis motus critici* février 1770, l'auteur s'étayant de l'autorité des plus célèbres écrivains, démontre jusqu'à l'évidence que cette question n'était rien moins que paradoxale. Il achève la *Étiologie physique de la France*, commencée par Louis-Antoine Prosper Hérisson, qu'une mort prématurée enleva aux lettres. Coquerneau plaça en tête de ce bel ouvrage l'éloge historique de l'auteur, son ami et son confrère de licence ; Paris, 1771, in-8<sup>e</sup>. Fontenelle a inséré dans sa *Bibliothèque historique de la France*, cette bibliographie composée de treize cent soixante-deux articles. Hérisson avait ébauché la description du beau jardin nommé à Latilhon, près Mont-Rouge, par Cochin, ancien échiquier de Paris, mort en 1760. Coquerneau mit l'écriteau à la dernière main à cet ouvrage de son ami. Il le publia à Paris, sous le titre de : *Jardin des curieux ou Catalogue raisonné des plantes les plus belles, les plus rares, et les plus étrangères, avec les noms français et latins, leur culture et les propriétés particulières à chaque espèce*, 1771 in-8<sup>e</sup>. Il put lui en commun avec A. L. Justeau la dédicatoire, *Œconomus inter amicum et vegetabilem analogus*, Paris, 1770, in-4<sup>e</sup>. Les cultivateurs de la *Galerie française* lui doivent les vies de Louis XIV, de Winslow, de l'abbé Chappe, de Deparcieux, de Lécot, de d'Olivet et de Servandoni. Coquerneau mourut le 11 août 1796. Il remplait 3 fonctions distinguées de médecin des pauvres, et professa avec distinction aux écoles de la faculté, les cours de physiologie et de pathologie. Le docteur Laine a publié son

éloge : on lit en tête du catalogue de la bibliothèque du professeur Belle une courte notice sur Coquerneau.

CORDIER (PIERRE-LOUIS-ALEXIS), membre de l'Académie des sciences, naquit vers 1770. Il fut l'un des ingénieurs que le gouvernement envoya, en 1793, dans les départements, pour y étudier les richesses minéralogiques de la France : et ses mémoires recueillis dans le *Journal des mines*, créé en vendémiaire au v (1795), annoncèrent une grande connaissance de la science à laquelle il était consacré. Ces premiers travaux attirèrent sur lui l'attention du gouvernement, qui le nomma membre de la commission des sciences formée pour accompagner l'expédition d'Égypte. A son retour en France, il fut nommé inspecteur des mines, et envoyé dans les Apennins qu'il visita pendant plusieurs années, et où il fit des travaux importants et de grandes études. Sa carrière parut alors se rétrécir, mais la restauration l'agrandit : il reçut la croix de la légion-d'honneur, fut nommé, en 1819, inspecteur divisionnaire des mines, et alla habiter Montpellier, chef-lieu de la cinquième division. Il conserva encore aujourd'hui cette inspection générale. Correspondant de l'Institut, depuis plusieurs années, il y a remplacé le célèbre Haüy, en 1832. Sur cinquante voix, M. Cordier obtint quarante-quatre suffrages. Il est aujourd'hui membre du conseil général des mines, et professeur de géologie au Jardin-du-Roi. Une ordonnance, du 15 septembre 1830, l'a autorisé à assister aux délibérations du conseil d'état. Nous ne connaissons aucun ouvrage de ce savant, mais il a fourni à divers recueils, et notamment au *Journal des mines*, un nombre de mémoires importants ; nous en donnerons ci-après l'indication chronologique : 1<sup>o</sup> *Découverte faite par MM. Cordier et Miché, du schiste noir, dans le département de la Haute-Loire* (*Journal des mines*, tome III, 1795) ; 2<sup>o</sup> *Extrait d'un mémoire de M. Haüy, sur les volcans éteints de Bertrich (Rhén et Moselle)* ; Idem, tome V, 1801 ; 3<sup>o</sup> (avec M. Brauner), *Rapport sur les manganeses oxydées, susceptibles d'être employées dans les procédés des arts* (Idem, idem) ; 4<sup>o</sup> *Mémoire sur le mercure argenté* (Idem, tome XII, 1802) ; 5<sup>o</sup> *Analyse du sphère* (Idem, tome XIII, 1803) ; 6<sup>o</sup> *Observations sur la classification des minéraux* (Idem, idem) ; 7<sup>o</sup> *Analyses du minéral connu sous le nom de mine manganeuse violet* du Pimont (Idem, idem) ; 8<sup>o</sup> *Rapport sur un voyage fait à la Maladetta, par la vallée de Bagneres de Luchon, dans les Pyrénées* (Idem, tome XVI, 1805) ; 9<sup>o</sup> *Détermination des caractères géométriques de la pyrite* (Idem, tome XXI, 1807) ; 10<sup>o</sup> *Statistique du département du Lot* (Idem, idem) ; 11<sup>o</sup> *Recherches sur différents produits volcaniques, en deux mémoires* (Idem, tomes XXI et XXIII, 1807-1808) ; 12<sup>o</sup> *Sur le dusodile, nouvelle espèce minérale* (Idem, tome XXIII, 1808) ; 13<sup>o</sup> *Description du dichroite, nouvelle espèce minérale* (Idem, idem) ; 14<sup>o</sup> *Extrait d'une lettre de M. Cordier, sur le Mont-Mesin* (Idem, tome XXVI, 1809) ; 15<sup>o</sup> *Extrait de la première partie d'un rapport sur les mines d'un d'un pays d'Aubin (Aveyron)* (Idem, idem) ; 16<sup>o</sup> *Extrait d'un compte rendu sur la forge à la Catalane de Mousagou (Tarn)* (Idem, tome XXVII, 1810) ; 17<sup>o</sup> *Extrait d'un rapport de M. Cordier sur des sources salées qu'il a découvertes à Robbio, département de Gènes* (Idem, idem) ; 18<sup>o</sup> *Rapport sur la mine de plomb de Br. sac (Tarn)* (Idem, tome XXVIII, 1810) ; 19<sup>o</sup> *Rapport sur la mine de cuivre de Licieux, près Carmaux (Tarn)* (Idem, idem) ; 20<sup>o</sup> *Statistique minéralogique du département d'Apennins* (Idem, tome XXX, 1812) ; 21<sup>o</sup> *Sur les mines de houille de France, et la question de savoir s'il est convenable de modifier ou même de révoquer le règlement des douanes, qui punit l'importation d'anthracites et d'anglaises*, rapport fait, le 19 octobre 1814, à M. le directeur général, et au conseil des mines, avec plusieurs autres (Idem, tome XXXVI, 1814) ; 22<sup>o</sup> *Description technique et économique des mines de houille de Saint-Georges (Nantaise)* (Mines-et-Loire), ou procès-verbal d'examen et d'estimation de ces mines et dépendances (Idem, tome XXXVII, 1815) ; 23<sup>o</sup> *Cristaux complets de trépanite, observés par M. Cordier* (Idem, idem) ; 24<sup>o</sup> *Sur les substances minérales, dites en masse, qui servent de base aux rochers volcaniques*, par M. Cordier, extrait par M. Brongniart (Idem, tome XXXVIII, 1815) ; 25<sup>o</sup> *Mémoire*

sur la pierre d'alun (alunite, alunstein; cristallide (Mém. du muséum d'hist. natur., tome VI, 1830).

CORDOVA (N.), général, naquit dans la province d'Antioquia, nouveau royaume de Grenade, en 1797. Il était fils d'un Espagnol établi depuis long-temps dans cette partie de l'Amérique méridionale, et qui y avait amassé une fortune considérable. Il n'avait que douze ans quand la révolution éclata, et n'avait pas quinze ans quand il s'échappa, une belle nuit, de la maison paternelle, pour aller joindre un bataillon qui était en marche pour Bogota. Son vieux père, qui était dans des principes tout opposés aux siens, se rendit dans cette ville, dans l'espoir de le ramener; mais il employa vainement, près de lui, les prières et les menaces. Il vint alors à l'influence du commandant du bataillon, et en vint jusqu'à lui faire l'offre de cinquante mille francs, pour lui rendre le jeune fugitif. Son offre fut repoussée avec dignité par l'officier, qui n'avait d'autre revenu que son épée et une solde mal payée. Cet officier était un Français, le général S... « Si votre fils, lui dit-il, témoignait du repentir de sa première détermination, je lui accorderais son congé; je ne le vendrais point. Puisqu'il est décidé à porter les armes pour son pays, je me croirais coupable de m'opposer à un si louable dessein; mais je vous promets de veiller sur lui pour en faire un bon soldat et un bon citoyen. » Le général se montra fidèle à sa promesse, et garda près de lui, depuis lors, le jeune Cordova. Il avait pour aide-de-camp, lorsqu'il était commandant en chef des troupes de l'un ou l'autre, et qu'il perit assassiné après avoir été complètement battu par les Espagnols. Cordova fut attaché, après la mort de son général, au major de la petite armée qui combattait encore pour la république dans les plaines de l'Orenoque. Pendant trois ans, cette armée errante dans ces déserts, fatiguée les Espagnols, qui s'obstinaient à les y venir chercher; elle épuisa leurs forces dans de petits combats, et se trouva enfin en état de venir les attaquer dans le haut pays. Le succès de cette audacieuse entreprise fut tel, qu'après une campagne de deux mois, les patriotes, vainqueurs à Bogota, se rendirent maîtres, en trois jours, de Santa-Fé et de tout le plateau. La capitale une fois délivrée, on fit marcher au secours des habitants des provinces qui désiraient de secourir le joug des garnisons espagnoles, des divisions détachées de la petite armée. Cordova, qui s'était fait, dans la guerre des Yanos, une grande réputation de bravoure, et avait été nommé colonel à Bogota, fut destiné à aller reconquérir la province d'Antioquia, où Tobas commandait un corps de six cents Espagnols bien armés. La troupe de Cordova ne se composait que de deux cents hommes, mais tous bons soldats, quoiqu'ils n'eussent aucunement complet. Il se dirigea vers la province d'Antioquia, marcha hardiment à Tolosa, le battit, et entra en vainqueur dans sa ville natale, quatre ans après en être sorti en fugitif. Le père pleura de tendresse en revoyant son fils; qui, comme un autre enfant prodige, revenait les pieds nus et le corps couvert de haillons. Cependant le jeune commandant lui rappela bientôt l'offre qu'il avait faite à son général. « Vous vouliez, lui dit-il, donner 10,000 espèces à celui qui me ramènerait à Antioquia: c'est moi qui me suis chargé de ce soin, et j'espère bien recevoir le salaire promis. » Le père eut beau se récrier, on ne lui fit pas grâce d'un réal. Cette contribution n'eût encore ce vieillard, fort mal disposé par la ruine des indépendants, et il parla avec peu de respect de son fils, qui venait d'être nommé gouverneur. Celui-ci le fit prévenir que s'il ne changerait pas de langage, il serait renvoyé de la province, les fers aux pieds et aux mains. Mais Cordova ne resta pas long-temps dans ce poste où il menait les habitants à la pointe de l'épée. Ayant demandé son rappel, le gouverneur le lui accorda, et l'employa d'une manière plus conforme à ses goûts. Cordova commanda différentes attaques contre les Espagnols, presque toujours avec des forces inférieures, et constamment avec succès. Sa réputation s'établit si bien

dans la campagne de la Madeleine, qu'on lui fit même l'honneur de victoires auxquelles il n'avait point eu de part. Il fut fait général de brigade, et bientôt envoyé à l'armée dirigée contre les Espagnols qui occupaient encore une partie du Pérou. En se rendant à ce poste, il s'arrêta à Popayan, pendant le temps du carnaval. Se promenant en masque par la ville, accompagné d'autres hommes masqués, il rencontra un sergent dont il croyait avoir à se plaindre, et l'apostropha en termes injurieux. Celui-ci ne sachant pas qu'il avait affaire à un officier, lui riposta sur le même ton. Le général furieux se démasqua, et poursuivit le sergent, qui le reconnut alors, et se réfugia dans une maison voisine, où il se blottit sous un lit. Cordova, qui s'était emparé d'une batonnette, le suit, renverse les femmes de la maison qui veulent le retenir, et le perce, sous le lit, de plusieurs coups. Aucun magistrat n'ayant été assez hardi pour l'arrêter, il partit le lendemain pour le théâtre de la guerre, où il donna, dans plusieurs occasions, de nouvelles preuves de bravoure. Le jour de la bataille d'Ayacucho, le général Sucre, parcourant rapidement le front de son armée, dit en passant devant la division de Cordova: « Aujourd'hui comme à votre ordinaire, mon brave! » — « Mieux, mon général. Ce soir Cordova sera général en chef, ou le diable l'aura emporté! » En effet, il tint parole, et après Sucre, ce fut lui qui contribua le plus au gain de cette fameuse bataille d'où dépendait le sort du Pérou. Il resta dans ce pays jusqu'au moment où éclata la révolte du Bustamante. Il revint alors dans la Colombie, et le meurtre dont il s'était rendu coupable étant mieux connu, le gouvernement fut obligé de céder au bruit public, et de le mettre en accusation. Les officiers qui composaient le conseil de guerre éprouvaient tous de la répugnance à condamner à mort un général qui sentait de rendre à l'état un si grand service. La culpabilité était évidente; mais Bolívar témoignait hautement l'intérêt qu'il lui inspirait, et le désir de le voir absous. Les juges rendirent une sentence qui l'acquitta pleinement, ce qui excita l'indignation générale. Peu de mois après eut lieu la réunion de la grande convention, qui se montra moins empressée à réformer les lois organiques, qu'à renverser Bolívar, à qui la république devait son existence. Le peuple, voyant ses députés s'écarter de leur mandat, leur retira leurs pouvoirs, et l'assemblée fut dissoute. Cordova se montra l'un des meneurs les plus empressés dans cette affaire, non par reconnaissance pour Bolívar, mais afin d'empêcher qu'on ne limitât les attributions d'une magistrature à laquelle il avait la témérité d'aspirer. Cinq mois après la dissolution du congrès d'Occanna, on tenta d'assassiner Bolívar. Cordova témoignait une grande indignation contre les auteurs de cet attentat; cependant le bruit se répandit qu'on l'avait vu, cette nuit même, dans le palais, mêlé aux conjurés. Bientôt, comme il s'absenta de Bogota, on publia qu'il était allé rejoindre, dans la province de Popayan, le colonel Hilario Lopez, qui avait cherché à soulever les habitants du haut Cauca. C'était faux; mais Cordova y avait donné lieu, en dérochant sa funeste haine pour l'homme célèbre auquel il devait la vie; et ce ne fut qu'au mois d'août 1829 qu'il commença à la manifester par des actions. Le 13, après s'être entendu avec le gouverneur de Rionegro, Jaramillo, et avec son frère, qui était commandant d'armes dans le même district, il eut l'audace de lever l'étendard de la révolte, quoique tous les trois ensemble ne pussent réunir que vingt hommes. Avec cette faible escorte, il se rend à Medellín, s'empare de la caserne, et fait fuir le colonel U..., qui ne fit pas même la démonstration de se défendre. Une fois maître de la ville, il fit assembler les notables. Jaramillo parla avec violence contre la tyrannie de Bolívar; Cordova en fit autant, et finit par leur présenter un acte tout dressé, par lequel ils s'engageaient à maintenir la constitution de Cucula, et à renverser le gouvernement du Bolívar. Il n'y avait pas moyen de discuter, chacun signa, et l'assemblée se sépara. En

vertu de cet acte, Cordova ordonna une levée de tous les hommes en état de porter les armes, depuis quatorze ans jusqu'à cinquante. Il ne put cependant réunir plus de 300 hommes : les autres s'enfuirent dans les bois. Mais aucune ville ne se montra plus opposée à Cordova que sa ville natale, Antioquia. Elle n'avait point de garnison; cependant un officier nommé Corral fit les préparatifs de défense, et fut soutenu, dans tout ce qu'il proposa à cet effet, par les magistrats et par l'évêque. Les habitants, d'après l'invitation qu'ils en reçurent, retirèrent toutes les barques qui étaient sur la Cauca, de manière à rendre le passage impossible aux rebelles, et par ce moyen, ils se garantirent de l'invasion. Aussitôt que le gouvernement fut instruit de la révolte de Cordova, il donna des ordres aux divers commandants de marcher contre lui. Le colonel Andrada reçut cet ordre dans la vallée de Cauca. Le colonel Urreta fut envoyé par Mayanga; le général O'Leary par Mompox. Il paraît que ce fut ce dernier qui l'atteignit d'abord, et lui livra, près du *Jantuario*, un combat dans lequel les insurgés furent complètement défaits. Cordova, après s'être battu avec sa bravoure ordinaire, fut fait prisonnier, mais tellement couvert de blessures, qu'il ne survécut que peu de temps à sa défaite. Elle prouve que le caractère de cet ambitieux n'inspirait aucune confiance, et que s'il pouvait, par sa témérité, obtenir un succès momentané, il n'eût jamais réussi à se faire un parti assez nombreux pour pouvoir prolonger la lutte, et trouver un appui dans la nation.

**CORMENIN** (Louis-Marie de Lamoignon vicomte de), écrivain politique et membre de la chambre des députés, né à Paris, le 6 janvier 1738, est issu d'une ancienne famille de magistrature, originaire de la Brezée, et fixé dans l'Orléanais depuis un siècle. Son père et son aïeul avaient été lieutenant-général de l'amirauté de France. Après avoir achevé ses études, M. de Cormenin fut reçu avocat à Paris; mais il n'a point suivi la carrière du barreau. Nommé auditeur au conseil d'état, le 1<sup>er</sup> janvier 1810, et attaché au comité de législation et du contentieux, M. de Cormenin, jaloux de remplir ses devoirs, eut à combattre son goût pour la poésie, qui s'était manifesté par la publication de diverses poésies lyriques. A la fin de 1815, il fut envoyé dans la vingtième division militaire avec le sénateur comte de l'Apparent, l'un des commissaires extraordinaires chargés de relever l'esprit national, à l'époque de la première invasion de la France. L'année suivante, M. de Cormenin fut nommé maître des requêtes surnuméraire. Pendant les cent-jours, il donna sa démission de membre du conseil, envoya 500 francs au ministre de la guerre, pour l'équipement des gardes nationaux, et alla s'enfermer à Lille, comme volontaire; il y resta jusqu'après les désastres de Waterloo. De retour à Paris, il reentra au conseil d'état, le 24 août 1815, comme maître des requêtes au service ordinaire pour le contentieux, et depuis il a toujours été compris sous le même titre et avec les mêmes attributions, dans toutes les mutations ministérielles que le conseil d'état a subies depuis la restauration. C'était une sorte de disgrâce que M. de Cormenin avait encourue pour y avoir constamment combattu dans les faibles rangs de l'opposition, en faveur des acquéreurs de biens nationaux et des principes de la liberté. Comme il expédiait plus d'affaires que tous ses collègues, dont plusieurs sont devenus ministres ou directeurs généraux, on craignait d'être privé des talents d'un homme si utile, si désintéressé; et on ne l'employait pas autrement, croyant que les titres et les décorations qui lui avaient été décernés depuis 1816 jusqu'en 1827, devaient suffisamment récompenser ses services, et l'ardeur multipliée de son travail. Dans l'intervalle, M. de Cormenin avait fait paraître plusieurs ouvrages sur le conseil d'état, sur la responsabilité des ministres, sur la jurisprudence administrative, ouvrages qui avaient dû leur succès autant à la force, à la justesse des idées, qu'à une écriture d'un style aussi nerveux que concis, et qui a un caractère d'originalité très remarquable. Il était encore

maître des requêtes, lorsque M. Portalis prit les sceaux, le 6 janvier 1828. Dix jours après, M. de Cormenin fut nommé membre et secrétaire de la commission relative aux conflits, invention odieuse qui tend à soustraire à la justice les fonctionnaires coupables. Son rapport a paru dans le *Commentaire sur l'ordonnance des conflits*, par M. Taillandier, 1828, in-8°, et forme la majeure partie de l'ouvrage. A peine M. de Cormenin eut-il atteint l'âge de l'éligibilité qu'il brigua l'honneur de la députation. Le collège d'Orléans le proclama député, le 1<sup>er</sup> mai 1828. Après une lutte opiniâtre, pendant les sessions de 1829 et 1829, il fut constamment dans l'opposition, prononça différents discours sur l'interprétation des lois, sur le conseil d'état, les affaires étrangères, et sur plusieurs pétitions; celui sur la dotation de la chambre des pairs excita une grande effervescence : il y soulevait le premier la grande question de l'hérédité de la pairie. Il se prononça pour les réductions des budgets, les économies et la propagation de l'instruction élémentaire. Ses trois discours sur la nécessité d'abolir les sinecures et les cumuls lui acquirent beaucoup de popularité dans les départements. Il vota contre le budget de 1829, avec quatre-vingt-quinze de ses collègues, et, en avril 1830, il fut un des deux cent vingt-trois membres qui votèrent la fameuse adresse. Au mois de juin, il fut réélu à Orléans, à une immense majorité, pour la nouvelle chambre. Après les fatales ordonnances de juillet, il accourut à Paris apporter sa démission de maître des requêtes, et se joindre à ses collègues; mais, persuadé que les électeurs ne lui avaient pas donné le mandat de faire une nouvelle charte et un nouveau roi, et qu'au peuple seul appartenait le droit de conférer ce mandat, il refusa de prêter serment, et donna sa démission de député, le 12 août. Le bruit de cette démission retentit au loin, et fut diversement interprété : les républicains et les carlistes la tournèrent chacun dans leur sens. M. de Cormenin expliqua ses motifs dans deux lettres publiées dans le *Journal du Loiret*, où il établit logiquement le principe et les conséquences de la souveraineté du peuple. Son dernier acte parlementaire, et la rigueur puritaine de ses principes avaient indisposé les électeurs du Loiret, qui, au mois d'octobre, lui refusèrent la majorité de leurs suffrages, tout en rendant hommage à sa probité politique et à son désintéressement : pour que ses actions fussent d'accord avec ses principes, il avait donné sa démission de maître des requêtes, après vingt ans de plus pénibles travaux, et avait refusé successivement la direction générale des travaux publics, et les places de procureur général, de premier président et de conseiller d'état. Les électeurs de l'arrondissement de Belley, département de l'Ain, ont jeté les yeux sur M. de Cormenin, et l'ont choisi, le 31 octobre, pour leur député, bien certains qu'il montrera toujours le même zèle pour la diminution des charges publiques et la réforme des abus. Fidèle à ce mandat, l'honorable député siège à la première section de gauche. Ce publiciste est sans doute un des hommes les plus forts de notre époque, et l'on a droit de regretter que le gouvernement n'ait pas, depuis quelques mois, se servir de ses talents, de préférence à ceux de bien d'autres. On a de lui : 1<sup>o</sup> des *Odes nationales*, et autres poésies lyriques publiées séparément, en 1811, 1812 et 1813, in-8° et in-4°. Dussault, dans le *Journal de l'Empire*, en a fait le style pur et élégant. 2<sup>o</sup> *Du conseil d'état, envisagé comme conseil et comme juridiction*, dans notre monarchie constitutionnelle. Paris, 1818, in-8°. L'auteur, qui ne s'était pas nommé, y demande l'abolition d'un tribunal administratif avec les conditions de l'immovibilité de ses membres, de la publicité des audiences, et de la révision des parties informées de la législation administrative. 3<sup>o</sup> *De la responsabilité des agents du gouvernement, et des garanties des citoyens contre les décisions des ministres et du conseil d'état*. Paris, 1819, in-8°. Orléans, 1828, in-8°, sans nom d'auteur. M. de Cormenin veut que la responsabilité des agents du pouvoir ne soit plus un vain mot. 4<sup>o</sup> *Questions de droit administratif*, 1822, 2 vol. in-8°. La seconde édition a paru en 1823, 2 vol. in-8°. L'auteur l'a enrichie de prolegomènes fort étendus, dans les

que il a résumé méthodiquement et analysé les règles de toutes les matières contentieuses de l'administration. Cet ouvrage important par la vigueur de sa dialectique, la solidité de ses doctrines, et la fécondité de ses solutions, est sans contredit le livre le plus remarquable de tous ceux qui ont été publiés sur la science administrative et si peu connue du droit administratif. La troisième édition, publiée en 1836, est entièrement refondue; l'auteur en prépare la troisième volume. Son livre fait autorité devant les tribunaux, les cours royales, le conseil d'état et même devant la cour de cassation, qui, par plusieurs arrêts, en a confirmé la doctrine. C'est le traité le plus complet qui existe sur la compétence des préfets, des conseils de préfecture, des ministres et du conseil d'état, et sur toutes les matières contentieuses de l'administration. M. de Cormenin avait rassemblé, sur la jurisprudence administrative du conseil et de l'empire, divers matériaux qui n'étaient que l'analyse raisonnée de plus de quatre mille décisions. Il destinait ce travail à servir de commentaire aux matières qu'il a traitées dans sa *Question du droit administratif*. Mais comme un tel commentaire aurait dépassé les proportions rigoureuses de son livre, il abandonna ces matériaux à M. Petit Rochettes, son secrétaire, qui les a refondus, mis en ordre, et publiés sous ce titre: *Esprit de la jurisprudence inédite du conseil d'état, sur le conseil et l'empire, en matières d'émigration, de déportation, de remboursement, de domaines nationaux, etc.* Paris, 1837, 2 vol. in-8°. 5° *Opinion sur la nécessité du rétablissement du jury pour les délits de la presse*, Paris, 1838, in-8°. 6° *Discours sur le budget du conseil d'état*, 1839, in-8°. 7° *Opinion sur la publication de M. Jaumes Saint-Hilaire, contre le cumul*, Paris, 1839, in-8°. 8° *Opinion contre le cumul, les incompatibilités et les absences*, 1839, in-8°. 9° *Opinion sur la nécessité de supprimer le cumul*, 1839, in-8°. Ce troisième discours, contre un abus criant qui se propageait de plus en plus, n'a pas été prononcé à la chambre des députés. 10° Plusieurs articles remarquables dans le *Journal des Débats*, et dans la *Gazette des Tribunaux*, sur les *Régimes d'indemnité* et la *Liberté des métiers*; 11° Deux lettres insérées dans le *Courrier français*, en 1830, l'une sur le *Régime électoral*, l'autre sur l'*Affranchissement de la presse*. M. de Cormenin a eu part à la publication de la *Thémis* ou *Bibliothèque des jurisconsultes*. Le but constant de cet écrivain est l'amélioration de l'état physique, moral et intellectuel du peuple. M. de Cormenin est membre de la société pour l'instruction élémentaire.

CORTENOVIS (AUG-MAUR), savant archéologue, né en 1737 à Bergame, entra dans la congrégation des Barnabites, et fut envoyé successivement par ses supérieurs pour remplir des chaires dans leurs collèges de Macerata, da Pise, de Saint-Alexandre à Milan, où il professa dix ans les belles-lettres avec distinction, puis en 1764, à celui d'Udine, en qualité de préfet. Pendant les trente-sept ans qu'il passa dans cette ville, il employa tous ses loisirs à la recherche des nombreux monuments antiques du Frioul, dont plusieurs savants s'étaient déjà occupés. Des découvertes récentes et continuelles fournirent occasion à Cortenovis d'étendre ses connaissances en cette partie. Outre des corrections et des additions importantes écrites de sa main sur un exemplaire de l'ouvrage de Bertoli, et une intéressante collection de toutes les inscriptions chrétiennes d'Aquile, il a composé un grand nombre de dissertations en italien, dont plusieurs font partie de la *Collection des mémoires de l'Académie des sciences et belles-lettres d'Udine*, dont il était membre, ainsi que de la société d'agriculture de cette ville. Parmi les plus remarquables, on peut citer: 1° celle où, en expliquant la découverte en Italie de l'*aureolum*, avec lequel, suivant Pausanias, fut faite la statue d'Auguste, placée dans le Forum, il paraît que le métal n'est autre que la platine qu'on trouvait alors dans certaines minières de l'Europe, ou dans les sables du Pé; 2° *Sur les irrigations du Frioul*; 3° *Sur une inscription d'Aquile*, avec les dessins de quelques autres antiquités; 4° *Sur la voie Posthumia*, dont il est fait mention dans Tacite; 5° *Sur la pour-*

*pre des anciens*; 6° *Sur une tessère antique*, et deux coins de monnaie romains. L'auteur y démontre que Zullo, où ces objets ont été trouvés, est l'ancienne colonie romaine *Julium Carnicum*, ou *Carnorum forum Julium colonia*. Cortenovis a enrichi aussi des mémoires suivants le journal littéraire de Venise, intitulé: *Memorie per servire alla storia letteraria e civile d'Italia*; 7° *Sur le tombeau qu'un receveur des impôts en Illyrie fit élever pour sa femme et pour lui*; 8° *Sur la mosaïque de Porrenna*, dont Pliny parle d'après Varron. 9° *Trois dialogues sur l'électricité connue des anciens*. L'auteur y cite deux passages de Pliny qui donnent lieu de croire que les Etrusques avaient l'art d'évoquer la foudre; 10° *Sur un bas-relief des empereurs Constance et Julien*; 11° *Sur l'art de voler en l'air*, connu des anciens; 12° *Lettres sur diverses sculptures antiques du Frioul*. Cette lettre, ainsi que la suivante, 13° *Sur l'antiquité du Sasse dans le Frioul*, n'ont paru qu'après la mort de Cortenovis. Le 26 février 1801, une apoplexie termina les jours de ce savant et estimable ecclésiastique, qui a fourni aussi des dissertations au journal de Berlin et à celui de Paris; il en a laissé de manuscrites: *De nummis ad veteras Carnorum regulas pertinentibus*, vel de nummis Carnic-Illyricis, où il démontre que ces princes étaient établis entre la mer Adriatique et le Danube; *Sur des sculptures antiques en ivoire, trouvées dans le Frioul*, etc.

CORTÉ-REAL. Voyez PAMPLONA.

CORTOT (JEAN-PIERRE), statuaire, est né à Paris en 1787. Elève de M. Bridan fils, il remporta, en 1806, le second prix de sculpture, et le premier prix en 1809. Loin de se borner aux seules études exigées des pensionnaires de l'Académie de France à Rome, cet artiste exécuta, pendant son séjour, en Italie, la statue pédestre de Louis XVIII, une statue de Pandore et un Narcisse. Les autres ouvrages de M. Cortot, depuis son retour d'Italie, sont un modèle d'*Ecclesia* et une Sainte Catherine pour l'église de Saint-Gervais; la Vierge tenant l'enfant Jésus dans ses bras pour la cathédrale d'Arras; une statue de Pierre Corneille pour la ville de Rouen; le bas-relief du monument de Malesherbes; la statue du duc de Montebello; le modèle d'une statue de Charles X; la fronde en pierre de l'église du Calvaire; un bas-relief pour l'arc de triomphe de la place du Carrouvel; le groupe de Daphnis et Chloé; un œil de bœuf de la cour du Louvre; la Justice, figure colossale, destinée au palais de la Bourse; le modèle d'une Sainte Vierge, qui sera fondue en argent pour la ville de Marseille; la statue colossale de Louis XVI, qu'on destinait à la place de ce nom, ainsi que les quatre figures accessoires qui dépendent du monument; un groupe en marbre représentant la reine Marie-Antoinette soutenue par la religion, pour la chapelle expiatoire de la rue d'Anjou; une figure colossale de la proportion de vingt-quatre pieds, représentant la ville de Paris, destinée à la fontaine de la place de la Bastille; le buste colossale d'Eustache de Saint-Pierre, pour la ville de Calais, et différents autres bustes qu'il serait trop long d'énumérer ici. C'est à M. Cortot que l'on doit l'exécution en marbre, d'après les modèles de feu Dupaty, de la statue équestre de Louis XIII, et des groupes alors destinés au monument expiatoire de la rue de Richelieu. M. Cortot a été décoré en 1824 de l'ordre de la légion d'honneur. En décembre 1833, il fut élu membre de la quatrième classe de l'Institut, et nommé professeur à l'école royale des beaux-arts. Les statues de Pandore et de Narcisse lui avaient déjà mérité, en partage avec M. Bridan, le prix du salon de 1819. Le Narcisse, qui appartient aujourd'hui au musée de la ville d'Angers, est un chef-d'œuvre de vérité naïve et de grâce. La Pandore a été donnée au musée de la ville de Lyon. Cette charmante figure n'a encouru d'autre reproche que de laisser apercevoir des reminiscences de l'antiquité. En général les innovations, les essais hardis répugnent à M. Cortot, et les moyens d'expression qu'il encourage parmi ses élèves sont de préférence ceux qui ont été déjà éprouvés. D'un autre côté les compositions héroïques ou sévères conviennent moins au genre de talent de ce statuaire, que les sujets qui demandent avant tout de l'élégance et de la grâce.



**COSMAO-KERJULIEN (N.)**, contre-amiral, naquit à Châteaulin en 1759, d'une famille honorable. Dès l'âge de quinze ans, il s'engagea comme volontaire sur la frégate *l'Agrette*, commandée par M. Dorves, et fit une campagne dans les colonies. Au retour, il eut occasion de se signaler dans deux combats sur les côtes de France, l'un contre une frégate anglaise d'une force très supérieure, l'autre contre un fort corsaire, qui fut pris après un engagement d'une heure et demie. Après un si heureux début, il se livra avec le plus grand zèle à l'étude, et fit encore plusieurs croisières sous les ordres de MM. Kergariou et de Seuveville jusqu'en 1781, où la campagne de la Guyane, à bord du brick *l'Hirondelle*, sous les ordres de M. Bertrant, lui fournit l'occasion de montrer cette bravoure froide et réfléchie qui décèle le véritable marin. En effet, le brick fut attaqué, en même temps, par deux forts corsaires qui, après un combat sanglant et opiniâtre, furent contraints à l'abandonner. Un mois après, un autre corsaire, d'une force supérieure, fut également forcé de se jeter à la côte à l'entrée de la rivière de Surinam, à la suite d'un combat très vif. La brillante conduite de M. Cosmao, dans ces différents engagements, lui valut le grade de lieutenant de frégate. Dès lors son mérite bien reconnu le fit rechercher par tous les officiers supérieurs, et il ne cessa de servir sous les ordres des chefs les plus distingués jusqu'à ce qu'enfin, après avoir passé par tous les grades il obtint le commandement du brick *le Falisau*. Nommé capitaine de vaisseau le 4 avril 1793, il eut d'abord le commandement de la frégate *la Sincère*, et successivement celui des vaisseaux *le Centaure*, le *Commerce de Marseille*, et le *Du Guay Trouin*. Commandant en l'an 3 le vaisseau *le Tonnant*, il releva le courage et les espérances de la nation française, par la prise de la frégate *l'Alceste*. Au combat du 23 vendémiaire an 3, le vaisseau *le Tonnant* faisait partie de l'escadre commandée par l'amiral Martin; il soutint, lui quatrième, tout le feu de l'escadre ennemie, pendant trois heures et demie que les vaisseaux français restèrent en calmes. Le 25 messidor an 3, il eut encore à soutenir un combat de deux heures à l'entrée du golfe de Fréjus. Le grade de chef de division fut la récompense de ces glorieux travaux. Toujours à la mer, toujours en face de l'ennemi, il commanda successivement plusieurs vaisseaux: en l'an 13, il prit le commandement du vaisseau *la Pluton*, et au milieu des désastres continuels qu'éprouvait à cette époque la marine française, les succès brillants de ce vaisseau consolèrent et soutinrent l'honneur national. A la Martinique, M. Cosmao fut envoyé par l'amiral Villeneuve pour attaquer le rocher *la Diamant*. On lui avait donné le commandement du vaisseau *le Bernick*, de plusieurs bâtiments légers et de quelques chaloupes, armés en guerre et destinés à débarquer les troupes de l'expédition. Les Anglais avaient fait de ce rocher une position presque inexpugnable par une forte batterie dressée à sa base; plusieurs pièces, placées sur une plate-forme qui couronne le sommet élevé de plus de six cent soixante pieds, et un grand nombre de canonnières installées à mi-morne. Cette position formidable fut cependant enlevée dans vingt-quatre heures, grâce aux habiles dispositions du commandant, au courage et à l'impétuosité des marins et des troupes. De retour de cette glorieuse expédition, au combat du 3 thermidor an 13, devant le cap Finistère, le chef de division Cosmao, commandant la tête de la ligne française, s'appliqua particulièrement à couvrir les vaisseaux désemparés. C'est ainsi qu'il protégea et sauva les vaisseaux espagnols, et *Terrible*, *la España* et *la America*. Personne ne doute que ces vaisseaux ne dusent leur salut à cette intrépide manœuvre, qui mettait le vaisseau *la Pluton*, vargue à vergue avec plusieurs vaisseaux ennemis. A la trop mémorable et trop funeste affaire de Trafalgar, le 21 octobre 1805, son vaisseau combattit au centre de l'armée; son équipage et son état-major firent des prodiges de valeur pendant quatre heures. A peine restait-il trois cents de ces braves, lorsqu'il réalisa, sur signaux de l'amiral Grouse, dont le pavillon général était le seul qui flottât encore sur le champ de bataille, et cet amiral lui ayant remis le

lendemain le commandement des vaisseaux qui l'avaient suivi au mouillage de Rota, il appareilla sur-le-champ, courut au large avec eux, et fit abandonner à l'ennemi plusieurs vaisseaux qu'il conduisit à la remorque, entre autres la *Sainte-June* et le *Neptune*, commandés par le général Alava et le brigadier Valdés. Il fit remorquer ces vaisseaux par des frégates françaises, couvrit constamment leur marche et les ramena dans le port de Cadix. Quelque peine que ressentit le gouvernement d'un aussi terrible désastre, il ne put s'empêcher de rendre justice à la brillante conduite du chef de division Cosmao. A Cadix d'ailleurs la reconnaissance publique se manifestait de la manière la plus flatteuse, et le gouvernement espagnol nomma M. Cosmao grand d'Espagne de la première classe. Les rapports de nos malheureux et fidèles alliés, ceux de nos ennemis, signalaient à l'envi ses talents, l'habileté et la hardiesse de ses manœuvres, ainsi que son impétuosité. Il fut appelé à Paris, le chef de l'état le combla d'éloges, et le présenta aux braves comme Louis XIV offrit Jean Bart à l'admiration de sa cour. Il fut alors nommé contre-amiral et commandant des forces navales à Toulon, où il prit le commandement d'une escadre. Il mit son pavillon à bord de *l'Anibal*, et fit plusieurs croisières dans la Méditerranée. En 1809, les Anglais bloquaient étroitement Toulon; toutefois, malgré leur vigilance et la supériorité de leurs forces, le général, ayant son pavillon sur le *Robuste*, parvint, avec onze vaisseaux et deux frégates, à faire entrer un convoi de cinquante voiles à Barcelonne, en les conduisant à la remorque; et cette place importante, réduite aux abois, fut ainsi ravitaillée. A cette époque, chaque jour les flottes étaient en présence. Sans parler d'un grand nombre d'engagements où ce général déploya son habileté accoutumée dans les manœuvres, le 8 novembre 1813, une saute de vent ayant subitement exposé plusieurs vaisseaux de l'avant-garde aux feux réunis des vaisseaux de l'armée anglaise, il laissa partir en dépendant avec le vaisseau *le Wagram*, qu'il montait, vint couvrir le vaisseau *l'Agamemnon*, qui courait les plus grands dangers, et opéra la même manœuvre à l'égard des frégates *la Penelope* et *la Melpomène*, en prenant position entre elles et l'ennemi. Enfin, pour couronner des services si nombreux, il sort de Toulon, au mois de février 1814, pour protéger la rentrée du *Scipion*, attendu de Gènes. Les Anglais paraissent subitement, lorsque la division du général est encore dans les îles d'Hières; un moment d'indécision dans sa manœuvre rendait les trois vaisseaux la proie certaine de l'ennemi, qui ne put diriger son feu que sur le *Bomulus*. En 1815, l'empereur confia à l'amiral Cosmao la préfecture maritime du second arrondissement (Brest), et l'appela à la chambre des pairs. Le roi annula cette nomination, et M. Cosmao se retira dans ses propriétés, au sein de sa famille, où il est mort en février 1816. La mort sembla dans les combats respecter sa personne, car pendant trente-neuf ans de services, et après onze combats des plus sanglants, il n'avait pas reçu une seule blessure. L'ambition n'altéra jamais le calme de son âme, jamais on ne le vit solliciter les grades et les honneurs vinrent toujours le chercher, et il ne les dut qu'à ses services et à ses exploits. Il a laissé un nom cher à la marine française, et particulièrement à ses compatriotes.

**COSTER (Jacques)**, né à Montagny, en 1798, dans le département du Mont-Blanc. A l'âge de treize ans, il remporta le prix proposé par l'Académie de Grenoble pour une ode à la naissance du roi de Rome. En quittant le collège d'Annecy, il se rendit à Genève pour y étudier le droit. En cela il céda à la volonté de ses parents; mais son goût le ramenait vers les sciences naturelles, et, ayant voulu étudier la médecine, sa famille lui refusa tout secours. Les événements de 1814 étant survenus, et le gouvernement de Genève étant rétabli, M. Coster fut chargé de l'inspection de l'enseignement mutuel qui fut établi dans chacune des communes qui venaient d'être réunies à la ville de Genève. Il ne discontinua pas pour cela de se livrer à ses études de prédilection. Ayant appris qu'une place d'élève en médecine, au collège des provinces de

Turin, devait être donnée au concours, il se présente et obtint la place. Ce collègue est soumis à toutes les pratiques de la sainte dévotion, et le jeune Coster, plus encline que ses camarades en matière de philosophie, cherchoit à les ramener aux idées saines en religion et en politique. Il était parvenu à faire pénétrer dans le collège vingt exemplaires du *Contrat social*. Après un certain temps de cette conduite, le résultat fut un enthousiasme presque général dans tous les cours, et les élèves ne songèrent à rien moins qu'à rendre la belle Italie à la liberté. Le 11 mars 1821, ils se rendirent à Saint-Sauveur, où ils s'étaient donné rendez-vous avec les élèves de l'extérieur. On courut aux armes, et le drapeau tricolore est celui de la petite armée qui proclame la constitution des cortès. Le roi fit assembler sa garde, et on somma les mutins de se disperser. Ils n'étaient plus que trois cents lorsqu'ils furent attaqués le soir par sept mille hommes; ils se battirent comme des lions, et périrent le Pô à la nage, à la faveur de la nuit. Ils se rendirent ensuite à Chieri, où ils firent afficher la constitution provisoire. Après avoir pris un magasin de deux mille fusils, ils se dirigèrent sur la citadelle d'Alexandrie, où ils trouvèrent une garnison qui fraternisa avec eux. Cette révolte encouragea les habitants de Turin, qui se soulevèrent et demandèrent l'abolition du pouvoir absolu. Le roi abdiqua, la constitution des cortès fut proclamée. Mais ce mouvement n'avait point d'appui hors des cours généreux qui l'avaient entrepris; le peuple ne le comprenait pas. La défense du pays restait confiée à quelques milliers d'hommes de troupes régulières et à quelques centaines d'étudiants. Cependant la cause de la liberté aurait peut-être été gagnée, si l'armée napolitaine, de huit mille hommes, n'avait pas lâché pied devant les Autrichiens. Les étudiants ne cédèrent qu'en combattant en héros. Bientôt les ordres de mort s'étendirent sur la plupart de ceux qui avaient pris part à cette révolution. Ces jeunes amis de la liberté furent encore à leur disposition le trésor de l'état, se montant à dix-sept millions. On délibéra si on les transporterait; mais sur les observations du général Santa Rosa et de M. Coster, que le peuple serait égaré d'impulsions pour remplir le vide qui en résulterait, il fut décidé qu'on n'y toucherait pas. M. Coster, quoiqu'il eût les armes à la main, se montra partout ami de l'ordre et de l'humanité. Il n'en dut pas moins fuir la persécution, et il se réfugia à Genève, où il commença à exercer la médecine sous les auspices d'un célèbre praticien de cette ville. Bien qu'il eût, à cette époque, pris tous ses grades en médecine, il voulut perfectionner ses études, et se rendit à Paris en 1823. Après plusieurs années d'assiduité dans les hôpitaux et au cours de la faculté, il se fixa dans la capitale pour exercer sa profession. M. Coster a publié : 1° *Manuel des opérations chirurgicales*, Paris, 1824, 1 vol. in-18; ouvrage qui est à sa troisième édition et qui a été traduit en plusieurs langues; 2° *De la nouvelle doctrine médicale italienne et de ses rapports avec la doctrine physiologique*, Paris, 1824, 1 vol. in-18; 3° *Manuel de médecine pratique d'après la doctrine physiologique, avec deux tables synoptiques in-folio sur les poisons*, Paris, 1824, 1 vol. in-18; 4° *Dictionnaire de médecine pratique*, Paris, 1824, 1 vol. in-18; cet ouvrage a été rapidement épuisé. Ce médecin a aussi publié une traduction anonyme du *Prince de Machiavel*, qu'il fit avec son ami l'avocat Pellegrini en 1823, et à laquelle ils ont joint des notes fortement empreintes de l'amour de la liberté. M. Coster a publié, dans divers journaux de médecine, des articles où l'auteur fait connaître les travaux de Rolando sur la structure intime du cerveau et sur les fonctions du système nerveux, sur l'organogénésie ou développement primitif des fibres organiques; et ceux de Coindet sur l'iodo considérée comme moyen thérapeutique. M. Coster a fait le premier des applications de cette substance sur les tumeurs du corps thyroïde au moyen de la pile voltaïque. La *National* du 10 août 1830 contient le discours que ce jeune médecin a prononcé sur la tombe de M. Lamy, fondateur de la clinique des hôpitaux; journal dont M. Coster était collaborateur. On y retrouve les sentiments d'un ami de la liberté, et tout fait présumer que M. Coster, s'appuyant toujours

sur son seul mérite, ne demandera jamais rien au pouvoir afin de conserver plus sûrement son indépendance. M. Coster avait épousé, en 1826, une femme remarquable sous plusieurs rapports, mais il eut le malheur de la perdre la même année.

COTTU (CHARLES), magistrat et publiciste, né à Paris, vers 1777, débuta de bonne heure dans une carrière où il s'est depuis rendu si bizarrement célèbre. Il était, en 1796, à Bruxelles, attaché à une administration militaire, et il avait alors la manie de rimer; mais son autre ne l'avait pas formé poète. M. Cottu abandonna le culte d'Apollon pour celui de Thémis, et il était juge à la cour d'appel de Paris, lorsqu'en décembre 1810, il fut nommé conseiller à la cour impériale. Maintenu en 1814, il cessa ses fonctions pendant les cent jours; mais il y fut rappelé lors de l'organisation de la cour royale, en septembre 1815. Chargé par le gouvernement de recueillir des renseignements sur l'institution du jury et sur la liberté de la presse, il partit pour l'Angleterre, en avril 1818, et revint à Paris vers la fin d'octobre. Le compte qu'il rendit de son voyage ayant fourni à la *Minerve* le sujet d'un article qui contenait des erreurs, il les releva dans une lettre adressée aux rédacteurs, et insérée dans le *Moniteur* du 16 décembre. Ce magistrat fut l'un des fondateurs de la société royale formée, en mars 1819, pour l'émancipation des prisons en France. Il fut alors nommé membre du conseil-général de cette société, ainsi que du conseil spécial d'administration pour les prisons de Paris, et secrétaire-général des deux conseils. Ce fut en cette qualité qu'il signa les statuts de la société, et qu'il fut envoyé une seconde fois à Londres pour prendre connaissance de l'état des prisons d'Angleterre, et rechercher les améliorations applicables aux prisons de France. Il revint à Paris à la fin de mai, après un voyage de deux mois. En septembre, il fit partie de la commission ministérielle chargée de préparer un projet de loi pour la réforme du jury. Président de la cour d'assises de la Seine, le 24 janvier 1820, dans l'affaire de M. Gossuin, éditeur responsable de la *Bibliothèque historique*, dont un article, contenant une critique de la constitution temporelle de la religion catholique plutôt qu'un examen de ses dogmes, était poursuivi comme attentatoire à la morale publique et religieuse, ainsi qu'à la liberté des cultes garantie par la Charte. M. Cottu, après avoir fait le résumé des débats, émit son opinion personnelle pour tâcher d'influencer la décision des jurés. Il refusa la parole au défenseur, M. Merilhou, qui, ayant inutilement demandé acte de ce refus, rédigea des conclusions, pour lesquelles le ministère public requit son interdiction. M. Dupuy l'ainé défendit avec succès son confrère dont le client fut également acquitté. Cette affaire prouva que M. Cottu n'était pas aussi impartial, assez maître de lui-même pour être un juge indépendant; aussi s'est-il fort rarement présidé les assises, et s'est-il livré beaucoup moins depuis aux fonctions de la magistrature qu'au métier de publiciste. Ce mot n'est pas trop dur pour M. Cottu, qui semble n'avoir eu d'autre but en écrivant, que de flatter tour à tour le système dominant. Voici la liste de ses ouvrages : 1° *Reflexions sur l'état actuel du jury*, Paris, 1818, in-8°; ce fut cette brochure qui décida le choix de M. Decazes, alors ministre, en faveur de M. Cottu pour l'envoyer à Londres; 2° *De l'administration de la justice criminelle en Angleterre et de l'esprit du gouvernement anglais*, Paris, 1820, in-8°; 3° édit., 1823, in-8°; cet ouvrage, fruit des observations de l'auteur pendant son premier voyage, a été traduit en espagnol en 1826; 3° *Observations sur le principe du droit d'aînesse et sur son application aux familles électtorales*, Paris, 1826, in-8°; 4° *De la situation du clergé, de la magistrature, et du ministère à l'ouverture de la session de 1827, et du moyen de consolider en France le gouvernement constitutionnel*, 1826, in-8°; 5° *Observations sur le nouveau projet de loi relatif à la liberté de la presse*, 1827, in-8°; 6° *Des derniers actes de la censure en faveur des jeunes*, Paris, 1827, in-8°; deux éditions la même année; 7° *Considérations sur la mise en accusation des ministres*, 1827, in-8°; trois tirages. La *Quotidienne* ayant inséré, dans son

numéro du 30 septembre 1837, un article relatif à M. Cottu, ce dernier, dans sa lettre du 18 octobre, démentit les faits avancés par le journaliste. L'éditeur du journal se disposait à publier la lettre de M. le conseiller; mais la censure en ayant supprimé plusieurs passages, M. Cottu fit assigner en réclame M. Michaud pour le forcer à insérer sa lettre entière. Débouté de sa demande, par jugement du 24 octobre, il interjeta appel; mais, dans l'intervalle, la censure ayant été abolie, la lettre fut insérée en entier, et l'affaire, appelée devant la cour royale, le 13 novembre, fut sans résultat et se termina à l'amiable. 8° *De la nécessité d'un changement de ministère*, 1827, in-8°. M. Cottu prévoyant, sans trop de perspicacité, la chute des ministres Villèle, Peyronnet et Corbière, avait cru pouvoir, à la faveur de son inamovibilité, les accabler sous le poids de sa colère. Il s'était rangé ouvertement dans le parti de l'opposition, et il se porta pour candidat à la députation pour la session de 1828; mais n'ayant été élu dans aucun département, il parut quitter brusquement la voie constitutionnelle, et se déclara un des apôtres les plus fougueux de l'absolutisme. Il publia successivement: 9° *Des moyens de mettre la Charte en harmonie avec la royauté*, 1828, in-8°; 10° *Plan du parti révolutionnaire pour la session de 1829, suivi de quelques observations sur la loi des élections*, 1829; 11° *De la seule moyen de sortir de la crise actuelle*, 1829, in-8°. Il donna encore, depuis l'avènement du ministère Polignac: 12° *Des résultats nécessaires de la situation de la couronne et de la chambre des députés*, 1829, in-8°; 13° *De la nécessité d'une dictature*, mars 1830, in-8°; 14° *Des devoirs du roi envers la royauté*, juillet 1830, in-8°. Peu de jours après arriva la grande révolution qui fit triompher les libertés nationales. Trompé dans ses prévisions comme dans ses espérances, et se croyant poursuivi comme un chef du parti qui venait de succomber, quoiqu'il ne fût pour les vainqueurs, ainsi qu'il l'avait été pour les vaincus, qu'un personnage qu'on trouvait aisément à rendre ridicule, M. Cottu traversa la Manche pour la troisième fois. Il quitta Londres quand il pensa que l'orage était passé, et revint à Paris. Mais comme il s'était absenté un mois sans congé, il ne put être payé de ses appointements. Il ne crut pas devoir prêter, en audience solennelle, serment au roi Louis-Philippe et à la Charte modifiée, et le délai passé, il a été déclaré démissionnaire par ordonnance du 28 septembre.

COUPART (Анто́нъ-Матвѣй), auteur dramatique, est né à Paris le 13 juin 1780. Employé d'abord à l'administration des transports militaires, de 1796 à 1798, tant à Paris qu'à Liège, il entra ensuite, en 1799, au bureau des journaux et théâtres du ministère de la police générale, il devint, en 1815, chef-adjoint de ce bureau, et passa, en cette qualité, au ministère de l'intérieur, en 1820. Il en fut nommé chef, le 1<sup>er</sup> septembre 1824, et mis à la retraite, le 1<sup>er</sup> septembre 1829, par le ministre Laboulaye. M. Coupart remplit par *interim*, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1830, les fonctions de secrétaire-général de l'Académie royale de musique, le titulaire, M. Daubignose, ayant été, par un choix bizarre, envoyé à Alger, comme directeur de la police. M. Coupart fait partie de la garde nationale de Paris, 6<sup>e</sup> légion, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1814, et en a été nommé, en mai 1819, lieutenant en second. Membre de la société du caveau moderne et des soupers de Momus, il est auteur de plusieurs articles littéraires insérés dans divers journaux et d'une quarantaine d'ouvrages dramatiques, dont quinze sont des pièces de circonstance, données à l'Ambigu, de 1814 à 1826, en société avec Jacquelin, Varez et Armand Vernay. Voici la liste des autres: Au théâtre des jeunes artistes, rue de Bondy, deux vaudevilles: *Honneur et richesse*, 1799; *Leurs Nanc*, 1821; une comédie: *Lucile*, ou *L'amant à l'épave*, 1830, in-8°, jouée depuis à l'Ambigu; aux Jeunes Comédiens du jardin des Capucines: *Le mauvais plaisant* (de Vade), arrangé, 1803; *Adèle et Deligny*, comédie, 1805; *La manie des affaires*, vaudeville, 1806; aux Jeunes Elèves, rue de Thionville: *La complainte de clôture*,

1804; aux Jeunes Artistes (avec Servières), cinq vaudevilles: *La boussanerie*, 1799; *Le prêteur sur gages*, 1800; *L'amant comédien*, 1800; *Monsieur Dada*, 1804; *Les nouvelles métamorphoses*, 1805, jouée depuis à la Porte-Saint-Martin, in-8°; (avec Moreau); *L'honnête gris*, ou *qui a bu boire*, vaudeville, 1805; (avec Brazier); *L'île de l'Inconstance*, vaudeville, 1806; *Un hiver de la Gaîté*, (avec Servières) trois vaudevilles: *Les rendez-vous nocturnes*, 1800; *Les deux bastingues*, 1800; *Mogo*, parodie de *Dago*, 1806; (avec Clouard); *La ville au village*, ou *les hommes tels qu'ils sont*, vaudeville, 1819, in-8°; au théâtre de la Cité (avec Servières): *Le cadu dupe*, mélodrame en trois actes, 1801; théâtre Olympique (avec le Mère): *La fortune*, vaudeville d'ouverture, 1803; aux Variétés (avec le même): *Toujours le même*, vaudeville, 1804, in-8°; (avec Brazier et Théod. Nezel) *L'aubergiste malgré lui*, vaudeville, 1823, in-8°; aux Délassements-Troubadours (avec Brazier): *Lisa bonne*, parodie du *Tremblement de terre de Lisbonne*, 1804; au théâtre de Marseille (avec M<sup>me</sup> Petit): *Les frères proposent et les filles disposent*, vaudeville, 1806; à la Porte-Saint-Martin (avec Montperlier): *Le passe-partout*, vaudeville, 1819, in-8°; à l'Ambigu-Comique (avec J...): *Levez la toile*, vaudeville, 1820, in-8°. M. Coupart a été l'éditeur de *L'union des lits*, chansonnier de la cour, de la ville et des départements, à l'occasion du mariage du duc de Berri, 1816, in-18. Il a rédigé *L'émancipation des spectacles*, dont le libraire Barba est éditeur, depuis 1823 jusqu'en 1830, 8 vol. in-18, almanach bien supérieur, tant pour le style et l'exactitude que pour l'abondance et la variété des matières, à tous les ouvrages de ce genre précédemment publiés. Enfin il a donné un joli recueil de ses chansons et de ses poésies, dont quelques-unes avaient paru dans le *Chansonnier français*, le *Chansonnier des dandies*, les *Hommages politiques*, dans la collection du Caveau moderne, dans celle des Soupers de Momus, etc. Il a eu le bon esprit d'en retrancher toutes les pièces de circonstance. Ce recueil est intitulé: *Chansons d'un employé mis à la retraite*, Paris, 1829, in-18. Elles offrent le naturel, l'esprit et la gaieté du genre.

COURVOISIER (Jean-Joseph-Antoine), ancien procureur-général du roi près la cour royale de Lyon, ex-ministre de la justice, officier de la légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis, naquit à Besançon, vers 1770. M. Courvoisier fut placé à l'armée de Condé par son père, qu'il avait suivi dans l'émigration; il y servit avec distinction. Il passa ensuite dans les chasseurs de Bussy, et c'est dans ce corps qu'il reçut la croix de Saint-Louis, à la suite d'une action d'éclat. Il entra en France, en 1803, et non en 1813, comme l'ont répété toutes les Biographies. Il étudia le droit, à l'école du département du Doubs, et il exerça la profession d'avocat, près les tribunaux de Besançon, jusqu'en 1815, époque à laquelle il fut nommé avocat général à la cour royale de la même ville. Le préfet du département du Doubs, en vertu de l'ordonnance du roi, du 5 septembre 1816, le choisit, le même année, pour presider le collège électoral de l'arrondissement de Beaune. Il fut alors nommé membre de la chambre des députés, mission honorable qu'il exerça pendant huit années consécutives. Dans la séance du 29 novembre 1816, il prononça un discours bien étrange, à l'occasion de la pétition de M<sup>lle</sup> Robert. Il y soutenait que la chambre n'avait pas le droit de demander des renseignements aux ministres. Cette assertion, plus que paradoxale, était d'un orateur qui n'avait pas encore fait son éducation politique, aux M. Courvoisier se montra-t-il, pendant les premières sessions (1816-1819), l'un des plus zélés défenseurs du ministère. Lorsqu'après un silence de dix-huit mois, le ministère eut enfin dévoilé les tentatives commises dans le département du Rhône, et qu'il annonça l'intention d'y mettre un terme. M. Courvoisier fut nommé procureur-général, près la cour royale de Lyon. C'est pour lui un titre bien honorable que cette haute magistrature dont on le revêtit à une époque où le gouvernement semblait vouloir arrêter la réaction royaliste du midi, repa-

les maux qu'elle avait faits, et punir les coupables : mais le mouvement donné par l'ordonnance du 8 septembre, se ralentit bientôt dans les chambres, ainsi que dans toutes les parties de l'administration, et cette justice, si tardive, fut à peu près nulle : du moins elle n'atteignit point les principaux coupables. M. M. Courvoisier n'aura pas à répondre de cette déférence pour le crime, c'est le ministre de la justice que l'histoire accusera d'avoir entravé la vigilance du procureur général de Lyon, et suspendu l'effet de ses réquisitoires. Le 28 janvier 1819, le gouvernement présenta à la chambre des députés un projet de loi sur la responsabilité des ministres. L'instruction de la procédure y était calculée de manière à durer trois mois, et la loi proposée ne spécialisait ni les actes de trahison, ni ceux de concussion ; elle n'atteignait ni les agents subalternes de l'autorité, ni les fonctionnaires publics, dont la tyrannie peut être plus dangereuse aux libertés du peuple que celle même des ministres. La commission, au nom de laquelle M. Courvoisier en fit le rapport, le 25 mars, essaya d'en remplir les lacunes quant à la spécialisation des délits. Effrayés des résistances annoncées et des amendements proposés, même par leurs amis, les ministres haïssaient tomber le projet et le rapport, dont il n'a jamais été question depuis. En 1819, les électeurs du Doubs l'envoyèrent une seconde fois à la chambre des députés, et il continua de mériter leur confiance. A l'ouverture de la session il fut le second candidat proposé au roi pour la présidence. Le roi choisit M. Razet, et la chambre nomma M. Courvoisier l'un de ses vice-présidents. Dans cette session (1819-1820), où le ministère, presque entièrement renouvelé, se réunit à ceux qui s'étaient d'abord combattus, où la liberté individuelle, la liberté de la presse et le régime électoral tombèrent sous les coups d'une aveugle majorité, M. Courvoisier n'hésita pas à se rapprocher du côté gauche. L'adresse de la chambre des députés excita à cette époque de très longues discussions, et, ne pouvant s'accorder, la chambre, sur la proposition de M. Courvoisier (comité secret du 15 décembre 1819), nomma une nouvelle commission, où les différentes opinions, sur la réponse au discours de la couronne, furent représentées et conciliées. L'adresse fut adoptée, dès le lendemain, par la majorité de cette commission : elle exprimait l'espérance du dégrevement des impôts, et le besoin de lois qui garantissent le repos des citoyens et la liberté publique. M. Courvoisier proposa d'y ajouter un paragraphe, ou amendement, en faveur de l'inviolabilité de la charte et contre les prédications des missionnaires (comité secret du 17 décembre 1819). Cet amendement fut rejeté à une majorité de cent trente-six voix contre quatre-vingt-onze. Un mois plus tard, il fit rappeler à l'ordre M. Clausel de Coussergues qui designait le côté gauche comme un assemblage de révolutionnaires. C'est alors que le ministère, excité par les terreurs du parti royaliste qui voyait un vaste complot dans le fantasme homicide de Louvel, proposa à la chambre de suspendre la liberté individuelle. On objecta contre cette mesure qu'il suffisait des dispositions du code pénal pour prévenir les complots. M. Courvoisier, développant cette idée, taxa la loi nouvelle d'impuissance et d'inutilité, et sans attaquer l'intention des ministres, tout en gemissant de la nécessité prétendue de l'arbitraire, il vota comme la commission, pour qu'on restreignît l'article premier aux complots contre la famille royale. Cet article donnait aux ministres la faculté de faire arrêter et de détenu, sans qu'il fût besoin de la traduire en justice, toute personne présumée de complot contre le roi, la descendance de l'état ou les membres de la famille royale. M. Courvoisier produisit beaucoup d'impression, soit par son dévouement aux princes qu'il avait suivis dans la terre d'exil, soit par sa position dans la haute magistrature. Lors de la discussion de la loi électorale qui établissait le double vote (1820), M. Courvoisier observa qu'il y avait, avant la révolution, dix-sept mille chefs de famille réputés nobles, et témoigna quelque répugnance à croire qu'ils ne seraient que pour un quart, comme le prétendait le ministère, dans les collèges de département. D'ailleurs il repré-

la nouvelle aristocratie, telle qu'elle était établie par le projet de loi, comme plus réelle, plus puissante et plus fixe que ne l'était l'aristocratie féodale, en ce sens qu'elle serait fondée sur les lois, que ce serait au nom de la liberté, de la Charte et de la justice sociale qu'on la rendrait maîtresse de nos droits, et qu'on la revêtirait de la puissance électoral. Ses efforts, et ceux que firent dans cette occasion MM. Ternaux, Saint-Aulaire, Roger-Collard, Admiraudo, furent infructueux ; la loi du 5 février 1817, fut abrogée, et le double vote établi en violation de la Charte. Ce triomphe de l'ultra-royalisme fut accompagné de scènes déplorables ; les députés fidèles à leur mandat furent outragés par des gardes-du-corps habillés en bourgeois, qu'on avait poussés adroitement à cet acte. Ils firent entendre leurs plaintes à la chambre, et M. Courvoisier, indigné qu'on leur déniât l'enquête qu'ils demandaient, insista sur les excès d'un parti qui, disait-il, « menaçait la France », et s'écria : « la délibération qu'on voulait suspendre devrait continuer, fût-ce sous les poignards. » A la session de 1821, il fut nommé l'un des candidats à la présidence, et, en 1824, la chambre des députés ayant été dissoute, il ne fut point réélu ; mais sa carrière politique n'était pas terminée. Le 8 août 1829, il fut appelé au ministère de la justice, en remplacement de M. Bourdeau. Le ministère du 8 août sera fameux dans l'histoire, c'est lui qui a forcé la nation à reconquérir ses droits. M. Courvoisier fut avec MM. de Montbel et de Chabrol ceux des membres du nouveau cabinet que l'indignation publique accusa le moins. Le 19 mai 1830, dix mois après sa nomination, ne pouvant pas arrêter, et ne voulant point secourir l'attentat qu'on méditait dans le cabinet, M. Courvoisier remit les sceaux, qui furent confiés à M. de Chateaufort ; une ordonnance du même jour le nomma ministre d'état et membre du conseil privé. Cette retraite affligea beaucoup Charles X, et ne fut pas sans produire sur lui quelque impression. Plus heureux que ses collègues, M. Courvoisier vit aujourd'hui au sein d'un repos que la voix de la conscience la plus scrupuleuse ne saurait troubler. Si les opinions qu'il a émises dans le cours de sa carrière politique n'ont pas toujours été favorables aux exigences constitutionnelles, elles étaient du moins l'expression de sa conviction, et personne ne peut demander compte à autrui de ce qui lui semble bon et vrai. On rendra cette justice à M. Courvoisier, que dans bien des circonstances il a combattu avec énergie les préjugés nobiliaires, et les prétentions absurdes de l'émigration, toutes les fois qu'il a cru trouver les uns et les autres en opposition avec les intérêts de la nation. Les discours qu'il a prononcés dans ces occasions, où l'on ne pouvait se défendre d'un vif intérêt, en voyant un ennemi combattre les compagnons de ses anciennes erreurs, sont aussi ceux où il a déployé une plus grande force de raisonnement et d'éloquence. Enfin il n'a manqué peut-être à M. Courvoisier, pour devenir franchement constitutionnel, que de n'être point fonctionnaire public. Il a long-temps fait de l'étude du droit ses plus chères occupations. Il a publié : 1° *Dissertation sur le droit naturel, l'état de nature, le droit civil et le droit des gens*, par un digne de l'école de droit du département du Doubs, Besançon, 1804, deux parties, in-8°. M. Barbier, dans son *Dictionnaire des anonymes*, n° 4317, dit que l'auteur n'a publié seulement que ce qui concerne le droit naturel et l'état de nature ; les deux autres parties n'ont pas encore paru. 2° *Traité sur les obligations divisaibles et indivisibles, selon l'ancienne et la nouvelle loi*, Besançon 1807, in-12. Cet ouvrage devait avoir deux parties, la première seule est imprimée. 3° *Discours*, Lyon, 1807, in-8°. — CROVVOISIER (J.-B.), docteur en droit, avocat au parlement de Besançon, père du précédent, naquit à Arbois, département du Jura, en 1749. Il quitta la France vers la fin de 1789, et fit partie, pendant quatorze ans, du conseil de Louis XVIII, dans l'émigration. Il revint avec son fils dans sa patrie, en 1803, et mourut la même année, le 2 décembre, à Besançon. On a de lui : 1° *Éléments de droit politique*, Paris, 1793, in-8°. 2° *Essai sur la constitution du royaume de France*, Paris, 1793, in-8° ;

3<sup>e</sup> De l'excellence du gouvernement monarchique en France, et de la nécessité de s'y rallier, Paris, 1797, in-8<sup>e</sup>.

**CRILLON-MAHON** (LOUIS DE BERTON DE BALNE DE QUIRAS, duc de ), de la même famille que l'amiral de Henri IV, naquit en 1718. Dès l'âge de treize ans, il entra dans la compagnie des mousquetaires gris, et, nommé, en 1733, lieutenant en second au régiment du roi infanterie, il fit la campagne d'Italie sous les ordres de Villars. Il s'y distingua : cependant la croix de Saint-Louis, demandée pour lui en cette occasion par le roi de Sardaigne lui-même, ne lui fut accordée que onze ans plus tard. Il était devenu colonel du régiment de Bretagne, après avoir assisté, en 1734, à la bataille de Parme. Dans le corps d'armée du duc d'Harcourt, en Bavière, s'étant renfermé avec 300 Français dans Landau-sur-Iser, où se trouvaient déjà cent cinquante hommes seulement, il arrêta pendant treize heures les dix mille hommes qui composaient l'avant-garde ennemie. On parla ensuite, et Crillon, alléguant qu'il avait à la fois un ancien nom à soutenir et une réputation personnelle à établir, reçut cette réponse originale : « Monsieur, nous vous comblons et estimons depuis le commencement de cette campagne : néanmoins, *pends-toi, brave Crillon, tu seras pris.* » Il le fut, mais huit jours après, on l'échangea. On lit dans ses mémoires qu'il contribua d'une manière particulière au gain de la bataille de Fontenoy, et que la nuit suivante, à la tête d'un petit nombre d'hommes, il enleva à l'arrière-garde anglaise en déroute cinquante pièces de canon. Ce fait d'armes ne paraît pas confirmé par d'autres témoignages ; mais il ne serait pas surprenant qu'au milieu de l'enthousiasme causé par l'heureuse issue d'une journée qui aurait pu être si funeste, on eût négligé de constater les détails les plus honorables. Le 10 juillet de cette même année 1746, il commandait, en qualité de brigadier, les quatre bataillons qui soutinrent long-temps à Neale le choc de huit mille hommes, et il ne partagea la gloire de cette brillante affaire qu'avec le marquis de Laval. C'est alors qu'il présenta au roi les deux premiers rangs du régiment de Crillon et de celui de Laval : tous ces hommes avaient pour trophées sur la tête le bonnet anglais de grenadier. Dans sa vaine espérance d'obtenir un jour le cordon bleu, il n'accepta point la pension de 3,000 liv., attachée au cordon rouge, ni l'autorisation pour le porter provisoirement ; mais après avoir soutenu sa réputation à la prise de Namur, il fut nommé *maréchal-de-camp*. Il assista à la bataille de Rocoux, et ensuite il passa en Italie avec le maréchal de Belle-Isle. Durant la guerre de sept ans, il surprit la ville de Lippstadt, et c'était lui qui commandait à Weissenfels dans l'occasion dont Frédéric a parlé en ces termes : « Je fus arrêté à la tête de mon armée par la valeur de dix-sept compagnies de grenadiers français. » A Roshach, en 1753, Crillon fut blessé. Bientôt on lui dut la prise de Göttingue. Il était lieutenant-général lorsque, dans la journée de Lutzelberg, en 1758, il fut chargé de poursuivre l'arrière-garde des ennemis, et, comme on formait alors quelque projet d'une descente en Angleterre, on lui confia le commandement de Boulogne, de l'Artois et de la Picardie. Les chaloupes canonnières qu'il proposa ne furent pas adoptées. Ayant appris qu'il allait être remplacé dans son commandement par le prince de Beauveau, et s'étant lié avec un ambassadeur espagnol, il passa au service de cette puissance qui envoyait une armée contre le Portugal. Il n'arriva devant Almeida, sur la frontière, qu'au moment de la capitulation de cette place, et il consuma dans une sorte d'inaction plusieurs années ; mais en 1782, quinze heures lui suffirent pour se rendre entièrement maître de l'île de Minorque. On le nomma grand d'Espagne et capitaine-général des armées ; et bien qu'ensuite il eût échoué devant Gibraltar, son titre de duc de Mahon fut confirmé par le roi, qui même le fit commandant des provinces de Valence et de Murcie. On n'eut pas à lui reprocher d'avoir pris part à la guerre contre la France en 1793 : son âge pouvait d'ailleurs exiger du repos. Il mourut, en 1796, à Madrid. Ses *Mémoires mi-*

*litaires*, Paris, 1791, in-8<sup>e</sup>, avec un portrait ressemblant de l'auteur, ne sont guère qu'une apologie dénuée de presque tout autre intérêt.

**CULLOCH** (Voyez : Mac-Culloch).

**CURRAN** (JAMES-PULLER), né le 34 juillet 1750, à New-Market, dans le comté de Cork, en Irlande. Son père exerçait l'emploi de *sénéchal*, mais il avait six enfants. John, qui était laid, se serait vu presque réduit à ses propres ressources si sa mère n'en avait trouvé pour lui dans la force de caractère dont elle était douée, et qu'elle sut lui transmettre. Ses premières études, au lieu de sa naissance, le firent tellement remarquer que son instituteur disposa en sa faveur d'une rente ecclésiastique de dix livres sterling, pour aider ses parents à le soutenir à l'école de Middleton, dans l'espérance de lui voir embrasser l'état ecclésiastique. Lorsqu'ayant quelque connaissance du latin et du grec, il entra comme *boursier* au collège de la Trinité, à Dublin, il était déjà dans sa dix-septième année. Ses progrès assez rapides lui firent un nom dans les classes, et, un événement de collège lui ayant appris qu'il avait reçu de la nature les talents qu'exige surtout le barreau, il renoua des liens à la carrière à laquelle il s'était cru destiné, selon le vœu de ses parents et de son premier bienfaiteur. Quand il sortit de l'université, les amis que lui avait attirés l'aimable simplicité de son esprit, se joignirent à sa famille pour lui procurer les moyens d'aller apprendre le droit en Angleterre, et, en 1773, il fut au nombre des étudiants de l'école du Temple, à Londres. La première fois qu'il eut occasion de parler en public, quoique ce ne fût que dans l'enceinte d'un club dont il était membre, il éprouva tout l'embaras d'un homme qui se défie de lui-même, parce qu'il sait se faire une haute idée de la perfection : depuis ce jour, le surnom de *brégyare* lui resta. Cependant les sarcasmes dont il se voyait l'objet dans cette enceinte lui devinrent insupportables, et, après un moment de trouble, son ame ayant, comme il l'a dit lui-même, brisé sa prison, il s'exprima avec tant d'énergie et d'abondance que cette même assemblée lui témoigna sa vive admiration. Un de ses avantages fut toujours d'employer à propos des citations des auteurs classiques ou de l'Écriture, et son éloquence, grièvement animée, était surtout entraînante quand il avait à peindre l'asservissement de sa patrie, et les persécutions exercées contre les prêtres du rit romain par l'Église dominante dans la Grande-Bretagne. Les auteurs qu'il possédait à fond n'étaient pas seulement les Thompson, les Bellinghroke, les Milton ; il s'était rendu familière la langue française, et, chaque jour, il faisait quelques pages de nos meilleurs écrivains. Deux années lui suffirent pour être reçu avocat. A cette époque, deux voies s'offraient à lui : on entretenait soigneusement la division chez les Irlandais, et un jeune avocat pouvait se ranger parmi les agents de despotisme, en secondant la police militaire substituée à l'ancienne autorité des lois. Curran a préféré, sans hésiter, le parti contraire, plus digne d'une ame aussi ferme, ou d'un aussi rare talent, et il s'en est expliqué en ces termes : « J'aurais pu faire comme bien d'autres, traîner mes compatriotes, les mains liées, au marché de la corruption, et m'élever ainsi au faîte de la richesse et du remède ; mais je crus qu'il était plus beau de rester avec eux, et de leur offrir quelques consolations. » Il ne le faisait pas toujours sans danger. Un jour, tandis qu'il peignait à sa manière la détresse des classes inférieures en Irlande, et que, malgré les menaces ordinaires des juges de la couronne, il signalait avec chaleur les causes de ces maux invétérés, le président l'interrompt, et ordonne en termes vagues au shérif de conduire en prison quiconque parlerait avec licence. « Obéissez, M. le shérif, » dit Curran ; préparez mon cabot, mon lit de paille : s'y passerai une nuit beaucoup plus tranquille que si j'occupais ce fauteuil avec la conviction de le déshonorer. » Quatre ans plus tard, un prêtre catholique, avancé en âge, ayant refusé de s'écarter des devoirs de son état pour complaire à la maîtresse d'un lord, fut injurié par ce seigneur, et même frappé, tandis qu'il était en prière dans sa modeste retraite. Il ou appelait

à la justice ; mais aucun avocat peut-être n'eût osé plaider contre un des dominateurs du pays, si Curran n'eût trouvé dans cette circonstance même un motif de plus pour entreprendre la défense du pasteur outragé. On prétendait qu'une pareille résolution décelait un esprit sectaire ; cependant il lui fut permis de parler, et il arriva que son éloquence triompha des obstacles. Bien que les jurés fussent tous protestants, l'agresseur, qui était protestant lui-même, fut condamné à cinquante livres sterling de dommages-intérêts. Il avait un frère à qui l'orateur avait jugé indispensable, dans l'intérêt de sa cause, de reprocher un acte de lâcheté. L'affaire d'honneur qui s'en suivit, et dans laquelle la conduite de Curran fut brillante, augmenta sa réputation. Mais un autre incident ramena tout le ressentiment du lord contre lequel le verdict avait été obtenu. Le bon prêtre, se voyant sur son lit de mort, fit appeler son généreux défenseur pour lui témoigner sa reconnaissance de la seule manière qui fût en son pouvoir, pour lui donner sa bénédiction. L'attachement des catholiques s'en accrut ; mais les amis ou les créatures du lord, qui jouissaient d'un grand crédit dans cette province, susciterent à Curran de nombreuses entraves, dont néanmoins ses talents et son courage le firent triompher, avec l'appui de l'ordre de Saint-Patrice. Cette société, composée d'hommes très recommandables, venait de se former, en 1779 ; ayant pour but d'affranchir un jour les Irlandais, elle s'efforçait d'abord de les rendre graduellement plus dignes de recueillir et de garder la liberté que leur avait été ravie dès le douzième siècle. Outre ce plan de réforme générale, mais encore éloigné, les Grattan, les Ponsonby, les Sheridan luttèrent avec violence contre tout abus d'autorité. Curran ne se contentait inférieur à aucun de ses collègues. Sa voix énergique, et d'autant plus persuasive qu'il resta toujours irréprochable, s'élevait sans cesse contre l'arbitraire et la corruption ; il a contribué du moins à préparer l'émancipation qu'il hâta de tous ses vœux, mais dont il ne lui fut pas donné d'être le témoin. L'époque où il devint membre du parlement, après sept années exclusivement consacrées au barreau, était celle où cette société patriotique dont il faisait partie, ainsi que la coopération de beaucoup d'autres Irlandais, réduisirent enfin l'Angleterre à changer quelque chose au régime monstrueux sous lequel l'Irlande, autrefois coupable, venait de gémir pendant un siècle. Burke, souvent exagéré, mais non pas en cette occasion, appelait ce code « un modèle d'iniquité, un chef-d'œuvre dans l'art de ravaler chez un peuple entier la nature humaine ». Néanmoins tous les efforts de Curran et de ses amis pour obtenir plus que de l'adoucissement dans l'injustice, restèrent sans effet, parce que le tempête dispersa la flotte française dont on attendait le secours. En 1801, le nouveau mode d'amercissement qui porte dans l'histoire le nom d'*acte d'unies*, fut souscrit par une assemblée venale, et les catholiques n'eurent d'autre consolation dans leur détresse que les murmures de l'Europe indignée. L'association de Dublin, connue sous la dénomination d'Irlandais-unies, fut traitée comme un club de conspira-

teurs : un procès fut intenté au secrétaire. Curran le défendit avec l'art et la chaleur qu'on attendait de lui, et l'auditoire, vivant sous le poids de la victoire et de la défaite, après avoir décelé ses chevaux. Cependant les tentatives de l'association furent toutes déjouées, et les excès des troupes chargées de pacifier l'Irlande au moyen de la terreur ne purent être arrêtés même par leur général Abercromby, pour qui ce spectacle, dit-il dans sa relation, était plus affreux encore que pour l'ennemi. Curran ne quitta l'Irlande que quand les proscriptions et tout ses conséquences de l'*acte d'unies* furent plongées dans un abatement dont ne pouvaient le relever quelques succès de tribune. En Angleterre, il se lia bientôt avec Fox et divers chefs du parti de l'opposition. Après la mort de Pitt, on se figura que d'autres maximes allaient prévaloir. Les amis de Curran se servirent de leur influence momentanée pour le faire nommer maître des rôles en Irlande, et membre du conseil privé ; mais le nouveau ministère suivit, à l'égard des insulaires catholiques, une marche trop équivoque. Promptement déçu, Curran se démit de ces charges, avec le désintéressement qui le caractérisait. Il est donc avéré que les maux de l'Irlande, adoucis dernièrement, mais avec répugnance et après tant d'hésitation, provenaient moins des préjugés particuliers de quelques hommes d'état, que d'une sorte d'animosité ou d'antipathie presque nationale, et que partageront long-temps les whigs eux-mêmes. D'après ce reproche, dont l'Angleterre ne pourra se laver, on ne saurait dire à qui cette extrême infortune aura le plus nuï en dernier lieu, de ceux qui la subirent avec une impatience si naturelle, ou de ceux qui l'aggravèrent sous des prétextes si déraisonnables. Vouant du moins retirer quelque fruit de ces tristes loisirs, Curran fit un voyage en France. Peu de temps après son retour à Londres, il fut frappé de paralysie dans sa soixante-huitième année, et il mourut le 14 octobre 1817. Cet orateur si brillant et si pathétique, ce beau caractère étranger à l'envie, aux ressentiments implacables, aux détours artificieux, cet homme qui faisait rechercher dans la société les apprêts de sa conversation, et qui passait pour n'y avoir point d'égal, était d'une taille très peu favorable, et manquait de grâce autant que de corpulence. Ses sourcils épais étaient fortement arqués, et de longs cheveux noirs ombrageaient son front ; mais on remarquait ses yeux ardents et son regard spirituel. Sa vie, écrite avec une simplicité judicieuse et véridique, par son fils William Henry, qui suit la même profession, a paru en 1819 à Londres, en 4 volumes in-8°, et doit avoir été réimprimée ; ou y trouve des détails fort instructifs sur l'Irlande, luttant contre l'oppression. Si la mort n'eût pas interrompu les derniers travaux de John Curran, il n'eût pas tardé à publier deux ouvrages qu'on aurait lus sans doute avec un grand intérêt dans sa patrie et même chez l'étranger. C'étaient des *Mémoires*, embrassant dix-huit années, depuis 1788 jusqu'en 1806, et un *Récit* en forme de roman, mais se rattachant à l'histoire moderne des Irlandais.

## D

**DALBERG** (WOLFGANG-THÉODORE, baron de), second frère de Charles-Théodore, prince primat de la confédération du Rhin, naquit en 1750, et mourut le 29 septembre 1806, à Mannheim. On le range parmi les poètes tragiques de l'Allemagne. Le théâtre de Mannheim lui doit son existence, il en était le premier intendant. Les artistes les plus distingués que l'Allemagne vit sur la fin du dernier siècle, sont sortis de là. On a de Wolfgang de Dalberg : 1° *Noblesse et Adieu*, drame, Mannheim, 1778, in-8° ; 2° *Caru*, drame avec chant, *ibid.*, 1780, in-8° ; 3° *Montesquieu*, ou le bienfait caché, en 5 actes, Mannheim, 1787, in-8° ;

et plusieurs autres, la plupart traduites ou imitées de Shakspeare ou de Cumberland.

**DALLAS** (N.), membre du congrès des États-Unis d'Amérique et secrétaire de la trésorerie, naquit dans une des îles des Indes occidentales, d'où il passa de bonne heure en Amérique. Il se fit avocat, et se sentait et ses principes politiques le firent bientôt connaître avantageusement. Il quitta la trésorerie en 1816, et mourut à Philadelphie en 1818. Il est auteur des ouvrages suivants : 1° *Collection des lois de la Pensylvanie*, 4 vol., publiée en 1801 ; 2° *Causas jugées dans la cour de Pensylvanie et dans celle des États-Unis, selon à Phi-*

*ladelphie*, 1806, 4 vol.; 3<sup>e</sup> *Exposé des causes et du caractère de la dernière guerre avec la Grande-Bretagne*, 1816. Cette brochure fut écrite pour réveiller les sentiments patriotiques et l'énergie du peuple américain, dans la campagne de 1813; mais la paix de Gand en suspendit la publication. Elle contient, sous la forme d'un appel au public, une analyse des pièces officielles et diplomatiques, concernant la grande lutte entre les deux puissances, et le public s'en montra si avide, qu'en moins de six mois elle eut onze éditions, et fut insérée dans plus de trois cents journaux. — DALLAS (sir GEORGE), baillonné anglais, membre du parlement pour le bourg de Newport, était l'un des agents de la compagnie des Indes orientales. Il a publié quelques *Mémoires sur les événements de l'Inde et sur le commerce entre ce pays et la Grande-Bretagne*.

DALLOZ (VICTOR-ALEXIS-DISANT), avocat à la cour de cassation et aux conseils du roi, chevalier de la légion d'honneur, est né à Septmoncel, département du Jura, le 12 août 1795. Il avait à peine vingt-un ans, lorsqu'il débuta au barreau de la cour royale de Paris. La première cause importante qu'il ait plaidée fut une question d'état fort curieuse, car elle offrait à résoudre la question physiologique autant que légale, de savoir si un enfant né neuf mois et neuf jours après le décès de son père doit être réputé conçu à l'époque de ce décès, à l'effet de succéder. Cette affaire fut portée à l'audience solennelle: M. Dalloz avait pour adversaires MM. Bonnet père et Roux-Laborie, le premier comme avocat plaident, et le second comme écrivain. La manière dont il plaida dans cette circonstance fut telle que MM. Bonnet et Laborie s'empresèrent de prodiguer à leur jeune confrère des plus vives félicitations, et lui présagèrent, dans leurs plaidoiries et dans leurs mémoires imprimés, un grand avenir au barreau. M. Dalloz a ensuite figuré dans plusieurs procès civils et politiques, notamment dans celui relatif à la propriété du *Cours de littérature* de Laharpe; dans le procès de la conspiration du 19 août, jugé par la cour des pairs; dans l'affaire de la conspiration de la Rochelle, etc.; et dans toutes ces circonstances ce jeune juriconsulte a justifié les prévisions de ses confrères. Vers la fin de 1823, M. Dalloz a passé du barreau de la cour royale à celui de la cour de cassation, où l'appelaient naturellement les grands travaux qu'il avait entrepris sur la jurisprudence. Dès cette époque, il a pris part, soit comme avocat plaident, soit comme conseil, à un grand nombre de causes remarquables; on peut citer, entre autres, ses défenses pour la famille de Preigne, pour les propriétaires de la Velox Mariana, pour les colons de Saint-Domingue, pour M<sup>me</sup> Maglies, pour M. Moncel, pour les cultivateurs des départements voisins de la capitale et les marchands de fromage contre des ordonnances du préfet de police Mengin, pour MM. les comtes Merlin, Berlier, etc. Invariablement fixé, pendant le règne de Charles X, dans les rangs d'une opposition ferme et mesurée, il est peu de causes politiques où l'on ne trouve le nom de M. Dalloz réuni à ceux des principales notabilités du barreau. Le dernier procès de ce genre, agité sous le gouvernement que les trois journées de juillet ont renversé, est celui des dix-huit cents électeurs éliminés par M. le préfet de la Seine pour cause de déchéance: la défense des citoyens déchus fut partagée entre M. Odillon-Barrot, avocat plaident, et M. Dalloz, auteur de la consultation imprimée, où la question de déchéance est approfondie. Ce juriconsulte a l'avantage de réunir aux formes et au langage de la meilleure éducation, une grande facilité d'élocution et beaucoup de justesse d'esprit. Encore très jeune, il a déjà un véritable titre à la reconnaissance de la magistrature et de tous ses confrères dans l'immense travail qu'il a entrepris, et qu'il a exécuté avec un rare bonheur. Nous parlons du *Répertoire de jurisprudence*, que M. Dalloz a conçu sur un plan tout-à-fait neuf, et qui consiste principalement dans une combinaison de l'ordre alphabétique avec l'ordre méthodique, dans laquelle l'auteur, faisant dominer ce dernier élément, secondaire dans les autres répertoires, offre une série ou collection alphabétique des traités sur toutes les parties du droit civil, commercial, criminel, administratif,

et sur les parties les plus importantes du droit public. L'importance de cet ouvrage, le haut degré d'utilité qu'il présente, le soin consciencieux que l'auteur a apporté dans l'exécution de ce vaste monument scientifique, qu'il a élevé à la législation de notre âge, est prouvée par le succès extraordinaire qu'il a obtenu en France et à l'étranger. Une contrepartie en a été faite en Belgique, et a fait un tort considérable aux intérêts de l'auteur. L'ouvrage ayant été traduit en italien, à Naples, par les soins de M. Conceri, le ministre de la justice, en Sicile, marquis de Favara, a ordonné, par une lettre des plus honorables pour M. Dalloz, que ce recueil fût acquis par tous les tribunaux du royaume, tant sont grands les services qu'ils peuvent en retirer. Dès les premiers volumes, en effet, tout ce qu'il y a en France de juriconsultes et de publicistes distingués, entre autres MM. Toulier, Dupin aîné, Dupin jeune, Odillon-Barrot, Renouard, Carré, Hennequin, Isambert, s'étaient empressés de rendre le compte le plus favorable de cet ouvrage, qui a valu à son auteur la décoration de la légion d'honneur. Cette distinction a été d'autant plus flatteuse pour M. Dalloz qu'il avait la modestie de n'y pas songer, et qu'il était dans les Pyrénées au moment où la haute magistrature la sollicita pour lui. L'ambassadeur du roi de Naples avait aussi offert à M. Dalloz la décoration de Sicile, mais il ne crut pas devoir l'accepter. Peut-être eût-il été plus convenable de lui offrir une indemnité qui pût assaillir un peu le tort que la traduction italienne fit encore à son entreprise, surtout après la perte de cent cinquante mille francs que le caissier de M. Dalloz lui enleva. La révolution de 1830 surprit M. Dalloz à sa campagne, au milieu de chagrins domestiques très cruels; mais, applaudissant de tout son cœur au triomphe de Paris, il fut un des premiers à s'offrir pour la formation d'une garde nationale, et il fut nommé, aux premières élections, officier de la 3<sup>e</sup> compagnie du 3<sup>e</sup> bataillon de la 11<sup>e</sup> légion. M. Dalloz a publié: 1<sup>o</sup> *Journal des audiences de la cour de cassation*; ce recueil périodique fait suite à l'ancien journal de Denvers, rédigé par M. Dalloz depuis 1822; 2<sup>o</sup> *Jurisprudence générale du royaume en matière civile, commerciale, criminelle, administrative, et le droit public*, Paris, 1824-30. Il n'a encore paru que les dix premiers volumes; il en reste encore deux à paraître. 3<sup>o</sup> Des mémoires et consultations imprimés dans des causes dont les plus importantes ont été rapportées plus haut. M. Dalloz a eu part à la publication de la *Thémis*, ou *Bibliothèque du juriconsulte*, 1819 et années suivantes.

DALMATIE (le duc de). Voyez SOULZ.

DANEKER. Voyez DANNEKER.

DANEMARCK. Voyez DANEMARCK VI.

DANGEVILLE (MARIE-ANNE BOTOR), cette actrice célèbre, qui savait

Sourire, s'exprimer, se taire avec esprit,  
Nuancer tous ses tons, varier sa figure,  
Rendre l'art naturel et parer la nature!

naquit à Paris, le 26 décembre 1754. Elle entra au théâtre dès l'âge de huit ans, jouant de petits rôles, dans lesquels elle dansait et chantait avec beaucoup de grâce. A seize ans, elle débuta dans l'emploi des soubrettes, et fut reçue pour doubler M<sup>lle</sup> Quinsault. Elle joua aussi quelques rôles tragiques pour se conformer à l'usage établi; mais c'est dans la comédie qu'elle excellait. Dorat a célébré son talent dans un poème auquel nous avons emprunté les vers cités plus haut. Armand et Bréville en avaient conçu la plus haute estime. Ceux qui virent M<sup>lle</sup> Dangeville jouer dans les caractères les plus opposés, ne pouvaient douter dans lequel ils l'aimaient le plus. Elle jouait avec une égale supériorité l'Indiscrette dans *L'Ambitieux*, Martine dans les *Femmes savantes*; la Comtesse dans les *Mœurs du temps*; l'Amour dans *Les Grâces*; la marquise d'Olbon dans *Nanine*; Colette dans *Les trois Cousines*; M<sup>me</sup> Orgon dans *Le Complot*; La fausse Agnès, et tant d'autres rôles si différents. Sainte-Foix, qui nous a transmis les détails, parle aussi avec éloge des qualités personnelles de M<sup>lle</sup> Dangeville. Ayant ap-

pris qu'une petite fille du célèbre Baron était dans l'indigence, elle la recueillit et lui prodigua les plus tendres soins. Cette actrice quitta le théâtre à la clôture de 1763, emportant tous les regrets. Retirée à Vaugirard, c'est chez elle que, dix ans après, ses camarades jouèrent, pour sa fête, *La partie de chasse d'Illenri IV*, qui n'avait pas encore été représentée en public. Le 6 septembre 1794, Molé prononça son éloge au lycée des arts, et son buste y fut couronné le 1<sup>er</sup> octobre suivant. Elle mourut dans le mois de mars 1796. L'éloge prononcé par Molé a été inséré dans le *Magasin encyclopédique*, tome VI, page 519, première année.

**DARNAUD** (Jacques), baron, lieutenant-général, grand-officier de la légion d'honneur et commandeur de l'ordre de Saint-Louis, naquit à Brive-Boulay, département du Loiret, le 8 avril 1758. Il prit du service en 1777, traversa rapidement les premiers grades militaires, et il venait d'obtenir celui de sous-brigadier, lorsque la révolution éclata. Il devint capitaine en 1793. L'Allemagne venait de commencer, contre la France et sa révolution, cette longue croisade, où tant de gloire nous était réservée, avec des chances si diverses. Darnaud, employé d'abord à l'armée du Rhin, passa, en l'an 2, à celle du Nord, et fut adjoint, le 9 germinal, aux adjudants-général : il se trouva, à cette qualité, à l'attaque des villages de Saint-Vaast et de Saint-Aubert. Dans cette affaire, où l'ennemi, par la supériorité que lui donnait sa cavalerie et son artillerie, avait presque entièrement culbuté l'une de nos colonnes, Darnaud contribua puissamment, par une intrépidité pleine de sang-froid, à rallier la colonne, et obtint un plein succès. Il fit la campagne de l'an 3, avec l'armée de Sambre-et-Meuse, et prit une part très active à la défense de la place de Longwi. A la tête du 30<sup>e</sup> de ligne, au blocus de Mayence, en l'an 4, il fut chargé de défendre la position entre la Meuse et le Rhin, et s'en acquitta très heureusement, quoique blessé d'un éclat d'obus à la mâchoire inférieure. Demeuré inactif, pendant quatre ans, à la tête de ce corps, il le façonna si bien à la discipline et aux manœuvres, qu'il en fit l'exemple de l'armée, comme on put ensuite le voir à l'affaire de Lintz et à la retraite du fort de Newid, où les soldats commandés par Darnaud, résistèrent vaillamment à la terreur panique du sauto qui peut, préservèrent l'armée d'une véritable défaite. Il recrut, à cette occasion, les félicitations du gouvernement et du général Jourdan. Appelé, en l'an 5, à figurer sur un nouveau théâtre, il se trouva, en Italie, aux batailles de Civita- Castellana et de Talari, défait les Napolitains sur deux points différents, culbuta une division et un bataillon, et leur prit vingt pièces de canon avec trente caissons. Deux jours après, n'ayant sous ses ordres que sept compagnies, il n'en détermina pas moins, en notre faveur, la brillante journée d'Otricoli. En l'an 6, il fit encore la campagne de Rome, et, en l'an 7, celle de Naples et d'Italie. La belle manœuvre qu'il exécuta, à l'affaire de la Trebbia, lui valut, le 15 messidor an 7, le grade de général de brigade. Ayant enfoncé l'ennemi qui lui était opposé, et l'ayant dépassé de plus de quatre cents toises, il s'était trouvé seul, sans de secours, et dans la nécessité pressante de se replier sur le corps d'armée : ce qu'il fit avec tant de bonheur, que, malgré une blessure grave reçue à la jambe, il ramena les sept pièces de canon dont il s'était emparé dans cette charge brillante. A la bataille de Novi, le 18 thermidor suivant, pareil trait d'audace lui valut pareil succès : quoique séparé des autres corps, il prit deux pièces de canon, et ne put les emmener qu'après avoir exterminé tous les canonniers qui les servaient. A l'affaire de Bosco, le 3 brumaire an 8, et le 12 du même mois, à celle de Rivalto, il déterminait la victoire au faveur de l'armée française, par la hardiesse de ses manœuvres, quoiqu'il n'eût que de l'infanterie, contre un ennemi supérieur en nombre, et très fort en cavalerie. Une ruse de guerre lui procura un nouveau succès, deux jours après, à Novi. Obligé de céder à des forces trop supérieures, il attira l'ennemi dans des montagnes, puis, l'ayant mis en désordre, par des charges imprévues, il lui prit trois bouches à feu, trois caissons, avec beaucoup de pri-

sonniers. Le 13 frimaire, le général Darnaud, attaque par les Autrichiens et les Russes, s'étant vu obligé d'abandonner la ligne de Monte-Cornus, suspendit sa retraite à Nervi, afin de sauver, s'il était possible, une colonne française qui se trouvait vers Becco et Sori, en grand danger d'être coupée. Ayant fait garder par trois cents soldats un défilé très avantageux, il demanda des hommes de bonne volonté, pour aller lui-même reconnaître les autres défilés : telle était la terreur dans notre armée, cernée par tant d'ennemis, qu'à peine le général s'était-il éloigné, avec deux ou trois soldats, les seuls qui se fussent offerts pour le suivre, que le défilé principal fut abandonné par les nôtres. Alors Darnaud, voyant l'ennemi maître du passage, s'élança à sa rencontre, le sabra à la main, et ce trait inouï d'audace ayant déterminé un mouvement rétrograde sur la première ligne autrichienne, qui se crut près d'être attaquée, donna le temps à la colonne qui se trouvait à Sori, d'échapper à une destruction complète. Le 13 germinal, Darnaud, forcé d'abandonner Becco, se vit harcelé par toute l'armée ennemie. Cette retraite, qui n'est plus à ses yeux qu'une fuite honteuse, son intrépidité la transforme aussitôt en attaque et en victoire. Il saisi le fusil d'un soldat et fait feu sur les alliés. Le combat s'engage, entraîné par un tel exemple, nos soldats font des prodiges, et Becco est bientôt repris. Une victoire plus belle encore s'offrit à lui, le 16 et le 17 germinal. Ses troupes étaient privées de vivres, depuis deux jours, l'ennemi, très supérieur en nombre, occupait des positions que l'on jugeait inexpugnables ; Darnaud l'attaque avec une irrésistible impétuosité, pour se fixer un passage, et sauve ainsi les pièces et les munitions, qu'il aurait pu abandonner d'après les instructions du général en chef. Il repassa également, le 21 floreal, l'échec qu'une colonne de nos troupes avait éprouvé le matin même, en attaquant quatre mille Autrichiens qui furent complètement battus et perdirent leurs magasins avec quatre pièces de canon. Le 8 germinal, l'une de nos journées jusque-là les plus glorieuses en Italie, le brave Darnaud se vit arrêté dans sa course belliqueuse : ayant pris d'assaut plusieurs redoutes, il reçut à la jambe une blessure tellement grave, qu'elle exigea l'amputation. Transporté à Gènes, où Masséna avait concentré toutes ses forces, il fut nommé, après sa guérison, au mois de septembre de la même année, commandant de la place et des forts de Gènes. Vers la fin de 1801, sa santé se trouva tellement affaiblie, qu'il fut obligé de demander un congé et revint en France. Nommé membre de la légion d'honneur, au mois de décembre 1803, il reçut, à la même époque, le commandement du département de l'Orne, qu'il occupa pendant deux mois ; de là, il passa au département de la Manche. En 1807, il fut mis à la tête de la division militaire, et reçut le titre de baron, le 8 octobre 1808 : il eut ensuite le commandement du département du Calvados, où il signala son intégrité. Il commandait, en 1811, la 14<sup>e</sup> division militaire, quand l'empereur le nomma gouverneur de l'Hôtel des Invalides. Sa sollicitude toute paternelle, pour les braves qui, comme lui, avaient été mutilés au champ d'honneur, lui acquit de nouveaux droits à la reconnaissance nationale. Nommé, en 1814, lieutenant-général, par Louis XVIII, il refusa le titre de comte, qui lui fut offert, content de garder, sans mélange, ses titres de noblesse, acquis sur les champs de bataille. A la même époque, il préserva du pillage le dépôt du génie militaire, les archives de la guerre, et la galerie des fortifications en relief. Il conserva le commandement de l'Hôtel des Invalides, jusqu'en 1815, époque à laquelle il fut remplacé. Le cordon de commandeur de Saint-Louis, fut la seule récompense qu'on lui donna pour ses quarante-trois ans de service et les cicatrices dont il était couvert. Il est mort dans une modeste retraite, à l'âge de soixante-deux ans, et ses obsèques ont eu lieu sans aucune de ces démonstrations d'hommage et de regrets, dont le faste banal n'est trop souvent qu'un mensonge posthume.

**DARTOIS DE BOURNONVILLE** (Louis-Amand-Isidore), auteur dramatique, est né à Beauvais, près de Nojon, le 6 septembre 1786. Sa famille, l'ou-



des plus anciennes des provinces de Picardie et de l'île de France, ayant tout perdu à la révolution, le destinait au barreau. Après avoir fait ses études, il fut envoyé à Paris pour y suivre les cours de droit et y travailler chez un avoué. Il était second clerc dans une des meilleures études de la capitale, lorsqu'il entra, en 1805, sous-lieutenant dans le régiment étranger que M. de La Tour d'Auvergne venait de lever sous son nom, avec l'autorisation du premier consul. Des raisons de famille ayant déterminé M. Dartois à quitter la carrière militaire, il fut placé dans l'administration des droits-reunis, où les événements de 1814 le trouvèrent receveur particulier. Il reprit alors du service, entra dans les gardes-du-corps de Louis XVIII, et suivit ce prince à Gand en 1815. Après les cent jours, il passa dans une légion d'infanterie, fut envoyé à Veraïlles pour y commander une compagnie de dépôt, et fut mis en non-activité au mois de janvier 1820. Depuis ce moment il s'est entièrement livré à la littérature. Nommé, en dernier lieu, secrétaire du gouverneur du château royal de Meudon, il a perdu cette place par suite de la révolution de juillet 1830. M. Dartois a écrit un grand nombre d'articles dans les journaux les plus connus, et composé beaucoup de poésies légères, éparées dans divers recueils. Il a donné, sur différents théâtres de Paris, plusieurs pièces qui ont obtenu du succès : 1° à l'Odéon (avec son frère Achille), *Le père tuteur*, ou *l'école de la jeunesse*, comédie en 5 actes, en vers, 1822, in-8°; 2° au théâtre du Vaudeville (avec le même) *Le mariage de convenance*, ou *le oui des jeunes filles*, 1824, in-8°; 3° (avec ses frères Armand et Achille) *La famille des Bonnard*, 1824, in-8°; 4° (avec ce dernier et M. Théodore Anne) *Les deux officiers*, 1825, in-8°; 5° *Les châtelines*, ou *les nouvelles Amazones*, 1825, in-8°; 6° au théâtre des Nouveautés (avec son frère Achille) *La mari à l'essai*, vaudeville en un acte, 1827, in-8°. M. Dartois est auteur d'une tragédie reçue à l'unanimité au Théâtre-Français, où elle sera probablement jouée cet hiver. Elle a pour titre : *Le sénat et le peuple*.

**DARTOIS DE BOURNOVILLE** (François-Victor-Armand), né à Beauvais, près Noyon, le 3 octobre 1788, frère puîné du précédent, est un de nos plus féconds et de nos plus agréables vaudrevillistes. Destiné, comme son frère, au barreau, il commença aussi par travailler chez un avoué; mais le succès qu'il obtint une petite pièce qu'il donna au théâtre du Vaudeville, en 1808, avec M. Théaulon, *Les fiancés*, ou *l'amour et le hasard*, déterminèrent sa vocation pour l'art dramatique, et le firent renoncer à l'étude des lois. En 1814, il entra dans les gardes-du-corps du roi, compagnie écossaise, et, en 1815, il suivit Louis XVIII en Belgique. De retour à Paris, il coopéra, sur la fin de cette année, à la rédaction du *Nain rosa*, journal qui cessa de paraître au commencement de 1816. M. Armand Dartois obtint, en 1817, la décoration de la légion d'honneur, et quitta vers ce temps-là le service militaire, qui contrariait ses goûts. En 1830, il est devenu l'un des administrateurs du théâtre des Variétés, par la cession que M. Mira-Brunet lui a faite de sa portion d'intérêt. M. Armand Dartois a donné, sur différents théâtres, seul ou en société, un très grand nombre de vaudrevilles dont plusieurs ont été très applaudis, et sont restés au répertoire. Ses principaux collaborateurs ont été MM. Théaulon, H. Dupin, Dumersan, Francis, Brazier, Saintine, etc. Voici les titres de quelques uns de ses ouvrages représentés au Vaudeville : 1° *Les femmes soldats*, ou *la fortresse mal défendue*, 1809; 2° *Les trois fous*, ou *la jeune veuve*, 1810; 3° *La partie cachée*, 1811; 4° *Les pécheurs dansés*, 1811; 5° *La cimelière du Parnasse*, ou *Tippo malade*, 1813; 6° *Les maris ont tort*, 1815; 7° *Le boghi ramené*, ou un point de vue de Longchamp, 1813; 8° *Psyché*, ou *la curiosité des femmes*, 1814; 9° *L'arbre de Pincennes*, 1814; 10° *La route de Paris*, où les allants et les venants, 1814; 11° *M. Champagne*, ou *le marquis malgré lui*, 1818; 12° *La poste dramatique*, folie à propos de Marie Stuart, sans unité de lieu, 1820; *La Permesse gélée*, ou *les glacières littéraires*, 1821; 13° *La guezou*, parodie du *Paris*, 1821, 14° *Angeline*, ou *la Cham-*

*peuvaise*, 1823; 15° *Matin et soir*, ou *la fiancée et la mariée*, 1823; 16° *Julien*, ou *vingt-vingt ans d'autre-acte*, 1823; type des pièces où l'unité de temps n'a pas été observée, et que l'on a tant imité depuis. Les suivants ont été donnés aux Variétés : 17° *La marchande de gous-jons*, 1821; 18° *M. Pique-Assiette*, 1823; 19° *Le per-ruquier et le coiffeur*, 1824; *L'Opéra-Comique*, seul ou en société; 20° *Le roi et la lingère*, en 2 actes, 1825; 21° *Charles de France*, en 2 actes, 1826; 22° *Le fruit défendu*, en un acte, 1825; 23° *Un mari pour éternité*, 1826; 24° *Le sceptre et la charrue*, en 3 actes, 1827; 25° *Jeanna d'Arc*, en 3 actes, 1821. Enfin M. Dartois a donné au théâtre des Nouveautés : 26° *Paris et Londres*, comédie en 4 tableaux, imitée de l'anglais, 1827; 27° *Figaro*, ou *le jour de noces*, en 3 actes, etc., etc.

**DARTOIS DE BOURNOVILLE** (Louis-Charles-Achille), frère des précédents, est né à Noyon, département de l'Oise, le 17 mars 1791. Destiné au notariat, il travailla à Paris dans une des premières études, quand arriva la révolution de 1814. Il entra alors avec ses frères dans les gardes-du-corps, compagnie écossaise, et partit pour Gand en 1815, à la suite de Louis XVIII. Il revint après les cent jours; mais ce ne fut qu'en 1821 qu'il abandonna le service militaire pour se livrer tout à fait à la littérature. Ses études lui en avaient préparé les voies. Ce fut avec M. Fulgence de Bury que M. Achille Dartois donna au théâtre du Vaudeville son premier ouvrage : 1° *Turenne*, ou *un trait de modestie*, vaudreville historique en un acte, 1816, in-8°, qui eut un succès prodigieux; il donna encore avec le même : 2° *L'invisible*, ou *la curiosité d'une rue*, 1818, in-8°; avec d'autres collaborateurs : 3° *Le trait de poix*, 1821, in-8°; 4° *Le retour à la ferme*, 1822, in-8°; 5° *Les amours de village*, 1823, in-8°; 6° *La pauvre fille*, 1823, in-8°; 7° *Alfred*, ou *la bonne fête*, 1824, in-8°; 8° *Les femmes volantes*, comédie-ferie en 2 actes, 1824, in-8°; 9° *La sorcière des Fougères*, en 2 actes, 1824, in-8°; 10° *L'exilé*, tiré des Parités d'Ecosse de Walter-Scott, 1825, in-8°; 11° *Le grand-maman*, 1825, in-8°; 12° *Le Champenois*, ou *les mystifications*, 1825, in-8°; 13° *Belphégor*, ou *le bonnet du diable*, vaudreville férie, 1825, in-8°, etc. Parmi ceux qu'il a composés seul ou cité : 14° *La dame de belles cousines*, 1823, in-8°; 15° *Jean et Marie*, 1825, in-8°. Il a donné à l'Opéra-Comique : 16° *Les trois quarts*, 1819, in-8°; 17° *Le coq de village*, 1822, in-8°; ces deux pièces ont été retouchées d'après Vadé et Favart; 18° *L'officier et le paysan*, en un acte, 1824, in-8°; enfin il a donné seul au théâtre des Nouveautés : 19° *La fiancée*, ou *le jeu de cache-cache*, 1827, in-8°, et en société : 20° *Le futur et le grand-maman*, vaudreville en un acte, 1827, in-8°; 21° *Le Calé de Walter-Scott*, vaudreville en un acte, 1828, in-8°; 22° *La porte-feuille*, vaudreville en 2 actes, 1829, in-8°. M. Achille Dartois a eu part à la comédie *Le père et le tuteur*, de son frère Théodore, et à diverses pièces de son frère Armand.

**DAUBENTON** (M<sup>me</sup> Marguerite), née à Monther, le 30 décembre 1750, mourut à Paris en 1818. Cette dame est entrée dans le monde littéraire par le roman de *Zélie dans le désert*, composition faible, mais non sans intérêt. Son pas avec Daubenton, qui fut longue et heureuse, n'a pas été stérile, comme on le dit dans la Biographie universelle et dans celle des contemporains; elle en eut une fille qui épousa le fils de Buffon. Ce mariage ne fut point heureux comme celui de sa mère. Detournée de ses devoirs par le duc d'Orléans, M<sup>me</sup> de Buffon, assise à l'une des croisées du Palais Royal, vit ce prince marcher au supplice avec la plus froide indifférence. Le roman de *Zélie* a été imprimé plusieurs fois; en voici les principales éditions : *Zélie sans le désert*, nouvelle édition, avec un supplément, Londres et Paris, Berlin, 1757, 1 vol. in-8°, seule édition avouée par l'auteur; le même, 1795, 2 vol. in-8°; le même, Paris, 1804, 4 vol. in-18; le même, Paris, 1819, 3 vol. in-12, avec figures; et Paris, 1823, 4 vol. in-18.

**DAUBUISSON**. Voyez VOISINS d'ARLÉTIEN, ou Supplément.

**DAUGIER** (François-Henri-Erçab, comte), vice-amiral, grand-croix de Saint-Louis, grand officier de

la légion d'honneur, né d'une famille noble, à Lorient, le 13 septembre 1764, fut reçu garde-marine en 1780, et fut élevé au grade de capitaine de vaisseau, le 21 mars 1790. Il se fit remarquer dans plusieurs combats où il se trouva, et le ministre l'écrivit lui confia, pour récompense de sa belle conduite, le commandement des marins de la garde. Le 19 mai 1814, il fut nommé chef militaire au port de Lorient, et fit partie, à la même époque, de la commission chargée de vérifier les titres des officiers de la marine, qui demandaient de l'emploi ou des récompenses. Il fut encore l'un des commissaires nommés pour examiner les ordonnances et règlements généraux sur la marine, et pour y proposer les changements convenables. La même année, il fut créé comte, contre-amiral et préfet maritime du 4<sup>e</sup> arrondissement. Napoléon lui retira cette préfecture que le roi Louis XVIII lui rendit à son second retour. Le 4<sup>e</sup> département du Morbihan l'envoya à la chambre de 1815, où il prononça, le 25 novembre, un discours remarquable au sujet des communications faites par le gouvernement du second traité de Paris. Dans les malheurs qui accablèrent alors la patrie, M. Daugier, en attribuant la cause à l'aveuglement et à la défection d'une minorité de Français, conjura les hommes égarés de profiter de la terrible leçon que la fortune venait de donner à la France, pour se rattacher franchement au gouvernement. Ce discours fit alors une grande sensation. Dans la session de 1817, M. Daugier vota avec la minorité, ce qui n'empêcha point le ministère de lui confier, l'année suivante, le commandement de la marine à Rochefort, en remplacement du contre-amiral Hourcade, et de le nommer, au mois de septembre de la même année, président du college électoral du Finistère, d'où les suffrages l'envoyèrent une seconde fois à la chambre. M. Daugier, qu'il ne faut pas confondre avec le baron Augier, maréchal-de-camp, aussi quelquefois à la chambre sur les mêmes bancs que le vice-amiral, fut réélu en 1819, par le département de Vaucluse. Candidat du ministère, il crut devoir le soutenir contre les attaques de l'opposition. Lors de la discussion de la loi du 31 juillet 1820, sur les élections, qui établissait des grands et des petits collèges, la défection de son vote et de cinq ou six autres, fit rejeter son amendement important de Camille Jordan. Appelé au conseil-d'état en 1823, M. Daugier commanda la marine à Toulon, et fut, en 1825, élevé au grade de vice-amiral. Il continua de siéger à la chambre des députés jusqu'à la dissolution de la chambre, provoquée par le refus qu'elle fit de concourir au gouvernement avec le ministère Polignac. Il siégea encore au conseil-d'état.

#### DAVID. *Foyez* EMERIC-DAVID.

DAVIDSON LUCRETIA-MARIA, fille d'Officier Davidson, naquit dans l'état de New-York, à Plattsburgh, sur le lac Champlain, le 3 septembre 1808. Elle a dû presque tout à ses jeunes inspirations : il est peu de génies précoces dont la studieuse et poétique enfance ait mérité plus d'intérêt. Cette jeune fille s'acquittait avec zèle des devoirs ordinaires de son sexe et de son âge, chez ses parents sans fortune ; mais aussitôt qu'elle se voyait libre, elle cherchait à se soustraire à tous les yeux, pour travailler à de petits écrits ou à de petits dessins, et quand elle craignait d'être surprise, elle se hâtait de détruire ces papiers. Lorsqu'enfin on en trouva, on vit que chaque feuillet contenait une esquisse tracée sans art, mais non sans goût naturel, et de l'autre côté, des vers sur le même sujet. Ce fut un grand charme pour Maria Davidson que l'on connaît ses échancures d'intellel compréhend toutes les imperfections, et qu'elle l'aida des qu'elle lui eurent été rendues. On n'a rien d'antérieur à l'épithaphe d'un rouge-gorge, qu'elle fit à l'âge de neuf ans. Elle en avait onze lorsqu'elle composa sur Washington des stances si remarquables qu'on prétendit d'abord qu'elle les avait copiées. Elle parvint ensuite à lire, malgré les difficultés de sa position, un assez grand nombre d'auteurs dramatiques, entre autres Shakspeare et Kotzebue ; mais au moment d'acheter de nouveaux livres, elle abandonna à sa mère malade, un billet de vingt dollars, première somme dont ses jeunes mains eussent pu disposer, et

premier cadeau reçu d'un étranger aussi délicat que généreux. Après beaucoup d'essais écrits avec une rapidité surprenante, et parmi lesquels il faut citer *Bodri*, poème dont il ne reste qu'un chant, *Maria Davidson entre*, en 1824, dans une maison d'éducation, où on la laissa se livrer trop ardemment à l'étude. Relâchée d'une première maladie, elle fut reçue à Albany, dans un pensionnat de demoiselles ; mais aussitôt elle eut une rechute, et elle ne fit plus que lutter contre un dépérissement inévitable. Le danger d'être privée de la raison l'affligeait beaucoup plus que l'idée de perdre la vie. Toute lecture lui fut interdite, mais elle avait ses livres auprès de son lit, et souvent elle les baisait. Elle regrettait aussi les vives impressions que lui avait faites la musique, particulièrement *l'Idée de Thomas Moore à sa harpe*. Elle n'avait jamais entendu ce chant à la fin du jour, sans pâlir et se troubler au sentiment de perdre connaissance. Sa santé égalait sa sensibilité ; elle avait des traits réguliers, des yeux pleins d'une douceur mélancolique, de longs cheveux noirs, une belle peau, et, ce qui est rare chez les femmes, un très beau front. Elle s'éteignit dans sa dix-septième année, en prononçant le nom de son bienfaiteur, le 27 août 1825. Elle a laissé trois esquisses de romans, une tragédie, et plus de deux cent cinquante morceaux en vers dans différents genres ; ils ne sont pas exempts de défauts, mais on y trouve de la veine et de puissants moyens d'intérêt. Ses œuvres ont été publiées par Samuel Moore, sous ce titre : *Amer-Khan et autres poèmes, ou autres diversas de Lucretia-Maria Davidson*, etc., New-York, 1829. M. Southey a donné, dans *Quarterly-Review* de longs éloges la sur cette jeune Américaine, digne de regrets à tous égards.

DAWE (GEORGE), né à Londres, en 1787. Son génie pour la peinture se révéla de bonne heure ; à peine âgé de quatorze ans, il avait gravé les portraits d'Elizabeth et de Marie d'Écosse, d'après Graham, et ce fut à l'âge de vingt-un ans, qu'il grava le magnifique monument du marquis de Cornwallis, d'après son propre dessin. Dawe mérita sa réputation et ses succès par ses longues études. Il avait surtout approfondi l'étude de l'anatomie, et, sous ce rapport, plusieurs fois il donna des preuves qui le firent regarder plutôt comme un chirurgien que comme un peintre. L'ardeur de Dawe pour s'instruire était incroyable, et n'était égale que par son amour pour son art et pour la poésie, deux genres de peinture qui se prêtent de mutuel secours. Virgile était son poète favori, il traduisit une grande partie de ses œuvres qu'il lisait sans cesse ; mais persuadé que toutes les nations possédaient quelques génies analogues, il se mit à étudier tour à tour l'allemand, le russe et l'italien. En procédant à la peinture par de semblables études, le mérite de Dawe paraissait assurément que le genre qu'il préférait ; aussi son premier tableau fut couronné par l'académie royale des beaux-arts de Londres : il représentait Achille furieux de la mort de Patrocle. Peu de temps après, Dawe puisa dans les inspirations fécondes des livres saints, un sujet qui lui mérita l'admiration générale, Noé et ses deux bruns. Une scène de Cymbeline, qu'il reproduisit avec une illusion admirable, lui valut un prix de deux cents guinées, que lui décerna l'institution Britannique. C'est ce même tableau qu'acquiert la famille Hope, qui contribua beaucoup à la popularité de Dawe. Peu de temps après, Thomas Hope acheta son magnifique tableau d'Andromaque, et fit peindre ce beau portrait de son épouse, qui, éposée par la suite, ne contribua pas peu à populariser le savant pinceau de Dawe. Nous n'avons les moyens ni le temps d'énumérer ici tous les portraits sortis du génie de ce peintre, nous nous bornerons à dire que dans ce grand nombre de travaux pleins de vie et de fidélité, on remarque surtout le portrait de la charmante actrice miss O'Neil, dans le rôle de Juliette, de Shakspeare ; ceux du prince Léopold de Saxe-Cobourg, et de sa jeune et malheureuse épouse, la princesse Charlotte ; un autre du duc de Wellington, etc. Admire de tous, la cour partagea l'estime générale : le duc de Kent surtout lui en témoignait une toute particulière : c'est S. A. R. qui

des plus anciennes des provinces de Picardie et de l'île de France, ayant tout perdu à la révolution, le destinait au barreau. Après avoir fait ses études, il fut envoyé à Paris pour y suivre les cours de droit et y travailler chez un avoué. Il était second clerc dans une des meilleures études de la capitale, lorsqu'il entra, en 1805, sous-lieutenant dans le régiment étranger que M. de La Tour d'Auvergne venait de lever sous son nom, avec l'autorisation du premier consul. Des raisons de famille ayant déterminé M. Dartois à quitter la carrière militaire, il fut placé dans l'administration des droits-reunis, où les événements de 1814 le trouvèrent recevoir particulier. Il reprit alors du service, entra dans les gardes-du-corps de Louis XVIII, et suivit ce prince à Gand en 1815. Après les cent jours, il passa dans une légion d'infanterie, fut envoyé à Versailles pour y commander une compagnie de dépôt, et fut mis en non-activité au mois de janvier 1820. Depuis ce moment il s'est entièrement livré à la littérature. Nommé, en dernier lieu, secrétaire du gouverneur du château royal de Meudon, il a perdu cette place par suite de la révolution de juillet 1830. M. Dartois a écrit un grand nombre d'articles dans les journaux les plus connus, et composé beaucoup de poésies légères, éparées dans divers recueils. Il a donné, sur différents théâtres de Paris, plusieurs pièces qui ont obtenu du succès : 1° à l'Odéon (avec son frère Achille), *Le père tuteur, ou l'école de la jeunesse*, comédie en 5 actes, en vers, 1822, in-8°; 2° au théâtre du Vaudeville (avec le même) *Le mariage de convenance, ou le roi des jeunes filles*, 1824, in-8°; 3° (avec ses frères Armand et Achille) *La famille des Bonnards*, 1824, in-8°; 4° (avec ce dernier et M. Théodore Anne) *Les deux officiers*, 1824, in-8°; 5° *Les châtelaines, ou les nouvelles Amazones*, 1825, in-8°; 6° au théâtre des Nouveautés (avec son frère Achille) *La mari à l'essai*, vaudeville en un acte, 1827, in-8°. M. Dartois est auteur d'une tragédie reçue à l'unanimité au Théâtre-Français, où elle sera probablement jouée cet hiver. Elle a pour titre : *Le sénat et le peuple*.

**DARTOIS DE BOURNOVILLE** (FRANÇOIS-VICTOR-ARMAND), né à Beauvais, près Noyon, le 3 octobre 1788, frère puîné du précédent, est un de nos plus féconds et de nos plus agréables vaudevillistes. Destiné, comme son frère, au barreau, il commença aussi par travailler chez un avoué : mais le succès qu'obtint une petite pièce qu'il donna au théâtre du Vaudeville, en 1808, avec M. Théaulon, *Les fiancés, ou l'amour et le hasard*, déterminèrent sa vocation pour l'art dramatique, et le firent renoncer à l'étude des lois. En 1814, il entra dans les gardes-du-corps du roi, compagnie écossaise, et, en 1815, il suivit Louis XVIII en Belgique. De retour à Paris, il coopéra, sur la fin de cette année, à la rédaction du *Nain rose*, journal qui cessa de paraître au commencement de 1816. M. Armand Dartois obtint, en 1817, la décoration de la légion d'honneur, et quitta vers ce temps-là le service militaire, qui contrariait ses goûts. En 1830, il est devenu l'un des administrateurs du théâtre des Variétés, par la cession que M. Mira-Brunet lui a faite de sa portion d'intérêt. M. Armand Dartois a donné, sur différents théâtres, seul ou en société, un très grand nombre de vaudevilles dont plusieurs ont été très applaudis, et sont restés au répertoire. Ses principaux collaborateurs ont été MM. Théaulon, H. Dupin, Dumersan, Francis, Brazier, Saintine, etc. Voici les titres de quelques uns de ses ouvrages représentés : au Vaudeville : 1° *Les femmes soldats, ou la fortresse mal défendue*, 1809; 2° *Les trois fous, ou la jeune veuve*, 1810; 3° *La partie carrée*, 1811; 4° *Les pécheurs danois*, 1811; 5° *La cinquième du Pornosse, ou Tippa malade*, 1813; 6° *Les maris ont tort*, 1813; 7° *Le boghi ramené, ou un point de vue de Longchamp*, 1813; 8° *Peyché, ou la curiosité des femmes*, 1814; 9° *L'arbre de Pincennes*, 1814; 10° *La route de Paris, ou les allants et les venants*, 1814; 11° *M. Champagne, ou le marquis malgré lui*, 1818; 12° *La poste dramatique*, folie à propos de Marie Stuart, sans unité de lieu, 1820; *La Permeuse gold, ou les gliszeurs littéraires*, 1821; 13° *La guaze*, parodie du *Paria*, 1821, 14° *Angeline, ou la Chan-*

*penoise*, 1823; 15° *Matin et soir, ou la fiancée et la morise*, 1823; 16° *Julien, ou vingt-vingt ans d'entre-acte*, 1823; type des pièces où l'unité de temps n'a pas été observée, et que l'on a tant imité depuis. Les suivants ont été donnés aux Variétés : 17° *La marchande de gâteaux*, 1821; 18° *M. Pique-Assiette*, 1823; 19° *Le perroquet et le coiffeur*, 1824. A l'Opéra-Comique, seul ou en société : 20° *La roi et la lique*, en 2 actes, 1815; 21° *Charles de France*, en 2 actes, 1816; 22° *Le fruit défendu*, en un acte, 1815; 23° *Un mari pour étranger*, 1816; 24° *Le sceptre et la charrue*, en 3 actes, 1817; 25° *Jeune d'Arc*, en 3 actes, 1821. Enfin M. Dartois a donné au théâtre des Nouveautés : 26° *Paria et Londres*, comédie en 4 tableaux, imitée de l'anglais, 1827; 27° *Figaro, ou le jour de noces*, en 3 actes, etc., etc.

**DARTOIS DE BOURNOVILLE** (LOUIS-CHARLES-ACHILLE), frère des précédents, est né à Noyon, département de l'Oise, le 17 mars 1791. Destiné au notariat, il travaillait à Paris dans une des premières études, quand arriva la révolution de 1814. Il entra alors avec ses frères dans les gardes-du-corps, compagnie écossaise, et partit pour Gand en 1815, à la suite de Louis XVIII. Il revint après les cent jours; mais ce ne fut qu'en 1822 qu'il abandonna le service militaire pour se livrer tout-à-fait à la littérature. Ses études lui en avaient préparé les voies. Ce fut avec M. Fulgence de Bury que M. Achille Dartois donna au théâtre du Vaudeville son premier ouvrage : 1° *Turanne, ou un trait de modestie*, vaudeville historique en un acte, 1816, in-8°, qui eut un succès prodigieux; il donna encore avec le même : 2° *L'invisible, ou la curiosité d'une veuve*, 1828, in-8°; avec d'autres collaborateurs : 3° *La traite de poix*, 1821, in-8°; 4° *Le retour à la ferme*, 1824, in-8°; 5° *Les amours de village*, 1823, in-8°; 6° *La pauvre fille*, 1823, in-8°; 7° *Alfred, ou la bonne tôte*, 1824, in-8°; 8° *Les femmes volantes*, comédie-ferrie en 3 actes, 1824, in-8°; 9° *La sorcière des Vosges*, en 2 actes, 1824, in-8°; 10° *L'exilé, tiré des Puritains d'Ecosse de Walter-Scott*, 1825, in-8°; 11° *La grand-maman*, 1825, in-8°; 12° *Le Champenois, ou les mystifications*, 1825, in-8°; 13° *Belphegor, ou le bonnet du diable*, vaudeville ferrie, 1825, in-8°, etc. Parmi ceux qu'il a composés seul ou cité : 14° *La dame des belles roussines*, 1823, in-8°; 15° *Jean et Marie*, 1823, in-8°. Il a donné à l'Opéra-Comique : 16° *Les ligueurs*, 1819, in-8°; 17° *Le coq de village*, 1822, in-8°; ces deux pièces ont été retouchées d'après Vadé et Favart; 18° *L'officier et le paysan*, en un acte, 1824, in-8°; enfin il a donné seul au théâtre des Nouveautés : 19° *La fiancée, ou le jeu de cache-cache*, 1827, in-8°, et en société : 20° *Le futur et la grand-maman*, vaudeville en un acte, 1827, in-8°; 21° *Le Cadeau de Walter-Scott*, vaudeville en un acte, 1828, in-8°; 22° *La porte-feuille*, vaudeville en 2 actes, 1828, in-8°. M. Achille Dartois a eu part à la comédie *Le père et le tuteur*, de son frère Théodore, et à diverses pièces de son frère Armand.

**DAUBENTON** (M<sup>me</sup> MARCELAIRE), née à Monther, le 30 décembre 1750, mourut à Paris en 1818. Cette dame est entrée dans le monde littéraire par le roman de *Zélie dans le désert*, composition faible, mais non pas sans intérêt. Son union avec Daubenton, qui fut longue et heureuse, n'a pas été stérile, comme le dit dans la Biographie universelle et dans celle des contemporains; elle en eut une fille qui épousa le fils de Buffon. Ce mariage ne fut point heureux comme celui de sa mère. Detournée de ses devoirs par le duc d'Orléans, M<sup>me</sup> de Buffon, assise à l'une des croisées du Palais Royal, vit ce prince marcher au supplice avec la plus froide indifférence. Le roman de *Zélie* a été imprimé plusieurs fois; en voici les principales éditions : *Zélie sans le désert*, nouvelle édition, avec un supplément, Londres et Paris, Berlin, 1787, 3 vol. in-8°, seule édition avouée par l'auteur; le même, 1795, 4 vol. in-8°; le même, Paris, 1804, 4 vol. in-18; le même, Paris, 1819, 5 vol. in-12, avec figures; et Paris, 1823, 4 vol. in-18.

**DAUBUISSON.** Voyez VOISINS d'AUBIGNON, au Supplément.

**DACGIER** (FRANÇOIS-HENRI-ERÈRE, comte), vice-amiral, grand-croix de Saint-Louis, grand officier de

la légion d'honneur, ne d'une famille noble, à Lorient, le 13 septembre 1764, fut reçu garde-marine en 1786, et fut élevé au grade de capitaine de vaisseau, le 31 mai 1796. Il se fit remarquer dans plusieurs combats où il se trouva, et le ministre de la marine lui confia, pour récompense de sa belle conduite, le commandement des marins de la garde. Le 19 mai 1814, il fut nommé chef militaire au port de Lorient, et fit parler, à la même époque, de la commission chargée de vérifier les titres des officiers de la marine, qui demandaient de l'emploi ou des récompenses. Il fut encore l'un des commissaires nommés pour examiner les ordonnances et règlements généraux sur la marine, et pour y proposer les changements convenables. La même année, il fut créé, comme, contre-amiral et préfet maritime du 4<sup>e</sup> arrondissement. Napoléon lui retira cette préfecture que le roi Louis XVIII lui rendit à son second retour. Le 4<sup>e</sup> département du Morbihan l'envoya à la chambre de 1815, où il prononça, le 25 novembre, un discours remarquable au sujet des communications faites par le gouvernement du second traité de Paris. Dans les malheurs qui accablèrent alors la patrie, M. Daugier, en attribuant la cause à l'aveuglement et à la défection d'une minorité de Français, conjurait les hommes égarés de profiter de la terrible leçon que la fortune venait de donner à la France, pour se rattacher franchement au gouvernement. Ce discours fit alors une grande sensation. Dans la session de 1817, M. Daugier vota avec la minorité, ce qui n'empêcha point le ministère de lui confier, l'année suivante, le commandement de la marine à Rochefort, en remplacement du contre-amiral Hourdieu, et de le nommer, au mois de septembre de la même année, président du conseil électoral du Finistère, dont les suffrages l'envoyèrent une seconde fois à la chambre. M. Daugier, qu'il ne faut pas confondre avec le baron Augier, maréchal-de-camp, assis longtemps à la chambre sur les mêmes bancs que le précédent, fut réélu en 1819, par le département de l'aucluse. Candidat du ministère, il crut devoir le soutenir contre les attaques de l'opposition. Lors de la discussion de la loi du 29 juin 1820, sur les élections, qui établissait des grands et des petits collèges, la défection de son vote et de cinq ou six autres, fit rejeter un amendement important de Camille Jordan. Appelé au conseil d'état en 1823, M. Daugier commanda la marine à Toulon, et fut, en 1825, élevé au grade de vice-amiral. Il continua de siéger à la chambre des députés jusqu'à la dissolution de la chambre, provoquée par le refus qu'elle fit de concourir au gouvernement avec le ministère Polignac. Il siégea encore au conseil d'état.

DAVID. *Foyez* EMERIC-DAVID.

DAVIDSON LUCRETIA-MARIA, fille d'Officier Davidson, naquit dans l'état de New-York, à Plattsburgh, sur le lac Champlain, le 3 septembre 1808. Elle a dû presque tout à ses jeunes inspirations; il est peu de génies précoces dont la studieuse et poétique enfance ait mérité plus d'intérêt. Cette jeune fille s'acquittait avec une adresse ordinaire de son sexe et de son âge, chez ses parents sans fortune; mais aussitôt qu'elle se voyait libre, elle cherchait à se contraindre à tous les yeux, pour travailler à de petits écrits ou à de petits dessins, et quand elle craignait d'être surprise, elle se hâtait de détruire ces papiers. Lorsqu'enfin on en trouvait, on vit que chaque feuillet contenait une esquisse tracée sans art, mais non sans goût naturel, et de l'autre côté, des vers sur le même sujet. Ce fut un grand charme pour Maria Davidson que l'on connût ses eschances et qu'elle comprît toutes les imperfections, et qu'elle vît de quelles lui eurent été rendues. On n'a rien d'antérieur à l'épiphanie d'un rouge-gorge, qu'elle fut à l'âge de neuf ans. Elle en avait onze lorsqu'elle composa ses Washington des stances si remarquables qu'on prétendit d'abord qu'elle les avait copiées. Elle parvint ensuite à lire, malgré les difficultés de sa position, un assez grand nombre d'auteurs dramatiques, entre autres Shakspeare et Kotzine; mais au moment d'acheter de nouveaux livres, elle abandonna à sa mère malade, un billet de vingt dollars, première somme dont ses jeunes mains eussent pu disposer, et

premier cadeau reçu d'un étranger aussi délicat que généreux. Après beaucoup d'essais écrits avec une rapidité surprenante, et parmi lesquels il faut compter *Bodri*, poème dont il ne reste qu'un chant, Maria l'avidon entra, en 1824, dans une maison d'éducation, où on la laissa se livrer trop ardemment à l'étude. Relâchée d'une première maladie, elle fut reçue à Albany, dans un pensionnat de demoiselles; mais aussitôt elle eut une rechute, et elle ne fit plus que lutter contre un dépérissement inévitable. Le danger d'être privée de la raison l'affligeait beaucoup plus que l'idée de perdre la vie. Toute lecture lui fut interdite, mais elle avait ses livres auprès de son lit, et souvent elle les baisait. Elle regrettait aussi les vives impressions que lui avait faites la musique, particulièrement l'*Adeu de Thomas Moore à sa harpe*. Elle n'avait jamais entendu ce chant à la fin du jour, sans pâlir et se troubler au moment de perdre connaissance. Sa beauté gagnait sa sensibilité; elle avait des traits réguliers, des yeux pleins d'une douceur mélancolique, de longs cheveux noirs, une belle peau, et, ce qui est rare chez les femmes, un très beau front. Elle s'éteignit dans sa dix-septième année, en prononçant le nom de son bien-aimé, le 27 août 1825. Elle a laissé trois esquisses de romans, une tragédie, et plus de deux cent cinquante morceaux en vers dans différents genres: ils ne sont pas exempts de défauts, mais on y trouve de la veine et de puissants moyens d'intérêt. Ses œuvres ont été publiées par Samuel Moore, sous ce titre: *Amer-Kan et autres poèmes, ou autres divers de Lucretia-Maria Davidson*, etc., New-York, 1829. M. Southey a donné, dans *Quarterly-Review* de longue date la sur cette jeune Américaine, digne de regrets à tous égards.

DAWE (GEOFFREY), né à Londres, en 1787. Son génie pour la peinture se révéla de bonne heure; à peine âgé de quatorze ans, il avait gravé les portraits d'Elizabeth et de Marie d'Écosse, d'après Grabam, et ce fut à l'âge de vingt-un ans, qu'il grava le magnifique monument du marquis de Cornwallis, d'après son propre dessin. Dawe mérita sa réputation et ses succès par ses longues études. Il avait surtout approfondi l'étude de l'anatomie, et, sous ce rapport, plusieurs fois il donna des preuves qui le firent regarder plutôt comme un chirurgien que comme un peintre. L'ardeur de Dawe pour l'instruction était incroyable, et n'était égalée que par son amour pour son art et pour la poésie, deux genres de peinture qui se prêtent de mutuels secours. Virgile était son poète favori, il traduisait une grande partie de ses œuvres qu'il lisait sans cesse; mais persuadé que toutes les nations possédaient quelques génies analogues, il se mit à étudier tour à tour l'allemand, le russe et l'italien. En procédant à la peinture par de semblables études, le mérite de Dawe paraissait assurément ainsi que le genre qu'il préférait; aussi son premier tableau fut couronné par l'académie royale des beaux-arts de Londres; il représentait Achille furieux de la mort de Patrocle. Peu de temps après, Dawe puisa dans les inspirations fécondes des livres saints, un sujet qui lui mérita l'admiration générale, Noémis et ses deux bruns. Une scène de Cymbeline, qu'il reproduisit avec une illusion admirable, lui valut un prix de deux cents guinées, que lui décerna l'institution britannique. C'est ce même tableau qu'acquiert la famille Hope, qui contribua beaucoup à la popularité de Dawe. Peu de temps après, Thomas Hope acheta son magnifique tableau d'Andromaque, et fit peindre ce beau portrait de son épouse, qui, en pose par la suite, ne contribua pas peu à populariser le savant pinceau de Dawe. Nous n'avons les moyens ni le temps d'énumérer ici tous les portraits sortis du génie de ce peintre, nous nous bornerons à dire que dans ce grand nombre de travaux pleins de vie et de fidélité, on remarque surtout le portrait de la charmante actrice miss O'Neil, dans le rôle de Juliette, de Shakspeare; ceux du prince Léopold de Saxe-Cobourg, et de sa jeune et malheureuse épouse, la princesse Charlotte; un autre du duc de Wellington, etc. Admire de tous, la cour partagea l'estime générale: le duc de Kent surtout lui en témoignait une toute particulière: c'est S. A. R. qui

l'emmena à Bruxelles, d'où il alla au congrès d'Aix-la-Chapelle, où il peignit plusieurs grands personnages. C'est à cette même époque qu'Alexandre engagea Dawe à se rendre à Saint-Petersbourg pour exécuter une suite de tableaux, dont l'empereur avait lui-même conçu le projet. Dawe se rendit en Russie, en 1819, après avoir peint à Bruxelles le prince et la princesse d'Orange. Il traversa l'Allemagne, et partout il fit le portrait des personnages les plus illustres. A Colbourg, il fut chargé de celui du prince régnant; à Weimar, il fit ceux de l'auteur de Werther, et de la sœur de l'empereur Alexandre. Arrivé à Saint-Petersbourg, Dawe employa neuf années à exécuter la suite de portraits que l'empereur lui avait demandés. Cette galerie unique, se compose de quatre cents portraits de tous les généraux russes qui s'étaient distingués dans les dernières guerres. Outre cette suite de portraits, il composa trois tableaux représentant les maréchaux Wellington, Kutousoff et Barclay de Tolly, de grandeur naturelle, et un tableau de vingt pieds de haut représentant l'empereur à cheval. Ce dernier travail fut placé dans une galerie du palais d'hiver, à Saint-Petersbourg, et inauguré, selon la coutume, d'une manière solennelle, par des cérémonies religieuses. L'accomplissement heureux d'une pareille entreprise valut à Dawe le titre de peintre de l'empereur de toutes les Russes, et l'académie des arts de Saint-Petersbourg le reçut dans son sein. Dawe est sans doute le seul peintre qui ait exécuté, en aussi peu de temps, une collection de tableaux aussi nombreuse. Mais que de contrariétés, que de pénurie n'a-t-il point essayés! mille fois il a été sur le point d'abandonner cette magnifique entreprise: l'empereur aplaisant toutes les difficultés, et avait toutes les désagréments, et ses bontés seules soutenaient ou relevaient le courage du peintre. Ce travail immense une fois terminé, Dawe fut encore chargé de peindre tous les membres de la famille impériale, et de faire des copies de beaucoup de tableaux de la galerie pour de riches familles russes. Jamais Dawe n'éprouva un refus, quelle que fût l'énormité de la somme qu'il demanda pour ses ouvrages; aussi remporta-t-il des trésors. En 1825, il retourna dans sa patrie; quelques mois après il revint sur le continent pour exécuter les tableaux qui lui avaient été demandés: à Berlin, il peignit le roi de Prusse et le duc de Cumberland. Revenu en Russie, il ne put se garantir entièrement des atteintes d'un climat aussi rigoureux, et dès ce moment sa santé fut notablement altérée: il n'en suivit pas moins toutefois l'empereur Nicolas jusqu'à Varsovie, où il fit le portrait du grand-duc Constantin. Bientôt la perte successive de ses forces l'obligea d'interrompre ses travaux; il revint dans sa patrie, où il mourut le 15 octobre 1829. Son frère et son beau-frère ont gravé plusieurs de ses tableaux. Dawe laisse un très grand nombre d'esquisses et de manuscrits que sa famille se propose de publier.

DAZINCOURT. Voyez ANIMOLAT (d').

DEBAST (MARTIN-JOSEPH). Voyez JEAN DE BAST.

DEBEAUFORT. C'est à tort qu'on a mis à DEBEAUFORT (de), voyez DEBEAUFORT; ce renvoi doit être supprimé.

DEBELLEYME (LOUIS-MARIE), né à Paris, le 16 janvier 1787, d'une famille honorable du Périgord. Son père, officier dans le génie, géographe, et collaborateur de Cassini, dont il a écrit plusieurs cartes, était chef de la division topographique aux archives du royaume. Après avoir fait d'excellentes études, à l'école centrale des Quatre-Nations, M. Debelleyme suivit les cours de l'académie de législation, et fut reçu avocat à la cour impériale de Paris, le 17 juillet 1807. Il ne s'y distingua pas moins par ses brillantes improvisations et par la rectitude de son jugement, que par l'élevation de son caractère, et par deux qualités très rares de tout temps au barreau, la concision du langage et le respect des convenances. Nommé, le 17 octobre 1813, membre du bureau de charité du quartier de l'Ecole de Médecine, il compta parmi les travaux et les succès de sa jeunesse, la bien-séance à laquelle il devait un jour élever un monument. Substitut du procureur du roi à Corbeil, le 23

novembre 1814, et présenté, en 1816, par la cour royale de Paris, comme conseiller-auditeur, il devint procureur du roi au tribunal de Pontoise, le 24 janvier 1816, puis à celui de Versailles, le 21 avril 1819, et il remplit ces fonctions avec autant de zèle et d'intégrité que de talent. Une particularité remarquable dans la vie de ce magistrat, c'est que les faveurs qu'il a reçues du gouvernement, ont toujours été sanctionnées par les marques d'estime et de confiance des citoyens. Le 28 février 1821, la ville de Versailles l'adopta comme membre de son conseil municipal. Rappelé bientôt à Paris, il fut successivement nommé juge d'instruction, le 1<sup>er</sup> août suivant, chevalier de la légion d'honneur, le 15 août 1822, vice-président au tribunal de première instance de Paris, le 26 août 1824, et procureur du roi au même tribunal, le 12 juillet 1826, après M. Jacquinet-Pampelune, qui succédait au défunt procureur général Bellart. Dans l'exercice de la magistrature, M. Debelleyme montra toujours que la rigueur imposée par les devoirs, n'est pas incompatible avec les sentiments d'humanité. Plusieurs prévenus de délits politiques lui ont, à cet égard, rendu pleine justice. La chute du ministère Villèle, annoncée depuis cinq semaines par ses fusillades de la rue Saint-Denis, devait entraîner celle de la police féodale. Dès le lendemain de l'installation du nouveau ministère, une ordonnance royale, du 7 janvier 1828, appela M. Debelleyme pour remplacer M. Delavau: malgré les préventions que cherchaient à exciter contre le nouveau préfet de police le *Gazette de France*, et les dures et injustes reproches du *Courrier français*, un tel choix fut applaudi par tout ce qu'il y avait de gens de bien et d'honnêtes hommes à Paris. Dans la procédure, instruite à l'occasion des massacres de la rue Saint-Denis, M. Debelleyme avait pris des conclusions contre les gendarmes, en raison des violences qu'ils avaient exercées. Cet acte récent de courage et d'indépendance, pendant les derniers jours du ministère déplorable, était pour ce magistrat un honorable antécédent, et pour les Parisiens la garantie certaine d'une administration juste, franche et loyale. En prenant possession de la préfecture de police, M. Debelleyme annonça la marche constitutionnelle qu'il se proposait de suivre: il exhorta ses employés, ses agents, à ne pas oublier qu'ils n'étaient que les auxiliaires de la justice, et leur enjoignit le respect des lois, dont il était lui-même pénétré. Il abolit l'espionnage politique, et pour réhabiliter dans l'opinion publique les agents de la police secrète, il leur donna un uniforme particulier qui les obligeait à se respecter eux-mêmes. Une réclamation illégale d'électeurs ayant eu lieu aux Champs-Élysées, il suffit pour empêcher le désordre et pour prévenir un second rassemblement, d'un simple arrêt du préfet, dont le considérant, plein de modération et d'humanité, contrastait singulièrement avec les formes acerbes et brutales de l'ancienne administration: celle de M. Debelleyme fera époque dans les fastes de la première cité de la France, quand même elle n'aurait pas été l'intermédiaire de deux administrations funestes et honteuses. On n'aurait jamais ce qu'il a fait pour la sûreté, la commodité, l'avantage et l'agrément des Parisiens. L'année 1828 et les sept premiers mois de 1829, furent signalés par d'importantes améliorations et par la destruction d'une foule d'abus: vérifications des poids et mesures, arrosages, balayage, étalages, police des spectacles, des diligences urbaines, des voitures et des cochers de place, navigation de la Seine, approvisionnement de Paris, les salles de spectacle, mesures préventives contre les incendies, mesures de garantie et de adresse envers les chiffonniers et les brocanteurs, abolition de l'impôt illégal sur les livrets des ouvriers, et de l'impôt immoral sur la prostitution, etc.; toutes ces matières furent successivement l'objet de règlements sages, et d'utiles ordonnances, où l'intérêt général fut toujours concilié avec le respect des intérêts privés. Les principaux actes de la pacifique et laborieuse magistrature de M. Debelleyme, sont: l'institution des sergents de ville, et des commissaires de police de première classe, l'établissement des nouvelles voitures,



vers, 1813. Le premier de ces ouvrages réussit peu, et le second encore moins. Un peu découragé par ce double échec, l'auteur crut être plus heureux en travaillant sur le fond d'autrui. Il mit en vers : 4° *Le bourgeois gentilhomme*; 5° *Le médecin malgré lui*. Ces deux pièces furent aussi jouées en 1814, au même théâtre. Ces deux tentatives qui, quinze ans plus tard, auraient été peut-être bien accueillies, tant la bizarrerie est grande aujourd'hui, le furent fort mal à leur apparition : le public s'obstina à préférer la prose de Molière aux vers de M. Decomberousse; 6° *Louis d'Outremer*, ou *le sujet fidèle*, drame en trois actes, en prose, 1814, qui n'obtint qu'un succès contesté, malgré la circonstance à laquelle il faisait allusion; 7° *Les incorrigibles*, ou *l'amour et les vers*, comédie en trois actes, en vers, de Collin d'Harleville, 1813; 8° *Le secret révélé*, comédie en trois actes, en vers, de Monvel, 1816; 9° *Le chevalier français*, ou *tout pour l'amour*, comédie en quatre actes, en vers, de Monvel, 1817; ces trois pièces furent corrigées et arrangées pour l'Odéon par M. Decomberousse, à qui le public ne sut aucun gré d'avoir exhibé des ouvrages que les auteurs primitifs avaient jugés peu dignes d'ajouter à leur réputation, puisqu'ils les avaient condamnés à l'oubli dans leurs portefeuilles. Il cessa enfin de troubler la cendre des morts, et s'occupa des vivants dans quelques brochures politiques et satiriques : 10° *Revue politique de l'année 1817*, Paris, 1817, in-8°, en quatre livraisons; 11° *Lettres dauphinoises*, ou *correspondance politique et littéraire* (n° 1), Paris, 1817, in-8°; 12° *La canne de Voltaire et l'écritoire de Rousseau*, dialogue, Paris, 1817, in-8°. Ces essais n'ayant probablement pas fait fortune, M. Decomberousse rentra dans la carrière dramatique par deux comédies dont la représentation fut sans doute arrêtée par la censure; 13° *L'ultra*, ou *la manie des ténérès*, en un acte, en vers, 1818, in-8°; 14° *Le ministériel*, ou *la manie des dîners*, en un acte, en vers, 1819, in-8°; après avoir publié une autre satire : 15° *Le pays des marmousets*, ou *les langues et les culottes*, Paris, 1819, in-8°, il associa ses talents avec ceux d'un auteur déjà connu par plusieurs succès aux théâtres secondaires, et donna à l'Odéon, avec M. Baudouin Daubigny : 16° *Le présent d'un prince*, ou *l'autre fille d'honneur*, comédie en trois actes, en prose, 1821, in-8°. Cet ouvrage est bien conduit et spirituellement dialogué : il a complètement réussi. M. Decomberousse songea déjà à s'élever jusqu'à la tragédie, et voulant apparemment y arriver par la filière des mélodrames, il donna au Parnasse dramatique, avec Alfred Pichat, son compatriote, 17° *Ali-Pacha*, mélodrame en trois actes, Paris, 1822, in-8°. Des caractères largement tracés et un certain luxe de style, auquel les spectateurs du boulevard ne sont pas habitués, valurent à cette pièce une longue suite de représentations; 18° avec Carmouche et Daubigny : *Le prince bergier*, mélodrame historique en trois actes, 1823, in-8°, ouvrage dont le succès ne put que retarder d'un mois la chute de ce théâtre; à la Porte-Saint-Martin (avec Daubigny et Merle) : 19° *La légalité de la vallée d'Aoste*, mélodrame en trois actes, 1823; 20° (avec MM. de Chavanges et Jouslin de la Salle) : *Jane Shore*, mélodrame en trois actes, 1825, in-8°; 21° (avec M. de Chavanges) : *Le docteur d'Altona*, mélodrame en trois actes, 1825, in-8°; enfin M. Decomberousse a donné au Théâtre-Français : 22° *Judith*, tragédie en trois actes, 1825, in-8°, bien supérieure à celle de Boyer. L'action en est fort simple, le sujet peu intéressant; mais on y trouve de belles scènes et des vers de la bonne école. L'auteur, voulant célébrer les grands événements du mois de juillet, a publié : 23° *La victoire du peuple*, nationale, 1830, in-8° — Decomberousse (Alexis), frère puîné du précédent, et avocat à la cour royale de Paris, est né à Vicigne (Isère), en 1795. Il est aussi livre à la littérature; mais nous ne connaissons de lui que la participation qu'il a eue à la mise en vers et à l'arrangement des pièces d'auteurs morts, adoptées par son frère. Nous croyons qu'il a donné en société, sous le nom d'Alexis, quelques pièces aux théâtres secondaires : 1° *Le feu*, drame historique en trois actes, à l'Ambigu-Comique, 1829, in-8°; 2° *La maîtresse*, comé-

die-vaudeville en deux actes, au Gymnase dramatique, 1829, in-8°; 3° *Le fils de Louison*, mélodrame en trois actes, à la Gaîté, 1830, in-8°, etc.

DEGEN (CHARLES-FÉLIX), professeur de mathématiques à l'université de Copenhague, naquit dans cette ville le 1<sup>er</sup> novembre 1766. Son mérite et ses vastes connaissances lui firent confier l'éducation des deux princesses, filles du feu prince Frédéric, oncle du roi régnant et du prince Ferdinand, leur frère. En 1798, il fut reçu docteur en philosophie : il remplit ensuite différents emplois dans l'instruction publique, et y laissa partout d'honorables souvenirs. Il occupait la chaire des mathématiques à l'université de Copenhague, depuis 1814, lorsqu'il mourut dans les premiers mois de 1825. Il a publié un traité intitulé : *Canon pellianus sive tabula simplicissimarum æquationum celebratissimarum*  $3x^2 + 1$  solutionem pro singulis numeris dati valoribus ab 1 ad 1000 continens. *Alfama*. 1817, in-4°. On trouve plusieurs de ses *Mémoires* dans les actes de la *Société des Sciences*, de Copenhague, et dans quelques autres recueils. On a encore de lui deux cahiers d'*Aphorismes pédagogiques*, Copenhague, 1790.

DEGOUVE DE NUNCQUES. Voyez NUNCQUES, au Supplément.

DEIMAN (JEAN-RODOLPHE), né à Hagen en Ost-Frisie, au mois d'août 1743. L'histoire de la physique et de la chimie, pendant la seconde moitié du dix-huitième siècle, porte fréquemment le nom de ce médecin. Quoique Deiman n'ait presque pas quitté la Hollande, si ce n'est pendant le cours de ses études à l'université de Halle, ses travaux furent remarqués dans l'œuvre de la palingénésie scientifique, qui s'est accomplie depuis cinquante années, et le mirent en rapport avec les savants les plus distingués de l'Europe. Des la fin de ses études universitaires, et par la thèse qu'il soutint en 1770, pour être reçu docteur en médecine, Deiman fit bien présumer de son avenir. Le titre de médecin du roi de Hollande, ainsi que celui de chevalier de l'ordre du mérite, furent la récompense des services qu'il avait rendus à l'humanité, autant que de ceux dont les sciences lui étaient redevables. Deiman ne se borna pas à être dévoué aux soins d'une clientèle circonscrite et choisie : son zèle philanthropique le porta à soulager, dans tant de maux incurables, tous ses concitoyens. C'est ainsi que, préoccupé de l'idée de fonder une institution pour les aveugles, il chercha en France et en Prusse les meilleurs renseignements à cet égard, et qu'il fit entrer dans ses vues les plus honorables de ses compatriotes. La carrière de Deiman, comme savant, n'a pas été moins bien remplie. La découverte du gaz oléfiant, ainsi que ses aperçus sur quelques points importants de la chimie, lui méritèrent les éloges de Fourcroy. Notre grand chimiste déclara, en présence de l'Institut, que les recherches du chimiste batave étaient du petit nombre de celles qui présentaient des vues nouvelles. Les principaux ouvrages de Deiman sont : 1° un *Traité d'électricité médicale*; 2° un *Traité sur les plaies métalliques*; 3° divers écrits sur l'hygiène et l'éducation physique, et de plus, un grand nombre de *Mémoires* insérés dans les collections académiques de la Hollande. Ses recherches chimiques ont été réunies en trois volumes, que la société des chimistes hollandais a publiés, et dont on a une traduction en français sous le titre d'*Essais physico-chimiques*. La société royale de médecine de Paris avait, pour le concours de 1788, proposé la question de *déterminer quels sont les avantages et les dangers du quinquina administré dans le traitement de diverses espèces de fièvres remittentes*. Le prix fut décerné en partage avec Mitchell, à Deiman. Lorsque la société concordia et libertate ne proposa de rendre des honneurs publics à la mémoire de Lavoisier, ce fut lui qu'elle choisit pour être son organe, et il se montra digne de cette commission. Il est à regretter pour nous que la plupart des ouvrages de Deiman soient écrits en hollandais, et que l'on n'ait pas entrepris de les traduire complètement. On trouve sur ces mêmes ouvrages, et sur la personne de l'auteur, des détails très étendus dans l'*Éloge de Jérôme de Busch*; mais malheureusement encore, ce dernier écrit est aussi en hol-

landais. Deinan est mort dans sa ville natale, en février 1808.

**DEJAZET (JEAN-PIERRE-MARIE)**, graveur, est né à Paris le 31 juillet 1748. Elève de M. Debucourt, son oncle, il a comme lui principalement cultivé la gravure à la manière noire. Son rival, non seulement par le genre, mais aussi par la supériorité du talent, M. Dejazet paraît destiné à fournir une carrière non moins bien remplie. On cite, parmi les planches capitales qui lui sont dues, l'Entrée de Charles X dans Paris; la Barrière de Clichy; une Course à Rome; Massépa; les Adieux de Fontainebleau; la Mort de Napoléon; Le Glaive; le Passage du pont d'Arcole; l'Atelier d'Horace Vernet; François I<sup>er</sup>. L'énumération de ses autres ouvrages fournirait plus de cent cinquante titres divers. Cet artiste, qui s'est particulièrement appliqué à graver les compositions de M. Horace Vernet, semble avoir été mieux inspiré par ce peintre que par tout autre, et l'on a lieu de remarquer que la même chose est arrivée à son oncle, à l'égard de M. Carle Vernet. M. Dejazet a obtenu la médaille d'or à l'exposition de 1819.

**DEKEN (AGATHA)**, née dans les derniers mois de 1751, au village d'Amsterveen, à deux lieues d'Amsterdam. Ses premières amies se passèrent dans l'innocence. Après la mort de ses parents, dont un incendie avait détruit les remouées, elle fut recue à l'âge de trois ans dans un hospice d'orphelins; mais aussitôt qu'on lui eut vu des dispositions pour la poésie et la littérature, une société de bienfaisance lui donna des encouragements. Agathe Deken prit part, pendant quelque temps, aux travaux littéraires de Marie Roach, et ensuite elle s'associa définitivement avec M<sup>me</sup> Wolf, et Bekker, qui avait beaucoup de verve, d'enjouement et d'originalité. M<sup>lle</sup> Deken était moins vive et beaucoup plus sérieuse; mais cette opposition d'humeurs, qui ne troublait nullement leur étroite et constante liaison, fut peut-être favorable à leur talent. Agathe survécut peu de temps à son amie; elle mourut dans Amsterdam à l'âge de soixante-trois ans, le 14 novembre 1804. Elle avait travaillé aux antiquités que les bibliophiles de Harlem ont adoptées pour leur édition. Elle a publié deux Recueils de chansons, l'un à l'usage des gens de campagne, l'autre pour l'enfance. Mais M<sup>lle</sup> Deken est surtout connue dans la littérature néerlandaise, par les ouvrages assez nombreux qu'elle fit commun avec M<sup>me</sup> Bekker, et dont le succès de vogue alla jusqu'à l'engouement. On en a multiplié rapidement les éditions: ce sont: 1<sup>o</sup> *Lettres sur divers sujets*, 3 vol. in-8<sup>o</sup>; La Haye, 1780; 2<sup>o</sup> *Enseignements instructifs et populaires sur la foi et les mœurs du chrétien* (pour toutes les communions), in-8<sup>o</sup>; La Haye, 1781; 3<sup>o</sup> *Chansons économiques ou populaires*, 3 vol. in-8<sup>o</sup>; La Haye; ce recueil contient cent vingt pièces; 4<sup>o</sup> *Sara Bergerhart*, roman national, 7 vol. in-8<sup>o</sup>; La Haye, 1782; on l'a traduit en français à Lausanne; 5<sup>o</sup> *Fables* au nombre de quarante, imitées ou traduites en vers, in-8<sup>o</sup>; La Haye, 1784; 6<sup>o</sup> *Histoire de Wilhem Leerdam*, roman en lettres, huit volumes in-8<sup>o</sup>; La Haye, 1784 et 1785; et un volume de supplément en 1786; 7<sup>o</sup> *Lettres d'Abraham Blankart*, 3 vol. in-8<sup>o</sup>; La Haye, 1787 et 1789. C'est une suite de Sara Bergerhart, 8<sup>o</sup> *Promenades en Bourgogne*, in-8<sup>o</sup>; La Haye, 1789. Ce sont quatre chapitres isolés et de différents genres, quoique sur le même sujet. Ce poème irrégulier a été composé à l'occasion d'une course faite en Bourgogne, par les deux auteurs qui avaient alors le dessein de s'y établir, à cause des événements politiques de la Hollande.

**DELABORDE. Voyez LABORDE.**

**DELAIGOUR. Voyez MAYNON**, au Supplément.

**DELAITRE (le comte RAYMOND)**, maître des requêtes au conseil-d'état, officier de la légion d'honneur et préfet du département de l'Eure, est né à Paris, en 1770. Son père était l'ancien directeur-général des entrées de Paris, qui fut assassiné dans son château de Charonne, après le 10 août 1793. Nommé, en 1800, membre du conseil-général et municipal de la ville de Paris, M. Raymond Delaitre a été chargé de rapports importants, et a pris, pendant près de vingt ans, une part fort active aux travaux de

cette assemblée. A l'époque de la restauration il signa, avec plusieurs de ses collègues, la mémorable proclamation du 4 avril 1814, en faveur des Bourbons, et fut nommé chevalier de la légion d'honneur. En 1815, lors du retour de Napoléon, M. Delaitre fut destitué par décret impérial; mais après la seconde rentrée du roi, il fut réintégré dans ses fonctions. Nommé député, en septembre de la même année, par le département de la Seine, il vota constamment avec la minorité de la chambre introuvable. Après l'ordonnance du 5 septembre 1816, réélus par le même département, M. Delaitre vota alors avec la majorité de la nouvelle chambre. Pendant cette session, il fut un des candidats à la questure et à la caisse d'amortissement. Le roi le nomma deux fois, en 1817 et 1818, pour présider le collège électoral du deuxième arrondissement de Paris. Il siégea au conseil-d'état par ordonnance du 8 octobre 1817, en qualité de maître des requêtes, et fut attaché au comité des finances et à un grand nombre de commissions jusqu'à l'époque du 3 juillet 1830, où le roi l'appela à la préfecture du département de l'Eure, qu'il n'a quitté qu'après les événements de juillet 1830.

**DELANGLÉ. Voyez FLEURBAEY**, que l'on devait écrire FLEURBAEY.

**DELANNEAU DE MAREY (PIERRE-ANTOINE-VICTOR)**, fondateur et ancien chef de l'institution de Sainte-Barbe, naquit à Bar, près Semur, le 24 décembre 1758, d'une famille noble. Il commença ses études à La Flèche, et les termina à l'école militaire de Paris. Destiné à l'état ecclésiastique, et pourvu d'un canonicat de Laon, il suivit le penchant qui le portait vers l'instruction publique, et entra dans l'ordre des théologiens, qui se livrait à l'enseignement. Il devint principal du collège de Tulle, et il remplissait dignement ces fonctions modestes quand la révolution éclata. Il en adopta les principes, vint alors à Autun, prêtre sermenté, et fut nommé grand-vicaire de l'évêque constitutionnel de cette ville. Successivement maire d'Autun, agent du district, administrateur de la fonderie du Creusot, il fut élu député à l'Assemblée législative par le département de Saône-et-Loire. Quand cette assemblée fit place à la convention, Delanneau, qui n'avait adopté de la révolution que ses nobles principes, aujourd'hui gravés dans nos codes, se vit en butte aux persécutions des terroristes. Incarcéré au Luxembourg, il dut sa liberté à la protection courageuse de Carnot, son compatriote. Il sortit quelque temps de Paris, et quand sa vie ne fut plus menacée, il revint y établir une imprimerie, mais il quitta bientôt cet état peu en harmonie avec ses habitudes; alors, par la protection de Guinguet qui, sous le ministère de l'intérieur Benzech, cherchait à réorganiser les études en France, il obtint une place de chef de bureau de l'instruction publique; mais à cette époque, les emplois de la bureaucratie étaient encore moins stables qu'aujourd'hui. La place d'administrateur de l'Opéra, qu'on lui offrit alors, ne le tenta point; et revenant à la vocation de toute sa vie, Delanneau accepta avec empressement le modeste emploi de sous-directeur du lycée français au collège Louis-le-Grand. Le caractère un peu faible du provincial Champagnon, avait préparé à son collaborateur une tâche difficile. Bientôt on vit, grâce à son influence, la discipline s'établir et les études fleurir. Mais bientôt il devait fonder lui-même une institution qui, depuis trente-cinq ans, a soutenu avec avantage la rivalité des établissements du gouvernement. Il ne restait plus en l'an 7, de l'ancien collège de Sainte-Barbe, que les bâtiments, vendus comme biens nationaux à différents acquéreurs qui spéculèrent sur leur destruction; Delanneau entreprit de les rendre à leur ancienne destination. On ne pouvait alors, sans inspirer quelque ombre au gouvernement, mettre une institution sous l'invocation d'une sainte; et le nouveau collège recut d'abord le nom de collège des sciences et des arts. Il ne tarda pas à devenir la première des institutions de Paris: ses écoles centrales, les barlistes ne trouvant pour leur dispute les succès que les élèves de M. Lepitre. Lors de la formation de l'université impériale,



Delanneau envoya ses pensionnaires au lycée Napoléon, et plus tard au lycée impérial et au lycée Charlemagne. Le grand-maître Fontanes, à qui le corps enseignant a plus d'un reproche à faire, et du moins ne pas se montrer injuste envers Delanneau : il l'appelait l'universitaire de l'université. Il lui conféra le titre, alors assez important, d'officier de l'académie de Paris. La gloire d'un établissement qui, comptant cinq cents élèves, était plus florissant qu'aucun des lycées de Paris, imparti par Bonaparte. Alors fut mise en avant le grand reproche fait à Delanneau de s'être marié : on oubliait qu'il s'était fait relever de ses vœux par Pie VII. Dans un moment où l'enseignement élémentaire était si négligé dans Paris, Delanneau avait fondé de ses deniers et dans les bâtiments du petit collège, une école gratuite pour les enfants du douzième arrondissement, dirigée par deux frères de la doctrine chrétienne. Sa bienfaisance ne s'arrêtait pas là, il admettait gratuitement dans son collège les sujets les plus distingués de cette petite école. Voilà l'homme dont on voulut envahir l'établissement pour le convertir en lycée ; mais la restauration, en sauvant l'institution de Sainte-Barbe, préparait à Delanneau bien d'autres persécutions. Menace dans la possession personnelle de son collège par la commission d'instruction publique, il renoua la direction, et fut heureux de la confier à Mousard, son gendre, qui fut si tôt enlevé à l'instruction et à la poésie latine. Alors il appela à remplir les mêmes fonctions M. Adam, ancien professeur au lycée impérial. Enfin, en 1819, le diplôme fut conféré au fils aîné du respectable Delanneau. Cependant il continuait de résider à Sainte-Barbe, et de s'occuper de la discipline et de l'enseignement. Son activité lui faisait encore trouver le temps de diriger les études dans l'institution de jeunes demoiselles, fondée par Mme Dupré-Delanneau, l'une de ses filles. Bon humaniste, versé dans l'histoire, la géographie, les mathématiques, il avait surtout fait une étude approfondie de la langue française. Dans les dernières années de sa vie, il recueillait les cours qu'il avait professés, et publia deux grammaires graduées pour les différents âges : 1° *Grammaire élémentaire, par demandes et par réponses, en faveur du premier âge*, 1846, in-12 ; 2° *Cours de leçons pratiques de grammaire française, quinquies de la syntaxe, en faveur du second et du troisième âge des études*, 1824, in-12. Il est encore auteur 3° d'un *Dictionnaire de poche de la langue française, rédigé d'après l'académie*, et d'un *Dictionnaire des rimes*. Chaque année Delanneau présidait le banquet annuel que célébraient les anciens harbiestes. Sa santé l'empêcha d'y assister le 4 novembre 1829. Son absence, profondément sentie, fut de mauvais présage : le 31 mai 1830, il avait cessé de vivre. Le plus bel éloge de Delanneau se trouve dans l'espèce de culte que tous ses élèves ont voué à sa mémoire. Ils lui ont érigé un pieux monument dans le cimetière du père Lachaise. Un seul trait fera connaître sa belle ame : Un jeune élève venait de perdre, à quatorze ans, son père et tous les moyens pécuniaires pour continuer ses études ; le correspondant de la famille vint exposer à Delanneau la position du pauvre orphelin, et l'impossibilité de le laisser à Sainte-Barbe ; il reçut pour réponse ces paroles : « Je vois au contraire l'impossibilité qu'il en sorte. » Les harbiestes ont, en 1825, fait frapper une superbe médaille sortie des mains de Gatteaux, l'un de leurs disciples.

DELANNEAU (RICHELIEU-ADOLPHE), né à Paris, le 17 juillet 1796, fils du précédent, a fait ses études sous la direction de son père. En 1812, il partit comme secrétaire particulier du général Mathieu Dumas, nommé intendant-général de la grande armée. Après avoir fait cette campagne de Russie, il eut le bonheur d'échapper aux désastres de la retraite de Moscou. Dans la campagne de 1813, en Saxe, il fut nommé adjoint aux commissaires des guerres, et resta attaché à l'intendance générale. Fait prisonnier à Dresde, à la suite de la violation de la capitulation, il resta dix mois dans une des places de Bohême. Rentré en France en 1814, il fut mis à demi-solde ; mais peu de temps après le retour de Napoléon, en 1815, il fut

envoyé à l'armée du Nord, et fit la campagne de cent jours, auprès du général Poy, en qualité de commissaire des guerres de sa division. Revenu à Paris après le désastre de Waterloo, il fut chargé de la surveillance des hôpitaux de blessés, et envoyé ensuite à Vincennes, comme commissaire des guerres du fort, jusqu'à sa remise au pouvoir du roi. Vers la fin de 1815, il fut placé dans son grade à Dijon, auprès de l'ordonnateur Maret ; mais les réactions de l'époque le firent bientôt destituer. Alors il se voua à la carrière de l'instruction publique, et devint, en 1816, sous-directeur de l'institution Sainte-Barbe. En 1819, il obtint le diplôme de chef d'institution, et succéda à son père dans la propriété de l'établissement qu'il dirige encore aujourd'hui. En butte pendant quinze ans à des persécutions moines, dépouillé violemment, en 1823, de son diplôme et du titre attaché au sien nom de son établissement depuis quatre cents ans, il n'en a pas moins continué son état au milieu des peines de tout genre que n'a cessé de lui susciter une haine jalouse et une implacable inimitié. Inébranlable dans la ligne politique que lui traçaient les précieuses traditions paternelles, constamment dévoué aux véritables intérêts du pays, au risque même de la perte de son état et de la ruine de sa famille, il a été nommé dans toutes les élections aux bureaux définitifs des collèges, tant d'arrondissement que de département. M. Delanneau a secondé de tout son patriotisme la mémorable révolution de 1830. Nommé le 28 juillet à l'unanimité par ses concitoyens réunis à la mairie, président de la commission municipale du douzième arrondissement, il a occupé ce poste honorable jusqu'au jour de sa nomination par le roi Louis-Philippe, d'adjoint au maire de cet arrondissement.

DELAUNAY (PIERRE-LOUIS-ATHANASE VEAU), né à Tours le 28 octobre 1751, se livra de bonne heure à l'étude du droit. Il reçut, en 1775, la commission de procureur du roi des eaux et forêts. Il avait fait imprimer, avant ce temps, lorsqu'il exerçait la charge d'avocat au mémoire de Tours, beaucoup de plaidoyers et de mémoires qui prouvent qu'il eût pu arriver à se faire une réputation au barreau, s'il s'y était livré exclusivement. En 1787, il fut élu membre de l'assemblée provinciale ; et, en 1792, appelé à la convention nationale, où il fit plusieurs rapports sur l'instruction publique. De retour dans sa ville natale, il fut nommé professeur d'histoire naturelle à l'école centrale de Tours ; et bien qu'il ne se fût jamais beaucoup occupé de cette science, son aptitude à traiter toutes sortes de matières était telle, qu'il eût été difficile de s'apercevoir que la science qu'il enseignait était à peu près aussi nouvelle pour lui que pour ses élèves. Doué d'une facilité prodigieuse, il eut, comme tant d'autres, le tort de tout effleurer sans rien approfondir, ce qui nuisait beaucoup à la réputation littéraire à laquelle il pouvait justement prétendre. En l'an 8, la classe de littérature et beaux-arts de l'institut couronna, dans sa séance du 16 messidor, son discours sur cette question : quelle avait proposée : *Rechercher les moyens de donner parmi nous une nouvelle activité à l'étude de la langue grecque et de la langue latine*. Il cultiva aussi la poésie. On trouve, dans le *Recueil des séances de la société littéraire de Tours*, dont il était secrétaire perpétuel, une *Épître d'un père à son fils*, qui révèle dans son auteur un véritable talent poétique. En 1780, il fit imprimer un petit recueil intitulé *Voltaire*, ode, et autres poésies, sans nom d'auteur, Londres (Tours), in-8°. Il a fait représenter, à Tours, deux petits ouvrages dramatiques, d'abord en l'an 6, *Stephanus*, ou le mari supposé, opéra-comique en un acte, Tours ; et pour la fête donnée à Tours lors du passage du comte de Livourne, l'*Héureux jour*, opéra-bouffon en un acte, Tours, an 9. Il a laissé en outre beaucoup de manuscrits qui sont entre les mains de sa famille. Il mourut à Tours le 5 janvier 1814.

DELAUVIGNE (GUY-MAÏ), l'un des plus spirituels et des plus modestes vaudevillistes de notre époque, et frère aîné de M. Casimir Delavigne, est né à Giverny, département de l'Eure, le 1<sup>er</sup> février 1790. Envoyé à Paris par ses parents, il fit ses études au collège de

Sainte-Barbe, où il a eu pour condisciple M. Scribe, dont il est resté l'ami et le fidèle collaborateur. Ce fut avec lui qu'il donna, au théâtre du Vaudeville, ses premiers essais : 1° *Les dervis*, 1811; 2° *L'auberge*, ou les brigands sans le savoir, 1812; 3° *Thibault, comte de Champagne*, 1813; ces trois pièces, à l'exception de la seconde, n'annonçaient guère le talent des deux jeunes auteurs. Aussi, tandis que M. Scribe s'exerçait avec d'autres collaborateurs, M. Delavigne, plus timide, semblait se défier de ses forces, et craindre d'écarter de nouveau les chances de la carrière dramatique; enfin l'exemple et le succès de son jeune ami lui rendirent le courage, mais ce ne fut que pour s'associer uniquement à ses travaux et à sa gloire, car il n'a rimé aucun ouvrage sur la scène seul ni avec d'autres auteurs; c'est avec M. Scribe qu'il a donné encore au Vaudeville : 4° *La nonnambule*, 1819, in-8°, repartie depuis au Gymnase dramatique. A l'Odéon : 5° *La oster de son rival*, comédie en un acte, en prose, 1816, in-8°, remise au Gymnase sous ce titre : *Les amoureux jeux de l'amour et du hasard*, comédie-vaudeville en un acte, 1822, in-8°. M. Germain Delavigne a fait représenter à ce dernier théâtre : 6° *Le mariage raté*, 1821, in-8°; 7° *Le colonel*, 1821, in-8°; 8° *Le vieux garçon*, 1821, in-8°; 9° *L'acaire en goguette*, 1823, in-8°; 10° *L'héritière*, 1824, in-8°; 11° *Le diplomate*, en 3 actes, 1827, in-8°; 12° *Le baron du Tranchi*, en 3 actes, 1828, in-8°. A l'Opéra-Comique : 13° *La meise*, en 4 actes, 1823, in-8°; 14° *La maçon*, en 3 actes, 1825, in-8°; 15° *La vieille*, en 3 actes, 1826, in-8°. A l'Académie royale de Musique : 16° *La mort de Portici*, opéra en 5 actes, 1828, in-8°. Tous ces ouvrages ont complètement réussi, sont restés aux répertoires courants, et la plupart ont eu deux ou trois éditions. Tous ceux qui appartiennent au Gymnase ont été réimprimés dans la collection intitulée : *Répertoire au théâtre de Madame*, in-18. M. Germain Delavigne, qui prend autant de peine pour se cacher, que tant d'autres qui se le valent pas en prenant pour se faire connaître, a eu part au *Lyce français*, publié en 1819 et 1820.

DELEAU jeune (le docteur), célèbre médecin acoustique, est né le 21 avril 1797, à Vezulins. Son aïeul, son oncle et son frère aîné furent chirurgiens de régiment, et lui-même suivit cette carrière de 1814 à 1816, époque à laquelle il vint à Paris pour reprendre ses études médicales que la guerre avait interrompues. Ayant été reçu docteur en 1818, il alla exercer la médecine en Lorraine jusqu'en 1825. C'est dans cette province qu'il se livra à l'étude des maladies de l'oreille, objet continuel de ses méditations et de ses expériences. Il fit voir, par plusieurs cures heureuses, qu'il est possible de guérir les sourds-muets de naissance, et fit paraître à ce sujet son *Traité sur la perforation de la membrane du tympan*. Paris, 1820. A la même époque il adressa à l'Académie des sciences un *Mémoire sur l'art de sonder la trompe d'Eustache*, simple, et un autre intitulé : *Description d'un instrument inventé pour rétablir l'ouïe dans plusieurs cas de surdité*; l'Académie accueillit ces essais avec distinction. En 1826, M. Deleau lui fit hommage d'un autre mémoire intitulé : *L'ouïe et la parole, rendus à Honoré Trezel, sourd-muet de naissance*. Paris, 1825, in-8°; cet ouvrage partagea le prix Monthyon. Dès lors la réputation de M. Deleau fut établie. En 1826, il fut aussi à l'Académie de nouvelles observations de guérison de sourds-muets; et sur le rapport qui lui fut à ce sujet, ce corps savant décida qu'une somme de 6,000 francs serait allouée annuellement à M. Deleau pour les frais de traitement et d'instruction de quatre jeunes sourds-muets, sous la surveillance d'une commission prise dans son sein. L'Académie concernée dans ses regards un autre mémoire du docteur Deleau sur l'emploi des douches d'air dans le diagnostic, le pronostic et le traitement des maladies de l'oreille moyenne qui engendrent la surdité. Une commission doit en faire le rapport. Les ouvrages imprimés de cet habile praticien sont les suivants : 1° *Mémoire sur l'abus du emmusement provoqué dans les malades*, Paris, 1820; 2° les quatre *Mémoires* cités plus haut; 3° *Sur la catarrhe de la trompe d'Eustache*, mémoire qui démontre l'utilité de

l'atmosphérique dans le traitement de la surdité. Paris, 1828, in-8°; 4° *Rapport adressé aux membres de l'administration des hospices de Paris*, Paris, 1829, in-8°; 5° *Extrait d'un ouvrage inédit intitulé : Traité des maladies de l'oreille moyenne qui engendrent la surdité*, etc., Paris, 1830, in-8°; 6° *Exposé d'une nouvelle orthographe alphabétique et syllabique indispensable aux personnes qui veulent commencer l'instruction des sourds-muets*, Cambrai, 1830, in-8°. M. Deleau a lu, en 1829, à l'Académie des sciences, un *Rapport sur les personnes qui ont recouvré l'ouïe par ses soins*, un *Tableau des éléments de la parole*, et un *Mémoire sur les causes et le traitement du bégaiement*. Le docteur Deleau qui, si jeune, a déjà rendu tant de services, est médecin de l'hospice des orphelins pour les maladies de l'oreille, membre de l'Académie royale de médecine de Paris, et de plusieurs autres sociétés savantes nationales et étrangères.

DELESPINE (PIERRE-JULES), architecte, né à Paris le 11 octobre 1756, était issu de trois générations d'architectes qui se sont succédés d'une manière honorable; il comptait au nombre de ses ancêtres le célèbre Mansard. Après avoir été continuer à Rome les études qu'il avait commencées près de sa famille, M. Despine avait voyagé dans quelques autres parties de l'Europe, de sorte qu'il joignait à la théorie complète de son art la connaissance positive et pittoresque des principaux monuments anciens et modernes de cet art. La ville de Paris doit à M. Despine divers monuments d'utilité publique, entre autres le marché des Blancs-Manteaux, que sa disposition ingénieuse et commodité doit faire distinguer parmi les autres constructions de ce genre. Cet architecte a fait beaucoup d'autres travaux importants dans le quartier Rivoli, à Saint-Roch et aux environs de Paris. Lorsque se retraisnant dans l'entreprise de travaux qui eussent été plus favorables à sa fortune, il se mit à professer l'architecture, de nombreux élèves accoururent à ses leçons, et les succès qu'ils ont obtenus dans les concours publics ont souvent témoigné des talents supérieurs de leur maître. M. Despine a été membre du jury d'architecture, et membre du conseil et architecte des bâtiments civils. Il était aussi membre de la quatrième classe de l'Institut. Sans aucune ambition que celle du talent, il a dédaigné la fortune, et s'est acquis l'estime générale par la droiture de son caractère et par ses talents. Il est mort le 16 septembre 1825.

DELESSERT. (C'est par erreur que page 1138 on a écrit CHAREL-DELESSERT, et qu'on a renvoyé à DELESSERT. Cet article se trouve à LEXAUX, page 282; c'est ainsi que ce nom doit s'écrire.)

DELFINO (MARCONA), membre de l'Institut de Naples, né en 1744, au château de Licignano, dans les Abruzzes, d'une famille noble et riche, fit de l'étude des lettres l'unique objet de ses occupations. D'abord, comme tous les hommes éclairés, la réforme des abus et le rétablissement de la liberté, il vit avec satisfaction la révolution qui, en 1798, changea la situation politique du royaume de Naples; mais il ne se montra pas l'apôtre des doctrines exagérées, ni le partisan des excès insupportables d'un trop brusque passage de la servitude à la liberté. Au retour de Ferdinand et de son implacable épouse, quoique Delfino se fût comporté avec la plus grande modération, craignant d'être enveloppé dans les proscriptions et les coups d'état qui signalaient cette sanglante réaction, il alla chercher un asile dans la petite république de Saint-Marin, et il y acquit une telle estime qu'on lui conféra le titre de citoyen. Il s'était si fort attaché à sa nouvelle patrie, qu'il aurait voulu y finir ses jours; mais, en 1805, les Français s'emparèrent du royaume de Naples, et Delfino reçut l'ordre de revenir dans sa patrie, sous peine de voir séquestrer les propriétés qu'il y possédait, dans le cas où il persisterait à s'en tenir éloigné. Il revint donc à Naples, où sa modeste n'en empêcha point son mérite d'éclater et d'attirer l'attention du nouveau souverain. Le roi Joseph le nomma membre de la société royale des sciences, et de l'Institut royal d'encouragement, et le roi Joachim lui conféra la place de conseiller d'état, et l'éleva bientôt après au ministère de l'intérieur, poste qu'il occupa jusqu'à la chute de Murat,

en 1815. Son principal ouvrage a pour titre : *Mémoire historique sur la république de Saint-Marin*, Milan, 1804, in-4°. Il a été traduit par M. Auger-Saint-Hippolyte, qui l'a donné comme un ouvrage original, Paris, 1827, in-8°. On a encore de Dellico les ouvrages suivants : 1° *Essai sur la culture du riz*, Naples, 1783, in-8°; 2° *Du rétablissement des mœurs provinciales*, 1784, in-8°; 3° *Sur le tribunal des subsistances*, 1785, in-8°; 4° *De la réforme des poids et mesures*, Naples, 1787; 5° *Le daimier de paille*, 1788, in-8°; 6° *Pensées sur le système judiciaire*; 7° *Mémoires historiques et critiques sur le droit des rois de Naples*; 8° *Pensées sur l'histoire*, ouvrage dans lequel il cherche à prouver le peu de certitude de l'histoire et son inutilité. On a aussi de lui deux traités, l'un sur la manière d'écrire l'histoire, et l'autre sur le beau. Dans une brochure publiée à Bruxelles, sous le titre de *La vérité sur les cent jours*, on attribue à Melchior Dellico et à Corvetto le projet de faire évader Napoléon de l'île d'Elbe, afin d'opérer une révolution en Italie.

DELLARD (JEAN-PIERRE, baron), général, né le 8 avril 1774, à Cahors. Ayant été admis comme volontaire dans une compagnie franche, le 31 août 1792, il passa des le 1<sup>er</sup> octobre, avec le grade de lieutenant, au 35<sup>e</sup> bataillon de volontaires nationaux, et se trouva sous Durnoviz à Gertruydenberg. En 1793, il combattit près d'Ypres pendant l'affaire de Hondscoote, et reçut un coup de feu dans la jambe droite à Werwick. Après avoir commencé avec beaucoup d'activité la campagne de 1794, où il mérita le grade de capitaine, en déterminant la prise de quatre cents Autrichiens réfugiés dans une cucuine avec deux pièces de canon, il tomba dans les mains des Croates, le 22 avril, au combat de Tournay, et subit au fond de la Hongrie une captivité de dix-huit mois. Il ne put rentrer qu'en qualité de lieutenant dans son corps, alors la 36<sup>e</sup> demi-brigade, où on l'avait remplacé, ignorant qu'il eût survécu. Sous Hoche, en 1797, il devint adjudant-major. L'année suivante, le dépôt général des conscrits, à Bale, fut mis sous sa direction. En 1799, au mois d'août, il se distingua en Suisse, sur la Reuss, puis au pont d'Uzzenach. Le 28, il enleva celui de Vassels, ayant persuadé à ses grenadiers qu'un autre détachement s'approchait en suivant d'autres directions, et que pour ne lui pas laisser l'honneur du succès, il fallait charger à la baïonnette, sans retard et sous un feu meurtrier. Le passage de la Linth, le 25 septembre, decida la réputation du capitaine Dellard, et lui valut sur le champ de bataille le grade de chef de bataillon. A cette récompense, décernée par Masséna, le général de division Soult joignit le don d'un beau cheval. Le camp des Autrichiens avait été surpris; en voulant les rallier, leur général avait péri, leurs redoutes étaient enlevées, et leurs canons encloués. La compagnie de deux cents nageurs, à laquelle était due surtout ce brillant fait d'armes, avait été entièrement organisée par l'adjudant-major Dellard, qui l'avait exercée à Zurich, et il reçut du ministre de la guerre des félicitations expresses à ce sujet. Le lendemain du passage de la Linth, se trouvant seul avec un domestique, il eut le bonheur d'emmener prisonniers cinquante Autrichiens. Pendant le reste de la campagne, il combattit au-delà du Rhin, particulièrement à Moeskirch, puis à Donawerth, enfin à l'entrée du Tyrol et dans la vallée de Kustein, où l'extrême confiance des soldats lui permit de se maintenir jusqu'à la fin dans une position où il était attaqué par des forces très supérieures. Le 25 novembre 1800, Moreau le mit au nombre des chefs de bataillon du 36<sup>e</sup> d'infanterie, et, le 29 juillet 1803, il passa du 4<sup>e</sup> bataillon au 1<sup>er</sup>. Un décret impérial du 10 février 1807, le fit colonel du 16<sup>e</sup> d'infanterie légère. En menant pour la première fois son régiment à l'ennemi, il contribua particulièrement, le 14 juin, à la victoire de Friedland. Au moment où l'action allait s'engager, il avait dit à sa troupe : « Brave soixième, votre immortelle réputation commande ma confiance : c'est à moi de gagner aujourd'hui la vôtre. » Le 16<sup>e</sup> cantonna à Berlin pendant une année; mais, en 1808, il se rendit en Espagne, et, sous les ordres du général Maison, le 11 no-

vembre, le colonel Dellard, sans l'assistance d'aucune autre troupe, delogea des hauteurs de Spinoza-de-los-Monteros, et dispersa quinze mille Espagnols qui formaient l'aile gauche de Black. Onze jours après, Napoléon, dans une revue à Burgos, distribua douze décorations au 16<sup>e</sup>, en nommant son chef baron de l'empire et officier de la légion d'honneur. Ayant été blessé ensuite à la prise de Madrid, il fut obligé de se rendre aux eaux d'Aix-la-Chapelle. Lorsqu'il fit de nouveau la guerre en Espagne, l'excellente discipline des bataillons qu'il commandait lui valut, de la part du roi Joseph, des témoignages publics de satisfaction. Un jour, plus de cent cinquante Espagnols, placés en embuscade près de Limena, crurent le faire prisonnier; mais il se tira de leurs mains quoiqu'il n'eût avec lui que quatre voltigeurs. Vers cette époque, la fatigue ayant rouvert ses anciennes blessures, il retourna en France; cependant il se rétablit bientôt, et fit la campagne de Moscou. Le 11 novembre, deux cent cinquante hommes, l'ayant à leur tête, soutinrent la charge d'une cavalerie huit fois plus nombreuse, et protégée par des canons : les approvisionnements qu'il sauva dans cette occasion, et qu'il fit parvenir à Smolensk, furent d'un grand secours avant le passage de la Bérésina. En 1815, le baron Dellard commanda provisoirement à Bayonne; il y recut, au mois d'août, le brevet de général de brigade. Pendant le long blocus de Mayence, on lui confia le commandement de la ligne d'avant-postes, sur la rive droite du Rhin. Le 5 décembre 1814, le roi l'envoya à Valenciennes, et, en 1815, on lui dut en partie la conservation de cette place. Enfin, le 16 septembre 1818, le général Dellard fut nommé lieutenant de roi à Cherbourg.

DELOLME (JEAN-LOUIS), naquit en 1760, à Genève, où il exerça la profession d'avocat. Les troubles dont sa ville natale fut le théâtre, et dans lesquels il joua, pour ainsi dire, un rôle par la publication de son ouvrage intitulé : *Examen de trois points de droit*, l'obligèrent de la quitter. Il se rendit à Londres où il mena une vie tellement désordonnée qu'il se vit dans peu de temps réduit à l'indigence. Tantôt il écrivait dans les journaux, tantôt il haïssait les tavernes les plus communes, et se livrait au jeu et à toutes sortes de dissipations, ce qui pourtant ne l'empêcha pas d'achever son ouvrage, devenu si célèbre, sur la constitution anglaise. Des que ce livre parut, plusieurs personnages éminents, qui connaissaient la triste position dans laquelle se trouvait l'auteur, résolurent de le secourir; mais la vie cachée que menait Delolme leur rendit long temps impossible de découvrir sa demeure. Delolme, aimant par-dessus tout son indépendance, refusa avec une noble fierté toutes les ressources qui lui étaient offertes, et continua son train de vie obscure et dissipe. Le seul désir de revoir sa patrie fut assez fort pour l'y arracher, car, dès que les circonstances lui parurent favorables pour retourner à Genève, il se décida à accepter des secours du *literary fund*, société de bienfaisance établie en faveur des gens de lettres pauvres. Ceci eut lieu en 1775. Immédiatement après son retour à Genève, Delolme fut élu membre du conseil des deux cents. Il mourut en 1805, âgé de soixante-cinq ans, à Gaven, petit village de sa patrie. Parmi les singularités de cet homme célèbre, nous citerons celle-ci, que, bien que le droit public fût le principal objet de ses études, il ne voulut jamais assister aux séances du parlement : les sollicitations les plus pressantes de ses amis pour l'y engager furent inutiles. A l'époque où il arriva en Angleterre, l'anarchie ministérielle était parvenue à son comble en Suède et en Pologne, et les Anglais craignaient, non sans raison, de voir naître le même désordre chez eux. Cet état de choses attira l'attention de Delolme, et les fruits de ses méditations et recherches furent l'ouvrage cité plus haut, qui fonda sa célébrité, et dont le titre est : 1° *Constitution de l'Angleterre, ou état du gouvernement anglais comparé avec la forme républicaine et avec les autres monarchies de l'Europe*, Amsterdam, 1773; et un autre, en langue anglaise, intitulé : 2° *Parallèle entre le gouvernement anglais et l'ancien gouvernement de Suède*, Londres, 1772. Dans ces deux

erlin, Deh-lme cherche à mettre dans tout son jour l'excellence et l'énergie de la constitution anglaise. C'est à cette tendance si fortement exprimée, et si propre à bafouer l'orgueil britannique, qu'il faut attribuer en partie l'extrême faveur avec laquelle les premiers hommes d'état de la Grande-Bretagne, comme lord Chatham, le marquis Camden, et le célèbre auteur des *Lettres à Junius*, accueillirent de prime abord les travaux d'un obscur étranger. Le premier de ces ouvrages n'étant pas à proprement parler un traité méthodique de la matière, beaucoup de personnes reprochèrent à l'auteur d'avoir fait un travail quelque peu superficiel. A cette critique, on pourrait répondre que l'ouvrage de Deh-lme rachète ce défaut par une foule de réflexions profondes et judicieuses sur la constitution de l'Angleterre, sur la force et la stabilité d'une monarchie basée sur de grandes libertés publiques, sur les innombrables avantages qui résultent de l'indépendance des tribunaux et de la libre manifestation de la pensée soumise uniquement à de sages limitations; et que, si l'on en excepte le *De reipublica anglorum*, par le chevalier Thomas Smith, secrétaire d'état de la reine Elizabeth, Londres, 1583, il n'existe pas un seul ouvrage sur ce sujet qui vaille la qualification de méthodique et de systématique. C'est aux qualités que cet ouvrage doit de passer encore de majesté dans la Grande-Bretagne, pour un des meilleurs qui aient été faits sur cette matière. La *Constitution*, etc., a été traduite en anglais, en 1723, par l'auteur lui-même, qui publia, en 1784, une nouvelle édition considérablement augmentée de l'original. La même année parut la quatrième édition de la traduction anglaise, enrichie de notes par le docteur Charles Coote. Ce livre est maintenant traduit dans presque toutes les langues de l'Europe. Outre les deux ouvrages importants dont nous venons de parler, Deh-lme en a composé plusieurs autres en anglais, parmi lesquels se distinguent les suivants : 3<sup>e</sup> *Histoire de la vie des papes*, ou *mémoires sur les superstitions*, 1722, in-4<sup>e</sup>; 4<sup>e</sup> *Essai et aperçu sur l'union de l'Eglise en Angleterre*, Londres, 1756, in-4<sup>e</sup>. A l'occasion de la funèbre oraison de l'Anglais Thellusien, qui concut une disposition pendant que les intérêts d'un capital destiné au petit-fils du testateur seraient cummés et ajoutés au capital jusqu'à ce que celui-ci eût atteint vingt millions de livres sterling, et, dans un certain cas, à trente millions, Deh-lme publia une brochure intitulée : *Observations sur le droit qu'ont les femmes de prescrire, par des dispositions testamentaires, l'emploi de leurs biens après leur décès*, Londres, 1755, in-4<sup>e</sup>; ouvrage qui traite à fond une des questions les plus controversées parmi les jurisconsultes, et qui mérite d'être plus connu qu'il ne l'est en effet.

DEMANNE. Voyez MAYNE.

DEMBARRÈRE (JEAN), lieutenant-général, pair de France, comte, chevalier de Saint-Louis, membre de la légion d'honneur, naquit en 1753. Il entra à l'âge de seize ans dans le corps royal du génie. Quoique issu d'une famille noble, M. Dembarrère continua de servir en France lorsque le régime de la république remplaça l'ancien gouvernement. Le mémorable siège de Valenciennes, en 1795, lui fournit l'occasion de se distinguer. Cette ville, comme on le sait, arriva pendant trois mois une portion de l'armée alliée. L'extrême activité du corps du génie et de l'artillerie de la place, que dirigèrent des officiers de la plus grande distinction, causa aux assiégeants, d'après leur propre aveu, une perte de quinze à vingt mille hommes. Parmi ces officiers, on nomma particulièrement MM. de Tholozé, de Lauriston et Dembarrère. Les années suivantes, on vit Dembarrère servant la république, tantôt à Metz, tantôt dans les départements de l'est ou en Italie. Sa défense improvisée du pont du Var, poste dont les Autrichiens cherchaient à s'emparer, afin de pénétrer plus facilement dans les départements du midi de la France, recut beaucoup d'éloges. Les services de Dembarrère l'ont fait parvenir assez rapidement au grade de lieutenant-général; ses connaissances positives lui firent en même temps confier les fonctions d'inspecteur du génie. Nommé sénateur des 1805, il reçut, en 1814, la dignité de pair de

France. Comme il s'était tenu en dehors des mouvements de 1815, il n'a pas cessé, depuis la seconde restauration, de faire partie de la chambre haute. M. Dembarrère était doué d'un excellent esprit de conduite; les personnes qui ont vécu dans son intimité lui reconnaissent un grand fond de bonté, que son extérieur réglé ne laissait guère soupçonner. On lui doit divers écrits : 1<sup>o</sup> un *Plage historico du maréchal de Faben*, présentée à l'Académie de Dijon, en 1784, et imprimée en 1788. En adressant son ouvrage à cette académie, l'auteur avait que la forme qu'il avait adoptée le ferait éliminer tout d'abord d'un concert dans lequel on le voyait que de l'éloquence littéraire; mais cela n'était un moyen de le produire. Il l'est particulièrement appliqué à exposer les travaux du maréchal, la suite non interrompue des services qu'il rendit à l'état, et à faire connaître au si les progrès successifs de l'art de la fortification et de la défense des places. En un mot, c'est moins l'œuvre d'un auteur que d'un homme de loi. 2<sup>o</sup> *Coup d'œil pour distinguer et classer les différentes parties de la science militaire*, ou de l'art de la guerre sur terre, surtout pour reconnaître l'ordre et l'infériorité de celles qui appartiennent à l'arme du génie, Paris, 1801, in-4<sup>e</sup>. Cet écrit est terminé par un tableau synoptique du système de l'auteur. 3<sup>o</sup> *Observations sur un imprimé publié en 1809 par le lieutenant-général comte de Sainte-Suzanne*, 1819, in-8<sup>e</sup>. Dembarrère est mort en novembre 1828.

DEMYE GERMAIN-CHRISTOPHE (CONRAT), théologien, naquit à Mulhausen (Haut Rhin), au mois de septembre 1760. Après avoir achevé ses études, il exerça, dans sa ville natale, les fonctions de directeur d'une école protestante, puis celles de ministre du culte évangélique. En 1801, il quitta Mulhausen pour Altembourg, où il fut appelé en qualité de sous-intendant-général de l'Eglise réformée, charge de la plus haute importance, dont il remplit dignement tous les devoirs jusqu'à sa mort qui arriva au mois de décembre 1822. On a de lui, outre un grand nombre de sermons, prières, cantiques, poèmes, etc., qui furent tous favorablement accueillis du public, plusieurs ouvrages populaires en langue allemande, qu'il publia sous le nom supposé de Karl Stille, et qui lui valurent dans le temps une certaine célébrité littéraire. Parmi ces derniers nous signalerons les plus remarquables : 1<sup>o</sup> *Soirées passées dans des familles vertueuses*, Götting, 1804, 2 vol.; 2<sup>o</sup> *Le fermier Martin et son père*, 3<sup>o</sup> édit., 1803, 3 vol.; 3<sup>o</sup> *Contes*, 3<sup>o</sup> édit., 1807, Riga, 2 vol. Son portrait se trouve dans le huitième volume d'un recueil allemand intitulé : *Magasin des pasteurs évangéliques*, par Leffler, 1818. L'homme ne fut pas seulement un profond connaisseur des hommes et de leurs besoins moraux, mais il posséda cet art si rare de donner du charme à tous les sujets qu'il traitait, par un langage cordial, noble et simple, qui s'adressait également à l'esprit et au cœur. Toutes ses œuvres, soit en prose, soit en vers, ont pour but d'accroître la dignité de l'homme par le sentiment religieux et une douce philosophie.

DE PERRET. Voyez LATRE DE PESSIER, au Supplément.

DÉRIAUX ou DESBIAUX (PIERRE), et non pas DESBRIEX, comme l'a écrit la *Biographie des vivants*, est né vers 1778, mais nous ignorons en quel lieu. Secrétaire du baron de Tschoudi, dont il fut probablement le collaborateur pour la composition des opéras d'*Edouard et Narcisse* et des *Danaises*, il s'était fait connaître personnellement dans la littérature par deux pièces : 1<sup>o</sup> *L'ombre de J.-J. Rousseau*, 1779; 2<sup>o</sup> *Ballette et Zulmis*, opéra en un acte représenté à l'Académie royale de Musique, en 1780. Lorsque la mort subite de Tschoudi l'eut laissé, en 1784, à peu près sans ressources, il alla, soit par goût, soit par habitude, noyer son chagrin aux Pocheurons. Ce fut là qu'il rencontra l'Allemand Vogel, jeune compositeur, non moins fameux par sa crapule que par ses talents; l'un cherchait un musicien pour un nouvel opéra de sa façon, l'autre un poème à mettre en musique. Le besoin, la sympathie, rapprochèrent nos deux ivrognes et leur association produisit

deux opéras en trois actes, joués à l'Académie royale de Musique. 3° *La toison d'or*, en 1786, remise au théâtre, en 1788, sous le titre de *Médée à Colchos*; 4° *Démophon*, en 1789. Cette tragédie lyrique fit oublier le *Démophon* que Marmontel et M. Chérubini avaient donné, en 1788, au même théâtre, quoiqu'elle ne soit guère plus intéressante. Elle fut principalement son succès à la musique et surtout à sa célèbre ouverture. Le triomphe de Dérivux fut attristé par la mort de son collaborateur, arrivée peu de jours auparavant. Ses autres ouvrages représentés sont : 5° au théâtre de la rue de Bondy, *Constance et Germain*, opéra-comique en un acte, musique de Jadin, 1790; 6° au théâtre Feydeau, *Les ploideurs*, de Racine, arranges en opéra-comique, musique de Duboulay, 1793; 7° à l'Ambigu-Comique, *L'oracle*, en un acte, musique de Poite, 1799; 8° à l'Opéra, *Sémiramis*, tragédie-lyrique en trois actes, musique de M. Catel, 1802, remise au théâtre en 1810. Nous ignorons où ont été joués les autres pièces de Dérivux. 9° *Alexis et Rosette*; 10° *Pamela mariée*; 11° *L'hôtelier de Sarnax*, opéra comique, 1808; 12° *L'amour hurault*; 13° *Les préceptes de mon père*; 14° *La satine du jour*, 1815 in-8°; deux opéras : *Ajax*, et *Le buzer*, ou *l'amour enragé*, refusé; en 1791 et 1792, par l'administration de l'Académie royale de musique, et inédits; 15° *La création du monde*, oratorio de Smeten, mis en musique par Haydn, et traduit de l'allemand, en vers, 1800. Cette traduction médiocre est néanmoins supérieure, pour le rythme musical, à celle du vicomte de Segur, quoique celle-ci ait été seule exécutée à l'Opéra. Dérivux est mort obscur et oublié, s'il ne traîne pas encore sa pénible existence dans quelque hôpital.

DESBILLONS (FRANÇOIS-JOSEPH TERRASSE), célèbre jésuite et poète latin excellent, né le 16 janvier 1711, à Châteaufort, en Berry, fit ses études à Bourges, au collège des Jésuites, et entra dans leur ordre, à l'âge de seize ans. Il enseigna les humanités avec tant d'éclat à Nevers, à Caen et à la Flèche, qu'il fut bientôt appelé au collège Louis-le-Grand, à Paris. A la dissolution des jésuites, en 1764, le père Desbillons accepta un logement de Fréron, mais tout à coup refusant le serment que le parlement demandait à ceux de sa société, il passa à Mannheim, où l'électeur de Bavière lui fit une pension de mille écus, et lui donna une chaire dans le collège de cette ville. Il y mourut, le 19 mars 1789. Quelques jours avant sa mort il avait fait son testament en vers latins; il légua, par cet acte, aux lazaristes sa belle et nombreuse bibliothèque. Desbillons fut surnommé le dernier des Romains et la Fontaine latine. Il avait dans son style quelque chose de Phidre et de Térence, ses deux auteurs favoris, et dans ses manières l'abandon et la bonhomie de la Fontaine. L'ouvrage qui assure le plus sa gloire est *Fabula trojana*, libri XV. Les cinq premiers livres de ce recueil délicieux, qui eut un grand succès, parurent à Glasgow, 1754, à Paris, 1756, et à Oxford, 1757; les cinq livres suivants, composés pour céder aux instances des amis de l'auteur, parurent aux premiers, à Paris, 1759, et à Angsborg, 1763. Enfin les cinq derniers furent composés à Mannheim où parut l'édition complète, 1768, 2 vol. in-8°, fig. et notes, c'est l'édition la plus recherchée. L'auteur traduisit son ouvrage en français, l'année suivante, Mannheim, 1759. On a encore du père Desbillons : 1° *Projet sur les nouvelles éditions qu'on pourroit faire de quelques auteurs latins pour l'usage du duc de Bourgogne*; 2° *Lettre à Fréron, ou apologie de l'appendix de Dits, de Jouvence*, 1766, in-12; 3° *Eclaircissements sur la vie et les ouvrages de Guillaume Postel*, ouvrage curieux, style aride; 4° *Histoire de la vie chrétienne et des exploits militaires de madame de Saint-Balmont*, Liège, 1773, in-8°; 5° *As bené volendi*, Heidelberg, 1788, in-8°, c'est un poème latin; 6° *De pace christiana, sive de humani felicitate*, Mannheim, 1789, in-8°; 7° *Miscellanea posthuma*, Mannheim, 1793, in-8°. On lui doit encore une édition de l'*Invitation de Jésus-Christ*, Mannheim, 1780, avec une dissertation sur l'auteur de ce livre; plusieurs morceaux imprimés dans les *Mémoires de Trévoux* et dans l'*Année littéraire*, et une édition des *Fables de*

*Phidre*, Mannheim, 1786. Ses manuscrits comprennent l'*Histoire critique de la langue latine* (il n'y a que trois chapitres de composés), une tragédie et deux comédies en vers latins. Un commandeur de Malte, M. Mailhot de la Tour, a publié une *Notice sur la vie et les ouvrages de Desbillons*, Strasbourg, 1790, in-8°.

DESBROSSES (ALIX), actrice retirée du théâtre de l'Opéra-Comique, est fille d'un acteur de la comédie italienne, auquel on doit la musique de quelques opéras. Née à Paris, en 1763, M<sup>lle</sup> Desbrosses n'avait que treize ans, lorsqu'elle débuta sur ce théâtre, située alors rue Mauconseil. Elle y parut, le 29 avril 1776, dans *Justine du Sorcier*, et dans *Colombine de la Clochette*. Le talent précoc et naturel qu'elle montra dans un âge si tendre, la fit engager aussitôt comme pensionnaire. Elle fut reçue sociétaire, en novembre 1780, après avoir joué avec beaucoup de succès le rôle de *Marine* dans *la Colombe*. Toutefois le parterre ne sut pas toujours apprécier le zèle et l'intelligence de M<sup>lle</sup> Desbrosses; il fut quelquefois injuste à son égard. Madame Dugazon jouissait alors sans partage de la faveur publique. Cette célèbre actrice étant tombée malade, après les premières représentations d'*Alexis* et *Justine*, M<sup>lle</sup> Desbrosses consentit à la suppléer dans le principal rôle; elle s'y montra, le 4 juillet 1785, et la réception qu'on lui fit d'abord ne fut rien moins qu'entousiasmante. Quoiqu'elle eût compte sur ces effets de la prévention, la douleur qu'elle en ressentit imprima sur sa physionomie une expression si touchante, qu'on ne voulut pas la juger sans l'entendre. Elle mit dans son rôle tant de vérité, de grâce, d'esprit et de sensibilité, qu'elle entra tous les suffrages; on la demanda à la fin de la pièce, et l'on convint que M<sup>me</sup> Dugazon pourrait trouver une rivale. Le physique de M<sup>lle</sup> Desbrosses devenant plus marqué, elle renoua aux rôles de jeunes amoureuses, et, suivant les conseils de ses amis, elle prit, en 1788, l'emploi des jeunes mères, plus convenable à sa figure et à sa taille, quoiqu'elle n'eût que vingt-cinq ans et que sa voix n'eût rien perdu de son volume et de sa fraîcheur. Elle y remplaça M<sup>me</sup> Dugazon qui avait quitté, pendant quelques années, le théâtre, et elle se fit applaudir dans *la comtesse d'Alfort*, dans *Canillo du Souterrain*. Elle remplaça aussi dans les jeunes duerges, telles qu'*Alix*, de *Blaise* et *Bubet*, madame Hubert, de *l'Épouse villageoise*, l'excellente M<sup>me</sup> Gonthier, pendant une absence momentanée. Mais après la rentrée de ces deux actrices, les comédiens sociétaires du théâtre italien, qui, transféré depuis 1783, à la salle de la rue Favart, avait pris à la révolution le nom d'Opéra-Comique, oublièrent les services de M<sup>lle</sup> Desbrosses et ceux qu'elle était capable de leur rendre encore; injustes envers elle, ils l'obligèrent, à force de dégoûts et de passe-droits, à demander sa retraite, en 1796. Elle jous quelque temps en province, revint à Paris, en 1798, et fut engagée au théâtre Feydeau, où l'on sut mieux apprécier ses talents. Elle y resta, en 1801, après la réunion des deux troupes Favart et Feydeau, et reprit son rang d'ancienneté dans la nouvelle société des acteurs de l'Opéra-Comique. En 1811, elle y devint chef de l'emploi des duerges, par la retraite de M<sup>me</sup> Gonthier, qui se plaisait depuis long-temps à l'insinuer et à la prévenir comme son héritière. Sans faire oublier cette actrice inimitable, M<sup>lle</sup> Desbrosses la dignement remplacée dans plusieurs rôles, et la même surpassée dans ceux qui exigent de la dignité. Elle avait d'ailleurs infiniment plus ce moyen comique italique, quoique les rôles comiques conviennent mieux généralement à sa physionomie que ceux de femme du bel air, elle réunissait toutes les qualités qui constituent une actrice vraiment utile, diction correcte, débit varié, vaste mémoire, grande habitude de la scène. Si M<sup>lle</sup> Desbrosses n'a excellé dans aucun genre, elle a offert toutefois un phénomène sans exemple, c'est d'avoir, pendant une carrière de cinquante-trois ans, parcouru tous les emplois, amoureuses, soubrettes, mères nobles, grandes coquettes, paysannes, duerges, caractères, etc., et d'avoir au mérite des applaudissements dans tant de rôles différents. Elle emporta les regrets du public, lorsqu'elle quitta le théâtre, en avril 1839, et elle y reparut au

mois d'octobre suivant, pour sa représentation à Bénédict. — Duasomo (Eulalie), sœur cadette de la précédente, après avoir été vingt ans sociétaire du Théâtre-Français, s'en est retirée, en 1814. Elle jouait les soubrettes avec plus de grâce et de finesse que de force comique et de mordant, aussi réussit-elle mieux dans les comédies de boudoir que dans les servantes de Molière et de Regnard. On recommandait en elle l'éclat de Dazincourt, dont elle a été l'amie et la légataire universelle. Elle aurait eu plus de succès, et la plus de réputation, si M<sup>lle</sup> Devienne et Emilie Crotat, ses chefs d'emploi, lui eussent permis de jouer plus souvent et de choisir ses rôles.

DESCHAMPS EUGÈNE, l'un de nos jeunes poètes les plus remarquables, né à Bourges, vers la fin du dernier siècle. Son père, administrateur des domaines, était un des hommes de son temps les plus versés dans les connaissances littéraires; vivant dans l'intimité des gens de lettres les plus distingués, il était devenu un de ces hommes pleins de goût, qui sont presque aussi rares que les grands écrivains. C'est à cette école que fut élevé M. E. Deschamps. Son père le fit entrer fort jeune dans l'administration des domaines, où il est déjà parvenu à un rang honorable; mais, marié dans l'amour des lettres, M. Deschamps n'a cessé de consacrer ses loisirs à la poésie, pour laquelle il a toujours montré autant de goût que de talent. En 1811, étant fort jeune, il se fit connaître par une ode ayant pour titre : *La paix conquise*. C'était un chant à la gloire des armées françaises, qui a été réimprimé dans le dernier volume des *Victoires et conquêtes*. M. Deschamps est l'un des deux auteurs de *Sémur*, comédie en trois actes et en vers, et de *L'our du fureur*, comédie en un acte et en vers, tous deux représentés avec succès au théâtre de l'Odéon, en 1818. Il fut l'un des fondateurs de *La muse française*, recueil littéraire qui parut en 1823, et auquel M. Deschamps a fourni de fort bons articles de mœurs, signés : *la jeune moraliste*. Quelques années après, il a publié : *Fables françaises et étrangères*, Paris, 1828, un vol. in-8°, ouvrage dont l'auteur prépare la cinquième édition; il est divisé en deux parties, l'une consacrée aux traductions d'œuvres portées des différentes littératures anciennes et modernes; l'autre contient les poésies originales de M. E. Deschamps dans tous les genres. Les pièces les plus importantes de ce volume sont les traductions de *La cloche*, de Schiller, et celle de *La fiancée de Corinthe*, de Goethe, et surtout *Les mœurs de Rodrigue*, dernier roi des Goths, sorte d'épopée d'une forme et d'une couleur tout particulière, qui est tirée des anciennes chroniques espagnoles. L'auteur a placé en tête de son recueil une dissertation sur l'ensemble de la littérature, et notamment sur la poésie italienne. Toutes les questions à l'ordre du jour y sont traitées; c'est comme un manifeste dans le genre des classiques et des romantiques. Ce dernier morceau mérite réellement des éloges à M. Deschamps; il dénote une supériorité de raison que l'on ne rencontre pas toujours chez les poètes. L'illustre Goethe, dans une lettre qu'il a écrite dernièrement au célèbre sculpteur David, s'exprime ainsi : « Je vous prie d'assurer M. Deschamps qu'il m'a fait un grand cadeau par sa préface. Très attentif à la marche de la littérature française, nouvelle et renouvelée, je fais mon profit de l'aperçu qu'il en présente avec grande justice et modération, ce qui m'est d'autant plus facile que je trouve le contenu de son beau discours parfaitement d'accord avec ma conviction qu'il est juste et conforme. » On a fort remarqué dans les *Annales romantiques* une *Épître à Joseph Delorme*, de M. Deschamps. Il a encore eu portefeuille un recueil de pièces en prose intitulé : *Chroniques du dix-neuvième siècle*, un nouveau poème dans le genre de Rodrigue, ayant pour titre : *La vie et la mort de don Bernard de Carpio*, également tiré de l'histoire des romans espagnols; *Roméo et Juliette*, tragédie de Shakespeare, traduite en vers français; la traduction des deux derniers actes de M. A. de Vigny; cette pièce attend son tour à la Comédie française, où elle a été recue; enfin *Martha*, tragédie également traduite du même auteur, en vers français. M. Deschamps a été décoré de la

croix de la légion d'honneur sous le ministère de M. de Martignac. — DESCHAPPELLES (Antoine), frère du précédent, né en 1800 paraît s'être voué entièrement aux arts et à l'étude des langues. Il a adressé à M. Victor Hugo, en 1828, une ode intitulée : *Le poète*, qui a été insérée au *Mercure*. Pour se familiariser avec l'idiotisme du Tasse, il a fait deux voyages en Italie, et il en est revenu avec une traduction en vers français de vingt chants de *La divine comédie*. Elle a paru en 1839, précédée de considérations fort développées sur la poésie et la composition du Dante. L'auteur a obtenu de justes éloges, et mérite quelques critiques : il s'occupe de compléter cette importante traduction. M. A. Deschappelles a fourni à plusieurs recueils des articles fort approfondis sur la peinture et sur la musique. Il doit incessamment publier un volume de poésies dont les sujets sont tirés des mœurs et de l'histoire de différentes villes d'Italie.

DESCHAPPELLES (Alexandre Le Baston), né à Ville d'Avray, près Versailles, département de Seine-et-Oise, vers 1780. Son père, qui était maréchal-de-camp, émigra avec sa famille au commencement de la révolution, et laissa son fils à Paris, au collège. Celui-ci en sortit très jeune et fortement, les communications entre ses parents et la France étant devenues fort difficiles. Après quelque temps passé dans une position plus que pénible, il embrassa l'état militaire, et fit quelques-unes des campagnes de la révolution en Allemagne. M. Deschappelles était sous-lieutenant d'infanterie lorsqu'il fut criblé de blessures sous une charge de cavalerie; il perdit le poignet droit dans cette affaire. Ne pouvant plus servir, il revint à Paris, où il retrouva d'anciens amis de sa famille qui lui furent utiles. Lors de la création de la légion d'honneur, il en fut nommé membre. En 1806, il repartit pour l'armée avec le maréchal Ney, qui lui portait une affection particulière, et fut attaché au 6<sup>e</sup> corps d'armée en qualité d'adjoint aux commissaires des guerres. Envoyé en Espagne, il y fut fait prisonnier au commencement de 1809, et eut pour prison les pentons devant l'Ind. Après dix-huit mois de souffrances, M. Deschappelles parvint à s'échapper, et rejoignit le maréchal Victor au 1<sup>er</sup> corps d'armée. Sa santé étant considérablement délabrée, il revint en France immédiatement. La protection du maréchal Ney contribua beaucoup à le faire nommer entrepreneur-général des talacs à Strasbourg, place qui valait alors 25,000 francs de revenu, et qui exigeait un cautionnement de 150,000 francs. En 1814, il crut devoir ne plus porter sa décoration de la légion d'honneur, et, depuis cette époque, en ne la lui a vue que pendant les cent jours. Vers ce temps, il alla résider à Strasbourg, et il y commanda un bataillon de volontaires qui s'était dévoué à la défense de la patrie. En 1816, les émoluments de sa place se trouvant réduits à 8,000 francs, il envoya sa démission. Cette même année, il avait fondé une maison de commerce à Saint-Petersbourg, qui ne réussit pas, parce qu'elle fut mal gérée par ceux qu'il avait placés à la tête de l'établissement; et malgré qu'il se fût transporté sur les lieux en 1817, dans un second voyage qu'il fit plus tard pour liquider ses affaires, lesquelles lui présentèrent une perte considérable, il profita de son séjour à Saint-Petersbourg pour solliciter de l'empereur Alexandre un privilège pour l'établissement de fosses mobiles inodores dans la capitale. Revenu à Paris, il y reçut, en 1821, la nouvelle que le gouvernement russe lui accordait ce privilège pour dix ans, avec deux cents arpents de terre pour l'exploitation. Envoya alors une compagnie sur les lieux, et l'entreprise obtint d'abord des résultats satisfaisants; mais on ignore si elle a continué de prospérer. On ne serait point entré dans ces détails, très peu importants en eux-mêmes, s'ils n'étaient pas relatifs à un homme très remarquable sous plus d'un rapport. M. Deschappelles est connu de toutes les capitales de l'Europe pour être le plus grand joueur d'éclairs qui existe. On s'est assuré que sa force est absolue et la même à ce jeu que celle du célèbre Philidor; mais il y a plus de génie dans sa manière que dans celle de son fameux prédécesseur. La force dont il est aux échecs est aussi celle dont il est à presque tous les autres jeux, dont il possède l'esprit

à un degré surprenant. Comme Philidor aussi, M. Deschapelles a une très grande mémoire : il est bon musicien, et est doué d'un goût acquis dans cet art, aussi bien qu'en littérature : s'il n'est pas devenu un habile compositeur, il est probable que c'est qu'il ne l'a pas voulu. On sait que Philidor était assez ignorant et même inepte. M. Deschapelles, au contraire, au milieu de sa vie errante et agitée, a trouvé le moyen d'acquiescer beaucoup de connaissances générales : c'est, en outre, un des hommes de France qui ont le plus d'esprit et de sagacité, et l'un des esprits les plus délicats et les plus profonds. Avec d'aussi heureuses qualités, il n'est cependant pas probable que cet ancien officier fesse jamais parler de lui ni dans les sciences, ni dans les lettres : il faudrait, malgré de bonnes études et tout ce qu'il a déjà d'acquis, se livrer à des travaux suivis, et c'est ce qu'il ne fera pas, malgré l'amour de la réputation qu'il partage avec tous les hommes qui ont beaucoup d'imagination et d'amour-propre. Une sorte de paresse, un grand attrait pour les plaisirs des sens, une vie aventureuse ne lui ont pas laissé la possibilité de travailler pour la gloire ; et maintenant il se sent trop avancé en âge pour vouloir réparer le temps perdu. D'ailleurs, une sorte de dégoût philosophique pour la vie, et une appréciation assez juste de ce qu'il y a de vain dans la réputation, l'empêcheront toujours probablement de tout ce qui pourrait lui lui procurer un jour. Ses amis le regrettent sincèrement, et ils regrettent aussi qu'il se laisse entraîner à rechercher de petits succès dans les discussions de société, où on l'entend souvent soutenir des idées paradoxales, seulement pour ne pas dire comme un autre, et pour avoir le plaisir de faire briller une adresse remarquable à manier la plaisanterie, ainsi qu'une dialectique sophistique non moins rare et remplie d'esprit.

DESCOTILS. Voyez COLLET-DESCOTILS.

DESFONTAINES (René), né à Tremblay, le 14 février 1752. Venu à Paris après avoir achevé ses études universitaires, les liaisons qu'il y forma l'entraînèrent vers l'étude des sciences naturelles. M. Desfontaines ne tarda pas à être remarqué par les hommes célèbres qui menaient la science à cette époque, et sa nomination, des 1783, à l'Académie des sciences, montre l'espoir que l'on fondait sur son avenir. En la même année, on lui conseilla d'aller visiter l'Afrique septentrionale pour en étudier l'histoire naturelle, et plus particulièrement la botanique. D'un autre côté, des lettres pressantes de M. Kersey, consul à Alger, qui lui offrait tous les secours qui étaient à sa disposition, le sollicitaient pour la même entreprise, de sorte qu'il s'y détermina. Son embarquement eut lieu à Marseille ; et après huit jours de navigation il prit terre à Tunis, sur le territoire de l'ancienne Carthage. M. Desfontaines passa environ deux ans et demi dans les royaumes de Tunis, d'Alger et de Tripoli, et il y recueillit, non sans éprouver de nombreuses difficultés, et en courant même quelques dangers, une riche collection de plantes dont plusieurs sont communes à l'Europe et à l'Afrique, mais dont plus de trois cents appartiennent à l'Afrique exclusivement. Le principal résultat de ce voyage a été la publication de l'ouvrage intitulé : *Flore atlantica, sive Historia plantarum quæ in Atlant. agro tunetano et algeriensis crescunt. Parisii. anno 83, 4 vol. in-8°*, deux volumes de texte et deux de planches. La *Flore atlantica* contient la description de seize cents plantes classées d'après la méthode de Linnée. L'auteur y a joint la synonymie des autres auteurs les plus renommés sur cette matière, et, à côté de la description scientifique de chaque végétal, tout ce qu'il a pu recueillir concernant ses propriétés médicinales et économiques. La chaire de botanique au musée d'histoire naturelle étant devenue vacante, M. Desfontaines y fut appelé, et ne tarda pas à se faire une grande réputation comme professeur. Depuis la *Flore atlantica*, il a publié plusieurs ouvrages non moins importants : 1° *Le tableau de l'école de botanique du musée d'histoire naturelle*, un vol. in-8°, 1804 ; cet ouvrage renferme les noms latins et français des plantes cultivées dans les jardins et dans les serres du musée ; il est parti-

culièrement destiné à faciliter la correspondance avec les étrangers, et à leur indiquer les végétaux qu'ils peuvent acquiescer et ceux dont ils peuvent enrichir le musée par des échanges réciproques : la dernière édition du *Tableau de l'école de botanique*, qui a paru en 1829, est augmentée d'un atlas : 2° *Choix de plantes du royaume des Instituts de Tournefort*, un vol. in-4°, 1808 ; 3° *La collection des végétaux du musée d'histoire naturelle*, commencée sous Gasteron d'Orléans, frère de Louis XIII, et continuée jusqu'à nos jours aux frais du gouvernement, renferme un grand nombre de dessins de plantes de l'Orient de la main d'Aubriet, peintre habile, qui accompagna Tournefort dans son voyage du Levant. Parmi les plantes que les peintures d'Aubriet représentent, les unes ont été gravées et décrites par divers auteurs ; d'autres ont été seulement décrites sans être gravées ; enfin plusieurs n'ont été ni gravées ni décrites, et ne sont qu'indiquées dans le corollaire des Instituts. M. Desfontaines a publié, dans l'ouvrage en question, celles qui n'ont point été gravées. Ce travail, dédié à la mémoire de Tournefort, peut être regardé comme un supplément à ses ouvrages : 4° *Hisloir des arbes et arbrisseaux qui peuvent être cultivés en pleine terre sur le sol de la France*, 2 vol. in-8°, 1809. Quoique la France doive déjà aux voyages des botanistes un grand nombre de végétaux utiles à l'agriculture, aux arts et à la médecine, cet ouvrage indique tout ce qu'il y a encore de conquêtes précieuses à faire dans ce genre. Nos collections académiques doivent aussi à M. Desfontaines plusieurs *Mémoires* intéressants, tel que celui où il prouve que la trouche lignee des plantes dicotylédones ont une contexture interne et une autre manière de croître que ceux des monocotylédones et des acotylédones ; tel encore le *Mémoire sur la culture et les usages domestiques du palmier-dattier*, etc., etc. M. Desfontaines fait partie de la première classe de l'Institut depuis le 6 décembre 1795. Il est membre de la légion d'honneur et des premières sociétés savantes de l'Europe. Selon l'opinion générale, c'est le premier botaniste qu'il y ait en France, surtout si on l'envisage sous le rapport de la synonymie.

DESILLES (N.), célèbre par sa mort héroïque, né à Saint-Malo, le 7 mars 1767. Il entra fort jeune au service avec un brevet d'officier dans le régiment du roi, infanterie. On ignore quelles étaient ses opinions politiques. En garnison à Nanci, lors de l'insurrection de 1790, il se signala par un acte de dévouement qui a rendu son nom historique. Quelques différends s'élevèrent entre les soldats de trois régiments en garnison à Nanci et leurs officiers, au sujet de l'apurement des comptes et de l'emploi des masses. Les soldats se préparèrent à la résistance contre leurs chefs, organisèrent des clubs, envoyèrent des députés à Paris. L'Assemblée nationale voulut faire vérifier la justice des réclamations. Un officier nommé Malsaigne se rendit à Nanci, mais sa hauteur et ses dédains indisposèrent les troupes plutôt que de les calmer. Le régiment suisse de Chateaufort donna le signal de l'insurrection. Malsaigne se sauva à Lunéville. Alors le régiment du roi, auquel appartenait Desilles et le mestre-de-camp se joignirent aux soldats de Chateaufort, parlemenièrement avec les carabiniers de Lunéville, se firent rendre Malsaigne, levèrent l'étendard de la révolte, et se rendirent maîtres de la place de Nanci. L'Assemblée nationale témoigna le désir de voir calmer ces désordres. Elle laissa au roi le soin de faire désarmer ces insurgés. Le marquis de Bouille fut chargé de mettre les ordres du roi et de l'Assemblée à exécution. Il s'acquitta de sa mission avec plus de zèle que de sagesse. Au lieu de parlementer et d'éviter l'effusion du sang, il s'avance en armes vers Nanci, menaçant de mettre à mort tous les rebelles. De leur côté les soldats, soutenus par le peuple de Nanci, se prêtèrent à la résistance. Une grosse pièce d'artillerie fut braquée contre les assaillants par les soldats du régiment du roi. C'est alors que le jeune Desilles s'élança au milieu de ses camarades pour les porter à la soumission. Il s'offrit pour médiateur, et jura d'apaiser l'effusion du sang au prix même de sa vie. Les

noyés ne voulurent rien entendre. Alors le jeune officier se précipita à la bouche du canon. « Le sang secoué, s'écria-t-il, je veux périr le premier. » On l'arracha de cette dangereuse position, mais son dévouement ne connaissait plus de bornes. Il courut près d'un autre canon, se mit sur la lumière, il fut repoussé et se jeta sur la bouche au moment de l'explosion; sa mort fut le prix de ses généreux efforts. Nauclut, dans la même journée, le 31 avril 1790, pris d'assaut par Bouille, qui se livra à d'horribles vengeances. La ville fut traitée en pays conquis. Grand nombre de soldats des trois régiments furent massacrés, d'autres envoyés aux galères. La cour devait toute fière de ce petit succès; elle ne s'apercevait pas que c'était à l'assemblée nationale et non à elle qu'on avait obéi. L'assemblée nationale donna des larmes au trépas du jeune Desilles. On célébra en son honneur une cérémonie funèbre à laquelle les députés assistèrent en corps. Le dévouement de cet officier devint le sujet de plusieurs pièces de théâtre. La peinture et la sculpture s'en emparèrent également; mais le triomphe de Bouille fut de courte durée. L'assemblée nationale désapprouva hautement la brutalité avec laquelle on avait exécuté ses ordres. Plus tard les Suisses de Châteaufort, condamnés aux galères, furent réhabilités à l'assemblée législative, conduits à Paris, et fêtes données de courageux citoyens par les bataillons armés de piques de la capitale. De toutes ces scènes tragiques ou scandaleuses, qui occupèrent long-temps la France, le souvenir de la belle action de Desilles est seul resté.

**DESlandes (Pierre Delacay)**, directeur de la manufacture royale des glaces de Saint-Gobain, naquit à Avranches, en 1753. Il entra dans sa jeunesse, chez le PP. de l'Oratoire, et enseigna la rhétorique et les mathématiques dans leur collège de Soissons. Il quitta cette congrégation en 1751, entra dans le corps des ponts et chaussées, fut nommé peu de temps après sous-directeur de la manufacture des glaces de Saint-Gobain, dont il devint le directeur, en 1758. Pendant trente ans, il améliora, il simplifia les procédés de cette fabrication, il supprima le soufflage, mit jusque-là, et qui ne permettait point de faire des glaces d'une très grande dimension. Il perfectionna le coulage, et étendit jusqu'à cent pour le volume des glaces; il substitua l'emploi du sel de soude à celui de la soude brute, il en établit une fabrique à Saint-Gobain. Enfin il introduisit dans sa manufacture le douci et le poli, fit construire tous les bâtiments de cet établissement, et y en ajouta de nouveaux pour loger les ouvriers dans l'intérieur. La discipline qu'il faisait régner parmi ceux-ci, obtint les éloges de ceux qui visitaient ses ateliers. Le ministre Turgot en témoigna souvent sa satisfaction à Deslandes, auquel il fit confier le cordon de Saint-Michel, pour récompenser tant de services. Deslandes demanda sa retraite, en 1793, et se retira à Chauny, où il mourut, en 1803, à quatre-vingt-un ans. C'est un homme très remarquable dans l'histoire de l'industrie moderne.

**DESMEUNIER ou DÈMEUNIER**. Voyez **DREMEUNIER**.

**DESODOARDS (FANTIN)**. Voyez **DESODOARDS**, page 1344, où l'on a mal orthographié ce nom et oublié le mot **FANTIN**. On doit écrire **FANTIN-DES-ONARDS**.

**DESORMEAUX (Marie-Alexandre)**, né à Paris, le 5 mai 1778, d'une famille qui compte plusieurs générations de médecins; son père, membre de l'ancienne académie de chirurgie, exerçait et professait l'art des accouchements avec une grande distinction. Le jeune Desormeaux fit ses études au collège d'Harcourt, où il remporta plusieurs prix, ainsi qu'aux concours généraux de l'Université. Lorsqu'en 1793, le gouvernement eut fait fermer les collèges, Desormeaux se vit obligé de se livrer à la médecine avant le terme fixé. Il étudia l'anatomie et la chirurgie sous Desault et sous ses élèves les plus distingués, Manoury et Boyer. Au bout de deux ans, quand on eut réorganisé les écoles de médecine, Desormeaux fut un des premiers nommé, après les examens requis, élève salarié de l'école de santé de Paris, et, lors de la création de l'école pratique, il y entra sous le titre d'élève de première classe, et remporta le premier prix à la fin de

l'année. C'est à cette époque, en 1795, qu'il perdit son père, et qu'il eut à lutter contre une destinée décourageante. Il commença à continuer les cours de son père, lorsque la conscription le fit soldat. Arrivé à Strasbourg, il obtint un congé de quelques mois, dont il profita pour se faire délivrer une commission de chirurgien de troisième classe à l'avant-garde de l'armée de réserve, avec laquelle il fit la campagne de Marengo. En 1803, il obtint un congé définitif, et revint se fixer à Paris. Au concours pour la place d'aide d'anatomie, il fut nommé le premier. Ses appointements ayant été réduits de moitié, il fut obligé de donner des leçons de langues anciennes et de mathématiques. Desormeaux obtint enfin le grade de docteur, au concours du 6 floréal an XII, en remportant le prix fondé par Cabanis. Il fut long-temps à se former une clientèle; il avait beaucoup de savoir; mais nullement de savoir faire. Corvisart, qui avait pu apprécier son mérite, lui fit obtenir une place de chirurgien dans la maison de la mère de l'empereur. M. Desormeaux se maria honorablement peu après, et, dans le courant de 1811, au concours qui eut lieu pour remplacer le célèbre Baudelocque dans la chaire d'accouchement, il fut nommé, après des épreuves difficiles contre d'habiles concurrents. Cette circonstance révéla dans M. Desormeaux une instruction si étendue, un esprit d'observation si exact, une sûreté et une sévérité de jugement si peu communes, enfin une logique si pressée et si vigoureuse, qu'il se plaça tout d'abord, quoique bien jeune, parmi les premiers maîtres de l'art. La dissertation de M. Desormeaux sur l'avortement (*de abortu*), annonce un talent si ferme et si complet, qu'il est impossible d'admettre, comme on le répandit dans le temps, qu'il eût besoin de la protection de Madame-mère, pour être nommé; loin de là, à son retour des chirurgiens, elle trouva mauvais, au contraire, que son chirurgien eût concours sans son agrément, et le lui fit témoigner. En 1816, ses collègues lui donnèrent une marque d'estime et de confiance, en le nommant à l'unanimité trésorier de la faculté de médecine, à la place de M. Sue, qui venait de mourir. C'était l'époque où la restauration venait de faire surgir des prétentions si grotesques chez quelques hommes. Le père Elisée envoyait à la faculté un agent pour prendre des notes sur les registres de l'administration attaquée par une foule de pamphlets ignobles, auxquels M. Desormeaux avait répondu victorieusement; il entra dans les bureaux au moment où le secrétaire du chirurgien de Louis XVIII s'appretait à remplir sa mission: M. Desormeaux fit immédiatement fermer les registres, et annonça au mandataire qu'ils ne lui seraient ouverts que sur un ordre du ministre. Cette conduite, jointe à ses opinions sagement libérales, ne pouvait lui être pardonnée par le gouvernement d'alors, et on voulut, en 1823, ne le pas comprendre dans la réorganisation de l'école; mais le pouvoir n'osa pas cependant commettre cette injustice. Cette circonstance lui fit sentir le besoin de s'adonner de nouveau à la pratique, qu'il avait négligée; il était depuis plusieurs années médecin de l'hospice de la Maternité, ce qui favorisait cette intention, et déjà on l'appela de toutes parts en consultation, surtout dans les cas de maladies de femmes; mais, le 29 avril 1830, M. Desormeaux mourut presque subitement. Ayant peu de goût pour le travail du cabinet, ce ne fut qu'avec difficulté qu'on put le déterminer à prendre part à la rédaction du *Dictionnaire de médecine*, en vingt-un volumes. Il y donna un grand nombre d'articles relatifs à l'art des accouchements, aux maladies des femmes et des enfants nouveau-nés, et ces articles sont sans aucun doute parmi les meilleurs que renferme l'ouvrage. On a encore de ce praticien célèbre, outre sa thèse intitulée: *Précis de doctrine sur l'accouchement par les pieds*, la traduction de l'immortel ouvrage de Morgagni: *Recherches anatomiques sur le siège et les causes des maladies*, Paris, 1820, 10 vol. in-8°, en société avec M. Desoutet.

**DESOTTEUX**. Voyez **DESOTTEUX**, que l'on a écrit à tort avec un Z.

**DESPANS DE CUBIÈRES (Antoine-Louis)**, offi-



cier de la légion d'honneur, né le 4 mars 1786, entra comme sous-lieutenant au 15<sup>e</sup> régiment de ligne, fit avec ce corps les campagnes des Côtes, d'Austerlitz, de Prusse et de Pologne, et comme capitaine aide-de-camp du général Morand, celles d'Autriche, en 1809, et de Russie, en 1812. Le 19 novembre 1813, il fut appelé au commandement du 18<sup>e</sup> léger, en remplacement du colonel Daulion, grièvement blessé. Le colonel Despans de Cubières, qui fit à la tête du 18<sup>e</sup> léger la campagne de 1815, attaqua l'ennemi devant les Quatre-Bras; entouré par huit cavaliers anglais qui voulaient le forcer à se rendre, il se défendit opiniâtrement seul contre tous, et en blessa plusieurs. Couvert de coups de sabre, il parvint à s'ouvrir un passage et à rejoindre son régiment fier d'avoir un tel chef. Le colonel de Cubières, dont le sang a coulé à Austerlitz, à Iéna, et les 16 et 18 juin 1815, a été depuis la restauration, receveur-général des finances dans un département, et colonel du 37<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne. Il a fait avec ce corps la campagne de Morée, et a été élevé, le 22 février 1829, au grade de maréchal de camp.

**DESPORTES (EUGÈNE-HENRI)**, membre de l'académie royale de médecine, est né au Mans, le 8 juillet 1782. Il a fait ses premières études au collège des Boursiers, dont il avait été nommé élève, en l'an 4. A l'âge de vingt-un ans, animé de sentiments politiques contraires à l'établissement du gouvernement impérial en France, il renonça à la carrière des armes dans laquelle il venait d'entrer, pour se vouer à l'étude de la médecine. Il fréquenta les cours et les hôpitaux avec une grande assiduité, et en 1808, il fut reçu docteur. Il soutint à cette occasion une thèse, dont l'objet est l'action de la noix vomique sur l'économie animale : elle renferme des recherches expérimentales très nombreuses et fort exactes, qui établissent l'action délétère et les altérations organiques que produisent sur divers animaux l'empoisonnement prompt, et l'empoisonnement lent par les graines du *strychnos nux vomica*, et par différentes préparations de ces mêmes graines. Cette thèse remarquable, qui a ajouté des faits nouveaux et importants aux connaissances toxicologiques, a éprouvé d'ailleurs le sort assez ordinaire de beaucoup de travaux utiles et originaux qui n'ont pour les recommander que leur mérite intrinsèque. On a gardé le silence sur cette thèse, dont l'existence paraissait inconnue à des auteurs qui, long-temps après sa publication, se sont livrés à de nouvelles expériences sur l'action de la noix vomique : c'est des pays étrangers, et surtout de l'Italie, que sont arrivés des éloges mérités du travail du docteur Desportes. Ce n'est qu'après le jugement prononcé par les médecins étrangers que les nouveaux traités de toxicologie et de matière médicale, publiés à Paris, ont enfin rendu justice à l'auteur de la thèse en question. M. Desportes s'est établi à Paris, où il a exercé sa profession avec beaucoup de succès, et malgré une santé délicate, il n'a cessé de poursuivre des recherches relatives à la médecine et à l'histoire naturelle. Son traité *De angina pectoris* est très bon, ainsi que l'article *pigeon domestique*, inséré dans le grand *Dictionnaire des sciences naturelles*, publié par Lervault. Voici la liste des ouvrages ou mémoires publiés par M. Desportes : 1<sup>o</sup> *Traité sur l'angine de poitrine*, 1 vol. in-8°, 1811. L'auteur considère cette maladie comme une névralgie des plexus nerveux de la poitrine, des plexus pulmonaires et du plexus cardiaque, ce qui lui a fait établir deux espèces de la maladie. 2<sup>o</sup> *Observation d'une angine de poitrine simple*, insérée dans le *Journal de bibliographie médicale et de médecine pratique*, mai 1819. Cette observation vient à l'appui de l'opinion théorique de l'auteur sur le caractère névralgique de la maladie, et renferme en outre des observations critiques sur les assertions contraires de quelques médecins modernes. 3<sup>o</sup> *Conceptus des pharmacopées de Dublin, d'Edimbourg, de Londres et de Paris, suivi d'un Appendice, extrait des pharmacopées de Berlin, de Brème, de Copenhague, de Pétersbourg, de Philadelphie, de Stockholm et de Vienne*, Paris, 1820, 1 vol. in-18. Cet ouvrage, composé en commun par M. Desportes et son ami, le docteur

F.-S. Constancio, a été très favorablement accueilli en France et à l'étranger : il renferme une foule d'observations thérapeutiques très importantes pour guider les jeunes médecins dans la pratique de leur art. 4<sup>o</sup> *Recherches expérimentales sur l'empoisonnement lent par l'acétate de morphine*, insérées dans la *Revue médicale*, octobre, 1824. L'expérience qui est décrite dans ce mémoire, n'avait pas encore été tentée. 5<sup>o</sup> *Note sur l'inflammation de la moelle épinière, considérée comme cause de diverses affections de la poitrine et de l'abdomen*, insérée dans la *Revue médicale*, février 1825 ; 6<sup>o</sup> *Notice historique sur M. Brelard, professeur à la faculté de médecine de Paris*, insérée dans la *Revue médicale*, juin 1825 ; 7<sup>o</sup> *Note sur la varioloïde insérée dans la Revue médicale*, janvier 1826. L'auteur y fait connaître, entre autres phénomènes propres à la varioloïde, la formation au fond de chaque pustule d'une coque inflammatoire, et il signale plusieurs des conséquences de cette production morbide. 8<sup>o</sup> *Considérations pathologiques et médico-légales sur l'excitation vénérienne, symptômes avant-coureur de diverses maladies, et notamment de l'angine avec exsudation de matière purulente*, insérées dans la *Revue médicale*, août 1829 ; 9<sup>o</sup> *Considérations sur les convenances et l'utilité de confier à tour de rôle le service médical dans les hôpitaux et les hospices, à tous les docteurs en médecine et en chirurgie qui ont leur domicile dans le ressort des villes qui possèdent de pareils établissements*, Paris, 1828, brochure in-8°. M. Desportes a publié, notamment dans la *Revue médicale*, plusieurs articles analytiques sur les ouvrages de chimie de M. Chevreul, et d'autres auteurs.

**DESGUIRON (ANTOINE-TOTIAINT)**, ou **DESGUIRON DE SAINT-ARNAUD** (qui fait quelquefois précéder ces noms du titre de chevalier), juriconsulte et poète, est né à Sarlat en Périgord, vers 1777, et non pas en 1786, comme l'a dit La France littéraire. Après avoir achevé son droit, il fut reçu avocat à la cour impériale de Paris. Il était membre de l'académie de législation de Paris et de plusieurs sociétés littéraires, lorsqu'il publia, depuis 1807 jusqu'en 1819, plusieurs traités sur diverses parties de la jurisprudence, qui le firent avantageusement connaître, et qui lui valurent son admission à l'académie des sciences utiles d'Erfurt. Appelé aux fonctions de substitut dans un département méridional, il perdit sa place pour avoir servi avec peu de dévouement le despotisme impérial dont il détestait la chute. Aussi ne fut-il pas étranger aux mouvements qui se manifestèrent dans Paris le 5 mars 1815. Bientôt il députa au gouvernement royal, parce qu'il attaquait violemment quelques écrits incendiaires dirigés contre les acquéreurs de biens nationaux. Il refusa d'écrire sur les dîmes, proposa de sages économies, et prêchait la modération. Abreuvé de dégoûts, mais toujours dévoué au bonheur de son pays, il mourut, à l'époque du 30 mars 1815, le projet d'étouffer dans son germe la guerre étrangère, et de sacrifier sa fortune et sa vie à la gloire et au repos de la France. Fouché paralysa son zèle en le peignant à Napoléon comme un ardent royaliste. Après les cent jours, Desquiron, dans une adresse au roi, déclara que la France était au delà de la Loire, et que la famille royale devait s'y réfugier pour ne pas subir le joug des étrangers ; mais Fouché le peignit alors comme un forcené partisan de Bonaparte. Afin d'échapper aux persécutions de ce ministre, Desquiron entreprit un voyage en Grèce et en Égypte ; de nouvelles machinations l'obligèrent de rentrer en France pour lutter contre ses ennemis. Éligible, il crut devoir publier une profession de foi, dans la préface d'une tragédie qu'il fit imprimer en 1817 ; on y trouve aussi les fragments d'une épitre inédite qu'il adressa à Louis XVIII, pour son anniversaire, et qui font connaître l'indépendance de ses opinions. Sa franchise et ses conseils lui attirèrent de nouvelles disgrâces. Forcé de renoncer à la magistrature, et de chercher de consolations dans la culture des lettres, sur la terre d'exil, il alla en Suisse, dans l'intention de se rendre à Rome, et d'aller à Jérusalem. Mais il fut mal accueilli à Genève. Un ordre arbitraire anéantit sa fortune et traversa ses projets. Sa position empirait chaque jour. Comme licencié en droit, Desquiron fut candidat,

en 1819, pour la chaire de procédure à la faculté de Paris; il n'est pas le boucher de l'obtenteur. Nommé en 1821 professeur de droit public et de droit naturel à l'école spéciale de commerce, il prononça un discours d'ouverture, qui fut attaqué dans la *Quotidienne*, comme tendant à propager de fausses doctrines. Dans une lettre adressée au Moniteur, le 21 septembre, le général Thourouze prit sa défense. Desquiron n'en perdit pas moins sa place, en 1821, sous le ministère Corbière. Il avait beaucoup écrit sur les Juifs et pour eux, et allait fréquemment à leur synagogue. On n'a pu découvrir ce qu'il est devenu depuis deux ou trois ans. S'il n'est pas mort, il est probable qu'il s'est expatrié. Il était depuis longtemps rayé du tableau des avocats, mais nous en ignorons les motifs. Voici la liste de ses nombreux ouvrages : 1° *L'esprit des institutes de l'empereur Justinien, conféré avec les principes du code Napoléon*, orné de 24 les compléments, puisées dans les lois du Digeste, du Code et dans les *Novelles*, etc., Paris, 1807, deux vol. in-4°, dédié à Canisacrius; 2° *Commentaire sur le décret impérial du 17 mars 1808, concernant les lois et les devoirs des Juifs*, précédé d'une notice historique sur l'existence civile et politique de la nation juive, depuis sa dispersion jusqu'à nos jours, Paris, 1808, in-8°, Mayenne, 1809; 3° *Commentaire sur le statut impérial du 17 mars 1808, concernant les majorats*, précédé d'une dissertation sur les récompenses militaires et civiles en France, considérées dans ce qu'elles furent sous les anciennes dynasties, et dans ce qu'elles sont sous Napoléon-Grand, etc., Paris, 1809, in-8°, 1810, in-8°. Cet ouvrage, relatif à l'établissement d'une nouvelle noblesse héréditaire, fut accueilli comme le méritait son importance et le talent du commentateur; 4° *Considérations sur l'existence civile et politique des Israélites en France*, 1810, in-8°. C'est le complément et le pendant de l'ouvrage cité au n° 3; 5° *Traité de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation, suivi du traité succinct, historique et pratique des partages et liquidations, suivant les principes du code Napoléon*, 1810, in-8°; 6° *Le nouveau Furgole, ou traité des testaments, des donations entre vifs, et toutes autres dispositions à titre gratuit, mis en rapport avec l'esprit du code Napoléon*, etc., 1810, deux vol. in-4°. L'auteur a mis en tête de cet ouvrage remarquable une Notice ou abrégé de la vie de Furgole, dans il se dit petit-neveu, et son Elève historique, prononcé en 1786 par un des plus célèbres avocats de Toulouse; 7° *Contra et les deux genres, ou résumé des débats servant de réponse à M. Etienne*, 1812, in-8°; 8° *Traité de la preuve par témoins en matière civile, suivant les principes des codes Napoléon, de procédure et du commerce*, 1812, in-8°; 9° *Traité de la preuve par témoins en matière criminelle, suivant les principes des codes d'instruction et pénal*, 1812, in-8°. Ces deux ouvrages ont placé l'auteur au rang des plus savants jurisconsultes; 10° *Traité du domicile et de l'absence*, 1812, in-8°; 11° *Dieu, la nature et la loi*, 1813, 2 vol. in-8°. Ce livre, fruit de dix ans de méditations et de 40 ans de travail, a quelque rapport avec les *Essais de Maitzine*: religion, morale, métaphysique, sciences religieuses, jurisprudence civile, criminelle, militaire et commerciale, gouvernement, politique, histoire naturelle, etc., ou l'on trouve tout cela divisé en petits chapitres, dont quelques uns ne semblent être que les titres d'une table de matières. L'auteur y parle quelquefois de lui et du commencement de ses chapitres; 12° *Camille*, tragédie en cinq actes, non représentée, 1817, in-8°; 13° *Les contemporains, allouettes satiriques et morales*, 1818, in-8°. Ce n'est point une biographie; 14° *La bouche de fer*, par M. M. All'oers et All'oys, 1818, quatre cahiers in-8°. C'est un journal auquel Desquiron coopérait, et qui n'eut qu'un moment d'existence; 15° *Solyne conquise*, ou la dispersion des Juifs, poème en vers et en vingt chants, 1819, 2 vol. in-8°, avec deux gravures et un plan de Jérusalem. Cet ouvrage ne contient pas les autres planches, les cartes, ni le précis historique sur le gouvernement de Moïse, annoncés dans le *Prospectus*, l'année précédente: l'auteur les promet pour une seconde édition qui n'a pas été publiée. Les notes qui accompagnent ce poème sont savantes et curieuses. 16° *Histoire*

*du procès de la reine d'Angleterre*, 1820, seize cahiers in-8°; 17° *De la puissance paternelle en France*, mise en rapport avec les intérêts de la société; 18° *Essai sur l'adultère, considéré dans ses rapports avec nos lois et nos mœurs*, 1821, in-12; 19° *Tablettes de la reine d'Angleterre*, où se trouvent inscrits jour par jour les événements les plus remarquables de son voyage en Sicile, en Grèce, en Barbarie et à la Terre-Sainte, précédés d'un résumé des débats sur le bill des peines et amendes; d'une notice sur Bengami, avec la correspondance de ce chambellan, et des portraits, traduits de l'italien sur les manuscrits autographes de la reine, 1821, in-8°; 20° *Traité de la mort civile en France*, 1821, in-8°; 21° *Nod*, poème (en prose) en 24 chants, avec des notes, 1824, in-18. La *France littéraire* attribue encore à Desquiron: *Revolutions de la France*, depuis 1786 jusqu'à nos jours, huit vol. (sans date), Il a laissé manuscrits divers ouvrages dont il avait annoncé la publication, *Bonaparte*, *Guatara IV* et les *Bourbons*, ou mes confessions politiques; *La polif*, la *conscience* et l'*impost*, petit catéchisme politique à l'usage des grands enfants; *Mes songes*; *Des persécutions et des persécutes*; *Histoire des Aliènes*; *Cromwell*, tragédie en cinq actes; *Les Houshums*, sonnet; *De la liberté individuelle*; *Le mal et le remède*; *Gouttes anodines du docteur Fortuné*. Il a dû laisser aussi à ses enfants des mémoires ou notes sur sa vie.

DESRIEAUX. Voyez DUBOIS, au Supplément.

DESRIEMER. Voyez DEVAL, au Supplément.

DESRUELLES (TAVET-MAIR-JOSEPH), docteur en médecine, membre du conseil royal de santé de Suède, chargé de la direction du service des vétérinaires, et de l'enseignement de l'anatomie à l'hôpital militaire d'instruction de Paris, est né à Lille, en 1791. Entré dans le service de santé, en 1809, il a fait les campagnes d'Allemagne, de Russie, de Saxe; et celles de France et de Belgique, en 1815. Il a remporté, en 1816, le premier prix à l'hôpital militaire de Paris. M. Desruelles s'est occupé d'une manière spéciale des maladies des enfants et des maladies vénériennes, et il a porté dans ses écrits le zèle infatigable et le génie observateur qui l'ont dirigé dans ses recherches. Il a fait faire un grand pas à la thérapeutique de ces maladies, qui généralement étaient traitées autrefois d'une manière empirique. Nous avons de M. Desruelles : 1° *Traité du croup*, 2° édit., 1824, 1 vol. in-8°; 2° *Traité de la coqueluche*, 1827, 1 vol. in-8°; traduit en allemand par Van-Busch, Bremen, 1828. Cet ouvrage a fait décorer à son auteur une médaille d'or par la société médico-pratique. 3° *Mémoire sur le traitement sans mercure des maladies vénériennes*, 1827, 1 vol. in-8°; traduit à Hambourg par le docteur Günther, allemand; 4° *Clinique comparative des maladies vénériennes*, 2 vol. in-8°, 1827 et 27° volumes des *Mémoires de médecine militaire*. Cet ouvrage, que l'auteur revêt en ce moment, sera publié incessamment sous ce titre : *Traité des maladies syphilitiques*. C'est pour la publication de cet ouvrage que le roi de Suède a nommé M. Desruelles au nombre des membres du conseil royal de santé de ce royaume. 5° *Mémoire sur les déchirures du canal de l'urètre*, Paris, 1829, in-8°. Le docteur Desruelles a rédigé pendant deux ans les *Bulletins de la société médicale d'émulation*, dont il était secrétaire: enfin il a fait plusieurs mémoires sur les maladies des enfants, etc., notamment sur le cerveau et la constitution physique des enfants.

DESSOLES (JANET-VIN), pair de France, né le 19 mai 1744, dans la ville d'Asch, et mort à Paris, le 30 décembre 1824. Ce prélat, oncle du général de ce nom, embrassa l'état ecclésiastique dans la capitale, où il avait été envoyé fort jeune encore. Il fut ensuite chanoine dans sa ville natale, chef-lieu du département du Gers, et, peu de temps après, grand-vicaire à Lombez. Après avoir été député à Paris, au commencement de la révolution, pour y défendre les intérêts du clergé de son diocèse, il se retira dans le Marais, en 1793, comme prêtre incrimé; mais quelque temps après, il revint en France. D'après le concordat de 1801, l'abbé Dessoles fut sacré évêque de Digne, le 12 juillet de l'année suivante. En 1805, il passa à l'évêché de Chambéry; mais, en 1814, la France ne conservant pas même ses limites naturelles, ce prélat quitta

l'ancienne Savoie. Il était entré au conseil de l'université, à Paris, à la place de M. de Morville, démissionnaire.

**DESSOLES** (JEAN-GABRIEL, baron), né à Toulouse, en 1777. Il entra dans la jeunesse à une époque où la profession la plus glorieuse paraissait aussi le plus sûr moyen de se rendre utile; il passa, comme officier d'artillerie, de l'école polytechnique à l'armée du Rhin, commandée par Moreau. Des passe-droits le décidèrent à quitter le service, malgré l'avancement rapide que ses talents lui promettaient. Conseiller de préfecture à Toulouse depuis environ huit années, il cumula, en 1811, avec ces fonctions, celles d'inspecteur de l'académie impériale de ce chef-lieu du département de la Haute-Garonne. La préfecture de l'Indre lui fut donnée, le 14 juin 1814, par le crédit de son cousin, le général Dessais, et au mois de février suivant, il fut nommé membre de la légion d'honneur. Ayant refusé d'administrer au nom de Napoléon, en 1815, il est rentré dans sa préfecture après le désastre du 18 juin, et, le 26 février 1817, il passa à celle des Basses-Pyrénées. Il a administré pendant treize années ce département, où il avait conquis l'estime générale. Revenu à la révolution de 1830, il vit aujourd'hui retiré des affaires publiques.

**DESTAING** (JACQUES-ZACHARIE), général de division, d'une ancienne famille d'Auvergne, naquit à Aurillac, en 1764, de Pierre Destaing, mort président du tribunal civil d'Aurillac, et de Marie-Gabrielle Delaons de Leyris. Le général Destaing fit les campagnes de 1793 et 1795 à l'armée des Pyrénées, en qualité de lieutenant-colonel, à la tête du premier bataillon du Cantal. Dans ce bataillon servaient, comme officiers, deux de ses frères, dont nous parlerons à la fin de cette notice. Il fut promu, pendant ces campagnes, au grade d'adjudant-général chef de brigade. Il assista au siège de Collioure, dirigea celui de Roses, en Catalogne, et contribua à la reddition de cette place. Après la paix avec l'Espagne, il passa à l'armée d'Italie, où il prit le commandement de la quatrième demi-brigade d'infanterie légère, et fit à la tête de ce corps les campagnes de 1796 et 1797. A la reprise des redoutes de Dego, il s'élança l'un des premiers dans les retranchements; et lors de la retraite de la Coroua, il fut blessé au pied droit d'un coup de feu. Le 18 thermidor an 4, à la bataille de Castiglione, il délivra les Français que les Autrichiens avaient fait prisonniers, et parmi lesquels était son frère. Malheureux autant qu'intrepide, il fut blessé à cette bataille mémorable, il le fut à celle de Rivoli, et dans la campagne du Tyrol, où il eut le commandement d'une colonne. Le traité de Campo-Formio ayant pacifié l'Italie, le directeur conçut l'expédition d'Egypte. Destaing suivit l'armée d'Orient avec sa demi-brigade: il se trouva à l'attaque de Malte, que l'on prit en passant; à celle d'Alexandrie, et fut nommé général de brigade sur le champ de bataille à la journée des Pyramides. Le 30 vendémiaire an 7, pendant que nos soldats étaient plongés dans la sécurité que donne la victoire, le Caire se souleva, le général Dupuy est tué au milieu d'un rassemblement, et Destaing, par sa fermeté, apaise en deux heures une révolte qui pouvait anéantir les Français en Orient. Bona parte, qui était alors en Syrie, confirma Destaing dans le commandement du Caire, que lui avait conféré Dugua, gouverneur de la Basse-Egypte. Le général Destaing se couvrit de gloire à Aboukir. Il faut lire dans les bulletins de cette époque la relation de cette journée. C'est là que sont consignés ses derniers titres à l'estime et au respect de ses contemporains. Rentré en France après l'évacuation de l'Egypte, et nommé général de division, il se trouvait à Paris lorsqu'une querelle s'éleva entre lui et le général Reynier. Ils se battirent au bois de Boulogne, et Destaing y fut tué d'un coup de pistolet, le 15 floréal an 10: triste effet du plus détestable des préjugés. Le sujet de cette querelle était une calomnie démentie par le journal officiel. — Jean Baptiste DESTAING, son frère puîné, fit les campagnes des Pyrénées, d'Allemagne et d'Italie. Il a été commandant d'armes à Chambéry jusqu'à l'an 13, époque à laquelle cette place fut supprimée. — Son autre frère, Pierre-Jean-

Gabriel DESTAING, lieutenant de grenadiers, mourut sous les redoutes du Boulouge, en 1793, ayant à peine vingt-quatre ans.

**DESTAINS** (ESKAÏR), né à Paris, en 1793, fut élevé au lycée impérial parmi ces *jeunes de langues* (orientales) dont l'institution remonte à Louis XIV, et qui sont destinés à alimenter nos consulats d'Orient de drogman et de consuls. La ruine de son père, riche fabricant de tabac, consommée par l'établissement du monopole, le priva des moyens d'échapper à la conscription en se faisant remplacer. Il s'engagea en 1812. Il était parvenu au grade d'officier lorsqu'une blessure à la tête et les événements de 1814 l'arrêtèrent dans sa carrière militaire. Après quelques années consacrées à l'étude, Destains créa, en 1818, les *Annales de la littérature et des arts*, recueil hebdomadaire, que d'habiles collaborateurs ne préservèrent point du sort commun, depuis 1814, à tous les journaux purement littéraires: les *Annales* cessèrent de paraître en 1829, après avoir causé de grandes pertes pécuniaires à Destains qui, dès 1822, en avait cependant cédé la propriété à d'autres écrivains plus hardis ou plus riches. Les opinions de Destains et son attachement aux Bourbons, le firent appeler, en 1822, à la direction de la *Gazette de France*; il en fut rédacteur en chef jusqu'à la réunion de ce journal à l'*Etoile*, en 1827. L'obligence de Destains, qui, en littérature, oubliait les opinions politiques, lui attira l'amitié des écrivains des journaux de l'opinion opposée à la sienne. Ce fut avec regret qu'ils apprirent, en 1830, la mort fatale de leur ancien collègue. Il s'était suicidé à Toulon, le 17 mai, la veille de l'embarquement de l'armée d'Alger. Il avait été appelé au quartier-général en qualité de secrétaire-interprète, et se disposait à passer en Afrique, lorsque, suivant les uns, une vive discussion avec le général Desprez, ou cet officier aurait trop oublié qu'il parlait à un inférieur et à un homme dont la susceptibilité était augmentée par sa blessure; suivant d'autres, des lettres de famille, reçues de Paris, excitèrent en lui une agitation qui, sous le soleil de la Provence, lui donna un accès de fièvre cérébrale: pendant cet accès, il se coupa l'artère crurale. Sa mort étonna toute l'armée, où il comptait beaucoup d'amis. Outre les articles insérés dans les *Annales* et dans la *Gazette*, Destains a publié dans le *Mercure étranger* quelques traductions de poètes arabes, persans et turcs; il a donné aussi une nouvelle édition in-8° des *Mille et une nuits* (traduction de Gaillard), revue, annotée et augmentée d'un volume de contes inédits traduits par lui-même. Destains est enfin l'un des auteurs de la *Description de Chambéry*, in-folio, avec planches et gravures, dédiée à la duchesse de Berri. Il a fait graver à ses frais et frapper la médaille sur la naissance du duc de Bordeaux. — DESTAINS (Victor), frère du précédent, n'a pas manifesté les mêmes opinions. Le 29 juillet 1830, il se mit à la tête des habitants de Chaillot, où il demeurait, et il empêcha les troupes royales qui évacuaient Paris de traverser le faubourg pour se diriger directement sur Auteuil. Sa conduite courageuse, attestée par une enquête locale et des témoignages certains, fut mal présentée dans le *Figaro* par quelques compétiteurs jaloux: il s'ensuivit un procès en police correctionnelle, dans lequel le journal fut condamné à insérer la réponse de M. Destains, qui rétablissait la vérité des faits. Nous faisons mention de ce procès, parce que c'est le dernier où, en 1830, les juges ont été appelés, sans l'intervention du jury, à connaître des délits de la presse contre un particulier.

**DESTOURNELLES** (LOUIS-GILLES DESCHAMPS), ancien ministre des finances, né à Botten, en 1746, d'une famille originaire de Bergerac, et qui y jouissait de la considération que donnent la fortune et les talents. Son nom de famille était Deschamps; il ne reçut celui de Destournelles que pour le distinguer de ses frères, qui étaient nombreux, et qui prirent aussi chacun un surnom. Cette famille embrassa avec ardeur la religion réformée lors de son établissement; plusieurs de ses membres ont été des ministres de l'Evangile distingués par leur érudition et par leur éloquence dans la chaire. A la révocation de l'édit

de Nantes, la famille Deschamps fut en butte aux plus cruelles persécutions et obligée d'émigrer. Elle fut accueillie avec faveur dans divers états de l'Europe, et beaucoup de ses membres s'y sont distingués dans la profession des armes, dans le commerce, et dans l'églier réforme. Un de ses ministres est devenu précepteur du grand Frédéric, et a marqué à Berlin par de nombreux ouvrages de controverse en matière de religion. Il a laissé des descendants qui sont partie de la colonie française encore si nombreuse dans ce royaume. L'aïeul de Destournelles voulut revoir sa patrie; il s'y maria à une demoiselle de sa religion, et en eut beaucoup d'enfants, ce qui détermina les deux époux à abjurer en faveur de l'église romaine, afin de rentrer en possession de la partie de leurs biens qui n'avait pas été aliénée par le gouvernement. Jacques Deschamps, père de celui dont nous nous occupons, dut à cette circonstance un héritage qui lui permit de se marier à une demoiselle Eyma, d'une famille notable de la ville, et de faire élever les douze enfants qu'il en eut, dont six garçons, qui se trouverent un moment tous ensemble au collège de la Fliche. Destournelles, d'un caractère naturellement sérieux, y remporta beaucoup de prix, et avant l'âge de quinze ans il avait fini toutes ses classes. Il possédait les auteurs classiques la passion de la liberté et les mœurs austères d'un républicain qu'on lui connaît plus tard. En tête de ses compositions il mettait toujours ces paroles d'Horace : *non serviam*, devise à laquelle il s'est montré fidèle dans tout le cours de sa vie. La fermeté de son caractère se révéla peu après sa sortie du collège : ayant contracté quelques dettes assez considérables pour ne pouvoir être acquittées avec ce qu'il recevait de sa famille pour son entretien, il eut à souffrir de vifs reproches de la part de ses parents sur cette étourderie, trop commune chez la jeunesse. Il les supporta sans rien alléguer pour sa défense; mais, peu de jours après, il disparut, et écrivit à sa famille qu'il s'était engagé pour tout le temps que durerait la guerre de Hanovre, afin que ses parents pussent éteindre ses dettes, dont il présentait un état exact, seulement avec la pension qu'il lui faisaient annuellement. Il retourna à l'armée des camarades de collège, déjà élevés en grade, et fut accueilli avec bienveillance. On lui proposa bientôt de l'avancement, mais le jeune Destournelles répondit que, n'ayant pas le dessein de suivre la carrière militaire, il laissait à d'autres les grades, et se désirait que l'honneur de servir sa patrie dans les jours de péril. Il résista également à toutes les sollicitations de sa famille, désolé de voir un jeune homme aussi distingué prendre un parti si obscur alors, et il ne quitta son métier de soldat volontaire qu'après deux années, à la conclusion de la paix. Destournelles revint alors à Rouen, dans le sein de sa famille. Un de ses frères était officier; ce frère se trouvant mortifié de le voir dans la ville, revêtu de l'uniforme de simple soldat, il se permit de lui adresser en public des reproches et des épigrammes qui consolèrent sans doute sa rancune, mais qui irritèrent la fierté du jeune volontaire au point de lui faire mettre le sabre à la main contre son frère, en le menaçant de s'en servir s'il ne lui faisait serment de ne jamais renouveler ses propos insultants. On prit alors dans sa famille ainsi que dans le monde une haute idée d'un caractère aussi fortement trempé, et Destournelles obtint généralement une considération qu'il a toujours méritée depuis. Peu de temps après son retour de l'armée, il fut pourvu, par le crédit d'un de ses parents, devenu fermier-général, d'un emploi lucratif dans les fermes, ce qui l'obligea à parcourir diverses provinces de la France. Il était encore très jeune lorsqu'il fut nommé contrôleur ambulancier de sorts appointements. Il s'appliqua alors à devenir un bon employé supérieur, et il y réussit. Avant l'âge de trente ans, il revint habiter Paris, où il avait obtenu un emploi à l'administration centrale des fermes-générales. Il eût pu faire un chemin rapide dans la carrière des honneurs et de la fortune; mais son caractère indépendant ne lui permit jamais de faire aucune démarche auprès de ses supérieurs, ni de solliciter son avancement par écrit. Quand Bosquet, censeur dominant et auteur du dictionnaire des domaines, fut nommé, par sa mort, la direction de Paris, la

compagnie des fermiers-généraux voulut donner cette place à Destournelles, qui était devenu sous-directeur, parce qu'elle le considérait comme le plus capable de succéder à Bosquet. Mais ayant exigé que Destournelles demandât la place par écrit, il ne voulut jamais se soumettre à cette formalité, malgré les instances de sa famille et de ses amis. Il y a plus, un de ses compétiteurs, qui avait promis de la compagnie d'être nommé si Destournelles persistait à refuser toute démarche de sa part, alla le trouver pour connaître ses dernières intentions; Destournelles lui répondit : « La place est à vous, car je ne la demanderai pas; c'est à l'emploi à venir chercher celui qui le mérite. » Ce compétiteur était M. Baraillon, qui fut depuis administrateur et directeur-général de l'enregistrement. Destournelles, qui, pour conquérir l'indépendance dont on vient de donner des preuves, avait senti de bonne heure le besoin de l'économie, et dont l'ambition d'ailleurs était bornée, était parvenu assez jeune à son but. Vers 17... il se maria à une jeune personne d'une extrême beauté, qu'il aima avec toute l'exaltation dont il était susceptible, et devint ensuite directeur de l'enregistrement. Dès le commencement de la révolution, Destournelles y prit une part active, mais sans intention d'y jouer jamais un rôle supérieur. Il fit partie du fameux bataillon des Filles-Saint-Thomas, et s'y fit remarquer par une grande ardeur et un zèle outré pour le service de la garde nationale. Il fut tour à tour officier, commandant et simple grenadier, ayant pour principe que le devoir d'un homme libre était de ne point se perpétuer dans les honneurs du commandement, de peur d'en être corrompu. Destournelles crut remarquer que ce bataillon, sous les couleurs de la liberté, était dévoué aux intérêts de l'ancien régime, et disposé à servir la vieille royauté, pour réprimer les élans de la révolution. Dès lors, il rompit en visière à tous les agents de cour, cachés ou à découvert, et fit une opposition courageuse à tous leurs desseins. Mais les patriotes étaient en minorité, et Destournelles fut évincé de tous ses emplois. Il avait fait partie du club des jacobins de son origine, société qui fut long-temps le foyer du civisme et le centre d'union des amis de la liberté. Malheureusement sa femme mourut en 1791, et la douleur qu'il en éprouva fut insupportable. Il se sépara de toute société, et porta à l'extérieur, jusqu'à son dernier jour, le deuil qu'il rendrait sans son ame. Des amis, craignant pour sa raison et même pour sa vie, tentèrent de le sauver du désespoir, en le lançant dans le tourbillon politique, à l'époque du 10 août. Il s'y précipita en aveugle, et sans doute avec l'espoir d'y trouver la fin d'une existence qui lui était devenue importune. Destournelles revint à sa section, où le parti républicain triomphait. Il fut nommé commandant de la garde nationale, électeur, puis officier municipal; et, s'il l'eût désiré, il aurait été député à la convention. Il fut aussi choisi pour président du conseil de la fameuse commune du 10 août. A cette époque, chacun affectait, dans des vues personnelles, de prendre les dehors des classes inférieures du peuple. Destournelles ne changea rien à son costume; il conserva ses cheveux poudrés et ses habits de deuil. Cela fallit lui devenir funeste, et peu s'en fallut un jour que les sans-culottes, le prenant pour un aristocrate, ne le missent à la lanterne. Le 1<sup>er</sup> mai 1793, il prononça, à la commune de Paris, l'oraison funèbre de Laszowski, et le 15 juin suivant, il fut nommé ministre des contributions publiques, en remplacement de Clavières, dernier ministre des finances nommé par Louis XVI. De mœurs vraiment républicaines, Destournelles prit possession du magnifique hôtel de son ministère avec ses deux anciens domestiques, dont une cuisinière, et il congédia les nombreux serviteurs de ses prédécesseurs, espèce d'hommes qui s'attachent bien plus aux bâtiments qu'aux maîtres qui les habitent. Son traitement était de 150,000 francs; mais jamais il ne voulut prendre une voiture, alléguant, d'ailleurs avec raison, que le peu d'exercice que cela lui ferait faire à pied, lui était indispensable pour sa santé. Il n'augmenta point sa dépense habituelle, et se considéra comme comptable envers la société du traitement qui lui était alloué. Il se fit une religion de le distribuer en actes de bienfaisance et d'en-

Courageusement pour les vertus civiques, prétendant que toutes ses dépenses personnelles devaient être prises sur sa fortune particulière. Ainsi il versa à chaque comité des quarante-huit sections de Paris, une somme de 1000 francs, pour servir à marier un jeune défenseur de la patrie, devenu invalide, avec une fille d'un citoyen honnête connu dans sa section. Deseppre que trois de nos places fortes, Longwi, Verdun et Conde fussent tombées au pouvoir de l'ennemi, Destournelles lit remettre aux autorités compétentes, la somme de 18,000 francs pour que 6,000 francs pussent être repartis entre les soixante soldats qui entreraient les premiers dans chacune de ces places lorsqu'elles seraient reprises. Ayant rencontré un jeune militaire amputé des deux bras, Destournelles, dont l'intérêt fut vivement excité à cette vue, écrivit au président de la convention pour le recommander; il lui faisait remettre en même temps, les fonds nécessaires pour constituer une rente de 800 francs à ce soldat mutilé; etc. Tous ces dons étaient anonymes, et ce n'est qu'après le décès de Destournelles qu'on en a eu connaissance par les recus des sommes versées par un inconnu. Nommé ministre des finances par le parti démocratique, les révolutionnaires espéraient que Destournelles ne conserverait dans l'administration aucun des employés qui avaient servi sous un autre régime, et qu'ils allaient s'emparer des places, croyant apparemment que le génie du patriotisme avait opéré sur eux, hommes le plus souvent sans lumières et sans connaissances spéciales, comme le Saint-Esprit sur les disciples de Jésus, qui, tout grossiers qu'ils étaient d'abord, devinrent, par un miracle, capables de prêcher et d'enseigner à tous les peuples et dans toutes les langues « au lieu de leur divin maître. Mais le ministre, qui n'avait pas foi aux miracles, crut de son devoir de ne pas confier les intérêts financiers de l'état aux mains inexpérimentées des jacobins, et malgré les ordres qu'il recevait d'exclure des diverses administrations, les nobles, les aristocrates, et ceux assez nombreux qui ne pouvaient obtenir de certificats de civisme; enfin malgré les dangers qu'il courait personnellement, aucun employé ne fut arrêté, et presque tous furent conservés. C'était pour arriver à ce résultat que ce ministre avait le bon esprit de souffrir les insolentes familiarités d'un espion, qui, sous le titre de gargon de bureau, avait été placé auprès de lui, par les jacobins, pour épier toutes ses actions. Il y eut alors rage dans le parti révolutionnaire contre le ministre républicain; il fut dénoncé le 27 février 1794, par un nommé Vincent, comme un instrument de la faction du *modérantisme*; mais Destournelles répondit à tout avec fermeté. Cependant sa perte était jurée. Les comités de salut public prirent de jour en jour plus d'ascendant; les ministres ne furent plus que des agents secondaires, et enfin ils furent remplacés par des commissions exécutives. Destournelles, rentré dans la vie privée, eut bientôt à supporter sa part de la désolation publique sous le régime de la terreur. Son frère, M. Deschamps de Trefontaine, qui avait fait partie du bataillon des Filles-Saint-Thomas, fut traduit au tribunal révolutionnaire avec doute de ses anciens camarades; ils étaient accusés d'avoir, dans un banquet, deux ans auparavant, chanté des chansons aristocratiques. Trefontaine cependant avait refusé d'y assister, mais il avait écrit, comme formule de politesse, qu'il y serait présent par la pensée; c'en fut assez. Destournelles, justement indigné, court au tribunal, et demande avec énergie à défendre son frère : le tribunal en délibère, et on vient annoncer que cette demande n'est point admise. En attendant, la procédure se poursuit. Destournelles eperdu redige à la hâte une protestation, et fait une scène violente dans le tribunal. Contraint par la force d'évacuer les lieux, il vole au comité de sûreté générale pour obtenir la remise de la cause et la liberté de parler en faveur de son frère. Mais on redoute l'énergie de l'ex-ministre, et on médite son arrestation pour empêcher tout éclat. Comme on n'ose pas l'arrêter en plein tribunal, on lui promet de lui donner réponse le lendemain de grand matin; il se retire, et à six heures il est arrêté, ses papiers sous le sceau, et il est conduit à la prison dite des Carmes. Son frère fut guillotiné. La correspondance de Robespierre, publiée par Courtois, montre que Destournelles n'était fait un

ennemi de Robespierre en laissant échapper de sa plume quelques pièces de vers renfermant de dures épigrammes contre lui. On avait voulu la mort de Destournelles, mais sans oser l'ordonner, et Fouquier-Tinville avait cru prudent d'attendre un prétexte favorable pour l'envoyer à l'échafaud. Le 9 thermidor le sauva et lui rendit la liberté. Mais persuadé qu'il ne pouvait échapper à la hache révolutionnaire, Destournelles avait pris du poison pendant sa détention; la dose n'étant pas assez forte, il avait seulement éprouvé des crises convulsives, qui hâtèrent le fin d'une vie si agitée. Il mourut en 1794, à Passy, où il s'était retiré pour prendre les eaux, sous la conduite de Cabanis, son médecin et son ami. Les maux de tête extraordinaires que Destournelles avait éprouvés, dans les derniers temps, engagèrent Cabanis à faire l'autopsie de sa tête, où on trouva en effet un squirre de la grosseur d'un œuf de poule. Ce ministre n'était point un homme d'état à grandes vues et de haute capacité; mais il était instruit, grand travailleur, doué d'une grande fermeté de caractère, et d'une morale sévère. On peut lui reprocher, sans doute, d'avoir mis trop d'exaltation dans ses principes politiques; mais il faut remarquer que, républicain par ses mœurs et par les habitudes de sa pensée, il avait espéré voir se réaliser les rêves de son imagination, et qu'il dut nécessairement être un de ceux qui poussèrent avec le plus d'ardeur vers ce système de gouvernement. Ayant plus vécu avec les livres qu'avec les hommes, il voyait ces derniers comme les lui présentait les historiens de l'antiquité, toujours prêts à faire jusqu'au sacrifice de leur vie pour la gloire et l'intérêt de la patrie. L'expérience le dérompa cruellement. Destournelles avait toujours eu la passion des lettres. Il avait fait une étude approfondie des auteurs latins. Il savait si bien l'honneur de mémoire, qu'il eût pu en rétablir le texte à toutes les éditions en eussent été perdues. La Harpe, et d'autres littérateurs célèbres, le regardaient comme un des hommes qui possédaient le mieux la langue de Virgile, et les vers que Destournelles avait composés dans cette langue auraient pu passer pour des fragments retrouvés d'auteurs de l'antiquité. Il était frère de Jacques Deschamps de Saint-Amand, qui fut un homme aussi distingué par son goût exquis en littérature, que par son instruction, et qui est mort à Paris, en 1827, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, après avoir été trente ans administrateur des domaines. Destournelles avait pour son neveu, M. Vieille de Boisjoulis, une affection particulière, qui était augmentée par le talent de ce poète auquel l'oncle n'avait crue de prodigier les meilleurs conseils. Cet ancien ministre a laissé un fils aujourd'hui receveur des domaines de la ville d'Orléans, et dont tout le patrimoine fut envahi par la révolution. L'ombre de Destournelles a dû gémir de la destinée de ce fils, dont les vicissitudes ont été grandes, et de plus d'un genre, et qui serait peut-être mort de détresse et de chagrin, sans l'appui du duc d'Orléans, aujourd'hui roi, qui a toujours été au secours des victimes du malheur ou des opinions et des sentiments patriotiques qu'elles tenaient de leurs familles.

DESTUT DE TRACY. Voyez TRACY.

DEUX SICILES. Voyez FERDINAND IV, au Supplément.

DEVAINES (JEAN), conseiller-d'état, membre de l'institut, né vers 1750. Dès sa jeunesse un penchant naturel l'attira vers la culture des lettres et des arts, mais des circonstances impérieuses l'entraînèrent dans une autre carrière où les dons de l'esprit qu'il avait reçus de la nature le firent bientôt distinguer. Premier commis des finances sous Turgot, il se l'a avec les gens de lettres les plus distingués de son temps, qu'il recevait chez lui le mardi de chaque semaine. Jusqu'à la révolution, Devaines occupa de hautes fonctions dans l'administration civile, et fut successivement administrateur des domaines et receveur-général des finances. En 1793, il était commissaire de la trésorerie nationale, et, en 1800, il devint conseiller-d'état. Le 22 janvier 1803, il fut nommé membre de la deuxième classe de l'institut, et cette nomination excita des réclamations, parce qu'il n'avait jamais été de l'académie française. Cependant il pouvait opposer quelques titres littéraires aux contendants. Ils sont pour la plupart

reunis dans la *Correspondance littéraire* de Laharpe, et dans les *Mélanges de littérature* de J.-A. Suard. Laharpe et Suard furent ses amis, et le dernier nous a laissé de lui un éloge bien mérité, au jugement de ceux qui conurent Devaïnes. « Il a peu écrit, et ce qu'il a écrit n'est guère connu que des littérateurs erudits; mais ceux qui ont lu les petits ouvrages échappés à sa plume ne peuvent qu'être frappés des idées fines et ingénieuses, de ce goût pur et de ce tact délicat des convenances, de cette fleur de littérature, de ce style correct, sans sécheresse, et animé sans effort qui distinguait les productions de cet esprit aimable et facile. » Il est vrai que Devaïnes ne pouvait entreprendre un ouvrage de longue haleine. Des devoirs fort étrangers aux lettres et le caractère de son esprit l'en éloignaient également. Ses principaux écrits sont: 1° *De Buffon et de J.-J. Rousseau*, inséré dans le premier tome de ces *Mélanges*; 2° *Notes les considérations sur les mœurs*; 3° *Les Tulleries en 1784*, inséré dans le deuxième tome des *Mélanges*; 4° *De la médiocrité*; 5° *De l'assommoir*; 6° *Des théophrastiques*; 7° *La route de l'indépendance, fragments de morale*, et plusieurs autres morceaux très courts, mais qui décèlent l'écrivain et le philosophe. Il a publié un *Recueil de quelques articles extraits de différents ouvrages périodiques*, avril 1795, 104, qui fut tiré à un très petit nombre d'exemplaires. Il mourut à Paris, le 16 mars 1803.

DEVAUX. Voyez GABET-DEVAUX.

DEVYENNE. Voyez FACHÉ-DEVYENNE.

DE WETTE (WILHELM-MARTIN-LUDWIG), actuellement professeur de théologie à l'université de Bâle, est né, en 1780, dans le village d'Ellen, près Weimar. Son père, ministre du culte protestant, qui le destinait à la même profession, l'envoya d'abord au collège de la ville de Buttardt, puis, en 1796, au gymnase de Weimar, placé alors sous la direction du célèbre archéologue allemand Rehtiger. Celui-ci introduisit le jeune De Wette auprès du Mounier, l'un des orateurs les plus distingués des états-généraux de France de 1789, qui à cette époque habitait Weimar, et dirigeait un établissement de hautes études, pour lequel le grand-duc lui avait accordé une de ses châteaux, appelé le Belvédère. Mounier conçut une bonne opinion du jeune De Wette qu'il le chargea de faire des cours dans son établissement, et de donner des leçons à son fils, actuellement pair de France. Plus tard, le jeune Mounier devait faire un voyage en France et en Suisse, son père choisit De Wette pour l'accompagner. Pendant les années que De Wette passa au gymnase de Weimar, il se lia étroitement avec plusieurs de ses condisciples, qui se sont plus tard distingués dans la carrière des lettres, entre autres avec M. Hase, l'un des conservateurs de la bibliothèque du roi, et avec M. Zimmermann, auteur allemand très estimé, maintenant professeur au gymnase de Hambourg. Quoique De Wette, dans sa jeunesse, fût plutôt mélancolique qu'enjoué, il prit franchement part aux bruyants amusements de ses camarades. Rien n'égailait son zèle pour les études, et l'ardeur avec laquelle il travaillait à résoudre les questions proposées, soit par le gymnase, soit par le cercle de ses amis, le porta souvent à une exaltation qui passait toutes les bornes. En 1799, De Wette se rendit à l'université d'Iéna, où il se livra exclusivement à l'étude de la théologie. Il s'occupait principalement de l'exégèse de la Bible, particulièrement de celle de l'Ancien-Testament. Les attraites que ces recherches eurent pour lui le décidèrent à choisir, malgré la volonté de son père, la carrière du professorat. En 1805, il publia une dissertation sur le Pentateuque, et ouvrit par suite un cours sur le même sujet, qui obtint une approbation générale. Il fut nommé par l'université de Heidelberg, en 1807, professeur extraordinaire de philosophie, et, en 1809, professeur ordinaire de théologie. En 1810, De Wette accepta une chaire à l'université nouvellement établie à Berlin: à la même époque, celle de Breslau lui envoya le diplôme de docteur en théologie. Ses leçons publiques et ses écrits exercèrent dans le temps une grande influence sur la jeunesse allemande. Parmi les ouvrages relatifs à ses cours, nous nous bornons à citer ceux compris plus bas sous

les numéros 1°, 2°, 3°. Tous ces ouvrages portent le cachet d'une profonde érudition et d'un esprit philosophique qui a su s'affranchir des entraves dogmatiques. Sa manière d'envisager les écritures l'amène à émettre bien des hypothèses qui furent vivement réfutées. Il soutint, par exemple, que le Pentateuque était formé d'une collection de fragments rédigés à des époques très différentes, et réunis, lors de l'exil du peuple hébreu, en un poème épique, afin de célébrer la théocratie. Si ces écrits de De Wette furent des objets de critique plus ou moins vire, en revanche la traduction de la Bible, qu'il fit conjointement avec Augusti, et qui parut à Heidelberg, en 1809, en cinq volumes, obtint un succès incontesté: on s'accorda surtout à louer la traduction en vers des psaumes, qui est due à De Wette seul. En philosophie, De Wette paraît avoir adopté le système de Fries, professeur à l'université de Iéna: du moins ses ouvrages les plus importants semblent être conformes aux doctrines de ce philosophe. Par exemple, ceux des numéros 4°, 5°, 6°. Voyageant, en 1818, en Bavière, avec quelques amis, qui avaient reçu à Iéna, d'un jeune étudiant nommé Charles Sand, une lettre de recommandation pour ses parents, De Wette fut introduit chez ceux-ci, qui l'accueillirent d'une manière très distinguée. De Wette ayant trouvé dans les membres de la famille Sand des personnes dignes de son estime, et se rappelant l'aimable accueil qu'ils lui avaient fait, crut de son devoir, dès qu'il eut appris l'attentat commis, en 1819, par Charles Sand, sur Kotzebue, d'adresser à la mère de ce malheureux jeune homme une lettre pour lui témoigner la part qu'il prenait dans son affliction. Cette lettre, écrite le 31 mars 1819, dans un but bien innocent, lui fut ras plus tard une foule de tracasseries et même des persécutions qui mettaient dans tout leur jour le despotisme et les étroites vues des gouvernements qui prévalent sur l'Allemagne. Au mois d'août suivant, De Wette fut mandé devant le sénat académique de Berlin, qui lui présenta une copie de cette lettre, et lui demanda s'il s'en reconnaissait l'auteur. Il ne nia pas d'avoir écrit une lettre de ce genre, mais ne pouvant, après un intervalle de cinq mois, juger si la copie était exactement conforme à l'original, il demanda à voir la lettre autographe. Toutefois il fit observer au sénat que, même à en juger d'après les termes contenus dans la copie, il était évident que, loin d'approuver l'assassinat commis par Sand, il l'avait blâmé comme une action illégale et immorale qu'il ne saurait jamais ni conseiller, ni provoquer. Voici une traduction littérale d'un passage de cette lettre: « L'action telle qu'elle a été faite, avec cette loi, avec cette conviction, est un beau signe de nos temps. L'action considérée sous un point de vue général, est immorale et contraire aux lois. Le mal ne doit pas être combattu par le mal, mais par le bien. Aucun droit ne peut être établi par la ruse et la violence; un but louable ne saurait jamais un moyen injuste. » De Wette ajouta que, s'il avait exprimé son opinion sur l'attentat de Sand en termes mitigés, il fallait prendre en considération que la lettre avait été rédigée dans le but de consoler une mère malheureuse. Il sollicita en même temps une enquête formelle sur sa conduite. Le gouvernement de Prusse ne tint aucun compte ni de ses observations, ni de sa demande relative à une enquête, et lui fit signifier qu'attendu que ses réponses au sénat académique ne tendaient qu'à corroborer la justification du crime de Sand contenue dans la lettre en question, S. M. croirait blesser sa conscience s'il continuait à confier l'instruction de la jeunesse à un homme qui admet l'assassinat en certains cas et à certaines conditions, et qu'en conséquence elle l'avait destitué de sa charge de professeur. Le sénat académique, qui s'intéressait à De Wette, fit des démarches en sa faveur auprès du gouvernement, et tâcha de faire envisager la lettre fatale sous un autre point de vue; mais il n'obtint, pour tout résultat, qu'une sévère réprimande. Alors De Wette quitta Berlin, et annonça son départ au roi, à M. d'Altenstein, ministre d'état, et au sénat académique, par des lettres pleines de dignité et de modé-

ration. Cette dernière autorité lui fit une réponse conçue dans les termes les plus honorables et les plus affectueux. Ce gouvernement offrit à De Wette ses appointements du trimestre courant, mais il les refusa, et partit pour sa patrie, bien convaincu qu'après ce qui venait de se passer, il ne trouverait nulle part en Allemagne un emploi public. En 1830, De Wette publia à Leipzig toutes les pièces relatives à sa destitution. De retour à Weimar, il recut de tous les points de l'Allemagne de nombreux témoignages du vif intérêt que ses concitoyens prenaient à sa position, et de l'indignation qu'avait excitée la persécution dont il était victime. Pendant son séjour à Berlin, il fit une édition critique des *Œuvres complètes de Luther*, et composa un ouvrage intitulé : *Théodose*, dans lequel il expose sa manière d'envisager le dogmatique, la morale, l'esthétique et la théologie pastorale. Ce livre, rempli de vues élevées, et écrit dans un style énergique et brillant, fit dans le temps beaucoup de bruit en Allemagne. Après avoir fait des prédications dans les principales villes de l'Allemagne protestante, il fut, en 1831, élu ministre du culte, par une commune de la ville de Brunswick. Mais les préjugés qu'avait fait naître contre lui sa destitution en Prusse furent la cause que le gouvernement du duché de Brunswick ne voulut pas approuver sa nomination, et cela nonobstant les avis des facultés de philosophie et de théologie des universités de Jéna et de Leipzig, qui avaient unanimement déclaré que De Wette ne s'était aucunement rendu indigne d'une charge ecclésiastique par la lettre écrite à la mère de Sand. En 1832, l'université de Bâle offrit à De Wette une chaire de théologie qu'il accepta, bien que la commune de Brunswick lui eût proposé une pension annuelle de 800 rixdalers, pendant deux années, pour l'engager à refuser cette offre et attendre sa réélection. Les cours et prédications que De Wette a faits à Bâle lui ont bientôt valu une grande popularité parmi ses nouveaux concitoyens. Ses cours ont suivis par toutes les classes de la société, et, chose extraordinaire dans ce pays-là, des dames y assistent en grand nombre. En 1839, le grand-conseil de Bâle nomma De Wette membre du conseil de l'instruction publique, et lui fit don du droit de bourgeoisie. Voici les principaux ouvrages publiés par De Wette : 1° *Introduction à l'Ancien-Testament*, 1806-1807 ; 2° *Archéologie judaïque*, 1814 ; 3° *Introduction historique et critique à la Bible*, 3<sup>e</sup> édit., Berlin, 1829 ; 4° *De la religion et de la théologie*, 1815-1821 ; 5° *Dogmatique biblique de l'Ancien et du Nouveau-Testament*, 1813-1818 ; 6° *Morale chrétienne*, 1819-1821, 3 vol. ; 7° *Théodose*, ou *l'inauguration d'un prophète*, Berlin, 1822 ; 8° *Cours de morale*, Berlin, 1823, 2 vol. ; 9° *Œuvres complètes de Luther*, Berlin, 1825 ; 10° *Collection de Sermons*, 1826-1827 ; 11° *Cours sur la religion, son essence et ses différents phénomènes*, Berlin, 1827.

DE WITT CLINTON. Voyez CLINTON, au Supplément.

DIAS-GOMES (FRANÇOIS), poète et littérateur portugais distingué, naquit à Lisbonne en 1745, et mourut dans la même ville en 1796. Son père faisait un petit commerce d'épicerie. Il fit donner à son fils une éducation classique, et l'envoya même à l'université de Coimbra faire son droit ; mais son peu de moyens pécuniaires et les conseils d'un frère le décidèrent à rappeler son fils et à l'associer à son commerce. Le jeune homme s'y résigna ; mais en s'occupant assiduellement des affaires, il ne cessa de cultiver les lettres, pour lesquelles il avait de bonne heure manifesté un goût prononcé. Il se perfectionna dans la langue latine, et se livra surtout à l'étude d'Horace ; il apprit l'italien et le français, et fut avec une grande attention les auteurs classiques portugais, c'est à dire ceux du 16<sup>e</sup> siècle. Il se fit bientôt connaître des hommes les plus distingués de la capitale, et fut de la célèbre société de poètes établie à Lisbonne, sous le nom d'Arcadie, à l'instar de celles d'Italie. Plus tard il fut reçu membre de l'académie royale de Lisbonne. Il composa plusieurs ouvrages en vers et en prose, tous remarquables par la pureté et la correction du style. L'académie a fait imprimer à ses frais, en 1799, en un gros volume, ses *Œuvres poétiques*, au profit de la

veuve et des enfants de l'auteur. Elles renferment plusieurs élégies, odes et autres compositions, accompagnées de notes très étendues et nombreuses, pleines d'érudition et d'observations critiques qui annoncent une connaissance approfondie des classiques, et une grande finesse d'esprit. Quant aux poésies, elles manquent, en général, de verve ; les meilleures sont celles où l'auteur imite Horace. On a encore de lui deux tragédies très médiocres : *Flore et Iphigénie*. Elles prouvent que l'auteur connaissait mieux les règles et les modèles que le cœur humain et le langage des passions. Il a publié trois morceaux en prose. Le premier est une *Analyse raisonnée du style des célèbres poètes portugais*, São Miranda, Ferreira, Bernardes et Caminha ; cet écrit a été couronné par l'académie en 1791, qui l'a fait insérer dans le volume IV de ses *Mémoires de littérature* ; le second est une *comparaison de l'Histoire de D. Jean de Castro*, écrite par Jacinto Freire de Andrade, et de la *Vie de D. Paul de Lima*, par Diego do Ponto ; le troisième est intitulé : *Du bon goût en poésie*. Il avait commencé deux poèmes, l'un intitulé : *Les saisons*, dont il n'avait composé que le printemps en six chants et quelques octaves de l'été ; et l'*Henriqueida*, ou la prise de Casta, dont il ne reste que des fragments. En tête de l'édition de ses œuvres se trouve une *Notice* détaillée sur la vie et les ouvrages de Dias Gomes, écrite par son ami Stockler.

DICQUEMARE (JACQUES-FRANÇOIS), physicien, né le 7 mars 1753, dans la ville du Havre. Il embrassa l'état ecclésiastique vers 1784 ; mais bientôt son goût pour les sciences naturelles et les arts le porta à se rendre à Paris ; il n'y resta que le temps nécessaire pour acquérir les connaissances dont il voulait particulièrement faire usage. De retour au Havre, il se mit à observer la structure et les habitudes des animaux marins sans vertèbres. Il ne se borna pas à en réunir chez lui un assez grand nombre : il allait à la nage, et en plongeant, les visiter dans leurs demeures ; il passait ainsi des heures entières dans l'eau, près du rivage, exposé souvent aux piqures de quelques orties marines auxquelles il vit des membres aussi longs que le bras d'un homme. Il fit beaucoup d'observations neuves sur les méduses, sur les limaces de mer, sur les tarots qui percent le bois des navires et des digues, enfin sur les anémones de mer qui se resserment ou s'étendent selon les prochaines vicissitudes de l'atmosphère, et qui ont des moyens de s'attacher momentanément à différents corps auxquels elles paraissent adhérentes. On lui doit aussi la connaissance de quelques espèces de ces habitants des roches marines. Dans ces recherches le rôle du confident de la nature, c'est ainsi qu'on nommait l'insaisissable Dicquemare, était souvent excité par des objets plus directs d'utilité publique. Il ne fut pas oublié de l'administration : elle le chargea spécialement d'examiner les causes de la dégénération des huîtres dans l'anse de Cancale. Le mémoire qu'il fit à cette occasion, et dans lequel il proposait une manière plus avantageuse de parquer les huîtres, contenait aussi toute une histoire de ce coquillage, organisé moins grossièrement qu'on ne l'avait pensé. Divers fossiles, d'autres branches d'histoire naturelle et de physique, ainsi que le mouvement des marées tel qu'il est au Havre, l'occupèrent successivement ; et il a fait une remarque importante, celle du fond accidentel et souvent déplacé par les courants, qui peut recouvrir le véritable fond ou le fond permanent des mers. Toutefois ce phénomène, si propre à expliquer l'incertitude des sondes dans quelques parages, n'a lieu sans doute qu'à une certaine profondeur. Il fit connaître ce fait en 1776, et, plus tard, dans un autre mémoire, il y ajouta beaucoup d'éclaircissements à l'usage des navigateurs. Plusieurs sociétés savantes se sont empressées d'admettre dans leurs rangs l'abbé Dicquemare, et à Paris l'académie des sciences l'a reçu au nombre de ses membres correspondants ; mais il refusait généralement les éruditions attachées aux différentes distinctions dont il devenait l'objet. En 1786, le président de l'assemblée du clergé rendit publiquement témoignage à son mérite. La société royale de Londres fit insérer dans le tome LXIX des *Transactions philosophiques* son *Traité des actinies*, ou ané-

moins de mar, avec la traduction en regard. Lorsqu'en France il donna, dans le *Journal de physique*, plusieurs morceaux, sous le titre d'*Extraits d'un portefeuille*, le public avait les accueillis avec tant d'intérêt que Louis XVI accorda les fonds nécessaires pour la publication du texte et des planches du recueil complet. Mais des soixante-dix dessins qu'il devait réunir, trente-sept seulement furent gravés. L'ardeur de Dictionnaire pour le travail lui fit faire aussi plusieurs excursions dans le domaine de l'astronomie, de la géographie, de l'art antique, et même de la peinture. Il donna trois cartes marines pour la seconde édition du *Neptune oriental*, et l'auteur, d'Après de Manneville, était son ami, et il peignit cinq tableaux à l'huile, d'un dessin très pur, pour l'église de l'hôpital du Ilavre. Trente années de ces travaux assidus furent suivies d'une maladie de langueur : il souffrit pendant deux ans, et il succomba le 29 mars 1799. On a de lui : 1° *Idees générales de l'astronomie*, Paris, 1769, in-8°; avec 26 planches; seconde édition, en 1771, sous ce titre : *Connaissance de l'astronomie, rendue aisée et mise à la portée de tout le monde* (mais sans démonstration); 2° *Description du rayon plane, inventé et construit par l'abbé Dictionnaire*, dédié à l'abbé Nollet, in-4°. Deux plaques cosmographiques et mobiles composent cet instrument cosmographique, dont le diamètre n'est que de vingt pouces, sans au moyen duquel on n'arrive pas avec une précision à la solution des problèmes d'astronomie antique. 3° Des mémoires, au nombre d'environ soixante-dix, insérés dans le *Journal de physique* de 1772 à 1789.

**DIEBITCH SABALKANSKY** (CHARLES-JEAN-ANTOINE, comte de), feld-marchal des armées russes, naquit le 13 mai 1785, au village de Gross-Leys, dans le cercle de Trebnitz (Silesie-Prussienne), d'une des plus anciennes familles de cette province, et dont l'illustration remonte au treizième siècle. Le père du comte Diebitch était un militaire distingué, entré au service de la Russie sous le règne de Paul I<sup>er</sup>. Le fils fut placé dans le corps des cadets, à Berlin, et il resta jusqu'en 1805. A cette époque, l'empereur Alexandre étant venu dans cette capitale, et le jeune Diebitch lui ayant été présenté, il lui donna le grade de lieutenant dans l'armée russe. Peu d'années furent aussi rapides. Son mérite le fit en peu d'années parvenir au grade de colonel, et lors de la campagne de 1812, il fut nommé chef d'état-major du corps placé sous les ordres du général Wittgenstein. L'année suivante, il fut élevé au grade de général, et devint chef d'état-major sous les ordres du feld-marchal Barclay de Tolly. En 1814, il entra en France, à la tête d'une division russe, et prit une part active aux événements qui précéderent la chute de Napoléon. Lorsqu'après le combat d'Arcis-sur-Aube, ce souverain marcha sur Saint-Dizier pour séparer les armées du Rhin et se réunir aux garnisons de la Lorraine et de l'Alsace, avec le dessein de transporter le théâtre de la guerre en Allemagne, l'ordre était déjà donné aux troupes alliées d'opérer leur retraite sur le Rhin, quand le général Diebitch représenta à l'empereur Alexandre l'avantage qu'on aurait à profiter du mouvement de Napoléon pour se porter sur Paris, tandis que, pour tromper l'ennemi, on ordonnerait au comte Wintzingerode de le poursuivre avec son corps d'armée. L'empereur Alexandre approuva ce plan, et les alliés marchèrent sur la capitale de la France, ainsi que le général Diebitch l'avait conseillé. Le succès qui suivit cette résolution, et la valeur que le comte Diebitch montra dans plusieurs engagements avec les troupes françaises, notamment à Montmirail, augmentèrent la confiance que son souverain avait en lui et la faveur dont il jouissait. En 1815, le général fut chargé d'organiser les corps russes qui marchèrent sur l'Allemagne. Dix ans plus tard, l'empereur Nicolas succéda à son frère, et le général Diebitch témoigna son attachement au nouvel autocrate, en déployant les mesures les plus énergiques pour réprimer la conspiration du prince Trubetsky et de ses adhérents. Dans la guerre entre la Russie et la Perse, en 1827, il fut envoyé en Géorgie pour prendre connaissance des différends qui divisaient les généraux Iermolof

et Paskevitch, et remit au dernier le commandement de l'armée du Caucase. L'année suivante, la guerre éclata entre la Russie et la Perse; le général Diebitch fut nommé quartier-maître-général, partit le 25 avril de Pétersbourg, et alla rejoindre l'armée russe commandée par le feld-marchal Wittgenstein. Il portait lui-même les ordres pour l'ouverture de la campagne dont le plan avait été dressé par lui et par l'empereur. Il contribua à la prise de Varna, et reçut, après la reddition de cette place, la croix de Saint-André. Il revint passer l'hiver à Saint-Petersbourg; mais le 5 mars 1829, il arriva à Jassy, sur le théâtre de la guerre, et prit le commandement d'un des corps de l'armée russe. Ses premières dispositions furent de concentrer les divers corps de troupes cantonnés sur la rive gauche du Danube, pour commencer les opérations de l'ouverture de la campagne. Ce fut à cette époque que le sultan éleva Reschid pacha à la dignité de grand vizir, et le chargea de continuer avec vigueur la guerre contre la Russie. Comme la dernière campagne n'avait pas répondu aux espérances que cette puissance avait conçues, le feld-marchal comte de Wittgenstein donna sa démission. Elle fut acceptée le 18 mars par l'empereur qui nomma à sa place le général Diebitch, auquel on devait le plan de la campagne qui allait commencer. Il s'agissait d'attaquer l'armée turque en flanc du côté de la mer Noire, tandis que l'armée du comte de Diebitch l'attaquerait de front et passerait le Balkan. En conséquence, vers la fin d'avril, un corps russe de douze à quinze mille hommes, débarqua à Siboli et à Mosenbri, et prit position sur le flanc de l'armée turque qui avait alors son quartier-général à Aidos, en dedans du Balkan. Les Turcs ayant voulu reprendre l'offensive sur toute la ligne de cette chaîne, le général Diebitch donna l'ordre à plusieurs colonnes de se porter promptement sur les points principaux dont les Turcs pourraient chercher à s'emparer, il marcha lui-même vers Silistrie, à la tête d'un corps de troupes considérable, et établit son quartier-général à Kallarach, afin de mieux observer les mouvements du grand vizir qui avait déjà fait marcher au secours de Silistrie une de ses divisions dont la jonction devait s'opérer avec le corps d'armée de Hussein pacha, placé auprès de Varna. Le siège de Silistrie commença, et Reschid pacha sortit de Schumla et s'avança sur la route de Bazardyeh, dans le but de harceler l'armée russe et d'entraver ses opérations de siège. Il se flattait de la rejeter bientôt sur la rive gauche du Danube; mais la brillante victoire que le général Diebitch remporta sur l'armée ottomane les 11 et 12 juin 1828, dans les plaines de Koulevitcha, trouva ses espérances, et lui enleva ses meilleures troupes et la plus grande partie de son artillerie. Silistrie se rendit aussitôt aux Russes, et de nouveaux succès leur furent assurés. Pendant que le grand vizir se renfermait dans Schumla avec le reste de son armée, le général Diebitch se prépara à franchir le Balkan. Le glorieux passage du Kamtschik fut le premier acte de cette grande entreprise. Après avoir surmonté tous les obstacles, les 17, 18 et 19 juillet, il mit en fuite un ennemi obstiné et retranché dans des positions défendues par la nature même; et le 22 juillet, il arbora l'étendard mojavite sur la cime du Balkan, au village d'Erkateth, où il établit son quartier-général. Le lendemain, l'armée russe descendit dans les plaines de la Roumelie. Ce fut ainsi, et en caracolant à Reschid pacha tous ses mouvements, pendant qu'il avait une entière connaissance de ceux de l'ennemi, que le général Diebitch parvint à faire franchir à son armée cette chaîne immense du Balkan, regardée jusqu'alors comme le boulevard de l'empire ottoman. La prise des forteresses de Mosenbri, d'Ankio-ili et de Burgas, situées sur la mer Noire, et la défaite d'un renfort de douze mille hommes, arrivés en hâte de Schumla, furent les conséquences de cette opération. Les villes d'Aidos et de Karnabat firent bientôt après leur soumission au vainqueur, et le 20 août, le général Diebitch prit possession d'Andrinople, la seconde capitale de l'empire, sans éprouver aucune résistance. Il établit son quartier-général dans le vieux sérail, ancienne résidence des empereurs ottomans. La rapidité des mouvements de



son armée dont une division s'empara de Rodosto, sur la mer de Marmara, tandis qu'un archaïte à grande échelle sur Constantinople (son avant-garde avait déjà pris possession de Tschortli, à vingt-cinq lieues de la capitale) démontrait l'impatience des Russes d'y pénétrer. Mais les cabinets de l'Europe s'alarmèrent de leurs succès : ils s'interposèrent entre les deux empires, et la paix fut signée le 13 septembre à Andrinople, à l'avantage de la Russie et des puissances européennes qui participèrent à la libre navigation de la mer Noire, condition principale du traité de paix. Cette guerre a placé le comte de Diebitch au rang des plus habiles généraux de notre temps. Il n'a pas tenu à lui de réaliser les projets de Catherine. L'empereur Nicolas voulant éterniser le souvenir des services qu'il a rendus à l'Etat, a, par un ukase du 11 août 1829, ordonné que le général Diebitch et sa postérité jouiraient à leur tour celui de Sabakansky (surmonteur de Balkan), et que le régiment d'infanterie de Tschernigoff s'appellerait désormais le régiment de Diebitch Sabakansky. M. de Diebitch habitait Berlin depuis plusieurs mois : il y remplissait une mission confidentielle de l'empereur Nicolas près du roi de Prusse, et l'on disait qu'il était chargé par son maître d'appuyer fortement sur la nécessité d'une intervention armée dans les affaires de la Belgique, à moins que le pays ne se placât volontairement sous l'autorité du prince d'Orange : on affirmait que, dans le cas contraire, la Russie mettrait à la disposition de la Prusse une armée de cent trente mille hommes, et que le commandement en serait confié au maréchal de Diebitch ; mais l'insurrection de la Pologne a dû naturellement apporter des changements dans les dispositions du cabinet russe. A la nouvelle de cette révolution, le feld-maréchal Diebitch a été rappelé à Saint-Petersbourg ; il a quitté Berlin comble des marques de faveur du roi de Prusse, et, après avoir reçu les ordres et les instructions de son souverain, il est allé prendre le commandement de l'armée qui doit agir contre les Polonois. Les proclamations de ce feld-maréchal, tant aux Polonois qu'à la Russie, sont peu dignes d'un général en chef : elles sembleraient annoncer que le comte Diebitch ne réunissait point aux talents militaires les qualités de l'homme d'état : qu'il manque entièrement de mesure et de tact, et dès lors on peut prédire qu'une distance considérable le sépare encore de la réputation de grand général. Il respire d'ailleurs dans ses proclamations un sentiment d'aigreur très nuisible contre la révolution de France, et même contre nos succès sous l'empire. Cela révèle sans doute l'opinion du cabinet de Saint-Petersbourg, et ce qui est prévu depuis long-temps, la guerre avec la Russie, paraît inévitable.

**DIETRICHSTEIN** (FRANÇOIS), prince de....., né le 28 avril 1767, et chef de la branche aînée d'une des plus illustres familles de l'Autriche, est souverain de la seigneurie de Nikolsbourg (Moravie). Il possède, en outre, de vastes domaines en Autriche et en Bohême. Autrefois major-général du corps des ingénieurs autrichiens, le prince François dirigea l'assaut contre Valenciennes, ce qui lui valut l'ordre de Marie-Thérèse. Sous le ministère de Thugot, il remplit plusieurs missions diplomatiques à Saint-Petersbourg, Berlin et Munich, et conclut, en 1800, avec le général Moreau, l'armistice de Passendorf, en vertu duquel plusieurs positions fort avantageuses furent livrées à l'armée française. Dans la même année il quitta définitivement le service. Le prince François est actuellement membre du conseil intime de l'empereur, grand échanson de la province de Carinthie et grand-veneur du duché de Styrie : ces deux dernières dignités sont des sinécures héréditaires dans sa famille.

**DIETRICHSTEIN** (le comte MARCK de), frère du précédent, naquit le 25 février 1775, entra fort jeune au service, et fit les campagnes de 1796, 1797 et 1798. Il fut successivement aide-de-camp du général Alvinzi, de l'archiduc Charles, et de Mack, généralissime de l'armée napoléonienne. Le comte Maurice et Mack furent faits prisonniers en 1799, à Naples, par le général français Championnet, et conduits en 1800 à Paris, d'où ils parvinrent bientôt à s'évader en

secrete. Depuis 1815, le comte Maurice est attaché à la personne du duc de Reichstadt en qualité de gouverneur, charge qu'il remplit encore actuellement, et avec laquelle il cumule les fonctions de membre du conseil intime, de préfet du palais de l'empereur et d'intendant de la bibliothèque, de la musique et des théâtres de la cour. Le comte Maurice se distingue des grands seigneurs, ses compatriotes, par son amour pour les lettres et les arts qui il protège et encourage. Il vient de faire ériger, dans l'église de Saint-Charles, à Vienne, un magnifique monument à la mémoire de Henri de Collin, poète allemand, avec lequel il fut long-temps intimement lié.

**DIETSCH** (MARGUERITE-BARBE), naquit à Nuremberg, le 8 novembre 1736, d'une famille du même nom, célèbre dans l'histoire des beaux-arts. Son père, peintre distingué, voyant ses heureuses dispositions pour le dessin, lui enseigna fort jeune à copier, d'après nature, des oiseaux, des insectes et des fleurs. Les ouvrages de la jeune Marguerite furent successivement publiés par la gravure, et lui acquirent bientôt une grande renommée. Plusieurs souverains de l'Allemagne lui proposèrent la place de peintre du cabinet ; mais elle n'accepta aucune de ces offres, et leur préféra une obscure indépendance au sein de sa famille. Ses tableaux et dessins originaux ont presque tous passé à l'étranger, la plupart en Angleterre. Mlle Dietsch s'est aussi essayée dans la gravure. On a d'elle quelques planches représentant des fleurs, qui se distinguent par une admirable netteté d'exécution. Elle consacra sa vie entière à son art : on la vit encore peindre pendant sa dernière maladie, et même la veille de sa mort, qui eut lieu en octobre 1795. Les plus importants ouvrages de cet artiste sont : 1° une collection d'oiseaux, la plupart indigènes, gravés et colorés d'après les dessins originaux ; 2° une collection d'arbres, plantes et fruits des environs de Nuremberg, dessinés d'après nature, et gravés sous la direction de l'auteur, avec un texte explicatif de Schreber. Ces deux collections sont in-folio, et ont paru à Nuremberg, par livraisons de six planches chacune.

**DILLON** (N.), capitaine de vaisseau, auteur d'un *Voyage entépis*, en 1827 et 1828, aux îles de la mer du Sud, doit descendre de la famille des Dillon d'Irlande. Ce voyage est surtout célèbre comme ayant eu pour résultat la découverte des débris des vaisseaux de Lapérouse. Au mois de février 1823, le capitaine Dillon, se trouvant aux îles Sidji, sous les ordres du capitaine Robson, du navire la *Hunter*, vit pour la première fois le Prussien Martin Bushart, qui habitait ces îles, et qui y était marié. Le capitaine Robson s'était acquis, dans deux voyages précédents, une grande influence sur l'esprit des habitants d'une partie de la côte de l'île de Sandal, en prenant part à leurs guerres, et en les aidant à détruire leurs ennemis, qui avaient été vaincus et mangés en sa présence. A peine avait-on jeté l'ancre que Bonassar, avec lequel il était le plus intime, et qui était chef d'un village dans l'intérieur de l'île, arriva à bord du *Hunter*, et apprend à son ami que les habitants des villages conquis avec son assistance s'étaient revoltés, et se livraient contre lui à une guerre cruelle. Il demanda de nouveaux secours : le capitaine Robson les lui accorda, et recut en échange la promesse que la cargaison de bois de Sandal du *Hunter* lui sera fournie aussitôt après. Cette nouvelle expédition est couronnée du succès ; mais Bonassar refuse de tenir sa promesse, et le capitaine Robson, pour le punir de sa déloyauté, tourne à l'instant contre ce perfide les armes qui avaient été deux fois pour lui un puissant auxiliaire. Les Anglais sont battus, et les barbares massacrent et dévorent quatorze de leurs anciens alliés. M. Dillon, retranché avec quelques uns des siens sur son rocher escarpé qu'entouraient plusieurs milliers de sauvages armés et en fureur, eut, après une défense héroïque, la présence d'esprit et l'adresse de se saisir du grand prêtre, que ces sauvages regardent comme un dieu, et de le menacer de le tuer s'il ne le conduisait pas sain et sauf, lui et ses compagnons, jusqu'au canot qui les attendait sur le bord de la mer. Il

robait, dit M. Dillon dans la relation de son voyage et, traversant la foule des sauvages, il les exhorta à s'enfuir, et à ne faire de mal ni à moi, ni à mes compagnons, parce que sans cela nous le tue- rions, et qu'alors ils attireraient sur eux la colère des deux amis dans les nuages, qui soulèveraient la mer pour engloutir l'île et tous ses habitants. Ces barbares témoignèrent le plus profond respect pour les exhortations de leur prêtre, et s'assirent sur l'herbe. M. Dillon, le Prussien Bushart et le matelot Wilson, les seuls qui restassent vivants du détachement qui avait été sur ce rocher, arrivèrent sans accidents à leur embarcation; ils s'y élancèrent malgré la grêle de traits et de pierres dont ils furent alors assaillis, et parvinrent bientôt à se mettre hors de tout danger. Après cette catastrophe déplorable, le capitaine du *Hunter*, forcé de lever l'ancre, emmena, avec l'intention de les déposer sur l'île *Baw*, l'une des Sidji et lieu de leur résidence, Bushart et sa femme, un Chirien, un Lascar et cinq indigènes. Le *Hunter* approche, en effet, de l'île *Baw*; mais l'état de la mer ne permettant pas d'y aborder, le capitaine se décide à faire voile pour Canton. C'est à cette simple contrariété de temps qu'a été due la découverte des débris des bâtiments de Lapeyrouse. Le 20 septembre 1813, on arrive en vue de l'île *Tucopia*, où sont débarqués sur leur demande le Lascar, Bushart, et sa femme qui était près d'accoucher. Le lendemain, on passa à huit lieues de distance d'une grande île assez élevée, qui, treize ans après, fut reconnue par le capitaine Dillon pour être l'île de Mannicolo. Le 13 mai 1826, M. Dillon vint pour la seconde fois devant *Tucopia*. Dans la première pirogue qui s'approcha de son bâtiment, il reconnut le Lascar Joë, et dans la seconde le brave Bushart. Des échanges s'établirent entre les habitants de *Tucopia* et l'équipage du capitaine Dillon; mais celui-ci ayant été avisé que le Lascar avait vendu à l'armurier du navire la garde d'une épée en argent, se la fit apporter, et ayant questionné Bushart pour savoir où Joë se faisait procurée, le Prussien répondit qu'à son arrivée à *Tucopia*, il avait vu entre les mains des naturels des chevilles de fer, des chaînes de hauban, des haches, des couteaux, de la porcelaine, le manche d'une fourchette d'argent, et beaucoup d'autres objets; après avoir acquiescé une connaissance passable de la langue du pays, il avait appris que ces objets avaient été apportés par les Tucopiens d'une île assez éloignée, qu'ils appelaient Mannicolo ou Vannicolo, et près de laquelle deux grands navires avaient fait naufrage à une époque où les vieillards existants alors à *Tucopia* étaient de jeunes garçons; qu'il restait encore à Mannicolo quantité de débris de ce naufrage. Le Lascar confirma le rapport de Bushart, et dit qu'il était allé lui-même à Mannicolo il y avait six ans, et y avait vu deux hommes âgés qui avaient fait partie de l'équipage des navires naufragés. On fit ensuite appeler un Tucopien qui était revenu de Mannicolo depuis six ou sept ans. Il déclara avoir résidé pendant deux ans sur l'île où s'étaient perdus les deux bâtiments dont on pouvait sauver encore quelques débris. D'après tous ces renseignements, dit le capitaine Dillon, je conclus sur-le-champ que ces deux vaisseaux devaient être ceux du célèbre et infortuné comte de Lapeyrouse, puisqu'on n'avait pas entendu parler de la perte de deux grands bâtiments européens autres que ceux-ci, et à l'époque indiquée. J'étais fort à court de vivres; cependant je pris la résolution de me rendre à Mannicolo, d'arracher des mains des sauvages les deux Français qui avaient survécu au désastre. Le Lascar refusa de m'accompagner; mais Bushart vint avec moi, ainsi qu'un Tucopien qu'il décida à nous suivre. De ces deux prolongés empêchèrent le capitaine Dillon d'aborder à Mannicolo. Le défaut de vivres et les avaries de son bâtiment le forcèrent à reprendre la route du Bengale, avec le projet de revenir plus tard. Arrivé à Calcutta, il sollicita des agents supérieurs de la compagnie des Indes les moyens d'exécuter son noble dessein. Cette compagnie fit armer à grands frais, avec une sollicitude qui doit exciter la reconnaissance des lecteurs français, le bâtiment destiné à aller chercher et à rendre à leur patrie les

dernières victimes d'un si grand désastre. En quittant Calcutta, le 23 janvier 1827, à bord de la *Research*, le capitaine Dillon se rendit à l'île de Van-Diemen, ensuite au port Jackson, d'où il partit pour la Nouvelle-Zélande et pour les îles des Amis. Le capitaine quitta Tongatabou, une de ces îles, le 25 août, et arriva à *Tucopia* le 25 septembre. Là, aidé de son fidèle Bushart, il parvint à décider le Tucopien *Tatheba*, âgé de cinquante ans, qui avait demeuré à Mannicolo pendant cinq ans, à y retourner avec lui en qualité de pilote et d'interprète. La *Research* atteignit Mannicolo le 7 septembre 1827, mais ne put y jeter l'ancre que six jours plus tard. Le capitaine s'occupa aussitôt du soin d'acheter aux naturels et de remettre sur l'île et sur ses récifs tous les débris du naufrage. Il interrogea les chefs de l'île qui par leur âge avaient pu être les témoins oculaires du fatal événement. Son habileté et sa persévérance lui firent surmonter des difficultés qui auraient pu arrêter un navigateur moins accoutumé que lui à traiter avec les sauvages de ces régions. Voici le résumé des rapports recueillis de la bouche des vieillards mannicoles : « Il y a long-temps, disent-ils, que les habitants de cette île, sortant un matin de leurs maisons, aperçurent une partie d'un grand vaisseau sur un récif, en face de la côte du sud; elle y demeura jusqu'au milieu du jour que la mer acheva de la mettre en pièces. De grandes portions de ses débris flottèrent le long de la côte. Le vaisseau avait été jeté sur le récif une nuit pendant laquelle il y avait eu un ouragan terrible, qui avait brisé une grande quantité de nos arbres à fruit. Nous n'avions pas vu le bâtiment la veille. Quatre hommes échappèrent d'abord, et prirent terre au village de Dermenah. Nous allions les tuer, les prenant pour des esprits maléfaisants, quand ils firent présent de quelque chose à notre chef qui sauva leur vie. Ils résidèrent parmi nous pendant un peu de temps, après quoi ils allèrent rejoindre leurs compagnons qui s'étaient saurés à Païou, point de la côte peu éloigné. Là ils bâtirent un petit navire et s'en allèrent dedans. Nous sauvâmes quantité d'objets des débris. Nous ne tuâmes aucun des hommes du vaisseau; mais il vint à la côte plusieurs cadavres qui avaient les jambes et les bras mutilés par les requins. Dans la même nuit on s'était perdu ce bâtiment, un autre vaisseau toucha sur ce récif, en face de la partie de l'île nommée Whanon, et coula à fond. Les gens de son équipage bâtirent aussi un petit vaisseau, et partirent cinq lunes après que le grand s'était perdu. Pendant qu'ils travaillaient à le construire, ils avaient planté autour d'eux une forte palissade de troncs d'arbres pour se garantir de l'approche des insulaires; ceux-ci de leur côté les craignaient; de sorte qu'il y eut peu de communication entre eux. Les hommes blancs étaient toujours à regarder le soleil et les étoiles à travers certaines choses, et faisaient des signes. Deux hommes blancs restèrent après le départ de leurs compagnons; l'un était un chef, l'autre un homme qui le servait. Le premier mourut il y a environ trois ans; une demi-année après, le chef du canton où résidait l'homme blanc fut obligé de s'enfuir de l'île, et l'homme blanc partit avec lui. Quelques variations régnent dans les dispositions des vieillards. Les uns disent, comme on vient de le voir, qu'il se sauva des hommes de chacun des deux équipages; d'autres assurent qu'il s'en sauva seulement du navire qui fit côte à Païou, tandis que l'autre perit corps et biens. Mais tous se sont accordés à dire qu'il ne restait plus d'Européens à Mannicolo, et que ceux des naufragés qui ont construit un petit vaisseau en ont profité pour sortir de l'île. Cependant on ignore tout-à-fait sur quelles rives le destin les a fait aborder. Le capitaine Dillon a engagé un des hommes les plus intelligents de son équipage à se fixer sur ce point, dans l'espoir qu'en acquérant une connaissance plus intime du langage, il pourrait se procurer des détails plus circonstanciés et plus nombreux sur un naufrage qui intéresse tant les amis des sciences et de l'humanité. Les recherches du capitaine Dillon mettent donc déjà hors de doute 1° que deux navires ont fait, il y a une

quarantaine d'années, s'occupant naufrage sur l'île de Manicoulo; 2° que ces navires appartenaient à la France; 3° qu'ils étaient ceux de Lapeyrouse. M. Dillon a rempli la mission que lui avait confiée la compagnie des Indes d'une manière qui, sous tous les rapports, au jugement des deux savants commissaires de l'institut de France, nommés pour faire un rapport sur ce voyage, lui fait le plus grand honneur. Il a su, par sa prudence et son habileté, échapper aux dangers qui ont assailli son vaisseau et son équipage, et recueillir sur la déplorable catastrophe du navigateur français une multitude de preuves muettes dont se trouve enrichi aujourd'hui notre musée naval. M. d'Urville, qui a mouillé à Manicoulo plusieurs mois après le capitaine Dillon, a confirmé par ses recherches particulières l'exactitude des faits et la vérité des conjectures de son prédécesseur. Le capitaine Dillon annonce, dans son *Voyage aux îles de la mer du Sud*, qu'il s'occupe d'une histoire complète des îles Fidji, depuis leur découverte jusqu'en 1835, et que cet ouvrage contiendra la description des mœurs et des usages des habitants de cet archipel. Les détails attachants et curieux qu'il a déjà donnés dans le voyage qu'il vient de publier sur les habitants de la nouvelle Zélande, des îles des Amis, de Rothams, de Tucopia et de Manicoulo, doivent faire désirer vivement de le voir accomplir sa promesse.

**DILLON (JEAN-TALBOT)**, chevalier, baron du saint empire romain, né en Angleterre, mais d'origine française, parcourut vers le milieu du 18<sup>e</sup> siècle l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne, et séjourna long-temps dans leurs capitales. Ce voyageur s'occupa beaucoup de l'histoire naturelle. Il avait parcouru trois fois l'Espagne, et il en possédait parfaitement la langue et l'histoire. Le livre de Guillaume Bowles, intitulé: *Introduction à l'histoire politique et géographique de l'Espagne*, lui étant tombé sous la main, il le traduisit en anglais, l'enrichit de notes, et de savants commentaires, le rédigea dans un meilleur ordre qu'il n'était auparavant, et le publia sous ce titre: *Voyage en Espagne, destiné à éclaircir l'histoire naturelle et la géographie physique de ce royaume, et de une suite de lettres renfermant les sujets les plus intéressants, contenues dans les mémoires de D. G. Bowles et autres écrivains espagnols, entremêlés d'anecdotes historiques, et ornés de planches, avec des notes et des observations relatives aux arts et aux améliorations modernes, écrit durant un voyage récent dans ce royaume*, Londres, 1780, 1 vol. in-4°. Dillon a puisé dans les ouvrages de Pons, d'Artiga et de Guer; mais les observations sur l'histoire et les antiquités lui appartiennent en propre. Les planches qui accompagnent cet ouvrage sont très exactes et très bien gravées. Dillon est mort à Birmingham, où il s'était retiré depuis près de trente ans, au mois de mars 1806. Il avait joui de la faveur de deux empereurs d'Allemagne.

**DIMS DALE (THOMAS)**, médecin anglais militaire, membre de la chambre des communes, né à Thoydon-Garnon, comté d'Essex, en 1711, mort en 1800, dans le comté de Hertford. Il appartenait à une famille de quakers. Son grand-père avait été l'un des compagnons de Guillaume Penn. Son père, chirurgien-apothicaire de Thoydon-Garnon, fut son professeur dans ses études médicales, et le confia plus tard aux chirurgiens de l'hôpital Saint-Thomas. Dimsdale s'établit en 1734 à Hertford, où sa réputation commença. La mort d'une femme chérie l'accabla de chagrin. Il renoua des lors à son état. Il chercha dans la carrière des armes une diversion à sa douleur, et fit les campagnes du duc de Cumberland; il n'avait alors trente ans. A la paix, il revint à Hertford, contracta un nouveau mariage, se fit recevoir docteur, et fut, vers 1767, appelé en Russie. Il fut un des partisans les plus éclairés de l'inoculation, qu'il pratiqua pendant le cours de sa longue carrière sur les plus augustes personnages de son temps, notamment sur l'impératrice Catherine, son fils l'empereur Paul et ses deux petits-fils les grands ducs Alexandre et Constantin. Ces opérations le mirent à la mode en Russie où il fit une grande fortune que commenceront les dons de Catherine. Il en avait reçu deux mille livres sterling pour son voyage, deux mille de gratification, cinq cents de pension viagère et le titre

de premier médecin, celui de conseiller d'état et l'rang de baron, transmissible à ses descendants. Son retour en Angleterre, il fut reçu membre de la société royale de Londres, et envoyé à la chambre de communes par le comté d'Hertford. Cet honneur lui arriva deux fois. Dès lors il renoua presque entièrement à l'art de guérir. Une double cataracte le priva de la vue, Weizel la lui rendit par une double opération. Tous ses écrits sont relatifs à l'inoculation qu'il répandit promptement. La vaccine a fait oublier le procédé; mais c'était un pas remarquable à la découverte de Jenner, et l'on n'en perdra pas la mémoire. Thomas Dimsdale publia les ouvrages suivants: 1° *Méthode actuelle d'inoculer la petite vérole, avec des expériences faites dans la vue de constater les effets de cette méthode, appliquée au traitement de la petite vérole naturelle*, Amsterdam et Montpellier, 1772, in-8° traduit de l'anglais par Fouquet. On trouve dans cette version un autre ouvrage de Dimsdale sur la même matière, traduit par le même: 2° *Pensées sur l'inoculation générale et partielle, et esquisses de deux plans, l'un pour l'inoculation générale des pauvres dans les petites villes et villages, l'autre pour la même opération à Londres et aux villes grandes et peuplées*, Londres, 1773, in-8°; 3° *Observation sur l'introduction du plan d'indispensable pour une inoculation générale*, Londres 1778, in-8°; 4° *Remarques sur la lettre du docteur Lettson, au sujet de l'inoculation générale*; 5° *Revue d'observations du docteur Lettson sur les remarques de l'honorable Dimsdale*, 1779, in-8°; 6° *Traité sur l'inoculation*, 1781, in-8°; 7° *Relation de son voyage en Russie, et de l'inoculation pratiquée sur l'impératrice Catherine et grand duc Paul*. Cet ouvrage renferme des vues sur l'introduction de l'inoculation dans l'empire de Russie.

**DINAUX (ARTHUR-MARTIN)**, né à Valenciennes le 8 septembre 1795, fit ses études au collège de Cambrai, sous la direction de l'abbé Drenne, homme d'esprit, chanoine de la cathédrale et oncle du jeune dessinateur de ce nom, que les arts ont perdu en 1826. A sa sortie du collège, Dinaux montra pour les livres un goût passionné, qui le détournait du commerce où son père, adjoint à la mairie de Valenciennes, voulait le faire entrer. Il se livra sans relâche à l'étude de la bibliographie, et se forma bientôt une réunion d'ouvrages très curieux, principalement sur l'histoire du Hainaut et de Flandres. A la fin de 1821, il publia à Valenciennes un journal, conjointement avec M. Leroy, de la même ville et frère de l'auteur des comédies de *l'Étrivier*, de *l'Esprit parti*, etc. Cette feuille fut lue avec intérêt, elle se classa en peu de temps, pour la rédaction et les doctrines, au premier rang des feuilles départementales. Elle fit surtout beaucoup de bien au pays en contribuant à encourager parmi ses habitants la culture d'arts et des lettres. En 1822, l'académie de Cambrai mit au concours l'histoire de l'imprimerie dans le Cambresis. M. Dinaux se mit sur les rangs et obtint la médaille d'or pour son ouvrage intitulé: *Bibliographie cambresienne*, qui a été imprimé à Douai in-8°, dans l'année même du concours. A la même époque il s'occupait de recherches archéologiques et il proposa, par la voie de son journal, de former une association pour faire des fouilles au village de Famars. Des actionnaires se présentèrent; l'entreprise eut un plein succès. En moins de trois mois il fut découvert plus de trente mille médailles romaines en argent. Le rapport fait par M. Dinaux sur cette opération, lui valut d'être nommé membre de la société royale des antiquaires de France; précédemment avait été admis dans le sein de l'académie de Cambrai. Cette académie, en 1854, proposa l'éloge du cardinal Pierre d'Ailly, et ce fut encore M. Dinaux qui en porta le prix; son discours fut imprimé à Cambrai même, sous le titre de *Notice historique sur la vie des ouvrages du cardinal*, etc. La même année, le jeune lauréat fut élu membre honoraire de l'académie de peinture et sculpture de Valenciennes, et en 1851 une société du Nord, composée de tous les anciens militaires, les artistes nés dans ce département s'étant formée à Paris, M. Dinaux fut inscrit sur la liste de ses membres. En 1827, il a fait paraître, in-8°

L'indicateur va-t-on en disant, qu'il serait à désirer de voir imiter par toutes les villes un peu importantes du royaume. On y trouve des renseignements sur tout ce qui est à voir dans la cité et aux alentours, et le parti de l'analyse que l'écrivain a dû prendre, afin de renfermer plus d'objets dans un cadre nécessairement limité, n'en a-t-il pas l'exactitude ni l'élegance. M. Dinouart est secrétaire de la société des fouilles entreprises à Bavi, et l'un des directeurs de ces travaux. Il est de plus chargé de toute la partie historique de *L'album du département du Nord*, pour ce qui concerne les arrondissements de Valenciennes et d'Avesnes. Enfin on a encore de cet écrivain un recueil très intéressant, publié sous le titre de *Mémoires historiques sur les familles de Famars*, avec de très jolies dessins lithographiques.

**DINOCOURT (PIERRE THÉOPHILE ROBERT)**, homme de lettres, né à Doullens, département de la Somme, le 14 décembre 1791. Son père l'emmena à Amiens en 1793, où il était sergent à masse, chargé qu'il échangea ensuite contre le titre de défenseur officieux au tribunal de commerce de cette ville. Le jeune Dinocourt y fit ses études au lycée. Un caractère très indépendant, son goût pour la déclamation et les compositions dramatiques ne permirent pas qu'il les fit avec maturité. Seulement, s'il ne pouvait réussir à faire un vers latin, il écrivait des morceaux pleins d'éclat et d'énergie dans sa langue. On peut aussi remarquer que M. Dinocourt, après avoir donné quatre années à l'étude des mathématiques, est sorti du collège sans savoir rien de plus que les deux premières règles de l'arithmétique. Il voulait se faire militaire ou acteur, ne voyant que de ces deux états la possibilité de satisfaire aux besoins impérieux d'une imagination très ardente; mais la petitesse de sa taille s'y opposa. Son père le destinant au barreau, M. Dinocourt vint faire son droit à Paris; la répugnance qu'il éprouva pour cet état ne lui permit pas d'aller au-delà de son cours de procédure. Les épreuves plus ou moins rudes, que la fortune réservait à M. Dinocourt, l'amenèrent à chercher une ressource dans la littérature. Il débuta par une brochure politique qui passa inaperçue, mais qui fut achetée chez le libraire par un colonel suisse, de manière à rendre plus tard quelque courage à l'auteur. Il s'essaya dans le genre dramatique par plusieurs pièces qui furent refusées, non qu'elles manquaient de talent, mais parce que M. Dinocourt ne pouvait se plier à toutes les bassesses de l'intrigue, sans lesquelles tant d'ouvrages n'auraient jamais été joués. L'amour-propre de M. Dinocourt fut vivement blessé, et tout en renouant à une carrière pour laquelle il se croyait des dispositions, il crut devoir en appeler au jugement du public, en se lançant dans un genre qui a beaucoup d'analogie avec celui qu'il abandonnait. Il a écrit de lors, et avec une rapidité vraiment surprenante, un grand nombre de romans qui ont obtenu beaucoup de succès, et ont placé le nom de l'auteur en dehors de la foule. La plupart de ces ouvrages sont dans le genre sombre ou même terrible, ce qui contraste avec le caractère très gai de leur auteur; mais M. Dinocourt a voulu faire le roman comme il le sentait. La manière de travailler de cet homme de lettres mérite d'être citée. Il ne lui est jamais arrivé de tracer le plan d'aucun de ses romans; il écrit tout d'un seul jet et sans jamais se recopier; il abandonne même ses feuilles manuscrites à l'imprimeur à mesure qu'elles sont faites, et jamais il n'éprouve le besoin d'y recourir à quelque point de l'ouvrage qu'il soit arrivé. Ce ne peut être l'effet que d'une mémoire et d'une fécondité d'imagination vraiment prodigieuses, car il y a beaucoup d'ensemble et d'accord entre toutes les parties de ses compositions. Il y en a plusieurs en quatre volumes, La Comtesse autrice, qui ont été écrites en quarante jours. Si M. Dinocourt n'est en quelque sorte placé à la tête du genre qu'il a embrassé, c'est aussi parce qu'il a pensé et écrit dans le sens des intérêts de la raison et de la philosophie. L'amour de la liberté et l'amour des lois respirent dans ses ouvrages. La servitude, qui abuse l'homme, et le fanatisme, qui le rend cruel, ont pénétré dans *Le serf* et dans *Le camailard* avec des couleurs fortes et vigoureuses; il fait détester, dans *Le*

ligueur, dans *La Corbe* et dans *L'agent provocateur*, l'ambition, la superstition et l'hypocrisie politique; dans *Le faux monnayeur* et *Le conspirateur*, M. Dinocourt a esquissé à grands traits des figures qui avaient échappé au savant pinceau de l'histoire et osées; dans *L'homme des ruines*, dans *Mozanico*, dans *Le luthier trépassé*, dans *La porrière* et dans *Blackbeard*, il a montré tout ce qu'une imagination ardente peut trouver de ressources dans son propre fond pour attacher, émouvoir, attendrir ou épouvanter; enfin il a prouvé, dans *Le duelliste*, que les mœurs communes de la société du dix-septième siècle ne lui étaient pas étrangères, et il a fait preuve d'une grande flexibilité de talent en traitant dans *Le routier* et dans *Reinard de Tripoli*, la bravoure aventureuse et l'esprit de rapine des grandes compagnies, la politique tortueuse et l'effort chevaleresque de la cour de Jérusalem. C'est surtout à la génération qui s'élève que M. Dinocourt semble avoir spécialement consacré sa plume probe et citoyenne. Il a compris toute l'étendue de la mission du romancier. En 1826, une brochure, qui devait paraître sous ce titre : *Me ferois-je jésuite?* lui suscita un procès avec son imprimeur, qui craignait de déplaire à la société de Jésus, et dont le résultat fut la destruction des exemplaires; mais les jésuites n'y gagnèrent rien, car M. Dinocourt fit réimprimer l'ouvrage à dix mille exemplaires sous le titre de *L'ombre d'Eschobar*. On a de lui : 1° *Le siècle des lumières*, par T. D., Paris, 1821, in-8°; 2° *Le serf du quinzième siècle*, Paris, 1822, 4 vol. in-12; 3° édit., 1827; 3° *Le camailard*, Paris, 1823, 4 vol. in-12; 4° *L'homme des ruines*, Paris, 1823, 4 vol. in-12; 5° *Le luthier trépassé*, 1824, 4 vol. in-12; 6° *La Corbe*, Paris, 1824, 4 vol. in-12; 7° *Mozanico*, Paris, 1825, 4 vol. in-12; 8° *Le faux monnayeur*, Paris, 1825, 4 vol. in-12; 9° *Le conspirateur*, Paris, 1826, 6 vol. in-12; 10° *L'ombre d'Eschobar*, Paris, 1826, in-32; 11° *Le luth trépassé*, Paris, 1827, 4 vol. in-12; 12° *Le duelliste*, Paris, 1827, 4 vol. in-12; 13° *L'agent provocateur*, Paris, 1828, 4 vol. in-12; 14° *Blackbeard*, Paris, 1828, 4 vol. in-12; 15° *La Porrière*, Paris, 1828, 4 vol. in-12; 16° *Reinard de Tripoli*, Paris, 1829, 5 vol. in-12; 17° *La chambre rouge, ou le routier*, Paris, 1829, 5 vol. in-12; 18° *Le prêtre*, Paris, 1831, 4 vol. in-12; 19° *Le chasseur noir, ou les Faudos*, Paris, 1831, 5 vol. in-12; 20° *Griefs*. Sous ce titre, l'auteur a publié plusieurs brochures politiques paraissant chaque semaine par numéro.

**DIONIS DU SÉJOUR (A. NIKOL-PIERRE)**, de l'Académie des sciences, né à Paris le 11 janvier 1754. Pendant les dernières années de ses classes au collège des jésuites, on reconnut en lui un penchant décidé pour les mathématiques. Ce fut aussi à cette époque qu'il se lia étroitement avec Goudin, qui se préparait à cultiver les mêmes sciences, et qui devait suivre, comme Dionis, la carrière de la magistrature. Sans négliger l'étude du droit, ils composèrent ensemble, et ils publièrent, peu d'années après être sortis de chez les jésuites, deux ouvrages qui commencèrent leur réputation dans le monde savant. Recu conseiller au parlement en 1758, Dionis passa, en 1779, de la quatrième chambre des enquêtes à la grande-chambre. Dans les sciences exactes, que ses autres occupations ne lui firent jamais négliger, c'est à Clairaut, dont il était le disciple, qu'il dut les premiers encouragements. Par cette entremise, en 1763, il ne recut à la vérité de l'Académie que le titre d'associé libre, et ses collègues au parlement auraient volontiers prétendu que c'était déroger; mais il suffisait à Dionis, encore jeune, d'appartenir à ce corps savant, auprès duquel il espérait bien obtenir des titres plus décisifs, et dont, en effet, il devint membre un peu plus tard. Il entreprit dès lors l'application de l'analyse aux mouvements des corps célestes, travail qui le plaça au nombre des meilleurs géomètres contemporains. Ce pas qu'il faisait faire à l'astronomie calculée, la plus imposante des sciences, était une tentative de génie, bien qu'il n'eût pas d'autres l'avantage d'opérer, en suivant la même impulsion, les prodiges les plus propres à trancher la question générale, de supériorité entre les anciens et les modernes. La méthode de Dionis l'a conduit à di-

vers résultats, sur les éclipses en particulier, ainsi que sur les apparitions temporaires de l'anneau de Saturne. Les formules qu'il a données facilitent la solution de beaucoup de problèmes relatifs aux phénomènes de l'astronomie physique, et elles lui ont servi spécialement pour décrire les deux passages de Venus sur le soleil, qui auront lieu le 8 décembre 1874 et le 6 décembre 1882. Tout ce travail était d'abord disséminé dans le recueil des *Mémoires de l'Académie des sciences*, de 1761 à 1774; mais ensuite Dionis a revu et perfectionné ces traités sur les mouvements apparents des corps célestes, et il en a formé un corps d'ouvrage précieux, un véritable monument d'astronomie analytique. On observe néanmoins que la plupart des formules qu'on lui doit sont d'une application peu commode, sans doute parce qu'il a considéré principalement les phénomènes dans leur généralité. Il a trop préféré peut-être l'analyse à la synthèse qui eût rendu plus utile, dans la pratique, cet ouvrage, encore estimé pourtant. Jamais la géométrie n'avait plus d'attrait pour Dionis que quand il la faisait servir au progrès de l'astronomie; cependant il ne négligeait pas les mathématiques pures, et il s'est occupé de la solution générale des équations. Quelques unes de ses recherches à cet égard se trouvent dans les *Mémoires de l'Académie*, de 1773. Quant à son travail sur les équations du cinquième degré, il se proposait de le publier à part; mais au moment de sa mort ce traité fut soustrait, et il est perdu pour la science. Ce n'était pas seulement par ce genre de succès que Dionis s'efforçait de se rendre utile: ce sentiment l'animait surtout au milieu de ses devoirs comme magistrat. Les nombreuses affaires qui passaient par ses mains n'éprouvaient aucun retard; il les discutait avec autant d'impartialité que de précision, et dans l'occasion il devenait toujours l'appui des opprimés. Député de la noblesse à l'assemblée constituante, il professa invariablement des maximes de modération et de liberté. C'est à Dionis que Lagrange a dû le rétablissement de la prison dont un décret venait de le priver. Il aimait la société des hommes éclairés; il y portait une gaieté douce. Sa conversation était ingénieuse, et ses plaisanteries n'avaient rien d'offensant. Un jour, un de ses géomètres qui ont le malheur de se former entièrement eux-mêmes, vint annoncer la découverte de la quadrature du cercle, ce qui entraînait, selon lui, la négation des propriétés du carré de l'hypoténuse. Dionis n'eut besoin, pour s'en débarrasser, que d'improviser honnêtement un petit conte assez original, et le hardi réformateur sortit enchanté d'un accueil si obligeant. Dionis du Séjour ne se maria pas: il ne se sépara jamais de son père, magistrat aimable et instruit, dont les inclinations avaient beaucoup de rapport avec celles de l'académicien, et qui lui survécut. En 1794, Dionis vivait dans sa terre d'Angerville, et continuait à s'y livrer à des travaux de son choix; mais la fin malheureuse de plusieurs de ses collègues, et généralement les désordres de la révolution l'avaient beaucoup affecté. Une fièvre maligne termina ses jours, le 22 août, dans sa soixante-unième année. Nul n'avait plus contribué, vers le commencement du règne de Louis XVI, à débaucher le public d'une idée qui répandait la consternation, quoiqu'elle n'eût qu'un fondement chimérique. En 1773, Lalande avait préparé pour l'académie un mémoire sur les comètes. La lecture n'en ayant pas eu lieu, on se persuada que l'autorité s'y était opposée pour ne pas laisser répandre l'alarme, et que sans doute il ne s'agissait de rien moins que de l'approche d'une comète qui allait mettre la terre en poudre. Conformément à ses principes d'utilité publique, Dionis voulut rassurer les esprits. Sa dissertation ne parut qu'en 1775, et l'effroi avait eu le temps de se propager, malgré la publication du mémoire de Lalande en 1774. Dionis avait calculé les mouvements présumés de ces corps célestes à orbites très paraboliques, en insistant sur les circonstances qui peuvent faire regarder comme peu probable leur rencontre avec la terre; et, à tout événement, il déclarait que si un choc pouvait avoir lieu, ce ne serait pas avant un certain nombre de siècles. Ainsi les esprits faibles se calmèrent. Il y en eut même qui, en félici-

tant l'astronome d'un résultat si heureux, ajoutèrent qu'en effet toutes les lois de la nature sont nécessairement immuables, et que la terre sera toujours ce qu'elle est; mais ce n'est pas à Dionis qu'il faut imputer cette risible assurance. Les académies étrangères, qui se l'étaient associé, étaient celles de Göttingue et de Stockholm, et la société royale de Londres. Les principaux ouvrages de Dionis sont: 1° *Traité des racines algébriques*, Paris, 1756, in-12 (fait conjointement avec Goudin ainsi que le suivant); 2° *Recherches sur la gnomonique, les retrogradations des planètes et les éclipses du soleil*, Paris, 1761, in-8°; 3° *Essai sur les comètes en général, et particulièrement sur celles qui peuvent approcher de la terre*; 4° *Essai sur les phénomènes relatifs aux disparitions et apparitions de l'anneau de Saturne* (avec une équation transcendante, et l'examen détaillé des cas où elle peut avoir un nombre impair de racines réelles), 1776, in-8°; 5° *Traité analytique des mouvements apparents des corps célestes*, 3 vol. in-4°, 1786, 1789.

DITERS DE DITERSDORF (CHARLES), naquit à Vienne en 1739. Ce compositeur distingué a pris soin lui-même de nous informer de tout ce qui concerne sa biographie; l'histoire de sa vie, qu'il acheva de dicter à son fils peu d'instants avant de mourir, et que ce dernier publia en 1801, à Leipzig, renferme les documents dont il s'agit. Cette narration, originale et spirituelle, contient en outre beaucoup d'anecdotes piquantes sur divers artistes contemporains de Ditters, et sur les princes dont il approcha tant en Prusse qu'en Autriche. Les dispositions de Ditters pour la musique se manifestèrent dès sa plus tendre enfance. Il n'avait pas encore douze ans qu'il exécutait déjà d'une manière supérieure des parties de premier violon. La prince de Hildburghausen l'admit, à cause de ce talent, au nombre de ses pages. Après avoir poursuivi ses études musicales pendant plusieurs années en France, il revint à Vienne, où il fut attaché au théâtre de la cour. De là Ditters passa avec Gluck en Italie. Les suffrages des artistes italiens les plus renommés consolidèrent sa réputation. De retour dans sa patrie, il profita de l'occasion du couronnement de Joseph II à Francfort, pour se faire connaître dans cette partie de l'Allemagne; puis il eut au service de l'évêque de Gross-Wardein, en Hongrie. La liaison encore récente que Ditters venait de contracter avec Haydn, avait déjà servi à modifier heureusement ses vues musicales, et avait ajouté aux connaissances positives qu'il possédait. Cependant, cet artiste n'avait jusqu'alors composé que de la musique instrumentale; mais Métaïase, qu'il avait connu à la cour de Hildburghausen, et qu'il retrouva à Vienne, le décida à s'essayer dans un autre genre de composition. Il écrivit les paratitres de quatre oratorios du poète romain, et obtint encore plus de succès qu'il n'avait fait jusqu'alors. Ditters avait organisé, à Gross-Wardein, un petit théâtre pour lequel il travaillait presque exclusivement depuis quatre années, quand un ordre de l'impératrice Marie Thérèse vint tout à coup interdire son entreprise en disant trop mondaine, et le rejeta dans la vie voyageuse qu'il avait déjà menée précédemment. Ayant eu lieu, lors de son passage à Johannisburg, de faire preuve de connaissance en vénerie, le prince-évêque de Breslaw le nomma maître des forêts de sa principauté en 1770, et, en 1773, capitaine du pays de Freyenwaldau, et lui fit accorder, par la cour impériale, les lettres de noblesse nécessaires à l'exercice de sa nouvelle charge. En même temps on l'autorisa à prendre le nom de Dittersdorf, qu'il a toujours porté depuis. Les tuteurs du prince-évêque ne devaient pas durer toujours, et Ditters ne songea guère à l'avenir. La retraite prématurée à laquelle on le contraignait au bout de quelques années, allait le plonger lui et sa famille dans une profonde misère, car il n'avait plus la jeunesse et la santé nécessaires pour tirer parti de ses talents en musique, lorsque heureusement le prince Ignace de Stillfried le recueillit dans son château de Rohém, et en prit soin jusqu'à la fin de ses jours. L'oratorio d'Esther, l'un des quatre que Métaïase lui fit composer, passe pour être son meilleur ouvrage. On a beaucoup exécuté, dans toute l'Allemagne, ses

opéra comique, *Le docteur et l'apothicair*. On cite aussi, parmi ses compositions les plus originales, les symphonies qu'il a écrites sur des textes puisés dans les *Métamorphoses d'Ovide*. Dittler est mort le 1<sup>er</sup> octobre 1799.

**DIXMIÈRE** (NICOLAS BAIKARRE de la), compilateur, né à la Motte-d'Assencourt en 1731, et mort à Paris, le 26 novembre 1791. Il a publié les ouvrages suivants : 1<sup>o</sup> *L'Idé Tariturne et L'Idé Rajoué*, 1759, in-12; 2<sup>o</sup> *La fièvre d'airain, histoire indienne*, 1759, in-12; 3<sup>o</sup> *Lettres sur l'état présent de nos spectacles*, 1765, in-12; 4<sup>o</sup> *Contes philosophiques et moraux* 1765, 3 vol. in-12, et 1769, 3 vol. in-12; ils sont écrits avec esprit; 5<sup>o</sup> *Les deux âges du goût et du génie sous Louis XIV et sous Louis XV*, 1769, in-8<sup>o</sup>. Les notes qui accompagnent cet ouvrage sont judicieuses et instructives; 6<sup>o</sup> *La ludrin*, 1770, in-12; 7<sup>o</sup> *L'Espagne littéraire*, 1770, 4 vol. in-12. M. Cuhieres en a donné une nouvelle édition mutilée et augmentée, sous le titre de *Lettres sur l'Espagne*, 1810, 3 vol. in-8<sup>o</sup>; 8<sup>o</sup> *La sauvagerie de Taïti aux Français*, 1779, in-16; 9<sup>o</sup> *Toni et Clairette*, 1773, réimprimé en 1797, 4 vol. in-8<sup>o</sup>; 10<sup>o</sup> *La comète, conte en l'air*, 1773, in-8<sup>o</sup>; 11<sup>o</sup> *La sylvie gauloise, ou la France telle qu'elle fut, telle qu'elle est et telle à peu près qu'elle pourra être*, 1775, in-8<sup>o</sup>; 12<sup>o</sup> *Les dangers d'un premier rhiz*, ou *lettres de Laura à Émilie*, 1779, 3 vol.; 13<sup>o</sup> *Eloge du Follaire*, 1779, in-12; 14<sup>o</sup> *Mémoires pour la loge des Neuf Sœurs*, 1779, in-8<sup>o</sup>; 15<sup>o</sup> *Éloges analytiques et historiques de Michel de Montaigne, suivi de notes, d'observations sur le caractère de son style et le génie de notre langue, avec un dialogue entre Montaigne, Bayle et J.-J. Rousseau*, 1780, in-12; 16<sup>o</sup> *La géant Isosire, sire de Montsouris*, 1788, 3 vol. in-12; 17<sup>o</sup> quelques *Dialéctiques des morts dans le Mercure*, où l'on trouve aussi ses *Contes philosophiques*. La Dixmière a travaillé à l'*origine des lois*, de Goguet, et à une feuille hebdomadaire, *L'esset-courier*, qui parut de 1760 à 1773; il a fourni quelques poésies à *L'alménach des muses* et à d'autres recueils. Cuhieres-Palmécieux a écrit son éloge; on le trouve dans les *Lettres sur l'Espagne*.

**DOLDEB** (JAN-ROBERT), membre du directoire helvétique, naquit au village de Meylen, à deux lieues de Zurich. Son père, simple cultivateur, le plaça dans une maison de commerce de cette ville, mais il en sortit, peu de temps après, pour aller exercer la même profession dans le pays d'Arat, qui dépendait de Berne. Sa conduite n'ayant pas été très régulière, sa position ne semblait pas heureuse en 1798; mais les élections de cette époque le firent entrer au sénat que la nouvelle république venait d'établir sous l'influence du gouvernement français. Occupé surtout de ses intérêts personnels, Dolder parvint à se concilier la bienveillance du commissaire Rapinat, qui dictait en Suisse les ordres du cabinet du Luxembourg, et qui, mécontent d'un des directeurs, nommé légalement, donna sa place à Dolder; plus adroit et plus souple. Cependant ce coup d'autorité fut désapprouvé au Luxembourg; ce n'est qu'à force d'intrigues, et en ménageant les divers partis, que Dolder entra au directoire, l'année suivante. Cette activité remuante à laquelle il avait dû son élévation, il la porta dans l'administration, et l'exerça toujours sur d'aussi petites choses. Comme son premier soin avait été de se faire un patron, il ne songea ensuite qu'à placer ses créatures, et il fut aussi nul au directoire qu'il l'avait paru au sénat. Sans instruction et sans talents, comme sans loyauté, n'ayant obtenu aucune voix, en 1801, soit au gouvernement central, soit même au canton d'Argovie, se voyant enfin au moment de rentrer dans une obscurité dont les causes ne paraissent pas honorables, il eut recours aux moyens qui lui étaient familiers: ils réussirent, le 28 octobre, et à la suite de cette journée, on forma un nouveau sénat. Ce succès coûta beaucoup d'argent au parti; mais son triomphe fut incomplet, ou du moins de courte durée. A la vérité Boding, que venait depuis quelque temps la faction attachée à l'ancien système, eut la présidence du sénat, et Dolder, conformément à ses inclinations, dirigea les finances; mais il ne résulta de toutes ces manœuvres qu'un vain essai de guerre civile. Tandis que les milices des petits cantons insurgés descendaient

de leurs montagnes avec deux ou trois pièces de canon, et que Dolder, suspect à ses partisans même, était enlevé étourdiement par eux et gardé à vue, puis ramené chez lui le surlendemain, Napoléon intervint, en exigeant que d'abord on mit bas les armes. Les députés suisses, envoyés à Paris, ne désignèrent point Dolder au nombre des commissaires qui allaient rédiger les nouvelles constitutions des cantons; mais il sut se ménager un poste dans l'organisation de l'Argovie, où il ne démentit nullement ses principes. Il mourut presque oublié, en 1806.

**DOMBASLE** (CHRISTOPHE-JOHN-ALEXANDRE-MATHIEU de), avant agriculteur, directeur de la ferme expérimentale et de l'institut agricole de Roville, et correspondant de l'académie des sciences, est né à Naucy, le 26 février 1777. Il s'est rendu célèbre, depuis douze ans, par les nombreux élèves qu'il a formés et par les résultats qu'il a obtenus. Depuis l'établissement de la ferme modèle de Roville, dirigée par ce savant agriculteur, on est frappé du changement total qui s'est opéré dans cette commune; le nombre des habitants y est doublé, et toutes les anciennes maisons, réparées et embellies, donnent à ce village un air d'aisance très remarquable; la vie et l'activité sont répandues de tous côtés par les travaux agricoles, par les ateliers de l'établissement et par le séjour des élèves qui viennent y chercher l'instruction. La ferme de Roville se compose d'environ deux cents hectares, et les récoltes y sont généralement très belles, sur un sol presque partout médiocre. Ce qui offre surtout un spectacle d'un haut intérêt pour les agronomes, ce sont les vastes cultures de plantes en lignes, sarclées et binées à l'aide d'instruments mus par les animaux: c'est une vingtaine d'hectares couverts de maïs, de pommes de terre, de betteraves, de carottes, disposés avec ordre et symétrie, en lignes plus ou moins rapprochées, et entretenus à peu de frais dans un grand état de propreté, au moyen de la houe à cheval: ce sont les perfectionnements de la fabrication des instruments aratoires. Cette fabrication a pris une extension à peine croyable; le nombre des charrues fournies jusqu'à ce jour par l'établissement s'élève à deux mille deux cents, et celui des gros instruments de terre espère dépasser trois mille cinq cents. En 1833, il n'y avait que quatre élèves à Roville; aujourd'hui leur nombre est habituellement de vingt à vingt-cinq, ce sont presque tous des jeunes gens de vingt-cinq à trente ans, appartenant pour la plupart à des familles étrangères à l'agriculture, et ils font à Roville un séjour d'une à deux années pour se mettre à même de diriger les exploitations de leurs propriétés. Indépendamment de l'instruction pratique que reçoit cette jeunesse laborieuse, elle suit des cours de botanique, d'art vétérinaire et de comptabilité agricole. C'est principalement sous ce dernier rapport que la ferme de Roville est véritablement un établissement modèle; les comptes en sont, pour ainsi dire, publics, ils sont mis sous les yeux de tous les visiteurs étrangers qui désirent les connaître, ils sont tenus en partie double, et on a tellement réussi à simplifier les écritures, que trois ou quatre heures par jour d'un seul commis suffisent à tenir au courant de la manière la plus lumineuse, la comptabilité générale de la ferme; elle est si claire, qu'elle est mise à la portée de tout établissement particulier auquel on voudrait l'appliquer. Le reunion agricole qui y a lieu tous les ans, au mois de juin, attire une multitude de spectateurs, parmi lesquels on remarque un grand nombre de fermiers et de cultivateurs des divers points du royaume. Il y a un concours qui est l'objet principal de la fête; une charrue décorée de fleurs et de feuillage, et qui part de la ferme aux sons d'une musique champêtre, est décernée au vainqueur: le jury est composé d'honorables agriculteurs. On devine combien de telles réunions contribuent à exciter l'émulation, et à dissiper tous les préjugés si chers à la routine, non seulement en plaçant sous les yeux des procédés et des instruments nouveaux; mais en mettant les cultivateurs en rapport entre eux. Là chacun parle des méthodes qui sont en usage chez lui; on discute, on compare, on entre à pleine voix dans la carrière des

ameliorations, et la ferme-modelle de Roville est encore un enseignement mutuel. M. de Domblase a publié les ouvrages suivants : 1° *Essai sur l'analyse des eaux minérales par les réactifs*, Paris, 1810, in-8°; 2° *Notice sur les vins de Nancy, substants, boulangers, accapareurs*, Toul, 1817; in-8°; 3° *Faits et observations sur la fabrication du sucre de betteraves*, Paris, 1818; 3° edit., 1823, in-8°; 4° *Description des nouveaux instruments d'agriculture les plus utiles*, traduite de l'allemand de A. Thaër, Paris, 1821, in-4°, fig.; 5° *Instruction théorique et pratique sur la distillation des graines et des pommes de terre*, Paris, 1820, in-8°, fig.; 6° *Calendrier du bon cultivateur ou manuel de l'agriculteur praticien*, Paris, 1821, in-12; 3° edit., 1824; 3° edit., 1830; 7° *De la charrue considérée sous le rapport de la présence ou de l'absence de l'avant-train*, Paris, 1821, in-8°, fig.; 8° *Du mode de nutrition des plantes, aux diverses époques de leur croissance*, Paris, 1821, in-8°; 9° *L'agriculture pratique et raisonnée*, Metz, Paris, 1824, 2 vol. in-8°; 10° *Annales agricoles de Roville*, 11° livraison, 1824, un vol. in-8°, Paris. Cinq livraisons ont paru jusqu'à ce jour, et formeront chacune un volume in-8°. La dernière a paru, en 1829. M. Matthieu de Domblase a fourni en outre plusieurs articles agronomiques à divers recueils périodiques, aux *Annales d'agriculture française*, au *Bulletin de la société d'encouragement pour l'industrie nationale*; au *Bon cultivateur*, recueils publiés par la société centrale d'agriculture de Nancy, à la *Bibliothèque britannique de Genève*, etc.

DOMON (JAN-SIMON, vicomte), lieutenant-général, naquit à Maurepas, près Peronne, le 2 mars 1774. Il entra au service, comme sous-lieutenant au 4<sup>e</sup> bataillon de la Somme, le 6 septembre 1791, fit la campagne de 1793, sous Luckner, et sous Dumouriez, en Belgique, fut nommé lieutenant, le 12 mai 1793, et capitaine, le 4 juin suivant. Le 23 mai de la même année, étant à l'armée du Nord, il monta le premier aux retranchements de Nechin, et s'empara d'une pièce de canon; accompagna seulement de quatre husards, le désarma quarante Hollandais, sous le fort de Saint-Michel-sur-Meuse. En 1797, le capitaine Domon à l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par Hoche, eut un cheval tué sous lui, au combat de Newid, en chargeant contre une redoute frisée et palissadée. Sa bonne conduite et ses talents militaires lui valurent, le 30 mai 1799, le grade de chef d'escadron au 5<sup>e</sup> régiment de husards. Le 14 décembre 1804, il passa avec le même grade dans le 3<sup>e</sup> régiment de husards, fut nommé major du 7<sup>e</sup> régiment de la même arme le 23 novembre 1806, et colonel à la suite de ce régiment, le 7 avril 1809. Le 10 août suivant, il fut nommé colonel du 8<sup>e</sup> régiment de husards, général de brigade, le 3 août 1812, et lieutenant-général, le 22 octobre de la même année. Alors Murat l'appela à sa cour, et lui donna une compagnie de ses gardes-du-corps. Napoléon lui avait accordé, en 1813, la croix de commandeur de la légion d'honneur, et le titre de baron d'empire. Un avancement aussi rapide ne surprit pas ceux qui connaissaient la bravoure du général Domon: il le devait à sa conduite distinguée devant l'ennemi et à la réputation qu'il s'était acquise dans le commandement du 8<sup>e</sup> de husards. Il avait fait toutes les campagnes de l'armée française, en Flandre, en Hollande, en Allemagne, en Suisse, en Pologne et en Russie, et il avait eu plusieurs chevaux tués sous lui, avait reçu plusieurs blessures, entre autres à l'assaut de Nechin, à la bataille d'Elchingen, et devant Lowenberg, en 1813. La défection de Murat le rappela dans sa patrie où il reprit du service dans son grade de lieutenant-général, que l'empereur confirma. Pendant les cent jours, il commanda une division de cavalerie légère, attachée au 6<sup>e</sup> corps, et se trouva à Waterloo. Après la perte de cette bataille, il conduisit sa division à l'armée de la Loire; mais au mois d'août, il crut devoir envoyer son adhésion aux actes du nouveau gouvernement. Louis XVIII lui avait donné, en 1814, la croix de Saint-Louis; une ordonnance royale, du 21 avril 1820, nomma le vicomte Domon l'un des inspecteurs généraux de la cavalerie et une autre ordonnance, du 25 novembre 1830, le fit écuyer

cavalcadour du roi. Employé, en 1823, à l'armée d'Espagne, il y commanda, sous le maréchal Molitor, le deuxième division des dragons, et à son retour de cette expédition il reçut la croix de grand officier de la légion d'honneur et le titre de vicomte.

DORANGE (JACQUES-NICOLAS-PIERRE), né à Marseille, le 9 juin 1786, d'une famille peu aisée, mais honnête. Il fit ses premières études à Rennes, et vint ensuite à Paris pour leur donner un plus grand développement. Il ne tarda pas à s'y faire remarquer par de grandes dispositions pour la poésie, et il trouva dans Cournaud, professeur de belles lettres au collège des Quatre-Nations, un protecteur. Sous le patronage de ce homme de lettres, Dorange fut reçu dans les meilleures sociétés de Paris, où Cournaud l'avait présenté comme devant être un jour un poète qui ferait honneur à la France. Il demeura deux ans dans la capitale où il se perfectionna beaucoup; mais des affaires de famille l'attachèrent à ses études favorites, et il retourna à Marseille. Cependant il trouvait des moments pour traduire en vers français le Tasse, son auteur de prédilection. Les chants qu'il a publiés font regretter qu'il n'ait pu terminer ce travail. Sa seule ambition de poète lui détournait. Il voulut lutter avec le chantre des jardins qui allait faire paraître une traduction des *Bucoliques* de Virgile; il entra en lice avec Delille, et en 1809 sa traduction des *Bucoliques* parut. Le célèbre critique Dusault, appelé à juger cette production du jeune Dorange, s'exprima ainsi: Le talent de l'auteur n'est pas trop demeuré au-dessous de son entreprise, et son ouvrage, tel qu'il est, me paraît très supérieur aux différentes traductions des *Bucoliques* qui ont été données jusqu'ici. Le style du nouveau traducteur est pur, correct, élégant et doux; il n'offre aucune trace d'affectation, de ce vice si contraire à la manière simple et aussi naturelle que noble et savante de Virgile; aucun des défauts à la mode, des travers de l'école moderne; il est évidemment formé sur les bons modèles. Le public sanctionna ces éloges par ses votes: il ne se montrait pas alors enthousiaste du genre romantique. Ce jeune poète fut l'un des plus grands admirateurs de Napoléon; il publia sur les victoires de ce premier capitaine des temps modernes trois ode qui respirent le plus brûlant patriotisme; on y admire la noblesse, la force et l'élégance des pensées. Si sa vie eût été plus longue, et s'il se fût adonné spécialement au genre lyrique, on peut croire que Dorange se fût élevé à une grande hauteur de renommée; mais il mourut à Paris, à l'âge de vingt-quatre ans, le 11 février 1811, dans la maison de santé dirigée par M. Dubois. Il avait composé quelques jours avant sa mort, à l'imitation de Gilbert, ses *Adieux à la vie*, où l'on remarque surtout cette strophe riche de pensée et de poésie.

J'ai vu, la tête menaçante,  
L'ardent coursier mordant le frein,  
Du pied frapper la terre absente,  
Et bondir au son de l'airain:  
Loin de lui s'enfuit la barrière...  
Qui peut ainsi dans la carrière  
Valentir ses fougueux élans?  
Hélas! atteint avant la gloire,  
Il porte aux champs de la victoire  
Un trait qui déchire ses flancs.

Les ouvrages que Dorange a publiés sont peu nombreux, mais suffisent à sa gloire: 1° *Les bucoliques de Virgile, traduites en vers français*, 1809, in-8°; 2° *Un quel lyrique, contenant une ode à Napoléon, une ode sur la bataille d'Iéna, une ode sur la bataille de Friedland*, 1809, in-8°; 3° *Fragment de la Jérusalem délivrée*, 1810, in-8°; 4° *Poésies diverses*, faisant partie de ses œuvres complètes; 5° *Mes adieux à la vie*, 1811. D'autres morceaux de Dorange ont été publiés après sa mort par M. Deime-Baron, 1812, in-18.

DOSSONVILLE (JEAN-BAPTISTE), né en 1761. Doué de l'organisation la plus favorable pour le métier d'agent de police, il a suivi sa vocation avec un même zèle dans l'intérêt des différents pouvoirs. En 1791, il était officier de paix; il eut le bonheur d'être choisi

pour aller remplir en Angleterre quelques missions secrètes. Les plaintes qui s'élevèrent contre lui à ce sujet après la journée du 10 août, et qui semblaient devoir le perdre, lui fournirent, au contraire, l'occasion de faire sentir quel parti on pouvait tirer de lui. Se pouvant plus être l'instrument de ceux qui prétendaient agir au nom de Louis XVI, il s'engagea au sein du comité de sûreté générale, et dirigea des braves aveugles chargés d'exécuter les mesures qui, malgré d'importants succès, ont déshonoré cette époque. Voyant que depuis le 9 thermidor le parti royaliste sortait de son abattement, Dossouville pensa que le devoir l'appelait de ce côté; mais ses démarches équivoques ne firent comprendre dans la liste des déportés, le 5 septembre 1797. Il parvint toutefois à s'échapper, et, quittant la Guyane en même temps que Fiehegu, il alla exercer à Londres son industrie féconde en ressources. D'intelligence avec le secrétaire du général Miranda, il se rendit sur le continent pour informer les divers ambassadeurs de la Grande-Bretagne du projet qu'on venait de former de soustraire le trône aux lois de l'Espagne, moyennant l'assistance des Anglais. Le cabinet de Vienne eut quelque connaissance de ces négociations furtives, et l'entrepreneur, jeté dans la citadelle d'Olmütz, n'en sortit que par suite du traité de Lunéville, en 1801. Bientôt instruit du genre de mérite de Dossouville, le premier consul le chargea d'organiser une police secrète. Elle se composa surtout d'ecclésiastiques et d'émigrés restés, tous gens fidèles aux bons principes, mais assésiens, pour prendre patience, par la liste civile impériale. Cependant l'arrestation de Fiehegu ayant rappelé combien peu on devait avoir de confiance dans son ancien agent, celui-ci fut aussi privé de sa liberté; mais quelques jours après, on exigea seulement qu'il s'éloignât de Paris. Il s'en était rapproché si bien, qu'il était à Melun lorsqu'en 1813 la présence des ennemis lui suggéra l'idée de se parer le premier de la cocarde blanche. Cet à-propos lui valut la place de commissaire de police dans l'île Saint-Louis. Il rest caché pendant les cent jours; mais à la seconde invasion il a repris tous ses avantages pour les reprendre plus tard.

**DOTRENGE** (Tutouaux), né à Bruxelles, en 1761. Brou avocat à Louvain, il exerçait cette profession au moment de la révolution belge. La réputation dont il jouissait déjà, et le désir de contribuer à d'utiles réformes, l'introduisirent d'abord dans les affaires d'état; mais bientôt les maximes qui suivit le nouveau gouvernement mécontentèrent la plupart des hommes éclairés, et Dotrengé, en se retirant comme eux, se vit victime du ressentiment du peuple. Au milieu des autres vicissitudes politiques, la jurisprudence occupa seule jusque dans l'été de 1796. Il fit alors un mémoire tendant à empêcher que les Belges absents des départements réunis à la France ne fussent assimilés, malgré la différence des circonstances, aux ennemis de l'ancien sol français. Les Belges jugèrent que la question de droit dans ce factum était traitée avec autant de pénétration qu'il s'y trouvait de force quant aux considérations générales; mais un arrêté du directeur écartera promptement toute délibération. Persuadé que la journée du 18 brumaire avait fait passer le pouvoir dans des mains plus généreuses ou plus sages, l'auteur de cet écrit remarquable en reproduisit les idées dans un exposé nouveau, que prirent ensuite en considération les commissaires belges nommés à ce sujet. Quatorze ans plus tard, lorsque les alliés eurent disposé de ces provinces en faveur de la maison de Nassau, il fut au nombre de ceux qu'on chargea d'arranger, à la place des représentants de la nation, une loi fondamentale, et peut-être celui qui par ses lumières contribua le plus à rendre celle des Pays-Bas moins imparfaite que quelques autres enfantées dans le même temps. Des la formation de ces états-généraux, l'ancienne Belgique le désigna pour faire partie de la première chambre. La confiance de ses concitoyens a été pleinement justifiée. Constant défenseur des principes, il présenta, le 20 août 1816, un projet d'adresse au roi pour demander une enquête sur les motifs de l'extradition d'un Français, du nom de Simon, re-

fugit dans le duché de Luxembourg. La proposition ne fut appuyée que d'une manière insuffisante, mais c'était une honorable protestation contre un abus qui se renouvelait chaque jour, et qui devait être prouvé par un article exprès des chartes constitutionnelles. Cinq semaines après, il se joignit à l'opposition contre une loi destinée à restreindre singulièrement la liberté de la presse : son discours, heureux mélange de raison et de plaisanterie, servit du moins à constater l'inconvénient, et même le vice de ces lois ombrageuses. On voulut, dans la même session, accorder au gouvernement la faculté indéfinie d'augmenter la milice en temps de guerre. Il était aisé de faire sentir le danger d'une semblable stipulation; mais, quelques mois après, Dotrengé s'éleva presque en vain contre la loi relative aux héritages : seulement elle subit quelques modifications, et ne passa que l'année suivante. Il eut alors l'occasion de parler aussi du droit de chasse, et de faire reconnaître qu'il est insupportable de la propriété individuelle. Les prérogatives féodales trouvaient toujours en lui un adversaire aussi ferme que judicieux. L'opiniâtreté de certains esprits auxquels ces souvenirs étaient chers encore, lui suggéra, en 1817, l'idée d'une dissertation sur ces coutumes incompatibles avec l'esprit des lois modernes. En 1818, il contribua au rejet des nouvelles mesures destinées à restreindre encore la liberté d'écrire, et, au sujet d'une cour spéciale extraordinaire qui avait été formée en 1815, il se déclara hautement contre le système des tribunaux exceptionnels. Ses adversaires même n'ont pas méconnu son mérite. La considération publique a été la juste récompense de son zèle aussi modéré qu'invariable. Son principal ouvrage est intitulé : *Opinion de Théodore Dotrengé sur un article de la loi fondamentale*, 1817.

**DOUENOS** (J.-J. Coussin), né à Montauban, le 22 juillet 1758. Les mathématiques lui furent enseignées par Vallette, ancien secrétaire de Voltaire. Il avait appris le grec sans maître; quand ces premières études furent terminées, il s'occupa du droit, et suivit la profession d'avocat, une de celles dont la tolérance de ce temps n'excluait pas les Français qui appartenaient à la communion réformée. Il exerçait son état dans Paris, en 1789; ses opinions politiques étaient celles dont cette époque commençait le triomphe. Il s'absenta néanmoins, et alla visiter l'Angleterre; mais c'était une suite de quelques liaisons contractées à Paris avec des membres de l'opposition britannique, particulièrement avec lord Henri Petty, très avantageusement connu depuis au parlement sous le nom de marquis de Lansdowne. Douenos recueillit beaucoup de fruit d'un voyage entrepris sous de tels auspices, et conserva de précieuses relations avec des littérateurs anglais. A sa rentrée en France, la ville où il était né l'eut pour juge au tribunal du district, et, bientôt après, on le nomma président du département du Lot. Un esprit aussi éclairé devait donner de l'ombrage aux hommes qui dominaient en 1793; il passa treize mois dans les prisons, mais, par une conséquence de la même supériorité de son esprit, ces traverses n'ébranlèrent en rien ses principes; il ne crut pas que les écarts accidentels des plus odieux changeassent quelque chose à la vérité des maximes générales. Immédiatement après, il fit partie de la première école normale; puis, en l'an 4, ainsi que trois années plus tard, il fut commissaire du gouvernement, d'abord près le tribunal civil et le tribunal criminel du Lot, et enfin auprès de l'administration civile du même département. Ce fut aussi en l'an 7 qu'il entra au conseil des cinq-cents, comme député de Tarn-et-Garonne. Ses fonctions législatives cessèrent au 18 brumaire, et généralement sous l'empire il recut retiré; seulement, en 1810, il devint membre du tribunal civil de Montauban. Cette longue retraite ramena Douenos à sa première inclination, à l'étude de la littérature philosophique des Grecs, et spécialement à l'interprétation de Platon. Retrouvant à un degré frappant les traditions du platonisme dans les doctrines des chrétiens, lorsqu'ils cessèrent d'être de simples dissidents de la loi de Moïse, et ne sachant apercevoir dans la loi nouvelle rien de sage qui ne fût emprunté



d'ailleurs, il en vint au point de traiter avec peu d'estime les préceptes évangéliques les plus vanités, tout en reconnaissant un mérite particulier dans Jésus, qu'il appelait le Socrate de Jérusalem. Tel est l'inconvénient des recherches entreprises sans une ferme résolution de s'arrêter où il convient pour ne blesser aucune opinion. Toutefois on reconnut que l'*Essai sur Platon* était un ouvrage très savant. Ceux qui ne purent voir qu'avec scandale l'auteur y poser les bases d'un autre évangile, plus raisonnable, selon lui, et dont il osa t prôner l'adoption, lui pardonnèrent peut-être en lisant, dans sa préface, après l'éloge du génie militaire de Napoléon, ces propres mots, qui pourtant n'ont pas inquiété la censure impériale : « Ils (les tyrans) croient sérieusement travailler pour les siècles, lorsqu'ils ne font, au vrai, que des bulles de savon; témoin Denys, témoin Alexandre, témoin César, Attila, Abdoulrahme, Thamas, Borgis; témoins... Dans deux mille ans, on pourra s'enorgueillir de cette note. » La connaissance approfondie du platonisme, dans ses différents âges, suffirait pour remplir d'une manière honorable la vie entière d'un savant; mais Dounous embrassa une plus vaste partie de la littérature des Grecs. On lit dans une lettre qu'il écrivit de Montauban, au mois de mars 1815, qu'il avait commencé à traduire en français les quatre discours de Dion Chrysostôme *Sur la royauté*; qu'il avait à peu près achevé sa traduction d'Appien; que, mécontent de celle de Polybe par dom Thuyllier (malgré les commentaires de Folard, que d'ailleurs il trouvait trop longs), il avait traduit de nouveau Polybe d'après la belle édition grecque et latine de Schweighæuser; qu'enfin il préférait même à ce dernier travail sa version des *Discours d'Épictète*, par Arrien, monument de stoïcisme bien précieux, mais affaibli, disait-il, et tronqué par Dacier dans l'extrait intitulé : *Manuel*. Pendant les cent jours, Dounous fut envoyé par le département de Lot-et-Garonne à la chambre des représentants. En 1816, au contraire, on l'expulsa même du tribunal de première instance; cependant il y entra le 26 mars 1819. Vers cette époque, il se disposait à fournir des matériaux pour une traduction des *Œuvres complètes de Platon*: le libraire Fourmies en aurait été l'éditeur. On sait aussi que Dounous avait traduit : 1° *l'Oraison prononcée, devant Josien, par Themistius*; 2° *trois Dialogues d'Éschine le platonicien*; 3° *le Traité de Gémiste Pluthon sur la philosophie d'Aristote comparée à celle de Platon*. Ce dernier livre devait être imprimé sur trois colonnes, et accompagné d'une préface écrite en latin: le texte grec avait été collationné sur les manuscrits de la bibliothèque royale. Le penchant de Combes-Dounous pour les travaux scientifiques ne l'avait pas empêché de consacrer quelques moments à la poésie; il avait même fait une tragédie intitulée : *Nysus, ou la prise de Mager*. L'académie de Montauban comptait Dounous au nombre de ses fondateurs, et il était aussi membre de l'académie de Caen, ainsi que de la société des sciences, lettres et arts de Paris. Ses ouvrages sont : 1° *Mémoire adressé aux états-généraux*, 1789, brochure; 2° *Introduction à la philosophie de Platon, traduit du grec d'Alcinous*, Paris, 1800, in-12; ce morceau n'avait pas encore été traduit en français; 3° *Dissertation de Maxime de Tyr, traduite sur le texte grec, avec des notes critiques, historiques et chronologiques*, Paris, 1801, in-8°; 4° *Essai sur la divine autorité du Nouveau-Testament, traduit de l'anglais de David Bogus*, 1803, in-12; 5° *Histoire des guerres civiles de la république romaine, traduit du grec d'Appien*, Paris, 1808, 3 vol. in-8°; 6° *Essai historique sur Platon, et coup d'œil rapide sur l'histoire du platonisme depuis Platon jusqu'à nous*, Paris, 1809, 3 vol. in-12; devant servir d'introduction à une édition générale de Platon, soit par Grou, soit par Dounous lui-même; 7° *Notice sur le dix-huitième bramaire, par un témoin qui peut dire: Quod vidit testor* (anonyme), Paris, 1814, in-8°; 8° *Essai sur l'écclésiologie de la révolution, traduit de l'anglais de Robert Halland* (le tome 1<sup>er</sup>), Montauban, 1820, in-8°.

DOVALLÉ (CHARLES), jeune poète aussi distingué qu'infortuné, naquit à Montreuil-Bellay, département de Maine-et-Loire, le 23 juin 1807. Une crême affreuse

l'avait empoisonné dans le sein de sa mère, comme a le malheur n'eût pas voulu attendre pour frapper sa victime. Placé de bonne heure au collège de Saumur, où il fit ses premières études, il manifesta, dès son enfance, le goût le plus vif pour la littérature : au prix de poésie française fut créé pour lui. Appelé par des travaux plus sérieux à la faculté de droit de Poitiers, il conserva sur les bancs de l'école cet amour des beaux-arts, ce culte de la poésie qui devint dès lors sa passion dominante. Les *Essais poétiques de mademoiselle Pauline A. . .*, de Poitiers, nom sous lequel il se cachait alors, enrichirent plus d'une fois le *Mercur* de 1817; plus d'une fois aussi le directeur de ce journal adressa de Paris, à son aimable correspondant, des éloges empreints de la plus sérieuse galanterie, tant le jeune poète avait su prendre une touche molle et facile, remplir de grâce féminine. Tout le monde voulait lire *L'oratoire du jardin*, esquisse touchante que l'on croirait échappée au pinceau de Milleroie ou de M<sup>me</sup> Tastu. Dovallé n'avait pas encore dix-neuf ans. Ses parents le destinant au barreau, il fut envoyé à Paris au mois de janvier 1828. Il adressa à M. Béranger une chanson sur la *liberté*, et en reçut les encouragements les plus flatteurs. Il donna aussi au *Mercur*, quelques mois après, *Le curé de Meudon*, chansonnette dont tout Paris a répété le gracieux refrain. Alors Dovallé commença à croire à son talent. Son séjour à Paris l'obligeait à consacrer la plus grande partie de son temps à des travaux de jurisprudence et de littérature périodique. Il écrivit dans le *Figaro*, puis dans le *Journal des colonies*, à la rédaction duquel il s'attacha sans réserve. Mais, au milieu de ces occupations, la poésie n'en restait pas moins le principal objet de ses études. Son incroyable activité suffisait à tout. Quand il avait assuré le présent par les travaux de la journée, il se délassait en travaillant pour l'avenir. Quelque chose d'inconnu l'avertissait de ne point laisser reposer son génie et de presser sa destinée. Il vivait retiré dans un quartier tranquille. C'est là qu'il confiait au papier cette surabondance d'idées, cette vivacité d'enthousiasme, cette puissance d'émotion dont son ame était tourmentée. Dovallé se préparait à publier le recueil des poésies échappées à sa jeune muse; son talent allait se révéler au public. Mais il ne lui était pas réservé de jouir de ses succès. Ce je ne sais quoi de fatal qui avait présidé à sa naissance devait apparaître de nouveau à sa mort. Appelé par sa mission périlleuse à juger les écrits et les actions des hommes, il avait eu le malheur de blesser un amour-propre, et surtout de frapper un peu trop fort. On lui en demanda satisfaction. Il ne voulut point rétracter ce qu'il avait cru une vérité. Au moment de se battre, Dovallé écrivit ces mots à la hâte sur un album : « A mes parents !... » 30 novembre 1829. « Il place l'album sur son cœur... et tombe. La balle mortelle avait traversé la porte-feuille, et déchiré la ligne qui devait porter à une mère les adieux de son fils ! M. Louvet, suquet nous avons emprunté cette notice, a donné le recueil des poésies de Dovallé sous ce titre : *Le sylphe*, poésies de feu Dovallé, Paris, 1830, 1 vol. gr. in-8°. On trouve en tête une lettre de M. Victor Hugo aux éditeurs, sur l'auteur et la littérature à l'époque actuelle. Voici le jugement qu'il a porté sur les poésies de Dovallé : « Il semblerait d'abord qu'à défaut de douloureux souvenir, on rencontrerait dans ce livre quelque présentement vague et sinistre. Non : rien de sombre, rien d'amer, rien de fatal. Bien au contraire : une poésie toute jeune, enfantine parfois; tantôt les desirs de Chérubin, tantôt une sorte de nonchalance croque; un vers à gracieuse allure, trop peu métrique, trop peu rythmique, il est vrai, mais toujours plein d'une harmonie plutôt naturelle que musicale; la joie, la volupté, l'amour; la femme surtout, la femme divinisée, la femme faite muse; et puis partout des fleurs, des fêtes, le printemps, le matin, la jeunesse; voilà ce qu'on trouve dans ce porte-feuille d'élégies déchiré par une balle de pistolet. »

DOYEN (GABRIEL-FRANÇOIS), peintre, naquit à Paris en 1726. Son père, qui était valet de chambre tapissier du roi, renonça, à cause des dispositions exclusives de son fils pour le dessin, à l'idée de le voir lui

succéder dans sa charge, et le fit entrer, vers l'âge de douze ans, chez le peintre Vanloo. Après huit années d'études spéciales, Doyen concourut pour le grand prix de peinture, et l'eût. Le mauvais goût qui se propagait alors dans toute l'école française n'avait eu que peu de prise sur le jeune lauréat; aussi, dès son arrivée à Rome, il ne reconnut plus d'autres guides en peinture que les Annibal Carrache, les Jules Romain, Corneille et surtout Michel-Ange. Les fresques des palais Farnese et Barberini lui fournirent matière à d'innombrables études, ainsi que les tableaux de Solimène à Naples, et, dans les cours ducales de la Lombardie, à Venise et à Turin, ceux des autres maîtres qui en faisaient pour lui le plus bel ornement. Le séjour de Doyen en Italie se prolongea au-delà du terme ordinaire; il approchait de sa trentième année lorsqu'il revint à Paris pour se livrer à l'exercice de son art. Le premier tableau capital qu'il exécuta, la Mort de Virgile, le fit admettre, en 1758, à l'Académie de peinture. Cette immense toile ne fut tout-à-fait recouverte qu'après deux années du travail le plus consciencieux et le plus assidu. Cependant Doyen resta encore dans l'opinion publique au-dessous de son premier maître; dans l'examen du salon de 1763 Diderot disait, à l'occasion de quelques esquisses de Vanloo : « Ah! M. Doyen, quelle tâche ces esquisses vous imposent! Je vous attends au prochain salon. » Le peintre ne manqua pas de répondre à cet appel : le tableau de la Peste des Ardents fit partie de l'exposition de 1767. Diderot écrivait à son ami Grimm en parlant du tableau de Doyen : « Il est beau et très beau, il est chaud, il est plein d'imagination et de verve. Il y a du dessin, de l'expression, du mouvement; beaucoup, mais beaucoup de vouloir, et il produit un grand effet. L'artiste s'y montre un homme, et un homme qu'on n'attendait pas; c'est, sans contredit, la meilleure de ses productions. Qu'on expose ce tableau en quelque endroit que ce soit; qu'on lui oppose quelque maître ancien ou moderne qu'on voudra, la comparaison ne lui ôtera pas tout mérite. » Le jugement de Diderot est encore celui que l'on porte aujourd'hui sur la Peste des Ardents. Ce tableau occupe toujours, dans l'église Saint-Roch, la place à laquelle il a été primitivement destiné. Doyen a beaucoup travaillé aussi à la décoration du chœur de l'église des Invalides, et même il faillit y périr pour s'être laissé choir du haut de la chapelle Saint-Gregoire. La réputation de Doyen avait pénétré jusqu'à la cour de Russie; des offres avantageuses lui avaient été faites pour le décider à venir s'y fixer. Les premiers actes de notre révolution s'opposèrent de lui faire prendre le parti de quitter la France. L'impératrice Catherine II le reçut avec distinction, lui assigna une pension de douze cents roubles avec un logement dans un de ses palais, et le nomma professeur à l'Académie de peinture de Pétersbourg, avec de nouveaux appointements attachés à cette charge. Doyen ne fut pas moins bien en suite dans la faveur de Paul I<sup>er</sup>. On rapporte que ce prince ayant aperçu un jour à pied par un mauvais temps, lui vint demander pourquoi il s'exposait ainsi à son âge. Doyen n'avait pas de voiture à lui; aussitôt l'empereur lui en envoya une, qui resta depuis à ses ordres. Divers plafonds et la décoration de plusieurs compartiments des palais impériaux de Pétersbourg, sont dus au pinceau de Doyen. Cet artiste, qui préférait, avant tout, traiter la grande machine, s'est cependant essayé, avec quelque succès, dans un genre moins sévère et moins pénible. Le musée royal possède de Doyen le Triomphe d'Amphitrûte, Priant aux pieds d'Achille, le Combat de Mars et de Diomède, et la Mort de sainte Agnès. Le cabinet des estampes de la bibliothèque du roi a quelques gravures d'après lui; ce sont une Adoration des Mages, gravée par Le Carpentier, Priant aux pieds d'Achille et la Peste des Ardents, gravés au trait par Normant. Le catalogue du cabinet des estampes de Brandes indique en outre le Jeune Actéon arraché des bras de sa mère par les ordres d'Ulysse, gravé par Le Carpentier, et une Tête de Soldat mort, étude d'après le tableau de Saint-Roch, par Bonnet, dans la manière du crayon. Doyen est mort à Saint-Petersbourg, le 5 juin 1806.

DROUAI (JEAN-GERMAIN), naquit à Paris le 25 novembre 1763, de Henri Drouais, peintre de portraits, fils de Hubert Drouais, peintre, mort en 1767. Germain recut de son père les premières leçons de son art, après quoi il entra chez Brenet, peintre d'histoire assez médiocre, mais professeur très en réputation alors. Drouais se livra avec ardeur à l'étude, et fit de rapides progrès; plusieurs fois il remporta le prix trimestriel que l'Académie décernait. Vers 1781, il se fit admettre au nombre des élèves de David. Après deux années de travail sous ce maître, il se mit en état de concourir pour le grand prix de peinture. L'Académie était à la veille de prononcer son jugement, lorsque tout à coup défilait envers lui-même, on peut être intérieurement averti qu'il n'avait pas fait tout ce qu'il était capable de faire, Drouais demanda à voir les compositions de ses concurrents. Son jugement s'égarait, sa tête se monte, et soudain il met en pièces la toile sur laquelle il avait fondé les plus brillantes espérances. David, auquel il en montra un fragment, s'écria avec douleur : « Malheureux qu'avez-vous fait! » Vous cédez le prix à un autre. » Drouais fut consolé par le suffrage que son maître venait de lui accorder, et il reporta ses idées à l'époque du prochain concours. Cette fois le sujet de composition, proposé par l'Académie, était la Cananéenne aux pieds de Jésus-Christ. Lorsque Drouais déposa sa pièce devant l'épopée académique, l'étonnement et l'admiration éclatèrent de toutes parts; on s'attendait à parcourir l'œuvre d'un jeune homme inexpérimenté : on fut, au contraire, frappé par une composition admirablement conçue, et telle que bien peu de maîtres auraient pu l'exécuter alors. Jamais lauréat n'obtint de plus beau triomphe; les acclamations furent générales et pures de tout sentiment d'envie. Arrivé à Rome, Drouais se mit à travailler comme s'il avait encore eu tout à apprendre; il dessinait les monuments antiques, il copiait servilement les chefs-d'œuvre de Raphaël, de Jules Romain, de Michel-Ange; et David, qui l'avait accompagné en Italie, lui continuait toujours ses excellentes leçons. Le tableau de Marius à Minturne vint entretenir à Paris les espérances que l'on avait fondées sur le talent de Drouais; ce fut un nouveau triomphe pour l'école de David et pour l'artiste qui l'avait exécuté. Drouais avait mis la dernière main à un Philoctète, et il travaillait à un tableau de grande dimension, représentant la mort de Régulus, lorsqu'il fut atteint d'une fièvre ardente dont il mourut avant l'âge de vingt-cinq ans, en février 1788. On trouve dans une lettre de David, citée par l'auteur du *Pausanias français*, un passage qui montre l'affection que ce grand peintre avait pour Drouais, ainsi que la haute estime que son élève lui avait inspirée. « .... Je » pris, écrivait David, le parti de l'accompagner à » Rome, autant par mon attachement pour mon art » que pour sa personne; je ne pouvais plus me passer » de lui; je profitais moi-même à lui donner des leçons, et les questions qu'il me faisait seroient des leçons pour ma vie; j'ai perdu mon émulation. » On a érigé à Drouais, dans l'église Sainte-Marie, *in via lata*, à Rome, un mausolée en marbre dont l'exécution, mise au concours, fut accordée à Claude Michalon, son ami et son compagnon d'étude. Le tableau de la Cananéenne, ainsi que celui de Marius, font partie de la collection du musée royal.

DROUINEAU (GERVAISE), est né à La Rochelle le 22 février 1800. Cet auteur fut, dans le principe, destiné au notariat; mais le peu d'aptitude qu'on lui reconnut dans la suite pour cette carrière, l'obligea à quitter l'étude où ses parents l'avaient placé. Une autre route, celle de l'enseignement lui fut ouverte, et il y débuta, à l'âge de dix-huit ans, par les fonctions de professeur au collège de Civray. Les facultés excentriques qui caractérisent le génie poétique, agitaient déjà le jeune Drouineau, de sorte que les devoirs d'un professeur tout élémentaire lui devinrent insupportables à leur tour. Il quitta Civray et revint à La Rochelle. Une nouvelle tentative dans l'enseignement ne lui ayant pas mieux réussi que la première, il songea à suivre le barreau, et vint à Paris vers 1821 pour y faire son droit. Cependant M. Droui-

neau ne devait être ni instituteur, ni notaire, ni avocat; la représentation des bons ouvrages de la scène française fit de lui un auteur dramatique. Son essai dans ce genre, un drame de *Fiesque*, imité de Schiller, n'eut pas les honneurs de la représentation à cause de la concurrence d'un auteur en crédit, qui s'était saisi du même sujet. Son second ouvrage, la tragédie de *Rienzi*, n'éprouva pas un semblable contre-temps. Représentée, pour la première fois, le 30 janvier 1826, sur le théâtre de l'Odéon, cette pièce obtint un succès mérité; et, depuis, elle a joui du rare privilège de la reprise. La tragédie de *Rienzi* a été traduite en anglais, et représentée à Londres sur le théâtre de Covent-Garden. Un drame intitulé *l'Écrivain public*, composé en société avec M. Merville, et joué, en 1828, à la Porte-Saint-Martin, a succédé à *Rienzi*. Cependant, le roman intitulé *Ernest*, ou *les travers du siècle*, publié en 1829, est venu révéler un autre genre de talent dans M. Drouineau. Ce livre, dont le titre est peut-être un peu vague, attira l'attention du public. L'auteur y attaque l'instruction publique, qu'il trouve peu en harmonie avec les institutions constitutionnelles de la France, et qui, jetant tous les esprits dans le même moule, leur donnant à tous la même impulsion, produit l'encombrement qui règne dans les diverses voies ouvertes à l'ambition. Le roman d'*Ernest* est à sa seconde édition. *François de Rimini*, autre tragédie de M. Drouineau, a obtenu, le 28 juin 1830, un succès littéraire. Le personnage du Dante a paru une hardiesse heureuse; mais le caractère de François de Rimini y est tracé avec plus de vérité. La révolution de juillet est venue interrompre le cours des représentations de cette pièce. M. Drouineau a pris une part active à cette révolution, et le 19 juillet il a été nommé membre du conseil municipal. Cet auteur s'est depuis attaché à la rédaction du *Constitutionnel*, où il traite les sujets de législation et d'économie politique, sans toutefois abandonner la carrière dramatique et la poésie.

DROVETTI (N.), consul général de France en Egypte, est né à Livourne en 177... Il avait déjà servi avec distinction dans les armées françaises, lorsque, sous le gouvernement impérial, la légation d'Égypte lui fut confiée. Ses connaissances acquises, celles qu'il devait à la localité de son pays natal et son caractère; le firent juger digne d'une pareille mission. A l'époque de la restauration, M. Drovetti fut remplacé par M. Roussel, mais il continua d'habiter la ville du Caire. C'est alors qu'il entreprit, avec M. Cailliaud, de parcourir les parties les plus intéressantes de l'Égypte. La relation publiée par M. Cailliaud apprend la part considérable qu'il a eue dans les découvertes qui y sont consignées. C'est dans le cours de ce voyage et par les fouilles que le pacha Mohamed-Ali lui permit de pratiquer à Thèbes et à Memphis, que M. Drovetti a composé en grande partie la riche collection d'antiquités égyptiennes, qui fait aujourd'hui partie du musée que l'on appelle Charles X. M. de Forbin, qui a contribué efficacement à cette acquisition, a rapporté que M. Drovetti l'avait constamment réservée pour la France, malgré les offres avantageuses qui lui avaient été faites par des Anglais et au nom de princes du nord de l'Europe. Depuis plusieurs années, M. Drovetti a été investi de nouvelles fonctions de consul général de France en Égypte. Il aurait été difficile de trouver un agent mieux accrédité de lui-même auprès du pacha, et qui ait donné plus de preuves d'un zèle infatigable et d'un noble désintéressement. Déjà Louis XVIII l'avait nommé chevalier de la légion d'honneur, et il est dit, dans le brevet de cet ordre, que M. Cailliaud fut chargé de lui porter, « que S. M. avait voulu récompenser les services qu'il avait rendus aux sciences et aux arts pendant son séjour en Égypte, et le zèle avec lequel il avait secouru dans ses fonctions et postérieurement, tous les Français que le sort avait conduits dans ce pays. » Avant que le roi eût ordonné l'acquisition de sa collection d'antiquités, M. Drovetti lui avait déjà fait hommage de plusieurs monuments précieux, entre autres un sarcophage en granit gris et un sanctuaire monolithique en granit rose. Il avait également donné, au musée de la ville de Lyon, huit ta-

bleaux antiques, ouvrages égyptiens d'une belle conservation. Outre le voyage entrepris avec M. Cailliaud, M. Drovetti en a fait seul plusieurs, l'un des Oasis de Dakei, un autre dans l'oasis de Jupité Ammon, etc. Le *Journal de la vallée de Dakei*, ainsi que son *Itinéraire de Syout à Dongolah*, composent le chapitre III du voyage de M. Cailliaud, publié par M. Jomard. Divers mémoires de M. Drovetti se trouvent dans nos collections académiques et dans celle de l'académie de Turin, dont il a été nommé membre en 1824.

DUBOIS (Paris-François), inspecteur-général d'études et publiciste, naquit à Rennes, le 2 juin 1795 fut mis de bonne heure au lycée de la même ville, entra en 1812 à l'école normale; il en sortit pour aller professer les humanités au collège de Gueraude. Commissaire de la confédération bretonne en 1815, dans cet arrondissement, il fut destitué, rentra peu de temps après dans l'enseignement comme professeur de grec au collège de Falaise, fut depuis régent de rhétorique au même collège, professeur de seconde à Limoges d'éloquence française à la faculté des lettres de Besançon. Il fut appelé à Paris en 1820, et ou lui donna la chaire de rhétorique du collège Charlemagne; mais quelque temps après sa nomination, ses opinions politiques déplurent à M. Corbière, président du conseil de l'instruction publique, et il fut encore destitué. Pendant son professorat, M. Dubois s'était essayé dans les discussions politiques par quelques écrits qui furent insérés dans le *Censeur européen*. Les encouragements qu'il lui valurent le décidèrent à établir un journal, ce fut le *Globe*, qui parut pour la première fois au mois de septembre 1824, à des époques périodiques, et qui devint quotidien en 1830. Deux articles intitulés : *La France et les Bourbons* en 1830, que M. Dubois écrivit et fit insérer dans son journal du 15 et dans celui du 19 février, furent déferés aux tribunaux. Le ministère public leur dénonça surtout les passages suivants : « Quoiconque a trente ans en France se rappelle au milieu de quelles circonstances les Bourbons sont rentrés. Ils étaient oubliés ou méconnus de leurs contemporains. Les générations nouvelles ne savaient rien de leur vie, pas même leurs noms. La victoire étrangère leur avait frayé le chemin... Il y eut un moment d'hésitation et d'effroi. La déclaration de Saint-Ouen, l'octroi de la charte, quoiqu'il parût offensant au purisme théorique, achevèrent la demi-conversion de la France. Mais bientôt autour de cette légitimité peu comprise et cependant acceptée comme une prétention innocente, s'éleva une nuée de légèrités grotesques et insolentes, dont le souvenir est à lui seul une comédie. C'étaient la vieille noblesse, l'émigration, la robe, les dignités d'antichambre de Versailles, les corporations, le clergé, la Vender et les choux. » A cette phrase dont il donnait lecture au tribunal, M. Levasseur, avocat du roi, ne put contenir son indignation, et prétendit qu'il y avait dans ces lignes inconvenance et calomnie. « Les uns insultaient à nos uniformes et aux noms nouveaux de nos soldats parvenus. Les autres se parquaient en caste, et rejetaient les bourgeois que naquirent ils avaient recherchés. Droits féodaux, dîmes, places, pensions, décorations, on n'entendait que ces cris : la nation tremble. » Cependant, vivant de la vie de l'empire, maître des affaires et de l'armée, entourant toute puissante un trône étranger, la colère la prit, et un coup de vent lui ramena son empereur. Ainsi pour avoir touché, non par eux-mêmes, mais par les mains de leurs amis, aux susceptibilités nationales, pour avoir menacé les droits acquis par la révolution, les Bourbons furent brisés comme verre. Dans un autre passage, M. Dubois, comprenant toute la gravité de la crise où la France se trouvait alors, prévoyait une réaction telle que celle de juillet 1830, et l'annonçait en des termes qui semblent aujourd'hui prophétiques. M. Dubois, assisté de M. Renouard, plaide lui-même sa cause, et fut condamné à quatre mois de prison et à deux mille francs d'amende. Pour aggraver sa peine, M. Guernon de Ranville, ministre de l'instruction publique, le fit citer au conseil de l'université. D'après les constitutions du corps ensei-

grant, dont les membres sont inamovibles, M. Dubois, quoique destitué de sa chaire de rhétorique au collège (Barbier) aine, conserva son rang universitaire. M. de Vaucumien l'avait rétabli sur le tableau. M. Rendu, inspecteur-général des études et rapporteur au procès, demanda sa radiation. Le professeur incriminé se défendit encore lui-même. Il était assisté de deux avocats, MM. Renouard et Odillon-Barrot. Le tribunal de l'université rejeta la demande en radiation, et censura seulement le professeur. M. Dubois était en prison, quand les derniers événements de Paris éclatèrent. Il en sortit le 27 juillet, et reprit la direction du journal qu'il a fondé. Ce journal, consacré jusqu'adès aux doctrines les plus pures et les plus élevées, a cessé d'être dirigé quelques jours après par son fondateur, qui a été nommé au mois de septembre 1830 inspecteur-général des études. Les deux tiers des articles politiques du *Globe* étaient faits par M. Dubois. Il a traduit *L'histoire de l'église de Rome* par Flocard. Cette traduction anonyme est insérée dans la *Collection des chroniques* de M. Guizot. Il s'occupe d'un grand travail sur l'histoire des religions.

**DUBOST** (ASTORIX), peintre, né à Lyon, le 16 juillet 1769. Il étudia avec succès les mathématiques, le dessin et la peinture. Son père, riche négociant, ayant perdu une grande partie de sa fortune quand la révolution éclata, Dubost servit la république, et parvint au grade de capitaine dans le corps du génie. En 1796, il donna sa démission, et reprit ses études. Il voyagea en Suisse et en Italie, d'où il rapporta une collection précieuse de dessins. Après avoir passé quelques jours dans sa famille, Dubost vint à Paris. A la mort de son père, qui arriva quelques mois après, il se trouva possesseur d'une fortune indépendante. Il n'était encore connu que comme un amateur de chevaux, parce qu'il remporta plusieurs fois au Champ-de-Mars le prix des courses. On croit que *Le drapeau de Brissot* et *de Paris*, qui fut exposé au salon en 1794, est le premier de ses tableaux. Il mit à l'exposition de 1804 son *Damocles*, qui mérita une médaille d'or et les éloges sincères de David. Peu de temps après, son tableau de *Vénus et Diane* fut acheté 8,000 francs par le gouvernement, et placé dans la galerie de l'école française, au Louvre. Dubost, qui n'avait rien perdu de son goût pour les chevaux, passa en 1806 en Angleterre pour étudier les plus belles races et visiter les haras les plus renommés. Quoiqu'il fût dans l'intention de n'y faire qu'un séjour de peu de durée, il y fut retenu pendant six ans. Il exposa ses tableaux avec succès dans ses appartements. Un riche banquier, Thomas Hope, acheta fort cher son *Damocles*, et lui fit faire un portrait qui fut mis à l'exposition de Somerset-House. Des difficultés sur le paiement s'élevèrent bientôt entre T. Hope et Dubost. Celui-ci désapprouvait aussi le placement du tableau dans la galerie du banquier qui, en sa qualité de propriétaire, fit couper le tableau en deux parties, effaça le nom de l'auteur, et ne voulut pas lui permettre de le faire graver. En 1810, Dubost fit une nouvelle exposition : on y remarqua surtout une *Vue de Hyde-Park*, et une autre de *Windsor*. Mais un tableau dont le sujet était *la Belle et la Bête*, fut, pour divers motifs, le sujet d'une curiosité générale. L'artiste avait représenté dans cette composition une espèce de monstre moitié chagre et moitié homme, au visage stupide, assis à côté d'un amas de richesses qu'il montrait à une femme d'une grande beauté. On lisait au bas ces mots : « Je donnerai tout cela à la beauté qui m'épousera. » On accusa Dubost d'avoir voulu désigner M. et Mme Hope : il se défendit en disant que la *Belle* était représentée dans son tableau, repoussant avec mépris les offres de la *Bête*. Mais on ne se contenta pas de cette explication, et les curieux vinrent en si grand nombre visiter le salon de Dubost, que les recettes s'élevaient au-dessus de dix-neuf livres sterling par jour. M. Hope y envoya son frère. Celui-ci profita du moment où personne ne se trouvait dans la salle pour y pénétrer ; et pendant que le gardien était allé changer un billet de banque qu'il lui avait remis, il fendit le tableau d'un coup de couteau. Dubost rentra au même instant : il prit le nom du délinquant, et rendit plainte contre

lui. Le procès fut porté à king's bench, et sur la réponse du jury, lord Ellenborough déclara que si le tableau de *la Belle et la Bête* était un libelle, et par conséquent ne pouvait être expé et vendu, il était aussi une propriété contre laquelle J. Beresford n'aurait dû porter aucune atteinte, et sur ce motif, il fut condamné à 5,000 livres sterling de dommages envers l'artiste. Attaqué par plusieurs journaux, Dubost leur répondit en publiant une brochure accompagnée d'une caricature au-dessus de laquelle on lisait : *Hope et Hunt* ; mais, fatigué de toutes ces tracasseries, il se disposa à quitter l'Angleterre : ses malles furent visitées à la douane, et l'on saisit plusieurs de ses dessins, entre autres celui de *la Belle et la Bête*, qui fut livré à M. Hope. Dubost arriva enfin en France par Gênes, au commencement de 1813. Peu de temps après son arrivée à Paris, il fit son tableau d'*Ulysse et Pénélope* et celui du *Joueur dépeuplé*. En 1814, il fut nommé capitaine des grenadiers du troisième bataillon de la première légion de la garde nationale de Paris. Il exposa au salon de 1814 plusieurs tableaux qui furent cités d'une manière honorable par les journaux, et il lithographia lui-même douze sujets pris dans le New-Market, qu'il avait dessinés d'après nature, sur les lieux, en 1809. Ces lithographies sont accompagnées d'un texte anglais et d'un autre français, en 1 vol. in-fol. oblong. Dubost ayant eu une altercation avec un architecte de ses voisins, se battit avec lui au bois de Boulogne. L'architecte fut atteint à la gorge par l'épée de Dubost, qui reçut en même temps un coup vers le cœur, et tomba mourant dans les bras des généraux Piré et Delamothé, ses témoins. On s'empressa de le transporter à son domicile, où il expira en arrivant, le 6 septembre 1815. Les *Archives historiques, statistiques et littéraires du département du Rhône*, qui ont consacré la mémoire de cet artiste, en portent le jugement suivant : « Dubost dessinait avec une facilité prodigieuse, et son trait, toujours hardi, décide, prévenait encore de la pureté et de la correction. Sa couleur était vive et brillante et sa touche mâle et pleine de fermeté ; mais ses figures, quoique d'un très bon goût, manquaient souvent de caractère et d'expression, et ses compositions, d'ailleurs bien entendues, n'offraient malheureusement pas cette vie qui révèle à la fois la pensée et la main du génie. »

**DUBOUCHEAL**. Voyez BORDON.

**DUBOUCSAT**. Voyez LA ROCHE.

**DUBREUIL**. Voyez DORVILLE.

**DEBANCAL** (CHARLES-PIERRE), auteur dramatique et avocat, fils d'un chirurgien de Reims, est né dans cette ville en 1766. Il venait d'achever son droit à Paris, lorsque la révolution éclata : il en adopta les principes avec enthousiasme, et fut un des membres les plus ardents et les plus assidus du club des Jacobins. Mais son patriotisme se refroidit un peu après l'arrestation de Louis XVI à Varennes. Il abandonna alors les Jacobins pour les Feuillants, et se montra partisan de la monarchie constitutionnelle. Mais depuis, soit conviction, soit inconstance ou intérêt personnel, il est devenu un des apôtres les plus zélés du gouvernement aboli. Il avait, en 1795, signalé sa haine contre les excès de la révolution, par une pièce dramatique qui dut une vogue de circonstance à la peinture fidèle et vraie, quoique un peu exagérée, des hommes grossiers et féroces que l'auteur avait été à portée d'étudier de près, et dont la France avait subi l'ignoble joug. Pendant dix-huit mois, M. Debancal exerça à Paris la profession d'avoué jusqu'en 1810. Il alla ensuite se fixer dans une propriété près de Clermont. Nommé à la sous-préfecture de cette ville, en 1815, il la perdit en 1816, sous le ministère de M. Lainé, pour avoir pris part à des élections anti-nationales. On a de lui beaucoup de pièces et d'opuscules, dont nous citerons les principaux : 1° *La hableur*, ou le chevalier d'industrie, comédie en trois actes, en vers, 1795, in-8° ; 2° *L'intérieur des comités révolutionnaires*, ou les *Aristides modernes*, comédie en trois actes, en prose, 1795, in-8° ; 3° *Les deux morts supposés*, comédie-vaudeville, 1800 ; 4° *La constitution une écriture du royaume de France*, et la preuve qu'elle n'a jamais cessé d'être en

*fiqueur depuis Clovis jusqu'à nos jours*, Paris, 1814, in-8°; 5° *La bibliothèque royaliste, ou recueil de mutualité pour servir à l'histoire de la restauration de la maison de Bourbon en France en 1814, 1815, etc.*, Paris, 1819, 3 vol. in-8°; pour cet ouvrage, M. Ducaucel a eu des collaborateurs; 6° *Avenons-nous des institutions? ou quelques réflexions sur le renouvellement septennal*, Paris, 1826, in-8°; 7° *Esquisses dramatiques du gouvernement révolutionnaire en France, en 1793, 1794 et 1795*, Paris, 1830, in-8°. L'ouvrage est accompagné d'un grand nombre d'anecdotes et de notes.

DUCHAYLA. Voyez BIANQUET.

DUCLUX-DUFRESNOY (CHARLES-NICOLAS), député suppléant aux états-généraux, né en 1734 à Montcprnet. Il entra de bonne heure dans le notariat, et il ne tarda pas à s'y faire remarquer par une grande intelligence des affaires, par la fermeté du caractère et une rigidité de principes qu'il savait concilier avec l'amabilité dans la société, ou même le goût des plaisirs. Tous les contrôleurs-généraux de cette époque lui montrèrent successivement une juste confiance. L'abbé Terray particulièrement, et ensuite Calonne et Necker se concertèrent avec lui. La part qu'il prenait à leurs opérations, ainsi que l'estime dont il jouissait, auraient pu le placer lui-même à la tête de l'administration des finances, et les avantages extérieurs dont il était doué ne l'auraient pas entraîné trop constamment dans des maisons qui, malgré l'activité de l'esprit, retiennent souvent loin du but, après avoir écarté les premiers obstacles. Ces séductions étaient presque inévitables à cette époque. L'opinion avait affaibli des barrières longtemps maintenues entre la cour et la ville. Mais, en s'attachant à plaire aux femmes d'un rang élevé, on laissait leur frivolité gouverner les affaires, et la révolution se préparait. Dans les années qui la précéderent immédiatement, Duclux-Dufresnoy, à qui des succès de société ne pouvaient suffire, consacra en partie à l'encouragement des beaux-arts une fortune rapidement acquise. Ses conseils même ne furent pas inutiles à plusieurs princes soutenus par ses libéralités, et dont quelques uns obtinrent une grande réputation. Sa collection de tableaux modernes a passé pour une des plus belles qu'on eût encore vues dans la capitale. Des soins plus graves absorbèrent bientôt la plupart de ses instants. Lorsque la pénurie du trésor parut exiger la convocation des états-généraux, on lui dut un prêt de six millions fait par la compagnie des notaires dont il était syndic-gerant. Le discours qu'il prononça à ce sujet a été imprimé alors. Déjà d'autres difficultés plus importantes paraissaient insurmontables de l'embarras des finances. Duclux-Dufresnoy proposa de laisser les trois ordres délibérer séparément, et chacun voter ainsi peut-être dans son intérêt spécial, mais de réunir leurs commissaires pour discuter ensemble la question des subsides. C'eût été déjà quelque chose; cependant l'inconvénient décisif aurait subsisté, celui de ne donner qu'une voix à la population presque entière, et d'en accorder deux à une faible minorité. Des opérations dans lesquelles Duclux-Dufresnoy exerçait la principale influence, contribuèrent, ainsi que quelques uns de ses écrits, à prolonger l'existence de la caisse d'escompte. Plus tard, il s'éleva contre le projet de créer un papier-monnaie; il en prédit les résultats. Ensuite il s'efforça d'adoucir le mal, et de ramener la confiance; mais on ne pouvait plus travailler au bien de l'état dans les voies ordinaires; il ne s'agissait en toute chose que du triomphe des partis. Au milieu de leurs violences, Duclux-Dufresnoy fut conduit à la mort le 3 février 1794; mais ses biens, confisqués d'abord, ont été rendus en partie à sa famille. Les écrits de D.-clux-Dufresnoy ont été généralement dictés par les besoins du jour. Les principaux sont : 1° *Jugement impartial sur les questions principales qui intéressent le tiers-état*, 1788, in-4°; 2° *Encore quelques mots sur la question de savoir si le tiers-état peut être représenté par des ordres privilégiés*, 1788, in-4°, seconde édition, id.; 3° *Projet proposé pour la caisse d'escompte*, in-8°; et *Réponse aux observations faites sur le projet de M. D. D., concernant la caisse d'escompte*, in-8°; 4° *Origine de la caisse d'escompte, ses progrès et ses révolutions*, in-8° (cet ou-

vrage répand beaucoup de lumière sur l'histoire des banques en général); 5° *Observations sur l'état des finances*, 1790, in-8°; 6° *Réflexions sur l'état des finances à l'époque du 1<sup>er</sup> mai et 8 novembre 1789*, 1790, in-8°; 7° *Calcul du capital de la dette publique*, 1790, in-4° (regardez comme l'ouvrage le plus exact sur cet objet.)

DUCLUZEAUX (GUILLAUME-MARCELIN), poète et professeur de latinité, né à Perpignan, le 9 mai 1790. Son père, avant jurisculte, l'amena à Paris à l'âge de quatorze ans. Le fils ne savait encore que très peu de latin, et trois ans plus tard il était un des plus forts élèves de Paris. C'est à cette époque qu'il composa une pièce de vers, qui obtint beaucoup de succès, pour célébrer le triomphe de nos armées. Au sortir de ses fortes études, M. Ducluzaux fit son droit, mais sans trouver d'attraits. Il perdit son père, et abandonna cette étude. Bien qu'il n'eût pas été à l'école normale, M. de Fontanes le nomma plus tard, en 1813, professeur de quatrième à Bordeaux. En 1814, des affaires de famille lui firent abandonner le professorat; mais quelque temps après, il se rendit à Paris et entra dans l'université, non sans difficulté. De modestes fonctions, fort au-dessous de son mérite et de ses talents, lui furent assignées. Le travail oblige auquel il se livrait pour ajouter à ses appointements abîmés sans doute ses jours. Il faisait ainsi de profondes recherches philologiques pour la composition d'un grand ouvrage sur les langues en général. A l'époque du sacre de Charles X, ce fut lui qui acquitta la dette de l'université en composant le poème latin par lequel elle devait célébrer cette circonstance. Cette pièce est remarquable par son étendue, sa richesse, le mouvement et la verve de la poésie. M. de Vatismenil, devenu ministre, voulut animer M. Ducluzaux au rang qu'il devait occuper, et il le combla par l'envoyer à Clermont avec le titre d'inspecteur d'académie, afin de pouvoir l'élever ensuite et graduellement à une chaire de faculté. Mais les courtes destinées de la vie naturelle de l'un et de la vie ministérielle de l'autre en décidèrent autrement: ils eurent à peu près le même terme; M. de Vatismenil cessa d'être ministre le 8 août 1829; M. Ducluzaux cessa de vivre le 12 du même mois. Il avait une mémoire prodigieuse, était profondément versé dans les langues anciennes. L'académie de Clermont l'avait admis parmi ses membres. On a publié le recueil de ses poésies sous ce titre : *Œuvres diverses et posthumes de G.-M. Ducluzaux*, Paris, 1830, 1 vol. in-8°. Il n'a laissé que des fragments de l'ouvrage où il voulait exposer l'origine et les révolutions des langues.

DUCCI DRAY. Voyez THOMAS.

DECRUX (JACQUES, baron), né à Genève le 29 novembre 1762, fut aussi connu sous le nom de DUTRUY. Son père était embaillur, et lui-même exerça quelque temps cette profession. Mais le goût des armes s'étant déclaré chez lui, il s'engagea comme grenadier dans le régiment de Bourgogne. A la révolution, il passa dans la garde nationale parisienne, section de l'Oratoire. Le 1<sup>er</sup> octobre 1792, Servan, ministre de la guerre, le nomma sous-lieutenant d'infanterie, et peu après il le fit adjoint aux adjudants-généraux de l'armée du Midi. Etant à Perpignan, le 12 novembre de la même année, cet officier se glorifiait de quelques circonstances qui prouvaient que dans le temps où il se trouvait à Paris, il avait servi de grand cœur la cause de la révolution; il fut sur le point de devenir victime de cette imprudence: le peuple voulait l'échapper, et il fallut l'emprisonner pour le soustraire à sa fureur. Lucia, procureur-syndic du département des Pyrénées-Orientales, ne voulait plus le remettre en liberté, quoique le ministre de la justice Garat en eût donné l'ordre, et il fallut un décret de la convention pour l'y contraindre. Après avoir été employé dans la Vendée, l'adjudant-général Decrux fut nommé général de brigade le 13 juin 1793. Il servit alors, en cette qualité, aux armées actives, et fut aussi employé dans l'intérieur. Le 25 prairial 1802, il fut nommé commandant de la légion d'honneur. Il se trouvait employé dans la 7<sup>e</sup> division militaire; mais sur la fin de 1802 il cessa d'en faire partie, et il se détermina à vivre retiré à

Choisy-le-Roi, où il recut le titre de baron d'empire en 1806. Il y avait huit années que cette inactivité durait lors de la rentrée des Bourbons; mais le général Ducruix ne profita pas, comme tant d'autres, de cet événement pour se remontrer sur la scène, en faisant valoir leur inaction. Il continua de rester dans sa retraite. Ce n'est qu'après le 30 mars 1815 qu'on le vit reparaître comme général de brigade en activité. On lui donna alors le commandement des gardes nationales actives de la 3<sup>e</sup> division militaire. Mais aussitôt la seconde rentrée du roi, le baron Ducruix se retira de nouveau dans ses foyers.

DUFAY (GUTHAUX-MICHEL-ETIENNE BARDIER), colonel en non activité. Fils d'un contrôleur de la maison de la comtesse de Provence, il entra fort jeune dans les gardes du corps, et passa dans le régiment de dragons-dauphin en qualité de sous-lieutenant. Il était capitaine dans la légion de M. de Lafayette, lorsqu'il fut licencié à la journée du 10 août 1793. Ayant appris à Gênes, où il se trouvait en garnison, qu'un certain Maignet, surnommé Brutus, l'avait dénoncé comme royaliste, il prit avec lui quelques hommes de sa compagnie, alla chasser de leur salle les membres du club, et ferma les portes. La condamnation de Louis XVI fut désapprouvée avec énergie par M. Dufay, qui, à cette époque, s'était retiré dans la Belgique. Un jour, dans l'ancienne Bretagne, près de Dôle, les vendéens et les républicains étaient en présence; un des chefs insurgés sort de son rang, et demande à combattre le plus brave officier de l'armée conventionnelle. Le défi est accepté à la vue des deux armées atténuées, et M. Dufay est vainqueur. Après ce défi, l'heureux capitaine, suivi également de vingt chameaux, saura l'avant-garde de l'armée qui, sans lui, n'aurait été corcée. Brutus-Maignet, devenu l'ennemi personnel de M. Dufay, présida une commission révolutionnaire composée irrégulièrement, et trouva l'occasion de le condamner aux fers. Mais le 18 messidor, 1793, un arrêt de la convention cassa ce prétendu jugement, et envoya le colonel Dufay devant le tribunal criminel de Brest qui l'acquitta, et condamna le sous-officier dont l'insolence l'avait compromis, à six ans de fers ainsi qu'à la marque, tandis qu'une détention de six mois avait été la seule peine que lui avait infligé la commission présidée par Maignet. Reintégré dans son grade, M. Dufay passa à l'armée d'Italie, et fit ensuite les campagnes d'Allemagne, de Russie, d'Espagne et de France. Il possédait des biens nationaux qui avaient appartenu à M. de Saint-Morys. Ce dernier, renvoyé en France, était maître de Houdainville, où étaient situés ces biens. En 1814, une altercation eut lieu entre eux à ce sujet, et paraissait ne pouvoir se terminer sans un combat; mais il fut différé par les événements du printemps de 1815, pendant lequel le colonel Dufay fut chef d'état-major du général Chabot. En 1817, le démêlé se renouvela, et M. de Saint-Morys, alors maréchal-de-camp et lieutenant de la compagnie de Neaillies, fut tué. Sa famille attaquait en justice M. Dufay, qui, prouvant que sa conduite avait été loyale, poursuivit à son tour et fit condamner ses accusateurs, parce que leur mémoire, publiée contre lui, était remplie d'expressions outrageantes. Peu de temps après ce triomphe, M. Dufay, rentrant chez lui à dix heures du soir, fut frappé par deux assassins, et durant quelques jours on crut qu'une de ses blessures était mortelle. La police ne parvint pas à découvrir les coupables, ou du moins elle ne les fit pas connaître. En 1830, la chambre des pairs fut saisie d'une affaire connue sous le nom de conspiration militaire, ou du 19 août. M. Dufay, qui depuis longtemps vivait très retiré, se trouva appelé comme témoin avec M. le général Montléger. Un différend survint entre eux, avant l'audience, occasionnée par une provocation; mais il paraît que le général ne jugea pas à propos de donner satisfaction à son adversaire. M. Dufay, mécontent, fit imprimer ses lettres à ce sujet et les réponses. Le tribunal de police correctionnelle, invoqué par M. de Montléger, blâma la conduite des deux partis; mais il prononça de plus une détention momentanée contre M. Dufay, qui fut appelé, et qui, lorsqu'enfin le duel eut lieu, blessa

son adversaire. M. Dufay, qui avait cru se consacrer pour toujours au service de sa patrie, est colonel en non-activité.

DEFRESNOY (ANDRÉ-LOUIS-JOSEPH), médecin de l'hôpital militaire de Valenciennes, naquit dans cette ville le 16 juin 1753. A vingt quatre ans il commença l'exercice de la profession qu'il avait embrassée, et dans laquelle il rendit les plus grands services pendant près d'un demi-siècle. Professeur à l'hôpital de Valenciennes dès 1787, il y démontrait la botanique à laquelle il s'attacha toute sa vie. Médecin consultant des armées en 1788, il passa en 1793 à l'armée du Nord, en qualité de médecin en chef; mais au bout de quelques mois le ministre de la guerre le destitua. Dufresnoy avait osé écrire à ce ministre en faveur d'un de ses confrères émigré. Toute l'armée reclama en vain contre cette severité. Dufresnoy était chéri des soldats, estimé de leurs chefs, et il dut à cette considération générale de ne pas être mis en accusation. Cependant, plus tard, un quiproquo singulier pensa lui coûter la vie. Le ministre, qui n'avait point voulu revenir sur sa décision, l'avait envoyé à Saint-Omer pour y faire le service de l'hôpital militaire. Là, Dufresnoy s'occupait de la culture du *rhus radicans* de Linnaeus, végétal qu'il croyait propre à guérir les dartres et la paralysie. Il en avait envoyé à un médecin de Cambrai, et dans une lettre il s'était informé de leur culture par ces mots : *Comment vont nos chers rhus? qu'il me fa de les voir*. Cette lettre tomba entre les mains du comité révolutionnaire. Dufresnoy lui était déjà suspect pour avoir pris la défense d'un émigré. Les *rhus* furent pris pour les Russes; on prouva que Dufresnoy désirait leur accession à la coalition formée contre la France, et il fut jeté dans les cachots. Le 9 thermidor lui rendit la liberté. Il reprit son service à Valenciennes, où il mourut le 14 avril 1801, occupé jusqu'à ses derniers moments de la culture d'une plante dont l'amour l'avait mise au pied de l'échafaud, et à laquelle il attribuait des propriétés que l'expérience n'a pas confirmées. C'est ainsi qu'elle a dément les vertus qu'il attribuait au *Narcisse des prés* dans l'épilepsie, la coqueluche et le tétanos, et aux *champignons meutriers* contre la vomique et la phthisie tuberculeuse. On a dit que Dufresnoy avait passé sa vie à publier des découvertes qui n'existaient que dans son imagination; mais on doit lui savoir gré de quelques recherches intéressantes sur les végétaux vénéneux; il était instruit et bon praticien. Le seul ouvrage qu'il ait publié, et où il a consigné ses expériences, est intitulé : *Des caractères, du traitement et de la cure des dartres; de la paralysie, des convulsions*, etc., Paris, 1799, in-8°.

DUFRESNOY. Voyez DECIEX, au Supplément.

DUGALD-STEWART. Voyez STEWART.

DUCHAMEL (JEAN-PIERRE-FRANÇOIS GILLIOT), savant minéralogiste, né le 31 août 1750, auprès de Coutances, département de la Manche. Destiné au barreau, il entra chez un procureur pour y prendre connaissance du droit; mais cette manière d'étudier la jurisprudence ne lui inspira que du dégoût, et il s'échappa furtivement. Il se refugia chez un grand-oncle qui avait fini par se jeter dans la vie monacale après de longs incontentements; il accueillit, à Caen, son neveu dont il comprit parfaitement les motifs, et qui s'attacha aux mathématiques, et s'appropriait très promptement tout ce que son oncle en avait. Le bon religieux s'empressa de le recommander à quelques amis qui lui avait bûssés dans le monde. C'était le moment où se formait l'école des ponts et chaussées; Duhamel, présenté au directeur Pronomet, et admis à l'examen, fut aussitôt reçu au nombre des élèves. La rapidité de ses progrès allaient le faire entrer dans cette administration, lorsque d'autres voies lui furent ouvertes par Trudaine, qui venait lui-même de tourner ses regards vers les produits souterrains du sol. Les mines de la France avaient été jusqu'à cette époque beaucoup trop négligées, malgré l'exemple donné par l'Allemagne. Seydellès, ministre des finances, seconda le projet d'une école de métallurgie et de documentation. Il fallait recueillir de la bouche des ouvriers une multitude de notions isolées que four-

lissait une exploitation imparfaite. On ne pouvait alors consulter qu'eux sur le gisement des filons, sur la manière de les suivre, et de purifier le minerai ; cependant une grande instruction préparatoire était indispensable pour rassembler ces données en un corps de doctrine, et pour établir les rapports qui devaient constituer la science. On résolut de tirer de l'école des ponts et chaussées quelques jeunes gens, déjà bons physiciens et bons mécaniciens, pour les envoyer apprendre l'art particulier des mines dans le Harz, dans la Saxe, et vers le Danube. Ce fut sur Duhamel et Jars que tomba le choix de Trudaine. Après quelques excursions dans les Pyrénées, les Vosges, et d'autres parties montagneuses de la France, ils partirent pour l'Allemagne, en 1757. Ils firent tout ce qu'on pouvait attendre d'eux. Parmi leurs mémoires concernant les mines et les forges de la Saxe, de la Bohême, de l'Autriche méridionale, il en est auxquels Duhamel travailla seul, et il eut beaucoup de part aux recherches réunies sous le titre de *Voyages métallurgiques*, quoique le nom de Jars s'y trouve seul. Pour apprécier avec justice les services qu'ils rendirent, il ne faut pas perdre de vue que ce temps, peu éloigné du nôtre, en différait pourtant essentiellement. Tout était obscur ou systématique dans la minéralogie, et, quant à la géologie, elle naissait à peine. Avant Deluc, De Saussure, Werner, ce qu'on peut appeler le monde minéral restait aussi mal connu que l'avait été la surface de la terre avant les Colomb et les Magellan. Seulement Lehmann était parvenu à distinguer d'une manière précise les montagnes à couches des montagnes à filons ; mais on regardait encore les minéraux comme un résultat progressif de combinaisons actuelles, et, quand une venue ne satisfaisait pas, on palait d'en attendre ou même d'en aider la maturité. Dans cet état de choses, on a tiré en France un grand avantage des recherches judicieuses de Duhamel et de son collègue, ainsi que de la méthodique clarté de leurs descriptions : elles ont contribué au développement général de l'art, à la fabrication du fer sous ses différentes formes, et à la découverte des houillères. Duhamel se fit aimer à l'étranger, particulièrement en Autriche, où le gouvernement soignait à le retenir ; mais une perspective non moins favorable lui était offerte dans sa patrie, et d'ailleurs depuis le jour où il s'était évadé de chez le procureur, il n'avait pas revu son père. Toutefois, à son retour, il s'arrêta peu en Normandie, étant impatient de voir se réaliser à Paris les promesses qu'on lui avait faites. Mais ce n'était plus le même contrôleur-général, et bien d'autres circonstances étaient changées. Après une guerre malheureuse, on avait à déplorer l'incapacité des ministres : la prospérité des établissements scientifiques était la dernière chose à laquelle parût songer le pouvoir. Trop sage pour se plaindre, et surtout pour recourir aux sollicitations, Duhamel sut trouver différents moyens de rendre utiles les connaissances qu'il avait acquises. En 1764, il se chargea de diriger une grande fonderie et quelques usines appartenant à un riche propriétaire, qui, avec un tel administrateur, vit presque aussitôt doubler ses revenus. Dès la troisième année, il obtint de l'acier si parfait que les Anglais l'emlevaient, pour laisser ignorer aux étrangers qu'on en pût faire en France d'aussi beau que dans leur Ile. Vers cette époque, il forma un projet dont il désirait vivement l'exécution ; il voulait établir des fonderies dans les Landes où les pins croissent d'eux-mêmes et où ce combustible est abondant. Déjà les entrepreneurs avaient signé le traité : mais le propriétaire d'usines à qui ses talents venaient d'être si utiles était un homme puissant, et il en abusa pour le retenir. Cependant le roi ayant appris cette violence, Duhamel, redevenu libre, fut nommé, en 1775, commissaire du conseil pour l'inspection des forges. Il visita, cette année même, les mines d'Huelgoat, en Bretagne, et il perfectionna sous d'importants rapports les procédés qu'on y suivait. En 1779 et en 1783, on lui dut quelques autres améliorations, et il continua d'adresser à l'académie, surtout en 1784, de nombreux mémoires qui la portèrent à l'admettre comme correspondant, et ensuite comme adjoint. Les ministres de Louis XVI ayant re-

pris les anciens projets de Trudaine, Duhamel, après une attente de vingt années, occupa enfin la chaire de métallurgie et d'exploitation dans l'école des mines, à Paris. Il l'a conservée pendant trente ans avec l'approbation générale, et c'est en partie à son zèle, et à l'établissement de cette chaire, qu'on est redevable de l'immense amélioration du système des mines en France. Il donna peu d'années avant la révolution le premier tome de sa *Géométrie souterraine*. Les temps difficiles qui survinrent l'empêchèrent d'achever la publication de cet ouvrage ; mais quelques morceaux des autres volumes ont été insérés dans l'*Encyclopédie méthodique*. Durant les moments les plus orageux, il songeait à se retirer en Amérique, et, dans ce dessein, il y fit l'acquisition de quelques terres ; mais, à l'instant de son départ, l'ordre commençant à se rétablir en ce qui concernait les sciences, il reprit ses fonctions de professeur, auxquelles se joignaient alors celles d'inspecteur-général. Il remplit aussi diverses missions avec la droiture pleine d'obligance dont il avait donné des preuves en tout temps, et avec ce désintéressement qui l'avait porté, en 1777, à publier son secret sur la cimentation de l'acier, au lieu de s'en réserver les avantages qui auraient pu être considérables. En 1811, il demanda sa retraite, pour finir ses jours en paix dans sa famille. Il est mort, le 19 février 1816, au milieu de sa quatre-vingt-troisième année. Un de ses fils suit la même carrière avec succès, et est aussi inspecteur-général des mines. La *Géométrie souterraine*, 1787, seul corps d'ouvrage laissé par Duhamel, avait été composé surtout dans l'intérêt de ses élèves. C'est moins un livre de haute science que d'utilité pratique ; mais il est encore aujourd'hui, en France, le manuel des mineurs les plus instruits. La première idée de ce travail important peut avoir été conçue au-delà du Rhin ; il y est retourné en quelque sorte, et on y fait un grand usage de la traduction allemande.

DULAU (JEAN-MAÏT), archevêque d'Arles, naquit au commencement du 18<sup>e</sup> siècle. Il se distingua dès ses premières études, ainsi qu'à la Sorbonne, et bientôt ses progrès dans les sciences ecclésiastiques le firent désigner comme un des futurs soutiens de l'église. Il remplit avec zèle les fonctions d'agent du clergé de France, aimant à prendre dans les occasions difficiles l'avis des jurisconsultes, et les étonnant quelquefois par sa propre sagacité. Le siège d'Arles devint la récompense de ses travaux ; mais il ne vit dans cette dignité qu'une stricte obligation de donner l'exemple des mœurs évangéliques. La vigilance, la circonspection, l'ordre le plus sévère, et des actes habituels d'une charité éclairée caractérisèrent son épiscopat. Il n'en négligeait aucun devoir ; il remplissait de temps à autre jusqu'à l'office de catéchiste, et il trouvait des heures pour tout, parce qu'il n'en perdait point dans de frivoles détachements, au nombre desquels il mettait, disait-il, les douceurs de la société. La ville d'Arles lui dut même de louables établissements dans l'ordre temporel, entre autres une école d'accouchement : le prêtre avait été frappé de l'ignorance de la plupart des sages-femmes, et des malheurs qui en résultaient, surtout dans les campagnes. Il regardait comme une règle inviolable la loi de résidence. Jamais il ne s'absenta de son diocèse, excepté pour se rendre aux assemblées générales du clergé, où ses talents, sa modestie, ses lumières faisaient désirer sa présence, et lui méritaient quelquefois le surnom d'ange de l'épiscopat. C'est d'après sa proposition que des gratifications furent allouées, par la dernière de ces assemblées, en faveur des ecclésiastiques dont les écrits seraient jugés utiles à la cause de l'église. L'archevêque d'Arles fut un des membres de l'assemblée constituante qui crurent devoir rester étrangers aux principales mesures de régénération. Lorsqu'il se vit privé de son siège, il ne quitta plus Paris : mais le souvenir de la chaleur et de l'inflexibilité avec lesquelles il avait défendu, et venait de soutenir récemment encore, les anciens principes, le fit incarcérer, en 1793, dans la maison des Carmes, où son âge très avancé ne le mit pas à l'abri de divers outrages. Malgré ses infirmités, il ne consentit à prendre un lit que quand les autres

prêtres en eurent tous obtenus : il avait passé jusqu'aux nuits sur un siège de bois. Le 3 septembre, il était en prières avec deux autres évêques et quelques prêtres, dans un oratoire pratiqué à l'extrémité du jardin, lorsque dix hommes, introduits dans la prison pour immoler les captifs, demandèrent d'abord l'archevêque d'Arles. En vain l'abbé de Pannonio s'efforça de détourner lui-même les coups des assassins : le prêtre fut reconçu. Après avoir pressé un vieux prêtre de lui donner l'absolution, il s'approcha en disant : « Je suis celui que vous cherchez, et je m'offre en sacrifice : épargnez seulement ces dignes ecclésiastiques qui prient pour vous sur la terre, comme je vais le faire devant Dieu. » On assure que les meurtriers eurent un moment d'hésitation : mais l'un d'eux s'écria : « C'est donc toi, scélérat, qui as fait verser le sang des patriotes d'Arles. » Le vieillard résigné ne répondit que ces mots : « Messieurs, je n'ai jamais fait de mal à personne. » Il fut au même moment frappé sur la tête, et trois autres coups de sabre lui donnèrent la mort. La plupart des prêtres témoins de cet événement succombèrent aussi, mais d'une manière moins cruelle. On reprochait principalement à l'archevêque un écrit, plein d'onction et d'érudition, contre le serment exigé des prêtres : beaucoup d'entre eux y puisaient, en effet, leurs motifs de résistance. Cette adresse au roi, sur le décret du 26 mai 1793, avait été polie à Paris, in-8°. Outre divers autres opuscules, on en trouve aussi des traces d'une pieuse éloquence, et de ce savant prêtre : *Recueil de mandements et de lettres pastorales*. Arles, 1795, in-4°.

DULAUZET. Voyez CAIRE.

DULON (Lorenz), flûte célèbre, naquit, le 4 août 1769, à Orléansbourg, et eut, quelques jours après sa naissance, le malheur d'être privé de la vue, par la maladie d'un oculiste. La perte de cet organe, qu'il ne recouvra jamais, ne l'empêcha pas de développer les heureuses dispositions qu'il avait pour la musique. A peine âgé de douze ans, il se fit entendre sur la flûte dans les principales villes de l'Allemagne, et fut partout accueilli comme un prodige. Il se distingua en même temps sur le piano en exécutant avec une rare facilité les fugues de Sébastien Bach, qui passent encore aujourd'hui pour les morceaux les plus difficiles qui aient été écrits pour cet instrument. Dulon passa la plus grande partie de sa vie à voyager dans les différents pays de l'Europe pour se faire entendre, et put se glorifier d'avoir été généralement reconnu pour la première flûte de son temps. En 1796, un de ses amis, M. Wolke, inventa et confectionna pour lui un alphabet et des chiffres en relief et mobiles, au moyen desquels il apprit à lire, à écrire et à calculer, et parvint à rédiger lui-même sa biographie. Vers la fin de sa vie, Dulon se retira à Würzburg, où il est mort le 7 juillet 1826, à l'âge de cinquante-sept ans. On a de lui, outre l'*Auto-biographie* déjà citée et qui a été publiée en deux volumes par le célèbre Wieland, Zurich, 1807 et 1808, un grand nombre de compositions pour la flûte, qui sont justement estimées.

DULONG (Pirran-Lorenz), chimiste et physicien français, naquit à Rouen le 15 février 1755. Au sortir de l'école polytechnique, où il avait terminé ses études, il ne crut pas devoir embrasser de carrière publique ; mais, en possession d'un patrimoine suffisant, que la mort de ses parents lui avait laissé de très bonne heure, il put choisir une occupation plus conforme à ses goûts de liberté. Il studia donc la médecine, qu'il pratiqua pendant quelque temps. Bientôt il devint botaniste consommé, et parcourut, en herborisant, quelques uns des départements de la Normandie. Il ne pouvait toutefois rester long-temps étranger au mouvement rapide que venait d'imprimer à la chimie les brillantes découvertes de Davy, et les recherches laborieuses des disciples de Fourcroy, de Vauquelin et de Berthollet. Ce dernier l'admit dans son laboratoire, et le jeune chimiste débuta, en 1811, par l'examen d'une question fort intéressante pour l'auteur de la *Statique chimique*. Il fit voir que la décomposition des sels insolubles par les carbonates de potasse et de soude, ne peut jamais être complète ; que réciproquement les carbonates insolubles ne peuvent être entièrement dé-

composés par des sels solubles dont l'acide serait capable de former, avec la base du carbonate, un sel encore plus insoluble que ce dernier. D'où il résultait que les affinités divergentes ne déterminaient pas à elles seules la décomposition réciproque des sels : mais que, d'après les idées de Berthollet, il fallait encore tenir compte de la solubilité de ces corps, plus ou moins modifiée par leur présence simultanée dans un même liquide, ce qui, par suite, exigeait la plus grande précaution dans les analyses faites par double décomposition. C'est en octobre de la même année que M. Dulong fit la découverte du chlorure d'azote, substance qui avait déjà passé inaperçue sous les yeux de Vauquelin, mais qui, cette fois, s'annonça par une détonation épouvantable. Le laboratoire de Berthollet fut détruit de fond en comble ; mais notre chimiste en fut quitte pour de fortes contusions, et, en février de l'année suivante, il ne craignit point de revenir armé de pied en camp, étudier les propriétés de ce dangereux corps. Il a l'aspect d'une huile jaunâtre ; sa vapeur produit, dans les narines, la gorge et les yeux, une cuisson insupportable qui rend la respiration promptement douloureuse. Une chaleur de 30 degrés, un frottement très léger, la chute même d'une goutte au fond du vase, suffisent pour donner lieu à la séparation de ses éléments gazeux, avec une explosion plus forte que celle d'un mousquet, quand bien même on n'agit que sur un décigramme de matière. Malheureusement, M. Dulong ayant voulu reprendre ces recherches dangereuses en octobre 1813, une seconde détonation le priva d'un œil et lui enleva l'extrémité d'un doigt. Cet accident grave ne le détourna point des études chimiques. En 1815, il publia des recherches sur l'acide nitreux, et, en 1816, sur les acides du phosphore. Davy avait analysé le liquide rutilant que l'on obtient par la distillation du nitrate de plomb, et M. Gay-Lussac avait considéré ce liquide comme de l'acide nitreux liquéfié par l'eau. M. Dulong prouva que l'acide nitreux n'est point un gaz permanent, mais qu'il peut se liquéfier sans l'addition de l'eau, dont la présence suffisait au contraire pour le transformer en acide nitrique et en deutroxyde d'azote. Sa couleur rutilante s'affaiblit par un abaissement de température, de manière qu'il devient tout-à-fait incolore à 30 degrés au-dessous de zéro. Quant aux combinaisons du phosphore avec l'oxygène, rien n'était plus embrouillé que leur histoire, et plus variable que les résultats obtenus par les chimistes. On ne distinguait que deux acides formés par ce corps éminemment combustible. M. Dulong en porta le nombre à quatre, et ne laissa rien à désirer, tant sur les circonstances au milieu desquelles on peut les produire que sur leurs propriétés caractéristiques et sur leur composition : ce sont les acides hypo-phosphoreux, phosphoreux, phosphatique et phosphorique. Le poids de l'atome de phosphore est précisément double du poids de l'atome d'oxygène ; et ces acides sont formés de deux atomes de phosphore sur des nombres d'atomes d'oxygène représentés respectivement par 3, 6, 9 et 10. Jusque-là nous n'avons eu à parler que des travaux chimiques de M. Dulong. Nous allons le voir maintenant aborder les plus hautes questions de la physique, avec cette précision dans les expériences et cette sagacité de raisonnement dont il avait déjà fait preuve en des recherches d'un ordre moins élevé ; mais, dans cette nouvelle carrière, il marcha en communauté de gloire avec Petit, dont la mort prématurée fut un véritable deuil pour la science. Déjà, en 1815, il avait publié, sur la dilatation des corps et sur la mesure des températures, un mémoire très important qui ne devint, par la suite, que l'introduction à un travail beaucoup plus étendu sur les lois du refroidissement. Ce travail, qui fut couronné par l'Académie des sciences dans sa séance publique du 16 mars 1818, est sans contredit fort au-dessus de tout ce que la physique expérimentale avait jusque-là produit de plus parfait. Toutefois il est presque demeuré sans profit pour la science, parce qu'en France il contrariait les idées théoriques d'un illustre géomètre, et qu'à l'étranger il ne s'était point trouvé de physiciens capables de l'apprécier. Un jeune et habile mathématicien de Turin, M. Libri, vient de



prendre ce travail pour base d'une longue série de recherches analytiques, destinées à rectifier et à compléter les recherches analogues de M. Fourier sur le rayonnement de la chaleur. MM. Dulong et Petit avaient d'abord comparé les indications du thermomètre à mercure avec celles du thermomètre à air. Ces deux instruments s'accordent assez bien jusqu'à la température de 100 degrés; mais au-delà, le premier marche plus vite que le second, et cette accélération graduelle le porte à 360 degrés au moment où celui-ci n'en accuse que 350. On comprend alors que les lois de la communication de la chaleur seront différentes, suivant que l'on mesurera les températures par les dilatactions de l'air ou par celles du mercure, et que même la découverte de ces lois n'eût point été faite, si les auteurs n'avaient eu recours au thermomètre à air. Guidés par les indications de cet instrument, ils ont trouvé qu'une particule de matière placée dans un espace vide, où elle ne recevrait aucune chaleur étrangère, perdrait elle-même sa chaleur primitive avec une rapidité qui décroîtait en progression géométrique, quand la température de la particule baissait en progression arithmétique. Telle est la loi du rayonnement considérée d'une manière absolue. Mais si l'espace était entretenu à une température constante, la vitesse du refroidissement de la particule, pour des excès de température en progression arithmétique, décroîtait en une des termes d'une progression géométrique dim nués d'une quantité constante; et par conséquent, si l'on élevait la température de l'espace suivant une progression arithmétique, l'excès de la température de la particule étant toujours le même, le vitesse du refroidissement de cette particule augmenterait comme les termes d'une progression géométrique. D'où l'on voit que le refroidissement d'un corps n'est pas simplement proportionnel à l'excès de sa température sur celle de l'enceinte, comme le suppose la loi de Newton, sur laquelle Fourier a basé sa théorie analytique de la chaleur. D'après cette dernière loi, un corps placé successivement dans des enceintes à 0 et à 90 degrés devrait se refroidir également vite, en partant du même excès de température sur celle de l'enceinte, tandis que, d'après les observations de MM. Dulong et Petit, le refroidissement dans l'enceinte à 90° serait deux fois plus rapide que dans l'enceinte à 0°. On comprendra, par cet exemple, combien sont resserrées les limites de température entre lesquelles la loi newtonnienne est sensiblement applicable. Le refroidissement d'un corps placé dans une masse gazeuse à l'eu, non seulement en vertu du rayonnement, mais encore par le contact immédiat du fluide élastique. MM. Dulong et Petit ont trouvé que ce second effet est invariable, si la température et la densité du gaz changent de telle manière que l'élasticité reste constante, et que, si l'on en excepte l'hydrogène, ce pouvoir refroidissant des gaz est à peu près proportionnel à la racine carrée de l'élasticité. Quant à la loi du refroidissement, dépendante de l'excès de température du corps, elle est la même pour tous les gaz, et les pertes de chaleur que leur contact produit sont proportionnelles aux excès de température des corps élevés à la puissance 1,253. Au reste, ces lois ne sont pas les seules auxquelles MM. Dulong et Petit soient parvenus dans le mémoire que nous venons d'analyser. Ils ont de plus constaté que la dilatation et la chaleur spécifique des liquides et des solides croissent plus rapidement que la température. Mais ces recherches, qui n'étaient d'abord qu'une introduction à leur grand travail sur le refroidissement, en sont devenues depuis un complément de la plus haute importance. Dans un mémoire publié en 1819, ils ont fait voir que les chaleurs spécifiques des corps simples sont en raison inverse des poids de leurs atomes: en sorte que ces poids multipliés par ces chaleurs respectives, ou, ce qui revient au même, la chaleur totale des atomes est une quantité constante. Leur but était ensuite de chercher la liaison qui existe entre les chaleurs des atomes simples et les chaleurs des atomes composés. Déjà ils avaient obtenu, sur ce sujet intéressant, de nombreux résultats qu'ils devaient publier après quelques vérifications, mais la

mort de Petit, arrivée l'année suivante, a fait ajourner indéfiniment cette publication. Si quelque chose avait pu réparer, pour M. Dulong, la perte inopiné qu'il venait de faire du compagnon de ses travaux, c'est l'amitié qu'il contracta, vers cette époque, avec l'illustre chimiste suédois, M. Berzelius. Une nouvelle analyse de l'eau, qu'ils firent en commun, leur apprit que la composition de ce liquide, telle qu'on l'admettait alors, était erronée de près d'un douzième sur la quantité de l'un de ses éléments. Il en résulte que l'eau est exactement formée d'une partie d'hydrogène en poids sur huit parties d'oxygène. Ce changement et celui qu'ils firent subir à la composition de l'acide carbonique, devaient en amener de plus ou moins notables dans un grand nombre d'analyses chimiques. M. Dulong lui-même eut l'occasion d'en faire l'application à des recherches qu'il entreprit, quelque temps après, sur la chaleur dégagée par la respiration de ses animaux et sur les produits gazeux de cette respiration dans divers mélanges gazeux. On trouvera, dans la physique de M. Berzelius, quelques détails sur ces recherches, pour lesquelles M. Dulong avait fait des dépenses considérables. Devenu membre de l'Académie des sciences quelque temps après qu'il eut fait connaître à ce corps savant les résultats auxquels il était parvenu, il pouvait néanmoins trouver un juste dédommagement à ses sacrifices, dans la récompense académique qu'une démarche plus généreuse lui passerait à un concurrent moins favorisé de la fortune. La combustion du carbone du sang et sa transformation en acide carbonique, par l'oxygène de l'air introduit dans les cellules des poumons, est peut-être un phénomène du même genre que l'inflammation d'un mélange d'hydrogène et d'oxygène, opérée par la seule présence du platine ou spongieux, et observée, pour la première fois en 1835, par M. Debernière. A peine l'annonce de cette découverte fut-elle faite en France, que MM. Dulong et Thénard en vérifièrent l'exactitude en y joignant un grand nombre de particularités nouvelles. C'est ainsi qu'ils reconnurent que cette propriété singulière appartient à des degrés plus ou moins marqués, à presque tous les métaux que l'on peut réduire en poudre tenue, en fils très déliés ou en lamelles excessivement minces, et à plusieurs corps poreux du règne minéral, c'est à dire que la présence seule de ces corps, portés à une température plus ou moins élevée, détermine la combinaison lente ou rapide des gaz qui ont entre eux une certaine affinité. Cette propriété peut s'acquies et se perdre alternativement sous des influences dont il est difficile d'apprécier la valeur. Dans un grand travail, publié en 1815, sur la réfraction des gaz, M. Dulong n'a pas donné non plus de lois nouvelles bien définies qui régissent ce genre de phénomènes. En revanche, il a signalé l'inexactitude de plusieurs lois antérieurement établies par quelques physiciens. Ses propres expériences, faites sur vingt-deux gaz, l'ont conduit à ces conséquences que la réfraction d'un même gaz croît, il est vrai, proportionnellement à sa densité; mais que les pouvoirs réfringents des gaz comparés entre eux n'offrent aucun rapport simple, ni avec les densités, ni avec les chaleurs spécifiques, que même on ne peut déduire le pouvoir réfringent d'un composé gazeux, des pouvoirs réfringents de ses éléments calculés par une règle d'alliage. En général, le pouvoir réfringent d'un composé binaire est plus grand que la somme des pouvoirs réfringents de ses éléments, lorsque ce composé est neutre ou alcalin; le contraire a lieu lorsqu'il manifeste la propriété acide. M. Dulong a ensuite recherché, dans un mémoire publié en 1828, le rapport qui existe entre la chaleur spécifique des gaz, considérés successivement sous le même volume et sous la même pression. En faisant passer un même tuyau dans divers gaz, et en partant de la formule de Laplace sur la vitesse du son, il a trouvé que ce rapport est le même pour les gaz simples, savoir : 1,132. Si l'on désigne par l'unité la quantité de chaleur nécessaire pour élever d'un degré la température d'un volume gazeux, sous une pression constante, la fraction 0,132 exprimera la chaleur dégagée par ce gaz, quand on le comprime de 1,132 pour le ramener à son volume primitif. Donc, en ad-

mettant que la chaleur des gaz simples, à pression constante, soit la même, comme le prouvent les expériences de Berard et Laroche, leur chaleur à volume constant paraît d'autant plus petite que ces chaleurs sont plus grandes : en sorte que M. Dulong a pu énoncer ces deux lois générales : 1° que des volumes égaux de tous les fluides élastiques, pris à une même température et à une même pression, étant comprimés ou dilatés subitement d'une même fraction de leur volume, dégagent ou absorbent la même quantité absolue de chaleur, 2° que les variations de température qui en résultent sont en raison inverse de leur chaleur spécifique à volume constant. Le dernier travail scientifique, auquel M. Dulong ait pris part, est la détermination de la force élastique de la vapeur d'eau à des températures élevées. Ces recherches, publiées à la fin de 1859, ont été faites par une commission académique sur la demande du gouvernement; elles ont engagé des appareils très compliqués, dont M. Dulong a été l'inventeur; ces appareils, il les a mis en fonction avec un dévouement et une patience dignes des plus grands éloges. Il a d'abord vérifié la loi de Mariotte jusqu'à vingt-sept atmosphères mesurées directement par une colonne de mercure; puis, au moyen de la compression de l'air, il a déterminé les forces élastiques de la vapeur jusqu'à vingt-quatre atmosphères, forces qu'il a calculées enfin jusqu'à cinquante atmosphères par une formule empirique. Telle est l'analyse, assez doute bien imparfaite, des travaux qui ont placé M. Dulong au rang de nos premiers savants. Comme expérimentateur habile, il n'y a guère de physiciens qui puissent lui être comparés. Sous le rapport de la discussion des faits, sa logique est admirable de précision; quand il émet un sujet, il faut qu'il l'épuise d'un seul coup: ses mémoires n'encombraient point la science par des apparitions fréquentes et des contradictions sans fin; mais chacune de ses productions nous dévoile une importante loi de la nature, ou nous démontre l'impossibilité actuelle de lier entre eux une ou plusieurs séries de phénomènes. Ses nombres sont rigoureux; il ne cherche pas à en imposer par une précision illusoire; et si, par exemple, il veut bien admettre dans les travaux d'autrui des déterminations à sept décimales, qui n'en comportent réellement pas trois, c'est par la possibilité, ajoute-t-il plaisamment, que les derniers pourraient être exactes quand bien même les premières ne le seraient pas. Cette ironie fine est seule dans son caractère, et encore n'en use-t-il que sobrement. La douceur de ses manières et la simplicité de ses goûts l'ont toujours éloigné des intrigues politiques et des tripotages académiques. S'il a obtenu des places et des honneurs, il ne les doit qu'à son mérite, et il s'est débarrassé de plusieurs charges importantes, quand elles sont devenues un obstacle à ses travaux scientifiques. Nommé d'abord examinateur de chimie, puis de chimie et de physique à l'école polytechnique, il a succédé à Petit comme professeur de physique à la même école. Il y a une dizaine d'années qu'il était en outre professeur de chimie à la faculté des sciences, à l'école normale et à l'école vétérinaire d'Alfort. Mais cette promenade sur le terrain du cumul ne pouvait être de longue durée. M. Dulong a donc quitté volontairement sa chaire d'Alfort; il n'a point réclamé sa réintégration dans le corps des professeurs de l'école normale, et ne croira pas devoir réunir les titres incompatibles de professeur et de directeur des études à l'école polytechnique. Cependant il eût pu marcher sur les traces de ses honorables collègues de l'académie, et mettre garnison de suppléants dans les places que la dignité ou la multiplicité de ses fonctions ne lui permettaient plus d'occuper personnellement. Aujourd'hui M. Dulong reste professeur de physique à la faculté des sciences et directeur des études à l'école polytechnique. Malheureusement pour lui il a sanctionné, avec M. Arago, une mesure administrative qui servit descendre cette première école de France du ministère de l'intérieur au ministère de la guerre; germe de méintelligence et de désaffection entre les élèves et les professeurs, dont on ne peut encore prévoir tous les fâcheux effets. Voici la liste des mémoires de M. Dulong, rangés par ordre de dates : 1° Recher-

ches sur la décomposition mutuelle des sels insolubles et des sels solubles (*Annales de chimie*, tom. LXXXII); 2° Mémoire sur une nouvelle matière élastique (*Mém. de la société d'Arcueil*, tome III); 3° Recherches sur les lois de la dilatation des solides, des liquides et des fluides élastiques, et sur la mesure exacte des températures (*Annales de chimie et de physique*, tome II); 4° Observations sur quelques combinaisons de l'azote avec l'oxygène (*ibid.*); 5° Mémoire sur les combinaisons du phosphore avec l'oxygène (*Mém. de la société d'Arcueil*, tome III); 6° Recherches sur la mesure de températures et sur les lois de la communication de la chaleur (*Annales de chimie et de physique*, tome VII); 7° Recherches sur quelques points importants de la théorie de la chaleur (*ibid.*, tome X); 8° Nouvelle détermination des proportions de l'eau et de la densité de quelques fluides élastiques (*ibid.*, tom. XV); 9° Notes sur la propriété que possèdent quelques métaux de faciliter la combinaison des fluides élastiques (*Mém. de l'Institut*, tome V); 10° Recherches sur les pouvoirs réfringents des fluides élastiques (*ibid.*); 11° Recherches sur la chaleur spécifique des fluides élastiques (*ibid.*, tome X); 12° Recherches sur la force élastique de la vapeur d'eau (*ibid.*, tome X).

DUMAS (ALEXANDRE), ne à Villers-Cotteret, en 1803, est fils du brave général de ce nom, mort sous la république. Sa veuve resta dans un état voisin de l'indigence; elle n'eut jamais de pension, quoique son mari fût tombé sur le champ de bataille; mais Napoléon l'oublia, ou peut-être se rappela-t-il que c'était à son mari très haut de taille, et non à Kléber, comme on l'a dit, qu'il avait eu lieu d'adresser cette vaine apostrophe en Egypte : « Vous avez tenu des propositions; prenez garde que je ne remplisse mon devoir : vos cinq pieds dix pouces ne vous empêcheront pas d'être fusillé dans deux heures. » M. Dumas fit ses études avec un bon père, loin de toute université. Il vivait retiré avec sa mère auprès de Paris; il y vint en 1823 pour y demander un emploi. Le général Foy lui fit obtenir du duc d'Orléans une place dans les bureaux de sa maison. M. Dumas fit insérer, depuis cette époque, de petites pièces de vers dans les journaux ou recueils périodiques; il publia aussi quelques nouvelles. Il travailla ensuite pour le théâtre. Une tragédie de *Fiesque* fut son début, mais cette pièce n'a pas été jouée. En 1829, on représenta au Théâtre-Français son drame d'*Henri III*, qui eut du succès; l'ouvrage, vivement soutenu par l'école romantique, fut fort critiqué par les classiques. A cette époque M. Dumas fut attaché à la bibliothèque du prince. L'année suivante il fit représenter, à l'Odéon, un nouveau drame, *Christine*, toujours conçu dans le même système, ce qui ne l'empêcha pas de réussir. On y trouve d'ailleurs quelques vers faciles et heureux, et une belle scène au quatrième acte. Enfin, dans les premiers jours de 1831, il donna *Napoléon*, pièce où l'on a spéculé sur l'intérêt qu'inspirera toujours ce grand homme et sur le talent de machiavisme. C'est surtout à l'occasion de cette espèce de lanterne magique que le public a adressé à l'auteur des critiques d'autant plus méritées, que M. Dumas a tout ce qu'il faut pour avoir senti les inconvénients de sa pièce, ainsi que la nullité, sous le rapport du talent, de tout ouvrage de ce genre; et que, s'il voulait étudier ses maîtres, respecter un peu plus la langue, le goût et la raison, on ne doute nullement qu'il ne parvint au but qu'il paraît ambitionner. Il a publié : 1° *Dévoement de Lamoignon de Malesherbes*, Paris, 1820, in-8°; 2° *Éloge sur la mort du général Foy*, Paris, 1825, in-8°; 3° *Canaris*, dithyrambe, Paris, 1826, in-12; 4° *Nouvelles contemporaines*, Paris, 18 6, in-12; 5° *Henri III et sa cour*, drame historique en 5 actes et en prose, Paris, 1829, in-8°; 6° *Stockholm*, Fontainebleau et Rome, drame en 5 actes et en vers, Paris, 1830, in-8°; 7° *Napoléon Bonaparte*, pièce en vingt-trois tableaux.

DUMÈGE. Voyez Mier.

DUMESNIL (MARIE-FRANÇOISE), célèbre actrice, naquit à Paris, en 1713. Elle fut d'abord attachée aux théâtres de Strasbourg et de Compiègne, où son talent fixa sur elle l'attention et la fit appeler à Paris. Elle débuta à la comédie française, le 6 août 1737, par le rôle de Clytemnestre,

dans l'iphigénie de Racine, et elle fut reçue, le 6 novembre de la même année. Si les connaisseurs avouèrent que M<sup>lle</sup> Dumesnil ne joignait pas les grâces du maintien et la noblesse des attitudes au p<sup>r</sup> thétique déchirant et sublime de son jeu, ils trouvèrent que jamais la nature n'avait été mieux imitée, et que, surtout dans les rôles de mère, cette actrice était bien au-dessus de toutes les autres, et même de M<sup>lle</sup> Clairon, sa rivale. Celle-ci avait plus de calcul et de profondeur, mais moins d'abandon et d'entraînement; toutes deux, au reste, n'avaient rien dans l'extérieur qui annonçât une reine de théâtre, et c'est une singularité que nos deux plus célèbres actrices tragiques aient manqué de cette beauté des formes qui accompagne si bien le débit. M<sup>lle</sup> Dumesnil fut la première qui joua Mérope, elle créa ce rôle; l'enthousiasme qu'elle excita fit dire à Voltaire : « Ce n'est point moi qui ai fait la pièce, c'est M<sup>lle</sup> Dumesnil, » et à Fontenelle : « Les représentations de Mérope ont fait beaucoup d'honneur à M. de Voltaire, et l'impression à M<sup>lle</sup> Dumesnil, » épigramme ingénieuse et injuste d'un vieillard chagrin. Le rôle de Cléopâtre, dans la tragédie de Rodogune, était l'un de ceux où elle était la plus applaudie. On rapporte que l'illusion qu'elle y produisait fut telle, un jour, qu'au moment où elle débitait les imprecations du cinquième acte, un vieux militaire, placé dans la coulisse et ne pouvant contenir son indignation, lui donna un coup de poing dans le dos, en lui disant : « Va-t-en, chienne, va-t-en à tous les diables. » Cette brusque apostrophe la flatta bien plus que les applaudissements du public et l'encens des poètes et des journalistes. Un autre jour, jouant Mérope, elle entendit un jeune homme lui dire d'une voix entre-couverte de sanglots : « Ne le tues pas, c'est Égisthe, c'est votre fils ! » Le dernier rôle où elle ait encore fait briller son talent, est celui de Marguerite, dans la tragédie de Warwick, joué en 1765. Depuis ce temps, on disait de M<sup>lle</sup> Dumesnil :

Semiramis n'est plus que l'ombre d'elle-même.

Elle quitta le théâtre, en 1775, à l'âge de soixante-deux ans. Elle eut 2,500 fr. de pension, et ses camarades lui firent, en 1776, à son bénéfice, une représentation de Tancrède, qui attira une grande affluence. En 1794, sur un rapport de Chenier, la convention la comprit dans le nombre des artistes auxquels elle distribua des secours, et elle reçut 3,000 francs. Retirée dans les dernières années de sa vie à Boulogne sur mer, elle mourut, le 20 février 1803, dans sa quatre-vingt-dixième année, jouissant encore de toutes ses facultés intellectuelles. Voltaire l'appelait sa bonne Dumesnil. L'aimable tragédienne n'eut plus de flamme ni plus de sensibilité. Elle excitait l'admiration dans les rôles l'Alhalie, d'Agrippine, de Phèdre, d'Elisabeth du comte d'Essex, de Marguerite d'Anjou et de la Gouvernante. Elle avait des moments si beaux, dit La Harpe, qu'on oubliait ses inégalités, la trivialité de ses gestes et quelques moments d'exagération. Aucune actrice n'a su inspirer plus qu'elle la terreur et la pitié, et elle a laissé la réputation de la plus grande tragédienne qui ait paru sur la scène française; M<sup>lle</sup> Clairon n'est regardée que comme la seconde. Presque tous les poètes du dernier siècle, et Voltaire à leur tête, lui ont porté leurs hommages; Dorat trouva quelques beaux vers pour la célébrer dans son poème de la Déclamation, et vingt ans après la retraite de cette actrice célèbre, les amateurs reprenaient encore cet éloge :

Melpomène elle-même

Ceignit son front altier d'un sauglant diadème,  
..... l'amour et la fureur,  
Toutes les passions fermentent dans son cœur,  
Les tyrans à sa voix vont rentrer dans la poudre,  
Son geste est un éclair, ses yeux lancent la foudre.

Tout d'Arnobat a publié, avec son autorisation : *Mémoires de Marie-Françoise Dumesnil, en réponse aux mémoires d'Hippolyte Clairon*, Paris, 1800, in-8°. C'est la citation d'un livre où elle a été traitée avec trop de

vigueur : on n'y trouve qu'un petit nombre de faits historiques, mais les comédiens doivent le lire et le consulter souvent.

DUMETZ. Voyez BORTREVILLE.

DUMOLIART. Voyez BONAUVENON.

DUMONT (PIERRE-JOSEPH), né à Paris, en 1768, simple domestique d'un officier de marine, mérite une place dans les annales contemporaines pour avoir éprouvé pendant trente-trois ans toutes les horreurs du plus cruel esclavage. Il quitta la maison paternelle à l'âge de douze ans pour se mettre au service du chevalier de Ternay, capitaine de vaisseau avec lequel il fit une campagne contre les Anglais, en Amérique. Son maître étant mort durant cette expédition, Dumont resta sur le vaisseau le *duc de Bourgogne*, puis ce vaisseau ayant été poussé par la tempête au port d'Alcacire, près de Gibraltar, il se rendit au camp de Saint-Roch, où ses services furent agréés dans les écuries du comte d'Artois. Il entra ensuite au service du comte de Montgomery, aide-de-camp de ce prince, qui le chargea d'aller sur le brick le *Livier*, vers le comte d'Estaing qui observait Mahon, à la tête d'une flotte. Dès le soir même du départ d'Alcacire, en novembre 1789, une violente tempête jeta le brick avec tout l'équipage sur la côte d'Afrique, entre Oran et Alger. Soixante hommes furent engloutis sous les flots, quatre-vingts seulement parvinrent à terre, et furent aussitôt assaillis par les *Kouabals*, horde féroce d'Arabes qui habitent entre Oran et Alexandrie. Quelques naufrages se laissent égorger, d'autres opposent une courageuse résistance, et, de ce combat inégal, dans lequel Dumont vit périr son maître, il ne échappa que trente blessés. Dumont fut de ce nombre, il avait reçu un coup de lance dans le flanc et une balle à la jambe, outre quelques coups de sabre à la tête et sur les épaules. Le lendemain, les Arabes vinrent chercher ces infortunés, et les attachèrent à la queue de leurs chevaux : on marcha ainsi pendant huit nuits de suite, campant le jour dans les bois, et l'on arriva le neuvième jour à la montagne de Félix, demeure du scheik Osman, dont le bague et le serail ne se peuplaient que de naufrages. Apprenant que les captifs étaient Français, il dit : « Français, sans loi, sans loi, malins et diables, » puis il les fit mettre à la chaîne. Le lendemain, après les avoir déshabillés, on ne leur donna pour tout vêtement qu'un court jupon de laine à la manière écossaise, puis on les attacha deux à deux par la cheville à une chaîne longue de dix pieds, et pesant soixante livres. Dumont fut ensuite conduit au bague, où il devait subir des tourments qui semblent au-dessus des forces humaines. Au milieu de tant de souffrances, de privations, et de la plus révoltante malpropreté, accablé de travaux qui n'avaient point de relâche, il guérit de ses blessures et acquit un tempérament dont la force semblait défier la barbarie de ses gardiens. Trois épis de blé de Turquie devaient suffire à sa nourriture de chaque jour; cultiver le jardin du scheik, couper du bois, défricher des montagnes, tirer la charrue, ou il était attelé avec sept ou huit paires d'esclaves, tels étaient les occupations auxquelles Dumont fut condamné. C'était peu pour lui et pour ses infortunés compagnons d'être sans cesse exposés à la domination et à des coups de fusils, chargés à sel; ils risquaient souvent d'être dévorés par les lions et d'autres bêtes féroces. Il n'avait de répit que pendant les prières que les Arabes adressent deux fois par jour à Mahomet et dont chacune dure dix minutes; il en profitait, lui et ses compagnons, pour roler les bestiaux, les fruits, les légumes, et même le blé, qu'ils rencontraient en leur chemin. Ce n'est pas que ce vol fût autorisé, mais rien au monde ne peut distraire un Arabe de ses prières. Sans ces larcins ils seraient infailliblement morts de faim. Dumont raconte le plaisir qu'il éprouva avec ses compagnons à déborder un moulin qui les regala pendant huit jours. « Nous lui arrachâmes la tête, dit-il, faute d'instrument tranchant, et commençâmes à la fête par les intestins, qui devaient être dans l'état que chacun s'imagine, sans nous embarrasser des coups qui pleuvaient de toute part. Le sang ruisselait sur notre corps : les *Kouabals* le recueillaient avec leur

doigt, et le portaient à leur bouche en s'écriant : Que le sang des chrétiens est doux ! Quelquefois si nous rencontrions en chemin une moitié d'ours ou de sanglier déchirer les tigres ou les lions, nous demandions la permission d'achever leur rebut. Oui, mange, chien de chrétien, répondaient les koubas ; alors nous nous disputions cet horrible partage. » Sa barbe avait tellement cru qu'elle lui descendait jusqu'au nombril : on peut sans cesse brûler par le soleil, et sillonnée par les coups, était devenue couleur de chocolat foncé. Il avait les mains si remplies de callosités qu'il n'aurait pu les fermer même à moitié. La plante de ses pieds était devenue une espèce de corne plus épaisse que celle des chevaux : on aurait pu nous ferrer sans douleur, » dit-il. L'énergie avec laquelle Dumont supportait les mauvais traitements, l'avait presque fait respecter de ses gardes. « Je chantais presque toujours quand j'étais en cage, ce qui m'épargnait une bonne moitié de la correction journalière. Celui-là est de fer, disaient mes gardiens, il est inutile de le toucher. » Un prince de Maroc étant venu à la montagne Félix, Dumont se jarma de lui demander une gratification au nom de ses camarades. Le prince voulut, par l'appât des richesses, l'engager à changer de religion : « Non, répondit l'esclave français, je veux mourir dans ma religion : celui qui renie sa loi n'en connaît aucune. » Et raison, dit à haute voix le musulman, puis il tira ses sequins ( mille francs ) de sa poche. Dumont s'empressa de partager la somme entière avec ses compagnons, ne se réservant que cinq sequins pour lui et pour son camarade de chaîne. Le *Kail*, un de leurs gardiens, voulut, à force de tourments, lui extorquer toute la somme ; en vain, pendant toute une année, il le fouilla de coups sans l'épargner un seul jour. Dumont perdit toutes ses forces, et résolut de mourir ; mais bientôt des accès de rage lui rendirent son énergie, et d'un coup de pierre il creva l'œil à son bourreau. Conduit devant le maître, il s'échappa à la nuit, qu'en prêtant au *Kail* un blasphème contre Mahomet. Il fut seulement condamné à la *fatigue*, supplice qui consistait à avoir la main brisée à coups de bâton : pour le *Kail*, il fut pendu à un arbre. Ramené après vers le bague, Dumont fut occupé pendant un mois à tourner avec la main droite une meule à repasser les outils. Quant à sa main gauche, qui avait été si cruellement maltraitée, la guérison s'opéra sans autre aide que l'usage de ses compagnons. Dumont était depuis trente-trois ans dans les fers des *koubas*, lorsque guerre s'alluma entre eux et le bey de Tiberi, vers le mois de septembre 1815. Alors Dumont trouva moyen de s'échapper avec trois cents de ses compagnons. Ils furent conduits à Alger, où leur captivité fut assez douce. « Je me croyais, dit-il, dans le pays de Chamoun. » Enfin, au mois d'août 1816, lord Exmouth, après avoir bombardé Alger fit tomber les fers d'un grand nombre de chrétiens. Lorsque Dumont vit sur les vaisseaux anglais les événements de la révolution française, il crut d'abord que l'on voulait payer à ses déprins, et il ne fut détonné qu'à Marseille. Cette particularité a peut-être donné l'idée du personnage le plus comique de la pièce *Arant*, *Arant* et *Apris*. Dumont revint à Paris, le 24 janvier 1817, après trente-neuf ans d'absence : il ne retrouvait de toute sa famille, qu'une sœur, dans la dernière misère, et une tante nonagenaire, qui mourut bientôt, à Saint-Germain. L'amiral Sydney Smith le prit à son service comme messager de l'institution antislaviste ; mais ce généreux patron ayant été obligé de quitter Paris, Dumont se vit exposé à toutes les fureurs de l'indigence. Il en était réduit à aller dans les marchés ramasser fortivement les débris de légumes, et il les mangeait dans cet état de crudité. Il eut l'idée de retourner en Afrique, à Alger, pour y servir d'interprète ; mais la police lui refusa des passe-ports. Enfin, il adressa une pétition à *Monsieur*, comte d'Artois, qui lui accorda des secours, et le fit entrer à l'hospice des incurables, le 7 mai 1819. Dumont, qui, pendant trente-quatre années d'esclavage chez un peuple barbare, avait conçu au sujet du larcin des idées qui ne sont pas les nôtres, eut le malheur de voler une montre à un de ses camarades, et, le 17 novembre

1819, il sortit de cette maison pour subir la justice des tribunaux. Rendu à la liberté, il obtint sur la liste civile une pension de 400 francs. La relation de sa captivité fut alors publiée sous ce titre : *Histoire de P.-J. Dumont, notif de Paris, maintenant à l'hospice royal des incurables, rédigée sur ses propres déclarations, par J.-S. Quancé, d'après deux portraits de Dumont et d'un fac simile de son écriture*, Paris, 1813, in-8°. Cet ouvrage a eu cinq éditions. Lors de l'expédition d'Alger, en 1830, les journaux ont annoncé le départ de Dumont pour l'Afrique, comme interprète.

DUMONT (ETIENNE), né à Genève en juillet 1759, d'une famille qui avait éprouvé de grands revers de fortune. Sa mère, femme de talents, influença sur son éducation, qui fut faite au collège. Dumont annonça très jeune une grande supériorité. Pendant qu'il faisait ses classes il répétait les leçons à ses condisciples, afin de diminuer les sacrifices qu'il coûtait à sa mère. Se destinant à l'état ecclésiastique, il fut ordonné ministre de l'église protestante en 1781. Aussitôt son talent pour la prédication fixa tous les regards sur lui. Un Genevois ne pouvait égarer de s'attacher à l'un des partis qui divisaient alors la république. Professant déjà l'amour de tous les hommes, il appartenait au parti qu'on nommait *représentant*, et s'était lié avec les hommes éminents qui le dirigeaient. Aussi, quand la victoire fut assurée au parti contraire, au printemps de 1783, par la médiation armée de la France, de la Savoie et d'un des cantons aristocratiques, Dumont s'éloigna volontairement d'un pays où la liberté lui paraissait perdue. En quittant Genève, Dumont se rendit à Saint-Petersbourg, où il fut nommé pasteur de l'église française réformée. Sa mère l'y suivit, et ses sœurs y étaient mariées honorablement. Ses talents pour la chaire y brillèrent d'un nouvel éclat, et le firent rechercher par les hommes distingués qui étaient à la cour de Catherine II. Il n'y était encore que depuis dix-huit mois, lorsque lord Lansdowne l'appela en Angleterre pour lui confier la fin de l'éducation de ses fils. Ce fut dans la maison de cet homme d'état que Dumont devint l'ami intime de sir Samuel Romilly. La fermentation des esprits qu'excitait la révolution française le ramena à Paris, dans l'année 1789. Il voulait suivre de plus près le plus grand effort qu'ait jamais fait une nation pour atteindre le plus noble des buts. Pendant les années 1790 et 1791, Dumont fut en relation avec tout ce que le parti de la liberté avait de talents ; alors se forma son intimité avec Mirabeau. Celui-ci se saisit en quelque sorte par instinct les questions politiques les plus importantes ; mais trop distrait par ses passions, le travail le rebutait ; aussi le voyait-on souvent se parer des résultats d'études qu'il n'avait pas faites, et mettre à contribution ses amis pour des recherches ou même pour des idées. Un jour qu'il causait avec Dumont dans le couloir de l'assemblée constituante, un mot échappa à celui-ci sur le débat auquel il assistait, frappa Mirabeau par sa profondeur autant que par son heureuse expression. Il s'élança à la tribune : « Il y a long-temps que j'ai dit, » s'écria-t-il, et il répéta le mot de Dumont. « L'un et l'autre étaient assez riches de leur propre fond pour ne faire que rire de ce plagiat. On assure que la fameuse adresse au roi, proposée par Mirabeau le 9 juillet 1789, pour obtenir le renvoi des troupes, fut composée par Dumont. Ils entreprirent ensemble *Le Courrier de Provence*, journal destiné à développer les nouvelles doctrines ; et, comme il devait arriver dans cette association, le travail le plus important fut l'œuvre de Dumont. Des que des scènes cruelles eurent souillé la cause de la liberté, Dumont quitta Paris et retourna en Angleterre avant même la maladie qui emporta Mirabeau. La douleur qu'il éprouva des excès de notre révolution, ne trouva d'adoucissement que dans l'amitié du jurisconsulte Jérémie Bentham, qu'il connaissait depuis 1788. La conversation de cet homme extraordinaire, puis l'étude de ses manuscrits, firent entrer Dumont dans une carrière nouvelle. Il avait étudié avec ardeur la théorie générale de la législation, comme faisant partie de la politique ; mais il ne s'était point adonné à la jurisprudence. Il avait vu les abus des lois sur le continent et en Angleterre, mais

il n'avait point essayé de remonter seul aux principes du droit, et il reculait avec une sorte d'effroi devant une érudition si vaste, si compliquée et souvent si irrationnelle. Ce fut apparemment ce sentiment qui lui fit accueillir, avec une admiration si vive, une foi si entière, la doctrine d'un philosophe qui, partant d'un seul principe, procédait toujours par la même méthode avec la puissance d'un raisonnement rigoureux, rétablissait l'ordre, la régularité et la lumière dans le chaos. L'enthousiasme de Dumont pour Bentham s'est soutenu sans déviation, sans partage, jusqu'à la fin de sa vie. Le juriste anglais était pour lui la *raison défilée*, nom que les hommes de loi ont donné avec bien moins de foi au corps du droit romain. On lui entendait dire quelquefois de ce qu'il admirait le plus dans les autres philosophes : « C'est presque *benthamique*. » La soumission complète d'un esprit aussi supérieur que celui de Dumont à un autre esprit, est un phénomène qui ne s'était peut-être jamais vu au même point. Et cependant Dumont ne parlait des manuscrits que lui confia son ami que comme d'un premier jet, d'écrits non achevés, non revus, de fragments ou de simples notes. Ce n'était encore là, il faut le dire, qu'une très faible partie de leurs désavantages. C'est pourtant de là que Dumont a fait jaillir toute la philosophie *benthamique*. Il jugeait bien que les manuscrits de Jeremy Bentham ne seraient jamais publiés, ou que, s'ils l'étaient dans leur forme originelle, ils ne produiraient aucune impression. On connaît en effet l'obscurité et le néologisme du philosophe anglais; ses plaisanteries grotesques, ses notions triviales que ses compatriotes appellent *truisms*, la naïveté de ses énumérations, etc. Sans Dumont, ont dit les Anglais, jamais Bentham n'eût obtenu de donner son nom à une secte. Le philosophe français obtint donc que son ami lui abandonnerait ses manuscrits pour en faire en quelque sorte ce qu'il voudrait; Bentham refusa en même temps toute communication du travail de Dumont, déclarant qu'en aucune manière il ne voulait en être responsable. Dumont, dès lors, se pénétrant des idées mères de ces manuscrits, les remania, les recomposa au point non seulement d'en changer entièrement le style, mais aussi l'argumentation, la distribution, quelquefois même les résultats; supprimant beaucoup, ajoutant quelquefois, perfectionnant toujours; il est parvenu enfin à produire ce système qui, développé dans plusieurs ouvrages, a excité fortement la pensée et la réflexion dans toute la partie du monde civilisé. Lorsque Genève recouvra son indépendance en 1816, Dumont se hâta de rentrer dans sa patrie, et d'y rapporter une fortune acquise par ses travaux littéraires. Il espérait que Genève allait devenir une *république-modèle*; mais il eut le chagrin d'y voir adopter une constitution rédigée sans le concours de ceux qui avaient acquis le droit d'être consultés. Il fit sentir, dans une adresse au gouvernement provisoire, combien cette rédaction était informée. Cette démarche éveilla les haines aristocratiques qui avaient sommeillé vingt ans. Dumont en ressentit une vive douleur, et serait reparti pour l'Angleterre si un sentiment de dignité ne l'avait pas retenu. Les suffrages de ses concitoyens le portèrent au conseil représentatif et souverain, et il combattit avec succès pour les libertés publiques de son pays. On fut frappé de la lucidité et de la sagesse de ses idées, et non seulement il fut nommé du comité chargé de préparer un règlement pour le conseil représentatif, mais le projet qu'il présentait fut adopté dans ses principes comme dans ses formes par ce comité, essayé par le conseil représentatif pour la délibération de ce règlement lui-même, et adopté enfin le 16 novembre 1816. Nulle part encore il n'existe en pratique un règlement plus sage, plus clair, plus rationnel, plus favorable à la minorité. Il est devenu une partie des mœurs genevoises, car il s'observe dans les délibérations de tous les corps politiques ou non; il a produit le plus grand bien. M. Dumont l'a publié à la suite de sa *Tactique parlementaire*. Membre de la commission chargée de préparer un code pénal en 1817, Dumont présenta un plan qui fut adopté; mais l'ouvrage était en grande partie emprunté aux manuscrits de Bentham, et il s'éloignait

tellement des formes ordinaires, que Dumont éprouva des difficultés sans cesse renaissantes pour le faire adopter aux juriconsultes. On s'en est occupé depuis; plusieurs reprises sans que rien ait encore été décidé. Un succès plus complet couronna ses efforts pour la réforme du système des prisons, que ses écrits et ses discours avaient préparés. Il fut membre de la commission formée à ce sujet en 1822. La prison pénitentiaire fut le résultat du plan pénoptique qu'il suggéra. C'est une vraie prison-modèle qui fait honneur à Genève et que les étrangers s'empressent de visiter. Ce fut Dumont qui, en 1824, présenta et fit adopter la loi sur le régime intérieur de cet établissement, loi qui n'est pas moins digne que la prison de servir de modèle au législateur. Les passions s'étaient calmées à Genève. Dumont lui-même, déjà si conciliant, apporta des bon plus de moellux encore dans ses discours. Le conseil, en le voyant prendre la parole, attendait toujours un plaisir nouveau; tantôt il éclairait d'une lumière vive les principes de la législation; tantôt, avec une imagination brillante, il nobilitait le sujet des délibérations, et il aimait les détails par une grâce qui lui était toute particulière. Ce célèbre publiciste fit un voyage d'agrément, en 1829, à Milan; il y fut surpris par une inflammation qui l'emporta le 29 septembre presque subitement. Les ouvrages produits par cette fusion si singulière de deux esprits tels que ceux de Bentham et de Dumont, ont été publiés dans l'ordre suivant : 1° *Traité de législation civile et pénale*, Paris 1802, 3 vol. in-8°, 2<sup>e</sup> édition, 1820; 2° *Théorie des peines et des récompenses*, Londres, 1811, 2 vol. in-8° 2<sup>e</sup> édit. in-18; 3<sup>e</sup> édit. 1826; 3° *Tactique des assemblées législatives, suivies d'un traité des sophismes politiques*, Genève, 1816, 2 vol. in-8°, 2<sup>e</sup> édit., 1822; 4° *Traité des preuves judiciaires*, Paris, 1823, 2 vol. in-8°; 5° *De l'organisation judiciaire et de la codification*, Paris, 1828, 1 vol. in-8°; presque tous ces ouvrages ont été traduits en espagnol. De nombreux manuscrits de Bentham, qui avaient été déjà pour Dumont l'objet d'un premier travail, demeuraient encore entre ses mains, et il en a disposé en faveur d'un de ses neveux; sans doute avec la persuasion qu'ils pourraient à leur tour être produits aux yeux du public, et compléter ce grand système de législation. Dumont a coopéré aux *Annales de législation et d'économie politique*, ouvrage périodique.

DUMONT. Voyez BÉTEL, au Supplément.

DUNAL (MICHEL-FÉLIX), né à Montpellier d'une famille protestante fort riche, se livra avec ardeur à l'étude de la botanique sous l'influence et la direction du célèbre professeur Decandolle, attaché alors à la faculté de médecine de Montpellier, et qui en faisait le plus grand cas. Ses goûts, ses études le portaient à la culture des sciences naturelles; il y débuta par un ouvrage très remarquable sur les *solanum*. Il présenta en 1816, à la faculté de médecine de Montpellier, un ouvrage qui ne se fit qu'accroître encore sa réputation de botaniste. Des revers de fortune, qui vinrent accabler la famille de M. Dunal, ne permirent plus à ce savant de continuer l'étude de la science comme il l'avait fait jusque-là. Il présenta une pétition à M. de Montbel, alors ministre de l'instruction publique, pour obtenir le rétablissement de la chaire de botanique dans la faculté des lettres, et fut, après bien des délais, mis en possession d'une chaire qu'il méritait à tant de titres. M. Dunal a publié : 1° *Histoire naturelle, médicale et économique des solanum et des genres qui en sont confondus avec eux*, Montpellier, 1813, in-4°, ouvrage devenu très rare aujourd'hui; 2° *Solanorum generumque officinarum synopsis, seu solanorum historia, editio tertia secunda summaria, ad characteres differentiales, reductum verum naturalem habitationis stationisque specierum biveris indicans*, etc., Montpellier, 1816, in-8°; 3° *Monographie de la famille des anacardes*, Montpellier, in-4°. Il a encore fourni, aux *Annales de l'histoire naturelle*, une note sur deux genres de plantes (*le grindelia et l'heptopis*) de la famille des composées. Il est en outre l'un des collaborateurs de la *Revue médicale*, membre correspondant de l'Institut, et membre titulaire de la société de médecine-pratique de Montpellier.

DUPERRON. Voyez ANTOINETTE.

**DUPÉUTY** (CHARLES-DÉSIRÉ), vaudevilliste, né à Paris, le 6 février 1798, appartient à une ancienne famille de robe de Vervins, en Picardie. Il venait d'achever ses études au lycée impérial, lorsque les événements de 1814 le surprirent au moment de choisir un état. Un secret penchant pour la littérature entretenait son indécision. Les cent jours de 1815 semblaient avoir fixé ses idées; il entra dans un des régiments de la jeune garde impériale; mais ce fut pour peu de temps. Après le licenciement de l'armée de la Loire, M. Dupéuty fut successivement employé dans une administration, et premier commis d'une maison de commerce, jusqu'à ce qu'enfin, cédant à sa destinée, il abandonna le culte de Mercure pour celui des Muses. Il débuta par quelques ouvrages qui furent promptement oubliés. Ce fut en 1821, qu'il donna au Panorama dramatique sa première pièce remarquable, *La fête au village*, vaudeville en un acte, non imprimée. Sous le ministère Corbière, M. Dupéuty créa un journal d'opposition intitulé : *La nouveauté*. Déféré à la police correctionnelle avec un de ses collaborateurs, pour un article de ce journal, il fut condamné à l'amende et à la prison; mais défendu en appel, devant la cour royale, par feu Vulpian, son ami, il obtint remise de la prison et d'une partie de l'amende. M. Dupéuty parut disposé à surpasser bientôt tous ses rivaux : car en moins de dix ans, il a donné seul ou en société avec MM. Ferdinand de Villeneuve, Joudin de La Salle, Saint-Thomas, etc., plus de soixante-dix pièces, drames, comédies et vaudevilles, dont plusieurs ont obtenu un succès d'écriture; nous citerons les principaux. Au théâtre de la Gaîté : *Le sergent de Chovert*, anecdote-vaudeville, 1822; *L'arracheur de dents*, parade; *Nicolas*, ou *le jour de noces*; *Le soldat en retraite*, comédie en deux actes, 1826. Au Gymnase dramatique : *L'artifice*, 1823; *M. et Mme Christophe*; *La oui des jeunes filles*, imité de l'espagnol, de Moratin; *Ouïka*, ou *la négresse*, drame en un acte; *Les acteurs à l'essai*, ou *les travestissements*, comédie épisodique; *Le tableau de Teniers*; *Pierre et Marie*, ou *le soldat mécontent*, imité de l'allemand; *La somnambule mariée*; *Le jeune moine*, 1827. Au cirque olympique : *Le palais*, la ginguette et le champ de bataille, prologue en trois actes, pour l'ouverture de ce théâtre, en 1827; *Le retour d'un brave*. Aux Variétés. *Les deux tailleurs*, ou *la fourniture et la façon*; 1825; *Alce*, ou *les six promesses*; *Crier et ses miroirs*, petite parodie en vers, en cinq tableaux, d'une grande pièce en cinq actes, en prose, 1829. Au Vaudeville : *Le premier prix*, ou *les deux peintres*, 1822; *Le nouveau propriétaire*; *Léonide*, ou *la vieille de Saxe*; *Les modistes*; *L'ennemi*; *La dette d'honneur*; *Le Hussard de Felsheim*, en trois actes; *Monsieur Boffa*; *Les enfants trouvés*; *Les pages de Woodstock*; *Les Polonais* (habitants de Polet, leubourg de Dieppe), en deux parties; *L'amitié des deux frères*, ou quinze jours après la nœce; *Guillaume Tell*, en trois actes; *Les omnibus*, ou *la revue en voiture*, en quatre tableaux; *Le sergent Matthieu*; *La grande duchesse*; *L'art de se faire aimer de son mari*, en trois actes; *L'humoriste*, tiré d'un prologue de Th. Leclercq; *L'espionne*, épisode de 1828, en cinq parties, imitée du théâtre de Clara Gazul; *Madame Grégoire*, en deux actes, 1830; *Le fou du roi*. A la Porte-Saint-Martin : *Fille et garçon*, ou *la petite orpheline*, 1822; *La petite somnambule*; *Le vieux pauvre*, ou *le bat et l'intendit*, mélodrame en trois actes; *Monsieur Charles*, ou *une journée à Bagatelle*; *La revue au galop*; *Ni, ni*, parodie d'Hernani; *Napoléon à Scharbrunn*, drame historique en quatre parties; *Napoléon à Sainte-Hélène*, drame historique en cinq parties.

**DUPIN** (JEAN-HENRI), auteur dramatique et cousin des trois frères députés de ce nom, est né à Paris le 1<sup>er</sup> septembre 1791, d'une famille de robe. Son aïeul, intime ami du fameux abbé Terray, était procureur du roi au parlement de Paris, et conseil du prince de Condé. Son père perdit la majeure partie de sa fortune par le remboursement en assignats de sa charge de secrétaire du roi du grand collège, et plaça son fils chez un banquier. Pour se distraire, M. Dupin

à M. Barré, alors directeur du Vaudeville, le jeune auteur fut mieux accueilli que sa pièce. Toutefois il recut des encouragements. Il revint six semaines après, et M. Barré ayant trouvé son nouvel ouvrage susceptible de supporter la représentation, le recommanda, ainsi que l'auteur, à son vieil ami Desfontaines. Ce fut avec ce doyen des vaudevillistes que M. Dupin, à l'âge de dix-sept ans, donna au théâtre du Vaudeville sa première pièce : *Le voyage à Chambord*, ou *la veille de la première représentation du bourgeois gentilhomme*; le succès qu'elle obtint déterminait sa vocation. S'étant lié, à cette époque, avec M. Dartois, leur association vit éclore : *Le sultan du Nègre*; *Les dix pantoufles*, ou *la revue des Gendrilions*; *La belle Altemande*, ou *le grenadier*; *La tour de Willikind*; *Le routier dans l'embaras*, etc. Il a donné seul au même théâtre : *Le tarchimire*; *L'orange blanche*; *L'homme noir*. (Avec M. Scribe) : *La mort et le bûche*; *ron*; *La pompe funèbre*; *Les garçons*; *Panirelli*; *Gusman d'Alfarache*; *Les montagns russes*; *Le fou de Péroune*; *Mon oncle César*, etc. (Avec M. Pain) : *Deux pour un*; *Le diner d'emprunt*, ou *un tour de cathédrale*; *Le revenant*, etc. Au théâtre de la Gaîté (en société) : *Les bijoux de noces*; *Les trois talismans*, ou *la génie et le pêcheur*; *Kouli-Kan*, mélodrame en 3 actes. A l'Ambigu-Comique (en société) : *M. Camion*; *Le vieux fou*, en 3 actes. Aux Variétés (seul) : *Le spectre de Gracville*. (Avec M. Scribe et divers autres collaborateurs) : *Le bachelier de Salamauque*; *La jurejurée de la marie*; *Le combat des montagns*; *Le café des Variétés*; *Un bon comédien*; *Théâtre-Français*; ou *la kaledidorspe théâtral*; *L'ennui*, ou *la comte d'Erfort*, en 2 actes; *Mario Jobart*, imitation burlesque en vers et en six actes; *Les rôtisseurs*; *La princesse de Tarare*; *Les petites filles politiques*; *L'intérieur d'une étude*; *Carionche et Mandrin*; *La somnambule villageoise*, en 3 actes; *La lingère*, en 3 actes; *M. de la Joubardière*; *Voltaire chez les capucins*, 1830; *Napoléon à Berlin*; *La franc gamin*. A l'Odéon (en société) : *Les noces de Gamache*, opéra-comique en 3 actes; *Les brigands de Schiller*, opéra en 3 actes. Au théâtre Feydeau (avec M. Varner) : *Les petits appartements*, opéra-comique en un acte, 1827; (seul) : *Un jour de réception*, opéra-comique en un acte, 1828. A la Porte-Saint-Martin (en société) : *Cadet-Rossini*; *Providence*, ou *la duchesse du diner*, parodie en un acte, en vers; *La petite Corisandre*; *La barbe de Neptune*, ou *les courtisanes*; *Les enroucés*; *Les deux capitaines*; (seul) : *La fête de famille*; *Les filets de Vulcain*, etc. Au Gymnase dramatique : *M. Courtis*; (avec M. Scribe) : *Michel et Christine*; *Le bal champêtre*; *La nouvelle Clary*; *La pension bourgeoise*; *Le rhéteur du Poulard*; *Les inséparables*; *Les héritiers de Crac*, etc. (Avec divers) : *Le ménage de garçon*; *La mansarde des artistes*; *Le plan de campagne*; *Les manteaux*; *Les grisettes*; *La demoiselle et la dame*, etc. Aux Nouveautés (en société) : *La bourgeoisie de Paris*, ou *la partie de plaisir*; *Aventures et voyages du petit Gonas*, pièce romantique en 3 actes; *L'étudiant*. On voit que M. Dupin a travaillé pour tous les théâtres de Paris, excepté pour les Français et l'Opéra. Le nombre de ses ouvrages dramatiques monte à cent trente, dont quarante-trois composés avec M. Scribe, et dix non encore représentés. Toutes ses pièces ont été imprimées in-8°, et celles qu'il a données au Gymnase ont été réimprimées dans le *Repertoire du théâtre de Madame*, in-8°, et dans les œuvres de M. Scribe, in-8°.

**DUPLANIL** (J.-D.), né en 1740, mort le 7 août 1803 à Argenteuil, près Paris. Il était docteur de l'académie de Montpellier et médecin du comte d'Artois. Il a traduit quelques ouvrages de médecins anglais; les gens de l'art estiment beaucoup sa traduction de *la médecine domestique* de Buchan et les notes qu'il y a mises. Ces notes forment à elles seules plus d'un volume; c'est le cinquième de la traduction. Il n'est cependant remarquable que par sa grande utilité, puisqu'il contient un dictionnaire des termes de médecine, une description anatomique des organes du corps humain, une idée de leurs fonctions, l'histoire des plantes usuelles médicinales, la composition des divers médicaments, une séméiologie, ou tableau des symptômes des maladies. Duplanil a traduit encore l'ou-

brage de Clave sur le traitement de la syphilis sous ce titre : *Méthode nouvelle et facile de guérir la maladie vénérienne*. Londres et Paris, 1785, un vol. in-8°. Sa correspondance avec l'auteur l'a mis à même d'augmenter l'ouvrage de notes et de matériaux intéressants. On lui doit enfin la *Médecine du voyageur*, Paris, 1801, 3 vol. in-8°. Ce livre contient l'hygiène des voyageurs, et renferme des vues curieuses sur l'utilité médicale des voyages. Duplan avait une nombreuse bibliothèque dont il avait dressé le catalogue sous ce titre : *Clef de ma bibliothèque, ou livre de renvoi à chacun d'eux ou moyen duquel on peut trouver le volume et la page*. Un libraire, M. Lamy, possède ce manuscrit, qui renferme plus de trois cent mille citations. Il avait le dessein de le publier; ce serait un service rendu aux lettres.

DUPLESSIS-LARIDON (ANNE-PHILIPPE-LOUISE), née vers 1770, jeune personne très remarquable, qui devint la femme de Camille Desmoulins. Elle s'est associée à la célébrité de son mari par la tendresse qu'elle eut pour lui et par la généreuse résolution qu'elle prit de ne pas lui survivre. Après l'exécution de Camille Desmoulins, elle écrivit aux juges du tribunal révolutionnaire une lettre énergique dans laquelle elle leur reprochait l'atrocité de leur conduite, leur exprimait toute l'horreur qu'ils lui inspiraient et demandait la mort. On ne manqua point d'accueillir sa demande, et le 1<sup>er</sup> avril 1795 M<sup>lle</sup> Camille Desmoulins fut traduite devant le tribunal révolutionnaire et condamnée à mort, comme accusée d'avoir participé à un complot tendant au renversement de la république. Elle alla au supplice avec le plus grand courage; elle n'avait que vingt-trois ans, et c'était une des plus belles et des plus intéressantes femmes de son temps.

DUPORTAIL (N.), ministre de la guerre en 1790, avait servi en qualité d'officier du génie militaire. Il fit la guerre de l'indépendance américaine, et s'attacha au général La Fayette. De retour en France avec le grade de brigadier des armées du roi, il fut envoyé à l'armée de Naples, dont le souverain avait demandé à Louis XVI quelques officiers pour instruire ses troupes. Il revint en France, et fut nommé maréchal-de-camp. La protection du général La Fayette le fit alors porter au ministère. Tout ce qu'on peut remarquer dans sa carrière administrative, c'est la permission qu'il accorda aux soldats d'assister aux clubs, mesure qui compléta la révolution de l'armée, et remplaça l'habitude de la subordination par l'esprit de révolte et de sédition qui devait tout bouleverser. Rempli de modération et ayant des vues justes et sages, Duportail s'attira bientôt la haine des anarchistes. Carra le dénonça dans ses feuilles, et Lacroix et Couthon lui demandèrent compte à la tribune de l'état des frontières. Manda à l'assemblée, on l'interrogea; et ne pouvant se justifier sans inculper l'assemblée elle-même, dont les actes portaient la désorganisation dans toutes les parties du service, il donna sa démission le 3 décembre 1793. Après le 10 août 1793, Duportail fut décrié d'oppression, se cacha près de deux ans, et sortit de France. Il se réfugia en Amérique, et les événements du 18 brumaire lui ayant permis de revoir sa patrie, il s'embarqua pour y rentrer, mais il mourut dans la traversée en 1802.

DUPUY (LOUIS), membre de l'académie des inscriptions et belles-lettres, et de celle de Göttingue, censeur des livres, bibliothécaire de l'hôtel Soubise, naquit à Clavey, en Bugey, le 25 novembre 1709. Son père avait douze enfants, qu'il élevait au sein du travail, de l'économie, et de l'aissance qui en est la suite. Tous les titres, même de ses biens patrimoniaux, avaient été brûlés au temps des guerres de Henri IV. Un seul lui restait: encore venait-il d'une alliance contractée avec la marquise de Saman; il datait de 1400: c'était une chapelle dont la nomination appartenait à l'aïeule de la famille, pour un de ses parents seulement, mais sans riva de l'archevêque. Ce titre déterminait le père de Dupuy à l'écarter pour l'état ecclésiastique. Un de ses frères, homme très savant, et curé très respecté, se chargea de l'éducation du jeune Dupuy jusqu'à douze ans. Il fut ensuite de brillantes études à Lyon, où les jésuites

avaient un collège très florissant. Dans presque tous les concours, Dupuy était le coryphée; il apprit le grec et l'hébreu, et perdit en même temps 22 années à étudier la théologie. Des lettres de recommandation, avec un petit pécule, suffirent pour conduire à Paris, en 1732, ce jeune homme déjà célèbre à Lyon parmi les ecclésiastiques. Il y arriva à vingt-deux ans, et fut admis, deux mois après, au séminaire des trente-trois, où on le chargea d'enseigner la philosophie. Il y demeura six ans; il allait en Sorbonne prendre ses degrés; il devint second supérieur, quoiqu'il ne fût encore que simple tonsuré. Dupuy suivait en outre les leçons du collège royal. Le célèbre Pourmont prit pour lui la plus grande amitié, et lui parlait déjà de le faire entrer à l'académie des belles-lettres. Un financier le prit chez lui, afin qu'il eût plus de liberté pour donner tout son temps aux études profondes et variées dont il le voyait épris. Bientôt il voulut l'associer à ses propres spéculations, en lui promettant sa fille en mariage. Dupuy se montra pénétré de reconnaissance; mais, au bout de trois mois, ennuyé des chiffres et des tarifs, il rendit au financier ses registres, et lui avoua qu'emporté par son goût exclusif pour les sciences et la littérature, il n'avait de bon cœur au brillant avenir que la finance pouvait lui promettre. Peu de temps après, le marquis de Mancini le fit solliciter pour accepter un logement chez lui, au Louvre, et sa table. Il s'y rendit: son goût pour la musique se perfectionna dans cette société; il y fit de brillantes connaissances, et le marquis ceda son hôte à M. Pasquier, conseiller au parlement, dont l'extérieur grave et studieux convenait mieux au caractère d'un homme aussi laborieux. Alors Dupuy dirigea toutes ses études vers des objets d'érudition tant sacrée que profane. Ses premières veilles produisirent différents morceaux de littérature qui parurent dans des ouvrages périodiques. En 1739 et 1740, il écrivit dans le *Journal de Trévoux* à l'occasion de la *Dissertation du père Merlin sur la lettre de saint Chrysostome à Césaire*. En 1752, il imprima, dans le *Journal de Verdun*, des lettres au sujet de celles que Villefroy, savant professeur d'hébreu, avait publiées pour servir d'introduction à l'*Intelligence de l'écriture*. En 1755, il donna un volume de *Reflexions critiques sur la méthode de Villefroy*, et, dans les *Mémoires de l'académie*, tome XXXVI, une *Dissertation sur les voyelles des langues orientales*; en 1760, dans le *Journal des sçavants*, l'*Explication d'un passage du premier livre des rois*, etc. Son érudition le fit bientôt connaître de plusieurs académiciens. Le comte de Caylus le détermina à se présenter pour l'académie des belles-lettres, où il fut reçu en 1756, et depuis cette époque, il en fut un des plus assidus coopérateurs. Il fut choisi, en 1753, pour secrétaire à la place de Lebeu, et, dans les six années qui suivirent, il écrivit douze éloges qui furent imprimés: ce sont ceux de Fontenelle, Bignon, Duclos, Lablétterie, Chesterfield, La Nauze, Capperonier, Saint-Aignan, La Vrillière, De Brasses, Lebeau et Foucher. Le style de ces éloges n'est pas celui d'un orateur, bien moins encore d'un poète. Il n'eut point pas comme Condorcet et Vieq-d'Asy, mais on y voyait le vrai genre des éloges historiques, le talent d'un homme accoutumé à tout discuter, à tout méditer: des réflexions fines et souvent profondes, qui naissent sans effort de l'abondance de son savoir; il semblait faire moins l'éloge que l'examen du véritable mérite de ses confrères; on remarquait dans sa diction de l'abondance, de la clarté, en même temps qu'une grande précision et une pureté scrupuleuse. Le travail du secrétariat, réuni à la trésorerie de l'académie, étant devenu trop fort pour son âge avancé, sa femme le détermina à donner sa démission, en 1785, et il fut remplacé par le savant Dacier. En 1788, il avait été choisi pour être un des auteurs ordinaires du *Journal des sçavants*. C'était une espèce d'académie dans laquelle il fut également utile, et où, par un travail non interrompu, il a contribué pendant trente-cinq ans au progrès de l'instruction publique. Il est, à bon droit, l'un de ceux qui ont le plus contribué à rendre la collection du *Journal des sçavants* un dépôt célèbre et précieux pour la littérature. Un des der-

nières extraits qu'on y trouve de lui (mort 1791) est celui du douzième volume des *Œuvres morales de Plutarque*; et le dernier de tous ces extraits est dans le journal de mai 1793: il a pour objet un tableau complet des travaux de l'académie des inscriptions; mais les memoires de cette académie même sont le dépôt de ses plus importants ouvrages. Il y donna, en 1763, trois *Dissertations sur la monnaie romaine et sur le denier du temps de Charlemagne* (tome XXVIII); c'est la plus importante de ses recherches: il y joignit des additions, dans le *Journal des sçavants* (1763 et 1766). Personne n'était plus capable que lui de débrouiller une matière obscure, où il faut autant de sagacité que d'érudition et de calcul. Il fait voir que l'as passa successivement du poids d'une livre à celui d'un quart d'once; il établit le rapport entre le drachme attique et le denier romain, plus petit d'un quart du temps de Néron: il fait voir que Voltaire et Vely se sont trompés en disant que le denier de Charlemagne valait trente sous de notre monnaie. Le denier était la deux cent quarantième partie de la livre poids de douze onces; ainsi le denier devait revenir à six sous. Enfin il prouve que douze onces d'argent monnayé valaient vingt setiers de blé; et elles en valaient plus de cinquante lorsque Dupuy composait son mémoire. Dans le trente-unième volume, il donna des *Observations sur l'histoire égyptienne*. En 1764, il publia la traduction de quatre pièces de Sophocle, qui n'avaient jamais été traduites en français, avec des notes savantes; en 1765, de *Nouvelles observations sur l'Œdipe de Sophocle et sur la tragédie* (*Mémoires de l'académie*, tomes XXIX et XXXI); des *Réflexions sur les moyens de perfectionner les traductions françaises des anciens auteurs*; des *Remarques sur le texte et sur les traductions de l'Œdipe en Touride, de l'Hippolyte d'Euripide, et du Philoctète de Sophocle*; enfin des *Remarques sur les dernières traductions de Virgile* (tome XXXIV). Dupuy, quoique si versé dans la littérature, avait encore beaucoup de connaissances en mathématiques. Il en donna la preuve, dès 1740, dans le *Journal de Desfontaines*, où il donna des *Réflexions sur l'histoire du ciel*, de Pluche. En 1759, il publia, dans le *Journal des sçavants*, des *Observations sur les infimul petits et sur les principes mathématiques de la géométrie de l'abbé Toncher*. Dans les *Mémoires de l'académie*, tome XXIX, il traita à fond le passage d'Hérodote où il est question des levers extraordinaires du soleil, selon les Égyptiens. Il faut citer encore le mémoire où il explique la manière dont on allumait le feu sacré avec des verres qui réunissaient les rayons solaires (tome XXXV), ce qui lui donna lieu de calculer les effets des différentes sortes de miroirs. Il donna aussi et découvrit le premier les procédés, aujourd'hui adoptés, pour transmettre à la dernière posterité la connaissance de nos poids et de nos mesures (tome XXIX); aussi disait-on que Dupuy était une moyenne proportionnelle entre l'académie des sciences et celle des belles-lettres. En 1779, Dupuy fit paraître un manuscrit grec qui n'avait jamais été imprimé: c'est un fragment d'Anthémios, architecte de Justinien, sur les machines admirables, telles que le miroir-plan d'Archimède. Il travailla également sur notre histoire, et publia des mémoires, dans les différents volumes de l'académie, sur l'abolition du serage et l'établissement progressif des franchises du tiers-état. Les fonctions de censeur qu'il exerça pendant quarante ans, lui donnèrent lieu d'être utile, par ses conseils, à beaucoup de gens de lettres, et il fut souvent consulté par des traducteurs, des historiens, des métaphysiciens, qui recouraient à l'immensité de son savoir, réunie à une complaisance que l'indiscrétion même ne lassait pas. Son érudition s'étendait encore aux livres des alchimistes, si obscurs et si peu connus de nos jours, qu'il a été peut-être le seul de notre époque qui ait eu ce genre d'érudition. Il fit imprimer, pendant la révolution, une brochure occasionnée par les circonstances, sur le *calibet*. L'athéisme, et en faveur de la tolérance religieuse. Dupuy était plus métaphysicien que physicien, et il avait en horreur l'athéisme, ainsi qu'on en peut juger par cette brochure et par un écrit inséré au *Journal de Verdun*, des 1754, sous ce titre: *Remarques sur les opinions des*

*philosophes modernes que toutes nos idées viennent par les sensations*. On l'accusa d'être janseniste, à cause de son ancienne liaison avec le conseiller au parlement Pasquier. Il a laissé un manuscrit sur la condamnation de Jean Hus, au concile de Constance, que les jansenistes ont cependant critiqué avec amertume dans les feuilles ecclésiastiques du temps. Quant à ses opinions politiques, il était républicain, et n'avait pas attendu la révolution pour professer ses principes. Il était surtout opposé au privilège de la noblesse héréditaire, et il a écrit sur ce sujet avec beaucoup de véhémence. Il disait dans ses derniers moments: «Le règne de la justice et de la paix est arrivé: je meurs content et républicain.» En 1767, il avait épousé, à cinquante-huit ans, Louise Menon, fille d'un de ses plus anciens protecteurs et amis. Cette femme était devenue une des plus lettrées de Paris: elle savait les langues vivantes et même le latin, aidait son mari dans ses recherches, ce qui ne l'empêchait pas de veiller attentivement à la conduite de son intérieur. À l'âge de soixante-dix-sept ans, Dupuy fut atteint d'un relâchement de vessie, et il y succomba au bout de huit ans, le 10 avril 1795. Dans les dernières années de sa vie, ses penchans, comme académicien, comme censeur, etc., ayant été supprimés par la révolution, il se montra sensible à cette perte: la fortune de sa femme ayant elle-même éprouvé de grands désastres sous le ministère Terray, cet homme érudit, après tant de travaux, ne laissa guère à sa fille que l'héritage de son nom. Nous avons énuméré les principaux ouvrages de Dupuy, disséminés tant dans le *Journal des sçavants*, dont il dirigea pendant trente ans la rédaction, que dans les *Mémoires de l'académie*, dont il publia les volumes XXXVI à XL. On a de lui plusieurs éloges historiques non cités dans cette notice, tels que celui de Bauteux, de Turgot, de Maurepas, etc.

DUQUESNOY (ANDRÉ-CYRIL), naquit à Briey, département de la Moselle, en 1763. Il était avocat à Nancy, et syndic de Lorraine et de Bar, en 1789, lorsque le tiers-état du bailliage de Bar-le-Duc le députa aux états-généraux, où ses talents le firent remarquer. Il siégea dans le parti, dit du Palais-Royal, professant les opinions les plus révolutionnaires; mais lié avec Mirabeau, auquel ses connaissances furent souvent utiles, il prenait quelquefois un ton plus modéré, selon que ce tribun fameux se rapprochait ou s'éloignait de la cour. Il contribua à la division du royaume par départements, en soutenant que l'esprit de province était funeste aux intérêts de l'état. Lorsqu'on proposa la division du corps législatif, il se prononça fortement pour l'unité des chambres; et lors de la discussion sur le droit de faire la paix et la guerre, il en reclama l'exercice pour le pouvoir législatif, concurremment avec le pouvoir exécutif. Dans le cours de cette grande discussion, il prétendit que l'assemblée ne devait plus se servir des mots *monarchie*, *gouvernement monarchique*, qui étaient à son avis de vains mots, représentatifs de vieilles idées, qui ne pouvaient pas avoir de rapport avec le nouveau système. Cependant il ne parla pas de république: il prit plus tard les intérêts du duc d'Orléans, qui demandait à l'assemblée qu'elle fit cesser son absence chez l'étranger. Le prince était alors à Londres, et sur la motion de Duquesnoy il eut la faculté de reprendre sa place au milieu de ses collègues. Duquesnoy força souvent le roi à rendre des décrets qui ne pouvaient lui plaire, par exemple la sanction de la constitution civile du clergé; cependant il devint royaliste, même avant la fin de la session. Le ministère ayant fait les frais du journal *L'ami des patriotes*, il en confia la rédaction à Duquesnoy et à Regnault de Saint-Jean-d'Angely. Ce journal dura jusqu'au 10 août 1793. Après la session de l'assemblée constituante, Duquesnoy devint maire de Nancy: son nom ayant été trouvé dans l'armoire de fer, parmi ceux qui servaient Louis XVI, il fut décrété d'accusation, relâché, puis repris de nouveau pour avoir tenté la dissolution du club de Nancy, et traduit devant le tribunal révolutionnaire; mais le 9 thermidor eut lieu, et Duquesnoy fut acquitté. Lucien Bonaparte, encore fort jeune, ayant été nommé ministre



de l'intérieur, son frère mit auprès de lui Duquesnoy, pour le diriger dans une carrière qui lui était peu connue. Duquesnoy fut ensuite nommé maire du 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris, et mourut à Rouen, en janvier 1808, encore dans la force de l'âge. Il a publié : 1<sup>o</sup> *Mémoire sur l'éducation des bêtes à laine, et des moyens d'en améliorer l'espèce*, Nancy, 1793 et 1799, in-8<sup>o</sup>; 2<sup>o</sup> *Esquisse d'un ouvrage en faveur des pauvres, traduit de l'anglais de Jérémie Bentham*, Paris, 1802, in-8<sup>o</sup>; 3<sup>o</sup> *Recherches sur le nombre des habitants de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, traduit de l'anglais d'Eden*, 1803, in-8<sup>o</sup>; 4<sup>o</sup> *Histoire des pauvres, de leurs droits et de leurs devoirs*, par Th. Ruggles, Paris, 1803, 2 vol. in-8<sup>o</sup>; 5<sup>o</sup> *Aperçu statistique des états de l'Allemagne*, par Hoeck, traduit de l'allemand, Paris, 1802, in-8<sup>o</sup>; 6<sup>o</sup> *Rapport fait au conseil général des hospices, Paris, 1803, in-8<sup>o</sup>*, et in-4<sup>o</sup> avec Camus. Duquesnoy a été le principal rédacteur de *L'ami des patriotes*. Il a publié à ses frais la traduction des deux premiers volumes des *Recherches asiatiques*, et quelques uns des *Essais de Rumpf*; il a aussi été l'éditeur d'un *Recueil de mémoires sur les hospices et les établissements d'humanité, traduits de plusieurs langues étrangères*, 1799-1804, trente-neuf numéros, formant quinze volumes in-8<sup>o</sup>.

DURAND (JEAN-BAPTISTE-LÉONARD), né à Limoges, fut d'abord consul de France à Cagliari, et ensuite attaché au ministère de la marine. Désigné, en 1785, par les intéressés de la compagnie du Sénégal, pour aller gérer leurs affaires en Afrique, où il arriva le 10 avril, il chercha à donner de l'extension au commerce de ses commerçants. Dans cette vue, il fit faire par terre une excursion à Galam, afin d'éviter le voyage par eau, toujours accompagné de dangers imminents pour la santé, et qui d'ailleurs ne peut avoir lieu qu'à une époque déterminée de l'année. Il conclut avec les rois et les chefs des tribus noires de la rive droite du Sénégal, des traités pour régler le commerce de la gomme, qu'eux seuls sont en possession de vendre aux Français. Il prenait de même beaucoup d'autres mesures pour monter en grand l'établissement de la compagnie, qui de son côté trouva que Durand ne mettait peut-être pas assez d'économie dans sa gestion. Rappelé, en 1786, il quitta l'île Saint-Louis, le 24 juillet, pour revenir en France. Le navire qu'il montait fit fausse route, et, au lieu de prendre la Manche, entra dans le canal de Bristol, où il fut brisé par les rochers de la rade de Tenby. Durand et ses compagnons furent accueillis avec la plus généreuse hospitalité par le capitaine de la marine royale anglaise, qui habitait un château près de la côte. Depuis son retour en France, Durand remplit diverses places dans l'administration; il était allé en dernier lieu rejoindre, en Espagne, un général de ses amis, c'est dans ce pays qu'il est mort, vers la fin de 1812. On a de lui : *Voyage au Sénégal dans les années 1785 et 1786*, Paris, 1807, in-4<sup>o</sup> ou 2 vol. in-8<sup>o</sup> et un atlas. L'auteur avait passé trop peu de temps au Sénégal, et y avait été trop occupé de la gestion qui lui était confiée, pour pouvoir donner une grande extension à ses observations, aussi son livre contient peu de détails neufs : on y trouve beaucoup de choses empruntées à Lohat, et à d'autres écrivains, ce dont Durand lui-même a la bonne foi de convenir. Ce que son ouvrage offre de plus intéressant, est la relation du voyage de Rubault, son agent de l'île Saint-Louis, à Galam, par terre. On trouve aussi dans l'atlas les textes français et arabes des traités conclus au Sénégal entre Durand et les Maures. Les textes arabes ont été recueillis et annotés par M. Sylvestre de Sacy.

DURANTON (ALEXANDRE), professeur à la faculté de droit de Paris, naquit à Casset, département de l'Allier, le 25 janvier 1783. Il fit ses études à Moulins, puis à Paris, où il s'est fixé depuis 1807. Il fut reçu avocat à la cour royale de la même ville, en 1810, et docteur en droit, en 1811. La mort du savant Pigeau, arrivée en 1820, ayant laissé vacante la chaire de procédure civile qu'il occupait à l'école de droit de Paris, trois concurrents se présentèrent pour le remplacer : M. Duranton était du nombre et il eut l'honneur d'être choisi. Quelque temps après, le conseil royal de l'instruction publique pen-

sant que le nouveau professeur rendrait de plus grands services à l'enseignement dans une autre partie, le fit passer à la chaire du Code civil. M. Duranton a publié : 1<sup>o</sup> *Traité des contrats et des obligations en général, suivant le code civil*, Paris, 1819-1820, 4 vol. in-8<sup>o</sup>. Dans cet ouvrage, l'auteur a fait constamment l'application des principes de la matière d'après l'autorité de la jurisprudence ancienne et moderne, les décisions du droit romain et les opinions des plus célèbres jurisconsultes. Ce livre obtint beaucoup de succès, et commença la réputation de l'auteur. 2<sup>o</sup> *Cours de droit français, suivant le Code civil*, Paris 1825-1828, 11 vol. in-8<sup>o</sup>, le douzième est sous presse. L'ouvrage aura dix-neuf volumes, le onzième continue l'explication du Code civil jusqu'à l'article 1835. Les six premiers volumes ont eu, en 1828, une seconde édition absolument conforme à la première. La manière dont M. Duranton explique le droit français, est nouvelle et digne d'attention : c'est l'application de la philosophie au droit. L'étude d'une science aussi fastidieuse est rendue facile et intéressante par les agréments du style de l'auteur. On reprochait à M. Toullier d'avoir traité trop légèrement les premiers articles du Code et d'être trop étendu sur les derniers; le nouveau cours de droit français est traité avec plus d'harmonie et de méthode. On pense qu'il sera terminé dans trois ans, c'est à dire avant celui du célèbre professeur de Rennes, que continue M. Carpe, et qui est commencé depuis dix-huit ans. M. Duranton a été nommé chevalier de la légion d'honneur, en 1826, récompense due à ses travaux, comme jurisconsulte et comme professeur. Il partage aujourd'hui son temps entre l'enseignement du droit, la rédaction de son grand ouvrage et les consultations, nouvelle carrière où il soutient la réputation qu'il s'est acquise dans d'autres parties de la jurisprudence.

DURAS (la duchesse de). Voyez DENAS (le duc de), à la fin de la notice.

DERRACHE. Voyez KARCHIN, au Supplément.

DURFORT (ETIENNE-NANCISSE comte de), pair de France, lieutenant-général, grand-croix de Saint-Louis et officier de la légion d'honneur, né le 3 octobre 1753. Entré jeune au service, et appartenant à la classe dans laquelle il suffisait d'être né pour avoir droit aux places supérieures, le comte de Durfort était colonel du régiment de Franche-Comté, et chevalier de Saint-Louis, dès 1777. Il suivit les princes français lorsqu'ils quittèrent la France et leur roi, et servit sous leurs étendards à l'armée de Condé. Le comte d'Artois, l'avait choisi pour l'un de ses aides-de-camp, en 1795. Lorsque les Bourbons rentrèrent en France, en 1814, le comte de Durfort fut un des membres de la commission chargée de l'examen et de la vérification des titres et brevets des anciens officiers de l'armée. Le 23 juin de la même année, il fut nommé lieutenant-général, et, le 24 août suivant, il fut fait capitaine-lieutenant des gendarmes de la garde du roi, et commandeur de l'ordre de Saint-Louis, dont il recut le grand cordon, en 1816. Le 17 août 1815, le roi le créa pair.

DURUFLÉ (LOUIS ROBERT-PARFAIT), avocat et littérateur, qui a laissé quelques essais dont les amateurs se souviennent encore, naquit à Elbeuf le 28 avril 1743. L'académie de l'Inmaculée conception de Rouen couronna ses premiers vers, et ce succès ayant doublé son émulation, il concourut pour le prix de poésie à l'académie française. Il fut vaincu par La Harpe, mais sa défaite ne fit que mieux remarquer le mérite de l'heroïde intitulée : *Servilius à Brutus, et de l'Épître adressée à un ami malheureux*, qui avaient concouru. Duruflé a été historiographe de Monsieur; il a travaillé, depuis 1769 jusqu'en 1793, au *Journal encyclopédique*. Il est mort cette même année près de Rouen, dans une campagne où il s'était retiré. On a cité plusieurs bons mots de Duruflé. Un jour qu'il se trouvait chez une dame, entourée d'une petite famille fort bruyante, cette dame lui demanda ce qu'il pensait de ses enfants : « Je pense, répondit-il, excédé de leurs tracasseries, qu'ils me réconcilient avec Hérode. » On a de Duruflé : 1<sup>o</sup> *Épître à un ami malheureux*, 1775, in-8<sup>o</sup>; 2<sup>o</sup> *Le messie*, ode, 1776, in-8<sup>o</sup>;

3<sup>e</sup> *Sentiments d'un curé pénitent*, stances, 1776, in-8<sup>o</sup>. Ces deux dernières pièces ont été couronnées par l'Académie de l'innocence conception; 4<sup>e</sup> *Servitude à Buzon après la mort de César*; 5<sup>e</sup> *Héloïse*, pièce couronnée par l'Académie de Marseille en 1767, in-8<sup>o</sup>; 6<sup>e</sup> *Le sage de Marseille par le comte de Bourbon*, pièce qui a concouru pour le prix de l'Académie française en 1774, in-8<sup>o</sup>; 7<sup>e</sup> *Triomphe de l'église sur l'hérésie*, ode, 1770, in-8<sup>o</sup>, couronnée par l'Académie de l'innocence conception.

DUTEMS (JEAN-FRANÇOIS-HENRI), docteur en Sorbonne, né le 6 août 1745, à Reugny, dans la Franche-Comté. Il étudia d'abord à l'université de Besançon; étant venu à Paris faire son cours de théologie, et prendre ses degrés à la Sorbonne, il y fut reçu membre de la faculté vers l'âge de vingt-trois ans, et, peu de temps après, docteur. Après avoir été vicaire-général, puis chanoine dans le diocèse du prince F. de Rohan, il professa, en 1782, l'histoire et la morale au collège royal à Paris. Les événements de la révolution l'en excitèrent. S'étant vu en péril dans les journées de septembre 1792, il voulut s'éloigner; mais arrêté à Dôle comme prêtre réfractaire, et deporté quelques jours après en Suisse, il alla en Italie, où il passa neuf années dans les études et les exercices de sa profession. A son retour à Paris vers la fin de 1801, il ne trouva pas l'aisance dont il avait joui; il ne put même recouvrer les effets et l'argent qu'il y avait laissés en dépôt. Néanmoins il parut désirer de ne remplir aucune fonction et de se borner, par amour de l'indépendance, aux ressources plus précieuses que lui offrait sa plume; le travail qui l'occupa principalement, à cette époque, fut la vie de Marlborough. Le premier consul ayant désiré, en 1802, que l'ouvrage de Ledyard sur ce sujet fût traduit de l'anglais, un interprète de la marine et des colonies, nommé Madgets, s'en trouva chargé; mais soit que le temps lui manquât, ou qu'il n'eût pas une assez grande habitude de la langue française, il s'adressa pour des corrections à l'abbé Dutems, qui, en dernier lieu, eut à composer l'ouvrage entier, en ne se servant qu'accidemment de celui de Ledyard. Madgets, qui avait obtenu l'autorisation d'imprimer le sien aux frais du gouvernement, reclama la propriété du livre; mais les droits de Dutems, constatés par lui-même, ont été surtout établis, après sa mort, par les soins d'un de ses neveux. L'abbé Dutems fournissait aussi des articles estimés soit au *Repertoire de jurisprudence*, soit au *Journal des Débats*. Ces occupations et des liaisons peu nombreuses, mais choisies conformément à ses opinions, suffirent aux besoins de ses dernières années. Il joignait à ses talents, comme écrivain, et l'étendue de ses connaissances, de l'affabilité, de la générosité, de la douceur, toutes les qualités d'un bon parent et d'un véritable ami. Une maladie douloureuse, et soufflée avec une constante résignation, termina ses jours à la fin de sa soixante-huitième année, le 19 juillet 1811. Il a laissé en manuscrit: 1<sup>o</sup> *Histoire de Henri VIII*. Ses autres ouvrages sont: 2<sup>o</sup> *Éloge de Pierre du Terrail*, appelé le chevalier Bayard, etc., Paris, 1770, in-8<sup>o</sup>; 3<sup>o</sup> *Le clergé de France, ou tableau historique et chronologique des archevêques, évêques, abbés et abbesses du royaume*, Paris, 1774, 1775, in-8<sup>o</sup>. C'est un quelque sorte un extrait de la *Gallia Christiana*, quant à la partie française de ce grand ouvrage, mais dans une distribution nouvelle, et avec des rectifications, une continuation jusqu'à l'année 1774, et d'autres additions consistant en partie en traits historiques, ou en anecdotes pleines d'intérêt. Quatre volumes seulement ont paru; ils embrassent que onze sièges métropolitains et leurs dépendances; 4<sup>o</sup> *Panegyrique de saint Louis*, prononcé devant les membres de l'Académie française, Paris, 1781, in-8<sup>o</sup>; 5<sup>o</sup> *Histoire de Jean Churchill, duc de Marlborough*, 3 vol. in-8<sup>o</sup>, avec figures et cartes, Paris, 1808. L'impartialité des recherches et la pureté du style en font un ouvrage très recommandable.

DUTHEIL. Voyez BOUARD.

DU TREMBLAY. Voyez DELPIERRE.

DU TROCHET (R.-H. JOUHAUD), né en 1776 au château de Néou, département de l'Indre, d'une fa-

mille noble. Destiné, par le droit d'aînesse, à posséder une fortune immense, M. Du Trochet vit s'évanouir toutes ses espérances par la révolution. Son père ayant émigré, ses biens furent confisqués et vendus. C'est à cette circonstance que les sciences doivent les progrès que leur a fait faire M. Du Trochet. Obligé de choisir un état, il prit celui qui était le plus en rapport avec son état d'âme pour l'observation de la nature. Reçu à l'école de médecine de Paris, il y soutint une thèse très remarquable, le 26 juin 1806. Nommé médecin des armées bientôt après, il fit la campagne d'Espagne pendant les années 1808 et 1809. Depuis, retiré aux environs de Château-Renault, il s'est exclusivement livré à l'étude de la nature. Des 1812, il s'élança dans une route nouvelle. Ses ouvrages sont pleins de faits entièrement neufs, qu'il serait impossible d'analyser brièvement. Nous nous bornerons à dire que M. Du Trochet a publié deux ouvrages, n<sup>o</sup> 1 et 2, et 3, pleins d'idées neuves, fondées sur une longue étude de la physique et de la physiologie, de l'âge des préjugés scolastiques. Ces qualités si rares se retrouvent dans les ouvrages qui suivent les premiers: le dernier de tous, n<sup>o</sup> 7, est l'un des plus beaux titres de son auteur, et si nous avons un regret, c'est de ne pouvoir en donner, en peu de mots, les idées saillantes. Tant de travaux ont eu leur récompense. M. Du Trochet a été nommé correspondant de l'Académie royale des sciences en 1819, de l'Académie royale de médecine en 1823, et de beaucoup d'autres sociétés savantes, tant en France qu'à l'étranger. Il a eu deux de ses mémoires couronnés par l'Académie royale des sciences: *Observations sur l'ontogénie* (*Journal de physique*, septembre 1822); *L'agent immédiat*, etc. Outre les travaux dont nous venons de parler, M. Du Trochet a encore donné les suivants: *Recherches sur les colères*; *Illustration de l'usage des saignées avant la peste*; *Recherches sur les enveloppes du fœtus*; *Note sur une anémolie d'un genre nouveau*; *Recherches sur la métamorphose du canal alimentaire chez les insectes*; *Observations sur la structure et la génération des plumes, avec des considérations générales sur la composition de la peau des animaux terrestres*; *Mémoire sur les enveloppes du fœtus humain*, avec M. Breschet; *Note sur la hauteur du métron qui a projeté les aérothites à Charanville en 1810*, etc. Il a publié: 1<sup>o</sup> *Essai sur une nouvelle théorie de la voix, avec l'exposé des divers systèmes qui ont paru jusqu'à ce jour sur cet objet*, 1806; 2<sup>o</sup> *Mémoire sur une nouvelle théorie de l'harmonie dans lequel on démontre l'existence de trois modes nouveaux, qui forment partie du système musical des Grecs*, in-8<sup>o</sup>; 3<sup>o</sup> *Nouvelle théorie de l'habileté et des sympathies*, in-8<sup>o</sup>; 4<sup>o</sup> *Recherches sur l'accroissement et la reproduction des végétaux*, Paris, 1821, in-8<sup>o</sup>; 5<sup>o</sup> *Recherches anatomiques et physiologiques sur la structure intime des végétaux et des animaux et sur leur motilité*, Paris, 1824, in-8<sup>o</sup>; 6<sup>o</sup> *Agent immédiat du mouvement vital, d'abord dans sa nature et dans son mode d'action chez les végétaux et chez les animaux*, Paris, 1826, in-8<sup>o</sup>; 7<sup>o</sup> *Nouvelles recherches sur l'endosmose et l'exosmose, suivies de l'application expérimentale de ces actions physiques à la solution du problème de l'irritabilité végétale, et à la détermination de la cause de l'ascension des sèves et de la descente des racines*, Paris, 1828, in-8<sup>o</sup>.

DUVAL DES ROSIERS, actrice du théâtre Français, morte en 1807, à l'âge de trente-deux ans, avait fait ses premiers débuts à dix-sept ans, et s'était d'abord montrée alternativement à Paris et en province. On l'a vue au grand théâtre de la rue de Richelieu, en 1793, remplir avec un vrai succès les rôles d'amoureuse dans la comédie et dans le drame, puis à l'Odéon, au théâtre Feydeau, à celui de Louvois, et enfin, après un intervalle de quelques années, au théâtre Français, où elle fut reçue pour remplacer M<sup>lle</sup> Mars s'inée, dans l'emploi des grandes coquettes. Cette actrice était assez belle de taille et de figure: son talent qui avait peu d'effet, se faisait estimer des connaisseurs par une grande justesse d'observation; si elle avait eu autant de moyens physiques et de hardiesse que d'intelligence et de sensibilité, ses succès auraient pu égaler ceux des plus grandes comédiennes; mais une teinte de mélancolie, effet naturel du débilement de sa santé, se re-

pandait habituellement sur sa physionomie, et l'empêchait de faire ressortir, dans tout leur éclat, les nuances vives et brillantes. Elle n'entraît jamais sur la scène qu'en tremblant. De tous les rôles qu'elle a joués, ceux du drame étaient les plus analogues à son genre de talent. Elle excellait surtout dans les pièces de Lachausée; et l'on peut se rappeler la tournure vraiment distinguée qu'elle savait donner, par exemple, au rôle de la *Gourmande*. Elle fut sincèrement pleurée de ses camarades.

DUVALLON. *Fuyez BERQUIN DUVALLON.*

DUVERNOY (FABRIC), célèbre corniste et compositeur, est né à Monthellier, département du Haut-Rhin, le 15 octobre 1771. Il vint jeune à Paris où, après quelques leçons, il parvint à se perfectionner seul sur le cor et dans la composition. Ce fut le résultat de beaucoup de travail joint à une excellente organisation. Il en a recueilli le fruit; car nul n'a mieux su chanter sur le cor et lui prêter toutes les inflexions de la voix. Il suffit de rappeler ici la manière admirable dont il accompagnait M<sup>me</sup> Scio, dans l'air des *Faustines*: *O toi, dont ma mémoire!* M. Duvernoy devint membre de la chapelle et de la musique particulière de l'empereur Napoléon, et se trouvait en 1815 premier professeur de cor au conservatoire de musique. Aujourd'hui il est retiré du conservatoire et de l'orchestre de l'Opéra; mais il était toujours attaché à la chapelle du roi Charles X et aux concerts particuliers pour l'exécution des solos. Comme compositeur, il a donné une *Méthode de cor*, deux cahiers d'*Études* pour cet instrument et douze concertos.

DUVIDAL (JEAN-JACQUES-PHILIPPE-MAUR), marquis de MONTREUIL, né à Montpellier, le 12 avril 1752, d'une ancienne famille du Vivarais, établie en Languedoc. Depuis un siècle, le grand-père, ainsi que le père de celui qui nous occupe, avaient défendu en qualité de syndic-général des états du Languedoc, les droits de la couronne et les intérêts matériels du peuple. En 1769, Duvidal fut lui-même appelé, comme adjoint de son père, à l'utile protection des privilèges populaires. Pendant vingt ans, jusqu'en 1799, d'abord syndic-adjoint, puis, à la mort de son père, syndic-général, il sut concilier ce que demandaient les exigences du pouvoir royal et les annuités de la pro-

vince. La constitution de 1789 abolit les états provinciaux. M. Duvidal de Montferrier vint à Paris et y fut accompagné d'une telle réputation de probité et d'humanité, qu'il fut nommé, à son arrivée, chef du comité de bienfaisance de sa section. C'est à sa conduite philanthropique dans ces fonctions désintéressées, qu'il dut de traverser saine et sauf les orages de la révolution. Arrêté en 1793, il fut réclamé par les pauvres de sa section, qu'il nourrissait le plus souvent de ses deniers, et mis en liberté, aux acclamations universelles. Sa vertu et sa bienfaisance qui le sauvèrent, furent souvent utiles à plus d'un homme compromis dans ces terribles discussions révolutionnaires, où la hache du bourreau tranchait les raisonnements mal accueillis. Ainsi Cambacérès, son cousin germain, le protégé de sa famille, n'échappa à la mort qu'à la faveur de l'asile qu'il lui donna dans sa maison. Duvidal fut, en 1799, appelé aux fonctions d'administrateur-général des hospices de Paris, il devint, en 1800, inspecteur-général des postes de la république, et enfin, en 1801, fut promu à la place importante d'administrateur du département de la Seine. Il fut, dans ces différents emplois, se concilier la faveur publique, et fut, en 1801, nommé membre du tribunal. Dans cette assemblée qu'il présida plusieurs fois avec impartialité, il appuya fortement, soit par conviction de la nécessité d'un pouvoir puissant, soit par amour de l'ordre, soit peut-être par entraînement de parenté, toutes les mesures du gouvernement consulaire, et successivement, dans toutes les occasions, les actes divers qui placent Napoléon sur le trône impérial. Les connaissances administratives de M. Duvidal lui donnaient une grande influence dans les bureaux. C'est après son rapport que fut autorisée la création du cimetière de l'Est, dit le *pire La Chaise*. A la création de la légion d'honneur, il en fut nommé membre, le 27 novembre 1803. A la suppression du tribunal, en 1806, il fut appelé à siéger comme conseiller dans cette cour des comptes qui a sauvé plus d'une fois les finances de la France des dilapidations ministérielles. En 1827, son grand âge et ses infirmités le firent mettre à la retraite. Il est mort à Paris, le 28 octobre 1839.

## E

EARLE (sir JAMES), né à Londres, en 1758, fit de bonnes études dans sa ville natale, y fut reçu docteur, et devint membre de la société royale de Londres, après avoir fixé l'attention publique par de nombreux succès. Il montra jusqu'à quel point la théorie en médecine se lie à la pratique, et ses travaux nombreux portèrent un coup sûr au préjugé qui déclare inhabile praticien l'habile théoricien. Ses succès dans deux carrières qui paraissent jusque alors si opposées, ne firent qu'accroître une renommée justement méritée, et George III le nomma son chirurgien extraordinaire. Peu de temps après, il obtint la direction pratique de l'hôpital Saint-Barthélemy. Parmi les travaux d'Earle, on remarque surtout les notes ajoutées aux œuvres de Pott: on y retrouve cette habitude de l'observation et de la réflexion qui font le mérite constant de la plupart de ses productions. Voici le liste des principales: 1<sup>o</sup> *Traité sur l'hydrocèle*, Londres, 1791, in-8<sup>o</sup>; 2<sup>o</sup> *Appendix au traité de l'hydrocèle*, Londres, 1793, in-8<sup>o</sup>; 3<sup>o</sup> *Observations pratiques sur l'opération de la pierre*, Londres, 1793, in-8<sup>o</sup>; 4<sup>o</sup> *Observations sur la guérison de la courbure de l'épine dorsale, où l'on considère l'effet des secours mécaniques, auxquelles on a joint un traité sur les moyens de diminuer les effets du feu sur le corps humain*, Londres, 1799, in-8<sup>o</sup>; 5<sup>o</sup> *Exposé d'un nouveau mode d'opération de la cataracte*, Londres, 1801, in-8<sup>o</sup>; 6<sup>o</sup> *Observations sur les fractures des membres inférieurs du corps*, Londres, 1807, in-8<sup>o</sup>; 7<sup>o</sup> *Observations sur les excroissances hémorrhoidales*, Londres, 1808,

in-8<sup>o</sup>. Cet ouvrage a eu une deuxième édition, en 1811; et enfin les ouvrages chirurgicaux de Percival Pott, avec une vie de l'auteur, une *Méthode de guérir l'hydrocèle par des injections*, etc., Londres, 1790, 3 vol. in-8<sup>o</sup>: édition réimprimée, en 1803, et traduite en français.

EBEN (FABRIC, baron d'), général au service de la république de Colombie depuis 1811, est né, en 1773, à Kreutzbourg. Il entra jeune comme cornette au régiment des hussards du roi, commanda par son père, et se distingua dans la campagne de 1787 contre les patriotes de la Hollande; il se signala aussi dans celles de 1793 et 1793 contre les Français. En 1800, il entra au service d'Angleterre comme capitaine dans le régiment des hussards d'York, et plus tard dans celui du prince de Galles. Il rédigea alors pour la cavalerie légère et les chasseurs à pied de l'armée anglaise des instructions qui furent adoptées par le duc d'York. En 1807, cet officier servit comme volontaire dans un corps prussien commandé par le général Blücher, et, en 1808, il fut envoyé à l'armée de Portugal, sous les ordres de Wellington. M. Eben forma à Oporto un petit corps composé des déserteurs des troupes suisses au service de France, et conduisit, en 1809, une division de la légion lusitanienne dans la Galice, où il travailla, conjointement avec le marquis de la Romana, à faire armer les habitants. Rappelé en Portugal, il accepta à Braga, dont la population en révolte venait d'égorgé le général portugais Freyre d'Andrade et les officiers de son état-

major, le commandement en chef de l'armée portugaise; mais, dépourvu de munitions, et avec des troupes telles que les siennes, composées de paysans indisciplinés, il ne put tenir que jusqu'au 30 mars contre l'armée française, commandée par le maréchal Soult. A cette époque, il fit une belle retraite avec artillerie et bagages sur Oporto, qui fut, le 29, emporté d'assaut par le maréchal. M. Eben, après le sac de cette ville, s'occupa sans retard à réunir les restes de ses troupes dans les environs de Coimbra. Sa conduite dans cette occasion lui valut une estime si générale, que l'évêque d'Oporto, le patriarche Eleito, qui était à la tête de la révolution contre les Français, lui fit présent d'une croix en or enrichie de diamants, et que tous les officiers recommandés par lui obtinrent de l'avancement. Cependant lord Bressford, qui alors réorganisa l'armée portugaise, dans laquelle M. Eben était colonel, jura à propos de ne lui accorder que le grade de lieutenant-colonel, parce que dans l'armée anglaise il n'avait que celui de major. Le colonel Eben, blessé dans un amour-propre, donna sur le champ sa démission, qui fut acceptée par Bressford; mais le gouvernement de Portugal, ne voulant pas se priver des services d'un officier distingué, le nomma gouverneur de Setuval, place qu'il accepta, et avec laquelle il obtint le brevet de colonel portugais. Il commanda la légion royale de Lusitanie à la bataille de Busaco et aux lignes de Torres-Vedras. Promu, en 1811, au grade de lieutenant-colonel dans l'armée anglaise, et à celui de général de brigade dans celle de Portugal, il commanda un régiment d'infanterie à la bataille de Fuentes d'Onor, au blocus d'Almeida, devant Rodrigo et Badajoz. Quelque temps après, on le vit à la tête d'un corps de troupes espagnoles. En 1813, il fut nommé gouverneur de la province de Trasones; en 1815, colonel à l'armée anglaise, et aide de camp du prince régent, il fut en même temps comédié du service de Portugal, comme étant le plus ancien des généraux de brigade, et sous le prétexte qu'il avait été auparavant officier de cavalerie. On prétend que cette revocation eut lieu sans le consentement du gouvernement portugais. Le général Eben continua à rester en Portugal avec la permission du prince régent de ce royaume, à qui il offrit ses services dans l'armée du Brésil; mais ses ennemis parvinrent à l'impliquer dans la conspiration du général Freyre-Andrade, et, par suite, à le faire arrêter. De tous ses co-accusés, il ne connaissait personnellement que deux officiers, et on ne trouva dans ses papiers aucune preuve contre lui, excepté deux lettres anonymes qu'on y avait glissées à son insu. Ce pendant il fut exilé. En vain réclama-t-il du gouvernement une copie des actes de la procédure, la remise de ses journaux militaires et de ses autres papiers; tout lui fut refusé. Il ne fut pas plus heureux en Angleterre; il n'y put même obtenir d'être traduit devant un conseil de guerre, et on l'obligea à quitter le pays en vertu de l'*Alien-Bill*. Alors le général Eben se retira à Hambourg, d'où il sollicita long-temps du roi de Portugal, à Rio-Janeiro, la révision de son procès, qui ne lui fut pas accordée, quoique l'envoyé de ce monarche à Hambourg lui assurât souvent que son maître était pleinement convaincu de son innocence et de la justice de l'acquittement. En 1821, il partit pour l'Amérique méridionale, et offrit ses services à la république de Colombie. Bien qu'on y eût pris la résolution de n'admettre aucun officier étranger dans l'armée nationale, Bolívar n'hésita pas à faire une exception en faveur de cet honorable guerrier, victime de la haine de Bressford. Le baron d'Eben fut nommé général au service de la Colombie, et reçut la mission de réorganiser l'armée de la république. Après la victoire remportée, en 1825, par Bolívar, il coopéra à l'occupation de Quilo, et seconda avec autant de courage que d'habileté toutes les opérations du libérateur, dans la campagne de 1825, entreprise pour aller au secours du Pérou où le parti de l'indépendance venait de recevoir un grand échec.

EBERLE (GASPARD), maréchal-de-camp, commandeur de la légion d'honneur, chevalier de Saint-Louis, naquit à Schlestadt le 11 juin 1764. Soldat

au régiment du Maine, en 1781, il n'était, onze ans après, que sergent-major. Le 19 novembre 1793, à l'attaque de Geleite, en Italie, il prit le commandement de sa compagnie, dont le capitaine venait d'être blessé, et, après avoir tué un soldat piémontais, il lui enleva un superbe surtout, et, s'en étant affublé, s'avance jusqu'au pied de la redoute et somma le commandant ennemi de mettre bas les armes. Cet officier supérieur, jugeant d'après le costume d'Eberle qu'il avait affaire à un général français, que suivait une division de l'armée, se rendit à discrétion avec trois cents hommes. Nommé adjudant-général pour cette action, Eberle ne se distingua pas moins, un mois après, au siège de Toulon, où il monta le premier à l'assaut d'une redoute anglaise, dont la possession fut assurée par son courage. Les sièges de Collioure et de Port-Vendre lui fournirent de nouvelles occasions de se signaler. Pendant la nuit du 3 mai 1794, avec six compagnies d'infanterie, il parvint à sauver une batterie dirigée sur le fort Saint-Elme, et à mettre une division ennemie en déroute. Peu de jours après, il fut blessé au genou, au moment où montait l'un des premiers à l'escalade du fort, il attacha le pécari à l'une des portes. Le 21 novembre suivant, il fut atteint par une balle et grièvement blessé, en chargeant sur la route de Figueras la cavalerie espagnole. Il rendit de nouveaux services pendant le siège de Roses; avec quatre cents braves il enleva à la baïonnette la redoute formidable de Nuestra Señora del Fluore et le port des Moulins. Employé à l'armée d'Italie, l'année suivante, Masséna le choisit pour commander son avant-garde. Le 16 octobre, à la tête d'une compagnie d' éclaireurs, il emporta une redoute et força les retranchements du camp de Rocbarbeur, où quatre cents hommes tombèrent en son pouvoir. Un mois après, n'ayant avec lui que sept cents fantassins il se rendit encore maître de plusieurs redoutes, perça la ligne de l'armée ennemie, et força deux mille hommes à déposer les armes; le lendemain, il envoya l'artillerie du corps qu'il avait défait la ville, et fit de nouveaux prisonniers. Le 18 avril 1796, il fut atteint de trois coups de feu, eut la jambe traversée d'une balle, et ne quitta pas le champ de bataille. Eberle fit, comme chef de brigade, la campagne du Tyrol, sous les ordres de Soult. Avec une seule compagnie de grenadiers, on le vit, engagé dans des gorges impraticables, sans s'inquiéter de la supériorité numérique de l'ennemi, forcer le passage d'un pont et ramener cinq cents prisonniers, de l'artillerie, des munitions et des bagages: le 28 mars 1797, il se couvrit encore de gloire, au combat de Mitterwald. Le général en chef Bonaparte, n'oublia pas Eberle et sa demi-brigade, lorsque après le traité de Campo-Formio, il choisit les régiments qui devaient faire partie de l'expédition d'Égypte; ce colonel assista à la prise de Malte, et combattit avec sa valeur accoutumée à la journée des Pyramides. Le navire qui le ramenait en Europe avec vingt-deux Français, malades comme lui, ayant été forcé de relâcher sur les côtes de Calabre, dans le port de Catone, fut enveloppé par des corsaires barbaresques; l'équipage et les passagers se réfugièrent dans la citadelle; mais encouragés par Eberle, il oublièrent ce que leur position avait de critique, et obtinrent une capitulation honorable. En 1801, Eberle fut employé de nouveau à l'armée d'Italie, comme colonel de la première demi-brigade provisoire; ayant eu le bras droit emporté par un éclat d'obus, au passage du Mincio, il fut amputé sur le champ de bataille. Le 13 juin 1801, le gouvernement lui décerna un sabre d'honneur, en récompense de sa conduite à l'armée. Le 30 mars 1802, il fut nommé général de brigade et commandant d'armes à Nice; il conserva ce commandement jusqu'en 1814, et préleva cette ville, dans la nuit du 14 au 15 mai de cette année, du pillage et de l'incendie. Des troupes autrichiennes et françaises traversant au même temps la ville, la division se mit entre elles, et elles allaient se charger, quand le général Eberle, secondé de quelques uns de ses officiers, parvint à les faire rentrer dans l'ordre, à les réconcilier, et préserva ainsi la ville confiée à son commandement des plus grands

malheurs. Chargé, en 1815, après le retour de Napoléon, de la défense de Briancou, et de celle du département des Hautes-Alpes, il résista à toutes les avances et sommations qui lui furent faites, déjoua toutes les ruses des alliés, et parvint, malgré les difficultés de sa position, à conserver à la France un de ses principaux boulevards, des magasins immenses et un matériel de plus de 50 millions. Le général Eberle est aujourd'hui à la retraite.

EBERT (FRIEDRICH-ADOLPH), conseiller de cour du roi de Saxe, et conservateur de la bibliothèque royale de Dresde, un des premiers bibliographes de l'Allemagne, est né le 9 juillet 1791, à Faucha. Ebert, doué des plus heureuses dispositions, reçut les leçons de quelques maîtres, et celles de son père, homme d'une vaste érudition. La bibliothèque choisie de ce dernier lui inspira l'amour des livres, qui s'accrut bien davantage lorsque l'un des administrateurs de la bibliothèque de Leipzig l'eut pris auprès de lui. Les cours du savant Dippold, qu'il suivait avec une grande assiduité, développèrent chez Ebert un goût très prononcé pour l'histoire. Après avoir terminé ses études et pris ses degrés à Wurttemberg, il participa à plusieurs travaux relatifs à la reorganisation de la bibliothèque de l'université de cette ville. Il avait déjà pris la résolution de consacrer sa vie à l'enseignement, quand il fut nommé, en 1814, secrétaire de la bibliothèque royale de Dresde. Les grandes ressources que cette bibliothèque offre sous le rapport bibliographique, lui firent concevoir le plan de publier un *Dictionnaire universel de bibliographie*, spécialement dans le but de traiter cette science sous un point de vue plus élevé, et d'appeler l'attention des étrangers sur les immenses richesses littéraires de l'Allemagne. Cet ouvrage imprimé en 1821, lui valut les plus grands éloges, surtout de la part des savants anglais. Rien qu'il semble qu'un travail qui exige de si nombreuses recherches eût absorbé tout son temps, il trouva encore assez de loisir pour composer beaucoup d'autres ouvrages, et pour prendre part à la rédaction de plusieurs journaux. Il publia, en 1812, une dissertation qui témoigne de sa profonde connaissance de l'histoire du moyen âge, et le rendit, par avance, digne d'être appelé plus tard, en 1819, dans le sein de la société d'histoire ancienne de l'Allemagne, établie à Francfort-sur-le-Main. Après avoir été quelque temps bibliothécaire à Wolfenbützel, il fut appelé, en 1825, à Dresde, et nommé conservateur de la bibliothèque à laquelle il avait été précédemment attaché en qualité de secrétaire. Il publia dans cette dernière ville deux journaux, dont l'un créé en 1826, a pour titre : *Tractatus*, et l'autre, créé en 1828, porte celui de *Feuille littéraire de Dresde*. Tous les deux sont rangés parmi les meilleurs écrits périodiques de l'Allemagne. Voici les titres des ouvrages les plus marquants qu'on a d'Ebert : 1° *Sur les bibliothèques publiques*, et particulièrement celles des universités de l'Allemagne, Freiberg, 1811, in-8°; 2° *Dissertation hierarchique en religion de littératurae commodis*, 1812, in-8°; 3° *Vie de Frédéric Taubmann*, Eisenberg, 1814, in-8°; 4° *Torquato Tasso*, d'après Ginguené, Leipzig, 1819, in-8°; 5° *Dictionnaire universel de bibliographie*, Leipzig, 1821, in-4°; 6° *Description de la bibliothèque royale et publique de Dresde*, Leipzig, 1822, in-8°; 7° *De l'éducation à donner à ceux qui se destinent à la profession de bibliothécaire*, 2<sup>e</sup> éd. Leipzig, 1829, in-8°; 8° *Essai sur les manuscrits*, Leipzig, 1825, in-8°. Ce dernier ouvrage peut être considéré comme faisant suite au précédent.

EBLE (JEAN-BAPTISTE, comte), lieutenant-général d'artillerie, premier inspecteur de cette arme, grand officier de la légion d'honneur, chevalier de l'ordre du Lion de Bavière et grand commandeur de l'ordre royal de Westphalie, né à Saint-Jean-de-Rorbach, en Lorraine, le 21 décembre 1758. Il entra comme simple canonnier dans le régiment d'Auxonne, où son père était officier, et où, après avoir passé par tous les grades, il fut nommé lieutenant en second, le 1<sup>er</sup> janvier 1791. Envoyé à Naples avec d'autres officiers, pour y former l'artillerie sur le modèle de celle des Français, Eble, qui n'était capitaine que depuis quelques jours, refusa le grade de colonel et la direction

de l'arsenal et de la manufacture d'armes qui lui furent offerts, sous la condition de prendre du service dans l'armée napoléonienne; les armées coalisées menaçaient la France d'une invasion, et il renoua ses avantages qui lui étaient offerts pour prendre part, comme simple capitaine, à la défense de son pays. Après avoir organisé à Douai une compagnie de canonniers à cheval, et s'être distingué à l'avant-garde de l'armée du nord, il fut promu, le 26 août 1795, au grade de chef de bataillon, commanda en cette qualité à la bataille de Hondschoote et au déblocus de Dunkerque l'artillerie d'une division; et en moins de deux mois il devint général de brigade et général divisionnaire. En 1794, Eble s'occupa avec la plus grande activité à réparer le matériel de l'armée qui était dans le plus grand délabrement, plus de deux mille voitures se trouvaient approvisionnées, et un pareil état de siège fut en très peu de temps rassemblé sous les murs de Lille. C'est lui qui le premier établit des parcs de réserve et des dépôts de munitions sur la ligne de opérations. Il commanda la même année l'artillerie de l'armée du Nord et rendit de grands services au siège d'Ypres et à celui de Nieupoort, où une batterie de quarante deux bouches à feu, qu'il établit à deux cents toises du glacis du rempart le 8 juillet la garnison à capituler; c'est aux habiles dispositions d'Eble, qui fut due en grande partie la reddition des places de Bi-le-Duc, de Greveccur, de Nimègue et de Grates. Il concourut puissamment à la conquête de toutes les places de la Hollande, en traçant son artillerie sur les places qui couvraient les fleuves et les coteaux qui auraient pu les défendre, et il envoya en France plus de six cents bouches à feu; qu'il excellait surtout à profiter des ressources qu'offraient les pays voisins, et il établit ainsi partout des ateliers. Le général Eble fut, en 1795, désigné pour commander en chef l'artillerie de l'armée de Rhin-et-Moselle; Moreau rendit justice à ses talents et à son activité, et il s'étonnait comment il avait pu suffire à l'énorme consommation de poudre et de boulets qui avait eu lieu dans les batailles livrées pendant cette campagne. En 1797, le général Eble commanda seul l'artillerie française pendant le siège de Morlaix, où les Autrichiens perdirent six mille hommes et consommèrent l'artillerie et les munitions nécessaires au siège d'une place de premier ligne; il mit une telle activité à enlever les objets de défense et d'artillerie, que les Autrichiens n'avaient pas une pierre de canon, pas un boulet, etc. L'année suivante, Eble fut chargé de commander de l'artillerie de l'armée de Naples, et ce ne fut qu'avec le canon pris aux Napolitains qu'il put former un équipage de campagne; les munitions abondantes et de toute espèce, l'artillerie formidable qu'il trouva Gaète furent utilisées par lui au siège de Capoue. Championnet ayant à peine signé l'armistice qui le avait été demandé, que déjà Eble était entré dans Capoue, et y avait pris possession de l'artillerie, des magasins et des arsenaux. Rappelé sur le Rhin en 1800, Eble servit de nouveau sous Moreau, comme commandant en chef de l'artillerie, et son arme quoiqu'il fût en nombre à celle de l'ennemi, protégea et aura successivement, avec une supériorité de tactique et d'exécution remarquable, le passage du Rhin, de l'Ison et de la Saïra. Lors de la paix de Lunéville, le général Eble qui excellait à tirer toutes les ressources que ce pays pouvait fournir, fit entrer en France la plus belle artillerie qu'on eût encore vue; elle a été retournée par ses soins et augmentée considérablement dans les arsenaux d'Augshourg et de Munich; avait également envoyé dans les fonderies de St. Louis, de Metz et de Neuf-Brisach d'immenses approvisionnements de bois, d'acier et de fer, et il fit déposer dans les caïsses des directions d'artillerie de ces villes une somme considérable provenant de la vente d'objets d'artillerie enlevés à l'ennemi. En 1805, Eble fut nommé commandant en chef de l'artillerie de l'armée française, que la république batave s'était chargée, par une convention particulière, d'entretenir ses fonderies en Hollande. En 1806 et 1805, il commanda successivement l'artillerie du camp d'Utrecht et celui de l'armée d'Hannovre, qu'il suivit en 1806 à la grande

armée dont elle forma le 6<sup>e</sup> corps. Nommé, en 1807, gouverneur de la province de Magdebourg, il se concilia l'estime des habitants de ce pays, dont il fut nommé peu de temps après commandant militaire par le gouvernement westphalien. En 1809, il passa au service de la Westphalie, et devint ministre de la guerre de ce royaume, sans perdre son titre de général de division dans l'armée française. Par ses sages dispositions, et par son infatigable activité il parvint à couvrir le mouvement insurrectionnel de vingt mille paysans armés qui marchaient sur Cassel. Il entra en France en 1810, et fut employé à l'armée de Portugal comme commandant en chef de l'artillerie. Il donna des preuves signalées de son habileté, aux sièges de Ciudad Rodrigo et d'Almeida, sous Masséna; quoiqu'il manquât de matériaux, et même presque sans outils, on le vit étaler, comme par enchantement, deux équipages de pont de quarante bateaux chacun. Pendant la campagne de Russie, le général Eble, nommé commandant en chef de l'équipage des ponts, fit jeter trois ponts sur le Dnieper; lors de la retraite de Moscou, il fut chargé, avec le général du génie Chaslewood, de faire construire des ponts sur la Berezina, qui chariait des glorieux, et il parvint avec deux mille et quelques cents hommes seulement, à en jeter deux, les seuls qui furent achevés; plusieurs fois les chevaux de second pont, éloigné du premier de cent toises, et qui était destiné pour les voitures, s'enfonçaient dans la vase de la rivière, entravaient le passage, et exigeaient des réparations; mais les braves pontonniers, stimulés par la présence de l'empereur, et encouragés par le général Eble, surmontèrent tous les obstacles: plongés dans l'eau glacée jusqu'aux épaules, ils travaillèrent sans relâche. Le général Eble rendit d'autres services éminents, et mérita les éloges de Napoléon pendant cette campagne, où l'artillerie eut tant à souffrir. Le 29 novembre, il sauva aussi la vie à un assez grand nombre de Français, en retardant d'une heure seulement l'exécution d'un ordre de l'empereur, qui lui enjoignait de brûler les ponts à sept heures du matin. Après la mort du général Lariboisière, Eble fut chargé de la réorganisation et du commandement en chef de l'artillerie de la grande armée, mais il ne survécut pas longtemps au général qu'il remplaçait, et il mourut comme lui, par suite des fatigues sans nombre qu'il avait éprouvées pendant cette campagne. Le général Eble avait terminé depuis treize jours sa glorieuse et pénible carrière, lorsqu'un décret impérial en date du 3 février 1813, le nomma premier inspecteur-général de l'artillerie. Il était au-delà de soixante ans, depuis la création de cet ordre.

ECKARD (JEAN), ancien avocat, chevalier de la légion d'honneur, né à Versailles, a publié plusieurs ouvrages: de critique historique qui ne sont point sans mérite. Nous n'avons aucun détail biographique sur cet homme de lettres; mais voici la liste complète de ses ouvrages: 1<sup>o</sup> *Notice sur le général Victor-Leopold Berthier*, 1807, in-4<sup>o</sup>; 2<sup>o</sup> *Mémoires historiques sur Louis XVI*, suivis de fragments historiques sur la Temple, Paris, 1810, in-8<sup>o</sup>, 3<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> édit., 1817 et 1818. On trouve dans cet ouvrage la refutation de plusieurs opinions généralement accréditées sur la mort du dauphin, et qui sont les fausses: on a répété entre autres, que l'ouverture du corps de ce jeune prince fut faite en présence de Dussault et que Dussault était mort le lendemain, empoisonné par les agents de la convention, pour avoir dit qu'on avait hâté les jours de Louis XVII. La vérité est que Dussault est mort huit jours avant le dauphin. 3<sup>e</sup> La *Lettre à M. Pabbé...* sur l'éducation du dauphin, attribuée à Louis XVI, est-elle authentique? ou observations sur les recueils de lettres publiées en 1805 et 1817 sous le nom de ce prince. Paris, 1819, in-8<sup>o</sup>. Cette question est à présent résolue. La correspondance de Louis XVI qui contient la *Lettre sur l'éducation du dauphin*, est de Babie et de Joubert de la Platrière. 4<sup>e</sup> *Notice sur le manuscrit original de la relation des tourments éternels de la captivité de Monsieur, frère de Louis XVI, suivie de variantes, de notes historiques, et d'une lettre de M. le comte d'Artois à son oncle, sur le royaume de S. M. Louis XVIII.* de Mitau à Memel, en 1801, Paris, 1823, in-8<sup>o</sup>; 5<sup>e</sup> *Lettre à M. Alexis Dumesnil,*

*éditeur des mémoires de Senar ou Senard*, 1824, in-8<sup>o</sup>; 6<sup>e</sup> *Notice sur J.-B.-C. Hanet-Clevy, premier secrétaire de Louis XVI, et sur le Journal du Temple, suivie de quelques autres notices, par l'auteur d'un mémoire historique sur Louis XVI*, Paris 1825, in-8<sup>o</sup>, tiré à 100 exemplaires: 7<sup>e</sup> *Question d'état civil et historique: Napoléon Bonaparte est-il né Français?* Paris, 1826, in-8<sup>o</sup>. L'auteur répond affirmativement et fixe la date de la naissance de Napoléon au 15 août 1769: 8<sup>e</sup> *La vérité établie sur quelques uns des principaux événements du 2 thermidor an 5 (27 juillet 1794)*, Paris, 1828, in-8<sup>o</sup>. M. Eckard a été, avec Lucet, l'éditeur des *Hommages poétiques sur la naissance du roi de Rome*, 1811, 2 vol. in-8<sup>o</sup>. L'épilogue est de lui, et il a publié seul, la même année, l'*Appendice aux hommages poétiques*: il a donné, avec Serriex, les *Lettres inédites de M<sup>me</sup> la marquise du Châtelet*, et *Supplément à la Correspondance de Voltaire avec le roi de Prusse, et avec différents personnages célèbres*, 1818, in-8<sup>o</sup>; il a publié, avec Dussault, les *Annales littéraires, ou choix chronologique des principaux articles de littérature, insérés par Dussault dans le Journal des Décrets*, etc., 1818, 4 vol. in-8<sup>o</sup>, et il a fourni plusieurs articles à la *Biographie universelle*.

ECKHEL (JOSEPH-MATHIEU), numismate célèbre, né en 1737, au village d'Enzesfeld, près d'Eus, dans la Haute-Autriche. Instruit chez les jésuites, il attira leur attention par la rapidité de ses progrès. Dès l'âge de quinze ans il fut l'objet de leurs prévenances: ils l'engagèrent ainsi dans leur ordre. Quand il eut terminé ses études à Leoben, dans la Haute-Styrie, on le chargea d'enseigner le latin, au collège de Marie-Thérèse, à Vienne, puis la rhétorique dans la ville de Steyer. Il occupa bientôt la chaire d'éloquence à l'université de la capitale. Les diverses branches de la littérature lui étaient familières, et il composait, soit en vers, soit en prose, avec autant de facilité dans les langues classiques, que dans sa langue maternelle. Son admiration pour les anciens le conduisit à l'étude des antiquités, et spécialement à celle des médailles, réunies dans le cabinet des jésuites à Vienne. Le père Eckhel en était le gardien; il mourut, et fut remplacé par Eckhel, qui avait beaucoup profité dans la conversation du père Frélich, autre jésuite compté parmi les meilleurs antiquaires de l'Allemagne. Vienne offrait des ressources assez abondantes: la bibliothèque de l'empereur contenait un riche dépôt en ce genre, et quelques amateurs avaient aussi des collections estimées. Eckhel travaillait avec autant de discernement que d'assiduité; il joignait bientôt à des connaissances étendues, la justice et le tact qui, en les fécondant, facilitent des recherches nouvelles. Déjà les matériaux étaient si nombreux que tout en reconnaissant mieux de jour en jour la nécessité de les classer avec régularité, on n'avait pu proposer encore un système qui satisfît pleinement. Un triple obstacle résultait de la diversité des siècles, des langues et des pays auxquels appartenaient ces monuments qui étaient enfin appréciés par les historiens, et même par les philologues. Les essais de Joubert et du père Zaccaria, et même le bel ouvrage d'Eckhel Spanheim laissaient d'autant plus à désirer, que la méthode n'avait pas été également leur objet, et que d'ailleurs on avait fait perdre leur temps de nombreuses découvertes. Eckhel s'est trouvé dans des circonstances plus favorables: il a profité des importants travaux de plusieurs antiquaires français, de Vaillant qui avait établi beaucoup d'ordre, surtout dans ce qui concerne les empereurs et les princes, de Pellerin qui au contraire s'est occupé avec fruit des médailles autonomes, enfin de Fabbi Barthélemy qui a poussé si loin la connaissance de la paléographie des médailles. Eckhel résolut de coordonner les différentes parties de la numismatique, et de réunir dans une classification régulière toutes les médailles connues, en adoptant deux grandes divisions. Réserveant pour la seconde ce qui appartient aux divers âges de Rome, il composait la première de ce que laissèrent les peuples antérieurs, ainsi que ceux qui ne furent pas rangés sous la domination romaine. Il eut l'heureuse idée de substituer à l'ordre alphabétique, arrangement tout matériel en quelque sorte, et dont il ne résultait aucun avantage, l'ordre géographique.

que qui fournit naturellement des données par l'explication des légendes et des emblèmes. Malgré les soins de Mezzabarba et de quelques autres, la chronologie des médailles romaines sous les Césars était très imparfaite, ce qui venait surtout de ce qu'une grande quantité des monuments relatifs à cette époque sont apocryphes, et n'avaient pas encore été écartés par une critique éclairée. Eckhel se promit de signaler avec une sévère exactitude et toutes les médailles suspectes répandues par les anciens, chez qui les faux monnayeurs n'étaient point rares, et le grand nombre de celles dans lesquelles on ne doit voir que des contrefaçons modernes. Mais comprenant toutes les difficultés de l'ouvrage auquel il attachait sa gloire, il désira visiter les principaux cabinets formés en Italie. Ses supérieurs l'autorisèrent, en 1772, à faire ce voyage. Un prince de la maison d'Autriche régnait à Florence; Eckhel en reçut l'accueil le plus favorable, et n'eut qu'à se louer aussi du docteur Cocchi, directeur de la galerie de cette ville. Il y fit l'essai de son nouveau classement. Il dut regretter sans doute de ne pas multiplier ses excursions; mais il repassa les Alpes au moment où on venait de supprimer les jésuites. Comme savant, il n'avait pas à déplorer cette catastrophe; il allait avoir la libre disposition de tous ses instants. La protection du grand-duc de Toscane lui avait ménagé des ressources en Autriche; à la recommandation de ce prince, il venait d'être nommé, par sa nièce, l'impératrice Marie-Thérèse, professeur d'antiquités et directeur du cabinet des médailles à Vienne. En 1779, dans la nouvelle édition qu'il donna de ce cabinet, en latin et en deux volumes in-folio, il suivit sa méthode dont l'utilité n'était déjà plus contestée. Elle décida la supériorité de cette édition sur la première, qui d'ailleurs avait été faite dans un temps où Khehl et Fruehlich n'avaient pu réunir une aussi nombreuse collection. Le nouveau directeur publia, en 1775 et 1786, des traités particuliers dont la perfection fit attendre plus impatiemment le grand ouvrage qu'il promettait. Il forma aussi, en 1788, un choix des pierres gravées antiques qui enrichissent le cabinet impérial. Mais, comme il avait plus en vue pour cet objet les amateurs que les savants, il écrivit en français les éclaircissements qui accompagnèrent les planches, et il crut devoir s'abstenir de toute recherche trop ardue. Il commença enfin la publication de son traité général sur les médailles; elle dura environ six ans, et il parut n'avoir vécu que pour le terminer. Il mourut le 16 mai 1798, très peu de jours après y avoir mis la dernière main. Des ouvrages aussi étendus et aussi sérieux ne sauraient être définitivement appréciés au moment où ils paraissent; et cependant, toutes les fois qu'on aura attaché de l'importance à un travail, et qu'on y aura consacré ses forces, sans doute on désirera d'autant plus d'être témoin du succès, que l'on saura mieux se défendre des illusions de l'amour-propre. Moins on est vain, plus on a besoin d'être approuvé, pour ne pas craindre de s'être abusé soi-même, et de n'avoir rien produit de vraiment estimable. Le professeur de Vienne n'eût pas tardé à jouir de sa juste réputation. A quelques progrès que la numismatique soit encore destinée, son ouvrage en sera un des plus fermes soutiens. La beauté du plan, le choix des citations, la persévérance dans des recherches pleines de sagacité, une critique généralement aussi judicieuse que rapide, des dissertations habilement séparées du texte principal, afin de n'en pas refroidir l'intérêt, tous ces genres de mérite assurément une longue durée au travail d'Eckhel. L'écrire de plus en latin, comme pour le mettre, autant que possible, à l'abri des vicissitudes du langage en Europe, ce n'était à la vérité que suivre une sorte d'usage; mais il lui appartenait mieux qu'à beaucoup d'autres de préférer ainsi l'idiome monumental, puisqu'il le possédait au point de s'en servir avec une grâce entraînante. Rien peut-être n'aurait manqué au savant numismate, s'il eût eu l'occasion de visiter tous les plus précieux dépôts de la science, particulièrement le cabinet de la bibliothèque royale de Paris, et s'il fût resté moins étranger aux beaux-arts, surtout à la sculpture ancienne. L'Éloge historique d'Eckhel, par Millin, a été inséré dans le *Magasin encyclopédique*, au

tome V. On y voit que les rivalités même de la science n'ont jamais altéré son humeur douce et bienveillante. Dans des discussions avec Pellerin, il a toujours ménagé ce vieillard qui souffrait si difficilement qu'on ne lût pas de son avis. Du reste il n'a pas connu d'ennemis; il avait autant d'amabilité dans le caractère, que de desintéressement et de penchant à la bienfaisance. Ses ouvrages et ses principaux opuscules sont : 1° *Deus index*, à l'occasion du mariage de Joseph II, en latin, Vienne, 1765, in-4°; 2° *Sur le départ de la princesse Marie-Charlotte*, poème en allemand, Vienne, 1768, in-8°; 3° *Discours sur le voyage de Joseph II en Italie*, en allemand, Vienne, 1770, in-8°; 4° *Monnaies antiques inédites* (*Nomina veterum aeneorum*), Vienne 1775, in-4°. Eckhel a fait connaître plus de quatre cents médailles, la plupart autonomes, dans ce recueil digne de lui, et premier fruit de ses voyages; on y remarque déjà une critique très exercée, ainsi qu'une grande connaissance des langues anciennes. 5° *Sur les médailles d'Antiochus en Syrie*, 1786, fragment in-4°; 6° Une dissertation, servant d'appendice à l'ouvrage publié en 1775, et intitulée *Sylloge prima nummorum auctoritate thesauri Casarii*, Vienne 1786, grand in-4°, avec dix planches. La suite n'a pas été faite. 7° *Traité élémentaire de numismatique d'après les usages des écoles*, Vienne, 1786, grand in-8°. 8° *La science des médailles* (*De doctrina nummorum*), Vienne, 1793-1798, 8 vol. Il faut joindre à cette liste l'ouvrage sur les pierres gravées, dont il était fait mention; c'est le seul que ce savant n'ait pas publié en allemand ou en latin.

ECKMÜLLER (le prince d'). Voyez Davout.

ECKSTEIN (N., baron d'), né à Copenhague, en 1785, parut pour la première fois sur la scène politique, en 1814, lors de l'invasion des armées alliées en Belgique. A cette époque il venait de Rome, et faisait partie du 3<sup>e</sup> bataillon du corps franc de Lutnow, placé sous les ordres du fameux Jahn. Rien n'est connu sur sa vie antérieure, excepté qu'on a prétendu, ce que nous sommes loin de donner comme certain, qu'il avait deux fois changé de religion, et qu'élevé dans la foi de ses pères qui étaient israélites, il se fit d'abord luthérien puis catholique. On prétend aussi que dès son arrivée en Belgique, il travailla avec tant d'ardeur à y recueillir les souvenirs de la dynastie autrichienne, qu'il attira la colère du général Blucher. Quoi qu'il en soit, celui-ci donna l'ordre de l'arrêter. M. d'Eckstein se déroba, par de perpétuels voyages, aux poursuites de la gendarmerie prussienne. Aussitôt que Blucher eut établi son quartier-général en France, M. d'Eckstein reparut en Belgique; mais l'Autriche ayant désavoué la mission dont il s'était chargé, il cessa d'agir dans cet intérêt. En revanche, il trouva de puissants protecteurs parmi les Belges, et obtint par leur intercession la place de commissaire de police à Gand. On croit généralement qu'il déploya dès lors un zèle extraordinaire à soutenir la cause des vainqueurs, et qu'il écrivit beaucoup d'articles pour les journaux, dans lesquels il se constituait l'apologiste du pouvoir absolu. Obligé, dit-on, de donner sa démission, il fut bientôt nommé commissaire de police dans le grand duché de Luxembourg. Là il administra dans le même esprit qu'à Gand. En 1815, M. d'Eckstein vint se fixer en France où il obtint la faveur du gouvernement. Il fut d'abord nommé commissaire-général de police à Marseille, puis, en 1818, inspecteur-général au ministère de la police; plus tard il obtint la place d'historiographie, et fut attaché au ministère des affaires étrangères, en qualité d'homme de lettres. Après avoir été pendant quelque temps collaborateur de *le Quotidien* et du *Drapeau blanc*, il fonda, en 1826, un journal intitulé : *La catholique*, dans lequel l'universalité de la science était ramenée à l'unité de doctrine. Des lors M. d'Eckstein prit un rang distingué parmi les écrivains de la nouvelle école théologique. Soit que sa doctrine pèche par l'exposition, soit que la nouveauté de ses principes y répande du vague, il est assez difficile d'en faire une analyse claire et succincte. Sous le rapport de la méthode, M. d'Eckstein diffère essentiellement de l'éclectisme, qui pose en principe que c'est par la conscience que doit se faire l'étude de l'homme. Comme M. de Bonald et M. de La-

meu, il ne croit pas à la conscience : il ne croit qu'à l'histoire et aux documents qu'elle fournit. Il n'étudie pas l'homme, mais le type de la race humaine, et il le trouve dans Adam ou Christ, qui tous deux représentent notre nature, l'une déchue, l'autre régénérée, et c'est par la tradition qu'il étudie les hommes. Tout s'éclaircit, selon lui, par l'érudition, par la critique historique, et il faut être profondément versé dans la science de l'antiquité et dans l'étude des langues pour l'entendre. Ainsi ce n'est pas la conscience qui peut conduire à la connaissance de l'homme, mais le fait et l'autorité. Cependant, M. d'Eckstein oublie que si la foi, qu'il propose pour méthode philosophique, a ce caractère, c'est à la conscience qu'elle le doit. En effet, c'est elle qui croit et qu'on accueille un témoignage, si ce n'est parce que d'abord on sait en soi et par soi-même ce que c'est qu'un témoignage et ce qui en fait l'autorité ? Sans cette expérience personnelle, comment juger que d'autres témoignent et de quelle manière ils témoignent ? comment avoir de la foi, et quelle espèce de foi avoir ? Il est impossible qu'on en ait aucune. M. d'Eckstein, en traitant la philosophie comme il l'a fait, a composé plutôt un système de catholicisme, c'est à dire de révélation et de mysticisme, qu'une théorie scientifique. Cependant comme les principaux points de sa doctrine diffèrent peu de ceux des philosophes de la même école, et, comme ils se présentent plus dans le *catholique* par aperçu que par exposé, il ne s'est point assez développé pour qu'on puisse bien saisir ce qui lui est propre et juger définitivement son système. Mais ce que dès à présent l'on peut comprendre sans peine, et ce qui ressort clairement de tout ce qu'il a écrit et publié, c'est la manière dont il juge à chaque époque l'histoire des sociétés, soit ancienne, soit moderne ; elle ne lui paraît que l'expression de certains dogmes religieux, qui pure ou altérés, à leur source ou dans leur diffus on, ont produit ou modifié tous les grands mouvements du monde. Que ces dogmes à ses yeux restent mystiques ou obscurs, qu'il ne leur cherche pas un autre sens que celui qu'y met la foi, c'est sans doute un défaut. Mais du reste comme ces dogmes ont été, comme ils ont eu leur effet, il y a beaucoup de philosophie et une haute entente historique à les suivre dans leur cours, à les reconnaître dans leurs déviations, à les retrouver partout, même sous leurs formes les plus monstrueuses. M. d'Eckstein a dans l'esprit le mouvement et la portée qui conviennent à ces recherches : une curiosité qui tient de l'ambition, une promptitude remarquable, une grande ardeur de tête, la facilité d'embrasser tout, à la condition, il est vrai, de tout arranger à son système ; telles sont les qualités qui le rendent propre à ce travail. Il est seulement à regretter que sa pensée, trop bouillonnante, ne garde pas en son cours cette lucidité et ce bel ordre qui laissent voir les idées dans leur suite et à leur place. Et cependant, pour rendre à M. d'Eckstein la justice qu'il mérite, nous devons remarquer que, peu porté par son système pour la liberté de la presse, qui, en effet, ne se concilie guère avec l'autorité de l'Église *une et catholique*, il veut néanmoins cette liberté par conscience et par amour de la vérité et de la raison. Reconnaissant que le clergé, loin de posséder aujourd'hui les lumières dont il aurait besoin, semble au contraire les repousser, et par conséquent ne peut plus prétendre à la souveraineté intellectuelle, qu'on a de titre que la science, il sent la nécessité, ne fût-ce que pour l'obliger à s'éclairer, de laisser la liberté et la publicité de la discussion. Bien persuadé, en même temps, que, dans la disposition des esprits, le vrai moyen de les convertir n'est pas de leur imposer, mais de leur proposer une doctrine, il repousse toute mesure qui ne s'accorderait pas avec ce principe. La liberté, il est vrai, n'est pas pour lui ce qu'il y aurait de mieux ; il préférerait l'autorité, si l'autorité n'était ce qu'elle doit être : mais, telle qu'elle est, il ne la croit pas bonne, et, dans cette pensée, il se tourne vers la liberté, l'invoque et la proclame. Sous ce rapport, M. d'Eckstein diffère beaucoup des écrivains de son école ; il a bien mieux le sentiment de son époque et des besoins qui lui sont propres. Ses concessions ne sont peut-être pas tout ce que demanderait une philo-

sophie purement libérale ; mais c'est beaucoup de la part d'une philosophie catholique, et nous devons en savoir gré à l'auteur, qui, malgré son système, a su faire des sacrifices à son amour pour la science. M. d'Eckstein n'a jusqu'ici publié que *La catholique*, recueil qui a cessé de paraître en 1848, et qui compte déjà plusieurs volumes in-8° ; mais il y annonce en plus d'un endroit un ouvrage étendu, dans lequel il cherchera à faire l'histoire générale de l'humanité, d'après ses langues, ses littératures, ses religions et ses mouvements politiques. C'est dans ce livre qu'il développera avec unité et dans son ensemble tout le système que *La catholique* ne nous montre que par aperçus et par applications particulières.

EGINTON (FRANÇOIS), célèbre artiste anglais, né vers 1740. Il a excellé dans la peinture sur verre. Cet art, connu des anciens, avait été perdu par les modernes. Quand on l'eut retrouvé, on composa des tableaux avec des verres de couleur ; c'était une espèce de mosaïque. Plus tard et vers le milieu du dernier siècle, on imagina de peindre sur le verre par apprêt, c'est à dire en y incorporant des couleurs métalliques à l'aide du feu. Eginton a laissé un grand nombre d'ouvrages en ce genre qui dénotent un talent très remarquable. Nous citerons les principaux : deux Résurrections sur le dessin de Joseph Reynolds, l'une est à la cathédrale de Salisbury, l'autre à Arnhem ; le Banquet donné par Salomon à la reine de Saba, d'après un tableau d'Hamilton ; il est au château d'Arundel ; saint Paul converti et recouvrant la vue, dans l'église de Saint-Paul à Birmingham ; le Christ portant sa croix, d'après Morales, dans l'église de Winsted, au comté d'Essex ; l'Âme d'un enfant devant Dieu, sur un tableau de Peters, dans une chapelle à Great-Barrs, comté de Stafford. Eginton a restauré des peintures anciennes à Oxford et ailleurs ; il a fait plus de cinquante grands tableaux. Il est mort le 26 mars 1808.

EGUIA (FRANÇOIS RAMON DE), ministre de la guerre, naquit à Durango dans la Biscaye en 1780. Il embrassa la carrière militaire, passa successivement par tous les grades, et fut lieutenant-général en 1808. Il se fit remarquer par une grande intrépidité dans la guerre que l'Espagne soutint contre Napoléon. Il commandait, en 1812, une division de l'armée de Valence, que le général Elío destinait au renversement de la constitution. Ce fut M. Eguia qui marcha le premier sur Madrid en 1814 ; il eut la mission d'y faire arrêter tous les citoyens qui se trouvaient avoir la direction du pouvoir ou de l'opinion. Il reçut alors le portefeuille de la guerre, qu'on lui donna en échange du gouvernement de la nouvelle Castille. A sa sortie du ministère, il fut nommé capitaine-général du royaume de Grenade, et persécuta les constitutionnels dont il encombra les prisons du saint office. Les événements de 1830 lui firent chercher un asile en France, et il prit une part active à l'organisation de l'armée de la foi. Le ministère français le mit à la tête de la régence provisoire qui marchait avec notre armée ; il présida la junte provisoire, et sa violente exaspération ne connut plus de bornes. On s'est accordé à reconnaître, dans le général Eguia, un amour exalté pour la monarchie et pour son roi, qui lui faisait trouver des forces au-dessus de son âge et le jetait dans des excès blâmables ; et à le représenter comme bien au-dessous des différents emplois qu'il a occupés. Il est mort à Madrid en 1849.

EHRENFEELD, *FRANÇOIS NORMAN*.

EHRENHEIM (FRÉDÉRIC-GUILLAUME, baron), ministre et ambassadeur, naquit, le 29 juin 1785, à la terre du Broby, en Sudermanie. Entré aux archives du royaume, en 1798, il fut envoyé, en 1805, à la cour de Saxe, comme chargé d'affaires, et, deux ans après, à celle de Danemarck, avec le titre d'ambassadeur. Il s'acquitta de ces différentes missions d'une manière qui lui valut les éloges de son souverain. De retour dans sa patrie, en 1807, il fut nommé chancelier provisoire de la cour, charge remplacée aujourd'hui par celle de ministre des affaires étrangères, et succéda, peu après, au comte de Sparre, qui avait le portefeuille de ce ministère. C'est pendant l'administration d'Ehrenheim, que le cabinet de Suède se fit



que qui fournit naturellement des données par l'explication des légendes et des emblèmes. Malgré les soins de Messabarba et de quelques autres, la chronologie des médailles romaines sous les Césars était très imparfaite, ce qui venait surtout de ce qu'une grande quantité des monuments relatifs à cette époque sont apocryphes, et n'avaient pas encore été éclaircis par une critique éclairée. Eckhel se promit de signaler avec une sévère exactitude et toutes les médailles suspectes repandues par les anciens, chez qui les faux monnaieurs n'étaient point rares, et le grand nombre de celles dans lesquelles on ne doit voir que des contrefaçons modernes. Mais comprenant toutes les difficultés de l'ouvrage auquel il attachait sa gloire, il désira visiter les principaux cabinets formés en Italie. Ses supérieurs l'autorisèrent, en 1779, à faire ce voyage. Un prince de la maison d'Autriche régnait à Florence; Eckhel en reçut l'accueil le plus favorable, et n'eut qu'à se louer aussi du docteur Cocchi, directeur de la riche galerie de cette ville. Il y fit l'esquisse de son nouveau classement. Il dut regretter sans doute de ne pas multiplier ses excursions; mais il repassa les Alpes au moment où on venait de supprimer les jésuites. Comme savait, il n'avait pas à déplorer cette catastrophe; il allait avoir la libre disposition de tous ses instants. La protection du grand-duc de Toscane lui avait ménagé des ressources en Autriche; à la recommandation de ce prince, il venait d'être nommé, par sa nièce, l'impératrice Marie-Thérèse, professeur d'antiquités et directeur du cabinet des médailles à Vienne. En 1779, dans la nouvelle édition qu'il donna de ce cabinet, en latin et en deux volumes in-folio, il suivit sa méthode dont l'utilité n'était déjà plus contestée. Elle décida la supériorité de cette édition sur la première, qui d'ailleurs avait été faite dans un temps où Khell et Frœlich n'avaient pu réunir une aussi nombreuse collection. Le nouveau directeur publia, en 1775 et 1786, des traités particuliers dont la perfection fit attendre plus impatiemment le grand ouvrage qu'il promettait. Il forma aussi, en 1788, un choix des pierres gravées antiques qui enrichissent le cabinet impérial. Mais, comme il avait plus en vue pour cet objet les amateurs que les savants, il écrivit en français les éclaircissements qui accompagnèrent les planches, et il crut devoir s'y abstenir de toute recherche trop aride. Il commença enfin la publication de son traité général sur les médailles; elle dura environ six ans, et il parut n'avoir vécu que pour le terminer. Il mourut le 16 mai 1798, très peu de jours après y avoir mis la dernière main. Des ouvrages aussi étendus et aussi sérieux ne sauraient être écrivains appréciés au moment où ils paraissent; et cependant, toutes les fois qu'on aura attaché de l'importance à un travail, et qu'on y aura consacré ses forces, sans doute on désirera d'autant plus d'être témoin du succès, que l'on saura mieux se défendre des illusions de l'amour-propre. Moins on est vain, plus on a besoin d'être approuvé, pour ne pas craindre de s'être abusé soi-même, et de n'avoir rien produit de vraiment estimable. Le professeur de Vienne n'eût pas tardé à jouir de sa juste réputation. A quelques progrès que la numismatique soit encore destinée, son ouvrage en sera un des plus fermes soutiens. La beauté du plan, le choix des citations, la pénétration dans des recherches pleines de sagacité, une critique généralement aussi judicieuse que rapide, des dissertations habilement séparées du texte principal, afin de n'en pas refroidir l'intérêt, tous ces genres de mérite assurent une longue durée au travail d'Eckhel. L'écrire de plus en latin, comme pour le mettre, autant que possible, à l'abri des vicissitudes du langage en Europe, ce n'était à la vérité que suivre une sorte d'usage; mais il lui appartenait mieux qu'à beaucoup d'autres de préférer ainsi l'idiotisme monumental, puisqu'il le possédait au point de s'en servir avec une grâce entraînante. Rien peut-être n'aurait manqué au savant numismate, s'il eût eu l'occasion de visiter tous les plus précieux dépôts de la science, particulièrement le cabinet de la bibliothèque royale de Paris, et s'il fût resté moins étranger aux beaux-arts, surtout à la sculpture ancienne. L'Éloge historique d'Eckhel, par Millin, a été inséré dans le *Magasin encyclopédique*, au

tome V. On y voit que les rivalités même de la science n'ont jamais altéré son humeur douce et bienveillante. Dans des discussions avec Pellerin, il a toujours ménagé ce vieillard qui souffrait si difficilement qu'on ne l'ignât pas de son avis. Du reste il n'a pas connu d'ennemi; il avait autant d'amabilité dans le caractère, que d'indépendance et de penchant à la bienfaisance. Ses ouvrages et ses principaux opuscules sont : 1° *Deus des à l'occasion du mariage de Joseph II*, en latin, Vienne 1765, in-4°; 2° *Sur le départ de la princesse Marie-Charlotta*, poème en allemand, Vienne, 1768, in-8°; 3° *Discours sur le voyage de Joseph II en Italie*, en allemand, Vienne, 1770, in-8°; 4° *Monnaies antiques inédites (Nouvelles recherches)*, Vienne 1775, in-4°; Eckhel a fait connaître plus de quatre cents médailles la plupart autonomes, dans ce recueil digne de lui, le premier fruit de ses voyages; on y remarque déjà une critique très exercée, ainsi qu'une grande connaissance des langues anciennes. 5° *Sur les médailles d'Antioch en Syrie*, 1786, fragment in-4°; 6° Une dissertation, servant d'appendice à l'ouvrage publié en 1775, et intitulée *Sylloge prima nummarum antelorum thesauri Cararii*. Vienne 1786, grand in-4°, avec dix planches. La suite n'a pas été faite. 7° *Traité élémentaire de numismatique ou émonde*, à l'usage des écoles, Vienne, 1786, grand in-8°; 8° *La science des médailles (De la numismatique)*, Vienne, 1793-1798, 8 vol. Il faut joindre à cette liste l'ouvrage sur les pierres gravées, dont il était fait mention; c'est le seul que ce savant n'ait pas publié en allemand ou en latin.

ECKMULH (le prince d'). Voyez Davout.

ECKSTEIN (N., baron d'), né à Copenhague, en 1783, parut pour la première fois sur la scène politique, en 1814, lors de l'invasion des armées alliées en Belgique. A cette époque il venait de Rome, et faisait partie du 3<sup>e</sup> bataillon du corps franc de Lutao, placé sous les ordres du fameux Jahn. Bien n'est connu sur sa vie antérieure, excepté qu'on a prétendu, ce que nous sommes loin de donner comme certain, qu'il avait deux fois changé de religion, et qu'élevé dans la foi de ses pères qui étaient israélites, il se fit d'abord luthérien puis catholique. On prétend aussi que dès son arrivée en Belgique, il travailla avec tant d'ardeur à y réveiller les souvenirs de la dynastie autrichienne, qu'il s'attira la colère du général Blucher. Quoi qu'il en soit, celui-ci donna l'ordre de l'arrêter. M. d'Eckstein se dévota, par des perpétuels voyages, aux poursuites de la gendarmerie prussienne. Aussitôt que Blucher eut établi son quartier-général en France, M. d'Eckstein repartit en Belgique; mais l'Autriche ayant déjà desavoué la mission dont il s'était chargé, il cessa d'agir dans cet intérêt. En revanche, il trouva de puissants protecteurs parmi les Belges, et obtint par leur intercession la place de commissaire de police à Gand. On croit généralement qu'il déploya dès lors un zèle extraordinaire à soutenir la cause des vainqueurs, et qu'il écrivit beaucoup d'articles pour les journaux, dans lesquels il se constituait l'apologiste du pouvoir absolu. Obligé, dit-on, de donner sa démission, il fut bientôt nommé commissaire de police dans le grand duché de Luxembourg. Là il administra dans le même esprit qu'à Gand. En 1818, M. d'Eckstein vint se fixer en France où il obtint la faveur du gouvernement. Il fut d'abord nommé commissaire-général de police à Marseille, puis, en 1818, inspecteur-général au ministère de la police; plus tard il obtint la place d'historiographe, et fut attaché au ministère des affaires étrangères, en qualité d'homme de lettres. Après avoir été pendant quelque temps collaborateur de *le Quotidien* et du *Drapeau blanc*, il fonda, en 1826, un journal intitulé : *Le catholique*, dans lequel l'universalité de la science était rattachée à l'unité de doctrine. Dès lors M. d'Eckstein prit un rang distingué parmi les écrivains de la nouvelle école théologique. Soit que sa doctrine précède par l'exposition, soit que la nouveauté de ses principes y répande du vague, il est assez difficile d'en faire une analyse claire et succincte. Sous le rapport de la méthode, M. d'Eckstein diffère essentiellement de l'éclectisme, qui pose en principe que c'est par la conscience que doit se faire l'étude de l'homme. Comme M. de Bonald et M. de La-

moins, il ne croit pas à la conscience: il ne croit qu'à l'histoire et aux documents qu'elle fournit. Il s'étudie pas l'homme, mais le type de la race humaine, et il le trouve dans Adam ou Christ, qui tous deux représentent notre nature, l'une déchue, l'autre regénérée, et c'est par la tradition qu'il étudie les hommes. Tout s'éclaircit, selon lui, par l'érection, par la critique historique, et il faut être profondément versé dans la science de l'antiquité et dans l'étude des langues pour l'entendre. Ainsi ce n'est pas la conscience qui peut conduire à la connaissance de l'homme, mais la foi et l'autorité. Cependant, M. d'Eckstein oublie que si la foi, qu'il propose pour méthode philosophique, a ce caractère, c'est à la conscience qu'elle le doit. En effet, s'il vient qu'on croit et qu'on accueille un témoignage, à ce n'est parce que d'abord on sait en soi et par soi-même ce que c'est qu'un témoignage et ce qui en fait l'autorité? Sans cette expérience personnelle, comment juger que d'autres témoignent et de quelle manière ils témoignent? comment avoir de la foi, et quelle espèce de foi avoir? Il est impossible qu'on en ait aucune. M. d'Eckstein, en traitant la philosophie comme il l'a fait, a composé plutôt un système de catholicisme, c'est à dire de révélation et de mysticisme, qu'une théorie scientifique. Cependant comme les principaux points de sa doctrine diffèrent peu de ceux des philosophes de la même école, et, comme ils se présentent plus dans le *catéchisme* par aperçu que par exposé, il ne s'est point assez développé pour qu'on puisse bien saisir ce qui lui est propre et juger définitivement son système. Mais ce que des à présent l'on peut comprendre sans peine, et ce qui ressort clairement de tout ce qu'il a écrit et publié, c'est la manière dont il juge à chaque époque l'histoire des sociétés, soit ancienne, soit moderne; elle ne lui paraît que l'expression de certains dogmes religieux, qui purs ou altérés, à leur source ou dans leur diffusion, ont produit ou modifié tous les grands mouvements du monde. Que ces dogmes à ses yeux restent mystiques ou obscurs, qu'il ne leur cherche pas un autre sens que celui qu'y met la foi, c'est sans doute un défaut. Mais du reste comme ces dogmes ont été, comme ils ont eu leur effet, il y a beaucoup de philosophie et une haute entente historique de la suivre dans leur cours, à la reconnaître dans leurs déviations, à les retrouver partout, même sous leurs formes les plus monstrueuses. M. d'Eckstein a dans l'esprit le mouvement et la portée qui conviennent à ces recherches: une curiosité qui tient de l'ambition, une promptitude remarquable, une grande ardeur de tête, la facilité d'embrancher tout, à la condition, il est vrai, de tout arranger à son système; telles sont les qualités qui le rendent propre à ce travail. Il est seulement à regretter que sa pensée, trop bouillonnante, ne garde pas en son cours cette lucidité et ce bel ordre qui laissent voir les idées dans leur suite et à leur place. Et cependant, pour rendre à M. d'Eckstein la justice qu'il mérite, nous devons remarquer que, peu porté par son système pour la liberté de la presse, qui, en effet, ne se concilie guère avec l'autorité de l'église une et catholique, il veut néanmoins cette liberté par conscience et par amour de la vérité et de la raison. Reconnaissant que le clergé, loin de posséder aujourd'hui les lumières dont il aurait besoin, semble au contraire les repousser, et par conséquent ne peut plus prétendre à la souveraineté intellectuelle, qu'on a de tirer que la science, il sent la nécessité, ne fût-ce que pour l'obliger à s'éclairer, de laisser la liberté et la publicité de la discussion. Bien persuadé, en même temps, que, dans la disposition des esprits, le vrai moyen de les convertir n'est pas de leur imposer, mais de leur proposer une doctrine, il repousse toute nature qui ne s'accorderait pas avec ce principe. La liberté, il est vrai, n'est pas pour lui ce qu'il y aurait de mieux; il préférerait l'autorité, si l'autorité était ce qu'elle doit être: mais, telle qu'elle est, il ne la croit pas bonne, et, dans cette pensée, il se tourne vers la liberté, l'invoque et la proclame. Sous ce rapport, M. d'Eckstein diffère beaucoup des écrivains de son école: il a bien mieux le sentiment de son époque et des besoins qui lui sont propres. Ses concessions ne sont peut-être pas tout ce que demanderait une philo-

sophie purement libérale; mais c'est beaucoup de la part d'une philosophie catholique, et nous devons en savoir gré à l'auteur, qui, malgré son système, a su faire des sacrifices à son amour pour la science. M. d'Eckstein n'a jusqu'ici publié que *La catholique*, recueil qui a commencé à paraître en 1858, et qui compte déjà plusieurs volumes in-8°; mais il y annonce en plus d'un endroit un ouvrage étendu, dans lequel il cherchera à faire l'histoire générale de l'humanité, d'après ses langues, ses littératures, ses religions et ses mouvements politiques. C'est dans ce livre qu'il développera avec unité et dans son ensemble tout le système que *La catholique* ne nous montre que par aperçus et par applications particulières.

EGINTON (FRANÇOIS), célèbre artiste anglais, ne vers 1740. Il a excellé dans la peinture sur verre. Cet art, connu des anciens, avait été perdu par les modernes. Quand on l'eut retrouvé, on composa des tableaux avec des verres de couleur: c'était une espèce de mosaïque. Plus tard et vers le milieu du dernier siècle, on imagina de peindre sur le verre par apprêt, c'est à dire en y incorporant des couleurs métalliques à l'aide du feu. Eginton a laissé un grand nombre d'ouvrages en ce genre qui dénotent un talent très remarquable. Nous citerons les principaux: deux Résurrections sur le dessin de Joseph Reynolds, l'une est à la cathédrale de Salisbury, l'autre à Arhfield; le Banquet donné par Salomon à la reine de Saba, d'après un tableau d'Hamilton; il est au château d'Arundel; saint Paul converti et recouvrant la vue, dans l'église de Saint-Paul à Birmingham; le Christ portant sa croix, d'après Morales, dans l'église de Wamsted, au comté d'Essex; l'Âme d'un enfant devant Dieu, sur un tableau de Peters, dans une chapelle à Great-Barro, comté de Stafford. Eginton a restauré des peintures anciennes à Oxford et ailleurs; il a fait plus de cinquante grands tableaux. Il est mort le 26 mars 1805.

EGUIA (FRANÇOIS RAMON DE), ministre de la guerre, naquit à Durango dans la Biscaye en 1750. Il embrassa la carrière militaire, passa successivement par tous les grades, et fut fait lieutenant-général en 1803. Il se fit remarquer par une grande intrépidité dans la guerre que l'Espagne soutint contre Napoléon. Il commandait, en 1812, une division de l'armée de Valence, que le général Elio destinait au renversement de la constitution. Ce fut M. Eguia qui marcha le premier sur Madrid en 1814; il eut la mission d'y faire arrêter tous les citoyens qui se trouvaient avoir la direction du pouvoir ou de l'opinion. Il reçut alors le portefeuille de la guerre, qu'on lui donna en échange du gouvernement de la nouvelle Castille. A sa sortie du ministère, il fut nommé capitaine-général du royaume de Grenade, et persécuta les constitutionnels dont il encombra les prisons du saint office. Les événements de 1830 lui firent chercher un asile en France, et il prit une part active à l'organisation de l'armée de la foi. Le ministère français le mit à la tête de la régence provisoire qui marchait avec notre armée; il présida la junte provisoire, et sa violente exaspération ne connut plus de bornes. On s'est accordé à reconnaître, dans le général Eguia, un amour exalté pour la monarchie et pour son roi, qui lui faisait trouver des forces au-dessus de son âge et le jetait dans des excès blâmables; et à le représenter comme bien au-dessous des différents emplois qu'il a occupés. Il est mort à Madrid en 1857.

EHRENFELD. Voyez NOSHANN.

EHRENHEIM (FRIEDRICH-GUILLAUME, baron), ministre et ambassadeur, naquit, le 29 juin 1755, à la terre de Broby, en Sudermanie. Entré aux archives du royaume, en 1776, il fut envoyé, en 1785, à la cour de Saxe, comme chargé d'affaires, et, deux ans après, à celle de Danemarck, avec le titre d'ambassadeur. Il s'acquitta de ces différentes missions d'une manière qui lui valut les éloges de son souverain. De retour dans sa patrie, en 1797, il fut nommé chancelier provisoire de la cour, charge remplacée aujourd'hui par celle de ministre des affaires étrangères, et succéda, peu après, au comte de Sparre, qui avait le portefeuille de ce ministère. C'est pendant l'administration d'Ehrenheim, que le cabinet de Suède se fit

remarquer par l'énergie de ses actes. Dans le nouvel ordre des choses, qui commença à la majorité de Gustave-Adolphe IV, Ehrenheim fut nommé membre du comité général du roi, du comité des finances et de celui des affaires de la Poméranie et de Wismar. Il assista, en 1800, à la diète de Norköping, en qualité de chancelier de la cour, et il fut, le 29 mai 1801, nommé président de la chancellerie du roi. Le vrai patriotisme et l'esprit éclairé d'Ehrenheim le firent appeler dans toutes les affaires importantes, et Gustave-Adolphe avait si bien apprécié cet homme d'état, qu'il le nomma toujours membre de la régence pendant ses différents voyages. Le 27 mars 1809, il donna la démission de ses emplois, et se retira à Sk. redå, dans le gouvernement de Jönköping, où il resta huit années, s'adonnant à la littérature, aux sciences et aux arts, dont il avait toujours été le protecteur. L'attention publique le suivit dans sa retraite. Il se décida à retourner dans la capitale, mais il n'accepta d'autres fonctions que celles que les états du royaume ou les sociétés savantes lui conférèrent. Le baron Ehrenheim était membre de l'académie des sciences, de celle des belles lettres, et de celle d'agriculture de Stockholm; la société des sciences à Upsal le comptait aussi parmi ses membres. Les mémoires de ces sociétés savantes contiennent plusieurs dissertations remarquables de ce savant. Le baron Ehrenheim termina ses jours le 2 août 1818. Ses principaux ouvrages sont : 1° *Mémoires de physique*, Stockholm, 1822, in-8°; 2° *Fragments sur l'histoire de la météorologie*, Stockholm, 1822, in-8°; 3° *Traité sur les changements des climats*, Stockholm, 1824, in-8°; 4° *Inquisitiones metho-dicæ, insertæ dans les Nova acta regis societatis scientiarum Upsalienis*, tome IX; 5° *Festus et Festinatio*, Stockholm, 1827, 2 vol. 6° *L'Apologie de cet ouvrage*, Stockholm, 1827; 7° un poème intitulé : *Bil ningszofum, philosophique*, Stockholm, 1817. Ce poème, publié dans un temps où la poésie suédoise semblait hésiter sur ce qu'elle devait accueillir ou rejeter, et dans les commencements peu de vogue, mais il ne tarda pas d'être justement apprécié. Les réponses d'Ehrenheim aux déclarations de guerre par la Russie et le Danemark sont traduites en allemand et se trouvent dans le *Spectateur du Nord*. Les archives du gouvernement de Suède gardent aussi une foule d'actes précieux de ce diplomate éclairé.

EICHHORN JEAN-GODEFRON, philologue et orientaliste célèbre, professeur de philosophie à l'université de Göttingue, est né le 16 octobre 1752 à Dorrenzimmern, dans la principauté de Hohenlohe-Ochsenigen. Après avoir enseigné la littérature orientale à Jena, et rempli pendant quelques années les fonctions de recteur de l'école d'Olmütz, le duc de Saxe-Weimar le nomma conseiller de cour en 1785, et il devint en 1788 conseiller de la cour britannique et professeur de philosophie à l'université de Göttingue. M. Eichhorn a publié beaucoup d'ouvrages et quelques uns ont obtenu dans l'Allemagne une grande célébrité; la hardiesse de sa critique à l'égard des livres saints, lui a longtemps fermé les portes de l'académie de Göttingue, qui a fini par se l'adjoint. Voici ses productions les plus remarquables : 1° *Histoire du commerce des Indes orientales*, avant Mahomet, Götting, 1775, in-8°; 2° *Monumenta antiquissima historie Arabum, post Albertum Schultensium*, etc., Götting, 1775, in-8°; 3° *L'homme de la nature ou histoire d'Al-Farabi-Jakub*, roman oriental d'Abu Jafar-Ebn-Jakub, traduit de l'arabe, Berlin et Stettin, 1783, in-8°; 4° *Bibliothèque universelle de la littérature hébraïque*, Leipzig, 1797 et 1801, 10 vol. in-8°; 5° *Introduction aux livres apocryphes de l'Ancien Testament*, 1797, in-8°; 6° *Aperçu historique sur la révolution française*, Leipzig, 1796, 2 vol. in-8°; 7° *Histoire générale de la civilisation et de la littérature de l'Europe moderne*, ibid., 1796-1798, 2 vol. in-8°; 8° *Histoire universelle*, ibid., 1799-1801, 2 vol. in-8°; ibid., 1804-1812, 2 vol. in-8°; 9° *Histoire des trois derniers siècles*, Göttingen, 1803-1804, 6 vol. in-8°; ibid., 1806, 6 vol. in-8°; 10° *Histoire de la littérature depuis ses commencements jusqu'à nos jours*, ibid., 1805 et années suivantes. M. Eichhorn a pour sa part

dans cet ouvrage, qui a été rédigé en commun par les professeurs de Göttingue, les trois premières parties et la cinquième. 11° *Introduction à l'Ancien Testament*, 1803, 3 vol. in-8°; 2° édition; 12° *Introduction au Nouveau Testament*, 1804-1814, 3 vol. in-8°; 13° *Introduction à l'Apocalypse*, M. Eichhorn a aussi publié le *Repositaire de la littérature biblique et orientale*, 1777-1780, 18 cahiers in-8°, et il a fourni plusieurs articles à divers journaux de littérature.

EICHINGEN le duc d'. Voyez NEV.

ELCGRAM. Voyez MURON, au Supplément.

ELDON JEAN, lord, pair d'Angleterre et lord-grand-juge, né en 1750, est le troisième fils d'un commerçant nommé William Scott, de Newcastle-Upon-Tyne, dans le comté de Northumberland. Destiné au barreau, il eut à le droit à l'université d'Oxford et au college de Middle-Temple, à Londres. A son début dans une carrière d'avocat, il resta presque inaperçu. Mais dès qu'il eut trouvé l'occasion de se faire remarquer, il obtint bientôt une place à la cour de la chancellerie, où le lord-chancelier Thurlow eut soin de le faire avancer rapidement en grade. Sous la puissante protection de celui-ci, le parlement ouvrit ses portes au jeune Scott, qui y représenta successivement le bourg de Wexley et la ville de Boroughbridge. Dans l'assemblée nationale, comme dans toutes les affaires qui lui furent confiées, il s'est constamment montré savant légiste et habile orateur. En 1788, le roi le nomma procureur général avec le titre de chevalier. Sir John Scott, est ainsi qu'on le désignait alors, remplit cette importante charge pendant six ans, et obtint immédiatement après, en 1793, celle de fiscal-général. Dans l'exercice de ces fonctions délicates et extrêmement difficiles de ce dernier emploi, il sut conserver sa réputation intacte, malgré les troubles politiques du temps, et fit preuve d'une telle supériorité d'esprit que le gouvernement le nomma lord-grand-juge à la cour des *communs*, et lui conféra la dignité de pair, sous le titre de lord Eldon, nom d'une terre qu'il possédait dans le comté de Durham. Enfin, en 1801, il fut nommé grand-chancelier. Lors de l'arrestation du ministre Fox, il fut obligé de résigner cette place, mais elle lui fut rendue, en 1807, quand lord Erskine sortit du cabinet. Depuis cette époque, il a exercé les difficiles et pénibles fonctions de chef des jurés des assises d'Angleterre et de président de la chambre haute avec une telle habileté, que ce lui-même qui professait des opinions politiques opposées aux siennes, n'ont pu lui refuser leurs éloges. En 1823, par suite du changement de ministère, il descendit de la présidence de la chambre des pairs, qui passa à lord Lyndoch. Bien qu'octogénaire, il remplit les devoirs de sa haute magistrature avec une énergie qui n'appartient ordinairement qu'à l'âge viril. La seule chose qu'on lui reproche, c'est de délibérer trop longtemps avant de rendre ses décisions; mais si l'on prend en considération la gravité des affaires qui lui sont soumises, cette lenteur serait peut-être une qualité plutôt qu'un défaut. On pourrait lui reprocher avec plus de raison de tenir trop à la vieille routine, car, pendant sa longue carrière judiciaire, il n'a proposé aucun changement de procédure, ni pour en réduire les frais, mais il s'est constamment opposé à toute innovation tendant à ce but. Quant à ses opinions politiques, il suffit de rappeler qu'il a toujours été ultra-tory et l'un des plus rudes adversaires de l'émancipation des catholiques.

ELIASÉ (le père). Voyez TOLARNOV.

ELIOT S BOCHTOR, orientaliste, naquit à Siout, dans la Haute-Egypte, le 12 avril 1781, de parents coptes, et fut élevé dans leur religion. A peine âgé de quatorze ans, lorsque les Français entreprirent la conquête de l'Egypte, il ne tarda pas à s'attacher à leur service, et fut employé dans l'armée d'Orient comme interprète. Après l'évacuation de l'Egypte, il revint en France avec deux de ses compatriotes, que l'on devouait pourvoir cause avait forces d'abandonner leur pays. Il résida quelques années à Marseille, d'où le duc de Felice l'appela à Paris, en juin 1818, et l'employa au dépôt général de la guerre, à traduire des pièces arabes qui faisaient partie de la correspon-

dance de l'armée d'Orient. Bientôt il fut attaché au même dépôt, en qualité d'interprète; il travailla alors avec ardeur à la composition d'un *Dictionnaire français-arabe*, dont l'utilité fut reconnue. Réformé en 1814, réplacé en 1815, réformé de nouveau en 1817, et réintégré en 1818, avec son traitement de 3,000 fr., à titre d'encouragement, pour l'achèvement de son *Dictionnaire*, Elihu Bochart fut nommé, en 1819, professeur d'arabe vulgaire à l'école spéciale des langues orientales vivantes, près la bibliothèque du roi. De longues privations, des inquiétudes cruelles causées par les persécutions de l'envie, de la haine et de l'intrigue, avaient épuisé le courage et les forces d'un homme qui, dans un corps frêle et exigu, avait une imagination vive et une âme ardente. Une maladie de son fœtus en peu de temps, le 27 septembre 1821, au moment où il allait recueillir le fruit de ses travaux et de son dévouement, dans la patrie qu'il avait adoptée. On a de Bochart: 1° *Alphabet arabe*, accompagné d'exemples, Paris, 1820, in-4°; 2° *Discours prononcé à l'ouverture du cours d'arabe vulgaire, à l'école spéciale*, etc., le 8 décembre 1819, Paris, 1820, in-8°; 3° *Dictionnaire français-arabe*, Paris 1823-1829, six tomes, in-4°. M. Amédée de Clermont-Tonnerre, durant que cet important ouvrage ne fût pas perdu pour la France, fit l'acquisition du manuscrit, n'usant de la main de l'auteur, et entreprit de le faire imprimer. Il chargea le successeur de ce professeur égyptien, M. Caussin de Perceval fils, de revoir l'ouvrage, d'en effacer de légères incorrections que l'auteur aurait sans doute fait d'apparaître, s'il eût pu, en surveillant lui-même l'impression, mettre la dernière main à son travail. Quoique dans ce Dictionnaire chaque acception d'un mot arabe soit appuyée d'exemples tirés des auteurs, M. de Clermont-Tonnerre, ayant désiré qu'il fût plus complet pour être plus utile, M. Caussin a fondé les nombreux matériaux qu'il avait recueillis pendant son séjour en Syrie, pour composer un Dictionnaire semblable. Il y a aussi ajouté beaucoup d'exemples des Dictionnaires espagnol-arabe et italien-arabe, de P. Canal et de F. Domenico Germano di Salsia.

ENGSTROM (GUSTAVE), conseiller au collège des mines de Suède, né le 1<sup>er</sup> août 1738 à Lund, où son père était érèbre. Après avoir suivi l'examen exigé, à l'université de sa ville natale, il partit pour Stockholm dans l'intention d'entrer au collège des mines où il fut reçu en 1756. Conduit par le savant conseiller Brandt qui, à cette époque, avait l'intendance du laboratoire chimique, il fit des progrès rapides dans la chimie et la minéralogie. A.-J. Cronstedt, juge des mines, ayant remarqué les talents d'Engstrom, vint sous instruction et lui conserva la plus grande amitié. Le collège chargea, en 1758, Engstrom de se rendre à Edelfors en Smalandie, où existait une mine d'ur, pour en prendre connaissance. Deux ans après, il fit un voyage aux frais de l'état dans les mines de Norvège. Après avoir été nommé essayeur, en 1764, il alla à Londres, où il publia en anglais un *Traité sur l'utilité du chalumeau dans la minéralogie*. Avant de retourner en Suède il visita la Hollande et la Prusse, et reçut dans ces pays l'accueil dû à ses connaissances. De retour dans sa patrie il fut nommé, en 1768, gardien des monnaies, et six ans après, professeur au collège des mines. Enfin en 1781, il se fit promettre la place de conseiller. Il donna sa démission, en 1794, et se retira à la campagne, où il mourut le 13 août 1813. Son zèle infatigable pour les sciences et sa célébrité comme auteur le firent nommer membre de l'académie des sciences de Stockholm, dont il fut deux fois élu président. Ses ouvrages publiés, outre celui que nous avons nommé ci-dessus, sont: 1° *Laboratorium chemicum*; 2° *Guide des voyageurs aux carrières et mines de Suède, à l'usage des étrangers, des artistes, des minéralogistes*; 3° une Traduction en anglais du *ystème du règne minéral*, par Cronstedt. On a inséré dans les *Mémoires de l'académie des sciences de Stockholm* plusieurs traités qui témoignent des connaissances étendues d'Engstrom, et on peut ici mentionner: *Description d'un fourneau chimique portatif*; *Essai sur un minerai*, noté de Chine, nommé kien; *Essai sur un fleuve siccité de Chine*; Sur l'utilité de l'hépar

sulphurée dans la métallurgie; Notice sur le pak-fong, métal blanc de Chine, etc.

ENGESTROM (LAFREY, comte de), ministre d'état suédois, naquit le 24 décembre 1731, à Stockholm. Il fit ses études à l'université de cette ville sous les yeux de son père, homme distingué par ses vastes connaissances dans les langues anciennes et modernes. Après son examen d'admission à la chancellerie royale, il y fut reçu le 27 novembre 1750; et nommé, le 22 juin de l'année suivante, copiste aux archives du royaume. Il conserva cette place jusqu'au 13 octobre 1773, époque où il fut nommé second secrétaire au bureau des ministres, aujourd'hui cabinet des affaires étrangères. Cet emploi convenait surtout aux talents diplomatiques d'Engestrom, et il fut fait premier secrétaire trois ans après. En 1776, le roi le nomma sous-chargé d'affaires auprès de la cour d'Autriche; il se rendit à Vienne, où il resta jusqu'en 1788. A cette époque il reçut l'ordre de se rendre à Warsaw, comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire. Le duc Charles de Sudermanie, qui, après la mort de Gustave III, gouverna la Suède comme tuteur de Gustave IV, jugeant les services d'Engestrom plus utiles dans sa patrie, le rappela, et le fit, en 1793, chancelier de la cour et membre du conseil général du roi, de ceux des finances et des affaires de la Poméranie. Il remplit toutes ces fonctions, qu'il ne conserva qu'un an, avec zèle, et fut en 1793, nommé ministre à la cour de Londres, et deux ans après désigné pour l'ambassade d'Autriche; mais il refusa ce dernier poste. Le 26 avril 1798, il se rendit à Berlin comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour de Prusse. Le 22 août de cette même année il donna sa démission du service de chancelier de la cour. Après avoir, pendant cinq années, rempli ces fonctions à Berlin avec beaucoup de talent, et s'être distingué dans les différentes affaires diplomatiques qu'il eut à traiter, Engestrom demanda et obtint son rappel pour jouir du repos nécessaire après tant de fatigues. Néanmoins peu de temps après il se disposait à faire un voyage à l'étranger pour développer et accroître ses connaissances et ses talents dans les affaires publiques; mais les circonstances survenues dans son pays nécessitèrent sa rentrée au service de l'état, et il fut, le 16 mai 1809, nommé président de la chancellerie. Cette charge, par la constitution du 9 juin de la même année, reçut le nom de ministre d'état pour les affaires étrangères. En même temps il fut chargé de veiller sur les affaires de l'intérieur dans le conseil d'état. Le 16 juin 1810, il fut nommé chancelier de l'université de Lund, emploi qu'il remplit avec le plus grand zèle. Héritier du directeur en chef des postes Von-Benzelstjerna, il devint possesseur d'une bibliothèque considérable, qu'il augmenta d'ouvrages modernes. Il y attacha une bibliothèque pour recevoir le public, qui tous les jours était admis à profiter de tant de livres précieux. A diverses époques des décorations et des honneurs récompensèrent ses fidèles services. Il fut, le 28 avril 1790, nommé chevalier, et le 1<sup>er</sup> mars 1805 commandeur de l'ordre de l'étoile polaire. Le 29 juin 1809, il fut fait baron, et le 3 juillet de la même année chevalier de l'ordre des Séraphins. Le 26 mars 1811, il fut créé chevalier de l'ordre de Charles XIII, et le 28 janvier 1813 nommé comte. Outre ces distinctions, il en reçut beaucoup d'autres des puissances étrangères. Comme savant et littérateur, il était membre de l'académie des sciences, et de beaucoup de sociétés savantes. Les états de Pologne lui donnèrent, comme un témoignage d'estime, le 22 juin 1791, des lettres de noblesse. Lorsque les patriotes les plus distingués de la république polonoise, pendant la révolution de 1771, portèrent comme un signe d'union une bague en or, semblable à celle des chevaliers romains, le comte Engestrom fut le seul étranger à qui cette marque de distinction fut offerte. Ce fait est mentionné dans les armoiries de sa famille. Il ne s'est pas seulement fait remarquer comme homme d'état; sa vie privée n'était pas moins honorable. Il avait adopté cette devise pour ses armes: *Speravit infertis*. Pour consacrer le mémoire de sa fille Euphémie, morte en 1815, il fonda dans la capitale un palais pour

de pauvres catholiques. Le comte d'Engeström donna, en 1824, sa démission de toutes ses fonctions publiques, et quitta la Suède pour habiter sa propriété de Yaukovitz en Pologne, où il mourut le 19 avril 1856.

**ENTRECASTEAUX** (Jean-Baptiste-Benoît d'), marin célèbre, naquit à Aix, en 1740; il était fils d'un président du parlement de Provence, et fit ses premières études chez les jésuites. M. de Rosset, qui avait servi huit années sous ses ordres, et qui était son capitaine de pavillon, nous apprend que son début dans la carrière militaire n'offrit rien de remarquable. Il fit son apprentissage sous les ordres du bailli de Suffren, son parent. Pendant que le maréchal de Vaux travaillait à soumettre la Corse, il croisa sur les côtes de cette île avec une barque qu'on lui avait confiée, et, au commencement de 1778, on lui donna le commandement d'une frégate de trente-deux canons, destinée à convoier plusieurs bâtiments marchands, du port de Marseille dans les échelles du Levant. Pendant la traversée, il rencontra deux corsaires, dont chacun était plus fort que sa frégate; cependant il parvint à sauver de leur attaque tous les bâtiments. Après cette campagne, il fut nommé capitaine de pavillon, sur le *Majestueux*, vaisseau de cent dix canons, monté par M. de Rochebournat. La bravoure et les talents dont il donnait des preuves depuis dix ans, le rangèrent dès lors au nombre des officiers les plus distingués. Ses services n'eurent pas moins d'utilité pendant la paix que pendant la guerre; le maréchal de Castries le nomma directeur adjoint des ports et des arsenaux de marine. Pendant qu'il exerçait avec honneur ces fonctions, un malheur inouï arriva dans sa famille, et que M. de Rosset ne nous désigne pas autrement, déterminant d'Entrecasteaux à demander sa retraite. Le maréchal de Castries ne consentit pas à priver la marine des services d'un aussi bon officier, mais voulant l'éloigner des lieux dont l'aspect lui était horrible, il le nomma commandant des forces navales dans l'Inde, en 1785; d'Entrecasteaux, parti pour sa destination, ne revit plus sa patrie. Nommé plus tard gouverneur de l'Île-de-France, il alla à Canton même, en Chine, en s'avançant à l'est par le détroit de la Sonde, en passant à travers les îles du même nom et les Moluques, et en pénétrant ensuite dans le grand océan d'Asie, d'où il arriva à Canton, après avoir contourné par l'est et par le nord les Mariannes et les Philippines. Cette route était nouvelle, et les talents qu'il montra pendant une navigation aussi dangereuse, le firent choisir pour aller à la recherche de Lapeyrouse. C'est ici l'événement principal de sa vie. D'Entrecasteaux est le premier qui ait été sur les traces du célèbre et malheureux navigateur qu'on cherche encore après quarante ans, et cette mission a immortalisé son nom. Les nombreuses découvertes qu'il a faites pendant cette expédition, la rendent une des plus belles et des plus intéressantes qui aient été entreprises. Sans jamais perdre de vue l'objet principal de sa mission, il reconnut en entier la côte occidentale de la nouvelle Calédonie, la côte occidentale de l'île de Bougainville et la partie nord de l'archipel de la Louisiade; alors il longeait, toutes les fois que le temps le lui permettait, les côtes où il pouvait espérer de rencontrer Lapeyrouse, d'assez près pour qu'aucun des signaux que de malheureux naufrages auraient pu faire ne lui eussent échappé. Pendant ces investigations, il découvrit au sud de la terre de Diémen une suite de canaux, de rades et de ports dans lesquels de belles rivières venaient se jeter; il reconnut plus de trois cents lieues de côtes du sud-ouest de la Nouvelle-Hollande, c'est à dire la terre de Lecuwijn et celle de Nuits, enfin il constata l'identité des îles Salomon de Mandana avec les terres vues par Surville et Sberland. Tels furent les fruits de la recherche confiée au contre-amiral d'Entrecasteaux; s'il ne trouva aucune trace de l'expédition de son illustre prédécesseur, on doit l'attribuer à ce qu'il n'aurait pu en rencontrer que par un de ces hasards heureux et inattendus qui l'aurait conduit, ainsi que Lapeyrouse, sur la même côte inconnue, tel qu'il semble en avoir été réservé dernièrement au capitaine Dillon. Dès que d'Entrecasteaux eut terminé ces belles découvertes, et un peu avant d'ar-

river à l'île de Java, il fut attaqué du scorbut et y succomba, le 30 juillet 1793. Les talents qu'il déploya dans cette campagne doivent le ranger au nombre de nos plus célèbres navigateurs. Son voyage a été rédigé par M. de Rosset, sous ce titre : *Voyage à la recherche de Lapeyrouse*, Paris, 1808, 2 vol. in-4°. On y a joint un atlas rédigé, avec une exactitude remarquable, par M. Beaumont-Beaupré, ingénieur-géographe de l'expédition.

**EON** (Créat). Personnage qu'on a mal à propos renvoyé au Supplément. Il n'y avait rien à en dire.

**EPÉE** (Cassius-Michel de l'), fondateur de l'institution des sourds-muets, né à Versailles, le 25 novembre 1712. Son père, qui était architecte du roi, lui fit faire des études plus étendues que ne l'eussent exigé les fonctions ecclésiastiques auxquelles néanmoins il allait se consacrer, mais dont l'écarta pour un temps le refus d'adhérer au formulaire qu'on signait alors; il prit le parti de s'attacher à la jurisprudence, et même il devint membre du barreau de Paris. Cependant l'évêque de Troyes le rappela à sa première vocation, lui conféra les ordres, et le fit chanoine de cette ville. Plus tard les finesses de l'abbé de l'Epée avec Soanen, évêque de Senes, achèverent de rendre ses sentiments suspects à l'archevêque de Paris, et même il encourut l'interdit, à l'occasion des démêlés théologiques dont s'amusaient à cette époque les ennemis du clergé. Véritable prêtre, sans ambition comme sans souplesse, et aussi scrupuleux que tolérant, il refusa, à l'âge de vingt-six ans, un évêché qu'on lui offrait par des motifs qu'il n'approuvait pas. À la vérité il jouissait d'un honnête revenu; mais le désintéressement qu'il était naturel, et sa bienfaisance fut si grande par la suite, qu'à peine il garda pour son usage le strict nécessaire. Deux sourds-muets qu'il vit privées de toute instruction, excitèrent en lui les premiers mouvements d'un zèle que l'âge même ne put refroidir, et qui lui a mérité dans l'estime des hommes une place auprès de Vincent-de-Paul. On ne doit cependant à l'abbé de l'Epée ni la création ni les derniers perfectionnements d'une sorte de langage propre à développer les facultés des sourds-muets. Son successeur, l'abbé Sicard, a porté plus loin encore la persévérante sagacité qui était nécessaire pour assurer à jamais le succès de l'entreprise, et, quant aux premiers essais, on en avait fait depuis environ deux siècles. Vers l'an 1570, un bénédictin espagnol était parvenu à rendre aptes aux sciences trois sourds-muets, les deux frères et la sœur du comte de Castille. Le procédé de Pierre de Ponce était le plus simple de tous peut-être, il paraît avoir consisté à faire participer les sourds à naissance à la langue usuelle, en répétant avec soin devant leurs yeux tous les mouvements des lèvres, ou même de la langue, qui accompagnaient la prononciation de chaque syllabe, et en amenant ainsi par degrés ces élèves à prononcer eux-mêmes les mots, comme si le son leur en était connu. Un peu plus tard deux autres Espagnols, et après eux plusieurs Anglais, deux Italiens, un Hollandais au dix-septième siècle, et son contemporain le médecin Conrad Ammann de Schaffhausen, écrivirent sur cet art. Enfin, du vivant même de l'abbé de l'Epée, le Portugais Pereira, voyant que ces anciennes tentatives étaient ignorées en France, prétendit s'y faire regarder comme le premier à qui on dut en cela des découvertes. Il présenta à l'académie des sciences quelques disciples dont il semblait être parvenu à faire des savants en état de disputer contre ceux de l'académie. Malgré ces circonstances qui avaient nécessairement éveillé l'attention du public, l'abbé de l'Epée affirma qu'il n'avait connu d'abord ni les travaux de Pereira, ni tous ceux de ses prédécesseurs. On peut prendre une idée de leurs ébauches dans une dissertation italienne publiée à Vienne, en 1793, par l'abbé Jean André, sur l'Origine de l'art de parler aux sourds-muets. L'abbé de l'Epée reunit bientôt un certain nombre d'élèves. Lorsque l'archevêque de Paris, Beaumont, lui eut fait la défense de contester, comme il pouvait seul être compris par eux au tribunal de la pénitence, il demanda une exception en leur faveur, et ne recevant aucune réponse, même après avoir déclaré qu'il regarderait le silence comme

ne consentement tacite, il se remit à diriger leur conscience. Un jour on lui apporta un livre espagnol sur l'art d'enseigner aux muets à parler; il résolut aussitôt d'apprendre cette langue, afin de faire usage des procédés indiqués dans ce livre. Ce n'était autre chose que la dactylographie, moyen insuffisant si on veut s'y borner, mais qui met sur la voie pour composer une langue de signes dont la fécondité repose sur des principes connus, et d'une application illimitée. Il faut en effet que ce qui remplace la parole soit, ainsi que dut l'être la parole même, un produit de la convention, parce que toute parole est l'attribut, comme le soutien de la société humaine, et que généralement la convention est la véritable ou l'unique loi sociale expressée, bien que toute convention se conforme plus ou moins sagement aux indications de la nature. Pour établir un nouveau langage convenu, l'abbé de l'Épée se servit d'un geste, expression ordinairement restreinte, mais forte, et tout-à-fait naturelle, mais le geste convenu ne devait pas dépendre entièrement de la fantaisie des instituteurs. Il ne pouvait avoir l'emprunt et de convenance que s'il était une suite la moins indirecte, une combinaison éloignée, un simple résultat des gestes établis par la nature: les gestes inventés furent donc choisis librement, mais non pas arbitrairement. Aussi est-ce l'élève bien dirigé qui trouve le signe, le maître a seulement provoqué cette création, qu'ensuite il constate et maintient. L'établissement de l'abbé de l'Épée reçut un assez prompt accroissement: le fondateur en supportait en grande partie les frais: le duc de Penthièvre et quelques autres particuliers l'aidèrent, il est vrai; mais le gouvernement ne fit rien en sa faveur. Peu de temps avant la révolution, Louis XVI donna quelques ordres qui ne furent suivis d'aucune exécution; il fallut que l'assemblée constituante rendit, en 1791, un décret à cet égard, et alors l'abbé de l'Épée ne vivait plus. Des princes étrangers avaient reconnu les premiers tentatives de ses efforts. Catherine, en particulier, lui avait fait des offres qu'il n'accepta point: il lui demanda uniquement de lui envoyer un Russe affligé de mutisme, pour qu'il pût aussi l'instruire. Joseph II visita plusieurs fois et admira l'institut de l'abbé de l'Épée. « Pourquoi, lui dit-il un jour, n'a-t-on pas disposé en votre faveur d'une de ces fortes abbayes qu'on donne tant d'écus? Si vous voulez, j'en ferai la demande à mon roi, ou bien acceptez-en une dans mes états. » Le bon prêtre lui fit cette réponse: « Si à l'époque où mon entreprise eût commencée sans succès, quel médiateur puis-je eût demandé et obtenu pour moi un riche bénéfice, je l'aurais accepté pour le faire servir au profit de l'institution: aujourd'hui ma tête penche vers le tombeau, ce n'est pas sur elle qu'il faudrait placer ce bienfait, c'est sur l'œuvre elle-même. » Il ne s'était jamais découragé, mais il avait éprouvé bien des dégoûts. Les objections auxquelles sa méthode donnait lieu n'étaient pas toujours équitables; souvent il s'y mêlait une intimité difficile à expliquer à l'égard d'un homme qui n'avait mérité celle de personne, et dont l'indulgence ou la mansuétude rappelait celle de Fénelon. Les gens sincères eux-mêmes n'étaient pas tous convaincus de l'utilité de l'établissement. L'abbé de l'Épée eut aussi un malheur, celui de se constituer, en 1773, le défenseur d'un jeune muet, abandonné sur la route de Péroune. Persuadé que c'était l'héritier de la maison de Solar, il soutint à ce sujet un procès dispendieux, dont il ne devait pas voir le terme. En 1781, le Châtelet rendit une sentence favorable: mais on en appela au parlement, et, en 1792, il fut enjoint à Joseph, dit de Solar, de ne plus porter ce dernier nom. Devenu soldat, Joseph finit ses jours dans un hôpital, quoiqu'il eût eu pour protecteur le duc de Penthièvre, à la recommandation de l'abbé de l'Épée: tous deux étaient morts. L'abbé de l'Épée succomba au commencement de sa soixante-dix-huitième année, le 23 décembre 1789. Ses ouvrages sont: 1° *Relation de la maladie et de la guérison miraculeuse opérée sur Marie-Anne Pigalle*, in-12, 1767; 2° *Institution des sourds-muets, ou recueil des exercices publics soutenus par les sourds-muets pendant les ann. de 1771-1774, avec les lettres qui ont accompagné*

*les programmes de ces exercices*, Paris, 1774, in-12. On y voit les moyens employés pour faire connaître aux élèves les dogmes religieux. 3° *Institution des sourds-muets par la voie des signes méthodiques*, Paris, 1776, in-12; nouvelle édition corrigée, et intitulée: *Méthode d'instruire les sourds-muets*, etc., Paris, 1784, in-12: il en existe une traduction allemande. Quant au *Dictionnaire général des signes employés dans la langue des sourds-muets*, l'abbé de l'Épée n'a pu l'achever; mais, après sa mort, il a été terminé et perfectionné par son successeur.

EPINAY DE SAINT-LUC (M<sup>lle</sup> d<sup>e</sup>), naquit en 1771, d'une famille célèbre dans les fastes militaires de la France. Elle était fille de N. d'Épinay, marquis de Saint-Luc, et arrière-petite-fille de Timoléon, marquis de Saint-Luc et maréchal de France. M<sup>lle</sup> d'Épinay eut une destinée étrange qui a placé son nom dans le domaine de l'histoire orientale. Sa mère, la marquise d'Épinay, ayant figuré en 1790 parmi les écrivains du parti monarchique, fut dénoncée à l'assemblée nationale. Arrêtée au mois d'août 1793 comme fabricatrice de faux assignats, elle parvint à se sauver, s'embarqua et quitta la France. Le vaisseau sur lequel elle se trouvait avec sa fille fut pris par un corsaire algérien. Elles furent vendues, et la mère mourut peu de temps après. La fille, âgée de quinze ans, fut achetée pour le sérail de Constantinople: elle put à Mustapha, et lui donna un fils, qui est le sultan Mahmoud II, aujourd'hui régnant. M<sup>lle</sup> d'Épinay, qui est devenue sultane valide, est morte en 1827, laissant ses bijoux à sa famille, le grand-seigneur lui ayant permis d'en disposer de cette manière. Ce sultan, d'un caractère si remarquable, a fait connaître cette clause du testament à M. le comte Guilleminot, ambassadeur de France à Constantinople, afin qu'on fit les recherches nécessaires sur la famille de sa mère, et qu'on pût lui remettre la cassette et les bijoux, lorsque les droits de la famille auront été reconnus. On ne connaît pas encore les résultats des recherches de l'ambassadeur.

ERLACH D'HNDELBANCK (CHARLES-LOUIS d'), né à Berne, en 1726, d'une des familles les plus célèbres de la Suisse. Il avait servi en France avant la révolution, avec le titre de maréchal-de-camp. Le commandement de l'armée bernoise lui fut conféré en 1798, lorsque les Français envahirent le pays de Vaud, et il obtint même des pouvoirs illimités pour le moment où finirait l'armistice conclu avec Berne. Étant près de Morat, il répondit à ce général, qui le sommait de se rendre: « Mes ancêtres ne le firent jamais, et fusai-je capable d'y songer, le monument que nous avons sous les yeux me le défendrait. » Il s'agissait de l'annas d'ossements que les Suisses avaient rassemblés entre des grilles sur un grand chemin, après la bataille de Morat. Cette réponse était fière mais elle manquait de justesse, et produisit peu d'effet. Le charnier était bien vieux, et outre que depuis la défaite de Charles-Téméraire, les Suisses avaient pu laisser échapper leurs anciens avantages, les Bourguignons, au quinzième siècle, n'avaient pas été incorporés à la France. Le général d'Erlach ne put entreprendre les opérations de la campagne, d'après le plan qu'il avait conçu, et dont il s'était promis beaucoup de succès. Le sénat divisé, prit le parti d'abdiquer, après avoir fait de vaines propositions d'accommodement. Une colonne française, commandée par Schauenbourg, attaqua à Fraubrunnen, entre Soleure et Berne, l'armée bernoise, à la tête de laquelle se trouvait l'avoyer Steyer et le général d'Erlach; inférieurs en nombre les Suisses disputèrent le terrain pendant trois heures, et jusque aux portes de la ville, que les Français occupèrent immédiatement, le 5 mars. Il paraît qu'à l'imitation de leur chef, mais plus pardonnable que lui en cela, les soldats bernois se croyaient encore au temps du duc de Bourgogne: ils prétendirent qu'ils n'avaient pu succomber que par l'effet de la trahison. Dans leur retraite vers les montagnes les plus turbulentes d'entre eux entourèrent leur général, et le massacrèrent sans que le reste de la troupe s'y opposât.

ERNAULT-DES-TRULYS (Nicos), général, né le 14 août 1757, à Brives, département de la Corrèze. Sa

famille, qui appartenait à la noblesse, le fit recevoir, le 28 septembre 1774, à l'école militaire de Verdun, en qualité d'aspirant d'artillerie. Un an après il entra dans les gardes-du-corps, compagnie de Noailles. Il obtint une lieutenance au 3<sup>e</sup> régiment d'artillerie, le 14 juillet 1780, et y fut lieutenant en premier au mois de septembre 1782. Envoyé à l'Inde en 1782, il y reçut, en 1786, une mission pour la Perse et l'empire Ottoman. Cette circonstance lui fit donner sa démission, le 13 octobre 1783. Il entra dans le 4<sup>e</sup> régiment, le 27 janvier 1788, seulement comme lieutenant en second. Devenu lieutenant en premier, le 6 avril 1791, il fut nommé, le 8 août, aide-de-camp du premier inspecteur de l'artillerie, et le 8 février suivant, adjoint à l'état-major de l'armée du centre. Il avait le titre de capitaine-commandant, lorsqu'à l'attaque de la Croix aux Bois, la même année, il rallia plusieurs fois des bataillons fortement ébranlés, et en délivra quatre que l'ennemi enveloppait. A Monthéatin, le 15 septembre, ce fut à son habileté qu'on dut le salut des équipages. Major-général de la tranchée au siège du château et de la ville de Namur, le 30 novembre, il dirigea particulièrement l'attaque du fort Villate, et en détermina le succès en montant le premier à l'assaut : il établit ensuite une batterie et des retranchements, et il y travaillant lui-même, de jour, et sous le feu continu de quatre pièces : un éclat d'obus lui fit deux blessures. Le général Valence fut un de ceux qui rendirent témoignage de sa valeur et de sa brillante conduite. Devant Maëstricht, où Ernault dirigeait les travaux avec le titre de major-général, un boulet le blessa grièvement au bras droit, le 27 février 1793. Neuf jours après il fut nommé adjudant-général chef de brigade, et, le 15 mai, général de brigade. En 1795, le 7 juin, il passa à l'armée du Nord. Il apprit en Hollande, où il traitait comme chef de l'état-major de cette armée, que deux de ses frères, émigrés l'un et l'autre, se trouvaient sur cette frontière. La crainte de les voir tomber entre les mains des Français rangés sous son propre commandement, le porta à donner sa démission, mais, le 15 avril 1796, il reentra en activité dans la même armée. Dans les différentes villes hollandaises où il avait commandé, et particulièrement à Gorcum, il s'était toujours concilié l'estime et même l'affection des habitants. Employé dans la 1<sup>re</sup> division militaire et dans la 16<sup>e</sup>, il eut le commandement des rôles jusqu'à la fin de 1799 : il n'accepta pas alors le grade de général de division, préférant l'obtenir au milieu des armées. Le 17 décembre 1799, il se rendit à celle du Rhin, sous les ordres de Moreau. Le 25 avril suivant, et le 9 mai, à Fribourg, ainsi qu'à Biberach, le général Ernault, à la tête de la 16<sup>e</sup> demi-brigade et de quelques détachements, enleva des villages où il se maintint, et qui devinrent les avant-postes de l'armée. Lorsqu'elle prit position devant Ulm, il fut chargé d'assurer la communication sur une ligne très étendue, et à travers les Alpes, avec l'armée d'Italie. Au mois de juillet 1800, appartenant alors à la division de Ney, il commença le blocus d'Ingolstadt, dont la reddition paraissait certaine, mais qui, sur ces entre faites, fut livrée aux Français par convention. Ayant passé dans la division Souham, il en eut le commandement par intérim. Au commencement de 1802, il s'embarqua pour l'île de France. Quelque temps après son arrivée dans les colonies, il y remplit les fonctions de lieutenant du capitaine général Decaen, et de commandant de l'île Bourbon, où il mourut le 25 septembre 1809. Il venait d'apprendre que Napoléon l'avait nommé chef de division le 13 juillet 1808. Il était simple membre de la légion d'honneur.

**ERNEST II** (Louis), duc de Saxe-Gotha et d'Altenbourg, deuxième fils du duc Frédéric III, né le 30 janvier 1745. Il fut un des souverains les plus éclairés et les plus libéraux que l'Allemagne ait eus dans les derniers temps. En 1768, il parcourut la France, l'Angleterre et les Pays-Bas, dans le seul but d'en visiter les établissements scientifiques. Après avoir épousé, en 1769, une princesse de Saxe-Meiningen, il succéda, en 1772, à son père, dans le gouvernement des deux duchés, son frère aîné étant mort quelques années au-

paravant. L'administration de la justice fut, pendant tout son règne, qui dura trente-trois ans, l'objet de sa plus vive sollicitude. Il fit réviser, en 1780, toutes les lois, ordonnances et édits rendus depuis Ernest-le-Pieux ; rétablit les finances délabrées par la guerre de sept ans ; consacra la liberté des cultes, et donna une nouvelle figure aux églises protestantes de ses états. Ami zélé des sciences et des lettres, il s'entoura de savants et de littérateurs recommandables, et les aidait de son crédit et de ses bienfaits dans leurs études et dans leurs voyages. Il établit un cabinet de physique, et fit construire l'observatoire de son château de Seeburg, qui, selon Lalande, est le meilleur et le plus beau de l'Allemagne. Il fonda une académie des beaux-arts et un musée qui renferme une rare collection de sculpture, tableaux, dessins et gravures tant anciens que modernes, dont il avait fait l'acquisition dans son dernier voyage en France et en Angleterre, en 1786. Un grand nombre d'écoles et d'établissements de charité et d'utilité publique, qu'on regardait encore aujourd'hui comme modèles, doivent leur existence uniquement à sa libéralité. Il a laissé plusieurs mémoires de physique et de mathématiques, qui ont été insérés dans les recueils scientifiques du temps. On a aussi de lui quelques petits ouvrages sur le jeu d'échecs, parmi lesquels on distingue une collection de tableaux curieux sur la marche des cavaliers. Rien que souverain, il mena une vie retirée et philosophique, et eut une telle aversion pour tout faste qu'aux approches de la mort, il ordonna expressément que son corps fût enterré sans cérémonie et sans cercueil dans l'île de son jardin anglais, et à côté de ses deux fils antérieurement décédés. Il mourut le 21 avril 1804.

**ERNESTI** (AGOSTO-GIULIANO), fils de Jean Christian, savant critique allemand, naquit à Pöbndorf, près de Termstadt, en Thuringe, le 26 novembre 1733. Il fit ses études à l'université de Leipzig, sous J.-A. Ernesti, son oncle, et fut reçu maître-es arts, en 1757 ; en 1765, il fut nommé professeur de philosophie à la même école, et, en 1770, il remplaça son oncle Ernesti dans la chaire d'éloquence. Il mourut, le 21 juillet 1801. C'était un professeur distingué, fort érudit et écrivant supérieurement en latin. On a de lui : 1<sup>o</sup> *Programmes*, dont un intitulé : *Historia ingenui et usum eloquentiam necessaria*, Leipzig, 1763, in-8<sup>o</sup>. 2<sup>o</sup> *Tuli Livii historiarum libri qui supersunt omnes*, Lipsick, 1769, 3 vol. in-8<sup>o</sup>. Francfort, 1778-1785, 5 vol. in-8<sup>o</sup>. Leipzig, 1801-1804, 5 vol. in-8<sup>o</sup>. Ces éditions ont un glossaire complet : celle de 1801 est la meilleure mais elle a un mauvais papier. 3<sup>o</sup> *Q. F. Quintiliani de institutione oratoria, libri decem*, Leipzig, 1769, in-8<sup>o</sup>. 4<sup>o</sup> *Amatiani Morrellini opera ex recensione Val. à Gronovio*, id., 1775, in-8<sup>o</sup>. Cette édition est très estimée : le glossaire qu'y a joint Ernesti est fort détaillé. 5<sup>o</sup> *Pomponius Mela, de situ orbis libri III, ex recensione Gronoviana*, Leipzig, 1775, in-8<sup>o</sup>. Cette édition est correcte ; elle est à l'usage des classes. 6<sup>o</sup> *Opuscula oratoria philologica*, Leipzig, 1774, in-8<sup>o</sup>. Ces volumes renferment des biographies particulières de quelques savants de Leipzig, et trois dissertations sur ce genre d'ouvrages. Ces vers sont estimés des amateurs de la littérature : ce sont celles de J.-A. Ernesti, J.-G. Korn, Ch.-A. Clodius, Jean-Antoine Dathe et quelques autres.

**ESCHERNY** (FASCON-LOUIS), comte du saint empire, chambellan du roi de Wurtemberg, né à Neuchâtel, en Suisse, en 1734. Il passa sa première jeunesse à parcourir l'Europe en voyageur curieux et intelligent, et il renoua de bonne heure l'existence d'un courtois pour se consacrer à l'étude de la philosophie, et rechercher la société des gens de lettres. Sa fortune et sa naissance lui ouvrirent l'accès des cours et des cercles les plus élevés de l'Europe. Il fut accueilli avec distinction par les monarques du nord, par Marie-Thérèse et par le prince de Kaunitz. Au reste, la vie de cet écrivain se trouve dans ses ouvrages, où sans s'attacher exclusivement à aucun système, il professe de bonne foi des idées souvent contradictoires, mais qui font voir en lui un homme très-impressionnable, porté à admettre, sans aucun calcul, toutes les idées qui sont d'accord avec ses sentiments du moment.

non tout en se montrant le constant adversaire du despotisme sacerdotal et politique, il admet avec prédilection le pouvoir aristocratique et les prérogatives de la naissance. Enthousiaste de la liberté européenne, il n'est pas pour l'affranchissement des noirs ; admirateur de Rousseau, il le combat souvent, et parfois dans ce que ses philosophes a dit de plus raisonnable. D'après ces données, rien de plus difficile que de définir la philosophie du comte d'Eschery, dans laquelle on trouve à la fois de hautes lumières et de déplorables préjugés, l'âme libre d'un républicain et les idées étroites d'un gentilhomme ; enfin toute la mobilité d'un écrivain de circonstance ; puis, avec tout cela, un ton de bonne foi qui fait aimer l'homme. Ce fut en 1763 que d'Eschery vint pour la première fois à Paris, où la secte philosophique dominait sans partage. Il eut intimement avec la plupart des grands écrivains du dix-huitième siècle, entre autres avec Diderot, Raynal, Thomas, Marmontel, Helvétius, et il devint l'un des convives de M<sup>lle</sup> Geoffrin et l'ami de d'Alembert. A son arrivée, il avait vu Rousseau chez l'archevêque de Sauvigny, intendant de Paris, et dix-huit mois après, il fit à M<sup>lle</sup> de Travers la connaissance de ce philosophe. Lié avec Rousseau et Diderot, et alternant entre le séjour de la Suisse et de Paris, d'Eschery fut pieu par ce dernier de ménager entre eux une réconciliation ; il s'y porta avec zèle, mais Rousseau fut inexorable. Le comte d'Eschery ne demeura pas étranger au grand mouvement qui se faisait dans les esprits à cette époque. Témoin de la considération qui entourait les hommes que nous venons de citer, d'Eschery écrivait ces mots : *Le premier des écrivains est le plus grand des hommes*. Il est vrai que vingt ans après, sous Napoléon, d'Eschery corrigea la phrase, et dit : *Le plus grand des guerriers est le premier des hommes*. Lorsque Rousseau revint se fixer à Paris, dans la rue Plâtrière, d'Eschery alla le voir en 1770. Cette intimité constante avec Rousseau, alors que celui-ci était broulé avec tous ses anciens amis, valut à d'Eschery les sollicitations souvent indiscretes des gens qui désiraient voir et connaître l'auteur de tant d'écrits qui les avaient charmés. Il se chargea d'en présenter un grand nombre qui toujours furent bien reçus. Le dernier dont il se fit l'introduction était l'imprimeur de Neuchâtel Osterwald, qui, en sa qualité de magistrat, avait quelques années auparavant empêché l'entreprise d'une édition générale des *Œuvres de Rousseau*, parce qu'on avait refusé de l'y associer. D'Eschery avait oublié cette circonstance, mais Rousseau ne s'en souvenait que trop bien, et dès ce moment sa porte lui fut fermée. En 1784, d'Eschery passa plusieurs mois à la cour du roi Stanislas-Auguste. Lors de la révolution de 1789, il embrassa les principes avec enthousiasme. A Paris, à Versailles, il se mêlait aux groupes, tour à tour interrogeant, interrogé, écoutant, écouté, applaudissant. En 1791, il publia sa *Correspondance d'un habitant de Paris* ; il y laisse pressentir qu'il eût pu jouer un grand rôle dans la révolution, et peut-être l'eût-il voulu s'il eût eu vingt ans de moins. Dans ce livre, d'Eschery se met quelquefois en scène sur le second plan en rendant compte avec bonne foi de ses impressions. En 1792, à la suite d'un pèlerinage qu'il fit à Ermenouville, il doubla le prix de 600 fr. destiné au meilleur éloge de J.-J. Rousseau, au jugement de l'Académie française ; la somme fut remise à Marmontel, secrétaire perpétuel. Six mois après, l'idée vint à d'Eschery de concourir, et son discours fut distingué par Marmontel. « Cet ouvrage », écrivait cet académicien, « est plein d'enthousiasme ; il réunit les beautés et les défauts que l'enthousiasme produit. L'Académie ne devra pas le prix. Quant aux 600 fr. de d'Eschery, il ne songe à les redemander qu'en 1797, alors que toutes les dotations des académies avaient disparu au milieu des troubles. Après quatre ans de sollicitations, l'obtint de Louis Bonaparte, alors ministre de l'Intérieur, l'équivalent de cette somme en livres qu'il fut alors à prendre dans la bibliothèque de Versailles. Enfin, pour consacrer sa fête, comme il le dit lui-même, le comte d'Eschery lui oblige de quitter, en 1793, Paris, où il ne revint qu'en 1796. Alors il publia

son ouvrage intitulé : *De l'égalité*. Déjà les magistrats de Lausanne s'étaient opposés à la publication de ce livre, qui n'eut pas le succès dont il était digne. Cet ouvrage, en effet, annonce dans son auteur une grande connaissance des hommes et de l'histoire, une longue habitude de méditer sur le mécanisme des sociétés politiques. Il n'offre, il est vrai, dans son exécution ni méthode, ni plan déterminé. Après avoir pris l'égalité pour sujet, d'Eschery se montre loin d'être le partisan de l'égalité et des doctrines sur lesquelles se fondent les constitutions républicaines. Réticent ensuite le *Contrat social*, d'Eschery reproche à J.-J. Rousseau d'avoir consacré l'égalité, la volonté générale et la souveraineté du peuple. Quoique d'Eschery écrivit bien mieux que beaucoup de Français, cependant les défauts de son style semblent annoncer un étranger. En tête du livre *De l'égalité*, l'auteur publiait pour la première fois l'éloge de Rousseau ; cet éloge fut traduit en allemand par K. Gottlob Schelle, Leipzig, 1798. Voici comment M<sup>lle</sup> de Genlis le représente sur la fin de sa carrière : « Disciple passionné de J.-J. Rousseau et philosophe outre, et qui me plaisait beaucoup, parce qu'il avait de l'esprit du monde, de l'amabilité, et qu'il n'affichait ses principes et ses opinions que dans ses écrits. Il avait d'ailleurs un goût très vrai pour les beaux-arts, et il offrait le singulier phénomène d'un homme de soixante-douze ans ayant encore une très belle voix et chantant avec la meilleure méthode. » Le comte d'Eschery est mort à Paris, le 15 juillet 1815. Il a publié : 1° *Les leçons de la philosophie*, Amsterdam et Paris, 1783, in-12 ; 2° *Correspondance d'un habitant de Paris avec ses amis de Suisse et d'Angleterre*, Paris, 1791, in-8°, réimprimé sous ce titre : *Tableau historique de la révolution jusqu'à la fin de l'Assemblée constituante*, Paris, 1813, 3 vol. in-8° ; 3° *De l'égalité, ou principes généraux sur les institutions civiles, politiques et religieuses*, précédé de l'éloge de J.-J. Rousseau, en forme d'introduction, pour servir de suite à la *Correspondance d'un habitant de Paris sur la révolution de France*, 1796 à 3 vol. in-8° ; Eschery publia le même livre sous le titre de *Philosophie de la politique ; ou principes généraux des institutions sociales*, Paris, 1798, 3 vol. in-8° ; 4° *Mélanges de littérature, d'histoire, de morale et de philosophie*, 1790, 3 vol. in-12 ; reproduits avec quelques légers changements et additions sous le titre d'*Œuvres philosophiques, littéraires, historiques et morales*, Paris, 1814, 3 vol. in-12. C'est un recueil de morceaux composés à différentes époques. Le morceau sur l'égoïsme, qui commence ce traité, offre des vues neuves en morale, et une connaissance approfondie des mœurs romaines. Les *Anecdotes de la vie privée de Pierre 1<sup>er</sup>* sont curieuses ; l'auteur, qui était à Saint-Petersbourg en 1784, tenait une partie de ces anecdotes d'un M. Stieling, qui, d'artilleur du czar, était devenu conseiller intime et excellence. L'auteur, dans quelques notes curieuses, parle des relations qu'il eut avec plusieurs des premiers personnages de la Russie et de la Pologne, ce qui ajoute à la sanction de ses récits. Le morceau intitulé : *De la poésie et des vers*, distribué contre la poésie française, est une critique paradoxale de Racine ; d'Eschery met la prose qu'il appelle mesurée au-dessus de la poésie, et cite sans façon comme modèles du genre plusieurs morceaux de ses propres ouvrages ; celui sur la *Musique dramatique*, est un traité plein de vues neuves sur la musique et d'érudition musicale. L'auteur y rapporte plusieurs anecdotes curieuses sur Mozart, Gluck, Paronelli et autres virtuoses célèbres qu'il avait connus dans ses voyages. Il raconte lui-même qu'il avait un prodigieux talent pour contre-ténor Le Kam sur la scène. *De Rousseau et des philosophes du dix-huitième siècle*. Il faut lire ces anecdotes pour bien connaître Rousseau, Diderot, et plusieurs de leurs contemporains ; puis entendre d'Eschery lui-même. Il y raconte que comme on songeait à lui faire l'honneur de l'agréer à l'Institut, Naigeon rompit la délibération par ce jazzi : « Oui, messieurs, nous aurions un bon joueur de violon de plus. » — Son fils, François-Louis, comte d'Eschery, était, en 1816, maire de Nangis, et fut appelé à presider le collège électoral de l'arrondissement de Provins.



**ESPAGNE** (comte d'), général de division, grand officier de la légion d'honneur, entra de bonne heure au service, et ses talents ainsi que son courage, lui firent parcourir rapidement, pendant les campagnes de la révolution, les premiers grades militaires. Devenu général de division, il fut employé, en 1804, dans la 21<sup>e</sup> division, à Poitiers, puis il servit en Italie, l'année suivante, sous le maréchal Masséna, et y donna des preuves d'une rare bravoure, à la tête de la division de chasseurs à cheval qu'il commandait. Le 28 octobre, après avoir culbuté l'ennemi, il traversa Veronnette, et entra dans la ville de Vago. Les combats qui furent livrés les 1, 2 et 17 du mois suivant, témoignèrent de nouveau de son intrépidité. Quelque temps après, le général d'Espagne passa au service de Naples avec les troupes qu'il commandait en Italie, et il reçut immédiatement la mission de faire rentrer dans l'obéissance les Calabrois insurgés. Les avantages qu'il remporta sur eux, en 1806, lui méritèrent le commandement de la province de Labour ainsi que celui des deux principautés qui s'y rattachent. Rappelé au service de France à l'occasion de la guerre contre la Prusse, le général d'Espagne reçut de l'empereur le commandement d'une division de cuirassiers, avec laquelle il arriva à Berlin vers le milieu de décembre; cette division se couvrit de gloire pendant tout le cours de la campagne, particulièrement au combat du 10 juin 1807, à Heilsberg. Cette affaire, où le général d'Espagne, blessé d'un coup de feu, resta néanmoins à son poste, le fit nommer, le 21 juillet suivant, grand officier de la légion d'honneur. L'année suivante, Napoléon lui conféra aussi le titre de comte, et, en 1809, il lui confia une division de cavalerie, que le général d'Espagne conduisit à l'ennemi, sur le champ de bataille de Wagram, avec la plus brillante valeur. Il y fut frappé à mort, le 6 juillet 1809, et l'empereur décréta que sa statue équestre serait une de celles qu'il destinait à l'ornement du pont de la Concorde.

**ESPAGNE** (le comte d'). *Voyez* ESPANA.

**ESPAGNE**. *Voyez* FERDINAND VII. (roi d').

**ESPINASSE** (ARISTIDE, comte de l'), général de division, sénateur, naquit en 1756 à Pouilly-sur-Loire. Il entra, en 1760, dans la compagnie des mousquetaires noirs, où il fut fait cornette des carabiniers et aide-de-camp du marquis de Poyanne. Il fit les campagnes de 1761 et 1762, pendant la guerre de sept ans; il fut reçu lieutenant d'artillerie, au concours de l'année suivante. Ses connaissances mathématiques étaient si étendues que le duc de Choiseul lui donna l'ordre de composer un traité de trigonométrie et de nivellement. Cet ouvrage parut, en 1767. L'Espinasse, de concert avec M. de Montbelliard, donna à l'infanterie le fusil-molette de 1777. Après avoir amélioré le travail de la manufacture d'armes de Saint-Etienne, il fut nommé lieutenant-colonel, en 1791; en 1793, il combattit à l'armée du Rhin, sous Custine. Colonel du 2<sup>e</sup> régiment d'artillerie, il se rendit à l'armée des Pyrénées occidentales; il eut la gloire de repousser le général espagnol Caro, et de déconcerter toutes ses manœuvres; il fut fait général sur le champ de bataille, pour récompenser ses talents et son courage, et le même jour le comité de salut public le suspendait de ses fonctions. Il se retira dans ses foyers; mais il fut bientôt rappelé et on le revint à l'armée des Pyrénées occidentales qui faisait alors sa première irruption en Espagne. L'Espinasse, qui avait le double commandement des troupes et de l'artillerie, bombarda Fontarabie, s'empara de Béra, et se distingua à Tolosa. Revenu en France, le ministre le laissa quelque temps sans emploi; mais le directoire répara bientôt cette injustice, en lui donnant le commandement de l'artillerie de l'armée d'Italie, sous le général Bonaparte. Il contribua à la reddition de Milan et de Mantoue, et au gain de la bataille de Castiglione. Bonaparte, nommant dans son rapport les braves qui s'étaient signalés, dit du général l'Espinasse, après le combat de Serravalle et la bataille de Rovereto: «C'est un des généraux d'artillerie que je connais, qui aime le plus à se trouver à l'avant-garde.» La ville de Mantoue ayant été de nouveau investie par les Français, le général l'Espinasse et le général Chas-

seloup, commandant du génie, se réunirent pour en faire le blocus. A la bataille d'Arcole, l'artillerie dirigée par l'Espinasse se couvrit de gloire, ce sont les propres paroles de Bonaparte; il les consigna dans un autre de ses bulletins. Le général l'Espinasse commandait l'artillerie, lorsque Berthier marchait sur Rome, pour venger l'assassinat de Dufhot. Il fut rappelé en France pour commander en chef l'artillerie de l'armée qu'on destinait contre l'Angleterre. Peu de mois après, le sénat l'appela dans son sein. En 1814, il vota le rappel des Bourbons, et, le 4 juin de la même année, le roi le créa pair de France. Il est mort, à Paris, en 1816. Il avait été titulaire de la sénatorerie de Pau et ensuite de celle de Dijon. On a de lui : 1<sup>o</sup> *Traité sur la théorie et la pratique de la trigonométrie*, et sur celle du nivellement, 1787; 2<sup>o</sup> *Essai sur l'organisation de l'artillerie*, Dresde, 1801, in-8<sup>o</sup>. Les écoles d'artillerie avaient adopté cet essai, qui a été traduit en allemand. On doit à M. de l'Espinasse les embellissements des jardins du Luxembourg, faits d'après un écrit, où il s'est montré géomètre et architecte.

**ESSRÉNIL** (F. DE) DEVAL D'ESSRÉNIL.

**ESSLAIR** (FRANÇOIS), artiste dramatique et régisseur du théâtre de la cour de Munich, est né, en 1773, en Allemagne. Ce n'est qu'à l'âge de vingt-trois ans, et après s'être essayé dans un petit nombre de rôles sur des théâtres de société, qu'il parut pour la première fois devant le public, sur le grand théâtre d'Inspruck. Après avoir été attaché six mois à ce théâtre, il accepta un engagement à celui de Passau, qui était alors sous la direction de Schopf, acteur d'un mérite transcendant, malgré ses nombreux défauts. Celui-ci devint le guide et le modèle du jeune Esslair, qui sut profiter de ses qualités et éviter ses défauts. Schopf rendit justice à son émule et l'appela, en 1796, à Prague, où il était chargé de réorganiser le théâtre allemand. Ici, comme partout ailleurs, Esslair obtint d'unanimes suffrages, mais ses appointements étaient si modiques qu'il ne put en subsister avec sa femme qui n'était pas actrice. Succombant sous le travail et la misère, il prit enfin le parti de quitter Prague. En 1800, il vint pour la première fois à Stuttgart, et y fut tout de suite engagé dans la troupe de Haellmaier, qui jouait alternativement dans cette capitale et à Augbourg. Après la suppression du théâtre de cette ville, il se rendit à Nuremberg, où il épousa, en 1806, en secondes noces, M<sup>lle</sup> Elise Muller, jeune actrice qui avait déjà obtenu des succès sur quelques uns des premiers théâtres de l'Allemagne, et donna avec elle des représentations à Stuttgart, Manheim et Francfort-sur-le-Mein. Quelques temps après, on lui offrit la direction du théâtre de Carlsruhe qu'il accepta. Mais il ne renonça point pour cela à l'art dramatique, et à force d'étudier, il atteignit un degré de perfection jusqu'alors inconnu sur la scène allemande. On cite comme son triomphe, les premiers rôles dans Phidre et Guillaume-Tell, de Schiller; dans Otto de Wittelbach, de Babo; et dans Hugo, de Goëthe. Il s'est aussi essayé avec succès dans quelques drames d'Idmud. En 1818, il se sépara de sa seconde femme, et épousa M<sup>lle</sup> Ettemaier, actrice d'un grand mérite. Esslair, qui tient actuellement l'emploi de premier rôle au théâtre de la cour de Munich, dont il est en même temps le régisseur, est unanimement reconnu pour le premier tragédien de l'Allemagne. Quant à sa manière de rendre les rôles de héros, on s'accorde à dire qu'elle s'approche beaucoup de celle des acteurs français. Le roi de Bavière l'honore de sa protection et le voit souvent, ce qui est d'autant plus remarquable, que les Allemands en général, sans en excepter les classes les plus éclairées, sont encore imbus de certains préjugés contre les artistes dramatiques. Une preuve non douteuse de l'attachement que ce monarque a pour Esslair, c'est qu'en 1850, cet artiste ayant sollicité sa retraite, pour se soustraire aux outrages qu'une feuille obscure ne cessait de lui prodiguer, le roi la refusa par un rescrit conçu dans les termes les plus honorables, et qui fut inséré dans les journaux de Munich.

**ESSLING** (le prince d'). *Voyez* MASSÉNA.

**ESTAING** (CHARLES-HENRI, comte d'), de la famille ancienne et noble du même nom, naquit, en

1759, au château de Ravel, en Auvergne. Il débuta, dit-on, dans la carrière militaire, en qualité de colonel d'infanterie : avait-il servi dans la marine, avant d'entrer dans les troupes de terre, ou obtint-il d'emblée le commandement ? C'est ce que les mémoires du temps n'expliquent pas d'une manière satisfaisante. Promu rapidement au grade de brigadier des armées du roi, il alla aux Grandes-Indes avec le comte de Grasse. Deux fois dans le cours de cette expédition, le comte d'Estaing tomba dans les mains des Anglais : la première, au siège de Madras, en 1759, on le relâcha sous la condition qu'il s'en retournerait sur-le-champ en France ; la seconde fois, il était à la tête de partisans français, qui avaient réussi à faire beaucoup de mal aux établissements anglais. Les vainqueurs le traitèrent avec moins d'indulgence ; transféré en Angleterre, il fut détenu sévèrement à Portsmouth. A la paix de 1763, le comte d'Estaing fut rendu à la liberté, et, quittant le service de terre pour celui de mer, sans doute à cause de la haine qu'il avait prise pour les Anglais, il passa lieutenant-général des armées navales du roi. La France ayant pris part dans la guerre de l'indépendance américaine, le comte d'Estaing, qui venait d'être élevé au rang de vice-amiral, alla commander, en 1778, la flotte auxiliaire destinée à s'opposer aux opérations des Anglais. Il s'était flatté de surprendre l'amiral Howe dans les parages de la Delaware et d'en avoir bon marche, car avec une flotte dans laquelle on comptait douze vaisseaux de premier rang, il avait la supériorité des forces. Il arriva trop tard, par suite des temps contraires survenus dans la traversée : Howe s'était porté sur New-York depuis plusieurs jours ; lorsque d'Estaing le rejoignit devant Rhode-Island, l'escadre de l'amiral Byron s'était jointe à la sienne. Après un combat opiniâtre, dans lequel le vaisseau amiral français perdit sa mâture et manqua d'être capturé, les escadres se séparèrent sans résultat décisif. Le comte d'Estaing rallia la sienne à Boston, et dès qu'il l'eût réparée et ravitaillée, il se mit à la recherche de l'amiral Holham, lequel convoyait avec cinq vaisseaux de ligne le général Grant et cinq mille hommes de débarquement. N'ayant pu le joindre, il gagna Sainte-Lucie où il le trouva avec deux autres vaisseaux de renfort, embossés dans le grand cul-de-sac de cette île, et défendu par des batteries de terre qu'il venait d'établir. Cette position ne permit pas à l'amiral français d'attaquer sérieusement du côté de la mer ; mais ayant fait prendre environ six mille hommes de troupes qui étaient tant à la Martinique qu'à la Guadeloupe, il opéra un débarquement sur un point écarté de Sainte-Lucie, et vint chercher les Anglais du côté de la terre. Cette tentative n'eut pas de succès ; l'ennemi fut en temps de prendre position dans les mornes, et il s'y maintint. Le comte d'Estaing, qui avait eu avis des renforts que lui amenaient le comte de Grasse et Lamoignon-Piquet, alla les attendre à la Martinique, d'où, après sa jonction avec eux, il repartit avec vingt-cinq vaisseaux de premier rang. Les premiers actes de cette nouvelle campagne furent de s'emparer de l'île Saint-Vincent et de la Grenade. Dans les assauts donnés à cette dernière île, il déploya le courage d'un soldat intrépide, en chargeant lui-même à la tête des colonnes qui le commandait. Cependant l'amiral Byron survint devant la Grenade avec vingt-un vaisseaux et un convoi de troupes de débarquement, se disposant à la reprendre au comte d'Estaing. Celui-ci l'attaqua avec dix-sept vaisseaux seulement, et le battit complètement. La victoire aurait été plus sûre s'il eût été secondé par le comte de Grasse. Ce dernier qui resta simple spectateur du combat, prétendit ensuite que son inerte n'avait eu d'autre cause que le manque de vent. Les projets que le comte d'Estaing avait sur les côtes de l'Amérique méridionale, l'empêchèrent de poursuivre l'ennemi et de tirer de plus grands avantages de sa victoire. Rappelé, en 1780, il revint en France, après avoir fait, outre les opérations dont il vient d'être parlé, diverses tentatives sur des possessions françaises tombées aux mains des Anglais, et ramenant avec lui le riche butin qu'il n'avait pas négligé de recueillir. Depuis cette époque, d'Estaing eut encore deux commandements, l'un, en 1781, lorsqu'il

ramena la flotte française de Cadix à Brest ; l'autre, en 1783, dans lequel il devait diriger les flottes combinées de la France et de l'Espagne, ce qui n'eut pas lieu, par suite des traités conclus par les puissances en question. La conduite du comte d'Estaing, lors de la chute de l'ancien gouvernement, a été l'objet de jugements très divers. On l'a accusé d'ingratitude, comme s'il n'eût pas payé de sa personne dans la guerre d'Amérique, et, par là, ne se fût pas en quelque sorte acquitté de la faveur dont il avait été l'objet. Elu à l'assemblée des notables, en 1787, il parut adopter les principes de la liberté, dont il se montra depuis le défenseur constant. Depuis le mois d'août 1789, il commandait la garde nationale de Versailles, lorsque les événements des 5 et 6 octobre éclatèrent. Il ne s'en mêla pas, et vint demeurer à Paris, où il servit dans la garde nationale, comme simple grenadier. Il avait déjà écrit à la reine, au sujet des bruits qui circulaient sur un projet de départ du roi, l'engageant à se servir de son influence pour l'en dissuader ; bientôt la fuite réelle de Louis XVI fut le sujet de son improbation publique : malgré cela il ne prit aucune part aux journées des 10 juin et 10 août. Appelé à déposer dans le procès de Marie-Antoinette, il ne dit rien qui pût lui être réellement nuisible. A cette époque, il avait à son tour été atteint par la loi des suspects, et était détenu à la prison de Sainte-Pélagie. Peu de temps après, le tribunal révolutionnaire le condamna à mort, et cette catastrophe, dont quelques écrivains qui ont eu à le juger, paraissent n'avoir pas tenu compte, suffit pour bien faire présumer de ses opinions modérées.

ESTOURMEL (LORIS-MARIE, marquis d'), lieutenant général, chevalier de la légion d'honneur et de Saint-Louis, né le 11 mars 1740, dans la Picardie, où sa famille possédait encore des biens considérables. Il entra de bonne heure dans les mousquetaires, et devint successivement officier supérieur dans la maison du roi, colonel en second des dragons du régiment de Conti, brigadier des armées du roi, enfin colonel du régiment de Royal-Pologne, cavalerie. Membre de la chambre des notables, en 1789, le marquis d'Estourmel présida, en sa qualité de grand-bailli du Cambrésis, l'assemblée électorale de cette province, dont la noblesse le choisit pour député aux états-généraux, en 1789. Du nombre des hommes chez qui la droiture du cœur l'emportait sur les prétendues convenances de la position, il désirait la réforme des abus, et il vota dans l'assemblée constituante en faveur des principes dont elle préparait le triomphe. La nuit du 4 août, dans cette séance où, par un élan subit, on posa une borne en-deçà de laquelle la civilisation ne se reporterait pas, malgré quelques mouvements rétrogrades dont nous avons été témoins, d'Estourmel renoua pour lui et pour sa famille au droit de siéger dans les états de l'Artois ; mais il crut ne pouvoir se dispenser de défendre les privilèges et capitulations du Cambrésis. La même année, le 19 novembre, il entreprit la justification des états de l'Artois accusés d'entraver secrètement l'exécution des décrets, et ensuite il insista sur l'abolition du droit de chasse, coutume féodale si contraire à la prospérité des forêts et de l'agriculture. En 1790, le 18 mai, ce député demanda que Robespierre fût rappelé à l'ordre comme ayant parlé du roi avec irrévérence, et le 22, il vota pour que le droit de paix et de guerre ne fût point séparé de la dignité royale. En septembre, il embrassa les intérêts des religieux dont on ne payait pas les pensions. Quelquefois il s'écarta entièrement des opinions du côté gauche dans les discussions relatives au clergé ; mais, à l'occasion de la suppression des titres de noblesse, M. d'Estourmel demanda seulement que le roi des Français conservât la faculté de porter trois fleurs de lis en champ d'azur. Au mois de mars 1791, il obtint la liberté des maréchaux-de-camp d'Haute-Feuille arrêtés illégalement à Saint-Germain, où ils s'étaient trouvés sans passe-ports. Les mouvements orageux suscités par cette demande durèrent jusqu'à la fin de la séance ; mais on a remarqué qu'en 1813 une réclamation toute semblable a été écartée par l'ordre du jour. Le marquis d'Estourmel combattit avec chaleur le projet relatif à la résidence du roi, et tendant à établir que s'il sor-



1765. Vers la même époque, l'académie des sciences de Pétersbourg partageait entre lui et Clairaut le prix d'une question relative à la théorie des comètes. Dans cette dernière pièce, ainsi que le dit l'historien Bailly, « A. Euler, en établissant la théorie générale, ne s'attachait point aux applications que Clairaut avait presque épuisées; il insiste seulement sur une cause de dérangement dont personne n'avait parlé; c'est l'attraction de la terre sur la comète qui s'en trouve fort près en 1759. » Albert Euler s'occupait avec son père de la théorie de la lune, sujet proposé par l'académie des sciences de Paris, pour l'année 1770. Leur mémoire obtint le prix. Le même sujet ayant été proposé de nouveau par la même académie, pour l'année 1779, Leonard Euler s'en renouvella seul, et partagea cette fois le prix avec Lagrange. Les immenses calculs du mémoire de Leonard avaient été faits par Albert, conjointement avec Louis Kraft, et J. Lexell, géomètre connu par une foule de mémoires insérés dans les *Actes de l'académie de Pétersbourg*. Après s'être éloigné de Pétersbourg pendant plusieurs années, A. Euler revint pour occuper la place de professeur de physique, à laquelle il avait été appelé. Plus tard, il y remplissait les fonctions de secrétaire de l'académie des sciences, et reçut successivement les titres d'inspecteur de l'académie militaire, de conseiller de la cour impériale, de conseiller du collège et du conseil d'état. Dans cette suite d'avancements lucratifs et honorables, il avait été nommé chevalier de l'ordre de Saint-William. A. Euler mourut à Pétersbourg, le 6 septembre 1800.

EVANGELI (AMOROS), naquit à Cividale, dans le Frioul, en 1742, et fut envoyé à Venise pour faire sa éducation, dans un collège dirigé par les Sulpiciens. Son amour pour le travail et la grande aptitude qu'il montrait pour les langues et la littérature de l'antiquité, lui méritèrent bientôt l'affection de ses maîtres, ce qui l'engagea quelque temps après à entrer dans leur ordre. On l'envoya alors à Rome pour y compléter ses études dans le collège Clémentin. Les récompenses qu'on avait concues de lui, ne furent point trompeuses : il se plaça rapidement à côté des plus grands littérateurs de l'époque. Ses talents déjà mûris à l'application, le firent appeler au séminaire de Vienne, près Venise, où il fut chargé de l'instruction de la jeunesse. La brillante réputation qu'il acquit le fit presque aussitôt nommer professeur de belles-lettres à l'université de Padoue. Il resta dans cette ville pendant plus de trente ans, et s'occupa de différents travaux, en même temps qu'il remplissait avec éclat les fonctions attachées à sa chaire publique. Jacob Stellini avait été un de ses maîtres, et il conserva pour sa mémoire les sentiments du plus tendre respect. Ce savant avait beaucoup écrit; mais il n'avait rien publié, parce que la mort ne lui permit point de mettre la dernière main à ses ouvrages. Ses héritiers résolurent de confier tous ses manuscrits à l'abbé Evangelini, qui par des soins infatigables s'empressa de les débrouiller, de les mettre en ordre, et de les enrichir de notes et de commentaires pour l'intelligence des passages du texte qui manquaient de clarté et de précision, parce que l'auteur n'avait pu en le temps des développer. C'est ainsi qu'au bout de quelques années, il fit paraître en 4 vol. in-4°, d'abord l'*Éthica*, de Stellini, écrite en latin, et ensuite ses *Opera varia*, écrites en italien, et qu'il mérita les applaudissements de tous les gens de lettres, pour avoir préservé d'une perte irréparable les conceptions d'un philosophe qui avait eu d'une juste célébrité pendant le cours de sa vie. Evangelini, que plusieurs académies italiennes avaient accueilli à leur nombre, s'occupait ensuite de ses propres ouvrages. Il publia successivement un petit poème plein d'élégance et de goût, sous le titre de *l'Amour musical*; une traduction en vers latins du *Cimelière de Campane*, de Gray, où les connaisseurs admirent le pathos de la langue de Tibulle et l'éclat de celle d'Horace; et une traduction en vers italiens de toutes les poésies lyriques de la Bible, faite sur le texte hébreu. N'oubliant pas qu'il devait principalement

consacrer ses veilles à l'instruction de la jeunesse, il avait aussi publié un choix très judicieux des meilleurs morceaux de prose, tirés des écrivains les plus accueillis de l'Italie, pour pouvoir fournir à ses élèves des modèles sûrs de langue et de style. Le dernier travail auquel il paraissait avoir voué tous ses moments de loisir, pendant de longues années, était une grande histoire littéraire de sa ville natale; il avait rassemblé de précieux matériaux sur ce sujet, et en avait même rédigé une bonne partie; mais arrivé à l'âge de soixante ans, une maladie affreuse lui ôta tout-à-fait la raison, et, dans les accès du délire, il détruisit tous les manuscrits qui se rapportaient à cette histoire, sans que personne pût s'en apercevoir à temps pour l'en empêcher. En 1805, il mourut à Venise, où ses amis l'avaient fait transporter. Ses ouvrages sont, indépendamment de ceux de Stellini, auxquels il avait donné ses soins : 1° *Thomas Gray elegia in rusticum apuicum, ex anglo in latinum versu*, Padoue, in-8°, 1772; 2° *L'Amour musical*, poème en huit chants, Padoue, 1776, in-8°; 3° *Poésies lyriques de la Bible*, traduites en vers italiens, Padoue, 1793, in-8°; 4° *Choix de discours en langue italienne, tirés des meilleurs écrivains*, Venise, 1796, 2 vol. in-8°.

EVERARD-HOME. Voyez HOUZ.

EVERS (OTTO-JOHN), né le 28 août 1755 à Iber, petit village de Hanovre, dans lequel son père était maître d'école. Après avoir reçu une éducation assez soignée, il partit pour Berlin, en 1780, où il étudia son chirurgie sous Loebeck. Comme il arrive presque toujours, la vocation de Evers fut aussi heureuse qu'irrésistible; aussi ses parents firent-ils de vains efforts pour le détourner de la carrière qu'il cultivait avec tant d'application. Il resta trois années dans l'université, et passa ensuite près de quatre ans dans les hôpitaux. Ses succès dans cette position si favorable le firent nommer, en 1789, chirurgien-major d'un régiment hanovrien, avec lequel il fit la guerre de sept ans. Après la paix, son ardeur pour la science l'attira à Paris, où il se lia avec la plupart des chirurgiens célèbres de ce temps. Il n'avait encore publié que des mémoires aussi nombreux qu'intéressants; mais en 1787 ses *Nouvelles observations*, etc., fixèrent l'attention des savants, et l'année suivante l'auteur fut admis parmi les membres de l'académie des curieux de la nature. Les mêmes écrits le firent élever plus tard au poste honorable de médecin de la cour. Partageant son ardeur entre la pratique et la théorie, il continua de publier beaucoup d'ouvrages, peut-être trop, il faut le dire. Il combattit l'un des premiers la méthode barbare par laquelle on traitait la teigne, et proposa dans le même but un emplâtre de gomme ammoniac dissoute dans le vinaigre. C'est le vrai titre d'Evers à la reconnaissance publique; c'est aussi celui dont le succès a été européen. De suite lui fit l'honneur d'admettre ce mémoire dans le journal qu'il publiait alors, et Brugnetti crut devoir lui accorder la même faveur. Après une carrière aussi longue, le docteur Evers mourut le 17 janvier 1800, à Luchow. Voici ses principaux écrits : 1° *Nouvelles observations et expériences propres à enrichir la médecine et la chirurgie*, Göttingue, 1787, in-8°, avec planches; 2° *Instructions pratiques sur la conduite que doit tenir le chirurgien appelé devant les tribunaux pour des blessures du ressort de la médecine*, Stendal, 1791, in-8°; 3° *Sur les infarctus ou obstructions vasculaires*, Stendal, in-8°; 4° *Observations sur une tumeur du rocher de l'os temporal gauche*; 5° *Observations sur l'efficacité de la belladone contre les obstructions de la matrice, la mélancolie et la manie*; 6° *Description d'un bandage pour la fracture de la rotule*; 7° *Description d'une machine économique et simple propre à réduire les luxations de l'humérus*; 8° *Observations sur la teigne*, etc.

EKELMANS (RÉMI-JOSEPH-ISAÏE, comte), et non EKELMANS, lieutenant général des armées françaises, né à Bar-le-Duc, le 13 novembre 1775. Il sortit du collège en 1791, à l'âge de quinze ans, et, ainsi que l'enfance de la jeunesse, il abandonna ses études inachevées, pour voler à la défense de la patrie. Il s'enrôla dans le 5<sup>e</sup> bataillon de volontaires du département de la Meuse, commandé alors par Oudinot.

Ayant successivement passé par tous les premiers grades, et désirant acquérir des connaissances plus générales dans l'art de la guerre, il servit alternativement dans les diverses armées et dans plusieurs états-majors. Il fit les premières campagnes de France, en Belgique, en Allemagne, en Italie, et dans le royaume de Naples. Après avoir servi dans le 15<sup>e</sup> de chasseurs, il fut aide-de-camp des généraux d'artillerie Broussier et Eblé. En l'an 7, il fit la campagne de Naples, sous les ordres de Macdonald et de Championnet, et fit remarquer sa brillante valeur dans plusieurs sièges, particulièrement aux assauts donnés aux villes de Trani et d'Andria, près de l'Adriatique. Dans l'année suivante, il passa auprès du général Murat, en qualité d'aide-de-camp. Il fut nommé, en 1805, colonel et officier de la légion d'honneur, en récompense de l'impétuosité qu'il avait déployée à Vertigne, où il eut trois chevaux tués sous lui, dans la forêt de Amsterer, et à Austerlitz, où il eut aussi plusieurs chevaux tués. Colonel du 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs à cheval, dans la campagne de 1806, il continua à se signaler à la tête de ce régiment, principalement à la bataille d'Éna, sous les ordres du maréchal Davoust, et rendit de grands services en Pologne. Nommé général de brigade, à la fin de 1807, le brave Exelmans revint auprès du maréchal Murat, qui l'accompagna en Espagne. Peu de temps après, il eut le malheur de tomber entre les mains des partisans espagnols, avec les colonels Rosetti et Auguste Lagrange, qui se rendaient ainsi que lui au corps d'armée du maréchal Moncey. Conduits à Valence, puis transportés aux îles Baléares, à travers des dangers inouïs de tout genre, ces trois officiers furent enfin transférés en Angleterre. N'ayant pu obtenir son échange, pour lequel plusieurs officiers espagnols avaient été cependant rendus par le gouvernement français, le général Exelmans, de compagnie avec son ami Lagrange, parvint à s'échapper, en se jetant dans une barque à quatre rames, avec laquelle il traversa la Manche, et débarqua à Gravelines. Peu après son retour en France, ce général passa au service de Naples, où M<sup>me</sup> Exelmans était dame du palais. Il fut fait grand écuyer, mais il ne resta qu'une année à Naples, préférant servir sa patrie au milieu de l'armée française; patriotisme digne de son courage, et auquel il sacrifia, sans hésiter, une brillante existence. Peut-être aussi prévoyait-il dès lors ce qui arriva deux ans après, la rupture du roi Joachim avec l'empereur. Ce qu'il y a de certain, c'est que le roi Joachim fit de vives instances pour le retenir, et n'y réussit pas. En arrivant, il fut placé dans la cavalerie de la garde impériale, où il resta jusqu'au lendemain de la bataille de la Moskova, époque à laquelle il fut nommé général de division, et remplaça immédiatement le général Pajol dans son commandement, à cause des blessures graves que cet officier venait de recevoir. Le général Exelmans, un mois après, fut aussi obligé de remettre en d'autres mains le commandement de cette division, ayant reçu une balle dans le genou. Dans les campagnes de 1813 et 1814, il eut le commandement de la 2<sup>e</sup> division de cavalerie légère sous les ordres du général Sébastiani, et donna de nouvelles preuves de son habileté, autant que de son intrépide courage. Il avait alors sous ses ordres plusieurs colonels de première distinction : Sourd, Marbot, Saint-Chamand, Schenetta, Cerqui, etc. Dans la retraite de Leipzig, sa division, seule composée de troupes légères et réduite aux seuls cadres des régiments, soutint avec une imperturbable fermeté, et souvent avec un brillant avantage, les efforts des masses ennemies. Dans la triste et mémorable campagne de France, le général Exelmans commanda le 2<sup>e</sup> corps de cavalerie, jusqu'à Montereau, et ensuite la division de la vieille garde. Il se signala particulièrement aux affaires de Craon, d'Arcis et de Saint-Dizier. Le 12 septembre 1815, le général Exelmans reçut l'ordre de cesser ses fonctions d'inspecteur-général, ce à quoi il obéit, et de partir dans les vingt-quatre heures pour se rendre à sixante lieues de Paris, ce à quoi il se refusa obstinément : on lui reprochait d'avoir écrit au roi Murat pour le complimenter de ce qu'il conservait son royaume; la lettre avait été prise

sur le médecin de Joachim, M. Amdrot, qui se rendait à Naples. Dans la nuit du 19, une compagnie de grenadiers et cinquante gendarmes vinrent pour enlever le général, à une heure du matin. Celui-ci se mit en défense, et l'on ne força pas sa maison; mais le lendemain cinquante gendarmes revinrent, il refusa encore de marcher, et sortit malgré eux. Il se cacha pendant cinq jours, et se rendit à Lille, où il se constitua prisonnier parce qu'on allait le juger par contumace. Il fut acquitté à l'unanimité, grâce au talent et au dévouement de M. Court, son avocat, entièrement officieux, et à son ami le général Fremont. C'est le ministre de la guerre qui le fit arrêter et traduire au conseil M<sup>me</sup> Exelmans était en couches, et l'on vint jusqu'à dans son lit faire perquisition pour trouver son mari. En 1815, lors du retour de l'empereur Napoléon, le général Exelmans, s'étant mis à la tête de quelques anciens officiers et d'une batterie, vint occuper les Tuileries, où il fit arborer le drapeau tricolore. Il y établit, non sans peine, un ordre de service régulier, chose importante et difficile en de telles circonstances. Il envoya le général Eugène Merlin prendre possession du château de Vincennes. Dans la campagne de Waterloo, il commandait en chef le 2<sup>e</sup> corps de cavalerie de réserve. Cherchant toutes les occasions d'être utile, il reçut, avec empressement, l'attaque d'un corps considérable de cavalerie qui commandait en personne le feld-maréchal Blücher, et le força aussitôt de prendre lui-même la défensive. L'artillerie prussienne fut enlevée, sans avoir eu le temps de tirer, et Blücher lui-même fut foulé aux pieds des chevaux. Telle avait été l'impétuosité de cette charge, que les dragons du 5<sup>e</sup> régiment et le général qui les commandait ne s'aperçurent pas que Blücher était en leur pouvoir, couché dans la fosse le long de la route. Le lendemain, le 2<sup>e</sup> corps victorieux se porta sur Limbourg, où était le corps d'York, fort de trente mille hommes, et dans une bonne position, qu'il garda jusqu'au soir. Le 2<sup>e</sup> corps de réserve, le général Exelmans à sa tête, l'observa, le suivit et le joignit le lendemain matin, à trois lieues de Vaires. Le général en informa aussitôt le maréchal Grouchy; mais celui-ci se refusa à passer la Dyle, sur le pont de Moustier, pour se rapprocher de Waterloo. Les instances des généraux Gérard et Exelmans ne purent vaincre son obstination, et il préféra descendre par Vaires, ce qui l'éloigna du champ de bataille, et eut pour nous un résultat si funeste, en rendant nuls, sur la rive droite du fleuve, tous les excellents corps de l'aile droite de notre armée, parmi lesquels était le 2<sup>e</sup> corps de réserve. Après la mystérieuse journée de Waterloo, le général Exelmans revint sur Paris, avec les troupes de l'aile droite. Près de Meaux, il rencontra son premier aide-de-camp, le colonel Seucier, qu'il avait envoyé vers l'empereur, pour le supplier de se mettre à la tête des troupes de l'aile droite. « L'empereur me charge de vous remercier, lui dit cet officier, et de vous inviter à venir avec lui, pour partager sa fortune. » Mon cher Seucier, répondit Exelmans, la patrie avant tout : les ennemis sont enivres de leurs succès, ils feront de fautes, tâchons d'en profiter... Et, en effet, l'occasion ne se fit pas attendre. Des le lendemain, le général apprend que l'ennemi a passé la Seine, et qu'il occupe Versailles, au nombre de trois mille hommes environ. Il songe aussitôt à enlever ce corps et fait ses dispositions en conséquence, marchant sur trois colonnes, l'une par le Bourg-la-Reine, l'autre par Châtillon, et la troisième, sous les ordres du général Piré, par Sèvres, Ville-d'Avray et Rocquencourt, afin d'observer la route sur Saint-Germain, et de couper la retraite au corps ennemi; le général avait envoyé de plus des fédérés fermer la grille Saint-Antoine, mais elle fut rouverte par la garde nationale de Versailles. Ayant rencontré l'ennemi, au débouché de la forêt de Verrières, il le culbota et le rejeta sur Versailles; au même instant, le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> régiments de chasseurs le chargèrent à leur tour, ayant à leur tête les braves colonels Bricqueville, Podosa, Simonneau, Saint-Amand et le prince de Carignan : les Prussiens se sauvèrent en désordre, abandonnant douze cents chevaux. Ayant ainsi terminé avec la cavalerie, le général Exel-

mais se porta aussitôt sur Marly, pour en occuper les hauteurs et préparer, pour le lendemain matin, une attaque générale avec le 4<sup>e</sup> corps d'infanterie qui devait arriver à cette position en même temps que lui, mais ne l'en fut pas. Le général Exelmans rencontra l'infanterie ennemie, au nombre d'environ cinq mille hommes. Ayant fait mettre pied à terre à environ deux cents cavaliers, il la fit attaquer, et voyant de l'hésitation parmi cette petite troupe, il se fit le mousqueton de l'ordonnance qui était à ses côtés, et commença lui-même le feu. Comme il était nuit, et que le pays est boisé en cet endroit, près de Luciennes, le général Exelmans fut obligé de se replier sur Versailles: mais il n'y trouva point le 4<sup>e</sup> corps d'infanterie, que des ordres supérieurs avaient retenu au pont de Sévres. Le lendemain, il alla occuper Arcueil et Mont-Loup; la division du général Tosté, peu nombreuse, mais excellente, fut postée dans le parc pour y attendre l'ennemi, tandis que le général Exelmans lui-même devait l'attaquer par la droite avec ses six mille chevaux, et l'eût certainement culbuté sur la tête; mais la capitulation de Paris fut officiellement connue, et ce brave général eut au moins la consolation d'avoir été le dernier à remettre son épée dans le fourreau. L'historien remarquera qu'avant le combat de Versailles, Blücher ne parlait que de prendre Paris sans conditions, prétention qu'un officier de l'état-major prussien était chargé de signifier au général en chef de l'armée française, et que le général Exelmans ne put entendre sans exprimer la plus forte indignation. D'autres généraux français, auxquels s'adressa l'envoyé de Blücher, ne l'ont pu oublier, mais il est superflu de les nommer ici. Après l'occupation de Paris par l'armée alliée, le général Exelmans passa sur la rive gauche de la Loire, et occupa, avec son corps de cavalerie, les départements de l'Aube et du Puy-de-Dôme; il maintint parmi les troupes la plus exacte discipline, et arrêta la désertion. C'est de Riom qu'il adressa son adhésion, ainsi conçue: « Le deuxième corps de cavalerie de réserve adhère au rétablissement de la maison de Bourbon, puisque ainsi l'exige l'intérêt de la patrie. » Quelques jours après cette adhésion, le 5<sup>e</sup> corps de cavalerie (la dragons et ensuite licenciés, ce dont le général ne voulait pas être le témoin. Le général Exelmans vint à Riom jusqu'au mois de décembre, menacé d'être instant d'être enlevé par des agents de police. Il prit alors le parti de quitter la France, et passa en Belgique, où il ne put séjourner, après y avoir été arrêté; le général, suivi de sa femme et de ses quatre enfants, erra tristement de Wistbaden à Francfort, à Offenbach, poursuivi pendant trois années consécutives par la police du gouvernement des Bourbons. M<sup>me</sup> Exelmans, dangereusement malade, revint à Paris avec ses enfants, et le général resta seul luttant contre les persécutions avec d'autant plus de fermeté. Ses énergiques protestations lui valurent enfin la faculté de continuer son séjour à Francfort. Six mois après le départ de sa femme, il apprit que le chagrin avait mis au porteur du tombeau: bravant alors tous les dangers, il retourna en France, et vint à Paris pendant le jour; mais la maladie et les instances réitérées

de M<sup>me</sup> Exelmans venaient enfin de décider le gouvernement à rappeler le général. L'ordonnance de rappel fut insérée au *Moniteur* du 20 janvier 1819. L'année suivante, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, alors ministre de la guerre, rétablit le général Exelmans sur les cadres de disponibilité. En 1828, le ministre Decaen lui donna, pendant deux mois, une commission d'inspecteur-général de la cavalerie. Pendant les trois glorieuses journées de juillet 1830, le général Exelmans fut en butte aux méprises les plus pénibles et les plus périlleuses sur son caractère et ses véritables intentions: ses antécédents, sa position présente et le salut de sa nombreuse famille lui imposaient la loi sévère d'agir avec maturité. Il n'attendait, dès le premier jour, qu'un avis sûr, lequel lui avait été promis par son ami le colonel Lourde, pour s'élancer dans le sublime mouvement du peuple; mais cet avis ne vint pas. Le général, ne pouvant contenir son ardeur, sortit seul et fut étrangement méconnu. Le 29 juillet, le général Exelmans fut appelé par son ancien camarade, le général Girardin, qui était aux Tuileries, et qui le pria instamment d'aller dire à M<sup>me</sup> Casimir Périer et Lafayette que le roi était enfin décidé à renvoyer ses ministres. Ne consultant que son désir de faire cesser l'effusion du sang, et stimulé par la vue même de tous les dangers qui environnaient un tel message, le général Exelmans courut chez M. Casimir Périer, et, ne le trouvant pas, il courut chez M. Lafayette à travers la foule des boulevards. Arrivé devant la garde royale, il en demanda le colonel, qui était M. de Cerisy, et lui intima, en se nommant, l'ordre émané de Saint-Cloud, pour faire cesser le feu. M. de Cerisy obéit à l'instant, mais en priant le général de s'interposer également du côté du peuple, afin que la suspension fût réciproque. Alors le général ne balance pas à marcher vers les barricades élevées sur le boulevard Italien, et fait ainsi plus d'un demi-mille à l'encontre d'une grêle de balles; il arrive enfin, se nomme, et veut s'expliquer; mais aussitôt des cris confus et étouffés se font entendre, et les qualifications les plus odieuses; il allait infailliblement périr, si son fils aîné, qui l'avait suivi malgré ses ordres, n'eût écarté les canons de fusils que l'on avait dirigés sur sa poitrine et sur sa tête. Heureusement quelques citoyens le reconnurent et parvinrent à calmer l'effervescence des autres. Le lendemain, lors du départ pour Rambouillet d'une forte colonne de citoyens, dont le général Pajol avait pris le commandement, le général Exelmans, son ami et son ancien camarade, reçut de lui le commandement en second de cette expédition, pour former une seconde ligne qui pût servir de réserve, en cas de bataille. Il s'acquitta de cette fonction avec ardeur, jusqu'au moment où il fut démontré que la famille royale prenait le parti d'une retraite définitive. Dans les premiers jours du règne de Louis-Philippe, le général Exelmans fut envoyé pour inspecter douze régiments, dans le nord et dans l'est de la France. Ses sages et patriotiques discours contribuèrent puissamment à réprimer les murmures, à empêcher les defections et à éclairer les militaires sur la véritable ligne de leurs devoirs, comme soldats et comme citoyens.

## F

FABRE (JEAN), né à Nîmes, le 13 août 1727. Ce grand point par des actions d'éclat ou par de grands talents, mais par un acte de piété filiale qu'il a rendu son nom recommandable à jamais. Le 1<sup>er</sup> janvier 1756, il était au désert, c'est à dire dans un de ces lieux solitaires où, depuis la révocation de l'édit de Nantes, les réformés allaient entendre en secret les prédications de leurs ministres. On poursuivait d'ailleurs cette contravention à ce qu'alors on appelait la loi. Jean Fabre était avec son père à l'assemblée; un détachement de dragons la surprit et la

disipa. Fabre avait trouvé, comme la plupart des autres religieux, son salut dans la fuite; mais, sachant que son père, déjà avancé en âge, venait d'être saisi, il courut vers les soldats, et, embrassant les genoux du commandant, il en obtint, à force de prières et de larmes, d'être emmené à la place du captif. Quand cette grâce eut été accordée malgré le desespoir du père, il se fit employer la violence pour éloigner de son fils et le rendre à la liberté. Cette action, au fond d'une province, semblait destinée à l'oubli; cependant un dévouement si généreux méritait

d'autant plus de rester dans la mémoire des hommes, que Fabre se voyait alors au moment de se marier avec une de ses parentes à laquelle il était fort attaché. D'ailleurs sa vertu ne paraissait pas seulement l'effet d'un moment d'exaltation; elle ne se démentit point lorsqu'il fut traduit devant le duc de Mirepoix, commandant du Languedoc. On lui promettait de le relâcher si le pasteur Rabaut s'engageait à sortir du royaume, mais, rejetant une proposition contraire aux intérêts de sa foi, il écrivit au pasteur pour le dissuader d'y condescendre, et fut envoyé à la chaîne de Toulon. Les parents de Fabre étaient de simples commerçants; ils trouverent à la vérité des amis, à la recommandation desquels un personnage de la cour s'intéressa en faveur de ce jeune homme; mais leur crédit n'alla pas jusqu'à désarmer la rigueur du comte de Saint-Florentin, qui avait les réformés sous sa juridiction. Malgré quelques égards que témoignèrent au malheureux Fabre des officiers de la marine, il eut besoin d'un grand courage pour supporter l'opprobre et les durs traitements inséparables de sa situation. Cependant les particularités qui le concernaient furent connues du ministre: c'était le duc de Choiseul, qui signa l'ordre de sa délivrance. Fabre l'attendait depuis six ans. Au mois de mai 1762, il entra dans sa famille; mais cet événement même abrégé la vie de son père, trop affaibli pour résister à la joie, après tant de douleur. Sans cette nouvelle affliction, Fabre n'aurait plus eu à se plaindre de sa destinée. Il retrouvait libre celle qu'il avait cherie depuis l'enfance. Refusant des partis avantageux, elle l'avait constamment attendu, et même le mariage ne fut plus différé: il suffisait que l'opinion eût devancé l'acte de réhabilitation. Quant à ce brevet, il fallait l'agrément du comte de Saint-Florentin, et cet homme était inexorable à l'égard des malheureux réformés. Enfin le prince de Beauveau s'en indigna, et parla au roi, qui n'hésita pas un instant à protéger cette victime volontaire d'un fanatisme que pourtant l'autorité entretenait encore. D'après une remarque de Marmontel, insérée dans sa poétique, relativement au parti qu'on pouvait tirer sur la scène du malheur de Fabre, l'écrouillot de Falbair composa son *Honnête criminel*. L'événement ne lui était alors connu que d'une manière vague; lorsqu'il apprit que ce personnage était vivant, il désira se procurer des renseignements plus positifs, et de là vint la lettre placée en tête de l'édition de 1767. Ce drame médiocre, mais soutenu par la réalité du sujet, et représenté bientôt sur tous les théâtres, occasions un projet de souscription en faveur de Fabre. Néanmoins, comme il s'agissait d'une vertu entachée d'hérésie, une publicité trop directe eût paru un grand scandale, et le zèle de Saint-Florentin veillait. Vainement aussi la duchesse de Grammont, voulant procurer à Fabre d'autres avantages, décida le duc de Choiseul à lui écrire de se rendre à Paris. Il l'y rendit; mais, au moment de son arrivée, survint la disgrâce de ce premier ministre, et Fabre, retournant à Granges, au pied des Cévennes, ne chercha plus que dans son industrie les moyens de remplir tous les devoirs d'un père de famille. Plus tard, éprouvant déjà les infirmités de l'âge, il se retira chez l'aîné de ses fils, à Cette, et il y mourut, le 31 mai 1797.

**FABRE-PALAPRAT.** Voyez PALAPRAT, du Supplément.

**FABRICY (GABRIEL),** naquit en 1715 à Saint-Maximin, en Provence. Dès sa première jeunesse, il fut envoyé à Aix pour y faire son éducation dans un couvent de dominicains. Avidé d'instruction, il ne tarda point à sentir que, pour se livrer sans obstacle à la culture des sciences et des lettres, rien n'était plus favorable que l'aisance et les loisirs de la vie monastique: il conçut donc le projet de s'y engager; et les égards particuliers que ses maîtres lui témoignaient de toutes parts, le déterminèrent aussitôt à entrer dans leur ordre. Ses penchants naturels l'entraînaient de préférence vers l'étude classique de l'antiquité, et il y borna ses études, ayant principalement en vue de l'approfondir du côté des matières ecclésiastiques, dans lesquelles il avait déjà fait des progrès aussi étendus que rapides. Il faut qu'une conduite pleine de dignité

et des mœurs irréprochables aient rehaussé aux yeux de ses confrères la réputation qu'il avait acquise par ses lumières, puisqu'ayant à peine atteint l'âge de quarante ans, il fut élu provincial de l'ordre, élection qui suffit pour faire son éloge, parce qu'elle eut lieu à une époque où les hommes d'un véritable mérite abondaient dans cette classe de religieux, surtout en Italie. En 1766, il alla s'établir à Rome, et fut aussitôt nommé lecteur en théologie et membre de l'académie des Arcades. Il y avait alors dans cette capitale du monde chrétien une bibliothèque particulière, célèbre par sa richesse en manuscrits précieux et en livres rares de toute espèce, celle que des le commencement du siècle, le cardinal Casanati avait léguée en mourant aux dominicains du couvent de la Minerve, et des théologiens marquants y étaient attachés en qualité de conservateurs. Fabricy fut immédiatement désigné pour être de ce nombre, et il s'en montra digne par deux grandes entreprises consécutives. D'abord il contribua avec succès à la formation d'un catalogue raisonné de cette bibliothèque, commencé par le père Audifredi, qui, dans la préface des quatre premiers volumes qu'on en fit imprimer, se loua beaucoup des soins infatigables de son savant collaborateur, voulant ainsi lui rendre un témoignage public de son estime et de sa reconnaissance. Ensuite il s'occupa à écrire des mémoires analytiques pour servir à l'histoire littéraire de plusieurs grands théologiens, tels que les pères Anas'tasi, Mamachi, Patuzzi, Richini, de Rubéis, etc., dont les ouvrages restés en grande partie incomplets ou inédits auraient été perdus pour la postérité dans la branche particulière de la littérature où ces différents écrivains s'étaient exercés pendant leur vie. Des recherches sur l'origine de l'équitation et sur l'usage des chars équestres chez les anciens, avaient été auparavant publiées par lui et accueillies avec applaudissement par le public, parce qu'il avait su y répandre de l'intérêt en s'étudiant à résoudre des questions ingénieuses sur l'incertitude des premiers temps historiques des peuples. Mais l'ouvrage qui lui procura une renommée plus commune, fut celui de ses considérations critiques sur les titres primitifs de la révélation ecclésiastique, et sa vaste érudition sur les monuments de l'antiquité la plus reculée. D'autres petites esquisses sortirent aussi de sa plume sur de semblables matières, qui, à cause de leur netteté intrinsèque, furent insérées dans des dictionnaires et des journaux consacrés uniquement à l'instruction des gens de l'église. En 1800, Fabricy cessa de vivre à Rome, d'où il ne s'était jamais éloigné pendant l'espace de quarante ans. Ses ouvrages imprimés sont: 1° *Recherches sur l'époque de l'équitation et l'usage des chars équestres chez les anciens*, où l'on montre l'incertitude des premiers temps historiques des peuples relativement à cette date, Rome et Marseille, 1764 et 1765, gros in-8°; 2° *Mémoires pour servir à l'histoire littéraire des deux pères Anas'tasi, des pères Mamachi, Patuzzi, Richini et de Rubéis, avec un autre concernant les ouvrages de M. Cornet, et l'explication d'une loi de Moïse, portant défense de faire amas de chaux*, etc., imprimés dans le *Dictionnaire universel des sciences ecclésiastiques* du père Richard, vol. 5 et 6; 3° *Une lettre sur l'ouvrage du père Mamachi, de animabus iustorum in sinu Abrahæ, ante Christi mortem expositibus locis vicinis*, insérée dans le *Journal ecclésiastique* de l'abbé Vinuurt, novembre 1768; 4° *Des titres primitifs de la révélation, ou considérations critiques sur la pureté et l'intégrité du texte original des livres saints de l'Ancien Testament*, Rome, 1772, 2 vol. in-8°; 5° *Censoria theologi distributa quæ h'liographia antiquaria et sacra critica capta aliquot illustratur*, ibid., 1772, in-8°, réimprimée à la suite du *Specimen variorum lectionum sacri textus*, etc. de J. B. de Rossi.

**FALBAIRE.** Voyez FENOTIOT.

**FALCK (ANTOINE RICHARD),** un des hommes d'état les plus distingués des Pays-Bas, dont il est actuellement l'ambassadeur à Londres, est né, en 1776, à Amsterdam, d'une famille patricienne. Après avoir fait ses études à l'université de sa ville natale, alors dirigée par le célèbre Crassé, il visita plusieurs universités allemandes, et passa quelques années à celle de Göttingue. De retour dans sa patrie, le jeune Falck, qui possédait à la fois une profonde érudition

et un extérieur très avantageux, vit une brillante carrière s'ouvrir devant lui. Ses études ayant eu pour lui spécial la diplomatie, il fut, en 1790, nommé secrétaire de la légation hollandaise à Madrid, qui venait d'être donnée à Jean Walkener, ancien professeur de droit public à Leyde. Celui-ci, homme habile et rusé, parvint bientôt à exercer une grande influence sur la cour de Madrid, ce qui procura à Falck l'occasion de s'initier aux mystères de la diplomatie européenne. Après le rappel de Walkener, en 1803, Falck fut chargé des affaires de la légation, et continua de résider à Madrid jusqu'à l'époque où le grand-pensionnaire Schimmelpenninck donna sa démission, en 1806, et où Napoléon conçut le plan d'élever un trône à son frère Louis sur les ruines de l'antique liberté batave. Falck et un petit nombre de patriotes tâchèrent bien d'éclairer les Hollandais sur les périls qui les menaçaient, mais ils ne furent point écoutés. Sous le gouvernement du roi Louis, il refusa toutes les places qui lui furent offertes à la cour et dans la diplomatie, et n'accepta que les fonctions de secrétaire-général du département des Indes-Orientales, auxquelles son patriotisme lui interdisait de se soustraire. A la même époque, il devint membre de l'Institut de Hollande. Vers la fin de 1813, lorsque la France essaya de si cruels revers, les amis de la liberté néerlandaise, comptant sur les perfides promesses des souverains alliés, s'associèrent dans le but d'opérer une insurrection en faveur de la maison d'Orange. Falck fut partie de cette association, et devint, en sa qualité de chef de la garde nationale d'Amsterdam, l'âme d'une nombreuse population prête à tout sacrifier pour reconquérir l'indépendance de leur patrie. Dans ces circonstances difficiles, il montra tant de courage et de prudence que son nom fut en vénération partout dans les Pays-Bas. Le professeur Van-der-Palms, dans son ouvrage intitulé : *Monument de la restauration de la Hollande*, qui passe pour un chef-d'œuvre d'éloquence néerlandaise, parle de Falck en ces termes : « Il y a peu d'hommes qui réunissent tant de grandes qualités que Falck. Nourri de la lecture des anciens et de fortes études, qui lui ont mérité une place parmi les savants les plus distingués de l'Institut national, doué d'une noble franchise et d'un goût exquis, possédant une profonde connaissance du monde et de son siècle, il est aussi bien à sa place dans les assemblées des savants que dans les salons de la haute société et les cabinets des hommes d'état. » Des que sa patrie eut recouvré son indépendance, Falck entra dans la carrière des hauts emplois : il fut nommé d'abord secrétaire-général du gouvernement provisoire établi à La Haye, et puis, à l'avènement de Guillaume I<sup>er</sup>, secrétaire d'état, charge qui était alors regardée comme beaucoup plus importante qu'un ministère, et qu'il a exercée jusqu'en 1818, à l'entière satisfaction du roi et du pays. Dans cette dernière année, il obtint le porte-feuille de l'instruction publique, de l'industrie nationale et des colonies, qu'il quitta bientôt pour remplir plusieurs importantes missions diplomatiques, entre autres, une à Vienne, de 1819 à 1820. Falck eut depuis plusieurs autres ambassadeurs du roi Guillaume I<sup>er</sup>, à Londres, et à pris part à toutes les conférences et négociations qui ont eu lieu dans cette capitale par suite de la révolution belge. Bien que ses efforts dans cette occasion n'aient pas été couronnés de succès, on lui rend généralement le témoignage d'avoir soutenu la cause de son souverain avec une grande habileté. Il est auteur de plusieurs autres philosophiques, insérés dans le *Magasin critique* de Van-Hamert, et d'un ouvrage, plein de curieuses recherches historiques, qui a pour titre : *De l'influence de la civilisation hollandaise sur les peuples de l'Europe septentrionale, particulièrement sur les Danois*, et qui se trouve dans les *Mémoires de l'Institut des Pays-Bas*.

FELISBERTO CALDEIRA BRANT. Voyez BIANCINI, au Supplément.

FALCONET (ETIENNE-MAURICE), statuaire, naquit à Paris, en 1746. Sa famille, originaire d'Exilles, petite ville située au Piémont depuis la paix d'Utrecht, avait déjà donné à la France les médecins André, Noël et Camille Falconet. Etienne-Maurice avait environ dix-

huit ans, lorsqu'il reçut les premières leçons de l'art dans lequel il s'est rendu célèbre. Ses parents n'avaient pas la fortune nécessaire pour lui faire donner une longue éducation : des qu'il eut suffisamment appris à lire et à écrire, ils le mirent en apprentissage chez un sculpteur en bois. Le jeune artiste ne fut pas long-temps content de l'enseignement d'un pareil maître ; de lui-même, il se livra dans ses moments de liberté à des études plus favorables au développement de ses heureuses dispositions. Le peu de progrès qu'il faisait ainsi lui donnaient de plus en plus le désir d'avoir un maître plus habile. Il s'adressa à Lemoine que ses travaux au maître-autel de Saint-Jean venaient de mettre en réputation. Lemoine, arguant favorablement des essais que lui présentait Falconet, consentit à l'admettre dans son atelier. Malgré le temps considérable qu'il était tenu de donner chaque jour à son maître dans l'occupation de dégrossir ou mettre à point les figures, travail qui était sa seule ressource pour subsister, il put du moins apprendre l'art et préparer les moyens de se produire à son tour. Grâce aux leçons et aux libéralités de Lemoine, Falconet mit à fin, en 1793, la figure de Milton de Crotone. Ce morceau, qui est classé aujourd'hui parmi les bons ouvrages de la sculpture moderne, lui valut quelques années plus tard le titre d'agréé à l'académie de peinture et sculpture de Paris. C'est cette même figure, exécutée en marbre, qu'il crut devoir présenter à la même société, lorsqu'en 1794 on l'eut membre de l'académie. Falconet considérait la sculpture comme un mode d'expression que la culture de l'esprit seconde et fait mieux employer, aussi, dès que sa position le lui permit, il s'efforça de compléter ce qui lui avait manqué dans son éducation première. Sans fortune et marié très jeune, il était obligé de soutenir, du fruit de ses travaux, sa femme et plusieurs enfants ; il lui fallait encore se partager entre le travail qui le faisait vivre et celui qui lui procura des l'âge de vingt-six ans une place à l'académie ; cependant il trouva encore le loisir d'étudier les langues latine, grecque et italienne, et de faire des lectures qui devinrent les premiers fondements de ses connaissances. Malgré le temps qu'il consacrait à l'étude des lettres, Falconet ne négligeait pas son art : depuis 1750 jusqu'en 1766, époque de son départ pour la Russie, il exécuta bon nombre de figures : un Pygmalion, un Amour menaçant, l'Alexandre, la Baigneuse, l'Amitié, la Mélancolie, le Christ agonisant, une Annonciation, et les statues de Moïse et de David pour l'église Saint-Roch ; un saint Ambroise pour l'église des Invalides, etc. Diderot ayant à parler de cette dernière figure ainsi que du bas-relief d'Alexandre et de la Mélancolie dans son *Salon de 1765*, disait : « Voici un homme (Falconet) qui a toutes sortes de qualités compatibles, incompatibles avec le génie, quoique ces derniers se soient pourtant rencontrés dans François de Verulam et dans Pierre Corneille. Au demeurant, ce sont deux grands hommes (Falconet et Pigal), et qui, dans quinze ou vingt siècles, lorsqu'on retirera des ruines de la grande ville quelques pîers et quelques têtes de leurs statues, monteront que nous étions pas des enfants, du moins en sculpture. » Un voyage en Russie occupa une grande place dans la vie de Falconet. Il se rendit à la cour de Catherine II, en 1766, pour exécuter la statue colossale que cette princesse devait faire ériger à la mémoire de Pierre I<sup>er</sup>. Le prince de Galitzin, qui avait traité cette affaire avec Falconet, lui fit offrir de quatre cent mille francs, mais l'artiste n'en voulut accepter par écrit que la moitié. Pajou, Coustou et Vasse, auxquels cet ouvrage avait été proposé aussi, avaient eu tous des prétentions beaucoup plus élevées ; le premier entre autres ne demandait pas moins de six cent mille francs. La composition du monument et tous les détails préliminaires de l'exécution étaient terminés lorsque Falconet quitta Paris. Il avait représenté Pierre I<sup>er</sup> sur un cheval qui écrase un serpent sous ses pieds, et franchissant un roc escarpé. Cette composition exprimait ingénieusement les difficultés que l'immortel autocrate avait rencontrées dans l'œuvre de la civilisation de ses peuples. L'entier achèvement de la statue de Pierre I<sup>er</sup> a été vu Falconet à Pétersbourg l'espace de douze ans.



Le mérite de la composition et de l'exécution à part, ce monument excite encore la curiosité et l'étonnement, rien qu'à cause du piédestal, composé, sauf quelques parties ajoutées pour mieux caractériser la scène, d'un bloc unique de granit de dix-huit à vingt mille pieds cubes. Tandis que Falconet ciselait son bronze, tous les savants et les poètes de l'époque travaillaient à lui trouver une inscription. La quantité de distiques et de phrases en style lapidaire que recut Catherine, est considérable. Un jour elle jeta au feu cette masse de papiers, et dit : *Petro primo Catharina secunda*, inscription adoptée, et qu'il faut, selon le comte Orloff, attribuer à M. de Segur. Quant à Falconet, ce n'est pas sans peine qu'il mit fin à son entreprise. Le fondeur Benoît Ersmann, que l'on fut obligé de faire venir de Paris, quitta Petersbourg, laissant à demi achevés les dispositions préparatoires de la fonte. Cédant aux sollicitations de l'impératrice et du ministre des beaux-arts Betskij, le statuaire consentit à faire le métier de fondeur et à suppléer Ersmann. Le moment de l'opération arrivé, la négligence d'un ouvrier nommé Poniel en compromit la réussite. Falconet fut obligé de remédier aux accidents survenus, et par une fonte partielle, il acheva la statue de la manière la plus satisfaisante. Après avoir joué long-temps de la plus grande faveur auprès de Catherine, Falconet quitta la Russie sans avoir été récompensé comme il le méritait. Il était convenu avec M. de Gallitzin de ne recevoir d'ordres que de l'impératrice elle-même; ce qui ne tarda pas à le mettre en butte aux tracasseries de Betskij. D'un autre côté, un comte de Cashiri prétendait qu'on lui attribuait le transport du piédestal de la statue de Pierre I<sup>er</sup>, tandis qu'il était notoire que les moyens les plus ingénieux employés dans cette opération difficile étaient dus à Falconet. Finalement ce dernier quitta la Russie après avoir été traité au pied de la lettre des conventions de M. de Gallitzin, et sans qu'on ait eu égard à la perte de cinq années de son temps, occasionnée par les délais d'Ersmann et par l'incapacité des ouvriers dont il fut réduit à se servir. Quand Falconet passa en Russie, il n'avait encore publié d'autre écrit que ses *Reflexions sur la sculpture*. Mais lorsqu'il eut terminé le grand modèle de la statue de Pierre I<sup>er</sup>, il fut obligé, à cause des retards qu'on lui faisait éprouver, de chercher hors de l'exercice de son art, un nouvel aliment à son activité. Il avait réfléchi sur la théorie des arts, il en avait étudié l'histoire; l'idée de réformer les jugements erronés des gens de lettres et des amateurs sur ces matières, lui fit reprendre la plume. Il ne présumait pas, après avoir consacré la force de son âge et de son esprit à la statuaire qu'il lui conviendrait, lorsque la vieillesse approchait, de commencer à faire des livres; il prit un autre parti: ce fut de n'écrire que des notes, et il regarda les livres de Plin<sup>e</sup> l'ancien sur la peinture et la sculpture, comme le texte le plus propre à recevoir la sorte de commentaire dans lequel il se proposait de résumer ses idées. Il ne s'en tint pas à la composition des commentaires en question, et l'on eut successivement ses *Reflexions sur le cheval de Marc-Aurèle*; ses *Idees sur le beau dans l'art*; divers morceaux sur quelques statues grecs; sur la peinture des anciens; sur les fontes en bronze, etc. Falconet donna une première édition de ses *œuvres diverses* en 6 volumes in-8°, L'année 1781; deux autres éditions parurent à Paris en 1785 et 1788, 3 vol. in-8°. L'auteur a expliqué dans la préface de la dernière, les motifs de ses réimpressions si rapprochées de date. « Mon travail, dit-il, lorsqu'il meut, était si défectueux qu'il n'était pas permis de le laisser subsister dans son premier état. J'étais tombé, j'ai dû me relever, de mon mieux ou au moins. Je n'ai donc pas la dissimulation d'écrire et d'être imprimé qui m'a fait multiplier les éditions de mon ouvrage; mais chacun se doit à soi-même la réparation de ses fautes; si elles ont été publiques, cette réparation doit l'être aussi. » De tous les ouvrages littéraires composés par les artistes il en est peu qui supposent autant de lectures, de recherches, de connaissance de l'antiquité, que ceux de Falconet. Souvent il se défend d'être homme de lettres, et pourtant il montre une étendue de littérature qui manque trop souvent à ceux qui en font profession.

Son style n'est pas toujours correct, constamment soutenu, mais aussi ses écrits ne sont pas d'un genre qui exige comme qualité essentielle une élégance recherchée et continue. L'édition de ses œuvres publiées en 1808, est précédée d'une notice où l'on trouve des anecdotes curieuses, mais qu'il serait trop long de rapporter ici; on peut aussi consulter à cet égard la notice insérée dans le *Recueil de la société des Neuf Soeurs*. Falconet avait voyagé en Hollande et en Suisse; il se disposait à visiter l'Italie, lorsque frappa d'une hémiplegie le 3 mai 1785, il fut obligé de renoncer à ce dessein. A partir de cette époque toute occupation sérieuse lui devint impossible. Il est mort le 4 février 1791. Falconet n'est jamais honte de se ressouvenir de son humble origine, il était généralement bon, libéral; on le jugea à tort irascible et dur, parce que souvent il dut repousser les prétentions de l'ignorance et de l'arrogance illégitime. Il n'a formé que deux élèves connus, Bridau le père, et M<sup>lle</sup> Collet, sa bru, qui l'accompagna en Russie, et à laquelle il confia l'exécution du modèle de la tête de Pierre I<sup>er</sup>.

FARADAY (MICHAEL), chimiste anglais, né vers 1790; membre de la société royale de Londres, et correspondant de l'Académie des sciences de Paris. Il commença sa carrière scientifique en qualité de préparateur au laboratoire de sir Humphry Davy. Son premier travail un peu important, publié en 1820 et en 1822, a été fait en commun avec M. Stodart, tant sur la fabrication des aciers que sur leurs combinaisons avec d'autres métaux, tels que l'argent et le platine. Aujourd'hui l'on fabrique en Angleterre des aciers connus sous le nom d'*aciers Faraday*. En 1821, il décrit les phénomènes de la rotation des aimants autour des courants électriques, et de ces derniers autour des aimants, phénomènes qui n'avaient point encore été observés, mais qu'on eût pu déduire de la théorie électro-magnétique de M. Ampère, et sur la nature de laquelle l'auteur ne donna que des idées ou fautes ou incomplètes. Un autre genre de découvertes importantes se présente bientôt à ses investigations. Jusqu'alors on avait soigneusement distingué les gaz dits permanents des vapeurs qui se réduisent en liquides par un abaissement de température ou par une augmentation de pression. Pour mettre cette loi à l'épreuve, Davy conseilla à son préparateur de placer à l'un des bouts d'un tube de verre fermé et soudé des cristaux d'hydrate de chlore, qui, par l'application de la chaleur, dégagerait du chlore gazeux, lequel pourrait ensuite se liquéfier à l'autre bout du tube artificiellement refroidi. C'est ce qui arriva en effet. Davy lui-même eut la satisfaction de voir le gaz acide muriatique, obtenu par la réaction de l'acide sulfurique sur le muriate d'ammoniaque, se liquéfier dans cet appareil. M. Faraday poursuivit ses recherches sur les autres gaz, et parvint à les réduire tous à l'état liquide, excepté l'hydrogène, l'oxygène, l'hydrogène phosphoré, et les gaz acides fluo-borique et fluo-silicique. Ces expériences présentaient des dangers véritables, à cause de l'explosion des tubes, qui ne pouvaient pas toujours supporter l'énorme pression intérieure à laquelle ils se trouvaient exposés. Les gaz, dans leur état de liquéfaction, sont inodores à l'exception du chlore qui est jaune; ils sont en général d'une telle mobilité que l'éther paraît comparativement tenace et huileux. Comme un très faible réchauffement suffit pour en augmenter considérablement l'élasticité, M. Brunel a proposé de les substituer à la vapeur d'eau dans les machines. Si jamais on fait cette application d'une manière économique, l'homme aura à sa disposition une nouvelle force très énergique, qu'il devra au génie de Davy, à la patience et au dévouement de M. Faraday. Il semble que l'idée de la possibilité de liquéfier les gaz réputés permanents se soit, dans la pensée de M. Faraday, à la supposition que les vapeurs des corps pourraient bien ne pas exister à toute température. C'est dans cette vue qu'il avait déjà entrepris quelques recherches, en 1821, sur l'évaporation du mercure. Durant l'hiver de 1824 à 1825, il observa que ce liquide ne blanchissait pas une feuille d'or placée au-dessus et à une petite distance, ce qui aurait eu lieu si le mercure émettait des vapeurs aux

hautes températures. Enfin il vient de publier une série d'observations fort curieuses qui prouvent, d'une manière indubitable, la non existence des vapeurs de certains corps liquides ou solides, même aux températures ordinaires. M. Faraday, ayant été chargé par la société royale de faire des recherches sur la fabrication des verres nécessaires aux besoins de l'optique, a réussi à produire un verre d'une espèce nouvelle, moins sujet que les verres ordinaires aux défauts que leur reprochent les astronomes. C'est un véritable borosilicate de plomb, qui doit être fondu dans un moule de platine, et qui provient d'un mélange de cent cinquante-quatre parties de nitrate de plomb sur vingt-quatre d'acide borique sec, et vingt-quatre de silicate de plomb, celui-ci étant préalablement formé dans le rapport de seize parties de silice sur huit parties d'oxide de plomb. M. Faraday a publié un *Traité des manipulations chimiques*, qui a été traduit en français par M. Bussey, avec les simplifications nécessaires; car il faut avouer que, si l'auteur rédige ses mémoires avec simplicité et clarté, les détails dans lesquels il entre sont parfois d'une prolixité fatigante. Ce défaut se fait surtout remarquer dans le traité précédent, et dans le mémoire sur la fabrication des verres. Cela tient probablement au caractère des études que l'auteur a faites, et qui le porteraient à supposer chez ses lecteurs l'absence des premières notions des sciences, qu'il n'aurait acquises lui-même qu'à force de louables travaux. Formé à l'école de Davy, il n'en a pourtant pas adopté la suffisance et les procédés hautains. M. Faraday, au contraire, a conservé des manières extrêmement simples, et il regne beaucoup de franchise et de bonne foi dans ses écrits. Peut-être pourrait-on lui reprocher son adhésion à la coterie qui perdit la société royale de Londres, et qui, pour le moment, se partage les dignités et les emplois. Il y a quelques années que M. Herschel et Kater, ayant donné leurs démissions comme membres du bureau des longitudes, désorganiser par le conseil de l'amiralité, M. Faraday ne craignit point d'accepter l'une de ces places, qu'il a dû quitter, il est vrai, quelque temps après. Il était aussi professeur à l'institution royale, mais il vient de céder sa chaire à M. Turner, jeune chimiste et minéralogiste, qui donne beaucoup d'espérances. Tous les mémoires de M. Faraday se retrouvent, les plus importants, dans les *Transactions philosophiques de Londres*, et ceux d'un moindre intérêt, dans le *Journal of sciences de l'institution royale*. En voici l'indication par ordre chronologique : 1° *Sur les sons produits par la flamme dans les tubes* (*Journ. of science*, tome II); 2° *Dissolution de l'argent dans l'ammoniaque* (*Ibid.*, tome IV); 3° *Expériences sur les alliages de l'acier* (*Trans. philos.*, 1820); 4° *Evaporation spontanée du mercure* (*Journ. of science*, 1820); 5° *Sur les mouvements électro-magnétiques et la théorie du magnétisme* (*Trans. philos.*, 1821); 6° *Sur un nouveau composé de chlorure et de carbone* (*Ibid.*); 7° *Température produite par la condensation de la vapeur* (*Journ. of science*, 1821); 8° *Sur les alliages de l'acier* (*Trans. philos.*, 1822); 9° *Sur la condensation des gaz* (*Ibid.*, 1823); 10° *Nouveau composé de carbone et d'hydrogène* (*Ibid.*, 1825); 11° *Sur la formation de l'ammoniaque* (*Journ. of science*, 1825); 12° *Action de l'acide sulfurique sur la naphthaline* (*Trans. philos.*, 1826); 13° *Sur la limite de l'évaporation* (*Ibid.*); 14° *Analyse du caoutchouc* (*Journ. of science*, 1826); 15° *Fluidité du soufre à des températures ordinaires* (*Ibid.*); 16° *Sur la conversion des gaz secs au-dessus du mercure* (*Ibid.*); 17° *Traité des manipulations chimiques*, 3 vol.; 18° *Sur la nature du rhizome de rhoux* (*Ibid.*, 1827); 19° *Nouveaux verres optiques* (*Trans. philos.*, 1830); 20° *Sur la limite de l'évaporation* (*Journ. of science*, 1830).

FARMER (Richard), critique anglais, né en 1755, à Leicester, mortur chanoine de l'église de Saint-Paul, le 8 septembre 1797. Il fit ses études au collège Emmanuel de l'université de Cambridge; les biographes ont parlé du talent poétique qu'il annonça dans sa jeunesse. Il fut d'abord instituteur particulier au collège où il avait étudié, et en même temps il desservait la cure de Swaney, à huit milles de Cambridge. La société des antiquaires de Londres se l'attacha en 1766; des protecteurs que son savoir lui avait fait, le

présentèrent à Terrik, évêque de Londres, qui le choisit pour un des prédicateurs de la chapelle royale à White-Hall; il devint ensuite principal du collège Emmanuel, vice-chancelier, principal bibliothécaire de l'université et chancelier de Lichfield et Coventry; enfin le lord North lui fit obtenir une prébende dans l'église de Cantorbéry. Pitt voulut le faire évêque, mais Farmer préféra son goût pour la taverne et les spectacles à l'épiscopat. Il a peu écrit: il avait entrepris un ouvrage sur *l'Histoire des antiquités de la ville de Leicester*, qui n'a jamais été imprimé. Les matériaux de cet ouvrage ont été remis à M. Nichols qui en a fait usage pour la composition de son *Histoire de Leicester*. On trouve de Farmer dans l'*European magazine* de 1791, et dans le *Biographica de Sward*, quelques poésies et autres écrits. On lui attribue à tort les mauvaises remarques de l'édition de Shakespeare, données par Edmond Malone, en 1793, in-8°: le seul de ses ouvrages qui restera c'est son *Essai sur Shakespeare*. Farmer juge le poète avec peu de ménagement, et ne lui accorde qu'un génie brut, un talent dépourvu d'instruction; mais cet essai est d'un homme versé dans la littérature de son pays; il a été imprimé en 1766, 1 vol. in-8°; réimprimé en 1767; et inséré, en 1793, dans l'édition de Shakespeare, donné par Theven, en 16 volumes, et en 1803, dans celle de Reed, en 11 volumes; toutes deux in-8°. On dit de Farmer: qu'il aimait le vieux porter, les vieux habits et les vieux liers. M. Dibdin l'a placé dans sa *Bibliomanie*.

FAVARD DE LANGLADE (Le baron GILLES-DE-JEAN) né à Saint-Florent, près d'Issoire (Puy-de-Dôme) le 4 avril 1763, fut reçu en 1785, avocat au parlement de Paris, où il exerça jusqu'à la suppression de cette cour. Alors il se retira à Issoire, où il fut nommé, en décembre 1793, commissaire près le tribunal civil, par le collège d'arrondissement; dans ces fonctions, il défendit les opprimés avec autant de sagesse que de dévouement. Cette conduite lui valut les suffrages de ses concitoyens, qui l'élevèrent député au conseil des cinq cents, en septembre 1795. Il fut réélu en 1798. Tout occupé de travaux législatifs qui avaient un but d'utilité durable, il fit, au nom de diverses commissions, des rapports sur les matières les plus importantes, et notamment sur les successions, les transactions sur papier-monnaie, les domaines engagés, le divorce, les enfants naturels, l'organisation du no arant. Nommé au tribunal en 1800, il travailla aux différents codes; le tribunal ayant rejeté le premier chapitre du Code civil concernant la publication des lois que le premier conseil avait fait présenter à cette assemblée, M. Favard fut un des trois orateurs chargés de défendre ce rejet devant le corps-législatif: il y fit prévaloir le vœu du tribunal, et M. Favard fut immédiatement après appelé par ses collègues à la présidence. Le premier conseil, mécontent du succès que venait de remporter la noble indépendance des tribunaux, provoqua un sénatus-consulte qui réduisit leur corps à la moitié de ses membres, de cent à cinquante. Néanmoins, M. Favard ne fut pas atteint par cette mesure d'élimination; il fut réélu par le sénat; ce fut en qualité de tribun qu'en 1804 il vota pour l'établissement de l'empire, et dans l'opinion qu'il prononça, il examina surtout si l'unité et l'hérédité d'un chef étaient convenables au gouvernement de la France. « Il est de la nature des choses, dit-il, qu'un vaste pays, dont la sûreté n'est pas garantie par sa position géographique, et dont les rapports avec ses voisins menacent sans cesse la tranquillité, soit gouverné par un chef unique, etc. » Plus tard M. Favard fit partie d'une députation du tribunal, chargée de se rendre au quartier-général de Napoléon à Vienne, pour le féliciter sur ses conquêtes. A son retour, il proposa de frapper une médaille qui rappellerait les triomphes des armées françaises et de leur chef. En 1808, le tribunal ayant été supprimé, la majeure partie de ses membres entra au corps législatif, où l'on forma des commissions qui remplaçaient les sections du tribunal. M. Favard fut sur-le-champ élu président de la commission de l'intérieur, il occupa cette place jusqu'au 5 décembre 1809, époque à laquelle il fut nommé, par le sénat, conseiller à la cour de cassation. M. Favard avait été pre-

réellement élu par le corps législatif, sur la présentation du tribunal, substitut du procureur impérial, près la haute cour, qui existait à cette époque, et deux fois présente premier candidat pour le scrutin par le collège électoral de son département. Napoléon sentant la nécessité de donner à la jurisprudence du comité du contentieux du conseil d'état, une fixité qui réclamait son caractère presque judiciaire, y attacha, en qualité de maîtres des requêtes, deux magistrats de la cour de cassation : MM. Favard et Zangiacomi. Louis XVIII, rétabli sur son trône en 1814, le maintint dans cette fonction ainsi que dans celle de conseiller à la cour de cassation. Ce prince l'appela en outre à deux commissions, ayant pour objet, l'une, la restitution des biens non vendus des émigrés, l'autre la liquidation des dettes contractées en pays étranger par le roi et les princes. Au 20 mars, M. Favard fut rayé par Napoléon de la liste des maîtres des requêtes, mais il continua de siéger à la cour de cassation. Ses compatriotes, acoutumés à lui donner leur suffrage dans les temps difficiles, le nommèrent à la chambre des représentants. Louis XVIII, de retour pour la seconde fois, rappela M. Favard aux fonctions de maître des requêtes, et le chargea, au mois d'août 1815, de présider le collège électoral de la Corrèze. Pendant qu'il exerçait cette présidence, son département le nommait encore membre de la chambre de 1815. Dans cette session, M. Favard, qui votait avec la minorité constitutionnelle, fit partie de plusieurs commissions, entre autres de celle qui fut chargée d'examiner la proposition de M. de Bonald, tendant à l'abolition du divorce. Après la dissolution de la chambre, au 5 septembre 1816, M. Favard fut, au mois d'octobre suivant, réélu par son département à une grande majorité ; juste récompense du dévouement avec lequel il avait usé de son influence pour empêcher des réactions. Dans la session de 1816 et dans les suivantes, il a été fréquemment élu président ou secrétaire de son bureau, puis membre de plusieurs commissions, notamment de celles sur les journaux, sur la responsabilité des ministres, et sur la formation de la cour des pairs ou cour de justice. Lors de la loi sur les finances du 26 avril 1816, il proposa un amendement important pour les engagistes, et qui fut compris dans l'article 116 de cette loi. Dans la discussion sur les journaux, en décembre 1817, il observa que la proposition d'affecter à des jurés la connaissance des délits de la presse ne pouvait faire l'objet d'un amendement au projet de loi, mais seulement d'une loi spéciale délibérée d'après les formes constitutionnelles, se fondant sur la différence essentielle qui existait entre la charte et la constitution de 1791, au sujet de l'initiative de la loi. Dans la discussion sur la loi d'élection qui termina la session de 1818, il parla en faveur de la séparation des collèges électoraux, en collèges de département et d'arrondissement. Toujours réélu par son département, M. Favard n'a cessé de faire partie de la chambre depuis 1815, et n'y est surtout occupé de questions législatives, et des intérêts de ses commettants. C'est à lui que le département du Puy-de-Dôme doit plusieurs établissements utiles, entre autres celui des bains du Mont-d'Or. Dans la session de 1827, il fit sur le code forestier, un rapport remarquable par sa netteté. Ainsi le nom de ce savant jurisconsulte restera attaché au seul travail vraiment législatif de cette session, dont les résultats furent d'ailleurs si déplorables. Après la formation de la chambre de 1828, il attacha encore son nom à une loi qui fut alors regardée comme une des plus fortes garanties de nos institutions publiques : il fit le rapport sur le projet concernant les lites électorales et du jury. Plusieurs des amendements qu'il proposa contribuent à rendre presque impossible les fraudes dans la confection des listes. C'est à lui qu'on doit l'article qui consacre la permanence de ces listes. Il défendit également la disposition qui accorde aux tiers le droit de réclamer la radiation de toute inscription illégale. Dans la session suivante, M. Favard a soutenu, comme commissaire du roi, la discussion sur le nouveau Code de la pêche fluviale qui forme le complément du Code forestier. M. Favard prenait aussi part aux travaux les plus importants du conseil d'état ; ayant été nommé

conseiller en service ordinaire au mois de juillet 1817, il était en même temps membre du conseil de la liste civile et président de la commission de surveillance de la maison royale de Charenton. Au mois de mai 1828, il fut nommé président à la cour de cassation par Charles X, et dans le discours de réception qui lui adressa le premier président Henrion de Pensy, ce vénérable magistrat s'exprimait ainsi au sujet du récipiendaire : « Depuis long-temps sur le théâtre des affaires, vous y figurez comme conseiller d'état, comme membre du corps législatif, et après avoir, en cette double qualité, concouru à la confection des lois, vous en êtes encore le gardien dans la cour régulatrice. Partout, monsieur, dans toutes les circonstances, vous vous montrez homme de bien, jurisconsulte profond, juge intègre, sage et judicieux écrivain, etc. » M. Favard est devenu en peu de temps le plus ancien président de la cour de cassation : ainsi à la mort d'Henrion de Pensy, au mois d'avril 1829, a-t-il exercé l'intérim de la première présidence jusqu'au 17 août suivant, qu'il installa M. Portalis. Le discours vraiment constitutionnel, qu'il prononça dans cette solennité, a été applaudi par tous les journaux de l'opposition nationale. M. Favard fut au mois de mai 1830, appelé au comité du contentieux de la légion d'honneur. Lors de la courte session du mois de mai, il vota l'adresse avec les 221 ; mais il ne usa que le secret sur le vote de vait être aussi religieusement gardé pour le député que pour le magistrat. Il n'en fut pas moins réélu par le collège d'Issoire, et il se trouve aujourd'hui à la chambre des députés, sinon par l'âge, du moins par les années de service, le doyen de nos législateurs. Il a été compris dans la mesure générale qui exclut du service ordinaire au conseil d'état, tous les membres des cours judiciaires. Durant la session de 1831, il a pris part à la discussion sur la loi électorale, et a proposé quelques amendements qui ont été adoptés. Au milieu de ces fonctions multiples, M. Favard a trouvé le loisir de publier plusieurs ouvrages de jurisprudence, qui sont devenus classiques : 1° *Conférence du Code civil, avec les discussions particulières du conseil d'état et du tribunal avant la rédaction définitive de chaque projet de loi*, 1804, 8 vol. in-12 ; 2° *Mois du Code civil, avec les rapports, opinions et discours qui en ont précédé l'adoption*, 1808, 8 vol. in-12 ; 3° *Recueil de la législation du notariat*, 1807, 1 vol. in-4° ; 4° *Manuel pour l'ouverture et le partage des successions*, 1811, 1 vol. in-8° ; 5° *Traité des privilèges et hypothèques*, 1812, 1 vol. in-8° ; 6° *Supplément au Code civil, ou recueil raisonné des lois, décrets rendus depuis 1789, jusqu'en 1814, qui se rattachent à ce Code*, 1816, 3 vol. in-12 ; 7° *Recueil de la nouvelle législation civile, commerciale, et administrative*, 1825, 5 vol. in-4° ; 8° *Législation électorale avec l'analyse des principes et la jurisprudence sur cette matière*, 1830, 1 vol. in-8°. Cet ouvrage, publié au mois de mai, a été d'une grande utilité pour toutes les élections qui se sont faites depuis, soit avant, soit après la révolution de juillet : il est rédigé avec une impartialité si vraie qu'il a pu à la fois servir de texte aux instructions de l'autorité, et de guide aux électeurs constitutionnels.

FAVART (CHARLES-NICOLAS-JOSEPH-JUSTIN), auteur dramatique et comédien, était le fils aîné du célèbre Charles-Simon Favart, à qui l'ancien Opéra-Comique, la Comédie-Italienne, et même la Comédie-Française, doivent un si grand nombre de jolies pièces. Il naquit à Paris, en 1749, et fut élevé chrétiennement quoique sa mère fût comédienne et que son père ne travaillât que pour les comédiens. Aussi ne fut-il point destiné au théâtre, et ce ne fut que sept ans après la mort de sa mère et à l'âge de trente ans qu'il parut sur la scène, moins par vocation que par nécessité. En effet, les soi-disant protecteurs de sa famille n'avaient pu lui procurer un emploi dans les bureaux de l'intendant de Paris, Berthier de Sauvigny. Il voyait d'ailleurs que son père, qui avait fait la fortune du Théâtre-Italien, n'en avait reçu qu'une pension viagère de 800 francs, tandis que les parts des comédiens sociétaires s'élevaient à 25 et 30,000 francs par an. Il débuta sur ce théâtre, le 9 septembre 1779, dans *Camille*

du *Tableau parlant*, et dans Mathurin des *Trois fermiers*. Il dut au nom qu'il portait, plus qu'à des talents réels, l'accueil bienveillant et les encouragements qu'il reçut du public. Ce fut lui qui composa et promut le compliment de clôture à la fin de l'année théâtrale, mars 1780, fonctions dont il s'acquitta souvent à la satisfaction générale de ses camarades et des spectateurs. Ces compliments n'étaient pas toujours des discours en prose et en vers; ils se composaient souvent d'intermèdes, de couplets et de divertissements. Favart fut admis comme sociétaire en 1780: il avait de l'esprit, de l'intelligence, un organe agréable, un débit sage; il mettait dans ses rôles de vieillard du naturel et de la sensibilité, mais c'était un acteur médiocre, et sa retraite fit si peu de sensation que nous n'eûmes pu en découvrir l'époque précise: elle eut lieu dans l'inter valle de 1794 à 1796. C'était d'ailleurs un homme fort estimable par ses qualités sociales. Employé depuis à la bibliothèque du tribunal, et maire de la commune de Belleville, où reposent les cendres de son père et de sa mère, il mourut à Paris le 1<sup>er</sup> février 1806, âgé de cinquante-sept ans. Il avait donné au théâtre Italien, en 1783, *Le diable boiteux*, ou *la char impossible*, opéra-comique en un acte, qui n'a que le titre de commun avec le roman de Lesage; — en 1783: *Le démantèlement d'Arlequin, marchand de tabac*, comédie en prose, mêlée de vaudevilles; — en 1786: *Les trois folies*, opéra-comique; — en 1787: *Le mariage anglican*, comédie en prose et en vaudevilles; — en 1790: *La famille réunie*, comédie en deux actes, en prose, mêlée d'ariettes; — (avec Marconville): *La suite des solitaires de Normandie*, comédie-vaudeville; — au théâtre Feytaud, en 1791 (avec son père): *La vieilleuse d'Annette et Lubin*, comédie en prose et en deux actes. Il est d'autant plus étonnant que cette pièce, le dernier ouvrage auquel ait travaillé Favart le père, n'ait été citée par aucun de ses biographes, qu'elle est véritablement historique, et que le couple villageois, dont les amours avaient inspiré à Marmontel un conte charmant, et à Favart une pastorale pleine de grâce et de naïveté, assista à la représentation de ce dernier opéra, dont il avait fourni le sujet. Les six derniers ouvrages dramatiques de Favart le fils ont été imprimés, à l'exception peut-être du troisième et du quatrième. Il a de plus donné au théâtre des Jeunes-Artistes, rue de Bondy, en 1797: *La sagesse humaine*, ou *Arlequin Mémnon*, opéra-comique en un acte; — *Joseph*, ou *la fin tragique de madame Angot*, comédie en un acte, en prose. Il a aussi composé des poésies fugitives, la plupart inédites.

**FAVART** (ANTOINE-PIERRE-CHARLES), fils du précédent, né à Paris, en 1784, a publié avec M. H. F. Dumolard: *Mémoires et correspondance littéraires, dramatiques et anecdotiques de C.-S. Favart*, son aïeul, 1808, 3 vol in-8°. Il a aussi donné au théâtre du Vaudeville, en 1808 (avec M. Gentil): *La jeunesse de Favart*; l'auteur voulut signaler son début dans la carrière dramatique par un hommage à son aïeul; — (avec M. Dumolard): *Le rival par amitié*; — en 1810 (avec Armand Durtolois et Dupin): *Les six pantalons*, ou *la venue des Cadillans*. M. Favart a quitté Paris, en 1815, pour suivre, comme secrétaire, M. de Caraman, ambassadeur de France à Vienne, et depuis 1821, il était attaché à cette légation. Quoique M. Favart parût avoir abandonné la littérature pour se livrer à la peinture et à la gravure, où il s'est acquis de la réputation, il s'occupe d'un grand ouvrage sur la peinture. Parmi ses tableaux marquants, on cite celui qui représente le couronnement de l'impératrice actuelle d'Autriche. M. Favart, par son esprit, ses talents et son caractère, se montre le digne héritier du nom qu'il porte.

**FAVIERES** (EDME-GEILLATRE-FRANÇOIS de), auteur dramatique, né vers 1755, était avant la révolution conseiller au parlement de Paris, et gendre du marquis de Mandat qui fut massacré le 10 août 1793. Etranger, par opinion et par caractère, à tous les événements politiques, il n'a rempli d'autres fonctions publiques que celles d'électeur du département de Seine-et-Oise, depuis 1815, et il a cultivé la littérature en amateur éclairé, plutôt que comme objet de specu-

lation. Il a travaillé pour divers théâtres, et a composé aussi, dit-on, divers romans dont nous ignorons les titres. Ses ouvrages dramatiques sont, au théâtre des Variétés: *Le seigneur supposé*, comédie en deux actes, 1789; — *Mauvais tête et bon cœur*, comédie en trois actes, 1789; ces deux pièces ont reparu depuis au théâtre de la Cité, en 1795. Au théâtre Italien: *Les espérances de garnison*, opéra-comique en un acte, musique de M. Berton, 1790; — *Les deux sous-lieutenants*, opéra-comique en un acte, musique du même, 1791; — *Paul et Virginie*, comédie lyrique en trois actes, musique de Kreutzer, 1791; peu de pièces ont obtenu un succès plus décisif et plus soutenu; — *Jean et Genevieve*, opéra-comique en un acte, musique de Solié, 1793; — *Le roi du feu*, opéra-comique en un acte, musique de Jadin, 1793; — *Lisbeth*, comédie lyrique en trois actes, musique de Grétry, 1797; (avec M. Morel de Vindé) *Frimerose*, comédie lyrique en trois actes, musique de Dalayrac, 1797; — *Elika*, ou *l'amour maternel*, comédie lyrique en trois actes, musique de Grétry, 1798; — *Fanny Morna*, ou *l'Erosaise*, comédie lyrique en trois actes, musique de Solié, 1799; — (en société) *Une nuit de Frédéric II*, comédie-vaudeville en un acte, 1800; — (avec Marsollier) *Le concert interrompu*, opéra-comique en un acte, musique de M. Berton, 1802; — (avec M. Vial) *Aline, reine de Golconde*, comédie lyrique en trois actes, musique de M. Berton, 1803. Au Théâtre-Français: *L'aimable rivailler*, comédie en cinq actes, en vers, représentée en 1801, et non imprimée; — *Urmann et Ferner, ou les militaires*, comédie en trois actes, en prose, 1804.

**FEDERICI** (CAMILLO), c'est sous ce nom supposé qu'on connaît un des plus spirituels auteurs dramatiques de l'Italie, Jean-Baptiste Viassolo, né à Pagliaro-di-Gressio, dans le Piémont, en 1755, et mort à Turin, en 1803. Après avoir étudié le droit à Ceva et à Turin, et pris tous ses degrés, il exerça pendant quelque temps la profession d'avocat dans cette dernière ville, et obtint, en 1784, une charge de judicature à Govone, bourg de la province d'Asti. Présenté à Victor-Amédée III, ce prince le nomma juge royal à Moncagliero, petite ville près de Turin. Viassolo, qui se rendait souvent à la capitale pour assister aux spectacles, y vit une jeune et belle actrice, Camilla Ricci, dont il devint tellement amoureux, qu'il prit le parti de se vouer au théâtre, et s'engagea dans une troupe de comédiens. Voyant que ses parents n'approuvaient pas sa conduite, et commençaient à le négliger, il substitua à son nom de famille, celui de Federici. Pendant sa carrière théâtrale il écrivit un grand nombre de comédies, qui, toutes ont été accueillies avec faveur, quelques-unes même avec enthousiasme. Ses pièces ont une marche régulière, et abondent en situations dramatiques, les caractères sont habilement tracés et exempts de toute exagération. Le dialogue n'est pas toujours conforme à l'état des personnages, mais il est correct, naturel et rempli de cette plaisanterie fine et légère, qui annonce dans l'auteur un homme qui a fréquenté la bonne société. Parmi ses comédies, dont la plupart ont été traduites, ou imitées en d'autres langues, nous nous bornons à citer, comme les plus remarquables: 1<sup>re</sup> *Illusion et vérité*; 2<sup>de</sup> *Le temps rend justice à tout le monde*; 3<sup>de</sup> *Aria aus maris*; 4<sup>de</sup> *Le sculpteur et l'aveugle*; 5<sup>de</sup> *Henri IV au passage de la Marna*; 6<sup>de</sup> *Le mensonge ne va pas loin*. Une très belle édition des *Œuvres dramatiques de Federici*, en six volumes in-8°, a été publiée à Turin, en 1793.

**FELETZ** (CHARLES-MARIE DOMINIQUE de), de l'académie française, naquit, le 3 janvier 1767, à Grimont, près de Brives-la-Gaillarde, d'une de ces vieilles souches de province, où l'honneur et l'indépendance de caractère étaient un héritage. Il fit ses études au collège de Sainte-Barthe, et y fut pendant trois ans maître de philosophie et de théologie. Il se montra dès le principe très opposé à la révolution, et n'a point varié depuis, constance d'opinion qui s'explique par l'absence de toute exagération: c'est une justice que nous rendons d'autant plus volontiers à un homme dont les sentiments politiques ne sont pas les nôtres, que ce mérite est plus rare parmi les gens de son état et de son parti. Il

refusa tous les serments qu'on lui demanda comme ecclésiastique, ce qui, à deux reprises différentes le fit condamner à la déportation en Amérique. La première fois il fut détenu pendant onze mois en rade à Rochefort; et sur sept cent soixante prêtres qui languissaient comme lui à fond de cale, il fut au nombre des deux cent trente qui eurent le bonheur de ne pas succomber à toutes les privations, à toutes les souffrances physiques et morales. M. de Felets évita une seconde déportation après le 18 fructidor de l'an 5, en échappant, à Orléans, avec autant d'adresse que de bonheur, aux mains de trois gendarmes, tandis qu'ils dressaient déjà procès-verbal de son arrestation. De retour à Paris, en 1801, il se vout pour jamais aux lettres qui avaient fait sa consolation dans ses malheurs. L'homme prodigieux qui, à cette époque, reconstruisait en France l'ordre social, ne devait laisser aux écrivains que la liberté de traiter des matières exclusivement littéraires. L'activité des esprits se tourna vers cet unique but. D'anciens ouvrages furent réimprimés, de nouvelles productions parurent; mais on se rappelle aussi les écarts et les aberrations d'une génération littéraire qui n'avait vu que la révolution. Du besoin universellement senti d'éclairer l'ignorance et de combattre les fausses doctrines littéraires, naquirent spontanément quelques associations d'écrivains périodiques qui se donnèrent cette utile mission. Les collaborateurs du *Journal des Débats* la remplirent dignement comme critiques, et, sous ce rapport, ils recueillirent, ils étendirent même, l'héritage de La Harpe dont ils propagèrent les doctrines sévères classiques. M. de Felets s'associa à cette espèce de croisade, dans l'intérêt du bon goût; et pendant vingt-cinq ans il prit la part la plus active à la rédaction de ce journal qui devint une puissance, dirigeant, maîtrisant l'opinion, donnant la vie et la mort aux ouvrages, faisant ou dé faisant les réputations. M. de Felets contribua puissamment à ce succès jusqu'à lors sans exemple dans la littérature : « Ses articles furent remarqués entre les plus remarquables. » « Godités des gens de lettres, par la solidité des principes, l'exactitude des jugements et les heureuses qualités du style, ils ont paru de tout-peut-être les plus propres à plaire aux gens du monde, que charme ce don d'une plaisanterie à la fois naturelle et fine, adouée et piquante, de bon ton et de bon goût, etc. » Ces éloges donnés à M. de Felets, par M. Auger, son collègue et son ami, pourront paraître suspects de partialité s'ils ne se trouvaient confirmés par les écrivains les plus éloignés de partager les opinions politiques et religieuses de ce spirituel écrivain. « On comptait aisément, est-il dit dans la *Biographie de Bruxelles*, que M. de F. ...., comte de Lyon; il y a ici erreur, M. de Felets n'avait pas ce titre; mais ayant fait ses preuves, il allait l'obtenir quand la révolution éclata, si maltraité par la révolution, se soit cru autorisé à lui garder une rancune, que du reste il n'a jamais eu l'occasion de manifester... » Mais l'on doit reconnaître, qu'envisagés sous le rapport littéraire, ils se distinguent très avantageusement de la foule des feuilletons par une instruction profonde qui ne se présente que sous des formes gracieuses, par la pureté du style et par l'excellent ton de la plaisanterie. « Les articles de M. de Felets étaient signés A; et comme ceux d'Hoffman et de Dussault, dans ce silence profond de la politique, ils étaient l'événement du jour et l'aliment de toutes les conversations. Quand le talent s'exerce aux dépens des amours-propres, il suscite des inimitiés nombreuses; c'est ce qu'éprouva M. de Felets; mais comme ses censures étaient rarement passionnées, et toujours assaisonnées par une rare urbanité, il laissait peu de prise à ses adversaires, qui, même dans leurs réclamations, l'ont toujours traité avec un certain ménagement. D'ailleurs, il garda toujours dans sa vie privée une dignité qui commandait les égards; répandu, fêté dans la plus haute société, il avait beaucoup d'amis, et, ce qui est plus heureux encore, il a su les conserver. M. de Felets a contribué, en 1809 et 1810, à la rédaction du *Mercur*. Il est aussi distingué au premier rang dans le genre biographique,

que Suard avait mis en honneur. La *Biographie universelle* de Michaud lui doit quelques articles, entre autres les notices sur M<sup>me</sup> du Defant, La Fontaine, Geoffroy, Palissot, Sévigné; on doit lui reprocher seulement d'en avoir donné trop peu. Il a composé une *Notice* non moins remarquable sur la vie de l'archevêque de Cambrai, et des réflexions sur le *Tel-maque*, dans la belle édition de cet ouvrage, publiée, en 1810, par Tillard. Cette *Notice* et les *Réflexions* ont été réimprimées avec quelques changements dans l'édition des *Œuvres choisies de Fenelon*, publiées par Delaistre Boulage. On lui doit encore les *Notes du 8<sup>e</sup> chant* de la seconde édition du poème de l'*Imagination*, imprimée, en 1816. M. de Felets est, depuis 1809, conservateur de la bibliothèque Mazarine, place dont il fut privé pendant les cent jours, par Carnot, ministre de l'intérieur, qui le soupçonnait d'avoir fait des articles contre son fameux mémoire. « Vous m'avez bien maltraité dans votre journal, dit-il à Felets, dans une entrevue qu'ils eurent alors ensemble. — Je suis pas l'auteur de ces articles, répondit le journaliste, mais je voudrais l'être, car je pourrais aujourd'hui invoquer votre générosité. — L'empereur ne veut être servi que par des amis, reprit le ministre, qui avait déjà disposé de la place en faveur de Desbâle de Sales qui l'avait émergiquement défendu, après le 18 fructidor. » Cet emploi fut rendu à M. de Felets après le second retour de Louis XVIII, et il l'occupait encore aujourd'hui. Il fut compris, en 1816, parmi les gens de lettres pensionnés par le roi. En 1812, il avait été nommé par M. de Fontanes, membre de la commission des livres classiques de l'université; il ne l'est plus aujourd'hui. Appelé, en 1820, aux fonctions d'inspecteur des études de l'académie de Paris, j'eus, dans ce poste si délicat, surtout pour un ecclésiastique, montrer autant de tolérance que de lumières. Sous le ministère de M. de Frayssinous, M. de Felets, sans renoncer aux principes qu'il avait toujours professés, comme prêtre et comme publiciste, se tint dans les limites d'une sage opposition, aussi fut-il en butte aux dénominations des congréganistes qui ne lui pardonnaient pas d'avoir désapprouvé les injustes rigueurs de l'autorité universitaire contre le collège de Sorèze. Lors des événements de 1830, il offrit sa démission d'inspecteur des études à M. le duc de Broglie, et elle ne fut acceptée que parce qu'il insista vivement sur son désir de se retirer. M. de Felets a été élu à l'académie, à la place de Villar, et prononça son discours de réception, le 17 avril 1837. L'archevêque de Paris aurait dû, comme directeur de l'académie, répondre au récipiendaire; mais ce prélat ne voulut pas payer le tribut académique à la mémoire de Villar, prêtre qui avait renoncé au ministère, et Auger, secrétaire perpétuel, se chargea de cette tâche, que l'amitié lui rendit douce et facile. L'élection de M. de Felets fut assez critiquée dans les journaux; on lui reprochait de n'avoir fait aucun ouvrage de longue haleine; mais en prétendant repousser sa candidature, on faisait indirectement le procès à nombre d'académiciens, qui ont écrit encore beaucoup moins, et moins bien que M. de Felets. Modèle de convenance et d'atticisme, son discours de réception lui concilia tous les suffrages. Il était impossible de parler de soi avec plus d'adresse, dans la position difficile où il se trouvait, lui qui avait été jadis un sévère aristocrate pour quelques uns de ses nouveaux confrères. Depuis cette époque, M. de Felets s'est montré l'académicien le plus zélé; plus d'une fois il a parlé au nom de l'académie, notamment à la réception de M. Le Brun, successeur de François de Neufchâteau, le 25 mai 1838. Dans l'éloge qu'il fit de cet ancien membre du directoire, on sut que M. de Felets d'avoir moins insisté sur les titres littéraires du défunt que sur ses projets utiles et philanthropiques, comme administrateur. Ce morceau est encore supérieur à son discours de réception. M. de Felets qui avait déjà parlé sur la tombe de François de Neufchâteau, au nom de l'académie, le 11 janvier 1828, rendit le même hommage à la cendre du baron Fourier. Le 13 avril 1830, il harangua le roi Charles X, et quelque temps après le roi de Naples, père

de M<sup>me</sup> la duchesse de Berri, à son arrivée à Paris. Dans ces occasions, il a su toujours parler avec dignité, tout en se soumettant aux convenances du moment. On a souvent exprimé le regret que l'auteur de tant d'articles si remarquables, n'eût pas consacré à des ouvrages de plus longue haleine un talent éprouvé par des principes sûrs, par un goût perfectionné. Notre opinion est, qu'en publiant quelques ouvrages, d'une excellence, M. de Felet a été et le sera encore, qu'en exerçant pendant un quart de siècle la mission de défendre la cause du goût et de la raison en littérature. On peut lui rendre ce témoignage, ainsi qu'à ses confrères Hoffmann et Dusault, que presque tous les vrais talents de l'époque ont dû quelque chose de leur renommée aux éloges qu'ils recevaient dans le *Journal des Débats*; et un petit nombre de bons écrivains, qui y furent plus particulièrement en lutte avec les rigueurs de la critique, ont vu confirmer par cette épreuve même la solidité de leurs titres à l'estime publique. Au surplus, en laissant publier la collection de ses articles, M. de Felet a réalisé le vœu de ses amis des lettres: car cette réunion de morceaux finis, placés dans un ordre raisonné, forme un ouvrage aussi complet qu'intéressant. Le succès de ce recueil prouve que l'auteur a bien fait d'accéder aux sollicitations de ses amis qui, depuis plusieurs années, pressaient d'initier à cet égard l'exemple donné par Dusault. Si tous les articles de M. de Felet eussent été réimprimés, seize volumes n'auraient pas suffi à cette publication: un éditeur judicieux, M. Anier, en a fait le choix et ce recueil a paru, en 1858, sous le titre: *Mélanges de philosophie, d'histoire et de littérature*, 6 vol. in-8°. Une table analytique est la seule chose qui manque à ce livre déjà devenu classique. Sous didactique que le recueil des articles de Dusault, il offre une lecture plus variée, plus instructive et plus agréable, et en même temps plus philosophique, car M. de Felet a souvent traité les matières les plus élevées. Déjà quelques uns de ses articles avaient été recueillis, en 1815, dans le *Spécialiste français de la restauration*. M. de Felet avait deux frères au service, l'un qui périt à Quiberon; l'autre qui a fait campagne de l'émigration et obtenu la croix de Saint-Louis, le 12 octobre 1814. M. l'abbé de Felet est depuis long-temps chevalier du Phénix d'Hohenlohe, et depuis le ministère de M. de Martignac, il est aussi membre de la légion d'honneur.

**FEODOR IWANOWITSCH**, peintre de la cour du grand-duc de Bade. Cet artiste remarquable, né vers l'an 1765, dans une bordée kalmoucks, sur les frontières de la Russie et de la Chine, ne sait rien de sa famille: le seul souvenir qui lui reste de son enfance, c'est d'avoir été fait prisonnier par les Russes. On conclut de ce fait qu'il doit appartenir à la tribu des Torcs, qui s'étaient soumis à la domination russe, et qui bientôt après, en 1770, se virent obligés d'aller chercher dans la Chine un refuge contre les vexations des autorités moscovites. Dans cette émigration, une petite troupe des fugitifs, qui était campée sur une montagne, fut surprise par un détachement de cosaques. Les kalmoucks opposèrent en vain une résistance désespérée, la plupart d'entre eux furent tués, et le reste enlevé captif par les vainqueurs. Feodor se rappelle encore plusieurs détails de ce combat, et entre autres qu'une femme, peut-être sa mère, fit de grands efforts pour le sauver. Àge d'environ six ans, il fut conduit à Saint-Petersbourg, où l'impératrice le prit sous sa protection, ce qui porte à croire qu'il pourrait bien être issu d'une famille de princes kalmoucks, conjecture qui, au dire d'un officier russe, témoin oculaire du combat dont nous venons de parler, ne serait pas dénuée de fondement. À son baptême qui eut lieu à Saint-Petersbourg, il reçut le nom de Feodor-Iwanowitsch, qu'il porte maintenant. L'impératrice fit don de cet enfant à la princesse Amélie de Bade, actuellement impératrice mère, qui fut soignée de son éducation. Il fréquenta d'abord le collège de Carlsruhe et puis celui de Bâle, en Suisse. Étant don d'heureuses dispositions pour la peinture, Feodor reçut les premières leçons de cet art de M. Mellin, peintre de la cour de Bade, père de M. Mellin, auteur de la célèbre col-

lection des *Fusils de Constantinople*. Ensuite il devint élève de M. Becker, directeur du musée royal de Dresde, et partit pour Rome où il resta sept ans à se perfectionner dans son art. De Rome, il suivit lord Elgin en Grèce, et y dessina les monuments antiques qui ont été publiés depuis par ce célèbre voyageur. Quelque temps après, lord Elgin l'appela auprès de lui à Londres, et le chargea de surveiller la gravure des planches de son grand ouvrage archéologique. Après un séjour de trois ans dans cette capitale, Feodor retourna à Carlsruhe où feu le grand-duc Charles-Frédéric le nomma peintre de la cour. Généralement parlant, cet artiste paraît avoir reçu une plus grande vocation pour la sculpture que pour la peinture, car on aperçoit aisément que le principe plastique prédomine dans tous ses tableaux. Par une étude assidue de l'antique et des maîtres de l'école florentine, il est parvenu à s'approprier leur style ferme, sévère et grandiose. Feodor excelle dans les genres les plus opposés; s'il a su exprimer dans ses compositions religieuses ce calme sublime et imposant qu'exigent de tels sujets, il n'a pas été moins heureux à donner à ses bacchantes une action pleine de vie et d'abandon, qui rappelle la manière hardie et vigoureuse de Jules Romain et de Buonarroti. Ses têtes sont variées à l'infini, et ont toutes un caractère d'individualité qui ne peut être produit que par un artiste capable de bien observer la nature. Cependant il est resté tant soit peu étranger au gracieux: ses figures de femmes, il est vrai, ne manquent pas d'expression, mais on regrette d'y trouver un certain air de sensualité qui fait un effet désagréable. Ses groupes sont quelquefois un peu vides et ses draperies trop chargées de petits plis. Il a gravé plusieurs planches à l'eau-forte, qui sont de vrais chefs-d'œuvre, entre autres, les portes de Ghiberti, et une descente de croix d'après Daniel de Volterra. Feodor vit actuellement à Carlsruhe.

**FERDINAND II**, roi des deux Siciles, naquit en 1810, à Palerme, où toute sa famille s'était retirée, lors de l'occupation du royaume de Naples par la dynastie de Bonaparte. À l'âge de raison, on lui donna pour précepteur le père Olivier, jésuite piémontais, qui, après avoir fait son éducation, est toujours resté comme oracle auprès de lui. Rien ne marquait sa jeunesse jusqu'à l'avènement au trône de François I<sup>er</sup>, son père, qui lui confia le commandement en chef de l'armée. Dans cet emploi il déploya une tendance prononcée pour l'état militaire, et on le vit plein de sollicitude à se concilier l'affection des soldats, et à maintenir la sévérité de la discipline. Il fut nommé régent du royaume pendant le voyage que François I<sup>er</sup> fit en Espagne pour le mariage de sa fille avec Ferdinand VII; mais, dans l'exercice de ces hautes fonctions, on ne put découvrir sa manière de penser en fait de gouvernement, parce qu'il en fut chargé de presider à l'exécution des ordres que son père lui communiquait deux fois par semaine sur ce sujet. Au mois d'août 1835, il commença à révéler ses penchants et ses opinions, en se prononçant ouvertement contre la révolution française du mois de juillet. On lui entendit tenir sur cet événement des propos qui montraient son peu d'expérience et son ignorance parfaite des temps, des hommes et des choses. Cependant, l'occasion ne lui manqua point de faire entrevoir une certaine vigueur de caractère. François I<sup>er</sup> était accablé par une maladie grave qui depuis long-temps le menaçait de destruction. Une intrigue de cour, principalement dirigée par Michelangelo Viglia, son valet de chambre, avait arraché à ce roi affaibli par les souffrances, un testament secret par lequel il ordonnait que la minorité de son fils Ferdinand serait prolongée jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, et que, pendant cet intervalle, la régence serait dévolue à la reine. Le jeune prince en fut informé, se presenta hardiment auprès du lit de son père, lui parla de l'injustice de cette mesure tout-à-fait contraire aux lois de Charles III, qui liaient à dix-huit ans la majorité de l'héritier de la couronne, et déclara qu'en cas de mort, il s'opposerait par tous les moyens possibles à ce que personne n'osât en demander l'accomplissement. Le roi s'étant aperçu que ce testament aurait pu semer le trouble

dans sa famille et anéantir du scandale, n'hésita point à le révoquer, et cessa de vivre au mois de novembre de la même année. Le prince monta ainsi sur le trône sans le moindre obstacle, sous le titre de Ferdinand II, et son premier soin fut de chasser honteusement de la cour ce même Viglia, promoteur de l'intrigue dont nous venons de parler. Cette disgrâce d'un homme si abject, à laquelle, en d'autre temps, on n'aurait pas fait attention, excita un contentement général parmi le peuple, parce que ce valet, par la faveur dont il jouissait auprès du faible roi défunt, était devenu une véritable puissance dans l'état : il se mêlait de tout, mettait tous les emplois à l'enchère, distribuait des grâces à sa fantaisie, et avait, par ces moyens, amassé de grandes richesses. Ligué avec une camariste qui faisait le même métier auprès de la reine, il était devenu l'objet de la haine publique. Ce fut lui en effet qui, pour le prix de 8,000 ducats, fit nommer M. Caropreso au ministère des finances après la mort du chevalier Medici, scandale que le nouveau roi fit disparaître en destituant M. Caropreso aussitôt qu'il eut découvert le marché infâme par lequel il avait acheté son portefeuille. Il faut convenir que ce dernier trait fait beaucoup d'honneur à ce jeune monarque. Ferdinand II partage peut-être dans toute leur plénitude les principes politiques de la cour d'Autriche : les hommes ennemis de toute espèce de liberté civile dont il s'entoure, et l'amnistie illusoire qu'il a signée, de laquelle des centaines d'exilés et les plus notables du pays sont exclus avec une dureté sauvage, le prouvent assez clairement. Mais il paraît en même temps qu'il n'aime pas à être dominé par l'Autriche, et qu'il tient beaucoup à l'indépendance de sa couronne, car il n'a pas voulu confirmer la nomination du prince de Salerne, son oncle, aux fonctions de vice-roi de la Sicile, par cela seul que ce fut là une combinaison faite dans le cabinet de Vienne, lors des derniers jours du règne de son père. Du reste on ne peut juger rigoureusement la conduite de ce jeune prince, parce qu'il ne fait qu'entrer dans sa carrière. Le parti qu'il prendra dans la crise violente où se trouvent actuellement l'Italie et l'Europe (cet article est écrit pendant le mois de mars 1831), peut seul décider si son nom doit passer aux siècles à venir environné de honte ou de gloire.

FERDINAND, duc de Parme et de Plaisance, petit-fils de Philippe V d'Espagne, naquit au commencement de l'an 1751. Sa jeunesse fut entourée de plusieurs grands hommes de l'époque, qui, ne pouvant lui donner du génie, s'efforcèrent du moins de le former à la rectitude et aux principes de la bienveillance et de la justice. Jacquier, le Sueur, Keralio, et surtout Condillac qui écrivit pour son éducation des ouvrages si remarquables, furent choisis pour lui servir de précepteurs dans les différentes branches des sciences et des lettres. En montant sur le trône de Parme, il eut le bonheur d'avoir pour son premier ministre le célèbre Dutillot, homme qui réunissait à des connaissances étendues, une expérience consommée et une grande fermeté de caractère. La tendance du siècle vers toutes les espèces d'améliorations sociales s'était déjà prononcée; et bien loin de leur opposer une résistance indiscrète, ce prince n'en envisagea l'étendue que pour les prévenir et les satisfaire. Les abus de gouvernement dans le duché de Parme étaient aussi nombreux et aussi révoltants que dans tous les autres états de l'Italie et de l'Europe : il mit tous ses soins à les faire successivement disparaître. Au mois de janvier, 1768, il publia une pragmatique-sanction, où deux grandes mesures d'ordre public furent entre autres choses consacrées; la défense expresse de porter sans sa permission les affaires contentieuses de ses états à des tribunaux étrangers, ceux de Rome y compris; et la déclaration solennelle qui frappait de nullité les brefs, les bulles et les décrets de la cour pontificale qu'on eût prétendu faire observer sans son *exequatur*. La mesure était à la fois généreuse et hardie; et plus le peuple l'accueillit avec faveur, plus le saint siège s'en alarma. Clément XII la foudroya à son tour de nullité, et, selon le système d'usage, il soumit en même temps tous ceux qui y avaient concouru aux censures ecclésiastiques déterminées par la fameuse bulle *in crena*

*Domini*. Des intrigues se formèrent pour soutenir cette décision du pontife : le gouvernement de Parme qui en découvrit aussitôt le foyer, y apporta un remède aussi prompt qu'énergique : les jésuites furent expulsés de ce pays par une loi formelle, et bientôt après une autre loi fut promulguée, qui supprimait la bulle du pape mentionnée ci-dessus, comme attentatoire aux prérogatives souveraines du prince. Cette lutte fit beaucoup de bruit, à cause même des hommes influents qui y prirent part. La France embrassa sans hésitation et sans détour le parti du duc. A l'âge de dix-huit ans Ferdinand épousa une princesse autrichienne, contre le vœu de Dutillot qui voulait le marier à la fille du duc de Modène, qui, étant héritière unique, lui aurait un jour apporté ce nouveau duché, pour le réunir à celui de Parme : mais l'Autriche qui avait en vue de donner les états de Modène à un prince de sa famille, l'emporta par ses manœuvres sur les sages combinaisons projetées par ce ministre dévoué et fidèle. La révolution française éclata : en 1796, Bonaparte passa le Pô, à la tête d'une armée, et attaqua le duché de Parme, qui n'était pas en état de résister à une force ennemie si imposante : une suspension d'armes fut conclue par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Espagne attaché à cette petite cour; mais sous condition que le duc paierait à la France deux millions de francs, et lui donnerait dix-sept cents chevaux, deux mille bœufs, vingt mille quintaux de blé, cinquante d'avoine, et vingt-deux des plus beaux tableaux de sa galerie, au choix de Bonaparte. Au mois de novembre de la même année cette suspension d'armes fut changée en traite de paix définitive. En 1801, par le traité de Lunéville, il fut stipulé que le duc de Parme céderait ses états pour succéder au grand duché de Toscane, auquel le frère de l'empereur d'Autriche devait renoncer. Le cabinet d'Espagne s'était mêlé de combiner cet échange, que de nouvelles intrigues ne réalisèrent que momentanément et presque en paroles; car le grand-duc, Ferdinand III, ne voulait pas y consentir explicitement; et la reine d'Espagne, appuyée par le crédit de Godoi, désirait que la succession du moins ne s'ouvrit qu'à la mort de ce prince : il en ressortit un troisième arrangement, et la couronne de Toscane passa à don Louis, fils de Ferdinand III, marié à une princesse espagnole, et qui prit le titre de roi d'Etrurie. Le duc de Parme, abreuvé de chagrins, et presque d'humiliations, mourut d'une maladie inflammatoire, le 9 octobre 1802. Il était d'un talent médiocre, mais simple, débouaillé, et aimant la justice avec passion, et la religion avec bonne foi. La princesse, sa femme, ne lui survécut que de trois ans. La souveraineté de Parme avec ses dépendances fut transférée à la république française, qui atteignit ainsi le but qu'elle s'était proposé, en voulant faire passer le prince qui y régnait à la principauté de Toscane.

FERIET. Voyez MICHEL, au Supplément.

FERLONI (SÉVERIN-ALEXANDRE), naquit en Romagne, l'an 1740; ayant été destiné par ses parents à la carrière ecclésiastique, il se consacra avec une assiduité insatiable aux études qui s'y rapportent, et tout jeune encore parvint à une grande réputation comme prédicateur. L'éloquence de son style, les doctrines dont il enrichissait ses sermons, et l'art de les débiter, lui prêtaient autant de charme que d'intérêt. C'est ainsi qu'il mérita la bienveillance et la protection des plus puissants d'entre les cardinaux romains et du pontife Pie VI lui-même, qui l'éleva à la dignité de grand prieur de l'ordre constantinien. Pour se rendre digne des regards qu'on lui témoignait de toutes parts, il conçut le projet colossal d'écrire une histoire complète des variations de la discipline de l'église, dans ses rapports avec les changements successifs des mœurs et des usages des différents siècles, depuis l'origine du christianisme jusqu'à ses jours. A cet effet, il se plongea dans les archives du Vatican et du reste de l'Italie; il alla même fouiller dans les bibliothèques les plus renommées de l'Allemagne, pour y puiser les matériaux de ce grand travail qu'il n'interrompit jamais pendant de longues années, qu'il acheva enfin, et qu'il divisa en trente volumes in-8°. Mais tandis qu'il y donnait la dernière main pour le livrer à la presse,

et qu'il ne s'occupait plus qu'à en corriger la diction, la descente des Français en Italie eut lieu avec tous les troubles et tous les désordres que la révolution emportait avec elle. En 1798, le clergé avait été dispersé, les manuscrits étaient en fermentation, et la maison de Ferloni ayant été enveloppée dans le pillage qui secabla Rome à cette époque, tous ses manuscrits furent déchirés et brûlés, et lui-même jeté dans la plus grande misère. Il s'était réfugié à Milan; et soit par excès de désespoir, soit que ce fût avant son opinion, il adopta aussitôt les principes de la révolution, et parut décidé à ne plus employer sa plume que pour en soutenir la politique. Les caresses de Bonaparte, alors président de la république italienne, contribuèrent surtout à l'y entraîner: il en avait été ébloui comme tant d'étrangers de la péninsule, qui écrivaient en faveur de la liberté. Le gouvernement apprécia tout le parti qu'on pouvait tirer de ses talents; et lorsque le royaume d'Italie fut créé, il fut nommé théologien du conseil particulier du vice-roi. En 1811, Napoléon se proposait de convoquer un concile dans des vues qu'on soupçonnait insidieuses: il voulait que les évêques italiens aillent au-devant de cette mesure, pour la faire passer comme l'effet de l'opinion générale de l'église: il avait ordonné d'une manière indirecte que des adresses lui fussent envoyées sur ce sujet, et l'on attribue à Ferloni d'avoir, par des insinuations secrètes, esquissé les termes dans lesquels elles devaient être rédigées, tandis que le gouvernement se chargeait d'en donner connaissance à ceux qui étaient appelés à les signer. Dans de semblables vues, Ferloni avait un ouvrage très considérable par la vaste érudition dont il était rempli, *Sur l'autorité de l'église*, selon l'idée qui en avait été donnée par l'antiquité, afin de connaître les abus qui s'y étaient introduits, et la nécessité impérieuse de les corriger. Le gouvernement, enchanté de ce travail qui favorisait ses projets, en pressa vivement la publication; mais, selon d'anciens réglemens qui étaient encore en vigueur dans ce pays, il y fallait l'approbation des censeurs ecclésiastiques, qui étaient des théologiens consommés. Ceux-ci, au risque d'une éclatante disgrâce, la refusèrent sans ménagement, en disant qu'ils ne pouvaient supposer à ce que cet ouvrage fût public par ordre de l'autorité civile, mais qu'ils ne l'approuveraient jamais, parce que cela répugnait à leurs sentimens religieux. Cette résistance hardie étonna Bonaparte qui n'osa pas insister, et le manuscrit resta inédit dans les mains d'un libraire. On a prétendu qu'on avait accordé à Ferloni une pension sur la masse épiscopale de Sinigaglia, ce dont personne n'avait jamais été instruit. Ferloni cessa de vivre en 1813, dans la plus grande pauvreté. Le gouvernement qui, à cette époque, était lui-même à la veille de sa chute, crut pouvoir effacer son ingratitude envers un homme célèbre qui avait eu la faiblesse de le servir avec tant de chaleur, au prix de la dignité même de son caractère, en faisant insérer dans les feuilles politiques à son éloge de magnifiques éloges de ses talents et de ses vertus.

FERRARI (JEAN-BAPTISTE), naquit à Fresto, près d'Esse, en 1752. Ayant été destiné à l'état ecclésiastique, il fut placé dans le séminaire de Padoue. Sa passion dominante était d'exciter par tous les moyens possibles l'instruction de la jeunesse, et de répandre parmi le peuple les lumières nécessaires à son bonheur: c'était là pour lui une espèce de devoir religieux qu'il se voyait cru coupable de ne pas accomplir. Le zèle qu'il déploya pour atteindre cet objet, lui concilièrent l'affection et l'estime de tout ce qu'il y avait d'hommes d'instruction à Padoue à cette époque, et moins pour le récompenser de ses soins honorables que pour le mettre à même de satisfaire à ce qui était dû pour lui un besoin impérieux, on le nomma préfet des études dans l'université. Beaucoup de philosophes et de littérateurs célèbres avaient autrefois brillé dans le séminaire de cette ville. Dans le but de faire de leur exemple un aiguillon capable d'inspirer à la jeunesse le désir d'en égaler la gloire, Ferrari écrivit leurs vies en latin, avec une pureté de langage et une élégance de style tout-à-fait dignes du grand siècle d'Auguste. Il

chercha à développer aux yeux de ses lecteurs les efforts généreux que ces infatigables amis de la science avaient tenté, pour honorer à la fois leur nom et leur siècle. Il composa séparément et d'une manière encore plus détaillée les vies de Forcellini et de Faccioliati, qui méritaient cette distinction par des travaux sur l'érudition classique de l'antiquité, dont personne avant eux n'avait pu atteindre le mérite. Ferrari publia aussi une oraison funèbre pour Clement XIII et la vie de Pie VI, toutes les deux en latin, dans la vue de populariser de plus en plus parmi les étudiants une langue sans la connaissance de laquelle le génie de la littérature ancienne resterait en grande partie méconnu. Il cessa de vivre à Padoue en 1806, emportant les regrets sincères de tous les amis des sciences. On trouva dans son portefeuille une grande quantité d'esquisses littéraires, de poésies latines et italiennes, d'épigrammes, de dialogues, etc., que la mort ne lui avait pas laissé le temps de faire imprimer. Ses ouvrages publiés sont: 1° *Laudatio in funera Clementis XIII*, Padoue, 1769, in-4°; 2° *Vita Egidii Forcellini*, ibid., 1793, in-4°; 3° *Vita Jacobi Faccioliati*, ibid., 1799, in-8°; 4° *Vita illustrium virorum seminarii Patavienensis*, ibid., 1799, in-8°; 5° *Vita Pii VI*, cum appendice, ibid., 1802, in-4°.

FERRY (CHARLES-JEAN), né vers 1763. Après avoir fait ses études d'une manière brillante, il entra à l'école du génie et de l'artillerie établie à Metz, et fut bientôt compté au nombre des meilleurs élèves de l'illustre Monge. Ses succès dans les sciences physiques et mathématiques le firent nommer professeur à la même école vers 1787. Au mois de septembre 1793, ce jeune savant fut député à la convention nationale par le département des Ardennes. Il porta dans les discussions auxquelles il prit part la justesse d'esprit et la modération que l'on a toujours remarquées en lui à toutes les époques de sa vie, excepté lors du procès de Louis XVI. Jeune, intègre, partisan déclaré des principes républicains, et croyant comme beaucoup de ses collègues, que les actes contradictoires émanés de la faiblesse du roi n'étaient que les résultats de la trahison, le député Ferry, succédant à Cambon, s'écria dans l'énergique et fougueuse discussion sur la mise en jugement: « Apprenez aux peuples à punir d'une manière digne d'eux; Mercure ne s'amusa pas à faire un procès en forme aux brigands, il en purgeait la terre: » et il vota ensuite pour la mort. En 1795, il fut envoyé en Corse en qualité de commissaire de la convention, et s'y conduisit de manière à n'y laisser que des souvenirs honorables. A son retour, la session n'étant pas terminée, il parla contre la suppression des assignats de 1,000, 2,000 et 10,000 francs. Peu après, le directoire exécutif lui confia diverses missions qu'il remplit avec succès en qualité de commissaire, et il retourna ensuite à l'école du génie et de l'artillerie, qui avait été transportée à Metz. Lors de la création de l'école centrale des travaux publics, qui devint plus tard l'école polytechnique, M. Ferry fut appelé pour y remplir les fonctions d'examineur, ce qui lui fit faire plusieurs voyages de Metz à Paris ou dans les départements, et quelques uns ne furent pas inutiles à la science. On ignore l'époque précise où il cessa d'être attaché à l'école du génie ainsi qu'à l'école polytechnique; mais depuis moins d'années, M. Ferry vit retiré à Paris, s'occupant de travaux scientifiques et littéraires. Il est un des principaux collaborateurs de la *Revue encyclopédique*. Ses articles se font généralement remarquer par beaucoup de savoir, par une grande étendue de vues et par un style pur et élégant. Nous connaissons de lui: *Notice sur l'organisation, l'administration et l'état présent des colonies militaires de la Russie*, traduite de l'anglais du docteur Lyall, Paris, 1825, 1 vol. in-8°; 2° *Nouvelles idées sur la population, avec des remarques sur les théories de Malthus et de Godwin*, par Alexandre H. Everett, traduit de l'anglais, Paris, 1826, in-8°. M. Ferry a composé quelques autres ouvrages qui sont encore inédits. — N. FERRY, fils du précédent, ancien élève libre de l'école royale des mines, d'élève d'un haut fourneau à Vienne (Isère), est un des collaborateurs des *Annales de l'industrie nationale et étrangère*.



**FEUILLASSE DE JOTEMPS** (le comte Joseph-Hyacinthe-Victor de PERRAULT de ), d'une ancienne famille originaire de la Bretagne, fut élève de l'école militaire de Tournon, et entra, en 1793, dans un bataillon de l'armée des Alpes. Il quitta le service peu de mois après, et se retira dans ses propriétés. Secondé pendant les cent jours par le baron Othou de Monthoux, le comte de Feuillasse qui, dès le 13 mars, avait reçu du gouvernement une mission spéciale pour les départements voisins de la Suisse et de la Savoie, parvint par des mesures sages et prudentes à concilier les différents partis. — **FEUILLASSE DE JOTEMPS** (le vicomte Alexandre Gaspard de PERRAULT de ), frère du précédent, né au château de Perrault d'Allemagne, près Gex, en 1786, entra dans la marine à l'âge de quatorze ans, et suivit le général Leclerc à Saint-Domingue. Au retour de cette campagne, il eut le commandement d'un des bâtiments de la flottille que Napoléon rassembla devant Boulogne. Dans une des fréquentes traversées qu'il faisait du Havre à Boulogne, les Anglais le firent prisonnier. Échangé en 1813, après une longue et dure captivité, le vicomte de Feuillasse revint dans le pays de Gex où il s'appliqua à l'agriculture. La société d'encouragement lui décerna en 1825 une médaille d'or pour le meilleur mémoire sur l'éducation des mérinos. Cet agrobiologue distingué est le directeur et l'un des propriétaires des bergeries de Nax, dont les laines ont obtenu la première médaille d'or à l'exposition de 1853.

**FEUILLET** (LAURENT FRANÇOIS), bibliothécaire de l'institut, et l'un des plus savants bibliographes français, naquit à Paris en 1771. C'est par erreur que la Bibliographie de Quérard et la Biographie des hommes vivants ont dit qu'il était né à Versailles en 1768. Sa famille était établie dans cette ville, et il y vint terminer ses études qu'il avait commencées à Paris. Ses parents l'avaient destiné à la carrière des armes, et M. Feuillel fut d'abord officier dans le génie militaire; mais il quitta bientôt le service, et des la formation de l'institut, il en fut nommé sous-bibliothécaire; il en est aujourd'hui bibliothécaire en chef. On a de lui : 1° *Mémoire couronné par l'Institut national sur cette question : L'émulation est-elle un bon moyen d'éducation ?* Paris, 1801; 2° *Les antiquités d'Athènes, mesurées et dessinées par J. Stuart et N. Revett*, traduit de l'anglais par C.-P. London, peintre, Paris, 1806-1813, 3 vol. in-fol.; 3° *Les amours de Pyrrhé et de Cupidon d'Apulce*, traduction nouvelle ornée de figures de Raphaël, publiée par le même, Paris, 1809, in-fol. M. Feuillel a aussi fourni plusieurs articles à la *Bibliothèque universelle*.

**FEUTRIER** (JEAN-FRANÇOIS-HYACINTHE, comte), né à Paris, le 2 avril 1785, embrassa le sacerdoce, après avoir terminé ses études au séminaire de Saint-Sulpice, sous l'abbé Emery. Le cardinal Fesch, alors grand-aumônier de France, ayant eu l'occasion de se convaincre de son aptitude aux affaires, le nomma secrétaire-général de la grande-aumônerie, et le fit désigner parmi les membres du concile convoqué à Paris par Napoléon pour régler les différends survenus entre le gouvernement français et le pape Pie VII. Feutrier contribua beaucoup à la résistance que cette assemblée opposa aux volontés de l'empereur. Plus tard, il fut le principal agent des secours pécuniaires qu'on faisait passer secrètement au pape et aux cardinaux retenus en captivité. Napoléon, qui n'ignorait pas ces menées, fut cependant assez indulgent pour conserver à Feutrier son emploi, et en cela il céda à son affecton pour son oncle le cardinal, bien que celui-ci fût le chef de cette opposition sacerdotale. Lors du premier retour du roi, l'archevêque de Reims, Talleyrand-Perigord, grand-aumônier de France, s'attacha l'abbé Feutrier, qui fut confirmé par Louis XVIII dans sa place à la grande-aumônerie; mais après le retour de Napoléon, en 1815, il la quitta malgré les instances du cardinal Fesch, et refusa de prêter aucun serment. A la seconde restauration, il fut réintégré, et la voie des dignités ecclésiastiques fut pour lui aussi courte que facile. A la place éminente de vicaire de la grande-aumônerie, il joignit la dignité de chanoine honoraire du chapitre royal de Saint Denis et la cure de la Madeleine. Il

montra dans ces dernières fonctions une activité et un zèle extraordinaires, et ranima la dévotion et la charité dans cette paroisse un peu négligée sous un prédécesseur valétudinaire. Pour expliquer la rapidité de l'avancement de M. Feutrier, il serait odieux de se rendre l'écho d'absurdes calomnies dirigées à la fois contre ce jeune prêtre et contre une princesse que ses malheurs seuls devraient mettre à l'abri de telles imputations. Le mérite et les qualités personnelles de cet ecclésiastique, déjà éprouvées sous l'empire, suffisent assurément pour justifier sa fortune, à une époque surtout où le jeune sacerdoce est si pauvre en hommes de talent. Les paroisses, les cathédrales se disputaient l'avantage d'obtenir quelques uns des sermons de cet excellent prédicateur, sermons remarquables par l'union et l'harmonie du style, et par la dignité gracieuse du débit. Le 5 mai 1831, il fut dans la cathédrale d'Orléans le panegyrique de Jeanne d'Arc, et son discours fut tellement goûté qu'on lui demanda deux ans après de venir le prononcer de nouveau. L'oraison funèbre de la duchesse douairière d'Orléans, qui fut confiée à son talent, fut remarquée par la mesure et la convenance des paroles, et par l'absence de toute allusion trop directe aux événements de la révolution. L'abbé Feutrier, en qualité de vicaire-général de la grande-aumônerie, s'attacha à répandre les sentiments et les habitudes religieuses dans les régiments qui se succédaient à Paris. Lui-même se plaisait à faire des instructions aux soldats, et il savait prendre le langage qui convenait à leur profession. Le 25 août 1833, il prononça devant l'académie française, à Saint-Germain l'Auxerrois, le panegyrique annuel de saint Louis, et il eut le talent de rajeunir par quelques détails heureux un sujet si rebattu. Au mois de février 1835, il fut nommé vicaire-général du diocèse de Paris, et membre du conseil de l'archevêque de Paris, M. de Quelen, alors son ami. Depuis long-temps, l'opinion publique appelait M. Feutrier à l'épiscopat; mais dans la cure de la Madeleine, il jouissait d'un tel crédit, on peut même ajouter de tels agréments, que pour consentir à revêtir la mitre, il ne lui fallait rien moins qu'un érêche de faveur. Le siège de Beauvais, auquel il fut nommé le 26 janvier 1836, remplissant cette condition. Il fut sacré le 24 avril suivant, à Sainte-Genève, par M. de Quelen; et, nous en avons été témoins, ce fut une fête pour les dévots de la capitale qui s'empresèrent d'aller contempler dans leurs magnifiques ornements les deux plus beaux prélats que l'on pût voir. Nous le disons sans vouloir jeter aucun soupçon sur les mœurs de l'abbé Feutrier : il possédait les vertus de son état, et son ame tendre ne s'ouvrit jamais qu'aux douceurs de l'amitié. S'il plaisait d'abord par sa belle figure, par la douceur de ses manières, par l'aménité de son esprit; la sûreté de son commerce et la fidélité de ses affections lui conservaient des amis. Il n'en eut pas de plus intime que M. l'abbé Gallard, qui lui succéda dans la cure de la Madeleine, et qu'il voulut installer lui-même le 17 mai. Dans les adieux qu'il fit alors à ses paroissiens, M. Feutrier promit de n'oublier jamais les établissements qu'il avait créés pour eux. La lettre pastorale qu'il adressa à son diocèse est dans l'esprit de l'évangile. C'était dans le même esprit que le nouvel évêque annonçait le choix qu'il se proposait de faire de ses co-opérateurs. Des sentiments si naturels, des expressions qui paraîtraient aujourd'hui si peu significatives, suffirent dans le temps pour diminuer le crédit de Feutrier à la cour, et pour le faire presque regarder comme un homme de l'opposition. Au reste, l'opposition fut loin de repousser cette conquête. Dans son caractère conciliant, M. Feutrier espérait qu'il apaiserait par des concessions les ennemis de la religion, ou du moins qu'il leur ôterait tout prétexte : ce fut là, plus tard, toute la pensée de son court ministère. Les communiements de son épiscopat à Beauvais furent marqués par une vie fort active; il visitait son diocèse, confessait, prêchait lui-même, attaché par goût autant que par devoir à toutes les fonctions de son état. Il ne permit pas aux missionnaires de venir prêcher le troupeau confié à ses soins, et il envoyait au séminaire, en

leur infligeant une peine ecclésiastique, des curés qui refusaient les sacrements aux malades, ou la sépulture aux morts. Une telle conduite rendit populaire le nom de l'évêque de Beauvais: il semblait prouvé qu'il ne partageait pas les principes des ultramontains, et que, s'il voulait que la religion catholique fût puissante et honorée, il désirait aussi le maintien des institutions devant la Charte. Après la chute du ministère Villele, le 30 janvier 1828, il fut désigné pour faire partie de la commission chargée de s'occuper, dans toutes les écoles ecclésiastiques secondaires, les lois du royaume étaient exécutées, et de proposer des mesures en conséquence. Malheureusement M. Feutrier, et ceux qui pensaient comme lui, formèrent la minorité dans cette commission, dont la majorité reconnut implicitement comme légale l'existence des jésuites qui avaient envahi les écoles. Au mois de février suivant, l'évêque de Beauvais fut promu au ministère des affaires ecclésiastiques qui venait d'être détaché de celui de l'instruction publique. Il prit une part très active aux discussions parlementaires. Le 30 mai, à l'occasion du projet de loi sur la presse, il fit à la tribune un grand éloge du clergé et même des jésuites. Ses collègues en furent étonnés plus étonnés que, dans le conseil, il avait pu devant le roi un langage très libéral. Il répondit à leurs reproches que quelle que fût sa conviction personnelle, il se croyait, comme évêque, obligé, par conscience, de défendre devant le public les membres du clergé. A Monseigneur, lui répondit-on, ce n'est ni comme évêque, ni comme prêtre, que vous faites partie du conseil, mais comme ministre du roi. Alors M. Feutrier prononça, dit-on, le mot de démission: mais on se garda bien de le prendre au mot. Au reste, le public se persuada que ce n'était qu'une tactique de sa part pour donner plus de force, après d'un roi ligot, à ses avis, qui, dans le conseil, n'avaient toujours pour des concessions constitutionnelles. Quoi qu'il en soit, c'est par ses actes qu'il faut juger Feutrier comme ministre; et, sans doute, il dut ses menagements politiques, l'influence nécessaire pour porter Charles X à signer, le 16 juin, les ordonnances qui soumettaient les petits séminaires à l'autorité unilatérale. Le parti prêtre cria à l'impie, à la destruction de la religion: les constitutionnels applaudirent. Il y avait de l'exagération de part et d'autre: car les concessions obtenues par ces ordonnances étaient fort peu de chose: c'était d'ailleurs donner à une partie de la population, aux frais de l'état, une éducation exclusivement catholique: enfin, 1,000,000 fr. accordés aux petits séminaires étaient dans une proportion obsolet avec les 50,000 fr. allouées à l'instruction primaire: mais c'était tout ce qu'on pouvait espérer du monarque qui, pour sa part, n'était pas de Paris de ces ordonnances. Les évêques réclamaient tout haut contre l'interférence de l'autorité civile dans ce qu'ils appelaient l'exercice de leurs droits, ils se parlaient de Feutrier que comme d'un apostat. A un dîner auquel ce ministre avait invité plusieurs archevêques et six évêques, aucun ne s'y rendit, et quelques uns répondirent par un refus malhonnête. L'archevêque de Paris se faisait remarquer dans cette opposition. Organe officiel de l'ultramontanisme, la *Quotidienne* osa dire que l'évêque de Beauvais s'était, par ses actes ministériels, séparé de la cause des chrétiens. Il fut vivement affecté de cet éloignement de ses anciens amis, et de ce déchainement universel de ses collègues. Vainement les amis qui lui restaient essayèrent de dissiper ses chagrins en lui représentant la gloire et la popularité attachées au rôle courageux qu'il s'était imposé: le coup fatal était porté: jamais il ne put surmonter la profonde mélancolie dans laquelle il était tombé, et qui le mina jusqu'à sa fin prématurée. Néanmoins il eut la fermeté de soutenir son ouvrage, et fit, le 18 août, dans le *Moniteur*, la réponse la plus ferme au mémoire séditieux que tous les évêques, à l'exception de trois, Frayssinous, d'Isaard et Rolan, avaient adressé au roi contre les ordonnances. Une ordonnance du 14 janvier 1829 éleva Feutrier à la pairie: avec le titre de comte. Déjà la session était ouverte: il parut souvent à la tribune, et, partagé entre sa conviction comme ministre et sa position

comme prêtre, il y tint quelquefois un langage équivoque: témoin son discours du 7 mars contre la pétition de MM. Lamhert et Blanc, relative aux missionnaires. Toujours à côté de la question, il défendit les missions à l'étranger et les communautés religieuses de femmes, que n'attaquaient point les pétitionnaires; puis il termina par l'éloge mal amené de Vincent de Paul. Malgré ses efforts, auxquels se joignirent MM. de l'Épine et de Moutbel, la pétition fut renvoyée. Le 28 mars, il donna des explications plus satisfaisantes sur une réclamation du conseil municipal de Saint-Maurice contre quelques usurpations de la part de l'archevêque de Rouen: il convint qu'il y avait eu des actes arbitraires de la part de l'autorité ecclésiastique, et donna l'assurance que l'affaire serait examinée et terminée avec les égards dus à M. l'archevêque, mais avec la fermeté qui doit distinguer un ministre du roi. Dans la suite de la discussion, il protesta qu'il n'y avait pas en France un seul séminaire non autorisé. Cette assertion trouva des incrédules. Le 10 avril, il s'opposa vainement à ce que la chambre lui renvoyât une autre pétition des habitants de la Londe (Seine-Inférieure), qui se plaignaient vivement de leur desservant, coupable, selon eux, de refus arbitraires de sacrements, de prédications séditieuses. Lors de la discussion du budget, en répondant aux objections faites sur la création d'un ministère des affaires ecclésiastiques, il crut devoir faire une espèce de profession de foi politique: «Le roi a jugé, disait-il, et cette question lui appartenait, que les affaires du clergé devaient être dirigées par un évêque. Placé par sa volonté à la tête de cette administration, je m'efforcerai de justifier sa confiance aussi longtemps que j'en aurai l'honneur de la posséder; je ne serai détourné du but que je me suis proposé d'atteindre ni par les contradictions, ni par les traverses. Si mes intentions sont quelquefois méconnues, si des opinions extrêmes me censurent et me blâment, je chercherai ma consolation dans ce témoignage intérieur, je juge insupportable des actions de chacun de nous. Je crois avoir prouvé dans plusieurs rencontres que ce qu'on appelle esprit de parti exercerait peu d'empire sur moi, et qu'invariablement j'attache aux principes de la religion, devoués de cœur à cette cause sacrée, fier de l'honneur d'appartenir au clergé, je trouve dans ma conscience la force d'acquiescer la double dette qui m'est imposée envers la religion et envers l'état. Il est fâcheux que par cette déclaration, qui fut fort applaudie, l'évêque de Beauvais ne se soit pas cru engagé à passer condamnation sur la réduction des énormes traitements de l'archevêque de Paris, du grand aumônier et des cardinaux. On peut lui reprocher aussi de s'être prononcé pour l'admission de ces derniers dans le conseil du prince. D'un autre côté, on lui a reproché de témoigner quelque improbation contre le zèle outré des jeunes desservants. Mais il aurait dû reconnaître qu'ils n'étaient si fervents dans leur zèle que parce que l'épiscopat presque tout entier ne cessait d'autoriser leurs écarts. Il s'opposa vainement à la réduction de trente mille francs proposée par M. Thénard sur les dépenses générales de son département. Il fut plus heureux en combattant l'économie de 40,000 francs que M. de Corcelles demandait sur les dépenses des séminaires et de la maison des hautes études ecclésiastiques. Il s'étonna de voir attaquer cette dernière institution. L'allocation fut accordée, mais Feutrier n'eut pas l'honneur de fonder cet utile établissement qui est encore à ouvrir. L'attention du budget par le ministère dont il faisait partie n'était qu'un leurre pour tout le monde: Charles X n'attendait que la clôture de la session pour se donner le ministère du 8 août 1829. Une pension de 15,000 francs fut accordée à M. Feutrier, qui s'empressa d'aller revoir son diocèse, où il s'était montré plus d'une fois pendant son ministère. En vain se livra-t-il avec une activité nouvelle à ses fonctions pastorales: rien ne pouvait s'apercevoir la tristesse qui depuis deux ans s'était emparée de lui. Sa constitution, jusqu'à lors robuste, s'affaiblissait graduellement. Il vint à Paris pour consulter les médecins: ce fut le samedi 26 juin 1830 qu'il y arriva. Le dimanche matin, en entrant dans sa chambre, on le trouva mort.

dans son lit. Cette fin si prompte donna lieu aux bruits les plus sinistres; mais l'autopsie du cadavre prouva qu'un épanchement au cerveau en était la cause immédiate. L'estomac ne contenait d'ailleurs aucun résidu alimentaire; le déjeûner n'ayant pris la veille qu'un bouillon chez l'abbé Gallard, où il s'était senti trop incommode pour pouvoir dîner, celui-ci l'avait accompagné, au retour, jusqu'à la porte de son hôtel. Avant de se coucher, M. Feutrier avait écrit à quelques médecins pour les engager à venir consulter chez lui le lendemain. S'il demeurait prouvé que sa mort fut naturelle, on ne peut nier que le parti prêtre ne l'ait tué au moral en altérant son âme d'amertume. Ses obsèques furent célébrées à l'abbaye-aux-Bois, et son corps fut ensuite transporté dans la cathédrale de Beauvais. M. Feutrier était depuis long-temps membre de la légion d'honneur. On a de lui : 1° *Éloge historique et religieux de Jeanne d'Arc, pour l'anniversaire de la délivrance d'Orléans, le 8 mai 1439, prononcé dans la cathédrale de cette ville le 8 mai 1830, Orléans, 1833, in-8°*; 2° *Oraison funèbre de S. A. R. Mgr le duc de Berry, 3° Oraison funèbre de S. A. S. madame la duchesse douairière d'Orléans, 4° Édit, Paris, 1831, in-8°*. — Le frère de l'évêque de Beauvais, maître des requêtes et ancien préfet, avait été destitué sous le ministère du 8 août.

FIRMIN, comédien, sociétaire du Théâtre-Français, né à Paris, vers 1790, a commencé sa carrière dramatique, pour ainsi dire, dès le berceau : il avait à peine treize ans qu'il joua, en 1803, au théâtre des Jeunes Éclairs, rue de Thionville. Lorsque le décret impérial de 1807 réduisit à huit le nombre des spectacles de Paris, M. Firmin, admis dans la troupe de Picard, à l'Odéon, y obtint, dès son début dans les jeunes premiers, les succès les plus brillants, et continua d'y justifier, par son zèle et ses talents, les applaudissements que lui prodiguait le public. Appelé au théâtre Français, il y débuta, le 3 juillet 1811, par le rôle de Seide, dans *Mahomet*, et par celui de Dormilly, dans *Les fausses infidélités*; il joua le premier avec beaucoup d'âme, mais il montra plus de grâce et de vivacité dans le second. Accueilli avec enthousiasme par le parterre, il ne fut pas moins heureux dans ses autres débuts, et fut immédiatement attaché à ce théâtre, dont il devint sociétaire, le 1<sup>er</sup> avril 1817. La retraite successorale de Fleury, de Saint-Phal, de Damas et d'Armand, celle de Lafon, qui avait précédé de peu d'années la mort de Talma, ont laissé à M. Firmin une partie de l'emploi des premiers rôles de la comédie et de la tragédie. Ce brillant héritage, qu'il partage avec M. Michelot, n'est point au-dessus de son intelligence et de son talent, mais semble être un peu disproportionné avec l'exiguïté de sa taille et la faiblesse de ses moyens physiques. Les rôles de jeunes premiers dans la comédie, et surtout ceux de petits-maîtres, lui convenaient mieux. Instruit à l'école des bons modèles qu'il a vus dans sa jeunesse, il a su conserver les bonnes traditions, et depuis long-temps personne n'a mieux joué que lui Auguste, dans *L'amour et la raison*; Lindor, dans *Heureusement*; Dormilly, dans *Les fausses infidélités*; Horace, dans *L'école des femmes*; Le menteur, *L'homme à bonnes fortunes*, les amoureux des pièces de Marivaux, etc. M. Firmin s'y fait remarquer par beaucoup de chaleur, de gaieté, de finesse et de naturel. Si la plupart des rôles de jeunes premiers dans la tragédie, étaient trop forts pour sa taille et pour son organe, les premiers rôles tragiques sont encore moins assortis avec ses qualités extérieures. Néanmoins nous de le dire cependant, il n'y paraît pas entièrement déplacé. Il joue la tragédie sagement, et il supplée par l'intelligence et la sensibilité à la force qui lui manque. Il est toujours en scène et n'imité pas les distractions familiaires qu'on peut reprocher à tant d'artistes de l'un et de l'autre sexe. Un défaut dont il devrait achever de se corriger, c'est de confondre quelquefois une démarche et des gestes négligés avec l'aisance et la grâce. Malgré ces taches légères, M. Firmin est un acteur fort estimable, et si, physiquement parlant, il n'est pas un des plus fermes soutiens de la scène française, il en est un des sujets les plus distingués; et au train rapide dont va la de-

cadence théâtrale, on peut présager qu'il n'y sera pas remplacé.

FISCHER (EMMANUEL-FÉLIX), né à Berne, le 19 septembre 1786, d'une famille ancienne et connue dans l'administration du pays. Des 1803, il fut nommé secrétaire du conseil qui présidait à l'académie nouvellement organisée dans la faculté de droit. Il remporta à cette académie le premier prix, sur la question du droit de grâces. Entré fort jeune dans les trileaux, il saisit toutes les occasions qui pourraient l'éclairer sur les relations politiques de sa patrie, et sur les diverses parties de l'administration. D'après les antiques coutumes de la Suisse, les charges civiles n'excluent pas du service militaire, M. Fischer fut nommé sous-lieutenant dans les troupes cantonales, et conduisit, en 1804, l'avant-garde d'une petite colonne dans l'expédition contre les insurgés de Zurich. Cette circonstance lui valut un brevet d'honneur et la médaille du gouvernement de ce canton. L'année suivante, il marcha à la frontière, en qualité de capitaine adjudant-major d'un bataillon d'élite, pour le maintien de la neutralité, et fit une campagne semblable, en 1809. C'est lui qui fut chargé, en 1806, de la révision des livres matricules de la bourgeoisie de la ville de Berne. Arrivé venu à Paris, cette même année, dans le but d'acquiescer de nouvelles connaissances, il fut présenté à l'empereur Napoléon, qui lui offrit le grade de capitaine; mais M. Fischer le refusa, cette offre ne lui présentant pas la perspective d'une carrière conforme à ses principes. En 1811, il fut nommé secrétaire de la commission chargée de la négociation de la nouvelle capitulation militaire avec la France. Après la signature, il fut appelé à la contre-signature, et on lui fit observer que ce serait l'occasion d'obtenir un souvenir de Napoléon; mais M. Fischer refusa de mettre son nom au bas d'un traité imposé par la force. Il entra au service de la confédération, en 1813, comme aide-de-camp de M. Herrmarchand, qui commandait à Bâle la deuxième division de l'armée. Il était présent à la conférence qui eut lieu, le 19 décembre, à Lorrach, entre les généraux Buhns et Laugenau, et les chefs militaires suisses, à l'occasion du passage demandé par les alliés, malgré leur promesse de respecter la neutralité, et qui avaient annoncé cent vingt mille hommes en vue du pont de Bâle, lequel n'était gardé que par deux mille hommes. Interpellé pour se prononcer en faveur du passage, M. Fischer répondit qu'un militaire suisse ne pouvait pas négocier avec une armée étrangère, en présence du cimetière de Saint-Jacques; que les bataillons suisses défendraient le pont tant que des ordres contraires ne leur seraient pas donnés par leurs supérieurs, auxquels seuls appartenait la solution des questions politiques. Le passage annoncé pour le soir fut retardé de vingt-quatre heures. Dans cet intervalle, la division stationnée à Bâle reçut l'ordre d'exécuter sa retraite pour ne pas exposer cette cité à une destruction inutile, le général Watteville n'ayant à sa disposition que dix-huit mille hommes pour défendre toute la frontière du Rhin. Ce fut le capitaine Fischer qui fut envoyé à Lorrach, dans la nuit du 30 au 31, pour conclure la convention relative à l'occupation de Bâle, qui, évacuée à deux heures du matin, par les troupes suisses, fut occupée par les alliés, à six heures. En 1814, M. Fischer fut élu député à la diète formée à Lucerne par huit des anciens cantons qui n'avaient pas la volonté de prendre part à celle des onze autres cantons assemblés à Zurich; les ministres des puissances alliées ayant réussi à le décider à la réunion. M. Fischer se rendit à Zurich, où il travailla au nouveau pacte fédéral jusqu'au retour de Napoléon à Paris, en 1815. Il fut alors nommé lieutenant-colonel à l'état-major général, et fit la campagne de cette année comme aide-de-camp du général en chef Bachmann. Après le licenciement de la plupart des troupes, il participa, comme secrétaire, aux travaux du comité d'organisation pour la constitution de la république de Berne, et fut élu en 1819, membre du conseil souverain. M. Fischer fut nommé en même temps secrétaire d'état au conseil secret. Il donna alors sa démission, après avoir coopéré, comme membre de la commission nommée par la diète, au règlement

militaire de la confédération suisse. Quelques années plus tard, il entra momentanément au service cantonal, en qualité de chef des carabiniers bernois; mais il ne demeura pas de cet emploi, par raison d'incompatibilité avec la nature des charges civiles qui lui étaient confiées. Il vint ensuite au conseil souverain. M. Fischer prit une part active à toutes les délibérations, et fut fréquemment employé à des commissions spéciales. Il concourut aussi au projet de grands travaux hydrauliques, mais qui n'ont point encore été exécutés, et pour lesquels il fut envoyé à Carlsruhe, en 1817, afin d'y obtenir l'aide du célèbre ingénieur Tulla. (Charge de suivre les négociations qui se présentaient, M. Fischer fut envoyé à Rome avec l'avoyer Rüttimann, pour préparer l'établissement d'un diocèse pour la partie catholique de l'ancien évêché de Bâle, réunie au canton de Berne avec Lucerne. On négocia pendant cinq mois; communication du projet de la bulle était déjà donnée, lorsque les cantons suisses changèrent les bases de la négociation par d'autres arrangements avec Soleure et plusieurs cantons qui n'avaient pas pris part aux préliminaires. La négociation fut rompue à Rome, et reprise en Suisse, où elle ne fut terminée qu'en 1826. M. Fischer recut à cette occasion la médaille en or du mérite, de la part du gouvernement de Berne. Il fut nommé dans cette ville, en 1819, membre du comité chargé de l'examen de toute la gestion de l'état, de l'établissement du budget, et élu, à la fin de la même année, à la préfecture de Berne, par d'unanimes suffrages. M. Fischer a acquis dans cette place la réputation d'un administrateur ferme et actif. Au bout de trois ans, ayant atteint l'âge voulu, il fut appelé à la première vacance qui lui ouvrit le concours au conseil, en restant membre du conseil secret. Président du conseil d'église et des écoles, puis membre du conseil des finances, il continua à prendre part à toutes les affaires de quelque importance; il assista, comme député, aux diètes fédérales de 1823, 1825 et 1827, et remplit plusieurs missions spéciales dans l'intérieur de la Suisse. Doué d'un coup d'œil prompt et sûr, cet administrateur va vite au but en affaires, et c'est la explication de ses succès. En 1823, il fut particulièrement employé par le directoire fédéral et par la diète, dans les négociations très pénibles relatives aux réclamations élevées contre le séjour en Suisse des réfugiés italiens et autres. Ennemis des intrigues révolutionnaires, il n'était pas moins opposé aux vexations et à l'arbitraire, et tout en étant accusé, par les hommes qui possédaient à une révolution, d'être dans les intérêts des ministres étrangers, il n'en était pas moins désigné par le marquis de Montier, ambassadeur de France, comme un dangereux libéral. Isolé, pour ainsi dire, dans ces circonstances, il fut tellement attaqué qu'on chercha, mais inutilement, à le faire exclure du conseil secret: c'est la sorte réservée à l'homme ferme, juste et modéré. Persistant dans sa marche, sans se laisser emouvoir par ces oppositions qui l'appelaient les montées et les descentes du chemin de la vie publique, il retrouvait bientôt la confiance générale, et lorsque l'avoyer de Mülinen quitta sa haute charge, M. Fischer fut élu à la place d'un des deux chefs de l'état, le 15 mars 1827. De la même année, il fut premier commissaire de ceux chargés de négocier avec M. de Rayneval, notre ambassadeur, les traités sur les établissements et sur les apports de juridiction, rompus depuis 1816, et qu'on n'avait pu renouer depuis. Ces deux traités furent signés. C'est dans cette circonstance que le grand cordon de la légion d'honneur fut offert à M. Fischer; mais il n'accepta point, afin de conserver une parfaite indépendance. Le roi de France lui fit alors remettre une boîte enrichie de diamants avec son portrait, et M. Fischer fit aussitôt distribuer une valeur équivalente à un hôpital et aux invalides suisses. En 1829, une maladie grave le tint hors des affaires; mais, en 1830, il s'est retrouvé en état de prendre la présidence du directoire fédéral et de la diète. Il vit de suite toutes les conséquences des ordonnances et des journées de juillet, et prévint tout ce qui pouvait en résulter pour sa patrie. Attaché par affection et par conviction aux principes conservateurs, il fut de nouveau en butte aux attaques des novateurs. Lorsque le danger d'une

guerre parut imminent en Europe, il proposa la convocation d'une diète extraordinaire qui se réunit à Berne, le 23 décembre; la plupart des cantons avaient déjà subi les suites de la nouvelle révolution, ils nommèrent des députés qui arrivèrent avec la plus forte prévention contre le président; cependant, sans varier dans ses opinions, il se concilia l'estime générale, même de ceux qui le regardaient comme leur adversaire, et il obtint, malgré des divergences d'opinions extrêmes, des résultats d'union parfaite pour la grande cause de l'indépendance nationale. Le directoire ayant passé à Lucerne le 1<sup>er</sup> janvier 1831, conformément aux termes du pacte fédéral, M. l'avoyer Fischer assista encore à quelques séances de la diète dans cette ville et s'en retourna à Berne où une révolution allait éclater. Il s'agissait de proclamer de la part du conseil souverain les bases sur lesquelles la nouvelle constitution devait être établie, avec le renversement total de la constitution ancienne. Appelé à ouvrir le premier avis sur le rapport du comité chargé de présenter au conseil le résultat des vœux du peuple, il improvisa un discours remarquable et proposa une proclamation par laquelle le conseil renonçait à ses droits et déclarait ne conserver le pouvoir que jusqu'à l'établissement d'un nouveau gouvernement résultant d'une nouvelle constitution émanée d'une assemblée constituante. L'attitude calme et digne du conseil souverain dans cette circonstance prévalut sur les tristes écarts qui eurent lieu dans beaucoup d'autres cantons. Deux cents voix contre dix-neuf se rangèrent à l'avis ouvert par M. l'avoyer Fischer, qui termina ainsi sa carrière publique, à l'âge de quarante-quatre ans, refusant de participer à un système opposé à celui qu'il avait suivi pendant vingt-sept ans de services publics. Il a publié: 1<sup>o</sup> *Examen du droit de grâce*; 2<sup>o</sup> *Controverses politiques sur les droits de Berne*, en 1814; 3<sup>o</sup> *Lettres à M. de Bonald*; 4<sup>o</sup> *Discours à l'occasion de la célébration du jubilé de la réforme*, en 1828; 5<sup>o</sup> *Plusieurs discours d'ouverture du grand conseil de Berne et de la diète*.

FISCHER (J. A. FATHÉRIC), célèbre helléniste allemand, naquit à Cobourg, le 10 octobre 1726, et eut pour père, Erdmann-Rodolphe Fischer, conseiller ecclésiastique du duc de Saxe-Cobourg, connu par quelques ouvrages. Mais la réputation de son fils a surpassé la sienne. Il fit ses études à Cobourg, au gymnase, sous la direction de Schwartz et de Trésenreuter, et au bout de quelques années il soutint deux exercices publics très remarquables: en 1744, il alla étudier à Leipzig, l'histoire, les langues et les antiquités, sous Leich, Ernesti, Kapp et Christ, la philosophie et la physique sous Wünclel, et la géométrie sous Kastner; la théologie l'occupait aussi. Son premier ouvrage parut en 1748: c'est une *Dissertation sur l'autel de la paix*. A cette époque, il ouvrit des cours qui eurent une foule d'auditeurs, et fut choisi, en 1751, par le sénat de Leipzig, pour correcteur de l'école de Saint-Thomas. Il continua, malgré ses nouvelles fonctions, à donner des leçons particulières dans l'université jusqu'en 1763, époque où il y fut nommé professeur extraordinaire de belles-lettres. Bientôt après, il remplaça Leisner dans la rectorat de Saint-Thomas. Il mourut le 11 novembre 1799. Fischer a beaucoup écrit; nous ne pouvons qu'indiquer sommairement ses ouvrages: *Remarques sur la grammaire grecque de Vellert*; la meilleure édition est celle de 1798-1801, donnée par les soins de M. Kuiniel, parent de Fischer. Cet helléniste a donné des éditions du traité de Drezig sur les verbes moyens, du *Dictionnaire de Pasor*, du *Lexique de Maris et de Timar*. On le blâme de n'y avoir point ajouté les notes de Pierson et de Rubinkens. Parmi les éditions des classiques données par Fischer, on remarque: *Anacréon*, 1793; *Euripe le voracitaire*, 1788; *Théophraste*, 1765; *Paléphatus*, 1789; *Platon*, 1783; il contient, l'*Eutiphon*, l'*Apologie*, le *Criton* et le *Phédon*. Les autres traités de Platon: le *Cratylus*, le *Banquet*, le *Parménide*, le *Sophiste*, le *Philosophe*, ont été aussi publiés par Fischer avec des notes qui ne valent pas les premières. Depuis sa mort, on a publié les *Commentaires sur le Plutus d'Aristophane* et sur la *Cyropédie de Xénophon*. La notice complète de ses ouvrages se trouve à la tête des remarques sur la grammaire de

Weller, par M. Kuinol et dans le nécrologe de Schlichtegroff, 1799, tome 1<sup>er</sup> p. 77-138.

FISCHER (E. GORRULV), célèbre naturaliste, actuellement conseiller-d'état au service de Rumie, vice-président de l'académie de médecine et de chirurgie, et professeur à l'université de Moscou, né le 15 octobre 1771, à Waldheim, en Saxe. Après avoir fait avec succès ses études au collège de Freiberg, où il se lia avec M. A. de Humboldt, il se rendit à Leipzig, afin de s'y livrer à la médecine. La physiologie et l'anatomie devinrent ses occupations favorites, et il s'annonça d'abord par ses *Recherches sur la vessie des poissons*. La quantité de vaisseaux qui s'y trouvent, lui fit considérer cet organe comme faisant partie de la respiration. Des recherches postérieures le conduisirent à la découverte d'un nouveau ver dans la vessie de la truite. M. A. de Humboldt et son frère le choisirent pour les accompagner dans le voyage qu'ils firent en Allemagne et en France. Séduit, à Paris, par le musée qui enrichit cette capitale, il s'adonna exclusivement, sous les instructions de M. Cuvier, à l'anatomie comparée. En 1800, il conçut l'espoir d'être nommé professeur d'histoire naturelle à l'école de Mayence, mais à son arrivée le jury de cette ville avait déjà donné ses suffrages à un autre. M. Fischer se retira et prit la place de bibliothécaire. Cette place le conduisit à faire des recherches dans le domaine de la bibliographie et particulièrement sur l'histoire de l'imprimerie et sur les anciennes éditions. Il découvrit le monument typographique, le plus ancien alors, avec date; décrivit plusieurs vieilles éditions, et s'attacha surtout à déterminer d'une manière précise, la part que mérite Gutenberg dans la découverte de l'imprimerie. Zapf et Millin ont reconnu hautement les services que Fischer a rendus dans cette partie. Son travail, en six livres, renferme plusieurs éclaircissements sur cet objet; il a été imprimé à Nuremberg, 1801-1805. Déjà au nombre des membres municipaux de Mayence, il fut nommé plus tard membre de la députation chargée d'aller à Paris, soumettre au premier consul, la demande de la commune, de transformer cette ville en place de commerce. C'est dans cette circonstance que Fischer obtint la faculté de choisir parmi les ouvrages en réserve, qui appartenaient à l'état, une bibliothèque pour Mayence; elle se compose de trois mille volumes, tant classiques français, qu'autres livres scientifiques. Pendant son séjour dans la capitale, il ébaucha le plan d'un musée d'histoire naturelle. A Mayence il contribua à la fondation d'une société scientifique dont il fut secrétaire. Il ne cessa cependant pas de s'occuper d'histoire naturelle et d'anatomie comparée. En 1804, il quitta Mayence pour prendre à Moscou la place de professeur et de directeur du musée, les riches collections qu'il y forma furent ouvertes au public, et décrites par lui. Il fonda la même année, à Moscou, une société d'histoire naturelle, qui prit plus tard le titre d'impériale, avec les prérogatives qui y sont attachées. M. Fischer approfondit toutes les branches d'histoire naturelle; on lui est encore redevable de la découverte de plusieurs animaux fossiles reconnus par M. Cuvier. Dans ses *Tabula synoptica zoognosie*, il donna un moyen facile d'assigner à chaque animal, d'après Werner, la place qui lui appartient dans le système de ce savant. Il rendit son *Système d'oryctognosie* plus universellement utile, en joignant aux noms russes, les noms allemands, français et latins. Plus tard, il le publia en russe seulement et dans un plus grand format. Lors de l'incendie de Moscou, il eut la douleur de voir consumer par les flammes, non seulement le musée principal, qu'il avait enrichi à force de travaux, mais encore ses collections particulières, plusieurs préparations destinées à continuer la description du Moki, ainsi qu'une collection de crânes, qui devaient servir à l'anatomie comparée. Il ne se laissa pas décourager par cette perte immense. Il trouva moyen, après le retour de la paix, de rétablir le musée de l'université; il lui donna en peu de temps un si grand éclat, qu'il est déjà au nombre des plus riches collections. En 1817, M. Fischer fut nommé à la place de vice-président de l'académie impériale de médecine et de chirurgie à laquelle il rendit d'impor-

tauts services par les améliorations qu'il introduisit dans son administration intérieure et l'établissement d'une clinique. Les dernières richesses dont lui est redevable l'histoire naturelle, sont : *L'Entomographie de la Russie, et genre des insectes*, 2 vol. II a publié : 1<sup>o</sup> *Recherches sur la vessie des poissons*, Leipzig, 1795; 2<sup>o</sup> *Des différentes formes des os maxillaires*, Leipzig, 1800; il y traite cet objet sous de nouveaux points de vue; 3<sup>o</sup> *Additions à l'histoire naturelle des insectes*, fragments d'histoire naturelle, 1801; 4<sup>o</sup> *Observations sur la formation des dents chez les animaux qui tentent et chez les poissons*; 5<sup>o</sup> *Essai sur les monuments typographiques de Jean Gutenberg*, Mayence, 1804; 6<sup>o</sup> *Description des raretés typographiques, des manuscrits curieux, avec des recherches historiques sur la découverte de l'imprimerie, et une notice sur le premier monument typographique, en caractères mobiles avec date*, Mayence, 1804; 7<sup>o</sup> *Anatomie du Moki*, 1804; 8<sup>o</sup> *Description du muséum d'histoire naturelle*, Moscou, 1805; faute d'un graveur, il en fit lui-même les planches; 9<sup>o</sup> *Tabula synoptica zoognosie*, 1813; 10<sup>o</sup> *Onomasticon du système d'oryctognosie*, Moscou, 1811.

FITZ-GERALD (WILLIAM-THOMAS), écuyer, naquit en Angleterre, d'une famille irlandaise, et était, dit-on, l'héritier du comte de Desmond, convaincu de haute trahison. Il fut élevé au collège de Greenwich, et ses parents l'envoyèrent terminer ses études au collège de Navarre, à Paris. De retour en Angleterre, il parut quelque temps au barreau, mais ses amis lui procurèrent bientôt une place à la trésorerie de la marine, emploi qu'il occupa pendant plusieurs années; l'amour des lettres l'emportant sur les devoirs de sa place, il prit sa retraite, et se contenta d'une modique pension, quand il pouvait justement espérer de se voir à la tête de son département. Quoique M. Fitz-Gerald ne soit pas un poète du premier ordre, on ne peut s'empêcher de lui reconnaître un grand talent poétique versification. Ce qui a surtout contribué à sa réputation, ce sont les efforts qu'il a faits pour fonder et soutenir une société formée pour le soulagement des gens de lettres indigents, et connue à Londres sous le nom de *Literary fund*, réunion de littérateurs dont il manqua rarement de célébrer les diuers d'anniversaires par des poèmes qu'il lisait avec autant de talent qu'il les avait composés. On en compte jusqu'à vingt-sept. On leur reproche un ton louangeur sur certaines mesures du gouvernement, défaut très répréhensible au sein d'une société dont la politique est essentiellement bannie. Cette inconvenance a été sévèrement relevée par l'auteur des *Epitres mises au rebut*, qui a donné dans la première une imitation mordante, mais fidèle de la manière de M. Fitz-Gerald. Après l'avoir représenté produisant au pouvoir les hyperboles louangeuses, il finit ainsi : « Si le vilux Nick (le diable), se réveillait dans Downing-Street, premier ministre d'Angleterre, Fitz-Gerald ferait aussitôt son paucygrique. » Ce poète est mort à Huddersgre-Padington, le 9 juillet 1829, à l'âge de soixante dix ans. On a de lui : 1<sup>o</sup> *Prologues et épilogues*, 1795; 2<sup>o</sup> *Le hardi réformateur*, poème; 3<sup>o</sup> *Tribut d'une humble muse à l'infortuné captif, venue du roi assassin* (Louis XVI), 1793, in-4<sup>o</sup>; 4<sup>o</sup> *Linus, poème sur la mort de la reine de France*, 1794, in-4<sup>o</sup>; 5<sup>o</sup> *Le triomphe de Nelson*, ou le barde du Nil, poème, 1799, in-4<sup>o</sup>; 6<sup>o</sup> *Mélanges poétiques*, 1801, in-8<sup>o</sup>; 7<sup>o</sup> *Les pleurs de l'Irlande*, 1801, in-8<sup>o</sup>; 8<sup>o</sup> *La tombe de Nelson*, poème, 1803, in-4<sup>o</sup>.

FLANDRIN (PIERRE), vétérinaire et anatomiste distingué, né à Lyon en 1782, reçut une bonne éducation, et entra à 14 ans à l'école vétérinaire de cette ville où Chabert, son oncle maternel, professait avec succès. Guidé par un si bon maître et doué de beaucoup d'intelligence, le jeune Flandrin fit des progrès rapides, et ne tarda pas à être appelé à Allort par Bourgelat, pour y professer l'anatomie. C'est à Flandrin qu'on doit la meilleure partie de la belle série de préparations anatomiques qu'on voit dans le cabinet de l'école d'Allort. En 1785, il se rendit en Angleterre, pour y examiner l'état de l'agriculture, et celui des troupeaux de moutons. En 1786, il fut envoyé par le roi en Espagne, pour y étudier les races de mouton

marines, la manière de les nourrir, et tout ce qui avait rapport à ces animaux. Cette même année le roi lui accorda la surveillance de la direction générale des écoles vétérinaires. Depuis son voyage en Angleterre où il cessa de s'occuper d'agriculture, d'économie rurale, et surtout des moyens d'améliorer les races des animaux utiles. Il mourut à la suite d'une maladie de courte durée, au commencement de juin 1796, au moment où il venait d'être nommé associé de l'Institut. Flandrin a publié les ouvrages suivants : 1° *Précis de la connaissance extérieure du cheval*; 2° *Précis de l'anatomie du cheval*; 3° *Précis splanchnologique, ou traité abrégé des viscères du cheval*. Ces trois écrits parurent en 1787; ils renferment quelques remarques neuves et pleines de justesse. 4° *Mémoire sur la possibilité d'améliorer les chevaux en France*, Paris, 1 vol. in-8°, suivi d'un prospectus; 5° plusieurs mémoires dans le *Recueil de la société d'agriculture*, entre autres un *Traité sur l'éducation des bêtes à laine*, publié en 1791, in-8°, et réimprimé sous le titre : *De la pratique de l'éducation des moutons et des moyens de perfectionner les laines*, 1793, 1797 et 1803; 6° Flandrin a travaillé au *Dictionnaire anatomique de l'Encyclopédie méthodique* par Vicq d'Azyr; ses articles se distinguent par beaucoup d'exactitude dans les descriptions, et des idées ingénieuses. Il avait présenté à l'Académie des sciences un *Mémoire sur la rage* qui est resté manuscrit; il a aussi été un des rédacteurs de l'*Almanach vétérinaire* depuis 1783 jusqu'en 1793; 8° *Instructions et observations sur les maladies des animaux domestiques, avec l'analyse des ouvrages vétérinaires, anciens et modernes*, 5 vol. in-8°, il en a été fait trois éditions dont la dernière est de 1799; 9° *Lettres et dissertation dans le Journal de Médecine*, dans la *Feuille du Cultivateur*, dans le *Mercur*, dans le *Journal de Paris*, etc. En 1791, Flandrin avait été nommé correspondant de l'Académie des sciences. C'est une chose digne de remarquer qu'en France la vétérinaire était cultivée et honorée, à une époque où cette branche importante des connaissances était tout-à-fait négligée en Angleterre; elle n'a commencé à y être cultivée que depuis environ trente-huit ans.

FLANGINI (LORENZ), cardinal, naquit à Venise, en 1713. Il entra dès sa première jeunesse dans la carrière ecclésiastique, et se fit remarquer par son esprit, la noblesse de son caractère et l'étendue de ses connaissances. Un homme qui ne se démentit jamais, parut concourir avec son mérite à l'élever aux plus hautes dignités de l'état et de l'église. Le gouvernement de sa patrie, dont la constante politique était de s'attacher les grands talents pour se soutenir avec autant d'éclat que de prospérité, l'appela aux fonctions de juge dans le collège des quarante, et la rare habileté qu'il déploya dans la conduite des affaires, le rendit en peu de temps aussi estimable aux yeux de ses concitoyens que cher à tous ceux qui exerçaient quelque influence dans la république. Après avoir été successivement nommé censeur public, correcteur extraordinaire, conseiller d'état, il finit par être porté au rang de sénateur. Clément XIV désira beaucoup de l'avoir à son service; on le lui céda sous obstacle, parce qu'on pensa que son amour pour son pays natal et la droiture invincible de son cœur pourraient être très utiles auprès du poulx pour entretenir la bonne intelligence entre les deux états. Arrivé à Rome, on le destina immédiatement à faire partie du tribunal de la Rote, où il éléva tout le barreau par ses vastes connaissances, et se concilia la vénération du peuple par son intégrité dans l'administration de la justice. Bientôt après, on le revêtit des honneurs de la prélature. Au milieu de si sérieuses occupations, bien loin d'abandonner la culture des sciences et des lettres, il y consacrait avec autant de succès d'ardeur tous ses moments de loisir. Savant dans les langues, connaissant bien l'antiquité, il traduisit d'abord en italien l'*Apologie de Socrate*, par Platon, qui mérita d'être insérée dans le *Cours de littérature grecque* que le célèbre Cesarotti publiait à cette époque. Il donna ensuite la traduction en vers des *Argonautes*, d'Apollonius de Rhodes, qui fut accueillie avec applaudissements, et qui lui ouvrit l'Académie des Arcades. Ne pouvant se livrer à des travaux de longue

haleine, à cause de sa charge, il faisait cependant paraître de temps à autre quelques productions de sa plume. Ses annotations aux poésies de Bernard Capello, dont il fut éditeur; celles dont il enrichit la couronne poétique de Quirino Jelspiano à la louange de la république de Venise, et le discours inaugural qu'il publia lorsque Mario Foscari fut élu doge dans sa patrie, lui acquirent la réputation de critique ingénieux et de brillant orateur. La faveur dont il jouit sous le pontificat de Clément XIV lui fut continuée avec la même bienveillance sous son successeur, Pie VI, qui, pour lui donner un témoignage encore plus éclatant de son estime, lui conféra, en 1789, le chapeau de cardinal. Les troubles de la révolution éclatèrent. Le clergé fut en butte aux plus effrayants désastres. Fort de sa conscience et de ce qu'il devait à ses principes de morale et à la dignité de son caractère, Flangini ne perdit jamais son calme au milieu de tant d'orages; il se montra sans crainte et sans faiblesse dans l'infortune, sans esprit de persécution et de vengeance dans la prospérité. En 1801, la république de Venise ayant disparu, et la domination de cette partie de la péninsule étant tombée dans les mains de l'Autriche, il y fut nommé patriarche par un décret de l'empereur, qui le décora en même temps du titre de primat de Dalmatie, de comte de l'empire, de conseiller d'état et du grand cordon de l'ordre de Saint-Etienne de Hongrie. A son installation dans le patriarchat, il publia une lettre pastorale pleine de douceur et d'onction évangélique. Pendant le court exercice de ses hauts pouvoirs, il se fit chérir par toutes les classes de la société, et cessa de vivre en 1804, à l'âge de soixante-onze ans. Ses ouvrages sont : 1° *Notes sur la couronne poétique de Quirino Jelspiano, en l'honneur de la république de Venise*, publiées sous le nom archiduc d'Agamiro Pelopideo, Venise, 1750, in-8°; 2° *Poésies de Bernard Capello, avec des notes*, publiées sous le même nom, Bergame, 1 vol. in-8°; 3° *Discours pour l'exaltation du doge Mario Foscari*, Venise, 1765, in-8°; 4° *Apologie de Socrate*, traduite de Platon, insérée dans le *Cours de littérature grecque* de Cesarotti; 5° *Argonautes d'Apollonius de Rhodes*, traduits en vers italiens, Rome, 1781, 3 vol. in-8°; 6° *Lettre pastorale*, Venise, 1801, in-4°.

FLESSELLES (de), conseiller d'état et maître des requêtes honoraire, né en 1750. Nommé intendant de Lyon, pour les services qu'il avait rendus au duc d'Aiguillon, dans l'affaire de la Chalotais, il se fit chérir par ses qualités personnelles, sa bienfaisance et son zèle pour les intérêts de cette grande cité. Il y crea pour le commerce d'utiles établissements, et fonda un prix de 500 francs pour le perfectionnement de la teinture de la soie. Il fut appelé à Paris vers 1788, pour y remplir les fonctions de prévôt des marchands, charge qui correspond à peu près à celle de maire. C'était mal choisir dans des temps aussi difficiles. De Flesselles n'avait point la fermeté nécessaire pour remplir une telle place. Dès la soirée du dimanche 5 juillet 1789, deux autorités s'étaient établies à l'hôtel-de-ville : l'assemblée des échevins, présidée par de Flesselles et celle des électeurs qui avaient nommé les députés aux états-généraux. Ces assemblées formèrent un comité central, dont la présidence fut encore conférée au prévôt des marchands. Dans une séance de ce comité, Garrau-Coulon, électeur, interpella de Flesselles sur ses communications soit avec la cour, soit avec le baron de Besenval, qui commandait la force militaire dans Paris, et qui avait annoncé l'intention de défendre la Bastille, de Flesselles effrayé, balbutia et chercha à se justifier : « Sortez, lui dit un » membre du comité, vous êtes un traître; sortez, monsieur ! » A cette apostrophe faite en présence d'une populace furieuse, le malheureux Flesselles répondit : « Messieurs, je vois que je vous déplaïs, je me retire. » Il partit en effet de l'hôtel-de-ville, précédé et suivi d'une foule immense; mais il ne put arriver qu'au bas de l'escalier où un jeune homme lui cassa la tête d'un coup de pistolet. La foule se jeta sur son cadavre : on en sépara la tête, et on la porta au bout d'une pique au Palais-Royal : c'était le 14 juillet 1789, avant la prise de la Bastille.

**FLEURIAU.** Voyez **LANGLOIS**, page 153. C'est par erreur que l'on a écrit, page 1698, **FLEURIAU**.

**FLINS DES OLIVIERIS.** Voyez **CARLOS**.

**FLINT** (sir **CHARLES-WILLIAM**), est né en Ecosse, en 1777. Après avoir fait ses études au collège d'Edimbourg, il fut placé par lord Grenville dans les bureaux des affaires étrangères, et la fin de 1793, et chargé par le même ministre, au commencement de 1795, de suivre, en qualité de secrétaire confidentiel, M. Wickham, alors ministre anglais en Suisse, avec lequel M. Flint forma la plus étroite liaison. Il fut remplacé par M. Talbot, en 1797, pour être de nouveau employé confidentiellement dans le bureau des affaires étrangères. Le nouvel *alien bill* ayant passé en parlement, en 1798, lord Grenville choisit M. Flint pour le mettre à exécution, et le fit nommer surintendant de l'*alien bill* par le duc de Portland, alors secrétaire d'état de l'intérieur. C'est dans cette place, et dans les circonstances les plus difficiles de la révolution française, qu'il rendit les services les plus importants à son pays, ainsi qu'aux émigrés de toutes les classes. A son retour de Cayenne, le général Pichegru, qui avait été à même d'apprécier ses talents et son caractère, fit de lui son confident et son ami. En 1800, le duc de Portland lui ayant accordé un congé, M. Flint fut envoyé par lord Grenville avec le rang de secrétaire de légation auprès de M. Wickham, alors envoyé extraordinaire près les armées alliées en Allemagne. Après avoir été témoin de la campagne de cette année en Bavière et en Autriche, il vint en Angleterre en 1801, et reprit ses fonctions dans le département de l'intérieur où il resta jusqu'au mois de mai 1802. A cette époque, il accompagna M. Wickham en Irlande, où il venait d'être nommé secrétaire en chef du gouvernement. M. Flint est resté depuis ce temps-là employé dans l'administration de ce royaume. Il fut fait chevalier en 1812, à l'occasion de l'installation des chevaliers de l'ordre du bain. En août 1815, le chevalier Flint fit un voyage à Paris où il fut accueilli de la manière la plus distinguée par les princes de la famille royale; il l'avait connue à Hartwell, et avait rendu de grands services à leur cause. Le gouvernement anglais l'a créé baronnet, sur la recommandation de Louis XVIII.

**FLOREZ ESTRADA** (D. ALVARO), ministre et député aux cortes, naquit dans les Asturies, et était, en 1808, intendant de Séville. Réfugié à Cadix avec le gouvernement, il y devint un des plus courageux orateurs du club d'Apollon dont il fut ensuite le président. Dénoncé aux tribunaux, à la rentrée de Ferdinand VII, on le dépouilla de ses biens, et il fut condamné à la peine de mort; mais il parvint à s'échapper et se réfugia en Angleterre. C'est là qu'il écrivit plusieurs opuscules intéressants, et notamment ses fameuses *Représentations à Ferdinand*, qui parurent en 1818, et dans lesquelles il peignait au monarque, d'une manière si touchante, les maux de la patrie et l'anxiété des citoyens, invoquant sa générosité pour la réintégration du peuple espagnol dans ses anciennes libertés. La révolution de 1830 ayant exaucé ce vœu, il revint dans la péninsule, et fut nommé par sa province député aux cortes. Modéré par principe, il le fut dans les discours qu'il prononça à la tribune; mais il n'y défendit pas la liberté individuelle et la liberté de la presse avec l'énergie qu'il avait déployée dans ses ouvrages. Le 1<sup>er</sup> mars 1835, les cortes s'ouvrirent ayant été convoqués, le roi refusa d'y assister, et les ministres furent réduits à lire ses discours, dans lequel on faisait dire à ce monarque qu'il était satisfait de l'administration publique; mais, le même jour, ce prince, comme pour manifester hautement son dessein de discours prononcé en son nom, se composa un nouveau ministère, qu'il crut devoir lui être plus favorable que l'ancien, dont il avait à se plaindre, au sujet de sa translation de Madrid à Séville, voyage qu'on pressait avec beaucoup d'impunité, et M. Florez Estrada recut le portefeuille des affaires étrangères. Il ne le conserva pas long-temps. La situation des affaires n'était pas assez florissante pour en faire envier la direction. Trois des nouveaux ministres ayant refusé les portefeuilles qui leur étaient confiés, leurs collègues, MM. Florez Estrada

et Rosa, ne tardèrent pas à renvoyer les leurs, et le roi fut forcé de conserver les anciens ministres, du moins pour un temps. Forcé de s'expatrier une seconde fois, lors du rétablissement du pouvoir absolu en Espagne, M. Florez Estrada s'est retiré en Angleterre. Il a encore publié : *Réflexions sur la détresse commerciale qu'éprouve aujourd'hui la Grande-Bretagne, et qui se fait plus ou moins ressentir dans les autres états de l'Europe*, publiées à Londres, traduites par P. C. Paris, 1826, in-8°. Cette brochure composée en espagnol, a aussi été traduite en anglais.

**FLORIAN** (JEAN-PIERRE-CHRISTIAN DE), né, le 6 mai 1755, au pied des Cévennes orientales, à côté de Beau Rivage, contrée riante qu'il a pris soin de célébrer dans une de ses pastorales. Il appartenait à une famille connue dans les armes, et on le destina à suivre la même profession. Sa mère, à laquelle il fut tendrement attaché, était d'origine castillane; il eut ainsi occasion de s'occuper de l'espagnol, et avec prédilection de la langue espagnole. Il ne quitta la demeure natale, le château de Florian, qu'après la mort d'un aïeul qui laissait des dettes. Alors il fut mis en pension à Saint-Hippolyte, petite ville voisine, appartenant aussi au département du Gard. Le marquis, son oncle, ayant pour femme une nièce de Voltaire, le jeune Florian fut conduit à Ferney, et la franchise de son humeur convint à l'illustre vieillard de qui il recut le nom amical de *Florianet*. A douze ans, il écrivit, en latin une lettre à cet aîné pour le château qui se nommait comme on sait, le P. Adam. Il l'en avait que quinze lorsqu'il fut reçu au nombre des pages du duc de Penthièvre; il fit bientôt aimer, au château d'Anet, son humeur ingénieuse, et sa sensibilité. Le prince même qui, malgré les soins heureux qu'entraîne la bienfaisance, n'était pas à l'abri de l'ennui, aimait à entendre ce jeune homme gaiement raisonnable, et moral dans sa vivacité; il eut constamment des bonheurs pour lui. Il ne s'opposa pas à ce que Florian entrât dans le corps royal d'artillerie; mais à peine avait-il fait quelques études à l'école de Bapaume, qu'il recut de son protecteur une lieutenance, et, peu de temps après, une compagnie dans le régiment des dragons de Penthièvre. Tandis que Florian était en garnison à Mauberge, il venait à Paris consacrer aux lettres et à la poésie une partie de ses sémestres, et il ne tarda pas à obtenir une réforme qui le dispensait de rejoindre, bien que son service comptât toujours. Les encouragements qu'il avait reçus à Ferney l'avaient attachés sans retour à la littérature. Ses premiers essais furent des pièces de vers, dont on loua l'accent et la facilité. Il eut aussi des succès, et comme auteur, et comme acteur, au petit théâtre formé par une société choisie chez le comte d'Argental, l'ami de Voltaire. Florian savait donner une expression nouvelle au rôle d'Arlequin; mais ensuite il est parvenu à le rajeunir plus encore dans des pièces de sa composition, où ce personnage tout en conservant presque le caractère indélébile qui lui donnait les Italiens, se montrait à sa manière naïf et même sensible. Florian obtenait quelquefois d'avoir pour spectateur le duc de Penthièvre, qui souvent il voyait sourire malgré sa pitié. Il était généralement applaudi dans ces pièces qui plus tard au théâtre italien, ont été pour le vieux Carlo l'occasion de succès nouveaux. Ces comédies, d'un mérite très secondaire, mais remarquables enfin dans un genre tout particulier, purement écrites d'ailleurs et spirituelles, gracieuses ou touchantes, avaient fait à leur auteur quelque réputation. Il eut un roman, assurément dans la littérature lorsqu'il fut publié, en 1783, *Galatée*, roman pastoral que n'avait pas acheté les vantes, et que l'imprimeur a eu l'art d'embellir. L'original se composait de six livres; Florian les a fondus dans trois, et complété l'ouvrage par un quatrième tout d'invention, et dont on a trouvé l'intérêt parfaitement soutenu. On jugea aussi que les romances de *Galatée* avaient un grand avantage, celui d'être versifiés d'une manière convenable pour être mises en musique. Les éloges unanimement donnés à ce roman plein de goût et de délicatesse, suggérèrent à l'auteur une idée périlleuse. Numa parut trois ans après la publication de *Galatée*. Sans avoir la prétention de s'y

lever jusqu'à *Télémaque*. Florian provoquait lui-même la comparaison par la gravure, ingénieuse toutefois et modeste, placée à la tête de son livre. Mais Fenelon avait été plus fort, sa marche plus imposante, et ses tableaux moins uniformes : son style abondant, ou peut-être verbeux, paraissait plus antique, et son sujet plus heureux, par les raisons que Rivarol a très bien exposées dans le *Spartiate du Nord*. Le choix même des lieux n'était pas également favorable. Sans doute quelque prestige s'attache aussi aux traditions et aux souvenirs de l'Italie : mais il tient à la gloire des Scipions ou au luxe des Césars, et ne remonte pas à des temps fort anciens. La Grèce au contraire n'a point d'époque plus héroïque, aux yeux de la plupart des écrivains que celle des Héraclides, d'Agamemnon et de la ruine de Troie. Numa, tel que les historiens l'ont supposé, peut avoir été plus respectable qu'Ulysse : mais, dans *Télémaque*, Ulysse rappelait Homère, et, ce qui fut plus décisif encore pour le succès, on retrouvait, sous d'autres noms, dans les récits du disciple de Minerve, la satire de Louis XIV. de son temps, de ses faiblesses. Tout l'art de Virgile n'a pu faire du pieux Enée un personnage vraiment épique : le talent de Florian n'a fait du bon Numa qu'un prince estimable, élevé par les circonstances, et moins grand qu'elles. D'autres critiques ont observé que dans *Numa* la couleur était trop moderne, et que l'histoire y était trop scabieuse peut-être, sans que la fable fût entraînante. Dans *Télémaque*, les inspirations même de Vénus conviennent à l'époque. Numa au contraire est trop tendrement occupé des tendres serments d'amour. Il faut ajouter toutefois que l'extrême inégalité du succès dépend aussi de ce que Fenelon écrivait dans un temps beaucoup plus opportun. Ces occurrences sont décisives, et, par exemple, c'est peut-être à elles seules qu'on doit attribuer l'accueil différent fait à *Estelle* et à *Galatée*, deux morceaux comparables sous tant de rapports. Sans doute, Florian n'avait pas moins espéré d'*Estelle* que de son aînée : mais sa Languedocienne ne vit le jour que deux ans après *Numa*, en 1758 : d'autres mouvements, qui n'avaient rien de pastoral, agitaient déjà la scène, et détournaient l'attention publique. *Estelle* ayant exigé moins de vigueur que *Numa*, se signa moins de la perfection du genre. Le sujet appartenait également à Florian : seulement on y trouve quelques réminiscences des auteurs espagnols. Ses bergers sont Français, mais de l'une des deux provinces les plus aimées des poètes. On montre encore, sur le territoire de Massane, presque sur les bords du Gardon d'Anduze, à côté de Beau Rivage, la maison où *Estelle* doit avoir demeuré. Tout auprès de la fontaine des Miers. Cervantes avait fait douze *Nouvelles* ; Florian, qui n'en estimait que quatre, voulut aussi s'exercer dans ce genre très analogue à ses moyens. Faiblement approuvés des critiques, les *Nouvelles* et les *Nouvelles nouvelles* de Florian ne purent nuire du moins à sa réputation. On leur reproche un peu de monotonie, du reste on convient que la disposition en est heureuse, que les détails en sont aimables, ou remplis d'une douce philosophie, et les caractères naturels, qu'enfin le style en est irréprochable, comme dans les autres productions de cet écrivain étranger aux écarts du mauvais goût, à l'usage qu'aux hardiesses du génie. Ses succès bien soutenus au théâtre Italien, et celui de ses livres, lui permettaient d'acquiescer les dettes de famille qui lui avaient été léguées. Il prenait même de temps à autre une part personnelle aux actes de bienfaisance dans lesquelles le duc de Penthièvre l'avait choisi, depuis long-temps, pour créancier et pour dispensateur. Il remplissait parfaitement cet emploi : c'était un des premiers mérites de cet ancien page, devenu l'ami de son protecteur, de suivre les généreuses intentions du donateur avec une équité délicatesse et une vraie sensibilité. Après avoir été deux fois couronné à l'académie française, pour le *Serf du Mont-Jura*, et pour l'*Eloge de Ruth*, il devint membre de cette société, en 1758. Il avait été reçu précédemment de plusieurs autres académies de France, ainsi que de celle de Florence et de Madrid. *Gustave de Cordoue*, publié, en 1791, ouvrage chevaleresque à peu près oublié aujourd'hui, eut pour in-

troducteur un *Précis historique sur les Maures*, véritable résumé qui restera à côté des meilleurs qu'on ait faits trente ans plus tard. On regarde généralement les *Fables de Florian* comme un de ses meilleurs ouvrages, et peut-être est-ce pas sans raison. Elles le feraient seules entièrement connaître. Il y montre autant d'esprit qu'aucun autre fabuliste ; mais sans prétention, sans affectation, avec facilité, sans longueurs, et non sans naïveté. A quelque distance de la Fontaine qu'il faille le placer à d'autres égards, distance exagérée peut-être par plus d'un critique, il ne le cède à personne pour la sage et piquante moralité de ses apologues, et si les meilleurs d'entre eux ne sont pas encore des fables parfaites, du moins ce sont des morceaux qu'on ne saurait oublier. Quiconque s'attache aux vérités utiles et bien exprimées, a relu souvent : *L'hermine*, *Le castor* et *Le sanglier*, *Les singes et le lionard*, *La taupe et les lapins*, *La philosophie et le chat huant*, *La bourse et le corbeau*, *La mian et le jigeon* ; enfin le petit tableau achevé, intitulé : *Le voyage*. Estimé comme écrivain, généralement aimé soit à Paris, soit chez le prince auquel il s'était attaché sans retour, Florian jouissait de cette paisible activité des jours prospères que tant d'autres écrivains n'ont jamais obtenue ; il n'était pas préparé par les peines, et lorsqu'enfin il les rencontra, il en fut promptement accablé. La mort du duc de Penthièvre l'affligea profondément, et devint pour lui le signal du malheur. Les premières années de la révolution, où il avait adopté avec quelque chaleur les vrais principes, étaient déjà écoulées lorsqu'il se rendit à Secaux, où il retrouva l'ancienne affection des habitants : ils le nommèrent commandant de la garde nationale du lieu. Un homme de son caractère ne pouvait trahir aucun genre de confiance : mais aussi, quand tout fut en proie aux factions, il ne descend pas à la souplesse, et on se rappelle bientôt qu'il appartenait à une caste alors prosaïque. Incarcéré à Paris, dans la maison d'arrêt que l'on nommait alors Port-Libre, parce que c'était l'ancien monastère du Port-Royal, il y composa en grande partie *Gustave de Cordoue*, sujet dont la rustique et fière apostrophe convenait peu à la muse qui avait couronné *Estelle*. Soit que le travail ne suffît pas pour détourner son attention des maux de sa patrie, soit qu'au moment de son arrestation il se fut trop abandonné, comme on l'assure, à la tristesse, ce fut en vain qu'il recouvra la liberté, aussitôt après la journée du 9 thermidor. Frappé de langueur, il mourut à Secaux, le 13 septembre 1794, au milieu de sa quarantième année. Il venait de composer *Eliezer* et *Nephthi*, petit poème auquel il attachait beaucoup d'importance, sans doute comme une expression de ses sentiments, et qui n'a été imprimé que neuf ans après sa mort. Ducis, l'un de ses amis, a écrit dans une épître adressée à ses mânes, qu'*Eliezer* était son plus charmant ouvrage, son chef-d'œuvre ; mais le public n'a pas confirmé ce jugement. On a trouvé dans le poème trop de tristesse. Quant à la préface, elle contient sur les coutumes des Israélites d'intéressants détails. La traduction de *Don Quichotte*, que Florian avait entreprise dès sa jeunesse, n'a pas été publiée non plus de son vivant. Son goût si constant pour Cervantes l'a malheureusement entraîné à prendre des soins si attendus pour ce travail, qu'il en résulte plus d'agrément quelconques, et plus de noblesse, mais aux dépens de l'originalité, ou même de la fidélité. Fideau de Saint-Martin avait moins altéré la manière de l'auteur espagnol. Il était aussi difficile à Florian de changer de ton selon les circonstances, et de substituer, avec vérité, à la simplicité pastorale de *Nemorin*, les naïvetés grotesques de Sancho, que de lutter glorieusement contre le chantre d'Iliou, comme il l'imitait *Yriarte*. Aussi éclairé, assez froid, et donc d'assez de talent pour conserver long-temps une réputation promptement acquise, Florian ne fut néanmoins que le plus estimable peut-être, et le moins parfait de tous les écrivains distingués quoique médiocres. On peut lui devoir une suite d'émotions douces : mais si ensuite on le perd de vue, on ne sera pas ramené à lui par des impressions ineffaçables. La plupart de ses ouvrages ont été souvent réimprimés ; il suffit d'indiquer ici les éditions généra-



les : celles de Didot, 1784 et années suivantes, 11 vol. in-8°, ou 24 vol. in-16°, et celle de 1812 en 16 vol. in-16°, qui n'est pas moins estimée, et qui est seule complète. On doit à Florian divers morceaux qui ne sont pas mentionnés ici. Quelques uns de ses ouvrages ont été traduits dans plusieurs langues : *Généralie* même a été imprimée en danois, 3 vol. in-8°, Copenhague, 1800-1801. Le gentilhomme du duc de Penthièvre et son protégé, n'ayant eu ni le temps ni le génie des romans, qui font secte, a compté plus d'amis, ou de tranquilles admirateurs que d'enthousiastes; néanmoins son clergé a été écrit trois fois, entre autres par M. Lacretelle.

**FLORENT** 'Madame', connue sous le nom de *ministres* BILLINGTON, née avec les dispositions les plus heureuses pour la musique, profita si bien des leçons de son père et de quelques maîtres célèbres, qu'elle devint dès l'enfance une virtuose distinguée. Son père, se hâtant de tirer parti de son talent, la conduisit en Angleterre où elle donna, à l'âge de sept ans, un concert sur le théâtre de Haymarket. Le succès qu'elle y obtint l'encouragea à faire de nouveaux efforts. Elle reçut les leçons de Shrouter, le meilleur pianiste de son temps, et quatre ans après, elle reparut sur le théâtre où elle ne fit entendre que de la musique de sa composition. Pour cette fois, les applaudissements dont elle fut couverte n'étaient pas seulement accordés à son talent singulièrement perfectionné, mais aux agréments de sa personne. Des habitudes de théâtre l'avaient liée avec James Billington, attaché, comme musicien, au théâtre de Drury-Lane. Cet habile artiste avait entrepris et était venu à bout d'en faire la première cantatrice de Londres, et avait fini par l'épouser, en 1782. Quelque temps après, elle accompagna son mari à Dublin où sa beauté et ses talents lui méritèrent des applaudissements unanimes; mais sa réputation y souffrit quelque atteinte par les liaisons qu'on la soupçonna d'avoir avec la plupart des hommes riches de Dublin, et notamment avec le directeur du théâtre irlandais, homme entièrement décrié pour ses mœurs. Soutenue par une foule d'adorateurs, elle voulut paraître comme actrice sur le théâtre de cette ville; mais le public ne la vit pas du même œil que ses amis, et elle échoua toutes les fois qu'elle voulut paraître ailleurs que dans un concert. Persuadée que la débauche qu'elle éprouvait tenait à sa réputation de femme galante, elle résolut de retourner à Londres, et fut engagée, en 1786, pour le théâtre de Covent-Garden, où elle débuta par le rôle de *Rowetta*, dans la pièce de *Loes in a village* (l'Amour au village). Elle y fut jugée comme à Dublin; on convint généralement que son séjour en cette ville ne lui avait été nullement utile comme actrice, et qu'elle ne justifiait point la réputation qu'on avait voulu lui faire à cet égard. Elle sentit enfin qu'il pouvait manquer quelque chose à son talent, et crut qu'elle ne trouverait qu'à Paris les secours dont elle avait besoin. Sacchini brillait alors de tout son éclat dans cette capitale. Elle recommença sous ce chanteur habile son éducation théâtrale, et parvint en peu de temps à perfectionner son chant et son jeu. Elle retourna alors à Londres, fut engagée le nouveau au théâtre de Covent-Garden, et ne tarda pas à y devenir l'idole du public. Elle se rendit, en 1794, en Italie, afin d'acquiescer des connaissances plus étendues en musique; elle y fit des progrès étonnants, et ne s'y fit pas moins remarquer par la dépravation de ses mœurs. Son mari, que ses excès affligeaient profondément, en fut bientôt la victime. Quelques biographes ont prétendu qu'il mourut des suites des mauvais traitements qu'elle lui fit éprouver, d'autres disent par le poison. Dès l'année suivante, elle épousa un Lyonnais, M. Florent, et acheta un domaine dans le pays Vénitien, où elle sembla vouloir passer le reste de ses jours; cependant, ayant perdu une partie de sa fortune que lui avait ravie un de ses amis, elle se décida à retourner à Londres, et reparut sur le théâtre de cette ville, en 1801. Son talent était alors dans toute sa force; tel était l'empressement du public pour la voir, que les trois principaux théâtres de Londres se la disputèrent. Elle se décida à jouer alternativement aux théâtres de Covent-Garden et de Drury-Lane.

Elle parut d'abord à Covent-Garden, dans *Artaxerxes*, où elle joua le rôle de *Méandane*. Elle enchanta les spectateurs; son jeu était aussi parfait que son chant; jamais l'Angleterre n'avait possédé une cantatrice aussi accomplie. Cependant, quelques années après, elle quitta volontairement son patrie pour aller retrouver son mari en Italie. M<sup>me</sup> Florent avait possédé une grande fortune. On prétend que lors du pillage de la banque de Venise par les Français, elle avait perdu 10,000 livres sterling (environ 260,000 fr.); elle est morte à Saint-Artien, près de Venise, le 26 août 1819.

**FLORENS** MARIE-JEAN-PIERRE, membre de l'Institut, né en 1794, dans un petit village près de Besiers, département de l'Hérault. Il se destina de bonne heure à la médecine, et fit ses premières études dans la faculté de Montpellier, où il fut reçu docteur en 1815. Deux ans après, M. Florens se rendit à Paris pour y compléter ses études dans les sciences médicales; il s'adonna de préférence aux recherches de physiologie et d'anatomie comparée. Ses progrès furent rapides, et dès 1819, il publia une *Analyse de la philosophie anatomique*, essai dans lequel il cherchait à résumer les principes de la théorie anatomique que M. Geoffroy Saint-Hilaire établissait alors sous les noms de *Théorie des analogues*, ou de *l'unité de composition*, théorie devenue depuis si célèbre, et qui occupe si vivement les esprits de nos jours. La même année, il prit une part active à la rédaction de la partie scientifique de la *Revue encyclopédique*, recueil où il a inséré de nombreux articles, parmi lesquels nous citerons, comme les plus importants, les *Analyses de la doctrine du docteur Gall*, septembre 1819 et mars 1820; de la *théorie chimique de M. Berzelius*, octobre et novembre 1819; des *mémoires de M. Latreille sur l'histoire naturelle*, janvier 1820; des *éloges historiques de M. Cuvier*, juin 1820. Il a continué depuis d'insérer, à diverses reprises, plusieurs autres articles dans ce recueil; nous citerons parmi les plus récents : L'*Analyse du cours d'histoire naturelle des mammifères*, par M. Geoffroy-Saint-Hilaire, mars 1829; le *Rapport fait à l'Académie des sciences sur les éléments de pathologie vétérinaire*, par M. Fâtel, août 1820; L'*Analyse de l'histoire naturelle des poissons*, par M. Cuvier, octobre 1829 et février 1830. Il a inséré une *Notice sur la Venus hottentote* dans le *Journal complémentaire du dictionnaire des sciences médicales*. En 1821, il donna à l'*Athènes royal de Paris* une suite de leçons sur la *théorie physiologique des sensations*, où il chercha à prouver que cette théorie bien entendue est le lien réel de la physiologie et de la philosophie. « Entre les physiologues et les philosophes proprement dits, » dit-il dans le *Prospectus* de ses leçons, « s'élève une science nouvelle tour à tour parcourue ou indiquée par Locke, Condillac, Cabanis, Bichat, MM. Gall, de Tracy, etc.; et cette science est l'objet de ce cours. Il commence et finit les physiologues proprement dits, et finit ou commencent les philosophes ordinaires. » Dans une époque où le mysticisme des philosophes allemands introduit en France cherche à nous faire reculer jusqu'aux abstractions du platonisme ou du brahminisme, il faut avoir gré à M. Florens du courage dont il a fait preuve en se montrant le défenseur éclairé de la doctrine qui prend l'organisation pour base de tout système tendant à expliquer le moral de l'homme. Nous arrivons maintenant aux travaux principaux de ce physiologiste célèbre, c'est à dire à cette série de mémoires qu'il a successivement lus à l'Académie des sciences, et dont il importe de faire connaître ici les résultats parce qu'ils ont influé sur les progrès de la science. En 1823, M. Florens a lu à l'Académie des sciences, dans ses séances des 4, 11, 18 et 25 mars, et 27 avril, des *Recherches expérimentales sur les propriétés et les fonctions du système nerveux dans les animaux vertébrés*, qui ont été couronnées par l'Académie en 1823. L'auteur, frappé de l'imperfection des expériences de Haller, et de celles de la plupart des physiologistes qui avaient cherché à déterminer quelles fonctions étaient exercées par les diverses parties de l'encéphale, a adopté une méthode expérimentale rigoureuse qui, en isolant les diverses parties du cerveau, permet d'assigner à chacune d'elles les fonc-

bons qui lui appartiennent en propre. Ce travail renferme deux parties: des expériences de la première, l'auteur conclut: 1° Que les hémisphères cérébraux ne sont point susceptibles d'exciter immédiatement des contractions musculaires: quelques observateurs avaient cru exciter des convulsions par les piqûres du corps calleux: l'auteur montre que c'est parce que ces piqûres s'étendaient jusqu'aux tubercules quadrijumeaux: 2° que le cervelet n'excite point non plus immédiatement de contractions musculaires: Haller et Zinn, qui affirment le contraire, se sont trompés dans leurs expériences, parce qu'ils ont agi sur la moelle allongée qui se trouve placée au-dessous du cervelet: 3° que les tubercules quadrijumeaux excitent des convulsions: que leur irritation, comme celle des nerfs optiques, provoque les contractions de l'iris, et que c'est avec ces tubercules que commence ce que finit, dans le système nerveux, la propriété d'exciter des contractions musculaires: 4° que la moelle allongée, la moelle épinière et les nerfs, excitent des contractions, comme les tubercules quadrijumeaux. Des expériences de la seconde partie, l'auteur conclut: 1° Que dans les lobes cérébraux se trouve exclusivement le siège des sensations, des instincts et des fonctions intellectuelles: 2° que dans le cervelet réside la faculté qui règle ou équilibre les mouvements de locomotion: 3° que la perte d'un seul lobe cérébral n'entraîne que la perte de la vision de l'œil opposé: 4° que la perte d'un seul tubercule quadrijumeau ne fait perdre également la vue que de l'œil opposé: 5° que la perte des deux lobes cérébraux rend l'animal aveugle; mais que ni l'iris, ni la rétine, ni le nerf optique ne sont nullement altérés par cette perte; et que, au contraire, la perte des tubercules quadrijumeaux, quand elle est complète, paralyse sur-le-champ l'iris, la rétine et le nerf optique: 6° enfin que chaque partie essentiellement distincte des centres nerveux a donc un rôle déterminé, des fonctions propres, des propriétés distinctes et spécifiques. Le 15 septembre 1823, M. Flourens a lu un nouveau Mémoire sur les fonctions spéciales des diverses parties qui composent la masse cérébrale, et le 23 octobre suivant, il a lu un second sur l'action du système nerveux dans les mouvements de la respiration et de la circulation; enfin le 10 novembre de la même année, il a encore lu des Recherches sur les propriétés et les fonctions du grand sympathique. Ces trois mémoires ont été couronnés par l'Académie en 1824. Des diverses expériences du premier mémoire, faites sur des poules et des canards, l'auteur tire les résultats suivants: 1° Qu'on peut retrancher une portion des lobes cérébraux sans qu'ils perdent complètement leurs fonctions: 2° que pourvu que la mutilation ne dépasse pas certaines limites, ils peuvent recouvrer en entier leurs fonctions après les avoir complètement perdues: 3° que le cervelet et les tubercules quadrijumeaux partagent, avec les hémisphères cérébraux, le double privilège et de récupérer leurs fonctions après les avoir perdues, et de les récupérer intégralement quoiqu'ils ne soient plus intégrés eux-mêmes: 4° que (du moins chez les oiseaux et les mammifères rongeurs, animaux sur lesquels ces expériences ont été faites) la moelle épinière et la moelle allongée n'ont partout qu'un effet direct de contraction ou de paralysie: que les lobes cérébraux, les tubercules quadrijumeaux et le cervelet ont seuls un effet croisé de paralysie, et que le cas particulier de la paralysie d'un côté et de la paralysie de l'autre, cas devenu si célèbre par l'axiome d'Hippocrate, tient à la lésion conjointe ou simultanée d'une partie à effet croisé, et d'une partie à effet direct, du cervelet et de la moelle allongée, par exemple. Des expériences rapportées dans le second mémoire, il suit: 1° Que les mouvements de la respiration et de la circulation exigent pas l'intégrité de l'encéphale: 2° par rapport à la respiration, on peut enlever les lobes cérébraux, les tubercules quadrijumeaux et le cervelet sans qu'elle cesse: mais la destruction de la moelle allongée l'abolit sur-le-champ: 3° quant à la circulation, elle peut survivre, chez les animaux adultes, à la destruction complète du système nerveux central, pourvu que l'on supplée à la respiration par l'insufflation; et chez

les animaux voisins de leur naissance, elle survit à cette destruction, même sans le secours de l'insufflation; d'où il suit que la circulation ne dépend du système nerveux central que d'une manière médiate, et qu'elle en dépend d'autant moins que l'animal est plus jeune. Dans le dernier de ces trois mémoires, l'auteur prouve que les ganglions du nerf grand sympathique, et surtout les ganglions semi-lunaires, ne sont point impossibles, et peuvent, lorsqu'ils sont piécés, exciter de vives douleurs. Dans un mémoire, publié en 1823, M. Flourens a fait l'application de ses expériences sur l'encéphale à la pathologie de cet organe. Dans la même année, il publia des Recherches sur les effets de la co-existence de la réplétion de l'estomac avec les blessures de l'encéphale. Il attribue à la distraction des forces les funestes effets des lésions du cerveau pendant l'état de réplétion de l'estomac, et ajoute que, chez les oiseaux, il suffit de leur vider le jabot pour prévenir la mort en pareil cas. Le 24 novembre 1823, M. Flourens a lu un nouveau mémoire contenant des Recherches physiques touchant l'action déterminée ou spécifique de certaines substances sur certaines parties du cerveau. Il y établit les faits suivants: 1° A une dose déterminée, l'opium agit exclusivement sur les lobes cérébraux: la belladone sur les tubercules quadrijumeaux, l'alcool sur le cervelet. 2° Les résultats physiques de chacune de ces substances sur chacune de ces parties sont absolument les mêmes que ceux de la lésion mécanique ou de l'ablation de ces parties. Sous l'effet de ces différentes substances, on voit se former sur le crâne, même durant la vie de l'animal, des taches d'un rouge foncé, répondant principalement, pour l'opium, aux lobes cérébraux: pour l'alcool, au cervelet, pour la belladone, aux tubercules quadrijumeaux. Ces taches résultent d'épanchements sanguins opérés dans l'épaisseur même des os du crâne remplissant les cellules de leur dipté. Le 27 décembre 1824, l'auteur lut à l'Académie des Expériences sur l'encéphale des poissons, et des Recherches sur les conditions fondamentales de l'audition et sur les diverses causes de la surdité. Ces deux mémoires ont obtenu, en 1825, une mention honorable. Le 27 décembre 1824, M. Flourens a lu à l'Académie des Recherches sur la cicatrisation des plaies du cerveau, et sur la régénération de la peau et des os. Il prouve que ces parties se reproduisent, mais la structure des parties régénérées diffère sous plusieurs rapports des anciennes. En février 1828, M. Flourens publia, dans les Annales des sciences naturelles, des Expériences sur la réunion des nerfs, qui confirment l'opinion de Fontana, de Monro, de Cruickshank, de Haighton, etc. En 1828, M. Flourens lit paraître, dans les Annales des sciences naturelles, cahier de janvier, de Nouvelles expériences sur le système nerveux. Voici les faits importants que l'ingénieux auteur a établis: 1° On peut détruire impunément, pour la respiration, plus de moelle épinière chez les mammifères que chez les oiseaux: plus encore chez certains reptiles, et l'on peut la détruire tout entière chez les poissons. 2° C'est tantôt d'un point et tantôt d'un autre point de la moelle épinière que part l'action immédiate de cette moelle sur la respiration dans les diverses classes: de la moelle costale seule, chez les oiseaux: de la costale et de la cervicale, chez les mammifères; de la cervicale seule, chez les batraciens; de la moelle allongée elle-même enfin, et plus du tout de la moelle épinière, chez les poissons. 3° C'est tantôt par certains nerfs et tantôt par d'autres nerfs que se transmet cette action immédiate des centres nerveux sur le mouvement respiratoire du tronc dans les diverses classes; par les nerfs costaux ou thoraciques seuls, chez les oiseaux; par les costaux et le diaphragmatique, chez les mammifères; par les nerfs de l'appareil hyoïdien, chez certains reptiles, et par les nerfs de la huitième paire même, chez les poissons. 4° La moelle allongée est, dans toutes les classes, l'organe essentiel et primordial du mécanisme respiratoire, et elle est l'organe exclusif de ce mécanisme dans les poissons. Dans la seconde partie de ce mémoire, l'auteur tire les conclusions suivantes de ses expériences: 1° Qu'il y a dans les centres nerveux un point, point si long-temps cherché par les physiologistes, auquel

tient la vie de toutes les parties de son système : 2° que ce point commence à l'origine même de la huitième paire, et s'étend seulement quelques lignes (trois lignes à peu près chez les lapins, au-dessous de cette origine : 3° Qu'en coupant l'encéphale au-dessus de ce point, tout l'encéphale meurt, et la moelle épinière vit, et qu'en coupant, au contraire, la moelle épinière au-dessous de ce point, c'est cette moelle qui meurt, et l'encéphale qui vit. Ainsi il suffit qu'une partie, quelle qu'elle soit, moelle épinière ou encéphale, soit réunie à ce point pour vivre; il suffit qu'elle en soit détachée pour mourir; ce point constitue donc le *nodus vitalis* ou le *lien central* de toutes les parties nerveuses. Le 11 août 1828, M. Flourens a lu à l'Académie des Expériences sur les canaux semi-circulaires de l'oreille, chez les oiseaux, et, dans la séance du 13 octobre suivant, il communiqua à l'Académie le résultat de pareilles expériences sur des mammifères. Il a prouvé que, dans ces deux classes d'animaux, la section des canaux horizontaux est suivie d'un mouvement horizontal, et la section des canaux verticaux, d'un mouvement vertical de la tête. De plus, la section du canal horizontal est suivie d'un tournement de l'animal sur lui-même : celle du canal vertical inférieur, d'un mouvement de culbute en arrière, et celle du canal vertical supérieur, d'un mouvement de culbute en avant. M. Flourens a aussi publié, dans les *Mémoires du Muséum pour 1829*, des *Observations pour servir à l'histoire naturelle de la taupe*. Le 18 novembre 1828, il a lu à l'Académie des *Observations sur les maladies des osseaux*, où il établit la nature des apoplexies profondes et superficielles auxquelles ces animaux sont sujets. M. Flourens a lu le détail de nouvelles Expériences sur quelques effets de l'action du froid sur les animaux, dans la séance publique de l'Académie des sciences, le 15 juin 1829. Elles ont été insérées dans la *Revue encyclopédique*, cahier de septembre 1829. L'auteur prouve que ce n'est ni dans l'encéphale, ni dans le thymus que réside le principe déterminant de la léthargie hibernale, et que c'est par la respiration et par l'intermédiaire des modifications qu'il imprime à cette fonction que le froid agit dans ces léthargies. Le 30 juillet suivant, il a lu devant la même Académie des *Expériences sur la régénération des os du crâne*, et a fait voir que ces os, ainsi que le périoste et la dure-mère, se reproduisent, mais que cela n'a pas lieu pour les canaux semi-circulaires. Ce mémoire a été inséré dans les *Annales des sciences naturelles*, juin 1830. M. Flourens a publié dans le même recueil, cahier d'octobre 1829, des *Expériences sur l'action de la moelle épinière sur la circulation*, lues à l'Académie des sciences, le 30 juillet 1829. L'auteur conclut de ces expériences que ce n'est qu'autant que la moelle épinière influe sur l'appareil respiratoire qu'elle exerce une action sur le cœur et la circulation. Il rejette, par conséquent, l'opinion de Legallois, déjà réfutée par plusieurs physiologistes anglais, qui place dans la moelle épinière le siège du principe des mouvements du cœur. Dans les poissons, on peut détruire la moelle épinière tout entière sans détruire la respiration, attendu que, dans ces animaux, c'est de la moelle allongée que les nerfs de l'appareil respiratoire tirent leur origine, et cette ablation ne détruit pas non plus leur circulation. Le 12 avril 1830, M. Flourens a encore lu à l'Académie des sciences des *Expériences sur le mécanisme de la respiration des poissons*, qui ont paru dans les *Annales des sciences naturelles*, cahier d'avril 1830. Il résulte de ces expériences que le développement des branchies ne peut être opéré que par l'intervention de l'eau, et que ces animaux succombent à l'asphyxie dans l'air, parce que ce développement ne peut s'effectuer dans ce milieu. Le 29 novembre 1830, le même savant a lu à l'Académie des sciences des *Considérations sur l'opération du trépan et sur les lésions du cerveau*, premier mémoire sur l'action mécanique des épanchements cérébraux, publié dans les *Annales des sciences naturelles*, décembre 1830. M. Flourens se propose de développer dans une suite de mémoires les modifications que les résultats de ses nombreuses expériences sur l'encéphale lui paraissent devoir introduire dans la pathologie cérébrale, soit médicale, soit chirur-

gique. Il résulte des expériences de ce physiologiste :

1° Que les épanchements ne produisent les effets de la compression du cerveau qu'autant qu'ils dépassent une certaine limite, et qu'en le dépassant, ils surmontent la force de ressort propre que l'auteur a montrée appartenir au tissu cérébral; 2° que, pour que l'effet ait lieu, il faut que les épanchements soient comprimés par le crâne ou la dure-mère, puisque l'ablation de ces parties détruit par elle seule l'action compressive des fluides épanchés. Il résulte de ces faits une théorie toute nouvelle des principes et des effets de l'opération du trépan dans les cas d'épanchements cérébraux. M. Flourens a été chargé, en 1828 et 1829, par M. Cuvier, du cours d'histoire naturelle au collège de France, et en 1829 et 1830, il a été chargé par le même professeur du cours d'anatomie comparée, au Muséum d'histoire naturelle du Jardin du Roi. M. Decaudolle a publié, dans la *Bibliothèque universelle de Genève*, septembre et novembre 1829, deux articles très intéressants, où il apprécie d'une manière supérieure l'esprit et la méthode qui ont dirigé M. Flourens dans la série de ses travaux physiologiques. M. Flourens a été élu membre de l'Académie royale des sciences en 1828. Outre les mémoires ci-dessus énoncés, il a publié : *Recherches expérimentales sur les propriétés et les fonctions du système nerveux dans les animaux vertébrés*, Paris, 1825, in-8°, ouvrage dans lequel il a réuni plusieurs des mémoires qu'il avait lus précédemment à l'Académie, et qui avaient été couronnés par elle. En 1825, il a publié une seconde collection de nouveaux mémoires sous le titre d'*Expériences sur le système nerveux*, Paris, 1825, in-8°. Ces deux ouvrages ont été traduits en allemand par M. Becher, le premier en 1827, le second en 1827.

FOLLEVILLE (Guy de), connu surtout sous le nom de l'évêque d'Agre, un de ces personnages équivoques, à qui les circonstances, plus que l'esprit d'intrigue, suggèrent un rôle périlleux, et qui, en se donnant pour ce qu'ils ne sont pas, finissent ordinairement par ne jouir d'aucune estime. Cet ecclésiastique vint à Agre, lorsqu'au mois de mai 1793, la ville de Tournai étant tombée au pouvoir des vendeurs, et quelques paysans l'ayant trouvé revêtu d'un uniforme dans une maison qu'ils visitaient, il leur dit qu'on venait de l'envoyer malgré lui dans un bataillon à Poitiers, mais qu'il était prêt. Un officier de la troupe vendue reconnut en lui l'abbé de Folleville, son ancien camarade de collège. On ne sait dans quelle vue le prisonnier ajouta qu'il avait été secrètement consacré évêque d'Agre, par des évêques insermentés, réunis dans la petite ville de Saint-Germain, et que ce diocèse appartenait au lui dominant pas, chargé d'âmes, le pape l'avait nommé vicair apostolique pour les provinces de l'ouest. Il repeta le même conte avec beaucoup de sang-froid devant un audonier vendeur; et comme il invoquait d'ailleurs le témoignage d'un vénérable curé du pays, les chefs lui offrirent son admission, s'il voulait suivre le mouvement des colonnes insurgées. Mais rien ne montra qu'il eût eu pour objet de provoquer des propositions semblables; il s'efforça la fois l'usage de sa santé, et ce ne fut qu'après beaucoup d'hésitation qu'il se laissa présenter en qualité d'évêque d'Agre à l'état-major des royalistes. Il était naturel qu'on se défût peu de la veracité de cet ecclésiastique. Une belle figure, un air de pitié, une tranquille assurance et des manières distinguées semblaient confirmer sa déclaration. Les généraux vendus virent sans doute avec plaisir l'arrivée d'un prélat dont l'extérieur et la prétendue mission pouvaient contribuer au succès de leur cause; mais le bon d'homme imagina cette fraude pour exercer plus d'influence dans les campagnes, ils y furent trompés eux-mêmes, et l'abbé y était entraîné par les suites imprévues d'un premier mensonge auquel la vanité seule avait eu part. Les desseins suivis en cela auraient supposé une audace ou une fourberie réfléchie dont il était incapable, et plus d'esprit qu'il n'en montra lors même qu'il vit tout le monde prevenu en sa faveur. Simple vicair de Dol, il avait d'abord prêté le serment exigé des prêtres; mais il s'était retiré bientôt, et après quelque séjour à Paris, il s'était réfugié à Poitiers où il avait des amis. Son air de componction ou sa douceur, à laquelle le

pourrait nuire des traits agréables, avaient excité l'enthousiasme chez des religieux expulsés de leurs cloîtres et chez quelques autres personnes dévotes. Cet empressement dont il s'était vu l'objet lui avait rendu impertinente l'humilité des derniers rangs: il lui était venu l'esprit de se dire prêtre; les fidèles l'avaient cru, le bruit s'en était répandu, et ensuite il se perçut de le redire plus par faiblesse que par calcul. A cette époque, la vérité ne fut connue que de lui. Les d'Elbe, les Lescuris n'étaient pas hommes à se jouer des choses du culte: leur connivence aurait été réellement impie. Généralement ces officiers, moins habiles hors de leur profession que dévoués ou même fanatiques, regardent cet incident comme une faveur du ciel. Ce fut une grande joie pour les paysans de recevoir la bénédiction d'un évêque: la vue d'une croix les encourageait plus puissamment que si on les eût munis d'armes enchantées. Peut-être, quoiqu'il soit, l'évêque d'Arz se faisait-il peu de scrupule de se pourvoir ainsi d'un de ces diocèses inactuels dont Rome dispose gravement. Il souffrit qu'on le placât à la tête du conseil supérieur, composé d'hommes d'église, de militaires et d'hommes de loi. Comme il n'était nullement propre à l'administration, un de ses subordonnés, plus adroit et plus ambitieux, tira un grand avantage de cette nullité: peut-être même l'abbé Bernier, soupçonnant l'imposture, fit-il prendre des informations à la chancellerie de Rome. Vers la fin de l'année, au milieu de l'étrange écriture du faux pontife, et au moment où les vendues, consternées de leurs défaites, n'étaient pas d'humeur à se voir dans ce long abus de confiance qu'une plume trahissait, un bref du pape fut remis à l'archevêque, chargé d'expliquer cette pièce écrite en latin, selon l'usage, le cardinal même de Villeneuve apprit ce conseil que cet évêque n'était qu'un imposteur qualifié de sacrilège au Vatican. L'exaspération fut au comble: mais dans ces jours désastreux, le cas devenait embarrassant: la prudence ne permit point de donner l'écrit à un fait dont les vainqueurs se seraient encore vengés. On s'apaisa donc, et l'abbé ne fut pas mort. Quelques chefs même jugèrent qu'un aussi bon homme avait péché moins par malice que par inconscience, et puisque enfin ce n'était ni un traître ni un espion, mais un prêtre franchement attaché au parti, on consentit à le traiter avec indulgence comme un compagnon d'infortune; on alla même jusqu'à blâmer le zèle ardent et sans doute envieux du curé de Saint-Laud. Les reproches furent épargnés à l'abbé de Villeneuve; cependant la froideur de tous ceux qui l'entouraient lui fit comprendre qu'on était instruit à son égard. Alors il tomba dans une grande tristesse, mais elle ne l'empêcha pas de remplir religieusement ses devoirs. Il ne les faisait pas consister à entretenir l'exaltation des vendéens, et à les exciter au carnage, comme l'on dit, en méconnaissant son caractère, quelques journalistes, et même un des orateurs du parti républicain. Devant Granville il resta constamment sous le feu de l'ennemi, pour songer ou consoler tous les blessés, en s'exposant volontairement à la mort qu'il regardait comme son seul salut. Après l'affaire du Mans, lorsque les débris de l'armée renoncèrent à tenir la campagne, il se choisit une retraite particulière, et pendant quelque temps il échappa aux recherches. Ceux qui le prirent enfin le conduisirent à Angers où, durant la courte domination des royalistes, il avait eu le bonheur d'offrir avec toute la pompe habituellement réservée aux prélats. Il fut donc facile de le reconnaître, bien qu'il se donnât d'abord pour un secrétaire de Lescure. A cette interpellation: Es-tu l'évêque d'Arz? il répondit: Je suis celui qu'on appelle ainsi. Ce crime ne se démentit pas. Le 5 janvier 1794, il mourut à l'échafaud avec le courage d'un homme qui a fait une grande faute, mais qui ne la croit pas imparadmissible.

**FONCENET** (François Davert de), naquit en 1754, à Thion, petite ville de la Sarvie. Dans le cours de ses études à Turin, il suivit les leçons du célèbre Lagrange. La conformité d'âge et de goût établit bientôt des rapports d'amitié entre le maître et l'élève, et dès lors sans doute de la vocation de celui-ci pour la car-

rière des sciences. Divers écrits, et notamment ses mémoires sur quelques points de la mécanique, firent connaître avantagieusement Foncenet, qui ouvrit, en 1778, les portes de l'académie de Turin, et se fit à peler à la direction de la marine du roi de Sardaigne. Dans la suite on lui proposa de grands emplois en Russie et en Prusse, mais il préféra, quoique avec moins d'avantages, rester dans sa patrie. Gouverneur de Sassari pendant plusieurs années, il passa au commandement de Villefranche, qu'il réunit à celui de la marine sarde. Il avait été chevalier des ordres militaires de Saint-Maurice et de Saint-Lazare après avoir refusé la place de colonel-général, qui lui fut offerte à titre de récompense. L'invasion du territoire de Nice par les Français, en 1793, précipita Foncenet de la position bruyante où il s'était placé. Des ordres secrets lui enjoignaient, en cas d'attaque, d'abandonner son poste sans essayer de s'y défendre. A l'apparition du général Anselme et du contre-amiral Truguet devant Villefranche, il se retira précipitamment, et vint s'enfermer dans les prisons de Turin la honte d'une retraite qui lui avait été prescrite. Eloigné désormais des affaires, il mourut à Cassel, en août 1799. La réputation scientifique de Foncenet devait subir une expiation plus cruelle encore. Il parait que peu de temps avant sa mort, Lagrange laissa échapper quelques confidences sur son ancien ami, et donna lieu à un nouvel examen des écrits de l'académie de Turin. On observa qu'un mémoire de Lagrange sur la *larier*, se plaçait naturellement et comme complètement à la suite d'un autre mémoire de Foncenet; on reconnut dans ce dernier mémoire le même système de discussion, les mêmes procédés analytiques que dans l'autre. On retrouva dans d'autres mémoires de Foncenet le génie d'analyse qui caractérisait toutes les productions de Lagrange. Cependant, à l'époque où l'auteur de la *Mécanique analytique* quitta sa patrie, les méthodes nouvelles n'existaient encore que dans la tête de quelques géomètres supérieurs, et l'on dut être frappé de ce que Lagrange une fois éloigné de Turin, Foncenet qui semblait destiné à rivaliser de gloire avec lui, ne donna plus rien, si ce n'est l'*Observation d'un phénomène d'électricité*. La conclusion a été que Lagrange abandonnait à Foncenet des solutions isolées, et qu'il lui fournissait la partie analytique de ses mémoires. La coopération de Lagrange explique les succès de Foncenet parmi les savants de son temps, et la séparation du maître et de l'élève ôte du prix au sentiment qui fit refuser à celui-ci les faveurs de Catherine II et du grand Frédéric. L'auteur de *L'écrit historique de Lagrange* a écrit autrement qu'il n'est fait ici le nom du géomètre dont il s'agit, et l'on croit utile de faire observer que le *Foncenet* dont parle M. Delambre, n'est autre que Foncenet, membre de l'académie de Turin, auquel cet article est consacré. Voyez, pour ses ouvrages, la *Bibliotheca ultramontana*, et les *Miscell. phys. mathem. Turin.*, etc.

**FONSECA** (Eliodoro Pinxuel, marquis de), naquit à Naples, en 1768, et des formes régulières qui dès son enfance promettaient une beauté peu commune avec le développement de l'âge, se firent moins remarquer en elle que les élans précoces d'un esprit mâle, élevé et avide de connaissances. Ses parents ne manquèrent point de lui procurer une éducation qui pût répondre à des dispositions naturelles si prononcées. A peine eut-elle parcouru les belles-lettres sous des maîtres habiles, que son ame, qui avait besoin d'une nourriture plus solide, l'entraîna aussitôt à cultiver de préférence les mathématiques, les sciences physiques et naturelles, et l'anatomie: les rapides progrès qu'elle y fit, l'annoncèrent comme une espèce de prodige. A l'âge de dix-sept ans, elle fut mariée au marquis de Fonseca, et quelque temps après présentée à la cour. La reine Caroline, qui avait entendu parler de ses talents extraordinaires, l'accueillit avec bienveillance et voulut se l'attacher en qualité de dame d'honneur; mais elle ne tarda pas à s'apercevoir qu'elle était en vain flattée d'en faire une confidente souple et docile. C'était l'époque de la grande faveur d'Acton, tout récemment placé à la tête du ministère napolitain, pour écarter les anciens et fidèles conseillers de la couronne, parmi lesquels était le célèbre Janucci. Eléo-

nore apprécia d'un oeil d'aigle cet homme fatal, qui profitait avec une adresse infernale des passions aveugles de la reine, et de la nullité absolue du roi, pour plonger le royaume dans des malheurs irréparables. Indignes des désordres qui débordaient de toute part, elle ne put s'empêcher d'accuser quelquefois l'auteur avec un langage dont les enceintes d'une cour ne résonnent presque jamais. Tant de vertu fut trouvée incommode pour des courtisanes, qui n'aimeaient pas à voir leur perversité démasquée. L'intrigue exagéra quelques mots sortis de sa bouche : elle fut complètement disgraciée. Éléonore ne s'en affligea point : elle reprit avec un nouvel empressément le cours de ses études favorites, et regarda comme une bonne fortune de ne plus souiller sa vue du spectacle de tant de corruption. Sa maison devint le rendez-vous de tout ce qu'il y avait alors à Naples d'hommes distingués dans les sciences, les lettres et les beaux-arts. Les étrangers mettaient de l'amour-propre à s'y faire immédiatement présenter : le fameux Spallanzani, qui voyageait alors dans les Deux-Siciles pour des recherches scientifiques, ne pouvait revenir de son étonnement en entendant une jeune femme lui parler d'histoire naturelle et d'anatomie avec la profondeur d'un académicien consommé, et l'on sait que ce fut dans ses entretiens avec elle que, passant d'observations en observations, il parvint à sa brillante découverte des vaisseaux lymphatiques. Lorsque la révolution française éclata, Éléonore, tout en déplorant les abus qui s'ensuivaient, ne fut cependant pas la dernière à en adopter franchement les principes : elle avait vu de trop près la dépravation de la cour pour les rejeter sans examen. À l'approche des armées françaises, en 1799, un trait de courage et de présence d'esprit la sauva des premières commotions de la populace qui s'était réunie sous son palais pour y commettre des horreurs : elle descendit l'escalier avec plusieurs dames qui se trouvaient en ce moment chez elle, se présente à la foule, d'une contenance ferme, la traverse en silence, et va se retirer dans une forte-resse, en laissant tout le monde immobile et étourdi d'une scène à laquelle personne ne s'attendait. Aussitôt que la république napolitaine fut établie, ne pouvant l'aider de son bras, elle voulut l'aider de sa plume, et publia un journal politique qui devint populaire par la sagesse des doctrines, la chaleur du style et la variété des matières qu'elle y développait. On connaît le dénouement de ce drame épouvantable. Le cardinal Ruffo s'avançait vers la capitale à la tête de ses brigands, les Français firent leur retraite, la populace excitée se livra à tous les genres de meurtres et de pillages. Éléonore fut jetée dans un horrible cachot, n'ayant pas voulu s'échapper pour ne point décourager ses amis et les abandonner seuls au milieu de tant de dangers. Des royalistes marqués déployèrent en vain leur influence pour qu'on épargnât une vie si précieuse : le cardinal qui connaissait la rancune de la reine, pensa que cette illustre victime devait lui être agréable ; Éléonore fut envoyée à la mort par cette junte de sang qui était établie, non pour examiner, mais pour condamner. Après avoir fait palir ses juges par sa fermeté pendant le cours des débats, elle garda son calme jusqu'au jour de l'exécution, ne s'occupant qu'à offrir des paroles de consolation à sa famille éplorée : et lorsqu'on lui annonça que l'heure fatale était arrivée, elle se leva, et avec le calme d'une conscience qui n'avait aucun crime à se reprocher, prononça ce vers de Virgile :

*Foran et hæc olim meminisse juvabit.*

Elle fut sacrifiée à l'âge de trente-un ans.

FONTAINE (PIERRE-FRANÇOIS-LÉONARD), architecte, est né en septembre 1768. Pendant la plus grande partie de sa vie, il ne s'annonça que comme le collaborateur de l'architecte le plus renommé de la France. Dans les constructions comme dans la publication de divers traités, partout on trouve unis les noms de MM. Percier et Fontaine. Ses constructions sont l'arc-de-triomphe du Carrousel, monument qui remporta le grand prix d'architecture de 1810; les restaurations du Louvre, des Tuileries, de Compiègne, de la Malmaison, etc. Ses publications

sont : 1° *Description des cérémonies et fêtes qui ont eu lieu à l'occasion du mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise*, 1810, in-fol., avec planches; 2° *Palais, maisons et autres édifices modernes dessinés à Rome*, publiés à Paris en 1798, et publiés de nouveau de 1810 à 1813, 1 vol in-fol.; 3° *Recueil de décorations intérieures pour tout ce qui concerne l'ameublement*, 1813, 1 vol. Le *Recueil de décorations* a eu une deuxième édition en 1827. Les cérémonies du mariage de Napoléon forment un ouvrage médiocre, mais vrai pour les costumes, et officiel, quant au texte, comme les colonnes du *Moniteur*. Les intentions des auteurs des *Palais et maisons de Rome* ont eu un but plus important et plus utile. Si les Bramante, ont-ils dit, les Vignole, les Sangallo, les Balthazar Perruzzi, ont trouvé dans l'antiquité des modèles pour les édifices qu'ils ont bâtis; si ces maîtres habiles ont su employer, jusque dans les plus petites maisons, cette belle ordonnance, cette heureuse disposition, cette recherche même qui en fait tout le charme, pourquoi ne cherchons-nous pas à les imiter? On ne peut nier que la publication des *Maisons de Florentin et de Palladio* n'ait été très utile à l'architecture; et on conviendrait sans doute qu'une œuvre qui mettrait sous les yeux des artistes les maisons de Rome construites à différentes époques par les plus célèbres architectes, serait une collection variée d'objets extrêmement précieux pour les moyens de comparaison et d'application qu'il présenterait. On a aujourd'hui la possibilité de juger M. Fontaine séparé de M. Percier, et de la manière la plus favorable. Nous citerons les travaux du Palais-Royal, ceux de Neuilly, d'Eu, etc. Si l'on tient compte ici de la nécessité de faire accorder les nouvelles constructions avec les anciennes, on devra reconnaître dans M. Fontaine une flexibilité de talent extrême et le goût le plus sûr. M. Fontaine avait été architecte des bâtiments impériaux. Il est aujourd'hui architecte de crux de la couronne. Il est membre de la légion d'honneur, et a été élu à la quatrième classe de l'Institut, le 9 mars 1811.

FONTAN (LOUIS-MARIE), né à Lorient, département du Morbihan, le 4 novembre 1801. Son père le destinait à l'administration de la marine, et il y devint en effet commis entretenant. En 1830, on donna à Lorient un banquet à M. Villemain, député, à l'occasion du changement de la loi des élections; les commissaires de la marine prévirent leurs employés que l'on verrait avec déplaisir que l'un d'eux assistât à ce banquet; ils engagèrent au reste ceux qui avaient l'intention d'y aller à en prévenir. M. Fontan le dit, y alla, et donna quelque temps après sa démission. Il se rendit alors à Paris, sans but arrêté, et sans aucune recommandation. Le recueil périodique *l'Album*, accueillit ses premiers essais, et il fut admis au nombre des rédacteurs. Peu après il fut choisi pour rédacteur en chef des *Tablettes*, qu'il quitta cependant pour se livrer exclusivement à la rédaction de *l'Album*. Tous ses articles étaient signés; il y en eut cinq incriminés : un entre autres, *l'Avenir*, relatif à l'exécution des juifs gens de la Rochelle. Le ministère public conclut contre M. Fontan à cinq ans de prison. Mais un incident singulier s'éleva à l'audience : l'accusé manifesta l'intention de se passer de son avocat présent, et de se défendre lui-même, et rigoureusement, dit-il. Il avait pris ses mesures pour que sa défense fût publiée, même par certains journaux. On était en 1833, au moment de passer la Bidassoa; le tribunal crut devoir remettre la cause indéfiniment, la séance fut levée, et l'accusé n'en a jamais entendu parler depuis. Retourné en Bretagne, il fut arrêté près de Rennes, à Plœrmel, par ordre exprès de M. de Corbière, comme prévenu de conspiration, emprisonné, interrogé et conduit sous escorte dans les prisons de Vannes. Revenu à Paris, il travailla de nouveau à *l'Album*, qui reparut. Un article intitulé : *Le moulin enragé*, et qui fut généralement désapprouvé, fit mettre M. Fontan en jugement. Il fut condamné à cinq ans de prison, dix mille francs d'amende, et à rester cinq autres années sous la surveillance de la police. Il se sauva en Belgique; mais le roi ne lui permit pas d'y rester; on le laissa seulement libre de se rendre à Groningen,

au fond de la Hollande. M. Fontan protesta énergiquement contre cette mesure, et refusa de partir. Il fut conduit, les fers aux mains, dans le Hanovre: deux mois après il en fut encore éloigné, et se rendit en Prusse, d'où il fut repoussé en Hanovre. Las de ces courses, il traversa la Hollande à pied, par le plus grand froid, et revint à Paris, où il fut bientôt arrêté et conduit à Sainte-Pélagie, puis à Poissy. Deux de ses amis, MM. Jenin et Sautin, lui portèrent le modèle de la demande en grâce, qu'on désirait qu'il fît pour le mettre en liberté; mais il ne voulut se soumettre à rien. Ce n'est qu'aux journées de juillet qu'il a dû son élargissement. Il a reçu la croix de la légion d'honneur en mars 1831. M. Fontan a publié : 1° *L'Idyle et le proscrit*, ode, Paris, 1823, in-8°; 2° *De la translation de M. Maffei à Poissy, et de la suppression de l'Albion*, Paris, 1823, in-8°; 3° *Odes et Epîtres*, Paris, 1825 et 1827, in-12; 4° (avec M. Ader) *L'Artiste ou les deux portraits*, comédie en un acte et en vers, Paris, 1826, in-8°; 5° (avec Charles Desnoyers) *L'homme entre deux âges*, comédie en un acte, mêlée de couplets, Paris, 1828, in-8°; 6° *Perkins Werber*, drame historique en cinq actes et en vers, Paris, 1828, in-8°; 7° (avec MM. HARRY et Drouineau) *L'Espion*, drame en cinq actes, en prose, Paris, 1828, in-8°; 8° *Gillette de Narbonne*, vaudeville en trois actes, Paris, 1828, in-8°; 9° *Arbiter du chanoine*, vaudeville en deux actes, Paris, 1828, in-8°; 10° *La bosma*, comédie en un acte et en vers, Paris, 1828, in-8°; 11° *Joanna la folle*, drame historique en cinq actes et en vers, Paris, 1830, in-8°.

**PONTANELLE.** Voyez JULIA FONTANELLE, au Supplément.

**FONTENILLE.** Voyez ADRIEN FONTENILLE, au Supplément.

**FORBONNAIS** (FRANÇOIS VERRON de), publiciste et financier. Il naquit au Mans, en 1729, d'une famille de manufacturiers et de commerçants, dont un membre avait anciennement donné son nom à des étamines appelées *verrons* dans le midi de l'Europe. Après avoir parcouru l'Italie et l'Espagne, pour les intérêts de la maison de son père, et avoir ainsi acquis durant deux années des connaissances commerciales, il fut appelé, en 1743, auprès de son oncle, un des principaux armateurs de Nantes. Cinq ans de séjour dans cette importante place de commerce fournirent à Forbonnais les lumières que son esprit observateur devait faire passer à l'avantage des manufactures, et du commerce maritime ou colonial. En 1750, il publia son premier écrit, déjà remarquable par la rectitude des idées. Il se rendit à Paris deux ans après, pour présenter au gouvernement des mémoires sur différentes questions de finances; mais il n'eut pas l'adresse de ne point disputer contre le ministre dont les opinions différaient des siennes, et il fut éconduit. Le ton dédaigneux qu'avait pris le ministre ne laissa pas à Forbonnais l'espoir de s'adresser dorénavant aux hommes en place: il s'en vint mieux avoir pour juge le public. Pendant les six années suivantes il fit imprimer des traités sur plusieurs objets de commerce ou de finance, et toujours dans des vues d'amélioration d'une utilité frappante. La considération qu'ils lui attirèrent le fit nommer, en 1756, inspecteur-général des monnaies: il avait étudié avec prédilection cette partie de l'économie publique. A cette époque où il ne restait rien de l'opinion favorable qu'on s'était formée d'abord du règne de Louis XV, les finances étaient dans le plus mauvais état, et l'inquiétude devint si grande dans la haute administration qu'elle consentit à s'entourer d'hommes de mérite. Le duc de Choiseul et deux autres ministres associèrent indirectement Forbonnais à leurs travaux: enfin Silhouette, devenu contrôleur-général en 1759, désira l'avoir auprès de lui. On eut peine à le décider: il ne céda qu'à un ordre du roi dont il avait l'ordonne. La réputation et les lumières de ce premier commis lui firent jouer à bien des égards le rôle principal, et on lui dut presque tout le bien que put faire le ministre. La mesure par laquelle il fit créer pour seize-vingt millions d'actions, donnant droit à partager les bénéfices des fermiers-généraux, fut approuvée de tout le monde, excepté d'eux: c'était une grande mesure obtenue tout à coup sans que le tre-

sor s'endettât. Parmi les réformes dont il fut l'auteur, celle de plusieurs privilèges concernant la *taille* mérita particulièrement d'être remarquée: elle rappelle le désintéressement avec lequel, voulant confirmer son système par son propre exemple, il assujettit à cet impôt ses propriétés, par un acte du 30 septembre 1764. Il a donné dans beaucoup d'occasions des marques de générosité ou d'intégrité. Pour contribuer à l'amélioration des manufactures, et spécialement des verreries, il proposa, en 1760, à l'académie des sciences, un prix extraordinaire dont il fit les frais, sans consentir à être nommé. Son secret ne fut trahi que par le *Journal des Savants*, et seulement en 1769. Tant que Forbonnais fut le principal agent, ou plutôt le chef, de l'administration des finances, il eut soin de ne jamais accorder d'audience tout-à-fait particulière. Il s'y trouvait constamment deux témoins, afin qu'on ne pût le soupçonner d'avoir cédé à l'influence de l'or: ou d'avoir été le jouet de quelque intrigue de femmes. Environ trois années avant le traité funeste de 1763, il avait soumis au gouvernement un projet de pacification dont les conditions eussent été beaucoup plus honorables. Le duc de Choiseul et l'ambassadeur d'Espagne approuvaient ces vues, mais la France ne put en profiter; on n'avait pas demandé l'agrément de la marquise de Pompadour. Il en fut de même lorsque le duc de Choiseul consulta Forbonnais relativement à un plan général de finances. Il s'agissait de réduire environ à un quart les frais de perception, en remplaçant par une taxe unique ses impôts multipliés, ou même bizarres, qui pesaient sur le peuple, et lui faisaient trop sentir les désavantages de sa condition. Le dauphin, père de Louis XVI, et même le conseil-d'état favorisèrent cette mesure qui ne présentait que des difficultés momentanées; mais la favorite la condanna et l'empêcha. Le réformateur avait encore d'autres desseins, trop clairement annoncés peut-être, et dont s'alarmait la cupidité des gens de cour. Il se déclarait leur ennemi puisqu'il travaillait au rétablissement de l'ordre: ils le firent exiler dans ses terres, et effectivement il y fut moins déplacé qu'au milieu de la corruption d'une cour avilie. Dans une sphère d'activité plus restreinte, il ne resta pas oisif; il partagea ses moments entre les soins de la vie rurale, et ceux qu'exigeaient ses nombreux manuscrits. Du fond de sa retraite il entretenait même une correspondance instructive avec les intendants des finances. L'abbé Terray, qui parvint au ministère en 1769, fit consulter souvent Forbonnais, et désira, mais en vain, le revoir au poste d'où il avait été expulsé. Plus heureux loin des affaires, il consuma dans cette sorte de repos les années qui s'écoulèrent depuis sa disgrâce jusqu'à la révolution. Il est difficile de dire pourquoi il ne fut pas député aux états-généraux par sa ville natale; mais, en 1790, le comité des finances l'ayant invité à se rendre à Paris, il s'y occupa du travail qu'on fit alors concernant les monnaies. Aussitôt qu'il le put, il retourna dans l'asile que lui avaient rendu plus cher et l'habitude des paisibles travaux du cabinet, et celle des bienfaits qu'il répandait annuellement dans les campagnes. C'est seulement au mois d'avril 1799 que, fatigué des longs troubles du département de la Sarthe, et ne sentant pas qu'il était sur le point de remuer d'après le cours des événements, il prit le parti de se réfugier à Paris. Ce déplacement avança peut-être le terme de ses jours. Il mourut le 20 septembre 1800. Depuis son arrivée à Paris, il avait fréquenté avec assiduité l'Institut, dont il était un des associés. Il faisait partie de l'athénée de Lyon, de la société des arts du Mans, et du lycée d'Alençon. Le genre de mérite le plus solide caractérise surtout ses nombreux ouvrages: ils ont été généralement inspirés par le zèle du bien public. Les principaux sont : 1° *Extrait de l'esprit des lois*, avec des observations, 1750, in-12; 2° *Théorie et pratique du commerce et de la marine*, traduit de l'espagnol de D.-H. L'astariz, 1753, in-4°. Ce traité avait été publié à Madrid vingt-neuf ans auparavant: on y avait vu avec intérêt le relevé positif des sommes recues d'Amérique durant deux cent trente-deux années, immenses richesses, au moyen desquelles l'Espagne trouva le moyen de s'appauvrir. 3° *Le négociant anglais*, Dru-

(Paris), 1753, 2 vol. in-12. C'est une traduction abrégée, et accompagnée de notes critiques, de l'ouvrage publié sous le même titre, à Londres, en 1713, sur le commerce de la Grande-Bretagne avec la France, l'Espagne et le Portugal, selon le traité d'Utrecht. Un tableau historique du commerce de l'Angleterre est joint à la traduction, comme discours préliminaire. 4<sup>e</sup> *Considérations sur les finances d'Espagne relativement à celles de la France*. Dresde (Paris), 1753, in-12. L'objet de ce livre était de signaler les erreurs opiniâtres de l'administration de l'Espagne; il fit beaucoup de sensation dans ce pays, et l'auteur y aurait été consul-général si Louis XV eût consenti à son départ. 5<sup>e</sup> *Éléments du commerce*, Paris, 1754, 2 vol. in-12. Il y en a eu plusieurs autres éditions: celle de 1796 contient des additions essentielles. L'importance de cet ouvrage, dont les principes sont lumineux, et les détails pleins de sagacité, l'a fait traduire dans les diverses langues de l'Europe. 6<sup>e</sup> *Questions sur le commerce des Français au Levant, et Examens des avantages ou des inconvénients de la prohibition des laines pointes*. Marseille (Paris), 1755, deux brochures in-12; 7<sup>e</sup> *Recherches et considérations sur les finances de France, depuis 1595 jusqu'en 1751*, Bâle, 1758, 2 vol. in-12; 8<sup>e</sup> édit., Liège, 1758, 6 vol. in-12. Cet ouvrage fut accueilli très-favorablement dans l'étranger, ainsi qu'en France. 8<sup>e</sup> *Principes et observations économiques*, Amsterdam, 1767, 2 vol.; 9<sup>e</sup> *Analyses des principes sur la circulation des denrées, et l'influence du numéraire sur cette circulation*, Paris, 1800, pet. vol. in-12, présente à l'Institut, qui en ordonna l'impression. Forbonnais a laissé en outre un nombre assez considérable de manuscrits sur les finances et la politique, ou même sur la littérature, à laquelle des sa jeunesse il n'était pas resté étranger. Une tragédie de *Circé*, qu'il avait composée à l'âge de vingt-sept ans, avait été recue par le Théâtre-Français, mais elle n'a pas été jouée. Il avait fait imprimer des poésies légères, et il a fourni plusieurs articles à l'*Encyclopédie*. Il était aussi l'auteur de ceux qui, dans le *Journal de Dapont de Nemours*, étaient insérés sous le nom du Vicillard de la Sarthe. Le président de la société des arts du Mans, le prince d'Ardenay, a prononcé l'éloge de Forbonnais, le 30 novembre 1800. L'année suivante, Delisle de Sales a publié une *Vie littéraire de Forbonnais*, Paris, in-8.

FORDYCE (Jacques), célèbre prédicateur, né en 1720, à Aberdeen, en Ecosse. Il eut dix-neuf frères ou sœurs du même lit: cependant son père, qui était magistrat, ne négligea pas son éducation. Après avoir achevé ses études à l'université d'Aberdeen, il reçut les ordres dans l'église presbytérienne écossaise, et devint ministre de la ville de Brechin, dans le Forfarshire; puis de celle d'Alton, dans le Clackmannanshire. Lorsqu'il se rendit à Londres, il était parvenu à l'âge de quarante ans, et quelques-uns l'avaient déjà fait connaître assez avantageusement pour que la communion des dissidents, à laquelle il n'appartenait pas, l'accueillit pourtant, et lui conféra le titre de co-pasteur. Il avait dans ses opinions ou ses de modération, ou ses de flexibilité pour se conformer sans peine à ce que la situation, qui ne l'empêcha pas de captiver un nombreux auditoire. On a aussi remarqué qu'il sut entretenir en même temps des relations intimes avec les docteurs Johnson et Brice, malgré l'incompatibilité de leurs principes. Il eut toutefois des procédés beaucoup moins conciliants à l'égard de son collègue dans la congrégation des dissidents. Cette conduite de Fordyce lui fit beaucoup de tort dans l'opinion, et même indisposa tellement le public, dont il avait été écouté avec tant d'empressement, qu'il s'en vit presque abandonné des que l'âge parut diminuer ses facultés. Le mérite de ses prédications avait consisté surtout dans le secret d'intéresser le cœur. Il joignait de plus à l'élégance et à l'harmonie d'un style dont les agréments n'excluaient point la noblesse, un débit animé qui s'accordait avec sa physionomie expressive. Soit comme sermonnaire, soit comme moraliste ou comme écrivain, il s'occupa spécialement des femmes, de leur conduite et de leur influence sur les mœurs des jeunes gens. Dans son *Discours sur le sexe féminin*, il est proposé de le défendre, et de répondre particu-

lièrement aux imputations de lord Chestertield; mais on a trouvé que, de son côté, il poussait trop loin l'indulgence, qu'il excusait de véritables faiblesses, et que d'ailleurs il sortait de son caractère d'homme d'égise en conseillant indirectement ces liens équivoques qui semblent avoir été attribués à l'influence des doctrines platoniques. Du reste, il a parfaitement senti que la destination des femmes différait à jamais de celle des hommes, elles ne peuvent demander raisonnablement que la société leur assigne le même partage. Ces vues judicieuses ont excité contre lui le zèle de miss Wolstonecraft, depuis mistress Godwin, femme connue par son talent, mais qui, s'étant mise à imaginer, pour l'honneur des femmes, qu'elles seraient plus respectables ou plus heureuses si elles ressemblaient davantage aux hommes, a fait sur ce sujet tout un toluine dénué de sens. Dans sa mauvaise humeur, elle a injurié Fordyce, au lieu de le réfuter: elle lui a reproché d'exposer ses opinions en périodes ampoulées, « ou dans un jargon sentimental, mais froid, artificiel et diffus, infaisable marque d'un esprit étroit et vain. » Beaucoup moins sévères à l'égard de Fordyce, les véritables critiques remarquent seulement chez lui moins d'ordre dans les idées qu'on n'en desirait même en Angleterre, où on n'est pas exigeant en cela. Il faut ajouter que dans ses vers, recommandables du moins par la facilité, il est plus raisonneur que poète. Il paraît avoir consacré au repos ses dernières années. En quittant la chaire, il s'était retiré dans le Hampshire; mais c'est à Bath qu'il mourut le 1<sup>er</sup> octobre 1796. Outre quelques sermons détachés, on a de lui: 1<sup>o</sup> *Essai sur l'action convenable à la chair*, imprimé à la suite de *Théodore*, dialogue convenant l'art de prêcher, par David Fordyce, 1755, in-12; 2<sup>o</sup> *Le temple de la vertu*, songe, 1757, fin-12, et 1776, avec corrections; 3<sup>o</sup> *Sermons aux jeunes femmes*, 3 vol. in-12, anonymes en 1765, où s'avère le nom de l'auteur en 1776; le succès en a été général chez les femmes; 4<sup>o</sup> *Adresses aux jeunes gens*, 1777, 2 vol. in-12, et 1796, même format; 5<sup>o</sup> *Le caractère et la conduite du sexe féminin, et les avantages que les jeunes gens peuvent recueillir de la société des femmes vertueuses*, discours en trois parties, 1779, in-8; 6<sup>o</sup> *Adresses à la divinité*, 1783, in-12; 7<sup>o</sup> *éd. t.*, 1787; 7<sup>o</sup> *Poésies*, 1786, 1 vol. in-12.

FORGEOT (Nicolas-Jules), auteur dramatique, né à Paris, en 1758. Il fut reçu avocat, mais il abandonna cette profession, et fut quelque temps inspecteur des postes. Quoiqu'il n'ait point laissé de grands ouvrages dramatiques, on ne peut oublier l'auteur de quelques jolis opéra-comiques composés pour Grétry et Champin. Forgeot a fait les paroles des pièces suivantes: 1<sup>o</sup> *L'Opéra: Les pompiers et le moulin*, musique de Lemoine, représentée le 30 janvier 1779, in-8. Au Théâtre-Français: *Les rivaux amis*, comédie en un acte et en vers, 1782; *Les épreuves*, comédie lyrique en un acte et en vers, 1785; *La ressemblance*, en trois actes et en vers, 1778. Au Théâtre-Italien: *Les deux oncles*, comédie en un acte, 1780; *L'amour conjugal*, ou *L'heureuse rivalité*, en un acte et en prose, 1781; *Lucas et Lucette*, comédie en un acte et en prose, mêlée d'ariettes, musique de Dezède, 1781; *Les deux comédies* en deux actes et en prose, musique de Champin, 1787; *Le rival confident*, musique de Grétry, 1788; *La caverne*, opéra en trois actes, 1795. Au théâtre Feytaud: *Le bienfait de la loi*, ou *le double divorce*, comédie en un acte, 1795; *La capture inutile*, comédie en un acte et en vers, 1797. Ces deux comédies ont été jouées par les comédiens français. Forgeot est mort en 1798.

FORMER (don Pastol), magistrat et poète espagnol, naquit à Palma, dans l'île de Majorque, le 15 avril 1760. Étant très-jeune, il alla étudier la jurisprudence à l'université de Cervera, et fut reçu docteur dans celle de Salamance. Ne avec le goût des lettres et le talent de la poésie, qu'il cultivait au milieu de ses autres études, il courut chercher la fortune à Madrid, et comme poète et comme avocat. Les poésies qu'il publia alors furent bien accueillies: elles lui procurèrent un puissant protecteur qui se chargea du soin de sa fortune. Son Médecin le laissa pendant trois ans exercer la profession d'avocat, et, après ce temps, il lui fit

obtenu la charge de procureur-général du roi. Bientôt après, Forster fut nommé juge du roi. Dans l'exercice de ces graves fonctions, il n'oublia pas les musées. Il fit représenter une comédie intitulée : *Le philosophe amoureux*, où l'on remuait de la vérité, du naturel, sans peu d'entente du théâtre. Cependant elle fut jouée dix-huit fois de suite à Madrid. C'est la seule pièce dramatique que Forster ait laissée. Il mourut à Vienne, le 30 juin 1798. Ses ouvrages ont été imprimés par Zanker, la même année, in-8°. Ils comprennent sa comédie et plusieurs odes au prince de la Paz.

FORSTER (JAN-BAPTISTE), naturaliste célèbre, naquit le 22 octobre 1759, à Dirschau, en Prusse. Son père était bourgeois de cet endroit. On ne sait rien de positif sur ses premières études, si ce n'est à partir de son entrée au gymnase de Joachimsthal, à Berlin, où il se distinguait dans l'étude des langues anciennes et de plusieurs langues vivantes. En 1758, il passa à l'université de Halle pour y étudier la théologie et les langues orientales. Après trois ans de séjour à Halle, Forster vint habiter Dantzig, et s'y fit remarquer dans la prédication, surtout à cause de sa manière de prêcher qui offrait beaucoup d'analogie avec celle des pasteurs français. En 1755, il fut nommé pasteur à Nassenhuben, et l'année suivante, il épousa sa cousine Elisabeth Nikolai. Durant sa résidence à Nassenhuben, il consacrait tous ses loisirs à la lecture des philosophes, il apprenait les mathématiques, la géographie, et continuait de se perfectionner dans les langues. L'augmentation de sa famille lui ayant amené de la gêne, il accepta une place en Russie, la surveillance de nouvelles colonies de Sarrasin. Forster n'y tarda pas à prendre un goût pour son nouvel état, et il s'avisa, vers 1766, d'aller chercher fortune à Londres. A son arrivée dans cette ville, il était muni de bonnes lettres de recommandation, mais sa bourse se trouvait presque épuisée. Une gratification de cent guinées que le gouvernement russe lui fit passer, et le prix de quelques traductions, entre autres celles des voyages de Linné et d'Obach, commencèrent à lui faire retrouver quelque aisance. Lord Baltimore, qui possédait des terres considérables en Amérique, voulut à cette époque lui en donner l'administration. Forster préféra entrer au collège de Warington, où il devait professer les langues allemande et française, ainsi que l'histoire naturelle. Il était bien en mesure quant aux langues, mais il n'en était pas de même pour l'histoire naturelle qu'il ne connaissait que superficiellement. Cette dernière circonstance lui fit abandonner le collège de Warington peu de temps après son installation. Retourné à Londres, Forster réussit à se faire comprendre comme naturaliste dans la seconde expédition autour du monde du capitaine Cook. Forster avait alors quarante-trois ans, et son fils Georges, qui l'accompagnait, dix-sept. Lors de son retour en Angleterre, en 1775, l'université d'Oxford lui conféra le titre de docteur, et il se mit à préparer, avec son fils, l'ouvrage de botanique qui devait faire connaître les nouvelles espèces de plantes découvertes dans son voyage. Cependant une relation de ce voyage fut publiée par Georges Forster, en anglais et en allemand, et l'on eut le droit de penser que le père avait pris une grande part à la publication de son fils. Or, Forster s'était engagé à ne rien écrire en son nom particulier sur l'expédition du capitaine Cook, de sorte que cette publication le mit en disgrâce auprès du gouvernement anglais, et de plus fortement à l'égard des amis et protecteurs. Indépendamment de cette relation de ses engagements, il avait eu le tort de se livrer à des réflexions inconvenantes sur l'administration qui l'entretenait, et de dénigrer beaucoup de faits, de manière à nuire aux chefs de l'expédition en question. Tout cela causa à Forster et à son fils une suite de désagréments sérieux, et ils résolurent de quitter l'Angleterre; mais avant d'avoir pu se ménager une autre retraite, ils étaient tombés dans une situation difficile et ennuyeuse de la maison. Frédéric II, qu'ils avaient intéressés à leur sort, nomma Forster à la place de professeur d'histoire naturelle à Halle, et inspecteur du jardin botanique. En conséquence, il se rendit à Halle, vers 1780. L'année suivante, il obtint, en cette

université, le grade de docteur en médecine. Les ouvrages que Forster a publiés depuis cette époque montrent l'utile emploi qu'il fit jusqu'à sa mort de la tranquillité que Frédéric lui avait assurée. Le travail et la perte prématurée de son fils Georges, achevèrent de ruiner sa santé depuis long-temps chancelante. Il mourut le 9 décembre 1798. Forster était d'un caractère irritable; son impudence le jetait chaque jour dans de nouveaux déboires. Il ne faut pas croire toutefois que ces défauts ne fussent contrebalancés par de bonnes qualités. A cet égard, voici de quelle manière s'exprima son collègue Kurt-Sprengel, dans l'éloge qu'il eut occasion de prononcer : « A une connaissance extrêmement rare des livres dans toutes les branches des sciences, Forster joignait un fond très étendu d'observations pratiques en histoire naturelle, en histoire proprement dite, en géographie, et il avait par dessus lui un nombre de faits immense, que l'homme qui n'apprend qu'avec des livres ne pourrait jamais acquérir. » Cette assertion est justifiée rien que par les observations faites dans un voyage autour du monde. Sa supériorité dans l'exécution littéraire d'un livre, et son aptitude aux recherches difficiles et consciencieuses, brillent au plus haut degré dans son *Histoire des voyages et des colonies dans le Nord*, et dans sa *Dissertation sur le byzantinisme des anciens*. En histoire naturelle, Forster préférait les vues générales aux faits de détail : son auteur favori était Buffon, qu'il proposait toujours pour modèle comme écrivain sur cette matière. Il avait acquis l'amitié de Buffon, et il a eu avec Linné un commerce de lettres qui a duré jusqu'à la mort de ce grand botaniste. Forster n'était le partisan des pratiques et cérémonies d'aucune croyance religieuse formant secte; il adorait l'éternel auteur de tout ce qui existe dans le grand temple de la nature, et venait avec une conviction de cœur sa sagesse et sa bonté. Il avait une aversion profonde pour tous ceux qui, par l'entraînement de leurs passions ou par l'imitation des frondeurs à la mode, font mépris des sentiments les plus respectables de l'humanité. Il était porté à aimer tout ce qui était vrai, bon, parfait; les belles ames, les grands caractères lui inspiraient une admiration qu'il exprimait avec une chaleur véhémence. On doit à Forster les ouvrages suivants : 1° *Introduction à la minéralogie*, Londres, 1768, in-8°; 2° *Catalogue d'insectes anglais*, Warington, 1770, in-8°; 3° *Catalogue des animaux de l'Amérique anglaise*, Warington, 1770, in-8°; 4° *Novae species insectorum, centuria I*, Londres, 1771, in-8°; 5° *Flora americana septentrionalis*, Londres, 1771, in-8°; 6° *Epistola ad J.-D. Michailis, de jura spirituum geographicum externum jam confirmantes jam casu iugantes*, Göttingue, 1771, in-8°; 7° *De byzantinismo antiquum*, Londres, 1775, in-8°; 8° *Characteres generum plantarum, quos in itinere ad insulas maris australis collegimus, etc.*, Göttingue, 1776, in-8°; 9° *Observationes factae dans un voyage autour du monde sur la géographie physique, l'histoire naturelle, etc.*, Londres, 1778, in-8°; 10° *Zoologia indica, variis in diisilegium*, Halle, 1781, in-fol.; Londres, 1790, in-8°; 11° *Tableau de l'Angleterre pour l'année 1780*, Dessau, 1784, in-8°; 12° *Recueil de manières sur l'économie domestique et la technologie*, Halle, 1784, in-8°; 13° *Histoire des découvertes et des voyages faits dans le Nord*, Francfort-sur-Main, 1784, in-8°; 14° *Projet pour détruire la mendicité*, Halle, 1780, in-8°; 15° *Enchiridion historiae naturalis insensibilis*, Halle, 1788, in-8°; 16° *Megastis des voyages les plus rares*, Halle, 1790 à 1793, 6 vol. in-8°; 17° *Matériau pour un nouvel essai sur la théorie de la terre*, Leipzig, 1798, in-8°. Les autres ouvrages de Forster sont compris dans les mémoires des académies des sciences de Stockholm et de Pétersbourg, ainsi que dans ceux de la société des antiquaires et de la société royale de Londres, dont il était membre.

FOSSE (CHARLES-LOUIS-FRANÇOIS), ancien lieutenant-colonel, chevalier de Saint-Louis, membre de la société d'agriculture, né à Ecouen, le 25 août 1734, montra de bonne heure de grandes dispositions pour la carrière militaire, et s'engagea dès l'âge de dix-sept ans comme simple soldat. Il fit toutes les campagnes de 1753 à 1780, et se distingua particulièrement dans la guerre de sept ans. Sa belle



conduite et son habileté dans l'art de lever les plans, des connaissances variées acquises par un travail assidu l'élevèrent successivement de grade en grade; il devint lieutenant-colonel, et fut appelé au commandement de la place d'Huningue. Rentré dans la vie privée, il s'occupa, avec M. J.-J. E. Sédillot, son gendre, de mettre la dernière main aux ouvrages qu'il avait écrits sur l'art militaire, et mourut à Paris, à l'âge de soixante-dix-huit ans, le 19 juin 1819. M. Fossé a publié : 1° *Idees d'un militaire pour la disposition des troupes confiées aux jeunes officiers dans la défense des petites places*, 1 vol. in-4°, enrichi de onze planches gravées en couleur; 2° *Précis sur la défense relative au service de campagne, à l'usage de l'officier d'infanterie*, 1 vol. in-18; 3° *Cours pratique militaire, ou partie de la science de l'officier*, 1 vol. in-8°, avec quatorze planches; 4° *Questions expliquées pour les jeunes officiers sur la fortification de campagne, et sur la fortification, l'attaque et la défense des places de guerre*, 1 vol. in-18; 5° *Éléments d'arithmétique et de géométrie, à l'usage du régiment d'infanterie du roi*, 1 vol. in-8°, avec sept planches. M. Fossé a laissé aussi plusieurs opuscules qu'il est inutile de mentionner ici, et d'importants manuscrits qui peut-être un jour seront imprimés.

**FOUGEROUX** (ARCEST-DUSSI), né à Paris, le 10 octobre 1731. Il fut du petit nombre des hommes, très heureux en cela, dont les penchants naturels et la position s'accordent avec si peu de difficulté que cette position même semble avoir tout fait. Frappé dès son enfance de la considération qu'avait obtenue le laborieux et vertueux Duhamel, son oncle maternel, il sentit de bonne heure que de paisibles travaux, entrepris dans des vues d'utilité publique, pouvaient suffire à la satisfaction comme à la dignité de la vie, ou plutôt il contracta une habitude qui, sans autre changement, devint ensuite une imitation réfléchie. Fougereux n'embrassa aucun état; mais, comme son oncle, il s'attacha aux différentes parties des sciences naturelles dans le dessein de perfectionner l'économie rurale, et d'indiquer aux arts de nouveaux procédés. L'étude du dessin entra dans ce plan; dès sa jeunesse, il y chercha presque uniquement le mérite de l'exactitude, ne voulant que le vrai en toute chose, et concevant à peine qu'on se proposât de captiver l'imagination au risque d'accréditer des notions fausses. Il excella dans cette précision; les maîtres les plus habiles lui étaient inférieurs dans l'art de rendre d'une façon caractéristique la forme, l'attitude, et, pour ainsi dire, l'expression des diverses plantes. Ses progrès, comme physicien et comme naturaliste, furent dignes de ses généreuses intentions, et, à l'âge de vingt-six ans, il devint membre de l'Académie des sciences. Ses observations à cette époque tendirent à confirmer la théorie de Duhamel sur la formation des os. Fougereux, la voyant attaquée par quelques savants, se chargea de la défendre, et ses recherches à cet égard le conduisirent à la découverte d'un des phénomènes les plus singuliers de l'organisation animale. Il reconnut que, dans des espèces dont le taureau fait partie, et où l'os du caupon est unique chez les adultes, ce même os est double tant que dure l'état de fœtus. Après la naissance, les deux os deviennent adhérents; seulement une lame intérieure partage en deux cavités l'os unique, et même cette lame disparaît dans la suite chez beaucoup d'individus, ou ne subsiste chez les autres que sous la forme d'une simple membrane. Ce n'est pas le seul changement qui, vers l'instinct de sa naissance, s'opère dans des parties que l'on aurait cru étrangères à une influence aussi positive du nouveau mode d'action des forces vitales. Un peu plus tard, Fougereux alla examiner en explorateur les nombreuses carrières d'ardoises des provinces occidentales de la France. On doit à ce voyage *L'art de l'ardoisier*, qui fait partie de la collection de l'Académie. Il y joignit, quelques années après, *L'art du tanneur*, et la partie tout-à-fait nouvelle de *L'art du coutelier*. Il s'est aussi occupé long-temps de la verrerie, et ses observations à cet égard sont d'un grand intérêt. Ces travaux furent interrompus par un voyage en Italie; mais les *Mémoires* dont il fut l'occasion contiennent d'utiles détails sur l'art du mosaïste, sur les alumières de la Tolfa, et

sur la solfatare de la Terre de Labour. Dans un autre de ses *Mémoires* il a fait connaître des plantes qui se forment et se développent attachées au corps de certains animaux. (Comme la plupart des plantes parasites, connues pour adhérer ordinairement à d'autres plantes, paraissent s'emprunter de celles-ci un simple soutien, et ne tirer leur aliment que de l'air ou de l'humidité, celles qui végètent sur les insectes, ou sur leurs nymphes, semblent aussi n'être nullement sustentées par ces animaux. Bien que Fougereux eût quelquefois à souffrir du caractère rigide de Duhamel, il conservait pour lui une vénération qui même le retint sur les traces suivies dès sa première jeunesse, tandis qu'en s'ouvrant de nouvelles voies, il eût pu accroître sa réputation. Lorsqu'enfin il perdit son oncle, qu'il avait aimé en fils et respecté en disciple, il hérita d'un domaine consacré depuis cinquante années à la naturalisation des arbres étrangers, et à des expériences multipliées pour l'avantage de l'agriculture ou l'amélioration des forêts. Le célèbre Duhamel et son frère avaient aussi donné un autre grand exemple: ils s'étaient efforcés de répandre autour d'eux, parmi les cultivateurs, l'abondance et les lumières, et ce mérite qui n'était pas commun à cette époque, Fougereux l'eut comme eux. Ni les travaux, ni les bienfaits ne furent interrompus: sous ce rapport, les paysans de Denainvilliers ne s'aperçurent point qu'ils eussent changé de seigneur. Aussi Fougereux y fut-il respecté jusqu'à son dernier jour: il y conservait, en 1789, une autorité qui devait le flatter d'autant plus qu'elle n'était alors qu'un effet de la reconnaissance. Cependant il n'aima pas les nouveaux principes: peut-être sa conduite même envers les classes inférieures avait-elle contribué à lui faire méconnaître la nécessité d'une réforme politique, peut-être se figurait-il que beaucoup de riches propriétaires avaient toujours écrit comme lui. Habitué à soulager les maux qu'il voyait, peut-être n'avait-il eu qu'une idée trop imparfaite de tout ce que le peuple souffrait ailleurs. Le grand changement qui venait de s'opérer jusque dans les mœurs, dérangeait trop les habitudes de son esprit; le trouble lui convenait d'autant moins qu'il avait su jusqu'alors même s'abstenir de prendre part aux querelles des savants, et d'ailleurs, privé d'une partie de ses anciens revenus, il perdait le pouvoir de bien faire. Cependant ce ne furent pas précisément ses chagrins qui abrégèrent ses jours: depuis long-temps il était affecté d'une autre perte, plus sensible encore pour une âme calme et pure. Duhamel n'avait jamais pu se consoler de la mort de son frère. Fougereux, qui avait vécu avec le sien dans la même intimité, tomba de même après l'avoir perdu dans une tristesse irrémédiable. De Blavau et lui avaient été compagnons d'étude; ensuite le même penchant pour les sciences, ou l'habitude de se communiquer mutuellement ce qui pouvait servir à leurs succès, avait contribué à la douceur d'une union que n'affaiblissaient en rien les fréquentes absences de Blavau, attaché au corps du génie. L'attaque d'apoplexie qui frappa Fougereux dans sa cinquante-huitième année, le 28 décembre 1789, lui ôta la vie en peu de jours. Au moment de ses obsèques, on n'aurait pu distinguer de sa famille même les habitants de Denainvilliers: tous le pleuraient comme un père ou comme un bienfaiteur.

**FOULON** (N.), l'une des premières victimes de la révolution française, entra dans l'administration sous le ministère de M. de Choiseul; fut commissaire des guerres, intendant de l'armée, pendant la guerre de 1756, et conseiller-d'état. Le 13 juillet 1789, il fut nommé contrôleur-général; mais son élévation causa ou du moins bâta sa perte. Foulon, auquel on prêtait de grandes connaissances en finances, avait proposé la banqueroute générale de l'état, seul moyen, selon lui, de rétablir le crédit public en France. Cette opinion lui avait valu la haine de tous les créanciers du trésor. On repandit dans le public d'autres propos, vrais ou faux, qu'on lui attribua. On assurait qu'il avait dit dans un moment de disette, où le peuple se porta à quelques excès: « Eh bien! si cette caillasse n'a pas de pain, elle mangera du foin. » Connaissant les dispositions de Paris à son égard, il en sortit le 14 juillet

1789, et se cacha aux environs de cette capitale. Il fit reprendre le bruit qu'il était mort et ses domestiques purent le déguiser : mais des paysans, excités par ceux qui voulaient le sacrifier, allèrent le chercher dans sa retraite et le conduisirent à Paris, ayant attaché derrière son dos une botte de foin avec un écriteau rapportant le propos que nous avons rapporté. Arrivé à l'hôtel de ville, tous les assistants l'accusèrent à la fois. M. de La Fayette, voulant prévenir un assassinat, ordonna qu'on le conduisit en prison ; la foule applaudit ; et l'on se croyait sauvé, eut l'imprudence d'applaudir lui-même. Alors des huées éclatèrent, et le peuple rassemblé sur la place de Grève, demanda qu'on lui fît sa tête. La populace se presse, on saisit Foulon et on l'accroche à un réverbère, où il expire ; sa tête fut portée au Palais-Royal ; dans le trajet, elle fut présentée dans la rue Saint-Denis, à Berthier, son gendre, qui l'en conduisit à la Grève, pour y subir le même sort, et le malheureux fut forcé de baisser cette tête enflammée. Foulon fut massacré le 23 juillet, 1789, à l'âge de 73 ans.

FOURCADE (PASCAL-THOMAS), consul de France à Suze, correspondant de l'institut, né à Pau, en 1749, et vint de bonne heure à Paris. En 1796, il fut nommé consul de France à Saint-Jean-d'Acro, mais il ne s'y rendit point et fut envoyé à la Canée. De cette résidence, il adressa au gouvernement des mémoires sur Candie et Cérigo, l'ancienne Cythère. Lors de l'expédition d'Égypte, il fut jeté dans les prisons de la Canée, d'où on le transféra à Constantinople : sa captivité finit à la paix entre la France et la Porte. A cette époque on créa trois consulats français sur les côtes asiatiques de la mer Noire, ouverte par cette paix à notre pavillon ; c'étaient Sinope, Héraclée et Trébizonde. Fourcade fut nommé au consulat de Sinope ; dès lors il commença ses excursions et visita l'ancienne Bithynie, la Paphlagonie et l'ancienne Pompeiopolis, aujourd'hui Tach-Kouprou, capitale de la Paphlagonie, sous la domination romaine. Aucun géographe, si ce n'est Peutinger, n'avait déterminé d'une manière satisfaisante la position de cette ville, qui est à peu près entre Gangra et Sinope : le mémoire que Fourcade lut sur ce sujet à l'institut, a été inséré dans le 14<sup>e</sup> volume des *Annales des Voyages*, par Malte-Brun. Accablé à Sinope par une troupe de gens de mer, qui débarquaient, il fut laissé pour mort, et ne se rétablit qu'à peine. Il se rendit aux eaux de Bado, puis en France. En 1811, l'institut l'admit au nombre de ses correspondants ; deux ans après, il fut nommé consul-général à Salonique, et y mourut à la fin de 1813. Ce voyageur connaissait bien les langues anciennes et les antiquités, mais emporté par son imagination, il se livrait trop aux systèmes qu'il arrangeait. Il a lu à l'institut, en 1811, trois mémoires sur l'aspect physique de la Paphlagonie, sur Castamboul et sur les antiquités de Sinope. Dans la traduction française des *Voyages de Clark sa Russie*, on a recueilli beaucoup de notes de Fourcade sur le Bosphore, sur l'ancienne Panticapée, etc.

FOWLER (THOMAS), médecin anglais, né dans la ville d'York, le 23 janvier 1736, fut d'abord destiné à la pharmacie, et exerça cette profession dans sa ville natale pendant quinze ans. Se sentant du goût pour la médecine, dont il avait acquis les notions pratiques, il résolut d'étudier à fond cet art, et dans ce but, il se rendit à l'université d'Edimbourg. Après avoir suivi les cours et la pratique dans l'infirmerie de cette ville, il prit le degré de docteur en médecine, en 1778, et alla s'établir à Stafford, dont l'hôpital lui fut confié. Il revint ensuite à York, où il fut accueilli de la manière la plus flatteuse, et commença à exercer sa profession avec beaucoup de succès. En 1796, il fut nommé médecin de la *Rothschilds*, hospice des aliénés quakers, et remplisit devoirs de cette place à la satisfaction générale jusqu'à sa mort, arrivée le 23 juillet 1801. Le docteur Fowler était membre des sociétés médicales de Londres, d'Edimbourg et de Bristol. On trouva dans ses manuscrits un très grand nombre d'observations médicales consignées dans des registres qu'il tenait avec la plus grande régularité. Voici la liste de ses ouvrages, dont le dernier est le plus important de tous :

il renferme des observations très judicieuses sur le traitement des maladies rhumatismales, et mérite d'être étudié par tous les médecins. En introduisant de nouveau l'arsenic dans la médecine, il a rendu un grand service à la thérapeutique, surtout par l'excellente formule qu'il a publiée pour la solution de ce puissant médicament, au moyen de laquelle on peut l'administrer à des doses extrêmement faibles. 1<sup>o</sup> *Dissertation inaugurale sur le traitement du variolo, principalement à l'aide du mercure*, Edimbourg, 1778 ; 2<sup>o</sup> *Résultats obtenus de l'emploi du tabac, notamment dans les hydropisies, les dysenteries*, Londres, 1785, in-8<sup>o</sup> ; 3<sup>o</sup> *Résultats obtenus de l'emploi de l'arsenic dans diverses maladies, et surtout dans les fièvres intermittentes*, Londres, 1786, in-8<sup>o</sup> ; 4<sup>o</sup> *Résultats obtenus de la saignée, des sudorifiques et des vésicatoires, pour la guérison du rhumatisme aigu et chronique*, Londres, 1795.

FRÆHN (CHRISTIAN-MARTIN), un des plus savants orientalistes et numismates de l'Europe, est né, vers 1775, à Rostock, dans le duché de Mecklembourg. Après avoir étudié les langues orientales sous Olaus Tychsen, son compatriote, à l'université de Halle, il fut nommé, vers 1806, professeur de langues orientales à celle de Kasan, et il occupa cette chaire jusqu'en 1817, époque où il fut appelé, par l'empereur de Russie, à la place de directeur du musée asiatique, et de premier bibliothécaire de l'académie impériale de Saint-Petersbourg. Il s'est spécialement occupé de recherches sur les monnaies orientales et sur les antiquités historiques des peuples asiatiques. Sa longue résidence à Kasan, et les voyages qu'il a faits dans diverses parties de l'empire russe, l'ont beaucoup aidé dans ses études. Il est membre de l'académie de Saint-Petersbourg, conseiller d'état, chevalier des ordres de Saint-Wladimir et de Sainte-Anne, et de presque toutes les académies de l'Europe. On a de M. Fræhn : 1<sup>o</sup> *Ægyptus, auctore Ibn-al-Wardi, ex apographo Escorialensi, una cum lectionibus variis à codice Dresdensi, editis, vertit, notulisque illustravit, etc.*, Halle, 1804, in-8<sup>o</sup> ; 2<sup>o</sup> *Notice sur des médailles arabes découvertes près de la mer Baltique*, Kasan, 1808, in-4<sup>o</sup> ; 3<sup>o</sup> *Numismatologia orientalis Pototianum, lectiones adumbravit, etc.*, Kasan, 1813, in-8<sup>o</sup> ; 4<sup>o</sup> *Poëmes Allumyd, ou le poëme de Schurfary et celui de Tograi (traduits en allemand)*, Kasan, 1814, in-8<sup>o</sup> ; 5<sup>o</sup> *De titulorum et cognominum honorum iscorum quibus Chani horda aurea uni sunt, origine, naturâ atque usu*, Kasan, 1814, in-4<sup>o</sup> ; 6<sup>o</sup> *Catalogus prælectionum in universitate kasanensi, à die xiii. aug. 1814, ad x. jul. 1815 habendarum, præmissa sunt nonnulla ; 7<sup>o</sup> De origine Rossici Denghi*, Kasan, 1815, in-4<sup>o</sup> ; 8<sup>o</sup> *De arabicorum aliam auctorum libris vulgatis crisi posantibus emaculavit. exemplo posito historia saracenicæ Elmarini*, Kasan, 1815, in-4<sup>o</sup> ; 9<sup>o</sup> *De Beschiribus quæ memoriam prædit sunt, ab Ibn-Foslano et Jakuto (sans date)*, in-4<sup>o</sup> ; 10<sup>o</sup> *De numis un bulgaricorum sortis antiquissimis libri II ; accedit hujus aliorumque atque musei fuchiani qui, data occasione, illustrantur numorum tabula aenea*, Kasan, 1816, gr. in-4<sup>o</sup> ; 11<sup>o</sup> *Motivum pour la numismatique mahométane à Saint-Petersbourg*, Berlin, 1818, in-4<sup>o</sup> ; 12<sup>o</sup> *De academiæ imperialis scientiarum petropolitane musei numario muslimico, prolixi prior, etc., partula prima*, Petersburg, 1818, in-8<sup>o</sup>. Cet ouvrage devait être divisé en deux parties, composées chacune de trois subdivisions, dont il n'a paru que la première. L'académie de Saint-Petersbourg ayant décidé ensuite que la description de son cabinet des médailles serait imprimée, M. Fræhn jugea superflu de continuer son travail. 13<sup>o</sup> *Nora symbola ad rem numariam Muhammedanorum, ex musæo pelagianis atque manterfoliani Petropoli, necnon Najolowiano Kasanica, Petersburg et Hall, 1819, in-4<sup>o</sup> ; 14<sup>o</sup> Antiquitates Muhammedane monumenta varia*, 1<sup>re</sup> partie, Petersburg, 1830, in-4<sup>o</sup> ; 15<sup>o</sup> partie, 1833, in-4<sup>o</sup>. Cet ouvrage contient diverses dissertations que l'auteur a insérées dans les *Mémoires de l'académie de Saint-Petersbourg* ; 16<sup>o</sup> *Collection des médailles mahométanes du musée asiatique impérial de Saint-Petersbourg* (en allemand), Petersburg, 1831, in-8<sup>o</sup>. Le but de cette brochure fut de faire connaître l'immense trésor que M. Fræhn s'occupait à classer et à décrire, et qui venait de recevoir des augmentations considérables. L'auteur voulait ainsi

justifier le retard qu'éprouvait l'impression du catalogue qu'il en avait promis depuis plusieurs années. 16° *De Chazaris, excerpta ex scriptoribus arabibus, particula prima*, Petersbourg, 1822, in-4°. Ce mémoire a été inséré dans le huitième volume de ceux de l'académie de Saint-Petersbourg. 17° *Des monnaies de Chazars, qui ont servi de modèles aux monnaies des premiers khalfes (en allemand)*, Mittau, 1822, in-4°. 18° *Notations d'Ibn-Fozlan et autres géographes arabes sur les anciens Russes (en allemand)*, avec le texte arabe et des notes, Petersbourg, 1823, in-4°. Ces extraits sont tirés du Dictionnaire géographique de Yacout. 19° *Nami kufici ex variis musis selecti*, Petersbourg, 1823, in-4°. 20° *Compta rendu, dans l'Allgemeine Literatur zeitung de Léna, du catalogue des monnaies arabes du cabinet impérial et royal de Milan*, 1824, in-4°. 21° *De musis speciebus Moscovitici kufici. commentationes duae, etc.*, Petersbourg, 1825, in-4°. 22° *Examen critique d'une monnaie d'Abd-ul-Molik et de Hedjadj, qui a été publiée par O.-G. Tychem, 1824*. L'auteur de cet examen, inséré dans le Journal asiatique de Paris, de mars et avril 1825, prouve que cette pièce de monnaie a été fabriquée par Tychem, s'il n'a pas été trompé lui-même par un contrefacteur. 23° *Nami muhammadi qui in musis petropolitano asservantur, digesti, interpretati et prolegomenis et commentariis palaeographico historico illustrati, additisque notabiliorum tabulis aeneis, editi*, tome I<sup>er</sup>, Petersbourg, 1826, in-4°. Ce volume ne contient que le catalogue des médailles mahométanes du musée de Saint-Petersbourg. Le tome second, qui doit renfermer les explications, les notes et les planches, n'a pas encore paru. M. Franchet aura rendu, par cette publication, un service essentiel à la littérature orientale, à la science numismatique et à l'histoire. 24° *Du caractère d'écriture arabe nommé car noutique*, dissertation où l'on prouve qu'il n'a jamais existé de caractère ainsi nommé. 25° *Essai servant à déterminer d'une manière plus précise l'époque d'une expédition entreprise au neuvième siècle, par les Russes, sur les côtes de la mer Caspienne*. Ces deux dernières mémoires ont été publiées dans le Journal asiatique de Paris, de mai et décembre 1828. On trouve aussi dans le même journal quelques lettres de M. Franchet, qui a fourni aussi divers morceaux à la Gazette littéraire de Leipzig et autres journaux allemands.

FRANCE. Foyez CHARLES X, au Supplément.

FRANCHET DESPEREY (N.), né aux environs de Lyon, vers 1773, était le fils d'un cultivateur, et exerça, dit-on, de 1793 à 1795, dans un magasin militaire de Lyon, l'emploi d'ouvrier hôteleur. Plus tard, il devint commis de l'octroi; et languit dans cette condition obscure, jusqu'en 1809, qu'il se mêla d'intrigues ecclésiastiques. Il est probable cependant que M. Franchet se trouva à même de pouvoir ne pas négliger son éducation. L'empereur Napoléon venait de se brouiller avec le pape Pie VII; Lyon était alors le foyer d'une opposition dévote au gouvernement impérial; M. Franchet, chez qui les sentiments religieux puisés dans des habitudes d'enfance, allaient jusqu'au fanatisme, se jeta dans ce parti, qui pouvait d'ailleurs offrir des chances à l'ambition d'un homme dont la position sociale était si fort au-dessous de ses moyens intellectuels. Il se chargea de colporter en France les bulles du pape, et fut, pour ce fait, emprisonné à Sainte-Pélagie. Là il se rencontra avec M. Alexis de Noailles, également compromis dans l'affaire de la bulle, et qui devint pour lui par la suite un utile protecteur. Les événements de 1814 rendirent M. Franchet à la liberté; et M. de Noailles, nommé par le comte d'Artois commissaire du roi dans la 1<sup>re</sup> division militaire, le fit son secrétaire intime et l'emmena avec lui. Le parti devot qui s'agitait à Lyon, où il jetait des lors les fondements de sa funeste domination sur la France, accueillit avec empressement le comte de Noailles et surtout son secrétaire. M. de Noailles ne fut point ingrat; de retour à Paris, il fit obtenir à M. Franchet une place de chef de bureau à l'administration de la poste, dont M. d'Herbouvillle était le directeur-général. Celui-ci investit M. Franchet de toute sa confiance, et le

nomma chef du personnel. Des ce moment, on vit changer le régime, jusqu'alors si paternel de cette administration, où les employés avaient toujours été à vie, et se succédaient de père en fils; M. Franchet ne s'occupa que de destitutions: pour placer ses créatures; tout employé suspect d'indifférence religieuse ou politique, fut éliminé sans pitié. M. Franchet fut admis dans le salon de M<sup>me</sup> Recamier. Ce fut là qu'il se lia avec le duc Mathieu de Montmorency; il fréquentait aussi la maison de M<sup>me</sup> de Sainte-Luce, fille naturelle du fameux duc de Lencauzais, et qui partageait son temps entre la dévotion et la musique. Elle avait eu deux filles remarquables par leurs grâces et leur esprit. Les concerts que M<sup>me</sup> de Sainte-Luce donnait dans son salon, rue Cassette, furent souvent honorés de la présence du roi de Prusse. L'aînée de ses filles mourut, en 1815, un officier-général prussien, qui l'a conduite à Berlin. M. Franchet devint, en 1817, l'époux de la cadette; le mariage eut lieu à Aix-la-Chapelle, et le roi de Prusse assista à la bénédiction nuptiale. Les relations de ce monarque avec la famille de M<sup>me</sup> Franchet, n'ont pas peu contribué à l'élévation du mari, et ne l'ont pas moins bien servi depuis qu'il est tombé dans la disgrâce. Simple chef de bureau à la poste, il était déjà un homme important, bien venu au pavillon Marsan, et considéré comme un des chefs de la congrégation. Il était aussi capitaine d'état-major de la garde nationale, et membre de l'association des prisons. Le moment vint où, pour le malheur de la France, il allait être appelé à de hautes destinées: le ministère Villele se forma, au mois de décembre 1821, et M. Franchet fut appelé à la direction générale de la police du royaume. Son élévation subite fit scandale et étonna beaucoup tout ce qui n'était pas au fait des mobiles secrets de sa fortune. M. Franchet, qui sous Bonaparte avait été victime d'une police sévère, aurait dû porter quelque modération dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, et suivre l'exemple donné par M. Mounier, son prédécesseur; le contraire arriva; sa police devint une véritable inquisition. Il débuta par la destitution du chef de bureau Ranzas, qui avait su allier la modération à ses pénibles et délicates fonctions. Accoutumé, dit-on, à ne voir que le mauvais côté du cœur humain, M. Franchet ne trouva pas dans la place qu'il occupait l'occasion de revenir sur cette façon de penser. Comme il était de bonne foi, car on ne peut lui refuser ce témoignage, il croyait tous les rapports que lui faisait sa police, et ne sentait pas que les hommes qui vivent d'un emploi, dans lequel il faut toujours dénoncer à tort ou à raison, sous peine de voir accuser leur zèle, doivent nécessairement être portés à inventer. Aussi les conspirations formelles ou chapitre important dans l'administration de M. Franchet. Elle devint d'autant plus redoutable, que partout elle se couvrait du manteau de la religion: les congrégations qui d'un bout du royaume à l'autre se formaient sous mille dénominations diverses, embrassaient toutes les conditions depuis le simple domestique jusqu'au grand seigneur: de là cette inquisition qui tendait à comprendre les détails les plus secrets de la vie privée dans la surveillance de la police: de là ces persécutions, ces disgrâces pour tout employé du gouvernement qui n'allaient pas à la messe, qui mangeait gras le vendredi, qui ne se mêlait pas aux processions dévotes. Et si l'on eût voulu descendre dans la vie privée du chef d'une police si inquisitoriale, on pourrait dire que celui dont l'austérité condamnait sa femme et sa belle-mère à n'aller au spectacle qu'en cachette, ne fut peut-être pas lui-même exempt de reproches. On ne l'accusera pas pour cela d'hypocrisie réelle, mais si bien d'une dévotion mal éclairée: car tous ceux qui le connaissent s'accordent à dire qu'elle est fondée chez lui sur la conviction et sur l'habitude; mais qui ne sait jusqu'où vont les contradictions de l'esprit humain? Aussi l'histoire reprochera sévèrement à Louis XVIII d'avoir eu la faiblesse de confier la haute administration de la police à un homme qui avait au dix-neuvième siècle les préjugés et les mœurs d'un ligueur. A la police comme à la poste, M. Franchet s'est montré le persécuteur impitoyable de ceux qui ne pensaient pas comme lui, ou

dont il croyait avoir à se plaindre. Au reste, il est en amitié ce qu'il est comme ennemi : s'il poursuit avec acharnement, il reste aveuglément dévoué : ce pendant sur la fin de sa carrière politique il était brouillé avec M. le comte Alexis de Noailles, son premier protecteur. De tous les faits qui se rattachent à l'histoire de son administration, aucun n'a fait plus de scandale que les scènes qui ensanglantèrent la rue Saint-Deus, les 19 et 20 novembre 1827 : elles paraurent le résultat d'une tentative de la police pour faire rebeller une partie de la population de Paris, afin de fournir au gouvernement un prétexte pour recourir à des mesures inconstitutionnelles et extra-légales. L'opinion publique accusa fortement M. Franchet et Delaveau, préfet de police, d'avoir organisé ce massacre, ce que nous ne saurions nous décider à croire, bien que l'instruction qui eut lieu devant la cour royale à ce sujet fût de nature à confirmer ces bruits fâcheux. Mais vivement soutenu par la cour, M. Franchet s'inquiétait peu sans doute de l'opinion publique. M<sup>me</sup> Franchet, remarquable par ses grâces et encore plus par la turbulence de son esprit, n'était pas aussi sans influence, et le vieux roi Louis XVIII lui-même n'avait pas été insensible aux charmes de son style épistolaire. Une fortune si rapidement faite doit avoir un terme non moins prompt. Lors de la formation du ministère Martignac, qui remplaça, en 1828, le ministère Villele, M. Franchet, que la cour ne croyait pas pouvoir abandonner sans ingratitude, eut la promesse de la recette générale du département du Rhône : mais ce ministère avait oublié, disait-il, de contresigner la nomination, et M. Roy, son successeur, ne se crut pas obligé d'acquiescer à cet égard la dette de son devancier. M. Franchet se vit réduit à solliciter la recette de la Nièvre, qu'il n'obtint pas. Toutefois, le pouvoir occulte de la congrégation n'avait perdu ni son crédit ni son influence, elle se faisait sentir dans le gouvernement, et, soutenue par la cour, paralysait le ministère. L'influence que M. Franchet avait pu conserver personnellement se década dans un grand bal donné par l'intendant de la liste civile, Laboullière, le 25 janvier 1828. L'ex-directeur de la police y fut environné d'autant d'hommes, de prévenances et d'obsequiosités qu'au temps de sa plus grande puissance. La cour comptait alors sur sa réintégration ; on disait même que le roi l'avait chargée d'une police secrète ; ce qui donna quelque consistance à ce bruit, c'est que M. Franchet avait conservé ses deux secrétaires, bien qu'il n'eût aucun emploi ostensible, mais ses espérances furent déçues, et il resta sans fonctions jusqu'à la promulgation des fameuses ordonnances du 25 juillet, par l'une desquelles il était nommé conseiller-d'état et membre du conseil privé. La révolution qui s'opéra alors le força à s'éloigner de France : il s'est retiré en Prusse, où il vit avec sa femme et sa belle-mère. Une goutte de reins l'a presque privé de la vue. M. Franchet est commandant de la légion d'honneur.

FRANCHI (Jostre), statuaire, naquit dans la principauté de Massa-Carrara, vers 1750. On entend nécessairement parler de la fortune des grands artistes dans le pays qui fournit une partie de la matière première par eux employée. Le jeune Franchi conçut de la fable de se livrer à la sculpture, et quitta de bonne heure Carrara pour aller à Rome, étudier cet art. L'esprit d'imitation était seconde chez cet artiste par de belles dispositions ; il apprit avec facilité, et essaya bientôt à produire à l'occasion de divers concours où il fut couronné. La réputation de Franchi s'étant propagée de Rome dans toute l'Italie, on lui fit proposer la place de professeur de sculpture dans l'academie des beaux-arts au college de Brera, à Milan, qu'il accepta. Les soins de l'enseignement, loin d'être importuns à cet artiste, satisfaisaient au contraire un de ses goûts particuliers ; il s'y livrait avec un zèle soutenu et parvint en peu d'années à être entouré d'élèves excellents et de grande espérance. Il a compté au nombre de ses disciples les fils de l'archiduc Ferdinand, alors gouverneur du Milanais. L'archiduc Maximilien, le troisième d'entre eux, parvint même à acquérir plus de talent que n'en comportait en condition d'élève. Les travaux du professorat

n'empêchèrent pas Franchi de continuer à produire de bons ouvrages. Tous les voyageurs citent avec éloges les deux Syènes, qu'il exécuta en marbre pour la place du Tagliamento à Milan. L'aménité de son caractère et le goût exquis avec lequel il parlait des beaux-arts, le faisaient rechercher par les grands et par tous les gens de mérite. Les sommes considérables que ses travaux lui rapportèrent n'eurent guère servi qu'à satisfaire son penchant à la bienfaisance, de sorte qu'il a laissé peu de fortune après lui. Il est mort à Milan, en février 1806.

FRANÇOIS I<sup>er</sup>, roi des Deux Siciles, est né, le 19 janvier 1777, de Ferdinand IV, roi des Deux Siciles, et de Caroline d'Autriche. Des sa première jeunesse, ce prince a pu présenter une partie des malheurs réservés à sa famille. Le royaume des Deux Siciles n'avait pas seulement à craindre le contre-coup des bouleversements qui avaient éclaté dans d'autres parties de l'Europe ; il renfermait aussi dans son sein le germe inévitable d'une révolution. L'administration de Ferdinand s'était aliénée la confiance publique, le régime de l'arbitraire était devenu insupportable à la classe la plus nombreuse de la nation, et la tranquillité du pays n'était que le silence des infortunés. L'occupation de Naples par les Français fut suivie, en 1806, de l'établissement du gouvernement de Joseph Napoléon. A cette époque, François, duc de Calabre et héritier présomptif de la couronne, alla rejoindre le roi Ferdinand son père, qui s'était retiré à Palerme. Le gouvernement britannique envoya des troupes en Sicile, pour défendre l'île contre les invasions des Français, et pour y préparer une expédition, dont l'issue devait être le rétablissement de Ferdinand sur le trône de Naples. Le dévouement des Anglais cachait des vues qu'ils n'osaient avouer ; ils commencèrent par s'emparer de toutes les forteresses de la Sicile, et bientôt après de tous les droits de la souveraineté. La première apparition du duc de Calabre sur la scène politique, arriva en janvier 1812, lorsque son père, fatigué du joug des Anglais, résolut de ne plus se mêler de l'administration du royaume, et la confia à son fils, qui prit le titre de *vicario generale*, tandis que William Bentinck, l'agent principal des Anglais, reçut celui de *capitano generale*. L'autorité du lieutenant-général ne fut réellement qu'illusoire, et l'on ne doit pas lui imputer tous les actes dans lesquels il parut prendre l'initiative. C'est ainsi qu'il faut restituer aux Anglais la détention de Ferdinand IV, à sa campagne de Colli, et le décret de déportation lancé contre la reine Caroline. Cette princesse avait certainement commis des fautes très graves, mais son fils n'eût jamais agi de lui-même vis-à-vis d'elle avec une pareille rigueur. Les Anglais n'osèrent pas faire exclure le royaume de Naples de la grande mesure des restaurations arrêtées, en 1814, par les vainqueurs de Napoléon. Ferdinand IV voulut aussi reprendre l'exercice de la royauté, et il revoula le titre et les pouvoirs qu'il avait conférés au duc de Calabre. Quelques années plus tard, ce dernier devait être de nouveau placé à la tête des affaires, lorsque le peuple napolitain reclama, les armes à la main, l'établissement d'un gouvernement constitutionnel. Le cabinet de Naples avait bien déjà pris, par l'organisation des conseils provinciaux et municipaux, des moyens efficaces d'améliorer l'administration ; il tendait évidemment à se rapprocher des gouvernements représentatifs autant que le lui permettait un article secret de son traité de 1815 avec l'Autriche. Mais des améliorations, toutes partielles et locales, ne suffisaient pas à l'impétieuse activité de l'esprit d'innovation répandu dans toute l'Italie par les carbonari. Cette association créée, ou du moins encouragée par la reine Caroline, à l'époque de l'invasion française, s'était accrue et fortifiée sous la domination de Murat. Durant le dernier temps du séjour des Autrichiens à Naples, après la restauration, elle en était arrivée à former le noyau secret d'une ligue, qui comprenait, en mars 1820, environ six cent cinquante mille individus. Allumée par les carbonari, l'étincelle de la révolution partit du régiment Bourbonnais, et se propagea avec une extrême rapidité : la défection du général Pepe achava d'ôter au parti

royaliste l'espoir de l'étouffer. A la fin de juin, Ferdinand rappela près de lui le duc de Calabre, qui était passé en Sicile l'année précédente, 1819, pour y comprimer quelques mouvements partiels. Après un conseil tenu au palais, la nuit du 2 au 3 juillet, une proclamation fut répandue : elle portait que le vœu de la nation pour un gouvernement constitutionnel s'était manifesté, le roi y consentait de sa pleine et entière liberté, promettant d'en publier les bases dans l'espace de huit jours. Les insurgés envoyaient sur-le-champ une députation à Naples, pour demander que le roi adoptât sous les vingt-quatre heures la constitution des cortès espagnoles de 1812. Dans cette circonstance, et après quelques pourparlers, le roi fit publier un rescrit dans lequel, alléguant l'état de sa santé, qui ne lui permettait pas de pourvoir au gouvernement du royaume, il déclarait en déposer le fardeau, jusqu'à son rétablissement, entre les mains de son fils bien-aimé, le duc de Calabre, qu'il constituait encore une fois lieutenant-général, avec la clause illimitée de *l'alter ego*, c'est à dire avec l'exercice de tous les droits et prérogatives de la puissance royale. Bientôt parut une proclamation du lieutenant-général, qui promettait la constitution espagnole. Les insurgés exigèrent que le roi promît lui-même cette constitution ; Ferdinand, cédant à la nécessité, confirma les promesses de son fils. Celui-ci rendit en même temps un décret plus explicite pour l'adoption de la constitution espagnole, sauf les modifications à y faire, et, deux jours après, il nomma une junte constitutionnelle provisoire. Dès que cette junte provisoire fut installée, le 13 juillet 1820, le roi, le duc de Calabre et le prince Léopold, duc de Salerne, s'y rendirent pour prêter les serments exigés et pour recevoir ceux de la junte, qui s'occupa principalement d'abord de la convocation du parlement national. En prenant les rênes du gouvernement le duc de Calabre avait fait porter aux premières cours de l'Europe la notification des changements arrivés et des explications jugées propres à dissiper les préventions qu'ils y avaient fait naître. Le temps nécessaire pour recevoir l'avis des puissances étrangères, et celui qui devait s'écouler encore jusqu'à l'ouverture du parlement national, fut employé à agir contre la Sicile, qui, croyant saisir l'occasion de reprendre son indépendance et ses anciennes institutions, s'était insurgée, à la nouvelle des événements de Naples. Le duc de Calabre ordonna une expédition, qui fut dirigée sur Palerme ; cette ville, le point central de la rébellion, ne fut réduite, ainsi que le reste de la Sicile, qu'après une lutte violente et beaucoup de sang répandu. On a reproché dans cette opération, au prince lieutenant-général, l'annulation de la capitulation qu'il avait consentie, pour amener plus aisément la reddition de Palerme. Cependant la première session du parlement national commença. Le discours d'ouverture du roi, lu par le duc de Calabre, n'était pas complètement rassurant pour les partisans de la révolution. Des les premiers jours de la session, les ministres durent faire pressentir que les autres puissances de l'Europe désapprouvaient ce qui avait été fait. L'Autriche réunissait des troupes et répandait des proclamations foudroyantes contre les carbonari ; après avoir tenu le congrès de Troppau, elle venait d'ouvrir celui de Laybach, où le roi Ferdinand se rendit malgré l'opposition générale. Le congrès avait décidé d'avance que l'autorité royale serait rétablie à Naples, telle qu'elle était avant juillet 1820. On sait que Ferdinand se retira à Florence pendant que les Autrichiens marchèrent sur son royaume, qu'ils occupèrent entièrement vers le mois de mars 1821. Déjà, lors du départ de son père, le duc de Calabre, sur qui venait de tomber tout le fardeau du gouvernement au milieu de circonstances si critiques, avait renouvelé devant le parlement ses serments constitutionnels. On observa qu'en promettant de respecter la liberté publique, il réclamait toute l'autorité que la constitution assurait au pouvoir exécutif, et sa conduite postérieure n'a rien offert qui puisse faire suspecter la droiture de ses intentions dans cette circonstance. Lorsque son père l'informa des volontés des puissances alliées, l'invitant à les seconder, il lui répondit qu'il était décidé à partager les dangers et les

destinées de sa patrie, à exposer sa propre vie pour défendre l'indépendance, les droits et l'honneur de la nation. Il mit à la disposition du ministre de la guerre cinquante mille hommes dont le commandement fut confié aux généraux constitutionnels Carascosa et Pepe. Après les premières défaites des Napolitains, il voulut se rendre au quartier-général de Carascosa, afin de pouvoir agir selon le besoin du moment et plus rapidement. Il n'était plus possible de tenir tête à l'armée autrichienne ; les nouvelles qu'il recut le firent revenir à Naples le jour même de son départ. Le retour de Ferdinand mit fin à la régence du duc de Calabre. Ce prince avait de plus au gouvernement autrichien, lequel, peu de temps après, proposa de transmettre à son frère Léopold les hautes fonctions dont il avait été investi, ce qui n'eut cependant pas lieu. Malgré cela, ce fut lui qui présida la junte créée pour délibérer sur les bases des lois fondamentales à donner à l'administration publique. Depuis la seconde moitié de 1821, jusqu'à la mort de son père, le duc de Calabre resta dans une espèce de neutralité qui ne lui nuisit pas dans l'opinion publique. La grande cour spéciale avait été organisée, on poursuivait pendant ce temps les personnes impliquées dans la conspiration de 1820 ; mais les Napolitains se plaisaient à rendre hommage au noble caractère de l'héritier de la couronne ; ils nourrissaient l'espoir que, parvenu au trône, il serait, plus que tout autre prince, disposé à l'indulgence pour des actes qu'il avait été à même d'approfondir et d'apprécier personnellement, et qu'il réaliserait ce que le roi avait promis à Palerme, en 1814. Ferdinand IV mourut le 4 janvier 1825. Les premiers devoirs remplis envers son père, le duc de Calabre, que nous appellerons dans la suite François I<sup>er</sup>, se retira dans la résidence royale de Capri di Monte. Son entrée solennelle à Naples, qui n'eut lieu que le 5 mars suivant, avait été précédée d'une amnistie générale ; on n'exceptait que les délits du ressort de la justice ordinaire. Il fut reçu avec un enthousiasme extraordinaire, surtout par la portion de la nation qui attendait plus qu'une amnistie, c'est à dire des institutions, dont cependant le temps n'était pas encore venu. Les Autrichiens occupaient toujours le pays de Naples, et le cabinet de Vienne avait les yeux sur le nouveau gouvernement napolitain. L'empereur d'Autriche, qui devait faire un voyage en Italie, envoya au nouveau roi l'invitation de venir à Milan. François I<sup>er</sup> y consentit, mais non sans laisser percer la répugnance qu'il éprouvait. La principale mesure qui suivit l'entrée des deux princes a été le décret du 25 mai 1826, qui annonçait que l'armée autrichienne resterait à la disposition du roi de Naples jusqu'à la fin de 1827, tandis que, par une transaction du 31 août 1824, cette armée n'y devait rester que jusqu'en 1826. Cet acte fit d'abord une impression fâcheuse, cependant on le mit sur le compte des ministres du feu roi, surtout de M. de Medici, et le retour de François fut célébré avec joie. Ce prince s'était fait précéder de nouveaux décrets d'amnistie, ou plutôt d'atténuation de peines. Par d'autres décrets, publiés le 7 août suivant, un nombre considérable de personnes, bannies par suite de la révolution, furent rappelées dans le royaume ; d'autres décrets semblables furent promulgués, en octobre, à l'occasion de la fête de la reine, et le roi ne sembla occupé qu'à cicatriser les plaies que la révolution avait faites à son royaume. L'évacuation des Autrichiens s'est enfin effectuée en 1827, et cet événement a été accompagné du désarmement des gardes civiques napolitaines et d'une nouvelle capitulation de troupes avec la Suisse. Ces deux dernières mesures, prescrites toujours par le cabinet de Vienne, montrent avec quelle circonspection le roi François dut marcher dans le champ des améliorations, et justifient la sévérité avec laquelle il fit reprendre le mouvement qui éclata en 1828 à Bosco, petite ville du district de Vallo. Rassemblée à la voix d'un chanoine de Luca, la population des villes et bourgs voisins de Salerne se mit en mouvement, réclamant encore des institutions dignes d'un peuple civilisé, et spécialement une charte calquée sur la charte française. Le maréchal del Carretto dissipa promptement

ment cet atterouement et fit raser Bosco. Un autre atterouement est venu distraire les esprits de ces scènes déplorables. Il avait été conclu vers la fin de 1816 entre le gouvernement de Naples et la régence de Tripoli, un traité d'après lequel, suivant l'ancien usage des puissances barbaresques, il avait été payé aux Tripolitains, sous le nom de present, un tribut assez considerable. La mort de Ferdinand étant arrivée, le bey demanda le renouvellement du traité. François 1<sup>er</sup> s'y refusa, et ordonna un armement contre Tripoli. Cette expédition n'a pas été des plus glorieuses pour la marine napolitaine; mais les deux parties se sont arrangées, et par l'intermédiaire du consul de France, elles ont signé, le 28 octobre 1828, un traité de paix qui règle leurs différends à leur satisfaction réciproque. Depuis cette époque, François 1<sup>er</sup> a continué de s'occuper des améliorations possibles; les finances de son royaume deviennent de jour en jour dans un état plus prospère, la caisse d'amortissement a poursuivi ses opérations aux termes des promesses faites. Le mariage de Marie-Christine de Naples avec le roi d'Espagne a donné à François 1<sup>er</sup> l'occasion d'aller visiter Madrid, et tout récemment Paris. Ce prince a paru aimer les arts et l'instruction; il a montré partout des mœurs qui le rendaient digne d'un gouvernement tel que la plus haute raison le conceût de nos jours. François 1<sup>er</sup> est mort en 1830. Il était devenu veuf, le 15 novembre 1801, de Marie-Clementine, archiduchesse d'Autriche, fille de Léopold II, et s'était remarié, le 6 octobre 1803, à Marie-Isabelle, née le 6 juillet 1789, fille de Charles IV, roi d'Espagne. Il a eu de son premier mariage Caroline-Ferdinand-Louise, née le 5 octobre 1798, duchesse de Berri; du second, Louise-Charlotte, née le 21 octobre 1804, mariée à François de Paule-Christiane, née le 27 avril 1806; Ferdinand-Charles, né le 17 janvier 1810, duc de Noto, prince de Calabre, aujourd'hui roi de Naples, et Charles-Ferdinand, né le 10 octobre 1812, prince de Capoue.

FRANKLIN (BENJAMIN), né le 6 janvier 1706, à Boston, dans le Massachusetts, qui faisait partie de la nouvelle Angleterre. Sa famille était du village d'Eaton dans le Northampton-Shire. Joias, le père de Benjamin, avait été s'établir à Boston, en 1682, parce qu'on tolérât à peine en Angleterre le presbytérianisme auquel il appartenait. Il était à la tête d'une fabrique; mais il avait dix-sept enfants, et la cherté de la main-d'œuvre dans un pays où la culture de la terre occupait presque tous les bras lui laissait peu d'aisance. Benjamin, qui fut le quinzième de ses frères et sœurs, ne resta que deux années dans une maison d'éducation; réduit à choisir une occupation lucrative, il entra en qualité d'apprenti dans l'imprimerie d'un de ses frères, chez qui il devait travailler huit ans sans traitement. Il avait trouvé parmi les livres de son père, l'essai de l'oe sur les projets, livre où sont indiquées diverses applications particulières des procédés des arts. Cette première lecture s'accordait avec les dispositions naturelles de Franklin, et lui fit tant d'impression qu'à un autre âge, lorsqu'il eut acquis de vastes connaissances, et qu'elles l'eurent conduit à des découvertes importantes, il eut toujours en vue quelque moyen de soulager les conditions inférieures, et d'augmenter par une répartition plus égale des lumières le bien-être des classes les plus nombreuses. Tout en se rendant habile, au sortir de l'enfance, dans le métier qu'il pouvait regarder alors comme sa principale vocation, il saisissait avidement les occasions de se procurer des livres, et ses lectures l'entraînaient à s'essayer lui-même dans l'art d'écrire. Une des ballades qu'il hasardait un moment de vogue; mais les avis paternels le préservèrent d'être abusé par ce faux succès, et laissèrent un genre qui lui convenait peu, il mit tous ses soins à reproduire dans des morceaux détachés, le style et la manière d'Addison. Il a dû principalement à ces efforts le bonheur avec lequel il rendit ensuite la morale plus persuasive, au moyen de quelques plaines habilement préparées. Il travaillait par degrés à se réformer lui-même en toute chose; néanmoins il avait dans l'esprit beaucoup d'indépendance, et, durant toute sa jeunesse, il fut sujet à porter d'abord jus-

qu'à l'exagération ce qui lui paraissait raisonnable, bien que peu conforme aux idées généralement reçues. L'usage de la diète végétale, par Trion, lui étant tombé entre les mains, il se mit aussitôt à suivre un régime sévère. Cependant il ne tarda pas à y renoncer quand sa position changea. D'ailleurs il venait de voir une murue dans laquelle se trouvaient de petits poisons: après un tel scandale, il ne parla plus de suivre en cela les pures inspirations naturelles. Lorsqu'il lut Collins, Locke, Shaftesbury, il tomba dans un scepticisme auquel la droiture de son esprit devait mettre bientôt des bornes. Il n'a conservé depuis que le véritable doute philosophique: nul n'a mieux compris qu'au lieu de repousser de préférence ce qui s'accorde avec d'intimes besoins de l'âme, une libre raison doit seulement tout examiner, et ne rejeter les erreurs que pour mieux s'attacher aux vérités. Ainsi, avant de mériter une place au nombre des sages, Franklin avait porté l'incrédulité dans la morale même. Peut-être fut-ce un crédit pour lui; quand la tête a de la force, pourquoi ne composerait-on pas soi-même avec maturité l'ensemble des maximes de conduite, et des notions religieuses auxquelles on s'arrêtera. Des articles de Franklin, insérés dans la gazette de son frère James, les éloges donnés à ces essais avant que l'auteur en fût connu, et les égards qu'en suite on lui témoigna indisposèrent cet imprimeur; il comprit que de semblables succès rendraient peu docile un ouvrier de dix-sept ans, et dès lors la séparation parut inévitable. Cependant un morceau politique désapprouvé par l'autorité ayant exigé la suppression de cette feuille, James imagina de la faire reparaître sous le nom de son frère, et de feindre de la lui céder en se munissant d'une contre-lettre. La bonne intelligence entre eux ne put se rétablir, et Benjamin abusait de la copie simulée. Cette mauvaise action, qu'il n'a jamais prétendu justifier, fut du moins une des circonstances dont le souvenir servit un peu plus tard à lui faire reconnaître la nécessité des lois morales. Le tort qu'il venait de se faire dans l'opinion, et l'idée peu favorable qu'on se formait de ses sentiments à l'égard du culte, le décidèrent à quitter brusquement Boston. Trois jours lui suffirent pour arriver par mer à New-York, mais sans aucune recommandation, et dénué de toute ressource. N'y trouvant point de travail, il continua comme il put son voyage, jusqu'à Philadelphie où il y avait deux imprimeurs. Refusé par le premier auquel il s'adressa, il se vit enfin accueilli par Keimer. Il aurait peut-être consommé des années dans cette situation obscure qui lui suffisait, en ce qu'il savait s'arranger de différents régimes, ayant une santé qui rappelait la forte constitution de son père; mais des malheurs nouveaux l'exciterent à user entièrement de ses moyens. Le gouverneur de la Pensylvanie l'ayant remarqué par hasard, lui offrit la direction d'une imprimerie qu'il s'agissait d'établir, en rapportant d'Angleterre les objets indispensables. Franklin alla prendre congé de ses parents à Boston, et, se croyant muni à son retour à Philadelphie de lettres de recommandation, il s'embarqua pour Londres, où il se trouva que ces lettres ne le concernaient pas. Réduit encore une fois à se présenter dans des imprimeries où on ne le connaissait point, il parvint à travailler chez Palmer où on ne tarda pas à distinguer ses talents, mais en détestant les principes qu'il n'avait pas encore abjurés. Du moins Franklin n'eut besoin que de quelques avertissements du sort pour sentir tout ce qu'il y a de dangereux, ou de faux dans l'indifférence à l'égard du bien et du mal. En rentrant dans les seules voies où la rectitude de son jugement, et la bonté de son cœur dusent avoir tout leur effet, il voulut étendre la réforme à ses camarades d'atelier: son exemple et ses discours leur firent chérir l'ordre, la sobriété, l'économie. On persuadait aisément lorsqu'on vient de se corriger soi-même, et lorsque l'amour du devoir ne peut être attribué ni à d'aveugles habitudes, ni à la froideur de l'âge. Ce premier succès de Franklin, en le faisant aimer, lui procura ce commencement de réputation qui lui fournit le moyen de se rendre plus utile. Il s'était empressé de communiquer les avantages dont il reconnaissait le prix. Dans la suite il obéit toujours à cette même in-

aspiration simple et grande; ne s'attachant essentiellement qu'à servir les hommes et sa patrie, il fit le bien sans chercher l'éclat, et c'est en ne songeant pas à se rendre célèbre qu'il devint illustre. L'ascendant qu'il avait su prendre sur les ouvriers qui l'entouraient lui fit adresser diverses propositions de nature à le retenir en Angleterre. Il s'arrêta surtout au projet d'une école publique de natation: mais l'amour du pays qui l'avait vu naître l'emporta, et il ne s'occupa plus que de mettre de côté l'argent nécessaire pour ne pas se présenter une seconde fois à Philadelphie dans l'état où il s'y était trouvé. Le souvenir surtout d'une personne qui ne lui avait pas été indifférente le décidait à choisir cette ville en retournant en Amérique; mais miss Read, à qui il avait négligé d'écrire tandis qu'il était en Angleterre, venait de prendre d'autres engagements. Elle n'avait pas deviné que cet ouvrier, possesseur de deux cents schellings à sa première arrivée à Philadelphie, en serait un jour le législateur. Ainsi mécontent de la femme qu'il avait aimée, et s'en attribuant surtout la faute à lui-même, trompé d'ailleurs par un ami quelque temps auparavant, Franklin comprit mieux que jamais qu'il n'y a de repos ou de dignité que dans la morale. Après des tentatives infructueuses dans d'autres branches de commerce, il entra, mais à des conditions plus favorables, chez l'imprimeur Krimer. A peine avait-il pris ce parti qu'un de ses nouveaux camarades lui proposa d'établir une imprimerie. Meredith ne fournit que les moyens pécuniaires; le reste dépendit de l'industrie de Franklin, et demandait une grande assiduité. Ce fut alors que le sentiment du devoir lui fit contracter les habitudes les plus laborieuses: l'estime publique lui était devenue nécessaire. Il se mettait au travail de grand matin, et le prolongait le soir jusqu'à ce qu'il eût achevé la tâche qu'il s'imposait pour chaque journée. La carrière s'ouvrait enfin devant lui, il ne cessa d'y marcher honorablement. Son séjour à Londres avait donné plus d'étendue à ses idées, et lui avait révélé en partie ce qu'il pouvait. Son établissement à Philadelphie lui offrit des facilités pour former une réunion d'hommes éclairés qui s'assemblaient toutes les semaines. Des questions politiques ou morales et des expériences de physique dans quelque but d'utilité publique, étaient le sujet de ces entretiens, et, tous les mois, chaque membre de la société lisait un morceau de sa composition. Ainsi se formait, au centre de ces colonies, une opinion qui, durant la guerre de l'indépendance, a été d'un grand secours. Ces relations contribuèrent à la prospérité de l'imprimerie, et Franklin en devint le seul propriétaire par la retraite de Meredith, qui était peu propre à ces occupations. Dès l'année 1750, l'état de ses affaires lui permit d'épouser son ancienne amie, devenue libre: il eut le bonheur de la voir adopter sincèrement ses idées de bienfaisance et d'économie domestique. La Gazette qui sortait des presses de Franklin, et à laquelle il fournissait lui-même beaucoup d'articles, devenait un grand moyen d'instruction et d'amélioration dans les mœurs, mais ce n'était pas assez; les établissements publics manquaient encore dans cette contrée, où pendant si long-temps on ne s'était attaché qu'au défrichement du sol, et aux profits du négoce. Il forma, sous le titre de *Library-Company*, une société de lecture, dont la bibliothèque s'accrut rapidement, enrichie de ses dons et de ceux de plusieurs autres particuliers. Les provinces voisines suivirent cet exemple. Son premier desir était de rendre populaires les notions morales que souvent l'éducation fait connaître, mais sans qu'on en soit assez pénétré. Tel fut l'objet de *l'Almanach du pauvre Richard*, dont la publication commença en 1752, et dura vingt-cinq ans. On en débitait annuellement dix mille exemplaires, succès prodigieux dans un pays où alors on lisait assez peu. Le *Bonhomme Richard* a eu beaucoup de vogue, même en France, malgré l'espèce d'étrangeté que pouvaient lui trouver en général les lecteurs européens. L'expression en est toujours d'une simplicité remarquable, et les choses les plus sérieuses, les vérités les plus importantes, y sont mises à la portée de tout le monde. Malgré son âge très peu avancé, Franklin s'exprimait déjà avec une sorte de bonhomie

paternelle, avec une abondance entraînante. Il ne cherchait pas à surprendre par la nouveauté ou la profondeur des aperçus: il professait une feinte ignorance, agréable aux cultivateurs, et des locutions proverbiales difficiles à oublier. Il ne descendait pas au soin de sacrifier le fond moral et de flatter les peuchants de ceux qu'il s'agissait moins d'amuser que d'instruire. Jusque dans une Gazette, il disait par exemple: «Croyez-moi, mes compatriotes, ce n'est pas l'augmentation de la puissance française que nous avons à craindre: mais une rechute dans nos vices et dans notre corruption.» Il a commencé, vers l'âge de trente ans, à remplir des fonctions publiques: il fit alors partie de l'assemblée générale de la Pennsylvanie; on l'en nomma secrétaire, emploi qu'il exerça long-temps. L'année suivante, en 1757, le gouvernement anglais le choisit pour directeur des postes de Philadelphie. Cette place lucrative lui offrait en outre des facilités pour s'étendre jusqu'au milieu des habitations les plus reculées, son journal, où se retrouvait la grâce et la perspicacité du *Spectateur*, et que nulle personnalité ne déshonora jamais. Des établissements utiles, inconnus jusqu'alors en Amérique, se multiplièrent sous sa direction ou par ses soins. Dans un des clubs littéraires et politiques qu'il fonda, on n'était reçu qu'après avoir répondu à ces questions: «Aimez-vous tous les hommes de quelque profession ou religion qu'ils soient? Croyez-vous qu'on puisse persécuter ou décrier un homme pour de simples opinions spéculatives, ou à cause du culte qu'il professe? Aimez-vous la vérité pour elle-même? Emploieriez-vous tous vos efforts pour la connaître et la faire connaître aux autres?» Pendant les séances, on demandait à tous les membres s'ils pouvaient indiquer un citoyen qui eût récemment développé une industrie particulière; si quelque débiteur avait besoin d'encouragement; s'il était arrivé des autres provinces, ou même d'Europe, quelque étranger qui eût besoin d'appui; si on entrevoyait un nouveau moyen d'être utile soit au pays, soit au genre humain; si on avait remarqué dans les institutions des défauts auxquels il fût possible de remédier? Chacun était aussi invité à dire en quoi la société pourrait l'aider lui-même. Ces différents travaux, et dix années de présence, comme représentant à l'assemblée générale de Philadelphie, ne suffirent pas à l'activité de Franklin: il trouvait du temps pour les recherches et les expériences de physique qui un peu plus tard l'ont conduit à des résultats si heureux. Il ne jugea pas à propos d'accepter le commandement du corps de volontaires qui venait de se former à l'occasion des incursions des Indiens, pendant la guerre de 1754, entre la Grande-Bretagne et la France. Dix mille hommes, parmi lesquels on comptait mi les habitants de Philadelphie, s'inscrivirent dans cette légion, dont la prompte création était due à l'influence de Franklin. Il marcha comme soldat sous les ordres de Lawrence, qu'il avait désigné lui-même pour le commandement, et qu'on nomma général. On manquait d'argent pour construire des forts indispensables: Franklin y pourvut moyennant une loterie. Les principes rigides de la secte des primitifs opposaient d'autres obstacles: il ménagea leurs scrupules: la faiblesse d'esprit ne le choquait point, pourvu qu'elle fût consciencieuse. Les primitifs, à qui leur loi interdisait toute participation à la guerre, n'accordèrent point d'argent pour acquérir de la poudre; mais ils en donnèrent pour acheter d'autres denrées, et ne purent se dissimuler ce qu'il y a de defectueux dans des préceptes qu'on est forcé d'éluder, parce qu'ils ne sont pas dus à la raison, mais à l'exaltation. Après cette diversion, Franklin reprit le cours de ses observations. Beaucoup de connaissances lui manquaient en physique; mais le tact du génie supplée à bien des choses. La société de lecture de Philadelphie venait de recevoir d'Europe l'avis d'expériences récentes qui attiraient l'attention des savants sur les phénomènes de l'électricité. Non seulement Franklin répéta ces observations, quoiqu'il n'eût à sa disposition que des instruments insuffisants ou defectueux, mais ces données le conduisirent à de nombreuses découvertes. Il démontra la distribution de la matière électrique sur les deux

surfaces extérieures et intérieures des bouteilles de Leyde, et il en expliqua l'accumulation. C'est lui qui reconnut que toute pointe métallique peut rétablir l'équilibre entre des masses électriques à différents degrés, et déterminer insensiblement, même à quelque distance, l'écoulement de l'électricité. Comme c'était une constante disposition de son esprit de chercher une utile application des faits nouveaux de la science, il eut le bonheur de songer à diriger, pour en détourner les effets, la matière électrique contenue dans les nuages, en supposant que l'électricité fût la cause immédiate de la foudre. Le problème une fois proposé, il en obtint la solution d'une manière très simple. Par un temps d'orage, il éleva un cerf-volant, et suspendit au bout de la corde un morceau de fer. Tant que la corde resta sèche, l'expérience ne réussit pas; mais il la répéta. Une pluie humectait la corde, et dès lors la destinee de Franklin s'accomplissait. Si en effet, il n'eût mérité aucunement la première partie des vers un peu fastueux qu'on a faits en son honneur, et que tout le monde connaît, si l'adoption des paratonnerres dans les deux mondes n'eût pas agrandi son nom, sans doute il n'aurait pas reçu plus tard la haute mission à laquelle se rapporte l'autre partie de ce court et magnifique éloge. Il pouvait arriver aussi que la corde fût mouillée plus fortement, alors le physicien, au lieu de se rendre maître de laoudre, en était frappé, et des siècles s'écoulaient peut-être avant que la même idée vînt à quelque autre. Elle ne fut pas un moment stérile chez Franklin. Après quelque résistance, même de la part des savants de Londres, il eut la satisfaction de voir ses conducteurs se multiplier rapidement dans les Etats-Unis, et dans une partie de l'Europe. Mais il désirait plus encore de procurer à ses compatriotes d'autres avantages; il se proposait à les préparer au changement général que le temps devait amener, sans qu'on pût dire sous quelle forme, mais qui paraissait prochain. Il voulait les éclairer, afin qu'ils connussent leur force; cette pensée était d'autant plus digne de lui, que, si en ignorant sa force on reste loin du but dans les mouvements politiques, c'est aussi en la connaissant mal qu'on manque de modération. Il sentait l'insuffisance des sociétés littéraires établies seulement dans quelques lieux, et celles des écoles qui étaient peu fréquentées, parce que des gens sans capacité en avaient la direction. Il conçut le plan d'un établissement d'instruction publique que faciliteraient des souscriptions remplies au-delà de ses espérances. Dans cette maison, à laquelle il donna tous ses soins, on enseigna des leçons exactes: les langues classiques et les éléments des sciences exactes; c'est aujourd'hui le collège de Philadelphie. S'attachant moins dans toute entreprise à l'honneur qui pouvait lui en revenir, qu'au bien général qu'on en devait attendre, Franklin soutenait avec autant de zèle ce que d'autres proposaient, que s'il l'eût imaginé lui-même. Il ne pensa pas le premier à fonder un hôpital, mais on lui en dut pourtant un dont il pressa l'exécution, et en faveur duquel il obtint ensuite de l'assemblée provinciale une somme annuelle. L'esprit d'ordre lui permettait de concilier les anciens devoirs qui lui étaient imposés avec la vigilance que réclamait son intervention dans ces projets d'utilité publique. Le gouvernement, content de son administration comme directeur particulier des postes, lui confia, en 1753, l'intendance de ce service dans toutes les provinces d'Amérique. Si elles jouissaient presque généralement d'une paix profonde, due à leur éloignement des grands états, elles étaient exposées, vers l'ouest, aux incursions plus fatigantes que redoutables des naturels du pays, sur des frontières ouvertes de toutes parts. En 1754, Franklin fut envoyé auprès d'eux, et l'accord fut prompt: il y avait de part et d'autre du bon sens et de la franchise. Franklin les connaissait beaucoup, et les jugeait sans prévention. Quelquefois rusés, ou même perfides dans leurs guerres, ils paraissent disposés à la bonne foi. Lorsqu'on nomma des commissaires pour organiser des moyens de défense du côté du Canada, Franklin ne fut pas oublié. Déjà tous les regards se tournaient vers lui dès qu'il s'agissait des intérêts de sa patrie. Saissant cette occasion de constituer les colo-

nies, sans toutefois les détacher de la métropole, il proposa la création d'un gouvernement central et d'un conseil formé des diverses provinces, en proportion des impôts payés par chacune d'elles. Ce projet avait resté le nom d'Albany-Plan, menaçait tous les droits naturels ou acquis; aussi le ministère anglais le déclarait-il trop démocratique, tandis que les notables des provinces jugèrent que ce serait trop rester dans la dépendance du monarque qui nommerait les chefs de l'administration et le président de l'assemblée délibérative. On ne voit pas ce qu'un biographe a pu trouver de singulier dans cette double objection. Un autre que Franklin, avec moins de patriotisme ou plus d'amour-propre, eût été extrême, et d'un côté ou de l'autre, on l'eût vivement approuvé. Pendant la guerre, il fut un moment chargé en chef de la défense des cantons de la Pensylvanie situés au nord-ouest. Il fit construire quelques forts, et dépensa dans cette occasion une partie de son bien. La durée de cette lutte contre les Français en Amérique, les efforts coûteux qu'il fallut réitérer pour leur enlever le Canada occasionèrent un procès contre les descendants de William Penn. Ils prétendirent rester encore exempts de taxes en vertu de l'ancienne charte; les autres colons en appelèrent, et Franklin alla plaider leur cause à Londres: il la gagna en engageant sa parole pour une équitable répartition. Cette marque de confiance, dans une occasion importante, dut achever de persuader à Franklin qu'ordinairement on gagne beaucoup à s'être bien parmi les hommes, quand on fait assez de bien. Son intégrité reconnue engagea la Pensylvanie à lui envoyer des pouvoirs plus étendus, et le Maryland, la Georgie, le Massachusetts y joignirent les leurs. Il resta donc à Londres, séjour que son goût pour les sciences lui rendait précieux; il y fut accueilli par la société royale, et d'autres académies en Europe voulurent aussi le compter au nombre de leurs membres. Sa correspondance a été active à cette époque; elle offre un genre d'intérêt particulier, l'originalité d'un homme instruit, mais naïf avec intention. Malgré son absence, il avait été réélu à l'assemblée de Philadelphie: lorsqu'il y reparut en 1763, il n'y reçut que des félicitations de la part des quatre provinces dont il avait géré les affaires à Londres. La paix de 1763, si funeste pour la France en Amérique, semblait consolider l'union des colonies anglaises avec la métropole. La supériorité de leurs forces leur avait donné beaucoup de part à la prise du Canada, et la cessation des hostilités favorisait de vastes défrichements. L'Angleterre devant être contentée des colons, ils se figuraient qu'elle les traitait bien: ils fermaient les yeux sur une multitude de règlements dont ils avaient à se plaindre, et il leur fallut du temps pour s'apercevoir que la Grande-Bretagne retirait un grand profit de leur enthousiasme. Au milieu de cette bonne intelligence si précaire, Franklin traversa de nouveau l'Atlantique. Les succès des Anglais leur avaient coûté des sommes énormes. Cependant leur dette n'était pas encore insensée comme elle l'est devenue depuis, ils n'avaient pas pris le parti de n'en point paraître effrayés. Sous le ministère de lord Grenville, on prétendit que les Américains devaient porter une partie de ce lourd fardeau, et que puisqu'ils n'étaient pas représentés au parlement, on leur ferait aisément la loi. Un bill les déclara soumis à un droit de timbre, qui, en apparence, ne devait produire annuellement que quatre millions au plus. Les Américains ne refusaient pas de contribuer aux charges de l'état, mais ils virent quelle législation on se proposait d'établir par ce premier bill, et ils se soulevèrent que jusqu'alors, ils n'avaient été obligés de payer que d'après le consentement de leurs assemblées. La résolution du parlement anglais fut en Amérique le signal d'une résistance toute passive et invincible par cela même. Cependant l'accord ne pouvait y être assez promptement unanime pour qu'il n'en résultât aucun trouble; mais on eut le temps de se reconnaître, parce que le ministère changea. Dans cet état de choses, l'agent des colonies, Franklin, appelé à la barre de la chambre des communes, pour fournir des renseignements dont on commençait à sentir l'importance, s'exprima avec beaucoup de justesse et de fermeté. Il



prouva qu'il possédait la question dans son étendue. Son assurance doucement ironique fit une impression profonde, et les hommes exempts de prévention sentirent que l'indépendance politique des anciennes provinces américaines commençait. Le ministère la rendit inévitable par son obstination. L'acte du timbre fut révoqué, il est vrai, et dans quelques provinces il y eut de grandes démonstrations de joie, mais elles étaient irreflexives. Si le gouvernement anglais suspendait l'établissement de cette taxe, il n'abandonnait nullement le dessein d'en imposer sans que les assemblées fussent consultées. Le chancelier Townshend fit même décréter de nouveaux droits sur l'importation du thé et de quelques autres objets, et de plus on en destinait le produit au paiement de l'administration américaine, qui dès lors n'eût plus dépendu en aucun sens des assemblées provinciales. Enfin, déabusé en Amérique, on y reçut comme une déclaration de guerre contre les libertés du pays, la nouvelle de ces mesures sanctionnées par les chambres, à Londres. Une cargaison de thé fut jetée à la mer, et lorsque des troupes arrivèrent à Boston, la révolte commença. La conduite de Franklin à Londres pendant les premières années de cette lutte, a été celle d'un véritable négociateur, plein de zèle pour le pays de qui il tenait son mandat, mais parlant toujours en faveur de la paix et au nom de la justice. On voit dans ses lettres qu'il ne négligeait rien pour éclairer les ministres sur les dangers d'un système dont il prévoyait toutes les conséquences. Invité par un agent du gouvernement britannique à donner, sur les moyens de rétablir le calme dans les colonies, une réponse à sa manière, c'est à dire courte et franche, il dit que le seul expédient, selon lui, était de reconnaître leur droit constitutionnel de n'être imposé que du consentement de leurs représentants, et il ajouta que si, au contraire, les ministres s'y refusaient, le soulèvement et l'affranchissement des provinces en paraissaient le résultat inévitable. Au reste, cette catastrophe avait été annoncée depuis long-temps par l'abbé Dubos. On persista, malgré ces prédictions et celles de l'opposition en Angleterre; alors Franklin n'espéra plus ramener la concorde, et tout en se promettant de rester impartial, il ne se crut spécialement chargé que des intérêts de ses compatriotes. En 1753, il fit parvenir à l'assemblée de Pensylvanie des lettres adressées aux ministres par Hutchinson, gouverneur en Amérique, et par son premier lieutenant. Les Américains y virent ce qu'on projetait contre eux, et avec quel mépris on parlait de leur caractère ainsi que de leurs ressources. L'indignation fut extrême, et toute réconciliation cessa d'être vraisemblable. Franklin était resté à Londres; un procès lui fut intenté. On lui reprochait amèrement les moyens qu'il avait dû employer pour se procurer ces lettres, mais il n'y eut pas lieu à condamnation; et quant aux injures, il les repoussa uniquement du geste et avec calme, comme n'ayant guère à en craindre les atteintes. On lui ôta du moins l'intendance des postes. Il entra en Amérique vers le commencement de 1775, et aussitôt il fut nommé député de la Pensylvanie au congrès général, où il rendit de grands services. Un seul jour d'hésitation ou de découragement aurait tout perdu. Peu exercé au métier de la guerre, les Américains se battaient avec un désavantage visible, et même l'échec éprouvé auprès de Québec leur ôta l'espoir d'entraîner dans leur querelle les Français du Canada, que le gouvernement anglais avait eu la prudence de ne pas inquiéter dans leur culte. Le clergé romain redoutait moins à Québec la domination des anglais que l'exemple des Américains, dont le culte plus sévère n'enrichissait pas les ministres. Dans cette négociation, Franklin n'eut point de succès. La rupture avec la métropole n'était pas encore définitive. L'autorité du roi était reconnue en principe dans les actes du congrès, et on ne demandait que le rétablissement des droits anciens; mais les idées républicaines devenaient populaires; les gains d'un commerce rendu à sa liberté naturelle s'offraient en perspective, et propageaient le patriotisme dans ces villes composées surtout de négociants. D'ailleurs le ministère anglais ne leur laissa d'autre alternative que l'asservissement ou une entière indépen-

dance: déclarant les colonies en état de révolte, il menaçait d'employer contre elles des troupes étrangères, ainsi que les hordes sauvages et même les esclaves. L'irritation s'en accrût: l'indépendance fut proclamée le 4 juillet 1776, et Franklin soutint ensuite de tous ses efforts une résolution à laquelle nul n'avait plus contribué. Les états se constituèrent; chacun eut à cet effet son assemblée, sous le nom de convention. La présidence de celle de la Pensylvanie échoit à Franklin: cet état lui dut en partie ses lois. C'est lui qui y fit adopter le système d'une chambre unique: il le croyait convenable dans ces contrées, et il en donnait des raisons très plausibles. Cependant les autres états ne l'adoptèrent pas, et même on y a renoncé depuis dans la Pensylvanie. Bientôt la supériorité des troupes anglaises, commandées par Howe, sembla tout remettre en question. Le général proposa une amnistie, et ouvrit des négociations: Franklin fut un des trois commissaires désignés par le congrès. Ils virent qu'on voulait seulement déterminer les formes de la soumission: la rupture fut prompte. Les défaites se multipliaient; cependant un Washington, réduit à quatre mille hommes, ni le congrès, dont l'ennemi menaçait la résidence, ne désespèrent de la liberté. Après une nouvelle déclaration d'indépendance, plus solennelle au milieu des revers, Franklin partit pour demander l'appui du cabinet de Versailles. Déjà Silas Deane l'avait sollicité, mais il fallait pour l'obtenir la considération dont jouissait Franklin. Ses relations avec l'académie des sciences l'ayant introduit dans la société de la capitale, son mérite réel, et surtout l'originalité de ce mérite, entraîna l'opinion sans laquelle il n'aurait pu décider le gouvernement. Sa figure vénérable, sa réserve, le grand sens de ses paroles lui concilièrent les esprits: il attendit patiemment les suites de cette influence. Enfin la cour, cedant au vœu général, reconnut, en 1778, les Etats-Unis, et conclut avec eux une alliance que suivirent les traités de commerce de la Suède et de la Prusse. Après avoir assuré de cette manière l'existence de sa patrie, l'habile négociateur resta en France comme ministre plénipotentiaire, pour y entretenir l'enthousiasme pendant la guerre, et y resserrer après la paix des liens de commerce contraires à toute arrière-pensée du gouvernement britannique. Il ne sortait néanmoins de sa maison de Passy que quand les affaires l'exigeaient, et il s'y livrait à son inclination pour les sciences. Il a composé dans cette retraite, aux portes de Paris, quelques uns de ses morceaux les plus agréables. Lorsqu'il fit partie de la commission académique chargée de l'examen des procédés de Mesmer, ou reconnut la solidité ordinaire de son jugement dans l'idée qu'il se forma de ces prestiges fondés sur des phénomènes réels, à la place desquels l'abus de l'imagination mettait des chimères. Quelques mois avant que la reconnaissance des Etats-Unis par les Français comblât ses vœux, Franklin avait eu la satisfaction de voir Voltaire à Paris. Il demanda pour son petit-fils la bénédiction du vieillard de Ferney, qui sut y mettre une parfaite convenance. *God and liberty*, s'écria-t-il en posant ses mains sur la tête de l'enfant, « Dieu et la liberté: c'est la seule devise pour le petit-fils de Franklin. » Retenu en France, surtout peut-être par la société des savants, il ne paraissait pas se disposer à retourner aux Etats-Unis; mais une infirmité douloureuse se déclara, et lui fit sentir impérieusement le besoin de revoir ses compatriotes. Le bruit de son arrivée s'étant répandu à Philadelphie, tous les corps de l'état et un grand nombre de citoyens de la ville ou de la campagne allèrent à sa rencontre. Il était heureux du bonheur de cette nation libre, et de la prospérité de tant d'établissements qu'il avait fondés lui-même. Il ne put se défendre de présider de nouveau l'assemblée de la Pensylvanie; il devait cette condescendance à des concitoyens qui le vénéraient assez pour l'appeler à ces fonctions malgré son âge. Il en reçut une autre marque de confiance. Ces républiques naissantes, fortement unies sans doute par leur position, manquaient néanmoins d'un lien plus positif. On nomma une convention spéciale pour l'établissement régulier du congrès. Elle ne fit pas tout ce que Franklin désirait: on se rapprocha trop, selon lui, des coutumes de la mère-

patie, en compliquant ce qui eût pu être beaucoup plus simple, et en multipliant les attributions de l'assemblée centrale, ainsi que les prérogatives du président. Il signa, mais seulement afin de ne pas différer, l'acte d'unanimité, une institution indispensable, et on faisoit moins entendre qu'il la croyait susceptible de perfectionnement à d'autres époques. Si l'activité des affaires devenait pour lui trop fatigante, il s'occupait toujours des établissements propres à soulager divers genres d'infortune. Il ne croyait pas qu'un peuple méritât d'être appelé libre en conservant des esclaves, ou même en faisant subir aux prisonniers des rigueurs inutiles. L'amélioration du sort de ces derniers fut l'objet de la société de Philadelphie, et l'abolition de la traite celui de la société de Pensylvanie. Celle-ci envoya au congrès général un mémoire sur la suppression du commerce des nègres, réforme à laquelle l'intérêt personnel s'oppose de nos jours même : c'est Franklin qui présenta ce rapport. Vouant répondre ensuite à ceux qui prétendaient excuser la traite, il publia un petit écrit dans lequel l'historien, membre du divan d'Alger, argumentait de la même façon pour justifier la vente et la servitude des hommes blancs. Il n'avait pas cessé sa correspondance avec Paris : on y voit combien il était attaché à la France. En 1788, il parlait au duc de la Rochefoucauld des rues dans lesquelles il écrivait la première partie de ses *Mémoires*. « Ils montreront par des exemples énergiques, disait-il, les effets d'une conduite prudente ou imprudente sur le commencement d'une vie laborieuse. » La sienne le fut jusque vers les derniers instants, bien qu'il eût souvent désiré plus de loisirs. L'espoir d'être encore utile à ses compatriotes allégeait ses souffrances. Il ne voulait pas subir l'opération de la pierre. Il jugeait qu'à son âge c'était assez d'éviter par un bon régime la violence de la douleur. Cette tranquillité lui paraisait meilleure que l'artificielle prolongation d'une vie défaillante. La crainte de la mort ne le troublait pas, et toutefois il l'appréciait assez sagement la vie pour croire qu'elle est ordinairement meilleure, pourvu qu'elle soit animée par le zèle du bien public. « Je recommencerais volontiers la mienne, disait-il ; seulement j'en effacerais quelques fautes, comme un auteur qui donne une nouvelle édition de ses œuvres. » On voit que sa pensée revenait fréquemment à l'art typographique, dont il attendait de grands secours contre ses erreurs. Aussi a-t-il établi une imprimerie dans la maison où se passèrent ses dernières années, et on ne saurait être étonné qu'il ait reproduit des idées analogues dans l'épithaphe faite pour lui-même très long-temps avant sa mort :

Ici repose,  
livré aux vers,  
le corps de Benjamin Franklin, imprimeur ;  
comme la couverture d'un vieux livre,  
dont les feuillets sont arrachés,  
et la dorure et le titre effacés.  
Mais pour cela l'ouvrage ne sera pas perdu ;  
car il reparaitra,  
comme il le croyait,  
dans une nouvelle et meilleure édition,  
revue et corrigée  
par  
l'auteur.

Cette sorte de bonhomie, qui se concilie très bien avec la supériorité de l'esprit, se retrouvait habituellement dans sa conversation aussi naturelle qu'instructive. Il persuadait et par l'effet de la simplicité jointe à la justice, et au moyen d'un apologue ou d'un mot heureux : souvent aussi des questions très droites amenaient ses adversaires au point de se refuter eux-mêmes. Il avait quelque chose de l'énergique concision des tribus indiennes voisines des Etats-Unis. A quoi bon les sermons, disait-on un jour devant lui ? A quoi bon, répliquait-il, l'enfant qui vient de naître ? Toujours subordonné à sa parfaite loyauté, sa finesse, sa sagacité n'altéraient jamais sa franchise. Il avait dans l'esprit autant de patience laborieuse, ou de facilité, selon l'occasion, que de fermeté ou d'étendue. Son caractère

élevé mais paisible l'éloignait de toute injustice en politique, ou même de toute exigence, et le plus religieux des hommes, en était aussi le plus tolérant. Il a quitté la vie le 17 avril 1790, au moment le plus favorable pour une âme indépendante et généreuse. Il voyait tout ce que pouvait en faveur de la liberté des peuples l'ascendant de la France, et il ne pouvait encore savoir quels malheurs entraînerait la résistance de la vieille Europe alarmée dans ses abus les plus chers. Il se félicitait aussi d'être revenu au milieu de ses compatriotes. Il a joui jusqu'à ses derniers moments de leur profonde estime et de leur reconnaissance. Ses infirmités, quelquefois très douloureuses, le forçaient même de prendre de l'opium ; mais ce qui le fit succomber ce fut un abcès dans la poitrine. Vingt mille citoyens assistèrent à ses funérailles, et son deuil fut porté pendant deux mois dans toutes les villes de l'union. Les Anglais les plus estimables partagèrent ses sentiments. En France, l'assemblée constituante décréta unanimement, d'après la proposition de Mirabeau, les honneurs d'un défilé public de trois jours à cet ouvrier imprimeur devenu un des plus respectables arbitres des destinées des peuples. « A ses long-temps, » avait dit l'orateur, les cabinets politiques ont notifié la mort de ceux qui ne furent grands que dans leur » éloge funèbre. Les représentants des nations ne doivent recommander à leurs hommages que les héros de l'humanité... L'Europe éclairée doit un témoignage » de souvenir et de regrets à l'un des plus grands hommes qui aient jamais servi la philosophie et la liberté. » Franklin a laissé par son testament une partie de ses biens à sa famille et des legs à divers établissements de Boston et de Philadelphie. Il a même fondé par cet acte plusieurs institutions nouvelles. Son imprimerie a passé dans les mains de son gendre, Richard Bache. Il a fait en ces termes un legs à Washington : « A mon ami, l'ami du genre humain, au général Washington, le bâton de pommier sauvage avec lequel j'ai » coutume de me promener : si ce bâton était un sceptre, il lui conviendrait de même. » Un *Eloge* *riche* de Franklin fut prononcé par l'abbé Fauchet, au nom de la commune de Paris, le 21 juillet 1790. A l'académie des sciences, Condorcet lut aussi un *Eloge* de Franklin ; on l'a imprimé in-8°, Paris, 1791. Quelles qu'aient été son influence comme écrivain, et l'importance de ses découvertes en physique, on n'a de lui aucun grand corps d'ouvrage. Il n'écrivait en politique que sur les questions du moment. Quant à ses recherches sur l'électricité, ou d'autres objets des sciences naturelles, c'était seulement dans ses lettres qu'il en rendait compte. Ses mémoires, écrits par lui-même de la manière la plus attachante, s'arrêtent à l'année 1757 ; la suite a été faite par un de ses amis, le docteur Stubert, de Philadelphie. On a dit de ces mémoires qu'ils formaient un cours de morale pratique, parfaitement approprié à nos usages, et préférable pour nous aux leçons des anciens philosophes. La lettre de Franklin sur les effets de la foudre a paru en 1751, dans les *Transactions philosophiques*. On y a aussi inséré, en 1755, l'*Analogie du tonnerre avec l'électricité*, traduit en français par James Parsons, et, en 1774, un mémoire sur un moyen de calmer la violence des flots. En 1755 et 1760, Nollet a écrit sur l'électricité contre Franklin. En 1773, Barbet du Bourg a publié à Paris, en 3 vol. in-4° les *Traites de physique*, dus à Franklin. Il a rédigé, conjointement avec Robinet et le fils du célèbre Court de Geblin, le recueil périodique intitulé : *Affaires de l'Angleterre et de l'Amerique*, Anvers, 1776 et années suivantes. Sa *Cheminée de Pensylvanie* a paru en 1787 (ce procédé a été perfectionné deux ans après par Desarnod). Les *Mémoires de sa vie privée*, écrits par lui-même, ont été traduits en français, in-8°, Paris, 1791 ; et en allemand, in-8°, Berlin, 1792. On a joint à l'édition française *La science du bonhomme Richard*, traduite en 1778 par Quéant. Ginguénat a aussi donné cet ouvrage, en 1794, en y mettant pour épigraphe le vers attribué à Turgot :

*Eripuit cato fulmen, sceptrumque tyrannis.*

Mais on estime surtout l'édition de Dijon in-8°, 1795,

anglais et français. Une bonne édition des *Mémoires* est due à Castéra, sous ce titre : *Vie de Benjamin Franklin, écrite par lui-même, suivie de ses œuvres morales, politiques et littéraires*, etc., 3 vol. in-8°, Paris, 1798. Les *Œuvres de Franklin*, en anglais, ont été réunies en trois volumes in-8°, Londres, 1806. Enfin, en 1813, Williams-Temple Franklin a publié en deux volumes les *Mémoires* (complets) de Benjamin Franklin, et en deux autres volumes sa *Correspondance choisie*. Il en existe une traduction française par de Lamarck.

FRAYLE (E.). Voyez NEROT, au Supplément.

FRÉDÉRIC-HENRI-LOUIS, prince de Prusse, généralement connu sous le nom de prince Henri, naquit à Berlin le 18 janvier 1736. Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup>, dont il était le troisième fils, et qu'il perdit à l'âge de quinze ans, l'avait affecté d'une manière particulière, et l'avait élevé selon ses goûts si étrangers aux manières ordinaires ou même aux convenances des cours. La préférence dont le prince Henri était l'objet pendant son enfance tenait surtout à l'éloignement que le roi avait conçu pour son fils aîné dont il était loin de prévoir les destinées guerrières. Lorsqu'enfin cet héritier du trône y monta, il parut conserver trop le souvenir d'une sorte d'injustice à laquelle ses deux frères n'avaient eu qu'une part involontaire. Néanmoins le prince Henri ne fut pas écarté des camps, où l'appelaient des études constantes et faites avec fruit. Dans sa première campagne, en 1752, il était, le 17 mai, en qualité de colonel, à Casselau, où les Prussiens remportèrent un avantage assez décisif pour se faire céder la Silésie. La paix qui suivit ne dura que deux années; cependant elle laissa au prince le loisir de se perfectionner dans la théorie de l'art pour lequel les grands moyens de son frère s'étaient révélés presque inopérants. En 1754, il le suivit comme aide-de-camp, et se le promettait de partager sa gloire; mais l'invasion de la Bohême cut des us plus funestes, et généralement les succès de cette guerre furent balancés. Toutefois le prince y trouva des occasions de faire remarquer ses talents et sa valeur, soit en repoussant Nadastoy, soit surtout dans la journée de Friedberg (Hohen), en 1755. A la paix de Dresde, il reprit ses études; son ambition était déjà d'égaliser les premiers tacticiens de son temps. Six années d'assujettissement passées ensuite à Potsdam contribuèrent d'ailleurs à entretenir ses habitudes studieuses, et le mirent en relation avec les hommes de mérite que le roi avait appelés de la France ou de diverses parties de l'Allemagne, et qu'il aimait à réunir à ses soupers. On n'attribua qu'au besoin d'une émancipation trop différée, le mariage contracté, en 1752, avec une princesse de Hesse-Cassel par le prince Henri auquel on reprochait, comme à son frère, de montrer peu de penchant pour de semblables unions. Il consentit à celle qu'on lui proposait afin d'obtenir une résidence particulière : le château de Reinsberg lui fut concédé à cet effet, et il eut aussi un palais à Berlin. En jouissant de plus de liberté, il ne se livra pas à la dissipation; mais il s'occupa moins de la société ou de la littérature, et il se consacra au métier de la guerre avec plus de prédilection que jamais. La sévérité du roi à l'égard de ses deux frères avait encore resserré leur union; ils se mirent à faire par correspondance une guerre simulée. Le prince Henri envoyait ses plans d'attaque au prince royal qui, se supposant également à la tête d'une armée, manœuvrait à son tour sur le papier, pour déjouer les dessein de son adversaire. Le prince Henri acheva ainsi d'acquiescer en stratégie les connaissances dont il fit bientôt un brillant usage. En 1756, au commencement de la guerre de sept ans, il commanda une brigade sous les ordres de Frédéric II. Ce fut surtout à la bataille de Prague qu'il rendit d'éminents services; la valeur avec laquelle il chargea à la tête d'une des principales divisions de l'aile droite, a été regardée comme la plus grande cause de la victoire. L'armée lui eut aussi de grandes obligations après la retraite de Kollin; les troupes dont il avait à diriger la retraite furent efficacement protégées. Son frère, n'ayant pas obtenu les mêmes succès, tomba dans la disgrâce du roi; le prince Henri fut très affecté de sa rigueur, et laissa

franchement apercevoir qu'elle lui paraissait excessive. Cependant Frédéric, que son habileté dans le métier de la guerre ne préservait pas de bien des défaites, perdait successivement une grande partie des officiers les plus capables de le seconder, et, malgré son ressentiment, il continua de donner de justes marques de confiance à un frère dont il avait besoin. A Rossbach, le corps d'infanterie que commandait le prince Henri eut une grande part à la victoire. Cette mémorable journée, où il fut blessé grièvement, ne lui fit pas moins d'honneur sous d'autres rapports. La délicatesse de ses procédés envers les prisonniers français fut remarquée de tous les étrangers, et lorsqu'ensuite ce prince vint à Paris, où lui prouva qu'on en avait gardé le souvenir. Chargé bientôt après, et surtout en 1758, de la défense de la Prusse méridionale, vingt-cinq mille hommes lui suffirent pour s'y maintenir sans aucun revers, et quelquefois avec des succès partiels, en présence de trois armées menaçantes. D'autres services essentiels terminèrent cette campagne, et la suivante fut plus glorieuse encore pour lui. Elever rapidement les magasins de l'ennemi dans la Bohême, poursuivre jusqu'en Franconie le duc de Deux-Ponts, contenir ensuite les Autrichiens dans la Lusace, et se présenter à propos pour s'y payer dans un moment difficile les opérations du roi, c'était mériter le titre de régent du royaume que Frédéric, au milieu de tous ses désastres, lui donna en faisant son testament quelques jours avant une nouvelle journée non moins fatale, celle de Kunnersdorf. La perte de cette bataille devait accabler la Prusse, malgré les ressources que Frédéric trouvait dans son génie; mais deux circonstances l'aidèrent puissamment, la méconnaissance des alliés, et l'art avec lequel le prince Henri sut arrêter leurs mouvements. Il ne leur laissa d'autre avantage que la prise de Dresde. Avec vingt-cinq mille hommes opposés à quatre-vingt mille, il réussit à porter chez l'ennemi le théâtre de la guerre, et le maréchal Daun, le plus redoutable antagoniste de Frédéric, fut rejeté lui-même au-delà des frontières. De nouveaux événements réveillèrent le mécontentement du prince, et peut-être ne ménagea-t-il pas assez un roi dont les moyens si peu ordinaires devaient tôt ou tard faire pardonner toutes les fautes. Le génie de Frédéric se manifesta surtout dans la campagne de 1760, dont le prince Henri partagea la gloire. Il parvint à empêcher au nord de la Prusse la réunion des Russes et des Autrichiens, dont les forces combinées étaient de beaucoup supérieures, et, après avoir délivré Breslau, il marcha au secours du roi. Mais malgré les avantages que Frédéric retrait de la glorieuse conduite de son frère, il n'oubliait pas qu'il en avait été désapprouvé vivement; l'humeur se mêlait si souvent dans leurs relations que le prince voyant les affaires de la Prusse en un meilleur état passa quelques mois à Glogau, dans une retraite absolue, sous prétexte de raffermir sa santé. L'année suivante, le sort du royaume n'étant pas encore décidé, le commandement général des troupes fut partagé entre les deux frères; ils convinrent à Leipsick que le prince contiendrait le maréchal Daun sur la rive gauche de l'Elbe, et que le roi, occupant la rive droite, couvrirait la Silésie. Les soixante mille soldats que Daun réunissait furent nuls, par quarante mille hommes de nouvelles levées, dans l'impuissance de pénétrer en Saxe ou de se joindre à Lûpdon. En 1762, la fortune ne paraissait plus incertaine, et le prince ne fut plus obligé de rester sur la défensive. Il manœuvra d'abord avec bonheur, mais avec trop de confiance peut-être, et, après quelques échecs, il se laissa abandonner le camp de Freyburg. Mais loin de se laisser déconcerter par ce contre-temps, il prit si bien ses mesures, qu'au même lieu, le 30 octobre, il surprit le prince de Stolberg dans de fortes positions, s'empara de trente canons, et fit perdre huit mille hommes aux Impériaux qui ne se rallièrent que le lendemain en recevant des renforts. On en envoya aussi aux Prussiens; mais leur général, regardant le succès comme assuré, n'avait pas jugé à propos de les attendre et de partager avec un aide-de-camp de Frédéric l'honneur de cette journée. Les reproches que lui attira cette préci-

passion, concevant lorsqu'il fut reconnu qu'on devait en grande partie à un avantage si décisif la conclusion de la paix. Dans son Histoire de la guerre de sept ans, Frédéric a parlé de cette victoire de Freiberg dans les termes les plus honorables. Jusqu'alors sans doute il avait en secret rendu justice au prince, puisqu'il lui avait confié des postes très difficiles ; mais depuis cette époque, il ne lui fit plus éprouver les mêmes mortifications, et il eut soin de lui montrer en public beaucoup d'égards. Cependant ils ne se voyaient guère que dans les occasions où le roi le consultait et où recevait des avis quelquefois très sages, qui le plus souvent étaient demandés par écrit. La réjouissance de Heinsberg devint un second Sans-Souci. La princesse n'y resta pas long-temps : des intrigues de cour firent dégénérer en une rupture définitive les mécontentements mutuels des deux époux. La littérature française absorba dès lors presque tous les loisirs du prince Henri. Il avait aussi parfois répété avec Voltaire les plus belles scènes de notre théâtre ; néanmoins ce fut surtout pour l'opéra qu'il fit construire une salle dans son palais. Il fallut qu'une partie de sa maison concourût à l'exécution de ces pièces dont quelquefois les paroles étaient de la composition du prince. Mais, tandis que les affaires politiques paraissaient loin de sa pensée, les Polonois, si souvent embarrassés de l'usage qu'ils pourraient faire de leur liberté incomplète, jetèrent les yeux sur lui pour braver les perils de ce trône, et le demandèrent deux fois à Frédéric qui n'y fit que peu d'attention. Déjà la Russie préparait la ruine de la Pologne ; elle fit nommer le monarque qui lui convenait. Mais cela même exposait à une guerre la Prusse ainsi que l'Autriche, et, à cette époque, Frédéric ne voulant pas recroquer en question ce qu'il avait si chèrement acheté, parlait philosophiquement d'épargner à ses peuples les calamités de la guerre. Envoya à Poterberg, le prince Henri surpassa les espérances de son frère : la destruction de la Pologne fut résolue. L'entreprise n'était pas difficile, la France ne s'y opposait pas, et l'Autriche en partageant le profit, le résistait si faiblement, mais si utile, tel regard par le *Salmoun du Nord* comme un des événements les plus heureux de son règne. « Oui, mon frère, s'écria-t-il au retour du négociateur, un bon génie vous inspirait. » Catherine s'était formée une idée très favorable du prince prussien. Depuis ces entretiens, la meilleure intelligence régna entre les deux cabinets, et bientôt le grand-duc de Russie épousa une nièce du prince Henri. Dans la guerre contre l'Autriche, au sujet du partage de la Bavière, le vainqueur de Freyberg quitta sa retraite pour combattre le maréchal Laudon, poète en Bohême, et y prit si habilement ses positions, qu'il fit vivre son corps d'armée aux dépens de l'ennemi jusqu'à la paix de Teschen, en 1779. Lorsqu'en suite il fut envoyé auprès de Louis XVI pour déjouer les projets de Joseph II, l'accueil qu'il reçut dans la capitale ainsi qu'à Versailles, rebatta de l'attacher à la France. Les ministres sentaient le prix d'une alliance avec la Prusse ; cependant la lettre que le roi promettait d'adresser à l'empereur ne fut pas envoyée ; Marie-Antoinette, trop portée à se mêler des affaires publiques, y mit obstacle. Le prince était rentré en Prusse lorsque Frédéric mourut. Il parut alors désirer prendre plus de part à l'administration de l'état ; mais au contraire son lieu, dont les vues étroites différaient beaucoup des siennes, ne néglaça aucun moyen de lui prouver qu'il ne serait pas écouté. Cela le fit repartir pour Paris, avec l'idée de s'y arrêter définitivement ; toutefois c'était au commencement des troubles, et ces circonstances jointes à diverses contrariétés personnelles, le décidèrent à retourner en Prusse, malgré ses opinions qui le firent accuser à la cour d'être partisan de la démocratie. Le moment vint où Frédéric-Guillaume II, aussi notable que surpris des triomphes de la France, eut enfin recours à son oncle, et le pria d'entamer des négociations que la paix de Bâle termina. Deux ans après, sous Frédéric-Guillaume III, le prince Henri, dont l'âge avançait, se montra exempt de toute ambition. La respectueuse déférence que ce monarque lui témoignait, et la considération générale lui suffirent durant ses cinq dernières années. Il mourut dans sa

retraite de Heinsberg, le 5 août 1802. Il n'avait jamais joui d'une santé robuste ; sans une grande sobriété, il aurait supporté difficilement les fatigues de la vie militaire. On peut trouver quelque analogie entre ce prince et l'empereur Julien. Les courtes campagnes du nouveau Constantin, placées sur un plus grand théâtre, annonçaient un plus grand homme de guerre, et son extérieur singulier, sous quelques rapports, était moins repoussant que celui du frère de Valérien ; mais enfin tous les deux ramenaient promptement par la grâce naturelle de leurs discours ceux que leur abord n'avait pas favorablement prévus, et tous deux, outre l'extrême confiance qu'ils inspiraient aux troupes, avaient dans l'esprit cette indépendance éclairée qui suggère quelquefois à l'homme puissant de changer l'impulsion donnée à son siècle ou à son pays. Schmettau et Hommerot ont publié, l'un en quatre feuilles et l'autre en vingt, la carte des campagnes du prince Henri dans la Bohême. Sa biographie a été écrite plusieurs fois en Allemagne. La *Vie privée d'un homme célèbre, ou Détails des loisirs du prince Henri*, etc., ouvrage ou libelle attribué à Mirabeau, avait paru en France des 1784, in-8° et in-18. En 1809, on a publié : *Vie privée, politique et militaire du prince Henri de Prusse*, etc., Paris, in-8°. On a cru fausement qu'il était lui-même en grande partie l'auteur des quatre volumes qu'un de ses adjudants a fait imprimer à Weimar, en 1803, sous ce titre : *Introduction à l'étude de l'art de la guerre*.

FREGEVILLE (Léonard, marquis de), né à Castres, le 1<sup>er</sup> novembre 1765, se trouvait capitaine de dragons, dans le régiment de Condé, au moment où la révolution éclata. Son courage, son activité, et sa présence d'esprit lui procurèrent un avancement rapide dans les rangs de ces braves qu'il ne crut pas devoir abandonner. Il devint successivement, en 1793, lieutenant-colonel et colonel des hussards de Chambray, qui acquirent surtout cette réputation générale de bravoure indomptable qui les faisait redouter des ennemis. A leur tête le colonel Frégeville se distingua dans les campagnes de la Champagne et de la Belgique, sous le général Dumouriez, et surtout à la retraite de Grand-Pré, et à la bataille, à jamais mémorable, de Jemmapes, où Frégeville emporta une redoute. Nommé général de brigade, le 15 mai 1795, il fut envoyé à l'armée des Pyrénées-Orientales, et associa son courage à toutes les affaires qui illustrèrent cette campagne. Nommé général de division, le 28 décembre, 1800, il servit successivement avec le même zèle et avec la même bravoure, dans l'armée de Naples, en 1806. Dans la campagne d'Allemagne, son esprit, sa vivacité, sa tournure adhésive, dit-on, le baronne de Krudner, avec laquelle il entretenait longtemps une correspondance suivie. En 1815, l'empereur lui confia un commandement dans le 3<sup>e</sup> corps d'observation. Depuis lors, le général Frégeville a obtenu sa retraite, et se livre exclusivement à la culture de ses immenses propriétés. Son fils a été officier dans la garde, et sa fille a épousé M. Bricogne, ancien payeur-général de l'armée d'Espagne.

FREGEVILLE (Maximilien, marquis de), né à Castres, en 1763, débuta dans la carrière militaire par le grade de capitaine, au régiment de Condé, qu'il obtint en 1786. Il épousa les principes de la révolution, dans laquelle il a figuré tour à tour, comme militaire plein d'énergie et comme publiciste distingué. Dumouriez, ayant bientôt apprécié son courage et son mérite, lui confia le commandement des troupes légères. Nommé général de brigade, sur le champ de bataille, il se distingua en cette qualité à l'armée des Pyrénées-Orientales, et plus tard dans la guerre de la Vendée. Le département de l'Hérault le nomma député au conseil des cinq-cents, et en l'an 5, il fut nommé secrétaire de cette assemblée. Membre de la commission des inspecteurs, à l'époque du 18 brumaire, ses liaisons intimes avec Louis Bourballe lui firent prendre une part active à cette nouvelle révolution. Et ce fut lui qui fit entendre les conseils à prêter serment de fidélité à la liberté, à l'égalité et à la souveraineté du peuple ; ce fut même son dernier acte législatif ; immédiatement après il entra dans la carrière militaire, où sa bra-

vours et ses talents le firent nommer bientôt général de division, et obtenir plusieurs commandements importants. Il mourut en 1803.

**FREMINVILLE** (CHRISTOPHE-PAUL DELAPOUR de), marin et archéologue, est né à Yvry, le 23 janvier 1787. Destiné à la marine, il y entra, en 1801, en qualité d'aspirant provisoire. En 1807, il fut fait enseigne, puis en 1811, lieutenant de vaisseau. Il s'était déjà distingué en 1806, lorsque, commandant une simple canonnière, il soutint contre une frégate anglaise, un combat d'une heure et demie, dans lequel il fut grièvement blessé au pied droit. Cet officier a navigué dans les mers des Antilles, du Brésil, du Sénégal, et dans celles du Nord; il a été pendant un temps employé à terre comme officier des compagnies d'école de la marine. Sa promotion au grade de capitaine de frégate est datée du 22 août 1830. M. de Freminville a été aussi fait remarquer comme archéologue et littérateur. Les antiquités de la Bretagne ont été l'objet de ses recherches, et lui ont fourni la matière de plusieurs dissertations, que la société royale des antiquaires de France a jugées dignes d'être insérées dans ses mémoires. Occupe depuis long temps d'un grand ouvrage sur les monuments celtiques, il en a publié la première partie, sous le titre d'*Antiquités de la Bretagne, monuments du Morbihan*, Brest, 1827, in-8°. Déjà il avait fait paraître *Le combat des Trente*, poème du quatorzième siècle, transcrit du manuscrit original, Brest, 1819, in-8°. Marin instruit et laborieux, il a aussi coopéré à des travaux hydrographiques très estimés, que l'on ne peut spécifier ici. M. de Freminville est chevalier de Saint-Louis et de la légion d'honneur. Il vient d'être admis à la retraite.

**FRÈRE** (GEOFFROY, comte), lieutenant-général, commandant de la légion d'honneur, né le 2 octobre 1764, à Montreuil, département de l'Aude. Il entra au service en 1791, et mérita deux ans après le commandement du 2<sup>e</sup> bataillon de l'Aude, dont il faisait partie. Les deux armées des Pyrénées et celle d'Italie, où il fit les campagnes qui précédèrent le traité de Campo-Formio, furent témoins de sa valeur. Lors de l'entrée de l'armée française dans le Piémont, il fut blessé aux redoutes de Sezia. Chef de bataillon à la 4<sup>e</sup> demi-brigade de ligne, il fut encore blessé, le 8 septembre 1796, au combat de Bassano, où ce régiment se précipitant sur les pièces qui défendaient le pont de la Brenta, les enleva, passa le pont, et pénétra dans la ville malgré la résistance opiniâtre des bataillons de grenadiers, élite de l'armée autrichienne. La conduite de cet officier supérieur lui mérita les éloges du général Bonaparte, qui le cita honorablement dans le rapport qu'il adressa au directoire sur cette affaire, et le nomma colonel du régiment dont il avait partagé la gloire et les dangers. Il passa en cette qualité à l'armée de l'Ouest, puis en Hollande, et ensuite à l'armée du Rhin, qu'il quitta pour venir commander la garde des consuls. Promu, le 19 septembre 1802, au grade de général de brigade, il fit partie du corps d'armée qui s'empara du Hanovre en 1803. Il combattit en Autriche, en Prusse et en Pologne, dans les campagnes de 1804 à 1807, et fut cité avec distinction dans les bulletins de l'armée. Le général Frère contribua à la prise de Lubek, et entra un des premiers dans cette ville. Dans la campagne de Pologne, il fut chargé de défendre le passage important du pont de Spanden, sur la Passarge. Sept fois la droite des alliés, forte de dix mille hommes, marcha sur les retranchements, et sept fois elle en fut repoussée par le général Frère, qui n'avait avec lui que le 37<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère et quatre pièces de canon. Cette glorieuse défense, qui coûta à l'ennemi plus de mille hommes, eut lieu le 6 juin 1807, et fut un des plus brillants faits d'armes de la campagne. Le brave général Frère reçut l'année suivante le titre de comte d'empire, le croix de commandant de la légion d'honneur, le grade de général de division et un commandement en Espagne. Le 7 juin, il marcha sur Ségorie, et, arrivé à un quart de lieue de cette ville, il envoya un officier, comme parlementaire, aux magistrats, pour les inviter à faire rentrer les insurgés dans le devoir. Les Espagnols, forts de cinq mille hommes et soutenus par trente pièces d'artillerie, ayant ac-

cueilli le parlementaire à coups de canon, le comte Frère ordonna aussitôt l'attaque. La place fut emportée de vive force : beaucoup d'Espagnols périrent dans le combat, un grand nombre fut pris, et l'on s'empara des canons. Le général Frère prit part au siège de Saragosse, en qualité de chef d'état-major du maréchal Lannes, avec lequel il retourna en Autriche, où la guerre s'était rallumée; il donna dans cette campagne de nouvelles preuves de valeur et de talents, et fut grièvement blessé à la bataille de Wagram. De retour dans la péninsule, il se signala encore aux sièges de Tortose et de Tarragone, revint en France en 1815 et fut alors appelé au commandement de la 15<sup>e</sup> division militaire, dont le chef-lieu est Rennes, et ensuite à celui de la 16<sup>e</sup> à Lille. Après la première restauration, le comte Frère fut nommé chevalier de Saint-Louis. Le ministère n'ayant tenu aucun compte de la conduite sage et modérée de cet officier-général pendant les cent jours, il perdit, en 1816, son commandement. Le bouheur dont il jouissait fut cruellement troublé dans ses dernières années par la mort prématurée d'un fils, seul héritier de son nom, qui fut tué en duel. La douleur et les regrets du général Frère altérèrent sa santé. Il mourut le 16 février 1826, âgé de soixante-deux ans.

#### FRÉSIA. Voyez OSLANTICO.

**FREYRE** (don MANUEL), né en 1765, à Osuna, petite ville de l'Andalousie, entra fort jeune au service. Il était lieutenant lorsqu'il donna des preuves éclatantes de courage dans la guerre des Pyrénées. En 1798, il était major de cavalerie, et, en 1803, lieutenant-colonel. L'année suivante, il fut nommé colonel et chef d'un régiment de husards placé sous le drapeau du général Abadía. A la bataille d'Osuna, il se distingua à la fois par son courage et sa prudence. Promu, en 1811, au grade de maréchal-de-camp, il obtint le commandement du troisième corps d'armée et força l'ennemi à évacuer la province de Grenade. Le 30 et le 31 août 1813, il contribua, par de nombreuses habiletés combinées, à la prise de Saint-Sébastien. La même année, il fut nommé lieutenant-général, et obtint la grande croix de l'ordre de Saint-Ferdinand. Après la démission de Ballesteros, le ministère de la guerre lui fut offert, mais il le refusa. Lorsque, en 1820, la révolution de l'île de Léon s'éleva, Ferdinand VII eut besoin d'un général devoted à ses intérêts; il fit choix du général Freyre, et lui confia le commandement de l'armée destinée à agir contre les troupes insurgées entre Cadix, Grenade et Séville. Ce militaire accepta cette mission, et, après avoir adressé une proclamation énergique à son armée, il en envoya une partie à la poursuite de Riego, dans les montagnes de Ronda, ce qui indisposa contre lui les constitutionnels; cependant, en considérant l'insurrection de sa marche et la nullité de ses mesures, ils le rendirent bientôt leur confiance, et, s'ils ne le crurent pas un ami bien zélé de la constitution, ils se prirent d'ériger qu'il n'en était pas l'ennemi. A cette époque les insurgés avaient un parti considérable à Cadix, mais la vigilance de la police le contenait depuis longtemps. Découvert par l'échec du colonel Santiago et les attaques impuissantes de l'île de Léon, il se recueillit plus ardent à la nouvelle de l'insurrection de la Gilice et de la défection du comte de l'Abisal, qu'il espérait devoir bientôt entraîner l'armée du général Freyre. Les esprits s'échauffèrent alors au point qu'il méprisait des ordres qui défendaient les rassemblements sous les peines les plus sévères, le peuple se porta en foule, dans l'après-midi du 9 mars 1820, sur la place Saint-Antoine, demandant à grands cris la constitution. Le général Freyre, arrivé du port Sainte-Marie s'y rendit, accompagné du général de la marine Villavicencio. Après avoir inutilement essayé de calmer les esprits, il promit de proclamer la constitution le lendemain, « espérant, disait-il dans la lettre qu'il écrivit à ce sujet au roi, que sa majesté approuverait cette mesure, qui lui paraissait le seul moyen d'éteindre la guerre civile. » Le peuple reçut cette promesse avec des transports de joie; on prit la cocarde nationale (rouge et verte); la ville fut illuminée, et toute la nuit se passa en réjouissances. On avait fait inviter le

officiers de l'île de Léon à se trouver à la fête, ainsi que tous les consuls étrangers : mais le général Quiroga se contenta d'y envoyer des députés, au-devant desquels le peuple courut comme au devant de ses libérateurs. Toute la ville était dans l'allégresse : la façade des maisons était tapissée, et la place Saint-Autoine s'était déjà remplie d'une multitude d'habitants en habits de fête. Tout à coup, au moment où l'on n'attendait plus que le général et les autorités pour la proclamation de la constitution, on entendit une fusillade dans les rues voisines : c'étaient les soldats de la garnison, le bataillon des guides et le régiment de la *féchis*, qui, sortis de leurs cavernes, arrivaient de plusieurs côtés sur la place, faisant feu sur tout ce qui se présentait devant eux. A cette attaque inattendue, la multitude, désarmée, éperdue, se réfugia dans les maisons, où elle tenta en vain de se barricader : les soldats les y poursuivirent, et commettaient toutes sortes de violences. Le pillage dura deux jours et deux nuits, et on eut à regretter la perte de plus de cinq cents personnes : ceux qui furent blessés furent relevés à un nombre deux fois plus grand. Enfin l'ordre se rétablit à la nouvelle de l'adoption de la constitution par le roi Ferdinand. Le général O'Donoya, envoyé à Cadix pour remplacer le général Valdes, prit le commandement de cette ville, en fit sortir le bataillon des guides et le régiment de la fidélité pour les soustraire aux vengeances du peuple, et fit arrêter M. Valdes, Freyre, Campana et Vicencio. Le général Freyre fut transféré à la Chartreuse de Xéras, où il menait son jugement pendant plus d'un an. Dans l'intervalle, il reprenait un mémoire dans lequel il prétendait que l'effervescence populaire avait irrité les soldats, et qu'ils avaient tiré sans ordre. Si l'on en croit la version reçue en Espagne, le général Freyre, après avoir paru se laisser entraîner à l'impulsion commune, entra à Cadix, instrument d'une conspiration tramée contre l'ordre de choses déjà adopté. L'instruction du procès, qui a duré long-temps, n'a pas jeté beaucoup de jour sur cette malheureuse affaire. Traduit devant la justice, le général Freyre plaide lui-même sa cause, et fut acquitté. Sa défense, qui est très remarquable, a été imprimée. Après son acquittement, il s'est retiré dans sa ville natale, et s'y a plus reparu sur la scène politique.

**FREYTAG** (CHRISTIAN GEORGE), savant orientaliste, est né vers 1784, dans la partie de la principauté de Lunebourg, qui appartient au roi de Prusse. Il se consacra au ministère évangélique, et s'appliqua en même temps à l'étude des langues orientales : il venait de publier son premier essai : *1° Carmen arabicum personarum romanarum et versionis iambica germanica*, etc., Göttingue, 1814, in-8°. Lorsque le régiment prussien dont il était sous-officier fit partie de l'armée que les puissances alliées envoyèrent contre la France, M. Freytag était venu à Paris avec ce régiment, en 1815, s'occupant d'y rechercher M. Silvestre de Sacy, depuis long-temps en vénération dans toute l'Allemagne. M. Freytag désirait rester à Paris, mais son peu de fortune le mettait dans l'impossibilité de vivre dans cette capitale, privé du traitement de sa place, s'il quittait son régiment. La bienveillance de M. de Sacy et le crédit du baron de Humboldt, réunirent à concilier les besoins et les vœux de M. Freytag : il obtint la démission de sa place, la permission de rester à Paris, et une pension suffisante pour y subsister. Il suivit pendant quelques années les cours d'arabe et de persan de M. de Sacy, à l'école des langues orientales, et au collège de France, et il peut être compté au nombre des élèves de ce savant professeur. Il vint encore à Paris, lorsqu'il y publia : *2° Selecta ex historia Halabi, à codice arabico bibliothecae regiae praeiensis, edita, latinae veriti et annotationibus illustrata*, etc., 1819, in-8°. C'est le texte arabe et la version latine de l'*histoire d'Halep*, par Kems-Eddin, jusqu'à l'avènement des Hamdanides à la souveraineté de cette ville. L'année suivante M. Freytag partit pour Bonn, où il vint d'être nommé professeur de langues orientales, à l'université prussienne de cette ville : il occupait encore cette chaire en 1851. Il est membre associé correspondant de la société critique

de Paris, depuis sa fondation, en 1822, et membre de diverses académies d'Allemagne. Voici la liste de ses autres ouvrages : *3° Regnum Saadadnau in oppido Ila-tcho, à codice arabico editum, versum et annotationibus illustratum*, Bonn, in-8° : c'est la traduction d'un fragment de Kems-Eddin, qui peut faire suite à l'ouvrage cité n° 2 ; *4° Caabi ben Sahar carmen in laudem Moham-medii dictum, etc., cum carmina Motenabi gratulatoria propter novum anni adventum, et carmina ex Hamas utroque inedito*, etc., Bonn, 1822, et Hall, 1823, in-4° ; *5° Locmani fabula et plura loca ex codicibus maximam partem historicis selecta in usum scholarum arabicarum*, Bonn, 1823, in-8° : ce volume contient en outre trois fragments inédits d'historiens orientaux, dont un assez long sur l'histoire d'Halep, et trois fables tirées d'un ouvrage inédit d'Ibu-Harabchah ; *6° Hamas carmina cum Tabrizii scholia integris indicibus perfectis, versione latina et commentariis persequi*, etc., Bonn, 1826 à 1828, in-8° : c'est une collection d'anciennes poésies arabes, au nombre de plus de huit cents pièces, divisées en dix livres, suivant leur différent caractère : ce recueil, qui a toujours joui d'une grande réputation dans l'Orient, a pour auteur Abou-Temam-Habib. La société asiatique de Paris, sur la demande de l'éditeur, a concouru aux frais d'impression de cet ouvrage pour 1,000 francs, somme convertie depuis en une souscription de cinquante exemplaires. M. Freytag s'est borné à publier le texte arabe des poésies contenues dans ce recueil, et paraît avoir renoncé à donner la traduction latine et les commentaires qu'il avait annoncés dans le titre. *7° Exposition de la versification, ou de l'art métrique arabe* (en allem.), Bonn, 1830, in-8° : cette prosodie n'a jamais été au complet des études arabes. *8° Lexicon arabico-latinum, praeterim ex Djewhariri Firuzabadique et aliorum Arabum operibus, adhibitis Gollii quoque et aliorum libris confectum, accedit index vocum latinorum completissimus*, Hall, 1830, 3 volumes grand in-4°. Il n'a paru encore que la prosodie et le premier volume de ce dictionnaire arabe, vivement désiré de tous les hommes qui s'intéressent au progrès de l'étude des langues orientales. M. Freytag, par la publication de cet ouvrage, et par celle de son histoire d'Halep, de son *Hamas*, et de sa prosodie arabe, a donc rendu des services essentiels à cette branche de l'érudition, et s'est placé au premier rang parmi ses confrères les orientalistes. Il serait à souhaiter seulement qu'il s'appliquât à rendre sa latinité plus pure, son style plus clair et plus correct.

**FREYTAG** (FRANÇOIS-XAVIER-JACOB, comte), lieutenant-général, naquit à Markolsheim, en Alsace, le 22 septembre 1749. A dix huit ans, il entra en qualité de sous-lieutenant dans le régiment d'infanterie allemande de la Mark. Il fit les campagnes de Corse, et fut fait aide-major en 1769. En 1781, étant capitaine, il s'embarqua avec son régiment pour les Indes-Orientales, et y fit les pénibles campagnes de 1782, sous M. de Busy. Le prince Maximilien de Deux-Ponts, qui fut roi de Bavière, connaissant le mérite de Freytag, l'éleva au rang de major dans le régiment d'infanterie allemande d'Alsace, en 1786. Le major Freytag fut nommé marchand-de-camp le 8 mars 1793. Il fit les campagnes de Flandre, et s'y commandait la division des Voges. Prenant avec chaleur le parti des officiers qui éprouvaient des injustices de la part des représentants en mission aux armées, il fut suspendu de ses fonctions. Après le 9 thermidor, on le réintégra, et on l'envoya en Italie. Il se distingua dans plusieurs occasions. Il fut mis à la retraite en 1801, et se retira à Vandœuvre. Le 13 janvier 1814, Ney lui donna le commandement de Nancy. L'ennemi ayant occupé cette ville, Freytag fit tout ce qui dépendait de lui pour adoucir les malheurs de l'invasion. En 1815, au retour de Napoléon, on lui conféra le commandement de la garde nationale de Nancy. Il déposa ce commandement après la seconde restauration, et se retira dans ses foyers : mais une ordonnance royale du 27 mars 1816, l'en fit sortir en le nommant prévôt de la cour prévôtale du Bas-Rhin. Il mourut à Strasbourg, dans l'exercice de ses fonctions, le 4 février 1817. Il était grand-croix de l'ordre de Saint-Louis.

**FRIEDRICH** (L.-D.), paysagiste allemand, né en 1776, à Gröbenwalde, en Prusse. M. commença ses études à l'académie des beaux-arts de Copenhague, et se rendit, en 1795, à Dresde, où il développa son talent, sans autre guide que ses propres inspirations. Pour faire des études d'après nature, il se donna en temps entrepris de longs voyages. Cependant il n'a jamais visité le midi de l'Europe, et l'on s'en aperçoit aisément, car tous ses paysages ont le caractère d'une nature septentrionale. Dans sa jeunesse, il se borna presque exclusivement à des dessins à la sépia, genre dans lequel il y a maintenant très peu d'artistes qui le surpassent. Plus tard, il fit une suite de tableaux à l'huile qui laissent peu à désirer, et où l'on reconnaît un soin extraordinaire, et ce vif amour de l'art qui devient de jour en jour plus rare et sans lequel il est impossible de rien faire de beau. En 1809, deux de ses tableaux, l'un représentant un grand paysage en hiver, et l'autre un cloître avec les ruines d'une chapelle gothique entre deux colonnes, lui valurent l'honneur d'être reçu membre de l'académie des beaux-arts de Berlin. Un tableau d'autel qu'il a fait pour l'église de Tetschen, est généralement reconnu pour une des plus belles productions de l'école moderne. Le sujet de cette composition est une croix placée au sommet d'un rocher, et éclairée par les premiers rayons du soleil levant. Une grande variété dans l'invention, un profond sentiment du beau, simplicité et unité, sont les traits caractéristiques de tous les paysages de Friedrich. Outre que ses tableaux captivent le spectateur au premier coup d'œil par l'intérêt du sujet, ils respirent tous une certaine poésie religieuse, par laquelle cet artiste s'élève presque au rang de créateur d'un nouveau genre de paysages : car, si l'on remarque déjà de pareilles idées chez plusieurs peintres anciens, comme chez Claude Lorrain, Salvator Rosa, Ruysdael et autres, que, du reste, Friedrich est bien loin d'atteindre quant au technique, il faut convenir qu'aucun peintre ne les a exprimées aussi clairement et avec tant de précision que lui. Cependant il y a de ses tableaux où l'on remarque quelque chose de vague qui contraste singulièrement avec le dessin ferme, ressailli et fortement articulé de ses autres ouvrages ; mais heureusement ceux là sont en très petit nombre. En 1837, Friedrich fut élu membre appointé de l'académie royale des beaux-arts de Dresde. Il habite actuellement cette ville.

**FRIES** (Jacques-Fabrice), conseiller de cour et professeur à l'université de Iéna, né le 25 août 1778, à Barbey, en Prusse, où son père était l'un des directeurs de la communauté des frères évangéliques. Comme les affaires de celui-ci l'obligèrent souvent à s'absenter, il l'envoya, en 1778, son fils Jacques-Frédéric à l'école de la communauté. C'est là que le jeune Fries reçut son éducation ; puis il entra au séminaire de la même communauté, et y étudia la théologie. Résolu de se vouer aux sciences philosophiques, il fréquenta, en 1798, l'université de Leipzig, et, en 1799, celle d'Iéna ; il y cultiva aussi les sciences naturelles et celle de droit. En philosophie, il adopta les doctrines de Kant, et reconnut avec celui-ci que la méthode analytique était la meilleure pour les recherches philosophiques. En 1798, il publia des brochures pour défendre le système de Kant contre les nouveaux systèmes qu'on cherchait à introduire alors, et notamment contre celui de l'école de Fichte. Il accepta, en 1797, la place de gouverneur dans une famille noble à Zollingen, et consacra tous les loisirs que ces fonctions lui laissent à un ouvrage sur la critique de la raison. Dès que ce travail fut terminé, en 1800, il retourna à Iéna, où il étudia les éléments de la médecine, puis en 1801 ses degrés de docteur en philosophie, et obtint l'autorisation de faire des cours publics. A cette époque, il termina deux ouvrages importants, dont l'un traite de la philosophie du droit, et l'autre de la science philosophique. Pendant les années 1803 et 1804, il visita avec un de ses amis, le baron de Kainz, l'Allemagne, la Suisse, la France et l'Italie. De retour à Iéna, en 1805, il s'occupa à enseigner la philosophie. Vers la fin de la même année, il obtint à l'université

de Heidelberg une chaire de philosophie et une chaire de mathématiques, avec lesquelles il cumula, de 1813, celle de philosophie expérimentale. En 1816, il fut appelé comme professeur de philosophie théorique à l'université de Iéna, où ses cours attirèrent de nombreux auditeurs de tous les points de l'Allemagne. Fries prit part à la fâcheuse fête donnée par la jeunesse des écoles allemandes, le 18 octobre 1817, au château du Wartbourg, près d'Eisenach, pour célébrer « le triomphe de la vérité et du bon droit sur la force et l'oppression » ; il y prononça un discours dans lequel il exhorta les jeunes gens à vivre en paix et en bonne intelligence, à aimer la patrie, à respecter les lois, et à bannir de leurs réunions les restes des mœurs barbares qui s'étaient conservées chez eux à travers les siècles. Dès lors il devint suspect aux autorités gouvernementales de l'Allemagne, et eut à souffrir mille tracasseries de leur part. Dans quelques états, on alla jusqu'à mettre ses ouvrages à l'index, et à défendre aux journalistes de les annoncer. Le grand-duc de Saxe-Weimar, croyant au devoir plus laisser un pareil homme enseigner la philosophie à Iéna, le suspendit de ses fonctions, toutefois en lui conservant son traitement en entier. En 1824, il fut définitivement destitué de sa chaire de philosophie, et obtint celle de physique et de mathématiques, mais seulement comme chargé amovible, et sans entrée au sénat et au conseil académique. Fries a employé le temps que dura sa suspension à composer un *Système complet de philosophie*, dont deux volumes sont déjà imprimés, et qui sera publié en 1830. On a de lui un grand nombre d'ouvrages qui sont remarquables par la clarté et la précision des idées et du style, qualités fort rares chez les auteurs allemands. Nous nous bornons à citer les plus importants : 1° *Critique de la raison*, 1800 ; 2° *Philosophie du droit*, 1804 ; 3° *La philosophie considérée comme science absolue*, 1804 ; 4° *Traité de la science de la conscience et du présentisme*, 1805 ; 5° *Novelle critique de la raison*, 1807, 3 vol. ; 6° *Les nouvelles doctrines de Fichte et de Schelling sur Dieu et le monde*, 1807 ; 7° *Système de logique*, 1811 ; 2° édité, 1819 ; 8° *De la philosophie, des mœurs et des arts en Allemagne*, 1812, ouvrage dédié au célèbre Jacobi ; 9° *Cours populaire d'astronomie*, 1813 ; 10° *Système de la philosophie théorique*, 1813 ; 11° *De la confédération et des constitutions d. l'Allemagne* ; 12° *Manuel de philosophie pratique* ; 13° *Éthique générale*, 1818 ; 14° *Manuel d'anthropologie*, 1820-1821, 3 vol. ; 15° *Julius et Egeas ou la beauté de l'âme*, roman philosophique, 1823, 1 vol. Parmi ses ouvrages d'une moindre étendue, nous signalons comme les plus remarquables : deux traités insérés dans les *Etudes publiées par Creuzer et Laub*, et dont l'un a pour titre : *De l'atomisme et de la dynamique*, 1807, et l'autre : *Tradition, mysticisme et science logique*, 1810 ; quelques traités de chimie imprimés séparément de 1799 à 1816 ; plusieurs articles de philosophie, de mathématiques et de science naturelles, dans les *Annales de la littérature publiques* de Heidelberg, dont il a été long-temps collaborateur ; enfin une énergique réfutation des calomnies répandues contre lui à la suite de la fête du Wartbourg.

**FRIOT** (le duc de). Voyez Draoz.

**FRIOT** (Alaric), publiciste, né à Châteauneuf, département d'Eure-et-Loir, le 28 juin 1788. Son père avait été notaire et lieutenant de la maîtrise des eaux et forêts de la province, puis inspecteur à Blois. M. Friot fit ses études au collège de Vendôme et même temps que le duc Dezaux ; il en sortit en 1799, vint étudier le droit à Paris, s'y fit recevoir licencié le 30 août 1805, et avocat à la cour royale le 4 novembre 1808. Il fit de puis une étude approfondie de la législation, et composa un ouvrage important, *La science du publiciste*, qui lui coûta onze années de méditations et de recherches. Cet ouvrage, dont le manuscrit était entièrement terminé dès 1819, contient le développement des principaux éléments de l'organisation sociale, et les principes du droit naturel, du droit public, du droit politique et du droit des gens. L'auteur, dans l'intention de mettre à la portée d'un plus grand nombre de lecteurs les notions d'une science devenue si nécessaire sous le point de vue constitutionnel d'après

lequel M. Frotot l'a considéré, a fait un abrégé de son premier travail, et l'a publié sous le titre de *L'esprit du droit*; on l'a aussitôt traduit en espagnol. Une fortune peu considérable ayant été consacrée à la publication de ces ouvrages et de ceux qui ont suivi, et la famille de M. Frotot étant devenue nombreuse, il s'est fait recevoir avoué en 1819, à Paris. Toutefois, pendant les événements de juillet 1830, pensant que le moment était venu d'opérer une grande amélioration dans les institutions de la France, il s'empressa d'extraire de ses divers traités un projet de constitution qu'il fit publier le 3 août, et qu'il remit au roi. Depuis, ce travail a été réimprimé sous cet autre titre : *Constitution proposée*, etc. On a de M. Frotot : 1° *Constitution réformée et proposée à l'acceptation du peuple français et du souverain*, etc., Paris, 1815, in-8°; 2° *Projet de constitution rédigé d'après les principes du gouvernement monarchique*, Paris, 1815; 3° *La science du publiciste, ou traité des principes élémentaires du droit considéré dans ses principales divisions, avec notes et citations tirées des auteurs les plus célèbres*, Paris, 1830 à 1833, 11 vol. in-8°; 4° *Esprit du droit et ses applications à la politique et à l'organisation de la monarchie constitutionnelle*, Paris, 1834, in-8°; 5° *Cours abrégé de droit naturel, public, politique et constitutionnel, par demandes et par réponses*, Paris, 1834, 4 vol. in-16; 6° *Observations d'un publiciste sur le projet de loi relatif à l'indemnité des émigrés*, Paris, 1835, in-8°; 7° *Projet d'acte social, extrait de l'Esprit du droit et de la science du publiciste*, Paris, 1837, in-plano; 8° *Acte organique de l'état social*, Paris, 1838, in-8°; réimprimé sous ce titre : *Constitution proposée par les publicistes aux peuples éclairés, amis de l'ordre et de la liberté*, Paris, 1836, in-8°.

**FRORIOP** (JUAN-PAUL), orientaliste, né en 1746, à Lubbeck, y fit ses études qu'il acheva à Leipzig. Acquiesçant au philosophie en 1767, et bachelier en théologie en 1768, il fut nommé prédicateur du maître dans le temple de l'université de Leipzig, et professeur extraordinaire de théologie; puis en 1771, professeur ordinaire de la même faculté dans la communion d'Augsbourg, et il obtint enfin la chaire des langues orientales dans l'université d'Erfurt. Après avoir rempli diverses fonctions religieuses dans cette ville, il devint, en 1781, surintendant et premier pasteur du temple luthérien de Buckburg. Ayant perdu, en 1784, sa femme, morte à Gotha, à l'âge de vingt-deux ans, et déjà connue dans la littérature, Frorip perdit aussi ses places en 1793, et se retira à Weimar; il y fut nommé prédicateur, en 1796, et y mourut le 26 janvier 1800. On a de ce savant : 1° *De utilitate lingue arabice in defendenda nonnullis locis scripti, operum primus*, Leipzig, 1767, in-4°; 2° *Coram caput primum et secundum priores versas, arabice et latine, cum annotationibus historicis et philologicis*, 1768, in-8°; 3° *Arabisches Bibliothek*, Francfort et Leipzig, tome 1<sup>er</sup>; 4° *Sentiments sur les écrits théologiques les plus remarquables de notre temps*, en allemand, Lubbeck, 1769. Frorip a rédigé les dernières parties du tome II, et plus de la moitié du tome III; 5° *Bibliothèque des connaissances théologiques*, en allemand, les tomes I et II, formant douze parties, Lemgo, 1771 à 1787; 6° *Dissertatio inaug. de novis ratione conjungendi theologia dogmaticam cum theologia morali*, Helmstadt, 1773, in-4°; 7° *Discours sur les dogmes les plus importants de la religion chrétienne*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> volumes, Erfurt, 1773-1775, in-8°; 8° *Dissertatio de veneratione Lutheri versione*, Bibl. ibid. 1778; 9° *Bibliothèque de littérature théologique*, deuxième partie, ibid., 1779; 10° *Observations sur les Prélections inaugurales de théologie*; 11° *Des sermons*; 12° Divers articles dans les *Acta eruditum*, dans les *Gazettes de Leipzig* et d'Erfurt, et autres ouvrages dont on trouve la liste dans Meusel, tous relatifs à la littérature orientale, à la théologie, ou à la critique du texte sacré.

**FROTTÉ** (Louis, comte de), un des chefs du parti désigné sous le nom de chouans ou de royalistes. Né, en 1765, il servait obscurément dans l'infanterie, lorsque les événements de la révolution lui ouvrirent une carrière plus active. Dès 1789, il embrassa avec chaleur la cause de l'émigration; mais, après la retraite des Prussiens, en 1793, il ne vit d'espoir que

dans les succès de la guerre civile à laquelle on se préparait. Il avait pour s'y faire remarquer des talents naturels, un caractère entreprenant, une ambition persévérante. Conservant quelques intelligences dans l'ancienne Normandie, il se flatta d'en faire insurger du moins la partie occidentale, et, en 1794, il sollicita vivement à Londres une mission à cet effet. Zélé surtout par calcul, d'écarter de découvrir, peu scrupuleux dans le choix des expédients, il réunissait bien des titres pour faire écouter ses propositions, et, par l'entremise du comte de Puisseg, chargé des affaires secrètes du roi en Bretagne, il obtint des pouvoirs avec le brevet de colonel. Au commencement de 1795, il débarqua près de Saint-Malo, avec quelques autres gentilshommes, mais ils furent aperçus et il fallut soutenir un combat; cependant Frotté fut du nombre de ceux qui échappèrent, et, après d'autres périls, il parvint à se glisser dans les départements qu'il devait soulever. Le moment se trouvait peu favorable; on négociait des deux côtés de la Loire une suspension d'armes. La politique de la convention avait changé; elle ne prétendait plus accabler ces provinces pour y rétablir son autorité. Mais on ne suivait pas avec assez de franchise ce plan de pacification; on ne voyait pas qu'il mènerait les royalistes, employer aussi la corruption ou la ruse, c'était s'exposer à prolonger la lutte. Quant à Frotté, il ne voulait pas qu'on déshonorât ses espérances personnelles eussent été déçues. Le 1<sup>er</sup> avril, aux conférences de la Mabilais, prétendant qu'il n'y avait de sûreté pour les royalistes que dans la résistance, il refusa de signer le traité duquel on attendait le repos de la Bretagne. Il repartit aussitôt pour les départements du Calvados et de la Manche. Là, il parvint à établir des communications avec l'Angleterre et avec les princes, par les îles de Saint-Marcou et de Jersey, et il se concerta avec les royalistes de la Sarthe et de la Mayenne. Trois cents hommes seulement formaient alors sa troupe assez mal aguerrie. Cependant il battit plusieurs détachements républicains, et, en inspirant de la confiance dans les campagnes, il vit insensiblement grossir le nombre de ses partisans, auxquels se joignirent même d'anciens officiers français venant de Londres. Le renouvellement général des hostilités, au commencement de juillet, le combla d'une joie, que refroidirent bientôt les événements de Quiberon, et la nécessité d'abandonner tout vaste projet. Cependant, s'étant joint à Serpente et à Rochebonne, il s'empara du moins de Mayenne. Des revers suivirent presque aussitôt ce faible triomphe; toutefois, le 15 novembre, son quartier général repoussa les attaques de la garnison de Mortain. Restant le maître dans la Basse-Normandie, Frotté organisa la compagnie des gentilshommes de la couronne, et, ensuite ayant réuni dans la forêt d'Ilalouse plus de quinze cents hommes, il reprit hardiment l'offensive. Il espérait emporter d'assaut la petite ville de Tinchebray, dont la garnison n'était pas nombreuse, mais il échoua malgré son intrépidité; toutes les parties de la ville avaient été crénelées ou palissadées, et garnie de meurtrières. La belle conduite de Frotté dans cette occasion, où néanmoins il perdit beaucoup de monde, n'eut d'autre résultat favorable que d'ajouter à sa réputation, et de le retenir momentanément sous ses ordres quelques commandants subalternes. Les autres chefs étaient plus malheureux encore; tous divisés dans leurs desseins, ils n'avaient pu obtenir que des succès partiels, et, pour qu'ils succombassent en dernier lieu, il suffisait qu'ils eussent en tête un homme habile et capable de grandes vues; tel était Hoche, dont la modération d'ailleurs augmentait l'ascendant. Aussitôt qu'il y eut de l'ordre parmi les troupes républicaines, et qu'elles ne se crurent plus trahies, les affaires des royalistes furent désespérées de l'aveu de leurs écrivains. Le découragement de toutes ces contrées de l'ouest, qui perdait quelques uns de leurs chefs les plus renommés, s'étendit jusqu'aux départements de l'Orne et du Calvados. Décidé à ne jamais se soumettre, Frotté s'embarqua, en 1796, pour l'Angleterre, en licenciant ses compagnies, mais en leur recommandant de bien garder leurs armes, et en se réservant des moyens de correspondre avec le continent par le Carteret et l'île Saint-



Marcou. Dès qu'il parut à Londres, le comité royaliste français le chargea d'une mission difficile auprès du comte d'Artois, qui alors résidait à Edimbourg: il s'agissait de décider ce prince à prendre une attitude guerrière, et à se mettre en Bretagne à la tête de ceux qui bravaient, dans les intérêts des Bourbons, toutes les forces de la république. Il fallut promptement abandonner cette idée, et le négociateur se vit réduit à consumer environ trois années dans l'inaction. Mais, en 1799, après la rupture des conférences de Rastadt, élevé au grade de maréchal-de-camp, muet de pouvoirs étendus, et réunissant sous ses ordres les nombreux mécontents de la Normandie et de la petite province du Perche, Frotté résolut d'agir avec vigueur. Néanmoins il ne put ni se rendre maître de Vire, ni même conserver les différentes bourgades qu'il enlevait par surprise. Sa mère avait été jetée en prison, conformément aux dispositions de la loi des otages; il la délivra, ainsi qu'un grand nombre d'hommes traités en suspects. Ses excursions dans les environs de Saint-Lô et de Granville, sans répondre précisément à son attente, achevèrent de discipliner son corps d'armée, qui, à cette époque, d'après le relevé des rôles, se composait de près de onze mille hommes. Malgré ce moment de prospérité, on touchait au terme de toutes les entreprises de ce genre: les suites du 18 brumaire allaient ôter à ces chefs de bande les prétextes au moyen desquels, pour s'agrandir eux-mêmes, ils avaient surtout excité le fanatisme des habitants des campagnes. Le rétablissement du culte et le retour aux habitudes monarchiques devaient suffire à des hommes simples, déjà las, en secret, d'interrompre leurs travaux, et de compromettre la sûreté de leurs familles, pour procurer de l'occupation ou des honneurs à quelques aventuriers. Frotté paraît avoir compris, dès le premier moment, toute l'importance du nouvel obstacle opposé au rétablissement des Bourbons. Il se mit à parler du premier consul avec une exaspération qu'on ne lui avait pas vue du temps des directeurs, et il s'efforça de l'avilir, dans une sorte de manifeste, en le représentant, à Saint-Cloud, déconcerté, abattu, prêt à tomber en défaillance entre les bras de ses grenadiers. On suppose, mais sans en apporter aucune preuve, que Bonaparte, qui ne pouvait ignorer cette proclamation, en conserva un profond ressentiment. La prompte pacification de l'ouest entraînait dans les vues du gouvernement nouveau, et Brune fut chargé de prendre sur les lieux les mesures qui devaient la rendre infaillible. Frotté ne put s'y résigner. Dans les conférences tenues à quelques lieues de Beaupréau, il insista pour la continuation de la guerre, sans s'apercevoir, ou sans s'avouer à lui-même que les circonstances s'y opposaient enfin, et que cette fermeté apparente dégénérerait en un funeste entêtement. Lorsqu'il vit la confédération presque dissoute, loin de capituler aussi, il prétendait qu'il en exerçait d'autant plus d'autorité; il se dirigea vers le centre du département de l'Orne avec les colonnes qui lui restaient, dans l'espoir de réunir sous ses drapeaux la plupart des anciens insurgés abandonnés de leurs autres chefs. Il livra trois combats, à Chaux, à Mortagne et à Méle, près d'Alençon, tandis qu'un de ses lieutenants menaçait la ville d'Evreux. Néanmoins, après avoir sacrifié ainsi ses meilleurs officiers, voyant que loin de grossir ses forces, ces moyens désespérés augmentaient la désertion, et que l'ennemi se préparait à la détruire, il écrivit au général Hedouville qu'il adressait aux conditions souscrites par les autres chefs, et, le 18 janvier 1800, il adressa cette même déclaration au commandant du département de l'Orne. Cependant il n'évita pas sa perte. On explique diversement cette catastrophe, dans laquelle l'esprit de parti s'est attaché à voir une perfidie ou une preuve d'autoiméité de la part du chef de l'état. Pour venir s'ajouter dans Alençon l'accommodement qui devait acheter de désarmer ces cantons, Frotté avait besoin de saufs-conduits qui lui furent offerts; mais peut-être lut-il decouvert et arrêté avant de recevoir cette garantie indispensable. Il paraît qu'à cette époque même on intercepta deux lettres de lui, et que dans celle qu'il envoyait à un de ses officiers, il disait: «Je donne

mon acquiescement, mais sans livrer les armes que nous reprendrons au jour opportun.» C'est, ajoutait-on, par suite de ces révélations qu'il fut saisi, avec six de ses lieutenants, et traduit à Verneuil, le 18 octobre, devant une commission militaire. Renonçant à se justifier, il fit apporter du vin pendant le jugement, et but avec les six autres accusés à la santé du roi. Le lendemain, tandis qu'on les conduisait à pied au lieu de l'exécution, un grenadier de l'escorte remarqua que Frotté ne marchait point sur pas. «C'est vrai, dit-il, je n'y faisais pas attention», et il reprit le pas. Ni lui, ni les siens ne voulurent qu'on leur mit un bandeau sur les yeux: tous restèrent debout, et attendirent la mort avec assurance. Frotté avait alors quarante-cinq ans.

FRY (M<sup>me</sup>), fondatrice du célèbre comité des dames de Newgate. Cette Anglaise, distinguée par sa grande philanthropie, est originaire de la Normandie, et membre de la société des amis (*quakers*). Très jeune encore, elle établit, du consentement de son père, et dans la maison de celui-ci, une école gratuite pour quatre-vingt enfants pauvres. En 1800, elle épousa M. Fry, qui la seconda dans tous ses desseins de bienfaisance. Ayant entendu parler de la mauvaise tenue de la prison de femmes de Newgate, à Londres, elle s'y rendit pour l'examiner. On la conduisit dans une salle où se trouvaient cent soixante femmes et un grand nombre d'enfants des dernières classes de la société, qui, à son entrée, l'entourèrent avec tumulte; mais la noblesse de son maintien, son regard à la fois doux et sévère, inspirèrent bientôt du respect à ces êtres dépravés. Elle leur offrit des secours, et leur adressa des paroles de consolation, de paix et d'espérance, tout en évitant de rien dire qui pût avoir rapport aux crimes ou délits pour lesquels ils étaient détenus. Quelques jours après, M<sup>me</sup> Fry retourna à Newgate, et passa une journée entière auprès de ces malheureux. «Je ne viens pas sans mission, dit-elle, leur montrant une Bible: c'est ce livre qui m'a mené ici: je ferai tout pour vous, mais il faut que vous m'aidiez.» Puis elle leur donna lecture du vingtième chapitre de l'évangile de saint Matthieu, et beaucoup d'entre eux entendirent pour la première fois une morale religieuse. Alors M<sup>me</sup> Fry établit dans la prison même une école pour les enfants détenus, ce qui contribua puissamment à réveiller l'amour maternel dans ces femmes abruties. Plus tard, elle forma une société de vingt-quatre dames de la secte des amis, sous la direction de laquelle une des détenues, qu'on nomme la *matrone*, veille au maintien de l'ordre dans la prison. Cela fait, elle fit, en présence du lord-maire et d'un alderman, donner lecture aux prisonnières d'un règlement rédigé par elle, et leur demanda, à chaque article, si elles consentaient à l'observer. Leur consentement fut unanime sur tous les points. Ainsi M<sup>me</sup> Fry, en continuant ses efforts pour l'amélioration morale des prisonnières de Newgate, finit par transformer ce receptacle des vices les plus bas et les plus honteux en un lieu de pénitence et en une école d'émulation. Depuis ce temps, on ne voit plus à Newgate ni chaînes, ni grilles de fer; toutes les portes de l'intérieur sont ouvertes, et cette prison ressemble maintenant à une manufacture plutôt qu'à une maison de punition. Cette Anglaise s'est rendue à Paris il y a quelques années, toujours mue par ses sentiments philanthropiques, et est ensuite partie pour l'Amérique afin d'y visiter les prisons de femmes. Revenue en Angleterre, l'honorable M<sup>me</sup> Fry, malgré son âge avancé, ne cesse pas de prodiguer ses soins aux malheureux.

FUCHS (TAKORNIK), poète et ministre de la religion réformée, naquit en 1750, à Leppendorf, dans l'Erzgebirge, Haute-Saxe. Fils d'un pauvre paysan, il demeura chez ses parents jusqu'à l'âge de dix-huit ans, sans avoir acquis aucune instruction. C'est alors qu'il commença à fréquenter la petite école de Freiberg. A vingt-cinq ans, il sentit le besoin d'étudier dans une université, et son frère consentit pour cet objet, à lui faire une avance de sept florins, sur la succession de leur père. Fuchs partit pour Leipzig avec cette somme. Il composa, chemin faisant, un poème sur sa mère passée et sur le bonheur qu'il entrevoyait: il présenta

cette pièce à Gottheid, qui l'inséra dans sa *Nouvelle bibliothèque des sciences et des arts*, en recommandant l'auteur aux amis des lettres. Hagedorn lui envoya vingt-cinq écus de Saxe, en son nom, et sept cents autres au nom de ses concitoyens de Hambourg, qui avaient lu avec intérêt le poème de Fuchs. Celui-ci employa cette somme à suivre les cours de théologie, à Leipzig. En 1751, il fut nommé second pasteur de Zeulen, près Meissen. L'année suivante, il épousa la fille du bourgmestre Hubner de Drede. Pendant la guerre de trente ans, il fut pillé trois fois. Il fut nommé, en 1769, prédicateur à Taubenheim, près Freiberg. Il obtint sa retraite en 1787, se retira à Meissen, où il vivait encore en 1808. Fuchs a beaucoup imité Hagedorn. Il a du naturel et de l'esprit, mais peu d'élégance et de correction. Quelques unes de ses odes sont insérées dans les *Anthologies lyriques*, de Rauler et de Methisson, et dans le *Recueil de Christ-Henri Schmidt*. Fuchs publia lui-même, en 1759, à Leipzig, in-4°, sans nom d'auteur, vingt-cinq de ses odes mises en musique par Döles. On a aussi de lui : 1° *Poésies d'un fils de paysan*, Drede, 1752, in-8°. On considère en a donné une édition augmentée de quatre morceaux sous ce titre : *Poésies d'un fils de paysan qui a fait ses études à Leipzig*, Drede, 1771, in-8°. 2° *Ma vie jusqu'à l'âge de soixante-dix-sept ans, brièvement racontée pour la gloire de Dieu et la consolation des hommes*, 1796.

FUENTES (le comte de) naquit en 1771, à Paris, où son père était ambassadeur d'Espagne, et reçut dans cette ville sa première éducation. Nommé colonel d'un régiment de hussards espagnols, il servit avec distinction dans la guerre de 1793 contre la république française. Lieutenant-général en 1801, il dut cet avancement rapide au prince de la Paix, et cette faveur lui fit des ennemis. En 1806, il fit un voyage à Paris, avec son frère, et ils s'y livrèrent à des prodigalités telles, que la cour de Madrid, en ayant été informée, leur donna l'ordre de rentrer en Espagne. Le plus jeune mourut à Pau, mais l'aîné, cherchant à temporiser, reçut un nouvel ordre de rentrer en Espagne, sous peine, s'il différait, de voir confisquer ses biens. Il fallut obéir; rentré à Madrid, le comte de Fuentes reçut un accueil très froid du souverain et du ministre, s'éloigna de la cour et on le rangea parmi les mécontents. Lors de l'invasion de l'Espagne, en 1808, il ne voulut prendre aucune part aux événements de cette époque, et se retira dans sa terre près de Saragosse. Mais les habitants de cette ville s'étant insurgés, on répandit le bruit que le comte de Fuentes était né en France, conservait de l'attachement pour ce pays, et entretenait des intelligences avec l'ennemi. On alla l'attaquer dans sa maison, mais un officier aragonais parvint à le soustraire à la fureur du peuple, et on le transféra à Saragosse, où il fut jeté dans un cachot; il y resta sept mois, au bout desquels les Français le délivrèrent, après le terrible siège qui les rendit maîtres de cette ville. Le comte vint faire sa soumission au roi Joseph, qui lui donna un commandement, et le combla de faveurs. Il suivit ce prince en Andalousie, et fit toutes les campagnes à son service. Le comte de Fuentes se montra l'un des plus zélés *afancesados*, croyant combattre pour l'affranchissement de sa patrie. La chute de Napoléon ayant rendu Ferdinand à ses états, le comte de Fuentes se réfugia en France, où il résida pendant quelques années. Il avait de l'esprit, beaucoup d'instruction, parlait la langue française avec une grande facilité, aussi trouvait-il dans la haute société un adoucissement à ce bannissement. Ayant obtenu l'autorisation de rentrer en Espagne, il mourut à Madrid, le 15 novembre 1819.

FUGER, l'un des plus célèbres peintres de l'Allemagne, était né en 1751, d'un pasteur protestant d'Heilbronn, en Souabe. Dès l'âge de onze ans, il gagnait quelque argent à faire des portraits. Vers sa douzième année, il fut envoyé à l'école du peintre wurtembergeois Guibal. Il continua de travailler tant à Leipzig, sous la direction du célèbre Oeser, qu'à Drede, où la vue et l'étude constante des grands modèles que renferme cette ville, acheva de former son goût. Il ne tarda pas à se faire un nom et parut avec quelque

éclat à Vienne. L'impératrice Marie-Thérèse envoya le jeune artiste, pour cinq ans, à Rome, d'où il alla passer deux années à Naples, avant de retourner à Vienne. L'empereur, actuellement régnant, lui confia, en 1806, la direction des tableaux du Belvédère. On connaît de lui, tant en Italie qu'en Autriche, beaucoup de tableaux estimés. Ses dessins, pour la *Messade* de Klopstock, passent généralement pour ses plus heureuses compositions. Il était occupé, dans les dernières années de sa vie, à les exécuter en grand. Il mourut à Vienne, en 1818, pour ainsi dire la palette à la main.

FUMAGALLI (Axe), naquit à Milan, en 1798, et jeune encore, il entra dans l'ordre des cisterciens, où on l'avait placé pour y recevoir son éducation. Les sciences ecclésiastiques furent le premier objet auquel il consacra ses veilles, parce que les devoirs de son état s'y rattachaient; mais il ne se borna point à les cultiver comme théologien, il voulut les approfondir de leur côté historique; et, profitant de son instruction solide sur les langues et la littérature des anciens, il se livra à des recherches qui devaient lui fournir ensuite de quoi transmettre à la postérité une belle et splendide réputation. De vastes ressources lui étaient offertes dans les archives de son propre couvent qui était l'antique et célèbre abbaye de Saint-Ambroise. Il n'avait pas encore atteint sa trentième année, lorsqu'il fit paraître les premiers fruits de ses fatigables travaux, en publiant deux esquisses historico-littéraires, une sur l'origine de l'idolâtrie, et l'autre sur un manuscrit grec de la liturgie ambrosienne, qui annonçèrent aussitôt de quoi il serait capable avec le progrès de l'âge et de l'expérience. Ayant, peu de temps après, écrit la vie du fameux P. Rancati qui avait pris une part si active dans les questions épineuses du jansénisme, il fut appelé à Rome pour y remplir une chaire de philosophie et de diplomatique, où, par l'étendue de ses lumières, aussi bien que par l'intégrité de sa conduite, il se concilia la bienveillance et l'estime des hommes les plus distingués de l'époque. Revenu à Milan en 1773, il fut élevé au rang d'abbé de son monastère, dignité très éminente pour le temps, parce que des droits souverains y étaient attachés sur quelques petits fiefs de la Lombardie, et surtout sur une fabrique de papier et sur une imprimerie qui étaient tout-à-fait indépendantes de l'autorité des ducs de Milan. Fumagalli résolut de tirer parti de ces deux établissements industriels pour répandre l'instruction qu'il n'avait jamais cessé d'encourager par tous les moyens en son pouvoir. Il commença par faire paraître une nouvelle édition soignée de l'*Histoire des arts du dessin chez les anciens*, de Winckelmann, que l'abbé Amoretti venait de traduire de l'original allemand, et qu'il voulait lui-même enrichir de notes savantes, et cette publication fut suivie de celle des ouvrages de plusieurs autres auteurs estimables, tant anciens que modernes. S'étant en même temps occupé à mettre en ordre ses propres productions, il fit d'abord imprimer dans le même établissement ses recherches sur les vicissitudes de Milan, pendant la guerre apportée par Frédéric Barberousse dans cette partie de la péninsule, où il renversa de fond en comble et par des preuves authentiques les fables débitées sur ce sujet dans plusieurs chroniques allemandes, et qui avaient été accréditées par Paradin et répétées sans aucun examen dans le *Dictionnaire historique de Chaudon et Delandine*. Ses *Institutions diplomatiques*, qui ont toujours joui d'une autorité non contestée sur cette matière, et ses *Commentaires sur les antiquités lombardes et milanaises*, où la richesse de l'érudition brille du plus vif éclat à côté de la sagacité de la discussion et de l'élégance du style, sortirent successivement des mêmes presses, et portèrent le nom de Fumagalli au plus haut point de célébrité littéraire. Agrégé à la société patriotique d'agriculture de Milan, il donna une preuve éclatante de la variété de ses connaissances, en publiant deux mémoires très ingénieux, l'un sur l'irrigation des prairies, sujet qu'il traita sous le point de vue historique et sous le point de vue économique, et l'autre sur l'existence et la culture des oliviers dans quelques endroits de la Lombardie, depuis le quatrième jusqu'au dixième siècle de l'ère chré-

tienne. Lors de la fondation de l'institut italien, il en fut aussi nommé membre, et communiqua à ce corps avant une esquisse sur le gouvernement du royaume des Lombards pendant le huitième et le neuvième siècle. Fumagalli mourut à Milan, en 1804, âgé de 76 ans. On trouva dans son portefeuille un ouvrage inédit, contenant une collection précieuse de chartes et de diplômes qu'il avait tirés des archives de son couvent et enrichis de notes pour servir aussi à l'histoire du moyen âge, sous le titre de *Code diplomatique ambrosien*. L'abbé Amoretti en soigna la publication après la mort de l'auteur, dont il avait écrit l'éloge qu'il plaça en tête de cet ouvrage posthume. Ses ouvrages sont : 1° *Sur l'origine de l'idolâtrie*, inséré dans le *Recueil milanais* pour l'année 1757; 2° *Sur un manuscrit grec de la liturgie ambrosienne*, dans le même recueil; 3° *Vie de l'abbé Raurali*, Brescia, 1763, in-8°; 4° *Les révolutions de Milan, pendant la guerre de l'empereur Frédéric 1er*, ib., 1773, in-4°; 5° *Vie de François Ciccorio*, célèbre littérateur du 16<sup>e</sup> siècle, Milan, 1783, in-8°; 6° *Des antiquités lombardo-milanaises, augmenté de dissertations*, ib., 1793, 4 vol. in-8°; 7° *Des institutions diplomatiques*, ib., 1803, 3 vol. in-4°; 8° *Mémoire historique et économique sur l'irrigation des prés*, inséré dans les *Actes de la société d'agriculture de Milan*; 9° *Mémoire historique sur l'existence des oliviers dans quelques contrées de la Lombardie, depuis le quatrième jusqu'au dixième siècle*, ibid., 110° *De la poésie du royaume de Lombardie, pendant les huitième et neuvième siècles*, inséré dans les *Mémoires de l'institut italien*; 11° *Manuscrit de la bibliothèque ambrosienne, sur la diplomatie*, Milan, 1805, in-4°.

FURGAULT (NICOLAS), professeur émérite à l'université de Paris, naquit en 1706, à Saint-Urbain, près Châlons-sur-Marne. Il fit ses études à Troyes, vint le perfectionner à Paris, et fut d'abord régent de sixième au collège Mazarin. Il s'éleva successivement dans l'enseignement où il avait une grande réputation de savoir et d'intelligence. Son air était froid et sévère, mais il savait encourager les écoliers studieux et s'en faire aimer. Forcé de quitter Paris à la suppression de l'université, il se retira chez une de ses nièces qui eut pour lui les attentions les plus douces. Il mourut en entendant une lecture qu'elle lui faisait d'un passage de Sénèque sur la brièveté de la vie, le 31 décembre 1795. Ses ouvrages ne sont pas nombreux, mais ils ont été expliqués pendant cinquante ans dans l'université. En voici la liste : 1° *Manuel abrégé de la grammaire grecque*, Paris, 1746, in-8°, réimprimé jusqu'en 1789; 2° *Abrégé de la quantité ou mesure des syllabes latines*, Paris, 1746, in-8°. Cet ouvrage, malgré son titre modeste, est un traité complet de la poésie latine. 3° *Dictionnaire d'antiquités grecques et romaines*, Paris, 1768 et 1786, pet. in-8°. M. Janet, disciple de Furgault, a fait paraître, en 1809, la troisième édition de ce dictionnaire, grand in-8°; en 1807, la neuvième édition de l'*Abrégé de la quantité*, et en 1813, une édition fort augmentée de la *Grammaire grecque*, réimprimée en 1815, Paris, in-8°. 4° *Dictionnaire géographique, historique et mythologique poétique*, Paris, 1778, in-8°; 5° *Les ellipses de la langue latine, précédées d'une courte analogie des différents mots appartenant parties d'Oratoire*, Paris, 1780, in-12; 6° *Les principes latins mis grecs avec les ellipses qu'ils renferment*, Paris, 1784, in-8°.

FURSTENBERG (FÉLIX-ÉTIENNE-GUILLAUME-FRANÇOIS), chanoine de la cathédrale de Munster et homme d'état distingué, naquit en 1728, d'une des plus illustres maisons de Westphalie. Doué des plus heureuses dispositions, il les développa par de profondes études et par dix voyages dans les pays les plus civilisés de l'Europe. Pendant la guerre de sept ans, il rendit, en 1755, d'éminents services à sa patrie, qui venait d'être envahie par les Prussiens. Après la paix, en 1763, l'électeur de Cologne et de Munster, Maximilien-Frédéric, nomma Furstenberg son ministre, et lui confia le gouvernement du pays de Munster, qui était alors épuisé par la guerre et accablé par les dettes. Furstenberg accepta cette honorable mission, et consacra, dès ce moment, tous ses soins à faire le bonheur du peuple qu'il était appelé à gouverner. Il commença par ré-

tablir les finances, et encouragea en même temps l'agriculture, l'industrie et le commerce, surtout celui des toiles. Parmi le grand nombre d'utiles travaux exécutés sous lui, nous citerons le drainage et le défrichement de vastes marais, la démolition des énormes fortifications de Munster, et les embellissements faits à cette ville. Pendant son gouvernement, la justice fut bien administrée, et la police veilla au maintien de l'ordre et à la sûreté des personnes, sans jamais avoir recours à un odieux espionnage. L'excellente loi sur la police sanitaire du pays de Munster, rédigée par le célèbre médecin Hoffmann, sous la direction de Furstenberg, est la première mesure législative de ce genre qui ait été prise en Allemagne, et y est encore aujourd'hui regardée comme ce qu'il y a de plus complet sur cette matière. Durant les dix-sept années de son administration, Furstenberg n'a jamais employé de mesures violentes, mais il a toujours su exciter et entretenir dans les citoyens une noble émulation qui les fit concourir au bien public. Il répandit le goût des études parmi le clergé, et, par ses soins, le pays de Munster fut le premier de tous les états catholiques de l'Allemagne qui introduisit de notables améliorations dans ses écoles. Furstenberg étendit l'instruction populaire, et la dégagea des restes de superstitions qui la dominaient encore. Il fonda des chaires pour l'enseignement des mathématiques et des littératures anciennes qu'il aimait, et qu'il avait cultivées avec succès. Un des plus grands bienfaits que le pays de Munster ait reçus de Furstenberg est sans doute l'école qu'il établit pour l'éducation des jeunes gens destinés à l'enseignement, et qui a fourni d'habiles instituteurs aux plus petits villages. De cette manière, l'évêché de Munster vit en peu de temps l'aisance et le bien-être public prendre un tel accroissement que dans aucun des pays voisins l'argent ne fut plus abondant, ni le taux de l'intérêt plus bas. Pour donner plus d'énergie à l'esprit national, Furstenberg fit exercer les jeunes paysans au maniement des armes. Il entretenait une correspondance suivie avec des guerriers et des hommes d'état distingués, tels que le général Lloyd et le comte Guillaume de Lippe-Schaumburg, dans le seul but d'étendre ses connaissances administratives. En général, pour lui, un travail scientifique était un délassement, et le commerce avec des hommes instruits, un besoin. En 1780, quand il fut question de donner à l'électeur un coadjuteur, dans la personne d'un archevêque d'Autriche, la noblesse, le clergé et la bourgeoisie manifestèrent unanimement le vœu que Furstenberg fût nommé régent de Munster; mais l'influence du cabinet de Vienne l'emporta sur les intérêts de la population de l'évêché, et l'archevêque Maximilien fut élu. Furstenberg protesta contre cette élection illégale, et fut en cela soutenu par la Prusse; mais ses démarches n'eurent pas de succès. Dès lors, il donna sa démission de ministre, et se réserva uniquement l'administration des écoles. En sa qualité de membre du chapitre et de la noblesse, son influence sur le gouvernement continua à être grande, mais il ne s'en servit que pour appuyer le coadjuteur dans tout ce qui lui semblait être utile au pays. Aussi l'électeur et l'archevêque ont-ils toujours eu une grande déférence pour lui. Furstenberg eut la douleur de voir sa patrie perdre son indépendance, par suite de son incorporation à la Prusse. Il mourut en 1811, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

FUSCALDO (le marquis de), diplomate célèbre du royaume de Naples, qui a rempli dans plusieurs cours étrangères des missions importantes, et, dans sa patrie, les emplois les plus éminents. La croix du mérite, l'ordre de Ferdinand, le cordon de Charles III, et autres décorations, ont successivement récompensé en lui l'administrateur et le négociateur habiles. Sous les gouvernements, qui se succédèrent à Naples celui de Ferdinand IV, M. de Fuscaldo resta sincèrement attaché au monarque déchu. En 1806, quand, cédant aux armes françaises, le roi et la cour passèrent en Sicile, il émigra, et vint à Rome, où il resta quelques années. En 1814, le retour de Ferdinand IV à Naples, ramena dans sa patrie M. de Fuscaldo. Les principes qu'il pro-

faisait hautement sur l'indépendance de la couronne des Deux-Siciles, ses discours dans les corps académiques dont il était membre, ses ouvrages sur les investitures dont les papes ont si long-temps abusé, lui assignèrent la place qu'il devait occuper, et le gouvernement napolitain le nomma, dès sa restauration, ministre extraordinaire et ambassadeur près la cour pontificale. Le marquis de Fuscaldo appartenait à la maison de Naples sous trois pontificats, et Rome gardera long-temps le souvenir de la manière dont il a rempli ses fonctions. Plein de vénération pour le saint siège, mais toujours en défiance contre les usurpations de la cour de Rome, il voyait dans le souverain pontife une personne sacrée dont on pouvait sans conséquence blesser le pied, mais dont il fallait souvent lier les mains, et cette maxime a toujours dirigé sa politique. Si M. le chevalier de Medici put conclure, en 1818, à Terracine, avec le cardinal Gualzovi, un traité honorable qui affranchit de tout vasselage la couronne des Deux-Siciles, il le dut aux inspirations du marquis de Fuscaldo, présent aux négociations, et qui en avait préparé le succès par sa longue lutte, à Rome, avec le secrétaire-d'état. L'ambassadeur napolitain acquit de nouveaux titres à l'estime publique en secondant avec fermeté les démarches faites par M. de Medici auprès de Pie VIII pour obtenir de ce pontife la bulle qui autorise le roi d'Espagne, Ferdinand VII, à vendre les biens de l'inquisition. Le marquis de Fuscaldo est mort à Rome, le 11 janvier 1830, après une courte maladie, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Le duc de Calabre, lieutenant-général du royaume, en l'absence de son père, fit partir de suite un courrier pour l'informer de cet événement. On craignait alors à Naples que François I<sup>er</sup> ne vît l'influence de son directeur, le jésuite Capellani, dans le choix du successeur de l'ambassadeur napolitain près du saint siège; que l'ouvrage du marquis de Fuscaldo ne fût détruit, et l'indépendance du trône des Deux-Siciles de nouveau mise en question par la faction jésuitique; l'événement a justifié ces craintes.

FUSS (NICOLAS), secrétaire principal de l'académie des sciences de Saint-Petersbourg, naquit à Bale, en 1735, et y reçut son éducation. A dix-huit ans, il fut envoyé à Petersbourg par son maître, Daniel Bernoulli, sur la demande du célèbre Euler, déjà presque aveugle alors. Fuss reçut long-temps dans sa maison de cet illustre géomètre, dont il était devenu l'adjoint. L'académie des sciences l'avait associé

à ses travaux dès 1776. En 1783, il devint membre ordinaire de cette société; en 1800, il en fut nommé secrétaire principal. Dans l'exercice de ces fonctions, il a rendu d'éminents services, avec autant de zèle que de lumières, jusqu'à sa mort, arrivée le 23 décembre 1825. Il avait lu à l'académie, sur diverses parties des mathématiques pures ou appliquées, un grand nombre de mémoires, dont quelques uns ont été traduits en plusieurs langues. Mais l'activité de cet académicien ne se bornait pas à de tels travaux: l'empereur Alexandre l'avait nommé, en 1802, membre d'une commission chargée de rédiger des statuts pour l'académie, les universités et les écoles de l'empire, et l'avait choisi plus tard pour participer à la direction générale des écoles qu'on venait d'organiser. M. Fuss rendit de grands services à l'instruction publique. L'*Histoire de l'académie pendant l'année 1825*, offre une biographie détaillée de ce savant modeste et laborieux qui lui a consacré la majeure partie de sa vie, et dont la perte a excité de vifs regrets. Nicolas Fuss était conseiller-d'état, chevalier des ordres de Saint-Wladimir de la troisième classe, et de Sainte-Anne de la deuxième classe, membre de la société économique impériale, et des académies de Berlin, de Stockholm, de Munich, de Padoue, de Naples, de Turin, de Bâle, etc. Il a laissé un fils, qui, très-jeune encore, ayant rendu déjà des services aux sciences, a été nommé à la place de son père, comme académicien et comme secrétaire principal. Nicolas Fuss a publié: *Eloge de Léonard Euler, avec une liste complète de ses ouvrages*, Saint-Petersbourg, 1799, in-4°. Comme secrétaire perpétuel, M. Fuss a rédigé la partie historique des mémoires que l'académie de Saint-Petersbourg publie, et où l'on trouve aussi de lui, en français, les mémoires suivants:

1<sup>o</sup> Solution d'un problème de mécanique relatif au vol des oiseaux, inséré dans le tome XV des *Mémoires académiques*, imp. Petropolitanae, 1806; 2<sup>o</sup> De la division du rhomboïde en quatre parties égales, par deux lignes droites qui se coupent à angle droit; 3<sup>o</sup> Éclaircissement sur l'intégration de l'équation différentielle  $y dy + P y dx + Q dx = 0$ ; 4<sup>o</sup> Solution de quelques problèmes relatifs au développement des lignes courbes à double courbure; insérés les uns et les autres dans le tome III du recueil, 1811; 5<sup>o</sup> Recherches sur les courbes situées dans la sommation et proposée par la société royale des sciences de Copenhague, inséré dans le tome VII du même recueil, 1820.

## G

GABRIELLI (CATERINA), célèbre cantatrice, née à Rome, le 12 novembre 1750. Son goût pour le chant se manifesta dès l'enfance; mais son père, cuisinier du prince Gabrielli, ne pouvant la faire instruire dans l'art auquel il la voyait appelée, se bornait à la conduire de temps à autre à l'opéra. Elle distinguait complètement les plus beaux morceaux; ils lui faisaient tant d'impression, qu'il lui suffisait de les entendre une fois pour les rendre ensuite avec un talent très-remarquable. Ce n'est guère dans ce genre que les moyens extraordinaires peuvent rester long-temps ignorés, du moins en Italie. Le prince étant dans son jardin, entendit un jour cette jeune chanteuse travaillant une ariette très-difficile qu'elle avait retenue de veilles. Il demanda ce que faisait chez lui une si bonne virtuose et qui l'avait amenée. La réponse fut: elle venait de Rome; mais il fut surpris encore quand elle lui chanta par Catherine d'autres morceaux qu'il avait également bien. Elle avait alors quatorze ans, et elle était juive, malgré quelque irrégularité dans le regard. Sa physionomie vive et piquante décelait le prince à se charger de son éducation musicale. Ses progrès furent rapides; bientôt le fameux Porpora se fit un plaisir de perfectionner son goût, et elle enleva tous les suffrages des amis de son protecteur dans des

concerts donnés expressément pour elle. Tout Rome s'entre-tint de la petite cuisinière du prince Gabrielli, *rochetta di Gabrielli*. On s'accoutumait ainsi à lui donner le nom du prince, et jamais depuis on ne lui en a connu d'autre. C'est à l'âge de dix-sept ans qu'elle débuta avec éclat, en qualité de *prima donna*, sur le théâtre de Lucques, dans la *Sofonisba* de Galuppi. Guadagni, un de ses meilleurs *soprano* de cette époque, lui trouva des moyens si brillants, qu'il se plut à y joindre, par ses conseils, ce qui ne s'acquiert point sans travail. L'intérêt constant qu'il y prit s'explique, dit-on, par les marques d'une tendre reconnaissance qu'il obtint: aussi ne se montra-t-il pas jaloux d'un succès aussi prompt pour tant pour balancer même son ancienne réputation. Après s'être fait entendre dans diverses villes de l'Italie, elle se rendit à Naples en 1750. Elle y débuta dans un opéra de Metastase, la *Didone*. Son triomphe fut complet dans l'ariette *son regina a sono amante*, et la place sans retour au premier rang. Elle fut alors entraînée pour long-temps hors d'Italie. Metastase, à qui elle fut appelée à Vienne, où François I<sup>er</sup> la nomma chanteuse de la cour, lui donna d'utiles leçons de déclamation, et resta son ami, après une liaison d'une autre nature, abrégée par l'extrême inconstance de la *rochetta*. Très-peu réservée avec ses

camarades de théâtre, elle admettait aussi, mais avec bien plus de difficulté, des hommes d'un haut rang; il entra dans ses calculs de leur faire faire antichambre, impertinence qui était ordinaire aux Italiennes de la même profession. Quelquefois on avait vu chez la Banti trois ou quatre seigneurs attendre l'honneur d'être introduits, au risque de scandaliser les étrangers par cette faiblesse toute napolitaine. Quant à la Gabrielli, on ne sa monta pas toujours d'humeur à souffrir ses différents caprices; mais elle eut le bonheur de se tirer assez bien d'une aventure dont elle fut l'héroïne à Vienne. L'ambassadeur de France qu'elle recevait apprît que l'ambassadeur de Portugal, très magnifique dans ses dons, était secrètement écouté. Le Français parvint à se placer dans un lieu obscur auprès de la chambre de la cantatrice, et il en vit sortir son rival. Dans son emportement il voulut la percer de son épée; mais, malgré le désordre où elle pouvait se trouver, elle avait un corset, et la blessure fut légère. Confus de s'être oublié à ce point, l'ambassadeur n'obtint le pardon qu'il demandait qu'en livrant son épée. Mais ce fut une bonte nouvelle, la Gabrielli prétendit en faire un trophée. On devait y graver : *Epée de M. . .*, qui osa frapper la Gabrielli. Métaïasso intervint fort à propos, et le glaive solemnellement livré fut généreusement rendu. Après avoir gagné par divers moyens beaucoup d'or à Vienne où on goûtait singulièrement son chant, et où l'empereur ne paraissait à l'opéra que quand elle s'y faisait entendre, elle alla, en 1765, à Palerme où elle resta deux années sans que ses caprices et ses prétentions lassassent les Siciliens. Un jour l'enthousiasme qu'elle excitait la fit inviter à un repas de cérémonie que donnait le vice-roi. Elle trouva plus expédient pour sa gloire de s'y faire attendre en vain. Lorsque le prince impatient envoya chez elle, on la trouva au lit, un livre à la main; elle était incommodée, disait-elle, et toute instance pour la décider à sortir fut inutile. Cependant le soir elle parut au théâtre et elle chanta, mais avec une négligence affectée. Le mécontentement du vice-roi était au comble; il lui fit dire qu'on allait la mener en prison si elle persistait à tromper l'attente du public. La réponse fut « qu'on pouvait la faire pleurer, mais non pas la faire chanter. » On la conduisit effectivement en prison, mais avec des égards dont on ne pouvait guère s'aviser que chez un peuple où les musiciens sont des personnages essentiels. Pendant douze jours de détention, elle donna de grands repas, paya les dettes des prisonniers, et les charma tous le soir, en chantant pour eux des morceaux choisis, avec une grâce qui retint sous les verrous auprès d'elle ceux que ses largesses avaient rendus libres. Elle avait répandu de grandes charités au dehors, et quand la voix publique décida le vice-roi à révoquer son ordre, elle fut conduite chez elle comme en triomphe par une multitude de pauvres. Il faut à des artistes de ce caractère des récoltes plus abondantes encore que leurs prodigalités. Après avoir exploité la ville de Palerme, la Gabrielli se rendit à la cour de Parme, en 1767; ce fut son meilleur temps; elle y éprouva les contrariétés les plus piquantes, les plus romanesques. Philippe, infant de Parme, fut entièrement subjugué. Il la tenait quelquefois enfermée chez lui pendant plusieurs jours, et, dans les disputes occasionnées par ces violences auxquelles toutefois elle ne se bécota point de mettre un terme, comme le prince avait un vice de conformation dans la taille, elle se donnait le plaisir de l'appeler *gobbo maledetto* (maudit bossu). Les emportements du prince étaient quelquefois ses moments les plus aimables. Dans un transport jaloux, il la fit conduire en prison; mais elle y trouva un appartement garni des plus beaux meubles, et où, malgré la hâte, on n'avait pas oublié de riches tapis. Elle y fut reçue par des domestiques nombreux et empressés; mais elle avait de l'humeur, et lorsque l'infant lui rendit visite *incognito*, il eut beaucoup de peine à se réconcilier avec elle. Trouvant enfin point incommode un maître qui décidément ne voulait point de partage, elle s'esquiva en 1768. Les richesses de Londres ne purent la tenter. Là, disait-elle, si par fantaisie je refusais de chanter, le peuple m'assommerait; j'aime mieux dormir en paix et en être quitte pour quelques jours de prison. C'est à

Petersbourg qu'elle se rendit; elle y était attendue de Catherine, dont la faiblesse était de vouloir que, sous le rapport des arts d'agrément, sa capitale, à l'entrée des déserts du pôle, ne le cédât à aucune autre. Elle se fit présenter aussitôt la célèbre Italienne; cependant elle trouva exorbitante la demande de dix mille roubles d'honoraires. « Je ne donne pas autant, dit-elle, à mes feld-marcheaux. — Eh bien, reprit la Gabrielli, « que votre majesté fasse chanter ses feld-marcheaux. » Par une indulgence déplacée, la czarine excusa cette sorte de bon mot. Ce n'était pas ainsi que Louis XV en avait usé à l'égard de Caffarelli quelques années auparavant. Pour la Gabrielli, elle fut comblée d'honneurs, et ne quitta les Russes que quand elle se vit suffisamment munie de diamants et de lettres de change. A son retour en Italie, elle s'assura un revenu de vingt mille livres; mais par la suite, la magnificence qu'elle affectait, et à laquelle ses rentes ne suffisaient pas toujours, le détruisit en partie. La passion des applaudissements l'empêcha de quitter la scène; cette époque d'ailleurs quoiqu'elle eût cinquante ans sa vie plus que dissipée n'avait pas altéré ses moyens. A Venise, Pacchiarotti lui-même fut effrayé d'avoir à chanter avec elle. Elle causa tant d'étonnement dans un aria de bravoure qui convenait à sa voix, que Pacchiarotti s'enfuit dans la coulisse en criant : *Perché me questo è un portento !* Il se laissa enfin ramener sur la scène, et il mit tant d'expression à ce qu'il avait à dire à chanter à la Gabrielli, que la voyant elle-même tout émue ainsi que les spectateurs, il ne crut plus si malheureux sans doute d'avoir rencontré un prodige. Elle ne parut pas précisément au-dessous d'elle-même, en 1780, à Milan; mais sa supériorité sur tout ce qui l'entourait fut contestée par la première fois. Marchesi, dont les facultés étaient d'un genre analogue, soutint la concurrence; deux parties se formèrent, et on se battit dans les cafés au sortir du spectacle. En quittant Milan, la Gabrielli eut le bon esprit de se retirer avant que sa réputation s'effrayât. Elle alla vivre à Rome où elle était née, consacrant quelque faste, et, jusque dans sa vie privée, montrant un peu princesse de théâtre. Dans ses voyages elle avait aimé à se faire suivre par un certain nombre de domestiques, et il fallait qu'un courrier précédât sa voiture; cette vanité était passée en proverbe dans l'Italie; elle avait même une certaine action pour l'économie. A Florence, voulant punir délicatement un seigneur trop affecté d'avoir déchiré un de ses manchettes, elle lui envoya six bouteilles de vin d'Espagne, dont les bouchons n'étaient autre chose que de belles dentelles de Flandres. Au reste, elle était généreuse et bonne comme le sont souvent, et se moquant de peine que beaucoup d'autres, des gens qui prévoient ou capricieux, à qui leur talent procure à l'aise de l'or. Ce qu'on devait louer surtout en elle c'était le soin qu'elle prenait de sa famille, sans crainte de rappeler davantage par cela même la condition dans laquelle elle était née. Ses dernières années dans Rome ont été heureuses; sa conduite assez régulière lui permettait de voir des personnes de toutes les classes. Elle gardait auprès d'elle sa sœur aînée, qui l'avait suivie sur les divers théâtres comme seconde donne et elle conservait envers les pauvres l'habitude de la bienfaisance. Elle donnait fréquemment des concerts mais il était rare qu'elle y chantât. C'était particulièrement dans les notes élevées qu'on avait admiré sa voix facile, rapide et d'une étendue surprenante. Quel qu'elle paraisse avoir été surpassée depuis, quant à l'expression, elle fut aussi regardée comme une bonne actrice, et peut-être n'est-il aucune virtuose qui ait fait plus de sensation chez les Italiens. Elle avait de l'esprit et des instants d'originalité qui contribuèrent à l'agrément de sa conversation jusqu'à la fin de ses jours. Ils furent abrégés par les suites d'un rhume, au mois d'avril 1796.

GABRIELLI (FRANÇOISE), dite LA GABRIELLI (1) petite Gabrielli, pour la distinguer de la précédente naquit à Ferrare, en 1751. A quinze ans, elle entra au Conservatoire de l'Ospedaleto, à Venise; sous la direction de Sacchini, et un jour qu'elle chantait l'office divin avec ses compagnes, à l'une des fêtes du cou

servatoire, l'entrepreneur du théâtre Saint-Samuel la demanda et l'obtint pour *seconda donna*. Elle débuta en 1774; elle plut, et parut, en qualité de *prima donna* à Naples, sur plusieurs théâtres d'Italie, et notamment à Florence, en 1778. En 1781, elle chanta à Naples le premier *supplico*. Elle parut à Londres en 1786, avec la célèbre Murra. Elle resta plusieurs années dans cette ville, débuta au théâtre de Turin, et se retira de la scène. Comme elle avait quelque fortune elle vint se fixer à Venise où elle mourut à quarante ans, en 1795. Cette cantatrice était une excellente musicienne. Sa voix était douce et flexible; elle brillait dans les sons aigus: c'était de ces voix que les Italiens appellent *voce di testa*. Sa figure était fort jolie. Elle a eu beaucoup de protecteurs et d'aventures galantes. Quant à son jeu, il était médiocre et sans expression comme souffrant.

**GÄDELIIUS (ERIC)**, médecin distingué, né le 16 juin 1778, à Stockholm, entra en 1795 à l'université d'Upsal, et fut reçu docteur à celle de Finlande, en 1802; la thèse qu'il soutint à cette occasion était une dissertation intitulée: *Causa singularis nervosum non-amblymadversationibus illustrata*. Le collège de santé établi à Stockholm, ayant, en 1802, proposé un prix au meilleur mémoire sur la médecine légale, Gädélius publia son *Manuel de médecine légale*, ouvrage qui annonce de vastes connaissances, et qui fut couronné. En 1805, il fut nommé professeur d'anatomie à Stockholm; il fonda la collection précieuse des préparations anatomiques, que l'on conserve au musée de l'institut de cette capitale, et on lui eut l'idée de la réunion de médecins, qui prit, en 1808, le nom de société des médecins de Suède. Lors de l'établissement de l'institut médico-chirurgical de Stockholm, en 1811, le roi Charles XIII le nomma professeur de médecine théorique; il fut la même année nommé membre du comité, chargé de donner aux arts sur la méthode de guérir la maladie syphilitique, par M. Osbeck, et, en 1817, de la commission que le collège de santé avait chargé de faire des recherches sur les effets du magnétisme animal. Pendant la guerre de 1813 et 1814, Gädélius fut médecin en chef de l'hôpital militaire de Stockholm, et membre des conseils des hôpitaux et de la maison des orphelins. Il recrut, en 1818, l'ordre de Wasa. Déjà membre de l'académie des sciences de Stockholm, il en fut élu président, en 1823, et en quittant le fauteuil il prononça un discours remarquable sur la *fausseté successive de l'art de guérir*. Gädélius mourut le 21 février 1827; outre les ouvrages déjà mentionnés, on a de lui: 1° *Journal des médecins et des chirurgiens*, publié avec Berclius, Stockholm, 1806 et 1811, deux volumes in-8°; 2° *Rapports annuels de la société des médecins pendant les années du secrétariat de Gad-lius*, Stockholm; 3° *Discours sur la médecine populaire*, Stockholm, 1810; 4° *Essai sur les hydatides trouvées dans les ventricules du cerveau*, inséré dans les *Mémoires de l'académie des sciences de Stockholm*. Les *Mémoires de la société des médecins* renferment encore plusieurs traités fort remarquables de Gädélius.

**GERTNER (CHARLES-CHRISTIAN)**, conseiller de cour de Brunswick, naquit en 1712, à Freyberg, petite ville de l'Erzgebirge (Saxe), où son père était maître de poste et négociant. Il commença ses études au collège ducal de Meissen, et les termina à l'université de Leipzig. Gellert et Rabener furent ses condisciples, tant au collège qu'à l'université. A cette époque, le fameux Gottsched était à la tête des réformateurs du goût en Allemagne, et son ami Schwabe, rédacteur d'un journal intitulé: *Amusement de la raison et de l'esprit*, qui, bien que médiocre, ne laissa pas de contribuer aux progrès de la littérature allemande. C'est dans ce journal que Gertner déposa les premières de ses idées, qui furent généralement goûtées, et lui valurent les bonnes grâces du grand aristarque Gottsched. Sous la direction de celui-ci, Gertner traduisit une grande partie du dictionnaire de Bayle et quelques volumes de l'histoire de Rollin. En attendant, il lia amitié avec plusieurs gens d'un esprit élevé, qui avaient compris tout ce qu'il y avait de faux et de pédantesque dans les doctrines littéraires de l'école de Gottsched,

et s'étaient décidés à les combattre et à publier à cet effet un recueil périodique sous le titre de *Nouveaux amusements de la raison et de l'esprit*. Gertner et ses anciens amis, Cramer, Schlegel et Rabener, s'associèrent à leurs efforts. Le recueil parut et fit tant de bruit en Allemagne, que les premiers écrivains du temps, tels que Gieseke, Ebert, Zacharias, Gellert, K. A. Schmit, Klopstock, s'empressèrent d'y envoyer des articles. Si Gertner a été surpassé par la plupart de ces auteurs, on ne saurait lui contester le mérite d'avoir puissamment contribué à la révolution qui s'opéra à cette époque dans la littérature allemande, et d'avoir guidé et encouragé les premiers efforts de beaucoup de jeunes gens qui depuis ont paru avec éclat dans la carrière des lettres. En 1745, il accompagna, en qualité de gouverneur, deux jeunes comtes à Brunswick. Il y obtint une chaire d'éloquence latine et de morale au collège *Carolin*, et eut le bonheur d'avoir pour collègues quelques uns de ses plus anciens amis. Il remplit ses fonctions de professeur avec distinction jusqu'à la fin de ses jours, qui arriva le 14 février 1791. Outre des articles de critique et des poésies fugitives, insérés dans des écrits périodiques, on n'a de lui que très peu d'ouvrages; mais en revanche, ils sont bien travaillés, et passent pour des modèles de style en prose et en vers. Ce sont trois recueils de *Discours*, de *Poésies* et de *Pièces de théâtre*, qui ont été successivement publiés par lui-même à Brunswick, de 1761 à 1790.

**GAETE (le duc de)**. Voyez GARDIN.

**GAHN (JEAN-GOTTFRID)**, minéralogiste suédois, né le 19 août 1745, commença de bonne heure l'étude de la chimie et de la minéralogie, sous le savant Bergman. Pendant ses études il lui arriva un jour de laisser tomber un cristal de spath calcaire de l'espace appelée *dent de cochon*. Ce cristal, en tombant, se brisa de manière à découvrir l'intérieur. Ce phénomène fixa l'attention de Gahn, et en brisant un grand nombre d'autres cristaux de spath calcaire de diverses formes secondaires, il remarqua qu'ils lui offraient tous la forme rhomboédrique, qu'on a reconnue être la forme primitive de ce métal. Il fit part de cette observation à Bergman, et la nouvelle de cette découverte fit une grande sensation parmi les savants; mais Bergman s'est gardé de dire qu'il en était redevable à son élève. Gahn découvrit qu'il entraînait du phosphate calcaire dans la composition des os, et reconnut que la magnésie contenait un métal qui pouvait être carbonisé à un feu très fort; mais il fit part verbalement de cette découverte et des propriétés de ce métal à plusieurs de ses amis, et le mérite en a été attribué tout entier à Bergman qui en a le premier parlé dans ses ouvrages. Gahn communiqua ainsi presque toutes ses découvertes à des tiers qui se les attribuerent. Il aspirait lui-même à une telle perfection, qu'il ne trouvait rien d'achevé. Le roi le nomma, en 1784, professeur au collège des mines, et en 1793, membre du comité général du royaume. Pendant la célèbre diète de 1809 à 1810, Gahn y était député de Fahlun, et il s'y fit remarquer par ses principes ultra-libéraux. Il mourut le 8 décembre 1818. Il était membre de l'académie des sciences et de celle d'agriculture de Stockholm, et de la société pour l'encouragement de l'histoire naturelle à Marbourg. Malgré ses longs travaux pendant un demi-siècle, nous n'avons presque rien de ce savant. On a trouvé après sa mort plusieurs manuscrits, mais si illisibles, qu'il fut impossible à personne de les déchiffrer. Gahn a perfectionné l'usage du chalumeau à un degré qui n'est croyable qu'après qu'on l'a employé. Il a donné sur cet instrument quelques explications dans le *Livre d'instruction de chimie*, par Berzelius, tome 3. Dans le même ouvrage, tome 5, est mentionnée une balance d'un grand mérite pour son extrême sensibilité. Gahn ne s'occupait pas seulement de la théorie de son art, il en connaissait aussi la pratique. L'administration sage de ses mines et de ses forges servit non seulement à augmenter sa fortune, mais fut aussi d'une grande utilité aux autres, qui apprirent de lui la perfectionnement de cet art. Les seuls de ses ouvrages publiés séparément, sont: *Observations sur les règlements destinés à produire une bonne économie dans les forges*, et *Quelques avis sur les ar-*

camarades de théâtre, elle admettait aussi, mais avec bien plus de difficulté, des hommes d'un haut rang; il entra dans ses calculs de leur faire faire antichambre, impertinence qui était ordinaire aux Italiennes de la même profession. Quelquefois on avait vu chez la Banti trois ou quatre seigneurs attendre l'honneur d'être introduits, au risque de scandaliser les étrangers par cette faiblesse toute napolitaine. Quant à la Gabrielli, on ne se monta pas toujours d'humeur à souffrir ses différentes caprices; mais elle eut le bonheur de se tirer assez bien d'une aventure dont elle fut l'héroïne à Vienne. L'ambassadeur de France qu'elle recevait apprit que l'ambassadeur de Portugal, très magnifique dans ses dons, était secrètement écouté. Le Français parvint à se placer dans un lieu obscur auprès de la chambre de la cantatrice, et il en vit sortir son rival. Dans son emportement il voulut la percer de son épée; mais, malgré le désordre où elle pouvait se trouver, elle avait un corset, et la blessure fut légère. Confus de s'être oublié à ce point, l'ambassadeur n'obtint le pardon qu'il demandait qu'en livrant son épée. Mais ce fut une honte nouvelle, la Gabrielli prétendit en faire un trophée. On devait y graver : *Epée de M. . . .*, qui osa frapper la Gabrielli. Métastase intervint fort à propos, et le glaive sottement livré fut généreusement rendu. Après avoir gagné par divers moyens beaucoup d'or à Vienne où on goûtait singulièrement son chant, et où l'empereur ne paraissait à l'opéra que quand elle s'y faisait entendre, elle alla, en 1765, à Palerme où elle resta deux années sans que ses caprices et ses prétentions lassassent les Siciliens. Un jour l'enthousiasme qu'elle excitait la fit inviter à un repas de cérémonie que donnait le vice-roi. Elle trouva plus expédient pour sa gloire de s'y faire attendre en vain. Lorsque le prince impatient envoya chez elle, on la trouva au lit, un livre à la main; elle était incommodée, disant-elle, et toute instance pour la décider à sortir fut inutile. Cependant le soir elle parut au théâtre et elle chanta, mais avec une négligence affectée. Le mécontentement du vice-roi était au comble; il lui fit dire qu'on allait la mener en prison si elle persistait à tromper l'attente du public. La réponse fut « qu'on pouvait la faire pleurer, mais non pas la faire chanter. » On la conduisit effectivement en prison, mais avec des égards dont on ne pouvait guère s'aviser que chez un peuple où les musiciens sont des personnages essentiels. Pendant douze jours de détention, elle donna de grands repas, paya les dettes des prisonniers, et les charma tous le soir, en chantant pour eux des morceaux choisis, avec une grâce qui retint sous les verrous auprès d'elle ceux que ses largesses avaient rendus libres. Elle avait répandu de grandes charités au dehors, et quand la voix publique décida le vice-roi à révoquer son ordre, elle fut conduite chez elle comme en triomphe par une multitude de pauvres. Il faut à des artistes de ce caractère des récoltes plus abondantes encore que leurs prodigalités. Après avoir exploité la ville de Palerme, la Gabrielli se rendit à la cour de Parme, en 1767; ce fut son meilleur temps; elle y éprouva les contrariétés les plus piquantes, et les plus romanesques. Philippe, infant de Parme, fut entièrement subjugué. Il la tenait quelquefois renfermée chez lui pendant plusieurs jours, et, dans les disputes occasionnées par ces violences auxquelles toutefois elle ne se bécota point de mettre un terme, comme le prince avait un vice de conformation dans la taille, elle se donnait le plaisir de l'appeler *gobbo maledetto* (maudit bossu). Les emportements du prince étaient quelquefois ses moments les plus aimables. Dans un transport jaloux, il la fit conduire en prison; mais elle y trouva un appartement garni des plus beaux meubles, et où, malgré la hâte, on n'avait pas oublié de riches tapis. Elle y fut reçue par des domestiques nombreux et empressés; mais elle avait de l'humeur, et lorsque l'infant lui rendit visite *incognito*, il eut beaucoup de peine à se réconcilier avec elle. Trouvant enfin trop incommode un maître qui décidément ne voulait point de partage, elle s'esquiva en 1768. Les richesses de Londres ne purent la tenter. Là, disait-elle, si par fantaisie je refusais de chanter, le peuple m'assommerait; j'aime mieux dormir en paix et en être quitte pour quelques jours de prison. C'est à

Petersbourg qu'elle se rendit; elle y était attendue de Catherine, dont la faiblesse était de vouloir que, sous le rapport des arts d'agrément, sa capitale, à l'entrée des déserts du pôle, ne le cédât à aucune autre. Elle se fit présenter aussitôt la célèbre Italienne; cependant elle trouva exorbitante la demande de dix mille roubles d'honoraires. « Je ne donne pas autant, dit-elle, à mes feld-marchaux. — Eh bien, reprit la Gabrielli, « que votre majesté fasse chanter ses feld-marchaux. » Par une indulgence déplacée, la czarine excusa cette sorte de bon mot. Ce n'était pas ainsi que Louis XV en avait usé à l'égard de Caffarelli quelques années auparavant. Pour la Gabrielli, elle fut comblée d'honneurs, et ne quitta les Russes que quand elle se vit suffisamment munie de diamants et de lettres de change. A son retour en Italie, elle s'assura un revenu de vingt mille livres; mais par la suite, la magnificence qu'elle affectait, et à laquelle ses rentes ne suffisaient pas toujours, le détruisit en partie. La passion des applaudissements l'empêcha de quitter la scène à cette époque; d'ailleurs quoiqu'elle eût cinquante ans, sa vie plus que dissipée n'avait pas altéré ses moyens. A Venise, Pacchiarotti lui-même fut effrayé d'avoir à chanter avec elle. Elle causa tant d'étonnement dans un aria de bravoure qui convenait à sa voix, que Pacchiarotti s'enfuit dans la coulisse en criant : *Pacero ma questo è un portento !* Il se laissa enfin ramener sur la scène, et il mit tant d'expression à ce qu'il avait de tendre à chanter à la Gabrielli, que la voyant elle-même tout émue ainsi que les spectateurs, il ne se crut plus si malheureux sans doute d'avoir rencontré un prodige. Elle ne parut pas précisément au-dessous d'elle-même, en 1780, à Milan; mais sa supériorité sur tout ce qui l'entourait fut contestée pour la première fois. Marchesi, dont les facultés étaient d'un genre analogue, soutint la concurrence; deux partis se formèrent, et on se battit dans les cafés au sortir du spectacle. En quittant Milan, la Gabrielli eut le bon esprit de se retirer avant que sa réputation s'affaiblît. Elle alla vivre à Rome où elle était née, conservant quelque faste, et, jusqu'à dans sa vie privée, se montrant un peu princesse de théâtre. Dans ses voyages elle avait aimé à se faire suivre par un certain nombre de domestiques, et il fallait qu'un courier précédât sa voiture; cette vanité était passée en proverbe dans l'Italie; elle avait même une certaine attention pour l'économie. A Florence, voulant punir licitement un seigneur trop affecté d'avoir déchiré un de ses manchettes, elle lui envoya six bouteilles de vin d'Espagne, dont les bouchons n'étaient autre chose que de belles dentelles de Flandres. Au reste, elle était généreuse et bonne comme le sont souvent, et avec moins de peine que beaucoup d'autres, des gens imprévoyants ou capricieux, à qui leur talent procure aisément de l'or. Ce qu'on devait louer surtout en elle, c'était le soin qu'elle prenait de sa famille, sans crainte de rappeler davantage par cela même la condition dans laquelle elle était née. Ses dernières années dans Rome ont été heureuses; sa conduite assez régulière lui permettait de voir des personnes de toutes les classes. Elle gardait auprès d'elle sa sœur aînée, qui l'avait suivie sur les divers théâtres comme *seconda donna*, et elle conservait envers les pauvres l'habitude de la bienfaisance. Elle donnait fréquemment des concerts, mais il était rare qu'elle y chantât. C'était particulièrement dans les jeunes élevées qu'on avait admiré sa voix facile, rapide et d'une étendue surprenante. Quoiqu'elle paraisse avoir été surpassée depuis, quant à l'expression, elle fut aussi regardée comme une fort bonne actrice, et peut-être n'est-il aucune virtuose qui ait fait plus de sensation chez les Italiens. Elle avait de l'esprit et des instants d'originalité qui contribuèrent à l'agrément de sa conversation jusqu'à la fin de ses jours. Ils furent abrégés par les suites d'un rhume, au mois d'avril 1796.

GABRIELLI (FRANÇOIS), dite LA GABRIELLI (la petite Gabrielli), pour la distinguer de la précédente, naquit à Ferrare, en 1751. A quinze ans, elle entra au Conservatoire de l' Ospedaleto, à Venise, sous la direction de Sacchini, et un jour qu'elle chantait l'office divin avec ses compagnes, à l'une des fêtes du co-

arrivait, l'entrepreneur du théâtre Saint-Samuel la demanda et l'obtint pour *seconda donna*. Elle débuta en 1772; elle plut, et parut, en qualité de *prima donna* sur plusieurs théâtres de l'Italie, et notamment à Florence, en 1778. En 1783, elle chanta à Naples le premier *soprano*. Elle parut à Londres en 1786, avec la célèbre Murra. Elle resta plusieurs années dans cette ville, débuta au théâtre de Turin, et se retira de la scène. Comme elle avait quelque fortune elle vint se fixer à Venise où elle mourut à quarante ans, en 1795. Cette cantatrice était une excellente musicienne. Sa voix était douce et flexible; elle brillait dans les sons aigus: c'était de ces voix que les Italiens appellent *cote di testa*. Sa figure était fort jolie. Elle a eu beaucoup de protecteurs et d'aventures galantes. Quant à son jeu, il était médiocre et sans expression comme son chant.

**GADELIUS (ERIC)**, médecin distingué, né le 16 juin 1758, à Stockholm, entra en 1795 à l'université d'Upsal, et fut reçu docteur à celle de Finlande, en 1801; la thèse qu'il soutint à cette occasion était une étiologie intitulée: *Causa singularis nervosum non-est anidmadversalibus illustrata*. Le collège de santé établi à Stockholm, ayant, en 1802, proposé un prix au meilleur mémoire sur la médecine légale, Gadelius publia son *Manuel de médecine légale*, ouvrage qui annonce de vastes connaissances, et qui fut couronné. En 1805, il fut nommé professeur d'anatomie à Stockholm; il fonda la collection précieuse des préparations anatomiques, que l'on conserve au musée de l'institut de cette capitale, et on lui doit l'idée de la réunion de médecins, qui prit, en 1808, le nom de société des médecins de Suède. Lors de l'établissement de l'institut médico-chirurgical de Stockholm, en 1811, le roi Charles XIII le nomma professeur de médecine théorique; il fut la même année nommé membre du comité, chargé de donner aux lois la méthode de guérir la maladie syphilitique, par M. Osbeck, et, en 1817, de la commission que le collège de santé avait chargé de faire des recherches sur les effets du magnétisme animal. Pendant la guerre de 1813 et 1814, Gadelius fut médecin en chef de l'hôpital militaire de Stockholm, et membre des conseils des hôpitaux et de la maison des orphelins. Il reçut, en 1818, l'ordre de Wasa. Déjà membre de l'académie des sciences de Stockholm, il en fut élu président, en 1825, et en quittant le fauteuil il prononça un discours remarquable sur le développement successif de l'art de guérir. Gadelius mourut le 2 février 1827; outre les ouvrages déjà mentionnés, on a de lui: 1° *Journal des maladies et des chirurgiens*, publié avec Berzelius, Stockholm, 1806 et 1811, deux volumes in-8°; 2° *Rapports annuels de la société des médecins pendant les années du secrétariat de Gadelius*, Stockholm; 3° *Discours sur la médecine populaire*, Stockholm, 1810; 4° *Essai sur les hydatides trouvées dans les testicules du cerseau*, inséré dans les *Mémoires de l'académie des sciences de Stockholm*. Les *Mémoires de la société des médecins* renferment encore plusieurs traités fort remarquables de Gadelius.

**GERTNER (CHARLES-CHRISTIAN)**, conseiller de cour de Brunswick, naquit en 1715, à Freyberg, petite ville de l'Erzgebirge (Saxe), où son père était maître de poste et négociant. Il commença ses études au collège ducal de Meissen, et les termina à l'université de Leipzig. Gellert et Rabener furent ses condisciples, tant au collège qu'à l'université. A cette époque, le fameux Gottsched était à la tête des réformateurs du goût en Allemagne, et son ami Schwabe, rédacteur d'un journal intitulé: *Amusements de la raison et de l'esprit*, qui, bien que médiocre, ne laissa pas de contribuer aux progrès de la littérature allemande. C'est dans ce journal que Gertner déposa les prémices de sa muse, qui furent généralement goûtées, et lui valurent les bonnes grâces du grand aristarque Gottsched. Sous la direction de celui-ci, Gertner traduisit une grande partie du dictionnaire de Bayle et quelques volumes de l'histoire de Rollin. En attendant, il lia amitié avec plusieurs gens d'un esprit élevé, qui avaient compris tout ce qu'il y avait de faux et de pédantesque dans les doctrines littéraires de l'école de Gottsched,

et s'étaient décidés à les combattre et à publier à cet effet un recueil périodique sous le titre de *Nouveaux amusements de la raison et de l'esprit*. Gertner et ses anciens amis, Cramer, Schlegel et Rabener, s'associèrent à leurs efforts. Le recueil parut et fit tant de bruit en Allemagne, que les premiers écrivains du temps, tels que Gieseke, Ebert, Zacharias, Gellert, K. A. Schmit, Klopstock, s'empresèrent d'y envoyer des articles. Si Gertner a été surpassé par la plupart de ces auteurs, on ne saurait lui contester le mérite d'avoir puissamment contribué à la révolution qui s'opéra à cette époque dans la littérature allemande, et d'avoir guidé et encouragé les premiers efforts de beaucoup de jeunes gens qui depuis ont paru avec éclat dans la carrière des lettres. En 1745, il accompagna, en qualité de gouverneur, deux jeunes comtes à Brunswick. Il y obtint une chaire d'éloquence latine et de morale au collège *Carolin*, et eut le bonheur d'avoir pour collègues quelques uns de ses plus anciens amis. Il remplit ses fonctions de professeur avec distinction jusqu'à la fin de ses jours, qui arriva le 14 février 1791. Outre des articles de critique et des poésies fugitives, insérés dans des écrits périodiques, on n'a de lui que très peu d'ouvrages; mais en revanche, ils sont bien travaillés, et passent pour des modèles de style en prose et en vers. Ce sont trois recueils de *Discours*, de *Poésies* et de *Pièces de théâtre*, qui ont été successivement publiés par lui-même à Brunswick, de 1761 à 1790.

**GAETIE (le duc de)**. Voyez GARDIX.

**GAHN (JEAN-GOTTLIEB)**, minéralogiste suédois, né le 19 août 1745, commença de bonne heure l'étude de la chimie et de la minéralogie, sous le savant Bergman. Pendant ses études il lui arriva un jour de laisser tomber un cristal de spath calcaire de l'espèce appelée *dent de cochon*. Ce cristal, en tombant, se brisa de manière à découvrir l'intérieur. Ce phénomène fixa l'attention de Gahn, et en brisant un grand nombre d'autres cristaux de spath calcaire de diverses formes secondaires, il remarqua qu'ils lui offraient tous la forme rhomboédrique, qu'on a reconnue être la forme primitive de ce métal. Il fit part de cette observation à Bergman, et la nouvelle de cette découverte fit une grande sensation parmi les savants; mais Bergman n'est pas gardé de dire qu'il en était redevable à son élève. Gahn découvrit qu'il entrât du phosphate calcaire dans la composition des os, et reconnut que la magnésie contenait un métal qui pourrait être carbonisé à un feu très fort; mais il fit part verbalement de cette découverte et des propriétés de ce métal à plusieurs de ses amis, et le mérite en a été attribué tout entier à Bergman, qui en a le premier parlé dans ses ouvrages. Gahn communiqua ainsi presque toutes ses découvertes à des tiers qui se les attribuaient. Il aspirait lui-même à une telle perfection, qu'il ne trouvait rien d'achevé. Le roi le nomma, en 1784, assesseur au collège des mines, et en 1793, membre du comité général du royaume. Pendant la célèbre diète de 1809 à 1810, Gahn y était député de Fahlun, et il s'y fit remarquer par ses principes ultra-libéraux. Il mourut le 6 décembre 1818. Il était membre de l'académie des sciences et de celle d'agriculture de Stockholm, et de la société pour l'encouragement de l'histoire naturelle à Marlbourg. Malgré ses longs travaux pendant un demi-siècle, nous n'avons presque rien de ce savant. On a trouvé après sa mort plusieurs manuscrits, mais si illisibles, qu'il fut impossible à personne de les déchiffrer. Gahn a perfectionné l'usage du chalumeau à un degré qui n'est croyable qu'après qu'on l'a employé. Il a donné sur cet instrument quelques explications dans le *Livre d'instruction de chimie*, par Berzelius, tome 2. Dans le même ouvrage, tome 3, est mentionnée une balance d'un grand mérite pour son extrême sensibilité. Gahn ne s'occupait seulement de la théorie de son art, il en connaissait aussi la pratique. L'administration sage de ses mines et de ses forges servit non seulement à augmenter sa fortune, mais fut aussi d'une grande utilité aux autres, qui apprirent de lui le perfectionnement de cet art. Les seuls de ses ouvrages publiés séparément, sont: *Observations sur les règlements destinés à produire une bonne économie dans les forges*, et *Quelques avis sur les ar-*



rangements et l'usage d'un appareil amélioré pour sur-oxygéner l'eau.

**GAHN** (HANS), médecin distingué, né à Pahlun, le 1<sup>er</sup> janvier 1747. Il commença ses études au gymnase de Westeras, et les continua à l'université d'Upsal. Il s'occupa avec succès d'histoire naturelle, et se fit bientôt remarquer par le savant Linnée. Il se rendit, en 1769, à Stockholm, et après y avoir servi dans plusieurs hôpitaux, il fut nommé médecin en second à l'hospice de l'inoculation, premier médecin à l'ambulance, et assesseur au collège médical. En 1808, il devint médecin en chef de l'académie militaire, et trois ans après, membre honoraire du collège médical. L'académie des sciences le comptait au nombre de ses membres depuis 1793, et le nomma une fois son président. Il est mort le 16 février 1816. Le temps qu'il a consacré à la pratique de son art, l'a empêché d'écrire et de se rendre célèbre comme auteur. Il n'a publié que quelques traités qui ne sont pas imprimés séparément. Un *Mémoire sur la méthode de guérir l'hydrocèle*, inséré dans les *Mémoires de l'académie des sciences* de l'année 1779; un autre contenant des observations sur les ouvrages de James Princes, intitulé: *Du changement des métaux*, se trouve dans un journal nommé *Le médecin et le physicien*. On a encore de Gahn quelques autres traités sur des maladies de divers genres.

**GALDI**. Voyez **MARCO-GALDI**, au Supplément.

**GALEAZZINI** (le baron), naquit à Bastia, dans l'île de Corse, vers 1768. Tout-à-fait occupé à faire son éducation littéraire, il resta presque inconnu à ses concitoyens pendant sa première jeunesse. Cette espèce d'isolement, qui en mûrissant sa raison, était fortifiée les nobles penchants de son cœur, ne cessa qu'à l'approche de la révolution française, dont il adopta les principes avec une sincérité d'enthousiasme, et avec une force de caractère, qui le rendirent en peu de temps un des hommes les plus remarquables de l'époque. Choisi pour représenter son département auprès de la mémorable fédération du 14 juillet, il se montra digne de la confiance de ses commettants par la liberté de ses opinions, et par l'énergie de sa conduite. Cela lui acquit dans sa patrie une influence morale qui devait bientôt lui devenir funeste. Le célèbre Paoli luttait alors pour l'indépendance de la Corse, mais avec d'autres vues que celles de Galeazzini: ils étaient peut-être d'accord sur le but; ils ne l'étaient pas sur les moyens; car le premier voulait s'attacher au parti de l'Angleterre, le second au parti de la France. Ainsi, aussitôt que Paoli eut pour un moment le dessus, il fit élire et arrêter son rival, de crainte que celui-ci n'opposât de forts obstacles à ses desseins. Mais cet emprisonnement ne fut point de longue durée. Au premier revers du parti de Paoli, Galeazzini recourut sa liberté, et on le nomma maire de Bastia. En cette qualité, qui donnait alors une grande prépondérance dans les affaires publiques, il concourut avec un inconcevable sang-froid à la défense de cette ville, lorsque les Anglais l'assègent par mer et par terre, avec la coopération de Paoli, qui s'était rangé de leur côté avec tous ses partisans. La résistance fut telle que la ville ne se decida à signer une capitulation, qu'après quarante-quatre jours d'un bombardement terrible. L'amiral Hood, qui avait été témoin oculaire de ce prodige, conçut la plus haute estime pour Galeazzini, et lui fit des offres brillantes pour l'attirer dans le parti anglais; mais ce dernier fut inflexible, et repoussant avec fermeté toute transaction qui aurait pu porter atteinte à l'intégrité de son caractère, il abandonna la Corse et se retira en France avec toute sa famille. Lors de la première descente de Bonaparte en Italie, on lui conféra un emploi administratif auprès de l'armée qui occupait les provinces conquises dans le nord de la péninsule; mais il le quitta volontairement, aussitôt que le directeur eût annoncé le projet de reconquérir la Corse, pour aller partager les périls et la gloire qui se rattachaient à une entreprise d'où devait dépendre la délivrance de sa patrie. En effet, la domination anglaise fut renversée dans cette île, qui resta sous le gouvernement de la république; Galeazzini y fut immédiatement nommé commissaire du pouvoir exécutif, et destiné à faire

partie du conseil des cinq cents. Malgré un patriotisme si éprouvé, il ne fut cependant pas à l'abri des calomnies que l'effervescence des factions répandait de toute part: il se trouva écarté de ce conseil, et resta quelque temps sans place. Le gouvernement consulaire le rappela à la carrière publique, en lui confiant les fonctions de préfet dans le département du Liamone, et il l'administra pendant trois ans avec une si bienveillante activité, et avec un tel sentiment d'impartialité, que le gouvernement, pour lui donner un éclatant témoignage de sa satisfaction, le nomma son commissaire général, revêtu de pouvoirs extraordinaires, dans l'île d'Elbe et ses dépendances. Galeazzini ne manqua point, par sa conduite irréprochable, de se concilier la vénération des habitants, qui, en reconnaissance des soins paternels qu'il apportait dans toutes les branches de l'administration, lui décernèrent une médaille aux armes de l'île. Mais une nouvelle disgrâce l'attendait lorsque Bonaparte fut proclamé empereur: une intrigue de cour, qui ne s'appuyait que sur une vieille, le fit rappeler. On l'avait accusé d'avoir entrepris la construction d'une route sans que le gouvernement l'y eût précédemment autorisée; ce qui n'était pas exact: mais le ministre de l'intérieur lui refusa, par faiblesse, son témoignage, pour qu'il pût se justifier auprès de l'empereur. Une réparation éclatante lui était néanmoins réservée. Lorsqu'en 1806, Napoléon passa à l'île d'Elbe, il y trouva la réputation de Galeazzini établie sous des rapports si favorables, qu'à son retour en France, en 1815, il s'empressa de le nommer préfet de Maine-et-Loire. Galeazzini eut le bonheur, en quittant ce département, d'y laisser les plus vifs regrets. Depuis lors il s'est retiré encore une fois dans sa ville natale, où entouré de l'estime de ses concitoyens, il vit tout-à-fait occupé des soins de sa famille.

**GALIN** (PIERRE), naquit à Bordeaux, en 1786, de parents pauvres. Il commença ses études de bonne heure, et fit de rapides progrès en mathématiques: il fut mis ensuite au lycée de Bordeaux. Peu après, il entra dans le commerce, travaillant chez des banquiers qui appréciaient sa moralité et son habileté dans le calcul des changes étrangers. Son imagination lui présentait tous les résultats du commerce sous des rapports aussi utiles qu'agréables, il eut un instant le projet de passer en Amérique; mais ses protecteurs l'engagèrent à se livrer à l'enseignement. Il reprit ses études favorites, fut maître d'études, puis professeur de mathématiques au lycée de Bordeaux. Plus tard, il fut nommé professeur à l'institut royal des sourds-muets de cette ville. Galin ne s'était pas borné à enseigner seulement les mathématiques pures; il avait étudié les applications à l'astronomie, à la mécanique, à la physique. Il voulut aussi prendre connaissance de nos bons métaphysiciens, et de puis il a regardé l'idéologie comme la clef de l'enseignement. Il se livra ensuite à l'économie politique; il avait même rassemblé des matériaux qu'il se proposait de publier sous le titre de *Traité d'économie commerciale*. On sait que cette matière était envisagée par lui sous un point de vue tout nouveau; il avait aussi le projet d'une théorie nouvelle des rapports; il voulait y approprier un nouveau mode de calcul qui lui laissait entrevoir la possibilité d'en déduire une théorie du calcul différentiel qui eût abaissé la hauteur transcendante de ce calcul. Galin voulut cultiver la musique par détachement; mais rebuté par les défauts qu'il trouva dans l'enseignement de cet art, si perfectionné pourtant dans la pratique, il comprit qu'il devait sortir de la fausse route où les maîtres avaient voulu l'engager. Il embrassa avec ardeur l'espoir de parvenir à abréger les peines infinies qu'éprouvent ceux qui veulent apprendre la musique. Cette idée devint de plus en plus exclusive à mesure qu'il conçut la possibilité d'une méthode qui devait commencer pour l'enseignement une ère toute nouvelle; mais il sentit qu'il devait d'abord prouver sa découverte par ses résultats. Il mit donc sa méthode en action, et le succès répondit à son attente. C'est après une année d'heureux essais qu'il publia, en 1818, l'exposition de cette méthode. Son ouvrage est remarquable par la précision et la

clarté, et surtout par la manière philosophique dont il a envisagé son sujet. Cette méthode est aujourd'hui connue sous le nom de *Méthode du meloplaste*; elle consiste d'abord dans la séparation de l'étude du rythme d'avec celle de l'intonation, deux parties qu'on avait toujours confondues; ensuite dans les procédés très ingénieux qu'elle a su créer pour diriger l'une et l'autre de ces deux études. Ce qui est remarquable, c'est l'unité de principes qui gouverne deux pratiques aussi distinctes que celle du meloplaste et du chronométriste, et qui consiste à faire envisager dans la musique, soit pour l'intonation, soit pour le rythme, une langue orale qui correspond terme à terme à la langue écrite, et qui précède ou accompagne celle-ci dans l'étude de l'art. Le meloplaste et le chronométriste sont les deux principaux moyens d'application de la méthode. Le meloplaste n'est qu'une portée vide, mais Galin a su lui donner une nouvelle destination; il a imaginé d'agrandir ses dimensions, et, au moyen d'une baguette dont l'extrémité, surmontée d'une petite boule noire, se promène sur cette portée, le maître y dessine en quelque sorte une écriture volante qui se lit continuellement, sans la mer derrière elle aucune trace. Outre la facilité que cet ingénieux procédé procure au professeur pour multiplier la pratique autant qu'il le veut, il lui donne encore le précieux avantage de pouvoir communiquer sans mot dire et momentanément sa pensée à la masse des élèves, et même modifier cette pensée d'une multitude de manières. Sous le rapport de l'harmonie, le meloplaste fournit des ressources non moins remarquables pour représenter nettement aux yeux et à l'esprit la marche de la propriété des accords. C'est avec un plaisir mêlé de surprise que l'élève voit le professeur, arme de deux, de trois ou de quatre baguettes, figurer sous les yeux des élèves et leur faire chanter des duo, des trio ou des quatuor qu'il improvise, et leur faire concevoir et exécuter par le même mécanisme des *marches d'harmonie* fort compliquées. Le rythme ou mesure, envisagé au moyen du chronométriste, offre une création aussi neuve dans son ensemble que dans ses détails, dans sa théorie que dans sa pratique. C'est à la perception que celle-ci est ingénieusement réduite, mais le système des signes qui servent à classer tous les effets du rythme font, dans l'ouvrage de Galin, la matière d'un très beau développement. L'esprit du genre y préside, et nous ne craignons pas de dire que cette partie est surtout digne de l'attention des savants, qui y trouveront les belles analogies qu'elle présente avec toutes les nomenclatures scientifiques exprimées avec une précision et une clarté remarquables. Pour ne parler que du point de pratique qui peut plus succinctement se décrire, nous dirons qu'il faut regarder comme un moyen puissant la lacune que Galin a comblée en créant une langue orale pour la mesure comme il en existe une pour l'intonation. Cette langue, choisie dans la nature même de la chose, s'applique heureusement à toutes les fractions de la durée, en distinguant les effets divers, et s'identifiant avec eux dans l'esprit, rappelle le signe par l'idée et l'idée par le signe, sous l'intermédiaire du nom qu'on lui attribue. Il résulte de là que, sous ce rapport, comme sous celui de l'intonation, l'élève est mis promptement en état d'écrire un air sous la dictée sans que cela ait dû faire pour lui la matière d'une étude spéciale. Cette rapide analyse suffit pour montrer combien le système de Galin est plio-phonique, et comment, loin d'être le produit du hasard, ce système n'a pu être que le résultat de profondes méditations. Galin n'était pas moins remarquable comme professeur que comme inventeur: une grande clarté, une constante propriété d'expression, réunies à la précision, caractérisaient ses leçons. C'est en 1819 qu'il vint de Bordeaux à Paris pour y professer selon sa méthode. Ses auditeurs s'accroissent bientôt sa réputation: mais il ne devait point recueillir tout ce que lui promettait sa découverte: une maladie de poitrine, suite de ses travaux assidus, l'emleva à la fleur de l'âge, le 31 août 1822, malgré les soins des docteurs Frappart et Lemoirour. Galin honora ainsi sa vie par ses qualités morales: il ne cessa pas jusqu'à sa mort de prodiguer à

ses vieux parents les marques de la plus touchante affection. Le docteur Broussais, qui le vit quelques jours avant sa mort, et qui ne fut pas peu surpris de la tournure élevée que prit la conversation, le quitta profondément affligé que la science dût perdre si tôt une capacité aussi supérieure. Galin avait formé un élève qui a été son collaborateur, et qui, après sa mort, l'a heureusement remplacé. Nous voulons parler de M. Aimé Lemoine, professeur à l'école royale des ponts et chaussées, membre de plusieurs sociétés savantes. C'est à lui qu'on doit la troisième édition de la *Méthode du meloplaste*, par Gulin, Paris, 1831, 1 vol. in-8°. M. Lemoine y a ajouté de nouveaux développements, de nouveaux tableaux, et un nouveau meloplaste à portée mobile.

GALLIADI (GIAMBATTISTA), peintre italien, naquit à Santarcangelo, district de Rimini, et mourut, en 1811, à l'âge de soixante-deux ans. Dès son enfance, il avait montré une grande aptitude pour le dessin: mais comme son père était un pauvre bottier, des hommes généreux, qui s'étaient aperçus des talents du jeune Galliadi, se chargèrent de l'envoyer à Pesaro, sous la direction de Lazzarini, artiste célèbre et en même temps écrivain distingué dans son art. Les progrès du jeune élève furent rapides, et surpassèrent toutes les espérances. À l'âge de treize ans, il fit à l'huile le portrait de son maître: celui-ci en fut si enchanté, qu'il montrait avec un noble orgueil ce premier essai d'un enfant, à tous ceux que sa renommée attirait dans son atelier. Il passa ensuite à Forlì, et s'y distingua tellement dans le dessin du nu, qu'à l'âge de quinze ans il fut nommé prince de l'académie de peinture de cette ville. Ses concitoyens se promettaient d'avoir en lui un peintre fameux, et peut-être égal à Guido-Cagnacci, dont les ouvrages, que Galliadi admirait avec enthousiasme et étudiait avec assiduité, abondent dans cet endroit de l'Italie. Mais Cagnacci, après avoir été l'élève de Guido-Reni, avait eu le bonheur d'être protégé par un personnage auguste qui le combla d'honneurs et de richesses, tandis que le pauvre Galliadi n'eut pas même à ses dispositions pour se rendre à Rome, et se familiariser ainsi avec les modèles anciens et modernes qui décoraient cette superbe capitale. Doué d'un caractère sensible et ardent, l'amour l'occupait d'assez bonne heure, et s'étant marié, les soins domestiques vinrent opposer un nouvel obstacle à l'avancement de sa fortune et de sa réputation. Dès lors, il se borna à exécuter que des tableaux de genre, et il excella surtout dans les portraits, qu'il fit en grand nombre, et qui, en le rendant très populaire, lui concilièrent l'estime et l'affection des hommes de goût dans plusieurs grandes villes de la Romagne. Il n'était pas bien remarquable dans le coloris: mais il enlevait l'admiration par la sévérité et la netteté du dessin, et par la frappante vérité de la ressemblance. Un caractère naturellement vertueux, et des manières en même temps pleines de noblesse et de simplicité, le firent généralement chérir de ses concitoyens dont il était devenu l'idole. Il fut pleuré à sa mort par tous ceux qui avaient eu l'occasion de le connaître, et ses amis réunis, après lui avoir fait de magnifiques funérailles, lui élevèrent un tombeau avec cette inscription touchante et modeste:

Giambattista Galliadi pittore  
Vissè in povertà onorata sessanta due anni,  
Ebbe dagli amici le esequie, e questa memoria.

GALLINI (JEAN-ANDRÉ), connu sous le nom de sir John), célèbre danseur, naquit en Italie, et se montra à Paris et à Londres, au grand opéra. Il dirigea les ballets et donnait en même temps des leçons de son art. La considération qu'il s'était acquise, ou plutôt sa richesse, engageaient la sœur du comte d'Abingdon, à lui donner sa main. Cette union ne fut point heureuse. Gallini était avare et grand spéculateur. Il acheta, en 1786, le privilège de l'Opéra: ce théâtre brûla en 1789, et il perdit encore 50,000 livres sterling, qu'il avait avancés pour faire construire une nouvelle salle. Il vendit son privilège, continua de donner des leçons, donna pour des lectures, des concerts, etc., les vastes

salles qu'il possédait dans Hanover-square, et répara en partie les pertes qu'il avait faites. Il avait reçu du pape, pendant un voyage en Italie, l'ordre de l'épée d'or. Il a publié : *Traité sur l'art de la danse*, 1764, un vol. in-8°. Cet ouvrage fut prêté quelque temps, mais on s'est aperçu depuis qu'il n'est guère que la répétition de *La danse ancienne et moderne*, ou *Traité historique de la danse*, de Cahuzac.

GALLOIS (CHARLES-ANDRÉ-GUSTAVE-LÉONARD), est né à Monaco, le 30 novembre 1789, de parents français. Il employa sa jeunesse à des études littéraires, à des voyages et à la gestion d'une maison de commerce, et devint, en 1810, secrétaire particulier de M. Chateaubriand, préfet de l'Arrivée. En 1813, il entra dans la garde nationale mobile, en qualité d'officier-payeur, et fut nommé, pendant les cent jours, capitaine d'habillement dans le 1<sup>er</sup> bataillon des chasseurs des Pyrénées. Arrêté à Toulouse, en 1816, par les verdettes, il quitta la France, et se retira à Monaco. Il y fonda, avec M. Simonneau, un journal qui eut beaucoup de succès : mais les doctrines que professait cette feuille amenèrent le roi de Sardaigne à la supprimer. M. Gallois entra en France en 1818, et se fixa à Paris, où, après avoir été rédacteur en chef de *l'Aristarque* et du *Bulletin des chambres et des tribunaux*, il fut attaché à la rédaction du *Constitutionnel*. Plusieurs brochures politiques, qu'il publia et qui furent lues avec empressement, entre autres : *Qu'en dis-tu, citoyen ? Histoire du singe de Napoléon*, furent décernées aux tribunaux, et l'une d'elles, *Le parapluie patrimonial*, le fit condamner à trois mois de prison. Le patriotisme et le caractère indépendant de cet écrivain nourri des principes qui ont amené la révolution de 1830, ne se sont jamais démentis un seul instant. Malgré les grandes souffrances et les infirmités qui l'accablèrent depuis plusieurs années, il n'en continua pas moins à se livrer avec beaucoup d'ardeur à d'utiles compilations, dont la plupart ont obtenu un succès mérité. Nous nous bornerons à citer celles-ci : 1<sup>o</sup> *Histoire abrégée de l'Inquisition d'Espagne* (de Llorente), 1823, in-8°; 2<sup>o</sup> *Notice sur Llorente*, à laquelle on a joint une lettre de M. Grégoire, ancien évêque de Blois, à D. Ramon Jos de Arco, grand inquisiteur d'Espagne; 3<sup>o</sup> *Biographie des contemporains*, par Napoléon, 1824, in-8°. C'est une compilation des jugements de l'empereur sur ses contemporains. M. Gallois y a joint des notes biographiques. 4<sup>o</sup> (avec M. de Montglavet), *Histoire abrégée de Paris*, 1824, 2 vol. in-8°; 5<sup>o</sup> *Le suicide*, roman politique, 1824, in-12; 6<sup>o</sup> *Histoire de Napoléon d'après lui-même*, 1825, in-8°; 7<sup>o</sup> *Biographie de tous les ministres, depuis la constitution de 1791 jusqu'à nos jours*, 1825, in-8°. Cet ouvrage est l'origine de toutes ces biographies scandaleuses qui excitent l'indignation publique, et dont les tribunaux ne purent réprimer qu'à peine les coupables abus, sous le faible gouvernement de Charles X. L'ouvrage de M. Gallois a été refondu par lui-même, et a paru sous ce titre : 8<sup>o</sup> *Louise*, ou *l'Éclat du Conservatoire*, 1827, in-12; 9<sup>o</sup> *Lettres historiques et critiques sur le Portugal*, 1827, in-8°; 10<sup>o</sup> *Dictionnaire de tous les ministres jusqu'en 1827*, 1828, in-8°; 11<sup>o</sup> *Histoire de l'économie politique en Italie*, traduite de l'italien du comte Jos. Feccia, 1829, in-8°; 12<sup>o</sup> *Histoire de France jusqu'à la mort de Louis XI*, par Anquetil, continué par Gallois, 1829 à 1830, 14 volumes in-8°; les quatre derniers volumes sont de lui; il y aura un quinzième volume qui complètera l'ouvrage; 13<sup>o</sup> *Le citateur dramatique*, ou *choix de sentences*, etc., extrait du Théâtre-Français, 3<sup>e</sup> édit., 1829, in-18; 14<sup>o</sup> *Le citateur des fabliaux français*, 1829, in-18; 15<sup>o</sup> *Histoire pittoresque de la révolution française*, 1830, 12 vol. in-8°; les quatre premiers volumes seulement ont paru.

GAMBA Jacques-François, chevalier, voyageur et agent diplomatique, issu d'une famille noble d'Italie, est né le 26 décembre 1763, à Dunkerque, où son père était chef d'une maison de commerce. Après avoir achevé ses études à Julliy, il fit son droit à Paris, et alla le terminer à Leipzig, où il apprit aussi les langues du nord. De retour à Dunkerque, il ne tarda pas à y prendre la direction de sa maison après la mort de son père; mais, ayant perdu une partie de sa fortune

pendant la révolution, il renonça aux affaires et voyagea dans diverses parties de l'Europe. Il revint à Paris, s'y livra à la littérature, et traduisit quelques ouvrages anglais, italiens et espagnols; mais ses traductions n'ont jamais vu le jour. Depuis la restauration, il publia, sans nom d'auteur, plusieurs brochures sur les finances, et adressa aux divers ministres de Louis XVIII des mémoires sur le commerce de l'Inde et de l'Asie, autrefois exploités exclusivement par les Génois et les Vénitiens. Le but de M. Gamba était de procurer à la France les immenses avantages que l'Italie avait perdus depuis que la découverte du Cap de Bonne-Espérance avait successivement fait passer ce commerce aux Portugais, aux Hollandais et aux Anglais. Le duc de Richelieu, qu'une longue résidence en Russie, et particulièrement à Odessa, dont il avait été gouverneur, mettait à même d'apprécier les plans de M. Gamba, les accueillit avec empressement, dans l'intérêt d'une alliance entre la France et la Russie. Muni des instructions et des recommandations de ce ministre, M. Gamba entreprit à ses frais, en 1817, un premier voyage dans la Russie méridionale. Il séjourna à Odessa, visita Nicolaïev, Kberston, ainsi que les colonies allemandes, mennonites, tartares et grecques. Après avoir passé un mois à Taganrog, il se rendit dans la colonie arménienne de Nachichevan, s'arrêta quelques jours à Novotcherkask, capitale actuelle des Cosaques du Don, et s'étant détourné pour visiter leur ancienne capitale sur les bords de ce fleuve, qu'il remonta jusqu'à Catchalini, il se rendit à Dubofka, sur le Wolga, qu'il descendit jusqu'à Astrakhan. Cinq semaines après, il quitta cette capitale d'un ancien royaume tartare, et, traversant les déserts qui bordent la mer Caspienne jusqu'à l'embouchure du Terek, il séjourna à Kialar, et suivit le Terek jusqu'à Mordok, où il passa trois jours avec le général Yermoloff, qui venait d'être nommé gouverneur-général de la Georgie et de la province de Caucase. Accueilli avec honneur par ce général, auquel il était recommandé par le duc de Richelieu et le comte de Langeron, et qui le pressa de visiter la Georgie dont il avait jugé la situation avantageuse sous les rapports commerciaux, M. Gamba, sous la protection du général Yermoloff, voyagea sans danger sur les frontières de la Kabardie et le long du Kouban jusqu'à Taman, dont il traversa le détroit pour arriver à Yénikale. Après avoir passé par Kertch, Theodosie, Sinapropol et revu Odessa, il revint à Paris en 1818. Comme les pays que M. Gamba venait de parcourir sont connus, il se contenta d'insérer un extrait de sa relation dans les *Annales des royaumes de Maltebrun et Eyries*. M. Gamba employa une année pour se préparer à un second voyage. Déterminé à explorer les bords de la mer Noire et de la mer Caspienne, à examiner avec soin la position de la Georgie, ses relations actuelles avec l'intérieur de l'Asie, et celles qu'il serait facile d'y établir, il quitta Paris le 12 octobre 1819, et traversa l'Autriche, la Gallicie, la Podolie et la Volhynie, pour se rendre à Odessa, où il passa l'hiver. Il en partit dans les premiers jours de mai 1820. 2<sup>o</sup> dirigea, par Taganrog et Novotcherkask, sur Azak, où il trouva le Don, et arriva le 30 mai à Mordok. Il se remit en route le 27, traversa le fleuve Terek près de cette ville, et atteignit deux jours après Viadi-Caucase, la meilleure de toutes les forteresses qui forment la ligne du Caucase. Il en partit le lendemain, et, remontant le Terek, il parvint à Dariel, dans le défilé nommé jadis Portes-Caucasiennes, et visita Karbek, près de la montagne du même nom, sur laquelle on prétend que Prométhée fut attaché. M. Gamba traversa le pays des Ossètes et des Ingouches, que l'on croit être issus des anciens Médes, et atteignit par des chemins sinueux, entrecoupés de précipices et de pics de roc, le sommet de la montagne Saint-Christophe, le point le plus élevé de cette route. Après avoir descendu la montagne, il franchit une vallée romanesque, arrosée par l'Arax, où commence la Georgie. Il fit quatre jours de quarantaine à Ananour, visita Mikhetba, l'ancienne résidence des rois de Georgie, et, côtoyant le fleuve Kour (le Cyrus), il arriva le 6 juin à Tiflis, qui en est depuis long-temps la capitale. Parvenu au

terme de son voyage, M. Gamba ne se borna pas à recueillir des observations sur une ville qui semble destinée à devenir le point central de toutes les relations de l'Europe avec l'Asie, le chef-lieu de tous les comptoirs. Au moyen des secours et des escortes que lui fournit le prince Yermoloff, il voyagea dans les autres provinces de la Georgie, dans la Kakétie, qui est la plus riche, visita Sinac, la capitale, deux colonies wurttembergiennes sur les bords du Loré, divers camps de Russes et de Cosaques, les possessions d'un riche seigneur géorgien, chez lequel il se procura des renseignements sur les procédés employés par les Orientaux pour la teinture de la soie. Il séjourna à Gori, la seconde ville de la Georgie et de la Kartalinie, dit la forteresse de Souram, Kotsai ou Kotatis, capitale de l'immirette, susceptible de devenir l'une des plus importantes places des provinces russes au-delà du Caucase, et le port de Marane, sur la Takeniskal, où débarquèrent les marchandes qui, venues d'Europe par la mer Noire, remontent le Phaze jusqu'en Georgie. De retour à Tiflis, M. Gamba en partit le 16 septembre; mais, au lieu de reprendre directement la route de Saint-Petersbourg, il voulut explorer les provinces conquises sur la Perse par les Russes, au sud et à l'est de la Georgie. Après avoir côtoyé d'abord la rive droite du Kour et vu Chamkor, remarquable par une colonne que notre voyageur, pour la hardiesse, les proportions et la solidité, compare à la fameuse colonne trajane, il vint à Ghénjé, ville importante, aujourd'hui nommée Elisabeth-Pol, en l'honneur de l'impératrice épouse d'Alexandre I<sup>er</sup>. Ayant ensuite rejoint sur sa route le général Wassoff, atterrant des Cosaques au-delà du Caucase, et couché au nouveau et si vieux Chamakhi, villes ruinées, capitales du Chirvan, et dont la seconde a été rebâtie depuis et repeuplée, M. Gamba arriva à Bakou, qui, par les avantages commerciaux que lui donne son port sur la mer Caspienne, était alors la seconde des villes que les Russes possédaient en Perse. Il alla voir dans les ravines de Bakou les feux célèbres, objet du culte des Persis ou Guébres, qui les entretiennent par le moyen du gaz qu'ils connaissent depuis longtemps. Il quitta Bakou le 4 octobre, et se dirigeant vers le nord, il s'arrêta à Kouba, dont l'ancien khan, dépossédé de ses états, prenait part à toutes les insurrections des peuples du Caucase contre la Russie. M. Gamba arriva malade à Darband, sur la mer Caspienne, et ne put, à cause de son état, parcourir cette capitale du Dagheston. Il en partit le 27, escorté par un détachement que lui avait fourni le général de Wrede. En arrivant à Tarkou, il fut reçu avec la plus grande distinction par les fils du tchamkal, en l'honneur de leur père, pour lequel il avait des lettres des généraux Yermoloff et de Wrede. M. Gamba s'étant remis en route, traversa le fleuve de Terek, et vint à Kislar, d'où il se rendit à Astrakhan. Il arriva le 13 décembre à Taganrog, y passa quelques mois, et partit pour Moskou et Saint-Petersbourg, où il résida un an. L'empereur Alexandre, par son ukase du 30 octobre 1821, ayant promis de grands avantages aux étrangers qui s'établiraient en Georgie, et s'ouvrit aux peuples de la Méditerranée la plus courte et la plus ancienne route du commerce de l'Asie, le gouvernement français, qui déjà avait obtenu de ce prince la franchise pour dix ans sur toutes les marchandises expédiées de France pour l'Asie, moyennant un simple droit de cinq pour cent, songea à profiter du débouché qui lui était offert pour les produits de ses manufactures, et des facilités que donnait pour un commerce d'échange avec la Perse et l'Inde une voie si prompte et si peu dispendieuse. Comme Tiflis devait être l'entrepôt de ce commerce, un consulat français y fut établi, et M. Gamba, à qui l'on confia ce poste important, fut nommé aussi chevalier de la légion d'honneur. Ces récompenses lui étaient bien dues, pour avoir suggéré le premier cette idée au général Yermoloff qui l'avait fait adopter par l'empereur Alexandre. Il partit de Saint-Petersbourg le 1<sup>er</sup> mars 1822, et se rendit à Odessa, où, au bout d'un mois, il s'embarqua le 28 mai sur une frégate impériale qui le transporta à Sébastopol, où la flotte russe était en rade. Il alla voir dans les envi-

rons de cette ville les ruines de l'ancienne Kherzon, remit à la voile le 7 juin, et aborda le 13 devant Soukoun-Kalé, forteresse qui défend les chantiers et la baie du même nom, sur la côte des Abas. Il se rembarqua le 18, aperçut les ruines de Kellassour, doubla le cap Cador, reconnut les places d'Hori et d'Anagri, et jeta l'ancre le lendemain devant Redoute-Kale, à l'embouchure de la Khopi, et non loin de celle du Phaze, sur la côte de Mingrelie (l'ancienne Colchide), dont l'aspect misérable forme un contraste frappant avec le souvenir de son antique opulence. M. Gamba quitta les bords de la mer Noire, et, après trois jours de marche, atteignit le port de Marane, qu'il avait déjà visité, y passa deux jours, et arriva le 25 à Kotsai. Pendant le nouveau séjour qu'il fit dans cette capitale de l'immirette, il entreprit diverses excursions dans les districts environnants, tant à la droite qu'à la gauche du Phaze. Pour bien connaître cette province, il ne lui restait à explorer qu'un seul district; il chargea son frère de ce soin l'année suivante. Après avoir résidé à Tiflis depuis le mois d'août 1822, M. Gamba fut appelé en France par le gouvernement, en 1824. Il a publié à Paris, en 1826 : *Voyage dans la Russie méridionale, et particulièrement dans les provinces situées au-delà du Caucase*, 2 vol. in-8°, avec quatre cartes géographiques. On doit regretter que des motifs d'économie ne lui aient pas permis d'offrir cet ouvrage d'une collection de dessins gravés ou lithographiés dont il possède les originaux coloriés. M. Gamba, dans la relation de ses voyages, n'a point suivi l'ordre chronologique, ce qui y jette un peu de confusion, et, malgré ce qu'il dit dans sa préface pour s'en justifier, on ne conçoit pas pourquoi il a fait de son premier volume le second, et vice versa. On a lieu de s'étonner aussi qu'il n'y fasse point connaître les premiers résultats de ses opérations comme consul de France à Tiflis. Son ouvrage, dont M. Peuchet a rendu un compte avantageux dans le *Moniteur*, est peu curieux, peu intéressant sous les rapports historiques et moraux; c'est moins l'ouvrage d'un savant, d'un érudit, que d'un homme expérimenté dans le commerce, et, sous ce rapport, nous le croyons fort instructif et fort utile. Mais, à parler franchement, il paraît plus russe que français. Cela est assez naturel. Une longue résidence en Russie, et de vastes forêts que l'empereur Alexandre lui a concédées en Georgie, ont dû acquiescer à l'auteur le droit de naturalisation. Membre de la société d'agriculture de Versailles, M. Gamba a été reçu, en 1824, membre de la société asiatique et de la société de géographie. Il est retourné à Tiflis, où il gère encore aujourd'hui le consulat de France.

GAMBINO (Liovan), naquit à Palerme, en 1740. Il avait été initié dans l'étude des sciences exactes par un des plus grands mathématiciens de l'époque, Jérôme Settimo, marquis de Giarratana; et il s'y distingua tellement, que l'évêque de Catania l'appela dans cette ville pour y enseigner la géométrie et l'algèbre dans le séminaire. Mais son esprit s'était principalement dirigé vers les doctrines de la philosophie et de la législation. La philosophie en Sicile était alors enveloppée dans les ténèbres de la scolastique, soutenue et favorisée par les jésuites. Gambino lui sentait combien cet enseignement arrêtait la marche de l'esprit humain, fut un des premiers qui s'efforcèrent d'en secouer le joug; et ses profondes connaissances le firent immédiatement passer de la chaire de mathématiques à celle de philosophie dans le même séminaire, où il se mit à exposer librement les théories de Leibnitz et de Wolf. Ses raisonnements pénétrèrent si nombreux que plusieurs hommes distingués, et surtout le célèbre abbé Genovesi de Naples, l'en félicitèrent et le comblèrent d'éloges. Il publia un ouvrage sur ce sujet, que l'envie ne manqua pas d'attaquer immédiatement; mais il se défendit avec autant de chaleur que de sagacité, et sa réputation s'accrut de telle sorte, que le gouvernement, l'enleva au séminaire, le nomma professeur de métaphysique dans l'université des études. En parcourant le champ de la philosophie, Gambino se trouva entraîné dans des questions de droit, et la première qu'il traita, fut celle de la collusion selon le droit naturel, dont il tâcha d'établir les

salles qu'il possédait dans Hanover-square, et répara en partie les pertes qu'il avait faites. Il avait reçu du pape, pendant un voyage en Italie, l'ordre de l'épéron d'or. Il a publié : *Traité sur l'art de la danse*, 1764, un vol. in-8°. Cet ouvrage fut prêté quelque temps, mais on s'est aperçu depuis qu'il n'est guère que la répétition de *La danse ancienne et moderne*, ou *Traité historique de la danse*, de Calaneo.

GALLOIS (CHARLES-ANDRÉ-GUSTAVE-LÉONARD), est né à Monaco, le 30 novembre 1789, de parents français. Il employa sa jeunesse à des études littéraires, à des voyages et à la gestion d'une maison de commerce, et devint, en 1810, secrétaire particulier de M. Chassepot de Chaplaint, préfet de l'Arriège. En 1815, il entra dans la garde nationale mobile, en qualité d'officier-payeur, et fut nommé, pendant les cent jours, capitaine d'habillement dans le 5<sup>e</sup> bataillon des chasseurs des Pyrénées. Arrêté à Toulouse, en 1816, par les vendeurs, il quitta la France, et se retira à Monaco. Il y fonda, avec M. Simonet, un journal qui eut beaucoup de succès : mais les doctrines que professait cette feuille amenèrent le roi de Sardaigne à la supprimer. M. Gallois retourna en France en 1818, et se fixa à Paris, où, après avoir été rédacteur en chef de *l'Aristarque* et du *Bulletin des chambres et des tribunaux*, il fut attaché à la rédaction du *Constitutionnel*. Plusieurs brochures politiques, qu'il publia et qui furent lues avec empressement, entre autres : *Qu'en dis-tu, citoyen ? Histoire du singe de Napoléon*, furent déferées aux tribunaux, et l'une d'elles, *La parapsychose patrimoniale*, le fit condamner à trois mois de prison. Le patriotisme et le caractère indépendant de cet écrivain nourri des principes qui ont animé la révolution de 1830, ne se sont jamais démentis un seul instant. Malgré les grandes souffrances et les infirmités qui l'accablent depuis plusieurs années, il n'en continue pas moins à se livrer avec beaucoup d'ardeur à d'utiles compilations, dont la plupart ont obtenu un succès mérité. Nous nous bornerons à citer celles-ci : 1<sup>re</sup> *Histoire abrégée de l'inquisition d'Espagne* (de Llorente), 1835, in-8° ; 2<sup>o</sup> *Notre sur Llorente*, à laquelle on a joint une lettre de M. Grégoire, ancien évêque de Blois, à D. Ramon Jos de Arco, grand inquisiteur d'Espagne ; 3<sup>o</sup> *Biographie des contemporains*, par Napoléon, 1834, in-8°. C'est une compilation des jugements de l'empereur sur ses contemporains. M. Gallois y a joint des notes biographiques. 4<sup>o</sup> (avec M. de Montglavé), *Histoire abrégée de Paris*, 1834, 2 vol. in-8° ; 5<sup>o</sup> *La suite du roman politique*, 1834, in-12 ; 6<sup>o</sup> *Histoire de Napoléon d'après lui-même*, 1835, in-8° ; 7<sup>o</sup> *Biographie de tous les ministres, depuis la constitution de 1791 jusqu'à nos jours*, 1835, in-8°. Cet ouvrage est l'origine de toutes ces biographies scandaleuses qui excitent l'indignation publique, et dont les tribunaux ne purent repêcher qu'à peine les coupables abus, sous le faible gouvernement de Charles X. L'ouvrage de M. Gallois a été refondu par lui-même, et a paru sous ce titre : 8<sup>o</sup> *Louise, ou l'élire du Conservateur*, 1837, in-12 ; 9<sup>o</sup> *Lettres historiques et critiques sur le Portugal*, 1837, in-8° ; 10<sup>o</sup> *Dictionnaire de tous les ministres jusqu'en 1837*, 1838, in-8° ; 11<sup>o</sup> *Histoire de l'économie politique en Italie*, traduite de l'italien du comte Jos. Fecchio, 1839, in-8° ; 12<sup>o</sup> *Histoire de France jusqu'à la mort de Louis XI<sup>e</sup>*, par Anquetil, continué par Gallois, 1839 à 1850, 14 volumes in-8° ; les quatre derniers volumes sont de lui ; il y aura un quinzième volume qui complètera l'ouvrage ; 13<sup>o</sup> *Le citateur dramatique, ou choix de sentences, etc., extrait du Théâtre-Français*, 5<sup>e</sup> édit., 1839, in-18 ; 14<sup>o</sup> *Le citateur des fabulistes français*, 1839, in-18 ; 15<sup>o</sup> *Histoire pittoresque de la révolution française*, 1850, 12 vol. in-8° ; les quatre premiers volumes seulement ont paru.

GAMBA (JACQUES-FRANÇOIS, chevalier), voyageur et agent diplomatique, issu d'une famille noble d'Italie, est né le 26 décembre 1763, à Dunkerque, où son père était chef d'une maison de commerce. Après avoir achevé ses études à Juilly, il fit son droit à Paris, et alla le terminer à Leipzig, où il apprit aussi les langues du nord. De retour à Dunkerque, il ne tarda pas à prendre la direction de sa maison après la mort de son père ; mais, ayant perdu une partie de sa fortune

pendant la révolution, il renonça aux affaires et voyagea dans diverses parties de l'Europe. Il revint à Paris, s'y livra à la littérature, et traduisit quelques ouvrages anglais, italiens et espagnols ; mais ses traductions n'ont jamais vu le jour. Depuis la restauration, il publia, sans nom d'auteur, plusieurs brochures sur les finances, et adressa aux divers ministres de Louis XVIII des mémoires sur le commerce de l'Inde et de l'Asie, autrefois exploités exclusivement par les Génois et les Vénitiens. Le but de M. Gamba était de procurer à la France les immenses avantages que l'Italie avait perdus depuis que la découverte du Cap de Bonne-Espérance avait successivement fait passer ce commerce aux Portugais, aux Hollandais et aux Anglais. Le duc de Richelieu, qu'une longue résidence en Russie, et particulièrement à Odessa, dont il avait été gouverneur, mettait à même d'apprécier les plans de M. Gamba, les accueillit avec empressement, donna l'intérêt d'une alliance entre la France et la Russie. Muni des instructions et des recommandations de ce ministre, M. Gamba entreprit à ses frais, en 1817, son premier voyage dans la Russie méridionale. Il séjourna à Odessa, visita Nicolaïev, Kerson, ainsi que les colonies allemandes, mennonites, tartares et grecs. Après avoir passé un mois à Taganrog, il se rendit dans la colonie arménienne de Nachschivan, s'arrêta quelques jours à Novotcherkassk, capitale actuelle des Cosaques du Don, et, s'étant détourné pour visiter leur ancienne capitale sur les bords de ce fleuve, qu'il remonta jusqu'à Caichahni, il se rendit à Dubofka, sur le Wolga, qu'il descendit jusqu'à Astrakhan. Cinq semaines après, il visita cette capitale d'un ancien royaume tartare, et, traversant les déserts qui bordent la mer Caspienne jusqu'à l'embouchure du Terek, il séjourna à Kislar, et suivit le Terek jusqu'à Mordok, où il passa trois jours avec le général Yermoloff, qui venait d'être nommé gouverneur-général de la Georgie et de la province de Caucase. Accueilli avec bonté par ce général, auquel il était recommandé par le duc de Richelieu et le comte de Langeron, et qui le pressa de visiter la Georgie dont il avait jugé la situation avantageuse sous les rapports commerciaux, M. Gamba, sous la protection du général Yermoloff, voyagea sans danger sur les frontières de la Kabarda et le long du Kouban jusqu'à Tamaï, dont il traversa le détroit pour arriver à Yénikale. Après avoir passé par Kertch, Théodosie, Sinople et revu Odessa, il revint à Paris en 1819. Comme les pays que M. Gamba venait de parcourir sont connus, il se contenta d'insérer un extrait de sa relation dans les *Annales des voyages* de Maltebrun et Eyries. M. Gamba employa une année pour se préparer à un second voyage. Déterminé à explorer les bords de la mer Noire et de la mer Caspienne, à examiner avec soin la position de la Georgie, ses relations actuelles avec l'intérieur de l'Asie, et celles qu'il serait facile d'y établir, il quitta Paris le 13 octobre 1819, et traversa l'Autriche, la Gallicie, la Podolie et la Volhynie, pour se rendre à Odessa, où il passa l'hiver. Il en partit dans les premiers jours de mai 1820, se dirigea, par Taganrog et Novotcherkassk, sur Axat, où il trouva le Don, et arriva le 20 mai à Mordok. Il se remit en route le 27, traversa le fleuve Terek près de cette ville, et atteignit deux jours après Vladikaucaïe, la meilleure de toutes les forteresses qui forment la ligne du Caucase. Il en partit le lendemain, et, remontant le Terek, il parvint à Dariel, dans le défilé nommé jadis Portes-Caucasiennes, et visita Kasbek, près de la montagne du même nom, sur laquelle on prétend que Prométhée fut attaché. M. Gamba traversa le pays des Ossets et des Ingouches, que l'on croit être issus des anciens Médes, et atteignit par des chemins affreux, entrecoupés de précipices et de pics de roc, le sommet de la montagne Saint-Christophe, le point le plus élevé de cette route. Après avoir descendu la montagne, il franchit une vallée romantique, arrosée par l'Arax, où commence la Georgie. Il fit quatre jours de quarantaine à Annour, visita Mikheïla, l'ancienne résidence des rois de Georgie, et, côtoyant le fleuve Kour (le Cyrus), il arriva le 5 juin à Tiflis, qui en est depuis long temps la capitale. Parvenu au

brave de son voyage, M. Gamba ne se borna pas à recueillir des observations sur une ville qui semble destinée à devenir le point central de toutes les relations de l'Europe avec l'Asie, le chef-lieu de tous les comptoirs. Au moyen des secours et des escortes que lui fournit le prince Yermoloff, il voyagea dans les autres provinces de la Georgie, dans la Kakétie, qui en est la plus riche, visita Sinac, la capitale, deux colonies wurtembergeoises sur les bords du Ioré, divers camps de Russes et de Cosaques, les possessions d'un riche seigneur géorgien, chez lequel il se procura des renseignements sur les procédés employés par les Orientaux pour la teinture de la soie. Il séjourna à Gori, la seconde ville de la Georgie et de la Kartalinie, dit la forteresse de Souram, Kotais ou Cotais, capitale de l'immirette, susceptible de devenir l'une des plus importantes places des provinces russes au-delà du Caucase, et le port de Marane, sur la Tekeniakal, où débarquent les marchandises qui, venues d'Europe par la mer Noire, remontent le Phaze jusqu'en Georgie. De retour à Tiflis, M. Gamba en partit le 16 septembre; mais, au lieu de reprendre directement la route de Saint-Petersbourg, il voulut explorer les provinces conquises sur la Perse par les Russes, au sud et à l'est de la Georgie. Après avoir côtoyé d'abord la rive droite du Kour et vu Chankor, remarquable par une colonne que notre voyageur, pour la hardiesse, les proportions et la solidité, compare à la fameuse colonne trajane, il vint à Ghenjé, ville importante, aujourd'hui nommé Elisabeth-Pol, en l'honneur de l'impératrice épouse d'Alexandre 1<sup>er</sup>. Ayant ensuite visité sur sa route le général Wassoff, atteman des Cosaques au-delà du Caucase, et couché au nouveau et si vieux Chamskhi, villes ruinées, capitales du Charwan, et dont la seconde a été rebâtie depuis et repeuplée, M. Gamba arriva à Bakou, qui, par les avantages commerciaux que lui donne son port sur la mer Caspienne, était alors la seconde des villes que les Russes possédaient en Perse. Il alla voir dans les cavernes de Bakou les lieux célèbres, objet du culte des Paris ou Guebres, qui les entretiennent par le moyen du gaz qu'ils connaissent depuis long-temps. Il quitta Bakou le 4 octobre, et, se dirigeant vers le nord, il s'arrêta à Krouba, dont l'ancien khan, dépouillé de ses états, prenait part à toutes les insurrections des peuples du Caucase contre la Russie. M. Gamba arriva malade à Darhend, sur la mer Caspienne, et ne put, à cause de son état, parcourir cette capitale du Dagheston. Il en partit le 27, escorté par un détachement que lui avait fourni le général de Wrede. En arrivant à Tarkou, il fut reçu avec la plus grande distinction par les fils du tchamkal, en l'absence de leur père, pour lequel il avait des lettres des généraux Yermoloff et de Wrede. M. Gamba s'étant remis en route, traversa le fleuve de Terek, et vint à Kizlar, d'où il se rendit à Astrakhan. Il arriva le 13 décembre à Taganrog, y passa quelques mois, et partit pour Moscou et Saint-Petersbourg, où il résida un an. L'empereur Alexandre, par son ukase du 30 octobre 1821, ayant promis de grands avantages aux étrangers qui s'établiraient en Georgie, et s'ouvrit aux peuples de la Méditerranée la plus courte et la plus ancienne route du commerce de l'Asie, le gouvernement français, qui déjà avait obtenu de ce prince la franchise pour dix ans sur toutes les marchandises expédiées de France pour l'Asie, moyennant un simple droit de cinq pour cent, songea à profiter du débouché qui lui était offert pour les produits de ses manufactures, et des facilités que donnait pour un commerce d'échange avec la Perse et l'Inde une voie si prompte et si peu dispendieuse. Comme Tiflis devait être l'entrepôt de ce commerce, un consulat français y fut établi, et M. Gamba, à qui l'on confia ce poste important, fut nommé aussi chevalier de la légion d'honneur. Ces récompenses lui étaient bien dues, pour avoir suggéré le premier cette idée au général Yermoloff qui l'avait fait adopter par l'empereur Alexandre. Il partit de Petersbourg le 1<sup>er</sup> mars 1822, et se rendit à Odessa, où, au bout d'un mois, il s'embarqua le 28 mai sur une frégate impériale qui le transporta à Sebastopol, où la route russe était en rade. Il alla voir dans les envi-

rons de cette ville les ruines de l'ancienne Kherson, remit à la voile le 7 juin, et aborda le 13 devant Soukhoum-Kale, forteresse qui défend les chantiers et la baie du même nom, sur la côte des Abxas. Il se rembarqua le 18, aperçut les ruines de Kelassaur, double le cap Cador, reconnut les places d'Ilori et d'Anagri, et jeta l'ancre le lendemain devant Redoute-Kale, à l'embouchure de la Ahoji, et non loin de celle du Phaze, sur la côte de Mingrelie (l'ancienne Colchide), dont l'aspect misérable forme un contraste frappant avec le souvenir de son antique opulence. M. Gamba quitta les bords de la mer Noire, et, après trois jours de marche, atteignit le port de Marane, qu'il avait déjà visité, y passa deux jours, et arriva le 25 à Kotais. Pendant le nouveau séjour qu'il fit dans cette capitale de l'immirette, il entreprit diverses excursions dans les districts environnants, tant à la droite qu'à la gauche du Phaze. Pour bien connaître cette province, il ne lui restait à explorer qu'un seul district; il chargea son frère de ce soin l'année suivante. Après avoir résidé à Tiflis depuis le mois d'août 1822, M. Gamba fut appelé en France par le gouvernement, en 1825. Il a publié à Paris, en 1826 : *Voyage dans la Russie méridionale*, et particulièrement dans les provinces situées au-delà du Caucase, 2 vol. in-8°, avec quatre cartes géographiques. On doit regretter que des motifs d'économie ne lui aient pas permis d'orner cet ouvrage d'une collection de dessins gravés ou lithographies dont il posède les originaux coloriés. M. Gamba, dans la relation de ses voyages, n'a point suivi l'ordre chronologique, ce qui y jette un peu de confusion, et, malgré ce qu'il dit dans sa préface pour s'en justifier, on ne conçoit pas pourquoi il a fait de son premier volume le second, et vice versa. On a lieu de s'étonner aussi qu'il n'y fasse point connaître les premiers résultats de ses opérations comme consul de France à Tiflis. Son ouvrage, dont M. Peuchet a rendu un compte avantageux dans le *Moniteur*, est peu curieux, peu intéressant sous les rapports historiques et moraux; c'est moins l'ouvrage d'un savant, d'un érudit, que d'un homme expérimenté dans le commerce, et, sous ce rapport, nous le croyons fort instructif et fort utile. Mais, à parler franchement, il paraît plus russe que français. Cela est assez naturel. Une longue résidence en Russie, et de vastes forêts que l'empereur Alexandre lui a concédées en Georgie, ont dû acquiescer à l'auteur le droit de naturalisation. Membre de la société d'agriculture de Versailles, M. Gamba a été reçu, en 1824, membre de la société asiatique et de la société de géographie. Il est retourné à Tiflis, où il gère encore aujourd'hui le consulat de France.

GAMBINO (Léonard), naquit à Palerme, en 1740. Il avait été initié dans l'étude des sciences exactes par un des plus grands mathématiciens de l'époque, Jérôme Settimo, marquis de Giamratina; et il s'y distingua tellement, que l'évêque de Catania l'appela dans cette ville pour y enseigner la géométrie et l'algèbre dans le séminaire. Mais son esprit s'était principalement dirigé vers les doctrines de la philosophie et de la législation. La philosophie en Sicile était alors enveloppée dans les ténèbres de la scolastique, soutenue et favorisée par les jésuites. Gambino qui sentait combien cet enseignement arrêterait la marche de l'esprit humain, fut un des premiers qui s'efforcèrent d'en secouer le joug; et ses profondes connaissances le firent immédiatement passer de la chaire de mathématiques à celle de philosophie dans le même séminaire, où il se mit à exposer librement les théories de Leibnitz et de Wolf. Ses raisonnements perçurent si nouveaux que plusieurs hommes distingués, et surtout le célèbre abbé Genovesi de Naples, l'en félicitèrent et le comblèrent d'éloges. Il publia un ouvrage sur ce sujet, que l'envie ne manqua pas d'attaquer immédiatement; mais il se défendit avec autant de chaleur que de sagacité, et sa réputation s'accroît de telle sorte, que le gouvernement, l'éleva au séminaire, le nomma professeur de métaphysique dans l'université des études. En parcourant le champ de la philosophie, Gambino se trouva entraîné dans des questions de droit, et la première qu'il traita, fut celle de la collusion selon le droit naturel, dont il tâcha d'établir les

régles avec clarté et précision. Ses réflexions sur cette matière furent applaudies par M. Formey en France, et en Italie par le même abbé Genovesi dont nous venons de parler. Gambino, en se conciliant de plus en plus par ses travaux l'estime du gouvernement, fut nommé juge, d'abord de la cour criminelle, et ensuite de la grande cour civile. Il mourut au mois d'octobre 1794. Ses deux ouvrages les plus remarquables, sont : 1° *Essai de métaphysique, contenant différentes réflexions sur plusieurs points obscurs de cette science*, Naples, 1766, in-8°; 2° *Des lois sur la collusion dans le droit naturel, avec quelques réflexions philosophiques pour servir de supplément au premier essai de métaphysique*, Naples, 1767, in-8°.

**GARCIA HERREROS (D. MANUEL)**, député aux cortès et ministre espagnol, naquit à Soria, exerça dans sa jeunesse la profession d'avocat, et occupa plus tard un emploi du gouvernement au Mexique. Il était, au commencement de la guerre que Napoléon fit à l'Espagne, procureur-général du royaume, place dont le titre et les attributions étaient un reste des vieilles institutions espagnoles, quand son patrimoine et ses talents lui méritèrent l'honneur d'être député par ses concitoyens aux cortès de 1812, assemblée dans laquelle il acquit une haute considération. Il prit la plus active part à la constitution qu'elle décréta, et dans laquelle on retrouvait, sous quelques formes des anciens codes castillan et aragonais, l'esprit de la constitution française de 1791. Remonte sur son trône, Ferdinand VII la rejeta, quoiqu'elle lui eût été proposée comme condition de sa rentrée, et prononça la dissolution des cortès, d'après le conseil même d'un grand nombre de ses membres qu'on signala depuis sous le nom de *Persees*, parce que leur protestation commençait par ces mots : « Les Persees, lorsqu'ils délibéraient sur leurs lois, avaient coutume, etc. » Compris dans la persécution qui frappa, à cette époque, ceux des députés qui restèrent fidèles à leur mandat, M. Garcia Herreros fut arrêté et condamné à huit ans de galères dans un des grands présides d'Afrique. Il obtint toutefois la remise d'une partie de sa peine, et se trouvait en Espagne lors de la révolution de 1820. Désigné au choix du roi par la junte provisoire, lors de la réorganisation du ministère, comme un des citoyens les plus capables de préparer la nation espagnole au régime constitutionnel, on lui confia le département de la justice et des grâces, et il fut en même temps nommé député aux cortès extraordinaires qui furent alors convoquées. Il y présenta un projet de loi sur la suppression des jésuites, qui n'y éprouva aucune opposition, et un autre sur les majorats, institution qui, sauf les biens du clergé soumis à une substitution perpétuelle, régissait la plupart des terres d'Espagne, et dont Charles III avait vainement essayé d'arrêter les abus. La discussion de ce projet fut longue et animée : celle du premier article qui supprimait tous les majorats fidei-commis et toute espèce de substitution de biens fonds, article où était toute la loi, dura trois séances; les autres en occupèrent deux, après lesquelles une loi si importante pour l'Espagne dans l'ordre politique et social, fut enfin adoptée. Le peu de temps que M. Garcia Herreros conserva son portefeuille ne lui permit pas de poursuivre les projets qu'il avait conçus pour l'amélioration de la législation de son pays. La conspiration de Moyà, qui fut étouffée dès son origine, fut le prétexte des premières attaques contre le nouveau ministère. Dans la séance secrète du 7 au 8 novembre 1820, les ultra libéraux l'accusèrent d'avoir encouragé par sa faiblesse les tentatives qui menaçaient l'ordre constitutionnel; et toute l'assemblée se réunissant pour la première fois, comme dans un danger commun, arrêta qu'il serait fait une adresse au roi, dans laquelle on lui représenterait que la marche équivoque suivie par le gouvernement compromettait la tranquillité publique. Le ministère, qui pouvait mieux qu'un autre consolider la constitution espagnole, fut plus vivement harcelé encore par le club de Malte, société populaire de moines, où l'on prêchait ouvertement des doctrines subversives de la monarchie, et où la modération de M. Garcia Herreros et de ses collègues était traitée de manque d'énergie; le roi lui-même, mal conseillé,

prit la résolution de le recomposer sans consulter les cortès, et le 12 mars 1820, une partie du ministère reçut, et l'autre envoya sa démission. Le lendemain, le comte de Torrenio lui donna, au sens des cortès, où M. Garcia Herreros vint reprendre sa place. Les regrets les plus honorables : « Il serait à désirer, dit-il, que ceux qui ont conseillé au roi le renvoi de ses ministres, fussent aussi attachés qu'eux au trône et à la patrie; alors, ils l'auraient jamais vendu ni leur nation ni leur roi. » M. Garcia Herreros ne prit plus qu'une faible part aux délibérations des cortès. Lors de la discussion du projet de loi sur la police des sociétés populaires, et des troubles qui éclatèrent à Madrid, à cette occasion, en février 1822, il demanda que les ministres fussent mandés pour rendre compte des événements et des mesures qu'ils avaient prises. Attaché au parti des *anilleros*, composé d'un grand nombre d'anciens députés aux cortès de 1812, reélus à celles de 1820, de plusieurs grands d'Espagne, et d'une grande partie des conseillers d'état, également opposés au pouvoir absolu, M. Garcia Herreros en était l'un des chefs les plus influents, et les plus respectables. Exilé en 1823, après le rétablissement de Ferdinand VII, il a emporté dans sa retraite l'estime due à son intégrité, et à son patriotisme.

**GARDEIL (JEAN-BAPTISTE)**, professeur de mathématiques et de médecine à l'université de Toulouse, naquit dans cette ville en 1736, d'une famille qui avait été honorée du capitolat. Il fit de brillantes études au collège de l'Esquille. Reçu ensuite dans la congrégation de l'Oratoire, il fut envoyé en noviciat à Paris. Jusqu'à ce moment, il s'était distingué par un ardent amour de l'étude, se livrant à celle du droit, de la médecine et des mathématiques, apprenant l'hébreu, l'anglais, l'italien, l'espagnol. Il voulut se débarrasser de tant de travaux par la fréquentation des gens de lettres qui dominaient dans la capitale. Il se lia avec d'Alembert, auquel il donna des leçons de grec, et avec le baron d'Holbach. L'effet de ces liaisons fut de lui faire abandonner la congrégation de l'Oratoire, et renoncer à ses principes religieux en faveur des encyclopédistes. Il alla plus loin; il afficha l'athéisme, et des passions cruelles troublèrent sa jeunesse. Cependant il continuait ses travaux littéraires et scientifiques, et il n'avait pas vingt-neuf ans quand l'académie des sciences de Paris l'admit, en 1755, au nombre de ses membres correspondants. Plus tard, l'académie des inscriptions et belles-lettres lui ouvrit ses portes. Vers ce temps, on lui confia la rédaction de la *Gazette de France*, à laquelle il fut attaché pendant un assez long intervalle. Ce travail ne suffisait pas à l'activité de son esprit, il résolut de se vouer à la médecine, et de parcourir toutes les sciences qui se rattachent à l'histoire naturelle. Il devint habile chimiste, bon physicien, fit de grands progrès dans la botanique, qu'il étudiait avec Bernard de Jussieu, et fut encore bon astronome. Il pouvait se fixer à Paris, où on lui promettait des succès brillants; il revint chercher le repos à Toulouse; mais avant d'y rentrer, il parcourut les Pyrénées, et arriva dans sa patrie avec un herbier précieux. Sa réputation l'avait avancé. Il y professa la médecine, et prit le premier rang parmi ses collègues. En 1773, la chaire de mathématiques, que les jésuites, chassés de France, occupaient à Toulouse, fut mise au concours. Gardail la disputa et l'obtint. Celle de médecine vint peu après; elle lui fut accordée sur tous ses rivaux d'une voix unanime. Des ce moment, il abandonna l'exercice de la médecine, se bornant aux devoirs de l'enseignement et à des travaux de son choix. Il s'occupait à traduire Hippocrate en entier, et il y consacra trente années de sa vie. Cette entreprise n'avait point été exécutée avant lui. Sa traduction, qui est excellente, recut l'accolade qu'elle méritait; elle renferme les sept premières sections de l'édition de Poëse. L'auteur rejeta la huitième comme apocryphe; il y joignit des notes grammaticales et médicales du plus haut intérêt. La révolution attignit Goudel. En perdant ses deux chaires, il perdit la moitié de sa fortune; il eût pu la recouvrer en acceptant une place à l'école centrale; mais il l'eût préféré servani de leçon à la royauté, et garda le

fus de mentir à sa conscience. Sur la fin de sa vie, il était revenu aux sentiments religieux qu'on lui avait inspirés dans sa jeunesse, et il passa encore quelques années dans les principes du plus pur catholicisme. Il mourut le 18 avril 1868, dans sa patrie, à quatre-vingt-trois ans. On a de lui : 1° *Traduction complète des œuvres d'Hippocrate*, Toulouse, 1801, 4 vol. in-8°; 2° *Éléments de physiologie, de pathologie et de thérapeutique*, 1 vol. in-8°; 3° *Lettre à Bernard de Jussieu sur la triplé*, insérée dans le recueil de l'Académie des sciences. Il a laissé en manuscrits : 1° *Le banquet de Iophon*; 2° *Lettre de Platon à Dion*; 3° *L'Œdipe de Sophocle*. On dit que ces trois ouvrages, traduits du grec, sont écrits avec une rare élégance. 4° *Les pronostics d'Hippocrate, avec des notes marginales en grec sur les passages obscurs*; 5° *Mémoire sur cette question : Quel du fer ou du cuivre a été le premier travail ?* 6° *Notes sur l'alphabet de Palmyre*, il communique ces notes au célèbre abbé Barthélemy, qui l'honorait de son amitié. On ne sait ce qu'elles sont devenues. Nous ne finirons point cette notice sans observer que si l'anecdote sur Gardeil, rapportée par Diderot, est vraie dans son détail, la fin en a été indignement altérée.

**GARDINER** (GUILLAUME), graveur anglais, né à Dublin, en 1766. Cet artiste, qui ne reconnaissait d'aspirations dans la gravure que Bartolozzi, Schiavonetti et Tankine, était le fils d'un pauvre huissier qui voulait en faire un laquais. Des dispositions pour le dessin s'agrippèrent cependant ses parents à l'envoyer à l'académie de Dublin. De là, il vint à Londres, s'attacha à un peintre de portraits, fut comédien, graveur, libraire, ecclésiastique, et peintre de portraits à l'aquarelle, dernière ressource qui lui restait pour vivre. La fortune l'avait éloigné de la plupart des professions qu'il avait embrassées. Il quitta volontairement les ordres en disant qu'un Irlandais n'y pouvait rien espérer. Gross lui donna de l'ouvrage en gravure; Bartolozzi l'encouragea; mais tant de contrariétés altérèrent sa raison; il se tua le 8 mai 1814. Son esprit était cultivé, mais disposé à l'exaltation. Il a gravé plusieurs des figures qui accompagnent les ouvrages suivants : *Illustration of Shakspeare*; *Ceremonies of human life*; *Mémoires de Grammont*; l'édition des *Fables de Dryden*, donnée par lady Beauclaire. Il y a encore de lui des estampes représentant les mois de l'année, dont la plupart portent le nom de Bartolozzi, qui se glorifiait d'avoir été son maître, et qui laissa paraître sous son propre nom plusieurs des gravures de Gardiner.

**GARVE** (CHRISTIAN), professeur allemand, né à Breslau, le 7 janvier 1743. Ses études à Francfort-sur-l'Oder, et ensuite dans l'université de Halle, étaient à peine terminées qu'il fut nommé, à l'âge de vingt-un ans, professeur extraordinaire de philosophie à Leipsick. Il se borna durant neuf années à l'exercice de ces fonctions. En 1778, il se retira, et depuis il conserva toujours l'indépendance de la vie privée. C'est ainsi que, dans une carrière assez courte, il trouva le moyen de multiplier ses écrits, monuments d'une vraie philosophie, pleine de sagacité, et libre de tout système exclusif. Frédéric II avait beaucoup d'estime pour les lumières et pour le caractère du sage de Breslau; il aimait à s'entretenir avec lui lorsqu'il venait passer de grandes revues en Silésie. Une maladie douloureuse affligea les dernières années de Garve, sans lui faire perdre le calme de l'âme. Dans ces moments poétiques, il dicta son traité *De la patience*, ouvrage estimable à tous égards, et qui reçoit de ce noble exemple une autorité bien plus persuasive encore. Il était sur son lit de mort quand il donna ces conseils salutaires, et d'autant plus utiles que leur auteur joignait à des idées fécondes une parfaite connaissance du cœur humain. Il succomba le 1<sup>er</sup> décembre 1798, dans la ville où il avait presque constamment vécu. Ce qui l'a le plus éminemment distingué peut-être, ce fut une conformité de paroles et d'actions, trop rare chez ceux mêmes qui paraissent attachés à la sagesse, un parfait accord entre les principes et le caractère ou la conduite. « C'est, disait Kant, un philosophe selon la plus légitime acception du mot. » L'Allemagne le place dans les premiers rangs de ceux qui l'ont illus-

trée durant le dernier siècle. Les étrangers le félicitèrent principalement peut-être de s'être abstenu de créer des systèmes particuliers dans un temps et dans un pays où cette réserve était difficile, d'être resté dans les limites de l'ecclésiastique le plus éclairé, le plus judicieux, et d'avoir mis au-dessus de tout l'étude des lois morales. Il avait des vues, nouvelles alors, sur la manière de composer l'histoire des recherches philosophiques; il ne la faisait pas consister dans un simple recueil des actions et des sentences des hommes de génie ou des esprits subtils qui, dans les différents temps, cultivèrent la philosophie ou en abusèrent. « Cette histoire doit être essentiellement, disait-il, le récit comparé, l'explication des révolutions diverses éprouvées jusqu'à aujourd'hui par la science, et, pour découvrir la cause de ces changements successifs, il faut connaître avant tout la voie dans laquelle la nature conduit l'esprit humain. » Selon lui, cette histoire ne pouvait être faite que par un homme d'un mérite supérieur. Il ajoutait que toute sagesse humaine roule dans un cercle inévitable, et il prétendait qu'après de longs efforts et les plus grands succès, elle revient au point de départ. Mais cette nécessité n'est nullement démontrée. Ce qu'on croit trouver chez les historiens à l'appui d'une semblable hypothèse, ne tient-il point aux différentes irrruptions des barbares, et à quelques désastres accidentels que des lumières moins inégales ou des communications moins difficiles feront presque oublier dans un autre âge du monde? Garve ne s'abusait-il pas aussi en donnant pour l'effet d'une jeune imagination cette civilisation des orientaux que tant d'hommes fort instruits d'ailleurs ont si mal appréciée, et qui surtout, si on l'observe vers les premiers temps connus, paraît généralement empreinte d'une sorte de maturité austère, ou même d'une grande profondeur d'aperçus religieux? Selon lui, les premiers sages de la Grèce auraient été les interprètes d'une raison plus avancée; mais, au contraire, on pourrait dire qu'ils n'ont guère fait que répéter, sans trop les comprendre, quelques leçons des doctrines de l'Orient. Il y avait plus de pénétration, plus de justesse dans cette autre remarque de Garve : « Lorsque la philosophie est à son plus haut point de perfection, elle parvient aussi au plus haut degré de popularité; alors elle consacre de toute l'autorité de la raison ce que le bon sens avait pu inspirer d'abord en occupant sa place. » Les conseils de Garve et ses propres recherches ont contribué, sous plusieurs rapports, à rectifier et à coordonner, pour en faire une science suivie, les données qu'on avait sur les systèmes philosophiques du moyen âge. On peut consulter l'*Histoire comparée des systèmes de philosophie* sur la manière d'apprécier les vues et les écrits de Garve. Il a surtout exposé avec un discernement remarquable les opinions des stoïciens, et celles de la moyenne académie sur les sensations et sur la probabilité. Il a donné une grande attention aux principes regardés comme les bases de la morale, soit par les anciens, soit par les modernes. On lui doit aussi des notions particulières sur la théorie morale de la vraisemblance, et d'autres matériaux dont les logiciens peuvent faire un utile usage. Comme professeur ou comme écrivain, il a toujours su joindre l'élégance de l'expression à la pureté de l'enseignement : la variété de ses connaissances littéraires et son goût répondaient à l'étendue de son érudition philosophique. Schelle, Dittmar, Fulleborn, qui a si souvent inséré dans ses *Mélanges des morceaux* de Garve; enfin Meno, qui l'avait connu dans l'intimité, ont rendu pleinement justice à son invariable amour de la vérité, à sa modestie, à toutes ses vertus. Quant à ses travaux, dont plusieurs ont honoré l'Allemagne, ils appartiennent à des genres divers, à la biographie surtout, mais aussi à l'histoire, à la philosophie ou même à la politique. Les plus connus sont : 1° *Dissertation de rationes errabundi historiam philosophicam*, Halle; 2° *Recherches sur l'apréhension des facultés*, inséré, en 1769, dans la *Nouvelle bibliothèque des sciences*, au huitième volume; 3° *Sur les peuchants*, Berlin, 1769, in-4°; couronné par l'Académie de Berlin; 4° *Remarques sur la morale, les écrits et le caractère de Gallert*, Berlin, 1770, in-8°; 5° *Progr. legendorum philosophorum nonnulla et exam-*



plum, Berlin, 1770, in-4°; 6° *Dissertatio de nonnullis quo pertinent ad logicam probabilium*, Halle, 1776, in-4°; 7° *Dissertation sur l'union de la morale et de la politique*, Breslau, 1788, in-4°; traduit en français, Berlin, 1789; 8° *Sur l'état de la Silésie à diverses époques*, Breslau, 1789, in-8°; 9° *Recherches sur divers objets de la morale, de la littérature et de la vie sociale*, Breslau, 1793-1797, 3 vol. in-8°; le dernier traite de la société et de la solitude; 10° *Sur le caractère des paysans considérés dans ses rapports avec les propriétaires de terres et le gouvernement*, Berlin, 1793-1797; la quatrième partie n'a pas été achevée. 11° *Quelques traits de la vie et du caractère de Poczanski de Tenczin*, Breslau, 1793; 12° *Lettres sur Emilie Galotti*, dans *Le philosophe d'Engel*; 13° *Sur la beauté d'un pays montagneux, et sur les vœux non accomplis*, dans les *Délassements de Becker*; 14° *Parallèle entre Marc-Aurèle et Frédéric II*; *Parallèle entre Frédéric II et Adrien*, dans le *Journal allemand de Gents*, 1795, et dans les *Annales de la monarchie prussienne*, 1798; 15° *Quelques considérations sur les principes les plus généraux de la philosophie morale*, Breslau, 1798, in-3°; 16° *Tableau des principes les plus remarquables de la philosophie morale, depuis Aristote jusqu'à nos jours*, en tête de la traduction par lui-même de l'*Ethique d'Aristote*, réimprimé séparément, Breslau, 1798, in-8°; 17° *Fragments d'un tableau de l'empire, du caractère et du gouvernement de Frédéric II*, Breslau, 1798, 2 vol. in-8°; 18° *Considérations sur quelques particularités dans les ouvrages des écrivains anciens et modernes*, etc., dans la *Nouvelle bibliothèque allemande des sciences*, tome X; 19° *Sur la mélancolie, et en particulier sur l'humour chez les Anglais*, dans la *Nouvelle bibliothèque des sciences*, 1798, tome I<sup>er</sup>; 20° *Sur l'existence de Dieu*, ouvrage posthume, Breslau, 1801, in-8°; 21° *De la patience*, dans les *Archives littéraires*, tome III, Paris. La langue allemande est redevable à Garve d'un assez grand nombre de traductions, dans lesquelles on peut juger par le choix des auteurs qu'il a eu généralement pour objet l'utilité publique, et en premier lieu l'utilité morale: les plus importantes sont celles des *Offices*, de Cicéron; de l'*Ethique*, d'Aristote; de sa *Politique* et de sa *Rhetorique*; des *Principes de la philosophie morale*, de Ferguson; des *Principes de morale et de politique*, de B. Paley; des *Recherches philosophiques sur l'origine de nos idées du grand et du beau*, par Burke; du *Parallèle entre Philippe de Macédoine et Frédéric de Prusse*, par Gillies; des *Recherches sur le génie*, d'A. Gérard; de la *Richesse des nations*, d'Adam Smith. Garve est aussi l'auteur de nombreux fragments insérés dans les *Mémoires de l'Académie royale de Berlin*, dans les recueils périodiques de Brunswick et de la Silésie, dans les *Annales de la monarchie prussienne*, dans le *Journal allemand*, etc. Une partie de ses morceaux, rassemblés, en 1796, par lui-même, a été publiée la même année, en un volume in-8°, à Breslau. On y a aussi imprimé, en deux volumes in-8°, en 1803, la *Correspondance de Garve avec ses amis*; ses *Lettres à Weiss* en forment la principale partie.

GASPARIN (ADRIEN DE), né à Orange, département de Vaucluse, entra fort jeune au service, après avoir terminé ses études. Rendu à sa famille par suite des événements politiques, il abandonna la carrière des armes, et se livra entièrement à l'agriculture et à l'art vétérinaire, dont les progrès furent bientôt son unique but. Ses travaux lui méritèrent non seulement l'approbation de tous les agronomes, mais encore diverses sociétés s'empressèrent de le recevoir dans leur sein. Dès 1817, M. de Gasparin publia un *Manuel de l'art vétérinaire, à l'usage des officiers de cavalerie*, arme dans laquelle il avait servi avec distinction. Trois ans après, il aborda avec le plus grand succès une question d'économie politique on ne peut plus intéressante, et qui avait échappé jusqu'alors aux économistes: *Des petites propriétés*, etc. Les journaux anglais surtout firent le plus grand éloge de cette brochure. L'année suivante, il publia un autre ouvrage de médecine vétérinaire qui obtint aussi le succès le plus flatteur: *Des maladies contagieuses des bêtes à laine*, etc. M. de Gasparin a publié: 1° *Manuel de l'art vétérinaire, à l'usage des officiers de cavalerie, des agriculteurs et des artistes*

vétérinaires, Genève et Paris, 1817, in-8°; 2° *Des petites propriétés, considérées dans leurs rapports avec le sort des ouvriers*, Paris, 1820, in-8°; 3° *Des maladies contagieuses des bêtes à laine, ouvrage qui a remporté le prix proposé par la société royale d'agriculture, histoire naturelle et arts utiles de Lyon, précédé du rapport fait à la société*, Paris, 1821, in-8°; 4° *Mémoire sur l'éducation des mérinos comparée à celle des autres races de bêtes à laine, dans les diverses situations pastorales et agropales*, Paris, 1823, in-8°; 5° *Guide des propriétés de biens ruraux affermés, ouvrage couronné par la société royale et centrale d'agriculture en 1828*, Paris, 1829, in-8°. Outre ces divers travaux de M. de Gasparin, nous possédons encore de lui quelques mémoires excellents sur des questions qui touchent de très près aux richesses nationales, et que l'auteur a publiées dans les recueils des sociétés d'agriculture de Paris, de Toulouse, etc.

GASSICOURT. Voyez CADET.

GATTEY (FRANÇOIS), chef du bureau consultatif des poids et mesures, et l'un des créateurs du système décimal, né à Dijon, vers 1752, et mort à Paris, le 7 novembre 1819, à l'âge de soixante-sept ans. Lorsqu'on établit, en 1795, le nouveau système métrique, il fut nommé un des membres de l'agence générale chargée de cette grande entreprise pour laquelle il se trouva associé à deux hommes d'un mérite distingué, MM. Legendre et Coquebert de Montbret. Ces deux savants ayant plus tard été appelés à d'autres fonctions, M. Gattey resta chargé de tout le poids d'un établissement que lui seul dès lors était capable de diriger. Il lui consacra tous ses temps et toutes ses facultés, inventa plusieurs instruments propres à en faciliter les opérations, et publia différents ouvrages qui seront longtemps les meilleurs que l'on puisse consulter sur cette matière. Uniquement occupé de ces utiles travaux, M. Gattey travaillait encore la veille de sa mort à en assurer le succès. Il était membre de l'Académie de Dijon. Il a publié: 1° *Éléments du nouveau système métrique, suivi de tables des rapports des anciennes mesures agraires avec les nouvelles*, Paris, 1801, in-8°; 2° *Avis instructif sur l'usage des nouveaux poids*, publié avec l'approbation du ministre de l'intérieur, 1803-1805, in-8°; 3° *Tables des rapports des anciennes mesures agraires avec les nouvelles*, 3<sup>e</sup> édit. augmentée, Paris, 1812, in-8°; 4° *Usage des aréomètres à capsule*, Paris, 1813, in-8°; 5° *Usage du calculateur, instrument portatif, au moyen duquel on peut en un instant, et sans être obligé d'écrire aucun chiffre, se procurer les résultats de toutes sortes de calculs*, Paris, 1819, in-8°; 6° *Explication sommaire des usages du calculateur*, Paris, 1819, in-8°.

GAUCHER (CHARLES-ÉTIENNE), graveur, né à Paris, en 1740, élève de Basso et de Lebas, a gravé un nombre assez considérable de portraits, d'une très petite dimension, format in-8°. On remarque surtout celui de la reine, épouse de Louis XV. Il a traité dans la même proportion quelques sujets d'histoire pour la galerie du Palais-Royal, celle des peintres flamands et plusieurs autres. Un de ses ouvrages les plus estimés, et dont l'exécution ne laisse rien à désirer pour le fini, retrace le couronnement de Voltaire au Théâtre-Français. Moreau avait fourni à Gaucher la composition de cette gravure, et celle des Joueurs de cartes, ou l'après-dînée flamande, d'après Tiborck. On cite encore avec distinction un autre dessin de forme ronde, où Gaucher rappelle les Adieux de Louis XVI à sa famille. A une entente parfaite de son art, cet artiste joignait une instruction approfondie et variée. On connaît de lui plusieurs ouvrages sur la littérature et les beaux arts: 1° *Relation, en vers et en prose, d'un voyage au Harre* en 1783. Cette relation se trouve dans le *Recueil des voyages*; on y remarque de l'esprit et de la gaieté. 2° *L'amour maternel*, opéra-comique, qui n'a jamais été représenté, quoiqu'il fût reçu au théâtre Favart; 3° *L'iconologie, ou traité complet des allégories ou emblèmes*, 1796, 4 vol. in-8°; 4° *Traité d'anatomie*, qu'il consacra spécialement aux artistes. Les articles des gravures en taille-douce, dans le *Dictionnaire des artistes* de l'abbé Fontenai, sont de lui, et les journaux du temps renferment plusieurs opuscules sur les beaux-arts qu'il leur a communiqués.

On croit que Gaucher est encore l'auteur d'un ouvrage intitulé : *Discours des artistes*, 1776, in-8°. Il mourut à Paris, en 1804.

GAUJAL (MARCA-ANTOINE-FRANÇOIS, baron de), correspondant de l'Institut, chevalier de la légion d'honneur, né à Montpellier, en 1773, fut reçu avocat en 1806, et en 1808 juge auditeur à la cour d'appel de la même ville. L'année suivante, il fut nommé président du tribunal civil de Lodève, et jusqu'à la restauration, il remplit les fonctions du ministère public, d'abord avec le titre de substitut du procureur-général à Montpellier, puis comme procureur impérial à Carcassonne. En 1816, il fut nommé président à la cour royale de Pau, et, en 1821, premier président de la cour royale de Limoges. A cette faveur, due au mérite de M. le baron Gaujal, il joignit le titre de conseiller-d'état. Il fut député à la chambre par le département de la Corrèze, en 1830, et prit une part active aux travaux de la session de cette année. Ses opinions, consignées dans le *Moniteur* des 26 novembre 1830, 9, 12, 21 janvier et 1<sup>er</sup> février 1831, amenèrent quelques améliorations utiles dans le projet de loi électorale, mais, dans une autre circonstance, il demanda sans succès que le jury d'accusation fût rétabli, et que la peine de mort ne fût prononcée qu'à l'unanimité. Ce magistrat intègre et éclairé a publié : 1° *Tableau historique du Rouergue*, suivi de recherches sur des points d'histoire peu connus, 1811. Cet ouvrage mérita à M. le baron Gaujal le titre de correspondant de l'Institut. 2° *Essai historique sur le Rouergue*, Limoges, 1824-25, 2 vol. in-8°. Ces essais ont été couronnés par l'Institut, et ont fait oublier l'ouvrage de l'abbé Rose sur le même sujet.

GAULMIER (АНТОНИ-ЕВАН), jeune poète que, tout récemment, la mort a enlevé à la gloire littéraire qui le réclamait. Il était né à Saint-Amand, département du Cher, le 6 janvier 1795, d'une famille estimable et élevée de considération. Son père était receveur particulier des finances. Après avoir fait ses études, pendant lesquelles on remarquait chez lui un grand fond d'ignorance mêlé à un grand désir de s'instruire et à des éclaircis qui annonçaient du génie, il entra dans l'instruction publique en 1812. Une passion malheureuse l'ayant jeté dans une profonde mélancolie, il revint bientôt dans sa famille. C'est là qu'une pensée dominante, la crainte de la mort, exerça sur son esprit un empire despotique. Il entretenait souvent son père par écrit; car, par une bizarrerie étrange, sous le toit paternel, il adressait fréquemment des lettres à son père. Après quatre années passées dans cet état, il songea à se remettre à l'étude. Il se rendit à Paris pour y étudier la médecine, sur la fin de 1816. Mais étant tombé sans connaissance à la vue d'une salle de dissection, il abandonna la médecine pour se livrer à l'étude du droit. Ne pouvant atteindre son but, qui était d'échapper à la mélancolie, il renoua sa carrière à cette étude, et chercha le repos dans la religion. Il entra au séminaire de Saint-Sulpice au mois de janvier 1816, et, quelques jours après, il écrivit au curé de Saint-Amand une longue lettre pour expliquer comment il a été conduit à ce parti, qu'il croyait le dernier. Cette lettre d'un jeune homme de vingt et un ans est aussi remarquable pour les pensées que pour le style. Mais la mélancolie le poursuivit jusque dans le sein de la religion; les regrets survinrent, et, quatre mois après son entrée au séminaire, il s'était réuni de nouveau à sa famille. Il rentra alors dans l'instruction publique, se livra à la poésie, et sema quelques fleurs sur ses jours. Une nouvelle passion parut le rendre au bonheur. Il fut appelé à Nevers, en 1818, comme professeur de rhétorique. C'est là qu'il composa son *Ode sur le dévouement de Malaherbes*, qui fut couronnée par l'Académie française. L'année suivante, il fut envoyé à Reims. Il composa dans cette ville, avec M. Anot, l'un de ses collègues, une tragédie, *La mort de Charles I, roi d'Angleterre*, qui n'a point été représentée. Son *Épique sur la mort d'un jeune docteur*, et son *Ode à Manuel*, virent ensuite. A cette époque il concourut encore pour les prix de l'Académie française, ayant pour sujet *La traite des nègres*, et *Le dévouement des médecins français et des sœurs de Saint-Louis*. Le demi-succès qu'obtintrent ces deux pièces

fut accompagné de deux circonstances, à l'une desquelles M. Gaulmier fait allusion, dans son *Annuaire du poète*. Plusieurs morceaux de son *Poème sur la traite des nègres* furent lus à l'Académie et vivement applaudis; mais, en l'envoyant, il avait gardé l'anonyme. Dans l'autre pièce, on distinguait surtout un passage sur les sœurs de Sainte-Camille, qui fut cité avec honneur dans plusieurs sociétés de Paris. On lui lut ces vers un jour à lui-même, et, comme il demandait si l'on on connaissait l'auteur, il apprit, avec un étonnement mêlé de plaisir, qu'on les attribuait à M<sup>lle</sup> Delphine Gay. Vers la fin de 1823, M. Gaulmier fut nommé professeur de rhétorique à Bourges. A son arrivée dans cette ville, où il avait achevé ses études, où il avait aimé pour la première fois, il se reporta aux premières années de sa jeunesse, et de vives émotions qui se renouvelèrent dans son âme lui inspirèrent *Les souvenirs du poète*. L'étude assidue à laquelle il s'était livré depuis deux ans, avait affaibli sa santé. Il tomba malade, se rétablit difficilement, et eut à souffrir ensuite d'une insomnie continuelle, fruit des idées les plus bizarres. Chaque soir il se couchait assis, des idées les plus sombres; le trouble de son esprit éloignait de lui le sommeil; il passait les nuits dans une agitation cruelle. Il crut échapper à ce tourment en se livrant avec une ardeur excessive à la poésie; mais le remède était pire que le mal. C'est depuis qu'il eut pris cette funeste résolution qu'il a composé presque toutes les pièces dont se compose le recueil publié après sa mort : *La première communion*; *Le jeune frère mourant*, dont tous les vers sont coulés de larmes; *l'Épître à M. Anot*; *La tempête* et *Le lendemain d'un jour d'orage*; *l'Épître à M<sup>me</sup> P...* sur le bonheur d'être grand-mère; *La fiction réalisée*, où il se plaît à peindre une femme favorisée de la nature, ornée de toutes les qualités du cœur et de tous les dons de l'esprit; ses trois discours sur les avantages de l'étude, sur *l'éloquence* et sur *les nouvelles doctrines littéraires*; sa *Traduction de Tibulle*, où sa muse ingénieuse et décente eut à lutter contre les images voluptueuses de l'auteur latin, dont elle parvient quelquefois à imiter la grâce et la mollesse, et tant d'autres pièces qui annoncent tout ce qu'il y avait de ressource dans ce jeune poète, dont la gloire fut le rêve. Il avait trouvé des chants pour Manuel et pour M. C. Delavigne; il en trouva pour le général Foy, dont la mort lui causa une vive douleur. L'indépendance était un élément essentiel de son caractère; il professait les doctrines politiques les plus sages; aussi ne fut-il jamais en faveur auprès de l'autorité de l'époque. L'état de notre littérature l'affligeait; il voyait accueillis avec faveur des ouvrages où l'on semble avoir répandu à pleines mains le ridicule et la bizarrerie, et qu'un engouement étrange ose comparer aux admirables productions des grands siècles. En rendant hommage à ces hommes qui occupent aujourd'hui les sonnettes littéraires et qu'une voix unanime a placés à côté et presque au rang des vieilles illustrations, il s'indignait des succès de leurs disciples, aveugles imitateurs, qui se jettent lourdement sur le modèle, n'embrassent des beautés qu'une vaine image; mais en revanche exagèrent les défauts, comme ces miroirs à double glace, qui grossissent d'un côté les traits qu'ils atténuent de l'autre et les font toujours grimacer. On ne pourrait croire combien ce désordre toujours croissant de notre littérature répandit sur la vie de M. Gaulmier de dégoûts et d'amertume. Dans le mois de mars 1828, il perdit son père; ce nouveau chagrin, ajouté à tant d'autres et à tant de fatigues d'esprit, contribua sans doute aussi à la fin prématurée de ce jeune poète, qui mourut le 25 septembre 1829, à la suite d'une affection cérébrale depuis longtemps enracinée. On a recueilli avec soin ses ouvrages, et on en a publié la plus grande partie sous ce titre : *Œuvres posthumes d'A.-E. Gaulmier*, Paris, 1830, vol. in-18.

GAUTHERIN (PIERRE-EMILE, baron), maréchal-de-camp, né à Troyes, en Champagne, le 13 août 1770. Soldat au 10<sup>e</sup> régiment de ligne, le 20 octobre 1788, il devint caporal dans la légion dite des Allobroges, le 25 septembre 1793, y fut nommé sergent, le 4 oc-

tobre suivant, et lieutenant, le 6 décembre de la même année. Le 14 juillet 1793, on l'adjoignit à l'adjudant-général provisoire Montmeau, et le 24 septembre suivant il devint aide-de-camp du général Carteaux. Nommé deux mois après, le 15 novembre, capitaine des guides à l'armée des Alpes, il passa, le 31 janvier 1795, chef d'escadron dans les hussards des Alpes. L'année suivante, le 30 mai, il fut incorporé, seulement avec le grade de capitaine, dans le 1<sup>er</sup> régiment de hussards, et y fut nommé chef d'escadron le 30 octobre suivant. Il fit partie de l'armée de Naples, se distinguant plusieurs fois, et lorsque cette ville tomba au pouvoir des Français, le chef d'escadron Gauthier fut choisi pour être le chef d'état-major de cette place. Plus tard, à la bataille de Monte-Creto, il arrêta les progrès de l'ennemi en ralliant les troupes qui plaiaient. Il se trouva de nouveau à la prise de Naples, et fut nommé adjudant-général, sur le champ de bataille, le 30 janvier 1799, par le général en chef Masséna, qui le fit confirmer dans ce grade par le gouvernement le 15 février suivant. Masséna l'attacha ensuite à son quartier-général, pendant la durée du siège de Gènes. Le 1<sup>er</sup> juillet 1801, il se retira dans ses foyers avec le traitement d'activité, et le 25 septembre suivant le ministre de la guerre le classa parmi les officiers en non-activité. Le 30 juillet 1803, il fut remis en disponibilité, et employé dans la 5<sup>e</sup> division militaire à partir du 21 septembre suivant. En 1806, après avoir obtenu la croix de la légion d'honneur, il fit partie de l'état-major du duc de Montebello, et fut nommé colonel du 9<sup>e</sup> régiment de hussards, le 16 octobre de la même année. A la bataille de Friedland, le 14 juin 1807, où il montra beaucoup de valeur, il fut blessé à la tête d'un coup de feu, et fut nommé officier de la légion d'honneur. Après avoir été créé baron en 1808, le colonel Gauthier fit la campagne de 1809, contre l'Autriche, se distinguant dans plusieurs circonstances, notamment au combat de Karaszo, où il chargea plusieurs fois à la tête de son régiment contre des troupes supérieures en nombre, et leur fit beaucoup de prisonniers. A la bataille de Wagram, il chargea et mit en déroute deux carrés autrichiens, auxquels il fit seize cents prisonniers. Il fut récompensé de ses services par le grade de général de brigade, qui lui fut conféré le 21 septembre 1809, et fut aussitôt chargé d'un commandement en Italie. Il fut appelé dans le nord en 1812, fit la campagne de Russie, et fut fait prisonnier lors de la retraite de Moscou, le 19 novembre. Après le rétablissement des Bourbons, le général Gauthier rentra dans sa patrie, le 6 août 1814, et fut créé chevalier de Saint-Louis, le 30 du même mois. Lorsque l'empereur fut remonté sur le trône, en 1815, le baron Gauthier reçut un commandement dans la 5<sup>e</sup> division de réserve de cavalerie, qui faisait partie du 4<sup>e</sup> corps de l'armée de la Moselle. Il fit ensuite la campagne de France, continuant de servir avec dévouement et distinction. En 1820, il fut employé dans l'inspection générale de la cavalerie ; classé ensuite dans les généraux en disponibilité, il fut mis à la retraite quelques années après.

GAUTHIER (ENLAIN-MARIE), inspecteur-général des ponts et chaussées, membre de plusieurs sociétés savantes, naquit à Châlons-sur-Saône, le 3 décembre 1753. Son père était médecin dans la même ville. Après avoir fini ses études aux jésuites de Châlons, à l'âge de treize ans, son oncle, professeur de mathématiques dans une école, l'appela auprès de lui à Versailles, et lui donna d'excellentes leçons. Le jeune Gauthier devint professeur de mathématiques des chevaux-légers, et entra ensuite à l'école des ponts et chaussées de Paris, où, distingué par M. Mauduit, il professa bientôt la même science. Sa mère voulut le rapprocher d'elle, et obtint qu'il fût nommé sous-ingénieur des états de Bourgogne, en 1758. Il devint membre de l'académie de Dijon, en 1761. Le canal de Charolais, canal du centre, c'est à dire le projet de jonction de l'Océan à la Méditerranée, par Paris et Lyon, en joignant la Seine et la Loire par la Dehme, la Bourbine, et les étangs de Long-Pende, dont il avait été question dès le règne de François I<sup>er</sup>, était désiré depuis long-temps, et avait été plusieurs fois sur le point d'être exécuté.

M. de Brancion, membre des états de Bourgogne, sollicita en 1778, l'exécution de ce grand projet, que M. Thomassin avait défendu, avec la plus grande chaleur, dans divers ouvrages qui avaient excité un vif intérêt : M. Aubry, habile ingénieur de la Bresse, fut chargé d'en faire l'examen, et bientôt M. Gauthier, qui avait été nommé ingénieur en chef, mit la main à l'œuvre ; il y eut des lettres patentes, en 1782, et l'édit de janvier 1785, accorda la concession aux états de Bourgogne. Ce canal, qui à cinquante-huit mille cinq cents toises de long, deux cent quarante-six pieds de pente vers la Loire, et trois cent quatre-vingt dix-neuf du côté de la Saône, a coûté environ quatre millions. Il fera passer à la postérité le nom de Gauthier. Cet habile ingénieur exécuta encore dans la même province de grands travaux dont les principaux sont : les quais de Châlons-sur-Saône, le pont de Navilly, la portion du canal de jonction de la Saône, comprise entre la première de ces rivières, et le chef lieu du département de la Côte-d'Or ; enfin la partie du canal du Doux à la Saône, située sur le territoire de l'ancienne province de Bourgogne. Les deux premiers projets avaient été commencés en 1783, en même temps que le canal du Centre, à l'occasion duquel on trappa une médaille portant pour légende : *Utriusque maris junctio triplex*. Ces travaux devaient faire obtenir à M. Gauthier la croix de Saint-Michel ; mais les événements de la révolution l'empêchèrent de recevoir cette décoration. Le corps des ingénieurs des pays d'État et celui des ingénieurs des ponts et chaussées ayant été réunis en 1791, Gauthier fut un des huit inspecteurs-généraux de cette administration, et il fut appelé à Paris. « Lorsque en 1793 je fus appelé, dit M. de Lalande, au comité des travaux publics, où l'on devait parler de quatre mille rivières, dont deux cents navigables, et de cent six canaux projetés, ma première motion fut de demander M. Gauthier, comme le seul qui en fût un canal, et celui qui devait les connaître mieux que personne ; mais il y avait là quelqu'un qui redoutait sa supériorité. Lorsque le premier conseil envoya à l'Assemblée la question du canal de Picardie, le corps des ponts et chaussées était partagé entre deux projets : j'avais traité cet article fort au long dans mon ouvrage sur les canaux, mais je ne fis aucune difficulté d'en venir avec le côté des ingénieurs où se trouvait M. Gauthier que je regardais comme un oracle dans ce genre. » Gauthier fut nommé chevalier de la légion d'honneur, lors de la création de cet ordre. Ses yeux toujours ouverts sur ce qui était d'intérêt public se portèrent sur le canal de l'Oureq, aussitôt qu'on en forma l'entreprise, et il publia à ce sujet, un grand mémoire intitulé : *Projet de dérivation, jusqu'à Paris, des rivières d'Oureq, Thérvenne et Beuvronne, d'une part, et des rivières d'Essonne, Juigne, Orge, Yvette et Bièvre, d'autre part*, 1803, in-4<sup>e</sup>. Cet ingénieur, qui s'était fait remarquer par une grande aptitude au travail, par une probité sévère, et par l'indépendance de son caractère, est mort le 14 juillet 1806, des suites d'une maladie contractée pendant une de ses inspections en Provence. Marie l'âge de soixante ans il n'a pas laissé d'enfants : se veuve, trois neveux et une nièce dont il prenait soin, non eu d'autres ressources que dans la justice du gouvernement. Mourir sans fortune quand on a eu tant de millions entre les mains, est une chose qui dans le siècle où nous vivons mérite d'être remarquée. Outre l'ouvrage que nous avons cité plus haut, Gauthier a publié : 1<sup>o</sup> *Mémoire sur l'application de la mécanique à la construction des routes*, 1793, in-4<sup>e</sup> ; 2<sup>o</sup> *Mémoire contenant des expériences sur la charge que les pierres peuvent supporter*, voyez le *Journal de Physique* de novembre 1774 ; 3<sup>o</sup> *Divers mémoires sur les écluses* ; 4<sup>o</sup> *Dissertation sur les dégradations survenues aux piliers du dôme du Panthéon français, et sur les moyens d'y remédier*, Paris, 1794, in-4<sup>e</sup>. Il a fait paraître la même année une lettre au préfet du département de la Seine, au sujet de la dérivation de la rivière d'Oureq. Lorsque la mort est venue le surprendre il s'occupait de consigner le résultat de ses savantes recherches et de sa longue expérience dans un mémoire intitulé : *Traité complet sur la construction des ponts et des canaux navigables*. M. Navier, l'un de ses neveux, ou a publié en 1809 et 1813, deux volu-

mes in-4°, enrichis d'additions considérables, et d'un chap. historique de l'auteur.

GAY-LUSSAC (NICOLAS-FRANÇOIS), chimiste et physicien français, né à Saint-Léonard, département de la Haute-Vienne, le 6 décembre 1778. Au sortir de l'école polytechnique, il entra à l'école des ponts et chaussées, où il gagna l'amitié de Bertin et son professeur. Guidé par les conseils de cet illustre chimiste, il entreprit de résoudre une question très importante pour la physique et la chimie, et qui avait déjà occupé un grand nombre de savants : nous voulons parler de la dilatation des gaz et des vapeurs. Le jeune élève fit voir que les discordances des résultats obtenus sur ce sujet devaient être attribuées à la présence de l'eau dans les gaz soumis à l'expérience : car, lorsqu'ils sont parfaitement desséchés, ces gaz se dilatent tous uniformément de la deux cent soixante-septième partie de leur volume à zéro degré, pour chaque degré d'augmentation du thermomètre centigrade. M. Dalton était aussi arrivé à ce beau résultat, dans un mémoire sur la constitution des gaz, publié à la même époque, 1802 : mais le physicien anglais avait de plus ennuie des idées extrêmement justes, sur l'état des gaz, soit mélangés entre eux, soit dissous dans les liquides. Il semble que M. Gay-Lussac, comme beaucoup d'autres physiciens, ne les ait point saisies, ou n'ait pu être convaincu, ni par les raisonnements de Dalton, ni par les expériences qui en assuraient la vérité : c'est au moins ce qui résulterait des recherches que MM. Gay-Lussac et de Humboldt firent peu de temps après, sur la dissolution des gaz dans les liquides. Depuis que Charles avait fait voir qu'à l'aide de quelques précautions, on pouvait entreprendre sans beaucoup de danger les voyages aéronautiques, cette découverte n'avait point été mise à profit pour la science. En 1804, MM. Biot et Gay-Lussac, concurrent le projet de faire des observations magnétiques, électriques et thermométriques, dans les hautes régions de l'atmosphère. Laplace obtint, pour ces jeunes savants, l'encouragement de M. Chaptal, alors ministre de l'intérieur. Le 6 fructidor, à dix heures du matin, MM. Biot et Gay-Lussac, placés dans la même nacelle, et munis des instruments qui leur étaient nécessaires, s'élevèrent du conservatoire des arts et métiers, traversèrent la région des nuages vers 1553 mètres de hauteur, pour atteindre ensuite 5777 mètres, point le plus élevé de leur ascension. Jusque là, l'intensité magnétique n'avait pas sensiblement diminué ; l'électricité atmosphérique s'était toujours trouvée négative et croissante avec les hauteurs ; l'hygromètre avait constamment marché vers la sécheresse ; mais la température avait très peu varié, c'est à dire de 14 à 8,4 degrés Réaumur. L'impossibilité de faire, d'une manière correcte, les observations d'inclinaison et de déclinaison magnétique, et le désir de monter plus haut, décidèrent nos voyageurs à revenir à terre, pour s'élever ensuite tour à tour, et répéter, s'il le fallait, les observations l'un de l'autre. Malheureusement il ne se trouva personne pour recevoir leur ballon, et ils furent obligés de perdre tout leur gaz. Ils mirent pied à terre à Méreville, village du Loiret, éloigné de dix-huit lieues de Paris. Le 29 fructidor, c'est à dire vingt-trois jours après, M. Gay-Lussac s'éleva seul du conservatoire des arts et métiers, muni d'excellents instruments. Il était alors neuf heures quarante minutes du matin. Il ne put faire qu'une seule observation d'inclinaison magnétique, à 3863 mètres de hauteur : cette inclinaison fut d'environ 14 degrés, comme à la surface de la terre. Il fut impossible de déterminer la déclinaison de l'aiguille, à cause d'un mouvement de rotation que le vent imprimait à la nacelle ; mais on put faire quinze observations sur l'intensité magnétique, qui ne parut pas diminuer sensiblement. A trois heures onze minutes, le ballon s'était trouvé entièrement gonflé et le lest jeté à bas, M. Gay-Lussac songea à redescendre : le baromètre marquait alors 35,88 centimètres, et le thermomètre 5,9 degrés au-dessous de la glace : ce qui accusait une élévation de 6977 mètres au-dessus de Paris, ou de 7016 mètres au-dessus du niveau de la mer. La descente dura trente-quatre minutes, et eut lieu au-dessus de Saint-Gourpon, à six lieues nord-nord-ouest de

Rouen. Dans ce second voyage, M. Gay-Lussac avait fait, outre ces observations magnétiques, 21 mesures du thermomètre, 30 de l'hygromètre et 22 du baromètre. Il avait de plus recueilli de l'air à 6663 et à 6636 mètres d'élévation. Ces deux échantillons examinés au laboratoire de l'école polytechnique, dans l'eudiomètre à eau, donnèrent la même composition que la couche inférieure de l'atmosphère. Ce résultat, le plus curieux de tous, était facile à prévoir par les principes de M. Dalton sur la nature des gaz mélangés, puisque les éléments de l'air devant former chacun son atmosphère à part, en s'élevant de la surface du globe jusqu'à la plus grande hauteur à laquelle M. Gay-Lussac est parvenu, ou ne devait trouver qu'un centième et demi de diminution dans la proportion de l'oxygène, différence qu'on eût peut-être aperçue si, au lieu d'analyser le gaz sur l'eau, on eût fait cet essai sur le mercure. Mais si de ces périlleux voyages il n'est résulté pour la science aucun fait nouveau, le courage et le dévouement de leurs jeunes auteurs fixèrent sur eux l'attention et la bienveillance des savants. M. Gay-Lussac se fit d'amitié avec M. de Humboldt qui, au sortir de l'école géognostique de Verner, venait d'explorer le continent américain. Ces deux physiciens entreprirent de concert un voyage en France, en Suisse, en Italie et en Allemagne. Du 15 mars 1805 au 1<sup>er</sup> mai 1806, ils firent des observations magnétiques en 43 stations, comprises entre les latitudes de Naples et de Berlin. Déjà ils avaient reconnu que l'oxygène et l'hydrogène se combinent dans le rapport de 1 à 2 en volume. En 1808, M. Gay-Lussac fit voir que toutes les analyses précédemment faites par les chimistes, confirmaient cette loi de la combinaison des corps gazeux dans des rapports simples en volume. De là, à l'idée de la combinaison atomique des corps, il n'y avait qu'un pas : mais cette découverte, qui devait changer la face de la chimie, était encore réservée au génie de Dalton. A cette époque, M. Gay-Lussac avait déjà obtenu, sinon mérité, l'honneur de faire partie de l'académie des sciences. Depuis, il a exécuté beaucoup de travaux scientifiques dans le détail desquels nous ne pouvons entrer : on en trouvera la liste complète à la fin de cette notice. Il nous suffira d'attirer l'attention de nos lecteurs sur un petit nombre de faits capitaux, qui sont propres à faire apprécier l'importance de ces travaux et le génie de leur auteur. Davy venait d'obtenir le soude par la découverte des radicaux des terres et des alcalis, en 1807. Ainsi la potasse n'était plus un corps simple, mais une combinaison d'oxygène et de potassium, métal qui jouit de la propriété remarquable de brûler à la surface de l'eau. Ces beaux résultats étaient le fruit d'une application ingénieuse de la pile voltaïque : mais les nouveaux métaux de la potasse et de la soude ne pouvaient être ainsi obtenus qu'en très petite quantité. MM. Gay-Lussac et Thénard trouvèrent l'année suivante, que ces alcalis étaient décomposables par le fer, à une haute température. Ce moyen facile d'obtenir du potassium et du sodium était un grand service rendu aux chimistes ; service contrebalancé, il est vrai, par une erreur qui pouvait devenir funeste à la science. MM. Gay-Lussac et Thénard se figurèrent que le potassium n'était point un corps simple, mais une combinaison d'hydrogène et du métal de la potasse ; et cette opinion fut soutenue avec ténacité pendant plus de trois ans, malgré les preuves du contraire données par Davy lui-même. Cet illustre chimiste avait aussi obtenu le bore, ou radical de l'acide boracique, sous forme de poudre couleur olive ; mais ce qu'on aura peine à croire, c'est que MM. Gay-Lussac et Thénard se soient attribués la découverte de ce radical, pour l'avoir obtenu, suivant eux, dans un plus grand état de pureté, bien qu'ils n'aient rien ajouté d'essentiel au procédé d'extraction que Davy avait suivi plus d'un an auparavant. De pareilles prétentions furent mal accueillies en Angleterre, et devinrent le motif de diverses discussions qui s'élevèrent bientôt entre les chimistes des deux pays. En lisant cette polémique qui, au reste, ne pouvait manquer de favoriser les progrès de la chimie, on pardonnera sans doute à Davy l'ironie et l'amertume de ses reproches, et l'on ne s'en laissera point imposer par l'apparente modéra-

tion de ses adversaires. La discussion se porta bientôt sur le volumineux amalgame que Seebeck avait obtenu en mettant le mercure et le sel ammoniac sous l'influence de la pile. Davy l'avait considéré comme une combinaison de mercure et d'un prétendu radical de l'azote. Cette conséquence fut rejetée par MM. Gay-Lussac et Thénard. Pour eux, l'amalgame de Seebeck était plutôt un composé de mercure, d'ammoniaque et d'hydrogène. Ils opposèrent aussi des faits nouveaux à l'expérience électro-chimique, par suite de laquelle Davy avait cru voir dans le soufre et dans le phosphore des combinaisons de certains radicaux et d'hydrogène. On doit encore à MM. Gay-Lussac et Thénard un moyen d'analyser les produits organiques, en les brûlant par le chlorate de potasse. Plus tard, M. Gay-Lussac remplaça ce sel par le deutocide de cuivre, et c'est aujourd'hui le procédé le plus généralement suivi dans l'analyse des substances végétales et animales. Les travaux exécutés en commun par MM. Gay-Lussac et Thénard ont formé la matière de deux volumes publiés en 1812, sous le titre de *Recherches physico-chimiques*. Mais des lors finit cette union des deux chimistes. La découverte de l'ode, faite en 1811, avait été tenue secrète jusque vers la fin de 1813, époque à laquelle MM. Clément et Desormes firent connaître à l'Institut les propriétés de ce nouvel élément. M. Gay-Lussac en reprit l'étude sur une plus vaste échelle, et publia l'année suivante son *Mémoire sur l'ode*, où les questions les plus importantes de la chimie se trouvent présentées et résolues d'une manière vraiment remarquable. Aussi ce grand travail doit-il être considéré comme la meilleure production de l'auteur, non pas peut-être sous le rapport de l'originalité des vues, mais comme solution définitive de certains doutes élevés depuis quelque temps par les chimistes : nous voulons parler de l'acide muriatique oxygéné, considéré désormais comme un corps simple, sous le nom de *chlors*; de la distinction entre les oxacides et les hydrides; enfin de la nature de l'acidité et de l'alcalinité. L'année suivante vit encore paraître l'un des plus beaux travaux de M. Gay-Lussac, sur l'acide prussique et le cyanogène. On lui doit aussi de bonnes analyses des acides de l'azote et du soufre, la découverte des acides chlorique-oxygéné et hydro-sulfurique, et des remarques intéressantes sur le nombre et la nature de plusieurs oxides métalliques. Il a fait les expériences délicates, nécessaires pour vérifier la théorie de la capillarité de Laplace. La théorie physique des vapeurs lui doit aussi une partie de ses progrès; il a donné une table des forces élastiques de la vapeur d'eau jusqu'au point d'ébullition de ce liquide; il a mesuré la marche de l'hygromètre de de Saussure, en fonction du degré d'humidité de l'air; mais il a échoué complètement sur la question du coloré des gaz. D'abord, en 1806, il avait trouvé que l'air qui passe à travers un robinet métallique, d'un ballon dans un autre d'égale capacité et préalablement vide, dégageait dans le second autant de chaleur qu'il produisait de froid dans le premier; en sorte que, finalement, un volume d'air se trouvait double sans que sa température moyenne fût diminuée le moins du monde. Plus tard, en 1812, il trouvait que le mélange de deux gaz, ayant des volumes égaux et des températures différentes, acquérait une température exactement moyenne des deux autres; de telle manière que tous les gaz, tant simples que composés, auraient eu la même chaleur spécifique. Mais, en reprenant ces expériences sur des volumes gazeux plus considérables, il trouva les chaleurs spécifiques très diverses, même pour les gaz simples. Enfin il était arrivé à ce singulier résultat que l'air, comprimé par une force constante, s'échappe dans l'atmosphère sans se refroidir, tandis que là où M. Gay-Lussac n'avait trouvé aucune variation de température, d'autres observateurs ont reconnu plus tard un refroidissement d'environ quinze degrés. Quand on compare les travaux analogues de M. Dulong, on est frappé de la grande supériorité que ce physicien conserve sur son émule, tant par la précision dans les expériences que par l'appréciation des causes d'erreur et l'interprétation des résultats. A part son premier travail sur la dilatation des gaz, qui d'ailleurs à cette époque n'offrait plus de difficultés sérieu-

ses, les travaux physiques auxquels M. Gay-Lussac s'est adonné ont, en général, peu d'importance. Nous venons de voir qu'ils étaient parfois très erronés; d'autres fois, ils n'étaient pas nouveaux, et dans ce cas se trouvent certaines expériences sur le point d'ébullition des liquides dans des vases de natures diverses, expériences que le physicien italien, M. Bellani, avait publiées, presque mot pour mot, plus de trois ans auparavant. Nous passons sur la mauvaise physique de notre auteur, en ce qui concerne les volcans et les tremblements de terre. Nous gliserons aussi sur l'espace de complot académique qu'il avait tramé pour faire passer sous son nom l'excellent baromètre portatif imaginé par M. Bunteu. Que pourrions-nous dire au sujet de sa querelle avec M. Longchamp? Sinon qu'il semblait moins attaquer en lui-même le système des nitrures artificielles proposé par ce dernier, que soutenir les prétentions routinières et intermédiaires de l'administration des poudres et salpêtres, et en particulier d'un lieutenant-général d'artillerie dont il était depuis long-temps le protégé. N'a-t-on pas vu M. Gay-Lussac disputer à M. Berzelius la gloire d'avoir créé des classes entières de nouveaux sels, parce qu'il avait jadis observé quelques uns de ces produits, dans lesquels d'ailleurs il n'avait signalé que des exceptions aux lois atomiques reconnues à cette époque, bien loin de les interpréter avec cette idée ingénieuse et féconde du chimiste suédois? Le vrai mérite respecte les droits d'autrui; il applaudit aux découvertes du génie; il encourage noblement les efforts des jeunes savants; il ne leur fait payer sa protection ni par des éloges outrés, ni par le sacrifice de toute pensée originale; il ne s'établit point dominateur de la science pour s'en approprier tous les avantages pécuniaires et honorifiques; une objection ne le pique pas au vif; une théorie nouvelle ne le jette pas dans des accès de fureur. Avec ces qualités, un homme qui aurait fait les travaux que nous allons énumérer, pourrait encore amorcer sa gloire à celle des Lavoisier, des Berthollet et des Fourier, quand bien même il n'aurait point été membre de l'Académie, professeur de physique à la faculté des sciences, professeur de chimie à l'école polytechnique, membre du conseil de perfectionnement des poudres et salpêtres, membre du comité consultatif des arts et manufactures, chimiste de la direction des tabacs, vérificateur des ouvrages d'or et d'argent, monopoleur des alcohomètres, et rédacteur des *Annales de physique et de chimie*. Voici la liste des mémoires publiés par M. Gay-Lussac : 1° *Recherches sur la dilatation des gaz et des vapeurs* (*Annales de chimie*, tome XLIII); 2° *Premier voyage aérostatique* (*Journal de physique*, tome XLIX); 3° *Précipitation mutuelle des oxides métalliques* (*Annales de chimie*, tome XLIX); 4° *Second voyage aérostatique* (*Idem*, tome LII); 5° *Expériences sur les moyens eudiométriques, et sur la proportion des principes constituant l'atmosphère* (*Journal de physique*, tome LX); 6° *Sur la présence de l'acide fluorique dans des substances animales, et sur la pierre aluminée de la Tolfa* (*Annales de chimie*, tome LV); 7° *Expériences sur la torpille* (*Idem*, tome LVI); 8° *Observations sur l'intensité et l'inclinaison des forces magnétiques, faites en France, en Suisse, en Italie et en Allemagne* (*Mémoires d'Arcueil*, tome I); 9° *Sur les variations de température qu'éprouvent les gaz en changeant de densité* (*Idem*); 10° *Sur la vaporisation des corps* (*Idem*); 11° *Décomposition des sulfates par la chaleur* (*Idem*); 12° *Sur la décomposition de la potasse et de la soude* (*Annales de chimie*, tome LXV et LXVI); 13° *Décomposition et recombinaison de l'acide boracique* (*Idem*, tome LXVIII); 14° *Sur le rapport qu'il y a entre l'oxidation des métaux et leur capacité de saturation par les acides* (*Idem*, tome LXVII); 15° *Combinaisons des substances gazeuses les unes avec les autres* (*Mémoires d'Arcueil*, tome II); 16° *Mémoire sur l'acide fluorique* (*Idem*); 17° *Sur la vapeur nitreuse, et sur le gaz nitreux, considéré comme moyen eudiométrique* (*Idem*); 18° *Recherches sur la production d'un amalgame par l'ammoniaque, et les sels ammoniacaux, au moyen de la pile voltaïque* (*Annales de chimie*, tome LXVIII); 19° *Mémoire en réponse aux recherches analytiques de M. Davy, sur la nature du soufre et du phosphore* (*Idem*); 20° *Sur l'analyse*

*végétales et animales* (Idem, tome LXXIV); 31° Sur la décomposition de quelques substances végétales ou animales soumises à l'action de la chaleur (Idem); 32° Observation sur l'acétate d'alumine (Idem); 33° Nouvelles recherches sur le potassium et le sodium (Idem, tome LXXV); 34° Observations sur trois mémoires de M. Dany (Idem); 35° Sur la fermentation (Idem, tome LXXVI); 36° Note sur l'acide prussique (Idem, tome LXXVII); 37° Mémoire sur les sels triples (Idem); 38° Sur l'action mutuelle des oxides métalliques et des hydro-sulfures alcalins (Idem, tome LXXVIII); 39° Précipitation de l'argent par la robe (Idem); 40° Recherches physico-chimiques, par MM. Gay-Lussac et Thenard, 3 vol. in-8°, 1811; 31° Sur des acides de fer (Idem, tome LXXX); 32° Précipitation des métaux par l'hydrogène sulfuré (Idem); 33° Sur la densité des vapeurs de divers liquides (Idem); 34° Sur la capacité des gaz pour le calorique (Idem, tome LXXXI et LXXXII); 35° Sur la aëquivalence des corps (Idem, tome LXXXII); 36° Sur les changements de couleur que produit la chaleur dans les corps colorés (Idem, tome LXXXIII); 37° Sur les sulfates aurifères, les muriates de mercure et les phosphures aurifères (Idem, tome LXXXV); 38° Sur l'existence de l'alcool dans le vin (Mémoires d'Arcueil, tome III); 39° Influence de la pression de l'air sur la cristallisation des sels (Idem); 40° Sur la combinaison de l'iode avec l'oxygène (Annales de chimie, tome LXXXVIII); 41° Mémoire sur l'iode (Idem, tome XCI); 42° Recherches sur l'acide prussique (Idem, tome XCV); 43° Sur l'analyse de l'alcool et de l'ether sulfurique, et sur les produits de la fermentation (Idem); 44° Observation sur l'acide urique (Idem, tome XXXVI); 45° Sur l'oxidation de quelques métaux (Annales de chimie et de physique, tome I); 46° Nouveau baromètre portatif (Idem); 47° Sur les combinaisons formées par le chlorure (Idem); 48° Sur les combinaisons de l'azote avec l'oxygène (Idem); 49° Note sur la dilatation des liquides (Idem, tome II); 50° Thermomètre à maxima et minima (Idem, tome III); 51° Eudiomètre de Volta (Idem, tome IV); 52° Notice sur Descartes (Idem); 53° Perfectionnement de la lampe à air inflammable (Idem, tome V); 54° Combinaisons du soufre avec les métaux (Idem, tome VI); 55° Sur la salure de l'Ordon atlantique (Idem, tome VI et VII); 56° Sur la fixité du degré d'insolubilité des liquides (Idem, tome VII); 57° Sur la formation des nuages orageux (Idem, tome VIII); 58° Acide nouveau formé par le soufre et l'oxygène (Idem, tome X); 59° Analyse de l'eau de mer morte et de Jourdain (Idem, tome II); 60° Sur la dissolution des sels dans l'eau (Idem); 61° Sur l'essai des soudes et des sels de soude du commerce (Idem, tome XIII); 62° Sur le calorique du vide (Idem); 63° Sur la propriété qu'ont les matières salines de rendre les tissus incombustibles (Idem, tome XVIII); 64° Sur le froid produit par l'évaporation des liquides (Idem, tome XXI); 65° Reflexions sur les métaux (Idem, tome XXII); 66° Analyse du fulminate d'argent (Idem, tome XXV); 67° Instruction sur l'essai du chlorure de chaux (Idem, tome XXVI); 68° Instruction sur les porotonnerres (Idem); 69° Sur la longueur de l'étincelle qui produit l'éclair (Idem, tome XXIX); 70° Lettre à M. Longchamp, sur sa théorie de la nitrification (Idem, tome XXXIV); 71° Sur l'efflorescence (Idem, tome XXXVI); 72° Sur la carbonate noir de cuivre (Idem, tome XXXVII); 73° Sur le pyrophore (Idem); 74° Essai des potasses (Idem, tome XXXIX); 75° Sur le liqueur fumant de Boyle (Idem, tome XL); 76° Sur l'analyse du borax (Idem); 77° Sur la prise du plâtre (Idem); 78° Sur l'acide phosphorique (Idem, tome XLI); 79° Action de la potasse sur les matières organiques (Idem); 80° Sur le kermès (Idem, tome XLII).

GELDER (Jacobs de), célèbre physicien hollandais, naquit vers 1770. Des cours particuliers de physique et de mathématiques qu'il fit pendant plusieurs années à Amsterdam lui valurent une grande réputation. Sous le gouvernement de Louis Napoléon, il fut nommé professeur de mathématiques des pages, et le roi Guillaume le chargea d'enseigner la même science au collège militaire de Delft, rétabli par les soins de ce prince. M. de Gelder remplissait encore ces fonctions il y a peu d'années. M. de Gelder a fourni plusieurs mémoires sur des questions de mathématiques et de physique dans la collection de la

société de philosophie expérimentale de Rotterdam et dans celle de la société mathématique d'Amsterdam. Ces travaux l'ont placé au rang des bons géomètres de l'Europe. Son traité sur le véritable sens des quantités positives et négatives, dans lequel il combat les opinions de d'Alembert et de l'Arnot, est une production très remarquable et à laquelle il ne manque que d'être écrite dans un idiome plus répandu que le hollandais. Nous faisons des vœux pour que quelque ami éclairé des sciences en entreprenne la traduction. On a de ce savant : 1° *Éléments d'arithmétique*, 3 vol. in-8°. La théorie et l'application du nouveau système métrique y sont particulièrement développées. 2° *Traité sur le véritable sens des quantités positives et négatives appliquées à divers problèmes de géométrie*, 1 vol. in-8°. 3° *Géographie mathématique, d'après le plan de Guthrie*, 2 vol. in-8°. 4° *Géographie du royaume de Hollande*, in-8°. 5° *Traité sur le calcul d'un arc du méridien du globe terrestre*, in-8°. 6° *Discours prononcé à l'assemblée de la société diligente, à La Haye, sur l'utilité des sciences mathématiques*; 7° *Traité sur plusieurs théories de la géométrie spéculative et pratique*, tome 1<sup>er</sup>, in-4°, ouvrage très estimé; 8° *Éléments de géométrie*, contenant des traités complets de trigonométrie rectiligne et sphérique et la théorie des transversales, 1810 et 1813, 3<sup>e</sup> édition; 9° *Leçons de mathématiques (algèbre)*, 3 vol. in-8°, la suite de cet ouvrage ne nous est pas connue. 10° *Analyses géométriques, ou application de l'analyse à la géométrie, au moyen de l'algèbre*, publié par cahiers séparés.

GENDRIN (Averstin-Nicolas), docteur-médecin, né à Châteaudun, le 6 décembre 1796, fit ses études médicales à Paris, où ses maîtres remarquèrent bientôt en lui de grandes dispositions. Recu docteur en médecine à la faculté de Paris, en 1821, il développa dans sa thèse sur le *Traitement de la blennorrhagie* une nouvelle méthode qu'on a souvent employée sans en faire honneur à son véritable auteur. Il y conseilla l'emploi de l'opium en injection, et ce mode de traitement, toutes les fois qu'on s'en est servi, a été suivi des résultats les plus heureux. L'institut couronna, en 1826, son *Histoire anatomique des inflammations*, auquel il accorda le prix Monthyon, et M. Gendrin fut appelé dans le sein des sociétés de médecine de Lyon, de Philadelphie et de Louvain. L'année suivante, il prit la rédaction du *Journal de médecine, chirurgie et pharmacie françaises et étrangères*, et en 1828, la commission, chargée de réorganiser l'exercice de la médecine, le nomma son secrétaire rapporteur. Ce jeune et savant médecin a publié : 1° *Considérations sur le traitement de la blennorrhagie*, Paris, 1821, in-8°. 2° *Recherches physiologiques sur la motilité*, Paris, 1822, brochure in-8°. 3° *Recherches sur la nature et les causes prochaines des fièvres*, Paris, 1823, 2 vol. in-8°. Cet ouvrage a été couronné par la société de médecine de Paris. 4° *Recherches sur les tubercules du cerveau et de la moelle épinière*, Paris, 1823, brochure in-8°. 5° *Recherches historiques sur les épidémies du fièvre jaune qui ont régné à Malaga depuis le commencement du 18<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1824, in-8°. 6° *Histoire anatomique des inflammations*, Paris, 1826-27. Cet ouvrage a été traduit en allemand. 7° *Éloges de Ph. Pinel et de B.-J.-H. Berlin lus à la séance publique du cercle médical de Paris, le 14 décembre 1827*, Paris, 1828, et beaucoup de mémoires insérés dans les journaux de médecine de Paris, parmi lesquels on distingue les suivants : *Mémoire sur la nature et la contagion de la variole, de la vaccine et de la varioloïde, dans lequel il a cherché à prouver l'identité de ces maladies par plusieurs expériences qui lui semblent décisives*; 9° *Recherches sur le calorique des eaux thermales*; 10° *Mémoire sur le traitement de la goutte par les préparations d'iode*; 11° *Sur les entos animaux*; 12° *Sur le traitement des hémorrhagies utérines par le tamponnement*; 13° *Sur les différentes préparations végété-dipsaniques connues en pharmacie*; 14° *De la nature et des limites de l'obligation imposée aux médecins de garder les secrets qui leur sont confiés*, etc. Le docteur Gendrin croit cette obligation absolue et générale. Il a traduit le *traité des maladies de l'encéphale*, du professeur Abercromby; cet ouvrage est maintenant sous presse. Il est secrétaire général du cercle médical de Paris, et les

annales de cette société renferment les mémoires que nous venons de citer.

GEORG (JEAN-MICHEL), né à Bichoffgrün, bourg de la régence prussienne de Baireuth, en 1740. Son père était charbonnier, et l'envoya au sortir de l'enfance garder des troupeaux. Sa mère qui n'était pas née pour la condition où elle se trouva placée, lui avait enseigné à lire et à écrire correctement, et lui avait donné les premiers éléments de l'arithmétique et de la langue latine. Il fut reçu à l'âge de douze ans dans une école de charité, et fit des progrès si rapides dans l'arithmétique, qu'il inventait des formules pour résoudre les problèmes les plus difficiles de cette première partie des sciences exactes. A seize ans, il entra au gymnase de Hof, et avant une année, il mérita que ses maîtres l'offrissent en exemple à leurs autres élèves. Georg fut obligé par sa pauvreté excessive, de suivre une autre route que celle qu'il aurait tant désiré parcourir. Il s'enrôla dans un régiment de hussards prussiens, pour couvrir avec le prix de son engagement, quelques dettes qu'il rougissait d'avoir contractées. On voulut au bout de trois mois le faire entrer dans un régiment d'infanterie, à qui son colonel l'avait vendu, ainsi que plusieurs de ses camarades. Il essaya de s'opposer à une aussi dure injustice, mais ses représentations furent sans résultat; ne pouvant plus après cela rester dans les hussards, il déserta; après avoir été plusieurs fois sur le point d'être découvert, il rentra au mois de mai 1759, dans la cabane de son père, et participait à ses travaux, lorsqu'un riche propriétaire de forges, lui accordant toute sa confiance, le chargea de surveiller ses propriétés; mais il quitta bientôt cette place, et se rendit à Erlang, où il s'adonna à la théologie, à la philosophie, et aux mathématiques, qu'il étudiait seul avec les ouvrages de Kuster, mais dont il profitait d'une manière qu'il est difficile de concevoir. Son état ne s'était pas encore amélioré, et c'est avec beaucoup de peine que le fruit des leçons particulières qu'il donnait, suffisait à ses besoins les plus indispensables. Mais enfin il obtint une bourse, et fut à Leipzig, d'où un étudiant le conduisit à Jéna. Il retourna, en 1766, à Erlang, et obtint le grade de maître ès-arts. Les succès qu'il obtint dans un cours de philosophie et de mathématiques qu'il avait ouvert, le fit appeler à Baireuth, en 1778, pour y professer cette dernière science et la physique. Il se trouvait alors dans une position qui lui permit d'aider sa famille, et de se marier. Mais la médecine qu'il exerçait ne le laissant pas assez libre pour remplir les devoirs de professeur, il se livra à la pratique de jurisprudence, après avoir fait d'immenses études. Ses premiers pas dans les usages des tribunaux furent heureux, et dès lors il ne put suffire à l'empressement des nombreux clients qui venaient lui couler leurs intérêts. Sa réputation de juriconsulte éclairé, laborieux, et intègre, le fit nommer, en 1784, conseiller de régence; il abandonna alors la pratique judiciaire, pour se livrer à l'étude du droit public de la principauté de Baireuth. Dans les nombreuses recherches qu'il fit, il reconnut que l'idiome usité en Franconie renfermait un grand nombre de mots d'origine sorabe-wende, et que plusieurs usages conservés par le peuple venaient sans contredit de cette branche des anciens Slaves, et facilitait l'éclaircissement de plusieurs points du droit du pays. Il entreprit alors d'arracher de la nuit où elle se trouvait, et l'histoire de la Francovie, et celle même d'une partie du Nord de l'Allemagne. Mais il lui fallait apprendre la langue wende, et il n'avait point de grammaire et de dictionnaire. Il ne fut pas long-temps embarrassé, après avoir fait venir de la Basse-Lusace, une Bible sorabe-wende, il composa avec une Bible allemande, qu'il fit concorder avec la précédente, une grammaire, un dictionnaire, et une mythologie sorabe-wendes. Georg fut ensuite nommé successivement conservateur des forêts, et juge du tribunal des mines dans l'Oberberg, et il se livra avec son ardeur accoutumée à l'étude de toutes les branches de l'histoire naturelle, la chimie, l'exploitation, et la métallurgie, sans négliger tout ce qui concernait la jurisprudence des forêts et des mines. Son grand mérite obtint sa récompense; il fut appelé au poste élevé de directeur de

la régence, mais il ne devait pas jouir long-temps de cet état brillant, où il n'était parvenu qu'après les travaux les plus opiniâtres. Il mourut un an après, le 11 juin 1796, laissant un grand exemple de ce que l'amour du travail, et la persévérance à tous ceux, qui peu favorisés des dons de la fortune, ont la noble intention d'acquiescer des connaissances pour se placer au dessus du rang où le sort les avait placés. Georg a laissé plusieurs ouvrages en allemand, qui sont: 1° *Extrait d'une grammaire générale ou Dialogues*, Schwabach 1769, in-8°; 2° *Histoire du tribunal aulique de Baireuth*, Baireuth, 1774-1784, 3 vol. in-4°; 3° *Dictionnaire complet de chasse*, Leipzig, 1797, 2 vol. in-8°; 4° *Descriptions*, elles embrassent 4 questions de jurisprudence et de physique. Il a laissé, indépendamment des ouvrages que nous venons de mentionner, plusieurs manuscrits importants. Soixante volumes in-fol. sur l'histoire et le droit public du pays de Baireuth. Trente volumes in-fol. et in-4° sur les mathématiques, la physique, la chimie et l'administration des forêts et des mines, etc. Un dictionnaire, une grammaire et une mythologie sorabe-wendes. — Son fils, Frédéric-Adolphe GEORG, a écrit sa vie, 1 vol. in-4°. Erlang, 1798, elle est précédée de considérations intéressantes sur la biographie en général.

GEORGE XI, roi de Georgie, a succédé à son père Héraclius II, mort le 11 janvier 1798. Monte sur le trône dans un âge avancé, son règne n'a eu qu'une très courte durée, et la cession de ses états à la Russie par son fils David, lui a valu le titre de dernier roi de Georgie. Héraclius lui avait confié très jeune le gouvernement des provinces de Bortchala et de Samkhetli. Gardien de son pays du côté des frontières septentrionales de la Perse, il eut de fréquentes luttes avec les Persans, et déploya dans toutes les rencontres avec eux du courage et de l'habileté. Les invasions de Lezghis, sans cesse renouvelées sous son règne, l'ont rarement laissé jouir de quelque tranquillité. Ces Lezghis, qui sont les Lezgians de Malte-Brun et de quelques autres géographes, habitent à l'orient de la Georgie, et sont assez nombreux pour avoir pu résister long-temps. George XI leur opposa son fils Jean qui réussit d'abord à les chasser au-delà des frontières, mais qui ne put les empêcher, lorsqu'une entreprise était repoussée d'en recommencer bientôt une autre. Inquiété continuellement de la sorte, George eut en même temps à se défendre contre une invasion des Turcs, conduite par le pacha de Kars. Il l'envoya contre eux son fils David qui combattit avec avantage et s'empara de leur forteresse de Kilik-Tschakchak. Un traité de paix mit fin à la guerre de ce côté. Il était nécessaire d'en finir aussi avec les Lezghis, mais George avait besoin pour cela de l'assistance d'un allié puissant. Il s'en était déjà présenté un, Baba-Khan, roi de Perse, lequel s'offrit sa protection à George, réclamant pour otage son fils David. George crut devoir refuser, à cause des guerres que cette alliance pourrait lui susciter avec les Russes. La même considération lui fit écarter l'idée d'entrer en arrangement avec les Turcs: enfin il s'adressa à l'empereur Paul I<sup>er</sup>, qui lui envoya deux régiments. Ces forces jointes à celles qu'il avait réunies et à d'autres fournies par les peuplades de Schouchal et de Schaki, entrèrent en campagne sous le commandement du prince Jean. Une rencontre générale eut lieu peu près des bords de l'Yori, dans la province de Kakhetli, les Lezghis que commandait Omar-Khan, du pays d'Awar, furent défaits complètement et peu long-temps. La mort de George XI arriva peu de temps après, en 1800. Ce prince qui s'était marié deux fois, a laissé, outre ses fils David et Jean, dont il s'agit question plus haut, un assez grand nombre d'enfants. David, son fils aîné, l'héritier de sa couronne, renonça à l'exercice de la royauté; après avoir fait cession de ses états à l'empereur Alexandre, il est venu vivre à Petersbourg avec le titre de lieutenant-général.

GEORGE. Voyez CASABOL.

GEORGE. Voyez CASABOL-GEORGES.

GEORGET, peintre sur porcelaine, mort à Paris, le 26 mars 1823, à l'âge d'environ 60 ans, a laissé des ouvrages qui lui garantissent dans son art une renommée durable. Après avoir étudié dans l'école que pro-

deut tant de maîtres, celle de David, il se livra, par choix, à la miniature; c'était déroger. Mais il alla ensuite jusqu'à quitter tout-à-fait la peinture, et il entra comme acteur à Peyssade, en même temps que sa femme. Bientôt il abandonna la carrière du théâtre pour se livrer de nouveau à son talent primitif, et s'occupa exclusivement de miniature. Une artiste célèbre, M<sup>lle</sup> Jaquotot, l'ayant fait admettre à la manufacture de Sèvres, il y resta jusqu'à sa mort. La nature lui avait départi pour cet art deux qualités précieuses : de la liberté de main et un beau sentiment de couleur. Les ayant développées par l'étude, il a laissé des ouvrages qui sauvent son nom de l'oubli, spécialement la copie de François I<sup>er</sup> et Charles-Quint visitant le tombeau de saint Denis, par Gros, et celle de la femme hydrogène, par Gerard Dow. C'est dans ce dernier ouvrage qu'on dirait des connaissances, il a développé le plus d'habileté.

GEORGET (EUGÈNE-JEAN), médecin français, né à Vernou, au Touraine, le 9 avril 1795, est entré par une mort prématurée, en 1828, aux sciences médicales dans lesquelles il promettait d'obtenir une grande illustration. Le jeune Georget n'avait point reçu ce premier enseignement qui enlève sans cesse l'enfance de préjugés et d'erreurs. Il acquit presque seules les connaissances nécessaires pour étudier la médecine, et se rendit à Paris en 1818. Distingué dans les divers concours de l'école et des hôpitaux, Georget fut placé successivement élève interne à l'hôpital Saint-Louis, puis à la Salpêtrière. C'est sur ce dernier théâtre que son talent devait prendre son essor. Il fut chargé du service des aliénés, auprès de M. Esquirol qui continuait et perfectionnait les utiles travaux commencés par l'illustre Puel pour le traitement de la folie et pour l'amélioration du régime barbare employé jusqu'à lui. M. Esquirol ouvrit un cours public à la Salpêtrière, au milieu même des aliénés. Les questions nouvelles et si difficiles se présentaient à résoudre. M. Esquirol les proposa à ses nombreux disciples, et fonda un prix annuel pour l'auteur du meilleur ouvrage sur un point déterminé des aliénations mentales. La première dissertation eut pour objet d'établir l'existence des altérations cadavériques dans la folie, et ce fut Georget, alors élève interne à la Salpêtrière, qui obtint la palme du concours. Le moment d'obtenir le grade de docteur étant arrivé, il présenta, en 1819, à la faculté de médecine de Paris, une thèse remarquable sur les causes de la folie. Bientôt, encouragé par les conseils de son maître, M. Esquirol, il réunit tous ses travaux, les compléta par de nouvelles recherches, et publia en 1820 un *Traité sur la folie*. On remarque dans cet ouvrage une grande originalité de pensées, et une force de style qui fait oublier d'assez nombreuses incorrections. Avantageusement placé à la Salpêtrière pour bien observer, il recueillit beaucoup de faits sur les maladies nerveuses, et principalement sur l'épilepsie et l'hystérie. Il voulut d'abord ne publier ses observations que sous la forme d'un mémoire; mais le sujet se développant devant lui à mesure qu'il écrivait, il improvisa dans l'espace de peu de mois un ouvrage en deux volumes, intitulé : *Physiologie du système nerveux, et particulièrement du cerveau, suite de recherches sur les maladies nerveuses en général, et en particulier sur le siège, la nature et le traitement de l'épilepsie, de l'hystérie, de l'hypocondrie, de l'asthme cardiaque*, 1821. On peut juger combien de recherches exigeait l'exécution d'un plan aussi vaste. Le docteur Georget eût à peu près rempli toute l'exigence de son sujet, s'il eût classé avec plus d'ordre et de méthode les diverses parties du traité. On trouve partout une observation étendue et bien dirigée, des réflexions courtes, des conséquences hardies autant que justes. L'auteur a cherché peut-être à trop subordonner la métaphysique à la physiologie, ce qui l'a mené quelquefois à de singuliers rapprochements, comme par exemple à celui du système psychologique de Kant, système de platonisme transcendant, avec le système tout organique du docteur Gall. Un tel rapprochement sert au moins à montrer que l'innéité des dispositions et des facultés est admise dans des doctrines très différentes. Ces deux ouvrages

avaient fait connaître toute la force du talent du docteur Georget; et lorsque plusieurs professeurs entreprirent la publication du *Nouveau dictionnaire de médecine*, ils jetèrent les yeux sur lui pour rédiger tous les articles relatifs aux maladies nerveuses et mentales. Peu de temps après, il donna une nouvelle vie à un journal de médecine pres de s'éteindre, en le faisant paraître sous ce titre : *Archives générales de médecine*. Son premier travail dans ce recueil eut pour objet d'examiner les procès criminels de Leger, Lecouffe, Jean-Pierre et Papavoine, condamnés à mort, et de montrer que ces malheureux n'avaient pas leur liberté morale. L'histoire des monomanies homicides étant l'un des points les plus importants et les plus obscurs de la législation criminelle, les articles du docteur Georget traitèrent comme de précieux essais. Il y a réuni tout ce qu'une logique pressante pouvait ajouter de force à la masse de faits concordants qu'il avait rassemblés. Ce furent là ses derniers travaux. Au commencement de 1828, l'affection pulmonaire dont il avait déjà éprouvé de funestes atteintes, fit des progrès très rapides; quatre mois après il n'existait plus. Il mourut au mois de mai, dans la trente-troisième année de son âge, entouré des consolations de ses nombreux amis, et surtout de la famille de M. Esquirol qui le pleura comme un de ses siens. Craignant que ses ouvrages sur les fonctions intellectuelles du cerveau ne favorisassent dans les esprits une tendance matérialiste que réprouvait sa belle âme, Georget écrivit au lit de la mort une rétractation de ses opinions philosophiques, qui, d'après sa volonté, fut lue sur sa tombe. Voici la recapitulation, détaillée de ses publications séparées : 1<sup>o</sup> Des nerfs, ou maladies nerveuses, extrait du *Dictionnaire de médecine*, in-8<sup>o</sup>; 2<sup>o</sup> Physiologie du système nerveux, et spécialement du cerveau, etc., Paris, 1821, 2 vol. in-8<sup>o</sup>; 3<sup>o</sup> De la folie, ou aliénation mentale, extrait du *Dictionnaire de médecine*, Paris, 1823, in-8<sup>o</sup>; 4<sup>o</sup> De l'hypocondrie et de l'hystérie, extrait du *Dictionnaire de médecine*, Paris, 1824, in-8<sup>o</sup>; 5<sup>o</sup> Examen médical des procès criminels des hommes Leger, Feldmann, Lecouffe, Jean-Pierre et Papavoine, suivi de considérations médico-légales sur la liberté morale, Paris, 1825, in-8<sup>o</sup>; 6<sup>o</sup> Discussion médico-légale sur la folie ou aliénation mentale, suite de l'examen du procès criminel d'Henriette Crémier, et de plusieurs autres procès dans lesquels cette maladie a été alléguée comme moyen de défense, Paris, 1826, in-8<sup>o</sup>; 7<sup>o</sup> Des maladies mentales, considérées dans leurs rapports avec la législation civile, Paris, 1827, in-8<sup>o</sup>; 8<sup>o</sup> Nouvelle discussion sur le même sujet, Paris, 1828, in-8<sup>o</sup>; 9<sup>o</sup> De la folie.

GERDIL (HIPPOLYTE-SIGISMOND), cardinal, né le 23 juin 1718, au bourg de Samoens, dans le Faucigny, province de Savoie. Son père, simple notaire du lieu, l'envoya pour son éducation à Bonneville, et ensuite chez les barnabites de Thonon et d'Annecy. Ce fut un de ces hommes laborieux et vertueux qui suivent sans autre choix, mais d'une manière honorable, la lignée tracée pour eux au moment de leurs études. Il s'était fait remarquer dans les sciences par une constante application, une forte mémoire, et une heureuse disposition à conserver des mœurs irréprochables. Attaché à ses maîtres, il désira d'entrer dans leur congrégation; il y fut accueilli comme un sujet d'une grande espérance. Après avoir achevé son noviciat, il alla faire à Bologne son cours de théologie. Il reçut des leçons d'italien du père Cortiello de l'académie de la Crusca, et il parvint bientôt à écrire avec élégance dans cette langue, ainsi qu'en français. Il entendait parfaitement les auteurs grecs et latins, et cette rapide étude des langues ne l'avait pas empêché de s'attacher en même temps à l'histoire, à la physique, aux mathématiques et à ce que les théologiens appellent la philosophie. La diversité de ses connaissances ne les rendait pas superficielles; il a écrit dans ces différents genres avec l'approbation des savants. Il menait une vie retirée conforme à ses goûts et indispensable pour des occupations aussi assidues; cependant il était connu et particulièrement estimé des membres les plus célèbres de l'institut de Bologne. L'archevêque de cette ville était alors ce Lambertini qui ne tarda pas à régner au Vatican. Il vit dès le premier moment tout



ce qu'on pouvait se promettre de Gerdil : il l'accusait à Bologne, et, voulant se l'attacher, il le chargea de traduire du latin quelques pièces destinées au grand ouvrage qu'il préparait sur la béatitude des saints et leur canonisation. Ce fut le commencement de la faveur de Gerdil, et, sans être ambitieux, il fut très flatté de ces marques de confiance obtenues dans un âge si peu avancé : on l'a vu à d'autres époques n'en parler qu'avec attendrissement. C'était été assez pour lui d'exercer ses forces en silence, de les consacrer journellement aux devoirs que son zèle lui imposait : il n'aspirait pas à la célébrité, mais l'esprit de corps eût trop souffert de cette retenue ; les Barnabites ne prétendaient pas que leur confrère restât ignoré. Il avait à peine dix-neuf ans lorsqu'on l'envoya professer la philosophie à Macerata, puis à Casal, en Piémont, où il fut en même temps préfet de collège. La manière dont il remplit ces fonctions, malgré sa jeunesse, lui fit beaucoup d'honneur. Les thèses qu'il dédia au duc de Savoie accrurent sa réputation, et la cour de Sardaigne lui sut gré surtout de la publicité on, en 1749, de deux traités métaphysiques, où il attaquait les principes de Locke. Il prétendait tirer des raisonnements même de l'auteur de l'*Entendement humain* sur l'immaterialité de Dieu, cette conséquence que l'âme de l'homme est aussi un pur esprit, et il combattait en même temps Montesquieu, ainsi que Voltaire, au sujet de l'hypothèse de la faculté de penser attachée, sous un mode particulier, à des molécules de quelque substance matérielle. En 1749, le gouvernement disposa en faveur de Gerdil de la chaire de philosophie à l'université de Turin, et, cliq ans après, il y occupa la chaire de théologie morale. Vers ce temps, il entreprit de réfuter, relativement à d'importantes questions religieuses, les philosophes des différents âges. Cette *Introduction à l'étude de la religion* fut louée non seulement par des ecclésiastiques de l'église romaine, mais par des savants de la communion réformée. L'auteur dédia ce livre au pape, qui, pour lui donner des marques de satisfaction, le fit admettre par l'archevêque de Turin au conseil de conscience. Placé en qualité de provincial à la tête des collèges des barnabites, dans le Piémont et la Savoie, il se conduisit avec tant de circonspection et de maturité qu'à la mort du supérieur de l'ordre, il eût réuni pour le remplacer la plupart des suffrages, s'il n'eût pas été récemment appelé à des fonctions d'une autre nature. D'après les conseils de Benoît XIV, le roi de Sardaigne venait de confier au père Gerdil l'éducation du prince de Piémont qui depuis a régné sous le nom de Charles-Emmanuel IV. Sincèrement pieux et plein du véritable esprit de son état, le père Gerdil crut devoir consacrer à la cour la modestie, la frugalité, la simplicité du cloître : il partageait toutes ses heures entre les soins que demandait son royal élève et divers travaux dont l'objet le plus ordinaire était la défense de la religion. Charles-Emmanuel III, content du gouverneur de son petit-fils, le pourvut ensuite d'une riche abbaye : mais Gerdil était persuadé que le bien de l'église est le bien des pauvres, et il ne prélevait pour lui-même que le strict nécessaire. Il suivait des maximes aussi pures dans ce qu'il faisait pour ses parents ; il venait à leur secours dans l'occasion, mais il ne sollicitait pour leur fortune ou leur avancement aucune faveur. Sous le pontificat de Clément XIV, la réputation étendue et méritée dont jouissait le père Gerdil le fit désigner, dans le consistoire du 26 avril 1773, comme cardinal *in pectore*, avec cette note qui rappelait à la fois et ses titres pour obtenir les dignités de l'église et sa vie retirée, son éloignement de toute intrigue : *Notus orbi, rix notus urbi*. Mais il était réservé à Pie VI de l'élever définitivement au cardinalat. Appelé à Rome, nommé évêque de Dibon et consultant du saint-office, il devint membre du sacré collège en 1777, le 27 juin, et, le 26 décembre, il reçut la dénomination de cardinal du titre de *Sainte-Cécile*. Son zèle pour les intérêts de l'église justifia ce choix, qui fut suivi de différentes autres marques de confiance. Il reçut le titre de préfet de la Propagande, et, en qualité de protecteur des Maronites, il eut à surveiller la correction des livres orientaux relatifs aux cultes. Peu jaloux d'une affluence

mondaine qui distinguait, sans l'honorer, la vie de demeure de certains autres cardinaux, il s'entourait d'une considération plus solide ; on n'était pas assés chez lui par les agréments de la société, mais par une profonde estime pour son caractère, ou bien par l'amour des sciences. Il les approuvait toutes comme des moyens de se rapprocher du vrai. Loin de rester dans les bornes de la théologie ou de la controverse, il a traité lui-même avec étendue plusieurs sujets profanes, et en particulier des sujets de physique. Dans une dissertation sur les tubes capillaires, il a considéré le phénomène qu'ils présentent comme incompatible avec le système d'attraction : mais ses arguments n'ont pas convaincu beaucoup de physiciens. Il s'en était d'abord expliqué dans le *Journal des sçavants*, en 1752 : l'année lui a répondu plus tard dans le même recueil. L'intégrité de Gerdil, son grand savoir, sa modération, le faisaient consulter surtout dans les circonstances les plus difficiles. Il réunissait les deux premières qualités d'un sage arbitre : inébranlable quand il s'agissait du maintien des principes, il s'attachait dans tout le reste à concilier les esprits, et, sous ce rapport, sa prudence a rendu des services essentiels au moment du concordat. Incapable de jamais se ménager quelque avantage personnel dans l'issue des négociations où on devrait son entremise, il resta sans biens, et toute sa manière de vivre s'écartait le moins possible de la simplicité apostolique. Dans un âge avancé, au milieu des révolutions de l'Italie, son courage ou sa résignation soutint constamment. Exempt de passion, étranger à l'agitation générale, il se renfermait dans son cabinet et son oratoire : c'était pour lui le monde. Aux époques même où il n'eut pour vivre que des ressources accidentelles et tout-à-fait précaires, il parvint à ne dis-continuer presque jamais ses aumônes. Après l'entrée des Français dans Rome, en 1798, voulant sortir du pays, il fut obligé de se défaire de ses livres, et, lorsqu'ensuite il quitta le pape, il n'aurait pu s'échapper de Sienné, et gagner son évêché de la Clusa, en Piémont, sans l'assistance du cardinal Lorenzana, et d'un archevêque de Séville, qui plus tard fut aussi cardinal. Dans cette retraite de la Clusa, où Gerdil ne vivait que de secours, mais où néanmoins l'indigence en recevait de lui, il partageait toutes ses heures entre la prière et l'étude : il attendait ainsi des temps meilleurs. Il assista au conclave convoqué, dans Venise, pour le remplacement de Pie VI. Beaucoup de voix désignaient Gerdil pour la tiare ; mais des considérations politiques déterminèrent contre lui l'intervention d'un cabinet puissant, et d'ailleurs son grand âge faisait craindre d'avoir à procéder trop promptement à une nouvelle élection dans ces jours orageux. Après celle de Pie VII, le cardinal Gerdil reentra dans Rome. De puis long-temps, il était membre de quelques uns des principaux corps savants de l'Europe ; il faisait partie de l'institut de Bologne depuis 1749, et de l'académie de la Crusca depuis 1757. La même année, la société royale des sciences de Turin se l'agrégea au moment de sa formation. Plus tard, il appartenait aussi à la société royale de Londres, et à l'académie des Arcades de Rome. Peu d'ecclésiastiques ont réuni des notions plus variées et une érudition plus vaste : il écrit dans des genres très divers, et il a porté fort loin la connaissance des manuscrits. Il prenait avec chaleur sans doute la défense des doctrines chrétiennes ; mais en dissertant assez heureusement quelquefois, contre les adversaires qu'il se choisissait, il ne se livrait jamais à l'amer-tume du zèle ; aussi avait-il pour amis plusieurs de ses antagonistes, et était-il sûr que tous lui rendraient justice. Lorsqu'en 1763, il attaqua les maximes exposées dans l'*Emile*, il traite Rousseau avec de justes égards, tout en croyant confondre ses erreurs, et voir dans son livre une multitude de sophismes. Jean-Jacques lui eût gré, quelque ombrageux qu'il fût, de l'arrêter à des brochures imprimées, et il dit, contre mes écrits et « ma personne, il n'y a que celle du père Gerdil qui m'aie eu la patience de lire jusqu'à la fin, il est fâcheux que cet auteur estimable ne m'ait pas compris. » Dans la conversation même du cardinal, on reconnaissait un esprit naturellement juste et lumineux ; mais il est à croire que s'étant principalement occupé des prin-

ou de l'écriture, il a pu, malgré une sorte d'épigramme faite à ce sujet par l'abbé d'Auribeau, ne pas toujours entendre l'auteur d'*Emile*, et conserver, en le lisant, quelque-une de ces préventions que la bourse lui même n'eût pas sans beaucoup de vigilance. Saint Augustin, et malheureusement saint Thomas, Bossuet, Bacon et Leibnitz sont cités comme les écrivains que le cardinal mettait au premier rang. Il ne cherchait pas dans les lettres un simple amusement; c'était pour remplir un devoir qu'il travaillait, et il se l'imposait jusque dans ses dernières années. Il conservait l'activité de son esprit ainsi que son heureuse mémoire; ses yeux même ne s'affaiblissaient pas, et il devait sans doute à une vie toujours régulière de ne connaître aucune infirmité. Cependant une maladie s'étant déclarée enfin, il succomba au bout de vingt-cinq jours, le 13 août 1808, sans le commencement de sa quatre-vingt-cinquième année. Cette perte fut sentie aussi vivement par le public romain que par le sacré collège, et dans toute la partie savante du clergé en Europe. Le roi de Sardaigne et le roi ne assistèrent à ses obsèques: le souverain pontife, à qui on était redevable de cet appareil, fit lui-même la cérémonie de l'absoute. L'oraison funèbre prononcée dans cette circonstance, et l'épithaphe placée sur le monument qu'on érigea dans l'église de San Carlo de' Catinari, furent l'ouvrage du général des barnabites, du père Fontana, qui avait été l'ami du cardinal. Cette épithaphe a été citée comme un modèle :

Memorie et cineribus  
Hyacinthi Sigismundi Gerdilii  
Allobragii, Fomuinensis...  
Qui metaphysicus sui temporis primus,  
Physicus, philologus, theologus præstantissimus,  
Immortalium ingenii doctrinæq; famam,  
Plurimam invictis operibus  
In omnigenos religiosos hostes  
Latine, gallice, hetrusce editis,  
Sibi ubique gentium partem  
Modestia lenitate, comitate  
Abstinentiâ, beneficentiâ  
Omniumque virtutum splendore æquavit...  
Decessit castris sanctissimæ vitæ consuetudine  
In qua magno seipsum usque ecclesie fuit...

Les principaux ouvrages du cardinal Gerdil sont : 1° *Eclaircissements sur la notion et sur la divinité de l'espace géométrique*, en réponse à la lettre de M. Dupuis, Turin, 1754; 2° *L'immatérialité de l'âme démontrée contre Locke*, et la défense du sentiment du père Malbranche contre ces philosophes, Turin, 1747 et 1748, 2 vol. in-4°; 3° *Virtutem politicam ad optimum statum, ac minus regno quam republica necessariam esse, oratio*, ouvrage destinée à la refutation de l'Esprit des lois, et prononcée devant la société royale de Turin, en 1750; 4° *De rancis academicarum disputationum in theologiam modernam induratarum, oratio*, dans le même dessein, et prononcée devant la même société; 5° *Introduction à l'étude de la religion*, avec la refutation des philosophes anciens et modernes, touchant l'Etre suprême, l'Âme, etc. (en italien), dédiée à Benoît XIV, Turin, 1751; 6° *Dissertation sur l'incompatibilité de l'attraction et de ses différentes lois avec les phénomènes*, et sur les luyens capillaires, Paris, 1754, in-12; 7° *Traité des comètes singulières*, Turin, 1759. L'auteur insiste sur ce qu'il y a de faux et d'abusif dans le priut d'honneur, aussi contraire à la raison et à l'intérêt social qu'à la religion. 8° *Incompatibilité des principes de Descartes et de ceux de Spinoza*, Paris, 1760; 9° *Reflexions sur la théorie et la pratique de l'éducation*, contre les principes de Jean-Jacques, Turin, 1763, in-8°. Elles ont été reproduites dans la seconde édition générale, sous le titre de *L'anti-Emile*. On en a publié à Londres une traduction. 10° *De la nature et des effets du luxe*, avec l'examen des raisonnements de l'auteur de l'*Essai politique*, Turin, 1768, in-8°. C'est aussi une réfutation de Montesquieu. 11° *Dissertation sur l'origine du sens moral*, sur l'existence de Dieu, l'immatérialité des natures intelligentes, etc., avec deux dissertations sur les études de la jeunesse (en italien); 12° *Projet pour la formation d'un séminaire*, et essai d'instruction pour le même objet,

avec seize traités de théologie, et quatre dissertations sur la nécessité de la révélation, etc. (en italien). Ce projet a été exécuté par le cardinal Des Lances. 13° *Observations sur les époques de la nature*, pour servir de suite à l'*Examen des systèmes sur l'antiquité du monde*, inséré dans l'*Essai théologique*; 14° *Essai d'une démonstration mathématique contre l'existence éternelle de la matière* (et du mouvement... et prouve que l'existence et l'ordre de l'univers ne peuvent être déterminés ni par les qualités primitives des corps, ni par les lois du mouvement); 15° *Discours philosophiques sur l'homme considéré relativement à l'état de nature, à l'état de société, et sous l'empire de la loi*, Turin, 1769, in-8°. Ces discours ont été traduits en italien par Giudici, Lodi, 1782. 16° *Exposition des caractères de la vraie religion* (en italien). Le père Livoi, barnabite, en a publié une traduction française, Paris, 1770, in-8°. 17° *Essai sur les caractères distinctifs de l'homme et des brutes*, etc.; 18° *Mémoires sur l'infinité absolue, considérée dans la grandeur, et sur l'ordre dans le genre du vrai et du faux*. Ce dernier a été inséré dans le tome V de *Miscellanea lauriana*, en 1771. 19° *Reflexions sur un mémoire de Beugnot concernant le principe de la raison suffisante et... le hasard*; 20° *Considérations sur l'empereur Julien*. L'objet de cet écrit fut de montrer que les philosophes avaient donné trop d'éloges à cet adversaire des chrétiens; mais l'auteur s'y est abstenu d'appeler en témoignage les pères de l'église. 21° *Observations sur le sixième livre de l'histoire du commerce dans les deux Indes*, etc. Les partisans du cardinal ont regretté qu'il n'eût pas étendu cette critique à tout l'ouvrage de Raynal. 22° *Disputatio de religionis virtutibusque politicæ conjunctione*; 23° *Opuscula ad hierarchicam ecclesiæ constitutionem spectantia*, Parme, 1789, et Venise, 1790; 24° *Elementorum moralis prudentiæ juris specimen*; 25° *Deux apologues* (en italien) du bras de l'ic P. L., *Super soliditate*, 1791 et 1793. Ce bref condamnait l'écrit d'Eybel, intitulé : *Qu'est-ce que le pape?* Gerdil s'invroque contre le professeur de Vienne que l'autorité des Gerson, des Dupin, des Bossuet, et de quelques autres docteurs de l'église gallicane. 26° *Remarques sur le commentaire de Febronius, relativement à sa retractation* (en latin). L'auteur a fait suivre cet écrit de *Observations*, etc., Rome, 1793, in-4°; 27° *Animadversiones in notis quas nequiditas Pistoriensis synodi propositionibus damna in dogmatica constitutione Pii Clar. Felici clarioris intelligentie nomine adiungendas curavit*, Rome, 1795; 28° *Notes sur le poème de la Religion du cardinal de Bernis*, Parme, 1795; 29° *Précis d'un cours d'instruction sur l'origine, les devoirs et l'exercice de la puissance souveraine*, Turin, 1799, in-8°. Il en existe deux traductions italiennes, Rome, 1800, in-8°, et Venise, 1803. 30° *Examen des motifs de l'opposition de l'évêque de Noli*, etc., Rome et Venise, 1800-1803; 31° *Plusieurs lettres pastorales adressées aux paroissiens qui dépendaient de l'abbaye de la Clusa, et Constitutions synodales*. Les ouvrages inédits à l'époque de la mort du cardinal Gerdil étaient, en français : *Précis des devoirs des principaux états de la société*; *Vie du bienheureux Alexandre Sauli*, barnabite, etc.; *Avis sur la lecture et le choix des bons livres*; *Traité d'histoire naturelle*, etc.; *Instructions sur les différentes causes de la grandeur et de la décadence des états*; *Histoire du temps de Louis XV jusqu'à la paix d'Hubersbourg*; *Tableau historique de l'empire romain, depuis César jusqu'en 1453*, en latin; un *Cours de philosophie morale*, et des *Traités sur les arts humains*, sur les lois, sur l'usage (contre Puffendorf), sur la grâce, sur la primauté du pape, etc.; en italien : *Refutation des systèmes contraires à l'autorité de l'église*, relativement au mariage. Gerdil avait aussi brûlé quelques manuscrits, et il en avait perdu d'autres au milieu des événements qui agiterent ses dernières années. Une édition générale de ses écrits a été faite de son vivant, à Bologne, par les soins du P. Toselli, six volumes in-4°, 1784-1791. Une nouvelle édition, entreprise par le P. Fontana et le P. Scali, et connue sous la dénomination d'édition romaine, forme vingt volumes in-8°; les premiers ont paru en 1806, et le dernier en 1821. M. l'abbé J.-P. Cabanis avait aussi entrepris une édition des Œuvres choisies de Gerdil. Cette édition fut annoncée comme devant former douze volumes; les

toines I et II seulement ont paru, Paris, 1826, et rien n'indique qu'elle sera continuée. Outre l'*Oraison funèbre de Gerdil*, par le P. Fontana (traduite de l'italien avec des notes très instructives par l'abbé d'Hesmivy d'Auribeau, Ronie, 1802, in-8° de dix feuilles et demi), ce même général des barnabites a publié, après l'avoir lu, le 6 janvier 1804, à l'Académie des Arcades, *Eligio letterario*, etc., in-4° de plus de six feuilles, où les principaux ouvrages du cardinal sont rapidement examinés. Un autre barnabite, le P. Grandi, a aussi donné une *Oraison funèbre de Gerdil*, en italien, Macerata, 1802, in-4°.

GERMAIN (M<sup>lle</sup> Sophie), que le savant M. de Prouy surnomme avec raison l'Illypate du 19<sup>e</sup> siècle, a remporté, en 1815, le prix proposé par l'Institut, en 1809, sur la *théorie des surfaces élastiques*. Le prix avait été remis jusqu'à trois fois, et M<sup>lle</sup> Germain n'eut pas un seul géomètre pour concurrent. Ses *Recherches sur la théorie des surfaces élastiques* n'ont été publiées qu'en 1821, un volume in-4°. Cet ouvrage n'intéresse que les géomètres; mais ce qui intéresse tout le monde, c'est l'histoire de ce problème d'acoustique, que Lagrange lui-même avait regardé comme insoluble. En octobre 1811, M<sup>lle</sup> Germain adressa à l'Institut un mémoire dans lequel elle proposait l'hypothèse qui donne, au lieu de la raison inverse du rayon de courbure d'une courbe, cas résolu par Euler, la somme des raisons inverses des rayons des deux courbures principales d'une surface. Lagrange remarqua cette hypothèse, et en déduisit l'équation qu'elle aurait dû donner elle-même en se conformant aux règles du calcul. La classe des sciences de l'Institut remit la question au concours, avec un délai de deux années. Avant le 1<sup>er</sup> octobre 1813, M<sup>lle</sup> Germain envoya un mémoire qu'elle terminait par la comparaison entre les résultats de la théorie et ceux de l'expérience. L'équation du problème se trouvait justifiée, sans être encore démontrée: ce qui exigeait un troisième concours, dont le délai devait expirer le 1<sup>er</sup> octobre 1815. La difficulté sembla alors réduite à démontrer, soit l'hypothèse de M<sup>lle</sup> Germain, soit toute autre hypothèse qui menât également à l'équation connue. Dans ces deux premiers mémoires, M<sup>lle</sup> Germain s'était bornée à la théorie des plaques élastiques. Dans le troisième, qu'elle envoya avant le 1<sup>er</sup> octobre 1815, elle appliqua particulièrement son hypothèse à la recherche de l'équation des surfaces cylindriques vibrantes. La classe accorda le prix à son mémoire; mais en annonçant que sa solution n'était pas entièrement satisfaisante. C'est depuis cette époque que M<sup>lle</sup> Germain ne cessa de multiplier les expériences, les calculs et les réflexions. Elle eut alors l'idée de communiquer sa démonstration à M. Poncelet, secrétaire perpétuel de la classe des sciences de l'Institut. Cet illustre géomètre lui dit qu'il préférait une démonstration purement géométrique: il lui proposa pour modèle celle que Jacques Bernoulli avait donnée pour le cas de la lame droite. M<sup>lle</sup> Germain, après avoir bien saisi son explication, appliqua les mêmes principes aux surfaces, et obtint la démonstration géométrique de son hypothèse. En 1826, elle a publié des *Remarques sur la nature, les bornes et l'étendue de la question des surfaces élastiques, et l'équation de ces surfaces*, in-8°. On trouve encore dans les *Annales de chimie et de physique* de 1828, un écrit de M<sup>lle</sup> Germain intitulé: *Examen des principes qui peuvent conduire à la connaissance des lois de l'équilibre et du mouvement des solides élastiques*. Enfin nous dirons que M<sup>lle</sup> Germain s'est beaucoup occupée de la théorie des nombres. M. Legendre, avec lequel elle est liée d'amitié, a fait connaître quelques-unes de ses découvertes, dans le second supplément à la *théorie des nombres* publié en 1825. N'oublions pas de dire qu'elle adressa le 18 mars 1824, à la classe des sciences de l'Institut, un mémoire manuscrit sur l'emploi de l'épissure dans la théorie des surfaces élastiques, qui fut suite au mémoire qui a remporté le prix en 1815. Le rapport des commissaires est encore attendu: on dit même que le mémoire est égaré; mais heureusement M<sup>lle</sup> Germain en a conservé la copie.

GERSTENBERG (HAYN-GILLIARD de). Ce poète

favori des Allemands, était fils d'un capitaine de caselerie de l'armée danoise, et naquit en 1737, à Tondern (Schleswick). Après avoir fréquenté le collège d'Altona et terminé ses études à Jéna, il entra, à l'âge de vingt ans, au service du Danemarck. Dans la campagne que les Danois firent contre les Russes, il obtint le grade de capitaine; mais ayant perdu, à la mort de Frédéric V, en 1766, tout espoir d'avancement, il donna sa démission. En 1768, le ministre d'état comte Harvig de Bernstorff le nomma membre de la chancellerie allemande à Copenhague. Gerstenberg passa par plusieurs autres charges, et finit par obtenir en 1775 celle de résident de Danemarck à Lubeck. En 1783, il quitta cette ville, et se rendit à Eutin où il passa quelque temps avec son ami intime, le célèbre Voss. Il accepta, en 1788, la place de chef du bureau du contentieux de la loterie à Altona, fonctions dont il se démit en 1813 pour cause de vieillesse. Il passa le reste de ses jours à Altona, et y mourut le 1<sup>er</sup> novembre 1835, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Son premier ouvrage fut une tragédie intitulée *Tarnus*, qui lui valut l'amitié du célèbre Weisse. Malgré les éloges que celui-ci fit de cette tragédie, Gerstenberg se délia tellement de lui-même, qu'il n'osa pas la faire imprimer, et en effet, elle n'a jamais été publiée. Un autre écrit de Gerstenberg, portant le titre de *Bucoliques*, fut imprimé et publié par Weisse. Ce dernier ouvrage, plein de saillies vives et heureuses, eut un succès de vogue, et obtint même l'approbation du sévère Lessing. Immédiatement après, Gerstenberg publia un recueil de *Poésies* en prose, qui lui fournirent plus tard le sujet de ses *Diptychones*. Etant encore militaire, il composa et fit imprimer un volume intitulé: *Chansons guerrières, par un grenadier danois*. De retour à Copenhague, après la guerre, il y fit la connaissance de J. A. Cramer, Rosenitt, H. Schlegel, Klopstock, Sturz, Basedow et autres écrivains célèbres. C'est dans le commerce intime avec ces hommes de génie que Gerstenberg, inspiré par la jeunesse et l'amour, composa ceux de ses ouvrages qui lui assignèrent un rang parmi les poètes les plus distingués de l'Allemagne: ce sont: *Ariane à Noxos*, poème dramatique; les *Ballades d'un Scald*, et surtout un nombre de *Chansons barbares* qui sont peut-être uniques dans leur genre. À la même époque, il publia un journal hebdomadaire, *L'hypocritique*, qui jouit long-temps d'une vogue extraordinaire, et dont la plupart des articles furent reproduits par les journaux littéraires français et anglais du temps. Pendant les années 1766 et 1767, il donna ses *Lettres sur les curiosités littéraires*, et deux tragédies: *La fiancée*, d'après Beaumont et Fletcher et *Ugolin*, ouvrage original, à effets terribles, qui se maintient encore actuellement sur la scène allemande, à côté des chefs-d'œuvre de Goethe et de Schiller. A Eutin, il écrivit un mélodrame intitulé: *Ménona*, qu'il publia en 1795, avec sa *Théorie des catégories*. Il a donné lui-même, en 1816, à Altona, une édition de ses œuvres, en 6 vol. in-8°.

GEYER (BASTOFT-LEHMOLD), né le 11 novembre 1758. Après avoir terminé ses études au gymnase de Carlstadt, il se rendit à l'université d'Upsal pour y acquies les connaissances nécessaires à son admission dans la chancellerie royale. Doué des dispositions les plus heureuses, il ne tarda pas à se faire remarquer: il se livra alors à l'étude de la chimie, de la physique et de la minéralogie: sciences dans lesquelles il fit des progrès rapides. Pendant le dernier temps de son séjour à l'université, il publia une dissertation de *Mineria svecica*. Pendant l'été de 1779, Geyer entreprit un voyage dans les provinces suédoises, où étaient situées les différentes mines en exploitation. C'est dans ce voyage qu'il s'occupa de ses recueils minéralogiques, considérés en Suède comme très remarquables. Après avoir été reçu au collège des mines où lui confia l'inspection des opérations de la mine d'argent de Dahl, et, en 1781, il fut nommé inspecteur-juré des mines. Cinq ans après, il obtint le grade de professeur de minéralogie, et, en 1788, directeur en chef du contrôle. L'Académie des sciences de Stockholm, lui décerna un prix pour la découverte de plusieurs espèces d'argile après, qu'il avait recueillies pendant ses voyages, dans le pays

auvernal de la Suède, et le reçut au nombre de ses membres, en 1750. Ses grandes connaissances technologiques l'engagèrent à établir une manufacture de porcelaine à Renssänd, qui, encore aujourd'hui, peut être regardée comme la meilleure de Suède. En 1763, il fut décoré de l'ordre de Wasa. Outre l'académie des sciences, Geyer fit partie de plusieurs sociétés secrètes : les sociétés patriotique, militaire, et l'académie d'agriculture le comptaient au nombre de leurs membres. Il mourut le 11 novembre 1813, ou à de Geyer les ouvrages suivants, qui sont insérés dans les mémoires de l'académie des sciences de Stockholm : 1° *Essai sur une méthode de fondre les ptereries*, et plusieurs *rapports de terre par l'origine*; 2° *Tr. sur la manière d'employer l'origine dans les essais du calumet*; 3° *Résumé sur l'état des métaux en les fondant par l'origine*; 4° *Observations sur un spath sulfuré, découvert près de Cronstadsen en Suède*.

GIA LONG, né en 1759 ou en 1760, a régné, non sans éclat, sur la partie des Indes-Orientales qui avait longtemps annexée à la Chine. Il a aimé les arts de l'Occident, et il a eu des Français pour ministres : sa vie n'appartient pas exclusivement aux annales des orientaux. A la vérité le moment n'est pas encore venu d'écrire, même en Angleterre ou en France, une biographie des contemporains vraiment complète; mais il est bon du moins de ne pas omettre les hommes qui, en d'autres parties du monde, ont eu par leur génie une influence toute particulière sur la destinée ou sur la civilisation moderne des peuples. Tel fut Gia-Long, dans un pays considérable, et sur lequel nous avons que des notions confuses. Il a gouverné le *Dang-Trong* (la Cochinchine), et le *Dang-Ngay* (la *Tung-King*), deux anciens royaumes réunis par lui-même sous la domination d'Annam. Gia-Long était de la dynastie des *Nguyen*, à laquelle la Cochinchine dévouait depuis le jour où elle avait cessé de dépendre de l'empire des Chinois. Ce fut un frère de Gia-Long, qui tint demander à Louis XVI des secours contre les chefs de la tribu rebelle des *Tai-Song*. Mais c'était en 1788, la France ne put se mêler de ces intérêts éloignés, et aider le roi indigne à reprendre sa capitale. Gia-Long, son fils aîné, vit sa jeunesse s'écouler au milieu des troubles et des périls; il dut sans doute à ses infortunes une partie de ses grandes qualités. En 1801, il monta sur le trône, et il continua la guerre. Il la faisait avec bonheur; vaillant, habile par lui-même, et aidé des lumières de plusieurs Français, il triompha entièrement de ses ennemis au bout de cinq années. Il conserva depuis 1806 un grand état militaire; les relations portaient son armée à cent trente mille hommes, sur le pied de paix. Il pouvait la doubler au besoin, et dans les temps où elle fut restée oisive, il l'employait à l'entretien des routes ou des canaux, et à la reconstruction des bourgades détruites par la guerre même. Il a fait élever aussi beaucoup de fortifications, plus régulières même que celles des Anglais sur le Gange, et on a traduit du français, par ses ordres, divers ouvrages sur cet art. Les seize bastions de Kigou, sa capitale, ont été construits d'après ses propres dessins, selon la méthode de Vauban. Les remparts furent, dit-on, garnis de deux mille pièces d'artillerie, et l'arsenal en contient un nombre plus grand encore, parmi lesquelles plusieurs étaient d'un très fort calibre, inusité en Europe. Sans entreprendre d'introduire de nouvelles maximes de gouvernement, que Gia-Long eût regardées comme dangereuses sans doute à cause de l'expérience politique de ces peuples, sans même réformer les lois civiles, il améliora du moins la législation criminel; il admit l'appel en faveur des condamnés, et il usa souvent du droit de grâce qu'il s'était réservé. Ce fut au milieu même de la guerre civile qu'il osa tempérer, sous différents rapports, les rigueurs du pouvoir; il comprit que la fermeté n'a tout son effet que si elle est prudemment balancée par quelque indulgence. Cependant comme son autorité n'était pas affermie dès long temps, au lieu de maintenir les prérogatives de l'autorité, il eut soin de désigner pour son successeur celui de ses fils qu'il crut le plus capable de se faire obéir du peuple, et surtout de se faire redouter des grands. Loin de

trouver bon qu'à l'exemple d'un puissant état voisin, les classes laborieuses restassent dans une entière ignorance, il voulut que tous les enfants parvenus à l'âge de sept ans reçussent quelque instruction. Quant aux lettres, on n'était inscrit dans leurs rangs qu'après un examen scrupuleux auquel présidait l'héritier du trône. C'est en accueillant les étrangers que Gia-Long était ainsi devenu supérieur aux préjugés de son pays. Les Français qui s'arrêtaient dans ses contrées étaient surtout en faveur auprès de lui; deux d'entre eux, nommés Chaigneau et Vanier, furent mis au nombre des mandarins chargés de l'administration, et reçurent même le titre de membres de la famille impériale. Les ouvriers de Kigou se familiarisèrent avec plusieurs machines en usage dans l'Europe, des navires furent construits de la même manière que dans nos chantiers, et beaucoup d'habitants se servirent des caractères français pour écrire leur propre langue; cet alphabet substitué aux caractères multiples des Chinois, sera un grand moyen de civilisation. Gia-Long n'ayant prohibé aucune religion, et n'en ayant protégé spécialement aucune, le bouddhisme parait avoir perdu de son crédit sous ce règne; cependant on ne peut admettre qu'avec beaucoup de réserve les progrès dont se sont vantés les missionnaires catholiques, quand on se rappelle ce qu'ils ont écrit tant de fois du nombre de conversions généralement opérées par leur zèle dans les Indes, ou néanmoins ce grand ouvrage est à recommencer chaque année. Le culte mitique conservé par les lettrés de la Chine était dominant dans l'Annam; pour en suivre les pratiques les *Tai-Song* avaient formé, au temps de leurs succès, une pyramide de terre à laquelle on donnait six cents pieds de hauteur. Gia-Long ne voulut pas la consacrer de nouveau; mais il n'ordonna pas non plus de la détruire; ce serait, disait-il, une dépense aussi inutile que celle qu'on a faite pour l'élever. Un autre trait caractérise mieux encore sa modération. Un ancien officier de l'un des deux chefs des rebelles, après avoir passé au service de Gia-Long, fut prisonnier son premier maître, et lui permit aussitôt de s'évader; puis il vint dire à Gia-Long: « Je t'apporte ma tête, j'ai laissé échapper ton ennemi; mais pourvu que je le livre? » pendant dix ans j'aurais été à son service, » J'aurais fait de même à ta place, » répondit Gia-Long: retourne dans la province que tu viens de soumettre; je t'en donne le commandement. Les anciennes fatigues de Gia-Long, et son active vigilance ont abrégé ses jours; mais il a conservé jusqu'au dernier instant son énergie morale, et la force de son esprit: il est mort vers la fin de 1830.

GIARDINI (FRANC), s'est fait connaître par son talent, comme violoniste, par un assez grand nombre d'œuvres de musique instrumentale et quelques opéras. Né en avril 1716, à Turin, il eut pour premier maître Lorenzo Somis, qui lui transmit les principes de violon de l'école romaine, principes que Lorenzo tenait du fondateur même de cette école, de Corelli, dont il avait été un des meilleurs élèves. Giardini se rendit à Naples à l'âge de dix-sept ans. Jomelli n'avait guère alors que deux ans de plus que lui, mais il jouissait déjà d'un crédit dû sans doute à la prédilection du célèbre Léopold, son maître. La recommandation de Jomelli fit admettre Giardini parmi les *tipiani* de l'orchestre de l'opéra. Giardini resta peu de temps dans ce poste inférieur; promptement remarqué au milieu de la foule dans laquelle il était confondu, il passa au premier rang des premiers violons. L'imagination dont il était doué, jointe à une extrême facilité d'exécution, lui rendit importunes les entraves de la note, de sorte que d'ordinaire il brodait sur le texte de sa partie d'une manière aussi brillante qu'heureuse, mais qui n'était pas sans inconvénients pour les autres exécutants, et surtout pour les chanteurs. Jomelli lui manifesta son mécontentement à cet égard d'une manière particulière, et Giardini racontait lui-même quelquefois que ce maître étant venu un jour se placer à côté de lui à l'orchestre, et le voyant se livrer à ses inspirations particulières, l'en récompensa par un soufflet des mieux appliqués. Le violoniste avait fini plus tard par comprendre le respect qu'un simple exécutant doit avoir pour les idées du compositeur dont

il n'est que l'interprète éminemment passif. Giardini avait déjà établi sa réputation dans les principales villes de l'Italie, lorsqu'en 1744, il alla visiter l'Angleterre et ensuite la France. Outre un opéra seria, *Enée et Lavinie*, et *L'amour au village*, opéra comique anglais, qu'il donna pendant son séjour à Londres, il fonda dans cette capitale une école de violon de laquelle on vit sortir dans la suite bon nombre d'artistes fort habiles. C'est au *Concert spirituel* que Giardini se produisit d'abord à Paris, vers 1748 : ses succès y furent éclatants. Lors de son retour à Londres, en 1756, sa fortune éprouva un échec par suite d'une association avec l'entrepreneur de l'opéra. Mais promptement dégoûté de cette sorte de spéculation, il eut le bon esprit, pour l'avenir, de se borner à l'exercice plus certain de ses talents. Le savant Ecossais William Hamilton, ambassadeur d'Angleterre à la cour des Deux Siciles, qui estimait beaucoup Giardini, lui facilita le voyage qu'il fit à Naples en 1784. Après cinq ans d'absence, Giardini revint de nouveau à Londres, et en repartit peu de temps après pour se rendre à la cour de Russie, où il était demandé. Ce voyage était le dernier qu'il put entreprendre. On avait déjà publié de lui six œuvres de sonates pour le violon, deux de quatuor, un de quintet, six autres sonates et trois livres de duo. En mourant il laissa manuscrits au soprano Testori, qui avait vécu l'espace de cinq ans avec lui, deux œuvres, dix trios de famille, quatre sonates de violon et une œuvre de sonates pour alto et guitare. Les opéras de Giardini se font remarquer par le travail et le développement de la partie instrumentale, chose assez rare dans les œuvres dramatiques des compositeurs italiens de cette époque. Les amateurs se plaisent encore à louer la grâce et l'harmonie de ses autres compositions. Giardini avait acquis le violon de Corelli, et c'est sur cet instrument qu'il voulait toujours exécuter les solos qui lui étaient confiés. Le violon de Corelli est devenu après lui la propriété d'un M. Cicci di Como, qui s'est fait connaître par la composition de quelques sonates. Un érysipèle négligé enleva Giardini en septembre 1796 : il était alors âgé de quatre-vingt ans.

**GIBBON (Edouard)**, historien célèbre, né en Angleterre, le 27 avril 1737, d'une famille qui n'était dépourvue ni de fortune ni de considération. La santé d'Edouard était faible, et son éducation fut très négligée d'abord ; mais ayant un penchant décidé pour les lectures sérieuses, pour les recherches critiques, pour l'éclaircissement des faits, il se hâta de regagner le temps que lui avait fait perdre une extrême indulgence. Il s'attacha avec prédilection aux études historiques. Agé de quinze ans seulement, il entreprit le *Siccle de Sesostris*, et ce qui le déterminait dans le choix de ce sujet, ce n'était pas l'idée de faire un récit brillant, il n'avait en vue que de traiter la question chronologique. Plus tard il jeta au feu ce travail dont il n'avait pu connaître d'abord toute la difficulté. Mais on voit dans ce qu'il a rapporté lui-même de cette première tentative, qu'un doute judicieux régnait en lui, dès sa première jeunesse, l'activité de l'esprit, le destin à devenir un véritable historien. On ne saurait dire que le jeune Gibbon fût passionné pour le vrai : il parait n'avoir eu cette sorte d'énergie en aucun genre, et même l'enthousiasme de l'âme pour ce que la nature peut offrir d'essentiellement beau, semble lui avoir manqué ; mais il possédait cette rectitude qui invite sans cesse à déceler l'erreur, et qui fait penser ou écrire avec indépendance. Dans cette disposition, il se mit à examiner la doctrine de l'église à laquelle il appartenait. *L'histoire des variations*, de Bossuet, le trouva ; et n'ayant pas encore le discernement assez exercé pour conclure avec plus de justice, il se dit : « S'il y a incohérence chez les protestants, il n'y a donc que vérité chez Bossuet. » Le 8 juin 1755, il abjura dans Londres entre les mains d'un prêtre catholique. Gibbon était jeune, que son père ne désespéra pas de le ramener en le plaçant pour un temps à Lausanne. Là un ministre de l'église réformée, nommé Pavillard, eut facile de décider à une rétractation ce jeune Anglais dont l'extérieur était loin d'annoncer des moyens extraordinaires. Toutefois, comme il fallut refuser Bos-

suet, en paraissant ne répondre qu'à Gibbon, la dispute aurait pu se prolonger beaucoup ; mais l'impétuosité du prosélyte l'abrégea sans doute. Une controverse où la réplique était toujours possible, et qui, embarrassée de détails inextricables, n'abordait jamais les questions premières, devait conduire à la lassitude ou au dégoût une tête formée pour une critique moins stérile, moins fastidieuse. Après dix-huit mois de soumission à l'église romaine, Gibbon étant alors dans sa dix-huitième année, déclara hautement sa prétendue abjuration, ou plutôt il prit le parti d'en fuir avec les déniées théologiques, se bornant, a-t-il dit depuis lui-même, à professer ce qui pouvait être également agréable aux diverses communions. Mais sa croyance n'était pas fort étendue, si elle se réduisait ainsi à ce que nulle secte ne conteste. On sait d'ailleurs que dans la maturité de l'âge, ce que Gibbon trouvait plus convaincant, soit chez les protestants, soit chez les catholiques, c'était ce que les uns et les autres alléguaient contre leurs adversaires. Il finit donc par n'être pas même à beaucoup près protestant, ainsi que le dit un de ses biographes qui ajoute : « On ne revient presque jamais à une entière persuasion de ce qu'on a une fois cessé de croire. » Cette réflexion est d'un grand sens, et il est facile d'en déduire les conséquences. Gibbon se consolait de son ancienne inconstance dans la foi, en observant que du moins se laisser entraîner par Bossuet, c'était succomber sous un noble adversaire. Au reste, il se défendit d'abord de toutes ses forces chez Pavillard, qui fut très surpris, selon lord Sheffield, de voir cette grosse et jeune tête placée sur un corps fluet, lui proposer en faveur du papisme les arguments les plus plausibles que l'on connaît. On prétend qu'un des motifs de conviction fut la parcimonie de la femme du pasteur. Assujéti à trop de privations, Gibbon n'attendait une prochaine délivrance que de son retour à la foi de ses pères. Cependant il ne put pas quitter aussitôt Lausanne. Ce long séjour dans une ville où les habitudes sont toutes françaises, lui procura une grande connaissance de la langue et même de la littérature de la France. Aussi préféra-t-il, pour son premier ouvrage, cet idiomme qui lui était alors plus familier que celui de l'Angleterre. Il s'y avait commencé auparavant les *Extraits raisonnés de ses lectures* ; mais on ne les a données au public qu'après sa mort. On y voit qu'il s'attacha de bonne heure à connaître une grande partie de ce qui avait été écrit de plus utile, et qu'il en retirait un grand fruit, se conformant toujours à cette maxime qu'on lui doit : « Ne lisons que pour nous aider à penser. » Ces occupations absorbaient presque tous ses moments. Elles ne l'empêchèrent pas néanmoins de prendre de l'attachement pour M<sup>lle</sup> Churchod, qui fut depuis M<sup>me</sup> Necker. Il songeait à l'épouser ; mais lorsqu'en 1758 son père le rappela en Angleterre, Gibbon, au lieu de donner son consentement à ce mariage, y renoua aussitôt avec un mélange assez original de grande douleur et de facile résignation. Il écrivit une lettre d'adieu. Elle commençait par de tendres regrets, mais elle finissait par ces mots : « C'est pourquoi j'ai l'honneur d'être, mademoiselle, votre très humble et très obéissant serviteur. » Pour se distraire, car enfin il avait du chagrin, il se composa une bibliothèque moins nombreuse que bien choisie. Elle renfermait, outre les classiques des langues mortes et les historiens qu'il eut à consulter ensuite pour son grand ouvrage, tous les auteurs modernes qui aujourd'hui même sont maintenant au premier rang. C'est à l'âge de vingt-quatre ans qu'il publia son *Essai sur l'étude de la littérature*. Ce livre n'était pas en anglais, fit peu de sensation à Londres, mais à Paris, il fut très remarqué pour la pureté du style autant que pour l'abondance des idées. Quelques temps après Gibbon fut incorporé dans la milice de Hanovre, avec le grade de capitaine. L'étude de la tactique parut l'amuser dans les premiers instants ; mais ses autres travaux, et sa faible santé lui auraient rendu la vie militaire trop pénible, surtout en temps de guerre. Il partit pour la France en 1763, et recut à Paris un accueil distingué, surtout de la part des hommes de lettres. Une des maisons qui lui furent ouvertes avec empressement, fut celle de M<sup>me</sup> de Delfant. Bien qu'il

l'esprit de raisonnement et la sagacité fussent chez lui les facultés dominantes, il avait aussi ce qu'il fallait comme homme du monde pour être goûté dans la société ou pour s'y plaire lui-même, et il y portait cette égalité de caractère qui en fait la douceur. Il ne resta que trois mois à Paris; mais il a dit, dans ses *Mémoires*: « J'avais été riche et indépendant, j'aurais prolongé, et peut-être fixé mon séjour dans cette capitale. » Après s'être arrêté près d'un an à Lausanne, il satisfait enfin le désir qu'il avait depuis long-temps de visiter l'Italie. Il ne tarda pas à y éprouver une de ces impressions qui s'accordent avec nos besoins les plus secrets, et auxquelles le reste de la vie semble subordonné. Le 15 octobre 1764, il était assis parmi les ruines du Capitole, pendant que des moines déchaus psalmodiaient quelque office au temple de Jupiter: pour la première fois, dit-il, il se sentit frappé de l'idée d'écrire l'histoire de la décadence et de la chute de cette ville impériale. D'autres ouvrages moins importants, mais déjà commencés, suspendirent l'exécution de ce projet. Étant retourné en Angleterre l'année suivante, il prit part à une compilation intitulée: *Mémoires littéraires de la Grande-Bretagne*, et il donna le premier livre de son ouvrage sur la Suisse. Quelques années plus tard parurent, en anglais, ses commentaires d'un des chants de l'*Oéide*: jusqu'alors il n'avait rien écrit dans cette langue. En 1770 il perdit son père: mais il fut entraîné à des mercuries pour mettre de l'ordre dans ses affaires, et devenir libre possesseur d'une fortune qui sans cela eût été assez considérable. Il eut le bon esprit d'apprécier de cette médiocrité: il s'en félicitait même, et pensait la franchise jusqu'à remarquer que sa faiblesse serait fait pour lui d'une position plus brillante un obstacle à ses travaux. Au reste, cette activité qui, selon lui, aurait pu être ralentie par les soins presque inséparables d'une grande fortune, ne fut pas moins détournée du but par la tentation à laquelle il succomba d'entrer dans la carrière politique. Depuis 1774 jusqu'en 1782, il siégea au parlement, n'y montrant d'autre courage que celui d'y passer ces huit années sans jamais y ouvrir la bouche. Sans énergie, comme sans talents oratoires, incertain jusqu'à la souplesse, incapable d'exercer aucun influence, il était destiné à sortir de la chambre avec moins de considération qu'il n'y était entré. Attaché au parti de lord North, il vota contre les droits des Américains. En 1779, au moment de la déclaration de guerre de l'Espagne, il vota hautement, chez Brock, qu'il n'y avait rien à espérer pour l'Angleterre, si on ne coupait six têtes dans le conseil-d'état, et si on ne les attachait, pour l'exemple, aux murs de la salle du parlement. Avant quelques jours, selon la remarque de Fox, Gibbon accepta dans ce même conseil la place de lord du commerce. À côté de cette note, inscrite sur un exemplaire des œuvres de l'historien, Fox avait mis trois strophes où il était dit, entre autres choses, que dans la crainte de le voir retirer sur la décadence de l'Angleterre, le roi Georges s'était pas trouvé de meilleur moyen que de le pourvoir d'un emploi agréable. C'était en effet, selon Gibbon, un poste commode, avantage plus décisif pour lui que tous les scrupules politiques. Quand il vit ce bureau supprimé, et lord North renversé, il prit en dégoût l'embarras des affaires, et les quitta sans retour, ne laissant d'autre trace de cette faible existence parlementaire qu'un pamphlet en réponse à un manifeste de la France, à l'occasion de la guerre d'Amérique. Heureusement il avait obtenu comme littérateur l'oubli des reproches mérités comme homme d'état. Le premier volume de son *Histoire de la décadence de Rome* avait paru en 1776, et le succès en avait été rapide. Les éditions se multipliaient à Londres, ainsi que les contre-façons à Dublin, et l'auteur disait: « Mon livre est sur toutes les tables. » De violentes attaques suivirent ces triomphes. Dans cet ouvrage étendu et raisonné sur la chute de Rome, on avait eu nécessairement à examiner s'il était vrai que le christianisme eût puissamment contribué à cette catastrophe, comme Julien l'avait prévu, et comme tant d'autres ensuite l'avaient affirmé. Or la tolérance religieuse, lors même qu'on y ajoute chez les chrétiens, comme dans la Grande-Bretagne, ne s'étend guère, si on en excepte la Russie,

qu'aux différentes communions du christianisme même. Ce qui est permis du côté de l'Atlantique, c'est moins de ne pas professer le christianisme, que de faire un choix entre les dogmes chrétiens de Pierre ou de Martin, de Faust, de Jean ou de Georges. Soit par modération, soit par une réserve moins désintéressée, Gibbon avait adroitement adouci ce qui concernait le christianisme dans le quinzième et le seizième chapitres. Aussi ne fut-il point poursuivi: seulement le clergé l'attaque de toute part, et avec beaucoup d'irritation. Watson, nommé depuis évêque de Landaff, fut imité: on cela par le célèbre Priestley, par les docteurs Chelsum et White, par Dalrymple et beaucoup d'autres dont le zèle plus ardent qu'éclairé, du moins en général, leur valut des pensions ou des bénéfices. Gibbon fut très offensé de ces critiques, ou plutôt de ces anathèmes, et il en parut étonné. « Si j'avais prévu, » dit-il alors, la viracité des sentiments qu'ont éprouvés, ou feint d'éprouver en cette occasion les personnes pieuses, timides ou prudentes, j'aurais peut-être adouci ces deux chapitres, objet de tant de scandale. » Il prit néanmoins le parti de ne se retrancher en rien; seulement on remarqua de l'aigreur dans sa réplique intitulée: *Défense de quelques passages des quinzième et seizième chapitres*. Il ne manqua ni d'esprit, ni de raison et de force même dans cette justification; mais on n'en trouva pas les diverses parties également plausibles: avec plus de calme sans doute il eût mieux conservé ses avantages naturels. Il avait été entraîné dans ses attaques contre le christianisme par des considérations trop secondaires, mais qui enfin appartenaient à son sujet. Au moment où dans Rome, en 1764, il avait été choqué de voir remplacée par des rites beaucoup moins solennels, l'ancienne pompe du culte de Jupiter Tarpien, il avait senti que jadis la ville réputée immortelle avait détruit ses espérances en condamnant ses vieux souvenirs. Habitué à démêler les causes des événements, et les mobiles des actions des hommes, il pensa que le préjugé, si long-temps tutélaire, de Rome souveraine des peuples n'avait pu subsister ensuite sans le dieu qui ne le prince avait promis l'empire au Capitole. Soit paresse, soit qu'insensiblement, malgré le peu de force de son caractère, il s'accoutumât à l'animadversion du clergé, il ne changea rien à la suite de son ouvrage. Il ne l'avait pas terminé lorsqu'en 1783 il quitta l'Angleterre. Il s'arrêta quelques moments à Paris, et alla se fixer à Lausanne dans une maison agréable, auprès de Deyverdun avec qui il était très lié. C'est au milieu de cette vie paisible qu'il acheva ce grand travail. « Entre onze heures et minuit, dit-il, le 27 juin 1787, j'écrivis la dernière ligne de ma dernière page, dans un pavillon du jardin..... J'allai ensuite dans une allée couverte d'où la vue s'étend sur le lac et les montagnes..... Ce moment me rendait ma liberté, et allait peut-être établir ma réputation: mais les mouvements de mon orgueil se calmèrent bientôt lorsque je songai que je venais de prendre congé de l'ancien compagnon de ma vie, et que, quel que fût un jour l'âge où parviendrait mon histoire, les jours de l'historien ne pouvaient être que courts et précaires. » Il avait droit d'espérer que son ouvrage vivrait, et, quant à lui, il n'était âgé que de cinquante ans; mais peut-être croyait-il déjà s'apercevoir qu'il n'arriverait pas à la vieillesse. En 1789 le bruit des événements troubla son repos. L'indécision de son esprit tenait sans doute à ce qu'il n'avait dans l'âme même ni élévation ni vigueur. La révolution française le déconcerta; c'était un mouvement de civilisation trop nouveau, et d'une importance qu'il ne put comprendre: il le prit en horreur, en n'arrivant sa vue que sur les désordres. Adoptant alors d'aveugles maximes de conservation, il voulut faire croire, et se persuader à lui-même que s'il avait blâmé en quelque chose le christianisme, et l'avait traité, disait-il, avec un peu de familiarité, c'était uniquement parce qu'on avait dû, en occident, à cette doctrine étrangère la subversion d'un polythéisme consacré jusqu'alors. En 1791, le plus intime ami de Gibbon, lord Sheffield alla le voir à Lausanne, et lui fit promettre de se rejoindre en Angleterre, pour se soustraire à l'agitation du continent. Il hésita pendant quelque temps, malgré

un héritage qui, venant d'accroître sa fortune, lui permettait de ne plus craindre le séjour de Londres; mais sa santé était mauvaise, et il ne put se décider à ce déplacement qu'en 1793, dans l'idée d'aller consoler son ami dont la femme venait de mourir. Il partit alors avec précipitation. Quelques mois après son arrivée, ses infirmités augmentèrent. Il subit plusieurs fois une opération qui semblait devoir prolonger sa vie; mais il surcomba inopinément le 16 janvier 1794, sans souffrir, et sans même s'être cru en danger. On voit dans ses lettres à ses amis combien il avait de constance dans ses liaisons. Sans être doué d'une sensibilité profonde, ou d'une grande force de volonté, il mérita d'être rangé parmi les hommes bons, ou même droits, et sans être même disposé peut-être à de pénibles sacrifices pour le soutien de la vérité, il l'aimait, ne fût-ce que par une suite de la perspicacité qui le caractérisait surtout comme historien. Il écrivait et parlait en français avec correction, avec élégance. Dans l'anglais, auquel il s'était revu, son style a été loué pour la concision, l'éclat, le mouvement; mais on y trouvait un peu de recherche, et on lui reprochait d'avoir affecté, surtout dans les derniers volumes de son grand ouvrage, des tournures piquantes, ou des expressions pompeuses, aux dépens du naturel, et quelques fois même de la clarté. Les critiques ont jugé sa manière moins uniforme, mais aussi moins imposante que celle de Hume, et moins ordinaire, ou plus pittoresque, mais moins vraie, moins facile que celle de Robertson. Il est placé avec ces deux écrivains à la tête des historiens anglais, bien qu'il ait dit quelque part qu'il n'avait pas assez de prétention pour admettre ce triumvirat. Son *Histoire de la décadence de Rome* conserve une grande réputation. L'érudition en est solide et variée; les faits y sont éclaircis avec une sagacité ingénieuse, et l'intérêt de la narration, sans être partout égal, s'y soutient généralement. Sans déclarer, dans le titre, que son livre serait philosophique, Gibbon l'a établi sur cette base seule durable: il l'a rempli de vues étendues, de réflexions justes, et il a indiqué le rapport des événements avec des principes féconds. Si on peut en tirer avec effort des conséquences systématiques, dans l'intérêt de quelques préjugés, c'est un inconvénient dont nul auteur n'est précisément responsable. On accuse Gibbon d'avoir raconté, sans émoi, les plus mauvaises actions, ainsi que les plus belles, ce qui est peut-être le blamer d'avoir écrit l'histoire en simple historien. A la vérité une certaine force morale et politique, ou une force d'ensemble paraît manquer à cette habile composition, entraînant sous d'autres rapports: le caractère de Gibbon était froid, et il parlait le langage de l'esprit, bien plus que celui de l'âme. Cependant les défenseurs du christianisme lui pardonneraient plus facilement par exemple d'avoir parlé des martyrs avec peu d'enthousiasme, s'ils considéraient que quand on a perdu le don de la foi, comme il en avait eu le malheur, on est exposé à voir sans beaucoup d'admiration d'indispensables vertus que les félicités éternelles devaient récompenser immédiatement. Ses ouvrages publiés par lui-même, sont: 1° *Essai sur l'étude de la littérature*, 1761, in-12; 2° *Histoire de la liberté de la Suisse*, 1763; 3° *Observations critiques sur le sixième livre de l'Énéide*, brochure, 1770; 4° *Histoire de la décadence et de la chute de l'empire romain*, in-4°, le premier volume parut en 1776, le deuxième et le troisième en 1781, les trois autres en 1788. On en a fait deux traductions en Allemagne, une en Espagne, et une en Italie. Les trois premiers volumes de la traduction française, in-8°, ont été publiés à Paris, 1777. Le bruit courut que Louis XVI avait commencé cette traduction, mais qu'ensuite ayant vu ce qui concernait le christianisme, et ne jugeant pas à propos de continuer, il avait mis l'ouvrage entre les mains de Leclerc de Septchènes, qui était secrétaire de son cabinet, et sous le nom de qui parurent ces trois volumes. Les quinze suivants ont eu successivement pour traducteurs Cantwell, Demeunier et Boudlard. En renvoyant plus tard cette traduction, M. Guizot y a joint une *Notice sur la vie et le caractère de Gibbon*, ainsi que des *Notes sur l'histoire du christianisme*. Cette édition nouvelle, publiée à Paris en 1812, a formé

treize volumes in-8°. Depuis la mort de Gibbon, lord Sheffield a rassemblé en deux volumes in-4°, sous le titre d'*Œuvres diverses*, les *Mémoires de Gibbon*, les *Extraits raisonnés de ses lectures*, sa *Correspondance*, et quelques autres morceaux. Ce recueil a été réimprimé en sept volumes in-8°, Bâle, 1796. Il existe une traduction des *Mémoires*, etc., par Marignie, deux volumes in-8°. En 1814 lord Sheffield a donné à Londres en cinq volumes in-8°, une édition augmentée de *Œuvres diverses*, et pour compléter l'ancienne, il a fait imprimer en un volume in-4°, les morceaux nouvellement réunis, entre autres: 1° *Essai sur la monarchie des Médas*, pour servir de suite aux dissertations de Freret et de Bouguinville; 2° *Sur la navigation autour de l'Afrique*; 3° *Observations critiques sur différents auteurs français et autres*; 4° *Lettres de Gibbon à H. Walpole, à madame Necker*, etc.

GILBERT (FRANÇOIS HENRI), membre du corps législatif, de l'institut de France, du conseil d'agriculture au ministère de l'intérieur, et de la société d'agriculture du département de la Seine, professeur et directeur adjoint de l'école vétérinaire d'Alfort, naquit à Châtellault, le 18 mars 1757, de François Gilbert, procureur près le bailliage de cette ville. Il commença ses études dans sa ville natale, et fut envoyé, à l'âge de quatorze ans, à Paris, pour les continuer dans le collège de Moutaigu, l'un des principaux de l'université. Il manifesta dès lors ce caractère impétueux qui le distinguait depuis et son ardeur à faire justice par la voie la plus courte lui procura bientôt les désagréments qu'elle entraîne toujours dans nos sociétés adoucies des formes. Voyant un jour un de ses camarades maltraité par un autre, repoussa si violemment l'agresseur, que son maître crut devoir le punir lui-même. Le jeune Gilbert était trop fier pour subir une peine qu'il croyait injuste, et il alla demeurer dans un autre collège, celui du cardinal-le-Moine. Il n'y fut pas plus heureux: un professeur de mathématiques, habile, mais brutal, se permit un jour de lui jeter son livre à la tête, parce que l'élève ne saisissait pas assez vite, au gré du maître, une démonstration difficile. Gilbert le lui renvoya comme il l'avait reçu, et il fallut encore quitter cette maison. Ses parents le placèrent alors chez un procureur, pour le préparer, par la pratique des études, à une petite place qu'ils lui destinaient. C'était de toutes les études celle qui convenait le moins à son genre d'esprit, aussi fut-il jugé incapable de tout, après quelque temps, par l'homme de loi qui s'était chargé de le diriger; et son père attribuant à l'inconduite, et non peu de succès, refusa de continuer la petite pension qu'il lui faisait. Gilbert se retira dans une espèce de grenier, au foud d'un faubourg, où il fut réduit à vivre d'aliments grossiers qu'il préparait lui-même. Un hasard heureux vint le tirer d'un état aussi précaire. Un jour, lisant Buffon, il fut frappé de l'éloge pompeux que ce grand naturaliste fait du cheval, et conçut un vif désir de connaître en détail ce noble animal. Il s'informa et apprit qu'il existait une école où le gouvernement entretenait des jeunes gens pour les former à l'art vétérinaire. Son parti fut pris sur-le-champ: il quitta sa retraite et se présenta, seul et sans protecteur, à M. Necker. Ce ministre, frappé de son air assuré, le fit examiner par un intendant des finances, et, sur le rapport avantageux de ce dernier, il lui donna une place gratuite dans l'école d'Alfort. Gilbert, déjà fort instruit, et placé au milieu de jeunes gens la plupart demeurés préliminaires, ne pouvait tarder à être remarqué. On lui confia le soin de faire répéter les leçons aux élèves les moins avancés: on lui fit traduire du latin quelques ouvrages relatifs à l'art vétérinaire, et le directeur de l'école le prit pour son secrétaire particulier. Il n'y avait encore que trois années que Gilbert était élève à l'école d'Alfort, lorsqu'il en fut nommé professeur, c'est à dire lorsqu'il devint le collègue des Daubenton, des Vicq d'Azyr et des Fourcroy. Gilbert, qui possédait dans un degré éminent la vivacité d'esprit, la rapidité et l'abondance de l'élocution, eut le plus brillant succès, et ce fut seulement alors que son père se reconcilia avec lui. Divers prix qu'il remporta sur des questions relatives à l'agriculture, proposées par quelques académies, le firent

hâtesse connaître dans un cercle plus étendu que celui de son école. La principale de ces questions fut celle des prairies artificielles, que plusieurs sociétés d'agriculture proposaient presque au même temps. Gilbert les traita d'une manière digne de son importance. Un des résultats les plus curieux de ses recherches sur ce sujet, c'est que le système de culture que ses méditations et son expérience lui avaient indiqué comme le plus avantageux, se trouva être précisément le même que les Romains observaient dans les temps les plus florissans de la république. Le mémoire de Gilbert est regardé encore aujourd'hui comme un livre fondamental dans cette partie. Les matériaux et les idées qui avaient servi de base à son travail n'étaient pas si particulières à la généralité de Paris, qu'il ne pût aussi être utile aux provinces voisines; il les employa de nouveau pour répondre à des questions à peu près semblables, proposées par l'académie d'Amiens et par celle d'Orléans, et il en obtint les mêmes récompenses. Ces écrits ayant fait connaître du ministère, il fut dès lors consulté sur des questions délicates d'administration, et chargé de plusieurs missions qui exigeaient autant de probité que de talent. M. de Tolosan, intendant du commerce, l'envoya en Angleterre pour y étudier la manière de conduire les moutons à laine longue, et pour tâcher d'en introduire la race dans nos provinces septentrionales. Le gouvernement l'employa ensuite contre un grand nombre d'épizooties, menées qui furent très souvent péribles, et où Gilbert vit plusieurs fois des paysans refuser d'employer pour leurs bestiaux d'autre remède que l'eau bénite. Dans le but d'exciter l'industrie des gens de la campagne, Gilbert composa des instructions populaires sur divers objets d'économie rurale. Dans le nombre on remarque plusieurs traités de médecine vétérinaire qui ont toujours été cités comme des ouvrages utiles. Comme membre de la commission et ensuite du conseil d'agriculture, il contribua avec ses collègues à la création d'un établissement où toutes les expériences devaient se faire en grand, mais qui, malgré tous ses efforts pour le défendre, fut ensuite démantelé par le directeur. Dès 1793, Gilbert avait employé le plus grand courage à préserver de la destruction un superbe troupeau de moutons espagnols, que Chanonnier, obligé de fuir, avait mis à sa terre de Croissy. Tous ces services n'étaient rien auprès de ceux que Gilbert conçut l'impér de rendre à la France dans la dernière mission qu'il reçut du gouvernement. Un des articles secrets du traité de paix entre la république et l'Espagne accordait à la France la faculté d'acheter dans la péninsule quelques milliers de ces moutons dont la superbe laine alimentait nos manufactures. Trois années s'étaient écoulées sans qu'on eût pensé à l'exécuter, et le terme de l'exportation était fixé à cinq ans. Gilbert revint à l'Institut, dont il avait été nommé membre à la formation, un mémoire pressant sur cet objet; ce travail fut adressé au gouvernement, et le ministère, François de Neufchâteau, ordonna, vers la fin de 1799, l'exécution de cette mesure, en chargeant l'auteur du mémoire de cette mission délicate. Gilbert se prépara avec une sorte de transport à un voyage qui lui paraissait devoir être si utile et si instructif. Mais de grands obstacles et des chagrins l'attendaient en Espagne. La manière dont on crut devoir gouverner les troupeaux dans ce pays fait qu'il faut attendre l'époque de la tonte pour pouvoir acheter les plus beaux sujets, et Gilbert fut tellement entravé qu'il manqua deux ans de suite cette époque favorable. Lorsqu'il la rencontra, les propriétaires refusaient de lui rien vendre. Il fallut solliciter des lettres du roi pour les engager à être moins capotins; il fallut aussi vaincre les difficultés qu'opposaient les bergers. Ces lenteurs se compliquèrent avec les retards dans les paiements qui devaient venir de France. Ce ne fut qu'au bout de plusieurs mois de séjour à Madrid qu'il reçut une lettre de crédit allant à peine au tiers de ce qu'il lui fallait: le banquier refusa de lui remettre l'ordre de réduire ce crédit à moitié, et Gilbert n'eut à sa disposition qu'une somme de trente mille francs pour une opération où il aurait fallu prodigier des millions. Il fut obligé d'engager son propre patrimoine pour acquitter des dettes d'autant plus sa-

crées à ses yeux qu'elles intéressaient l'honneur de sa patrie, et ce ne fut qu'avec peine qu'il obtint le supplément nécessaire pour se tirer des cruels embarras où l'avait mis sa confiance en ceux qui l'envoyaient. Les chagrins que ces contrariétés lui causèrent achevèrent ce que les fatigues avaient commencé. Obligé de voyager dans une saison pluvieuse, presque toujours à pied, et traînant son cheval le long des précipices, couchant dans les huttes des pâtres au sommet des rochers, souvent au-dessus de la région des nuages, Gilbert gagna une fièvre tierce que l'abattement de son esprit fit bientôt dégénérer en fièvre maligne, et qui l'emporta au bout de neuf jours, le 6 septembre 1800. Ce savant vétérinaire a publié, outre les mémoires couronnés par les académies : 1° *Traité des prairies artificielles*, Paris, 1790, 1 vol. in-8°, réimprimé en 1808; 2° *Recherches sur les causes des maladies charbonneuses dans les animaux*, et sur les moyens de les combattre et de les prévenir, Paris, 1795, 1 vol. in-8°; 3° *Instruction sur le vertige abdominal, ou indigestion vertigineuse des chevaux*, Paris, 1795, 1 vol. in-8°; 4° *Instruction sur le charbon des moutons*, Paris, 1796, 1 vol. in-8°; 5° *Instruction sur les moyens les plus propres à assurer la propagation des bêtes à laine de race d'Espagne*, et à la conservation de cette race dans toute sa pureté, Paris, 1797, 1 vol. in-8°; 6° *Mémoire sur la loule du troupeau national de Rambouillet, la vente de ses laines et de ses productions disponibles*, Paris, 1797, 1 vol. in-4°. Gilbert a aussi fourni plusieurs articles à la *Diccionario philoso hique*, au *Megasin encyclopedique*, à la *Faule de cultivateur*, et au *Cours d'agriculture de Rozier*, l'article *Bastiaux au vert*, qu'il composa en société avec Rougier la Bergerie.

GILLY (JACQUES-LEONARD, comte), lieutenant-général, naquit à Fourrés, département du Gard, en 1773. Il entra au service en 1791, fut nommé presque aussitôt commandant en second du bataillon du Gard Vie, et envoyé à l'armée des Pyrénées-Orientales. Le 22 juillet 1793, il contribua au succès de l'offensive de la Perche, et le 4 août suivant, il prit part à la défaite d'une division ennemie qui abandonna sur le champ de bataille son artillerie et ses munitions. Le 15 septembre, le chef de bataillon Gilly s'empara du château de Villefranche; le 22 du même mois, il se distingua à la bataille de Thuir, et il fut fait chef de brigade provisoire le 29 septembre. Dugommier ayant pris le commandement de l'armée des Pyrénées-Orientales, Gilly, au mois de messidor an 2, chassa les Espagnols de leurs retranchements de Castellin, et est nommé adjudant-général chef de brigade. Le 8 thermidor de l'an 3, au descendant le château de Puycedra, à la tête d'une compagnie de carabiniers de la légion des Pyrénées, ce brave fut fait prisonnier. Echangé en l'an 4, il fut employé à l'armée d'Italie, passa à celle du Danube, et devint général de brigade. La ville de Lyon ayant été déclarée en état de siège, il en prit le commandement au mois de frimaire de l'an 5, et le conserva jusqu'à l'établissement d'une préfecture de police dans cette grande cité. Envoyé à l'armée de réserve sous les ordres de Moncey, alors général de division, il revint à Lyon et y prit le commandement de la 19<sup>e</sup> division militaire. Peu de temps après, il joignit l'armée des Grisons, sous les ordres du général Macdonald, et y servit jusqu'à la paix. Le 23 floréal an 9, il reçut l'ordre de se rendre à l'armée de Portugal, et d'y prendre le commandement d'une division. La campagne d'Autriche lui fournit, en 1809, de nombreuses occasions de se distinguer, et le 30 juin 1811, l'empereur lui donna le cordon de grand-officier de la légion d'honneur. Le 8 juillet 1815, Louis XVIII le nomma chevalier de Saint-Louis, et commandant de la 2<sup>e</sup> subdivision militaire de Nîmes. Napoléon, en 1815, ayant débarqué au golfe Juan, le duc d'Angoulême se jeta dans le midi pour y former une armée qu'il put opposer au conquérant, et le général Gilly fut chargé d'organiser un corps de volontaires royalistes. Mais il ne put remplir sa mission. Napoléon rallia tous ses anciens soldats autour de ses drapeaux, et donna au général Gilly l'ordre de dissiper les rassemblements de royalistes. Le général rédigea des proclamations, dissipa les forces qu'on voulait lui opposer, et fit arborer les couleurs nationales



dans tous les lieux soumis à son commandement. Il se vit alors dans la nécessité de marcher contre le duc d'Angoulême, qui, abandonné de tous côtés, fit sa retraite sur Montélimar. Enfin, à la suite d'une convention conclue entre le baron de Damas, envoyé du prince, et M. Lefèvre, aide-de-camp du général Gilly, le duc, alors à Pierre-Latte, eut la liberté de s'embarquer avec sa suite au port de Cette, pour Barcelonne. L'empereur approuva la conduite modérée que tint le général Gilly dans ces circonstances difficiles, le nomma comte, et lui confia le commandement de la 9<sup>e</sup> division militaire. Le général y organisa les colonnes mobiles. Le département du Gard le nomma, en 1815, à la chambre des représentants; mais il ne s'y rendit point; sa présence dans le midi étant trop nécessaire pour qu'il pût s'absenter. Menacé par les royalistes dès que ceux-ci connurent le résultat de la bataille de Waterloo, il quitta la France, et passa en Amérique. Arrivé à New-York, il s'y fixa. Cependant le conseil de guerre de la 1<sup>re</sup> division militaire instruisait son procès, et un jugement le condamna à mort le 25 juin 1816. Quand les passions du parti royaliste se furent calmées, le gouvernement lui permit de rentrer en France, et on l'inscrivit sur le tableau des généraux en disponibilité; mais il n'a jamais été employé depuis. Il est mort le 5 août 1829, à la Vernède, commune d'Alamon, département du Gard.

GILLY, *Foyez* BLANC GILLY.

GILPIN (GUILLEME), né en 1754. On a dit qu'il descendait du vertueux Bernard Gilpin, ecclésiastique qui embrassa la réforme au milieu du seizième siècle. Cette extraction n'est vraisemblable dans aucune supposition: les mœurs de Bernard paraissent avoir été régulières, et Carleton rapporte qu'il a toujours vécu dans le célibat. Pendant quelque temps, Guillaume Gilpin a dirigé avec succès une maison d'éducation, à Cheam, dans le Surreyshire. Il la laissa ensuite à un de ses fils lorsqu'il fut nommé vicaire de Boldre, près de Lymington. Ce bénéfice, qu'il conserva toute sa vie, lui avait été procuré par un de ses anciens élèves, Nitford, l'auteur d'une histoire de Grèce. Gilpin a écrit dans des genres différents, mais il n'a dû qu'au genre descriptif l'aspect de célébrité qu'il a obtenue. Il joignait au talent de l'écrivain le goût de l'artiste, et il abonde en réflexions utiles soit pour la pratique des arts, soit pour la théorie. Comme Bourril l'a fait pour une partie des Alpes, Gilpin a décrit les sites de la Grande-Bretagne avec fidélité; mais aussi d'une manière trop poétique. Ses voyages, généralement estimés, n'avaient pas eu de modèles chez les Anglais. Ils sont accompagnés de gravures à l'aqua-tinta, qui ajoutent beaucoup à l'agrément des descriptions; mais dont, à la rigueur, elles pourraient se passer, tant la plume de Gilpin exprime avec justesse et sagacité ce qui caractérise les lieux, et avec chaleur ce qui en fait la beauté. Le principal mérite peut-être de ce style animé, c'est de ne pas dégénérer en un faux enthousiasme, de ne pas prodiguer les expressions fortes de manière à répandre une couleur confuse et un peu uniforme, défaut qui n'a pas été évité récemment dans des lettres descriptives sur la Suisse. Gilpin fut un de ces vrais pasteurs qui occupent du bien de leurs paroissiens comme d'un intérêt de famille. Ayant vendu, en 1809, une collection de ses dessins, dont le produit s'élevait à plus de 36,000 francs, il le consacra à la dotation d'une école à Boldre, et, pour la mieux soutenir, il y joignit encore quelques autres dons. La mort le frappa dans sa quatre-vingtième année, le 5 avril 1804. Ses ouvrages, tous écrits en anglais, sont: 1<sup>o</sup> *Vie de Bernard Gilpin*, recueillie tant de sa vie écrite par Carleton, que de diverses relations contemporaines, etc., 1753, in-8<sup>o</sup>; 2<sup>o</sup> *Vie de Hugues Latimer*, 1754, in-8<sup>o</sup>; 3<sup>o</sup> *Vies de Jean Wicléf, et de ses principaux disciples*, Jean Hus, etc., etc., 1764, in-8<sup>o</sup>; 4<sup>o</sup> *Observations sur la rivière Wye, et sur quelques contrées du pays de Galles*, etc., 1782 et 1789, in-8<sup>o</sup>; 5<sup>o</sup> *Vie de Th. Cranmer, archevêque de Canterbury*, 1784, in-8<sup>o</sup>; 6<sup>o</sup> *Voyages en différentes parties de l'Angleterre, et particulièrement dans les montagnes, et sur les lacs du Cumberland et du Westmoreland, contenant des observations relatives aux beautés pittoresques*, 1787, in-8<sup>o</sup>, et 1788.

à vol. in-8<sup>o</sup>; 7<sup>o</sup> *Observations relatives à la beauté pittoresque, faites, en 1776 dans diverses parties de la Grande-Bretagne, et particulièrement dans les montagnes de l'Ecosse*, 1789, à vol. in-8<sup>o</sup>; 8<sup>o</sup> *Remarques sur les scènes forestières, etc., avec les vues de New-Forest, dans la Hampshire*, 1791, à vol. in-8<sup>o</sup>; 9<sup>o</sup> *Trois essais, sur le beau pittoresque, sur les voyages pittoresques, sur l'art d'esquisser le paysage, avec un poème sur la peinture de paysage*, 1793, in-8<sup>o</sup>; 10<sup>o</sup> *Contrastes moraux*, 1798, in-12; 11<sup>o</sup> *Observations sur les parcs arborés taillés de l'Angleterre, principalement sous le rapport de la beauté pittoresque, sur l'île de Wight*, etc., 1795, in-8<sup>o</sup>; 12<sup>o</sup> *Sermons prêchés dans une église de campagne, avec des essais, et des sujets de sermons*, 1799, 1800, 1801, 3 vol. in-8<sup>o</sup>. Il faut joindre à cette liste quelques écrits ascétiques, et deux ouvrages posthumes: *Observations sur les côtes de Hampshire, Sussex et Kent*, 1806, et *Dialogues sur différents sujets*, 1807, in-8<sup>o</sup>. On a traduit en français, en 1789, à Breslau, et mieux, en 1800, même ville, les *Voyages*, etc., aux lacs du Cumberland, etc.; en 1799, in-8<sup>o</sup>, Breslau: *l'Essai sur le beau pittoresque et l'Essai sur les voyages pittoresques*, en 1800, Breslau, in-8<sup>o</sup>, les *Observations sur la rivière Wye*, etc. Les remarques sur les scènes forestières, les Observations sur les montagnes d'Ecosse, et les Voyages au Cumberland, ont été traduits en allemand.

GIN : PIERRE-LOUIS-CLAUDE, né à Paris, en 1756, était, par sa mère, arrière-petit-neveu de Boileau. Il fut reçu avocat en 1780, puis conseiller au parlement Maupeou, et, lors de la dissolution de ce parlement, il devint conseiller au grand-conseil. Il exerça ces charges de la manière la plus honorable, et reut toute la vie privée lors de la suppression des cours souveraines, en 1791. Il adressa, le 3 décembre 1793, à Barrère, un plaidoyer en faveur de Louis XVI. Ce plaidoyer, qui n'a guère que huit pages, est un morceau très éloquent. Les dominateurs de la France ne lui firent pas attendre longtemps la récompense de son dévouement: au commencement de 1793, il fut conduit, avec sa famille, à l'abbaye de Port-Royal. C'est dans cette prison qu'il apprit l'anglais, d'un prisonnier auquel il montrait le grec. Sa détention dura onze mois. A sa sortie de prison, Gin fut nommé maire de Clamart. Requis de prêter serment de haine à la royauté, il répondit qu'il ne le prêterait pas, et eut le courage d'écrire sur le registre de la commune d'Iuy que le gouvernement monarchique était le seul qui convint à la France. Heureusement cette hardiesse ne fut point punie. Gin mourut à Paris, le 19 novembre 1807. Ce magistrat a été un écrivain très fécond, dote de plus d'une traduction que de goût. Voici la liste de ses ouvrages: 1<sup>o</sup> *De l'éloquence du barreau*, par un avocat au parlement de Paris, Paris, 1767, in-12; 2<sup>o</sup> *édit.*, Paris, 1803, in-12, ouvrage très médiocre; 3<sup>o</sup> *De la religion, par un homme du monde*, Paris, 1778-1780, 6 vol. in-12. C'est une défense du christianisme. L'auteur entreprend de prouver que la tranquillité des états dépend de l'observation de ses maximes fondamentales. On a réimprimé dans cette édition les *Effets de l'amour du bien public dans l'homme d'état, considérés dans la vie de l'abbé Suger*, Paris, 1779, in-8<sup>o</sup> (tome V); et *l'Éloge de monseigneur le dauphin, père de Louis XVI*, Paris et Lyon, 1779, in-8<sup>o</sup> (même tome). 4<sup>o</sup> *Œuvres complètes d'Homère*, traduction nouvelle, avec des notes et des imitations des poètes latins, italiens et anglais, Paris, 1784, 8 vol. in-12, et Paris, 1787 et suiv., 8 vol. in-8<sup>o</sup>. *L'Iliade* seule a été publiée en 1786, 4 vol. in-4<sup>o</sup>. Louis XVI avait souscrit pour cent exemplaires. Cette traduction, comme toutes celles de Gin, fourmille de fautes et de contre-sens: aussi n'a-t-elle point l'approbation des savants. Les gens du monde la lisent encore: ils trouvent cet écrivain clair et naturel. Les notes qui accompagnent sa traduction sont bonnes à consulter. 5<sup>o</sup> *Nouveaux mélanges de philosophie et de littérature, ou analyses raisonnées des connaissances les plus utiles à l'homme et au citoyen, dédiés au roi*, Paris, 1784, in-12. C'est une prétendue réfutation des livres de d'Holbach et d'Héliétius. 6<sup>o</sup> *Œuvres d'Homère et du combat d'Homère et d'Énée*, Paris, 1785, in-8<sup>o</sup>; 6<sup>o</sup> *Idylles de Théocrite*, traduction nouvelle, 1788, in-8<sup>o</sup>; 7<sup>o</sup> *Nouvelle lettre d'un patriote à*

en magistrat sur les questions agitées à l'occasion de la première brève des états-généraux, 1788, in-8°; 8° Les harangues de Furgile, traduction nouvelle, 1788, in-8°; 9° (est plaidoyer pour Louis XVI, adressé à la convention nationale, avec des notes sur la constitution de 1793, servant de complément à la note politique des harangues de Domestiques, Bâle, 1791, in-8°). Il y a huit pages de texte et cinquante pages de notes. 10° Le ministre de Warfield, traduit de l'anglais, 1797; 11° Odes de Pindare, unique traduction complète en prose poétique, 1801, in-8°; 12° Les trois principes du gouvernement français, troisième édition, revue, corrigée et augmentée, notamment d'un supplément aux Considérations de Montesquieu sur les causes de la grandeur et de la décadence de Rome, Paris, 1787, 2 vol. in-12; 4° édit., Paris, 1802, 2 vol. in-12. C'est un long plaidoyer en faveur de la monarchie, où Gin combat Montesquieu et Mably avec des armes inégales. 13° De la religion du vrai philosophe, Paris, 1803, 3 vol. in-8°. C'est le même ouvrage que celui De la religion, par un homme du nord, cité plus haut, mais retouché et abrégé. Ce livre porte aussi le titre d'Œuvres complètes de P.-L.-C. Gio, n° 1°. L'auteur avait, en effet, le projet de faire une édition complète de ses œuvres, mais il en est resté là. 14° Analyse raisonnée du droit français, par comparaison des dispositions des lois romaines, de la Rome de Paris et du nouveau code des Français, Paris, 1803-1806, 6 vol. in-8°. La première édition parut en 1804, et sa forme qu'un volume. 15° Discours prononcés à l'ouverture du jurisprudence, Paris, 1804, in-8°; 16° Discours sur l'histoire universelle, depuis Charlemagne jusqu'à nos jours, c'est à dire jusqu'à l'ouverture des états-généraux, en 1789, Paris, 1805 ou 1806, 2 vol. in-12. Cette continuation à l'ouvrage de Bossuet n'est pas sans mérite. Le style a de la force dans quelques endroits, mais souvent l'auteur déclame et s'abandonne à des négligences. Elle a de plus sur celles données en 1804 et 1805, l'avantage d'être portée jusqu'à nos jours; mais elle renferme tant de fautes typographiques que l'on peut croire que l'auteur n'en a pas vu les épreuves. Gin a laissé un manuscrit des vers de d'Anacréon, Bion, Moschus, et des autres lyriques grecs. Il se disposait, lorsque la mort le surprit, à publier une édition polyglotte des œuvres d'Homère en cinq langues (grec, latin, français, anglais, italien). Cette entreprise n'a pas eu de suite. Gin est le seul auteur publié le prospectus. — GIZ D'OUVER, fils du précédent. Il a publié : 1° Les avis d'une mère infortunée à ses filles, traduit de l'anglais, 1786; 2° Abrégé chronologique de l'histoire de la marine française, depuis son origine jusqu'à la paix de 1763, Paris, 1803, in-12.

GIORGI (AROTOUZ-AOTOUZ), religieux augustin, naquit en 1711, à Santo-Mauro, près de Rimini, c'est dans l'église, à Bologne, à l'âge de seize ans, et s'appliqua avec ardeur à la théologie, qu'il professa ensuite dans plusieurs villes d'Italie. Appelé à Rome par Benoît XIV, qu'il avait connu à Bologne, Corp se distingua comme professeur au grand collège. Il avait consacré ses laborieuses veilles à étudier les langues grecque, hébraïque, chaldéenne, samaritaine et syriaque, dans le but de mieux approfondir les livres saints. Chargé par le pape de l'explication de l'histoire de pelagianisme, par le cardinal Noris, ouvrage mis à l'index en Espagne, faute d'être compris, Giorgi s'occupait par ce travail l'amitié particulière du souverain pontife. Il fut placé à la tête de la bibliothèque apostolique, prit part aux conseils les plus intimes du pape, et refusa la chaire de théologie de Vienne qui lui fut offerte. Ayant perdu de son crédit sous le successeur de Benoît XIV, qui manifestait moins de prédilection pour les sectateurs de la doctrine de saint Augustin, Giorgi consacra d'autant plus de loisirs à des travaux que sa connaissance de onze langues diverses lui permettait de poursuivre sur une immense échelle. Le cardinal Borghese, juste appréciateur de son mérite, l'aide de ses encouragements et de ses conseils. Dans la vue d'aplanir les principales difficultés que devaient rencontrer les missionnaires désignées pour le Tibet, il s'enfonça dans l'étude épincuse de la langue et des antiques traditions de ce pays. Il publia un *Alphabetum tibetanum*, dont les original s'est tout

aujourd'hui peu de cas, mais qui lui donna lieu de faire et de publier de savantes recherches. Son ardeur extrême pour la pureté de la foi ne se ralentit point avec l'âge, et il prit part très vivement à plusieurs discussions relatives à cet objet, particulièrement sur la dévotion au sacré cœur de Jésus. Son immense érudition lui faisait sans cesse recourir à lui, et elle le mit en correspondance avec les savants de tous les pays. D'un caractère modeste et sans ambition, il lui fallut cependant subir les soucis de plusieurs emplois. Nommé procureur-général de son ordre, il occupa ces fonctions pendant vingt-deux ans, et s'appliqua sans relâche à rétablir la règle dans sa pureté primitive. Il s'occupait, pour éclaircir l'histoire civile et ecclésiastique de sa patrie, d'un ouvrage sur les inscriptions grecques de l'église de Rimini, lorsque la mort vint mettre fin à ses travaux, le 4 mai 1797. On a de lui un grand nombre d'écrits dont nous ne citerons que les plus importants : 1° *Alphabetum tibetanum missionum apostolicarum commode editum: promissa disquisitione, quæ de veris litterarum ac regionis nomine, gentis origine, moribus superstitionibus ac mathematicis fuisse disertior, Beauvilliers calumniam in sanctum Augustinum, aliorum ecclesiarum patres refutantur*, Rome, 1763, 1 vol. in-4°, fig. Giorgi pose l'orthographe des mots, établit la syntaxe, et appuie tous ses exemples sur les extraits des manuscrits tibétains découverts, en 1791, près des sources de l'Irtisch, publiés par les ordres de l'empereur Pierre 1<sup>er</sup>, insérés dans les *Acta eruditorum* de Leipzig, et dans le *Museum lyriani* de Beyer, avec une traduction française de Fourmont. M. Abel Remusat considère cet ouvrage comme une compilation faite avec autant de courage que d'ignorance et de précipitation; elle ne peut être utile à la science que par les matériaux qui s'y trouvent tout rassemblés. L'histoire de la Chine de Duhalde, les Lettres édifiantes, les Voyages de Bagle et de Turner, le morceau donné sur le Tibet, par Pallas, dans ses Mélanges, et traduit par Reuilly, 1 vol. in-8°, et diverses notes ajoutées par Langla à la traduction des Voyages de Thunberg, et à celle des Recherches asiatiques, nous ont procuré sur le Tibet des notions beaucoup plus exactes que celles que Giorgi avait recueillies. 2° *Fragmentum evangelii sancti Johannis græco-copto-thebaicum sæculi quarti: additamentum ex vetustissimis membranis lectionum evangelicarum divina missa, etc. diacronici reliquias et liturgica alia fragmenta veteris thebaïdæm ecclesiæ ante Diocletianum, à Felice no musso Boigiano nunc producent, in latinum versa et notis illustrata*, Rome, 1789, in-4°. Giorgi ne se contente pas d'examiner ce fragment en grammairien; il s'attache à en démontrer l'antiquité ainsi que l'ancienneté de plusieurs points de doctrine établis par l'église. Cet ouvrage donna lieu au suivant, imprimé à Paris : *Manuscrit précieux à la doctrine de l'église, etc., nouvellement publié à Rome sous ce titre: Fragmenta, etc.* 3° *De miraculis sancti Coluthi et reliquis actibus sancti Panesini, fragmenta duo, etc.*, Rome, 1793, in-4°. Tous ces fragments sont intéressants pour l'étude de la langue égyptienne. 4° *Christiani Ameriani adversus epistolam duas ab anonymo renso in dissertationem commentarium Camilli Blasii de fœdo cordis Jesu vulgatas antirrheticus, etc.*, Rome, 1773, in-4°. 5° Lettre d'Antipocrytus Terimianus à Christinus pour la défense de l'avocat Blanc contre une lettre florentine d'un campagnard appelé le chasseur théologien, Rome, 1771, in-4°: elle se trouve dans les Lettres italiennes pour la défense de l'avocat Blanc, Rome, 1773, in-4°. 6° *De arabicis interpretationibus Patris Testamenti epistola*, Rome, 1780, in-8°. 7° *De versibus syriacis Novi Testamenti epistola*, dans l'ouvrage de J.-G. Adler, sur le même sujet, Copenhague, 1790; 8° *De inscriptionibus palmyrenis quæ in musæo capitolino adesse videntur interpretandis, epistola ad Nic. Toggini*, 1783, in-8°. Giorgi pense que le palmyrénien avait une affinité très étroite avec l'hébreu, et s'applique à le démontrer. 9° Plusieurs autres ouvrages dont on trouvera la liste à la suite de la vie de l'auteur, insérée dans le tome XVIII des *Vite Italorum* de Fabroni.

GIRARD (PIERRE-SIMON), membre de la légation d'honneur, ingénieur en chef des ponts et chaussées, né à Caen, département du Calvados, le 4 novembre 1768.

Il s'était fait avantageusement connaître dans le service auquel il appartenait, lorsque l'expédition d'Égypte fut résolue et qu'il fut désigné pour en faire partie. Les connaissances étendues de M. Girard le classaient parmi les savants qui accompagnaient l'armée française : il fit partie de l'institut d'Égypte, et il a coopéré depuis à la *Description de l'Égypte* par une commission de cet institut. De retour en France, M. Girard fut employé aux travaux que l'on entreprit pour la canalisation de la rivière de l'Ouïq, et aux différents ouvrages hydrauliques qu'elle allait permettre d'exécuter dans Paris. Il fut nommé, le 28 fructidor an 10, ingénieur en chef du canal de l'Ouïq. Les travaux préliminaires auxquels il se livra pour répondre à sa mission ont été publiés en l'an 13, sous la forme d'un rapport à l'assemblée des ponts et chaussées. Cet ouvrage contient l'histoire des divers projets qui avaient été proposés pour distribuer dans Paris l'eau nécessaire à ses habitants, et celle du canal de l'Ouïq en particulier; la description du terrain que le canal devait traverser; la détermination du canal d'après les différents usages auxquels il devait être destiné; le tracé général du canal. Les deux cartes qui l'accompagnaient représentent le canal de dérivation de la rivière de l'Ouïq depuis Marueil jusqu'à Paris, et le territoire traversé par la redoute de la Villette jusqu'au ruisseau de l'Armenue. L'exécution de ce canal fut ordonnée par Napoléon, le 17 ventôse an 13. M. Girard fut chargé de la direction des travaux, et en fit imprimer le devis général. Plus tard, un autre ouvrage, complément de ceux qui précèdent, les suivit : c'était la description générale des différents ouvrages à exécuter. Les opérations de M. Girard avaient été critiquées par plusieurs de ses collègues, et M. Gaultier, inspecteur-général des ponts et chaussées, l'avait vivement attaqué dès 1803, dans une brochure in-4°, adressée au préfet de la Seine. L'autorité inquiète nomma une commission chargée de l'éclaircir. Cette commission fut d'avis que le devis général du canal de l'Ouïq, publié en 1806, par M. Girard, indique la plus grande partie des ouvrages et leur mode d'exécution; mais que, dans une entreprise de cette espèce, il survient ordinairement des dispositions nouvelles qui changent la face des choses, principalement lorsque, pendant la marche des travaux, l'impulsion donnée par l'autorité supérieure ne permet pas de remplir toutes les formalités voulues par l'examen et l'approbation préalable des différents parties du projet. M. Girard fut ensuite chargé des travaux du canal Saint-Martin. Il a été élu à l'académie des sciences en juin 1813. M. Girard a publié : 1° *Traité analytique de la résistance des solides et des solides d'égal résistance, auquel on a joint une suite de nouvelles expériences sur la force et l'élasticité spécifique des bois de chêne et de sapin*, Paris, 1798, in-4°, fig.; 2° *Rapport à l'assemblée des ponts et chaussées sur le projet général du canal de l'Ouïq*, Paris, 1803, in-4°; 3° *Essai sur le mouvement des eaux courantes et la figure qu'il convient de donner aux canaux*, Paris, 1804, in-4°; 4° *Devis des ponts à bascule à construire sur le canal de l'Ouïq*, Paris, 1808, in-4°; 5° *Description générale des différents ouvrages à exécuter pour la distribution des eaux du canal de l'Ouïq dans l'intérieur de Paris*, Paris, 1810, in-4°; 6° *Recherches expérimentales sur l'eau et le vent, ouvrage traduit de l'anglais et précédé d'une introduction*, 1810, in-4°; 7° *Devis général du canal de l'Ouïq, depuis la première prise d'eau à Marueil jusqu'à la barrière de Pantin*, Paris, 1801, 2 vol. in-4°, et Paris, 1819, in-4°; 8° *Devis général du canal Saint-Martin*, Paris, 1820, in-4°, avec planches; 9° *Nouvelles observations sur le canal Saint-Martin, et supplément au devis général qui en a été publié*, Paris, 1821, broch. in-4°; 10° *Renseignements utiles sur l'embranchement du canal du duc d'Angoulême à Saint-Folary-sur-Somme*, chap. I-III, Paris, 1823, 3 broch. in-8°, avec planches; 11° *Considérations sur les canaux et sur le mode de leur construction*, Paris, 1824, in-8°; 12° *Considérations générales sur les avantages respectifs des divers moyens de transport, extrait de la Revue encyclopédique*, Paris, 1824, in-8°; 13° *Mémoire sur le canal de Soissons, destiné à joindre le canal de l'Ouïq aux canaux des Ardennes et de Saint-Quentin*,

Paris, 1824, in-4°; 14° *Article sur la description hydrographique et historique des marais Pontins*, par M. de Prony, Paris, 1825, in-8°; extrait de la *Revue encyclopédique*; 15° *Du dessèchement général de Paris, du lavage de ses rues et de leur assainissement*, Paris, 1826, in-4°; 16° *Rapport verbal fait à l'académie royale des sciences, dans sa séance du 19 mars 1827, à l'occasion du canal maritime de Paris au Harre*, Paris, 1827, in-8°; 17° *Recherches sur les grandes routes, les canaux de navigation et les chemins de fer*, Paris, 1827, in-8°. C'est l'introduction au *Mémoire sur les grandes routes, les chemins de fer et les canaux de navigation*, traduit de l'allemand de M. F. de Gerdtner, par M. de Torquem; il n'a été tiré qu'un douzaine d'exemplaires; et un grand nombre de mémoires insérés dans la *Derode égyptienne*, le *Journal des mines*, les *Mémoires de l'institut*, section des sciences physiques et mathématiques; les *Mémoires de l'académie des sciences*, et dans divers autres recueils scientifiques.

GIRAUD (PIERRE-FRANÇOIS-JOSEPH), littérateur distingué, naquit à Barçeville, en Normandie, le 30 septembre 1764. Jeté par la révolution dans la carrière polémique des journaux, cet homme de lettres a laissé des témoignages d'un talent flexible et approprié aux genres les plus divers. Rédacteur au *Constitutionnel* et aux *Tablettes universelles*, M. Giraud composa l'opéra d'*Aristippe*; il est aussi l'auteur d'un *Précis sur les opérations de la campagne de 1814*, qui a eu plusieurs éditions. Il a la même plusieurs poèmes, reçus à l'Opéra. M. Giraud avait auparavant rédigé l'*Observateur des spectacles*, puis le *Courrier de l'Europe* et le *Journal de Paris*. Mais sans intrigue et sans ambition, il ne retira de ces divers travaux que la satisfaction de s'être distingué par une critique saine, exempte d'amertume, et par des connaissances aussi positives que variées. Il mourut à Paris, le 30 février 1821. On a de lui : 1° *Mémoire sur la colonie de la Guyane française*, Paris, 1804, in-8°; 2° *Aristippe*, comédie lyrique en deux actes et en vers libres, Paris, 1808, in-4°, et 1810, in-8°; 3° *Beautés de la campagne de Paris, en 1814, précédées d'un coup d'œil sur celle de 1813, ou Précis historique et impartial des événements, depuis l'invasion de la France par les armées étrangères jusqu'à la capitulation de Paris*, etc., Paris, 1814, in-8°; 4° *Beautés de l'histoire de l'empire germanique*, Paris, 1815, 2 vol. in-12; 5° *Précis des événements des 15, 16, 17 et 18 juin 1815, ou fin de la vie politique de Napoléon*, 1815, in-8°; 6° *Beautés de l'histoire de l'Inde, avec un précis historique de la vie d'Hyder-Aly-Kan, et de son fils Tipu Saïb*, Paris, 1815, 2 vol. in-12; 7° *Précis historique de tous les événements qui se sont succédés, depuis la coronation des notables jusqu'au rétablissement de Louis XVIII*, Paris, 1822, in-12; 8° *Beautés de l'histoire des croisades, et des différents ordres religieux et militaires qui en sont nés*, Paris, 1824, in-12; 9° *Beautés de l'histoire d'Italie, ou Abrégé des annales italiennes avec la table des auteurs, des sciences, etc.*, depuis l'invasion des barbares jusqu'à nos jours, 3° édit. Paris, 1825, 2 vol. in-12. Ce ouvrage est bien mieux rédigé que les autres livres qu'on puillote sous le titre de *Beautés*. On a encore de M. Giraud plusieurs romances et autres poésies fugitives; il a aussi travaillé aux *Tales du Montivier*.

GIROU DE BUZAREINGUES (CHARLES), agronome et correspondant de l'académie royale des sciences, né à Saint-Geniez, en 1773, d'une famille de cultivateurs, fut mis de bonne heure au collège de Clermont, où il entra en philosophie des 14 et 15 ans, et alla terminer ses études à Paris, à l'ancien collège du Plessis. Il se livrait avec ardeur à l'étude des mathématiques quand la révolution éclata. Il assista, à prime âge de seize ans, à la prise de la Bastille, et entraîné par l'enthousiasme général, il courut aux armes, aussitôt que nos frontières furent menacées. Étant en garnison à Nice, il se lia avec un médecin qui, alors simple chirurgien de régiment, devait être un jour l'honneur de la médecine moderne; c'était le célèbre Dumas, doyen de la faculté de Montpellier. Ils étudièrent ensemble les sciences naturelles dans lesquelles ils firent de rapides progrès. Rentré dans ses foyers, en 1798, M. Girou s'adonna à l'agriculture, et contracta un mariage qui lui permit

de faire sur de grandes proportions les essais qu'il méditait. On lui doit des expériences fort utiles et de nouvelles théories sur l'ensemencement des terres, sur le croisement des races et sur l'éducation des chevaux. Pour mieux étudier ces animaux, M. de Buxariongo n'a pas dédaigné de loger le plus beau cheval qu'il possédât dans ses propres appartements, et c'est de ce sujet qui lui a fourni les observations les plus saillantes consignées dans son ouvrage sur la physiologie des chevaux. Il a fait des plantations considérables dans ses propriétés, qui sont fréquemment visitées par les connaisseurs et les curieux. Il y a établi une des plus belles bergeries de France, et il y a naturalisé plusieurs espèces d'animaux domestiques étrangers. Napoléon lui donna pendant les cent jours la croix de la légion d'honneur, nomination qui ne fut point confirmée au second retour des Bourbons. En 1866, l'Académie des sciences l'a appelé à la place de correspondant, et les sociétés d'agriculture de Paris, de Rhodéz et de Milhaud lui ont également fait l'honneur de se l'approprier. Il a publié : 1° *Essai sur les mérinos*, Paris, 1812, in-8°. L'auteur discute dans cet ouvrage les avantages et les inconvénients d'élever la taille de cette race de moutons par une abondante nourriture; et, en parlant des animaux de forte taille, il dit que ce n'était que par une attention soutenue à choisir des béliers très fins que l'on parvenait à conserver dans leurs produits la finesse des laines qui croissent en longueur à mesure que l'animal croît en force. Il fait au même temps ressortir l'avantage des races petites.

2° *Études de physiologie appliquées aux chevaux*, extrait des *Annales de l'agriculture française*, Paris, 1814, in-8°. On y trouve déterminées mathématiquement les formes que doit avoir le cheval pour parcourir, toutes choses égales d'ailleurs, le plus d'espace dans un temps donné, et l'auteur y prouve qu'on ne doit s'attendre à conserver la race arabe dans sa perfection qu'en se tenant dans les habitudes sous l'influence desquelles cette perfection lui est acquise. 3° *Du recrutement*, Rhodéz, 1815, in-8°. 4° *Sur l'empereur Napoléon et les Bourbons*, Rhodéz, sans date (26 mars 1815), in-8°. 5° *De l'autorité des théories rurales*. L'auteur montre sans cult vateurs les avantages qu'il pourrait retirer de l'étude des sciences physiques et mathématiques; 6° *Mémoire sur les poils*, extrait de la *Faunille villageoise de l'Aveyron*, Rhodéz, 1822, in-8°. L'auteur y a consigné un grand nombre d'observations très utiles à cette partie de l'économie rurale, qui a les poils pour objet; 7° *Essai sur la division indéfinie des propriétés*, extrait de la *Faunille villageoise de l'Aveyron*, Rhodéz, in-8°. L'auteur y considère le morcellement des propriétés sous le rapport de ses influences sur la fortune publique, sur les mœurs et sur la population; 8° *Philosophie physiologique et morale*, Paris, 1828, in-8°. 9° *De la génération*, Paris, 1828, in-8°. 10° *Observations sur les rapports du mâle et du père avec les produits relativement au sexe et à la ressemblance*, extrait des *Annales des sciences naturelles*, Rhodéz, in-8°. 11° *Mémoire sur les attributions des principaux organes cérébraux*, lu à l'Académie des sciences (extrait du même), Paris, 1828, in-8°. M. Giron a fourni beaucoup d'autres mémoires aux *Annales de l'agriculture française* et à la *Faunille villageoise de l'Aveyron*. Son zèle pour l'agriculture et les sciences naturelles lui a assuré la bienveillance du gouvernement et des savants, et lui a valu quatre médailles et différents ouvrages à titre d'encouragement.

GIULAY (Léon, comte de), feld-marchal autrichien, gouverneur de la Croatie, né d'une famille noble d'Allemagne. Il prit de bonne heure la parole d'armes, devint officier-général, et fut nommé, en 1790, commandant du corps de Wukalewicz, en Croatie. Il se fit remarquer dans plusieurs occasions pendant la guerre de la révolution, surtout à l'attaque du camp de Kempten, d'où il débuisa les Français, après une résistance opiniâtre, le 17 septembre 1796. Elevé aux grades de feld-marchal et de quartier-maître-général de l'armée du prince Ferdinand, il déploya une grande valeur, en 1805, à Wertingen et à Gunning, et fut fait peu après prisonnier à l'affaire d'Ulm. Au mois de novembre de la même année, l'armée

française, partout victorieuse, n'était plus qu'à une courte distance de la capitale d'Allemagne, lorsque le comte Giulay fut chargé de se rendre au quartier-général de Napoléon, pour lui proposer une armistice, et fut délégué quelque temps après avec le comte de Stadion et le prince Jean de Lichtenstein, pour négocier les articles du traité de paix qui fut conclu à Saint-Petersbourg, le 17 décembre 1805. Il fut nommé, l'année suivante, gouverneur de la Croatie, et il commandait, en 1809, l'armée d'observation dans le Frioul et la Carniole, lorsqu'il crut devoir se rendre à Vienne pour offrir sa démission à l'empereur, alléguant que l'archiduc Jean ayant détourné pour son corps d'armes un train d'artillerie qui lui était expédié, il ne pouvait sans danger tenir plus longtemps la campagne. Il rentra cependant en fonctions, et soutint la réputation dont il jouissait à la bataille de la Piave, où il fut blessé. En sa qualité de gouverneur en chef de la Croatie et de l'Esclavonie, il se rendit après cela à Laybach pour prendre le commandement de toutes les troupes échelonnées sur les frontières, et il eut sous ses ordres, en 1812, un des trois corps destinés à couvrir les provinces de la Gallicie, de la Transylvanie et du Banat. Lors de l'invasion de la France, en 1813, il se signala de nouveau par des actions d'une grande valeur : à Hlochheim, il enleva d'assaut, à la tête de deux bataillons, cette place que défendait le général Bertrand, et il lui fit un grand nombre de prisonniers ; à Bar-sur-Aube, il attaquait, avec le prince royal de Wurtemberg, une partie de la vieille garde qui occupait cette ville sous les ordres du maréchal Mortier, et s'en empara le lendemain. Il se rendit maître du bourg de Dienville après un combat opiniâtre et sanglant. Le 28 février, il donna l'ordre à trois brigades de tourner les troupes du maréchal Macdonald qui occupait les hauteurs de La Ferté, et, ayant marché aussitôt à leur tête sur cette position, il les en débuisa. En 1816, il passa le Rhin avec le troisième corps d'armée autrichien qu'il commandait, et entra en France par le Suisse. Il demeura longtemps dans le département de la Côte-d'Or, et maintint une grande discipline parmi les troupes. Au mois d'avril 1818, il fut envoyé dans les provinces autrichiennes de l'est pour y prendre un commandement. Ce général jouit d'une grande réputation de bravoure et d'habileté.

GLAYRE (MACCART), ministre de Stanislas-Auguste, dernier roi de Pologne, naquit à Lausanne en 1743. Quand ce prince monta sur le trône, en 1764, il le nomma son secrétaire de cabinet. Quatre ans après, Stanislas l'envoya à Petersbourg en qualité de secrétaire d'ambassade, et il fut bientôt accredité auprès de Catherine comme ministre de Pologne. Ces fonctions étaient alors importantes, et la position de Glayre était difficile. Les cabinets de Berlin, de Vienne et de Petersbourg avaient résolu le partage de la Pologne, et ce projet n'avait point échappé à la pénétration du ministre. Les services qu'il rendit à la Pologne pendant vingt années de résidence à Petersbourg, lui firent conférer par la diète, en 1771, les droits de citoyen polonois. L'année suivante, quelques provinces furent enlevées à la Pologne, et M. Glayre donna à son roi le seul conseil que ces circonstances pussent suggérer à un serviteur dévoué et fidèle, celui d'abdiquer ; mais la politique des co-partageants qui voulaient, en laissant sur son trône un fantôme de souverain, dissimuler aux yeux de l'Europe ce qu'avait d'odieux le partage de ce pays, s'opposa par des menaces à l'abdication conseillée. Après les conférences de Mohilow entre Stanislas, Catherine et Joseph, M. Glayre ne pouvant plus servir utilement son souverain, se retira en Suisse et s'y maria. Quelque temps après, son ancien maître lui confia les fonctions d'ambassadeur de Pologne à la cour de France ; mais cette mission ne fut pas de longue durée, et M. Glayre revint de nouveau en Suisse. La révolution française éclata sur ces entrefaites. Le général Bernadot s'avança à la tête d'une armée dans le pays de Vaud, et annonça la résolution du directoire français de protéger les insurgés. M. Glayre seconda les intentions du général Bernadot, et se mit à la tête de cette partie de la révolution

suise; mais il fit tous ses efforts pour en détruire les principes anarchiques. Il paralysa l'influence des démagogues qui, sous le nom de club d'union, exerçaient la puissance publique, et il conseilla aux magistrats de Lausanne de soumettre d'abord au gouvernement de Berne les plaintes du pays de Vaud. Ce conseil fut suivi, et la révolution prit une marche plus régulière. Le pays de Vaud se déclara indépendant et adopta la nouvelle constitution, en août 1798. L'assemblée générale se constitua dans la ville d'Yverdon. M. Glayre fut nommé membre du directoire helvétique; mais comme il ne se sentait pas la force de lutter contre l'imprudente exagération d'une partie de ses compatriotes, et contre la politique astucieuse de la France, il donna bientôt sa démission. Cependant il consentit dans la suite à entrer au comité et au conseil exécutif, et en 1809, il vint à Paris négocier au nom de son gouvernement la neutralité de la Suisse; mais il ne put y réussir. On a remarqué avec raison depuis, que le gouvernement français, en se refusant à cette demande, donnait un exemple dont il était loin de prévoir qu'on profiterait, quatorze ans plus tard, pour autoriser une violation apparente du territoire helvétique. Quand il fut question de savoir si la Suisse ferait un seul état ou une fédération, M. Glayre publia ses *Lettres sur l'Helvétie*, ouvrage dans lequel il se déclare pour l'unité. Quand il s'aperçut que les vœux qu'il avait faits pour sa patrie ne pouvaient plus être exaucés, il cessa de s'occuper des affaires publiques, et se retira dans sa belle terre de Romain-Moutier. Il jouit dans cette retraite de l'estime due à l'homme d'état également habile et consciencieux.

GLEON (GÉNEVIÈVE SAYALETTE, marquise de), née à Paris, en 1752. Cette dame, nièce de M. Sayalette de Magnanville, faisait, par son talent de jouer la comédie, les délices de la société brillante que ce riche propriétaire réunissait dans son château de la Chevrete, dans la vallée de Montmorency. Les amateurs les plus distingués la secondaient dans ce délassement. On ne jouait à la Chevrete que des pièces de la composition des acteurs, dont M. de Chasselin, ami de M<sup>me</sup> de Gilon, était un des principaux. Cette dame, que sa beauté, son esprit et ses talents rendaient l'ornement de cette société, a fait imprimer quelques unes de ses productions sous ce titre : *Recueil de comédies nouvelles*, Paris, 1787, in-8°. Ce volume renferme trois comédies en prose, savoir : 1° *L'ascendant de la vertu*, ou *la paysanne philosophe*, en cinq actes; 2° *La fausse sensibilité*, en cinq actes; 3° *La nouvelle provinciale*, en cinq actes : elles n'ont jamais été jouées ailleurs qu'en société. Il y a dans ces pièces de l'esprit et des traits d'observation, mais peu de comique et de mouvement. M<sup>me</sup> de Gléon émigra, et mourut à Vicence, en 1796.

GLISCZYNSKI (ANTOINE), sénateur castellan du royaume de Pologne, né vers 1770, s'étant fait connaître à ses compatriotes dans les révolutions de 1794 et de 1806, débuta dans la carrière de l'administration publique sous le gouvernement du grand-duc de Varsovie. Après avoir rempli avec honneur les fonctions de préfet de Bromberg jusqu'en 1813, il fut promu à la direction générale de l'administration, lors de la création du nouveau royaume de Pologne, et passa ensuite, en 1818, du conseil d'état dans la chambre des sénateurs. Il y siégea constamment parmi l'opposition dont il est un des chefs les plus éclairés. Très instruit dans les sciences de l'administration publique, il a été appelé, dans toutes les diètes, au comité des lois administratives, et ses rapports ont toujours été aussi éclairés que consciencieux. Il est auteur d'un ouvrage philosophique *Sur la sociabilité*, et d'une traduction de *l'Economie politique* de Schloesser. — GLISCZYNSKI (Jean), son homonyme, né vers 1766, s'était signalé comme patriote ardent dans les insurrections de la grande Pologne de 1794 à 1806. Il était, en dernier lieu, général de celle de Kalisz. Nommé ensuite conseiller de la cour d'appel du grand-duc de Varsovie, il n'a pas cru probablement que son dévouement fût assez récompensé. Sa malheureuse ambition lui conseilla de faire partie, en 1820, de la fameuse députation de Czestochowa, qui, soudoyée

par les agents du pouvoir, s'oublia jusqu'à accuser de vant l'empereur Alexandre, sans aucun droit et sans aucune mission, la courageuse opposition de la diète qui eut lieu cette année. Le grand-cordon de Saint-Stanislas récompensa cette fois le dévouement de Glisczynski; mais les humiliations dont l'abreuverent ses concitoyens lui firent sentir que pour être honoré il fallait acquiescer autrement les honneurs. — Son fils, GLISCZYNSKI (Népomucène), nommé nouvellement noce à la diète, entra sans doute franchement dans les rangs de l'opposition, pour réhabiliter son père.

GOECKINGK (Léop.-Fr. GUYNÉ DE), poète allemand, naquit en 1748, dans le pays d'Albstedt, et occupa divers postes sous le règne de Frédéric II. Pendant la guerre de sept ans, il fut directeur de chancellerie, et, en 1786, on le nomma conseiller à Magdebourg. Frédéric-Guillaume II l'employa en 1789; quatre ans après, il fut appelé au conseil des finances, à Berlin. Le duc de Courlande le choisit pour son chargé d'affaires dans cette capitale, et en 1801, quand le prince d'Orange obtint les états sécularisés de Fobba et Corvey, Goekingk fut chargé d'organiser l'administration de la nouvelle principauté. Le roi de Prusse l'avait nommé aussi membre de la commission de législation. Goekingk avait été camarade d'études de Bürger au lycée de Halle. Les deux poètes restèrent toujours amis, et après que Bürger eut été l'éditeur de *l'Almanach des muses de Göttingue*, Goekingk publia avec Woes *l'Almanach des muses de Hambourg*. Il se fit connaître par des épiques dans le genre didactique, où il exposait dans des vers bien faits une philosophie douce et pratique comme celle de Socrate. Il s'exerça aussi avec succès dans le genre lyrique. Les *Chants des deux amants* sont très estimés, et on les compte parmi les meilleures pièces de la poésie lyrique allemande. On a encore de Goekingk beaucoup d'épigrammes, ainsi que des *sautes satiriques* en prose, qui furent recueillies et publiées à Francfort en 1784, mais ils firent peu de sensation, et l'auteur s'est arrêté au premier volume. Il composa encore diverses pièces dans un âge plus avancé; mais il ne marqua plus guère dans la littérature du temps. En 1806, habitant l'hôtel de la princesse de Courlande, à Berlin, en qualité de tuteur de la princesse la plus jeune, il fut obligé de faire les honneurs de la maison à l'état-major français qui vint l'occuper. Il se retira ensuite en Sibérie, sur la terre de sa pupille dont il avait l'administration. En 1813, le pays ayant été frappé d'une contribution par les Français, Goekingk ne pouvant la fournir sur-le-champ, fut arrêté par un détachement de soldats et transporté à Grunberg, pour y rester en prison jusqu'à ce que la contribution de guerre fût payée. Heureusement un riche négociant répondit pour lui et avança la somme requise. Quand la Prusse fut délivrée des armées étrangères, il se retira du service prussien, et reçut d'une pension du gouvernement, ayant perdu sa petite fortune au milieu des calamités de la guerre. Son fils cadet qui servait dans l'armée westphalienne, périt lors de la retraite de Russie. Goekingk mit fin, peu d'années avant sa mort, à sa carrière littéraire en publiant une édition nouvelle et dernière de ses poésies qui appartiennent plutôt à l'école de Wieland qu'à celle des poètes modernes. Il mourut le 18 février 1823.

GOGUÉLAT (FRANÇOIS, baron de), lieutenant-général, grand-croix de l'ordre de Saint-Louis et commandeur du Phénix de Hohenlohe, naquit à Château-Chinon, département de la Nièvre, vers 1750. Il entra dans le corps des ingénieurs géographes en 1767, et fut employé à divers travaux topographiques aux côtes de Bretagne, dans le Hainaut et les deux étchés. Il passa de ce corps dans le régiment des dragons d'Artois, avec le grade de capitaine, et peu d'années après dans l'état-major-général de l'armée. A commencement de la révolution, l'arçine Marie-Antoinette le prit pour secrétaire intime, mais sans nomination officielle, et le chargea de sa correspondance secrète. Cet emploi avait été occupé par le beau-père de M<sup>me</sup> Campan. Cette dame qui le croyait apparemment héréditaire dans sa famille, fut très mortifiée de ce choix; de là, s'il faut en croire M. le baron de Gogé-

lat dans sa relation du voyage de Varennes, les accusations qu'elle a portées contre lui dans ses mémoires. Louis XVI et la reine lui confièrent souvent des missions délicates dont il s'acquitta à leur satisfaction. Il vit de leur part François II, empereur d'Allemagne, les ministres anglais et le prince de Condé qui était déjà retiré à Worms. A l'époque du fatal voyage à Varennes, le marquis de Bouillé chargea le baron de Goguet de placer sur la route que devait parcourir le roi des détachements de plusieurs régiments. M. de Goguet avait rempli sa mission, et allait en rendre compte au marquis de Bouillé, lorsqu'il trouva Louis XVI arrêté à Varennes. Il voulut, à la tête d'une cinquantaine de hussards de Lausun, dissiper l'attroupement qui cernait la maison où la famille royale se reposait. Deux coups de feu partis des rangs de la garde nationale le renversèrent de son cheval: il fut arrêté, jeté dans les prisons de Mézières et traduit devant la haute-cour d'Orléans. L'amnistie qui suivit l'acceptation de la constitution par le roi, le sauva du supplice. Il revint à Paris où il reçut de nouvelles preuves de confiance de son souverain, le défendit au péril de ses jours dans les journées du 20 juin et du 20 août, et ne quitta la famille royale que quand on l'eut conduite au Temple. Il sortit alors de France, séjourna quelque temps en Angleterre, et se rendit à Ham auprès de Louis XVIII, pour en obtenir l'autorisation de servir dans l'armée autrichienne. Le prince de Cobourg le plaça dans le régiment des hussards de Borchiny, en lui conservant son grade. C'était une récompense des services que M. de Goguet avait rendus au roi et à la reine de France, et le brevet impérial du 12 juin 1793, en faisait mention. M. de Goguet se trouva au siège de Condé et de Quenoy, et aux trois batailles de Fleurus, des 3, 16 et 16 juin 1794. Il commanda devant Maubuge et sur le Sieg, et, à l'époque de l'incorporation du régiment des hussards de Borchiny dans celui des dragons de Rosenberg, il passa dans ce dernier régiment. Il servit ensuite à l'armée d'Italie, en qualité de second colonel du régiment de Bussy. Il fut promu au grade de général-major, en 1801; on lui donna le commandement de la Bukovine et des frontières de la Moldavie. En 1814, il revint la France, et Louis XVIII le nomma maréchal-de-camp. Le retour de Napoléon détermina M. de Goguet à repasser en Autriche; mais son séjour y fut de courte durée, et il revint de nouveau en France. Il fut alors nommé commandant de la place de Brest où il resta trois ans. Le maréchal Gouvion-Saint-Cyr ayant fait adopter au roi, en 1819, des mesures générales d'ordre et d'économie, M. de Goguet fut mis à la retraite avec le grade de lieutenant-général, et nommé membre du conseil d'administration de l'hôtel royal des invalides. Pour répondre aux vœux de ceux qui ont rejeté sur lui l'interruption du voyage de Louis XVI à Varennes, il a publié un écrit de peu d'étendue, qui est inséré dans la *Collection des mémoires relatifs à la révolution française*. Dans cet écrit, il n'a eu pour objet que d'exposer des faits et d'éclaircir sa conduite, car en aucun temps, ses opinions, ses sentiments, son zèle ardent pour Louis XVI et sa famille ne pouvaient être le sujet d'un doute.

**GOLÉERY** (MARIE-PHILIPPE-ANNE de), philologue et antiquaire, membre de la légion d'honneur, et neveu du voyageur du même nom, est né à Colmar, département du Haut-Rhin, le 1<sup>er</sup> mai 1786. Son père était un des membres les plus distingués du conseil souverain d'Alsace. Après avoir fait ses études dans les universités d'Allemagne, il vint à Paris les terminer à l'école de droit. Il avait à peine atteint l'âge fixé par la loi, qu'il fut nommé procureur-impérial dans les pays qui un décret venait de réunir à la France. Ce fut en cette qualité qu'il organisa la justice dans plusieurs arrondissements de la Hollande et du Hanovre. Il revint ensuite en France, et remplit à Colmar les fonctions qu'il avait exercées en Hollande. Les commotions qui amenèrent une double restauration, ne durent pas sans influence sur sa destinée. Il reparut pour quelque temps au barreau, et ce ne fut que sous le ministère de son compatriote de Serre, qu'il reprit dans la magistrature la place de ses pères, celle de

conseiller à la cour royale de Colmar. Cependant les devoirs que lui supposaient ses fonctions n'avaient pu le détourner de l'étude des antiquités. Il publia, en 1831, une *Refutation de l'opinion de M. Dureau*, qui prétend que les Gaulois n'avaient pas de villes. L'année suivante, il fit insérer dans les *Mémoires de la société royale des antiquaires de France*, tome V, pages 106 à 163, un *Mémoire sur des anciennes fortifications des Vosges, où l'on examine la question de savoir quel peuple, au temps de Jules-César, était établi dans la Haute-Alsace*. Il y soutient que la Haute-Alsace faisait partie de la Séquanie: que lorsque Arioviste fut appelé par les Séquaniens, on lui donna la partie de la Haute-Alsace où l'on parle aujourd'hui l'allemand; que les fortifications des Vosges conviennent à cette délimitation, leur construction étant celtique; que c'est à tort que Pline et Ptolémée ont compté les Séquaniens parmi les Belges; que la Haute-Alsace a fait partie de la Petite-Germanie, la Germanie cis-rhénaire, dans toutes ces portions, autrefois cédées à Arioviste. Continuant ses travaux archéologiques, M. de Golbéry a fourni à l'Institut beaucoup de mémoires, particulièrement sur les voies romaines, et en 1824, cette savante compagnie l'honora de la première médaille, et lui décerna le titre de correspondant. Il donna ensuite, avec M. Schweighäuser fils, un grand ouvrage intitulé: *Antiquité de l'Alsace*, dans lequel il se chargea de l'archéologie du Haut-Rhin. En 1826, il fit imprimer dans la *Bibliothèque des classiques de M. Lemaire*, un *Commentaire latin* sur Tibulle, et remporta, à l'Académie de Toulouse, le prix proposé pour l'auteur du meilleur mémoire *Sur l'état de la Gaule avant l'entrée des Romains*. C'est aussi alors qu'il fit un voyage en Suisse et en Lombardie, et qu'il accompagna d'un texte les lithographies de Villeneuve qui paraissent encore par livraisons. En 1828, il a publié en français: *Histoire de l'antiquité*, par Frédéric-Christien Schlosser, traduite de l'allemand, Paris et Strasbourg, 3 vol. in-8°. Ce n'est encore que la première partie de l'ouvrage, celle qui renferme tout ce qui a précédé la domination romaine; mais elle compose à elle seule un ouvrage complet, puisque c'est cette période qui appartient à l'*Histoire ancienne* proprement dite. M. de Golbéry promet la deuxième quand l'auteur l'aura publiée. Rome l'occupera à elle seule. En 1829, il a enrichi la France de la célèbre *Histoire romaine* de Niebuhr. M. de Golbéry a fourni en outre des mémoires et des articles à un grand nombre de journaux littéraires de France et d'Allemagne. Il est aussi membre de l'Académie des sciences de Toulouse, de la société royale des antiquaires de France, de celle de Normandie, de la société des antiquaires de Thuringe, et d'autres sociétés savantes françaises et étrangères. Au moment où nous terminons cet article, il vient de paraître de lui une traduction de Suctone, avec le texte en regard, in-8°.

**GONTHIER** (FRANÇOISE CARPENTIER, veuve), célèbre actrice de la Comédie-Italienne et de l'Opéra-Comique, naquit à Metz, le 4 mars 1747. Elle s'exerça plusieurs années en province, où elle avait acquis déjà quelque réputation, lorsqu'elle vint débiter, en 1776, à la Comédie-Italienne, rue Mauconseil. Elle y joua, le 18 mars et les jours suivants, *Simonne*, dans *Le sorcier*; la mère Bobi, dans *Ross et Colas*, et Alix, dans *Les trois fermiers*. On voit que, jeune encore, M<sup>me</sup> Gonthier était consacrée à l'emploi des duègnes, des vieilles paysannes, dans lequel elle n'a jamais été surpassée, ni même égale. Le succès qu'elle obtint à ses débuts fut tel que, reçue aussitôt par anticipation, elle fut admise en 1779 au nombre des sociétaires. On jouait alors à ce théâtre la comédie et l'opéra-comique, et M<sup>me</sup> Gonthier réusait dans les deux genres. En 1785, elle suivit ses camarades au théâtre de la rue Favart; mais, en 1793, elle passa au théâtre de la république, qu'elle quitta bientôt pour revenir à l'Opéra-Comique, où ses talents et sa bonhomie lui firent pardonner son incartade. En 1801, M<sup>me</sup> Gonthier fut comprise dans la nouvelle société dramatique de l'Opéra-Comique, formée par la réunion des meilleurs acteurs des salles Favart et Feytaud: elle y continua d'être applaudie jusqu'au jour où elle y fit ses adieux au public, en 1812. Veuve d'un comédien de Versailles, qui avait

beaucoup de talent, elle s'était remariée, vers 1798, avec un acteur fort médiocre de l'Opéra-Comique, François Allaire, plus jeune qu'elle de vingt ans, mais avec lequel elle passa une heureuse virilité, ne s'occupant que de pratiques religieuses. Elle le perdit le 24 juillet 1828, lui survécut dix-huit mois, et mourut à Paris, le 7 décembre 1829, dans la quatre-vingt-troisième année de son âge, sans laisser de postérité. Malgré son second mariage, elle avait conservé le nom qu'elle avait rendu célèbre. Mais on ne l'appelait depuis long-temps que *la bonne mère Gonthier*, et c'est le seul nom que lui donne l'inscription qu'on lit sur son tombeau, au cimetière du Nord. Elle le méritait sous tous les rapports. Figure de *bonne femme*, physionomie expressive, diction pure et naturelle, débit prompt et varié, caquetage de commère, caractère nuancé de sentiment et de gaieté, manières franches et comiques, inflexions de voix plus comiques encore. M<sup>me</sup> Gonthier avait tout ce qu'on peut désirer dans un emploi où la profondeur d'intentions aurait peut-être un contre-sens. Des gens d'un goût un peu sévère lui reprochaient de recourir quelquefois à la charge; mais ce défaut, excusable dans le genre qu'elle avait adopté, lui était si naturel qu'il semblait n'être qu'un excès de verve. Cette actrice, supérieure dans les caricatures, dans les rôles de commérage et de bavardage, était médiocre dans ceux qui exigent de la dignité, ou de nobles sentiments. Parmi le grand nombre de rôles qu'elle a joués ou créés, ceux où elle était vraiment imitable sont la mère Bobi, dans *Rose et Colas*; Alix, dans *Les trois fermiers*; et dans *Blaise et Babet*; la vieille paysanne, dans *Adèle et Dorcas*; et surtout Babet, dans *Philippe et Georgette*; M<sup>me</sup> Bernard, dans *Marianne*, et Porrette, dans *Fanfan et Colas*. C'est dans ce dernier rôle qu'il existe d'un portrait gravé très ressemblant.

GONTIER, l'un des artistes les plus distingués de notre époque, né à Boulogne-sur-Mer, en 1787. Élève à Rouen, il parut dès l'âge de neuf ans, sur le théâtre de cette ville, dans des rôles d'enfants, qu'il jouait de manière à mériter des encouragements. Parvenu à l'âge où ces rôles ne lui convenaient plus, il vint à Paris, en 1803, entra au théâtre des Jeunes Artistes, rue de Bondy, et y obtint quelques succès. Des espérances de jeunesse, regardées comme un peu trop fortes, l'empêchèrent de rester à ce théâtre. En 1806, sur la recommandation de M<sup>me</sup> Gontier, sa tante, Dugazon, Dassinourt et Fleury le firent entrer au théâtre Français; mais ennuyé de ne jouer que les *utilités*, il partit en 1808 pour l'Italie, et passa deux années à Milan, dans la troupe dirigée par M<sup>lle</sup> Raucourt. Il revint à Paris en 1810, et débuta de nouveau sur le théâtre Français, le 26 juillet, dans les rôles de Xipharès de *Mithridate*, et de Lindor d'*Heureusement*: il réussit également dans la tragédie et dans la comédie, mais ou lui conseilla de s'en tenir au premier genre. On lui reprochait alors un peu le monotonie et des gestes trop fréquents, défauts dont il s'est corrigé depuis. Repoussé du théâtre Français par une intrigue de coulisse, il entra à Feydeau, et y joua Prosper d'*Astoria*, Renaud d'*Asi*, Antiochus dans *Stratonice*. Il y fut reçu pensionnaire, et il resta cinq ans à ce théâtre sans résultat pour lui, sans agrément pour le public. Enfin il connut la mesure de son talent et quitta Feydeau en 1816, pour entrer au Vaudeville. C'est là qu'il commença réellement sa réputation, et qu'il a créé d'une manière très originale un grand nombre de rôles de genres tout différents, tels que le *Comte Orr*, *Rouffignac* dans *Encors un Pourcaugnac*, *L'homme vert*, et plusieurs rôles d'Anglais. Tous les caractères, tous les tons parurent également convenir à la souplesse de son talent, dès lors il reçut des marques non équivoques de la satisfaction du public. Lorsque le Gymnase dramatique s'établit, l'administration de ce théâtre s'empressa d'y attirer Gontier, qui y débuta, le 29 janvier 1821, dans Adolphe du *Colonel*. Ses efforts n'ont pas peu contribué au succès des ouvrages de M. E. Scribe et de ses collaborateurs. Ceux qui ont vu Gontier dans le soldat de *La damoiselle et la dame*, dans *Rosalyn* du *Médor des dames*, dans *Hiertrand* du *Mariage de raison*, dans *Le bon papa*, dans le

mari de *La seconde année*, se rappelleront long-temps sa franchise et l'originalité de son jeu. Dans les différentes représentations qu'il a données sur les théâtres des départements, Gontier n'a pas été moins applaudi qu'à Paris. Par des conventions particulières, il s'est engagé à ne paraître au Gymnase que pendant l'hiver seulement. Il est à désirer que cet estimable acteur, encore dans la force de l'âge et du talent, ne refuse pas le projet qu'il a, dit-on, formé de prendre sa retraite l'année prochaine.

GOTTER (FRIEDRICH-GOTTLIEB), poète allemand d'un grand mérite, naquit à Gotha, le 31 septembre 1746. Son père qui occupait un poste considérable dans cette ville qu'on regardait alors comme le foyer de la belle littérature allemande, aimait tellement son fils unique, qu'il n'osa pas l'envoyer à une école publique, mais le fit élever sous ses yeux par d'humbles professeurs. Ses premières études terminées, le jeune Gotter fut envoyé, en 1763, à l'université de Göttingue pour étudier le droit. Dès son jeune âge, il s'était familiarisé avec les littératures latine, anglaise, italienne et française: sa prédilection pour la dernière et son zèle à en étudier les chefs-d'œuvre furent si grands, qu'à l'âge de dix-huit ans, il avait déjà écrit en français deux petites comédies qui obtinrent du succès sur des théâtres de société. Une bonne troupe de comédiens, qui était en 1765 à Göttingue, et dont le célèbre Eckhoff faisait partie, lui inspirèrent le goût de la poésie dramatique, et lui firent négliger l'étude de la jurisprudence pour laquelle, du reste, il ne se sentait guère de vocation. A la même époque, il donna des leçons particulières de langue et de littérature allemandes, ce qui, selon son propre aveu, contribua beaucoup à perfectionner son style qu'il avait très peu cultivé jusqu'alors, et dans lequel il s'est depuis montré supérieur à tous ses contemporains. A son retour à Gotha, en 1766, le duc le nomma d'abord directeur des archives de sa maison, et puis secrétaire de légation à Wetlar. Pendant son séjour dans cette ville, un gentilhomme anglais lui fit des offres avantageuses pour diriger les études de ses deux fils qui devaient fréquenter l'université de Göttingue. Gotter les accepta, et quitta momentanément le service du duc de Saxe-Gotha. A Göttingue, il fit la connaissance de plusieurs savants célèbres, entre autres celle de Heyne et de Knehter. Ce dernier, qui n'était pas seulement profond mathématicien, mais aussi poète lyrique très distingué, lui suggéra l'idée de publier tous les ans un *Almanach des Muses*, pour l'Allemagne, à l'instar de celui qui paraissait à Paris depuis 1765, et il y contribua par ses travaux. Le premier *Almanach des Muses* allemand fut publié à Göttingue en 1770, par Gotter et Boje; ensuite celui-ci se chargea seul. Il a paru régulièrement tous les ans depuis cette époque, mais il a changé souvent d'auteurs. En 1770, Gotter retourna à Wetlar, et y reprit ses fonctions de secrétaire de la légation de Saxe-Gotha. Il s'y trouvait alors plusieurs jeunes gens qui avaient débuté avec succès dans la carrière de lettres, et qui se proposaient de suivre la carrière ouverte par Klopstock, Gleim, Kleist, Lessing, Wieland. A cette époque, Gotter publia deux poèmes qui firent une grande sensation en Allemagne: une imitation du *Cimetière de Gray*, qui restera toujours en première ligne parmi les traductions en vers, et un *Epître sur la manie de l'apprit fort*, qu'il écrivit à l'occasion du suicide de son ami intime, le jeune Jérusalem, et qui est remarquable par la profondeur du sentiment qu'il a dicté. En 1774, la santé de Gotter s'affaiblit tellement que les médecins lui conseillèrent un voyage en France. Il se rendit à Lyon, où il se familiarisa avec la scène française, qui était dans ce temps-là à son apogée. A son retour par la Suisse, il établit avec Gessner et Lavater des relations qu'il cultiva dans la suite par une correspondance non interrompue. C'est surtout après son voyage en France que Gotter composa ses meilleurs ouvrages. Il est à remarquer que sa prédilection pour la littérature française ne s'est jamais démentie, et que toutes ses œuvres dramatiques en portent le type. Gotter fut un des premiers en Allemagne qui combattirent le mau-

rain goût que de soi-disant imitateurs de Shakspeare s'efforcent de faire disparaître. Il avait le talent d'imprimer en vers avec une facilité qu'on ne rencontrait guère que chez les Italiens. Quant à ses ouvrages, il mettait le plus grand soin à les rédiger, et l'on assure qu'il passa souvent des journées entières à faire disparaître les incorrections dans un vers, ou à lui donner plus d'harmonie et de mollesse : ainsi passe-t-il pour le plus correct des écrivains allemands. En 1783, il traduisit et imita plusieurs productions de la littérature dramatique étrangère : mais ces travaux n'eurent qu'un succès contesté, et il se contenta qu'ils sont inférieurs à ses ouvrages précédents. Des 1790, il fut accablé de maladies, et mourut le 18 mars 1797, âgé de cinquante-un ans. Götter s'est essayé avec un égal succès dans presque tous les genres de poésie. Il a fait des tragédies, des comédies, des opéras, des épiques, des élégies, des pastorales et des poèmes légers. Nous nous bornerons à citer ceux de ses nombreux ouvrages qu'on regarde encore aujourd'hui comme classiques, et dignes d'être étudiés par les personnes qui veulent se former un style en allemand : 1° *Poesien*, Götting, 1787 et 1788, 4 volumes in-8°. L'abbé Bertola a traduit en italien quelques morceaux de ces poésies : on les trouve dans le tome II de son *Idea della letteratura all'antica*. Le second volume des poésies de Götter contient trois tragédies de Voltaire : *Oreste*, sous le titre *Thetis, Myrta et Alzire* ; la première et la dernière traduits en vers alexandrins, et la seconde en iambes ; d'un mélodrame, *Medea*, mis en musique par le célèbre G. Berda, traduit en français par Berquin, ou par Bertola, et en danois par B. Schwarz. 2° *Opéra romain*, Leipzig, 1779, 1 vol. in-8°. Ce sont les meilleures productions qu'il l'Allemagne ait en ce genre. La légèreté et l'harmonie de la versification de Götter, bien secondée par les compositeurs de la musique, font oublier dans ces pièces ce qu'il y a de faux dans ce genre dramatique. Ce recueil contient : *La fête au village, Runer et Juliette*, et *La loi tartare*, imitée d'un épisode des *Heures mendiants* de Gozzi. 3° *Drames*, Leipzig, 1795, 1 vol. in-8°. Les pièces qui composent ce recueil ont été pour la plupart faites pour des théâtres de société : *L'abbé Varthi*, comédie en un acte et en vers, est un tableau des mœurs d'un certain cours de ce temps, sous un costume oriental : *Saker*, drame en six actes et en vers, est l'histoire traduite de cette princesse ; *Les tantes*, comédie en trois actes et en vers, sous une imitation des *Coquets* de Racine. 4° *Œuvres posthumes*, Götting, 1805, 1 vol. in-8°. Ce recueil forme aussi le troisième volume des poésies de Götter : il contient une imitation de la *Mérope* de La Harpe, sous le titre de *Marianne* ; c'est la traduction de toutes les pièces écrites par cet auteur : *Le bel esprit*, ou *le château poétique*, comédie en cinq actes ; le sujet de cette pièce est tiré de *La fausse Agnès* ; *L'île des esprits*, opéra en trois actes, est une imitation de Shakspeare. 5° une brochure en prose, écrite avec le plus grand soin, et intitulée : *A la mémoire de madame de Buchwaldt, avec deux lettres inédites de Voltaire à cette dame*, Götting, 1790. Il existe plusieurs biographies de Götter, rédigées par des écrivains très distingués, tels que Schlichtegroll, de Hoff, Samuel Baur, etc. Un grand nombre de ses poèmes ont été réunis par Ramler et par Matthiessen dans des recueils qui renferment les meilleures productions des poètes allemands.

GOUBIN. Voyez RAULT, ou *Supplément*.

GOUPIL DE PRÉFELIN (N.), député aux états-généraux, était juge au bailliage d'Alençon, quand le désordre de ce bailliage le choisit pour son représentant. Il vota en faveur du veto absolu, embrassa successivement la cause du peuple et celle du roi, et par ces tergiversations perdit tout crédit dans l'assemblée. C'est Goupil de Préfelin qui adressa à ses collègues, en désignant clairement Mirabeau qu'on croyait à la tête d'un parti formé pour changer l'ordre de la succession au trône, cette apostrophe éloquentes : « Eh quoi ! Catilina est aux portes de Rome, il menace le sénat, et vous délibérez ! Le sénat et Mirabeau se méfient peu de ces seigneurs. Goupil fut mem-

bre de plusieurs comités, et présida long-temps celui des recherches. Il fit décréter, dans la séance du 16 janvier 1790, que les membres de l'assemblée ne pourraient accepter des dons ou des places du gouvernement. Il se prononça en faveur de l'institution du jury, et en demanda même l'introduction au civil. Il prit part à toutes les délibérations importantes de la chambre, combattant ou favorisant chaque parti, jusqu'au départ de Louis XVI. Le jour où cet événement fut connu, il demanda le licenciement des gardes-du-corps, défendit l'inviolabilité du roi, et accusa les jacobins de tous les maux auxquels la France était livrée. Lors de la suppression des ordres de chevalerie, il s'opposa à ce que le roi et les princes continuassent de porter le cordon bleu. L'obscurité dans laquelle il vécut le sauva de l'échafaud. En 1795, il fut élu député de l'Orne au conseil des anciens, en fut nommé président le 2 pluviose an 4, et fut arrêté dans la journée du 18 thermidor, par ordre du directoire, dont il avait dénoncé le triumpvirat. Il obtint la liberté quelque temps après, ainsi que sa radiation de la liste des émigrés, où il avait été porté. Réelu au corps législatif, il en sortit en 1799, et vint à Paris, le 18 février 1801, étant juge à la cour de cassation. Il avait commencé tard sa carrière politique, mais la maturité de son âge ne l'empêcha pas de se livrer à toutes les discussions où il prenait part avec une grande violence. C'était un homme de bien, et un député instruit. Son fils fut membre du tribunal, ainsi que du corps législatif où il siégea jusqu'en 1811, et procureur-général près la cour royale de Caen.

GOURDON (Aymar-Louis, comte de), vice-amiral, grand-croix de l'ordre de Saint-Louis, grand-officier de la légion d'honneur, est né à Paris, le 30 juillet 1765, d'une famille ancienne et considérée. Dès l'âge de quinze ans, il s'embarqua sur un vaisseau de guerre en qualité de garde-marin, titre que portaient alors les jeunes gentilshommes formant la pépinière du corps royal de la marine dans lequel on admettait difficilement les roturiers, quels que fussent leurs talents et leurs services. M. Gourdon fit ses premières campagnes sur la frégate *l'Amable*, et prit part à la conquête de Demerary, d'Essequibo et du district de Berbice. Cette frégate ayant ensuite été réunie à l'armée navale du comte de Grasse, M. de Gourdon assista au malheureux combat du 12 avril 1781. Il devint prisonnier des Anglais, *l'Amable* ayant dû céder à un vaisseau de ligne ennemi, dont elle avait soutenu le feu pendant une heure. Après la paix de Paris, et dans l'intervalle qui précéda la révolution de 1789, M. de Gourdon fit plusieurs campagnes dans les mers d'Amérique, et s'y distingua par ses talents comme homme de mer, ainsi que par son courage. En 1789, il était lieutenant sur la frégate, la *Falcyte*, et fit une campagne pénible sur les côtes occidentales de l'Afrique. Il ne suivit point l'exemple de la plupart des officiers de son corps, qui désertèrent les ports et les vaisseaux de Louis XVI, pour aller rejoindre le frère du roi à Coblenz. Ce derolement de M. de Gourdon à sa patrie lui valut le grade de capitaine de vaisseau, et en 1793, il commandait le *Juste*. Sous le règne de la terreur, il fut destitué. Heureusement on ne poussa pas plus loin la persécution à son égard, et il fut réintégré par le ministre Truguet qui, révolté de l'insipidité et de la lâcheté de la plupart des capitaines que les clubs avaient portés au commandement de nos vaisseaux, prit à tâche de rappeler au service les anciens officiers de la marine qui n'avaient point émigré ; mais malheureusement il n'eut pas toujours à se louer de sa prédilection en faveur de ses anciens camarades. Depuis sa réintégration, M. de Gourdon commanda divers vaisseaux et entre autres le *Wesigny*, dans l'armée navale de Bruix, lorsque cet amiral, après avoir parcouru la Méditerranée et l'Océan pendant quatre mois, entra dans Brest à la tête de quarante-cinq vaisseaux de ligne français et espagnols. A l'époque de la funeste expédition de Saint-Domingue, le capitaine Gourdon commanda une division navale, qui attaqua et prit le Port-de-Paix. Plus tard, et toujours pendant la courte trêve, connue sous le nom de paix d'Amiens, il fut chargé de diverses missions dans le



Levant et sur les côtes de Barbarie, et le premier conseil le renvoya une seconde fois à Alger avec une division. Au renouvellement des hostilités, M. de Gourdon remplit les fonctions de chef d'état-major de l'escadre du contre-amiral Bedout au Ferrol. Lors du rappel de cet officier-général, il fut investi du commandement de cette escadre, et fait contre-amiral en 1805. Après le combat de Trafalgar, M. de Roëilly, arrivé malheureusement trop tard à Cadix pour prévenir ce désastre, prit le commandement des débris de notre belle escadre. Il s'adjoignit M. de Gourdon en qualité de chef d'état-major, poste que celui-ci remplit avec distinction jusqu'à l'époque où, bombardée par les Espagnols, et bloquée par les Anglais, notre escadre fut contrainte de se rendre. En 1809, M. de Gourdon montait le *Foudroyant*, de 80 canons, commandant une des divisions de l'escadre de l'amiral Willaumez, qui, sortie de Brest, devait, après avoir rallié à son pavillon les divisions de Lorient et de Rochefort, aller remplir une mission de la plus haute importance. Le défaut de jonction des chefs de division Troude et Bergeret ayant fait échouer le plan de l'empereur, et l'escadre de Willaumez ayant été forcée de rentrer à Rochefort, le capitaine Gourdon se trouva à la malheureuse affaire des brûlots, dans la nuit du 11 au 12 avril 1809, et c'est à son courage et à son sang-froid que l'on dut en grande partie la conservation du vaisseau qu'il montait. A la suite de cette affaire, il commanda pendant près de deux ans les forces navales réunies sur la rade de l'île d'Aix. En 1811, il passa au commandement de l'avant-garde de la belle escadre de l'Escout. Lors du siège d'Anvers, il fut détaché à Flessingue pour y commander une flottille, et défendre l'entrée de l'Escaut aux forces navales anglaises. A la paix, M. de Gourdon resta à Anvers avec les doubles fonctions de commandant en chef de l'escadre, et de préfet maritime. Il fut ensuite nommé commissaire du roi, pour le partage des vaisseaux et autres bâtiments, ainsi que des munitions navales de l'arsenal d'Anvers, conformément au traité du 30 mai, qui conservait à la France les deux tiers de ces richesses. En 1818, M. de Gourdon fut nommé préfet maritime à Rochefort, et lors de la maladroite suppression des préfetures, commandant de la marine dans ce port. Il passa bientôt après au commandement du port de Brest. En 1822, il fut fait vice-amiral, et quelques années après membre du conseil d'amirauté. Aujourd'hui, il est directeur-général du dépôt des cartes et places de la marine, et consacre ainsi au progrès des sciences, la fin d'une carrière qu'il a parcourue d'une manière toujours honorable.

GOZZI (GASPARE), naquit à Venise, en 1713, d'une famille patricienne. Bien que son père eût perdu sa fortune, il donna à son fils aîné, Gaspard, les commencement d'une brillante éducation, mais il ne put soutenir ces dépenses, et cette éducation resta imparfaite. Gaspard, d'un caractère doux, mais taciturne et méditatif, manifesta dès son enfance des penchants littéraires, et s'isola de tout ce qui tenait aux affaires de la maison paternelle. Pétrarque et les autres auteurs du bon siècle, étaient pour Gozzi les objets d'une espèce de culte; il passa des années entières exclusivement occupé à étudier leurs ouvrages. Ses premiers écrits furent des imitations de Pétrarque, adressées à Louise Bergalli, femme-poète très spirituelle et très aimable, dont il devint amoureux et qu'il finit par épouser, bien qu'elle nût dix ans de plus que lui. Cette dame désirant réparer la fortune délabrée de la famille Gozzi, conseilla à son mari de se charger de la direction du théâtre de Saint-Marc, à Venise. Gozzi suivit ce conseil, et accepta l'entreprise théâtrale, qui, du reste, lui donnait peu d'embarras, attendu que sa femme vaquait seule aux affaires de la direction. Las de voir sa maison le rendre-vous perpétuel de cette multitude de personnes qui sont en rapport avec un théâtre, Gozzi prit un logement à part, où il s'établait au milieu de ses livres. Ce furent des ouvrages de morale et de critique qui foudroyèrent sa réputation, et le placèrent au rang des écrivains les plus purs et les plus corrects dont s'honore l'Italie. Une défense du Dante, qu'il publia comme réponse aux spirituelles *Lettres de*

*Virgile*, de l'ex-jésuite Bertinelli, fit une grande sensation, et lui valut d'être reçu membre de la société des *Granelleschi*. Cette société, qui comptait parmi ses membres des hommes d'un grand mérite, s'était formée dans la vue de conserver les bonnes doctrines littéraires; elle employait à la fois des discussions sérieuses et des critiques légères, quelquefois même des satires d'un sel acéré, et jusqu'à des facettes d'un burlesque un peu trivial pour combattre les progrès de mauvais goût. A la même époque, Gozzi obtint la place de censeur des livres et surintendant de l'imprimerie: le médiocre revenu qu'elle donnait n'était pas à mépriser dans l'état de fortune où il fut long temps réduit. Plus tard, les autorités de Padoue le demandèrent un grand travail sur la réforme de la célèbre université de cette ville, et sur un nouveau plan d'études qu'elles projetaient d'y établir. Il accepta cette mission, et se rendit à Padoue, où on lui accorda un traitement annuel de six cents ducats et plusieurs gratifications. Ces ressources lui suffirent pour se tirer de l'embaras où l'avait plongé son entreprise théâtrale, qui s'était terminée pour la troupe par une ruine totale, dans laquelle il eut bien de la peine: n'être pas enroulé. A Padoue, Gozzi perdit sa femme qu'il regretta sincèrement, malgré tous les tourments qu'elle lui avait causés. Lorsque son travail pour l'université fut achevé, il revint à Venise, où le sénat lui accorda une pension égale à peu près au traitement dont il avait joui jusqu'alors. Devenu sujet de maladies douloureuses qui augmentaient avec l'âge, il retourna à Padoue, auprès d'une ancienne amie, M<sup>me</sup> Cenet, qui lui prodigua les plus tendres soins. Pour lui assurer une existence après sa mort, il se décida à l'épouser: bientôt après, il mourut, le 26 décembre 1791. Il a composé un très grand nombre d'ouvrages, parmi lesquels on distingue: 1° *L'herosisme périodique de Venise*. Cet ouvrage ne fut réuni qu'en 1768 en un seul volume in-12; il avait paru plusieurs années auparavant par feuilles détachées, comme le *Spectateur anglais*, que Gozzi avait pris pour modèle et dont il imite quelquefois la manière; 2° *Lettres fa milières*, Venise, 1755, 2 petits vol. in-8, réimprimés en 1756. Rien de plus piquant, de plus spirituel et de plus élégant que ces lettres; 3° *Jugement de anciens poètes sur la critique moderne du Dante, et tributs injustement à Virgile, avec les principes du bon goût*, etc., Venise, 1758, in-4°. C'est peut-être le meilleur et le plus précieux ouvrage de Gozzi: critique solide sans dureté, vive sans acrimonie; admiration au engouement, mais dictée par une appréciation judicieuse et éloquentement exprimée. Le censeur du Dante de Pétrarque et de Boccace, auteurs des prétendus *Lettres de Virgile*, l'imprudent Bertinelli, garda le silence, et c'était ce qu'il pouvait faire de mieux; 4° *Essais en vers et en prose du comte Gaspard Gozzi*, Venise 1759, in-8°. Presque tous les morceaux réunis dans cette édition avaient d'abord paru séparément, à différentes époques; 5° *Quelques compositions en vers et en prose*, Venise, 1799; 6° *La monde moral*, Venise, 1760, 3 vol. in-8°, ouvrage qui respire une philosophie religieuse, telle que le fut toujours celle de l'auteur; 7° *Le triomphe de l'humilité*, poème en cinq chants, pour l'installation de S. E. M. le chevalier de Reszconico, comme procureur de Saint-Marc. L'auteur aimait ce poème avec une prédilection particulière; il avait raison quant à la sage distribution des différentes parties du sujet aux morceaux d'invention, au style poétique et d'excellent goût; mais il n'a jamais pu faire que cette loi leur inhérente au sujet n'y subsistât pas, et que l'œuvre en charge d'un procureur de Saint-Marc ne parût partout ailleurs qu'à Venise, un sujet un peu misé pour un poème en cinq chants.

GOZZI (CHASLES), frère puîné du précédent, né en 1718, à Venise, se voua comme lui de bonne heure à la culture des lettres, mais sans projet pour le choix d'un état. Il réussit à s'approprier, mieux que ne l'avaient fait les autres écrivains vénitiens, le génie de l'idiome toscan. A peine sorti de l'enfance, il publia dans cette langue des poésies burlesques, ce qui lui prit d'autant plus ceux qui le connaissaient, qu'il était naturellement sérieux et mélancolique. Le dérang

ment des affaires de son père l'obligea, à l'âge de seize ans, de quitter ses études pour entrer au service militaire, et d'aller en Dalmatie. De retour à Venise, à dix-neuf ans, il se remit avec zèle à cultiver les lettres. Il fut nommé membre de l'académie des *Granellieschi*. Comme son frère Gaspard et d'autres littérateurs distingués, ses contemporains, il combattait sans cesse le mauvais goût, et défendait avec zèle les auteurs classiques de l'Italie contre les attaques des novateurs. Le grand succès qu'obtinrent les œuvres dramatiques de l'abbé Chiari excitèrent sa bile, et il critiqua amèrement ce poète à la fois finaque et emphatique. Les œuvres de Goldoni n'étaient pas moins l'objet de sa censure. Chiari et Goldoni, d'abord ennemis, se réunirent pour la défense commune contre Gozzi; mais ils ne pouvaient mesurer avec un adversaire si habile et si fécond en saillies mordantes. La pièce la plus spirituelle de cette guerre entre les *Granellieschi*, dont Gozzi ne se prétendait que l'organe, et les ennemis de la pureté de la langue et du goût, dont il regardait Goldoni comme le représentant et le chef, est une satire en deux chants, intitulée : *La tartane chargée des influences par l'année bissextile 1757*. Elle eut dans l'académie un succès d'enthousiasme. Gozzi la dédia à son ami Daniel Farsetti, et lui en remit le manuscrit sans en garder une copie. Farsetti ne voulut point cacher sous un bonnet cette lumière; il l'envoya imprimer à Paris. *La tartane*, et en répandit les exemplaires dans Venise. Goldoni répondit à cette satire par un long poème en tercets, qui n'eut point de succès. Cette polemique fit concevoir à Gozzi un nouveau genre de comédies, qui parait à volonté ou n'être que d'imagination, ou s'armer des traits de la satire. Sacchi, le meilleur artiste qu'eût encore l'Italie, et sa troupe composée d'habiles comédiens et d'improvisateurs, étaient presque tous par le succès des pièces de Goldoni. Gozzi prit en main les intérêts de cette troupe, lui donna ses conseils et composa gratuitement pour elle. Sa première pièce, qui n'était qu'une espèce de prologue d'ouverture, et qui fut jouée dans le carnaval de 1761, eut un succès si éclatant, si joyeux, aux dépens de la troupe rivale, que la comédie régulière parut déjà être en danger. Au lieu de puiser ses sujets dans la vie civile, il les prit dans les contes des fées, dans ces rêveries naïfs et puérils dont en Italie comme en France et partout ailleurs, les nourrices et les bonnes berment les enfants. Ainsi le conte trivial intitulé : *L'amour des trois oranges*, fournit matière à son prologue d'ouverture, et devint une source inépuisable de traits satiriques contre les acteurs qui n'ont d'esprit que pour débaucher celui des autres, ou contre les auteurs qui ayant ni invention, ni feu, ni génie, veulent toujours écrire et écrirent toujours mal. Il ne reste de cette pièce qui était en trois actes, que l'analyse; mais elle suffit pour expliquer le grand succès qu'eurent les représentations. Le conte du *Corbeau* lui fournit aussi le sujet d'une comédie en cinq actes, mêlée de scènes gracieuses, touchantes et même pathétiques. *Turandot, princesse de la Chine*, comédie, dont le sujet a été depuis traité par Schiller, n'eut pas un moindre succès, quoique d'un genre plus romanesque que merveilleux, et d'un merveilleux moins populaire et moins amusant. La meilleure pièce du nouveau genre est *Le marquis*, représentée pour la première fois en 1769. Elle fut suivie de six autres comédies-frères dont voici les titres : *La dame-serpent*, *Zobaida*, qu'il intitula *tragedie-farce*, et dont en effet le sujet et le style valaient quelquefois au tragique : *Le monstre bleu turpin*, *Les heureux mendiants*, *tragi-comédie* dont la scène est à Samarkande; *Le petit oiseau d'un beau vert*, la plus extraordinaire de toutes ses pièces, et *Le roi des gaisies*. Dans tous ses contes dramatisés, l'auteur fait marcher de front une partie sérieuse et poétique et une partie grotesque ou tous les rôles à masques ont leur plein développement; ce sont des pièces à effet, s'il en fut jamais. Les plans en sont d'une extrême hardiesse, et l'intention est plutôt originale que romantique; cependant ce sont les premières compositions dramatiques en Italie où règnent les sentiments d'honneur et d'amour. L'exécution peu soignée de ces comédies leur donne l'air d'une ébauche grossière; mais

cette ébauche est pleine d'imagination; les traits en sont fermes et vigoureux, toutes les couleurs bien décidées, et les objets qu'elles représentent deviennent si frappants, que le peuple y prend un plaisir prodigieux. Aussi Gozzi disait-il que ses compatriotes aimaient les situations robustes. Après qu'il eut en quelque sorte épuisé les contes orientaux, il se mit à refaire les pièces espagnoles, et celles de Calderon en particulier; mais il fut beaucoup moins heureux dans ces nouvelles tentatives. Son pinceau ne pouvait rendre le coloris frais et transparent d'une poésie éthérée; il en fit disparaître les touches légères et les nuances délicates; ses lourds personnages donnent quelque chose de pesant et d'appuyé à sa fiction, tandis que l'enjouement du *Garioto* (le houlion espagnol) a beaucoup plus de délicatesse. Dans les premières pièces de Gozzi, en revanche, le merveilleux de la féerie fait un contraste piquant avec le merveilleux de la nature humaine, c'est à dire avec la bizarre folie des différents caractères, si fortement signalés par la mascarade; cette imitation capricieuse de la vie, soit qu'elle en montre le côté risible ou le côté sérieux, dépasse la réalité en tous les sens. Des dissensions s'élevèrent dans la troupe de Sacchi, et en éloignèrent les meilleurs acteurs. Une signora Ricci, qui avait pris le titre de première actrice sans en avoir les talents, entra dans celle que dirigeait Gozzi, et s'empara tellement de lui, qu'il la prit sous sa protection spéciale. Pour lui fournir des rôles tragiques, dans lesquels elle prétendait exceller, Gozzi traduisit plusieurs pièces françaises, entre autres *Le Fagel*, d'Arnaud, *Le comte d'Essex*, de Thomas Corneille, et *Le Gustave Paau*, de Piron. Il fit aussi une nouvelle pièce pour elle, *La princesse philosophe*; et depuis ce temps, la Ricci fut, grâce à la persévérance de son protecteur, en possession du premier emploi de la troupe et des applaudissements du public. A la même époque, Gozzi publia une fort belle édition de ses œuvres, en 8 volumes in-8°. Les cinq premiers contiennent ses œuvres dramatiques, et un long avertissement où il raconte toutes ses querelles avec les deux auteurs comiques Chiari et Goldoni. Le sixième volume est presque entièrement rempli par une traduction élégante et fidèle en vers blancs, de toutes les satires de Boileau, avec des notes, et précédées d'un éloge de l'auteur français. Une épopée romanesque, intitulée : *Le Marquis bizarre*, poème facétieux en octaves et en douze chants, et dont le héros est Marquis, un des paladins de Charlemagne, occupe tout le septième volume. Le huitième est un mélange de pièces critiques, académiques et satiriques, en prose et en vers; il s'ouvre par la fameuse *Tartane*, qui fit tant de bruit dans son temps. Gozzi continua de vivre dans la plus grande intimité avec la comédienne Ricci; elle était mariée, et demeurait avec son mari et ses enfants, et Gozzi avec eux. Après la publication de ses œuvres, il composa encore plusieurs pièces de théâtre, dont quelques unes obtinrent du succès. Il a aussi fait une espèce d'autobiographie, intitulée : *Mémoires inutiles sur la vie de Charles Gozzi*, qui est écrite avec élégance et beaucoup d'abandon; mais malheureusement la vérité n'y est pas toujours assez respectée. On croit que Gozzi survécut de peu d'années à la publication de ses mémoires, et qu'il mourut dans l'une des premières années du 19<sup>e</sup> siècle; mais la date positive de sa mort n'est pas connue. Son frère Gaspard et lui occupent une place très distinguée dans la littérature vénitienne du siècle dernier.

GRACE (THOMAS-FRANÇOIS DE), censeur royal, sous-secrétaire de l'académie des inscriptions. Irlandais d'origine et fils d'un capitaine au régiment de Clare; il y servit d'abord, mais le pen d'attraits qu'eut pour lui le métier des armes le lui fit bientôt abandonner pour la carrière des lettres et pour se consacrer à l'instruction de la jeunesse. Pendant cinquante ans, et jusqu'au dernier moment de sa vie, il s'est occupé d'elle; aussi ses élèves entouraient-ils son lit de mort. Fréret, de l'académie des inscriptions et belles-lettres, l'avait attaché au secrétariat de cette compagnie, place qu'il occupa pendant quarante-quatre ans, et dont le révolution le déposséda. Il mou-

tes dans le malheur une rare égalité d'âme. Cependant il y eût succomber peut-être, tant sa détresse était profonde, sans le concours de l'amitié de ses anciens élèves Beuzerch et François de Neufbâteau, qui lui firent toucher pendant les deux dernières années de sa vie la pension de censeur royal dont il avait pendant long temps exercé les fonctions. De Grace n'a point attaché à son nom ce qu'on appelle de la célébrité : il cultivait avec délices la science du jardinage, ce qui ne l'empêchait pas de se livrer à des travaux historiques et littéraires très importants. De Grace publia d'abord, sous le titre modeste d'*Almanach du bon jardinier*, un ouvrage dont la réimpression annuelle a long-temps prouvé tout le cas qu'en faisaient les amateurs de jardins. Pendant plusieurs années de suite, il avait coopéré, en qualité de rédacteur, au *Journal d'agriculture*, puis à la *Gazette d'agriculture*. Un de ses principaux ouvrages littéraires est l'édition en huit volumes in-4° d'une *Histoire universelle*, sur le plan de Puffendorf, édition préférable à celle de La Martinière, parce qu'il y embrasse l'histoire ancienne de chaque pays, et celle des peuples dont La Martinière ne fait aucune mention. Cette histoire se termine à l'année 1750. Il mourut à Paris le 8 novembre au 7, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. On a de lui : 1° *École d'agriculture pratique*, suivent les principes de M. Sorey de Sotteries, Paris, 1770, et au 5 (1796), in-12 ; 2° *Principes généraux de la langue française*, Paris, 1789, in-12 ; 3° *Tableaux historiques et chronologiques de l'histoire ancienne*, Paris, 1789, in-12 ; 4° *Tableaux historiques et chronologiques de l'histoire ancienne et du moyen âge des principaux pays de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe, avec un précis de la mythologie grecque et latine d'après Hesiodé*, Paris, 1789, in-8°. On doit encore à de Grace, outre sa nouvelle édition de l'introduction à l'histoire générale, une lettre sur l'origine de la monarchie française, imprimée dans le *Mercure* de mai 1765, et un grand nombre de bons articles insérés dans le *Journal de Verdun*, dans le *Journal de médecine*, de puis 1769, dans la *Gazette d'agriculture*.

GRÉVELL (Maximilien-Fabrice), docteur en droit et conseiller royal du gouvernement prussien, né le 28 août 1781, à Belgaid, en Pomeranie, où son père était ministre du culte protestant, a été élevé d'abord à Kottbus, puis à Nieder-Wieser, en Silésie. Le ministre Baclieu qui l'avait préparé à sa première communion, étant devenu aveugle, il allait tous les jours lui faire une lecture pour laquelle il choisissait ordinairement les articles théologiques, philosophiques et littéraires du recueil intitulé : *Bibliothèque générale de l'Allemagne*. Grévell avait alors pris le parti d'étudier la théologie, mais dès la publication de l'édit sur les cultes, il changea d'avis, et se voua à la science du droit. Après avoir fait, pendant trois années, des études préparatoires à Züllichard, il se rendit à l'université de Halle, où il suivit les cours de philosophie d'un célèbre professeur Maas, et étudia le droit d'après les meilleurs ouvrages. En 1801, il fut admis à siéger comme auditeur au tribunal de Berlin, et l'année suivante, il accepta provisoirement la place de payeur d'une brigade de fusiliers cantonnée en Westphalie. De retour à Berlin, en 1803, il fut nommé assesseur à la chambre de justice, puis administrateur de Plock, en Pologne. Obligé, en 1806, de quitter cette dernière ville par suite de l'insurrection polonaise, il se retira dans sa terre, près Storkow ; mais n'ayant pas assez de moyens pour exploiter cette propriété, il alla s'établir à Kottbus, et y exerça la profession d'avocat. En même temps il publia plusieurs traités sur différents points de droit fort controversés, qui le recommandèrent si bien auprès du gouvernement de Saxe, qu'il en recut une place de judicature à Kottbus. En 1811, le gouvernement de Prusse le rappela, et le nomma successivement juge au tribunal supérieur de Soldin, conseiller de justice à Stargardt, et conseiller de justice près l'administration militaire de la même ville. Dès que la Prusse commença, en 1814, à armer contre Napoléon, Grévell s'engagea volontairement dans la milice poméraniennne, en qualité de dé- camp du général en chef. Dégoûté de l'inaction dans laquelle se trouvait ce corps au blocus de Kustrin, il sollicita du roi d'être placé dans un autre corps. Sa

demande lui fut accordée, et il passa, comme aide- camp de brigade, dans le corps d'armée de Berg, qui plus tard fut employé au blocus de Mayence. Après s'être démis de ses fonctions militaires, il appela l'attention du ministère sur la décadence de l'établissement des hautes études du cercle de Kottbus, et obtint la mission de le réorganiser sur un nouveau plan. Grévell se rendit à Kottbus et travailla avec ardeur à exécuter les ordres qu'il avait reçus, mais tous ses efforts échouèrent contre les obstacles que les autorités locales lui opposèrent. Plus tard il fut appelé à faire partie de l'administration de Mersebourg ; dans cette dernière place, il défendit avec une noble franchise l'indépendance des votes dans les délibérations du conseil, et s'efforça constamment de faire exécuter les lois, et d'écarter l'influence des courtisans. Cette conduite aussi franche et loyale qu'extraordinaire sous un gouvernement absolu, lui causa des désagréments dont il a rendu compte au public, dans deux brochures très remarquables, intitulées, la première : *Traitement que reçoit d'aujourd'hui un fonctionnaire public de Prusse*, Leipzig, 1811 ; et l'autre : *L'exercice et le fonctionnement public*, Stuttgart, 1820. Fort jeune encore, Grévell publia un écrit intitulé : *L'état anthropologique*, qui fut accueilli avec faveur. Les lois dites d'édit ayant fait naître une grande incertitude dans la jurisprudence des tribunaux prussiens, Grévell composa son *Commentaire des lois prussiennes relatives au crédit*, en trois volumes, et sa *Théorie des emprunts hypothécaires*, en un volume, qui fait suite aux conventions. A ces deux ouvrages succédèrent ses *Doctrines de la possession et de la prescription*, en un volume. Dans le camp de Kustrin il composa un ouvrage philosophique, intitulé : *L'homme*, qui obtint un grand succès, et a été réimprimé plusieurs fois. Des conversations qu'il avait eues avec un de ses amis qui doutait de l'immortalité de l'âme, lui fournirent matière à deux ouvrages intitulés : *La venue après la mort*, et *Lettres à Emilie sur la continuité de nos sensations après la mort*, qui à leur apparition furent très recherchées. En 1822, il publia : *Le citoyen, traité destiné aux élèves instruits*, et l'année suivante : *Le seigneur*, ces deux ouvrages renferment le développement des principes posés dans *L'homme*, et peuvent être regardés comme y faisant suite. Parmi le grand nombre de ses écrits politiques nous citerons comme le plus important : *Examen de Paris donné par la commission immédiate de justice des provinces rhénanes, sur les administrations de justice y établies*, Leipzig, 1819, en deux volumes ; il s'y déclare contre le jury. On a aussi de lui bon nombre d'ouvrages de circonstance dont les trois suivants sont les plus remarquables : *La Prusse et elle l'essai d'une constitution ?* 1816 ; *Quelle constitution ne convient pas à la Prusse ?* Leipzig, 1819 ; et *L'anti-Benzenberg*, ou sur l'administration de Hadenberg. Quelques uns de ces ouvrages donnèrent, sous un certain rapport, prise à la critique, mais on reconnaît dans tous des vues élevées et le jugement d'un homme qui aime surtout la justice et la vérité. Récemment Grévell a fait paraître à Erfurt un *Commentaire du code de procédure des états prussiens*, en deux volumes.

GRAFTON (Arthur-Henry-Fitz-Roy), duc de Kent, né en 1753, à Cambridge, et devenu, à vingt ans, par la mort de son aïeul, possesseur des biens et des honneurs de sa famille, il eut une jeunesse assez dissipée ; mais bientôt il reprenait le temps qu'il avait perdu, et en 1775 il fut nommé secrétaire d'état. L'année suivante, il fut promu à la dignité de premier lord de la trésorerie. Dès lors l'opposition vint semer d'amertume sa vie politique. Wilkes l'attaqua avec force dans le parlement. L'auteur inconnu des *Lettres de Junius*, qui parurent à cette époque, l'eut principalement en vue. Ces lettres produisirent, dit-on, un tel effet sur le duc qu'il les rendit quelquefois incapable pendant des jours entiers de remplir ses fonctions ministérielles, et qu'elles contribuèrent beaucoup à le forcer de donner sa démission, en 1779. Peu de temps après, il eut la garde du petit sceau, jusqu'en 1782. A cette époque, il combattait dans le parlement lord North qui voulait imposer de nouvelles taxes à l'Amérique anglaise, et il s'éleva contre toutes les

affaires ministérielles qui provoquèrent la guerre de l'indépendance. Il reprit le petit sceau, et se retira bientôt des affaires. Depuis il ne paraissait plus à la chambre des pairs que dans les occasions importantes, comme en 1803, où il s'opposa de tout son pouvoir à la nouvelle guerre contre la France. Retire dans ses terres, le duc de Grafton, entouré d'une jeune et nombreuse postérité dont il se plaisait à diriger l'éducation, se jeta dans les controverses théologiques, embrassa la doctrine des unitaires, et ne manquait jamais, lorsqu'il venait à Londres, d'aller entendre l'office divin à la chapelle que ces sectaires avaient dans Essex-Street. Il possédait une bibliothèque de livres rares et curieux. Il était chancelier de l'université de Cambridge, et il a fait les frais de l'édition de la *Version grecque de la Bible*, par Grucsbach. Le duc de Grafton est mort en 1811.

**GRAINVILLE** (JEAN-BAPTISTE-FRANÇOIS-XAVIER CORAUX DE), né le 3 avril 1746, dans la ville du Havre. Destiné à l'état ecclésiastique, ainsi que son frère aîné, qui est parvenu à l'épiscopat, il achève au séminaire de Saint-Sulpice de brillantes études commencées à Caen, et continuées au collège de Louis-le-Grand, à Paris. Il se consacrait à la prédication, mais sans renoncer à un penchant pour les lettres que l'événement justifia dès le début. L'académie de Besançon ayant proposé cette question : « Quelle a été l'influence de la philosophie sur le dix-huitième siècle ? » le discours de Grainville obtint le prix. Il ne s'y était pas déclaré contre les sciences même, à l'instar de Jean-Jacques ; seulement il voulait que la philosophie ne raisonnât guerre, et ne se mêlât ni de religion, ni de politique. L'esprit avec lequel il défendait cette cause ne déguisait ni le ridicule ; mais il était trop tard alors pour n'admettre qu'une philosophie scolastique, une science de seminariste, et pour exclure du domaine de la raison les questions où il importe le plus de bien raisonner. A une autre époque, Grainville aurait pu surtout prétendre aux succès de la chaire. Il possédait les principaux avantages de l'orateur, une pensée forte, une élévation pleine de noblesse, un organe touchant, de l'originalité dans le style, et un heureux don de favoriser par d'autres dons extérieurs. Les événements politiques ne le privèrent bientôt de cette perspective : il voyait le triomphe de cet esprit du siècle contre lequel il avait déclamé non sans talent. Ses sermons devenant pour lui l'occasion de quelques contariétés, il parait que son zèle se ralentit, et qu'il abandonna la chaire avant même que les circonstances l'exigeaient. Ses premiers pas dans la carrière dramatique que l'éloignement assez brusquement de l'austérité de la tribune sacrée. Il écrivit d'abord un ouvrage sur la scène *Le jugement de Paris*, ouvrage d'un prédicateur, mais bien différent sans doute de la pièce du même titre, représentée à Paris, vers la fin du quinzième siècle. Le Théâtre-Français recut celle de Grainville ; les troubles seuls empêchèrent de la jouer. Le clergé, déjà affaibli par ses divisions, n'était pas encore condamné au silence ; Grainville tourna de nouveau ses regards vers le ministère qu'il avait déjà exercé honorablement. Il se rendit à Amiens d'après l'invitation de l'évêque, et il eut beaucoup d'auditeurs ; mais ses opinions le firent inquiéter : elles paraissaient propres à exalter un fanatisme dont tout-fois il était exempt lui-même. Il éprouva quelques mauvais traitements ; arrêté momentanément, et privé de sa pension comme ecclésiastique, il se crut obligé de renoncer à cette profession. Dans l'éducation des enfants à laquelle il voulut se vouer, il retrouva les entraves presque inséparables de la réputation qu'il s'était faite. On ne pouvait sans lui mériter comme instituteur ; mais, comme homme d'église enclin à froisser son siècle, il excitait la défiance, et n'avait qu'un très-petit nombre d'élèves. Au milieu de cette situation, que nulle espérance même ne semblait adoucir, il composa son *Dernier homme*, ouvrage dont l'idée principale n'est inférieure à aucune autre conception épique. On a dit qu'il avait imaginé ce poème à l'âge de seize ans ; mais du moins il ne l'écrivit que durant son infortune, et en partie après l'établissement du gouvernement consulaire dont il ne sollicita et ne reçut

aucun bienfait. Le travail d'esprit dans le malheur est un grand soutien, mais peut-être aussi une grande cause d'épuisement. Quoiqu'il en soit, lorsque Grainville eut à peu près terminé son ouvrage sous les rapports essentiels à ses yeux, il fut atteint d'une mélancolie qui dégénéra en fièvre accompagnée de délire. En vain il s'était promis, comme il l'a dit expressément, de ne jamais désespérer de lui-même. Soit que la violence du mal eût enfin abattu cette fermeté, soit involontairement, et au milieu d'un accès, il courut se précipiter dans la Somme, presque sous ses fenêtres, long-temps avant le jour, et par un temps très-froid ; il perit ainsi le 1<sup>er</sup> février 1805. Le chevalier Croft, celui qui le premier aussi distinguait le mérite du malheureux Chatterton, vint résider à Amiens quelques jours après la mort de Grainville, et il eut connaissance de la belle composition qui l'avait long-temps occupé. La regardant comme une magnifique ébauche, plus digne, quant au fond des choses, d'être transmise aux dernières générations que *l'Illiade* même ou *Le paradis perdu*, il regretta amèrement de n'avoir pas été instruit plus tôt de l'existence et du génie d'un homme dont il eût été facile de soulager les peines. Bernardin de Saint-Pierre, dont cet infortuné et l'illustre, trouva dans les différentes parties de ce poème non achevé des situations d'un intérêt égal à celui des romans les plus remarquables, et d'après cette recommandation, le libraire Deterville le publia. Cependant il fut peu lu ; il serait retombé dans un entier oubli sans l'enthousiasme du chevalier Croft, exprimé dans ses *Remarques sur l'Illiade*, en 1810. L'année suivante, M. Nodier donna une seconde édition du *Dernier homme* ; aussitôt plusieurs feuilles, et spécialement *l'Esprit des journaux* en rendirent compte, et en parlèrent comme d'une épopée très-imposante. Dans les observations placées en tête du livre, on voit que Grainville s'était occupé, en 1805, de versifier son travail, et qu'il avait même terminé le premier chant. Néanmoins, quoique l'auteur fit bien les vers, l'éditeur n'en cite aucun ; mais il paraît tenté de mettre Grainville fort près de Klopstock. On n'en sera pas surpris même sans avoir à juger du mérite de l'exécution soit dans les vers du premier chant, soit dans la prose des neuf autres, ou considérer la grandeur dramatique et originale de ce tableau des derniers jours de l'empire des humains. Après de longs siècles accordés à notre postérité, après les développements prodigieux en ce sens, et pourtant naturels, d'une industrie progressive, l'Omégare, le personnage principal, se trouve l'arbitre des destinées ultérieures de toute l'espèce des hommes. Aimé de Syderie, dont on voit que le nom est significatif comme celui même d'Omégare, il peut s'unir à elle, sous les auspices et selon les desirs du génie terrestre qui ne serait plus rien si l'homme n'existait, parce que la terre, formée pour notre race, ne subsisterait plus. Mais Adam qui, par une fiction ennoblement poétique dans le genre sombre, et sans équivalent même chez le Dante, reste condamné, depuis sa transgression, à voir successivement tomber dans les enfers les innombrables victimes de sa première faute, Adam sollicite eloquemment son petit-fils de mettre enfin un terme à tant de souffrances. Le sujet, à peine indiqué par les traditions orientales que Milton a suivies, cette fable, si heureuse et qu'on pourrait dire toute d'invention, devait amener, même sans beaucoup d'art, des tableaux majestueux, et des situations pathétiques au plus haut degré. D'ailleurs on retrouve dans la plupart des épisodes des traces de cette vigueur de pensée, comme dans les suites de la conflagration de la lune, et dans la subite éruption des vieillards cendrés humains, au moment où les temps vont finir. Quelquefois au récit des phénomènes se mêlent des comparaisons gracieuses, un sentiment pur, ou des vues dignes d'attention. Ainsi, après une décadence imprévue suscitée par les merveilles même de l'industrie, Adam revoit cette terre qui avait été belle dans sa simplicité primitive : il s'afflige, « comme un fils qui » long-temps séparé de sa mère, la retrouverait courbée » sous le poids des ans, et, le cœur serré de tristesse, » l'embrasserait en lui cachant ses larmes. » Ces généra-

tions, qui n'obtenaient en dernier lieu, à force d'art, que la détérioration du sol cultivable, avaient détourné le lit de plusieurs fleuves, et c'est une supposition très admissible; mais l'entreprise du déplacement des mers a été blâmée avec raison comme trop gigantesque : pour les desseins les plus hardis il faut quelque vraisemblance dans le succès. On a critiqué avec moins de raison l'idée de la navigation aérienne réalisée durant des siècles. On a fait à Grainville un autre reproche, plus grave et non moins inconsidéré, celui de ne s'être pas montré expressément chrétien, comme si, dans une fiction, un écrivain était tenu de rester orthodoxe. On ne lui a point pardonné en particulier de n'avoir pas dit un mot de la rédemption; mais apparemment il a pensé que cette conséquence de la chute d'Adam était une nécessité en théologie, et non pas une beauté poétique. Outre ce grand ouvrage de Cousin de Grainville, *Le dernier homme*, Paris, 1805, 2 vol. in-12, et ses *Sermons*, qui n'ont pas été publiés, il paraît qu'on lui doit quelques morceaux de poésie, au nombre desquels est une fable allégorique fort estimée, et insérée dans la *Correspondance de Grimm*, tome V, *La plume, l'espérance et la pudeur*. On le croit aussi l'auteur de quelques autres ouvrages assez fréquemment attribués à Christophe Grainville, le traducteur de l'*Araucana*.

GRAINVILLE (JEAN-BAPTISTE-CHRISTOPHE), né le 15 mars 1760, à Lisieux, département du Calvados. Avant de prendre le parti de vivre dans l'indépendance, et de se livrer à la culture des lettres et à son penchant pour la chasse, il avait exercé quelque temps la profession d'avocat au parlement de Rouen. Ses nouvelles occupations paraissent le fixer dans la capitale; mais à l'âge de trente ans, la piété filiale le fit retourner à Lisieux auprès de sa mère devenue veuve. Il s'y maria, et peu d'années après, étant veuf lui-même, il consacra en partie ses moments à l'éducation de ses enfants, ainsi qu'à l'exercice de quelques fonctions municipales. Invariable dans ses goûts, et d'une humeur paisible, il ne discontinua point ses travaux littéraires, malgré la maladie incurable dont il se vit attaqué de très bonne heure. L'idée d'une mort prochaine n'altéra nullement la douceur de son caractère. Il continuait à fournir pour le *Mercur*, le *Journal littéraire* de Ckment, le *Magasin encyclopédique* et différents autres recueils périodiques, des morceaux traduits de l'espagnol ou de l'italien, et beaucoup de dissertations ou de fragments. Il était membre de l'académie des Arcades de Rome, et des sociétés académiques de Bordeaux, de Rouen, de Caen, d'Alençon. Il mourut à Lisieux le 19 décembre 1805. Il avait publié : 1° *Le carnaval de Paphos*, poème, Paris, 1785; 2° *Iséme et Tarsis*, roman poétique, suivi de la traduction en prose de quelques pièces de Métastase, Paris, 1785, in-12; 3° *Eitrennes du Parnasse*, 1788 et 1789, in-12; 4° *Aventures d'une jeune sauvage*, traduit de l'italien, Paris, 3 vol in-12; 5° *La futilité*, roman allégorique, 1791, in-12; 6° *Le vendangeur*, traduit de l'italien de Tansillo, Paris, 1792, in-12; 7° *Le remède d'amour*, traduit d'Ovide, Paris, an 5, in-18; 8° *Hymnes de Sapho* (pseudonyme), traduit de l'italien, Paris, an 5, in-18; 9° *La musique*, poème, traduit de l'espagnol d'Yriarte, et suivi d'un poème sur le même sujet, traduit du latin de Lefevre, Paris, an 8, in-12. Les notes sont de Lauglé. Grainville avait aussi été, en 1789, l'éditeur des deux premières livraisons de *Monuments inédits*, traduits de l'italien de Winckelmann, in-4°, et il avait publié en 1790, avec Silvain Maréchal, *Le Pantheon, ou les dieux de la fable*, représenté par de belles figures, Paris, in-4° et in-8°. D'autres écrits, appartenant sans doute à Cousin de Grainville, ont été quelquefois attribués à Grainville de Lisieux; mais il a laissé dans les manuscrits de son fils un certain nombre d'ouvrages manuscrits, parmi lesquels on cite : 1° *L'Araucana*, poème traduit de l'espagnol d'Alfonso d'Ercilla (ou en a imprimé un fragment); 2° *L'Italie délivrée des Goths*, traduit de l'italien du Trissin; 3° *Les Argonautes*, traduit de Valérius Flaccus. Ces traductions étaient toutes terminées en 1790, lorsque l'auteur quitta Paris, et elles sont accompagnées de notes très instructives; 4° *La chasse*, poème original en prose et en quatre chants; 5° *Les Ilcracles*, opéra.

# GRANDE-BRETAGNE. Voyez GUILLIAMS IV, au Supplément.

GRANDJEAN (CHARLES-LOUIS-DIEUDONNÉ, baron) lieutenant-général, naquit à Nanci, le 29 décembre 1768. Il entra de bonne heure au service, fut fait sous-lieutenant au 106<sup>e</sup> régiment d'infanterie, le 8 août 1792, et servit la même année à l'armée du Rhin, commandée par Custine. Il fut nommé adjudant-général adjoint le 21 mai 1793, et placé en cette qualité près de l'adjudant général Dessais, à l'armée du Rhin. Le 23 septembre suivant il eut le commandement provisoire d'un bataillon de grenadiers, et commanda ce bataillon à l'armée de la Moselle, et à celle du Rhin pendant la fin de la campagne de 1793. Nommé adjudant chef de bataillon provisoire, le 11 juin 1794, il fut fait adjudant-général chef de brigade, le 12 juin 1796, et employé en cette qualité, jusqu'en 1799, à l'armée du Rhin, et à celle d'Italie. Le 26 mai, de cette dernière année, étant à la tête d'une brigade d'avant-garde, il s'empara du camp retranché de Postengo, poussa les ennemis jusqu'au-delà des postes qu'ils avaient à Pola, sur l'Adige, s'établit et se maintint sur la rive gauche de cette rivière. Il fit à l'ennemi douze cents prisonniers, et fut nommé le même jour général de brigade sur le champ de bataille. Il combattit à la Trebia, et y reçut deux blessures. Il se trouva, le 3 mai, à la bataille d'Engen-Stockach, pendant laquelle il pénétra avec sa brigade dans les bois qui couvraient les derrières d'un plateau, et mit en déroute tous les bataillons ennemis qui défendaient cette position. Détaché par le général Moreau, avec une des divisions de réserve, pour renforcer le corps d'armée du général Lecourbe, qui était chargé d'une expédition dans le Vorarlberg et le pays des Grisons, le général Grandjean combattit à Oberhausen, le 28 juin. Il commandait cette même division à la bataille de Hohenlinden, et s'y distingua par une attaque impétueuse qui culbuta un corps de troupes hongroises; il fut cité avec éloge dans le rapport officiel. Il eut un commandement dans la 5<sup>e</sup> division militaire en 1801, et de 1803 à 1806 dans la 4<sup>e</sup> division. Le 15 juin 1804, il reçut la croix de commandant de la légion d'honneur; promu au grade de général de division le 8 février de la même année, il servit en cette qualité sous les ordres du maréchal Brune, qui faisait la conquête de la Pomeranie suédoise. En avril 1807, le maréchal Mortier lui laissa le commandement des troupes occupées devant Stralsund. Il fut forcé d'opérer sa retraite au mois d'août suivant; il passa la Pénne à Anklam avec sa division, et culbuta les troupes suédoises qui voulaient s'opposer à son mouvement. Employé en 1808, à l'armée d'Espagne, sous les maréchaux Lannes et Moncey, il concourut, le 27 octobre, à la déroute de douze cents insurgés qui s'étaient renfermés dans Lérida. Il commandait une division d'infanterie au siège de Saragosse. Appelé à l'armée d'Allemagne, en 1809, il y eut un commandement sous les ordres du maréchal Oudinot, et combattit avec sa valeur accoutumée à Wagram, où il eut deux chevaux tués sous lui. Il commandait une division du dixième corps à la campagne de Russie; mais, faisant partie de la garnison de Dantzick, où il se distinguait en plusieurs occasions, il se trouva au nombre des prisonniers lors de la capitulation de cette place. Il reçut la croix de Saint-Louis en 1814. En 1816, pendant les cent jours, il fut employé sous les ordres du général Rapp, dans le cinquième corps de l'armée de Napoléon, sur le Rhin. A la seconde rentrée du roi, il fut porté sur le tableau de disponibilité.

GRATAMA (SEZAR), publiciste et juriconsulte hollandais, professeur de droit à l'université de Groningue, naquit à Harlingue, en Frise, le 27 octobre 1757. Il fit ses humanités à Deventer, et son droit à l'académie de Franeker. N'étant encore étudiant, il reçut de ses professeurs un encouragement très particulier; ils le désignèrent comme candidat pour la chaire de droit à l'athénée de Deventer. En 1782, il publia, sous le voile de l'anonymat, une brochure *Sur la liberté de la presse, les droits de l'homme, etc.*, et dès lors on put juger qu'il serait du son siècle. Il reçut, en 1783, le grade de docteur en

droit; se maria, et s'établit à Harlingue, pour y exercer la profession d'avocat. Mais la clientèle ne vint pas, et il prit le parti de s'associer avec son frère qui était dans le commerce. Nommé commandant de la garde bourgeoise, il déploya beaucoup de force de caractère, et de principes dans la révolution de 1787, et dans celle de 1795. Lors de la cérémonie, pour la plantation de l'arbre de la liberté, il eut l'avantage de conserver l'écharpe orange, ainsi que les autres officiers de son corps. A cette même époque, il rompit son association commerciale, pour ne plus s'occuper désormais que de littérature et de législation. Il publia immédiatement une brochure, sous ce titre : *Considérations sur l'introduction des nouvelles filatures de coton et de laine à Harlingue*. Cet opuscule avait pour but, dans l'intérêt des classes pauvres, de faire repousser les nouveaux moyens de la fabrication. Mais ses conseils furent inutiles, et les miniers qu'il avait prévus s'enrichirent pour une partie de la population de sa ville adoptive. Il publia, dans la même année, des *Considérations sur l'heureux état de la Frise, et sur la félicité générale, situ de détourner ses concitoyens de toute innovation hasardeuse, dans leur heureuse constitution*. Il remporta dans cette même année, le prix proposé pour un mémoire *Sur la superstition*, en conséquence du concours ouvert par le legs de Stolp. Il s'éleva ensuite, dans une nouvelle brochure anonyme, contre le système d'unité et d'indivisibilité politique, en l'honneur à cette époque, et se montra généralement peu favorable aux théories nouvelles. Il publia, en 1796, *Des recherches sur les biens ecclésiastiques, en Frise*, en opposition avec les assertions d'un prédicateur renommé de son pays, qui avait revendiqué une grande partie de ces biens pour les communes non réformées. Il fit paraître également, en 1796, ses *Considérations sur la servitude domestique chez les Romains, et sur ses effets publics*, ainsi que des *Observations sur l'égalité*, insérées dans la *Vandertandische bijbelsket*, 1796, n° 12. Contraire à toute profession de foi exigée, il refusa la chaire de professeur de droit à Harderwyk, ne voulant pas se débrayer à la reconnaissance passive des droits de l'homme, tels qu'ils avaient été proclamés par les représentants de la province de Gueldre. On passa sur cette formalité, en faveur de ses talents que l'on voulait rendre utiles, et il vint alors occuper sa chaire, où il prononça un discours d'ouverture. *De verâ nec multum procerâ quidam humanitate, tam in aliis, tam maxime quoque in legem mandamentis perspicuâ*. On crut apercevoir, dans ce discours, des allusions au régime français, ce qui n'empêcha pas Millin de louer beaucoup cet morceau dans son *Magasin encyclopédique*. Ayant refusé des offres brillantes, qui lui furent faites par l'université d'Utrecht, il professa avec un succès toujours croissant, dans celle de Harderwyk, jusqu'en 1801, époque à laquelle il accepta la chaire de droit naturel, et de droit public, à Groningue. Il prononça un discours d'ouverture très remarquable, ayant pour argument : *Tam homines, quam etiam populus ad iustitiam evolutus*. Dans l'année 1805, on se démettant des fonctions de recteur de l'académie, il publia un discours où il proposa une nouvelle méthode pour l'enseignement de la jurisprudence et principalement du droit naturel. Deux ans après, il fit paraître une dissertation, *De honestâ emulatione inter homines, doctos imprimis, et doctorum hominum corpora, eructanda, ad commune humanitatis necnon civitatis bonum*. La chaire de droit public à l'université de Leyde lui fut offerte, après la mort du célèbre professeur Pestel; mais il ne put se décider à quitter Groningue. L'ouvrage le plus considérable de Gratama est, sans contredit, son *Magasin de jurisprudence* qu'il commença en 1809. La critique qui regne dans cet ouvrage est aussi saine que l'érudition en est étendue, il n'en a paru qu'un volume, et on doit regretter qu'un tel cadre soit resté incomplet. En 1817, ayant été élu, pour la seconde fois, recteur de l'université, Gratama prononça un discours de *Hermodoro Ephesio, vers duodecim tabularum auctor*. Le dernier ouvrage que cet estimable savant ait publié, consiste en des commentaires, également en latin, sur une partie des institutions de Justinien. Comme publiciste et comme philosophe sincère, Gratama est l'un des

hommes les plus distingués dont la Hollande puisse s'honorer.

GREGOIRE XVI (MAYO CAPELLARI), né à Bellune, le 18 septembre 1768. Moine camaldule, Capellari s'était rendu célèbre dans son ordre par sa science ecclésiastique et par sa connaissance profonde des langues anciennes et modernes de l'Occident. Une réputation de doctrine et de régularité répandue au-delà du cloître, et l'estime générale qui entourait son caractère, avaient assuré au modeste religieux, longtemps avant d'être appelé au sein du sacré collège, une considération égale à celle des princes de l'Eglise. Sa nomination, en 1836, par Léon XII, fut considérée comme la réparation d'un oubli du règne précédent. Il fut bientôt placé par ce pontife à la tête de la vaste et importante administration de la Propagande, pour laquelle le désignait spécialement son érudition africaine et asiatique; les talents qu'il y déploya confirmèrent sa haute réputation de capacité. Dans le conclave de 1846, le cardinal Capellari fut un des cardinaux les plus favorisés par l'opinion du dehors, et les plus violemment combattus au dedans par le parti appelé *autrichien*. Dans le conclave de 1851, le cardinal Pacca, porté par ce parti dont le cardinal Albani est le chef, avait obtenu à l'avant-dernier scrutin dix-neuf voix, et le cardinal Capellari vingt-six; mais au dernier, six ou sept voix ont échappé à l'influence du cardinal Albani, et le cardinal Capellari a obtenu la majorité. Il a été élu pape le 1<sup>er</sup> février 1851, et s'est assis sur le trône pontifical, sous le nom de Grégoire XVI. Ainsi, quoique ce pape soit né dans une province maintenant autrichienne, le parti du cardinal Albani ne s'attribuera probablement pas l'honneur de l'avoir fait élire. L'ambassadeur de France à la cour de Rome, M. de Latour-Maubourg, a été admis en présence de S. S. qui l'a accueilli avec beaucoup de bienveillance, et a protesté de son attachement pour la France et S. M. Louis-Philippe. Cette élection du cardinal Capellari a obtenu une approbation générale à Rome et en Italie. Ce qui ajoute à l'importance de cette élection, c'est que l'âge et la santé du nouveau pape le rendent jeune encore pour la tiare, et lui promettent un règne plus long que celui de ses deux prédécesseurs.

GRIBEAUVAL (JEAN-BAPTISTE VAQUETTE DE), général d'artillerie, né dans Amiens, le 15 septembre 1715. Il entra comme volontaire dans le régiment de Royal-artillerie, en 1733, et, la troisième année, il fut nommé officier-pointeur. Naturellement studieux, il s'attacha de son propre mouvement à la partie des mathématiques, y acquit beaucoup d'instruction, et reçut, en 1752, le grade de capitaine du corps des mineurs. Sa réputation était déjà si bien établie que le ministre de la guerre d'Argenson, jeta les yeux sur lui pour procurer à la France des renseignements relatifs à l'artillerie prussienne, et à l'introduction, récente alors, des pièces d'artillerie légère dans les corps d'infanterie. Gribeauval justifia cette confiance, et, outre les mémoires directement relatifs à sa mission, il en rapporta sur l'état des fortifications aux frontières. On le fit, en 1757, lieutenant-colonel; mais l'impératrice Marie-Thérèse ayant demandé des officiers d'artillerie français, il passa au service de l'Autriche, avec l'agrément de Louis XV, et sous les auspices de son ambassadeur à Vienne, le comte de Broglie. Reçu avec considération dans l'armée autrichienne, revêtu des titres de général de bataille, et commandant du génie et de l'artillerie, Gribeauval servit avec succès et honneur pendant la guerre de sept ans. On lui fut en grande partie redevable de la prise de Glatz; il avait dirigé les opérations du siège de cette place regardée comme la clef de la Silésie. Sa renommée s'accrut encore lorsque Schweidnitz fut attaqué par Frédéric II lui-même. Pendant le séjour momentané de Gribeauval en Prusse, il avait eu occasion de contester devant le roi l'efficacité des globes de compression, imaginés par Belidor. Le roi tenait à ce système; Gribeauval avait le sien, et Frédéric en appela à l'expérience. Son adversaire ne s'était pas attendu à pouvoir soutenir si peu d'années après cet honorable défi. L'arrangement en cela ne resta pas à Frédéric. A l'attaque de

Schweidnitz, il fit exécuter quatre globes de compression, et n'obtint aucun résultat. Tout invitait le général français à tirer le plus grand parti de ses moyens; en sauvant la place qu'il commandait sous les ordres du feld-maréchal, comte de Guasco, il eût fait aussi prévaloir son opinion. Le roi de Prusse, voyant échouer ses opérations souterraines, songeait à lever le siège qu'il dirigeait en personne; mais il ne se pardonnait pas lui-même d'être venu se briser devant une fortresse peu importante, dont la garnison était faible, et que précédemment les Autrichiens avaient enlevée après deux jours de siège et quatre heures d'assaut. La tranchée était ouverte depuis soixante-trois jours lorsque la fortune de Frédéric lui épargna, au dernier instant, la honte d'une retraite. L'explosion d'un magasin à poudre renversa tout un bastion du fort de Javernick, et la garnison, trop inférieure en nombre pour soutenir un assaut, fut réduite à capituler aux conditions les moins favorables. Le vainqueur conservait quelque ressentiment de cette résistance opiniâtre; Grivebeaul, devenu son prisonnier, ne put lui être présenté d'abord, mais bientôt il fut même admis à sa table, et il en recut de justes éloges. Rendu à la liberté, il fut décoré de la grand-croix de l'ordre de Marie-Thérèse, et promu au grade de feld-maréchal-lieutenant. La paix ne tarda pas à être conclue; alors il fut rappelé par le duc de Choiseul, et il n'hésita pas à sacrifier, pour servir de nouveau son pays, les avantages dont il jouissait chez l'étranger. On l'en récompensa d'ailleurs jusqu'à un certain point; on le fit la même année maréchal-de-camp, et peu de temps après inspecteur-général d'artillerie. Il fut aussi commandeur de l'ordre de Saint-Louis, et ensuite grand-croix. En 1765, il devint lieutenant-général, et, en 1776, premier inspecteur de l'artillerie. Il éprouva vers cette époque de vives contrariétés; mais elles se terminèrent comme le méritait la franchise et la fermeté de son caractère. On n'avait fait que suivre les intentions secrètes du duc de Choiseul dans une réforme de fusils qui avait donné l'occasion d'en fournir aux Anglo-Américains. Cependant un procès fut intenté à ce sujet contre le lieutenant-colonel Bellegarde, ou plutôt contre Grivebeaul, et le conseil de guerre prononça d'après les apparences; mais l'avènement de Louis XVI au trône changea l'issue de cette affaire, et alors rien n'altéra plus la considération due à Grivebeaul. Depuis sa rentrée en France il avait rendu des services essentiels, en rédigeant l'ordonnance de 1764 concernant l'extension convenable des corps d'artillerie selon la force des diverses armées, en établissant sur un meilleur pied les écoles de cette arme, en formant le corps des mineurs, qu'il dirigea spécialement, en changeant le calibre des bouches à feu, et en les allongeant, en introduisant de nouvelles batteries de côtes, avec des affûts de son invention, en perfectionnant les manufactures d'armes, en régularisant la confection des diverses pièces des trains d'artillerie, en faisant suivre enfin, dans les arsenaux de construction, un ordre parfait et peu connu jusqu'alors. Parmi les ouvriers habiles qu'il employa si utilement, on distinguait le mécanicien Blanc, celui qui a été entrepreneur de la manufacture d'armes à Roanne, et auquel on doit le modèle de fusil, désigné encore aujourd'hui sous le nom de modèle de 77 (1777). Grivebeaul avait conquis en Prusse, au pendant la guerre de sept ans, la première idée de ces projets qu'il put la satisfaction de faire tous adopter. Peu de temps avant la révolution, le roi le nomma de son propre mouvement gouverneur de l'arsenal. Il n'était point couronné; mais il resta très attaché au monarque, et même il se montra trop ennemi des grands changements dans lesquels il ne voyait qu'une subversion incommode, ou une irrégularité de discipline. Au reste, il ne fut témoin que des préludes de la crise universelle; il mourut, après deux mois de maladie, le 9 mai 1789. Le corps, dont il était le fondateur, croit encore honorer en citant le nom de Grivebeaul, comme le génie cite celui de Vaulan. Le 8 juillet 1789, le *Journal de Paris* a donné une notice sur ce général, et, en 1816, le chevalier de Passac a publié un *Frère sur M. de Grivebeaul*, in 8°

d'une feuille. Napoléon en a parlé dans ses *Mémoires* de la manière la plus honorable.

GRIFFET. *Voyez BUREAU.*

GRILLE (FARQUHAR-JOHN), littérateur, né à Angers, le 29 décembre 1785. Il fit sous la direction d'un parent des études que la révolution interrompit plusieurs fois, fut appelé pour combattre les vendéens, et obtint, en 1807, un emploi au ministère de l'intérieur. Il fut nommé en 1813 chef du bureau des sciences et des arts, et chef de division adjoint, en 1820. Mis à la retraite en 1822, il fut remplacé dans l'emploi de chef de division titulaire. En janvier 1828, recut la décoration de la légion d'honneur, et fut de nouveau mis à la retraite par le ministre Labourdonnaire. C'était un administrateur juste et éclairé, qui pendant quinze ans seconda de son zèle et de ses conseils tout ce que le gouvernement a fait de bien aux sciences, aux lettres et aux beaux arts. Il a publié: 1° *Les théâtres*, Paris, 1817, in-8°. C'est un recueil de lois et règlements sur la manière, il contient quelques idées utiles sur l'administration et la prospérité des théâtres; 2° *L'album, journal des arts, des mœurs et des théâtres, orné de portraits, vases, costumes*, Paris, 1821, 5 vol. in-8° (95 livraisons). Il a été continué par M. Magalon; 3° *Introduction aux mémoires sur la révolution française, ou tableau comparatif des pouvoirs et mondes données par les provinces à leurs députés aux états généraux de 1789*, Paris, 1825, 2 vol. in-8°; 4° *La France au dix-neuvième siècle, ou description générale des quatre-vingt-six départements*, etc., 1825-1826; il n'en a paru que 3 livraisons, qui ont reparu en 1850 sous ce titre: *Description du département du Nord*. On a encore de M. Grille plusieurs pièces de vers et quelques chansons agréables, insérées dans les recueils du Caveau moderne. Il a été pendant vingt-cinq ans l'un des rédacteurs du *Journal des modes*, et il a fourni beaucoup d'articles au *Corsaire*, au *Procheur*, à la *Pandore*, etc. On dit qu'il a en portefeuille plusieurs ouvrages dramatiques, et l'on cite entre autres une *Athalie*, dont le célèbre Spontini doit composer la musique; *Atarabé*, *Clémence*, ou les *Messeniennes*, et *L'âne d'or*. La nouvelle administration de l'Académie royale de musique vient de recevoir la dernière de ces pièces.

GRILLET (JAN-Louis), avant et laborieux écrivain, né le 16 décembre 1756, à La Roche, en Savoie, où il était chanoine. C'est à Grillet qu'on étend le plan et la formation, à Carouge, d'un collège qui appelait aux mêmes études les catholiques, les protestants et les juifs, et leur facilitait les moyens de profiter également de l'instruction. Son projet fut mis à exécution en 1786. Il fut nommé directeur, professeur de rhétorique, et prit des études de cet établissement. Il se livra alors à de nombreuses recherches sur l'histoire littéraire de la Savoie. La proximité de Genève lui permettait de puiser de nombreux documents dans la bibliothèque publique. La révolution vint l'interrompre dans ses recherches, et le força de chercher un refuge en Piémont. Il y fit l'éducation de M. de Provas de Collegno, qu'il accompagna ensuite à Rome et dans l'Italie méridionale. Dans ce voyage, Grillet recueillit d'abondantes connaissances dans les arts et l'archéologie; il y fut reçu membre de l'Académie italienne, et associé correspondant de la société des *Georgofili* de Florence. En 1806, quand le calme fut rétabli en Savoie, Grillet, après treize ans d'exil, s'empressa de rentrer dans son pays; il fut nommé directeur-adjoint de l'école secondaire de Chambéry, et, en 1807, professeur de philosophie. En 1810, il devint censeur du lycée de Grenoble. Sa santé, qui s'affaiblissait sensiblement, ne lui permit pas d'accepter la place de principal du collège d'Annecy qui lui était offerte; il se retira à La Roche, sa ville natale, où il mourut le 11 mars 1815. Il a publié: 1° *Éléments de chronologie et de géographie adaptés à l'histoire de Savoie*, Chambéry, 1788, in-8°; 2° *Histoire de la ville de La Roche, depuis sa fondation, en l'an 1000 jusqu'en 1790*, Genève, 1790, in-8°; 3° *Observations géographiques et économiques sur la répartition du caractère employé dans les tulles*, Florence, 1802, in-8°; 4° *Essais historiques sur le sodique et l'année des années*,

à l'usage de ceux qui voudraient juger les découvertes faites récemment dans l'Égypte, ibid., 1805, in-8°; 6° *Eloge de Samour*, 6° *Dictionnaire historique, littéraire et statistique des départements du Mont-Blanc et du Léman*, contenant l'histoire ancienne et moderne de la Savoie, et spécialement celle des personnes qui y étant nées ou émigrées, se sont distinguées par des actions dignes de mémoire, ou par leurs succès dans les lettres, les sciences et les arts. Chambéry, 1807, 3 vol. in-8°. Malgré de nombreuses imperfections, cet ouvrage peut être souvent utile. On distingue principalement l'introduction qui est composée avec beaucoup de talent. Grillet a même en manuscrit une *Histoire généalogique de la maison de Salles*, et un *Recueil de mémoires et de titres pour servir à l'histoire du diocèse de Genève*, 2 vol. in-fol.

GRIMOARD (PIERRE-HEAUX, comte de), né à Verdun, vers le milieu du dix-huitième siècle, général et littérateur français, descendant d'une famille très-ancienne, qui, dans le quatorzième siècle, avait donné un pape à l'église, sous le nom d'Urban V. Grimoard possédait des connaissances très-étendues en politique, ce qui détermina Louis XVI à lui confier une négociation en Hollande. Il travaillait dans le cabinet de ce monarque quand nos troubles civils éclatèrent. On lui donna les projets d'attaque et de défense de la campagne de 1793 : au 10 août, ce général crut de s'occuper avec le roi d'objets diplomatiques et militaires : ses cartons furent transportés alors dans les bureaux du comité de salut public. Grimoard dut regretter les précieux matériaux qu'il renfermaient, et qui ne lui furent pas rendus. Cette spoliation lui enleva même tout le mérite d'en être reconnu pour l'auteur. La mort de Louis XVI l'empêcha d'arriver au ministère. Le prince aurait trouvé dans le caractère moral bien connu du général Grimoard la garantie certaine d'une conduite dirigée toujours par le besoin de remplir ses fonctions avec une grande indépendance, et d'apporter dans ses votes et ses délibérations de la sagesse et de la fermeté. La révolution l'eût atteint s'il ne se fût montré à ses fureurs en se cachant. Il est mort en 1815. La *Collection des lettres et mémoires de M. le maréchal de Turenne*, qu'il publia, fut mutilée par la censure. Il en fut tellement mécontent, qu'il ne voulut permettre que son nom parût que sur dix exemplaires, qu'il réserva pour ses amis. Les autres portent le nom de Beauvain fils, comme auteur : mais on sait qu'il n'a d'autre titre que celui d'avoir fait graver les cartes et les plans qui y sont joints. Un autre ouvrage de Grimoard, son *Tableau de la guerre de la révolution de France*, n'a pas été complètement publié : il fut arrêté par le gouvernement de Bonaparte. Voici la nomenclature des ouvrages connus de ce général. 1° *Essai théorique et pratique sur les batailles*, 1775, in-4°; 2° *Collection des lettres et mémoires de M. le maréchal de Turenne*, 1782, 2 vol. in-fol.; 3° *Traité sur l'institution des troupes légères et sur leur emploi à la guerre*, 1782, in-8°; 4° *Conquêtes de Gustave-Adolphe en Allemagne*, 1782, 11 liv. in-fol.; 5° *Tableau de la vie et du règne de Frédéric-le-Grand*, 1788, in-8°; 6° *Correspondance particulière et historique du maréchal de Richelieu*, en 1756, 1757 et 1758, avec Paris-Duverney, suivie des mémoires relatifs à l'expédition de Minorque, et précédée d'une notice très-longue sur la vie du maréchal, 1789, 2 vol. in-8°; 7° *Considérations sur l'état de la Russie sous Paul I<sup>er</sup>*, envoyées en 1757 à l'empereur par le prince royal, depuis roi de Prusse, auxquelles on a joint la dissertation sur la littérature allemande, diverses pièces sur la Russie, et le mémoire, par le roi de Prusse, remis en 1760 au cardinal de Fleury par le marquis de Beauveau, ambassadeur de France à la cour de Berlin, 1791, in-8°; 8° *Mémoires historiques de Beauvain*, Paris, 1792, 3 vol. in-8°; 9° *Correspondance du général Dumouriez avec Pache, ministre de la guerre, pendant les campagnes de Belgique*, Paris, 1794, in-8°; 10° *Collection de pièces originales, importantes et intéressantes sur l'expédition de Minorque de Mahon*, en 1756, Paris, 1798, in-8°; ouvrage très-rare; 11° *Recherches sur la force de l'armée française, les bases pour la faire selon les circonstances, et les secrets de l'état ou ministères de la guerre, depuis Henri IV jusqu'en 1806*, 1806, in-8°; 12° *Mémoires de*

Henri de Campion, 1806, in-8°; 13° *avec le général Servan* *Tableau historique de la guerre de la révolution de France*, 1808, 3 vol. in-4°; 14° *Letres historiques, politiques, philosophiques et particulières de Henri Saint-John*, lord-vicomte Balingbroke, précédées d'un essai historique sur sa vie, Paris, 1808, 3 vol. in-8°; 15° *Traité sur le service de l'état-major-général des armées, accompagné de tableaux et de planches*, Paris, 1809, in-8°. Grimoard est l'éditeur, avec Grouvelle, des *Lettres de madame de Sévigné*, 8 vol. in-8°, et des *Œuvres de Louis XIV*. On connaît encore de lui un *Mémoire sur la politique de la France avec l'Autriche*.

GROEGER (FRIEDRICH-CHARLES) et ALDENRATH (HENRI), peintres allemands d'un grand mérite, sont nés, le premier, en 1766, à Ploen (Holstein), et le second, en 1774, à Lubeck. En Allemagne les noms de Gröger et Aldenrath ne se prononcent jamais séparément. Henri fut dans son enfance l'élève de Frédéric dans l'art de dessiner des portraits sur crayon d'argent et à la sépia, et leurs talents étaient si analogues, que dans leur jeunesse ils travaillaient ordinairement tous les deux au même portrait, de sorte que quand l'un déposait le pinceau ou le crayon, l'autre le prenait et continuait l'ouvrage. Frédéric, né de parents pauvres, développa son talent dans un état voisin de l'indigence : dès ses premières années, il manifesta ses heureuses dispositions pour le dessin en découpant et formant d'après nature des figures en papier et en argile, ainsi qu'en traçant d'après une description verbale, des objets qu'il n'avait jamais vus, par exemple, des navires. Dans l'atelier de son père, qui était tailleur, le petit Frédéric s'amusa constamment, et malgré les sévères châtimens qu'il reçut plus d'une fois, à tracer avec de la craie toutes sortes d'objets, sur les murs, les portes et les volets. Enfin à l'âge de dix ans, il fit un petit théâtre à marionnettes, avec décors et figures costumées, et donna aux habitants de Ploen la représentation de plusieurs scènes de tragédies et de comédies dont il s'était procuré les livres. Cette conduite facha tellement son père, qu'il jeta théâtre et marionnettes dans la rivière. En vain le commandant de la ville, le comte de Schmettau, intercédait pour Frédéric qui était au désespoir de la perte de son théâtre : son père ne voulut plus le garder chez lui, et le mit en apprentissage dans un atelier de tourneur. Bientôt reconnu incapable d'apprendre ce métier, il fut placé chez un peintre en bâtimens. Là il s'occupa à copier des têtes au crayon rouge, puis à dessiner d'après nature, travaux par lesquels il amassa un petit pécule, qu'une de ses connaissances lui prêta pour aller à la ville, emprunter. A l'âge de dix-sept ans, Frédéric quitta Ploen et parcourut le pays, gagnant sa vie à faire des portraits. A Lubeck il eut le bonheur de trouver beaucoup d'ouvrage, et un ami intime dans son élève Henri Aldenrath. Avec celui-ci, il se rendit, en 1789, à Berlin, où il fut protégé par M. Fresch, recteur de l'académie des beaux-arts : puis à Hambourg, où il fit un grand nombre de portraits : et en 1792, à Dresde, où il s'occupa uniquement à étudier la partie transcendante de son art, et la peinture à l'huile. Ces études terminées, les deux amis séjournèrent tantôt à Hambourg, tantôt à Lubeck, firent un voyage à Paris pour examiner les vastes et précieuses collections dont l'Italie avait enrichi les musées de cette capitale, passèrent quelques années à Kiel et à Copenhague, et s'établirent enfin à Hambourg. Tous les deux avaient depuis long-temps abandonné le dessin au crayon : Frédéric s'était appliqué à la peinture à l'huile, et Henri à la miniature. Les portraits de Frédéric se distinguent par une ressemblance frappante, un coloris vigoureux, une attitude gracieuse, le beau fini des têtes, et une draperie bien entendue. Il possède une mémoire si fidèle et une imagination si vive, que, pour faire un portrait d'une étonnante ressemblance, c'est assez qu'il ait entrevu une personne, et que même il lui ait fait une description, d'une légère esquisse ou d'un masque. Les miniatures de Henri réunissent la vigueur et la finesse et sont toutes terminées avec un grand soin : Les deux artistes excellent aussi dans la lithographie. On a de eux plusieurs dessins sur pierre d'une très-grande beauté. Gröger et Aldenrath habi-



teint actuellement Hambourg, où ils sont recherchés autant pour leur beauté que pour les autres qualités estimables qu'on leur reconnaît.

**GROUVELLE (Philippe-Antoine)**, né à Paris, en 1758, était fils d'un orfèvre. Son père le plaça chez un notaire; mais le jeune clerc faisait de petits vers pour l'*Almanach des muses*, et le notaire le congédia. Champfort le prit alors pour son secrétaire, et demanda bientôt au prince de Condé la permission de se retirer en présentant Grouvelle pour le remplacer dans la place de secrétaire des commandements. Grouvelle réussit très bien à la cour de Chantilly, et obtint même des succès à Versailles, où la reine fit représenter le petit opéra des *Prunes*, qu'il avait composé avec Despres. Le 30 juin 1785, il donna à la Comédie-Française *L'épreuve délicate*, tirée d'un conte de Marivaux, mais qui ne parut pas avoir été imprimée. La pièce tomba, et le prince de Condé lui dit pour le consoler : « Mon cher Grouvelle, je vous dirai comme mon oncle au marquis de Créqui, après la bataille que celui-ci avait perdue : Il ne vous manquait plus que cette leçon pour devenir un bon général. » Grouvelle, resté l'ami de Champfort, adopta comme lui les principes de la révolution aussitôt qu'elle eut éclaté. Il fut un des fondateurs du club de 1789, et, en publiant sa première brochure politique, il la data du palais Bourbon même. C'était demander sa retraite; il ne l'attendit pas longtemps. Il s'associa alors avec Cérutti, puis avec Ginguené, pour la rédaction du journal intitulé : *La feuille villageoise*. Nommé, après le 30 août, secrétaire au conseil exécutif provisoire; il accompagna en cette qualité le ministre Garat au Temple, le 30 janvier 1793, et lut au roi le décret de la convention qui le condamnait à mort. « Il fit cette lecture, dit Cléry, d'une voix tremblante et altérée, et sortit de la prison dans un état d'agitation marquée. » Au mois de juin, il fut envoyé en Danemarck comme ministre de France, et il revint en mars 1794. On l'y fit retourner en 1796. Grouvelle fut rappelé en 1799, et l'année suivante, il entra au corps législatif, où il fut réélu en 1803. Dans les années qui suivirent Grouvelle s'occupa de travaux historiques : son *Histoire des Templiers* est remarquable par l'impartialité qui y règne. En 1806, il a donné une édition des *Lettres de madame de Ségur*, qu'il classa dans un nouvel ordre, et où il a prodigé des notes bibliographiques et historiques fort intéressantes par elles-mêmes, mais dont le style n'est pas assez soigné. Il a aussi été l'éditeur des *Œuvres de Louis XII*, pour la partie littéraire, conjointement avec M. Grimoard, pour la partie militaire. Grouvelle était correspondant de l'institut. Il est mort à Varennes, le 30 septembre 1866. On a de lui, outre beaucoup de poésies légères et les pièces dramatiques citées plus haut : 1° *Le duc de Brunswick*, ode, 1786, in-8°; 2° *La satire universelle, prospectus dédié à toutes les puissances de l'Europe*, Paris, 1788, in-8°. Ce pamphlet très piquant, dirigé contre Rivarol, fut composé en société avec Cérutti, et a été compris dans les œuvres diverses de ce dernier. 3° *De l'autorité de Montaigne dans la révolution présente*, 1789, in-8°, brochure qui a été réimprimée dans le septième volume de la *Bibliothèque de l'homme public*; 4° *Adresse des habitants du ci-devant bailliage de... à M. de... leur député à l'assemblée nationale, sur son duel et sur le préjugé de l'assassinat d'honneur*, publiée et mise au jour par M. G., Paris, 1790, in-8°. Cet écrit a été réimprimé sous ce titre : *Point de duel, ou point de constitution*, etc., 1790, in-8°. 5° *Réponse à tout, petit colloque entre un sénateur allemand et un républicain français, rapporté littéralement par le professeur Tacitus-Mémorinus, et traduit librement par un sans-culotte*. Copenhague, 1793, in-8°. 6° *Mémoires historiques sur les Templiers, ou éclaircissements nouveaux sur leur histoire, leur procès, les accusations intentées contre eux, et les causes secrètes de leur ruine, puis en grande partie dans plusieurs monuments ou écrits publiés en Allemagne*, par Ph. G., Paris, 1805, in-8°. Grouvelle a aussi coopéré au *Journal de la société* de 1789.

**GRUNDLER (Louis-Sébastien comte)**, maréchal-de-camp, né à Paris, le 30 juillet 1774, fit ses premières armes en Champagne, contre les Prussiens, et se

trouva renfermé dans Mayence, pendant le siège de cette ville. Lorsque cette place eut capitulé, le comte Grundler fut envoyé dans la Vendée. Nommé lieutenant, le 21 décembre 1793, et capitaine l'année suivante, il fit la campagne de 1794. Il fit aussi les cinq campagnes des années suivantes, aux armées du Nord et du Danube, dans les 8<sup>e</sup> et 165<sup>e</sup> demi-brigades de ligne. À l'armée du Danube, en chargeant, à la tête du 8<sup>e</sup> régiment de ligne, les bûlans autrichiens de Murfeld, il leur prit quatre pièces de canon, et dégagea une compagnie de son régiment qui se trouvait prisonnière. À la bataille du lendemain, un coup de feu lui fracassa la mâchoire, il commandait alors un bataillon de sa demi-brigade, et résista pendant plusieurs heures à un corps de dix mille Autrichiens. Le 18 février 1800, l'adjudant-général Rambouillet, attaché à la 17<sup>e</sup> division militaire, le reçut pour adjoint; il fit en cette qualité la campagne de 1801, à l'armée du Midi et d'Italie. Le brave général Bonnet le choisit, en 1802, pour son aide-de-camp, et deux ans après, le comte Grundler fut nommé chef de bataillon, et reçut la croix de la légion d'honneur. Attaché à l'état-major de la grande armée pendant la campagne de 1805, il se fit remarquer plus tard à la bataille de Jena. À la prise de Weimar, il sauva plusieurs familles du pillage, dont elles étaient menacées, et le grand-duc lui envoya, à cette occasion, la croix de commandeur de l'ordre du faucon blanc. Le 13 avril 1807, Grundler fut nommé adjudant-commandant, et envoyé sous les murs de Stralsund, assiégé par le maréchal Brune. Revenu en France après la paix de Tilsit, il commanda le département de la Manche, en 1808; mais, le 15 juin, il obtint d'être employé activement à l'armée d'Espagne, où sa conduite devant Burgos le fit nommer officier de la légion d'honneur. Le mauvais état de sa santé le força de quitter le théâtre de la guerre après l'entrée des Français à Madrid, cependant il se rendit sous Anvers auprès du prince de Ponte Corvo, à l'époque de la vaine tentative des Anglais, et le 10 juin 1810, il fut envoyé dans la Hollande. Après avoir commandé le département du Simphon, il fit en Russie la campagne de 1812, dans le 3<sup>e</sup> corps, et ayant combattu avec distinction, particulièrement à Dunabourg, le 25 juillet, il reçut à Moscou, le 10 septembre, le grade de général de brigade. Au combat de Polotsk, en novembre, il fit prisonniers quatre cents Russes et un commissaire anglais, et s'était trouvé ensuite aux batailles de Lutzen et de Bautzen, il fut nommé baron le 4 mai 1813, et commandant de la légion d'honneur, le 7 novembre. En 1814, des le mois d'avril, ayant offert ses services au roi, il fut mis à la tête d'un détachement sous le commandement du duc de Berri, pour l'entrée de Louis XVIII dans la capitale, dont il reçut ensuite le commandement, avec celui du département de la Seine. Quand ce poste fut supprimé, le général Grundler, qui avait été chargé de l'arrestation du général Exelmans, fut créé comte et chevalier de Saint-Louis. Le 13 mars 1815, le duc de Feltre lui confia le secrétariat de la guerre, et après la journée de Waterloo, il fut envoyé à Soissons, en qualité de commissaire, puis il commanda le département. Il remplissait les fonctions de rapporteur dans le procès du prince de la Moskowa; mais l'impartialité avec laquelle il traita la question de la compétence du conseil de guerre le fit disgracier. Toutefois comme il suffisait de l'éloigner de Paris, et de lui retirer le secrétariat-général de la guerre, il fut appelé au commandement d'une subdivision de la 18<sup>e</sup> division militaire, celle de l'Aube, et le conserva jusqu'au mois de juin 1818; il reçut depuis celui de la 4<sup>e</sup> subdivision. Le roi l'autorisa à porter la décoration du mérite militaire de Bavière, et celle de commandeur de l'ordre de Saint-Joseph de Toscane. En 1823, le 23 juillet, le comte Grundler a été nommé lieutenant-général, et se trouve classé aujourd'hui parmi les généraux en disponibilité.

**GRUNWALD (Ferdinand-Ernest)**, associé correspondant de la société royale d'agriculture de Paris, né à Kupper, Haute-Losne, le 10 avril 1734. Son père, pasteur de la confession d'Augsbourg, lui donna une éducation très soignée, puis il l'envoya à Leipzig,

où le jeune Grunwald prit ses premiers grades en médecine, en 1755. Admis, en 1755, au collège de médecine et de chirurgie, à Dresde, il exerça peu l'art de guérir : il était entraîné par son ardeur pour les sciences naturelles. Dès 1761, il s'était fixé à Bouillon, dans le grand duché de Luxembourg, résidence où il termina ses jours. Il était alors collaborateur du *Journal encyclopédique*, pour la partie étrangère, c'est à dire allemande, anglaise et italienne. Cette feuille avait une très ancienne réputation. Elle cessa de paraître par l'effet des tourmentes révolutionnaires, en 1793. Mais le principal travail de Grunwald, celui qui devait constituer ses titres académiques, ce fut la *Gazette salubre*, dont il était le rédacteur principal. Cette entreprise avait particulièrement pour objet de répandre les découvertes nouvelles en médecine ainsi que dans toutes les sciences qui se rattachent, de près ou de loin, à l'art de guérir. Grunwald a écrit la première et la dernière feuille de ce journal, qui dura trente ans et se termina à la même époque que le précédent. Connus dans toute l'Europe savante, Grunwald reçut de Diderot et de d'Alembert, l'invitation de travailler au supplément de l'*Encyclopédie*. Non content de ces diverses collaborations, Grunwald avait embrassé dans ses travaux tout ce qui tend à l'économie rurale, et l'agriculture devint une de ses études chéries. Nombre de mémoires de lui existent, tant à Paris qu'à Luxembourg, sur cette matière. En mai 1796, il entra en correspondance avec Chaptal, alors ministre de l'intérieur de France, sur les dégâts occasionnés par les bannetons, et avec le ministre de la police générale, le 14 novembre de la même année, sur l'épidémie dans le département des Ardennes. Il reçut les lettres de remerciement les plus flatteuses. Les expériences sur la multiplication des plantes de terre lui valurent des témoignages non moins honorables de la part de la société d'agriculture de Paris, le 26 juin 1801. Par suite de la révolution, Grunwald était tombé dans le besoin ; mais ses longs travaux lui méritaient des gratifications de la convention, du directoire et du gouvernement impérial. Une pension de 800 francs, définitivement inscrite au grand livre, le 11 juin 1811, lui fut continuée par la munificence du roi des Pays-Bas, qui le nomma chevalier de l'ordre royal du lion belge, par arrêté du 19 août 1817. Fidèle jusqu'au dernier jour à une sobriété toute antique, Grunwald a joui pendant de longues années de la considération générale que son mérite et ses nombreuses qualités lui avaient conciliée. Il mourut, dans sa retraite de Bellevaux, près Bouillon, le 16 octobre 1825.

(*HITZ* (FÉLIX-GRILLON), professeur de l'académie royale des beaux-arts à Berlin, est né à Leipzig, le 27 février 1786. Il avait commencé à étudier la théologie ; mais des malheurs arrivés à sa famille l'obligèrent, fort jeune, de songer à quelque profession qu'il pût exercer immédiatement, et il choisit la peinture en bois. Dans sa quinzième année, il publia ses premières gravures qui furent accueillies avec une telle faveur qu'il crut, un moment, avoir trouvé dans cet art, des ressources pour continuer ses études. A cette époque, son père, habile graveur sur métaux, tomba subitement malade et perdit un oeil, des lors le jeune Frédéric, afin de se procurer des moyens pour le soulager dans ses infirmités, se voua exclusivement à la gravure en bois. Par un travail assidu il est parvenu à perfectionner quelques uns des procédés de cet art, dans lequel il surpassa actuellement tous ses rivaux en Allemagne. En 1805, il fut appelé, comme professeur à l'académie des beaux-arts de Berlin ; mais à peine était-il installé qu'il se vit privé de son traitement par suite des embarras financiers dans lesquels la guerre avait plongé la Prusse. L'époque étant, sous tous les rapports, peu favorable aux beaux-arts, il prit le parti de s'occuper de travaux littéraires. Encouragé par plusieurs de ses amis, attachés à la cour de Prusse qui se trouvait alors à Kœnigsberg, il commença, en 1807, à publier un écrit périodique, portant, en titre, le titre de *La patrie*, et, sur la couverture, celui d'*Ernst*. Ce journal, qui avait pour but de rassurer les esprits, de ranimer le courage de ceux qui d'éc-

pernaient du sort de la patrie, était rédigé avec une grande franchise, et lui causa plus d'un procès avec la censure. En sa qualité de rédacteur en chef de *La patrie*, il entretenait une correspondance suivie avec plusieurs hommes remarquables de l'époque, entre autres, avec le fameux partisan Schill. Comme ces relations déplaisaient au gouvernement, Gubits cessa, en 1809, la publication de son journal, et reprit ses travaux de professeur et d'artiste. Il acheva des lors plusieurs belles planches en bois, parmi lesquelles se distinguèrent un Christ d'après Lucas-Kranach, quelques paysages, une cascade d'après Kengel, et les portraits de Pestalozzi et de la comtesse de Voss. Le nombre des planches qu'il a gravées jusqu'à présent s'élève presque à mille, non compris celles qu'il a faites en commun avec ses élèves. Dans ses loisirs il a composé plusieurs ouvrages dramatiques ; quelques uns, et particulièrement une comédie en trois actes, intitulée *Le talent à l'épreuve*, ont obtenu du succès. Il a publié deux volumes de ses œuvres littéraires : l'un contient, ses pièces de théâtre, et l'autre, intitulé : *Mes idées*, est rempli par des morceaux en prose et en vers sur différents sujets. Pendant la guerre de 1812 à 1815, il a trouvé moyen de procurer de grands avantages à l'association patriotique, société alors existante à Berlin, et dont le but était de secourir les invalides. En 1817, Gubits fonda un journal intitulé : *La feuille de société*, qui, malgré les vives attaques dont elle a été objet, s'est élevée au rang des meilleurs journaux littéraires de l'Allemagne. On a aussi de Gubits une superbe collection d'*Ornements typographiques*, publiée à Berlin, par la compagnie des libraires. Il s'occupe maintenant à perfectionner une imprimerie calligraphique, qu'il vient d'inventer.

GUÉNARD (M<sup>me</sup>), baronne de Méré, romancière aussi légitime que médiocre, naquit à Paris, en 1753, et mourut dans la même ville, le 13 février 1839. Montée de sa facilité d'une part, et de l'autre voulant conserver des lecteurs de goût et de braves tout-à-fait différents, car cette dame écrivait à la fois pour l'instruction de la jeunesse et pour l'amusement des cœurnes, M<sup>me</sup> Guénard a été souvent obligée de publier ses productions sous le voile de l'anonymat, ou sous des masques qui, comme on doit bien le penser, ne peuvent pas tous être connus. Elle n'a pas craint d'attacher son nom aux ouvrages composés pour les pensionnaires, les gens du monde et même les antichambres ; mais ses ouvrages obscènes sont anonymes, ou ont paru sous le pseudonyme de Boissy, de Faveroles, de Geller, etc. De là sont venues des erreurs inevitables dans les biographies qui nous ont précédé, et où figurent, grâce à M<sup>me</sup> Guénard, trois ou quatre écrivains qui sont encore à naître. La collection des ouvrages qui appartiennent véritablement à cette dame comprend cent neuf romans, et forme trois cent quinze volumes in-12. Nous nous bornerons à mentionner les principaux : 1° *Les et Valcourt*, ou la benediction, par la cit. G... d, Paris, 1799, 2 vol. in-18 ; 2° *Zulme* ou la veuve ingénue, nouvelle, traduite de l'italien, Paris, 1800, in-18 : cette traduction est supposée ; 3° *Les emprunts*, ou le secret du cabinet noir, histoire véritable, Paris, 1801, 2 vol. in-18 ; 4° *Les forges mystérieuses* ou l'amour alchimiste, Paris, 1801, 4 vol. in-12 ; 5° *Le captif de Valence*, ou les derniers moments de Pie VI, Paris, 1803, 2 vol. in-12 ; 6° *L'abbaye de Saint-Rmi*, ou la fille de l'abbaye, histoire véritable, Paris, 1807, 4 vol. in-12 ; 7° *Mystères mystérieux*, ou les onze chevaliers, histoire merveilleuse, Paris, 1807, 4 vol. in-18. On pense que ce roman a porté un autre titre, parce qu'à la première page de chacun des quatre volumes, on lit celui de *Rhodolphe* ; 8° *Éléonore*, ou la belle blanchisseuse, Paris, 1807-1808, 2 vol. in-12 ; 9° *Madame Bally*, ou les bourgeois de Paris, Paris, 1808, 4 vol. in-12 ; 10° *Le parc aux cerfs*, ou histoires de jeunes demoiselles qui ont été renfermées, Paris, 1809, 4 vol. in-12 ; 11° *Les amis du courant*, ou mémoires de musarionelle de Monglas, Paris, 1812, 4 vol. in-12 ; 12° *Le château de Pavert*, ou le chariot de feu de la rue d'Enfer, Paris, 1812, 4 vol. in-12. fig. ; 13° *Les repaires du crime*, ou histoire de brigands fameux en Espagne, en Italie, en Angleterre et dans les principales

*contrées de l'Europe*, Paris, 1812, in-18; 2<sup>e</sup> édit., 1814, in-18; 14<sup>e</sup> Irma, ou les malheurs d'une jeune orpheline, *histoire indienne*, Paris, 1815, 4<sup>e</sup> édit., 4 vol. in-18. La première édition est de 1801, Paris, 3 vol. in-12, ou 4 vol. in-18. Ce roman obtint un grand succès parmi le peuple. L'auteur y avait retracé les malheurs de la duchesse d'Angoulême. Après la restauration, M<sup>me</sup> Guénard se hâta de publier une *Conclusion*, Paris, 1815, 3 vol. in-18. Ils forment les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> volume de l'ouvrage: 15<sup>e</sup> *Méline, ou les horreurs de la jalousie*, Paris, 1816, 5 vol. in-12; 16<sup>e</sup> *La toilette de Berry, anecdote historique du siècle de Louis XIV*, 2<sup>e</sup> édit., Paris, 1817, 3 vol. in-12; 17<sup>e</sup> *Madame Bloc, ou l'ingénue, par l'auteur du Page de la reine Marguerite*, Paris, 1817, 4 vol. in-12; 18<sup>e</sup> *La fille sans souci*, Paris, 1818, 3 vol. in-12, publié sous le nom de Faveroles; 19<sup>e</sup> *L'arquéreur, ou le château de Surville*, Paris, 1820, 5 vol. in-12; 20<sup>e</sup> *La bannière noire, ou le siège de Clagenfurth*, Paris, 1820, 6 vol. in-12; 21<sup>e</sup> *La dame masquée, ou malheur et prospérité*, Paris, 1820, 4 vol. in-12, publié sous le pseudonyme de Boissy; 22<sup>e</sup> *L'homme au masque de fer, ou les illustres jumeaux, histoire véritable*, Paris, 1821; 23<sup>e</sup> *Vie et aventures de Marion Delorme, roman historique, écrit par elle-même*, Paris, 1822, 4 vol. in-12; 24<sup>e</sup> *Albano, ou les horreurs de l'hymen, mêlé d'une nouvelle espagnole*, Paris, 1824, 4 vol. in-12. Dans la *Bibliographie biographique-romanesque* du libraire Pigoreau, cet écrivain attribué à M<sup>me</sup> Guénard *La duchesse de Mazarin*, qui est de Nougaret, l'*Histoire du jeune comte d'Angeli*, qui est d'un médecin, et *Madame de Lignolles*, qui est de M<sup>me</sup> de Rome. — GUÉNARD (L.-B., M<sup>me</sup> Deshayes), fille de la précédente a publié: *Le mont Cantal, ou les malheurs de la famille Beauvalier*, Paris, 1820, 3 vol. in-12, et *Eugénie de Montbréuil, ou le triomphe de la vertu*, Paris, 1825, 3 vol. in-12, fig.

GLENN (FRANÇOIS), vicomte d'Etoquigny, lieutenant-général, né à Bièppe, en 1762. Il entra au service avec le grade de sous-lieutenant au régiment Royal-Gravate, cavalerie, et il était lieutenant dans le régiment des dragons de Penthièvre, lorsqu'en 1793 il passa à l'état-major de l'armée du Midi, fit la campagne contre la Savoie, et se distingua dans toutes les affaires d'avant-poste qui eurent lieu de ce côté. Chef d'escadron en 1794, et colonel des hussards des Alpes l'année suivante, il conduisit ce régiment à l'armée d'Italie. Il fut destitué à la fin de cette campagne, sous le prétexte d'opinions royalistes, mais il fut renvoyé bientôt après à l'armée d'Italie, pour y prendre le commandement du 10<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval: il fit à la tête du 25<sup>e</sup> régiment de cette arme, la brillante campagne de 1796 à 1797. La discipline qu'il sut maintenir parmi son régiment l'empêcha de suivre le mouvement insurrectionnel qui se déclara après cette campagne dans l'armée d'Italie, et lui valut les éloges du directoire, qui, par un arrêté spécial, conserva le numéro de ce régiment, dans la nouvelle organisation de l'armée. L'année suivante, le 25<sup>e</sup> de chasseurs, toujours commandé par le colonel Guérin, marcha sur Naples, prit à l'ennemi dans différentes charges dix pièces de canon, et se distingua à la journée de la Trébia, où la victoire resta si long-temps indécise, malgré l'infériorité numérique de l'armée française. Nommé officier-général sur le champ de bataille, il fut chargé de l'extrême arrière-garde, pendant la retraite que l'on fit sur la Toscane. Il combattit à la tête de la réserve de cavalerie; et mérita les éloges de Moreau. Après la révolution du 18 brumaire, il fut employé dans la 15<sup>e</sup> division militaire, et envoyé la même année à l'armée des Grisons. Il y commandait la cavalerie de l'avant-garde, et obtint, dans cette campagne, de nouveaux éloges de la part du général Macdonald. Rentré en France, en 1801, il la quitta l'année suivante, pour se rendre à l'armée de Hollande. Après la campagne de 1805, il fut renvoyé en Italie, fit la campagne de 1809, à la tête de la 1<sup>re</sup> division de dragons, et, à la paix, fut nommé gouverneur-général de la Styrie et de la Carinthie. Il s'y concilia l'estime des habitants, et, après avoir fait, en janvier 1810, la remise de la partie de la Carinthie qui restait sous la domination autrichienne,

il reentra en France, d'où on l'envoya commander la cavalerie de l'armée du Portugal. Le duc de Raguse, qui commandait en chef cette armée, nomma le général Guérin gouverneur de Valladolid, ville essentielle à se nommer en cas de revers, et cette prestation fut justifiée par la perte de la bataille des Arapiles. Après avoir exercé les fonctions de chef de l'état-major du duc de Raguse, pendant quatre mois, le général Guérin ayant éprouvé quelques mécontentements, au sujet de l'avancement qu'il sollicitait, et qui était dû à tant à de si glorieux services, donna sa démission, et retourna dans ses foyers. Les Bourbons à leur rentrée, l'appelèrent au service. Lors du débarquement de Napoléon au golfe Juan, le général Guérin fut appelé chez le roi, et en reçut des instructions et une mission dont il s'acquitta honorablement. L'histoire contemporaine ne désigne pas la nature de cette mission, que le général reçut probablement pour l'étranger, car il quitta aussitôt la France, et n'y revint qu'après la bataille de Waterloo. Commandant du département du Loiret, puis de la 14<sup>e</sup> division militaire, il passa dans d'autres départements, et fut compris dans la promotion de lieutenants-généraux faite l'occasion du baptême du duc de Bordeaux. Quelques temps après, il fut nommé l'un des inspecteurs-généraux de la gendarmerie. Il est mort en 1837.

GUERON DE RANVILLE (MASTAL-CÔME-PIERRE-MACLOIRE, comte), naquit à Caen, en 1757, d'une famille noble. Son père, ancien mousquetaire, avait été chef de bataillon. Il s'engagea, en 1806, dans le vélites de la garde impériale; mais il fut réformé quelques mois après pour cause de myopie. Reçu docteur en droit à la faculté de Paris, en 1813, il débuta avec succès au barreau de Caen. Les événements de 1815 interrompirent ses paisibles occupations. Il s'enrôla dans les volontaires royaux du Calvados, dont il fut nommé un des capitaines, et ne quitta les armes que le 24 mars, lorsque tout le département avait reconnu le gouvernement impérial. Appelé comme avocat à voter l'acte additionnel, il fit une protestation énergique. Pour éviter la persécution, il se rendit à Gand, et quel que temps après, l'accompagna le duc d'Aumouten Normandie. Après la seconde restauration, il reprit l'exercice de sa profession à Caen, et fut élu membre du conseil de discipline. Le 1<sup>er</sup> juin 1819, Louis XVIII signa son contrat de mariage avec la baronne de Mont Marie, née Ferrand, fille d'un ancien inspecteur aux revues. En 1820, il eut le malheur de se charger d'une cause dont le scandale retentit par toute la France. Le sieur Achard de Saint-Maurice, maire du village de ce nom, furieux d'entendre un honorable citoyen, le docteur Denis, déplorer l'occupation de la Normandie par les Prussiens, l'avait dénoncé au général Balot, comme tenant des propos capables de compromettre la sûreté des étrangers en France. Enlevé de son domicile pour être conduit au quartier-général des Prussiens, à Chartres, le docteur Denis, après quinze jours d'une captivité rigoureuse, fut traduit devant un conseil de guerre prussien qui reconnut son innocence, et lui rendit la liberté après lui avoir fait connaître son accusateur. Le docteur Denis laissa passer les années 1815, 1816 et 1817, sans attaquer son lâche délateur; mais en 1818, la fureur des réactions royalistes était un peu calmée, il intenta contre lui une action en réclamation devant le tribunal de Vire, qui, attendu que l'original de la dénonciation n'était pas représenté, renvoya Saint-Maurice de la plainte et condamnâ Denis aux dépens. L'affaire traîna en longueur jusqu'en 1820: alors elle fut plaidée au fond devant la cour royale de Caen. M. de Ranville tira de cette triste cause tout le parti qu'on devait attendre de son talent; mais la justice l'emporta, et Saint-Maurice fut condamné, comme calomniateur, à 12,000 francs de dommages-intérêts et aux frais. Le tribunal civil de Bayeux se trouvait surchargé de plus de deux mille causes arriérées. La cour royale de Caen offrit à M. de Ranville de le proposer pour la présidence de ce siège, où la justice avait tant besoin de recevoir une action prompte et énergique. Il promit d'accepter cette place, et le garde-des-sceaux de Serres l'y nomma, au mois de décembre 1820. En l'espace de deux années, le nou-

veau président fit juger toutes les causes en souffrance, mais négliger les affaires nouvelles. Ce service ne resta point sans récompense. En décembre 1829, il fut nommé avocat-général à la cour de Colmar, puis, moins de deux ans après, procureur-général près celle de Limoges. En 1836, il fut appelé, en la même qualité, à celle de Grenoble. Il avait été fait chevalier de la légion d'honneur en 1824. Parmi les nombreux discours qu'il prononça dans l'exercice de ces hautes fonctions, nous citerons sa mercuriale pour la rentrée de cette cour au mois de novembre 1835. Etablissant en principe que le respect aux lois est le premier besoin des empires, il soutenait qu'aux rois seuls appartenait le droit d'améliorer les lois. Il préconisait la charte comme la concession la plus belle qu'un roi puisse faire à son peuple : enfin il s'élevait contre ce qu'on appelle l'opinion publique. « Il n'est pas, ajoutait-il, de folliculaire qui ne s'en prétende l'organe ; mais le magistrat doit être inébranlable dans l'exécution de ses devoirs ; il ne doit point envier la faveur publique ; il doit faire exécuter les lois ; il doit aussi ne pas tolérer les écarts de ces esprits frondeurs qui siégent nos lois pénales comme barbares : c'est atténuer le respect qu'on leur doit, porter atteinte à l'ordre légal, etc. » Le 26 août 1839, il fut nommé procureur-général près la cour royale de Lyon, en remplacement de M. de Courvoisier qui venait d'être appelé au ministère de la justice. Le discours d'installation qu'il prononça le 26 octobre, fut vivement attaqué par les journaux. « Je dois, disait-il, repousser le reproche banal d'exaltation et d'être un homme de parti, reproche que les ennemis du trône ne se lassent pas d'adresser à ses fidèles serviteurs. Oui, messieurs, je suis l'homme du parti de la royauté contre l'usurpation et la révolte... Je suis l'homme du parti qui veut l'ordre légal contre ceux dont tous les efforts tendent à nous rejeter dans l'anarchie... Oui, je suis l'homme irréconciliable des doctrines révolutionnaires... Vous dire mon respect et mon attachement pour la charte constitutionnelle, c'est vous faire assez connaître avec quelle sévérité j'exercerai les devoirs de mon ministère contre les imprudents qui voudraient y porter atteinte. » M. de Raville s'exprima pas long-temps ses fonctions à la cour royale de Lyon. Trois semaines après, le 19 novembre, il fut appelé au ministère de l'instruction publique et des affaires ecclésiastiques. M. de Polignac s'exprima par là, comme il l'a dit devant la chambre des pairs, « renforcer le ministère, » grâce aux talents oratoires de M. de Raville : mais c'était en présumer beaucoup trop, car si le procureur-général de Lyon ne manquait pas d'une certaine véhémence, il n'avait pas ce tact des conventions parlementaires dont un ministre ne peut se passer. Au surplus, son élévation si rapide, et dont ses amis eux-mêmes étaient étonnés, l'exposa aux attaques des journaux. On ne se borna pas à l'accuser d'exaltation et d'incapacité, on lui prêta des ridicules fondés sur peu d'usage du monde ; on alla jusqu'à lui imputer de mauvaises actions, entre autres d'avoir, en 1815, voulu livrer aux Prussiens un des forts de (herbourg, confié à la garde d'un corps de volontaires royaux qu'il commandait, puis d'avoir, en 1829, au collège de l'arrondissement de Bayeux qu'il présidait, falsifié le résultat du scrutin. Il répondit péremptoirement à ces accusations dans un article inséré au *Messager*, et nia également qu'il fût l'auteur de vers ridicules sur le duc d'Angoumois, que ses ennemis colportèrent comme étant de lui. L'éditeur du *Pilote*, journal du Calvados, qui le premier inséra toutes ces personnalités, fut condamné, comme calomniateur, à l'amende et à la prison ; mais M. de Raville eut la générosité de faire gracier le coupable. C'est le même journaliste qui taxait encore ce ministre d'un libéralisme ardent qu'il ne déguisait qu'à peine par suite d'une ambition dévorante ; et celui-ci prit encore la peine de réfuter par le *Moniteur* cette accusation qui n'était peut-être pas aussi dénuée de fondement que les autres. Les gens moins passionnés se demandaient seulement si un magistrat sorti du parquet par quelques phrases violentes, était bien capable de diriger les cultes et l'université. On doit dire cependant qu'il

n'accepta point le portefeuille sans manifester son hésitation : témoin la lettre qu'il écrivit de Lyon, le 14 novembre 1839, à M. Rocher, secrétaire-général du ministère de la justice, que M. de Polignac avait chargé de lui proposer une place dans le cabinet. A cette profession de foi politique, M. de Polignac répondit qu'il partageait les sentiments qu'elle exprimait ; néanmoins l'opinion publique était tellement préoccupée de l'attitude des mesures violentes qu'annonçait d'ailleurs les journaux dévoués au ministère, que M. de Raville crut devoirs lever contre tout projet contre-révolutionnaire dans un mémoire adressé à M. de Polignac, le 15 décembre 1839, et auquel celui-ci répondit en protestant qu'il repoussait toute idée de mesures arbitraires, tout projet de coups d'état. Comme chef de l'université, M. de Raville ne fit point de destitutions politiques ; il fit rendre une ordonnance accordant des pensions aux veuves des professeurs ; il voulut mettre un terme à l'abus scandaleux des congés accordés avec appointements ; il s'occupa de l'instruction primaire, témoin sa circulaire aux recteurs, du mois de décembre 1839, et l'ordonnance du 14 février 1830. Dans le conseil et devant le roi, il soutint constamment les opinions les plus constitutionnelles. Mais s'il se soit par l'ambition, soit par un dévouement irrésistible, on le vit, à l'ouverture de la session de 1830, combattre avec une véhémence inconvenante le projet d'adresse dont l'adoption entraînerait la dissolution de la chambre. Une si mauvaise cause ne lui inspira que de faibles arguments. Répondant à Benjamin Constant, il déclara qu'il ne descendrait pas des hauteurs de la discussion pour répondre à des personnalités : « Je ne m'occuperai, ajouta-t-il, que de cette longue adresse. Une question de principes se présente : s'il n'y a pas une atteinte formelle à la prérogative royale dans cette demande, dans cette nomination faite au roi par la chambre. » Cette expression excita de violents murmures et des cris : « à l'ordre ! » « Toute cette affaire, continua M. de Raville, n'est qu'une question de personnes, ou plutôt de noms propres. La raison, le texte des lois, les enseignements de l'histoire, tout repousse cette prétention de forcer le roi à l'éloignement des ministres. » Ceux-ci sont les dépositaires du pouvoir exécutif qui n'appartient qu'au roi. On veut disposer de ce qu'il y a de plus libre au monde, la confiance. Prescrire au roi de retirer sa confiance à ceux qu'il a choisis, c'est porter atteinte à sa liberté, c'est s'occuper du pouvoir exécutif, c'est envahir les prérogatives du trône... Au surplus, appelés à l'administration par les ordres du roi, nous ne la quitterons que par les ordres du roi. » M. de Raville terminait en protestant de l'attachement des ministres à la charte, ajoutant que si jamais ils donnaient le conseil de la détruire, ils se soumettaient d'avance à la responsabilité qu'ils auraient encourue. Cette déclaration ne produisit aucun effet : on ne croyait pas à la bonne foi de M. de Raville et de ses collègues. Toutefois les débats auxquels a donné lieu leur procès ont établi que le ministère d'alors était partagé entre deux opinions bien distinctes. L'un voulait la charte, l'autre, appuyé par Charles X, voulait s'élever au-dessus d'elle, tout en parlant avec des menagements hypocrites. M. de Raville votait presque toujours avec MM. de Chabrol et de Courvoisier, qui soutenaient que le ministère devait gouverner par la majorité, ou se retirer devant elle. Les autres soutenaient la prérogative de la couronne, et pensaient que c'était en ravalant la majesté que de céder à une majorité hostile et qu'ils regardaient comme factieuse. A la suite de ce débat qui s'éleva le 21 avril, après la dissolution de la chambre des députés, MM. de Courvoisier et de Chabrol se retirèrent. M. de Raville eût dû faire comme eux ; il se contenta de protester inutilement dans le conseil contre ces mesures dont il devait lui-même être la victime. « La France est centre gauche », dit-il une fois devant Charles X. Cependant les élections de juillet 1830, dans lesquelles il fut nommé par le collège départemental de Maine-et-Loire, avaient une seconde fois condamné le ministère. En cette occasion, M. de Raville avait, comme ses collègues, adressé des circulaires électorales à ses subordonnés ; mais on n'y remarquait

aucune expression qui pût donner lieu au reproche d'inconstitutionnalité. Loin de se soumettre au jugement solennel que venait de rendre le pays, Charles X et M. de Polignac songèrent alors à substituer à l'autorité des lois celle des ordonnances. Dans le conseil, M. de Ranville fut au contraire d'avis de se présenter devant les chambres, sauf à ne leur porter que le budget et des lois d'une absolue nécessité. Le respect pour la charte était la base de ce système qu'il soutint avec force; mais il n'en inclinait pas moins à penser que l'article 14 de la charte donnait au roi le droit de modifier, par ordonnances, les lois du pays lorsque leur conservation compromettait la constitution même de l'état, la paix publique et la stabilité du trône. Dans sa perplexité, il écrivit, le 5 juillet, à M. de Courvoisier, pour lui demander des conseils, une lettre dont cet ancien ministre lui-même a reproduit la substance en déposant comme témoin dans le procès devant la cour des pairs. M. de Ranville y repoussa sans indécision l'idée de suspendre la charte, de dissoudre la chambre, de procéder sur-le-champ par ordonnances; de tels actes lui semblaient plus qu'impolitiques; ils seraient immoraux, disait-il, le roi violerait ses serments. Il insistait sur un principe: les lois sont faites pour les besoins du moment. Ne pourrait-on pas en suspendre l'exécution, si d'autres besoins plus pressants rendent cette suspension nécessaire? L'article 14 n'a-t-il pas prévu ce cas et montré la ressource? Des les premières discussions qui, du 10 au 13 juillet, s'élèverent dans le conseil sur le projet des fatales ordonnances, M. de Ranville le combattit en présence du roi avec toute la raideur de son caractère; c'est le témoignage que lui a rendu M. de Charbonnel dans sa déposition devant la chambre des pairs. Mais une fois les ordonnances définitivement arrêtées, il n'hésita point à les contresigner. Lui-même, dans ses interrogatoires, a rendu compte de ses motifs.

« Il faut distinguer, a-t-il dit, entre le système en lui-même et les ordonnances qui n'étaient qu'une mise à exécution. Je combattis le système, par le motif que les dangers signales ne me paraissaient ni assez grands ni assez pressants pour obliger le gouvernement à s'écarter des voies parlementaires. Mon opinion n'ayant pas prévalu, j'attachai peu d'importance au texte des ordonnances qui n'étaient que la conséquence inévitable du plan adopté; d'ailleurs je n'avais pas la prétention de me croire plus sage que les autres membres du conseil. Je pouvais me retirer du ministère; mais, en mesurant toute l'étendue de la responsabilité que le ministère assumait sur lui, je n'eus pas la pensée de fuir en présence du danger. » Le 27 juillet, il assista au conseil dans lequel fut décidée la mise en état de siège de la capitale, et il ne consentit que par son silence à cette mesure qu'il désapprouvait dans son for intérieur. Depuis lors, il n'eut plus aucun ordre à donner comme ministre. Il était tenu avec ses collègues à l'état-major du duc de Raguse cherchant un refuge contre l'exaspération du peuple. Ce fut lui qui engagea le maréchal à appeler auprès de lui le préfet et les maires de Paris, pour aviser aux moyens de calmer l'insurrection. Il rédigea aussi pour le duc de Raguse une proclamation qui fut imprimée, mais qui fut impossible à afficher. Le 29, il assista au dernier conseil qui se tint à Saint-Cloud; et lorsqu'il fut question pour la première fois de former le ministère dont M. de Mortemart eût été le chef, M. de Ranville s'écria: « Disposons à l'instant nos portefeuilles. » On conviendra qu'alors le sacrifice n'était pas grand; mais d'après la lettre qu'il écrivit ce jour-là encore à M. de Courvoisier, et dans laquelle, en déplorant le sang versé, il regretta de n'avoir pas été saigné d'une balle: on peut croire qu'il était occupé de pensées plus honorables que celles d'une ambition déçue. Cependant Charles X n'avait plus de couronne, et ses ministres ne durent plus songer qu'à fuir de Saint-Cloud. M. de Ranville se dirigea à pied vers la ville de Tours, aux environs de laquelle il fut arrêté le 5 août. Il était déguisé en domestique, et disait s'appeler Barbier. De la prison de Tours, où il fut détenu jusqu'au 27, avec MM. Chantelauze et de Peyronnet, il fut transféré à Vincennes. Pendant la route il refusa de prendre aucune nourriture, et arriva fort abattu. Sa chaussure et

son habit noir tombaient en lambeaux. Dans ses réponses à la commission d'accusation de la chambre des députés, il établit avec précision qu'il s'était élevé fortement contre les ordonnances, qu'il en avait prédit les funestes résultats à Charles X, et qu'il ne s'était résigné à y apposer sa signature que parce qu'on aurait pu qualifier son refus de lâcheté. Le 28 septembre, il fut, avec ses collègues, traduit par la chambre des députés devant la cour des pairs, comme accusé de trahison. Dans sa prison il avait repris quelque tranquillité d'esprit, bien qu'il ne se fût pas illusion sur l'issue de son procès. Possédant une belle voix, assez bon musicien, il passait une partie des journées à chanter, s'accompagnant de la guitare. Il rendit des visites très assidues à M<sup>me</sup> de Ranville. Le 10 décembre, il fut transféré de Vincennes au Petit-Luxembourg. Les débats s'ouvrirent devant la cour des pairs le 15, et pendant toute leur durée, il parut morne et abattu. Ainsi que ses co-accusés Peyronnet et Chantelauze, il fit toutes réserves et protestations contre la procédure. En répondant à l'interrogatoire du président, il mit une extrême réserve dans ses moyens de défense. On fut surpris de l'entendre demander en terminant à présenter l'observation suivante, qui n'avait aucun rapport avec le sujet des débats: « J'ai toujours pensé que le concordat de 1817, que la charte constitutionnelle, qui a déclaré la religion catholique, apostolique et romaine la religion de l'état, ne s'opposent pas au mariage des prêtres; et si j'avais été appelé à décider la question, je n'aurais pas hésité à la décider affirmativement. » Le 10, lorsque M. Crémieux, son défenseur, voulut prendre la parole, M. de Ranville lui enjoignit de renoncer au système de défense déjà convenu entre eux: « J'entends, lui dit-il, être défendu comme les trois autres et avec les mêmes principes. Je préfère l'honneur à la vie. Dussé-je périr seul, je ne veux pas séparer ma cause de celle de mes collègues. » L'obligation inouïe dans laquelle se trouvait l'avocat d'improviser sur-le-champ une défense tout autre que celle qu'il avait d'abord concertée avec son client, lui causèrent une telle émotion, qu'il tomba sans connaissance sur la fin de la plaidoirie qui avait produit peu d'effet. Le 20, M. de Ranville, déclaré coupable de trahison, fut condamné, ainsi que MM. de Peyronnet et Chantelauze, à la prison perpétuelle, à l'interdiction légale et aux frais du procès. Le jugement fut rendu pour lui à un nombre de cent quarante voix: seize voix furent pour la déportation. Transféré à Vincennes le jour même avec ses collègues, il entendit le lendemain la lecture de son arrêt avec beaucoup de calme. Il est aujourd'hui détenu au fort de Ham. (On a de lui: *Recherches historiques sur le jury, suivies de quelques réflexions sur l'état actuel de cette institution en France, et les améliorations dont elle est susceptible*, Caen, 1819, in-8°. Cet ouvrage joint au mérite de l'érudition celui des vues les plus libérales sur la législation criminelle: dans les garanties qu'il demande pour les accusés, il va plus loin que tous les jurisconsultes qui l'avaient précédé; il étend leur droit de recusat dans le choix des jurés, et demande une majorité de dix voix pour prononcer une condamnation. Cet ouvrage a été réimprimé lors du procès, et distribué à MM. les pairs de France.

GUIBERT (JACQUES-ANTOINE-HIPPOLYTE, comte de), fils de Ch.-Benoit Guibert, gouverneur des Invalides, naquit le 13 novembre 1743, à Montauban. Deux sa quarantième année, il suivit son père en Allemagne, sous les ordres du maréchal de Broglie, et il prit part aux dernières campagnes de cette guerre en qualité de capitaine au régiment d'Auvergne, puis comme employé dans l'état-major. On voyait déjà en lui les dispositions qui présentaient les succès militaires. Il joignait à la valeur un discernement plein de justesse, et un goût d'observation au rare à cet égard. Ces penchants le conduisirent de bonne heure à la théorie sur laquelle s'est fondée principalement sa réputation. C'est à ce genre d'études qu'il s'attacha dans ses loisirs entre la guerre de six ans et celle qui, jusqu'aux nouvelles entreprises de Paoli, assura aux Français la possession de l'île de Corse. Après le combat de Ponte-Nuovo, Guibert obtint, malgré sa jeunesse, la décoration de

Saint-Louis, et, peu de temps après, le grade de colonel. Derru, en 1772, colonel-commandant de la légion corse qui se formait alors, il en surveilla l'organisation avec le plus grand zèle. Il n'avait que trente ans lorsqu'il publia son *Essai de tactique*. Les innovations qu'il proposait, et les insinuations hardies ou saugrènes dont il ne s'était pas abstenu, pouvaient exciter chez lui beaucoup de murmures. Vouant se soustraire d'avance aux effets de cette première rumeur, il alla recueillir de nouvelles observations en Allemagne. Déjà connu en Prusse, il s'y rendit; mais il fallait déjouer les préventions de Frédéric II, qui était persuadé qu'un tacticien français de cet âge devait avoir plus d'assurance que de mérite réel. Une autre difficulté non moins grande s'offrait : le roi n'était pas satisfait de tout ce que Guibert avait dit des Prussiens. Mais il s'y prit si bien, en écrivant à Frédéric, qu'il en fut accueilli avec distinction : la variété de ses connaissances devait plaire à un prince de ce caractère. Elle trompait toutefois Guibert lui-même sur l'étendue de ses moyens : prenant de la capacité pour du génie, il ne se flattait rien moins que d'égaliser à la fois Turenne, Bonnet et Corneille. Du moins Laharpe, qui à la vérité ne parlait pas avec impartialité de l'auteur de la *Tactique*, lui prête cette saillie d'enthousiasme, qu'un seul homme, au dix-huitième siècle, pouvait bien valoir trois hommes illustres d'un autre temps. Avec beaucoup d'esprit, de mémoire, de facilité; avec des sentiments nobles, droits et sincères, mais un peu exaltés, il ne réprimait pas une ambition trop active, et il prétendait aller à la gloire par tous les chemins, comme le disait le roi de Prusse, qui aurait pu le dire aussi de lui-même. Sous le nouveau ministre nommé en 1775, Guibert reprit ses anciennes occupations; il eut toute la confiance du comte de Saint-Germain, et comme il lui resta attaché dans sa disgrâce. Colonel-commandant du régiment de Neustir, en 1776, brigadier en 1782, et, six ans après, maréchal-de-camp, sans interrompre ni ses recherches sur l'art moderne de la guerre, ni ses travaux littéraires, il était dans la courte période des succès exempts d'amertume. Sa tragédie, *Le comte de Bourbon*, avait d'abord excité l'admiration à Paris et à Versailles. Quelqu'un avait porté l'enthousiasme jusqu'à dire que Corneille, Racine et Voltaire y étaient fondus et perfectionnés. Ce qui contribuait surtout à cet engouement, c'était la manière dont l'auteur faisait valoir ses productions à la lecture. Il entraînaient ceux qui l'écrivaient, et surtout il ébranlait fortement la sensibilité des femmes. Mais les critiques trouvaient de l'irrégularité dans le plan de cette pièce, trop peu de mouvement dans l'action, et des sécheresses dans le dialogue. Malgré des caractères honnêtement tracés, de l'élevation dans les sentiments, et quelques vers fort beaux, du moins, sous ce rapport, on jugea en dernier lieu que la pièce, imparfaitement écrite, n'était pas non plus composée avec much art. Le choix du sujet fut blâmé presque unanimement. C'était, en effet, une idée étrange de prendre l'occasion d'une fête à Versailles, d'un mariage dans la famille royale, pour arrêter l'attention de la cour sur la captivité d'un roi de France, et sur l'ancienne défection d'un prince de la maison régnante. La pièce, jouée deux fois à Versailles, fut jugée défavorablement, bien qu'à la première représentation les trois premiers actes eussent été entendus avec plaisir. On trouva le même genre de mérite et les mêmes défauts dans *La mort des Gracques*, qui de plus n'était que le récit de Plutarque mis en action. Dans *l'Eloge de Catina*, Guibert, en concurrence avec Laharpe, n'avait obtenu à l'académie française que l'accolade. Son ressentiment s'étendit jusqu'aux autres hommes de lettres; il les supposait de connivence avec les académiciens pour cette prétendue injustice. Il ne s'agissait pas à lui-même que cette composition avait dû paraître un peu sèche ou trop étroite aux formes littéraires, et que c'était moins un discours qu'une notice chronologique exacte et accompagnée d'utiles réflexions. L'absence de l'art, quelque chose de vague dans l'intention première, l'abus de l'esprit, et cependant des pensées fortes, et surtout les mouvements attachants d'une ame ardente ou facilement émue, ce

mélange, peu académique, caractérisait cette production, et généralement toutes celles qu'on doit à la plume de Guibert. Dans *l'Eloge de l'hôpital*, on reconnut la même habitude de composition, et des inconvénients semblables joints à des beautés de style plus apparentes que faites pour soutenir l'examen. Il y regnait en outre un ton d'humeur plus frappant; l'offensive république des lettres était l'objet de cette amertume plus encore que le gouvernement monarchique. Guibert s'y montrait comme un homme doué de moyens réels, mais qui, trop livré à des prétentions seulement excusables, et dès lors ne se voyant pas à sa place, désirait un plus grand théâtre, soit par zèle pour le bien public, soit parce qu'une ame moins vaste qu'agitée croit le repos indigne d'elle. Pour produire plus d'effet dans ce discours, il avait eu soin de ne pas se nommer, tout en se faisant clairement reconnaître. On convenait néanmoins que *l'Eloge de l'hôpital* était digne d'attention, que la marche en était rapide, que malgré des vues hasardées, ou des notions législatives insuffisantes, le double but s'y trouvait atteint, et qu'on ne pouvait le lire sans admiration pour le héros, sans estime pour le paucriste. Cependant Guibert n'eut pas le bonheur de diminuer par là le nombre de ses ennemis; au contraire, il fournissait contre lui de nouveaux prétextes. Il avait été, disait-on, inspiré dans ce travail par un amour-propre trop irascible pour oublier la critique, et non par le pur désir d'élever un monument à l'honneur de l'un des hommes dont la France est le plus disposée à conserver la mémoire. En 1779, Guibert publia, sous le titre de *Défense du système de guerre moderne*, une sorte de suite et d'apologie de son *Essai de tactique*. Il y discutait surtout des questions qui partageaient alors non seulement les chefs de l'armée, mais la société même. Elle n'était plus gluckiste ou pucciniste; mais elle se déclarait pour l'ordre mince ou pour l'ordre profond dans la disposition des troupes, et si ces débats devenaient oiseux dans les salons, du moins ils n'étaient pas futiles en eux-mêmes. L'esprit de parti s'en était emparé après le camp de Vauveux; mais on en paraissait las quand ce nouvel ouvrage rappela qu'il y avait encore beaucoup à disputer. L'armée était assez généralement désabusée de l'ordre profond; cependant le maréchal de Broglie voulait le maintenir, et il eut mauvais gré à Guibert de mettre ainsi dans la balance en faveur de l'ordre mince tout le poids de l'autorité qu'il s'était précédemment acquise dans ces matières. Son premier ouvrage sur la guerre, écrit avec indépendance, et plein de l'enthousiasme du vrai soldat, avait produit une grande sensation, due surtout aux vues générales exposées dans l'introduction, au ton tranchant des conseils adressés aux divers souverains, enfin à une critique sévère de l'administration des affaires de France. Dans un pays où tout le monde s'occupe de tout, cet ouvrage, spécialement destiné aux militaires, avait été prôné par les femmes. Parmi les hommes de lettres qui n'avaient pas moins contribué à la faire lire dans l'Europe, il fallait surtout compter Voltaire, dont l'épître si remarquable, intitulée aussi *La tactique*, était à elle seule un titre de gloire pour Guibert, et contenait ces vers :

Le peintre heureux des Bourbons, des Bayards,  
En dictant leurs leçons, serait digne peut-être  
De commander déjà dans l'art dont il est maître.

Dans son nouveau livre sur ce grand art, Guibert analysait en homme digne d'imiter les Turenne et les Frédéric, celles d'autres leurs opérations qui appartenaient à son sujet. Il y insistait aussi avec raison sur l'inconvénient de ne pas augmenter l'état militaire en France, pour le proportionner à celui des grands états voisins; mais tant d'idées saines et d'intentions honorables lui faisaient à peine pardonner son penchant à innover sans un pressant besoin, ou même sa manière d'écrire inconsidérée et peu correcte. Néanmoins son peu de respect pour les formes de style consacrées à l'académie, et tout ce qu'il avait pu dire contre elle, ne l'empêchèrent pas de désirer d'en devenir membre. Il y aspirait trop vivement pour ne pas réussir, d'après le

nombre de gens d'esprit qui, dans toutes les classes, étaient devenus ses partisans, et d'après l'usage où on était, quand on se déclarait pour lui, de l'approuver immodérément. Sa réception n'eut pas lieu sans bruit, comme il convient en général dans une circonstance si simple et si commune : on en fit une sorte de triomphe. Ce fut dans ces dispositions que l'on écouta son discours de réception. L'éclat des images et l'heureux débit de l'auteur, encore secondé ce jour-là par un certain accent de sensibilité, répondirent pour le moment à l'attente générale ; mais c'était le malheur de Guibert de soutenir rarement sans quelque désavantage l'épreuve du cabinet. Aux yeux de la critique, les sentiments que montrait le nouvel académicien ne se trouvèrent pas exempts d'affectation ; il s'était d'ailleurs permis l'emploi de plusieurs idées rebattues ou de quelques autres visiblement dénuées de justesse, et il avait abusé du mot gloire à un point fatigant. Peu de temps après, en 1787, il fut nommé membre, puis rapporteur du conseil d'administration au département de la guerre. La partie consultative formait l'attribution de ce conseil ; le ministre ne s'était réservé que l'exécution. Guibert, mêlant habituellement ses propres idées aux résultats des délibérations, était exposé à ce qu'on ne le crût nullement étranger aux décisions les plus propres à faire un grand nombre de mécontents, et on en fait beaucoup lorsqu'on projette des changements dont la principale utilité ne saurait être prochaine. Il devint l'objet de toutes les plaintes ; vainement il entreprit de prouver, dans un mémoire justificatif, que n'ayant au conseil que sa voix, sans prépondérance positive, il ne pouvait, dans aucune supposition, mériter un semblable décalchement. Il aurait dû s'apercevoir que cette influence si particulière, qu'on lui attribuait mal à propos et à son détriment, n'était qu'une suite presque inévitable de l'idée exagérée que, d'après ses propres efforts, on s'était faite long-temps de sa personne. Il était naturel qu'on le supposât exerçant au conseil d'administration de la guerre une activité conforme à l'ambition dont il était animé en toute rencontre, et qu'il ne rachât pas. Il aurait été en contradiction avec lui-même s'il ne s'était pas présenté pour faire partie des états-généraux de 1789 ; mais il en fut écarté d'une manière très pénible, parce qu'on ajoutait foi aux torts qui lui étaient imputés depuis long-temps. Ses ennemis, aussi passionnés peut-être que l'avaient été ses partisans, l'accusaient alors d'avoir voulu introduire dans le code militaire des sévérités indignes du siècle, le bâton pour le soldat, les chaînes pour les officiers, et, quant aux déserteurs, le supplice des jarrets coupés. Ses dénégations les plus formelles ne furent pas même écoutées par l'assemblée du bailliage de Bourges, et, ce qui l'affecta plus douloureusement encore, son apologie, publiée par lui-même, sous le titre de *Précis de ce qui s'est passé à l'assemblée de Berri*, etc., ne fit aucune sensation. Il avait été à quelques égards l'homme des circonstances lorsque la révolution se préparait dans les esprits et devenait imminente ; mais de grands mouvements une fois imprimés, son rôle se trouvait fini : il fallait désormais ou plus de génie, ou plus d'intrigue et de popularité. Cependant le comte de Fontette-Sommery crut devoir embrasser la défense d'un homme qui avait rendu de vrais services, et qu'on poursuivait avec acharnement ; il intitula cette justification, destinée à ne produire aucun effet : *Opinion d'un gentilhomme de Bourgogne sur ce qui s'est passé à l'assemblée de la noblesse de Berri, relativement à M. de Guibert, en mars 1789*. Sans changer précisément de système, Guibert avait adopté un zèle de réforme plus mûr, plus circonspect, et qui, en 1789, pouvait paraître trop timide. Long-temps avant cette époque, il disait lui-même : « Lorsque je composai le discours préliminaire de l'*Essai de tactique*, les vapeurs de la philosophie moderne échauffaient ma tête et offusquaient mon jugement. » Ce propos annonçait moins un caractère modéré qu'un esprit incertain. En 1790, vers le commencement de l'année, les comédiens français songèrent à représenter *La mort des Gracques* ; mais Guibert s'y refusa dans une intention louable. Comme il prétendait que l'esprit public était déjà trop em-

preint d'une teinte républicaine, il ne voulut pas qu'un tel sujet secondât cette effervescence, dont il avait raison en un sens de craindre les suites, mais qu'il n'eût pas dû regarder comme pouvant être arrêtée autrement qu'en y conformant avec franchise la monarchie même. Le chagrin, occasioné par la défection dont il se voyait l'objet depuis ses démarches à l'assemblée de Berri, abrégée ses jours. Il mourut à l'âge de quarante-sept ans, après une courte maladie, le 6 mai 1790. Son *Traité de la force publique* avait paru depuis quelques jours : écrit d'une manière animée, sans doute, mais non sans enflure, et avec beaucoup de négligence, ce livre était du moins inspiré visiblement par l'amour du bien général, et les développements qu'il contenait sur l'organisation militaire furent lus partout avec intérêt. L'auteur eût été consolé sans doute en voyant s'affaiblir ainsi les préventions dont il avait tant souffert ; mais il ne vivait plus. Il s'est montré trop sensible peut-être à un échec qui n'eût pas été absolument irréparable. N'avait-il pas été approuvé ou plutôt admiré dans une grande partie de l'Europe, et très aimé de sa famille ? Après avoir joui pleinement et long-temps de ces affections, devait-il prétendre que ce qu'elles avaient d'exagéré chez ses amis, ou même chez les étrangers, se perpétuerait sans quelque altération. Puisqu'il fut vivement regretté, l'illusion n'eût pas tout été détruite. Avec moins d'irritation, il aurait pu se soutenir jusqu'à des temps plus favorables s'il s'était dit assez tôt ce qu'il répéta dans le délire de la maladie : « Ma conscience est pure, ils me rendront justice. » On lui doit un grand nombre d'ouvrages : les principaux sont : 1° *Essai général de tactique*, Liège, 1773, 1 vol. in-4° et 2 vol. in-8° ; 2° *Eloge du Catinet*, Edimbourg (Paris), in-8° ; 3° *La comtesse de Bourbon*, tragédie en rimes croisées, représentée à Versailles en 1775, et imprimée en 1785, in-18 ; 4° *La mort des Gracques*, tragédie en trois actes, non imprimée. En 1793, Chénier a reproduit le même sujet. 5° *Année de Boulen*, tragédie, non imprimée. On dit que la conception en est forte et neuve, et que le caractère de Henri VIII y est tracé avec grandeur et pourant avec quelque fidélité. 6° *Eloge historique de Michel Lhopital*, chancelier de France, 1777, in-8° ; non envoyé au concours, et imprimé sans permission : 7° *Défense du système de guerre moderne, ou refutation complète du système de M. de Mennil-Durand*, par l'auteur de l'*Essai général de tactique*, Neuchâtel, 1779, 3 vol. in-8° ; 8° *Discours de réception à l'académie française*, 1786 ; 9° *Eloge du roi de Prusse*, Londres (Paris), 1787, in-8° ; traduit en allemand par Zollner, à Berlin et Liebau, 1788. On y trouve un exposé rapide des opérations de la guerre de sept ans, et le style en est plus simple, plus naturel, plus ingénieux même que celui des autres ouvrages de Guibert dans le même genre. Les Prussiens aiment avec prédilection ce tableau de la vie militaire de leur grand Frédéric. 10° *Mémoire adressé au public et à l'armée sur les opérations du conseil de la guerre, vers l'année 1788* ; 11° *Lettre à l'assemblée constituante* (sous le nom de l'abbé Raynal), Marseille, 1789, in-8°. C'est du moins à Guibert qu'il faut restituer cette prétendue lettre de Raynal, si on en croit les éditeurs même de Guibert, ainsi que Grimm et divers bibliographes. 12° *Traité de la force publique*, Paris, 1790, in-8° ; 13° *Journal d'un voyage en Allemagne fait en 1773 par Guibert*, Paris, 1803, in-8°. Ce voyage, qui était resté inédit du vivant de Guibert, est peut-être celui de ses écrits où il est le plus facile de prendre une idée exacte de son caractère, ainsi que du ton si traçant qu'il affectionnait surtout durant sa jeunesse, et dont quelques autres écrivains de cette époque lui avaient donné l'exemple. 14° *Voyage de Guibert dans diverses parties de la France et de la Suisse, faits en 1775, 1778, 1784 et 1785, ouvrage posthume*, Paris, 1806, in-8°. Ce sont des notes et des réflexions quelquefois sombres et minutieuses, mais non dénuées d'intérêt : sous cette forme exempte de prétention se trouvent des morceaux bien écrits et de bonnes descriptions. On a fait deux recueils d'une partie des œuvres de Guibert : 1° (*Œuvres militaires*), publiées par sa veuve, Paris, 1803, 5 vol. in-8°. Dans le cinquième tome, composé de pièces inédites alors,

on remarque un morceau sur la décadence de l'empire romain d'Occident. Un biographe a dit de ce travail qu'il y avait beaucoup d'esprit, mais non pas tout l'esprit nécessaire pour continuer Montesquieu. 1° *Eloge*, en un vol. in-8°, contenant les *Eloges* de l'hôpital, de Cabanis, de Thomas (ce dernier n'est autre chose que le discours de réception de Guibert, successeur de Thomas à l'académie), suivis de l'*Eloge* inédit de Clair-François de l'Espérance, Paris, 1806. Guibert avait conservé une partie de sa correspondance : ce qu'on y voit surtout, c'est la haute opinion qu'il avait conçue de son propre mérite. M<sup>me</sup> de Staël n'en a pas donné une idée moins favorable dans l'*Eloge* de Guibert, 1796. Des fragments de ce morceau, écrit avec plus de talent que de mesure, se trouvent dans la *Correspondance* de Grimm. Une *Notice historique sur Guibert*, par Toulougeon, Paris, 1803, a été reproduite corrigée à la suite du *Journal d'un voyage en Allemagne*, 1803.

GUICHARD (AUGUSTE-CHARLES), avocat de la liste civile, et avocat honoraire à la cour de cassation et au conseil d'état, a acquis une grande réputation au barreau de Paris, dans la double carrière de la consultation et de la plaidoirie. Il défendit, en 1801, Arenas, accusé d'avoir attenté aux jours de Bonaparte, et en 1804, M<sup>lle</sup> de Polignac impliquée dans l'affaire du général Moreau : il plaida pour le banquier Michel, contre M. Regnier, et, devenu, au retour du roi, avocat de contentieux de la liste civile, il fut chargé de soutenir, en cette qualité, les intérêts du trésor dans la cause des traités négociés, le 21 juin 1813, par Bonaparte, aux sieurs Lierys, de Paris, et Barsadon, de Londres. Dans le cours de la contestation survenue en 1816, entre les deux académiciens, MM. Duval et Huard, au sujet du théâtre de l'Odéon, M. Guichard, accusé de ce dernier, fut accusé, par son antagoniste, d'avoir signé l'acte additionnel de Bonaparte aux constitutions de l'empire ; imputation qu'il repoussa par un démenti formel, inséré alors dans les journaux, et qui d'ailleurs était parfaitement étranger à la question. En 1815, M. Guichard fut nommé candidat à la chambre des députés, par le premier arrondissement de Paris. Il succéda, en avril 1816, à M. Desmarais, décédé, dans la place de maître des requêtes au conseil d'état. Outre un grand nombre de mémoires et consultations dignes de sa réputation, M. Guichard a publié divers ouvrages relatifs à la jurisprudence, parmi lesquels nous citerons : 1° *Manuel de la garde-mairie nationale*, 1791, 3 vol. in-12 ; 2° *Principes du droit français à l'usage des juges*, 1791, in-12 ; 3° *Code des juges de paix*, 1791, 4 vol., 1791, 5 vol. in-12 ; 4° *Code universel et mathématique des nouvelles lois françaises*, ou recueil complet des décrets de législation, acceptés et sanctionnés par le roi, classés par ordre de matières, avec des notes et explications, 1793, in-4°. Il en a paru plusieurs volumes ; 5° *Journal de législation et de jurisprudence*, 1796, in-8° ; 6° *Code des successions*, 1797, 3 vol. in-12 ; 7° *Code de police*, 3 vol. ; 1798, 3 vol. in-12 ; 8° *Code des familles*, 1799, 3 vol. in-12 ; 9° *Code judiciaire, civil et criminel*, 3 vol. ; 10° *Code des notaires*, 1799, 3 vol. in-12 ; 11° *Code in-12* ; 12° *Code des conventions* ; 13° *Code des émigrés* ; 14° *Projet de code civil* ; 15° *Code pénal* ; 16° *Code des délits et des peines* ; 17° *Code hypothécaire*, 1799, in-12 ; 18° *Code municipal et administratif*, 4 vol.

GUICHARD (NICOLAS), compositeur de musique religieuse et de musique profane, mort à Paris, le 25 février 1807. On a de lui des messes, des motets, etc., qui se distinguent par leur excellente mélodie. Il peignait de la guitare d'une manière très brillante, et donnait des leçons de cet instrument. Il a publié des recueils d'airs de sa façon, parmi lesquels on trouve la fameuse bouquet de maris, qui, par parenthèse, avait été créé d'abord sur les paroles du Kyrie eleison. Guichard, dans le commencement du théâtre du Vaudeville, avait fait des accompagnements très ingénieux à la jolie pièce de la *Revue forcée*. Mais du moment que le vrai genre du vaudeville et de la romance dégénère en petits opéras à deux et à actrices, plutôt faits pour le théâtre Feytaud que pour la scène de Molière, il se contenta de chanter chez lui sa romance, il ne passa le

de la gêne, sans les soins de son estimable compagne. Comme il avait été autrefois attaché à la musique de Notre-Dame, il y fut encore employé lors du rétablissement du chapitre de cette église. Un ami des arts, qui était en même temps le sien, jouissant d'un grand crédit, était parvenu à appeler la sollicitude du gouvernement sur son infortune et sur son talent, lorsqu'une hydropisie de poitrine termina ses jours. Ayant fait de bonnes études, il se montra rigoureux observateur de la prosodie latine et française dans ses compositions musicales ; ce que l'on ne peut pas dire de beaucoup d'autres musiciens, même des plus renommés.

GUIGNIAUT (JOSEPH-DANIEL), helléniste et antiquaire, naquit à Paray-le-Monial, département de Saône-et-Loire, le 15 mai 1794, d'une famille pauvre, mais en possession de l'estime du pays. Son père, ancien militaire, dont le sens droit appréciait le bienfait d'une éducation libérale qu'il n'avait pas reçue, s'imposa des sacrifices au-dessus de sa fortune pour en faire jouir ses enfants. L'aîné de ceux-ci, élevé au collège de sa petite ville natale, profita assez bien des leçons d'un révérend de Paris, homme d'esprit et d'instruction, que le scandale d'un bizarre procès avait ralenti au collège de Paray, pour être en état de passer en rhétorique au lycée impérial, aujourd'hui collège de Louis-le-Grand, en 1811, et d'être admis, la même année, à l'école normale, après quelques succès remportés au concours général des lycées. Au sortir de l'école normale, où il avait été chargé de suppléer accidentellement le répétiteur de langue grecque, il fut placé au collège Charlemagne, à Paris, et y professa pendant quatre ans la grammaire et les humanités. Une maladie d'épuisement, dont les suites faillirent lui être funestes, le força de quitter l'enseignement si pénible des collèges, et il fut heureux de se voir rappeler à l'école normale, vers la fin de 1818, en qualité de maître de conférences pour l'histoire ancienne, par la paternelle sollicitude de M. Royer-Collard, alors président de la commission d'instruction publique. Il commençant à peine à recueillir, dans son nouvel et important enseignement, les fruits des études toutes spéciales auxquelles il avait dû se livrer, mais que sa santé mal affermie avait fréquemment interrompues, lorsqu'en 1823, l'école normale fut dissoute, par un des actes les plus significatifs du pouvoir de cette époque. Le jeune professeur, brutalement frappé, comme la plupart de ses collègues, mais, comme eux, plein de foi dans l'avenir, ne songea qu'à tourner au profit de la science les loisirs forcés qu'on lui faisait. Versé, depuis quelques années, dans l'étude de la langue allemande, et dans la lecture des doctes écrits d'outre-Rhin sur toutes les parties de l'antiquité, il avait entrepris de traduire en français l'un des plus remarquables et des plus profonds de ces ouvrages, la *Symbolique* du docteur Creuzer. Il se livra à ce travail difficile avec une nouvelle ardeur, et, tout en continuant sa traduction, il répondit l'original, le compléta, en refaisant des livres ou des chapitres entiers, et l'accompagna de notes étendues, de commentaires, de figures, où il mit à contribution ce que la philologie et l'archéologie, soit orientales, soit classiques, lui parurent fournir de plus propre à jeter du jour sur la mythologie et l'histoire des cultes anciens. Ce fut ainsi qu'il publia, en 1823, la première livraison des *Religions de l'antiquité, considérées principalement sous leurs rapports symboliques et mythologiques*, etc., tome 1<sup>er</sup>, en deux parties, avec un cahier de planches et leurs explications, le tout formant trois volumes, in-8°. Ce livre, annoncé comme une traduction, fut généralement regardé comme une édition nouvelle, faite en français, et singulièrement améliorée, de l'ouvrage allemand. La première livraison contient les religions de l'Inde, de la Perse et de l'Égypte, précédées d'une introduction, et suivies de notes et d'claircissements. La seconde livraison, ou le tome deuxième, dont la première partie a paru en 1829, un volume in-8°, doit comprendre, tant dans ce volume que dans les deux suivants, qui sont sous presse, les religions de l'Asie antérieure, les premières époques des religions de la Grèce et de l'Italie, et les douze grandes divinités communes aux Grecs et aux Romains. Le tome troi-



sième, fermé du même nombre de volumes, terminera l'ouvrage par l'exposé du culte des héros et des démons, et par celui des mystères de Bacchus et de Cérès, avec un résumé général où les principaux rapports du paganisme et du christianisme seront analysés. Les trois cahiers de planches, après la publication totale, devront être réunis pour former un quatrième tome. Ce travail si long et hâlé se trouva retardé, à partir de 1856, par le rappel de l'auteur à des fonctions actives, et de plus en plus impérieuses. La pénurie toujours croissante de bons professeurs, et le déclin marqué des études, ayant enfin déterminé l'autorité à rétablir l'école normale, sous le nom d'école préparatoire, M. Guigniaut y fut nommé maître de conférences pour la littérature grecque, après avoir été présenté, mais sans succès, à l'unanimité, par le conseil académique, pour une chaire devenue vacante à la faculté des lettres de Paris. De 1855 à 1859, tout en s'occupant de continuer son grand ouvrage, il trouva le temps d'approfondir quelques points particuliers du même sujet, dans deux dissertations jointes à la belle traduction de Tacite, par M. Burnouf, et tirées à part, à un petit nombre d'exemplaires, l'une *Sur la Venus de Paphos et son temple*, 1857; l'autre *Sur le dieu Sérapis et son origine*, 1858. Il donna aussi plusieurs articles aux derniers volumes de la *Biographie universelle* de Michaud; entre autres une *Notice sur George Zoega*, également tirée à part. Il fut, en outre, l'un des premiers actionnaires et coopérateurs du journal le *Globe*, et l'un des fondateurs du *Lyce*, journal de l'instruction publique, dans lequel il fit insérer quelques morceaux. En 1858, l'académie de Dijon l'admit au nombre de ses membres non résidents. Au commencement de 1859, M. de Vatimesnil, alors ministre de l'instruction publique, voulant préparer la complète restauration de l'école normale, trouva dans M. Guigniaut un homme qui s'était dévoué à la même pensée, et lui persuada, pour y travailler plus efficacement, de prendre en main la direction des études de l'école préparatoire. M. Guigniaut, sans autre intérêt, sans cesser d'être professeur, accepta cette mission de confiance, que des collisions de tout genre avec les puissants du jour, et l'événement du ministère du 8 août, devaient bientôt rendre si délicate. Bientôt qu'ayant eu l'honneur d'être appelé par le savant philologue Boissonade, à la suppléance de la chaire de littérature grecque à la faculté des lettres, il regarda comme son premier devoir de rester au poste menacé de l'école préparatoire, ne cessa d'y introduire ou d'y favoriser toutes les modifications de régime et d'études qui pouvaient la rendre digne d'un meilleur avenir, y fit respecter la liberté de conscience, devint de plus en plus suspect au pouvoir, refusa sa démission à M. de Guernon-Ranville, le courroux par sa fermeté, par la puissance de son désintéressement et de ses sacrifices multipliés, et gagna ainsi la fin de juillet 1859. Le 6 août suivant, le nom consacré d'école normale fut rendu à l'école préparatoire, par le lieutenant-général du royaume, et ce fut, aux yeux du directeur des études chargé de coopérer à la réorganisation de cet établissement, la plus belle récompense de son zèle et de ses périlleux efforts. A la fin d'octobre, l'école normale reçut un règlement nouveau, rédigé sous les auspices de M. le duc de Broglie, par une commission que présidait M. Cousin, où M. Guigniaut tenait la plume, et ce dernier fut nommé directeur de l'école, avec le rang d'inspecteur-général des études, sous la condition d'y continuer le cours de littérature grecque, transformé en cours d'histoire de la littérature ancienne. M. Guigniaut, dont la santé venait d'être encore une fois grièvement altérée, sentit la nécessité de se concentrer dans ses doubles fonctions à l'école normale, et il abandonna la suppléance de M. Boissonade, non sans un vif regret de quitter cet enseignement de faculté où il avait mis des long-temps, avec la pensée de son avenir, le terme de son ambition. Peu après, il fut compris dans la première promotion de la légion d'honneur, faite par le roi Louis-Philippe au sein de l'université, et ne songea plus qu'à se réserver quelques loisirs pour achever la publication des *Religions de l'antiquité*.

GUILLAUME IV, roi d'Angleterre. Voyez CLARENCE.

GUILLAUME I<sup>er</sup>, électeur de Hesse-Cassel. Voyez HESSE-CASSEL.

GOILLAUMOT (CHARLES-ALFRED), architecte, né quit à Stockholm, en 1730, de parents français. Il fit ses études à Hambourg, et vint à Paris, en 1745, pour y étudier l'architecture. Il y travailla trois ans sous les yeux des plus grands maîtres, et entreprit alors de faire à ses frais le voyage d'Italie. Il parcourut alors une partie de l'Allemagne, et se rendit à Rome en 1750. Il y remporta le grand prix d'architecture et s'acquitta la protection du marquis de Marigny, de puis directeur des bâtiments du roi. De Rome, où il séjourna quelque temps, Goillaumot se rendit à Naples, passa en Angleterre, et alla se fixer en Espagne. Il y fut reçu officier dans les gardes wallonnes, mais ses espérances d'avancement ayant été trompées, il revint en France. Il avait alors vingt-quatre ans, et malgré sa jeunesse, son mérite engagea M. de Saligny, intendant de la généralité de Paris, à lui confier la construction des casernes de Saint-Denis, de Ruel et de Courbevoie. Il épousa M<sup>lle</sup> Leblanc, fille de l'ingénieur de la généralité de Paris, et succéda son beau-père, en 1761, dans cette fonction, qu'il exerça dix-huit ans. En 1769, il fut chargé de l'établissement du camp de Verberie, et de la construction d'un pont de bateaux sur l'Oise. L'année suivante, construisit les casernes de Joigny, et, en 1773, entra à l'académie d'architecture. En 1774, l'assassinement des carrières de Paris ayant répandu l'alarme dans cette capitale, Soufflot, Brébion et Goillaumot furent chargés de les visiter : ils reconnurent qu'une partie des édifices de la rive gauche de la Seine n'avaient plus d'appui, et que le vide, dans certains endroits, avait jusqu'à cinq à six mètres de hauteur. En conséquence le conseil d'état établit, le 4 avril 1777, une commission de surveillance des carrières, et Goillaumot fut nommé le directeur-inspecteur général. Il fit aussitôt vérifier les excavations, percer des galeries de reconnaissance, et étayer les édifices en péril. Cette même année, il fut nommé contrôleur des bâtiments du roi, et successivement intendant-général, en remplacement de Soufflot, décédé, premier architecte (en survivance) du roi, charge dont Mique était titulaire, et enfin, en 1789, directeur de la manufacture des Gobelins. Ces places, excepté la dernière qu'il conserva jusqu'à sa mort, et celle d'inspecteur des carrières, lui furent enlevées par la révolution. Goillaumot était infatigable ; il a montré un talent et une activité dignes d'éloges. Les châteaux de Sauvigny de la Brese, près Montreuil, et le palais abbatial de Vexal, en Bourgogne, ont été construits par lui pour ses amis. Ses ouvrages sont d'un style pur, d'un caractère sage ; les intérieurs et les décorations bien adaptés à leur objet. Goillaumot était bon musicien et s'entendait à la littérature. Il reçut de Napoléon le croix de la légion d'honneur. Il est mort le 7 octobre 1809. On a de lui : 1<sup>o</sup> *Remarques critiques sur les observations de M. l'abbé Laugier sur l'architecture*, 1788, in-8<sup>o</sup> ; 2<sup>o</sup> *Mémoire sur les travaux ordonnés dans les carrières sous Paris et plaines adjacentes, et exposé des opérations faites pour leur réparation*, 1797, in-8<sup>o</sup> ; 3<sup>o</sup> *Mémoire sur la manière d'éclairer la galerie du Louvre*, 1797, in-8<sup>o</sup> ; 4<sup>o</sup> *Considération sur l'état des beaux-arts à Paris, particulièrement sur l'architecture et sur la nécessité d'élever plusieurs monuments importants*, 1803, in-8<sup>o</sup> ; 5<sup>o</sup> *Essai sur les moyens qui constituent la beauté essentielle en architecture*, 1803, in-8<sup>o</sup> ; 6<sup>o</sup> *Mémoire sur les travaux de l'inspiration des carrières*, 1808, in-8<sup>o</sup> ; 7<sup>o</sup> *Réponse aux questions sur les travaux qui s'exécutent dans les carrières*, in-8<sup>o</sup> ; 8<sup>o</sup> *Mémoire aux administrateurs du département de la Seine*, in-8<sup>o</sup> ; 9<sup>o</sup> *Observations sur le tort que font à l'architecture les déformations hardies et exagérées contre la dépense qu'exige la construction des monuments publics*, in-8<sup>o</sup> ; 10<sup>o</sup> *Considérations sur les connaissances et les qualités nécessaires à un architecte pour exceller son art avec distinction*, in-8<sup>o</sup> ; 11<sup>o</sup> *Lettre à M. Grosley sur l'administration des routes*, 1778, in-8<sup>o</sup> ; 12<sup>o</sup> *Notice sur la manufacture nationale des Gobelins*, 1799, in-8<sup>o</sup> ; 13<sup>o</sup> plusieurs *Mémoires et Rapports* sur le même objet.

GUILLEMOT (ARNAUD-CHARLES comte), lieutenant

nant-général, pair de France et ambassadeur, naquit en Belgique, le 5 mars 1774, et prit très jeune une part active à la révolution du Brabant. Il avait à peine seize ans, et déjà il combattait contre les Autrichiens, qui faisaient tous leurs efforts pour reteuir cette belle province sous leur domination. Obligé de fuir sa patrie, il chercha un asile en France, et y demanda de l'emploi dans l'armée. Il fut accueilli, et il retourna en Belgique avec Dumouriez en qualité d'officier d'état-major. Arrêté après la defection de ce général il fut détenu dans la citadelle de Lille; mais il trouva le moyen de s'échapper de cette prison, et pour se soustraire aux recherches, il repartit dans les rangs de l'armée française et entra dans un corps séparé de l'armée du Nord, destiné à agir dans la Flandre maritime, et placé sous le commandement de Moreau. Attaché sincèrement à ce général, il lui conserva dans le meilleur des sentiments qu'il lui avait voués dans la prospérité, et il partagea un moment sa disgrâce; mais sa noble conduite en cette occasion, ses talents et l'expérience qu'il avait acquise, lui méritèrent bientôt la confiance de Napoléon, qui l'attacha avec lui dans la guerre qu'il fit à l'Autriche, en 1805. Les renseignements qu'il en recueillit sur un pays dont ce jeune officier possédait parfaitement la carte militaire, lui furent d'une grande utilité; il l'en récompensa, en lui donnant le grade d'adjudant-commandant. Dans la singulière complication où se trouvaient les affaires de l'Europe après la paix de Tilaut, l'empereur qui avait eu assez d'influence sur le grand-seigneur, pour arrêter la Turquie contre les Russes, voulant rétablir entre ces deux puissances la bonne intelligence qu'il avait détruite, envoya d'abord à Constantinople le général Sebastiani, qui échoua dans ce dessein. Il crut ensuite devoir le remplacer, et M. Guilleminet alla, avec le titre de chargé d'affaires, traiter la même négociation, et elle ne réussit pas davantage. Il était difficile en effet de faire comprendre au grand-vizir Mustapha-Bairactar, que la Russie qui venait de succomber dans sa lutte contre la France ne devait rien relâcher de ses prétentions sur la Valachie et la Moldavie. M. Guilleminet quitta la Turquie pour se rendre à l'armée d'Espagne, lors de la première invasion; il déploya beaucoup de talents et d'activité au combat de Médina-del-Rio-Secco, et fut nommé peu après général de brigade. Il fit la campagne de Russie, pendant laquelle il se comporta avec un courage et un sang-froid dignes d'éloges. Sa brillante conduite à la sanglante bataille de la Moskova, a été mentionnée de la manière la plus honorable, dans les bulletins de la grande armée. Promu au grade de général de division, le 25 mai 1813, il repoussa le 28 septembre de la même année, les Suédois, qui voulaient entrer dans Danemark, et leur fit un grand nombre de prisonniers. Au retour des Bourbons, en 1814, Louis XVIII le nomma grand-officier de la légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis. A la nouvelle du débarquement de Napoléon à Cannes, le gouvernement forma les cadres d'une armée qu'il devait lui opposer, et dont le commandant en chef désigné était le duc de Berri. Ce prince choisit le comte Guilleminet pour son chef d'état-major, mais on n'eut pas le temps d'organiser cette armée. Le général Guilleminet exerça les mêmes fonctions dans celle qui se réunit au mois de juillet, en 1815, sous les murs de Paris; il fut l'un des commissaires chargés par le prince d'Eckmühl de conclure la convention pour l'occupation de Paris, et suivit les troupes françaises sur les bords de la Loire, d'où il envoya enfin son adhésion au nouveau gouvernement. Le comte Guilleminet fut envoyé à Bâle, en mars 1816, pour déterminer avec les commissaires des cantons les frontières françaises du côté de la Suisse, d'après les traités de paix de 1814 et 1815. Il continua cette opération l'année suivante sur d'autres points, et à son retour en France il fut compris dans le corps royal d'état-major, créé par ordonnance du 6 mai 1818, avec le titre de lieutenant-général. En 1823, le gouvernement français ayant acquis la certitude que les cortès d'Espagne cherchaient à faire révolter l'armée française placée sur la frontière du midi contre le gouvernement royal, résolut de faire la guerre au gou-

vernement qui réquirit alors en Espagne; le duc d'Angoulême, généralissime, et pour chef d'état-major le comte Guilleminet, et entra dans la péninsule à la tête d'une armée de cent mille hommes. Dès le début de cette campagne la malveillance s'attacha au général; on répandit tout à coup la nouvelle qu'une vaste conspiration se tramait dans l'armée, et qu'elle avait son foyer dans l'état-major du prince généralissime; on avait eu effet saisi une caisse remplie d'emblèmes impériaux, adressée à M. de Lestende, aide-de-camp du major-général, par des personnes qui sont restées inconnues, et envoyée de Paris à Bayonne par la diligence. Pendant trente-six heures on crut la monarchie en péril; le duc de Bellune, alors ministre de la guerre, partit aussitôt pour Bayonne, avec la commission de major-général, et l'ordre de faire arrêter le comte Guilleminet; mais les craintes qu'on avait conçues se dissipèrent d'elles-mêmes. M. de Lestende fut renvoyé à l'armée avec un grade supérieur, juste indemnité de l'injustice qu'il y avait eu à le soupçonner, et le comte Guilleminet resta auprès du prince, dont l'esprit de paix et de rivalité peut-être avait voulu l'éloigner. Il obtint tellement sa confiance qu'on a attribué à son influence l'ordonnance d'Andujar, dont les dispositions sages et modérées furent si insolemment violées. Il s'accompagna pas le prince généralissime à Paris. Il est probable que le ministère Villèle ne pouvait lui pardonner les conseils d'Andujar, et cachait sous un exil honorable et par des bonheurs dont on ne pouvait le priver, la disgrâce qu'il lui réservait, il le fit nommer à l'ambassade de Turquie, et lui fit conférer le grand cordon de la légion d'honneur, la croix de commandeur de Saint-Louis et la pairie, avec dispense d'un majorat. M. le comte Guilleminet était depuis deux ans à Constantinople, quand les débats relatifs aux marchés de Bayonne s'ouvrirent devant la chambre des pairs. On se rappelle qu'en 1823 l'imprévoyance de l'administration ayant mal assuré les approvisionnements de l'armée qui allait entrer en Espagne, on s'empessa de conclure avec M. Ouvrard des marchés onéreux, mais nécessaires, et que le ministre de la guerre parut avoir alors approuvés soit verbalement, soit dans la correspondance officielle. Les marchés furent l'objet d'une poursuite criminelle, la cour royale renvoya l'instruction de cette affaire devant les pairs du royaume à cause des deux membres de cette cour qui s'y trouvaient compromis, les comtes Bordesoulle et Guilleminet. Le procureur-général Bellart essaya de démontrer à la haute cour que les deux généraux avaient concerté avec le munitionnaire-général Ouvrard l'entreprise scandaleuse, objet de la procédure, qu'ils l'avaient entourée de toute leur faveur, et qu'ils en avaient retiré d'immenses bénéfices; mais le comte Guilleminet donna, sur sa conduite dans cette affaire, des explications satisfaisantes qu'il consignés dans un mémoire intitulé : *Campagne de 1823, exposé sommaire des mesures administratives adoptées pour l'occupation de cette campagne*. Paris, 1826, in-6°. M. le comte Bordesoulle ne se défendit pas avec moins d'avantages, et malgré le réquisitoire du procureur-général, la cour déclara qu'il n'y avait lieu à suivre contre les deux inculpés. Ce procès, où l'on voulait impliquer deux personnages honorables, ne fut probablement que le dernier effort d'une intrigue ourdie dans le dessein de perdre principalement M. le général Guilleminet, intrigue dont nous avons vu plus haut les tentatives infructueuses. M. le comte Guilleminet, qui a représenté pendant sept années le gouvernement français à Constantinople, où son mérite personnel a obtenu la considération qui lui est due, vient d'être rappelé. Indépendamment des honneurs dont il est revêtu, ou le regarde comme l'un des officiers le plus instruits de l'armée française, et sa réputation, comme homme d'honneur et ami de la liberté, n'est pas au-dessous de celle que lui ont mérités ses talents. On lit dans une des Biographies qui nous ont précédé, qu'il s'occupait d'une histoire générale des guerres de notre temps; il est à désirer que cet ouvrage voie la jour. Le mémoire que M. le comte Guilleminet a publié à l'occasion des marchés de Bayonne, prouve qu'il a aussi le

sième, fermé du même nombre de volumes, terminera l'ouvrage par l'exposé du culte des héros et des démons, et par celui des mystères de Bacchus et de Cérès, avec un résumé général où les principaux rapports du paganisme et du christianisme seront analysés. Les trois cahiers de planches, après la publication totale, devront être réunis pour former un quatrième tome. Ce travail si long hâcine se trouva retardé, à partir de 1836, par le rappel de l'auteur à des fonctions actives, et de plus en plus impérieuses. La pénurie toujours croissante de bons professeurs, et le déclin marqué des études, ayant enfin déterminé l'autorité à rétablir l'école normale, sous le nom d'école préparatoire, M. Guigniaut y fut nommé maître de conférences pour la littérature grecque, après avoir été présenté, mais sans succès, à l'unanimité, par le conseil académique, pour une chaire devenue vacante à la faculté des lettres de Paris. De 1835 à 1839, tout en s'occupant de continuer son grand ouvrage, il trouva le temps d'approfondir quelques points particuliers du même sujet, dans deux dissertations jointes à la belle traduction de Tacite, par M. Burnouf, et tirées à part, à un petit nombre d'exemplaires, l'une *Sur la Venus de Paphos et son temple*, 1837; l'autre *Sur le dieu Sérapis et son origine*, 1838. Il donna aussi plusieurs articles aux derniers volumes de la *Biographie universelle* de Michaud; entre autres une *Notice sur George Zoega*, également tirée à part. Il fut, en outre, l'un des premiers actionnaires et coopérateurs du journal *le Globe*, et l'un des fondateurs du *Lycée*, journal de l'instruction publique, dans lequel il fit insérer quelques morceaux. En 1838, l'académie de Dijon l'admit au nombre de ses membres non résidents. Au commencement de 1839, M. de Vatimesnil, alors ministre de l'instruction publique, voulant préparer la complète restauration de l'école normale, trouva dans M. Guigniaut un homme qui s'était dévoué à la même pensée, et lui persuada, pour y travailler plus efficacement, de prendre en main la direction des études de l'école préparatoire. M. Guigniaut, sans autre intérêt, sans cesser d'être professeur, accepta cette mission de confiance, que des collisions de tout genre avec les puissants du jour, et l'avènement du ministère du 8 août, devaient bientôt rendre si délicate. Bien qu'ayant eu l'honneur d'être appelé par le savant philologue Boissonnade, à la suppléance de la chaire de littérature grecque à la faculté des lettres, il regarda comme son premier devoir de rester au poste menacé de l'école préparatoire, ne cessant d'y introduire ou d'y favoriser toutes les modifications de régime et d'études qui pouvaient la rendre digne d'un meilleur avenir, y fit respecter la liberté de conscience, devint de plus en plus suspect au pouvoir, refusa sa démission à M. de Guernon-Ranville, le conjura par sa fermeté, par la puissance de son désintéressement et de ses sacrifices multipliés, et gagna ainsi la fin de juillet 1836. Le 6 août suivant, le nom consacré d'école normale fut rendu à l'école préparatoire, par le lieutenant-général du royaume, et ce fut, aux yeux du directeur des études chargé de coopérer à la réorganisation de cet établissement, la plus belle récompense de son zèle et de ses périlleux efforts. A la fin d'octobre, l'école normale reçut un règlement nouveau, rédigé sous les auspices de M. le duc de Broglie, par une commission que présidait M. Cousin, où M. Guigniaut tenait la plume, et ce dernier fut nommé directeur de l'école, avec le rang d'inspecteur-général des études, sous la condition d'y continuer le cours de littérature grecque, transformé en cours d'histoire de la littérature ancienne. M. Guigniaut, dont la santé venait d'être encore une fois grièvement altérée, sentit la nécessité de se concentrer dans ses doubles fonctions à l'école normale, et il abandonna la suppléance de M. Boissonnade, non sans un vif regret de quitter cet enseignement de faculté où il avait mis du long-temps, avec la pensée de son avenir, le terme de son ambition. Peu après, il fut compris dans la première promotion de la légion d'honneur, faite par le roi Louis-Philippe au sein de l'université, et ne songea plus qu'à se réserver quelques loisirs pour achever la publication des *Religions de l'antiquité*.

GUILLAUME IV, roi d'Angleterre. Voyez CLARENCE.

GUILLAUME I<sup>er</sup>, électeur de Hesse-Cassel. Voyez HESSE-CASSEL.

GUILLAUMOT (CHARLES-ALEXIS), architecte, né quit à Stockholm, en 1730, de parents français. Il fit ses études à Hambourg, et vint à Paris, en 1753 pour y étudier l'architecture. Il y travailla trois ans sous les yeux des plus grands maîtres, et entreprit alors de faire à ses frais le voyage d'Italie. Il parcourut une partie de l'Allemagne, et se rendit à Rome en 1760. Il y remporta le grand prix d'architecture et s'acquitta la protection du marquis de Marigny, de puis directeur des bâtiments du roi. De Rome, où séjourna quelque temps, Guillaumot se rendit à Naples, passa en Angleterre, et alla se fixer en Espagne. Il y fut reçu officier dans les gardes wallones, mais ses espérances d'avancement ayant été trompées, il revint en France. Il avait alors vingt-quatre ans, et malgré sa jeunesse, son mérite engagea M. de Saligny, intendant de la généralité de Paris, à lui confier la construction des casernes de Saint-Denis, de Ruel et de Courbevoie. Il épousa M<sup>lle</sup> Leblanc, fille de l'ingénieur de la généralité de Paris, et succéda son beau-père, en 1761, dans cette fonction, qu'il exerça dix-huit ans. En 1769, il fut chargé de l'établissement du camp de Verberie, et de la construction d'un pont de bateaux sur l'Oise. L'année suivante, il construisit les casernes de Joigny, et, en 1773, entra à l'académie d'architecture. En 1774, l'effacement des carrières de Paris ayant répandu l'alarme dans cette capitale, Soufflot, Brébion et Guillaumot furent chargés de les visiter; ils reconnurent qu'une partie des édifices de la rive gauche de la Seine n'avaient plus d'appui, et que le ride, dans certains endroits, n'était jusqu'à cinq à six mètres de hauteur. En conséquence le conseil d'état établit, le 4 avril 1777, une commission de surveillance des carrières, et Guillaumot fut nommé le directeur-inspecteur général. Il fit aussitôt vérifier les excavations, percer des galeries de reconnaissance, et étayer les édifices en péril. Cette même année, il fut nommé contrôleur des bâtiments du roi, et successivement intendant-général, en remplacement de Soufflot, décédé, premier architecte (en survivance) du roi, chargé dont Mique était titulaire, et enfin, en 1789, directeur de la manufacture des Gobelins. Ces places, excepté la dernière, qu'il conserva jusqu'à sa mort, et celle d'inspecteur des carrières, lui furent enlevées par la révolution. Guillaumot était infatigable; il a montré un talent et une activité dignes d'éloges. Les châteaux de Sceaux, de la Breze, près Montreuil, et le palais abbatial de Veselay, en Bourgogne, ont été construits par lui pour ses amis. Ses ouvrages sont d'un style pur, d'un caractère sage; les intérieurs et les décorations bien adaptés à leur objet. Guillaumot était bon musicien et s'entendait à la littérature. Il reçut de Napoléon le croix de la légion d'honneur. Il est mort le 7 octobre 1809. On a de lui: 1<sup>o</sup> *Remarques critiques sur les observations de M. l'abbé Laugier sur l'architecture*, 1768, in-8<sup>o</sup>; 2<sup>o</sup> *Mémoire sur les travaux ordonnés dans les carrières sous Paris et plaines adjacentes, et l'exposé des opérations faites pour leur réparation*, 1797, in-8<sup>o</sup>; 3<sup>o</sup> *Mémoire sur la manière d'éclairer la galerie du Louvre*, 1797, in-8<sup>o</sup>; 4<sup>o</sup> *Considération sur l'état des beaux-arts à Paris, particulièrement sur l'architecture et sur la nécessité d'y élever plusieurs monuments importants*, 1803, in-8<sup>o</sup>; 5<sup>o</sup> *Essai sur les moyens qui constituent la beauté rationnelle en architecture*, 1803, in-8<sup>o</sup>; 6<sup>o</sup> *Mémoire sur les travaux de l'inspection des carrières*, 1808, in-8<sup>o</sup>; 7<sup>o</sup> *Réponse aux questions sur les travaux qui s'exécutent dans les carrières*, in-8<sup>o</sup>; 8<sup>o</sup> *Mémoire aux administrateurs du département de la Seine*, in-8<sup>o</sup>; 9<sup>o</sup> *Observations sur le tort que font à l'architecture les déclamations hasardeuses et exagérées contre la dépense qu'exige la construction des monuments publics*, in-8<sup>o</sup>; 10<sup>o</sup> *Considérations sur les connaissances et les qualités nécessaires à un architecte pour exercer son art avec distinction*, in-8<sup>o</sup>; 11<sup>o</sup> *Lettre à M. Grosley sur l'administration des carrières*, 1773, in-8<sup>o</sup>; 12<sup>o</sup> *Notice sur la manufacture nationale des Gobelins*, 1799, in-8<sup>o</sup>; 13<sup>o</sup> plusieurs *Mémoires et Rapports* sur le même objet.

GUILLEMINOT (ARNAUD-CHARLES comte), lieutenant

nant-général, pair de France et ambassadeur, naquit en Belgique, le 2 mars 1774, et prit très jeune une part active à la révolution du Brabant. Il avait à peine seize ans, et déjà il combattait contre les Autrichiens, qui faisaient tous leurs efforts pour retener cette belle province sous leur domination. Obligé de fuir sa patrie, il chercha un asile en France, et y demanda de l'emploi dans l'armée. Il fut accueilli, et il retourna en Belgique avec Dumouriez en qualité d'officier d'état-major. Arrêté après la défection de ce général il fut détenu dans la citadelle de Lille; mais il trouva le moyen de s'échapper de cette prison, et pour se soustraire aux recherches, il repartit dans les rangs de l'armée française et entra dans un corps séparé de l'armée du Nord, destiné à agir dans la Flandre maritime, et placé sous le commandement de Moreau. Attaché sincèrement à ce général, il lui conserva dans le meilleur des sentiments qu'il lui avait voués dans la prospérité, et il partagea un moment sa disgrâce; mais sa noble conduite en cette occasion, ses talents et l'expérience qu'il avait acquise, lui méritèrent bientôt la confiance de Napoléon, qui l'emmena avec lui dans la guerre qu'il fit à l'Autriche, en 1805. Les renseignements qu'il en recueillit sur un point dont ce jeune officier possédait parfaitement la tactique militaire, lui furent d'une grande utilité; il l'en récompensa, en lui donnant le grade d'adjudant-commandant. Dans la singulière complication où se trouvaient les affaires de l'Europe après la paix de Tilsitt, l'empereur qui avait eu assez d'influence sur le grand-empereur, pour arrêter la Turquie contre les Russes, voulait rétablir entre ces deux puissances la bonne intelligence qu'il avait détruite, envoya d'abord à Constantinople le général Schabanski, qui échoua dans ce dessein. Il crut ensuite devoir le remplacer, et M. Guilleminot alla, avec le titre de chargé d'affaires, mener les négociations, et elle ne réussit pas davantage. Il était difficile en effet de faire comprendre le grand-vizir Mustapha-Bairactar, que la Russie qui venait de succomber dans sa lutte contre la France ne devrait rien relâcher de ses prétentions sur la Valachie et la Moldavie. M. Guilleminot quitta la Turquie pour se rendre à l'armée d'Espagne, lors de la première invasion; il déploya beaucoup de talents et d'activité au combat de Médina del-Rio-Secco, et fut nommé peu après général de brigade. Il fit la campagne de Russie, pendant laquelle il se comporta avec un courage et un sang-froid dignes d'éloges. Sa brillante conduite à la sanglante bataille de la Moskova, a été mentionnée de la manière la plus honorable, dans les bulletins de la grande armée. Promu au grade de général de division, le 26 mai 1813, il repoussa le 26 septembre de la même année, les Suédois, qui voulaient entrer dans Densau, et leur fit un grand nombre de prisonniers. Au retour des Bourbons, en 1814, Louis XVIII le nomma grand-officier de la légion d'honneur et chef d'arrondissement de Saint-Louis. A la nouvelle du débarquement de Napoléon à Cannes, le gouvernement forma les cadres d'une armée qu'il devait lui opposer, et dont le commandant en chef désigné était le duc de Berri. Ce prince choisit le comte Guilleminot pour son chef d'état-major, mais on n'eut pas le temps d'organiser cette armée. Le général Guilleminot exerça les mêmes fonctions dans celle qui se réunit au mois de juillet, en 1815, sous les murs de Paris; il fut l'un des commissaires chargés par le prince d'Eckmühl de conclure la convention pour l'occupation de Paris, et suivit les troupes françaises sur les bords de la Loire, d'où il envoya enfin son adhésion au nouveau gouvernement. Le comte Guilleminot fut envoyé à Bâle, en mars 1816, pour déterminer avec les commissaires des cantons les hostilités françaises du côté de la Suisse, d'après les traités de paix de 1714 et 1815. Il continua cette opération l'année suivante sur d'autres points, et à son retour en France il fut compris dans le corps royal d'état-major, créé par ordonnance du 6 mai 1818, avec le titre de lieutenant-général. En 1813, le gouvernement français ayant acquis la certitude que les comtes d'Espagne cherchaient à faire révolter l'armée française placée sur la frontière du midi contre le gouvernement royal, résolut de faire la guerre au gou-

vernement qui régnait alors en Espagne; le duc d'Angoulême, généralissime, eut pour chef d'état-major le comte Guilleminot, et entre dans la péninsule à la tête d'une armée de cent mille hommes. Dès le début de cette campagne la malveillance s'attacha au général; on répandit tout à coup la nouvelle qu'une vaste conspiration se tramait dans l'armée, et qu'elle avait son foyer dans l'état-major du prince généralissime; on avait eu effet saisi une caisse remplie d'emblèmes impériaux, adressée à M. de Lottende, aide-de-camp du major-général, par des personnes qui sont restées inconnues, et envoyée de Paris à Bayonne par la diligence. Pendant trente-six heures on crut la monarchie en péril; le duc de Bellune, alors ministre de la guerre, partit aussitôt pour Bayonne, avec la commission de major-général, et l'ordre de faire arrêter le comte Guilleminot; mais les craintes qu'on avait conçues se dissipèrent d'elles-mêmes. M. de Lottende fut renvoyé à l'armée avec un grade supérieur, juste indemnité de l'injustice qu'il y avait eu à le soupçonner, et le comte Guilleminot resta auprès du prince, dont l'esprit de parti et de rivalité peut-être avait voulu l'éloigner. Il obtint tellement sa confiance qu'on a attribué à son influence l'ordonnance d'Andujar, dont les dispositions sages et modérées furent si insolemment violées. Il l'accompagna pas le prince généralissime à Paris. Il est probable que le ministère Villèle ne pouvait lui pardonner les conseils d'Andujar, et ôchant sous un exil honorable et par des honneurs dont on ne pouvait le priver, la disgrâce qu'il lui réservait, il le fit nommer à l'ambassade de Turquie, et lui fit conférer le grand cordon de la légion d'honneur, la croix de commandeur de Saint-Louis et la pairie, avec dispense d'un majorat. M. le comte Guilleminot était depuis deux ans à Constantinople, quand les débats relatifs aux marchés de Bayonne s'ouvrirent devant la chambre des pairs. On se rappelle qu'en 1825 l'imprévoyance de l'administration ayant mal assuré les approvisionnements de l'armée qui allait entrer en Espagne, on s'empressa de conclure avec M. Ouvrard des marchés onéreux, mais nécessaires, et que le ministre de la guerre parut avoir alors approuvés soit verbalement, soit dans la correspondance officielle. Les marchés furent l'objet d'une poursuite criminelle, la cour royale renvoya l'instruction de cette affaire devant les pairs du royaume à cause des deux membres de cette cour qui s'y trouvaient compromis, les comtes Bordesoulle et Guilleminot. Le procureur général Bellart essaya de démontrer à la haute cour que les deux généraux avaient concerté avec le munitionnaire-général Ouvrard l'entreprise scandaleuse, objet de la procédure, qu'ils l'avaient entourée de toute leur faveur, et qu'ils en avaient retiré d'immenses bénéfices; mais le comte Guilleminot donna, sur sa conduite dans cette affaire, des explications satisfaisantes qu'il consignas dans un mémoire intitulé : *Campagne de 1823, exposé sommaire des mesures administratives adoptées pour l'exécution de cette campagne*. Paris, 1826, in-8°. M. le comte Bordesoulle ne se défendit pas avec moins d'avantages, et malgré le réquisitoire du procureur-général, la cour déclara qu'il n'y avait lieu à suivre contre les deux inculpés. Ce procès, où l'on voulut impliquer deux personnages honorables, ne fut probablement que le dernier effort d'une intrigue ourdie dans le dessein de perdre principalement M. le général Guilleminot, intrigue dont nous avons vu plus haut les tentatives infructueuses. M. le comte Guilleminot, qui a représenté pendant sept années le gouvernement français à Constantinople, où son mérite personnel a obtenu la considération qui lui est due, vient d'être rappelé. Indépendamment des honneurs dont il est revêtu, ou le regarde comme l'un des officiers le plus instruits de l'armée française, et sa réputation, comme homme d'honneur et ami de la liberté, n'est pas au-dessous de celle qui lui ont méritée ses talents. On lit dans une des Biographies qui nous ont précédé, qu'il s'occupait d'une histoire générale des guerres de notre temps; il est à désirer que cet ouvrage voie le jour. Le mémoire que M. le comte Guilleminot a publié à l'occasion des marchés de Bayonne, prouve qu'il a aussi le

talent d'ordre. Quoi qu'absent de Paris depuis si longtemps, on lui avait conservé le titre de directeur-général du dépôt de la guerre, et les émoluments affectés à cet emploi.

**GUILLE** (**SISAYRIS**), né à Bordeaux, le 24 août 1780, fut élève au collège de cette ville, tenu par les doctrinaires qui avaient succédé aux jésuites. Il étudia la médecine sous le célèbre Desse, et vint prendre ses grades à Paris, en 1806. En 1808, il fut attaché au service de santé de l'armée d'Espagne, en qualité de médecin en chef des hôpitaux militaires. Retenu à Paris en 1811, il fut nommé directeur et médecin de l'institution des jeunes aveugles. Il s'appliqua à perfectionner la méthode d'enseignement au moyen de laquelle ces infortunés sont complètement rendus à la société, et parvint, par un procédé aussi simple qu'ingénieux, à les mettre en rapport avec les sourd-muets avec lesquels ils communiquent aujourd'hui de la manière la plus facile. Le 25 octobre 1812, il fut arrêté comme un des complices du général Mallet, par une méprise de la police impériale, qui le confondit avec le général Guillet, et il fut détenu une année à Vincennes. M. Guille fonda, en 1816, une clinique oculaire pour le traitement des maladies des yeux, sur le modèle de celle qu'avait créée à Vienne le célèbre Beer, et il publia avec M. Dupuytren, Pariset, Nauche et Lucas, un journal consacré spécialement à l'observation des faits les plus importants de la médecine oculaire, et à la propagation des méthodes diverses, des instruments nouveaux, et des traitements employés dans les cliniques d'Allemagne. On a de M. Guille : 1° *Histoire du cabinet des Tulleries, depuis le 30 mars 1815, et de la conspiration qui a ramené Bonaparte en France*, Paris, 1818, in-8°. Cet ouvrage a eu trois éditions la même année : 2° *Essai sur l'instruction des aveugles, ou exposé analytique des procédés employés pour les instruire*, Paris, 1817 ; 3° *Recherches nouvelles sur la cataracte et la guérison véroale*, Paris, 1818, in-8°. Cet ouvrage contient des recherches neuves et curieuses sur cette maladie très peu connue à cette époque, ainsi que sur l'ophtalmie acutée ; 4° *Bibliothèque ophthalmologique, recueilli périodique*, 1820-21 : 5° plusieurs comptes rendus au ministre de l'intérieur sur la situation des jeunes aveugles pendant les années 1815, 16, 17, 18, 19 et 20, et plusieurs articles dans le *Dictionnaire des sciences médicales* et dans d'autres recueils périodiques.

**GUIOT** et non **GUYOT** (**JOSEPH-AUGUSTE**), né à Rouen, le 31 janvier 1739, fut long-temps vicaire de Saint-Claude-le-Jeune. En 1763, il fut appelé à l'académie de l'Immaculée Conception, qui le nomma son secrétaire. Guiot conserva ce titre jusqu'en 1768 ; alors il entra à l'abbaye de Saint-Victor, à Paris, dont il fut fait bibliothécaire. En abandonnant le titre de secrétaire de la société de Rouen, il ne cessa pas néanmoins d'être en relation avec elle. Il devint prieur de Saint-Guenault, à Corbeil, le 18 mai 1755 ; il en demeura titulaire pendant la suppression des établissements ecclésiastiques. Après la terreur, il sortit de la solitude à laquelle il s'était condamné, et exerça les fonctions du sacerdoce à Corbeil, qu'il quitta en 1803. Guiot mourut curé au Bourg-la-Reine, le 21 septembre 1807. Il s'était adonné à la poésie latine, par goût, et la cultiva long-temps avec succès. Les recueils de l'académie de l'Immaculée Conception renferment plusieurs de ses compositions qui ont été couronnées ; on distingue dans le nombre : *Tumulus Joannis Saepe*, 1774, p. 158, et *Gallicus ad oras bellatulus Anglus* ; cette dernière est indiquée sous le titre d'*Epigrammes sur Saint-Cast*, 4 septembre 1758. Guiot avait eu le projet d'écrire l'histoire de Rouen : il n'eût en avoir déjà composé deux volumes en 1811, mais aucun extrait même de cet ouvrage n'a été publié. Voici ceux que l'on connaît : 1° *Nouveau supplément à la France littéraire*, tome IV, p. 84, 2 part. in-8°, ouvrage qui lui suite aux travaux d'Hebraïl et Fourny, et qui leur est bien inférieur ; 2° *Almanach de la ville, châtellenie et prévôté de Corbeil*, 1789, in-8° ; 3° *Notice périodique de l'histoire moderne et ancienne de la ville et district de Corbeil*, 1793, in-18° ; 4° *Hymnes et proses en l'honneur et pour les fêtes de saint Spire et de saint Lou, patrons de Corbeil*, mis en

vers français, 1801, in-18° ; 5° *Mélanges historiques, oratoires et poétiques, relatifs à quelques événements de la fin de l'an 8 et du commencement de l'an 9*, Corbeil, 1801, in-18° ; 6° *Adieux d'un car. à ses paroissiens, le dimanche veille de la Toussaint*, 1803, in-8° ; 7° *Sermes sur l'effacement de la foi*, 1805, in-8° ; 8° *Abriégé de la vie du vénérable père Placide, augustin déchaussé*, 1805, in-8°. On lui attribue *Le présent de noces*, ou *almanach historique et moral des époux*. Le manuscrit sacré dont Guiot était revêtu encre de douter qu'il en soit l'auteur. On connaît encre de lui plusieurs fragments d'un ouvrage qu'il avait l'intention de publier sous le titre de *Faust corbeiliens*, d'après le plan des *Fausts* d'Ovide. Ils sont indiqués sous les titres suivants : *Majoris instauratio*, in-18° ; *Typographia Corbelli insitae*, in-18 de 16 pages ; *Bibliotheca corbelliana juris publici facta*, 1799, in-18 de 20 pages ; *Joannis de Labarra antiquitates corbeilienses*, *Bibliotheca corbelliensis publica haec donata die*, in-8° ; *Georgius Ambrosius cardinalis, Lugdani 25 mai extinctus, olim Corbelli captivus*, in-18.

**GUYOT DESHERBIER** (**CLAUDE-ALEXIS**), né à Joinville le 30 mai 1748, se fit recevoir avocat en parlement, et composa quelques pièces contre le gouvernement de Louis XV. En 1771, il donna *Les chanceliers*, ode qui courut d'abord manuscrite, et fit un très grand scandale. Le chancelier Maupeou ne put jamais parvenir à en découvrir l'auteur. Les *Mémoires secrets*, dits de Bachaumont, parurent, à la date du 17 mai 1771, de cette pièce, qui est imprimée dans plusieurs recueils, entre autres à la page 824 de la seconde partie de l'ouvrage intitulé : *Les fables de Louis XV, de ses ministres, maitres, généraux et autres notables personnages de son règne*, 1783, 2 vol. in-12. Guyot, faisant allusion au voile impénétrable dont il s'était enveloppé, avait ajouté à son ode l'Envoi suivant :

C'est ainsi que, traçant la route  
Du poignard jusques à ton cœur,  
Je veux t'abreuver goutte à goutte  
Du calice de la terreur.  
Je brave ta recherche vaine ;  
Cache sous la publique haine,  
Insulte en paix à tes ennemis,  
Et si Louis ne t'esternime,  
C'est en le percant la poitrine,  
Que je t'apprendrai qui tu suis.

Il n'est pas certain que le texte des *Chanceliers*, donné dans *Les fables de Louis XV*, soit bien celui de l'ouvrage de Guyot Desherbier. On croit qu'il est au moins incomplet, car on n'y trouve qu'une ode, et il en existe plusieurs. Guyot devint juge au tribunal civil de Paris, et ensuite chef de division au ministère de la justice, sous Merlin : il fut ensuite député au conseil des Cinq-cents, en 1795. S'occupant peu de débats politiques, il ne parut à la tribune que pour célébrer le triomphe des républicains que les Anglais avaient attaqués à Ostende. Après le 18 Brumaire, il passa au nouveau corps législatif, en vertu du premier renouvellement, et depuis cette époque il n'exerça plus de fonctions publiques. Il se fit porter sur le tableau des avocats à la cour royale de Paris, et mourut au Mans, le 6 mars 1828. On a de lui : 1° *Les chanceliers*, odes, 1771 : 2° quelques fragments des *Heures* et des *Chats*, poèmes, qui furent publiés dans divers recueils ou journaux. Le troisième chant, entre autres, est dans le *Mémoire encyclopédique*, troisième année, tome V, page 90 : 3° une édition avec des notes historiques, etc., des *Mémoires du comte de Bonnaville*, 1806, 2 vol. in-8° : 4° avec M. Auguste de Laboulaye, une édition des *Lettres de Ninon de Lenclos au marquis de Saligny*, 1808, 2 vol. in-18° : 5° *L'état réel*, ou le comte de Bourges, drame historique en quatre actes, traduit de l'allemand de Kotzebue, 1814, in-8° : 6° des *Éloges historiques* de plusieurs membres de la loi : des Neuf-Secours, notamment de Roucher et de Dupuy : 7° plusieurs *Mémoires* dans des affaires importantes, parmi lesquels on distingue celui qui concerne l'assassinat de Boquillon. On attribue encore à Guyot Desherbier : 8° *Réponse à Pierre aux frères et amis*, et *Camille Jordan aux frères et amis*, 1799, in-8°.

## H

**HÉNER** (JEAN-JACQUES), imprimeur à Nancy, fils d'un imprimeur de la même ville, a rendu son nom célèbre au partageant le dévouement de Desilles. Voyez ce nom au Supplément. Le marquis de Bouillé, à la tête de son corps d'armée, marchait sur Nancy pour réprimer les troubles que la garnison avait excités. En passant à Champigneulle, canton de Poudard, il requiert la garde nationale, commandée par Héner, de se joindre à l'expédition. Héner obéit. A un quart de lieu de Nancy, on forme une avant-garde d'hommes de bonne volonté. Héner est placé au premier rang. Il s'avance vers la porte Stunville, gardée par un corps d'insurgés, et aussitôt un coup de fusil tue à côté de Héner le capitaine suisse Houppéris. Cet acte de perfidie devint le signal du combat. Dans ce moment, Héner aperçoit le jeune Desilles couché sur la lumière d'un canon, et que des soldats perçaient de leurs ballochettes. Il vole à son secours, et à travers une grêle de balles, il enlève Desilles dans ses bras, et le transporte hors de la ville, dans la maison de curé de Saint-Pierre. L'assemblée constituante, les jurants et tous les bons citoyens honorent cette action d'un hommage patriotique. Héner fut nommé officier au 3<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval, et Louis XVI lui accorda la croix de Saint-Louis; mais les événements qui suivirent ayant empêché sa réception, une ordonnance du 26 novembre 1816 la confirma de nouveau. M. Héner est un des imprimeurs qui honorent le plus cette profession.

**HENKE** (THOMAS), docteur en philosophie, naturaliste et voyageur, naquit dans le cercle de Leutmeritz en Bohême. Il reçut du gouvernement espagnol l'invitation d'accompagner Malaspina dans le voyage autour du monde, que celui-ci entreprit en 1789. Henke accepta cette offre avec empressement, et partit sur-le-champ pour Cadix, où il arriva vingt-quatre heures après le départ de l'expédition. Il s'embarqua sur le premier navire faisant voile pour la rivière de la Plata, afin de rejoindre le capitaine Malaspina; mais son navire vint échouer près des côtes de Montevideo. Pour ne pas perdre un temps précieux, Henke nuit son lit et ses papiers dans un bouvet qu'il s'attacha fermement autour de la tête, et vintage à terre. Malheureusement, il manqua encore l'expédition qui avait déquitté ces contrées. Alors il prit le parti de traverser le pays et de passer les Andes, pour chercher le capitaine Malaspina à Santiago. Sans connaître les idiomes des pays qu'il traversait, et dénué de toutes ressources, il parvint enfin, par son zèle infatigable à se réunir à Malaspina. N'ayant pas les moyens de retourner en Europe, il erra très-longtemps en Amérique, et finit par se fixer dans le Pérou, à Cochabamba, où il perdit la vie par un accident. Le musée royal de Bohême, qui possède quelques collections d'objets d'histoire naturelle faites par lui, a publié en 1805, à Prague, un cahier de douze gravures in-fol., portant le titre : *Reliquie Henkeanae, seu descriptiones et icones plantarum quae in America meridionali et boreali, in insulis Philippinis et Mariisae collecti Thaddeus Henke*.

**HESLER** (CHARLOTTE-ROSE), cantatrice célèbre, née en 1759, à Leipzig, est fille de J.-G. Hæser, directeur de musique de l'université de cette ville. C'est à son père et à M. Schicht, chef d'orchestre de l'opéra de Leipzig, qu'elle est redevable des premiers développements de ses heureuses dispositions. Dans les concerts de Leipzig, le jeune Hæser n'eut d'abord que des solos secondaires, mais plus tard, après avoir reçu des leçons de M. Gesterlein et du célèbre soprano Ceccarelli, elle fit d'étonnantes progrès. En 1805, elle fut engagée à l'opéra italien de Vienne, et put bientôt rivaliser avec M<sup>lle</sup> Patti. En 1807, elle se rendit, accompagnée d'un frère, en Italie, par Prague et Vienne. Sa belle

voix, son excellente méthode, son zèle et l'avantage de réunir au brillant du genre italien, la correction allemande, déterminèrent son succès en Italie. Sa modestie et sa moralité ajoutèrent un nouvel éclat à sa grande renommée d'artiste. A Bologne elle fut unanimement élue membre de l'Académie philharmonique. Les mêmes honneurs lui furent plus tard décernés par d'autres académies italiennes. Pendant très-longtemps, les premiers théâtres de l'Italie se la disputèrent. Elle fut appelée plusieurs fois à l'opéra de Rome, où elle obtint les succès les plus éclatants. M<sup>lle</sup> Hæser a encore le mérite d'avoir été la première cantatrice qui ait joué, en Italie, des rôles d'homme, et qui ait figuré avec avantage à côté des célèbres chanteurs Crescentini, Velti et autres. Elle a été engagée, pendant quelques années, au théâtre de Saint-Charles, à Naples, où on l'appelait ordinairement *la divina Thersa*. En 1812, elle revint en Allemagne, donna quelques représentations à Munich, et retourna à Rome. Peu de temps après, elle renoua la carrière théâtrale, et épousa l'avocat Vera, un des membres les plus distingués du barreau de Rome. Bien qu'épouse et mère, elle cultive toujours son beau talent, et ne craint pas de faire les délices de la haute société de Rome. Ce qu'on admire le plus dans son chant, c'est la simplicité et la profondeur de l'expression, et une étonnante facilité pour exécuter les passages les plus difficiles.

**HESLER** (JEAN-GRILLAROW), pianiste et organiste allemand d'un grand mérite, né à Erfurt, vers 1757, était élève du célèbre organiste Hætel. Excellent artiste, modeste et plein de douceur, Hæssler fut admiré et aimé partout où ses nombreux voyages l'amenèrent. En 1790, il fut appelé à Saint-Petersbourg pour enseigner le piano aux grands-ducs et aux grandes-duchesses. Plus tard il se fit à Moscou où il professait le piano, et donnait souvent des concerts publics. Lors de l'incendie de cette ville, en 1812, il se retira à la campagne, chez un comte russe de ses amis, et y resta jusqu'en 1819, époque où il retourna à Moscou. On a de lui un très-grand nombre de sonates et d'autres compositions pour le piano, qui sont justement estimées. Il a aussi publié sa *Biographie* et ses *Voyages*, en deux volumes, Leipzig, 1807. Cette œuvre littéraire se distingue par un style original et piquant, quoique un peu indigène. Hæssler est mort à Moscou, le 28 mars 1833, à l'âge de soixante-quinze ans.

**HALL** (PHILIPPE-MARINET), s'est fait un nom surtout par ses inventions comme mécanicien. Il naquit en 1739, proche de Stuttgart, à Scharnhausen, où son père exerçait cette profession. On l'envoya, à dix-sept ans, étudier la théologie à l'université de Tübingen, après quoi il passa vicairie dans différents endroits, et fut enfin, en 1764, nommé pasteur à Ommetingen. Le besoin de remplir un jour des fonctions ecclésiastiques avait entretenu le courage de Hall dans les études qui lui avaient été prescrites. Pour cela, il lui fallut, dès son enfance, résister au penchant qui le portait à ne s'occuper que de sciences physiques, mathématiques, et même de peinture. A dix ans, il avait appris sans maître et avec le seul secours d'un plâtrier qui se trouva chez son père, à déterminer l'heure du lever et du coucher des étoiles; il s'était mis aussi en état de construire des cadrans solaires avec l'aide unique d'un traité de géométrie qu'il trouva par hasard. Le père de Hall ne pouvait faire tous les sacrifices que demandait l'instruction de son fils; mais celui-ci s'imposait au besoin les privations les plus rigoureuses, les corvées les plus fatigantes, plutôt que d'interrompre ses études favorites. C'est ainsi que n'ayant pas la somme nécessaire pour se procurer les ouvrages mathématiques du philosophe Wolf, il prit le parti d'en faire une co-

pie. Une autre fois, la curiosité de connaître le mécanisme des montres le fit se mettre au régime du pain et de l'eau, jusqu'à ce que l'argent nécessaire pour s'en procurer une fût amassé. On prétend que les grands efforts qu'il fit plus tard pour acquérir un nom, comme mécanicien, eurent pour cause le désir d'être remarqué par une femme dont il était très épris. La recherche du mouvement perpétuel lui causa une inconnue de plusieurs semaines. Beaucoup de découvertes réelles ont été faites en courant après des chimères, et peut-être que Hahn courut de la même manière l'idée primitive des inventions auxquelles il doit sa réputation. Parmi ces inventions dont l'exécution se trouvait indéfiniment ajournée, vu la pauvreté de l'inventeur, il y avait un instrument propre à donner la longitude en mer, et un char mu par la vapeur. Depuis long-temps Hahn avait abandonné la peinture. On a conservé de lui quelques portraits estimés sous le rapport de la ressemblance. Le préjudice que la préparation des couleurs causait à sa santé ne lui permit pas de continuer à cultiver cet art. Toutefois le sort du ministre évangélique n'eut besoin à la fin, pour s'améliorer, que de l'aide du mécanicien. L'idée d'une machine propre à figurer les phénomènes de notre système solaire et les mouvements de tous les corps célestes, l'avait une fois fortement préoccupé; l'aisance et les loisirs de sa résidence à Gossnettingen lui permirent de l'exécuter. Le premier essai de cet appareil monographique fut en bois; quelque temps après il substitua le fer et le cuivre à la matière d'abord employée. Le résultat fut d'autant plus satisfaisant, que les irrégularités de la conception primitive avaient été corrigées avec soin. La machine de Hahn parut extraordinaire, tant par sa complication que par la manière régulière dont elle fonctionnait. Le duc de Wurtemberg se l'étant fait montrer, en demanda une copie, mais dans de plus grandes dimensions. La bibliothèque publique de Louisbourg renferme aujourd'hui cette copie; le modèle a été détruit par l'inventeur lui-même. Après avoir été généreusement récompensé pour son travail, Hahn reçut l'offre d'une chaire de professeur, et sur son refus, on le nomma ministre à Korbstein. L'aisance plus grande dont il a joui à partir de cette époque, lui a facilité l'exécution de beaucoup d'autres inventions parmi lesquelles on cite une machine arithmétique très ingénieuse. L'art de l'horlogerie est aussi beaucoup perfectionné par les travaux de Hahn; et les mémoires qu'il a composés sur cette matière peuvent toujours être consultés avec fruit. Outre les écrits dans lesquels il a traité de ses machines et de ses cadrans, on a de lui une traduction en allemand, avec commentaires, du *Nouveau Testament*, quatre volumes de *Mélanges théologiques*, un *Recueil de sermons* pour toute l'année, etc. Il paraît que la puissance d'imagination qui le servit si heureusement en fait de mécanisme, contribua au contraire à l'égarer lorsqu'il se livra à la polémique théologique, et ses biographes rapportent qu'il lui est arrivé d'en courir à cet égard des censures supérieures. Les bibliothèques les plus considérables de Paris ne possèdent rien de Hahn. Plusieurs fois ce même nom de Hahn est inscrit sur le catalogue de la bibliothèque du roi, mais on y cherche en vain Philippe-Mathieu. On a lieu d'être surpris aussi de ce que les ouvrages les plus complets qu'il est d'usage de consulter en France sur l'histoire des sciences physico-mathématiques ne le mentionnent aucunement. Hahn est mort le 3 mai 1790. Les instruments de son invention transportés en Angleterre y ont été vendus à des prix très élevés.

**HAILLY** (CHARLES-FRANÇOIS-FERDINAND DE PRUD'HOMME, vicomte de NIEUVARD n'), issu d'une ancienne famille de Flandre, naquit à Paris, le 15 janvier 1746. Son père n'était pas domicilié en France; c'était par suite d'événements politiques que sa mère fit ses couches à Paris. Au sortir du collège de Louis-le-Grand, d'Hailly retourna dans sa patrie. Il entra alors au service d'Autriche, sous le règne de Marie-Thérèse, et fut nommé lieutenant au corps du génie. Les mathématiques dont il avait fait une étude approfondie, lui assurèrent dans cette arme la carrière la plus brillante; malheureuse-

ment les ingénieurs avaient presque toujours pour garnison les forteresses de la Hongrie, de la Transylvanie et du Banat. Cette monotonie ne pouvait convenir à l'âme active d'Hailly; il voulut suivre une autre carrière. Reçu au bureau dans l'ordre de Malte, il résolut d'aller offrir ses talents et son génie au grand maître. Il obtint pour prix de ses services une commanderie située en France, qu'il échangea peu après contre celle de Vaillancourt près de Nevelles; chargé des affaires de son ordre près la cour des Pays-Bas, comme ministre plénipotentiaire, il se fixa alors dans sa patrie. Les occupations de sa place ne lui prenaient pas tous ses moments; il eut les employer plus utilement: livré entièrement à l'étude des hautes sciences, il fut bientôt compté parmi les plus savants mathématiciens. En 1769, on forma à Bruxelles, sous les auspices du comte de Cobenzel, alors ministre de Marie-Thérèse, une réunion d'amis des lettres, qui prit le nom de société littéraire, et qui obtint bientôt après, du gouvernement, le titre d'académie. Cet établissement dans lequel les sciences exactes devaient tenir un haut rang, attira l'attention de d'Hailly, et désirant y être admis, il composa deux mémoires, dont le premier était: *Sur les courbes qui décrivent un corps qui s'approche ou s'éloigne en raison d'un point qui parcourt une ligne droite*; et l'autre: *Sur la manière de trouver un facteur qui rende une équation différentielle complète, lorsque ce facteur est le produit de deux fonctions qui contiennent chacune une seule variable*. L'académie accueillit avec transport un candidat qui s'offrait à elle avec tant d'avantages, et elle eut à s'en féliciter, car ces premiers mémoires furent pleinement suivis de beaucoup d'autres, tous tendant à la perfection des mathématiques. Bientôt après les suites de la révolution françaiseurent perdre à d'Hailly sa fortune et son existence politique. Se résignant aux privations, il cultiva les sciences avec plus d'ardeur qu'il ne l'avait jamais fait. Il publia peu de temps après ses *Mélanges mathématiques*, en deux parties; puis le *Supplément de ces mélanges*. Il fit encore à cette époque son *Essai sur la théorie du raisonnement*, ouvrage du premier ordre. D'Hailly n'avait eu, en le commençant, que le dessein de faire quelques notes sur la logique de Condillac. Bientôt son essai devint un ouvrage didactique, et un des plus clairs que nous ayons sur cette matière si abstraite et si controversée. Dès que l'Institut de France fut créé, d'Hailly y fut appelé comme membre correspondant. Il lui paya son tribut par deux mémoires, l'un contenant la solution d'un problème présenté par d'Alembert, et l'autre ayant pour objet l'équation générale des polygones réguliers. Il fut, plus tard, nommé membre de l'Institut des Pays-Bas, classe des mathématiques. Il était aussi des académies de Zelande et de Stockholm. Dans sa soixantième année, en 1806, il résolut de varier ses occupations et de se créer des études nouvelles. Tourmenté de ne connaître les philosophes grecs, pour ainsi dire, que sur parole, il se remit à l'étude de la langue grecque dont il n'avait conservé que quelques légères souvenirs, restes de sa première éducation. En peu de temps le grec lui devint si familier qu'il put écrire avec facilité en cet idiome, sur tous les sujets qu'il voulait traiter. Le philosophe qui attira le plus son attention, fut Platon; il en a laissé un exemplaire dont les marges sont chargées de notes et remarques savantes, écrites de sa main en grec ancien. D'Hailly ne s'était pas tellement borné à l'étude des mathématiques et de la philosophie qu'il perdit entièrement de vue les autres branches de littérature. Il a publié un volume intitulé: *Un peu de tout*, et qui prouve qu'il aurait pu réunir dans plus d'un genre. Cependant la poésie ne pouvait jamais trouver grâce devant lui, et le nom de poète le blessait; ce n'est pas qu'il n'ait fait lui-même des vers, mais ils sont en grec et en latin. D'Hailly fut nommé par le roi des Pays-Bas, chambellan et membre des états-généraux; il eût reçu en outre la croix du lion belge, mais l'ordre de Malte ne permettait pas à une décoration étrangère de se placer auprès de la sienne, il ne put l'accepter. Dans le sein de l'assemblée des représentants de la nation, il eut plusieurs fois l'occasion de faire entendre sa voix. En 1823,

d'Hailly signala la réinstallation de l'académie des sciences et belles-lettres de Bruxelles par de nouveaux membres, dont le premier est intitulé : *In Platonis opera et scientiam interpretationem animadversiones*. On voit par cette dissertation qu'il voulait rassembler ses diverses observations sur ce philosophe, et rétablir dans sa pureté le texte original souvent corrompu par la négligence et l'ignorance de copistes tels que Ficino. Plus tard, lorsque le gouvernement des Pays-Bas créa la nouvelle université de Louvain, d'Hailly fut nommé un des professeurs. Sa vieillesse fut mâle et belle : il mourut à Bruxelles, le 30 août 1827, à l'âge de quatre-vingts ans et demi.

HALLER (CHARLES-LOUIS DE), ci-devant membre du état souverain de Berne, professeur à l'université de cette ville, et membre suppléant du tribunal d'appel et de l'administration municipale, y est né le 7 août 1768. Son père, Gottlieb-Emanuel de Haller, membre du état souverain de Berne et bailli de Rolle, est connu par son important ouvrage intitulé : *Bibliothèque de l'histoire de la Suisse*. Ch. de Haller a dit, dans une brochure intitulée : *Lettre de M. Ch.-L. de Haller à sa famille, pour lui déclarer son retour à l'église catholique, apostolique et romaine*, Paris, 1821, qu'il était peu instruit, et que son éducation avait été négligée. En 1800, il avouait qu'il ne connaissait pas d'autre religion que la religion naturelle qu'il avait inventée lui-même. Dès que la constitution aristocratique de Berne fut changée en une constitution républicaine, M. de Haller quitta sa patrie, et se figura qu'il était indispensablement nécessaire de former une association pour s'opposer aux associations révolutionnaires qui, selon les assertions de Barruel, se répandaient partout en secret. Il crut d'abord que l'association à former ne devait être que spirituelle, et adopta le principe, qu'il croyait d'ailleurs directement inspiré par Dieu même, que le maître est plus que le serviteur, et le prince plus que les sujets. « C'est ce principe, dit-il, qui a fait naître son ouvrage destiné, comme il l'espère, à opérer la restauration de l'Europe. » Cet ouvrage fameux porte le titre de *Restauration de la science du gouvernement, ou théorie de l'état social naturel de l'homme, opposée à la chimère de son état civil artificiel*, Winterthur, 1816-1820, 4 vol. Comme les Baumstamm et les Mackenzie, il défend dans cet écrit le droit divin des souverains et de l'aristocratie, et rejette la doctrine des constitutions civiles ; puis, descendant tout gouvernement, c'est à dire le pouvoir absolu et l'obéissance absolue, de la supériorité et de l'indépendance, il n'admet que trois espèces de monarchies : les héréditaires et féodales, les militaires, et les théocratiques ou ecclésiastiques. Le système de M. de Haller repose sur cette fiction que, lorsque ce monde était recouvert à tous, des hommes forts et sages y ont pris possession chacun de certaines régions, et par là l'ont rendu leur propriété éternelle, exclusive et légale ; et que, si d'autres hommes moins sages veulent y vivre, ils doivent se soumettre aux conditions que leur imposent les hommes doués de facultés intellectuelles supérieures, en leur qualité de premiers occupants. La puissance ecclésiastique doit être absolue parce que la conscience et la religion sont partout les mêmes : elle doit de plus être universelle, et posséder des biens fonds pour pouvoir maintenir son indépendance. Cette théorie de restauration, exposée avec une grande sagacité qui cependant n'en déguise pas les erreurs fondamentales, fut accueillie avec enthousiasme par un certain parti qui exerçait une grande influence sur les affaires ; mais d'un autre côté les critiques pleuvaient sur l'ouvrage de M. de Haller. La plus spirituelle réfutation qui en ait été faite est celle de son compatriote, le docteur Frenler ; elle est intitulée : *Le prince et le peuple, d'après les doctrines de Burckhardt et Milton*, Arau, 1821. M. de Haller trouva l'opposition spirituelle, qu'il cherchait contre l'esprit révolutionnaire des Français, dans l'église catholique, et il soutenait que ce qui dans l'histoire générale de l'humanité s'accordait avec sa théorie, avait été résolu et fait par la providence, et était, par conséquent, valable et divin. Au contraire, tout ce qui n'était pas conforme à sa théorie, comme, par exemple, le protestantisme, il le qualifiait d'impie.

Malgré cette opinion, M. de Haller jugea à propos de conserver sa place de professeur d'histoire à l'université protestante de Berne. Il avoua, à cette époque, que la beauté des églises catholiques avait toujours élevé son âme à des méditations religieuses, mais que la simplicité des églises réformées, et la sécheresse du service protestant l'aurait toujours éloigné de celles-ci ; que, dès 1608, il était catholique de cœur, et protestant seulement de nom. Dans l'automne de 1818, il entreprit, pour des affaires particulières, un voyage, par Rome, à Naples où un abbé français l'excita vivement à entrer dans la communion qu'il reconnaissait pour légitime. Mais M. de Haller ne voulait pas alors faire un changement public de religion, dans l'espoir que le quatrième volume de sa *Restauration* ferait un plus grand effet, s'il paraissait sorti d'une plume protestante. Vers la fin 1819, il apprit d'un nouveau converti, le feu prince Adolphe de Mecklembourg-Schwerin, qu'on peut être catholique en secret, et obtenir à cet effet des dispenses de tous actes extérieurs ; et qu'un grand nombre de protestants se trouvaient dans ce cas. L'évêque de Fribourg lui confirma l'exactitude de ces renseignements. A la même époque, en 1820, étant encore protestant, il publia son ouvrage sur la constitution des cortès, dans lequel il recommande l'inquisition, la torture, etc., et repousse toutes les constitutions connues, comme le poison des monarchies ; toutefois en approuvant ce seul article de celle d'Espagne, qui interdit l'exercice de tout autre culte que le catholicisme romain. Après avoir fait paraître, en août 1820, le quatrième volume de la *Théorie de la restauration*, qui renferme une apologie pouspée de la religion catholique, il choisit avec une grande circonspection le lieu et le jour pour embrasser ce culte. L'évêque se rendit, le 17 octobre 1820, sous le prétexte de faire une visite, chez M. Boccadà di Jrscheoy ; M. de Haller fit sa profession de foi et devint catholique en secret. Il resta néanmoins membre du conseil des deux cents et professeur ; bien que ces charges lui imposassent le devoir d'appartenir à l'église réformée. Interrogé par ses parents sur les bruits qui couraient sur son compte, il répondit qu'il n'observait pas le rit de l'église catholique. Il fit alors un voyage à Paris, et, pendant son absence, quelques journeux suisses racontèrent le fait et les circonstances de sa conversion. Dès lors il publia lui-même ses opinions religieuses dans la lettre ci-dessus citée, et se démit des places qu'il ne pouvait plus occuper, étant connu pour catholique. Mais, dès le 7 mai 1821, le grand conseil de Berne, sur la demande du petit conseil, l'avait déjà suspendu de ses fonctions, à cause de sa conversion au catholicisme, et, le 7 juin suivant, il fut rayé du tableau des membres du grand conseil, et déclaré incapable d'être réélu. Il faut remarquer ici que M. de Haller, après avoir fait le serment de converti, suivant la profession de foi de Pie IV, avait renouvelé, en décembre 1820, comme protestant, son serment de fonctionnaire public, sans annoncer au gouvernement qu'il eût changé de culte. Pour prouver que sa destitution n'a pas eu pour cause sa conversion, mais uniquement la violation de l'article 11 du concordat de la confédération helvétique, on peut citer que depuis la réunion de l'évêché de Bâle au canton de Berne, il y a quinze membres catholiques dans le grand conseil ; mais ce sont des hommes généralement connus pour appartenir à ce culte, et ils ne se chargent pas de fonctions qui ne peuvent être exercées que par des protestants. Le frère de M. de Haller se retira du conseil immédiatement après la destitution de celui-ci, qui yit actuellement à Paris, où il a été pendant long-temps collaborateur du *Journal des débats*, avec son ami M. de Bonald. En 1824, il fut attaché au ministère des affaires étrangères de France, en qualité de publiciste, place qui, avant lui, avait été occupée par un Allemand, M. H. Rosenstiel. Le 4 novembre de la même année, il obtint de Charles X l'autorisation de s'établir en France avec jouissance des droits civils. Depuis cette époque, il a donné le sixième et dernier volume de sa *Restauration de la science du gouvernement*, Winterthur, 1825 ; le cinquième volume, qui complètera l'ouvrage, est annoncé



en Allemagne comme devant paraître incessamment. Dans ce système de la restauration de gouvernements ecclésiastiques, universels et absolus, et de gouvernements temporels particuliers, il y a cela de singulier que M. de Haller accorde aux sujets certains droits contre leurs gouvernements, et nonnément un droit coactif de se faire protéger (vol. II, chap. 41); qu'il n'admet point de pouvoir arbitraire en matière d'imposition et de conscription, quels que soient d'ailleurs les besoins de l'état; qu'il accorde aux sujets la faculté de s'aider eux-mêmes (vol. I, page 806), d'entraîner des hommes armés (vol. II, chap. 18), et qu'il se déclare contre toute intervention dans les affaires domestiques. On a un examen des doctrines de M. de Haller, par le grand bailli Henri Ersch, intitulé: *De la philosophie du droit public par rapport à la restauration projetée par M. de Haller, et quelques observations préliminaires sur sa conversion à la foi catholique, et sur sa destitution*, etc., Zurich, 1821. Comme M. de Haller a attaqué l'église protestante, et soutenu que le protestantisme même droit aux révolutions, un très grand nombre d'ouvrages ont paru dans l'Europe protestante, pour démontrer que ses assertions étaient dénuées de fondement. Parmi ceux-ci, on distingue surtout celui de M. Krug, intitulé: *Apologie de l'église protestante*, 2<sup>e</sup> édit. Leipzig, 1821, et celui de M. Fyschermir, intitulé: *La conversion de M. de Haller à la foi catholique, apostolique et romaine*, Leipzig, 1821. Feu le général, marquis de Langalerie, qui, en 1811, à Francfort-sur-l'Oder, avait abjuré le catholicisme, et s'était fait protestant, a publié en 1831, à Leipzig, une *Réponse à la lettre de M. de Haller*.

**HAMELSVELD** (**HERAND VAN**), théologien hollandais, naquit à Utrecht en 1743. Il étudia dans l'université de cette ville, et y fut reçu docteur en théologie en 1765. La thèse qu'il soutint en cette occasion était intitulée: *De moribus antediluvianis*. Pasteur de Goes, en Zélande, quelques tracasseries le forcèrent de résilier son bénéfice, et il retourna dans sa ville natale, où, en 1784, il fut nommé professeur de théologie. Il prit possession de son siège par une harangue académique, dont le sujet était l'état présent du christianisme, et ce qu'on en devait espérer ou craindre, imprimée sous ce titre: *De statu rei christianae hodiernae, facti an sitis*, Utrecht, 1784, in-4°. En 1787, la révolution qui rétablit l'autorité du stathouder, força Hamelsveld de quitter sa chaire à cause de la part qu'il avait prise aux affaires publiques dans un sens opposé à celui du parti vainqueur. Il s'établit alors à Leyde avec son fils unique qui continuait ses études, et s'occupa de travaux littéraires. La réaction de 1795 ayant renversé le parti du stathouder, Van Hamelsveld présida le club populaire de Leyde, et fut nommé membre de la convention nationale, dans laquelle il prononça plusieurs discours remarquables. On distingue surtout celui qui avait pour objet les droits politiques des Juifs en Hollande. N'ayant pas été réélu, il retourna à ses études, et alla s'établir à Amsterdam où il mourut le 9 mai 1812. Il était très érudit, connaissait plusieurs langues anciennes et modernes, et travaillait avec une grande facilité. Il a laissé beaucoup d'ouvrages dont nous ne citerons que les principaux: 1° *Introduction aux livres de l'Ancien Testament*, traduit de l'allemand d'Eichhorn, Utrecht, 1789, 3 vol. in-8°; 2° *Géographie de la Bible*, Amsterdam, 1790, 6 vol. in-8°; 3° *Essai sur les mœurs de la nation hollandaise à la fin du 18<sup>e</sup> siècle*, 1791, in-8°; 4° *Histoire de la Bible*, Amsterdam, 1797, 3 vol. in-8°; 5° *Histoire générale de l'Eglise chrétienne, continuée par le professeur A. Ypers*, 1799-1819, 26 vol. in-8°. Le premier volume a paru à Harlem. Cet ouvrage jouit d'une grande estime: 6° *La sainte Bible*, traduite en hollandais, avec des commentaires, Amsterdam, 1803, 10 vol. in-8°. Quoique cette nouvelle traduction soit estimée des savants, elle n'est point reçue dans les églises hollandaises où on continue de se servir de la traduction moins élégante qui fut faite par ordre du synode de Dordrecht en 1618; 7° *Histoire des Juifs, depuis la destruction de la ville et du temple de Jérusalem jusqu'à nos jours*, 1807, in-8°. Cet ouvrage est le complément de celui de Prideaux; l'histoire des Juifs modernes y est parfaitement exposée. Les autres ou-

vrages d'Hamelsveld sont: un bon *Abrégé de l'histoire romaine* de Stuart, des *Sermons*, plusieurs volumes de théologie, la traduction de la *Bibliothèque orientale* de Michaëlis, celle de l'*Histoire universelle* de Schœck, et un grand nombre d'autres traductions de l'anglais, de l'allemand et du français.

**HAMELYNALE**, *Foyer* JAY DE LA HAMELYNALE.

**HAMILI**, *Foyer* ABUL-HAMID, ou *Supplément*.

**HAMILTON** (GILLIAM-GIBSON), naquit en 1729, et fit ses études à Winchester, et ensuite à l'université d'Oxford. Il se proposait d'étudier les lois; mais la mort de son père, avocat écossais, arrivée en 1754, changea ses projets. Il résolut d'entrer dans la carrière parlementaire, et dans le courant de cette même année, il réussit à se faire nommer membre de la chambre des communes. Son début, en novembre 1755, fut des plus brillants, et le discours qu'il prononça dans cette session excita le plus vif enthousiasme. Malgré ce succès, Hamilton garda longtemps le silence, peut-être dans la crainte de compromettre sa réputation. En 1756, Henri Fox, alors le ministre le plus influent du cabinet, le fit nommer l'un des membres du département du commerce, emploi qu'il occupa pendant cinq ans, au bout desquels il accompagna en Irlande le comte d'Halifax, nommé lord-lieutenant de cette île, en qualité de son premier secrétaire. Pendant l'administration de ce gouverneur, Hamilton eut plusieurs occasions de déployer ses talents et son éloquence en soutenant devant le parlement irlandais les mesures du gouvernement. Ayant éprouvé quelques désagréments de la part du comte de Northumberland, qui succéda à Halifax, il donna sa démission, et revint en Angleterre, en 1758. Il continua à siéger au parlement pendant trente-trois ans, mais il n'y prit plus la parole. Depuis 1768 jusqu'en 1784, il remplit la place de chancelier de l'échiquier en Irlande. Il mourut à Londres, le 16 juillet 1796. Quelques personnes le soupçonneraient d'être l'auteur des *Lettres de Junius*; mais de toutes les conjectures qu'on a faites à l'égard de cet ouvrage remarquable, celle qui attribue à Hamilton est une des plus gratuites. M. Malone a recueilli en un volume in-8°, publié à Londres en 1808, une partie des œuvres de Hamilton, sous le titre de *Logique parlementaire*. Il est assez singulier que le premier discours de cet orateur, qui produisit dans le temps un si grand effet, ne se trouve pas dans ce recueil: il paraît qu'on n'a pas pu en procurer une seule copie. Dans sa jeunesse, et étant encore à l'université, Hamilton publia, en 1750, in-4°, des *Œuvres poétiques* dont il ne fut tiré qu'un petit nombre d'exemplaires. On assure qu'elles ont du mérite.

**HAMILTON** (LADY MARY) fille de lord Melville et Leven, l'un des seigneurs d'Ecosse, naquit à Edimbourg, en 1737. Cette dame, l'une des plus aimables et des plus belles personnes de la cour d'Angleterre, épousa en premières noces le docteur James Walker, et elle eut pour second mari, Georges Hamilton de la Jamaïque, auquel elle eut encore la douleur de survivre. On a de cette dame, dont la fille, miss Isabelle Hamilton, a épousé M. Jouy, de l'académie française, quelques romans qui ont eu un succès flatteur: ce sont: 1° *Le monastère du village*; 2° *Le marquis de Loxun*; 3° *La duchesse Duerham*; 4° *La duchesse de Popoli*. La famille de lady Hamilton conserve un ouvrage manuscrit de cette dame, intitulé: *Marion*. C'est un épisode tiré de la vie de J. J. Rousseau. Marion est la servante qui accusa d'avoir dérobé le ruban que lui-même avait pris. On regarde ce roman comme le meilleur des ouvrages de lady Hamilton.

**HAMILTON** (GAY), peintre anglais assez estimé, et issu d'une famille ancienne, est né à Lanark, en Ecosse. Des ses premières années, il montra des dispositions et un penchant irrésistible pour la peinture. Ses parents l'envoyèrent fort jeune à Rome étudier la dessin, sous les yeux et d'après les leçons d'Augustin Massacchi. Là, il vint au milieu des chefs-d'œuvre de l'Italie, et soutenu des conseils de son maître, Hamilton parvint bientôt à se faire distinguer de ses émules. Parmi les meilleurs tableaux qu'il composa, et qui furent très grand par le célèbre Canova, on doit compter Hélène et Pâris; Andromaque pleurant la mort d'Ec-

tor; Achille s'attachant au corps de Patrocle, et refusant les consolations des chefs de l'armée grecque. Hamilton se fit plutôt remarquer dans ses compositions par le choix de son sujet que par la pureté de son dessin et par la vigueur de son coloris. Il a rendu peut-être de plus grands services à l'art en consacrant la dernière partie de sa vie à la recherche des monuments de l'antiquité. Ce goût lui avait été inspiré par l'étude des lettres grecques et romaines dont il possédait la haute intelligence. Chargé à plusieurs reprises de diriger les fouilles ordonnées en divers endroits des états romains, à Velletri, à Civita-Vecchia, à Tivoli et à Ostie, ses recherches furent presque toujours heureuses. Il découvrit plusieurs statues, des bustes et des bas-reliefs d'un très grand prix, qui ont enrichi plusieurs cabinets en Russie et en Allemagne, et la collection du Musée Constantin. On a de lui un ouvrage intitulé : *Skula d'aria pictura*, ouvrage in-folio, orné de quarante-une planches, imprimé et publié à Rome en 1773. Ce volume fait partie de la collection Piranesi; c'est l'histoire de l'école italienne depuis Léonard de Vinci jusqu'aux successeurs des Carraches. Hamilton mourut à Rome, en 1797, de la frayeur que lui causa, dit-on, l'entrée des Français dans cette ville.

**HARDENBERG** (FATISAC DE), célèbre auteur allemand, connu sous le nom de *Novalis*, naquit le 2 mai 1772, dans la terre de Wiedersiedt, appartenant à sa famille, et située dans le comté de Mansfeldt, en Saxe. Après avoir reçu la première éducation dans la maison paternelle, il passa une année chez un de ses oncles, habitant de la petite ville de Lucklum, près de Brunswick, fréquenta le gymnase d'Eisleben, et étudia la philosophie à l'université de Iéna, et le droit à celles de Leipzick et de Wittemberg. Destiné au barreau, il se rendit à Tennstedt, pour y apprendre la pratique de la procédure. En 1797, il changea d'avis et accepta une place d'assesseur à la direction des salines de Weisenfels, sans, pour cela, abandonner les études qu'il avait cultivées jusqu'alors. Ayant perdu, vers la fin de cette année, sa fiancée, il se démit de sa place, et pour se distraire, alla fréquenter l'académie des mines de Freiberg. En 1799, il revint à Weisenfels, et y fut renommé assesseur aux salines; à cette époque, il se lia d'amitié avec les deux frères Schlegel, et avec Louis Tieck. Jouissant d'une grande fortune, possédant des connaissances très variées, aimé d'une jeune personne qu'il adorait, et uni par une étroite amitié avec les hommes les plus distingués de l'Allemagne, le jeune Hardenberg voyait la plus belle perspective s'ouvrir devant lui, lorsqu'une mort prématurée et subite vint le frapper à l'âge de vingt-neuf ans, en 1801, et peu de jours après avoir été nommé prévôt en Thuringe. Il expira chez ses parents, et entre les bras de son ami intime, Frédéric Schlegel. Hardenberg était versé dans la jurisprudence, les sciences naturelles, les hautes mathématiques et la philosophie; mais la poésie prédominait chez lui. Aussi l'imagination joue-t-elle le principal rôle dans ses œuvres, qui, malheureusement, ne sont pour la plupart que des fragments ou des indications de ce qu'il avait l'intention d'exécuter un jour. Tous ses écrits portent le cachet d'un vif amour pour la religion chrétienne, et se distinguent, tant au fond que dans la forme, par une noble simplicité. On regrette généralement en Allemagne que son roman *Henri d'Ofterdingen*, dont Louis Tieck a fait connaître quelques épisodes, soit resté inachevé. Hardenberg avait l'intention de composer six romans, et d'y exposer ses idées sur la physique, la vie civile, le commerce, la politique et l'amour. Il n'en a terminé qu'un seul : *Les disciples de Saïs*, qui a pour objet la physique. Celui de ses ouvrages dont il fut le plus satisfait lui-même, c'était un *Recueil d'hymnes à la nuit*, poésies délicieuses où la belle ame de l'auteur se révèle dans toute sa pureté. Il a fait des cantiques qu'on regarde comme ce que la littérature allemande possède de plus sublime dans ce genre. A ces chants religieux qui étaient destinés à être publiés comme livre de prières à l'usage des églises réformées, l'auteur s'était proposé de joindre des sermons sur divers points de controverse. Les *Œuvres de Hardenberg* qui ont été publiées sous le nom supposé de *Novalis*, Berlin, 1816, deux volumes in-8°,

sont actuellement à leur troisième édition. Le premier volume renferme ses poésies; le second contient *Les disciples de Saïs*. Le projet du roman de *Henri d'Ofterdingen*, et le plan d'une espèce d'ouvrage encyclopédique qui aurait eu pour but de rapprocher certaines idées et expériences puisées dans les différentes sciences, de manière à les expliquer les unes par les autres.

**HARDING** (CHARLES-LOUIS) célèbre astronome, né à Brême, vers 1775, y professait la philosophie et était inspecteur à l'observatoire de Lilienthal, situé près de la même ville, quand son nom devint tout à coup fameux par la découverte de Junon, l'une des quatre nouvelles planètes télescopiques. Cette découverte eut lieu en 1803. M. Harding s'occupait de la publication de cartes célestes qui devaient contenir toutes les petites étoiles de l'histoire céleste française, afin qu'on pût reconnaître facilement les deux planètes télescopiques, Cérès et Pallas, découvertes, la première, au commencement de ce siècle, par Piazzi, et la deuxième, en 1802, par Olbers. Pour rendre ces cartes plus complètes, M. Harding les comparait avec le ciel, afin d'y découvrir les étoiles qui auraient pu lui échapper. Le 1<sup>er</sup> septembre, il vit une étoile de huitième grandeur qui n'était pas dans l'histoire céleste; il la dessina, d'après sa configuration, avec les petites étoiles environnantes. Le 4 septembre, il compara de nouveau ses cartes avec le ciel, et, à son grand étonnement, l'étoile qu'il avait observée le 1<sup>er</sup> septembre avait disparu; en même temps, il en aperçut une autre, vers l'ouest et le sud, qu'il n'avait pas vue le 1<sup>er</sup> septembre. Il soupçonna que l'étoile vue ce jour avait un mouvement propre, et des observations exactes, faites le 5 et le 6, confirmèrent ce soupçon. Depuis, plusieurs astronomes ont vu cette planète, et ont calculé ses éléments qui ont été rapportés pour la première fois dans l'Exposition du système du monde par Laplace. Cette découverte ouvrit à M. Harding les portes de différentes académies : la société royale des sciences de Londres, l'institut de France, et l'académie des sciences de Göttingue se l'associèrent. Plus tard, cette dernière société le recut au nombre de ses membres titulaires, et l'institut lui décerna, dans sa séance du 25 germinal an 13, le prix fondé par La Lande, pour le meilleur ouvrage d'astronomie. La même année il fut appelé à Göttingue pour y professer l'astronomie, et diriger l'observatoire, devenu célèbre par les travaux de Tobie Mayer, emploi dont il s'acquitta depuis vingt-cinq ans, avec autant de sèle que de talent. Sans prétendre rien diminuer de la gloire que M. Harding a acquise par sa célèbre découverte, nous devons rappeler ici que deux illustres savants, Kepler et Herschell, l'avaient pressenti. Kepler s'était demandé pourquoi il n'y avait que cinq planètes; il crut en avoir trouvé la raison. Le but assez bizarre de son premier ouvrage, qu'il appela *Prodrome ou Système cosmographique*, était de prouver que le créateur, en arrangeant l'univers, avait pensé aux cinq corps réguliers inscriptibles dans la sphère : pour satisfaire à ses idées de proportion, il avait osé soupçonner une planète entre Mercure et Vénus, et une autre entre Mars et Jupiter. Il pensait que leur appétit était peut-être la seule cause qui les avait fait demeurer inconnues. Ce passage à l'air d'une prophétie; telle est en effet la raison qui a si longtemps retardé la découverte de Cérès, Pallas, Junon et Vesta. Quant à Herschell, aussitôt après la découverte de Cérès et de Pallas, il publia les recherches qu'il avait faites sur ces planètes, et en proposant de donner le nom d'astéroïdes à ces corps planétaires, dénomination qui fut adoptée, il annonça qu'ils se multiplieraient par la suite, comme cela est arrivé par la découverte de Junon et de Vesta. M. Harding a peu écrit; les *Mémoires de la société royale des sciences de Göttingue* sont le seul recueil où l'on trouve de ce savant quelques mémoires sur des questions de mathématiques; ils sont de peu d'étendue.

**HARLES** (THEOPHIL-CHRISTOPHE), naquit à Culmbach, royaume de Bavière, en 1738. En 1764, il fut nommé adjoint à la faculté de théologie d'Erlang; l'année suivante, il occupa la chaire de littérature

grecque et orientale, au gymnase de Cobourg, et en 1770, il revint à l'université d'Erlang, avec les titres de directeur du séminaire philologique, de bibliothécaire et de professeur d'éloquence et de poésie. Il mourut le 3 novembre 1815. Il a laissé une foule d'ouvrages sur la littérature ancienne; le premier est une dissertation *De praeconum apud Graecos officio*, 1764. Il donna successivement depuis, les dissertations suivantes: *De paedantismo philologico*; *de Galantismo aesthetico et philologico*, Cobourg, 1765-1768, et les *Vies des philologues latins*, Brême, 1770, 5<sup>e</sup> édition. Cet ouvrage offre beaucoup d'intérêt. *L'opusculum varii argumenti*, Halle, 1773, est un recueil terminé par une dissertation sur le danger de mettre Phèdre entre les mains de la jeunesse. M. Boinvilliers, qui a rédigé l'article Harles de la *Biographie universelle*, trouve cette idée raisonnable, mais il est permis de la trouver bien ridicule. On doit à Harles des éditions de Cornelius Nepos, des *Ferrines* de Cicéron, de Valerius Flaccus, du Colutus joint au Plutus d'Aristophane, du dialogue de *Orators*, de Bion et Moschus et de Thénocrite. M. Boinvilliers traite bien sévèrement tous ces travaux, et ne fait pas même de grâce au Théocrite. M. Gail le jugeait différemment, et on nous permettra de préférer cette autorité à celle de M. Boinvilliers. On a encore de M. Harles une édition du discours de Démosthène, *pro corone*, Leipsick, 1803. Elle contient les notes de Taylor, de Markland, de Risko. *Anthologie grecque*, recueil à l'usage des écoles; *Anthologie latine*; une édition de la *Bibliothèque grecque*, de Fabricius, Hambourg, 1790, 1812. Il en a donné douze volumes, et cet ouvrage eût suffi pour lui assurer un nom. Il a fait réimprimer aussi les dissertations de Tirwhit sur Gabrias, ses conjectures sur Strabon, les opuscules de Schwartz, et les remarques historiques de Perizonius, ouvrages assez rares. Il connaissait à fond l'histoire littéraire et la bibliographie. On regarde ses *Introductions à l'histoire de la littérature grecque et romaine* comme de savantes compilations. Il travailla quelque temps à la *Gazette de Cobourg*, 1765-1766. En 1781, il donna deux tomes du journal de Nuremberg, *Kritische nachrichten*, et, malgré tant de travaux, il trouva le temps de donner au monde savant ses neuf belles *Dissertations sur la bibliothèque aradémique d'Erlang*, Erlang, 1800-1809, et ses quatre *Programmes* sur l'histoire de l'académie Frédéric-Alexandrine, connue sous le nom d'un versité d'Erlang, et fondée en 1745 par Frédéric, margrave de Bareith.

HARREL, ancien commandant du château de Vincennes, avait été chef de bataillon, et se trouvait destiné à l'époque de la conjuration de Cerracchi. Il se lia avec celui-ci, et avec Aréna, Topino Lebrun et Demerville, et ils formèrent de concert le projet de tuer le premier consul. Mais Harrel avait aussitôt le révéler à M. de Bourrienne, qui l'engagea à suivre cette conspiration, et qui lui donna de l'argent pour en faciliter les moyens. Aréna et ses complices furent arrêtés par les soins de cet agent provocateur, et pour le récompenser, il fut rétabli sur les cadres de l'armée, et nommé commandant de Vincennes. Il était destiné à y être témoin d'une sanglante catastrophe. Le duc d'Angoulême, dont Harrel avait épousé la sœur de lait, fut amené à Vincennes et fusillé. Harrel assista à l'exécution; il portait à la main la lanterne qu'on a supposé avoir été attachée sur la poitrine du prince, et qui ne servit seulement qu'à faciliter au greffier la lecture de la sentence. Harrel ne conserva pas longtemps un poste qui lui avait été donné pour prix d'une trahison: il fut remplacé dans ce commandement par le général Daumesnil et admis à la retraite. On ignore ce qu'il est devenu depuis.

HASSAN PACHA (Gazi), grand-amiral et grand-vizir ottoman, né vers 1720, en Perse, suivant l'opinion la plus commune, fut enlevé dans son enfance par un parti turc, et vendu à un habitant de Rodosto chez lequel il passa la plus grande partie de sa jeunesse. Ayant tué un de ses camarades à la suite d'une querelle, il s'enfuit à Alger. Il s'enrôla dans les troupes de cette régence, et son intelligence ainsi que sa bravoure dans plusieurs combats contre les tribus rebelles, lui valurent en peu de temps le commande-

ment des troupes d'Alger, et le gouvernement de Tremex-en. Les richesses et la rapide élévation du nouveau bey irritèrent l'envie, et une faction puissante, dont le chef était le parent du dey, eut le crédit de faire dépouiller Hassan de ses biens et de ses dignités. Réfugié en Espagne, selon les uns, prisonnier des Espagnols, selon les autres, Hassan fut présenté au roi Charles IV qui lui donna les recommandations nécessaires pour se rendre à Constantinople où il arriva en 1760. Il fut aussitôt réclamé auprès du divan par les envoyés d'Alger, et jeté dans un cachot. Rendu à la liberté par les soins des ambassadeurs de Naples et d'Espagne, le grand-vizir lui offrit le commandement d'une frégate, que Hassan accepta. Il était vice-amiral en 1768, lorsque la guerre éclata entre la Russie et la Turquie. Au combat naval de Tchessmé, il s'attacha si étroitement au vaisseau amiral russe, que celui-ci s'étant enflammé, tous les deux sautèrent en l'air. Hassan, couvert de blessures, se sauva à la nage, et aborda sur la côte d'Asie, d'où il vit l'incendie de la flotte turque. Malgré ce désastre, il entreprit de délivrer Lemnos bloquée par sept vaisseaux russes, et il exécuta ce projet hardi avec quatre mille hommes embarqués sur des bateaux plats et pourvus d'artillerie. Cet exploit valut à Hassan le surnom d'*el Gazi* (le victorieux), le commandement de l'arsenal et le grade de capitain pacha. En 1773, il fit lever aux Russes le siège de Silistrie, les força de passer le Danube, et leur enleva une partie de leur artillerie et de leurs magasins. Le sultan Abdul Hamid, qui monta peu après sur le trône, donna toute sa confiance à Hassan, et le chargea, en 1775, de se joindre aux pachas de Damas et de Tripoli pour soumettre un scheik arabe révolté, nommé Dahér. Hassan rapporta au sultan la tête et les trésors du rebelle. Il comprima les insurrections qui éclatèrent dans la Moldavie, dans la Morée et dans l'Albanie, en 1778 et 1779, mais ce fut en versant beaucoup de sang. De retour à Constantinople, il s'occupa de retablir la marine turque depuis long-temps déchue, et presque anéantie devant Tchessmé. Il fut détourné de ces soins par les troubles qui éclatèrent en Egypte vers 1786. Il soumit en très peu de temps Mourad et Ibrahim; mais il ne fut pas aussi heureux dans la guerre qui éclata en 1788 entre la Russie et la Turquie, au sujet de la Crimée. Au commencement du règne de Selim, il fut déposé et exilé à Ismail, dont il fut cependant nommé gouverneur. La campagne de 1789 n'ayant pas été favorable à la Porte, Selim rappela Hassan et le nomma grand-vizir. Il avait refusé ce poste, prévoyant l'issue de la guerre. Il marcha à la tête d'une armée de recrues pourvues de munitions, et fut vaincu. Alors le peuple qui lui avait toujours été favorable, se tourna contre lui. On envoya un capuchin lui demander le sceau de l'empire, et Hassan ayant voulu opposer quelque résistance aux ordres du sultan, fut poignardé à Schumla. Sa tête fut envoyée à Constantinople. Cet événement se passa au commencement de l'année 1790. Hassan était brave et entreprenant, mais il était cruel et cupide. Son activité était insatiable. Il aurait pu retablir la marine turque; mais les intrigues du divan arrêteront ses projets, et il ne put guère qu'en diminuer les vices et les abus. Il a fondé plusieurs établissements publics, et sa mémoire est chère à ce titre aux musulmans qui le vénéraient aussi comme l'un des plus grands amiraux de l'empire ottoman.

HATCHETT (HARRIS), chimiste, membre de la société royale des sciences de Londres, de celle d'Edimbourg, et correspondant de l'académie des sciences de Paris, a fait insérer beaucoup de mémoires dans les *Transactions philosophiques* et dans plusieurs autres recueils. Parmi les plus intéressants, il faut compter ses expériences sur les zoophytes, sur l'or et les différents alliages, sur le bitume, le tannin et la séparation du fer et de la manganèse. On trouve aussi, dans le dernier volume du *Journal de Nicholson*, un mémoire important de M. Hatchett sur un nouveau procédé pour épurer le blé corrompu. On a traduit de ce savant: *Nouvelles expériences et observations sur l'or, ses différents alliages, leurs pesanteurs spécifiques et leurs propriétés comparées par rapport au froid comme monnaie*, traduit en français par M. Lerat, contrab-

des monnaies, avec des notes de M. Gayton-Morveau, Paris, 1804, in-4° avec plaques. Les tomes XX et XXI du *Journal des mines* renferment la traduction d'*Observations (de Hatchett) sur le changement de quelques uns des principes prochains des végétaux en bitume*, et de *ses expériences analytiques sur une substance particulière qui se trouve dans la houille de Roesky*.

**HAUDIMONT** (l'abbé EYSSAUX-PINARD MARIUS D'), naquit en 1750, d'une famille noble. Ses parents ayant été ruinés par suite de leur confiance dans le système de Law, il fut élevé à Dijon, et y fit les études propres à lui ouvrir la carrière de la musique. À l'âge de vingt-quatre ans, il quitta Dijon pour aller occuper la place de maître de chapelle de Châlons-sur-Seine, où il demeura six ans. De cette ville, l'abbé d'Haudimont se rendit à Paris, dans le dessein de s'y livrer à l'étude de la composition, et il y devint élève et ami de son compatriote Rambeau. Bordier, maître de chapelle des Saints-Innocents, et musicien d'une grande réputation, étant mort, d'Haudimont fut choisi pour le remplacer. C'est à partir de cette époque, en 1764, que celui-ci composa une partie des motets que l'on entendit au concert spirituel, chez le roi, et dans les cérémonies religieuses. Il fit en outre une *Messe et trois morts*, un *De profundis*, des *Lamentations*. On a chanté aussi dans le temps des ariettes qu'il fit graver sous le nom de M. \*\*, telles que *Un jour me demandait l'Amour, Mon cœur volage*, etc. Il a aussi écrit plusieurs aires qui ont été exécutées en société. En 1765, l'abbé d'Haudimont fut chargé des fêtes de Reims pour l'inauguration de la statue de Louis XV, et de plusieurs divertissements, dont un, entre autres, fut exécuté pour *Madame* lors de son passage à Roanne. Au commencement de la révolution, il perdit, ainsi que tous ceux qui étaient dans la même catégorie, ses places et ses pensions, et ne tarda pas à tomber dans la misère. On le trouve porté pour une somme de 100 francs dans la répartition des 300,000 francs décrets le 7 vendémiaire au 3 de la république, « pour être distribués aux hommes de génie de tous les arts que le besoin force à recourir à la bienfaisance nationale. » L'abbé d'Haudimont est mort vers 1803. Les écrivains de son temps le considéraient comme étant du très petit nombre des conservateurs de la véritable musique. « Aujourd'hui ce compositeur n'est pas jugé si favorablement. On pense qu'il n'a jamais compris le véritable style de la musique religieuse; on lui reproche d'avoir trop imité les formes mélodiques de Gluck et de Sacchini; enfin l'exécution de ce qu'il a fait de mieux ne serait pas tolérable aujourd'hui, tant cette musique est devenue surannée et l'usage à désirer pour le rapport des idées et de la science qui doit les mettre en œuvre.

**HAUMANN**, colonel polonois. Il fit ses études à l'école militaire des cadets, et entra à l'état-major de l'armée polonoise, à l'époque de la révolution de 1794. Haumann se trouvait à la tête du régiment Dzialynski, célèbre par son patriotisme; ce régiment contribua puissamment à l'expulsion des Moscovites, de la ville de Varsovie, dans les grandes journées polonoises des 17, 18 et 19 avril 1794. Le colonel Haumann fut ensuite employé à poursuivre les Russes sur la Pilica; de là il alla rejoindre le corps d'armée commandé par Zajacsek et Wedelstedt, en Wolhynie. A l'issue malheureuse de la guerre de l'indépendance nationale, Haumann, avec beaucoup d'autres, fut fait prisonnier, mais ensuite rendu à la liberté par Paul 1<sup>er</sup>. A l'époque de la formation des célèbres légions polonoises, sous Dombrowski, Haumann vint en Italie, et plus tard il alla, avec Grabinski, se joindre à l'expédition d'Égypte. Arrivés à Alexandrie, les deux Polonois furent faits prisonniers par les Turcs, et traités à Constantinople, d'où Grabinski put se sauver et rentrer en Italie, tandis qu'Haumann ne revint que plus tard en Lithuanie, où il récut dans la retraite, et ne reparut plus sur la scène publique.

**HAUTEROCHE**. Voyez ALLIER, au Supplément.

**HAWES** (GILLIARD), médecin et philanthrope anglais, dont le nom doit être rangé parmi les plus grands bienfaiteurs de l'humanité, était né à Islington, en 1736. Après avoir été apprenti chez un apothicaire, il

s'établit à Londres où il exerça la médecine. Le docteur Cogan ayant publié, en 1778, une traduction anglaise des mémoires de la société fondée à Amsterdam, en 1767, pour rappeler les nobles à la vie, Hawes, frappé de l'utilité dont seraient de semblables institutions en Angleterre, résolut de faire tous ses efforts pour parvenir à ce but. Ayant d'abord à braver l'opposition et les préjugés du public, qui lança même sur ce digne citoyen les traits du ridicule, il offrit des récompenses à quiconque retirerait de l'eau des personnes noyées, ou employant pour les rappeler à la vie les moyens qu'il prescrivait. Bientôt des succès nombreux attestèrent l'efficacité des procédés, et, en 1774, Hawes, s'étant associé avec le docteur Cogan, fonda la première société d'humanité (*human society*) qui a servi de modèle à toutes celles que, depuis cette époque, on a établies et multipliées en Angleterre, dans toute l'Europe, en Amérique et dans l'Inde. Il se lia avec le célèbre Olivier Goldsmith, et publia, en 1774, le récit de la dernière maladie de cet écrivain célèbre, dont il attribua la mort à l'usage intempestif de la poudre de James. En 1780, il succéda au docteur Cogan, qui parut cette année pour la Hollande, avec l'emploi de secrétaire de la société qu'ils avaient fondée ensemble, et, en cette qualité, il continua de rédiger les rapports annuels de ses travaux. Hawes, ayant obtenu un diplôme de docteur en médecine, ouvrit un cours de leçons sur la suspension des facultés vitales, le premier qui ait été fait sur cet important sujet. A la suite de ce cours, il proposa plusieurs prix en médailles pour des écrits relatifs aux moyens de reténir la vie dans le cas de mort apparente. Il fut plus tard nommé médecin des dispensaires de Surrey et de Londres. En 1793, il arracha à la misère une foule d'ouvriers en soie de Spitalfields qui se trouvaient sans occupation, et déploya à cette occasion un zèle et une activité au-dessus de tout éloge. En 1800, il succéda au docteur Lettison dans les fonctions de trésorier de la société d'humanité, et, après une maladie douloureuse, il mourut à Londres, le 5 décembre 1805. C'était un homme doux, modeste, philanthrope par instinct et par réflexion, et ennemi juré des charlatans. Voici la liste de ses ouvrages : 1<sup>o</sup> *Récit de la dernière maladie du docteur Ol. Goldsmith*, 1774; 2<sup>o</sup> *Examen de la médecine primitive du rés. Jonk Wesley*, Londres, 1776; une 3<sup>e</sup> édition parut en 1780, 1 vol. in-8; 3<sup>o</sup> *Adresse au public sur la mort et sur les inhumations précipitées*, dont il distribua gratuitement sept mille exemplaires. Il offrit aussi une guinée de récompense à chaque nourrice ou personne quelconque qui aurait par ses soins rendu la vie à un enfant ou à un adulte, pourvu que le fait fût constaté par un médecin ou une autre personne digne de foi. 4<sup>o</sup> *Adresse à la législature sur l'importance de la société d'humanité*, et *Adresse au parlement de la Grande-Bretagne pour la conservation de la vie des habitants et la régularisation des bills de mortuaires*, ibid., 1781; la troisième édition de ce second écrit renferme une lettre du docteur Pothergill sur les moyens de prévenir les effets des exhalaisons méphitiques. 5<sup>o</sup> *Transactions de la société royale d'humanité*, de 1774 à 1784, avec un appendice d'observations diverses sur la suspension des facultés vitales, jusqu'à l'an 1794.

**HAYDON** (B.), célèbre peintre d'histoire anglais, né, en 1786, à Plymouth, est fils d'un libraire. Dès son enfance, Haydon manifesta un goût si vif pour la peinture, que son père recommanda à son instituteur de tâcher de l'en détourner; mais tous les efforts à cet égard ne servirent qu'à inspirer à ses condisciples le même goût. Les œuvres du célèbre J. Reynolds, qui tombèrent par hasard sous la main du jeune Haydon, le décidèrent à se vouer entièrement à la peinture. Dès lors son père ne s'opposa plus à son penchant, et l'envoya à Londres, où il commença, en 1804, ses études à l'académie royale. Il fréquenta cet établissement pendant deux années avec la plus grande assiduité, et uniquement occupé à se perfectionner dans le dessin et à étudier l'anatomie. Dans ce temps il fit la connaissance des peintres, Wilkie et Fuseli, qui devinrent ses amis et ses protecteurs. Haydon eut le malheur de se brouiller avec l'académie royale, ce qui empêcha son

principalement aux écoles de la campagne, à porte de très bons fruits. Hebel avait également en vue l'éducation du peuple, lorsqu'il prit part à la publication de l'*Almanach populaire badois*, Carlsruhe, 1809, 1811, 1814 et 1815, in-4°; il en rédigeait la partie qui devait servir de lecture et d'amusement. Sous des formes variées, tour à tour plaisantes et sérieuses, il répandit un trésor d'instructions utiles du domaine des sciences naturelles et de l'économie sociale, de la morale et de la religion. Ses articles, insérés dans les quatre premières années de l'*Almanach*, ont été rassemblés en 1811, et réimprimés en 1818, sous ce titre: *Tresor extrait de l'ami des familles, pour les bords du Rhin*, Tubingen, in-8°. L'avenir pourra ignorer qu'Hebel fut prêtre, docteur en théologie, conseiller ecclésiastique, etc.; mais Hebel poète ne cessera point d'être connu. On n'a cependant de lui qu'un petit volume de poésies, sous ce titre: *Poésies pour les amis de la nature et des lieux champêtres*. Six éditions originales, publiées de 1805 à 1811, n'ont pas suffi à l'avidité du public. Les pirates littéraires de la librairie allemande ont à l'envi exploité ce beau succès. Le titre d'*Allemanique* désigne le dialecte dans lequel sont écrites les poésies d'Hebel; c'est le dialecte de la partie du grand-duché de Bade qu'il habita dans sa jeunesse, branche de l'idiome parlé dans la Suisse allemande et dans les provinces limitrophes de l'Allemagne, où dominèrent les *Allemani*, après la grande migration des peuples du nord. Cet idiome, que l'oreille de prime abord peut trouver barbare, est ravissant de grâce, d'énergie et de naïveté. Aussi les poésies d'Hebel sont-elles intraduisibles: mœurs, croyances, industrie, tournure d'esprit, localités, il a tout pris dans le monde réel qui l'entourait, et cependant il s'y trouve partout un charme idéal et un sens poétique très profond. Sous les formes de la vie simple et vulgaire, dont la fidele reproduction est déjà une source de plaisir, le poète place les grands intérêts de l'humanité, et les sentiments les plus touchants que puisse inspirer le christianisme. De la l'étonnante puissance que ces petits poèmes exercent sur l'âme, en ramenant le génie poétique à son caractère primitif d'imitation fidèle et de haut enseignement. Woss, dans le nord de l'Allemagne, avait déjà poète une rude atteinte au crédit des Philis, des Daphné; Hebel, dans le midi, achève de discréditer ces hergeries de convention: le retour de la poésie bucolique allemande vers la nature est en grande partie son ouvrage.

**HEBERDEN** (GUILLAUME), médecin anglais très distingué, naquit à Londres, en 1710, et mourut dans la même ville, le 17 mai 1801. Il fit ses premières études dans cette capitale et les termina à l'université de Cambridge, où il prit le grade de docteur en médecine, en 1739. S'étant fixé dans cette ville, il ouvrit des cours sur la matière médicale qui durèrent dix ans. En 1754 il vint s'établir à Londres, et y acquit en peu de temps une grande réputation comme médecin pratique. Après avoir été nommé membre du collège des médecins de Londres, il fut également admis dans la société royale, et celle du médecin de Paris le nomma, en 1749, l'un de ses correspondants. Entouré de l'estime générale, et jouissant d'une fortune assez considérable, Heberden, après avoir parcouru paisiblement une longue carrière, atteignit une vieillesse sans décadence. Ce fut lui principalement, en 1766, déterminant le collège des médecins à publier des mémoires sous le titre de *Transactions medicæ*, dont le premier volume parut en 1768, le deuxième, en 1772 et le troisième en 1785. Heberden a enrichi ce recueil de plusieurs mémoires intéressants dont les plus remarquables ont pour objet les ascariques, la fièvre hectique, les maladies du foie, l'angine de la poitrine, et la description de la méthode dont se servent les Chinois pour préparer la racine du gingembre. Il a aussi fourni quelques mémoires aux *Transactions philosophiques* sur la météorologie et la médecine. Voici la liste des ouvrages précieux qu'il a fait paraître: 1° *Antithiaria, ou essai sur la miltiariade et la thériaque*, Londres, 1745, in-8°. C'est un écrit d'un faible mérite; en attaquant la composition bizarre de ces drogues, Heberden n'a pas eu, comme le docteur George Fordyce, démêler dans la multitude des ingr-

dients de la thériaque, quels sont ceux qui produisent des effets salutaires, par la petite dose à la dose à laquelle on les administre en employant ce médicament. 2° *Commentarii de morborum historia et curatione*, Londres, 1803, in-8°, précédé d'une notice sur la vie de l'auteur. Dès l'année 1783, Heberden avait achevé cet ouvrage en latin et en anglais; mais il ne voulut pas le publier de son vivant. Cet ouvrage renferme de bonnes observations et d'utiles préceptes, mais il n'offre rien de saillant. L'auteur, à qui on doit la dénomination d'*angina pectoris*, s'étend beaucoup sur cette maladie, qu'il range parmi les névroses, malgré les objections et les arguments de Pothergill, d'Haygarth et de J.-J. de Berger, qui la regardaient comme une phlegmasie. L'opinion d'Heberden est encore à présent la plus suivie; mais il a été reconnu que si cette maladie tient souvent à un état spasmodique, elle est aussi dans beaucoup de cas déterminée par des lésions organiques du cœur, des artères coronaires, et des gros vaisseaux.

**HEERKENS** (GIRARD-NICOLAS), médecin et poète latin, naquit à Groningue, en 1729, et mourut en 1801. Il écrivait à peu près aussi mal en prose qu'en vers: cependant ses poésies eurent un moment de succès. Dans un voyage qu'il fit en Italie, il eut le bonheur de découvrir la maison de campagne d'Horace: ce hasard heureux fit sa réputation. Une misérable intrigue le fit placer au rang des plus hardis plagiaires. Il présenta à l'académie des inscriptions et belles-lettres de Paris quelques fragments d'une tragédie intitulée *Tereus*, qu'il attribua à Lucius Verus, poète du temps d'Auguste: il allait obtenir l'honneur de la faire imprimer au Louvre, aux frais de l'état, quand on découvrit que cette tragédie était *La Progne*, de Grégoire Corrarior, imprimée à Venise en 1658, et à Rome un siècle après. On a de Heerkens: 1° *De calatidæ litteratorum*, poème, Leyde, 1749, in-8°; 2° *Sotira de moribus Parisiorum et Frisiorum*, 1750, in-4°; 3° *De officio medici*, 1752, in-8°; 4° *Iter Venetum*, 1760, in-8°; c'est un poème, suivi de trois élégies; 5° *Natalitium, libri duo*, 1768, in-8°; les livres troisième et quatrième ont paru en 1770; 6° *Anni rusticæ januariorum*, 1767, in-8°; 7° *Empedocles*, 1783, in-8°; tiré à peu d'exemplaires; 8° *Arus frisiorum*, 1787, in-8°; 9° *Italicorum libri tres*, Groningue, 1793, in-8°: le premier livre composé de six lettres en forme d'élégies avait déjà paru à Groningue en 1782; 10° *Icones*, Utrecht, 1787, in-8°.

**HEGNER** (ULRIC), est né en 1759, à Winterthur (Suisse), où son père était médecin. Il fit ses premières études dans les écoles de sa ville natale, et reçut plus tard des leçons particulières d'un de ses parents, homme fort instruit. Étant destiné à la profession de son père il fréquenta, dès 1776, l'université de Strasbourg; mais abandonné à lui-même, et insuffisamment pourvu d'argent, il reçut dans cette ville selon sa fantaisie. Par cette raison, il ne put prendre ses degrés qu'en 1781, retard dont il se consolait à l'exemple de Swift qui, dans un cas tout pareil, avait obtenu le doctorat *speciali gratia*. Après son retour dans sa patrie, il fit un voyage en Allemagne, passa quelque temps à Halle auprès de son ancien camarade d'études, le professeur Meckel, et visita Leipzig et Drease, où il s'occupa spécialement de dessin et de peinture. Obligé de retourner à Winterthur à cause de la mort de son père, il y continua à cultiver ces deux arts, et eut un moment l'intention de se vouer exclusivement à la peinture. Mais comme, bientôt après, le greffier du comté de Kybourg vint à vaquer, et que cette place avait été occupée, depuis des siècles, par des membres de sa famille, il se décida à l'accepter, et la conserva jusqu'à la révolution de 1798. Alors il fut élu membre de la cour d'appel de Zurich et y resta jusqu'en 1801, sans s'attacher à aucun des nombreux partis qui agitaient sa patrie. Ces trois années, dit-il, furent les plus agréables de sa vie, surtout parce qu'il eut l'avantage de vivre dans la maison du célèbre Lavater, à une époque où celui-ci recevait journellement les visites des Français, des Anglais et des Allemands les plus distingués. Après la mort de Lavater, il donna sa démission, et, pour se soustraire

à l'influence de tout esprit de parti, il fit un voyage à Paris. De retour en Suisse, il fut élu, en 1805, membre du sénat de Winterthur, et, plus tard, il accepta les fonctions de juge de paix de la même ville, à cause du bien qu'elles le mettaient à même de faire à ses concitoyens. Après les avoir remplies pendant sept ans, il fut appelé à Zurich comme membre du gouvernement; mais il ne conserva ce haut emploi qu'une année, parce que ni les fonctions politiques, ni le climat de Zurich ne lui convenaient. Il vit actuellement dans sa ville natale et s'occupe de travaux littéraires. On a de lui un grand nombre d'ouvrages dont nous nous bornerons à citer les suivants : 1° *Moi aussi j'ai été à Paris*; cet écrit renferme les observations qu'il a eues l'occasion de faire dans son voyage à Paris; 2° *Les jours révolutionnaires de Saly*; dans cet ouvrage, il représente, sous une forme allégorique, la révolution suisse de 1798; 3° *La région du petit climat*, 1811; 4° *Les ours de Suzette*, 1819; cet ouvrage fait suite au précédent; 5° *Voyage par terre et par mer*, 1818; c'est le récit d'une excursion de cinq jours que l'auteur fit dans les montagnes de Rigi; 6° *Notices biographiques* sur quelques uns de ses contemporains, entre autres, sur les peintres Graff, Schellenberg et Kuster; ces trois dernières notices ont été lues aux séances annuelles publiques de la société des artistes de Zurich; 7° *Vie de Jean Halpain le jeune*, Berlin, 1828; cet ouvrage est le fruit de vingt ans de travaux; 8° *Œuvres d'Ulric Hegner*, Berlin, 1828, 5 vol. in-8°; cette collection renferme la plupart des ouvrages que nous avons nommés, et quelques autres de moindre importance.

HEIM ( ), peintre d'histoire, est né à Belfort, département du Haut-Rhin, le 16 décembre 1757. Il fit son éducation au collège de Strasbourg. Son intention fut d'abord de suivre la carrière des armes, mais son goût pour la peinture détermina son père à le diriger vers l'étude des beaux-arts. Il obtint, à l'âge de vingt ans, le premier prix de dessin à l'école centrale de Strasbourg. Il vint à Paris, en 1803, étudier l'art de la peinture, sous la direction de M. Vincent, et obtint, dans le cours de ses études aux écoles spéciales, tous les prix d'émulation. M. Heim remporta, en 1806, le deuxième grand prix, et en 1807, le premier grand prix, c'est à dire le prix qui procure l'avantage d'être envoyé à Rome comme pensionnaire du gouvernement. Il y fit, en cette qualité, divers ouvrages qui obtinrent les suffrages les plus flatteurs de la classe des beaux-arts de l'institut, et qui font partie de plusieurs musées de France, tels que ceux de Bordeaux, Strasbourg, etc. De retour à Paris, en 1812, il reçut à l'exposition publique de cette même année, au Louvre, une grande médaille d'or de première classe. Depuis, à toutes les expositions publiques, M. Heim a obtenu des succès plus ou moins marqués, en exposant un grand nombre d'ouvrages qui ornent des églises et des palais royaux. Plusieurs grandes médailles lui furent encore décernées, notamment à l'exposition de son tableau du Martyre de saint Cyr et de sainte Julitte, sa mère, qui est placé à l'église de Saint-Gervais, à Paris. M. Heim fut nommé membre de la légion d'honneur en 1823; le roi lui remit la décoration au salon de cette année, devant son tableau du Massacre des Juifs dans le temple de Jérusalem. Il a été chargé depuis de l'exécution d'un très grand plafond, au musée du Louvre, qui obtint le succès le plus complet. Il expose en même temps, au salon de 1827, un tableau représentant le Roi distribuant des récompenses aux artistes au salon de 1824. Ce tableau excita au dernier point l'intérêt du public. Le talent décidé de M. Heim le fit entrer à l'institut, académie des beaux-arts, le 19 décembre 1829, en remplacement de M. Regnault.

HEINICKE (SIMPON), instituteur allemand des sourds-muets, naquit en 1735, à Nauschütz, près de Weissenfels, en Saxe. Il se livra d'abord chez ses parents à l'agriculture jusqu'à sa vingt-quatrième année, il fut ensuite garde-du-corps de l'électeur de Saxe, et son séjour à Dresde le mit à portée d'acquiescer des connaissances assez étendues. Il quitta le service militaire, et étudia, en 1767, à l'université d'Iéna. Le comte de Schimmelmann, à Hambourg, lui confia

depuis l'éducation de ses enfants, et il resta pendant dix années dans cette maison. Heinicke avait mérité sur l'instruction des sourds-muets la place de chanteur à Eppendorf qu'il accepta lorsqu'il eut quitté le comte, lui offrit l'occasion d'essayer sa théorie sur un sourd-muet qu'il trouva dans cette commune. Sa méthode eut le plus grand succès; on lui envoya des élèves de divers endroits, et sa réputation détermina l'électeur de Saxe à créer, à Leipsick, en 1779, un institut pour l'instruction de cette classe malheureuse, et la direction en fut confiée à Heinicke. Malgré les résultats de sa méthode, qui, sous quelques rapports, surpassait, dit-on, celle de l'abbé de l'Épée, on accusa Heinicke d'avoir traité ses élèves trop brutalement. Mais son premier genre de vie lui avait donné un caractère brusque qui se manifesta jusque dans ses écrits, où beaucoup d'idées neuves et ingénieuses manquent leur but par la grossièreté d'un style rempli d'invectives contre les auteurs contemporains. Toutefois on ne peut refuser à Heinicke d'avoir été l'un des premiers qui, dans le nord de l'Allemagne, se soient occupés avec succès d'instruire des sourds-muets. Il mourut le 30 avril 1790. Son institut, qui fut d'abord continué par sa veuve, existe encore aujourd'hui sous la direction de son gendre M. K.-G. Reich. Celui-ci en a célébré, le 24 avril 1828, la fête jubilaire. Heinicke a publié une vingtaine d'ouvrages; voici les titres des principaux : 1° *Histoire sainte de l'Ancien Testament, à l'usage des sourds-muets*, Hambourg, 1775, in-8°; l'auteur n'en a donné que la première partie; 2° *Observations sur les muets et sur la parole, en forme de lettres*, ibid., 1778, in-8°; il n'en existe également qu'un premier volume; 3° *De la manière dont se forme la pensée chez les sourds-muets, et des mauvais traitements auxquels ils sont exposés par des méthodes déraisonnables*, Leipsick, 1780, in-8°; 4° *Découvertes importantes en psychologie et sur le langage humain*, ibid., 1785, in-8°; 5° *Axiomes de Moses Mendelssohn expliqués d'après la méthode de Kant, avec une critique par Frederic Nicolai*, Göttingen, 1787, in-8°; 6° *Clavicula Salomonis, ou les clefs de la plus haute sagesse expliquées*, Presbourg, 1789, 2 vol. in-8°; 7° *Dictionnaire de la critique de la raison pure et des ouvrages philosophiques de Kant*, ibid., 1789, in-8°; Schlichtegroll, dans le premier volume de son *Narratologie*, 1798, attribue ce dictionnaire à Heinicke; Meusel, dans son *Allemagne savante*, dit seulement qu'il est auteur de la préface. Le *Mercur allemand*, le *Musee allemand*, le *Journal du fanatisme et de la civilisation*, les *Apologies*, publiées par Kausch, à Leipsick, et le *Journal allemand pour l'Allemagne*, renferment un grand nombre d'articles fort intéressants de Heinicke. Le *Magasin hanovrien*, 1773, page 1485, contient une *Instruction sur la manière d'instruire aux sourds-muets des idées abstraites, et de leur apprendre en très peu de temps à lire et à parler à haute voix*. Ce mémoire est de Heinicke et de Wittenberg, éditeur de la *Gazette d'Altena*. On trouve une notice assez détaillée sur la vie et la méthode de cet instituteur, dans le *Chronologue* de Weckherlein, n° 6, pages 277-288.

HELDMANN (FABRICIUS), actuellement professeur d'économie politique à l'académie de Berne, est devenu fameux par son grand rôle pour la franc-maçonnerie. Il est né le 24 novembre 1776, à Mergalschheim, village francorien, sur le Mein, et a d'abord été professeur à l'université de Wurzburg, et en même temps directeur du gymnase et de l'école commerciale de la même ville. En 1807, il obtint une chaire dans la ville d'Aarau, et, dix ans plus tard, il fut nommé au poste qu'il occupe maintenant à Berne. Il a commencé sa carrière franc-maçonnique en 1801, à Fribourg, dans le pays de Brigue, où il fut reçu membre de l'association des maçons. Dès lors, il se voua à l'étude de l'origine et de l'essence de la franc-maçonnerie. Les *Œuvres de Tessier*, le *Livre des constitutions maçonniques*, par Anderson, l'*Histoire de la franc-maçonnerie*, par Lawrie, *Les trois plus anciens documents de l'art*, par Krause, devinrent ses guides dans les recherches qu'il entreprit à ce sujet. Ce dernier ouvrage lui procura la connaissance du célèbre Zehokke. Celui-ci avait, dans ses *Mélanges de cosmologie*, émis une opi-

nion défavorable sur le livre de Kräuse; Heldmann, au contraire, en avait fait l'éloge dans un écrit périodique. Malgré leurs opinions opposées sur ce point, ces deux hommes se rapprochèrent, s'entretenirent souvent sur la franc-maçonnerie, et finirent par se concerter pour établir une loge dans Aarau, où ils demeureraient. La loge appelée le Directoire suisse de la maçonnerie écossaise rectifiée, récemment établie à Bâle, leur donna l'institution maçonnique, et leur nouvelle loge prit le nom de *Loge de la fidélité fraternelle*. Cette loge ne travaille que dans les trois premiers degrés de la maçonnerie, c'est à dire dans ceux de saint Jean, parce que les frères, lors de sa fondation, ne voulurent pas accepter les degrés plus élevés, dits de Stuart, qui n'ont rien de réel, et consistent uniquement en dénominations, titres et décorations. Heldmann avait l'intention de publier les résultats de ses recherches sur la franc-maçonnerie; mais les différentes loges qui en eurent la nouvelle firent tous leurs efforts pour prévenir ces révélations, et envoyèrent à cet effet des circulaires dans lesquelles elles proposèrent d'établir une haute surveillance sur tous les membres. Ces obstacles, d'autres travaux littéraires, et la chaire qu'il avait obtenu à l'académie de Berne, le décidèrent à différer la publication d'un *Manuel des franc-maçons* qui était presque achevé. Il se borna à mettre au jour : *Les trois plus anciens monuments de la confrérie maçonnique allemande, suivis d'une esquisse de l'histoire générale de la franc-maçonnerie*, Aarau, 1819; et *Fleurs d'aracée suisses, ou livre de poche des franc-maçons*, Berne, 1820. Outre ces ouvrages, Heldmann a rédigé les principaux articles de la *Gazette européenne*, qui a paru pendant long-temps en Suisse.

HELY. Voyez HERRAIS.

HEMART, conventionnel, né à Al, avait été notaire à Paris, et procureur au parlement, quand il fut nommé par son département, celui de la Marne, à la convention nationale. Il vota la mort de Louis XVI. Envoyé ensuite au conseil des cinq cents, il ne prit presque aucune part aux différentes questions qu'on y agita. Il entra au corps législatif en 1799, et en sortit après le 18 brumaire. A cette époque il fut choisi pour présider la cour de justice criminelle qui jugea la conspiration de Georges, Pichegru et Moreau. Le choix d'Hemart dans une pareille circonstance, inspira dans Paris une horreur générale, tant il parut un indice du désir de ne trouver que des coupables. Si l'on en croit les mémoires du temps, Hemart dirigea les débats avec une telle partialité que l'auditoire se fit souvent indigné, et qu'il ne tint ni à lui, ni à l'accusateur public Thuciot, autre républicain, que les quarante-six accusés ne portassent leurs têtes sur l'échafaud. Hemart conserva la présidence de la cour de justice criminelle du département de la Seine jusqu'en 1811, époque où ces tribunaux furent supprimés. N'ayant exercé aucune fonction pendant les cent jours, il ne fut pas obligé de quitter la France, mais il est rentré dans l'obscurité où sont retombés presque tous ceux que comme lui les orages politiques en avaient un moment fait sortir. Il vint, dit-on, aujourd'hui retiré dans une abbaye de bénédictins qu'il a acquise près d'Al, consacrant à l'étude sa vieillesse et ses loisirs.

HENNEQUIN (P.-A.), peintre d'une réputation distinguée, naquit à Lyon en 1763. Le goût pour le dessin qu'il montra dès son jeune âge, porta bientôt ses parents à encourager ses heureuses dispositions : ils l'envoyèrent à Paris. Recu à l'école du célèbre David, il devint un de ses meilleurs élèves. Bientôt ses efforts furent couronnés du plus heureux succès. Il gagna le grand prix de peinture, et fut envoyé à Rome pour y étudier aux frais du gouvernement. Hennequin s'y montra partisan de la politique inconsidérée qu'on suivait en France. Il fut un des chefs du tumulte qui faillit coûter la vie au savant et respectable Ménageot. La ville de Rome ayant été quelque temps livrée à ces troubles, le gouvernement papal prit des mesures sévères pour ramener la tranquillité. Il éloigna les principaux fauteurs de cette espèce de révolte, et Hennequin fut, à ce titre, obligé de quitter sur-le-champ Rome et l'Italie. Ce ne fut qu'après de nombreuses tentatives et mille difficultés, qu'il parvint à rentrer

en France. Il alla se fixer à Lyon, où, quoiqu'on n'eût à lui reprocher aucun acte blâmable, l'exaspération de ses sentiments politiques lui devint funeste, et lui fit courir les plus grands périls. Il fut mis en prison peu après le 9 thermidor (27 juillet 1794), et il aurait infailliblement perdu la vie dans les fers, ainsi que ses autres compagnons d'infortune, qui furent tous massacrés, s'il n'était parvenu à s'échapper de sa prison. Ce républicain enthousiaste vint alors se réfugier à Paris où il ne tarda pas à être incarcéré de nouveau, et il aurait été traduit devant la commission du Temple, si des amis puissants et un ministre ami des beaux-arts n'avaient sollicité pour lui. Cette épreuve l'éloigna enfin de la carrière politique. Il rappela à lui ses premiers goûts et le souvenir de ses succès, et bientôt il retrouva la paix et le bonheur en reprenant ses pinceaux. Pour consacrer du moins par un beau tableau des sentiments qu'il s'était condamnés à taire, mais non pas à étouffer, il peignit le Triomphe du peuple français, ou le 10 août, allégorie relative à cette journée célèbre. Dans le courant de l'an 9, le gouvernement ayant proposé pour prix de peinture aux artistes français le combat de Nazareth, gagné par le général Junot, il fut un des quatre peintres qui concoururent pour ce prix, et le premier qui envoya au comité l'esquisse de cette bataille, exposée l'année suivante dans la galerie d'Apollon. Hennequin représente le moment où l'avantage du combat livré au pied du mont Thabor, reste encore indécis. Il sut émouvoir et intéresser son spectateur par un groupe de Turcs et d'Arabes, se précipitant avec furie et sans ordre sur l'infanterie française presque cachée par les nuages d'une fumée poudreuse. Dans la partie éclairée de la scène, sur le second plan, on voit le général Junot brûlant la cervelle à un Turc. Il rendit avec une vérité frappante d'action et de chaleur le dragon placé sur le devant du tableau, qui, le sabre d'une main, le pistolet de l'autre, met en fuite un chef ennemi dont le cheval va s'abattre. Parmi les haïonnettes de nos soldats, au milieu de cette lutte pleine d'ensemble et de chaleur, on remarque un drapeau républicain que se disputent un Turc et un Français, tandis qu'un autre Français arrache à un Turc son étendard ottoman. Cette esquisse fut généralement approuvée par les connaisseurs et les artistes. On y reconnut beaucoup de mouvement dans les figures, de l'énergie et du sentiment dans les groupes, de la vérité et du large dans les costumes; mais le lieu de la scène ne parut pas assez exact, le mont Thabor sembla trop rapproché de l'action, les masses trop peu détachées, et le ton local trop roux. Malgré les grandes beautés de la composition d'Hennequin, son esquisse n'eut pas le prix : ce fut Gros qui l'emporta. Imitateur de l'élève et de l'ami de Raphaël, Hennequin se livra plus tard, comme Jules Romain, à toute la fougue de son imagination dans Oreste tourmenté par les furies. Ce tableau attira tous les regards à l'exposition de l'an 8, et obtint le premier prix. Outre ces tableaux, on a encore de ce peintre un grand nombre de dessins et beaucoup de gravures; il a fait aussi au Musée un plafond estimé. A la rentrée des Bourbons en France, il s'éloigna de Paris, et alla demeurer à Liège où il sut employer avantageusement son burin et ses pinceaux. Entre autres ouvrages, il entreprit un tableau d'une très grande dimension, dont le sujet est tiré de l'histoire même des Pays-Bas; c'est le dévouement de trois cents citoyens de Franchimont, qui périrent tous, sans en excepter un seul, en défendant leur ville et leurs foyers. Ce peintre reçut du gouvernement belge et du prince d'Orange les encouragements nécessaires pour achever cette composition dont lui-même a gravé l'esquisse. En 1824, Hennequin alla habiter Tournay, et envoya l'année suivante à l'exposition de Lille : 1° Son crâne au milieu de ses principaux disciples, leur enseignant la sagesse, source de tout bonheur; 2° Catherine de Lalaing; 3° un Paysage historique d'un bel effet; 4° une étude fort estimée. On peut reprocher à cet artiste, qui se serait élevé au premier rang dans ses opinions exaltées, comme on l'a reproché souvent à Jules Romain lui-même, d'avoir négligé pour le purté du dessin et l'ensemble de la composition, les autres parties de l'art, et de pécher surtout par le ton

forcé de son coloris, connue par la fausse dégradation de ses lumières.

**HENRI** (le prince). *Foyes FAIDÉAC-HENRI-LOUIS, au Supplément.*

**HENSLEY** (PHILIPPUS-GABRIEL), savant médecin allemand, né à Oldenswort, près d'Edesdaed, dans le duché de Sleswig, le 11 décembre 1733, et mort à Kiel, le 31 décembre 1804, fut reçu docteur à Göttingue où il avait étudié, exerça sa profession à Altona, à Pinneberg et dans le comté de Bainsau. Le roi de Danemark le choisit, en 1775, pour son premier médecin, et, en 1789, il fut nommé professeur ordinaire de médecine à l'université de Kiel. Il contribua beaucoup à propager l'inoculation de la petite vérole. Il a laissé plusieurs ouvrages, la plupart remarquables et fort estimés; nous ne mentionnerons que les principaux: 1° *Tentamen et observationum de morbo varioloso, delirus au parlement de Paris*, Altona, 1765-1766, 1 vol. in-8°; 2° *Histoire de l'origine de la maladie vénérienne en Europe, vers la fin du quinzième siècle*, Altona, 1783, in-8°. On joint à cet ouvrage le suivant: 3° *De l'origine de la maladie vénérienne dans les Indes occidentales*, ibid., 1789, in-8°; 4° *ibid.*, 1794, in-8°. Ce sont, sans contredit, les deux meilleurs traités sur l'histoire de la syphilis. Malheureusement le premier est incomplet, Hensley n'en ayant donné qu'un volume: il y prouve sans réplique que l'affection syphilitique était connue et décrite bien avant l'époque que l'on assigne à l'introduction de la maladie. Il paraît admettre l'opinion de ceux qui la croient aussi ancienne que le libertinage. Il admet aussi l'existence du vice syphilitique; mais, s'il eût vécu quelques années de plus, il eût abjuré cette erreur, hâta la révolution qui s'est opérée dans la doctrine des maladies vénériennes, et renversé le fantôme créé par le christianisme et la crédulité: 5° *De la lèpre qui, dans le moyen âge, régnoit dans l'Occident*, ibid., 1790, in-8°; 6° *ibid.*, 1794. Cet ouvrage est fort estimé. Hensley a fourni des articles à la *Pharmacopœia danica*, Francfort et Leipzig, 1789, in-8°. On lui attribue l'ouvrage intitulé: *L'Anaxagore de l'Occident, sur la correction*; mais quelques bibliographes allemands pensent que cet ouvrage est de Juste. Le professeur Linné a écrit en latin la *Vie de Hensley*, elle a été publiée à Kiel, 1806, in-4°.

**HERACLIS II**, roi de Géorgie, né vers 1720, était fils de Teymouras II, dont les ancêtres régnaient depuis long-temps sur la province de Kakhetie, qui, avec la Kartalinie, forme le royaume de Géorgie proprement dit. Les souverains de la Perse ayant, depuis deux siècles, soumis les peuples chrétiens de la Géorgie, s'étaient contentés de leur imposer tribut, et de leur donner pour vice-roi un prince du sang de kurvois, qui n'obtenait son investiture qu'après avoir embrassé l'islamisme. Mais les autres parties de la Géorgie, savoir: l'Iméréth, la Mingrelie et le Gouriel, étaient devenues tributaires de l'empire ottoman. Par suite des révolutions qui agitaient la Perse pendant les premières années du dix-huitième siècle, et qui entraînaient la chute de la dynastie des Sofys, la Géorgie tenta vainement de recouvrer son indépendance, et le dernier de ses rois de la race des Bagratides, Vakhang V, se retira en Russie, où il mourut. Les Turcs s'étaient emparés de Tiflis, et Constantin, prince de Kakhetie, bien que musulman sous le nom de Mohammed Kouli-Khan, ayant péri en défendant contre eux l'indépendance de son pays, son frère Teymouras, s'eût plus que le choix de ses tyrans. Il préféra rentrer sous la domination persane, et ses services, ses exploits contre les Turcs, lui gagnèrent la bienveillance du Faïenah, Nadir, ou Tholémaï Kouli-Khan, qui, restaurateur du trône des Sofys, en devint bientôt le régent, puis même l'usurpateur. Nadir donna à Teymouras, vers 1740, le gouvernement de Tiflis et de la Kartalinie, et son fils Héraclius, celui de la Kakhetie. Héraclius, qui avait fait ses premières armes sous Nadir, continua de se distinguer dans les armées persanes jusqu'à la mort de ce conquérant, en 1747. Pendant les premiers troubles auxquels donna lieu ce tragique événement, il retourna à Tiflis, auprès de son père, chassé

la garnison persane qui gardait la citadelle, et prit toutes les mesures pour s'affranchir du joug musulman. Il profita surtout de la position critique où se trouvait Adil-Chah à qui son frère Ibrahim disputait le trône de Perse, qu'il avait usurpé sur les fils de leur oncle Nadir. Adil-Chah avait épousé une nièce de Teymouras: voulait s'assurer un asile en Géorgie, il y envoya une grande partie de ses trésors. Le premier convoi, ainsi que Teymouras qui s'était trop avancé pour le recevoir, tombèrent au pouvoir d'Ibrahim. Le second, arrivé heureusement à Tiflis, mit entre les mains d'Héraclius les ornements royaux des souverains de la Perse. Cependant Ibrahim, vainqueur de son frère, songea, pour s'affermir sur le trône, à se débarrasser d'Héraclius dont il redoutait la valeur, les talents et l'ambition. Maître de la personne du pers, il tâcha d'attirer le fils d'Adil-Chah, pour y assister à ses noces avec la veuve d'Adil-Chah, cousine d'Héraclius. Mais celui-ci informé secrètement par son père du danger qui le menaçait, alléguant divers prétextes pour s'excuser de ne pas entreprendre ce voyage. Ibrahim craignant de s'attirer de nouveaux ennemis, dissimula son despit et renvoya même Teymouras à son fils Héraclius. Un petit-fils de Nadir, Cheh-Rokh, vainqueur d'Ibrahim, en 1749, ayant été privé de la vue par un usurpateur, divers ambitieux, se disputèrent le trône à main armée, et plongèrent la Perse dans une longue anarchie. Cet état de choses aurait pu favoriser l'accroissement des puissances de la Géorgie, si elle n'eût pas eu à se défendre contre ces prétendants, et contre les Lezghis, et autres peuples caucasiens qui ne voyaient dans l'anarchie que l'avantage de se livrer impunément à leurs brigandages. Toutefois Teymouras et Héraclius ayant pris à leur solde un corps d'Afghans, avaient rendu tributaires plusieurs petits khans du Chirvan et du nord de l'Arménie. En 1751, Hassan-Aly, khan d'Erivan, implora le secours d'Héraclius contre ces Afghans dont le chef, Asad-Khan, avait abandonné le service du prince géorgien, et faisait la guerre pour son propre compte. Héraclius battit Asad et délivra Hassan-Aly qui s'obligea de lui payer un tribut annuel. Asad était devenu maître de Tauris et de l'Adzerbaïdjan, une ligne se forma contre lui dans le nord de la Perse; mais les princes géorgiens qui en étaient les chefs furent contrariés et trahis par leurs alliés. Tandis qu'Héraclius allait tirer raison du khan de Gandja, l'un d'eux, il fut attaqué et défait par les Lezghis, secondés par la révolte d'un corps de leurs compatriotes qui seraient dans l'armée géorgienne. Héraclius, réduit à aller solliciter le secours des Circassiens, auxquels il laissa un de ses fils en otage, revint avec une nouvelle armée, battit complètement les Lezghis, et les punit des ravages qu'ils avaient commis en Géorgie. Cette victoire lui servit à conclure, à la fin de 1753, une paix avantageuse avec Abad qui consentit à ce que le cours de l'Araxe fut, au nord, la limite de ses états. Dans les journaux du temps et dans l'*Essai sur les troubles de Perse et de Géorgie*, par Peyssonnel, on a fort exagéré les triomphes et la puissance d'Héraclius. Tooke même, dans son *Histoire de Russie*, a fait des contes sur ce prince qu'il suppose, sans aucune probabilité, avoir mené en Europe une vie aventureuse, servi avec distinction dans les armées du Grand-Frédéric, et étudié les institutions politiques, civiles et militaires des nations de l'occident. Il n'est pas plus vraisemblable qu'Héraclius ait figuré parmi les prétendants au trône de Perse. S'il songea seulement à profiter de leurs guerres civiles pour assurer son indépendance et reculer ses frontières, il n'y réussit que temporairement. Aussitôt que Kerim-Khan, par la défaite ou la mort de ses compétiteurs, fut resté seul maître de la Perse, sous le titre de *Hakili* ou régent, Héraclius s'empressa de capter sa bienveillance, en déterminant Asad, auquel il avait donné saile en Géorgie, à se remettre entre les mains de son heureux rival qui le combla de bienfaits. A cette époque, en 1761, Teymouras qui, depuis plusieurs années, avait abandonné à son fils les rênes du gouvernement, mourut à Petersbourg où il s'était retiré. Héraclius, qui, en dernier résultat, n'avait trouvé, dans les révolutions de la Perse, d'autres avantages que ceux d'en être vassal à des conditions



moins humiliantes, et de professeur, sur le trône, la religion chrétienne qu'il avait été forcé de renier dans sa jeunesse, semblait n'avoir plus à réprimer que les continuelles incursions des Lézghis. Cependant Alexandre, dont les ancêtres avaient régné en Karthalinie avant Teymouras, revendiqua ses droits; mais sans réputation militaire, sans armée, sans intelligences dans le pays, sans moyens d'y pénétrer, il alla implorer la protection de la cour de Russie, quoique d'anciens antécédents eussent dû lui démontrer l'inutilité de cette démarche. Toutefois, accueilli favorablement par Catherine II, il se croyait à la veille d'en obtenir des secours, lorsque la guerre éclata, en 1768, entre la Russie et la Porte-Ottomane. Héraclius suivit avec empressément la double occasion de se venger des Turcs qui, alléguant une antique et vaine suzeraineté, exigeaient avec menaces un tribut annuel de jeunes esclaves des deux sexes, et d'entretenir les espérances d'Alexandre, en neutralisant les bonnes dispositions que lui avait montrées l'impératrice. Il publia un manifeste pour réprimer le patriotisme et le courage de ses sujets. Les Géorgiens passèrent pour les meilleurs soldats de l'Asie. Il en avait formé un corps à la tactique et à la discipline européenne, et dont les chefs étaient des officiers qu'il avait attirés dans ses états. Lorsque le comte de Tottli-ben entra en Géorgie pour prêter secours à Salomon, roi d'Iméret, chassé par les Turcs, qui depuis avait été vaincu par ce prince, Héraclius se joignit aux Russes, et marcha avec eux contre Akhal-Takhé; mais il eut seul la gloire de battre l'armée des pachas qui défendaient cette place. Ses allies l'avaient quitté pour aller reprendre Kbotais et autres forteresses de l'Iméret, occupées par les Turcs. Tottleben ayant échoué devant Potbi, évacua la Géorgie, en 1771. La guerre continua entre les Géorgiens et les Ottomans, sans avoir d'autres résultats que le pillage et la dévastation. La conduite d'Héraclius lui acquit l'estime de Catherine, et le fit regarder comme un voisin utile et un allié fidèle. Il fut reconnu roi de Géorgie. Alexandre, privé des secours dont il s'était flatté, mais qu'il avait démentis par sa mollesse et son apathie, quitta secrètement la Russie, vint en Perse, et se rendit à la cour de Chiraz. Les honneurs qu'il y reçut ranimèrent ses espérances. Le régent Kerim-Khan, aux yeux duquel les relations d'Héraclius avec les Russes, étaient des indices de révolte, promit de protéger efficacement son rival. Une armée persane devait marcher contre la Géorgie au printemps de 1771; la politique d'Héraclius déjoua ce projet et en arrêta les préparatifs. L'ne ambassade et de riches présents qu'il envoya à Kerim-Khan parvinrent à changer ses dispositions. Alexandre fut retenu prisonnier dans le palais où il était naguère traité comme un prince. Par le traité de Kaimardjie, conclu entre la Russie et la Porte, en 1774, le grand seigneur renonça à toute espèce de tribut et de souveraineté sur les Géorgiens; Héraclius profita de la paix pour tâcher de civiliser ses états, d'y encourager l'agriculture et l'industrie. Dans cette intention, il avait accueilli avec distinction Guldenstadt et d'autres savants russes et allemands. Il s'engoua d'un intrigant nommé Reineggs, dont il fit son médecin et son favori. Cet aventurier, qui d'ailleurs ne manquait pas de connaissances, perfectionna la fabrication de la poudre et la fonderie des canons; une imprimerie fut établie à Tiflis, des mines, jusqu'alors inconnues ou inutilisées, furent exploitées avec succès. Le khan d'Erivan ayant cessé, en 1776, de payer à Héraclius le tribut convenu, ce prince marcha contre lui, l'année suivante, et sans égard pour la médiation du patriarche des Arméniens, il battit Hassem-Aly, et menaça Erivan qu'il ne put prendre, les maladies qui ravageaient son armée l'ayant obligé de lever le siège. Fuyant le siège de la guerre, les habitants des villages voisins s'étaient retirés sur le territoire ottoman. Il les fit inviter à revenir, en disant qu'ils devaient voir en lui un libérateur et non un ennemi; mais, lorsqu'ils furent de retour, il les envoya en Géorgie où il les força de s'établir, et détruisit leurs anciens villages: ce ne fut qu'après plus de trois ans, et lorsque leur nombre fut diminué des deux tiers, qu'ayant reçu le tribut du

khan d'Erivan et son fils en otage, il permit à ces malheureux de retourner dans leur patrie; mais fasciné de ce qu'un d'eux ne voulait rester dans ses états, il mit à leur départ tant d'entraves, qu'ils furent réduits à traverser le Kour à la nage. Ce trait de despotisme et de mauvaise foi n'est pas le seul que l'on ait à reprocher à Héraclius, et prouve que ce prince, malgré sa manie de civilisation, se souvenait encore qu'il avait été à l'école de Nadir-Chah. Les progrès de la puissance d'Héraclius, et ses relations intimes avec la Russie, inquiétaient le divan, qui, pour le renverser, résolut de mettre Alexandre sur le trône de Géorgie. Ce prince était toujours prisonnier à Chiraz, et dans un extrême dénuement. Kerim Khan étant mort, un de ses successeurs, gagné par les emissaires et les présents de la Porte, rendit la liberté au prince géorgien, qui partit aussitôt pour Constantinople, d'où il alla joindre un corps d'armée rassemblée à Van. On se mit en marche en se dirigeant sur Kars, près des frontières de la Géorgie; mais le sixième jour, Alexandre disparut, soit qu'il eût été enlevé par les agents de son ennemi, soit plutôt que son ame sans courage et avilie par le malheur lui eût refusé le courage nécessaire pour disputer une couronne l'épée à la main. Un seigneur russe qui l'avait vu en Perse le retrouva, dit-on, quelques années après, à Venise. Quoiqu'il en soit, cet événement, la conquête de la Crimée et d'une partie du Kouban par les Russes, et plus encore les conseils de Reineggs déterminèrent Héraclius à refuser l'obéissance au régent de Perse et à se déclarer vassal de la Russie, par un traité conclu à Ghorghievsk, le 14 juillet 1783. Cette puissance, qui depuis longtemps travaillait en vain à étendre son pouvoir dans les monts du Caucase, ne tarda pas à envoyer des troupes en Géorgie, sous le prétexte de garantir ce pays contre les invasions de ses voisins. Mais, mal secondés par Héraclius, elles ne purent empêcher les Lézghis de s'emparer des forteresses de Henden et de Wakhan dans le Soumkhet, de les détruire, et de vendre comme esclaves les Grecs qu'on avait fait venir pour l'exploitation des mines. On attribue cette conduite d'Héraclius, soit à la crainte que lui inspiraient le caractère fier et indomptable de ces Grecs, et les richesses qu'ils avaient acquises par leur travail et leur industrie, soit à une haine jalouse de voir les progrès de la population et de la prospérité de Soumkhet, sous le gouvernement de son fils Georges et de son genre David. Il se laisse pas d'augmenter la force de son armée, dans l'intention de se joindre au rebelle Hadji-Ali, pacha de Trébizonde, contre les Turcs; mais il fut obligé de l'employer à sa propre défense contre le fameux Chirak-Mansour. Après avoir été battu trois fois, il le vainquit en 1788 et l'envoya prisonnier en Russie. Depuis la mort de Kerim-Khan, en 1779, ses successeurs, occupés à se faire la guerre et à s'entre-détruire, n'avaient pu songer à faire rentrer sous la domination de la Perse les états d'Héraclius et les districts qui lui payaient tribut. Lorsque l'envahisseur Agha-Mohammed eut fondé la dynastie aujourd'hui régnante sur les ruines de la famille de Kerim-Khan, il s'appliqua à recouvrer toutes les parties de l'empire qui on avaient été démembrées. Il traversa l'Araxe avec une armée formidable, en 1796, entra dans le Karabagh, menaça Erivan et Chouchi; mais, prévoyant la longue résistance de ces deux places, il se contenta de les tenir bloquées par deux corps d'observation, et, après avoir inutilement fait sommer le roi de Géorgie de reconnaître la suzeraineté de la Perse, il marcha sur Tiflis. Le vieux Héraclius, alarmé de l'approche des Persans, et réduit à ses propres forces, dépêcha courrier sur courrier au comte Goudovitch, commandant des troupes russes au nord du Caucase, pour lui demander de prompts secours. On voyait poindre arriver, il arma à la hâte les paysans des environs, prit à sa solde quinze mille Arméniens, et vint à la rencontre des Persans. Mais la défection de ses fils et de ses vassaux, l'insubordination de ses ambassadeurs, l'obligèrent de revenir sur ses pas, et de se consacrer uniquement à défendre sa capitale. Il obtint quelque avantage dans un premier combat, le 13 septembre; mais le lendemain, ses troupes ayant été décourues par l'annonce stupéfiante du nombre des ennemis, il prit la fuite,

et abandonna Tiflis au vainqueur, qui la mit à feu et à sang, et n'en fit qu'un monceau de ruines, après en avoir enlevé en esclavage une foule d'habitants des deux sexes. Catherine II, en apprenant le désastre de la Georgie, se hâta d'y envoyer de puissants secours. Le comte Valérien Zourboulv entra dans le Daghestan, et s'avança sans résistance jusqu'à l'embouchure du Kour. Agha-Mohammed était alors occupé, dans le Khorassan, à son expédition contre Schah-Rokh. Les troupes qu'il avait laissées en Georgie et dans le Karabagh furent obligées de rendre une partie des prisonniers faits à Tiflis. Héraclius, depuis le départ du roi de Perse, avait quitté son asile des montagnes, et était resté dans sa capitale pour y pleurer ses malheurs. Il y demeura tranquille sous la protection des Russes, même après que la mort de Catherine II et les ordres de Paul I<sup>er</sup>, son fils, eurent mis fin aux hostilités en Perse, et forcé les Russes d'évacuer le Daghestan et la Georgie. Vainqueur du Khorassan, Agha-Mohammed revint, en 1797, dans le Karabagh, dans le dessein de tirer une vengeance éclatante du vieil allié des Russes; mais il fut assassiné dans sa tente devant Chouché, et la mort de ce barbare ennemi fut un sujet de consolation pour le malheureux roi de Georgie, qui ne lui survécut pas long-temps. Héraclius mourut en 1798, presque octogénaire, après avoir régné plus d'un demi-siècle. Ce prince n'avait pas un physique imposant; sa taille était au-dessous de la moyenne, son teint brun, ses yeux grands, et sa barbe peu fournie. Il laissa plusieurs enfants. C'est sous le règne de l'aîné, prince ingrat, que s'est consommée l'incorporation de la Georgie au vaste empire russe.

**HERISSANT** (Louis-Tatouant), diplomate et littérateur, né à Paris, le 7 juin 1743, fit ses études au collège de Beauvais, et fut reçu avocat le 29 août 1765. Il abandonna cette profession, en 1771, lors de la formation du parlement Maupeou. Il se rendit en Allemagne pour étudier le droit germanique; il était à Berlin en 1773, alors il fut nommé secrétaire à la légation de la diète de Ratisbonne. En 1779, il fut nommé conseiller de légation, et ensuite chargé d'affaires. Il quitta Ratisbonne en 1793, et revint à Paris après vingt ans d'absence; il y vécut dans la retraite, ne s'occupant que de littérature. Il mourut le 21 mai 1811, laissant une bibliothèque assez considérable, composée principalement de livres sur l'histoire de France et sur l'histoire de la littérature. Il n'a fait aucun ouvrage important; mais des mémoires, des épitres, des fables, des éloges, et divers autres morceaux dont quelques uns sont restés manuscrits. Ses premiers essais: *Mémoire sur les droits et les prérogatives du grand pontife de l'ancienne Rome*, et après sur le goût, reparurent plus tard, l'un sous le titre d'*Essai sur le goût*, et l'autre dans le sixième *Recueil de la société typographique de Bouillon*. En 1763, il avait aussi achevé, *Sur la vie et les écrits de Tribonian*, un mémoire qui est en manuscrit à la bibliothèque royale. Les éloges de *Carlus*, de *Joly de Fleury* et du duc d'Orléans, régent, furent insérés, en 1770, dans la *Galerie française*, et ce dernier, très augmenté, reparut en 1778, in-8°. Dans le *Faillir français*, ou liste des meilleures fables depuis La Fontaine, Paris, 1771, in-12, on en compte six anonymes de la composition de Herissant. Il a coopéré à la *Bibliothèque de savoir*, in-12, contenant des mélanges de littérature et de morale, on lui attribue les *Observations historiques sur la littérature allemande*, p. r un Français. Ratisbonne, 1781, in-12. Il en a laissé deux exemplaires chargés de notes de sa main; ils se trouvent tous deux à la bibliothèque royale. Il a réuni divers opuscules sous le titre: *Fables et discours en vers, suivis de différents morceaux en prose et en vers*, Paris, 1783, in-12. Il a inséré dans le *Magasin encyclopédique*, depuis la première année de ce recueil jusqu'en 1810, un assez grand nombre d'articles, parmi lesquels on remarque celui qui, traitant de l'*Influence du climat sur les lettres*, contient surtout des observations relatives à l'Angleterre (première année), et *Mémoire abrégé sur les antiquités historiques de la Bavière* (quatrième année). Des cinq manuscrits laissés par Herissant, le principal paraît être le *Précis de la vie de N. Maltbrunche*, avec

des notes, etc., et une lettre inédite de Leibnitz. Le premier imprimé sous le même titre, en 1769, et placé en tête du *Traité de l'infinité*, que souvent on a voulu attribuer à Maltbrunche, ne contenait qu'un petit nombre de pages; mais le manuscrit formait un volume in-8°: il a passé dans les mains du notaire-bibliomane Boulard.

**HERISSANT DES CARRIÈRES** (JEAN-TATOUANT), frère du précédent, ancien libraire à Paris, et né dans cette ville en 1745, alla dans sa jeunesse se fixer en Angleterre, et y enseigna la langue française. Il est mort, en 1820, à Crydon, petite ville du comté de Surrey, près Londres, après plus de cinquante années d'exercice dans la profession qu'il avait choisie. On a de lui: 1° *Catalogue des livres de la bibliothèque de M<sup>me</sup> de Pompadour*, Paris, 1765, in-8°; 2° *Mémoires d'un célèbre nois (Borulawski), écrits par lui-même en français, et traduits en anglais*, Londres, 1768, in-8°; 3° *Histoire d'Angleterre, en forme de lettres, traduit de l'anglais de Goldsmith*, 1777; 4° *Catéchisme de l'histoire de France*, Londres, 1790, in-12; 5° *Précis de l'histoire de France, jusqu'au temps présent, en français et en anglais*, Londres, 1793, 2 vol. in-8°; 6° *La petite Perse en français, ou recueil de morceaux choisis dans les poètes français*, Londres, 1796, in-8°. Herissant des Carrières est encore auteur de plusieurs ouvrages élémentaires publiés à Londres, à l'usage des Anglais. On lui doit des éditions de l'*Archit. clare du Buiet*, du *Dictionnaire de Beyer*, auquel il a fourni quelques corrections, et des ouvrages de Chambers.

**HERMANN** (JEAN-GONRAUD-JACQUES), un des plus célèbres hellénistes vivants, est né le 28 novembre 1773, à Leipzig, où son père était président du tribunal des échotins. L'excellente instruction qu'il reçut dans son enfance, développa de bonne heure son penchant pour la littérature classique, et déjà, en 1786, il commença ses études universitaires sous la direction de son parent, le célèbre recteur Reis. Celui-ci lui enseigna particulièrement les littératures grecque et latine. Plus tard, le jeune Hermann étudia les mathématiques et la philosophie à l'université de Leipzig et à celle d'Iéna. Son père le destinait à la jurisprudence; mais il employa la plus grande partie de son temps à la philologie, et en 1794, il soutint à Leipzig une thèse latine, qui lui valut l'autorisation de faire des cours publics. Il fut nommé professeur extraordinaire de philosophie à l'université de cette ville, en 1798, et, en 1803, professeur ordinaire d'éloquence. A cette chaire, il joignit, en 1809, celle de poésie. Il s'était déjà attiré l'attention du monde savant par plusieurs écrits philologiques. Les cours de Hermann et la société grecque fondée par lui, qui devint bientôt une pépinière de philologues distingués, ont puissamment contribué à faire prospérer l'université de Leipzig. Le roi de Saxe lui accorda, en 1815, la décoration de l'ordre du mérite civil, et les sociétés savantes de presque tous les pays se sont fait un honneur de l'inscrire au nombre de leurs membres. Hermann, dont le zèle pour la science est infatigable, a composé un très grand nombre d'ouvrages philologiques dont nous citerons les plus importants: 1° *De posuio generibus*, 1794; 2° *De metri postarum græcorum et romanorum libri duo*, 1796; 3° *Manuel de l'art inclure*, 1798, (en allemand); 4° *De emendanda ratione græcæ grammaticæ*, 1801; 5° *Observationes critica in quodam loco Æschylæ et Euripidis*, 1803; 6° *Observationes de græcæ linguæ dialectis*, 1807; 7° *Epistola de dramate comico-æstivo*, 1809; 8° *De dialecto Pindari*, 1809; 9° *De usu antiquitatum in græcorum tragediis*, 1810; 10° *Elementa doctrinæ metricæ*, 1816; ouvrage de la plus haute importance et unique dans son genre: il a été publié en abrégé en 1818; 11° *De mythologiæ Græcorum antiquissimâ*, 1817; cet écrit a donné lieu à une longue correspondance entre l'auteur et le célèbre mythographe Frédéric Creuzer, qui a été publiée dans le temps; 12° *Sur l'interprétation des inscriptions grecques par M. le professeur Berch*, 1826 (en allemand); 13° *Godofredi Hermann opuscula*, 1826, 3 vol. C'est une collection de mémoires académiques. Outre ses ouvrages originaux, Hermann a donné d'excellentes éditions de plusieurs auteurs grecs et latins, accom-

pagués de notes et de commentaires. Parmi ces dernières publications se distinguent particulièrement : 14° *Figulus, de præcipua græca dictionis idiotismi*; 15° *Orphica*, 1803; 16° *Les hymnes d'Homère*, 1806; 17° *La poétique d'Aristote*: 18° plusieurs tragédies de Sophocle, Euripide et Achylle.

**HERONDE VILLEFOSSE** (ANTOINE-MAUR, baron), inspecteur divisionnaire des mines, membre de l'académie des sciences, et conseiller d'état, né à Paris, le 21 juin 1774. Après avoir fait ses études à l'école polytechnique, il embrassa la carrière dont il occupa aujourd'hui un des premiers emplois. Il fut envoyé dans les départements, revint à Paris, et fut attaché à l'administration générale des mines, puis nommé inspecteur de la troisième division et ensuite de la première, dont le siège est à Paris. L'institut l'appela dans son sein en 1817, et il entra peu de temps après au conseil d'état. Il est officier de la légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis. On a de lui : 1° *Essai sur l'histoire de la révolution française par une société d'auteurs latins*, 1800, in-8°; 2° édition, in-8°. C'est un recueil de passages latins applicables à l'histoire du temps; 3° *De la richesse minérale, considérations sur les mines, usines et salines des différents états, présentées comparativement 1° sous le rapport des produits et de l'administration dans une première division intitulée : Division économique; 2° sous le rapport de l'état actuel de l'art des mines et usines dans une seconde division intitulée : Division technique*, Paris, 1810-19, 3 vol. in-8°, avec un atlas de 165 planches, in-f°; 3° *Chant polytechnique, chanson de table adressée, en 1798, aux élèves de l'école polytechnique dont l'admission datait de la fondation de l'établissement*, Paris, 1821, broch., in-8°; 4° *Mémoire sur l'état actuel des mines à fer de France, considérées au commencement de l'année 1836, etc.* (Extrait des *Annales des mines*), Paris, 1836, in-8°. On a encore imprimé de M. Heronde de Villefosse plusieurs morceaux extraits des *Annales des mines*, et on lui doit plusieurs mémoires insérés dans le *Journal des mines*, entre lesquels nous citerons : *La statistique des mines et usines du département de la Moselle*, tome XIV, 1803; *Traité sur la préparation des minerais de plomb, contenant les divers procédés employés au Harz pour cet objet*, tome XVII, 1804; *Extrait d'un mémoire inédit sur l'état des mines du pays de Liège et des rapports de M.M. les ingénieurs au corps des mines sur les catastrophes de Benjumeur*, tome XXXI, 1813, etc.

**HERSENT** (LOUIS), membre de l'institut, officier de la légion d'honneur, né à Paris en 1777. Elève de Regnaud, il a pris un rang très distingué parmi les peintres d'histoire de l'école moderne. Les tableaux suivants que nous lui devons : le *Passage du pont de Landshut*, *Las Casas*, Fenelon ramenant la vache du paysan, et la *Bienfaisance de Louis XVI*, sont remarquables par l'expression pathétique et une touche originale qui n'appartient qu'à M. Hersent. Daphnis et Chloé, et *Gustave Vasa* ont mis le sceau à sa réputation. Toute la grâce, toute l'ardeur naïve de l'amour pastoral respire dans le premier de ces tableaux; le second est une des belles conceptions historiques de l'école française. Il a mérité à son auteur la décoration de la légion d'honneur. Le charmant tableau de *Ruth et Boaz*, dont l'expression et la pureté de dessin et de goût rappellent la manière du Poussin, avait été commandé par Louis XVIII. Il a été gravé par M. Alexandre Tardieu. Les *Mines du mont Saint-Gothard*, dernière production de M. Hersent, appartient au gouvernement : il est destiné au musée du Louvre. On a encore de M. Hersent plusieurs beaux portraits dont l'un des plus connus est celui de M. Cuvier Perrier. M. Hersent a été nommé à l'institut en 1835. — **HERZEG** (LOUIS-MARTIN, femme du précédent, et fille du célèbre géomètre, est auteur de plusieurs jolis tableaux qui l'ont placée au premier rang des artistes de son sexe. On a de cette dame un *Saint Vincent de Paul*, qui est dans le cabinet de M. le comte de Pradel, et *Henriette de France*, fille de Henri IV, à Fontainebleau. Ces tableaux ont été faits avant son mariage. Elle a exécuté depuis le *Lendemain de la mort de Henri IV*, et Louis XIV donne sa bénédiction à son petit-fils. Ces deux tableaux qui ont été généralement

admirés, sont au musée du Luxembourg. M. Tardieu s'occupe de la gravure du premier.

**HERTZBERG** (EWALD-FRIEDRICH, comte de), ministre de Prusse, né en 1736, d'une famille noble, dans la Poméranie. Son père était sans fortune; mais il avait servi avec distinction en Sardaigne, où il avait eu le titre de major. Ewald étant entré, vers l'âge de quatorze ans, au gymnase de Stettin, y composa, trois ans après, en latin et avec succès, un morceau généalogique de quelque étendue sur les premiers empereurs d'Autriche. A l'université de Halle, il s'occupa spécialement du droit public, et il fit sur celui des états de Brandebourg, une dissertation qu'on ne lui permit pas de publier. Employé de bonne heure dans les archives secrètes à Berlin, il fut remarqué de Frédéric II, qui, voyant son discernement, le chargea d'extraire des titres propres à lui servir de matériaux pour son ouvrage sur le Brandebourg. En 1747, Hertzberg fut nommé conseiller de légation; il fit alors deux mémoires historiques relatifs à la Prusse, mais on alléguait pour l'empêcher de les publier de certaines convenances politiques. Ce fut lui que le roi chargea ensuite de remettre en ordre les archives du royaume qu'on avait emballées avec précipitation dans un temps de désastres. Il tira si bien parti des documents que cette circonstance mettait sous ses yeux, qu'après deux ans de recherches, en 1753, il envoya, sur l'ancienne population du Brandebourg, un mémoire à l'académie de Berlin, qui le couronna. Elle reçut l'auteur au nombre de ses membres la même année, et Frédéric le nomma conseiller intime de légation. Toujours attaché au ministère des relations extérieures, il assista depuis 1758 aux conférences relatives à cette partie de l'administration, et il eut part à la correspondance secrète. Au moment de l'invasion de la Saxe, en 1756, la correspondance du cabinet de Dresde depuis dix ans tomba dans les mains de Frédéric II. Il la fit examiner par Hertzberg qui, bien qu'elle formât quarante volumes, en donna huit jours après le résultat en trois langues, en allemand, français et latin. Cette sorte de manifeste contre les desseins des cabinets de Dresde et de Vienne eut un prodigieux débit, surtout dans cette dernière ville. Lorsqu'en 1757, le roi eut indispensable de concentrer ses forces et d'abandonner momentanément à l'ennemi les provinces de l'ouest, il reçut une lettre anonyme où ce projet n'était pas approuvé; il devint qu'elle était d'Hertzberg, dont bientôt l'événement justifia les craintes. Ce prince ne tarda pas à lui confier les titres de premier secrétaire intime, et de conseiller-d'état au département des relations extérieures. L'inspection des archives secrètes lui resta, et il eut particulièrement la direction des affaires de la Silésie. On lui eut beaucoup de gré de sa conduite honorable et pleine de vigueur après la défaite de Kolin. Voyant que la forteresse de Stettin, qui n'est qu'à douze lieues de la mer de Suède, était menacée par les troupes de ce pays, il sut persuader aux états de la province de lever plusieurs bataillons de milice et des corps de cavalerie légère pour suppléer à la faiblesse de la garnison. Après avoir négocié, en 1762, la paix avec la Suède et la Russie, et l'année suivante le traité de Hubertsbourg, il devint ministre des relations extérieures, sans quitter ses anciennes fonctions. Le premier démembrement de la Pologne était décidé à Petersbourg, avec l'agrément de Vienne. Hertzberg, qui sans doute n'entrevit aucun moyen de s'opposer à cette spoliation, désira du moins que la Prusse y trouvât aussi son avantage; il fit valoir des droits dont elle avait été frustrée trois siècles auparavant, et comme cela n'était contraire qu'aux intérêts de la faible Pologne, le négociation eut un plein succès, grâce à l'adresse du prince Henri qui alla captiver l'attention de Catherine dans sa capitale. Hertzberg rendit aussi de grands services à l'occasion de la succession de Bavière, soit avant le traité de Teschen, ou par ce traité même, soit en 1784, en provoquant l'union des princes du nord contre l'Autriche. D'autres projets de Joseph II ayant excité dans la Belgique un soulèvement presque général, le ministre prussien contribua plus que tout autre à la pacification de cette riche

contre. On lui dut de plus et le rétablissement du stathouderat, et la satisfaction que la Prusse obtint dans une discussion qui s'était élevée entre elle et le cabinet de Versailles. Frédéric II donna constamment des marques de confiance à son ministre, et il l'appela auprès de lui lorsqu'il vit approcher sa fin. Frédéric-Guillaume II accorda d'abord à cet habile diplomate la même bienveillance : il lui laissa ses fonctions, le fit comte, le décora de l'aigle noire, et le choisit pour curateur de l'académie des sciences. D'autres succès de Hertzberg pour le maintien de l'équilibre en Europe, et pour l'entier rétablissement de la tranquillité chez les Hollandais, ajoutèrent encore à sa réputation, et ce fut par ses soins que s'assembla, en 1790, le congrès de Reichenbach. Cependant on s'y suivit pas toutes ses vues, et peu de temps après un autre déplaisir, la nomination de deux nouveaux ministres destinés à restreindre son influence, lui inspira le projet de se retirer. Le roi consentit seulement à le débarrasser du soin des affaires ; il voulut qu'il conservât un traitement, et qu'il ne cessât pas d'assister aux séances du conseil d'état. Depuis ce jour, l'activité de Hertzberg eut principalement pour objet le perfectionnement de l'exploitation des terres : il faisait à cet égard des essais multipliés dans ses propres domaines, et s'efforçait de naturaliser de plus, sous cette latitude peu favorable, la culture de la soie, introduite par lui-même quelques années auparavant. Plein du souvenir des bontés de Frédéric II, il voulait écrire l'histoire d'un règne si fertile en événements : on ne lui refusa point de consulter à cet effet les archives secrètes, mais on lui suscita des obstacles, jusqu'à ce qu'il eût abandonné son dessein. Du moins il léguait les habitants de la Poméranie à élever, dans Sellin, un monument en l'honneur de ce monarque, et il soulevait lui-même pour la somme de 3,700 fr. Le 10 octobre 1796, on consacra cette statue, exécutée par Schadow, et Hertzberg prononça l'éloge du prince à qui il devait en si grande partie sa réputation comme sa fortune. Vers la fin de sa vie, les deux principaux intérêts politiques de l'époque le mettant en opposition avec les conseils écoutés de préférence à la cour, le jetèrent dans une sorte de cépécage, dont il aurait dû se montrer moins affligé, puisque la cause en était honorable. Son avis était qu'on entrât en négociation avec la république française, et qu'on préférât aux chances d'une guerre dangereuse pour la Prusse, la prépondérance que le cabinet de Berlin pourrait acquérir comme médiateur. Quant aux moyens d'agrandissements successifs concertés aux dépens de la Pologne, on allait beaucoup trop loin selon lui : il avait bien désiré que la Prusse rentrât dans quelques possessions anciennes, mais non que la Pologne fût accablée. « Suivant mes idées, écrivait-il au roi, en 1794, c'est la plus grande faute que puissent faire les trois puissances, surtout la Prusse. Le titre dont ces puissances se servent pour partager la Pologne est si odieux et si décrié, qu'il leur vaut toujours un tort infini à la réputation des trois souverains, et que leurs noms en seront flétris à jamais dans l'histoire... » Cette lettre de Hertzberg, et plus encore son opinion modérée relativement aux principes de la révolution française, lui attirèrent de la part du roi une réponse très dure, datée du 30 juillet. « Il fut un temps, lui dit ce prince, où vous remontriez votre devoir en me soumettant votre opinion sur les affaires que je confiais à votre zèle. Aujourd'hui que votre carrière diplomatique est terminée, je vous tiendrais compte d'une discrétion qui m'épargnerait des conseils dont je ne fais cas que si je les demande. » Hertzberg devait s'attendre à éprouver tôt ou tard quelque dégoût semblable : il avait moins cherché à plaire qu'à être utile. Jamais il ne s'était montré bonasse de cour, ni dans son langage, ni même dans sa mise ou dans ses manières. Sa société se composait uniquement de savants et d'hommes de lettres ; il joignait lui-même à sa facilité pour traiter les affaires, une grande connaissance de l'histoire, et, dans ce genre surtout, une vaste érudition. Il regardait comme inséparable de toute administration régulière une publicité sans entraves, et il insistait con-

stamment sur ce point, malgré son aversion pour les véritables abus de la presse. Peut-être ne devrait-on pas s'arrêter dans ces principes qu'au souvenir des obstacles qui, durant sa jeunesse, lui avaient fait perdre le fruit de travaux considérables ; mais enfin il comprenait parfaitement que ces sévérités présentaient les inconvénients les plus graves. A l'avènement de Frédéric-Guillaume II, il s'était fortement exprimé, dans un discours académique, en faveur de la liberté de la presse, et il l'a toujours protégée autant qu'il était en lui. La prédilection qu'il montrait pour la littérature de la France ne lui faisait pas négliger les moyens de perfectionner celle de la Germanie, pour laquelle le grand Frédéric avait laissé apercevoir un éloignement peu politique. Néanmoins c'était en français qu'Hertzberg lisait à l'académie de Berlin, ses nombreux discours qui avaient habituellement pour objet des recherches historiques. La physiognomie du comte de Hertzberg s'accordait avec l'étendue de ses talents, et annonçait cette force de pensée qui le portait à propager de tout son pouvoir l'instruction publique. Des long-temps l'excès du travail l'avait affaibli, mais des habitudes réglées et la sobriété le soutenaient. On lui attribuait assez généralement beaucoup de susceptibilité et même de vanité, ce qui explique son profond chagrin à la vue de l'improbation d'un monarque dont assurément l'aveugle dévouement n'était point capable de rabaisser aux yeux de la postérité un ministre qu'avait toujours estimé le héros de la Prusse. Hertzberg n'a survécu que dix mois à la laceration de la lettre fatale. Après avoir servi son pays sans interruption pendant un demi-siècle, il succomba le 27 mai 1795. Ses principaux ouvrages sont : 1° *Histoire de l'ancienne puissance maritime de Frédéric-Guillaume, d'electeur de Brandebourg, et des établissements de la compagnie africaine sur les côtes d'Afrique, etc.*, en français. Il en existe une traduction allemande dans l'*Histoire politique de la Prusse*, par Paula ; 2° un grand nombre de mémoires sur l'état militaire des électeurs de Brandebourg, sur la libre navigation du pavillon prussien, sur la population primitive de la Marche de Brandebourg, sur les desseins des cours de Vienne et de Saxe contre le roi de Prusse, avec les pièces justificatives, etc. Une grande partie de ces mémoires ont été réunis sous le titre de *Recueil des deductions, manifestes, etc. rédigés pour la cour de Prusse*, par le ministre d'état de Hertzberg, depuis le commencement de la guerre de sept ans, Hambourg, 1789-1795, 3 vol. in-8°, et, sous le titre d'*Œuvres politiques*, Paris, 1795. Plusieurs discours académiques de Hertzberg ont été traduits en anglais, en polonais, en suédois et en danois. Il existe aussi un choix intitulé : *Huit dissertations... lues dans les assemblées de l'académie de Berlin, tenues pour l'anniversaire du roi Frédéric II dans les années 1780-1787, Berlin, 1787, in-8°*. La vie de Hertzberg a été écrite plusieurs fois. E.-L. Powell l'a donnée en allemand, et l'a intitulée : *Ewald-Frederic de Hertzberg, avec des extraits de sa correspondance, etc.*, Tubingue, 1798, in-8°.

**HERVAGAUT (JEAN-MARIE)**, aventurier qui prit, au commencement de ce siècle, le nom de Louis XVII, roi de France. Il naquit à Saint-Lô, le 30 septembre 1751. Son père exerçait le métier de tailleur : sa mère, fort jolie, avait été remarquée par le duc de Valentinois, pair de France, et le jeune Hervagault passait pour le fils du duc : il y avait en effet quelque ressemblance. Hervagault montra, dès son plus jeune âge, un goût particulier pour les aventures, et quitta la maison paternelle dès l'âge de quinze ans. Alors il joua divers rôles, et se fit passer tour à tour pour le fils de M. de la Vaucelle, du duc de Longueville, du prince de Monaco, puis enfin de Louis XVI et de Marie-Antoinette. C'était avec une touchante naïveté qu'il racontait son évasion du Temple : aussi intéressait-il à ses prétendus malheurs des personnages du plus haut rang, tels que l'évêque de Viviers qui s'était fait son précepteur. Le faux dauphin trompa une foule de personnes au-dessus de la classe commune, dans les provinces de Bourgogne, de Champagne, de Bretagne et de Normandie. Quelques-unes de ces personnes crédules lui rendirent les honneurs dus au rang qu'il avait

usurpé. Il fut plusieurs fois arrêté; mais son père, le tailleur, le réclamait, et la justice le lui rendait. Le tribunal criminel de la Seine-Inférieure l'ayant condamné, au mois d'août 1808, à quatre années d'emprisonnement pour escroquerie et récidive, il fut enfermé dans la prison de Rouen. Après l'expiration de sa peine, la persévérance et les intrigues de ses partisans, et surtout les mouvements que se donnait le même évêque de Viviers, déterminèrent le gouvernement à renfermer Hervéault dans une prison d'état. Il mourut à Bicêtre en 1812. Ceux qui ont vu cet aventurier et l'ont entretenu, disent qu'il parlait avec une telle réserve, qu'il ne lui échappait pas un seul mot qui pût le compromettre envers le gouvernement, ou le mettre en opposition avec lui-même, et que de tous les fous qui se sont dit dauphins de France, depuis trente ans, il était le seul propre à jouer le rôle qu'il avait embrassé.

**HERVILLE (JEAN-BAPTISTE-MICHEL-RENÉ DERNAND, baron d')**, général, né à Paris, le 19 avril 1749. Destiné à la profession des armes par sa propre inclination et par une sorte de nécessité de son caractère, il entra sous-lieutenant au corps royal d'artillerie à l'âge de dix-neuf ans, et deux ans après, il passa, comme lieutenant, dans une des compagnies en service dans les Indes. Il reçut plusieurs blessures au siège de Pondichéry, et il entra en France le 30 mai 1783. De retour aux Indes, il s'y distingua, le 13 juin 1783, à la bataille de Goudelour, et il prit part ensuite au siège de cette ville. En 1786, il était capitaine au régiment d'artillerie des Colonies. Il fut fait chevalier de Saint-Louis en 1788, et chef de brigade en 1793. Nommé colonel le 14 juillet 1793, il a commandé l'artillerie dans les établissements français de l'Inde jusqu'à la reddition. Après avoir été un moment prisonnier de guerre, il arriva à l'Île-de-France à la fin de cette même année. Revenu en France en 1797, au mois de juillet, et revêtu des fonctions de directeur d'artillerie, il a inspecté les forts des 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> divisions militaires. Il passa à l'armée du Rhin, en 1800, et à celle d'Espagne l'année suivante. En 1804, on le chargea de la direction du parc d'artillerie au camp de Brast, et ayant reçu la décoration de la légion d'honneur, le 6 février, il en devint officier le 14 juin. Le colonel d'Herville a fait, à la grande armée, les campagnes de 1806 à 1809; il a commandé l'artillerie à Glogau en Silesie. Le 8 janvier 1814, il passa, comme général de brigade, à l'état-major général de l'artillerie, et peu de jours après, il reçut le commandement de l'école d'artillerie à Douai. Nommé par Louis XVIII commandant de la légion d'honneur, dernière récompense de ses longs et honorables services, il fut admis à la retraite le 23 décembre 1814. Malgré la force de sa constitution, il se ressentait des suites de ses fatigues sous le ciel de l'Indoustan; des incommodités déjà invétérées menaçaient même d'abréger sa vie; mais il conservait dans ses dernières années une franchise toute militaire et une originalité d'esprit, qui, jointe à d'autres qualités, lui attachaient tous ceux dont il était bien connu. On aimait surtout à l'entendre parler de son séjour dans le Coronandel. Il avait observé sans aucune prétention systématique, mais avec une sagacité peu commune, les mœurs des vieux peuples de cette partie de l'Orient, et diverses particularités de la condition des esclaves dans nos colonies. Le baron d'Herville a continué de résider à Paris où il s'était marié; il y est mort le 19 juin 1850, sans laisser d'enfants.

**HERVILLY (LOUIS-CHARLES, comte d')**, connu dans la guerre civile de l'ouest, naquit à Paris en 1755. Après avoir servi dans le régiment du roi infanterie, il fut envoyé en Amérique à l'âge de vingt-quatre ans, avec le grade de sous-lieutenant au régiment de la marine. Au retour de cette campagne de 1779, qu'il avait faite honorablement, il devint colonel de Robau-Souloise. En garnison à Rennes pendant l'année 1788, il s'était fait aimer de toute la noblesse, et il lui devint plus cher encore vers le commencement de la révolution, en défendant courageusement son drapeau contre le parti populaire. Lorsqu'ensuite on forma la nouvelle garde du roi, on y reçut d'Hervilly en qualité de colonel de la cavalerie, et il donna des preuves con-

stantes de dévouement ou d'activité. Nommé peu de temps après maréchal-de-camp, il fut un des deux serviteurs de Louis XVI, qui veillèrent à sa sûreté avec le plus de sèle dans les journées du 20 juin et du 20 août 1793. Ce prince l'ayant auprès de lui, le 10, après s'être rendu à l'assemblée constituante, le chargea de porter aux Suisses l'ordre de renoncer à la résistance devant les Tuileries. Dès que ses services furent devenus inutiles dans Paris, à cause de la translation du roi au Temple, d'Hervilly passa en Angleterre; il s'y occupa immédiatement de former un régiment français pour appuyer, de concert avec les Anglais, le soulèvement des royalistes de la Bretagne. En 1793, il eut le commandement de la première division des émigrés destinés à opérer une descente, et le débarquement s'étant fait le 2<sup>e</sup> juin, il établit son quartier-général à Carnac. Il disposait à peine alors de quinze cents hommes; mais il ne devait pas tarder à recevoir des secours, et on comptait en outre sur la défection d'une partie des troupes républicaines. Le lendemain, le fort Penhèrre fut enlevé, et ses défenseurs consentirent à passer au service du roi. d'Hervilly en composa une compagnie de chasseurs, afin de les mettre plus promptement en présence des soldats de la convention. Lorsque les autres chefs des mécontents purent se concerter, ils désignèrent, comme le premier d'entre eux pour guider la petite armée catholique et royale de Bretagne, le comte de Puisaye. Le désir général était de se porter aussitôt en avant; mais d'Hervilly n'ayant d'ordre à recevoir que de Londres, puisqu'il restait à la tête de tout ce que soldait le gouvernement anglais, voulut attendre des renforts: la faiblesse de son artillerie, mal montée d'ailleurs, et l'incapacité des paysans bretons, exigeant, selon lui, qu'on ne s'éloignât pas encore de l'escadre. Cette circonspection n'a pas été généralement approuvée: il n'eût pas fallu, disait-on, laisser refroidir l'enthousiasme des campagnards curés en grand nombre. Mais d'Hervilly pouvait avoir des motifs de prudence d'une autre nature. Puisqu'il dépendait du cabinet anglais, plus porté sans doute à prolonger ces discussions en France qu'à les voir terminer, même par la chute de la république, il fallait qu'il temporisât jusqu'au moment de regarder comme certain un succès capable de l'affranchir de toute tutelle étrangère. Cependant les forces du général Hoche augmentaient de jour en jour. En occupant les hauteurs de Sainte-Barbe, il renfermait les royalistes dans la presqu'île de Quiberon où d'Hervilly était resté dans les premiers jours de juillet. Le 11, il fit une sortie, et surprit dans leurs campements quelques compagnies de républicains; mais au moment où il paraissait en état de poursuivre ses avantages, il ordonna la retraite. Le 14, mille hommes se présentèrent, sous les ordres de Sombreuil; il ne leur fut pas permis de débarquer, et d'Hervilly euecurut le reproche d'avoir voulu ainsi ménager tout l'honneur du triomphe, dans l'espoir de surprendre, le 16, les troupes de la république. Elles occupaient une forte position, et elles se composaient de plus de seize mille hommes soutenus par une artillerie imposante. D'Hervilly avait pris des mesures pour les placer entre deux feux: il n'y avait guère d'autre chance pour la réussite de son entreprise, qui lui eût procuré de libres communications avec les cantons insurgés. Les chateaux, destinés à prendre l'ennemi par derrière, devaient faire connaître leurs mouvements au moyen de plusieurs signaux. Les premiers seulement furent donnés. Réduites à s'éloigner en désordre, les bandes conduites par le comte de Vauban négocièrent d'en sortir de la manière convenue, et tandis que d'Hervilly se félicitait d'une diversion à laquelle, au contraire, la première décharge avait mis un terme, il vit tourner contre sa troupe régulière tous les efforts des républicains. Deux de ses colonnes furent accablées par le feu d'une batterie inaperçue; mais, en ordonnant assez tôt la retraite, il ne perdit en tout que trois cents hommes et quinze canons. Ceux qui le blâmaient de ne pas avoir montré plus de persévérance paraissent n'avoir pas assez considéré que l'honneur n'est jamais le sacrifice d'un grand nombre de braves quand le succès devient impossible. Blessé lui-même, le com-

mandant donna des ordres jusqu'à la fin de l'action avec beaucoup de présence d'esprit. Sa valeur et sa loyauté n'eut pas été mises en doute, malgré le malentendu des Bretons. Malheureusement pour eux-mêmes, ils avaient eu peu de confiance dans cet ennemi qu'ils n'avaient jamais connu, et la principale cause des revers fut une continuelle méintelligence entre lui et le comte de Poissay. Sans doute on a pu mettre en question si d'Hervilly possédait tous les talents qu'exige un commandement général, ou s'il s'était fait une idée juste du genre de guerre convenable dans le pays et dans la circonstance; mais s'il eût su se consacrer à sa justification, vraisemblablement on ne lui eût pas imputé, avec aussi peu de réserve, les défaites de son parti à cette époque. Le général d'Hervilly jouait ses forces insuffisantes, et n'eût les dévies: il eût surtout pu disposer d'artillerie. Son autorité, ou contestée ou précisée, ne lui permettait pas non plus de seconder au besoin, comme on l'avait espéré, les royalistes de l'intérieur. Il peut perdre tout espoir dès qu'il vit que le drapeau tricolore était arboré de nouveau sur le fort de Quiberon, et, voulant s'embarquer, il monta à cheval malgré son état de souffrance: une frégate le conduisit en Angleterre. Le 16 novembre de la même année, il mourut à Londres des suites de ses blessures, emportant du moins l'estime de tous ceux qui le connaissaient particulièrement.

**HESS (FRANZ ET HENRI)**, peintres distingués de Munich, sont fils du célèbre graveur Charles-Érnest-Christophe Hess, qui mourut en 1818. — **Pierre Hess**, né le 29 juillet 1793, à Dusseldorf, est devenu, par une étude assidue, un excellent peintre de paysages et de batailles. Ayant déjà, dans sa jeunesse, un goût prononcé pour ce dernier genre, il suivit l'état-major du feld-marschal Wrede dans les campagnes de 1813-1815, et assista à plusieurs batailles qu'il a représentées. Plus tard, il visita le midi de l'Allemagne, l'Italie et la Suisse. Dans ses tableaux de batailles, il a exprimé avec une admirable fidélité toutes les passions qui agitent les hommes engagés dans une lutte sanglante. Le général, ses figures d'hommes et d'animaux reproduisent la nature même dans les moindres détails de physiognomie, d'attitude et de mouvement. Sa manière est large et gracieuse. Une de ses compositions récentes, prise à l'humble sur bois, et représentant des paysans de Galicie prenant un cheval sauvage, est généralement considérée comme un chef-d'œuvre sous le rapport du dessin et du coloris. Plusieurs de ses ouvrages ont été lithographiés par Frédéric Hobe, et publiés à Munich, en 1823. — **Henri Hess**, né le 19 avril 1796, à Dusseldorf, peintre d'histoire, a fait ses études à l'académie de Munich. Ses compositions dont la plupart ont pour sujet des scènes de la Bible se distinguent par la distribution des plans, l'aspect pittoresque des figures, et l'effet de l'ordonnance. En adoptant les principes de l'ancienne école allemande, il a su habilement en éviter tous les défauts d'exécution que les peintres modernes de l'Allemagne n'imitent que trop souvent par caprice. Toutes ses figures frappent par leur individualité et leur originalité, sans pour cela avoir rien de bizarre ou de raide ni dans les contours, ni dans les draperies. C'est surtout dans les figures de femmes et d'enfants que cet artiste excelle. — Un troisième frère, Charles, qui habite également Munich, s'est déjà fait connaître par plusieurs tableaux de paysage et de genre qui prouvent un vrai talent.

**MESSE-HOMBURG (PHILIPPE-AUG-PRÉBÉRE)**, prince héréditaire de, né le 11 mars 1779, propriétaire d'un régiment d'infanterie, et feld-marschal-lieutenant au service d'Autriche, fut employé en mai 1813 dans le corps d'armée d'observation en Galicie. Il commandait la réserve autrichienne à la bataille de Leipzig. Dans la journée du 28 au matin, il se rendit maître de la ville après de grands efforts, et fut blessé d'une balle. Le 28, le 11 décembre, Philippe adressa une proclamation aux habitants du grand duché de Francfort et de la principauté d'Hombourg, dont il était le gouverneur, pour appeler à la défense de la patrie tous les hommes capables de porter les armes. Il organisait en même temps une troupe de volontaires qui

devait former un corps de chasseurs à pied et à cheval. Ce fut le 8 janvier 1814 qu'une nouvelle proclamation de ce prince annonça, à Francfort-sur-le-Mein la levée extraordinaire et la levée en masse, connues sous les noms de landwehr et de landsturm. Il entra en France vers la fin de ce mois et contribua, à la tête de la réserve, aux résultats de la campagne. Il parut de nouveau, en 1815, à la tête des armées autrichiennes, et commandait en juillet un corps d'observation dans les environs de Metz. Philippe de Messe-Hombourg se faisait remarquer par une grande science militaire et le coup d'œil qui décide si souvent du gain ou de la perte d'une bataille. — **Messe-Honnacas (Frédéric-Louis-Guillaume-Christien, landgrave de)** père du précédent, né le 30 janvier 1748, avait succédé à son père, le 7 février 1751. Il épousa, le 27 septembre 1768, Caroline, fille de Louis IX, landgrave de Hesse-Darmstadt. Il entra en possession de ses biens, ou juin 1815, par suite de la confédération rhénane. On lui accorda en outre un territoire de dix mille habitants dans le ci-devant département de la Sarre.

**HIMMEL (FRAZACK HENRI)**, compositeur et pianiste très distingué, maître de chapelle du roi de Prusse, naquit en 1795, à Frauenbrietzen, dans le Brandebourg. Il débuta d'abord la théologie, et se rendit ensuite à Potsdam pour subir ses examens, afin d'obtenir une place d'aumônier de régiment. Dans cette ville où la cour possédait la plus grande partie de l'année, et où se trouvaient les premiers artistes de la musique royale, le jeune Himmel attira l'attention du public par l'étonnante facilité avec laquelle il touchait le piano. Le roi Frédéric-Guillaume II, lui accorda la place de maître de sa chapelle, et lui donna de l'argent pour voyager. Himmel a joui de la réputation d'un des premiers pianistes du temps. Quant au talent de la composition qu'il se vante de posséder, il en avait une opinion plus favorable que le public. Cet amour-propre, et un penchant décidé pour les jouissances de la vie, l'empêchèrent de faire les fortes et sérieuses études qui sont indispensables pour exceller comme compositeur, surtout en Allemagne. Le meilleur de ses grands ouvrages, est la musique de *Faust*, opéra-comique en trois actes, dont les paroles sont de Kotzebue. Les connaisseurs s'accordent à trouver dans cette œuvre des mélodies spirituelles et gracieuses; mais elle ne pourra, sous aucun rapport, être comparée aux compositions des auteurs du premier rang. On distingue parmi ses ouvrages d'une moindre étendue: *Uranie*, cantate sur la mort du roi Frédéric-Guillaume II, et *Les sylphes*, opéra, 1807, qui obtint un assez grand succès à Berlin; enfin plusieurs collections de chansons et de ballades qui ne sont point sans mérite. Il mourut à Berlin, le 8 juin 1814.

**HIPPEL (THEODORE-GOTTLIEB)**, né le 31 janvier 1741, à Gerdauen (Prusse orientale), était fils d'un recteur d'école. Des son enfance, il manifestait un penchant pour la solitude, et une imagination très vive, qui se plaignait aux rêveries religieuses. Son père et le pasteur de sa ville natale lui enseignèrent le grec, le latin et quelques langues vivantes qu'il apprit avec une étonnante rapidité. Dans sa quinzième année, il commença à étudier la théologie à l'université de Königsberg. N'aimant point les plaisirs de son âge, il consacra tous ses loisirs aux mathématiques, à la philosophie et à la philologie. Le conseiller de justice Woyt, célèbre jurisconsulte hollandais, qui, à cette époque, habitait Königsberg, s'intéressa au jeune Hippel, l'accueillit dans sa maison et le protégea sous tous les rapports. Au même temps Hippel fit la connaissance d'un officier russe, de Kaysar, qui, en 1760, l'emmena avec lui à Saint-Petersbourg, et l'introduisit dans la haute société. Bien que le jeune Hippel se vit alors dans la voie de la fortune, l'amour de la patrie l'emporta sur son ambition, et il retourna à Königsberg. Il y accepta la place de précepteur dans une maison notable, et conçut le dessein d'entrer dans une carrière où il pût faire valoir les connaissances variées qu'il avait acquises. Aimant une jeune personne qui, par son rang et sa fortune, était au-dessus de lui, il prit parti de se livrer à l'étude du droit, croyant que, par cette

science, il s'ouvrirait la voie des bonheurs et des richesses. Dès lors, en 1765, il quitta sa place de précepteur, et travailla de toutes ses forces et avec un brillant succès; mais aussitôt qu'il eut atteint son but, il renonça à la personne qu'il aimait, et se voua au célibat, afin de pouvoir mieux satisfaire sa dévorante ambition. D'abord il choisit la profession d'avocat, dans laquelle il se distingua par son éloquence, son érudition et sa sagacité. Sa renommée une fois fondée, on lui confia successivement plusieurs fonctions administratives dont il s'acquitta avec une grande habileté. En 1780, il fut nommé bourgmestre dirigeant et directeur de police de la ville de Königsberg, avec les titres de conseiller intime de guerre et président de ville. En cette qualité, il sollicita et obtint de l'empereur d'Allemagne le renouvellement des lettres de noblesse de sa famille. Lors de la prise de possession de Dantzig, il fut chargé de plusieurs négociations qu'il parvint à terminer à la grande satisfaction du gouvernement. Peu de temps après, il retourna à Königsberg où il termina sa vie active, en 1795, à l'âge de cinquante-cinq ans, et laissant une fortune d'environ 140,000 thalers de Prusse. Sa vie et sa conduite présentent bien des bizarreries et des contrastes. Il réunissait de grandes lumières et des suppositions puériles, une dévotion outrée et une grande sensualité, toutes les sympathies de l'amitié et la plus grande réserve avec ses amis les plus intimes, des manières polies et une rude sévérité. Toutes ses actions étaient subordonnées à ces différentes passions qui dominaient tour à tour son esprit. Kant disait de Hippiel que c'était une tête centrale et à projets, et qu'il exécutait ses desseins aussi vite qu'il les concevait. Les singularités de son caractère se manifestent dans ses nombreux ouvrages, tous publiés sous le voile de l'anonyme. (Voyez BAWOWSKI, *De l'auteur du tiers sur le mariage*, Königsberg, 1797.) Ils comptent parmi les productions les plus originales et les plus spirituelles de la littérature allemande, et occupent le premier rang parmi les ouvrages dits humoristiques. Ils abondent en expressions vives et brillantes, en images, en traits caustiques, mêlés d'observations philosophiques sur l'humanité, et de portraits bien tracés d'un grand nombre de contemporains; parmi ces derniers, on remarque ceux de Kant et de Hamann avec qui Hippiel avait eu des relations d'amitié. Voici les titres de ses ouvrages les plus remarquables: 1° *Sur le mariage*, 1<sup>re</sup> édit., 1774; 5<sup>e</sup> édit., 1835; 2° *De l'altération civile des femmes*, Berlin, 1793 (complément du précédent); 3° *De l'éducation des femmes*, Berlin, 1801, œuvre posthume; 4° *La vie des hommes en ligne ascendante, avec pièces à l'appui* cotées A, B, C, 3 vol., Berlin, 1778-1781. Cette œuvre fit beaucoup de bruit dans le temps, mais elle renferme un grand nombre de passages dont on n'est pas encore parvenu à bien saisir le sens; l'auteur y donne le développement de quelques idées philosophiques de Kant, et une esquisse de son propre caractère et de celui de plusieurs de ses amis; 5° *Autobiographie de Hippiel*, qui peut servir de commentaire à plusieurs passages de l'ouvrage précédent; 6° *Les voyages en long et en large du chevalier A. de Z.*, Berlin, 1793-1794, 3 vol.; 7° *Zimmermann 1<sup>er</sup> et Frédéric II*, par Jean-Henri-Frédéric Quittenbaum (cognissus), sculpteur en bois de Lorraine, imprimé dans la solitude, Lourdes, 1790. Les deux derniers ouvrages se composent de satires amères contre plusieurs hommes politiques du temps. Hippiel s'est aussi essayé avec succès dans la poésie. On a de lui plusieurs comédies, des caustiques imprimés à Berlin en 1793, et autres morceaux parmi lesquels on distingue ses *Deux idylles d'après la nature*, 1790. Le libraire Reimer, de Berlin, publie actuellement les *Œuvres complètes de Hippiel*. Le 1<sup>er</sup> vol. qui vient de paraître contient une biographie très-détaillée de cet auteur, avec portrait et fac-simile. Les volumes suivants renfermeront sa correspondance et ses œuvres inédites.

HOFFMANN (ERNEST-EMILE), conseiller de commerce du grand-duc de Hesse, et un des plus zélés philhellènes, est né à Darmstadt, en 1785. Après avoir été commis-négociant dans plusieurs villes de

l'Allemagne, et notamment à Hambourg, il établit lui-même, en 1806, une maison de commerce, sans posséder des fonds en propre. Par son activité infatigable, il fit prospérer son établissement, et acquit, en peu de temps, une fortune qui le rendit indépendant. Dès lors, il liquida les affaires de sa maison, et entreprit des fournitures pour les armées, des négociations d'affaires publiques, des constructions pour l'embellissement de la ville de Darmstadt, etc. Plus tard, il fit un commerce très-étendu de bois. Aimant sa patrie par-dessus tout, il s'offrit le premier, en Allemagne, en 1813, à prendre du service comme volontaire dans la guerre contre Napoléon. Il se chargea gratis des soins de l'équipement et de l'armement d'une grande partie du corps des chasseurs volontaires, et fit un don très-considérable pour l'entretien de ce corps. Il ne s'arrêta pas là; il habilla et arma cinquante chasseurs à ses frais, et leur assura des pensions viagères en cas d'accident. En 1816 et 1817, lorsque la détresse des classes ouvrières était grande en Allemagne, Hoffmann établit des sociétés de secours dans plusieurs villes de Hesse, et les dirigea lui-même. Par des avances en argent, des quêtes, des achats faits dans un moment opportun, il parvint à faire baisser d'un tiers les articles de première nécessité. Il employa le même zèle pour le bien public, en 1820, lorsque, par suite de la constitution qu'obtint sa patrie, il était devenu électeur. L'année suivante, il s'associa aux philhellènes de Darmstadt, Stuttgart, Bale, Zurich et Heidelberg, dans le but de secourir ceux qui vandraient se rendre en Grèce pour coopérer à l'affranchissement de ce pays. Lorsqu'en 1823, les victoires remportées par les Grecs, et les voyages du sénateur Kephallias, délégué de l'arctopage, firent naître une si profonde sympathie pour ce peuple, les députés des différentes sociétés philhelléniques, réunis à Stuttgart, résolurent d'équiper et d'armer un certain nombre de volontaires pour renforcer les patriotes grecs. L'enrôlement et le transport à Marseille d'une partie de ces volontaires, ainsi que toute la correspondance relative à cette expédition, furent confiés à Hoffmann. Il se rendit, comme mandataire des sociétés philhelléniques, à Marseille, où il parvint heureusement à vaincre tous les obstacles qui s'opposaient à l'embarquement des volontaires. Ceux-ci partirent de Marseille, le 31 novembre 1823, sur le brick l'*Hydra*: ils étaient au nombre de cent trente, divisés en quatre compagnies, et pourvus de tout ce qui leur était nécessaire, même d'une grande quantité d'outils de toute espèce. Ils reçurent des sociétés philhelléniques un drapeau auquel il prêterent serment entre les mains de leur chef provisoire, Kephallias. Sa mission terminée, Hoffmann en fit un rapport à ses commettants qui approuvèrent tout ce qu'il avait fait de concert avec la commission d'embarquement nommée par les sociétés philhelléniques françaises. Malheureusement les résultats ne répondirent point à l'attente: et l'on attribua à Hoffmann le mauvais succès d'une expédition à laquelle il avait sacrifié une partie de sa fortune. Quoiqu'il en soit, on ne saurait lui contester le mérite d'avoir procuré aux sociétés philhelléniques des dons considérables, et d'avoir fait de fortes avances d'argent, dans le seul but de servir la cause grecque. En 1806, il fut accusé de crime de lèse-majesté, pour avoir fait distribuer aux électeurs des circulaires lithographiées, dans lesquelles ils l'exhortaient à n'envoyer à l'assemblée des états de Hesse que des hommes indépendants et d'une probité généralement reconnue. Hoffmann fut lui-même élu député, mais les états refusèrent de l'admettre à cause de l'accusation qui pesait sur lui. Un avis, donné par la faculté de droit de l'université de Heidelberg, déclara Hoffmann non coupable: et, le 29 août 1829, le tribunal de la cour grand-ducale prononça son acquittement. Les actes et les pétitions de ce procès, qui a duré trois années, ont été imprimés à Darmstadt, en 1829.

HOFFMANN (CHRISTOPHE-LOUIS), né en 1721, à Rheda, en Westphalie, se livra de bonne heure à l'étude de la médecine, et devint d'abord médecin de l'évêque de Munster, et ensuite de l'électeur de Colo-

me, qui lui confia la direction du collège de médecine de cette ville. Lors de l'extinction de l'électorat, il se retira dans la petite ville de Eltfield sur le Rhin, où il mourut le 23 juillet 1807. Il a publié un grand nombre de mémoires et de dissertations, en latin et en allemand, très estimés des savants, et ses *Oeuvres diverses médicales* ont paru à Munster, en 1790, 1791 et 1793, 3 vol. in-8°. Il a beaucoup écrit sur la maladie vénérienne et sur la pathologie. C'est sous ce dernier rapport que les écrits de cet auteur ont le plus d'intérêt. Il a eu le bon esprit de s'écarter des doctrines exclusives en vogue de son temps, et a admis comme causes des maladies les altérations des fluides et celles des solides. Toutefois il attribue en général à un état de putréfaction, de fermentation, ou, pour mieux dire, d'altération chimique des fluides circulants ou arrêtés dans le corps, les fièvres malignes, et même les inflammatoires. Il pense que le plus souvent ce sont les fluides qui altèrent les premiers, surtout lorsqu'ils éprouvent une stagnation prolongée. Nous ignorons s'il a été fait une édition complète des écrits de ce médecin.

**HOHENLOHE-WALDENBOURG-BARTESTEIN** (Louis-Albert-Joachim, prince de), pair et maréchal de France, commandeur des ordres de Saint-Louis, de Saint-Michel et du Saint-Esprit, né le 18 août 1765, fut l'un des plus fidèles soutiens de la cause de la maison de Bourbon. La maison souveraine d'Hohenlohe ou Hollarh, dont le chef-lieu est en Francoisie, tire son origine de la race carolingienne. Au neuvième siècle, elle était déjà puissante, et depuis le règne de François I<sup>er</sup>, elle a montré à nos rois un attachement inébranlable. Dès 1791, la maison d'Hohenlohe, usant de ses droits souverains, accueillit dans ses états, malgré l'opposition du corps germanique, la légion de Mirabeau, qu'elle solda pendant trois ans. Le prince Louis, colonel des chevaux-légers de Linange, en 1788, quitta ce régiment, en 1793; il fit à la tête de celui d'Hohenlohe, dont il était second colonel propriétaire, les campagnes de l'armée de Condé, de 1793 à 1794, et s'y montra à l'avant-garde. Les champs de Bodenthal, de Borsheim et de Schussnried, les lignes de Weissenbourg, l'île de Bommel-Wabell, le Zuiderzee, les bords du Rhin et le lac de Constance, furent témoins de la bravoure, du dévouement, du sang-froid du prince Louis. A la défense de l'île de Bommel, il fit cette retraite hardie qui eut les éloges de ses adversaires : pendant quatorze lieues, sur la glace, il sauva ses soldats des troupes légères et de l'artillerie volante des Français. La croix de Saint-Louis récompensa ses services en 1795. Le prince Louis combattit à Caldiero, à Stokkak; il fit les campagnes de 1796 à 1799, et plusieurs fois il renouela son régiment. La cause des Bourbons paraissant perdue, le prince Louis offrit ses services à l'Autriche. En 1799, l'archiduc Charles le fit nommer général-major, et le grade de lieutenant-général lui fut donné deux ans après. L'empereur d'Autriche lui confia, en 1807, le gouvernement des deux Gallicies. La sagesse de son administration lui mérita les distinctions les plus flatteuses : il reçut presque en même temps la grand-croix de Sainte-Anne de Russie, de Saint-Hubert de Bavière, et du lion de Hesse. Napoléon le fit somner de quitter le service de l'Autriche, et de reprendre son rang dans la confédération du Rhin, lui offrant la restitution de sa principauté. Sur le refus du prince Louis, cette principauté fut réunie au royaume de Wurtemberg. En 1814, le prince d'Hohenlohe-Bartenstein, qui avait combattu à Leipzig, s'empara de Troyes au nom des alliés. En 1815, il demanda à Louis XVIII des lettres de grande naturalisation, qui lui furent accordées, et qui furent rédigées avec les clauses les plus honorables. Le roi ajourna à cette faveur le don du château de Lunéville, qu'il assigna pour résidence à la famille d'Hohenlohe, et permit que la légion étrangère au service de France, dont le prince était colonel supérieur, portât son nom. En 1833, le duc d'Angoulême ayant pénétré en Espagne, le prince de Hohenlohe commanda une division de cette armée. En 1837, M. de Vioménil étant mort, M. d'Hohenlohe eut le bâton de maréchal. Le prince Louis, homme très pieux, était président honoraire d'une société de bienfaisance, établie à Lunéville par

la princesse de Hohenlohe, née Saint-Salm, et grand-maître de l'ordre du phénix, fondé par sa maison. Cet ordre n'est point reconnu en France : cependant le roi a autorisé plusieurs Français qui en ont été décorés à le porter. Le prince Louis avait publié en 1818, mais sans les destiner au commerce : *Reflexions militaires*, Lunéville, in-8°. Il est mort à Paris, le 31 mai 1839, laissant un fils qui a hérité de la pairie.

**HOHENLOHE-BARTENSTEIN-JANTBERG** (Charles-Joachim-Ernest, prince de), lieutenant-général au service de France, est le frère puîné du précédent. Le *Dictionnaire des généraux français*, le fait sortir à tort d'une branche différente de la même famille. Le prince Charles est né le 13 décembre 1767. Il fut jusqu'à l'âge de dix-huit ans, grand-comte de la cathédrale de Strasbourg, chanoine de la métropole de Cologne et du chapitre d'Elwang. A vingt ans, il quitta les ordres sacrés, et devint seigneur souverain d'Oberbroun, en Alsace. La révolution lui enleva cette seigneurie : il se sentit alors entraîné vers la guerre. Il entra au service du cercle de Francoisie, et fut nommé colonel d'un régiment de dragons de sa maison; il quitta ce commandement en 1793, prit celui du régiment d'infanterie d'Hohenlohe-Schillingfurst. Il fit les campagnes de l'armée de Condé, jusqu'à l'époque où le prince Louis passa au service d'Autriche. L'histoire des deux frères est la même, et leur gloire est commune. A cette époque, le prince Charles, seul colonel propriétaire du régiment d'Hohenlohe, qu'ils avaient commandé ensemble, conduisit ce régiment à l'armée du prince de Condé, qui lui fit présent de trois pièces de canon enlevées par ces braves soldats à l'affaire de Bodenthal. En 1796, Louis XVIII nomma le prince Charles chevalier de Saint-Louis, et, l'année suivante, maréchal de ses camps et armées. Il suivit alors en Russie l'armée de Condé. L'empereur Paul I<sup>er</sup> le nomma lieutenant-général, et le roi de Wurtemberg lui offrit le même grade dans ses armées. Mais, à l'exemple de son frère, le prince refusa constamment de prendre du service dans la confédération du Rhin tant qu'elle serait soumise à Napoléon. En 1815, Louis XVIII le nomma lieutenant-général, et, en 1833, il obtint pour indemnité de ses pertes, en Alsace, les baillages wurtzbourgeois de Halbergtellen-Jantberg, Lauterbach-Bauspach, et une partie de Neuenkirchen. Il était chevalier de l'aigle blanc de Pologne et de la couronne de Wurtemberg. Il est mort peu d'années avant son frère, et il a laissé un fils que Louis XVIII a tenu sur les fonts en 1796.

**HOHENZOLLERN** (le prince de), général au service d'Autriche, était colonel de cuirassiers, en 1793, à l'armée des Pays-Bas, passa en 1796 à celle d'Italie avec le grade de général-major, et fut fait prisonnier sous Mantoue avec le corps aux ordres de Provera. Échangé à la condition de ne point servir pendant un an, il fut de nouveau employé en Italie, en 1799, et contribua à la prise du poste de la Rochelle, et au succès des Autrichiens auprès de Gènes. A la capitulation d'Im, il appartenait à la division Werneck, et fut fait prisonnier par le corps de Murat. En 1809, il commandait le 3<sup>e</sup> corps de l'armée autrichienne qui se trouva aux batailles d'Essling, de Grossaspern et d'Hinabottstein. Il disputa le terrain avec une rare intrépidité aux colonnes françaises, et peu s'en fallut qu'il n'en fût vainqueur. En 1811, il commanda la cavalerie de l'armée de la Gallicie, et, en 1813, il fit la campagne de Basse contre les Français. Il suivit tous les mouvements des alliés sur le Rhin, entra avec eux en France à la tête d'un corps de cinquante-six mille hommes, bloqua Strasbourg, se repanda en Alsace, et y leva d'énormes contributions. Le département du Haut-Rhin se souvient encore d'avoir payé une somme de 123,000 francs pour la table du prince et de ses officiers pendant dix jours. Malgré cet abus de la victoire, le prince de Hohenzollern est un des meilleurs généraux que l'Europe ait opposés à la France dans les cours des dernières guerres.

**HOLBACH** (Paul Teyssier, baron d'), naquit dans les premiers mois de 1713, à Heideheim, bourg de l'ancien Palatinat. Ayant été envoyé à Paris des sa première jeunesse, il y resta presque constamment, et il y



liât ses jours. On voit dans les *Confessions* de Rousseau que le père de d'Holbach était un de ces hommes qu'on avait coutume d'appeler des parvenus. Le fils a fait un usage honorable de sa fortune. C'était dans un temps de repos qu'il préparait, à la vérité, des révolutions, mais sans les faire éclater. Il a ainsi vécu à l'abri de toute grande vicissitude, entouré des savants ou des hommes de lettres dont il partageait les travaux avec zèle, mais généralement sans attacher son nom à ses ouvrages. Même lorsqu'il se bornait à traduire de l'anglais ou de l'allemand des traités relatifs à diverses branches des sciences naturelles, il y joignait d'utiles éclaircissements qui lui assignent une part dans les progrès que firent, à cette époque, la chimie, la minéralogie et la géologie. Sa réputation d'ami éclairé des arts et des lettres était si bien établie que Voltaire, dans ses derniers jours, le voyant pour la première fois, lui dit, à Paris, en allant au-devant de lui : « Vous êtes un des hommes dont j'ai le plus désiré l'estime et l'amitié. » Il fut aussi un de ceux que Catherine de Russie consultait sur la législation, et dont elle accueillait en partie les vues. Les renseignements qu'on peut réunir aujourd'hui sur le caractère de d'Holbach, et dont quelques uns paraissent difficiles à concilier, sont dus surtout, soit à Rousseau qui le connut beaucoup, mais qui ne tarda pas à rompre entièrement avec lui, soit à Grimm, à Marmontel et à Naigeon qui lui resta constamment attaché, ainsi que l'abbé Morellet. Rousseau avoue que, par son savoir, d'Holbach tenait h'en sa place au milieu des gens de lettres qu'il recevait noblement chez lui; mais il se plaint d'en avoir essuyé des brusqueries que même il qualifia plus sévèrement encore. Diderot convenait aussi que les amis du baron avaient beaucoup à souffrir de ses boutades. Au contraire, Naigeon a écrit, dans le *Journal de Paris*, en 1780, que d'Holbach avait joint à l'heureuse culture des sciences, à la pratique de toutes les vertus, une constante sérénité d'âme, et une simplicité de mœurs tout à fait antique et patriarcale. On ne sait toutefois si c'est du baron que M<sup>me</sup> Geoffrin disait : « Je n'ai jamais vu d'homme plus simplement simple. » Selon Grimm, c'est à Malesherbes que se rapportait ce mot appliqué à d'Holbach par la complaisance de Naigeon, qui, en général, n'a pas attendu la mort de son ami pour en parler en panegyriste. Il en avait fait l'éloge avec peu de mesure dans l'avertissement de la traduction de Sénèque, par Lagrange, précepteur des enfants du baron. L'esprit de secte, ou, si on veut, de coterie, semble avoir pris part à cette admiration. Cependant, même en la réduisant à sa juste valeur, il reste à l'homme qui en fut l'objet un rang honorable parmi les philosophes du dix-huitième siècle qui, avec plus d'indépendance peut-être dans l'esprit que de profondeur, ont du moins habité une classe nombreuse à ce libre examen des choses sans lequel il ne serait point de perfectionnement durable. D'Holbach était d'ailleurs aussi bon père que bon ami, et il aimait à protéger les jeunes gens instruits. Les indigents les plus obscurs devenaient aussi l'objet de sa bienfaisance. Une érudition variée, une forte mémoire, une grande activité d'esprit secondaient son zèle pour l'affaiblissement des préjugés, dont il sentait que la destruction n'a jamais plus d'inconvénients que si elle est trop tardive. D'ailleurs quelques personnes se seront fait une idée exagérée du scepticisme d'une société où se plaçaient Helvétius, Diderot, Raynal, et à laquelle renouait Rousseau, décidé à conserver en partie son ancienne croyance. Il se pourrait, sans doute, qu'il y eût eu chez d'Holbach divers degrés dans l'initiation des adeptes, mais en cela il faut écouter Marmontel. Il parle, dans ses *Mémoires*, de la liberté d'opinions reprochée par M<sup>me</sup> Geoffrin à la société ordinaire du baron, et qui en avait éloigné quelques uns des plus célèbres littérateurs de cette époque, tels que Buffon et l'abbé d'Alembert; mais il affirme que jamais il n'a vu douter dans ces réunions ni de l'existence de la divinité, ni de l'importance des lois morales. L'abbé Galiani, qui avait vu par lui-même que les convives du baron étaient très bien traités chez lui tous les dimanches, lui demandait dans une lettre datée de Naples, en 1770 : « La philosophie, dont vous êtes le premier

« maître-d'hôtel, mange-t-elle toujours d'aussi bon appétit? » Nul doute que sans l'usage assez bien calculé que d'Holbach faisait de son fortune, sans les diners qu'il donna pendant quarante ans, le maître-d'hôtel de la philosophie n'eût été beaucoup moins connu, puisque ses écrits portaient rarement son nom, et sont encore difficiles à distinguer de ceux qu'on lui attribue fausement. Parmi les nombreux bons mots qu'on citait de lui, il en était peu d'aussi jolis que la maligne question de cet abbé. Il ne faut pas oublier toutefois une excellente réponse faite à la comtesse de Houdetot, qui, ayant dans son jardin un buste de l'auteur de *Télémaque*, voulait écrire au-dessous : « Fuis, méchant, » Fenelon te voit. — Madame, dit d'Holbach, Fenelon devait ramener le méchant, et non le faire fuir. Cette réflexion, pleine d'indulgence, s'accordait parfaitement avec les maximes dont le baron ne s'écartait guère dans sa conduite. « Je suis riche, disait-il : mais je ne vais dans la fortune qu'un instrument pour exercer le bien plus promptement et plus efficacement. » Ses adversaires même ont remarqué, à sa louange, que bien qu'il eût toujours été contraire aux jésuites pendant leur puissance, il s'est empressé de secourir quelques uns d'entre eux après l'abolition de leur ordre. On a pu alléguer contre le baron son penchant pour les femmes et pour la table; mais s'il montra des faiblesses dans la vie privée, s'il n'eut pas tout le caractère ou l'humeur du sage, il en avait, sous des rapports essentiels, la pensée et les intentions. On n'a fait que lui rendre justice en disant que non seulement c'était un des hommes qui réunissaient dans leur tête le plus de vérités, mais aussi un de ceux qui, par un don plus rare même au temps de Montesquieu et de Voltaire, y admettaient le moins d'erreurs. Point de questions philosophiques, c'est à dire de celles qu'il importe le plus d'approfondir, où son jugement sûr, la clarté de ses expressions, sa logique exacte et rigoureuse, ne lui donnaient un grand avantage. À l'exception de Rousseau, les contemporains de d'Holbach les plus dignes de foi se défendaient difficilement de quelque enthousiasme en l'entendant parler d'une science ou d'un art. Il en discernait si bien les suites pour l'amélioration de l'économie sociale, qu'on se reprochait d'avoir négligé des connaissances d'une utilité si étendue, ou de n'avoir pas su y découvrir ce qu'il voyait avec tant d'ordre et de netteté. Il observait les hommes avec la même justesse, et n'oubliait nullement qu'il est une adresse, une sorte d'industrie, sans laquelle l'évidence même ne peut réellement convaincre, et le bien ne peut s'opérer. Il disait à son homme d'état vertueux, mais inflexible, à Turgot : « En vain, dans les courses publiques, on saurait guider un char, si on avait omis la goutte d'huile dont l'essieu a besoin. » Il ne parait pas avoir jugé que de simples conversations ou des écrits anonymes eussent la même discrétion. Aussi a-t-on supposé que les fréquents entretiens de Diderot avaient entièrement captivé d'Holbach dans sa jeunesse, et qu'enfin ses opinions tenaient surtout à ses habitudes. Mais cette conjecture, fut-elle fondée, n'autorisait pas à demander comment il a pu se condamner à des soins continuels pour faire imprimer au loin et secrètement des livres qu'il n'avouait pas, et cela dans l'unique vue de répandre les doctrines les plus pernicieuses. Apparemment elles n'étaient point pernicieuses à son avis. Dans celles qu'il rejetait, il ne voyait que des préjugés, et des lors il avait droit de les combattre. « Ce qui est pernicieux, disait-il, c'est de se passionner pour l'erreur, ou même de ne pas oser lutter contre elle. » Il n'était blâmable que s'il ne pardonnait pas à une conviction différente de la sienne, s'il est vrai, par exemple, qu'il éprouvait toujours de l'irritation à la vue d'un prêtre. Une entière liberté d'esprit exempte de ces écarts. Il est également difficile d'approuver sans restriction d'Holbach comme auteur du *Système de la nature*. Grimm a déclaré que ce livre était du baron, et c'est aujourd'hui l'opinion la plus accréditée. Mercier, un de ceux qui affirmaient le contraire, n'a fourni aucune preuve de son assertion, quelque circonstanciée qu'elle fût. Ce qui surtout n'est plus l'objet d'un doute, c'est qu'on attribuait fausement à

Hellvius le précis de ce même *Système de la nature*, imprimée à la suite du texte principal dans de certaines éditions. Quant à la bonne foi anti-religieuse de d'Holbach, elle est attestée par Grimm en ces termes : « Il s'était fait l'apôtre de ce système avec une pureté d'intention, avec une abnégation de soi-même, qui eût honoré aux yeux de la foi les apôtres de la religion la plus sainte... Tout l'éclat dont jouit cet ouvrage (le *Système de la nature*), ne put séduire un instant son amour-propre, et s'il eût songé-temps le bonheur d'être à l'abri même du soupçon, sa modestie le servit encore mieux à cet égard que toute la prudence de ses amis. » Ce livre, qu'on appela un cours d'athéisme, fut l'objet des plus vives attaques. Frédéric II prétendait le réfuter, et Voltaire ne l'épargna point. On sait qu'il n'aimait pas une prose traînante; il devait donc être choqué des digressions, des répétitions et de la quantité de mots inutiles qui grossissent ces deux volumes. Ils contiennent toutefois des morceaux animés ou même éloquentes, bien qu'un peu déclamatoires; mais Grimm explique ces pages remarquables en disant positivement qu'elles sont de Diderot. Voltaire ne se borna pas à la critique de cette diction ennuyeuse ou incorrecte, selon lui. « La morale de ce livre, stérile en bons raisonnements, est fautive, dit-il, et la physique en est tellement erronée qu'on lui donne surtout pour base une expérience ridicule. » Suivant le *Système de la nature*, où d'importantes questions, tenant essentiellement au sujet, ne sont pas même abordées, la matière visible est l'unique substance, la réalité l'unique cause, et il n'est point d'autre nécessité que l'apparence. Les théologiens, y a-t-il dit, n'ont pas seulement inventé leur science ténébreuse; ils ont imaginé Dieu, et tout culte est un délire. Les êtres particuliers ne sont que les résultats aveugles de la nature, qui est et qui sera parce qu'elle fut. Au milieu de cette fatalité, les mortels trouveront-ils dans leurs besoins respectifs des raisons de bien faire. Quant au bonheur des peuples, pour le préparer, il faut pourvoir l'imposture dans toutes ses voies, la reconnaître dans toute doctrine mystérieuse ou susceptible de contestation, et ne laisser à l'esprit d'autre objet d'étude que le rapport des sens. Dans divers ouvrages attribués aussi à d'Holbach avec plus ou moins de vraisemblance, et composés dans les mêmes intentions que le *Système de la nature*, on trouve beaucoup plus de méthode ou de concision. Cette différence de style semble annoncer que souvent il se faisait aider même dans tout ce qui lui appartenait réellement, et que peut-être il n'y avait rien de lui dans des livres dont on lui devait pourtant la publication. Plusieurs fois aussi des hommes inconnus se seront servis de son nom pour procurer à leurs écrits quelque célébrité. Peu jaloux de se prévaloir du succès des siens, il ne mettait ordinairement dans sa confidence que des amis particuliers, et il ne confiait qu'au seul Naigeon ses manuscrits pour les faire passer aux imprimeurs de Hollande. Le baron d'Holbach était membre des académies de Berlin, de Pétersbourg, de Manheim. Les approches même de la vieillesse n'affaiblirent pas en lui ces qualités de l'esprit ou du cœur qui lui avaient attaché tant de Français et d'étrangers, également ennemis de la superstition et des abus du pouvoir arbitraire. Il mourut le 21 janvier 1789. Il avait eu deux fils et deux filles. Sa première femme avait peu vécu; mais il n'avait pas tardé à en épouser la sœur, en se soumettant à l'usage de demander des dispenses à Rome. Les principaux ouvrages dont il est fait mention à son article, dans le *Dictionnaire des livres anonymes et pseudonymes*, sont : 1° *Chimie métallurgique, contenant la théorie et la pratique de cet art*, traduite de l'allemand de Grillot, Paris, 1758, 3 vol. in-8°; 2° *Minéralogie, ou description générale des substances du règne minéral*, traduite de l'allemand de Wallerius, Paris, 1759, 3 vol. in-12; 3° *L'antiquité dévoilée, réflexions sur le manuscrit original*, 1766, 1 vol. in-4° et 3 vol. in-12; 4° *La contagion sacrée, ou histoire naturelle de la superstition*, Londres, 1767, in-12. L'avertissement dit que d'Holbach a traduit cet ouvrage de l'anglais de J. Trenchard et de Th. Gordon. Il a été condamné par arrêt du par-

lement le 8 août 1770. On l'a réimprimé en 1797, in-8°, sous le titre de *Bibliothèque philosophique*, tome 1<sup>er</sup>. 5° *Le christianisme dévoilé, ou examen des principes et des effets de la religion chrétienne*, Londres (Nancy), 1767, in-12. Ce livre, donné sous le nom de Boulanger, paraît être de d'Holbach, et non de Damilaville, comme La Harpe l'avait assuré. 6° *De l'imposture sacerdotale, ou recueil de pièces sur le clergé*, traduit de l'anglais, Londres, 1767, in-12; 7° *Esprit du clergé, ou le christianisme primitif cengé des entreprises et des excès de nos prêtres modernes*, traduit de l'anglais de J. Trenchard et de Th. Gordon, et refait en partie par d'Holbach, Londres, 1767, 3 vol. in-12; 8° *David, ou l'histoire de l'homme selon le culte de Dieu*, traduit de l'anglais, 1768, in-12; 9° *Examen critique des prophéties qui servent de fondement à la religion chrétienne*, traduit de l'anglais de Collins, Londres, 1768, in-12; 10° *Dernier chapitre du militaire philosophe*, etc., 1768, in-12; 11° *Lettres à Eugénie, ou préservatif contre les préjugés*, 1768, 2 vol. in-12. L'avertissement et les notes doivent être de Naigeon. L'ouvrage a été faussement attribué à Frezet. 12° *Lettres philosophiques sur l'origine des préjugés, du dogme de l'immortalité de l'âme, et de l'idolâtrie*, traduites de l'anglais de Toland, Londres, 1768, in-12. Les notes sont de Naigeon. 13° *Les prêtres démasqués, ou les intrigues du clergé chrétien*, traduit de l'anglais, avec des changements, 1768, in-12; 14° *Histoire ancienne de la Russie*, par Lomonosow; Eïdouz l'a traduite en français d'après la version allemande de d'Holbach, 1768, in-8°; 15° *Théologie portative, ou dictionnaire abrégé de la religion chrétienne*, 1768, in-12; publié sous le nom de l'abbé Bernier; 16° *De la crainte religieuse*, traduit de l'anglais, Londres, 1769; 17° *L'ensor deluït, ou examen raisonné du dogme de l'éternité des peines*, traduit de l'anglais, Londres, 1769, in-12; 18° *L'influence criminelle du crime et du filie*, traduit de l'anglais, Londres, 1769; 19° *Essai sur le préjugé*, 2 vol. de l'influence des opinions sur les mœurs et sur le bonheur des hommes, Londres, 1770, in-8°. Les notes sont de Naigeon; et l'ouvrage a été inséré dans une édition des *Œuvres de Dumarçais*, en 1797; mais, selon La Harpe, ce grammairien n'aurait pas voulu de pareils blasphèmes. 20° *L'esprit du judaïsme, ou examen raisonné de la loi de Moïse, et de son influence sur la religion chrétienne*, traduit de l'anglais de Collins, 1770, in-12; 21° *Examen critique de la vie et des ouvrages de saint Paul*, Londres, 1770, in-12; 22° *Histoire critique de Jésus-Christ, ou analyses raisonnées des évangiles*, pet. in-8°; 23° *Système de la nature, ou des lois du monde physique et moral*, Londres, 1770, 3 vol. in-8°. L'avis de l'éditeur est de Naigeon, et l'impression du discours préliminaire, joint ensuite à quelques exemplaires, a été due à ses soins. La même année, l'avocat-général Segnier s'exprima ainsi dans son réquisitoire contre ce livre : « Les vœux de l'impie ne seront remplis que quand elle aura rendu précieuse l'autorité des rois, et précipité le monde entier dans l'anarchie... » 24° *Réflexions sur la crainte de la mort*, et quatre autres morceaux de d'Holbach fournis au *Racueil philosophique*, en 3 vol. in-12, publiés par Naigeon, Londres, 1770; 25° *Tableau des saints, ou examen de l'esprit et des personnages que le christianisme propose pour modèles*, Londres, 1770, 2 vol. in-12; 26° *De la nature humaine*, etc., traduit de l'anglais de Hobbes, 1772, in-12; 27° *Système social, ou principes naturels de la morale et de la politique*, etc., Londres, 1773, 3 vol. in-8° et 3 vol. in-12; 28° *La politique naturelle*, etc., 1773, 3 vol. in-8°; 29° *L'éthocratie*, Amsterdam, 1776, in-8°; 30° *La morale universelle*, etc., Amsterdam, 1776, in-4° ou 3 vol. in-8°. On doit aussi à d'Holbach beaucoup d'articles de philosophie, de politique ou d'histoire naturelle, dans la première Encyclopédie; le beau morceau sur l'prononciation des langues, dans l'*Encyclopédie méthodique*; enfin la publication d'un certain nombre d'ouvrages appartenant aux sciences physiques, tels que l'*Essai d'une histoire naturelle des couches de la terre*, par Lehmann, et son *Art des mines*.

HOLLAR (DURSWART-ROU), d'une famille puissante, mais dont l'élévation était récente, et dont les divisions ont contribué à la ruine des Maltrates. Ori-

glaire du Deccan, et appartenant à la tribu des bergers (dhongars), Melhar-Raou, premier chef célèbre de cette famille, avait garde les troupeaux de son oncle dans le Candéisch; mais sa bravoure lui fit obtenir en souveraineté, du peichoua, empereur des Mahrattes, une partie de la province du Maloua. Il mourut en 1767, avec le surnom de grand. Son petit-fils cessa de vivre neuf mois après, et Alija, sa veuve, réussit à s'emparer du pouvoir, en associant un chef qu'on a cru neveu de Melhar-Raou. Ce prince, Takadj-Holkar, dirigea heureusement l'administration et l'armée. Alija, chérie pour sa sagesse, cessa de vivre à l'âge de soixante ans, en 1795. Takadj-Holkar avait combattu dès 1774 les Anglais, auxiliaires de Rakoubah, et il ne manqua aux Mahrattes, peuple si belliqueux et si actif, que de l'unan pour obtenir à la paix de 1783 des conditions plus avantageuses. Takadj, après avoir été, à Pounah, un des membres du conseil de régence, pendant la minorité des fils de Rakoubah, finit ses jours en 1797, laissant deux fils, dont l'aîné était feudataire de l'empire des Mahrattes. A la suite de démêlés avec son frère, homme ambitieux, il le fit assassiner, en gagnant par des présents Sindiah, chef d'une faction. Takadj avait aussi laissé deux fils naturels. L'un d'eux fut mis à mort, et l'autre, Djéouant-Raou-Holkar, sous une haine implacable à Sindiah, incurrier de ses frères. Etant parvenu à réunir près de Nagpou des forces considérables, il remporta sur Sindiah plusieurs avantages, et conquit, en 1801, l'espoir d'enlever, dans Pounah, le peichoua que l'absence de son général laissait presque sans défense, mais qui fut secouru à temps. La querelle des deux rivaux ne pouva être indifférente aux Anglais, qui, n'aspirant qu'à détruire l'empire mahratte, feignirent de s'intéresser à l'affranchissement du son chef titulaire, pour y fomentier la discorde et se préparer des conquêtes faciles. Une victoire décisive d'Holkar sur Sindiah, remportée le 29 octobre 1803, et la prise de Pounah, le mirent en contact avec les Anglais. Le peichoua se retira, le 26 décembre, à Bössain, ville de la présidence de Bombay, qui, par un traité d'alliance, signé le 31, s'obligea de lui fournir six bataillons et le secours de ses alliés. A la fin de février 1803, ces troupes, jointes à celles du Nézam, se mirent en marche sur trois colonnes. A leur approche, Holkar s'était replié sur Chandor, laissant à Pounah un corps de Mahrattes qui se proposait d'y mettre le feu, si l'arrivée subite de lord Wellesley (aujourd'hui lord Wellington) n'eût sauvé cette capitale où le peichoua rentra le 6 mai. Un intérêt commun rapprocha les principaux chefs mahrattes; un traité d'alliance fut conclu entre le rajah de Berar et Sindiah. Holkar y accéda, moyennant une cession de territoire. Il avait promis de se joindre à eux; mais lorsqu'il vit les hostilités commencées, il leur marqua de parole, et il apprit avec peu de regret leur défaite à Auyé. Mais ensuite, soit qu'il voulût empêcher la destruction totale de l'empire, soit qu'un excès de présomption lui fit croire qu'après avoir vaincu Sindiah, il pouvait vaincre les Anglais, il leva des contributions dans le pays que Sindiah leur avait cédé, et s'avancera vers l'Indoustan, jusqu'aux frontières du rajah de Djéypour, leur allié. Ses correspondances interceptées avec les Rohillahs, les Seiks et les divers chefs du nord de l'Inde ayant dévoilé son projet de former une coalition générale contre la puissance britannique, le général Lake marcha contre lui, en février 1803. Holkar chercha d'abord à gagner du temps pour tâcher de renouveler une alliance avec Sindiah; mais bientôt il commença les hostilités sur le territoire du rajah de Djéypour. Fier de quelques avantages assez importants obtenus sur les corps avancés des Anglais, il renvoya les prisonniers, après leur avoir fait couper le nez et le poignet droit, et, tandis que l'ennemi attaquait à la fois ses domaines dans le Deccan, et la ville d'Indore où résidait sa famille, il osa assiéger Delhi, dans l'espoir de se rendre maître de l'empereur moghol Choh-Alem. La vigoureuse résistance de la garnison anglaise l'ayant forcé de lever le siège, il entra dans le Douah, menaçant de se fureur les possessions anglaises; mais poursuivi sans relâche par le général Lake, et surpris dans son camp de Fer-

roukhahad, le 17 novembre, il n'eut que le temps de se sauver au galop avec quelques cavaliers. Son armée, fuyant dans toutes les directions, fut taillée en pièces. Le même jour, sur deux autres points, il perdit la ville de Chandor et la bataille de Dig. Sa cavalerie, forte de soixante mille hommes, se trouvant réduite de plus de moitié, il s'était renfermé dans la forteresse de Dig, qui appartenait au rajah de Bhartpour, un des principaux chefs des Djâts. La place fut emportée de l'assaut le 25 décembre. Holkar y laissa presque toute son artillerie, mais il eut le temps d'en sortir. Il se remit en campagne, et, secondé par le rajah son allié et par le chef de Bundelcond, il prolongea la résistance de la ville de Bhartpour; mais ayant essayé une seconde défaite, le 2 avril 1805, il fut abandonné par le rajah, qui traita avec les Anglais. Retiré dans le pays des Radjepouts, où il avait rassemblé quelques troupes, et ne possédant plus, suivant ses propres expressions, que ce qu'il portait sur la selle de son cheval, il s'enfuyait au nord-ouest de Delhi, déterminé à piller amis et ennemis. Une troupe de misérables le suivait, traînant après eux une soixantaine de canons, la plupart hors de service. Holkar espérait, en intimidant les Seiks, en exiger des secours d'hommes et d'argent. Il en aurait reçu si l'approche du général Lake ne lui eût retenu; mais du moins ils l'auraient parcouru au prince mahratte, sans l'inquiéter, une grande partie du Pendjah. Lorsqu'il eut été arrêté dans sa marche par le Beyah, qui ne put traverser, ce fut à leur médiation qu'il dut, à la fin de 1805, un traité de paix honorable. Il conserva presque toutes ses possessions, et céda seulement aux Anglais la forteresse de Chandor et quelques territoires dans le Deccan. Quoique ce prince fût borgne, il avait la physionomie agréable. Sa conversation animée, ses manières affables et ouvertes, contrastaient singulièrement avec les cruautés qu'il exerçait sur les prisonniers de guerre. Son caractère capricieux l'entraînait toujours dans les extrêmes, et sa générosité ne connaissait pas plus de bornes que sa barbarie. Quelquefois il était vêtu somptueusement, brillant de perles et de diamants; un autre jour, on le voyait sur un cheval sans selle, n'ayant qu'un habit grossier, serré par une ceinture. Quoique dépourvu de ses provinces maritimes, et privé ainsi de toute relation avec les étrangers, il aurait probablement recommencé la lutte s'il ne fût tombé peu de temps après dans une aliénation mentale. Il mourut à Bheinpourah, le 27 octobre 1811. Pendant sa démente et après sa mort, Toulah-Bhayé, sa maîtresse, joua le principal rôle dans l'état. Cette femme, qui réunissait tous les vices, avait adopté Melhar-Raou, que Holkar avait eu d'une autre femme, et elle le fit reconnaître, exerçant toute l'autorité sous son nom. Détestée personnellement, elle fut massacrée par le peuple, le 30 décembre 1817. Le lendemain, l'armée des Mahrattes fut taillée en pièces près de Mahidpou, et en mars 1819, leur puissance a été anéantie. Le jeune Melhar-Raou-Holkar, simple rajah d'Indore, conserve à peine le tiers de son domaine patrimonial, sous la suzeraineté des Anglais.

**HOLWELL**, (JACQUES-SOMON), chirurgien et écrivain célèbre, né à Dublin, en 1711, et fut élève en Angleterre. Son père, le destinant au commerce, l'envoya en Hollande pour lui procurer une bonne éducation sous ce rapport; mais l'aversion du jeune Holwell pour cette profession, et une maladie qu'il contracta par suite du travail trop assidu de comptoir, le cida son père à le placer comme élève chez un chirurgien de Londres. Le goût pour l'art de guérir avait été excité chez Holwell par ses conversations avec Boerhaave, sur avis duquel il devait son rétablissement. Après avoir terminé ses études chirurgicales, et avoir exercé son art dans les hôpitaux de Londres, il s'embarqua, en 1753, pour le Bengale. Il fit plusieurs voyages aux golfes Persique et Arabique, apprit l'arabe, et étudia ensuite, à Calcutta, l'indoustan, et autres idiomes ou dialectes de l'Inde, et conçut un goût décidé pour la recherche des antiquités indiennes. Après plusieurs excursions dans l'intérieur du pays comme chirurgien du régiment, il fut nommé en cette qualité au comptoir de Dacca. Il profita de ses loisirs pour se livrer à des recherches

sur la théologie et la philosophie des brahmes. Il passa ensuite à Calcutta comme chirurgien principal de cette résidence, et fut quelque temps après nommé maire de la ville. Le dérangement de sa santé l'ayant obligé de revenir en Angleterre, en 1749, la compagnie des Indes sut apprécier son mérite; elle accueillit avec empressement plusieurs plans de réforme présentés par lui, et elle le chargea de les mettre à exécution, ce qu'il fit à son retour au Bengale, en 1751. Les directeurs de la compagnie, satisfaits de sa conduite, l'élevèrent à une place supérieure dans le conseil dont il était la septième personne, en 1756. Au mois de juin de cette année, le nabab du Bengale, Seradj-éd-Doulah, vint attaquer Calcutta. A son approche, le gouverneur et les anciens du conseil avaient abandonné la ville; les membres restant, les habitants et les troupes défirent unanimement à Holwell le commandement suprême. Il s'en montra digne, et soutint avec une faible garnison le siège contre un ennemi puissant et implacable. Il ne se rendit qu'à la dernière extrémité, après avoir obtenu la parole du nabab de traiter avec humanité la garnison et les habitants. Mais celui-ci se mépris de ses promesses, aussitôt qu'il se fut emparé de la ville. Il jeta Holwell, avec cent quarante-six autres personnes, dans un cachot de dix-huit pieds carrés, qui ne recevait l'air que par deux soupiraux placés à une extrémité. Ces malheureux demeurèrent enfermés une nuit entière dans ce souterrain, devenu célèbre sous le nom de Trou Noir (*the Black Hole*). Ils y éprouvèrent des angoisses horribles par suite du manque d'air et de la soif. Le lendemain, il n'en restait que vingt-trois en vie. Holwell n'échappa à la mort qu'à l'aide d'un de ses compagnons qui l'avait laissé approcher d'un des soupiraux où il put respirer. Au sortir de ce cachot, Holwell fut envoyé chargé de fers à Moonschabad. Le 31 juillet, la bapoum obtint du nabab, qui était son petit-fils, la liberté d'Holwell. Il dut ce bonheur à la réputation qu'il s'était universellement acquise parmi les Indous par la douceur et l'équité qu'il n'avait cessé de montrer envers eux pendant qu'il présidait la cour des Zemindars. Bientôt il rejoignit ses compatriotes, et en décembre les Anglais reprirent Calcutta. Le mauvais état de sa santé le força une seconde fois de revenir en Angleterre, où ses services éminents et sa capacité reconnue le firent désigner pour succéder à lord Clive comme gouverneur du Bengale; mais ce ne fut qu'en 1759 que ce général lui remit le commandement. Il le perdit jusqu'à la fin de l'année suivante, et remplit cette place importante de manière à mériter l'approbation générale. En mars 1761, il se démit de tous ses emplois, et partit pour l'Angleterre, où il vécut entouré de l'estime de tous ses concitoyens, et jouissant paisiblement de la fortune considérable qu'il avait acquise sans avoir encouru le moindre reproche de malversation ou d'extorsion. Il se consacra alors entièrement à l'étude, et mourut le 6 novembre 1798, à Pinner, dans le comté de Middlesex. Holwell est parmi les modernes un des premiers qui aient étudié les antiquités de l'Indoustan; mais comme il ne savait pas le sanscrit, il a commis quelques erreurs. Il perdit plusieurs de ses manuscrits à la prise de Calcutta, mais il en recouvra ensuite quelques uns. On a de lui en anglais : 1° *Relation de la mort déplorable des Anglais et autres personnes souffrantes dans le Trou Noir du fort William à Calcutta, dans le royaume de Bengale, la nuit du 30 au 31 juin 1756*, Londres, 1757, 1 vol. in-8°. Il print dans cet écrit avec les couleurs les plus vraies toutes les circonstances de la longue agonie des infortunés victimes de la vengeance du nabab, et il fournit à plusieurs un médecin physiologiste et au philosophe ample matière à réflexion. On y voit les divers effets de la privation d'air respirable, et l'influence du désespoir sur le moral des malheureux qui voient approcher leur dernière heure, sans pouvoir faire un effort pour sauver leur vie. 2° *Deux lettres sur l'Inde*, ibid., 1763, 1 vol. in-4°. Ils sont relatifs à sa conduite administrative dans l'Inde, et renferment des réponses victorieuses à des pamphlets qui l'avaient attaqué. 3° *Événements historiques intéressants relatifs au Bengale et à l'Indoustan, suivis de la mythologie des Goutous et d'une dissertation sur la ma-*

*tempéress*, ibid., 1764-1771, 3 vol. in-8°, avec des gravures; les deux premiers volumes ont été traduits en français, Paris, 1768, 3 vol. in-8°. Cet ouvrage contient l'histoire de l'Indoustan depuis la mort d'Aurangzeb jusqu'en 1780; c'est un morceau plein de faits curieux et peu connus auparavant, mais où l'on désirerait plus d'ordre. Holwell expose aussi les dogmes des Indous d'après leurs *schastres*; mais étant obligé de s'en rapporter sur papiers pour la traduction des livres originaux écrits en sanscrit, il a manqué de critique en accordant à tous les schastres une égale authenticité. Malgré les imperfections de ce travail, et les travaux nombreux postérieurs de sir W. Jones, de MM. Wilkins, Colebrooke, et autres membres de la société asiatique de Calcutta, et ceux de plusieurs savants français et allemands sur la mythologie et la philosophie des brahmes, l'ouvrage de Holwell mérite encore aujourd'hui d'être consulté. Long-temps avant lui, on avait des notions plus ou moins positives sur le même sujet, et ce qui est très remarquable et fort peu connu, même parmi les savants, c'est qu'il existe une grammaire sanscrite et espagnole, imprimée il y a environ deux cents ans, et que Barros, célèbre historien portugais, connaissait l'alphabet et la grammaire de cette langue il y a trois cents ans. Il le dit formellement dans ses *Decadas*, où il promet de publier un écrit à ce sujet. Conto, continuateur de Barros, et contemporain du Camoëns, a donné sur les védas, les schastres et la théologie des brahmes une notice exacte et détaillée, dans sa *Dezade* V, livre VI, chapitres III et IV. On y lit que les brahmines ont une langue sacrée qui est pour eux comme le latin pour nous; que leurs livres sacrés sont les quatre védas (il écrit *vedas*), subdivisés en cinquante-deux parties dont six s'appellent *schastra*, dix-huit *pourana*, et les vingt-huit autres *aganon*. La triade brahminique y est nommée très correctement, et ces chapitres auraient suffi pour servir de guide aux modernes dans la recherche des antiquités de l'Inde si les anciens livres portugais n'avaient pas été si négligés depuis deux siècles. On trouve également dans Barros, Conto et autres historiens portugais des renseignements précieux sur l'histoire de l'Inde, sur les Tartares et Mongols, sur Ceylan, etc., dont bien des auteurs célèbres ont tiré parti, sans indiquer la source où ils ont puisé. 4° *Détails sur la manière d'incoruler la petite vérole dans l'Indoustan*, ibid., 1767, in-8°. L'auteur n'a pas connu l'usage très ancien de la vaccine en Perse et dans l'Inde. 5° *Nouveaux essais sur la manière de prévenir les crimes*, ibid., 1786, in-8°. L'auteur croit que des récompenses accordées aux bonnes actions auraient plus d'utilité que la punition du crime. 6° *Dissertation sur l'origine, la nature et les occupations des étres intellectuels, sur la divine providence, la religion et le culte*, ibid., 1787, 1 vol. in-8°. A force de méditer sur la théologie mystique des brahmes, il parait que la raison de Holwell s'est affaiblie, comme cela est arrivé depuis à M. Halhed, qui est devenu l'un des sectateurs de l'immense Brothers. Holwell, dans ce dernier ouvrage, croit, entre autres choses étranges, que les mauvais anges sont devenus hommes, chevaux, lions; que les moins méchants ont été convertis en hommes, et les plus coupables en bêtes féroces. On a mal à propos attribué à Holwell l'édition anglaise du roman chinois : *Hao Kidou tchouan*, traduit de l'anglais en français par Eidous.

HONTHEIM (JEAN-NICOLAS de), né à Trèves, le 27 janvier 1701, fut sacré évêque le 2 décembre 1746. C'était un de ces prélats in *potibus infidelium* que le saint-siège pouvait multiplier à son gré, mais qui restaient sans diocèse en attendant la conversion générale. Au titre d'évêque d'une certaine ville de Myriophite, qui le rendait suffragant de l'évêque de Trèves, il joignit ceux de doyen du chapitre de Saint-Simeon, de chancelier de l'université et de conseiller d'état. Les hommes de toutes les opinions semblent avoir rendu justice au zèle de cet ecclésiastique et à la douceur de son caractère; mais ce qui attirait principalement l'attention sur lui pendant la dernière partie de sa longue vie, ce fut la doctrine hardie contenue dans son *Febronius*, dont la première édition eut lieu en 1763. C'était un fort volume in-4°, commençant

par une dédicace au pape, ainsi qu'aux évêques et aux princes, mais contenant des maximes peu favorables à l'entière suprématie de la cour de Rome. Il y est même formellement question, dans le dernier chapitre, de la marche à suivre pour établir un schisme. L'intention de l'auteur paraissait être pourtant de rétablir l'union dans l'église; mais il pouvait croire qu'une dissidence avouée devenait le seul moyen de remédier à de sourdes et interminables discordes. Ceux qui se piquaient d'une entière orthodoxie reprochaient au prétendu *Febronius* des déclamations contre le chef de la catholicité, autant de mépris pour les moines qu'en avaient pu montrer eux-mêmes les modernes hérésiarques, de continuelles insinuations faites pour diminuer de plus en plus la confiance des fidèles, et généralement une véreité peu scrupuleuse, point d'ensemble, point d'ordre, enfin des contradictions fréquentes et palpables. Tout ce qu'il pouvait alléguer du juste, disait-on, était emprunté de Bossuet, et quant à ce qu'il reproduisait dans le même esprit que les protestants et les jansénistes, ou d'autres docteurs suspects, il suffisait d'assurer que cela était réfuté des long-temps. L'abbé Berquier n'hésita pas même à dire que de telles assertions étaient peu propres à ébranler la conviction des hommes instruits, et que cette sorte de système, trop téméraire ou trop erronée, ne serait jamais approuvée par les prélats français, quelque attachés qu'ils fussent à d'autres libertés, à celles de l'église gallicane. Toutefois l'ouvrage eut bientôt des partisans nombreux. Deux ans s'étaient à peine écoulés lorsque l'auteur, en joignant à une édition nouvelle, faiblement modifiée, un appendice en forme de justification, s'appuyant des suffrages de Zallwein et de quelques autres canonistes. Il ne crut pas dès lors devoir faire des changements plus décisifs, et pousser plus loin la condescendance, malgré l'importance des attaques dirigées contre lui. Dès 1764, Clément XIII, dans un bref du 14 mars, s'était plaint du soin que prenait un catholique de copier les reproches dans lesquels s'étaient complus les ministres protestants. Le livre fut mis à l'index par des décrets de 1764, 1766 et 1773, et la censure papale fut promulguée par plusieurs évêques d'Allemagne. Un professeur d'Heidelberg, le jésuite Kleiner, attaqua, dans une thèse et dans d'autres écrits, le *Febronius*, contre lequel se déclara aussi l'université de Cologne. Beaucoup d'autres adversaires se mirent sur les rangs. Zaccaria publia d'abord en italien *L'anti-Febronius*, en deux volumes in-4°, et, quatre ans après, en 1778, il donna, en quatre volumes in-8°, *L'anti-Febronius vindictus*, où, en répondant à un critique qui, sous le nom de *Théodore à Palude*, avait combattu *L'anti-Febronius*, il s'attachait de nouveau à réfuter l'ouvrage original. Il le fut aussi, en 1776, par Mamachi, qui publia, en deux volumes, *De ratione regenda christiana reipublica, deque legitima romani pontificis auctoritate*. L'auteur du *Febronius* pouvait avoir été, à quelques égards, inexact ou inconsideré; mais ses principes, en général, avaient quelque chose de si plausible qu'une partie de l'Allemagne savante s'en rapprocha, et qu'ils se concilièrent avec les vues d'Ueberhausen, et de quelques autres canonistes, sur les changements à opérer dans l'enseignement comme dans la discipline. Les éditions se multiplièrent, et il y eut aussi des contrefaçons: l'esprit de parti ne négligeait pas de les répandre. L'auteur avait long-temps gardé l'anonymat avec quelque soin; mais ensuite il ne parut point lâche d'être deviné. Son livre, grossi par degrés, formait alors cinq volumes in-4°. Cependant l'archevêque électeur de Trèves, mécontent de la persistance de son suffragant, et ne voulant pas qu'il se flattât plus long-temps de l'approbation plus ou moins vraisemblable du clergé de France, écrivit à ce sujet, en 1775, à l'archevêque de Paris. C'était au moment de l'assemblée du clergé; elle déclara, dans un procès-verbal qui fut envoyé à Trèves, que le *Febronius*, à peine connu en France, y était regardé comme trop suspectiel ou trop peu circonspéct. Cette désapprobation authentique, et les fortes objections de plusieurs théologiens, paraissent avoir fait sur l'évêque de Myriophote une impression d'autant plus inquiétante qu'il avançait en âge; cependant, s'il perdit des lors

toute assurance, il ne ceda qu'avec beaucoup de réserve à une persuasion contraire. Une congrégation, à laquelle présidèrent deux cardinaux, parut n'avoir obtenu d'abord de Houthen qu'un desaveu partiel, et qu'on jugea insuffisant. Mais on insista, et, le 12 novembre 1778, il signa une rétractation circonstanciée, dont Pie VI fut tellement satisfait qu'après l'avoir fait lire dans un consistoire tenu à cette occasion, il dit que la démarche du prélat effaçait un grand scandale et consolait l'église. Tout n'était pas terminé pourtant. A la vérité, l'évêque, toujours à l'insatiation de son métropolitain, adressa lui-même aux fidèles de Trèves les dix-sept articles de sa rétractation, avec une lettre pastorale contenant et une confirmation de ses nouveaux sentiments, et l'annonce du projet de se référer lui-même au premier jour; mais il se trouva ensuite que cette soumission n'était point telle qu'on la désirait. Bien qu'il eût confirmé cette rétractation par un acte du 3 avril 1780, en assurant qu'elle avait été libre, et qu'on avait tort de supposer qu'il eût cédé à des menaces, lorsque le commentaire parut, les partisans de la cour de Rome trouvèrent les trente-huit propositions de cette singulière réfutation peu d'accord avec les desaveux précédents. Fidèle à ses principes d'opposition, l'auteur avait pris seulement le parti d'adoucir quelques passages au moyen d'interprétations embarrassées ou équivoques, et, sans rompre ouvertement avec l'autorité, il semblait jaloux de conserver une partie de ses anciens adhérents. Néanmoins il reproduisit lui-même sa lettre pastorale de 1779, ainsi que les actes du consistoire qui en avaient été l'occasion, et le bref du pape. Ainsi Rome obtint un triomphe, ou du moins elle avait veillé au maintien de ses prétentions; mais le *Febronius* subsistait, et l'Allemagne surtout faisait son profit de ce qu'il contenait d'utile. Les choses restèrent en cet état: les grands événements qui survinrent alors absorbèrent l'attention, et le prélat, âgé de quatre-vingt-neuf ans, mourut en paix, dans son château de Montquintia, le 1 septembre 1790. Ses ouvrages sont : 1° *Harco legum illustrum*, Trèves, 1756, in-fol.; 2° *Historia brevissumma dogmatica et pragmatica, exhibens origines treveris, gallo-belgicas, etc., jus publicum particulare archiepiscopatus et electoratus treverensis, sed et historiam civilem et ecclesiasticam, ab anno 418 ad annum 1754*, Weithelm, 1750, 3 vol. in-fol., et 1757, 3 vol. in-fol. Cette histoire estimée est la plus complète qui ait été écrite sur le pays de Trèves. 3° *Justini Febronii jurisconsulti de statu presentis ecclesiae, et legitima potestate romani pontificis, libri singularis, ad reuniendo dissidentes religionis christianos dispositus*, Bouillon, 1763, 1 vol. in-8°; 2<sup>e</sup> edit., 1765. Cet ouvrage, dont la latinité n'est pas d'une pureté antique, comme on le voit par le titre même, a été traduit en italien, à Venise, et en français, en 1767. Un prénotaire, Jean Renacle Linoire, en a fait un extrait, qui a paru la même année, sous ce titre : *De l'état de l'église, et de la puissance légitime du pontife romain*, 1 vol. in-12. Le *Febronius* fut aussi imprimé en Portugal. 4° *Justini Febronii, jurisconsulti, romanensis, in suam retractationem, Pio VI... submissum*, Francfort, 1781, in-4°; 5° *Notae agenda pro archidicesse treverensi*, Augbourg. La nérologie de Schlichtegroll contient (année 1791) une notice sur l'évêque de Myriophote.

HORNE-TOOKE. Voyez TOOKE.

HOUDAR (CHARLES-ALEXANDRE DE LAMOTTE), colonel, commandant de la légion d'honneur, naquit à Versailles, en 1773. Il était arrière-neveu de l'auteur d'*Inte de Castro*. Il servit d'abord dans le corps des grenadiers parisiens et dans ceux de l'armée du Nord, fit les premières campagnes de la révolution, et passa par différents grades sous Kleber, Lefebvre et Jourdan. Il se distingua à la bataille de Fleurus. Officier d'état-major à l'armée d'Italie, il avait toute la confiance du général Bona-parte d'Hilliers, et devint son aide-de-camp, son élève et son ami. Il parcourut le Tyrol sous Jourdan, et se trouva à Venise, à Gènes, à Malte et à l'armée de l'expédition d'Angleterre. Il se battit à bord de la frégate *la Sensible*, sur les côtes d'Irlande, puis sur le Rhin, à Hohenlinden, chez les Grisons, contre Souwarow, et fut nommé par Bonaparte, au camp de Boulogne.

colonel du 36<sup>e</sup> régiment de ligne. Il cueillit de nombreux lauriers à Ulm, à Memmingen et à Austerlitz, et mourut à la bataille d'Enna, regretté de l'empereur et de toute l'armée. Joseph Lavallée, auteur d'une notice nécrologique sur ce brave, tracé ainsi son portrait : « Sa taille était avantageuse, sa figure noble et distinguée, son âme ardente, son cœur généreux, son caractère ferme et décidé; ses vertus privées égalaient son courage; nul homme ne fut plus franc, plus désintéressé, plus attaché à ses amis. Dans les grades inférieurs, il se fit honorer; dans les grades supérieurs, il se fit chérir. »

HOUDETOT (le comte d'), lieutenant-général, fils du lieutenant-général de ce nom et de la célèbre comtesse d'Houdetot, née Lalive, naquit à Paris, vers 1740. M. d'Houdetot servit dans le corps des volontaires de l'armée prussienne pendant la guerre de la succession de la Bavière, entre l'Autriche et le grand Frédéric. La paix de Teschen, qui la termina en 1779, permit à M. d'Houdetot de revoir la France. Il s'embarqua quelque temps après avec le bailli de Suffren pour l'Inde, et fit trois campagnes sous les ordres de ce célèbre amiral. Il s'établit, vers 1786, à l'île de France, et il y épousa en secondes nocces la belle M<sup>lle</sup> de Céré, fille du directeur du jardin botanique de l'île. Il était alors maréchal-de-camp. Il resta dans cette colonie pendant la révolution, et ne reentra en France qu'en 1798; il reprit son rang parmi les généraux de brigade, et fut cotoyé à la Martinique en 1803; il y commandait les troupes de terre, et il opposa une longue résistance aux Anglais, qui parvinrent cependant à s'emparer de cette colonie. Prisonnier de guerre, il fut conduit en Angleterre, y fut détenu trois ans, et ne put revenir dans sa patrie qu'en 1814. Il fut alors promu au grade de lieutenant-général, et placé en retraite. Le comte d'Houdetot est mort peu de temps après.

HOUDETOT (PAUL-ANTOINETTE, vicomte d'), pair de France, petit-fils de la célèbre M<sup>lle</sup> d'Houdetot que J.-J. Rousseau aimait avec passion, et fils du lieutenant-général du même nom, naquit à Paris en 1786. Il fut nommé en 1806 auditeur au conseil d'état. Pendant l'occupation de la Prusse par l'armée française, il fut nommé intendant civil de Berlin, plus tard sous-préfet à Château-Salins, puis préfet du département de l'Ille-et-Vilaine. Maître des requêtes en 1809, il reçut la croix d'officier de la légion d'honneur, et fut nommé baron de l'Empire. En 1810, il passa à la préfecture de la Dyle (Bruxelles), et déploya en 1814, lors de l'invasion de la Belgique, un courage et une fermeté remarquables. L'armée française retirée sous les murs de Bruxelles, éprouvait des besoins de tous genres. La confiance que M. d'Houdetot inspirait à ses administrés lui fit trouver les sommes nécessaires à l'armée, sans qu'il eût besoin de recourir à des emprunts arbitraires. Enfin le dernier il quitta Bruxelles, et lorsque les éclairés y étaient déjà entrés. Avant son départ, il avait fait distribuer aux hôpitaux de la ville les provisions et les comestibles de sa maison. Il n'accepta aucune fonction sous la première restauration, et au retour de l'île d'Elbe, il refusa la préfecture d'Orléans, que Napoléon lui offrait. Le 13 juillet 1815, le roi le nomma à la préfecture de Caen. M. d'Houdetot trouva le département occupé par les Prussiens qui y avaient fait de énormes contributions de guerre. Il résista avec une généreuse énergie aux exactions de ces étrangers, fut arrêté, et gardé à vue dans sa maison, et menacé d'être conduit à Berlin, quand le gouvernement français s'interposa, et demanda son élargissement qu'il obtint avec peine. Il fut réintégré dans sa préfecture qu'il quitta au mois de novembre suivant, pour rentrer dans la vie privée. M. Decazes le fit appeler à la pairie en 1819, lors de la promotion provoquée par le ministère pour soutenir la proposition Barthélemy. M. d'Houdetot a continué d'être membre de la chambre héréditaire.

HOUDETOT (ARMAND-MAXIME, comte d'), frère du précédent, chevalier de Saint-Louis, commandant de la légion d'honneur, né vers 1787, fut page de l'empereur Napoléon, puis officier dans un régiment de ligne, et fut nommé, en 1815, lieutenant-colonel dans la garde royale. Il commandait, en 1816, le bataillon

de marche envoyé au-devant de la duchesse de Berri. Le bruit s'était répandu que cette troupe avait été froidement accueillie sur son passage jusqu'à Lyon, et que les troubles de Grenoble l'avaient forcée de changer sa marche, le comte d'Houdetot combattit ces assertions par une lettre qui fut insérée dans plusieurs journaux. Le 30 octobre 1816, il fut nommé colonel du 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie de ligne, et figura encore sur l'*Annuaire militaire* de 1830. Nous ignorons s'il a conservé son emploi.

HOUDETOT (ÉLISABETH-FRANÇOISE-SOPHIE DE LA LIVE DE BELLEGARDE, comtesse d'), fille d'un fermier-général, et belle-sœur de M<sup>lle</sup> d'Épigny. En 1748, on lui fit épouser le comte d'Houdetot qui appartenait à une ancienne famille de Normandie, et qui après avoir été long-temps capitaine de gendarmerie, mourut lieutenant-général dans un âge très-avancé. C'était un bon militaire qui aimait le jeu et la chicane, et qui ne pouvait guère devenir l'objet d'un tendre attachement. Cela dut contribuer à faire excuser chez sa femme une inclination à laquelle elle se livra sans scrupule, mais avec une sorte de fidélité qui annonçait que dans une autre position, sa conduite aurait été régulière. Son caractère plaisait généralement, et on aimait d'autant plus son esprit facile et usif, qu'il la laissait exempte de prétention. Elle évitait même avec soin la célébrité qu'auraient pu lui promettre des pices fugitives assez nombreuses. Pour qu'elle y travaillât, il fallait qu'elles lui fussent inspirées par les circonstances. Elle avait une maison à Sanois; mais celle de Saint-Lambert étant à Eubonne, à une assez grande distance, elle ne tarda pas à en louer une dans le même lieu. Leur liaison, accompagnée de peu de réserve, n'est pas au nombre des faits qu'on reproche justement à Rousseau d'avoir divulgués dans ses *Confessions*. Sans lui et sans ce Marmontel et d'autres en ont dit dans leurs *Mémoires*, elle eût été également connue de tout Paris, surtout lorsque Saint-Lambert cessa d'être entraîné au loin par les devoirs de sa profession. C'était le temps où la persévérance dans des liens semblables suffisait pour que la bonne compagnie en parlât gravement comme de quelque chose d'à peu près légitime. Cependant cette faiblesse en faveur de l'auteur des *Saisons*, n'était pas encore ainsi consacrée, lorsque Rousseau dut à son séjour à l'Ermitage, chez M<sup>lle</sup> d'Épigny, et plus encore à ses relations personnelles avec Saint-Lambert, la connaissance de M<sup>lle</sup> d'Houdetot. La passion, non partagée pourtant, qu'elle ne tarda pas d'inspirer au citoyen de Genève, fut pour elle le plus mémorable événement de sa vie. Elle pouvait avoir alors vingt-neuf ans, et Rousseau dont la jeunesse d'ailleurs se prolongeait peu, était dans sa quarante-cinquième année. Son imagination toute émue par les douces rêveries dont il venait de prendre l'habitude en peignant sa Julie, s'exalta plus vivement encore à cette occasion, et beaucoup plus malheureusement. À l'image fantastique qui embellissait depuis long-temps ses promenades solitaires, à Julie de Clarendon, toujours absente, il substitua naturellement une Sophie qui n'était nullement insensible, bien qu'elle le fût pour lui. Il prit pour une passion profonde le trouble suscité en lui principalement à cause de la fatigue des années précédentes, pendant lesquelles il avait fait une grande partie de ses principaux ouvrages. Cette exaltation d'esprit, qui, d'après les détails fournis par lui-même, était déjà une marque d'affaiblissement, le jeta, dit-il, dans un déplorable état suivi d'un épuisement de plusieurs années. Mais du moins il avait su intéresser M<sup>lle</sup> d'Houdetot. Elle plaignit, non sans indulgence, cet amour peu sensé, et même un soir, après un entretien où Rousseau fut content de lui, elle lui dit : « Non, jamais homme n'aima comme vous; mais votre ami Saint-Lambert nous écoute, et mon cœur ne saurait aimer deux fois. » Sans talents supérieurs, mais non sans mérite, et avec plus de grâce que de beauté, la comtesse d'Houdetot était une de ces femmes dont l'amabilité résultant d'une certaine harmonie générale, est faite pour captiver ceux qui, avec plus de tendresse que d'amour-propre, n'exigent pas d'éclat. Ses contemporains ont rendu justice aux agréments de sa société, à la solidité de ses attaches.

ments, à la délicatesse d'un cœur incapable d'offenser ou de nuire. Son portrait, esquissé diversement par plusieurs d'entre eux, a été tracé par Rousseau avec un accord obligant peut-être en un sens, mais inscparable d'un fond de partialité. Cet épisode, dans le neuvième livre des *Confessions*, n'est pas un des moins curieux de l'ouvrage. Rousseau lui-même y est peint aussi avec plus d'entrainement et sans doute plus de fidélité que dans quelques autres circonstances, et il y a rendu imperissable, sans le flétrir, le nom de Mme d'Houdetot, plus heureuse en cela que Mme de Warens. Sophie parut l'être à différents égards dans la plus grande partie de sa carrière. A la vérité Saint-Lambert, avant de terminer la sienne, devint exigeant et chagrin; mais à l'exception de ces contrariétés que son ancienne amie souffrait avec beaucoup de douceur, elle eut une vieillesse paisible, et elle s'éteignit dans les bras de ses enfants, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, le 25 janvier 1813.

HOURLWITZ (ZALKIND), Juif polonais, naquit à Lambin dans la Lithuanie, vers 1740. Il avait quarante ans lorsqu'il vint à Paris où il vécut d'abord soutenu par les autres Juifs qui lui prêtèrent ensuite quelque argent dont il se servit pour faire le commerce de vieux habits. Le jour il les colportait dans les rues, et la nuit il se livrait à l'étude des langues, de l'histoire et de la philosophie. L'Académie de Metz ayant, en 1789, proposé pour sujet de prix un ouvrage sur la régénération politique des Juifs, Hourwitz concourut, et son mémoire partagea le prix avec ceux du curé Grégoire qui fut depuis évêque, et de Thierry, avocat au parlement de Metz. On remarqua dans ce mémoire de l'esprit et de l'originalité, beaucoup de savoir et de scepticisme. Ce succès valut à Hourwitz la place d'interprète pour les langues orientales, attaché à la bibliothèque du roi, ce qui ne l'empêcha pas de vivre dans une indigence telle qu'on ne put l'admettre au grand sanhédrin de 1806, à cause de son extérieur misérable; on se borna à le consulter, et ses conseils furent très utiles à la commission qui prépara les décisions de cette assemblée. Sa mort arriva en 1810. Son convoi funèbre fut accompagné de presque tous les Israélites qui se trouvaient à Paris, et M. Lazzar, membre du consistoire central, prononça son éloge. Hourwitz a fourni à divers journaux du temps plusieurs articles où l'on remarquait plus d'originalité que de profondeur. On a en outre de lui: 1° *Apologie des Juifs*, ou réponse à la question: Est-il des moyens de rendre les Juifs plus heureux et plus utiles en France? 1789, in-8°. C'est le mémoire couronné par l'Académie de Metz; 2° *Le polygraphe*, ou l'art de correspondre, à l'aide d'un dictionnaire, dans toutes les langues, même celles dont on ne possède pas seulement les lettres alphabétiques, Paris, an 9 (1801), in-8°. Cet ouvrage a fixé un moment l'attention comme tous les tours de force; 3° *Lacographie*, ou entretiens lacographiques, aussi vite que l'on peut prononcer, Paris, 1811, in-8°.

HOWARD (Joux), philanthrope célèbre, né en 1736, au village de Hackney, près de Londres. Son père, simple tapissier, le destinait au commerce, et l'avait mis d'abord en apprentissage chez un épicière; mais il laissa à ses deux enfants une fortune indépendante, et Howard, qui n'était pas d'une complexion robuste, renoua aux travaux qu'il exigea sa première profession. Loin de prévoir alors que son amour de l'humanité lui imposerait une tâche également laborieuse, il se mit à voyager pour son agrément. Après avoir parcouru l'Italie et la France, il épousa, en Angleterre, une veuve âgée d'environ quarante-six ans, uniquement parce qu'ayant logé chez elle il en avait reçu des soins. Les travaux scientifiques ou littéraires auxquels il a dû se livrer à cette époque n'ont pas laissé de traces; cependant il devint membre de la société royale de Londres, en 1755, trois ans après son mariage. L'année suivante il voulut voir Lisbonne; mais la frégate sur laquelle il se trouvait étant tombée entre les mains des Français, il fut retenu quelque temps en prison, au château de Brest, et cette circonstance éveilla, dit-on, son attention sur les rigueurs inutiles que les prisonniers avaient généralement à subir. Néanmoins il parut ne s'être occupé de recherches propres à améliorer leur

sort que quand il eut à les visiter comme shérif. C'était en 1773: il s'était marié une seconde fois, quinze ans auparavant, et il avait consacré une partie de son temps à l'éducation de son fils unique. Durant son séjour auprès de Bedford, les pauvres avaient été constamment l'objet de sa bienfaisance. Lorsqu'enfin il se constitua l'interprète des plaintes des prisonniers, il conçut à cet égard des plans de réforme, dont la partie morale n'était pas la moins importante, et qui, soumis à l'examen de la chambre des communes, valurent un remerciement public à leur auteur. Une fois entré dans cette carrière où il comprit que ses vues généreuses pourraient avoir de grands effets, il la suivit avec le zèle le plus soutenu. Il multiplia dans plusieurs contrées de l'Europe ses excursions qui pouvaient être regardées, suivant l'expression de Edin. Burke, comme des voyages de découvertes pour l'avancement de l'art, si négligé jusqu'alors, de ne se faire aux hommes sur lesquels la justice doit prononcer, que le mal inévitable. Dans cette intention, et pendant environ douze années, à compter de 1775, il visita cinq fois la Hollande, trois fois la France, quatre fois diverses contrées de l'Allemagne, et deux fois une grande partie de l'Italie. Non seulement il avait examiné surtout les prisons de l'Angleterre; mais voulait être en état de leur comparer presque toutes celles de l'Europe, il alla observer aussi celles du nord, ainsi que les établissements de ce genre en Espagne, en Portugal, et même en Turquie. Joseph II fut curieux de voir cet étranger qui venait s'informer avec tant d'intérêt du régime des cachots en Autriche. Non seulement il souffrit que l'Anglais évitât de fléchir le genou en l'abordant; mais il en prit occasion de supprimer, par un édit, quelque temps après, cette étiquette dont l'habitude seule avait pu lui déguiser l'inconvenance. Il avait dit à Howard, dans l'entretien qu'il lui avait accordé: «Ainsi vous vous plaignez de mes donjons; mais, dans votre pays, ne s'en ont pas les malfaiteurs par douzaines? — Il vaut mieux y être pendu, reprit l'Anglais, que d'habiter les donjons de Vienne.» Les maisons de détention reçurent de plus nombreuses marques de la bienfaisance d'Howard lorsque sa fortune se fut accrue. Il ne cherchait pas d'autres jouissances, les apaisements de la société lui restaient étrangers, et il se s'écarta jamais de la sobriété la plus sévère. Pendant long-temps il s'interdit toute nourriture animale: on assure même qu'il passa trente années sans faire usage de vin. Seulement son goût pour les fruits n'était pas exempt de quelque recherche. En Turquie, il n'accepta nulle autre chose de la reconnaissance d'un homme opulent à qui il avait rendu la santé par ses conseils. Quelques singularités faisaient partie de son système diététique. Il lui fallait du linge ou des vêtements humides, et, en se mettant au lit, comme en en sortant, il s'enveloppait pendant une demi-heure d'une toile trempée dans l'eau la plus froide. Sans doute cette méthode, qu'il croyait fortifiante, lui paraissait un préservatif contre tant de maladies presque inévitables dans les lieux infects où jamais il ne craignait de pénétrer. Il s'était imposé sans retour cette vigilance: c'était, pour s'en dire, sa mission, et le prince Henri de Prusse l'ayant un jour engagé à se procurer le soir quelque délassement, l'heureux Howard répondit qu'il n'en avait pas besoin, et qu'il trouvait plus de plaisir à faire son devoir. En publiant les résultats de ses recherches, il provoqua chez les Anglais des réformes qui, de son vivant même, commencèrent à s'étendre jusque dans des contrées où un gouvernement plus absolu semblait rendre moins étrangers les énormes abus des prisons. L'utilité de ses travaux devait être vivement sentie chez des peuples éclairés, aussi une souscription fut-elle ouverte, en Angleterre, pour lui ériger une statue. Mais il ne s'était pas proposé d'obtenir de semblables honneurs: il se faisait une plus haute idée de ce qu'on peut entreprendre dans le seul but de soulager des hommes souffrants. Dès qu'il eut connaissance de ce dessein, il écrivit de lieu où il se trouvait alors: «N'ai-je donc pas en Angleterre un ami pour s'y opposer? Comme les guerriers qui expirent au champ d'honneur, le respectable Howard eut une fin digne de sa vertueuse persévérance.

ce : une fièvre maligne, gagnée près d'un malade, aux études de l'Europe, dans la ville de Kherson, terminée ses jours, le 20 janvier 1790. En 1818, l'empereur Alexandre, visitait la Crimée, lui a fait élever un mausolée. Le monument que depuis longtemps on voulait lui consacrer, et dont l'exécution s'était été ajournée, a été placé dans Saint-Paul de Londres. Le sculpteur Bacon a représenté Howard tombant aux pieds des chaînes, et il a mis dans ses mains une clef, ainsi qu'on roulevait, pour indiquer ses plans de bienfaisance. Ils avaient été l'objet des trois principaux écrits de Howard : 1<sup>er</sup> *État des prisons en Angleterre*, et dans le pays de Galles, avec des observations préliminaires, et un tableau de quelques prisons étrangères, 1777, in-4<sup>e</sup>, traduit en français, 1788, 2 vol. in-8<sup>e</sup>; 2<sup>e</sup> *Supplément à l'état des prisons, etc.*, avec la récit des voyages en d'autres pays, 1784; 3<sup>e</sup> *Histoire des principaux lazarets de l'Europe, avec divers documents relatifs à la peste, des observations nouvelles sur quelques prisons et hôpitaux étrangers, et des remarques...* sur l'état actuel des prisons de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, 1789; on a joint à la traduction française *Le traité de Mend sur la peste*, in-8<sup>e</sup>, 1810. Howard a aussi publié : *Tableau de la Basilide*, traduit du français, 1780, et *Nouveau code des lois pénales du duc de Turin*, avec la traduction en anglais, 1789. Une *Vie de J. Howard* a été imprimée à Paris, 1796, in-12 : c'est la traduction de l'ouvrage de J. Aikin, intitulé : *Tableau du caractère et des services publics de John Howard*, et qui avait paru en 1791, in-8<sup>e</sup>.

HUA (KOSTACH-ANTOINE), né à Mantes, le 3 janvier 1769, était avocat au parlement de Paris lors de la révolution de 1789. Il fut nommé, en 1791, député de son département à l'Assemblée législative. Ferme, éclairé, consciencieux, ce député siégea toujours parmi les modérés, et fut un des sept membres qui s'opposèrent à la déclaration de guerre faite au roi de Bohême et de Hongrie, le 30 août 1793. Néanmoins, dans la séance du 23 novembre 1793, il dénonça les premiers Français émigrés comme ayant cherché à séduire le général Wimpfen pour livrer New-Brisac. Il fut membre du comité de législation, et l'on doit remarquer au nombre des rapports dont il fut chargé, celui qui concernait le droit de grâce et de commutation de peines, au quel droit de la couronne : il proposa de le remettre entre les mains du roi, ce qui lui alors mal accueillie. Il défendit à la tribune le ministre de la justice Dupont du Tertre, puis le juge de paix Le Rivière qui avait lancé un mandat d'arrestation contre les députés Merlin, Bazire et Chabot; la séance fut fort orageuse, et l'orateur manqua d'être rayé de l'Assemblée. Dans le cours de la même session, M. Hua prit également la parole pour défendre le général Lafayette alors en butte aux accusations des hommes du mouvement. Il parla également en faveur du ministre Bertrand de Mollayville et de Lessart. Il se montra toujours défenseur zélé de la constitution. Aussi, lors de la dissolution de l'Assemblée législative, ne fut-il point élu à la convention. Maire de la ville de Mantes, il a laissé des monuments utiles et d'honorables souvenirs. Il a été pendant dix ans membre du conseil général du département de Seine-et-Oise. Rentré au barreau, M. Hua filarpie, après le 18 brumaire, d'une commission présidée par le sénateur Jacquemiot, et qui était chargée de préparer les premiers titres du code civil. Il redevenait ensuite juge au tribunal civil de Mantes, puis procureur impérial près le même siège. Nommé, en 1815, avocat-général près la cour royale de Paris, et chargé de porter la parole dans un grand nombre de procès politiques, il le fit avec énergie, mais sans pas avec cette véhémence que montrèrent depuis plusieurs jeunes avocats-général : d'ailleurs, ceux qui blâmaient la couleur de ses opinions et des doctrines professées dans ses réquisitoires, ne lui ont jamais reproché de parler contre sa conscience, et de ne consulter qu'une impatiente ambition de parvenir. Il avait conclu à la mort dans l'affaire de Lavalette. Il demanda aussi la condamnation de Wilson, Bruce et Hutchinson qui avaient favorisé l'évasion de cette victime de la justice des partis. Dans les procès relatifs aux délits de la

presse, M. Hua prit toujours des conclusions sévères, et on peut le mettre au nombre des magistrats disposés à confondre avec l'abus l'exercice constitutionnel de cette liberté. M. Hua fut nommé, en 1818, avocat-général à la cour de cassation dont il est aujourd'hui conseiller. Cette digne et honorable retraite le combla sans doute de la perte de la place d'inspecteur-général de l'université pour l'école de droit, sinécure de 6,000 francs par an, qui lui avait été donnée sous le ministère de M. Frayssinous, et qui lui a été ôtée au mois de juillet 1830. M. Hua est membre de la légion d'honneur. On a de lui : *Projet de réformation de la législation hypothécaire*, Paris, 1812.

HUBER (TAKASS), femme auteur très distinguée, et fille du célèbre philologue Chretien-Gottlob Heyne, naquit à Göttingue, le 7 mai 1764. Sa mère étant d'une santé chancelante et d'un tempérament mélancolique, la première éducation de la jeune Thérèse fut négligée. Elle passa son enfance sans compagnes, et presque sans sortir de l'étroite demeure de ses parents. Dans sa troisième année, on lui enseigna à lire, et, jusqu'à l'âge de douze ans, elle s'occupait principalement de la lecture des romans, des pièces de théâtre, etc. Si l'instructeur qu'on lui donna était imparfaite, elle eut, en revanche, l'avantage de voir dans la maison paternelle beaucoup d'hommes de lettres célèbres, tels que Herder, Burger, les frères Holberg, Böhm. A l'âge de douze ans, Thérèse perdit sa mère. Pour consoler son père, que cette perte affligeait profondément, la jeune fille passa des journées entières auprès de lui dans son cabinet : elle étudia expressément des ouvrages d'histoire et de statistique afin d'avoir des sujets pour l'entretenir et le distraire. Elle passait ses soirs dans la société de son père et de l'historien Ernest Brandes, dont plus tard celle-ci épousa la sœur. Lorsque Heyne se remaria, Thérèse fut envoyée à Hanovre dans un pensionnat qui passait pour être le meilleur du pays. A l'âge de quinze ans, elle revint auprès de son père, et trouva dans sa belle-mère, qui amie sincère et bienveillante. Alors Thérèse fut introduite dans le monde; il y avait à Göttingue, à cette époque, une très bonne société, car l'université était fréquentée par un certain nombre de jeunes gens d'un grand talent qui se sont depuis distingués dans les lettres et les sciences. Thérèse, qui était à la fleur de l'âge et d'une grande beauté, eut beaucoup d'adorateurs. Parmi ceux qui briguèrent sa main, elle choisit le célèbre voyageur et naturaliste George Forster qu'elle ne connaissait que très peu, mais dont la grande renommée et les aventures singulières avaient fait une profonde impression sur son cœur et flatté son ambition. Elle suivit son mari en Pologne où les deux époux vécurent dans la meilleure intelligence. Au bout de trois ans, ils allèrent s'établir à Mayence; dans cette ville plusieurs causes concurrentes à troubler leur union, cependant l'amitié qu'ils avaient l'un pour l'autre resta inviolable jusqu'à la mort de Forster. En 1799, les armées françaises entrèrent en Allemagne. Forster embrassa la cause de la France, et, d'après le conseil que lui donna un jeune Anglais, qui se trouvait auprès de lui à Francfort-sur-le-Main, il envoya sa femme et ses enfants à Strassbourg, pour se rendre plus indépendant. Thérèse fit ce voyage malgré elle, et, après avoir séjourné peu de temps dans cette ville, elle alla avec ses enfants dans la principauté de Neuchâtel où elle fut accueillie par une famille qui était l'ami d'amitié avec son père. Forster se rendit comme député du nouveau département du Rhin à Paris, où il entretenait une correspondance très suivie avec sa femme. Vers la fin de 1793, il vit Thérèse et deux de ses enfants sur les frontières de la France et de la Suisse, et les confia aux soins de son ami Louis-Ferdinand Huber, auteur allemand distingué, qui était présent à leur entrevue. Forster étant mort en 1794, Huber se chargea provisoirement de l'entretien de sa veuve et de ses enfants. Comme Thérèse ne reçut aucune offre de secours ni de ses parents ni de ceux de Forster, elle se décida, pour pourvoir à la subsistance de sa famille, à composer des ouvrages. Mais elle ne connaissait ni grammaire ni orthographe : elle n'avait jamais pensé à



devenir auteur. Elle commença par traduire un livre français : ce premier essai fut pitoyable, et son ami Huber, à qui elle avait soumis son manuscrit, en raya des pages entières. Enfin avec beaucoup de peine elle parvint à terminer la traduction du *Dinocras nécessaire*, par Louvet, auquel elle substituait une autre fin. Huber, appelé à revoir ce travail, fut étonné de la facilité et de l'élégance du style ; il n'eut à corriger que de légères fautes. En 1795, Huber et Thérèse s'unirent. Thérèse renonça dès lors à la prose pour cultiver la poésie, et ce fut avec succès. Ce qu'on a longtemps ignoré, c'est que toutes les poésies qui ont paru, sous le nom de Huber, depuis 1796 jusqu'à sa mort, en 1804, sont sorties de la plume de Thérèse. Elle reçut avec Huber dans la plus parfaite harmonie, et son bonheur domestique ne fut interrompu que par la douleur que lui causa la perte de deux de ses enfants, dans les huit mois qui précédèrent la mort de son mari. Les dix premières années qui suivirent le décès de celui-ci, elle vécut auprès de son gendre, fonctionnaire public en Bavière, chez qui elle continua ses travaux littéraires pour nourrir sa famille. Plus tard, elle passa cinq ans à Stuttgart, et en 1824, elle devint rédacteur en chef de la *Fauille du matin*, le plus célèbre des journaux littéraires de l'Allemagne, auquel elle resta attachée jusqu'à sa mort qui arriva le 5 juin 1839. Malgré ses nombreux travaux, elle ne perdit jamais de vue l'éducation de ses enfants, à qui elle prodigua constamment les plus tendres soins. Parmi ses ouvrages originaux, nous citerons les romans suivants qui ont obtenu le plus grand succès : 1° *Hannah*, Leipzig 1821 ; 2° *Ellen-Percy*, ou *l'éducation fatale*, ibid., 1822, 2 vol. ; 3° *Le courage juvénile*, ibid., 1823, 2 vol.

HUBER (JEAN), peintre, naquit à Genève, en 1738. Il manifesta dès sa jeunesse un goût très vif pour les arts du dessin, et s'adonna à un genre bien frivole, mais dans lequel il n'avait pas à redouter de nombreux rivaux : ce fut l'art de la découpeure, et il parvint à y montrer une grande supériorité. Il découpait un profil sans le regarder, ou en déchirant une carte et les mains derrière le dos. Le portrait de Voltaire était celui qu'il reproduisait le plus heureusement. Il poussait l'adresse jusqu'à le faire découper par son chat, auquel il présentait un morceau de fromage. Les éloges que lui valurent cette dextérité l'engagèrent à se livrer à la peinture, et il l'apprit sans maître et sans conseils. Il composa plusieurs tableaux pleins de vérité et auxquels on a fait l'honneur de les mettre à côté de ceux de Van Dick et de Greuze ; mais cet éloge paraît exagéré. Huber entreprit aussi de peindre plusieurs scènes domestiques de la vie de Voltaire près duquel il avait demeuré vingt ans, et Catherine qui fut instruite de ce projet lui écrivit qu'elle retenait tous ses tableaux. Le peintre en composa quelques uns, et Senebier, bibliothécaire de Genève, assure que cette suite a été gravée. Mais l'exposé d'un de ses tableaux fera connaître la manière d'Huber, et laissera moins de regrets aux curieux qui la cherchent vainement. Voltaire y est représenté sortant du lit et passant ses culottes, dans cette position il présente son derrière à d'Alembert et à Fréron, Van le baise et l'autre le fesse. Huber passa de l'étude de la peinture à celle des acrobates, et publia ses aperçus sur l'imitation du vol des oiseaux, dans le *Mercure de France* du 13 décembre 1783, sous ce titre : *Note sur la manière de diriger les ballons sur (il veut dire d'après) le vol des oiseaux de proie*. L'année suivante, parurent ses *Observations sur le vol des oiseaux de proie*, Genève, 1784, in-8°, avec sept planches dessinées par lui-même. Cet ouvrage présente une division ingénieuse des oiseaux de proie en rameurs et en voiliers. Dans la première classe, Huber range le gerfaut, le sacre, le faucon ; il appelle cette classe de *hauts volés* ; et il met dans la seconde, qui est de *basse volée*, l'autour, l'epervier, l'aigle et le vautour. Huber avait établi cette division d'après les ailes, et il soutenait que la queue ne sert point de gouvernail à l'oiseau, et que son seul usage est de l'aider quand il monte ou quand il descend. On sait combien les tentatives faites pour mettre sa théorie en pratique ont été infructueuses. Du moins il eut la prudence de se borner à la doctrine, et d'en laisser à

d'autres la dangereuse application. Il mourut en 1799, à Genève ; il y était membre du conseil des deux cents. La plupart de ses découpeurs, exécuteurs sur veau, sont en Angleterre dans les cabinets des curieux.

HUBERT, Foyes Cheval, au *Supplément*.

HUDDART (JOSEPH), est né en 1743 ; il était le fils d'un cordonnier du village d'Allenby, dans le duché de Cumberland. Une disposition marquée pour la marine et les sciences qui s'y rattachent, contrairement à la volonté de sa famille, car on le destinait à l'état ecclésiastique ; mais une circonstance fortuite vint à propos seconder le jeune Huddart dans sa vocation. Des banes considérables de harengs s'étaient engagés, en 1767, dans le golfe de Forth, l'aspect de cette proie inaccoutumée et facile convertit en pêcheurs le plupart des habitants d'Allenby. Le père de Huddart quitta comme les autres son travail journalier pour exploiter les côtes du Cumberland. Son fils, qui avait obtenu la faveur de l'accompagner, fit alors, à sa grande satisfaction, l'apprentissage du précieux métier de marin. A partir de cette époque, Joseph Huddart fut voué à la marine. L'éducation qu'il avait reçue ne lui avait pas procuré les connaissances qui constituent le marin instruit ; mais il avait en quoi consistent ces connaissances et il résolut de les acquérir. Huddart continua par nécessité de se livrer à la pêche et au cabotage, nouvelle industrie de ses compatriotes ; mais ses moindres loisirs et les repos auxquels les marins sont réduits de temps en temps, furent dès lors employés aux études spéciales qui lui manquaient. En peu d'années, Huddart devint excellent astronome, excellent géographe, et de plus très habile constructeur naval. C'est avec un brick, qu'il avait construit lui-même, qu'il navigua depuis 1768 jusqu'en 1773. Il exécutait, en même temps, pour le compte d'un éditeur de cartes géographiques, la carte du canal de Saint-George, travail très long, très minutieux, et d'une exactitude parfaite, au dire de tous les navigateurs qui ont eu l'occasion de s'en servir. Lors de son premier voyage dans l'Inde, Huddart avait déjà relevé la carte de la côte occidentale de Sumatra. Depuis 1778 jusqu'en 1788, il fut attaché au service de la compagnie des Indes, en qualité de capitaine, et fit quatre voyages. Malgré la longueur des traversées et les devoirs du commandement, Huddart trouva encore le temps de s'occuper de géographie ; il dressa la carte de la portion de la presqu'île de l'Inde, située entre Bombay et Cotaïgnong, environ un degré et demi en longitude. Un autre résultat de ses explorations dans les mers de l'Asie, l'esquise du détroit de Gaspar, parage entre les îles Banca et Billiton, perut aussi après son retour en Angleterre, en 1788. Son admission au nombre des directeurs de la compagnie des Indes, lui fit récompense méritée de tant d'utiles travaux, auxquels on doit ajouter encore la carte des îles occidentales de l'Ecosse, et ce qu'il a donné dans les *Transactions philosophiques* de la société royale de Londres. Comme membre de la société royale, Huddart n'a pas déployé l'activité de ses confrères, Wollaston, Hatchett, Herschell et autres ; cependant les marins feront bien de consulter son mémoire intitulé : *Observations on horizontal refractions which affect the appearance of terrestrial objects, and the dip, or depression of the horizon of sea.* (*Transac. philos.*, 1797, 1<sup>re</sup> partie.) Ce mémoire a pour but de donner plus d'exactitude aux observations de la latitude. Le perfectionnement de la corderie occupa Huddart dans les derniers temps de sa vie, et il imagina de nouveaux procédés dont l'application fut faite dans un atelier qu'il organisa à Maryport. Beaucoup d'obstacles s'opposèrent à l'adoption de ses câbles et de ses cordages ; cependant il y réussit à la fin, et en procurant ainsi aux marins une grande sécurité pour les mouillages et de plus sûrs moyens de manœuvre, il compléta les services qu'il leur avait déjà rendus par la composition de ses excellentes cartes. Huddart est mort en 1816, honoré par une vie toute utile, et convenablement récompensé sous le rapport de la fortune.

HUGO (VICTOR-MARIE, baron). On écrivait les détails qu'on va lire sur l'enfance, la famille, l'éducation inté-

rière, la vie morale et les premiers ouvrages d'un homme bien jeune encore, quoique des long-temps célèbre, d'un poète de vingt-neuf ans, qui touche à peine au tiers de la carrière glorieuse dont le terme n'est pas même entrevu, nous nous sommes dit que ce n'était pour cela ni trop tôt ni trop de soins; que ces détails précieux qui émaillent l'aurore d'une belle vie se perdent souvent dans l'éclat et la grandeur qui succèdent; que les contemporains les savent vaguement ou négligent de s'en enquêter, parce qu'ils ont sous les yeux l'homme vivant qui leur suffit; que lui-même, avec l'âge et les distractions d'alors, il revient moins volontiers sur un passé relativement obscur, sur des souvenirs trop amouvants qu'il craint de réveiller, sur des riens trop intimes dont il aime à garder le mystère; et qu'ainsi, faute de s'y être pris à temps, cette réalité originelle du poète, cette formation première et continue, dont la postérité est si curieuse, s'évanouit dans une sorte de vague conjecture, ou se brise au hasard en quelques anecdotes aléatoires. L'incertitude planait sur les premières années d'un grand homme, semblaient peut-être à certaines gens plus poétique: pour moi, je ne vois pas ce que perdrait Corneille et Molière à ce que leurs commencements fussent mieux connus. Nous ne sommes plus tout-à-fait aux temps homériques où un nuage allait si bien sur un berceau. De nos jours, les poètes ont beau faire, la réalité les tient de toutes parts et les envahit; ils sont, bon gré mal gré, un objet de publicité: on les coudoie, on les lithographie, on les lorgne à loisir, on a leur adresse dans l'almanach, et ce n'est qu'en vers que l'un d'entre eux a pu dire:

..... Ils passent, et le monde  
Ne connaît rien d'eux que leur voix. (Lam.)

Victor-Marie Hugo naquit le 26 février 1802, à Besançon, de Joseph-Léopold-Sigisbert Hugo, colonel du régiment en garnison, et de Sophie Trébuchet, fille d'un amateur de Nantes. Sa famille paternelle, anoblie dès 1531 en la personne de Georges Hugo, capitaine des gardes du duc de Lorraine, avait donné, au dix-septième siècle, un savant théologien de ce nom, évêque de Poitiers. Dans une pièce de vers inédite, espèce de préface à son prochain recueil lyrique, le poète nous apprend que lui, cet enfant né à Besançon, vieille ville espagnole, d'un sang breton et lorrain à la fois, d'un père soldat et d'une mère Vendéenne, était si chétif et moribond durant les premiers mois, que personne, en le voyant, ne lui aurait donné un lendemain à vivre:

..... Je vous dirai peut-être quelque jour  
Quel lait pur, que de soins, que de vœux, que d'amour,  
Prodigués pour ma vie en naissant condamnée,  
M'ont fait deux fois l'enfant de ma mère obstinée;  
Ange qui, sur trois fils attachés à ses pas,  
Épandait son amour et ne mesurait pas.

Il n'aurait que six semaines quand le régiment dut quitter Besançon pour l'île d'Elbe. L'enfant l'y suivit et y demeura jusqu'à l'âge de trois ans. La première langue qu'il balbutia fut l'italien des îles: la première nature qui se réfléchit dans sa prunelle fut cette épre et sévère physionomie d'un lieu peu remarqué alors, désormais inconnu. Cette jeune vie s'harmonisait déjà par des rapports anticipés et fortuits avec la grande destinée qu'elle devait célébrer un jour; ce frêle écheveau invincible se mêlait déjà à la trame splendide, et courait obscurément au bas de la pourpre encore neuve dont plus tard il rebassa le lambeau. En 1805, l'enfant revint à Paris avec sa mère qui se logea dans la rue de Clichy. Allait à l'école, rue du Mont-Blanc. Les souvenirs de ce temps ne lui retracent qu'une chère et un puits surmonté d'un saule dans la cour de la maison; il jouait là autour avec son jeune camarade Belon, depuis frappé d'une condamnation capitale dans l'affaire de Saumur, et mort en Grèce commandant de l'artillerie de lord Byron. En 1807, M<sup>me</sup> Hugo repartit en Italie avec ses fils, pour rejoindre son mari, gouverneur de la province d'Avelino, où il extirpait les bandes de brigands, entre autres celle de *Fra-Diavolo*. L'enfant y resta jusqu'en 1809; il en rapporta nulle sensation

fraîches et graves, des formes merveilleuses de défilés, de gorges, de montagnes, des perspectives gigantesques et féériques de paysages, tels qu'ils se grossissent et qu'ils flottent dans le fantasme ébranlé de l'enfance. De 1809 à 1811, le jeune Hugo demeura en France avec ses frères et sa mère. M<sup>me</sup> Hugo, femme supérieure, d'un caractère viril et royal, comme disait Pinton, s'était décidée à ne pas voir le monde et à vivre retirée dans une maison située au fond du cul-de-sac des Feuillantines, faubourg Saint-Jacques, pour mieux vaquer à l'éducation de ses fils. Une tendresse austère et réservée, une discipline régulière, impérieuse, peu de familiarité, nul mysticisme, des entraînements, instructifs et plus sérieux que l'enfance, tels étaient les grands traits de cet amour maternel si profond, si dévoué, si vigilant, et de l'éducation qu'il lui donna envers ses fils, envers le jeune Victor en particulier. Un incident presque merveilleux, jeté au sein de cette vie de convent, dut aussi induire beaucoup sur l'esprit et la gravité précoces de l'enfant poète. Le général La Horie, compromis en 1804 dans l'affaire de Moreau, était parvenu à se dérocher aux poursuites, en se cachant chez un ami. Il y tomba malade, et un jour qu'il avait entrevu quelque inquiétude sur la physionomie de son hôte, craignant de lui être un sujet de péril, et dans l'exaltation de la fièvre qui l'enflammait, il se fit transporter le soir même sur un brancard rue de Clichy, où M<sup>me</sup> Hugo logeait alors. M<sup>me</sup> Hugo, généreuse comme elle était, n'hésita pas à recueillir l'ami de son mari, et le garda deux ou trois jours. Sa fièvre passée, La Horie put sortir et chercher une retraite plus sûre. En 1809, après bien des épreuves et des suites hasardeuses, il revint frapper à la porte de M<sup>me</sup> Hugo; mais cette fois la retraite était profonde, l'asile était sûr, et il y demeura. Il y demeura près de deux ans, caché à tous, vivant dans une petite chambre à l'extrémité d'un corps de logis désert. La plus douce occupation du guerrier philosophe, au milieu de cette inaction prolongée qui le dévorait, était de s'entretenir avec le jeune Victor, de le prendre sur ses genoux, de lui lire Polybe en français, s'appesantissant à plaisir sur les ruses et les machines de guerre, de lui faire expliquer Tacite en latin; car l'intelligence robuste de l'enfant mordait déjà à cette forte nourriture. Un ancien prêtre marié, bon et digne homme, M. de la Rivière, lui avait débrouillé, à lui et à ses frères, les premiers éléments, et la méthode libre du maître s'était laissée aller à l'esprit rapide des élèves. Cependant La Horie, par suite d'une machination odieuse, dont l'auteur, alors puissant, vit encore, et que M. Victor Hugo se propose de révéler un jour, fut découvert, arrêté aux Feuillantines, en 1811, et jeté de là dans le cachot, d'où il ne sortit que pour mourir avec Mallet. On sent quelle impression profonde et amère dut jeter dans l'âme ardente du jeune enfant de l'empire et les discours du mécontent, et le supplice de la victime: cela le préparait dès lors à son royalisme de 1814. A côté de ce souvenir sanglant et fatal, les Feuillantines lui en faisaient d'autres plus doux. Dans *Le dernier jour d'un condamné*, il s'est plu à rappeler le vieux puitsier, la charmante *Pépita l'Espagnole*, et le tome II des *Voyages de Spallanzani*; ailleurs il parle de *l'escarpolette sous les marronniers*; il donne gris et écarlate du Val-de-Grâce, si mélancolique à voir entre la verdure des arbrès, lui apparaît sans doute encore, toutes les fois qu'il se représente des jardins de couvent: c'est aussi dans ce lieu de rêverie qu'il commença de connaître et d'aimer cette autre *Pépita* non moins charmante, la jeune enfant qui, plus tard, devint sa femme. Au printemps de 1811, il partit avec sa mère et ses frères pour l'Espagne, où il rejoignit son père, général dès 1809, puis premier major domo du palais, et gouverneur de deux provinces; il logea quelque temps au palais Macerato, à Madrid, et de là fut mis au séminaire des nobles, où il resta un an; on le destinait à entrer dans les pages du roi Joseph qui l'aimait beaucoup. C'est à ce séjour au collège des nobles qu'il faut rapporter les *combats d'enfants pour le grand empereur* dont le poète fait quelque part mention. On ne se battait pas moins qu'à coups de couteaux, et l'un des frères de Victor fut grièvement blessé dans l'un de ces petits duels à l'espagnole. En 1812, comme les évé-

ments devenaient menaçants à l'horizon, et que les trônes groupés autour de l'empire craquaient de toutes parts, M<sup>me</sup> Hugo ramena à Paris ses deux fils cadets, Eugène et Victor; l'aîné, déjà sous-lieutenant, demeura avec son père. Elle reprit son logement des Feuillantines; et leur lit achever, sous le vieux M. de la Rivière, leur éducation classique; Tacite et Juvénal furent toujours la moule de lion dont ils se nourrissent. Les idées religieuses tenaient très peu de place dans cette forte et chaste discipline. La foudre de la philosophie de leur mère était le voltaïrisme, et, femme positive qu'elle était, elle ne s'inquiéta pas d'y substituer une croyance pour ses fils. Tous deux, le jeune Victor surtout, avaient rapporté de l'Espagne, outre la connaissance pratique et l'accent guttural de cette belle langue, quelques choses de la tenue castillane, un redoublement de sérieux, une tournure d'esprit haute et arrêtée, un sentiment supérieur et confiant, propice aux grandes choses; ce soleil de la Sierra, en bronzant leur caractère, avait aussi dore leur imagination. Victor commença, à treize ans, au hasard, ses premiers vers; il s'agissait, je crois, de Roland et de chevalerie. Quelques dissonances domestiques, élevées précédemment entre leur mère et le général, et qu'il ne nous appartient pas de pénétrer, avaient réveillé au foyer des Feuillantines les sentiments déjà anciens d'opposition à l'Empire, et la mère vendéenne, l'enfant, élève de La Harpe, se trouvant tout naturellement royalistes, quand l'heure de la première restauration sonna. Victor Hugo n'avait que douze ans; une idée singulière, bizarre dans sa forme, le préoccupait au milieu de ce grand changement politique; il se disait que c'était déchoir pour la France de tomber d'un empereur à un roi. Mais à part cette velléité d'orgueil national qui se prenait à un nom, ses vœux et ses penchants d'accord avec tout ce qu'il entendait autour de lui, étaient pour l'ordre nouveau. Il passa cette année, non plus aux Feuillantines, mais rue Cherche-Midi, en face des Conseils de guerre, à étudier librement, à lire toutes sortes de livres, même les *Contemporains* de Réfif, à apprendre seul la géographie, à rêver, et surtout à accompagner chaque soir sa mère dans la maison de la jeune fille qu'il épousa par la suite, et dont en secret son cœur était déjà violemment épris. Virent les cent jours; les dissidences domestiques entre M<sup>me</sup> Hugo et le général s'étaient évanouies; celui-ci, revenu influent, usa des droits de père, et reprit d'autorité ses deux fils: ce qui augmenta encore la haine des enfants contre le gouvernement impérial. Comme il les destina à l'école polytechnique, il les plaça dans la pension Cordier et Decote, rue Sainte-Marguerite; ils y restèrent jusqu'en 1818, et suivirent de là les cours de philosophie, de physique et de mathématiques au collège de Louis-le-Grand. L'aptitude d'Eugène et de Victor pour les mathématiques frappa beaucoup leurs maîtres; ils obtinrent même des accès au concours de l'université. Les solutions habituelles qu'ils donnaient des problèmes étaient promptes, rigoureuses, mais en même temps indirectes, imprévues, d'une construction singulièrement rare et d'une symétrie compliquée. En 1816, après la seconde restauration, Victor composa, dans ses moments de loisir, une tragédie classique de circonstance sur le retour de Louis XVIII, avec des noms égyptiens: elle avait pour titre *Irtamine*. En 1817, il en commença une autre intitulée *Athélie*, ou les *Scandinaves*; mais il n'alla qu'à la fin du troisième acte, et s'en dégoûta à mesure qu'il avançait; son goût se fit plus vite que sa tragédie. Cette même année, il avait envoyé de son pension au concours de l'Académie française une pièce de vers *Sur les avantages de l'étude*, qui obtint une mention. Ce concours eut cela de remarquable, que MM. Lebrun, Casimir Delavigne, Saintine et Loyson y débutèrent également. La pièce du jeune poète du quinze ans se terminait par ces vers :

Moi, qui toujours fuyant les cités et les cours,  
De trois lustres à peine ai vu finir le cours.

Elle parut si remarquable aux juges qu'ils ne purent croire à ces *trois lustres*, à ces quinze ans de l'auteur, et, pensant qu'il avait voulu surprendre par une su-

percherie la religion du respectable corps, ils ne lui accordèrent qu'une mention au lieu d'un prix. Tout ceci fut exposé dans le rapport prononcé en séance publique par M. Reynourd. Des amis de Victor, qui assistait à la séance, courut à la pension Cordier avant tir le *quand-leurait*, qui était en train d'une partie de barres, et ne songea plus à sa pièce. Victor prit son extrait de naissance et l'alla porter à M. Reynourd, qui fut tout stupéfait comme d'une merveille; mais il était trop tard pour repaître la surprise. M. François de Neufchâteau, qui avait été aussi dans son temps un enfant précoce, adressa à Victor Hugo des vers de félicitation et de confraternité. Ce digne et naïf futur-tuteur, lorsqu'il entendait plus tard retentir les succès bruyants, parfois contestés, de celui qui était devenu un homme, ne pouvait s'empêcher de dire avec componction : « Quel dommage ! il se perd, il promet tant : jamais il n'a fait si bien qu'au début. » En 1818, les deux frères obtinrent, du général Hugo, le prix de ne pas entrer à l'école polytechnique, bien qu'ils fussent prêts par leurs études. Eugène avait gagné le prix aux jeux floraux : l'émulation de Victor en fut excitée; il concourut à son tour, tout en prenant ses inscriptions de droit, et remporta deux prix, coup sur coup, en 1819 : l'un pour la statue d'*Henri IV*, l'autre pour les *rierges de Vendue*. L'Académie des jeux floraux en couronnait ces odes, éprouva plus d'étonnement encore que l'Académie française n'en avait eu précédemment, et M. Soumet écrivait de Toulouse au jeune lauréat : « Vos dix-sept ans n'ont trouvé que « des incrédules. » L'*Ode sur la statue d'Henri IV* avait été composée en une nuit. Voici comment. M<sup>me</sup> Hugo était malade d'une fluxion de poitrine, et chacun de ses fils la veillait à son tour. La nuit du 5 au 6 février, c'était le tour de Victor. Sa mère, qui tenait beaucoup (car elle y croyait déjà) à la gloire future de son fils, regretta qu'il eût laissé passer un concours sans s'y essayer : les pièces, en effet, devaient être envoyées à Toulouse avant le 15, et il aurait fallu que Victor eût expédié la sienne dès le lendemain matin pour qu'elle pût arriver à temps. La malade s'endormit sur ce regret, et le lendemain au réveil, elle trouva pour bonjour l'ode pieuse composée à son chevet, et le papier, mouillé de ses larmes de mère, parti dans la journée même. En 1820, un troisième prix remporté pour *Moïse sur le Nil* valut à Victor le grade de maître des jeux floraux. Les années 1819 et 1820 furent sans doute les plus remplies, les plus laborieuses, les plus ardues, les plus décisives de sa vie. Amour, politique, indépendance, chevalerie et religion, pauvreté et gloire, étude opiniâtre, lutte contre le sort ou vertu d'une volonté de fer, tout en lui apparut et grandit à la fois à ce degré de hauteur qui constitue le génie. Tout s'embrancha, se tordit, se fondit intimement dans son être au feu volcanique des passions, sous le soleil de canicule de la plus âpre jeunesse, et il en sortit cette nature d'un alliage mystérieux, où la lueur bouillonnante sous le granit, cette armure brillante et solide, à la poignée éblouissante de perles, à la lame brune et sombre, vraie armure de géant trempée aux lacs volcaniques. Sa passion pour la jeune fille qu'il aimait avait fini par devenir trop claire aux deux familles, qui, répuant à unir un couple de cet âge et sans fortune, s'entendirent pour ne plus se voir momentanément. Il se consacra cette douleur de l'absence dans une pièce intitulée *Premier couplet*; une tristesse douce et fièvre y est empreinte. Mais ce qu'il n'a pas dit et ce que je n'ai le droit ici que d'indiquer, c'est la fièvre de son cœur durant ces années continentes et fécondes, ce sont les russes, les plans, les intelligences de cet amour merveilleux qui est tout un roman. *Han d'Islande*, qui le croirait ? commencé dès 1820, *Han d'Islande*, qu'il ne publia par suite d'obstacles matériels qu'en 1823, devait être à l'origine et dans la conception première un tendre message d'amour destiné à tromper les argus, et à n'être intimement compris que d'une seule jeune fille. On se rappelle, en effet, les scènes délicieuses de cet ouvrage étrange, la pureté virginale d'Ordenre, le baiser d'Ethel dans le long corridor : le reste n'est qu'un fond noirci, un repoussoir pour faire ressortir le tableau, une ombre passagère et tra-

grise de désespoir. Durant ce même temps Victor Hugo composait son premier volume d'odes royalistes et religieuses. On sait comment son royaume lui était venu. Quant à la religion, elle lui était entrée dans le cœur par l'imagination et l'intelligence; il y voyait avant tout la plus haute forme de la pensée humaine, la plus dominante des perspectives poétiques. Le genre de monde qu'il fréquentait alors et qui l'accueillait avec toutes sortes de caresses, entretenait journellement l'espoir d'illusions qu'il se faisait à lui-même sur ses croyances. Mais le fond de sa doctrine politique était toujours l'indépendance personnelle; et le philosophisme positif de sa première éducation, quoique recouvert des symboles catholiques, persistait obscurément dessous. Aidé de ses frères et de quelques amis, il rédigeait dans ce temps un recueil périodique intitulé *Le Conservateur littéraire* dont la collection forme trois volumes. Il y écrivit une foule de vers politiques et d'articles critiques qui n'ont jamais été reproduits, et qu'il est difficile aujourd'hui de reconnaître sous les initiales diverses et les noms empruntés dont les signait l'auteur. Les traductions de Lucain et de Virgile, par M. d'Auvergne, *Les luts et les cœurs, épîtres à Brutus*, par Armitage, appartenient réellement à Victor Hugo; la facture de ces vers est classique, c'est à dire ferme et pure; ce sont d'excellentes études de langue, et, dans la satire, l'auteur a la verve amère et mordante. Je recommanderai encore plusieurs articles sur Walter Scott, un sur Byron, un sur Moore, un sur *Les premières méditations poétiques* qui avaient paru d'abord sous son nom d'auteur. Ce qui domine dans ce dernier et remarquable jugement, c'est un cri de surprise, un étonnement profond qu'un tel poète s'élève, qu'un tel livre paraisse, un grain de sévérité littéraire et parée, un sourire de pitié au siècle qui se dispose sans doute à railler le noble inconnu. Je ne puis résister à en donner quelques phrases; le critique vient de faire une citation: « A de pareils vers, dit-il, qu'une d'écritures avec La Harpe: *Entendez-vous le chant du poète ?*... Je lus en entier ce livre singulier, je le relus encore, et malgré les négligences, les néologismes, les répétitions et l'obscurité que je pus quelques fois remarquer, je fus tenté de dire à l'auteur: « Courage, jeune homme; vous êtes de ceux que Platon voulait combler d'honneurs et bannir de sa république. Vous devez vous attendre aussi à vous voir banni de votre terre d'anarchie et d'ignorance; et il manquera à votre édit la triomphe que Platon accordait du moins aux poètes, les palmes, les fanfares et la couronne de fleurs. » Victor Hugo ne connut Lamartine que deux ans plus tard, en 1831, par l'intermédiaire de l'abbé de Rohan; il voyait déjà M. de Bonald, surtout M. de La Mennais. M. de Châteaubriand, dans une note du *Conservateur*, l'ayant qualifié d'*Enfant sublime*, Victor Hugo, conduit par M. Agier, l'alla remercier, et il l'ensuivit une liaison de bienveillance d'une part, d'enthousiasme de l'autre, qui, durant quatre ou cinq ans, s'entretenait très vive et très cultivée. Victor Hugo perdit sa mère en 1831; ce fut pour lui une affreuse douleur tempérée seulement par l'idée que son mariage n'était plus désormais si impossible. Il passa une année dans une petite chambre rue Mézières, puis rue du Dragon, étudiant et travaillant à force, jaloux de prouver à son père qu'il pouvait suffire à lui-même. Le parti dit royaliste arrivait aux affaires des cette époque: Hugo jeune, non en vie encore, carresse de tous, eût pu aisément se laisser porter et parvenir vite et haut. Sa fortune en dépendait, et le seul obstacle alors à son mariage, à son bonheur, c'était sa fortune. Dans cette crise délicate, il demeura opiniâtrement fidèle à la dignité morale, à la gloire, à la poésie, à l'avenir. Des insinuations lui furent faites; il ne les releva pas et se tint à l'écart, par de toute congrégation et de toute intrigue. Il ne demanda rien, ne voulut rien, et voici à quelle occasion seulement il reçut une pension du roi. C'était après la conspiration de Saumur; Delon, son ancien camarade d'enfance, venait d'être condamné à mort, et la police cherchait à l'atteindre. Victor avait vu de la voir depuis quelques années à cause de la profonde division de leurs sentiments poétiques. Mais il apprend son danger;

il avait deux logements, celui de la rue du Dragon qu'il occupait, et celui de la rue Mézières, abandonné depuis peu et disponible; vite il écrit à la mère de Delon, lui offrant un asile sûr pour son lib. « Je suis trop royaliste, madame, lui disait-il, pour qu'on s'avise de le venir chercher dans ma chambre. » La lettre fut simplement adressée à M<sup>me</sup> Delon, femme du lieutenant de roi à Saint-Denis, et mise à la poste. Nolle réponse: Delon s'était déjà soustrait aux poursuites. Deux ans après, comme Hugo passait la soirée chez un académicien, long-temps mêlé à l'administration secrète, celui-ci, à propos d'un incident de la conversation, le plaisantait sur ses intelligences avec les conspirateurs, et lui fit une leçon de prudence. Hugo n'y comprenait rien: il fallait lui expliquer que, dans le temps, sa lettre avait été détachée de la poste, et mise le soir même sous les yeux du roi Louis XVIII, comme c'était l'usage pour toutes les révélations de quelque importance. Louis XVIII, après l'avoir lue, avait dit: Je connais ce jeune homme; il se conduit « en ceci avec honneur; je lui donne la prochaine pension qui vaudra. » La lettre, recachetée par les suppôts de police, n'était pas moins arrivée à M<sup>me</sup> Delon, qui aurait pu donner dans le guet-apens. D'autre part le brevet de pension était aussi arrivé à Victor Hugo vers l'époque où parut son premier volume d'odes, et il avait attribué cette faveur royale à sa publication récente: il n'en fut que plus tard la vraie origine. Victor Hugo, après avoir passé la belle saison de 1832 à Gentilly, près de la famille de sa fiancée, se maria au mois d'octobre, et des lors son existence de poète et d'homme fut fondée, telle qu'elle nous apparaît aujourd'hui; elle n'a fait, depuis ces neuf années, que monter et s'élargir sur cette base première. Voici une liste complète de ses travaux jusqu'à ce jour: Le premier volume d'*Odes*, publié en juin 1832; — *Ilun d'Islande*, publié en janvier 1833; — le second volume d'*Odes et ballades*, publié en février 1834; — *La muse française*; ce recueil, qui commence en juillet 1835 et finit en juillet 1834, comprend plusieurs articles de Hugo; — *Bug Jargal*, publié en janvier 1836; — *Rélation d'un voyage au Mont-Blanc*, fait en 1835 avec M. Ch. Nodier; le manuscrit venait d'être publié; — le troisième volume d'*Odes*, publié en octobre 1836; — *Cromwell*, publié en décembre 1837; — *Les Orientales*, publiées en décembre 1838; — *Le dernier jour d'un condamné*, publié en janvier 1839; cette même année, il fait *Marié Delorme* en juin, et *Hernani* en septembre; — *Hernani*, joué le 26 février 1830; — une *Préface* aux poésies de Bérault; — *Notre-Dame de Paris*, publiée le 15 mars 1831. Telles sont les réponses de Victor Hugo aux détracteurs que sa gloire croissante a soulevés; telles sont les marques de ses pas infatigables dans la carrière. Chaque degré vers le temple a son auel, et quelquefois double; chaque année dans ses domaines a plus d'une moisson. Sa course lyrique, qui est bien loin d'être close, offre pourtant assez d'étendue pour qu'on en saisisse d'un seul regard le cycle harmonieux; mais il n'est encore qu'au seuil de l'ère dramatique; il y entre dans toute la maturité de son observation, il s'y pose de toutes les puissances de son génie. L'avenir jugera. Ajoutons quelques mots encore. Depuis neuf ans, la vie de Victor Hugo n'a pas changé: pure, grave, honorable, indépendante, intérieure, magnifiquement ambitieuse dans son désintéressement, de plus en plus tournée à l'œuvre grandiose qu'il se sent appelé à accomplir. Ses opinions politiques et religieuses ont subi quelque transformation avec l'âge et la leçon des événements; ses idées de poésie et d'art se sont de jour en jour étendues et affermies. Sa fièvre de royalisme passé, il est revenu à la liberté, mais à la liberté vraie, plénière et pratique, à celle que bien des libéraux n'ont jamais comprise, et que nous réclamons vainement encore. En même temps que le culte d'une pâle et morte dynastie s'évanouissait dans l'âme obscure du poète, celui de Napoléon y surgissait rayonnant des merveilles, et Victor Hugo devenait le chanteur élu de cette gloire à jamais chère au siècle:

Napoléon, soleil dont je suis le Memnon!

Dès 1834, lors de la retraite de M. de Châteaubriand, il avait pris parti pour l'opposition. La première marque éclatante qu'il en donna fut l'*Ode à la colonne*, publiée en février 1837. Le général Hugo, qui ne mourut qu'en 1838, vécut assez pour jouir avec larmes de ce trophée tout militaire, que dédita son fils aux vieux guerriers de l'empire. En août 1839, Victor Hugo refusa la pension que M. de Labourdonnaie s'empres-sait de lui offrir en dédommagement des obstacles ministériels, opposés à *Marian Delorme*. La révolution de juillet le trouva donc libre, sans engagement politique, ayant donné des gages au pays, prêt à lui en donner encore. Il a chanté les *trois jours* dans les plus beaux vers qu'ils aient inspirés; il a vengé par une deuxième *Ode à la colonne* les mânes de Napoléon, qu'outrageait une chambre pusillanime. C'est là tout ce que nous avons à dire de la vie du poète Victor Hugo, aujourd'hui 3 juillet 1831; nous y reviendrons peut-être plus amplement un jour.

HUNTER (JEAN), célèbre anatomiste, physiologiste et chirurgien, né au mois de juillet 1738, à Long Calderwood, dans le comté de Lanerk, en Ecosse, de parents pauvres, était le frère cadet du docteur Guillaume Hunter. Son éducation fut très négligée, et, à l'âge de vingt ans, il avait à peine lire et écrire. Après la mort de son père, il entra en apprentissage chez un charpentier de Glasgow; mais son esprit commençant alors à se développer, il écrivit à son frère qu'il désirait se rendre auprès de lui pour apprendre l'anatomie et la chirurgie, proposition qui fut acceptée. J. Hunter se rendit à Londres en 1748, et travailla avec tant d'assiduité que G. Hunter l'associa à ses leçons en 1755, et, l'année suivante, le fit recevoir chirurgien à l'hôpital de Saint-Georges. Il se livra avec trop d'ardeur à la dissection des cadavres : sa santé s'en ressentit, et cela le décida à accepter l'emploi de chirurgien de l'armée. En cette qualité, il accompagna l'expédition qui attaqua Belle-Île en 1760; il suivit l'armée anglaise en Portugal en 1763, et revint au mois de mai de la même année à Londres. Il y résida tout le reste de sa vie, s'occupant sans relâche de recherches anatomiques, de zoologie et de physiologie, et consacrant la plus grande partie des revenus très considérables que lui procurèrent sa pratique et ses emplois, à la formation de sa vaste et belle collection de préparations anatomiques, destinée à éclairer le mécanisme de toutes les fonctions de l'économie animale. Ce magnifique musée lui coûta plus de 30,000 livres sterling et quarante ans de travail. Le gouvernement, d'après le vœu du possesseur, l'acheta après sa mort, et le donna au collège des chirurgiens de Londres, sous la condition de rendre cette collection publique, et d'y faire des cours annuels sur divers objets de physiologie. Les premiers ont eu lieu en 1800, et les chirurgiens les plus distingués de Londres y ont donné des leçons que plusieurs ont ensuite publiées : tels sont MM. Abernethy et Lawrence. Jean Hunter mourut, le 16 octobre 1793, d'une maladie du cœur, ainsi qu'il l'avait prédit lui-même quelques années auparavant. Il avait été nommé membre de la société royale de Londres en 1767; il était chirurgien de l'hôpital de Saint-Georges, inspecteur général des hôpitaux militaires, chirurgien en chef de l'armée, et vice-président du collège vétérinaire de Londres. Il contribua, avec son frère, à la découverte des vaisseaux lymphatiques et de ceux de la matrice. Il décrivit le premier les vaisseaux lymphatiques dans les osseux, publia une description plus exacte de la distribution des branches du nerf olfactif et de celui de la cinquième paire, et fit voir comment les testicules descendent de l'abdomen et comment se forment les hernies congéniales. Il décrivit, sous le nom de *gouvernail*, le cordon fibro-celluleux qui, en se contractant pour attirer les testicules hors du ventre, alonge les fibres du muscle petit oblique, lesquelles produisent le *cic-mastur*, et constitue lui-même le *dartos* par son épaississement. Comme chirurgien, il a remis en vogue l'opération pour la guérison de l'anévrisme de l'artère poplitée, opération inventée par Anel, et exécutée par Desault en 1755, qui consistait à lier l'artère fémorale au dessus de sa bifurcation. Les Anglais ont pen-

dant bien des années regardé Hunter comme l'inventeur de cette opération, et il se peut qu'il l'ait eu effet conçue sans avoir eu connaissance des travaux d'Anel et de Desault; cela est d'autant plus croyable qu'il lisait très peu, et ne savait que très imparfaitement le français. Il introduisit l'usage des bougies armées de césarique dans les strictures de l'urètre, pratique qui a de grands inconvénients et qui est aujourd'hui presque entièrement abandonnée. Quoique très habile anatomiste, il ne fut jamais qu'un médiocre opérateur, et n'eut pas un grand succès comme chirurgien. Ses travaux en physiologie sont nombreux, mais on ne peut pas dire qu'il ait beaucoup avancé cette science, et, sous ce rapport, il ne saurait soutenir le parallèle avec Spallanzani qu'il a attaqué fort injustement, et qui lui a répondu victorieusement. Il est certain que ses ouvrages de J. Hunter offrent presque autant d'hypothèses vagues et obscures que de faits positifs et bien observés. Son esprit persévérant, mais très peu cultivé, présentait le contraste d'une imagination ardente qui désirait expliquer tous les phénomènes d'une manière neuve et originale, et d'un sens droit qui lui conseillait d'interroger sans cesse la nature par l'observation et les expériences. Le premier penchant l'ayant de beaucoup emporté sur le second, cet infatigable observateur n'a laissé à la postérité que des écrits très incomplets, mal rédigés, et où, parmi une foule de faits bien observés, on trouve à peine un point de doctrine bien établi et bien développé. Voici la liste de ses ouvrages : 1° *Histoire naturelle des dents de l'homme, où l'on explique leur structure, leurs usages, leur croissance et leurs maladies*, Londres, 1771, in-4°. Avec un supplément, ibid., 1778; 2° *De la maladie vénérienne*, Londres, 1786, in-4°, traduit en français par Audibert, Paris, 1787. Cet ouvrage contient des observations judicieuses et des faits dignes d'attention, mêlés à beaucoup de vues hypothétiques et bizarres, exprimées souvent dans un langage à peine intelligible. L'auteur cherche à y établir une pathologie vitaliste originale; mais en la réduisant à sa juste valeur, on n'y trouve rien qui mérite le nom d'une théorie. Les partisans du docteur Broussais y voient le germe de ce qu'ils appellent une théorie physiologique, et rien de plus; nous n'y voyons pas même cela; 3° *De la nature du sang, de l'inflammation, et des blessures des armes à feu*, Londres, 1794, in-4°. C'est l'ouvrage capital de J. Hunter, dans lequel M. Broussais prétend, sans aucune raison, que Pinel et Bichat ont puisé leurs idées sur les différents tissus organiques. Écrit avec aussi peu de méthode et de clarté que les ouvrages précédents, celui-ci renferme une foule de faits remarquables et de considérations dignes de l'attention du physiologiste et du médecin. L'auteur y enseigne la vitalité du sang, sans bien définir ce qu'il entend par là, ce qui a donné prise à ses nombreux critiques. Le fait est que J. Hunter a plutôt entrepris des vérités qu'il ne les a établies et énoncées d'une manière rigoureuse. Sir Everard Home, son beau-frère, qui, pendant plusieurs années, lut à de nombreux élèves les leçons manuscrites de J. Hunter, et qui hérita de tous ses travaux inédits, a donné plus de développement aux opinions de ce physiologiste sur le sang, et a tâché de faire voir que les globules de ce fluide ne diffèrent guère de la fibre musculaire. Outre les ouvrages ci-dessus mentionnés, J. Hunter a fourni plusieurs mémoires intéressants à la société royale de Londres sur divers sujets d'anatomie, de zoologie et d'histoire naturelle, qui ont été réunis en un volume in-4°. Il y en a un sur l'organe de l'ouïe dans les poissons; c'est pendant son séjour à Lisbonne, en 1765, qu'il s'aperçut pour la première fois de cette faculté chez ces animaux. L'auteur de l'article J. Hunter, dans la *Biographie médicale ou dictionnaire des sciences médicales*, a attribué à notre auteur le *Traité sur les maladies de la Jumeau*, qui est d'un autre médecin du même nom. Sir Everard Home a publié dans ses ouvrages plusieurs observations de Jean Hunter sur divers sujets, mais nous ignorons s'il y a joint la partie des leçons de ce chirurgien relative aux maladies des os dont il possédait une vaste collection. Jean Hunter croyait à la

possibilité de l'impregnation artificielle dans l'espèce humaine comme chez les autres animaux, et citait un fait qui paraissait décisif à cet égard. On lui doit de très importantes observations sur l'inflammation des reins sanguins, et sur la manière dont elle s'y propage, ainsi que sur l'action du pus qui s'y forme ou s'y introduit.

**HUSSEIN-PACHA** (fils de HANAN), dernier dey d'Alger, né vers 1771, succéda le 1<sup>er</sup> mars 1815 à Ali-Khodja, mort de la peste le même jour. Alger était alors ravagé par ce fléau, et quelques tribus maures lui avaient déclaré la guerre. Tous les détails rapportés à cette occasion dans le *Moniteur* sont controuvés et ne conviennent pas à Hussein, qui n'a jamais commandé d'armée, et qui, sans manquer de courage, n'était rien moins que guerrier. Il avait été, dans sa jeunesse, marchand de tabac, et on le désignait par le nom de son ancienne profession, et *khodja* (le marchand). Plus tard, il fit quelques études, et fut reçu docteur de la loi (*alim*). Il était ministre de l'intérieur à Alger lors de son avènement. Dès le commencement de son règne, il suivit un système tout opposé à celui de ses prédécesseurs. H mit en liberté et dota d'une forte somme d'argent des filles juives et chrétiennes qu'Ali-Khodja avait fait enlever et renfermer dans son harem, et il donna 55,000 dollars en indemnité des déprédations exercées sur un navire sarde dont l'équipage avait été pillé et la garnison faite esclave. Il est juste de remarquer que cette satisfaction fut donnée à l'arrivée d'une légation et d'une goélette anglaises qui vinrent appuyer cette réclamation du gouvernement sarde. Pour éviter la fin tragique de ses prédécesseurs, Hussein ne voulut pas aller habiter le palais qui leur servait de résidence; il se renferma dans la Casbah, château fortifié, dont il ne sortit qu'une ou deux fois pendant toute la durée de son règne, qui a été l'un des plus longs qu'offrent les fastes d'Alger. Vassal de la Porte-Ottomane, il ne put se dispenser de prendre part à la guerre contre la Grèce; mais il n'y envoya qu'une faible escadre, en 1825, qui borna ses opérations à rester en croisière devant l'Adriatique. Le 1<sup>er</sup> juin de la même année, une escadre combinée d'Espagne et des Pays-Bas se présenta devant Alger pour régler quelques démêlés relatifs à une créance du dey sur l'Espagne. Elles se retirèrent sans avoir rien arrangé. Quelque temps après, Hussein ayant fait enlever quelques Maures au service du consul anglais, celui-ci demanda réparation, et elle fut réglée par un traité conclu entre Hussein et l'Angleterre, le 26 juillet 1824, sur les bases de celui de 1816. Un article du traité de paix de 1801, conclu entre Alger et la république française, stipulait que les deux gouvernements rembourseraient les sommes légalement dues à leurs sujets respectifs, et, l'année suivante, le dey alors régnant (Mustapha) réclama, par une lettre qu'il écrivit au premier consul, le paiement des sommes dues à la régence, sous le nom des Juifs Bueri et Bousnab, pour fournitures de grains faites aux armées d'Égypte et d'Italie. On promit d'y avoir égard, mais la liquidation en fut différée. Vers 1816, M. Deval, consul de France à Alger, promit de la faire liquider, et, dès son avènement, Hussein réclama l'exécution des promesses faites à son prédécesseur. En 1819, une commission réduisit cette créance à sept millions de francs, payables par douzièmes (la dey en réclamait quatorze), et on régla que les droits des créanciers de Bueri et compagnie seraient réservés, et que leurs oppositions seraient reçues. Enfin, en 1820, 6,500,000 francs furent payés, et 2,500,000 francs furent versés à la caisse des dépôts et consignations, en attendant que les cours royales eussent prononcé sur la validité de ces oppositions. Hussein, habitué à la procédure expéditive des Maures, s'irrita de ces lenteurs, et essaya de s'en venger en faisant éprouver tout ce qu'il put d'avaries aux négociants français, et même en confisquant quelques uns de leurs bâtimens. Il écrivit aussi à Charles X, et le ministère ne lui ayant pas répondu, il demanda avec emportement au consul de France pourquoi son maître ne lui répondait pas. M. Deval répondit d'un style trop oriental : « Mon maître ne répond pas à des choses comme toi. » Hussein, poussé à bout, mais se contenant encore, donna

un coup assez léger du chasse-mouche qu'il tenait à la main sur la joue de M. Deval, et se retira en lui lançant un regard dédaigneux. Après cette insulte, qu'Hussein assura plus tard avoir eu des motifs très particuliers de faire à l'honneur, et qu'il se défend encore aujourd'hui avoir fait au représentant de France, M. Deval quitta Alger, et se retira sur la petite escadre qui vint bloquer cette régence vers la fin de 1827. Ce blocus dura depuis trois ans, et coûtait déjà vingt-cinq millions à la France, quand le ministère de M. de Polignac résolut de faire la conquête d'Alger. Le désir de jeter de l'éclat militaire sur le règne de Charles X, et d'étouffer les clameurs de l'opposition par des chants de victoire, fut le principal motif de cette expédition. Le 25 mai 1830, une escadre, composée de onze vaisseaux de ligne, vingt frégates, et de plusieurs bâtimens légers et transports, commandée par M. le vice-amiral Duperré, portant trente-huit mille hommes, sous les ordres de M. de Bourmont, partit de Toulon, et fit voile vers Alger. Les vents contraires ne lui permirent d'aborder que le 14 juin sur la presqu'île de Sidi-Ferruch, où, après s'être emparé de Torre-Ghica, les troupes complétèrent leur débarquement. Le 5 juillet, Alger se rendit à l'armée française. Le dey fut d'abord accablé de ce coup, mais il se remit bientôt en disant : « Quand on tombe de si haut, on peut bien être un peu étourdi. » Hussein s'est retiré à Naples avec une suite nombreuse et ses trésors, et, après un séjour de deux mois, il a quitté cette capitale. Il paraît avoir fixé sa résidence à Livourne. Il est d'une faible constitution, sa taille est moyenne, son esprit est cultivé, et on n'a à lui reprocher aucun acte de cruauté. Il a emporté l'estime de ses vainqueurs et les regrets de ses sujets. Sa chute a fait peu de bruit : les événemens qui l'ont suivie l'ont presque fait oublier. Alger n'attire guère aujourd'hui que l'attention de quelques publicistes, qui se demandent si cette conquête n'aura pas le sort de toutes celles qu'ont faites les Français pendant tant de siècles, et si un peuple qui sait si bien vaincre saura enfin profiter de ses victoires.

**HUTCHINSON** (N.), capitaine au 1<sup>er</sup> régiment des dragons à pied de la garde royale anglaise, né à Wexford, en Irlande, est devenu célèbre par l'évasion de Lavalette, à laquelle il contribua avec les capitaines Bruce et Wilson, ses compatriotes. C'est chez lui que Lavalette, après s'être échappé de la Conciergerie, trouva un asile, et c'est lui qu'on choisit pour aller reconnaître les barrières et saisir le moment favorable du départ de Paris. Quand Lavalette fut en sûreté, Hutchinson revint à Paris, et y fut arrêté avec ses complices, et traduit devant le tribunal de police correctionnelle. Interrogé par le président sur le motif qui l'avait porté à sauver le prisonnier, « Je n'en avais point d'autre, répondit-il, que le désir de sauver un malheureux. » Condamné, avec ses deux amis, le 24 avril 1816, à trois mois de prison, ils subirent leur peine. Hutchinson revint à Londres, perdit son emploi d'officier aux gardes; mais il y fut réintégré bientôt à la demande de tous ses anciens camarades.

**HUTTEAU** (PAUL-LOUIS), avocat au parlement de Paris, naquit à Malesherbes, en 1739. Il fut reçu avocat en 1757. Sa réputation s'étendit bientôt en France; on citait sa facilité pour plaider, l'étendue de ses talens, son érudition, et, ce qui est assez rare dans son état, un désintéressement qui lui acquit l'estime générale. Quand le chancelier Meaupoix eut amené Louis XV à exiler, en 1771, le parlement qui gênait ses projets, Hutteau voulut partager sa disgrâce, et se retira dans une petite propriété qu'il avait à Fontainebleau. Il ne reparut au barreau qu'après la mort du roi, quand l'ancienne magistrature fut rétablie. Sous le ministère du cardinal de Loménie, il fut chargé par les six corps de Paris, dont il était l'avocat, de présenter des remontrances au roi; elles furent respectueuses, mais énergiques. Il porta au monarque les doléances du commerce de Paris, qui voyait sa liberté compromise par l'établissement du timbre et les actes d'une autorité illégale. Dans sa supplique, il sollicitait le retour du parlement exilé à Troyes, et laissait pressentir les maux dont la France devait être

bientôt accablée. Nommé aux états-généraux, il n'y fut pas remarqué; mais beaucoup d'orateurs durent à ses savantes et longues recherches, à son jugement dégagé de tout esprit de faction, des discours qui captivèrent surtout l'attention de l'assemblée. Sans mettre ses opinions au grand jour, Huetout votait assez ordinairement avec la minorité. Seul de tous les députés du tiers-état de la capitale, il signa avec courage les protestations devenues célèbres de la minorité de l'assemblée constituante contre les décrets qui brisaient le pouvoir monarchique. Il n'était plus à Paris lors des massacres du 1<sup>er</sup> septembre; il s'était retiré à Malesherbes, où il devait passer dans la retraite une vie chère aux hommes de bien. L'étude calmait les douleurs que lui faisait éprouver une maladie cruelle. En 1793, un délégué des comités révolutionnaires fut envoyé de Paris à Malesherbes pour arrêter Huetout, mais l'assemblée populaire ayant déclaré que cet homme de bien était le soutien et le protecteur des malheureux, le délégué n'accomplir pas sa mission. Huetout mourut à la suite d'une maladie longue et cruelle, le 27 juin 1807. On a recueilli quelques traits de la gaieté de son caractère. Plaidant un jour une question assez aride, il s'aperçut que les juges se laissaient aller au sommeil; il frappe un grand coup sur le barreau en s'écriant : « Oui, messieurs, *prescriptio currit inter dormientes* ! » Les magistrats se réveillent en sursaut, et partent, en riant de la sortie, une oreille attentive à l'avocat, qui gagne bientôt sa cause. Il désirait depuis longtemps d'unir à une demoiselle d'une famille parlementaire de la Flandre; mais un oncle de la jeune personne refusait son consentement, alléguant l'absence de noblesse et de fortune de Huetout. « Et sur quoi, disait le comte de Lagny, mon neveu hypothéquerait-il le douaire de sa femme? — Je suis avocat, » répondit Huetout; par conséquent noble : le douaire, je l'hypothèque sur la houppe de mon bonnet carré. » La main de la demoiselle fut accordée. Peu de temps après, le vieil oncle dut se féliciter d'avoir couronné l'union de sa nièce avec Huetout; car, décret de prise de corps par le parlement de Paris, comme prévenu d'avoir recelé des objets tirés de la maison des jésuites de Douai, il dut son élargissement aux brillantes plaidoieries de son neveu. Les travaux de Huetout sont immenses : on peut s'en faire une idée en songeant que la collection de ses mémoires imprimés forme, à elle seule, vingt-six volumes in-4<sup>e</sup>.

HUYOT (JEAN-NICOLAS), architecte, membre de l'institut et de la légion d'honneur, né à Paris, le 25 décembre 1780. Il étudia l'architecture sous M. Peyre, et la peinture sous le célèbre David; mais il se l'vra bientôt entièrement à l'architecture, et, ayant remporté le grand prix en 1807, il fut envoyé à Rome, où il resta six années. C'est là que M. Huyot, dirigeant plus particulièrement ses études vers l'architecture antique, exécuta une restauration du temple de la Fortune à Préneste, ouvrage remarquable qui fit honneur à ses connaissances archéologiques, et commença sa réputation. De retour dans sa patrie, il fut employé dans les travaux du gouvernement. Le désir de continuer ses recherches sur les monuments antiques, lui fit entreprendre, en 1817, un voyage dans le Levant. S'étant cassé la jambe à Patras, il s'embarqua pour Smyrne, où il alla attendre sa guérison. Au bout de quelques mois, il se rendit par terre à Constantinople, et visita les villes les plus célèbres des côtes de l'Asie-Mineure. Accueilli avec la plus grande bienveillance par le marquis de Rivière, notre ambassadeur à la Porte, M. Huyot fit, sur sa demande, un projet d'embellissement pour le palais de France, et un projet d'hôpital français que l'ambassadeur voulait faire bâtir. De Constantinople, il se rendit à Alexandrie, continua l'exploration des monuments en étudiant les ruines égyptiennes, et remonta le Nil jusqu'à la seconde cataracte. Il arriva au Caire après un an d'absence, visita les monuments de cette partie de l'Egypte, et fit une étude particulière des *Carionches*, qu'on croyait déjà contenir

la chronologie des rois d'Egypte. Ce travail s'a beaucoup les savants qui s'occupèrent depuis de cet objet. Les conseils de M. Huyot ne furent pas moins utiles au vice-roi d'Egypte dans l'entreprise gigantesque formée par ce prince pour amener les eaux du Nil à Alexandrie. Après avoir parcouru la ligne du canal construit à ce dessein sur une étendue de vingt-huit lieues, M. Huyot donna son avis sur différents points importants de ce beau monument exécuté par trois cent mille hommes, et terminé en six mois, et il traça le plan de cette partie qui passe entre les lacs d'Aboukir et Mareouta. En quittant l'Egypte, ce voyageur se rendit à Smyrne, visita Ephèse, Milet, Priène, Guide, Melasso, Halycarnasse, etc., et revint à Smyrne mettre en ordre la belle collection de dessins qu'il avait formée pendant ses différents voyages. De Smyrne, il alla visiter les îles de l'Archipel; il s'arrêta à Athènes, dont il étudia les monuments et la topographie, parcourut le Péloponèse et les autres parties de la Grèce, et revint à Athènes, où il vit les commencements de la régénération de cette contrée célèbre. L'insurrection qui éclata et les troubles qui la suivirent, le forcèrent d'abandonner la Grèce, où il perdit tout ce qu'il possédait, excepte la collection dont nous avons parlé. Après de grands dangers, il débarqua à Ancone, et se rendit à Rome, où il demeura encore assez de temps pour reprendre les recherches qu'il avait commencées sur les antiquités de cette ville. Après cinq années de courses, d'études et de dangers, M. Huyot revint dans sa patrie, et fut nommé professeur d'histoire à l'école royale d'architecture. Les dessins qu'il rapportait, les recherches qu'il avait faites, et l'étude des monuments antiques qu'il avait poursuivie sur les lieux avec une grande persévérance, le mirent à même de faire un cours neuf et complet sur cette partie de l'enseignement. En 1832, l'académie des beaux-arts l'appela dans son sein, en remplacement de M. Mourtier, et, vers cette époque, une ordonnance royale ayant prescrit la continuation des travaux de l'arc de triomphe de l'Étoile, le ministre de l'intérieur chargea M. Huyot de lui présenter divers projets pour acheter ce monument d'une manière appropriée aux circonstances, en conservant toutefois les masses existantes. On se rappelle que Louis XVIII voulait qu'il fût consacré à l'armée d'Espagne. Un des projets présentés fut adopté par le conseil des bâtiments civils. Il consistait à ajouter quatre colonnes engagées, surmontées d'un attique avec une inscription sur chaque face. Ce moyen ingénieux faisait disparaître les irrégularités qu'on remarquait dans la construction de ce monument, et lui donnait le style des arcs de triomphe de l'antiquité. Bien que ce projet, dont un modèle avait été exécuté en grand, fut adopté par le conseil, M. de Corbières jugea à propos de s'en tenir aux anciens plans proposés par Chalgrin; mais comme ces projets, trop développés, en rendaient l'exécution presque impossible, le ministre nomma une commission qu'il chargea de continuer les constructions. L'injure faite dans cette circonstance à M. Huyot fut du moins réparée par une faveur particulière du dauphin, qui le nomma son premier architecte. Ce ne fut que sous la ministère de M. de Martignac qu'on revint à M. Huyot, et qu'on lui confia l'achèvement du beau monument commencé par Chalgrin. Mais les travaux étaient trop avancés pour suivre le plan qu'il avait présenté. Le nouvel architecte fut obligé de continuer celui de ses prédécesseurs, en ajoutant toutefois de nombreuses modifications aux parties qui restaient encore à exécuter, telles que les chaînons de la grande voûte, l'entablement, l'attique et les parties supérieures du monument. Le talent, le zèle et le dévouement dont M. Huyot avait donné des preuves en cette occasion furent récompensés par la décoration de la légion d'honneur. Il ne nous reste plus qu'à mentionner des travaux moins importants de M. Huyot, ceux qu'il a exécutés au mont Valerien. Excepté le grand bâtiment du Calvaire, à moitié en construction lorsque M. Huyot fut chargé de ces travaux, tout le reste lui appartient.

## I

**IBARRA (Joachim)**, célèbre imprimeur espagnol, naquit à Saragosse, le 11 juillet 1736, et mourut à Madrid, le 28 novembre 1795. Il porta la typographie à un degré de perfection jusqu'alors inconnu en Espagne. Il avait à Madrid une imprimerie dont les productions sont encore recherchées par les bibliophiles. Parmi les nombreuses éditions de luxe sorties de ses presses, on distingue les ouvrages suivants : 1° *La Bética*, in-fol.; 2° *Le Missel mesarabé*, in-4°; 3° *L'His-toire d'Espagne*, par Mariana, 4 vol. in-fol.; 4° *Le Don Quichote de Cervantes*, 1780, 4 vol. in-4°, et 1782, 4 vol. in-8°; 5° *La traduction espagnole de Salluste*, 1772, in-fol. Cette version, faite par l'enfant Gabriel, est devenue très rare, parce que le prince en a distribué toute l'édition à ses amis. Ibarra fut le premier qui introduisit en Espagne l'usage de lisser le papier imprimé. On prétend qu'il avait inventé une encre dont il pouvait augmenter ou diminuer l'épaisseur à volonté, et sans en altérer la parfaite noirceur. A ce sujet, nous observerons qu'en Espagne, chaque imprimeur fait lui-même l'encre dont il se sert, suivant la méthode qu'il a reçue de son prédécesseur. C'est peut-être à cela qu'il faut attribuer la beauté et la solidité des encre espagnoles, qui ne sont pas devenues un objet de commerce. On croit qu'Ibarra mettait dans la sienne une certaine dose de bleu de Prusse.

**IBELL (Charles-Fabrice)**, homme d'état, principalement connu par la tentative d'assassinat que commit sur lui un jeune homme à idées exaltées. Il est né le 30 octobre 1750, à Wusen, dans le duché de Nassau, où son père était fonctionnaire public. Ibelle reçut sa première éducation au gymnase d'Idstein, et studia le droit à l'université de Göttingue. M. de Kruse, président du gouvernement de Nassau, le nomma d'abord son secrétaire particulier, et, en 1806, conseiller près l'administration de Wimbaden, capitale du duché de Nassau. En cette qualité, Ibelle fut appelé à prendre part à la rédaction de la constitution de ce duché. Dans les discussions qui eurent lieu à ce sujet, il se fit remarquer par son zèle à faire prévaloir des principes libéraux. On prétend qu'il est auteur du nouveau règlement sur les impôts, adopté en 1811, après la révo. ation de l'édit de 1809, et basé sur l'égalité des citoyens devant la loi. Dans les années 1813 et 1814, Ibelle fit de fréquents voyages à Francfort-sur-le-Mein, et l'on croit généralement qu'il y a pris part aux négociations diplomatiques relatives au duché de Nassau. En 1815, il fut nommé président du gouvernement, et dans cette année et la suivante, il travailla à la réorganisation de l'administration du pays. A la même époque, il reçut de la Prusse la décoration de l'étoile rouge, et du Hanovre celle des Guelfes, pour l'impartialité et la bonne foi qu'il avait portées dans les négociations qui précédèrent les deux traités conclus entre le duché de Nassau et ces pays, et qui eurent pour objets l'un l'échange de quelques provinces avec la Prusse, et l'autre la reconnaissance de l'université de Göttingue, comme université nationale de Nassau. Ibelle était partisan des nouvelles doctrines politiques, et travaillait sans cesse à la réforme des anciens abus; il se fit hater de tous ceux qui craignaient de voir leurs intérêts compromis par des innovations. En 1819, un pharmacien d'Idstein, Charles Lœning, âgé de vingt-huit ans, qui était tourmenté par l'idée qu'Ibelle était ennemi de la patrie, alla le trouver à Schwalbach, et lui porta un coup de poignard pendant qu'il se trouvait au bain. Ibelle eut la présence d'esprit de parer le coup et de saisir l'assassin qui tint fortement jusqu'à ce qu'il arrivât du monde pour l'arrêter. Le mois suivant, Lœning se suicida dans la prison. Par suite de cette tentative d'assassinat, qui fut d'abord attribuée à une faction politique, la justice fit les plus minutieuses recherches; mais elle ne put découvrir

aucun complice de Lœning. Peu de temps après, Ibelle donna sa démission. Il vit actuellement à la campagne, comme simple particulier.

**IBRAHIM-MANZOUR-EFFENDI**, aventurier remarquable par les vicissitudes de sa vie, est né à Strasbourg, d'une famille juive, vers 1778. Son nom primitif est européen; celui de sa famille était Cerf-berr. Il s'était engagé comme soldat, et servait dans le 2° régiment de hussards, lorsque, se trouvant à Paris, durant l'hiver de 1798 à 1799, il s'offrit au ministère des relations extérieures, pour aller en courrier, à travers la flotte anglaise, porter des dépêches importantes au général Bonaparte, en Egypte. Etant tombé entre les mains des Anglais, à la hauteur des côtes de Barbarie, il fut mis à terre, en Sicile, puis relâché et renvoyé en France, par le crédit d'un capucin alsacien, qui confessait la reine de Naples. Se trouvant à Paris, lors du 18 brumaire, à l'âge de vingt-deux ans, il épousa les opinions royalistes avec ferveur, et se jeta s'exalta au point qu'en septembre 1800, il s'avisa d'écrire au premier consul une longue lettre dans laquelle, après lui avoir déclaré qu'il ne reconnaissait jamais d'autre gouvernement que celui des Bourbons, il lui notifiait, avec une loyauté burlesque, l'intention de se joindre à tout parti qui se formerait pour le renverser, les armes à la main. Arrêté le lendemain et renfermé au Temple, il fut bientôt renvoyé dans son pays, sous la surveillance des autorités locales. Après la paix d'Amiens, Cerf-berr partit pour Constantinople, où il prit du service, avec le grade de bein-bachi, à l'état-major des troupes régulières que le sultan Selim s'efforçait d'établir dans ses états. Il embrassa l'islamisme, et épousa une musulmane. Mais, toujours poursuivi par l'inquiétude de son caractère, il se dégoûta du service ottoman, et rentra en France au commencement de 1809. Gêné par la surveillance trop active de la police, il recommença bientôt sa vie aventureuse. Il parcourut la Russie, la Suède, le Danemarck, enfin la Westphalie, où il obtint un emploi au ministère des relations extérieures, sous le nom de Medelsheim. Les événements qui détruisirent ce royaume déterminèrent Cerf-berr à traverser l'Autriche en 1813. Il alla offrir ses services au camagan de Bombie, pour combattre les Serbiens. S'étant lié étroitement avec Ibrahim-Bey, fils de Suleiman-Pacha, il échangea le nom d'Ismaël, qu'il avait porté jusque là, contre celui d'Ibrahim. Plus tard, Suleiman-Pacha, voulant récompenser le courage qu'Ibrahim avait déployé dans cette guerre, ajouta à son nouveau nom celui de Manzour, mot arabe qui signifie victorieux. Ensuite, sous prétexte d'un pèlerinage à la Mecque, Ibrahim-Manzour se rendit à Constantinople, en 1814. Il passa de là à Odessa, puis à Vienne, d'où la police le chassa. C'était l'époque de la tenue du fameux congrès. Ibrahim s'embarqua à Trieste, pour Messine, où il parvint à se présenter devant le roi de Naples, qui l'accueillit avec bonté. De Messine, Ibrahim se rendit à Hydra et à Napoli de Romanie; enfin, au mois de juin 1816, il demanda du service au fameux Ali, pacha de Janina, qui l'employa à diriger ses constructions militaires. Il paraît qu'Ibrahim-Manzour jouit bientôt d'un assez grand crédit auprès du satrape, auquel, s'il faut en croire ce qu'il en a écrit, il parlait avec une courtoisie française. Il demeura trois ans auprès d'Ali; mais ensuite, ne recevant plus d'appoinctements, il prit son temps, et s'échappa des états de l'avare pacha, vers la fin de juillet 1817. Il parcourut depuis diverses parties de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique. Enfin, se retrouvant à Paris, sans moyens d'existence, en 1826, Ibrahim espéra tirer quelque parti de ses souvenirs et de ses notes concernant le séjour qu'il avait fait au-



près du pacha de Janina. Il publia un volume intitulé : *Mémoires sur la Grèce et l'Albanie, pendant le gouvernement d'Ali-Pacha*, Paris, 1827, in-8°, ornés d'un portrait lithographié d'Ali-Pacha. Ce livre, dont la rédaction est très incorrecte, est du moins écrit avec naturel et simplicité. On reconnaît que l'auteur s'est imposé la règle de ne parler que de ce qu'il a vu, et de ne rien exagérer, genre de sobriété qu'on n'ôt pas dû espérer d'un tel homme, après tant d'aventures. La lecture de ces mémoires est très attachante; on y trouve des renseignements précieux sur l'un des épisodes les plus remarquables de la moderne histoire ottomane. Malgré ce vrai mérite, le livre du malheureux Ibrahim n'ayant obtenu, comme ressource pécuniaire, qu'un médiocre succès, son auteur en perdit la raison, et, dans un accès de desespoir, il se brûla la cervelle, dans l'hôtel garni où il était logé, le 8 décembre 1826.

IBRAHIM-PACHA, fils de Méhemet-Ali-Pacha, vice-roi d'Égypte, né vers 1796, succéda à son frère Rousm au commandement de l'armée qui marcha contre les Wéchabites. Cette armée partit, le 29 septembre 1816, de Siouth, elle remonta le Nil et débarqua, à la fin d'octobre suivant, à Yambo. M. Cail-laud, voyageur français, suivait l'expédition. Après avoir passé la revue de ses troupes, Ibrahim les conduisit à Médine : là il ordonna des prières pour le succès de ses armes, et il l'assura en introduisant la discipline la plus sévère dans son armée, et en entretenant des intelligences parmi les alliés des Wéchabites. Dans le premier combat qu'il livra à ces sectaires, la victoire se déclara pour lui; mais sa fortune fut un instant incertaine devant la ville d'El-Ras, dont il ne parvint à s'emparer qu'après un siège de trois mois, et où périrent trois mille hommes de ses troupes d'élite. Il fut plus heureux devant Kohboa et Auyashe dont il fit sauter la citadelle. Maître de la province d'El-Kassym, il s'avança dans l'Arabie, en 1818, à la tête de nouvelles troupes que lui avait envoyées Méhemet-Ali, et il s'empara de Shakra, une des villes les plus belles et les plus importantes de cette contrée. Il marcha ensuite sur Derjeh, capitale des Wéchabites où se trouvait Abdallah, leur chef. Fatigués de la guerre, les habitants forcèrent Abdallah à capituler; ce malheureux chef se rendit au camp d'Ibrahim, et, lui exposant la violence qu'on lui faisait, il offrit de rendre la ville. Le pacha répondit que la capitulation devait être libre, et que si Abdallah manquait de poudre et de plomb pour se défendre, il était prêt à lui en fournir. Cette générosité désarma le chef des Wéchabites : « Non, répondit-il, les yeux baignés de larmes, le Tout-Puissant veut mon abaissement. » Alors il s'éloigna de Derjeh, qui fut détruite de fond en comble : les habitants furent emmenés en Égypte. Ibrahim entra au Caire au mois de décembre 1819, après avoir heureusement terminé une guerre qui durait depuis trois ans, et dans laquelle il avait montré des talents, du courage et de l'activité. Le sultan le récompensa par de riches présents, il l'éleva à la dignité de pacha à trois queues, et le Caire lui donna des fêtes magnifiques; mais ces réjouissances furent douloureusement interrompues par la mort d'Osmân-Bey, l'aîné de ses fils. Les conquêtes d'Ibrahim avaient rendu son nom si célèbre dans l'Orient que Méhemet-Ali résolut de l'opposer aux Grecs insurgés pour remplir l'engagement qu'il avait contracté avec le grand-seigneur de l'aider à les faire rentrer dans la soumission. Dans les derniers mois de 1824, il fit équiper dix-huit mille fantassins et deux mille cavaliers qu'il rassembla à Boudroun. La flotte qui les transportait, commandée par Imaël-Gibraltier, fit sa jonction avec la flotte turque, après avoir ravagé les îles de Candie et de Cos. De là elle se rendit à Mitylène d'où Khosrou-Pacha fit voile, et passa à Constantinople avec quinze bâtiments de toutes grandeurs, laissant le reste de sa flotte à Ibrahim qui, après avoir tenu quelque temps la station de cette île, retourna à Boudroun. Il se préparait à reprendre l'offensive lorsqu'il fut rencontré par l'amiral Miaulis, le 25 novembre 1824, près de Caudie. Vivement attaqué, il se retira sur Rhodes

après avoir perdu la moitié de sa flotte qui fut bientôt ravitaillée par les renforts que le vice-roi lui envoya d'Égypte. Au commencement de l'année suivante, Ibrahim fit camper ses nouvelles troupes autour de Modon, et s'avança, quelques jours après, à la tête de huit cents hommes, jusqu'au sommet des montagnes qui s'élevaient derrière Navarin, l'antique Pylos. Les habitants, secondés par un corps de sept cents Roméïotes, coururent aux armes; mais Ibrahim ne voulut faire qu'une reconnaissance, après laquelle il entra dans son camp. Cependant Conduriotis s'avancit vers Tripolizza, à la tête de quinze mille hommes, avec lesquels il prit position entre Navarin et Modon, à dessein de couper les communications d'Ibrahim avec cette place. Le pacha hésita pas alors à commencer l'attaque, et la forteresse se servit si utilement que Conduriotis, après avoir perdu l'élite de ses soldats, fut obligé d'abandonner ses positions. Le 11 mai 1825, Ibrahim s'empara, par une attaque très vive, et avec peu de perte, de la position du vieux Navarin, et, le 18 mai, Navarin même fut forcé de se rendre au vainqueur. La capitulation qui lui ra ouvrit les portes fut remarquée comme le premier exemple de modération dans cette guerre sanglante, et elle fut fidèlement exécutée. Après la prise de Navarin, Ibrahim divisa son armée en trois colonnes, dont l'une prit ses positions sur Nisi, village de la Messénie; l'autre s'engagea dans l'Aradémie, en suivant toujours le rivage de la mer, et la troisième, composée de l'élite de la cavalerie arabe, marcha vers Tripolizza. Soit effet d'un caractère élevé, ou d'une saine politique dirigée, a-t-on dit, par des conseils étrangers, Ibrahim affectait les sentiments les plus généreux; il offrait aux Grecs du service et la perspective d'un gouvernement indépendant; il engageait les paysans à rentrer dans leurs villages en les assurant de sa protection et de la discipline de son armée, qu'il maintenait sur un pied sévère; il se flattait ainsi d'amener les chefs à une conciliation en leur offrant une amnistie et les premiers emplois; mais ses offres étaient repoussées, et la population grecque fuyait son approche, emmenant dans les montagnes inaccessibles du Taygète, les femmes, les enfants, les vieillards et les vivres qu'elle pouvait soustraire à la rapacité du vainqueur; aussi, malgré les intentions pacifiques d'Ibrahim, cette guerre devint bientôt ce qu'elle avait été avec les Turcs, une guerre à mort. La première division de l'armée égyptienne s'empara d'Arcad'a, dont la garnison fit une résistance héroïque, et les deux autres entrèrent dans Calomassa, pillant et ravageant tout le pays qu'elles parcouraient, et n'épargnant que les femmes et les enfants destinés à être vendus. Le 30 juin, Ibrahim, après quelques pertes, entra à Tripolizza, avec son principal corps d'armée, tenta, sans succès, de s'emparer de Napoli de Romanie, imaginant qu'il réduirait plus facilement l'armée quand il aurait dissous le gouvernement et pris le chef-lieu de sa résidence; cette expédition manquée, il se dirigea sur Argos, dont il achèva d'incendier les débris au commencement de novembre 1825. Le vice-roi, son père, lui envoya de nouveaux renforts, et il ouvrit la campagne d'hiver avec toutes les précautions qui devaient en assurer le succès. Missoloughi, capitale de la Grèce occidentale, était alors le boulevard de l'insurrection grecque. Raschid-Pacha la tenait assiégée depuis long temps. Dans l'admiration que les succès d'Ibrahim, déjà maître de Tripolizza, de Coron, de Modon et de Navarin, avaient inspirés au grand-seigneur, il avait pris la résolution de l'envoyer presser le siège de cette place importante. On sait comment le jeune vainqueur de Navarin justifia les espérances du sultan; on sait aussi avec quelle ferveur les Égyptiens usèrent de la victoire. Nous ne suivrons pas Ibrahim dans ses marches à travers un pays qu'il a pendant quatre années couvert de sang et de ruines. Il était maître de presque tout le Peloponèse quand les escadres alliées française, anglaise et russe furent obligées de détruire la flotte turco-égyptienne, mouillée dans le golfe de Navarin, pour l'empêcher d'agir contre les Grecs. Ibrahim ne se trouva pas à cette

époque à Naxos, il était dans l'intérieur de la Morée. Il arriva quatre jours après la destruction de sa flotte, et il en fut profondément affecté : mais sautant contre son ressentiment, il déclara qu'il ferait mettre à mort quiconque oserait insulter un franc, et à l'occupé de sauver les restes de la flotte. Des lors l'intention des puissances alliées de mettre un terme aux maux de la Grèce n'étant plus équivoque, leurs flottes, d'accord avec le gouvernement grec, bloquèrent Ibrahim dans la Morée, et on lui ôta ainsi tous les moyens de se procurer des vivres par le commerce neutre. Mais Ibrahim s'en procurait de gré ou de force dans l'intérieur des terres, toujours en y mettant un prix et sans molester personne, et à toute demande d'évacuation que lui faisaient les commissaires des puissances alliées, il répondait qu'il ne céderait qu'aux ordres de la Porte ou du vice-roi, son père. Il se trouvait à la tête de vingt mille hommes, et il pouvait prolonger la guerre : mais ayant reçu de Méhémet-Ali l'autorisation de traiter pour l'évacuation de la Morée, il conclut avec les anglais de Rigny, Heyden, le commodore anglais Campbell, et le maréchal Marmont, la capitulation la plus honorable. Enfin, le 16 septembre 1825, la Grèce fut élargie la première division d'une armée qui lui avait fait tant de mal, et trois semaines après, l'évacuation fut complète. Ibrahim ne voulut partir qu'avec le dernier convoi; il arriva, le 10 octobre, devant le Caire, et fut reçu par le vice-roi avec cette froideur que les princes croient de la dignité, mais à travers laquelle on aperçoit l'émotion d'un père qui revient, après quatre années d'absence et de combats, l'unique fils qui lui reste. Ibrahim n'est pas un barbare, il a toute la politesse européenne; il n'est pas lettré, mais il a une grande sagacité et beaucoup de cette instruction qui s'acquiert dans le commerce des hommes. Il passe pour un bon guerrier; il a plus de connaissance des affaires générales de l'Europe qu'on ne le suppose, et, avec les talents et le courage qu'il possède, il aurait certainement ramené la Grèce sous le joug ottoman, si la France et ses alliés ne l'avaient contrainct de s'éloigner.

HERNANI (Vicozas), naquit à Pietrabianca, petit bourg près de Naples, en 1738. Sa première éducation littéraire fut confiée à son oncle, curé de ce village, et à l'âge de dix ans il fut reçu, après examen, dans le séminaire attaché à l'archevêché de la capitale. Le célèbre Mazzocchi, qui était alors un des professeurs de ce collège, fut frappé de la solidité précoce de l'esprit de son jeune élève : et, ayant conçu pour lui une affection toute paternelle, il prit un soin particulier de son instruction. Les progrès qu'il fit dans l'étude des sciences et des lettres étonnèrent ses maîtres : à l'âge de vingt ans il s'était déjà placé à côté des plus grands hellénistes qui florissaient alors dans ce pays, et Mazzocchi l'avait associé à ses travaux sur des matières d'antiquité. On le nomma professeur de grec et de poésie dans le même séminaire où il avait été élevé. Vers 1755 la ville d'Herculanum, ensevelie sous les laves du Vésuve, fut découverte. Le roi Charles III institua une société devenue fameuse sous le nom d'Académie herculéenne, pour qu'elle se chargât d'expliquer les inscriptions, les papyrus, et les monuments de toute espèce que les premières fouilles étendues dans cette ville présentèrent à l'attention publique. Elle devait être composée de quinze membres, et Ignarra fut de ce nombre. Les services qu'il rendit en cette qualité, sont consignés dans les actes que cette académie publia successivement, et dans les mémoires littéraires qui s'y rapportent. En 1765 on le destina à remplacer Mazzocchi dans la chaire de l'interprétation de l'écriture sainte à l'université de Naples, dont quelques années après il devint professeur titulaire. L'étendue et la variété de ses connaissances, et ses mœurs irréprochables, déterminèrent la cour à le donner, en 1784, pour précepteur au prince héritier du royaume, qui a régné sous le nom de François II. Deux ans auparavant il avait été nommé directeur de l'imprimerie royale, et dix ans après il fut promu au canonat de la cathédrale de Naples. Au milieu de tant d'occupations, il sut toujours trouver le temps

nécessaire à la continuation de ses études qu'il n'abandonna jamais. Différents ouvrages d'érudition et d'antiquité sortirent de sa plume, et répandirent son nom dans toute l'Europe. Il combattit victorieusement le savant Martorelli, son contemporain, sur l'interprétation que celui-ci avait donnée de plusieurs épiques grecques dont l'une avait été trouvée dans le faubourg de la Vierge, et dont les autres existaient dans la chapelle du fameux Pontano. Il avait écrit en latin un commentaire sur la paléographie napolitaine, très remarquable pour l'abondance de l'érudition et la sagesse des jugements, et une vie de Mazzocchi, son maître, dont il publia le troisième volume du *Spicilegium biblicum*, laissé en manuscrit. Mais il se surpassa lui-même dans son ouvrage *De fratribus neapolitanis*, où il entreprit de démontrer que ces anciennes associations appelées *Fratria* étaient des réunions politiques, à l'instar de celles qui étaient usitées chez les Grecs; et non pas des confréries religieuses, comme Reineau, Fabretti, Vandal et Martorelli l'avaient prétendu. On ne peut porter plus avant le génie des recherches historiques qu'ignarra l'avait fait dans cette laborieuse production. La douceur du caractère, l'esprit de charité, la modestie dans la conduite civile, et l'absence de toute ambition, n'étaient pas en lui moins remarquables que la profondeur et la variété presque encyclopédique de ses connaissances. Révéré par ses concitoyens, chéri à la cour, renommé à l'étranger, on ne le vit jamais se gonfler d'un vain orgueil : il ne faisait usage de son crédit que pour encourager les sciences et les lettres, et tout ce qui lui restait des revenus de ses charges était constamment employé au soulagement de l'infortune. On lui offrit l'évêché de Reggio, il le refusa. Parvenu à l'âge de soixante-dix ans, il eut le malheur de sentir toutes ses facultés intellectuelles s'affaiblir par degrés, et dans les derniers jours de sa vie il était tombé dans un état d'enfance qui ne lui permettait plus de reconnaître ses amis et ses parents. Il crut de vivre à Naples, en 1808, laissant une grande quantité d'ouvrages littéraires et d'inscriptions en différentes langues, de vers latins et italiens, etc., qu'il n'avait pas eu le temps de publier. Ils parurent après sa mort, recueillis en un seul volume, sous le titre d'*Opusculi*, par les soins du juge Castaldi, qui les enrichit de notes, et y ajouta un mémoire sur la vie de l'auteur. L'Académie d'histoire et d'antiquités, qui, depuis la révolution de 1799, avait succédé à l'herculéenne, lui fit faire de magnifiques funérailles, auxquelles assistèrent en corps tout ce qu'il y avait à Naples d'hommes distingués dans les sciences et dans les lettres. On plaça ses restes à côté de ceux de Mazzocchi, dans l'église de Sainte-Justine; et une inscription latine gravée sur le marbre fut apposée sur sa tombe par les soins d'un de ses neveux. Les plus importants ouvrages d'ignarra, indépendamment de ceux qui ont été insérés dans les actes de l'Académie herculéenne, et dans différents recueils périodiques, sont : 1° *De palæstra neapolitana commentarium*, Naples, 1770; 2° *Dottissimi Mazzocchi vita*, Naples, 1778; 3° *De fratribus neapolitanis*, Naples, 1785; 4° *Opusculi*, Naples, 1808.

IMBERT (BARTHÉLEMY), poète français, naquit à Nîmes, en 1749, et vint à Paris pour y cultiver la littérature. Il suivit l'école de Dorat, qui jouissait alors d'une grande réputation, et il fit insérer dans les journaux beaucoup de pièces fugitives. Le poème du *Jugement de Paris*, qu'il mit au jour à l'âge de vingt ans, fixa sur lui l'attention. L'accueil flatteur que ce poème valut à Imbert, les éloges qu'on lui prodigua, loin d'exciter son zèle, produisirent un effet contraire. Avide de tels encouragements, il travailla avec la plus grande rapidité, ne corrigeant jamais ses ouvrages. Il essaya dans tous les genres, et son talent qui avait besoin d'être perfectionné, s'affaiblit et s'arrêta. Imbert mourut à Paris, le 2 août 1790. Il était de l'Académie de Nîmes. Il avait joui d'une existence brillante, et mourut dans un état voisin de l'indigence. Il était généreux à l'excès, et crut trop facilement à la reconnaissance de ceux qu'il avait obligés. Voici la liste des nombreux ouvrages d'Imbert, qui, quoique gracieux et spirituel, n'en laissa aucun à la postérité : 1° Le

*Jugement de Paris*, poème en 4 chants, Paris, 1775, in-8°. Cette édition est la plus belle et la plus recherchée. Ce poème, qui est le seul des écrits d'Imbert qu'on relise aujourd'hui, a été imprimé dans le tome 1<sup>er</sup> de la *Petite encyclopédie poétique* : 1° *Fables nouvelles*, Paris, 1775, in-8° ; 2° *Historiettes*, ou nouvelles en vers, 1774, in-8° ; 3° *Les égarements de l'amour*, ou lettres de Fanelliet de Melfort, 1776, 3 vol. in-8° ; roman absurde et révoltant ; 4° *Lectures du matin et du soir*, ou nouvelles historiettes en prose, Paris, 1781-83, 3 vol. in-8°. Il y en a une traduction allemande : 6° *Lectures variées*, ou *bigarrures littéraires*, Paris, 1783, in-8°. Quelques uns de ces contes sont agréables ; 7° *Choix de fabliaux mis en vers*, Paris, 1788, 2 vol. in-12 ; 8° *Le jaloux sans amour*, comédie en cinq actes et en vers libres. Cette pièce n'est autre chose pour l'intrigue que *Le préjugé à la mode*, de La Chaussée, gauchement retourné ; 9° *Le jaloux malgré lui*, comédie en trois actes. Il y a quelques traits de bon comique, mais le fond est mauvais ; 10° *Les rivaux*, comédie en cinq actes. Elle tomba à la première représentation, et n'a point été imprimée ; 11° *Maria de Brabant*, tragédie. On y trouve quelques situations attachantes ; 12° *L'inauguration du Théâtre-Français*, comédie à tiroirs en un acte et en vers ; 13° *Gabriel de Passy*, parodie ; 14° *Le lord anglais* ; 15° *Le gîte des rois* ; 16° *Les deux sylphes*. Imbert a rédigé pendant quelque temps la partie du spectacle dans le *Mercury*. Il a aussi copié aux *Annales poétiques*, recueil intéressant dont il a paru quarante-deux volumes in-12. Ses *Fabliaux* sont encore lus quelquefois par les oisifs. Les écrits de nos vieux poètes perdent toute leur saveur sous la plume d'Imbert qui n'a pas l'art de se faire pardonner la licence de ses sujets. On trouve une notice sur ce poète dans le  *Répertoire du Théâtre-Français*, de M. Petitot, et une autre dans l'*Almanach des spectacles* de 1791. La première est un excellent morceau de littérature.

IMBERT (GUILAUME), naquit à Limoges, entra fort jeune chez les bénédictins, professa, puis fit annuler ses vœux, quitta la France avant la révolution, et s'établit à New-York. Il mourut à soixante ans, le 19 mai 1803, à Paris, où il était revenu se fixer. Il a traduit et composé les ouvrages suivants : 1° *L'état présent de l'Espagne et de la nation espagnole*, traduit de l'anglais, 1770, 3 vol. in-12. Ce livre que M. Beuchot dit être la traduction des *Lettres sur l'Espagne*, d'Edouard Clarke *Lettres upon Spain*, London, 1763, fut supprimé. Les reproches à Charles III sur son goût immodéré pour la chasse, provoquèrent cette suppression ; 2° *La philosophie de la guerre*, extrait des mémoires du général Lloyd, traduit par un officier français, 1790, in-12. Cet officier français est Romance, marquis de Mesmon ; Imbert a fait l'extrait ; 3° *Correspondance littéraire secrète*, 1774 et années suivantes. Imbert en a été pendant long-temps le principal rédacteur, et elle paraissait toutes les semaines. L'entreprise a été continuée jusqu'en 1793. Il y a une réimpression de cet ouvrage sous le titre de *Correspondance secrète, politique et littéraire*, ou *mémoires pour servir à l'histoire des cours, des sociétés et de la littérature en France, depuis la mort de Louis XV*, Londres (Maestricht), 1787-1790, 18 vol. in-12, qui vont jusqu'en 1785. Cette correspondance ressemble beaucoup aux *Mémoires secrets* de Barbauld ; mais elle commence et finit plus tard.

INGEMANN (BEARNARD-SÉVERIN), le plus distingué des poètes danois de l'époque littéraire commença par Oehlenschläger, naquit en 1759. A peine eut-il terminé ses études à l'université de Copenhague, qu'il attira l'attention générale par un *Recueil de poésies* qu'il publia en 1811 et 1812 (nouvelle édition, 1817, 3 vol.), et dans lequel on ne peut méconnaître l'influence que les ouvrages d'Oehlenschläger ont eu sur le talent du jeune poète. C'est surtout dans le genre lyrique qu'Ingemann se fait remarquer par la fraîcheur des images, les grâces de la poésie et la pureté du style. Ses *Chants patriotiques* respirent un enthousiasme vraiment lyrique. Son épique en neuf chants, *Le chevalier noir*, Copenhague, 1814, poème dans le genre du *Fairy queen* de Spencer, perd beaucoup par l'alliance que le poète y a introduit de deux genres entièrement incompati-

bles en poésie : c'est le romantique uni à l'allégorie. Ingemann a pris aussi les tragédies de Oehlenschläger pour modèles de ses poésies dramatiques. Ses deux premières tragédies, *Mikridas* et *Tarnas*, firent beaucoup de sensation, bien qu'elles n'aient jamais été représentées. Son *Masaniello*, Copenhague, 1815, ainsi que sa *Raine Blanche*, eurent un grand succès au théâtre, et lui ont assuré un rang distingué parmi les poètes dramatiques danois. Ses ouvrages postérieurs, tels que *La voix dans le désert*, *Renaud*, *Le berger de Tolosa*, et *Le chévalier du lion*, ont été moins bien accueillis, et n'ont pas été écrits pour le théâtre. Il a mieux réussi dans ses Contes, publiés en 1816 et 1817. Il a écrit dans une série de petits poèmes ses *Voyages en Allemagne*, en France et en Italie, Copenhague, 1820, 3 vol. Depuis 1822, Ingemann est professeur d'éthique et de littérature danoise à l'académie de Soros, près de Copenhague.

INGHIRAMI (le chevalier FRANCESCO), archéologue distingué, naquit à Volterra, d'une ancienne famille de la Toscane. Il se fit d'abord remarquer par une excellente critique de l'ouvrage de Micali, intitulé : *Observations sur les monuments antiques, jointes à l'ouvrage intitulé : L'Italie avant la domination des Romains*, Florence, 1811, et commença, en 1819, la publication de son superbe ouvrage : *Monuments étrusques, ou descriptifs sous le nom d'Etrusques*, in-4°, avec pl., Badia Fiesolana, dont, à la fin de 1823, il avait déjà paru vingt-six cahiers. Ce travail comprend tous les monuments étrusques connus jusqu'à nos jours, et passe avec raison pour un ouvrage classique dans ce genre. Inghirami est aujourd'hui conservateur de la bibliothèque laurentine à Florence, et est éditeur de la *Nouvelle collection d'opuscules et notices sur les sciences, les lettres et les arts*, in-8°, Badia Fiesolana. Ce recueil n'est pas aussi connu à l'étranger qu'il le mérite sous tous les rapports.

INGOUF (FRANÇOIS ROBERT), graveur, né à Paris, en 1749, mourut dans la même ville, le 18 juin 1815. Il étudia sous Jacques Flupart. Il ne se fit connaître que fort tard. Ses estampes du *Retour du laboureur* et de la *Liberté du braconnier*, d'après Benazet, et tirèrent sur lui l'attention ; mais sa réputation fut faite quand il eut produit l'estampe des *Canadiens*, d'après M. le Barbier. On cite encore d'Ingouf celle des *deux Natives*, qu'il a gravée pour le recueil du musée de Laurent, d'après Raphaël et Briere, celles du *Voyage de M. Cassas* et du grand ouvrage sur l'Égypte, et un grand nombre de portraits et de vignettes pour la librairie. Il y a dans ses dessins de la couleur, de la variété, de la clarté. Il a triomphé des difficultés que le mélange du noir et du blanc et la variété des hautes oppositions au graveur qui veut que l'on distingue sans peine dans son ouvrage la nature et le ton de chaque sujet. De cette extrême délicatesse dans l'exécution on tombe souvent dans le maniéré. C'est le seul défaut qu'on puisse reprocher à Ingouf. — Son frère, J.-Ch. Ingouf, graveur aussi, né à Paris, en 1746, a gravé différentes estampes d'après Greuze et d'autres maîtres français. Il est mort vers 1800.

INGRES (JEAN-ALCISTE-DONAT), né à Montauban, en 1781, vint à Paris à l'âge de dix-sept ans, et étudia sous le célèbre David avec tant de succès, qu'il remporta, à vingt-un ans, le grand prix de peinture, et fut envoyé à Rome aux frais du gouvernement. Pendant le cours de son instruction, il exécuta des tableaux qui furent recherchés pour les collections les plus précieuses : 1° une figure de grandeur naturelle, représentant Oédipe en présence du sphinx. Elle appartient au cabinet de M. Gossuin, amateur éclairé ; 2° une *Dormeuse*, aussi de grandeur naturelle. Ce tableau, exposé au Capitole, attira l'attention de Murat qui en fit l'acquisition pour son palais de Naples. Il a disparu, et on ne sait ce qu'il est devenu ; 3° une *Baigneuse*, aujourd'hui dans le cabinet de M. Gossuin ; 4° *Jupiter et Thétis*, de même dimension que les figures précédentes. Après avoir terminé ses études, M. Ingres, libre à Rome, résolut de se fixer dans une ville qui offrait tant d'aliments à son admiration pour les grands modèles. Pendant le séjour qu'il y fit, il enrichit l'école française de plusieurs compositions du

goût le plus pur et le plus sévère. Nous citerons entre autres : Romulus triomphant des dépouilles opimes, grande composition peinte en détrempe, et le Sommeil d'Onan, tableaux commandés par Napoléon pour le palais Quirinal ; Virgile lisant son sixième livre de l'Énéide devant Auguste, Octavie et Livie, composition de grandeur naturelle, et sujet heureusement choisi, exécuté avec le même bonheurs ; une Odalisque de même dimension, commandée par la reine de Naples, Caroline Napoléon. Cette figure est aujourd'hui dans le cabinet de M. le comte de Pourtales ; elle a été reproduite avec beaucoup de succès dans une lithographie par M. Sudre. M. Ingres partageant ses moments entre les études littéraires que demandait le genre qu'il avait adopté et l'exercice de son art, peignit quelques portraits parmi lesquels nous rappellerons seulement celui de M. de Norvins, qu'on a remarqué à l'exposition de 1824, et commença une suite de petits tableaux dits de chevalet, dont la plupart sont extrêmement remarquables, surtout quant à la beauté des formes et à la correction du dessin ; ce sont : Raphaël et la Fornarina. Ce tableau est double ; le cabinet de M. le comte de Pourtales en possède un ; une vue de la chapelle Sixtine, grande composition représentant le pape tenant chape ; il est double comme le précédent ; tableaux historiques sur l'Arétin, compositions très estimées : elles appartiennent à la collection de M. Devaux de Nevers ; Roger et Angélique, exposé au Luxembourg ; le maréchal de Brunswick recevant l'ordre de la toison d'or des mains de Philippe V ; la mort de Léonard de Vinci ; Jean Pastoret introduisant le dauphin (Charles V), dans Paris, tableau commandé par M. le comte Pastoret qui revendique l'honneur d'être issu de ce généreux citoyen. Plusieurs de ces tableaux ont figuré à diverses expositions. Après quinze années de séjour à Rome, M. Ingres, alla habiter Florence où il demeura quatre années. Enfin il revint en France, apportant avec lui une de ses meilleures productions, le Vœu de Louis XIII, tableau commandé par le gouvernement pour la ville de Montauban dont il orne aujourd'hui la cathédrale. Cette composition, exposée au salon de 1824, valut à M. Ingres la décoration de la légion d'honneur. Les encouragements nombreux et l'accueil honorable qu'il trouva dans sa patrie, le déterminèrent à ne plus la quitter. L'envie et le mauvais goût qui méconnaissent le mérite des compositions toutes classiques de ce peintre, furent alors forcés de se taire ; et six mois après sa rentrée en France, l'Institut l'appela dans son sein, en remplacement du célèbre Denon qui avait été le destructeur le plus constant des talents de M. Ingres, et qui était assurément l'honneur le plus capable d'en reconnaître la hauteur, s'il l'avait voulu. Fils à Paris, M. Ingres a été nommé professeur à l'école des beaux-arts, et il a établi une école spéciale de peinture, qu'il dirige avec succès. Il a peint un plafond pour le musée qui a porté le nom de Charles X, grande composition qui représente Homère déifié : les hommes célèbres de tous les pays couronnent le prince des poètes. Le ministère de l'intérieur a commandé à M. Ingres un tableau destiné à la cathédrale d'Autun : le Martyre de saint Symphonien. Long-temps négligé par la fortune, écarté par les novateurs qui ne lui pardonnaient pas sa fidélité aux vrais principes, son goût sûr et exercé, il n'a pu que tard de la considération due à ses travaux importants. La critique lui reproche d'avoir porté plus loin le talent du dessinateur que celui du coloriste, et d'avoir trop reproduit l'antiquité.

**IRELAND (JOHN)**, littérateur, naquit dans le Shropshire, vers 1740, et fut mis en apprentissage chez un horloger ; mais il abandonna cette profession, et fit le trafic des productions des arts du dessin. Ses connaissances en divers genres le mirent bientôt en rapport avec plusieurs artistes. Ses spéculations l'ayant enrichi, il se fit leur mecène ; les peintres Mortimer et Grimshorough et l'acteur Henderson recurent dans son intimité. Il est mort près de Birmingham en novembre 1808, selon Chalmers, et, selon d'autres, en février 1809. Il a publié : 1° *L'émigré*, poème, 1785, in-4° ; 2° *Vie et lettres d'Henderson*, 1786, in-8°. Cet ouvrage n'eut aucun succès ; 3° *Hogarth expliqué*, 1794, 2 vol. in-8°.

Cet ouvrage contient les gravures d'Hogarth et l'explication de ces gravures ; il a eu plusieurs éditions. On y trouve une critique judicieuse et des anecdotes intéressantes. Ireland avait étudié Hogarth pendant vingt ans. Il donna en 1798 un volume supplémentaire qui contient la vie d'Hogarth, ses lettres, son cours d'études et *L'analyse de la beauté*. — **ISLAND (Samuel)**, d'abord ouvrier tissard à Spithfields, spécula comme le précédent sur la passion des livres et des estampes rares. Il se fit ensuite auteur, et rédigea des descriptions de villes et de contrées, qu'il ornait de gravures à l'aquarelle exécutées par lui. Il mourut de chagrin, en juin 1800, des suites d'une fraude littéraire dont son fils s'était rendu coupable. On a de lui : 1° *Voyage pittoresque dans la Hollande, le Brabant et une partie de la France, fait dans l'automne de 1789*, 1790, 2 vol. in-8° ; 2° *Vues pittoresques sur la rive de la Tamise*, 1793, 2 vol. in-8° ; 3° *Eclaircissements graphiques d'Hogarth*, 1794-1799, 2 vol. in-8° ; 4° *Vues pittoresques de la Severn et de l'Avon*, etc. ; 5° *Histoire des cours de justice dans Londres et Westminster*, 1800, in-8°. Ces ouvrages, peu importants pour le fond, furent bien reçus du public.

**ISABELLE-MARIE**, infante de Portugal, troisième fille de Jean VI et de Charlotte-Joachine, son épouse, est née le 4 juillet 1801. A la fin de 1807, ce prince l'emmena au Brésil, d'où elle revint avec lui en 1821. L'éducation de l'infante fut négligée par son père, qui cependant avait pour elle une grande prédilection ; mais grâce à ses bonnes dispositions naturelles, elle parvint à apprendre en peu de temps les langues anglaise et française, et elle sut acquérir des connaissances générales. Pendant la durée du régime constitutionnel, et après la contre-révolution opérée en 1823 par la faction dont la reine sa mère était le chef, l'infante Isabelle-Marie se conduisit avec beaucoup de circonspection, se tint à l'écart, et resta étrangère à toutes les intrigues de cour. Toutefois ses opinions libérales l'avaient rendue chère à la nation, et la joie fut générale en 1826 quand on apprit que Jean VI, avant de mourir, l'avait nommée pour présider la régence qui devait gouverner le royaume jusqu'à l'arrivée des ordres de son fils et successeur, don Pedro, empereur du Brésil. Celui-ci, aussitôt qu'il eut connaissance de la mort de Jean VI, et du décret par lequel il avait nommé une régence provisoire, s'empressa d'accorder une charte constitutionnelle à la nation portugaise, et déclara en même temps son intention d'abdiquer la couronne de Portugal en faveur de sa fille aînée, dona Maria, après qu'elle aurait épousé don Miguel. Don Pedro confirma cependant l'infante Isabelle-Marie dans les fonctions de régente du Portugal, qui lui appartenaient de droit d'après les dispositions de la nouvelle charte, et jusqu'à la majorité de la jeune reine, l'infante étant son parent majeur le plus proche. Les cortès commirent une faute en ne déclarant pas Isabelle-Marie régente définitive. Quant à don Miguel, il était exclu de la régence par l'article de la charte qui déclarait les fonctions de régent incompatibles avec la qualité d'époux de la reine régnante, qualité qui lui fut acquise par la signature des fiançailles entre lui et dona Maria, à Vienne, en 1827. Néanmoins le cabinet britannique, d'accord avec celui de Vienne, avait résolu de livrer les Portugais au féroce Miguel, l'instrument choisi par les ennemis de la liberté pour renverser la charte octroyée par don Pedro, et apportée à Lisbonne par sir Charles Stuart, diplomate qui réunissait les doubles fonctions d'agent de l'Angleterre et du Portugal. Dès que ce plan fut arrêté, l'ambassadeur anglais à Lisbonne sir W. A. Court, qui avait d'abord paru favorable au régime constitutionnel, changea de langage et mit tout en œuvre pour affaiblir l'influence du parti constitutionnel, afin d'aplanir les voies à l'usurpation méditée de don Miguel. Ce diplomate adroit et fourbe commença par forcer la régente à renvoyer du ministère tous les constitutionnels, et se déclara le protecteur de ceux des ministres qu'il dirigeait à son gré. Dès le mois d'août 1826, il annonça la prochaine arrivée de don Miguel en qualité de régent du royaume, qualité qui, selon sir W. A. Court, lui appartenait de droit aussitôt qu'il aurait atteint sa majorité, ce qui devait avoir lieu au

mois d'octobre 1807. En attendant ce terme, choi-  
gés seulement de quelques mois, les agents diploma-  
tiques de l'Angleterre et de l'Autriche à Rio-Janeiro  
intriguèrent auprès de don Pedro, afin de lui arracher  
la nomination de son frère comme régent du royaume  
et son lieutenant. Cela devait amener la chute du régime constitutionnel en Portugal, aussitôt  
que Miguel aurait saisi les rênes du gouvernement,  
et agi de concert avec sa mère. Elle conspirait  
depuis longtemps contre la liberté, à la tête du  
haut clergé, des moines, de la noblesse et des nom-  
breux partisans de la famille Silveira, dont l'influence  
très grande dans la province de Tra-montes avait  
déjà, en 1805, puissamment contribué à la contre-  
révolution. L'infante tomba malade, en avril 1807, et  
l'on craignit même un moment pour ses jours. Cette  
circonstance vint secourir adroitement les projets  
de l'Angleterre et du parti nigéliste. Pour la mettre  
à profit, on expédia sur-le-champ à Rio-Janeiro un  
bâtiment à voilier, par lequel on fit savoir à l'em-  
pereur du Brésil que l'infante régente, sa sœur, était  
à toute extrémité, et qu'il était urgent de pourvoir  
sans délai au gouvernement du royaume en nommant  
don Miguel régent. Don Pedro, pressé par les mi-  
nistres d'Angleterre et d'Autriche, céda à leurs in-  
stances, et fit la double faute de nommer son frère,  
dont il connaissait parfaitement les vues et les carac-  
tères, régent du Portugal et son lieutenant en ce  
royaume, et d'abdiquer, sans condition et définitive-  
ment, en faveur de sa fille dona Maria. C'était sacrifier  
la nation portugaise, le nouveau charte et la jeune  
reine à un monstre, et accomplir les vœux de la  
sainte alliance. Malheureusement pour la réputation  
de don Pedro, il paraît que ces sacrifices lui coûtèrent  
peu : il n'avait pas beaucoup à cœur la liberté et  
le bonheur de la nation portugaise qu'il avait indigne-  
ment trahi pendant le régime constitutionnel de 1801  
à 1803. Pendant que don Pedro, par sa coupable con-  
descendance, livra les Portugais à son frère, l'infante,  
qui s'était rétablie assez promptement de sa maladie,  
était dans une cruelle inquiétude sur le parti que prendrait  
l'empereur. A peine les fâmes décrets furent-ils  
connus à Lisbonne, que la régente se résigna à son  
sort, prévoyant dès lors toutes les calamités qui al-  
laient fondre sur le malheureux Portugal, par la suite  
de l'élevation de don Miguel. Dans l'impossibilité  
de résister aux intrigues de sa mère et aux menées du  
cabinet anglais, Isabelle-Marie se laissa conduire par  
ses ministres dévoués à Miguel et à sir W. A. Court,  
dont l'influence s'était beaucoup accrue depuis qu'un  
corps auxiliaire de troupes anglaises avait débarqué en  
Portugal. Leur présence prête, il est vrai, quelque  
force morale aux constitutionnels, mais servit plus  
tard à favoriser l'usurpation de don Miguel. En ef-  
fet, au commencement de 1808, l'infant débarqua  
à Lisbonne, venant de Londres, où il avait renou-  
velé ses serments à dona Maria et à la  
charte. Dès les premiers jours de son arrivée, l'inten-  
tion d'usurper la couronne et de renverser la con-  
stitution devint manifeste, et son projet aurait peut-  
être échoué sans la présence des troupes anglaises  
au moment même où la reine préparait tout pour  
placer Miguel sur le trône. Avant de jeter entièrement  
le masque, il se rendit à la séance publique  
des cortès, où la régente lui remit le gouvernement,  
après avoir prononcé un discours dans lequel le pu-  
blic fut très étonné de ne pas trouver un seul mot re-  
latif aux droits de don Pedro, de dona Maria et à la  
charte constitutionnelle. Le fait est que l'infante avait  
préparé un discours très convenable, dans lequel elle  
protestait au attachement à la charte, et son respect  
pour les droits de la reine dona Maria; mais don Mi-  
guel prévenu de ce dessein, envoya chez sa sœur la  
veille de la séance, le comte de Villereal pour lui de-  
mander une copie du discours qu'elle devait prononcer  
le lendemain. L'infante était déjà au lit, et fut forcée de  
recevoir le comte dans sa chambre à coucher. Elle fit  
remettre au messager de don Miguel l'original du  
discours; le comte le lui rapporta peu de temps après,  
avec tous les passages biffés où il était question de  
don Pedro, de dona Maria ou de la charte. Il fallut

bien des pourparlers pour la faire subsister le dernier  
paragraphe du discours dans lequel la régente s'ex-  
primait en des termes flatteurs pour la nation. L'usur-  
pateur n'y consentit qu'avec regret, craignant la popu-  
larité que cela pourrait donner à sa sœur. Depuis cette  
époque, l'infante n'a cessé d'éprouver de mauvais tra-  
itements de la part du tyran qui exerce sur elle la sur-  
veillance la plus active pour l'empêcher de s'évader,  
ce que l'infante a déjà tenté sans succès. On a reproché  
à Isabelle-Marie d'avoir manqué d'énergie, on a scruté  
les amis de la charte et se livrant à la faction de  
sa mère, et d'avoir refusé d'exécuter les ordres de don  
Pedro, relatifs à des mesures importantes. Ces reproches  
sont mérités; l'infante a de bonnes qualités, mais elle  
manque de caractère et a toujours été mal entourée.  
Ceux de ses conseillers qui refusaient à don Pedro le  
droit de se mêler des affaires du Portugal, après l'octroi  
de la charte, ont, par une contradiction insupportable,  
reconnu en lui le pouvoir de nommer don Miguel son  
lieutenant en Portugal et régent de ce royaume.

ISNARDI (Jean-Baptiste), naquit au Puget-Théniers,  
le 10 août 1749. Il perdit son père en bas âge. Sa mère  
lui fit donner la meilleure éducation. Admis à l'âge de  
vingt-quatre ans dans une maison oratorienne, il resta  
d'abord à Toulon. Après un séjour de deux ans, on  
l'envoya à Condom, de là au Mans, enfin à Arras.  
Versé dans la physique, la chimie, il entreprit comme  
amateur plusieurs cours, dans lesquels il obtint un  
grand succès. Il écrivit quelques pièces de théâtre et  
des poésies légères qui ne sont pas sans intérêt. Pen-  
dant son séjour à Arras, on fit de vains efforts pour  
l'engager à entrer dans les ordres : la place de supé-  
rieur de l'Oratoire qu'on lui offrait, la promesse de  
hautes dignités ecclésiastiques, ne purent le détermi-  
ner au sacrifice de sa liberté. Pendant la révolution,  
il sut se maintenir dans cette ville, et eut le bonheur  
d'arracher à la mort plusieurs de ses collègues. Il fut  
chargé par le gouvernement de former une bibliothè-  
que pour l'école centrale de Boulogne-sur-Mer, com-  
posée des débris de celles de Saint-Vast, de St-Pal et  
Saint-Omer. Il s'acquitta de cette mission avec goût et  
discernement, et sauva ainsi un grand nombre d'ou-  
vrages précieux du vandalisme révolutionnaire. Cet  
établissement, dont M. Isnardi fut en quelque sorte le  
créateur, s'accrut par ses soins d'année en année. Il  
voulut en être le bibliothécaire, et lui consacra ses  
veilles et une partie de sa fortune. Lié avec la plupart  
des savants et des littérateurs de la capitale, il en rap-  
portait chaque année des trésors typographiques dont  
il enrichissait la ville qu'il avait adoptée. Son dernier  
voyage s'effectua dans la quatre-vingtième année de  
son âge. Iligne d'être recherché à tant de titres, M. Is-  
nardi obtint à Boulogne la considération dont il avait  
jouï si justement ailleurs. Par son mariage avec  
Mlle Adam, il obtint une grande aisance, et se trouva  
allié à une des familles les plus respectables et les plus  
considérées du pays. Devenu père, il consacra tous  
ses loisirs à l'éducation de sa fille unique, qui a épousé  
depuis M. Boucher de Crèvecœur d'Armand, fils de  
savant botaniste de ce nom. Il travailla dans ses der-  
niers jours à un *Cours d'histoire* qu'il destinait à son  
petit-fils. Membre de plusieurs sociétés savantes, il  
prononça en diverses occasions des discours qui furent  
vivement applaudis, et parmi lesquels on a remarqué  
celui *De l'influence des méthodes sur la marche et les  
progrès de l'esprit humain*; un autre *Sur les monuments  
de l'Inde et de l'Égypte*; un *Sur la Grèce, considéré  
sous le rapport des lettres et des beaux-arts*; un *Sur le  
génie commercial des Anglais*, etc., etc. Ce savant in-  
muable mourut le 25 novembre 1836. La ville de Bou-  
logne a donné son nom à l'une des galeries de la bi-  
bliothèque qu'il a fondée, et son buste doit y être  
placé.

ISTRIE (le duc d'). Foyes BRASSIAS.

IVORY (JAMES), géomètre anglais, né vers 1785,  
membre de la société royale de Londres, et correspon-  
dant de l'académie des sciences de Paris. L'Angleterre  
n'a pas tenu pendant long-temps le sceptre de la géo-  
métrie; avec Newton s'est éteint le génie des mathé-  
matiques dans ce pays éminemment industriel, et  
la chaire qui avait tant illustré l'auteur du *Calcul dif-*

*francois* et de la *Théorie de la pesanteur* est restée muette, ou, du moins, les faibles voix qui s'y font entendre expirent dans l'enceinte de la ville de Cambridge. Aujourd'hui les trois royaumes unis comptent à peine un égal nombre de géomètres du second ordre, à la tête desquels il faut placer le savant dont nous allons faire connaître les travaux. Son essai fut un coup de maître, car, très jeune encore, il eut la gloire de compléter les découvertes de ses prédécesseurs sur l'attraction des ellipsoïdes, en établissant le beau théorème qui porte son nom. Newton n'avait pu déterminer l'attraction de l'ellipsoïde que sur les points intérieurs et placés sur l'axe. Maclaurin avait étendu ce résultat à tous les points intérieurs. L'attraction de l'ellipsoïde sur les points extérieurs avait ensuite été trouvée par M. Legendre, qui, à l'aide des séries, a prouvé que des ellipsoïdes ayant même foyers agissent proportionnellement à leurs masses sur un point extérieur quelconque. Ce théorème avait enfin été démontré par Laplace dans le cas de l'ellipsoïde à trois axes; mais il était réservé à M. Ivory de remplacer tous ces résultats, très difficiles à établir, par un théorème aussi élégant que facile à prouver. Si deux ellipsoïdes ont les mêmes excentricités, et si leurs sections principales coïncident entre elles, les attractions que l'un d'eux exerce sur un point placé à la surface de l'autre, perpendiculairement à ces trois sections principales, sont aux attractions du second ellipsoïde sur un point correspondant placé à la surface du premier, et suivant les mêmes directions, dans le rapport direct des aires des sections auxquelles ces forces sont perpendiculaires. De cette manière, le calcul de l'attraction des ellipsoïdes sur des points extérieurs était ramené au calcul de l'attraction d'un pareil corps sur un point situé dans son intérieur. L'annonce de ce beau résultat ne souleva d'abord que l'incrédulité des géomètres français; mais, en y regardant de plus près, ils reconnurent l'exactitude. L'un d'eux, M. Legendre, en modifia l'exposition, ou, comme il le dit, l'illustra et prétendit le faire passer sous son nom. Mais en poursuivant le raisonnement de M. Legendre, ses propres découvertes, qui comprendraient celles de Laplace et de M. Ivory, seraient comprises elles-mêmes dans les travaux des géomètres qui l'ont précédé, sans qu'on puisse jamais arriver à un premier inventeur. M. Ivory annonça des prétentions moins exagérées: il avoua franchement que la première idée de son théorème lui était venue à la lecture des recherches analogues de Laplace. Il a long-temps médité les théories de la *mécanique céleste*; il a cru reconnaître quelques erreurs dans l'équation à la surface des sphéroïdes puissimé que Laplace avait d'abord établie pour toutes les lois d'attraction. De là une controverse, qui dure depuis près de vingt ans, entre M. Ivory et les géomètres du continent. La question est de savoir jusqu'où peut s'étendre cette équation fondamentale de la figure des sphéroïdes. Or, on a démontré *Bulletin des sciences mathématiques*, mars 1858, p. 150) qu'elle est vraie dans sa plus grande généralité, parce que le terme que l'on néglige, quoiqu'il puisse devenir infini, est néanmoins toujours infiniment petit par rapport aux termes conservés. Mais cette discussion n'était rien en comparaison de celle bien autrement importante que M. Ivory souleva, en 1854, sur les principes d'hydrostatique donnés par Clairaut. D'après ce géomètre et tous ses successeurs, une masse liquide homogène est en équilibre quand la résultante des forces qui agissent sur un point quelconque de la surface est perpendiculaire à celle-ci. Dans le cas ordinaire où les attractions sont réciproques, M. Ivory croit qu'à cette première condition il en faut ajouter une autre qui exprime que l'attraction d'une couche de niveau est nulle sur tous les points situés dans l'intérieur de cette couche. Grand fut l'étonnement des géomètres de l'académie à la réception du mémoire où cette prétendue découverte se trouvait consignée. M. Poisson se hâta d'en publier sa réfutation dans les *Annales de physique et de chimie*; mais soit qu'il n'eût point compris le mémoire anglais, soit qu'il en eût fait une lecture trop superficielle,

toutes ses objections portèrent à faux. Alors M. Ivory, persuadé qu'on mettait de l'entêtement à soutenir l'ancienne théorie, revint à la charge dans un très grand nombre d'articles insérés, sur ce sujet, en *Mémoires philosophiques* de Londres. Au calme que, jusque-là, il avait porté dans la discussion, il fit succéder une certaine aigreur, un dépit mal déguisé, une animosité réelle contre Laplace et son école. Il delia tous les géomètres du continent, et reproduisit ses anciennes critiques sur la *mécanique céleste*. Il chercha en même temps à ranimer l'attention des savants anglais sur ces hautes questions, trop long-temps négligées par eux. Une seule voix, dans toute l'Angleterre, répondit à la sienne. M. Airy, professeur de mathématiques à l'université de Cambridge, eut l'audace de n'être pas de son opinion. C'en était trop; le malheureux M. Ivory annonça au monde qu'il allait consigner, dans un ouvrage spécial, sa nouvelle théorie de l'hydrostatique, et toutes les conséquences qui en découlaient pour la détermination de la figure des planètes. Ce livre vient, en effet, d'être publié; mais la théorie de Clairaut n'en sera point modifiée: elle a reçu l'assentiment de tous les géomètres, et ses bases, à notre avis, sont inébranlables. Il est vraiment à regretter qu'un géomètre aussi estimable que M. Ivory, qui avait paru avec tant d'éclat dans son autre dans la carrière, l'ait ensuite parcouru avec si peu de succès, pour le terminer enfin par une véritable chute. Nous ne parlerons point de son travail sur les réactions astronomiques, qui n'offre que des formules empiriques, ni de tous les sujets qu'il a repris en sous-ordre, soit pour en donner de nouvelles démonstrations, soit pour les corriger de certaines erreurs qui se sont trouvées. On trouvera ces travaux secondaires dans la *Mécanique philosophique* déjà citée. Nous nous bornons à en indiquer les principaux dans le tableau suivant: 1° *Sur les attractions des ellipsoïdes homogènes* (*Transactions philosophiques*, 18 9, part. II, p. 345); 2° *Sur les principes de la méthode que Laplace a donnée dans le deuxième chapitre du troisième livre de sa Mécanique céleste, pour calculer les attractions des sphéroïdes quelconques* (*Ibid.*, 1812, part. II, p. 1); 3° *Sur les attractions d'une nombreuse classe de sphéroïdes* (*Ibid.*, 1812, part. II, p. 46); 4° *Sur le développement en série de l'attraction d'un sphéroïde* (*Ibid.*, part. I, p. 99); 5° *Sur les réactions astronomiques* (*Ibid.*, 1825, part. II, p. 409); 6° *Sur la figure que doit avoir, pour être en équilibre, une masse fluide homogène qui se moule autour d'un axe* (*Ibid.*, 1824, part. I, p. 58); 7° *Problème de géométrie* (*Mémoires philosophiques*, juillet 1824, p. 35); 8° *Sur la méthode des moindres carrés* (*Ibid.*, tome LXV, p. 62 et 63); 9° *Sur les lois de la condensation et de la dilatation de l'air et des gaz, et sur la vitesse du son* (*Ibid.*, juillet 1826, p. 3); 10° *Sur la constitution de l'atmosphère* (*Ibid.*, août 1825, p. 81, et octobre, p. 241); 11° *Sur la variation de densité et de pression dans l'intérieur de la terre* (*Ibid.*, novembre 1825, p. 321); 12° *Sur l'action capillaire et la dépression du mercure dans les tubes barométriques* (*Ibid.*, janvier 1828, p. 21).

IZARN (Joseph), ancien inspecteur de l'université de France, et membre de l'académie de Göttingue, est né dans le Berry. Il a publié les ouvrages suivants: 1° *Des pierres tombées du ciel, ou lithologie atmosphérique, avec un essai de théorie sur la formation de ces pierres*, 1803, in-8°. Dans cet ouvrage, M. Izarn combat les différentes opinions sur la formation des aérolithes et émet la sienne qui est que ces pierres sont un composé de différents corps, un aggrégat de particules dissimulées dans l'air. 2° *Explication du langage des chimistes, pour tous ceux qui, sans s'occuper de la science, voudraient profiter de ses découvertes*, 1803, in-8°. 3° *Manuel du galvanisme*, 1804, in-8°. 4° *Leçons élémentaires de physique et de chimie expérimentales*, 1° partie, 1805, in-8°. 2° *Exposé de l'état actuel de l'instruction publique en France*, 1815, in-8°. C'est la comparaison du nouveau et de l'ancien mode de l'instruction publique en France: M. Izarn regrette l'ancien système. Il n'est plus inspecteur de l'université depuis 1815.

IZARN. Voyez VALADY.

## J

**JACOTIN** (le colonel), mort à Paris, le 4 avril 1827, à l'âge de soixante-quatre ans, était un des officiers les plus distingués du dépôt général de la guerre. Des travaux de topographie, et une expérience consommée dans l'art de diriger et d'exécuter ce genre d'opérations, l'avaient fait placer à la tête de la section topographique, où il rendit pendant vingt-cinq ans les plus grands services. Des l'âge de dix-huit ans, en 1781, il avait été attaché au cadastre de la Corse, sous les ordres de son oncle, M. Testu, directeur du terrier, et de M. Tranchot, chargé de la partie géodésique. Treize ans après, Bastia ayant été forcée de capituler, il revint en France, et y resta jusqu'au moment de l'expédition d'Égypte. Son oncle, mis à la tête des ingénieurs géographes, l'emmena pour le seconder; mais il périt peu de temps après assassiné, avec plusieurs centaines de Français, le jour de l'insurrection du Caire. Nommé directeur du corps des ingénieurs géographes, le colonel Jacotin s'occupa du travail de la carte d'Égypte, avec une talent rare, un ardeur et un dévouement infatigables. Non content de diriger au Caire le corps des ingénieurs, de provoquer, et de coordonner leurs travaux, il se livrait lui-même aux opérations topographiques, et il parcourait les provinces. C'est au milieu de ces occupations si actives, qu'il fut blessé à la suite d'un grave accident, premier germe de la maladie à laquelle il a succombé. De retour en France, il montra une habileté et une intelligence peu communes dans l'emploi et la rédaction de tant de matériaux divers, fruit des soins de plus de cinquante ingénieurs ou officiers et en grande partie son propre ouvrage. Ce ne fut pas avec moins de succès qu'il dirigea l'exécution de *L'Atlas de l'Égypte et de la Syrie*, en cinquante-trois feuilles, et qu'il forma, à cette occasion, une pépinière d'artistes qui continuent d'assurer à la France la supériorité dans la gravure topographique. Cet ouvrage, malgré quelques imperfections inevitables, suffirait pour assurer à son auteur une réputation durable. Par une sorte de fatalité, les circonstances politiques ne lui permirent pas de jouir du fruit de ses travaux et de recueillir la part de gloire qu'il avait méritée. Dès 1807, cette grande carte était terminée; mais le chef du gouvernement voulut qu'elle demeurât secrète, et ce n'est que depuis peu d'années qu'elle a vu le jour. Pendant ces vingt dernières années, le colonel Jacotin a dirigé un grand nombre de travaux topographiques. Il a fait graver la belle carte de Corse, en huit feuilles, réduction des feuilles du cadastre; il rassemble en outre les matériaux d'une carte de l'Espagne, prépare les cartes nécessaires aux campagnes du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, et enfin surveille les opérations qui le concernaient dans la construction de la nouvelle carte géométrique de la France. C'était avec le secours d'une constitution robuste, unie à la plus opiniâtre persévérance, qu'il venait à bout de faire marcher de front tant d'opérations différentes. Ou lui a surtout de grandes obligations, pour l'école de gravure formée au dépôt de la guerre. Cependant, ces occupations accumulées, pour lesquelles le jour et la nuit suffisaient à peine, ont fini par ruiner sa santé; elles ont privé, avant le temps, la science topographique d'un ingénieur qu'il sera toujours très difficile de remplacer, et que quarante-six ans de travaux importants recommandent à l'estime et à la reconnaissance de la postérité.

**JACOTOT** (Joussu), né à Dijon, le 4 mars 1770, a commencé par servir dans l'artillerie où il fut nommé par ses camarades capitaine au bataillon de la Côte-d'Or. Il fut rappelé de l'armée en 1793, pour être placé comme substitut du directeur de l'école polytechnique. Il passa de là à l'école centrale de Dijon, où il professa les langues anciennes. Plus tard il devint pro-

fesseur de mathématiques au lycée de la même ville. Enfin il fut professeur agrégé de droit romain à l'école de droit de Dijon. Dans les cent jours, ses compatriotes le nommèrent député à la chambre des représentants. En 1815, il se retira volontairement en Belgique. Le roi des Pays-Bas le nomma lecteur de langue française à l'université de Louvain. C'est là qu'il fit la découverte de son système d'enseignement, système qui a tant fait de bruit sous le nom d'enseignement universel, qui a donné lieu à tant de critiques favorables et défavorables, et dont le charlatanisme s'est emparé, parce qu'il s'empara de tout ce qui fixe l'attention publique. M. Kinker, savant Hollandais, fut chargé par le roi des Pays-Bas de l'examen de cette nouvelle méthode; c'est sur ce rapport que M. Jacotin recut la décoration du lion belge, et que la direction de l'école militaire établie à Louvain lui fut confiée. Cette méthode serait peut-être mieux désignée par une expression qui rendrait ce que les Grecs nommaient *autodidaxis*, ce que les Hollandais nomment *zelfonderwijs* (enseignement qu'on se donne à soi-même), que par les mots d'enseignement universel; car le maître dans l'enseignement universel n'est qu'un guide qui montre à l'élève le chemin qu'il doit suivre. C'est à l'élève à marcher seul, en regardant, en réfléchissant, et surtout en répétant sans cesse ce qu'il a découvert par ses propres efforts. Cette méthode est en même temps analytique et synthétique, de manière cependant que l'élève, au moins dans les commencements, ne soupçonne pas qu'il soit l'un et l'autre de ces voies; cela se rencontre plus ou moins dans toute espèce d'instruction sans que les élèves ni le maître s'en aperçoivent, et se retrouve en grande partie dans la méthode de Pestalozzi. On ne peut donc pas dire que celle de M. Jacotin soit entièrement neuve, et c'est ce dont l'auteur convient lui-même; mais ce qui peut la faire préférer à toute autre c'est que dans l'enseignement universel, cette instruction de soi-même se présente pure et non mélangée, tandis que dans les autres méthodes, elle n'est qu'accessoire, et souvent purement accidentelle. M. Jacotin a quitté Louvain, et il habite maintenant Paris. Il a publié: 1° *Enseignement universel, Langue maternelle*, Paris, 1829, in-8°. La première édition est de 1823; 2° *Langue étrangère*, 4° édition, Paris, 1829, in-8°; 3° *Mathématiques*, 4° édition, Paris, 1829, in-8°; 4° *Musique*, 1° édition, Paris, 1829, in-8°.

**JACQUEMIN**. Voyez ROYAL.

**JAHN** (JEAN), orientaliste allemand, chanoine de l'église métropolitaine de Saint-Étienne, professeur de théologie dogmatique, la théologie biblique, et les langues orientales à l'université de Vienne. Il mourut en 1807. On ne sait rien de plus sur sa vie. Il a publié les ouvrages suivants: 1° *Grammaire hébraïque*, en langue allemande, Vienne, 1793, in-8°, traduite en latin par lui-même; 2° *Grammaire arabe*, avec une chrestomathie, en allemand, 1796, in-8°; 3° *Grammaire chaldéenne*, en allemand; 4° *Grammaire arménienne ou chaldéenne et syriaque*, en allemand, 1795, in-8°; 5° *Introduction à l'étude des livres de l'Ancien Testament*, en allemand, 1795, in-8°. Il y a un abrégé du même ouvrage en latin. 6° *Archæologia biblica*, en allemand, 1797. Il y en a un abrégé en latin. 7° *Libres élémentaires de la langue hébraïque*, comprenant la grammaire refondue et le dictionnaire, Vienne, 1799, in-8°; 8° *Lexicon arabico-latium*, à la suite de la nouvelle édition de sa *Chrestomathie arabe*, Vienne, 1802, in-8°. Les quatre-vingts dernières pages de ce dictionnaire, qui en contiennent environ cinq cents, renferment des pièces jusqu'alors inédites: ce sont la septième et onzième makamas (séances) d'Hairi, et quatre dialogues en arabe moderne de M. Arye, archiprêtre de Syrie, résidant à Peina. M. Sylvestre de Sacy a donné un excellent extrait de ces morceaux, qui

sont très curieux, dans le *Magasin encyclopédique*, 5<sup>e</sup> année, tome IV, page 216. Ce dictionnaire arabe est le plus ample que nous ayons, mais il y a des fautes: ayant été imprimé à Iéna, l'auteur n'a pu en revoir les épreuves. 9<sup>e</sup> *Enchiridion hermeneutica generalis tabularum veteris et novi fidei is*, Vienne, 1812, in-8<sup>o</sup>. 10<sup>e</sup> *Appendix ad hermeneuticum sarren*, sive *fasciculi duo veteris et novi fidei is*, Vienne, 1812, in-8<sup>o</sup>. Jahn a aussi donné une édition de la Bible en langue hébraïque, avec les variantes les plus importantes, 1806, 4 vol. in-8<sup>o</sup>: cette édition est estimée. Les ouvrages de Jahn sont peut-être ce qu'on a de mieux sur la philologie des livres sacrés. Néanmoins on reproche à cet auteur des idées singulières et des systèmes hardis. Il était attaché au parti réformateur des états autrichiens, et il ne se tint pas assés en garde contre la témérité de la nouvelle exégèse protestante, dont il cite souvent les livres avec une visible prédilection.

JAMME (ALEXANDRE-AUGUSTE), professeur en droit civil et recteur de l'académie de Toulouse, né dans cette ville en 1736. Il fit ses études au collège de l'Esquille, sous les docteurs, qui devinrent en lui des talents, et sa plume à les faire éclore. En 1759, il prononça l'éloge du professeur Dézès, qui venait de mourir. Il s'en acquitta avec tant de distinction que l'académie se rassembla sur-le-champ, et mit en délibération quelle était la récompense qui devait être accordée à un si beau talent. Il fut arrêté qu'on lui ferait présent de tous les grades. Combette d'Haute-Serre étant mort en 1760, Jamme prononça sur sa tombe un discours latin, et reçut les mêmes éloges. L'université, renouvelant d'anciens privilèges pour montrer toute sa satisfaction à Jamme, le créa chevalier de la couronne, et lui donna le grade de docteur. En 1760, pour son poème intitulé: *Le télescope*. Il eût obtenu son prix, en 1761, si les mainteneurs ne s'étaient aperçus qu'il était seul l'auteur des ouvrages dignes d'être couronnés. En parlant au barreau, la réputation de Jamme était déjà faite. Il plaida avec succès des causes remarquables: celles de Lamour, de Catherine Estienne et du comte de Provence (Louis XVIII). Il soutint dans la suite les droits des avocats avec une grande force de dialectique et une éloquence entraînante. Le barreau, pour lui en témoigner sa reconnaissance, fit frapper en son honneur, le 26 septembre 1789, une médaille portant cette inscription: *Orator patriæ*. Il soutint aussi la cause des parlements et celle de la monarchie, et, en 1793, il fut obligé de fuir avec sa famille. Il traîna, et ses biens furent confisqués. Lors du rétablissement des universités, Jamme fut mis au nombre des professeurs, et nommé directeur de celle de Toulouse. Il fut l'un des sept mainteneurs qui, en 1803, rétablirent l'académie des jeux floraux. Lors de la nouvelle institution, l'académie des sciences de la même ville le choisit pour la présider, et, pendant dix ans, il remplit cette honorable fonction. Jamme mourut à Toulouse, le 13 octobre 1818. Les ouvrages qu'il a publiés sont: 1<sup>o</sup> *Lettres des avocats du parlement de Toulouse à Mgr le garde-des-sceaux pour le maintien des droits et privilèges de la ville et de la province*, 1788, in-8<sup>o</sup>; 2<sup>o</sup> *Recherches sur l'histoire et la nomenclature de tous les gouverneurs du Languedoc, depuis les premiers temps de la domination des Romains jusqu'à nos jours*, 1800, in-4<sup>o</sup>; 3<sup>o</sup> *Discours prononcé le 2 novembre 1807, jour de la rentrée de l'Assemblée spéciale de droit de Toulouse*, et du son inauguration dans le bâtiment de l'Université université, 1807, in-4<sup>o</sup>; 4<sup>o</sup> *Eloge de Louis XVI*, Toulouse, 1815, in-8<sup>o</sup>; 5<sup>o</sup> *Discours prononcé dans la séance publique de l'académie, le 21 janvier 1815, Toulouse*, 1815, in-8<sup>o</sup>.

JAN DE LA HAMELINAYE (JACQUES-FÉLIX, vicomte), lieutenant-général, grand officier de la légion d'honneur, était en 1792 sous-lieutenant dans le 34<sup>e</sup> régiment d'infanterie, et fit la campagne de 1793, sous les ordres de Custine. Nommé capitaine le 7 janvier 1794, il passa à l'armée de Sanbre-et-Meuse. Le 10 octobre de la même année, il faisait partie de

la 71<sup>e</sup> demi-brigade, qui, d'après les ordres de Jourdan, devait traverser la Roër au-dessous de Juliers. Le pont qui avait été disposé pour effectuer le passage s'étant trouvé trop court fut emporté par le courant; mais Hamelinaye, suivi d'une cinquantaine de braves, se précipita dans la rivière, et, malgré le feu de l'ennemi, ils s'emparèrent bientôt de la position. En 1798, il fut adjoint aux adjudants-généraux, dans la campagne de cette année, et se trouva à l'armée du Danube, sous le général Masséna, pendant celle de 1799. Hamelinaye commença la campagne de 1800, en qualité de chef d'état-major de la division Souham, dans le corps du général Sainte-Suzanne. A la bataille d'Elchingen, en 1805, il eut un cheval tué sous lui. Il se trouva au combat de Halle, à la prise de Lubeck, aux affaires de Moringen et de Sanden. Le 1<sup>er</sup> février 1807, Bernadotte le choisit pour son premier aide-de-camp, et l'emmena avec lui dans les villes anéanties, dont il avait le gouvernement, et ensuite à la campagne de 1809. Le combat de Lintz, du 17 mai, le rendit digne du grade de général de brigade, dans lequel Bernadotte le fit confirmer le 19 juin suivant. Il assista à la bataille de Wagram, et fut chargé d'attaquer, le 15 juillet au soir, le village de ce nom, avec trois bataillons saxons. Déjà trois pièces de canon et plusieurs centaines d'Autrichiens étaient tombés en son pouvoir, lorsqu'il fut placé entre le feu des Autrichiens qui revenaient sur Wagram et celui d'une seconde brigade saxonne qui avait été envoyée pour soutenir les premiers, et qui, par une inconcevable méprise, l'attaqua sur ses derrières. Hamelinaye s'empressa d'échapper à une aussi fatale position en ralliant les troupes saxones sous le feu le plus meurtrier, les fit retirer avec ordre, et eut encore un cheval tué sous lui. Le maréchal Bernadotte étant survenu au moment qu'Hamelinaye effectuait cette retraite, il lui adressa les mots les plus flatteurs, et lui confia la garde des avant-postes pendant la nuit du 6 juillet. En 1810, il fut nommé baron de l'empire, et se rendit, dans le mois de mai, à Naples, puis en Calabre, où il commanda une brigade de la division du général Lamarque. Il eut ensuite le commandement des côtes depuis Scilla jusqu'à Reggio, de 1810 à 1811, et se défendit avec avantage dans ses cantonnements contre les attaques des flottilles anglaises qui venaient le port de Messine, et qu'il força à se retirer. En 1811, Hamelinaye fut envoyé en Catalogne, où il prit le commandement d'une brigade d'avant-garde, et se distingua aux affaires de la Garriga et d'Altafuella. Devenu chef de l'état-major-général de cette armée, en mars 1813, il occupa ces fonctions jusqu'en 1813, lors de la réunion de l'armée de Catalogne à celle d'Aragon. Le 15 janvier 1814, il fut nommé général de division, et quitta Paris, où il avait été appelé, pour se rendre à Troyes où devait se réunir sous son commandement la 2<sup>e</sup> division de la réserve de Paris. Quand Hamelinaye arriva à Troyes, il n'y trouva qu'un bataillon et quelques hommes de cavalerie. Déjà les Autrichiens avaient poussé leurs avant-postes jusqu'à Bar-sur-Seine; mais, appuyé par le général de brigade Bourmont et le colonel Talhouet, il put imposer à l'ennemi et rassurer les habitants de Troyes. Il étendit des reconnaissances jusqu'à Saint-Pierre, et manœuvra si habilement que les Autrichiens, trompés sur le nombre de ses forces, craignirent d'occuper plus longtemps Bar-sur-Seine, et se retirèrent à Châtillon, ce qui permit de faire arriver des troupes à Troyes pour défendre cette position importante. Pendant la retraite jusqu'à Nogent, après la perte de la bataille de Brienne et le ralliement de l'armée française à Troyes, le général Hamelinaye fit l'arrière-garde sous les ordres du général Gérard. Une maladie aiguë l'obligea de quitter l'armée et de se retirer à Chareton, où il fut opéré de la fistule, le 30 mars. Il était à peine convalescent, que le duc de Feltre, ministre de la guerre, l'emmena avec lui sur la Loire, et mit sous ses ordres Orléans, où se trouvaient réunis quatre mille hommes de vieilles troupes et un parc de cent pièces de canon. Il y maintint la tranquillité pendant la première restauration, et prit des mesures pour en repousser les Russes ou les empêcher de s'y établir. Il apprit le 10 avril l'abdication de Napoléon,



et aussitôt il envoya, en son nom et au nom des troupes qu'il commandait, son adhésion aux actes du gouvernement provisoire et du rétablissement des Bourbons. Au mois de juin, il demanda le commandement du département de la Mayenne qui lui fut accordé. Quand Napoléon entra, en 1815, il se trouvait sous les ordres du duc de Bourbon, et n'abandonna pas la cause royale. Il apprit le 31 mars l'entrée de Napoléon à Paris, et le départ de Louis XVIII. Les troupes appelées de la Bretagne à Paris ayant reçu de Monsieur l'ordre de s'arrêter, Hamelinay employa toute son autorité à faire rester à Laval le 66<sup>e</sup>, et à Mayenne le 1<sup>er</sup> bataillon du 15<sup>e</sup> de ligne. Mais le duc de Bourbon ayant quitté Angers le 23, ces mesures furent changées. Hamelinay laissa les troupes s'avancer sur la capitale, et se soumit le 25 avec les autres autorités de la Mayenne. Il reçut l'ordre de se rendre à Paris, où il demeura sans emploi jusqu'au 26 mai qu'il fut envoyé à Tours, par le ministre de la guerre, pour y prendre le commandement de la 23<sup>e</sup> division militaire. Il fut informé officiellement, le 12 juillet, de la seconde rentrée de Louis XVIII à Paris, et fit reprendre la cocarde blanche à la garnison. Le jour suivant, de graves désordres eurent lieu à Tours, après l'arrivée des neuf dépôts d'infanterie et d'un grand nombre d'officiers sans emploi; Hamelinay courut de grands dangers, et sa vie fut long-temps menacée. Oubliant alors que les citoyens ne doivent s'armer que contre les ennemis de la patrie, il voulut appeler la garde nationale pour enchaîner des braves qui ne savaient pas encore que l'on pouvait forfaire à l'honneur; mais les autorités municipales s'opposèrent avec fermeté à une mesure aussi inqualifiable qui compromettrait la sûreté de la ville. En effet, des troupes arrivaient de Blois et d'Angers, et elles n'auraient pas vu sans colère le massacre de leurs frères d'armes. Hamelinay fut obligé de céder, et se retira accompagné d'une grêle de pierres qui pleuvaient de toutes parts. Ayant appelé ensuite auprès de lui le maréchal-de-camp Nicolas, il lui permit de reprendre momentanément la cocarde tricolore que les troupes n'avaient point quittée, espérant ainsi arrêter le pillage et le désordre. Le lendemain, il quitta Tours pour se rendre auprès du ministre de la guerre. Le roi, à qui une députation de cette ville avait rendu compte de la conduite du général Hamelinay, lui fit écrire qu'il approuvait sa conduite, et qu'il pouvait retourner à Tours reprendre le commandement. Il y demeura jusqu'au 10 novembre, et y licencia neuf régiments d'infanterie. Depuis, il fut appelé, le 15 mai 1816, au commandement de la 18<sup>e</sup> division militaire à Dijon, Louis XVIII le nomma, le 18 juillet 1814, chevalier de Saint-Louis; et le 3 août suivant, commandeur de la légion d'honneur. Le 30 septembre 1820, il fut fait grand officier de la légion d'honneur, et enfin commandeur de Saint-Louis le 1<sup>er</sup> mai 1821.

JANIN (Jules), un des écrivains périodiques les plus remarquables de l'époque actuelle, est né à Saint-Rtienne, département de la Loire, le 24 décembre 1804. Il commença ses études à Lyon, et les achève au collège de Louis-le-Grand, à Paris. Il fit ensuite son droit, et écrivit en même temps dans de petits journaux. Nous nous arrêtons un peu sur cet homme de lettres, comme rédacteur de feuille quotidiennes, non seulement à cause de son talent dans ce genre, mais aussi parce que sa carrière littéraire, sous ce rapport, a besoin d'explication. Son premier début sérieux eut lieu au *Figaro*, lors de sa fondation, en 1825. C'était une feuille remplie de sarcasmes souvent spirituels, mais sanglants, et qu'alimentait parfois la colonnie. M. Janin regrette d'avoir réussi dans ce genre de satire; mais s'il a pris une assez large part à ces noirceurs éphémères, c'était avec tout le désintéressement de l'âge de dix-neuf ans, et avec une naïveté parfaite, sans s'arrêter à l'idée que de telles malices ne fussent rien moins qu'innocentes. Heureusement cela dura peu: le *Figaro* fut supprimé. Lorsque ce journal reparut, il y avait des dangers à courir: la position s'ennoblit. D'ailleurs les rédacteurs, observés eux-mêmes par la censure, s'observèrent davantage. Il ne faut pas oublier non plus que le *Figaro* faisait en même temps raison des intrigants et des gens

avantageux dans les deux partis, méritant ainsi sa réputation, et n'épargnant ni la littérature déjà surannée de l'empire, ni ces hommes dont le génie avait vieilli promptement, comme tout ce qui n'a pu briller qu'à la faveur de quelques circonstances particulières. De cette fruille, M. Janin, habitué qu'il était à ce pessimisme scripturaire, passa à la *Quotidienne*: c'était le temps du ministère de M. de Martignac. Ce journal, peu florissant et inférieur à la *Gazette*, même pour les talents, ne pouvait obtenir beaucoup d'influence. Née moins, tout en professant des doctrines politiques et religieuses que nous ne saurions admettre, il était rédigé par d'honnêtes gens, et M. Janin a conservé avec eux des liens qui lui seront toujours obscurs. Mais cette feuille était nécessairement mal dans l'opinion, et M. Janin, outre l'odieux du système qu'elle avait à défendre, devait encourir le reproche personnel d'une sorte de versatilité, inexcusable aux yeux de ceux qui ne le connaissent que de nom et un peu pressés de juger. Cependant il n'eût pas pris l'habitude de signer tous ses articles, s'il n'y eût pas mis aussi tant de bonne foi qu'il trouvait de talent les abonnés de la *Quotidienne*, dont le nombre augmenta alors. Depuis que M. Janin a travaillé, disait sans amour-propre, ou avec naïveté, le rédacteur en chef de cette feuille si long-temps délaissée, elle se fait lire. A la vérité, des principes de conduite plus sévères auraient pu dissuader de s'engager dans cette voie un homme trop loyal pour y persister; mais enfin le devoir dépend beaucoup de l'idée qu'on s'en forme, et ce qui semblerait d'abord un égarement, peut n'être souvent qu'une erreur de l'esprit, ou même une inadvertance de jeunesse. M. Janin est disculpé en très grande partie par cela seul qu'en voyant apparaître le ministère du 8 août, il s'effraya du triomphe de la *Quotidienne*, loin de se féliciter des avantages qui pouvaient en résulter pour lui-même. Malgré les représentations que dans ce sens on ne pouvait manquer de lui faire, malgré toutes les instances, il quitta cette feuille dès le 15. Ce qui lui avait paru, comme simple théorie d'opposition, un jeu d'esprit dénué d'importance, il s'est bêté de le désavouer comme plan d'excécution: heureux de protester si à propos contre des fins politiques qu'il ne s'était point proposées, et de se retirer au moment où un honneur moins sincère, moins désintéressé, eût tout fait pour être admis! Depuis l'avènement de M. de Polignac, le *Messager* restait sans maître: M. Janin et ses amis le chetèrent, et il en fut le rédacteur en chef pendant trois mois, durant lesquels cette feuille conserva sa récente indépendance. Il a passé enfin au *Journal des Débats*, qui lui ouvrit ses colonnes, et qui a fait ainsi une acquisition précieuse. M. Janin s'y occupe d'un genre d'articles plus analogue peut-être à son inclination et plus conforme à ses vrais moyens. Nous pensons que le public pourra reconnaître en lui un successeur des Duvergier, ou même des Geoffroy, si jamais la Comédie Française se relève de ses pertes. Si, de notre temps, ce qu'on ne saurait guère se promettre, le chaos actuel, véritable quatre-vingt-troisième de la littérature, peut faire place aux productions de la raison et du goût, sans pour cela ramener au théâtre l'amour exclusif des traditions grecques ou romaines. En attendant ces heureux jours, M. Janin enrichit la feuilleton des *Débats* d'articles d'une critique pleine de justice, de goût, de convenance, et pénétrée d'esprit, trop peut-être: c'est vraiment un tour de force, si l'on considère la valeur de la plupart des pièces dont il rend compte; il les voit, et demande: nous sommes ce qu'il doit penser de sa tâche. Le corps du journal contient aussi d'excellents articles du même auteur sur des sujets très divers. On y trouve une facilité étonnante et les preuves répétées d'une lecture immense pour un auteur si jeune, et d'une mémoire qui le sert toujours avec un merveilleux à propos. Ce qui contribue beaucoup au charme qu'on trouve dans ces articles de M. Janin, et ce qui fait de ses grands mérites d'un écrivain, c'est que, sous l'apparence d'une grande légèreté, il n'y a presque pas une phrase qui ne fasse penser le lecteur. M. Janin a dans la tête beaucoup de bonne et vraie philosophie. Sa manière est souvent celle de Diderot; de Diderot surtout tel que

nom le sème dans sa conversation, si poétique, si pleine d'insinuation. Les apparentes contradictions que l'on remarque dans la vie littéraire de M. Jansen sont dues à ce scepticisme politique dont nous avons parlé, et qui l'a exposé à des reproches inconsidérés. Cette disposition d'esprit peut être générale chez lui; elle peut provenir de l'étude des vices, qui permet d'induire, et qui souvent réduit à venir ce qu'il y a d'incertain dans les choses. Mais en suivant cette marche peu décisive, qui a bien son inconvénient pour le lecteur, M. Jansen a pourtant conservé une honorable attitude. Entouré d'amis, peu répandu du reste, et vivant simplement, il est lui-même l'ami des partis qui succombent et des pouvoirs dont il n'y a plus rien à attendre. Il a travaillé à quelques autres recueils périodiques, entre autres à *La revue de Paris*, dont il est un des fondateurs; il y a donné des articles remarquables sur sa ville natale, Mirabeau, lord Byron, etc. Il est aussi l'auteur de *L'âne mort et la pomme guillotine*, Paris, 1829, 1 vol. in-12, parodie sérieuse et exotique d'un livre de M. Hugo. Cette production est aussi originale qu'intéressante, et on est surpris, en songeant à l'âge de l'auteur, d'y trouver une aussi grande quantité de traits d'observation et une connaissance aussi approfondie du cœur humain. Il a donné ensuite *La confusion*, Paris, 1830, 2 vol. in-12, ouvrage qui ne suit pas le précédent, et dont le but n'est pas facile à deviner. *Barnave*, qui va paraître, troisième roman de M. Jansen, appartenant probablement à la même classe que les deux premiers.

JANSEN (Hervé), homme de lettres, auteur de plusieurs traductions, naquit à La Haye, en 1747. Il descendait, dit-on, d'une branche de la famille de Jumeau. Il vint à Paris en 1770, et y recut du produit de ses traductions. L'anglais, l'allemand, le français et sa langue maternelle lui étoient également familières. Il fut quelque temps libraire, s'attacha au prince de Talleyrand, qui lui donna le soin de sa bibliothèque, et devint ensuite, par la protection de ce prince, censeur impérial. Il est mort en avril 1812. Il a traduit les ouvrages suivants : 1° (avec M. Suard) *Bois de l'Amérique*, par Robertson, Paris, 1775, 2 vol. in-4° et 4 vol. in-12; 2° *Recherches historiques sur l'état de la religion chrétienne au Japon*, relativement à la nation hollandaise, traduite du hollandais du baron Thomsen de Mar, Paris, 1778, in-12; 3° *Lettres françaises de M. Winkelman*, traduite de l'allemand, Amsterdam (Paris), 1791, 3 vol. in-12; 4° *Ouvrages de M. le chancelier Antoine-Raphaël Meunier*, publiés en allemand par J.-C. Füssli, et traduits en français, Paris, 1781, in-8°; 5° *Remarques sur l'architecture des arènes*, par Winkelman, traduite de l'allemand, Paris, 1783, in-8°; 6° *Recueil de lettres sur les découvertes faites à Herculanum, à Pompei, à Stabia, à Capri et à Rome*, avec des notes critiques, par Winkelman, traduite de l'allemand, Paris, 1784, in-8°; 7° *Aventures de Friso, roi des Gangarides*, poème en dix chants, par G. de Haren, avec quelques autres pièces du même auteur, traduit du hollandais, Paris, 1785, 2 vol. in-8°; 8° *Recueil des différentes pièces sur les arts*, par Winkelman, traduite de l'allemand, Paris, 1786, in-8°; 9° *Le grand livre des peintres*, par Girard de Lairesse, traduit du hollandais, Paris, 1787, 2 vol. in-12; 10° *Recueil de pièces intéressantes concernant les antiquités, les beaux-arts, les belles-lettres et la philosophie*, traduite de l'anglais et de l'allemand (avec Krüffer), Paris, 1787 et années suivantes. Ce recueil a aussi paru sous ce titre : *Conservatoire des sciences et des arts*. 11° *Discours prononcés à l'académie royale de peinture de Londres*, par Joseph Reynolds, traduite de l'anglais, Paris, 1787, 2 vol. in-8°; 12° *Idées sur le genre et l'action théâtrale*, par Engel, traduit de l'allemand, Paris, 1788, 2 vol. in-8°; 13° *Tableaux d'arithmétique linéaire, du commerce, des finances et de la dette nationale d'Angleterre*, traduits de l'anglais de William Playfair, Paris, 1789, in-4°; 14° *Histoire du charbon de terre et de la tourbe*, traduite de l'allemand de Pfeiffer, Paris, 1787, in-12; 1795, in-8°; 15° *Lettres écrites du Portugal sur l'état ancien et actuel de ce royaume*, traduits de l'anglais de miss Philadelphus Stewens, Londres et Paris, 1790, et la suite du *Tableau de Li-*

bonne en 1796, par Currie, publié par Jansen, Paris, 1797, in-8°; 16° *De l'Allegorie*, ou traité sur cette manière, par Winkelman, Addison, Lutzer, traduit de l'anglais et de l'allemand, Paris, 1799, in-8°; 17° *Rosa et Damette*, roman pastoral, traduit du hollandais de Loosjes, Paris, 1806, in-12; 18° *Recherches historiques sur l'usage des chevaux postiches et des perruques, dans les temps anciens et modernes*, traduit de l'allemand de Christ-Fred. Nicolas, Paris, 1809, in-8°. Jansen a encore publié : 1° *Essai sur l'origine de la gravure en bois et en taille-douce*, et sur la connaissance des estampes du quinzième et seizième siècles, 1808, 2 vol. in-8°; 2° *De l'invention de l'imprimerie, ou analyse de deux ouvrages sur cette matière*, par M. Meerman, etc., Paris, 1809. Il a aussi traduit le *Discours sur l'égotisme des hommes*, par Paulus, 1795, in-8°; le *Précis de l'histoire universelle de J.-N. Zupf*, 1810, 5 vol. in-12; les *Voyages de Hafner dans l'Inde*, 1811, 2 vol. in-8°, et les *Voyages de Mirza-Abu-Taleb-Khan, en Asie, en Afrique et en Europe*, écrits par lui-même, traduits du persan en anglais par C. Stewens, et de l'anglais en français par Jansen.

JANSON (CHARLES DE FORBIN), né à Paris, le 3 novembre 1785, fut auditeur au conseil d'état sous l'empire, puis entra dans les ordres, et devint vicaire général à Chamberi. Il établit, en 1814, avec l'abbé de Rouzan, des conférences à Beauvais, et, pendant les cent jours, on le désigna pour aumônier de l'armée qu'on essaya d'organiser, dans la Vendée. Les journaux de 1817 ont beaucoup parlé des effets qu'il a produits dans une grande partie de la France, comme chef de mission. Nommé, en 1818, à l'évêché de Nanci, il occupa encore aujourd'hui ce siège. — JANSO (Charles-Théodore-Antoine-Palamede-Félix, comte de FOSSAT), frère du précédent, naquit à Paris, en 1785, suivit sa famille dans l'émigration, et devint, en 1800, malgré sa grande jeunesse, chambellan de l'électeur de Bavière. Retenu du service de Bavière, il fut nommé, en février 1814, chef d'un corps de partisans, et, en février de l'année suivante, chef dans la légion de la Nièvre. Bonaparte, étant remonté sur le trône, le nomma son chambellan, et l'attacha à l'état-major de l'armée ou qualité de colonel. Enfin un décret impérial du 3 juin l'éleva à la pairie. Il accompagna Bonaparte à Waterloo, et, à la chute des Bourbons, il fut banni de France. Son père, le marquis de Forbin-Janson, ancien lieutenant-général, réclama vainement dans un mémoire la clemence de Louis XVIII : le nom de son fils fut maintenu sur la liste des proscriptions. Après avoir habité Rome, le marquis de Janson se fixa à Prague avec sa famille. Il est revenu en France en 1821, en exécution de l'ordonnance qui mit fin à l'exil des trente-huit.

JANSENS (JAN-QUILLARTS), lieutenant-général, né à Nîmes, le 12 octobre 1763. Il était fort jeune lorsqu'il entra comme cadet au régiment d'Alta, où son père était officier, et il le devint lui-même dès l'âge de quinze ans. Ce fut seulement dix ans plus tard que s'étant rendu agréable au parti orangiste, il en fut récompensé par le grade de capitaine, en passant au régiment d'Wartelsleben. Blessé devant Menin, en 1793, le 13 septembre, il continua de servir, non seulement l'année suivante, mais après les changements politiques opérés en 1795; cependant, vers cette époque, ses diverses blessures étant mal guéries, il obtint une pension de retraite. Quelque attaché qu'il fût à sa patrie, il avait trop de droiture et de lumières pour méconnaître les avantages qu'elle pouvait retirer d'une nouvelle organisation : il entra sans répugnance dans l'administration des troupes françaises que la Hollande eut à solder. Il y fut bientôt chargé des fonctions de commissaire-général, et les exerça durant plusieurs années, pendant lesquelles il alla remplir à Paris, avec autant de succès que d'intégrité, plusieurs missions délicates. Dans ces occasions, où on lui confiait des sommes assez considérables dont il n'avait à produire aucun compte, on le vit, non sans surprise, les rendre à son retour, n'en ayant prélevé que des frais de voyage calculés avec une rigoureuse économie. Quant à sa gestion ordinaire, il y mit tant d'ordre qu'il obtint une diminution des dépenses publiques, égale pour chaque journée à la somme du traitement

annuel dont il jouissait. Lorsqu'en 1803 cette administration fut supprimée, l'estime universelle qu'il y avait acquise le fit nommer général en chef au cap de Bonne-Espérance, et gouverneur de la colonie. Aussitôt que sa présence au Cap cessa de paraître indispensable, il alla visiter les terres. Il sentait que les résultats de ce bel établissement seraient un jour susceptibles d'une grande extension, et les Anglais prouverent qu'ils le comprenaient aussi, lorsque pour expulser sans retour les Hollandais de cette extrémité de l'Afrique, ils saisirent le prétexte de la guerre contre la France sous l'influence de laquelle se trouvait la république batave. Le gouverneur avait déjà pénétré dans la Cafrerie méridionale, et avait conclu un traité avec un roi ou chef, du nom de Gaika, lorsqu'il se vit arrêté dans ses desseins par la nouvelle de l'attaque que projetaient les Anglais. L'approche du danger réunissant tous les esprits, dans l'intérieur des terres comme au chef-lieu, le général Janssens fut secondé avec zèle quant aux préparatifs de défense. Il ne désespérait point de sauver la colonie; mais le gouvernement ayant aussi des craintes pour l'île de Java, possession plus importante encore, envoya d'Europe l'ordre de faire passer à Batavia la meilleure partie des troupes. La situation du Cap devint dès lors extrêmement critique, et, vers les premiers jours de janvier 1806, le débarquement de dix mille Anglais, sous les ordres de Baird, rendit impuissants tous les efforts du général Janssens qui n'avait à sa disposition que dix-neuf cents hommes, composés en partie de simples colons peu exercés, ou même de Hottentots. Du moins sa conduite, aussi habile que valeureuse, et à laquelle les ennemis rendirent justice, lui fit obtenir une capitulation honorable: il fut ramené en Hollande par les Anglais, lui et les troupes qui ne l'avaient pas abandonné dans le combat du 8. Il avait fait tout ce qui avait été en son pouvoir, et, à son arrivée, il fut accueilli d'une manière flatteuse par Louis-Napoléon qui régnait alors à La Haye. Il en reçut, au mois de juillet, le titre de conseiller-d'état en service extraordinaire et de secrétaire-général du département de la guerre. Il présida ensuite, comme conseiller d'état en service ordinaire, les sections de la guerre et de la marine, et, après d'autres attributions analogues, il fut enfin ministre de la guerre en 1807. Remplacé, en 1809, par une détermination attribuée à la faveur trop particulière dont on prétend qu'il jouissait auprès de quelques autres membres de la famille impériale, il conserva, outre le grade de lieutenant-général, le titre de conseiller-d'état, avec un traitement de 8000 florins. Lorsqu'il revint d'Italie, où ce loisir lui avait permis de faire un voyage, le roi porta les yeux sur lui pour le gouvernement des possessions hollandaises dans les mers des Indes; mais avant d'avoir exécuté ce projet, Louis crut devoir abdiquer, et, à cette occasion, il envoya le général Janssens auprès de l'empereur. L'entretien accordé par Napoléon se prolongea d'autant plus que les affaires de la Hollande y étaient considérées surtout dans les intérêts de l'empire. Après s'être fait donner divers éclaircissements, au sujet desquels il fut très content de l'envoyé de son frère, Napoléon garda un moment le silence, et ne termina l'incertitude du général qu'en rédigeant lui-même le décret qui, sous la date du 9 juillet 1810, réunit la Hollande à l'empire français. Presqu'aussitôt inscrit au nombre des généraux de division en activité, le général batave reçut, avant la fin de l'année, la mission la plus agréable pour lui, celle d'administrer et de défendre les anciens établissements de la Hollande, aux îles de la Sonde, où il remplaça Daendels, après une traversée de cent dix jours. Les ressources militaires propres à faire espérer la conservation de ces riches colonies excitèrent d'abord toute sa sollicitude. L'armée à Batavia était assez nombreuse, mais peu redoutable à cause de l'incapacité de la plupart des officiers, et parce que les soldats javanais avaient été enrôlés malgré eux, et regardaient le service régulier comme une servitude. Les inconvénients de l'insalubrité du climat se faisaient sentir particulièrement à cette époque, et la ville ne renfermait pas moins de quatre mille malades. Napoléon voulut disposer de trois mille Européens pour protéger l'île; mais l'attente de ce

puissant renfort fut déçue, on n'en vit arriver qu'un diadème. Destiné à succomber une seconde fois devant le pavillon de la Grande-Bretagne, mais ayant résolu de tenter tout ce qui serait possible, le général Janssens fut attaqué dans ses retranchements, le 26 septembre 1811, par des forces très supérieures. Sa brillante conduite, sa valeur, et le dévouement des officiers offraient quelques chances de succès; mais les soldats indiens prirent la fuite, et le général, ainsi réduit à ordonner la retraite, fut poursuivi par un détachement de cavalerie. Sa perte semblait inévitable: cependant comme on aspirait surtout à le faire prisonnier, il échappa, et, parvenu à Buitensorg, après avoir incendié sur sa route des magasins d'épicerie, il refusa la capitulation offerte par le gouverneur des Indes anglaises, le lord Minto. Néanmoins les faibles débris qu'il pouvait rassembler, ne lui permettant pas même de conserver cette position, il alla jusqu'à Samarang, où quelques chefs du pays lui amènèrent des levées peu considérables, et qui se dispersèrent au moment du péril. Forcé d'écouter les propositions des ennemis, il n'eut point à se louer de leur générosité: ils le punirent d'une persévérance qui aurait dû leur inspirer des égards. Fait prisonnier avec ses officiers, il fut transporté en Angleterre, et eux dans le Bengale. Au mois de novembre 1813, on lui permit de se rendre en France, sur sa parole de ne point servir contre la Grande-Bretagne jusqu'à ce qu'il fût échangé. En arrivant à Paris il demanda que sa conduite fût examinée par un conseil de guerre; mais Napoléon qui savait pardonner au malheur chez des hommes dignes d'une meilleure fortune, lui répondit: «J'ai moi-même examiné votre affaire, je vous ai justifié complètement, et je vais vous employer à l'intérieur.» Non seulement Napoléon lui confia ce effet le commandement d'une division militaire, le 31<sup>e</sup>, dont le chef-lieu était Groningue, mais il l'indemnisait de ses pertes, et le fit baron de l'Empire. Une émeute ayant donné des inquiétudes dans l'Ost-Frise, le général Janssens l'apaisa par des mesures prudentes, et sans faire de victimes. Il protégea même contre le ressentiment des Français, le comte de Bentinck-Ross qui était tombé dans leurs mains après le soulèvement de ses anciens vasaux. Mais lorsque des frégates anglaises parurent devant Hambourg, il fit observer qu'il ne pourrait agir contre les troupes de cette puissance, puisqu'il n'était pas encore échangé. Lui de désapprouver des scrupules si légitimes, le gouvernement le fit passer à Mézières, dans la seconde division, où l'acte de son échange arriva enfin au commencement de 1815. L'année suivante, au mois de mars, il reçut l'ordre de ne laisser dans les places fortes qu'un tiers des troupes, et de se mettre aussitôt en marche, à la tête du reste, pour rejoindre l'empereur: ce renfort, d'environ six mille hommes, ne put arriver à Reims que le lendemain du jour où les Russes, commandés par Saint-Priest, avaient été obligés d'abandonner la ville. C'était dans un des moments qui, malgré les difficultés de cette campagne de 1814, faisaient croire à Napoléon qu'un dernier résultat favorable ne serait pas impossible; mais il importait de ne confier des divisions entières qu'à des hommes aussi habiles qu'audacieux. Cello dont le commandement fut offert au général Janssens, l'eût placé sous les ordres du prince de la Moskowa, si l'on n'eût craint une responsabilité semblable, et allégué son peu d'expérience pour faire mouvoir des masses devant des ennemis aussi nombreux. Ce refus modeste ne parut point déplaire; mais, lorsqu'il s'agit de retourner à Mézières, le général objecta que dans cette position il aurait peut-être à combattre contre les Hollandais, et qu'il ne pouvait s'y résoudre: alors l'empereur lui dit d'aller attendre à Paris que les circonstances changeaient. Il n'en sortit qu'après l'entrée des alliés. Il offrit ses services au roi des Pays-Bas qui sans lui faire de reproches, et se rappelant seulement les blessures reçues par cet officier auprès de sa personne, en 1793, lui conserva le grade de lieutenant-général, et lui confia en partie l'organisation de l'armée qu'on formait alors. Quand il plut aux arbitres de l'Europe de donner à la Hollande les provinces françaises com-

prises sous le nom de Belgique, le général Janssens y fut chargé de l'administration de la guerre; mais, dès le mois de mai 1815, il fit accepter sa démission. Il recut alors, pour lui et ses descendants, le titre de *jankeer* ou écuyer. Il était déjà grand-croix des ordres de l'union et de la réunion; le roi des Pays-Bas le fit grand-croix et chancelier de l'ordre militaire de Guillaume, et le roi de France le maintint au nombre des grands-officiers de la légion d'honneur.

JANSENS (N.), célèbre statuaire belge, naquit à Bruxelles vers le milieu du dernier siècle. Il fit de bonne heure des progrès rapides dans le dessin et la sculpture, et il voyagea en Italie pour perfectionner les connaissances qu'il avait acquises dans ces deux arts. De retour dans sa patrie, il fut chargé, avec le célèbre sculpteur Olivier, des embellissements du parc. Vingt ans plus tard, le gouvernement français le nomma inspecteur des travaux publics. Il mourut en 1816, laissant une famille sans fortune. On a de lui divers ouvrages très estimés des connaisseurs; ce sont: un Neptune en courroux, placé au mois d'avril 1776, à la fontaine de la longue rue Neuve, à Bruxelles, et débordant peu de temps après sans qu'on ait pu jamais le retrouver, ni découvrir l'auteur du larcin (ce morceau était d'un travail achevé); une statue d'Apollon, copiée de l'antique; la statue colossale de David, placée sous le portail de l'église de Caudenberg; celles de Flore et d'Hébé, dans les jardins du palais de Laeken; la Religion et la Charité, figures allégoriques, dans la cathédrale de Gand. Ces derniers ouvrages sont les plus remarquables de Janssens. Il avait une opinion singulière sur le torse; il prétendait que c'était le débris d'une statue représentant Ulysse tirant de l'arc. Il le restaura, suppléa aux membres qui manquaient à cet ouvrage, suivant son hypothèse, et en fit un chef-d'œuvre qui décele un génie vigoureux et une profonde connaissance de l'antiquité.

JAUBERT (FRANÇOIS, comte), naquit à Bordeaux, en 1758. Il était avocat au parlement de cette ville, lorsqu'en 1790, il fut élu membre de la première municipalité constitutionnelle de Bordeaux. Nommé un peu après commissaire du gouvernement près le tribunal civil de Bordeaux, et membre de la commission populaire formée dans la même ville pour résister aux usurpations des jacobins, il fut mis hors la loi; mais le 9 thermidor le sauva. Il reprit alors les fonctions d'avocat, et fut nommé, en 1800, membre du tribunal qu'il présida en 1801. Membre de la section de législation, il fut rapporteur de beaucoup de projets de lois du gouvernement, et eut, dans cette mission, à acquiescer à un tel degré la faveur du pouvoir, qu'il fut nommé tout à la fois inspecteur-général des écoles de droit, conseiller d'état, section des finances, et commandant de la légion d'honneur. Depuis il recut encore la croix de l'ordre de la réunion. Le collège électoral de la Gironde le nomma deux fois candidat au sénat. Le 9 août 1807, après qu'une nouvelle loi eût placé la banque sous le joug du gouvernement, M. Jaubert fut nommé gouverneur, avec un traitement de soixante mille francs. Au retour d'un voyage de Napoléon à Decade, en 1812, il recut de l'empereur, en présence de la cour, les reproches les plus vifs sur l'esprit d'opposition qui animait la banque, et particulièrement M. Nedier, l'un des sous-gouverneurs, dont M. Jaubert entreprit la défense, en négligeant les accusations qu'on lui intentait à lui-même. Nommé, en janvier 1815, chef de la première légion de la garde nationale de Paris, il alla avec cette légion au-devant du comte d'Artois. Néanmoins il perdit alors le gouvernement de la banque, et n'eut pour dédommagement que le brevet de grand officier de la légion d'honneur. Bientôt après, il fut nommé conseiller à la cour de cassation et conseiller d'état honoraire. Lors du débordement de Napoléon à Cannes, il signe avec ses collègues l'adresse que la cour suprême envoyait au roi Louis XVIII, pour protester de son dévouement, et pourtant, le 24 mars suivant, il entra au conseil d'état impérial, et se fit nommer directeur-général des contributions indirectes, à la place de M. Béranger. Durant sa courte administration, il introduisit la division territoriale qui a été maintenue, et établit les abonnements facultatifs

pour les droits de débit sur les boissons. Au retour de Louis XVIII, M. Jaubert fut éloigné de la cour de cassation; mais il y reentra en 1818, et y siégea jusqu'à sa mort arrivée le 17 mars 1822. Il avait, depuis quelques années, perdu le commandement de la quatrième légion de la garde nationale, dont il fut pourtant renommé colonel honoraire. Ce n'était, il faut l'avouer, ni un citoyen patriote, ni un homme d'état d'un caractère indépendant. On l'a vu constamment le serviteur de tous les pouvoirs qui se sont succédés; mais il fut un bonnet homme, un administrateur tolérant et habile, un magistrat intègre, et un jurisconsulte éminent. Les mémoires qu'il écrivit comme avocat, les consultations nombreuses qu'il rédigea comme jurisconsulte, les rapports qu'il fit et les discours qu'il prononça sont écrits avec une lucidité remarquable. Un anonyme a publié une *Notice sur M. le comte Jaubert*, Paris, 1820, in-8°.

JAUBERT DE PASSA (FRANÇOIS-JACQUES, baron), correspondant de l'académie des sciences, né à Passa (Basses-Pyrénées), le 24 avril 1785, fut, sous l'empire, auditeur au conseil d'état et sous-préfet de Perpignan. A la restauration, il quitta les emplois publics, et ne s'occupa plus que de travaux scientifiques, et surtout de l'économie rurale. Les succès qu'il obtint dans cette branche de nos connaissances engagea l'académie des sciences à l'admettre au nombre de ses correspondants, et, presque en même temps, il fut reçu dans le sein des sociétés d'agriculture de Paris, de Perpignan, de la société royale des antiquaires de France, et de plusieurs établies à Boulogne, Montauban, Narbonne, Valence (en Espagne), etc. Il a publié: 1° *Notice historique sur la ville et le comté d'Empuries*, en Catalogne (Extrait des *Mémoires de la société royale des antiquaires*, tome V), Paris, 1822, in-8°; 2° *Voyage en Espagne*, dans les années 1816-17, ou recherches sur les arroyos, sur les lois et coutumes qui les régissent, etc., etc., Paris, 1823, 2 vol. in-8°; 3° *Essai historique sur les Gitano* (Extrait des *Nouvelles annales des voyages*), Paris, 1827, in-8°. Indépendamment de ces ouvrages, le baron Jaubert de Passa a fourni un grand nombre d'articles à divers recueils scientifiques de France et d'Espagne, notamment dans les *Annales d'agriculture*, des mines, dans les *Mémoires de la société royale et centrale d'agriculture*, etc. On attend de lui de nouveaux ouvrages, au nombre desquels on cite: un *Traité de la culture de l'olivier*, une *Statistique du département des Pyrénées-Orientales*, une *Histoire du Roussillon*, un *Essai sur les cortès d'Aragon et de Catalogne*, etc. M. Jaubert est le premier rédacteur du *Bulletin de la société royale d'agriculture de Perpignan*.

JAUREGUY Y JAUREGUY (D. GASPARD, ou EL PASOR), brigadier des armées espagnoles, né vers 1780, à Villa-Réal, province de Guipuscoa. Il était berger au commencement de la guerre contre Napoléon, et se mit à la tête de quelques paysans dont il forma une guérilla. Le major Acedo, chef de l'un des bataillons français de la Cantabre, officier d'un mérite distingué, joignit sa bande à la sienne, et tous deux firent beaucoup de mal aux troupes françaises. Il allait tantôt seul, tantôt avec Acedo, attaquer les détachements qui traversaient les gorges de la Biscaye, et il manquait rarement de les enlever. Le roi, à son retour, récompensa ses services en l'élevant au grade de brigadier. Acedo ayant été impliqué dans la conspiration de Rencorales, qui, en 1815, tenta vainement d'exciter des mouvements constitutionnels dans sa patrie, Jaureguy, dont il avait été si long-temps le conseil et l'ami, se trouva dans la pénible nécessité de déposer contre lui, et de lui livrer une lettre confidentielle qu'il en avait reçue au sujet de la conspiration. Aussi lui reprocha-t-on amèrement l'arrestation d'Acedo: on alla jusqu'à l'accuser de l'avoir dénoncé; mais ce n'est qu'un soupçon qu'on n'a jamais pu justifier. Lors de la révolution de 1820, Jaureguy se prononça fortement en faveur des nouvelles institutions. Il servit la cause constitutionnelle avec un zèle et une activité qui le rendirent plus d'une fois redoutable aux soldats de l'armée de la foi. Employé sous les ordres du général Torrijos, Jaureguy harcela par des marches multiples

l'armée française en Catalogne et dans la Navarre. Connus sous le nom de son premier maître, El Pastor, Jauregui avait toujours soin de s'emparer de ces retranchements naturels qui fortifient l'Espagne : les Français essayèrent souvent en vain de l'en chasser : mais il était même redoutable en rase campagne. Forcé de s'expatrier au rétablissement de l'autorité absolue en Espagne, El Pastor s'est réfugié en Angleterre, attendant qu'une nouvelle révolution dans le gouvernement de son pays lui permette d'y retourner.

**JAUSION.** Voyez CLARENDON.

**JEAN VI (MARIE-JOSEPH-LOUIS)**, roi de Portugal, second fils de Marie I<sup>re</sup> et de l'infant don Pedro, oucle et époux de cette princesse, naquit à Lisbonne, le 13 mai 1769. Son frère aîné, le prince Joseph, étant mort, en 1788, sans laisser de postérité, Jean devint l'héritier présomptif de la couronne. Le roi étant tombé dans un état de démence incurable, il prit les rênes du gouvernement, le 10 mars 1793, mais les actes continuèrent à porter le nom de la reine. Jean ne s'était pas cru appelé à régner, et il ne songea pas à cultiver son esprit. Livre aux moines, il contracta de bonnes heures ses habitudes. Il était versé dans la liturgie, et se plaisait à chanter au lutrin. Sous le titre de prince régent, il ne fut d'abord que l'instrument d'un ministre composé, à l'exception de Seabra, d'hommes inhabiles et vendus à l'Angleterre. Ainsi cette puissance parvint-elle à entraîner le Portugal dans la première coalition contre la France, malgré les offres avantageuses que la convention lui fit faire au cabinet portugais pour conserver la neutralité. Le prince fournit à la coalition un corps de six mille hommes, qui, placé sous les ordres du général anglais Forbes, seconda l'Espagne dans l'invasion du Roussillon. Le gouvernement français souffrit pendant une année cette agression, et, au bout de ce temps, il envoya en mer plusieurs corsaires qui firent éprouver au commerce portugais de grandes pertes qu'on a évaluées à 200,000,000 de francs, depuis 1794 jusqu'à la paix de 1801. A mesure que le commerce déperissait, que la guerre et la contrebande diminuaient le produit des douanes, les dépenses augmentaient, on dilapidait les trésors de l'état, la vanité la plus scandaleuse déshonorait toutes les parties de l'administration, et la nation était livrée à une foule de tyrans subalternes. Le 22 juillet 1793, l'Espagne traita avec la république française, et elle abandonna les intérêts du Portugal, qui rappela ce qui restait des soldats qu'il avait fournis à la coalition, sans toutefois oser s'en détacher. Cependant les revers qu'éprouvèrent les armées combinées ouvrirent les yeux du régent, qui chargea le chevalier d'Arasjo de traiter de la paix avec le directoire. Le ministre, qui rendait alors près de la république batave, se rendit à Paris, et réussit à conclure un traité désavantageux à la France, ce qu'on ne peut expliquer que par le désir qu'avait le directoire de se montrer modéré; mais heureusement la faction anglaise ne permit point au cabinet portugais de ratifier ce traité. Cette faction voyait alors croître son influence par l'entree au ministère de don Rodrigo de Souza Coutinho, et elle finit occuper Lisbonne et les foras qui la défendent par de l'infanterie et de la cavalerie anglaise, auxquelles s'étaient joints quelques corps d'émigrés. Dans ces circonstances, le marquis Ponte de Lima, ministre des finances, qu'on accusait de prodiguer les fonds de l'état à la noblesse, voulant réparer le désordre des finances, créa un papier-monnaie portant intérêt à six pour cent, et recevable pour moitié dans tous les paiements; mais le trésor manqua à ses engagements de la première émission de ce papier, qui se lit avec si peu d'ordre qu'on n'a jamais su combien il en avait été émis. On s'en servit pour rembourser d'anciennes créances, et pour faire de nouvelles largesses aux favoris du pouvoir. La seule personne qui eût de l'empire sur l'esprit du régent était alors Manique, intendant de police, qui le dominait en lui faisant redouter une conspiration de la part des jacobins et des franc-maçons, fourbe consommé, soutenu du duc de Lafões et de Seabra, et aveuglé

instrument des Anglais. Ce fut par ses conseils que Jean prit, en 1799, le titre de régent, et fit inscrire son nom sur tous les actes publics et sur la monnaie. Seabra s'était opposé à ce changement, en soutenant que les cortès devraient d'abord se réunir; mais il fut exilé, et un nouveau ministère fut composé. Le régent, privé du seul homme capable de l'aider au ministère, donna au duc de Lafões, pour le conseiller de la part de son aïeul, les titres de généralissime et de grand-chambellan; mais ces honneurs rachaient une disgrâce prochaine. L'influence anglaise venait de porter Almeida au ministère; c'était un homme médiocre, mais dévoué à l'Angleterre. A cette époque, le premier consul, voulant tirer vengeance de la conduite du Portugal envers la France, décida l'Espagne à lui faire la guerre, et envoya une armée, commandée par le général Leclerc, pour appuyer les opérations. L'armée espagnole, sous le commandement nominal du prince de la Paix, parut sur les frontières de l'Alentejo, et les Français s'approchèrent de la province de Beira, qui pourtant ils ne dépassèrent point. Le cabinet anglais, reconnaissant la nécessité de faire une trêve avec la France, se fournit au Portugal que quelques secours pécuniaires. Jean VI, abandonné de son aïeul, se décida à traiter séparément, et envoya Pinto, ministre des affaires étrangères, à Badajoz, afin de négocier avec Lucien Bonaparte et le prince de la Paix. Pour sauver l'honneur de la nation, le régent avait ordonné quelques préparatifs de défense, et le duc de Lafões, généralissime, s'était rendu à l'armée devant Abrantes. Pinto suscita des embarras qui entravèrent les négociations, et décidèrent le prince de la Paix à faire une démonstration hostile. Le but de Pinto était d'achever de perdre le duc dans l'esprit du régent. Les Espagnols prirent Olivença et quelques autres places délaissées, et forcerent l'armée portugaise, mal disciplinée, à battre en retraite. Le traité de Badajoz, signé le 6 janvier 1801, termina cette guerre sans gloire. Bonaparte ayant refusé de le ratifier, on en fit un second à Madrid, le 6 juin de la même année. Par ce traité, la France étendit son territoire dans la Guisane, et le Portugal s'engagea à lui payer 25,000,000 fr. et à fermer ses ports aux Anglais. L'Espagne garda Olivença et son territoire, et le prince de la Paix fut créé grand duc de Portugal, avec le titre de comte d'Evora-Monte. C'est alors que les agents de Pinto accusèrent hautement le généralissime d'avoir causé, par son incapacité, le désastre de l'armée portugaise, et ils allèrent jusqu'à laisser entendre qu'il y avait eu trahison de sa part. Le régent, feignant d'ajouter foi à ces accusations, dont il connaissait mieux que personne la fausseté, priva le duc de Lafões de tous ses emplois, et l'exilait de sa présence. Pinto fut récompensé et créé vicomte, mais le public se prononça pour le duc, et lui témoigna une estime qui le consolait de sa disgrâce. Le Portugal, épuisé par les prodigalités de la reine et du régent, emprunta en Hollande les 25,000,000 fr. dus à la France. Cependant la paix d'Amiens rétablit le commerce portugais, et, malgré le renouvellement des hostilités entre l'Angleterre et la France, en 1803, le Portugal continua à jouir des avantages de sa neutralité, au moyen de 15,000,000 fr. payés à la France. C'est à partir de cette époque que l'influence française balança le crédit de l'Angleterre à la cour du Portugal. Nos draps furent admis sur le même pied que ceux de l'Angleterre, plusieurs Français recurent l'indemnité des pertes qu'ils avaient faites pendant la guerre, et enfin le crédit que le maréchal Lannes avait su obtenir sur l'esprit du régent déterminait le prince à nommer son ministre, M. d'Almeida, et l'intendant de police Manique, créatures de l'Angleterre. M. de Souza s'était retiré, et Pinto étant mort, celui-ci fut remplacé par le comte d'Arasjo; Villaverde devint premier ministre, Louis de Vasconcellos remplaça M. de Souza aux finances, et le portefeuille de la marine fut donné au comte d'Almeida. Ce ministère ne valait guère mieux que le précédent, et se voyait qu'accélérer la ruine de l'état. De tous ceux qui le composaient, M. d'Arasjo seul jouissait d'une grande réputation d'habileté; mais il ne la justifia point. Vit-

laverde était dépravé, ambitieux, cupide ; il rendit les grâces et les emplois. Pour comble, le régent tomba dans une profonde mélancolie, quitta son palais, et voyagea dans l'Alentejo, ne s'occupant plus des affaires de l'état, et si bien éloigné par ses ministres de tous les regards, que le bruit se répandit qu'il était tombé dans l'état d'aliénation où se trouvait la reine sa mère. Plusieurs grands du royaume pensèrent que le moment était favorable pour régner sous le nom de la princesse Charlotte, femme de Jean VI, et ils formèrent le projet de lui déléguer la régence. Charlotte-Joachina, infante d'Espagne, née le 15 avril 1775, mariée au régent en 1785, avait depuis plusieurs années perdu l'affection de son époux, dont elle vivait séparée. Il paraît certain qu'elle agréa la proposition qui lui fut faite, et que toutes les mesures étaient prises pour s'assurer de plusieurs régiments, lorsque le retour inspiré de la santé du prince fit évanouir tous ces projets. Villaverde ordonna une enquête, et on parvint à saisir des proclamations qui ne laissaient aucun doute sur l'objet de la conjuration. Villaverde fut comblé d'éloges par le prince, qui l'appela son sauveur. Le comte de Sabugal, les marquis d'Alorna et de Ponte de Lima furent exilés, et quelques personnages moins marquants furent destitués ; mais on ne donna point d'autre suite à cette affaire. On a remarqué que le magistrat qui a fait l'enquête mourut subitement quelques jours après, et que Villaverde ne lui survécut pas long-temps : on répandit le bruit qu'il était mort empoisonné. Le régent, retiré dans son palais de Mafra, ne prévoyait pas les coups qu'on alla porter à son trône, par le traité de Fontenabieu, conclu le 27 octobre 1807, entre la France et l'Espagne. On y stipulait le partage du Portugal entre l'infante d'Espagne, reine d'Etrurie, le prince de la Paix et la France. Deux mois auparavant, la France avait fait signifier au gouvernement de Portugal, par son ambassadeur, qu'il eût à fermer sur-le-champ ses ports aux Anglais, qu'il leur déclarât la guerre, qu'il arrêtât tous les sujets britanniques qui habitaient le Portugal, et qu'on mit le séquestre sur leurs propriétés. En cas de refus, la France menaçait de faire occuper ce royaume par ses armées. Le cabinet de Lisbonne consentit à fermer les ports du royaume aux Anglais, mais il refusa de saisir leurs propriétés. Cette condescendance n'avait aucun danger, puisque cette réponse était faite d'accord avec le cabinet anglais. Pendant qu'on délibérait à la cour de Lisbonne sur les moyens de retarder l'effet des menaces de Napoléon, l'armée de Junot entra en Espagne (18 octobre), et le gouvernement portugais, ayant facilité la sortie de quatre grands convois appartenant aux Anglais, fit publier le décret qui fermait à ce prince les ports du royaume. L'armée de Junot avançait rapidement, mais le ministère était si mal servi qu'il la croyait encore en Espagne quand son avant-garde arriva devant Lisbonne. Alors la cour se décida à chercher un asile dans ses possessions d'Amérique ; mais les préparatifs du départ étaient incomplets, et la fermentation des esprits était au comble : le prince hésitait et différait son embarquement sous différents prétextes. Enfin lord Strangford, ambassadeur anglais à la cour de Lisbonne, ayant reçu le *Mentor* du 11 novembre, qui prononçait la déchéance de la maison de Bragance, et l'ayant communiqué au régent, il n'y eut plus à balancer, et le départ eut lieu le 30 novembre, à sept heures du matin, au moment où Junot entra dans Lisbonne. L'embarquement s'était fait dans le plus grand désordre : le vent contraria d'abord le départ, et peu s'en fallut que la famille royale ne tombât au pouvoir des Français. La flotte qui fuyait devant Junot était composée de cinq vaisseaux, trois frégates, deux bricks, trois corvettes, et de plusieurs bâtiments marchands : elle portait quinze mille hommes, et elle arriva, le 21 janvier 1808, à Bahia, où elle séjourna deux mois, puis à Rio-Janeiro, que la cour choisit pour sa résidence. Le peuple avait gardé un morne silence au départ de la famille royale : mais les employés publics et les officiers de l'armée, à qui il était dû plusieurs mois de traitement, ne purent contenir leur indignation en voyant la cour emporter

les trésors de l'état. Après le départ du régent, l'amiral Sydney Smith mit le blocus devant Lisbonne, captura tous les bâtiments portugais qu'il put rencontrer, et s'empara de l'île de Madère. Cependant le gouvernement anglais avait promis au Portugal de ne point l'inquiéter pour la clôture de ses ports, regardant cette mesure comme dictée par la force. Le Portugal sembla oublier cette violation de toute justice. Le 24 janvier 1808, les ports du Brésil furent ouverts au commerce de toutes les nations, au moyen de 24 pour 100 sur chaque espèce de marchandise, et, le 18 octobre suivant, une banque de dépôt ou d'escompte fut créée à Rio-Janeiro, qui rendit d'abord des services au commerce et à l'état, et qui leur devint ensuite onéreuse par la manière arbitraire dont on l'a administrée. Un décret royal, daté du 25 novembre de la même année, offrit des terres aux étrangers qui s'établiraient dans le Brésil ; mais cette mesure n'eut aucun résultat utile. Dans un pays où tout le travail de la culture est fait par des esclaves, et regardé par les blancs comme un deshonneur, où d'ailleurs il faut de grands capitaux pour acheter les malheureux Africains, la possession d'un terrain est un avantage de peu d'importance. Le chevalier Napione établit des poudrières, quelques mines de fer furent exploitées, et plusieurs établissements industriels furent créés. On fonda des écoles, des administrations, et on institua des tribunaux formés d'après ceux qui existaient en Portugal, et par conséquent sur un système vicieux. Dès lors, le Brésil devint un état indépendant, dont Rio-Janeiro fut la capitale. C'est du sein de ces nouveaux états que Jean protesta, par un manifeste du 5 mai 1808, contre l'invasion de Napoléon : son manifeste fut envoyé à toutes les cours. Cependant le Portugal, ainsi abandonné, était en proie à toutes les calamités. Le prince, en partant, avait adressé une proclamation à la nation pour l'engager à recevoir les Français en amis, et il avait nommé une régence. Junot laissa d'abord subsister ce simulacre de gouvernement, et les Portugais parurent assez disposés à recevoir de l'empereur l'organisation qu'il lui plairait de créer ; mais Napoléon adopta des mesures qui irritèrent une nation aussi docile. Non content d'exiger une contribution de 100,000,000 de francs, il déclara, dans un décret daté de Milan, que c'était pour racheter les propriétés particulières. Pourtant une députation qui lui fut envoyée obtint que cette contribution fût réduite à la moitié. Elle dut sans doute cette grâce à la demande d'un roi qu'elle était chargée de faire à Napoléon. Malgré cette réduction, c'était encore trop demander à un peuple abandonné et spolié par son propre gouvernement. Les premiers symptômes du mécontentement éclatèrent à Lisbonne, lorsque Junot supprima la régence et fit arborer le drapeau tricolore sur les édifices publics. Bientôt les progrès de l'insurrection des Espagnols, et surtout la capitulation de Baylen, déterminèrent le soulèvement général. Le débarquement de l'armée anglaise et la bataille de Vimeiro amenèrent la convention de Cintra, et l'évacuation du Portugal par l'armée de Junot, au mois d'août 1808. Le maréchal Soult y entra l'année suivante, et s'empara de Porto. Ce pays fut pendant quelque temps en proie aux plus vives alarmes ; mais les succès de Wellington et l'état des affaires en Galice forcèrent bientôt le maréchal à se retirer. En 1810, l'empereur tenta de nouveau la conquête de ce malheureux royaume, et, contre son ordinaire, il mit tant de lenteur à y envoyer ses armées, que les Anglais eurent le temps d'organiser la résistance : aussi lorsque Masséna se fut avancé jusqu'aux portes de Lisbonne, il se trouva arrêté par des forces supérieures aux siennes, et maîtrisées de plusieurs positions. Masséna, qui d'ailleurs n'avait plus son ancienne activité, se montra au-dessous de sa réputation, et ce fut le courage et le sang-froid de Noy qui sauvèrent l'armée. Pendant que ces choses se passaient, Jean et ses ministres, croyant le Portugal perdu sans ressource, oublièrent entièrement ce royaume, dont les Anglais devinrent les maîtres, et où l'arrestation de Wellington établirent une régence qui gouverna à leur profit. Outre tant d'avantages, qui s'écoulaient

geaient le cabinet britannique des efforts qu'il avait faits pour délivrer le Portugal, il conclut avec le Brésil, au commencement de 1810, un traité de commerce qui blessait tous les intérêts du Portugal. Le ministre de Souza Coutinho les sacrifia avec une légèreté inconcevable. Le Portugal gémit encore aujourd'hui sous le poids de ce funeste traité, par lequel les marchandises portugaises importées au Brésil sont assujéties à un droit plus fort que les marchandises anglaises. En 1814, le prince régent adhéra au traité de Paris, et rendit à la France la colonie de Cayenne dont ses sujets s'étaient emparés pendant la guerre. L'Oyapok fut de nouveau reconnu pour la limite de la Guiane, et les grandes puissances promirent d'amener l'Espagne à la restitution d'Olivença, qui lui avait été cédée par le traité de Badajoz; mais cette puissance s'y est toujours refusée. L'Angleterre s'engagea aussi à indemniser le commerce portugais des pertes qu'elle lui avait fait éprouver par la saisie de ses bâtiments, et le Portugal renonça à faire la traite hors de la ligne. Ces conditions furent assez fidèlement exécutées, si ce n'est l'indemnité qui ne fut point payée. Par décret du 16 décembre 1815, le Brésil fut érigé en royaume, et le prince régent donna à ses états le nom de royaume de Portugal, du Brésil et des Algarves. Le 16 mars 1816, la reine Marie décéda, et le régent prit le titre de roi; mais il ne fut couronné que le 16 février 1818, sous le nom de Jean VI. Quoique deux princesses, ses filles, eussent épousé l'une Ferdinand VII, et l'autre don Carlos, son frère, cette alliance n'empêcha point le nouveau roi de s'emparer de Monte-Video, sans déclaration préalable, ainsi que de la rive orientale de la Plata. Cette mesure impolitique a été pour le Brésil l'origine des guerres qui ont si long-temps désolé cet empire et la Colombie. Le 6 mars 1817, une conspiration républicaine éclata à Fernambuco; elle fut promptement étouffée par le comte des Arcos. Le négociant Martins et quelques uns des principaux chefs furent exécutés. Vers le même temps, la régence de Portugal prétendit aussi avoir découvert une conspiration dans laquelle se trouvait engagé le général Gomes Freire. Ce brave militaire fut pendu, ainsi que onze officiers réformés qui furent exécutés, sans qu'on se donnât la peine d'attendre les ordres du roi, et au mépris des coutumes et des lois du pays. Leurs cadavres furent brûlés sur la place publique à Lisbonne, satisfaction barbare donnée aux Anglais par la régence qu'ils avaient imposée au Portugal; car il paraît que cette prétendue conspiration n'avait jamais été au-delà de quelques vœux faits par les condamnés de la haine qu'ils portaient aux Anglais et au maréchal Beresford. Les cortès, indignées de l'illégalité de la procédure, réhabilitèrent leur mémoire. Depuis la chute de Napoléon, le cabinet de Saint-James n'avait cessé de conseiller inutilement à Jean VI de repasser en Europe; mais ce prince avait contracté au Brésil des habitudes nouvelles, et qui s'accordaient parfaitement avec son caractère. Il avait banni de sa cour toute étiquette, et se plaisait à vivre familièrement avec des gens de toutes les conditions et de toutes les couleurs; il n'y redoutait plus l'influence de la noblesse qu'il avait toujours craint; il aimait ce dérèglement des mœurs qui s'était introduit au sein du plaisir, et, en un mot, il se trouvait mieux à Rio-Janeiro qu'à Lisbonne. Plusieurs fois, l'Angleterre, désirant lever toutes les difficultés qu'il opposait à son départ, offrit de lui prêter des vaisseaux pour le transporter au Portugal; elle envoya même, en 1816, une escadre aux ordres de sir John Beresford pour le ramener en Europe. Le séjour de Jean VI dans le Brésil donnait à ce pays trop d'importance, et inquiétait les Anglais; mais le roi refusa de s'embarquer. Tandis qu'il s'obstinait à rester dans ses états d'Amérique, le Portugal voyait ses ressources épuisées, son commerce enéanti, et une grande partie de ses revenus et de ses troupes passer au Brésil. Les caisses du gouvernement étaient alors si mal garnies qu'à Lisbonne les soldats et les officiers demandaient l'aumône aux passants. La régence, composée d'hommes inhabiles, n'usait de son pouvoir que pour faire le mal, et Beresford, créé marquis de Campo-Azôr, se comportait

avec une arrogance qui le rendait odieux à la nation portugaise. Toutes ces causes préparèrent une crise dont la révolution espagnole de 1808 bota l'explosion. L'insurrection se manifesta à Porto dès le 24 août de la même année, et fut d'abord tellement populaire que personne ne s'y opposa: elle proclama l'établissement du régime constitutionnel, et le maintien de la maison régnante. La régence tomba elle-même, et, dès le 15 septembre, le gouvernement provisoire, créé à Lisbonne, fut reconnu dans tout le royaume. Beresford, qui avait pressenti l'effet de la révolution espagnole, était allé depuis quelque temps à Rio-Janeiro chercher de nouveaux pouvoirs. Il fut nommé lieutenant-général du royaume, et arriva devant Lisbonne le 15 octobre; mais la junte ne voulut point lui permettre de débarquer, et il fut forcé de faire voile vers l'Angleterre. Voilà l'origine de sa haine pour le régime constitutionnel. A la première nouvelle des événements de Porto, Jean et ses conseillers prirent des mesures pour en arrêter les conséquences au Brésil; cela n'empêcha point que les bases de la constitution portugaise, établies d'après la constitution espagnole, ne fussent proclamées à Bahia, le 10 février 1811. Feliberto Caldeira Brant, qui y commandait, fut arrêté par les troupes, et forcé d'adhérer à la constitution, qui fut aussi proclamée sans opposition à Madère et aux Açores. Rio-Janeiro ne s'était pas encore prononcé, et la cour éloignait le moment de reconnaître la constitution. Enfin, le 26 février, les soldats, conduits par le brigadier Carretti, la proclamèrent dans cette capitale, et Jean VI, sollicité par le prince royal, consentit à accepter la constitution telle qu'elle serait faite par les cortès de Portugal. Le 26 avril 1811, le roi, cédant enfin aux instances des Anglais, s'embarqua pour l'Europe, avec sa famille et ses ministres, en laissant les pouvoirs les plus étendus au prince royal. Il débarqua à Lisbonne, le 4 juillet suivant, et aussitôt les cortès, appréhendant le retour de Beresford, décrétèrent que jusqu'à l'établissement de la constitution le roi ne pourrait nommer aucun étranger aux emplois publics. Le roi ayant prêté serment aux évangiles aux bases de la constitution, et ayant ajouté à la formule: « Tout ceci est vrai, et je le jure de tout mon cœur, » y parut très attaché. Satisfait des égards que lui témoignaient la nation et les cortès, il disait souvent, et a répété depuis que jamais il n'avait été plus heureux que sous le régime constitutionnel, qu'il se trouvait content d'un gouvernement qui le débarrassait de toute responsabilité. En effet, il n'apporta pas la moindre résistance aux opérations des cortès, sanctionna tous les décrets de cette assemblée, et lorsque la constitution fut enfin terminée, le 25 septembre 1822, il l'accepta de la manière la plus solennelle. Le nouveau gouvernement fut reconnu par toute l'Europe, l'Autriche et la Russie exceptées. Les cortès ordinaires s'assemblèrent le 12 décembre 1822, et une question délicate occupa les premières séances. La reine ayant refusé de prêter serment à la constitution, il s'agissait d'appliquer la peine infligée à ceux qui se trouvaient dans ce cas. Le ministère commença alors une grande suite en provoquant une discussion qui donnait de l'importance au parti opposé au nouvel ordre établi. Les cortès décidèrent que la reine quitterait le royaume; mais ni le roi, qui désirait son éloignement, ni le ministère, n'eurent assez de pouvoir pour faire exécuter une mesure devenue nécessaire. Plusieurs médecins déclarèrent que le tempérament délicat de la reine s'opposait à ce qu'elle voyageât, et on la laissa demeurer aux environs de Lisbonne, à sa campagne de Ramalhão, qui devint le centre de toutes les intrigues contre-révolutionnaires. Les cortès, d'abord très populaires, avaient rendu de grands services au pays, et s'étaient occupées avec assiduité de beaucoup de réformes et d'améliorations importantes dans la législation ainsi que dans l'administration: elles avaient créé une banque de dépôt ou d'escompte, soldé l'arriéré dû à l'armée, diminué les impôts les plus onéreux, supprimé les redevances féodales les plus abusives, et relevé le crédit public. L'inquisition fut aussi abolie, et beaucoup d'autres réformes utiles allaient être tentées; mais la

faiblesse des cortès, la trompeuse sécurité à laquelle elles se livraient, devaient bientôt effacer le bien qu'elles avaient fait et celui qu'elles voulaient faire encore. L'arrivée de l'Espagne par l'armée française parut aux partisans du pouvoir absolu une occasion de le rétablir, et ils en firent le projet qui reçut l'approbation de la reine. Les cortès continuèrent encore ici leurs fautes très graves; la première fut de ne pas agir contre des adversaires que leur clémence enhardissait à la révolte, et la seconde de se jeter dans une guerre contre le parti qui, secondé par don Pedro, venait de proclamer l'indépendance du Brésil. C'était diviser des forces nécessaires à l'établissement du nouveau régime. Parmi les causes qui accélérèrent la chute de la constitution, en 1833, on a compté avec raison l'espoir des absolutistes de voir le Brésil rentrer sous la domination portugaise, et redescendre au rang de colonie. Dès le 23 janvier, le comte d'Amaraña arma ses vaisseaux, et appelle les Portugais aux armes pour « délivrer le royaume de la tyrannie des cortès. » Refoulé en Espagne avec trois mille hommes, le comte alla offrir ses services au duc d'Angoulême, qui ne les accepta point, n'étant pas en guerre avec le Portugal. Bien des personnes pensent qu'à cette époque Jean VI prêta l'oreille aux projets des partisans du pouvoir absolu, et cependant, en faisant la clôture de la session ordinaire des cortès, il leur renouvela l'assurance de son attachement à la constitution. Il convoqua les cortès extraordinaires le 13 mai suivant, et leur tint le même langage. Mais les Français occupèrent Madrid, la défection de Morillo était connue, et les cortès étaient à la merci d'une armée démoralisée, dont plusieurs régiments avaient été séduits par les agents de la reine : les protestations ne persuadèrent pas ceux qui voyaient dans l'avenir. En effet, dans la nuit du 26 au 27 mai, l'infant don Miguel, dirigé par sa mère, se rendit au village de Villa-Franca de Xiria, à deux lieues de Lisbonne, et, avec de quelques soldats du 4<sup>e</sup> régiment de cavalerie et du 25<sup>e</sup> d'infanterie, il se déclara en rébellion ouverte contre la constitution. Ce n'est que deux jours après que le général Sepúlveda, l'un des chefs de la révolution de 1820, se mit à se poursuivre avec deux mille hommes. Le roi annonce hautement qu'il saura punir la rébellion de son fils. Dans ce moment, le 18<sup>e</sup> régiment se révolta, entoura le palais de Bemposta, et entendit le cri de *viva le roi absolu ! à bas la constitution !* A ces cris, répétés par la garde du palais et par des groupes nombreux de bas peuple, le roi se montre entre les deux princesses ses filles; il veut faire silence, rappeler la troupe à ses devoirs. On lui répond en foulant aux pieds la cocarde constitutionnelle, et en répétant les mêmes cris. C'est alors que Jean cède au mouvement populaire : Puisque vous le voulez, s'écrie-t-il, puisque la nation le veut, *viva le roi absolu !* Le roi se rendit aussitôt à Villa-Franca, d'où il publia une proclamation promettant au peuple une nouvelle constitution qui modifierait l'ancienne, et qu'il ne donna jamais. Les cortès effrayées firent leur soumission au roi, qui organisa un ministère dont Pamplona, conseiller de don Miguel, et le comte, créé marquis de Palmella, furent les chefs, et il entra à Lisbonne au milieu d'un grand concours du peuple. Un cinquantaine de nobles s'attellèrent à son carrosse qu'ils traînaient dans les rues jusqu'au palais de Bemposta. Le roi crea une décoration pour les récompenser : le public lui ayant donné le nom d'ordre de la *meuse*, les chevaliers de l'attelage tombèrent dans le plus grand mépris. Le nouveau ministère des affaires étrangères adressa une circulaire à toutes les cours étrangères, dans laquelle, tout en admettant que le roi avait juré la constitution de son plein gré, croyant en cela se conformer au vœu de la nation, il prétendait que c'était aujourd'hui pour satisfaire la volonté nationale bien exprimée qu'il renverrait la constitution. Dans cette pièce, il faisait le plus grand éloge du courage et des vertus du monarque qui régnait aujourd'hui sur le Portugal, et à qui, selon M. de Palmella, le salut de ce royaume devait être attribué. Il est étrange de voir les ennemis des révolutions militaires invoquer un soulèvement militaire

comme une manifestation légale de la volonté d'une nation, et le préférer, lorsque cela leur convient, au vœu exprimé par les citoyens paisibles, et sanctionné par un roi jouissant de son entière liberté. Ceux qui avaient combattu le gouvernement constitutionnel furent alors récompensés. Le comte d'Amaraña fut créé marquis de Chavris, M. de Souza marquis de Villa-Real, et la reine fut complétement publiquement. A la liberté légale succéda le pouvoir arbitraire. Dans les premiers mois de 1825, la reine engagea don Miguel dans une nouvelle entreprise contre le ministère qui ne lui laissait aucune portion de l'autorité qu'elle s'était flattée de conquérir. Don Miguel se mit une seconde fois à la tête des troupes, afin, dit-il dans sa proclamation, d'éliminer les libéraux et les franc-maçons, et Jean VI, prisonnier de son fils, parvint à se sauver à bord d'un vaisseau anglais, où don Miguel vint lui faire sa soumission. Le roi à la faiblesse de lui pardonner, et lui impose pour unique châtiment l'obligation de voyager dans l'Europe. Le dernier acte d'administration de Jean VI fut la reconnaissance de l'indépendance du Brésil, qui prit le titre d'empire. Ce prince, dont la vie avait été agitée par tant d'événements, mourut à Lisbonne, le 1<sup>er</sup> mars 1826, à la suite d'une courte maladie mal caractérisée par les médecins. Sa mort a été généralement attribuée au poison qu'on assure lui avoir été donné dans un repas qu'il fit chez les moines hiéronimites, le 4 du même mois, et à la suite duquel, en rentrant au palais de Bemposta, il tomba subitement malade, éprouva des vomissements violents et des convulsions suivies de défaillances. Avant de mourir, il nomma un conseil de régence, sous la présidence de sa fille, l'infante dona Isabelle-Marie. Son corps fut déposé dans l'église de Saint-Vincent de Fora, sépulture des rois de Portugal. Il laissa un trésor particulier, qu'on a évalué à 50,000,000 de francs, dont la plus grande partie fut soustraite après sa mort. Jean VI fut un mauvais roi et causa des maux incalculables à son pays. De grands événements s'accomplirent sous son règne, et ont laissé des germes féconds pour l'avenir dans les deux mondes, mais il ne sut ni les préparer, ni s'en rendre maître, et s'en montra toujours accablé. Égoïste et irrésolu, repoussant les hommes de mérite dont il redoutait l'influence, et accueillant les intrigants, il ne sut ni se faire aimer, ni se faire respecter. Au lieu de sévir contre les ennemis de l'état et contre ceux qui conspiraient si fréquemment sous son règne, il les combla de faveurs, et par cette coupable faiblesse, il encouragea leur audace. Quoique son éducation eût été fort négligée, il ne manquait point de connaissances administratives. Il avait quelque esprit et de la pénétration; mais il était profondément dissimulé, et avait pour maxime de tenir ses courtisans divisés, pour avoir moins à redouter leurs complots. Attaché aux devoirs de sa religion, il s'était porté à la tolérance; et quoique vivant avec les moines, il n'en avait ni les mœurs ni l'esprit. Il détestait la noblesse et se plaisait à l'humilier; mais par une inconséquence qui était dans son caractère, il lui prodigua les revenus de l'état. Sa vie intérieure fut presque aussi malheureuse que sa vie publique; son épouse et quelques uns de ses enfants s'affligèrent par leurs desordres; il en eut neuf dont deux moururent avant lui. Ceux qui virent aujourd'hui sont: don Pedro qui vient d'abdiquer l'empire du Brésil; don Miguel qui a usurpé le trône de Portugal, et cinq filles: dona Maria Thérèse, veuve de l'infant d'Espagne don Pedro-Carlos; dona Maria-Francisca, femme de don Carlos, frère du roi d'Espagne Ferdinand VII; dona Isabelle-Marie, qui a été régente du Portugal; dona Maria da Assumpção, et dona Anna de Jesus-Marie, marquise de Loulé.

JEAN-PAUL. Voyez RICHES.

JEACRAT (EMMÉ SINAASIAN), astronome, né à Paris, en 1724, était fils d'un graveur du roi, petit-fils, par sa mère, du célèbre Sébastien Leclerc, et vœu d'Étienne Jeaurat. Il montra de bonne heure beaucoup de disposition pour le dessin et les sciences exactes: à vingt-deux ans il mérita une médaille pour le dessin à l'académie de peinture. En 1759, il fut du nombre des géographes qui tracèrent la grande carte de France.



geait le cabinet britannique des efforts qu'il avait faits pour délivrer le Portugal, il conclut avec le Brésil, au commencement de 1810, un traité de commerce qui blessait tous les intérêts du Portugal. Le ministre de Sousa Coutinho les sacrifia avec une légèreté inconcevable. Le Portugal gémit encore aujourd'hui sous le poids de ce funeste traité, par lequel les marchandises portugaises importées au Brésil sont assujéties à un droit plus fort que les marchandises anglaises. En 1814, le prince régent adhéra au traité de Paris, et rendit à la France la colonie de Cayenne dont ses sujets s'étaient emparés pendant la guerre. L'Oyapok fut de nouveau reconnu pour la limite de la Guiane, et les grandes puissances promirent d'amener l'Espagne à la restitution d'Olivéça, qui lui avait été cédée par le traité de Badajoz; mais cette puissance s'y est toujours refusée. L'Angleterre s'engagea aussi à indemniser le commerce portugais des pertes qu'elle lui avait fait éprouver par la saisie de ses bâtimens, et le Portugal renonça à faire la traite hors de la ligne. Ces conditions furent assez fidèlement exécutées, si ce n'est l'indemnité qui ne fut point payée. Par décret du 16 décembre 1815, le Brésil fut érigé en royaume, et le prince régent donna à ses états le nom de royaume de Portugal, du Brésil et des Algarves. Le 16 mars 1816, la reine Marie décéda, et le régent prit le titre de roi; mais il ne fut couronné que le 16 février 1818, sous le nom de Jean VI. Quoique deux princesses, ses filles, eussent épousé l'une Ferdinand VII, et l'autre don Carlos, son frère, cette alliance n'empêcha point le nouveau roi de s'emparer de Monte-Video, sans déclaration préalable, ainsi que de la rive orientale de la Plata. Cette mesure impolitique a été pour le Brésil l'origine des guerres qui ont si long-temps désolé cet empire et la Colombie. Le 6 mars 1817, une conspiration républicaine éclata à Fernambuco; elle fut promptement étouffée par le comte des Arcos. Le négociant Martins et quelques uns des principaux chefs furent exécutés. Vers le même temps, la régence de Portugal prétendit aussi avoir découvert une conspiration dans laquelle se trouvait engagé le général Gomes Freire. Ce brave militaire fut pendu, ainsi que onze officiers réformés qui furent exécutés, sans qu'on se donnât la peine d'attendre les ordres du roi, et au mépris des coutumes et des lois du pays. Leurs cadavres furent brûlés sur la place publique à Lisbonne, satisfaction barbare donnée aux Anglais par la régence qu'ils avaient imposée au Portugal; car il paraît que cette prétendue conspiration n'avait jamais été au-delà de quelques vœux faits par les condamnés de la haine qu'ils portaient aux Anglais et au maréchal Beresford. Les cortès, indignées de l'illégalité de la procédure, réhabilitèrent leur mémoire. Depuis la chute de Napoléon, le cabinet de Saint-James n'avait cessé de conseiller inutilement à Jean VI de revenir en Europe; mais ce prince avait contracté au Brésil des habitudes nouvelles, et qui s'accordaient parfaitement avec son caractère. Il avait banni de sa cour toute étiquette, et se plaisait à vivre familièrement avec des gens de toutes les conditions et de toutes les couleurs; il n'y redoutait plus l'influence de la noblesse qu'il avait toujours craint; il aimait ce dérèglement des mœurs qui s'était introduit au sein du plaisir, et, en un mot, il se trouvait mieux à Rio-Janeiro qu'à Lisbonne. Plusieurs fois, l'Angleterre, désirant lever toutes les difficultés qu'il opposait à son départ, offrit de lui prêter des vaisseaux pour le transporter au Portugal; elle envoya même, en 1816, une escadre aux ordres de sir John Beresford pour le ramener en Europe. Le séjour de Jean VI dans le Brésil donnait à ce pays trop d'importance, et inquiétait les Anglais; mais le roi refusa de s'embarquer. Tandis qu'il s'obstinait à rester dans ses états d'Amérique, le Portugal voyait ses ressources épuisées, son commerce anéanti, et une grande partie de ses revenus et de ses troupes passer au Brésil. Les caisses du gouvernement étaient alors si mal garnies qu'à Lisbonne les soldats et les officiers demandaient l'aumône aux passans. La régence, composée d'hommes inhabiles, n'avait de son pouvoir que pour faire le mal, et Beresford, crée marquis de Campo-Mayor, se comportait

avec une arrogance qui le rendait odieux à la nation portugaise. Toutes ces causes préparèrent une crise dont la révolution espagnole de 1808 hâta l'explosion. L'insurrection se manifesta à Porto dès le 24 août de la même année, et fut d'abord tellement populaire que personne ne s'y opposa: elle proclama l'établissement du régime constitutionnel, et le maintien de la maison régnante. La régence tomba d'elle-même, et, dès le 15 septembre, le gouvernement provisoire, créé à Lisbonne, fut reconnu dans tout le royaume. Beresford, qui avait pressenti l'effet de la révolution espagnole, était allé depuis quelque temps à Rio-Janeiro chercher de nouveaux pouvoirs. Il fut nommé lieutenant-général du royaume, et arriva devant Lisbonne le 15 octobre; mais la junte ne voulut point lui permettre de débarquer, et il fut forcé de faire voile vers l'Angleterre. Voilà l'origine de sa haine pour le régime constitutionnel. A la première nouvelle des événements de Porto, Jean et ses conseillers prirent des mesures pour en arrêter les conséquences au Brésil; cela n'empêcha point que les bases de la constitution portugaise, établie d'après la constitution espagnole, ne fussent proclamées à Bahia, le 10 février 1821. Felisberto Caldeira Brant, qui y commandait, fut arrêté par les troupes, et forcé d'adhérer à la constitution, qui fut aussi proclamée sans opposition à Madère et aux Açores. Rio-Janeiro ne s'était pas encore prononcé, et la cour éloignait le moment de reconnaître la constitution. Enfin, le 16 février, les soldats, conduits par le brigadier Carretti, la proclamèrent dans cette capitale, et Jean VI, sollicité par le prince royal, consentit à accepter la constitution telle qu'elle serait faite par les cortès de Portugal. Le 16 avril 1821, le roi, cédant enfin aux instances des Anglais, s'embarqua pour l'Europe, avec sa famille et ses ministres, en laissant les pouvoirs les plus étendus au prince royal. Il débarqua à Lisbonne, le 4 juillet suivant, et aussitôt les cortès, appréhendant le retour de Beresford, décrétèrent que jusqu'à l'établissement de la constitution le roi ne pourrait nommer aucun étranger aux emplois publics. Le roi ayant prêté serment sur les évangiles aux bases de la constitution, et ayant ajouté à la formule: « Tout ceci est vrai, et je le jure de tout mon cœur, » y parut très attaché. Satisfait des égards que lui témoignait la nation et les cortès, il disait souvent, et a répété depuis que jamais il n'avait été plus heureux que sous le régime constitutionnel, qu'il se trouvait content d'un gouvernement qui le débarrassait de toute responsabilité. En effet, il n'apporta pas la moindre résistance aux opérations des cortès, sanctionna tous les décrets de cette assemblée, et lorsque la constitution fut enfin terminée, le 25 septembre 1821, il l'accepta de la manière la plus solennelle. Le nouveau gouvernement fut reconnu par toute l'Europe, l'Autriche et la Russie exceptées. Les cortès ordinaires s'assemblèrent le 1<sup>er</sup> décembre 1821, et une question délicate occupa les premières séances. La reine ayant refusé de prêter serment à la constitution, il s'agissait d'appliquer la peine infligée à ceux qui se trouvaient dans ce cas. Le ministère commença alors une grande suite en provoquant une discussion qui donnait de l'importance au parti opposé au nouvel ordre établi. Les cortès décidèrent que la reine quitterait le royaume; mais ni le roi, qui désirait son éloignement, ni le ministère, n'eurent assez de pouvoir pour faire exécuter une mesure devenue nécessaire. Plusieurs médecins déclarèrent que le tempérament délicat de la reine s'opposait à ce qu'elle voyageât, et on la laissa demeurer aux environs de Lisbonne, à sa campagne de Ramalhao, qui devint le centre de toutes les intrigues contre-révolutionnaires. Les cortès, d'abord très populaires, avaient rendu de grands services au pays, et s'étaient occupées avec assiduité de beaucoup de réformes et d'améliorations importantes dans la législation ainsi que dans l'administration: elles avaient créé une banque de dépôt ou d'escompte, soldé l'arriéré dû à l'armée, diminué les impôts les plus onéreux, supprimé les redevances féodales les plus abusives, et relevé le crédit public. L'inquisition fut aussi abolie, et beaucoup d'autres réformes utiles allaient être tentées; mais la

faiblesse des cortès, la trompeuse sécurité à laquelle elles se livraient, devaient bientôt effacer le bien qu'elles avaient fait et celui qu'elles voulaient faire encore. L'invasion de l'Espagne par l'armée française parut aux partisans du pouvoir absolu une occasion de le retabli, et ils en firent le projet qui reçut l'approbation de la reine. Les cortès continuèrent encore ici deux fautes très graves; la première fut de ne pas servir contre des adversaires que leur clémence enhardissait à la révolte, et la seconde de se jeter dans une guerre contre le parti qui, secondé par don Pedro, venait de proclamer l'indépendance du Brésil. C'était diviser des forces nécessaires à l'établissement du nouveau régime. Parmi les causes qui accélèrent la chute de la constitution, en 1833, on a compté avec raison l'espoir des absolutistes de voir le Brésil rentrer sous la domination portugaise, et redescendre au rang de colonie. Dès le 25 janvier, le comte d'Alentejo arma ses vassaux, et appela les Portugais aux armes pour « délivrer le royaume de la tyrannie des cortès ». Refoulé en Espagne avec trois mille hommes, le comte alla offrir ses services au duc d'Angoulême, qui ne les accepta point, n'étant pas en guerre avec le Portugal. Bien des personnes pensent qu'à cette époque Jean VI prôta l'oreille aux projets des partisans du pouvoir absolu, et cependant, en faisant la clôture de la session ordinaire des cortès, il leur renouvela l'assurance de son attachement à la constitution. Il convoqua les cortès extraordinaires le 15 mai suivant, et leur tint la même langage. Mais les Français occupaient Madrid, la défection de Morillo était connue, et les cortès étaient à la merci d'une armée démoralisée, dont plusieurs régiments avaient été séduits par les agents de la reine : les protestations ne persuadèrent pas ceux qui voyaient dans l'avenir. En effet, dans la nuit du 26 au 27 mai, l'infant don Miguel, dirigé par sa mère, se rendit au village de Villa-Francis de Xuvia, à deux lieues de Lisbonne, et, suivi de quelques soldats du 4<sup>e</sup> régiment de cavalerie et du 25<sup>e</sup> d'infanterie, il se déclara en rébellion ouverte contre la constitution. Ce n'est que deux jours après que le général Sepúlveda, l'un des chefs de la révolution de 1820, se mit à sa poursuite avec deux mille hommes. Il lui annonce hautement qu'il saura punir la rébellion de son fils. Dans ce moment, le 18<sup>e</sup> régiment se révolte, entoure le palais de Bemposta, et fait entendre le cri de *viva le roi absolu ! à bas la constitution !* A ces cris, répétés par la garde du palais et par des groupes nombreux de bas peuple, le roi se montre entre les deux princesses ses filles; il veut faire faire silence, rappeler la troupe à ses devoirs. On lui répond en foulant aux pieds la cocarde constitutionnelle, et en répétant les mêmes cris. C'est alors que Jean cède au mouvement populaire : « Puisque vous le voulez », s'écrie-t-il, puisque la nation le veut, *viva le roi absolu !* Le roi se rendit aussitôt à Villa-Francis, d'où il publia une proclamation promettant au peuple une nouvelle constitution qui modifierait l'ancienne, et qu'il ne donna jamais. Les cortès effrayées firent leur soumission au roi, qui organisa un ministère dont Pamplina, conseiller de don Miguel, et le comte, créé marquis de Palmella, furent les chefs, et il rentra à Lisbonne au milieu d'un grand concours du peuple. Un cinquantaine de nobles s'attellèrent à son carrosse qu'ils traînèrent dans les rues jusqu'au palais de Bemposta. Le roi crea une décoration pour les récompenser : le public lui ayant donné le nom d'*ordre de la pousière*, les chevaliers de l'attelage tombèrent dans le plus grand mépris. Le nouveau ministère des affaires étrangères adressa une circulaire à toutes les cours étrangères, dans laquelle, tout en admettant que le roi avait juré la constitution de son plein gré, croyait en cela se conformer au vœu de la nation, il prétendait que c'était aujourd'hui pour satisfaire la volonté nationale bien exprimée qu'il renversait la constitution. Dans cette pièce, il faisait le plus grand éloge du courage et des vertus du monarque qui régnait aujourd'hui sur le Portugal, et à qui, selon M. de Palmella, le salut de ce royaume devait être attribué. Il est étrange de voir les ennemis des révolutions militaires invoquer un soulèvement militaire

comme une manifestation légale de la volonté d'une nation, et le préférer, lorsque cela leur convient, au vœu exprimé par les citoyens paisibles, et sanctionné par un roi jouissant de son entière liberté. Ceux qui avaient combattu le gouvernement constitutionnel furent alors récompensés. Le comte d'Amarante fut créé marquis de Chaves, M. de Souza marquis de Villa-Real, et la reine fut complétement publiquement. A la liberté légale succéda le pouvoir arbitraire. Dans les premiers mois de 1834, la reine engagea don Miguel dans une nouvelle entreprise contre le ministère qui ne lui laissait aucune portion de l'autorité qu'elle s'était flattée de conquérir. Don Miguel se met une seconde fois à la tête des troupes, afin, dit-il dans sa proclamation, d'exterminer les libéraux et les franc-maçons, et Jean VI, prisonnier de son fils, parvient à se sauver à bord d'un vaisseau anglais, où don Miguel vient lui faire sa soumission. Le roi a la faiblesse de lui pardonner, et lui impose pour unique châtiment l'obligation de voyager dans l'Europe. Le dernier acte d'administration de Jean VI fut la reconnaissance de l'indépendance du Brésil, qui prit le titre d'empire. Ce prince, dont la vie avait été agitée par tant d'événements, mourut à Lisbonne, le 1<sup>er</sup> mars 1836, à la suite d'une courte maladie mal caractérisée par les médecins. Sa mort a été généralement attribuée au poison qu'on assure lui avoir été donné dans un repas qu'il fit chez les moines hiéronimites, le 4 du même mois, et à la suite duquel, en rentrant au palais de Bemposta, il tomba subitement malade, éprouva des vomissements violents et des convulsions suivies de défaillances. Avant de mourir, il nomma un conseil de régence, sous la présidence de sa fille, l'infante dona Isabelle-Marie. Son corps fut déposé dans l'église de Saint-Vincent de Fora, sépulture des rois de Portugal. Il laissa un trésor particulier, qu'on a évalué à 30,000,000 de francs, dont la plus grande partie fut soustraite après sa mort. Jean VI fut un mauvais roi et causa des maux incalculables à son pays. De grands évènements s'accomplirent sous son règne, et ont laissé des germes féconds pour l'avenir dans les deux mondes, mais il ne sut ni les préparer, ni s'en rendre maître, et l'en montra toujours accablé. Egoïste et irresolu, repoussant les hommes de mérite dont il redoutait l'influence, et accueillant les intrigants, il ne sut ni se faire aimer, ni se faire respecter. Au lieu de servir contre les ennemis de l'état et contre ceux qui conspirent si fréquemment sous son règne, il les combla de faveurs, et par cette coupable faiblesse, il encouragea leur audace. Quoique son éducation eût été fort négligée, il ne manquait point de connaissances administratives. Il avait quelque esprit et de la pénétration; mais il était profondément dissimulé, et avait pour maxime de tenir ses courtisans divisés, pour avoir moins à redouter leurs complots. Attaché aux devoirs de sa religion, il s'était porté à la tolérance; et quoique vivant avec les moines, il n'en avait ni les mœurs ni l'esprit. Il detestait la noblesse et se plaisait à l'humilier; mais par une inconséquence qui était dans son caractère, il lui prodiguait les revenus de l'état. Sa vie intérieure fut presque aussi malheureuse que sa vie publique; son épouse et quelques-unes de ses enfants s'affaiblirent par leurs disorders; il en eut neuf dont deux moururent avant lui. Ceux qui vivent aujourd'hui sont : don Pedro qui vient d'abdiquer l'empire du Brésil; don Miguel qui a usurpé le trône de Portugal, et cinq filles : dona Maria-Thérèse, veuve de l'infant d'Espagne don Pedro-Carlos; dona Maria-Francisca, femme de don Carlos, frère du roi d'Espagne Ferdinand VII; dona Isabelle-Marie, qui a été régente du Portugal; dona Maria da Assumpção, et dona Anna de Jesus-Maria, marquise de Loulé.

JEAN-PAUL. Foyez RICHTER.

JEURAT (EDME-SÉBASTIEN), astronome, né à Paris, en 1724, était fils d'un graveur du roi, petit-fils, par sa mère, du célèbre Sébastien Leclerc, et neveu d'Étienne Jeurat. Il montra de bonne heure beaucoup de disposition pour le dessin et les sciences exactes : à vingt-deux ans il mérita une médaille pour le dessin à l'Académie de peinture. En 1759, il fut du nombre des géographes qui tracèrent la grande carte de France.

Jesurat, d'après le rapport de Lalande, leva six cents lieues carrées. Il publia en 1750 un *Traité de perspectives* qui a été long-temps consulté avec fruit. La même année il fut nommé professeur de mathématiques à l'école militaire, où il se lia avec Lalande. Peu de savants s'adonnaient alors aux observations astronomiques. Jesurat calcula les oppositions de 1755 et des années suivantes, observa les comètes de 1759 et 1760, et publia des formules analytiques pour calculer le mouvement des planètes. En 1763, l'Académie le jugeant digne de succéder à l'abbé Lacaille, l'appela dans son sein avec Bailly. Ils publièrent ensemble, en 1766, l'un de nouvelles tables de Jupiter, l'autre une théorie des satellites de cette planète. En 1775, Jesurat succéda à Lalande pour le calcul de la connaissance des temps, dont il fit paraître successivement douze volumes qui renferment des faits et des documents très utiles aux navigateurs et aux astronomes. On cite aussi de lui des tables déduites de ses propres expériences, par le calcul trigonométrique. Elles sont indispensables aux opticiens pour trouver toutes les courbures qu'ils doivent donner aux verres destinés à composer les objectifs des lunettes. C'est lui qui conçut l'idée de la lunette diaphanodienne, qui, présentant deux images, l'une droite, l'autre renversée, permet d'observer directement l'instant où le centre d'une planète passe sous un fil lumineux. On trouve dans le volume des *savants étrangers*, année 1766, la plupart des observations, des calculs et des mémoires de Jesurat. Ils sont en plus grand nombre dans le *Recueil de l'Académie*, de 1765 à 1790. Jesurat fut appelé à l'Institut en 1796. Il fit long-temps ses observations à l'école militaire, et passa ensuite à l'observatoire royal. Il mourut le 7 mars 1803, à la suite d'un froid violent qu'il ressentait après un repas, et qui lui causa une indigestion. Il était le doyen des astronomes de l'Europe.

JEUFFROY (R. V.), graveur en pierres fines, né à Rouen, en 1794, de parents peu fortunés, fut entraîné par son génie à étudier les arts dépendants du dessin. Il n'eut durant ses premières années d'autre guide qu'un goût inné. Encore fort jeune, il imita une petite pierre gravée qui était tombée par hasard dans ses mains; le succès qu'il obtint l'encouragea à fabriquer lui-même un tour et les outils dont il se servit pour confectionner ses premiers ouvrages. Il comprit bientôt que pour atteindre à la perfection de son art, il était indispensable pour lui d'entreprendre le voyage d'Italie. Il se rendit à Rome, où pendant un an il grava de petites pierres pour Pichler, qui les faisait passer pour des antiques, et ne les payait que très peu au jeune artiste. Revenu à Paris, Jeuffroy commença, par des ouvrages très remarquables, une réputation qu'il devait bientôt étendre. Il fut nommé directeur de l'école de gravure sur pierre, établie à l'Institut des sciences, et élu membre de la classe des beaux arts de l'Institut de France. Jeuffroy rendait surtout avec un talent remarquable les têtes de femme. Il mourut dans une maison de campagne qu'il possédait près de Saint-Germain-en-Laye, dans le mois de septembre 1846. Ses ouvrages les plus estimés, sont : Plusieurs copies de l'antique; tête de Jupiter; Piété militaire; Amour voguant sur son carquois; tête de Régulus; portrait de Mirabeau; portrait de Dancerville; madame d'Espérenuil en Minerve; madame Regnault de Saint-Jean d'Angely; madame Cosway, artiste anglaise (elle est coiffée en bacchantes, devant une figure de Vénus, sur la base de laquelle est représentée Clélie; derrière est une lyre surmontée d'une chouette, et ornée d'un amour monté sur un lion; sur le diadème de la figure principale est gravé le nom de la personne qu'elle représente). Cette pièce remarquable porte la date de 1790. Méduse, imitée de Solon, gravée en creux sur une améthyste; le génie de Bacchus, dans un char; Vainqueur buvant dans une coupe, 1777; Bacchante, canicé; Portrait du premier dauphin, fils de Louis XVI; Têtes des trois consuls de la république française, médaille; Vénus de Médicis, médaille; la prison du Temple, idem.

JOANNY (JEAN-BERNARD BAINBRAYE, dit), sociétaire de la comédie française, est né à Dijon, le 2 juillet 1775. Il fut d'abord page de la musique de Louis XVI,

ensuite élève du célèbre peintre Vincent, puis il s'engagea en 1791, et fit avec distinction la plupart des campagnes de la révolution. Un coup de feu qu'il reçut dans la main gauche le força d'abandonner la carrière militaire. Il étudia alors l'art du comédien, sous M<sup>lle</sup> Sainval aînée, Dugazon et Talma, et débuta au théâtre de la république sur la fin de l'année 1797. A cette époque, il prit le nom de Joanny qu'il n'a pas quitté depuis. Ses succès furent brillants; mais la désorganisation des théâtres l'empêcha de se fixer à Paris. Il parcourut les départements, et s'y fit une grande réputation; on l'avait surnommé le Talma des provinces: son nom attirait toujours la foule. Lorsque l'on forma à Paris le second théâtre français, à l'Odéon, M. Joanny en fut le principal sociétaire; il créa les premiers rôles dans les nombreuses tragédies qui se jouèrent alors sur cette nouvelle scène, et les succès mérités qu'il obtint consolidèrent sa réputation. En 1828, la Comédie-Française l'emleva à l'Odéon, à titre de sociétaire, et M. Joanny s'y est fait estimer de ses camarades et cherir du public. Peu d'acteurs possèdent autant de chaleur que lui. Il est vrai qu'elle l'emporte quelquefois au-delà des bornes; mais ses créations, plus ou moins heureuses, sont toutes marquées au coin d'une originalité qui de jour en jour devient plus rare: on dirait que Talma lui a laissé une partie de ses secrets. Personne ne connaît mieux que M. Joanny les traditions de ses rôles, et cependant, entraîné par son instinct dramatique qui le force à être lui-même, il ne suit que ses propres inspirations, et crée là où d'autres se trouvent si heureux d'imiter. C'est ainsi que nous l'avons vu applaudir, même par les admirateurs de Talma, dans les rôles de Manlius, Coriolan, Nicomède, Hamlet, Othello, etc. Cette énergie lui a fait obtenir de grands succès dans Vendôme, Tancrède, Orosmane, Farnes, etc. Le drame que l'on appelle moderne, et qui demande une manière nouvelle et de nouvelles études, n'a pas de meilleur interprète que cet acteur. Ceux qui l'ont vu dans *Hernani*, *Hanri III* et *Othello* de M. de Vigny, n'ont pas tari d'éloges envers lui. Les rôles tragiques ne sont pas les seuls dans lesquels il ait réussi: il a beaucoup joué aussi la comédie en province: il l'a même, il y a quelques années, une excursion à Paris dans ce genre, et elle lui fut très favorable. Il fut particulièrement remarqué dans le Dorsan de *La femme jalouse* et *le babillard*. Quoique M. Joanny soit encore dans la vigueur de l'âge, il abandonne à ses jeunes camarades tous les rôles où, pour ne pas être ridicule, il faut non moins de jeunesse que de talent. Cette conduite, pleine de courtoisie, devrait bien trouver des imitateurs. L'empressement que mettent les auteurs à lui confier les principaux rôles de leurs ouvrages, et à le remettre ainsi entre ses mains les chances de leur renommée, s'explique et se justifie pleinement par tous les rôles qu'il a créés depuis qu'il est à Paris. Il a laissé de beaux souvenirs dans Procida, Idamere, Antoine, Attila, Verrius, et surtout dans Chilperic, Saul, Walstein, Gustave-Adolphe et Junius Brutus. M. Joanny d'ailleurs s'est fait une loi de ne jamais refuser un rôle, quelque secondaire qu'il puisse être. Ainsi on l'a vu jouer cinquante fois de suite, dans *Louis XI*, le comte de Chabannes, rôle qui n'a pas quatre-vingts lignes. Jamais il n'a retardé une première représentation par sa négligence ou entravé un succès par ses caprices. Ces qualités inappréciables, et qui tiennent au caractère honorable de l'homme, lui ont acquis autant d'estime pour sa personne que son talent lui a fait d'admirateurs. Son exactitude toute militaire, son travail consciencieux, sa longue expérience, et la profondeur, le pathétique, la sensibilité exquise qui le distinguent, font de M. Joanny un acteur très précieux pour les auteurs et pour le Théâtre-Français, surtout à cette époque où les vrais talents se montrent si rares. Les rôles dans lesquels cet acteur réunait le mieux sont ceux de républicain, de conspirateur, de jaloux et de père. Si Talma n'eût pas existé, M. Joanny eût été le premier tragédien de l'époque.

JOLY (MARIE-ELIZABETH), naquit à Versailles, en avril 1761. Dès sa plus tendre jeunesse, elle cultiva l'art dramatique: à l'âge de neuf ans, elle figurait

dans les ballets, et jouait les rôles d'enfant à la Comédie-Française. Dès ce moment, ses rares dispositions attirèrent l'attention des grands maîtres de l'art. Préville et sa femme voulurent eux-mêmes cultiver ces heureux commencements : elle montrait déjà un tact si délicat, que Lekain lui demandait souvent avec amitié : « Eh bien, ma petite Joly, n'as-tu bien joué mon rôle aujourd'hui ? » et lorsqu'elle répondait : « Oui, papa, » ce grand acteur semblait plus content de lui-même ; il écoutait avec attention ses petites observations, et avouait qu'il en avait profité. Elle se maria, en 1778, à M. Dulomboy et fit son bonheur durant vingt ans. Après s'être essayée à Versailles pendant deux années, elle vint débiter aux Français, le 1<sup>er</sup> mai 1781, dans l'emploi des soubrettes. Un organe très net, un jeu fin, et beaucoup d'intelligence amant d'abord ses succès : elle se fit surtout remarquer par son naturel. C'est ainsi que M<sup>lle</sup> Joly jouait tour à tour *Domine du Tartuffe*, et Ninine ; *Finette du Dissipateur*, et Agnès de *L'école des femmes* ; *La femme jugée et portée*, et *Orphée dans La roquette corrigée*. Enfin elle remplit avec succès le rôle difficile de Constance dans *Inès*, et tout Paris la vit avec étonnement dans *Athalie*, surtout à la manière dont elle faisait valoir les grandes beautés du songe de la reine. Ce fut particulièrement à l'emploi des soubrettes qu'elle se consacra, et elle obtint de tous les amateurs de la bonne comédie ce témoignage que, depuis M<sup>lle</sup> Dangeville, ils n'avaient vu dans ce genre aucune actrice qui pût lui être comparée. Elle joignait à ces rares dispositions l'étude approfondie de son art ; elle avait perfectionné ce goût sûr et ce tact exquis qu'elle avait montrés dans sa première jeunesse. Elle n'avait pas dédaigné l'étude de la tradition : aussi jouait-elle particulièrement Molière d'une manière inimitable. A un jeu savant elle joignait les grâces, la gaieté, l'aplomb, et une parfaite entente de la scène. Dans les rôles qu'elle jouait de tradition, elle égalait et surpassait même quelquefois M<sup>lle</sup> Dangeville, son modèle, ainsi que Dugazon le disait de la soubrette du *Dissipateur* ; et il est difficile d'imaginer qu'on puisse la surpasser dans les rôles qu'elle créait, tels que celui de l'Anglaise dans *Les deux postes*. Elle avait mérité sur son art, elle en exposait avec clarté les difficultés et les ressources. Lorsque Caillaud composait son *Art de la comédie*, il la voyait souvent, et sortait rarement d'auprès d'elle sans avoir retenu quelques-unes de ses observations dont il a fait usage. M<sup>lle</sup> Joly joignait à une vivacité charmante une amie excellente ; préférant la solitude au grand monde, elle aimait avec passion à contempler la nature. Elle avait pris pour J.-J. Rousseau ce goût qui est le partage de presque toutes les âmes sensibles ; elle visita son tombeau à Ermenouville, et dans un transport d'admiration pour ce grand homme, elle consacra sur son monument la première couronne civique qui lui ait été offerte. Cette couronne était en bronze, imitant les feuilles de chêne, avec cette inscription simple et touchante : *Offerte en 1785, aux mânes de J.-J. Rousseau, par Marie Joly, épouse et mère*. Elle fit aussi des stances remplies de sentiment au sujet de la translation du corps de Rousseau au Panthéon. Cette admirable actrice ne fut pas exempte de vifs chagrins. La jalousie et les cabales vinrent troubler sa tranquillité : elle fut emprisonnée, en 1793, avec les autres acteurs de la Comédie Française, et sa santé s'altéra. Cependant, rendue à la liberté, elle reparut encore sur le théâtre de l'Odéon, où ses talents, dont le public avait craint de se voir priver, furent accueillis avec enthousiasme. Mais elle sentait sa fin approcher, et elle mettait alors tous ses soins à rendre deux de ses filles dignes de la remplacer. Le public la vit jouer pour la dernière fois le rôle de la sée dans *L'oracle*, le jour où sa fille aînée remplaçait celui de Lucinde. L'intérêt qu'elle prouvait à ces débuts acheva de l'épuiser, et elle mourut peu après, le 6 mai 1798. Son corps a été porté à Poissy, dans une terre qui lui appartenait et qu'elle aimait beaucoup. Son tombeau a été creusé dans le roc, sur une montagne escarpée, à laquelle les habitants ont donné par reconnaissance du bien qu'elle avait fait, le nom de Mont-Joly. Son buste fut exécuté par M<sup>me</sup> Millot, dans le costume de Nicole des Femmes

savantes. Le célèbre poète Lebrun fit pour ce buste les deux vers suivants :

Eteinte dans sa fleur, cette actrice accomplie  
Pour la première fois a fait pleurer Thalie.

**JOLY** (le P. JOSEPH-ROMAIN), capucin, né à Saint-Claude, en Franche-Comté, le 15 mars 1715, mourut à Paris, le 23 octobre 1805, dans sa quatre-vingt-onzième année. Doué de connaissances variées, mais dépourvu du talent d'écrire, il est aujourd'hui presque oublié, quoiqu'il ait publié une foule d'ouvrages sur la théologie, l'histoire, la critique et la littérature. Il était de l'Académie des Arcades. Voici la liste de ses écrits : 1<sup>o</sup> *Dissertation où l'on examine celle qui a remporté le prix de l'Académie de Besançon*, en 1754, Epinal, 1754, in-8<sup>o</sup>. C'est une critique du mémoire de l'abbé Bergier sur le nombre et la position des villes de l'ancienne Séquanaise ; 2<sup>o</sup> *Histoire de l'image miraculeuse de Notre-Dame d'Ormoz, près d'Orgelet*, Besançon, 1757, in-12 ; 3<sup>o</sup> *Le diable cosmopolite*, poème, Paris, 1760, in-8<sup>o</sup> ; 4<sup>o</sup> *Lettres historiques et critiques à mademoiselle Clairon sur les spectacles*, Avignon (Paris), 1763, in-8<sup>o</sup> ; 5<sup>o</sup> *Histoire de la prédication ou de la manière dont la parole de Dieu a été prêchée dans tous les siècles*, Paris, 1767, in-12. La troisième partie de cet ouvrage renferme des anecdotes singulières sur les prédicateurs modernes ; 6<sup>o</sup> *Conférences pour servir à l'instruction du peuple sur les principaux sujets de la morale chrétienne*, Paris, 1768, 6 vol. in-12 ; 7<sup>o</sup> *Conférences sur les mystères*, ibid., 1771, 3 vol. in-12. On recherche encore ces deux ouvrages ; 8<sup>o</sup> *Dictionnaire de morale philosophique*, ibid., 1773, 2 vol., in-8<sup>o</sup> ; 9<sup>o</sup> *Lettres sur divers sujets importants de la géographie sacrée et de l'histoire sainte*, ibid., 1773, in-4<sup>o</sup>. Il y eut une nouvelle édition corrigée sous ce titre : *La géographie sacrée et les monuments de l'histoire sainte*, Paris, 1784, in-4<sup>o</sup>. C'est le plus important de tous les ouvrages du P. Joly ; 10<sup>o</sup> *Le phœdon moderne*, poème, Paris, 1773, in-8<sup>o</sup>. C'est une satire contre Voltaire ; 11<sup>o</sup> *L'Égyptienne*, poème épique, en douze chants, ibid., 1776, in-12, reproduit en 1783 sous ce titre : *L'Égyptiade, ou le voyage de saint François d'Assise à la cour du roi d'Égypte* ; 12<sup>o</sup> *La Franche-Comté ancienne et moderne*, Paris, 1779, in-12 ; 13<sup>o</sup> *Le guide des missionnaires*, ibid., 1782, in-12 ; 14<sup>o</sup> *Les aventures de Mathurin Bonier, premier habitant de l'île de l'Archipelago, ancien ministre du roi de Zaïfara*, ibid., 1783, 4 vol. in-12. C'est un roman allégorique ; 15<sup>o</sup> *Pléiade*, tragédie chrétienne, Paris, 1786, in-8<sup>o</sup> ; 16<sup>o</sup> *Attré de la théologie*, Paris, 1790, 3 vol. in-12 ; 17<sup>o</sup> *L'ancienne géographie comparée à la moderne*, Paris, 1801, 3 vol. in-8<sup>o</sup>, et atlas in-4<sup>o</sup>. Le P. Joly a fourni beaucoup de lettres et de pièces de poésie à *l'Année littéraire*, au *Mercur*, et à divers autres journaux, et il a été l'éditeur de *l'Histoire critique et apologetique de l'ordre des chevaliers du temple*, par le P. Lejeune, Paris, 1789, 3 vol. in-4<sup>o</sup>.

**JONES (PATR)**, marin célèbre, naquit en Ecosse vers 1736. Il passa de bonne heure aux États-Unis, où il prit du service, et, en 1775, il fut chargé par le congrès d'armer une petite escadre sous les ordres de M. Hopkins. Il eut lui-même le commandement d'un bâtiment de cette escadre qui escorta et arriva à leur destination, après quelques engagements avec les Anglais, un convoi de grosse artillerie destiné à la défense de New-York. Pour l'en récompenser, le congrès le nomma capitaine de la marine des États-Unis. A la fin de la même année il fut mis à la tête d'une escadre, détruisit les établissements anglais sur les côtes de l'Acadie, et s'empara de plusieurs bâtiments. En 1778, Paul Jones, commandant la frégate *l'Indienne*, débarqua à White-Haven, petit port du comté de Cumberland, à la tête de trente volontaires, s'empara du fort, encloua les canons, et brûla une partie des vaisseaux marchands qui étaient dans le port. Il fit alors voile pour les côtes d'Ecosse avec l'intention d'enlever le comte de Selkirk : mais ce seigneur se trouvait à Londres, et le projet manqua. Jones était né près des terres du comté, et il lui donnait une singulière marque de souvenir. Pressé par les instances de son

équipage, il exigea de la comtesse la remise de son argenterie, et la dista lui à ses matelots mutins, mais il la racheta depuis de ses deniers, et la restitua au comte de Selkirk qui lui en témoigna publiquement sa reconnaissance. Après avoir terminé sa croisière, il conduisit à Brest la frégate le *Drake*; mais l'action la plus glorieuse de sa vie est l'engagement qu'il eut en août 1779 avec deux frégates anglaises. Il avait alors le titre de commodore. Il croisa sur les côtes d'Irlande avec le *Bonhomme Richard*, vieux bâtiment vendu par la France au congrès; l'*Alliance*, frégate neuve de 36 canons, et la *Pallas*, frégate française de 36 canons, quand il rencontra une flotte marchande anglaise, venant de la Baltique, sous l'escorte du *Serapis*, frégate de 44 canons, et de la *Comtesse de Scarborough*, de 30 canons. Paul Jones commença de suite à les attaquer, et, après un combat des plus mémorables, il s'en empara. Ce combat avait duré quatre heures et le *Bonhomme Richard*, que montait d'abord Jones, et qu'il fut forcé d'abandonner pendant l'action, était coulé bas. Après le combat, il erra dans la mer du Nord pendant dix jours sur son vaisseau français, et parvint à entrer au Texel où il déposa six cents prisonniers. Louis XVI voulut alors voir Jones à Paris; il lui fit présent d'une épée d'or, et lui donna la croix du mérite militaire. Les Parisiens l'avaient accueilli avec les plus vifs applaudissements. Jones retourna aux États-Unis sur la frégate l'*Ariel*, eut dans la traversée un engagement sérieux avec la frégate anglaise le *Triomphe*, qui pourtant lui échappa. Le congrès lui décerna une médaille d'or pour sa conduite courageuse pendant la guerre de l'indépendance. Jones quitta ensuite les États-Unis, passa au service de Russie qu'il abandonna bientôt, demanda de l'emploi à l'Autriche et à la France, qui le refusèrent, et mourut à Paris en 1795. Plein de vanité, il croyait qu'un roi seul était digne d'avoir un amiral comme lui. Il était d'une petite taille, d'une conception vive, et haïssait à l'excès les Anglais, au milieu desquels il était né, et qu'il désola souvent par les entrepries les plus hardies et les plus heureuses. On a de ce marin des mémoires sous ce titre: 1° *Mémoires de Paul Jones, où il expose ses principaux services, et rappelle ce qui lui est arrivé de plus remarquable pendant la révolution américaine*, traduit de l'anglais sous les yeux de l'auteur, par J.-F. André des Vorges, Paris, 1798, in-12; 2° *Vie de Louis XVI*, 1774, in-8°, publiée sous le pseudonyme du prince Burgheld. Il parut dans le temps en français un libelle ordurier intitulé: *Paul Jones, ou prophéties par Paul Jones, prophète et sorcier comme il en fut jamais*. On y a joint une brochure dans le même genre sous le titre: *Le rêve d'un Suisse sur la révolution de l'Amérique*, an 5, in-8°.

JOSEPH II, empereur, fils de l'empereur François I<sup>er</sup> et de Marie-Thérèse d'Autriche, naquit le 13 mars 1741. Il était encore au berceau lorsque cette impératrice imagina de le prendre dans ses bras pour assurer de la fidélité des Hongrois dans un moment difficile. Elle traversa ainsi leurs rangs, et s'a jurèrent de mourir pour elle: c'était encore le temps où les résolutions d'un peuple pourraient dépendre de ces moyens pathétiques que n'avait pas usés l'habitude des mélodramas. Joseph fut élu roi des Romains à l'âge de vingt-trois ans, et à vingt-quatre, il recut, après la mort de son père, le titre d'empereur; mais l'autorité resta dans les mains de Marie-Thérèse qui était personnellement héritière des couronnes de Hongrie et de Bohême. Il fut néanmoins permis à Joseph de visiter les diverses contrées de l'empire, afin d'en connaître l'administration, et d'examiner spécialement les besoins du commerce et de l'agriculture. Son penchant s'attachait vers les manœuvres militaires, l'inspection des places fortes et l'appréciation des ressources qui paraissent offrir à lui, pour imiter Frédéric dont la gloire enthousiasmait. Il regretta de n'avoir pu marcher déjà sur ses traces et prendre part à la guerre de sept ans. Réduit à une sorte d'inaction, il voulut du moins continuer jusque chez l'étranger son rôle d'observateur; mais, dans un long séjour à Rome, en 1769, il parut trop étudier en artiste les monuments des beaux-arts, et on craignit qu'il n'oubliât bientôt qu'un prince a

d'autres devoirs. On s'aperçut dès cette époque que ses vues avaient quelque chose d'étroit pour un souverain, et que généralement les détails le préoccupaient. A Milan, il ne se borna pas à remarquer l'oisiveté des religieuses: par un caprice original, mais qu'elles durent regarder comme un abus de pouvoir, il leur enjoignit de faire des chemises pour les soldats. Il eut aussi la singulière idée de labourer un champ de sa main impériale. Pour que cette cérémonie fût impressionnée et rappêlât des idées de monarchie pastorale, il aurait fallu qu'elle fût ennoblée, comme dans la Chine, par des souvenirs de quarante siècles. Toujours plein d'admiration pour Frédéric, il eut enfin, en 1769, un entretien avec lui, à Neiss, dans la Silésie. Le roi de Prusse parut content du caractère et de la franche vivacité de son jeune émule: mais il lui trouva plus de curiosité ou de désir d'apprendre que de patience pour s'instruire; et en effet, les meilleurs desseins de cet empereur ont manqué généralement de maturité. Quelque portée à la guerre que fussent ces deux princes, ils convinrent de rester neutres, si la France et l'Angleterre rompaient au sujet de l'Amérique. On prétend qu'ils formèrent aussi à Neiss le projet de démembrer la Pologne, et que ce fut le principal objet d'un autre entretien à Neustadt, en 1770, mais sans doute ils conférèrent seulement sur les moyens de prendre part à cette iniquité dont l'idée première appartenait à Catherine de Russie. A cette époque, des troupes autrichiennes rassemblées en Moravie, s'y occupaient de manœuvres nouvelles, et l'empereur désirait vivement les faire exécuter devant Frédéric; mais au jour convenu, un grand orage vint s'y opposer. Le roi voyant que Joseph en prenait beaucoup d'humour, lui dit tranquillement: «Avouons qu'il y a un plus grand maître que nous. C'est mot prononcé après avec calme, renfermait une leçon. Le jeune empereur, disait alors Frédéric, est avide de gloire, et n'attend qu'une occasion pour troubler le repos de l'Europe. Même à d'autres égards, Frédéric ne voyait pas sans désapprobation cette iniquité d'esprit, et plus tard elle lui fit dire: «L'empereur continue ses sécularisations: chez nous, au contraire, chacun reste comme il est, je respècte le droit de possession.» Toutefois, si cette sorte de blâme avait été exprimée devant l'empereur, il aurait pu répondre que le besoin de réforme n'était pas égal dans les deux états. Quant au reproche d'ambition, il pouvait être mérité: d'ailleurs le roi de Prusse s'y connaissait. L'électeur Charles-Théodore n'ayant point laissé d'enfants, l'Autriche annonça des prétentions sur la Bavière, et commença par l'occuper militairement. Frédéric alléguant qu'elle avait pour principe légitime le duc Charles de Deux-Ponts, arma de son côté. Mais au moment d'occurrence peut-être une guerre générale, les deux monarques se mirent à traiter la question dans leur correspondance directe, et, grâce à la médiation active de Louis XVI, jointe à celle de la Russie, la Bavière, loin de dépendre de l'Autriche, obtint un rang assuré parmi les puissances du second ordre. Ainsi fut dissipé l'espoir que Joseph avait conçu de s'illustrer sur le champ de bataille. Il n'avait encore du pouvoir que le droit de réclamer, ou du moins il ne l'exercera sans contestation qu'après le 29 novembre 1780, jour de la mort de Marie-Thérèse. Il mécontenta aussitôt les Hongrois, en négligeant, à leur égard, la cérémonie du couronnement, et en se faisant apporter à Vienne la couronne de Saint Etienne, qui avait été laissée jusqu'alors au château de Presbourg. Les catholiques, qui formaient la principale population de ses états, ne murmureront pas moins en le voyant multiplier des règlements peu agréables au saint-siège. Leurs plaintes avaient quelque chose de très plausible, et Frédéric, qui pourtant ne partageait point leur zèle, appelait Joseph à mon frère le sacristain, à cause de ce soin minutieux pour régler des points de discipline qui n'étaient pas de sa compétence, et qui, d'ailleurs, lui étaient suggérés en grande partie par le prince de Kaunitz. A la vérité l'empereur ne se borna pas à statuer sur des procès-verbaux ou sur d'autres riens semblables: il défendit le recours à Rome, et il diminua le nombre des couvents. Mais ce qu'il faisait d'inconsidéré empêchait l'opinion de se prononcer fortement en faveur de

ce qu'il opérât de plus utile. Ces rumeurs ne l'inquiétaient pas assez pour le détourner de faire un voyage hors de ses états. En 1781, il revint la France qu'il avait déjà visitée quatre années auparavant. Sous le nom de comte de Falkenstein, il fut accueilli avec des égards d'autant plus empressés, qu'on était alors bien disposé en faveur de sa sœur, épouse de Louis XVI. On remarquait toutefois qu'à la vue de la prospérité dont les Français pouvaient jouir, même sous une administration fort imparfaite, le roi des Romains ne put contenir quelques mouvements de dépit. N'ayant aucun avantage à se promettre sur mer, à cause de la situation de l'Autriche, il était jaloux de ce que la France conservait une puissance maritime encore imposante. A Brest, le spectacle d'un grand armement prêt à mettre à la voile lui arracha cette exclamation : « Quel empire ! la terre et la mer ! » De retour à Vienne, il reçut une visite inusitée. On avait vu des papes ordonner à des empereurs de venir à Rome pour y rendre compte de leurs desseins ; mais les temps commençant à changer sans retour, Pie VI passa les Alpes pour dire à Joseph II le chagrin que lui causaient des innovations contre lesquelles le Vatican n'avait pas d'autres armes. Le prince montra de la déférence au pontife, et lui fit, dit-on, quelques promesses, sans rien changer toutefois à des plans qui, dans d'autres âges, auraient fait mettre tout l'empire en interdit. Il fit ôter des églises les images des saints, il permit le divorce et abolit les empêchements dirimants du mariage, il changea des circonscriptions diocésaines, et supprima la plupart des séminaires. Après cela il se rendit à Rome, en 1783, non pour s'excuser auprès du saint père, ou du moins pour s'expliquer avec lui, mais plutôt dans l'idée dont il fit part à Asara, ministre d'Espagne, d'effacer un schisme auquel plusieurs écrivains canonistes d'Allemagne avaient préparé les esprits. Par sa circonspection, Asara parvint à conjurer le danger. Cependant Joseph, en provoquant ensuite le congrès d'Éms, prouva qu'il n'avait pas changé de dispositions. Il entreprit particulièrement de soustraire à leur penchant superstitieux les habitants des Pays-Bas ; mais les troubles qui en résultèrent furent comme le signal des événements destinés à l'attrister dans ses dernières années. La sanglante insurrection des Valaques, en 1784, lui donna de graves inquiétudes, ainsi que les démêlés avec la Hollande, au sujet de la navigation de l'Escaut. Un historien a remarqué que ce prince n'eut de vœux que dans l'occasion où c'était un inconvénient de plus pour sa gloire, c'est à dire dans des vœux conformes à celles que l'impératrice sa mère regretta amèrement d'avoir suivies sur la malheureuse Pologne. Par une singulière combinaison du sort, les Polonais furent indigemment spolies par trois monarques philosophes, dont le moins coupable en cela, et généralement peut-être le plus estimable sous le rapport moral, était Joseph, mais qui tous trois se bornaient presque à s'affranchir de divers préjugés, sans y substituer des principes inviolables. En 1787, l'empereur alla rejoindre Catherine de Russie dans son voyage romanesque en Crimée. Ils ne convinrent de rien moins que d'expulser de l'Europe les Ottomans. Au milieu de ces illusions que l'empereur partageait, et tout en avançant, comme disait Catherine, sur le chemin de Byzance, ils s'arrêtèrent au lieu où l'on fondait la ville d'Écatherinebourg, dont la czarine posa la première pierre. Joseph ayant été invité à poser la seconde, et s'apercevant que Catherine aimait à recommencer beaucoup de choses sans les conduire à leur fin, dit ensuite plaisamment : « J'ai fini aujourd'hui une grande ville avec l'impératrice ; elle a posé la première pierre, et moi la dernière. » Néanmoins, il eut conscience dans le projet plus chimérique d'abattre les Osmanlis. Pour commencer à leur porter des coups décisifs, il voulut surprendre Belgrade, à la fin de 1787 ; mais cette agression irrégulière et vaine ayant porté au comble l'irritation des Musulmans, le vizir Yousof enfonce les lignes autrichiennes sur les frontières du Banat. L'empereur, déconcerté, s'attendait à voir incessamment les drapeaux du prophète sous les murs de Vienne. En changeant à chaque courrier ses généraux, il ne faisait qu'augmenter le mécontentement des troupes. En-

fin, l'arrivée du maréchal Laudon qui s'était fait un beau nom pendant le règne de Marie-Thérèse, leur rendit la confiance. L'ennemi évacua la Hongrie, et ne put même conserver Belgrade. Mais la santé de l'empereur était profondément altérée ; cette consolation tardive n'était pas suffisante pour la retablir. Non seulement le chemin de Byzance lui paraissait alors difficile, mais il avait fallu renoncer aussi à l'idée, beaucoup plus sage, d'échanger les Pays-Bas contre la Bavière. Frédéric ne voulant pas que la maison d'Autriche achetât ainsi d'arrondir ses possessions, avait aussi, contre l'érction de la Belgique en royaume, des obstacles insurmontables. D'ailleurs cette contrée, agitée par les intrigues du clergé, ne rentrerait pas dans l'obéissance, et il dut en coûter à Joseph II, lorsqu'il crut devoir recourir, pour la pacifier, à l'évêque de Rome. Le lève de Pie VI n'eut presque point d'effets ; ce fut pour le prince un nouveau chagrin d'avoir hasardé vainement une démarche peu conséquente de sa part. Sur ces entrefaites, il fut encore affecté très péniblement par les inquiétudes de sa sœur, la reine de France, et surtout par la mort inopinée de l'archiduchesse Elisabeth de Wartenberg. Deux jours après cette perte, il succomba lui-même, le 20 février 1790, n'ayant guère connu de la grandeur que les dégoûts plus sombres dont elle est difficilement exempt, et laissant cette triste épitaphe : « C'est Joseph II, qui fut malheureux dans toutes ses entreprises. » Il était cependant digne d'estimer le prince laborieux, actif, éclairé, qui dit en mourant : « Je ne regrette pas le trône. Un seul souvenir pèse sur mon cœur : après toutes les peines que je me suis données, j'ai fait peu d'heureux et beaucoup d'ingrats. » Avec une capacité peu commune et des intentions généreuses, il manquait de l'une des qualités les plus essentielles chez l'homme puissant, de cet esprit d'ensemble, de ce discernement qui empêche de s'égarer dans le choix des moyens. Il a laissé toutefois des souvenirs très honorables, et il était surtout aimé des troupes. Il avait été marié deux fois, mais sans avoir d'enfants, et depuis 1767, il resta veuf. Il eut son frère pour successeur, sous le nom de Léopold II. Plus tard, François II l'a fait ériger à Vienne, en l'honneur de Joseph, une statue équestre en bronze, et d'une très belle exécution. La vie de cet empereur a été écrite en allemand plusieurs fois, mais rarement avec impartialité. Tous ses projets de réforme lui avaient fait de zélés partisans et surtout des ennemis irréconciliables. L'ouvrage de M. R. (Rioust), intitulé *Joseph II peint par lui-même*, Paris, 1817, 3 vol. in-12, donne une idée moins inexacte de ce prince, d'autant plus que c'est presque uniquement un recueil d'anecdotes authentiques pour la plupart.

JOSSE BEAUVOIR (Aceras), naquit à Meslay, près Vendôme, en 1773. En 1801, M. Beauvoir fut nommé membre du conseil général du département de Loir-et-Cher, et s'y fit remarquer par la sagesse de ses vues et la facilité de sa rédaction. En 1815, ses concitoyens le nommèrent, à l'unanimité, membre de la chambre des députés. Lors de la discussion du projet de loi sur les crs séditieux, M. Beauvoir trouva trop douces les peines qu'on proposait d'infliger à ce délit, et en demanda de plus grandes. On a beaucoup vaqué son opinion sur le divorce, qu'il fit imprimer alors, mais qu'il ne put parvenir à faire entendre à la tribune. M. Beauvoir traitait cette matière en moraliste et en homme de lettres distingué. Reçu en 1816, il combattit le projet de loi sur les élections, prétendant qu'il n'était point monarchique et que le système électoral suivi par Bonaparte était préférable. Plus tard, il demanda des lois répressives contre les journalistes, et se prononça contre l'avancement par ancienneté dans l'armée, et s'emporta contre les pétitions collectives et leurs auteurs. « Ces pétitions sont une invention républicaine », s'écria-t-il un jour à la tribune, une jonglerie dont il faut faire justice, » et il demanda l'ordre du jour. Le 22 mars 1819, il demanda le maintien de la censure des journaux ; le 26 mai, en appuyant le projet de la nouvelle loi des élections, il traita celle du 5 février avec le dernier mépris. Il ajouta que les petits propriétaires étaient trop favorisés, que rien n'était plus dangereux que de chercher les moyens de

plaire au peuple, et il fit, par occasion, l'éloge des temps où il n'y avait point de grande route de Lyon à Bordeaux, et où l'on s'égorgeait dans Paris. Le 30 juin, il s'opposa aux réductions proposées par les membres du côté gauche sur les budgets de chaque ministère. En 1831 et en 1834, il fut réélu par le département de Loir-et-Cher. Ses sentiments et ses opinions n'ayant point changé, il continua de siéger au côté droit. La chambre ayant été dissoute, en 1837, M. Josse-Beauvoir n'y a plus été appelé. Il est officier de la légion d'honneur, et il était depuis 1833 conseiller-maire à la cour des comptes, mais depuis 1830, il a cessé d'en faire partie.

JOUFFROY (ARCHILLE, comte de), journaliste et compilateur, n'est guère connu que par quelques brochures et des articles en faveur du droit divin, de l'ultramontanisme et du pouvoir absolu, insérés dans l'*Observateur*, journal qui commença de paraître en 1830, et qui ne s'est pas soutenu. A la révolution de 1830, M. A. de Jouffroy se retira à Londres, où il publia un journal consacré aux mêmes doctrines, sous le titre de *La légitimité*; ce journal est soutenu par les foudres des réfugiés, et rédigé par MM. Capelle, Dudon, de Latil, etc. Son fondateur en a essayé l'introduction en France, mais la police ne l'a pas toléré. M. A. de Jouffroy, a publié : 1° *Des idées libérales des Français par A. J.*, Paris, 1815, in-8°; 2° *Les fustes de l'anarchie, ou précis chronologique des événements mémorables de la révolution française, depuis 1789 jusqu'en 1804*, Paris, 1820, 2 vol. in-8°; 3° (avec M. Carmouche) *Le vampire, mélodrame en trois actes*, Paris, 1820; 4° *Reclamation au faveur de Monique, veuve Othon, âgée de vingt-un ans, condamnée à mort par la cour d'assises du Calvados*, Paris, 1821; 5° *Les siècles de la monarchie française, ou description historique de la France, depuis ses premiers rois jusqu'à Louis XVI*, Paris, 1823 et ann. suiv., gr. in-fol., pap. vel. Cet ouvrage, qui devait être composé de trois cent cinquante lithographies, y compris les cartes géographiques, et former trente-six livraisons n'a pas été continué. Cinq livraisons du texte et autant des planches, au nombre de quarante, sont les seules qui aient vu le jour. — JOYEUX (le marquis de), père du précédent, fit construire à Lyon, en 1782, un bateau à vapeur qu'il mit en mouvement au moyen de la machine de Newcomen, perfectionnée par Glasgow. Cette tentative, alors toute nouvelle, n'était pas sans mérite, et elle excita l'attention publique. Le marquis de Jouffroy lança un second bateau à vapeur, en 1816, au petit Dorey, près Paris. Quoique ces deux expériences aient réussi, le marquis de Jouffroy ne sera pas compté au nombre de ceux qui ont fait de la vapeur l'application la plus heureuse à la navigation. Cependant il a publié une brochure sous ce titre : *Les bateaux à vapeur*, Paris, 1816, dans laquelle il reproche à Fulton de lui avoir dérobé sa découverte, et de s'être borné à reproduire le bateau lancé à Lyon en 1782. L'histoire des machines à vapeur donne le démenti le plus formel à cette réclamation.

JOUFFROY (THÉOPHILE-SIMON), l'un des métaphysiciens les plus remarquables de notre époque, est né aux Pontels, petit village des montagnes du Jura, dans le département du Doubs. Le 19 mars au 4. Il commença ses études au collège de Louis-le-Naulmier, et les acheva au lycée de Dijon. M. Jouffroy fut appelé, en 1813, à l'école normale, où il ne put entrer qu'au mois de juin 1814, à cause de l'invasion de la France. Il s'y livra par goût à la philosophie, qu'il étudia sous M. Cuvier. Recu docteur, en 1816, il sollicita et obtint de passer une troisième année à l'école où il fut chargé de répéter à ses condisciples le cours de philosophie que faisait alors M. Thuret à la faculté. Au commencement de 1817, l'université lui donna le titre d'agrégé, et le 30 octobre de la même année M. Royer-Collard, alors à la tête de l'instruction, le chargea des doubles fonctions de professeur suppléant de philosophie au collège Bourbon et de maître de conférences de philosophie à l'école normale. Il occupa ces deux chaires jusqu'en 1821. A cette époque, sa santé compromise par le travail, le força de résigner la première, et, en 1822 la suppression

de l'école normale lui fit perdre l'autre. Dès lors la proscription qui pesa sur tout ce que l'école normale avait produit d'un peu distingué, ne lui laissant aucune espérance d'obtenir de nouvelles fonctions, M. Jouffroy ouvrit chez lui des cours particuliers qui furent suivis par l'élite de la jeunesse d'alors; et d'où sortirent quelques uns des redacteurs les plus distingués du *Globe*. Dans un cours, qu'il continua pendant six ans, M. Jouffroy parcourut toutes les branches principales de la science philosophique, c'est à dire la psychologie, la morale, la politique, la religion, l'esthétique, la philosophie de l'histoire, et jeta les bases de sa doctrine. C'est dans cet intervalle qu'il fonda avec ses amis de l'école normale, MM. Dubois et Damiron, le journal philosophique et littéraire intitulé le *Globe*, qui commença de paraître en septembre 1815, et à la rédaction duquel vinrent successivement s'associer les plus distingués des jeunes hommes formés à son école, parmi lesquels nous citerons MM. Duchatel, Viète, Duvergier de Hauranne, l'Herminier, Sainte-Beuve. M. Jouffroy a donné dans ce journal un grand nombre d'articles où la même philosophie se trouve appliquée à des sujets très divers. Sa coopération n'a cessé qu'au mois d'août 1830, époque où il se retira avec ses amis. En 1816, M. Jouffroy publia *Les acquisitions de philosophie morale* de Dugald Stewart qu'il avait traduites à l'école normale, et à la tête desquelles il plaça une introduction où il expose ses vues sur la science de l'homme et la méthode à suivre pour l'élever à la hauteur des autres sciences d'observation. Cette introduction attira vivement l'attention. M. Jouffroy y établit la profonde différence qui sépare les phénomènes de l'intelligence des phénomènes physiologiques. On ne peut rien de plus convaincant et de plus précis. C'était une grande défaite pour Cabanis et son école; il resta clairement démontré qu'on ne pouvait plus aspirer à faire de la métaphysique avec le scalpel et la loupe de l'anatomiste. Cet écrit produisit un grand effet sur les esprits les plus distingués parmi les physiologistes; on y retrouva toutes les qualités qui distinguent Reid: les croyances imperissables du bon sens y sont défendues avec une finesse d'observation et une rigueur de deductions qui ne laissent rien à répliquer selon M. Jouffroy, et nous sommes complètement de son avis: pour faire la science de l'homme, il faudra observer, mais observer autrement que les peintres de méurs. Ce ne sera plus aux détails et aux individualités qu'on devra s'attacher, mais aux masses et aux faits généraux; il ne s'agira plus de savoir ce qui se passe de particulier dans l'âme de tels ou tels individus, mais ce qui se passe de commun dans l'âme de tous: les anecdotes feront place à l'histoire, et les traits aux explications scientifiques. M. Jouffroy entreprit en 1828, une publication plus importante, la traduction des *Œuvres complètes de Thomas Reid*, dont cinq volumes sur six ont déjà paru. Il appartenait à M. Jouffroy de donner la traduction complète du chef de l'école écossaise: il y a en effet beaucoup de rapports entre l'esprit de Reid et l'esprit de M. Jouffroy. Sans doute cette éloquence vive et simple qui anime les leçons du jeune professeur français, ne se trouve jamais dans Reid. Le vieux professeur du paisible Edimbourg n'a pas non plus cette nature rêveuse et forte, qui poursuit un grand problème avec l'ardeur mélancolique d'un poète, sans rien perdre de la rigueur d'un logicien; mais tous les deux ont cette pénétration d'esprit, cette sûreté de tact philosophique, ce respect profond du sens commun, qui vont droit au vrai dans chaque question; ils isolent cette question de toutes les autres, ils ramassent leurs forces sur ce point et ne lâchent prise qu'après avoir, sinon résolu le problème, du moins nettement montré où est pour nous l'insoluble. M. Royer-Collard ayant confié à M. Jouffroy les manuscrits de ses leçons à la faculté, M. Jouffroy en a extrait tout ce qui méritait de voir le jour, et l'a publié sous le titre de *Fragments*, à la suite des ouvrages de Reid, sur les mêmes matières. Le volume qui complètera cette publication et qui doit paraître incessamment, contiendra une introduction de l'éditeur. Au mois de janvier 1829, sous le ministère de M. de Vatimesnil, il fut enlié permis à M. Jouffroy de rentrer dans l'en-

seignement. Il fut désigné pour suppléer, à la faculté des lettres de Paris, M. Milon, professeur d'histoire de la philosophie ancienne. Après la révolution de 1830, M. Cousin ayant succédé à M. Milon, M. Jouffroy succéda lui-même à M. Cousin en qualité d'adjoint de M. Royer-Collard, dans la chaire d'histoire de la philosophie moderne. La première leçon de ce nouveau cours a été sténographiée et publiée. A la même époque M. Jouffroy fut réintégré dans ses anciennes fonctions de professeur de philosophie à l'école normale. Indépendamment de sa coopération au *Globe*, M. Jouffroy a inséré plusieurs articles dans l'*Encyclopédie moderne*, dans la *Revue européenne*, et dans différents autres recueils.

**JOUKOVSKY** (VASSILI ANDRÉWITCH), lecteur de la grande duchesse Alexandra Feodorowna, et l'un des poètes russes les plus fameux, est né en 1783. Son premier pas dans la carrière politique fut signalé par une imitation de *Lamour*, production de Burger, dont M<sup>me</sup> de Staël donne une si belle analyse dans son ouvrage sur l'Allemagne. Depuis, il continua à essayer ses forces en luttant avec Schiller, Goethe, Goldsmith, Byron, Walter Scott, etc. La meilleure et la plus heureuse de ses traductions est, sans contredit, celle qu'il a faite de la *Jeune d'Arc* de Schiller, et dans laquelle il a poussé la fidélité jusqu'à rendre les différents mètres employés par l'auteur en vers de même mesure. Mais Joukovsky ne se borna pas à des traductions de l'anglais et de l'allemand, il en donna de quelques fragments des classiques français, et ses traductions en hexamètres de plusieurs morceaux d'*Ovide* et de Virgile, qui ont été justement applaudies, complètent des études poétiques que peu d'hommes oseraient entreprendre. Ses productions originales, dont le recueil en quatre volumes a été imprimé à Petersbourg, se composent de poésies lyriques, de romances, de ballades, d'épîtres, d'élegies, etc. Sa diction est concise, mais hardie et énergique. Ses poésies se rapprochent beaucoup plus du genre allemand que du français; elles portent avec elles une teinte de cette mysticité poétique dans laquelle semble tant se complaire l'école romantique, et que l'on reproche à lui ainsi qu'à elle-même. En considérant Joukovsky, sous le seul mérite de la poésie, abstraction faite du genre, ce mérite est incontestable chez lui. Il est profond, il est vrai, et il a le talent d'exprimer net et fort ce qu'il sent vivement. Il possède la langue poétique à un degré éminent, et il est toujours harmonieux, toujours plein de couleur et de vie. Quelques critiques lui reprochent de n'avoir pas fait jusqu'à présent un ouvrage de longue haleine, mais que sont les ouvrages d'Horace, de Pindare et d'Anacréon? Leur génie s'est montré dans quelques pages, et ces pages immortelles ont résisté aux influences du temps et aux variations qu'ont subies l'esprit, les mœurs et le goût des générations qui se sont succédées depuis eux. Parmi les productions originales de Joukovsky, on remarque surtout : 1° *Le chant du Barde sur la tombe des Slaves vainqueurs*; 2° *Le poète au camp des guerriers russes, dans la guerre de 1812*; 3° *Le poète au Kremlin*. Ces deux odes sont un monument élevé à la gloire de l'armée et du peuple russe, mais la seconde a moins de vigueur que la première : la conception en est moins belle; 4° *Epître à l'empereur Alexandre*, riche en beaux vers, en sentiments nobles, mais un peu trop prolixe et peinant par le plan qui ne consiste que dans une récapitulation des hauts faits de l'empereur adressée à lui-même; 5° plusieurs ballades, dans le genre anglais et allemand, parmi lesquelles on distingue particulièrement celle qui est intitulée : *Suebian*, morceau entièrement original, revêtu de couleurs locales, riche d'inspirations, renfermant les tableaux les plus agréables présentés en vers les plus harmonieux. On met à côté de la traduction de la *Jeune d'Arc* de Schiller, par Joukovsky, celle du *Prisonnier de Chillon*, poème de lord Byron, Saint-Petersbourg, 1812, 1 vol. in-8°. Cette traduction suit l'original pas à pas en vers de quatre pieds, à rimes masculines, et, malgré la prodigieuse difficulté de ce travail, l'imitation a perdu peu de chose de la couleur sombre qui domine dans l'original.

**JOURDAIN** (ANSELME-LOUIS-BERNARD BACHILLET),

chirurgien-dentiste, naquit à Paris, le 28 novembre 1734. Il avait commencé ses études au collège d'Harcourt, et les acheva chez les jésuites à Rouen. Son père le destinait à l'état de procureur, mais Jourdain se sentant de grandes dispositions pour la chirurgie, commença à s'y livrer ardemment. La mort lui ayant ravi son père, il put s'adonner sans réserve à son étude favorite. Moreau, alors chirurgien à l'Hôtel-Dieu, le distinguant des autres élèves, et se chargea spécialement de diriger ses travaux. Mais Jourdain, se destinant plus particulièrement à l'art du dentiste, abandonna M. Moreau après avoir mis à profit, pendant six ans, les leçons qu'il recevait d'un aussi bon maître, pour entrer chez Lecluse, qui jouissait d'une réputation méritée. Jourdain fut reçu dentiste en 1755, et devint par la suite un des plus célèbres opérateurs de la capitale dans cette partie. Quoique adonné presque exclusivement à cette branche de l'art de guérir, il a perfectionné plusieurs instruments, un pour l'extirpation des polypes dans l'arrière-bouche, un autre pour l'opération de la pierre. Jourdain est mort le 7 janvier 1816. On a de lui les ouvrages suivants : 1° *Nouveaux éléments d'odontologie*, 1756, in-12; 2° *Traité des dépôts dans le sinus maxillaire, dans les fractures et des caries de l'une et l'autre mâchoire*, 1760, in-12; 3° *Essai sur la formation des dents, comparée avec celle des os*, 1766, in-12; 4° *Le médecin des dames, ou l'art de les conserver en santé*, 1773, in-12; 5° *La médecine des hommes, depuis la puberté jusqu'à l'extrême vieillesse*, 1773, in-12; 6° *Preceptes de santé, ou introduction au dictionnaire de santé*, 1773, in-8°; 7° *Traité des maladies et des opérations réellement chirurgicales de la bouche et des parties qui y correspondent*, 1778, a vol. in-8°; 8° des articles dans le *Journal de médecine* et dans l'*Année littéraire*. Il a fourni à M. Portal des notes précieuses pour son histoire de l'anatomie. Il a laissé encore une traduction du *Traité du scorbut*, qui n'a point été publiée. On a une notice historique sur sa vie et ses ouvrages, 1816, in-8°, par M. Duval.

**JOURDAN** (ANTOINE-JACQUES-LOUIS), né à Paris, en 1785, fut destiné à la profession de médecin, et servit en qualité de sous-aide et d'aide-major dans nos armées et dans nos hôpitaux du Gros-Cailillon et du Val-de-Grâce, depuis 1807 jusqu'en 1814. A cette époque, il fut privé de son emploi, et se livra entièrement aux lettres. On a de lui plusieurs articles excellents, insérés dans le *Dictionnaire des sciences médicales*. Il a traduit les ouvrages suivants : 1° *Traité de la plique polonoise*, traduit de l'allemand de F. Ch. Lafontaine, Paris, 1807, in-8°; 2° *Histoire de la médecine, depuis son origine jusqu'au dix-huitième siècle*, traduit de l'allemand de Sprengel, Paris, 1815, 7 vol. in-8°; 3° *Histoire de la philosophie moderne, depuis la renaissance des lettres jusqu'à Kant*, *proc. d'un abrégé de la philosophie arabe*, depuis Thalès, jusqu'au quinzième siècle, traduit de l'allemand de T. Bulhe, Paris, 1816, 5 vol. in-8°.

**JOUVENCEL** (le chevalier de), membre de la chambre des députés, fut nommé, le 3 décembre 1813, maire de Versailles, et reçut au mois de janvier 1814, la croix de la réunion. Le 28 du même mois, il adressa aux habitants une proclamation énergique, pour les exciter à la défense commune. Le 13 novembre de la même année, il reçut la croix de la légion d'honneur. Il n'exerça aucune fonction publique pendant les cent jours; mais le 30 juin 1815, les ennemis étant aux portes de Versailles, il céda aux vœux de ses concitoyens, et reprit les fonctions de maire. Il obtint, le 8 juillet une capitulation qui sauva la ville du pillage; résistait aux réquisitions vexatoires de quelques employés des troupes étrangères, il leur dit : « Tuez-moi, mais laissez ma ville en repos. » Le conseil municipal de Versailles voulant offrir à M. de Jouvencel un gage de la reconnaissance des habitants pour sa belle conduite à cette époque, lui fit don d'un riche service d'argenterie, sur lequel étaient gravés ces mots : *A. M. de Jouvencel, la ville de Versailles reconnaissante, journées des 30 mars et 6 avril 1814, 30 juin et 8 juillet 1815*. M. de Jouvencel fit à son tour hommage au conseil municipal de Versailles des *Mémoires* qu'il avait rédigés sur les événements arrivés dans cette ville en 1814 et



1815. Nommé député en 1822, par l'arrondissement de Versailles, il quitta sa place pour conserver les opinions que lui dictait sa conscience : il siégea à gauche, et vota avec les amis des libertés publiques. En 1823, il signa la protestation que firent soixante-deux députés contre l'exclusion de Manuel, député de la Vendée, et la violence avec laquelle il fut arraché à la chambre. A cette époque M. de Jouvencel rentra dans la vie privée, et accepta seulement les fonctions de membre du conseil d'arrondissement de Versailles. En 1828, il fut proposé par plusieurs électeurs de cet arrondissement, et montra le plus noble désintéressement en usant de toute son influence pour favoriser l'élection de MM. Bertin de Vaux et Alexandre de Lameth. Les électeurs du grand collège récompensèrent ce dévouement en l'appelant à la chambre. Il vota l'adresse des deux cent vingt-un députés contre le ministère Polignac, et fut élu quelque temps après que la chambre eut été dissoute. Il vient encore d'être réélu aux élections de juillet 1831.

JUIGNÉ (ANTOINE-ÉLÉONORE-LÉON LACZAR DE), archevêque, né à Paris, en 1758. Sa famille appartenait à l'ancienne province du Maine. Ayant, à l'âge de six ans, perdu son père, tué au combat de Gustalla, il fut envoyé au collège de Navarre, à Paris, et après y avoir achevé sa philosophie, et avoir été au nombre des séminaristes de Saint-Nicolas du Chardonnet, il fit partie de la société des théologiens de Navarre, où il prit ses degrés. Il avait été quelque temps grand-vicaire de l'évêque de Carcassonne, un de ses parents, lorsqu'on lui confia les fonctions d'agent du clergé. L'usage était de les remplir pendant cinq années, si on n'était pas nommé à quelque évêché dans cet intervalle. L'abbé de Juigné ne les exerça que pendant environ quatre ans : il venait de refuser l'évêché de Comminges; mais, en 1764, on lui destina l'évêché de Châlons, qui était une comté-pairie, en exigeant son consentement. Dès qu'il y eut pris connaissance des affaires, il crut indispensable, pour rétablir la concorde, de sévir avec quelque rigueur contre les adhérents à ce qu'on appelait le jansénisme; mais, après ces actes de concédence en faveur d'une doctrine regardée seule comme pleinement orthodoxe au-delà des monts, il ne s'occupa plus que de mesures propres à lui concilier généralement les esprits. Non content de reconstruire le grand séminaire de Châlons, il en établit un second pour y donner gratuitement une éducation ecclésiastique à quelques habitants de la campagne heureux de profiter de cette ressource. Attentif aux divers besoins de son diocèse, il en conférait souvent avec les prêtres indistinctement; il ne manquait jamais de les consulter, et il leur donnait à tous des marques de bienveillance. Dans l'incendie de la ville de Saint-Dizier, en 1776, on le vit accourir, malgré une distance de quatorze lieues, et s'exposer à de grands dangers pour diminuer le nombre des victimes. Cette circonstance le fit songer aux moyens de rendre moins désastreux de semblables événements, trop communs dans ces contrées, et il établit à Châlons un bureau de secours. Tout le diocèse a conservé de son pasteur une mémoire honorable, due surtout à l'abondance de ses aumônes. Le siège de Paris étant venu à vaquer par la mort du célèbre Christophe de Beaumont, en 1781, le roi, de son propre mouvement, dit-on, désigna de Juigné, qui prétendement avait mieux aimé rester à Châlons que de passer à Auch, ne regardant pas l'augmentation du revenu épiscopal comme un motif de changement conforme à l'esprit des canons. A plus forte raison, pour que ce prélat consentit à occuper le siège métropolitain, il ne fallut rien moins que des ordres réitérés : Louis XVI était persuadé qu'il servirait par ce choix les intérêts de l'Eglise. Le nouvel archevêque répondit à l'attente du prince et des fidèles : il continua de suivre les mêmes principes, et de montrer les mêmes vertus ou la même vigilance. Il ne tira d'autre avantage du revenu peut-être excessif attaché à son titre que de multiplier les bonnes œuvres, au nombre desquelles il mettait, à la vérité, quelques pieux établissements d'une utilité moins certaine. Jamais sa bienfaisance ne fut plus digne d'éloge, ou sa charité plus ardente, que dans l'hiver rigoureux qui termina l'année 1788. Pour secourir les indigents,

après avoir vendu sa vaisselle, il ne craignit pas d'engager son patrimoine, et de recourir tellement aux emprunts que son frère aîné s'en fit garantir jusqu'à la somme de cent mille ecus. Nommé député aux états-généraux, ainsi que ses deux frères, l'archevêque de Paris siégea avec la minorité. Cette résistance ne lui fut point pardonnée : le 24 juin 1789, il fut accueilli par de vives marques d'improbation, et sa voiture fut poursuivie à coups de pierres dans cette même capitale où il jouissait d'une juste estime. Telles sont les exigences politiques : il ne faut qu'une journée décisive pour que le nom le plus respecté d'autres égards cesse d'être populaire. Néanmoins l'historien à tousjours tort de confondre, dans sa phrase inconsidérée, la portion du public vagabond l'objet d'une sollicitude généreuse avec de prétendus ingrats, et avec quelques hommes emportés par leur zèle, et trop prompts peut-être à punir une opiniâtre adhésion aux principes qu'ils réprouvent. L'archevêque était présent à la séance du 4 août : il crut que le rapprochement tenté alors aura-t-il des suites heureuses, et, dans sa candeur, il fit la proposition de chanter un *Te Deum*. Bientôt, n'espérant plus le maintien de l'ordre, il demanda l'agrément du roi pour se retirer, et même il quitta la France. Il s'arrêta, à Chambéry, auprès d'un parent, dans le château duquel, assisté de sept autres prélats émigrés comme lui, il consacra une chapelle, en 1793, et ensuite il vint à Constance jusqu'au moment où l'arrivée des troupes françaises l'en expulsa. Il fut accueilli très favorablement à Augsbourg, chez l'électeur de Trêves; mais, sous le consulat, en 1803, il crut devoir repasser le Rhin, après s'être donné de sa part l'attitude entre les mains du souverain pontife, par suite du concordat. Il passa le reste de ses jours au sein de sa famille, et avec beaucoup de simplicité : il allait quelquefois au palais archiépiscopal visiter, sans aucun regret, son successeur, le cardinal de Belloy, de qui il était reçu avec empressement. L'étude suffisait à ses loisirs : il l'avait toujours aimée, et la littérature profane même ne lui était pas étrangère. Doué d'une forte mémoire, il connaissait tellement la Bible qu'on ne pouvait, assure-t-on, lui en citer des passages sans qu'il n'indiquât aussitôt la chapite et même le verset auquel ils appartenaient. Son désir de contribuer au progrès des sciences ecclésiastiques lui avait fait concevoir le projet d'une école pour former des prédicateurs. On s'en était occupé au Calvaire, sous la direction de l'évêque de Senes; mais, à la révolution, cette idée avait été abandonnée. Parvenu à sa quatre-vingt-troisième année, l'ancien archevêque de Paris mourut dans cette ville, le 19 mars 1811. Dans le service qui lui fut fait au chapitre métropolitain, son oraison funèbre fut prononcée par l'abbé Jallabert, vicaire-général, et, en 1814, on transporta dans le caveau de Notre-Dame ses restes inhumés d'abord dans le cimetière commun. Outre des *Mandements* estimés, on a de lui : *Rituel*, Châlons, 1776, 2 vol. in-4°. En 1786, ce livre, très changé, fut réimprimé, en trois volumes in-8°, sous le titre de *Pastoral de Paris*. Il fut attaqué par les jansénistes dans *Réflexions sur le Rituel*, *Observations sur le Pastoral*, *Examen des principes du Pastoral*, sur l'ordre, la pénitence, le mariage, etc., et il fut dénoncé aux chambres, le 19 décembre 1786, par Robert de Saint-Vincent. Charlier, ancien bibliothécaire de l'archevêque, et un de ceux à qui on attribue en partie les changements faits pour la seconde édition, a donné, en un volume, *l'Abbrégé du Pastoral*.

JUILLET, acteur célèbre de l'Opéra-Comique, né à Paris, en 1755. Après avoir été militaire et restaurateur, il se fit comédien, et il avait sans doute joué en province lorsqu'il fut engagé au théâtre comique et lyrique de la rue de Bondy, dont l'ouverture eut lieu en 1790. Juillet fut l'acteur le plus remarquable de ce théâtre, dont il aurait fait la fortune s'il y eût resté, et qui alla en décadence dès qu'il l'eut quitté. Ce fut surtout dans *Nicomède*, dans la *lune*, pièce de circonstance du Cousin Jacques (Belfroy de Reigny), qu'il attira la foule pendant plus de cent représentations. Il y jouait le principal rôle avec un naturel, une gaieté, une originalité fort rares. Ce rôle suffit pour faire sa réputation, et le succès qu'il y

obtint fut si brillant que, dès l'année suivante, il fut engagé au théâtre de M<sup>me</sup> Foydeau. Par reconnaissance pour le Cousin Jacques, il crut devoir choisir pour son début, en 1791, une pièce de cet auteur : mais il se montra fort médiocre dans le rôle de Gaillardio de *L'histoire universelle*, et l'on put juger de ce moment que l'emploi des financiers et des personnages comiques de la moyenne société lui convenait infiniment moins que celui des paysans et des hommes des plus basses classes. Il le prouva bientôt en prenant sa revanche dans *Le club des bonnes gens*, où il joua le rôle de Thomas. En 1792, il créa, de la manière la plus vraie et la plus plaisante, les rôles du jardinier yrogne dans *Les cisalpins*, et de l'invalid Germond dans *L'amour filial, ou la jambe de bois*. Il n'eut pas moins de succès, en 1793, dans *Cadichin*, ou les *Bukemiens*; dans *La papezanne Jeanne*, et, en 1795, dans le dernier Thomas du *Traité nul*, dans le père Bouteemps de *La petite Nanette*, dans *Jean-Baptiste*, etc. Mais le rôle du porteur d'eau Mikeli, dans *Les deux journées*, représentées en 1800, mit le sceau à sa réputation. Après la réunion des deux opéra-comiques des salles Favart et Feydeau, en 1801, Juliette devint sociétaire de la nouvelle entreprise dramatique, et y resta jusqu'à sa retraite, en 1821. Il parut pour la dernière fois sur la scène, le 12 avril, dans le prier de *Ninon chez M<sup>me</sup> de Sévigné*, et dans le jardinier de *La fête du village voisin*, et mourut d'une apoplexie foudroyante, le 30 mai 1825, à l'âge de soixante-dix ans. Ce comédien honora sa profession par son talent et sa probité. Son jeu naturel et piquant, l'extrême mobilité de ses traits, la vivacité de son dialogue, le mordant de sa diction, une grande habitude de la scène, le rendirent long-temps un acteur vraiment précieux, en qui l'on voyait toujours le personnage et presque jamais le comédien. Toutefois on trouvait sa manière un peu uniforme, sa diction quelquefois incorrecte. Il avait moins de profondeur, de tact et de finesse, que de rondeur et de gaieté naturelle, et au total c'était un acteur de genre qui n'excellait que dans le comique populaire et dans les caricatures. Il prenait sa voix dans la gorge, et abusait un peu du rire, de la charge et des ronds de jambe dans les danses grotesques. Juliette avait un fils pensionnaire au théâtre de l'Opéra-Comique, auquel il comptait hériter son héritage comique : mais ce fils n'étant qu'une faible copie des talents de son père, quitta Paris pour aller jouer sur les théâtres de province, et ce fut Visentini qui recueillit toute la succession de Juliette père, qu'il surpassait dans les rôles habillés, mais auquel il était inférieur dans l'emploi des *tableaux* et des grotesques. — Un frère de Juliette, qui avait continué l'état de restaurateur, lous, en 1797, le pavillon d'Hannovre, avec son jardin, où il donnait des fêtes et vendait des glaces. Il céda, deux ans après, cet établissement d'un nouveau genre à Vellou, prédecesseur de Tortoni, lequel fut éclipsé par Carchi, qui avait formé un établissement pareil à l'hôtel de Frascati, rue de Richelieu. Les noms des célèbres restaurateurs Mout et Juliette figurent dans une parodie de *Roméo et Juliette*.

**JULIA DE FONTENELLE (J.-S.-E.)**, habile et laborieux chimiste, né à Narbonne, le 29 octobre 1790. Les conseils du célèbre Barthès le portèrent à l'étude de la médecine, qu'il négligea bientôt pour la pharmacie. Il prit ses degrés à Montpellier, et vint à Paris, où il fut présenté à Fourcroy et à Berthollet, dont il suivit les cours avec succès. Il alla, en 1820, à Barcelonne, à ses frais, pour y étudier l'épidémie qui désolait cette ville, et, en 1823, lors de la guerre avec l'Espagne, il fut nommé médecin en chef de l'hôpital général de convalescence de l'armée de Catalogne. Il a fondé la société des sciences physiques et chimiques dont il est président; il était membre de l'ancien collège de pharmacie, et il appartient à la société royale de Varsovie, à celles de médecine et des sciences de Barcelonne, au cercle des pharmaciens d'Allemagne, etc. Il a publié un grand nombre d'ouvrages dont l'espace ne nous permet de citer que les plus importants : 1° *Dissertation sur la fièvre jaune de Barcelonne*, traduit de l'espagnol, 1820; 2° *Recherches historiques, chimiques et médicales sur l'air marseillais*, Paris,

1823, in-8°; ouvrage couronné par l'académie des sciences de Lyon; 3° *Manuel de chimie médicale*, Paris, 1824, in-12; 4° *Manuel portatif des eaux minérales les plus employées en boissons*, Paris, 1825, in-18; 5° *Des effets de la castration sur le corps humain*, traduit de l'italien, 1826; 6° *Manuel de physique amusante*, Paris, 1826-27-28, in-18; 7° *Manuel complet du verrier et du fabricant de glaces, cristaux, pierres précieuses factices, verres colorés, verres artistiques*, etc., Paris, 1828, in-18; 8° *Manuel complet du marchand papeter et du relieur*, Paris, 1828, in-18; 9° *Manuel complet des sorciers, ou la magie blanche dévoilée*, etc., Paris, 1829, in-8°. M. Julia de Fontenelle participo depuis plus de vingt ans, sans interruption, à la rédaction d'un grand nombre de recueils scientifiques périodiques, et il est l'un des fondateurs de la société et du *Journal de chimie médicale*.

**JULIEN (PIRANZI)**, célèbre statuaire, né à Saint-Paulien, près du Puy, en 1731. Il commença à l'âge de quatorze ans, chez un sculpteur et doreur de cette ville, nommé Samuel, l'étude de l'art dans lequel il a excellé. Son oncle, Jésuite, pour seconder ses dispositions, le plaça chez Pérache, architecte, qui était alors à la tête de l'académie de Lyon. Cet artiste, certain que son élève ne pourrait se perfectionner qu'à Paris, l'y conduisit lui-même pour le mettre sous la direction de Guillaume Coustou, sculpteur du roi. Julien resta pendant dix ans dans l'obscurité de disciple sous ce dernier maître, et n'entra en lice, pour le concours du grand prix, qu'à l'âge de trente-quatre ans. Son ouvrage était un bas-relief représentant Sabinus offrant son char aux vestales, obligées de fuir les Gaulois vainqueurs de Rome. Ce bas-relief existe encore dans la maison que M<sup>lle</sup> Guimard, danseuse de l'Opéra, avait fait construire à Pantin. Julien remporta le prix avec une grande distinction. L'on reconut alors que, tout en suivant les leçons de l'académie et de son maître, Julien les avait rectifiées; qu'il avait invoqué des principes plus surs. La simplicité du style, un meilleur goût dans les ajustements, la noblesse du caractère y contrastaient avec la manière du temps. C'était abandonner la route que suivaient tous les autres statuaires, surtout ses maîtres; c'était prouver qu'il y en avait une meilleure. La profonde modestie de Julien pouvait lui faire pardonner de grands succès. On pardonne plus difficilement des principes qui ne sont pas ceux qu'on suit soi-même. Les efforts réunis, constants, heureux, de plusieurs hommes, peurent seuls dompter les usages, les traditions, les erreurs qui ont vieilli. Julien ne considérait que l'art, n'obéissant qu'à son propre sentiment, étudiait l'antique et consultait la nature. Il n'agissait point avec fracas le joug bizarre de l'école, il s'y dérobaient simplement. Mais il est si difficile de s'affranchir de quelque servitude que ce soit, qu'on ne peut guère douter que Julien n'ait eu à expier rigoureusement dans la suite l'indépendance qu'annonçait son glorieux début. Déjà Vien avait fait pour la peinture ce que Julien essayait dans un art qui n'offre pas moins de difficulté, et l'on ne peut douter que l'exemple du premier ne l'ait encouragé à suivre la nouvelle marche à laquelle il a dû ses succès, et qui a été également le signal de la restauration de la sculpture en France. Julien fut envoyé à Rome, comme pensionnaire, en 1768; il y passa quatre ans. C'est là qu'il fit, pour le président Hocquart, deux charmantes copies réduites de l'Apollon du Belvédère et du Gladiateur combattant. La première existe aujourd'hui au garde-meuble de la couronne. Julien vint à Paris avec une réputation méritée. Il avait surtout celle de travailler le marbre avec une perfection extraordinaire. Son maître, Coustou, l'avait engagé à presser son retour pour l'aider dans l'exécution du mausolée du dauphin, fils de Louis XV, qui orne la cathédrale de Sens. Julien se livra tout entier à l'exécution du mausolée, secondé par son disciple et ami Besuval. La figure de l'immortalité est celle à laquelle il eut plus de part. Elle était très peu avancée lorsqu'il arriva de Rome; il la termina. Cet ouvrage a peu servi à la réputation de Julien parce qu'il est demeuré sous le nom de Coustou; espèce d'injustice qu'il faut attribuer aux usages de l'académie de

1815. Nommé député en 1803, par l'arrondissement de Versailles, il quitta sa place pour conserver les opinions que lui dictait sa conscience : il siégea à gauche, et vota avec les amis des libertés publiques. En 1803, il signa la protestation que firent ensemble deux députés contre l'exclusion de Manuel, député de la Vendée, et la violence avec laquelle il fut arraché à la chambre. A cette époque M. de Jougnot entra dans la vie privée, et accepta seulement les fonctions de membre du conseil d'arrondissement de Versailles. En 1808, il fut proposé par plusieurs électeurs de cet arrondissement, et montra le plus noble désintéressement en usant de toute son influence pour favoriser l'élection de M. Bortin de Vaux et Alexandre de Lameth. Les électeurs du grand collège récompensèrent ce dévouement en l'appelant à la chambre. Il vota l'adresse des deux cent vingt-un députés contre le ministère Polignac, et fut réélu quelque temps après que la chambre eut été dissoute. Il vint encore d'être réélu aux élections de juillet 1831.

JUIGNÉ (Aymar-Étienne-Léon LACAZE DE), archevêque, né à Paris, en 1758. Sa famille appartenait à l'ancienne province du Maine. Ayant, à l'âge de six ans, perdu son père, tué au combat de Gustalla, il fut envoyé au collège de Navarre, à Paris, et après y avoir achevé sa philosophie, et avoir été au nombre des séminaristes de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, il fit partie de la société des théologiens de Navarre, où il prit ses degrés. Il avait été quelque temps grand-vicaire de l'évêque de Carcassonne, un de ses parents, lorsqu'on lui confia les fonctions d'agent du clergé. L'usage était de les remplir pendant cinq années, et on n'était pas nommé à quelque évêché dans cet intervalle. L'abbé de Juigné ne les exerça que pendant environ quatre ans : il venait de refuser l'évêché de Comminges ; mais, en 1764, on lui destina l'évêché de Châlons, qui était une comté-pairie, en exigeant son consentement. Dès qu'il eut pris connaissance des affaires, il crut indispensable, pour rétablir la concorde, de sévir avec quelque rigueur contre les adhérents à ce qu'on appelait le jansenisme ; mais, après ces actes de condescendance en faveur d'une doctrine regardée seule comme pleinement orthodoxe au-delà des monts, il ne s'occupa plus que de mesures propres à lui concilier généralement les esprits. Non content de reconstruire le grand séminaire de Châlons, il en établit un second pour y donner gratuitement une éducation ecclésiastique à quelques habitants de la campagne heureux de profiter de cette ressource. Attentif aux divers besoins de son diocèse, il en conféraient souvent avec les prêtres indistinctement ; il ne manquait jamais de les consulter, et il leur donnait à tous des marques de bienveillance. Dans l'incendie de la ville de Saint-Dizier, en 1776, on le vit accourir, malgré une distance de quatorze lieues, et s'exposer à de grands dangers pour diminuer le nombre des victimes. Cette circonstance le fit songer aux moyens de rendre moins dévastateurs de semblables événements, trop communs dans ces contrées, et il établit à Châlons un bureau de secours. Tout le diocèse a conservé de son pasteur une mémoire honorable, due surtout à l'abondance de ses aumônes. Le siège de Paris étant venu à vaquer par la mort du célèbre Christophe de Beaumont, en 1781, le roi, de son propre mouvement, dit-on, désigna de Juigné, qui précédemment avait nié s'être tenu à Châlons que de passer à Auch, ne regardant pas l'augmentation du revenu épiscopal comme un motif de changement conforme à l'esprit des canons. A plus forte raison, pour que ce prélat consentît à occuper le siège métropolitain, il ne fallut rien moins que des ordres réitérés : Louis XVI était persuadé qu'il servirait par ce choix les intérêts de l'Eglise. Le nouvel archevêque répondit à l'attente du prince et des fidèles : il continua de suivre les mêmes principes, et de montrer les mêmes vertus ou la même rigueur. Il ne tira d'autre avantage du revenu peut-être excessif attaché à son titre que de multiplier les bonnes œuvres, au nombre desquelles il mettait, à la vérité, quelques pieux établissements d'une utilité moins certaine. Jamais sa bienfaisance ne fut plus digne d'éloge, ou sa charité plus ardente, que dans l'hiver rigoureux qui termina l'année 1788. Pour secourir les indigents,

après avoir vendu sa vaisselle, il ne craignit pas d'engager son patrimoine, et de recourir tellement aux emprunts que son frère aîné s'en fit garant jusqu'à la somme de cent mille ecus. Nommé député aux états-généraux, ainsi que ses deux frères, l'archevêque de Paris siégea avec la minorité. Cette résistance ne lui fut point pardonnée : le 24 juin 1789, il fut accueilli par des vives marques d'improbation, et sa voiture fut poursuivie à coups de pierres dans cette même capitale où il jouissait d'une juste estime. Telles sont les exigences politiques : il ne faut qu'une journée décisive pour que le nom le plus respecté à d'autres égards cesse d'être populaire. Néanmoins l'historien a toujours tort de confondre, dans sa phrase inconsidérée, la portion du public vagabond l'objet d'une sollicitude gênée avec de prétendus ingrats, avec quelques hommes emportés par leur zèle, et trop prompts peut-être à punir une opiniâtre adhésion aux principes qu'ils réprouvent. L'archevêque était présent à la séance du 4 août : il crut que le rapprochement trop sûr de ses suites heureuses, et, dans sa candeur, il fit la proposition de chanter un *Te Deum*. Bientôt, n'espérant plus le maintien de l'ordre, il demanda l'agrément du roi pour se retirer, et même il quitta la France. Il s'arrêta, à Chambré, auprès d'un parent, dans le château duquel, assisté de sept autres prêtres émigrés comme lui, il consacra une chapelle, en 1793, et ensuite il vint à Constance jusqu'au moment où l'arrivée des troupes françaises l'en expulsa. Il fut accueilli très favorablement à Augsbourg, chez l'électeur de Trèves ; mais, sous le consulat, en 1804, il crut devoir repasser le Rhin, après s'être démis de sa priature entre les mains du souverain pontife, par suite du concordat. Il passa le reste de ses jours au sein de sa famille, et avec beaucoup de simplicité : il allait quelquefois au palais archiepiscopal visiter, sans aucun regret, son successeur, le cardinal de Bellay, de qui il était reçu avec empressement. L'étude suffisait à ses loisirs : il l'avait toujours aimée, et la littérature profane même ne lui était pas étrangère. Doué d'une forte mémoire, il connaissait tellement la Bible qu'on ne pouvait, sans le lui en citer des passages sans qu'il n'indiquât aussitôt le chapitre et même le verset auquel ils appartenaient. Son désir de contribuer au progrès des sciences ecclésiastiques lui avait fait concevoir le projet d'une école pour former des prédicateurs. On s'en était occupé au Calvaire, sous la direction de l'évêque de Beze ; mais, à la révolution, cette idée avait été abandonnée. Parvenu à sa quatre-vingt-troisième année, l'ancien archevêque de Paris mourut dans cette ville, le 19 mars 1811. Dans le service qui lui fut fait au chapitre métropolitain, son oraison funèbre fut prononcée par l'abbé Jallabert, vicaire-général, et, en 1814, on transporta dans le caveau de Notre-Dame ses restes inhumés d'abord dans le cimetière commun. Outre des *Mandements* estimés, on a de lui : *Rituel*. Châlons, 1776, 2 vol. in-4°. En 1786, ce livre, très changé, fut réimprimé, en trois volumes in-8°, sous le titre de *Pastoral de Paris*. Il fut attaqué par les jansénistes dans *Réflexions sur le Rituel*, *Observations sur le Pastoral*, *Examen des principes du Pastoral*, sur l'ordre, la priante, le mariage, etc., et il fut dénoncé aux chambres, le 19 décembre 1786, par Robert de Saint-Vincent. Charlier, ancien bibliothécaire de l'archevêque, et un de ceux à qui on attribue en part les changements faits pour la seconde édition, a donné, en un volume, l'*Abbrégé du Pastoral*.

JULIET, acteur célèbre de l'Opéra-Comique, naquit à Paris, en 1755. Après avoir été militaire et restaurateur, il se fit comédien, et il avait sans doute joué en province lorsqu'il fut engagé au théâtre comique et lyrique de la rue de Bondy, dont l'ouverture eut lieu en 1790. Juliet fut l'acteur le plus remarquable de ce théâtre, dont il aurait fait la fortune s'il y fût resté, et qui alla en décadence dès qu'il l'eut quitté. Ce fut surtout dans *Nicodème dans la lune*, pièce de circonstance du Cousin Jacques (Refray de Reigny), qu'il attira la foule pendant plus de cent représentations. Il y jouait le principal rôle avec un naturel, une gaieté, une originalité fort rares. Ce rôle suffit pour faire sa réputation, et le succès qu'il y

obtint fut si brillant que, dès l'année suivante, il fut engagé au théâtre de *Monnaie*, rue Feydeau. Par reconnaissance pour le Cousin Jacques, il crut devoir choisir pour son début, en 1791, une pièce de cet auteur : mais il se montra fort médiocre dans le rôle du Gaillardin de *L'histoire universelle*, et l'on put juger de ce moment que l'emploi des financiers et des personnages comiques de la moyenne société lui convenait infiniment moins que celui des paysans et des hommes des plus basses classes. Il le prouva bientôt en prenant sa revanche dans *Le club des bonnes gens*, où il joua le rôle de Thomas. En 1792, il créa, de la manière la plus vraie et la plus plaisante, les rôles du jardinier tyrogne dans *Les visitandines*, et de l'invalides Germond dans *L'amour filial*, ou *la jambe de bois*. Il n'eut pas moins de succès, en 1793, dans *Cadichon*, ou les *Duhamiens*; dans *La papesse Jeanne*, et, en 1795, dans le fermier Thomas du *Traité nat.*, dans le père Bouteemps de *La petite Nanette*, dans *Jean-Baptiste*, etc. Mais le rôle du porteur d'eau Mikeli, dans *Les deux journées*, représentées en 1800, mit le sceau à sa réputation. Après la réunion des deux opéra-comiques des salles Favart et Feydeau, en 1801, Juilliet devint sociétaire de la nouvelle entreprise dramatique, et y resta jusqu'à sa retraite, en 1821. Il parut pour la dernière fois sur la scène, le 12 avril, dans le prieur de Ninon chez M<sup>me</sup> de Sévigné, et dans le jardinier de *La fête du village voisin*, et mourut d'une apoplexie foudroyante, le 30 mai 1825, à l'âge de soixante-dix ans. Ce comédien honora sa profession par son talent et sa probité. Son jeu naturel et piquant, l'extrême mobilité de ses traits, la vivacité de son dialogue, le mordant de sa diction, une grande habitude de la scène, le rendirent long-temps un acteur vraiment précieux, en qui l'on voyait toujours le personnage et presque jamais le comédien. Toutefois on trouvait sa manière un peu uniforme, sa diction quelquefois incorrecte. Il avait moins de profondeur, de tact et de finesse, que de rondeur et de gaieté naturelle, et au total c'était un acteur de genre qui n'excellait que dans le comique populaire et dans les caricatures. Il prenait sa voix dans la gorge, et abusait un peu du rire, de la charge et des ronds de jambe dans les danses grotesques. Juilliet avait un fils pensionnaire au théâtre de l'Opéra-Comique, auquel il comptait laisser son héritage comique : mais ce fils n'étant qu'une faible copie des talents de son père, quitta Paris pour aller jouer sur les théâtres de province, et ce fut Visentini qui recueillit toute la succession de Juilliet père, qu'il surpassait dans les rôles habillés, mais auquel il était inférieur dans l'emploi des *tafflers* et des grotesques. — Un frère de Juilliet, qui avait continué l'état de restaurateur, lous, en 1797, le pavillon d'Hanovre, avec son jardin, où il donnait des fêtes et vendait des glaces. Il céda, deux ans après, cet établissement d'un nouveau genre à Velloni, prédécesseur de Torton, lequel fut éclipsé par Carchi, qui avait formé un établissement pareil à l'hôtel de Frascati, rue de Richelieu. Les noms des célèbres restaurateurs Moot et Juilliet figurent dans une parodie de *Roméo et Juliette*.

**JULIA DE FONTENELLE** (J.-S.-E.), habile et laborieux chimiste, né à Narbonne, le 29 octobre 1790. Les conseils du célèbre Bertholles le portèrent à l'étude de la médecine, qu'il négligea bientôt pour la pharmacie. Il prit ses degrés à Montpellier, et vint à Paris, où il fut présenté à Fourcroy et à Berthollet, dont il suivit les cours avec succès. Il alla, en 1820, à Barcelonne, à ses frais, pour y étudier l'épidémie qui désolait cette ville, et, en 1823, lors de la guerre avec l'Espagne, il fut nommé médecin en chef de l'hôpital général de convalescence de l'armée de Catalogne. Il a fondé la société des sciences physiques et chimiques dont il est président; il était membre de l'ancien collège de pharmacie, et il appartient à la société royale de Varsovie, à celles de médecine et des sciences de Barcelonne, au cercle des pharmaciens d'Allemagne, etc. Il a publié un grand nombre d'ouvrages dont l'espace ne nous permet de citer que les plus importants : 1° *Dissertation sur la fièvre jaune de Barcelonne*, traduit de l'espagnol, 1820; 2° *Recherches historiques, chimiques et médicales sur l'air marécageux*, Paris,

1823, in-8°; ouvrage couronné par l'Académie des sciences de Lyon; 3° *Manuel de chimie médicale*, Paris, 1824, in-12; 4° *Manuel portatif des eaux minérales les plus employées en boissons*, Paris, 1825, in-18; 5° *Des effets de la saturation sur le corps humain*, traduit de l'italien, 1825; 6° *Manuel de physique amusante*, Paris, 1826-27-28, in-18; 7° *Manuel complet du serrurier et du fabricant de glaces, cristaux, papiers précieux, fortifiés, verres colorés, yeux artificiels, etc.*, Paris, 1828, in-18; 8° *Manuel complet du marchand papeter et du régleur*, Paris, 1828, in-18; 9° *Manuel complet des sorciers, ou la magie blanche dévoilée, etc.*, Paris, 1829, in-8°. M. Julia de Fontenelle participe depuis plus de vingt ans, sans interruption, à la rédaction d'un grand nombre de recueils scientifiques périodiques, et il est l'un des fondateurs de la société et du *Journal de chimie médicale*.

**JULIEN** (Pirani), célèbre statuaire, né à Saint-Paulien, près du Puy, en 1731. Il commença à l'âge de quatorze ans, chez un sculpteur et doreur de cette ville, nommé Samuel, l'étude de l'antique dans lequel il excella. Son oncle, Jésuite, pour seconder ses dispositions, le plaça chez Pérache, architecte, qui était alors à la tête de l'Académie de Lyon. Cet artiste, certain que son élève ne pourrait se perfectionner qu'à Paris, l'y conduisit lui-même pour le mettre sous la direction de Guillaume Coustou, sculpteur du roi. Julien resta pendant dix ans dans l'obscurité de disciple sous ce dernier maître, et n'entra en lice, pour le concours du grand prix, qu'à l'âge de trente-quatre ans. Son ouvrage était un *Bas-relief* représentant *Sabinus* offrant son char aux vestales, obligées de fuir les Gaulois vainqueurs de Rome. Ce *bas-relief* existe encore dans la maison que M<sup>lle</sup> Guimard, danseuse de l'Opéra, avait fait construire à Pantin. Julien remporta le prix avec une grande distinction. L'on reconstruisait alors que, tout en suivant les leçons de l'Académie et de son maître, Julien les avait rectifiées; qu'il avait invoqué des principes plus surs. La simplicité du style, un meilleur goût dans les ajustements, la noblesse du caractère y contrastaient avec la manière du temps. C'était abandonner la toute que suivaient tous les autres statuaires, surtout ses maîtres; c'était prouver qu'il y en avait une meilleure. La profonde modestie de Julien pouvait lui faire pardonner de grands succès. On pardonne plus difficilement des principes qui ne sont pas ceux qu'on suit soi-même. Les efforts réunis, constants, heureux, de plusieurs hommes, peuvent seuls dompter les usages, les traditions, les erreurs qui ont vieilli. Julien ne considérait que l'art, n'obéissait qu'à son propre sentiment, étudiait l'antique et consultait la nature. Il n'agissait point avec fracas le joug bizarre de l'école, il s'y débattait simplement. Mais il est si difficile de s'affranchir de quelque servitude que ce soit, qu'on ne peut guère douter que Julien n'ait eu à expier rigoureusement dans la suite l'indépendance qu'annonçait son glorieux début. Déjà Vien avait fait pour la peinture ce que Julien essayait dans un art qui n'offre pas moins de difficulté, et l'on ne peut douter que l'exemple du premier ne l'ait encouragé à suivre la nouvelle marche à laquelle il a dû ses succès, et qui a été également le signal de la restauration de la sculpture en France. Julien fut envoyé à Rome, comme pensionnaire, en 1768; il y passa quatre ans. C'est là qu'il fit, pour le président Hocquart, deux charmantes copies réduites de l'Apollon du Belvédère et du Gladiateur combattant. La première existe aujourd'hui au garde-meuble de la couronne. Julien revint à Paris avec une réputation méritée. Il avait surtout celle de travailler le marbre avec une perfection extraordinaire. Son maître, Coustou, l'avait engagé à presser son retour pour l'aider dans l'exécution du mausolée du dauphin, fils de Louis XV, qui orne la cathédrale de Sens. Julien se livra tout entier à l'exécution du mausolée, secondé par son disciple et ami Benureau. La figure de l'immortalité est celle à laquelle il eut plus de part. Elle était très peu avancée lorsqu'il arriva de Rome : il la termina. Cet ouvrage a peu servi à la réputation de Julien parce qu'il est demeuré sous le nom de Coustou; espèce d'injustice qu'il faut attribuer aux usages de l'Académie de

ce temps. Julien avait alors quarante-cinq ans; il était temps qu'il prit sa place parmi les artistes. Comptant trop peut-être sur l'appui de son maître, encouragé d'ailleurs par ses amis, il se décida à se présenter pour être agréé. Julien éprouva l'humiliation rare d'être refusé. Il est incontestable et incontesté que la figure qu'il présentait pour son agrément, *Ganyméde versant le nectar*, sans être de la même force que celles qu'il fit plus tard, était supérieure au plus grand nombre de celles qui avaient ouvert jusque là les portes de l'académie, et qu'elle égalait au moins le petit nombre de celles qui avaient de la réputation. On soupçonna Coustou de ne vouloir émaucher Julien que quand il n'aurait plus besoin de lui. Cette étrange rigueur surprit, mais elle accabla, elle découragea entièrement Julien, et c'est principalement pour que les jeunes artistes qui l'admiraient apprennent à ne jamais se laisser abattre par un revers, quelle qu'en soit la cause, que l'on retrace cette fâcheuse anecdote. Dans les arts où il n'y a point, à proprement parler, de théories écrites, la vie des artistes célèbres est une des sources où leurs successeurs cherchent à s'instruire. Ce motif fera pardonner ces détails. En réfléchissant à sa position, Julien devait réellement la trouver désespérante. Ce n'était que par le titre d'académicien, de sculpteur, peintre ou architecte du roi, qui en étaient les synonymes, qu'un artiste pouvait être classé. Il n'existait point de réputation hors de l'académie. Les récompenses, les travaux du gouvernement étaient répartis entre les académiciens, et il se voyait, pour ainsi dire, enchaîné dans une sorte de compagnonnage à quarante-cinq ans! Tout, jusqu'à sa modestie, tourna contre lui, car il se crut de bonne foi voué à la médiocrité: ce sont ses propres expressions. Sa persuasion augmentant son désespoir, il se condamna à descendre des hauteurs de l'art, et sollicita l'emploi de sculpteur de preuves de vaisseaux à Rochefort. Il était sur le point de l'obtenir, et, d'après son caractère, il s'y serait sûrement borné; mais les efforts de quelques amis parvinrent, non sans peine, à lui faire prendre une plus juste opinion de lui-même. Julien fut donc retenu par le président Hocquart, le baron de Juyt, M. Quatremère de Quincy et son digne ami Dejoux, qui, de Rome où il était alors, lui tendit le bouclier de l'amitié, si puissant contre le malheur. Relevé par ses amis, Julien consentit à se représenter. L'académie était impatiente de réparer le tort qu'elle lui avait fait, le tort qu'elle s'était fait à elle-même. Elle avait entendu les murmures d'improbation; mais la conduite qu'elle tint prouve qu'elle avait encore plus besoin de consoler l'artiste méconnu que de se réconcilier avec l'opinion éclairée. De son côté, le statuaire avait fait des efforts, et préparait un admirable ouvrage. C'était ainsi qu'il convenait à l'un et à l'autre de se remettre en présence. Julien fut agréé, en 1778, à l'unanimité, sur le modèle de son Guerrier mourant, et reçu de même académicien, en 1779, sur le marbre de cette figure, qui réunit au plus rare degré la science de l'art à la grâce naturelle et à la perfection du ciseau. C'est une figure d'environ trois pieds de proportion, représentant un guerrier, ou un gladiateur, blessé à mort. Ses jambes ont fléchi; il est affaîné sous lui-même: il vit encore; mais le souffle qu'il aspire sera le dernier. La pose, l'arrangement ne ressemblent à aucune statue antique connue, et toute la figure a le caractère de l'antique. C'est le beauté virile d'un homme en parfaite santé, qui meurt d'un accident. Julien prit, par cet ouvrage, et en entrant dans l'académie, dont naguère il se croyait si loin, la première place parmi les statuaires, et tout ce qu'il fit depuis lui conserva cette prééminence. M. d'Angivilliers avait eu, à cette époque, l'heureuse idée de faire exécuter aux frais du gouvernement les statues de nos grands hommes. Deux de ces statues, celles de La Fontaine et du Poussin, furent confiées au ciseau de Julien. Quelque sujet qu'on lui eût donné, il aurait toujours bien mérité de l'art; mais le sujet de La Fontaine renfermait seul pour Julien l'occasion de se caractériser lui-même, en ne s'occupant que du caractère de son modèle; car, par une rencontre assez extraordinaire, Julien fut peut-être de tous les hommes celui qui a le plus res-

semblé à La Fontaine. La manière dont l'artiste s'acquitta de ce travail lui fit le plus grand honneur. On est retenu devant cette statue par un charme qu'on ne définit point; la simplicité et l'admirable netteté du poëte revivent dans l'ouvrage du statuaire. Bientôt après, Julien produisit la charmante statue de la Baigneuse, destinée à la lainerie de Rambouillet, et qui orne aujourd'hui le palais de la chambre des pairs. Elle excita une admiration plus vive encore que celle de La Fontaine. Elle fait moins penser, mais le sujet a plus de charme pour les yeux. Tout ce qu'on peut supposer de grâce, de fraîcheur, de beauté dans une jeune bergère, nue à peu près, l'artiste en a doué le marbre. Il était convenu généralement à cette époque, que c'était la plus gracieuse statue de femme que les modernes aient produites. Deux bas-reliefs de cinq mètres de long sur un de hauteur, représentant, l'un Apollon chez Admète, et l'autre la fable de la chèvre Amalthée, accompagnaient cette statue, et décoraient le lieu où elle était primitivement placée. M. d'Angivilliers, jaloux d'encourager un talent aussi rare, allait le charger de travaux qui eussent étendu la gloire de Julien, lorsque la révolution vint détruire ses espérances. Il restait chargé de la statue du Poussin; il l'acheva lentement, les circonstances ne l'excitant point à d'autres travaux, et paralysant quelquefois ceux qui étaient commencés. Julien vit sa statue achevée; mais il ne jouit pas long-temps de son succès; il mourut trois mois après avoir terminé son œuvre, qui fut jugée digne de tout ce qu'il avait fait, et qui, au dire de certains juges éclairés, est même son chef-d'œuvre. En représentant le Poussin, qui, au milieu d'une des nuits brillantes d'Italie, se lève à demi-nu réveillé par une idée heureuse, il a su éviter adroitement la forme de nos costumes modernes, ingrats surtout pour la sculpture, et a trouvé le moyen de draper sa figure avec noblesse, et de faire briller sa science dans les parties du nu des bras et des jambes. Outre ces ouvrages capitaux, Julien avait exécuté l'un des bas-reliefs de la nouvelle église de Sainte-Genève, que la destination donnée à ce monument, en d'autres temps, a fait effacer. Il exécuta également à Lyon, plusieurs copies d'après l'antique, pour le baron de Juyt, avec lequel il était lié de la plus tendre amitié, et cher lequel il allait chaque année recueillir une santé que l'air de Paris et la fatigue de ses travaux ne cessaient d'altérer. Julien, déjà si recommandable par ses grands talents, l'était encore davantage par les qualités de son cœur et de son esprit. Modeste jusqu'à la timidité, il voyait avec plaisir les succès de ses rivaux. Il se plaisait à encourager les jeunes gens qui s'adonnaient à l'étude des beaux-arts, et si l'amitié d'un grand artiste Claude Dejoux, auquel Julien fut lié par une constante affection, n'eût trahi le secret de sa bienveillance, on ignorerait tout le bien qu'il ne cessait de répandre sur une foule de jeunes artistes sans fortune. La jalousie était un sentiment si étranger à son cœur, que ses meilleurs amis furent des hommes très distingués dans son art. Dejoux voulant laisser un gage de son amitié pour Julien, lui fit élever dans les jardins du musée des monuments français, un mausolée orné du portrait de son ami, et d'une inscription qui rappelle les titres de Julien à l'estime de la postérité. Ce monument a été transporté, en 1815, dans le cimetière connu sous le nom du Père-Lachaise. Julien mourut le 17 décembre 1804, à soixante-quinze ans, emportant les regrets de tous ceux qui l'avaient connu, et avec la réputation du restaurateur de l'art du statuaire en France, et d'un des plus habiles artistes dont s'honorât son époque.

JUNG (JEAN-HEINRICH, dit STILLING), naquit à Grunnd, dans le duché de Nassau, en 1740. Il devait d'abord être charbonnier; il préféra le métier de tailleur. Son esprit actif le poussait avec force à s'instruire. Il se fit maître d'école; mais la contrariété du sort, qui ne lui donnait pas de quoi vivre, le ramena bientôt à la profession plus lucrative qu'il avait d'abord embrassée. Jung, luttant avec courage contre la destinée qui semblait le poursuivre, entra enfin comme instituteur dans une maison particulière. Il y acheva sa propre éducation, étudia ensuite la médecine à Strasbourg.

et d'habileté à Elberfeld, en qualité de médecin. Il est curieux de lire dans les mémoires qu'il a rédigés sous le titre de *Jeunesse, adolescence, voyages et vie privée de Henri Stilling*, Berlin, 1777-1779, 3 vol., et sous le titre de *Biographie*, Berlin, 1806, 5 vol. (augmenté plus tard d'un sixième volume, par son petit-fils Guillaume Schwarz), les aventures ou plutôt les malheurs qui accablèrent dans sa jeunesse cet homme extraordinaire. Il se forma lui-même, et parvint à se procurer une existence agréable, malgré le sort qui avait placé sa naissance dans les derniers rangs de la société. A cette candeur qui, loin de chercher à se produire, cachait, pour ainsi dire, ses bonnes qualités et ses bonnes actions, se trouvait mêlée, peut-être par suite d'une première éducation négligée, une piété bizarre, qui dégénéra plus tard en mysticisme et même en superstition. Il croyait aux revenants et composa les trois ouvrages suivants pour démontrer leur existence, et pour prouver le commerce des esprits avec le monde sensible : 1° *Scènes du règne des esprits*, Francfort-sur-le-Mein, 1803 ; 2° *Théorie de la connaissance des esprits*, Nuremberg, 1808 ; 3° *Apologie de cette théorie*, 1809, dans laquelle Jung a réuni en système toutes ses idées superstitieuses. Il crut aussi avoir trouvé la clef de l'Apocalypse, et publia un *Commentaire*, dans lequel il reconstruit et signale la prédiction de la révolution française. D'autres ouvrages de Jung, tels que *Théobald le Rêveur ; La nostalgie, ou maladie du pays ; L'instituteur du peuple ; Le philanthrope chrétien, ou contes pour les bourgeois et paysans*, 3 vol. ; le *Manuel pour les amis du christianisme*, et l'ouvrage périodique intitulé : *L'homme gris*, qui a été continué par d'autres, sont tous empreints de sa douce piété et de ses rêves mystiques. Dans l'un de ces écrits, il va jusqu'à prédire que Jésus-Christ apparaîtra visiblement aux hommes avant 1836. Il avait une foi robuste dans ses prédictions, et souffrait difficilement les contradicteurs. Goethe le compare à un somnambule qui se déconforte et se trouble lorsqu'on l'arrête dans ses courses nocturnes. Son esprit mystique ne l'empêcha pourtant pas d'être utile à la société par des ouvrages de science pratique. Il publia divers écrits sur l'économie politique, tels qu'un *Traité de la police*, 1788, in-8°, dans lequel il propose, entre autres choses singulières, de suspendre les modes nouvelles au carcan pour arrêter son progrès du luxe ; un *Manuel de la science financière*, Leipzig, 1789, où il se prononce contre les impositions indirectes ; un *Manuel de la science d'administration*, et une *Méthode d'opérer la cataracte et de la guérir*, Marbourg, 1781, in-8°, avec fig. Il écrivit aussi sur l'art vétérinaire et sur celui de l'oculiste. Jung opérait avec succès la cataracte par extraction, suivant la méthode de son maître Lohse. Plus de deux mille aveugles indigents lui durent la vue, et tel fut son désintéressement et sa charité que, loin de rien exiger d'eux, il en prenait soin, et contribuait à les défrayer pendant le traitement. Depuis 1778, il cumula l'éco-

nomie politique à Lautern. Il professa ensuite aux universités de Marbourg et de Heidelberg. Le grand-duc de Bade le nomma conseiller aulique. Il est mort à Heidelberg, au commencement de 1817. Outre les ouvrages que nous avons cités dans cet article, Jung a composé un grand nombre de contes et de romans, parmi lesquels se distinguent les trois suivants : 1° *Recueil de contes*, par Henri Stilling, avec une préface d'Abelard, 1814, 3 petits vol. in-12 ; 2° *La route du matin*, roman, 1774 ; 3° *Flurence de Fahlendorf*, roman, 1781. Tous les auteurs allemands qui ont connu Jung, et qui parlent de lui, tels que Goethe et Mathison, louent sa bonne foi, sa franchise et la douceur de son caractère : ce qui donne un grand intérêt à ses écrits et les fait lire avec plaisir, malgré toutes les idées fausses dont ils sont remplis.

JUNGER (Jean-Frédéric), naquit à Leipzig, en 1759. Après avoir reçu une bonne éducation, il se dévoua au commerce, et ensuite à la jurisprudence. Il s'appliqua aussi à l'étude de la littérature, et devint le précepteur de deux princes. En 1787, il se rendit à Vienne, et, deux ans après, il fut nommé poète du théâtre de la cour ; mais il s'était déjà fait connaître précédemment comme auteur dramatique. Ce théâtre ayant éprouvé une réforme, en 1794, ou le remercia. Alors il s'occupa de quelques autres branches des beaux-arts, et vécut du faible produit de ses écrits. Il mourut en 1797, dans un état voisin de l'indigence. Il a commencé sa réputation par le roman *Huldreich Wurmssamen de Warmfeld*, publié en 1781, en 3 vol. Le dernier qu'il donna au public fut le roman célèbre de Fritz, publié en 1796, en 4 vol. Ces ouvrages se distinguent par une exposition agréable et facile, quoiqu'ils manquent en général d'énergie et d'un certain esprit comique. Il a encore publié *La petite César*, roman qui a eu le plus grand succès, 1781-1787, 3 vol., et *Le cousin Jacob Launen*, autre roman, 1786-1792, 6 vol. Il a surtout montré un grand talent pour le théâtre, quoiqu'il n'ait point possédé le génie d'invention ; mais on ne peut lui refuser une grande habileté à s'approprier les matériaux tant étrangers qu'indigènes, qu'il savait embellir par un style agréable et facile, et par un dialogue spirituel et comique, qui lui ont assigné un rang distingué parmi les auteurs dramatiques de l'Allemagne. Ses œuvres dramatiques forment trois recueils : le premier, sous le titre de *Comédies*, Leipzig, 1785-1790, en 5 vol. ; le deuxième, sous celui de *Théâtre comique*, en 3 vol., et enfin le troisième, qui est intitulé : *Théâtre posthume*, publié en 1803, en 1 vol. *Les chaises à porteur*, comédie en deux actes, imitée de Junger par le baron Bildebeck, ont été insérées dans le *Théâtre des variétés étrangères*, et on a traduit en français deux de ses romans : ce sont : *Marianne et Charlotte*, ou l'apparence est trompeuse, traduit par Labaume, Paris, 1794, 3 vol. in-8°, et *Nelkinius*, ou les dangers de l'insouciance, imité par F. D. Pernay, Paris, 1799, 2 vol. in-12.

## K

KAMPENHAUSEN (Balthazar, baron de), né dans le district de Riga, en 1773, a rempli plusieurs fonctions importantes, entre autres celles de directeur de l'école de commerce à Pétersbourg, où il est mort le 23 septembre 1823. Il a laissé les ouvrages suivants, écrits en allemand : 1° *Principes du droit politique russe*, Göttingue, 1792, in-fol. ; 2° *Essai d'une description géographique-statistique des gouvernements de l'empire russe*, premier cahier comprenant la description du gouvernement d'Olonez, Göttingue, 1793, in-8° ; 3° *Objets remarquables de la typographie du gouvernement de Saint-Petersbourg*, première partie, 1797. Cet ouvrage et le précédent n'ont pas été achevés ; 4° *Magasin de Livonie*, tome 1<sup>er</sup>, Göttingue, 1803. La seconde partie de cet ouvrage, qui était entre les mains du libraire-éditeur, ne s'est pas retrouvée à la mort de ce dernier ; 5° *Histoire*

*généalogique et chronologique de la dynastie des Romanoff*, Leipzig, 1806, in-8°. Il ne faut pas confondre le baron de Kampenhausen avec un autre écrivain du même nom, dont les poésies ont été publiées à Revel, en 1788 ; il en est question dans *L'Allemagne savante*, du célèbre Meusel, tome 1<sup>er</sup>.

KAMPTZ (Charles-Albert-Christophe-Henri), un des premiers publicistes de l'Allemagne, est né en 1769, à Schwerin en Mecklembourg. Il fit ses études à l'université de Göttingue, et débuta dans la carrière scientifique par une *Dissertation sur l'amélioration des lois civiles et politiques*. En 1790, il remporta le grand prix proposé par l'académie de droit de Leipzig à l'auteur du meilleur ouvrage sur cette question : *De fundamento obligationis liberorum ad sortu parantem praestando*. En 1791-1792, le gouvernement de Mecklembourg-Stre-

fit le nomma successivement assesseur à la chancellerie de justice, référendaire du ministère et directeur laïque de l'instruction publique. En 1799, Kampts fut élu par la noblesse de Mecklembourg assesseur titulaire du tribunal suprême de la cour et des duchés de Mecklembourg. En 1804, le roi de Prusse, en qualité d'électeur de Brandebourg, le nomma aux importantes fonctions de juge à la cour de justice impériale séant à Wetzlar. Lorsque l'empire d'Allemagne cessa d'exister, le roi de Wurtemberg offrit à Kampts la vice-présidence du collège suprême de justice à Stuttgart; mais sa prédilection pour la Prusse où il avait l'espoir d'obtenir tôt ou tard un emploi, et une certaine antipathie pour tout ce qui tenait à la confédération du Rhin, lui firent refuser cette haute charge. En attendant, il resta à Wetzlar et continua d'exercer ses fonctions à la cour de justice du ci-devant empire, jusqu'à ce que toutes les affaires pendantes fussent jugées. En 1810, le roi de Prusse lui accorda la clef de chambellan et le titre de conseiller intime de légation, et le nomma membre du sénat d'appel de la chambre de justice. Appelé en 1815 au département de la haute police, comme conseiller rapporteur, il devint cinq ans après directeur au ministère de la police et conseiller d'état. En 1815, il reçut la décoration de l'aigle rouge de Prusse, troisième classe; en 1815, celle de l'ordre autrichien de Léopold, seconde classe, et en 1824, la croix de commandeur du lion d'or de la Hesse électorale. Dans cette année Kampts donna sa démission du poste qu'il occupait au ministère de la police, et entra au ministère de l'intérieur, comme directeur des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique. Plus tard il accepta une place de directeur au ministère de la justice, qu'il cumula actuellement avec celles qu'il remplit au ministère de l'intérieur et au conseil d'état. Il est auteur d'un grand nombre d'importants ouvrages, tous en langue allemande, et dont les titres se trouvent dans *L'Allemagne littéraire*, de Meusel. Nous nous bornerons ici à en citer quelques uns : 1° *Sur l'obligation des princes allemands d'accomplir les engagements de leurs prédécesseurs*; 2° *Sur la loi féodale des Lombards*, 11, F., 45; 3° *Sur le droit public du Mecklembourg*; 4° *Sur la procédure civile du Mecklembourg*; 5° *Sur le droit civil du Mecklembourg*; 6° *Bibliographie du droit des gens*; 7° *Mémoire sur le droit public et sur le droit des gens*; 8° *Règlement du droit d'intervention des états*; 9° *Annales de la jurisprudence prussienne*; 10° *Annales du gouvernement de Prusse*; 11° *Lettre du public du Mecklembourg à ses juges et à ses trois chancelleries*.

**KANTELAAR** (Jacques), né à Amsterdam, en 1759, fit ses études avec un grand succès à l'université de Leyde. Les heureuses dispositions qu'il montrait, son goût pour le travail, lui acquirent l'estime et la protection du célèbre orientaliste H. Schultens, qui lui inspira l'amour des langues étrangères dans lesquelles il fit bientôt des progrès rapides. Appelé d'abord en qualité de ministre des réformés à Westwood, après avoir été reçu candidat en théologie, il passa ensuite à Almelo. Là, il se déclara partisan zélé des patriotes, et appuya avec persévérance et beaucoup de courage les réclamations des habitants de cette ville contre les droits seigneuriaux des Bechten, qui en étaient seigneurs. La Prusse ayant rétabli l'ancien ordre de choses, en 1787, Kantelaar, craignant d'être persécuté, se retira à Amsterdam, où il recut fort retentir; s'adonnant tout entier à l'étude, il y traduisit la vie du baron de Trenck. La révolution de 1795 lui ouvrit une nouvelle carrière. Kantelaar, qui avait toujours aimé la liberté et défendu l'indépendance de son pays, fut nommé député à la première convention nationale, par la province d'Over-Yssel. Cette assemblée se tint à La Haye, en 1796. Il y déploya toutes les ressources de l'esprit le mieux cultivé, et acquit bientôt une haute réputation. Cette assemblée, qui réunissait tout ce que la république renfermait d'hommes les plus vertueux dans la politique et les connaissances administratives, ne vit pas sans étonnement un ancien ministre des cultes se placer tout d'abord au premier rang de ses plus célèbres orateurs, et traiter les questions les plus difficiles du droit avec une élégance et une profondeur de vues auxquelles ne pouvait atteindre que

difficilement l'homme d'état le plus fait aux habitudes de la tribune. Kantelaar partagea le sort de ceux de ses collègues qui furent incarcérés, le 25 janvier 1798, pour avoir montré des sentiments de modération; mais ce parti ayant triomphé à son tour, six mois après il fut rendu à la liberté. Il refusa alors plusieurs emplois honorables qui lui furent offerts, et ouvrit un bureau d'agence et de banque à La Haye, qu'il dirigea pendant deux ans. Il se retira des affaires pour rétablir sa santé, et habita maintenant Amsterdam, où il s'est mis à la tête d'une raffinerie de sucre. Kantelaar est membre de l'institut des Pays-Bas. Voici les ouvrages qu'il a publiés : 1° *Specimen observationum criticarum ad quendam F. T. (Fosterii Testamenti)*, loca, 1791; 2° *Traduction de la Vie du baron de Trenck*, 3 vol. in-8°; 3° (avec M. Feylth) *Considérations sur les belles-lettres*, 1793, 5 vol. in-8°; 4° *Eloge de H.-A. Schultens*, Amsterdam, 1794; 5° *Discours sur l'influence qu'a eue sur le progrès des lumières sur la sort des femmes*; 6° *Traité de la poésie pastorale*, couronné par l'académie d'Amsterdam, 1813, in-8°. En 1816, il avait entrepris, avec le professeur Siegenboeck, la publication d'un recueil intitulé : *Euterpe*. On a de lui plusieurs pièces de vers fort remarquables; on distingue parmi ces morceaux son *Éloge sur la mort d'un enfant*, qui est un chef-d'œuvre, et son *Ode à Schimmelpenninck*.

**KARSCHIN** (Андр-Левовъ Девица, femme Karsch, ou), poète allemand, naquit en 1719, dans un village de la Silésie prussienne. Un vieux parent auquel elle eut le bonheur de plaire, la demanda à sa famille qui l'abandonnait, et la retira chez lui. Elle avait alors sept ans, et les dispositions qu'elle annonçait pour l'étude engagèrent son protecteur à lui enseigner le latin. Mariée à l'âge de seize ans, à un tisserand de Schwiebur, homme avaré et brutal, elle s'en sépara après onze années de mariage, et épousa un tailleur nommé Karsch ou Karschin, qui ne la rendit pas plus heureuse. Ce tailleur, ivrogne et joueur, dissipait tout l'argent que sa femme retirait de quelques chansons qu'elle composait, et où elle célébrait les petits événements domestiques de la contrée. Un riche particulier, le baron de Koltwitz, ayant cru reconnaître dans M<sup>me</sup> Karsch un talent distingué, et ne voulant pas le laisser éteindre par la misère, trouva le moyen de la faire séparer de son mari, et la conduisit à Berlin où elle excita beaucoup d'enthousiasme; le grand Frédéric même voulut da voir, et lui fit quelques libéralités. Le poète Rauler, les philosophes Sulzer et Mendelssohn lui donnèrent des conseils pour cultiver son génie naturel; mais jamais ils ne purent l'engager à se soumettre aux règles de l'art et aux principes du goût. Gleim, célèbre poète d'Halberstadt, qui lui inspira une grande passion qu'il ne partagea point, ne fut pas plus écouté. En 1764, il fit un choix parmi les ouvrages de M<sup>me</sup> Karschin, et le publia en un vol. in-8°. La vente de cet ouvrage la rendit riche un moment; mais son manque d'économie la replongea bientôt dans l'indigence. Elle mourut à Berlin, en 1791. La nature l'avait douée d'un génie original, d'une imagination vive et riante, d'une profonde sensibilité, et surtout d'une facilité extraordinaire; et cependant elle n'aurait produit que si elle eût pu satisfaire la critique. Sur les dernières années de sa vie, elle écrivit beaucoup de poésies, pressée par le besoin, et ne s'éleva guère au-dessus de la classe des rimeilles. Sa fille, M<sup>me</sup> de Klenke, poète aussi, a fait imprimer les œuvres posthumes de sa mère, en un vol. in-8°, et sa petite-fille, M<sup>me</sup> de Chéry, douée comme elle du génie poétique, a rendu le même hommage à la sienne en publiant : *La vie et les poésies de la fille de M<sup>me</sup> Karsch*, monument de l'amour filial, Francfort, 1805, in-8°.

**KAUFMANN** (Jean-Godefroi et Pauline), père et fils, mécaniciens allemands d'un grand mérite. Jean-Godefroi naquit de parents pauvres, en 1762, à Siegmars, près de Chemnitz, en Saxe. Son père voyant qu'il avait d'heureuses dispositions pour les arts mécaniques, le mit fort jeune en apprentissage chez un fabricant de bas. Mais comme ce métier ne plaisait pas au jeune Kaufmann, il quitta bientôt son maître, et se rendit à Drède pour chercher des occupations plus conformes

à ses goûts. Dans cette ville, il fut accueilli par un homme qui s'occupait à réparer des horloges, des montres et autres machines de ce genre, et qui lui enseigna son métier. Au bout de dix-huit mois, le maître de Kaufmann mourut, et celui-ci continua ses affaires pour le compte de sa veuve et de ses enfants. En 1779, il épousa la fille cadette de la maison : il en eut un fils, Frédéric, et une fille. Après avoir confectionné à lui seul plusieurs montres et horloges, il essaya, quoiqu'il n'eût jamais appris la musique, de faire des pendules à carillon et des pendules à jeu de harpe, pour lesquelles il avait inventé un mécanisme nouveau. Comme tous ces essais lui réussissaient, il en fit d'autres dans l'art du facteur d'orgue, et parvint à confectionner d'excellentes horloges et pendules à jeu de flûtes. Il ne s'arrêta pas là, et bientôt on vit sortir de ses ateliers une magnifique pendule à jeux de harpe et flûte réunis, qui fut si généralement admirée que l'électeur de Saxe l'acheta, et en fit cadeau à la princesse son épouse. Encouragé par l'éclatant succès de ses ouvrages, il redoubla de zèle, et adopta le principe de varier ses pendules de manière qu'il ne s'en trouvât pas deux qui fussent entièrement pareilles. En 1800, sa renommée était déjà si grande, qu'il reçut des commandes de pendules à musique, non seulement de l'Allemagne, mais même des pays étrangers, comme de la France, de l'Italie et de la Russie. A cette époque, son fils Frédéric, à qui il avait fait enseigner la musique dès l'enfance, commença à l'aider dans ses travaux. En 1815, Jean-Godefroi vit à Vienne, pour la première fois, le nouvel instrument inventé par le célèbre mécanicien Mæzel, et appelé *jeu de trompettes*; il se mit sur-le-champ à l'imiter, et produisit bientôt un instrument supérieur à son modèle, et qu'il nomma *bellaron*. En 1807-1808, il inventa un moyen pour changer à volonté le jeu de harpe de ses pendules en jeu de piano. A la même époque, il perfectionna l'orgue, en y ajoutant un nouveau mécanisme, au moyen duquel on peut, sans altérer l'accord des tuyaux, produire à volonté le *crescendo* et le *decrescendo*, chose qu'on avait crue impossible jusqu'alors. Cette dernière invention a depuis été modifiée par Kaufmann fils, et appliquée à un instrument de son invention, nommé *chordaulodion*. Plus tard, les deux artistes inventèrent ensemble l'harmoniconde, qui réunit les suffrages de tous les connaisseurs. L'harmoniconde est un instrument à cordes de métal, qui a la forme d'un piano vertical, et dont le son ressemble beaucoup à celui de l'harmonica, mais qui surpasse ce dernier par une plus grande étendue dans le haut et dans le bas, et par les nombreuses modifications dont chacun de ses tons est susceptible. Ce fut Frédéric qui conçut la première idée de cet instrument; son père en traça le plan, et le mit à exécution. Les deux Kaufmann firent plusieurs voyages pour faire connaître leurs instruments: ils visitèrent d'abord les principales villes de l'Allemagne, puis, en 1818, Paris et Londres: partout leurs ingénieuses inventions furent saluées d'unanimes applaudissements. En 1826, ils se rendirent tous les deux à Francfort-sur-le-Mein pour y donner des concerts; mais peu de jours après leur arrivée en cette ville, Jean-Godefroi tomba subitement malade, et mourut. Frédéric habite actuellement Vienne.

**KAUNITZ** (WENCESLAS-ALEXANDRE, comte de Ruffano, et prince de), était issu d'une ancienne famille comtale dont les domaines sont situés près de Bruun, en Moravie. Son père, Maximilien Ulric, avait rempli plusieurs importantes missions diplomatiques près le saint siège et quelques cours de l'Allemagne. Il acquit, par son mariage avec une comtesse d'Ost-Frise et Birlberg, le comté de ce dernier nom, et eut, au sujet de cette propriété, de longs procès avec le roi de Prusse, héritier du comté d'Ost-Frise, qui fût époque dans les annales de la jurisprudence allemande. De son mariage naquirent dix-neuf enfants. Wenceslas-Alexandre, le cinquième et le plus jeune de ses fils, naquit à Vienne, en 1711. En sa qualité de cadet, il fut obligé de prendre les ordres, et accepta un canonicat à Munster. Plus tard, lorsque, par la perte de tous ses frères, dont les uns étaient rois sur le champ de bataille, et les autres étaient

morts de maladie, Wenceslas se vit le seul rejeton de son illustre famille, il quitta l'état ecclésiastique, et se proposa d'entrer dans la carrière diplomatique. Des lors, il se livra à de fortes et sérieuses études, et fréquenta les universités de Vienne, Leipzig et Leyde. De 1732 à 1738, il voyagea en Allemagne, en Italie, en France et en Angleterre. A son retour à Vienne, en 1738, l'empereur Charles VI le nomma d'abord conseiller mûlique de l'empire, et, peu de temps après, deuxième commissaire impérial à la diète de Ratisbonne. En 1740, lorsque la mort de l'empereur mit un terme à cette mission, Kaunitz se retira dans ses terres en Moravie. L'avènement de Marie-Thérèse lui ouvrit une carrière brillante. Cette impératrice le nomma, en 1741, son ambassadeur près le pape Benoît XIV; elle lui confia en même temps une mission secrète à Florence, dont il s'acquitta à la grande satisfaction des deux cours. En 1743, il fut envoyé, comme ministre plénipotentiaire, à Turin pour consolider l'alliance défensive entre l'Autriche et la Sardaigne contre les souverains de la maison de Bourbon; alliance qui, plus tard, fut fortifiée par l'accession de l'Angleterre. L'habileté dont il fit preuve dans cette mission donna à l'impératrice une si haute opinion de ses talents, qu'elle lui en confia de plus importantes. En 1744, il alla résider, en qualité d'ambassadeur, auprès du duc Charles de Lorraine, gouverneur-général des Pays-Bas; et lorsque, peu de temps après, celui-ci fut obligé de s'absenter à cause de la mort de son épouse, l'archiduchesse Marie-Anne, il se chargea par intérim du gouvernement de ces provinces, fonctions extrêmement difficiles à remplir à cette époque, les Pays-Bas étant menacés d'une invasion par la France. Après le retour du duc Charles, il reprit auprès de lui ses fonctions diplomatiques, qu'il remplit jusqu'à l'invasion française. En 1746, quand Bruxelles se rendit aux Français, Kaunitz obtint, pour le gouvernement et le peu de troupes autrichiennes qui se trouvaient dans cette ville, une capitulation qui leur accorda la liberté de se retirer à Anvers. Il suivit le duc Charles dans cette ville, qui peu de temps après eut le même sort que Bruxelles. Alors il se rendit à Aix-la-Chapelle, d'où il sollicita sa retraite pour rétablir sa santé qui était devenue chancelante. Mais à peine fut-il revenu à Vienne, en 1748, qu'il accepta le poste d'ambassadeur au congrès d'Aix-la-Chapelle. On sait qu'à ce congrès il y eut des négociations entre les plénipotentiaires de France, d'Angleterre et de Hollande, et qu'elles furent conduites de telle sorte que les ministres des autres puissances s'en trouvèrent exclus. Kaunitz protesta contre les préliminaires arrêtés sans sa participation, et signa la paix au nom de l'Autriche. Après la ratification de cette paix, il fut nommé ministre d'état et de conférence, et reçut, en 1749, l'ordre de la toison d'or. Nommé, en 1750, ambassadeur auprès de Louis XV, il sut captiver l'esprit de M<sup>me</sup> de Pompadour, et, par l'influence de cette favorite, il parvint à poser les bases d'une alliance jusque-là réputée monstrueuse entre la France et l'Autriche. C'est donc à tort que le trop fameux traité de 1756 a été considéré comme l'ouvrage du cardinal de Bernis, qui eut, à la vérité, le malheur d'y attacher son nom en qualité de ministre des affaires étrangères. La cour de Vienne eut ne pouvoir donner assez de marques de confiance à un homme qui venait de livrer à sa vengeance le plus redoutable de ses ennemis, en élevant au roi de Prusse l'appui de la France, son alliée naturelle. Aussi Kaunitz fut-il décoré de l'ordre de Saint-Etienne de Hongrie, et obtint-il successivement les éminentes places de chancelier de cour et d'état, et de chancelier des Pays-Bas et d'Italie. Il se trouva ainsi à la tête de toutes les affaires politiques intérieures et extérieures de l'Autriche. Marie-Thérèse avait eu une confiance sans bornes en Kaunitz, mais l'empereur François I<sup>er</sup>, bien qu'il l'honorât de son amitié, et qu'il lui eût accordé la dignité héréditaire du prince de l'empire, en 1764, ne suivit pas toujours ses conseils. Sous le règne de Joseph II, son influence sur les affaires politiques ne fut que très faible: on lui attribua la cause à la guerre désastreuse contre les Turcs, et à la rupture des négociations relatives à



l'ouverture de l'Escut et à la succession de la Bavière. Sous Leopold II, qui ne régna que deux ans, en 1790 et 1793, Kaunitz fut de nouveau placé à la tête des affaires. Enfin, en 1795, lors de l'avènement de François II, actuellement empereur d'Autriche, sous le nom de François I<sup>er</sup>, son âge avancé, et le besoin qu'il eut de repos, le décidèrent à se démettre de ses places. A l'âge de quatre-vingt-trois ans, Kaunitz jouissait encore d'une parfaite santé, mais il commit l'imprudence de vouloir se guérir lui-même d'un léger rhume; il en fit, en peu de jours, une maladie grave, qui termina sa vie, le 24 juin 1794. Kaunitz possédait de vastes connaissances; il délibérait lentement, mais ses jugements étaient toujours mûrs et impartiaux. Voltaire et Rousseau étaient ses auteurs favoris: il professait surtout une vive admiration pour ce dernier, qui avait été, pendant quelques semaines, son secrétaire intime, à Paris. La langue allemande lui était familière, mais il s'exprimait avec beaucoup plus de facilité et d'élégance en français. Il parlait assez couramment l'italien et l'anglais, et avait une connaissance profonde du latin. Il créa plusieurs académies dans la Lombardie et les Pays-Bas, et accueillit toujours avec bienveillance les hommes de lettres et les savants. Il fonda l'école des Beaux-arts à Vienne, et y établit, à ses frais, l'école spéciale de gravure en taille-douce, qui a formé un grand nombre d'excellents artistes. Quelques auteurs contemporains, et entre eux M. le baron Grimm, le taxèrent de vanité, et lui reprochèrent une trop grande recherche dans sa mise. Quoi qu'il en soit, ses qualités personnelles sont encore moins contestées que l'étendue de son génie et de ses talents. On cite un mot qui fait honneur à la noblesse de son ame. Il proposait à Marie-Thérèse un feld-maréchal pour la présidence du conseil antique de guerre. « Mais cet homme est votre ennemi déclaré, » dit l'impératrice. — Madame, reprit le ministre, il est l'ami de l'état, et c'est la seule chose qu'il faille considérer. » Sous le règne de Joseph II, il n'allait plus à la cour; mais ce monarque se rendait chez lui quand il voulait lui parler, ce qui arrivait assez souvent. On a généralement accusé le prince de Kaunitz d'avoir été un des plus zélés partisans des réformes que Joseph tenta d'opérer dans le régime ecclésiastique des états héréditaires, et particulièrement des Pays-Bas. La cour de Rome crut même qu'il était le seul auteur de ces innovations, et le prit tellement en haine que, dans sa correspondance, elle ne l'appela autrement que le ministre hérétique. Cependant lorsque Pie VI vint à Vienne, il dissimula adroitement sa colère, et fit au prince un accueil extrêmement flatteur. Il poussa la bienveillance jusqu'à lui donner la paume de la main à baiser, ce qu'on regardait alors comme une faveur insigne, car les papes n'en présentent ordinairement que le revers. Mais Kaunitz ne fut pas sensible à cette haute faveur: il fit semblant d'ignorer l'étiquette de la cour de Rome, et serra cordialement la main du pontife sans la baiser. Ce manque de respect causa un grand scandale dans la catholique Autriche; mais Kaunitz n'en conserva pas moins les bonnes grâces de son souverain et l'estime des gens de bien.

**KEHRASKOFF** (MICHX). Voyez **KERASKOFF**, où, à tort, PE. C'est ici que sont transportés.

**KELLER** (LOUIS-DONAT), comte de, naquit à Stettin, près d'Erft, où son père, ancien conseiller du duc de Wurtemberg, s'était retiré. Après avoir achevé ses études à Göttingue et à Strasbourg, il entra au service de la Prusse, et obtint, bien jeune encore, le titre de ministre plénipotentiaire près la cour de Suède. Frédéric II étant mort, il passa, sous son successeur, à la cour de Saint-Petersbourg, et ensuite, en 1789, à la Haye. Il coopéra, dans cette ville, de concert avec le ministre hollandais et les plénipotentiaires des cours de Londres et de Vienne, aux arrangements qui rétablirent en Belgique l'autorité de la maison d'Autriche, et fut présent, en 1793, aux conférences d'Ancône, où s'étaient réunis plusieurs diplomates pour examiner les propositions de Dumouriez après sa défection. Il usa de son influence pour les faire repousser. Sa mission près des états-généraux finit lors de

l'entrée des troupes françaises en Hollande: mais, en 1797, il se rendit à Vienne en qualité d'envoyé extraordinaire, et il donna sa démission, en 1805, ne voulant plus s'occuper des affaires publiques. On lui offrit, en 1806, l'emploi de second ministre des affaires étrangères; il ne voulut pas l'accepter parce que les opinions du comte Langwits n'étaient point les siennes, et qu'il n'aurait été que le premier commis de ce ministre. Keller exerça, en 1807, les fonctions de membre des états-généraux réunis à Cassel, et bientôt il devint premier ministre du prince primat grand-duc de Francfort (duc de Dalberg) auprès de Napoléon. Il quitta Paris en 1813, et, par suite des événements militaires, l'électeur de Saxe, réintégré dans ses possessions, le chargea de ses intérêts au congrès de Vienne. Il entra ensuite au service de la Prusse, et fut nommé, en 1815, premier président de la régence d'Erft.

**KELLOGG** (HARRIS) philosophe, littérateur et poète, né en Suède, le 1<sup>er</sup> décembre 1751, fit ses études à l'université d'Abo, et donna quelque temps, dans la même ville, des leçons publiques, en qualité de maître es-arts. S'étant rendu à Stockholm, il se fit connaître par son talent pour la poésie, et obtint des succès qui l'encouragèrent. Il eut cependant à lutter contre les rigueurs de la fortune, et contre les intrigues des hommes médiocres. La protection de Gustave III le mit à couvert des uns et des autres, et il obtint des places honorables. Il fut aussi un des premiers membres de l'Académie suédoise que Gustave fonda, en 1786, pour perfectionner la langue et le goût. Pendant les dernières années de sa vie, Kellogg se livra à l'étude de l'histoire et de la philosophie, sans négliger cependant les arts d'imagination. Sa constitution faible ayant succubé au travail, il mourut le 15 avril 1798. Comme écrivain, Kellogg a fait époque, non seulement en Suède, mais dans le Nord en général. Ses poésies ont de l'élevation, de la grâce, de la finesse, ses productions en prose renferment des idées profondes et des vérités utiles, exprimées avec une grande précision et beaucoup de clarté. On a publié peu après sa mort le recueil de ses œuvres à Stockholm, en quatre volumes. Il contient des odes, des épîtres, des tragédies lyriques, dont *Gustave Vasa* et *Christine* sont les plus remarquables; des traductions d'Horace, de Tibulle, de Voltaire, et des essais de philosophie morale. Kellogg rédigea, pendant plusieurs années, la partie littéraire d'un journal intitulé: *Le Courrier de Stockholm*. Il rendit ce journal très utile à la littérature de son pays, en s'élevant, aussi souvent qu'il en trouvait l'occasion, contre de mauvais goût et les prétentions des écrivains dénués de talents.

**KEMBLE** (MARIE-THÉRÈSE DE CAMP, femme), est née à Vienne, en 1774, de Georges-Louis de Camp, musicien, frère de la célèbre danseuse, M<sup>lle</sup> Simonet. Elle débuta dans la carrière dramatique à l'âge de six ans par le rôle du Cupidon dans les ballets de Noverre. A huit ans, M. Le Texier l'attacha à son théâtre: elle y parut pour la première fois dans le rôle de Zélie, de *La Colombe*, comédie de M<sup>lle</sup> de Genlis. De ce théâtre, elle passa au Cirque, où sa danse fut fort applaudie; mais elle n'y resta pas long-temps, et fut engagée au théâtre de Haymarket, à la recommandation du prince de Galles, depuis Georges IV. Enfin elle accepta une place au théâtre de Drury-Lane, qui monta pour elle l'opéra de *Richard Cœur de Lion*, dont elle fit le succès, et dans lequel elle remplit le rôle de Julie. A la fin de 1806, M<sup>lle</sup> de Camp quitta Drury-Lane pour Covent-Garden; elle épousa la même année Charles Kemble, acteur et auteur comique. M<sup>lle</sup> Kemble est auteur de la comédie *Les premières fautes*, représentée à Drury-Lane en 1799. Cette pièce, où l'on reconnut un talent peu ordinaire, eut beaucoup de succès. Un M. Earle, auteur d'une comédie intitulée: *Les fautes naturelles*, accusa M<sup>lle</sup> Kemble de plagiat: mais cette dame détruisait l'accusation par une lettre insérée dans le *Morning-Chronicle*. Elle est aussi l'auteur du joli intermède *Le lendemain des épousailles*, 1808, in-8<sup>o</sup>.

**KEMPER** (JEAN-MICHAËL), légiste et juriconsulte estimé, né à Amsterdam, en 1776. Elève de Wyttenbach, Kemper se consacra d'abord à l'enseignement

du droit. Ayant été l'un des auteurs les plus actifs et les plus habiles de la révolution qui, en 1813, rappela l'ancienne maison d'Orange dans les Pays-Bas, il se montra, avec le même avantage, homme public et homme de lettres. Conseiller d'état, membre de la seconde chambre des états-généraux, il soutint, avec autant de talent que de zèle, les intérêts de son pays, qu'il avait défendus auparavant avec courage, lorsque le Hollande n'était plus au rang des nations. C'est à lui qu'est due, en partie, la législation nouvelle imposée à la Belgique, législation qu'elle conservera sans doute, en tout ce qui ne gênera pas l'indépendance qu'elle vient aujourd'hui de conquérir avec tant d'héroïsme. Kemper est mort à Leyde, le 30 juillet 1834, d'une attaque d'apoplexie, dans la force de l'âge et du talent. Il était commandeur du lion belge. On peut lire son éloge, peut-être exagéré par l'amitié, dans l'ouvrage de Van der Palm, sur la restauration hollandaise, où il l'appelle *de best burger*, excellent citoyen. On a de Kemper plusieurs ouvrages : 1° *Annales du droit français, à l'usage des départements hollandais*, 5 vol. in-8°; 2° *Code criminel* (pour la Hollande), 1 vol. in-8°; 3° *Essai sur l'influence des événements politiques et des opinions religieuses et philanthropiques, depuis vingt cinq ans, et sur les progrès des lumières, chez les peuples de l'Europe, principalement sous le rapport de la religion et de la morale*, traduit en allemand, sur la deuxième édition, par A. Dietrich, Leipzig, 1833.

KERGORIAY (Louis-François-Paul, comte de), seigneur de France, officier de la légion d'honneur, naquit en Bretagne, vers 1770. Il servit pendant quelques années dans un régiment d'infanterie, et se retira dans ses propriétés du département de l'Oise, où il vécut ignoré jusqu'en 1815. Napoléon ayant réuni le pouvoir, proposa à l'acceptation du peuple son acte additionnel. On dit alors que M. de Kergorlay écrivit sur le registre des votes : « Puisqu'il faut aux Français un monarque qui monte à cheval, je donne ma voix à François. » Ce mot qui est bien dans le caractère de M. de Kergorlay, ne lui appartient peut-être pas. Il publia dans les cent jours une brochure, sous ce titre : *Des lois criminelles et du 9 mai 1815*. Ce pamphlet fixa l'attention de la police. L'auteur cherchait à prouver que le rétablissement de la famille des Bourbons était le seul moyen de rendre le bonheur aux Français. L'imprimeur Denta fut arrêté ainsi que le frère de M. de Kergorlay, car on ne trouva point celui-ci. Le second retour du roi lui permit de se montrer, et au mois de septembre 1815, le département de l'Oise le nomma à la chambre des députés. Il se plaça à l'extrême droite et vota constamment avec elle, pendant près de dix années qu'il siégea à la chambre. Le 23 novembre, il en fut nommé l'un des secrétaires. On remarque dans tous les discours qu'il prononça un respect sacramentel pour la légitimité et des regrets sur les institutions de l'ancien régime, mais aussi une conviction probe et éclairée. On vit cependant avec peine l'évasion de M. de La Fayette, miracle de l'amour conjugal, exciter dans l'âme de M. de Kergorlay un profond sentiment d'indignation. Le 19 avril, il demanda pour le clergé, au nom d'une commission dont il était le rapporteur, quarante millions et la restitution de ses biens non vendus. La majorité de la chambre, animée de ses principes, donna lieu à l'ordonnance du 5 septembre 1816. La chambre fut dissoute, et M. de Kergorlay n'y reparut qu'en 1817, et fit partie de la série renouvelée en 1820. Réélu la même année par le département de la Manche, ce zélé royaliste ne perdit aucune occasion d'appuyer les usurpations du pouvoir, croyant donner ainsi des preuves d'attachement aux véritables intérêts des Bourbons. Quand M. de Villèle, qui était depuis long-temps le chef de l'extrême droite, fut porté au ministère, M. de Kergorlay fut un des députés que l'ordonnance du 5 novembre 1827 appela à la chambre héréditaire. Après les journées de juillet, il refusa de prêter serment au roi Louis-Philippe, et fut déchu de la pairie. Il fit insérer dans *La Gazette de France* et dans *La Quotidienne* une lettre explicative des motifs de ce refus. Il y disait qu'il ignorait en vertu de quel droit s'étaient faites et l'adoption d'une nouvelle charte, et l'élection d'un nouveau roi; que, quant à lui, il

avait prêté un serment à ses rois et à la charte constitutionnelle, et qu'il avait toujours compris, en le leur prêtant, qu'il engageait sa fidélité, non seulement à eux, mais à leurs légitimes successeurs, et qu'il ne croyait pas que les erreurs qu'ils pourraient commettre le dussent délier de ce serment. Cette lettre parut à l'autorité renfermer dans quelques passages des provocations à la haine et au mépris du nouveau gouvernement, et des offenses envers la personne du roi. Elle fut déferée à la cour des pairs, devant laquelle M. de Kergorlay fut traduit, ainsi que les sieurs Genoude et Lubis, rédacteurs de *La Gazette de France*, et Briand, rédacteur de *La Quotidienne*. Lubis fut acquitté, Briand et Genoude furent condamnés à un mois d'emprisonnement, et M. de Kergorlay à six mois de la même peine. La Biographie Annuale nomme deux comtes de Kergorlay, qui sont le même personnage. Outre la brochure dont nous avons parlé, le comte de Kergorlay, que Quérard appelle par erreur Kergorlay, a publié : *Du droit de pétition*, Paris, 1819, in-8°. Un grand nombre de ses discours prononcés à la tribune, de 1816 à 1821, ont été aussi imprimés.

KERSAINT (Amand-Guy-Benoît, comte de), capitaine de vaisseau de la marine française, et membre de la convention nationale, naquit à Paris, vers 1742, d'une famille noble de la province du Bretagne. Il s'attacha de bonne heure au parti philosophique, et dès 1788, il se fit connaître par un opuscule intitulé : *Le bon sens*. Ce pamphlet était dirigé contre les privilèges. Kersaint fut plusieurs fois appelé au comité maritime de l'assemblée constituante, pour l'aider de ses lumières. Il a été l'un des premiers qui ont provoqué la suppression du régime des classes pour la formation des corps, et la substitution de l'artillerie de terre à bord des vaisseaux à celle de la marine. Mais ses vœux furent repoussés par le comité de l'assemblée constituante et par la législature dont il fit partie. Aux élections de 1790, Kersaint fut nommé président de l'assemblée électoral du département de Paris, et en 1791, administrateur du même département, et député suppléant à l'assemblée législative. Il n'entra dans cette dernière que le 3 janvier 1793, par la démission de Mosneron. Lorsqu'il fut question de mettre en accusation le marquis de Noailles, ambassadeur à Vienne, Kersaint dit que le roi était plus coupable que le ministre dont il voulait que les papiers fussent soigneusement examinés. Il provoqua successivement le renvoi des Buissons, la mise en accusation de Montmorin, ministre des affaires étrangères, et l'examen de la conduite de Louis XVI qu'il dénonça pour n'avoir point déclaré la guerre à la Sardaigne. Après le 10 août, il fit décréter la formation d'un corps d'azenturiers, sous le nom de légion des Allobroges. Au mois de septembre 1793, le département de Seine-et-Oise le réélut à la convention où il continua à accélérer la marche d'une révolution dont il devait être la victime. Compromis légèrement dans les papiers de l'armoire de fer, Kersaint se défendit avec chaleur d'avoir jamais favorisé la cause du roi, et on le crut facilement. Le 1<sup>er</sup> janvier 1795, il fit décréter la formation d'un comité de défense générale, qui, devenu bientôt le comité de salut public, envoya son fondateur à la mort. A cette époque, Kersaint s'arrêta dans ses travaux révolutionnaires : les assassinats de septembre et le procès de Louis XVI lui dessillèrent les yeux. Il essaya de sauver le roi, en votant l'appel au peuple et la réclusion jusqu'à la paix; mais le 30 janvier 1795, voyant ses efforts inutiles, il se démit de son mandat. Voici un passage de sa lettre au président de la convention; nous le rapportons pour l'honneur de sa mémoire : « Si j'ai été réduit, disait-il, à être le collègue des panégyristes et des promoteurs du 2 septembre, je veux défendre ma mémoire du reproche d'avoir été leur complice : pour cela il ne me reste plus qu'un moment, demain il ne sera plus temps. » (Le roi fut exécuté le 31.) Cette lettre fut dénoncée par les montagnards et défendue par les girondins dont son auteur avait embrassé toutes les doctrines; mais ils ne purent empêcher que Kersaint ne fût mandé à la barre. Il y parut le 22 avec beaucoup d'assurance, refusa de reprendre sa place ainsi que les honneurs de la séance qu'on lui offrait, et se

retra pour vivre dans la solitude. Découvert et conduit à la Conciergerie dans l'état le plus misérable, il fut décapité le 4 décembre 1793. Ainsi périt l'homme de mer le plus habile de son temps. Personne ne connut mieux l'art de gréer et d'équiper un vaisseau. Sa dextérité et sa précision dans les manœuvres étaient admirables. Un esprit pénétrant et trop actif lui fit souvent dédaigner les leçons de l'expérience. On a de Kersaint, outre *Le bon sens*, déjà cité, des *Institutions navales*, ou *premières vues sur les classes et l'administration maritime*, 1790, 108 pag. in-8°; des *Considérations sur la force publique et l'institution des gardes nationales*, in-8°. Il a travaillé au *Journal de la société* de 1789, avec Dupont (de Nemours), etc. On lui attribue aussi *Le Rubicon*, par l'auteur du *Bon sens*, 1789, in-8° et une *Réponse à M. A. de Lameth*. Sa fille a épousé le duc de Duras; elle préside une société de bienfaisance. — KERSANTZ (le comte de), neveu du précédent, fut successivement capitaine de vaisseau, préfet maritime du port d'Anvers (9 mars 1813) et préfet de la Meurthe, sous le roi, en 1815, jusqu'au 4 septembre 1816, où il reprit son grade dans la marine. L'empereur de Russie voulant récompenser la conduite de M. de Kersaint envers ses troupes pendant la guerre de 1815, lui a envoyé la décoration de Sainte-Anne, en brillants. Depuis 1818, le comte de Kersaint a été mis à la retraite.

**KHOÛRSCHID PACHA**, séraskier de Romélie, naquit dans la Géorgie, d'une famille chrétienne. Vendu comme esclave et forcé d'embrasser l'islamisme, il dut son avancement à la protection de l'amiral Kutchuck Russeu. Il devint pacha en 1803, et le sultan l'éleva à la dignité de grand visir, après le traité passé en 1813 entre la Porte et la Russie. Cette puissance abandonna alors les Serviens dont elle avait longtemps fomenté et soutenu l'insurrection. Mais ce peuple qui avait conçu l'espoir de briser ses fers, ayant refusé de déposer les armes, la Porte confia le soin de les soumettre à Khourschid qui, après avoir terminé cette guerre avec avantage, traita assez bien les vaincus. Quoiqu'il n'eût pas moins de mépris que les musulmans pour les Grecs, ce visir étant d'une origine chrétienne, il ne partageait pas la fureur fanatique dont étaient animés contre eux les sectateurs de Mahomet. Mais s'il n'était point porté par des motifs religieux à persécuter les chrétiens, entièrement dévoué aux intérêts de la Porte ottomane, il n'en était pas moins disposé à servir ses cruels desseins contre la Grèce dont l'attitude hostile commençait à inspirer de vives inquiétudes au sultan. Il fut nommé à la place de Pacha bey qui commandait l'armée chargée d'agir contre Ali, et reçut l'ordre de réduire le pacha rebelle ainsi que les Armatoles qui s'étaient faits les auxiliaires du proscrit, dans l'espoir de conquérir avec son secours la liberté de leur pays. Arrivé devant Janina, le visir, voulant avant tout essayer l'intrigue, chercha à détacher Ali de l'alliance des Grecs, et à le décider à faire sa paix avec le sultan. Mais il échoua dans cette tentative, et ne réussit pas davantage à détourner de la parti de son maître les guerriers de l'Épire. Songeant alors à s'emparer de Janina, et comptant moins sur la force des armes, que sur les defections qu'il pourrait acheter, il détacha quatre cents Égyptiens du parti d'Ali, et obtint de la population grecque établie dans la presqu'île de Janina, qu'elle lui en ouvrirait les portes. Cruellement persécutés par le pacha, ces malheureux chrétiens qui comptaient sur la promesse que leur avait faite Khourschid de les traiter avec douceur, furent indignement trompés. A peine les troupes ottomanes eurent-elles pénétré dans Janina, que le séraskier souffrit que le sang des Grecs fût versé. Des femmes, des filles, des adolescents, après avoir été fustigés par la brutalité des soldats, furent égorgés ainsi que les vieillards. On ne sait pas quand auraient cessé ces massacres, si une voix généreuse n'eût pris la défense de tant de malheureux. Khourschid consentit à arrêter l'effusion du sang; mais il ne put se faire écouter de ses cupides soldats qu'en allouant deux cent cinquante piastres pour chaque malheureux qui serait remis vivant entre ses mains, et il en racheta cinq cents. Cette action eût pu être considérée comme un retour de Khourschid vers l'humanité, si la preuve qu'il n'agissait ainsi que

par politique, n'était attestée par le moyen honteux qu'il employa pour extorquer vingt mille sequins à un riche habitant de Caleritis. Il accusa d'avoir reçu cette somme d'Ali-Pacha pour la distribuer aux Épirotes; mais sa victime ayant résisté aux tortures et refusé de faire l'aveu d'une faute qu'elle n'avait point commise, Khourschid, furieux de voir échouer sa ruse, prononça contre elle un arrêt de mort qui eût été exécuté s'il n'eût pas craint des représailles de la part des Grecs qui se soulevaient de toutes parts. Rien n'est plus variable que la politique des tyrans. Les circonstances le forcèrent alors de contenir son injuste colère; mais peu de temps après, ayant appris le désastre des Grecs qui avaient levé l'étendard de la croix dans les provinces ultra-daubiennes, et le meurtre du vénérable patriarche Grégoire, il se détermina, d'après les ordres de la Porte et ses propres sentiments, à étouffer les germes de l'insurrection en exterminant tous les Grecs. Il fit pendre devant sa porte un évêque et ses deux diacres, et leur supplice fut suivi le lendemain de celui de plusieurs autres ecclésiastiques. Après s'être abandonné à ces cruautés, il envoya contre les Armatoles de l'Étolie un de ses lieutenants qui fut défait. Cet échec qui fut accompagné de plusieurs autres désastres, rendit la position de Khourschid vraiment critique. Inquiet de toutes parts par les Grecs qui, malgré la malheureuse issue de la bataille de Draganban, continuèrent à s'insurger; maître de Janina, mais non du château où Ali se défendait vigoureusement, les forces du visir avaient beaucoup diminué depuis qu'il était entré en campagne, et il n'avait reçu aucun renfort de Constantinople. D'un autre côté, il connaissait la nécessité qu'il y avait pour lui de vaincre, car il l'ignorait pas que la Porte, oubliant souvent d'anciens services, envoyait le cordon saisi au général Malheureux. Ces réflexions le déterminèrent à tenter de nouveaux efforts pour soumettre promptement Ali et les Grecs; mais il échoua dans toutes les expéditions qu'il entreprit. Telle était la situation de Khourschid lorsqu'il avait reçu des secours considérables de Scodra, il envoya des détachements à Omer-Bronics, qui s'empara de la Bœtie et délivra Athènes. Cet échec était loin toutefois de décourager les Grecs, et Khourschid, pensant qu'il ne pourrait déployer toutes ses ressources pour les réduire que lorsqu'il en aurait fini d'une manière ou d'une autre avec Ali, entama de nouvelles négociations avec le pacha. Celui-ci repoussa encore les conditions auxquelles la Porte lui offrait son pardon. Mais, quelque temps après, son avarice ayant éloigné peu à peu tous ses défenseurs, le vieux visir fut forcé de s'humilier devant la Porte: celle-ci, profitant de l'état d'abandon où il était réduit, ayant exigé qu'il se rendit à discrétion, Ali refusa, et Khourschid eut alors recours, pour le faire tomber en son pouvoir, à une ruse qui lui réussit pleinement. Quoique ce succès fût peu digne d'un général, il inspira à Khourschid toute l'ivresse que lui aurait occasionné une victoire; et, résolu d'exécuter dans toute leur rigueur les ordres qu'il avait reçus de Constantinople contre les braves Épirotes, après leur avoir écrit une lettre pleine d'arrogance, dans laquelle il les traitait de rais (pers), il alla les attaquer avec toutes ses forces. Ses premières tentatives réussirent, mais ses lieutenants essayèrent ensuite des défaites dont la nouvelle lui parvint au moment où il était vivement affligé par des malheurs domestiques. Son épouse, et la plupart des femmes de son harem, dont il avait obtenu le rachat, et qui venaient d'arriver auprès de lui, portaient des signes non équivoques de leur infidélité. Après avoir fait précipiter ces malheureux dans les flots, il se rendit dans la Sellide qu'il quitta bientôt après de nouveaux revers. Mais à Larissa, il trouva une armée considérable. Ces renforts ayant relevé ses espérances, il se prépara à se jeter dans la Morée. Les affaires des Grecs avaient beaucoup changé depuis quelque temps. En proie à la discorde, ils avaient compromis l'œuvre de leur régénération par des querelles particulières, et les Souliotes, victimes de l'odieuse politique anglaise, au moment d'être affranchis, étaient retombés sous le joug des Turcs. Khourschid, profitant de la méintelligence qui avait éclaté entre Odyssée et Démétrius-Ypsilanti, com-

mènes ses opérations en Thessalie, en pénétrant par la Livadie dans cette presque-île, et, grâce aux divisions intestines des Grecs, sa marche ne fut entravée par aucun obstacle. Arrivé à Larisse, il y trouva des troupes fraîches, venues de la Bulgarie et de la Romélie, avec lesquelles il s'assura du passage des Thermopyles. Il le confia à la garde d'un corps de vingt-cinq mille hommes, presque tous de cavalerie, qu'il mit sous le commandement de plusieurs pachas. Ce corps passa sans éprouver aucune résistance de la part d'Odyssée, qui devait défendre le passage, et qui écrivit à Colocotroni ces mots énergiques : « Je vous envoie vingt-cinq mille Turcs, faites-en ce que vous voudrez, je n'en laisserai pas passer davantage. » Tant de lenémité faillit perdre la cause des Grecs, et retarda leur délivrance. Cette armée ravagea l'Argolide, prit Argos, et secourut Napoli de Romanie; mais, au bout de six semaines, elle se trouva réduite à plus de la moitié. Les plus habiles généraux grecs l'avaient harcelée pendant tout ce temps, et lui avaient rendu tout ce qu'elle avait fait. Quant à Khourchid-Pacha, il ne fut pas plus heureux que ses lieutenants. Bloqué entre le Pinde et les Thermopyles, dans la plaine de Larisse, par Odyssée, Tamos et Stournaire; menacé d'ailleurs d'une révolte générale en Macédoine, inquiet par de fréquents débarquements sur les côtes du golfe Saronique, il se trouvait dans le plus grand embarras lorsqu'un firman du sultan lui donna un successeur. Il souffrait des revers qu'il venait d'éprouver pour un gouvernement qui pardonne rarement au malheureux; cependant le principal motif allégué contre lui fut d'avoir dilapidé la plus grande partie des trésors du pacha de Janina. Le espidji-bachi, chargé de lui porter la nouvelle de son remplacement, arriva à Larisse le 16 novembre 1823; mais Khourchid venait d'être attaqué d'une violente dysenterie, causée par les fatigues de la campagne, et sans doute aggravée par le chagrin. Elle l'emleva en peu de jours, et cette mort le déroba au supplice réservé à sa chute, et que plusieurs journaux du temps veulent qu'il ait subi.

**KIEZER** (*Dietrich-Groenow*), médecin allemand, naquit à Harbourg, royaume d'Hanovre, le 24 août 1779. Il étudia aux universités de Göttingue et de Wurzburg, et fut nommé médecin de la ville de Nordheim. En 1812, il fut choisi pour professeur la médecine à Wilna, et, en 1813, il organisa une légion d'étudiants, à la tête de laquelle il fit la campagne contre la France. En 1815, il était chirurgien-major de l'armée prussienne, revint à Iéna, et y reprit le poste de professeur ordinaire de l'université. Il a publié les ouvrages suivants : 1° *Dissertation de anamorphosi oculi*, Göttingue, 1804, in-4°; 2° *Beiträge zur vergleichenden anatomie und physiologie*, Bamberg et Wurzburg, 1807, in-4°; 3° *Aphorismen aus der physiologie der pflanzen*, Göttingue, 1808, in-8°; 4° *Ueber die natur Erkentnis und heilung der schwarzen staars*, Göttingue, 1810, in-8°; 5° *Der ursprung des Darmkanals aus der umbilicalis*, Göttingue, 1810, in-8°; 6° *Grundlage der pathologie und therapie des menschen*, Iéna, 1812, in-8°; 7° *Ueber das wesen, und die bedeutung der exanthemen*, Iéna, 1812, in-4°; 8° *Vorlesungen über verhaltung masarogeln bey ansteckenden faussieher epidemien*, Iéna, 1813, in-8°; 9° *Elements der phytologie*, Iéna, 1815, in-8°; 10° *Brugmann und Dolpach urber den hospitalbrand*, Iéna, 1816, in-8°; 11° *System der medicin*, Hall, 1817-1818, in-8°; 12° *Archiv fuer den thierischen magetismus*, Leipzig, 1817, in-8°.

**KILINSKI** (*Jean*), cordonnier à Warsowie, né en Pologne, vers 1755, figura au premier rang dans les dernières révolutions de ce pays. C'est aux principes libéraux de la diète constituante de 1788, que la Pologne dut ce dévouement à la patrie, par lequel se signalèrent les classes même d'habitants qui y vivaient, depuis deux siècles, dans un isolement complet. Glowacki, le fameux faucheur de Raciawice, Mordas, bourgeois de Wilna, le juif Berko Iasiewicz, Kapustas et le boucher Sierakowski de Warsowie, sont autant de noms historiques que, parmi tant d'autres, la classe roturière fournit dans les derniers temps en Pologne. Kilinski, élevé par le choix de ses concitoyens à l'emploi de conseiller municipal de la

capitale, occupait cette place au moment où Igeltrom, à la fois ambassadeur et commandant en chef des troupes de Catherine en Pologne, traitait déjà ce pays comme une province conquise. Les Polonais travaillaient, en secret, à secourir le joug de la Russie, et c'est à Kilinski qu'échut la mission de soulever les habitants de Warsowie. Sa position publique et sa popularité le rendaient particulièrement propre à ce service. Quoique surveillé de près par Igeltrom, il était à même de connaître tous les mouvements de la police moscovite. Il apprît de bonne heure, lors de l'insurrection de Kosciuszko, en 1794, que les Russes se proposaient d'occuper l'arsenal de Warsowie, et de désarmer ainsi, sans rencontrer d'obstacle, les habitants et la garnison. Aussitôt Kilinski s'entend avec les patriotes, un soulèvement est organisé, et le 17 avril, au moment même où les Russes se mettaient en marche vers l'arsenal, ils sont attaqués de toutes parts, et forcés, après deux jours de carnage, de sauver par la fuite les débris de leur armée. Kilinski fut alors nommé membre de conseil du gouvernement et colonel de la milice de Warsowie. Sept mois après, quand les forces combinées des trois puissances parvinrent à étouffer les efforts des patriotes, il fut obligé de chercher son salut dans la fuite; mais arrêté par les Prussiens, il fut livré à Souwaroff, et conduit dans les cachots de Saint-Petersbourg, où il partagea le sort de Kosciuszko et d'autres illustres personnages. Son ancien métier lui fournit alors les moyens de pourvoir à sa subsistance; toutes les dames russes voulurent porter des souliers du colonel polonais. L'empereur Paul I<sup>er</sup> rendit enfin Kilinski à la liberté, mais il ne reparut plus sur la scène politique, si ce n'est un moment, lorsque les Autrichiens, après avoir occupé Warsowie, en 1806, l'emmenèrent en otage, pour s'assurer ainsi contre les dispositions de cette capitale. Il mourut en 1817 à Warsowie. Jamais les funérailles d'un citoyen n'y furent honorées d'un concours plus nombreux que les siennes. Nous avons de lui un écrit très intéressant : c'est un journal historique des événements dans lesquels il a figuré ou dont il a été le témoin. Ce journal, écrit en entier de sa main, a été imprimé, en 1850, à Posen, par les soins de Titus Dzialynski; mais il ne porte point le nom de l'imprimeur.

**KING** (*Edouard*), savant littérateur, né en 1735, dans la Norfolkshire, fut envoyé à Cambridge pour sa première instruction. Après avoir étudié le droit à Londres, dans la société de jurisprudence du Temple, il obtint le poste de *recorder*, ou greffier, à Lynn-Regis. Son *Essai sur le gouvernement anglais*, publié en 1767, le fit recevoir, dans l'année même, au nombre des membres de la société royale, et, en 1770, il fit aussi partie de celle des antiquaires. De tous ses ouvrages celui qui produisit le plus de sensation, *Les morcelles*, ou *fragments de critique*, avait eu au moment de la première publication un sort très différent. L'auteur en avait distribué soixante exemplaires à ses connaissances; il ne s'en écoulait point d'autres, et le livre fut mis à la ranc. Mais ensuite un éloge, inséré dans un poème lu avidement, éveilla l'attention du public. Grâce à cette circonstance on réimprima l'ouvrage de King, et, peu de temps après, il y joignit un second volume. On pourrait dire que les *fragments* n'avaient mérité ni ce total abandon, ni surtout cette grande faveur. A la vérité on y trouve des assertions neuves, mais assez étranges. King s'efforce d'y établir qu'un même ange apparut deux fois ici-bas, d'abord sous le nom d'Elisée, puis sous celui de Jean Baptiste; que le soleil est une des maisons du ciel, la demeure où entrent les élus; que les réprobus sont renfermés au centre de notre globe, et que cette terre, sorte de comète, s'approche continuellement du soleil, ce qui la fera périr par une conflagration inévitable. King donna ensuite un ouvrage aussi bizarre et plus érudit, mais non achevé; *Munimenta antiqua*. Un tel sujet lui convenait beaucoup : il demandait des recherches opiniâtres, et faites avec sagacité; mais en même temps il pouvait devenir l'occasion des rêveries les plus systématiques, et des plus vaines conjectures. En revanche, dans ses *Observations* publiées en 1796, King parut trouver trop romanesque l'hypothèse déjà accréditée sur la chute des aéroolithes.

Dans son ouvrage sur les *Signes du temps*, il se proposa de montrer que les découvertes des modernes dans les sciences naturelles, et surtout les événements politiques en Europe, à la fin du siècle, n'étaient que l'exact accomplissement de celles d'entre les prophètes juifs dont le sens avait paru jusqu'alors le plus énigmatique : il fut réfuté par l'évêque Horsley, et traité comme un visionnaire. En accueillant avec si peu de discernement tous les caprices de sa pensée, Edouard King rendit presque inutile sa vaste érudition. Il était devenu, en 1784, président de la société des antiquaires, et il mourut le 16 avril 1807. Ses ouvrages sont : 1° *Essai sur le gouvernement anglais*, 1767; 2° *Hymnes à l'Etre-Suprême, imités des cantiques orientaux*, en vers, 1780, et 2° édition; 3° *Fragment de critique*, 1788 in-4°; 4° *Munimenta antiqua, ou histoire des châteaux-forts du moyen âge*, 4 vol. in-fol.; 5° *Imitation de la prière d'Abel*, en vers, 1793; 6° *Considérations sur l'utilité de la dette nationale*, 1795; 7° *Vestiges du château d'Oxford*, et supplément servant d'introduction aux *Munimenta antiqua*, 1796, in-fol.; 8° *Observations sur les pierres qu'on dit être tombées des nuages, tant de nos jours que dans les temps anciens*, 1796; 9° *Remarques sur les signes du temps*, 1798.

KINKER (Жан), philosophe, littérateur et poète hollandais, né à Nieuwer-Amstel, près d'Amsterdam, cultiva de bonne heure la poésie, et s'adonna en même temps à l'étude des langues anciennes et modernes, et de la jurisprudence. Ayant obtenu le grade de docteur en droit, il vint à Amsterdam pour s'y établir comme avocat; mais son étude favorite, la poésie, devait nécessairement lui faire négliger des occupations pénibles et sans autre. Le mérite de ses productions est apprécié depuis long-temps. Quant à ses opinions politiques, elles sont celles d'un homme qui aime la liberté, la gloire et l'indépendance nationale. Toujours franc quand il a dû s'expliquer sur les affaires de son pays, ses écrits politiques sont remplis d'observations judicieuses. Ses autres écrits seraient suffisants, chacun dans son genre, pour le placer au premier rang des auteurs qui honorent le plus la Hollande. Après avoir demeuré pendant plusieurs années à Amsterdam, M. Kinker fut appelé, en 1817, à la chaire de littérature hollandaise à Liège, où il se rendit en 1818. Il est membre de l'institut royal des Pays-Bas, et de plusieurs sociétés savantes. Voici les ouvrages que l'on a de ce savant : 1° *Poésies de sa jeunesse*, 1785; 2° *Le messageur de l'Eléon*, 1788; 3° *Fan Rats*, drame en prose, 1789; 4° *C. lie*, tragédie en vers, 1799; 5° *Elégie sur Washington*, 1800; 6° *Fête séculaire*, allégorie dramatique, en vers, 1801; 7° *Fête de la paix d'Amiens*, 1803, pièce allégorique, représentée avec succès, ainsi que la précédente, sur le théâtre d'Amsterdam; 8° *Almanach et Zehra*, tragédie en vers, représentée avec un égal succès, 1804; 9° *Elégie sur Kant*, 1805; 10° *Dieu et la liberté*, pièce en vers; 11° *Lettres (en vers) de Sophie à Feik*, 1807; 12° *Elégie sur Haydn*, 1810; 13° *Elégie sur Deimon*, 1811; 14° *Prosodie hollandaise*, 1809; 15° *Précis de la philosophie de Kant*, traduit en français par M. J. Lefèvre; 16° *Introduction à une théorie générale des langues*, mémoire approuvé par l'institut royal des Pays-Bas, et inséré dans ses ouvrages, 1818. M. Kinker a traduit en vers hollandais *Les templiers*, tragédie de M. Raynaud, 1805, et en vers métriques des anciens *La pucelle d'Orléans* et *Marie Stuart*, 1807. On lui attribue la rédaction d'une feuille périodique intitulée : *James ressuscité*, et d'une autre nommée *Sam, Cham et Japhet*. Il est aussi le rédacteur du *Berkavver* (le ruminer).

KIRCHBERGER (NICOLAS-ALEXIS), baron de Lichtstorf, né à Berne, le 13 janvier 1739, d'une famille ancienne et illustre. Entré de bonne heure au service militaire, il commandait à l'âge de dix-neuf ans un détachement au fort Saint-Pierre, près de Maëstricht et se délassait des fatigues de sa profession par des études philosophiques et littéraires. Encouragé par Bernoulli et par Jean-Jacques Rousseau, avec lequel il fut quelque temps en correspondance, il débuta dans la carrière des lettres par un discours qu'il prononça en 1768, dans une de ces assemblées où les

jeunes citoyens de Berne s'exercent sur des matières d'histoire et de politique. Le sujet de son discours était l'héroïsme des habitants de Solcure qui, dans le siège qu'ils soutinrent en 1518, contre Léopold 1<sup>er</sup>, duc d'Autriche, voyant une troupe d'assiégés tombés dans l'air par la rupture d'un pont, parvinrent à les sauver, leur donnèrent des habits, des vivres, et les renvoyèrent sans rançon. Ce discours écrit en allemand, a été imprimé sous le titre d'*Histoire de la vertu helvétique*. Bâle, 1768, in-8°, et inséré dans le *recueil des harangues patriotiques*, Berne, 1773, in-8°. Kirchberger livré aux études philosophiques n'avait point négligé celle des sciences naturelles; membre de la société économique et physique de Berne, dont il fut l'un des fondateurs, ses recherches furent plus d'une fois utiles à l'agriculture de son pays. C'est lui que cette société chargea de faire les premières expériences sur le mélange des matières animales avec le gypse, employé dans l'engrais des prairies artificielles. Il a consigné les résultats avantageux qu'il en obtint dans un mémoire inséré dans la collection de cette société et dans le *Journal d'agriculture* de l'abbé Rozier, pour l'année 1775. En 1775, il entra au conseil-général, et il fut nommé bailli de Gollstadt, fonctions qu'il exerça pendant six années. Il passait le temps dont elles lui permettaient de disposer à la fin de chaque année dans sa campagne de Morat, au sein de sa famille, et au milieu de ses livres. Lié avec Eckartshausen et Zimmermann, il avait contracté, dans la société du premier, le goût de la philosophie religieuse. L'idéalisme de Kant flattait son goût, ainsi que celui de son ami qui combattait dans ses écrits les sectateurs de la raison pure avec leurs propres armes. Vers 1790, les illuminés qui s'appelaient aussi les *éclaireurs*, et qui reconnaissaient alors pour chef Frédéric Nicolai, éditeur de *La bibliothèque germanique universelle*, répandaient leurs doctrines dans la Suisse et en Allemagne. Kirchberger les attaqua dans un journal du temps, et il engagea Eckartshausen et Zimmermann à rédiger de leur côté des mémoires qui déterminèrent l'empereur et le roi de Prusse à prendre des mesures pour arrêter les progrès de cette secte, mais ce fut en vain. Le livre des *Erreurs et de la vérité* et *Le tableau naturel*, par un philosophe inconnu, avaient été publiés en France, dans une vue semblable sans avoir pu retarder les progrès de l'esprit encyclopédique. Kirchberger désira connaître Saint-Martin, l'auteur de ces ouvrages qu'il regardait comme le génie le plus profond de son siècle, et il eut avec ce philosophe une correspondance qui est restée manuscrite, elle dura pendant toute la révolution dont il ne s'occupa qu'en passant. Le spiritualiste Saint-Martin en donnant ses explications à Kirchberger ne cessait de le renvoyer humblement à Jacob Behn, qu'on a surnommé le philosophe ténébreux, et qu'il appelait la plus grande lumière qui ait paru sur la terre, après celui qui est la lumière même. Les communications mutuelles, le cours de spiritualisme qui avait pour objet l'investigation de la cause active intelligente rendirent le maître et le disciple amis. En 1796, il s'envoyèrent réciproquement leurs portraits, et ils se promirent de se voir; mais les circonstances ne leur permirent point de se rapprocher. Kirchberger mourut en 1800. On n'a rien de lui que le discours mentionné ci-dessus; mais on sait qu'il a travaillé à la traduction des ouvrages philosophiques de Behn.

KLENZE (Léon), architecte et archéologue célèbre, est né en 1784, dans le principauté de Wiedelheim. Après avoir fait ses premières études au *Carolinum* de Brunswick, il fréquenta l'académie d'architecture de Berlin, et l'école polytechnique de Francfort-sur-le-Mein. Dans cette ville, il fit la connaissance du célèbre Dusard, dont il devint l'élève. Ses études terminées, il fit un voyage en Italie et séjourna quelques années à Rome et à Naples. De retour en Allemagne, le roi de Westphalie l'appela auprès de lui en qualité d'architecte de la cour. En 1814, lors du congrès de Vienne, Klenze se rendit dans cette capitale, et présenta aux monarques qui y étaient réunis, le projet d'un superbe monument destiné à perpétuer la mémoire de la paix de Paris. Ce projet, favorablement accueilli des souverains, n'a jamais été exécuté; mais les des-

uns en ont été graves et rendus publics. En 1815, il fit un voyage à Paris, et, en 1823, il accompagna le roi de Bavière, dont il fut nommé l'architecte, dans son voyage en Italie. A son retour à Munich, ce monarque lui demanda le plan d'un édifice pour recevoir le grand nombre de monuments de sculpture, tant anciens que modernes, dont il avait fait l'acquisition dans son dernier voyage. C'est alors que Klenze conçut l'idée du magnifique musée, dit le *Glyptothek*. Cet édifice, dont la construction fut terminée en 1827, est le plus beau monument de Munich, et passe pour une des plus importantes créations de l'architecture moderne. Klenze a aussi construit à Munich plusieurs autres monuments qui tiennent le premier rang parmi les nombreux embellissements que cette ville a reçus dans les dernières années; nous nous bornerons à citer ici le manège royal, le wallahia ou panthéon allemand, le palais du duc de Leuchtenberg, et le monument funéraire érigé à la mémoire de ce prince. Klenze a une activité extraordinaire, et ne se borne pas à la pratique de son art; il a composé plusieurs ouvrages très estimés, qui ont pour objet l'architecture archéologique, et il vient de fonder, à Munich, une école spéciale d'architecture pratique qu'on regarde comme la meilleure de l'Allemagne.

**KLINGER** (Ferdinand-Maximilien), littérateur, néquit à Francfort-sur-le-Main, en 1753, d'une famille homologue qui y était établie depuis longtemps. Il fit ses études au gymnase de Francfort, et à l'université de Giessen. Il prit de bonne heure le goût des ouvrages dramatiques, et pour le satisfaire, il s'attacha à Seyler qui dirigeait un théâtre, et fut son secrétaire. Lors de la guerre entre la Prusse et l'Autriche, pour la succession de la Bavière, le baron de Ried lui fit obtenir le grade de sous-lieutenant dans le corps franc de Walter. Ce corps ayant été licencié à la paix, Klinger voyagea pour son instruction, et parcourut le nord de l'Allemagne et la Pologne. Il visita Saint-Petersbourg, se présenta au grand duc Paul qui fut depuis empereur, et auquel il avait été recommandé. Ce prince le nomma son lecteur, et lui donna un brevet d'officier dans un des régiments de la marine. En 1783, Klinger accompagna son protecteur dans ses voyages à travers la Pologne, l'Allemagne, l'Italie et la France. L'année suivante, il entra dans un régiment d'infanterie russe, puis, deux ans après, dans le corps des cadets dont il devint le colonel. Quand Paul monta sur le trône, Klinger fut fait major-général, et occupa sous ce règne et le suivant de grands emplois, tels que la haute surveillance des pages, la direction de l'université de Dorpat et celle de l'institut des dames nobles placée sous la protection de l'impératrice Marie. Il reçut, en 1806, l'ordre de Saint-William de la seconde classe, et obtint, en 1811, le rang de lieutenant-général. Il fut mis en retraite en 1820. Il a composé un grand nombre de romans, parmi lesquels on distingue: 1° *Les aventures de Faust*; 2° *L'héritière de Giasfar le Barmécide*; 3° *L'histoire de Raphaël d'Agulair*; 4° *Les voyages antédiluviens*; 5° *L'homme du monde*; 6° *Le poète*, ce dernier ouvrage a eu beaucoup de succès. On a encore de lui quelques tragédies, et *Sakir, Esa*, premiers nés dans le paradis, romans métaphysiques qui embrassent toute l'existence de l'homme, et l'entrelient des douces rêveries d'un autre monde, et de l'espérance d'y être admis. La collection des ouvrages de Klinger a été publiée en douze volumes à Koenigsberg, en 1809-1810. On a traduit la *vie et les aventures du docteur Faust*, et sa *descente aux enfers*, Amsterdam 1798, in-12, et Paris 1803, 2 vol. in-12. Ce roman a été imprimé par les soins de MM. de Saur et de Saint-Genies, qui ont oublié d'indiquer sur le frontispice qu'ils n'en sont que les éditeurs, Paris, 1824, 3 vol. in-12; *Damocles*, tragédie en cinq actes et en prose, Paris et Leipzig, 1796, in-8°. Klinger est un des chefs de la nouvelle école allemande; ses ouvrages annoncent une force d'esprit et un jugement peu communs. Il a une imagination vive et une connaissance profonde des mœurs et des caractères qu'il sait peindre avec une grande fidélité, et il dispose à son gré de l'âme de ses lecteurs. On ne peut lire sans attendrissement son *Faust*, et, sans une douce mélancolie, *L'héritière de Giasfar* et *Raphaël d'Agulair*.

**KLINGLIN** (le baron de), né Français, était à l'époque de la révolution maréchal de-camp au service de son pays. M. de Bouille le chargea en partie des préparatifs du départ de Louis XVI pour Varennes, en juin 1791, et cette mission lui valut sa mise en accusation, le 13 juillet suivant, par l'assemblée nationale. Il prit son arrestation et se réunit aux émigrés, dont il commanda un corps. Bientôt il passa au service de l'Autriche, en qualité de général-major, et en 1796 et 1797 il fut employé à l'armée du Rhin. C'est alors qu'il fut chargé par le cabinet de cette puissance de suivre toutes les machinations qui pourraient être pratiquées en Alsace, et sur la rive du Rhin, depuis Fribourg jusqu'à Carlsruhe. Il avait établi son centre d'opérations à Offembourg, chez la baronne de Reich, sa nièce, femme renommée pour sa haine envers la révolution française, non moins que par un entier dévouement à la maison d'Autriche. Le général-major Klinglin connaissait dans toute leur étendue les négociations ouvertes entre le prince de Condé et Pichegru. Un de ses fourgons qui contenait la correspondance entre le prince et le général fut pris par Moreau. Les papiers furent envoyés au directoire, et servirent de base aux accusations dirigées contre Pichegru. Ces lettres furent publiées officiellement et compromirent beaucoup de personnes; mais le gouvernement n'avait nul besoin des papiers trouvés dans un fourgon autrichien pour soupçonner la fidélité de Pichegru. Klinglin, l'imprimant intermédiaire de sa trahison, fut employé, en 1800, à l'armée de Brissgaw. Chef obscur et sans talent, la prise de ses fourgons lui a donné pendant quelque temps un peu de renommée. Il est mort en Autriche.

**KLINTBERG** (Charles de), ministre suédois naquit le 19 novembre 1767, à Gessle, où son père était subalternant. Après avoir terminé ses études à l'université d'Upsal, il se rendit à Stockholm, et entra, en 1788, au collège du commerce, où il devint, en 1802, greffier, et, six ans après, assesseur. Les talents et le zèle qu'il déploya dans cette place lui méritèrent la confiance de son monarque qui le chargea, en 1817, du portefeuille des finances et du commerce. C'est à la tête de ce ministère que Klintberg fut infiniment utile au commerce et à l'industrie de son pays, qui lui est redevable de plusieurs améliorations importantes. La même année le vit décoré de l'ordre de l'étoile polaire, et trois ans après il fut ennoblé. La présidence du collège de commerce étant venue à vaquer par la mort du célèbre Edelcrantz, arrivée en 1821, Klintberg fut appelé à l'occuper. En 1815, il fut nommé membre de l'académie des sciences, et honoré, deux ans après, de la présidence de cette société. Le président de Klintberg, jouissant d'une bonne santé, ne croyait pas la fin de sa vie si prochaine; en quittant sa maison de campagne, le 13 juillet 1816, pour se rendre à Stockholm, ses chevaux ayant pris le mors aux dents, entraînèrent la voiture et causèrent la mort de Klintberg, qui s'était concilié l'estime de tous ses compatriotes, par ses actes pleins de bonté, de vigueur, et d'une sage expérience.

**KLUIT** (Adrien), historien et publiciste, né le 9 février 1735, à Dordrecht, en Hollande. Après y avoir achevé ses classes, il fut envoyé à Utrecht, où il devint à l'étude la médecine; il en fut détourné par un goût dominant pour la littérature des anciens, et pour les recherches historiques. Devenu disciple de Saxius et de Wesseling, on le jugea capable de marcher un jour sur leurs traces. Il fut successivement professeur et recteur dans les écoles latines de Rotterdam, de La Haye, d'Alckmaer, et ensuite admis à Middelbourg, il y devint, peu de temps après, lecteur en grec et en éloquence, ce qui le conduisit à remplir, en 1816, dans la même ville, la chaire la plus élevée qu'il y eût en Hollande, celle de professeur d'éloquence. Il recueillit beaucoup de documents dans les provinces voisines et dans les Pays-Bas autrichiens, et fut autorisé à puiser dans les archives de Middelbourg qu'il mit en ordre. Le jour où Kluit fut installé à l'université de Leyde, en 1779, comme professeur d'archéologie et de diplomatique ancienne, il manifesta, dans son *Discours sur le droit qu'avaient eu les Hollandais d'abjurer la domination de Philippe II*, leur naïve légitime, les opinions qui, en l'engageant dans cette épo-

que, dans une lutte polémique, l'exposèrent plus tard à d'autres désagréments. Quelques années avant la révolution de France, il fit, dans l'idiotie néerlandaise, un écrit contre la doctrine de la souveraineté des peuples. Ce qu'il publia, en 1793 et 1794, sur les droits de l'homme et sur le commerce avec l'Angleterre, ne permit pas de lui laisser exercer de fonctions publiques; mais ce fut là que se bornèrent à son égal les rigueurs du pouvoir. Destitué en 1795, mais continuant à s'expliquer librement dans ses ouvrages, Kluit ne renouça pas même à ses leçons particulières, et sa chaire lui fut rendue le 6 février 1802. Il jouissait d'une estime qui fit créer pour lui, quatre années plus tard, le titre de professeur de statistique hollandaise. Ses qualités personnelles ajoutaient à la considération que lui méritaient ses travaux multipliés. Il demeura à Leyde, sur le quel même auquel fut amarré le bateau chargé de poudre qui fit explosion le 13 janvier 1807. Kluit fut enseveli avec sa femme sous les ruines de sa maison, et leurs cadavres ne furent retirés des décombres que le cinquième jour. Son fils, directeur de la poste à Leyde, ne put recueillir que quelques fragments des manuscrits du savant professeur, et de faibles débris de sa bibliothèque. La diversité des ouvrages de Kluit prouve l'étendue de ses recherches. Ils concernent surtout et la philologie hollandaise, ou l'histoire ainsi que la diplomatie de ce pays, et la critique relative à l'histoire biblique. Ses principaux sont: 1° un traité sur les soixante-douze semaines de Daniel, sous le titre de *Faticinium de Messiâ dux primasium*, Middelbourg, 1771; 2° *Historia critica comitatus Hollandiæ et Zelandiæ*, ibid., 1777-1781, 3 vol. in-4°. Ce livre, plein d'érudition, est d'un grand intérêt pour la Hollande; 3° *La souveraineté des états de Hollande, malentendue contre la moderne doctrine de la souveraineté du peuple* (en hollandais), 1785; 4° *Coup d'œil sur la guerre avec l'Angleterre*, etc., 1794; 5° *Economie politique de la Hollande* (et de ses colonies), rempli d'excellentes recherches statistiques; 6° *Histoire de l'administration politique de la Hollande jusqu'en 1795*, 1802-1805, 5 vol. in-8°. Ce travail est seul assuré la réputation du professeur de Leyde. Il y examine part culièrement la légitimité des représentants de la Hollande depuis l'établissement des états. Il faut joindre à ces ouvrages de Kluit: 1° des traités élémentaires pour ses cours: *Historia fœderum Belgii fœderati*, Leyde, 1790-1791, deux parties: *Index chronologicus, sive prodromus ad primas lineas historiarum fœderum Belgii fœderati*, Leyde, 1789, in-8°; etc. 2° des discours académiques: *Pro mythrâ, Pro imperatore Juliano Apostatâ; De superstitione utique perniciosissimo in templis et aribus sepeliendi ritu*, etc. 3° des mémoires et autres morceaux dans différents recueils, et particulièrement dans celui de la société philologique de Leyde, dont il était un des principaux membres; 4° la réédition d'un traité de Bent *Sur les antiquités hollandaises*, et une édition perfectionnée d'un ouvrage classique de David Van Hoogstraten, la *Table des genres des substantifs hollandais*.

KLYN (HEYR-HEAUX), poète hollandais, né en 1775, à Amsterdam, où il dirigeait une raffinerie de sucre. Ses poésies ont eu du succès peut-être à cause de l'inspiration et de la chaleur qu'elles décèlent, mais son style est rempli d'incorrections et de négligences, qui en déparrent l'harmonie et la pureté. On a de lui: 1° un *Recueil de poésies*, imprimé en 1815, formant deux volumes; 2° un poème didactique, intitulé: *Astronomie*, Amsterdam, 1809; 3° *Les passions*, poème en six chants, La Haye, 1812; 4° *Les progrès des lumières*, poème en deux chants, couronné par la société des sciences et des arts à Amsterdam; 5° *Olden Barnevelt*, poème; 6° *L'homme*, poème; 7° *Guillaume-Frédéric-Georges-Louis, prince héréditaire des Pays-Bas*, pièce lyrique; 8° *Trois discours en prose*; 9° *Eloge du poète Vlytenbroek*; 10° *Eloge des Helmers*; 11° *L'homme considéré comme un être susceptible de perfectibilité*. — KLYN (Bernard), poète hollandais, frère du précédent, né à Amsterdam, en 1774, et comme lui raffineur de sucre, a publié un recueil de poésies qui renferme des morceaux très agréables. Il excelle surtout dans la poésie légère, et les peintures tendres et gracieuses. On cite comme

un modèle en ce genre un morceau intitulé: *Souvenir de ma jeunesse*. On a de lui: 1° un *discours en vers*, pour célébrer la mémoire de M. C. Warts, Amsterdam, 1816, in-8°; 2° *Poésies nationales, relatives à la restauration de 1813*, Utrecht, 1814, in-8°; 3° *Cri de guerre*, 1815.

KNIGGE (Aboluz-François-Fabian baron de), écrivain allemand, naquit le 16 octobre 1752, aux environs d'Hannovre. Il fit ses études à Göttingue, voyagea dans les principaux états de l'Allemagne, et mourut en 1796, à Brême, où il était attaché au chapitre de la collégiale. Il s'est fait connaître par plusieurs ouvrages de philosophie, où l'on remarque peu de profondeur, et par quelques romans médiocres, sous le rapport de l'invention, mais écrits avec agrément et facilité. Cependant son traité du *commerce des hommes* a joui longtemps d'une grande vogue en Allemagne, et on en a fait plusieurs éditions. Knigge était un des membres les plus actifs de la secte des illuminés. Sous le nom de *Philos* il a publié des renseignements intéressants sur cette société. La liste complète de ses ouvrages se trouve dans Meusel, tome VII, page 123. On a traduit, de cet auteur, en français: 1° *La Gilbias allemande*, ou les *Aventures de Pierre Claus*, Paris, 1789, 3 vol. in-12; 2° *Le voyage de Brunswick*, de l'Allemagne, roman comique, traduit par J. Daulnot, sans lieu d'impression, Allemagne, 1806, in-18.

KOCK (CHARLES-PAUL de), auteur dramatique, et l'un des romanciers les plus féconds et les plus spirituels de notre époque, est né à Passy, près Paris, en 1794. Son père, Hollandais de naissance, était venu s'établir en France et se trouvait chef d'une maison de banque à Paris, pendant les orages de la révolution. Arrêté dans sa maison de campagne de Passy, il perdit son échafaud, et M<sup>me</sup> de Kock n'échappa qu'à la faveur du 9 thermidor au même sort. Elevé pour suivre la carrière de son père, M. Paul de Kock entra, à quinze ans, chez M. Schœrer et Finguerlin, pour y apprendre la banque. Mais déjà l'amour des lettres, le goût du théâtre et la passion d'écrire tourmentaient le jeune commis; il méditait une scène de mélodrame en faisant un compte courant, et composait un chapitre de roman tout en transcrivant une opération de change. A dix-sept ans, il fit son premier roman, *L'Enfant de ma femme*, il le proposa à plusieurs libraires qui n'en voulurent point. Un auteur si jeune et si inconnu ne leur paraissait pas capable de pouvoir produire quelque chose de bon. Il fut obligé de faire imprimer son ouvrage à ses frais, et il eut beaucoup de peine à en vendre quelques exemplaires. Cédant au penchant invincible qui le poussait vers une carrière où il n'avait encore trouvé que des épines, M. Paul de Kock résista aux conseils de sa famille, et quitta la maison de banque, où il occupait à dix-neuf ans un poste honorable et lucratif. Sacrifiant à cette muse qui séduit les jeunes gens, en leur permettant de se livrer à toute la fougue de leur imagination, il donna presque coup sur coup cinq mélodrames à l'Ambigu-Comique: 1° *Madame de Palnoir*, ou *Périda des familles*, 1814; 2° *Catherine de Courlande*, 1814. Ces deux ouvrages, le premier surtout, tant pour le style que par le genre, étoient loin de faire pressager les talents que l'auteur a montrés depuis: 3° *La bataille de Vaillans*, 1815; 4° (avec M. Théodore) *Le cabedore portugais*, 1815; 5° *Le moulin de Mansfeld*, 1816. Bientôt M. de Kock obtint des succès sur un théâtre où ils sont plus honorables et plus productifs. Il fit jouer successivement à l'Opéra-Comique: 6° *Une nuit au château*, en un acte, 1818; 7° *L'île de Babyloni*, en trois actes, 1819; 8° *Le philosophe en voyage*, 1821, *Les infidèles*, en un acte, 1825; 9° *Le muletier*, en un acte, 1825; 10° *Les enfants de maître Pierre*, en trois actes, 1825, pièce romanesque un peu triste; 11° (avec une dame qui garda l'anonyme) *Ethelwina*, ou *l'exilé*, opéra héroïque en trois actes, 1827; 12° *L'orphelin et le kigadier*, en deux actes, 1827, ces deux pièces furent peu applaudies; 13° *Le camp de drap d'or*, en trois actes, 1828; cet ouvrage composé en société ne réussit pas. M. Paul de Kock s'est exercé aussi dans le genre du vaudeville, il a donné au théâtre de la Gaîté: 14° (avec Armand Gouffé) *M. Mouton*, ou *la journée mystique*, 1815;

15° *M. Grains-de-lin*, ou la nora de l'apothicaire, 1820; 16° *Les épees de quinze ans*, 1821; à l'Ambigu-Comique: 17° (en société) *Une bonne fortune*, 1820, 18° *Le calendrier des vaillards*, 1826; au théâtre des Nouveautés (avec M. Dupont), *La femme, le mari et l'amant*, 1829. M. Paul de Kock, voyant que ses romans étaient exploités avec avantage par divers auteurs dramatiques, roula en cette occasion les devancer, et mit en cinq tableaux les quatre volumes qu'il venait de publier: mais la pièce n'obtint pas la même vogue que le roman. C'est en effet par ses romans que M. de Kock s'est fait une fort belle réputation. Voici la liste de tous ceux qu'il a publiés dans le court espace de dix ans, car *Georgette* ne parut qu'en 1820, bien long-temps après *L'enfant de ma femme* qui fut réimprimé depuis: 1° *L'enfant de ma femme*, 1815-1822, 2 vol. in-12; traduit en espagnol, Paris, 1826, 3 vol. in-18, et en portugais, Paris, 1829, 3 vol. in-18; 2° *Georgette*, ou la sœur du tabel ion, 1820, 4 vol. in-12, traduit en espagnol, sous le titre de *Marica*, Paris 1830, 4 vol. in-12; 3° *Gustave*, ou le mauvais sujet, 1821, 3 vol. in-12; traduit en espagnol, Paris, 1828, 4 vol. in-18; 4° *Frère Jacques*, 1822, 4 vol. in-12; 5° *Mon voisin Raymond*, 1822, 4 vol. in-12; 6° *M. Dupont*, ou la jeune fille et sa bonne, 1823, 4 vol. in-12; 7° *Sœur Anne*, 1824, 4 vol. in-12; 8° *André le Savoyard*, 1825, 5 vol. in-12; 9° *La barrière de Paris*, 1826, 4 vol. in-12; 10° *La laitière de Montfermil*, 1827, 5 vol. in-12; 11° *Jean*, 1828, 4 vol. in-12; 12° *La maison blanche*, 1828, 5 vol. in-12; 13° *La femme, le mari et l'amant*, 1829, 4 vol. in-12; 14° *L'homme de la nature et l'homme civilisé*, 1831, 3 vol. in-12. Les romans de M. Paul de Kock ont eu tous un grand nombre d'éditions, et ont été traduits en plusieurs langues. Il ne faut pas s'en étonner, ce sont des romans de mœurs et de mœurs populaires: ils ne manquent en général ni d'intérêt ni de gaieté, et annoncent de la part de l'auteur un rare talent d'observation. Si sa manière, inspirée par le sujet, est quelquefois un peu triviale, si son style offre d'assez fréquentes négligences, sa narration est vive, ses situations sont vraies, ses incidents comiques, ses caractères dessinés avec originalité. M. Dupont, *Frère Jacques*, *Gustave*, etc., sont des ouvrages très amusants que l'on peut placer à côté des romans les plus gros de Pigault-Lebrun. On a encore de M. de Kock *La fondation du village de Granella*, comédie, 1824, in-8°, *Contes en vers*, 1824-1825, in-18, *Contes de Muscusp* traduits de l'allemand, et précédés d'une Notice, 1825, 5 vol. in-18, *Petits tableaux de mœurs*, ou *Marcelle critique et littéraire*, 1825-1829, 2 vol. in-12; *La bulle de soron*, choix de chansons, 1829, in-18.

KÖRNER (CARLES-THÉODORE), surnommé le Tyrtée de l'Allemagne, mort les armes à la main, en 1813, auteur de poésies pleines de génie et de patriotisme, et de productions dramatiques recommandables, a puissamment concouru par ses actes et ses écrits au vaste mouvement intellectuel et militaire qui a signalé les nations germaniques en 1813. Il naquit à Dresde, le 23 septembre 1788. Son enfance fut vulgaire; sa jeune intelligence était loin de promettre un grand développement et cette imagination lyrique et enthousiaste qui devait laisser son empreinte à une époque mémorable. A la lecture des ballades de Schiller, dont il était le disciple et l'ami, Körner se sentit héros et poète. Son talent se montra d'abord par des essais informes. Comme Novalis, il aime la vie des montagnes; comme le poète morave, comme le jeune martyr de la nature, il aime à interroger ces abîmes qui recèlent les mystères de la nature et les phénomènes les plus étonnants de la création; une poésie tour à tour brillante et sombre aime la *Chanson du mineur* (bergmann's lied). On croit entendre dans les vers de Körner l'harmonie sourde du ciseau qui débride lentement les entrailles de la terre, quand tout à coup des mots étincelants viennent perfrapper à l'oreille l'or et les diamants que le génie de l'homme a arrachés aux gnomes et aux esprits élémentaires de la nuit. On respire dans de tels vers la philosophie suave et mythologique de ce Novalis dont la pensée mystérieuse s'allume et s'éteint comme un rêve au sein d'une nature di-  
visée. Tantôt Körner se plait à errer avec sa muse

libre au milieu des souvenirs du passé, à reconstruire la vieille Allemagne avec ses monuments et ses croyances; mais toutefois ses ballades, fondées sur des traditions populaires, ne sont pas exemptes d'affectation; décolorées à force de simplicité, elles ne constituent pas le vrai titre de Körner à la célébrité: c'est à la fin de 1812 que ses ouvrages commencèrent à exercer sur la nation allemande une puissante impression. Sa muse se consolait de l'asservissement de son pays par la contemplation des siècles anciens; il rêvait la gloire et l'amour dans ces jours fabuleux du passé, il rêvait la chevalerie qui a inspiré la seule Iliade du moyen âge, le poème de Niebelungen, l'œuvre des *Minnesingers* de la Souabe. Agité des souvenirs chevaleresques de l'antique Teutonie, il traverse dans un religieux pèlerinage ses ruines, ses œuvres, ses montagnes et ses déserts: il s'assied à l'ombre de ses vieux chênes, de ces vieux contemporains de l'Allemagne, dont les rameaux ont couronné ses bords: le chêne est l'emblème de sa patrie, c'est l'arbre national et religieux, c'est le redoutable témoin des mystères des druides et des combats du héros; comme lui la noble race des Germains a été parée de la plus belle verdure; mais dépouillée, les peuples antiques sont tombés d'une chute prématurée. Körner consacre à la bataille d'Aspern, dont il attend un nouvel affranchissement, et à l'archiduc Charles, son héros, deux poèmes pleins d'un enthousiasme guerrier: le prince en accepte la dédicace, et l'appelle auprès de lui. A Vienne, Körner travaille pour le théâtre. Le succès de ses premières pièces, parmi lesquelles on distingue *Toni*, et surtout *Zrini*, drames en cinq actes, le fait rechercher dans les meilleures sociétés, et lui procure la place de secrétaire du théâtre de la cour, avec un traitement de 2000 florins; mais déjà il a pris la résolution de combattre pour l'indépendance de l'Allemagne. La victoire des éléments sur la grande armée a donné le signal à l'Europe. A l'appel de la Prusse, il ne peut se contenir. Dans l'ivresse des succès littéraires et de l'amour, il n'entend qu'une voix qui l'appelle aux armes et à la mort. « Aux armes! crie Körner, aux armes! répète l'Allemagne en chœur, de la Baltique au Danube: le phénix de la Russie s'est élancé du bûcher, jeune, immortel, et déployant ses ailes qu'a rallumées la flamme; c'est notre guide et notre aigle: « aux armes! compagnons. » Alors toute l'Allemagne enfante à la fois des armes et des soldats: il se forme pour la cause de l'affranchissement une confédération des princes et des peuples, des riches et des pauvres, des jeunes et des vieux, des pères et des fils: toutes les universités sont dièses, il n'est plus pour l'Allemagne d'autre université que le champ de bataille, il n'est plus pour ses enfants d'autre leçon que la liberté: des vétérans de caserne se mêlent à ces jeunes bandes de théologiens et de philosophes, et élèvent marche avec Jahn. « Dieu est à nos côtés, crient les proclamations des rois, nous affrontons l'enfer et ses alliés: toute destruction de rang, de naissance et de pays est bannie de nos légions, nous sommes des hommes libres. » L'enthousiasme est universel. « Au Rhin! au Rhin! crie Körner, » et l'Allemagne tout entière entonne ce formidable refrain. « L'Allemagne se réveille, écrit-il à son père, l'aigle de la Prusse éveille du battement de ses ailes l'âme du poète. » Laisse-moi devenir un héros... Il est pour moi un sentiment sublime, ce témoignage qu'il n'est aucun holocauste assez grand pour les maux d'une patrie... C'est un siècle de grandes âmes, et je serai comme un écuel au milieu de cet incendie des peuples: je vais me débattre de toutes les puissances de mon âme dans ce naufrage des empires... Dois-je borner ma vie au stérile devoir de célébrer la victoire de mes frères... Je dois secourir ma cendre de mon sang... Je le sais, tu dois souffrir beaucoup de mon absence... Je ne puis t'épargner tes larmes: à défaut d'un fils, Dieu te rendra... Ma vie, couronnée des fleurs de l'amour et de la gloire, c'est l'holocauste que je dois à un tel sacrifice... Il s'écrit: « La tyrannie ne peut arracher aucun astre au ciel: l'étoile de l'Allemagne se lève. » Körner quitta Vienne le 15 mars 1813, avec quelques uns de ses amis, pour rejoindre à Breslau l'armée





en tire ne peuvent être contestées que par celui qui ignore l'intime l'aison qu'il y a entre la vie intellectuelle d'un peuple et son langage. Une rare sagacité, une connaissance approfondie du français et des écritures allemandes modernes, un sentiment exquis du juste et du beau, une grande impartialité d'examen assurèrent à cet ouvrage des suffrages, tels que des travaux scientifiques en obtiennent rarement. Ce succès, joint à l'invincible aversion que lui inspirait l'air d'étranger qui s'introduisit dans les mœurs et dans le langage, le détermina à publier son second écrit : *Du mélange des mots*, comme supplément de celui-ci : *De la richesse des mots*, Leipzig, 1809. Il y traite en détail un sujet dont il avait fait incidemment mention dans son principal ouvrage. Ici, comme dans quelques autres opuscules de controverse : *Encore un mot sur la pureté du langage en réponse à Reinhard*, Berlin, 1812, *Entretiens sur quelques opinions publiées pour et contre la pureté du langage*, Douai, 1818, on reconnaît l'homme qui défend chèrement la cause de sa langue maternelle. Un ouvrage d'un autre genre : *Lettres sur la révolution française*, défendu par la censure de Berlin, est resté jusqu'ici manuscrit. Voyez la *Fie de Kalb*, Berlin, 1825.

KOMOROWSKI (Józef), né en Pologne, en 1791, donna dans sa courte carrière des preuves d'un amour pour sa patrie, d'un caractère intègre, et d'un attachement insatiable pour les libertés publiques. À peine âgé de quinze ans, il arma ses faibles bras pour combattre les ennemis de son pays, lorsque les armées françaises portèrent, en 1806, leurs aigles victorieuses, jusque sur les bords du Niémen. La paix de Tilsit, qui releva une partie de l'ancienne Pologne, ramena Komorowski à la vie privée et aux études. Il a consacré son temps à chercher dans les pays étrangers ces lumières qui l'ont rendu ensuite un soutien constant des idées du nord siéc. Ce fut en 1820 qu'il a débuté sur la scène politique, comme député de Kalisz, à la diète de Varsovie. La cause des peuples trouva dans sa personne un appui inébranlable, comme les abus du pouvoir un redoutable adversaire. Mais c'est surtout à la diète de 1825 qu'il a déployé un rare courage civique. Les manœuvres des agents du pouvoir avaient réduit l'opposition au nombre de quelques membres dans la chambre élective, et il y eut des députés éloignés par la force de l'assemblée. De telles violences demandaient une protestation solennelle de la part des chambres, et des larmes menées ne put contraindre Komorowski au silence. Comme l'organe de l'opposition, il porta l'acte d'accusation à la chambre des députés. Pour en prévenir les suites, le ministre Ignace Sobolewski l'ayant invité à se rendre chez lui, lui annonça une complète disgrâce de la part de S. M., et après d'autres menaces, lui intima l'ordre de ne pas poursuivre l'accusation. « Je suis fâché, répondit Komorowski, d'avoir rencontré la disgrâce du roi, en suivant la voix de l'honneur et de ma conscience ; mais il m'a paru que la plus forte preuve de la fidélité et de l'attachement des citoyens pour son souverain consistait à respecter religieusement les lois octroyées par lui. Quant au nouvel ordre de S. M., ma tâche est accomplie ; j'ai présenté l'accusation, le reste dépend de la chambre élective-même. » Constant dans sa fidélité pour sa malheureuse patrie, vénéral par ses concitoyens et adoré de sa famille, Komorowski descendit au tombeau, en 1827, dans la fleur de l'âge. Les honneurs que ses compatriotes ont rendu à ses dépouilles mortelles étaient dignes de ses vertus. La jeunesse les a portées sur ses bras plus ou moins, jusqu'au tombeau préparé à les recevoir.

KONTYENBURG (Jaak) était avant la révolution hollandaise professeur de théologie au collège des protestants réformés d'Amsterdam. En 1798, il fut député à la convention de la république batave, et nommé membre de la commission de constitution ; mais il ne fut que peu de temps dans la carrière politique où il avait pris le parti des patriotes dits révolutionnaires, et il reprit ses leçons et ses études. M. Kontyenburg les continua encore en 1818. On a de lui : 1° *De l'imitation ennemie*, traduit de l'allemand de M. Engel, Harlem,

1790, 3 vol. in-8°, avec un grand nombre de figures ; 2° *Dialogues sur les mythes ou paraboles qu'on trouve dans l'écriture sainte*, 1809, aux dépens de l'auteur. Cet ouvrage avait été envoyé au concours ouvert, en 1807, par la société teylerienne, à Harlem ; 3° *M. moire sur la banque d'Amsterdam*, 1810 ; 4° *Essai sur le génie de Raphaël et d'Angelique Kaufman dans la peinture*, Amsterdam, 1810 ; 5° *Eloges d'Elisabeth Leckker et d'Agathe Deken*, prononcés à Amsterdam dans une assemblée solennelle réunie pour célébrer la mémoire de ces femmes illustres. 6° *Histoire de la révolution de 1813*, 1816. L'année suivante, l'auteur y donna un supplément, et fit des rectifications à cet ouvrage qui a quelques mérite. 7° *Mélanges de littérature, de physique et de morale*, Amsterdam, 1818 ; 8° *Constantin*, tragédie, 1818. Cette pièce n'a pas été représentée. Elle est mal écrite, l'auteur n'avait pas l'habitude des vers. Il a donné aussi plusieurs traductions parmi lesquelles on distingue celle déjà citée.

KOPCZYNSKI (Okrpus), célèbre grammairien polonais, naquit le 30 novembre 1753, à Cernion, dans le palatinat de Guégne. Il fit ses premières études à Warsowie, sous le célèbre Konarski, et entra à l'âge de dix-sept ans dans la congrégation des jésuites depuis l'époque de l'établissement de la fameuse commission d'éducation. Il a publié beaucoup d'ouvrages consacrés à l'instruction élémentaire. Le 30 novembre 1816, la reconnaissance nationale lui décerna une médaille portant d'un côté son effigie avec cette inscription en polonais : *A Ouphry Kopczynski*, et sur le revers, au milieu d'une couronne de lauriers, *ses compatriotes*. pour sa grammaire de la langue polonaise. Il mourut à Warsowie le 24 février 1817.

KOPP (Ulrich-Friedrich), naquit le 12 mars 1762, à Cassel. Il fut honoré de la confiance de son prince qui l'éleva au poste de conseiller intime de cabinet, en 1805. Il vécut depuis à Manheim, entièrement consacré à l'étude des sciences. Il s'adonna principalement à l'étude de la diplomatie et de la paléographie : ses connaissances qu'il avait acquises dans les langues le mirent à même de publier, en 1817, sa *Paléographie critique, son tachygraphie veterum exposita et illustrata*, en 3 vol., avec un grand nombre de gravures. Il n'avait négligé aucune recherche pour enrichir son sujet de tout ce qu'il y avait de plus intéressant, et il a eu le mérite de faire un heureux choix de tous les renseignements qu'il avait recueillis. Le second volume de cet ouvrage contient les recherches les plus curieuses sur les notes tirionniennes, et un *Laziron tirionianum*. La collection de Gruter que Kopp a complétée, éclaircie et mise en ordre, sert de fondement à ce travail, qui a rempli l'attente des savants. Outre ce grand ouvrage, on doit au conseiller Kopp des *Recherches sur les monnaies phéniciennes et grecques*, publiées en 1819, 3 vol. in-8° qui ont obtenu un succès mérité.

KORF (le baron Anna), sénateur de Russie, né près de Mittau, en 1765, mort à Saint-Petersbourg, le 12 décembre 1823. Il a laissé un *Essai statistique sur la monarchie prussienne*, dédié à Frédéric-Guillaume II, 1791, 1 vol. in-8° ; 2° *édit*, 1798. Cet ouvrage, écrit en français par l'auteur, est le seul de lui qui soit imprimé. Les suivants sont en allemand, et n'ont pas encore été publiés pour la plupart : *Histoire contemporaine, extraits des journaux contemporains*. Cet ouvrage, qui comprend les années 1812 à 1823 (octobre), formerait à lui seul plus de 10 volumes in-folio. *Manuel de législation russe*, 1 vol. ; *Histoire de la hiérarchie russe*, 1 vol. ; *Recueil de différentes prières*, plusieurs volumes ; *Recueil de toutes les notices relatives à la mort de Kotzebue*, 1 vol. ; *Description géographique, historique et politique de l'empire russe*, en 1813, 5 parties. Le baron Korf a laissé, en outre, un grand nombre de cahiers de géographie et de statistique.

KORSAK (Raimond), colonel de l'armée polonaise, naquit en Wolynie, l'an 1767, d'une famille renommée par son ardent patriotisme. Quand son oncle fut élu, en 1795, nonce à cette déplorable diète qui devait reconnaître le premier démembrement de la Pologne, son vénérable père, vieillard infirme, l'exhorta par ces paroles : « Mon fils, je vous fais accompagner

« par mes anciens domestiques. Je les charge de m'apporter votre tête, si vous ne vous opposez de tout votre pouvoir, à ce qu'on entreprenne contre votre patrie. » Cela était superflu pour enflammer le jeune représentant. Menace de la confiscation de ses biens, et de la déportation en Sibérie, il envoya la liste de ses terres au proconsul étranger, avec cette mémorable apostrophe : « Je n'ai que cela à sacrifier à l'avidité des ennemis de ma patrie ; ils peuvent aussi disposer de ma vie. » Mais je ne connais pas sur la terre un despote assez riche pour me corrompre, ni assez puissant pour m'épouvanter. » Issu d'un sang aussi illustre, Raimond Korsak, marcha constamment sur les traces de ses ancêtres. Les armes à la main, il défendit sa malheureuse patrie jusqu'au dernier moment de son existence, et combattit encore dans la désastreuse journée de Prage, en 1794, qui vit échoier les derniers efforts d'une poignée de braves, contre la féroce de Souwaroff. Il était lié avec le célèbre général Jasiński : tous deux braves et poètes, également dévoués à leur pays, et pressentant sa ruine prochaine, résolurent de s'ensevelir, ce jour-là, sous les débris de leur patrie. Toutefois ils se promirent mutuellement que celui qui aurait le malheur de survivre à cet exploit désespéré, consacrerait sa plume à livrer, dans un poème, les calamités de la Pologne, et les noms de ses nobles défenseurs aux souvenirs de la postérité. Jasiński trouva, quelques heures après, la mort tant désirée ; Korsak fut destiné à remplir l'engagement qu'ils avaient contracté. Telle est l'origine de son poème : *Sur l'amour de la patrie*, que les événements politiques ne lui ont permis ni d'achever ni de publier. Une partie de sa vie s'écoula dans les persécutions que ses travaux politiques et son patriotisme lui suscitèrent. Prisonnier d'état à Grodno et à Wilna, pendant une année, et plus tard à Kamienietz, il manqua d'être déporté en Sibérie en 1812, quand le passage du Niémen, par les armées de Napoléon, révéilla l'ancien patriotisme des Lithuaniens. Korsak écrivit en outre plusieurs odes et épîtres très estimées, ainsi qu'un poème héroïque que : *La bibéide*, où il entreprit de représenter les vertus, les défauts et les préjugés de ses ancêtres. Ses *Reflexions politiques sur la mort*, petit poème comique, où il livra à la risée publique la versification de l'abbé Baka, jésuite, rendirent le nom de celui-ci proverbial en Pologne. Dans tous les ouvrages de Korsak, brillent les idées élevées à côté d'une rare clarté et de simplicité dans l'expression ; il avait l'art d'être à la fois hardi et touchant. Les Polonais ne connaissant son talent que par des essais moins importants, publiés dans les journaux littéraires : ses *Œuvres complètes* n'ont pu encore paraître. Il mourut en Podolie, en 1817. Son ami, Jean Bogusz, lui a consacré un monument avec cette inscription : *Le mémoire du vertueux atteindra des siècles recules !*

KOSADAWLEFF (JEAN-PIERRE), membre du conseil d'état de Russie, et ex-ministre de l'intérieur, est né à Moscou, en 1777. Cet homme d'état qui se distingue par ses vastes connaissances et son patriotisme éclairé, étudia la philosophie, à Leipsick, sous le célèbre professeur Platner, et visita ensuite plusieurs pays de l'Europe. En 1816, l'empereur Alexandre lui confia le portefeuille de l'intérieur. Pendant son ministère, Kosadawleff améliora les établissements d'utilité publique existants, en créa plusieurs nouveaux, et travailla constamment, avec le plus grand zèle, à l'abolition successive du servage. Ses principes politiques, qu'il a manifestés en plusieurs occasions, sont : Qu'un bon gouvernement doit faire en sorte que les gouvernés ne sentent son action que le moins possible ; qu'il doit s'abstenir de toute intervention directe dans les affaires commerciales et industrielles, et, à ce sujet, se borner uniquement à protéger tous les intérêts, écarter les entraves, et donner des conseils et des instructions ; que les institutions commerciales et industrielles qu'un peuple, sagement guidé, établit lui-même, sont plus durables et plus fécondes en bons résultats, que celles qu'on impose d'autorité. L'empereur Alexandre, qui honorait Kosadawleff de son amitié, et qui avait une grande confiance dans ses lumières, lui demanda un jour pourquoi, en Russie, l'agriculture et l'horticulture faisaient de plus rapides progrès que les manufac-

tures et les fabriques. « Cela vient, lui répondit Kosadawleff, de ce que le gouvernement ne s'occupe point de la culture des champs et des jardins, mais en laisse les soins aux propriétaires fonciers. »

KOSLOFF (ISAN), gentilhomme russe, né en 1780, est, comme homme et comme poète, un être fort extraordinaire. Kosloff passa sa jeunesse au milieu du grand monde et dans les cercles les plus brillants de Moscou et de Saint-Petersbourg, au milieu desquels il mena une vie plus agitée qu'active. Son génie sommeilla longtemps sans se développer. Il aimait toutefois la littérature : les langues française et italienne, ainsi que leurs classiques, lui étaient familiers. Il voyait dans ses études une source de délassement après la dissipation du grand monde. Les plaisirs et les soins qu'il donnait à sa famille formaient ses principales occupations. A l'âge de quarante ans, une maladie grave lui ôta l'usage des pieds. Privé de la société qu'il aimait, la solitude le força à chercher en lui-même un dédommagement à la vie mondaine qu'il avait menée jusqu'alors. Ce coup ne l'accabla point ; son génie n'en fut que plus fortement trempé. Le monde idéal qu'il avait perdu. Sur le lit de douleur il apprit à se connaître, et découvrit en lui un talent qui jusqu'alors lui était resté inconnu. Il se familiarisa en peu de temps avec la langue et la littérature anglaise. Cependant une plus rude épreuve l'attendait encore : il perdit la vue. Cet accident loin d'altérer son humeur, imprima à son génie une plus grande force morale. La poésie devint alors son occupation journalière. Il entreprit l'étude de l'allemand, et il alla si loin qu'il peu de temps il entendit les classiques, et les poètes qui ont écrit dans cette langue. Kosloff ne vécut plus dès lors que de souvenirs et d'imagination : d'où d'une mémoire extraordinaire, il relouvait tout ce qu'on lui lisait : il traduisait Byron de mémoire ; les vers brillants de la poésie animèrent pour lui le passé. Il adressa des épîtres en vers à ses amis, qui se réunissaient autour de lui, moins pour l'égayer, que pour jouir du charme de sa conversation. Ce n'était pas seulement son talent, mais encore l'esprit, l'enjouement et le sentiment d'une vie plus élevée qui s'étaient développés en lui. Lorsque la providence lui voila la vue, elle dit, sans doute, une seconde fois à son ame : « Que la lumière y pénètre ! » Et cette lumière, qui éclaira son génie, l'éclaira et l'animas aussitôt. Jamais, comme il l'a souvent témoigné, il n'aurait racheté la cécité au prix du bonheur intellectuel dont il jouissait. La vie retirée et douloureuse qu'il menait ne l'empêcha pas de se mettre à la hauteur du présent, et de sentir vivement tout ce qu'il y a de noble et de grand dans l'homme. Kosloff a fait avec bonheur quelques traductions de l'anglais et de l'italien, son poème, *La main*, rappelle, pour la verve poétique, le *Géograp* de lord Byron, et certes il ne perd rien à la comparaison. On connaît son excellente traduction de *La fièvre d'Abydos*, Saint-Petersbourg, 1826. Actuellement Kosloff s'occupe d'un poème plus considérable, dont le sujet, pris dans les annales russes, appartient au temps de l'impératrice Anne. Le nom de ce poète appartient, dès à présent, aux annales de la littérature russe. Le malheur ouvrit à Kosloff la carrière qu'il parcourt avec tant de gloire.

KOSSAKOWSKI (SMOY), fameux par ses talents, son courage et ses trahisons, était originaire de Samogitie, où il naquit vers l'an 1740. Des sa première jeunesse, quelques aventures romanesques firent connaître son caractère ambitieux et ardent. Attaché vers longtemps au prince de Saxe, alors duc de Courlande, il ne parut à Varsovie qu'après l'élection de Stanislas-Auguste au trône de Pologne, et il parla si vivement des violences dont cette capitale venait d'être témoin, que le roi voulut le faire arrêter. Il se défendit contre la garde, fut blessé, mais parvint à se sauver ; car telle était sa force physique et son adresse dans l'art de l'escrime qu'il était en état de combattre six cavaliers à la fois, et que, d'un coup de sabre, il faisait tomber la tête d'un bœuf. Il fit alors son premier voyage en Turquie. Accusé d'être l'espion des Russes, il s'échappa et n'était qu'à deux lieues des frontières,

lorsqu'un parti tartare l'arrêta; mais, dans cet intervalle le grand-vizir ayant eu la tête tranchée, Kossakowski profita de ce moment de trouble, trompa ses surveillants, et revint en Pologne. La confédération de Bar, formée, en 1768, par les célèbres Pulawski, cherchait, à cette époque, à secouer le joug moscovite. Sait qu'il eût réellement le désir du bien, soit qu'il fût naturellement intrigant, Kossakowski voulut y jouer un rôle. Il avait d'abord servi les intérêts du prince Charles Radziwill, et il se donna beaucoup de mouvement pour le faire nommer maréchal de la confédération lithuanienne; mais la lenteur et l'indécision du prince ayant fait manquer ce projet, Kossakowski se mit à la tête de quelques confédérés, s'avance en Samogitie, et ne put échapper aux Moscovites qu'en faisant dix à douze milles sur les terres de Prusse, d'où il pénétra en Saxe. L'activité de son caractère le conduisit alors une seconde fois en Turquie, où plusieurs chefs des confédérés cherchaient l'appui du grand-seigneur pour la Pologne. Bientôt brouille avec ses compatriotes, il s'efforça de joindre le quartier-général de la confédération à Cæsotococ où il y fut pros crit par la majorité à cause de ses violentes déclamations contre les agents patriotes à Constantinople; mais le maréchal Pulawski, lui ayant reconnu de vrais talents militaires, ne crut pas devoir se priver des services qu'on pouvait en tirer pour la cause commune. Ce général envoya Kossakowski, en 1771, avec quatre cents hommes en Lithuanie pour révolutionner cette province. Le jeune confédéré, brûlant de se signaler, partit à sa destination à travers mille dangers, et par des marches presque fabuleuses. En se portant avec rapidité dans tous les endroits où il pouvait trouver de bonnes dispositions, il rependait partout l'esprit de la confédération, sans que jamais les Russes eussent pu le surprendre. Il les avait souvent attaqués avec succès; leur enleva plusieurs fois de forts pelotons de recrues, et renvoyait les officiers prisonniers sur parole, il leur disait: « Allez raconter à votre souverain la manière dont nous vous avons reçus, et dites-lui, si vous l'osez, que des rois vous ont dépouillés et maltraités. » Car c'est ainsi que Catherine faisait opprimer, en Europe, les confédérés. Bientôt, après avoir fait un fort détachement russe, Kossakowski prit Wilna; il chassa ensuite de Courlande le duc de Biren, protégé par la Russie, leva de fortes contributions, et ses succès lui amenant beaucoup de monde, il se vit à la tête d'un parti assez fort pour faire quelque entreprise importante. Beparant ses troupes en trois petits corps, il fit ses dispositions pour passer les frontières du côté de Smolensk, et put se flatter, avec raison, d'obliger les Russes à évacuer la Lithuanie, pour venir défendre leur pays. Malheureusement le grand-général de Lithuanie, Oginski, trahi par son roi, fut subitement désarmé à la bataille de Stulowicz, le 23 septembre 1771; il fallut venir au secours des débris de son armée. Kossakowski, qui déjà avait pénétré en Russie, ne pouvait se tirer de la position où il s'était engagé qu'à force de hardiesse. Ayant réuni environ deux mille deux cents hommes, il entreprit et exécuta une marche de plus de trois cents lieues pour rejoindre la confédération générale. Eloigné un moment de ses troupes sur les frontières de l'Autriche, il fut arrêté par les Autrichiens, avec qui il n'était pas en guerre, et ne recouvra sa liberté qu'après la défaite complète de la confédération. Un moment auparavant, il avait eu le bonheur d'échapper aux Prussiens qui s'étaient réunis aux Russes pour l'attaquer: car il était du sort de ces braves et malheureux confédérés de trouver des ennemis partout, et d'être abandonnés par leurs alliés. Telle fut jusqu'en 1773 la brillante carrière de Kossakowski: qui aurait pu prévoir et que, vingt ans après, il finirait ses jours dans l'ignominie! Déjà on lui avait reproché l'amour du pillage, et on le soupçonnait de tirer parti des désordres qu'il laissait quelquefois commettre à ses troupes. Soit que cette inculpation l'eût irrité, soit que la Russie eût spéculé sur sa cupidité pour l'attirer à elle, il se livra depuis sans réserve à cette puissance, au point même d'abuser à son service, après le premier partage de la Pologne, avec le grade de lieutenant-général. C'est

sous ce titre que, vingt ans plus tard, il entra dans cette même Lithuanie qui jadis avait été témoin de ses glorieux exploits. Lie avec les tristes Felix Potocki, Severin, Rzewuski et Brancetti, il avait concerté avec eux, en 1793, le honteux complot de Targowice, qui servit de prétexte à Catherine pour le second partage de la Pologne. L'amitié de Zouboff, favori de la tsarine, autant que l'adresse de son frère, l'évêque de Livon, acquiesçant à Kossakowski une forte influence dans la soi-disant confédération de Targowice; il en devint bientôt le véritable chef, quoique d'autres se soient revêtus des honneurs réservés au maréchal. Entré à Wilna à la tête des troupes étrangères, il eut l'impudence de se proclamer grand-général de Lithuanie, par la volonté de la nation. Laisse alors un libre cours à son insatiable cupidité. L'enlèvement des propriétés, les taxes et amendes arbitraires, l'espionnage et les accusations des citoyens auxquelles leur fortune permettait de faire des sacrifices pour acheter leur justification, toutes ces vexations étaient pour lui une mine inépuisable. Felix Potocki lui-même fut si indigné de ce brigandage, qu'il chercha plus d'une fois à le réprimer. Quand la diète de Grodno fut convoquée, en 1795, pour ratifier, en face des baïonnettes étrangères, le second partage, Kossakowski eut l'insanie d'y servir d'agent à la spoliation de sa patrie. Il continua des lors sa résidence à Wilna, et, inaccessible aux remords, il y fit peser sur ses compatriotes le joug de la Russie jusqu'en 1797. L'insurrection de Kosciuszko mit un terme à l'ignominieuse carrière de Kossakowski. Au mois d'avril, le brave Jasiulski s'étant emparé, par un soulèvement général, de la ville de Wilna, arrêta le traître dans un grenier où il cherchait à se cacher: son procès fut instruit en quatre heures, et la sentence exécutée sur-le-champ par la volonté de la nation: cette sentence fut écrite au gibet sur lequel il expira. On n'avait pas oublié de faire mettre sur Kossakowski son uniforme russe. A l'instant de son exécution, il aperçut un de ses neveux dans la foule, et profita de la permission pour lui offrir sa bague; mais celui-ci refusa ce honteux souvenir.

KOSSAKOWSKI (Jozeph), évêque de Livonie, frère du précédent, se fit connaître particulièrement à la diète constituante de 1788-1791. Les patriotes polonais profitant de l'embarras que la guerre de Turquie venait de susciter à Catherine, cherchèrent à se soustraire à l'influence étrangère, par une constitution capable de consolider leur existence politique. L'inlibérale tsarine avait su cependant conserver, à force d'intrigues, quelque influence sur les délibérations de la diète. A côté d'autres traîtres à la patrie, l'évêque Kossakowski se signala comme l'un des plus ignobles. Placé par sa dignité épiscopale dans le sénat de Pologne, il se rendit d'autant plus dangereux à son pays que ne paraissant jamais opposer une résistance invincible à ce qu'on lui proposait, il savait, pour arriver à ses fins, se faire aider même par ses adversaires. Dès le commencement de la diète, son astuce lui servit si bien que la majorité des représentants le nomma président de la commission législative. Il eut dès lors tous les moyens d'empêcher les réformes salutaires; mais tel fut le zèle des patriotes pour l'indépendance et la liberté, que l'indigne évêque ne parvint qu'à retarder leurs travaux. La mémorable constitution fut votée presque à l'unanimité, le 3 mai 1791, malgré tous ses efforts, et son refus de la signer avant une seconde vérification des votes, refus qui ne servit qu'à constater l'invariabilité des sentiments de la nation. Kossakowski s'empressa alors de joindre son serment à ceux de ses compatriotes; mais un an plus tard, il n'hésita pas d'aller à Wilna au-devant de l'armée russe qui s'avancait pour détruire l'œuvre des patriotes. Par un acte d'usurpation qui étonna ses agents mêmes, il nomma et maintint à la dignité de grand-général de Lithuanie, son frère Siméon, alors lieutenant-général au service de la Russie; et tandis qu'il ne paraissait qu'accéder au complot trame par la prétendue confédération de Targowice, dont se servit Catherine pour anéantir la Pologne, il en devint le principal moteur, et en rendit son frère le véritable chef. Dès lors aucune vexation

ne l'arrêta, et lorsqu'à la diète de 1793, les représentants, entourés de canons russes, s'opposaient avec énergie au démembrement de leur patrie, en alléguant, entre autres, leur serment de maintenir l'intégrité de la république, l'infâme évêque de Livonie et son collègue le prince Massalski, évêque de Wilna, se chargèrent de prouver qu'il y avait des cas où l'on pouvait transiger avec la conscience. Leurs crimes ne restèrent pas impunis. Lors de la révolution de 1794, Kosakowski fut arrêté comme traître à la patrie; sa mort fut demandée avec violence par le peuple de Varsovie. L'interrogatoire dura deux heures, et le gilet ayant été dressé avant que le jugement fût prononcé, il fut pendu, dès que la sentence fut rendue. Au milieu des imprécations de la foule, le 9 mai 1794. Le grand-général de la couronne, Osarowski, Zabiello, vice-grand-général de Lithuanie, et le maréchal Ankwick expirèrent le même jour sur des potences qui portaient cette inscription : « Punition des traîtres à la patrie. »

**KOSTER (Hazar),** voyageur, naquit en Portugal, de parents anglais. Il publia à Londres, en 1816, un ouvrage sur le Brésil, qui est accompagné d'une carte fort intéressante, représentant la rade, le port, la côte et les bancs de sable de Fernambouc. Les recherches et les travaux de Koster ont un grand caractère d'authenticité; mais ils ne concernent que les pays situés entre les villes du Récif, Fernambouc et celle de Léara. Après avoir fait par terre le trajet de Fernambouc à Léara, il s'embarqua pour Maharam et Itamaraca, où il fit de précieuses observations. On ne connaissait qu'imparfaitement avant lui cette région du Brésil dont Barlous, Piso et Marcgraw s'étaient seuls occupés. Il en parle avec impartialité, et l'on pardonne à son style en faveur de l'exactitude des jugements qu'il porte. M. Jay a publié en 1818, à Paris, une traduction de son ouvrage, accompagnée de huit planches colorées et de deux cartes, Paris, 1817, 3 vol. in-8°.

**KOTSCHOUBEY (Victoria, comte de),** ministre d'état russe, naquit en 1770, d'une ancienne famille. Catherine II l'envoya, en 1793, en qualité d'ambassadeur à Constantinople. À l'avènement de Paul I<sup>er</sup>, il fut nommé vice-chancelier et secrétaire d'état au département des affaires étrangères. Il tomba ensuite dans la disgrâce de l'empereur, et fut éloigné des affaires. Il reprit, au commencement du règne d'Alexandre, la direction des affaires étrangères, et bientôt après, il passa à l'administration du ministère de l'intérieur; mais s'étant déclaré contre l'alliance de la Russie avec la France, ainsi que contre le système continental adopté après la paix de Tilsitt, il perdit de nouveau sa place, et ce ne fut qu'en 1811 qu'il reprit dans les affaires du gouvernement. Depuis ce temps, le comte de Kotschubey a été membre de la commission, qui, en l'absence de l'empereur Alexandre, était chargée de la direction du gouvernement. Comme il avait souvent offert sa démission pour cause de maladie, il fut provisoirement remplacé, en 1823, par le conseiller intime Lanskoj. Il reçut sa révocation deux ans après, et conserva néanmoins les fonctions de conseiller-d'état.

**KOURAKIN (le prince ALEXANDRE),** né en 1752, fut élevé avec Paul I<sup>er</sup>, et l'accompagna dans ses voyages en Prusse et en France, en 1776 et 1782. Il fut chargé d'une mission à la cour du Danemarck. La manière dont il s'en acquitta, lui valut de cette cour la décoration des ordres de Dannebrog et de la Parfaite-Union. A son avènement, Paul I<sup>er</sup> rappela aux affaires l'ami de son enfance, qui, depuis quelques années, s'était retiré dans une de ses terres situées dans le gouvernement de Saratoff. Kourakin fut nommé, en 1796, ministre et vice-chancelier de l'empire, et donna sa démission en 1802. Il fut nommé, en 1806, ambassadeur à Vienne, et fut chargé, en 1807, de conclure les négociations de Tilsitt. Il y signa la paix, ce qui lui valut ensuite la place de conseiller privé de première classe, avec le rang de feld-maréchal. Il vint, en 1809, à Paris, en qualité d'ambassadeur, et y resta quatre années. Le 1<sup>er</sup> juillet 1810, il assistait au bal donné par le prince de Schwarzenberg, quand le feu prit dans la salle; cherchant à fuir, il tomba et fut foulé aux pieds. On le porta chez lui, couvert de blessures. Dans ce moment de désordre, plusieurs de ses diamants lui furent volés; mais

la police parvint bientôt à les retrouver. Il quitta Paris dans le courant du mai 1812, quand il n'y eut plus moyen d'éviter la guerre. On ne lit pas sans intérêt la correspondance officielle entre les agents français, le comte de Romanzow et le prince Kourakin. Il attendit long-temps près de Sévres ses passe-ports qui lui furent constamment refusés, situation pénible dans laquelle il ne put ni se rendre auprès de son souverain, ni lui écrire, les communications avec la Russie étant interceptées. L'incendie de Moscou lui fit éprouver de grandes pertes. En 1814, le prince Kourakin fut choisi par le sénat pour aller saluer du nom de *boni* l'empereur Alexandre, à son entrée à Paris. Une maladie le retint à Berlin, et pendant quelque temps il ne prit point part aux affaires publiques. Alexandre le fit entrer ensuite dans son conseil d'état, où il était encore en 1817; mais sa santé demandant qu'il voyageât, il obtint la permission. L'empereur, en la lui accordant et en lui conservant, par ce congé, ses appointements, pensions et traitement de table, lui dit : « Quand il aura obtenu du soulagement dans son état actuel, le prince Kourakin ne se refusera pas, sans doute, à être de nouveau utile à sa patrie. » Il arriva à Paris la même année, dans le mois de septembre, et se disposait à rentrer dans sa patrie, lorsque ses forces s'abaissèrent à Weimar, où il expira après de cruelles souffrances, le 6 juillet. Son corps, d'après ses vœux, fut transporté à Pawlowski, retraite chère à Paul I<sup>er</sup>. Kourakin était bailli de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, et en avait été chancelier pendant plusieurs années. Il était aussi décoré de l'ordre de la légion d'honneur et de la plupart des ordres de l'Europe.

**KRASICI (Iczak),** le Voltaire de la Pologne, prince-évêque de Warmie, puis archevêque de Gnesne, naquit à Dubiecko, le 5 février 1731, et mourut à Berlin, le 14 mars 1801. C'est l'un des plus célèbres littérateurs polonais du 18<sup>e</sup> siècle. Après le premier partage de la Pologne, en 1772, il se retira auprès de Frédéric-le-Grand dont il possédait l'amitié. Ce prince lui disait un jour : « J'espère que vous me ferez entrer en paradis sous votre manteau épiscopal. Non, sire, répondit l'archevêque, votre majesté me la rompt si court, qu'il me serait impossible d'y cacher de la costrebande. » Les Polonais lisent avec délices Krasicz. Il est moins nerveux et moins correct que Naruszewicz et Trembecki, ses compatriotes; mais il se distingue par le goût, l'agrément et la facilité. Il excelle dans la peinture des ridicules. Ses premiers ouvrages sont : 1<sup>o</sup> *Les aventures de Dowskiaczynski*, 1775, in-8<sup>o</sup> et M. Le Podolski, roman de mœurs, où sont tracés les ridicules des compatriotes de l'auteur; 2<sup>o</sup> *La michrda* (myssides), 1776, 1780, in-8<sup>o</sup>. C'est un poème héroï-comique sur l'aventure du roi Popiel mangé par les rats, au rapport d'une ancienne chronique de l'évêque Kadlubek; il y a dix chants; Dubois l'a traduit en français; 3<sup>o</sup> *La monomachie, ou la guerre des moines*, poème en six chants, 1778. Ce poème, plein de verve, est le chef-d'œuvre de Krasicz; il a été composé à la sollicitation de Frédéric; 4<sup>o</sup> *L'anti-monomachie*, six chants. C'est la défense du poème précédent. 5<sup>o</sup> *Plusieurs livres de fables*, 1779, in-8<sup>o</sup>. Il y en a d'excellentes. 6<sup>o</sup> *Imitations des poèmes de Fingal et de Selma*, et de plusieurs morceaux d'Osian; 7<sup>o</sup> *Lettres et mélanges en prose et en vers*. On y trouve beaucoup d'instruction, de gaieté et de raison. 8<sup>o</sup> *Encyclopédie élémentaire*, 1779, in-8<sup>o</sup>. 9<sup>o</sup> *L'histoire partagée en deux livres*; 10<sup>o</sup> *La guerre de Chorim*, 1780, in-8<sup>o</sup>. C'est le premier poème épique en douze chants qui ait paru en Pologne; il a servi de base à des victoires remportées sous le règne de Sigmond III, par Chodkiewicz, sur le sultan Osman; 11<sup>o</sup> *Satires*, 1780, qui se distinguent par un esprit et une verve très piquants. 12<sup>o</sup> *Les vies des grands hommes d'après Plutarque*. Tous ces ouvrages, publiés à différentes époques, ont été réunis du vivant de Krasicz, et publiés immédiatement après sa mort par François Dmochowski, célèbre littérateur polonais, en dix volumes in-8<sup>o</sup>, à Varsovie, dans l'imprimerie des jésuites. La société typographique de Wilna en a fait une nouvelle édition, en 1819, en dix volumes in-12, à très bas prix. La librairie de Galsberg, à Varsovie, et celle de Korn, à Breslau, en ont

fait d'autres éditions : mais celle qui a été faite à Paris, en 1830, l'emporte sur les autres. Le libraire Barbezat, qui a publié plusieurs ouvrages relatifs à la Pologne, a fait les frais pour la publication des *Œuvres complètes de Krasinski*, en un volume, à deux colonnes, petit-texte. L'impression a été surveillée par M. M. Michel Podzasczynski et Léonard Chodzko. Cette magnifique édition est ornée du portrait de Krasinski, par M. Antoine Oleścyszynski. Parmi les ouvrages de Krasinski qui ont été traduits en français, nous citerons les  *Aventures de Nicolas Dosuradzinski*, par J.-B. Lavoisier, chanoine de Mohilew, précédées de l'*Éloge de Krasinski*, par Stanislas-Kostka Potocki, sénateur palatin, Paris, H. Nicolle, 1818, in-8°. La *mickeide*, traduite d'abord par Dubois, ensuite par Lavoisier, en vers français. Plusieurs fables de Krasinski ont été traduites par J.-B.-M. de Vienne, Paris, 1838, in-8°.

KRASINSKI (ADAM-CONRAD), évêque de Kamieniec, naquit vers 1730. La maison de Krasinski se vante, ainsi que plusieurs autres familles polonaises, d'avoir pour ancêtre un de ces généraux Romains qui, renonçant à leur patrie, quand elle eut reconnu un maître, allaient chercher la liberté partout où la valeur des barbares l'avait défendue contre les armes romaines. Qu'une si belle origine soit une vérité ou une fable, l'éloge de Kamieniec l'avait justifié par ses sentiments. Homme plein de moyens et de ressources, il faisait, des son enfance, sa lecture favorite des livres qui traitent de révolutions, de conjurations et d'intrigues, comme s'il eût prévu qu'un jour le salut de sa patrie demanderait le secours de ses fils généraux. Il était attaché, dans sa jeunesse, à la fortune de Stanislas Leszczyński, au moment où elle venait d'être renversée, et où ce prince courait les plus grands périls. Il le joignit peu de temps après qu'il se fut évadé de Deutsch, et apprit, dès ses premières années, à la suite de ce prince, alors si malheureux, qu'il est des rues permises à la vertu et au courage. Krasinski, qui ne peut soupçonner d'aucun zèle fanatique, n'ait été forcé par ses parents d'embrasser l'état ecclésiastique, et il était déjà évêque de Kamieniec, et par conséquent, sénateur du royaume, lors de l'avènement de Stanislas-Auguste Poniatowski, au trône de Pologne. Les violences de Catherine l'affligèrent ; mais, réservé dans ses demandes, il ne montrait alors aucune sorte d'empressement à se mêler des affaires publiques. Oncle de la jeune Polonoise que le prince Charles de Saxe avait secrètement épousée, et quoique opposé à ce mariage, qu'il avait voulu faire casser, de crainte que sa nièce ne devint malheureuse dans une union mal assortie, cependant comme le prince, son oncle, avait eu des vues sur le trône, Krasinski crut qu'en travaillant à renverser l'influence de la Russie, il pourrait se faire soupçonner d'agir par un motif de dépit, et de mêler à l'amour pour la patrie, quelque ambition pour sa famille. Dans toute autre occasion, ses opinions, toujours sages, ne laissent aucun doute sur la droiture de ses intentions ; il les soutenait avec fermeté, mais sans chaleur ; dès qu'il s'agissait d'une révolution importante, il se retirait, ne se liait ni aux ennemis de sa patrie, ni à ses défenseurs. Sa conduite annonçait des intentions droites, mais un caractère timide : il était connu pour un bon citoyen ; mais avec le courage d'esprit le plus ferme, il avait une faiblesse d'organes qui ne tenait pas contre un danger présent, et la vue du péril l'effrayait. Aussi devint-il un ennemi d'autant plus dangereux des oppresseurs de sa patrie, qu'il était moins remarqué. Son premier acte, fut une profane entreprise pour sauver son pays, et son zèle pour la liberté éclata, quand le joug parut imposé sans retour à la Pologne. Ce fut deux ans après l'élection forcée de Poniatowski, quand Catherine, non contente d'avoir couronné son favori, voulut encore, en favorisant la confédération de Radom, perpétuer l'anarchie et, par conséquent, son influence dans ce malheureux pays. L'envie de secouer le joug de la tsarine fut générale parmi les patriotes, mais les moyens projetés par les chefs furent différents. L'illustre Giełtan Soltky, évêque de Cracovie, républicain par ses principes, ne voyait point, pour le moment, la possibilité de chasser les Russes qui occupaient tous les postes importants

de la république ; voulut leur opposer une résistance négative, protester dans les assemblées publiques contre toutes les violences de la tsarine, et employer d'autres moyens analogues : tout en gardant l'honneur national contre la souillure d'une soumission honteuse, il ne désespérait pas du salut de la patrie. Ces sentiments étaient capables de toucher l'âme vertueuse de Krasinski, mais celui-ci voulait, avant tout, être assuré de réussir. « Je frémis pour vous du sort qui vous attend, disait-il au généreux Soltky. Si vous ne me trouvez bon qu'à faire un martyr, je suis prêt à aller me joindre à vous ; mais si je puis servir mon pays plus utilement que par le sacrifice de ma vie, trouvez-moi que je la conserve. » Il s'était rendu à Radom, pour observer le tour que prendrait cette affaire ; il en dembla bientôt toute la perdue, et dit aux confédérés qui s'étaient laissés séduire, qu'ils n'avaient plus d'autre moyen de s'en tirer que de se presser d'obéir ; car, ajoutait-il, « Plus le mal sera grand, plus il y aura de ressources. » S'étant retiré ensuite dans son diocèse, contigu au territoire de la Turquie, Krasinski choisit un des chanoines de son chapitre, nommé Ankwa, qui possédait bien la langue turque, et l'envoya à Constantinople avec un mémoire détaillé sur les opérations et sur les desseins des Russes ; il avertissait, en même temps, la Porte du projet formé par la tsarine de faire soulever les Grecs. Des réponses favorables ne se firent pas attendre ; on lui mandait que la Porte n'avait rien de plus à cœur que de réprimer l'excès du pouvoir que la Russie s'arrogeait sur la Pologne ; qu'elle était prête à la guerre, s'il le fallait ; qu'elle demandait uniquement l'assurance que l'Autriche ne prendrait point parti contre eux, et que, si les Polonais, pour prendre les armes, avaient besoin de secours pécuniaires, ils leur seraient avancés. Dès lors l'évêque de Kamieniec pensa que toute résistance parlementaire ne servirait qu'à faire des victimes : qu'il fallait conserver tous les gens courageux pour des desseins plus sûrs, attendre, pour éclater, les mouvements des Turcs, et surtout le départ des troupes russes, ou, si les Russes refusaient de partir, former alors une confédération sous l'appui de la Porte. Il se proposa même de commencer à l'instant cette confédération par une conjuration secrète de toute la Pologne, dont il composa le plan. Chacun des conjurés devait se fournir des chevaux et des armes ; faire serment de défendre la foi et la liberté aux dépens de sa vie ; d'obéir aux généraux choisis, et de se soumettre à la peine de mort, si on manquait au serment ; le mot de reconnaissance de la confédération en exprimait le vœu ; c'était la *liberté ou la mort*. Après s'être assuré de presque toute la noblesse des palatinats méridionaux, afin qu'à un jour pris, tout le royaume se soulevât à la fois, Krasinski s'empressa d'aller à Varsovie pour y communiquer avec le vertueux Soltky. La Russie acharnée contre l'opposition de ce dernier, qui était d'autant plus grande qu'elle devenait plus périlleuse, résolut d'enlever les chefs de la conjuration : on n'attendait que l'arrivée de l'évêque de Kamieniec pour exécuter ce plan tout d'un coup. Celui-ci eut le bonheur de s'apercevoir dans la route, qu'il était observé et suivi. A quelques journées de Varsovie, il quitta ses équipages, et déguisé en chasseur, il arriva dans un faubourg de cette capitale pour y demander une conférence avec l'évêque de Cracovie. Soltky n'eut que le temps d'approuver ses projets. « Que chacun de nous, écrivit-il à Krasinski, cherche le salut de la patrie dans les vertus propres à son caractère. » Puis-je plier sans me démentir, et me démentir sans me déshonorer ! J'aurais par ma fermeté soutenu l'honneur de mon pays ; j'aurais forcé les Russes à ne pouvoir exécuter leurs projets, quoique par la tyrannie la plus ouverte, et les maux qu'ils me préparaient auront encore quelque utilité, en rendant légitime tout ce que la prudence vous a inspiré, et en ouvrant ainsi à vos vertus une nouvelle carrière. » Content de ne pas laisser sa patrie sans un vengeur entreprenant, Soltky attendit tranquillement son sort. Enlevé dans la nuit du 13 au 14 octobre 1767, avec trois autres patriotes, il fut déporté au fond de la Moscovie. On avait cherché partout l'évêque de Kamieniec, dont on avait su l'arrivée à Varsovie,

mais celui-ci parvint à s'échapper. Il avait repris le chemin de Kamieniec par des routes détournées, visitant des malades de château en château, et ayant même, sous ce déguisement, donné ses soins à un des officiers qui le poursuivaient. Après avoir envoyé à Constantinople le récit des nouvelles violences de Catherine, il reprit son voyage dans un danger perpétuel d'être enlevé par les Russes. Un jour, sur le point d'être pris, il s'échappa, caché dans un vieux coffre qui servait de siège à un traicneau de paysan. Arrivé dans un lieu sûr, où plusieurs de ses gens avaient reçu l'ordre de l'attendre, il s'habilla en officier prussien, fit revêtir son monde des mêmes uniformes, et, menant avec lui une remonte de chevaux ukrainiens, il traversa plusieurs détachements russes, et s'approcha ainsi une seconde fois de Varsovie. Il parvint à renouer quelque correspondance dans cette ville, et partit ensuite pour la Sicile, se proposant de passer dans les pays étrangers, afin de solliciter l'appui des cours amies de la Pologne, et de les employer à obtenir la neutralité de la cour de Vienne; mais comme il eût été prêt de passer les frontières, il apprit, et pensa en mourir de douleur, qu'un éclat prématuré avait rompu toutes ses mesures, et que tous ses desseins avaient été précipités avec une témérité incroyable. C'est Pulawski, célèbre par ses vertus, sa gloire et son infortune, qui ayant été d'abord l'émisnaire entre les évêques de Cracovie et de Kamieniec, et depuis le témoin des violences exercées sur le vertueux Soltyk, ne put plus contenir son indignation. Préférant du désir de délivrer sa patrie, il se rendit, avec ses quatre fils, à Bar, petite ville de la Podolie, pour s'y réunir avec Michel Jérôme Krasinski, frère de l'évêque de Kamieniec, et là, rassemblés au nombre de huit seulement, ils déclarèrent, le 29 février 1793, la guerre à tous les ennemis de la république. L'évêque voulut d'abord tout abjurer et tout abandonner. Il voyait, avec un violent chagrin, que son frère eût été déclaré maréchal de la confédération; il craignait que cette généreuse entreprise ne devint suspecte d'ambition; mais son amour pour la patrie l'emporta bientôt sur toutes ces réflexions, et, quoique affligé de l'impudente audace des confédérés, il sentit que tout était perdu si on les abandonnait, que si cet effort téméraire et fait à contre-temps devenait inutile, ce serait sans doute le dernier, et qu'alors l'esclavage et la honte seraient au comble. Il courut aux fûts à Bréda, à Vienne, à Versailles, implorer la pitié érosité de ces cours, éclairer leur politique, représenter que le moment fatal était arrivé, que la Pologne allait être conquise par les Russes, si ses efforts étaient hâblés, ou partagée par les puissances voisines, s'ils n'étaient opposés, et qu'un moment perdu pouvait opérer une grande révolution, dont les conséquences influeraient sur la destinée de tous les états. Mais il ne trouva nulle part que des conseils : la Turquie seule déclara l'attachement la guerre à la Russie. Cependant la confédération de Bar, nourrie par la haine que la Russie inspire aux Polonais, faisait des progrès surprenants. Le trône de la Caroline s'ébranla un instant; elle-même ne put se dissoudre ni son couronnement, ni ses craintes, et à la nouvelle des hostilités qui la menaçaient. Les pleurs, dit Ruffière, suffoquèrent la téméraire Catherine. L'évêque de Kamieniec accourut de France pour diriger dans la crise actuelle les affaires de la patrie. Ses correspondances s'étendirent bientôt dans toutes les provinces. Lui-même établit sa résidence à Terechen, dans la Sicile autrichienne, où se réunirent bientôt le conseil général de la confédération, tous les grands villes de Pologne étant encore occupées par les Russes, car les combats n'ont été cherché d'abord qu'à se renforcer par la petite guerre. C'est de là que l'évêque de Kamieniec lutta, avec un zèle infatigable, contre les vices de sa nation, corrompue par une longue anarchie, et ne se rebutant jamais, il parvenait à mettre de l'ordre dans les actions, de la prudence dans les passions, et à réunir les âmes divisées par la discorde; c'est de là, en un mot, qu'il a imprimé à la confédération de Bar cet esprit vraiment républicain, qui fit dire à J.-J. Rousseau : Que cette grande époque des fastes nationaux devrait être gravée en caractères sacrés dans tous les cœurs polonais. Je voudrais, ajout-

ait-il, qu'on érigeât un monument en sa mémoire. » qu'on y mit les noms de tous les confédérés, même de ceux qui dans la suite auraient pu trahir la cause commune : une si grande action doit effacer les fautes de toute la vie! etc., etc. En effet, les cinq ans de cette guerre sanglante renferment des traits dignes des plus beaux temps de l'antiquité. On est saisi d'admiration au dévouement du vertueux Pulawski qui, soupçonné de trahison par quelques ambitieux, et mourant dans les chaînes, ordonne à ses fils de sacrifier tout leur ressentiment, et de ne justifier sa mémoire que par leur conduite! Un autre confédéré, le vaillant Sawa Calinski, frappé d'un boulet de canon dans les jambes, à la bataille de Szarnsk, en 1771, se fait mettre dans un panier qu'on attache sur un traicneau, conserve le commandement jusqu'à la fin du combat, et meurt après avoir assuré la retraite de son armée. Trente confédérés osent entreprendre et exécuter l'enlèvement du roi, dans sa capitale et au milieu du camp russe. Chaque jour fut illustré par des actions semblables; mais enfin, comme l'avait prédit l'évêque de Kamieniec, la fermeté même des confédérés leur devint funeste. Les trois puissances voisines, voyant que l'embrasement s'étendait sur tous les points du pays, se réunirent pour l'apaiser. Il ne leur fallait qu'un prétexte; elles le trouvèrent dans un prétendu républicanisme, et le démembrement de 1773, fut le résultat du dévouement patriotique des confédérés. L'évêque Krasinski fut, dans ces circonstances, arrêté par les Prussiens et livré aux Russes; mais Catherine, cédant à l'intercession du nonce du pape et de Salderu, son ministre à Varsovie, lui rendit la liberté, pour rétablir, par ce moyen, le calme dans la nation. Le jour qui pesait depuis cette époque sur la Pologne ne permit à l'évêque de repaître sur la scène politique que longtemps après. Il reprit sa place parmi les patriotes en 1788, lors de la constitution polonoise, et il eut son courage pour oser proposer à cette assemblée de renoncer à une prérogative aussi brillante que funeste, à l'élection des rois. La peine de mort menaçait l'auteur d'une pareille proposition. Néanmoins les lumières et le patriotisme de Krasinski parvinrent à vaincre tous les obstacles, et cette réforme fut votée presque à l'unanimité. Membre de la commission législative, il fut un des principaux auteurs de la constitution de 1791, qui toutefois n'a servi qu'à illustrer les derniers jours de l'existence de la Pologne. L'évêque de Kamieniec n'a pas longtemps survécu à la destruction de sa patrie; mais avant de mourir, guidé, sans doute, par l'espérance, il contribua encore de tous ses moyens à l'établissement de la société des amis des sciences, à Varsovie, société instituée, en 1801, par les patriotes polonais, dans le but généreux de sauver au moins la langue de l'ancienneté qui subit leur malheureuse patrie. Krasinski mourut en 1805. Il est auteur de plusieurs écrits intéressants.

KRASINSKI, VINCENT-CONRAT, neveu du précédent, ne vers 1780, entra, en 1806, dans la garde d'honneur qui fut formée à Varsovie pour Napoléon, lors de l'occupation de la Prusse par les armées françaises. L'empereur qui avait étudié l'histoire de la Pologne, admirait tant l'illustre évêque de Kamieniec, qu'il s'empressa d'élever son jeune neveu au grade de colonel des chevaux-légers polonais de sa garde, dont il ordonna, en 1807, la formation au colonel-major Dautcourt. La charge de Somo-Sierra, commandée par le chef d'escadron Korietulski, et celle de Wagram, sous les ordres de Louis Pac et de Thomas Lubinski, honorèrent ce régiment à l'élite des vieux soldats français. Krasinski fit, à sa tête, la campagne de 1812; il passa le Niemen le premier à la nage, et participa la gloire et les désastres de cette mémorable campagne. Nommé successivement chambellan de l'empereur, général de brigade et de division, commandeur de la légion d'honneur, il combattit, avec distinction, les armées alliées à Reims, dans le mois de mars 1814. Ayant coupé la route de Bery-au-Lac, il força l'ennemi de se retirer en désordre, et de laisser au pouvoir des Français vingt-deux pièces de canon, cinq mille prisonniers et cent voitures de bagages. Après la chute de Bonaparte, le général Krasinski obtint

l'honneur de conduire, dans leur patrie, les débris des troupes polonaises. Les Polonais réunirent alors, sur sa personne, l'admiration que leur inspirait Napoléon, et l'amour qu'ils portaient à leur ancien chef, l'illustre prince Poniatowski. Jamais un citoyen n'a joui d'une popularité plus générale. Mais ce n'est pas ce genre de distinction qui flatte le général Krasiński : son ambition préfère les places et les dignités ; il avait su le mériter par son dévouement à l'empereur des Français, et en changeant de maître, il était sûr de parvenir à son but par les mêmes moyens. Après la réorganisation de l'armée polonaise, l'empereur Alexandre l'éleva au grade de son aide-de-camp et de général de la garde polonaise. Elu membre de la chambre des nonces à la diète de 1813, il en fut nommé maréchal par le roi. C'est cet emploi surtout qui fut l'écueil de la carrière politique de Krasiński. Il y semblait être plutôt l'agent du pouvoir que le président d'une assemblée nationale, et cet abus fut d'autant plus funeste que l'autorité du maréchal n'aurait été jusqu'alors déterminée par aucun règlement, paraît être désormais basée sur les pratiques de cette diète, et n'offre aucune garantie contre l'arbitraire. A la diète de 1820, il défendit, comme nonce de Prasnysz, les mesures les plus arbitraires, et entraînées la déportation, sans jugement, de deux officiers de l'armée. Aussi parvint-il cette année à la dignité de sénateur-palatin, membre de la chambre haute, et, bientôt après, à celle de général en chef de l'armée de réserve. L'empereur Nicolas l'éleva, en 1826, au grade de général en chef de cavalerie. En 1827, le sénat du royaume, érigé en haute cour nationale, fut appelé à juger l'affaire de la société patriotique (*royez SOLTYS*), accusée de complicité dans la conjuration russe qui avait ensanglanté l'avènement de Nicolas au trône. Krasiński, nommé vice-président de cette cour, vota seul, sur quarante voix, la condamnation de ses concitoyens, accusés d'avoir voulu rendre l'indépendance à leur patrie. Il paraît qu'une ambition immodérée est le principal motif de toutes ses actions. Un procès scandaleux, qui lui fut intenté par son homme d'affaires, prouva qu'il fit battre lui-même, en son honneur et à son effigie, d's médailles avec cette inscription : *Les Polonais à la vertu*. On colportait à Varsovie ses bustes qu'il avait commandés lui-même, et un tableau d'Honoré Vernet représentait Krasiński dans la charge de Somo-Sierra, qu'il n'avait pas exécutée : il est vrai, que le peintre le fait paraître après l'action. Le grand-duc Michel le gratifia dernièrement d'un sabre antique pris sur les Turcs à Varina, et Krasiński attendait en vain de la faveur de l'empereur Nicolas d'être élevé à la dignité de son lieutenant dans le royaume de Pologne. A l'époque de la glorieuse révolution du 29 novembre 1830, Krasiński redoutant la juste vengeance de ses compatriotes, se sauva avec le grand-duc Constantin. Il revint quelques jours après à Varsovie ; on lui jetait déjà une corde au cou, lorsque le général Chłapicki le prit sous sa protection. Krasiński jura alors en face du ciel et du peuple de Varsovie qu'il laverait la tache qu'il portait, et qu'il servirait sa patrie comme soldat. Mais il s'éloigna de nouveau, quitta la Pologne pour aller à Saint-Petersbourg, on ne sait trop pour quoi y faire, ou plutôt il avait disparu sans que le public ait où il s'était retiré. Son fils, Sigismond, tenu sur les fonts de baptême par Napoléon, avait été autrefois chambellan du roi de Rome. Krasiński est auteur de quelques écrits, parmi lesquels on remarque les suivants : 1° *Essai sur le moment de la lance*, Paris, 1813, in-4°, planches ; 2° *Aperçu sur les Juifs de Pologne*, Paris, 1818, broch. in-8°.

KRAUSE (CHARLES-CHARLES-FRANÇOIS), docteur en philosophie, un des professeurs les plus profonds de l'Allemagne, est né, en 1781, à Eisenberg, dans le duché de Saxe-Gotha. Il fréquentait fort jeune l'université d'Iéna, où il suivit avec une grande assiduité les cours de philosophie de Fichte et Schelling. De 1803 à 1804, il donna, à la même université, des leçons particulières de mathématiques, de philosophie et de droit naturel, avec le titre de professeur extraordinaire. Le séjour de Iéna ne lui paraissant plus favorable à ses projets, il alla à Rostock, où il examina en détail

le célèbre musée du prince de Schwartzbourg, et de là à Dresde, où il se livra à des recherches sur l'histoire des beaux-arts. En 1813, il quitta Dresde à cause des troubles de la guerre, et se rendit à Berlin. Dans cette ville, il tint plusieurs cours gratuits et publics, et fonda, avec quelques savants de sa connaissance, la société de langue allemande, dont les statuts, imprimés en 1817, sont rédigés par lui. Sa famille devenue nombreuse, la cherté des vivres, et le peu d'espoir qu'il avait d'obtenir une place convenable en Prusse, le décidèrent à quitter Berlin. Il retourna à Dresde, et y publia deux ouvrages intitulés, l'un : *Les trois plus anciens monuments de l'art*, et l'autre : *Origine des idiomes du peuple allemand*, qui lui assignèrent un rang parmi les hommes les plus érudits de sa patrie. En 1817, il voyagea avec un de ses amis en Allemagne, en Italie et en France. A son retour il obtint une chaire de philosophie à l'université de Göttingue dont il est actuellement un des professeurs les plus distingués. Depuis sa réception dans la franc-maçonnerie, qui eut lieu dans la loge d'Altenbourg, il a étudié avec zèle l'histoire de cette société, et publié plusieurs brochures assez remarquables, dans lesquelles il démontre combien la conduite mystérieuse que la plupart des franc-maçons affectent est ridicule et absurde. Une des doctrines fondamentales du système philosophique de Krause, est que l'humanité tend sans cesse à une association des hommes de tous les pays, dans le but d'atteindre, par de communs efforts, à la plus haute perfection possible. Cette doctrine qui, au premier coup d'œil, ressemble beaucoup à celle que professe la secte des Saint-Simoniens, en diffère cependant par les développements que l'auteur lui a données. Les ouvrages que Krause a publiés jusqu'ici sont peu nombreux, mais, ils ont le fruit de profondes méditations, et ont, en partie, pour objet la solution des plus graves questions qui intéressent l'humanité. Nous avons déjà cité deux de ses écrits, en y ajoutant les quatre suivants on aura la liste de ses œuvres complètes : 1° *Système de morale*, Leipzig, 1810 ; 2° *Archetype de l'humanité*, 2<sup>e</sup> édit., Dresde, 1819 ; 3° *Géométrie transcendante*, Berlin, 1825 ; 4° *Cours de philosophie*, Göttingue, 1828.

KREUTZER (COSSARD), compositeur, né à Dresde, en 1794. Après avoir reçu, pendant quelques années, des leçons du célèbre Weber, Kreutzer débuta par des airs avec accompagnement de piano pour les chœurs de printemps et de voyage d'Eliland. Plus tard, il fut appelé à Stuttgart en qualité de maître de chapelle à l'opéra de cette ville. Au bout d'un an, il donna sa démission ; et entreprit un voyage en Allemagne, dans lequel il se fit entendre sur le piano et sur un nouvel instrument inventé par lui-même, et qui se rapproche beaucoup de l'harmonica. De retour à Dresde, il accepta la place de directeur de la musique du prince de Furstenberg, à Donaueschingen dans le duché de Bade. Pendant son séjour dans cette dernière ville et à Stuttgart, il composa des opéras qui obtinrent un succès éclatant. En 1823, il se rendit à Vienne où sa renommée l'avait précédé. Il fit exécuter, au théâtre de la cour, quelques uns de ses opéras qui plurent tellement à l'empereur et à sa famille, que ce monarque lui envoya le brevet de maître de chapelle de la cour. Les partitions de Kreutzer se distinguent par des mélodies tour à tour suaves, naïves et piquantes, et par une habile instrumentation ; elles ont encore le mérite, si rare dans la musique allemande, que le chant y domine toujours l'accompagnement. Voici les titres des principaux opéras de ce compositeur : 1° *La caverne des Alpes*, opéra comique ; 2° *Le plongeur*, drame lyrique, dont le sujet a été pris dans la célèbre ballade de ce nom, par Schiller ; 3° *Liboussa*, grand opéra romantique. Outre ses compositions pour le théâtre, Kreutzer a écrit un assez grand nombre de concertos, sonates, variations et solos pour le piano.

KRIEG (JEAN-FRANÇOIS), général de division, né en 1750, à Larche en Brissac, était fils de protestants français, qui la révocation de l'édit de Nantes avait forcés de s'expatrier. A seize ans, entraîner par son penchant pour le métier des armes, il suivit le maréchal de Saxe dans la guerre de Hanovre. Il fut blessé sept fois à la



bataille de Roshach, reçut du maréchal de Broglie le grade de capitaine, et le brevet de major, en récompense de sa conduite à la bataille de Minden. Atteint de seize blessures sur le champ de bataille de Closter-camp, il dut la vie à la générosité du grand Frédéric, et languit trois années à Berlin où il refusa de prendre du service dans l'armée prussienne. A sa rentrée en France, il apprit le licenciement de son régiment, ne put obtenir de l'emploi que comme sous-lieutenant dans le régiment de Nassau, et dut une seconde fois à son courage les grades qu'il avait déjà mérités. En 1778, il fut blessé en Corse en se battant contre Paoli. Promu de nouveau au grade de capitaine, il commanda une batterie flottante au siège de Gibraltar, fut encore blessé, se sauva à la nage, et malgré sa faiblesse et la perte de son sang, sauva la vie à plusieurs de ses camarades près de se noyer. Le brave Krieg qui était l'un de ces parvenus de l'honneur, que l'orgueil féodal désignait par la qualification d'officiers de fortune, u'imita pas l'exemple que lui donnèrent les officiers de naissance; on ne le vit point passer dans les rangs de l'étranger; fidèle à son drapeau, quoiqu'il eût changé de couleur, et fidèle à sa patrie, il combattit pour elle aussitôt qu'elle fut attaquée. Il devint colonel, puis général de brigade. En 1793, il commanda en second dans Thionville; il concourut glorieusement à la défense de cette place, et fit plusieurs sorties à la tête de sa garnison. L'armée de Condé vaincue saisit l'occasion de se venger de ce militaire républicain; elle mit, en passant à Ouerkich, le feu à une petite fonderie, le seul domaine que le général Krieg possédât dans le Brigaui. Il reçut peu de temps après le commandement de Metz; mais arrêté comme suspect, il fut, pendant quinze mois, enfermé dans un cachot. Il recouvra la liberté après le 9 thermidor, et fut employé contre les vendéens. Appelé par le directoire au commandement de Paris, il en fut investi pendant dix-huit mois, et se retira ensuite à Bar-sur-Ornain où il termina, dans les premiers mois de l'an 11, une vie qui avait toujours été pénible et agitée. Ce général comptait trente-trois blessures et soixante-quatre ans de service.

KRUS (JOSEPH-LOUIS-CASIMIR), né à Lucerne, en 1734, d'une famille patricienne, fut destiné à la magistrature. Après avoir fait quelques études au gymnase de sa ville natale, il suivit les cours de philosophie et de jurisprudence à l'université de Fribourg, en Bragau. Le prince abbé de Saint Gall le chargea, pendant plusieurs années, d'une partie de l'administration de son pays, après un voyage qu'il venait de faire en France et en Italie. Il fut élu, en 1769, membre du conseil-d'état de Lucerne, où il sut acquérir une grande prépondérance dans les affaires de son canton, par les talents qu'il déploya. Krus réunissait à des connaissances très étendues toutes les qualités de l'esprit et du cœur. Lors des accusations qui furent portées contre Schumacher, et qui entraînèrent sa condamnation à mort et le bannissement de son père, l'un des premiers magistrats, et que rien ne pouvait réunir le conseil de Lucerne, divisé en deux partis qui se persécutèrent sans relâche depuis 1764 jusqu'en 1769, Krus ne prit point part au procès qui fut intenté au jeune homme que des étourderies avaient pu rendre répréhensible, mais non criminel. Il ne put pas faire adoucir non plus la sentence de mort prononcée contre lui, quoiqu'il ne négligeât rien pour réussir. Dans la suite, Lucerne lui dut le repos dont elle jouit par l'éloignement de l'auteur de l'assassinat politique de Schumacher, qu'il fit chasser de cette ville. Etant administrateur des bailliages italiens, il se lia d'amitié avec le comte Firmiani, à Milan, et sut retirer de cette liaison de grandes avantages pour ses administrés. Revenu à Lucerne, il fut nommé voyer et premier magistrat de ce canton, qu'il représenta souvent aux diètes de la confédération. Il appuya, pendant les premières guerres de la révolution, le système complet et loyal de neutralité, et, plus tard, pour éviter des maux à sa patrie, il se déclara pour l'abandon des privilèges accordés aux patriciens; mais il ne put prévenir tous les maux qu'il prévoyait. Il perdit ses emplois, et se retira des affaires jusqu'en 1801. Alors il fut rappelé, ainsi que d'autres anciens magistrats, pour concourir

à l'union des esprits et à la consolidation des libertés helvétiques. Krus vint à Berne pour faire partie du conseil législatif, mais il trouva tout changé, tout refait, et ne put s'acrouter à un ordre de choses qui ne lui permettait plus de déployer les ressources d'un talent qui l'avait fait revêtir des plus grandes charges. L'acte de médiation vint lui faire briller à ses yeux un rayon d'espérance; il lui semblait que le passé était prêt à revivre; il se trompait encore, et ne put trouver dans l'ancien sénat ce qu'il avait cherché en vain au conseil législatif. Désespérant enfin de tout succès, il fit de l'opposition contre les hommes qui autrefois sujets du patriciat lucernois, formaient la plus grande partie des nouveaux collègues. Krus mourut en 1805.

KUH (ERMAN-MOISZ), naquit en 1731, à Breslau, d'une famille juive. Il se distingua de bonne heure par une vaste mémoire, un esprit très vif et un amour sans égal pour les sciences. Son père, qui était un riche commerçant, voulait en faire un négociant. Il lui fit apprendre les langues française, italienne et anglaise, ce qui l'initia à la littérature moderne, ainsi qu'à la poésie. A la mort de son père, Kuh entra dans une maison de commerce de Berlin, comme principal commis. Ce fut à cette occasion que, par ses talents, il s'acquit l'amitié de Mendelssohn, de Ramler, de Lessing et d'autres savants. Comme indépendamment de ses honoraires, qui étaient considérables, il possédait de la fortune, il aurait pu vivre dans une honnête aisance; mais la bonté de son cœur, jointe à son goût pour la dissipation, pour l'acquisition des livres, eurent en peu d'années épuisé tout son avoir, ainsi que ses épargnes. Il partit de Berlin: il voyagea à travers la Hollande, la France, l'Italie, la Suisse et l'Allemagne. Il se trouva à la fin dans une situation si misérable que sa famille fut obligée de lui fournir un capital pour son entretien. La misère fit une si grande impression sur son esprit, qu'il tomba dans la mélancolie qui peu à peu se changea en une espèce de folie, dont il ne fut guéri que par l'habileté d'un savant médecin. Ce fut dans les intervalles de cet état qu'il composa ses meilleurs poèmes. Après sa guérison, en 1785, il eut une attaque d'apoplexie, qui le rendit impotent et le priva presque de la parole; il mourut en 1790. Ses œuvres posthumes ont été publiées à Zurich, en 1791.

KUMMER (GEORG-ABOENR), naturaliste allemand, naquit le 3 janvier 1736, à Ortrand, dans le duché de Saxe, et fut élevé, avec sept frères et sœurs, sous les yeux de son père, médecin distingué. Dès sa plus tendre enfance, il manifesta les dispositions les plus heureuses pour l'étude, et prit un grand plaisir à contempler les phénomènes de la nature. En 1803, Kummer fut envoyé au collège de Gräma, où il devint un des meilleurs élèves du mathématicien Toepler, et il fit de rapides progrès dans les langues savantes, tout en continuant à observer la nature. Pour cet effet, il approuva des souris, remplit sa chambre d'araignées, de vers à soie, forma des collections d'insectes, etc. Sans jamais avoir appris le dessin, il rendait au crayon et à la plume des objets d'histoire naturelle avec une exactitude qu'on aurait de la peine à trouver même chez les dessinateurs de profession. La mort de son père, qui arriva en 1806, le mit dans un état voisin de l'indigence; néanmoins son désir de s'instruire ne s'affaiblit pas; il se rendit à l'université de Leipzig, où il se livra à l'étude de la médecine, et cultiva accessoirement la physique, les mathématiques et les langues mortes. Ses études terminées, il se décida à tenir des cours particuliers. Mais à peine eut-il publié son premier prospectus qu'on lui offrit la place de gouverneur de deux jeunes gens appartenants à une famille française de distinction qui habitait Paris. Kummer accepta avec empressement une offre qui le mit à même de profiter des immenses trésors scientifiques que renferme cette capitale. Ses nouvelles fonctions lui laissèrent bien des loisirs, qu'il consacra entièrement à l'étude de la botanique, des mathématiques et des langues orientales. Enfin arriva le terme de l'éducation dont il s'était chargé, mais non pas celui de ses études. Maître de tout son temps, il donna une grande étendue à ses travaux scientifiques, et s'exerça régulièrement quelques heures par jour au dessin. Il s'enaya aussi, avec succès, à manier

le barin pour tracer des animaux microscopiques. A cette époque, le vif désir qu'il avait conçu autrefois de faire un voyage dans l'intérieur de l'Afrique se réveilla. Ne désespérant pas de trouver un jour le moyen de le satisfaire, il se mit à endurcir son corps, afin de pouvoir mieux résister aux intempéries du climat de l'Afrique, et aux fatigues et privations insurpassables d'un voyage dans cette partie du monde. Ainsi, par exemple, il couchait maintes nuits d'hiver sur le pavé des boulevards, très légèrement vêtu; il faisait, dans les plus fortes chaleurs de l'été, de longs voyages à pied, revêtu d'une grosse pelisse; il passa plusieurs mois ainsi, se nourrissant de racines crues et d'eau. En 1814, après la conclusion de la paix, les vœux de Kummer furent en partie exaucés. Il obtint d'être attaché, en qualité d'ingénieur-geographe et de naturaliste, à l'expédition que la France envoya pour reprendre ses établissements du Sénégal. Malheureusement la frégate la *Méduse*, sur laquelle il était monté, échoua près du cap d'Arguin, et il perdit tous ses instruments, ses dessins et ses manuscrits. Il gagna avec beaucoup de peine la seule chaloupe qui s'est échappée au naufrage, et où se trouvait M. de Schmalz, nommé gouverneur du Sénégal, et le peu d'hommes de l'équipage qui avaient pu se sauver. Bientôt cette petite embarcation vint à manquer d'eau. Kummer, bien qu'il connût les dangers qu'il court sur cette terre inhospitalière, se devota pour le salut de ses compagnons d'infortune, et descendit à terre. Après avoir erré plusieurs journées dans le pays, languissant de faim et de soif, et sans abri contre les brûlantes ardeurs du soleil, il tomba entre les mains de la redoutable tribu des Traas-Maures. Connaissant un peu leur langue, il parvint à s'en faire comprendre, de sorte qu'ils se bornèrent à le faire prisonnier, et à le dépouiller de ses habits et de tout ce qu'il avait sur lui. Il leur fit espérer une forte rançon s'ils voulaient le conduire aux Bouches-du-Sénégal. Les Traas-Maures y consentirent, et le traitèrent, dans le voyage, avec beaucoup d'humanité. Des qu'ils furent arrivés à leur destination, Kummer écrivit à M. de Schmalz, qui le racheta sur-le-champ. Pendant qu'on attendait dans la colonie des navires de France, il y arriva une expédition scientifique anglaise qui avait la mission de se rendre de là, par terre, à la côte orientale de l'Afrique. Kummer, ravi de trouver enfin une occasion de pénétrer dans l'intérieur du pays, s'associa, avec l'agrément de M. de Schmalz, à cette expédition, dont le chef, le major Peddie, le reçut à bras ouverts. L'expédition se mit en route, mais elle eut le même sort que toutes les précédentes. Les voyageurs succombèrent l'un après l'autre aux pernicieuses influences du climat. Kummer, qui fut atteint de la fièvre jaune, mourut en 1817, à Rapiha, près de Kakonda.

KUMMER (CHARLES-GUILLAUME), frère aîné du précédent, étudia dans sa jeunesse la botanique, et s'est depuis distingué par d'utiles et ingénieuses inventions. En 1808, il inventa de nouveaux procédés pour sécher et préparer les plantes de manière à leur conserver la forme et l'éclat qu'elles ont à l'état de vie. Des bouquets de fleurs préparées d'après cette méthode, et qu'il exposa, la même année, au musée de Dresde, obtinrent d'unanimes éloges. Ne voulant pas priver les botanistes des ressources qu'ils pourraient tirer de cette invention, il publia, en 1809, une brochure dans laquelle il explique en détail toutes les opérations qui la composent. Cet écrit, qui est en allemand, a pour titre: *Méthode de conserver la forme et la couleur des herbes et des fleurs, au moyen d'un vernis; suivie d'un supplément sur l'emploi des fleurs vernies à une nouvelle sorte de pot-pourri*. Plus tard, il forma des paysages en mosaïque, composés seulement de parcelles de végétaux, ouvrages remarquables par la délicatesse de l'exécution et la fidèle imitation de la nature. Pendant la dernière guerre, Kummer servit comme volontaire, d'abord dans un corps de sapeurs saxons, puis dans l'infanterie prussienne. Après la paix de 1814, il alla habiter Berlin, et s'y livra exclusivement à l'étude de la géographie. Voyant que les simples cartes et les globes ne suffisent pas toujours pour nous donner une idée bien claire des pays montagneux et plats

de notre terre, ou de ces pays où elle s'élève ou s'abaisse en terrasses, il en exécuta en relief, qui surpassent tout ce qui a été précédemment fait dans ce genre, tant par l'exactitude avec laquelle il a su représenter les différentes hauteurs de notre globe, que par la solidité et en même temps la légèreté de l'espece de papier mâché qu'il a employé pour leur exécution. Le relief du Mont-Blanc, par exemple, qui a 20 pouces de long sur 17 pouces de large, ne pèse qu'une livre. Sur ces globes et cartes, les côtes s'élèvent au-dessus du niveau de la mer; les plateaux, tels que ceux de l'Asie, de l'Afrique méridionale, sont plus élevés que la plaine; des rigoles représentent le cours des fleuves, et les lacs sont indiqués par des bassins. Les couleurs dont il a fait usage sont: le bleu, qui désigne les mers, les lacs et les rivières; le blanc, qui marque la glace aux deux pôles et la neige perpétuelle sur plusieurs montagnes; le brun clair est la couleur de la terre, et le brun foncé marque les endroits marécageux; le vert pour les grandes forêts; le jaune pour indiquer les terrains sablonneux; le jaune pâle pour désigner le sable mouvant; le jaune foncé pour les sables affermis, les terrains pierreux sont gris et inégaux. Kummer a lui-même publié un commentaire en langue allemande sur ces reliefs, qui est intitulé: *Description des globes et des cartes en relief pour l'étude de l'hydrographie et de l'orographie, avec d'autres effets de même espèce*, Berlin, 1822. Il s'y agit: 1° des globes en relief, représentant notre terre avec ses plateaux, ses terrasses et ses plaines, d'après les célèbres géographes Ritter et Jeune; 2° d'une carte en relief de l'Allemagne, d'après les évaluations les plus connues des hauteurs. Les reliefs que Kummer a confectionnés jusqu'à présent sont: 1° des globes de 26 pouces (0<sup>m</sup>,6799) de diamètre; 2° six sections sphériques de ces globes, représentant l'Europe, l'Amérique septentrionale, l'Amérique méridionale, l'Asie et le pôle boréal; 3° des globes de 16 pouces (0<sup>m</sup>,4184) de diamètre; 4° des globes célestes de 12 pouces (0<sup>m</sup>,3138) de diamètre: le ciel est bleu, les étoiles sont d'or, avec un compas, les méridiennes, etc.; 5° des globes de 2 pouces et demi de diamètre; 6° une carte de l'île de Rugen, de 21 pouces (0<sup>m</sup>,5491) de haut, sur 20 pouces (0<sup>m</sup>,5230) de large; 7° une carte de l'Allemagne, de 26 pouces 10 lignes (0<sup>m</sup>,7110) de haut, sur 27 pouces 3 lignes (0<sup>m</sup>,7510) de large: elle comprend tout le terrain entre Bologne et la côte méridionale de la Suède, et depuis Paris jusqu'à Warsawie; 8° une carte du Mont-Blanc, de 20 pouces (0<sup>m</sup>,5230) de long, sur 17 pouces (0<sup>m</sup>,4445) de large: elle comprend tout le territoire entre Courmayeur au sud, et la vallée du Rhône au nord, et entre Salenche à l'ouest jusqu'au Saint Bernard à l'est.

KUNZEN (FRIEDRICH-LOUIS-ÉMILE), un des plus habiles musiciens de notre époque, naquit en 1761, à Lubeck. Il fit ses études musicales en 1786, à Kiel, où il fréquenta Cramer et Schulz. Il se distingua dès lors par son talent sur le clavecin, ainsi que par des compositions pleines de goût. De Kiel, il se rendit à Copenhague, en 1787, et il y retrouva Schulz. Il se perfectionna dans la composition, et donna plusieurs morceaux où l'on remarquait beaucoup plus d'art que d'entraînement et de verve. Son premier essai dramatique fut l'opéra *Holger Danske* (l'Oberon de Baggesen), qui fut représenté en 1789 avec un grand succès, sous la direction de Schulz. Kunzen donna déjà dans cet opéra, où le comique est mêlé au pathétique, des preuves de son talent pour produire des effets dramatiques. Schulz lui conseilla d'aller à Berlin où Reichard le reçut avec empressement. Bientôt après Kunzen fut placé auprès du nouveau théâtre national qu'on venait d'établir à Francfort-sur-le-Mein, il se pénétra de l'esprit des ouvrages de Mozart, et c'est en suivant ce modèle, que plusieurs années ensuite, il donna au théâtre de Prague dont il était directeur, la comédie de *la Fête des vigneron*, qui obtint le plus grand succès. Ce fut dans ce temps que Schulz étant tombé malade, fut obligé de demander sa retraite. Il était directeur du théâtre de Copenhague, et le roi l'ayant chargé de désigner son successeur, il indiqua Kunzen qui fut agréé et nommé en 1795 maître de la chapelle du roi et chevalier de l'ordre de Dannebrog. Kunzen est mort le 26

juin 1817. Indépendamment de la musique d'*Oberon*, dont les paroles sont de Baggesen et de Sander, il a laissé des cantates, des oratorios, des morceaux pour le clavier, et des airs qui sont fort estimés.

KUTNER (CHARLES-GOTTLIEB), savant voyageur allemand, naquit à Wismar, près de Delbisch, en Saxe, le 18 février 1755. Il avait fait ses études à Leipzig, et exerça à Bâle, pendant huit ans, la profession d'instituteur. Il fit dans la suite plusieurs voyages en Europe avec un jeune lord et quelques autres Anglais. Kutner avait étudié à fond les hommes et les choses.

Il connaissait parfaitement plusieurs langues, et ses ouvrages sont remplis de faits et d'articles que l'on consulte avec fruit. Outre un grand nombre de mémoires, d'aperçus scientifiques et littéraires, et d'articles insérés dans des recueils périodiques, on lui doit : 1° *Lettres sur l'Islande*, Leipzig, 1785 ; 2° *Lettres d'un Saxon, écrites en Suisse*, Leipzig, 1785, 3 vol. ; 3° *Voyages en Allemagne, en Danemarck, en Suède, en Norvège et dans une partie de l'Italie*, ibid., 1801 et 1804 ; 4° *Observations sur l'Angleterre*, les P. Jacob et la France.

## L

LABARRE (Eug.), architecte, membre de l'institut et de la légion d'honneur, né à Ourscamp, département de l'Oise, le 17 avril 1764, vint en 1782, à Paris, où il étudia l'art dans lequel il s'est rendu célèbre, sous M. Raymond, architecte du roi et des états du Languedoc. Après avoir terminé ses études, il remporta à Bordeaux le premier prix pour un projet de distribution des terrains du château Trompette, et il obtint au concours, plus tard, l'exécution de la colonne en marbre, élevée pour consacrer le souvenir de l'expédition projetée contre l'Angleterre, et qui se voit sur la hauteur qui domine Boulogne, au camp de gauche. En 1813, M. Labarre fut chargé de la construction du palais consacré à la bourse, et au tribunal de commerce de Paris. Ce monument dont l'exécution a coûté 3,000,000, et quinze années de travaux, décida l'admission de M. Labarre dans le sein de l'institut, où il a remplacé M. Thibaut en 1827. Depuis cette époque, M. Labarre s'est retiré des affaires. Les descriptions de la Bourse de Paris, les jugements que les connaisseurs ont porté sur ce monument sont dans tous les livres ; ce qui n'y est pas, et ce qui mérite d'être connu, c'est que l'architecte qui a consacré la plus belle partie de sa vie à l'édifier, n'a guère retiré de cette grande et difficile entreprise, qu'une indemnité annuelle, égale aux appointements d'un chef de bureau.

LABOULAYE (JEAN-BAPTISTE-LOUIS FLORENT, vicomte de), chevalier de Saint-Louis, officier de la légion d'honneur, naquit à Versailles. Il prit du service dans l'administration de la marine en 1780, fut nommé commissaire en 1786, et secrétaire du conseil en 1786. Le ministre qui se trouvait à la tête de ce département, M. Bertrand de Molleville, le chargea, en 1791, d'une mission en Angleterre. Il fut envoyé après son retour, à Lorient, en qualité de chef d'administration, chargé de l'échange des prisonniers de guerre. Arrêté par ordre du comité de salut public, il fut enfermé pendant un an dans les prisons de Saint-Malo, d'où il sortit au 9 thermidor, pour passer, avec le grade d'intendant, dans l'armée navale rassemblée sous les ordres de l'amiral Villaret. En 1798, il était secrétaire général du ministère de la marine, et, quelques années plus tard, ordonnateur à Nantes et à Lorient. Il passa en 1803, au département des affaires étrangères et fut chargé, en 1812, avec le vice-amiral de Surcouf, de l'échange des prisonniers de guerre en Angleterre. Vers la fin de cette année, il fut nommé premier secrétaire d'ambassade, à Constantinople, et se trouvait à Marseille, avec M. le marquis de Rivière, quand Napoléon débarqua au golfe Juan. M. de Laboulaye montra alors un grand dévouement aux Bourbons, en organisant des troupes qui devaient marcher sous les ordres du duc d'Angoulême ; mais ce prince ayant pris la résolution de passer en Espagne, M. de Laboulaye se cacha pendant quelque temps, et fut cependant nommé membre de la chambre des députés, par le département de la Marne. Il fit partie de la chambre introuvable, et ne fut pas compris sur la liste des députés écartés par l'ordonnance du 2 septembre 1816. En 1818, le département de la Marne le choisit encore pour son député : il parla en faveur de la liberté de la presse, quoiqu'il fût placé dans les rangs ministériels, et il s'éleva contre

la proposition de M. Barthelemy. En 1820, il fit un rapport contre le projet de loi sur la liberté de la presse, fut nommé conseiller d'état en service ordinaire, le 12 juillet de la même année, et vota l'annulation de la nouvelle loi d'élection. En 1828, le grand collège de l'Ain ne voulant pas envoyer à la chambre le baron Dudon, qui lui était indiqué par le ministère, y nomma M. de Laboulaye, quoique ministériel ; mais qui avait, sur M. Dudon, l'avantage de ne pas avoir acquis une célébrité aussi déplorable que celle de son concurrent. M. de Laboulaye ne vota point l'adresse des deux cent vingt-un, et n'a plus reparu depuis à la chambre.

LACRUZ Y CANO (RAMON), poète dramatique espagnol, né à Madrid, le 12 mai 1728, fut dans sa jeunesse avocat, secrétaire d'un grand seigneur, employé dans un bureau de finances, et professeur de philosophie. Se sentant du goût pour la poésie, il abandonna des ressources plus certaines pour embrasser la carrière dramatique : c'est alors qu'il donna son premier essai à un théâtre de société, et il y fut si goûté qu'il le fit jouer sur un théâtre public, où il fut encore plus applaudi. Encouragé par la bienveillance dont il devint alors l'objet, il s'adonna entièrement à la composition : mais son caractère vif, impatient, ne lui permettait pas d'entreprendre des ouvrages de longue haleine ; aussi, excepté deux comédies en trois actes, il n'a écrit que des pièces en un acte, appelées en espagnol *saynetes*. Il y met en scène toutes les classes de la société, mais il n'exerce guère que dans la peinture des mœurs du peuple. Sa manière de composer n'était pas ordinaire : il passait ses soirées en société, et quand il se retirait, il s'en allait souvent au Prado, employait la nuit à faire le plan de sa pièce et les principales scènes, l'écrivait le lendemain, et la portait aux comédiens qui la jouaient dans la semaine. Quoique ces pièces lui rapportassent beaucoup d'argent, il reçut presque toujours dans l'indigence : il est vrai que sa bienfaisance y contribua souvent presque autant que son défaut d'économie. Le roi d'Espagne lui fit une pension sur la fin de sa vie. Ramon vivait alors au milieu du peuple, dont il était l'idole, et s'était logé dans les faubourgs de Madrid. Il est mort le 4 novembre 1795. Il a laissé son théâtre ou recueil de ses *saynetes* et de ses autres ouvrages, Madrid, 1788, 10 vol. in-8°. Ce recueil a eu un grand nombre d'éditions. Toutes les pièces y sont écrites en vers : elles sont remplies de saillies fines et piquantes ; les caractères y sont bien soutenus. On remarque parmi les *saynetes*, ou petites pièces, les suivantes : *La bal en action et par derrière* ; *Le rive* ; *La crèche de Noël* ; *Le terno* ; *Manolo*, tragédie burlesque ; *L'honneur civique*, et *La Florentine* ; ces deux drames sont en trois actes et en vers. On a aussi de Lacruz y Cano quelques opéra-comiques. La versification de cet auteur est vive et rapide, et son dialogue est naturel.

LA FERTE IMBAULT (MARIE-TATIANE GODEFROY, marquise de), fille de la célèbre M<sup>me</sup> Geoffrin, naquit à Paris, le 20 avril 1715. La maison maternelle fut pour elle, dès ses plus jeunes années, une école de philosophie et de tous les genres d'instruction. Parmi les hommes distingués de toutes les classes qui affluèrent journellement chez sa mère, son caractère, naturel-

lement sérieux, recut une empreinte particulière de la société habituelle de l'abbé de Saint-Pierre, de Fontenelle et de Montesquieu. En opposition, par la nature de son esprit, vif et sérieux tout ensemble, avec la plupart des qualités qui distinguaient sa mère, elle sympathisait parfaitement avec les goûts simples et la bonhomie de son père, qu'elle affectionnait tendrement. En 1733, elle épousa un fils du comte d'Estampes de La Ferté Imbault, arrière-petit-fils du maréchal du même nom. Devenue marquise par cette alliance, elle prit difficilement les allures qui, à cette époque encore, étaient de rigueur avec un pareil titre, et eut surtout beaucoup de peine à se faire aux habitudes de son mari. Tandis que celui-ci s'abandonnait tout entier à mille importantes bagatelles, la triste marquise cherchait un remède à ses ennuis dans Montaigne et dans les écrits des philosophes dont le souvenir peuplait sa solitude. Vivant avec sa nouvelle famille dans une terre de la Sologne, elle y devint veuve à l'âge de vingt-un ans, et eut, dans la suite, le nouveau chagrin de voir mourir, dans sa treizième année, une fille qui avait été le seul fruit de cet hymen infortuné. Cette dernière perte l'affecta au point d'altérer sa santé, et il lui en resta, jusqu'à la fin de ses jours, une demi-surdité très incommode. Elle reporta toutes ses affections sur deux jeunes cousins de son mari, en maria un (le marquis d'Estampes, mort le 5 mai 1815), et adopta tous ses enfants. Quel que fût le désaccord de son caractère avec celui de sa mère, elle se rapprocha de celle-ci pour lui prodiguer, dans sa vieillesse et dans la maladie qui, au bout de deux ans, la conduisit au tombeau, tous les soins de la pitié filiale la plus dévouée. On lit dans plusieurs ouvrages du dix-huitième siècle des particularités curieuses relatives à ce qui eut lieu pendant cette maladie, et surtout en 1766. M<sup>me</sup> de La Ferté Imbault refusa de recevoir quelques uns des plus anciens amis de sa mère, particulièrement les encyclopédistes, tels que d'Alembert et Marmontel. D'Alembert se plaignit amèrement d'une lettre, à la vérité peu mesurée, qu'il avait reçue de cette dame, et en fit grand bruit. A son lit de mort, M<sup>me</sup> Geoffrin, que sa gaieté n'abandonna jamais, dit au sujet de cette lettre : « Ma fille est comme Godefroid de Bouillon : elle a voulu défendre mon tombeau contre les infidèles. » A l'époque brillante de sa vie, cette mère avait dit en parlant de sa fille : « Quand je la considère, je suis étonnée comme une poule qui a couvé un œuf de cane. » Ces deux saillies sont caractéristiques de la société du dix-huitième siècle. Ayant connu, dans sa jeunesse, le cardinal de Bernis, M<sup>me</sup> de La Ferté Imbault ne cessa de l'avoir, quoique dans l'éloignement, pour confident et pour soutien. Il existe, inédite, une collection de lettres charmantes que le cardinal-poète écrivit à son amie, depuis 1759 jusqu'en 1767. M<sup>me</sup> de La Ferté fut aussi liée avec la comtesse de Marsan, gouvernante de M<sup>me</sup> Elisabeth et Clotilde, filles de France. M<sup>me</sup> de Marsan, qui avait à cœur de préserver ses augustes élèves de la contagion des doctrines encyclopédistes, et qui connaissait le goût prononcé de son amie pour une philosophie plus religieuse, la pria de composer, dans ce but, une série d'extraits des écrivains sacrés et profanes. Ce petit cours de philosophie mixte commença en 1771, dura trois ans, et reçut les félicitations de Louis XV. Ces leçons eurent une certaine vogue parmi les personnes établies au château de Versailles en l'absence de la cour, et qui, ayant des enfants de l'âge de M<sup>me</sup> Elisabeth et Clotilde, désiraient les faire profiter des mêmes instructions. Ce fut aussi en 1771 qu'un ami de M<sup>me</sup> de La Ferté, le marquis de Croismarc, vieillard septuagénaire, espèce de professeur de gaieté, pour distraire la capitale de l'attention qu'elle donnait aux mesures du chancelier Meaupou et à la destruction des parlements, imagina de fonder un ordre burlesque, sous le nom de *Lanturelus*. Il s'en établit grand-maître, et en nomma grande-maîtresse celle que le roi de Pologne avait coutume d'appeler sa *chère folle*. Quelques années après, elle fut proclamée reine par les chevaliers. Il résulta de cette institution pour rire un déluge de chansons et de petits vers qui arrivèrent jusqu'à Catherine II, laquelle, quoique rarement enjouée, voulut bien recommander

à tous les seigneurs russes qui se rendaient à Paris de ne pas oublier de se faire recevoir *Lanturelus*. Le fils même de la tsarine et sa belle-fille entrèrent dans l'ordre, ainsi que plusieurs autres princes étrangers, sur la tête desquels la marquise-reine brandissait son sceptre et agitaient ses grelots. Il y aurait une collection très intéressante à former des lettres adressées, en 1784, par M<sup>me</sup> de La Ferté Imbault, à l'une de ses amies, qui habitait la Normandie. Il faudrait y joindre ce qui a été conservé de sa correspondance, plus ancienne, avec le roi Stanislas Leszczyński, avec M<sup>me</sup> Elisabeth, Bernis, Secoudat, fils de Montesquieu, le duc de Nivernais, Piron, et beaucoup d'autres personnes célèbres de cette époque. Il n'y a aujourd'hui de public que les réponses de ces diverses personnes à M<sup>me</sup> de La Ferté. Ce petit trésor épistolaire est resté entre les mains du marquis d'Estampes, fils aîné de celui à qui la marquise avait servi de mère. M<sup>me</sup> de La Ferté Imbault est morte à Paris, en 1791.

LAGORQUE (L.), était expert-dentiste, reçu au collège royal de chirurgie, et dentiste des pauvres du département de la Seine. Les ouvrages qu'il a publiés renferment des observations et des préceptes avoués des gens de l'art, mais ils contiennent aussi beaucoup d'assertions paradoxales. Voici la liste des ouvrages qu'il a fait paraître : 1° *Effets des nerfs et du fluide des nerfs*, 1788, in-8°; 2° *Dissertation sur l'art de conserver les dents*, 1788-1790, in-8°; 3° *Étrennes aux amateurs de la propreté et de la conservation des dents*, 1793, in-18°; 4° *Dix-sept articles relatifs aux maladies des dents*, 1799, in-8°; 5° *Théorie et pratique de l'art du dentiste*, 1803, 1806, 1810, 2 vol. in-8°, avec 16 planches; 6° *De la sténologie buccale*, 1810, in-8°; 7° *Le triomphe de la première dentition*.

LAGRANGE. Voyez BOTILLON.

LAGRANGE. Voyez CHANCEL.

LAGRANGE (FRANÇOIS-ADOLPHE-BLAISE LELIÈVRE, marquis de), lieutenant-général, né à Paris, le 31 décembre 1766, entra au service quelques années avant la révolution, et y montra tant de bravoure et de talent qu'il parvint rapidement aux premiers grades de l'armée. Il fut nommé général de division le 30 juin 1809, et il reçut la croix d'officier de la légion d'honneur. Il fit partie de l'expédition de Russie, et, en 1813, il commanda le 3<sup>e</sup> régiment des gardes d'honneur. Louis XVIII, au commencement de la restauration, le nomma capitaine-lieutenant dans la compagnie des mousquetaires noirs, inspecteur-général de la cavalerie, et commandeur de Saint-Louis. Au retour de Napoléon, le marquis de Lagrange partit avec les princes français à la tête des mousquetaires noirs, et recut à Béthune l'ordre de commander, en l'absence du général Lauriston, toutes les troupes de la maison du roi réunies dans cette ville, et qui n'avaient pu accompagner Louis XVIII. Le comte d'Artois lui avait donné l'ordre de tenir fermées les portes de la ville pour prévenir une irruption de la part des troupes qui avaient arboré la cocarde tricolore. Cette précaution ne parut aux soldats renfermés dans Béthune qu'une trahison. Ils se portèrent à des excès, et menacèrent de briser les portes de la ville. L'ordre fut pourtant rétabli, mais avec peine, et grâce à la fermeté du marquis de Lagrange. Enfin, le 26 mars, après le licenciement de la maison du roi, fait par le général Lauriston, le marquis de Lagrange se rendit à Paris pour y régler quelques affaires d'intérêt, et se retira ensuite dans le Bourbonnais, où il fut rigoureusement surveillé par la police impériale. Cependant on l'accusait à Gand d'avoir été offrir ses services à Napoléon. Il quitta sa retraite avec ses fils, le 30 juin 1815, et se rendit à Arnouville où était Louis XVIII. Là, comme il se disposait à entrer chez le roi, il fut assailli par plusieurs militaires qui lui crièrent qu'il était un traître, et qui lui arrachèrent ses croix, ses épaulettes et son épée; mais le duc de Feltre, alors ministre de la guerre, prévenu des outrages que des furieux adressaient à un militaire honorable, envoya deux officiers pour réprimer ces violences, et recut chez lui le marquis de Lagrange. Louis XVIII s'empressa de rappeler ce général au commandement des mousquetaires noirs, qui furent licenciés peu

après, et qui firent hommage d'une épée à leur capitaine. Le marquis de Lagrange se retira alors à Dijon, chef-lieu de la 30<sup>e</sup> division militaire (aujourd'hui la 18<sup>e</sup>), dont il avait été nommé gouverneur par ordonnance du 5 septembre 1815, et il y était encore lors de la révolution de juillet; mais, depuis cette époque, il a été admis à la retraite. Le marquis de Lagrange a perdu un bras à la Guadeloupe, où il a été employé. Outre la croix de commandeur de Saint-Louis, dont il est décoré, il porte encore le grand-cordon de la légion d'honneur, et la croix du mérite militaire de Bavière.

LAGRANGE (Joseph, comte), lieutenant-général, grand-officier de la légion d'honneur, né à Auch, en 1761. Il fit les premières campagnes de la révolution, et était général de brigade lors de l'expédition d'Égypte, dont il fit partie. Employé au siège d'El-Arisch, il y montra le plus grand courage, et le général Reynier, qui dirigeait le siège, lui en témoigna publiquement sa satisfaction. Il mérita les mêmes éloges à la bataille d'Héliopolis, où Kléber vengea les désastres d'Aboukir. Au retour de cette expédition, le général Lagrange fut nommé l'un des inspecteurs-généraux de la gendarmerie, et, le 25 septembre 1800, il reçut le grade de général de division et le commandement de la 14<sup>e</sup> division militaire, récompenses dues à sa brillante valeur. Décoré, en 1804, du cordon de grand-officier de la légion d'honneur, il fut chargé, l'année suivante, du commandement en chef de l'expédition envoyée contre les colonies anglaises des Antilles. Cette escadre, sortie de Rochefort le 11 janvier, sous les ordres du vice-amiral Miottey, débarqua des armes et des munitions à la Martinique, et aborda le 25 février suivant aux Roseaux, chef-lieu de l'île anglaise de la Dominique. Les troupes de l'expédition firent une descente, et prirent la plus grande partie de la garnison et de l'artillerie. Tous les magasins, tous les bâtiments mouillés dans le port ayant été détruits ou capturés, l'escadre appareilla et alla ravitailler la Martinique. Le général Lagrange, à son retour, commanda pendant l'hiver de 1806, après le traité de Presbourg, une division de l'armée cantonnée en Hollande. Il fit, dans la même année, la campagne contre les Prussiens et contre l'electeur de Hesse-Cassel, que le maréchal Mortier chassa de ses états. La Hesse livra ses arsenaux remplis d'immenses munitions, et, le 18 août 1807, un décret impérial ordonna sa réunion aux états de Brunswick, de Saxe, de Paderborn, et à une grande partie du Hanovre, pour former le royaume de Westphalie. Ce décret chargeait de l'administration, ainsi que de l'organisation temporaire de ce nouveau royaume, une régence composée des conseillers d'état Beugnot, Simonin, Jollivet, et du général Joseph Lagrange, qui avait le commandement militaire de la Hesse depuis son occupation par les troupes françaises. Lorsque Napoléon eut nommé son frère Jérôme, roi de Westphalie, le général Lagrange passa au service de ce prince, qui lui donna le porte-feuille de la guerre et le fit son chef d'état-major. Le général Lagrange, créé comte de l'empire, fut appelé, en 1808, à l'armée d'Espagne. Il se distingua à l'attaque de Cascanie, qui eut lieu le 18 novembre, et poursuivit l'ennemi jusqu'à Tarracina. Cinq jours après, la bataille de Tudela fut perdue par Castanos et Palafox, et ce succès, qui ouvrit à l'armée française la route de Madrid, fut dû en grande partie au maréchal Lannes, et à la brillante et audacieuse conduite du comte Lagrange, auquel le maréchal avait confié l'attaque la plus importante et la plus difficile. Rappelé en France en 1809, l'empereur lui donna le commandement des troupes fournies par le grand-duc de Bade et le gouvernement de la Haute-Souabe. Pendant la guerre de Russie, le général Lagrange commanda une division du 9<sup>e</sup> corps, sous les ordres du duc de Bellune. Il déploya beaucoup de talents militaires et une grande valeur pendant la campagne de 1814, et particulièrement au combat de Champ-Aubert, où il fut blessé à la tête. Après la première restauration, il se retira près de Gisors, dans les propriétés de sa femme, M<sup>lle</sup> de Talhouet, d'une ancienne famille du Bretagne. Il présida, en 1817, le collège électoral du Gers, et, l'année sui-

vante, il fut compris au nombre des inspecteurs-généraux de la gendarmerie royale. L'annuaire militaire de 1831 le range dans la classe des lieutenants-généraux en disponibilité.

LAGRÈNEE (Louis-Jean-François), peintre d'histoire, naquit en 1724. Élève de Carlo Vassio, il remporta le grand prix de l'académie, et fut envoyé à Rome pour étudier aux frais du gouvernement. Il y mérita la manière des grands peintres, et, pendant long-temps, il l'emporta sur tous ses rivaux pour la correction du trait comme pour la vérité des tons de chair. A son retour en France, il fut nommé agrégé, et, deux ans après, en 1756, il entra à l'académie. Son tableau de réception représentait l'enterrement de Déjanire par le centaure Nessus; on le conserve encore à l'institut. Parmi les ouvrages qu'il exécuta peu de temps après, on remarqua deux compositions allégoriques destinées à l'embellissement du château de Choisy. Sur le bruit de sa réputation, Elisabeth l'appela à la cour de Russie. Elle le nomma son premier peintre, et directeur de l'académie de Pétersbourg. Pendant le séjour de Lagrènee dans cette ville, il fit beaucoup de portraits pour l'ornement des palais impériaux, mais le climat de la Russie lui étant contraire, il revint à Paris. Nommé en 1781, directeur de l'académie à Rome, il retourna dans cette capitale, et il y demeura peu de temps. Le roi lui avait accordé une pension de 2,400 francs que la révolution lui enleva. Dénué de ressources, il lui fallut réparer cette perte par le travail. L'empereur lui donna la croix de la légion d'honneur, et il était professeur-recteur de l'école spéciale des beaux-arts et conservateur du musée, quand il mourut à Paris, le 19 juin 1805. Quoiqu'il ait joui long-temps d'une grande réputation, à une époque où l'école française était sensiblement déchue de son ancienne splendeur, il n'est plus mis aujourd'hui au rang de nos grands peintres; mais il était coloriste et dessinateur. Ses figures de femme ont une expression de volupté, qui, sans être d'un style relevé, ne laissent pas d'être séduisantes. La fraîcheur et le moelleux de ses carnations lui valurent le surnom de *l'Albane français*, qui lui donna Franklin. Boucher eut aussi le même honneur; mais, dans la réalité, ce n'était que le Dorat de la peinture. Les grandes compositions de Lagrènee ont perdu de leur valeur dans les ventes: on recherche cependant encore ses tableaux de chevalet. Les ouvrages de Lagrènee sont disséminés aux Gobelins, à Choisy, à Versailles, à l'académie; il y en a en Prusse, en Russie, à Paris et à Londres, dans divers cabinets d'amateurs. Les plus connus sont: Joseph expliquant les oracles, tableau qui lui valut le prix, la première fois qu'il se présenta au concours; la Veuve d'un Indien, grand tableau d'histoire, composé à Rome, pendant qu'il y dirigeait l'académie; Alexandre consolant la famille de Darius; le sacrifice de Polyxène; le chevalier danois; la Mort du dauphin, premier fils de Louis XVI; la Tête de Pompée présentée à César; la chaste Suzanne; les Grâces lutinées par les Amours; la Poésie et la Philosophie; Cérès enseignant l'agriculture; la Vierge aux Anges; le Bain de l'enfant Jésus; l'Entrevue de saint Louis et du pape Innocent IV; le Désespoir d'Armide; Apollon et la Sibylle; Popilius; les Préparatifs du combat de Paris et de Ménélas; Marcellus; Sara et Agar. Plusieurs de ses tableaux ont été gravés, notamment celui des Grâces lutinées par les Amours. Lagrènee était connu dans le monde sous le nom de *Lagrènee aîné*, pour le distinguer de son frère, comme lui peintre d'histoire, il a laissé un fils qui cultive avec succès l'art de la peinture.

LAGRÈNEE (J.-J.), dit le jeune, élève et frère du précédent. Après avoir perfectionné ses études en Italie, il le suivit en Russie, et revint ensuite à Paris, où l'académie de peinture l'admit dans son sein, et le nomma professeur. Les peintures précieuses, mais décentes, et les dessins de M. Lagrènee le jeune sont encore recherchés par les amateurs. Cet artiste, passionné pour les ouvrages des anciens, fut un des premiers qui ont nous familiariser avec les chefs-d'œuvre de l'antiquité. Les peintures des Thermes, celles des vases étrusques et des arabesques furent

reproduites par lui sur les émaux, sur la tuile, sur le bois, sur le verre et sur le marbre, au moyen des procédés les plus ingénieux. Attaché, pendant quelque temps, à la manufacture de Sevres, ses dessins produisirent une heureuse révolution dans les formes et dans les ornements des vases de cette manufacture. Lagrègne est mort le 13 février 1821, âgé de quatre-vingt-un ans. On trouve un éloge de cet artiste dans le *Moniteur* du 25 février 1821.

**LALHALLÉ** (PIERRE), né à Rouen, le 9 novembre 1785, de l'une des meilleures familles de l'ancien pays de Caux. Son père, riche négociant, mourut laissant son fils en bas âge. Le jeune Lahalle vit son avenir compromis par les inconvénients qu'entraîne trop souvent une minorité fâcheuse. Il se rendit à Paris, où l'étude et l'observation l'occupèrent malheureusement plus que le soin de se créer une fortune, ou du moins une position indépendante. La nécessité l'engagea à faire rembourser des connaissances qu'il avait acquises. Il commença par plusieurs traductions de l'anglais : on peut citer entre autres l'ouvrage intitulé : *Guide du navigateur dans l'Océan Atlantique*. M. Lahalle a aussi donné plusieurs ouvrages élémentaires de mathématiques ; il n'en a signé qu'un intitulé : *La leçon des plans*, etc., Paris, 1826, 1 vol. in-12. Il a encore publié un ouvrage sur la musique dont on a loué le style, intitulé : *Essai sur la musique, ses fonctions dans les mœurs, et sa véritable expression* ; suivi d'une *bibliographie musicale*, Paris, 1825, 1 vol. in-18. On n'a pas généralement compris l'auteur, homme d'un excellent esprit et d'un vrai mérite : s'il avait été apprécié comme il le méritait, M. Lahalle ne fût pas resté dans l'obscurité. Il a coopéré à plusieurs ouvrages in-8° que nous ne citerons pas parce que ce sont plutôt des spéculations de librairie que des travaux vraiment littéraires. M. Lahalle a aussi semé ses idées dans plusieurs journaux qu'elles enrichissaient ; le *Mercure du dix-neuvième siècle*, année 1829, contient plusieurs bons articles de cet auteur. Il en a aussi fourni un grand nombre au supplément de la *Biographie universelle des contemporains*, publiée sous la direction de M. de Boissiolon. Après la révolution de juillet, M. Lahalle a quitté Paris, pour se rendre auprès d'un nouveau préfet auquel ses talents et son expérience des hommes n'ont pas dû être inutiles ; malheureusement une santé délabrée, et la perte presque totale de la vue, mettent M. Lahalle dans une situation qui ne lui laisse, pour ainsi dire, d'autre espoir que de voir bientôt arriver la fin d'une vie agitée, et qui avait été vouée à l'infortune des ses premières années.

**LALR** (le baron PIERRE-JACQUES-GILLES), inspecteur-général du génie maritime, naquit à Caen, le 10 août 1769. Après avoir fait ses études avec une grande distinction au collège de cette ville, il fut admis, en 1788, à l'école des ingénieurs de vaisseau dirigée par Borda. Promu, en 1793, au grade de sous-ingénieur, il entra dans le service de l'exploitation et martelage des bois de construction. Il passa rapidement par le grade d'ingénieur ordinaire, et fut fait ingénieur de deuxième classe lorsque M. Forfait donna, en l'an 9, leur organisation nouvelle au corps des ingénieurs. A cette époque, il quitta le service forestier pour rentrer dans les ports, et fut chargé en chef de la direction des travaux exécutés au Havre. Dans le courant de l'an 10, le gouvernement ayant le projet de faire à Boulogne un grand développement de forces pour intimider l'Angleterre, désigna M. Lalr pour aller diriger les travaux, pour ainsi dire, concentrés alors sur cette partie de nos côtes. M. Lalr concourut puissamment à la formation de l'équipement de la flottille dont il fut nommé ingénieur en chef. C'est à cette époque que l'on organisa en corps militaires destinés à être attachés au service des ports les ouvriers que la conscription appelait à l'armée active. M. Lalr, qui, du premier abord, avait entrevu les grands services que cette organisation pouvait rendre à la marine, s'occupa avec ardeur de la formation des différentes compagnies d'ouvriers-conscrits. C'est à lui que furent dus les premiers règlements sur l'emploi et la discipline de ces nouveaux corps. M. Lalr, naturellement porté aux améliorations, fut bientôt le chef de cette institution, dont il est difficile d'oublier les ser-

vices, et de ne pas déplore l'anéantissement, dû depuis au ministre Dubouchage. En 1803, la réunion de la Belgique à l'empire fit concevoir le projet de porter vers le nord une escadre nombreuse. L'Escout parut propre à la recevoir pendant l'hivernage, et Anvers devint en peu de temps le principal chantier de construction de la marine française. M. Lalr, dont le chef du gouvernement avait apprécié personnellement le mérite, fut choisi pour aller improviser des vaisseaux de guerre, là où jusqu'alors on n'avait pu construire que des bâtiments de commerce d'un faible échafaudage. C'est à Anvers que M. Lalr, aux prises avec des difficultés de toute espèce, déploya pour lutter contre elles une activité et une persévérance qui furent admirées de tous les hommes entendus dans la marine. La rive déserte de l'Escout, métamorphosée en arsenal maritime, se couvrit bientôt de constructions nombreuses. L'ardeur des ouvriers militaires servit puissamment à rendre possible ce qui, par les moyens ordinaires, eût exigé beaucoup de temps. Travaillant sur un terrain nouveau, avec des hommes jeunes, dévoués, bien commandés, M. Lalr sut habilement mettre en œuvre tous les éléments de succès que lui fournissait sa position, et on peut dire que les résultats obtenus en quelques années passèrent toutes les espérances. Le grade de chef de génie devint pour lui, en 1808, la récompense de ses services. Cependant les Anglais, inquiets de voir s'élever si près d'eux, un arsenal formidable, profitèrent de l'éloignement des troupes françaises pour chercher à le détruire. Un débarquement eut lieu à Flessingue en 1809, et bientôt Anvers fut menacé. L'armée réunie à la hâte, comptant dans ses rangs ces mêmes ouvriers militaires qui, commandés par M. Lalr, quittaient la bache et le marteau pour le fusil, et devinrent tout à coup d'excellents soldats et les défenseurs intrepides du port qu'ils avaient, pour ainsi dire, créé. La belle conduite de M. Lalr et de ses ouvriers militaires fut mise à l'ordre du jour. L'attaque des Anglais, quoique infructueuse, accrut encore l'importance de la ville d'Anvers. De grands travaux furent ordonnés pour ajouter à la défense et en faire un des boulevards de l'empire. M. Lalr fit partie de la commission supérieure chargée de présenter les plans et d'arrêter l'exécution de ces travaux immenses, presque achevés au moment où les revers éprouvés dans le nord par les armées françaises appelèrent de nouveau, en 1814, l'étranger sur nos frontières. A cette époque, Anvers fut investi par une armée nombreuse. Pendant le siège, M. Lalr, avec les troupes du génie maritime, rendit les plus grands services, et mérita les témoignages de satisfaction de Carnot, gouverneur chargé de la défense de la place. A la rentrée du roi, M. Lalr fut fait officier de la légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis. Louis XVIII l'investit en outre d'une grande confiance, en le chargeant de défendre les intérêts de la France dans le partage du matériel naval que la conquête venait nous arracher. M. Lalr justifia complètement cette confiance, et s'acquitta l'estime de ceux avec lesquels il eut à traiter de si grands intérêts. A la fin de 1815, le mode d'administration des ports consacra par les ordonnances de 1786 et 1786, ayant été remis en vigueur, M. Lalr fut nommé directeur des constructions navales au port de Brest. C'est pendant qu'il dirigeait les travaux de ce port que M. Lalr s'occupa de perfectionner l'art de la corderie. Les améliorations qu'il apporta dans la confection, et les procédés nouveaux qu'il introduisit dans la fabrication, furent jugés ou ne peut plus avantageux. Le roi lui conféra alors le titre de baron, et bientôt après le grade d'inspecteur-général du génie maritime. Employé à Paris en cette qualité, M. Lalr apporta dans la commission consultative des travaux de la marine, dont il fut un des membres les plus distingués, des connaissances profondes et variées, un zèle ardent pour le bien de la marine, et les fruits d'une longue expérience. Il est mort le 27 mars 1830. Depuis 1824, il était commandeur de la légion d'honneur.

**LALLEMAND** (JEAN-BAPTISTE), peintre, né à Dijon, vers 1710, montra dès son enfance les plus heureuses dispositions pour l'art dans lequel il a excellé ; mais étant sans fortune, et ne pouvant se livrer aux

études que cet art exigeait, il fut obligé d'exercer la profession de tailleur d'habits, et de travailler avec son père. Ce genre d'occupation ne plaisait guère au jeune Lallemand, et le peu de loiriers qu'elle lui laissait était bien vite employé à manier le crayon ou le pinceau. Il demanda à son père, qui la lui accorda, la permission d'aller travailler à Paris de son métier de tailleur. Un jour, une personne, en causant dans la boutique où il était alors, dit qu'elle avait besoin de quelques tableaux pour décorer sa maison. « Je me charge de vous les faire, » dit le jeune Dijonna's avec cette assurance que lui donnait la conscience de sa capacité. L'étranger se retourne, et laissant tomber ses regards sur l'aiguille que tient Lallemand; il lui répond par un sourire. Le jeune homme ne se déconcerte point, il insiste, et il assure en jetant son aiguille avec dépit, qu'il sait aussi manier le pinceau. On l'écoute, on le regarde avec étonnement, bientôt cet étonnement fait place à la plus entière confiance; enfin notre tailleur-peintre met la main à l'œuvre, et il exécute quatre tableaux représentant les Quatre Saisons. Ce coup d'essai, admiré et payé généreusement, fut pour Lallemand le présage des succès qui lui étaient réservés. Il eut bientôt acquis assez de réputation pour que les connaisseurs voulussent avoir de ses ouvrages. Ayant amassé quelque argent, il passa en Angleterre où les personnes les plus distinguées se montrèrent jalouses de posséder de ses productions; mais ne pouvant s'accoutumer à la température de ce pays, il revint en France, et après avoir passé quelque temps à Dijon, dans le sein de sa famille, il partit pour l'Italie. Pendant un séjour de plusieurs années à Rome, il consacra son temps à composer un assez grand nombre de tableaux et à se perfectionner par l'étude des chefs-d'œuvre des grands maîtres. Il fit différents ouvrages pour le Vatican, et plusieurs cardinaux, pleins d'estime pour ses talents, occupèrent son pinceau. Il voulut se marier, et considérer comme il l'était, il eût pu aspirer à quelque parti avantageux: il préféra une Romaine qui, pour toute fortune, n'avait que des vertus et de la beauté. Il eut d'elle en Italie plusieurs enfants, puis il repassa en France et alla se fixer à Paris où il fut reçu membre de l'Académie de Saint-Luc. Les deux morceaux qu'il fit pour sa réception furent accueillis avec une satisfaction unanime. Il travailla pour le duc d'Orléans. Les moines de Saint-Martin près d'Autun lui demandèrent six grands tableaux pour décorer leur réfectoire: ce sont des paysages héroïques et des marines. Ces morceaux sont vraiment admirables, et il y en a deux surtout qui sont au-dessus de tout éloge. Du couvent de Saint-Martin, ils sont passés entre les mains de M. Aubert qui, en mourant, les a laissés à sa fille, madame Souberbielle. Lallemand a peint tous les genres; mais c'est surtout dans les paysages et dans les marines qu'il a excellé. Les connaisseurs ne balancent pas à mettre ses productions à côté de celles du célèbre Vernet, et lui-même rendait hommage aux talents de son rival. La plupart des ouvrages de Lallemand ont été gravés, et enrichissent les portefeuilles des connaisseurs. Le musée de Dijon possède plusieurs de ses productions. Ce peintre est mort au commencement de ce siècle (1803 ou 1805).

**LA LUZERNE** (ANNE-CÉSAR de), diplomate français, né à Paris, en 1741, fut élevé à l'école des chevaliers-légers, et fit plusieurs campagnes comme aide-de-camp du maréchal de Broglie, son parent. Il fut nommé, en 1762, major-général de la cavalerie de l'armée, et colonel des grenadiers de France. A la paix, il renoua à la carrière militaire, et fut nommé, vers la fin de 1776, envoyé extraordinaire en Bavière. Il se conduisit avec beaucoup de prudence et de fermeté au milieu des dissidences qui s'élevèrent à l'occasion de la succession de l'électeur Maximilien-Joseph. Il prit part, à Munich, aux négociations qui consolidèrent sur la tête de Charles-Théodore la possession de presque tous les états des deux branches de sa maison. Le 15 juillet 1778, ce cherché d'affaires quitta la Bavière et revint à Paris. La conduite qu'il avait tenue fit jeter les yeux sur lui pour une mission peut-être encore plus délicate. Il fut envoyé aux Etats-Unis pour remplacer

M. Gérard. Il arriva à Philadelphie le 31 septembre 1779, et prit, comme envoyé de l'allié le plus puissant de la république, une part active aux affaires politiques. Le congrès, après avoir apprécié à tout son mérite, ne voulut traiter que par son entremise avec M. Gardo, agent d'Espagne, qui avait succédé à don Juan de Miralles. Pendant qu'il visitait les cantonnements des généraux Washington et Rochambeau, il faillit être victime de la trahison d'Arnold, sur les invitations duquel il s'était rendu à West-Point. Arnold devait remettre cette forteresse au général anglais Clinton, et lui livrer le général en chef américain et l'envoyé français. L'Angleterre signa la paix avec les Etats-Unis le 30 novembre 1781, sous l'intervention immédiate de la France. Le ministre Vergennes, après avoir conclu ce traité, manda à La Luzerne de ne rien négliger pour empêcher que le congrès ne le ratifiât. Il parvint à faire décréter que le traité entre les plenipotentiaires anglais et américains ne serait ratifié que quand celui de la France serait signé, et que jusqu'à la opérations militaires ne seraient pas ralenties. Après la paix de 1783, La Luzerne revint en France. Long-temps après son départ, son nom fut donné à l'un des douze comités dont se composait alors l'Union. Il passa d'abord quelque temps auprès de sa famille, pour s'y remettre des fatigues qu'il venait d'éprouver, et accepta, en janvier 1788, l'ambassade d'Angleterre. Il y est mort le 14 septembre 1791. On admirait ses vastes connaissances en tactique et en diplomatie: doux et affable, il était l'ami de ceux qui se trouvaient sous ses ordres. MM. Barbé-Marbois, Otto et Laforest, dont il avait su distinguer le mérite, lui durent une part de leur fortune.

**LA LUZERNE** (CÉSAR HENRI, comte de), neveu de Malesherbes, du côté maternel, naquit à Paris, en 1757. D'un esprit facile et naturellement studieux, il profita d'une excellente éducation, et joignit à l'instruction exigée dans la carrière militaire à laquelle on le destinait, la parfaite connaissance de plusieurs langues. Il servait depuis plus de trente années, lorsqu'il fut fait lieutenant-général. En avril 1786, on le nomma gouverneur des Isles sous le vent. Dix-huit mois après, on le rappela pour lui confier le porte-feuille de la marine; mais en 1789, il suivit l'exemple des autres ministres, et donna sa démission, à l'occasion du départ de Necker, le 12 juillet. Quelques jours plus tard il fut rappelé; mais regardant comme un signe de faiblesse les actes de modération conseillés à Louis XVI, et comme peu honorables pour lui même les félicitations qu'il avait déjà reçues, avec ses collègues, de la part de l'assemblée constituante, il aurait persisté dans sa résolution de se retirer tout-à-fait, si le roi ne s'était pas exprimé en termes assez touchants pour que de telles instances devinssent des ordres. Le comte de La Luzerne éprouva en effet de fréquents dégoûts. On lui imputa dans l'assemblée la ruine des colonies, ainsi que l'insubordination des équipages à Brest, et une proposition formelle fut faite, le 19 octobre 1790, de déclarer que les ministres avaient perdu la confiance publique. Au reste, le comte se rapprocha par ses opinions du parti de la cour, et il avait conseillé au roi, quelques jours auparavant, de quitter Versailles sous la protection d'une escorte imposante. Sa démission fut enfin acceptée. En 1791, il se rendit à Londres, à cause de la maladie de son frère qui y résidait en qualité d'ambassadeur, et ensuite les progrès de la révolution le dissuadant de rentrer en France, il alla vivre en Allemagne. Il y mourut, le 24 mars 1799, dans la terre de Bernau, à quelques lieues de Lintz, dans la haute Autriche, sans être revenu de ses préventions contre le nouvel ordre de choses en France. Les avantages de la révolution ne l'ayant point séduit, il n'écoulaient que son indignation contre les violences de 1793, et c'est dans cet esprit qu'il a rédigé les notes jointes à une de ses traductions de Xénophon; il en a laissé deux: 1° *Retraite des dix mille*, 3 vol in-12, avec fig., Paris, 1786, et deux autres éditions. Cette version est estimée, et l'on assure que quand l'auteur y travailla, il n'avait commencé l'étude du grec que depuis huit mois; 2° *Constitution des Athéniens*, avec des notes, brochure in-8°, Londres, 1793.

LAMARELLE. Voyez BASSET.

LAMBLARDIE Jacques-Elis, inspecteur-général, et directeur de l'école des ponts et chaussées, né à Loches, département d'Indre-et-Loire, en 1747. Ne sans fortune, appelé à Paris par un frère ecclésiastique, il y arriva dans l'âge où l'on prend pour sa véritable vocation le besoin des circonstances: il recut comme une faveur son admission au collège de Sainte-Barbe; mais au lieu de se consacrer à l'étude de la théologie nécessaire à la carrière sacerdotale à laquelle on l'avait destiné, il se livrait en secret et avec passion à l'étude des mathématiques: celle-ci lui fit heureusement négliger l'autre, et plus heureusement encore, une saute légère le fit renvoyer du séminaire: cet heureux délit rendit aux arts et à la société celui qui n'aurait été probablement qu'un état inutile. Le jeune Lamblardie, sentant qu'il était destiné à parcourir la carrière des arts, se livra entièrement à son étude favorite: ses progrès furent rapides; non seulement il obtint des succès, mais trouva, dans ses études mêmes, le remède contre l'indigence qui le pressait. Les produits de quelques écoliers suffirent à ses besoins, et cette science qui avait causé son malheur, le dédommagea par les ressources qu'elle lui offrit. Un petit événement l'avait empêché d'être prêtre, le hasard le fit ingénieur. Des liaisons d'amitié qu'il avait formées avec un élève des ponts et chaussées, le firent connaître du célèbre Perronet: celui-ci savait juger les hommes, et il se hâta d'admettre au nombre de ses élèves le jeune Lamblardie, que son ami lui avait présenté. Ses premiers pas dans cette école furent marqués par des succès. Pendant les cinq années qu'il y passa, son application au travail fut telle qu'il remporta la plupart des prix des concours, et qu'il y acquit à un haut degré toutes les connaissances nécessaires aux fonctions qu'il devait remplir. Un autre genre de succès, bien précieux à son extrême sensibilité, fut d'avoir gagné l'amitié de tous ses camarades, amitié constante qu'ils lui ont conservée, et dont il aimait à se glorifier, lorsque, dans des temps voisins de sa mort, il ressentit quelques uns des traits de l'envie, à laquelle aucun mérite n'échappe. Les talents que le jeune Lamblardie avait développés, pendant la durée de son séjour à l'école, avaient été trop saillants, pour que Perronet, qui les avait appréciés dès son début, ne les eût pas placés convenablement: il fut chargé d'un département de sous-ingénieur, dans la Normandie, qui comprenait des travaux de toute espèce, des routes, des projets de navigation et des ports de mer. C'est ici que commença à se développer l'esprit d'observation qui a particulièrement caractérisé Lamblardie. Jusqu'alors obligé d'étudier dans les livres, il n'avait médité que sur les idées des autres; mais les fonctions dont il était chargé lui ouvraient sans cesse le livre de la nature, c'est là désormais qu'il puisa ses réflexions. C'est à cet esprit d'observation que l'on doit son excellent *Mémoire sur les côtes de la Normandie*, 1789, in-4°, qui contient des vérités absolument neuves, et des principes nouveaux pour l'établissement et la direction des jetées dans les ports sujets aux alluvions. Dès le commencement de son service sur les ports de mer, Lamblardie, frappé de l'effet prodigieux des écluses de chasse pour repousser les barres de galet, et de l'avantage qu'il y aurait à multiplier ces établissements; mais en même temps, effrayé des dépenses qu'occasionerait leur construction, exerça son imagination sur les moyens d'y suppléer. Il conçut un projet d'écluses de chasse flottantes, susceptibles d'être conduites à mer haute vers le point à attaquer, de s'échouer à mer basse, et de faire ensuite, dans cette position, le service jusqu'à ce que d'autres besoins exigeassent qu'on les transportât ailleurs. Les vues d'amélioration et d'économie dans les constructions firent également imaginer à Lamblardie des moyens aussi simples qu'ingénieux de tenir à flot, sans le secours des portes, les bâtiments dans les ports d'assèchement: idée qu'il a également présentée dans un mémoire particulier, et dont l'utilité bien reconnue, a été accueillie, lorsque le gouvernement s'est occupé de la restauration des ports. Lamblardie, pendant une suite non interrompue de plusieurs années, fut chargé de l'exécution des travaux les

plus importants que le gouvernement eût encore fait faire jusqu'alors dans les ports de Dieppe, du Tréport et du Havre. Il commença à essayer ses forces au Tréport, en faisant exécuter, pour les écluses de chasse, les caissons inventés par Labeyle pour construire dans l'eau sans épuisement, et il y réussit parfaitement. Ce succès servit d'achèvement à l'emploi plus étonnant du même moyen à la construction de la grande écluse de Dieppe, avec des circonstances de localités qui augmentaient de beaucoup les difficultés. L'histoire de la construction de cette écluse de chasse, la plus grande qui existe, fournit aux jeunes ingénieurs des moyens nombreux et brillants pour leur instruction: c'est là qu'on trouve le génie aux prises avec les obstacles sans cesse renaissants et toujours surmontés. Il a fallu trouver des machines pour creuser et rigoler parfaitement de niveau, à une profondeur de douze pieds sous l'eau, une plate-forme de plus de cinq mille pieds carrés pour y faire reposer le caisson. Il a fallu imaginer des moyens pour faire échouer sur cette superficie ainsi rigolée un lit de glaise recouvert d'un autre lit de mousse; enfin il a fallu faire des dispositions telles qu'on pût maîtriser tous les effets de cette immense et frêle machine flottante, s'élevant et s'abaissant à chaque marée, et la maintenir dans sa forme primitive, malgré les pressions inégales qu'elle avait à supporter, et de la part de l'eau et de la part du poids d'une maçonnerie nécessairement distribuée inégalement. Tous les moyens employés ont réussi, tout avait été prévu, et on a vu sortir du sein des eaux, sans qu'on ait été obligé de faire le moindre épuisement, ce monument qui, au moment où il a été achevé, ne laissait rien à désirer ni pour la solidité, ni pour la beauté et la recherche de l'exécution. La construction de cette écluse est regardée par les gens de l'art comme un des plus beaux résultats du génie de l'homme célèbre qui en avait conçu le projet, de Cessart, et de celui de Lamblardie qui l'a fait exécuter, après avoir triomphé de tous les obstacles. C'est pendant l'exécution des travaux du Tréport et de Dieppe, que Lamblardie a fait des recherches et perfectionné la charpente des portes tournantes. Son travail, à cet égard, est l'objet d'un mémoire fort intéressant: il s'occupa aussi de claires-voies dont il reconnut les bons effets pour produire le calme dans l'intérieur des ports. L'écluse de chasse et les autres travaux accessoires du port de Dieppe n'étaient pas achevés, que Lamblardie fut appelé à diriger ceux que le gouvernement faisait exécuter au Havre. De nouveaux projets avaient été présentés. La longue discussion qu'ils avaient occasionnée durait encore, et l'administration était dans l'incertitude sur le parti qu'il fallait prendre. Lamblardie écrivit d'excellents mémoires, analysa les anciens et les nouveaux projets, fit faire la critique, et contribua à faire adopter le grand projet dont il a fait exécuter une partie. L'expérience qu'il avait précédemment acquise et son génie inventif le secondèrent dans cette brillante partie de sa carrière. Rien de mieux combiné que ses plans de campagne, rien de mieux entendu que ses dispositions pour leur prompt et bonne exécution. Nous ne parlerons pas des divers ouvrages qu'il a fait exécuter pendant huit années qu'il dirigea les travaux de ce port; nous dirons seulement qu'il n'y a pas une seule partie de ces travaux à l'amélioration desquels il n'ait ajouté quelque chose: la construction des radiers, l'appareil des bacs des écluses, la charpente des ports, tous ces objets de détail ont reçu un degré de perfection qu'ils n'avaient pas, et auxquels il paraît impossible de rien ajouter. Il est cependant parmi ces ouvrages un monument du génie de Lamblardie, dont nous ne pouvons nous dispenser de faire mention, c'est le pont à bascule qu'il a fait construire sur l'écluse neuve qui sépare les deux bassins. Ce pont, dont la construction est extrêmement simple et la manœuvre très facile, laisse une ouverture de plus de quarante-deux pieds pour le passage des navires. Il réunit toutes les qualités et les avantages des ponts mobiles, sans participer aux inconvénients qui jusqu'alors étaient inhérents à cette espèce de ponts. Ce projet, qui l'a occupé long-temps et qu'il a essayé de toutes les manières, a donné lieu à un mémoire intéressant où la théorie des diverses espèces de ponts



mobiles est développée d'une manière aussi lumineuse qu'illustrative. Au milieu de ces nombreux travaux, l'activité infatigable de Lamblardie lui fit trouver des moments pour se livrer à des recherches étrangères à son objet principal. L'académie de Rouen avait proposé pour prix, un sujet qui lui parut être de son domaine; il était question de détruire les nombreux obstacles que la navigation éprouve dans la baie de la Seine. Lamblardie s'empara du programme, et avec quelques camarades qu'il associa à sa gloire, il fit un mémoire qui fut couronné. Après avoir démontré l'impossibilité de combattre avec avantage les grands effets de la mer, dans une baie aussi vaste, et sans cesse exposée aux alluvions dont il avait assigné les véritables causes, il proposait une idée aussi grande que hardie; elle assurait à jamais, et dans tous les temps, la navigation de Rouen à la mer: c'était un canal propre à recevoir les vaisseaux; son embouchure était au port du Havre, et il se retirait dans la Seine au-dessus de Villequier. Lamblardie fit ensuite des opérations pour constater la possibilité de l'exécution de ce projet, malgré les grandes difficultés qu'il présentait. Dans la plupart des recherches que Lamblardie avait faites, et dans l'application des formules à la pratique, il avait reconnu depuis long-temps l'insuffisance et même l'inexactitude des expériences tentées jusqu'à présent, ou au moins de celles qui sont connues, sur la force des bois debout. Cette considération l'avait déterminé vers la fin de sa résidence au Havre, à se faire autoriser du gouvernement pour faire des expériences en grand sur un objet aussi important pour l'art de l'ingénieur, et en général pour les constructions. Il fit exécuter une machine simple et ingénieuse, au moyen de laquelle, par la pression du levier, on obtenait un effet capable de briser dans le sens de la longueur, une pièce de huit à neuf pouces d'équarrissage; mais comme c'est moins l'effort absolu que les pièces peuvent supporter, qu'il est important de connaître, que les lois et le maximum des courbures que prennent les pièces avant de rompre, ces expériences sont très longues à faire; il ne put les déterminer, mais il légua, en quittant le Havre, ce travail à ses camarades. Nommé ingénieur en chef du département de la Somme, il s'y occupa de projets utiles, et donna un excellent mémoire sur la navigation de la Somme, qui contient des observations, neuves alors, sur la géologie: l'extrait qui en a été imprimé dans le *Journal des mines* fut un nouveau témoignage des grandes et utiles vues qu'il portait partout. Cette époque de sa carrière d'ingénieur fut encore marquée par une mission importante qu'il remplit avec zèle. Il fut l'un des membres de la commission d'ingénieurs et de marins que le gouvernement avait envoyée à Cherbourg pour terminer les incertitudes, fixer l'opinion publique sur cette vaste entreprise des travaux du port de cette ville, et déterminer les moyens de les achever. Lamblardie était destiné à figurer sur un plus grand théâtre. Le célèbre Perronet, qui ne l'avait pas perdu de vue un instant, l'avait jugé depuis long-temps. Il désirait l'avoir pour adjoint pendant sa vie, et pour successeur après sa mort, dans la direction de l'école des ponts et chaussées. Un ministre qui aimait les arts, seconda Perronet dans son projet, et applanit les difficultés qui semblaient s'opposer à ce que Lamblardie obtint le brevet d'inspecteur-général. Il fut promu à ce grade par l'effet d'une loi particulière, distinction flatteuse, et qui excitait vivement sa reconnaissance envers ceux qui avaient provoqué cette mesure. Lamblardie fut ensuite appelé à Paris pour remplir les fonctions d'adjoint à la direction de l'école; mais bientôt après, les ponts et chaussées ayant perdu Perronet, Lamblardie le remplaça dans la direction même de cet établissement. Dès ce moment il tourna ses conceptions vers l'instruction des élèves, et se consacra tout entier à son nouveau service. Chargé ensuite par le comité de salut public de concourir au plan d'un vaste établissement qu'il avait conçu pour la conservation des arts, à une époque où tout semblait concourir à les exiler à jamais d'un sol malheureux, il se livra avec un zèle nouveau à cette tâche honorable. Associé pour cet objet aux plus grands talents de la France, il partagea leurs travaux, il oublia sa santé déjà affaiblie;

et passait les nuits au travail: l'école polytechnique fut le résultat de ces conférences. Il est à remarquer que cette institution, conçue sous le plan le plus vaste et le plus heureux, a été organisée par des sages, dans l'enceinte la plus voisine de celle où des hommes de sang dictaient leurs proscriptions. Pendant ces temps d'oppression où le deuil et la terreur couvraient la république entière, Lamblardie, seul partisan de la révolution, gémissait des maux dont elle était le prétexte, détestant les tyrans et la tyrannie, il employa plus d'une fois son crédit pour lui arracher des victimes. Lamblardie fut le premier directeur de l'école polytechnique, et il ne quitta ce poste que pour reprendre, deux ans après, la direction de celle des ponts et chaussées; mais il resta instituteur à l'école polytechnique jusqu'au moment où la mort le frappa. Pendant tout le temps qu'il a dirigé les écoles polytechnique et des ponts et chaussées, il a continué son service comme membre de l'assemblée et du conseil des ponts et chaussées, où il fut chargé de plusieurs rapports importants dans lesquels il a développé des connaissances profondes. Souvent consulté par des ministres d'un autre département que celui auquel il était attaché, par des législateurs, par des artistes, sur des objets d'utilité publique, Lamblardie prodiguait ses veilles, et répondait par d'excellents mémoires à la confiance qu'on lui témoignait. Tourné du désir d'être utile, il en saisissait toutes les occasions sans consulter ses forces que le travail avait usées; son énergie y suppléait quelquefois; mais un état presque continu de souffrance, dans lequel il languissait depuis quelques années, amena sa mort le 26 novembre 1797. Il ne laissa aucune fortune, preuve de sa probité véridique, et ne légua que ses travaux pour modèle, et ses vertus pour exemple.

LAMEY (André), historien, né en 1726, à Munster (Haute-Alsace), fut l'élève et, dans la suite, le collaborateur de Schœpflin, avec lequel il visita les archives et les bibliothèques des monastères de l'Alsace pour y recueillir tout ce qui pourrait être utile à l'histoire de ce pays dans le moyen âge. L'électeur Charles-Théodore l'appela à Mannheim sur la recommandation de Schœpflin, et le nomma bibliothécaire du Palatinat. En 1774, il partit pour l'Italie, et visita pendant deux années les dépôts littéraires de Rome, de Florence et de Venise. Il mourut à Mannheim, le 17 mars 1805. On lui doit: 1° *Assula diplomatica*, ouvrage de Schœpflin, qu'il a publié, et auquel il a joint deux bonnes préfaces et fait plusieurs additions importantes; 2° *Codex principis olim laureshamensis abbatris diplomaticus, ex ævo maxime carolingio, diu multumque desideratus*, Mannheim, 1768, 3 vol. in-4°. L'éditeur, dans une préface fort curieuse, montre l'utilité de cet ouvrage même pour l'histoire de France. 3° *Histoire diplomatique des anciens comtes de Ravensberg, avec une table généalogique, des cartes et cent trente-neuf pièces justificatives*, ibid., 1779, in-4° (en allemand); 4° *vingt-neuf Dissertations*, dans les *Mémoires de l'académie de Mannheim*, dont il publia les sept premiers volumes de 1766 à 1794: *Ad lapides quosdam romanos, inventos ad Vercorun dissertatio*, fig., tome 1<sup>re</sup>, p. 193-218; *Pagi Tobodunensis, pagi Vormaniensis et pagi Rhenensis, quales sub regibus maxime carolingiis fuerant, descriptio*, ibid., p. 215-300, et tome II, p. 153-186; *Pagi Spirensis descriptio*, fig., etc. Les notices sont faites avec un soin et une précision très remarquables; elles sont accompagnées de cartes fort exactes.

LAMORINIÈRE. Voyez NOTI.

LAMOTHE. Voyez BOBARD.

LAMPI (Jean-Baptiste), peintre allemand distingué, est né en 1751, à Nomeno, dans le Tyrol. Après avoir reçu des leçons de dessin et de peinture de son père et d'Ueberreicher, tous deux peintres d'un grand mérite, il se rendit à Vérone, et y fréquenta l'académie du célèbre Francesco Lorenzo, dont il devint bientôt l'un des meilleurs élèves. En 1775, il retourna dans sa patrie, et s'établit à Trente, où il fit plusieurs tableaux de grande dimension, parmi lesquels se distinguent un Philoctète mourant, un Jupiter méditant sur le sort des hommes, et une Vénus. Le premier de ces tableaux fut acheté 1,200 livres sterling, par lord

Krinsbury, et les deux autres se trouvent actuellement dans le musée royal de Dresde. Le succès mérité qu'obtinrent les ouvrages de Lampi lui valut l'honneur d'être nommé, en 1788, membre de l'académie des beaux-arts de Vienne. En 1789, il voyagea en Suisse, en Italie et en France, et, l'année suivante, il se rendit à Saint-Petersbourg, où il resta dix années, pendant lesquelles il fit les portraits de quelques membres de la famille impériale et de plusieurs autres personnages de haute distinction, s'occupant, du reste, plus de la théorie que de la pratique de son art. En 1796, il quitta Saint-Petersbourg, et fit un voyage à Warsovie. À son retour à Vienne, l'empereur l'ennoblit, et lui donna une chaire à l'école des beaux-arts qu'il occupa jusqu'en 1822, époque où il sollicita et obtint sa retraite en conservant ses appointements. Il demeura actuellement à sa campagne près de Trieste. Il a deux fils qui cultivent la peinture avec succès.

LANDOLT (Satoroz, artiste, guerrier et fonctionnaire public, naquit en 1741, à Zurich. Après avoir long-temps balancé sur le choix d'une carrière, il se décida pour celle d'artiste. A cet effet, il quitta l'école militaire de Metz qu'il avait fréquentée pendant dix-huit mois, et se rendit d'abord à Paris où il étudia la peinture, et puis à Lyon où il continua à cultiver cet art. Après un séjour d'environ deux ans dans cette ville, il fit un voyage sur les bords du Rhin, en Hollande et en Prusse. Frédéric II l'accueillit avec une bienveillance marquée. De retour dans sa patrie, il obtint, en 1768, un emploi au tribunal de Zurich. Les fonctions qu'il avait à remplir ne l'occupant que quelques heures par jour, il se chargea gratuitement d'une partie des travaux relatifs à l'organisation militaire des cantons, ce qui appela l'attention publique sur lui. En 1781, il fut nommé grand-bailli à Greifensee. Dans cette magistrature, il déploya une grande habileté et une énergie qui, dit-on, dégénérèrent souvent en despotisme. A l'expiration de ses fonctions, il se retira dans une petite terre qu'il possédait entre Wallershofen et Siecht, où il s'occupa de peinture et d'agriculture, et reçut dans une grande intimité avec plusieurs hommes distingués qui habitaient dans le voisinage. Ce genre de vie paisible fut de courte durée pour Landolt; les événements politiques l'arrachèrent à sa retraite. Nommé chef des troupes que Zurich envoyait au secours de Genève menacée par la France, il se montra l'ennemi déclaré de la révolution française. Cette conduite lui attira la haine des nombreux partisans de cette révolution. Voyant la fâcheuse impression que ses opinions politiques avaient faite sur les troupes placées sous ses ordres, il donna sa démission, et accepta la place de grand-bailli d'Elgisau; mais, dans ses nouvelles fonctions, il ne fut guère plus heureux que dans celles qu'il renait de quitter. Ses manières brusques et impérieuses lui attirèrent la haine du peuple, qui finit par se soulever et demander son renvoi. Pour éviter une destitution, il résigna sa place, et rentra dans la vie privée. Lorsque la Suisse devint le théâtre de combats entre les Français et les Autrichiens réunis aux Russes, Landolt, fidèle à ses principes, servit tantôt dans les rangs russes, tantôt dans les rangs autrichiens; aussi dès que la victoire se déclara en faveur des Français et que les deux armées alliées furent chassées de la Suisse, proposa-t-il de se retirer en Souabe. De retour à Zurich, en 1803, il fut réélu membre du grand-conseil, et successivement nommé colonel de la réserve des chasseurs de Zurich et président du tribunal des corps de métiers à Winkelrode, places qu'il ne conserva que très peu de temps. Il est mort en 1817, à Adelfingen. Comme peintre, Landolt s'est distingué par des tableaux de paysages, de chasses, et de batailles. Ses compositions ont du grandiose et beaucoup d'originalité, mais elles manquent de correction, ce qu'on doit attribuer à ce qu'il n'a jamais fait d'études profondes, et n'a cultivé son art qu'en amateur.

LANG (Charles-Henri), l'un des historiens les plus distingués de l'Allemagne, né le 7 juillet 1764, à Bagheim, dans la principauté d'Attingen-Wallerstein, d'un ministre protestant. Lang reçut dans la maison paternelle une éducation très soignée. Son oncle Jacques-Paul Lang, connu dans le monde savant par

d'excellents ouvrages sur la diplomatie et l'histoire du moyen âge, voyant qu'il était doué d'une intelligence peu commune, se chargea de continuer son éducation. A cet effet, il le logea dans sa maison, lui fit faire de profondes études historiques et philologiques, et obtint plus tard pour lui une place de secrétaire à la bibliothèque de Wallenstein. Lang s'en démit en 1786, et se rendit à Altdorf, où il suivit les cours des savants Siebenkées et Malblanc, puis à Vienne où il resta plusieurs années, occupé à parcourir les nombreuses collections de manuscrite et de diplômes de la bibliothèque impériale, et enfin à Göttingue, où il profita des cours du célèbre Spittler. Dans cette ville, il remporta le prix pour son traité : *De dominio utili*. Cette distinction l'encouragea à écrire une *Histoire des taxes et impôts de l'Allemagne, d'après les différentes époques des constitutions militaires*, qui fut publiée à Berlin, en 1793, chez Frédéric-Nicolas, et obtint un si grand succès qu'on en fit plus d'une contrepartie. Dans l'ouvrage tout entier dans son commentaire sur le droit civil allemand, sans en nommer l'auteur. A l'*Histoire des taxes*, Lang fit succéder ses *Recherches sur les dates des constitutions germaniques*. Cet ouvrage attira l'attention du prince de Hardenberg, depuis chancelier et premier ministre de Prusse, qui chargea Lang de mettre en ordre les archives de sa famille, et lui procura, en 1795, la place d'archiviste de Plassembourg. Dans cette ville, il composa l'*Histoire de la principauté de Bayreuth*, pour laquelle il avait depuis long-temps rassemblé des matériaux. A peine en eut-il fait imprimer le premier volume, en 1798, qu'il fut nommé secrétaire de la légation prussienne à Rastadt. Lang rédigeait dans ses loisirs des *Tableaux statistiques*, Bâle, 1798, qui ont dissipé bien des illusions et révélé de dures vérités aux souverains de l'Allemagne. En 1799, il fut appelé à Anspach en qualité de conseiller de guerre et des domaines, et mit au jour le second et le troisième volume de son *Histoire de Bayreuth*. Après la cession d'Anspach à la Bavière, Lang fut nommé, en 1806, administrateur des domaines, et, en 1807, président du cercle d'Anspach. En 1810, il fut appelé à Munich, et reçut la direction des archives du royaume de Bavière, qui étaient dans un si grand désordre qu'il se vit obligé de les classer de nouveau, et de réorganiser le service. Nommé chef de la section héraldique au ministère de l'intérieur, il mit des bornes aux usurpations de la noblesse, et s'opposa à l'ennoblissement de tous ceux qui ne possédaient pas de terres, ce qui lui valut une grande popularité dans un pays comme la Bavière, où les nobles jouissent de privilèges exorbitants et fort onéreux à la bourgeoisie. Plus tard Lang rédigea et soumit au roi un projet qui fut depuis converti en loi, sous le nom d'*Édit sur la noblesse*, et qui statua qu'à l'avenir il n'y aurait en Bavière que deux classes de noblesse, savoir une noblesse de majorat, et une noblesse de mérite (les chevaliers), et que toutes les deux ne se transmettraient que par primogéniture. Malheureusement jusqu'ici cet édit n'a été appliqué qu'aux nobles de la seconde classe. Lang a publié, dans les *Mémoires de l'Académie de Munich*, une grande partie de ses recherches sur l'histoire de la Bavière; elles sont accompagnées de cartes géographiques, et ont obtenu d'unanimes éloges. A la demande du ministre, comte de Montgelas, Lang donna un volume supplémentaire à la *Chronologie de Lori*, lequel comprend l'espace de 1179 à 1294, et il publia, en 1818, d'après des documents originaux, trouvés dans les archives des jésuites de la Haute-Allemagne, une *Histoire des jésuites en Bavière*, à laquelle il avait déjà prélué par ses *Amores Morelli*. Le dernier ouvrage que Lang ait composé à Munich est l'*Histoire de Louis-le-Barbu*, Nuremberg, 1821. Pour ne point participer aux changements politiques qui étaient à la veille de s'opérer en Bavière, et, en même temps, pour se soustraire à la haine que lui avaient vouée quelques journalistes ultra-patriotes qui ne pardonnaient pas à un étranger de s'être occupé de l'histoire de leur pays, Lang quitta Munich en 1822, et se chargea de nouveau de la direction du cercle d'Anspach. Plus tard, lors de la sortie du comte de Montgelas du ministère, il se retira définitivement des af-

faïces publiques, et conserva ses appointements à titre de pension. Dans sa retraite, qu'il a choisie près d'Anspach, il a achevé un important ouvrage, intitulé : *Regesta bararica, sive rerum boicarum autographa*, Munich, 1828, 4 gros vol. in-4°, qui se composent de catalogues chronologiques et synchronistiques des titres et diplômes bavarois, antérieurs à l'an 1300. Ce travail, commencé sous les auspices de M. de Montgelas, a été protégé par son successeur, le comte de Rechberg, et imprimé aux frais du gouvernement. Laug à qui aucun genre de littérature n'est étranger, a récemment publié une espèce de roman satirique dont la première idée paraît avoir été prise dans le Grandgousier de Rabelais. Cet écrit, qui, dans le court espace de six mois, a été réimprimé quatre fois, porte le titre de *Voyage à Hammeberg*, et forme deux volumes in-12.

**LANGERON** (le comte de), lieutenant-général au service de Russie, naquit à Paris, en 1764. Il fit la guerre d'Amérique, et il était colonel en second d'un régiment français, quand, en 1787, il entra au service de la Russie. Il fut employé dans la guerre contre les Turcs, et y montra un courage et des talents que Catherine la-Grande récompensa par le don d'une épée d'or. Il eut le malheur de combattre contre son pays à la bataille d'Austerlitz, où il commandait la 4<sup>e</sup> division de l'armée russe. Il couvrit de son mieux la retraite de ce corps qui échappa à peine aux désastres qu'éprouvèrent les Russes dans cette journée. Le 26 août 1813, il fit prisonnière la division du général Puthod devant Lowenberg. Le comte de Langeron passa le Rhin le 1<sup>er</sup> janvier 1814, avec l'armée prussienne, sous les ordres du feld-maréchal Blücher. Il commandait l'aile droite, et fit sa jonction à Meaux avec les autres corps alliés, le 28 mars. Il marcha alors sur Paris, et, dans la nuit du 30 mars, appuyé par les corps des généraux York et Kleist, il enleva les derniers et faibles retranchements élevés à la hâte devant la capitale de sa patrie. Il s'empara peu d'heures après des hauteurs de Montmartre, et l'empereur de Russie récompensa ce fait d'armes en décorant le comte de Langeron du grand-cordon bleu. En 1815, il revint sur Paris, à la tête d'un corps russe de trente-cinq mille hommes. Après la campagne, il fut nommé gouverneur-général de la Crimée, et se rendit à Odessa, dont il prit le commandement en remplacement du duc de Richelieu. Il y commande encore aujourd'hui, et il a rendu beaucoup de services à cette ville et à son port pour lesquelles il a obtenu la franchise de l'empereur Alexandre. — **LANGEROX** (Gaspard-Jouis, chevalier de), maréchal-de-camp, de la même famille que le précédent, naquit à Landau, le 1<sup>er</sup> janvier 1772. Il fit les campagnes de 1793 à l'armée des Alpes, de 1794 et 1795 sur le Rhin, de 1796 et 1797 en Italie, fut employé en Corse jusqu'en 1815, et fit les guerres d'Allemagne, d'Espagne et de Portugal. Une ordonnance du 21 août 1816 le nomma inspecteur-adjoint de l'infanterie en Corse. Il était encore employé dans cette île en 1822.

**LANGLADE**. Voyez FAYARD DE LANGLADE, au Supplément.

**LANJUNAIS** (JOSSEPH), compilateur, naquit à Rennes, en 1730. Il entra dans l'ordre de Saint-Benoît, et y professa la théologie. Des querelles de couvent lui firent abandonner son ordre, sa religion et sa patrie. Il se retira en Suisse, où il embrassa le culte réformé, et devint principal du petit collège de Mondon. Il est mort dans cette ville en 1808. On a de lui : 1<sup>o</sup> *Le monarque accompli, ou prodiges de bonté, du savoir et de sagesse, qui font l'éloge de S. M. Joseph II*, etc., 1774, 3 vol. in-8<sup>o</sup>. C'est un cadre que l'auteur a choisi pour exprimer ses idées sur beaucoup de sujets. Ce livre fut dénoncé par l'avocat-général Seguier, et, pour cette raison, réimprimé en 1777 et 1780. 2<sup>o</sup> *Supplément à l'espion anglais*, 1781, petit in-8<sup>o</sup>; ouvrage de peu d'intérêt. 3<sup>o</sup> *L'esprit du pape Clément XIV*, mis au jour par le B. V. B., confesseur de ce pontife, et dépositaire de tous ses secrets, traduit de l'italien par l'abbé C., 1783. C'est une satire des abus et des erreurs de l'église romaine. On a encore de Lanjunnais un *Eloge de Catherine II*, et une traduction des *Méditations de*

*Dodd*. On l'a souvent confondu avec son neveu, le célèbre Lanjunnais, pair de France.

**LANSKOY**. Voyez page 143, où ce nom a été placé un peu plus loin que son rang alphabétique ne le voulait.

**LA PEROUSE**. Voyez LA PÉROUSE au corps de l'ouvrage, où ce nom a été mal orthographié. Pour le complément de son article, voyez DILLOX, au Supplément.

**LAPLANE** (JEAN-GABRIEL-BAPTISTE-LAZARE BOCQUÉ, baron), lieutenant-général et commandant de la légion d'honneur, né le 18 octobre 1765, à Mourvilles-Hautes, département de la Haute-Garonne. Il entra fort jeune dans la gendarmerie de Lunéville, et ne quitta point la France lors de l'émigration. Parvenu au grade de capitaine de grenadiers dans le 32<sup>e</sup> régiment de ligne, c'est en cette qualité qu'il fit la campagne d'Égypte. Il monta à plusieurs reprises à l'assaut de Saint-Jean-d'Acre, où il perdit la majeure partie de sa compagnie, et, où lui-même fut blessé. Un sabre d'honneur fut la récompense de sa belle conduite dans cette circonstance. Peu de temps après il fut fait chef de bataillon au même régiment. Lors de sa rentrée en France il fut nommé colonel du 107<sup>e</sup> régiment, qu'il quitta pour commander le 6<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère, avec lequel il fit les campagnes de 1805 et de 1806, en Prusse et en Pologne. La valeur et les talents qu'il déploya dans cette dernière campagne lui valurent le grade de général de brigade en 1807. Le général Laplane fut envoyé en Espagne avec sa brigade : il y fit des prodiges de valeur à la bataille de Talavera de la Reyna, le 28 juillet 1809, où il commandait la 2<sup>e</sup> division du 1<sup>er</sup> corps d'armée. En 1810, dans la nuit du 13 au 14 avril, les Anglais ayant effectué une descente près du fort Santa-Catalina : le général Laplane marcha à leur rencontre, à la tête du 8<sup>e</sup> régiment de ligne, en tua un grand nombre, et força le reste à se réfugier sur leurs vaisseaux. Il fut envoyé à la grande armée, en 1812, et chargé de la défense de Glogau. Le courage admirable que montrèrent les Français pendant le premier et le deuxième blocus de cette place, est dû à la valeur et à l'activité du général Laplane. Il n'avait que six mille hommes de garnison, dont deux tiers étaient Croates, Francfortois, Saxons, et Wurtembergeois. Les Allemands, instruits des progrès de la coalition contre la France, s'entendirent avec l'ennemi et les habitants, pour égorger les Français et se rendre maîtres de la place. La position du général Laplane devenait des plus critiques. Il s'empressa de prendre toutes les mesures nécessaires pour la sûreté des soldats français ; il convoqua le conseil de défense, et décida qu'on chargerait plusieurs souterrains, et qu'on s'enfermerait sous les ruines de la ville plutôt que de se rendre. Ses ordres à ce sujet furent aussitôt exécutés, et, mèches allumées, on attendit les événements. À l'aspect de ces terribles apprêts, les traites effrayés cessèrent leurs menaces ; ils se soumirent aux ordres du gouverneur, et sortirent de la place, étonnés d'une si courageuse résolution. La garnison, ainsi délivrée de ces rebelles, se trouva réduite à deux mille hommes, dont neuf cents seulement pouvaient faire le service. Néanmoins la ville tint encore quatre mois, malgré les menaces répétées des assiégeants qui n'osèrent jamais tenter contre elle un coup de main. Le général Laplane voyant enfin l'impossibilité de résister plus longtemps au blocus, envoya le major Sellier et le commandant Martin, au colonel Blumenstein, qui commandait les assiégeants, afin de conclure une capitulation honorable, que ces officiers surent défendre avec force et adresse. Elle fut signée le 10 avril 1814, et le 17, après avoir fait poser les armes à sa troupe, le général Laplane se retira en France. Louis XVIII le nomma au commandement de Montauban, et peu après chevalier de Saint-Louis. En 1815, pendant les cent jours, il prit de nouvelles armes pour repousser l'invasion de l'étranger. Au second retour des Bourbons, le général Laplane fut mis à la retraite. Ce général s'exposait toujours au feu de l'ennemi afin d'écarter encore plus la valeur de ses soldats ; ceux-ci connaissaient tellement son intrépidité qu'ils disaient : « Avec notre général, il n'y a pas de milieu ; il faut vaincre ou mourir. »

**LARAUZA** (JEAN-LOUIS), professeur de belles-lettres, naquit à Paris, le 8 mars 1793. Admis à l'école normale, en 1811, il en devint bientôt l'un des sujets les plus distingués. Appelé aux fonctions de l'enseignement, il fut d'abord nommé professeur agrégé, pour les hautes classes, au collège de Montpélier. Un an après, il alla occuper la chaire de rhétorique, au collège d'Alençon. En 1816, l'école normale ayant reçu une nouvelle organisation, plusieurs jeunes professeurs, sortis de cette école, furent appelés à en diriger les travaux, et M. Larauza fut de ce nombre. Mais, en 1822, ce bel établissement, ayant porté ombrage aux jésuites, fut supprimé. A cette époque, Larauza profitait des vacances, pour voyager en Italie. L'enthousiasme, qui l'avait déjà porté, deux ans auparavant, à braver les précipices et les glaciers de la Suisse, dans les explorations les plus périlleuses, le soutenait alors, voyageant à petits frais et à pied, sous le ciel brûlant de l'Italie. Il revint, consterné du coup qui renversait le précieux établissement auquel il avait espéré consacrer encore de longs services. Une continuation temporaire de traitement, accordée aux fonctionnaires de l'école normale, lui permit de retourner en Italie pour y compléter son voyage, et en repassant les Alpes pour la troisième fois, il parvint à fixer son opinion, d'une manière définitive, sur le préjugé du véritable chemin frayé par Annibal à travers ces montagnes. A son retour à Paris, il composa un mémoire sur ce sujet, qui a été publié, depuis sa mort, par son ami M. Vignier. Ce mémoire est intitulé : *Historique critique du passage des Alpes par Annibal, dans laquelle on détermine la route qu'il suivit depuis les frontières d'Espagne jusqu'à Turin*, Paris, 1826, in-8°, avec carte. Ce livre est dédié, d'après les recommandations « expresses de l'auteur, aux religieux de l'ordre de Saint-Augustin, desservant l'hospice du grand Saint-Bernard, et précédé d'une notice sur Larauza, par l'éditeur. La solution que l'auteur donne de ce problème historique, tant débattu, se distingue par un caractère particulier d'exactitude et de vraisemblance : il concilie heureusement les relations de Polybe et de Tite-Live, que l'on n'avait pu, jusqu'ici, concorder ensemble. La santé de Larauza était depuis longtemps ébranlée, quoique sous les apparences d'une constitution robuste. Depuis plusieurs années, son goût pour la retraite, les habitudes sérieuses de son caractère, et sa profonde piété semblaient avoir disposé son départ prématuré pour une autre vie, et des chagrins domestiques contribuèrent, vers la fin de ses jours, à précipiter ce fatal moment. Larauza se trouvait réduit, pour tous moyens d'existence, à un emploi de sous-bibliothécaire à l'université, et ses travaux en souffrirent. Il avait recueilli de nombreux matériaux, tant sur les questions de la théorie du langage, dans leur rapport avec les problèmes les plus ardues de la philosophie, que sur quelques monuments de l'art antique, et en particulier sur la musique des anciens. Mais malheureusement le fruit de ces méditations ne put éclore. Bâti d'une maladie inflammatoire, Larauza mourut, à la suite d'une cruelle agonie, le 29 septembre 1825. M. Cousin prononça sur sa tombe un éloge funèbre où respira la plus haute estime pour ses vertus et ses talents.

**LA RICHARDIERE.** Voyez BOCCHIA.

**LA ROCHE** (SOPHIE DE LA), née le 6 décembre 1730, à Aulseburg, ville du cercle du Haut-Danube, en Bavière; son père, nommé Guttermann, étoit médecin. Il donna de très bonne heure à sa fille de premières notions de littérature, et à l'âge de douze ans elle servait de secrétaire et de bibliothécaire. On assure même qu'à cinq ans elle avoit déjà lu la Bible, dont au reste il est possible qu'elle ait retiré autant de fruit que les neuf dixièmes de ceux à qui les sociétés bibliques se félicitent de procurer cette éducation. A Augsburg, où son père se trouva ensuite doyen de la faculté de médecine, Sophie, dont il continuait l'éducation littéraire, causa de l'étonnement par son savoir et par son goût déjà très exercé. Bianconi, médecin du prince-évêque, cultiva aussi ces heureuses dispositions qui l'attachaient à elle, et obtint son agrément pour la demander en mariage. Mais les stipulations du contrat

offrèrent une grande difficulté; Guttermann vouloit que les époux s'engagassent à démontrer à leurs enfants la supériorité de la doctrine des réformés; tandis que Bianconi entendait qu'on leur fît faire leur salut dans la croyance catholique. Le mariage fut rompu, et Guttermann, emporté par le zèle du luthéranisme, força sa fille à briser l'anneau d'alliance, et à brûler les lettres de Bianconi. Ce triste événement accrut chez Sophie la sensibilité qui a depuis caractérisé ses écrits, et lui donna du penchant pour la solitude. Un de ses parents, le célèbre Wieland, jeune alors, étoit pasteur à Bielerach, petite ville voisine; elle trouva en lui un nouveau guide littéraire, et il fit une introduction pour le premier ouvrage qu'elle publia, Wieland forma même le projet de l'épouser; mais pendant qu'il voyageait pour améliorer sa position, Sophie donna sa main à un conseiller de Mayence, Frank de Lichtenfels, qui à cette époque changea son nom pour celui de la Roche. C'étoit l'auteur des *Lettres sur la monachisme*. Ces satires, dirigées contre des institutions chères aux fidèles de l'église romaine, lui ayant fait perdre ensuite, à Treves, sa place de conseiller-d'état, il vint avec sa femme dans la retraite, au bourg d'Offenbach. Il mourut en 1789, et peu de temps après, M<sup>me</sup> de la Roche perdit aussi son fils qu'elle aimait tendrement. Son mariage n'avoit pas interrompu entre elle et Wieland les relations de l'amitié. Trente-cinq ans après avoir contribué au premier succès de Sophie, il écrivit quelques pages pour orner le dernier ouvrage que M<sup>me</sup> de la Roche donna au public. Elle n'avoit plus qu'un an à vivre: elle mourut à Offenbach, le 15 levrier 1807. Ses écrits, remarquables d'ailleurs par la pureté du style, portent généralement l'empreinte d'une âme vertueuse, d'une imagination poétique, et d'une véritable sensibilité. Ce sont : 1° *Modestella de Sternheim*, avec une introduction de Wieland, Leipzig, 1771, 2 vol. in-8°. Ce roman a été traduit en français par M<sup>me</sup> Lefebvre, La Haye, 1773, 2 vol. in-12; 2° *Les caprices de l'amour et de l'amitié*, Zurich, 1772, in-8°. 3° *Contes moraux, et nouveaux contes*; 4° *Apparition au lac d'Onoda*; 5° d'autres romans ou écrits analogues *Rosalia et Cleberg*; *Lettres sur Mannheim*; *Tableau de la religion*; *Journaux d'autisme*, etc. 6° *Plusieurs voyages*; 7° *Soirées d'aid de Melusine*, avec une préface de Wieland, 1806.

**LA ROQUETTE.** Voyez DEZOS.

**L'ARRIVÉE** (HARRIS), célèbre chanteur de l'opéra, naquit à Lyon, le 8 septembre 1733, et vint fort jeune à Paris, où il fut d'abord garçon perruquier. Il étoit et racontait l'histoire, directeur de l'opéra, qui frappa de la beauté de son timbre, de ses dispositions pour le chant, et de ses avantages extérieurs, le fit entrer dans les chœurs. Il fut bientôt engagé comme seconde basse-taille et débuta le 15 mars 1755, par le rôle du grand prêtre dans *Castor et Pollux*, le jour même que Jellotte, qui jouait celui de Castor, parut pour la première fois sur la scène. Il ne tarda pas à devenir chef d'emploi, et aidé des conseils de Gluck, il changea le récitatif jus qu'alors traînant et lamentable, lui donna plus de mouvement, et le rapprocha du débit de la tragédie. Il avait créé sous les yeux de ce grand compositeur, le rôle d'Agamemnon dans *Iphigénie en Aulide*, et d'Orest dans *Iphigénie en Tauride*. et il les chantait et il jouait d'une manière sublime. Il fit pendant trente deux ans les délices des amateurs. Les mémoires de temps parient avec admiration de la noblesse de son jeu, de la beauté de sa voix et de la perfection de sa déclamation. On lui reprochait seulement de chanter quelquefois du nez. Un jour on plaisant du parterre dit en entrant : «Voilà un nez qui a une belle voix.» L'arrivée épousa M<sup>lle</sup> Lemierre, sœur d'un violoniste estimé, laquelle avoit une voix qui s'accordait admirablement avec la flûte. Cette actrice débuta à l'opéra en 1750, se retira en 1753, reparut quatre ans après, et obtint la pension de retraite en 1778. Son mari obtint aussi une pension l'année suivante, et son traitement annuel fut porté à 1500 francs. Il quitta le théâtre en 1786, et voyagea dans les provinces, donnant des concerts avec sa femme et ses deux filles qui jouaient du violon, et l'autre de la harpe. Il est mort le 7 août 1802, au château de Vincennes, où il s'étoit retiré.

LA SAHLA (baron de), né à Drede, vers 1793, d'une famille assez considérable; son oncle était ministre du roi de Saxe. Il perdit son père à l'âge de huit ans. Sa mère, sans être riche, était très à son aise, et donnait à son fils 8000 francs par an, pour faire ses études. D'autres parents y ajoutaient un supplément nécessaire: car la santé débile du jeune La Sahla ne lui permettant pas de suivre les cours publics, il était obligé de faire venir des professeurs chez lui. La Sahla commença à haïr Napoléon après avoir entendu à Drede un sermon de M. Reinhard, premier prédicateur luthérien. Dans ce sermon, prononcé avant la bataille d'Iéna, Napoléon, sans être précisément nommé, était clairement désigné, et M. Reinhard le comparait à Néron. Les maux que l'Allemagne eut à supporter depuis Iéna, aigriront de plus en plus l'âme de La Sahla. La lettre de Villers à M<sup>me</sup> de Beauharnais, sur la prise de Lubek, y contribua aussi. Le jeune étudiant se livrait alors, à Leipzig, à l'étude du droit, de l'histoire et des langues orientales. Il entendit parler de conscription, de suppression des états de son pays, de la tentative de Staps, nom que plus tard La Sahla ne prononçait pas sans que sa figure s'animât de manière à le faire ressembler à un illuminé. Il vit aussi brûler les marchandises anglaises. Ce dernier acte l'affecta surtout violemment. Lorsqu'il vit, ou crut voir le commerce anéanti, toutes les boutiques fermées, la désolation dans toutes les classes de citoyens, le désespoir partout, il résolut de tuer Napoléon, qu'il regardait comme l'auteur de tous ces maux. Il ne devait d'abord quitter Leipzig, pour aller exécuter son projet, que six semaines plus tard qu'il ne partit en effet. Mais il pensa qu'avant les couches de l'impératrice, il serait plus sûr de réussir: attendu que si Marie-Louise donnait un fils à Napoléon, les Français auraient plus d'attachement pour sa dynastie, et qu'on ne pourrait plus compter aussi positivement sur un bouleversement dans l'empire. La Sahla hâta donc son départ, s'exerça au tir du pistolet, et y devint très fort. Il se fit aussi catholique parce que le pape ayant excommunié Napoléon, le tuer devenait un acte méritoire aux yeux de Dieu; d'ailleurs il savait qu'il trouverait plus de secours chez les catholiques s'il rentrait dans le giron de l'église. Un autre motif le détermina aussi dans cette abjuration: il avait remarqué que les catholiques sont plus unis, et ne sont pas si facilement dominés par leurs voisins, que ceux soumis à la réforme. La Sahla lut avec ardeur le livre d'un illuminé qui traite de cette matière, *Theobald's goitrath*, ainsi que les écrits de Jean Müller de Westphalie, sur la liberté de l'Allemagne. Il en fit de nombreux extraits qu'il a dû trouver dans son secrétaire à Leipzig. Six semaines avant son départ, il se livra à la dissipation et aux plaisirs pour tromper ses camarades et justifier à leurs yeux son départ non autorisé par ses parents. On ne peut s'empêcher d'admirer, non sans effroi, de pareils calculs dans une âme si jeune; et il est impossible de ne pas être frappé de cette singulière ressemblance avec le premier des Brutus, qui avait joué l'indolence pour affranchir Rome du joug des Tarquins, comme La Sahla avait joué la dissipation pour affranchir l'Allemagne du joug de Napoléon. La veille de son départ pour Francfort, La Sahla renvoya son domestique à Drede, pour n'en pas avoir l'embarras en route. Ce serviteur était porteur d'une lettre pour l'oncle de l'étudiant. Le malheur voulut qu'il manquât la voiture publique, et il revint chez son maître qu'il trouva occupé des préparatifs d'un voyage qui lui parut devoir être long. La Sahla pressait que c'était un domestique qui l'avait trahi. Mais au moment de son départ il n'avait aucune inquiétude, parce qu'il avait dit qu'il n'allait qu'à Mayence pour se faire confirmer. Il jouait l'imbécille et la brute. Il arriva à Paris, le 16 février 1811, sans être découvert ni déconcerté dans son projet. Il avait cinq pistolets de divers calibres, mangé chez Véry, et passait chaque jour cinq heures dans les Tuileries, épiant le moment où l'empereur se promenait. Il espérait surtout pouvoir tuer Napoléon à la Comédie-Française en tirant deux coups de suite. La Sahla ne s'était jamais avoué sur le sort qui l'attendait, il pensait qu'il serait massacré sur la place. Il ne craignait pas la mort, et croyait fermement à la

prédestination. Ce jeune étudiant fut découvert par la police, et arrêté le dimanche qui suivit son arrivée. Il demanda au duc de Rorigo à parler à M. de Bourrienne, dont il avait entendu parler à Leipzig d'une manière avantageuse. L'empereur fut sans doute consulté et fit permettre cette entrevue. La Sahla raconta avec détails ce qu'on vient de lire en résumé. M. de Bourrienne fit aisément sentir au ministre de la police qu'il serait impolitique de livrer ce jeune fanatique aux tribunaux. Le caractère particulier du duc de Rorigo était d'ailleurs disposé à cette indulgence. La Sahla fut donc mis à Vincennes, où il resta jusqu'à la fin de mars 1814, époque à laquelle il fut transféré au château de Saumur. On lui rendit sa liberté au commencement d'avril. Quelque temps après, il vint chez M. de Bourrienne lui témoigner sa reconnaissance et sa joie d'avoir vu arriver par d'autres circonstances, ce qu'il avait voulu hâter par un assassinat. La Sahla retourna en Saxe, puis revint ensuite à Paris en 1815, où il se trouvait pendant les cent jours. Les motifs de ce retour ne sont pas bien connus. Si l'on s'en rapporte aux déclarations de La Sahla, et on doit remarquer que ce n'est pas avec une fermeté de caractère aussi extraordinaire que la sienne, que l'on trahit la vérité, son voyage eut pour but de rendre au contraire des services à Napoléon et à la France: pour venger la Saxe de la conduite spoliatrice du congrès, et particulièrement des Prussiens envers elle. Pour venir en France il demanda une audience à M. de Hardenberg, et seignit de persister plus que jamais dans le dessein qu'il avait eu de tuer Napoléon. La Sahla a prétendu que M. de Hardenberg, après lui avoir donné beaucoup de louanges et d'encouragements, l'avait adressé au maréchal Blücher, qu'il invitait à procurer à La Sahla les moyens d'entrer en France. Le maréchal avait alors son quartier-général à Namur, et le chef de son état-major, qui délivra un passeport à La Sahla, lui aurait conseillé, pour mener plus facilement à fin son entreprise, d'emporter de l'argent fulminant, en lui indiquant l'endroit où il pourrait s'en procurer. La Sahla, pour ne point éveiller de soupçons sur son but, acheta en effet de cette matière fulminante. Il entra ensuite en France, et à son arrivée à Paris, il communiqua aussitôt au gouvernement tous les renseignements qu'il avait recueillis sur les forces des alliés, leurs projets, leurs ressources, etc. En cherchant à rendre service à la France, il croyait faire une chose utile à son pays. Le 5 juin 1815, vers une heure et demie, La Sahla, sortant de la chambre des représentants, glissa dans la rue de Bourgogne, et tomba sur le paquet d'argent fulminant qu'il avait dans sa poche. L'explosion le mutila horriblement; il fut arrêté et conduit à la préfecture de police, où il déclara ce qu'il a été rapporté ci-dessus touchant son second voyage en France en 1815. La police s'assura qu'effectivement La Sahla avait donné au gouvernement des détails très précieux sous les rapports politiques et militaires. Il avait offert la remise de son argent fulminant, mais personne n'avait voulu recevoir ce dangereux dépôt, et c'est, selon lui, pour prévenir quelque malheur dans son hôtel qu'il le portait sur lui. Selon le rapport qui a été fait de son interrogatoire, La Sahla aurait aussi déclaré avoir communiqué, avec preuves, à M. de Metternich, dans un voyage qu'il avait fait à Vienne, que M. de Stein, ministre prussien l'avait engagé à empoisonner M. de Montgelas, ministre de Bavière, et que M. de Metternich avait paru indigné et épouvanté de cette conduite de M. de Stein. On doit observer que cette dernière partie de l'histoire de La Sahla, peut ne pas être très exacte, non qu'il faille pour cela accuser le jeune La Sahla de mensonge, mais parce que la rédaction de la police, alors dirigée par Fouché, a pu avoir recours à un de ses moyens familiers, pour déverser le mépris et attirer l'indignation sur deux ennemis de la France; mais qui étaient généralement estimés comme hommes d'honneur.

LA SALETTE (P.-J. de), ancien général de brigade, inspecteur d'artillerie, et membre résident de la société académique de Grenoble, est né dans cette ville vers 1760. Il a publié plusieurs ouvrages intéressants sur la musique; le plus remarquable a pour titre :

*Considérations sur les divers systèmes de la musique ancienne et moderne, et sur le genre enharmonique des Grecs; avec une dissertation préliminaire, relative à l'origine du chant, de la lyre et de la flûte attribués à Pan, Paris, 1811, 2 vol. in-8°. Cet ouvrage est une analyse raisonnée de l'histoire et de la théorie de l'art musical. M. de La Salette distingue la musique vocale de l'instrumentale : la première est la seule, suivant lui, dont l'histoire ait parlé, et qui ait donné lieu aux divers systèmes qu'il explique de manière à les rendre intelligibles à la plupart des lecteurs. Il pense que le premier instrument fut une lyre à trois cordes; mais il prétend que le mot *cythara* désigne une lyre ou une harpe. On sait que les Grecs faisaient une grande différence entre ces instruments et la *cythara*. L'auteur se trompe encore, lorsqu'il dit que dans le principe la vielle et la lyre n'étaient qu'un seul et même instrument dont on se forma deux par la suite, au moyen de quelques changements. On peut lui faire observer que la vielle ou se trouve sur aucun monument antique, et paraît avoir pris naissance vers le neuvième siècle. Le prince-abbé Gerbert le prouve dans son ouvrage *De cantu et musica sacrâ*. De plus, la vielle est le nom que le violon portait dans l'origine, comme on le voit surtout par l'écrit de Jérôme de Moravie, auteur vivant au treizième siècle, et que l'on ne connaît que depuis peu par les soins du savant M. Perne. (Voyez la *Revue musicale* de M. Fétis, tome ). Après avoir expliqué les deux systèmes des Grecs, M. de La Salette recherche l'origine des flûtes, et ensuite de l'orgue. En développant les principes de la musique des Romains, différente de celle des Grecs, il veut nier en vain l'existence de la flûte double, attestée par une foule de monuments. Quant à l'orgue, cet instrument est plus moderne que ne le croit M. de La Salette. Les auteurs et les monuments sont encore la pour le réfuter. Dans l'examen qu'il fait des titres de Gui d'Arezzo à la gloire de l'invention des notes musicales dont on se sert maintenant, il prétend que ce moine célèbre n'est point inventeur et encore moins législateur en musique. Sur quels fondements M. de La Salette veut-il élever le jésuite Kircher aux dépens de Guido? On sait que Meibomius a dit de ce jésuite : « homme d'une érudition immense, mais indigeste. » M. de La Salette se trompe en avançant que les ouvrages de Guido sont encore inédits : on les trouve dans l'ouvrage de Martin Gerbert, intitulé *Scriptores ecclesiastici de musica sacrâ polissimus*, t. 2, p. 161. Nous renvoyons aussi M. de La Salette à l'ouvrage d'Angeloni *Sur la vie et les mœurs de Guido d'Arezzo*, publié en 1811. Dans la sixième et dernière partie, M. de La Salette traite du système et de la science musicale. Il voudrait que la poésie lyrique formât une branche séparée dans notre poésie, et qu'elle fût confiée à une société composée de poètes et de musiciens, qui travailleraient de concert à établir les règles ou les lois. L'ouvrage de M. de La Salette renferme une quantité de faits et d'expériences qu'on chercherait vainement ailleurs, et qui seront appréciés par tous ceux qui cultivent la musique. Quant à sa nouvelle théorie acoustico-musicale, qui consiste à accorder les instruments à douze demi-tons égaux dans une octave, elle n'a pas obtenu l'approbation des physiciens, qui seuls sont en état de prononcer sur cette matière. Dans un *Mémoire sur les principaux systèmes de notation musicale*, M. J.-H. Raymond (Voyez le tome XXX des *Mémoires de Turin*) analyse en particulier le système proposé par M. de La Salette pour faciliter l'écriture et l'impression de la musique, et le soumet à quelques modifications. Nous renvoyons les amateurs au mémoire même où se trouvent comparés les systèmes du P. Souhaity, de Brossard, de Sauveur, de Boigelou, de J.-J. Rousseau, de Patterson, de l'abbé Feytaud, de MM. de La Salette et Bertini. Si M. Raymond approuve les idées de M. de La Salette, il verse le ridicule sur la notation de M. Bertini.*

LASCY (JOSEPH-FRANÇOIS-MACRICE, comte de), fils de Pierre de Lascy, mort en 1751, feld-marshal au service de Russie, naquit à Saint-Petersbourg, en 1732. Il embrassa de bonne heure la carrière militaire, et passa, en 1744, au service de l'Autriche. Il

fit sa première campagne en Italie, en qualité d'aide-de-camp du comte de Browne. A l'affaire de Velletri, Lascy eut trois chevaux tués sous lui. Il se distingua encore davantage au siège de Maëstricht, en 1748, et obtint le grade de colonel. En 1756, il sauva l'armée autrichienne à Lowositz, et y reçut une blessure grave. Nommé alors général-major, il prit une part très active à la victoire de Bräulau, remportée le 23 novembre 1757, et fut fait lieutenant-général et chef d'état-major. Le maréchal Daun fut redevenu au plan d'attaque et de défense qu'avait tracé Lascy, de la victoire de Hochkirch, en 1758. Il fut nommé, en 1759, général d'artillerie; en 1760, il s'avance jusqu'à Berlin, à la tête de quinze mille hommes, ce qui lui mérita plus tard le collier de commandeur de l'ordre de Marie-Thérèse et le bâton de feld-marshal. La paix le fit appeler au conseil aulique, où il s'occupa de plans de réforme qui lui acquirent une haute renommée. Il étendit à l'Autriche le système de fortifications employé pour la frontière de Bohême, fit relever les ouvrages de Josephstadt, et relia ceux de Theresienstadt et de Josephstadt, qui sont encore admirés. Il en fut récompensé en recevant la grand-croix de Marie-Thérèse. Il partagea, sous les ordres de l'empereur Joseph II, le commandement de l'armée autrichienne avec le comte Hédick. En 1778, lors de la mort de l'electeur de Bavière, qui causa une rupture entre la Prusse et l'Autriche, Lascy fut appelé au commandement en chef; mais la paix de Teschen le rappela à ses travaux d'administration qui devinrent encore plus considérables après la mort de Marie-Thérèse. Ce feld-marshal a rendu de grands services à l'Autriche. Il mit de l'ordre dans les finances de l'administration de la guerre, régularisa les dépenses, et, par une économie bien entendue, se plaça à côté des ministres pour qui la postérité conserve un souvenir honorable. Franc et loyal, il sacrifia toujours son intérêt personnel au bien de l'état. Joseph II ayant éprouvé des revers lors de l'expédition qu'il avait entreprise, en 1788, contre les Turcs, consulta Lascy qui lui désigna Laudon qu'il n'aimait pas, comme le seul général capable de les réparer. Si Lascy ne comprit pas assez que le système des ligues et de cordons qu'il avait établis compromettrait le sort des armées autrichiennes, comme cela est arrivé dans la guerre contre les Turcs et dans les premières campagnes contre la France, on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'il avait une grande habileté militaire, un coup d'œil prompt et sûr dans les champs de bataille, et qu'il ne lui manquait rien de ce qui fait le grand homme d'état. Lascy mourut à Vienne, le 30 novembre 1801.

LA SERRE (CHARLES-LOUIS CHABO). C'est par erreur que l'article de cet officier-général a été renvoyé à La Serre. Mort en 1730, il n'eut pas dans le plan de ce Dictionnaire.

LATIL (JEAN-BAPTISTE-MARIE-ANNE-ANTOINE, cardinal, duc de), archevêque de Reims, chevalier-commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, ex-pair de France et ex-ministre d'état, naquit aux îles Saint-Marguerite, le 6 mars 1761. Destiné à l'état ecclésiastique, il entra de bonne heure au séminaire de Saint-Sulpice, à Paris, et fut ordonné prêtre en 1784. Il devint membre de la communauté des pères de cette paroisse, et fut chargé de la distribution des aumônes. Il remplissait ce ministère de charité lorsqu'il fut nommé grand-vicaire de l'évêque de Vence, qui le chargea de le représenter à l'assemblée bailliagère de son diocèse, lors de la convocation des états-généraux. L'abbé de Latil se fit remarquer dans cette assemblée par des opinions très prononcées contre les changements proposés par la majorité des Français, et surtout par une résistance plus vive aux décrets qui déclaraient nationaux les biens du clergé, et prescrivirent une nouvelle organisation de ce corps. Conséquent dans ses principes, il refusa, en 1791, de prêter serment à la constitution civile du clergé, quitta la France avec un grand nombre de prêtres insermentés, et alla se réunir aux émigrés, à Coblenz. On ne sait à quelle intention il osa y rentrer, en 1793; mais tout annonce que de cette époque, il était l'un des agents de la contre-révolution qui, à l'aide du fanatisme religieux

et poétique, comptent établir sur plusieurs points de la France et particulièrement dans les départements de l'ouest le foyer d'une guerre civile qui devait servir, et a servi, en effet, d'auxiliaire puissant à la guerre étrangère. L'abbé de Latil fut arrêté à Monfort l'Amaury et détenu pendant quelque temps dans les prisons de cette ville. Récusé à la liberté, il se retira en Allemagne, et fit pendant quelque temps sa résidence à Dusseldorf où il s'adonna à la prédication. Ce fut à cette époque (1794), que le comte d'Artois l'appela auprès de lui, et le fit son aumônier. Depuis ce moment, l'abbé de Latil n'a plus quitté ce prince dont il devint, à la restauration, le premier aumônier et l'un des conseillers les plus intimes et les plus écoutes. L'abbé de Latil commença dès lors à marcher à grands pas vers le haut rang où il s'est assis. Nommé d'abord évêque d'Ameylée *in partibus*, d'après l'usage qui veut que le premier aumônier d'un prince de la maison de France soit revêtu de l'épiscopat, les dispositions du concordat de 1817 permirent ensuite de l'appeler à l'évêché de Chartres. Vers la fin de la même année, il fut chargé, avec M. de Pressigny, évêque de Saint-Malo, et M. de la Fare, évêque de Nanci, de procéder, en vertu d'une délégation du saint siège, aux informations concernant les ecclésiastiques nommés aux évêchés. M. de Latil passa pour avoir, dès ce moment, la plus grande influence dans toutes les délibérations qui eurent pour objet la restauration de l'église de France. Le 11 août 1824, il quitta l'évêché de Chartres pour l'archevêché de Reims. Le 29 mai 1825, Charles X fut sacré dans cette métropole, et M. de Latil fit la consécration et les onctions avec le saint chrême, restes prétendus de la sainte ampoule, brisée publiquement sur la place publique de Reims pendant la révolution. Cette cérémonie avait été annoncée aux fidèles par un mandement de M. de Latil qui fit quelque bruit dans le temps, parce qu'il renfermait l'apologie du droit divin et un oubli manifeste de la charte. On y lisait que nos rois ne venaient point recevoir l'onction sainte pour acquiescer ou assurer leurs droits à la couronne; que ces droits sont plus anciens que cette cérémonie; qu'ils viennent de leur naissance qui a fixé en France l'ordre de succession au trône, et que c'est en vertu de cette loi que les rois nous demandent obéissance et fidélité. Pair de France depuis 1825, le duc, auparavant comte de Latil, attaché depuis long-temps à Charles X, devait être appelé un des premiers dans les conseils du nouveau roi. M. de Latil ne tarda pas, en effet, à être nommé ministre d'état, et il eut plus d'une occasion de donner dans le conseil des ministres des preuves d'un dévouement plus vertueux qu'éclairé pour la famille régnante. Il était réservé à d'autres honneurs bien plus chers à son ambition. Dans un consistoire tenu le 12 mars 1816, Léon XII éleva M. de Latil à la dignité de cardinal prêtre, haute récompense que l'instruction du nouveau cardinal, sa fidélité à l'église romaine pendant les temps de troubles et les services qu'il lui avait rendus semblaient avoir mérités. Le 11 avril 1826, parut la déclaration du clergé français sur l'indépendance de la puissance temporelle en matière purement civile; elle fut signée du cardinal de Latil et des autres cardinaux, archevêques et évêques qui se trouvaient dans la capitale, à l'exception de M. de Quelen, archevêque de Paris, qui s'en excusa par une lettre adressée au roi, dans laquelle il annonçait quelques discordances d'opinion touchant les bornes de l'autorité spirituelle. Dans cet exposé de leurs sentiments sur une matière aussi grave, les prélats de l'église de France se plaignaient de ce que des maximes reçues dans cette église fussent dénoncées hautement comme un attentat contre la doctrine constitutive de l'église catholique, comme une œuvre souillée de schisme et d'hérésie, et de la témérité avec laquelle on cherchait à faire revivre une opinion née autrefois du sein de l'anarchie et de la confusion où se trouvait l'Europe, constamment repoussée par le clergé de France, et tombée dans un oubli presque universel; opinion qui rendrait les souverains dépendants de la puissance spirituelle, même dans l'ordre politique, au point qu'elle pourrait, dans certains cas, délier leurs sujets du serment de fidélité. Cet acte important dans

l'histoire contemporaine, le seul acte public, avec le mandement déjà cité, où le cardinal de Latil ait exprimé ses sentiments, démentirait le zèle qu'on lui supposait pour la faction jésuitique. On l'a encore accusé d'avoir provoqué le système d'oppression qui a renversé le trône de Charles X; mais rien n'a transpiré sur la conduite et les opinions de l'habile prélat à cette époque. Il abandonna la France aux premiers éclats de la révolution de juillet, et parvint, non sans beaucoup de peine, à se réfugier en Angleterre. Le bâtiment sur lequel il se trouvait ayant été soumis à la visite, la présence d'esprit d'une dame qui affirmait que la chambre où se tenait le cardinal était celle d'une femme âgée et infirme, le sauva du danger d'être reconnu. Selon les uns, cette expatriation annonçait que le cardinal de Latil se reprochait au moins des conseils imprudents; selon les autres, c'était un nouvel acte de fidélité envers un prince qu'il n'avait jamais abandonné depuis trente-six ans et qu'il devait encore suivre dans son dernier exil.

#### LAUBAÏÈRE. Foyes TERT.

LAUDON (GÉORGE-ERNEST, baron de), général au service d'Autriche, né en 1716, à Tootzen, dans la Livonie. Sa famille, originaire d'Ecosse, était noble, et s'il ne reçut qu'une éducation négliée, du moins une première connaissance des mathématiques et de la géographie le mit sur la voie pour les études que sa profession demandait, et auxquelles il se livra ensuite dans des temps de loisir. Dès l'âge de quinze ans, il entra, comme cadet, dans l'infanterie russe. Il fit entre les Ottomans les campagnes de 1736 et des trois années suivantes, mais sans rencontrer d'occasion qui le fit sortir des rangs ordinaires. Ayant à se plaindre d'un passe-droit, il quitta ce service au moment de la paix. Ses tentatives auprès de Frédéric dont il était destiné à devenir un des plus redoutables adversaires, ne furent pas plus heureuses. Le roi termina l'audience assez brusquement, en disant à quelqu'un de sa suite que la figure de cet homme ne lui plaisait pas. Laudon s'irrita pourtant à Berlin où il se vit réduit à travailler dans les bureaux. Ayant obtenu des lettres de recommandation de l'ambassadeur de Marie-Thérèse, il reçut d'elle, à Vienne, un accueil favorable; mais la compagnie des poudoux mal disciplinés, avec laquelle il fit les campagnes de 1743 et 1744, le plaçait sous les ordres de François de Trenck, parent du baron de ce nom. Après une vive altercation occasionnée par l'humeur farouche de ce colonel, Laudon se retira avec la demi-solde de capitaine, sans se rebuter, et même sans quitter l'Autriche. Il reçut, en 1753, le grade de major dans un régiment placé sur les frontières de la Croatie; mais voyant qu'il n'avait à attendre du général Petazzi que les honneurs d'une obscure garnison, il courut à Vienne où il obtint l'appui du prince de Kaunitz, à défaut de celui du conseil aulique, et il alla commander huit cents Croates à l'armée de la Bohême. Ainsi s'ouvrit sa glorieuse carrière. Il avait été blessé vingt ans auparavant au combat de Saverne; il ne le fut plus à aucune époque; mais il ne tarda pas à prouver, par des actions d'éclat, aux victoires qu'il devait remporter bientôt. Ses talents, mieux appréciés, lui valurent enfin, en 1757, le grade de colonel, le 17 mars, et celui de général-major le 25 août. Il excellait surtout alors comme chef de partisans. Sa prudence dans les escarmouches égalait presque sa brillante valeur. La journée de Detschadt fut plus heureuse encore: non seulement il enleva aux Prussiens deux mille sept cents hommes et dix-huit cents chevaux, dont quelques uns étaient chargés de numéraire; mais il fit lever le siège d'Olmütz. Nommé lieutenant-général immédiatement après avoir rendu cet important service, il fournit, avec Lascy, l'idée des manœuvres que fit exécuter le feld-maréchal Daun à Hochkirch, manœuvres qui amenèrent le gain de la bataille de ce nom. Il y commandait d'ailleurs l'avant-garde, et, jaloux peut-être de se venger des refus qu'il avait eus jadis à Berlin, il fut tellement inquiet de Frédéric dans sa retraite, qu'il lui fit éprouver quatre fois des pertes très sensibles. Appelé à Vienne à la fin de la campagne, il y reçut des mains de l'impératrice la grand-croix de l'ordre de Marie-Thérèse, et

le titre de baron du saint empire. Il justifia ces faveurs l'année suivante. A la tête de dix-huit mille hommes, il alla chercher, à travers la Basse-Lusace, les Prussiens vainqueurs des Russes; Frédéric en personne fut complètement battu. Mais il était dans la destinée de ce prince de voir ses ennemis tirer peu d'avantage de ses défaites. Celle de Kunersdorf n'eut pas les résultats qu'aurait obtenus Laudon, s'il n'eût été contraire dans ses desseins par Soltikoff qui dirigea en chef les opérations de l'armée combinée jusqu'au mois de novembre. Celles de l'année 1760 commencèrent heureusement pour le général autrichien. Le 23 juin, il fut vainqueur à Landshut; trente-deux jours après, il se rendit maître de Glatz, et s'il attaqua vainement Breslau, s'il en leva le siège le 4 août, ce fut avec une sagacité qui déconcerta les projets du prince Henri. Un revers attendait Laudon: ce fut la perte de la bataille de Lignitz, le 15 du même mois, et il échoua aussi en octobre devant Kœnig. Ces mauvais succès le mirent mal avec le feld-marechal, et Marie-Thérèse voulant les éloigner l'un de l'autre, plaça Laudon comme *feld-zeugmeister*, ou général d'artillerie, à la tête de soixante-neuf mille hommes employés dans la Silésie, en 1761. Cette campagne fit le plus grand honneur à Laudon, en ce que Frédéric fut réduit à l'observer pendant plusieurs mois, et perdit même Schweinitz à la fin de la saison. La paix ayant été signée l'année suivante, en février, Laudon fut gratifié de la terre de Kleinheischau, dans la Bohême. Il en dirigea lui-même l'exploitation, ainsi que celle de quelques autres propriétés qu'il y joignait dans le voisinage; mais ensuite il s'en douta, et acheta le château d'Hadersdorf près de Vienne. En 1770, dans une entrevue de l'empereur et du roi de Prusse, celui-ci témoignait une grande considération à Laudon qui s'y trouvait en qualité de commandant de la province. Comme il se disposait à prendre la table la dernière place, Frédéric lui dit, en lui indiquant celle dont il pouvait disposer auprès de lui-même: « Mettez-vous ici, M. de Laudon; j'aime beaucoup mieux vous avoir à côté de moi qu'en face. » Quelques années après, lorsque de nouveaux démêlés survenirent entre les deux monarques à l'occasion de la Bavière, en confiant à Laudon l'armée de Silésie, on lui donna le bâton de feld-marechal. Mais la campagne de 1778 se consuma en hésitations qui terminèrent au mois de mai suivant, la paix de Teschen, et le feld-marechal fut rendu pour dix années à ses occupations rurales. Lors même que l'Autriche rompit avec les Ottomans en 1788, les premières hostilités le laissèrent dans sa retraite; il ne fut envoyé à l'armée qu'au mois d'août, pour réparer les fautes déjà commises. Il envoya avec promptement les forts de Debbita et de Novi en Bosnie, et il prit le commandement de la principale armée, à Semlin, le 10 juillet 1789. La soumission de Belgrade, le 6 octobre, lui procura le titre de généralissime; mais les revers de la Porte furent suivis d'une alliance avec l'Autriche, et Laudon paraissait destiné à se mesurer encore une fois avec Frédéric. Cependant la mort de Joseph II fit adopter des plans plus pacifiques. Laudon qui avait déjà établi son quartier-général à Neustichen, y ressentit, le 7 juillet 1790, de fortes atteintes de dysurie, et succomba le 14. Il avait répondu à ceux qui craignaient les conséquences politiques de sa mort, que le nouvel empereur annonçait une grande modération, l'Autriche n'avait plus besoin de quelqu'un qui pût tenir tête au roi de Prusse. Ainsi le vainqueur de Belgrade n'a pas senti, même en 1790, que les adversaires les plus redoutables seraient devenus l'occident. Cet homme d'un caractère énergique, silencieux, et réfléchi, ce guerrier, tranquille dans des circonstances favorables; mais ardent et même emporté au milieu des difficultés, avait choisi pour son tombeau, dans le parc d'Hadersdorf, cette inscription: *Commemoratio mortis optima philosophia*. Longtemps après sa belle campagne contre les Prussiens, Laudon avait eu le projet d'en écrire le récit, dans lequel il n'eût pas toujours été d'accord avec les *mémoires de Frédéric*, mais ce dessein n'a pas reçu d'exécution.

LAUNAY (J. DE). Voyez DELAUNAY.

LAUNAY (J. B.), fondeur célèbre, né le 30 mars

1768, à Avranches dans l'ancienne Normandie. La seule maison d'éducation de cette ville était alors au pouvoir des jésuites, et il y fut placé par ses parents qui voulaient lui faire embrasser l'état ecclésiastique; mais les événements de 1789 changèrent cette destination. Rappelé chez son père, Launay s'y livra à son penchant pour les arts mécaniques, lorsqu'il fut obligé de se rendre à l'armée comme simple soldat. Son talent naturel le fit bientôt distinguer; les services qu'il rendait annonçaient un artiste ingénieux, et ils contribuèrent principalement à lui procurer de bonne heure le grade de capitaine. Dans une ville assiégée, il dirigea, avec quelques autres officiers, la fonte des projectiles: la place fut sauvée. Un jour que le sable du moule pour la fonte d'un canon n'avait pas été séché exactement, la matière enflammée fit explosion, et plus de cent personnes périrent. Launay fut seulement au nombre des blessés; mais il ne guérit qu'au bout d'une année. Appelé à des travaux plus suivis en 1805, il dirigea la fonte des fers du pont des Arts, à Paris, et, en 1806, il fut chargé de celle du pont d'Austerlitz, sous l'inspection de l'ingénieur en chef Bequy de Beaupré. Ce pont ayant été terminé le 1<sup>er</sup> juin 1806, on confia peu de mois après à Launay la direction des bronzes de la colonne de la place Vendôme. L'exécution de ce monument l'occupa durant près de trois années, il ne put achever et découvrir aux yeux du public que le 15 août 1809. On avait cru ne pouvoir fonder qu'en deux parties la statue qui devait surmonter la colonne; mais Launay la produisit en un seul jet, à la vive satisfaction des artistes et des savants. Néanmoins il paraît avoir éprouvé de nombreux dégoûts dans ces travaux commandés par l'autorité, et ce ne fut pas lui qui éleva la coupole de la halle au blé, dont le modèle lui était dû sous le double rapport de l'invention et de l'exécution. L'empereur lui-même approuva un projet de fonderie ambulante que Launay avait esquisse; mais il ne put le réaliser: on touchait à l'époque des grands revers. En 1814, il eut le malheur d'être chargé par les ennemis, et conformément à un ordre signé *Sacken*, d'opérer la descente de la statue de la place Vendôme; on lui fit signifier que dans trois jours elle n'était pas à terre, il s'en était passé par les armes. Une longue maladie, occasionnée surtout par des chagrins répétés, à terminée ses jours le 23 août 1827, il était alors à Savigny-sur-Orge, à quatre lieues de Paris. Il a laissé: *Manuel du fondeur sur tous les métaux*, ou *Traité de toutes les opérations de la fonderie*, Paris, 1827, 2 vol. in-8<sup>o</sup> avec planches. Cet ouvrage, qui fait partie de la collection publiée sous le titre: *d'Encyclopédie des sciences et des arts*, peut être regardé comme le complément de la *Siderotechnia* d'Alcmenarita, et du traité de Monge sur la fonte des canons. Si ce *Manuel* était achevé, il embrasserait les différentes parties de l'art du fondeur, et ses différentes applications; mais du moins on y trouve, sur tout ce qui concerne l'artillerie, une théorie d'autant plus lumineuse, qu'elle est généralement confirmée par la longue pratique et les expériences de l'auteur.

LAUPIES (PIRANZ), ingénieur, né à Toulouse, en 1746. Il se fit recevoir avocat au parlement pour se soumettre aux desirs de son père, mais ses goûts l'entraînaient dans une autre carrière. Le célèbre ingénieur Garipuy ayant remarqué ses dispositions pour l'architecture, l'engagea à l'étudier. Sous ses auspices, Laupies acquit bientôt de nombreuses connaissances, et il apprit l'art des constructions de toute espèce sous ce maître habile qui secondait si bien le génie entreprenant du cardinal de Brienne, de ce ministre qui avait conçu les projets les plus gigantesques pour l'embellissement de Toulouse. Laupies fut nommé, à la recommandation du cardinal, inspecteur de la seigneurie de cette ville, et, quand la division par provinces fut placée à la nouvelle division territoriale, il fut choisi pour remplir les fonctions d'ingénieur en chef du département de la Haute-Garonne. Son nom s'est lié, pendant un demi-siècle, à toutes les entreprises importantes qui ont eu lieu dans le midi de la France. Il dirigea la construction des quais, du cours Dillon, du canal Saint-Pierre et des avenues du faubourg Saint-Cyprien. Mais parmi les vastes projets



qu'il avait conçus, il en est deux qui tôt ou tard, sans doute, recevront leur exécution, et qui placeront son nom à côté de celui de Riquet. Le premier a pour objet d'amener les eaux de l'Arrège à Toulouse. Il offre à cet égard deux moyens; il n'évalue les frais qu'à la somme de quatre millions, mais le terme qu'il met pour l'achèvement des travaux effraie l'imagination. Dans le second, il démontre la possibilité de mettre Toulouse et Bayonne en communication par un canal de navigation dont il fixe le point de partage sur le plateau de Bauemézan, où une dérivation de la Neste lui aurait fourni l'eau nécessaire aux deux branches de son canal: celle qui devait s'avancer vers la Garonne aurait rejoint ce fleuve à Menet en accompagnant la Louge dans son cours. Ce projet, dont l'exécution n'aurait demandé que la moitié de l'argent qu'exige annuellement l'entretien du Canal du Midi, plaisait beaucoup à Napoléon, et nul doute que s'il avait établi une ligne de défense de Paris aux Pyrénées, comme il en avait le dessein, il n'eût adopté l'idée de Laupies. Cette idée a été renouvelée dans ces derniers temps, et le canal royal des Pyrénées projeté n'était autre que le canal Laupies. Un savant du midi a publié à ce sujet de nombreux articles dans la *France méridionale*, où il démontre à M. Galabert, qui s'est emparé du projet de Laupies pour le reproduire sous son nom, que plus il s'écarte des données de cet ingénieur, plus il se jette dans des errements et des impossibilités. Laupies demanda sa retraite en 1815, mais le repos fut préjudiciable à sa santé, qui se dérégla tous les jours de plus en plus. Il cessa de vivre le 16 janvier 1820. Il a publié plusieurs mémoires qui sont insérés parmi ceux de l'Académie des sciences de Toulouse: 1<sup>o</sup> *Mémoire sur le meilleur projet à adopter pour la construction des fontaines publiques dans la ville de Toulouse*; ce projet a été exécuté en partie depuis sa mort; 2<sup>o</sup> *Mémoire pour amener l'eau de l'Arrège à Toulouse*; 3<sup>o</sup> *Projet pour y amener les sources de l'Ardenne*.

LA VARENNE. Voyez MAYOT.

LAVAU (GUY DE), préfet de police et conseiller d'état, né dans le département de Maine-et-Loire vers 1787, vint à Paris de bonne heure, y fut reçu avocat en 1810, et y exploita, avec plusieurs autres de ses confrères la mine plus féconde que glorieuse des affaires criminelles et correctionnelles. Favorisé par la congrégation, cette société soit-disant religieuse, qui avait existé obscurément sous l'empire, mais qui s'était beaucoup recrutée depuis la restauration, il fut nommé, en 1815, juge-auditeur à la cour royale de Paris et conseiller à la même cour l'année suivante. Des lors, il s'efforça de donner des marques de son dévouement au parti qui l'avait accueilli n'ayant qu'un état à peu près nul dans le monde, et qui l'avait fait quelque chose. Il se fit remarquer par une coupable partialité et une excessive sévérité dans le jugement de plusieurs causes politiques, et notamment, en 1820, dans le procès du comte de Bouches et dans celui de M. de Saint-Simon qui furent portés à la cour d'assises qu'il présidait. Ces dispositions et quelque intelligence des affaires qu'on ne peut contester à M. De Lavau, le firent juger l'homme nécessaire pour appuyer les projets désastreux du ministère Villèle, et une ordonnance du 20 novembre 1821 le nomma préfet de police en remplacement du comte Anglès. En harmonie avec l'esprit de l'administration de cette époque, et conseillé par le directeur de la police Franchet, son protecteur et son ami, il favorisa dans la partie qu'il gerait, le système dangereux de rechercher les opinions religieuses de ceux qu'il employait. C'était un appel aux hypocrisies: ils accoururent. La police, qui jusque là n'avait pas une grande considération à perdre, tomba encore plus avant dans le mépris public. Il serait superflu d'entrer dans le détail des actes qui signalèrent l'administration de M. De Lavau. Les faits sont encore récents, et leur publicité ne laisse rien à désirer. Qui ne se rappelle les troubles fréquents excités et favorisés par ceux qui devaient les prévenir, le déploiement de la force armée dans plusieurs occasions où cette sorte d'agression était sans motif, et les charges exercées dans la rue Saint-Hippolyte contre des citoyens paisibles au mois de novembre 1827. C'est

sous M. De Lavau qu'on vit l'audace des malfaiteurs portée à un point tel que, dans l'hiver de 1826, on ne pouvait parcourir les rues de Paris, dès que le soleil était couché, sans s'exposer à être égorgé ou dépouillé. Sa gestion ne fut pas meilleure sous le rapport de la salubrité et de la propreté de la capitale, dont presque toutes les rues restèrent long-temps inondées et encombrées d'immondices. Cependant il cherchait à monter du zèle en certains points peu importants: souvent il prenait des mesures ridicules en elles-mêmes et vexatoires pour ceux qu'elles concernaient. De ce nombre est l'arrêté qui obligeait les cochers de flèche à revêtir un uniforme gris. Une ordonnance du 6 janvier 1828 satisfait l'opinion publique qui s'était élevée contre la longue et déplorable administration de M. De Lavau, signalé par l'opposition libérale comme l'un des agents les plus dévoués de la congrégation, en lui donnant pour successeur M. de Bellegarde. M. De Lavau fut appelé au conseil d'état en service ordinaire, et l'on blâma hautement, avec raison, cette admission d'un homme dévoué au parti ennemi des libertés publiques, dans un conseil où il allait délibérer sur l'enregistrement de tant de bulles remplies de prétentions et de maximes contraires aux droits du trône, aux libertés de l'église gallicane, et aux institutions qui régissaient alors la France. La révolution de 1830, s'éloigna du conseil d'état M. De Lavau qui vit aujourd'hui dans la retraite la plus absolue.

LAVIGUERIE (JEAN-BAPTISTE LAPÉCAKOW de), juriconsulte, né à Toulouse, le 30 juillet 1737, d'une ancienne famille. Son père le fit entrer au collège des Jésuites où Laviguerie confirma les heureuses espérances qu'il avait fait concevoir. Il fut reçu avocat en 1758. Un de ses oncles paternels, qui le fit dans la suite son unique héritier, voulait lui procurer une charge de conseiller au parlement de Toulouse, mais Laviguerie déclara qu'il entrerait au barreau, ou plutôt dans l'instruction écrite, car il ne plaidera jamais. Lors de la création du parlement Maupeou, qui remplaçait les anciennes cours de justice, on fit auprès de Laviguerie des démarches répétées pour obtenir son adhésion au nouvel ordre que le chancelier venait d'établir: il les accueillit avec froideur. Plus tard, on renouvela des démarches qu'il repoussa de nouveau; mais il fallut surmonter à tout prix son aversion, pour acquiescer un talent prodigieux dont on appréciait l'influence. On eut recours à son oncle paternel, et Laviguerie céda. Il vint siéger au nouveau parlement en 1774, et, par une inexplicable contradiction, il resta dans la vie privée quand Louis XVI rétablit les anciens parlements. Il ne s'occupa plus alors que des consultations qu'on lui demandait de toutes les parties de la France, sur les points les plus ardu de la jurisprudence. Laviguerie, parvenu à l'âge de quatre-vingt-onze ans, ne cessait, malgré sa caducité, de s'occuper de ses travaux habituels. Un mois avant sa mort, le 27 novembre 1828, il voulut encore signer une consultation importante. Il était presque aveugle et prive de l'ouïe: « Je veux, répondit-il à ceux qui lui exprimaient des craintes, je veux mourir au champ d'honneur; je mourrai sur la brèche. » Le 25 décembre il n'existait plus. Laviguerie a laissé 9 volumes in-4<sup>e</sup> de notes manuscrites, 3 vol. in-fol. et 15 vol. in-4<sup>e</sup> de mémoires et de consultations imprimées. Les écrits que renferment ces recueils sont du plus haut intérêt. Dans l'hommage que M. Tajan, l'un des avocats les plus distingués du midi, a rendu à la mémoire du Nestor du barreau français, il a jugé ainsi ses ouvrages: « Toutes les questions qui y sont traitées attestent la prodigieuse érudition de leur auteur, la profondeur de ses recherches, et les immenses ressources de son esprit. Les notes surtout sont inappréciables: ce sont des trésors amassés avec labeur, riches de documents et de souvenirs, dans lesquels on peut trouver la solution des difficultés les plus épineuses en matière de droit et de procédure à l'aide des théories qui y sont enseignées, des doctrines qui y sont défendues, et des arrêts dont elles indiquent les sources. » M. Tajan publie en ce moment un ouvrage de Laviguerie, intitulé: *Jurisprudence du parlement de Toulouse, comparée avec la jurisprudence moderne, ou dictionnaire des articles inédits*.

de cette cour, recueillies par M. Laviguerie, et enrichies des notes de ce jurisconsulte, 4 vol. in-8° de 600 pages chacun.

**LAWRENCE** (Sir James), écrivain anglais, né à Londres, en 1773. Il fit ses études à Eton, et fut reçu de bonne heure chevalier de Malte. Il se livra à l'étude de la littérature, et acquit une connaissance assez exacte des langues anglaise, allemande et française pour composer dans ces trois langues. Après avoir visité l'Italie et séjourné dans les principales villes de l'Allemagne, il s'établit à Weimar, où il se lia avec Schiller, Wieland, Goëthe et Kotzebue. Il quitta Weimar en 1803, pour visiter Paris; mais arrêté à Bruxelles et envoyé à Verdun, où le gouvernement français rassemblait tous les Anglais arrêtés sur le continent, il y fut soumis à la surveillance la plus sévère. Cependant vers 1808, il eut le bonheur et l'adresse de satisfaire le désir qu'il avait de voir Paris, et il y passa un mois. Ayant acheté ensuite le passe-port d'un déserteur autrichien, il se rendit à Vienne, et se montra à la cour, sous le nom d'un baron saxon. Enfin il quitta l'Autriche, et revint dans sa patrie par la Prusse et la Suède. Sir James Lawrence a publié : 1° *Tableau de Verdun, ou les Anglais détenus en France*, 1811, 2 vol. in-12; 2° *L'empire des Nairs, ou le paradis de l'amour*, Paris, 1814, 4 vol. in-12; roman philosophique dont Schiller a fourni le second titre. L'original anglais parut en 1811, et l'auteur traduisit son livre en français pendant les loisirs de sa captivité. En Angleterre et en Allemagne, on ne vit que le but philosophique de cet ouvrage léger; on s'aperçut très bien que l'auteur enveloppait une doctrine dangereuse sous des formes aimables, et on lui pardonna à cause de sa manière de s'exprimer; mais en France il n'en fut pas ainsi: le gouvernement impérial prit de l'ombre d'un livre qu'on lui avait signalé comme renfermant une satire de l'état politique du pays: il en défendit provisoirement la vente, et un censeur, chargé de l'examiner, déclara qu'il n'y avait trouvé aucune allusion coupable, mais une grande immoralité. Cependant l'ouvrage ne fut point mis au pilon; il fut rendu à l'auteur, qui l'envoya en Allemagne où il est resté jusqu'en 1814. Cela explique pourquoi on lit sur le frontispice: *Imprimé en 1807*, Paris, 1814, 3°. *Sur la noblesse de la gentillomanie britannique*, Londres, 1816, in-12. C'est une attaque dirigée contre la création des pairs, sous le ministère de Pitt. « Ces nababs et ces financiers, élevés par Pitt à la pairie, ne valent pas, selon l'auteur, ceux dont les ancêtres ont, comme les siens, combattu dans les rangs des croisés, ni même ceux qui ont rompu une lance dans un tournoi. » 4° *Recueil de prose et de poésie*, Londres (Paris), 1828, in-12. Ce recueil de poésies, en anglais et en français, des contes, des ballades, des satires, des épigrammes, etc. Plusieurs de ces pièces sont de l'enfance de l'auteur; une entre autres, faite au collège (*The bosom friend*, 1791, in-8°), rappelle les poèmes badins les plus gracieux. Sir James Lawrence est devenu, sans s'en douter, le chef d'une secte à laquelle il est resté, il faut le dire, personnellement étranger jusqu'ici. Les principes contraires au catholicisme, à l'institution du mariage et au droit naturel des successions qui sont répandus dans ses ouvrages, ont été adoptés par plusieurs spéculatifs anglais qui l'ont choisi pour leur Saint-Simon. Une société de déistes s'est formée depuis peu à Londres pour propager ces doctrines; elle se réunit sous la présidence du libraire Carille, et chaque jour, en présence de beaucoup de dames, membres de cette société, on y discute les questions les plus graves de morale et d'ordre public, et l'on y invoque souvent l'autorité de sir James Lawrence, qui a été, plusieurs fois, obligé de désavouer, dans les journaux, le zèle de cette propagande. Cependant, comme le saint-simonisme, la société *Carille*, qui a d'abord attiré l'attention, continue à s'agiter au milieu de l'indifférence publique, en attendant qu'on adopte les idées nouvelles selon lesquelles tout héritage est un vol, toute paternité une chimère, et tout mari une dupe ou un tyran.

**LEBARBIER** (Jean-Jacques-François), peintre estimable, naquit à Rouen, le 11 novembre 1738. Ayant

remporté, dans les années 1756 et 1758, les premiers prix de dessin à l'académie de sa ville natale, il vint à Paris, et suivit l'école de Pierre, alors premier peintre du roi et directeur de l'académie. En 1776, Lebarbier, dont le gouvernement avait distingué les progrès, fut chargé d'aller en Suisse lever des vues et des dessins pour le bel ouvrage du baron de Zurlauben, intitulé: *Tableaux topographiques de la Suisse*, 1780-89, 4 vol. in-fol. C'est pendant ce voyage et cette honorable mission qu'il fit connaissance du poëte Grœner, dont la correspondance imprimée contient quelques lettres adressées à Lebarbier. Cet artiste alla ensuite visiter Rome, et, à son retour, il répandit dans les écoles une foule d'études de dessin, gravées à la manière noire, d'après les meilleurs modèles, lesquelles ne contribuèrent pas peu à la régénération commencée par Vien et consommée par David. Quant aux compositions originales de Lebarbier, elles manquent un peu de verve et d'originalité. Il réussissait difficilement dans les sujets qui comportaient un grand nombre de figures; mais, dans ses tableaux d'une conception simple, on remarque des intentions ingénieuses et des têtes d'un beau style. Il ne cessa de tenir le pinceau jusqu'à la fin de sa carrière qui se prolongea jusqu'à un âge très avancé. Lebarbier mourut à Paris, le 7 mai 1836, à quatre-vingt-sept ans. Il avait été membre de l'ancienne académie de peinture, et il était de l'institut. Il cultivait aussi les lettres, et plusieurs académies l'avaient nommé leur correspondant. On a de lui un opuscule intitulé: *Des causes physiques et morales qui ont influé sur les progrès de la peinture et de la sculpture chez les Grecs*, 1801, in-8°. On a imprimé un *Catalogue des tableaux, dessins, livres et estampes*, provenant du cabinet et de la bibliothèque de feu Lebarbier, 1836, in-8° de 64 pages.

**LEBRECHT**. Voyez NORMAN ERENNVELS.

**LEBRUN-TOSSA**. Voyez TOSSA, au Supplément.

**LEBRUN** (PIRAXE), magistrat et homme de lettres, né à Montpellier, en 1761, étudia les lois avec succès, sans cependant jamais abandonner la culture des lettres. Un assez grand nombre de poésies qu'il publia pendant sa jeunesse, dans divers recueils littéraires, méritèrent d'être remarquées. Quand la révolution éclata, Lebrun était conseiller à la cour des aides de Montpellier. Cette cour fut supprimée en 1791, et il vint à Paris, où il s'adonna à ses goûts les plus chers, l'étude des lois et des lettres. Nommé juge à la cour d'appel de Paris, il y siégea jusqu'au 17 novembre 1810, époque de sa mort. Il a traduit *L'art poétique* d'Horace en vers français, et sa version a été imprimée avec la traduction des œuvres complètes de ce poëte, par le comte Daru, son beau-frère. Il est, en outre, auteur d'une *Traduction de Salluste*, Paris, 1809, 2 vol. in-12. Il a publié seul pendant deux ans le *Journal des causes célèbres*, et coopéré jusqu'à sa mort au *Journal du barreau*.

**LECLERC** (JOSEPH-VICTOR), né à Paris, le 3 décembre 1789. Il dut son éducation aux soins et au dévouement de sa mère, restée veuve de bonne heure, et ruinée par le malheur des temps. Ses études furent brillantes. Il obtint deux fois le prix d'honneur de rhétorique, en 1806 et 1807, et ce que l'on appelait alors le grand prix de l'institut, qui fut bientôt supprimé. Admis, en 1808, comme maître d'études, au lycée Napoléon, aujourd'hui collège d'Henri IV, dont il avait suivi les classes, il y fut chargé, pendant 1809 et 1810, d'un cours public de langue grecque et de poésie latine. Il fut nommé par M. de Fontanes, en 1811, professeur-agrégé de troisième au même collège, et en 1815, par M. Boyer-Colliard, professeur-agrégé de rhétorique au collège Charlemagne, où il succéda à son ancien condisciple M. Villemain. Il eut cette chaire en titre en 1817, et la remplit jusqu'en 1821. Forcé alors de prendre quelque repos, il devint maître de conférences à l'école normale. Cette école ayant été fermée en 1822, M. Leclerc reprit, deux ans après, des fonctions actives dans l'université, en succédant à M. de La Place, son ancien professeur dans la chaire d'éloquence latine à la faculté des lettres, qu'il occupa encore aujourd'hui. En 1836, M. Leclerc a été nommé membre de la légion d'honneur. Ce pro-



militaires placés sous ses ordres, que, quoiqu'on s'attachât encore à cette époque à bien des minuties, son bataillon attirait l'attention de toute l'infanterie. Dans la campagne de 1806, Lecocq se distingua à la tête d'un bataillon composé de grenadiers des régiments de Lou et l'ermi; en 1807, il fut d'abord nommé lieutenant-colonel et commandant de Wittenberg, et puis colonel et aide-de-camp-général du roi. Dans la campagne contre les Autrichiens, en 1809, il commanda en qualité de major-général la brigade d'infanterie saxonne qui se signala aux batailles de Lintz et de Wagram. A l'assaut de Wagram, il eut un cheval tué sous lui, et eut plusieurs blessures. Le courage dont il fit preuve dans cette occasion, lui mérita la croix de la légion d'honneur, et celle de l'ordre saxon de Saint-Henri. En 1810, Lecocq devint lieutenant-général de division: à la même époque, on plaça sous ses ordres deux régiments d'infanterie légère, nouvellement formés, qu'il organisa d'après le système français, et pour lesquels il rédigea le règlement de service. En 1812, il reçut le commandement du corps auxiliaire que la Saxe fournit dans la guerre contre la Russie. Placé avec ces troupes dans le 7<sup>e</sup> corps d'armée, commandé par le général Reuilly, il justifia partout la grande confiance que ce chef avait mise en lui, et se distingua tellement dans la campagne difficile de Volhynie, qu'il fut nommé commandeur des ordres de Saint-Henri et de la légion d'honneur. S'il était déjà difficile de commander les troupes saxonnes dispersées sur plusieurs points et continuellement affaiblies par les pertes qu'elles essayaient dans les combats, il le fut bien davantage lorsqu'il s'agit, plus tard, de les séparer de leurs anciens frères d'armes, et de les réunir à l'armée de Schwartzberg. Lecocq s'acquitta de cette tâche difficile et délicate d'une manière à laquelle Davoust et Durette même rendirent justice. Après la bataille de Lutzen, et le retour forcé du roi de Saxe, Lecocq fut de nouveau placé à la tête des troupes saxonnes, et s'acquitta une nouvelle gloire aux batailles de Grossbeeren et de Dennewitz, qui eurent toutefois une issue défavorable à la cause qu'il défendit. Bien que Lecocq ne se fût jamais écarté de la plus scrupuleuse fidélité envers le prince et la patrie, le gouvernement général établi en Saxe après la bataille de Leipzig, se défia de lui au point de ne lui accorder que le commandement d'une seule brigade, pendant la campagne des Pays-Bas, en 1815. Ce général qui n'eut jamais d'autre ambition que celle d'être utile à son pays, accepta sans hésiter le poste inférieur qui lui était offert, et en remplit les devoirs de manière à se concilier l'estime générale de l'armée dont il faisait partie. Lorsque le roi revint du congrès de Vienne, Lecocq obtint le commandement en chef d'un corps auxiliaire de douze mille hommes destiné à agir contre la France; mais qui resta stationné dans l'Alsace jusqu'à la conclusion de la paix de Paris. Depuis cette époque ce général n'a cessé de recevoir des marques d'estime et de confiance de son souverain. Il est actuellement commandant en chef de l'armée de Saxe. Il a été président de différentes commissions chargées de rédiger le nouveau code pénal, et le nouveau règlement de service militaires. Il a aussi coopéré avec un zèle digne des plus grands éloges, à la création de plusieurs établissements publics, et à l'élévation de ceux qui existaient déjà. Comme preuve de sa modestie nous citerons ce fait: Lorsqu'on lui présenta, pour le revoir, le manuscrit de l'ouvrage intitulé: *Les campagnes des Saxons, de 1812 et 1813, décrites d'après des pièces authentiques, par un officier de l'état-major de l'armée saxonne (le major de Cerrini), avec cartes et plans*, Dresde, 1821, il en effaça tout ce qui était dit à son éloge, et supprima jusqu'à des faits d'armes qui lui étaient personnels: ce qui explique pourquoi il est si rarement question de lui dans un ouvrage ayant pour sujet des campagnes dans lesquelles il a été un des principaux acteurs.

LECOURT (HÉRA), fut un de ces hommes dont il convient d'autant plus de ne pas laisser périr la mémoire, que ce n'est pas ce degré plus ou moins grand de célébrité qu'ils eurent en vie lorsqu'ils se consacraient à un travail spécial dans l'intérêt public. Avant 1789, Lecourt avait un emploi à Versailles.

Se trouvant sans doute plus de loisir pendant les premières années de la révolution, il se livra davantage à son goût dominant, à l'étude de la manière dont les animaux organiques diversément exercent tous ce qu'ils ont reçu d'intelligence. Si l'instinct et les habitudes des taupes paraissent ensuite l'occuper exclusivement, c'est qu'il vit tout l'avantage que les cultivateurs pourraient retirer de ses remarques. En 1800, il eut le bonheur de préserver de l'inondation un terrain d'une étendue considérable. On avait fait une digue, mais elle laissait à l'eau des passages qu'en vain on s'efforçait journellement d'intercepter. Lecourt s'aperçut que le mal provenait du travail continu des taupes multipliées dans les terres de la digue. Le préfet de Seine-et-Oise lui offrit la récompense la plus digne de son zèle: il lui fournit les moyens de garantir de ce fleau un grand nombre d'autres propriétés. Ainsi fut fondée l'école pratique de l'art du taupier. Lecourt ne trouva pas trop obscur un enseignement qui ne pouvait que très injustement le faire confondre avec d'anciens jongleurs de village. Sa découverte la plus féconde en résultats conformes à ses vœux, est celle de l'excursion souterraine que fait quatre fois par jour, avec beaucoup de témérité, la taupe si rusée d'ailleurs: elle tombe alors infailliblement dans la piege. Lecourt n'a pas publié les principes de sa modeste et précieuse tactique, mais ils sont exposés dans le livre intitulé: *De la taupe, de ses mœurs, et des moyens de la détruire*, par Cadet de Vaux, 1803, in-12. L'aimable Lecourt est mort à Pontoise, en 1833.

LEGAY (LOUIS-PIERRE-PARDEUR), médiocre et fécond romancier, naquit à Paris, le 15 avril 1744. Il occupa d'abord divers emplois en province, et entra ensuite, au commencement de la révolution, dans l'administration des subsistances militaires, dont il devint directeur. Chargé en cette qualité d'opérations assez importantes, telles que l'achat des grains à l'étranger, l'approvisionnement des places de guerre, la remonte des chevaux, etc., il s'abstint de profiter, pour sa fortune particulière, du désordre que les troubles politiques jetèrent souvent dans cette partie de l'administration. Il subit même les persécutions plutôt que de renoncer à ses principes d'intégrité. Lorsque, par suite de ces animosités, Legay eut perdu son emploi, il trouva dans son goût pour les lettres une douce occupation et même une ressource qui l'aidera à soutenir sa famille. Il publia une série de nombreux romans, où la décence souffrit de l'imagination de l'auteur, et qui, bien que dépourvus de talent, ne le sont pas de quelque esprit. Après la restauration de 1815, Legay obtint un modique emploi dans les bureaux de l'université, et, malgré son grand âge, il en remplit les devoirs avec assiduité jusqu'à sa mort, arrivée le 4 janvier 1826, dans sa quatre-vingt-deuxième année. Voici la liste des romans qu'il a publiés: 1<sup>o</sup> *L'infidèle par circonstance*, Paris, 1803, 2 vol. in-12 (anonyme); 2<sup>o</sup> *Eglar*, ou *l'amour et le plaisir*, 1807, 4 vol. in-12; 3<sup>o</sup> *Eglar est l'anagramme de Legay*; 4<sup>o</sup> *La maison isolée*, Paris, 1807, 4 vol. in-12 (anonyme); 5<sup>o</sup> *Elisabeth Lange*, ou *les jours des événements*, Paris, 1808, 3 vol. in-12 (anonyme); 6<sup>o</sup> *L'enfant de l'amour*, 1808, 5 vol. in-12; 7<sup>o</sup> *Le marchand forain et ses fils*, Paris, 1808, 4 vol. in-12; nouvelle édition, 1819; 8<sup>o</sup> *La roche du diable*, Paris, 1809, 5 vol. in-12 (anonyme); 9<sup>o</sup> 3<sup>e</sup> édition, avec le nom de l'auteur, 1822; 8<sup>o</sup> *Le fils chéri et le fils abandonné*, ou *le Mentor moderne*, 1809, 5 vol. in-12; 9<sup>o</sup> *La spectre de la montagne de Grenade*, 1809, 3 vol. in-12; 10<sup>o</sup> *Monsieur Gellin*, ou *les effets de l'enivrement et de la médecine*, Paris, 1810, 4 vol. in-12; 11<sup>o</sup> *L'innocence et le crime*, 1810, 3 vol. in-12; 12<sup>o</sup> *Les trois mères et leurs filles*, ou *la vanité des systèmes*, Paris, 1819, 3 vol. in-12; 13<sup>o</sup> *Le petit savant de société*, (ouvrage dédié à la jeunesse des deux sexes, contenant la manière de jouer tous les jeux innocents dont on s'amuse en société, etc., recueilli d'après des manuscrits de M. l'abbé de Fontenay, corrigé et augmenté par M. de Belair, 2<sup>e</sup> édit., Paris, 1812, 4 vol. in-32; 4<sup>e</sup> édit., Paris, 4 vol. in-32; 14<sup>o</sup> *Pauline*, ou *le moyen de rendre les femmes heureuses*, 2 vol.; 15<sup>o</sup> *Les mères dévouées*, ou *histoire de deux familles françaises*, Paris, 1814, 3 vol. in-12; 16<sup>o</sup> *Récitations de l'enfance*, ou *tableau des amusements d'une société d'enfants*, Paris,

1816, 3 vol. in-10: 17° *Isours, ou le château de Montans*, traduit du languedocien, Paris, 1816, 3 vol. in-12 (anonyme); 18° *L'ermite de la vallée de Lux et les désespérés*, Paris, 1816, 3 vol. in-12; 19° *La voilette par circonstance, ou panorama de quelques maisons de Paris vues dans l'intérieur*, Paris, 1817, 4 vol. in-12; 20° *L'ancien et sa victime, ou Charles et son frère Henri*, Paris, 1818, 3 vol. in-12; 21° *La tour du Bog, ou la sévérité paternelle*, Paris, 1819, 4 vol. in-12 (anonyme); 22° *La forêt Noire, ou les aventures de M. de Lusy*, Paris, 1820, 4 vol. in-12 (anonyme); 23° *Cécile, ou la rigueur du sort*, Paris, 1821, 2 vol. in-12 (anonyme); 24° *Le jeune peintre, ou mon histoire*, Paris, 1821, 4 vol. in-12; 25° *Agathe, ou la destinée*, Paris, 1823, 4 vol. in-12; 26° *L'ermite et le revenant*, Paris, 1824, 2 vol. in-12; 27° *Comment donc faire? ou les deux orphelins*, Paris, 1824, 2 vol. in-12; 28° *Lopez et Delia, ou les caprices du sort*, Paris, 1824, 4 vol. in-12; 29° *Augustin et ses deux pères*, Paris, 1825, 3 vol. in-12: dans le troisième volume, on trouve une nouvelle de M<sup>me</sup> de Flesselles, intitulée: *La courage de l'amour conjugal*; 30° *Alexis et Joseph, ou les deux convallis*, Paris, 1826, 2 vol. in-12; *Les amitiés du dix-huitième siècle*, qui sont dans le deuxième volume, ont une pagination particulière; 31° *Sainville et Ledoux, ou sagesse et folie*, 4 vol. in-12; 32° *L'oncle et le neveu, ou la succession et l'héritier*, 2 vol.; 33° *Sophie, ou l'enfant vole*, 2 vol.; 34° *Les trois inséparables*, 2 vol.; 35° *Le dur de Guiso*, 1 vol.; 36° *Le solitaire des Pyrénées, ou jalousie et vengeance*, 4 vol.

LEHMANN (JEAN-GEORGES), inventeur de la méthode de dessin topographique qui porte son nom, était le fils d'un pauvre menuisier, et naquit le 11 mai 1765, au moulin de Saint-Jean, près de Baruth, en Saxe. A l'âge de quinze ans, son père le mit à travailler dans son moulin; mais bientôt les recruteurs qui, dans ce temps, parcouraient la Saxe sous toutes sortes de déguisements, parvinrent à s'emparer de Lehmann, et le conduisirent à leur quartier. L'exacuité avec laquelle il accomplit ses devoirs militaires, et sa belle écriture lui valurent l'emploi d'écrivain de la compagnie où il était placé, et plus tard, lorsque son régiment vint tenir garnison à Dresde, la permission de fréquenter l'école militaire établie dans cette capitale, sous la direction du capitaine Backenberg. Celui-ci apprécia les talents de Lehmann, et lui confia l'exécution de plusieurs travaux topographiques. Le général de Langenau, à qui les ouvrages de Lehmann furent soumis, lui manifesta sa satisfaction, et le nomma sergent dans son régiment. Au mois de juillet 1793, Lehmann sollicita son congé pour se livrer tout-à-fait aux travaux topographiques. Dès qu'il l'eut obtenu, il leva les plans d'un terrain de vingt-six mille carrés de l'Erzgebirge, et ceux de plusieurs lieux nobles. Le manque des divers instruments qui facilitent les arpentages, et qu'il n'avait pas le moyen de se procurer, lui suggéra d'importantes améliorations dans la manière de se servir de la planchette. En même temps, il acquit des connaissances spéciales sur l'origine et la formation des groupes et des chaînes de montagnes, qui lui devinrent très utiles lorsque, plus tard, il composa sa méthode de topographie. Les plans que nous avons eues plus haut fondèrent sa réputation. Il ne tarda pas à être nommé voyer du cercle de Wittenberg, et, en 1798, il obtint le grade de lieutenant et une chaire à l'académie militaire de Dresde, où il a formé un bon nombre d'habiles topographes. La campagne de 1806 l'appela auprès de l'état-major de l'armée saxonne, et la bataille d'Iena lui fournit l'occasion de tirer parti de son excellent coup d'œil et de sa connaissance des terrains. Nommé capitaine d'état-major, il fut envoyé, en 1807, au siège de Dantzick, et ensuite au blocus de Graudenz. Là, les fatigues continuelles de ses fonctions épuisèrent ses forces au point de laisser entrevoir comme prochain le terme de sa vie. De Graudenz, il suivit l'état-major à Warsovie. Malgré sa santé délabrée, il profita de son séjour dans cette ville pour en tracer une carte qu'il publia, et qui passe actuellement pour la meilleure que l'on possède de cette localité. En 1809, il fut appelé à Dresde, et nommé chevalier de Saint-Henri, et, l'année suivante,

il fut promu au grade de major, et obtint le surintendant de la chambre royale des plans militaires. Des cette époque, la maladie dont il avait contracté le germe dans ses campagnes se développa de plus en plus, et finit par l'enlever le 6 septembre 1811. Il a laissé en manuscrit un *Système complet de topographie*, qui a été publié, par le professeur Fischer, en deux volumes, dont le dernier renferme la nouvelle méthode de se servir de la planchette. Cet ouvrage, qui obtint un prodigieux succès, a été traduit en anglais par M. Siborn. On a encore de Lehmann plusieurs mémoires sur la géographie, la géologie, la géodésie, l'art de tracer des cartes, etc., qui ont été insérés dans divers recueils scientifiques du temps; de plus une description très détaillée de la bataille de Friedland, insérée dans le journal militaire intitulé: *Pallas*. Parmi ses cartes topographiques se distinguent particulièrement celles de la ville et des environs de Dresde, qui accompagnent l'histoire de cette capitale par le professeur Hase.

LELIEVRE (CLARA-HÉCÈS), membre de l'académie des sciences et de la légion d'honneur, né à Paris, le 28 juin 1752, est l'un des mineralogistes les plus instruits que la France possède. Dans sa jeunesse, il étudia la médecine à l'école de Strasbourg; mais il renonça bientôt à cette étude pour celle de la mineralogie. En sortant de l'école des mines, il fut nommé ingénieur dans ce corps. Cinq ans après et vers 1790, il obtint le grade d'inspecteur, entra à l'institut des sciences, et devint inspecteur-général au commencement de l'empire. Napoléon l'envoya, en 1810, à l'île d'Elbe, en qualité de commissaire extraordinaire, afin d'y organiser le gouvernement et d'inspecter les mines de fer que renferme cette île. Cette mission, que M. Lelièvre termina au bout de dix-huit mois, lui valut la croix de la réunion. Rentré en France, il se retira dans une belle propriété qu'il possédait à Sévres, où il continua à s'occuper de la science qu'il cultivait depuis soixante ans. Plusieurs sociétés étrangères l'ont appelé dans leur sein, entre autres celle de géographie, de statistique et d'histoire naturelle de Florence, et il est, depuis que l'agence des mines a été créée en conseil, vice-président de ce conseil, dont le président n'est le directeur-général. On doit à ce savant modeste, plus connu des étrangers que de ses compatriotes, la découverte de l'émeraude en France, de l'hercolite, à laquelle la nouvelle nomenclature n'a pas encore imposé de nom, du corindon, etc. C'est lui qui observa le premier que le fer oxyde, chauffé au chalumeau, contracte la polarité. Il répéta ses essais sur une grande quantité de substances, parmi lesquelles nous citerons l'ancalime, l'axinite, la chrysolite, les chaux boratées, carbonatées, phosphatées, sulfatées; le cobalt arsenié, le cuivre sulfuré, la prehnite, l'oisantite, le pyrogène. Ceux qui en voudront connaître les résultats pourront consulter les *Extraits de la mineralogie d'Habü*, t. VI, p. 51-542. Voici la liste des principaux mémoires de M. Lelièvre; nous ne citerons que le *Journal des mines*, mais on les trouve également dans les *Mémoires de l'institut*: 1° *Note sur le feldspath vert de Sibérie et l'existence de la potasse dans cette pierre* (*Journal des mines*, t. IX, p. 49, 53 et suiv.); 2° *Mémoire sur la lépidolithe* (*Idem*, p. 51, 221 et suiv.); 3° *Description et analyse du cuivre arsenié en lames* (t. X, p. 55, 555 et suiv.); 4° *Sur la découverte de l'émeraude en France* (*Idem*, p. 56, 641 et suiv.); 5° *Sur un minéral de plomb euroxygéné, contenant du fer et de l'arsenic oxydés* (t. XI, p. 63, 209 et suiv.); 6° *Note sur le perchat de Platin en Saxe* (t. XVI, p. 91, 79, 75); 7° *Sur la yénite* (t. XXI, p. 121, 65 et suiv.); 8° *Sur un gisement du corindon* (t. XXXI, p. 127); 9° *Sur un gisement de l'hercolite* (t. XXXII, p. 324).

LEMARQUIS (PIERRE-MAUR), administrateur, naquit à Rouen, en 1762. Son père, riche négociant de Bolbec, avait reçu de Louis XV des lettres de noblesse, avec la légende *Charitas herouum virtus*, pour la générosité qu'il avait déployée lors d'un affreux incendie par lequel cette ville avait été presque réduite en cendres. Le jeune Lemarquis fut pour cette raison l'objet des plus hautes bienveillances des ses entrées dans le monde. Nommé, à vingt-deux ans, secrétaire-général

de l'intendance d'Orléans, il fut envoyé, en 1789, vers Neckar pour présenter un plan d'approvisionnement de Paris. Le ministre, voulant récompenser le mérite qu'il sut reconnaître dans le jeune négociateur, le présenta à Louis XVI, qui lui dit en lui serrant la main : « Mon petit intendait, je suis content de vous ». Quelque temps après, les suffrages d'Orléans portèrent Lemarcis aux fonctions de procureur-syndic du district. C'est lui qui rédigea la fameuse pétition des citoyens d'Orléans, dans l'affaire de Léonard Bordon, pétition qui fut l'acte d'un grand courage. Ami Lemarcis ne tarda pas à être traduit au tribunal révolutionnaire, où il sauva, dit-on, ses jours par un bon mot. Une seconde fois décrété d'accusation, il se réfugia à Bolbec, où la reconnaissance des habitants lui procura la faveur d'avoir sa propre maison pour prison. Plus tard, Lemarcis siégea au conseil des cinquante, où il vota avec la majorité qui succomba au 18 fructidor. Il fut nommé, en 1804, à la place de directeur des contributions directes du département de la Seine, qu'il a remplie jusqu'à sa mort arrivée à Paris le 8 mars 1846. On lui doit les deux ouvrages suivants, publiés sous le voile de l'anonyme : 1° *Conseils à une jeune femme, ou lettres d'Augustine L. M.* (Lemarcis) à Pauline D. N. (de Noailles), Paris, 1797, in-8° ; 2° *Les amours d'Oréus, traduction libre, en vers français, suivie du Remède d'amour, poème en deux chants, imité d'Oréus*, Paris, 1799, in-12.

**LEMIERRE** (ANTOINE-MARIN), poète dramatique, naquit à Paris, vers l'an 1753, selon l'opinion la plus accréditée, bien que sa naissance soit placée dix ou douze ans plus tôt par l'éditeur de ses œuvres choisies et par Labarpe. Couronné plusieurs fois aux concours de l'université, Lemierre justifia de bonne heure les efforts faits pour son éducation par son père, simple fabricant d'éperons. Un peu plus tard, un fermier-général, nommé Dupin, celui qui depuis accueillit aussi L.-J. Rousseau, remarqua le talent naissant de Lemierre : il voulut lui servir de bienfaiteur sans blesser sa délicatesse, et il lui donna chez lui le titre de secrétaire ; mais en le laissant libre de consacrer à la poésie la plupart de ses moments. Ses premiers poèmes lui valurent, à Paris même, quatre triomphes académiques. La *tendresse de Louis XIV pour sa famille* fut couronnée en 1753 : *l'empire de la mode* en 1754 ; *Les hommes unis par les talents* en 1757. Avant ce dernier succès, le poème intitulé *La rommarce* avait été distingué de même, et de plus il fut pour l'auteur l'occasion d'une jouissance particulière qu'il sut prolonger jusqu'à son dernier jour. Il qualifia lui-même de *vers du siècle*, ce monostique si heureux :

Le trident de Neptune est le sceptre du monde.

C'était le faible de Lemierre d'attacher une grande importance à ces bonnes fortunes littéraires ; et sa naïveté en cela parut si amusante, que beaucoup de gens la lui pardonnèrent enfin. Un prix avait aussi été décerné par l'académie de Pau, en 1754, à l'*Eloge de la sincérité*, puis, en 1756, à l'*Utilité des découvertes faites dans les sciences et dans les arts sous le règne de Louis XV*. Il faut remarquer à la louange des académiciens de Pau, ainsi que de ceux de la capitale, que dans ces occasions, au lieu d'exiger trop exclusivement une sorte d'élegance toute classique, ils ont apprécié chez Lemierre le mouvement de l'esprit, et quelquefois des pensées fortes, ou aussi vraies qu'ingénieuses. C'est en 1758 qu'il fut applaudi, pour la première fois, sur la scène. Le sujet d'*Ulysses*, dont il était difficile d'écarter les vraisemblances, offrait du moins un avantage ; il n'avait été traité que par des auteurs oubliés du public, tels que l'abbé Abeille et, avant lui, Ogier de Gombauld. La pièce de Lemierre, conduite avec art et simplicité, d'un intérêt soutenu sans insipier l'horreur, et par conséquent appropriée au goût français, fut accueillie favorablement dès la première représentation, malgré le défaut qui fit dire à un plaissant : « C'est une tragédie à peindre. » Ce bon mot n'a pu être oublié, parce que la manière générale de l'auteur en a fait sentir ensuite, de plus en plus, la vérité : mais Fréron a jugé *Ulysses* beaucoup trop du-

rement, en n'y voyant qu'un amas d'absurdités, et une continuelle jonglerie. L'auteur prôta davantage à la critique en 1761. La basse atrocité, presque insupportable du sujet de *Téres*, choqua les spectateurs, et M<sup>lle</sup> Clairon ne put les ramener, quelque admiration qu'elle excitât dans la scène de la tapisserie ourdie par la malheureuse Philonèle. Cette pièce fut hasardée de nouveau en 1787 ; mais, malgré les changements qu'elle avait eus, il fallut l'abandonner. Dans *Idoménée*, représenté en 1764, Lemierre évita un défaut essentiel reproché à Crébillon. Malheureusement le plan devenait dès lors d'une telle simplicité, qu'il n'eût appartenu qu'à un talent du premier ordre de le développer jusqu'au bout avec intérêt. La peste ne parut qu'un simple expédient imaginaire pour soutenir les derniers actes, et le parterre rejeta cette intervention malencontreuse. L'auteur ne se découragea nullement : deux ans après il donna *Artaxerxe* qui est resté au répertoire, mais sans désarmer la critique. Outre le manque de vérité dans le rôle d'Artaban, dont les forfaits ambitieux ne sont pas motivés d'une manière naturelle, c'est de toutes les pièces de Lemierre celle où il tombe le plus visiblement dans la faute de ne pas déterminer en termes assez positifs la situation de ses principaux personnages. *Artaxerxe* fut suivi, la même année, d'une tragédie plus neuve quant à la conception, et plus originale dans l'exécution, mais qui, selon les idées qui régnaient alors, pouvait se rapprocher trop du drame. C'était s'éloigner beaucoup en effet de la pompe théâtrale déjà consacrée par tant de succès au temps de Louis XIV, que d'introduire sur la scène tragique, avec leurs idées d'agreste indépendance, et leurs mœurs tudesques, les pâtres des rochers de Schweitz. Guillaume Tell, devenu célèbre moins pour ce qu'on lui attribue d'héroïque, qu'au moyen de l'application faite à son fils d'une ancienne anecdote danoise, est le héros de cette composition blâmée, surtout comme trop hardie, lorsqu'elle parut. L'intrigue en est faible, et le style plus âpre que naturel, excuse le mot de Voltaire : « Il n'y a rien à dire : ces Suisses-là parlent bien le français de leur pays. » Néanmoins, parmi d'autres beautés réelles qui auraient pu, dès cette époque, faire accueillir moins froidement le dialogue ferme et serré des libérateurs de la Suisse, il se trouvait des sentiments patriotiques justes et bien exprimés. Les conjurés et leurs compatriotes y sont présentés comme déjà forts par leur union, et recommandables par leur modération, comme un peuple qui

Ne veut point conquérir, mais ne veut point dépendre.

L'aventure de la pomme n'était d'abord qu'en récit ; elle fit partie de l'action vingt ans plus tard, lorsque la pièce, ainsi reprise dans un temps plus favorable, eut un brillant succès, auquel contribua le jeu de Larive. On sait qu'il était beau dans les scènes d'un hérosisme à la fois simple et pathétique. On aimait beaucoup sa pantomime lorsqu'il plaçait la pomme sur la tête de son fils, et de tous les vers remarquables de son rôle, celui qu'il faisait le plus applaudir est celui qui vient d'être cité. Ce fut aussi à la reprise, mais seulement après dix années d'interruption, que *La reuse du Malabar* excita l'enthousiasme. Il y avait donc dans Lemierre une disposition qui tenait du génie : quelquefois le temps sanctionnait ses ouvrages. Le talent des esprits essentiellement médiocres est tout d'imitation, et les expose à reproduire constamment des opinions ou des maximes déjà surannées ; une tête plus forte sait, au contraire, devancer les siècles à quelques égards, et ses idées peuvent convenir non à ses contemporains qu'aux générations suivantes. Au reste cette remarque concerne plus Guillaume Tell que *La reuse*, dont le dénouement change, lorsqu'on le produisait de nouveau sur la scène, expliquait seul, selon Labarpe, une suite de trente représentations contrastant avec l'indifférence que le public avait montrée en 1770, pour ses déclamations romanesques. Ce dénouement même n'offrant au jugement du critique qu'un vain appareil, il prononça que c'était une très mauvaise pièce de tout point ; mais il en avait porté lui-même plusieurs fois un autre jugement. Le plus grand tort de l'auteur a été de négli-

ger entièrement la couleur locale, et de peindre comme des prêtres impitoyables et sanguinaires, les brahmines que leurs superstitions même ont rendu en général les plus compatissants des hommes. *La reuse du Malabar* est restée au répertoire. Enfin Lermière se lassa du théâtre : la chute de *Ceramis*, sujet analogue à celui d'*Iléracius*, peut y avoir vu beaucoup de part. A la vérité *Barnesell* fut représenté en 1790; mais cette pièce avait été faite à la même époque qu'*Artaud*, et si on ne l'avait pas jouée avant la révolution, c'était surtout dans la crainte de déplaire à la maison d'Orange. *Barnesell* aurait eu d'ailleurs peu de succès alors, malgré quelques couplets qui sont toujours un bel effet, même à la lecture, et un vers sublime qu'on a retenu. Le fils de Barnesell lui conseilla de se soustraire à l'ignominie par la mort; il lui dit :

Caton se la donna.

Barnesell lui répond :

Socrate l'attendit.

Il fallait des troubles politiques pour faire écouter les longues dissertations des oragistes et des gomaristes. Après cette victime des factions et d'un double faustisme, on devait donner une *Virginie* qui ne fut pas même imprimée : l'auteur ayant vu avec peine les applications auxquelles son *Guillaume Tell* avait donné lieu, ne voulut pas être accusé, dit-on, de fomenteur des passions déjà trop excitées par les événements. « La tragédie court les rues, » répondait-il à ses amis qui le pressaient de travailler encore pour le théâtre, au milieu des fureurs de l'anarchie. En s'éloignant de la scène, il renouvrait à ses plus sages avantages. De la sorte, des pensées fortes ou nobles, des tirades remarquables suffirent ordinairement aux spectateurs, et ils peuvent être séduits même par les coups de théâtre, dont l'abus est à surtout reproché à Lermière; mais pour d'autres compositions, appréciées dans le silence du cabinet, on exige moins d'inégalité, moins de négligences, et des plans irréprochables. Cependant ses poèmes didactiques n'étaient pas à beaucoup près sans mérite, et déjà ils avaient ajouté à sa réputation. Après s'être proposé seulement de traduire le poème latin de l'abbé de Marsy, sur la peinture, il y avait ajouté assez de développement pour former trois chants, non pas d'après la division des genres; mais en s'arrêtant à celle des parties essentielles de l'art en général, l'invention, le dessin, le coloris. On a remarqué que les plus beaux morceaux de ce poème étaient ceux auxquels l'auteur latin n'avait eu aucune part, et que, sans des défauts que plus de travail et un goût mieux exercé auraient fait aisément disparaître, l'imitateur se serait élevé souvent au niveau des maîtres de l'art. On y désirerait surtout des apostrophes moins répétées, et, ce qui présente une difficulté plus grande, des transitions moins brusques. On fit plus tard à son poème des *Fastes* les mêmes reproches, et de plus on en trouva les chants trop nombreux, mal liés, et très imparfaitement combinés. Latharpe, presque toujours contraire à l'auteur, ne l'épargna pas dans cette occasion. Il eût été juste pourtant d'avouer que ce long ouvrage renferme non seulement des vers heureux, mais des morceaux pleins d'inspiration, ou très dignes d'éloge à divers égards. Le poète a réussi particulièrement à chanter soit le printemps et les jardins anglais, soit, en parlant de la fête des saints les plus connus, Saint-Antoine son patron. L'inégalité de son talent n'est nulle part plus frappante que dans ses pièces fugitives; il en est de fort agréables, et où même on trouve plus de grâce que dans ses autres compositions; mais le manque de correction, d'harmonie poétique, et même de discernement y est porté jusqu'à la bizarrerie. A cet égard il commistait mal le siècle où il entra, s'il croyait, au milieu de tant de concurrents, pouvoir le captiver sans des efforts de patience. Pour descendre à des soins qu'il regardait comme minutieux, il avait de lui-même une opinion trop haute ou plutôt trop incertaine, puisque chez lui c'était moins de l'orgueil que de la vanité. Il alléguait une excuse très louable, mais non pas suffisante : étranger à toute intrigue, et des lors sans protecteurs, il se voyait réduit, disait-il, à faire ses

affaires lui-même. Il croyait se livrer sans inconvénient à cette industrie, pourvu qu'il n'offensât personne; comme si on pouvait s'exposer volontairement au ridicule sans déconforter son nom. Mais était-ce bien, ainsi que l'ont prétendu les amis de Lermière, ce singulier calcul de faire rire de soi pour en faire parler davantage, qui l'engageait à s'écrier, en voyant *Ceramis* mal accueilli : « S'imaginent-ils qu'on leur donnera tous les jours une *Feuille du Malabar* ? » D'autres mots de Lermière, qui n'ont pas été non plus oubliés, décèlent toute la prévention de l'amour-propre. En se présentant pour remplacer Voltaire à l'académie, il disait : « N'est-ce pas Ajax qui doit hériter des armes d'Achille ? » Ajax ne fut pas nommé; cependant il garda le silence à cause du mérite de Ducis qu'on lui préférait. Mais, deux ans après, un plus faible compétiteur l'ayant aussi emporté, l'humeur lui inspira la meilleure de ses saillies en ce genre : « Il n'est pas étonnant que Chabannon soit élu à ma place; il joue du violon, et je ne joue que de la lyre. » Il ne tarda pas toutefois à être admis. En 1781 il succéda à l'abbé Balthus, et, en reprenant, à sa manière, dans son discours de réception, qu'il ne devait nullement à l'intrigue cette faveur un peu tardive, il s'exprima avec plus de fierté que d'élégance académique : « La place, dit-il, que vous m'accordez, est d'autant plus flatteuse pour moi que ne l'ayait sollicitée que par mes écrits, je serais presque tenté de croire que je n'ai eu affaire qu'à des juges. » Ses talents n'étaient pas les seuls titres à l'estime générale; il eut toutes les vertus domestiques, et, même dans sa candeur, il trouva l'art de se faire chérir constamment de sa jeune femme, quoiqu'il ne fût bien ni de taille ni de figure. Les desordres de la révolution l'affectèrent au point de lui ôter presque l'usage de ses facultés, et ses moyens d'existence lui furent ravis; il finit ainsi ses jours, à Saint-Germain-en-Laye, le 4 juillet 1793. Il avait publié : 1° Le poème de *La peinture*, in-12, in-8°, et in-4°, avec fig., 1769, 2° *Les fastes, ou les usages de l'année*, poème en seize chants, in-8°, 1779; 3° *Ses poèmes couronnés*, auxquels il avait joint ses *Pièces fugitives*, in-8°, 1782. En 1810, ses *Oeuvres* accompagnées d'une notice, ont paru en trois vol. in-8°. Enfin ses *Oeuvres choisies* occupent deux volumes de la collection des *stéréotypes* de Didot.

LEMOINE (JACQUES-JOHN), né à Paris, le 11 janvier 1770, homme de lettres, ancien chef de division des sciences au ministère du commerce, et, en dernier lieu, secrétaire du conseil supérieur d'agriculture au ministère de l'intérieur. Il a rempli les lacunes qui ont existé dans le cours de ses travaux administratifs par plusieurs ouvrages de littérature et de philosophie. On lui doit : 1° un *Discours sur l'influence des crises de l'esprit*, qui fut distingué à l'institut de France; 2° un *Discours sur la légèreté imputée à la nation française*, couronné par l'académie de Dijon; ce discours fut partie d'un ouvrage plus considérable portant pour titre : *Les Français justifiés du reproche de légèreté*; 3° *Les trois royaumes*, essai philosophique, publié en 1819, où l'on trouve des données intéressantes sur l'Italie, et des discussions approfondies sur les divers systèmes philosophiques qui ont occupé les têtes humaines depuis l'origine de la civilisation jusqu'à nous. M. Lemoine vient de publier, sous le titre de *Loisirs de M. de File-neuve*, le voyage d'un habitant de Paris à l'est de la France, en Savoie et en Suisse. La première de l'auteur, dans cette dernière production, a été de faire connaître la situation des esprits en France, et d'éclaircir, s'il eût été possible, l'ancienne administration sur la marche qu'elle avait à suivre. Une autre idée dominante, qui se rattache naturellement à la première, est l'union si désirable, au temps où nous sommes, de la religion et de la philosophie. *Les trois royaumes* avaient montré l'exaltation philosophique de M. Lemoine dans sa jeunesse : ses *Loisirs* donnent la philosophie de l'âge mûr. L'homme dans ces deux ouvrages se montre tout entier.

LEON XII (ARRIVAL DELLA GENGA, pape sous le nom de), né le 2 août 1760, au château de la Genga, sur le territoire de Spolète, devint cardinal le 5 mars 1816, et succéda à Pie VII, le 27 septembre 1823. Après avoir rempli les fonctions de nonce du saint siège en Suisse

et pres de plusieurs cours de l'Allemagne, notamment à Dresde, il fut chargé par Pie VII d'une mission particulière auprès de Louis XVIII. De retour à Rome, il devint vicaire-général. Après son exaltation, il prit successivement pour secrétaire d'état les cardinaux Della Somaglia, Pacca et Beretti. Son pontificat fut marqué par des encouragements donnés aux arts, des embellissements à la capitale du monde chrétien, des secours aux hôpitaux, par de sages mesures d'administration, et surtout par la destruction des bandes de malfaiteurs qui infestaient les Etats Romains. Son nom doit être mis au petit nombre de ceux des pontifes qui ont le mieux compris l'esprit de leur ministère et les besoins de leur siècle. Il avait à cœur, par-dessus tout, la conservation des droits et privilèges du saint siège, et il les soutenait avec une fermeté qui donna lieu, en 1824, à de vives discussions entre le gouvernement romain et ceux de France et d'Autriche. Dans la même année, à l'accession, il annonça solennellement le jubilé de 1825. La lettre encyclique qu'il adressa à ce sujet à la chrétienté, contient une vive sortie contre les sociétés bibliques. Le 17 mai 1824, il fit remettre aux jésuites, dans la personne de leur général Louis de Fortis (mort en 1829), le college romain, tel qu'ils l'avaient possédé en 1773, c'est à dire y compris l'église de Saint-Ignace, l'Oratoire, le muséum, la bibliothèque et l'observatoire, voulant qu'ils pussent se livrer entièrement à l'éducation de la jeunesse. Dans la même année il eut en communication officielle avec quelques unes des républiques de l'Amérique méridionale, et notamment avec celle de Chili. Léon XII se montra l'ennemi du fauconnisme. Il blâma hautement les menées des factions théocratiques. Il refusa de sanctionner la prétendue apparition miraculeuse de la croix de Miric, et approuva les ordonnances que le gouvernement de France rendit en 1828 contre les jésuites. Il mourut le 10 février 1829. Le conclave lui donna, le 31 mars suivant, pour successeur, François-Xavier Castiglioni, qui prit le nom de Pie VIII.

**LÉOPOLD**, roi des Belges. *Voyez* COBOURG, au Supplément.

**LÉOPOLD** (CHARLES-CECILIEN), né à Stockholm, le 2 avril 1756. Son père, alors simple contrôleur des douanes, n'aurait pu lui donner qu'une éducation très incomplète; mais dès son enfance, il fut remarqué par un Français établi dans cette capitale. Cet homme instruit se plut à cultiver les heureuses dispositions de Léopold, et commença par lui rendre la langue française si familière que l'idiotie natale. Léopold était à l'université d'Upsal, lorsqu'il publia son premier écrit : *De origine sua, rum moralium*. Son ode, à l'occasion de la naissance d'un prince royal, en 1778, lui fit un nom, et de plus elle lui procura l'amitié de Kellgren, dont les observations critiques avaient été combattues par le jeune auteur avec autant de maturité que de modération. A cette époque, Léopold ne devant sa subsistance qu'à son travail, ne consacrait que peu d'instants aux seules études qui pussent lui offrir une perspective analogue à ses talents. A force d'économie, il parvint enfin à faire le voyage de Poméranie, pour entrer à l'université de Greifswald. Il y recut, en 1781, le grade de docteur, et quand il fut agréé à cette université, on lui fit des propositions pour le retenir dans la province. Il aurait été employé à la bibliothèque de Stralsund; mais il préféra retourner en Suède, et, dès l'année 1784, il y figura, comme conservateur, la bibliothèque donnée à l'université d'Upsal par Liden. Le comte de Creutz ayant eu communication de la correspondance de Léopold avec le baron Ehrenheim, parla au roi du mérite du bibliothécaire d'Upsal. Gustave III le fit venir à Stockholm, paya quelques dettes qu'il avait contractées pendant ses études, et lui donna un logement au château. Egalement bien accueilli de la cour et des hommes de lettres, il fut, en 1786, un des cinq membres appelés à compléter le nombre de dix-huit dont se composa l'académie suédoise au moment de sa fondation. L'année suivante, la bibliothèque de Brothnington fut mise sous sa direction; mais, en 1788, il fut attaché à la personne du roi, avec le titre de secrétaire particulier. Bientôt Gustave s'étant rendu à l'armée, re-

gretta au milieu des camps la société des hommes instruits. Léopold le rejoignit et chanta les faits mémorables de cette guerre dans une ode et dans quelques épitres. Il acheva alors sa tragédie d'*Oden*. On la joua à Stockholm, en 1790, et le roi lui écrivit à cette occasion le billet le plus gracieux, accompagné de deux branches de laurier cueillies sur le tombeau de Virgile. Après la mort de Gustave III, l'académie suédoise fut supprimée; mais Léopold en fit de nouveau partie, lorsque Gustave-Adolphe IV la rétablit. En 1798, il fut nommé chevalier de l'ordre polaire. Il devint ensuite conseiller de la chancellerie, membre de l'académie des belles-lettres et membre de l'académie des sciences. Anob. en 1809, il fut nommé, en 1815, commandeur de l'ordre polaire, et trois ans après secrétaire d'état. Il s'était marié vers la fin du règne de son premier protecteur. Sa femme dont la raison s'altéra dans ses dernières années, mourut le 3 mai 1829. Malade lui-même, et aveugle depuis long temps, il succomba le 3 novembre. Il était des académies de Copenhague, de Pise et de Marseille. Ses œuvres imprimées forment 3 volumes in-8°, et il a laissé des manuscrits. Deux de ses pièces de théâtre, *Oden* et *Virginia*, ont été traduites en français.

**LÉOPOLD-AUGUSTE** (EMILE), prince régnant de Gotha, né vers 1773. Nous ne parlerons de ce prince que sous le rapport littéraire, sa vie ne présentant pas un intérêt assez marqué sous d'autres aspects. Léopold-Auguste était un homme vertueux et bienfaisant, qui tenait à l'honneur de cultiver les sciences et les arts. Il est auteur d'un livre intitulé : *Kylienion*. Ce sont douze idylles dont chacune porte pour souscription le nom d'un mois grec. Les éloges prodigués par une dame française aux idylles de Gessner, déterminèrent ce prince à en composer quelques unes qu'il affecta d'écrire entièrement dans le genre grec. D'autres petites pièces sont jointes à son *Kylienion*; plusieurs ont été mises en musique par lui-même, et les connoisseurs prétendent retrouver dans sa mélodie la même originalité que dans ses écrits. Himmel et Weber ont orné leur musique quelques morceaux composés par Léopold-Auguste. Ce prince a encore écrit d'autres ouvrages qui n'ont pas été imprimés; de ce nombre est *Pandoue*, roman, ou plutôt nouveau. Léopold-Auguste réussissait surtout dans le style épistolaire; il a écrit plusieurs ouvrages en ce genre. Composer un roman n'était pour lui qu'un délassement; mais il donnait à son imagination un cours trop libre, et ne s'attachait pas assez à suivre un plan déterminé. On assure qu'il dictait ses conceptions, et que, pendant plusieurs heures de suite, son style se soutenait toujours pur et élégant, sans qu'il eût jamais recours aux changements et aux corrections. Ce prince a légué sa bibliothèque, ses tableaux et ses collections d'objets d'art aux établissements publics de Gotha. Il mourut le 17 mai 1822.

**LEPAUTE** (JEAN-ANDRÉ), horloger célèbre, né à Montmédi, en 1709. Il était encore bien jeune lorsque la manière dont il exerçait son art le fit remarquer à Paris où il avait été envoyé de très bonne heure. Le palais du Luxembourg lui dut, en 1753, la première horloge horizontale qu'on ait vue dans la capitale. De ce moment Lepaute fut logé au palais, et cette circonstance occasiona une liaison dont les résultats furent favorables à la science. Lalande, qui avait son observatoire au Luxembourg, fut un des commissaires chargés de l'examen de la pendule à une roue, inventée et présentée à l'académie des sciences par Lepaute. Un artiste de ce mérite pouvait se lier avec des savants. Lalande devint son ami, et s'il ne lui fut pas inutile pour la composition de ces horloges dont l'idée, plus encore que l'exécution, s'éloigne des limites ordinaires de l'art, Lepaute, de son côté a rendu de véritables services à l'astronomie par la perfection de ses pendules admises dans la plupart des observatoires les plus importants de l'Europe. Il a fait aussi les horloges des Tuileries, du Palais-Royal et du jardin des Plantes. Ses ouvrages, relatifs à sa profession, ont contribué à sa renommée. Dans son *Traité d'horlogerie*, il a comparé, avec beaucoup de soin, à diverses pièces de la montre ordinaire, celles de la pendule à secondes; puis il est entré dans les détails aussi



instructive sur les pendules à équation, à sonnerie, à réveil, et sur celles qui n'ont qu'une roue. La préface contient en abrégé l'histoire de l'horlogerie depuis les premiers temps, et surtout de ce qui a été fait pour perfectionner cet art, soit par Sully, soit par d'autres artistes ses prédécesseurs, à compter du quatorzième siècle. Une dissertation de Lalande, sur le mouvement d'oscillation, termine le volume. Dans le supplément, publié quelques années après, et auquel Lalande a eu beaucoup de part, on trouve la description d'une pendule à secondes, marquant le temps moyen et le temps vrai, avec plus d'exactitude que les pendules à équation. Il y est aussi parlé des pendules polycratiques, qui indiquent en même temps l'heure dans les différentes pièces d'un château. Les talents de Lepaute et sa probité l'ont fait jouir de l'estime générale; le roi même lui témoignait beaucoup de confiance. Par un bonheur non moins grand, il eut une femme digne d'attachement sous tous les rapports, et qui put s'associer à ses travaux, du moins quant à la partie astronomique. Elle devint l'amie de Clairaut et de Lalande, et elle les aida souvent dans leurs calculs, particulièrement à l'égard de la comète de 1759. Durant les sept années de la dernière maladie de Lepaute, elle le remplaça à la société pour se consacrer entièrement aux soins qu'il pouvait désirer d'elle, et elle le suivit lorsqu'on le transporta à Saint-Cloud afin qu'il respirât un air plus salubre. Victime de sa persévérance, elle succomba la première; mais on parvint à le laisser ignorer à Lepaute jusqu'à sa mort, qui arriva quelques mois après, le 11 avril 1789. On n'a de lui que : 1° *Traité d'horlogerie contenant ce qui est nécessaire pour bien connaître et bien régler les montres, la description des pièces d'horlogerie les plus utiles, etc.*, Paris, 1755, in-4°, avec dix-sept planches; 2° *Supplément au traité d'horlogerie*, Paris, 1760, et, avec un nouveau frontispice, 1768; 3° *Description de plusieurs ouvrages d'horlogerie*, 1764, in-12.

LE PELLETIER DE SAINT-FARGEAU. Voyez SAINT-FARGEAU.

LE PRINCE DE BEAUMONT (M<sup>me</sup>). Renvoyé indiqué mal à propos. Cette dame étant morte en 1780, elle n'aurait point dans le plan de ce Dictionnaire.

LEROY (JEAN-DAVID), professeur d'architecture, naquit à Paris, en 1738. Cet artiste distingué avait compris de bonne heure qu'il fallait aller étudier, sur les lieux mêmes où ils ont été illustrés par tant de chefs-d'œuvre, les principes de la science qu'il cultivait. C'est dans la Grèce qu'il étendit d'abord ses recherches et ses études. Aucun monument connu et respecté par le temps n'échappa à ses savantes investigations. Il rassembla les fruits abondants qu'il en recueillit dans un ouvrage qu'il publia en 1758, sous le titre de *Ruines des plus beaux monuments de la Grèce*. On peut lui reprocher des inexactitudes; elles sont abondantes dans la première édition; mais Stuart, qui les a relevées, s'est laissé dominer, peut-être, par un peu d'orgueil et de jalousie quand il a donné ses *Antiquités d'Athènes*. Cependant Leroy avait fixé les règles de l'art; il y développait des principes plus en rapport avec les chefs-d'œuvre que l'antiquité nous a légués, et qui firent abandonner ces conceptions grotesques, ces contours et ces formes tourmentées qui avaient fait pendant long-temps le succès des Daviller et des Oppenord. Des lors, le génie grec se fit sentir dans nos monuments et dans nos constructions, et sa conquête fit d'immenses progrès quand Leroy eut rectifié, en 1770, dans une nouvelle édition de son ouvrage, les erreurs de la première. Il put se promettre aussi alors que son livre serait long-temps consulté par tous ceux qui ne restent pas inanimés devant les prodiges du génie des arts. Leroy professa pendant quarante ans l'architecture à l'académie de Paris, et sut inspirer à ses élèves une grande admiration pour ces chefs-d'œuvre de l'antiquité, où des moyens si simples, si vrais, produisent un aspect si sublime ou ravissant. L'antiquité reprit alors tous ses droits, et les nombreux élèves de Leroy allèrent enrichir la province du fruit de ses inspirations. Quant à lui, les corps savants s'honorèrent de l'appeler dans leur sein. L'académie des belles-lettres de Paris, l'institut de Bologne, voulurent le voir au nombre de

leurs membres, et l'institut naissant lui offrit la première place de la classe des beaux-arts. Aux études profondes qu'il avait faites sur l'architecture civile, Leroy joignait des connaissances très étendues sur les constructions navales. Il renouveau sur la Seine plusieurs tentatives pour rendre les navires insubmersibles, mais elles furent toutes infructueuses. Peut-être les sciences qui eussent pu l'aider à accomplir ses projets n'avaient-elles pas atteint le degré de perfection auquel elles sont parvenues de nos jours. Leroy mourut à Paris, le 28 janvier 1803. Voici les ouvrages qu'il a publiés : 1° *Les ruines des plus beaux monuments de la Grèce*, Paris, 1758, 2 vol.; 1770, 2<sup>e</sup> édition, 1 vol. in-fol. max., fig.; cette édition contient beaucoup d'augmentations, des corrections et des planches qui ne se trouvent pas dans la précédente. 2° *Histoire de la disposition et des formes différentes que les chrétiens ont données à leurs temples*, 1764, in-8°. Il y en a une traduction allemande, avec des remarques, par l'abbé Laugier, 1778, in-8°. 3° *Observations sur les édifices des anciens peuples*, Amsterdam et Paris, 1767, in-8°. 4° *Mémoire sur les travaux qu'on rapporte à l'exploitation de la mine dans les Pyrénées*, 1773, in-4°, réimprimé en 1776, in-4°. 5° *La marine des anciens peuples, expliquée et considérée par rapport aux lumières qu'on peut en tirer pour perfectionner la marine moderne*, 1777, 1 vol. in-8°, fig.; 6° *Les navires des anciens considérés par rapport à leurs voiles et à l'usage qu'on peut en faire dans notre marine*, 1783, in-8°. 7° *Recherches sur le vaisseau long des anciens, sur les voiles latines, et sur les moyens de diminuer les dangers que courent les navigateurs*, 1785, in-8°. 8° *Canaux de la Manche à Paris, pour ouvrir deux débouchés à la mer, et faire de la capitale une ville maritime, suivant le vœu de l'assemblée nationale*, par M. D. Leroy, projet publié par Dupain-Triol, pour servir d'addition à sa carte de la navigation intérieure du royaume, 1791, in-8°. 9° *Nouvelle voile proposée pour les vaisseaux de toutes grandeurs, et particulièrement pour ceux qui seraient employés au commerce, précédée des Lettres de Franklin sur la marine, écrit servant de suite à ceux que l'auteur a publiés sur la marine ancienne*, 1800, in-8°. Les mémoires de l'académie des inscriptions en contiennent de Leroy sur la marine des anciens. Les *Mémoires de l'institut*, classe de littérature et des beaux-arts, contiennent encore de lui, tome 1<sup>er</sup> : *Nouvelles recherches sur les navires employés par les anciens, depuis l'origine des guerres puniques jusqu'à la bataille d'Actium, et sur l'usage qu'en pourrait faire dans notre marine*, tome II : *Mémoire sur le lac Maria*, imprimé à part in-8°, tome III : *Second mémoire sur la marine; Des petits navires des anciens, et de l'usage que nous en pourrions faire dans notre marine militaire*; Troisième et dernier mémoire sur la marine des anciens, et particulièrement sur un bas-relief public par Winckelmann, et représentant le fragment d'une galère.

LESURQUE (JOSSEPH), né à Douai, en 1765, avait servi honorablement dans le régiment d'Auvergne, lorsque, de retour dans sa patrie, il fut admis comme chef dans les bureaux de l'administration du district, et il acquit par sa conduite des droits à la confiance publique. Pourvu de 18,000 livres de rente, il vint s'établir dans la capitale, en 1796, pour suivre l'éducation de ses trois enfants. Peu de temps après son arrivée le courrier de Lyon fut arrêté, volé et assassiné sur la route de Paris à Melun. On était à la recherche des coupables; la fatalité voulut que Lesurque accompagnât au bureau central de police un sieur Guesno, son concitoyen. M. Daubenton, officier de police judiciaire informait dans ce moment contre les auteurs de l'assassinat du courrier de Lyon. L'antichambre de son cabinet était remplie de gens appelés pour déposer; deux femmes firent long-temps leurs regards sur Lesurque et Guesno, qui attendaient le moment d'être admis; elles demandèrent vivement la permission d'être reçues dans le cabinet de M. Daubenton, et l'assurent qu'elles viennent de reconnaître dans l'antichambre les auteurs de l'assassinat. Il était difficile de se persuader que deux coupables vinssent de leur propre mouvement se jeter entre les mains de la justice. L'officier de police judiciaire représente à ces femmes l'in-

vérité de leur déclaration ; elles y persistent, et, par une seconde et terrible fatalité, cette déclaration se trouva confirmée par la ressemblance parfaite de Lesurque avec l'un des brigands contumaces dont le signalement avait été donné à la police. Lesurque et Guesno sont arrêtés, mis en accusation et en jugement, avec un sieur Bruer, et les nommés Courriol, Bernard et Richard. Tout semblait disposé pour assurer le triomphe de l'innocence de Lesurque ; quatre-vingts témoins assermentés de sa probité ; la plupart étaient venus de Douai, à leurs frais, pour faire entendre en sa faveur le cri de l'opinion publique. La somme volée était de 14,000 francs en numéraire et de 7 millions en assignats, qui, en 1796, pouvaient valoir 5 à 6,000 écus. Le nombre des coupables signalés à la justice était de six ; c'était donc pour se procurer 3,000 francs qu'on supposait qu'un pere de famille bonnet et riche s'était transformé subitement en voleur et en assassin de grande route. Deux femmes déclaraient l'avoir reconnu sur le théâtre du crime ; mais Guesno, qu'elles croyaient aussi avoir reconnu, prouvait matériellement son alibi. Ce n'est pas tout ; deux artistes, peintres distingués de Paris, certifièrent qu'ils avaient dû avec Lesurque le jour même de l'assassinat, et qu'ils ne l'avaient quitté qu'à onze heures du soir. Les registres de la garde nationale établirent que Lesurque avait monté la garde dans sa section. Ces preuves portaient la conviction dans tous les esprits. Malheureusement, Lesurque se souvient que, le jour de l'assassinat, il a acheté au Palais-Royal une cuiller à œil, et qu'il y a changé des boucles d'oreilles : deux bijoutiers attestent ce fait ; le tribunal exige la représentation des livres, et la date du registre portait une surcharge. Cet incident arme tout à coup les juges et les jurés des plus fortes préventions ; toutes les dépositions reçues jusqu'alors ne paraissent que des actes de connivence ; d'un autre côté, on représentait à l'accusé un éperon trouvé sur la route, et l'une des femmes, qui prétendaient le reconnaître, lui disait : « Je vous l'ai vu raccommoder ; je vous ai prêté du fil pour en rattacher les chaînons. » Il résultait encore des débats que quatre jours après le crime, Lesurque avait déjeuné avec Courriol et Richard, ses co-accusés. Toutes ces présomptions devinrent aux yeux du ministère public et des jurés des preuves aussi claires que le jour, dans un temps où les routes étaient infestées de brigands, les courriers fréquemment arrêtés, et les deniers de l'état enlevés à main armée. Le 5 août 1796, Lesurque, Courriol et Bernard furent condamnés à mort ; les deux premiers comme voleurs et assassins sur la grande route, à main armée, et le second comme complice ; Richard, qui avait prêté des chevaux aux assassins, fut condamné aux fers ; Guesno et Bruer acquittés. Le pourvoi en cassation des condamnés fut rejeté. Le jour de l'exécution est arrêté ; Lesurque persistait à protester de son innocence ; Courriol, qui avait tout nié, ne peut voir les approches de la mort sans frémir. Il déclare à la justice qu'il n'a jamais eu de liaison avec Lesurque, et il explique l'erreur qui a déterminé la condamnation de cet infortuné. « Le coupable, que deux témoins ont cru reconnaître, est, dit Courriol, le nommé Dubosq, dont les traits et la taille ont une fatale ressemblance avec ceux de Lesurque. » Enfin Courriol fortifie sa révélation de tant d'indices que le gouvernement adresse un message au conseil des cinq-cents pour déroger, en faveur du malheureux Lesurque, à la loi générale qui ne laissait aucune ressource contre les arrêts confirmés par la cour suprême. « Faut-il, portait le message, que l'innocent périsse pour le coupable ? Le conseil des cinq-cents ordonne un sursis, et nomme une commission pour lui faire un prompt rapport ; mais les mêmes préventions qui avaient tué Lesurque assiégent la commission. On crut que Courriol avait pu être engagé par argent à faire ses tardives révélations ; que les détails qu'il donnait sur l'assassinat pouvaient n'être qu'un roman concerté entre lui et ses complices ; que les coupables qu'il indiquait pouvaient n'être que des êtres châtimentés. On invoqua d'ailleurs le respect dû au juré, l'inviolabilité de ses jugements. L'ordre du jour fut proposé et adopté. Cependant le directoire, qui

n'avait pas le droit de faire grâce, était tellement pénétré de l'innocence de Lesurque, qu'il adressa un second message au conseil des cinq-cents. Ce message n'eut pas plus d'effet que le premier. Lesurque, Courriol et Bernard furent conduits au supplice. Jusqu'à sa dernière heure, Courriol proclama l'innocence de Lesurque. Lesurque, victime d'une fatale ressemblance, mourut en pardonnant à ses juges. Un artiste, son ami, traça dans un tableau ses derniers adieux à sa famille. Une même tombe ensevelit le scélérat et l'homme de bien, et les enfants de l'homme de bien, victimes de la loi de confiscation, furent réduits à la misère. Cependant le jour de la vérité ne devait pas tarder à luire. Toutes les révélations de Courriol sont justifiées par l'arrestation des coupables qu'il avait désignés, et notamment de ce Théodore Dubosq qu'on avait pris pour Lesurque : c'était ce Dubosq qui avait perdu l'éperon représenté aux débats, et qui l'avait fait raccommoder par la femme dont la déposition avait accablé le malheureux Lesurque. Cette femme, en voyant Dubosq, demanda pardon au ciel de sa méprise ; les juges furent consternés. Des que les circonstances de cette affreuse tragédie furent connues, la mémoire de Lesurque fut justifiée dans l'opinion publique. M. Jacqueminot, comte de Ham, nommé à une sénatorerie, rejeta de la liste des biens qui en composaient le revenu, le chaume de l'innocent immolé pour le coupable. Mais, depuis plus de vingt-cinq ans la famille de l'innocent réclamait en vain une réparation solennelle. M. Daubenton, qui le premier avait été abusé par une ressemblance décevante, est mort avec le regret de n'avoir pu obtenir la réhabilitation de la mémoire de l'infortuné Lesurque. La veuve et les filles désolées de cette victime ont présenté le 36 mai 1831, une demande appuyée par tous les députés du département du Nord, et c'est après avoir suivi la hiérarchie des pouvoirs qu'elles se sont adressées aux chambres pour surmonter, s'il est possible, les obstacles qu'elles éprouvent. Leur pétition a été renvoyée à l'unanimité au ministre de l'intérieur et au garde des sceaux. Depuis la révolution de juillet les mêmes démarches ont été renouvelées et tout porte à croire qu'elles ne seront point infructueuses.

LETELLIER (PIERRE-JAMES-HIPPOLYTE), avocat à la cour royale de Paris, et littérateur distingué, est né en 1769, à Bar-sur-Aube. Après avoir fait de bonnes études à Paris, il fut employé, en 1790, dans les bureaux du ministère de la justice, et adjoint, en 1791, à la commission envoyée, par l'Assemblée constituante, pour apaiser les premiers troubles de la Vendée. Il fut nommé, en l'an 8, secrétaire-rédacteur des procès-verbaux du tribunal, et il remplit cet emploi jusqu'à la suppression de cette fraction du corps législatif. Appelé depuis aux mêmes fonctions près de la chambre des députés, il continua de les exercer jusqu'en 1815. Il embrassa alors la profession d'avocat, et publia plusieurs mémoires, où l'on trouve la science du jurisconsulte et le talent de l'écrivain. On lui attribue quelques écrits politiques et littéraires qui furent remarqués dans le temps où ils parurent ; mais l'ouvrage qui lui fait le plus d'honneur, est celui-ci : *Tableaux historiques, extraits de Tacite, et réunis par des sommaires et des appendices*, Paris, 1818, 2 vol. in-8°. Cette traduction est remarquable par la fidélité, l'élégance et la précision, et elle a obtenu les suffrages des meilleurs littérateurs. Elle a mérité à M. Letellier la décoration de la légion d'honneur.

LEVAVASSEUR (le vicomte N.), maréchal-de-camp d'artillerie, commandeur des ordres de la légion d'honneur et de Saint-Louis, naquit à Rouen, et fut de bonne heure destiné à la carrière militaire. Il entra, en qualité de lieutenant, en 1787, dans le 8<sup>e</sup> régiment d'artillerie à pied, et fut envoyé avec ce régiment aux îles de France et de Bourbon où il demeura jusqu'en 1793. Rentré en France à cette époque, il fut employé comme capitaine dans plusieurs établissements d'artillerie, et après la révolution il devint inspecteur de la manufacture d'armes de Klingenthal. Il fit, en 1803, la campagne de Prusse et d'Allemagne. A Lens, il commandait l'artillerie de la division Molitor. Nommé colonel sur le champ de bataille de Wa-

gram, il fut envoyé à Amsterdam comme directeur de l'artillerie de cette place. En 1812, il fut nommé commandant du parc de réserve de l'artillerie qui faisait partie du 2<sup>e</sup> corps de la grande armée de Russie, et se trouva à toutes les affaires auxquelles ce corps fut employé. Directeur de l'artillerie de Lille, en 1813, le général Levasseur conserva cet emploi après la restauration. Pendant les cent jours, il voulut suivre le roi à Gand; mais Louis XVIII, à son passage à Lille, lui ordonna de rester à son poste; ainsi cet officier put être utile à la cause qu'il regardait comme la seule légitime. A la seconde restauration, il fut nommé directeur d'artillerie à Douai. Pour le récompenser de sa fidélité, le roi le nomma, en 1816, commandeur de la légion d'honneur, maréchal-de-camp, et lui donna le commandement de l'école de La Fère. En 1830, le général Levasseur reçut un commandement supérieur, ayant été appelé à l'école royale d'artillerie de Toulouse. En 1834, il fut nommé commandeur de Saint-Louis, et mourut le 24 août de l'année suivante. C'était l'un des officiers les plus distingués de son arme. L'école d'artillerie de Toulouse lui doit de grandes améliorations; il y a fait exécuter des travaux qui seront un monument de son zèle et de ses connaissances, et il l'a enrichie d'un établissement de lithographie. Son zèle pour le perfectionnement de divers procédés de l'artillerie s'était fait nouvellement remarquer dans les épreuves comparatives qui ont eu lieu au polygone et sur divers points du département, entre le système d'artillerie anglais et l'ancien système de Gribeauval.

LEIGNAC. Voyez MAC-CARTHY, au Supplément.  
LEYONMARK (GUSTAVE-ADOLPHE), vice-président du collège des mines en Suède, naquit le 6 septembre 1734. Il annonça de telles dispositions pour les mathématiques, qu'à l'âge de dix ans, il entendait Celsius, Clairaut et Wolf. En 1760, il fut nommé secrétaire du collège des mines, et après avoir rempli avec zèle et exactitude les diverses fonctions qui lui furent confiées, il fut en 1772 nommé assesseur, et six ans après conseiller. En 1805 il fut élevé à la dignité de vice-président. Il avait été décoré quatre ans auparavant de l'ordre de l'étoile polaire. Leyonmark est mort à Stockholm dans un âge très avancé, en 1818. Les ouvrages qu'il a publiés ne sont pas imprimés séparément, mais on les trouve dans les mémoires de l'académie des sciences de Stockholm, dont il était membre depuis 1773. Les plus remarquables sont : 1<sup>o</sup> *Traité des racines positives, négatives et imaginaires des équations des troisième et quatrième degrés*; 2<sup>o</sup> *Nouvelle méthode pour résoudre les équations du quatrième degré en deux facteurs rationnels ou irrationnels*; 3<sup>o</sup> *Méthode pour chercher le maximum et le minimum*; 4<sup>o</sup> *Méthode pour trouver les facteurs carrés et cubiques dans les équations du cinquième degré*; 5<sup>o</sup> *Sur la vibration des pendules*, etc.

LICHTENBERG (GEOFFR. CHRISTOPH), célèbre physicien et moraliste allemand, né le 1<sup>er</sup> juillet 1743, à Ober-Ramstedt près Darmstadt, était le dix-huitième enfant d'un ministre protestant. Étant en bas âge, il fit une chute qui, en lui courbant l'épine du dos, devint la cause d'une difformité à laquelle on doit attribuer en grande partie le choix de l'état qu'il embrassa, ainsi que son goût pour la solitude. Il apprit de son père les premiers éléments de la physique, et fréquenta de sa quinzième année le gymnase de Darmstadt, où il se livra particulièrement à l'étude de l'astronomie. Le landgrave Louis VIII, instruit des heureuses dispositions du jeune Lichtenberg, lui accorda sa protection particulière et les secours qui lui étaient nécessaires pour se vouer entièrement à l'étude des sciences. Lichtenberg fit ses adieux au gymnase de Darmstadt dans un discours en vers allemands sur *la véritable philosophie, et le fanatisme philosophique*, qui fit une grande sensation et attira sur lui les regards des personnes éclairées. En 1763 il se rendit à Göttingue, où il continua ses études astronomiques et suivit les cours des célèbres professeurs Hollmann, Heyne, Gatterer, Kœstner et Meier, qui l'admirent dans leur intimité. Il ne resta étranger à aucune partie du domaine des sciences; revenant toutefois avec prédilection à la physique et aux observations astronomiques, il se fit tellement remar-

quer des juges compétents, que le célèbre baron de Münchhausen, curateur éclairé de l'université de Göttingue, lui offrit une chaire de professeur extraordinaire dans la faculté consacrée aux sciences exactes et philosophiques. Il était à Londres lorsqu'il reçut cette nomination, qu'il ne voulut accepter que du consentement de son souverain et bienfaiteur, le landgrave de Hesse-Darmstadt. Pendant son séjour en Angleterre, où il avait conduit le fils de l'amiral Swanson, et M. Yehy, fils de lord Boston, il fut traité avec distinction par la famille royale. Le roi George III, auquel l'astronome Demainbray, inspecteur de son observatoire privé, avait communiqué les observations de Lichtenberg sur le passage de Vénus du 19 juin 1769, prit beaucoup de goût à sa conversation, et lui donna par la suite des preuves nombreuses de son estime. De retour à Göttingue, en 1770, Lichtenberg annonça l'ouverture de ses cours par un programme contenant une dissertation sur *le calcul des probabilités dans les chances des jeux de hasard*, sujet déjà traité avant lui par d'Alembert et Bernoulli. L'année suivante, le roi d'Angleterre le chargea de déterminer la latitude de plusieurs villes de ses états d'Allemagne. Les résultats de ces travaux, qu'il exécuta en 1773 et 1775, et qui eurent pour objet les villes de Hanovre, Osnabrück et Stade, furent soumis à la société des sciences de Göttingue, et lui valurent, en 1774, l'honneur d'être élu membre de cette célèbre société. En 1775, il publia un premier volume des œuvres inédites du célèbre astronome Tobie Mayer, avec notes et commentaires. La suite n'a point paru, bien que Lichtenberg eût à sa disposition tous les manuscrits inédits de ce savant auquel il avait succédé en qualité de directeur de l'observatoire de Göttingue. Sa prédilection pour l'Angleterre et le souvenir de l'accueil que lui avait fait George III, le décidèrent, en 1776, à faire un second voyage dans ce pays. Cette fois, il ne se borna pas à un séjour à Londres; il parcourut les provinces, et acquit une profonde connaissance de la langue, des mœurs et de la littérature des Anglais. En 1777, il revint à Göttingue, et succéda à son ami Erxleben dans la chaire de physique expérimentale. Ses cours eurent un prodigieux succès, et attirèrent des auditeurs même des pays éloignés. En 1778, il fit l'intéressante découverte des figures que forme la poussière répandue sur la surface des corps électrisés, et qu'on a appelées de son nom. Ces figures à caractères différents et rayonnantes ou nappées, selon qu'elles sont produites par l'électricité positive ou négative, servent à montrer à l'œil ces deux modifications du même agent; elles sont représentées en détail dans les gravures jointes au tome VIII des nouveaux mémoires de la société des sciences de Göttingue. Un mémoire de l'auteur, sur cette découverte, se trouve dans le tome 1<sup>er</sup> des *Commentaires* de cette société. En 1780, il publia une nouvelle dissertation sur *le calcul des probabilités*, qui fait suite à celle qu'il donna en 1770. Lichtenberg s'était intimement lié avec Deluc, et son amitié pour ce physicien lui fit embrasser avec trop de chaleur, et décliner avec une opiniâtreté étrangère à son caractère, les théories de ce dernier sur l'hygrométrie et sur la pluie. Son *Exposition apologetique des idées de M. Deluc sur la formation de la pluie*, rédigée en 1796, n'a paru qu'après sa mort, en 1800, par les soins de son frère et de M. Kries. Ce mémoire est un chef-d'œuvre de dialectique, et sera probablement encore lu quand les meilleurs ouvrages des défenseurs des principes de la nouvelle chimie que Lichtenberg y a combattus sans succès seront entièrement oubliés; tant il est vrai que l'agrement des formes, bien plus que la solidité du fond, fait vivre les productions de l'esprit humain. Le même charme de style se fait remarquer dans les nombreux articles consacrés aux découvertes astronomiques et physiques, qu'il inséra dans deux ouvrages périodiques qui durent principalement à sa plume leur grand succès, le *Magasin de Göttingue pour les sciences et la littérature*, et la série des *Almanachs de Göttingue* de 1779 à 1799. On peut dire que ces articles furent pour l'Allemagne ce que les écrits de Fontenelle, de d'Alembert, de Bailly, ont été pour la bonne compagnie en France, un moyen d'acquiescer, avec un médecin

degré d'application, des idées justes et assez étendues sur les sujets les plus ardu des hautes sciences. Nous allons indiquer ses principaux écrits. Les premiers eurent une tendance toute polémique. Lavater avait dédié sa traduction des *Recherches de Ch. Bonnet sur les preuves du christianisme* au célèbre juif Mendelssohn, en le sommant de se convertir à la religion du Christ ou de réfuter publiquement les arguments de Bonnet. Cette démarche indiscrette de Lavater donna naissance à une satire de Lichtenberg, intitulée : *Timonos, ou justification de ceux Israélites convertis à la vraie religion par les arguments de Lavater et les ancêtres de Göttingue*, 1778. Cinq ans après, il publia en tête de l'*Almanach de Göttingue*, un *Traité de la physiognomonie contre les physiognomes*, où il établit, par des réflexions et des observations d'une vérité frappante, qu'on peut bien concevoir une pathognomonie, une sémiotique des passions, ou un corps de principes qui nous servent à reconnaître, à des signes visibles, les mouvements de l'âme ; mais que l'art de juger des qualités de l'esprit et du cœur par la forme et la disposition des parties extérieures du corps, et surtout des parties solides de la figure, est chimérique. Lavater répondit faiblement, et en protestant une admiration sincère pour la sagacité de son antagoniste, dans le quatrième volume de ses *Essais physiognomoniques*. Lichtenberg eut le tort très grave, après un procédé aussi noble, de publier une parodie de l'ouvrage de Lavater, sous le titre de *Physiognomonie des queues*, où des cadennettes de différentes formes, copiées sur des portraits d'écrivains célèbres, et des queues de diverses espèces d'animaux, étaient soumises à une profonde analyse physiognomique en termes ridiculement horsouffles, empruntés au langage néologisme de Lavater. Les explications de quelques planches d'Hogarth, que Lichtenberg avait données dans l'*Almanach de Göttingue*, ayant eu beaucoup de succès, il entreprit de faire graver sous ses yeux l'œuvre de ce grand peintre et de l'accompagner d'un commentaire. Cet ouvrage a paru en douze livraisons, 1794-1807, in-fol. et in-8°. Malheureusement la mort surprit le commentateur, en 1799, pendant l'impression de la cinquième livraison : les six suivantes sont du célèbre Bottiger, et la dernière de Bouterweck. Mais tel qu'il est, le travail de Lichtenberg vivra aussi longtemps que la langue allemande. On a dit que Fielding, Garrick et Hogarth, unis par les liens de la plus tendre amitié, avaient réussi à peindre avec le plus de fidélité la nature humaine sous ses divers aspects, avec la plume, la pantomime et le crayon. Lichtenberg a contribué, par ses lettres sur Garrick, dont il avait étudié le jeu pendant ses deux séjours à Londres, et par son explication d'Hogarth, à transmettre à la postérité une appréciation de leur talent plus juste et plus détaillée qu'elle ne lui serait parvenue sans le secours de sa plume. Mais indépendamment du mérite de son travail sur Hogarth, comme texte descriptif, c'est un véritable cours pratique de la connaissance des hommes dans tous les états et sur tous les échelons de la culture ou de la dégradation morale. Les excellents conseils et les remarques fines dont il abonde produisent un effet d'autant plus grand, que c'est en se jouant que le commentateur semble les offrir. Le seul défaut de ces tableaux de mœurs est un luxe d'allusions spirituelles et malignes qui ne sont pas suffisamment motivées par la matière. L'écrivain prête visiblement des vues trop profondes, des aperçus trop ingénieux, à l'artiste, et l'on ne peut voir qu'il ne tombe fréquemment dans la recherche, surtout dans les dernières livraisons. Le dernier des ouvrages de Lichtenberg dont nous parlons a été publié après sa mort par son frère. Ce sont des observations sur lui-même, des aveux d'une naïveté rare, des vues paradoxales, extraits d'un journal où il écrivait toutes ses pensées avec plus d'abandon et de bonne foi que J.-J. Rousseau n'en a mis dans ses *Confessions*. Vers la fin de 1798, cet homme extraordinaire fut atteint d'une maladie nerveuse qui paralysa toutes ses facultés intellectuelles et mit un terme à ses jours, le 24 février 1799. La collection des œuvres de Lichtenberg a été publiée, au profit de sa veuve et de ses

quatre enfants, par les soins de son frère et de M. Kries, à Göttingue, 1800-1806, en neuf volumes in-8°.

**LILIECRANTZ** (JEAN WESTERMAN, comte de), ministre des finances sous le règne de Gustave III, naquit en Suède, vers l'année 1730. Sa jeunesse annonça de grandes dispositions pour les sciences économiques. Les états de Suède lui allouèrent une somme pour parcourir les principaux royaumes de l'Europe, et y puiser des connaissances sur leur commerce et leur industrie manufacturière. Il revint en Suède après avoir parcouru l'Allemagne, la France, l'Angleterre et l'Italie, et publia un recueil précieux de ses observations. A son avènement au trône, Gustave III sentant le besoin de mettre de l'ordre dans les finances, appela Westerman à son conseil, l'anoblit sous le nom de comte de Liliecrantz, et le nomma ministre des finances. Pendant la guerre d'Amérique, ce ministre eut l'art de faire faire, sous les auspices de la neutralité, un commerce très lucratif à la Suède. Les bénéfices qu'il en retira lui permirent d'étendre les anciens papiers. Il fit sur des bases solides le crédit des nouveaux billets de banque que les événements ultérieurs purent seuls ébranler. A sa sortie du ministère, il fut fait sénateur ; et, quand le sénat fut supprimé, il devint président au conseil du commerce. Le roi le décora encore des titres de commandant et chancelier de ses ordres. Liliecrantz était membre de l'académie des sciences de Stockholm, qu'il enrichit de ses mémoires. Il parlait plusieurs langues avec facilité, et surtout le français, l'anglais et l'allemand. Il n'abandonna totalement les affaires que dans un âge très avancé. Liliecrantz joignait à une mémoire heureuse, à des connaissances étendues, des manières douces et prévenantes qui le faisaient aimer et chérir dans la société. Il est mort en 1815.

**LINTH**. Voyez **ESCHER**.

**LIOTARD** (PIERRE), botaniste, naquit à Saint-Etienne de Crusey, près Grenoble, en 1729, travailla à la terre dans sa jeunesse, s'engagea ensuite, et fit les campagnes de Port-Mahon et de Gênes, en 1756 et 1764. Blessé devant Gênes, il eut sa retraite, et vint travailler chez un de ses oncles, herboriste à Grenoble, où il prit le goût de la botanique. Quoique sans études, il entendit bientôt le latin de Linnée et connut toutes les plantes des Alpes. Il accompagnait les naturalistes qui visitaient ces contrées, et devint l'ami de plusieurs d'entre eux. Ses relations avec J.-J. Rousseau firent sur lui l'impression publique. Celui-ci vint le trouver en 1768, sous le nom de Renou, et le pria de lui apprendre à connaître les plantes. Liotard, simple, franc, et même un peu grossier, convenait à Rousseau ; ils se lièrent intimement, et, après leur séparation, ils entreprirent une correspondance qui rendrait immortel le nom de Liotard, si les lettres des deux amis reparaissaient : mais jusqu'ici on n'est point parvenu à les découvrir. Liotard eut aussi des rapports avec Villars, qui lui eut beaucoup d'obligations, et qui cependant le cite rarement dans son *Histoire des plantes du Dauphiné*, et en parle assez légèrement dans sa préface. En 1783 Liotard fut nommé directeur du jardin botanique de Grenoble, et, en 1794, la convention lui accorda un secours de 1,500 francs. Liotard ne savait que la botanique et l'horticulture, mais il les possédait à fond. Il est mort en avril 1796. M. Berriat Saint-Prix a donné une notice sur sa vie dans le *Magasin encyclopédique*, 4<sup>e</sup> année, p. 21-504.

**LISSOIR** (RACAZI), abbé de la Vaudieu, de l'ordre des prémontrés, naquit à Bouillon, en 1730. Il fut successivement maître des novices, professeur de théologie, prieur, et enfin abbé de la Vaudieu. A la révolution, il perdit son abbaye, et desservit la cure de Charleville. Incarcéré pendant la terreur, il vint à Paris quelques jours après le 9 thermidor, et s'attacha au *Journal de Paris*. Il est mort amoné des invalides, en 1806. C'était un homme instruit et laborieux. On a de l'abbé Lissoir un livre intitulé : *De l'état de l'église et de la puissance légitime du pontife romain*, Wurtzbourg (Bouillon), 1766, 2 vol. in-12. C'est un abrégé du *Fébronius* de l'évêque Hontheim que Lissoir a refondu, et qu'il a rendu sien. L'auteur y combat les usurpations des papes. Il prône avec Hontheim que leur juridiction

ne s'étend point sur toutes les églises, et que les conciles généraux sont au-dessus d'eux. Lissior a refondu aussi les livres liturgiques des prémontrés, et composé entre autres, *l'office de la translation de saint Norbert*. — Lissiora (Théodore), bénédictin, frère aîné du précédent, a donné une *Table géographique du martyrologe romain*.

**LOBERAS** (Don N.), brigadier des armées espagnoles, né à Figuières, vivait dans ses propriétés lors de l'invasion de l'armée de Napoléon dans la péninsule. Il prit les armes, et il commandait au siège de Giroune le poste de la porte Mont-Joui quand les Français en tentèrent l'escalade dans la nuit du 8 au 9 juillet 1809. Quoique le terrain fût d'un accès très difficile et la brèche impraticable, quelques troupes françaises, secondées de vélites italiens, avaient déjà arboré leur drapeau sur les murs, et la garnison songeait à se réfugier dans la ville, quand tout à coup Lobéras, frappé de l'importance de ce poste, ferme devant les fuyards la porte qui lui était confiée, seule issue du fort, et les oblige ainsi à se rallier pour livrer un combat à mort. Les Français et les Italiens n'étaient montés qu'en petit nombre; ils furent contraints, malgré une vigoureuse résistance, d'abandonner leur entreprise, et le poste resta aux Espagnols. Ce trait de fermeté fit connaître Lobéras et hâta son avancement. A la paix, il entra dans la retraite, et reprit les armes en 1833, quand le gouvernement français eut déclaré la guerre à l'Espagne; il eut le commandement d'une division de l'armée de Catalogne sous les ordres de Mina, et, dans cette guerre de marches, de contre-marches, de campements simulés et de harcèlements que ce grand capitaine fit contre le corps ennemi qui lui était opposé, Lobéras déploya la même activité, la même intelligence et la même bravoure qu'il avait précédemment montrées, et justifia le titre qui lui est resté du plus intrépide des généraux espagnols. Compris dans la capitulation de Barcelone, il s'est retiré en Angleterre, où il a fixé son séjour depuis 1833.

**LOBAU** (le maréchal comte). *Foyes MORON.*

**LOGIER** (JEAN-BENARD), auteur d'une nouvelle méthode d'enseigner la musique et inventeur du *chiroplaste*, est né en 1780, à Kaiserslautern, dans le Palatinat, d'une famille française, qui, à la révocation de l'édit de Nantes, s'était réfugiée en Allemagne. Son père, voyant les heureuses dispositions de cet enfant pour la musique, lui enseigna, dès sa neuvième année, le piano et le contre-point. Il fit de si rapides progrès que, dans sa dixième année, il exécuta en public un concerto de flûte avec la précision et l'aplomb d'un artiste consommé. Peu de temps après, il perdit ses parents. Son tuteur voulut le détourner de la musique et lui faire embrasser un autre état, mais il chérissait trop l'art auquel il devait déjà de brillants succès, et se réfugia auprès de son oncle. Le tuteur le reclama, et il allait lui être rendu, quand heureusement un riche Anglais, qui l'avait entendu dans un concert public, lui proposa de le suivre en Angleterre. Après avoir passé deux années chez cet ami, il obtint d'être attaché à la musique du régiment du marquis d'Abercorn, qui se trouvait alors dans le nord de l'Irlande. Logier trouva dans le directeur de cette musique un compatriote et un ancien ami, Willmann, dont il épousa la fille. Dès cette époque, il s'occupa de composition et donna des leçons de piano. Ces travaux lui firent bientôt trouver plusieurs simplifications dont les méthodes de musique alors en usage étaient susceptibles, et qui, plus tard, devinrent la base d'une nouvelle méthode. Après la guerre, son régiment fut licencié, et il obtint, par l'intercession de lord Attomont, la place d'organiste à l'église de Westport, en Irlande. Là il trouva un grand nombre d'élèves, et, comme ses fonctions d'organiste se croissaient souvent avec celles qu'il avait à remplir comme professeur, il prit le parti d'enseigner à sa jeune fille, âgée de sept ans, à jouer de l'orgue, pour qu'elle pût au besoin le remplacer en son absence. La petite Sophie avait l'oreille juste et du goût pour la musique, mais malheureusement des mains presque dépourvues de flexibilité. Logier s'apercevant que les obstacles qui s'opposaient aux progrès de cette enfant étaient purement physiques, se

persuada qu'il devait absolument y avoir un moyen matériel pour les vaincre. Ses recherches à ce sujet le conduisirent à l'invention du *chiroplaste*, instrument qu'on adapte au piano et qui sert à assouplir les mains dans la position qu'elles doivent avoir pour jouer avec sûreté et précision. A l'aide de cette invention, Sophie parvint dans le court espace de quatre mois, à pouvoir remplacer son père à l'orgue, et, au bout d'un an, elle exécuta devant le public un concerto de piano qui lui valut d'unanimes suffrages. Quelque temps après, Logier quitta Westport, et s'établit à Dublin, où il continua à enseigner la musique. Réduit à faire lui-même l'application de son système, il choisit des enfants dépourvus de toute instruction. Après trois mois d'enseignement, il les soumit à un examen public dont les résultats furent tels, que plusieurs pensionnats de Dublin adoptèrent sa méthode. Les villes de Manchester, Chester, Liverpool, Glasgow, Preston et Edimbourg établirent aussi des académies Logier. Parmi les plus zélés partisans de cette méthode qui fut d'abord beaucoup décriée, surtout à Londres, se trouvait le pianiste Kalkbrenner, directeur de la société philharmonique. Celui-ci et Webbe s'associèrent avec Logier, et établirent une académie, qui bientôt recruta tant d'élèves qu'ils se virent obligés d'en ouvrir une seconde et une troisième. Au mois d'août Logier arriva à Berlin, où le roi de Prusse l'avait fait appeler; il y établit une académie, et y demeura trois années. Sa méthode consistait dans l'enseignement du piano et des règles de l'harmonie, donné simultanément à un certain nombre d'élèves. Cet enseignement différait essentiellement de l'enseignement mutuel, en ce que dans le premier c'est le professeur seul qui dirige l'exercice de toute une classe. Dans le commencement, les élèves exécutent ensemble, chacun sur son piano, les morceaux qu'ils ont étudiés séparément. Cette exécution simultanée du même morceau a le grand avantage de leur apprendre à observer rigoureusement la mesure, chose extrêmement rare, même chez les pianistes d'une certaine force, et de faire naître une émulation salutaire. Dans les premières leçons, les élèves font usage du *chiroplaste*, et on place immédiatement au-dessus du clavier une planchette sur laquelle la portée, les notes et leurs noms se trouvent indiqués. Logier a publié pour ce genre d'enseignement des livres élémentaires destinés aux différentes classes des académies, et divisés en deux cours. Le premier cours contient des airs et thèmes simples et faciles, et composés de manière à pouvoir être exécutés avec le *chiroplaste*. Le second présente des morceaux à difficultés progressives; ce sont, pour la plupart, des variations sur les thèmes du premier cours, ou bien les mêmes thèmes avec un accompagnement riche et compliqué. Ces deux séries, accompagnées d'explications et d'observations, forment un tout complet, et ont été publiées en anglais sous le titre de *Système de la science musicale et de l'enseignement musical*, par Bernard Logier, et comprennent quatre volumes. Il en a paru une traduction allemande par l'auteur même, à Berlin, chez Guillaume Logier. Logier habite actuellement Londres, où il dirige plusieurs académies publiques et particulières. Il est auteur d'un grand nombre de compositions de différents genres, qu'il serait trop long d'énumérer; nous nous bornerons à en indiquer quatre qui ont obtenu les suffrages unanimes des connaisseurs, ce sont : 1° *Sonate pour deux pianos*; 2° *Introduction et fugue pour piano, violon, alto et violoncelle*; 3° *Deux canons pour piano*; 4° *Trio pour trois pianos*.

**LONGA** (D. FRANCISCO-THOMAS), maréchal-de-camp, né à Mallaya, en Biscaye, vers 1783, était apprenti forgeron au village de la Puebla de Argenson, en 1808, lorsqu'une intrigue galante, entretenue avec la fille de son maître, l'obligea à changer de domicile et de commune, il se mit alors à la tête de cinq à six vagabonds, avec lesquels il erra pendant quelque temps, jusqu'à ce que sa bande s'étant accrue, il proposa ses services au gouvernement dans la guerre occasionnée par l'invasion des Français. Ils furent agréés, et Longa parcourut la Biscaye à la tête de sa bande, se rendant redoutable aux militaires qui s'engageaient imprudemment dans les défilés de cette province. Un de ses principaux

faits d'armes : le l'enlèvement d'un transport considérable d'effets d'habillement qui traversait les gorges de la Pena de Orduna, et dont il réussit à s'emparer en faisant pleuvoir, du haut de la montagne où il était retranché, une grêle de balles et de pierres sur l'escorte qui le conduisait. Longa se servit des effets qu'il venait d'enlever pour armer d'équiper et d'armer sa bande, composée en grande partie de déserteurs de la Biscaye, et à laquelle il donna le nom de régiment d'Ibérie. La junte récompensa la valeur qu'il avait montrée dans cette occasion, en l'élevant au grade de colonel, et bientôt après à celui de brigadier. Longa essaya plusieurs fois de surprendre Bilbao, mais toujours en vain. Incorporé dans l'armée anglo-luso-espagnole avant la bataille de Vittoria, il contribua à la victoire qu'elle y remporta, s'empara ensuite du fort du Passage, et seconda les Anglais dans le siège de Saint-Sébastien. Nommé par Ferdinand, en 1814, maréchal-de-camp, et enfin juge de la contrebande à Bilbao, les vexations qu'il y exerça excitèrent à un tel point l'indignation publique que la seigneurie de Bilbao provoqua sa mise en jugement. Ce fut en vain. Il avait eu l'adresse de se rendre utile au gouvernement en déjouant les projets formés dans la Cantabrie par le général Reinalda dont il avait pénétré ou surpris le secret. Cette circonstance le servit efficacement. Loin d'être abandonné à la vindicte des habitants et des autorités, on lui confia l'arrestation de plusieurs conjurés, et même l'autorisation d'étendre cette rigueur à des citoyens très estimables qu'il pouvait faire arrêter sur l'unique soupçon de libéralisme. En 1820, il fut arrêté à son tour, envoyé à Burgos, et traduit devant un conseil de guerre qui l'acquitta. Deux ans après, il repartit pour Madrid, et sollicita de l'emploi auprès du gouvernement constitutionnel qui rejeta sa demande. N'espérant plus obtenir d'activité, il retourna en Biscaye, s'embarqua pour Bayonne, vint à Paris, et obtint le commandement d'une division de l'armée de la foi. Il accéda, depuis le rétablissement du pouvoir absolu en Espagne, de prendre aucune part aux divers événements qui ont agité la péninsule.

LONGHI (Jovén), célèbre graveur en taille-douce, est né en 1768, dans les états de l'église. Pendant les événements politiques de l'Italie, en 1797, il se rendit à Milan où il se fit connaître par plusieurs estampes d'une exécution admirable, et dont le dessin, au dire des connaisseurs, surpasse en correction celui du célèbre Raphaël Morghen. Aucun graveur italien des temps modernes n'a su rendre les cautions avec plus de vérité que Longhi. Habile à transporter sur la planche le caractère du dessin, net et pur dans son burin, expert dans les préparations de l'eau-forte, intelligent dans la taille de la pointe sèche, il réunissait presque toujours dans ses gravures la force, la précision, l'effet et l'énergie. Parmi ses nombreux ouvrages se distinguent particulièrement : un philosophe en méditation, d'après Rembrandt; Dandolo, d'après Meltrini; sainte Madeleine, d'après le Corrège. Dans cette estampe on ne saurait assez admirer la fidélité avec laquelle il a rendu la transparence et la délicatesse des teintes de l'original; Galatée portée sur une conque, d'après l'Albane; la vision d'Ézechiel, d'après Raphaël; gravure du plus bel fini. On a de Longhi quelques compositions originales parmi lesquelles on remarque : le dieu Pan poursuivant la nymphe Syrinx, sujet tiré du premier livre des métamorphoses d'Ovide. Son dernier ouvrage est : le mariage de la sainte vierge, d'après Raphaël. Cette estampe, reconnue généralement pour un chef-d'œuvre, vient d'être superbement lithographiée par Oeri. Quelques fragments que Longhi a publiés de son *histoire de la gravure*, lui ont acquis une place distinguée parmi les auteurs qui ont écrit sur cet art. Longhi avait obtenu du vice-roi d'Italie Eugène Beauharnais la décoration de la couronne de fer et le diplôme de professeur à l'académie des beaux-arts, à Milan. Il a formé d'excellentes élèves.

LONGVA (ANTONIO-MARIE), naquit à Vérone, en 1736, et fut envoyé à l'université de Padoue, si florissante à cette époque, pour y faire ses études. Jeune encore, il fut rappelé dans sa patrie pour enseigner les mathématiques dans le collège militaire qu'il fut

chargé de réorganiser sur de plus vastes bases. Les premiers écrits qui sortirent de sa plume annoncèrent l'homme de génie, car on le vit se frayer des chemins inconnus, et proposer de nouvelles méthodes en algèbre et en géométrie, pour écarter les difficultés et les ténèbres de tous les genres de calcul. Comme il n'envisageait de si hautes études que sous leur point de vue utile, c'est à dire dans leur application à la mécanique, à l'hydrographie et à la navigation, ses honorables travaux ne tardèrent point à tourner vers lui l'attention des gouvernements. Dès qu'il fut connu, il n'y eut plus une seule question qui s'élevât en Italie, pour dessécher des marais, pour contenir le cours des rivières, pour régler l'irrigation au milieu des campagnes peu fertiles, sur laquelle on ne s'occupait de le consulter : souvent même on le rendait arbitre des mesures qu'il convenait d'adopter. Obligé, par de continuelles commissions, de parcourir tantôt la Lombardie, tantôt la Toscane, tantôt la Romagne, pour examiner de près la condition des lieux et résoudre les problèmes d'utilité publique qu'on lui proposait, il ne se bornait point à établir par des mémoires lumineux ce qu'on devait faire dans les différents cas particuliers : tirant parti du grand nombre de faits que ses voyages offraient à sa méditation, et que par des soins infatigables il tâchait d'analyser, de rapprocher, de comparer dans tous leurs rapports possibles, il en déduisait de précieuses théories générales qui, disant des préjugés aveugles, allaient étendre et enrichir de nouvelles données le domaine de la science. En développant les causes physiques de la lumière phosphorique qui jaillit des vagues lorsqu'elles sont battues par les rames ou entraînées en profonds sillons sous la véhémence de la course d'un vaisseau, il abordait les problèmes les plus difficiles de la navigation, et traitait de nouvelles règles pour diminuer les dangers qui en sont inséparables. Il fut le premier à donner des raisons satisfaisantes pour expliquer la saveur désagréable des eaux marines que, malgré tant de tentatives faites depuis Anaximandre jusqu'à nos jours, aucune opération chimique n'est jamais parvenue à rendre potable; il l'attribuait aux matières salines et bitumineuses qui résultent de la décomposition et de la fermentation de ces myriades de testacées qui naissent, vivent et se dissolvent dans la mer, et, par ce moyen, il forma lui-même de l'eau de la même nature, que les physiciens les plus habiles de son temps eurent vainement puise au fond de l'Adriatique. Les arts du dessin lui furent aussi de brillantes découvertes : car, à force d'expériences, il retrouva le principe de la méthode encaustique employée par les anciens, pour donner la plus longue durée possible au coloris de leurs peintures. Ainsi, tandis que le bien matériel, pour ainsi dire, qu'il faisait chaque jour lui avait acquis l'affection des Italiens, ses productions de différente espèce rendaient peu à peu son nom européen, et lui ouvraient l'entrée des plus célèbres sociétés savantes qui l'encourageaient non seulement par des prix décernés dans plusieurs concours publics, mais aussi par des jugements spontanés qu'elles rendaient à l'apparition de chacun de ses ouvrages. Des ces derniers, un des plus piquants et qui mérite d'être cité, fut celui de l'académie de Paris qui, à l'occasion du traité que Longa publia sur les nitrières artificielles, le déclara, dans cette branche d'histoire naturelle, inférieur à Thoutenel, égal à Chevrard, supérieur à tous les autres. De semblables éloges lui furent données par les académies de Saint-Petersbourg, de Berlin, de Mantoue et de Sième, lorsqu'il fit paraître ses laborieuses recherches sur la mécanique et ses brillantes observations sur les thermomètres et sur les baromètres. Le roi de Portugal et Frédéric II de Prusse lui firent les offres les plus avantageuses pour l'attirer auprès d'eux; mais il ne voulut jamais quitter l'Italie. Ce savant estimable, aussi recommandable par ses vertus que par ses talents presque encyclopédiques dans la sphère qu'il s'était choisie, cessa de vivre en 1796. L'académie de Vérone, sa patrie, lui fit aussitôt ériger une statue en marbre, qu'elle plaça dans la salle de ses séances. Longa était le fondateur de la société

*italienne*, qui obtint en peu de temps la plus grande renommée en Europe, et que Condorcet se plaisait à proposer pour modèle dans un pays où, depuis long-temps, on n'a pas besoin de l'exemple des autres pour organiser des institutions utiles.

**LOTTIN** (Augustin-Martin), naquit à Paris, le 8 août 1726, y fut reçu imprimeur en 1746, et mourut le 6 juin 1793. On a de lui : 1° *Retour de Saint-Cloud, par terre et par mer*, Paris 1750, in-12, 1<sup>re</sup> éd., c'est la suite du *Voyage à Saint-Cloud*, de Noël; facétie qui eut du succès dans le temps et qu'on ne lit plus, 2° *Almanach historique des ducs de Bourgogne*, 1752, in-24; 3° *Almanach de la vieillesse ou notice de tous ceux qui ont vécu cent ans et plus*. C'est une collection qui a paru depuis 1761 jusqu'en 1773 (1763 excepté), sous le titre d'*Almanach des centenaires*, in-24; 4° *Grande lettre sur la petite édition du Cuta major*, de Valert, 1762, in-12; 5° *Liste chronologique des éditions, des commentaires et des traductions de Salluste*, 1768, in-12; 6° *Coup d'œil éclairé d'une bibliothèque à l'usage de tout possesseur de livres*, 1773, in-8°; 7° *Éloge de Catinat, suivi de notes et de poésies historiques*, 1773, in-8°; 8° *Manuel du pieux laïc*, 1783, in-8°; 9° *Calendrier dauphin, ou almanach des dauphins*, 1781, 1782, etc. Il n'y a que ces deux premières années de Lottin; la suite est de Paulin de Flins. 10° *Catalogue chronologique des libraires et des libraires-imprimeurs de Paris, depuis 1770 jusqu'à présent*, 1789, 2 vol. in-8°; 11° *Catalogue des livres imprimés au Louvre, depuis son établissement en 1740*, 1793, in-8°. On attribue encore à Lottin beaucoup d'autres compilations, et il a laissé en manuscrit un *Catalogue des livres imprimés à Paris*, qui est dans la possession de sa famille. — **LOTTIN** (Antoine-Prosper), frère cadet du précédent, s'adonna aussi à la littérature. Reçu libraire en 1758, il s'était, en 1782, retiré du commerce et du monde, lorsqu'à l'âge de soixante-treize ans, le 25 novembre 1819, il fut assassiné, avec sa femme, dans son domicile, faubourg Saint-Jacques, à Paris. Il a publié : 1° *Essai sur la mendicité*, sous le pseudonyme de Lambin de Saint-Félix, 1779; 2° *Régle de monseigneur le dauphin*, 1780, in-8°; 3° *Le pseudonyme de Saint-Faust*; 4° *Discours sur ce sujet*; 5° *La luxure corrompt les mœurs, et détruit les empires*, 1782, in-8°, sous le pseudonyme de Happy. Il a fourni plusieurs articles au *Magasin encyclopédique* et au *Mercur*. M. Beuchot pense qu'il est l'auteur d'une lettre fort intéressante, contenant une *Relation de la cérémonie de la vassalité de Salency*, 1777, in-8°, imprimée dans plusieurs recueils à l'usage des enfans.

**LOUIS-ANTOINE**. Voyez **ANGOULÊME** (le duc d').

**LOUIS 1<sup>er</sup>** (CHARLES-LOUIS-ARCADE), roi de Bavière, naquit le 25 août 1786, à Strasbourg, où résidait son père, alors colonel du régiment d'Alsace au service de France, et connu sous le nom de prince Maximilien. Ce dernier, qui, avant de devenir souverain, en 1795, avait connu les vicissitudes de la condition humaine, fit donner une éducation libérale à son fils, qui sut en profiter. Au mois de septembre 1805, lorsque devenu roi de Bavière, Maximilien mit vingt-cinq mille hommes à la disposition de la France menacée par l'Autriche, le prince Louis se rendit avec ce contingent à Milan, alors capitale du royaume d'Italie. Eugène Beauharnais et le maréchal Masséna l'accueillirent avec les témoignages d'une estime méritée par un caractère ferme et modéré, un esprit brillant et sage, et un courage à toute épreuve. Il se distingua dans cette première campagne. Au mois de janvier suivant, il fit un voyage à Paris, vint loger aux Tuileries, et eut de fréquentes entrevues avec l'empereur Napoléon, et les membres de sa famille; mais, dans cette circonstance, Louis de Bavière, qui resta toujours allemand, ne faisait qu'obéir aux volontés de son père, et lorsque tous les souverains germaniques se prosternaient nus pieds du nouveau Charlemagne, lui seul osait lui résister en face; et il ne parlait pas que cela ait diminué l'estime que lui témoignait l'empereur des Français. On peut juger, par les poésies de Louis de Bavière, des sentiments qui l'animèrent alors à la vue des monuments que la conquête avait amenés dans Paris : « Tout resplendissait de l'éclat de la gloire », disait-il « dans des stances prophétiques, où il faisait parler les

« chevaux de Corinthe; un vainqueur nous a placés  
« devant la porte de son palais. Son empire s'écroula  
« aussi... Semblables aux gardes prétorienne du mai-  
« tre du monde, nous avons vu les Français et leur  
« César marcher en agitant leurs étendards ennemis,  
« partager et piller à leur gré des pays entiers... Nous  
« avons vu beaucoup de villes florissantes, beaucoup  
« de puissantes empires; nous avons traversé les mers;  
« nous n'avons point atteint notre but sur les rives de  
« la Seine : car nous suivrions toujours l'armée du vain-  
« queur. » Au mois de février 1807, Louis fut chargé  
par le prince Jérôme Napoléon de l'inspection générale  
du 9<sup>e</sup> corps d'armée qu'il commandait en chef et qui  
était composé de Bavares. On ne peut s'empêcher de  
rappeler qu'au moment où il remplissait cette mission,  
il composait des strophes adressées aux Allemands, en  
mars 1807, et qui commençaient ainsi : « Levez-vous,  
« Allemands, levez-vous, et brisez les chaînes qu'un  
« Corse vous a imposées, etc. » Il n'en fut pas moins  
obligé de combattre encore pour une cause qu'il dé-  
testait, et dans la guerre de 1809 contre l'Autriche,  
il commanda la 1<sup>re</sup> division bavaroise combinée avec  
le corps des Wurtembergeois. Le 20 avril, à Auen-  
berg, Napoléon lui réunit en cercle les officiers des  
deux armées, et leur parla long-temps : le prince  
royal de Bavière traduisait en allemand ce qu'il leur  
disait en français. Il dit aux officiers bavares que les  
Autrichiens avaient toujours été leurs ennemis, que c'é-  
tait à leur indépendance qu'ils en voulaient, que de-  
puis deux cents ans les drapeaux bavares étaient dé-  
ployés contre la maison d'Autriche; mais que cette fois  
il les rendrait si puissants qu'ils suffiraient seuls pour  
mais pour lui résister. Les Bavares et les Wurtem-  
bergeois eurent ce jour-là la gloire de vaincre les Autri-  
chiens, et le prince Louis montra autant de valeur que  
de sang-froid à la tête des premiers; il se distingua éga-  
lement à la journée de Ratibonne. Il épousa, en 1810,  
Thérèse-Charlotte-Louise-Frédérique-Amélie, fille du  
duc régnant de Saxe-Altenbourg, dont il eut huit en-  
fants, quatre princes et quatre princesses, tous vivants  
en 1851. Contenu par la volonté de son père, dont la  
politique était toute française, il ne parait pas qu'il ait  
pris aucune part active aux événements qui, en 1811,  
préparèrent la chute de Napoléon, et la rupture de la  
confédération du Rhin. Lui-même en exprime des re-  
grets dans des vers composés au mois de janvier 1813 :  
« Voyez, dit-il, la jeunesse allemande qui, sur les pas  
« de ses princes, se précipite sur la France. Moi seul,  
« je suis obligé de rester inactif loin de l'armée. Moi  
« qui fus de si bonne heure pénétré de l'esprit alle-  
« mand, qui ne courbai jamais la tête en présence du  
« danger, ou de l'éclat de la victoire, je me vois es-  
« clus de ce bonheur. » Il ne se rendit à Paris qu'après  
que Louis XVIII eut fait son entrée, et il aurait  
voulu que dès la première invasion on ne laissât point  
dans notre musée un seul des monuments de l'Italie :  
on en voit la preuve dans des stances qu'alors il com-  
posa sous ce titre : *Plaintes des chefs d'œuvres romains  
restés à Paris après la paix de 1814*. « L'injustice et la  
« fausse générosité dont nous sommes victimes, fait-il  
« dire à ces chefs d'œuvre, seront un éternel sujet d'ac-  
« cusation, et les siècles à venir nous vengeront. » Il fit  
ensuite le voyage de Londres avec les souverains alliés,  
puis se rendit au congrès de Vienne. Les traités ayant  
réuni à l'Autriche le pays de Salzbourg, il fut chargé  
d'aller en faire la remise à cette puissance. Lorsqu'il  
apprit que Napoléon avait quitté l'île d'Elbe, il s'offrit  
pour commander les troupes qui allaient marcher sur la  
France; mais cette offre ne fut point acceptée. C'est  
cette circonstance de sa vie que le prince royal cé-  
lèbre dans une ode intitulée : *Le refus, écrit pendant le  
congrès de Vienne*. « Pour conserver la vertu, dit-il,  
« il faut que l'homme ne quitte jamais le sentier du de-  
« voir. Celui qui n'a pas été appelé à gouverner les  
« hommes doit renoncer aux actions de roi. Celui que  
« l'Allemagne eût regardé comme son sauveur s'est  
« confondu dans la foule ou inaperçu... Lorsque l'Eu-  
« rope gémissait dans les fers, je me sentis la force de  
« la sauver; le danger m'inspira du courage; j'aurais  
« sacrifié un avenir certain au bonheur de commander  
« pour quelques instants. J'aurais renoncé au trône pour

« être le libérateur de ma patrie, pour détruire la puissance de notre ennemi, et mettre fin aux souffrances de l'humanité. C'en est fait, jamais cette occasion ne reviendra. Jamais mon nom ne sera célébré dans les chants de la victoire; jamais une couronne de feuilles de chêne ne ceindra ma tête. Oui, je puis le dire, lorsque tout rampait dans une honteuse servitude, lorsque tous les yeux étaient fascinés par l'éclat sanglant du despotisme, je me montrai son ennemi, et on me refusa aujourd'hui cette gloire. » C'est ainsi que Louis se consolait par la poésie, du mécompte qu'éprouvait sa généreuse ambition. Lors de la seconde invasion des alliés en France, il y vint avec l'armée bavaroise, et eut cette fois la satisfaction de voir nos musées dépouillés des chefs-d'œuvre que nous avaient conquis la victoire, et garantis les traités. Au mois de novembre suivant il revint en Allemagne: depuis cette époque, jusqu'à son avènement au trône, on ne voit plus en lui que le voyageur curieux et instruit, le protecteur des arts, l'émule et l'ami des artistes. Dès 1804, on l'avait vu à Nuremberg visiter les ateliers des graveurs et des peintres de cette ville, et exhorter les artistes à continuer leurs efforts pour atteindre et surpasser les grands maîtres qui, dans le seizième siècle avaient fait de cette ville un des principaux sièges des beaux-arts. En 1811, il fit don à l'académie d'Augsbourg d'une somme de douze mille florins pour compléter ses collections d'histoire naturelle. Il entretenait à Rome, à Berlin, à Dresde, et dans d'autres grandes villes, des artistes allemands, pour travailler à l'exécution d'un grand projet qu'il avait conçu dès son adolescence, et qui consistait à former une galerie de tous les grands hommes de l'Allemagne. Epris du beau ciel d'Italie, il l'avait souvent visitée. Dans ses relations habituelles avec des peintres, des sculpteurs et des gens de lettres, il savait tempérer l'éclat de son rang par un laisser-aller de poète et d'artiste: Körner, Schiller, Jean de Müller, Thoma-Walden, Paul Cornélius, Overbeck, Canova, etc., sont au nombre des contemporains illustres qui furent traités par lui sur le pied de la plus franche égalité. Il les a chantés souvent dans ses poésies. Sous le rapport politique, Louis était alors, comme tous les héritiers présomptifs d'un trône, placé sur la ligne d'une opposition mixte. On peut le conjecturer du moins par quelques passages de ses œuvres ou, sans s'en douter, le poète a révélé une partie des secrets du prince royal, entre autres dans la pièce intitulée: *Les trois attentes des rois vaincus dans un certain pays* en 1811. Nous avons aussi puisé à la même source la conviction qu'il n'était pas favorable à la tendance autrichienne de la politique de Maximilien; mais le prince Louis était un fils trop pieux pour entraver le gouvernement de son père; toute son opposition se renfermait dans les limites d'une censure secrète et respectueuse. L'enthousiasme avec lequel il se prononça pour la cause des Grecs forme le seul trait remarquable de sa vie politique durant cette époque. Il faut dire aussi qu'en toute occasion il manifestait combien il avait adopté franchement la constitution nouvelle promue par son père. La mort de Maximilien, arrivée le 13 octobre 1845, l'appela à régner sur la Bavière, sous le nom de Louis I<sup>er</sup>, et il s'empressa de prêter serment, comme roi, à cette constitution qu'il avait déjà juré comme prince. Un de ses premiers actes fut la suppression de la loterie et des jeux de hasard, puis l'abolition de la censure pour les journaux non politiques. Il ne pouvait faire plus, la censure des feuilles politiques était une loi générale de la confédération germanique. Les libéralités excessives du feu roi avaient introduit quelque désordre dans les finances. Louis I<sup>er</sup>, pour y remédier, appela au ministère le comte d'Armanberg qui, dès la première année, fit d'importantes économies. Le roi présida lui-même les deux commissions chargées de préparer les réductions qui tombèrent principalement sur les dépenses de la maison royale, et produisirent deux millions de florins qui furent appliqués au soulagement des maîtres d'école pauvres. D'un autre côté des diminutions s'opérèrent sur les frais d'administration, par l'abandon d'une partie de la centralisation des affaires, sur les droits de péage et de douanes, à l'entrée des huiles, vins, etc., de France. Pourant se montrer généreux parce qu'il vivait

la prodigalité, il put, lui et sa famille, durant l'année 1846, consacrer plus de cent mille florins au soulagement des Grecs, et surtout au rachat des femmes et des enfants réduits en esclavage. Dans une lettre adressée à M. Eynard, agent du comte grec, à Genève, il s'exprimait ainsi: « Avec quelle douce satisfaction je fais ces sacrifices pour ces chrétiens infortunés, car, moi-même, ne suis-je pas homme et chrétien. » En se rendant cette année aux eaux de Bruckhausen, il refusa toutes les fêtes que les communes voulaient lui offrir, et les sommes, destinées à cette dépense inutile, furent employées à soulager les pauvres de ces cantons, et les populations souffrantes de la Grèce. L'exemple du monarque contribua puissamment à exciter l'enthousiasme des Bavarois pour la cause des Hellènes. Les dons se multiplièrent, et l'on vit plusieurs officiers distingués de son armée, entre autres le colonel Heidecker, autorisés par lui, employer leur épée à soutenir cette noble cause. Dans ses poésies souvent consacrées à chanter les Hellènes, on le voit se féliciter de pouvoir leur être utile comme roi, après les avoir encouragés comme poète. Lorsqu'en 1847, Marcos Botzaris eut péri en combattant pour la liberté, Louis voulut que le fils de ce héros fût élevé à ses dépens dans un institut spécial établi pour l'instruction de la jeunesse hellénique. Plus tard, en 1849, il admit dans le corps des cadets, pour y être entretenus à ses frais, les deux fils des amiraux Miaulis et Sactaris. Cette protection manifeste accordée aux Grecs, jointe à quelques mutations opérées dans le personnel de ses agents diplomatiques, causèrent d'abord quelques alarmes à l'Autriche; en effet, à son avènement au trône, Louis avait été le porte-feuille des affaires étrangères au comte de Rechberg, qui passait pour dévoué au prince de Metternich; et avait revêtu par le même motif M. Pfaffel, son représentant à la diète de Francfort. De là sans doute l'entrevue qui eut lieu à Lennbach, entre François II et le roi de Bavière, laquelle ne fut ni aussi fortuite, ni aussi étrangère à la politique que l'on prétendit dans les gazettes officielles de l'Autriche, peu d'accord en cela avec les journaux bavarois. Selon ces derniers, dont le témoignage est d'autant plus grave qu'ils écrivaient sous l'inspection de la censure, l'empereur avait insinué au roi de Bavière qu'il importait de faire à sa constitution des changements pour restreindre la liberté de la presse et la publicité des séances des états du royaume. Louis repoussa cette insinuation, et insista même avec énergie sur la restitution du palatinat du Rhin, ancien patrimoine de sa famille, restitution stipulée par des traités antérieurs. Quoiqu'il en soit, après cette entrevue, les relations amicales de la Bavière et de l'Autriche n'ont éprouvé aucune altération. Dès la première année de son règne, le roi de Bavière introduisit dans ses états l'exposition des produits de l'industrie. Il fit au mois de mai 1847, un voyage à Rome, qu'il avait si souvent visité avant d'être roi. A peine de retour dans ses états, il s'en éloigna de nouveau pour se rendre à Weimar, le 29 août, jour anniversaire de la naissance du célèbre Goethe. L'auguste voyageur après avoir serré dans ses bras le patriarche de la littérature allemande, lui demanda s'il restait une petite place sur sa poitrine pour son modeste ordre de Bavière et lui passa en même temps autour du cou le grand cordon dont il était lui-même revêtu. De retour à Munich, le prince, animé d'un noble enthousiasme, consigna dans une ode les vives impressions que lui avaient successivement fait éprouver le séjour de Rome et la vue de Weimar, qu'il appelle *la sanctuaire de l'Allemagne littéraire*. Ces nobles loisirs ne le détournèrent point des devoirs de la royauté. Au commencement de cette même année, en 1847, il avait conclu avec la France un traité pour l'extradition des déserteurs. Par une autre convention, signée avec le roi de Wurtemberg, il fut stipulé que les sujets sans fortune d'un des deux états qui tomberaient malades dans l'autre, ou qui y essuieraient quelque accident, recevraient réciproquement les soins qu'exigerait leur position; cette convention mérite d'être citée comme un exemple d'humanité peut-être unique dans les fastes de la diplomatie. A son retour de Rome, Louis I<sup>er</sup> avait, par une or-



donnance du 30 juin, convoqué les états du royaume, dont il fit l'ouverture le 17 novembre. Dans son discours, après avoir domé une idée satisfaisante de la situation prospère du pays et de ses finances, attestée par un excédant de la recette sur la dépense, montant à cent soixante-cinq mille huit cent quarante florins, il indiquait, pour l'administration publique, et pour celle de la justice, des améliorations tendantes à la rendre moins coûteuses, plus expéditives et moins surchargées d'écritures. Les bases de ces améliorations devaient être pour l'administration un meilleur système de contribution, une assiette et une répartition plus équitable de l'impôt; pour la justice la publicité des débats, la plaidoirie orale, enfin un code pénal commun à tous les sujets bavarois. La deuxième chambre accueillit avec satisfaction l'annonce de ces vues si sagement populaires; mais l'adresse de la chambre haute laissait pressentir des dispositions peu favorables aux projets annoncés, surtout quant à l'établissement de conseils provinciaux, et à la réforme de la procédure judiciaire. En effet, bien que par des ordonnances successives, le roi eût prorogé la session jusqu'au 18 août 1827, l'importance de ses résultats ne répondit ni à sa durée, ni à l'attente du public, ni aux vœux sages et élevés du monarque. Dans les projets présentés en son nom, on ne remarquait ni l'intention d'ajouter à la prérogative royale, ni la concession faite à l'esprit démocratique; mais une volonté ferme et franche de conserver et d'améliorer; on respectait les juridictions seigneuriales conservées par la charte, mais on prononçait la suppression d'anciennes redevances féodales, et le soulagement des vassaux. En un mot Louis I<sup>er</sup> voulait achever l'édifice dont son père avait posé les fondements en combinant les progrès d'une civilisation croissante, avec les antiques institutions échappées au bouleversement d'une révolution de quarante années. Les états ne s'associèrent que faiblement à ces vues: les projets présentés subirent de graves amendements, presque tous favorables à la noblesse; entre autres les projets sur les conflits de compétence, et ces amendements, de nature à empiéter sur la prérogative royale, mirent Louis I<sup>er</sup> dans la nécessité de refuser sa sanction à cette loi ainsi défigurée. Par un autre projet, il avait voulu supprimer un impôt général établi sur tous les genres de fabrication, ce qui aurait eu pour effet d'affranchir l'industrie et le commerce des entraves les plus funestes. Les chambres n'y donneront point leur assentiment. Le 18 janvier 1828, Louis avait conclu avec le Wurtemberg un traité de commerce, portant qu'il serait tracé une ligne commune de douanes entre ces deux royaumes et les états des maisons principières qui accéderaient à cette convention; qu'ils nommeraient en commun des agents pour la perception des droits, lesquels se percevaient provisoirement suivant les règlements et tarifs de la Bavière. Ce traité, fait pour donner un nouvel essor aux intérêts commerciaux et industriels de ce pays et de ses alliés, déplut à l'Autriche; mais il fut approuvé par les deux chambres, auxquelles le roi de Bavière en fit donner communication (le 14 février 1828). Il fut bientôt suivi d'une réduction dans plusieurs articles du tarif. Toute l'Allemagne applaudit aux efforts paternels de deux rois qui, entièrement occupés du bien-être de leurs peuples, ont réussi à leur procurer le grand bienfait de la liberté du commerce. La loi par laquelle le recrutement fut rendu moins onéreux au peuple, bien qu'il dût donner à l'armée bavaroise un complément de onze mille hommes, sans aucune augmentation de dépense, fut encore un des bienfaits de cette session. Quinze jours après la clôture, le roi appela au ministère des affaires étrangères M. d'Arnusperg, qui déjà servait si bien comme ministre des finances et de l'intérieur. Quant à ce dernier département, il le confia à M. E. Louis de Schenk, à qui son mérite littéraire avait valu la faveur du monarque. L'avènement de M. d'Arnusperg aux affaires étrangères ne changea rien à la politique du cabinet bavarois, qui est demeuré toujours fidèle à ce système d'observation, de réserve et d'attente qu'il suit depuis 1814. Au mois de juin 1829, le traité de commerce fait par la Bavière et le Wurtemberg, avec la Prusse et le grand duc de Hesse,

est une des transactions les plus importantes de ce genre qui aient encore été conclues entre les états germaniques. Elle admet en principe la liberté réciproque de l'exportation des produits agricoles et industriels des pays contractants, avec franchise de tous droits d'entrée, mais avec des restrictions sans doute encore trop nombreuses. Cependant ce traité, qui stipule d'ailleurs un système uniforme de poids et mesures et de monnaies pour les quatre puissances contractantes, n'en manque pas moins un progrès réel pour la civilisation et la liberté du commerce, et les améliorations qu'il avait en vue se réalisent sous ses auspices: entre autres, l'institution des conseils provinciaux étendue à tous les cercles de la Bavière, l'administration de leurs biens réunis aux communes, et la séparation des fonctions de police et de judicature. Au milieu des soins du gouvernement, Louis I<sup>er</sup> trouvait encore le loisir de se livrer à son goût pour les voyages, les arts et les lettres. Depuis son avènement au trône, il s'était montré aussi libéral envers les artistes qu'envers les Grecs. A Munich, sa capitale, des édifices s'élevaient par ses ordres, et l'on peut dire sous sa direction. Il passa à Rome, sous le nom de comte d'Ausbourg, une partie de l'hiver de 1829, et y fut témoin de la mort de Léon XII et de l'exaltation de Pie VIII, à qui il présenta ses félicitations en personne. De retour en Bavière il publia sous son nom royal, le recueil de ses poésies, en deux volumes, composés de cantates, de dithyrambes, de sonnets, d'épigrammes, dont les écrivains remarquables de l'époque ont fourni le sujet. Cette publication excita en Allemagne une vive sensation. Le produit de la vente, destiné à la maison d'éducation établie à Freising pour les enfants aveugles, fut considérable. Tous les journaux allemands ont fait un pompeux éloge des poésies du roi Louis. En France, où on ne les a connues que par la traduction littéralement exacte, mais nécessairement décolorée de M. W. Duckett, Paris, 1829-1830, 2 vol. in-12, avec portrait du roi de Bavière, elles ont été jugées avec moins d'indulgence. On y a toutefois reconnu les sentiments d'une saine philosophie, d'une moralité pure et d'une religion éclairée. Le royal poète nous fait entrer dans la confidence de ses sentiments les plus intimes; il nous dévoile les motifs qui le poussent comme prépose par la providence aux destins d'une nation; il nous montre comment il sent l'amour, l'amitié, le bonheur qu'on trouve dans l'intérieur de sa famille. On est surtout frappé de la profonde mélancolie avec laquelle il parle de la condition des rois, et, sous ce rapport, il exprime quelques idées neuves et qu'un poète couronné n'était seul en position de concevoir. Quel que soit enfin le rang que la postérité assigne au livre du roi Louis, quand on ne regarderait sa publication que comme un nouvel hommage rendu par l'orgueil du trône à l'empire du génie, elle n'en serait pas moins honorable pour son auteur. Mais, comme protecteur des arts, Louis I<sup>er</sup> a déjà pris rang parmi les monarques dont la gloire est impérissable. Il a conçu le projet d'enrichir Munich et les principales cités de la Bavière de monuments de tous genres. La plus magnifique de ces créations, dont la pensée première lui appartient entièrement, portera le nom scandinave de *Walhalla*, qui répond à l'idée d'un *Panthéon* chez les peuples de l'antiquité. Ce monument, consacré aux grands hommes qui ont illustré l'Allemagne dans tous les genres, depuis la plus haute antiquité jusqu'à nos jours, doit s'élever à Stuttgart, au bord du Danube, sur un rocher dont l'immense plateau domine le fleuve, la ville de Ratisbonne et les plaines de la Bavière jusqu'aux montagnes du Tyrol. L'édifice, en pierre et en marbre du pays, offrira les proportions colossales d'un temple grec. Depuis sept ans on en préparait les matériaux: le roi lui-même en a posé la première pierre, le 13 octobre 1830, en prononçant ces mots patriotiques: « Puissent dans ces temps orageux les Allemands être unis sous une tente, comme les pierres de cet édifice! » A Munich, il fait également construire le *Panathéon*, vaste musée où seront réunis tout ce que le roi et l'état possèdent de plus précieux en fait de tableaux. Cet édifice, qui renfermera aussi d'immenses collections d'estampes,

est presque achevé. Louis I<sup>er</sup> en posa la première pierre peu de temps après son avènement au trône. En même temps s'éleva le *Glyptothek*, destiné à recevoir la riche collection de sculptures que ce prince a fondée et qu'il augmente chaque jour. On peut encore citer la nouvelle église protestante et le nouveau palais du roi, bâtis dans le goût des beaux palais de Florence aux quinzième et seizième siècles. Presque tous ces monuments ont été confiés au talent de l'architecte Klenze, dont la réputation rivalise en Allemagne avec celle des sculpteurs Rauche et Thornsawalden ; ce dernier est chargé par le roi Louis d'exécuter, pour être érigée dans une des places publiques de Munich, la statue colossale en bronze de l'élécteur Maximilien I<sup>er</sup>, qui montra une politique si sage, si courageuse et si persévérante pendant la guerre de trente ans. La peinture à fresque, grâce à la munificence de ce prince, réussit en Bavière, et les productions de Pierre Cornelius, qui excelle dans ce genre, embellissent déjà les monuments d'architecture qui s'élèvent partout le royaume. Il existe à Munich une vaste place carrée, entourée d'arcades, assez semblable à l'enceinte de la place Royale à Paris, mais beaucoup moins sombre. Louis I<sup>er</sup>, pour occuper les artistes, a conçu l'idée de faire peindre à fresque sous ces voûtes des sujets tirés de l'histoire de la Bavière. Il encourage de même la peinture sur vitraux, dont un artiste bavarois a retrouvé le secret. Voulant propager parmi ses sujets le bon goût en architecture, Louis a ordonné qu'à l'avenir les plans des nouvelles constructions aux frais de l'état, des communes ou des chapitres, fussent soumis à l'examen du ministère de l'intérieur. Ce prince a recueilli déjà le fruit de tant de soins par les résultats étonnants de l'exposition de tableaux, faite par ses ordres à Munich au mois d'octobre 1829, où l'on comptait plus de six cents ouvrages, nombre étonnant pour un si petit royaume. Ne négligeant aucun genre d'industrie ou d'amélioration, il visite sans cesse les ateliers, il encourage la culture du mûrier. Au mois de juin 1829, il a arrêté les plans d'un nouveau canal destiné à joindre le Rhin au Danube par le Mein, l'Altmain et la Regnitz. Plein d'égard pour les hommes utiles qui se consacrent à l'instruction de la jeunesse, il a, par ordonnance du 1<sup>er</sup> janvier 1827, accordé aux recteurs des universités les entrées de la cour pendant tout le temps qu'ils seront en exercice. Le 1<sup>er</sup> juin 1830, on fit par ses ordres, l'inauguration du couvent de Metten, fondé, il y a plus de mille ans, par Charlemagne, et qui était abandonné depuis 1803. Louis avait, dès le mois d'août 1826, résolu de rétablir, dans son royaume, l'ordre de Saint-Benoît, qui figure honorablement dans les annales de la civilisation de l'Allemagne. Le couvent de Metten, déjà si anciennement célèbre, est destiné par ce prince à devenir une pépinière propre à faire renaitre cet ordre qui a été toujours rendu si utile par ses profondes recherches historiques et scientifiques, et à qui l'Allemagne doit en grande partie le défrichement de son territoire. Il est permis de douter que les bénédictins puissent rendre aujourd'hui d'aussi grands services qu'ils en ont rendus dans les temps anciens. Le roi de Bavière, habituellement si simple dans ses manières, se montra, au 15 juin 1830, entouré de toute la pompe royale, pour donner l'investiture solennelle aux grands fonctionnaires et aux grands vassaux de la couronne institués par le roi son père. Après la révolution française de 1830, il reconnut Louis-Philippe I<sup>er</sup>; son envoyé extraordinaire eut son audience le 5 octobre. Une des nièces du roi Louis, fille du duc de Leuchtenberg (Beauharnais), a épousé, en 1829, l'empereur du Brésil don Pedro. — Le prince royal de Bavière, MAXIMILIAN, né le 28 novembre 1811, a suivi, par l'ordre de son père, une partie des cours de l'université de Gettingue. Au mois de janvier 1830, l'académie des sciences de Munich l'a admis au nombre de ses membres.

LOUIS I<sup>er</sup> (LOUIS DE PARME), fils de Ferdinand, duc de Parme, et arrière-petit-fils de Philippe V, roi d'Espagne, naquit le 5 juillet 1775. Il se rendit à Madrid en 1795, pour y épouser l'infante Marie-Amélie; mais le prince devint amoureux de Marie-Louise, sœur de l'infante, et troisième fille de Charles IV, et Godoi fa-

vorisant cette inclination, usa de tout son pouvoir pour faire réussir le mariage. A l'époque où la France occupait le duché de Parme, ce duche, d'après les conventions signées par Lucien Bonaparte et le duc régnant, devait revenir à la république française. La France céda en échange au fils du prince de Parme la Toscane, avec le titre de roi d'Etrurie. Le traité fut notifié au prince Louis, encore à Madrid. Il partit avec sa femme pour Paris où le premier consul lui donna les plus belles fêtes. Les deux jeunes époux arrivèrent à Florence le 13 août 1801. Le roi prit le nom de Louis I<sup>er</sup>. Il fut froidement accueilli par un peuple qui voyait en lui un roi imposé par la France. Le premier soin du nouveau roi fut de chercher à éloigner les troupes françaises qui occupaient la Toscane; mais le gouvernement français s'y refusa, sous prétexte qu'elles étaient nécessaires à la sûreté du pays. La cour de Florence se forma par degrés; mais elle était surveillée par la France, et Bonaparte réglait même jusqu'à la domesticque de la reine d'Etrurie. Le jeune roi, attaqué d'une affection cérébrale qui l'empêchait de se livrer aux affaires, en laissa le soin au ministre Saliceti. La mort de son père, le duc de Parme, arrivée en 1803, et un voyage qu'il fit cette même année en Espagne avec la reine, augmentèrent tellement cette affection, que les médecins jugèrent qu'il était indispensable qu'il retournât à Florence. Il y revint, et ne tarda plus qu'une vie languissante qu'il termina le 27 mai 1803, à la fleur de son âge. Il laissa par son testament sa femme tutrice de ses enfants et régente d'Etrurie.

LOUIS (ANTOINE), chirurgien célèbre, né à Metz, le 13 février 1725. Après l'avoir placé au collège des jésuites, son père, qui était chirurgien aide-major à Metz, lui fit apprendre la chirurgie à l'hôpital militaire de cette ville. En 1744, il fut employé aux armées; mais des succès remarquables chez un si jeune praticien, décidèrent La Peyronie à l'appeler dans la capitale. Il y occupa d'abord un poste à la Salpêtrière, et ayant ensuite concouru deux fois à l'académie royale de chirurgie, il obtint le second accessit pour son travail sur les remèdes emollients, et l'année suivante le prix pour son *Mémoire sur les remèdes anodins*. Lorsque les chirurgiens durent au chancelier d'Aguesseau une sorte d'émancipation, une longue dispute s'éleva entre eux et les médecins; ce fut pour Louis, qui aimait son art, l'occasion de quelques écrits où on trouve du sens et de la causticité, de l'éloquence et de la finesse. Quant à ses *Observations sur l'électricité médicale*, elles furent critiquées sans ménagement par l'abbé Nollet. Parmi d'autres traités qui se rapportaient plus directement à sa profession, Louis en fit paraître un sur *la nature de la sue*; mais cet essai ne fut pas généralement approuvé. En 1749, il désira renouveler l'usage tombe en désuétude de soutenir une thèse en latin. On admira dans cette rencontre ses connaissances, et plus encore sa sagacité. La Peyronie, son bienfaiteur, lui donna en mourant de nouvelles marques d'intérêt, et La Martinière, qui fut pour lui un second protecteur, ne tarda pas à le faire nommer professeur de physiologie, place qu'il eut conservée jusqu'à ses dernières années. Il publia, sur *la certitude des signes de la mort*, six lettres destinées à dissiper les craintes exagérées qu'avait répandues dans le public l'ouvrage du Brühier parlant des signes équivoques d'après lesquels plusieurs personnes ont eu le malheur d'être enterrées vivantes. Louis indiquait le moyen de sauver celles qui, ne pouvant être retirées de l'eau assez vite, en laissent s'introduire dans leurs pousmons. Il écrivit ensuite contre les empiriques qui, dans de certaines maladies, suivaient de vieux errements et préparaient le mercure de manière à le rendre aussi redoutable que le mal même. Vers le même temps, il se chargea de deux articles de chirurgie dans l'*Encyclopédie*, et ces morceaux formèrent une des parties les mieux rédigées de ce vaste recueil. Nommé, en 1757, substitut du chirurgien en chef de l'hôpital de la Charité, il ne tarda pas à y éprouver du désagrément de la part des frères, et l'occasion se présenta de rentrer dans la carrière militaire, il accepta, le 23 mai 1761, la place de chirurgien-major consultant de l'armée du Haut-Rhin. Il fit aussi en cette qualité, à campagne suivante. Après la paix, il succéda, en 1764, à Morand,

comme secrétaire de l'académie de chirurgie, dont les mémoires s'enrichirent dès lors des traités de Louis, si importants pour les progrès de l'art. Il dirigea, en 1766, le *Recueil d'observations d'anatomie, etc.*, concernant les lésions de la tête par contre-coup. Deux ans plus tard, il publia sa traduction des *Aphorismes de Boerhaave*, avec les commentaires de Vau-Swieten. Des dégoûts auxquels Valentin, un des académiciens, eut la plus grande part, suggérèrent deux fois à Louis des projets de retraite: cependant on parvint à ranimer son courage d'autant plus inégal, qu'il était quelquefois impétueux, parce qu'il provenait surtout d'une humeur irascible. Il obtint alors, par les soins de La Martinière, une pension de 3,000 francs, et reprenant le cours de ses travaux, il fit paraître, en 1774, le cinquième volume des *Mémoires de l'académie*. Il ne craignit pas de publier aussi la plupart des discours qu'il prononçait dans cette société, et dont quelques uns étaient de nature à lui faire de nouveaux ennemis. Il eut toutefois assez de circonspection pour ne pas mettre son nom au *Parallèle des différentes méthodes de traiter les maladies vénériennes*, tant lui parurent redoutables par leur crédit les charlatans qu'il attaquait de nouveau, à l'instigation de La Martinière. Le zèle de Louis était infatigable, pourvu qu'on ne heurtât pas ses prétentions justes en un sens, mais quelquefois puériles ou naïves jusqu'à la maladresse. Il a contribué au succès de quelques journaux scientifiques, et il a aidé de ses lumières la médecine légale. Il s'était fait recevoir de bonne heure avocat au parlement de Paris. Durant environ trente années, il servit de guide aux tribunaux dans la partie de la jurisprudence qui concernait sa profession, et l'on a regretté qu'il n'eût pas publié ses nombreuses consultations sur la médecine légale. Malheureusement pour le repos de ses derniers jours, il s'occupa du perfectionnement de la machine à décapiter, introduite par le docteur Guillotin, et il eut lieu de craindre que son nom y restât attaché. Cette iniquité parut l'affecter beaucoup, mais non, comme on l'a d'abord prétendu, au point de détruire sa santé. Ce fut un catarrhe suffoquant, à la suite d'une hydropisie de poitrine qui termina ses jours, le 20 mai 1793. Il voulut être enterré à la Salpêtrière, auprès de la tombe de la vertueuse sœur supérieure qui avait encouragé sa jeunesse. Louis a laissé la mémoire la plus honorable. Nul n'a travaillé plus efficacement à réhabiliter la chirurgie dans l'opinion, jusque chez les étrangers; et malgré les défauts qui rendaient son commerce difficile, sa bienfaisance et sa promptitude à oublier les mauvais procédés de ses ennemis, lui ont concilié l'estime générale. Née de la Rochelle a donné une notice complète des ouvrages de Louis, au nombre de cinquante-un; les principaux sont: 1° *Chirurgie pratique sur les plaies d'armes à feu* (programme raisonné), 1746, in-4°; 2° *Transmission des maladies héréditaires* (l'auteur la croyait chimérique), 1748; 3° *Observations sur les effets du virus cancéreux*; 4° *Position anatomique et chirurgicale, de vulneribus capitis*, etc., 1749, in-4°. C'est en tête de cette thèse que l'auteur a fait graver le serpent d'airain élevé dans le désert par Moïse, en y joignant cette belle devise:

*Noxius reptando, excelsus spes certa salutis.*

5° *Recueil de pièces sur différentes matières chirurgicales*, Paris, 1753, in-12; 6° *Certitude des signes de la mort, contre la crainte d'être enterré vivant*, Paris, 1753, in-12; 7° *Eloge funèbre de J.-L. Petit*, en tête de la 5<sup>e</sup> édition de son *Traité des maladies des os*, 1758. Cet éloge avait déjà été imprimé à part en 1750; 8° *Eloge de Bossuet*, Malval et Verdier, Paris, 1759, in-8°; 9° *Principes pour distinguer à l'inspection d'un corps pendu les signes du suicide d'avec ceux de l'assassinat*, 1763, in-8°, publié pour la justification des malheureux Calas; 10° *Recueil sur l'électricité médicale*, Paris, 1763, 2 vol. in-12. Ces observations relatives aux circonstances où on peut employer ce moyen de guérison avaient déjà été publiées, mais non réunies, plus de vingt ans auparavant; 11° *Contre la légitimité des naissances prétendues tardives*, 1764, in-6°. Le terme le plus long de la gestation s'y trouve fixé à deux cent quatre-vingts jours; 12° *Eloge de Ber-*

*trandi*, Paris, 1767, in-12; 13° *Traité des maladies vénériennes* d'Astruc, 5<sup>e</sup> édition, 1777. Les réflexions ajoutées par l'éditeur ont donné du prix à l'ouvrage; 14° *Mémoires*, 1778. C'est la réunion des mémoires envoyés par Louis aux concours, et auxquels des prix furent décernés depuis 1759 jusqu'en 1774.

LOUISE (AGÈSTE-WILHELMINE-AMÉLIE), reine de Prusse, née le 30 mars 1776, à Hanovre. Elle était la troisième fille du duc de Mecklembourg-Strelitz et de la princesse Frédérique-Caroline, fille du prince Georges de Hesse-Darmstadt. La jeune Louise perdit sa mère à six ans, et fut alors confiée aux soins de Mlle de Gellieux. Elle reçut une instruction supérieure, avec une merveilleuse aptitude. A dix-sept ans, elle parut avec sa sœur Sophie à la cour du roi de Prusse Frédéric-Guillaume II. La beauté des deux princesses frappa d'admiration les princes Louis et Frédéric-Guillaume. Les deux frères furent fiancés avec les deux sœurs, le 30 avril 1793, et ce double mariage fut célébré à Berlin, le 24 décembre suivant. A la mort du roi de Prusse, Louise-Amélie monta sur le trône avec son époux Frédéric-Guillaume III, le 16 novembre 1797. Sa beauté eût été remarquée partout ailleurs que sur un trône. Sa bonté lui gagnait tous les cœurs, et les Prussiens ont conservé pour sa mémoire une tendre vénération. Elle s'intéressait avec toute l'activité d'une âme éclairée aux productions de l'art, aux ouvrages du talent, au progrès de la culture, au perfectionnement de l'éducation, en un mot, à tout ce qui pouvait honorer la Prusse, à tout ce qui s'annonçait sous un caractère national. Avec des qualités aussi distinguées, il n'est pas étonnant que la reine de Prusse, peut-être sans l'ambitionner, ait eu quelque influence sur les affaires publiques. En effet, en 1805, c'est elle qui poussa le roi Guillaume III dans un système d'hostilité contre la France, qui devint pour la Prusse une cause de désastres. On peut dire cependant que la reine, en cela, ne faisait que sympathiser avec l'opinion publique et l'ardeur patriotique qui exaltait tous les Prussiens. Le 25 octobre, l'empereur Alexandre fit un voyage à Berlin, et le roi de Prusse signa avec lui, le 3 novembre, le traité secret de Postdam. Avant de quitter Berlin, les deux monarques, accompagnés de la reine, se rendirent, à minuit, au tombeau du grand Frédéric pour y sanctionner leur alliance par un serment. Napoléon qui, avec raison, n'aimait pas voir les femmes s'immiscer dans les affaires d'état, éprouvait un certain ressentiment contre la reine de Prusse, et releva ainsi cette particularité dans son dix-septième bulletin: «Le résultat du célèbre serment fait sur le tombeau du grand Frédéric, le 4 novembre 1805, a été la bataille d'Austerlitz et l'évacuation de l'Allemagne par l'armée russe, à journaux d'étapes. On fit quarante-huit heures après sur ce sujet une gravure qu'on trouve dans toutes les boutiques, qui excite la risée même des paysans. On y voit le bel empereur de Russie, près de lui la reine et de l'autre côté le roi qui lève la main sur le tombeau de Frédéric. La reine elle-même, drapée d'un aigle, à peu près comme les gravures de Londres représentent lady Hamilton, appuie la main sur son cœur, et à l'air de regarder l'empereur de Russie. On ne conçoit pas que la police de Berlin ait laissé répandre une aussi pitoyable satire: toutefois l'ombre du grand Frédéric n'a pu que s'indigner de cette scène scandaleuse, etc.» Le bonheur s'était évanoui pour la reine de Prusse. La calomnie s'était emparée de ses relations avec l'empereur Alexandre. Elle avait trois filles et deux fils. Elle en perdit un au commencement de 1806: sa santé en fut altérée, et elle se rendit aux eaux de Pyrmont. A son retour, au mois d'août, elle trouva les esprits d'autant plus disposés à la guerre, qu'on avait dans tout le royaume qu'elle partageait cette ardeur belliqueuse. Des qu'elle fut résolue, cette princesse se décida à suivre son époux à l'armée, et choisit pour compagne la fille du général Faensen. Elle retomba malade à Naumbourg, et ce ne fut qu'après quelques semaines après qu'elle put rejoindre à Erfurt. C'est alors que des journaux français et demi-officiels, entre autres *La publiciste*, devinrent l'organe de bruits déshonorants sur le penchant que cette reine manifestait pour la guerre. L'empereur Napoléon disait aussi

dans le premier bulletin de la campagne de Prusse : « La reine de Prusse est à l'armée, habillée en amazone, portant l'uniforme de son régiment de dragons, écrivait vingt lettres par jour pour exciter de toutes parts l'incendie. Il semble voir Armide, dans son égarment, mettant le feu à son propre palais. » La plupart des bulletins suivants sont remplis d'épigrammes contre cette princesse, et tendaient à accablée de plus en plus que c'était à ses coupables relations avec l'empereur Alexandre, et à ses intrigues de cour qu'il fallait attribuer la guerre désastreuse dans laquelle la Prusse s'était vu entraîné. Il y avait sans doute beaucoup d'exagération dans toutes ces attaques, et plusieurs auteurs ont blâmé Napoléon d'avoir permis qu'on accablât ainsi de traits sanglants une femme dont le courage, selon eux, aurait dû être admiré comme l'avait été celui de Marie-Thérèse d'Autriche. Nous ne sommes nullement de cet avis. Marie-Thérèse a fait admirablement ce qu'elle devait faire comme souveraine, et la reine de Prusse est blâmable d'avoir changé les dispositions pacifiques de son mari. De grands malheurs pour les états sont presque toujours la suite de l'intervention des femmes dans les affaires de leurs gouvernements. On sait les exemples que l'on pourrait en citer chez nous, tout récemment encore. Peut-être Napoléon eût-il pu se dispenser de parler de Louise-Annelie dans ses bulletins, et Joséphine le lui reprocha dans sa *Correspondance* ; mais il avait fortement raison de vouloir que le ridicule s'attachât à une femme intrigante, affectant les goûts des champs de bataille, et substituant sa volonté à celle du roi son maître. Ce qui suit prouve suffisamment combien elle intervenait dans les affaires de son pays. A Weimar, quatre jours avant la bataille d'Iéna, elle eut avec le conseiller d'Autriche Gentz une entrevue rapportée par celui-ci dans son *Journal des quatre derniers jours de la monarchie prussienne*. Elle demanda d'abord à ce diplomate ce qu'il pensait de la guerre, et quelles étaient ses espérances à ce sujet, ajoutant aussitôt : « Je ne vous fais pas ces questions dans l'espoir que vous m'inspirerez du courage ; Dieu merci, je n'en manque pas, et en toute j'ai assez de perspicacité pour être sûre que, quelque sinistres que soient vos appréhensions, ce n'est pas à moi que vous voudriez les faire partager. » Mais je veux connaître sur quels motifs les hommes en état de juger les affaires font reposer leurs espérances, afin que je puisse examiner ensuite si ces motifs sont d'accord avec les miens. » Gentz lui ayant montré l'opinion publique en Allemagne et le peu des puissances favorables à l'entreprise où la Prusse venait de s'engager, la reine, en admettant ces raisons, entra dans les détails les plus étendus sur la guerre de 1805, marquant la date précise de chaque événement et toutes les particularités les moins importantes. Elle s'exprima avec émotion sur les malheurs de la maison d'Autriche, et raconta en versant des larmes que le jour où elle reçut la première nouvelle des désastres de l'armée autrichienne, voyant le prince royal revêtu pour la première fois de l'uniforme militaire, elle lui dit : « J'ai la confiance que le jour où vous serez en âge de porter utilement cet uniforme, votre première pensée sera de venger les injures de vos infortunés frères. » Elle parla ensuite à Gentz de l'article du *Publiciste*, dans lequel elle avait été si cruellement traitée ; et après lui en avoir cité plusieurs passages, elle s'écria : « Dieu sait si j'ai jamais été consultée sur les affaires publiques, et que je n'ai jamais eu l'ambition de l'être. » Si je l'avais été, je conviens que je me serais prononcée pour la guerre. Je pense qu'elle était indispensable : notre situation était devenue si équivoque, qu'il fallait à tout hasard en sortir, afin de mettre un terme aux reproches et aux soupçons dont nous étions l'objet. » Nous nous trouvions dans la nécessité absolue d'entrer dans la carrière, bien moins par les avantages qu'elle pouvait offrir que par un sentiment d'honneur et de devoir. » Quant à la partialité qu'on lui avait reprochée pour les Russes, elle protesta que c'était la plus injuste des accusations ; qu'elle avait rendu justice aux qualités de l'empereur Alexandre ; mais que loin de regarder la Russie comme le principal instrument de la délivrance de l'Europe, elle n'avait jamais considé-

ré le concours de cette puissance que comme la dernière ressource que l'on dût employer, étant pleinement convaincu que le seul moyen de salut commun était dans l'étroite union de tout ce qui porte le nom allemand. Le lecteur remarquera que c'est ici un auteur allemand et ami qui parle et fait parler la reine, et qu'il est difficile de concilier ces paroles avec le serment fait sur le tombeau du grand Frédéric, et celles rapportées plus haut, adressées au prince royal. Dans cet entretien qui dura trois quarts d'heure, Gentz put admirer la précision et l'énergie avec lesquelles s'exprima cette princesse, en conservant toujours une convenance d'expressions remarquable. Le 13 octobre, la reine quitta Weimar et suivit le quartier-général. Sa présence excita le plus vif enthousiasme parmi les troupes ; mais les Français occupant les hauteurs de Kosen, furent bien près de l'atteindre. Elle recut alors l'ordre du roi de retourner à Weimar. Le général Rutchell lui donna même une escorte de cinquante cavaliers, et elle s'éloigna, accompagnée pendant quelque temps du bruit de la canonnade. Ce ne fut qu'à Blankenbourg qu'elle apprit par une dépêche du colonel Kleist le désastre d'Iéna. Elle arriva à Berlin le soir même, plongée dans l'accablement. Ses enfants étaient déjà partis. Le peuple fit entendre les cris de *Vive le roi ! vive la reine !* mais les acclamations d'un peuple nombreux n'annoncent pas toujours une fidélité à toute épreuve, et moins souvent encore un grand courage. Le lendemain, l'infortunée princesse poursuivait sa route. Elle apprit à Stettin toute l'étendue des pertes qu'on avait à déplorer. Elle donna aussitôt des ordres pour le départ. Sa compagne, M<sup>lle</sup> Faurisnien, étonnée de cette résolution, s'étant présentée pour en connaître le motif : « Il n'existe plus d'armée prussienne ! » s'écria la reine, et elle s'élança dans sa voiture pour rejoindre son mari à Gustrin. Dès lors elle l'accompagna partout, et partagea ses chagrins avec une sollicitude qui altéra sa santé. Cependant Napoléon, pour détacher le roi de Prusse de l'alliance d'Alexandre, lui offrit la paix à des conditions avantageuses. Elle fut refusée, et il parut que la reine de Prusse ne fut pas étrangère à cette résolution. Elle était alors à Ortelbourg. Bientôt les nouveaux succès de Napoléon obligèrent la reine à quitter Königsberg et à s'embarquer le 3 janvier, accablée par le chagrin et la maladie. Après la bataille d'Eylau, l'empereur des Français voulut encore proposer la paix au roi de Prusse, qui n'accepta point, et l'on sait que l'amour-propre blessé de sa femme est encore entré pour quelque chose dans ce second refus. Ce qui est certain, c'est que la reine de Prusse, dans une de ses lettres imprimées, s'exprimait ainsi au sujet de cette négociation tentée par le général Bertrand : « Après la bataille d'Eylau, le roi aurait pu faire une paix avantageuse ; mais en agissant ainsi, il aurait dû entrer volontairement en termes d'accocommodement avec le génie du mal, et devenir son complice. Maintenant, il est vrai, il s'est vu contraint par la nécessité de négocier avec son ennemi ; mais aucune alliance n'a été faite entre eux. Cela doit quel que jour porter bonheur à la Prusse. Après Eylau, il s'est fortement pressé d'abandonner un très fidèle allié ; mais c'est ce qu'il n'a pas voulu faire. Oui, je le répète, la conduite pleine de droiture qu'a tenue le roi doit porter bonheur à la Prusse. » Cette lettre prouve plus d'enthousiasme que de politique, et montre toute la haine de cette princesse contre Napoléon. La journée de Friedland était en quelque sorte la dernière de la monarchie prussienne. Louise-Annelie supporta cette terrible catastrophe avec un grand courage. Elle écrivit à son père une lettre en preinte d'une résignation toute religieuse, ce qui montrait qu'elle n'abandonnait pas toute espérance, mettant toute sa confiance en Dieu. Des conférences pacifiques s'étant ouvertes à Tilsitt, on crut favorable d'y faire assister la reine qui s'y rendit de Memel. Napoléon alla la visiter à son arrivée. Elle le recut avec dignité et d'un ton plein de grâce et d'aisance. Selon le récit de M<sup>me</sup> de Béry, une des dames de sa cour, il avait impossible de rapporter les questions que lui adressa l'empereur, et les allusions qu'il se permit, comme pour augmenter l'embarras de la reine, mais auxquelles celle-ci aurait ré-

pondu avec autant d'adresse que de majesté. Entre autres questions, il lui aurait demandé d'un ton méprisant : « Mais comment avez-vous pu songer à entrer en guerre avec moi ? — Monsieur, fait répondre M<sup>me</sup> de Béry à la reine, on doit nous pardonner, si la gloire du grand Frédéric nous a aveuglés sur l'état actuel de nos forces. » On peut affirmer que les choses ne se sont point passées ainsi. Napoléon n'aurait jamais oublié, en présence de Louise-Amélie, ce qu'il devait au malheur et à une femme de ce rang. Lui-même rapporte à Sainte-Hélène les choses comme elles se sont probablement passées. Elle recut l'empereur comme M<sup>lle</sup> Duchesnois dans Chimène, criant justice, renversée en arrière, en un mot, tout-à-fait en scène : c'était de la véritable tragédie. Napoléon en fut un moment interloqué, et il s'imagina d'autre moyen de s'en tirer qu'en ramenant la chose au ton de la haute comédie. Quoi qu'il en soit, cette entrevue ne produisit rien, et toutes les instances de la reine pour obtenir Magdebourg furent inutiles, Napoléon n'étant pas homme à altérer son plan sous l'influence d'une femme aimable, et il masqua ce que son refus avait de pénible par les formes de la galanterie la plus aimable. Pendant les trois jours qu'elle passa tantôt à Tilsitt, tantôt à Pictupphen, elle dina deux fois avec les trois souverains. La première fois, Napoléon lui ayant présenté une rose, elle l'accepta en disant : « Oui, mais au moins avec Magdebourg. — Ainsi, dit Napoléon, en dépit de mes efforts et de mon adresse, elle resta constamment maîtresse de la conversation, la domina toujours, revint sans cesse à son sujet, peut-être trop, mais du reste avec une grande convenance, et sans qu'il fût possible de s'en fâcher ; et il est vrai de dire que l'objet était important pour elle, le temps précieux et court. » Le soir venu et la reine retirée, l'empereur qui s'était vu si souvent poussé à bout, manda M. de Talleyrand et le prince Kourakin, et leur enjoignit de conclure de suite le traité, disant à qu'une femme et la galanterie ne pouvaient ni ne devaient rien changer à un système conçu pour les destinées d'un grand peuple. « La reine de Prusse, indignée, ne voulait pas accepter le second dîner ; mais l'empereur Alexandre l'y décida. En quittant Tilsitt, elle se jeta dans sa voiture en sanglotant, et arriva à Memel dans l'état du plus violent désespoir. Napoléon est entre dans quelques détails, à Sainte-Hélène, sur la liaison d'Alexandre et de la reine de Prusse. Il s'y est vanté d'avoir retardé de vingt quatre heures l'audience de congé pour le roi de Prusse, afin de ménager au czar une entrevue sans témoins. Selon des mémoires imprimés en Angleterre, Napoléon a tenu plusieurs fois le même langage à des officiers anglais admis en sa présence à Sainte-Hélène. Nous devons ajouter que les mémoires de M. O'Meara ne disent rien de semblable. Selon lui, Napoléon s'est exprimé de la sorte sur Louise-Amélie : « J'ai eu une haute considération pour elle, et si le roi s'était d'abord amenée à Tilsitt, il aurait obtenu de meilleures conditions. Elle était élégante, spirituelle, prodigieusement insinuante. Elle déplorait amèrement la guerre. Cette reine ne put se consoler du traité de Tilsitt et de la perte de Magdebourg. La paix s'est conclue, écrivait-elle peu de temps après, mais à quel prix ! Nos frontières ne s'étendent pas au-delà de l'Elbe. Après tout, le roi s'est montré plus grand que son adversaire. » Il serait difficile de concilier des sentiments si nobles, un respect si profond pour son mari avec la coquetterie coupable que Napoléon et quelques auteurs français ont prêtée à cette princesse dans ses relations particulières avec Alexandre. Elle resta, ainsi que le roi, encore quelques mois à Memel où elle vécut dans une profonde retraite, cherchant des consolations dans l'étude de la religion. Goethe, dans un de ses écrits, rappelle avec un juste orgueil qu'elle ne cessait de lire le *Wilhelm meister*, œuvre philosophique de ce grand poète. Louise-Amélie avait pris pour devise les vers suivants :

Toi qui jamais ne baignes de tes pleurs  
Les mets de tes festins, ni ton lit de douleurs,  
Qui ne veillas jamais dans l'ombre et la souffrance,  
Attendant le lever du jour long à venir,

Va, tu ne connais pas la céleste espérance :  
Va, tu ne connais pas le céleste avenir !

En 1808, la reine revint à Königsberg, puis à Berlin où l'amour du peuple adoucit ses malheurs. En janvier 1809, elle accompagna le roi à Saint-Petersbourg, où l'empereur Alexandre leur fit une réception magnifique. Au mois de juin 1810, se rendant au château de Hohenraris pour visiter son père, elle fut saisie d'un mal qui devait l'emporter. Un monument a été érigé à l'endroit de la forêt où elle en ressentit les premières atteintes. Arrivée chez son père, elle triompha encore de sa douleur ; mais le 30 elle fut atteinte d'une fièvre qui l'obligea de laisser le roi retourner seul à Berlin. Le mal ne tarda pas à prendre un caractère alarmant. Frédéric-Guillaume, revenu auprès d'elle, le 19 juillet, à cinq heures du matin, apprit avec effroi la perte dont il était menacé. Rien de fatal comme la réponse qu'il fit à une personne qui cherchait à lui donner quelque espérance de conserver la reine : « Ah ! dit-il, si elle n'était pas à moi, elle pourrait peut-être guérir ; mais comme elle est ma femme, elle est sûre de mourir ! » Louise-Amélie expira le même jour, à neuf heures, dans la trente-cinquième année de son âge. Sa mort plongea tous ses sujets dans la douleur. Le roi lui fit ériger un monument à Charlottenbourg, et ses restes mortels y furent transportés le 13 décembre. Elle était si aimée et tellement chérie que, pendant son règne, plusieurs riches particuliers la firent leur héritière, entre autres le comte de Colonna. M. Ancillon a publié en français l'oraison funèbre de cette princesse, Berlin, 1810. D'autres auteurs français ou allemands ont aussi publié son éloge ou des mémoires sur sa vie.

**LOURDOUEIX** (JACQUES-HONORÉ LÉLANGE de), né en 1787, au château de Beaulieu, près Bousmout, province de Marche, d'une famille noble. Il fut élève au collège de Pont-de-Voy, et était, avant 1814, employé dans les bureaux de la préfecture d'Amers. M. Saroye-Rollin, alors préfet, ayant distingué son travail, lui donna à diriger la plus grande partie de cette administration. Venu à Paris après les événements qui séparèrent la Belgique de la France, M. de Lourdoueix écrivit dans le *Mercur*, publia quelques brochures politiques, et fut appelé par les propriétaires de la *Gazette de France* à la rédaction de cette feuille. Il publia, en 1816, *Les folies du siècle*, ouvrage qui, sous un titre léger et une forme badine, produisit néanmoins une grande sensation, et attira l'attention de MM. Decazes et Lainé, alors ministres. L'auteur fut attaché, avec MM. Auger, Campenon, Roger, J. Prox, Lacretelle jeune, etc., à la rédaction du *Spectateur*. Il détendit le ministère jusqu'à l'époque où M. Lainé se retira pour faire place à l'influence du centre gauche, et M. de Lourdoueix se trouva alors en opposition avec la marche de l'administration, qu'il combattit dans la *Gazette de France*. En 1821, un ministère de la droite s'étant formé, il fut nommé chef de la division des beaux-arts, sciences et belles-lettres, au ministère de l'intérieur, sous M. de Corbière, et créé chevalier, puis officier de la Légion d'honneur. La censure ayant été rétablie en 1827, en vertu de la loi du 17 mars 1822, et les journaux se trouvant dans les attributions de M. de Lourdoueix, l'ordonnance rendue à cet effet le désigna comme directeur du bureau de censure. Cette nomination lui attira dans divers journaux les plus violentes attaques ; mais dans des moments plus calmes, et en considérant les précédents de M. de Lourdoueix, ses opinions politiques et la position ultérieure qu'il a prise, on sera porté à croire que la mesure à laquelle il s'était associé n'avait pas seulement pour but de contenir un parti dans certaines bornes : il est connu du moins que des amis ardents et extrêmes du ministère n'ont pas éprouvé moins que ses adversaires les effets de cette mesure. A la chute du ministère Villèle, M. de Lourdoueix remit sa division à M. de Martignac, et s'attacha à la rédaction de la *Gazette de France*, appartenant alors à M. de Genoude, son ami. En 1830, M. de Peyronnet ayant été nommé ministre de l'intérieur, voulut y faire rentrer M. de Lourdoueix, mais il refusa. Bien que

nous n'ayons jamais approuvé le système qu'il paraît que M. de Lourdourix aurait désiré voir toujours prédominer, nous avons dû n'en parler qu'avec un ton éloigné de l'hostilité, parce qu'il est certain que cet adam ministrateur a toujours été consciencieux dans ses opinions; que sa position et les passions politiques lui ont fait un grand nombre d'ennemis, sans que pour cela il soit devenu celui de personne, et que la première des qualités chez un homme public est l'accord de ses actions, de ses écrits et de sa conscience, uni à cette disposition qui ne lui permet point d'éprouver de passions contre ceux qui ne partagent pas ses doctrines politiques ou religieuses. M. de Lourdourix a publié, outre *Les folies du siècle*, un écrit intitulé : *Les éruditions politiques*, ainsi que plusieurs brochures sur des questions de circonstance.

LUBERSAC (l'abbé de), d'une famille illustre du Limousin, naquit en 1730, au château de Palmanrau. Nommé abbé de Noirlac et prieur de Brives, il s'était déjà fait une réputation d'amateur éclairé des arts. Il voyagea pour juger de ses propres yeux les monuments dont il avait lu les descriptions. Il tint des correspondances très coûteuses, qu'il étendit jusque dans l'Amérique et l'Asie, avec les plus célèbres voyageurs. Il fit imprimer, en 1775, la description d'un monument qu'il proposait d'élever à la mémoire de Louis XV. Ce projet est resté sans exécution. Il quitta la France en 1793, et mourut à Londres en 1804. On a de l'abbé de Lubersac : 1° *Oraison funèbre d'Adrien-Maurice de Noailles, maréchal de France*, 1767; 2° *Monuments érigés en France à la gloire de Louis XV*, 1773, in-folio; 3° *Discours sur les monuments publics de tous les âges et de tous les peuples connus*, 1775, in-8°. On ne peut rien imaginer de plus superficiel et de plus inexact. 4° *Hommage littéraire d'un noble citoyen français aux souverains du nord*, 1779, in-8°. C'est ainsi que cet ouvrage fut annoncé par le prospectus, mais il a été publié sous ce titre : *Discours sur l'utilité du voyage des princes*, Paris, 1782, in-8°. 5° *Vues politiques et patriotiques sur l'administration des finances de France*, 1787, in-8°. Le comte de Lubersac, frère de l'abbé, maréchal-de-camp, a eu part à cet ouvrage ainsi qu'au suivant. 6° *Le citoyen conciliateur*, Paris, 1788, in-8°. 7° *Hommages religieux, politiques et funèbres à la mémoire de Léopold II et de Gustave III*, Coblentz, 1793, in-8°. Le produit de cet ouvrage était destiné au soulagement des prêtres incrimés et réfugiés. — Un abbé de Lubersac, que M. Ersch a confondu avec le précédent, a publié un *Journal historique et religieux de l'émigration du clergé de France en Angleterre*, Londres, 1801, in-8°. — Un autre abbé de Lubersac, parent de celui-ci, était le moniteur de M<sup>me</sup> Victoire, fille de Louis XV, et perit dans les massacres qui eurent lieu à Paris dans la maison des Carmes, en 1793.

LUC, JEAN ADOLPHE (de), d'une famille originaire de Lucques, mais fixée à Genève depuis deux siècles, naquit dans cette ville, le 8 février 1727. Quoique ce célèbre physicien eût été destiné au commerce, il avait reçu une éducation capable de développer en lui d'autres dispositions, et, durant toute sa jeunesse, il consacra les soins de sa profession avec des études plus conformes à ses penchants. A cette époque, il s'éloigna peu de Genève; néanmoins il trouva le temps de faire en observateur quelques excursions dans les Alpes, et ses premiers ouvrages lui donnèrent un rang parmi les savants. Son frère, G.-A. de Luc, l'aidera à former sa belle collection de minéralogie et de quelques autres objets d'histoire naturelle qu'on voit encore à Genève. Ni cette culture des sciences, ni les sollicitudes, ni le négoce n'empêchèrent de Luc de prendre part aux affaires publiques, soit comme simple citoyen, soit aussi comme membre du conseil des deux cents, et lorsqu'en suite il quitta sa patrie, il ne cessa de s'intéresser à son bonheur. Il dut à des revers de fortune la résolution qui, vers l'âge de quarante-six ans, lui procura une sorte d'indépendance, celle qui consistait à ne plus connaître que des devoirs analogues à nos principales facultés. Il partit pour l'Angleterre en 1773; s'y voyant bien accueilli, il y accepta le titre de lecteur de la reine, et ce pays fut désormais sa résidence habituelle, à l'exception d'environ six années qu'il passa en Allemagne

avant l'établissement de l'empire français. Il parcourut aussi, mais beaucoup plus rapidement, la France, ainsi que la Hollande, et il revint Genève où il se arrêta que quelques jours. Enfin, de 1804 à 1807, il visita diverses parties de la Grande-Bretagne. Partout il conservait l'égalité d'âme qui donnait à son caractère une douceur digne de ses sentiments religieux. Peut-être l'entraîneraient-ils dans des voies peu philosophiques : il se consuma en efforts répétés pour établir que les phénomènes géologiques ne sont pas en contradiction avec le récit attribué à Moïse. Il y aurait sans doute attaché moins d'importance s'il avait compris que, même en détruisant ces objections contre Moïse, il prouverait en sa faveur assez peu de chose. Quoiqu'il en soit, De Luc a fait de cet examen le principal objet de ses recherches, et on peut dire qu'à ses yeux les vérités géologiques sortaient du libre domaine des sciences. Renfermant ses idées religieuses dans les limites d'une croyance particulière, il crut essentiellement utiles de certaines suppositions propres à concilier, à la rigueur, les observations scrupuleuses des modernes avec les vagues de la Genèse, telles que les offrent les versions accablées. On aurait pu lui répondre que l'ancienne hypothèse astronomique de Ptolémée était inadmissible, et que pourtant elle avait paru s'accorder avec les mouvements principaux de notre système planétaire; mais on n'aima mieux conclure qu'en effet la Bible n'était plus attaquant sous le rapport géologique. De Luc obtint à cet égard, dans sa vieillesse, un suffrage qui le flatta singulièrement, celui d'un des savants dont la France s'honore; mais ce dernier est tombé lui-même, relativement aux livres hébraïques et à l'occasion des fossiles, dans une de ces fortes inadvertances auxquelles on serait moins exposé en traitant des questions étrangères à l'esprit de parti. Le physicien genevois, dans ses *Lettres sur l'histoire de la terre*, change de son autorité privée les six jours de la création en six *zakhamburs*, ou six périodes composées peut-être chacune de plusieurs milliers d'années, et qui durent précéder l'état actuel du globe. Mais comment reconnaître alors cet ancien principe que le monde a été fait pour l'homme? Était-il permis, même à un protestant, de hasarder, après tant de siècles, une interprétation pour laquelle le Pentateuque fut inspiré? Il serait surtout impossible de la faire accorder avec la foi catholique. L'église, contre laquelle l'erreur ne saurait prévaloir, a été jamais admise dans ses enseignements ces divers âges du monde? Quant au déluge, De Luc, pour en rendre raison, a imaginé de diminuer un peu le diamètre du globe; une partie considérable du sol, soutenu d'un bord au-dessus d'immenses cavités, s'est abaissée tout à coup, dit-il, ce qui a formé pour les mers un nouveau bassin. L'ancien lit de l'Océan est devenu « terre ferme » ainsi s'explique la présence au milieu des montagnes de tant d'animaux marins changés en fossiles. « Sous d'autres rapports, la sagacité de De Luc et sa persévérance l'ont mis en état de rendre de vrais services aux sciences naturelles. Outre ses précieuses découvertes comme minéralogiste et comme géologue, il a considérablement facilité, par le baromètre portatif, dont l'invention lui est due, la mesure de la hauteur des montagnes. Il a aussi construit un hygromètre, et il a perfectionné le thermomètre ordinaire en substituant le mercure à l'esprit de vin. En 1798, tandis que De Luc était à Göttingue, on l'y nomma professeur honoraire de géologie, mais il n'y jamais occupé cette chaire. L'académie des sciences de Paris et la société royale de Londres le comptaient l'une au nombre de ses correspondants, et la seconde parmi ses membres; il appartenait aussi à d'autres sociétés savantes. Il poursuivit ses travaux jusque dans un âge avancé. Parvenu à sa quatre-vingt-onzième année, il mourut à Windsor, le 7 novembre 1817. Il a laissé un grand nombre d'ouvrages, dont les principaux sont : 1° *Recherches sur les modifications de l'atmosphère, ou théorie des baromètres et des thermomètres*, Genève, 1773, 2 vol. in-8°, et Paris, 1784, 4 vol. in-8°. C'est dans ce traité, rempli d'aperçus ingénieux, que le rapport exact entre la hauteur du baromètre et l'élevation des montagnes a été indiqué pour

la première fois. 2<sup>e</sup> *Relation de différents voyages dans les Alpes du Faucigny*, par MM. D. et D. (C'est à dire par les frères De Luc et P.-G. Deudant, qui eut la plus grande part à la rédaction), Maëstricht, 1776, in-12; 3<sup>e</sup> *Lettres physiques et morales sur les montagnes, et sur l'histoire de la terre et de l'homme*, La Haye, 1778-80, 6 vol. in-8<sup>e</sup>. C'est le livre le plus important de De Luc. Il y a joint son système de la concordance de de l'histoire naturelle du globe avec la physique de la Grèce, et des observations neuves sur les mœurs des pays qu'il avait parcourus. Quelques unes des lettres insérées dans les tomes II et V sont du frère de l'auteur. 4<sup>e</sup> *Lettres sur quelques parties de la Suisse*, adressées (ainsi que les *Lettres physiques et morales*) à la reine de la Grande-Bretagne, 1785, in-8<sup>e</sup>; 5<sup>e</sup> *Nouvelles idées sur la météorologie*, Londres, 1786, 3 vol. in-8<sup>e</sup>; 6<sup>e</sup> *Lettres sur l'histoire physique de la terre*, Paris, 1798, in-8<sup>e</sup>. Ces lettres, écrites au professeur Blumenbach, contiennent l'extrait d'une trentaine d'autres lettres insérées, en 1790, 1791, etc., dans le *Journal de physique*. C'est Emery, le supérieur de la congrégation de Saint-Sulpice, qui en est l'éditeur. 7<sup>e</sup> *Lettres sur l'éducation religieuse de l'enfance, précédées et suivies de détails historiques*, Berlin, 1799, in-8<sup>e</sup>; 8<sup>e</sup> *Bacon tel qu'il est, ou dénonciation d'une traduction française de ses ouvrages*, Berlin, 1800, simple brochure in-8<sup>e</sup>, mais qui fut suivie de *Précis de la philosophie de Bacon et des progrès qu'ont faits les sciences naturelles*, Paris, 1802, 3 vol. in-8<sup>e</sup>. De Luc prétendait que A. Laaile, traducteur des œuvres de Bacon, en avait altéré ou retranché des passages favorables au christianisme; mais d'autres critiques ont montré que le zèle du savant genevois l'entraînait lui-même dans l'erreur contraire. Le christianisme fut aussi le sujet d'une correspondance de De Luc avec le pasteur S. Teller: elle a paru, sous d'autres formes, à Berlin et à Hanovre, en 1801 et 1803. 9<sup>e</sup> *Introduction à la physique terrestre par les fluides expansibles*, Paris, 1803, in-8<sup>e</sup>. En tête de cet écrit sont deux mémoires sur les principes de la chimie; la théorie moderne relative à la composition de l'eau y est remise en question. 10<sup>e</sup> *Traité élémentaire sur le fluide galvanique*, Paris, 1804, in-8<sup>e</sup>; 11<sup>e</sup> *Traité élémentaire de géologie*, en anglais, Londres, 1809, in-8<sup>e</sup>, et en français, Paris, même année. Nos continents y sont présentés comme nouveaux, et la formation des montagnes n'y est nullement attribuée aux feux souterrains. On trouve dans ce traité moins de clarté et de concision que dans les lettres à Blumenbach, dont il est en quelque sorte le complément. 12<sup>e</sup> *Voyages dans le nord de l'Europe* (aux côtes de la Baltique, etc.), Londres, 1810, 3 vol. in-8<sup>e</sup>; 13<sup>e</sup> *Voyages géologiques dans quelques parties de la France et de l'Allemagne*, Paris, 1813, 3 vol. in-8<sup>e</sup>; 14<sup>e</sup> *Abregé de géologie*, publiée vers 1816. C'est un des meilleurs écrits de De Luc, qui avait alors environ quatre-vingt-dix ans. Parmi un grand nombre de dissertations et d'autres articles qu'il a fournis soit au *Bulletin de l'Académie des sciences* ou aux *Transactions philosophiques*, soit à différents journaux consacrés aux sciences naturelles, on peut remarquer le mémoire envoyé, en 1791, à Harlem, dans le but de constater la nécessité d'une révélation comme principe primitif de l'obligation morale.

LUCAS (CHARLES-JEAN-MARIE), inspecteur-général des prisons de France, avocat à la cour royale de Paris, et l'un des hommes de notre époque qui se distinguent le plus par leurs qualités morales, leur philanthropie et leurs talents, est né à Saint-Brieux, le 9 mars 1805. Son père était receveur des domaines nationaux de son département, il est aujourd'hui conseiller de préfecture. M. Lucas fit ses premières études au collège de sa ville natale; il les acheva à celui de Bourbon, à Paris, où il obtint le prix d'honneur, et l'un des cinq prix décernés par Louis XVIII aux collèges royaux à l'occasion du baptême du duc de Bordeaux. Pendant qu'il faisait son droit à Paris, en 1822; il publia une brochure sur les élections, qui eut du succès, et depuis ce jeune avocat n'a pas cessé de présenter chaque année au public des ouvrages du plus haut intérêt, tant par le talent qu'on y trouve que par l'importance des questions philosophiques et d'ordre social qui y sont traitées. M. Lucas fut reçu avocat en

août 1825, et admis au stage en novembre suivant. On l'a vu plaider un grand nombre de causes intéressantes, la plupart politiques, entre autres celle de l'Evangile de M. Touquet, celle relative à l'abrogation du règlement de 1753, où il fit, à la cour royale de Paris, rétracter la jurisprudence, et sauva en partie le commerce de la librairie que ce règlement frappait de mort, etc. Lors de la loi d'indemnités à accorder aux émigrés, la commission de la chambre élective avait proposé un amendement qui leur donnait le droit de se faire restituer les biens nationaux par les hospices, en échange de leurs indemnités. M. Lucas publia une défense des hospices, qui fit dire au général Foy « qu'il était impossible de résister de plus de force » et de sa son la défense des intérêts de l'humanité. L'amendement, en effet, fut rejeté. En 1838, M. Lucas adressa une pétition aux chambres sur la double nécessité de la propagation de l'instruction primaire, comme le meilleur moyen de prévenir les crimes, et sur l'adoption du système pénitentiaire, comme le meilleur moyen de les réprimer; puis, en 1830, une seconde pétition sur la réforme des prisons en France, dont toutes les vues furent adoptées par la commission des pétitions et le renvoi au ministre ordonné. M. Lucas leur demanda encore, avant et après juillet 1830, l'abolition de la peine de mort. C'est sur la demande unanime de la première commission de la chambre des députés que ce jeune avocat a été nommé, le 11 novembre 1830, inspecteur-général des prisons de France, chargé d'en reconnaître l'état, et d'éclairer le gouvernement sur l'introduction progressive du système pénitentiaire. La société de la morale chrétienne, à Paris, et M. le comte de Sella, à Genève, ayant ouvert un concours sur la question de la peine de mort, M. Lucas, qui n'avait encore que vingt-quatre ans, remporta le prix. Son mémoire fut aussitôt traduit en anglais, en allemand et en italien. Voici les principaux écrits de M. Lucas: 1<sup>o</sup> *Les prochaines élections sénatoriales constitutionnelles* 7<sup>o</sup> premier avis sur ce sujet, par un ami du système constitutionnel, Paris, 1832, in-8<sup>e</sup>; cette brochure a eu deux éditions; 2<sup>o</sup> *Défense des intérêts des hospices, dirigée au général Foy*, Paris, 1825, in-8<sup>e</sup>; 3<sup>o</sup> *Résumé de l'histoire physique, civile et morale de Paris*, 1825, 1 vol. in-18; 4<sup>o</sup> *Du système pénal en général, et de la peine de mort en particulier*, Paris, 1827, 1 vol. in-8<sup>e</sup>; 5<sup>o</sup> *Du système pénitentiaire en Europe et aux Etats-Unis, ouvrage dédié aux chambres, précédé d'une pétition qui leur est adressée, et orné de plusieurs plans de prisons et tableaux statistiques*, Paris, 1828-30, 3 vol. in-8<sup>e</sup>. L'Académie française, dans sa séance du 25 août 1830, déclara à l'auteur de cet ouvrage le prix de 6,000 francs fondé par M. de Montyon. Ce livre a été traduit en allemand. 6<sup>o</sup> *Aux chambres. Histoire judiciaire de l'ordonnance interprétative des règlements de 1723, etc.*, Paris, 1828, in-8<sup>e</sup>; 7<sup>o</sup> *De l'association bretonne et de sa légalité*, Paris, 1829, in-8<sup>e</sup>; 8<sup>o</sup> *Provis de M. Edouard Duperrière*, Paris, 1829, in-8<sup>e</sup>; 9<sup>o</sup> *De l'usure considérée dans ses rapports avec l'économie politique, la morale publique et la législation*, Paris, 1830, in-8<sup>e</sup>, brochure qui a été traduite en italien. M. Lucas est un des fondateurs et des rédacteurs de l'ancien *Globe* et de la *Gazette des tribunaux*. Il a aussi publié divers articles dans des recueils français et étrangers, notamment dans la *Revue encyclopédique*, en refutation des opinions insérées sur la peine de mort dans la *Revue française*. Il a aussi copié activement à la rédaction des principaux journaux de l'opposition dans les derniers mois qui précéderent les trois jours de juillet, journée, dans laquelle M. Lucas s'est fait remarquer. M. Lucas est membre correspondant de la société de Philadelphie pour l'amélioration des prisons, de la société de Londres pour la réforme des prisons, et de la société pour l'abolition de la peine de mort.

LUCET (JEAN-CLAUDE), homme de lettres et avocat, naquit à Pont-de-Vesle, département de l'Ain, en 1758. Il débuta dans la carrière des lettres par un sujet de collège, l'*Eloge de Catiline*. Ayant publié, plus tard, les *Principes du droit canonique universel*, cet ouvrage lui valut une place d'avocat en droit canon à la chancellerie. Il la conserva jusqu'à la révolution, se mêla alors de liquidations, et ses opérations n'ayant pas été heureu-

on, il se suicida à Vanvres, près Paris, le 6 juin 1806. On lui attribue les ouvrages suivants, qui parurent tous anonymes : 1° *Pensées sur plusieurs points importants de politique, de littérature et de religion*, in-12 ; 2° *La religion catholique est la seule vraie, et la seule qui réponde à la dignité et aux besoins de l'homme*, in-8° ; 3° *Lettres sur différents sujets relatifs à l'état de la religion en France*, in-8° ; 4° *Principes de décision contre le divorce* ; 5° *Éloge de L. Cailhau*, Paris, 1780, in-8° ; 6° *Principes du droit canonique universel*, Paris, 1789 ; 7° *Lettres d'un Français sur le rétablissement de la religion catholique en France, comme religion de l'état*, Paris, 1801, in-8° de 80 pages ; 8° *De la nécessité et des moyens de défendre les hommes de mérite contre les calomnies et les préjugés injustes*, par M. Court (Lucet), juriconsulte, ancien avocat du clergé, Paris, 1803, in-8° ; 9° *L'enseignement de l'église catholique sur le dogme et la morale*, recueilli de tous les ouvrages de M. Bousset, en conservant partout son style noble et majestueux, Paris, 1804, 6 vol. in-8°. Le premier volume contient la Vie de Bousset et une analyse de ses ouvrages. M. de Bousset l'a fait oublier en donnant sa belle histoire de l'évêque de Meaux. Les matières des cinq autres volumes sont rangées sous quatre divisions : *Fortes à croire, Vices et défauts à éviter, Moyens de fortifier sa foi et de régler sa conduite, et Pensées diverses*. Ce résumé des œuvres d'un grand prêtre, fait avec ses propres expressions, aurait pu être d'une grande utilité aux lettres et à la religion, si l'auteur l'avait écrit avec plus de bonne foi : mais dès qu'il parut, on signala son manque de franchise dans les *Annales littéraires et morales*, tome IV, page 385. On se plaignit de ce que Lucet avait exposé fort soigneusement l'enseignement de l'église sur le molinisme, et qu'il avait omis la doctrine du jansénisme ; on lui reprocha des mutilations de texte, de nombreuses omissions, des théories superficielles, et beaucoup d'attention à éviter ce qui aurait pu offenser certain parti. Cette compilation n'eut aucun succès. On fit un nouveau frontispice avec ces mots : *Dauzième édition ; cette ruse fut inutile*. 9° *Bibliothèque du catholique et de l'homme de goût*, Paris, 1803-1806, in-8°. La police interrompit la publication de ce recueil, qui n'a jamais été continué. Lucet a encore publié un *Choix de pensées de Rollin* et une édition de Bousset.

LUCIET (JEAN-PIERRE-LOUIS, marquis de), écrivain médecin et presque oublié, naquit à Saintes, en 1740, fut d'abord connu dans le monde sous le nom de marquis de la Roche du Maine, et fut quelque temps officier de cavalerie. « Il était bon gentilhomme », dit Grimm, et se fit mauvais écrivain. » Il épousa M<sup>lle</sup> Du Bois, fille d'un négociant de Genève, qui lui apporta de la beauté et point de richesses. Obligé de se créer des ressources, il se mit à la tête d'une exploitation de mines, et cette entreprise ne lui réussit point. Il établit à Lausanne, en 1776, un journal auquel personne ne s'abonna. Muni de lettres de recommandation de Voltaire, il parcourut l'Allemagne, fut accueilli du landgrave de Hesse qui le nomma son bibliothécaire, lui donna la direction de son théâtre, et un traitement honorable. Il passa depuis au service du prince Henri de Prusse, et reentra en France au commencement de la révolution. Il fonda un journal qu'il appela *Journal de la cite*, et qu'il datait de Charenton, ce qui donna lieu à Rivarol de faire de piquantes plaisanteries sur sa personne et ses opinions. De Luciet mourut à Paris en 1793, et son journal finit avec lui. Il était secrétaire de l'académie des antiquités de Cassel et membre de l'institut de Bologne et de l'académie de Marseille. On a de lui un grand nombre d'ouvrages. Nous mentionnerons seulement ceux qu'on n'a pas tout-à-fait oubliés : 1° *Analyse raisonnée de la Sagesse de Charron*, Amsterdam, 1763, in-12. Cet abrégé n'est pas sans mérite ; mais on ne lit pas Charron dans un abrégé : 2° *Histoire de l'Orléanais, depuis l'an 703 de la fondation de Rome jusqu'à nos jours*, Amsterdam (Paris), 1766, in-4°. Le premier volume est le seul qui ait paru ; il va jusqu'à l'année 1428. Jousse le fils a publié une critique de cet ouvrage, sous ce titre : *Lettre d'un Orléanais à un de ses amis, sur la nouvelle histoire de l'Orléanais*,

Bruxelles et Paris, 1766, in-12 : 3° *Les tablettes de Zéphir*, 1766 ; 4° *Nouvelles de la république des lettres*, Lausanne, 1775, 8 vol. in-8° ; 5° *Dissertation sur Jeanne d'Arc, vulgairement appelée la Pucelle d'Orléans*, 1776, in-8° ; 6° *Histoire de M. de Montmartel et Duverney*, 1776, in-12 ; 7° *Recueil de poésies*, Londres (Cassel), 1777, in-12 ; 8° *Eloges de Voltaire, de Haller, et de Lavoisier*, ib., 1778, in-8° ; 9° *Le pot-pourri*, 1781, 4 vol. in-8°, continué sous le titre de *Journal des gens du monde*, 1782-1785, 10 vol. in-8° ; 10° *Histoire littéraire de Voltaire*, Cassel (Paris), 1782, 6 vol. in-8°. C'est une amplification du *Commentaire* que Voltaire a donné sur sa vie ; 11° *Une seule faute, ou mémoires d'une demoiselle de qualité*, Paris, 1785, 2 vol. in-12, et une foule de romans du même genre, réimprimés dans la collection L'azin, et oubliés : 12° *Essai sur la secte des illuminés*, 1789-1790, in-8°, 3<sup>e</sup> édit. revue et augmentée par le comte de Mirabeau, 1792, in-8°, ouvrage très intéressant, qui dévoilait les projets d'un secte qui paraît avoir pour but l'aneantissement de la civilisation. Cet ouvrage a été traduit en allemand par l'op. De Luciet a traduit de l'allemand de Meissner, *Bianca Capello*, 1790, 3 vol. in-12, et il a eu part, avec Lacroix et Mirabeau, à la *Galo* les états-généraux, 1789, 2 vol. in-8°, et à celle des dames françaises, 1790, in-8°.

LUCCHI (MICHEL-ANGE, surnom cardinal, naquit à Brescia, le 30 août 1744, et entra dans l'abbaye de Mont-Cassin où il fit profession. Il y enseigna la théologie et la philosophie. Quoique investi des principales charges de son ordre, il trouva du temps à consacrer à l'étude, et se fit de bonne heure dans les lettres grecques et latines une grande réputation. Pie VII, son confrère et son ami, l'appela à Rome, et le créa cardinal en 1801. Il le fit aussi prélat de l'index, c'est à dire grand censeur de la librairie. Le cardinal ne porta la pourpre qu'une année, et mourut à son abbaye de Soldeu, le 29 septembre 1802. Il légua ses livres et ses manuscrits à la bibliothèque du Vatican. La collection de ces manuscrits se compose de cent quatre-vingt-trois ouvrages, dont soixante-quatorze en grec et cent dix-neuf en latin, sur des questions de critique, de théologie et de morale. Il est à désirer qu'on en imprime quelque chose. On ne connaît du cardinal Lucchi qu'un *Choix des meilleurs morceaux d'Appien et d'Herodote*, grec et latin, imprimé à Rome en 1785 : une édition des *Œuvres de Fortunat*, revue sur les manuscrits du Vatican, Rome, 1786-87, 2 vol. in-8°. C'est la meilleure et la plus complète des œuvres de cet écrivain ; enfin des *Dialogues grecs*, imprimés à Florence.

LUCKNER (NICOLAS, baron), maréchal de France, né à Camper, en Bavière, en 1722, d'une famille noble, mais pauvre, entra jeune au service de Prusse, après avoir été quelque temps officier dans un régiment bavarois. Il servit sous le grand Frédéric pendant la guerre de sept ans, en qualité de colonel de hussards, et il se signala à la bataille de Rosbach. La réputation qu'il s'était acquise pendant cette guerre, le fit rechercher de plusieurs souverains de l'Europe, qui lui offrirent des grades et des pensions. Il entra au service de France, comme lieutenant-général ; mais cette puissance était dans un état de paix qui ne permit pas à Luckner de se signaler. Quand la révolution française éclata, il s'en montra un des plus zélés partisans. Il parut à la barre de l'assemblée constituante quelques jours avant le 14 juillet 1790, et demanda la faveur d'assister à cette solennité, ce qui lui fut accordé. On le maintint dans toutes ses pensions, et au mois de décembre 1791, il reçut le bâton de maréchal de France. Il parut encore une seconde fois à la barre de l'assemblée nationale, le 26 février 1792, sous les auspices du ministre Narbonne qui déclara que Luckner avait le cœur plus français que l'accent. Le 20 avril suivant, l'assemblée nationale déclara la guerre à l'Autriche, et le maréchal Luckner prit le commandement d'un corps de troupes réunies en Basse-Alsace, pour couvrir cette frontière ; mais les premières opérations des Français contre la Belgique ayant été dévastatrices, Luckner lui-même fut appelé à Valenciennes, pour y concerter avec les généraux Lafayette et Rochambeau les moyens de reparer cet échec. Le conseil décida qu'il ferait une invasion en Belgique



par la Flandre maritime. Le 17 juin, le maréchal marcha sur Courtrai à la tête d'une armée de vingt-huit mille hommes, prit Menin, Courtrai, et chassa les Autrichiens qui défendaient ces deux villes. Cependant l'armée autrichienne reçut des renforts, et Luckner qui n'était point soutenu, fut obligé d'évacuer Courtrai après trois jours d'occupation. Il se replia sur Valenciennes, et se refusa de concourir au plan que Lafayette avait conçu pour attaquer à la fois toutes les forces autrichiennes réunies près de Mons. La défense de la frontière du nord fut alors divisée par le conseil du roi en deux parties, et Luckner eut le commandement depuis Longwi jusqu'au Rhin. Attaqué le 19 août par vingt-deux mille Autrichiens qui s'efforcèrent d'escalader les retranchements établis en avant de Fontoy, village situé entre Metz et Longwi, le feu de ses batteries les écrasa et l'ennemi fut obligé de se retirer. Après la journée du 10 août 1793, le maréchal Luckner fut remplacé par le général Custine dans le commandement de l'armée du Rhin, et au mois de juillet 1793, il fut nommé généralissime des armées du Nord; mais il perdit bientôt ce commandement : on le relegua dans un camp de seconde ligne, à Châlons-sur-Marne, où les assassinats de septembre furent près de l'égorger. Enfin il fut appelé à Paris pour justifier sa conduite et détruire les accusations portées contre lui, tant à cause des sentiments d'attachement qu'il avait manifestés en faveur de l'infortuné Louis XVI, que pour n'avoir point fait punir le général Jarry qui, lors de l'évacuation de Courtrai, avait fait incendier cette ville. Sur le rapport de Colloot-d'Herbois, la convention nationale décréta que le maréchal Luckner ne pourrait sortir de Paris avant qu'elle eût prononcé à son égard. Ce fut à cette époque qu'il répondit avec beaucoup d'énergie à une lettre d'Allemagne, par laquelle il était menacé de la perte de ses biens qui étaient considérables dans le Holstein. En vain il saisissait toutes les occasions de manifester son dévouement à la nation française, les républicains ne purent se persuader qu'un baron allemand fût leur partisan. Les uns se déliaient de son patriotisme, les autres de ses talents, et les doutes de ceux-là étaient assurément les nœuds fondeurs : néanmoins, il reçut assez tranquille à Paris, jusqu'en janvier 1794. Ayant alors voulu réclamer sa pension, il fut arrêté et traduit devant le tribunal révolutionnaire qui le condamna à mort, le 5 du même mois. Il perit à l'âge de 72 ans.

LUZAC (EUX), juriconsulte et publiciste, né le 19 octobre 1725, au village de Noordwijk, près de Leyde, en Hollande. Il appartenait à une famille française réfugiée, originaire de Bergerac. Après avoir étudié à Leyde, sous Ludlofs, Muschenbroeck et Hemsterhuys, il s'attacha, en faisant son droit, au système philosophique de Wolff. Il contracta dès lors l'habitude de la méthode et de l'espace de concision qui caractérisent ses divers ouvrages. En quittant l'université au moment même de prendre ses degrés, il embrassa la profession de libraire-imprimeur, et il fit sortir de ses presses, en 1749, sa première dissertation. Il avait imprimé, l'année précédente, sans nom d'auteur, *L'homme machine de La Mettrie* : un semblable début ne lui était pas pardonné. Deux écrits publiés par lui-même pour sa justification, et surtout une absence de deux années qu'il alla passer à Göttingue, ayant fait presque oublier cette affaire, il prit à son retour le titre d'avocat, sans renoncer à la librairie, et il donna son *Specimen*. Il plaidait rarement; mais on le consultait surtout dans les questions commerciales et dans celles qui appartenaient au droit public. La manière dont il exerçait ces deux professions différentes lui faisait des loisirs pour des travaux littéraires de diverse nature, et il sentait si bien le prix de cette indépendance qu'il refusa pour lui-même, et parvint à faire accorder à un de ses amis, l'emploi de greffier de la cour des domaines du stadhouder. Des l'année 1753, il s'était livré à des recherches philosophiques. Dans son traité sur l'origine de nos connaissances, on trouve, relativement aux idées et aux perceptions, des vues propres à faire sentir que la pensée pourrait ne dépendre qu'accidentellement du phénomène visible : c'est à peu près ce qui depuis a été plus heureusement établi par Kant,

avec une pénétration si remarquable, mais peut-être trop circonscrite. De 1759 à 1763, Luzac a dirigé et imprimé, en langue néerlandaise, un recueil littéraire intitulé : *Nederlandsche letter courant*, avec cette devise : *Aux temeré, nec timide*. Ce journal, qui paraissait deux fois par semaine, et qui forme une collection de quarante volumes, rendait compte des ouvrages qu'on publiait à cette époque, particulièrement en Hollande. En 1766, un mémoire sur la liberté de la presse, rédigé par Luzac, contribua beaucoup à faire abandonner un projet déjà pris en considération par les états-généraux pour l'établissement de la censure. Lorsque la Hollande, dont l'existence même comme état indépendant constatait la nécessité de changer d'institutions selon les temps, éprouva le besoin d'une nouvelle réforme politique, Luzac craignit cette agitation naissante et se déclara contre les novateurs. Tel fut l'objet des *Annales belges*, qui forment quinze volumes in-12, et qui parurent, dans l'idome néerlandais, de 1773 à 1776. Le défenseur du statu quo fut dès lors en butte au ressentiment du parti populaire. Ces querelles n'étaient pas encore dans toute leur violence, cependant les orangistes devenaient déjà odieux aux patriotes; mais Luzac, définitivement attaché au parti dont il lui était réservé de voir la ruine au milieu des suites de la révolution de France, écrivit dans le même esprit, en 1778, son *Histoire théorique et pratique du commerce hollandais*, d'après un livre insuffisant, publié treize ans auparavant, à Amsterdam, par un certain Accarius de Sérionne. Ce zèle infatigable, et digne d'une cause plus populaire, décida Luzac à entreprendre de nouveaux écrits périodiques néerlandais, savoir : les *Lettres candides* du *Régner Frygaard*, formant quatre volumes in-8°, de 1781 à 1784, et le *Spectateur patriote*, qui succéda immédiatement au journal précédent, et fut continué jusqu'en 1790, c'est à dire jusqu'à ce que les circonstances devinrent tout-à-fait contraires au prétendu patriotisme de cette feuille. D'autres objets d'une utilité générale l'occupèrent aussi, et plus heureusement, dans cet intervalle. En 1758, il combattit les prétentions exclusives de la compagnie des Indes-Orientales à l'égard des commerçants dans les colonies de la Grande-Bretagne, au Bengale et sur la côte du Coronandel, et il traita la question sous le rapport des principes comme sous celui de leur application. Dans ses dernières années, Luzac ne fit plus qu'une seule tentative en faveur d'une cause dont il était difficile de prévoir que, vingt ans plus tard, des forces étrangères combleraient les espérances, du moins pour un temps : sa *Lettre sur le danger de changer la constitution d'un gouvernement* annonçait moins de véritable discernement politique que de courage ou d'obstination. Luzac mourut à Leyde en 1796. Le *Magasin encyclopédique* du mois d'août 1813, contient sur ce publiciste une notice biographique complète, due à H.-C. Cras, professeur d'Amsterdam. Les principaux ouvrages d'Elie Luzac sont : 1° *Disquisitio politico-moralis; num cinis innotens ira hostis longè potioris iustè permitti possit, ut exitum totius civitatis exiret?* 1749, in-8°; 2° *L'homme plus que machine*, Londres (Leyde), 1748; 3° *Essai sur la liberté de proclamer ses sentiments (au pays libre, pour le bien public, et avec privilège de tous les véritables philosophes)*, 1748 ou 1749; 4° *Specimen juris inaugurale, de modo procedendi extra ordinem in causis criminibus*; 5° *Le bonheur, ou nouveau système de jurisprudence naturelle*, Berlin, 1753; ouvrage remarquable et devenu rare; 6° *Recherches sur quelques principes des connaissances humaines*, Leyde et Göttingue; 7° *Remarques philosophiques et politiques d'un anonyme sur l'Esprit des lois*, dans l'édition des *Œuvres de Montesquieu*, en 6 vol. in-12, Amsterdam et Leipzig, 1765. Tout en rendant justice au génie de Montesquieu dans ces *Remarques*, on lui reproche, comme peu dignes de lui, de fréquentes antithèses, et généralement quelque recherche dans le style. 8° *Lettre d'un anonyme à J.-J. Rousseau*, Paris, 1766, et *Seconde lettre*, Paris, 1767. Le critique est encore plus sévère dans deux autres lettres que dans ses remarques sur Montesquieu. 9° *Correspondance de Philagathos et de Philotis sur la théorie du sens moral* (en hollandais); Utrecht, 1771, in-8°. Dix ans auparavant, Luzac avait déjà combattu

vivement les hypothèses de Shaftesbury, de Fordyce, de Hutcheson, sur le sens moral. Ce premier morceau, intitulé : *Mémoire sur la perfectionnement de la morale par la révélation*, avait été inséré, à Leyde, dans le premier volume des *Mémoires du legs de Mlop*. 10<sup>e</sup> *Institutions du droit de la nature et des gens de Wolff*, 1773 : livre que les additions et les notes de Luzac ont rendu classique ; 11<sup>e</sup> *Droit naturel, civil et politique*, en forme d'entretiens, Amsterdam, 1803. Ce n'est que la première partie d'un grand ouvrage dont la suite n'a pas été publiée, et qui devait reproduire toute la doctrine de Wolff, avec plus d'étendue et beaucoup de nouveaux développements. 12<sup>e</sup> *La richesse de la Hollande* (en français), 1778, 3 vol. in-8<sup>e</sup>. En 1780, le même ouvrage parut en hollandais, traduit sous les yeux de l'auteur, et avec des améliorations essentielles faites par lui-même, Leyde, 4 vol. in-8<sup>e</sup>. Outre les recueils périodiques déjà désignés, et dont Luzac était le principal rédacteur, il a fourni des articles à la *Bibliothèque impartiale* et à la *Bibliothèque des sciences*, deux journaux français publiés en Hollande avant le temps où les doctrines politiques ont absorbé presque toute l'attention de cet écrivain.

LUZERNE. Voyez LA LIZZARA, au corps de l'ouvrage et au Supplément.

LYONNOIS (J.-J. Borvira, abbé), littérateur, naquit en 1730, à Naud, ambassadeur l'état ecclésiastique, et se consacra à l'instruction publique. Il établit un pensionnat qui eut un tel succès, qu'à la suppression des jésuites, le gouvernement lui confia la direction du collège que ces pères avaient à Nanci. Nourri de la doctrine de Port-Royal, il y introduisit la méthode de cette école célèbre, qu'il appliqua surtout à l'enseignement de l'histoire et de la géographie. La faiblesse de sa santé l'ayant obligé de se démettre de cet emploi, il conserva le titre de principal honoraire, et fut agrégé à l'académie. Il mourut à Nanci, le 14 juin 1806. On a de l'abbé Lyonnaise : 1<sup>o</sup> *Tableau historique, général et chronologique de tous les pays et de tous les peuples*, Nanci, 1766. C'est un jeu de cartes historiques, mais plus étendu que ceux de Thomas Murier, de Demarets et d'Oronce Finé, qui en avaient publié, avant l'abbé Lyonnaise, pour l'enseignement de la logique, de l'histoire, du blason, etc. Ces cartes ont quelques rapports avec les grands tableaux de Lessage, dont elles ont peut-être donné l'idée. Elles sont très rares, l'édition presque entière ayant été portée en Russie, par suite de la faillite du libraire. 2<sup>o</sup> *Essai sur la ville de Nanci*, La Haye, 1790, 3 vol. in-8<sup>e</sup> : 3<sup>e</sup> édition, 1806-1806, 3 vol. in-8<sup>e</sup> : ouvrage plein de recherches curieuses. 3<sup>o</sup> *Traité de mythologie, ou explication de la fable par l'histoire et les hiéroglyphes des Egyptiens*, Nanci, 1783, et Paris, 1808, in-8<sup>e</sup>. L'édition de Paris est la plus complète.

MAC

## M

MAC ADAM (JOUR-LORDON), écuyer, né en Ecosse, vers 1760, passa dans les États-Unis sa première jeunesse. Il revint dans sa patrie en 1787, époque où l'on commençait à y établir ces nombreuses routes qui ont fait faire à ce pays des progrès si rapides dans la civilisation. Dès lors Mac Adam commença à s'occuper de cette partie, dans laquelle il a obtenu, sans l'avoir cherché, une renommée universelle. Nommé curateur des routes dans un district de l'Ecosse, il s'occupa avec ardeur du mode de réparation des routes, et, bien qu'il n'eût qu'une instruction théorique assez limitée, il acquit beaucoup d'expérience, et ne tarda pas à se montrer dans la pratique bien supérieur aux hommes de l'art. Une instruction rédigée par lui pour la réparation des vieux chemins, fut adoptée, en 1811, par le parlement et publiée par son ordre. Sa réputation le fit appeler en Angleterre, où il fut nommé, en 1819, par acte du parlement curateur des routes de Bristol, place dont les fonctions sont gratuites. Les chemins de cette curatelle étaient dans un état déplorable, quoique les dépenses pour leur entretien eussent porté ses dettes à la somme énorme de 1,075,000 fr. M. Mac Adam commença ses travaux en 1816, et, dans l'espace de moins de trois ans, non seulement plus de cent cinquante milles de routes furent mises dans le meilleur état, mais encore la dette flottante de la curatelle qui passait 1,500 livres sterling fut amortie, et pria de 3,000 livres sterling amassées en caisse. De tels résultats excitèrent l'attention générale. Une expérience si heureuse, exécutée sur une si grande échelle fit faire les clameurs de la routine : les curatelles, les paroisses, les particuliers, s'approprièrent à l'envi la nouvelle méthode, surtout en ce qui touche les réparations et l'entretien. L'uniformité s'établit avec une admirable célérité et par la seule impulsion du bon sens public, dans la mise en œuvre des procédés indiqués, qui sont aujourd'hui suivis sur presque toute la surface des trois royaumes. M. Mac Adam a prouvé par ses travaux un fait, qui, s'il rencontre encore des contradicteurs en France, n'en souffre plus en Angleterre, c'est que toutes les routes peuvent être rendues solides et solides au même degré et tenues constamment dans cet état de perfection, sans distinction de saisons. « Grâce aux moyens nouveaux qu'il a fait connaître, dit M. Ch. Dupin, toutes seraient bonnes aussi longtemps qu'elles subsisteront. » La seule question

qu'il sera permis d'élever concernera l'espèce des matériaux, quant à leur prix et à leur résistance : on pourra sous ce rapport disputer sur la dépense ou sur la durée, mais non sur l'excellence de la route. Les chemins construits ou réparés d'après le système de Mac Adam ont paru tellement supérieurs, qu'ils ont valu à son auteur la gloire de leur imposer son nom, dont on a fait un nouveau verbe : ainsi *macadamiser* une route, c'est l'établir d'après la méthode de M. Mac Adam. Voici les principales données sur lesquelles repose ce système devenu en si peu de temps populaire : L'axiome fondamental, le point de départ, est qu'une route construite artificiellement ne peut jamais être meilleure que le sol naturel dans un état parfait de sécheresse. Dans cet état, le sol a la fermeté nécessaire pour résister au poids des grosses voitures : tout se réduit donc à rendre et à maintenir ce fond sur lequel la route est établie. Pour y parvenir, il faut que la surface du sol sur lequel les matériaux sont établis soit constamment de huit ou dix centimètres au-dessus du niveau de l'eau dans les terrains ou les fossés environnants. Ces matériaux doivent être exclusivement composés de pierre parfaitement pure sans aucun mélange de matières terreuses, ce qui exclut l'usage des accotements en terre et exige que la chaussée occupe toute la largeur de la route. Les pierres ou cailloux doivent être disposés de manière à s'unir par leurs surfaces anguleuses, et à former un corps ferme, compact et impénétrable ; ils doivent être cassés de manière qu'aucun morceau ne dépasse une limite fixée telle que quatre ou cinq centimètres ; l'on doit surtout casser les gros cailloux ronds : ainsi seront prévus les effets des eaux pluviales. Après l'établissement d'une route, on prévient la formation des ornières en réglant avec le râteau les matériaux jusqu'à ce qu'ils se soient consolidés. Les réparations s'effectuent en étalant les matériaux par couches peu épaisses, après avoir enlevé la boue ou la poussière provenant du frottement des roues, et attaque légèrement la surface de la chaussée avec le pic. L'épaisseur d'une route ainsi formée en pente peu il suffit qu'elle résiste à la charge des voitures ; mais cet objet est déjà rempli en obtenant un fond sec sur lequel la route est établie, comme une couverture destinée à maintenir cet état de sécheresse. L'expérience a montré que si l'on peut en traversant la route venir humecter le sol, ce dernier cède par quelle

que soit l'épaisseur donnée à la couche artificielle. Une des parties principales du système de M. Mac Adam, est le rejet absolu de toute couche inférieure formée de grosses pierres, et considérée comme fondation de la route. Une pareille fondation est inutile et même nuisible, en ce que les grosses pierres ne pouvant jamais se consolider et s'unir, fournissent par leurs interstices un passage facile à l'eau. Il veut que la couche artificielle qui forme la route, soit entièrement composée de pierres d'égale grosseur. Il applique même ces principes aux terrains marécageux, pourvu qu'ils aient assez de consistance pour porter le poids d'un homme, et n'emploie point à leur consolidation les moyens ordinaires. Il a reconnu par expérience qu'une route établie sur un fond mou se maintient aussi bonne que celle qui est établie sur les fonds les plus durs, et que l'entretien de la première consomme dans les mêmes circonstances beaucoup moins de matériaux que celui de la seconde. Les faits sur lesquels ces propositions sont fondées, sont constatés par les pièces officielles, dans les interrogatoires qu'il a subis devant la commission du parlement. M. Mac Adam apporte le plus grand soin à la préparation des matériaux : les cailloux sont tamisés avec précaution ; on rejette les petites trop fines auxquelles adhèrent la terre ; le poids des plus gros morceaux ne doit pas excéder six onces. Les préposés portent avec eux des balances, pour vérifier si cette condition est remplie. Ce n'est pas par plaines pellettes que les pierres ainsi préparées, sont déposées sur le terrain : elles y sont étalées par petites quantités, et on se répandant sur un assez grand espace. L'épaisseur de la couche doit être d'environ dix pouces. Le profil de la route est une courbe convexe, aplatie vers le milieu : un excédant de hauteur de trois pouces du milieu sur les côtés suffit pour une route de dix-huit pieds de largeur. Pour combler les ornières que doivent nécessairement former les premières voitures, et jusqu'à ce que les matériaux soient consolidés, il faut charger une personne soignée de passer le râteau dans les traces suivies par les roues. On ne doit jamais rien mettre sur la pierre sous prétexte de lier, la pierre s'unit d'elle-même par ses faces, et forme une surface solide et unie, que ne peuvent altérer ni les intempéries, ni l'action des roues. Les mêmes procédés s'appliquent à la réparation des anciennes routes : l'Angleterre y a gagné l'amélioration et la multiplication de ses communications, et de notables économies dans les dépenses de construction et d'entretien. Les ingénieurs consultés par la chambre des communes se sont accordés presque en tous points avec les données sur lesquelles repose le système de M. Mac Adam ; mais une ingénuité éclatante lui a été rendue par nos plus illustres ingénieurs français, entre autres par MM. Navier, Polonceau, Ch. Dupin, Cordier. Il est cependant un point sur lequel les hommes de l'art ne sont pas d'accord avec le constructeur anglais. Il proscriit dans tous les cas la pratique de pavé les routes. L'opinion de plusieurs ingénieurs anglais, et particulièrement celle du célèbre Telford, plus conforme aux idées reçues en France, est qu'il est pour certaine route un degré de fréquentation, quant au nombre et au poids des voitures, et au-delà duquel il est nécessaire que les routes soient pavées. Parmi les contradictions qu'a rencontrées Mac Adam en Angleterre, on doit citer M. B. Wengrove, surintendant général des routes de la curatelle de Bath, qui dans une brochure dirigée contre les dispositions du bill soumis à la chambre par le comité de 1819, a établi qu'une expérience de trois années ne suffisait pas pour démontrer l'économie des procédés de M. Mac Adam ; en outre il le blâme fortement de supprimer dans la construction des routes ce qu'il nomme la *fondation*, et de composer la chaussée de matières homogènes. Sans entreprendre de discuter ici la question, dit M. Navier, dans un écrit adressé en 1821, au directeur-général des ponts et chaussées, on peut remarquer que si l'on donnait à une route une véritable fondation, c'est à dire si on la faisait porter sur des lits de grosses pierres, et des couches épaisses de maçonnerie comme les chaussées romaines, il en résulterait nécessairement de bons effets : mais

« ce paraît être un abus de mots d'appeler fondation une couche mince de moellons qui serait couverte presque sur-le-champ par les voitures, si elles passaient dessus. La véritable fondation est ici le terrain ; il faut empêcher les eaux de le pénétrer et de l'attendrir. Si la couche supérieure est assez bien faite et assez bien entretenue pour n'être point coupée ou usée par les roues, peu importe la nature de la couche inférieure ; et si les roues peuvent traverser la pierre cassée et aller attaquer les moellons qu'elle recouvre, la présence de ces moellons, incapables de résister par eux-mêmes au poids des voitures, ne peut retarder beaucoup la destruction de la route, et doit même rendre les cabots plus violents et la destruction des matériaux plus rapide. » Parmi les ingénieurs français qui ont attaqué le système de M. Mac Adam, nous citerons MM. Thenard, Lemoine, Frisard. Ceux que cette polémique pourra intéresser n'ont qu'à parcourir le *Journal du génie civil* où M. Mac Adam a trouvé un défenseur zélé et même un peu passionné, dans M. le chevalier Masclet, ancien consul de France à Bristol. Les ingénieurs français qui se sont montrés injustes envers le respectable Ecossais, n'ont rien avancé qui puisse affaiblir l'effet des éloges données à son système par des juges aussi compétents que MM. Cordier, Navier et Polonceau. Seulement il a été reconnu que sa méthode est, à peu de chose près, la même qui fut mise en pratique dans l'ancienne province du Languedoc sous Turgot, et que Tresaguet, inspecteur-général des ponts et chaussées sous Louis XVI, est l'inventeur de cette méthode. Mais s'il est flatteur pour des Français de dire que c'est encore à leur patrie qu'est due cette importante amélioration, la gloire de M. Mac Adam n'en reste pas moins entière ; car, outre qu'il paraît s'être spontanément rencontré avec le premier inventeur, il a du moins la gloire d'avoir proposé et rendu populaire une méthode jusqu'à lui non pratiquée en Angleterre et presque oubliée en France. La courte brochure dans laquelle, sous le titre d'*Instructions*, il publia pour la première fois l'exposé de sa méthode, en 1811, a obtenu en Angleterre plus de dix éditions. Cette pièce a été traduite par M. Cordier. M. Mac Adam a un fils qui déploie le même zèle pour l'amélioration des routes de la Grande-Bretagne. Outre les écrits déjà cités, on peut consulter, sur le système de M. Mac Adam, les notes de l'ouvrage intitulé : *Essai sur la construction des routes et des voitures*, par Richard Lowell Edworth, traduit de l'anglais sur la deuxième édition, et augmenté d'une *Notice sur le système de Mac Adam*, Paris, 1827. J.-C. London, dans son *Encyclopédie d'agriculture*, présente un exposé fort clair des procédés de M. Mac Adam, sous les nos 3581 et 3765. On lit dans le vingtième volume de la *Revue britannique* une satire plutôt que la critique raisonnée de ce système.

MACAULAY-GRAHAM (CATHERINE), femme célèbre parmi les historiens, naquit, en 1753, dans le Kent-shire. Son père, riche gentilhomme du nom de Sawbridge, la plaça pendant son enfance chez une parente qui vivait retirée ; Catherine y contracta les habitudes qu'ordinairement d'apportent à l'enthousiasme, et elle en a toujours montré dans sa conversation comme dans ses écrits. Elle avait vingt-sept ans lorsqu'elle épousa, à Londres, le médecin Macaulay. Peu d'années après, elle fit paraître le premier volume de son *Histoire d'Angleterre*. Un style plein de vigueur et une certaine hardiesse d'opinions distinguent cet ouvrage ; et l'on peut d'abord qu'un homme l'avait composé ; mais ces suppositions injurieuses aux femmes sont bientôt abandonnées à l'égard de celles qui possèdent de vrais moyens. Cette histoire, assez volumineuse, ne commence pourtant qu'à l'époque de l'avènement des Stuarts, et elle n'embrasse pas même entièrement la période que le titre indique. L'auteur s'y étendait sur les avantages de la constitution anglaise, avec une complaisance qui s'explique par la manière dont étaient gouvernés les autres grands états au moment où elle travaillait ; mais elle invoquait vivement des réformes, et elle le faisait dans un esprit tout républicain, sans estimer pourtant le parti anglais de l'opposition, et sans en rien attendre de directement utile. Inexorable à

l'égard des Buckingham, des Stafford, et de quelques autres ministres qui ont montré l'insatiable des garanties dont se vante trop la Grande-Bretagne, elle a fait dire que par haine pour les mesures tyranniques, quelquefois elle tombait dans l'excès contraire. Cependant elle a peint Land lui-même, et elle s'est attachée à peindre Jacques II dans la vie domestique, où il a montré des qualités louables. A la vérité on rapporte un fait qui ne permet pas de douter que mistress Macaulay n'ait eu du moins des caprices d'une partialité puerile. Des manuscrits de la bibliothèque d'Israël sont trouvés un moment dans ses mains, le bibliothécaire s'aperçut, le même jour, que trois feuillets favorables aux Stuart, sous le n° 75-9, venaient d'être arrachés. La chaleur avec laquelle les droits imprescriptibles des peuples sont soutenus dans l'histoire de cette dynastie, valut à l'auteur des critiques amères; ainsi que des cloges portés jusqu'à l'engouement. Ses admirateurs la placent au-dessus de Hume, malgré l'évidente infériorité du style, et le docteur Wilson, le plus inconsideré de tous, personnifiant en elle la liberté, lui fit élever, dans l'église de Walbrook, une statue qu'on n'y laissa pas long-temps. Joubson trouvait fort peu d'accord entre les inclinations personnelles de mistress Macaulay et ses principes sur l'égalité politique. Il lui dit un jour : Vos maximes m'ont entièrement converti, et je vous le prouve en vous demandant de faire dîner avec nous votre valet de chambre qui est un homme honnête et sensible, et un excellent citoyen. » Durant quelque temps, elle embrassa vivement la cause des Américains. Au moment de la paix entre eux et l'Angleterre, elle visita leur pays, où elle fut bien reçue, particulièrement chez Washington, mais sans trouver un seul souscripteur pour l'histoire de leur révolution qu'elle se proposait d'écrire. Le mauvais succès de cette spéculation la refroidit beaucoup au sujet de ces républicains, trop bons spéculateurs eux-mêmes, et dont les ressources d'ailleurs étaient presque épuisées à cette époque. Sans doute elle se dit alors qu'un peuple qui n'affranchissait pas ses esclaves pouvait bien attendre un autre historien. Quelques années auparavant, elle avait fait un voyage en France; elle y avait connu Franklin et Turgot. On lui demanda chez ce dernier, qui était alors contrôleur-général, si elle avait vu les appartements de Louis XVI. « Je n'aime point, répondit-elle, la demeure des tyrans, et je n'ai pas même vu celle du roi Georges. » Elle n'était plus dans la jeunesse lorsqu'elle épousa en secondes noces un homme de vingt-cinq ans, et d'une très jolie figure. Il lui montrait beaucoup d'égards; mais cet air de soumission ne valait qu'à rendre plus choquante la disproportion d'âge qu'il y avait entre eux. Un des amis de mistress Macaulay dit que quand elle prit ainsi le nom de Graham, elle avait le teint plombé, les rides mal déguisées sous une couche de rouge, enfin des signes de décrépitude d'autant plus frappante qu'elle conservait une mise recherchée. Au ridicule inéparable, peut-être, de cette tardive fantaisie se joignait le malheur du choix. Graham avait pour frère un homme d'une célébrité malencontreuse, un de ces aventuriers de la philosophie, dont les intentions peuvent être bonnes, mais à qui d'opiniâtres tentatives pour accorder des réformes ou des systèmes impraticables, ne procurent aucune considération. Après plus de douze années passées dans ces nouveaux liens, mistress Macaulay mourut, le 23 juin 1791. Si son esprit avait manqué de mesure et de mesure, son énergie, comme écrivain politique, était bien propre à lui faire des partisans, surtout après 1789. On voit dans les *Mémoires de madame Roland*, qu'on l'eût flattée en l'appelant la Macaulay de la France. Au milieu des invectives prodiguées en Angleterre à cet historien, à l'occasion de son livre sur les Stuart, on avait été jusqu'à lui reprocher de ne s'être chargé d'un rôle d'homme que pour échapper aux inconvénients d'une extrême laideur; mais au contraire ses traits ne manquaient point d'agrément, et ne diminuaient rien l'intérêt excité par sa conversation noble et brillante. Ses ouvrages sont : 1° *Histoire d'Angleterre, depuis l'avènement de Jacques I<sup>er</sup> jusqu'à l'élévation de la maison d'Hanovre*, 1763-1783, 6 vol. in-4°. Une traduction française de cet ouvrage a été publiée

sous le nom de Mirabeau, mais il n'y a eu d'autre part que d'avoir pensé le premier qu'il pourrait être à propos de le faire connaître en France : 2° *Remarques sur les éléments du gouvernement et de la société*, par Hobbes, 1767, in-8°; 3° *Remarques détachées sur quelques observations de Hobbes*, 1769, in-4°; 4° *Reflexions sur les causes des mécontentements actuels*, 1770, in-8°; 5° *Traité sur l'immuabilité de la vérité morale*, 1773, in-8°. Cet ouvrage n'est pas exempt d'obscurité; mais on y voit une force qui contraste avec la frivole élégance de la mise affectée par l'auteur jusque dans son douzième livre. 6° *Histoire d'Angleterre depuis la révolution (anglaise) jusqu'au temps présent, dans une suite de lettres à un ami*, etc., 1778, in-4°; 7° *Lettres sur l'éducation*, 1790, in-8°.

MAC-CARTHY-LEVIGNAC (JOSEPH-ROBERT, comte de), maréchal-de-camp, né vers 1766, émigra en 1791, et fit plusieurs campagnes dans l'armée des princes, en qualité d'aide-de-camp du prince de Condé. Il ne revint la France qu'en 1814, et fut, le 4 juin de cette année, nommé maréchal-de-camp dans la cavalerie. Au mois d'août 1815, le département de la Seine-Inférieure l'envoya à la chambre des députés. Elu de nouveau, en 1816, par le département de la Drôme, il se montra l'un des plus zélés défenseurs des intérêts du clergé. L'année suivante, il combattit le projet de loi sur la liberté de la presse qui, selon lui, donnait naissance aux plus grands abus sous prétexte de les prévenir. Au mois de mars suivant, il prit part à la discussion du budget, et, dans un discours dont l'impression fut ordonnée par la chambre, il combattit avec beaucoup d'éloquence l'opinion de M. Camille Jordan, qui avait prétendu que les biens du clergé étaient la propriété de l'état. Il vota pour la restitution des biens non vendus, appartenants à la religion ou à l'ordre de Malte, et déclara qu'il croyait de son devoir de rejeter le budget tant qu'il contiendrait un article contre lequel sa conscience ne cesserait de réclamer. Le comte de Mac-Carthy fut l'un des juges qui condamnèrent le général Bonnaire à la dégradation et à la déportation, et son aide-de-camp, le capitaine Mignon, à la mort. En 1818, dans la discussion sur le recrutement, il se prononça contre l'avancement par ancienneté, demanda le rappel à l'ordre de M. Fignon, qui venait de parler en faveur des bannis, et prononça l'éloge funèbre du prince de Condé. Il a cessé, en 1820, de faire partie de la chambre des députés.

MAC-CARTHY L'YRAGH, sir (CHARLES), général anglais, servait en France, au commencement de la révolution, dans le régiment de Berwick, et commandait un dépôt à Givet, lorsqu'il apprit que ce régiment s'était rendu auprès des princes. Il conduisit aussitôt ses soldats à Coblenz, il fit les premières campagnes dans le corps des émigrés, et à son licenciement, il passa en Angleterre, où il prit du service. Il fut nommé colonel dans l'armée anglaise, et gouverneur du Sénégal, où il resta jusqu'en 1814. Nommé à cette époque, officier-général, il passa au gouvernement des établissements anglais de la Côte-d'Or et de Sierra-Leone, possessions qui furent réunies en 1821, afin de faciliter l'exécution des mesures adoptées pour l'abolition de la traite des noirs. Sir Charles Mac-Carthy séjourna alternativement dans les deux parties de son gouvernement, séparées par une distance de deux cents milles, veillant à la prospérité de la colonie. Il était parvenu à gagner l'amitié de plusieurs tribus des Fantées, lorsque le roi des Ashantes, Tootoo-Quamina, qui se prétendait maître du territoire occupé par les Anglais, leur déclara la guerre. Il était, dit-on, excité par les Hollandais d'Elmina, jaloux des succès de la nouvelle colonie formée à Sierra-Leone. Avant de commencer les hostilités, le prince africain fit demander à sir Charles Mac-Carthy onze cents onces d'or, en tribut, et lui fit dire qu'en cas de refus, sa chevelure servirait bientôt de panache au grand tambour de guerre des Ashantes. Sir Charles Mac-Carthy sourit à cette menace, et se mit en campagne au commencement de l'année 1825. Il avait neuf cents hommes de troupes européennes et quinze à vingt mille Fantées, allies indisciplinées et mal armées; il en laissa une partie pour garder le cap Coast, et marcha avec le reste dans

la direction de Coomasse, capitale des Ashantées, éloignée de ce cap d'environ cent quatre-vingt milles. Cette armée était bien faible pour entreprendre une pareille expédition dans un pays inconnu, chez un peuple barbare, mais plein de courage, et plus instruit qu'on ne le supposait dans l'art de faire la guerre. Sir Charles Mac-Carthy fit une faute en détachant de son corps d'armée deux colonnes, l'une sous les ordres du major Chesholm, qui devait aller du côté d'Açera pour combattre les Ashantées qui pouvaient se montrer; l'autre sous le capitaine Blankearne pour lui servir de réserve. Les trois divisions devaient se réunir en entrant dans les provinces des Ashantées, mais l'ennemi ne leur en laissa pas le temps. Sir Charles Mac-Carthy n'était en marche que depuis peu de jours, avec un corps d'armée de quatorze à quinze cents hommes, lorsqu'il se trouva, sans s'y attendre, en face des Ashantées, qui s'avancèrent en bon ordre, et qui se préparaient à traverser la rivière de Boosom-Pra, large de vingt à trente pieds. Il s'engagea des deux côtés un feu bien nourri, mais les munitions venant à manquer aux Anglais, et les Fantées épouvantés commençant à s'ébranler, sir Charles Mac-Carthy ordonna la retraite. Les Anglais forcés de céder le passage de la rivière, se retirèrent en bon ordre, lorsqu'ils furent attaqués par un corps de deux mille hommes envoyés sur leurs derrières; alors les Fantées se dispersèrent. Les Anglais, entourés, enfoncés de toutes parts, se défendirent à la baïonnette en désespérés, et succombèrent presque tous; à peine s'en sauva-t-il quelques uns pour porter au cap Coast la nouvelle de leur défaite. Le malheureux sir Charles Mac-Carthy fut tué dans la mêlée, et sa tête, portée au roi des Ashantées, lui donna le plaisir barbare d'accomplir sa menace.

MAC CULLOCH (J.-R.), connu par ses écrits sur l'économie politique, est né en Ecosse, et a donné sur cette science, depuis plusieurs années, des cours très suivis à Edimbourg. C'est maintenant en Angleterre l'auteur le plus estimé sur cette matière, et il faut convenir qu'il l'emporte de beaucoup sur ses devanciers par la clarté et la concision, et qu'il a évité une partie de leurs erreurs. Il n'est pas toujours d'accord avec Ricardo ni avec Malthus, et, ce qui est très rare chez les Anglais, il rend une pleine justice à la secte des économistes, aux travaux de M. Say et d'autres écrivains français modernes. Mac Culloch a mis dans tout son jour la funeste tendance, naguère si vantée, des emprunts; il a démontré les abus énormes qu'on a faits en Angleterre du fond d'amortissement qui, loin de hâter l'extinction de la dette contractée, n'a servi qu'à faciliter de nouveaux emprunts, en accroissant, outre mesure, le capital de la dette nationale et en gravant le peuple du fardeau intolérable des intérêts de cette dette. L'Angleterre, après avoir été long-temps la dupe des prôneurs du système que Pitt emprunta, en le dénaturant, au docteur Price, a fini par se convaincre que tous les avantages de la longue guerre qu'elle a soutenue contre la France sont loin de compenser les effets permanents et durables de l'accroissement de la dette, et cette conviction est heureusement si forte que tout projet de guerre contre la France est devenu un objet d'horreur pour toutes les classes, chez cette nation, sauf les marins, les militaires et les agents immédiats du gouvernement. Les Anglais commencent à mieux se rendre compte de ce qu'il en coûte pour nuire au commerce, à la navigation et à l'industrie d'une nation puissante et rivale, surtout lorsque la richesse de cette puissance n'a point pour base principale la commerce extérieur. On ne croit plus à la puissance magique par laquelle des charlatans financiers ont prétendu faire de l'or avec du papier. Toutefois il est lâcheux que Mac Culloch ait adopté plusieurs fausses théories, et entre autres celle de Malthus sur la prétendue tendance qu'aurait la population à s'accroître en tout lieu et en tout temps outre mesure, et dans une progression beaucoup plus forte que les subsistances. On conçoit d'autant moins l'adhésion de Mac Culloch aux idées de Malthus, que le premier de ces auteurs a admis, avec Milne et plusieurs auteurs français, que la diminution des subsistances et

leur cherté ont pour effet direct de diminuer les naissances et d'augmenter les décès. Il s'ensuit donc que dans tout pays où cela aura lieu, la population s'arrêtera dans ses progrès: elle ne s'accroîtra que là où les moyens de subsistance abonderont et seront à la portée de la grande majorité des habitants. Or, des que la progression d'accroissement des subsistances et leur répartition entre les membres de la communauté ne pourront plus suffire aux besoins de la population, il est évident que la mortalité s'accroîtra, que les mariages deviendront moins fréquents, et que les naissances diminueront. C'est en effet ce qui est arrivé, à plusieurs reprises, chez tous les peuples du globe: la population a été tantôt croissante, tantôt rétrograde, et le plus souvent, pendant les plus longues époques, à peu près stationnaire. Il n'existe aucun exemple d'un accroissement rapide qui se soit soutenu pendant un ou deux siècles, tandis que les exemples d'une notable dépopulation sont très nombreux. L'Égypte, l'Asie-Mineure, l'Afrique septentrionale, offrent des preuves frappantes d'une diminution de population qui se perpétue depuis bien des siècles. L'Amérique, les États-Unis exceptés, est dans le même cas, et la Chine n'est guère plus peuplée aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a trois cents ans. Les ouvrages de Mac Culloch renferment encore quelques opinions qui nous semblent peu fondées. Telle est la doctrine de Ricardo sur la nature et les effets du fermage. On fait honneur à cet auteur de la découverte de l'origine du fermage, et bien gratuitement, selon nous. Ce que le fermier paie au propriétaire du terrain n'est autre chose que l'intérêt d'un capital représenté par la valeur de la terre, et cette valeur dépend des facultés productives du sol et du plus ou moins de frais que sa culture exige. A frais égaux, le terrain le plus productif rapportera le plus de fermage. D'un autre côté, il y a des terres qui ne peuvent être cultivées avec quelque profit que par le propriétaire, étant d'un trop faible rapport pour pouvoir payer le fermage. Il s'ensuit donc que la somme payée au propriétaire du sol par celui qui le cultive influe sur la production, et tend à réduire les dépenses en diminuant leur quantité. Ce que Ricardo a dit de l'origine du fermage ne peut s'appliquer qu'aux taux comparatifs résultant de la qualité des divers terrains et des frais d'exploitation que chacun d'eux exige. Il y a une foule d'autres points, tels que la nature des salaires et des profits, et les effets de leur taux plus ou moins élevé, sur lesquels il nous est impossible de nous inscrire aux conclusions de l'auteur; mais cela tient à l'état de la science qui, sous bien des rapports, n'offre qu'une collection de principes de convention, qui ne sont vrais que dans des conditions purement hypothétiques. L'économie politique, sauf quelques parties, n'est encore qu'une science de spéculation dont les principes trop absolus sont loin d'être applicables à la pratique. M. Mac Culloch a publié en anglais: 1° *Discours sur l'origine, les progrès et l'importance de l'économie politique*, Edimbourg, 1825, 1 vol. in-8°; 2° *Les principes de l'économie politique, suivis d'une recherche sur l'origine et les progrès de la science*, ibid., 1825, 1 vol. in-8°. Une seconde édition de cet ouvrage, revue et augmentée, a paru depuis peu. Nous n'en connaissons pas de traduction française. En France et sur tout le continent de l'Europe, on commence à sentir combien l'étude de la statistique doit l'emporter sur celle des systèmes d'économie politique. C'est à cette science positive que nous devons un jour des notions exactes sur les causes de la prospérité des peuples, et sur les vrais moyens d'encourager l'agriculture, l'industrie et le commerce, dans un but d'utilité générale, c'est à dire de manière à profiter à la grande majorité de la communauté. La statistique raisonnée est, en effet, la pierre de touche de toutes les doctrines sur la richesse, la prospérité et la force des nations. C'est également à tort que les auteurs sur l'économie politique ont cherché à séparer cette science de la politique qui en est inséparable.

MAC FARLANE (ROBERT), écrivain politique, né en Ecosse, vers l'année 1753. Il fit ses études à l'université d'Edimbourg, et vint, fort jeune encore, à Londres. Pendant quelques années, il dirigea, à Walthamstow,

une académie qui mérita d'abord toute la réputation dont elle jouit encore aujourd'hui. Au commencement du règne de George III, il s'engagea dans une discussion politique très animée, et recueillit les opinions qu'il avait exprimées avec beaucoup de chaleur, dans un ouvrage qu'il publia, en 1770, sous le titre d'*Histoire du règne de George III*; mais n'ayant pu s'accorder avec son imprimeur, celui-ci confia à un autre le soin de continuer cette histoire dont le second volume parut en 1793, et le troisième en 1794; elle fut cependant achevée par Mac Farlane, qui s'était réconcilié avec l'imprimeur, et donna un quatrième volume, mais il ne renferme rien de curieux. Le *Morning Chronicle* a eu long-temps Mac Farlane pour éditeur. Il a rendu compte, dans le *London Packet*, des débats du parlement, et l'on fait cas de ce travail pour l'exactitude qu'il a mise dans le rapport des opinions des divers membres et les détails minutieux des incidents qui remplissaient les séances. Il professait une grande admiration pour Ossian, et il aida Macpherson dans son travail. *Timara*, traduit par lui en vers latins, est un essai qu'il fit paraître en 1796; mais ne pouvant réunir assez de souscripteurs pour couvrir les frais de son entreprise, il l'abandonna, sans cependant cesser de poursuivre son projet, dont il s'occupait encore dans les dernières années de sa vie qu'il perdit par un funeste accident. Assistant à l'assemblée tenue pour les élections de Middlesex, il tomba sous les roues d'une voiture, et mourut une demi-heure après, le 8 août 1804. Il faisait imprimer alors un *Essai sur l'authenticité d'Ossian et de ses poèmes*. Cet auteur a publié : 1° *Histoire du règne de George III*, 1<sup>re</sup> et 4<sup>e</sup> volumes, 1770-1793; 2° *Adresse au peuple anglais sur l'état présent et l'avenir présumé des affaires publiques*. On ne reconnaît pas dans cet ouvrage les opinions que Mac Farlane avait embrassées jusqu'alors. 3° *Dialogues de George Burkanan*, 1801, traduit en français. Il y a joint une dissertation archéologique sur la prétendue identité des Gètes et des Scythes, des Gètes et des Goths, des Goths et des Ecossais, et une autre pour défendre le caractère de Buchanan comme historien.

MACHAULT D'ARNOUVILLE (JEAN-BAPTISTE), garde-des-sceaux, né le 13 décembre 1701. Il était fils du lieutenant-général de police, L.-C. Machault. Nommé maître des requêtes en 1748, et possesseur de la belle terre d'Arnouville, près Paris, il paraissait rien ambitionner au-delà de sa position. Mais, malgré cet éloignement pour toute intrigue, il était destiné à devenir min<sup>ist</sup>re, et lorsque l'intendance du Hainaut lui fut offerte par d'Argenson, il ne refusa pas d'entrer dans la carrière. Deux ans après, à la fin de 1748, Louis XV, qui l'avait connu à son passage à Valenciennes, le choisit pour succéder à Philibert Orry, contrôleur-général des finances, dont l'inflexible économie était devenue odieuse à la marquise de Pompadour. Machault, qui n'était pas moins intègre, devait comprendre à cet égard toute la difficulté des circonstances, et de plus il n'avait pas fait une étude spéciale de l'administration du trésor : aussi objecta-t-il qu'il avait lieu de craindre une semblable responsabilité; mais le roi lui écrivit : «... Vos représentations... me prouvent que vous êtes un des plus honnêtes hommes de mon royaume, et le plus capable de me bien servir dans cette place : ainsi tout me confirme dans mon choix, et j'attends de vous cette marque de dévouement. » Machault réunissait les qualités nécessaires pour répondre à l'attente d'un prince dont les coupables faiblesses n'excluaient encore ni la vigilance, ni des résolutions honorables. La moindre marque d'incapacité de la part d'un ministre trop probe eût fourni des prétextes aux murmures d'une cour prodigue, et d'ailleurs si les impôts se percevaient sans facilement à cette époque, ils restaient insuffisants, parce qu'on avait à soutenir une guerre entreprise avec peu de prudence. Le nouveau ministre surmonta ces obstacles : en se faisant seconder par des hommes éclairés, et en maintenant sous plusieurs rapports l'ordre établi par son prédécesseur, il n'eut besoin que d'assez faibles emprunts pour subvenir à toutes les dépenses durant trois années. Il voulut faire plus après la paix d'Aix-la-Chapelle : il s'occupa de régler à la fois et les bases du crédit et la répartition

des impôts. Il sentait que les traces de l'ancien régime fiscal, corrompu par tant de vicissitudes avant Henri IV et même depuis Louis XIV, choquaient la morale publique sans laquelle rien ne peut avoir de consistances. Observant avec justesse le mouvement des esprits, et peut-être prévoyant un choc que rendit ensuite inévitable l'impéritie des dépositaires du pouvoir, il se proposait de concilier avec le visible progrès des lumières l'affermissement de l'autorité du roi en ce qu'elle avait de tutélaire et de favorable à la liberté même. Le principal empêchement à l'ordre moderne se trouvait dans les prétentions des ordres privilégiés, et de ces abus le plus frappant consistait dans les immunités ecclésiastiques. Après une précaution que Machault regarda comme indispensable, celle de n'avoir pas contre lui une favorite alors si puissante, il prit des mesures pour arrêter les continuels empiétements du clergé. Il fit rendre, en 1747, l'édit de main-morte, portant défense de fonder aucun nouveau chapitre, collège, séminaire ou hôpital, aucune maison religieuse, sans une permission expresse du roi, annulant tout établissement de ce genre fait sans cette autorisation, et interdisant à tous gens de main-morte d'acquiescer aucun fond, etc., sans permission spéciale. D'Aguesseau, qui avait eu part à cette loi, donna peu de temps après sa démission, et Machault lui succéda, comme garde-des-sceaux, le 9 décembre 1750, mais sans quitter le contrôle général. Il était de plus grand-trésorier des ordres du roi, depuis le 16 novembre 1747, et ministre d'état depuis 1749. Dans cette situation même, il n'était pas encore assez sûr de l'appui de la cour pour exécuter entièrement son plan. Pressée par des besoins plus ou moins légitimes, elle n'était pas éloignée de soumettre à des taxes les grands biens du clergé; mais le ministre aurait désiré, en outre, diminuer les ordres monastiques. Du moins en supprimant l'impôt du dixième établi par la guerre, il y substitua, selon ses principes d'une égale participation de tous les citoyens aux charges de l'état, un vingtième gradué à perpétuité sur la valeur de toutes les terres, et affectant les autres revenus, à l'exception des rentes, la destination du produit de cette taxe en faisait une sorte de caisse d'amortissement. Les parlements et les états de plusieurs provinces réclamèrent d'abord presque aussi vivement que le clergé même. Toutefois, comme c'était lui surtout qui devait se trouver atteint, les parlements, dont il n'était pas aimé, se résignèrent enfin aux sacrifices qui pouvaient les concerner eux-mêmes, et les enregistrent cet édit que de certains écrivains ont appelé ensuite un acheminement aux subversions révolutionnaires. Cependant une émeute au Bretagne fit bientôt consentir à quelques modifications, et, quant à la résistance du clergé, elle fut opiniâtre comme on devait s'y attendre : il savait que la division existait déjà à Versailles, et, pour l'accroître, il était expert dans l'art d'intriguer. En protestant contre le vingtième, il offrait quelques dons gratuits qui n'obligeaient à rien pour l'avenir. Le roi se montra indécis, malgré l'audace de l'évêque de Marseille, qui, dans cette question d'argent, ne craignit pas d'écrire : « Ne me placez pas dans l'alternative d'obéir à Dieu ou au roi : vous savez lequel aurait la préférence. » Malheureusement d'Argenson regardait alors Machault comme son rival, et d'ailleurs, étant ennemi des parlements ainsi que l'avait été son père, il ne fut pas difficile à mettre dans les intérêts du clergé. En vain le ministre, dans des vues aussi justes que hardies pour ce temps, demanda un état détaillé de tous les biens ecclésiastiques : l'humilité de la maison du Seigneur eût trop souffert de cette révélation. Bientôt le parlement eut occasion de servir même contre l'archevêque de Paris : mais, désarçonné par le pouvoir, la magistrature ne put agir qu'avec une vigueur stérile qui parut dégénérer en amitié. Le roi, mécontent de ce qu'on ne cessait point ces poursuites, motivées pourtant sur le scandale du refus des serments à ceux qui ne faisaient pas emplette de billets de confession, exila les chambres des enquêtes et des requêtes. D'Argenson avait été écouté en cela, et, comme la conduite de ces chambres tenait de la rébellion, Machault n'osa parler en leur faveur. A la vérité, il obtint, en 1753, à l'oc-

casion de la naissance du prince qui a régné sous le nom de Louis XVI, le retour des magistrats exilés; mais il se retira presque en même temps, et ce fut pour le clergé un avantage au moins égal. Fatigué d'une lutte infructueuse en partie, le contrôleur-général paraît avoir désiré lui-même de quitter ses fonctions et de passer à la marine. Son ouvrage était presque détruit; l'exemption accordée à l'église réduisait le vingtième à peu de chose, et consacrait de nouveau les maximes qu'il fallut désespérer ensuite de changer autrement que par des secousses violentes. Du moins l'arrêt de 1753, sur la liberté du commerce des grains, eut son plein effet: on le devait à Machault, qui, dans son nouveau département, fut plus habile encore, et surtout plus heureux. La défaite de l'amiral anglais à Bugey et la prise de l'île de Minorque ont fait le plus grand honneur à un ministre qui, n'ayant à disposer que de quarante-cinq navires, a su donner à la marine française cet ascendant presque inespéré. Au moment où, par suite de l'attentat de Damiens, on pouvait craindre pour la vie de Louis XV, la marquise de Pompadour fut expulsée de la demeure royale, d'après les ordres de Machault, et, dès que le roi, promptement guéri, eut repris ses habitudes, Machault fut envoyé en exil par les soins de la favorite. Toutefois, en lui envoyant cette injonction, le prince, équitable au milieu même de condamnations qui étaient un oubli de sa dignité, lui écrivit de sa main, le 31 janvier 1757: « Si vous avez quelque grâce à me demander pour vos enfants... je serai bien aise de vous prouver que vous ne perdez pas mon amitié... Je vous laisse les honneurs dont vous avez joui... Exilé seulement dans sa terre d'Arnouville, cet ancien ministre y passa, sans faire de tentative pour rentrer en faveur, plus d'un tiers de sa longue vie. En 1754, Louis XVI, connaissant son habileté et son désintéressement, voulait lui confier la direction des affaires; mais la droiture des intentions du jeune roi n'était pas soutenue par une volonté ferme, et une intrigue de cour suffit pour substituer à un véritable homme d'état le vieux Maupeou, courtisan adroit et homme nul. Après l'événement du 14 juillet, Machault se retira chez sa belle-fille, à Choisy; mais, en 1793, il vint résider à Rouen. Arrêté comme suspect, en 1794, il tomba malade aux Madelonnettes, et, privé de secours, il y mourut dans sa quatre-vingt-troisième année, le 12 juillet.

MADROLLE, né au lieu même où la Seine prend sa source, département de la Côte-d'Or. Il commença ses études à Châtillon-sur-Seine, et vint, fort jeune encore, les finir à Paris, sous les auspices d'oncles maternels dont l'enthousiasme philosophique ne paraît pas avoir eu beaucoup d'influence sur le nerveu, bien que ces proches parents de M. Madrolle fussent déjà en possession d'une grande considération, et qu'ils aient joué depuis un rôle assez remarquable dans l'administration et dans le monde. C'était l'époque du renouvellement de la littérature; l'abbé Delille, que M. Madrolle connut, l'encouragea vainement. L'esprit positif et naturellement grave du jeune homme l'appela à une autre étude que celle de la poésie, et il prit ses grades en droit. Il fit depuis, à la même école, partie d'un célèbre concours pour une chaire de professeur, où il paraît avoir laissé des souvenirs; en même temps il écrivait dans le *Conservateur*. Ce fut alors, vers 1820, qu'il se livra à des travaux politiques plus en harmonie avec son indépendance, et qui excitèrent bientôt l'attention publique. Il débuta dans la littérature, avec les conseils et l'appui de MM. de Bonald et de Frénilly, par une défense des énigmes, sous ce titre: *De la révolution dans ses rapports avec ses victimes*, qui fut remarquée au milieu d'une foule d'autres écrits du même genre. L'auteur avait joint à cet ouvrage une attaque du projet de M. de Villele contre la rente, sous ce titre: *De la réduction de la rente considérée comme principe de l'amitié morale dans l'état*. M. Madrolle publia à la même époque divers écrits dont plusieurs furent composés en commun avec ses amis. Celui qui fit le plus de sensation était intitulé: *Des crimes de la presse, considérés comme générateurs de tous les autres*; on croit savoir que M. Madrolle n'en a fourni que le plan. Un autre ouvrage signé de M. Madrolle, mais qui fit moins

de bruit, et qui semait aujourd'hui à l'ordre du jour pour les quasi-légitimistes aussi bien que pour les benedicciens, c'est une *Transmission héréditaire du trône dans les races légitimes, considérée comme principe de la liberté*. Il fut publié dans le mois qui a suivi la mort de Louis XVIII. L'année suivante, M. de Montlosier commença cette opposition qui s'occupe toute la France, et M. l'abbé de la Menais en préparait une autre d'un genre différent. M. Madrolle les combattit tous deux ensemble, sinon avec succès, du moins avec hardiesse et sous une forme systématique, dans la *Défense de l'ordre social*, qui fut considérée comme le manifeste du parti. Depuis, M. Madrolle n'a pas cessé de combattre ce qu'il croyait le monstre. Il l'a combattu dans une *Histoire des assemblées délibérantes*, où il annonçait la chute des rois constitutionnels à la façon de Charles X; il l'a combattu surtout dans ce fameux *Mémoire au roi*, remis des uns, avoué des autres, embarrassant pour tout le monde, qui occupa si long-temps et si diversement la capitale dans le moment qui allait décider d'une dynastie. Si M. Madrolle n'a pas eu tout le mérite d'avoir composé ce livre, il parut du moins avoir celui de le soutenir. Ce fut en le défendant qu'il dit au gouvernement ce mot qui fut remarqué: « Nous ne voudrions pas même de châtiment, nous ne disons pas à Poissy qui même à la Force ou à Sainte-Pélagie, mais seulement dans une maison de santé pour les écrivains criminels, lorsque nous voyons sous des lambris dorés les ministres qui les ont laissés le devenir. » Dans le fait, M. Madrolle qui parut dans ces dernières années représenter l'opinion politique ultramontaine, a du moins sembler franc et convaincu. On sait qu'il ne fait jamais le pouvoir, et qu'à l'époque même où il était sur la ligne des faveurs, il préféra aux emplois publics la liberté de ses études chéries. Il paraît aussi avoir été indépendant des coteries politiques qui nous faigrent, et il est prouvé par une pièce que nous avons sous les yeux, que le soir même où les ordonnances de juillet parurent, le ministre de l'intérieur refusait l'autorisation de paraître à un *Mémoire* faisant suite au premier: ce mémoire avait pour titre: *Mémoire sur les moyens constitutionnels de réprimer sans ordonnances du roi la marche de la révolution*. L'auteur s'est montré depuis fidèle à cette modération. Nous savons qu'il n'est pas étranger à une profession de foi politique, récemment publiée sous le nom de *Manifeste des catholiques français, sur le devoir de soumission aux puissances*. On prêche formellement dans cet ouvrage le devoir de la plus entière obéissance au nouveau gouvernement. Cette idée d'obéissance à tout le monde et toujours, nous a même semblé l'idée mère, l'idée perpétuelle de l'auteur; et nous aurons d'un autre côté que son principe littéraire est l'indépendance des précédents. Dans cette vue, M. Madrolle est disposé dans ses écrits à faire dominer le fond sur la forme, et à sacrifier les mots à la chose. Il croit même que la littérature tout entière est à refaire, et l'on assure qu'il a en portefeuille deux ouvrages éminemment généraux, une *démonstration catholique* et une *légalisation universelle*, dont ses autres ouvrages ne sont que quelques principes développés à l'usage du jour, et où les vérités de tous les ordres sont prouvées par la seule force de la classification. C'est ce que nous voudrions voir...

MAELZEL (Léonard), mécanicien de la cour de Vienne, est né à Ratibonne vers l'année 1776. Il est auteur de plusieurs inventions importantes qui lui ont valu une grande célébrité. En 1805, il inventa et construisit un orchestre complet, composé de quarante-deux automates, auquel il donna le nom de *panharmonium*. Ce qu'on admire le plus dans ce chef-d'œuvre, ce sont les joueurs de violon, qui se distinguent par l'extrême agilité de leurs doigts, la grâce avec laquelle ils manient l'archet, et surtout par un jeu expressif et une exécution on ne peut plus exacte. Les automates qui jouent du flageolet, du triangle, des clochettes, timbales et tambours, représentent des nègres. Ces musiciens artificiels exécutent les symphonies et les ouvertures les plus difficiles et les plus compliquées, comme celles de Haydn, Gluck, Mozart, etc. Le panharmonium que Maelzel fit voir, en 1807, à Paris, est actuellement exposé à Boston. Une

société de riches négociants de cette ville vient de lui en offrir 300,000 dollars (1,575,000 fr.) : mais l'auteur ne veut pas le céder à moins de 500,000 dollars, et l'on croit qu'il les obtiendra. En 1808, pendant son séjour à Paris, Mæzel fit un *automate-trompette* qui, par un mécanisme dont l'auteur garde encore le secret, exécute des morceaux de musique qui ne peuvent être joués sur les trompettes connues jusqu'à présent. La plus utile, bien que la plus simple, des inventions de Mæzel, est sans contredit le *métronome*, instrument au moyen duquel on peut indiquer avec une extrême précision le mouvement musical, c'est à dire le degré de vitesse ou de lenteur avec lequel on veut qu'un morceau de musique soit exécuté. La principale pièce de cet instrument est un balancier dont les vibrations sont accélérées ou ralenties suivant qu'on le raccourcit ou qu'on l'allonge par un contre-poids mobile. Les degrés de vitesse de ces vibrations sont indiqués par les numéros d'une échelle placée derrière le balancier. Ces numéros indiquent le nombre des vibrations du balancier dans une minute; conséquemment les numéros 50, 60, 80, 100, etc. indiquent que si le contre-poids est mis au niveau d'un de ces numéros, le *métronome* donne 50, 60, 80, 100, etc. vibrations par minute. Le *métronome* donne 18 degrés de mouvement. En changeant la valeur musicale des vibrations du balancier, qui peut être celle d'une *croche*, d'une *noire*, d'une *blanche* ou même celle d'une mesure entière quelconque, il résulte une série de près de deux cents montres qui peuvent exprimer toutes les nuances perceptibles à l'oreille la plus délicate. Ainsi, quand un compositeur voudra indiquer le degré de vitesse d'un morceau de musique, par le moyen du *métronome*, il saura que le degré de mouvement le plus lent sera celui qui est indiqué par le numéro 50 de l'échelle, à chaque vibration à la valeur d'une *croche*. Le mouvement sera d'autant plus accéléré qu'il prendra un numéro plus élevé, ou qu'il donnera une valeur plus forte à chaque vibration. Le *métronome* est une invention précieuse pour les compositeurs et pour les élèves; aux premiers il fournit le moyen de faire connaître dans tous les pays le degré de vitesse qu'ils ont voulu donner à leurs œuvres musicales; pour les derniers il a l'avantage de les habituer à la division régulière de la mesure, et de leur faciliter l'exécution des traits où les signes sont le plus multipliés, et où il est ordinairement difficile d'assigner à chacun de ceux-ci la durée qui lui appartient. Les succès généraux que cette invention obtint dès qu'elle fut connue, et en partie dûs aux célèbres compositeurs Méhul, Cherubini et Beethoven, qui l'adoptèrent sur-le-champ, et ont marqué plusieurs de leurs partitions des chiffres correspondants du *métronome*. En 1829, un horloger-mécanicien français, M. Biennais-Fournier, d'Anniens, a apporté plusieurs perfectionnements au *métronome*, de sorte que cet instrument ne laisse maintenant rien à désirer. Les principaux avantages qu'à le *métronome* perfectionné sur l'ancien, sont : 1° de donner un plus grand nombre de mouvements lents et vifs, et 2° de marquer d'une manière très-sensible le premier temps de chaque mesure. Cette dernière innovation est heureuse et d'une très grande utilité aux jeunes élèves étudiant en l'absence de leur maître.

MAGNUSEN (Finn), professeur d'archéologie septentrionale à l'académie des beaux-arts de Copenhague, est né le 27 août 1781, à Skacholt, en Islande, où son père, Magnus-Olafson, était juge de province. Après avoir fait ses études à l'école latine et à l'université de Copenhague, il fut nommé conservateur-adjoint des archives du royaume, qui étaient alors placées sous la direction du savant antiquaire islandais Thorkelin. En 1818, Magnussen remporta un prix proposé par M. de Bulow, gentilhomme danois, et dont le sujet était d'éclaircir d'une manière historique et critique l'analogie existant entre la religion des anciens habitants du nord, surtout des Scandinaves, et celle des Indo-Perses, et de comparer à cet effet les traditions, les langues et les monuments de ces nations. Le mémoire couronné attira l'attention du souverain sur Magnussen, qui obtint l'année suivante la chaire d'archéologie septentrionale nouvellement créée à l'aca-

démie des beaux-arts de Copenhague. A la même époque, il fonda la société littéraire de l'Islande, qui a pour but de répandre des connaissances utiles parmi toutes les classes de la population de cette île. Magnussen a consacré une grande partie de sa vie à l'étude de l'histoire et de la littérature des anciens peuples du nord, et ce sont principalement ses écrits et ses cours publics qui ont fait naître en Danemarck, en Allemagne et en Ecosse le goût pour l'antiquité scandinave, et provoqué les nombreuses et savantes recherches qui, dans les dernières années, ont été faites, à ce sujet, dans ces trois pays. Parmi les nombreux ouvrages de Magnussen se distinguent : 1° *Essai sur l'origine et les migrations des races caucasiennes*, Copenhague, 1818, 1 vol. in-8°. Cet ouvrage renferme beaucoup de conjectures hardies et quelques opinions paradoxales, mais on y trouve, en revanche, des idées neuves et ingénieuses sur les différents événements qui ont donné lieu à ces migrations. 2° *Mémoires sur l'archéologie du nord*, Copenhague, 1829, 1 vol. in-8°. Ces mémoires ont pour objet l'explication de quelques uns des monuments Scandinaves qui se trouvent dans le cabinet des antiques de la bibliothèque de l'université à Copenhague. 3° *L'Edda de Sæmund*, texte original, avec une traduction danoise, un commentaire très-étendu et des notes historiques et critiques. Cet ouvrage, qui se compose de trois volumes in-4°, a été imprimé à Copenhague, aux frais de la commission, dite d'Arnarnagnewa. 4° *L'Edda poétique*, texte avec notes explicatives en danois; 5° *La suite des annales islandaises*, en islandais et en danois; 6° *Système de l'Edda et son origine*, ou *exposition exacte des fictions et opinions des anciens habitants du nord*, sur l'état, la nature et les destins de la terre, des dieux, des esprits et des hommes; comparé tant avec le grand liors de la nature qu'avec les systèmes mythologiques et les croyances des Grecs, des Perses, des Indiens et d'autres peuples anciens, etc., Copenhague, 1825-1826, 4 vol. in-4°. Cet ouvrage, dont le mérite est généralement reconnu, est divisé en quatre sections, dont la première développe les traditions sur l'origine des dieux et de la terre, c'est à dire sur la theogonie et la cosmogonie. Dans la deuxième, que l'auteur a intitulée : *Cosmologie du nord ancien*, il expose très en détail toutes les idées des poètes de l'Edda sur la forme de la terre, sur les diverses parties de l'univers, sur le ciel et sur la division du monde. La troisième section, étant une continuation de la seconde, traite aussi des opinions des Scandinaves sur la nature de l'âme et sur la vie future. Chacune de ces trois sections est subdivisée en plusieurs chapitres, dans lesquels l'auteur discute une foule de sujets dépendants du système de l'Edda, ou qu'il trouve moyen d'y rattacher. Chaque chapitre est suivi de beaucoup de notes qui prouvent sa grande erudition, mais dont une partie pourrait être supprimée quoiqu'elles soient en général curieuses à lire. Après avoir exposé les idées mythologiques qui ne sont pas exprimées avec assez de clarté dans les Eddas, et après avoir commenté soigneusement les passages de ces poèmes qui se rapportent à la cosmogonie des Scandinaves, l'auteur donne, dans la quatrième section, un aperçu de vingt à trente mythologies de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, et même de l'Amérique, pour montrer d'abord les rapports généraux de la cosmogonie Scandinave avec celle de toutes les autres nations. Il prend ensuite chaque mythe en particulier pour faire voir qu'il y en a de semblables dans les autres religions. En général Magnussen voit dans le système cosmogonique des Scandinaves une ingénieuse allegorie des révolutions du globe que, selon lui, ce peuple a comprises et expliquées avec autant de sagacité que les philosophes grecs et orientaux. 7° *Journal de la société littéraire de l'Islande*; cet ouvrage périodique, dont Magnussen est le rédacteur en chef, contient une foule d'excellents articles de lui sur l'Islande ancienne et moderne.

MAIMOUD EL CORAIM (Sidy), chérif d'Alexandrie, lors de la conquête de l'Egypte par les Français. Distingué d'abord par Bonaparte qui lui témoigna la plus entière confiance, il l'a trahi en continuant les relations avec les mamelucks auxquels il servait d'inter-



casion de la naissance du prince qui a régné sous le nom de Louis XVI, le retour des magistrats exilés; mais il se retira presque en même temps, et ce fut pour le clergé un avantage au moins égal. Fatigué d'une lutte infructueuse en partie, le contrôleur-général paraît avoir désiré lui-même de quitter ses fonctions et de passer à la marine. Son ouvrage était presque détruit; l'exemption accordée à l'église réduisait le vingtième à peu de chose, et consacrait de nouveau les maximes qu'il fallut désespérer ensuite de changer autrement que par des secousses violentes. Du moins l'arrêt de 1753, sur la liberté du commerce des grains, eut son plein effet: on le devait à Machault, qui, dans son nouveau département, fut plus habile encore, et surtout plus heureux. La défaite de l'amiral anglais à Buz, et la prise de l'île de Minorque ont fait le plus grand honneur à un ministre qui, n'ayant à disposer que de quarante-cinq navires, a su donner à la marine française cet ascendant presque inspersé. Au moment où, par suite de l'attentat de Damiens, on pouvait craindre pour la vie de Louis XV, la marquise de Pompadour fut expulsée de la demeure royale, d'après les ordres de Machault, et, dès que le roi, promptement guéri, eut repris ses habitudes, Machault fut envoyé en exil par les soins de la favorite. Toutefois, en lui envoyant cette injonction, le prince, équitable au milieu même de condescendances qui étaient un oubli de sa dignité, lui écrivit de sa main, le 31 janvier 1757: « Si vous avez quelque grâce à me demander pour vos enfants... je serai bien aise de vous prouver que vous ne perdez pas mon amitié... Je vous laisse les honneurs dont vous avez joui. » Exilé seulement dans sa terre d'Amourville, cet ancien ministre y passa, sans faire de tentative pour rentrer en faveur, plus d'un tiers de sa longue vie. En 1764, Louis XVI, connaissant son habileté et son désintéressement, voulait lui confier la direction des affaires; mais la droiture des intentions du jeune roi n'était pas soutenue par une volonté ferme, et une intrigue de cour suffit pour substituer à un véritable homme d'état le vieux Maupeou, courtisan adroit et homme nul. Après l'événement du 15 juillet, Machault se retira chez sa belle-fille, à Choisy; mais, en 1792, il vint résider à Rouen. Arrêté comme suspect, en 1794, il tomba malade aux Madelonnettes, et, privé de secours, il y mourut dans sa quatre-vingt-troisième année, le 12 juillet.

MADROLLE, né au lieu même où la Seine prend sa source, département de la Côte-d'Or. Il commença ses études à Châtillon-sur-Seine, et vint, fort jeune encore, les finir à Paris, sous les auspices d'oncles maternels dont l'enthousiasme philosophique ne paraît pas avoir eu beaucoup d'influence sur le neveu, bien que ces proches parents de M. Madrolle fussent dans la possession d'une grande considération, et qu'ils aient joué depuis un rôle assez remarquable dans l'administration et dans le monde. C'était l'époque du renouvellement de la littérature; l'abbé Delille, que M. Madrolle connut, l'encouragea vainement. L'esprit positif et naturellement grave du jeune homme l'appela à une autre étude que celle de la poésie, et il prit ses grades en droit. Il fit depuis, à la même école, partie d'un célèbre concours pour une chaire de professeur, où il paraît avoir laissé des souvenirs; en même temps il écrivait dans le *Conservateur*. Ce fut alors, vers 1820, qu'il se livra à des travaux politiques plus en harmonie avec son indépendance, et qui excitèrent bientôt l'attention publique. Il débuta dans la littérature, avec les conseils et l'appui de MM. de Bonald et de Frémilly, par une défense des *énigmes*, sous ce titre: *De la révolution dans ses rapports avec ses victimes*, qui fut remarquée au milieu d'une foule d'autres écrits du même genre. L'auteur avait joint à cet ouvrage une attaque du projet de M. de Villele contre la rente, sous ce titre: *De la réduction de la rente considérée comme principe de calamité morale dans l'état*. M. Madrolle publia à la même époque divers écrits dont plusieurs furent composés en commun avec ses amis. Celui qui fit le plus de sensation était intitulé: *Des crimes de la presse, considérés comme générateurs de tous les autres*: on croit savoir que M. Madrolle n'en a fourni que le plan. Un autre ouvrage signé de M. Madrolle, mais qui fit moins

de bruit, et qui serait aujourd'hui à l'ordre du jour pour les quasi-légitimistes aussi bien que pour les bériciens, c'est une *Transmission héréditaire du trône dans les races légitimes, considérée comme principe de la liberté*. Il fut publié dans le mois qui a suivi la mort de Louis XVIII. L'année suivante, M. de Montlosier commença cette opposition qui occupa toute la France, et M. l'abbé de la Mennais en préparait une autre d'un genre différent. M. Madrolle les combattit tous deux ensemble, sinon avec succès, du moins avec hardiesse et sous une forme systématique; dans la *Défense de l'ordre social*, qui fut considérée comme le manifeste du parti. Depuis, M. Madrolle n'a pas cessé de combattre ce qu'il croyait le monstre. Il l'a combattu dans une *Histoire des assemblées délibérantes*, où il annonçait la chute des rois constitutionnels à la façon de Charles X; il l'a combattu surtout dans ce fameux *Mémoire* ou *reni* des uns, avoué des autres, embarrassant pour tout le monde, qui occupa si long-temps et si diversement la capitale dans le moment qui allait décider d'une dynastie. Si M. Madrolle n'a pas eu tout le mérite d'avoir composé ce livre, il parut du moins avoir celui de le soutenir. Ce fut en le défendant qu'il dit au gouvernement ce mot qui fut remarqué: « Nous ne voudrions pas même de châtiment, nous ne disons pas à Poissy si même à la Force ou à Sainte-Pélagie, mais seulement dans une maison de santé pour les écrivains criminels, lorsque nous voyons sous des lambris dorés les ministres qui les ont laissés le devenir. » Dans le fait, M. Madrolle qui parut dans ces dernières années représenter l'opinion politique ultramontaine, a du moins sembler franc et convaincu. On sait qu'il ne flatta jamais le pouvoir, et qu'à l'époque même où il était sur la ligne des faveurs, il préféra aux emplois publics la liberté de ses études chéries. Il paraît aussi avoir été indépendant des coteries politiques qui nous fatiguent, et il est prouvé par une pièce que nous avons sous les yeux, que le soir même où les ordonnances de juillet parurent, le ministre de l'intérieur refusait l'autorisation de paraître à un *Mémoire* faisant suite au premier; ce mémoire avait pour titre: *Mémoire sur les moyens constitutionnels de réprimer sans ordonnances du roi la marche de la révolution*. L'auteur s'est montré depuis fidèle à cette modération. Nous savons qu'il n'est pas étranger à une profession de foi politique, récemment publiée sous le nom de *Manifeste des catholiques français, sur le devoir de submission aux puissances*. On prêche formellement dans cet ouvrage le devoir de la plus entière obéissance au nouveau gouvernement. Cette idée d'obéissance à tout le monde et toujours, nous a même semblé l'idée mère, l'idée perpétuelle de l'auteur; et nous savons d'un autre côté que son principe littéraire est l'indépendance des précédents. Dans cette vue, M. Madrolle est disposé dans ses écrits à faire dominer le fond sur la forme, et à sacrifier les mots à la chose. Il croit même que la littérature tout entière est à refaire, et l'on assure qu'il en porte-feuille deux ouvrages éminemment généraux: une *démonstration catholique* et une *legislation universelle*, dont ses autres ouvrages ne sont que quelques principes développés à l'usage du jour, et où les vertes de tous les ordres sont prouvées par la seule force de la classification. C'est ce que nous voudrions voir.

MAELZEL (Léonard), mécanicien de la cour de Vienne, est né à Ratisbonne vers l'année 1776. Il est auteur de plusieurs inventions importantes qui lui ont valu une grande célébrité. En 1803, il inventa et construisit un orchestre complet, composé de quarante-deux automates, auquel il donna le nom de *panharmonium*. Ce qu'on admire le plus dans ce chef-d'œuvre, ce sont les joueurs de violon, qui se distinguent par l'extrême agilité de leurs doigts, la grâce avec laquelle ils manient l'archet, et surtout par un jeu expressif et une exécution on ne peut plus exacte. Les automates qui jouent du flageolet, du triangle, des clochettes, timbales et tambours, représentent des organes. Ces musiciens artificiels exécutent les symphonies et les ouvertures les plus difficiles et les plus compliquées, comme celles de Haydn, Gluck, Mozart, etc. Le panharmonium que Maelzel fit voir, en 1807, à Paris, est actuellement exposé à Boston. Une

société de riches négociants de cette ville vient de lui en offrir 500,000 dollars (1,375,000 fr.) ; mais l'auteur ne veut pas le céder à moins de 500,000 dollars, et l'on croit qu'il les obtiendra. En 1808, pendant son séjour à Paris, Maelzel fit un *automate-trompette* qui, par un mécanisme dont l'auteur garde encore le secret, exécute des morceaux de musique qui ne peuvent être joués sur les trompettes connues jusqu'à présent. La plus utile, bien que la plus simple, des inventions de Maelzel, est sans contredit le *métromome*, instrument au moyen duquel on peut indiquer avec une extrême précision le mouvement musical, c'est à dire le degré de vitesse ou de lenteur avec lequel on veut qu'un morceau de musique soit exécuté. La principale pièce de cet instrument est un balancier dont les vibrations sont accélérées ou ralenties suivant qu'on le raccourcit ou qu'on l'allonge par un contre-poids mobile. Les degrés de vitesse de ces vibrations sont indiqués par les numéros d'une échelle placée derrière le balancier. Ces numéros indiquent le nombre des vibrations du balancier dans une minute ; conséquemment les numéros 50, 60, 80, 100, etc. indiquent que si le contre-poids est mis au niveau d'un de ces numéros, le métromome donne 50, 60, 80, 100, etc. vibrations par minute. Le métromome donne 35 degrés de mouvement. En changeant la valeur musicale des vibrations du balancier, qui peut être celle d'une *croche*, d'une *noire*, d'une *blanche* ou même celle d'une mesure entière quelconque, il résulte une série de près de deux cents mouvements que peuvent exprimer toutes les nuances perceptibles à l'oreille la plus delicate. Ainsi, quand un compositeur voudra indiquer le degré de vitesse d'un morceau de musique, par le moyen du métromome, il saura que le degré de mouvement le plus lent sera celui qui est indiqué par le numéro 50 de l'échelle, si chaque vibration a la valeur d'une croche. Le mouvement sera d'autant plus accéléré qu'il prendra un numéro plus élevé, ou qu'il donnera une valeur plus forte à chaque vibration. Le métromome est une invention précieuse pour les compositeurs et pour les élèves ; aux premiers il fournit le moyen de faire connaître dans tous les pays le degré de vitesse qu'ils ont voulu donner à leurs œuvres musicales ; pour les derniers il a l'avantage de les habituer à la division régulière de la mesure, et de leur faciliter l'exécution des traits où les signes sont le plus multipliés, et où il est ordinairement difficile d'assigner à chacun de ceux-ci la durée qui lui appartient. Les succès généraux que cette invention obtint dès qu'elle fut connue, est en partie dû aux célèbres compositeurs Méhul, Cherubini et Beethoven, qui l'adoptèrent sur-le-champ, et ont marqué plusieurs de leurs partitions des chiffres correspondants du métromome. En 1839, un horlogier-mécanicien français, M. Bienaimé-Fournier, d'Amiens, a apporté plusieurs perfectionnements au métromome, de sorte que cet instrument ne laisse maintenant rien à désirer. Les principaux avantages qu'il a le métromome perfectionné sur l'ancien, sont : 1° de donner un plus grand nombre de mouvements lents et vifs, et 2° de marquer d'une manière très-sensible le premier temps de chaque mesure. Cette dernière innovation est heureuse et d'une très grande utilité aux jeunes élèves étudiant en l'absence de leur maître.

MAGNUSEN (Fixt), professeur d'archéologie septentrionale à l'académie des beaux-arts de Copenhague, est né le 27 août 1781, à Skacholt, en Islande, où son père, Magnus Olafson, était juge de province. Après avoir fait ses études à l'école latine et à l'université de Copenhague, il fut nommé conservateur-adjoint des archives du royaume, qui étaient alors placées sous la direction du savant antiquaire islandais Thorkelin. En 1818, Magnussen remporta un prix proposé par M. de Bulow, gentilhomme danois, et dont le sujet était d'éclaircir d'une manière historique et critique l'analogie existant entre la religion des anciens habitants du nord, surtout des Scandinaves, et celle des Indo-Perses, et de comparer à cet effet les traditions, les langues et les monuments de ces nations. Le mémoire couronné attira l'attention du souverain sur Magnussen, qui obtint l'année suivante la chaire d'archéologie septentrionale nouvellement créée à l'aca-

démie des beaux-arts de Copenhague. A la même époque, il fonda la société littéraire de l'Islande, qui a pour but de repandre des connaissances utiles parmi toutes les classes de la population de cette ile. Magnussen a consacré une grande partie de sa vie à l'étude de l'histoire et de la littérature des anciens peuples du nord, et ce sont principalement ses écrits et ses cours publics qui ont fait naître en Danemarck, en Allemagne et en Ecosse le goût pour l'antiquité scandinave, et provoqué les nombreuses et savantes recherches qui, dans les dernières années, ont été faites, à ce sujet, dans ces trois pays. Parmi les nombreux ouvrages de Magnussen se distinguent : 1° *Essai sur l'origine et les migrations des races caucasiennes*, Copenhague, 1818, 1 vol. in-8°. Cet ouvrage renferme beaucoup de conjectures hardies et quelques opinions paradoxales, mais on y trouve, en revanche, des idées neuves et ingénieuses sur les différents événements qui ont donné lieu à ces migrations. 2° *Mémoires sur l'archéologie du nord*, Copenhague, 1839, 1 vol. in-8°. Ces mémoires ont pour objet l'explication de quelques uns des monuments Scandinaves qui se trouvent dans le cabinet des antiquités de la bibliothèque de l'université à Copenhague. 3° *L'Edda de Sæmund*, texte original, avec une traduction danoise, un commentaire très étendu et des notes historiques et critiques. Cet ouvrage, qui se compose de trois volumes in-4°, a été imprimé à Copenhague, aux frais de la commission, dite d'Arnamagnæus. 4° *L'Edda poétique*, texte avec notes explicatives en danois. 5° *La suite des annales islandaises*, en islandais et en danois. 6° *Système de l'Edda et son origine*, ou *exposition exacte des fictions et opinions des anciens habitants du nord, sur l'état, la nature et les destins de la terre, des dieux, des esprits et des hommes ; compare tant avec le grand livre de la nature qu'avec les systèmes mythologiques et les croyances des Grecs, des Perses, des Indiens et d'autres peuples anciens*, etc., Copenhague, 1823-1826, 4 vol. in-4°. Cet ouvrage, dont le mérite est généralement reconnu, est divisé en quatre sections, dont la première développe les traditions sur l'origine des dieux et de la terre, c'est à dire sur la théogonie et la cosmogonie. Dans la deuxième, que l'auteur a intitulée : *Cosmologie du nord ancien*, il expose très en détail toutes les idées des poètes de l'Edda sur la forme de la terre, sur les diverses parties de l'univers, sur le ciel et sur la division du monde. La troisième section, étant une continuation de la seconde, traite aussi des opinions des Scandinaves sur la nature de l'âme et sur la vie future. Chacune de ces trois sections est subdivisée en plusieurs chapitres, dans lesquels l'auteur discute une foule de sujets dépendants du système de l'Edda, ou qu'il trouve moyen d'y rattacher. Chaque chapitre est suivi de beaucoup de notes qui prouvent sa grande érudition, mais dont une partie pourrait être supprimée quoiqu'elles soient en général curieuses à lire. Après avoir exposé les idées mythologiques qui ne sont pas exprimées avec assez de clarté dans les Eddas, et après avoir commenté soigneusement les passages de ces poèmes qui se rapportent à la cosmogonie des Scandinaves, l'auteur donne, dans la quatrième section, un aperçu de vingt à trente mythologies de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, et même de l'Amérique, pour montrer d'abord les rapports généraux de la cosmogonie Scandinave avec celle de toutes les autres nations. Il prend ensuite chaque mythe en particulier pour faire voir qu'il y en a de semblables dans les autres religions. En général Magnussen voit dans le système cosmogonique des Scandinaves une ingénieuse allegorie des révolutions du globe que, selon lui, ce peuple a comprises et expliquées avec autant de sagacité que les philosophes grecs et orientaux. 7° *Journal de la société littéraire de l'Islande* ; cet ouvrage périodique, dont Magnussen est le rédacteur en chef, contient une foule d'excellents articles de lui sur l'Islande ancienne et moderne.

MAIMOUD EL CORAIM (Sidi), chérif d'Alexandrie, lors de la conquête de l'Egypte par les Français. Distingué d'abord par Bonaparte qui lui témoignait la plus entière confiance, il l'a trahi en continuant les relations avec les mamelucks auxquels il servait d'es-

pion. Arrêté par les ordres de Kléber, et envoyé au Caire pour se justifier, on lui lut un ordre de Bonaparte qui lui laissait le choix de payer une contribution de trois cent mille francs ou d'avoir la tête tranchée. El Coraim répondit : Si je dois mourir à présent, rien ne peut m'y soustraire, et je donnerai mes piastres inutilement ; si je ne dois pas mourir à quoi bon les donner. « Les efforts de l'interprète Venture, et les exhortations de M. de Bourienne ne purent ébranler la résolution de cet Egyptien. Il fut exécuté au Caire, le 6 septembre 1798, à midi, et sa tête, selon l'usage des Musulmans, fut proménée dans la ville avec un écriteau annonçant le crime et la punition. On ne trouva rien des trésors d'El Coraim, il avait pris ses précautions ; mais cet exemple ne fut pas inutile au maintien de la conquête.

**MAHON.** Voyez CAILLON-MAHON, au Supplément.

**MAHON** (PAUL-ARCADE-OLIVIER), naquit à Chartres, le 6 avril 1758. Son père, qui était médecin, le destinait à sa profession, lui fit apprendre les langues grecque, latine et anglaise, et l'envoya terminer ses études à Paris. Il fut reçu docteur à la faculté de médecine, et d'excellentes observations qu'il publia sur la petite vérole, le firent admettre à l'académie de médecine. Au commencement de la révolution française, Mahon fut nommé médecin en chef de l'hospice des vénériens, et on le chargea bientôt de professer la médecine légale et l'histoire de la science à l'école de santé, qu'on venait d'organiser (1794), et qui prit depuis le nom d'école de médecine. Le docteur Mahon s'acquit une grande réputation pour le traitement des maladies syphilitiques : il en fit l'objet spécial de ses études. Il remplit avec beaucoup de talent les fonctions qui lui avaient été assignées, et on le vit souvent rendre ses leçons intéressantes par les vues qu'il y développait sur l'application des connaissances médicales à la jurisprudence. On sait quelle union nécessaire régnait entre ces deux branches des connaissances humaines, et quels services la société en reçoit journellement. On peut dire que Mahon a renouvelé en France l'étude de la médecine légale, et que Fodéré n'a guère fait qu'étendre ses idées, quoiqu'on doive reconnaître qu'il l'a fait d'une manière solide et profonde. Mahon fut associé à la continuation de l'*Encyclopédie méthodique*, et il y a inséré plusieurs excellents articles. Il mourut le 16 mars 1803, à peine âgé de quarante-huit ans, au moment où il achevait de rédiger ses leçons sur l'histoire de la médecine, sur la médecine légale et sur les maladies syphilitiques des nouveau-nés. On a de lui : 1° *Observations médicales et politiques sur la petite vérole et sur les avantages et les inconvénients d'une inoculation générale*, traduites de l'anglais du docteur W. Black, Paris, 1788, in-12 ; 2° *Médecine pratique de Hall*, traduction nouvelle, avec une dissertation du même auteur sur la matrice miltaire, ses aphorismes sur les fièvres, etc., Paris, 1801, 4 vol. in-8° ; 3° *Médecine légale et police médicale, ouvrage posthume avec quelques notes de M. Faubret*, Paris, 1802, 3 vol. in-8° ; 4° *Histoire de la médecine clinique depuis son origine jusqu'à nos jours, et recherches sur l'existence, la nature et la communication des maladies syphilitiques dans les femmes enceintes, les nouveau-nés et les nourrices*, ouvrage posthume avec des additions de Lemaure, Paris, 1804, 1 vol. in-8°.

**MAIMIEUX** (J. de), né vers l'année 1753. Simple major au service d'un prince d'Allemagne, il n'est connu que par son système d'écriture universelle, ou par quelques autres ouvrages qui l'ont fait admettre à l'académie des sciences de Harlem, et dans la société des observateurs de l'homme. Il a publié : 1° *Eloge philosophique de l'imprimerie*, 1788, in-8° ; réimprimé en 1806, in-8° ; 2° *Fragment de lettres originales de madame Charlotte-Elisabeth de Bavière*, 1788, 2 vol. in-12 ; 3° *La comte de Saint-Méran, ou les nouveaux égarements du cœur et de l'esprit*, Paris, 1789, 3 vol. in-12 ; 4° *Passigraphie, ou premiers éléments du nouvel art-science d'écrire et d'imprimer en une langue, de manière à être entendu dans toute autre langue, sans traduction*, Paris, 1797, in-4° ; seconde édition augmentée de la *Passigraphie* (ou *passigraphie parlée*). Ibid., in-4° 5° *Les trois musées de l'enfance* (composition), contenant le spectacle de la nature, les spectacles de la société humaine, et

les spectacles des arts et des sciences, 1798 ; 6° *De l'homme d'état, considéré dans Alexandre Sévère mis en parallèle avec les plus vertueux empereurs romains*, 1801, in-8° ; 7° *Sylvestre, ou mémoires d'un centenaire*, de 1676 à 1786, 1802, 4 vol. in-12 ; 8° *Épître familière au sens commun, sur la passigraphie et la passilalie*, Paris, 1803, in-12. Cette sorte de poème didactique, exposant les règles de la passigraphie, et jusqu'à la forme des douze caractères employés dans ce système, avait été jointe à la seconde édition de la *passigraphie*. 9° *Carte générale passigraphique*, 1808. Ce tableau, en trois feuilles, renferme l'abrégé des règles de la passigraphie, ainsi qu'une nomenclature de près de huit mille mots ; mais l'ordre n'en est plus celui que l'auteur avait suivi en 1797. Si on ne connaissait que l'une de ces méthodes on ne pourrait se faire entendre de ceux qui n'auraient étudié que l'autre, et cet inconvénient a beaucoup nui à tout le système. 10° *Célestes Paléologues*, roman historique, 1811, 4 vol. in-12 ; 11° *Charles de Rosenfeld, ou l'aveugle inconsolable d'avoir recouvré la vue*, Paris, 3 vol. in-12. J. de Maimieux a eu beaucoup de part à la *passillographie*, ou art de tout exprimer au moyen des télégraphes, Stuttgart, 1811.

**MALCOM** (sir JOHN), né vers 1769, était, en 1816, lieutenant-colonel au service de la compagnie des Indes et employé à l'armée de Madras, lorsque cette société le nomma son résident au Mysore. Elle lui confia peu de temps après la mission plus importante de son ministre plénipotentiaire à la cour de Perse. Il s'acquitta de cette mission à la satisfaction de la compagnie, et profita de son séjour pour étudier les lois, les coutumes de ce vaste empire. Le roi d'Angleterre lui conféra l'ordre du Bain, et le schah lui donna celui du Soleil. Sir John Malcom est mort à Bombay, le 3 août 1838. Il était lieutenant-général dans l'armée anglaise de la compagnie, et gouverneur de la présidence de Bombay. C'était un écrivain très remarquable, et auquel on doit : 1° *L'esquisse de l'histoire politique de l'Inde, depuis le bill de Pitt jusqu'à présent*, 1811 ; 2° *Essai sur les Sicks, peuplade du Pangah*, 1812 ; 3° *La Perse*, poème, publié sous l'anonyme ; 4° *Histoire de Perse*, Londres, 1816, 2 vol. in-4° ; et seconde édition, 1819, traduit par M. Benoit, sous ce titre : *Histoire de la Perse, depuis les temps les plus anciens jusqu'à ce jour*, Paris, 1821. Langlais a continué cet ouvrage, qui finissait en 1814, jusqu'en 1820. Sir John Malcom a encore inséré dans plusieurs journaux des vers épiques sur la mort de son ami le docteur Leyden.

**MALHERBE.** Voyez BOU BATTET.

**MALIBRAN** (M<sup>me</sup> MARIA), née à Paris, en 1809, est une des plus célèbres cantatrices de l'époque. Fille du ténor Garcia, qui s'est aussi distingué comme compositeur et surtout comme maître de chant, elle est la meilleure élève de son père ; mais, si l'on en croit l'opinion publique, peut-être fallut-il à celui-ci beaucoup de persévérance et même de sévérité pour lui inspirer le goût de cet art dans lequel elle excelle si éminemment. M. Garcia fut souvent obligé de la maltraiter pour la faire étudier et pour combattre la manie qu'elle avait dans son enfance pour courir sur les toits et monter des échelles. Ce ne fut qu'à l'âge de treize ans qu'elle commença à répondre aux soins paternels. Quant elle eut atteint sa quinzième année, elle se trouvait à Londres avec tous ses parents, famille vraiment musicale, car le père, la mère, sa sœur et son frère, Manuel Garcia, sont tous des virtuoses. Il fallut suppléer à l'improvisation la prima donna, qui devait chanter le rôle de Rosine dans *Il barbiere di Siviglia*, dont elle connaissait à la vérité tous les morceaux ; mais les amateurs n'en ont pas moins considéré comme un prodige la supériorité avec laquelle elle s'acquitta du rôle : le succès qu'elle obtint par ce début fut un triomphe. Initiée par là à la scène, on ne tarda pas à lui confier le rôle de Félícia d'*Il crociato* de Meyer Beer, dans lequel elle fit merveille, et surtout dans le joliot rôle de *Giovinetta cavalliera*. Quelque temps après, M<sup>me</sup> Malibran suivit son père à New-York, où elle joua avec beaucoup de succès plusieurs rôles, tels que *Tancrède* de l'opéra de ce nom, *Malcolm de La donna del lago*, *Desdemona d'Otello*, etc. On raconte que son père, qui jouait ce dernier rôle, la trouvant trop froide à la

première représentation de cet opéra, lui jura qu'il la poignarderait tout de bon à la catastrophe si elle ne s'animait pas davantage. Cette menace, dans la bouche d'un maître aussi sévère, fut prise au sérieux par sa fille; elle fut sublime, et, après la représentation, le père, ivre de joie, prodigua à sa fille des éloges et des caresses. Garcia a, comme on sait, la gloire d'être pour le nouveau monde un colon musical. Les accents de M<sup>me</sup> Malibran, conduits, dirigés par son père, ne se firent pas seulement entendre aux graves habitants des Etats-Unis; ils allèrent charmer à Mexico les indolents successeurs des sujets de Montezuma. Ce fut en Amérique qu'un négociant très riche, M. Malibran, voulut faire son épouse de la jeune cantatrice. Il était d'un âge à pouvoir être son père; mais la fortune qu'il possédait fit paraître cette union moins disproportionnée. Le mariage se conclut : M<sup>me</sup> Malibran quitta la scène. Bientôt son époux éprouva une saillie qui lui enleva toute sa fortune : on a même été jusqu'à dire qu'il provoqua la catastrophe lorsqu'il demanda en mariage M<sup>lle</sup> Garcia, et qu'il avait spéculé sur les talents de sa future pour réparer les disgrâces de son commerce. Nous rapportons ce bruit sans vouloir l'affirmer, mais il a été trop généralement répandu pour ne pas en faire mention. M<sup>me</sup> Malibran rentra au théâtre; les créanciers de son mari mirent opposition au paiement de ses appointements : alors il s'ensuivit des querelles conjugales, qui se terminèrent par une séparation. En 1837, M<sup>me</sup> Malibran revint à Paris, où elle avait passé son enfance. Son arrivée intéressa vivement tous les amateurs de musique, et particulièrement la société de M<sup>me</sup> la comtesse de Meroni, qui, en propagant avec une complaisance légitime la gloire naissante de cette jeune virtuose, lui facilita l'accès du Théâtre-Italien. Jusqu'alors elle ne s'était montrée, tant à Londres qu'en Amérique, que dans des soirées, pour ainsi dire, de famille, où elle jouait l'opéra avec son père, sa mère, son frère et sa sœur. Le premier jour de son émancipation eut lieu sur la scène du grand Opéra, le 14 janvier 1838, dans une représentation solennelle au bénéfice de Galli. Ce jour-là, elle remplit le rôle de *Semiramide* dans l'opéra de ce nom. Il est difficile de décrire l'effet qu'elle produisit, et nous ne pourrions mieux faire que d'analyser ici le jugement que porta sur son talent, dans le *Journal des Débats* du 16 janvier, un critique qui fait autorité : « Sa voix, dit en substance M. Castil-Blaze, est un *mezzo soprano*, second « desus d'une grande étendue. Elle la ménage avec « tant d'art, qu'on peut croire qu'elle possède les trois « dispositions; elle chante aussi la partie du contre-alto. « Sa voix est d'un beau son et d'un timbre flatteur; sa « manière de chanter appartient à la bonne école. Elle « articule bien le trille, et peut le prolonger sans en « altérer le mouvement ni la justesse; elle joue avec « expression; elle est d'une belle taille, d'un extérieur « fort agréable; elle a de fort jolis yeux; elle compte à « peine dix-neuf ans. » Deux mois après, le 21 mars, M<sup>me</sup> Malibran n'obtint pas moins de succès dans un des concerts du Conservatoire. Enfin, le 8 avril, arriva le jour de son début sur le Théâtre-Italien; on elle avait été engagée moyennant 50,000 francs par an et une représentation à bénéfice. Elle se rendit bientôt propres tous les premiers rôles de son emploi, et si, comme cantatrice, elle put craindre la rivalité de M<sup>lle</sup> Sontag et les souvenirs qu'avait laissés M<sup>me</sup> Fodor, elle se montra piquante comédienne et tragédienne consommée. Chaque représentation nouvelle, chaque nouveau rôle, était pour elle une occasion de triomphe. Le 13 avril, elle se montra dans *Desdemona* avec toute la force de ses moyens. Quelques jours après, dès qu'elle parut dans *Il barbiere di Siviglia*, on fut frappé d'abord de la nouveauté et de la vérité nationale de l'ajustement de Rosine. Sous le rapport du costume, on peut dire qu'elle a opéré une réforme au Théâtre-Italien, où cette partie de l'art a toujours été si mal observée. Mais quand on entendit la débutante, ce fut encore une autre surprise : au lieu de faire de Rosine une amoureuse forte, elle en fit une petite fille capiteuse, pleine de grâce, de finesse et de naïveté. C'était une création véritable, et les amateurs l'admirent d'autant plus sous cette forme inattendue qu'elle

avait déployé plus d'amour, plus de terreur et de douce mélancolie dans le personnage de Desdemona; mais au des caractères distinctifs du talent de M<sup>me</sup> Malibran, c'est sa prodigieuse flexibilité; elle est toujours différente selon l'esprit de son rôle, et toujours la même par le naturel qu'elle sait y mettre. Dans la scène de la leçon, elle produisit un grand effet par le talent remarquable avec lequel elle exécuta sur le piano, et surtout par l'heureux choix qu'elle fit du fameux air du Cabello : *Yo que soy contrabandista*, air populaire en Espagne depuis plus d'un siècle, dont l'auteur est inconnu, et que Garcia père a écrit dans un de ses opéras, comme Dalayrac a fait pour l'air de *Maribrough*, qu'il a mis dans son *Renard d'Asie*. Enfin c'est surtout dans le personnage de Rosine que, profitant de l'heureuse flexibilité de gosier que lui a donné la nature, elle y remplit le double emploi de *soprano-contralto*; elle a su aussi y introduire beaucoup de traits nouveaux, qu'un goût sévère ne peut qu'admirer dans sa bouche, mais qu'une virtuose moins habile ne pourrait hasarder sans se perdre. M<sup>me</sup> Malibran crut aussi d'une manière toute particulière le rôle de la *Centurlo*; elle représenta ce personnage avec beaucoup de grâce et de gentillesse. Le 24 juin, elle parut pour la dernière fois dans le rôle de Desdemona. L'enthousiasme qu'elle excita fut tel, qu'elle fut, après le baisser du rideau, rappelée sur la scène : les personnages les plus distingués se joignirent au public pour la demander à grands cris. Le règlement fut oublié, et elle reparut pour être acclamée de fleurs et de couronnes. La même scène se reproduisit huit jours après, le 3 juillet, lors de la représentation à son bénéfice. Le 2 octobre, elle fit sa rentrée par le rôle de Desdemona, et, malgré l'émotion que lui fit éprouver l'accueil empressé du public, elle retrouva à l'air sublime qui sert de finale au deuxième acte d'*Otello*, ce degré de perfection qu'on avait admiré en elle. Dans *Tanncredi*, elle parut sous le casque du héros, et montra le même aplomb, la même passion comme tragédienne. Dans *La gazza ladra*, qu'elle joua durant cet hiver, sa belle voix parut n'avoir pas toujours le *brío*, l'éclat argentin que réclament les mélodies élevées qui s'y retrouvent si souvent, et que M<sup>me</sup> Montbelli et Fodor attaquent d'une manière victorieuse; mais, dans la bouche de la nouvelle virtuose, le rôle de Ninetta prit une autre physionomie; elle y déploya toute la puissance dramatique et cette grâce irrésistible qui cause tant de joissances aux dilettanti. Il faut surtout l'entendre disant la fameuse cavatine avec autant d'éclat que d'expression, et y ajoutant des traits d'un goût exquis, qui font qu'elle semble moins suivre que commander l'orchestre. Elle imprime au premier duo une véhémence, une chaleur d'exécution qui, pour ceux qui l'ont entendue dix fois, excitent des transports d'enthousiasme aussi vifs que la première. *Io tremo parente*, dits avec une expression pleine de vérité, et dans un mouvement plus vif et plus agité, font toujours frissonner l'auditoire. Au mois de décembre suivant, elle obtint un succès fou dans *Clary*, et prêta à ce rôle toute la magie de son expression. Les connaisseurs remarquèrent à cette occasion qu'elle a souvent transposé les airs d'un ton et d'un demi-ton, mais ils sont loin de lui en faire un crime. M<sup>me</sup> Malibran, dit un critique, « se soucie fort peu qu'une cavatine ait été écrite pour M<sup>lle</sup> Colbran ou M<sup>me</sup> Malanotti; elle marque le degré de son air au *capo d'orchestra* (chef d'orchestre), comme elle présente sa taille au *capo sartori* (maître tailleur); l'un et l'autre se conforment aux indications données, et la robe et la cavatine vont à ravir, et sont aussi justes l'une que l'autre. » Ce même hiver fut marqué par le début de son frère, le jeune Manuel Garcia, qui n'obtint qu'un faible succès, ce qui fit dire plaisamment à un journaliste que, dans cette famille, « le féminin était plus noble que le masculin. » C'est ainsi que, dans sa carrière dramatique, M<sup>me</sup> Malibran n'a fait qu'aller de succès en succès. Il n'en fallait pas moins pour consoler le public de la perte de M<sup>lle</sup> Sontag, qu'une des cours du nord allait nous enlever, tandis que le nouveau monde nous rendait M<sup>me</sup> Malibran et Garcia, son père. Le 2 avril 1839, elle obtint le même jour un double triomphe : le

matin, dans un concert donné rue Taibout, au profit des jeunes orphelins adoptés par la société de la morale chrétienne; le soir, sur le théâtre ordinaire de sa gloire. On donnait une représentation à son bénéfice: elle s'y montra dans le rôle de Desdemona, et sortit comblée d'applaudissements. La recette fut de 14,000 fr. Cette même année, dans un voyage qu'elle fit à Londres pendant les mois de septembre et d'octobre, elle charma les oreilles britanniques par une perfection de talent dont elles ne pouvaient avoir l'idée, même après l'avoir entendue quelques années auparavant. De retour à Paris, elle fit avec éclat sa rentrée dans *La gazza ladra*, le 4 novembre. Le 15 décembre, où l'on donnait le même opéra, elle fut encore obligée, par l'empressement unanime du public, de se montrer sur la scène après la représentation. Le 22, elle obtint un triomphe non moins brillant dans la représentation à bénéfice donnée au profit de Garcia, son père, qui était de retour de Mexico, pour se fixer à Paris. Le 3 janvier 1830, elle s'empresse de concourir, avec M<sup>lle</sup> Sontag, à l'éclat d'une autre représentation à bénéfice pour M<sup>me</sup> Danmoreau-Giuti, à l'Académie royale de Musique. Toutes trois parurent dans le second acte du *Matrimonio segreto*, et chantèrent ensemble le fameux trio qui leur offrait l'occasion de déployer toutes les ressources de leur talent. La réunion de ces trois voix si pures, si brillantes, produisit un effet extraordinaire sur l'assemblée. On respirait à peine; mais à la fin du morceau ce fut un tonnerre d'applaudissements. Le trio fut redemanded, et, à la fin de la soirée, les trois virtuoses recueillirent une moisson de bouquets et de couronnes. Quelques jours après, dans *Tancrède*, M<sup>me</sup> Malibran faisait le rôle de Tancrède, et M<sup>lle</sup> Sontag celui d'Anéïda. A la fin du grand air du deuxième acte, des couronnes furent jetées à celle-ci, qui, les relevant à la fin de la pièce, les offrit gracieusement à sa rivale. Bientôt rappelés par l'assemblée entière, toutes deux vinrent recevoir de nouveaux applaudissements. Mais cette noble rivalité allait finir. Ce fut le 18 janvier 1830 que la retraite de M<sup>lle</sup> Sontag laissa M<sup>me</sup> Malibran régner sans partage sur la scène italienne: celle-ci la seconda merveilleusement dans le rôle de Tancrède, et ce fut elle cette fois qui s'empresse de ramasser pour M<sup>lle</sup> Sontag les couronnes qui leur avaient été offertes à toutes deux. Elles reparurent quelques jours après sur la scène du grand Opéra, dans une représentation extraordinaire au bénéfice des indigents, à laquelle assista le roi Charles X et toute la cour. Le 24 mars, dans une représentation au bénéfice de l'orchestre, elle se montra tour à tour, et avec une égale supériorité, dans les rôles de la tendre Desdemona, de la passionnée Suzanne et du passionné Ronéo. Depuis près de trois années que M<sup>me</sup> Malibran remplissait ainsi la scène, on avait remarqué des progrès sensibles, mais parfois aussi quelques inégalités dans son exécution. Livrée avec passion à l'étude de son art, elle portait quelquefois sur la scène un peu de fatigue; parfois ses immenses moyens avaient pu trahir son zèle. On n'a pas eu lieu de faire depuis cette remarque: son talent a acquis toute sa force, et, malgré sa jeunesse, on peut dire que chez elle l'admirable virtuose, la grande comédienne, la femme séduisante est formée. Aussi lorsqu'au mois de novembre 1830, elle fit sa rentrée dans le rôle de Desdemona, sa voix avait acquis plus de vigueur et d'intensité dans les sons graves, et les sons aigus lui obéissaient presque toujours avec la même exactitude. Les amateurs n'oublieront jamais le plaisir qu'ils éprouvèrent lorsque, dans *Il barbiere di Scaglia*, ils la virent pour la première fois, au mois de novembre, remplir la scène avec *La Blanche*. Aucune cantatrice n'a été plus populaire, n'a excité des transports d'enthousiasme plus frénétiques, parce qu'elle a porté à l'opéra italien un abandon, une expression de jeu dont on n'avait pas encore vu d'exemple à ce théâtre. Les critiques la blâment, sans trop d'injustice, d'exagérer son jeu; mais à la scène elle séduit, elle fascine, elle entraîne ceux-là même qui, le rideau baissé, lui font ce reproche. Ses succès ont été pour elle d'autant plus productifs qu'elle a su, par son économie, commencer une fortune qui bientôt la rendra indé-

pendante du public. Dans le monde, M<sup>me</sup> Malibran porte ce charme de grâce, de gaieté, d'abandon qui la rendent si séduisante au théâtre. Passionnée pour son art, elle fait de la musique son amusement favori, et rien n'a plus de charme que de l'entendre chanter sans prétention à son piano. Elle possède à fond tous les secrets de son art, et a composé des barcaroles qui ont eu beaucoup de succès. Jamais la médianse n'a même attaqué ses mœurs, et, si elle met son talent musical à un très haut prix, elle dédaignerait des richesses qu'il faudrait acheter par un autre genre de sacrifice. C'est elle qui renvoyait 100,000 francs en billets de banque qu'un banquier très connu s'était permis de lui adresser comme un argument irrésistible pour commencer une intime liaison. Au moment où nous terminons cet article (octobre 1831), M<sup>me</sup> Malibran parcourt les départements du nord, et charme les oreilles des bons habitants de la Flandre. (Voyez SONTAG.)

MALLARME. Voyez BOCKTON-MALLARME.

MALLET (JACQUES-ANDRÉ), astronome, né à Genève en 1740, fut étonné dans son enfance par la maladresse d'un domestique qui laissa tomber sur lui un vase rempli d'eau bouillante, et cet accident, qui l'avait laissé contrefait, fut peut-être la cause du penchant qu'il montra ensuite pour la solitude. Après avoir fait ses études avec beaucoup de succès, on vit naître chez lui un goût décidé pour les sciences exactes. Il fut dirigé dans ses nouvelles études par le savant Lesage, son compatriote, et se vit bientôt en état d'aller se ranger à Bâle parmi les auditeurs de Daniel Bernoulli. Mallet ne tarda pas à devenir un des élèves favoris de cet illustre professeur, qui resta en correspondance avec lui jusqu'à la fin de sa vie. En 1763, il revint à Genève, et un an après il se rendit en France, puis en Angleterre, dans le dessein d'y ajouter par les voyages à ses connaissances déjà acquises. Ce fut pendant son séjour à Londres et à Paris que son goût pour l'astronomie se prononça vivement, et qu'il se lia avec les astronomes en réputation de cette époque, particulièrement avec Beris, Maskelyne, Messier, et surtout avec Lalande. Mallet remit à ce dernier plusieurs critiques excellentes sur les deux premières éditions de son astronomie: il calcula aussi pour ce grand astronome plusieurs tables qui furent insérées dans divers recueils et dans *La connaissance des temps*. Le passage de Vénus sur le disque du soleil devait avoir lieu en 1769, et de la détermination exacte des circonstances de ce phénomène dépendait celle de la distance du soleil à la terre, sur laquelle il n'y avait encore rien de bien certain. Les académies de tous les pays envoyèrent des astronomes sur les différents points où cet important phénomène pouvait être observé favorablement: l'académie de Saint-Petersbourg fut une de celles qui montrèrent le plus de zèle, et Lalande fit agréer Mallet par Catherine II, pour être un des astronomes chargés des observations dans son vaste empire. Ce fut au bord de la mer Blanche, dans la Laponie russe, à Ponoï, que Mallet fut envoyé. Son observation ne put avoir que fort peu d'utilité: les nuages ne lui permirent de distinguer que l'entrée de Vénus sur le disque solaire, et son travail fut presque aussi incomplet que celui de Picet (J.-L.), savant compatriote de Mallet, qui fut plus tard son beau-frère, et qui avait été envoyé pour le même objet, à Oumlia, en Sibirie. Il s'en fallut cependant de beaucoup que le voyage de Mallet fût inutile: il en profita pour faire un grand nombre d'observations de physique et de météorologie, parmi lesquelles il en est deux surtout fort importantes, et dont M. de Laplace a fait usage dans sa *Mécanique céleste*, pour calculer l'ellipticité de la terre: ce sont les déterminations très exactes de la longueur du pendule à secondes, tant à Saint-Petersbourg qu'à Ponoï. L'académie impériale de la première de ces villes choisit Mallet pour associé étranger, et, en 1770, il revint au milieu de ses concitoyens que le nommerent membre du grand conseil de leur république. Il fut aussi admis à l'académie de Genève, où une chaire d'astronomie fut fondée pour lui. Ce savant désintéressé fit alors construire à ses frais, après en avoir obtenu la permission, un observatoire sur un des bastions

des ouvrages qui entourent la ville, et il employa une partie de sa fortune à y réunir une collection des meilleurs instruments connus à cette époque. Deux de ses élèves, qui depuis ont obtenu de la réputation, MM. J. Trembley et A. Pictet, le secondèrent parfaitement ; bientôt l'observatoire de Mallet se distingua par un grand nombre d'observations utiles qu'il a fait parvenir aux premières sociétés savantes de l'Europe, et la société royale de Londres ainsi que l'académie des sciences de Paris ne tardèrent pas à l'admettre dans leur sein. Les révolutions qui troublèrent la tranquillité de Genève quelques années plus tard, étaient un obstacle aux travaux de Mallet, et en 1783, il se retira à Avully, à deux lieues de cette ville. Il y transporta ses instruments, y établit son observatoire, et data de lors ses observations de cet endroit. Comme délasement à ses travaux astronomiques, Mallet se livra à l'étude de l'histoire naturelle et s'occupa d'agriculture. Il fit une suite d'observations très curieuses sur les abeilles, ainsi que sur la culture des divers froments ; mais les manuscrits où elles étaient soignées furent perdus à sa mort, arrivée le 30 janvier 1790. La collection de ses instruments fut acquise par la république de Genève, et ils furent reportés dans l'observatoire qu'on devait à Mallet. Cet astronome était d'une adresse remarquable, et il n'aurait tenu qu'à lui d'être un très habile constructeur des instruments utiles à la science qu'il aimait. Quoiqu'il ait obtenu plusieurs succès dans les concours proposés par les académies sur des objets de mécanique, Mallet n'a cependant point laissé d'ouvrage proprement dit. Mais plusieurs mémoires relatifs à l'astronomie, à la mécanique et au calcul des probabilités, insérés dans le *Recueil des savants étrangers*, dans les *Mémoires de Saint-Petersbourg*, les *Transactions philosophiques*, les *Acta helvetica* et dans le *Recueil pour les astronomes*, de Jean Bernoulli, prouvent à la fois ses talents et l'activité de son esprit. On pense avec plaisir que l'éloge de Mallet, que l'on trouve dans le *Guide astronomique* pour 1791, a été composé par le célèbre Lalande, dont Mallet a toujours été aimé et estimé.

MALLIOT (Joaquin), archéologue, né à Toulouse, le 10 mars 1755. Il reçut une excellente éducation au collège des jésuites. Après avoir soutenu d'une manière distinguée ses thèses de philosophie, il s'adonna pendant deux années à l'étude des lois qu'il eût bien voulu continuer, mais son père et la plupart des membres de sa famille exerçant des arts dépendants du dessin, Malliot marcha sur leurs traces, et entra à l'école spéciale gratuite des arts qui venait d'être instituée. En 1783, il fut nommé professeur de dessin au collège de Sorèze, et revint à Toulouse après cinq ans d'exercice. Lorsque M. Basian de Saffrane fonda dans cette ville une école gratuite, sous le titre de *Lycée de génie, d'artillerie et de marine*, Malliot y fut nommé professeur de fortification, et, plus tard, il y donna des leçons sur l'attaque et la défense des places. On n'avait point, avant lui, des connaissances exactes sur les coutumes de l'antiquité : il entreprit d'approfondir cette branche étendue de la science des anciens temps. Il se livra à d'innombrables et infatigables recherches pour offrir enfin aux peintres et aux sculpteurs des autorités irrécusables et les débarrasser des traditions ridicules. Malliot, dans une grande vieillesse, se livrait encore avec le plus grand dévouement à ses études favorites. Instruit que des ouvriers, en démolissant les murs d'un ancien collège, avaient découvert un buste et beaucoup de médailles romaines, il y courut pour recueillir ces restes précieux de l'antiquité ; mais pendant qu'il les examinait, qu'il les contemplait avec cet intérêt qui distingue le savant passionné, il fut frappé d'une attaque d'apoplexie, et expira quelques jours après, à l'âge de soixante-seize ans. Malliot a laissé : 1° *Recherches sur les costumes, les mœurs, les usages religieux, civils et militaires, des anciens peuples*, d'après les auteurs les plus célèbres et les monuments antiques, 3 vol. in-4°, ornés de bon plâtre grecs ; 2° *Recherches historiques sur les antiquités, les coutumes, les établissements, les principaux endroits, certains usages de Toulouse*, et sur la vie de quelques artistes qui firent l'ornement de cette ville, manu-

scrit, in-4°. Malliot a publié séparément une grande quantité de mémoires. Il nous suffira d'indiquer les principaux : *Notice sur le palais de justice de Toulouse* (l'ancien parlement) ; *Sur Saint-Antoine de T.* ; c'est le lieu qui fut reconnu par le muet de l'abbé de l'Éper ; *Notice sur les bibliothèques publiques de Toulouse*. La première fut formée avec les livres du collège des jésuites, et ceux de Garipuy et de Letranc de Pompignan ; on y couvrit un Eschyle ou Racine a écrit un grand nombre de notes ; des *Recherches historiques sur les capitouls*, etc.

MALTHUS (F.-R.), écrivain anglais, célèbre par ses ouvrages sur l'économie politique, et plus encore par son système sur la population, fit ses études à l'université de Cambridge, fut reçu maître ès-arts agrégé au collège de Christ, et est devenu plus tard professeur d'histoire et d'économie politique au collège de la compagnie des Indes-Orientales, dans le comté de Hereford. La vie de cet auteur n'offrant rien de remarquable, nous ne parlerons que de ses ouvrages. Le premier en date et celui auquel il doit sa réputation est l'*Essai sur la population*, où il a cherché à établir une doctrine entièrement nouvelle et opposée à toutes les idées reçues. La plupart des auteurs avaient soutenu que la population d'un pays était une mesure inflexible de sa richesse et de sa prospérité, et les gouvernements, pénétrés de ce principe, ont cherché par divers moyens à encourager la propagation de l'espèce. M. Malthus, au contraire, assure et prétend démontrer que partout la population tend à s'accroître outre mesure et à dépasser les limites des subsistances. C'est pourquoi, au lieu d'encourager la multiplication de l'espèce, les gouvernements doivent, selon lui, s'attacher à en prévenir le trop grand développement. Il a même cru avoir trouvé la loi de l'accroissement de l'espèce et celle des subsistances, et il affirme que le premier s'opère dans une progression géométrique, tandis que le second ne peut s'effectuer que dans une progression arithmétique, c'est à dire que l'espèce multiplie de vingt en vingt ans, comme 1, 2, 4, 8, 16, tandis que les subsistances ne peuvent s'accroître que comme 1, 2, 3, 4, 5, etc. Cette proportion une fois admise, il est évident que les peuples sont constamment innombrables, sur tous les points du globe, de périr de faim, et que de tous les malheurs qui peuvent affliger les états, le pire de tous et le plus à redouter, c'est une trop grande population. La hizarrie d'une telle opinion étonna d'abord le public anglais ; mais bientôt plusieurs hommes de mérite, se laissant éblouir par un étalage de chiffres et de calculs, adoptèrent la nouvelle doctrine, tandis qu'une foule de gens intéressés à attribuer le malheureux sort des classes industrielles, en Angleterre, à l'inconduite des pauvres et non à l'injustice des lois et des institutions faites uniquement en faveur des riches, embrassèrent avec empressement une doctrine qui, donnant tort aux premiers, justifiait les seconds, et conseillait en même temps d'abolir la taxe des pauvres, afin de leur ôter tout espoir d'être nourris aux frais des paroisses, quand l'ouvrage leur manquerait, ou lorsque les salaires seraient insuffisants pour l'entretien de l'ouvrier et de sa famille. En adoptant le moyen proposé par M. Malthus, il se flatte que les pauvres n'oseraient plus se marier, et que la population diminuerait au grand avantage de toutes les classes, car les ouvriers gagneraient alors de plus forts salaires, et les riches auraient plus de revenu disponible. Cette utopie d'un nouveau genre ne séduisit pas tout le monde, et plusieurs écrivains anglais et allemands combattirent le nouveau système, les uns par des plaisanteries, les autres par des raisonnements. Parmi ces derniers, on distingue M. Godwin et M. Booth ; mais, il faut l'avouer, l'immense majorité des auteurs, et presque tous les journaux *Huîtres* de l'Angleterre, se sont rangés du côté de M. Malthus, qui compte également bon nombre de partisans en dedans de la Manche et même aux États-Unis. C'est, selon nous, une nouvelle preuve d'une vérité déjà sentie par des observateurs profonds, qu'il est aussi aisé d'accréditer des erreurs chez un peuple instruit que chez une nation

ignorante : l'abus des sciences étant pour le moins aussi funeste que le manque de connaissances. La seule différence est que les erreurs dues à la première cause sont moins durables que celles qui tiennent à la seconde, et en cela consiste la supériorité de la civilisation et du progrès des lumières. La métaphysique allemande, le système de M. Malthus et le soi-disant magnétisme animal attestent la vérité de notre observation. Il est toutefois surprenant qu'une doctrine fondée sur de simples calculs ait pu produire sur tant de gens éclairés le même effet qu'un tissu de raisonnements abstraits et des prestiges propres à frapper l'imagination : mais le fait est certain, et il importe peu comment le phénomène s'est opéré : l'essentiel est de savoir ce qu'il faut penser de la nouvelle et désolante doctrine de M. Malthus. Pour y parvenir, voyons comment ce savant a procédé dans la solution du problème. Il s'agit de découvrir quelle est la marche naturelle de la procréation du genre humain dans tous les lieux et dans tous les temps. Tout autre que M. Malthus aurait cru devoir commencer par se rendre compte des vicissitudes de la population des états aux diverses époques sur lesquelles l'histoire nous a laissé des renseignements plus ou moins positifs. En procédant de la sorte, il aurait reconnu la lenteur des progrès de la population, la rapidité avec laquelle elle décroît souvent dans un court espace de temps, et le peu de permanence de tout accroissement prompt et rapide : tandis qu'au contraire, on a mille exemples qui attestent la durée infinie de la décadence et du décroissement des nations. À peine cite-t-on quelques états de l'Europe qui aient doublé leur population depuis un siècle, tandis que d'autres sont stationnaires, ou ont même beaucoup perdu de la leur, comme l'Espagne et la Turquie d'Europe. L'Afrique est dépeuplée, l'Amérique ci-devant espagnole et portugaise l'est encore davantage, et nous ne connaissons aucun pays d'une certaine étendue qui regorge d'habitants au point de ne pas pouvoir les nourrir, ou, pour nous exprimer plus correctement, on ne connaît pas de pays d'une certaine étendue qui ne produise assez et beaucoup au-delà de ce qu'il faut pour nourrir tous ses habitants. Voilà des vérités incontestables, et desquelles il est impossible de déduire le prétendu fait général de la tendance inhérente au genre humain de s'accroître du double dans l'espace de vingt à vingt-cinq ans, de quadrupler en quarante ou cinquante, et ainsi de suite, en sorte que dans deux siècles la France pourrait avoir cinq cents millions d'habitants. Par la même raison, il y a deux cents ans, elle n'en devait compter qu'environ deux millions ; et ces nombres sont encore plus probables en remontant vers le passé, car le même sol qui nourrit maintenant près de trente-deux millions d'individus a sans doute dû fournir abondamment des subsistances pour une population très inférieure. Si le genre humain a tend partout à multiplier en progression géométrique tous les vingt ou vingt-cinq ans, et si, comme l'assure M. Malthus, il n'est aucun moyen efficace de s'opposer à cette tendance que d'empêcher les hommes de s'unir aux femmes, chose qui certainement n'a jamais été défendue en France, il s'ensuit qu'au temps de César, les Gaulois ne comptaient pas un seul habitant, et que même, il y a trois cents ans, la France ne pouvait contenir qu'à peu près sept mille individus ! M. Malthus, sans s'arrêter à ces considérations, a suivi une marche tout-à-fait expéditive pour résoudre un problème si compliqué de sa nature. Ayant appris, par les dénombrements décennaux des États-Unis d'Amérique, que la population blanche y a doublé en moins de vingt-cinq ans, depuis 1790, il a conclu que telle était la loi de l'accroissement de la population sur tout le globe. Jamais, avant cet auteur, personne ne s'était avisé d'établir une règle, un principe général, sur une exception la plus extraordinaire, et observée pendant un espace de temps extrêmement borné. Une loi, en langage scientifique, n'étant que l'énoncé d'un fait général et constant, ne saurait être déduite de observations constantes et invariables ; elle doit même expliquer les anomalies apparentes ; mais ce serait le comble de la dérision de chercher à trouver dans ces

anomalies la loi générale du phénomène qu'on étudie. Comment M. Malthus a-t-il pu prendre les États-Unis pour base de ses calculs, lorsqu'il est avéré qu'on les a non interrompu d'émigrés, presque tous dans l'âge adulte, n'a cessé de se porter de l'Europe vers l'Amérique septentrionale, depuis l'année 1790, et que ces adultes, en état de procréer immédiatement l'espèce, se sont trouvés, dès leur arrivée, dans les circonstances les plus favorables pour gagner leur subsistance et nourrir de nombreuses familles ? Cet état de choses s'est soutenu pendant plus de trente ans, mais il est évident qu'il ne restera pas toujours le même, et déjà les moyens de subsistance pour les classes laborieuses commencent à diminuer dans les États situés sur la côte ; il faut pénétrer dans l'intérieur pour y trouver des avantages que naigrent les émigrés rencontrant près du lieu où ils débarquent. L'Irlande a également fourni à M. Malthus un exemple d'accroissement très rapide ; mais c'est là encore un cas extraordinaire d'exception, et le grand esor de la population irlandaise n'a eu lieu que depuis cinquante ans. Il faut donc conclure qu'elle est due à des causes temporaires, et il est impossible qu'un semblable accroissement puisse se soutenir pendant un siècle. Ce qui démontre jusqu'à l'évidence la justesse de notre assertion, c'est l'état stationnaire de la population de cette même Irlande pendant les siècles antérieurs, son sol n'étant cependant pas moins fertile, ni son climat moins doux il y a trois cents ans, et pourtant cette île était moins peuplée que le Portugal à la même époque. Il faut donc admettre dans le raisonnement de M. Malthus un vice radical qui renverse toutes ses conclusions. Il ne suffit pas qu'une chose soit possible dans certaines circonstances et pendant un espace de temps plus ou moins limité, pour qu'elle arrive dans tous les temps. Par exemple, un ou plusieurs couples peuvent avoir un assez grand nombre d'enfants, de petits-enfants et d'arrière-petits-fils, sans que leur lignée se trouve, au bout de cent ans, composée de plusieurs centaines d'individus ; mais si de cette successibilité on voulait conclure qu'un peuple peut en effet s'accroître dans une telle proportion, ce serait un abus monstrueux du calcul, et que l'histoire du genre humain, à toutes les époques connues, dément de la manière la plus formelle. Mille causes balancent la tendance que les espèces ont à multiplier, et ces causes sont, à la longue, beaucoup plus puissantes que celles qui favorisent l'accroissement progressif et soutenu. La diminution même de la mortalité, qui est incontestablement la cause principale de l'accroissement rapide de la population de l'Angleterre depuis trente ans, si elle se soutenait pendant un siècle, finirait par ralentir la marche de la population : car moins il y a de décès, moins il y a de successions ouvertes et moins il est facile aux enfants de se marier, de former des établissements ou d'obtenir des emplois. M. Malthus a remarqué avec raison qu'à la suite des ravages de la guerre, de la peste et de la famine, le vide causé par la grande mortalité se remplit promptement, et que la population prend un nouvel essor. Cela n'est vrai pourtant que lorsque le pays conserve ses facultés productives, et surtout quand les habitants savent tirer un meilleur parti de leur sol. Après avoir cherché à déterminer le taux de l'accroissement de la population, M. Malthus a prétendu établir celui d'après lequel les produits agricoles peuvent augmenter, et il a réduit ce taux à une progression arithmétique. Cette seconde supposition, aussi peu fondée que la première, est entièrement gratuite : d'ailleurs M. Malthus paraît n'avoir eu en vue que les denrées alimentaires du sol, et il a totalement oublié celles que la mer et les rivières fournissent en si grande abondance à l'homme, au point que plusieurs nations s'en nourrissent presque entièrement. Dans tous les cas, quel que soit le taux de l'accroissement des substances alimentaires, il est indubitable que le globe est, dans sa plus grande étendue, inculte ou imparfaitement cultivé, et que, dans les pays les plus avancés dans les procédés agronomiques, le sol pourrait sans difficulté nourrir un nombre beaucoup plus considérable d'habitants, et fournir des produits moyennant lesquels on pourrait en appeler de contrées moins favorisées. Il est donc

certain que le malheur dont nous menaçait M. Malthus n'existe encore qu'en perspective, et que la misère et les souffrances des classes laborieuses de l'Angleterre depuis trente ans, ne viennent point d'un excès absolu de population, mais uniquement de la trop inégale répartition de la richesse nationale, ou des moyens de se procurer la subsistance; car depuis trente ans, la production du pays a triplé, tandis que la population ne s'y est accrue que d'un tiers. Ce n'est donc pas aux pauvres qu'il faut s'en prendre, mais bien aux classes opulentes qui tiennent le peuple dans la condition d'esclaves, et qui, par conséquent, sont obligées de le nourrir, puisque l'organisation sociale de l'Angleterre ôte aux classes laborieuses les moyens de gagner un salaire suffisant pour subsister du produit de leur travail. Plusieurs admirateurs du système de M. Malthus ont imaginé divers moyens de forcer les pauvres au célibat, afin d'arrêter la dangereuse manie de faire des enfants. M. le conseiller de régence Weinholt, dans son écrit intitulé : *De l'accroissement de la population dans l'Europe centrale*, Halle, 1827, propose sérieusement de soumettre à l'infibulation tout individu mâle qui n'aura pas un revenu suffisant pour se nourrir, lui, une femme et des enfants. C'est, à coup sûr, un moyen efficace; et pour être conséquents avec eux-mêmes, M. Malthus et ses promoteurs devraient s'empresser de le proposer au parlement britannique. Le meilleur ouvrage de M. Malthus est celui qu'il a publié sur l'économie politique, et dont deux éditions ont déjà paru. On y trouve beaucoup de saines doctrines mêlées à quelques erreurs; l'auteur soutient avec raison que plusieurs des principes de l'économie politique doivent être modifiés dans leur application, suivant la situation de chaque état. Il diffère sur quelques points de Ricardo et de M. Say, et se montre, surtout, le zélé défenseur de la concentration de la propriété foncière. Il est impossible d'admettre ses assertions qu'il ne cherche pas même à appuyer de preuves. En lisant le chapitre où cette matière est traitée, on ne peut se défendre de soupçonner que M. Malthus a plutôt cherché à plaire aux privilégiés de son pays qu'à convaincre les hommes éclairés, anglais ou étrangers, qui ne sont point intéressés à perpétuer les abus monstrueux de la législation féodale, qui pèse encore sur la Grande-Bretagne et sur presque toute l'Europe. Voici la liste des ouvrages de M. Malthus, publiés à Londres : 1° *Essai sur le principe de la population, et ses effets anciens et présents sur le bonheur de l'humanité, avec des recherches sur les moyens de diminuer les moux qu'elle occasionne*, 1798, réimpression pour la cinquième fois en 1817, 3 vol. in-8°. M. P. Prévost, professeur de physique à Genève, en a donné une traduction française, faite sur la quatrième édition anglaise, en 3 vol. in-8°. 2° *Lettre à Samuel Hibernand, esq., sur le bill qu'il avait proposé pour amender les lois sur les pauvres*, 1807, in-8°. 3° *Lettre à lord Grenville, à l'occasion de quelques observations faites par sa seigneurie sur l'établissement de la compagnie des Indes, pour l'éducation de ses employés civils*, 1813, in-8°. 4° *Observations touchant les lois sur les grains*, 1814, in-8°. Cet écrit a eu trois éditions : 5° *Recherches sur la nature et les progrès du fermage ou vente foncière, et les principes par lesquels il est réglé*, 1815, in-8°. 6° *Principes d'économie politique, considérés sous le rapport de leur application pratique*, 1819; une seconde édition a paru en 1822, 1 vol. in-8°. M. P. S. Constanten a donné une traduction, à laquelle il a ajouté quelques notes critiques, Paris, 1820, 3 vol. in-8°.

MANGIN (CHARLES), architecte, naquit à Mitry, village de Seine-et-Marne, le 25 mars 1751. Il fut élevé à Jilly. L'un de ses oncles, l'imprimeur Lotin de Paris, ayant remarqué en lui des dispositions pour l'architecture, lui fit apprendre le dessin et les mathématiques, et le plaça chez plusieurs architectes. Ses progrès rapides décident sa vocation. On ne tarda pas à lui confier l'exécution de beaucoup de monuments publics, destinés à l'utilité ou à l'embellissement de la capitale, où nul architecte n'en a plus élevé que lui. Paris lui doit la halle au blé, la Gare, le séminaire du Saint-Esprit, les fondations et le portail de l'ancienne église de Saint-Barthélemy, la restauration du portail de Saint-Sulpice, l'élévation de

ses tours, et l'achèvement des chapelles inférieures, dont l'exécution est un chef-d'œuvre. La vie laborieuse de cet architecte a suffi à d'autres travaux non moins recommandables : l'église du Gros-Cailhou, la maison de l'acteur Larive, le château de Montebello, près La Ferté-sous-Jouarre; celui de Montaud, et plusieurs autres édifices à l'usage des particuliers, ont été construits d'après ses plans. Chalgrin et Soufflot faisaient le plus grand cas de cet architecte. Dans sa vieillesse, il se retira à Nantes, d'où il envoya à Paris un projet pour l'embellissement de cette capitale. Ce projet, soumis à la convention nationale et au lycée des arts, valut à son auteur une mention honorable de la part de la convention et une médaille que lui décerna le lycée. Il est mort à Nantes, le 4 février 1807. Mangin a manqué à l'institut.

MANGIN, préfet de police, né à Metz, vers 1775. Son père, qui faisait un petit commerce d'épicerie dans la même ville, le mit, à l'âge de dix ans, en apprentissage chez un menuisier; mais le jeune Mangin s'était procuré quelques livres, et toutes les fois qu'il pouvait échapper à la surveillance de son chef d'atelier, il abandonnait ses outils pour l'étude. Un ex-jésuite, homme instruit, ayant remarqué ses dispositions, le recueillit dans sa maison. L'élève travailla avec une telle ardeur et fit des progrès si rapides, qu'à seize ans il débuta au barreau de Metz. A cette époque, les écoles de droit étaient supprimées, et il suffisait d'un seul examen pour être admis à plaider. Une grande intimité ne tarda pas à se former entre le jeune avocat et un de ses collègues, M. de Serres, qui fut depuis grand-duc de Saxe. A la première restauration, ce dernier fut porté à la députation de la Moselle, et se souvint de M. Mangin, qui fut nommé procureur du roi à Metz. Pendant quatre années qu'il exerça ces fonctions, M. Mangin se fit remarquer par sa sévérité et une sorte de despotisme qu'il exerçait sur le barreau. Quand le général Guillaume et le colonel Viriot essayèrent de soulever la Lorraine, M. Mangin monta à cheval, et à la tête d'un détachement de gendarmes, il alla lui-même, au milieu de la nuit arrêter les conspirateurs. On sait que la cour prévôtale s'assembla sur-le-champ, que quelques malheureux portèrent leur tête sur l'échafaud, que le colonel Viriot prit la fuite, et que le général Guillaume mourut en exil. Le zèle de M. Mangin ne resta pas sans récompense; il fut nommé chef de division au ministère de la justice, et ensuite procureur-général à la cour royale de Poitiers. On prétend à ce sujet que M. de Serres, qui avait beaucoup de confiance en M. de la Rhoellière, l'un de ses employés, l'ayant consulté sur la nomination de son ancien ami à la cour royale de Poitiers, celui-ci lui répondit : « Ou je me trompe fort, ou vous aurez à vous en repentir. M. Mangin est l'homme de 1815. . . » Et, en effet, le nouveau procureur-général justifia plus tard la prévision de M. de la Rhoellière. Une conspiration, dont le but était de détruire le gouvernement royal, éclata, au mois de février 1822, dans les départements des Deux-Sèvres et de Maine-et-Loire. Le chef de cette entreprise était le général Berton, et ses principaux auxiliaires les membres d'une société appelée *chevaliers de la liberté*. Berton et ses complices furent arrêtés et traduits aux assises de Poitiers. L'acte d'accusation, publié par tous les journaux, excita les débats les plus vifs dans la chambre des députés. M. Mangin y avait gravement inculpé plusieurs membres de cette chambre, et entre autres le général Foy, Benjamin Constant, et M. Kératry, Lafayette et Voyer-d'Argenson, qu'il accusait d'avoir encouragé les conjurés. M. Révelière s'écria que puisqu'on voyait des députés compromis dans une conspiration, il était du devoir et de l'honneur de la chambre d'ordonner une enquête. M. de Sainte-Aulaire, demanda que le procureur-général de Poitiers fût traduit à la barre de l'Assemblée pour y rendre compte de sa conduite, et répondre à l'accusation portée contre lui de s'être rendu coupable d'offenses graves envers plusieurs députés; mais cette proposition fut écartée par la question préalable. Pendant ces débats, on instruisait à Poitiers le procès du général Berton et des autres accusés, et le procureur-général soutenait l'accusation avec beaucoup de



véhémence, s'emportant souvent en présence de la justice et des accusés, jusqu'à reprocher au malheureux Berton d'avoir manqué de courage. Dans son réquisitoire, il prit plus d'une fois occasion de répondre aux menaces et aux injures qui lui avaient été adressées dans la chambre des députés. Il soutint qu'il devait désigner ceux qu'il avait nommés dans son acte d'accusation, pour faire connaître la nature du complot et indiquer au jury les véritables auteurs sur lesquels comptaient les conspirateurs. Il alla jusqu'à s'exprimer ainsi : « Mais, nous dit-on, pourquoi, si vous les croyez coupables, ne pas les déférer aux tribunaux ? vous faites trop ou trop peu. A cela, je répondrai : Je ne suis point compéteur : *suez l'arrestation*... » Mot devenu fameux, qui redoubla la haine que M. Mangin s'était attirée, et qui lui valut plusieurs lettres anonymes dans lesquelles la société des carbonari allait jusqu'à lui notifier sa sentence de mort. Après la condamnation de Beron, MM. Lafitte, Benjamin Constant, Kératry et Foy portèrent plainte contre ce procureur-général, tant à raison de son acte d'accusation que pour son réquisitoire; mais la cour de cassation décida qu'il n'y avait lieu à suivre. Ce fut au contraire Benjamin Constant qui échoua devant M. Mangin. Ce député avait publié deux brochures en forme de lettres, adressées l'une à M. Mangin, qui lui avait imputé d'avoir séduit et entraîné dans la révolte le malheureux Caffé, et de l'avoir ensuite lâchement abandonné; et l'autre à M. de Carrière, sous-préfet de Saumur, qui, dans une disposition sur les événements qui s'étaient passés dans cette ville, remontant jusqu'au voyage de Benjamin Constant, avait donné à entendre que la femme qui l'accompagnait alors n'aurait été que sa concubine. Ces deux lettres qui firent beaucoup de bruit furent déferées au tribunal correctionnel de Paris. Benjamin Constant exposa en vain qu'il n'avait fait que repousser des outrages dont il ne pouvait obtenir d'autres satisfactions. Ces deux écrits furent considérés comme injurieux et d'insultes envers des fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, et il fut condamné en première instance à un mois de prison et 500 francs d'amende pour le premier écrit, et pour le second à six semaines de prison et à 500 francs d'amende; mais sur l'appel, il fut déchargé de l'emprisonnement, ce que le parti libéral était réduit à regarder comme une victoire. Le ministère voulant récompenser la fermeté et le zèle qu'avait montrés M. Mangin dans l'affaire de Berton, la croix d'officier de la légion d'honneur, dont il était déjà chevalier, lui fut accordée par une ordonnance spéciale, et bientôt après il fut nommé conseiller à la cour de cassation. Son amour pour le travail et sa profonde connaissance du droit l'y rendirent bientôt très utile. Il acquit même de la considération parmi ses collègues, et il jouissait encore aujourd'hui des privilèges de l'immortabilité s'il n'eût pas servi une faction conjurée contre les libertés nationales. Le ministère La Bourdonnaye voulait de prendre les rênes du gouvernement; il fallait à la tête de la police un homme dévoué. On jeta les yeux sur M. Mangin, et sa réponse ne se fit pas attendre. Malgré les avis de quelques amis sincères, il quitta le siège qu'il occupait à la cour de cassation pour la préfecture de police du département de la Seine. Sa nomination à ce poste, que les vertus de M. Debelleyne qu'il remplaçait avaient élevé si haut dans l'opinion, consterna les Parisiens. A peine fut-il installé qu'il prononça de continuer M. Debelleyne, et ne perçut personne. Il renvoya beaucoup d'anciens employés. Des règlements, tombés en désuétude, furent remis en vigueur, et contribuèrent, à la vérité, à l'ordre, à la propreté et à la sécurité de Paris; mais renouvelèrent des vexations qu'il n'était plus dans les mœurs actuelles de supposer. Avec la police administrative, qu'aucun piquet, il faut l'avouer, n'entend mieux que M. Mangin, il fit marcher de front la police d'espionnage. Ce n'était pas assez de surveiller les écrits, on surveilla les conversations, et M. Camille Delavigne, lui-même, ne fut pas à l'abri de cette odieuse inquisition. Enfin, ce qui ne fut que ridicule, une ordonnance de police défendit à Policinelle d'avoir son franc parler, et le répertoire des théâtres ani-

malants fut soumis à la censure comme celui des autres théâtres. Le dimanche 15 juillet 1830, après une longue délibération du conseil, tenue le matin du même jour, le ministère Polignac se décida à frapper le grand coup d'état qu'il méditait depuis un an. M. Mangin n'eut connaissance des sinistres ordonnances que dans la soirée du même jour, et quelques heures seulement avant qu'elles fussent livrées au *Mémorial*. Il avait été appelé chez le ministre de l'Intérieur, M. de Peyronnet. L'énergie des mesures qu'il proposa, et qui heureusement ne furent point adoptées, pouvait compromettre gravement la cause de la liberté. Il voulait, assure-t-on, qu'on attendît encore quelques jours, et qu'on profitât de la conquête d'Alger pour donner une grande fête militaire; c'eût été un moyen de préoccuper à la fois les esprits et de réunir à Paris un nombre considérable de troupes. A la faveur de cette occupation armée, il aurait fait arrêter tous les chefs du parti libéral, et alors il répondait de la tranquillité de Paris. Les ministres persistèrent dans le plan qu'ils avaient concerté, et on sait ce qu'il en advint. Le 29 juillet, au point du jour, et quand il ne fut plus possible de douter de la victoire que le peuple venait de remporter, M. Mangin, après avoir livré aux flammes beaucoup de papiers, se déroba à la vengeance des vainqueurs dont il aurait été la première victime, et il se rendit à Bruxelles sous le nom de Meunier. M<sup>me</sup> Mangin, déjà mère de onze enfants, en avait mis au monde un douzième trois jours avant. Le 27, la fusillade s'étant engagée aux environs de la préfecture de police, les balles brisèrent les carreaux de sa chambre à coucher, et y eurent tomber aux pieds de son lit de douleur. Aussitôt la fuite de son mari, on la transporta à bras dans une maison de la place Dauphine, où elle fut suivie de tous ses enfants, et le préfet de police fut occupé par M. Bavoux. Informé de ces circonstances, il envoya à M<sup>me</sup> Mangin le traitement de son mari pour le mois qui venait d'expirer, en engageant à venir reprendre son logement, et en insistant pour qu'elle usât de son crédit et de sa bourse dans tout ce que sa position exigerait. De pareils traits honorent à la fois M. Bavoux et M<sup>me</sup> Mangin, dont les qualités personnelles méritaient un meilleur sort, et qui, par sa douceur et sa bienfaisance, se faisait aimer de tous ceux qui l'approchaient. M. Mangin, après avoir erré en Belgique jusqu'à la révolution de Bruxelles, qui l'en fit sortir précipitamment, s'est, dit-on, retiré en Prusse. S'il s'était seulement renfermé dans les devoirs de sa place pendant sa courte administration, il eût mérité d'être placé au rang des meilleurs chefs que la police de Paris ait eus à sa tête. Pour être juste en tout à son égard, on doit ajouter que, dans sa vie privée, M. Mangin est irréprochable, et la ville de Metz connaît sa pitié filiale.

MANFIELD (WILLIAM MURRAY, lord comte), juriconsulte et homme d'état, appartenant à l'illustre famille des Murray d'Ecosse, naquit le 2 mars 1769, dans le Perthshire, au village de Scenon ou dans Perth même. Il fut envoyé à Londres, à l'âge de trois ans, et ensuite à l'université d'Oxford. Après avoir terminé ses études, suivies du voyage d'Italie et de France, il fut reçu au barreau, mais il n'eut aucune occasion de s'y faire remarquer que sept années après, en 1787. Pendant tout ce laps de temps, il s'occupait surtout pour se perfectionner dans sa profession, assistant aux plaidoiries, et souvent s'exerçant en secret, sans autre tenu que ce Pope qu'il aimait à prendre pour juge de son débit. Bientôt ce grand poète contribua à la réputation naissante de son ami en lui dédiant des fragments de son imitation d'Horace. Enfin, dans une cause célèbre, celle de Theophile Gihler contre Sheper, Murray eut à remplacer à l'improviste l'avocat chargé de l'affaire; pour s'en pénétrer, il lui fallut que la cour lui accordât une heure. Ce fut son premier triomphe, et il en a toujours gardé un doux souvenir. De ce moment, on le compta au nombre des avocats les plus habiles; les clients se présentèrent en foule, et sa fortune fut assurée. La ville d'Edinburgh l'ayant choisi pour son conseil dans une occasion particulière, lui témoignait sa satisfaction en lui donnant le droit de cite, dont l'acte lui fut remis dans une boîte d'or. Peu

de temps après, il épousa la fille du comte de Wincheba, et, quatre ans plus tard, en 1743, il reçut le titre d'avocat (ou solliciteur) général. Ce fut à cette époque qu'il prit place au parlement, où il représentait Boroughbridge. Lord Bath l'eut pour soutien contre lord Chatam, qui, tout en voyant dans Murray un adversaire redoutable, rendit justice à sa bonne foi. Il était procureur général depuis environ deux années, lorsqu'en mois de novembre 1756, il fut créé pair, avec le titre de baron de Mansfield, et nommé grand-juge du banc du roi (*lord chief justice*), présidence qu'il conserva jusqu'à son âge avancé. Le gouvernement fit plus encore pour lui, et s'en trouva bien. Admis dans le cabinet, au bout de six mois, comme chancelier de l'échiquier *pro tempore*, Mansfield eut la plus grande part à cette union des lords Holland et Chatam qui seule fournit les moyens de faire la guerre et de la terminer avec honneur. Il quitta, le 3 juillet 1767, ce poste élevé qui lui fut de nouveau confié le 13 septembre, mais momentanément. Vers l'année 1768, il fit fait comte, et ce ne fut qu'au mois de juin 1788, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, qu'il renoua ses fonctions de grand-juge, après trente-deux années d'exercice. Ses infirmités, qui exigeaient ce repos, lui laissèrent peu de force depuis 1789, et terminèrent sa vie le 30 mars 1793; mais il conserva jusqu'au dernier jour toutes les facultés de l'esprit. Il ne s'était pas borné à une connaissance approfondie des lois anglaises; il avait aussi étudié celle des autres nations, et il joignait aux lumières indispensables à la tête de la magistrature cet air de dignité qui en fait le lustre, et qu'on remarquait d'autant plus en lui que sa taille médiocre paraissait y mettre obstacle. Il avait eut d'assistance dans les manières que d'agrément dans la voix, de pénétration dans le regard et de régularité dans la conduite. Quant à ses maximes politiques, l'approbation ne fut pas aussi générale. On l'a souvent accusé, particulièrement dans les *Lettres de Junius*, de n'avoir eu vue que d'augmenter le pouvoir de la couronne, de ne faire mention qu'à regret du bill des droits, ainsi que des autres libertés de la Grande-Bretagne; de préférer, en toute rencontre, le droit romain ou les vieux parchemins du despotisme à la simplicité des lois saxonnes; d'attenter enfin aux droits du jury en s'efforçant de faire prévaloir cet étrange principe qu'en fait de libelles politiques, le gouvernement n'a jamais tort, et que tous les écrits ainsi qualifiés par ses agents étant coupables, il n'y a plus à prononcer que sur le fait de la publication. Après la restauration, en France, on ne manqua pas de chercher à mettre à profit un tel exemple. Ces principes d'obéissance passive et le nom même de Murray, firent dire que le grand-juge était un jacobite déguisé, un secret, mais zélé partisan des Sturges; d'ailleurs son frère était le secrétaire intime du prétendant. Mansfield se disculpa juridiquement à cet égard, sous l'administration de Pelham; mais son nom était si peu populaire que, dans l'émeute de 1780, désigné au nombre des hommes dont il fallait se défaire, il n'échappa qu'avec peine, et eut sa maison brûlée. Entirement d'accord avec lord Bute dans les démêlés relatifs à la guerre contre les colonies d'Amérique, il avait insisté pour les mesures les plus rigoureuses. Dès 1774, il avait répondu, dans la chambre des pairs, à lord Dartmouth, secrétaire d'état pour les colonies: « L'épée aussi tirée, et le fourreau est jeté au loin. » Deux ans plus tard, il dit à la chambre haute sur le même sujet: « Poursuivies avec courage, mylords; quand vous aurez bien établi votre autorité, il sera temps de montrer de la clémence. » On ne connaît aucun écrit laissé par lord Mansfield, quoiqu'on lui ait long-temps attribué le pamphlet *Contre la prétention de suspendre*, etc.; mais il aimait à servir d'appui aux hommes de lettres, quelle que fût son aversion pour la liberté de la presse. Le docteur Johnson et d'autres ont laissé des portraits de lord Mansfield. Sa vie a été publiée, en 1797, par J. Holliday, in-4°.

MANZONI (ALEXANDRE), un des plus grands poètes vivants de l'Italie, né à Milan, d'une famille distinguée; et l'on doit dire qu'il s'est formé lui-même son éducation littéraire, car, dans un petit poème sur la

mort de Charles Inbonati, il se plaint du faux plan d'études qu'on l'avait obligé à suivre dans sa jeunesse, en ajoutant, avec colère, qu'il avait été l'élève d'un homme dont il serait honteux d'être le précepteur. Cependant ce malheur n'en est pas un pour un homme sur lequel la nature s'était plu à répandre ses dons avec tant de prodigalité: il en est résulté que la route de l'imitation servit lui-même un chemin qui, bon ou mauvais, est du moins à lui. Manzoni débuta dans la carrière poétique par le petit poème que nous venons de citer, et il lui mérita les encouragements et les éloges de Vincent Monti, qui occupait alors un des premiers rangs parmi les génies du siècle. On avait remarqué dans cet ouvrage la force de l'imagination, la profondeur du sentiment, et la délicatesse d'un goût long-temps exercé par l'étude des grands modèles. Quelques années après, il publia une tragédie, *Le comte de Carmagnola*, qu'on peut appeler romantique, si ce genre consiste à ne point observer les unités de temps et de lieu; mais qu'on doit appeler classique, si l'on considère qu'il n'y a rien en elle de vulgaire et d'ignoble, rien de ces écarts vultueux et sentis dans lesquels se laissent quelquelis entraîner par affectation ceux qui tendent à masquer sur les traces de Shakespeare, sans en avoir ni l'originalité ni le génie. Il la fit précéder de deux discours, l'un historique, sur les circonstances et les événements de l'époque à laquelle les héros de sa pièce se rapportent; l'autre critique, sur les motifs qui l'avaient déterminé à ne point tenir compte de la règle si vantée des unités d'Aristote. Cette production fit beaucoup de bruit tant en Italie qu'à l'étranger: on l'attaqua et on la défendit avec autant de véhémence que de talent. Mais elle tomba par hasard sous les yeux de Goethe, qui vint jeter dans la balance le poids de son autorité. Ce grand maître la trouva d'un mérite supérieur, voulut lui-même en donner une analyse détaillée dans son journal, et entreprit non seulement de relever les beautés de la pièce, mais aussi de combattre les opinions qu'on avait imprimées contre elle dans la *Bibliothèque italienne* de Milan et dans le *Quarterly review* de Londres. En 1820, Manzoni fit un voyage à Paris, où il prit comme sance d'une critique à la fois éclairée et indulgente sur *Le comte de Carmagnola*, qu'on avait tout récemment insérée dans le *Jury français*. Sensible d'un côté aux louanges qu'on lui avait données comme poète, et voulant de l'autre justifier son système dramatique qu'on avait blâmé sous plusieurs rapports, il adressa à l'auteur inconnu de la critique une longue lettre en français, aussi pleine d'idées fines et neuves sur l'objet en question que d'égards pour le talent de son censeur. Cette lettre, qui resta quelque temps inédite, fut ensuite publiée par M. Fauriel, et M. Tissot en parla avec beaucoup d'éloges dans le *Mercure du dix-neuvième siècle*, où il dit, entre autres choses: « On ne voit pas sans étonnement que le même homme qui écrit l'italien avec toute la grâce des Parini et des Monti, manie encore la langue française avec autant d'habileté que nos plus grands écrivains. » De retour à Milan, Manzoni composa *L'Adelphi*, autre tragédie, où des héros d'un ordre supérieur sont répandus à pleines mains, et qu'il fit précéder, comme la première, d'un morceau précieux sur l'histoire de la chute du royaume des Lombards, en Italie. Cette tragédie fut accueillie aussi favorablement que la première. Goethe en parla avec un vif intérêt dans son journal, au moment où M. Streckfus travaillait à une traduction allemande, et M. Fauriel à une traduction française de ces deux ouvrages dramatiques, qui furent publiés peu de temps après. Manzoni a aussi composé un petit poème intitulé *Urania*, des hymnes sacrés, et un dithyrambe sur la mort de Bonaparte, qu'il appelle l'homme du destin, et où il déclare que si, dans les jours de sa puissance, il avait dédaigné de se faire l'objet de ses inspirations poétiques, il mettrait aujourd'hui un noble orgueil à répandre quelques fleurs sur son tombeau. Il a aussi publié un roman historique, *Les funèbres*, qui a été traduit en français, et dont les connaisseurs ont déjà apprécié le mérite, Paris, 1837, 3 vol. in-12. Les ouvrages de Manzoni ont eu d'innombrables éditions

en Italie, et l'on en a fait deux consécutives à Paris dans la langue originale. A des talents si distingués, cet estimable auteur réunit un caractère sans tache et des vertus qui le font chérir de tous ses concitoyens. Il vit aujourd'hui retiré dans sa patrie, tout-à-fait consacré à la culture des lettres et des beaux-arts.

MARBOIS. Voyez BASSI-MARBOIS.

MARCHAND (Louis-Joseph-Maur), connu par sa fidélité envers Napoléon dans l'exil, est né à Paris, le 28 mars 1791. Il entra au service de Marie-Louise, en 1811, comme garçon d'appartement, et l'année suivante il passa au service de Napoléon, avec les mêmes fonctions. La mère de M. Marchand, qui était première berceuse du roi de Rome, voulait faire exempter son fils de la conscription, en fit faire la demande à l'empereur, qui répondit : « Les lois s'y opposent. » Mais il l'envoya le lendemain à cette dame la somme nécessaire pour acheter un remplaçant à son fils. Il faut croire que la reconnaissance engagea M. Marchand à suivre son maître à l'île d'Elbe. Cependant, M. Constant dit, dans ses mémoires, tome VI, page 112, que ce fut lui qui le plaça auprès de l'empereur, dont il fut agréé pour seconder M. Constant dans son service. Mais celui-ci, n'ayant pas voulu suivre l'empereur à l'île d'Elbe, M. Marchand se trouva premier valet de chambre en titre. Lorsque l'empereur quitta l'île d'Elbe, M. Marchand revint avec lui à Paris, et après la bataille de Waterloo, à laquelle il assista à ses côtés, il le rejoignit à Laon, s'arrêta quelques jours avec lui à Paris, et l'accompagna à bord du *Bellerophon* et du *Northumberland*, où il lui fut permis de le suivre dans son nouvel exil. Le service de M. Marchand ne se bornait pas aux devoirs du premier valet de chambre : l'empereur l'employait souvent à écrire sous sa dictée, ou à copier ce qu'il avait écrit lui-même. Il dicta ainsi, dit-on, à M. Marchand, des *Observations sur les commentaires de César*, et dans ses moments de loisir, ce serviteur fidèle mettait en ordre des notes pour un journal des choses mémorables dont il avait été témoin à l'île d'Elbe, ou pendant les cent jours, et y ajoutait des remarques sur celles qui se passaient à Sainte-Hélène. Ces notes seront sans doute rendues publiques un jour, et elles alimenteront encore l'intérêt puissant qui s'attache à tout ce qui est relatif à Napoléon. Une inflammation de l'abdomen vint suspendre ces travaux, et pendant la maladie de son valet de chambre, l'empereur lui prodigua les soins les plus affectueux. Des que Napoléon fut atteint de la maladie dont le climat augmentait l'activité, et qu'il se fut couché sur son lit de fer, M. Marchand s'assit à ses côtés, et ne le quitta qu'après qu'il eut rendu le dernier soupir. Napoléon après avoir dicté son testament le remit à M. Marchand, et l'en déclara dépositaire : il le nomma l'un des exécuteurs, et le chargea d'envoyer de ses châteaux à tous les membres de sa famille. Il lui recommanda aussi de remettre à son fils, des qu'il aurait atteint sa majorité, plusieurs objets de sa toilette, dont il n'est pas un qui ne soit empreint d'un souvenir historique. Dans ce nombre se trouvent le petit chapeau et la redingote grise, consacrés par des chants populaires, le nœud de consul qu'il avait à Austerlitz, l'habit de la ville garde, l'uniforme des chasseurs, etc. M. Marchand a fait des démarches inutiles pour remettre ce legs au duc de Reichstadt. Quant à lui, l'empereur lui donnait par son testament 100,000 francs, à prendre sur l'argent qu'il avait déposé à Paris, un collier en diamants d'une valeur de 500,000 fr., 50,000 fr. comptant, plus une part dans le mobilier, et le tiers de la bibliothèque de Sainte-Hélène, legs d'autant plus précieux que beaucoup des ouvrages de cette bibliothèque sont chargés de notes autographes de Napoléon. Lorsque M. Marchand eut rendu les derniers devoirs à celui qu'il avait servi avec tant de fidélité dans son exil, il quitta Sainte-Hélène et se rendit en Angleterre, où il fut reçu avec le plus vif enthousiasme, et après un court séjour à Londres, il arriva à Paris le 24 mai 1825. Napoléon mourant, avait dit : « Je lègue à M. Marchand 400,000 francs, les seuls qu'il m'a donnés sont ceux d'un ami, je désire qu'il épouse la fille d'un soldat ou d'un officier de ma vieille garde. » Ce

souhait a été religieusement accompli, et M. Marchand, qui habite aujourd'hui les environs d'Auxerre, a trouvé le bonheur au sein de la famille de l'un de nos anciens généraux les plus distingués, M. le général Brayer, dont il est devenu le gendre.

MARCHANT (le baron NICOLAS DUMAS), savant numismate et médecin, membre de l'académie royale de médecine, né à Pierrepont, en 1767. Il fut reçu, à l'âge de seize ans, docteur en médecine à l'université de Nancy, et se fit connaître d'abord comme médecin militaire. Attaché à l'hôpital militaire de Metz en 1788, et à l'armée de la Belgique en 1793, il fut chargé en chef du service médical militaire à Metz en 1795. Partisan zélé des principes de la révolution, il servit comme capitaine dans le bataillon des volontaires de la Moselle, et se trouva à l'affaire de Nancy. Maire de Metz de 1805 à 1816, M. le baron Marchant mérita la reconnaissance de ses administrés en dotant cette ville d'établissements nombreux et utiles. Destitué pendant les cent jours, il reprit un instant sa place au second retour du roi, fut décoré du cordon de Saint-Michel, et remplacé par M. de Tournel. Depuis il s'est mis deux fois sur les rangs pour la députation. M. le baron Marchant faisait partie de la société d'agriculture fondée à Metz par le préfet Colchen ; il y a lui plusieurs mémoires d'économie rurale. Il s'est aussi occupé d'histoire naturelle, et a fait un cours public de minéralogie à la maison commune, au commencement de ce siècle. Mais c'est surtout par ses recherches sur la numismatique et l'histoire métallique qu'il s'est acquis des droits à la considération des amis des lettres. Ses *Mélanges de numismatique*, publiés sous la forme épistolaire, ont éclairci un grand nombre de faits qui étaient demeurés douteux, même depuis le savant auteur de la *Doctrina numismatum veterum*, et ont enrichi la numismatique de plusieurs médailles impériales inconnues, parmi lesquelles figurent plusieurs têtes byzantines : un empereur français de Constantinople, des empereurs de Trébizonde, de Nicée, de Thessalonique, et les derniers Paléologues, dont les médailles n'existent que dans le cabinet de M. Marchant. On lui doit aussi la publication d'une médaille unique et inédite de *Cicirex* ou *Cisiregus*, verobroet des Eduens ; c'est la seule où l'on trouve le titre de *verobroet*, qui n'était connu jusqu'ici que par *Cesar*, ce qui rend cette médaille encore plus précieuse. Ses écrits sur la numismatique ont paru en parties séparées. En voici la notice exacte d'après le savant *Essai* de M. Tassinier, sous-préfet de Thionville, sur la typographie de Metz, 1828, in-8°. 1° *Mélanges de numismatique et d'histoire, ou correspondance sur les médailles et monnaies des empereurs d'Orient, des princes croisés d'Asie, des barons français établis dans la Grèce, des premiers évêques de Dumas*, in-8° : 1° *lettre Première monnaie épiscopale sous les Mérovingiens*, avec figures, Metz, 1816 : trente-six de ces médailles et monnaies inédites se sont que dans le cabinet de l'auteur : 2° *Attribution au jeune Basilisque de la légende Leo. Nov. Cesar, tirée d'une médaille de Zenon ; restitution aux rois Basileus et Theias, sous Justinien ; des médailles attribuées à des princes inconnus contemporains d'Anastase*, 1821 : 3° *Restitution à Constantin Cesar, fils de Michel III, des médailles qui ont été attribuées à un prétendu fils de l'empereur Théophile ; Médailles uniques et inédites de l'empereur Michel 1<sup>er</sup>, dit Rhangabé, et du Cesar Théoplyste, son fils*, 1825 ; 4° *Attribution aux impératrices Mariane et Grégoria de deux figures impériales qui se remarquent sur des médailles communes à l'empereur Heraclius et à son fils Heraclius-Constantin ; Médailles inédites de l'impératrice femme de Constantin II*, 1824 : 5° *Attribution à Genesio de plusieurs médailles de bronze restées incertaines ; Rapport de ces monnaies avec le sesterce, le pholis et le milliareium*, etc., 1825 ; 6° *Attribution à sainte Hélène, mère de Constantin-le-Grand, de toutes les médailles du siècle de cet empereur qui portent le nom d'Hélène ; Restitution à l'impératrice Flavia Maximiana Faustina de la médaille attribuée à la première femme de Cesar*, 1826 ; 7° *Examen de quelques circonstances relatives aux médailles de l'empereur Justin II et de Sophie ; Probabilités en faveur de la restitution à*

cette impératrice du portrait en pied de la mosaïque de Ravenna, attribué à Théodora; Médailles inédites de Carthage, qui détruisent une allégation de Procope, 1826; 8° Médaille unique et inédite de l'empereur Frédéric II de Souabe, chef des croisés en 1239; Médaille inédite du royaume de Jérusalem; Médailles d'argent inédites du cinquième roi d'Italie, Hildebrand, et du sixième, Eraric; Monnaie de bronze du troisième roi lombard Arthas, 1816; 9° Attributions à l'œuvre de Héraclius, père de l'empereur, de deux médailles classées à l'empereur Héraclius II Constantin; Médailles inédites d'Héraclius Constantin, et de Constantin II, de Justinien II, de Léon II et d'un fils inconnu de ce dernier; Médailles inédites de Tibère III, Alémar, et de Léon-I'Isaurien, 1827; 10° Lettre à M. Gosselin sur des médailles des empereurs de Trébizonde, 1827; 11° Lettre à M. Bonglis sur les médailles de l'empereur du nom de Théodose, 1828; 12° Médaille unique et inédite des Eduens, frappée sous le magistrat du virgob et Caisar, 1828; 13° Médailles inédites de la famille Lollii et des Augustes Domitien, Soémis, Mammi, Philippe II, Trajanien, Volusien, Postume, Victoria et Tetricus; Preuves numismatiques du commencement du règne de Trébonien en l'an 1004 E. C., et de sa fin dans les premiers mois de l'an 1007, 1828; 14° Explication de la légende numérale XCVI des médailles d'argent du temps de Dioclétien; De la monnaie majuscula; Médailles inédites frappées par l'ordre de Carausius, 1828. M. Elot Johannau a adressé à M. Marchant une autre explication du nombre XCVI, ainsi que d'une partie de la légende de Caisar. M. Marchant est encore auteur des deux écrits suivants: 1° Lettre de M. \*\*\* à M. de \*\*\* (Wendel), membre de la chambre des députés, sur le système le plus convenable à la monarchie française, Metz, 1818, in-8°; 3° Rapport fait au conseil-général du département de la Moselle sur la destination ultérieure du dépôt du monétariat de Gorze, Metz, 1818, in-8°.

MARCHESE (Lucas), communément MARCHESINI, né à Milan, en 1741, célèbre chanteur, de l'espèce des castrats, et l'un des plus étonnants en ce genre qu'ait produits l'Italie. Ce qu'il y a de singulier au sujet de cette célébrité toute particulière, c'est que l'enthousiasme de Marchesi pour son art le porta à se faire opérer dans toute la force de l'âge. Fils d'un trompettiste milanais, Marchesi s'adonna d'abord à l'étude du cor; mais porté vers un genre dans lequel il devait obtenir le premier rang, et, jaloux des témoignages d'admiration dont étaient comblés les sopranistes, il se rendit à Bergame pour y déposer sa virilité. Il recut ensuite des leçons de Fiorini, du soprano Caironi, du ténor Albuszi, et ne tarda pas à être admis parmi les élèves de la cathédrale. Il se rendit à Rome, en 1774, et débuta dans un rôle de femme (car une loi de ce temps défendait aux femmes de paraître sur la scène dans les états du pape). En 1775, il revint à Milan, et joua long-temps les seconds rôles au milieu des chanteurs excellents qui abondaient à cette époque. En 1779, Marchesi quitta l'emploi de second, et parut à Florence, dans le *Castor e Pollux* de Bianchi, et dans l'*Achille in Sciro* de Sarti. Ce dernier rôle lui acquit une réputation extraordinaire, surtout dans le délicieux rondo: *Mia speranza io pur vorrei*. De retour à Milan, Marchesi devint l'objet de l'admiration universelle; l'académie fit frapper une médaille en son honneur, et tous les chanteurs le prirent pour modèle. Il se fit entendre ensuite sur les théâtres des principales villes d'Italie, puis à Vienne, à Berlin, à Petersbourg, et enfin à Londres, où il resta deux années. S'étant retiré du théâtre en 1790, il retourna en Italie, où il vécut comblé d'honneurs et de richesses. L'excellence de sa méthode lui avait fait passer de bien loin tous ses rivaux, et Crescentini seul a pu donner une idée de la pureté de son expression, du bon goût de ses agréments et de la netteté de sa voix. Marchesi était de plus excellent acteur, talent très rare dans l'espèce où il s'était volontairement rangé, et qui suffisait pour lui rendre le coryphée. Il est mort à Milan, le 15 décembre 1839.

MARCINKOWSKI (Charles), né à Posen, vers 1798, est un des plus habiles médecins praticiens de la Pologne. Après avoir fait ses études au gymnase de

sa ville natale, il se rendit à l'université de Berlin. Son goût l'entraînait vers les sciences médicales, auxquelles il se livra avec ardeur sous les auspices de Berends, Aorn, Hufeland, Rust et Gröfe. Le premier de ces célèbres professeurs, appréciant de bonne heure ses connaissances, l'honora de sa confiance, et guida ses pas dans la carrière nouvelle, ce qui fut d'une grande utilité pour le jeune Polonais. C'était l'époque de sociétés secrètes, qui avaient des ramifications dans la plupart des universités polonaises et allemandes. L'association que les étudiants polonais établirent à l'université de Berlin avait pour but d'éveiller parmi eux l'esprit national et le patriotisme, de les préparer pour tous les sacrifices dont leur malheureuse patrie aurait besoin un jour, ainsi que de les encourager à l'instruction en général. Cette association ne put éviter l'attention de l'autorité. Marcinkowski, compris, en 1822, comme un de ces membres, fut arrêté et jeté dans la prison de Berlin, dite *Fristenhaus*. Une commission d'enquête fut établie: après cinq mois de recherches, elle n'avait amené aucune preuve immédiate de culpabilité contre les accusés, qui dès lors ne pouvaient être livrés à la justice ordinaire. Toutefois l'influence du gouvernement russe parvint à arracher au roi de Prusse une ordonnance du mois de juillet 1822, en vertu de laquelle les membres de l'association furent condamnés à trois mois d'emprisonnement, et les cachots de Dantick, Glogau et Glatz furent remplis de jeunes Polonais. Marcinkowski, reconnu comme un des membres les plus ardents, fut enfermé par cette même ordonnance, pendant six mois, à Dantick. Il retourna ensuite à Berlin, y fit son examen avec distinction, et recut le diplôme de docteur en médecine et en chirurgie. Il s'établit en 1825 à Posen, où il exerça avec beaucoup de zèle et de talent. En 1828, après la mort de Schneider, médecin très distingué, et avec lequel Marcinkowski était lié d'une amitié d'autant plus solide qu'elle était basée sur les mêmes études et sur les mêmes principes de philanthropie, il obtint la place de médecin de l'hôpital des sœurs grises à Posen, où il prêta gratuitement le secours de son ministère, ainsi qu'à tous les indigents qui eurent recours à sa pratique. Son noble désintéressement et son caractère vraiment philanthropique lui valurent la confiance et l'estime de ses compatriotes. Elles se manifestèrent principalement, en 1830, dans l'offre d'une bague achetée par une souscription nationale, et qui doit être d'autant plus chère à Marcinkowski qu'elle est une précieuse relique de l'illustre abbé Théophile Wolicki, archevêque de Posen, et l'un des patriotes polonais les plus respectables. A la révolution du 29 novembre, Marcinkowski n'écoula que les inspirations de son patriotisme. Dépendant d'une autorité civile et militaire prussienne, il lui adressa la lettre suivante, et partit aussitôt: « Je demande d'être dégagé des obligations qui me retiennent ici; je n'en connais point de plus sacrée que celle de me dévouer à ma patrie, » qui, dans cet instant, appelle aux armes tous ses fils. Lorsque cette lettre sera parvenue à son adresse, je serai déjà loin et sur la route glorieuse dont aucun pouvoir humain ne saurait me détourner. » Marcinkowski était parti de Posen avec l'abbé Loga, autre patriote des plus distingués, et qui trouva la mort sur le champ d'honneur.

MARESCHE (J.-A.), inventeur de la musique de chasse russe. Il était né en Bohême, en 1719; il vint habiter Petersbourg en 1748, et entra au service du grand-chambellier, comte de Bestucheff. Un jour que l'impératrice Elisabeth dinait chez ce ministre, Marech lui plut tant par son jeu de cor, qu'elle lui proposa d'entrer à son service; il accepta, et fut fait musicien de la chambre. C'est alors qu'il inventa cette musique, dont la direction lui fut confiée, sous le titre de maître de la chapelle impériale. On a souvent remarqué, et l'on a pu se convaincre dernièrement, dans la cérémonie du 27 juillet au Pantheon, où quatre cents instruments étaient à peine entendus des assistants, combien les orchestres ordinaires, quelque nombreux qu'ils soient, sont insuffisants pour être entendus de tout le public qui les entoure. Peut-être dans ces circonstances devrions-nous imiter les Russes, c'est

à dire adopter la musique de Maresch. Vingt, trente, quarante musiciens ont chacun une espèce de grand cor qui ne peut rendre qu'un seul son ; ces cors sont tellement accordés, qu'ils fournissent comme les tuyaux de l'orgue, toutes les notes nécessaires pour exécuter un morceau de musique et ses accompagnements. Ainsi, l'un des musiciens fait tous les *ut* qui se rencontrent dans ce morceau, un autre tous les *ré*, etc., et la précision de leur exécution doit être telle, que ces différents sons paraissent partir d'un même instrument. Comme il y a tels sons qui ne se rencontrent presque jamais près les uns des autres, ou qui reviennent plus rarement, on peut charger de deux ou trois cors quelques uns des exécutants, ce qui diminue le nombre de ceux-ci. Cette espèce d'orchestre rend des sons plus forts, plus nerveux, plus pleins que nos instruments à vent, ces instruments étant limités soit par la nécessité où l'on est de leur donner un certain diapason, soit pour qu'ils ne couvrent pas les autres instruments avec lesquels on les emploie ordinairement. Un habile orchestre russe ainsi composé peut exécuter des quatuors, des symphonies, des concertos de Haydn, Mozart, Pleyel, etc., et rendre jusqu'aux cadences et aux trilles avec la plus grande précision. Dans un temps calme, cette musique a souvent été entendue à la distance d'une lieue et demie de France, et même pendant une nuit tranquille et d'un lieu élevé, on a pu l'entendre à celle de deux lieues. De près, ces cors produisent l'effet d'un grand orgue sur lequel ils ont l'avantage de pouvoir enfler, diminuer, laisser expirer les sons. De loin, on croirait entendre un harmonica. Maresch est mort en 1794. Cette musique, dit M. de Maistre, n'appartient qu'à la Russie, et c'est peut-être la seule chose particulière à un peuple, qui ne soit pas ancienne. Une foule d'hommes vivants ont connu l'inventeur, dont le nom réveille constamment dans sa patrie l'idée de l'antique hospitalité, du luxe élégant et des nobles plaisirs. Singulière mélodie ! emblème éclatant, fait pour occuper l'esprit bien plus que l'oreille. Qu'importe à l'œuvre, que les instruments aient ce qu'ils font : vingt ou trente automates agissant ensemble produisent une pensée étrangère à chacun d'eux ; le mécanisme aveugle est dans l'individu ; le calcul ingénieux, l'imposante harmonie sont dans le tout.

MARIE (JOSEPH-FRANÇOIS), docteur de Sorbonne, né à Rhodes, le 25 novembre 1758. Professeur à la philosophie au collège du Plessis, il s'y fit une telle réputation, qu'après la mort de Lacaille, il fut nommé professeur de mathématiques au collège Mazarin. Telle était l'aptitude de l'abbé Marie qu'il aurait pu remplir indistinctement la plupart des chaires d'un collège. Ses cours furent encore plus suivis, et l'on y remarquait non seulement des personnes étrangères à l'institution, mais encore des dames qui suivaient exactement ses brillantes leçons. Dès cet instant, l'attention de la haute société fut tournée vers lui. Présenté à la cour, en revenant de son voyage en Italie, il obtint une abbaye de 30,000 livres de rentes qui lui permirent de recevoir à son tour une société nombreuse et choisie. Cette vie de dissipation convenait à l'abbé Marie, et sa position à la cour fut une providence non seulement pour ses compatriotes, mais encore pour les savants. Lié avec le baron de Breteuil, c'est sous son ministère qu'il obtint du gouvernement que le célèbre Lagrange serait fixé à Paris, qu'il abandonnerait Berlin où il s'ennuyait, et qu'on lui assurerait une pension de 6,000 fr. Au milieu de ses plaisirs, il était encore utile à la science : c'est ainsi qu'on lui doit la publication de la *Mécanique analytique*, ouvrage admirable, que Lagrange ne pouvait vendre, ni donner. Grâce à la position de l'abbé Marie, la veuve Dacier s'en chargea, nous sans réputation ; Legendre en corrigea les épreuves, et l'ouvrage fut terminé avant l'arrivée de l'auteur. En 1766, l'abbé Marie s'associa avec l'abbé Godescard, l'un des vicaires généraux de l'archevêque de Paris, pour faire une traduction de la *Vie des pères, des martyrs et des autres principaux saints*, de Butler. Le premier volume parut en 1763, et les onze autres furent publiés successivement ; travail important qui eut plus de vingt éditions, et qui est encore réimprimé très souvent de nos jours. L'abbé Marie fut nommé sous-précepteur des

enfants du comte d'Artois, en 1783. La tourmente révolutionnaire ayant forcé les jeunes princes de sortir de France en 1790, l'abbé Marie, qui ne pensait pas qu'ils dussent s'éloigner, ne voulut pourtant pas les abandonner, et resta auprès d'eux jusqu'à ce que leur éducation fût terminée. Il vivait dans l'intimité de la famille royale à Mittau, et à l'époque du mariage du duc d'Angoulême, il fut nommé son aumônier. Il avait une instruction très étendue, très lumineuse ; une grâce particulière dans l'esprit et dans les manières, un cœur excellent, une éloquence naturelle, dont l'étude avait encore agrandi la puissance ; des vertus nombreuses et modestes. Louis XVIII ayant reçu de Paoli l'ordre de sortir à l'instant de ses états, par le temps le plus rigoureux, l'abbé Marie éprouva un tel désespoir du sort d'un prince qui l'avait toujours comblé de ses bontés, que, dans un accès de délire, il se coupa la gorge à Memel, en Prusse, le 26 février 1801. L'abbé Marie a publié, entre autres choses, les ouvrages suivants : 1° *Tables des logarithmes de l'abbé de Laruelle*, précédées d'un discours, in-18 ; c'est un des ouvrages qui tiennent le plus sa réputation ; 2° *Leçons de mathématiques de l'abbé de Laruelle*, revues par l'abbé Marie, in-8° ; ouvrage admis par l'université et qui conserve encore sa brillante réputation ; 3° *Traité de mécanique*, in-4° ; ouvrage bien fait, mais incomplet, et qui a eu moins de succès que les précédents.

MARIE-CLOTILDE-DE-DELAIDE-NAVIERE DE FRANCE, reine de Sardaigne, petite-fille de Louis XV, fille du dauphin et de Marie-Joséphine de Saxe, seconde femme de ce prince, naquit à Versailles, le 23 septembre 1759. Elle fut élevée par la comtesse de Marsais, femme digne de la confiance que le dauphin et la dauphine lui avaient accordées. Les exemples dont elle était entourée, l'habitude, qu'elle contracta de bonne heure, des pratiques de la religion, devaient porter M<sup>lle</sup> Clotilde à prendre le parti de la retraite, comme M<sup>lle</sup> Louise, sa sœur, quoiqu'elle fût douée de beaucoup de grâces et d'une gaieté qui ne s'accordait pas avec ses intentions ; mais la raison d'état dérangea ses projets, et son union avec le prince de Piémont, fils aîné du roi de Sardaigne, fut arrêtée. La cérémonie eut lieu, par procureur, à Versailles, le 27 août 1778, et la princesse se mit aussitôt en route pour Turin : son époux l'attendait au pont de Beauvoisin avec sa maison ; Victor-Amédée III et le reste de la cour de Sardaigne étaient demeurés à Chambéry, où le mariage fut consommé. Dans sa nouvelle condition, M<sup>lle</sup> Clotilde conserva les habitudes qu'elle avait à la cour de France. Plusieurs associations de dames se formèrent sous son patronage dans un but de piété et de charité. Elle évitait tous les plaisirs huyants, et ne satisfaisait qu'avec peine aux desirs du prince son époux, et du roi son beau-frère, qui voulaient qu'elle prit des parures convenables aux personnes du rang qu'elle occupait. Lors des malheurs qui accablèrent sa famille en 1794, elle put se livrer complètement à ses goûts. La mort du roi son frère et de M<sup>lle</sup> Elisabeth l'affligea profondément. Le 16 octobre 1798, son époux parvint au trône sous le nom de Charles-Emmanuel IV. Elle n'usa de son autorité dans le haut rang où elle était placée que pour protéger plus efficacement la religion, les arts, et tendre une main secourable à l'infortune. Le repos qu'elle croyait pouvoir goûter long-temps fut brutalement interrompu. Le directeur, après avoir fatigué Charles-Emmanuel IV par des vexations répétées, lui déclara la guerre, le 6 décembre 1798, le força d'abandonner sa capitale, et enfin ses états. La reine le suivit en Toscane ; ils s'embarquèrent à Livourne, le 24 février 1799, pour passer en Sardaigne. Après y avoir demeuré six mois, Charles-Emmanuel revint sur le continent, espérant que les Russes lui faciliteraient les moyens de remonter sur son trône. Mais les temps n'étaient pas encore accomplis, et ce monarque fut réduit à errer de ville en ville, en Italie. Son époux ne l'abandonnait pas ; elle lui prodiguait les soins les plus assidus, surtout lorsqu'une maladie de nerfs dont il était affligé le tourmentait très violemment ; elle secourait les pauvres, et montrait toujours une grande humilité et beaucoup de résignation. M<sup>lle</sup> Clotilde était d'un caractère embrouillé, ce

qui fut cause qu'elle ne put jamais avoir d'enfants, malgré les remèdes qu'elle prenait pour faire cesser l'état de santé auquel on attribuait sa stérilité. Elle mourut en effet considérablement, mais sans autre résultat. Cette reine mourut à Naples, le 7 mars 1802, dans de grands sentiments de pitié. La réputation de sa sainteté était universellement répandue partout où elle avait habité. Pie VII, qui avait été le témoin de ses œuvres et de ses vertus, la déclara vénérable, par décret du 10 avril 1808. Il a été publié en Italie un examen des informations qui furent faites pendant l'enquête pour sa béatification. Cet examen, dont l'abbé Bottiggi avait été chargé, a servi à rédiger l'Éloge historique de la servante de Dieu Marie-Clotilde, reine de Sardaigne, traduit sur les mémoires italiens publiés à Turin en 1814, Paris, 1806, in-12, avec portrait. Il y a aussi un Éloge historique de M. Clotilde A. X. de France, reine de Sardaigne, avec des notes et des pièces inédites, Paris, 1814, in-8°.

MARINA (D. FRANCISCO-MARTINEZ), député aux cortes de 1820, naquit à Lérida, vers 1760. Il était chanoine de Saint-Isidore de Madrid et de Lérida, et directeur de l'académie royale d'histoire, quand il fut appelé aux cortes. Ami de son pays et des institutions libérales, il contribua à l'établissement en Espagne de ces institutions qui furent si tôt renversées, et mérita la réputation d'un bon citoyen. Partisan des sociétés patriotiques restreintes dans de sages limites, il les favorisa, et prouva leur utilité dans une brochure qui fit une grande sensation et qui lui attira beaucoup d'ennemis. Lors du rétablissement de l'autorité absolue en Espagne, Marina se retira des affaires publiques, et reprit l'étude des lettres et de la philosophie, auxquelles il doit la réputation qu'il a justement acquise d'être l'un des meilleurs et des plus sages écrivains de l'Espagne. On a de lui, outre l'ouvrage mentionné ci-dessus, un traité *De la nature et des droits des autorités de Castille et d'Aragon*, ouvrage rempli d'immenses recherches, de faits intéressants, et dont la lecture justifie le mot de M<sup>me</sup> de Staël, que « la liberté est ancienne et le despotisme moderne. »

MARPURG (FRIEDRICH-GEORG), né dans la Vieille Marche électorale de Brandebourg, en 1718. On possède peu de renseignements sur sa première jeunesse, mais on sait qu'à l'exception de quelques fonctions qu'il eut à remplir comme directeur de la loterie à Berlin, où il porta aussi le titre de conseiller de guerre (*kriegsrath*), il se consacra entièrement à la musique, et il est connu surtout par le nombre et l'importance de ses ouvrages sur cet art qu'il aimait passionnément. Il vint à Paris vers l'année 1743 : la France n'était pas alors pour les musiciens un pays de prédilection, mais du moins la théorie n'y était nullement négligée. Marpurg, qui les traités de Rameau avaient inspiré le désir de la connaître et de profiter de ses lumières, lui eut, de son propre aveu, de grandes obligations, ainsi qu'à d'autres artistes français. Cependant tout en propageant, après son retour en Prusse, la théorie de la basse fondamentale, il en modifia les principes suivant ses propres observations. Bien que la composition ne fût guère pour lui qu'un délassement, les nombreuses pièces qu'il écrivit pour le clavecin et pour l'orgue ne parurent nullement dépourvues de mérite; elles ont vieilli; mais on estime encore le recueil qu'il a fait pour les commençants sur le clavecin, et qui a paru en 1812, à Berlin, en trois volumes. Marpurg annonça, en 1795, un écrit périodique qu'il devait intituler : *Archives musicales*. Il ne put le faire paraître : la mort le frappa le 31 mai. Dans l'espace d'environ quarante années, ce savant théoricien avait donné quatorze ouvrages didactiques, dont plusieurs ont eu une grande étendue, et qui, tous dignes d'attention, prouvent que l'auteur avait une connaissance profonde de son sujet. Ceux qu'on cite particulièrement sont : 1° *Manuel de la basse continue*, etc.; 2° *Traité de la fugue*, etc. Ce traité a été traduit en français et mis dans un meilleur ordre par M. Choron. 3° *Lettres critiques sur la musique*. On a un portrait de Marpurg; il se trouve au commencement d'une *Introduction critique à l'histoire de la musique*, Berlin, 1759, in-4°.

MARQUESITO (EL). Voyez POLERA.

MARSH (HARRIS), évêque de Petersborough, professeur de théologie à l'université de Cambridge, et membre de la société royale des sciences de Londres. Il fit ses premières études à Londres, sa ville natale, et remporta fort jeune plusieurs prix de mathématiques, au collège de Saint-Jean. Après avoir obtenu ses degrés, il passa en Allemagne pour étudier les langues modernes, et séjourna à cet effet quelques années à Göttingue et à Leipsick. Dans cette ville, il fit une traduction anglaise de l'*Introduction au Nouveau Testament*, par le célèbre Michaelis, qu'il publia plus tard avec un commentaire et des notes qui élevèrent ce travail au rang d'un ouvrage original : il a été publié à Londres, 1792-1801, 4 vol. in-8°. Étant en Allemagne, Marsh entretenait avec Pitt une correspondance très suivie, qui avait particulièrement pour objet les événements politiques du continent, ce qui lui valut une pension viagère du gouvernement anglais. Lorsque les armées françaises entrèrent en Allemagne, il retourna en Angleterre, et obtint, en 1807, la chaire de théologie à Cambridge, qu'il occupa actuellement. Il signala son entrée en fonctions par une innovation qui d'abord fut vivement critiquée par ses collègues, mais dont l'utilité ne tarda pas à être reconnue : ce fut d'adopter la langue anglaise dans ses cours, malgré l'usage qui avait exclusivement consacré le latin à l'enseignement théologique. Cette innovation, la variété que sa grande érudition lui met à même de mettre dans ses leçons, et son débit aisé et agréable, lui ont toujours attiré un auditoire nombreux et composé en grande partie de gens du monde. Jusqu'à présent, Marsh a publié trois volumes de ses cours, qui ont été accueillis avec faveur en Angleterre et à l'étranger. Indigné des calomnies que plusieurs écrivains allemands répandaient contre l'Angleterre en représentant ce pays comme dénué de ressources et à la veille d'une banqueroute, Marsh fit imprimer, en 1797, un ouvrage intitulé : *Essai sur le crédit national de l'Angleterre*, ou tentative pour dissiper les craintes de ceux qui ont placé de l'argent dans les fonds anglais. Cet écrit très remarquable combattit victorieusement les allégations des prétendus économistes allemands et leur imposa silence. En 1808, Marsh donna sa *Dissertation sur l'origine et la composition des trois premiers évangiles*, qui fit beaucoup de bruit, et qu'il fit suivre de plusieurs brochures destinées à justifier les hypothèses qu'il y avait énoncées. Peu de temps après, il fut, malgré lui, engagé dans une polémique, au sujet de l'enseignement mutuel et des sociétés bibliques. En 1813, un célèbre prédicateur catholique de Londres conçut l'idée de convertir Marsh au catholicisme, et s'efforça de lui persuader : « que les victoires que lui » (Marsh) avait remportées sur ses nombreux adversaires » étaient dues à des armes tirées de l'arsenal du » pape. » Mais la suite a prouvé que l'éloquent convertisseur avait trop présumé de ses propres forces, et trop peu de celles de Marsh. En 1814, ce saint-ci publia deux ouvrages fort importants, dont l'un est intitulé : *Vue comparative des églises de Rome et d'Angleterre*, et l'autre : *Horæ pelagiaræ*. Le dernier, qui se compose de savantes recherches sur l'origine et la langue des Pélasges, fixe le rang de Marsh parmi les critiques les plus distingués de notre époque.

MARTIN (HANS), célèbre pour être parvenu à dompter les animaux féroces les plus terribles, est né à Marseille, le 10 janvier 1793. Il avait neuf ans lorsqu'il quitta la France pour suivre son père à l'armée d'Italie, où celui-ci venait d'être nommé, par la protection de Masséna, garde-magasin des vivres. M. Martin père allait rejoindre ce général qui avait été employé avec lui dans une fabrique de vermicelle chez le grand père Martin. Après un an et demi d'exercice dans cet emploi, M. Martin père mourut, laissant son fils sans ressources. Un de ses parents le fit venir à Livourne : mais, à son arrivée, M. Martin s'engagea dans une troupe d'écuyers qui parcourut successivement l'Italie et l'Allemagne. M. Martin acquit beaucoup de réputation dans ce manège, l'un des plus beaux par le talent des écuyers et le dressage des chevaux, et plusieurs manèges voulurent se l'attacher. Il quitta Guillaume, chef de la troupe de voltigeurs, et s'engagea

avec Blondin, directeur d'un manège alors à Francfort sur le Mein; il resta neuf ans avec lui, et parcourut de nouveau l'Allemagne. En 1833, il se rendit en Hollande, où sa réputation l'avait précédé; il lui prit alors envie d'avoir lui-même une troupe à diriger. Malheureusement il voulut lutter contre Dueros, plus fort que lui sur la voltige, mais moins bon écuyer, et qui dirigeait aussi une troupe en Hollande, où son talent était alors nouveau; M. Martin échoua contre ce rival, éprouva de grandes pertes, et fut obligé de quitter sa profession, dont il se dégoûta. Il se lia alors avec M<sup>lle</sup> Vanaken, fille du directeur d'une des belles menageries de l'Europe, l'épousa, et prit un intérêt dans cette entreprise. M. Martin, ayant toujours réussi à dompter les chevaux qui passaient pour indomptables, voulut essayer si l'on ne pourrait pas également soumettre les autres animaux de différentes espèces. Il fit ses premières expériences sur un tigre royal âgé de six ans qui paraissait le connaître et le préférer aux autres personnes attachées à la menagerie. Après huit mois d'observations, M. Martin parvint à connaître tous les mouvements du tigre lorsque cet animal se mettait en colère, ou lorsqu'il était content qu'on l'approchât. M. Martin profita de cet avantage au point qu'il avait rendu son tigre si docile, qu'il lui faisait prendre sa main dans sa gueule et la lâcher au commandement, et une foule d'autres choses qui prouvaient l'ascendant que M. Martin avait obtenu sur ce terrible animal. Il s'occupa ensuite de dompter le lion, l'hyène, etc., et y réussit d'une manière surprenante. M. Martin est venu donner des preuves de son courageux talent à Paris, où il a ouvert sa menagerie le 3 décembre 1839. Nous ne saurions rapporter tout ce qu'il y a d'étonnant dans le spectacle que M. Martin offre chaque jour au public; il suffira de dire que dans ce genre personne n'a jamais été aussi loin que lui. Il eût été à désirer que le gouvernement eût fait quelques tentatives pour l'attacher aux menageries royales, en lui confiant le soin et la direction principalement des animaux carnivores; on en aurait retiré de grands avantages. L'acquisition de la menagerie de M. Martin aurait offert aussi quelques sujets rares et curieux.

MARTINS (CHARLES-FRÉDÉRIC-PHILIPPE), célèbre professeur de botanique à l'université de Munich, conservateur du jardin botanique, membre ordinaire de l'académie des sciences à Munich, correspondant de l'institut de France, chevalier de l'ordre du mérite civil de Bavière, etc., est né le 17 avril 1794, à Erlangen. Son père, docteur en pharmacie, lui inspira dans sa première jeunesse le goût des sciences naturelles, que des professeurs célèbres, tels que Schreber, Esper, Hildebrand, développèrent dans la suite. M. Martins étudia la médecine, et fut reçu docteur à vingt ans. Peu de temps après le roi de Bavière l'admit au nombre des élèves de l'académie des sciences de Munich, et le chargea de la direction du jardin botanique, placé sous les auspices de M. le baron Edouard de Schrank, le Nestor des botanistes allemands. Une première dissertation, publiée sous le titre d'*Enumeratio horti Erlangensis* lui avait valu cette faveur. Il écrivit à Munich la *Flora cryptogamica Erlangensis*, que les savants accueillirent comme un des ouvrages les plus complets en ce genre. M. Martins s'appliqua alors et surtout à l'étude des cryptogams. Le système naturel de Jussieu s'était fait connaître à cette époque en Allemagne, et plusieurs naturalistes distingués travaillaient à l'étendre et à l'éclaircir par de nouvelles observations ou des deductions philosophiques. Quelques hommes spirituels, à leur tête Oken, cherchaient à fonder un système universel de la nature, entreprise gigantesque, qui donna, et devait nécessairement donner lieu à de nombreuses erreurs. M. Martins, quoique pénétré de la nécessité d'introduire dans les sciences naturelles une certaine unité philosophique, se rangea plutôt au nombre des savants qui aiment à étudier les phénomènes de la nature dans tous leurs détails, et ne s'élèvent à des considérations plus générales qu'avec mesure et circonspection. Au mois de février 1817, M. Martins fut appelé par le roi de Bavière, à prendre part à une expédition scientifique que l'empereur d'Autriche avait

destinée à l'exploration du Brésil. Le roi lui associa M. Spix, et les deux naturalistes s'embarquèrent sur l'escadre qui portait au Brésil l'archiduchesse Leopoldine, première femme de l'empereur don Pedro. Arrivé à Rio-Janeiro, MM. Martins et Spix se séparèrent de la mission autrichienne, et entreprirent seuls une excursion dans l'intérieur du Brésil. Leur but était d'explorer les régions inconnues qui s'étendent outre le tropique du capricorne et la ligne, de parvenir ainsi à se former une idée exacte des climats, du caractère physique, des productions de ces pays, ainsi que des races d'hommes qui les habitent. Ils se rendirent dans ce but à San-Paulo, à Minas-Geraes, dans les districts d'or et de diamants. Ils allèrent visiter les tribus sauvages des Cordillères, le long de la mer; pénétrèrent ensuite à travers des terres inhabitées jusqu'à Serbio, dans l'intérieur du pays, vers le fleuve Saint-François, et revinrent à la côte, à Bahia, après une absence de dix-huit mois, remplie d'événements périlleux et de grands fatigues. Ils repartirent bientôt pour aller visiter la Camaraca-dos-Iheos, et entreprirent ensuite un second voyage dans l'intérieur, qui leur fit parcourir les provinces de Pernambuco, Piaçchy et Maranhão. MM. Martins et Spix faillirent devenir victimes des fièvres, et ne se remirent qu'à Saint-Louis de Maranhão. Dans leur zèle insatiable ils allèrent par eau à Para, où ils s'embarquèrent dans l'intention de remonter le fleuve des Amazones, jusqu'aux frontières occidentales du Brésil. Ils se rendirent ensemble à Ega, au centre de la province de Rio-Negro, où ils se séparèrent: M. Spix continua sa route sur l'Amazone jusqu'à Tabatinga sur la frontière de Mayana; M. Martins s'embarqua sur le Jupura, et remonta ce fleuve jusqu'aux grandes cataractes d'Arara-Coara, à cent cinquante lieues de son embouchure. Les deux voyageurs se réunirent de nouveau dans la ville de la Bama-do-Rio-Negro, et retournèrent enfin en Europe, en 1830. A dater de 1833, MM. Martins et Spix publièrent les fruits de leurs travaux dans une série d'ouvrages, dont voici la liste: 1° *Voyage au Brésil*, 3 vol. in-4°, avec atlas et cartes géographiques. Le premier volume a été publié en 1833, par MM. Martins et Spix; les deux autres ont été donnés par M. Martins seul, en 1835 et 1837; 2° *Simia et respirationes Brasilicae, auctore Spix*, in-fol.; 3° *Serpentes brasilienses*, 1 vol. grand in-4°, 4° *Rana et testudines brasilienses*, 1 vol. idem; 5° *Lacerta*, 1 vol. idem; 6° *Aras*, 1 vol. idem; 7° *Picus*, *edid. Agoris et Martins*, 1 vol. idem; 8° *Troglodytes*, *edid. Martins*, 1 vol. idem; 9° *Insecta*, *edid. Perly et Martins*, 1 vol. idem; 10° *Nova genera et species plantarum brasiliensium*, *edid. Martins*, 3 vol. in-8°; 11° *Specimen materiae brasiliensis*, *edid. Martins*, in-4°; 12° *Icones selectae plantarum cryptogamicarum*, *edid. Martins*, in-4°; 13° *Genera et species palmarum*, *edid. Martins*, grand in-fol.; 14° *Flora brasiliensis*, 1 vol. in-8° seulement à paru. Les voyageurs ont donné plus de sept cents planches d'animaux et plantes. Ils ont observé quarante-huit tribus d'Indiens, dont les vocabulaires seront aussi publiés. M. Spix étant mort le 24 mai 1836, M. Martins continua seul ces publications, dont le but principal est de retracer avec fidélité l'image merveilleuse de ces contrées. La relation de leur voyage, dont le dernier a paru en 1831, offre une grande variété de données sur la géographie, l'histoire, la statistique et l'histoire naturelle du Brésil. On peut la considérer comme un aperçu fidèle de cet empire, jusqu'à l'époque de la révolution qui vient de s'y accomplir, et qui lui prépare de nouvelles destinées.

MARTURÉ (B.-A.), né à Castres, en 1755, exerça pendant quelques années la profession d'avocat qu'il abandonna bientôt pour se livrer entièrement à la littérature. Il publia, en 1822, une *Histoire du pays castrais*, qui semblerait, d'après ce titre, ne devoir présenter qu'un intérêt local, mais qui se rattache pourtant à l'histoire générale du calvinisme et aux efforts que firent au seizième et au dix-septième siècle les dévoués de la liberté religieuse, qui, sous le commandement du duc de Rohan, firent de Castres le siège de leur gouvernement et la capitale de la république protestante, si redoutable au cardinal de Richelieu. M. Marturé s'est aussi occupé de l'*Histoire des comtes de Toulouse*, qui

renferme celle de la France méridionale, depuis le huitième jusqu'à la fin du treizième siècle, et l'histoire des croisades dont les comtes de Toulouse furent les principaux moteurs. L'idée de cet ouvrage lui fut inspirée par le désir de compléter l'histoire des anciens grands vassaux de la couronne, et de donner une suite à celles qu'ont données MM. Daru et de Barante des ducs de Bretagne et de Bourgogne. M. Marturé n'est pas resté au-dessous de ces bons écrivains. Il a un style élégant, nombreux, et son ouvrage est écrit d'inspiration. On peut lui reprocher d'avoir confondu quelques fois les dates et les époques, pour rendre sa narration plus dramatique; mais sa marche aventureuse lui réussit. Il peint à grands traits, et l'on peut dire que ses tableaux des grandes renommées de ces temps éloignés se rapprochent souvent des pages brillantes des Michaud, des Marchangy et des Châteaubriand. M. Marturé est aujourd'hui professeur d'histoire au collège de Sorèze. Il a publié: 1° *Histoire du Bas-Castrol*, 1821, 2 vol. in-8°; 2° *Histoire des comtes de Toulouse*, 1 vol. in-8°. Cet ouvrage, qui a eu un grand débit dans le midi, est à sa seconde édition.

MARY-GAY. Voyez ALLART, au Supplément.

MASSA (le duc de). Voyez RIGNIER.

MASSON DE MORVILLIERS (NICOLAS), né vers 1710, à Morvilliers, village de Lorraine, achève ses études à Paris, et fut reçu avocat en parlement. Cependant il ne suivit pas le barreau, et se livra entièrement à ses goûts pour l'histoire et la poésie. Le duc d'Harcourt, gouverneur de la Normandie, le choisit pour son secrétaire, ce qui lui facilita l'entrée des salons de la haute société. Masson réussit assez bien dans l'épigramme, et en fit plusieurs que La Harpe ne crut pas indignes d'entrer dans la *Correspondance littéraire*. Beaucoup d'autres, mais moins piquantes, ont été insérées dans la *Correspondance* de Grimm. Masson mourut à Paris le 29 septembre 1789. Il a laissé: 1° *Abregé élémentaire de la géographie universelle de France*, Paris, 1 vol. in-12; 2° *de l'Italie*, 1774, in-12; 3° *de l'Espagne et du Portugal*, 1776, in-12. Ces trois ouvrages eurent la vogue, et Masson devint dans la suite un des collaborateurs de l'*Encyclopédie méthodique*, et fut chargé avec Robert de la rédaction du *Dictionnaire de géographie moderne*. Il y refit ce qu'il avait déjà publié sur l'Espagne; mais on lui reprocha d'avoir fait trop peu de cas de la littérature de ce pays. Quelques mois avant sa mort, il avait donné un volume d'*Œuvres mêlées en vers et en prose*, 1789, in-8°, extraits de pièces diverses qu'il avait insérées dans l'*Almanach des muses*, et autres collections littéraires. On distingue dans le nombre de ces pièces quelques épigrammes et des épîtres pleines de verve et d'abandon. En 1810 il a été publié un *Choix des poésies* de Masson, précédé d'une notice sur sa vie, à la suite de celle de Barthe, etc., Paris, in-8°.

MATHIEU BONAFOUS, agronome, né en 1793, directeur du jardin de botanique agricole fondé à Turin, par Victor-Amédée III, associé des académies de Naples, de Padoue, Lyon et Marseille, ainsi que des sociétés d'agriculture de Paris, Berne, Bologne, Genève, etc., a singulièrement contribué par ses recherches et ses travaux à perfectionner et à étendre en Europe la culture du murier et l'éducation du ver à soie. On lui doit les ouvrages suivants: 1° *De l'éducation des vers à soie*, 1821, in-8°. Cet ouvrage, qui a eu trois éditions, fut distribué par ordre du gouvernement aux cultivateurs français; 2° *De la culture du murier*, 1822, in-8°; ouvrage qui a été réimprimé trois fois, et pour lequel le département du Rhône a décerné une médaille d'or à l'auteur; 3° *Mémoire sur une éducation de vers à soie, ou Journal d'une magnanerie*, 1823, in-8°, publié par la société d'agriculture de Lyon, trois éditions; 4° *Observations sur plusieurs variétés de vers à soie*, 1825, in-8°; 5° *Recherches sur les moyens de remplacer la feuille du murier par une autre substance*, et de l'emploi du résidu des cocons comme engrais, 1826, in-8°, publié par la société centrale d'agriculture de Paris; 6° *Mémoire sur l'introduction des chèvres du Thibet en Piémont, leur régime et leur croisement avec les chèvres indigènes*, 1827, in-8°; 7° *Mémoire sur un moyen de préserver les champs de la cuscute*, 1828, in-8°, con-

ronné par la société d'agriculture de Paris; 8° *De l'emploi du chlorure de chaux pour purifier l'air des ateliers de vers à soie*, 1828, in-8°, publié par la société d'agriculture de Paris, et en italien par celle de Turin; 9° *Excursion dans la pays de Gruyères, ou Mémoire sur les fromages de cette contrée*, 1828, in-8°; 10° *Expériences comparatives sur l'emploi des feuilles du murier greffé, et de celles du murier sauvage pour la nourriture des vers à soie*, 1829, in-8° publiées par la société d'agriculture de Lyon; 11° *Note sur une nouvelle espèce de maïs*, 1829, in-8°, avec figures; 12° *Coup d'œil sur l'agriculture et les institutions agricoles de quelques cantons de la Suisse*, 1829, in-8°; 13° *Description d'un planitoir mécanique*, 1830, in-8°, insérée en français dans la *Bibliothèque universelle de Genève*, de la même année; 14° *Coup d'œil sur la première exposition des produits de l'industrie dans les états du roi de Sardaigne*, 1830, in-8°; 15° *Aperçu de la culture du murier*, et de l'éducation du ver à soie dans quelques départements du centre, 1830, in-8°; 16° *Essai sur la culture du murier en prairie*, et sur l'introduction d'une nouvelle espèce de murier, 1831, in-8°; publié par la société d'agriculture de Turin, etc. M. Mathieu Bonafous est collaborateur des *Annales de l'agriculture française*, du *Journal des progrès agricoles*, des *Annales de l'institut horticole*, de *Fontenay*, de la *Revue encyclopédique*, du *Dictionnaire universel de matière médicale*, de MM. Merat et de Lens, etc. Ami de tout ce qui est bon et utile, il a coopéré à la fondation des fermes expérimentales de Grignon et de Noilly. Son cabinet d'histoire naturelle, où existent les herbiers d'Allioni et de Bellardi, est accessible à tous les savants qui veulent le visiter. Enfin cet agronome fut le premier à former, en 1814, une école d'instruction pour la classe indigente, sur les principes de Bell et de Lancaster. Il a aussi publié quelques pages intitulées: *Encore un moyen de propager la vaccine*, dans lesquelles il exhorte les femmes à pratiquer la vaccination: son appel a été entendu, et déjà plusieurs se sont livrées à l'exercice de cette branche de la médecine opératoire qui est si bien à leur portée.

MATHIEU DE DOMBASLE. Voyez DOMBASLE, au Supplément.

MATHON DE LA COUR (CHARLES-JOSEPH), littérateur, naquit à Lyon en 1758. Il achève ses études à Paris, où il se lia avec les artistes célèbres de l'époque, et recueillit dans leurs ateliers des connaissances étendues, qui lui apprirent à juger sagement leurs ouvrages. Il obtint, en 1767, un prix à l'académie des inscriptions pour un mémoire sur la législation de Lycurgue. Des affaires de famille l'obligèrent de revenir à Lyon, à la mort de son père: il profita de cette circonstance pour mettre en œuvre divers projets qu'il avait conçus, et qui devaient donner plus d'illustration aux beaux-arts, dans sa ville natale. Il appela près de lui tous les jeunes artistes qui montraient d'heureuses dispositions dans les arts dépendants du dessin, et soutint leurs efforts de ses conseils et de sa bourse. Il leur assigna, à ses frais, un local spacieux où ils purent exposer leurs productions. Il fonda encore, à Lyon, la société philanthropique, et il institua, sur le plan de l'athénée de Paris, un lycée où de nombreux professeurs donnèrent des leçons sur les langues et les sciences. Mathon fut couronné une seconde fois par l'académie de Châlons-sur-Marne pour un discours sur les meilleurs moyens de faire naître et d'encourager le patriotisme dans une monarchie. Dans cet ouvrage, il distingue l'amour de la patrie d'avec le patriotisme. La révolution s'avancant, le trésor était épuisé: il fallait réformer promptement l'administration des finances. Mathon donna les moyens d'opérer sans secousse une amélioration, et publia, lors de l'assemblée des états généraux, plusieurs mémoires où il indiquait les matières qui devaient y être traitées. Bientôt l'orage éclata, et Mathon garda un silence prudent. Pendant le siège de Lyon, il demeura dans cette ville pour encourager ses concitoyens, et partager leurs dangers; mais elle succomba, et il fut traduit devant le tribunal révolutionnaire. Il y parut avec le courage qu'il avait montré dans toutes les circonstances de sa vie: Tu étais noble, lui dit Dorfeuille qui présidait le tribunal, tu n'as point acquitté Lyon pendant le siège: lis le décret: tu peux



« prononcer toi-même sur ton sort. — Il est sûr, répondit Mathon, sans s'émouvoir, que cette loi n'atteint, et je sâ : si mourir. » Sa tête tomba sur l'échafaud au mois d'octobre 1793. Voici la liste des ouvrages qu'il a publiés : 1° *Lettre sur l'incoscience*, Paris, 1763, in-12 ; la comédie de *Dupuis et Desrozière*, par Colle, lui donna l'idée de cet écrit ; 2° *Lettres sur la peinture, sculptures et gravures exposées au salon*, Paris, 1763, 65 et 67, 3 parties in-12 ; 3° *Orphée et Eurydice*, opéra traduit de l'italien de Casilbigi, Paris, 1763, in-12 ; 4° *Dissertation sur les causes de la décadence des lois de Lycurgue*, Paris, 1767, in-8°, couronnée par l'académie des inscriptions ; 5° *Discours sur la danger de la lecture des livres contre la religion*, Paris, 1770, in-8°, couronné par l'académie de la Conception de Rouen ; 6° *Lettres sur les roses*, 1781, in-12 ; 7° *Testament de Fortuna Ricard*, maître d'arithmétique, Paris, 1785, in-8°, inséré dans les *Tablettes des curieux*, tome 1<sup>er</sup>, et traduit en anglais ; 8° *Discours sur les meilleurs moyens de faire naître et d'encourager le patriotisme dans une monarchie*, Paris, 1789, in-8° ; 9° *Collection des comptes rendus concernant les finances de France*, depuis 1758, Lausanne, 1788, in-4°. Mathon coopéra à la rédaction de l'*Almanach et du Journal de Lyon*. On lui doit la fondation de l'*Almanach des muses*, dont il fut, avec Sautreau de Marsy, l'un des premiers éditeurs. Il travailla aussi au *Journal de musique*, depuis 1764 jusqu'en août 1768, sous qu'on *Journal des dames*. L'académie de Lyon conserve dans ses recueils manuscrits un grand nombre de mémoires de ce laborieux écrivain.

MATTEO GALDI, né à Coperchia, village près de Salerno, en 1766, et mort à Naples, dans le mois de novembre 1821. Après avoir fait ses premières études, il avait choisi la carrière du barreau : mais les principes libéraux qu'il avait adoptés l'obligèrent de s'expatrier en 1794. Il prit du service dans l'armée française, et fut employé dans l'état-major à Milan. Suivant le développement des circonstances, il y prit toujours une grande part, soit par ses écrits, soit par son éloquence. Doué du talent d'improviser sur des sujets politiques, il l'employa souvent pour instruire ou pour diriger le peuple en des moments fort difficiles. On lui reconnaissait la même abondance et la même facilité lorsqu'il donnait ses idées par écrit. Les talents de Matteo et les services qu'il rendit au gouvernement le firent nommer agent des relations commerciales auprès de la république de Hollande. C'est là qu'il rendit de nouveaux services à son gouvernement et à la France. Ses occupations diplomatiques ne l'empêchèrent pas de continuer ses travaux littéraires. Il composa un ouvrage en deux volumes, sous le titre de *Quadro storico dell' Olanda* (Tableau historique de la Hollande), imprimé à Milan. On y trouve beaucoup de recherches statistiques, et cet esprit philosophique qui caractérise tous les écrits de Galdi. De retour dans sa patrie, et persuadé par le gouvernement qu'il avait servi, il fut nommé intendant d'une province dans le royaume de Naples, ensuite directeur de l'instruction publique. Il avait déjà montré qu'il était digne d'occuper cette dernière place par un ouvrage, publié à Naples en 1819, et qui a pour titre, *Pensieri sull' istruzione pubblica* (pensées sur l'instruction publique.) Durant son séjour à Naples, il a donné à l'académie royale, dont il est membre, plusieurs mémoires sur des matières de législation et d'économie publique. La poésie ne lui était pas étrangère : on a de lui quelques pièces de vers, toutes animées de l'esprit de philosophie et de liberté. Dans les événements de Naples, qui eurent lieu avant la mort de Matteo Galdi, il fut nommé député au parlement, où ses talents supérieurs le portèrent à la présidence. Outre les deux ouvrages dont nous avons parlé, Matteo Galdi en a publié plusieurs autres, dont voici les principaux : 1° *Considerations sur la féodalité* ; 2° *Nécessité d'établir une république en Italie*, 1796 ; 3° *Observations sur la constitution helvétique*, 1797 ; 4° *Fécundité du théâtre italien* ; 5° *Supplément politico-économique entre les nations hébraïques*, 1798, etc. Quelques uns de ces ouvrages ont été traduits en français.

MATIER (Jacques), l'un de nos plus savants bel-  
lénistes, correspondant de l'institut, est né le 31 mai

1791, dans un petit hameau de l'Alsace, à quelques lieues de Saverne, sur le revers oriental des Vosges. Son père, cultivateur aisé, aimait les proses et les affaires publiques : ses goûts furent satisfaits. Cela décida de l'éducation des deux derniers de ses quatorze enfants. Appartenant à cette ancienne population allemande qui, tout en brûlant de patriotisme pour les intérêts de la France, en ignorait la langue, M. Matter père se trouvait constamment dans l'embarras, et comme propriétaire et comme maire de sa commune. Il voulut, dans son dépit, que ses deux fils fussent des hommes d'affaires et des Français. L'aîné, dont il est question, devait être notaire. Des l'âge de quatre ans, M. Matter, au grand scandale de sa pieuse mère, fut obligé de faire ses prières dans une langue dont il ne comprenait pas un mot, et qui bientôt fut la sienne : car, dès qu'il fut en âge de lire, il interpréta à coups de dictionnaire, tous les exploits d'humier, tous les mémoires à consulter, et tous les jugements et arrêts qui pleuvaient dans la maison de son père. Bientôt il fut placé chez un notaire. L'instituteur primaire du hameau, qui avait fait de bonnes études, joignait à ses fonctions celles de sous-précepteur et de sous-clerc de notaire au chef-lieu du canton. Il en résultait pour lui tant de travaux, que le jeune Matter, à onze ans, se chargea de copier ses actes et de tenir sa école. Il copiait seul et faisait l'école sous l'assistance de la femme du maître, qui tenait le sceptre de la discipline pendant que l'enfant professeur. Il se dégoûta du notariat, et résolut de se livrer à l'enseignement. Ses démarches au lycée de Strasbourg pour obtenir une bourse n'ayant pas réussi, il fut placé chez un excellent ministre de campagne qui enseignait à son élève assez de grec et de latin pour le faire entrer en seconde à l'ancien gymnase de Strasbourg. En un an, M. Matter fit cette classe et sa rhétorique, et il alla continuer ses études à l'académie, au moment de sa création. Il fut un de ses premiers bacheliers es-lettres. M. Matter suivit en même temps les cours de l'ancienne académie protestante, qui ne tarda pas à prendre le nom de séminaire, pour se distinguer de l'académie impériale, et après y avoir terminé ses études, il se bâta de se rendre à Göttingue, la plus célèbre des universités d'Allemagne. M. Matter se borna à fréquenter les cours de Heeren, d'Eichhorn, de Plank, de Dissen et de Fiorillo. Ce dernier, par ses savantes leçons sur les plus belles statues de l'antiquité, lui inspira quelque goût pour ces monuments. Cependant la riche bibliothèque de Göttingue, qui renferme à peu près tout ce que les littératures de l'Europe offrent de bon, absorbait la majeure partie de son temps. L'histoire de la philosophie et des religions anciennes étaient ses études favorites. Le soir, il fréquentait avec empressement les cercles littéraires, les *thés dansants*, les savants colloques, qui avaient lieu tant chez Eichhorn, tant chez la célèbre fille de Schlegel, la docte baronne de Rodde, tant chez le chantre spirituel de *Cécile*. Benjamin Constant venait de quitter cette université, encore pleine de son souvenir ; M. Matter la quitta aussi, avec des lettres pour cet éloquent publiciste, quelques mois après les cent jours. Il se rendit à Paris, où il suivit les leçons de MM. Boissonnade, Lacretelle, Andrieux, Millin. Celui-ci lui ouvrit ses salons, et pendant un an, il passa ses journées alternativement à la bibliothèque du roi, à celle de Millin et à celle de l'institut. L'une des académies de ce corps venait de proposer un prix pour une histoire de l'école d'Alexandrie. M. Matter rédigea un mémoire qui fut couronné. Il le publia cent ans après, et l'édition fut épuisée en peu de temps. Le recteur de Strasbourg, M. Levrault, désira alors attacher ce savant à l'académie de cette ville. Il demanda à M. Royer-Collard, qui dirigeait l'instruction publique, la création d'une chaire pour l'enseignement de l'histoire de la philosophie, et cela fut accordé. Cet enseignement n'eut pourtant pas lieu : mais M. Matter fut chargé du cours d'histoire au collège royal en mars 1818. La chaire ecclésiastique et la place de directeur du gymnase de la même ville étant devenues vacantes au bout de quelque temps, M. Matter accepta, en juin 1820, ces doubles fonctions, qui lui assuraient plus de loisir et plus d'indépendance.

et qui le mirent dans le cas d'enseigner l'histoire de la philosophie et celle des religions anciennes. L'académie des inscriptions et belles-lettres ayant provoqué une histoire du gnosticisme, M. Matter se crut obligé de l'entreprendre, comme une suite naturelle de l'histoire de l'école d'Alexandrie. Ce sujet, a observé M. de Goltz, n'avait point échappé aux doctes recherches des Allemands. L'académie des inscriptions connaissait leurs travaux; mais elle voulait que cette histoire fût écrite d'une manière plus large; elle désirait un ensemble et des résultats généraux, plutôt que des dissertations sur des points isolés. M. Matter ayant rempli ces conditions, son travail remporta le prix, et l'auteur se mit aussitôt à le refondre d'après les nombreux monuments gnostiques dont il put se procurer les originaux ou les empreintes des différents cabinets de l'Europe. Après la publication de cet ouvrage, M. de Vatienmil nomma, en 1838, M. Matter inspecteur de l'académie de Strasbourg. L'académie des inscriptions a choisi ce savant pour correspondant de l'Institut en avril 1851. Un ouvrage que M. Matter prépare depuis quelque temps, c'est l'*Histoire générale des mœurs dans leurs rapports avec les doctrines, les lois, les institutions politiques et religieuses des peuples*. Toute l'ambition de M. Matter se borne à achever cette grande composition; mais il doit être bien souvent dérangé de ce travail, qui demanderait à être médité pendant toute une vie. M. Matter est président de la société académique des sciences et belles-lettres et de quelques associations de bienfaisance. Il a publié: 1° *Essai historique sur l'école d'Alexandrie*, Paris, 1830, 3 vol. in-8°; 2° *Tables chronologiques de l'histoire universelle de l'église chrétienne*, Paris, 1838, 1 petit vol. in-8°; 3° *Histoire critique du gnosticisme*, Paris, 1838, 3 vol. in-8°, avec un cahier de planches; 4° *Voyage littéraire de D. Huisort, ou Alaise, et coup d'œil historique sur les travaux littéraires de l'Alaise au moyen âge*, Paris, 1839, 1 vol. in-8°; 5° *Le visiteur des écoles*, Paris, 1839, 1 vol. in-8°; 6° *Cicéron, de la nature des dieux, traduction nouvelle, accompagnée de notes*, Paris, 1830, 1 vol. in-8°; 7° *Histoire nouvelle de l'église chrétienne*, Strasbourg, 1851, 3 vol. in-8°. M. Matter a fourni des articles au *Magasin encyclopédique* de Millin; il est collaborateur au journal le *Lyce* et à la *Revue germanique*; M. Matter écrit aussi deux journaux allemands publiés à Bonn et à Berlin.

MAUCUNE (le baron), lieutenant-général, né en 1770, entra jeune au service, fit les campagnes de la révolution, et parvint rapidement au grade de colonel du 39<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne, plutôt par suite de sa rare bravoure que par ses talents militaires qui n'avaient rien de remarquable. Il se distingua à la bataille de Marengo, où il donna, à la tête de son régiment, des preuves d'une grande intrépidité. La belle conduite qu'il tint à celle d'Austerlitz, le fit nommer commandant de la légion d'honneur. Une cause qui a toujours été ignorée, du moins dans le public et à l'armée, fit mettre le colonel Maucune en inactivité. La disgrâce cessa quelque temps après, et le 31 octobre 1806, il fut remplacé, comme colonel, à la suite de l'état-major général du 6<sup>e</sup> corps de la grande armée, sous les ordres du maréchal Ney. Il continua de déployer un courage à toute épreuve pendant la fin de cette campagne et tout le cours de la suivante. Il se trouva aux batailles d'Iéna, d'Eylau et de Friedland, et fut nommé général de brigade le 10 mars 1807. Il quitta le camp de Glogau en 1808, pour se rendre en Espagne avec le 6<sup>e</sup> corps, se trouva à la bataille de Burgos, et plus tard à celle de Alala-de-Torviz, le 28 novembre 1809, où il fit des prodiges de valeur qui décidèrent du gain de la journée. Profitant de l'obscurité de la nuit, il prit ensuite la ville par un coup de main des plus hardis. Le général Maucune fut nommé commandant de la place de Valladolid, et fut élevé au grade de général de division, le 25 mai 1811. Il fit les campagnes qui suivirent, fut souvent blessé, et après avoir été décoré de l'ordre de Saint-Louis, le 5 octobre 1814, ses blessures s'étant rouvertes quelques années après, il mourut à Paris sur la fin de 1825.

MAUGRAS (JAS-BAPTISTE), docteur de l'université, chevalier de la légion d'honneur, officier de l'université,

ancien professeur de philosophie au collège de Louis-le-Grand, était né le 11 juillet 1763, à Fresne, près Bourbonne-lès-Bains, département de la Haute-Marne, et est mort à Paris le 17 février 1830. D'éminents services ont été rendus par ce professeur célèbre à l'enseignement de la philosophie, et de nombreux et importants travaux ont rempli sa longue et honorable carrière. Ce fut en 1787, au concours de l'agrégation pour la philosophie dans l'ancienne université de Paris, que M. Maugras débuta dans l'enseignement public. Il y obtint la première place à la suite d'une lutte brillante dont le souvenir s'est conservé dans la mémoire des vieux universitaires. Pendant deux années, il suppléa avec succès l'abbé Royou dans sa chaire de philosophie au collège de Louis-le-Grand. En 1789, il fut nommé professeur de philosophie au collège de Montaigu. L'année suivante, le ministre de l'intérieur adressa au recteur de l'université de Paris une lettre où il exprimait, de la part du roi, le désir de voir introduire dans l'enseignement public les modifications réclamées par les besoins du temps et analogues aux changements de la constitution politique. L'université, dont le conseil était alors formé des professeurs, présidents par le recteur, décida qu'il serait ajouté à l'enseignement accoutumé un cours extraordinaire et public dont l'objet serait d'exposer les éléments du droit naturel et les principes de la morale sociale et de l'économie politique. A l'unanimité, l'université chargea M. Maugras de faire ce cours. Il fut ouvert au collège de la Marche, au commencement de l'année classique de 1791, et continué jusqu'au moment où nul enseignement ne fut plus possible, au 10 août 1792. Ce cours, qui attirait un grand nombre d'auditeurs, se fit remarquer à une époque d'entraînement et d'illusion par une raison haute, sage et ferme, ennemie de tous les excès. Soumettant à une discussion impartiale et profonde tous les systèmes qui se pressaient alors en foule sur la scène politique, M. Maugras eut le courage, qui n'était pas alors sans danger, de combattre toutes les erreurs, comme toutes les injustices et toutes les violences, quels que fussent leurs déguisements et leurs prétextes. Il eut assez de justesse dans le jugement et de force dans l'esprit pour se maintenir dans ce juste milieu si difficile à garder, où réside en philosophie la vérité, en morale la vertu, en politique la vraie liberté. Le résumé de ce cours fut imprimé en 1796, sur les cahiers d'un élève, et publié sous le titre de *Dissertation sur les principes fondamentaux de l'association humaine*. Tous ceux qui l'ont lu ont rendu cette justice à M. Maugras, qu'il sut bien comprendre et bien remplir l'importante mission d'enseignement qui lui fut confiée dans les premières époques de la révolution française. En 1800, M. Maugras reprit l'enseignement de la philosophie qui avait été interrompu pendant les troubles politiques, et qui était encore banni des écoles du gouvernement. Il le rétablit dans deux grandes institutions de la capitale, élevées par des particuliers, celle de Dubouss-Loyseau, et le collège de Sainte-Barbe, fondé par M. Delaureau père. Vers la même année, il fut appelé à professer l'économie politique à l'académie de législation. Ce fut surtout au collège de Sainte-Barbe que le cours de philosophie de M. Maugras attirant beaucoup d'externes, prit un grand développement. Chaque année scolaire était terminée par des discussions publiques, dont les programmes imprimés contenaient le tableau synoptique de la doctrine enseignée. En 1808, le baron Villaret, évêque de Casal, chancelier de l'université impériale, honora de sa présence ces exercices solennels, et ce fut à la suite du rapport qu'il en fit à M. de Fontanes que le grand-maître de l'université se décida à établir des chaires de philosophie dans les lycées, et à offrir à M. Maugras celle qu'il occupa avec tant de distinction pendant dix-sept ans dans l'établissement qui a repris son ancien nom de collège Louis-le-Grand. L'affluence des élèves et leurs palmiers universitaires attestent quel éclat jeta dans ce collège l'enseignement de M. Maugras. En 1823, il fut appelé à la faculté des lettres pour y occuper, comme professeur-suppléant, la chaire d'histoire de la philosophie ancienne. Il remplit ces fonctions pendant cinq ans, et n'eut pas moins

de succès dans ce cours public qu'il n'en avait eu au collège de Louis-le-Grand. Le caractère distinctif des leçons de cet habile professeur était une netteté parfaite d'exposition, une lucidité, une chaleur, un entraînement dans les développements qui inspiraient aux disciples le goût de la science, et excitaient parmi eux la plus vive émulation; c'était encore une indépendance de jugement et une puissance de dialectique qui ne reculaient devant la célébrité d'aucun nom, ni la vogue d'aucune doctrine. Tous les systèmes anciens et modernes, toutes les doctrines nouvellement venues de l'étranger passaient au creuset de sa logique sévère et inexorable. Les élèves retiraient de ces précieuses leçons l'horreur des termes vagues et des généralités mal définies; ils y puisaient cet esprit judicieux de critique et d'analyse qui sépare toujours la langue du raisonnement et de l'imagination, et ne prend jamais des abstractions pour des faits, des métaphores pour des preuves. Mais nous devons surtout cet éloge à M. Maugras, qu'en rétablissant l'enseignement de la philosophie, après la tourmente révolutionnaire, il fut le premier qui le fit sortir des habitudes routinières des anciennes écoles, en y introduisant d'heureuses innovations. Il écarta toutes les subtilités stériles de la scolastique, toutes les oiseuses généralités de l'ontologie ou de la métaphysique générale, qui au sein des esprits contemplatifs et desœuvrés des moines du moyen âge, et auxquelles une marche rétrograde pourrait seule nous ramener aujourd'hui. Conservant ce qu'il y avait de bon dans le fond de l'ancienne instruction, il fit d'importantes modifications dans le choix des questions et dans la manière de les traiter, afin de mieux approprier ses leçons aux besoins du temps, à l'intérêt, au goût, à la destination civile et politique de ceux qui les suivaient. M. Maugras avait trop d'indépendance dans l'esprit et de franchise dans le caractère pour flatter aucune autorité en crédit; aussi son enseignement ne fut-il prôné par aucune coterie, ni favorisé par aucune puissance. Il n'a reçu d'autres encouragements que ceux que le professeur a trouvés dans le zèle, le nombre, les succès et la reconnaissance de ses élèves, dont il avait su se faire autant d'amis. En 1806, en réponse à une question proposée par l'académie des sciences de Berlin, M. Maugras fit imprimer une *Dissertation sur l'analyse en philosophie*, où il montre tout à la fois les moyens d'appliquer l'analyse avec succès et les justes limites qu'elle doit reconnaître. Cet ouvrage se fit remarquer par des vues neuves et profondes, par des principes qui annoncent une grande étendue de réflexions, et par l'enchaînement rigoureusement logique des deductions. En 1822, M. Maugras a publié un volume sous le titre de *Cours de philosophie*; ce volume était spécialement destiné à l'usage de ses élèves. Il contient le tableau synoptique de la doctrine de l'auteur, la logique élémentaire, et la nombreuse collection des programmes de dissertations que, pendant la durée du cours, il proposa à leur méditation et à leur travail. En 1830, au moment où la mort l'a frappé, il venait d'écrire la dernière page de son *Cours élémentaire de philosophie morale*, qui a paru en un fort volume in-8°. Cet ouvrage tient plus que son titre ne promet. Fruit de quarante années de méditation et d'expérience, il est digne d'exciter au plus haut degré l'attention des philosophes et des publicistes. Outre l'examen approfondi des questions de la morale proprement dite, il contient l'exposé méthodique des principes du droit naturel, social et constitutionnel. Les principes y sont développés avec cette fermeté de raison, cette indépendance de jugement et cette puissance de logique qui distinguent si éminemment le professeur célèbre dont la perte subite a laissé d'universels regrets. C'est un livre qui manquait à l'enseignement; à la fin de la préface, l'auteur annonçait la publication prochaine d'un autre volume, sous le titre d'*Exercices de logique et de métaphysique*. Les matériaux à peu près complets de cet ouvrage se trouvent dans les papiers de l'auteur. Espérons que nous n'aurons pas à déplorer la perte de cette précieuse publication. Nous engageons vivement son neveu, qui fut son élève et son suppléant pendant plusieurs années, à mettre sous les yeux du public,

par l'impression de ce dernier ouvrage, tout l'ensemble d'une doctrine qui n'a ni la physionomie écossaise, ni la physionomie allemande, mais qui, toute française et nationale, présente un caractère d'indépendance et d'originalité, qui suffirait pour la recommander à tous les vrais amis de la science. Après avoir parlé du professeur, qu'il nous soit permis, en finissant, de dire un mot de l'homme de bien. Tous ceux qui ont connu M. Maugras ont pu apprécier ses vertus; il fut le bienfaiteur et l'appui de sa famille. Ses amis conserveront long-temps le souvenir de la facilité et de l'agrément de son commerce. Les amitiés piquantes et originales de son esprit vif et enjoué faisaient le charme des nombreuses sociétés qui l'accueillaient avec tant d'empressément. M. Maugras sut allier trois genres de mérite bien rarement réunis: il fut professeur habile, philosophe profond et homme aimable.

— MAUGRAS (François), neveu du précédent, professeur agrégé de philosophie au collège royal de Louis-le-Grand, docteur en droit, vint à la cour royale. Pendant plusieurs années, il a suppléé avec succès son oncle dans sa chaire de philosophie au collège de Louis-le-Grand. Aujourd'hui, sans renoncer aux études philosophiques, il se livre plus spécialement à la science et à la pratique du droit. Par la variété et l'étendue de ses connaissances, il est appelé à occuper un rang distingué au barreau de Paris. Il a pu lire: 1° en 1825, un *Discours sur l'importance et les vrais caractères de la philosophie*; ce discours avait été prononcé à la distribution des prix du collège Louis-le-Grand; 2° en 1824, pour répondre à une question proposée par une société littéraire, un *Discours sur la légitimité*, où, repoussant le dogme du droit divin, il cherche et trouve le principe de la souveraineté politique et la raison de sa force monarchique héréditaire dans la doctrine de l'utilité générale et sociale; 3° en 1826, un *Di cours sur l'influence morale et sociale du christianisme*. Dans ces différents ouvrages, l'auteur a su allier l'élégance et l'éclat du style à la force et à la solidité du raisonnement.

MAULAVILLE. Voyez BOILLAU DE MAULAVILLE, ou Supplément.

MAUPEOU (RENE-NICOLAS-CHARLES-AGRESTIN de), chancelier de France, né en 1714. Il n'eut pas l'extérieur imposant et la dignité de son père le vice-chancelier, mais on ne put l'accuser de la même ignorance. Ce n'est point qu'il se soit jamais livré aux études approfondies que suppose chez des magistrats l'amour de leurs devoirs; mais, déjà conduit par l'esprit de calcul, il ne négligea pas, dans ses débuts, de se procurer d'assez d'instruction pour bien aller à ses fins, qui étaient celles d'une ambition vulgaire. S'il n'avait pas reçu de la nature les avantages qui font réussir facilement dans le monde, la passion y supplée: il fit un tel usage de certains moyens de succès qu'il put se passer des autres. Il suffit de rappeler ici les circonstances difficiles et les longs erreurs qui, pendant les derniers règnes, même sous Louis XIV, avaient laissé prendre au parlement de Paris une influence étrangère à son institution, mais au moyen de laquelle on s'était félicité à Versailles d'éviter la convocation des états-généraux. Sous Louis XV, on n'en voyait pas encore avec assez d'inquiétude les suites inévitables, ou bien on craignait par-dessus tout de rentrer dans des voies régulières. Vers l'année 1753, de certaines disputes théologiques, aussi misérables que tout ce qui avait un caractère public à cette époque, donnèrent au parlement l'occasion de revenir au système d'oppression qui lui avait réussi dans d'autres temps et même pendant la régence. Il cassa ses fonctions judiciaires, et, à ce sujet, il est encore à présent accusé de félonie par des publicistes dont le système est de tout soumettre à l'autorité royale; mais on voulait donc que les attributions politiques échues en partage au parlement ne fussent qu'une vaine forme. Ces démêlés étaient l'effet d'une conduite aussi artificieuse qu'imprévoyante de la part du gouvernement, et la vraie félonie était d'éluder la légitime intervention des états généraux. La faiblesse du cardinal de Fleury devait prolonger ces embarras. Le parlement, jugeant, avec raison, que tout moyen était bon pour protester

contre l'enregistrement obtenu au moyen d'un lit de justice, refusait ensuite de prêter les mains à l'exécution de mesures pour lesquelles le pouvoir absolu avait eu recours à de semblables injonctions. Par une nouvelle maladresse, des lettres après de jussion survenaient, et étaient suivies de nouvelles remontrances. Ces temps convenaient à l'esprit d'intrigue de Maupeou ; il se préparait à jouer plus tard, au milieu de ce désordre, un rôle digne de lui. Des menaces peu inquiétantes, des exils bientôt révoqués, des négociations passionnées ou timides, toutes ces marques d'impuissance ne divisèrent qu'à demi des magistrats soutenus par l'esprit de corps : ils reprirent en dernier lieu tout leur ascendant. On suivit la même marche, et on obtint pas de meilleurs résultats, lorsqu'en 1751 la discorde eut éclaté de nouveau entre un parlement inquiet et un ministère inhabile. Elle était encore suscitée par une de ces querelles qu'on honore beaucoup trop en les qualifiant de religieuses, et qui heureusement ne s'élevaient pas même jusqu'au fanatisme. L'agitation produite par ces débats fastidieux ne resta pas dans l'enceinte des séminaires ou des sacristies : la magistrature et Versailles en furent atteints, et, grâce à l'impéritie du gouvernement, la France en parut troublée aux yeux des étrangers. D'un côté repaurent les lit de justice, les lettres de jussion, les extensions ou les suppressions arbitraires de prérogatives, toutes les peccates, toutes les mobiles animosités du bon temps. La magistrature retomba aussi dans ses vieux errements : ses nombreuses remontrances, son inaction temporaire, ses démissions combinées, ses essais de rébellion, ses demi-contradictions, n'étaient pas de nature à lui faire éviter la ridicule attache à ces questions qu'après six années la guerre étrangère permit enfin d'oublier momentanément. Le parlement de Paris, le plus puissant, ou le seul puissant, ne pouvait manquer de trouver des imitateurs dans ceux des provinces. Dès l'époque des premiers démêlés ecclésiastiques sous ce règne, les cours de Reunes et de Bordeaux y avaient pris une part active. De 1760 à 1765, à Pau et à Besançon, il se forma au sujet des impositions un parti opposé au gouvernement, et plusieurs conseillers subirent la prison ou l'exil. Les commandants militaires, loin d'imposer aux parlements de Bretagne ou de Toulouse, se virent eux-mêmes décrets de prise de corps, et la cour des aides se permettait les plus vives remontrances. Dans ces co jonctures, entreprendre en secret et à tout prix de rallier l'autorité royale, c'était acquiescer des titres à de hautes récompenses, et si un tel dessein demandait un homme plus fort que Maupeou, du moins il ne manquait pas d'ardeur pour arriver au but personnel. Comme il ne pouvait exceller que par la souplesse, il chercha, sans se mettre à découvert, les moyens indirects de captiver le duc de Choiseul, et le voyant haïr les jésuites, il parut lui-même fort animé contre eux, ce qui était d'ailleurs ne pas se séparer d'abord de la majorité du parlement. Toujours nul par des motifs indignes d'un vrai magistrat, Maupeou protégea l'infortuné Lally, jusqu'à ce que le duc de Choiseul l'abandonnât : mais aussitôt qu'on parut décidé à sacrifier ce général, comme s'il eût été seul responsable des revers de la France en Asie, Maupeou ne se fit aucun scrupule d'éjouer de nouvelles sévérités à l'instruction, quelque rigoureuse qu'elle fût, et il se préta sans difficulté aux vœux des personnes qui ont rendu si mémorable ce supplice injuste d'ailleurs. Dans l'affaire de La Chalotais, le premier président parut aussi avoir saisi l'occasion de plaire au ministre, non par lui-même, mais en sollicitant l'indulgence de son père, le vice-chancelier Charles de Maupeou, sur lequel il avait déjà pris quelque ascendant. Vouant à la fois et que le parlement se crût toujours dans ses intérêts, et que le ministre se fût pour un temps des amis dans l'ordre judiciaire, il avait suggéré l'idée de confier le portefeuille des finances à quelque membre de la grand'chambre, et il avait su le persuader aussi à la marquise de Pompadour, qui daignait se mêler des affaires, et n'avait pas moins de crédit qu'un premier ministre. Ainsi fut élevé au ministère l'abbé Terray, précédé par Laverdy. Cependant on commençait à soupçonner les secrètes

inclinations de Maupeou : sa résistance avait paru très équivoque, le 3 mars 1766, dans la séance royale, dite la *flagellatio*. Ce jour-là, Louis XV, qui pourtant avait quelquefois qu'on laissât s'annoncer des nuages, avait posé audacieusement en principe qu'il ne tenait sa couronne que de Dieu, et il avait trouvé bon d'interdire aux divers parlements du royaume de concéder leurs mouvements ou de se consoler sous la dénomination de classes. Une accusation grave s'élevait contre Maupeou : il avait poussé, disait-on, son ambitieuse faiblesse jusqu'à donner un faux résultat dans le recensement des voix de la compagnie. Au moment de la rentrée, il aurait eu à ce sujet des comptes à rendre, et on s'attendait à le voir, quoique président, l'objet d'une mercuriale ; mais un moyen de l'éviter se présenta, on le fit chancelier pendant les vacances. Ne venait-il pas de se sacrifier pour les intérêts du roi ? Il était du moins parvenu à le persuader au duc, qui, par cette résolution du 25 septembre 1768, devait naturellement faire un ingrat, comme on le lui pécédit des lors. Toujours attentif, Maupeou décrivait les premiers symptômes de la disgrâce du ministre. La courtoisie en faveur de laquelle venait de se déclarer les ignobles penchants du monarque, n'avait pas trouvé dans Choiseul un complaisant, et elle s'était mise à favoriser le duc d'Aiguillon, plus docile. Maupeou le fut plus encore : il ne craignait pas de jouer un personnage ridicule pour être bien auprès de cette femme qu'il aurait été difficile de captiver autrement. On rapporte que se prétendant allié d'une famille irlandaise du nom de Barry-More, il affecta d'appeler M<sup>me</sup> du Barry sa cousine ; et que, descendant des bouffonneries, qui d'ailleurs s'accordaient assez avec ses goûts ordinaires et avec sa figure, non seulement il accéla, en faveur du nègre de la favorite, les provisions de gouverneur de la maison de plaisance de Luciennes, mais quelquefois, en s'ennuyant, se mêla chez elle au jeu de Collin-Maillard. De telles familiarités le caractérisaient : il n'avait rien trouvé de mieux pour compenser l'effet de sa physionomie dure, bilieuse et malveillante. Le toutoient, devenu même de toute connaissance, était un de ces expédients habituels. Ainsi fut reçu le futur auteur de *L'esprit de l'histoire*, lorsqu'en 1769 il lui fut présenté pour être admis conseiller au parlement. Les paroles de Maupeou dans cette occasion méritent d'être rapportées : elles sont propres à le faire connaître à plusieurs égards : « Très vaillants », dit-il devant l'oncle du candidat ; mais, quand tu seras reçu, ne va pas prendre les conseils de ton oncle, qui est un vieux radoteur. Il te dira que le chancelier est un coquin ; tu n'en croiras rien, et tu continueras de bien servir le roi. Il y avait de l'artifice jusque dans ce manque de dignité. Insinuant avec détours, et habile à prendre toutes les formes, il déguisait son allure calculée ; il désirait qu'on lui trouvât un air d'abandon, de nonchalance, et qu'on le crût ou supérieur aux efforts ou ennuyé de ces soins qui, au contraire, occupaient sans cesse son esprit étroit et remuant. Tel était l'homme que le duc de Choiseul, malgré plus de lumières et de plus nobles sentiments, venait de mettre à la tête de la magistrature de la France, et qui travailla presque aussitôt à la perte de son protecteur, soit pour complaire à la favorite en élevant le duc d'Aiguillon, soit pour contribuer ensuite plus efficacement à l'abaissement de la magistrature même, ou à sa ruine s'il le fallait. L'affaire de La Chalotais et de son adversaire, l'ex-commandant de Bretagne, n'était pas terminée ; Maupeou se figura qu'il en tirerait un grand parti dans ses desseins, et persuada au prince que sa présence dans le jugement de ce procès enlèverait tous les suffrages, s'il venait présider lui-même le parlement, dans lequel d'ailleurs le chancelier comptait encore un certain nombre d'amis. Le reste, subjugue à la seule vue du monarque, et charmé d'un honneur si rare, devait se plus consulter d'autre justice que le bon plaisir. Le chancelier suivit avec assez d'adresse ses plans inconsidérés. Le parlement fut convoqué à Versailles, le 6 avril 1770, et dans le discours, à l'ouverture de la séance, tout en vantant la bienfaisance du roi, le chancelier s'attacha surtout à flatter la vanité de ses anciens collègues. Ce morceau

d'éloquence parut très digne d'attention. En général, ce que le chancelier prononçait dans les occasions solennelles, et les préambules des édits à cette époque, se faisaient remarquer par la richesse du style ou par une certaine dignité si peu compatible avec le caractère de Maupeou qu'on n'hésita pas à attribuer tout ce travail à une autre plume. Cette anecdote du 4 avril répondit à l'attente du roi, auquel on vota de très humbles remerciements. Celle du 7 ne fut pas moins palissable. Après avoir lu la plainte du procureur général, on procéda aux informations, et les opinions étant émises librement, le roi parut ne donner à la sienne qu'une valeur égale, en disant simplement : « Je suis de l'avis du sieur Michau. » Sur une observation qu'il fit ensuite, relativement à des formalités qui devaient accompagner l'audition des témoins, tout le monde se rendit à son sentiment par acclamation. Le parlement paraissait uni et même satisfait, et Maupeou se félicitait des mesures qu'il avait prises. Cependant rien n'était terminé, ou, selon les amis de La Chalotais, rien n'était encore perdu. Le duc de Choiseul semblait même raffermi par un mariage qui avait été son ouvrage, le mariage du dauphin avec cette archiduchesse d'Autriche qui ensuite ne fut pas étrangère à d'autres tergiversations suivies de grands malheurs. Tandis qu'on poursuivait ces vireux procès, devenu depuis longtemps une affaire de parti, de nouvelles informations aggravèrent les charges contre l'ennemi de La Chalotais. Il devait avoir géré dans l'exercice de leurs fonctions des conseillers de la cour de Rennes, suborné des témoins, peut-être même tenté de se défaire par le poison de deux procureurs-généraux. La protection du chancelier allait devenir inutile, s'il eût laissé les choses suivre leur cours ordinaire. Un lit de justice fut tenu, le 27 juin, à Versailles. Bien averti qu'il devait monter de l'indignation, le roi trouva très mauvais que, dans le cours de cette affaire, on examinât ou on livrât à la discussion des ordres destinés au secret du cabinet, et qu'on accueillît scrupuleusement toutes les imputations, au lieu de procéder avec ménagement. Enfin le roi entendait qu'on s'entendît toute procédure ultérieure, et qu'on gardât sur toutes ces accusations un silence rigoureux : il fut même défendu d'exprimer aux princes et aux pairs d'assister d'ordinaire aux débats, s'ils avaient quelque suite. Cette terreur du chancelier ne fut pas heureuse : le parlement ne joua pas l'indignation ; il l'éprouva. Il en fit sentir les effets au duc d'Anguillon, qui, au lieu de se voir soustrait à l'action de justice, fut déclaré *entaché* jusqu'à justification, et conséquemment suspendu de ses droits et titres comme pair de France. Maupeou, quelque dissimulé qu'il fût, déchira dans un premier moment de dépit, cet arrêt qui le déconcertait ; puis, faisant meilleure contenance, il vint aux moyens de réintégrer l'accusé dans ses droits, par un arrêt du conseil cassant celui du parlement. Telle était alors la discordance de nos institutions, toutes fondées en partie sur des abus, que des décisions contradictoires pouvaient être rendues sans que le citoyen le plus éclairé sût à laquelle il était de son devoir d'obéir. Le parlement, très irrité, fit des remontrances et des déclarations que d'avance on était décidé à regarder comme non avenues. On ne se borna pas à ce déclin : le 3 septembre, dans un nouveau lit de justice, à Paris, les menaces précédentes furent suivies de leur effet, plus dangereuses toutefois en dernier lieu pour le pouvoir que pour l'ordre judiciaire. Au reste le prince joua son rôle si exactement, que si on n'avait connu de toute sa conduite que ce seul moment, on aurait pu lui croire du caractère. Après s'être fait livrer tous les *arrêts* et toutes les minutes du procès, après avoir défendu, sous des peines sévères, d'en reproduire les pièces de quelque manière que ce fût, sans souffrir un mot de réplique, il renvoya les chambres des enquêtes à leurs services respectifs, et se retira majestueusement pour aller jouer de sa supériorité royale aux genoux d'une du Barry. Les magistrats ne pouvaient être ni tous assez déintéressés, ni assez unis pour prendre aussitôt après cet acte d'une fermeté imprévue, la résolution plus ferme encore dont il aurait dû être suivi. On se serait ainsi concilié l'opinion du public alors prévenu contre les

robes noires, presque autant que la noblesse même. Au lieu de renoncer à leurs fonctions, en alléguant qu'on faisait dépendre des caprices de la faveur ce qu'ils avaient été chargés de décider juridiquement, ils parurent conternés, comme si l'interdit ou les vanités de corps étaient, ainsi qu'on les en accusait souvent, leur principal objet. Fort traitables à l'égard des impôts, ils avaient coutume, disait-on, de ne prendre vraiment à cœur que ce qui touchait à leurs prérogatives, ou ce qui servait à accabler les jésuites. Les philosophes même, qui avaient applaudi à la suppression des jésuites, commençaient à observer avec inquiétude les passions plus sombres des jansénistes non moins intolérants : les loups, disait-on, remplaceraient les renards. On avait tort néanmoins de mettre ces deux dangers sur la même ligne. Des réunions temporaires d'individus que leurs opinions seules rapprochent, ne formeront jamais, contre les véritables progrès de la raison ou contre la liberté des peuples, les entreprises dont il parait que la société de Loyola se chargerait tant que subsistera, même dans l'ombre, son institution éminemment théocratique. Si la magistrature, alors trop attachée aux opinions de Port-Royal, comptait des ennemis nombreux, il était cependant de sa nature de ne pouvoir soutenir contre le trône une lutte opiniâtre, sans qu'il en fût ébranlé lui-même, en paraissant menacer des intérêts populaires ; mais, faute de bien sentir cet avantage, le parlement ne vit d'abord de ressource que dans l'inaction naturelle des vacances. Cette sorte de trêve rentrerait aussi dans le calcul du chancelier, parce qu'elle lui offrait le loisir de continuer ses machinations. Ce n'était point par des considérations d'utilité publique qu'un homme de l'humeur de Maupeou s'engageait dans cette guerre. Il lui suffisait de se rendre nécessaire au pouvoir, afin de rester en place. Les conséquences éloignées qui alarmèrent les hommes judicieux et calmes lui étaient aussi indifférentes, au milieu de ce bruit, qu'à la savoir elle-même. Il crut que le moment était venu de passer de l'audace, et de délier ceux qu'il voulait pousser à de nouvelles extrémités. Le parlement fut convoqué à Versailles pour le 7 décembre 1770, et la veille. Maupeou disait : « Je vais ouvrir la tranchée devant le parlement. » Cette assurance, cette légèreté, ce sang-froid affecté, en préluant à la guerre civile, commençaient à le rendre odieux à tout homme resté impartial dans ces dangereux déneigés qui, au reste, n'étaient encore que des intrigues. Sa piquante réponse au maréchal de Broglie semblait tout-à-fait dans cet esprit : « Pardon, monsieur le chancelier, lui disait le guerrier malencontreux, qui venait de forcer sa porte pour s' lui parler d'une affaire urgente, pardon : je vous demande, vous devez être fort embarrassé. — Pas plus que vous, monsieur le maréchal, à la tête d'une armée. » Le 7, fut donc promulgué, dans un lit de justice, l'édit de discipline, c'était l'accomplissement des menaces faites de long-temps. Le parlement ne dut plus délibérer, dans ses diverses chambres, que sous la surveillance du premier président, sous peine de privation des offices. Il devait renoncer sans retour aux cessations de service, aux démissions combinées, et autres expédients tendant aux mêmes fins. Les remontrances restaient permises avant l'enregistrement, sauf à l'autorité royale à en interdire la réitération. Enfin il était déclaré expressément que l'ensemble des parlements du royaume ne formerait pas, comme ils le prétendaient, un corps indivisible, ayant son centre à Paris, et les autres branches en province. Toute coalition dans ce principe, toute résolution concertée devenaient proscrites, comme un acte de rébellion. Le chancelier soutint son rôle de rusé politique, en promettant, à l'ouverture de la séance, un discours plein d'orgueil, et en faisant, dans le préambule même de la nouvelle loi, une amère satire des résistances antérieures du parlement. Il voulait une résistance nouvelle qui lui fournit l'occasion de frapper des coups plus décisifs, et il l'obtint. Ainsi se préparaient des orages plus redoutables et que la pénétration astucieuse de Maupeou ne prévoyait pas. Les magistrats n'ayant plus rien à perdre en un sens, firent usage, contre l'édit même, de tous les moyens qu'il signalait comme attentatoires

à l'autorité royale, « combat étrange, dans lequel, a dit un historien, le roi s'obstinait à ne pas écouter son parlement qu'il n'eût repris ses fonctions, et le parlement à ne pas les reprendre que le roi ne l'eût recouru. » Pendant deux semaines, un prince absolu, et se vantant de l'être, exigea en vain qu'une compagnie de magistrats désarmés reconnût que des ordres écrits de sa main royale avaient force de loi, et que toute sanction du conseil était légitime par des lettres de jussion. Cette menaçante inaction s'expliquait jusqu'à un certain point par le retard apporté à l'entière disgrâce du duc de Choiseul. Le chancelier réussit enfin à l'expulser, en montrant au roi des billets où le duc s'était exprimé, relativement à l'affaire des jésuites, dans des termes susceptibles d'une fausse interprétation. Le triomphe de la malignité fut complet à cet égard : mais le parlement ne céda pas, et le public souffrit de l'interruption des affaires judiciaires. Dans la nuit du 19 janvier 1771, on envoya à chez chaque conseiller deux mousquetaires, portant, au nom du roi, l'injonction formelle de déclarer sans subterfuge, et seulement en écrivant *ouï ou non*, s'ils allaient reprendre immédiatement leurs fonctions. Cependant quelques uns d'eux firent une réponse moins positive. Ceux-ci, et ceux qui consentirent pleinement, dans cet instant de surprise, furent au nombre de trente-huit, ou de quarante, selon d'autres rapports. Les offices des membres récalcitrants furent supprimés dans la journée du 30, par arrêt du conseil, et le lendemain, des lettres de cachet les envoyèrent dans des lieux d'exil séparés. Tout occupé à servir ainsi, et content du mal qu'il faisait, le chancelier ne prit, au sujet des acceptants, aucune mesure prompte : en leur laissant le temps de se reconnaître, au lieu d'achever de les compromettre, il perdit le moyen de parlementer que, de son propre aveu, il eût désiré conserver. On a remarqué que les membres qui avaient agi avec le plus de modération dans l'assemblée des chambres, furent précisément ceux qui, pour la plupart, signèrent non, se croyant les par la détermination qu'avait prise ensuite la majorité : mais les plus ardents, ce qui doit peu surprendre, échouèrent sans difficulté devant les mousquetaires. La rigueur déployée envers les collègues des trente-huit, faisait à ceux-ci un point d'honneur de se retrancher ; ils s'y résolurent sans dissidence dans la journée du 31, en profitant de la maladresse qui leur laissait la faculté de se rassembler. Mécontent d'une sévérité naturelle au point où les choses étaient parvenues, les facéties les plus déplacées, Maupeou eut soin que le président Lamoignon, relegué près de Lyon, le fût à Trier, dans un lieu élevé où sa femme ne put parvenir que dans une chaise à porteurs. Moulain, recommandable par ses lumières partit pour l'île-Du, quoique déjà il crachât le sang, et sa maladie s'aggrava. Ceux qui appartenaient à une même famille furent séparés à des distances considérables. Clement de Feuillet, soupçonné seulement de blâmer la persécution que Port-Royal avait soufferte, se vit confiné à Crocq, dans les neiges des monts d'Or. Il fallait remplacer le parlement pour l'expédition des affaires courantes ; le conseil du roi s'y prêta, sur son invitation, et en vertu de lettres-patentes, le chancelier installa, le 25 janvier, ce nouveau corps qui n'était pas composé de telle manière qu'il n'eût avec les prosaïtes des liens d'opinion ou de parenté. Les murmures et les menaces qui accueillirent, à son passage, l'ennemi du parlement, n'eurent point de suites graves : on parvint à faire évacuer par le peuple la grand-chambre qu'il avait remplie pour empêcher l'installation. Mais ce parlement dérisoire, entravé dans toutes ses opérations, et devant qui les avocats refusaient de plaider, semblait n'avoir été mis là que pour le divertissement du public. Les audiences, toutes commencées au milieu des sarcasmes et des insultes, ne duraient pas un quart d'heure. Les parties étaient sentées se désister, ou entrer en arrangement. Les greffiers, les huissiers même, manquant pour le service ; et comme cette sourde opposition trouvait une multitude d'approuvateurs à Paris, surtout parmi les femmes, sans la faveur desquelles rien ne pouvait alors s'achever, on disait : Il manque au chancelier de savoir faire taire les femmes et par-

ler les avocats. « Ce mauvais succès n'arrêta pas Maupeou. Assez d'abus appelaient des réformes, et il se flattait que des promesses en ce genre ranimeraient l'opinion. Il devait abolir et la venalité des charges, et les fers excessifs de la justice. On y croyait peu ; néanmoins son crédit se soutenait parce qu'il montrait de la persévérance, et marchait sans crainte. Il fallait cependant qu'il eût en dernier lieu. Une grande difficulté naissait de l'exclusion des pairs : ils réclamaient contre cette défense de paraître aux chambres. Les princes du sang, à l'exception d'un seul, adhèrent aux arrêtés de l'ancien parlement, et ce résultat de leurs délibérations fut présenté par le duc d'Orléans lui-même. Les autres parlements, que l'autorité royale voulait tout-à-fait indépendants de celui de Paris, en étaient d'autant plus hardis à solliciter le retour des exilés. Par une nouvelle mesure, bonne en un sens, mais non dans le but que l'on se proposait évidemment, la création de six conseils supérieurs morcela le ressort tout étendu du parlement de Paris. On parvint à les former, et on les installa dans Châlons, Clermont, Lyon, Poitiers, Blois et Arras. Cependant il aurait fallu n'avoir de long-temps aucune grande affaire à présenter à l'engrègement. Au contraire le chancelier préparait onze édits burlesques, commandés par le mauvais état des finances ; mais d'Aguesseau lui conseilla de différer, et de compter peu sur la docilité des intrus. Le Châtelet fit aussi de l'opposition, ainsi que la cour des aides, que le chancelier haïssait pour des raisons de famille, et dont il eût grand plaisir à sacrifier le premier président, Malesherbes. Pendant cet exil, le 10 avril 1771, le maréchal de Richelieu, imitant Cronwell, mais dans une occasion mesquine, ferma les chambres de la cour des aides de Paris, et en emporta les clefs. Maupeou avançait vers l'accomplissement de ses desseins ; il promettait, il flattait : mais d'un ton menaçant, et, le 15 avril, il y eut un nouveau lit de justice. La veille, des lettres de cachet avaient réuni à Versailles toute la compagnie, dont neuf membres seulement se trouvaient dans le secret. Les pairs étaient aussi appelés, et ils s'y rendirent. Les princes l'étaient également ; mais ils ne parurent pas, à l'exception du comte de La Marche, à qui le roi témoignait sa satisfaction : les autres recurent l'ordre de ne plus se montrer à la cour. Le chancelier eut soin de dire, en développant ses desseins, que le parlement précédent s'était opposé aux améliorations résolues par le roi pour le bien de ses peuples. Dans aucun de ses discours ce magistrat, à qui on connaissait plus de jactance que de véritable fierté, n'avait pris un ton plus haïssin : mais il palliait l'arbitraire de tant d'innovations par des tentatives de réformes auxquelles il fallait applaudir, bien que la révolution seule pût les réaliser sans retour. Les trois édits principaux, promulgués ce jour-là, confirmaient la suppression déjà opérée de l'ancien parlement de Paris, et de la cour des aides, et ils abolissaient en même temps la honteuse réalité, introduite en France sous François 1<sup>er</sup>, Louis XV ne montra aucune incertitude. En vain même l'avocat-général Seguier, se plaignit du traitement que les exilés souffraient : le roi n'y fit pas attention. Après l'enregistrement il prononça ces paroles superbes : « Vous n'avez d'autre vœu que de vous conformer, et vous ordonne de vous y conformer, et de commencer vos fonctions dès lundi. Mon chancelier vous installera aujourd'hui. Je défends toute délibération contraire à mes édits, et toute démarche au sujet des anciens officiers de mon parlement : je ne changerai jamais. » Quelques personnes trouvèrent ces derniers mots fort imposants dans la bouche d'un roi ; mais d'autres, ne pouvant oublier si facilement à quel point la majesté du chef de la France était dégradée en lui, conservèrent de la défiance pour des dons qui venaient de cette main faible et altérée, et comptèrent peu de chose le puéril étalage de magnificence auquel Maupeou avait conseillé de recourir, afin de surprendre les imaginations mobiles. Retenus à dîner chez lui, les magistrats du grand-conseil ne purent se concentrer avant de prêter leur serment à Paris, et d'être installés. Néanmoins six d'entre eux s'absentèrent ensuite, et on les exila : mais d'anciens conseillers de la cour des aides, ainsi que plusieurs membres du barreau se

présentèrent pour les remplacer. De toutes parts la résistance s'affaiblit, et de célèbres avocats, tels que Gerbier, Caillard, Linguet, reprirent leurs plaidoiries. Le chancelier, dont les ministres de la marine et des finances étaient réduits à attendre les ordres, et que toute la cour, ainsi que divers écrivains, comblaient de félicitations, se vanta d'avoir tiré la couronne de la poudre du griffe; mais il était un autre assaisonnement dont ne songeait guère à la faire sortir un homme qui devait tout lui-même à l'esprit d'intrigue. D'ailleurs ce triomphe se réduisait à l'existence momentanée d'un *parlement Maupeou*, d'une compagnie appelée à figurer tristement dans l'histoire, et à rester flétrie du nom de son fondateur. A la vérité, Voltaire fut lui-même blâmé par ce succès apparent; mais il était fort éloigné de Paris, et il touchait à l'âge où on redevient facile à captiver. Quoiqu'il eût été très attaché au duc de Choiseul, il lui est arrivé, en écrivant à Maupeou, de parler de son administration, et de ce que lui devait la France; mais il admira aussi Catherine, au sujet de la Pologne, et ensuite il sut avouer son erreur. Le chancelier fit deux grandes fautes. Son acharnement contre tant de magistrats personnellement honorés le rendit l'objet d'un intérêt, tardif peut-être, mais qui achève d'exciter une correspondance dont les auteurs n'ont jamais été découverts. On y traitait savamment de grandes questions de droit public, et elle donna tant d'inquiétude à l'autorité qu'on en poursuivit criminellement les distributeurs. Par une seconde imprudence, au moment même où il devait sentir enfin les inconvénients de ce qui porte le caractère de la persécution, il ne laissa aux Français aucun doute sur la docilité de ses créatures. Les onze édits bureaux, que précédemment on avait été obligé d'ajourner, reproduits maladroïtement, et présentes en bloc au parlement improvisé, passèrent presque sans examen. Cela seul eût suffi pour le discréditer, pour faire regretter, au milieu de institutions discordantes sous lesquelles on vivait encore, un vieux simulacre de représentation nationale, pour rappeler enfin qu'il eût fallu maintenir un corps judiciaire dont la haute considération donnât du moins quelques poids à des remontrances devenues le seul asile contre les prétentions, ou l'avidité des courtisans. Le chancelier s'efforça bientôt de ramener à lui quelques membres de l'ancien parlement, afin que le mélange donnât le change à l'opinion. Quoiqu'il ne se servit que de ces petits moyens que l'intérêt et la vanité de celui qu'on veut flatter ou lasser, ne rendent pas toujours suffisants, il avait déjà, en 1773, l'espoir de consolider de la sorte son système, malgré l'inconvénient de grever l'état d'environ cent millions par la liquidation des anciens offices. Il apprit qu'un autre plan se formait pour la ruine du sien, et l'entier rétablissement de la vieille magistrature: on ne désespérait pas d'entraîner le roi. Le chancelier redoubla donc de soins auprès de la favorite, afin de s'assurer du monarque; cependant il n'osa pas consentir à l'impunité trop scandaleuse que la contrainte demandait pour un de ses protégés, et il en résulta une rupture avec le duc d'Angoulême. Depuis cet instant, deux partis, ayant à leur tête ces deux chefs, rivalisèrent de zèle pour subjuguier le roi, en lui procurant la satisfaction de voir les princes revenir à lui, ce que fit de bonne grâce le prince de Condé, par l'entremise du ministre de la guerre, et à l'instigation de Maupeou. Cependant tous les mouvements qu'il se donnait ne pouvaient empêcher son parlement de tomber dans un mépris qui hâta le procès de Goemau contre Beaumarchais. On travaillait assez ouvertement au rétablissement de l'ancienne magistrature, et le chancelier ne vit plus d'autre parti pour se soutenir que de sacrifier celle dont il avait basement recherché l'appui. Madame Louise devenait en cela un puissant auxiliaire; elle avait à cœur de délivrer son père de ces liens qui tiraient son salut en péril, et l'archevêque de Paris n'attendait que le moment de faire entendre sa voix. Le moyen auquel on s'arrêta fut de négocier le mariage du monarque avec une archiduchesse. Déjà l'abbé de Beauvais, en prêchant le carême de 1774, n'avait point effaibli l'austère parole évangélique, et Louis n'avait pas dit dans cette occasion: *Je ne changerai jamais*. Il n'y avait plus

un moment à perdre, le chancelier se fit dévot. Mais la conversion du roi et d'une partie de Versailles n'était pas opérée, que la couronne changea de maître par l'événement du 10 mai. Maupeou se résigna sans beaucoup de peine à ne plus jouer aucun rôle politique. Exilé à son tour, mais avec moins de malveillance: « Il obtint quelque estime, dit Caillard, par la sagesse et la tranquillité avec lesquelles il recut et mourut dans la retraite. » Il survécut à sa disgrâce pendant dix-huit années, et ne reparut jamais ni à la cour, ni dans Paris. Vers le commencement de la révolution, il se décida de son propre mouvement à un don patriotique de 800,000 livres, soit en haine d'une monarchie qui ne voulait plus de ses services, soit pour se ménager la faveur du parti dominant, et n'être point inquiété durant ses derniers jours. Etranger d'ailleurs à la douceur des liens de famille, il n'avait guère d'autre usage à faire d'une partie de son bien, grossi avec parcimonie. Il mourut en paix, le 29 juillet 1792, au Thuit près les Andelys, oublié de ses anciens adversaires, mais avec la réputation de n'avoir jamais eu plus de générosité que de principes, et d'avoir su à propos se détacher de ses amis, trahir ses bienfaiteurs, ou abandonner ses serviteurs.

MAUREILLAN. Voyez POITEVIN, au Supplément.

MAURICE (FRÉDÉRIC-GUILLAUME), agronome, d'une famille originaire de Provence, qui s'était réfugiée à Genève à la fin du dix-septième siècle. Il naquit dans cette ville, le 25 août 1750. Après avoir terminé ses classes, il étudia le droit, et suivit dès sa jeunesse la carrière des emplois publics. Sa patrie joignait alors d'un repos que lui avaient rarement laissé ses propres dissensions, et que lui ôteront bientôt les troubles des états voisins. Au milieu des vicissitudes politiques, les talents variés et le zèle de Maurice lui permirent de la servir constamment. Il avait rempli pendant quelque temps les fonctions de juge, et il avait fait partie du grand-conseil chargé de proposer les lois, quand la considération dont il jouissait déjà lui fut confiée l'administration intérieure de l'hôpital-général. Durant six années d'exercice, il introduisit dans cet établissement de sages réformes. On lui donna, en 1787, la direction des travaux publics, et en 1792 il était un des deux commandants de l'artillerie lorsqu'un détachement de troupes françaises qui occupaient la Savoie bloqua le territoire de Genève. L'ancienne constitution ne pouvant se maintenir, plusieurs citoyens jurèrent à propos de s'éloigner des affaires: Maurice fut un de ceux qui se retirèrent à la campagne. Des loquaces il avait donné quelques soins à l'amélioration de ses domaines: les occupations rurales convenaient à son caractère simple, à son esprit observateur et inventif, mais trop prudent pour le rendre jamais victime de quelques systèmes téméraires. Au milieu de ses loisirs, des vues d'utilité publique ramènèrent chez lui ce penchant auquel sa fortune lui permettait de se livrer plus fructueusement que des propriétaires bornés dans leurs ressources. Les observations qu'il publia sur une manière économique de nourrir les chevaux, le mit en relation avec des agronomes français. A cette époque, l'abbé de Commerel insistait fortement sur l'utilité de l'espèce de betterave connue sous le nom de racine d'abondance. Maurice en fit l'expérience à Genéva, et confirma cette opinion. Un membre de l'institut de France lui ayant envoyé les graines d'un grand nombre de variétés de froment, il en fit des essais raisonnés, dont le résultat fut de préférer à cent trente-huit autres espèces le blé blanc de Narbonne et un blé rouge du pays des Barbaresques: la campagne de Genève retira un grand avantage de ces expériences. On doit aussi à Maurice l'introduction dans le pays de la belle race des bêtes à cornes de l'Oberland et de la vallée de Gruyères: il en fit venir un troupeau à ses frais. Des observations météorologiques, commencées dans l'intérêt de l'agriculture, l'occupèrent ensuite régulièrement, et le tableau en fut adressé à l'institut. Maurice s'attacha particulièrement à constater l'état de la température du sol à cinq diverses profondeurs. La description d'un appareil de son invention a été insérée, en 1788, dans le *Journal de Genève*, sous le titre de *Nouvelles observations botanico-météorologiques*.

riques. En 1796, il entreprit, conjointement avec les deux Pictet, la *Bibliothèque britannique*, qui s'intitula bientôt *Bibliothèque universelle*. Sous l'empire, il resta dans la carrière des affaires. En qualité de maire de Genève, il régularisa l'administration, adoucit le sort des prisonniers, et embellit les promenades de la ville. Les habitants ont donné son nom à une de leurs places. Estimé de Napoléon, il devint, en 1805, membre de la légion d'honneur, et baron en 1811. Après les événements de 1814, ses fonctions cessèrent; mais, durant quelques années, il fit partie du conseil représentatif de la nouvelle république, et le reste de sa vie s'écoula paisiblement au milieu d'études conformes à ses goûts. Heureux dans sa famille, et généralement aimé à cause de la bonté de son cœur et de l'originalité de son esprit, il ne fut affligé dans sa vieillesse que par la mort de ses deux amis, de Ch. Pictet dans les derniers jours de 1824, et de M.-A. Pictet quelques mois plus tard. Maurice succomba aussi lui-même, après une courte maladie, le 10 octobre 1826, dans sa soixante-dix-septième année. Il était correspondant de l'institut et membre de la société des arts de Genève et de plusieurs autres académies savantes ou agricoles. Son principal ouvrage est : *Traité des entrées, tiré des différents rapports faits au département d'agriculture d'Angleterre*, etc., Genève et Paris, 1800, in-8°; 2<sup>e</sup> édit., 1806; 3<sup>e</sup> édit., 1826.

**MAXIMILIEN** (FRANÇOIS-XAVIER-JOSEPH) dernier électeur de Cologne, évêque de Munster, grand-maître de l'ordre teutonique, prince royal de Hongrie et de Bohême, et archiduc d'Autriche, était fils cadet de Marie-Thérèse, et naquit en 1756. Il est du petit nombre des souverains dont la mémoire est en bénédiction chez les peuples. A l'âge de dix-huit ans, il visita, sous la direction de son gouverneur, le comte de Rosenberg, le nord de l'Allemagne, la Hollande, la France et l'Italie. Dans la guerre de la succession de Bavière, il combattit sous les ordres de son frère. Destiné à l'état ecclésiastique, il fut nommé, en 1776, adjoint au grand-maître de l'ordre teutonique, et en 1780 coadjuteur de l'électeur-archevêque de Cologne, évêque de Munster. En 1781, il devint titulaire de la première de ces dignités, et en 1783, des deux dernières. Comme souverain de Cologne et de Munster, ses premiers soins eurent pour objet de remédier aux désordres dont souffraient toutes les branches de l'administration, et de rétablir le bien-être de ses peuples. Ses efforts furent couronnés d'un plein succès, grâce à son zèle infatigable et à la coopération de son digne ministre M. de Waldenfels. Maximilien était un amateur éclairé des sciences et des arts, et ne cessa jamais de prodiguer des secours et des encouragements à ceux qui les cultivaient. Il avait surtout à cœur de répandre l'instruction parmi ses sujets. A cet effet, il établit des écoles primaires jusque dans les plus petits villages; il fonda plusieurs nouvelles chaires à l'université de Bonn; il enrichit la bibliothèque de sa cour d'un grand nombre d'ouvrages précieux, et permit au public de la fréquenter. S'il déposait avec plaisir pour tout ce qui pouvait contribuer au bonheur de ses peuples, en revanche la plus sévère économie reparaît dans sa maison. Tous ses sujets eurent un libre accès auprès de lui. Il montrait une égale affabilité envers tout le monde, et savait assuumer sa conversation de ces fines plaisanteries qui égaient sans jamais offenser. Sa prédilection pour la littérature française était si grande qu'il faisait acheter, pour sa bibliothèque particulière, tous les ouvrages remarquables qui se publiaient en France. Il cultivait la musique et excellait sur plusieurs instruments, notamment sur le violon et le violoncelle. Les magnifiques édifices qu'il a fait construire, d'après ses propres indications, à Godesberg, Pappeldorf et Augustenbourg témoignent de son goût pour la belle architecture. Malheureusement les fruits de ses travaux et de ses soins furent bientôt détruits, et lui-même fut arraché à ses sujets dont il avait fait le bonheur, et qui le vénéraient comme un père. La guerre éclata par suite de la révolution française. Pour ne pas priver ses peuples des bienfaits de la paix, il observa une stricte neutralité, et n'écoula point les offres brillantes des émigrés français. Dans l'hiver de

1794, lorsque les Français entrèrent à Bonn, il se vit obligé de quitter sa résidence. Il se rendit d'abord à Munster, puis à Mergentheim et de là à Elbingen où il se trouva en sûreté sous la neutralité de la Prusse. Dans le commencement de 1800 il alla à Vienne. Peu de temps après son arrivée dans cette ville, il fut atteint d'une maladie douloureuse qui termina ses jours le 27 juillet 1801. On a deux biographies de ce prince, l'une se trouve dans le premier volume des *Mémoires de Von Dohm*; l'autre, qui est intitulée : *Maximilien-François, dernier électeur de Cologne*, par le baron de Seide, a paru à Nuremberg, en 1803.

**MAXIMILIEN** (ALEXANDRE-PHILIPPE), prince de Wied-Neuwied, connu dans le monde savant par son voyage au Brésil et ses ouvrages sur les sciences naturelles, est né le 25 septembre 1782, et il est le frère d'Auguste, prince régnant de Wied-Neuwied. Elevé dans les vastes domaines de sa famille, situés aux bords du Rhin, et remarquables par l'imposante beauté de leurs sites, le jeune prince conçut bientôt une prédilection pour les grandes scènes de la nature, prédilection qui se fortifia de plus en plus par la lecture des nombreuses relations de voyages qui se trouvaient dans la bibliothèque de son père. Plus tard, la célébrité de son compatriote Alexandre de Humboldt fit naître en lui le désir d'explorer des pays inconnus. Les circonstances politiques, et surtout le blocus du continent européen par les Anglais, s'opposaient alors à la réalisation d'une pareille idée. En attendant un moment favorable, le prince Maximilien se livra à de profondes études en botanique et en zoologie. Des que la paix générale fut conclue, en 1813, il se rendit en Angleterre, et de là au Brésil. Arrivé à Rio-Janeiro, il fit la connaissance de ses deux jeunes compatriotes, MM. Pelloni et Freyreiss (George-Guillaume Freyreiss, le même qui, plus tard, fut attaché à la cour de l'empereur don Pedro, en qualité de naturaliste, et qui a publié l'intéressant ouvrage intitulé : *Mémoire pour servir à la connaissance du Brésil, et description de la nouvelle colonie, dite Leopoldinia*, Francfort-sur-le-Mein, 1824. Il est mort en 1826). Un long séjour au Brésil leur avait rendus familiers les idiomes et les mœurs de ce pays, et ils s'associèrent à son plan d'exploration de la côte orientale. Les trois voyageurs examinèrent leur projet au gouvernement qui l'approuva, et leur donna des lettres de recommandation qui enjoignaient aux autorités brésiliennes, de leur fournir, au besoin, des escortes et des hôtes de somme, et de faire transporter leurs collections à la capitale. En 1816, le prince et ses deux amis se mirent en route, accompagnés d'une dizaine de domestiques, tous armés pour la chasse, et amplement pourvus des choses nécessaires à un voyage entrepris dans l'intérêt des sciences naturelles. Après avoir traversé de vastes forêts, dans lesquelles ils recueillirent un grand nombre de plantes, d'insectes et d'oiseaux, ils arrivèrent à Cabo-Frio. De là, la petite caravane se dirigea vers Villa-San-Salvador-dos-campos-dos-Goytacases, afin de s'approcher de la côte. Aux environs de San-Salvador, les voyageurs rencontrèrent pour la première fois des sauvages. Dans leur trajet au Rio-Doce et à Morro-d'Arrara, ils firent connaissance avec la tribu guerrière des Botocoudes, sur laquelle le prince Maximilien a le premier donné des détails exacts. Les hostilités entre cette tribu et celle des Patocós firent le prince à quitter Morro-d'Arrara, et à se rendre à Villa-Vieira, où il trouva une abondante végétation, qui enrichit ses herbiers de plusieurs espèces rares et jusqu'alors inconnues. Les continuelles attaques des sauvages et les maladies endémiques le déterminèrent à passer à Caravallas et puis à Santa-Cruz et Villa-Belmonte. Dans ce trajet, il passa devant Joussemu où il vit des ruines qui lui paraissaient être d'une haute antiquité, mais sur lesquelles il ne put découvrir la moindre trace d'inscription. Le désir de visiter des contrées moins connues décida les voyageurs à se diriger vers le nord jusqu'à la province de Minas-Geraes. A cet effet, ils se frayèrent avec la hache, un chemin à travers d'immenses forêts vierges pour atteindre San-Pedro-d'Alcantara. Là, ils eurent bien des difficultés à se procurer les choses nécessaires pour



continuer leur voyage. Enfin, après une marche longue et pénible, dans laquelle ils eurent à lutter contre toutes sortes de privations, ils parvinrent aux fertiles contrées qui bordent la province de Ménas-Gorras. A Barra-da-Varreda, le prince Maximilien, dont la santé s'était insensiblement altérée, par suite des intempéries du climat, prit le parti de retourner, par Sertam et Bahia, à Rio-Janeiro. En route, il fut rencontré par une troupe de mulâtres et de nègres armés qui, croyant qu'il était Anglais, l'arrêterent et le conduisirent à Nazareth, où on le retint prisonnier pendant trois jours. Au sortir de la prison, il apprit que son arrestation n'avait été qu'une mesure de précaution à cause de la révolution qui avait éclaté à Pernambuco et qu'on attribuait aux Anglais. L'altération de sa santé, ce désagrement et la perte de plusieurs objets précieux qui lui furent volés le décidèrent à renoncer d'entreprendre un nouveau voyage dans le pays, et lui firent saisir la première occasion qui s'offrit à Bahia pour retourner en Europe. Il s'embarqua le 10 mai 1817, et arriva le 2 juillet suivant à Lisbonne. De là, il passa sur un paquebot anglais à Douvres, et retourna, par Ostende, dans sa patrie, où une partie de ses riches collections zoologiques et botaniques l'avait précédé. Une relation en allemand de son intéressant voyage a paru, en 1819 et 1821, à Francfort-sur-le-Mein, en deux volumes in-4°, avec un grand nombre de vignettes et un atlas in-folio. Cet ouvrage, qui porte le titre de *Foyage au Brésil, dans les années 1815 à 1817, par Maximilien, prince de Wied-Neuwied*, et dont l'exécution matérielle ne cède en rien aux belles éditions françaises et anglaises, renferme, outre la partie scientifique, une foule de renseignements précieux sur la côte orientale du Brésil depuis le treizième jusqu'au vingt-troisième degré de latitude méridionale. On a encore du prince Maximilien plusieurs traités sur des objets d'histoire naturelle qui ont été insérés dans le quatrième volume des mémoires de l'académie Léopoldine-Caroline, Bonn, 1823, in-4°. Le prince de Neuwied publie actuellement, à Weimar, une *Histoire naturelle du Brésil*, grand in-folio, qui est déjà à sa treizième livraison.

**MAY** (CHARLES-THOMAS), né en 1748, s'était étudié et était parvenu à reproduire en liège, et avec une grande perfection d'imitation, tous les chefs-d'œuvre de l'architecture grecque et romaine. Parmi ces ouvrages, on en cite quelques uns qui appartiennent au genre gothique; de ce nombre sont le donjon d'Esfurt et la tour des Sibylles. Dans les derniers jours de sa vie, May exécutait, pour le prince héritaire de Bavière, un très beau relief du château de Heidelberg; mais la mort ne lui a pas permis de l'achever. Son fils, distingué par ses connaissances en architecture, doit avoir mis la dernière main à ce chef-d'œuvre de l'art, créé en Allemagne par son père. May est mort à Aschaffenburg, en 1822, à l'âge de soixante-seize ans.

**MAYER** SAUW, compositeur de musique très célèbre, est né en 1765, à Mendorf, près d'Ingenstadt, dans la Haute-Bavière. Dans son enfance, il reçut des leçons de musique de son père qui était organiste. Destiné à une carrière scientifique, il fréquenta l'université de Heipsick; mais son goût prononcé pour la musique lui fit abandonner les études et entreprendre un voyage en Italie. Il trouva un ami à Bergame, dans le comte de Pesenti, protecteur des beaux-arts, et qui avait lui-même obtenu des succès comme auteur de plusieurs morceaux de musique instrumentale. Celui-ci lui procura les moyens d'aller à Venise, et d'y étudier la composition, sous le célèbre maestro Bertoni. Après avoir été chef d'orchestre du théâtre national de Prague et de la cathédrale de Cologne, Mayer fut, en 1803, appelé à Bergame, comme maître de chapelle de l'église de Sainte-Marie-Majeure, en remplacement de Carlo Lenzi qui venait d'obtenir sa retraite. Cette place n'a pas dû lui donner bien des occupations, car depuis sa nomination jusqu'en 1813, il tint seul le sceptre de l'opéra italien, et on le vit successivement dans les principales villes de l'Italie et de l'Allemagne, occupé à mettre en musique des opéras, et à en diriger l'exécution. En 1818, Mayer demeurait à Milan. Ses œuvres appartiennent à l'ancienne école

italienne, et se distinguent par des mélodies faciles et agréables, et une instrumentation disposée avec beaucoup de goût; elles ont presque toutes été accueillies avec une grande faveur. Voici la liste des plus remarquables. Grands opéras: 1° *Ardes*, représenté à Munich; 2° *Loisira*, joué à Prague et à Dresde; 3° *Il Misteri Eleusinj*, joué à Milan; 4° *Genera di Scrozia*, représenté à Venise; 5° *Erco in Lidia*, à Rome; 6° *Alonso e Cora*, à Vienne; 7° *Aldelacio e Alderamo*, à Milan; 8° *Medea in Corinto*, à Naples. Opéras comiques: 1° *Caizzo fa cento*, représenté à Vienne; 2° *L'equivo*, à Naples; 3° *La rosa bianca e la rosa rossa*, à Venise; 4° *Le rinaigrier*, opéra comique allemand, joué à Berlin; 5° *Sisara*, oratorio.

**MAYLATH** (JACK-NIKOLAI), historien et littérateur célèbre de la Hongrie, est né vers 1790, d'une famille patricienne. Il est le premier qui ait revêtu l'Europe les traditions nationales et les chants populaires de sa patrie. Ses *Traditions et contes des Magyars*, qu'il a publiés à Brinn, en 1834, sont des monuments précieux qui se sont conservés à travers les siècles, et qui nous apprennent plus sur l'origine et les mœurs des Magyars (Hongrois), que ne pourraient le faire des volumes de recherches et de longs travaux d'érudition. Les pièces qui composent ce recueil proviennent d'une manière incontestable l'origine orientale de la nation hongroise; on y retrouve tous les incidents des *Mille et une nuits*: même originalité d'intrigue et de conception, même luxe de magie, même complication d'aventures qui s'enlacent et se dénouent à l'infini. La langue magyare, ou hongroise, dont nos philosophes ne se sont pas encore occupés sérieusement, n'a point d'analogue en Europe: ses formes sont orientales, et sa syntaxe est diamétralement opposée à la nôtre: c'est un idiome retentissant plutôt que musical; éminemment prosodique et accentué, il frappe l'oreille, non comme la langue italienne, de ces accents doux et tendres qui rappellent le son de la flûte; non, comme le polonais et les langues slaves, de cette mélodie faible et légère qui glisse au milieu de l'harmonie multipliée, mais d'une harmonie mâle et pénétrante comme les accents du clairon. En 1836, Maylath donna une traduction en vers allemands, d'un choix de poésies, toutes recueillies dans les manuscrits inédits de vingt-quatre poètes nationaux, dont deux femmes, nés depuis le commencement du dix-huitième siècle. Le genre lyrique, celui des émotions légères, fugitives, harmonieuses, prédomine dans ces poésies modernes. On y reconnaît les mœurs d'une population casanière et non vagabonde, docile quoique brave, prête à repousser l'outrage, mais non à commencer le combat. La traduction de Maylath est digne des plus grands éloges; il a rendu avec un rare bonheur toutes les grâces et la naïveté qui caractérisent les poésies originales. Maylath ne s'est pas borné à rechercher les monuments poétiques de la Hongrie, il a rendu à sa patrie et au monde savant un service bien plus grand en composant une *Histoire des Magyars*, en allemand, dont les cinq premiers volumes sont déjà imprimés, Vienne, 1839. Il a aussi publié un recueil de poésies originales en allemand, Vienne, 1827, qui lissent son rang parmi les meilleurs poètes lyriques de l'Allemagne moderne.

**MAZZAREDO**. Voyez page 653, où ce nom a été écrit, à tort, avec un seul Z, et, par suite, placé à un rang alphabétique qui n'aurait pas dû être le sien.

**MEDICO** (M). Voyez PALARA, au Supplément.

**MEERMAN** (ANNE-CORINNE), se maria en secondes noces, en 1786, à M. Meerman, qu'elle accompagna dans ses voyages. Elle s'est fait une belle réputation comme poète par quatre volumes de poésies hollandaises, qui parurent à La Haye en 1810 et 1816, in-8°, et par un volume de poésies françaises, La Haye, 1819, in-8°. Les œuvres de M<sup>me</sup> Meerman appartiennent en général au genre léger et gracieux, on admire avec quelle facilité sa muse s'est prêtée au rythme d'une langue étrangère, et à mesure une langue qui n'était pas la sienne. C'est un talent extrêmement rare en poésie, et qui doit d'autant plus étonner que l'éducation d'une femme n'est pas ordinairement dirigée vers l'étude de la poésie, de la littérature, et la connaissance des langues étrangères.

**MEHEMET.** Voyez **DRAMATI**, que l'on devait écrire **DRAMA-TIC**.

**MELLIHAN.** Voyez **SENAC**.

**MEISSNER** (ANTOINETTE-TRAPPHIL), romancier célèbre, né en 1753, à Pautzen, dans la Lusace. Fils d'un officier de marine, il étudia les lettres et se donna aux universités de Leipzig et de Wurttemberg, et après avoir été reçu expéditionnaire à la chancellerie de Dréde, il y devint archiviste. Ses penchants lui ouvraient d'autres carrières. Son talent pour la diction fut très remarqué dans diverses contrées allemandes qu'il visita, mais il se consacra définitivement à la littérature. Il avait débuté par la traduction de quelques opéras-comiques français; bientôt il fit des romans et des nouvelles qui assurèrent surtout sa réputation. Il a contribué sans doute à accrédi-ter chez les Allemands le genre équivoque, pour lequel on n'a pu trouver de meilleure désignation que celle de *Gotter-tragik*, ou roman historique; mais il n'eût pas à se reprocher de l'y avoir introduit, et il a su y répandre de l'agrément. On trouve beaucoup d'art dans ses plans, et beaucoup d'imagination ou d'esprit dans l'exécution. Il n'avait pas autant de goût, peut-être, que de moyens naturels: quelquefois sa diction paraît recherchée, et le plus souvent elle est négligée. Néanmoins son style vif et ingénieux a beaucoup plu, et le soin qu'il a pris d'imiter, mais judicieusement, les meilleurs auteurs étrangers, surtout les français, achemine d'expliquer le nombre d'éditions ou de traductions qu'on a faites de la plupart de ses écrits. Il avait occupé à Prague, en 1785, une chaire de belles-lettres. Vers 1805, avant la réunion du pays de Fulde à l'empire français, le prince de Nassau y appela Meissner, lui donna le titre de conseiller consistorial, et lui confia la direction des hautes écoles. Il n'exerça pas longtemps ces fonctions qui n'interrompaient pas l'habitude de ses autres travaux littéraires: il mourut à Fulde le 30 février 1807. On regarde comme ses principaux ouvrages: 1° *Esquisses*, réunies en 15 volumes, Leipzig, de 1778 à 1796. Une grande partie de ces morceaux a été traduite soit dans les idiomes danois et néerlandais, soit en français par Bonneville; 2° *Histoire de la famille Froik*, Leipzig, 1779; 3° *Alcibiade*, Leipzig, 1781-1788, 4 vol., traduit en français, 1785, 4 vol. in-8°, in-12 et in-18; 4° *Contes et dialogues*, en 3 cahiers, 1781-1789; 5° *Fable de Schamborg de Breckenhoff*, 1782; 6° *Fables d'après Holzman*, 1782; 7° *Manzanillo*, 1784, traduit en français, 1788; 8° *Bianca Capello*, 1785, 2 vol., traduit aussi par Lieutaud en 1790; 9° *Spartacus*, Berlin, 1792, imité en français; 10° *Vie d'Hannibald*, Prague, 1798; 11° *Vie de Jules-César*, 2 vol. 1799-1801; 12° *Fragments pour servir à la vie du maître de chapelle Naumann*, Prague, 1803, 2 vol. C'est le plus estimé des ouvrages de Meissner pour le fond et pour le style. Il a fait aussi un poème, *L'Eloge de la musique*; un drame, *Jean de Souabe*; quelques comédies, plusieurs traductions du français, entre autres celle des *Nouvelles de Florian* et de Bécular d'Arnaud; des imitations, telles que le *Desouches allemand* et le *Molière allemand*; enfin des traductions de l'italien et de l'anglais, particulièrement celle de deux tomes de l'*Histoire d'Angleterre* de Hume, 1777-1781. Meissner a pris part à la rédaction de l'*Apollon*, de 1793 à 1794, et à celle de quelques autres journaux.

**MELISSINO**, général au service de Russie, naquit à Céphalonie, et vint, dès sa première jeunesse, en Russie, où il prit du service. Elevé au corps des cadets de terre, sa bonne mine lui valut la faveur d'Elizavéth, et son goût pour le théâtre lui fit donner la direction des théâtres de Pétersbourg, qui n'eurent jamais tant d'éclat. Ses services à la guerre furent ensuite récompensés avec magnificence par l'impératrice Catherine. Ce fut principalement à sa bravoure et à ses talents, que le comte de Romanow dut le gain de la bataille de Hagoul et la paix. Catherine lui fit présent de plusieurs pièces d'artillerie qu'il avait prises sur l'ennemi, en Moldavie, et lui permit de les couvrir en monnaie; mais sa bourse était comme le tonneau des Danaïdes, et la tsarine avait coutume de dire ce que Louis XIV a dit de DuRoi, « que toute sa puissance n'était pas jusqu'à pouvoir enrichir Melissaïno. » Au

reste, la Russie n'a point eu d'officier-général qui lui ait rendu de plus grands services. A la mort de Muller, tué en 1790, au siège de Kilia, Melissaïno, déjà lieutenant-général, directeur du corps des cadets d'artillerie, se trouva de droit chef de l'artillerie de l'empire. Profitant alors de la latitude illimitée qu'il avait en cette qualité, il créa un corps de canonniers à cheval, qui fut successivement augmenté, et c'est ainsi que la Russie lui dut le premier établissement de cette arme qui depuis a joué un grand rôle sur les champs de bataille. Melissaïno était grand-maître de l'ordre maçonnique en Russie; mais Catherine, encore plus ombrageuse qu'elle n'était philosophe, exigea de lui la promesse formelle de ne plus protéger ni fréquenter les loges. A l'avènement de Paul I<sup>er</sup>, le favori Zoubow, qui avait été grand-maître de l'artillerie, ayant été disgracié, Melissaïno se trouva une seconde fois à ce poste. L'empereur ajouta à ses décorations celle du cordon bleu, et le gratifia de mille payans; mais cette munificence ne préleva pas Melissaïno, alors septuagénaire, des emportements dont le caractère du maître était prodigieusement tout à sa cour. Le découragement et le chagrin des traitements qu'il eussent subitement perdus au vieux général la santé florissante et l'activité d'esprit dont il avait joui jusqu'alors, et il y succomba en peu de temps, à l'âge d'environ soixante-quinze ans.

**MELLIINET** (FRANÇOIS), membre de la convention, né à Nantes, en 1758. Lié avec Grasilin à qui Nantes doit surtout le quartier de ce nom, il a contribué comme son ami aux divers embellissements de la ville. L'utilité publique, et particulièrement la prospérité du commerce furent les objets constants de ses travaux, et il y consacra une partie de sa fortune. On lui doit une découverte précieuse. Il s'aperçut qu'au moyen de l'étuvage, on pouvait préserver la farine de toute altération nuisible pendant plus d'un an. Les navigateurs ont fait usage de ce procédé. Mellinet a été directeur des magasins d'approvisionnement, à Corbeil. En 1788, Grasilin publia, en gardant l'anonyme, un ouvrage important, *Sur la richesse et sur l'impôt*; Mellinet y eut une grande part. Nommé député par son département, celui de la Loire-Inférieure, il vota dans le procès de Louis XVI; mais il se borna à demander la réclusion jusqu'à la paix générale, et ensuite le bannissement, en réclamant d'ailleurs l'appel au peuple. Mellinet mourut peu de temps après à Paris, le 7 juin 1793, à l'âge de cinquante-cinq ans.

**MELLIINET** (ANTOINETTE-FRANÇOIS), fils du précédent, naquit à Corbeil, près de Paris, et fut reçu au nombre des élèves de l'école militaire. A la révolution, ses études n'étant pas terminées, il prit le parti des armes. Des compagnies franches, organisées à Nantes en 1793, formaient une légion dans l'armée des Pyrénées-Orientales, et partageaient la glorieuse défense du fort de Bellegarde; Mellinet fut nommé capitaine d'une de ces compagnies, le 30 juillet. Plus tard, il fut fait, sur le champ de bataille, lieutenant-colonel, et colonel adjutant-général. Ne se croyant pas une assez haute capacité pour accepter un commandement supérieur, lorsqu'on voulut l'élever au grade de général, il désigna à sa place un de ses amis, Prignon, qui fut choisi en effet, et que plus tard son mérite fit mettre au nombre de maréchaux par Napoléon. Mellinet continua de se distinguer dans la guerre contre l'Espagne, et il contribua particulièrement au succès de la journée de Peyres-Tortes, où il commandait l'attaque; mais des services si honorables ne l'empêchèrent pas de partager la disgrâce que son père encourait alors, comme membre de la convention, à cause de la modération de son vote dans le procès de Louis XVI. Le député fut soustrait par sa mort au ressentiment du parti extrême; mais son fils, écarté de l'armée, se vit réduit à exercer à Nantes des fonctions obscures, dont au reste il s'acquitta bien, malgré son inexpérience. Il remplit, pendant deux années, la chaire d'histoire à l'école centrale. Durant son séjour dans cette ville, et du temps même de l'influence toute puissante du parti de la montagne, il résista courageusement au comite révolutionnaire, et il parvint à le faire mettre en jugement après le 9 thermidor, ce qui amena la liberté de sept cents Nantais détenus depuis long temps. Rep-

pelé ensuite au milieu de ses compagnons d'armes. Mellinet passa de l'armée des côtes de Brest à celle d'Italie; mais ses anciennes blessures ne lui laissent pas assez de force pour un service plus actif, il s'occupe spécialement de l'administration militaire. Il venait d'être appelé au commandement de la place de Brest, lorsque les mesures du 18 brumaire furent prises. On le retint à Paris, pour qu'il contribuât à cette journée devenue nécessaire, et dont le résultat qui surpassa d'abord les espérances, ne répondit pas à toutes. Celles de Mellinet furent trompées des premières; mais il était l'ami du directeur Syeyes, et il lui resta attaché, tout en le voyant tomber dans l'oubli. Constamment étranger aux affaires publiques jusqu'au retour de Napoléon, en 1815, il fut alors nommé un des chefs d'état-major de la jeune garde dont l'organisation lui était confiée, et sa belle conduite à Waterloo justifia cette marque d'estime obtenue après une si longue inaction. Il ne dut pas être étonné ensuite d'être proscrit par la faction qui mit à mort le maréchal Ney. D'ailleurs il s'était exprimé en citoyen dans un chant guerrier que le *Journal de l'Empire* avait inséré quelques semaines avant la première restauration. Il devait être suspect au gouvernement dirigé par l'étranger, le guerrier intépide qui un jour avait défendu seul, pendant la retraite d'une division, le pont de Cérêt, au moyen d'une pièce chargée à mitraille, et qui une autre fois, blessé dangereusement, répondit à ses camarades affectés de son état: « Me croyez-vous indigne de mourir sur le champ de bataille? » Des travaux littéraires ont souvent occupé ses loisirs. En 1801, il a reproduit sur la scène française une pièce de Molière qu'on ne pouvait plus jouer. *La cocu imaginaire*. L'intrigue du *Mari qui se croit trompé* est conduite avec tant d'art, que sans doute l'auteur original n'aurait pas désavoué cette imitation. Les *Fragments à la manière de Sterne* ont la politique pour objet; mais elle y est traitée sans pesanteur, avec esprit, et même avec sensibilité. Mellinet a enrichi de notes et d'un *Discours préliminaire* remarquable, l'édition des *Œuvres diverses et inédites de M.-J. Chénier*, Bruxelles, 1816. A Paris, pendant les cent jours, il avait pris part à la rédaction de *L'aristarque*, et ensuite il est devenu, à Bruxelles, le principal rédacteur de *L'esprit des journaux*, où il a inséré des fragments du plus étendu de ses ouvrages, ayant pour titre: *De l'homme et de la comédie*. On lui doit aussi un traité relatif à la profession militaire, *Le guide de l'officier en campagne*, 1805, 2 vol. in-8°. C'est à la fois une seconde édition et une nouvelle rédaction du travail publié d'abord par le lieutenant-général comte de Cessac, d'après l'invitation duquel le livre a été retouché entièrement.

MENAGEOT (FRANÇOIS-GILLES), peintre d'histoire, né à Londres, le 9 juillet 1754. Il était d'origine française, et il fut conduit à Paris à l'âge de six ans. Son père qui était paysagiste, lui voyant plus de penchant pour le genre dans lequel il s'est en effet distingué par la suite, le plaça chez d'excellents maîtres. Ses progrès furent rapides, et dès 1765, il obtint le second prix de peinture à l'académie royale. L'année suivante, il remporta le premier prix. Le tableau auquel il le dut, et qui détermina sa réputation, représentait Tomyris faisant plonger la tête de Cyrus dans un vase rempli de sang. Il partit pour Rome, selon l'usage, en qualité de pensionnaire du roi, et pendant cinq années, il se livra avec zèle aux importantes études que ce séjour facilitait. A son retour d'Italie, il composa ses Adieux de Polyxène, et dut à ce tableau d'être agréé par l'académie royale dont il devint membre en 1780, en présentant un sujet allégorique exécuté avec beaucoup de talent: le T. mps arrêté par l'Étude. En 1781, il envoya à l'exposition du Louvre son Léonard de Vinci mourant, dans les bras de François 1<sup>er</sup>, noble et belle conception, également recommandable par la correction du dessin et par la vérité de l'expression. Vers cette époque, il fut nommé adjoint-professeur. En 1787, il devint professeur à l'académie, et directeur de l'académie de France à Rome. Il s'y concilia toute la bienveillance du cardinal de Bernis, alors ambassadeur, et il y fut très utile, par sa prudente fermeté, aux artistes français, que le

peuple abruti de la capitale du monde chrétien voulait massacrer, parce qu'une révolution éclatait en France. En 1790, quoiqu'il fût encore à Rome, l'académie royale de Paris le nomma professeur des écoles spéciales; mais il ne voulut rentrer dans son pays pour y exercer ses fonctions, ni pendant le règne de la convention, ni même sous le directoire. L'académie de France à Rome ayant été supprimée en 1793, Menageot passa huit années à Vicence, sans écouter, de la part des cours étrangères, différentes propositions qui ne se seraient pas accordées avec le plus constant de ses desirs, celui de revoir sa patrie des qu'elle se serait soumise à d'autres lois. Il revint enfin sous le consulat, et il devint membre de l'académie, de la quatrième classe de l'institut, et chevalier de la légion d'honneur. L'académie royale des beaux arts, rétablie sous ce titre après la restauration, le compta aussi au nombre de ses membres; mais il fut bientôt attaqué d'une maladie douloureuse qui termina ses jours le 4 octobre 1816. Une belle figure et des manières élégantes en avaient fait un homme de société; mais ces avantages ne le portèrent jamais à négliger les études historiques, mythologiques et même littéraires, qui, sans l'élever au premier rang dans son art, ont rendu ses compositions, pour ainsi dire, presque irréprochables. On y reconnaissait en quelque sorte l'imagination d'Ovide, jointe aux grâces de l'Albane; l'allégorie môme, sous son pinceau, devenait assez ingénieuse pour qu'on ne lui trouvât plus de froidure. Généralement une aimable délicatesse et le charme d'une douce sensibilité caractérisaient ses ouvrages, et rappelaient le mérite personnel de l'auteur. Ami de La Porte du Theil, et voyant souvent d'autres membres de l'académie des inscriptions, il devait en partie à leurs savants entretiens cette exactitude de costume, cette complète vérité qui ajoute singulièrement au prix de ses tableaux, précieux aussi par la sagesse de la pensée, la beauté du coloris et l'agrément des draperies. On désigne comme les principaux: les Adieux de Polyxène à Hécube; la Mort de Léonard de Vinci; Tomyris; les Adieux de Cléopâtre au tombeau d'Antoine; Astyanax arrache des bras de sa mère: Diane cherchant Adonis, et n'osant choisir entre les deux enfants que Vénus lui présente, de peur de prendre l'Amour; Méléagre, etc. refusant de s'armer; de tous ses ouvrages celui qui est le plus dans le goût antique. ) Dagobert 1<sup>er</sup> ordonnant de construire l'église de Saint-Denis, fut destiné à la nouvelle sacristie de cette église. Moës et Vénus fut composé pour l'académie de Petersbourg, et la Nativité pour le maître-autel de l'église de Neuilly. La Vierge aux Anges a été envoyée à Vicence, comme un témoignage de gratitude pour l'accueil reçu des habitants, à l'époque où l'auteur s'était volontairement expatrié. Le Méléagre et le Léonard de Vinci ont été reproduits en tapisserie aux Gobelins. Menageot était laborieux: outre d'autres morceaux qui mériteraient aussi d'être cités, il a fait beaucoup de tableaux de chevalier.

MENEVAL (CLAUDE-FRANÇOIS, baron), naquit à Paris, en 1778. Il avait été d'abord secrétaire de Joseph Bonaparte pendant les négociations de Lunéville, celles du concordat et d'Aniens. Le premier consul, pensant à éloigner M. de Bourrienne, s'en ouvrit à son frère Joseph. M. Meneval, que son emploi auprès de ce dernier avait fait connaître du premier consul, lui fut, à son insu, proposé comme secrétaire intime. Le chef du gouvernement d'alors l'accepta en cette qualité, sous le titre de secrétaire du porte-feuille, emploi que M. Meneval conserva lorsque Napoléon parvint à l'empire. Le secrétaire du porte-feuille était généralement chargé du travail courant, et de tout ce qui, en affaires et en projets, était de nature à être traité de suite. M. Meneval ouvrait et lisait toutes les lettres et pétitions adressées à l'empereur, les classait pour son examen, et écrivait sous sa dictée. Il fut souvent l'intermédiaire par lequel Napoléon transmettait ses intentions et distribuait ses bienfaits à des hommes de lettres et autres, d'après les rapports qui lui étaient faits sur leur demande. Dans cet emploi tout de confiance, M. Meneval contribua beaucoup à rendre des services à divers savants, et ce fut son

témoignage qui déterminait particulièrement le choix que fit l'empereur de M. Barbier père, le premier bibliographe de l'Europe, pour son bibliothécaire particulier. M. Meneval a réuni dans le temps à son titre de secrétaire intime de l'empereur celui de maître des requêtes au conseil d'état. Il a aussi été nommé baron de l'empire. Après l'expédition de Russie, sa santé se trouvant fort affaiblie, l'empereur le plaça auprès de l'impératrice, quand elle fut nommée régente. A l'époque de la restauration, M. Meneval suivit l'impératrice à Vienne où il resta jusqu'à la fin de mai 1815. Depuis ce temps, il a cessé d'être employé. Napoléon, dans son testament, s'est souvenu de M. Meneval qu'il avait constamment honoré pendant sa vie de sa bienveillance et de sa confiance particulière.

MERCIER (BARTHELEMY), appelé communément abbé de Saint-Léger, savant bibliographe français, naquit à Lyon, le 4 avril 1734. L'amour de l'étude décida sa vocation pour le cloître. Il entra à l'âge de quinze ans dans la congrégation des chanoines réguliers de Sainte-Geneviève, et prononça ses vœux en 1750. Ses supérieurs l'envoyèrent alors à l'abbaye de Castrics en Champagne, pour y professer la rhétorique et la philosophie. Jean de Caulet qui était supérieur de l'abbaye, et qui mourut évêque de Grenoble, se plut à l'entourer de toutes les marques de sa bienveillance. Revenu à Paris en 1754, Mercier s'attacha à Pigné, bibliothécaire de Sainte-Geneviève, et devint son collaborateur. En 1760, il lui succéda et remplit ce poste pendant douze ans avec un zèle infatigable. Louis XV l'ayant remarqué dans une visite qu'il fit à la bibliothèque, le nomma à l'abbaye de Soissons, comme récompense des services qu'il avait rendus aux lettres. Les désagréments que lui donnèrent dans la suite quelques uns de ses confrères, l'engagèrent à envoyer, en 1772, sa démission et à sortir de l'abbaye. Sa réputation n'avait été établie jusqu'alors que par quelques articles publiés dans les journaux, et par ses discussions avec l'auteur de la *Bibliographie instructive*. Il publia en 1773 le *Supplément à l'histoire de l'imprimerie*, par P. Marhand, où il déploya une érudition prodigieuse. Il profita des loisirs qui se présentaient à lui pour parcourir les Pays-Bas et la Hollande, où il fut reçu avec empressement par Meerman, Grevenus, etc. Il fit d'abondantes recherches, et prit un grand nombre d'extraits et de notes très précieuses. La révolution en le privant de son bénéfice, le plaça dans une position bien rapprochée de l'indigence; cependant il se livra à l'étude avec plus de zèle, et fut appelé à faire partie de la commission des monuments; il envoya des instructions aux bibliothécaires des départements sur le mode de classement des dépôts qui leur avaient été confiés. Mercier voyait avec douleur les scènes de la révolution; ayant aperçu un jour un de ses amis que l'on conduisait à l'échafaud avec d'autres victimes, il en fut si vivement affecté, que depuis lors sa santé ne fit que s'affaiblir, et il se tint toujours renfermé. Il eût traîné ses derniers jours dans la misère, sans le secours de quelques uns de ses amis. La Serna-Santander, bibliothécaire à Bruxelles, lui offrit sa place; mais François de Neufchâteau, ministre de l'intérieur, remercia Santander de son offre bienveillante, et accorda à Mercier une pension de 3,400 francs, dont le premier terme lui fut payé d'avance. Mercier mourut à Paris, le 13 mai 1799. Un grand nombre de ses articles a été inséré dans les *Mémoires de Trévoux*, l'*Année littéraire*, le *Journal de Beauville*, le *Journal des savants*, et le *Magasin encyclopédique*. Ses ouvrages sont : 1° *Supplément à l'histoire de l'imprimerie*, Paris, 1773, in-4°; cet ouvrage auquel il n'a cessé de travailler à sa plusieurs éditions, le *Journal des savants*, année 1776, renferme une lettre qui contient de nouvelles additions et des corrections; 2° *Lettres à M. le baron de H. (Heiss)* sur différentes éditions rares du quinzième siècle, Paris 1783, in-8° de 40 pages; la première lettre contient des recherches sur le plus ancien ouvrage orné de gravures en taille-douce, qu'il croit être : *Il monte santo di Dio*, du P. Ant. Bettini, jésuite, imprimé à Florence, en 1477, in-4°; la seconde traite de l'édition du Dante de 1481, de la *Géographie de François Berlinghieri*, et d'autres livres; la troisième parle de la *Dila mundi* de Fazio degli Uberti; 3° *Extrait*

d'un manuscrit intitulé : *Le livre du très chevalereux comte d'Artois et de sa femme, fille du comte de Boulogne*, (*Bibliothèque des romans*, 1783); il en a été tiré séparément vingt-cinq exemplaires in-8°; 4° *Notice raisonnée des ouvrages de Gaspard Schott, contenant des observations, etc.*, Paris 1785, in-8°; 5° *Lettre à l'éditeur du traité des monnaies des papes et barons de France* (Tobiesen Daby), *Journal des savants*, 1789; 6° *Notice de deux anciens catalogues d'Aldo Manuce*, Paris, 1790, in-12; 7° *Mémoire pour la conservation des bibliothèques des communautés séculières et régulières de Paris*, 1790, in-8°; 8° *Opinions sur des prétendues prophéties qu'on applique aux événements présents*, Paris, 1791; 9° *Plusieurs Opuscules*, dont on trouve les titres dans la *France littéraire* de Erach, et dans le *Dictionnaire des anonymes*. Mercier a laissé encore beaucoup de notes sur les ouvrages de la Monnaie, les *Mémoires de Nicéron*; la *Bibliothèque de David l'Éclément*; la *Bibliographie* de Debure; les *Soirées littéraires du Coupé*; la *Bibliotheca media et infima latinitalia*, de Fabricius; les *Bibliothèques de Lacroix du Maine* et du Verdier, et deux volumes de *Notices sur les poètes latins du moyen âge jusqu'en 1530*. Il existe une notice fort intéressante de Chardon de la Roquette sur Mercier, dans le *Magasin encyclopédique*, 5<sup>e</sup> année, 1799, tome II, et dans le second volume des *Mélanges de critique et de philologie*. L'opinion qui attribue à Mercier, de concert avec le duc de la Vallière, la composition du traité *De tribus impostoribus*, dont on trouva un exemplaire dans la bibliothèque de ce seigneur, est dénuée de tout fondement. Ce livre existait en manuscrit dans la bibliothèque de Grevenus avant la naissance de Mercier. Ils l'ont fait réimprimer.

MERCEUR (ÉLINA), née à Nantes, le 24 juin 1809, a été élevée par les soins d'un avoué mort depuis peu d'années. Son intelligence se développa de si bonne heure, qu'à dix ans elle donnait des leçons de langue française. Elle en avait onze, lorsqu'elle composa une *Nouvelle en prose*. A douze ans, elle fit un *Portrait* en vers, et laissa ensuite dormir sa muse qui ne se réveilla qu'au bout de quatre ans. M<sup>lle</sup> Mercœur se trouvait au spectacle le jour qu'une actrice, M<sup>me</sup> Allan-Ponchard, qui avait été injustement sifflée, reparut sur le théâtre de Nantes, où les applaudissements du public la consolèrent de sa disgrâce. Non moins émue par ce petit événement, nouveau pour elle, que par les accents de la cantatrice, M<sup>lle</sup> Mercœur ne put résister de la nuit. Elle se leva et écrivit, au clair de la lune, une pièce de vers qu'elle envoya le lendemain à l'imprimeur. Deux jours après, elle composa une *Épître au chien d'une jolie femme*. Ces deux pièces ont été publiées successivement dans le *Journal de la Loire-Inférieure*; mais l'auteur ne les a pas jugées dignes, non plus que ses premiers essais en prose et en vers, d'être reproduites dans les deux éditions qu'elle a données de ses œuvres. Un autre recueil périodique, le *Lyce armoricain*, s'empressa d'accueillir les nouveaux ouvrages de la jeune muse. La première pièce qu'elle y fit insérer fut : *Dors, mon ami !* En 1836, l'académie de Lyon, récemment établie, admit M<sup>lle</sup> Mercœur au nombre de ses membres correspondants. Une pièce charmante, *La pensée*, fut l'hommage de la reconnaissance de la jeune académicienne. Ce fut au mois de mai 1837 que la société académique de Nantes, dérogeant en sa faveur à ses règlements qui excluaient de son sein toute personne du sexe féminin, lui envoya le diplôme de membre correspondant. La première édition des poésies de M<sup>lle</sup> Elina Mercœur parut en 1827, Nantes, in-8°, et fut bientôt enlevée dans les limites de l'ancienne Bretagne et des départements de l'ouest. Elle valut à l'auteur un nouveau diplôme d'académicienne de la part de la société polymathique du Morbihan. M<sup>lle</sup> Mercœur avait adressé par l'intermédiaire de la duchesse de Reggio, un exemplaire de ses œuvres à la duchesse de Berri. Elle en reçut une lettre flatteuse. Dans le même temps, elle obtint du ministre de l'intérieur une gratification, et de l'intendance de la maison du roi une pension de 500 francs. Mais ce qui dut la flatter davantage, ce fut une réponse charmante, quoique empreinte d'un sentiment pénible, que lui adressa M. de Château-

briand, à qui elle avait dédié son recueil, comme au plus illustre de ses compatriotes. Un autre hommage rendu à son talent ne dut pas la toucher moins agréablement. M. de Lamarine écrivait de Florence, le 9 octobre 1827, à un de ses amis qui lui avait envoyé les poésies de la jeune Nautaise : « J'ai lu avec autant de surprise que d'intérêt les vers de M<sup>lle</sup> Mercœur. Vous savez que je ne croyais pas à l'existence du talent poétique chez les femmes. Le recueil de M<sup>lle</sup> Testu m'avait ébranlé ; cette fois je me rends, et je prévois que cette petite fille nous effacera tous tant que nous sommes. » On prétend que l'auteur des *Méditations* a, depuis, apporté des restrictions à ces éloges. Un petit poème intitulé : *La Gloire*, que M<sup>lle</sup> Mercœur adressa, en 1828, à M. de Martignac, lui valut une lettre fort aimable de ce ministre, accompagnée de la collection du *Musée français*, par Filliol ; mais des éloges, des cadeaux, des diplômes académiques, de faibles secours joints aux leçons de grammaire et de littérature que M<sup>lle</sup> Mercœur continuait de donner à Nantes, étaient insuffisants pour lui procurer cette tranquillité d'esprit si nécessaire aux travaux littéraires. M<sup>lle</sup> Mercœur partit pour Paris, en octobre 1828, avec sa mère, et peu de temps après, elle obtint de M. de Martignac une pension de 1,200 francs. Rassurée à cet égard sur son avenir, elle écrivit à M. Crapetel qui s'était chargé de publier une seconde édition de ses poésies : « Je vais travailler à force ; j'ai du courage maintenant. » Cette édition, augmentée de nouvelles pièces, a paru en 1829, in-18, grand-rain vif, imprimée avec élégance. Elle est précédée d'une préface dans laquelle l'éditeur a donné quelques détails intéressants sur l'auteur. L'honneur qu'eut la jeune muse d'en offrir un exemplaire à Charles X, en audience particulière, ne lui a pas porté bonheur. Elle perdit sa pension qui depuis lui a été rendue. Les poésies de M<sup>lle</sup> Mercœur se distinguent par un mélange assez heureux du genre classique avec le romantique. On voit que les études de l'auteur la portent vers le premier, mais que son imagination et l'esprit du siècle l'entraînent vers le second. Ses vers ont de l'originalité ; son style a de la naïveté, de la grâce, de la sensibilité, de la chaleur, mais quelquefois des inégalités, de l'obscurité. On voit qu'elle est enflammée par l'amour de la gloire ; mais on pourrait lui reprocher un peu de tendance à montrer de l'érudition. Son recueil contient des élégies, des odes, des stances et quelques petits poèmes et autres pièces. Les plus remarquables sont : *Dors, mon ami ! L'épître à M. de Châteaubriand ; Le chunt du burde écossais ; Un an de plus ; La pensée ; et surtout Ne le dis pas*, morceau plein de délicatesse et de sentiment.

MERCY D'ARGENTEAU (FRANÇOIS-CHARLES-JOSEPH-MARIA, comte de), grand chambellan du roi des Pays-Bas, né à Liège en 1780, d'une des premières familles de ce pays qui fut momentanément forcée de chercher son salut dans l'exil. Sous l'empire, il fut appelé aux Tuileries, et attaché de près à la personne de l'empereur. Napoléon ne lut pas long-temps sans reconnaître le mérite du comte de Mercy. Vers la fin de 1813, il lui confia la légation de Munich ; dans ce poste, que les circonstances rendaient un des plus importants, le comte d'Argenteau donna une preuve de ses talents diplomatiques, en éclairant le gouvernement sur les démarches secrètes de l'Autriche. M. Otto, ambassadeur à Vienne, infirma les dépêches du comte, et répondit aux reproches qui lui furent adressés à ce sujet : « Qu'il ne fallait pas s'en rapporter à un jeune homme qui débutait dans la carrière. » Lors de l'érection du nouveau royaume des Pays-Bas, le comte de Mercy fut nommé gouverneur de Bruxelles. Cette place le mit en position de rendre à ses anciens compatriotes espatriés par le nouvel ordre de choses, des services dont il ne perdit pas le souvenir. La ville de Bruxelles doit à son administration de quelques années, plusieurs embellissements, entre autres le magnifique salle de spectacle dont elle jouit.

MERCY. Voyez GIRAUD (M<sup>me</sup>), au *Supplément*.

MÉRIMÉE (PROSPER), chef de division à la direction du commerce et des manufactures, est fils d'un artiste estimé, qui est aujourd'hui secrétaire perpétuel de l'école royale des beaux-arts. Il avait à peine vingt-

cinq ans, lorsqu'en 1826 il débuta dans le monde littéraire par une de ces productions originales qui élèvent au premier rang la réputation d'un écrivain, mais lui imposent en même temps la tâche difficile d'être égal à lui-même dans les ouvrages qu'il vient à publier par la suite. Le théâtre de Clara Gazul, comédie espagnole, fut donc l'heureux essai de M. Mérimée, qui jugea convenable et piquant de se couvrir du voile d'un double pseudonyme : en effet, le Théâtre est précédé d'une Notice biographique sur Clara Gazul, par Joseph LeStrange, autre personnage supposé. Chacune des six pièces qui forment ce recueil a une épigraphe espagnole, et les formes de la comédie espagnole y sont si bien imitées, qu'on a pu d'abord, sans trop de crédulité, les attribuer à une actrice du pays, qui les aurait composées et publiées pendant le règne de la constitution des cortès. Mais on ne tarda pas à savoir que c'était un jeune Français, qui avait emprunté cette forme ingénieuse pour arborer plus librement, dans le domaine de notre littérature dramatique, le drapeau de l'indépendance. Dans la première de ses pièces, *Los Españoles en Danemark*, l'auteur a pris pour sujet l'heroïque retraite du marquis de la Romana, qui parvint à détacher des drapeaux de Napoléon, et à ramener de l'île de Fionie en Espagne, quinze mille de ses plus braves défenseurs. Le second drame intitulé : *La femme est un diable*, ou l'histoire de saint Antoine, n'est autre chose que le moine de Lewis reserré en trois scènes admirables de naïveté et brûlantes de passion. En mettant en scène *L'amour africain*, M. Mérimée peint en traits de feu toute la fougue indomptée de l'Arabe du désert ; puis que de charme ensuite dans la sérénité calme de son *Mémoire de Cordoue* ! Remarquables d'abord parce qu'on y retrouve l'allure rapide, naïve et brusquée des anciennes comédies espagnoles, *Los Mendos*, divisée en deux parties, *Le préjugé vaincu*, et *La triomphe du préjugé*, offrent un duel, un meurtre, un jugement, un hourraa qui se coupe la main, enfin le roi arrivant à la dernière scène pour le faire gentilhomme et marier le noble condamné avec la fille du bourgeois. C'est comme une vieille ballade dialoguée ; mais l'auteur nous met sous les yeux avec une rare énergie la lutte de l'amour et du préjugé dans le cœur de deux amants. Enfin dans *Le ciel et l'enfer*, on voit, mise en jeu, toute la dépravation bigote de l'Espagne. Tel est le contenu de ce théâtre qui tout d'abord a fait école : il est reconnu que l'auteur de Clara Gazul a opéré, dans le drame historique, la même révolution que l'auteur de *Waverley* a faite dans le roman. À Clara Gazul, M. Mérimée fit succéder, en 1828, un volume intitulé : *La Jacquerie*, scènes féodales, suivies de *La famille du Carréjal*, drame, un volume in-8°, par l'auteur du Théâtre de Clara Gazul. Dans *La Jacquerie*, il a voulu peindre un événement frappant, singulier, unique ; mais qui n'avait été compris ni décrit par les chroniqueurs contemporains. M. Mérimée a su rassembler cette partie de notre histoire qui n'existait pas ; mais s'il en montre égal à lui-même dans la peinture des mœurs et des costumes du temps, ses situations ne sont pas toujours assez habilement conçues pour donner à ses peintures toute leur valeur et tout leur relief. Le lien qui tient cette suite de scènes est assez léger : il ne suffit à l'unité, il ne suffit pas toujours à l'intérêt. On voit que l'auteur écrit en se jouant ; et comme l'a dit un critique : il ne prend pas tout au sérieux ses ouvrages, et pourvu qu'ils rendent au public quelque chose du plaisir qu'il trouve à les écrire il est content. *La famille du Carréjal*, premier des scènes de la composition la plus dramatique : le sujet est monstrueux, c'est l'amour d'un père pour sa fille ; mais, quelque passionnée que soit le style, l'exécution de ce drame est loin d'offrir la même hardiesse que sa conception ; et l'on ne peut en faire reproche à l'auteur. Toutefois cette seconde publication n'eut pas la vogue entraînante qu'avait conquise Clara Gazul. En 1829 M. Mérimée, en conservant toujours l'anonyme publia un volume intitulé : 1829, chronique du temps de Charles IX. Dans ce nouvel ouvrage, bien supérieur à *La Jacquerie*, le mélange du récit au dialogue a mis l'auteur à même de produire des effets nouveaux. D'ailleurs la fable qui lie les diffé-

rentes scènes historiques, n'est pas elle-même dépourvue d'intérêt. Dans une préface pleine de verve, il présente sur la Saint-Barthélemy des idées nouvelles, après avoir établi que l'appréhension morale d'une action doit varier suivant les temps et les lieux, il en conclut qu'un massacre au seizième siècle n'est pas le même crime qu'au dix-neuvième. Enfin il voit dans la Saint-Barthélemy non la conjuration du roi contre une partie de ses sujets, mais le résultat d'une émeute populaire contre les protestants. On peut contester cette opinion; mais non pas l'habileté piquante avec laquelle M. Mermet l'a mise en œuvre. Tous les journaux retiennent des éloges donnés à son *Charles IX*. Bientôt dans la *Revue de Paris*, dont il est un des principaux collaborateurs, M. Mermet renoua au voile de l'anonymat; les drames historiques, les scènes de mœurs et les articles piquants, dont chaque jour il enrichit ce recueil, prouvent que les éloges n'ont pas gâté son talent. On peut le dire, il est parmi les écrivains de l'époque un de ceux qui a gagné peut-être le plus de partisans aux idées nouvelles en littérature, et qui les a le moins compromises: chez lui l'innovation se cache sous tant d'esprit, elle paraît si spontanée, si peu dogmatique; ses pensées sont si naturelles, si franches, sa diction si rapide, ses coups de pinceau si justes, que tout le monde dans les deux camps classique et romantique, s'est empressé de le lire. Aussi, selon la conclusion d'un critique, «M. Mermet est jusqu'à ce jour le chef le plus brillant et le plus heureux qui ait paru à l'avant-garde romantique: c'est le Mazeppa d'une armée, dont M. Victor Hugo est le Charles XII.» Il a paru en 1848 une nouvelle édition de *L'histoire de Don Quichotte de la Mancha*, traduite par Filleau de Saint-Germain, avec une *Notice sur la vie et les ouvrages de Michel Cervantes*, par M. Mermet, 6 vol. in-8°: le prospectus de cette publication, composé par lui, était en forme de dialogue. On a réimprimé en 1850 *Le théâtre de Clara Gazul*, augmenté de deux pièces nouvelles, *L'oraison* et *La course du saint sacrement*. — Méritée (Jean-François-Louis), a publié en 1850 un ouvrage intitulé: *De la peinture à l'huile, ou des procédés matériels employés dans ce genre de peinture*. Depuis Hubert et Van Eyck, jusqu'à nos jours.

MERMET (Le vicomte Jules-Armand-Joseph de), lieutenant général, grand-croix de l'ordre royal de la légion d'honneur, commandeur de Saint-Louis, l'un des fils du général Albert, tué à Préligne, le 29 fructidor an 2, naquit le 9 mai 1772, entra au service à l'âge de seize ans, et fit une campagne aux colonies. Chef d'escadron dans le 7<sup>e</sup> régiment de hussards, en novembre 1793, il devint colonel un mois après, et général de brigade en 1795. En 1799, il était employé à l'armée d'Italie, et il se distingua au deuxième combat livré sur la Stura le 31 octobre; il fut nommé général de division en 1805, et la même année il se fit remarquer par son talent et sa bravoure au passage du Tagliamento. Le 15 janvier 1809, le général Mermet fut employé en Espagne, et il fut cité pour l'habileté et la valeur dont il avait fait preuve dans les journées des 15 et 16 janvier, qui amenèrent la prise de la Corogne, et cotèrent aux Anglais, les généraux Moore, Baird et Hamilton. Il occupa le 29 février le Ferrol, fit partie de la seconde expédition de Portugal, et prit part à tous les combats qui assurèrent pour quelque temps au maréchal Soult la conquête d'Oporto, et préservèrent les armées françaises d'une nouvelle journée de Baylen ou de Cintra. Le 29 septembre 1810, il combattit à Busaco, où le maréchal Masséna, mieux informé des moyens qui existaient pour tourner cette position, réussit à éviter une perte de quatre à cinq mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers. En 1813, le général Mermet fut employé à l'armée d'Italie qui, sous les ordres du prince Eugène, disputait pied à pied aux Autrichiens les pays sur l'Adige et la Brenta; il se distingua au combat de Caldiero, et prit part à la bataille du Mincio, où l'ennemi perdit cinq mille hommes mis hors de combat et laissa trois mille prisonniers. Après la restauration, M. Mermet fut nommé inspecteur-général de cavalerie, et grand-officier de la légion d'honneur dont il était commandeur depuis l'origine. En 1815, il était à Lons-le-Saulnier, et reçut du maréchal Ney l'ordre de prendre le commandement de cette ville; il se disposait

à obéir à cette injonction quand il reçut un nouvel ordre d'aller y commander au nom de Napoléon. Ayant refusé de partir, il fut mis aux arrêts. Après le second retour du roi, il fut nommé vicomte et employé dans l'inspection générale. Il a été nommé depuis, grand-croix de la légion d'honneur, commandeur de Saint-Louis, et gentilhomme de la chambre du roi. En 1826, il fut appelé au commandement supérieur du camp de Lunéville. Il est actuellement en disponibilité. — Son frère, Antoine MERMET, né le 2 août 1775, entra au service le 2 août 1791, a fait dans la cavalerie légère toutes les campagnes de la révolution, et s'est distingué, surtout aux combats de Pignerol, et de Flessingue, en 1813, et de Wethau, où il commandait le 19<sup>e</sup> régiment de dragons. Promu en 1809 au grade de colonel, il commandait en 1819, les chasseurs de la Corréze.

MERSCH (VAN DER), né à Mevius. En faisant en France ses premières études, il avait été distingué par Chevert, qui l'appelaient son intrépide Flamand. Après la prise de Prague, où il eut occasion de faire remarquer sa capacité et son activité, il entra comme lieutenant-colonel au service de l'empereur d'Allemagne. Il vivait retiré à Mevius, où il jouissait d'une grande estime, lorsque les mécontents du Brabant commencèrent à s'insurger à Bréda. C'était en 1789; impatient de voir son pays affranchi de la domination autrichienne, Van der Mersch se présenta au comité de Bréda qui lui donna le commandement du corps d'armée que l'on organisait sur le sol de la Hollande. Sachant que la mésintelligence commençait à régner à Bruxelles entre le gouvernement et l'autorité militaire, Van der Mersch jugea qu'il n'était pas impossible de frapper un coup décisif, et que cette audace hâterait dans toute une partie des Pays-Bas une explosion générale, seul moyen de salut. Il ne disposait que de quelques centaines d'hommes mal armés, et il n'avait pu encore les discipliner parfaitement; mais la haine pour l'étranger y suppléait, et l'enthousiasme de cette troupe lui procura un premier succès au bourg de Hoogstaaten, à quatre lieues de Turnhout. De si faibles bandes n'auraient pu tenir la campagne; il leur fut donc facile de cacher leur vrai dessein lorsqu'ils se jetèrent dans Turnhout, comme pour y chercher un refuge, au moment où le baron Schroëder accourait à la tête de forces qui eussent été plus que suffisantes s'il les avait bien dirigées. Croquant les Brabançons frappés de terreur, les Autrichiens pénétrèrent jusqu'au milieu de la ville pour se saisir de cette poignée de rebelles, et Schroëder n'éprouva d'abord aucune résistance; mais dès qu'il parvint à la place, une vive fusillade, partie des fenêtres des maisons, déconcerta sa troupe. Van der Mersch la chargea aussitôt avec impétuosité, la mit en fuite, et resta maître de l'artillerie. Ceux d'entre les partisans secrets des insurgés qui étaient restés incertains jusqu'alors, n'hésitèrent plus, et le soulèvement s'étendit au loin. Les Autrichiens expulsés de Gand, après deux jours de combat, furent aussi réduits à quitter Bruxelles, où Van der Mersch fut reçu comme le méritait sa belle conduite et l'importance des résultats. On lui confia toute l'organisation de l'armée qui grossissait chaque jour, et dont il prit le commandement, avec le titre de général en chef. On introduisit dans les corps soldés qui devaient soutenir les bataillons de volontaires, beaucoup d'anciens militaires, dont le zèle pour former leurs camarades seconda l'habileté de Van der Mersch. Il se trouva promptement en état de lutter contre les forces rassemblées par l'Autriche dans ces provinces, et même de remporter de nouveaux avantages. Durant les crises politiques, il n'est point rare de montrer un dévouement semblable; mais il l'est que la discorde n'en détermine pas les fruits. On trouvait dans le congrès chargé des affaires de l'intérieur, un petit nombre de citoyens éclairés et sincères; des intrigants les réduisirent à l'inaction, et dissipèrent les deniers publics, sans épargner même les fonds destinés à la solde des troupes. Les réclamations de l'incorruptible Van der Mersch ne purent reformer l'administration, mais elles l'inquiétèrent. Dès qu'il eut fait entendre qu'il se convertirait avec les hommes intègres afin d'arrê-

ter ce brigandage, la faction qui entretenait l'aveugle exaltation des basses classes, prit des mesures pour le rendre suspect, et pour ébranler même la confiance des soldats. Lorsqu'enfin il se mit en marche pour réprimer les désordres populaires dont plusieurs personnages irréprochables venaient d'être victimes, on prétendit avoir découvert qu'il se préparait à servir la cause des Autrichiens, et le général Schenfeld, né en Prusse, fut envoyé contre lui. On n'en vint pas même aux mains; Van der Merck, accusé vaguement de trahison par les émissaires du congrès et par ceux de l'adroit Schenfeld, se vit abandonné d'une partie de ses officiers. N'ayant pu le faire condamner à Bruxelles, où il avait voulu être jugé, on le jeta dans la citadelle d'Anvers, en érant de le faire passer par Malines qui paraissait disposé à se soulever en sa faveur. Le désordre s'accrut dans l'administration; les troupes mécontentes abandonnèrent leurs drapeaux, et la Belgique retomba au pouvoir des Autrichiens, jusqu'à ce que les Français l'en délivrassent. Les amis du brave Van der Merck n'avaient pas réussi dans leurs tentatives pour le faire élargir; ce fut à l'autorité autrichienne qu'il dut la liberté. Il mourut dans ses propriétés, auprès de sa ville natale, le 14 septembre 1799, peu de jours avant l'entrée des troupes françaises.

MERY (Joseph), né à Marseille, le 21 janvier 1798. A neuf ans, il entra au séminaire, et se livra avec passion aux études théologiques. Il fut bientôt en état de soutenir, sur la *grâce concomitante*, une thèse publique, et, à onze ans, il publia une dissertation sur le *libre arbitre*. Son ardeur pour l'étude le fit dévier de la carrière qu'il suivait avec éclat. Il fut chassé du séminaire, à treize ans, pour avoir lu les ouvrages philosophiques de Voltaire. Le mémoire de M. Mery était prodigieux. A seize ans, il se rendit à Aix, et y prit ses degrés à la faculté de droit. Un duel qu'il eut avec un étudiant et le malheur qu'il eut de le tuer, l'obligèrent de revenir à Marseille, où il publia divers écrits. Violamment attaqué dans une brochure intitulée : *Notice sur M. Mery*, il envoya un cartel à l'auteur, qui n'y répondit que par un nouveau pamphlet. Indigné de la lâcheté de son ennemi, M. Mery le poursuivit sans relâche à Avignon, à Valence, à Lyon, à Bourg-en-Bresse, et jusqu'à Paris où il le perdit de vue. Jeune et entraîné par les passions, M. Mery ne mit point à profit son premier voyage dans la capitale : il s'y livra à la dissipation, à son goût pour les chevaux, pour les intrigues galantes, presque toujours suivies d'affaires d'honneur; blessé dangereusement, il retourna à Marseille pour achever de se rétablir. Bientôt il entreprit un voyage en Italie, et passa six mois à Rome; ses observations sur cette capitale des beaux-arts, et sur ses monuments sont consignées dans un ouvrage, encore inédit, qui a pour titre : *Rome moderne*. Sa passion pour une juive, maîtresse d'un cardinal, lui suscita de nouvelles traverses; assailli un matin par des assassins en rentrant chez lui, et sauvé par un jeune peintre, il ne parvint à se dérober à la vengeance de son rival à barrette, qu'en quittant Rome précipitamment, pour s'embarquer à Civita-Vecchia. De retour à Marseille, il y fonda, le 1<sup>er</sup> janvier 1820, avec Alphonse Rabbe, le journal le *Phœnix*. Le courage et le talent avec lesquels ils combattirent, dans cette feuille quotidienne, le fanatisme des missionnaires, et le despotisme ultramontain et ministériel, les exposa à des poursuites judiciaires et à des persécutions clandestines; ils ne sortaient plus qu'armés jusqu'aux dents. M. Elicagaray, inspecteur de l'université, étant venu à Marseille, en 1821, proclamer ses célèbres maximes monarchiques et religieuses à l'usage des collègues, M. Mery l'attaqua vivement dans une brochure qui fit grand bruit, et qui fit condamner l'auteur à trois mois de prison et à une forte amende; la même année, il subit une nouvelle condamnation politique. Tant d'entraves rendirent la situation des deux redacteurs si pénible, qu'il furent forcés d'abandonner leur journal en 1822. M. Mery crétant à son goût pour les voyages, se rendit à Constantinople; ses opinions bien prononcées lui attirèrent de la part du marquis de Rivière, ambassadeur de France, qui l'avait connu en Provence, dans le

temps qu'il y était commissaire-général, une foule de tracasseries qui se terminèrent par un ordre de quitter l'empire Ottoman. Il fit voile pour sa patrie, et s'enferma dans un vieux manoir patrimonial, sur le bord de la mer. Il passa un an dans cette retraite, cultiva la poésie latine, et y composa une *Traduction de la Henriade*, en vers latins, et un *Commentaire sur Lucain et sur Juvenal*, l'éclatant enfin aux instances de ses amis, il retourna à Paris, en 1824, et y trouva son compatriote M. Barthélemy. La conformité de goûts et d'opinions politiques les lia intimement. La carrière dramatique ne pouvait convenir à deux jeunes Provençaux, trop raides pour faire la cour aux comédiens; flatter les grands, les ministres, ne leur répugnait pas moins; signaler leur haine contre les abus, contre le jésuitisme, contre les vices d'un ministère justement décrié, les combattre avec les armes toujours puissantes du ridicule, souriait davantage à leur imagination méridionale. Ils s'arrêtaient à ce plan; mais avant d'en commencer l'exécution, M. Barthélemy fit un voyage à Londres. Pendant son absence, M. Mery publia : 1<sup>o</sup> *Épître à Sidi-Mahmoud* (envoyé de Tunis), 1825, in-8<sup>o</sup>. Cet ouvrage remarquable eut une vogue prodigieuse. Les *Adieux à Sidi-Mahmoud*, mis au jour par M. Barthélemy, à son retour d'Angleterre, n'ayant pas obtenu moins de succès, les deux amis travaillèrent ensemble, et le premier fruit de cette pique commune fut : 2<sup>o</sup> *Réponse de Sidi-Mahmoud*, 1825, in-8<sup>o</sup>; reproduit, la même année, dans *Les Sidiennes*, recueil qui contient les trois pièces, et qui a été souvent réimprimé. Tandis que M. Barthélemy composait son *Épître au grand turc*, M. Mery publia : 3<sup>o</sup> *Épître à M. de Villèle*, 1825, in-8<sup>o</sup>; ce tableau en raccourci des principaux actes d'un ministre à qui l'auteur conseillait la retraite, réussit beaucoup, grâce aux traits malins et hardis qu'il y décochait contre le personnage, et aux charmes de la poésie. La matière prêtait; elle fournait aux deux amis l'idée et le sujet d'un ouvrage plus important : 4<sup>o</sup> *La Villèleade*, ou la prise du Château-Rouge, poème héroï-comique, en quatre chants, 1826, in-8<sup>o</sup>, et porté dans les éditions suivantes, à cinq et six chants. Ils publièrent encore ensemble à cette époque : 5<sup>o</sup> *Malaguti et Batta*, ou les deux ultramontains, poème, 1826, in-8<sup>o</sup> (anonyme); cette pièce plus gaie que ne l'indique le titre, et que ne le comportait le sujet, prût avant la condamnation des deux assassins du changeur Joseph, les auteurs en font deux suppôts de la congrégation; 6<sup>o</sup> *Les jésuites*, épître à M. le président Segurier, 1826, in-8<sup>o</sup>; vive attaque contre la secte qui propagait en France le fanatisme, et qui sapait les fondements des libertés civiles et religieuses. Usé par les passions de la jeunesse et par l'étude, M. Mery tomba alors dans un état d'affaiblissement qui mit ses jours en danger. Les médecins lui ayant prescrit d'aller respirer l'air natal, il fit construire une voiture de voyage, où il était constamment couché; il fut trois mois en route, ne faisant que deux ou trois lieues par jour. Quelque temps après son arrivée à Marseille, sa santé s'étant améliorée, il se maria, acheta une propriété au bord de la mer, et s'y retira avec sa femme. M. Barthélemy vint y trouver son ami. Occupé du poème de *Napoleon*, ils avaient résolu d'aller visiter l'Égypte; mais la guerre d'Alger ayant éclaté, et la mer n'étant plus libre, ils furent obligés de renoncer à leur projet. Pour se dédommager ils composèrent un autre poème dont le sujet leur fut inspiré par le soleil de la Provence, et par le spectacle de la mer et des préparatifs continuels qu'ils voyaient faire contre les barbaresques. Un duel que M. Mery, quoique faible et souffrant, eut avec un voyageur hollandais, son voisin de campagne, le força de revenir à Paris, en 1827. Il y mena, avec son compagnon de travail, une vie littéraire aussi active que les actes arbitraires du ministère. Ils publièrent successivement : 7<sup>o</sup> *Rome à Paris*, poème en quatre chants, 1827, in-8<sup>o</sup>. Les principaux personnages sont MM. de Villèle, de Peyronnet, de Cabières, le prince de Metternich, Fortis, général des jésuites, et M<sup>me</sup> de Krudner, illuminée. 8<sup>o</sup> *La Peyronneide*, épître à M. de Peyronnet, 1827, in-8<sup>o</sup>; satire moins gaie que les précédentes, parce qu'indignée du projet de loi contre la presse, les courageux poètes

étaient, suivant leurs propres expressions, « montés sur la brèche comme citoyens. » Ils étaient sur le point de terminer une *Épître à la chambre des pairs* pour invoquer sa haute justice en faveur de la littérature lorsque le retrait forcé de la loi vandale les fit renoncer à cette pièce, pour en improviser une autre. 9° Une *scène chez M. de Peyronnet*, ou *la scène avérée*, scène dramatique, 1827, in-8°. C'est le chant de victoire. 10° Le *congrès des ministres*, ou *la revue de la garde nationale*, scènes historiques, en vers, 1827, in-8°; épisode et avant-coureur de l'ouvrage suivant : 11° *La Corbière*, poème en quatre chants, 1827, in-8°. Il s'agit de l'ordonnance contresignée, le 29 avril, par le ministre Corbière, pour le licenciement de la garde nationale. 12° *La censure*, scène historique, en vers, 1827, in-8°; relative au rétablissement de la censure en faveur de la congrégation. 13° *La Bacclade*, ou *la guerre d'Alger*, poème héroïque-romanesque en cinq chants, 1827, in-8°. C'est l'ouvrage de prédilection des deux auteurs. Le juif Nathan Bacri est le héros principal du poème. 14° *Etrennes à M. de Filletta*, ou *nos adieux aux ministres*, 1828, in-8°. Ils annonçaient, dans leur préface, la résolution de rester au même poste, si des Séjans succédaient aux Séjans, et ils ont tenu parole. 15° *Napoléon en Égypte*, poème en huit chants, 1828, in-8°. Tandis que M. Barthélemy allait à Vienne pour tenter inutilement d'offrir au duc de Reichstadt un exemplaire de ce poème, M. Méry se rendait dans sa patrie, où il publia seul : 16° *Marseille*, ode, lue à l'athénée de cette ville, Marseille, 1827, in-8°. Son ami étant venu le joindre, ils méditèrent un autre ouvrage qu'ils achèveront par correspondance, après le retour de M. Barthélemy à Paris : 17° *Le fils de l'homme*, ou *souvenir de Vienne*, Paris, 1829, in-8°. Réunis dans la capitale, les deux poètes publièrent : 18° *Waterloo*, ou *général Bourmont*, 1829, in-8°. 19° *Épître à M. Saintine*, qui a bien voulu se charger de revoir les épreuves d'un de nos ouvrages, 1829, in-8°. Rappelé à Marseille par la maladie et la mort de son père, M. Méry n'a point figuré dans le *Précis du fils de l'homme*, et n'a point partagé la détention de son ami. De retour à Paris, peu de temps avant la révolution de juillet, il a combattu avec lui pendant les trois jours, après lesquels ils ont employé trois nuits à composer : 20° *L'insurrection*, poème, *dédié aux Patriotes*, 1830, in-8°. Cet ouvrage, après avoir eu huit éditions, a reparu dans la seizième livraison de *La Némésis*. Les auteurs y ont joint : 1° *La trilogie*, chant patriotique, exécuté sur divers théâtres de Paris. MM. Méry et Barthélemy n'ont demandé et n'ont obtenu ni décorations, ni médailles, ni places, ni récompenses. Le premier avait été nommé bibliothécaire à Marseille : mais ses ennemis ont fait révoquer sa nomination. Ses derniers ouvrages sont : 21° *Le chant du coq gaulois*, 1830, in-8°. 22° *Le bonnet vert*, 1830, in-8°, roman d'observation, remarquable par la chaleur et la pureté du style. 23° (avec M. Barthélemy) *La Némésis*, satire hebdomadaire, en vers, dont il parait une livraison de huit pages tous les dimanches, depuis le mois d'avril, vingt-six livraisons, in-6°; non compris le prospectus-spécimen, publié le 27 mars, et un supplément à la seizième livraison. Cet ouvrage, d'un genre tout nouveau et dont l'esprit est fortement prononcé dans le sens de l'opposition, a été poursuivi par le ministère public, non pour ce que contiennent ses divers numéros, tels que *la miniature*, *la chambre des députés*, *les croix d'honneur*, *la dinor diplomatique*, *les élections*, *la timbre*, *la poêle et l'émaleute*, à M. Camille Perier, *L'anniversaire des trois jours*, etc.; mais parce que, considéré comme éditeur d'une feuille périodique, M. Barthélemy avait négligé de faire timbrer ses feuilles et de fournir un cautionnement. Condamné au mois d'août à un an de prison et à l'amende, il a interjeté appel de la sentence; mais en attendant l'arrêt définitif, il s'est soumis au timbre. M. Méry a fourni beaucoup d'articles piquants à divers journaux politiques et littéraires. Doué d'une imagination féconde et d'une verve inépuisable, il est fâcheux qu'une santé très affaiblie le force, à trente-trois ans, à porter en tout temps, trois ou quatre gilets de flanelle. Il partage ses loisirs entre sa femme, la litté-

ture et la politique. La notice que nous donnons de M. Méry complète et corrige celle de M. Barthélemy, précédemment publiée : toutefois, en tâchant d'éviter les redites, nous avons rangé la liste de leurs ouvrages dans un meilleur ordre chronologique. On annonce comme devant paraître incessamment, une édition complète des *Œuvres politiques de MM. Méry et Barthélemy*, en 4 vol. grand in-18. — M. de Louis, frère du précédent, né à Marseille, le 3 juin 1800, s'y livre avec succès à l'enseignement public. Il a présidé la société de statistique de cette ville, la première année de sa fondation. Après s'être fait connaître avantageusement par quelques brochures remplies de vues utiles et généreuses, il s'est occupé d'une *Histoire de Provence*, ouvrage estimable, qui doit former 3 vol. in-8°, et dont il a déjà paru quelques livraisons, Marseille et Paris, 1830 et 1831.

MEUNIER. Voyez DANCEREAUX.

MEUNIER (CLAUDE-MAIR, baron), lieutenant-général, né le 5 août 1770, entra jeune dans l'état militaire et parvint assez rapidement au grade de chef de bataillon. Après avoir été long-temps employé au dépôt de la guerre, il fut envoyé à l'armée active comme colonel du 9<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère; il fut nommé commandant de la légion d'honneur le 14 juin 1804. A la bataille d'Austerlitz, il combattit à la tête de son excellent régiment, et se distingua par plusieurs traits de courage. Le colonel Meunier fit les campagnes de 1806 et 1807 en Allemagne, et se fit particulièrement remarquer à la bataille d'Eylau. Après la paix de Tilsitt il épousa la fille du célèbre peintre David. Lors de la guerre d'Espagne, il fut envoyé dans cette contrée en 1809, après avoir été nommé baron d'empire. Le courage et le talent qu'il y déploya, surtout à la bataille de Cuenca, le firent nommer général de brigade. Dans les campagnes qui suivirent, il continua de donner des nouvelles preuves de valeur, et reçut, en 1812, l'ordre d'aller prendre le commandement d'une brigade d'infanterie à la grande armée d'Allemagne. Le général Meunier fit la campagne de Russie avec beaucoup de distinction, se trouva aux principales batailles de cette grande époque, et fut récompensé de plusieurs actions d'éclat par le grade de général de division, qu'il reçut le 5 novembre 1813. Il prit alors le commandement de l'une des divisions de la jeune garde, suivit le mouvement de retraite de l'armée, et entra, en janvier 1814, dans la ville de Nancy. Pendant toute la campagne de France, il se montra soldat dévoué à sa patrie, la défendit avec le plus grand courage contre l'invasion étrangère, et ne posa les armes que lors de l'abdication de Napoléon. Le 19 juillet de la même année, Louis XVIII le nomma chevalier de Saint-Louis, et, peu après, commandant de la ville de Poitiers. Pendant les cent jours, le baron Meunier accepta le commandement de la jeune garde impériale; cependant, après le second retour des Bourbons, il fut encore employé dans les départements de l'ancienne Bretagne comme inspecteur-général d'infanterie, et conserva ces fonctions jusqu'en 1825. A cette époque, il fut classé parmi les lieutenants-généraux en disponibilité, et il est aujourd'hui, depuis la révolution de juillet, inspecteur-général de l'infanterie.

MEY (CLAUDE), avocat et canoniste, né à Lyon, le 15 janvier 1713, étudia la théologie et le droit canon, mais ne voulut pas entrer dans les ordres sacrés. Il se fit recevoir avocat au parlement de Paris, en 1739. Mey acquit une grande réputation sur les matières canoniques. Alors les avocats rédigeaient des consultations contre les bulles des papes, les mandements des évêques, et pour les appelants. Il dirigea la rédaction des *Nouvelles ecclésiastiques*. Il publia encore, avec M. de Montazet, archevêque de Lyon, la *Lettre à l'archevêque de Paris*, en 1760, et eut aussi part à plusieurs actes de l'administration de ce prelat. Opposé à la constitution civile du clergé, il signa la constitution dressée par Jabinéau le 18 mars 1790. Après cet acte, regardé comme le premier coup porté à l'œuvre de l'assemblée constituante, Mey n'a rien publié, au moins sous son nom. Pendant la terreur, il se retira à Sens, où il mourut à l'âge de quatre-vingt-qua-



tre ans, le 12 juin 1796. Il possédait de grandes connaissances en matières canoniques et théologiques, et fut toujours regardé comme un des plus zélés défenseurs des opposants. Il a publié : 1° *L'apologie des jugements rendus en France contre le schisme*, 1782, 2 vol. in-12. La première partie lui appartient ; c'est une défense des appelants. La seconde est de Maultrot. Cet ouvrage a été condamné par Benoît XIV, et supprimé par arrêt du parlement de Paris. 2° *Remarques sur une thèse soutenue au Sorbonne le 3 octobre 1751, par l'abbé de Brienne*, 1751, in-12 de 40 pag. ; 3° *Réquisitoire des sous-ferriers du domaine, au roi, pour demander que les billets de confession soient assujettis au contrôle*, in-12 de 40 pag. Cette pièce fort piquante fut brûlée par arrêt du parlement de Paris du 23 juillet 1751. 4° *Consultation pour des curés du diocèse d'Auxerre*, 1755, in-12 de 598 pages ; 5° *Mémoires pour les abbés, prêtres et religieux de Saint-Vincent-de-Mans*, 1764, in-4° ; 6° *Mémoires pour prouver que les curés ont le droit d'administrer et d'enterrer les religieux des monastères*, 1767, in-4° de 97 pages ; 7° *Observations sur l'édit concernant les ordres monastiques*, 1768, in-12 de 6 pages ; 8° *Consultations pour les bénédictins contre la commission des régulateurs*, 2 vol. in-4° ; 9° *Mémoires pour les docteurs Xaupi et Billeter*, 1772, in-4° ; 10° *Maximes du droit public français, tirées des capitulaires, des ordonnances du royaume et des autres monuments de l'histoire de France*, 1772, 2 vol. in-12 ; 2° édition, 1775 ; 11° *Lettre du R. P. de l'ordre des minimes, à M. le docteur de Sorbonne, au sujet de l'arrêt intitulé : De l'immolation de N. S. J. C. dans le sacrifice de la messe*, in-12.

MEYER BEER (JACQUES), célèbre compositeur de musique, né en 1791 à Berlin, est fils du banquier Beer, qui vient de mourir dernièrement, et frère de Michael Beer, jeune poète dramatique, qui compte déjà plus d'un succès. A l'âge de neuf ans Meyer Beer se fit entendre sur le piano devant le public de Berlin, qui n'admirait pas moins l'étonnante facilité avec laquelle il exécutait les morceaux les plus difficiles, que la spirituelle originalité de ses improvisations. En 1810, il recut les leçons du célèbre abbé Vogler, et eut Weber pour condisciple. Ses progrès furent si rapides que, l'année suivante, son maître lui confia la mise en musique de la cantate *Dieu et la nature*, pour la société des concerts de Berlin, et de l'opéra de *Jephthé* pour le théâtre de Munich. La première de ces compositions, écrite dans un style léger et brillant, eut tous les suffrages ; la seconde, qui avait le défaut d'être trop sévère, et de ne pas sacrifier assez au goût de la masse du public, fut tièdement accueillie et disparut bientôt de la scène. En 1814, Meyer Beer donna, à Stuttgart et à Vienne, son opéra intitulé *Les deux califes*, qui fut couvert d'applaudissements. Cette composition gaie, spirituelle et bouffonne au dernier degré, fit le tour de l'Allemagne, et mérita à son auteur les éloges des plus célèbres musiciens de ce pays. Le même opéra, augmenté de quelques morceaux nouveaux, a été joué plus tard, à Prague, sous le titre d'*Amilchah, ou l'hôte et la comtesse*. En 1815, Meyer Beer vint passer quelques mois à Paris, et se rendit de là en Italie. Dans cette patrie de la bonne musique, il sentit combien ses ouvrages laissaient à désirer sous le rapport du chant, et il se mit avec ardeur à étudier les grands maîtres qui l'avaient précédé dans la carrière. Après avoir consacré deux années à ces études, il fit représenter, en 1817, à Padoue un opéra intitulé : *Romilda e Costanza*, où l'on trouve de la grâce, de la fraîcheur, des motifs bien conduits, mais peu ou point d'idées neuves. Quelque temps après, il donna son *Emma di Resburgo*, opéra en trois actes, dont la partition est, pour ainsi dire, calquée sur d'anciens modèles italiens, et où, par conséquent, l'orchestre est entièrement sacrifié au chant. Cet ouvrage obtint, grâce à la suave ravissante des mélodies, un plein succès sur les premiers théâtres lyriques de l'Italie et de l'Allemagne ; à l'exception de celui de Berlin, où il fut horriblement sifflé. On attribua cette chute en partie à une cabale, en partie à l'orgueil national, blessé de ce qu'un artiste allemand aussi distingué s'était oublié au point d'imiter les étrangers jusque dans leurs défauts. A *Emma di Resburgo*, il fit succéder la *Margheritta d'Anjou*, opéra seria, qui se

distingue par l'excellente facture des chœurs et des finales, et qui a eu un bon nombre de représentations à Paris et dans les autres grandes villes de France. Par ce dernier ouvrage, Meyer Beer a dignement préludé à ce célèbre opéra d'*Il crociato in Egitto*, qui est son principal titre à la gloire, et, sans contredit, l'une des plus remarquables productions musicales de notre époque. Les grandes difficultés que présente l'exécution de cet œuvre, ne permettent de le représenter que sur les théâtres du premier ordre. *Il crociato* a été donné aux Italiens de Paris à différentes époques, et dernièrement en 1818. Outre les ouvrages que nous avons cités, Meyer Beer en a publié un assez grand nombre d'une moindre importance, tels que des romances, nocturnes, marches militaires, variations, etc. Il se trouve actuellement, en 1831, à Paris, où il vient de mettre en musique un opéra intitulé : *Robert le Diable*, dont les paroles sont de M. Scribe. Cette pièce qui était d'abord destinée au théâtre de l'Opéra-Comique, sera jouée prochainement à l'Académie royale de Musique.

MEYNIER (JEAN-BAPTISTE), que l'on a souvent confondu mal à propos avec le général Meunier, naquit à Avignon, en 1749. Entré de bonne heure au service, il fut envoyé en Amérique avec l'armée commandée par le maréchal de Rochambeau, et fit les campagnes de la guerre de l'indépendance, depuis 1780 jusqu'en 1783, en qualité de lieutenant d'infanterie. Quelques années après son retour en France, il fut nommé capitaine de grenadiers, et c'est dans ce grade qu'il commença à se faire connaître par une grande bravoure unie à beaucoup d'intelligence. Il se trouva au siège de Spire et à celui de Mayence, en 1793, et la défense du fort de Koenigsstein, qui lui fit confier quelque temps après, lui fit le plus grand honneur. En 1793, cet officier fut promu au grade de général de brigade. Le 22 août de la même année, il marcha, sans en avoir reçu l'ordre, sur Bergzabern, pour attaquer un corps de troupes ennemies, bien supérieures en nombre à celles qu'il commandait. Ce corps s'était déjà emparé des positions en avant de Bergzabern ; mais le général Meynier parvint à s'en rendre maître, en ranimant le courage de plusieurs bataillons qui, n'ayant pas reçu d'ordres, effectuaient un mouvement en arrière. Le 23 août, les Autrichiens firent de nombreux efforts pour déloger le général Meynier de l'importante position qu'il leur avait enlevée, mais ils furent continuellement repoussés et le vainqueur la conserva jusqu'au 27. L'armée ennemie se détermina alors à tenter une attaque générale sur toute la ligne. Le général Meynier contribua beaucoup au succès de la journée par ses manœuvres, et se distingua à plusieurs reprises de la manière la plus brillante. Les représentants du peuple, commissaires à l'armée du Rhin, lui adressèrent des félicitations sur sa conduite, et peu de temps après il fut nommé général de division. A la journée du 13 octobre suivant, Meynier s'étant mis à la tête du 2<sup>e</sup> bataillon de Lot et Garonne, pour charger les Autrichiens, fut atteint par un balleau qui lui traversa la cuisse. Ce général était à peine remis de sa blessure qu'il reçut du général Michaud la commandement des troupes de l'armée du Rhin qui se trouvaient engagées dans les gorges. Les points importants de Plätsberg, Sawkops, et plusieurs autres encore, qui étaient défendus par les Prussiens, ne purent résister à Meynier. Dans la suite de cette campagne, ce fut lui qui, avec un corps de sept mille hommes au plus, eut à défendre le fameux poste de Kaiserslautern contre toute l'armée ennemie. Il s'y maintint pendant trois jours, et ce ne fut qu'à la troisième attaque générale qu'il fut obligé d'abandonner cette position. Meynier passa ensuite à l'armée d'Italie. Il prit possession de la ville de Tortone, dont il eut le commandement pendant un mois. Etant tombé malade à Verone, il ne voulut se laisser transporter sur les derrières de l'armée, que lorsque le général Alvinzi fut effectué sa retraite. Retiré en France, il fut nommé, en 1800, commandant de la 18<sup>e</sup> division militaire, et, en 1802, commandant de la légion d'honneur. Sa santé se trouvant très affaiblie par suite de ses blessures, le général Meynier

demandas retraite; mais l'empereur Napoléon voulut le récompenser sans se priver entièrement de ses services, le nomma commandant de la place de Mayence. Il y reprit ces fonctions jusqu'au 4 décembre 1813, époque de sa mort, laissant dans l'armée le souvenir d'un bon général et d'un officier plein de bravoure.

MICAL (l'abbé), né vers 1730, connu par d'ingénieux ouvrages en mécanique. Il reçut de bonne heure les ordres sacrés; mais ayant été pourvu, vers la même époque, d'un bénéfice, et d'ailleurs sachant se contenter de peu, il vécut retiré, consacrant ses loisirs à la seule science pour laquelle il eût un penchant décidé. Il avait d'abord réusé à construire un assez grand nombre d'automates qui jouaient de la flûte, de manière à former un accord. Rivarol vanta la perfection de leur jeu, et les trouva fort agréablement sculptés; mais un scrupule les fit détruire. Quelqu'un ayant vu dans la nudité de ces figures un sujet de reproche, l'abbé Mical sacrifia son ouvrage qui aurait pu remplir toute une salle de concert, et depuis il ne fit plus que des têtes. La première, en airain, prononçait assez bien, dit-on, quelques mots de suite; cependant Mical en était encore si peu satisfait que dans sa modeste indignation, il la brisa en voyant l'éloge indiscret, et peu mesuré qu'en faisait le *Journal de Paris*. De nouveaux essais répondirent mieux à l'attente de l'auteur, et, au mois de juillet 1783, il soumit au jugement de l'académie des sciences, deux têtes parlantes, dont la manière d'articuler fut qualifiée de surhumaine par quelques admirateurs. Dans un rapport du 7 septembre, Vicq d'Azis reconnut que le but de l'abbé Mical était presque rempli; mais le lieutenant de police Lenoir, lui ayant été moins favorable, ces automates ne furent pas achetés par le gouvernement. On avait déjà vu plusieurs fois des têtes parlantes artificiellement fabriquées. La plus ancienne paraît avoir été celle d'Albert le Grand, mise en pièces par Saint-Thomas d'Aquin dans un premier moment de frayeur, lorsqu'un saint dût rester plus calme peut-être. Quatre siècles après, le professeur Merzib en fit une à Dresde; on assure qu'elle répondait en français, en latin, en grec, en hébreu, et qu'il suffisait que les questionneurs lui parlaient à l'oreille dans une de ces langues, à leur choix. Plus tard la supercherie devenant plus difficile, ou l'approbat ou des enthousiastes plus suspecte, on n'eut plus la prétention de produire quelque chose d'aussi merveilleux; mais enfin deux contemporains de l'abbé Mical, G. G. Kratzenstein, vante par Lalande dans le *Journal des sçavans*, octobre 1787, et Kempten, firent aussi leurs chefs-d'œuvre en ce genre. Quant à celui de l'abbé, il excita chez Rivarol une admiration excessive, et difficile à excuser de la part d'un homme aussi spirituel. Voici ce qu'il dit en terminant: «Avec un peu d'habitude, on donnera au langage des têtes la rapidité, les reps et toute la physionomie enfin que peut avoir une langue qui n'est point animée par les passions. Les étrangers prendront la *Iliade*, ou le *Télémaque*, et les feront reciter d'un bout à l'autre, en les plaçant sur le clavier vocal, comme on place des partitions d'opéra sur les claviers ordinaires. » *Lettre au président de..... Œuvres de Rivarol*, tome II. Plus raisonnables, les commissaires de l'académie des sciences rendirent compte en ces termes, des procédés employés par l'abbé Mical. «Les têtes recoutraient une boîte creusée dans les différentes parties étaient rattachées par des charnières, et dans l'intérieur de laquelle l'auteur avait disposé des glottes artificielles, de différentes formes, sur des membranes tendues. L'air, passant par ces glottes, allait frapper les membranes qui rendaient des sons graves, moyens ou aigus..... imitation très imparfaite de la voix humaine. » On a dit que ces deux têtes avaient aussi été brisées; mais elles ont été vendues, selon Montucla, qui place en 1790 la mort de l'abbé Mical, et qui ne fait pas mention de l'indigence dans laquelle cet ecclésiastique aurait passé ses dernières années, si on en croyait le *Dictionnaire universel*.

MICHAELIS (JEAN-DAVID), célèbre orientaliste, né dans la ville de Halle, en Prusse, le 27 février 1717. Son père, professeur de théologie, et très versé dans

la langue hébraïque, avait toutes les qualités d'un excellent grammairien; mais ses travaux ne lui permirent pas d'instruire lui-même son fils, qui, sous ce dernier rapport, lui resta toujours inférieur, ayant même contracté dans l'enfance, à cause de l'honneur pédantesque d'un de ses maîtres, du dégoût pour l'aride exactitude de la syntaxe. Quatre années passées ensuite à l'école des orphelins lui donnèrent quelque connaissance du grec et un penchant momentané pour la poésie latine. Au nombre de ses premiers guides, dont il parla toujours avec reconnaissance, se trouvaient S.-J. Baumgarten, qui l'introduisit à la doctrine métaphysique de Leibnitz, et le sage ministre luthérien Freylinghausen, qui, voyant son disciple attaché irrévocablement au christianisme depuis les exhortations du pieux Baumgarten, toléra chez lui une certaine liberté d'esprit relative aux questions particulières de la théologie. L'opinion des semi-pélagiens sur la faculté accordée à l'homme d'entrer de son propre mouvement dans la voie des prédestinés, resta la plus plausible aux yeux de Michaelis; mais il ne se sépara point de l'égise luthérienne; seulement il refusa constamment de remplir diverses fonctions qui eussent exigé de lui une plus docte orthodoxie. En sortant de cette maison, où il avait eu Reiske pour condisciple, il suivit les cours de l'université, et surtout les leçons de Ludwig, sur le droit public et l'histoire de la Germanie; mais il ne se forma pas, comme ce professeur, à rechercher l'origine de différentes prétentions des nations régnaient pour établir quelque concordance entre les stipulations des anciens et des nouveaux traités. En remontant à la nature des choses, sans oublier la continuelle diversité des siècles, il se fit du droit une idée plus vaste ou plus analogue au principe général des institutions humaines, et son inclination le portant presque toujours vers ce qui se rattachait au christianisme, il paraît avoir jeté, dans cette époque, les fondements d'une partie de son grand ouvrage sur la loi des Juifs. Sa manière d'entendre l'histoire exigeait qu'il y joignît l'étude de plusieurs idiomes anciens, et même celle des sciences naturelles et des systèmes métaphysiques. Il fit le premier cette remarque très curieuse, que Wolf, en cherchant à démontrer son principe de la raison suffisante, s'était laissé entraîner par l'équivoque des expressions latines et allemandes qui répondent au mot rien dans la langue française, où l'ambiguïté n'est pas plus facilement évitée. Ce fut la plus constante habitude de Michaelis de tout examiner attentivement, et de conserver à cet égard une grande indépendance. Mais à cette intention si louable de n'être retenu que par le vrai, s'il joindait constamment une entière impartialité d'esprit? Au sujet des Hébreux, par exemple, et dans le jugement général qu'il a porté de leur loi, n'est-il pas resté soumis à ces préventions qui, une fois admises, semblent se fortifier chez plusieurs savants par le minutieux examen des détails? On avoue que Michaelis n'avait pas d'éloignement pour d'ingénieuses subtilités, qu'il était second en aperçus d'une utilité ou d'une exactitude très contestables, et que souvent il prodiguait son érudition pour triompher de difficultés dont la vérité ne tirait aucun avantage. Parmi les protestants eux-mêmes, la candeur de la foi n'exempte pas toujours des scrupules théologiques. Très jeune encore, Michaelis fut en proie à des doutes de ce genre; il n'avait pas encore une érudition assez sûre pour bien comprendre la loi donnée aux simples. «Dans son trouble, il ne voyait point comment concilier, disait-il, avec les devoirs de la société quelques passages avérés de l'évangile. » On pense qu'il s'agissait de deux versets sur le renoncement aux avantages du monde, dans le chapitre XIX de saint Matthieu. Ne voulant pas ainsi quitter toutes choses, il tomba dans de telles perplexités que sa santé s'altéra; mais, plus tard, il eut le bonheur d'interpréter le texte original de manière à tout arranger. Quant aux dogmes, il ne se permettait guère des doutes essentiels; néanmoins son adhésion trop imparfaite aux symboles de la confession d'Augsbourg l'éloigna de la chaire, malgré les suffrages obtenus au préchant momentanément soit à Halle, soit dans la chapelle allemande du roi d'An-

gleterre. Dans son voyage à Londres, Michaëlis forma d'utiles liaisons, et, en passant à Leyde, il fut bien accueilli de Schultens. Les leçons qu'il donna, dès qu'il fut de retour dans sa ville natale, embrassant toute l'exégèse biblique et les principales langues asiatiques connues des anciens Hébreux. Il fit, après la mort de Ludwig, le catalogue de sa bibliothèque, une des plus importantes que des particuliers eussent en Allemagne : ce travail, publié en 1745, est regardé comme un chef-d'œuvre sous le rapport méthodique. Dans la même année, Munchhausen, le plus célèbre des fondateurs de l'université de Göttingue, y attira Michaëlis, dont il appréciait tout le mérite, et qui lui-même en fut par la suite un des principaux soutiens. Ses vues et ses connaissances s'agrandirent auprès des T. Mayer, des J.-M. Gessner, des Haller, des Moheim. Il comprit, à leur exemple, que de nos jours on ne serait pas au nombre des vrais savants si on se renfermait dans les limites d'une science quelle qu'elle fût, et qu'il faut faire de cet objet spécial le centre d'une sphère où tout le reste se coordonne jusque dans un éloignement indéterminé. Ce fut d'après les conseils de Munchhausen que Michaëlis abandonna l'enseignement de l'histoire pour l'interprétation théologique et même philosophique des écrivains de l'antiquité. L'amitié de J.-M. Gessner et de Haller y contribua; ils se réunirent pour encourager leur jeune émule. A ses yeux, la parfaite connaissance de la Bible devint le plus digne objet de nos études; l'histoire et la chronologie ne l'occupèrent plus guère que sous ce rapport. Ses incursions dans le domaine de l'archéologie, de la géographie, de la critique, et même de la morale, en ont reculé les bornes. Il a poussé très loin la connaissance de la civilisation, de l'industrie, des annales ou du langage des anciens peuples orientaux voisins de la Palestine, et on peut dire que par la comparaison de beaucoup de traditions négligées jusqu'alors, par le rapprochement de beaucoup de faits oubliés, il a su construire, avec des débris, un édifice d'autant plus solide que toute extension nouvelle poura s'y rattacher sans discordance. La réforme opérée par lui dans l'exégèse a consisté surtout dans une manière de déterminer le sens des passages hébraïques qui a de l'analogie avec l'entreprise, plus téméraire et plus récente, de Fabre d'Olivet. On avait accordé trop de confiance aux traditions juives, et on avait négligé l'étude des versions bibliques faites dans d'autres idiomes de même origine que l'hébreu; Michaëlis, au contraire, n'accordant presque rien à l'autorité des rabbins les plus estimés, et ne s'arrêtant point à la ponctuation massorétique, confronta perpétuellement, et souvent sans nécessité, avec le texte sacré les traductions antiques faites dans des dialectes qu'il ne pouvait posséder à fond : c'était substituer un autre abus à l'aveugle sécurité des commentateurs précédents. Du moins il était doué de cette sagacité, de ce tact naturel qui diminue l'inconvénient de ces sortes de systèmes; mais ensuite les hébraïstes de son école remirent en question le véritable sens de la plupart des mots de la Bible, et, interrogeant à tout propos le syriaque ou l'arabe, ils firent dire que la langue de Moïse et ses intentions n'avaient jamais été moins connues qu'après tant d'efforts. Michaëlis n'a rien négligé pour pallier l'in vraisemblance de la chronologie des Juifs. S'il n'a pu ajouter qu'environ trois siècles aux temps compris entre la mort de Jacob et la construction du temple par Salomon, il a cru plus décisive cette observation importante en elle-même, que les Arabes et, à leur imitation, les Hébreux, s'attachant plus aux faits géologiques qu'à l'exactitude des dates, omettaient quelquefois dans la liste de leurs ancêtres plusieurs générations intermédiaires, plusieurs chefs de famille sans célébrité. Cette remarque permet de reculer la naissance du premier homme, malgré l'opinion longtemps accréditée par l'église; mais une rectification tardive et imaginée par un profane n'honorait que lui. Cependant on a vu s'en féliciter quelques défenseurs de l'infailibilité du Pentateuque, tout en convenant qu'il fallait trouver moyen de multiplier les siècles antérieurs au père des circoncis pour y placer les phénomènes attestés par d'anciens monuments, ainsi que

la forte population de certaines contrées dès les premiers temps historiques. L'imagination de Michaëlis était captivée par cette idée répandue en occident que les livres d'Israël se distinguent de tous les autres ouvrages des hommes. Il prétendait aussi retrouver dans Moïse, dans Job, dans les prophètes, les notions obtenues par les modernes en astronomie ou en médecine, et même des observations durs à Linné. Heureusement il ne confondait pas toujours ainsi les ressources et le génie des différents âges; dans les occasions où son esprit restait plus libre, ses fréquentes digressions, non moins originales, devenaient plus instructives. Si le soin qu'il prenait ordinairement de s'écarter des traces ouvertes par ses devanciers, si cette affectation d'arriver par des voies toutes nouvelles à des résultats déjà connus, lui ont fait perdre, de l'aveu de ses partisans, ou consumer en efforts seulement ingénieux, un temps considérable, cette même iniquité d'esprit l'a fait louer non moins vivement d'être resté néanmoins dans la loi luthérienne, à l'exception de quelque dissidence. Combien le moyen de célébrité qui offrait une marche différente dut tenter, a-t-on dit, un professeur qui pendant long-temps ne recut que d'assez faibles honoraires! Il aurait pu remplir avec éclat le rôle de novateur; mais il resta fidèle, et cette persévérance de la part d'un esprit aussi brillant confirme, ajoute-t-on, l'excellence de la doctrine dans laquelle on l'avait élevé. Voilà une conclusion peu convaincante pour les autres églises dont les dogmes sont contraires, et qui n'en ont pas moins compté parmi leurs adhérents plusieurs critiques aussi laborieux et aussi éclairés. Quant à Michaëlis, on ne fait en cela que lui rendre justice, et il n'a pas de plus beau titre à l'estime de la postérité que d'avoir fait des sacrifices en faveur de ce qui oprait chez lui la conviction. Cette consciencieuse sincérité était d'autant plus louable qu'il paraissait d'une humeur indépendante, et qu'il se passionnait naturellement pour les investigations les plus hardies. Constantement attaché, comme professeur de philosophie, à l'université de Göttingue, il y rendit de bonne heure d'importants services, soit par lui-même en portant une lumière nouvelle dans l'étude de l'ancienne législation, ou des mœurs de la Syrie et des contrées voisines, soit en formant Schloetzer, qui eut tant de succès dans l'histoire critique et raisonnée des peuples du nord. Comme philologue, Michaëlis a pu manquer de temps ou de patience, mais non de cette espèce de génie qui fait deviner ce que d'autres n'apercevaient qu'après de longues recherches : il a tiré un grand parti des vieux dialectes semitiques, sans les posséder exactement à la manière de Schröder, de Storr, de Schultens. Dans ce qu'il a écrit sur l'arabe, on remarque principalement cette assertion sur laquelle il a beaucoup insisté, que des langues antiques (le chinois excepté sans doute), c'est celle qui a subi le moins d'altérations, et que même le langage vulgaire des Arabes actuels ne diffère pas essentiellement de l'idiome de leurs ancêtres au temps où fut composé le livre de Job. En continuant de remplir la chaire de philosophie à Göttingue, il y fut nommé, en 1751, secrétaire de la société royale des sciences qu'on établissait alors, et, en cette qualité, il rédigea, de concert avec Haller, les statuts de cette société. Il fut nommé directeur de la même compagnie environ cinq ans après avoir quitté les fonctions de secrétaire; mais en 1770, il renonça à son nouveau titre, et quitta même le corps parce qu'il avait eu des différends avec quelques uns de ses membres. A la même époque, il cessa aussi de diriger un journal allemand (*Rapports sur les livres nouveaux*), à la rédaction duquel il avait pris part pendant seize années. Ces diverses occupations ne l'avaient pas empêché d'être, de 1761 à 1763, bibliothécaire et directeur du séminaire philologique, établissement d'où sont sortis beaucoup d'hommes distingués. Content de ce qu'avait fait en sa faveur le gouvernement de Hanovre, il n'accepta point les propositions du roi de Prusse, malgré son enthousiasme pour ce prince, et il préféra rester à Göttingue, tout en se plaignant déjà d'y avoir éprouvé des désagréments particuliers, qui, depuis ce temps, augmentent.

rent ou le choquèrent davantage. « Ne voyant, dit-il lui-même, sa délicatesse et ses sacrifices récompensés que par l'indifférence de ses collègues, il ne voulut plus partager les soins de l'administration : mais elle le conserva au nombre des professeurs qui l'illustraient. Il fut dédommagé de ces contrariétés par les égards et la protection des chefs de l'armée française, pendant la guerre de sept ans. On parlait de ravager une partie du Hanovre en l'évacuant et de brûler Göttingue; mais, au milieu de ces menaces, on prenait soin de mettre à l'abri la bibliothèque et les effets précieux de Michaëlis. Dans les renseignements qu'il a laissés sur sa vie, il a montré beaucoup de reconnaissance pour ces procédés éminemment français. Peu d'années avant la révolution des États-Unis, Franklin étant venu à Göttingue, Michaëlis soutint contre lui l'opinion qu'il était depuis long-temps que ces colonies se détacheraient de la métropole. Il est à remarquer que la perspicacité du professeur ne put convaincre sur ce sujet un homme d'état que l'Union-Américaine a regardé ensuite comme l'un de ses deux principaux fondateurs. Ce tact plein de justesse dans les occasions même qui s'éloignaient le plus des idées habituelles de Michaëlis, le fit consulter souvent par le gouvernement de Hanovre, qui, après lui avoir donné le titre, flatteur alors, de conseiller aulique, le nomma, en 1787, par une distinction plus rare, conseiller intime de justice. On voit, dans le troisième volume des *Mémoires de la société des sciences de Göttingue*, qu'avant le voyage de Niebuhr, Michaëlis avait déjà suggéré expressément l'idée d'une exploration qui, pour l'entière intelligence des livres sacrés des Juifs, fit connaître, avec une exactitude topographique, la Judée et l'Arabie septentrionale. Il eut ensuite une part plus directe à l'entreprise du célèbre Danois; après avoir fait approuver ce dessein par le ministre, le comte de Bernstorff, il dirigea en grande partie les moyens d'exécution, et détermina le choix des voyageurs. Leurs instructions et les questions qu'ils étaient appelés à résoudre furent rédigées par Michaëlis, mais elles ne parvinrent au chef de l'expédition qu'après la mort de ceux de ses compagnons qu'elles concernaient plus particulièrement, le philologue, le médecin et le naturaliste. Néanmoins elles ne restèrent pas inutiles : à son retour de l'Inde, Niebuhr, quelque étranger qu'il fût à la plupart des recherches de ce genre, se fit un devoir de constater dans l'Yémen quelques faits de l'exégèse biblique. Ces instructions, que, plus tard, d'autres voyageurs vers le Jourdain et le Nil auraient bien fait de consulter, ont été traduites en français : on peut en trouver l'érudition minutieuse, mais les savants y reconnaissent unanimement cette précieuse sagacité qui indique sur chaque objet le point à éclaircir avant tout. Sans doute les résultats directs de ce voyage, ordonné dans des vues désintéressées par le gouvernement danois, ne furent réellement favorables qu'à l'Angleterre, à qui sa puissance maritime permit en ce genre de profiter presque seule des tentatives de tous ses rivaux; cependant l'utilité générale, comme moyen de civilisation, n'en est pas douteuse. Michaëlis a fait un noble usage de son influence en contribuant ainsi à établir des rapports nouveaux entre des peuples de mœurs trop différentes, et qui ne peuvent que gagner à se mieux connaître. Depuis cet événement, Michaëlis ne fut plus occupé que de ses élèves et du perfectionnement de ses nombreux écrits. En 1789, il fut agrégé à la société royale de Londres, et, en France, l'académie des inscriptions, dont il était correspondant depuis long-temps, l'admit au nombre de ses associés étrangers. Des honneurs littéraires qui lui furent prodigués, surtout vers la fin de sa vie, c'est celui auquel il se montra le plus sensible. L'interposition de l'écriture était toujours le principal objet de ses leçons éloquentes, et il lui fut donné de les continuer jusque peu d'heures avant sa mort, qui arriva le 22 août 1791. A cette époque, son nom était fort connu dans Paris : les Barthélemy, les De Guignes avaient senti l'importance de ses travaux, et étaient devenus ses correspondants, ainsi que d'Alambert. Michaëlis n'eut qu'un fils de son premier mariage; mais sa seconde femme lui donna neuf enfants, dont quatre survécurent à

leur père. Ses deux fils ont suivi avec distinction la carrière médicale. Le seul portrait de J.-D. Michaëlis qui soit ressemblant et expressif, est tracé de profil : c'est celui qu'on trouve en tête de sa vie écrite par lui-même. Il avait dans le caractère une fermeté difficile à ébranler, mais aussi une certaine apreté qui le portait à rompre avec peu de délicatesse, et même d'une manière irrévocable, les liens auxquels il ne tenait pas très particulièrement. C'est ainsi que de faibles motifs le refroidirent pour toujours à l'égard de la société royale de Göttingue : on peut les voir exposés par lui-même dans les notes qui ont été jointes aux notices d'Eichhorn, etc., Leipzig, 1793. L'éloge funèbre de Michaëlis a été prononcé, au nom de l'académie, par l'illustre Heyne, avec une religieuse expression de regret d'autant plus honorable pour ce corps et pour son secrétaire qu'ils eussent pu se rappeler avec quelque amertume l'indifférence dans laquelle leur confrère avait persisté durant ses vingt dernières années. Si l'amour du vrai n'était pas toujours accompagné chez lui d'une assez grande indulgence, s'il avait dans les relations de la vie privée moins d'aménité conciliante que de dignité ou même de fierté, il était loin pourtant d'affecter dans ses leçons une gravité invariable. Plein de vénération pour les écrivains inspirés qu'il commentait journellement, il conservait d'abord un ton sérieux, et ne devait qu'à la surabondance de ses moyens l'enthousiasme de son jeune auditoire; mais pour tempérer cette sévérité, il avait coutume d'amener en finissant quelque digression propre à exciter plus de gaieté. Il ne craignait pas même de recourir à des faits burlesques, et d'aller au besoin jusqu'à la bouffonnerie : quand on riait aux éclats, il sortait en triomphe, et témoignait par un dernier regard tout le plaisir que lui laissait cette franche hilarité. Une semblable fantaisie dégénérant en habitude aurait exposé au ridicule un autre professeur; mais il y mettait tant d'art qu'elle ne diminuait nullement pour le lendemain l'attention respectueuse que réclamait ordinairement son sujet. Ces anecdotes ou ces plaisanteries offraient des rapprochements qui semblaient en justifier le choix, et, presque toujours instructives, elles entraînaient ainsi dans les convenances qu'elles avaient paru blesser. On retrouve dans la plupart des écrits de ce savant le même mélange, un zèle soutenu, scrupuleux, austère, et pourtant quelquefois beaucoup d'abandon et de causerie en style diffus. Quatre ans avant sa mort, il donna, en soixante-trois articles, le catalogue raisonné de ce qu'il avait publié jusqu'alors, Göttingue, 1787, in-8° de deux feuilles. Il fut discontinué par suite ses travaux; mais il ne corrigea pas les épreuves de sa manière prolige en allemand, et dénuée d'élégance en latin. Presque tous ces ouvrages, imprimés de son vivant ou laissés inédits, sont exégétiques, ou concernent, dans un but analogue, la chronologie, la grammaire, la lexicographie orientales, ainsi que la théologie morale, et ce qu'on peut appeler la philosophie dogmatique. Les principaux sont : 1° *Dissertatio de punctum hebr. antiquitate*, Halle, 1739, in-4°; 2° *Instructio elementaris sur les accents hébraïques*, Halle, 1741; 3° *edit.*, 1753; 3° *Grammaire hébraïque*, Halle, 1745; 3° *edit.*, 1778; 4° *De deo de dire la vérité*, Göttingue, 1750, in-8°; 5° *Introduction à la lecture des livres du Nouveau Testament*, 1750. Cet ouvrage, d'abord peu considérable, fut augmenté et amélioré pour l'édition in-8° de 1763-1768, et plus encore en 1777. La quatrième édition, en deux volumes in-4°, 1787-1788, avec des additions importantes, a été traduite en anglais par le docteur Marsh. L'espace d'introduction de ce grand ouvrage est un savant exposé de ce qui paraît propre à établir l'authenticité des livres chrétiens. Plus tard, d'habiles critiques, tels que Hug et Eichhorn, y ont joint d'autres développements. 6° *Nota versio sura secunda, cum illustrationibus*, 1754, in-4°. Ce fragment est la seule partie existante de la traduction entière du Coran projetée par l'auteur. 7° *Traité des lois matrimoniales par lesquelles Moïse interdit l'union entre les proches parents*, 1755; 2° *edit.*, 1765. On n'avait pas encore porté autant de lumière dans cette partie de la législation juive : par ce livre, qui fait autorité, Mi-

chaëlis préluait à son *Droit mosaïque*. 8° *Jugement sur les moyens dont on se sert pour entendre la langue morte des Hébreux*, Göttingue, 1757, in-8°. Ce volume, plein de réflexions judicieuses, accrut le nombre des hébraïsants. 9° *Sur trois psaumes relatifs au Messie* (les 16<sup>e</sup>, 40<sup>e</sup> et 111<sup>e</sup>), cours imprimé en 1759, in-8°. C'est un commentaire dont la critique est excellente, mais dont le style manque de concision plus encore peut-être que dans les autres traités de l'auteur. 10° *De l'influence des opinions sur la langue, et du langage sur les opinions* (couronné par l'Académie des sciences de Prusse), 1759; traduit en français par Merian, etc., Brême, 1762, in-4°. La partie la plus importante de ce discours très estimé concerne les effets des mots équivoques, des méprises dans les étymologies, de la pauvreté d'un idiome ou de sa vicieuse abondance. L'auteur en fait découler, et de la manière la plus frappante, des erreurs qui ont altéré toutes les croyances, multiplié les préjugés, et compromis le repos des peuples. 11° *Compendium theologiae logicae*, Göttingue, 1760, in-8°; puis en allemand, 1784, avec des modifications. Cette dogmatique fut d'abord prohibée en Suède; mais, en dédommagement de cette extrême sévérité, Michaelis reçut ensuite la décoration scandinave de l'étoile polaire. On n'avait à lui reprocher, en effet, que sa répugnance à reconnaître l'opération immédiate de l'esprit saint dans les premières voies du salut, ses doutes sur l'inséparabilité de deux évangélistes, Luc et Marc, quelque scepticisme à l'égard de l'autorité de certains passages trop facilement allégués comme preuve, disait-il, par les théologiens, et beaucoup d'éloignement pour admettre l'Apocalypse au nombre des livres de la loi. 12° *Chrestomathia syriaca*, avec un traité de cette langue, tome 1<sup>er</sup>, 1768, in-8°; 2<sup>e</sup> édit., 1783-1785. On peut y joindre *Castelli lexicon syriacum*, cum J.-D. Mihiis adnotationibus, 1787-1788, 4 vol. in-8°; mais ces additions ont été tirées surtout des papiers de son père. 13° *Spitellium geographia Hebraeorum extera* par Borchartum, 1<sup>re</sup> partie, 1769, in-4°; 2<sup>e</sup> partie, 1780. C'est un brillant commentaire du chapitre X de la Genèse. A ce sujet, Forster a publié en latin, à Göttingue, en 1772, des *Lettres à Michaelis* pour confirmer ou rectifier ses assertions. 14° *Reflexions sur les universités protestantes de l'Allemagne*, 1769-1773, 4 vol. in-8°; 15° *L'Ancien Testament*, traduction nouvelle, avec des notes à l'usage du vulgaire des fidèles, 1769-1783, 13 vol. in-4°. Le mérite de ce long travail ne répond pas entièrement aux peines qu'il a coûtées. On trouve trop d'arbitraire dans le choix des variantes qu'adopte Michaelis, et sa traduction manque de force ou d'élevation. Il faut toutefois consulter ce qu'il en dit dans sa *Bibliothèque orientale*, quant à la partie des livres canoniques, la seule qui soit achevée. De tous les autres, il n'a donné que le premier des Machabées, et il y a joint des notes qui en font un de ses ouvrages les plus utiles. 16° *Droit mosaïque*, Francfort, 1770-1775, 6 vol.; 2<sup>e</sup> édit. des cinq premiers volumes (le sixième ayant été tiré d'abord à un plus grand nombre), 1775-1780. Cet ouvrage très important a été traduit en hollandais; il embrasse toutes les institutions des Juifs, et l'introduction rappelle avec bonheur la manière de Montesquieu. Mais l'historien s'est laissé entraîner jusqu'au panegyrique; en cherchant partout des marques du génie de Moïse, il ne la peint, malgré tout d'admiration, qu'un personnage imaginaire. 17° *Grammatica arabe*, avec une *chrestomathie* (empruntée d'Erpenius), et une préface sur le style des historiens et des poètes arabes, 1771, in-8°; 2<sup>e</sup> édit., 1781. Dans cette grammaire, très médiocre du reste, l'arabe vulgaire a été comparé, pour la première fois, à celui des littérateurs. 18° *Grammatica chaldaica*, Göttingue, 1771, in-8°; 19° *Essai sur les soixante-dix semaines de Daniel*, Göttingue, 1771, in-8°. Il faut y joindre *Epistola de h. dom. Danicis ad Joh. Pringle*. 20° *Considerations sur la doctrine de l'écriture sainte, au sujet du péché*, etc., 2<sup>e</sup> édit., Göttingue et Brême, 1779, in-8°. C'est une apologie des dogmes chrétiens sur cette matière contre les écrivains allemands qui pensent, dans l'intérêt de la foi, devoir changer l'interprétation de divers passages difficiles à concilier, disant-ils, avec la raison dans le texte sacré.

21° *Sententia de chronologia Moysi ante diluvium, et à diluvio ad Abraham, et litterae à Schlotzer*, sur la chronologie, depuis le déluge jusqu'à Salomon dans le M. psin des sciences, à Göttingue; 22° *Explication de l'histoire de la sepulture et de la resurrection de Jesus*, Halle, 1783-1785, in-8°; dirigée contre le scepticisme; 23° *De l'effet des pointes placées sur le temple de Salomon*, 1783 (dans le *Maganin de Göttingue*); Michaelis ayant observé qu'on n'avait point connaissance que la foudre eût jamais frappé les temples construits successivement dans Jérusalem, pensa que les *Obeloi*, qui en avaient couvert la toiture, avaient fait l'effet de conducteurs électriques. 24° *Grammatica yriaca*, Halle, 1784, in-4°. Elle passe pour la meilleure grammaire de Michaelis. 25° *Introduction à la lecture de l'Ancien Testament*, tome 1<sup>er</sup>, Göttingue, 1787, in-4°. Elle a été traduite en hollandais. 26° *Le Nouveau Testament*, traduction nouvelle, 1788-1793, 6 vol. in-4° (voyez l'article 15°); 27° *Morale philosophique*, mais publiée, seulement après sa mort, par Stenelin, Göttingue, 1793, 3 vol. in-8°. Kant en a parlé avec beaucoup d'estime; 28° *Observationes philologicae et criticae in Jereiahae ratiocinium*, etc., publiées par Schleuser, Göttingue, 1793, in-4°; 29° une multitude de dissertations insérées dans sa *Bibliothèque orientale et ex. getique*, Francfort, 1771-1785, 23 vol. in-8°, et dans d'autres recueils, ou imprimées séparément, savoir: *De nomadibus Palaestinae*; *De Troglodytis*, etc.; *Essai physique sur l'heure des marées dans la Mer-Rouge*, etc.; *De naturâ et origine Maris-Mortui*; *De Syia sobriâ*, etc.; *Argumenta immortalitatis animarum, ex Moysi collecta*; *De exilio dorem tribuum*; *De mente ac rationis legis mosaicae, usum prohibentis*; *Paraphrase (en vers) de l'Ecclesiaste*; *Historia bellorum Davidis*, etc., etc. Michaelis a fait aussi un premier sur Moïse, une traduction de *Clarissa*, etc.; mais ces essais, purement littéraires, sont en général peu dignes de lui. Les *Mémoires* qu'il a laissés sur sa vie, et qui ont été publiés par J.-M. Hassencamp, le font d'autant mieux connaître, que sa parfaite vérité n'a jamais été l'objet d'un doute; aussi sa devise était-elle: *libera veritas*. On a de plus sur son mérite, comme écrivain, les *Reflexions* d'Eichhorn, et sur sa personne, une notice pleine d'intérêt, par Schulz qui a été son disciple.

MICHALLON (CLAUDE), sculpteur, né à Lyon en 1751, se fit remarquer de bonne heure par quelques statues en bois, exécutées assez habilement pour qu'on lui donnât le conseil d'aller étudier à Paris l'art de la sculpture. Il y arriva en 1779, sans ressources, et à peine recommandé. Bridan et Coustou lui donnèrent gratuitement leurs leçons. Celui-ci l'employa à sculpter des mascarons au Louvre. Passionné pour l'étude, il s'y livrait toutes les nuits à la lueur d'une lampe de son invention, et le jour il travaillait pour fournir à ses besoins. Ayant remporté le grand prix de sculpture, il se fit des protecteurs. Envoyé en Italie aux frais du gouvernement, il se lia avec Drouais, peintre d'histoire, et lorsque celui-ci mourut, l'école des beaux-arts à Rome chargea Michallon d'exécuter son mausolée placé à Saint-Marc, en *ria tota*. Ce monument commença sa réputation. Oblige de quitter Rome après l'assassinat de l'ambassadeur français Basseville, il revint à Paris, et y fut chargé des statues colossales qu'on montrait à cette époque à toutes les fêtes nationales. Le comité d'instruction publique lui décerna plusieurs prix pour ces travaux. Michallon fut encore chargé de tracer pour le terre-plain du Pont-Neuf un plan qui n'a pas été exécuté, et composa divers modèles de pendules qui ont eu beaucoup de succès, entre autres celui de l'Amour et Psyche. Un funeste accident termina ses jours en 1799, et l'arrêta dans une carrière où il n'avait pas encore montré tout ce qu'il pouvait faire. Il mourut d'une chute qu'il fit en travaillant à des bas-reliefs au Théâtre-Français. Le tombeau de Drouais et le buste de Jean Goujon suffisent pour lui mériter une place distinguée dans l'histoire des beaux-arts.

MICHELOT, né à Paris, en 1786. Dans sa première jeunesse, il fut destiné à la carrière des sciences. Après avoir fait ses études, il suivit les cours des écoles centrales, et allait passer ses examens pour entrer à

l'école polytechnique, lorsque son père le fit placer dans une maison de banque anglaise qui vint s'établir à Paris après la paix d'Amiens. M. Michelot jouait alors secrètement la comédie comme amateur. Des agents du gouvernement consulaire étaient chargés de recruter de jeunes acteurs dans les théâtres de société : M. Michelot fut distingué par eux. On lui proposa de débiter à la Comédie-Française. Lancé dans une autre carrière, il ne pensait point encore sérieusement à celle qu'on lui proposait, et refusa cette offre, quoiqu'elle flatât son goût pour la littérature dramatique. A l'époque de la rupture du traité d'Amiens, la mère de M. Michelot ne voulut point se séparer de son fils en le laissant suivre en Angleterre la maison de banque dans laquelle il était déjà intéressé, et force lui fut, de ce moment, d'écouter sérieusement les propositions plusieurs fois renouvelées de la part des autorités de théâtre. Le ministre de l'intérieur, alors chargé de celui de la Comédie-Française, confia l'éducation dramatique de M. Michelot à Talma et à Michot, qui, par la suite, devinrent ses amis intimes. Il débuta avec succès, sous leur patronage, au Théâtre-Français, le 30 mars 1804, par le rôle de *Britannicus*, et celui de *Domitius des Passes infidèles*. Il fut reçu après ses débuts qui durèrent trois mois. Deux ans après, Talma le fit nommer son adjoint au conservatoire, et, en 1810, M. Michelot y fut attaché comme professeur en titre. Le 1<sup>er</sup> avril 1831, il a pris sa retraite de sociétaire du Théâtre-Français; mais il se livre toujours à la classe du conservatoire et à des cours privés d'orthographe à l'usage des personnes qui se destinent à parler en public. Il espère étendre cet enseignement à l'éducation première, afin d'y remplir une lacune. M. Michelot pensant avec raison que l'art de parler devrait s'apprendre en même temps que l'art d'écrire, s'il n'était même plus raisonnable encore de commencer par le premier. Depuis 1804, c'est à dire dans le cours de vingt-sept ans de service, M. Michelot a établi cent soixante-quinze rôles nouveaux; dans ce nombre il y en a quarante-huit qui ont vraiment contribué à la réputation honorable que cet acteur s'est faite au théâtre. Dans l'impossibilité de les citer tous, nous nous bornerons à indiquer ceux du baron, dans *La fille d'honneur*, de M. Duval, 1816; de Nouradin, dans *Louis IX*, de M. Ancelet, 1819; de Belcour, dans *La mise ridicale*, de M. Casimir Bonjour, 1820; de Raymond, dans les *Plaidiers sans procès*, de M. Etienne, 1821; de Claudius, dans *Sylla*, de M. Joly, 1822; de Clovis, dans *Le maire du potois*, de M. Ancelet, 1823; de Saint-Clair, dans *L'agiotage*, de Picard, 1827; de Tibère, dans *La mort de Tibère*, de M. Lucien Arnault; de Henri, dans *Henri III*, de M. Damas, 1829; de Carlos, dans *Hernani*, de M. Hugo, 1830. etc., etc. M. Michelot a joué en outre quatre cent dix-sept rôles de jeunes premiers et premiers rôles, tant tragiques que comiques de l'ancien répertoire, si malheureusement délaissés aujourd'hui. Pendant quinze ans M. Michelot a été membre de l'administration du Théâtre-Français; il est membre du conservatoire depuis vingt ans. Cet acteur estimable a été très utile à la Comédie-Française. Sa diction était pure; son jeu, remarquable par beaucoup d'intelligence, ne manquait ni de chaleur ni de sensibilité. Mais, quoique agréables, les traits de M. Michelot se prenaient difficilement à l'expression tragique, et sa taille petite et grêle le servait mal dans cet emploi qu'il abandonna presque entièrement pour s'adonner à la comédie, lorsqu'il fut reçu sociétaire. Long-temps il lui fut difficile de s'y montrer dans les premiers rôles de l'ancien répertoire, joués alors par Fleury et Damas auxquels Armand succéda; Lafond même en reclama quelques uns, et se réserva *Le misanthrope*, *Le métrémane*, *L'amiant bourru*, etc. M. Michelot n'eut donc que fort tard l'occasion de s'y faire applaudir par une bonne tenue et beaucoup d'entente de la scène. Son débit était fin, châtié, trop châtié même et trop scrupuleusement accentué, quelque qu'il pousse jusqu'à la pédanterie, et dont l'excès tend à exclure la souplesse et l'abandon dans le dialogue. Il avait en outre à lutter contre des défauts naturels que l'art ne corrige point : sa figure et toute sa personne, prématurément épaissies, manquaient de noblesse,

et ses manières d'élégance. M. Michelot réussit beaucoup mieux dans la nouvelle comédie, sous le costume actuel; il prignait spirituellement les mœurs et les ridicules contemporains, surtout l'impertinence et la fatuité des jeunes gens à la mode. Le public l'accueillait toujours avec une faveur marquée dans ce genre de rôles où il excellait; et vers la fin de sa carrière théâtrale, il s'y était à peu près renfermé. M. Michelot a laissé le souvenir d'un talent vrai et fort agréable, mais du second ordre.

MICHOT (ASTORIS), excellent comédien, naquit à Paris, en 1768, d'une famille étrangère au théâtre. Il y fut cependant destiné de bonne heure, et il n'avait pas seize ans, lorsqu'il débuta, en 1781, à l'Ambigu-Comique, d'où il passa, en 1785, dans la troupe des petits comédiens, dits *Beaujolais*, nouvellement établie au Palais-Royal. Mais ses heureuses dispositions étant contrariées par la ridicule condition imposée à ce théâtre d'avoir des acteurs doubles, dont les uns parlaient et chantaient dans les coulisses, tandis que les autres gesticulaient sur la scène, il fut engagé, en 1786, au nouveau théâtre des Variétés amusantes, rue de Richelieu. Il y créa, la même année, dans la jolie comédie de *Guerre ouverte*, le rôle de Frontin qui commença sa réputation : divers rôles de valets et d'intrigants qu'il établit encore dans d'autres comédies de Dumaniant, de M. Pigault-Lebrun, etc., l'avaient placé au rang des meilleurs comédiens de Paris, lorsqu'en 1791, quelques acteurs, transfuges du faubourg Saint-Germain, vinrent se joindre à ceux de la rue de Richelieu. Une réforme s'opéra à ce théâtre tant dans le titre et dans le répertoire que dans le personnel. On n'eut garde de renvoyer Michot qui se trouva dès lors l'égal de Monvel, de Dugazon, de Grandmoulin et de Talma. Michot était digne de cette association : mais la manie qu'il eut de vouloir figurer dans la révolution, nuisit à ses succès dramatiques. Envoyé après le 10 août 1792, en qualité de commissaire du conseil exécutif provisoire, dans la Savoie, qui venait d'être conquise par l'armée française, il présida l'inauguration de la société populaire de Chambéry, et y pronouça un discours analogue aux circonstances. Ayant rempli, en 1795, quelques autres missions de ce genre, par ordre du comité de salut public, il se trouva, après la réaction du 9 thermidor, en butte à diverses accusations, et fut obligé de s'éloigner quelque temps de la scène : mais on ne tarda pas à rendre justice à la modération de ses principes et à sa conduite pure et désintéressée. Corrigé par cette leçon, il se consacra entièrement à son art, et ne cessa de se concilier l'estime et la faveur du public par ses qualités sociales autant que par ses talents. Lorsqu'en 1798, tous les comédiens français dispersés furent réunis au théâtre de la rue de Richelieu, qui quitta alors le nom de théâtre de la République, pour prendre celui de Théâtre-Français, Michot devint membre sociétaire de la nouvelle troupe, et fut toujours applaudi à côté de Molé, de Fleury et de M<sup>lle</sup> Contat. Insouciant par caractère, peu jaloux d'occuper la renommée, cet acteur ne fit jamais la cour aux journalistes qui parlaient rarement de lui, et fut toujours étranger aux intrigues de coulisses. Du côté du physique, la nature avait peu fait pour lui. Sa taille courte et un peu massive, sa tête dans les épaules, rendaient sa démarche quelquefois pesante et lui donnaient un air bourgeois qui pourtant n'avait rien de trivial : son organe était plein, sonore et mordant, mais un peu rauque : sa figure manquait de noblesse, mais elle était mobile et expressive. Les défauts naturels de Michot, indépendants de son intelligence, et à peine remarqués par les connaisseurs, étaient rachetés par toutes les qualités qui constituent le grand comédien : chaleur, sensibilité, rondeur, gaieté, débit et jeu plein de comique, de franchise et de vérité. Sous ces derniers rapports il était comparable à Prévillo et supérieur à Dugazon qui, parfois outreait le naturel. Un mérite particulier à Michot, et dont M<sup>me</sup> Saint-Aubin et M<sup>lle</sup> Mars ont seules, de nos jours, offert l'exemple, c'était d'exciter presque en même temps le rire et l'attendrissement. On a dit qu'il ne travaillait pas ses rôles. Une conception facile, un jugement sain, un instinct naturel suffisant

pour le rendre vrai dans les personnages de divers caractères. Après avoir excellé dans les valets, où il faisait de l'effronterie ou de la bouhomie, mais non pas dans ceux qui exigeaient un ton léger et scintillant, tels que *Valentin des Châteaux en Espagne*, et *Labrousse de Crispin rival de son maître*, il les quitta lorsque l'âge et l'enbonpoint commencèrent à diminuer son agilité. Il prit l'emploi des financiers dans lequel il s'était depuis longtemps essayé, et y obtint les mêmes succès, bien qu'une critique sévère pût lui reprocher de ne pas assez éviter la trivialité qui, habituelle aux anciens *Turcaret*, n'était pourtant pas inhérente à tous les traitants. Les rôles dans lesquels Michot était inimitable et ne sera peut-être jamais remplacé, sont les bourgeois, les marins, les artisans, etc., *Ambroise du Philosophe sans le savoir*; *Dominique père dans Labrousse du vinaigrier*; *Michaud dans La partie du chasseur de Henri IV*; l'aubergiste *Philips dans Les deux pages*; *Antoine du Fieux celibataire*; *Boniface d'Orneville de La belle fermière*; le chanoine dans *La soupe imprévue*; *Jacques Kerlodon dans Les héritiers*; *Casini dans Les projets de mariage*; *Bulter dans Les deux frères*; *Copp dans La jeunesse de Henri V*; *Laleu dans Orgueil et vanité*. Acteur de la nature, talent parfait et original, Michot, dans ses dernières années, soit paresse, soit raison de santé, paraissait rarement sur la scène, au grand regret du public. Il s'y montra, pour la dernière fois, le 24 février 1831, pour sa représentation de retraite, où il joua de la manière la plus comique *Le bourgeois gentilhomme*. Talma y parut dans *Manlius*, et cinq ans après, à un mois d'intervalle, la mort enleva ces deux grands acteurs. Michot jouissait d'une fortune considérable. Il s'était retiré dans une fort belle campagne qu'il possédait à Fontenay-aux-Roses. Diverses attaques d'apoplexie l'obligèrent de revenir à Paris. Frappé de la mort de Talma, il alla au foyer du Théâtre-Français, où ses anciens camarades remarquèrent avec douleur sur son visage et dans toutes les habitudes de son corps, les signes précurseurs d'une prochaine destruction. Une dernière attaque l'emporta, le 25 novembre 1836, à l'âge de soixante-un ans, dans les bras de M. Victor Augier, avocat à Paris, mari de sa nièce, et de son fidèle Georges, son ancien domestique. Il était beau-frère de M. Pigault-Lebrun. Comme Talma, il refusa les secours de l'église, et fut porté directement au cimetière du Nord, où Carigny prononça sur sa tombe un discours dans lequel il l'a très justement qualifié de *La Fontaine du théâtre*.

**MIELZYNSKI** (STANISLAS), général polonais, naquit dans la Grande-Pologne, en 1775. Il embrassa la carrière militaire en 1806. Napoléon ayant appelé, à cette époque, une partie de la Pologne à l'indépendance, Mielzynski offrit sa fortune pour former à ses frais le 10<sup>e</sup> régiment de ligne dont il fut nommé colonel. Dirlau et Dantzig furent témoins de sa vaillance. En 1809, lorsque les Autrichiens envahirent le grand duché de Varsovie, Mielzynski, qui était en congé, empressé de rejoindre ses frères d'armes, arriva à Thorn au moment où l'ennemi s'appretait à donner l'assaut à cette place. Il demanda aussitôt à être employé à la défense de la ville. Le brave général Stanislas Woyczynski confia à son courage l'ouvrage le plus avancé dont les retraits étaient à peine élevés. Mielzynski n'avait sous ses ordres que des recrues rassemblées depuis huit jours; mais son intrépidité était à l'épreuve. Il aperçut que les Autrichiens voulaient le séparer d'un pont jeté sur la Vistule; il arracha aussitôt son fusil à un soldat, se fraie, à travers l'ennemi, le chemin jusqu'au pont, et, nouveau *Coclès*, la force, à la tête de quelques braves, les vieilles bandes autrichiennes à la retraite. Nommé général de brigade en 1811, Mielzynski fit avec distinction la campagne de Russie. Il contribua à la défense de Hambourg en 1813; dans une expédition nocturne, il fut fait prisonnier par les Prussiens. Retiré du service en 1815, il est mort dans ses terres de Pawlowice l'année suivante, avec la réputation d'un brave soldat et d'un vertueux citoyen. Dans les dernières années de sa vie, il se livrait à des excès de table; il n'en fut pas moins très long-temps chef d'une association patriotique. — Il faut distinguer sous le même nom le vœu du précédent, *Mathias*

*Mielzynski*, jeune citoyen compromis, en 1836, dans l'affaire de la société patriotique polonaise, et qui expia par une détention de deux années dans la forteresse de Thorn, son amour du pays, quoique, par sa fermeté, il ait privé le gouvernement prussien de toute preuve contre sa complicité. Ses frères d'armes, en cette occasion, l'exemple d'un véritable amour fraternel: ils furent long-temps détenus pour avoir eu le courage de reprocher au gouvernement prussien, et au roi lui-même, l'illégalité des procédures faites contre leur frère. L'un d'eux, *Ignace Mielzynski*, s'occupait avec succès de l'histoire naturelle; il est auteur d'un *Mémoire sur une larve (cochleotonus vorax)*, qui donne les helices mémorables. A la révolution du 29 novembre, les trois frères *Mathias*, *Séverin* et *Ignace* prirent les armes. *Ignace* succomba à la bataille de Sassenko en Samogitie, le 9 juillet 1831.

**MIGNET** (FRANÇOIS-ARISTE), conseiller d'état, né à Aix, le 6 mai 1796, fit ses études au lycée d'Avignon, et son droit à Aix. Il fut reçu avocat en 1818, et vint se fixer à Paris en 1821; la même année il partagea avec M. Arthur Beugnot, fils de l'ancien ministre d'état, le prix proposé par l'académie des inscriptions et belles-lettres, à l'auteur du meilleur mémoire sur ce sujet: *Examiner quel droit, à l'époque de l'avènement de saint Louis au trône, l'état du gouvernement et de la législation en France, et montrer quels étaient, à la fin de son règne, les effets des institutions de ce prince*. Encouragé par ce succès, M. Mignet revint son ouvrage, le compléta et le publia en 1823, sous ce titre: *De la féodalité, des institutions de saint Louis et de la législation de ce prince, avec des notes et l'indication des pièces justificatives*, in-8°. En 1823 et 1824, M. Mignet fit le cours d'histoire à l'athénée royal de Paris, et fut associé à la rédaction du *Courrier français*. Plus tard, il fut l'un des fondateurs du *National*, et il n'hésita pas à signer la protestation que les rédacteurs des principaux journaux lancèrent contre les ordonnances de juillet. Depuis les mémorables journées qui ont renversé le trône de la restauration, M. Mignet a reçu la récompense due à son libéralisme éclairé, à son talent et à son patriotisme. Il est aujourd'hui conseiller d'état en service extraordinaire, directeur des archives au ministère des affaires étrangères, décoré de la croix de la légion d'honneur et de l'étoile de juillet. Outre l'ouvrage de M. Mignet sur les institutions de saint Louis, il a encore publié *l'histoire de la révolution française*, de 1789 à 1814. Paris, 1824, 3 part., in-8°. Dans cet ouvrage, le premier tiers du jeune historien a la confiance des lecteurs, est peut-être de n'avoir pas vu ce qu'il raconte. Quel est, en effet, le spectateur de ces grandes scènes qui n'ait pas été entraîné à y prendre part? M. Mignet, ne pendant la révolution, n'a pu être ni témoin ni acteur dans ses différentes périodes. Il peint à grands traits ses excès et ses triomphes; il explique ses erreurs et ses bienfaits: il la juge sans la flatter, mais aussi sans l'outrager ni la trahir. On dit que le même écrivain travaille à une *histoire de la réformation et de la ligue*, qui sera bientôt livrée à l'impression, et qui formera six volumes in-8°. La ligue a eu parmi nous quelques historiens estimables et qui nous la font assez connaître; mais l'histoire de la réformation reste à faire pour les Français auxquels elle est entièrement étrangère. Ainsi, indépendamment du talent de M. Mignet, le sujet qu'il a choisi assurément seul le succès du grand ouvrage qu'il prépare.

**MIGUEL** (Don), infant de Portugal, né le 26 octobre 1802. Jean VI l'a toujours regardé comme aîné légitime, et Charlotte-Joséphine, sa mère, paraît avoir confirmé ce soupçon par l'aveu qu'on assure qu'elle fit à don Miguel au mois de mars 1828. Voici le discours qu'elle dut lui tenir et qui dut être entendu par une dame du palais dans une pièce voisine: cela nous a été communiqué par une personne digne de foi à qui cette dame en aurait fait confidence. Après avoir avoué à son fils que Jean VI n'était pas son père, elle aurait ajouté ces mots: Je te fais cet aveu afin que tu sois sages sans retard et aveuglément mes conseils pour te faire proclamer roi. Si tu l'en écarter, je me verrai forcée de confesser mon crime à la nation portugaise et au monde entier, et tu perdras

ainsi la couronne que je te ménage depuis tant d'années. » Don Miguel n'avait que cinq ans lors du départ de Jean VI pour le Brésil. Arrivé à Rio-Janeiro, il fut livré à la valetaille de la cour, et ne reçut aucune éducation. Dès l'âge de dix ans, il avait déjà contracté l'habitude de boire qu'il a conservée depuis. A mesure qu'il grandissait, il se livrait à la débauche, et y mêlait de la férocité, fustigeant des nègres dont il venait d'abuser. Il tua un jour un petit nègre d'un coup de fusil, et, dans le palais même de son père, on assure qu'il coucha en joue son frère aîné. Don Miguel revint, avec son père, en Portugal en 1821, et, quoique âgé de dix-neuf ans, il ne savait ni lire, ni écrire. On lui donna alors un maître, mais il n'apprit rien sous lui, et se livra à tous les excès, à la chasse et aux combats de taureaux. Il choisit pour compagnons de ses plaisirs des gens des dernières classes, auxquels il adjoint plus tard quelques hommes tarés dans l'opinion, tels que le marquis d'Abrantes fils (Joseph), Paiva Raposo, avocat, et son fils, aussi ignorant que le père. Cependant Jean VI ne prenait aucune mesure pour mettre un frein à la conduite de l'infant, tandis que la reine jetait les yeux sur lui pour l'aider à détrôner le roi. A cet effet, elle se liguait avec la famille Silveira, avec des moines fanatiques, des officiers-généraux, des magistrats, et devint le chef du parti qui repoussait toute réforme des abus dont il traitait profit et qui causent encore aujourd'hui le malheur de la nation portugaise. Elle prodigua l'argent à ses affidés, et fit éclater, en 1833, la guerre civile dans la province de Trás-os-Montes, qui fut bientôt suivie de la contre-révolution opérée à Lisbonne les 27 et 28 mai de la même année. Elle se fit sous les auspices de don Miguel, dirigé par les agents de la reine. Un nombre de quela se trouvait le général Manoel Ignacio-Martins Pamplona, nommé depuis comte de Subsera. Cet homme infâme, après avoir servi dans l'armée française et fait la guerre à sa patrie sous le maréchal Masséna, avait été proscrit et condamné à mort : les cortès, en 1821, l'ayant compris dans l'amnistie qui fut accordée à tous les officiers qui se trouvaient dans le même cas, le gouvernement eut l'imprudence de le nommer ministre de la guerre. Il fut ensuite élu député, et, pendant deux ans, affecta beaucoup d'attachement au régime constitutionnel pour mieux masquer ses projets. Il fut à cette époque, en Portugal, un des agents les plus actifs du pavillon Marsan, de la duchesse d'Angoulême et de la sainte alliance. En proclamant la chute de la constitution et le retour de la monarchie absolue, don Miguel, lorsqu'il quitta Lisbonne pour se rendre à Villa-Francia, village à deux lieues de la capitale, où il fut rejoint par toutes les troupes de la garnison, avait pour but de détrôner Jean VI, en le forçant à abdiquer; mais le roi, averti par le marquis de Loulé, prit le parti de se rendre lui-même à Villa-Francia. Cette résolution fit avorter les projets de la reine. En effet, don Miguel, comptant sur l'appui de Silveira, dans le nord du Portugal, s'était avancé jusqu'à Santarém, ville située à treize lieues de Lisbonne, sur la rive droite du Tage; là il s'attendait à voir arriver tous les régiments de la capitale, et il se crut si assuré de réussir dans ses projets, qu'il nomma sur-le-champ des chambellans et un intendant-général de police. Mais ayant appris que les troupes avaient fait halte à Villa-Francia et se conservaient fidèles au roi, il se vit contraint de revenir sur ses pas demander pardon à celui qu'il appelait son père. Il se jeta à ses genoux, et repandit à ses pieds des larmes hypocrites. Le faible Jean VI non seulement pardonna à don Miguel, mais, cédant aux conseils de perdus courtisans, il nomma l'infant généralissime de l'armée portugaise, poste qui lui donnait tous les moyens de conspirer de nouveau contre le roi. En attendant une occasion opportune pour mettre à exécution ses projets, don Miguel chercha les moyens de se venger du marquis de Loulé, et, pour mieux réussir, il affecta pour lui une grande amitié. Le crédule marquis paya bientôt chèrement son imprévoyante sécurité. Vers la fin de janvier 1834, le roi s'étant rendu à Salvaterra pour y passer le carnaval, don Miguel proposa de faire jouer, sur le théâtre de cette maison de plaisance,

une comédie, dans laquelle l'infant et le marquis de Loulé devaient remplir des rôles. On commença les répétitions, et après celle qui eut lieu le soir du 28 février, tout le moule se retira, à l'exception de don Miguel, du marquis d'Abrantes (Joseph), du marquis de Loulé, d'un ancien cocher, nommé Leonardo, et d'un conducteur de taureaux, ami de ce dernier et protégé du marquis d'Abrantes. Pour rentrer au palais, il fallait traverser un corridor : c'est là que fut assassiné le marquis de Loulé. Le cocher Leonardo, d'après les ordres qu'il avait, dit-on, reçus de l'infant, jeta sur la victime une couverture qu'il portait sous le bras, et, lui en enveloppant la tête, il l'étouffa. On lui porta ensuite plusieurs coups, et l'infortuné marquis expira sans avoir pu pousser un seul cri. Il ne respirait déjà plus quand don Miguel, selon les mêmes bruits, survint et lui enfonça dans la bouche un couteau, qui lui fendit la lèvre inférieure et lui blessa le palais. Le cadavre fut porté dans la nuit hors de la demeure royale, et jeté au milieu des débris dont elle est entourée. La veille du jour où ce crime fut commis, don Miguel avait emprunté 900 francs au marquis de Loulé, peu d'heures avant l'assassinat il lui avait prodigué toutes les marques de la plus franche et cordiale amitié. Jamais on ne vit tant d'accélération jointe à tant de dissimulation. Le roi ordonna une enquête, plutôt pour la forme que dans l'intention de punir les coupables, qui étaient connus de toutes les personnes alors à Salvaterra. Don Miguel et ses complices, bien sûrs de l'impunité de leur crime, ne songèrent qu'à de nouvelles entreprises. Cependant la reine, impatiente de regner, excitait son fils à porter un coup décisif. Après plusieurs conférences, il fut arrêté qu'il fallait soulever les troupes en leur faisant croire à l'existence d'un complot des constitutionnels et des francs-maçons, à assaumer du roi, et le forcer à abdiquer en faveur de don Miguel. Le 30 avril 1834, le complot éclata, et fut d'abord couronné de succès : le roi fut gardé à vue dans le palais de Bemposta, et une foule de personnes de tous les rangs et de tous les partis furent conduites en prison par ordre de l'infant, qui nomma un ministère et commença à agir en roi. Parmi les personnes arrêtées en cette occasion se trouvaient plusieurs ennemis du système constitutionnel, tels que le marquis de Palmella et le comte de Subsera, tous deux ministres de Jean VI. Mais don Miguel voulait s'en débarrasser parce qu'ils avaient préféré servir le faible monarque qu'ils gouvernaient à leur gré, à le trahir pour plaire à don Miguel, dont ils redoutaient les emportements et la fourberie. C'en était fait du roi sans l'intervention des membres du corps diplomatique en sa faveur. Ayant réussi à pénétrer auprès de lui, ils lui rendirent la liberté et le prirent sous leur sauve-garde. Don Miguel, déconcerté par ce contre-temps, eut de nouveau recours à la dissimulation : il se rendit auprès du roi, implora son pardon, et alléguait pour s'excuser qu'il n'avait ordonné des arrestations que dans le but de déjouer un horrible complot tramé contre la vie du roi et de la famille royale. Jean VI lui répondit qu'il n'existait d'autre complot que celui dont il était le chef lui-même. On prétend qu'il ajouta : « C'est toi et ta mère seule qui voulez m'arracher la vie. » Cependant telle était l'irrésolution de Jean VI et sa pusillanimité qu'il n'osa pas s'assurer de la personne de l'infant, et celui-ci, malgré sa promesse de mettre sur-le-champ en liberté les prisonniers qu'il avait fait arrêter, ordonna et fit lui-même de nouvelles arrestations. Le roi, voyant que don Miguel continuait à conspirer, et que, sauf un petit nombre de fonctionnaires et de chefs militaires, toutes les autorités obéissaient à l'infant, prit enfin le parti de s'échapper, et de se rendre à bord du vaisseau de ligne anglais le *Windor Castle*, mouillé dans la rade de Lisbonne. Aussitôt qu'il se vit en lieu de sûreté, il rendit un décret par lequel il déclara l'infant coupable de rébellion, et annula tous les actes faits par don Miguel depuis le 30 avril. Il le destitua des fonctions de généralissime, et lui ordonna de comparaître devant son roi. Don Miguel voulut d'abord désobéir, et se présenta aux casernes dans l'intention de gagner les soldats, auxquels il promit le pillage des libéraux et des



negociants étrangers, et notamment des Anglais; mais les chefs des corps résistèrent à ses sollicitations et consignérent les troupes dans leurs casernes. Don Miguel prit donc le parti d'obéir, et se rendit à bord du *Windsor Castle*. Les témoins de l'entrevue qu'il eut avec son père disent que là il avoua tous ses crimes, et l'assassinat du marquis de Loulé, et la tentative récente de détrôner ce monarque. Le roi, au lieu de faire infliger un châtiment exemplaire à l'enfant et à ses complices, se borna à de vaines démonstrations, et, après avoir ordonné une enquête sur les derniers actes de la rébellion, en y joignant la procédure sur l'assassinat du marquis de Loulé, il changea bientôt d'avis, et, cédant à de perfides conseils, il fit, par un nouveau décret, mettre au néant toutes les procédures, et se borna à envoyer en exil le marquis d'Abrantes et quelques autres individus moins marquants. Quant à don Miguel, il fut mis à bord d'un vaisseau portugais, et sortit du Tage, le 13 mai 1824, pour se rendre à Brest et de là à Paris. Malgré le caractère pusillanime de Jean VI, il faut croire qu'il céda, en cette conjoncture, à des influences diplomatiques, en épargnant l'enfant après une rébellion aussi ouverte; car don Miguel avait nommé des ministres d'état: il avait fait fermer les tribunaux, ordonné des arrestations et usurpé les droits de la souveraineté. La conduite que les principaux cabinets de l'Europe ont tenue plus tard envers lui, et la désapprobation de celle des ministres étrangers à Lisbonne, dans cette affaire, par leurs cours respectives, celle de Rome exceptée, feraient croire que don Miguel leur était cher, et que la réussite de ses projets aurait été vue d'un œil favorable par les membres de la sainte alliance. En effet, sachant bien que Jean VI regretterait le régime constitutionnel, ils craignaient que tôt ou tard il ne se décidât à donner aux Portugais une charte qui consacrerait le principe de la représentation nationale, principe si redouté par les despotes. Après le départ de l'enfant, Jean VI ordonna à la reine son épouse de quitter le royaume; cette princesse refusa d'obéir, et il n'osa pas insister. Don Miguel resta quelque temps à Paris, où il se fit remarquer par la rudesse de ses manières, son défaut de connaissances, et ses goûts sauvages. Présenté à Louis XVIII, celui-ci le gourmanda sévèrement; mais l'enfant traita les remontrances du roi de France très cavalierement, et s'exprima à son égard dans les termes les moins convenants. Pendant qu'il logeait à l'hôtel Meurice, don Miguel s'amusa, disait-on, à tuer des animaux pour voir couler leur sang et jouir de leurs souffrances: c'était un de ses diversissements de prédilection, et on l'a vu dans le voisinage de Lisbonne égorger des veaux et en boire le sang. De Paris, don Miguel se rendit à Vienne, où il résida jusqu'en décembre 1827. Placé sous la tutelle de l'empereur d'Autriche, on lui donna des maîtres et on chercha à polir un peu ses manières. Il finit par acquérir quelques connaissances; mais son cœur resta le même, et il redoubla de dissimulation au point qu'il parvint à tromper le prince de Metternich lui-même, quoiqu'il eût avoir pris sur l'enfant un ascendant irrésistible. L'occasion ne tarda pas à se présenter où la duplicité de l'enfant devait lui être d'un grand secours pour réaliser les anciens projets d'usurpation conçus par sa mère. Jean VI, quatre jours avant de mourir, avait, par son décret du 6 mars 1826, institué une régence, composée de plusieurs membres, et présidée par sa fille, l'infante Isabelle-Marie, qui devait gouverner le royaume jusqu'à ce que don Pedro, reconnu empereur du Brésil, héritier légitime de la couronne de Portugal, eût fait connaître sa volonté. Ce prince, aussitôt qu'il eut appris la mort de son père et la nomination de la régence, s'empressa de publier une amnistie générale pour tous les délits politiques commis en Portugal: il octroya aux Portugais une charte constitutionnelle beaucoup plus monarchique et aristocratique que celle du Brésil, et déclara, par un tricolore décret qu'il abdiquerait la couronne de Portugal en faveur de sa fille aînée dona Maria aussitôt que la charte serait jurée en Portugal et que le mariage entre la jeune reine et l'enfant don Miguel serait effectué. En attendant, il confirma l'infante Isabelle-Marie dans la régence, sans

toutefois déclarer, comme il aurait dû le faire, que les fonctions de régente lui appartenaient de droit par la charte, et d'une manière irrévocable, jusqu'à la majorité de la jeune reine. Le parti ennemi des institutions libérales profita de cette faute, et fut habilement secondé par les cabinets ligés contre la liberté des peuples. Après quelque hésitation, causée par les menaces de la reine-mère et de ses partisans, le serment à la charte fut prêté, au mois de juillet 1826, par tous les ordres de l'état, sans la plus légère opposition; une chambre de députés fut élue et celle des pairs installée. La satisfaction fut générale, mais elle fit bientôt place au découragement et aux terreurs d'un sombre avenir. On répandit dans le public que l'enfant don Miguel s'était revêtu de Vienne pour être proclamé régent des qu'il aurait atteint sa majorité, ce qui devait avoir lieu six mois d'octobre 1827. Sir W. A'Court, ambassadeur d'Angleterre à Lisbonne, soutenait ouvertement que la régence appartenait de droit à l'enfant, et pourtant rien n'était plus positif que son exclusion d'après l'article de la nouvelle charte qui déclare incompatibles les fonctions de régent avec la qualité d'époux de la reine régnante. Or, don Miguel étant sur le point de signer ses fiançailles avec la reine dona Maria, il devenait évident que le mariage une fois contracté, il ne pouvait plus prétendre à la régence. Cette difficulté n'arrêta point les cabinets qui avaient résolu de placer la couronne sur sa tête en lui sacrifiant les droits légitimes de la reine mineure et les libertés nationales consacrées par la charte de don Pedro. C'est avec la plus grande répugnance que don Miguel, cédant aux instances de l'empereur d'Autriche, consentit à prêter serment de fidélité à son frère en qualité de roi de Portugal, à la reine dona Maria et à la charte: cela eut lieu le 4 octobre 1826. En rentrant dans ses appartements, on rapporte qu'il dit d'un air triomphant à ses valets: « Comme je viens de les duper ! » A quoi le barbier-chirurgien Paris, qu'il a créé depuis vicomte de Queluz, répondit: « Personne ne sait mieux feindre que V. A. R. » Le 29 octobre 1826, il signa ses fiançailles avec la reine dona Maria II. Peu de temps après, son frère, ayant envoyé à Brest un vaisseau de ligne pour conduire l'enfant à Rio-Janeiro, celui-ci, conseillé par le prince de Metternich, et redoutant un piège de la part de don Pedro, refusa de se rendre à cette invitation, et ne songea qu'à hâter le moment de son retour en Portugal. En attendant la majorité de don Miguel, la reine sa mère, d'accord avec son frère Ferdinand et les apostoliques d'Espagne, préparait un mouvement militaire en Portugal contre la charte et en faveur du trône absolu qu'elle destinait à son fils chéri. Il eut lieu, en effet, vers la fin de 1826, sous la conduite du marquis de Chaves et d'autres membres de la famille Silveira, et de plusieurs officiers-généralx dévoués au parti absolutiste. Les révoltes, battues et forcées de se réugier en Espagne, y furent reçues à bras ouverts par les autorités espagnoles. Ferdinand leur fournit des armes, des munitions, et les équipa complètement. Bientôt, renforcés par de nombreux déserteurs, ils se trouvèrent en état de rentrer en Portugal, après avoir publiquement proclamé don Miguel roi légitime, et la reine sa mère régente pendant son absence. Après plusieurs tentatives infructueuses, ils finirent par être battus et rejetés au-delà des frontières. Le débarquement d'un corps auxiliaire de troupes anglaises envoyé au secours du gouvernement constitutionnel, à la demande expresse de la régence, en relevant les espérances du parti libéral, contrariait paisiblement au succès des troupes fidèles aux nouvelles institutions. Cependant tandis que les soldats de don Miguel se battaient pour lui, la chambre des pairs et plusieurs des membres du ministère de la princesse régente conspiraient ouvertement contre la charte, et s'attendaient que le retour de l'enfant pour le saluer roi. Ce terme approchait: don Pedro, ayant appris que la régence était à toute extrémité, céda aux instances des ministres d'Autriche et d'Angleterre, et fit l'impardonnable faute de nommer don Miguel régent du Portugal, et d'abdiquer sans condition la couronne portugaise en faveur de dona Maria, qu'il fit embarquer pour l'Europe, dans l'intention de l'envoyer à Vienne

pour résider jusqu'à sa majorité. Heureusement arrivée à Gibraltar, sous la conduite du marquis de Barbacena, celui-ci averti de la révolution de Porto, la conduisit à Londres, d'où elle partit pour Rio-Janeiro. L'enfant, après avoir promis tout ce qu'on exigea de lui à Vienne et à Londres, où il fut dressé plusieurs protocoles à ce sujet, auxquels prirent part les ministres d'Autriche et d'Angleterre, partit de Vienne, et se rendit à Londres à contre-cœur; car son intention était de traverser l'Espagne avant d'entrer en Portugal. Toutefois l'accueil gracieux que George IV lui fit pendant son séjour en Angleterre l'ayant ramené sur les vœux du cabinet anglais, il redoubla de joie en se voyant si fêté là où il avait redouté une réception peu amicale. Arrivé à Lisbonne, au mois de février 1835, il ne tarda pas à lever le masque, et il devint si manifeste qu'il allait trahir ses serments et se faire proclamer roi, que le nouvel ambassadeur anglais, sir Frederick Lamb, qui l'avait accompagné, prit sur lui de retarder le départ du corps auxiliaire anglais pour l'Angleterre, et empêcha la remise à don Miguel d'une somme d'argent que le gouvernement anglais lui avait avancée à titre de prêt pour le mettre à même de faire face à des dépenses urgentes. L'infante Isabelle Marie lui remit la régence au séance publique des cortès, les deux chambres réunies; il prononça, le 13 mars 1835, la dissolution de la chambre des députés, en sa qualité de régent; mais il viola dès ce moment la charte en ne convoquant point une nouvelle représentation. Bientôt il se fit proclamer roi par des gens de la lie du peuple qu'on soudoya, et plus tard la majorité des pairs lui firent une adresse, l'engageant à monter au trône. La municipalité de Lisbonne suivit cet exemple, la plupart des communes du royaume reçurent des ordres positifs pour en faire autant. Enfin, pour donner à l'usurpation la plus manifeste apparence de légalité, don Miguel fit convoquer les trois états des anciennes cortès composées de gens choisis par lui ou qui lui étaient dévoués, et, sans aucune délibération préalable, cette assemblée illégale déclara, le 11 juillet 1835, l'usurpateur seul roi légitime du Portugal, au préjudice de don Pedro et de sa fille dont personne ne fut admis à défendre les droits. L'assemblée fut dissoute sur-le-champ. Sur ces entrefaites, la ville et la garnison de Porto s'étant insurgées, plusieurs régiments viurent grossir l'armée constitutionnelle qui voulait maintenir les droits de la jeune reine et la charte. Le défaut de chefs habiles fit échouer cette noble entreprise: l'armée constitutionnelle s'avança fort au-delà de Coimbra, et, avec un peu de résolution, elle serait entrée sans coup férir dans la capitale; mais l'hésitation des chefs, ou plutôt l'absence d'un général, perdit tout. Une terreur panique décida la retraite précipitée sur Porto, et l'arrivée du marquis de Palmella, revenant de Londres, et accompagné d'autres personnages qui se formèrent en junte, acheva de ruiner la cause des libéraux. Le marquis, par un escadron de vanité puérile, se fit nommer général en chef, quoique tout-à-fait dépourvu de talents militaires et d'expérience, ayant passé toute sa vie dans les champs et au sein des plaisirs. Il abandonna l'armée à son sort, et s'embarqua furtivement avec ses collègues sur le même bateau à vapeur qui les avait amenés et qui les ramena en Angleterre. Les débris de l'armée constitutionnelle se réfugièrent en Espagne. Elle eurent le bonheur de passer en Angleterre, d'où la plupart ont réussi à se rendre à l'île Terceira, seul point de toute la monarchie portugaise qui n'ait pas reconnu le tyran; les autres sont dispersés en Angleterre, en Belgique, et plus de cinq cents se trouvent aujourd'hui en France. Le mauvais succès de la révolution de Porto contribua à affermir don Miguel sur le trône: il s'y est maintenu jusqu'aujourd'hui par un système de terreur, poursuivi sans relâche et exécuté avec une singulière tenacité par ses nombreux satellites, au premier rang desquels figurent les ducs de Cadaval et de Lafões, et plusieurs autres grands du royaume, des magistrats, des prêtres et des moines. Aucune puissance, à l'exception de l'Espagne, ne l'a encore reconnu; mais l'Angleterre lui a prêté un appui très efficace en respectant son blocus de Porto,

pendant l'insurrection, et celui de Terceira, en s'opposant par la force au débarquement dans cette île des troupes commandées par le général Saldanha, au mois de janvier 1839, et qui sont venues chercher un asile en France. D'un autre côté, les cabinets de Vienne et de Londres n'ont cessé de négocier avec don Pedro la reconnaissance de son frère, en le pressant d'accomplir le mariage convenu entre lui et dona Maria, afin, disent-ils, de confondre leurs droits respectifs. Il y a lieu de croire que don Pedro a été plus d'une fois sur le point d'adhérer à ces insinuations, sacrifiant ainsi sa fille et son honneur. Nous sommes presque sûrs que sans les événements de Paris, en juillet 1830, l'infâme transaction arrêtée entre l'Autriche, l'Angleterre et Charles X, aurait été consommée. L'avènement du duc de Clarence au trône d'Angleterre ne changea pas à cet égard la politique du cabinet britannique. Le duc de Wellington n'a pas craint de faire dire au nouveau roi, dans son discours au parlement en 1830, que le temps approchait où il faudrait reconnaître don Miguel roi de Portugal, attendu qu'il avait adopté des mesures conciliatrices et accordé une amnistie générale. Au moment où Guillaume prononçait ces paroles, don Miguel ordonnait de nouvelles arrestations, et il n'a cessé jusqu'aujourd'hui d'incarcérer, de déporter et de persécuter quiconque est soupçonné d'attachement au système constitutionnel. Sans parler des illustres victimes qui ont péri sur l'échafaud pour avoir été fidèles à la charte portugaise, le nombre des émigrés dont les biens sont sous le séquestre et celui des détruits dans les cachots, monte à près de trente mille, appartenant surtout aux classes aisées. Tel est le monstre que les jésuites et les partisans du pouvoir absolu regardent comme le modèle des rois, et que les cabinets légitimes protègent en dépit de son incontestable illégitimité, car il ne possède aucun droit au trône, ni d'après les anciennes lois portugaises, ni d'après les nouvelles institutions. Cette vérité a été mise dans tout son jour dans une foule d'écrits publiés en Angleterre et en France, et surtout dans celui intitulé: *Exposé des droits de S. M. dona Maria II*. Paris, 1830, 1 vol. in-4°. Depuis la chute du ministère Wellington, le nouveau cabinet paraît moins favorable à don Miguel: mais ni ce ministère, ni même don Pedro n'ont rien fait en faveur de dona Maria et de la liberté portugaise depuis la chute du duc de Wellington et de ses amis.

MILANS DEL BOSCHI (D. FRANÇOIS), général espagnol, naquit vers 1753, d'une famille noble, à Reimodel-Mar, petite ville située sur les bords de la Méditerranée, près de Mataro, où il possédait de grandes propriétés. Officier dans les gardes, il fit contre les Français, les campagnes de 1793 et 1795. Ami de l'indépendance de son pays, il commanda, en 1808, une bande de guerillas, avec laquelle il combattit l'invasion de Napoléon, avec plus d'ardeur que de succès: les cortès voulant récompenser ses services, l'élevèrent au grade de brigadier des armées royales, distinction que le roi confirma à sa rentrée. Demeuré fidèle au gouvernement constitutionnel, même après le moment où le roi Ferdinand, rétabli dans toute la plénitude de son pouvoir, frappait de nullité les actes de ce gouvernement, Milans entra dans la conjuration du brave et malheureux Lacy, son ami et son compagnon d'armes: il y prit la part la plus active, et il ne tint pas à eux que la constitution, renversée par Ferdinand, ne fut alors rétablie; mais la conjuration ayant échoué, l'ordre fut aussitôt donné d'arrêter Milans, qui, laissant derrière lui sa femme et sa fille, et accompagné seulement de deux de ses plus jeunes enfants, se sauva à Badalona, sur les côtes de la Catalogne, d'où un bâtiment pécheur le conduisit à Gibraltar. Après une suite d'aventures qui, a-t-il dit lui-même, pourraient fournir le sujet d'un roman ou d'un mélodrame, le général Milans se rendit à Buenos-Ayres, où il offrit ses services aux indépendants, et servit officieusement la cause de la liberté dans le nouveau monde. Au premier bruit de la révolution de 1820, il se hâta de revenir en Espagne, et débarqua à Barcelone, où sa femme et sa fille l'attendaient: son arrivée fut célébrée par des rejoissances et des adresses de fe-

licitations de la municipalité et des autres corps constitués de cette ville. Guidé par le seul amour de sa patrie qu'il croyait devoir être heureuse sous un gouvernement constitutionnel, il se prépara à combattre une troisième fois contre les Français, qui voulaient renverser le nouvel ordre de choses établi dans sa patrie. Milans avait alors soixante-dix ans; mais doué d'un tempérament robuste et d'une taille imposante, la force de son corps augmentée par de fréquents exercices dans les montagnes et par sa passion pour la chasse, nourrissait et entretenait l'activité de son esprit, qui est prodigieuse. Sa franchise, qui égale sa bravoure et qui lui a mérité l'affection des citoyens et celle des soldats, devait nécessairement lui donner les moyens d'exercer sur leur esprit une grande influence. Aussi Mina, connaissant mieux que personne la capacité de ce général, lui confia dès le commencement de la campagne de 1833, le commandement d'une division de l'armée sous ses ordres. Des que l'armée française eut passé la Bidassoa, Milans, secondé par Lloberas, s'avancèrent à la tête d'un corps de cinq mille hommes, jusqu'à cinq lieues de Figueras, et prit une position avantageuse à Estella, dans l'espoir d'y attirer l'armée de la Foi, commandée par le baron d'Eroles; mais celui-ci ne crut pas prudent de se séparer de l'armée française. Voyant son projet échoué, Milans se dirigea le 25 avril vers Olot; que Mina, descendu des montagnes, occupait depuis quelques jours. Lorsque les ponts jetés sur la Fluvia, eurent été enlevés par les Français, le 1<sup>er</sup> mai, le baron d'Eroles reçut, du duc de Conéglano, l'ordre de se retirer de près la colonne que commandait Milans, et qui formait l'aile droite de l'armée de Catalogne. Quoique la marche de cette colonne fût entravée par des bagages considérables, le général de l'armée de la Foi ne put l'empêcher d'opérer sa retraite dans le meilleur ordre. Milans se retira d'abord à Besalu, puis à Mataro; mais n'ayant pas de forces suffisantes pour se soutenir dans cette ville, il l'abandonna à l'approche des Français. Ici commence une guerre de partisans, dont il est impossible de suivre les marches et les contre-marches, à moins d'avoir sous les yeux de bonnes cartes, et des rapports très détaillés. Parmi les actions particulières qui se font distinguer dans la confusion des récits, nous mentionnerons seulement celle de Borrada, le 10 mai, où Boshoms fut cruellement maltraité par Milans, affaire qui fut d'ailleurs plus brillante que décisive. Milans se repentait d'avoir abandonné si facilement aux Français la position importante de Mataro, réunit environ quatre mille hommes de la garnison de Barcelone, et par une marche de nuit rapide, il arriva sur deux colonnes, dont la seconde était commandée par Lloberas, en vue de la ville, le 25 mai à deux heures du matin; il ne s'y trouvait que dix-huit cents hommes; les avant-postes, qui étaient à un quart de lieue de la ville, avaient été forcés de se replier; les Espagnols étaient déjà parvenus aux premières maisons du faubourg, quand le cri : *Aux armes!* retentit dans tous les quartiers; les Français furent prêts au même moment, et en un instant Milans et Lloberas, délogés de leurs positions, se retirèrent en désordre dans la direction de Barcelone. Cette tentative coûta à Milans, cinq cents fusils abandonnés par les siens, et cent cinquante hommes mis hors de combat. Après les affaires de Molins-del-Rey et de Martorell, Milans et Lloberas, s'étant retirés à Villa-Franca, d'où ils vinrent prendre position à Igualada, sur la route de Llerida, avec cinq mille hommes, cinq cents chevaux et quelques pièces d'artillerie qu'il avait fait venir de Tarragone, furent encore débusqués de cette position, et se replièrent sur Saint-Genis en avant de Jorba. L'intention du maréchal Moncey, qui était opposé à Mina et à ses lieutenants, n'était pas d'attaquer Milans dans cette belle position; mais un détachement de chasseurs s'étant trouvé trop engagé et bientôt aux prises, il fallut lui envoyer du secours et l'action devint alors générale. La position de Jorba fut vivement attaquée et vigoureusement défendue, les deux partis y perdirent beaucoup de monde, enfin l'arrivée d'un bataillon du 6<sup>e</sup> et le fût d'une batterie d'obus décidèrent le succès et forcèrent les constitutionnels à abandonner Jorba, le nauphon qui le domine et les cretes de la rive gau-

che de la Noya. Milans, repoussé de position en position, effectua sa retraite sur Sévera en bon ordre; mais non sans éprouver une perte considérable. Le même jour qu'il essuya cet échec, un détachement qui lui avait envoyé sur Calaf était surpris dans cette ville, tué le baron d'Eroles le défit et lui prit deux cents hommes: ce double échec décida Milans à se retirer sur Tarragone. Cette ville, que les Français avaient jugée peu formidable par l'état de ses fortifications, détruites dans la dernière guerre et rétablies à la hâte, était devenue une autre Barcelone, défendue par une garnison nombreuse, et remplie d'enthousiasme. Elle fut prise, par Mina, sous le commandement de Milans, dont la vieillesse ne ralentit point en cette occasion l'incroyable activité. Par un arrêté publié dès les premiers jours de son entrée en fonctions, il la mit en état de siège, et pour que la tranquillité n'y fût point troublée, il fit arrêter un grand nombre d'habitants, que leur opposition au gouvernement des cortès rendait dangereux. Le 10 septembre, il sortit de Tarragone, à la tête de deux mille hommes, dans l'intention d'appuyer le corps de Lloberas, et il fit quelques autres sorties sans obtenir d'autres avantages que celui de retarder la marche victorieuse des Français. Enfin compris dans la capitulation de Barcelone, il obtint la permission de demeurer en France avec sa famille qu'il conduisit à Montpellier. Il habitait cette ville depuis six années, lorsqu'en 1839, il conçut le projet de rentrer dans sa patrie, à la tête de quelques-uns des bandes qui au mois de mai de cette année s'étaient formées sur les confins de France et d'Espagne. Il était parvenu à l'extrême frontière, près d'un village nommé Laçoque, avec son fils, son neveu et quelques hommes attendant le moment de se joindre à une bande qui avait déjà passé en Espagne, du côté de Massonnet, lorsqu'il fut arrêté par un détachement français, qui le ramena à Perpignan, d'où on le fit reconduire à Montpellier, et ensuite dans l'intérieur de la France. Milans, aujourd'hui presque octogenaire, n'a pas perdu l'espérance, au milieu des grands événements qui se préparent, de rentrer dans sa patrie, les armes à la main. C'est du moins ce que peuvent faire conjecturer son écriture, son patriotisme et la hardiesse de ses nombreuses entreprises.

**MILLÉ (JEAN-BAPTISTE-JOSEPH)**, traducteur du Camoëns, naquit à Beaune, en 1773, commença son éducation à Dijon, et vint la terminer à cette célèbre école de Juilly, d'où sont sortis tant d'hommes remarquables, et que dirigeaient alors les pères de l'Oratoire. A l'âge de vingt ans, Millé y fut reçu professeur d'humanités et quelque temps après, il vint occuper à Paris un modeste emploi au ministère des finances. Sa capacité et son exactitude lui firent obtenir un avancement rapide, et à l'époque de l'occupation du Portugal par l'armée française, il y fut envoyé pour organiser dans le royaume, le service des contributions directes. Il y laissa des souvenirs si honorables qu'à la restauration le gouvernement portugais lui fit faire des offres avantageuses par son ambassadeur pour l'attacher à son service; mais Millé préféra le séjour de la France, à l'établissement qu'on lui offrait. D'ailleurs il était nécessaire à l'administration française, qui lui avait confié le poste de sous-directeur-général des contributions directes, emploi qu'il occupa jusqu'à sa mort, arrivée en 1836. Millé avait profité de son séjour en Portugal, pour étudier la langue et la littérature portugaise. Il était lié avec les personnes les plus marquantes de ce royaume, et leurs secours lui aidèrent beaucoup dans la traduction qu'il a donnée des *Lusiades* du Camoëns, Paris, 1835, 3 vol. in-8<sup>o</sup>; c'est la version la plus fidèle et la plus savante, que nous possédions du poëte portugais.

**MILLOT (JACQUES-AUGUSTE)**, né à Dijon, en 1758, étudia la chirurgie, et vint se perfectionner à Paris dans cet art, sous Vermont, accoucheur de la reine Marie-Antoinette. Millot, sous le patronage de ce savant praticien, n'eut pas de peine à se faire agréer au collège et à l'académie de chirurgie, et se fit bientôt connaître par ses accouchements. Les duchesses d'Orléans et de Bourbon l'appelaient. Il recut le duc d'Enghien qui fut plus d'une heure sans donner de signes de vie.

Millot le frictionnant avec des liqueurs spiritueuses auprès d'une lumière, le feu prit à ses vêtements; le corps du jeune prince fut couvert de flammes dans un instant. Il le plougea aussitôt dans une piece d'eau, et lui-même s'y précipita. Dans les premières années de la révolution, il se retira à sa campagne de Colombe où il serait demeuré sans la perte de sa fortune placée sur l'état et sur la caisse La Farge. Il revint à Paris, malgré son grand âge, sans y reprendre son état. Il publia alors des *Observations sur une opération césarienne*, et une *Histoire de la génération*, qui eut quelque succès. Ce savant opérateur avait trouvé un libraire assez complaisant pour faire imprimer tous ses ouvrages aussitôt qu'ils étaient écrits; mais la confiance de ce libraire causa sa ruine. Millot, avait, dans les cas difficiles et dangereux, toute l'attention, toute la prévoyance qu'exigent les femmes dans leurs couches. Il mourut frappé d'apoplexie, en août 1811. Il a publié : 1° *L'art d'améliorer les humains*, Paris, 3 vol. in-8°. Cet ouvrage a été réédité dans le *Nestor français*, supplément à tous les traités, tant étrangers que nationaux, sur les accouchements, *ibid.*, 1804, in-4°, réimprimé en 3 vol.; 2° *Observation d'une opération césarienne*, 1798, in-8°; 3° *L'art de porter les sexes à Colombe*, Paris, in-8°, orné de gravures; 4° *La gervanie*, ou *l'art de parcourir à une longue vie*, sans infirmités, *ibid.*, in-8°, avec Coffin; 5° *Le Nestor français*, ou *guide moral et physiologique pour conduire la jeunesse au bonheur*, *ibid.*, 1807, 3 vol. in-8°; 6° *La médecine parfaite*, ou *code des bonnes mœurs*, *ibid.*, 1809, in-8°; 7° *Dissertation sur la phthisie, la racine*, etc.

MIQUEL-FÉRIET (LOUIS-CHARLES), créateur de l'artillerie légère en France, naquit à Auxonne, le 24 mai 1765. Il servit d'abord en France; mais des erreurs de jeunesse l'obligèrent de passer, en 1783, en Prusse où il entra dans le régiment d'artillerie de Tempelhof. Il obtint bientôt de l'avancement. La guerre ayant éclaté entre la Prusse et la France, Miquel qui était alors dans le premier régiment d'artillerie, déclara qu'il ne porterait pas les armes contre son pays. Le roi lui permit de rentrer en France où le gouvernement le confirma dans son grade, approuvant la réserve qu'il avait faite de ne jamais être obligé de combattre contre la Prusse. Miquel avait bien jugé l'organisation de l'artillerie dans les armées de Frédéric, et il publia un mémoire sur l'artillerie légère, qui fut imprimé à Paris en 1795, in-4°. Il fut chargé d'organiser en France cette arme telle qu'elle l'était en Prusse. Attaché, en qualité d'adjudant-général, à l'artillerie d'Auxonne, l'administration de la guerre approuva le nouveau modèle de caissons, connus sous le nom de caissons de Wuritz, qu'il avait fait exécuter. Il devint, en 1800, chef de brigade d'artillerie, et fut envoyé, en 1802, à Saint-Domingue, comme directeur d'artillerie, dans la partie espagnole, où il demeura deux ans, sous les ordres du général Rochambeau. Elle ayant été ravagée par une épidémie, Miquel eut le bonheur d'y résister. Il revint en France et mourut au mois de mars 1806, dans sa maison de campagne, à Bellville, près Paris, où il lui avait été permis de se retirer. — Un de ses frères était, en 1802, directeur de la manufacture royale de Valence, en Espagne. — MIQUEL (Claude-Jean-François), son second frère, né aussi à Auxonne, en 1748, missionnaire eudiste, fut un éloquent prédicateur. M. J.-J. Lacotte a publié une analyse des sermons qu'il avait prononcés en 1806 à la mission d'Agén. Son portrait, gravé à Toulouse en 1809, porte cette inscription : *Frat lucerna ardens et lucens*.

MIROMÉNIL (ARNAUD-TOULÉAS, fils de), garde des sceaux, né en 1733 dans l'Orléanais, fut d'abord avocat au grand conseil, et n'eut que vingt-six ans lorsqu'il fut nommé premier président au parlement de Rouen. Cette compagnie ayant été exclue par le chancelier Maupeou, il lue de Miroménil partagea sa disgrâce. Fréquentant, pendant son exil, le château de Pontchartrain, il y montra de l'esprit, d'aimables qualités, et y eut tellement plaisir, que quand le comte de Maupeou, devint principal ministre de Louis XVI, on se souvint de lui, et on le fit garde des sceaux, avec la mission de reorganiser la magistrature. Son crédit baissa un peu à la mort de Maupeou, mais

Vergennes l'appuya, et le roi lui témoignait d'ailleurs une confiance qui déconcertait ses ennemis. Grâce à ce puissant appui, il se maintint jusqu'en 1787, lors de l'assemblée des notables. Les amis de Brienne ayant déplacé ceux de Calonne, Miroménil, qui avait eu la faiblesse d'avoir appuyé et approuvé au conseil les plans du contrôleur-général, et l'avoir ensuite abandonné, fut le premier sur qui l'orage éclata. On l'obligea à donner sa démission, et on mit à sa place le président de Lamoignon. Il sortit du ministère aussi peu riche qu'il y était entré, sans demander aucune récompense extraordinaire. Sa retraite n'excita ni joie ni regrets, et sa mort, arrivée le 5 juillet 1796, dans sa terre de Miroménil, en Normandie, ne fut pas même remarquée. Pendant un ministère de quatorze années, ce magistrat ne développa pas, il faut l'avouer, les qualités éminentes de plusieurs de ses prédécesseurs; mais du moins il montra un esprit de sagesse et de modération, qui suffirait pour honorer sa mémoire, si elle n'était pas déjà consacrée par la déclaration du 24 août 1780, portant abolition de la question préparatoire, et par d'autres actes qui secondèrent les vues bienfaisantes de Louis XVI.

MIRONE (FASCIO), né dans la ville de Catania, en 1753. Il y fit rapidement ses études générales, pour se préparer ensuite à la profession de médecin, auquel sa famille le destinait. Il avait cultivé avec prédilection les sciences naturelles, et y avait acquis de si grandes connaissances, qu'il fut appelé à professer publiquement la chimie dans l'université de sa ville natale. Dans cette charge honorable, son premier soin fut de ne point borner l'instruction de la jeunesse à la seule pratique, comme on l'avait fait jusqu'alors, mais de l'étendre aussi à la partie philosophique de cette science. Il choisit pour texte de ses leçons les nouvelles doctrines chimiques de Fourcroy, dont il donna une édition italienne, avec des notes et des commentaires, en y ajoutant tout ce qui se rapportait aux phénomènes de l'électrisme, que Fourcroy avait complètement négligés. Ainsi il eut la gloire de populariser en Sicile toutes les importantes découvertes qu'on faisait en Europe sur cette matière. En 1786, on avait trouvé une source d'eau minérale dans un endroit peu éloigné de Catania. Emporté de connaître quel parti on pourrait tirer de cette eau pour le bien de l'humanité, Mirone en fit l'analyse et en déterminait toutes les qualités, afin que l'art pût s'en servir avec succès dans le traitement de certaines maladies. Il publia aussi une relation détaillée de l'éruption de l'Etna qui eut lieu l'année suivante, et quoiqu'il eût sur ce sujet un concurrent redoutable dans la personne du naturaliste Toci, qui s'en était également occupé, les hommes instruits trouvèrent que son travail n'était pas indigne d'être mis à côté de celui de son célèbre concitoyen. Enfin il fit imprimer des *Méditations sur l'homme vivant*, avec une exposition de la doctrine de Brown, qui, dans ce temps, furent bien accueillies du public, quoique les nouveaux progrès de la médecine rendent de nos jours cet ouvrage d'une très faible importance. Il mourut en 1805.

MIRZA ABOUL ou ARDOUL HASSAN KAN, ministre et ambassadeur persan, né vers 1774, appartient à une famille qui, élevée d'abord au faite des grandeurs, accusée ensuite de vices ambitieux sur le trône persan, fut dépouillée de ses biens et de ses dignités. Aboul Hassan, en sortant de prison, voyagea dans différentes parties de l'Asie, notamment dans l'Inde où il fut bien accueilli par lord Wellesley, alors gouverneur de ce pays. En 1809, il entra en grâce auprès de son souverain, et fut envoyé en mission à la cour de Londres. A son retour en Perse, il fut nommé kan. En 1813, il fut chargé de conclure la paix avec la Russie, et fut envoyé en ambassade à Pétersbourg. En 1819, il revint en Europe, et fut envoyé près les cours de Vienne, de Londres et de Paris. Pendant son séjour à Londres, on publia les *Voyages du prince persan Mirza Aboul Taleb Kan en Asie, en Afrique et en Europe*, écrits par lui-même, Paris, 1819, in-8°. C'était une nouvelle traduction des *Voyages en Asie et en Europe*, dans les années 1799 et 1802, traduit du persan en anglais par Charles Stewart, et en

français par M. J.-C. (M. Jansen), Paris, 1811, 2 vol. in-8°. M. Charles Malo, le traducteur de la nouvelle édition qui n'a pas eu de succès, confondit le nom de Mirza Aboul Hassan avec l'auteur de ce livre, Mirza Aboul Thaleb. Une pareille méprise blessa d'autant plus l'ambassadeur persan, que l'ouvrage qu'on lui attribuait renfermait des assertions injurieuses à la nation française. Le secrétaire d'ambassade, Mirza Mehemmed Ali, écrivit alors par ses ordres à différents journaux anglais et français une lettre où l'on remarquait les passages suivants : « Il est bien vrai que son excellence se propose de faire traduire et publier une relation de ses voyages en Europe ; mais cet ouvrage, loin d'avoir été livré à la presse, n'est même pas encore terminé. Les voyages attribués à son excellence sont de Mirza Aboul Thaleb, Indien, qui parcourut l'Europe il y a environ quinze à vingt ans, qui n'a jamais été en Perse, et dont l'ouvrage contient beaucoup d'erreurs. » Aboul Hassan, de retour dans sa patrie, n'a plus reparu sur la scène politique.

MISSERY. Voyez SCHWAB, au Supplément.

MITCHELL (SAMUEL L.), avant médecin et naturaliste, est né à New-York, dans l'Amérique septentrionale, vers l'an 1762. Il fit ses études médicales à l'université d'Edimbourg, et y fut reçu docteur, en 1786. De retour dans sa patrie, il se livra avec un ardeur qui ne s'est jamais ralentie, à des recherches scientifiques. En 1787, il visita les sources de Saratoga et y découvrit le gaz acide carbonique. En 1791, il fut nommé secrétaire de la société d'encouragement de New-York pour l'agriculture, les arts et les manufactures. L'année suivante, ce médecin fit les chaires de chimie, d'histoire naturelle et d'agriculture au collège de Columbia, et il fut le premier aux États-Unis qui enseigna le nouveau système des chimistes français. En 1793, il fut nommé associé de la société royale d'Edimbourg, et, en 1796, médecin en chef du grand hôpital de New-York, emploi qu'il a exercé pendant vingt ans avec un zèle remarquable ; il contribua beaucoup à créer et à augmenter la bibliothèque de cet établissement. A la fin de 1796, le docteur Mitchell fit à la société d'agriculture un rapport détaillé des observations géologiques et minéralogiques qu'il avait faites dans un voyage aux bords de la rivière Hudson. En 1797, il entreprit, conjointement avec les docteurs E. H. Smith et Edward Miller, la rédaction de l'ouvrage périodique intitulé : *Medical Repository*, qui subsista pendant plus de vingt ans, et qui fut continué par le docteur Felix Pascalis. Dans cet intéressant recueil, on trouve la plus grande partie des nombreux mémoires que le docteur Mitchell a écrits sur les sciences naturelles et la médecine. Lié d'amitié avec le célèbre Robert Fulton, il fit avec lui le premier voyage en bateau à vapeur, en 1808. L'année suivante, il visita le Haut-Canada, et publia la description minéralogique des terrains qui avoisinent les cascades du Niagara. Il a fait depuis un grand nombre d'excursions géologiques et minéralogiques dans les divers états de l'Union, et, en 1817, accompagné de son ami Silvanus Millet, il découvrit à Chesler le squelette d'un mammouth. En 1818, De Witt Clinton, gouverneur de l'état de New-York, nomma le docteur Mitchell chirurgien en chef de la milice de l'état, et, l'année suivante, il fut élu vice-président de la convention assemblée à Philadelphie pour rédiger une pharmacopée nationale. En 1820, il présida la convention qui s'assembla à Washington, pour le même objet. Cette même année, il fut nommé professeur de botanique et de matière médicale. En 1821, le docteur Mitchell fit un cours de botanique et de physiologie végétale devant la société d'horticulture de New-York, et six ans après, un cours sur l'histoire ancienne et la mythologie à l'école de sculpture de New-York. Outre les travaux scientifiques de cet infatigable savant, il a pris la part la plus active aux affaires politiques de l'Union et à celles de l'état de New-York ; a rendu de grands services à toutes les branches de l'enseignement, de l'administration, et concouru puissamment à tous les ouvrages d'utilité publique, et surtout aux divers canaux exécutés dans l'état de New-York. Il a été élu à plusieurs reprises membre de la chambre des repré-

sentants et du sénat, ainsi que de la législature de New-York, et s'est toujours distingué par ses lumières, son patriotisme, son attachement aux droits du peuple et une probité à toute épreuve. Il est mort à New-York au mois de septembre 1830. La société de médecine de cette ville prit à cette occasion le deuil pour trente jours. Le docteur Mitchell était membre et associé des principaux corps savants de l'Europe, et de presque toutes les sociétés littéraires et scientifiques du continent américain. La collection de ses mémoires, discours et autres écrits formerait un grand nombre de volumes ; mais les nombreuses productions de ce savant se trouvent disséminées dans des recueils périodiques ou détachées. Le docteur Mitchell s'est beaucoup occupé des poisons et en a décrit un très grand nombre d'espèces. Ayant d'abord cru que le principe de la contagion était de la nature des acides, il proposa de purifier les navires par les alcalis, mais il a depuis abandonné cette idée. Parmi ses divers écrits nous citerons les suivants : 1° *Introduction à la traduction anglaise publiée en Amérique des Observations d'Asalini sur la peste, la dysenterie, et l'ophthalmie d'Égypte*, 1806 ; 2° *Géologie de Harper's Ferry, et du point où le Potomac et le Shenandoah ont forcé leur passage à travers les montagnes Bleues*, 1812 ; 3° *Discours anniversaire sur la botanique des deux Amériques*, 1813 ; 4° *Éloge de Benjamin Rush*, 1815 ; 5° *Description et classification de cent soixante-six espèces de poisons des eaux douces ou salées du voisinage de New-York*. Il écrivit plus tard quarante nouvelles espèces dans les mémoires insérés dans *Bigelow and Holly's magazine*, et d'autres encore dans le *Journal de l'Académie des sciences naturelles de Philadelphie* ; 6° *Des songes*, leçon publique donnée en novembre 1815 ; 7° *Discours sur la loi et les écrits de Linnaë*, mai 1823 ; 8° *Prædication comme quant des délégués, qui devront s'assembler à Washington, afin de revoir la Pharmacopée des États-Unis*, janvier 1828. Le docteur Mitchell prononça un discours lors de la cérémonie vénitienne du mariage des lacs à l'Océan, qui eut lieu à Albany le 5 octobre 1823, à l'occasion de la jonction des canaux de l'ouest et du nord avec le fleuve Hudson. Le 7 février 1825, il fut nommé membre du comité chargé de recevoir des dons en faveur des Grecs. Le 4 novembre 1825, il prononça un discours remarquable pour l'achèvement du canal de l'Ouest. Le docteur Mitchell recut de nombreux témoignages d'estime de plusieurs souverains, et notamment de l'empereur Alexandre. C'était l'homme le plus instruit et le meilleur citoyen des États-Unis. Il avait depuis quelques années renoncé entièrement à la pratique de la médecine et à tous ses emplois administratifs, pour ne s'occuper que des sciences et du bonheur de la république dont il a été un des fondateurs.

MITCHELL (sir André), vice-amiral anglais, né en Écosse, en 1757, entra au service maritime en sortant du collège. Il fit sa première campagne, comme élève, sous l'amiral Vernon, envoyé aux îles, en 1776. Pendant cette campagne, le jeune élève fit preuve d'une telle capacité, et montra une si bonne conduite, qu'il revint en Europe, trois ans après, avec le grade de capitaine, exemple unique d'un avancement aussi rapide dans la marine anglaise. A son arrivée, on lui donna le commandement d'un petit bâtiment de vingt-huit canons, nommé le *Coranby*, avec lequel il alla croiser sur les côtes de Ceylan. Il soutint contre le *Bellone*, frégate française, un combat où il fit preuve d'une grande habileté. Nommé, peu après, capitaine du *Sultan*, vaisseau de haut bord, il se trouva à plusieurs affaires générales. En mars 1785, on lui confia le commandement d'une petite escadre, destinée à donner la chasse aux croiseurs français, et dans le mois de juin suivant, il se fit remarquer à la bataille navale de Gouclour, où les flottes française et anglaise, sous les ordres des amiraux Hugon et Suffren, soutinrent également l'honneur de leur pavillon, en laissant la victoire indécise. Depuis la fin des hostilités, sir André Mitchell passa près de six ans dans l'inaction ; mais à peine la guerre fut-elle de nouveau déclarée entre la France et l'Angleterre, qu'il recut le commandement de l'*Asie* et de l'*Imprenable*, vaisseaux de l'a-

cadre qui avait été sous les ordres de l'amiral Rorke, en 1796. Il fut nommé contre-amiral en 1799, et vice-amiral peu de temps après. Il commandait l'escadre que les Anglais envoyèrent, en 1800, sur les côtes de la Hollande. S'étant avancé dans le Zuyderzée, il prit l'attitude la plus menaçante à l'égard de l'amiral hollandais Story, en le sommant de se rendre, et en arborant le pavillon de la maison d'Orange : il eut ainsi une part active à la défection de la flotte hollandaise. Il fit, en cette occasion, tout ce qu'il devait pour l'honneur de son pays ; mais sa gloire eût été plus grande, si Story lui eût opposé de la résistance, et si ses succès n'avaient pas été l'effet de la trahison. Le gouvernement anglais récompensa sa conduite, en le nommant chevalier de l'ordre du bain, et en lui donnant le commandement de l'escadre rouge. En 1800, sir André Mitchell fit partie de la flotte du canal, commandée par lord Bridport et par le marquis de Cornwallis, et en 1801, il croisa sur les côtes d'Irlande avec une division de quinze vaisseaux de ligne. Nommé commandant en chef dans l'Amérique du Nord, à la nouvelle d'une flotte française expédiée à Saint-Domingue, il eut ordre de la suivre ; mais il ne put l'atteindre. Par sa fermeté, il apaisa, en 1813, une insurrection violente qui s'était élevée sur sa flotte. Nommé commandant de la station d'Halifax, il a été remplacé dans cet emploi par l'amiral Milne, et admis à la retraite en 1818.

**MOELLENDORF** (BERNARD-JOACHIM-HENRI, comte de), feld-marchal, né dans la seigneurie de Postdam, en 1724, dans une terre voisine de Prignitz, ancien Brandebourg. Destiné à l'état militaire par son père qui était capitaine des dignes, il entra dans les pages de Frédéric II, au commencement de son règne, l'accompagna durant la première guerre de Silésie, et se trouva aux batailles de Molwitz et de Cotenitz. Nommé, en 1743, porte-drapeau dans le premier bataillon de la garde, et adjudant l'année suivante, il eut occasion de se signaler sur les frontières de la Bohême. Il recruta un détachement de vivres, et n'avait que trois cents hommes ; néanmoins il soutint pendant trois heures l'attaque de quatre mille pandours, et, s'étant emparé d'un bon poste, il protégea ses caissons jusqu'à ce qu'on marchât à son secours. Frédéric lui-même a fait mention de cette belle conduite. Une fois remarqué, Moellendorf trouva moyen dans chaque campagne, d'ajouter à sa réputation. Blessé au premier siège de Prague, et fait capitaine dans la garde, en 1746, il reprit l'ordre du mérite à la suite d'une manœuvre brillante et décisive, dans la journée de Lauthen en Silesie. Il avait pris part au second siège de Prague, ainsi qu'à la facile victoire de Roßbach, et, en 1758, devant Breslau, il reçut, avec le titre de major, celui de commandant du troisième bataillon de la garde. Il était à Lignitz, à la tête d'un régiment de cette même garde, lorsque, le 15 août 1760, Lützen fut défilé par Frédéric qui récompensa les services de Moellendorf en le créant lieutenant-colonel. Aussi habile à Torgau, mais moins heureux, il tomba pour quelques mois au pouvoir des Autrichiens. Après son échange, en 1761, il devint colonel, puis major-général, à l'occasion d'un avantage remporté à Burkersdorf. En Basse, dans l'armée du prince Henri, pendant la guerre de la succession de Bavière, il dirigea heureusement, comme lieutenant-général, une expédition qui lui valut la décoration de l'aigle noire. Vers les dernières années de Frédéric-le-Grand, bien que l'armée ne fût pas réduite, on s'occupait moins de bien-être des soldats. Moellendorf, nommé gouverneur de Berlin en 1783, prit soin d'améliorer leur sort. Le roi l'écoutait volontiers, et même n'avait pas de société que l'habitude lui rendit plus chère. Ce fut toutefois sous le règne suivant, et sans s'illustrer par de nouveaux faits d'armes, que Moellendorf fut comblé de distinctions. Il était déjà général d'infanterie lorsqu'il effectua, pour le compte de la Prusse, le second démembrement de la Pologne. Il ne s'agissait ni d'honneur, ni de péril ; mais au retour, il se vit feld-marchal et gouverneur de la Prusse méridionale. Cependant il s'était fait des ennemis dans le conseil, en opinant pour qu'on n'armât point contre la France républicaine, et ce fut seulement lorsque le duc de Brunswick se démit

du commandement sur le Rhin, que, dans la difficulté de lui trouver un autre successeur, on confia cette armée à Moellendorf. Il ne refusa pas ; mais il se tint aussi généralement sur la défensive, protégea le duché de Deux-Ponts, et ne fit reconnaître les vœux bandes de Frédéric II qu'à Kaiserslautern où les Français échouèrent après trois jours de persévérance. Vraisemblablement son âge et sa position eurent part en penchant qu'il montra ensuite pour la paix : on lui reprocha du moins d'avoir été cause de l'inaction de la Prusse lorsque la France envahit la Hollande ; et quant au traité de Bâle, en 1797, il y contribua essentiellement. Durant le long repos qui en résulta pour la monarchie prussienne, son premier général ne fut pas oisif à tous égards. Il augmenta ses richesses avec des soins peu dignes, ce semble, de la simplicité, de la loyauté qu'on estimait en lui à l'égal de ses talents militaires. Il avançait en âge, à la vérité ; mais il avait conservé sa vigueur et ses moyens, et il crut ne pouvoir refuser du service à l'époque, sans malheureusement choquer, où la Prusse résolut de combattre Napoléon. Dans le moment décisif de cette guerre que Moellendorf n'avait pas conseillée, il paraît qu'on déféra à son avis, ou plutôt à celui du roi, contre le sentiment du duc de Brunswick. Au lieu de profiter du brouillard qui régnait alors, pour réunir l'armée, partagée en deux corps éloignés l'un de l'autre, on donna bataille à la fois à l'est et près d'Auerstedt, ce qui offrait des chances plus favorables à la supériorité des manœuvres de Napoléon. Les relations françaises ont supposé à tort que Moellendorf avait commandé une division dans cette journée si désastreuse pour les Prussiens ; mais il y fut blessé ainsi que plusieurs autres officiers-généraux. Il se joignit dans Erfurt dont il fallut bientôt ouvrir les portes, d'après la sommation de Murat, et de l'avis de Moellendorf lui-même, qui fut ensuite compris nommément dans une capitulation. Il reçut les soins des chirurgiens de Murat, puis il partit pour Berlin où il fut traité avec distinction au milieu des Français qui prirent bientôt possession de la ville, et même ses pensions lui furent continuées par Napoléon à la table duquel on le vit plusieurs fois. La vieillesse du feld-marchal se prolongea paisiblement dans la retraite de Hevelsherg, où, suivant une coutume qui rappelait la confusion du moyen âge, il possédait un bénéfice ecclésiastique. Il y mourut le 28 janvier 1816, après avoir vu la Prusse non seulement ralliée, mais agrandie dans l'intérêt de la sainte alliance.

**MOESER** (JULIUS), publiciste célèbre, fils du directeur de la chancellerie d'Onabruck, naquit dans cette ville, le 14 décembre 1720. Studieux dès l'enfance, il reçut de sa mère le goût et la connaissance de la littérature française ; mais dans l'iniquité de son génie naissant, il trouva trop défectueux le français ainsi que l'allemand, et à l'âge de douze ans, il imagina de leur substituer un langage de son invention. Il enseignait à ses jeunes camarades réunis par lui-même en petite société littéraire. Son penchant pour les lettres ne l'abandonna pas à l'âge, puis à Göttingue. Il leur consacra tout le loisir que pouvait lui laisser l'étude plus aride du droit. Reconcilié avec les anciens idiomes, il étudiait les meilleurs auteurs étrangers, surtout ceux chez qui il pouvait puiser une instruction solide. Dès qu'il fut reçu avocat, il revint à Onabruck, et il y exerça cette profession de la manière la plus honorable, préférant surtout dans le choix des causes les hommes qui avaient besoin d'appui, et défendant leurs intérêts avec autant de zèle que de franchise. Il eut à lutter contre le pouvoir trop arbitrairement exercé du gouverneur de la ville ; l'estime des habitants fut le prix de cette résistance courageuse. Avant Moser, la charge d'*advocatus patriæ* n'avait été à Onabruck qu'un titre aussi insignifiant que l'était le mot patrie lui-même. En 1747, Moser remplit ces fonctions, et en fit, autant qu'il le put, une réalité. Devenu syndic et secrétaire de l'ordre equestre, il prit des mesures qui évitèrent au pays de grandes dépenses, et dont la sagesse le fit choisir ensuite pour une mission relative aux subsides qu'on attendait de Londres. Il profita de son séjour dans la Grande-Bretagne pour y prendre une idée exacte des institutions et des usages politiques. En 1761, il y eut

un nouveau prince-évêque à Osnabrück. Sous cet Anglais, encore enfant, l'administration, ayant à concilier les vœux des habitants et les exigences de Londres, prit souvent les avis de Mœser qui montra, au milieu de ces embarras, beaucoup de droiture et d'habileté. Les écrits assez nombreux pour lesquels il réservait une forte partie de son temps, furent d'autant plus utiles que sa réputation, comme homme d'état, leur donna une prompte autorité. L'Allemand n'aurait pas encore eu son Franklin; ce surnom fut donné à Mœser, à l'occasion de ses *Idees patriotiques*. Cette sorte de journal politique, et surtout moral, était composé de morceaux très variés sur les questions dont la solution pouvait augmenter le bien-être de toutes les classes, dans un pays où le mélange naturel de raison et de bonhomie n'exposait à aucun ridicule une philosophie naïve et constamment populaire. Le grand succès de ce recueil a été justifié par le suffrage de Goethe. « Mœser » était, dit-il, un homme versé dans les affaires publiques, « qui parlait au peuple, par la voie d'une gazette, pour faire envisager sous leur véritable face et d'une manière admirable, les opérations d'un gouvernement éclairé. » Mœser embrassait ainsi, dans l'indépendance de son caractère et la profondeur de ses vœux, toute l'économie politique et domestique. Il traitait ces objets avec goût, avec adresse et avec une modération parfaite et une flexibilité de talent très remarquable. Comme historien, on regrette que ce savant se soit borné aux anciennes annales du petit pays d'Osnabrück. Dans un cadre si étroit, il n'a guère pu avoir d'autre mérite que celui de l'exactitude des recherches. Il devint, en 1785, conseiller de justice, et neuf ans après, le cinquantième anniversaire de son entrée dans les affaires publiques fut célébré par l'ordre équestre d'Osnabrück. Dans cet âge avancé, après la mort de sa femme et de son fils, il eut pour aïeule contre l'isolement, la société de sa fille, M<sup>me</sup> de Voigt. La vie de Mœser se fit sans doute prolongée davantage, s'il n'eût pas tenu opiniâtrement à sa maxime, excellente d'ailleurs, de laisser la nature rétablir elle-même notre santé troublée accidentellement. D'une constitution forte, il se trouva bien de cette méthode pendant longtemps. Lorsqu'il se sentait indisposé, il allait à Pyrmont, sans prendre les eaux, et uniquement comme délassement. Il paraît que sa dernière maladie n'eût pas été incurable; il recouvrait trop tard qu'il avait eu tort de ne pas mettre un terme à l'application de sa maxime favorite. « Cette fois », dit-il, « j'ai perdu ma cause, » et il expira le 7 janvier 1796. Sa physionomie ouverte répondait à l'aménité de son caractère et à la pureté des principes qui l'ont toujours dirigé. Peu de temps après sa mort, on publia ce qu'il avait laissé, pouvant faire suite aux *Idees patriotiques*. Ce sont également des morceaux détachés, écrits avec des intentions toujours sages : *Sur la moralité des plaisirs; sur la tolérance; sur les sépultures hors des villes*, etc. En voyant parmi ces fragments une sorte d'éloge de la servitude, on a conjecturé qu'il avait été fait vers 1795, en haine des excès de la révolution française. Mais cet allégué ne changeant rien au fond des choses, pour sentir que le repos d'esprit, facile à conserver dans la dépendance, offre de grands avantages, quand les idées n'ont pas pris impérieusement une autre direction? Les ouvrages principaux de Mœser sont : 1° *Essai de quelques tableaux des mœurs de notre temps*, Hanovre, 1747, in-8°; 2° *De veterum Germanorum et Gallorum theologia mystica et populari*, Osnabrück, 1749, in-4°; 3° *Histoire d'Osnabrück*, Osnabrück, 1761, et Berlin, 1780, 2 vol. in-8°; 4° *Lettre au vicairé saoyard, à remettre à M. J.-J. Rousseau*, Hambourg et Leipzig, 1765, et Brême, 1777; 5° *Lettre à M. Mendes da Costa, sur la facilité du passage de la secte pharisienne à la religion chrétienne*, Brême, 1773, et Amsterdam, 1777; 6° *Idees patriotiques*, Berlin, 1774-1786, 4 vol.; 4° édit., Berlin, 1820; 7° *De la langue et de la littérature allemandes*, etc., Osnabrück et Hambourg, 1781; 8° *La débaute des prêtres, sous le rapport politique*, Osnabrück et Leipzig, 1783. On doit aussi à Mœser une tragédie, *Arminius*, 1749, et une défense du comique grotesque, sous le titre d'*Arlequin*, etc., 1761. Il a écrit en français une *Épître à*

*Voltaire, sur le coraire de Luther*. (M<sup>me</sup> Mœser l'a traduite en allemand.) Ses *Mélanges posthumes* ont paru en 1797-1798, à Berlin et à Stuttgart, 2 vol. in-8°. On a en français quelques uns de ses essais dans les *Œuvres diverses* de De Bock.

MOESER (CHARLES), célèbre violoniste allemand, maître de chapelle du roi de Prusse, naquit, en 1778, à Berlin, où son père était musicien dans le régiment des husards de Zethen. Dès l'âge de dix ans, il attira l'attention du public de Berlin par l'exécution brillante d'un concerto de violon. Botchou, musicien de la chambre du roi, ayant dirigé pendant trois ans les exercices du jeune artiste, celui-ci devint, à l'âge de treize ans, musicien de la chambre du margrave de Schwedt. Ce prince étant mort en 1789, Mœser retourna à Berlin, où il reçut des leçons du célèbre violoniste Haak, qui dirigeait alors les concerts de la cour. A dix-sept ans, il fut attaché à la chapelle du roi; mais force bientôt après, en vertu d'un ordre supérieur et pour des motifs inconnus, de quitter les états prussiens, Mœser se rendit à Hambourg, où il eut l'occasion de se lier avec Viotti et Bode. Le premier devint son maître, et Mœser adopta entièrement la méthode de cet artiste célèbre. Après avoir donné à Hambourg quelques concerts, dans lesquels il reçut l'accueil le plus flatteur, il se rendit en Danemarck et en Suède, et fit un assez long séjour à Stockholm. Il visita aussi Londres; mais il y manqua son bus, parce qu'il ne s'était pas muni de lettres de recommandation, circonstance qui l'empêcha de se produire dans cette capitale. A la mort de Frédéric-Guillaume II, Mœser obtint la permission de retourner à Berlin, et, après avoir visité Vienne et Munich, il fut attaché à la chapelle du roi. En 1806, lors de l'invasion des Français en Prusse, il se rendit à Varsovie, et plus tard à Saint-Petersbourg, où il prolongea son séjour jusqu'en 1811, époque à laquelle il fut rappelé à Berlin pour diriger des concerts de la cour. A son arrivée, il épousa M<sup>lle</sup> Longhi, célèbre harpiste, qui venait visiter Berlin. Outre plusieurs excellentes compositions, on doit à Mœser plusieurs morceaux arrangés d'une manière tout-à-fait originale, entre autres une *Polonaise*, qui elle seule suffirait pour fonder la réputation de son auteur.

MOHAMMED (ACU), khan, deuxième fils de Mohammed-Haça-Khan, fondateur de la dynastie des Khadjars. Lorsque Kerym, ancien chef des Kourdes, fut devenu maître de la Perse, qu'il gouverna sous le simple titre de régent, il ne voulut pas immoler les cofautes de Mohammed-Haça. Toutefois Agha Mohammed fut fait eunuque en punition de quelques écarts de jeunesse. Plus de vingt années s'étaient écoulées depuis la mort de Mohammed-Haça, lorsque celle de Kerym, au mois de mars 1779, livra de nouveau la Perse à toutes les calamités des guerres intestines. Des chefs de la famille ou du parti de Kerym, se disputèrent d'abord le pouvoir; mais Agha-Mohammed, ayant échappé à la surveillance de ses gardiens, se montra bientôt dans l'Esterabad où son père avait régné d'abord, et, après en avoir expulsé un de ses frères, Mourtez-Couli-Khan, il profita de la division des successeurs de Kerym, s'empara du Masanderan, et fit reconnaître son autorité jusque dans le Ghyne. Aly-Mourad, de la famille de Kerym, obtint de son côté des succès plus importants, prit possession de Chyras, regardé depuis quelque temps comme la capitale de l'empire, et envoya son fils demander, les armes à la main, la soumission d'Agha-Mohammed, qui, après la perte de quelques autres places, vit assiéger Bostam où il avait réuni ses trésors. Cependant la disette fit désertir les troupes d'Aly-Mourad. Après sa mort, arrivée en 1785, les affaires de Mohammed se rétablirent, et il commanda dans Ispahan. L'entrée de cette ancienne capitale lui avait été vivement disputée par Djafar; ce frère d'Aly-Mourad conserva même Chyras et les provinces du sud. Louthf-Aly remplaça son père Djafar, mort en janvier 1789, et se montra plus redoutable encore. Agha-Mohammed ne l'emporta sur un brave compétiteur qu'avec le temps et par la corruption. Lorsqu'il se vit maître de Chyras et généralement de la Perse méridionale, loin d'imiter

Kerym, par qu'il avait été épargné, il mit tous ses soins à se défaire de quiconque pouvait prétendre à l'héritage des Kourdes. Les entreprises auxquelles il se livra ensuite se rattachent aux combinaisons de la politique européenne. Après avoir forcé, en 1794, les divers chefs de l'Adserbedj à renoncer à la protection d'Heraclius qui les avait déclarés comme lui indépendants de la Perse, il fit de grands préparatifs contre ce prince de Géorgie, devenu volontairement, en 1783, vassal des Russes. Ce fut en 1795 que Mohammed entra dans l'Arménie, où une victoire remportée près d'Ervan répandit la terreur de ses armes. Sans s'arrêter à réduire des villes dont la soumission pouvait être tardive, il se rendit directement, au mois d'octobre, à Teflis (Tphliskakaki), où l'autorité de la Perse était reconnue depuis quarante-cinq ans, et qui ne pouvait être secourue assez tôt par les Russes. Les Géorgiens s'opposèrent point de résistance. Ils furent massacrés ou chargés de fers; leurs maisons furent brûlées, et leurs fortifications rasées. Heraclius avait pris la fuite: il fut permis à son fils d'administrer la Géorgie, mais sous les lois de la Perse. Mohammed revint alors à Tchern où il avait fixé sa résidence dès l'année 1794, et qui est ainsi devenue la capitale de cet état ruiné par ses sanglantes divisions, et que dernièrement il n'a pas été difficile aux Russes d'affaiblir encore. Du moins, sous Mohammed, la Perse se soutint contre eux: il tirait avantage des embarras que les suites de la révolution française suscitaient à la Russie. Tandis qu'Heraclius attendait vainement des secours, Mohammed marcha contre Chah Rokh, petit-fils du célèbre Nadir. Attaqué dans le Khorasan, au printemps de 1796, Chah-Rokh, vieux et aveugle, envoya ses fils auprès du prince de Kandahar qui l'avait soutenu jusqu'alors, et alla au-devant de Mohammed dans l'espoir de le fléchir; mais l'impitoyable conquête le livra aux tortures, pour savoir où son or était caché. Le vainqueur laissa des garnisons dans Mescbebd, capitale du Khorasan, ainsi que dans d'autres places, et il emmena Chah-Rokh dont la mort termina bientôt les malheurs. Cependant des ordres avaient été enûn expédiés de Saint-Petersbourg. Valerian Quoboff ayant franchi le Terek, entra dans la forte ville de Darband, et en soumit plusieurs autres; mais au moment de pénétrer en Géorgie, il fut arrêté par des dépêches qui lui apprirent la mort de Catherine II, et lui firent quitter le Caucase. L'année suivante, des que la saison le permit, Mohammed s'avança au-delà de l'Araze, chassa les Russes restés en garnison vers les frontières de la Géorgie, et voyant cette guerre terminée si facilement, forma le dessein, beaucoup moins politique, d'une invasion dans l'empire des Osmanlis. Ce projet n'eut pas même un commencement d'exécution. Sadek, un des principaux officiers de Mohammed, le fit assassiner dans sa tente, le 14 mai 1797, et s'empara de ses trésors. Le meurtrier se hâta de quitter Choutche, pour aller à Taurys disputer le pouvoir à Baba-Khan, neveu de Mohammed, et désigné par lui pour son successeur: mais il fut puni, et Baba-Khan monta sur le trône qu'il occupa encore aujourd'hui sous le nom de Feth-Aly-Chah. Si Agha-Mohammed exerça pendant dix-huit ans l'autorité sans prendre jamais le titre suprême de chah, ce ne fut pas l'effet d'une modération trop étrangère à son caractère: il attendait pour cela les triomphes plus éclatants qu'il se promettait. Il n'a manqué ni d'art, ni de valeur, mais avide, foux et inexorable comme la plupart de ses prédécesseurs, il n'a point partagé avec Kerym, et surtout avec Feth-Aly-Chah, la gloire de surprendre les malheurs de la Perse, si souvent en proie à l'étrange oppression ou à l'anarchie, depuis la mort d'Abbas justement surnommé le Grand. Mohammed a fait mourir ses frères ou les a privés de la vue, et, quant à leurs fils, il a voulu qu'ils subissent l'opération dont il avait été victime lui-même. « Mon désir, disait-il, avec amertume, est de revivre dans ces enfants. » Sa taille était élevée; mais, dans sa jeunesse même, il était maigre et d'une physionomie repoussante. S'il n'eût pas regardé comme une nécessité de sa position de faire continuellement la guerre, sans doute il aurait favorisé les arts. Avant de se rendre maître du reste de la Perse, il avait construit un palais à Sari, ville du

Mazanderan. Plus tard, il embellit et multiplia les mosquées de Baghdad, mais quelquefois, songeant aux diverses richesses qu'elles pouvaient contenir, il parlait d'y aller en pèlerinage à la tête de ses troupes: sa cupidité l'emportait sur sa dévotion. C'est durant son règne, un an avant sa mort, que deux naturalistes français, Bruguieres et Olivier, remplirent en Perse une mission diplomatique.

MOLARD (CLAUDE-PIERRE), membre de l'institut et de la légion d'honneur, né à Saint-Claude en Franche-Comté, le 16 juin 1759, connu dans l'histoire des sciences mécaniques sous le nom de Molard aîné, pour le distinguer de son frère, sous-directeur du conservatoire des arts et métiers, mort en 1839, fit ses études au collège de Saint-Claude, puis à Valence et à Lyon, où il fit sa philosophie. Il étudia les mathématiques sous Dupuis, qui les enseigna plus tard aussi à Napoléon. A la fin de ses classes, il fut placé dans le corps du génie en garnison à la Fère, et Bonaparte, alors lieutenant d'artillerie, venait souvent le voir travailler. M. Molard vint à Paris en 1785: il entretenait depuis quelque temps une correspondance avec Vaucanson, qui lui confia plusieurs travaux dont il fut lieu d'être satisfait. A la mort de ce mécanicien, Vandermonde prit la direction de la collection d'objets d'arts et de métiers qu'il avait formée dans sa maison de la rue de Charonne, connue encore aujourd'hui sous le nom d'hôtel Vaucanson, et il s'adjoignit M. Molard. Cette collection a été l'origine du conservatoire des arts et métiers. C'est à cette époque que M. Molard, qui, surchargé d'occupations, trouvait encore du temps pour suivre les cours de chirurgie de Corvisart et de Dussault, commença les ingénieux travaux sur le platine à la mécanique qui ont fondé sa réputation. Soutenu par les conseils et la bourse du duc de Lévis, il dut aux encouragements de ce seigneur, ainsi qu'à son talent, de voir réussir son entreprise. En 1793, le gouvernement chargea M. Molard de confectionner des canons à la mécanique, et il en présenta douze au comité de salut public. Lors de l'établissement du maximum, il fut un des commissaires chargés d'en établir les bases: neuf de ses collègues, sur douze qu'ils étaient, disparurent bientôt, les uns ayant émigré, les autres s'étaient cachés. M. Molard et ses deux collègues restant furent obligés de terminer seuls une opération dans laquelle ils devaient rencontrer plus d'une difficulté. M. Molard s'occupait avec Clouet de la fabrication de l'acier fondu, quand ils reçurent tous deux l'ordre de se préparer à suivre l'expédition d'Angleterre, et ils ne parvinrent qu'avec beaucoup de peines à s'en exempter. C'est dans cet intervalle que M. Molard acquit à la célébrité un titre qui ne périra pas. Il fonda le conservatoire des arts et métiers, idée de Vaucanson, exécutée par M. Molard, et adoptée par le gouvernement sur un rapport très remarquable de l'abbé Grégoire, en l'an 6. Cette précieuse institution fut extrêmement contrariée dans le commencement: la collection resta long-temps dispersée dans quatre dépôts, et ce ne fut qu'en l'an 8, après des démarches multipliées, que le fondateur parvint à la réunir dans les bâtiments de l'ancienne abbaye Saint-Martin. Il eut encore la satisfaction de conserver au gouvernement l'hôtel Vaucanson, qu'il habite aujourd'hui, et où il a fait ses premiers travaux, et de faire déclarer ce bâtiment annexe du conservatoire des arts et métiers. Pendant les cent jours, M. Molard fut appelé à l'institut en remplacement de Bonaparte, et par suite d'un rapport de Cernot sur l'impossibilité où se trouvait l'empereur de partager les travaux d'une société dont il était le protecteur. Louis XVIII confirma cette nomination. Les travaux de M. Molard sont consignés dans le *Bulletin de la société d'encouragement*, dans les *Mémoires de l'institut* et dans les *Inventions nouvelles* de Delambre, ouvrage rédigé par ce savant sur les matériaux qu'il avait fournis M. Molard.

MOLLEVILLE. Voyez BEUVRAY DE MOLLEVILLE.

MONGE (N.), ancien lieutenant-colonel des grenadiers de la garde impériale, suivit l'empereur Napoléon à l'île d'Elbe en 1814. Cet officier supérieur avait un caractère entreprenant et était plein de courage. Napoléon, qui le connaissait sous ces rapports



avantageux, l'avait chargé, au retour de l'île d'Elbe, de la mission la plus difficile et la plus périlleuse à remplir à cette époque. Il s'agissait de se rendre à Vienne dans le plus grand secret, d'enlever Marie-Louise et le roi de Rome, et de les ramener en France. La lettre de créance que Napoléon avait donnée à Monge pour remplir un tel message et le faire reconnaître, consistait dans ces mots : « Ayez toute confiance dans ce brave homme. Il a la mienne. Livrez-vous à lui et suivez-le. N. » Monge paraît l'allemand. Il partit pour Vienne, où il arriva après mille dangers, à l'aide de déguisements, obligé souvent de traverser de nombreux corps d'armée, sans parler des soins qu'il fallait prendre pour conserver l'ordre qui devait attester sa mission. Enfin il était sur le point de mettre à exécution son entreprise, lorsque la police autrichienne en fut informée, et redoubla de surveillance. Il fallut abandonner la partie et fuir. Monge sut échapper à toutes les recherches, et repassa en France quelque temps avant la bataille de Waterloo, où il combattit glorieusement. Resté depuis sans service, et privé de toute ressource, cet intègre officier tomba dans la misère, et se vit réduit à travailler en journée : il pillait au mortier pour gagner sa vie. Mais dans la fin de sa carrière une constante résignation au malheur et le courage d'une âme forte. Il est mort à Paris, à l'hôpital Saint-Louis, en juillet 1839, à la suite d'une longue maladie, et dans un état de cécité.

**MONNET DE LORBEAU** (Louis-Clément, baron), lieutenant-général, né à Monarg, dans le Poitou, le 1<sup>er</sup> janvier 1766, entra au service en 1793, et fut fait capitaine d'infanterie le 28 mai de la même année, et chef de bataillon en 1798. Il fit les campagnes de 1793, 94 et 95 à l'armée de l'Ouest, se distingua au combat de Haguer, et fit Charette prisonnier. Nommé chef de la 31<sup>e</sup> demi-brigade d'infanterie de ligne, le 23 juillet 1796, il fit les campagnes de 1796 et 1797 à l'armée du Rhin et d'Italie. A l'affaire de Sion, dans le Haut-Vallais, il traversa le torrent de la Morgé, à la tête des grenadiers de sa demi-brigade, tourna un pont, fraya un chemin à l'armée française alors tenue en échec, et prit d'assaut la ville de Sion. Employé à l'armée d'Italie pendant l'année 1798 et les quatre années qui suivirent, il se distingua d'une manière particulière au combat de Bussolingo, coupa la retraite aux Autrichiens, et leur fit quatre mille prisonniers. Sa valeur fut récompensée par le grade de général de brigade et le commandement de Mantoue, qu'il défendit avec autant de bonheur que d'habileté contre les Autrichiens. De l'armée d'Italie, il passa à celle de Portugal avec le grade de général de division et la croix de commandant de la légion d'honneur, fut employé à l'armée de Hollande, et obtint le commandement de Flessingue et de l'île de Walcheren. Le 30 juillet 1809, une flotte anglaise fit une descente au Breezand, et débarqua cinquante mille hommes qui s'emparèrent du fort de Hanc et marchèrent sur Flessingue. Le général Monnet n'avait à leur opposer que six mille hommes, composés de conscrits la plupart étrangers : néanmoins la défense fut vigoureuse ; mais le général français, ne pouvant espérer aucun secours, ni retarder que de quelques heures la prise de Flessingue, prit le parti de capituler, et une convention fut conclue, le 10 août 1809, pour l'occupation de Flessingue. Monnet fut fait prisonnier avec les troupes qu'il commandait. Après cinq ans de captivité, il revint en France à la paix générale, en 1814, et Louis XVIII lui donna la croix de Saint-Louis. Il fut d'abord classé parmi les lieutenants-généraux en demi-solde, et on l'admit ensuite au traitement de disponibilité. Il est mort en 1819.

**MONNIER (J.-Charles, comte)**, lieutenant-général, pair de France, commandant de la légion d'honneur, chevalier de Saint-Louis, naquit à Cayillon, le 22 mars 1758. Sa famille, qui jouissait de quelque aisance, prit soin de son éducation. Lors de la prise de la Bastille, il entra comme volontaire dans la garde nationale, où il obtint, en 1791, un brevet de sous-lieutenant dans le 7<sup>e</sup> régiment de ligne. Officier d'état-major en 1793, il fit les premières campagnes de l'armée d'Italie, et parvint rapidement aux grades supérieurs.

Sa conduite à Lodi et à Arcola lui mérita, en 1796, le commandement d'une brigade, à la tête de laquelle il enleva, à la bataille de Rivoli, les positions avantageuses d'où l'ennemi tenait l'armée française en échec. Le général Monnier fit ensuite, sous Mantoue et Joubert, les campagnes du Tyrol. Après le traité de Campo-Formio, il fut chargé du commandement d'Ancone, et des départements de Tronto, du Musone et de Metanro. Il se signala de nouveau pendant la campagne de Naples, s'empara de Civitella et de Pescara en décembre 1798, obtint plusieurs avantages sur les Napolitains, et fut blessé d'un coup de feu qui lui traversa de l'épaule droite à la mâchoire gauche. Malgré une blessure aussi grave, ayant repris peu de temps après le commandement d'Ancone et des trois départements de la nouvelle république romaine, il battit les insurgés, et, dans le seul espace de vingt jours, fit une marche de quatre cents milles, prit sept villes d'assaut, et soutint de nombreux combats contre le général cisalpin Lahos, qui, transfuge des armes françaises, voulait le forcer à abandonner le pays. Bientôt une escadre, composée de Russes et de Turcs, qui, de concert, venaient d'achever la conquête des îles Ioniennes par la prise de Corfou, vint se joindre aux insurgés, et attaqua Ancone par mer. Quoique ses troupes ne s'élevaient point au-delà de trois mille hommes, le général français sut cependant conserver long-temps les dehors de la place dans un rayon considérable, malgré les efforts de quarante mille ennemis qui l'entouraient, et qu'il battit dans plusieurs rencontres ; mais l'arrivée de six mille Autrichiens, appelés par Lahos, et conduits par Frélich, rendit plus désespérée la position du général Monnier, qui, sans communication avec aucun corps de troupes françaises, se trouvait ainsi isolé au fond de l'Italie. On vit alors cet homme général trouver dans l'activité de son génie toutes les ressources que les circonstances lui refusaient. Secondé par la bravoure et le dévouement extraordinaires des troupes sous ses ordres, il improvisa une place de guerre sur des rochers à peine couverts de quelques vieilles fortifications, fabriqua de la poudre, coula des mortiers, construisit des moulins à bras, transforma un port marchand en port de guerre, et, toujours combattant pendant ces gigantesques travaux, il soutint avec une poignée de braves cent cinq jours de siège régulier contre un ennemi quinze fois plus nombreux. Enfin, après avoir livré vingt combats, presque tous avec succès, dans l'un desquels fut mortellement blessé le général Lahos, rejeté trois sommations, vu s'écrouler ses fortifications, épuisés toutes ses munitions, perdu la moitié de ses troupes, souffert toutes les horreurs de la famine, le général Monnier accepta la capitulation honorable que lui offrit le général autrichien. Elle portait que les troupes françaises, après avoir déposé les armes sur les glacis, se rendraient librement en France par le chemin qu'elles jugeraient le plus commode, pour y rester prisonnières de guerre jusqu'à parfait échange ; que les officiers civils ou militaires conserveraient leurs armes et leurs chevaux ; que le général Frélich, voulant donner une preuve d'estime aux troupes de la garnison pour leur courageuse résistance, au-dessus de toute attente, accordait aux sous-officiers le port de leurs sabres pour se rendre à leur destination ; et qu'en témoignage de sa considération particulière pour le général Monnier et d'estime de nation à nation contractantes, il accordait au général républicain une garde d'honneur composée de quinze cavaliers montés, armés, équipés, et de trente carabiniers aussi armés. Mais si la division française avait trouvé des vainqueurs généreux sous les remparts détruits d'Ancone, il n'en fut pas de même à Pavie, lorsqu'elle se dirigeait vers le Piémont. Arrivée dans cette ville, le général Melas, commandant en chef les troupes autrichiennes en Italie, la retint quatorze jours, au mépris de la capitulation. Il voulait l'envoyer prisonnière en Autriche, puis seulement la forcer à rentrer en France par le Tyrol et la Suisse ; mais le général Monnier réclama avec tant de fermeté l'exécution de la capitulation, ses soldats paraissaient si déterminés à périr plutôt que de souffrir qu'elle fût violée, que le général autrichien

consentit enfin à les laisser continuer leur route par le Mont Cenis. Cette défense, qui fit à Monnier infiniment d'honneur, ainsi qu'à sa garnison, l'éleva en 1800 au grade de général de division. Échangé peu de temps après contre le général autrichien Luisgion, Monnier fit partie de l'armée de réserve dont il commanda la division d'avant-garde, passa la Sesia et le Tessin le 31 mai 1800, s'empara deux jours après du village de Twibigo, défendu par sept mille hommes, marcha ensuite sur Milan, et assista sous les ordres de Desaix à la bataille de Marengo. Dans cette journée mémorable, sa division enleva aux chasseurs tyroliens et du loup, et aux grenadiers de Monzini, le poste important de Castel-Cerolo, et le conserva jusqu'au moment où, entraînée par le reste de la ligne, elle se vit contrainte d'effectuer une retraite qu'elle fit payer cher à la cavalerie qui la chargeait. L'armée française ayant, à quatre heures du soir, reçu l'ordre de se porter de nouveau sur toute la ligne, Monnier reprit sa première conquête, enleva deux canons à l'ennemi, et, l'ayant mis en déroute, le poursuivit jusqu'à la Bornida, où la plus grande partie des bataillons autrichiens furent obligés de se précipiter. La victoire de Marengo avait rangé sous l'obéissance du premier consul la plus grande partie de l'Italie : les Toscans, qui, lors de nos désastres, avaient plus particulièrement poursuivi, attaqués et massacrés les Français, étaient seuls demeurés sous les armes. Ils avaient fait plus dans leur haine contre nous : ils s'étaient insurgés au nombre de vingt-cinq mille, et, parcourant à main armée les campagnes, ils vivaient de brigandage, assassinaient les voyageurs isolés, et s'attachaient surtout à insulter tous ceux qui avaient quelques relations avec les Français. Bonaparte voulant réprimer ces désordres avait écrit au comte de Sonmariva, commandant les troupes régères en Toscane, pour lui demander le déarmement des insurgés, motivé sur les insultes faites aux Français, ainsi que sur les dévastations commises dans le territoire cisalpin ; mais le silence de cet officier-général sur un objet aussi important ayant été regardé comme une approbation tacite des excès des insurgés toscans, le général Dupont entra dans Florence, et le général Monnier marcha sur Arezzo, où s'était réfugié le gros des insurgés, et dont une courtisane, nommée Alexandrine Mary, maîtresse d'un ambassadeur anglais, avait fait le premier foyer de l'insurrection. Cette ville défendue par des troupes régulières, étant située avantageusement et bien fermée, aurait pu soutenir un long siège. Monnier tailla en pièces un bataillon de la levée en masse qui en défendait les approches, investit cette place en peu d'instants, dirigea contre ses murs une artillerie formidable, fit garnir les portes de fascines, et ordonna d'y mettre le feu. Les portes doublées en fer et terrassées ayant résisté à ce moyen audacieux, Monnier fit préparer des échelles pendant la nuit, monta le premier à l'assaut le lendemain, et tira une vengeance éclatante des Arétins, qui furent massacrés sur les remparts, dans les rues, sur les batteries. Ceux qui ne purent se dérober au glorieux vengeur des Français prirent la fuite, ou, se frayant un passage à travers les souterrains, s'échappèrent dans la campagne : d'autres, retranchés dans des maisons crénelées, combattirent jusqu'au dernier soupir. Les Arétins, qui défendaient la citadelle, voyant que ses murs ne les garantiraient pas du péril auquel ils étaient exposés, demandèrent à capituler ; mais le général, chargé de punir une ville qui n'avait cessé de recevoir dans son sein les auxiliaires des Français, répondit qu'il ne traitait point avec des brigands. Ils se rendirent donc à discrétion, le 17 novembre 1800, et le vainqueur ordonna la démolition de la citadelle et des remparts. Monnier, employé peu de temps après sous le général Bruner, combattit sur les bords du Minio, et se signala de nouveau contre les impériaux, auxquels il prit et reprit quatre fois le village de Ponzolo, qu'il finit par conserver après des prodiges de valeur. Le 13 janvier 1801, il attaqua Vérone, et, après cinq jours du feu le plus meurtrier, força la garnison autrichienne à mettre bas les armes. La paix de Lunéville vint bientôt enlever

le courage de ce général que sa haine pour le despotisme de Bonaparte condamna à une longue inactivité. Rétalié, après les événements de 1814, sur le contrôle des officiers-général, il fut nommé chevalier de Saint-Louis, et, lors du débarquement de Napoléon, il alla se réunir à l'état-major du duc d'Angoulême. Le 3 avril, il marcha sur Valence avec deux mille hommes de troupes de ligne, trois canons, deux obusiers et neuf cents gardes nationaux, et il entra dans cette ville. La dissolution de l'armée royale l'ayant forcé de quitter la France, il n'y retourna qu'après le second retour du roi, qui le nomma, le 17 août, membre de la chambre des pairs, et lui accorda le titre de comte. Le comte Monnier est mort à Paris, dans la nuit du 29 au 30 janvier 1816, des suites d'une apoplexie sanguine.

MONTAIGU. Voyez BARNET DE MONTAIGU, au Supplément.

MONTALEMBERT (Marc-René, marquis de), général français, né à Angoulême, le 16 juillet 1714, d'une famille illustre, qui comptait plusieurs grands capitaines, entre autres le maréchal d'Essé. Son éducation fut en rapport avec sa naissance, et ses progrès dans la littérature et les sciences exactes furent très-rapides. Entré au service en 1732, il assista au siège de Kehl, en 1735, et, l'année suivante, à celui de Philisbourg. Dans la guerre de Bohême, il acquit sa réputation, et profita de la paix pour se perfectionner dans l'étude des sciences. En 1747, il fut admis à l'académie, et y lut plusieurs mémoires. Il s'aperçut, en parcourant le *Traité de l'art de la guerre, de Vauban, que cet ingénieur célèbre avait laissé échapper plusieurs imperfections, et, dès lors, il se livra entièrement à l'étude de la fortification. Vers ce même temps, il faisait construire dans l'Angoumois et le Périgord des forges importantes qui purent bientôt fournir à la marine, qui en manquait, des canons et des projectiles. Pendant la guerre de sept ans, il fut attaché à l'état-major des armées de Suède et de Russie, il prit part aux plans de campagne concertés par les généraux étrangers, et il instruisait en même temps le ministère français de toutes les opérations militaires. En 1761, il publia le *prospectus* d'un ouvrage sur la fortification, dont il occupait depuis long-temps : mais le duc de Choiseul, qui craignait que les étrangers ne profitassent des idées de Montalembert, lui demanda son manuscrit, qui ne fut imprimé qu'en 1776. Quelques expressions peu mesurées que l'auteur laissait échapper dans sa préface, sur Vauban, et des principes nouveaux qui parurent hasardés, firent méconnaître aux gens de l'art les idées utiles que son ouvrage renfermait. Le corps entier du génie se déclara contre Montalembert et son livre, et il s'ensuivit des dissensions littéraires où la passion remplaça toutes les convenances. En 1779, il fut cependant chargé de construire un fort pour garantir l'île d'Aix des attaques des Anglais. Ce fort, exécuté en bois, ne coûta que 800,000 francs (les ingénieurs en avaient porté, dans leur devis, la dépense à plusieurs millions), et ne souffrit point de la détonation simultanée de toutes les batteries, quoique tous les officiers eussent annoncé qu'il ne résisterait pas à la commotion que lui ferait éprouver une semblable épreuve. En 1770 Montalembert épousa M<sup>lle</sup> de Comarieu, femme aimable et spirituelle, et qui jouait la comédie avec un talent très remarquable ; il composa pour cette dame plusieurs petites pièces qui obtinrent du succès. Quoique sa fortune eût été beaucoup diminuée par l'impression de ses ouvrages, il fit, lorsque la révolution éclata, le sacrifice d'une pension qui lui avait été accordée pour la perte d'un œil. En 1790, il reclama le paiement de six millions qui lui étaient dus pour ses forges du Périgord qu'il avait cédées à l'administration de la marine ; mais il ne put les obtenir. Il avait été faire un voyage en Angleterre, avec sa femme, qu'il y laissa, pour revenir à Paris se ranger dans les rangs des partisans de la révolution, dont il adopta les principes jusqu'à demander le divorce de son premier mariage pour épouser la fille d'un apothicaire. Ce fut en cette considération que le sequestre mis sur ses biens fut levé. Il vendit sa belle terre de Maumont pour payer ses créanciers, mais il reçut des assignats*

depréciés, ce qui le réduisait à un état fâcheux qui ne l'empêcha pas néanmoins d'entretenir un dessinateur et un mécanicien pour exécuter ses modèles de fortification en relief, formant une collection précieuse de quatre-vingt-douze projets : il les offrit au comité de salut public. Carnot, chargé dans ce comité de tout ce qui avait rapport à l'art militaire, l'appela plusieurs fois à ses délibérations. Montalembert mourut d'hydropisie le 29 mars 1800. Il était doyen des généraux français et membre de l'Académie des sciences. Sa place était marquée à l'institut dans la section de mécanique, mais il se retira devant Bonaparte qui était son concurrent. Outre des mémoires insérés dans le recueil de l'Académie, on a de lui : 1° *Mémoire historique sur la fonte des canons*, 1758, in-4°; 2° *Cheminée-poêle, ou poêle français*, 1766, in-4°; 3° *La fortification perpendiculaire, ou l'art de défendre supérieur à l'offensif*, Paris, 1776-96, 11 vol. in-4°, avec un grand nombre de planches. Cet ouvrage est très rare, et jadis encore aujourd'hui d'une grande réputation. 4° *Correspondance pendant la guerre de 1757*, Londres (Neuchâtel), 1777, 3 vol. gr. in-8°, traduite en allemand par M. de Rohr, Breslau, 1780-1781, 3 vol. Cette correspondance est intéressante pour l'histoire de la guerre de sept ans. On y voit l'importance des services que Montalembert a rendus à la France. 6° *La statue; La bergère de qualité*, musique de Gambini, et *La bohémienne supposée*, musique de Théménos; ces trois pièces ont été imprimées en 1786; 6° *Réponse au colonel d'Error sur son apologie des principes observés dans le corps du génie*, 1790, in-4°; 7° *L'ami de l'art de défendre, ou observation sur le journal de l'école polytechnique*, an 4, 6 numéros in-4°; 7° *Rélation du siège de Saint-Jean-d'Arre*, 1798, in-8°; 9° *Poésies inédites*. On trouve une notice sur Montalembert dans le *Magasin encyclopédique*, 4<sup>e</sup> année, tome 1<sup>er</sup>, page 153-29. Une autre notice, lue par Desandray au lycée des arts, br. in-8° de 15 pag. 10° *Son éloge historique* a été prononcé par Delisle de Sales et le comte de la Platière, Paris, 1801, in-4° de 76 pages, avec portrait. Le buste de Montalembert a été exécuté par Bonvallet. — MONTALEMBERT (Marie de Comarieu), femme du précédent. Il existe de cette dame un très bon roman, intitulé : *Elisa Dumesnil*, Londres, 1798, et Paris, 1800, 6 vol. in-12.

MONTALS. Voyez CLAUDEL DE MONTALS.

MONTARIOT. Voyez GILBERT DE MONTARIOT.

MONTBEL (GUILLEUME-ISIDORE BARON DE), ancien membre du dernier ministère de Charles X, naquit à Toulouse, en 1786, d'une famille très considérée. Son père finit ses jours sur l'échafaud révolutionnaire. Au retour de Napoléon, en 1815, il prit les armes avec les volontaires royaux, et se fit tellement remarquer qu'il fut mis sous la surveillance de la haute police impériale. Après la seconde restauration, il fut appelé à des fonctions municipales, et lorsque M. de Villèle, son ami particulier, cessa d'être maire de Toulouse, M. de Montbel fut désigné pour lui succéder. Son dévouement aux intérêts de cette importante cité, et le crédit dont il jouissait auprès du président du conseil, donnèrent quelque éclat à son administration. En 1837, il fut élu député par le collège de Toulouse, dont il était président. Les élections de cette année amenèrent la chute du ministère Villèle; mais M. de Montbel, fidèle à l'amitié, fut en quelque sorte, dans la chambre nouvelle, le représentant de l'administration déchue. A l'ouverture de la session de 1838, il fut un des secrétaires provisoires. Le 6 mars, lors de la discussion de l'adresse, il demanda le retranchement du passage où l'on remerciait Charles X d'avoir délivré la France du ministère Villèle, et réclama sur les torts de ce ministère un religieux silence. Le 12 avril, M. de Montbel vota en faveur de l'ordre du jour sur la pétition de l'avocat Duplan qui demandait l'accusation du ministère Villèle. Il défendit tous les actes de cette administration, et voulut établir en principe qu'un simple pétitionnaire ne pouvait s'arroger le droit d'accuser un ministère. « Est-ce sur la mémoire d'Aristide, dit-il, que pèse l'ostacisme qu'un peuple égaré par des sophistes dirigeait contre l'austère et incommode vertu de ce grand ci-

toyen? Est-ce la mémoire de Sirafford qui est bétie par cette sentence inique qui préparait dans le merite du fidèle ministre l'horrible condamnation que les siècles poursuivent d'une exécution éternelle. » Il prit une part très active à la discussion sur le projet relatif aux listes électorales et du jury. Le 1<sup>er</sup> mai, il s'opposa à l'amendement de la commission qui avait pour but d'établir la permanence des listes d'électeurs. Le 5 mai, à l'article 11 du même projet, il proposa un article additionnel tendant à rendre possible des frais de la procédure et des dommages intérêts tout électeur qui aurait réclaté la radiation d'un autre électeur dont les droits seraient reconnus valables. Selon lui, pour que les hommes modérés eussent leurs droits électoraux, il ne fallait pas attacher à leur exercice des conséquences trop rigoureuses, et l'on devait surtout empêcher les hommes de parti de pouvoir arbitrairement, selon leur caprice, et sans aucun risque, contester les titres de leurs concitoyens, et les entraîner à des justifications onéreuses. Après une épreuve douteuse, cet amendement fut rejeté à une faible majorité. A cette occasion, M. de Montbel s'éleva contre la menace faite au ministère par deux députés de la gauche de refuser le budget. « Indépendants dans nos votes, dit-il, nous examinerons sans prévention les lois proposées: nous les adopterons si elles nous paraissent utiles: dans le cas contraire, nous les repousserons sans autre considération que notre devoir. Pour le budget, nous l'adopterons, et si nous paraissions hors de proportion avec les besoins, nous chercherions à le modifier. Nous pensions que le ministère accueillant nos observations nous épargnerait un rejet qui pourrait compromettre les intérêts du pays. » C'est ainsi que chaque jour il occupait la tribune sans jamais se laisser décourager par le peu de succès de ses propositions ou de ses amendements. Il lui suffisait de faire entendre ses protestations en faveur de l'opinion qu'il représentait à la chambre, et, sous ce rapport, il était toujours écouté: car dans tous ses discours éclatait une conviction profonde, un ton d'honnête homme qui lui conciliait l'estime de ceux même qui ne partageaient pas ses sentiments et ses affections politiques. Le 3 mai, il avait voté l'ordre du jour sur la pétition du sieur Mercier, qui demandait l'abolition du double vote et de la septennalité. M. de Montbel établit que prendre en considération une pétition semblable, c'était attribuer à des particuliers sans garantie le droit d'initiative qui pour la chambre était enveloppé du mystère des comités secrets. Des le mois d'avril, le ministère avait présenté un projet de loi sur la presse périodique: M. de Montbel fut nommé membre de la commission chargée de l'examiner par cette fraction de la chambre qui avait juré d'empêcher le développement des libertés dérivant de la charte. L'opinion très développée qu'il prononça au terme de la discussion générale, le 3 juin, peut être regardée comme le manifeste de ce parti. Il s'élevait contre la licence de la presse à laquelle il attribuait le meurtre du duc de Berri: il se prononçait pour la censure facultative, et terminait en disant que comme il ne voyait pas assez d'efficacité dans les dispositions du projet, il votait contre ceux de ses articles qui abrogeaient les garanties que la législation actuelle offrait à l'administration contre les abus de la presse. Le lendemain, il vota contre le premier article, et demanda par amendement qu'aucun journal ne pût paraître sans autorisation. Répondant à M. Pelet de la Lozère, qui avait attaqué son amendement, il soutint que rien ne serait plus dangereux que d'autoriser la libre concurrence des journaux, car la concurrence oblige le producteur à fabriquer au meilleur marché possible. Le 15 juin, il prit la parole sur la proposition de M. Labbey de Pompières tendant à l'accusation des ministres. Après s'être plaint des allégations indirectes dont l'ancien ministère était l'objet depuis le commencement de la session, il rendit grâce à l'auteur de la proposition de la franchise de sa démarche en voulant substituer la précision des faits au vague des déclamations. « Il faut enfin, dit-il, que la vérité se révèle, et, dans cet intérêt, je demande la prise en considération de la proposi-

sion. Il est de l'équité, de la dignité de la chambre d'examiner les faits avec une attention scrupuleuse, de les apprécier avec impartialité. Cet acte de justice, na position particulière me donne le droit de le réclamer de vous formellement au nom de ceux dont on demande l'accusation. » Le 19 juin, il s'opposa à la proposition d'attribuer au jury les délits de la presse. Le même jour, par respect pour la liberté civile et religieuse, par horreur pour la persécution, il s'opposa au renvoi au garde-des-sceaux d'une pétition pour l'expulsion des jésuites : mais il en appuya le renvoi au ministre de l'instruction publique, en appelant son attention sur la nécessité urgente de mettre le système universitaire d'accord avec nos institutions et nos libertés constitutionnelles. Après cette session, M. de Montbel fut élu président du collège général de son département (septembre 1858). A l'ouverture de la session de 1859, le maire de Toulouse fut porté par ses partisans à la vice-présidence de la chambre. Il obtint soixante-deux voix : c'était l'expression de la force de cette fraction de l'assemblée. Le 19 février, il combattit l'ajournement de la proposition de M. Labbey de Pompières, sur laquelle on n'avait encore pris aucune décision durant la session précédente. « On vous demande, dit-il, d'accuser des hommes, des citoyens, des pairs de France, d'anciens ministres du roi : vous ne pouvez laisser plus longtemps leur position incertaine. La chambre ferait injustice à la France si ces hommes sont coupables, et à eux-mêmes s'ils sont innocents : elle ne saurait se faire un jeu de laisser suspendre sur leur tête une accusation capitale. Ce ne serait pas le fait de la justice, ce serait celui de la tyrannie. » Cette sortie de M. de Montbel fut un des motifs qui engagèrent la chambre à la prise en considération : sans cela, elle eût été repoussée par la majorité, qui n'hésita plus à prononcer l'affirmative en entendant le fondé de pouvoirs et l'ami de M. de Villele réclamer lui-même cette délibération décisive. Plus tard, lorsque la discussion s'ouvrit sur le rapport de M. Girod de l'Ain, concernant la proposition de M. de Pompières, la discussion ayant été fermée sans que M. de Montbel pût arriver à la tribune (juillet 1859), il fit insérer dans la *Gazette de France* l'opinion qu'il voulait prononcer, et l'on remarqua qu'il fut assez juste pour reconnaître l'impartialité du rapport. Le 17 mars, il combattit la pétition de M. Isambert, relative aux missionnaires ; il se plaignit de ce qu'on prétendait mettre le christianisme sous la surveillance de la haute police, comme les malfaiteurs qui ont subi leur condamnation. Il fit ensuite l'apologie des missions, et termina par les plus sinistres pronostics sur l'état moral et religieux de la société. Le 7 avril, il présenta des observations critiques sur le crédit supplémentaire de vingt-trois millions demandés par le ministre de la marine Hyde de Neuville, pour le rachat des Grecs, la mission de l'amiral Rousin au Brésil, et le blocus d'Alger. Il se plaignit de voir augmenter les charges des contribuables par l'étalage de sentiments classiques pour la patrie de « Miltiade et de Léonidas », ou par l'idée romanesque « d'une croisade, dans le goût du douzième siècle, en faveur des chrétiens d'Orient. » Le 18 mai, lors de la discussion des comptes de 1857, M. de Montbel saisit cette occasion de faire une nouvelle apologie du ministère Villele : il loua tous ses actes, la guerre d'Espagne, la loi d'indemnité accordée aux émigrés, la réduction de l'intérêt de la dette de l'état, la construction de l'hôtel de la rue de Rivoli : il chercha même à le justifier d'avoir dépensé 30,000 francs pour soulever des brochures électorales, en voulant prouver que, loin d'avoir malversé, le garde des sceaux Peyronnet avait fait 300,000 francs d'économies. Dans la séance du 8 juin, à propos de la pétition d'un sieur Sachot, qui demandait que les communes nommassent leurs maires, M. de Montbel s'éleva encore une fois contre ce qu'il appelait l'abus du droit de pétition : il déplora les discussions orageuses auxquelles donnaient lieu ces sortes de demandes, et termina par une attaque des plus violentes contre l'assemblée constituante. Le 8 août, lors de la formation du ministère Polignac, M. de

Montbel était à Toulouse, rendu à ses fonctions municipales. Il fut rappelé à Paris par sa promotion au ministère de l'instruction publique et des affaires ecclésiastiques. M. de Montbel n'avait point sollicité le ministère ; il l'accepta avec regret et par un sentiment d'obéissance. Dans les salons libéraux et dans les feuilles indépendantes de Paris, on regardait la présence de M. de Montbel au conseil comme un regret donné au ministère Villele, et une assurance de son prompt retour. On le représentait comme un homme sans moyens, voulant tout ce que voulaient les jésuites, appartenant à la congrégation, ami de la ruse, et aimant mieux éluder la charte que la déchirer ; du reste, ennemi des moyens violents. On le mettait au nombre des ministres qui ne pouvaient, à la tribune, parler sans lunettes, c'est à dire sans apporter un cahier écrit : c'était une injustice ; dans les deux sessions précédentes, M. de Montbel avait souvent improvisé, et, sans être orateur, il avait très convenablement occupé la tribune. De retour à Paris, le 14 août, il prêta serment entre les mains du roi le 16, et prit possession du ministère le 19. Le 27 avait eu lieu la distribution des prix du concours ordinairement présidée par le ministre. Le successeur de M. de Vatimesnil s'abstint d'y paraître, il n'en pas s'asseoir sur le fauteuil préparé pour son prédécesseur. L'opinion qui le jugerait si sévèrement ne tarda pas à s'adoucir, dès que le nouveau grand-maître fut plus connu. Le 27 août, il reçut les fonctionnaires de l'université résidant à Paris, et, bannissant les formes banales d'une politesse protectrice, il leur témoigna son désir de contribuer au progrès des études et au bien-être du corps enseignant. Les détails dans lesquels il entra avec les intéressés dès cette première entrevue semblerent prouver la sincérité de ses discours. En effet dans le peu de temps qu'il devait demeurer à la tête de l'université, il ne détruisit rien de ce que M. de Vatimesnil avait fait de bien. Il ne toucha à aucune position, ne destitua personne, et répara quelques injustices du ministère Frayssinous. Le parti dévot, qui comptait beaucoup sur M. de Montbel, réclamait avec instance la suspension des cours de MM. Cousin, Guizot et Villemain : le conseil royal se serait prêté à ce coup d'état ridicule. M. de Montbel rejeta bien loin une pareille mesure. « Si le gouvernement voulait faire de la force, dit-il à cette occasion, ce ne serait pas par l'université qu'il faudrait commencer. » Peu d'actes signalèrent son court passage à l'université : mais quand le 18 novembre 1859, il passa au ministère de l'intérieur et fut remplacé par M. Guernon de Raville dont on faisait un épouvantail, on peut dire que M. de Montbel laissa des regrets. Comme ministre de l'intérieur, succédant à M. de Laboulaye, il parut un peu faible pour soutenir un si lourd fardeau : il eût préféré aller à Toulouse reprendre ses modestes fonctions municipales ; mais cette fois encore il crut devoir obéir à la volonté expresse de Charles X. Étrange position d'un roi qui avait arrangé les choses de manière à ce que les hommes les plus dévoués à sa personne fussent dans le cas de se faire violence à eux-mêmes pour accepter de sa main les fonctions d'ordinaire les plus enviables. Les feuilles libérales redoublèrent alors leurs brocards contre M. de Montbel. « Émanation de l'astre de M. de Villele », disait-on, il n'est pas de taille à opérer ce qu'a vainement tenté son maître et son modèle. Roues mesquines, violences de bas étage, voilà tout ce qu'on peut attendre de lui ; car tout le monde sait bien qu'il signera les ordonnances, tandis que M. de Villele tiendra de fait le porte-feuille. Éditeur responsable de son patron, il lui garde la place, à condition d'agir sous ses inspirations. Comme député M. de Montbel n'a été qu'une marionnette soumise au doigt de M. de Villele ; ministre, il continuera d'obéir à l'impulsion que lui imprimera le fil tenu par la main cachée de son protecteur. Le fait est que, comme M. de Montbel avait dans les dernières sessions montré un véritable esprit de conduite, Charles X et M. de Polignac espèrent, en l'appelant au ministère le plus influent sur les élections, agrandir, comme ils disaient, les centres. Moins d'un an après M. de Montbel, le *Mémorial de Toulouse* était loin de le féliciter d'avoir pris un si lourd fardeau. « C'est se jeter, disait-il, d'un ministère

« inoffensif au milieu des orages politiques : c'est affronter au premier rang le choc des partis ; c'est appeler sur sa tête une responsabilité qui fait frémir. » Après ces paroles devenues prophétiques, le journaliste ajoutait : « Dieu veuille que le nouveau ministre de l'intérieur n'ait pas à regretter les jours tranquilles de son administration municipale. M. de Montbel est l'été de nos concitoyens, et nous qui l'avons déjà vu à l'œuvre, nous aurions droit de bien augurer de son administration, s'il ne s'agissait aujourd'hui que de diriger les affaires intérieures de la France ; mais ce qu'on exige maintenant d'un ministre, ce ne sont pas seulement des ponts, des chemins, des canaux, des éléments nouveaux de bonheur et de richesse, ce sont des lois politiques, des institutions qui expliquent et assurent la charte de Louis XVIII. On demandera des principes politiques à M. de Montbel, et Dieu sait ce qui en arrivera. » A cette époque, en effet, on ne parlait que de coups d'état. La saignée qu'il venait d'ordonner de la gravure significative représentant le patriote anglais Hampden n'était pas faite pour inspirer à ces journaux beaucoup de clémence pour le successeur de M. de la Bourdonnaye. Cependant s'il fit quelques choix susceptibles d'indisposer l'opinion publique, tels que la nomination de M. Syriex de Marinbar, comme directeur de la police générale et du personnel du ministère de l'intérieur, M. de Montbel évita les destitutions. Il s'occupa beaucoup du régime des prisons et de l'amélioration de l'agriculture, et l'on peut dire qu'il parut loin d'être étranger à ces deux branches importantes de l'administration. Durant le rigoureux hiver de 1830, il fit beaucoup, même de ses propres deniers, pour soulager la classe indigente soit à Paris, soit à Toulouse. Le 25 janvier, il fit rendre l'ordonnance par laquelle les bâtiments commencés sur le quai d'Orsay devaient être achevés, pour être affectés à l'exposition des produits de l'industrie. Le rapport de M. de Montbel sur cette matière était une concession faite aux idées nouvelles. « Le moment est venu, disait-il, de consacrer aux solennités du travail producteur un monument spécial. L'opinion publique est formée sous ce rapport, il serait peu digne d'une institution aussi utile, aussi nationale d'être reléguée dans un bâtiment à l'oyer ; il existe en France un sentiment de convenance et de délicatesse qui blâmerait une semblable parcimonie. Et d'ailleurs on connaîtrait mal les besoins de notre époque, si l'on pensait que l'édifice dont il s'agit demeurerait sans destination habituelle. » Ici le ministre ajoutait que les sociétés savantes de la capitale, dispersées dans les maisons particulières, viendraient tenir leurs séances dans le palais, et que les peintres et les sculpteurs pourraient aussi y exposer leurs productions durant le temps qui sépare les expositions du Louvre. Malheureusement pour M. de Montbel, il était forcé de se distraire de soins aussi estimables pour s'occuper d'influer sur les élections. Tandis que d'autres se jetaient dans l'intrigue par goût, il le faisait par un sentiment mal entendu du devoir, croyant servir le roi en faussant les choix électoraux ; mais un sentiment pénible le poursuivait. Ses amis les plus intimes recueillaient de sa bouche des propos qui déclaraient une profonde anxiété. « Je ne me fais point illusion, dit-il un jour à un de ses concitoyens de Toulouse, nous ne pouvons pas tenir devant les chambres, et nous devons songer à nous retirer. » En effet, vers le 13 février, les journaux répandirent le bruit qu'avec M. de Chabrol, d'Haussez et Courvoisier, c'est à dire avec les hommes les plus modérés du conseil, il avait offert sa démission qui avait été refusée par le roi. La session s'était ouverte le 4 mars. M. de Montbel et M. d'Haussez furent assis aux premières séances : ils s'efforcèrent, dans des conversations particulières avec les députés, de pallier l'effet des paroles menaçantes du discours de la couronne. Quoi qu'il en soit, dans la comite secret du 5 mars, sur la rédaction de l'adresse, il s'éleva contre la haine qu'il alarme, qui place les honnêtes citoyens sous les coups de la diffamation et de la calomnie, et qui empêche les magistrats de faire tout le bien qu'ils peuvent. Le temps a le mal de la peur. . . . Nous connaissons les difficultés de notre position ; mais

« nous restons fidèles à celui qui nous y a placés, et à des attaques passionnées, nous n'opposons que la loyauté de notre conduite. » Le lendemain, il voulut justifier la destitution de M. Doustien de Sesmaisons qui avait voté contre M. Dudois, candidat ministériel. « Il est juste, il est raisonnable, il est indispensable, dit-il, que le gouvernement exerce de l'influence sur les élections, mais une influence de loyauté, une influence qui dirige les opérations de la nation, de manière à ce qu'elle puisse se concerter avec celles du gouvernement qui n'a en vue que le bonheur de cette nation. Oui, le gouvernement doit, en ce sens, conserver son influence sur les élections, et il saura en user de manière à ne mériter aucun reproche. » Il adressa aux préfets une circulaire pour préparer, sur des bases larges et plus appropriées à la représentation véritable des intérêts locaux, les nominations des membres des conseils généraux et d'arrondissement. Enfin, le 16 mai parut l'ordonnance de dissolution de la chambre, et la convocation de la nouvelle législature à être pour le 3 août suivant. Dès le 13 avril, il avait envoyé aux préfets une circulaire pour leur tracer leurs devoirs en matière d'élection. On peut dire que dans son ensemble, elle prêtait assez peu à la critique, sauf le passage relatif aux fonctionnaires : « Vous me donnerez sur leur conduite des renseignements confidentiels ; je ne les ferai connaître qu'à leurs ministres respectifs, qui prendront à leur égard les mesures que leur dictera leur prudence. » Il est à remarquer que c'est cette circulaire que, par une inadvertance inconcevable, le procureur-général, M. Peril, attribua à M. de Peyronnet, dans le procès des ministres. Au surplus, M. de Montbel a réimprimé cette circulaire à la suite du mémoire que plus tard il adressa à cette chambre. Trois jours après la dissolution, Charles X recomposa un nouveau conseil, dans lequel M. de Peyronnet fut appelé comme ministre de l'intérieur. M. de Montbel cessa d'en faire partie. « Pendant trois jours, dit-il dans ce même mémoire, je résistai à toutes les instances qui me furent faites pour y rentrer. Le roi crut devoir réclamer directement ma coopération, en prenant l'engagement de consentir à ma retraite à une époque rapprochée. J'obéis à des ordres formels avec une affliction profonde. » M. de Montbel fut donc nommé ministre des finances. Il fallut un dévoûment bien entier pour consentir à se laisser ainsi promener de ministère en ministère : c'était le troisième qu'il traversait depuis neuf mois. Dans un pareil moment, sa grande affaire fut encore les élections. Dans la circulaire qu'il rédigea comme ministre des finances, il disait aux agents sous ses ordres : « Si, en retour de la confiance que le gouvernement du roi lui témoigne, un fonctionnaire public refusait d'unir ses efforts aux siens, et se mettait en opposition avec lui, il briserait lui-même les liens qui l'attachent à l'administration, et ne devrait plus attendre qu'une sévère justice. » En conséquence de ces principes, il destitua M. Febvre, directeur des domaines. A une lettre de M. de Peyronnet, qui lui signalait un sous-inspecteur des domaines comme électeur douteux, il répondit : « J'écris aujourd'hui à son conservateur, pour qu'il lui communique les intentions de l'administration, c'est à dire qu'il aït à voter pour les candidats royalistes, ou à donner sa démission. » L'obligation où il se croyait de recourir à des actes si contraires à son caractère lui rendait chaque jour ses fonctions plus pénibles, et il ne songerait qu'à se retirer, lorsque M. Bessier, caissier-général du trésor royal se présenta pour constater l'état des valeurs qu'il avait entre les mains, le nouveau ministre lui dit que pour le peu de temps qu'il avait à être, cela n'en valait pas la peine, et qu'il suffirait de faire cette opération lorsque le successeur définitif de M. de Chabrol viendrait le remplacer. Les journaux répétèrent qu'il gardait la place à M. de Villèle ; c'était chaque jour de nouvelles plaisanteries dans le *Figaro* qui représentait M. de Montbel comme gardé à vue par des gendarmes, pour l'empêcher de s'enfuir du ministère. Le 24 juin, il fut reçu par le collège de Toulouse. Enfin arriva le fatal moment des ordonnances. Dans le mémoire qu'il adressa à la chambre

des pairs, il déclare que c'est avec conviction ou avec connaissance de cause, et non par condescendance pour la volonté de Charles X, qu'il lui donna le conseil de recourir à des mesures extraordinaires, dont, ajoute-t-il, à mes yeux, le droit n'était pas moins évident que la nécessité... Pour moi, j'étais et je reste convaincu que la liberté des journaux n'est autre chose que la licence, qu'elle ne peut exister qu'au profit de l'anarchie; et qu'en présence de ces honteuses spéculations de la calomnie et du désordre, il n'y a pas une seule forme de gouvernement possible en France. Quant au système proposé d'élections, il ne satisfaisait pas mes idées; je le combattis; toutefois je crus devoir plus tard accéder à l'avis de la majorité du conseil. Il déplore ensuite l'absence des moyens de force pour soutenir ces coups d'état. Ces précautions ne dépendaient pas de moi, dit-il; je ne pouvais que les réclamer, à cet égard je n'ai pas négligé mon devoir. Le dimanche 15 juillet, après la signature des ordonnances, il passa la soirée chez le garde-des-sceaux Chantelaine, pour l'assister dans les travaux qu'exigeait leur promulgation pour le lendemain; c'est dans cette soirée que le rédacteur du *Moniteur*, mandé à onze heures chez le garde-des-sceaux, trouva ce chef de la magistrature, ainsi que M. de Montbel, la tête tristement appuyée dans leurs mains. Le 16 au soir, lors des premiers symptômes de l'insurrection, M. de Montbel se réunit avec tous les ministres chez le garde-des-sceaux. On vint lui annoncer que l'hôtel des finances était menacé, il s'y transporta au milieu des groupes nombreux qui l'assaillaient. Le lendemain, l'hôtel des affaires étrangères fut également menacé; il s'y rendit dans l'intention de prendre part à toutes les délibérations qu'exigeaient les circonstances. L'insurrection devenant de plus en plus menaçante, M. de Montbel et ses collègues proposèrent au roi de mettre Paris en état de siège. Le 18, il s'établit avec eux en permanence aux Tuileries. Pour y remplir ses devoirs, dit-il, et non pour y chercher un asile; ce n'est pas la crainte qui m'avait fait quitter une demeure que ma famille continuait d'habiter pendant cette journée. Ce jour-là, comme la veille, il concourut à plusieurs ordres d'arrestation, que, selon lui, on ne doit pas imputer au duc de Raguse, qui ne les signa qu'à la réquisition des ministres, et, pour ce qui le concerne, il ajoute n'avoir pris part à aucune délibération pour révoquer ces ordres. M. de Montbel énonça ensuite combien il fut contraire à toute négociation avec les députés qui se présentaient le 18 au soir au maréchal; ce fut ce jour-là qu'il prit sur lui de signer, sur le trésor, un mandat de 45,000 francs, dont la destination était une indemnité aux troupes, pour se procurer sans retard les vivres dont elles manquaient. Le 19, il ne se montra pas moins opposé à la démarche conciliante que MM. d'Argout et de Sémonville firent auprès du duc de Raguse. Comme M. de Sémonville représentait à M. de Montbel les dangers qu'il appelait sur sa tête: « M. de Sémonville, répliqua celui-ci, je remplis avec conviction de pénibles devoirs dans un poste que je n'ai pas ambitionné; mais que certainement aujourd'hui je ne déserterais pas. » Quant à ce qui me concerne personnellement, je suis sans crainte, c'est vous dire que je ne commettrai pas une lâcheté. Arrivé à Saint-Cloud, M. de Montbel concourut à une délibération ayant pour objet de nouveaux préparatifs de défense: le roi nomma M. le duc de Nemours généralissime, et M. de Montbel se disposait à le suivre à Paris, pour être à portée de donner les ordres relatifs au service des finances; mais on ne tarda pas à apprendre que le duc de Raguse et la garde royale étaient en pleine retraite. Alors tout était fini, le roi fut obligé d'abandonner Saint-Cloud. M. de Montbel le suivit jusqu'à Rambouillet, où il expédia plusieurs ordonnances pour concentrer des fonds au quartier-général. Le dimanche 22 août, il rédigea des proclamations par ordre du roi, et comme il les portait à la signature, le roi, au lieu de signer cette pièce, lui enjoignit de faire sur-le-champ une expédition de l'ordonnance par laquelle il nommait le duc d'Orléans lieutenant-général du royaume. Des-lors, dit M. de Montbel, mes services cessèrent d'être utiles au roi... et dans l'état d'irritation d'esprit, notre présence pouvait être nuisible à la fa-

mille royale..... nous partîmes de nuit. Je me rendis directement à Paris; il m'importait peu de tomber aux mains de ceux qui m'avaient pros crit, deux jours après je traversai la France dans une voiture publique, me confiant sans crainte à ce qu'il plairait à la providence de prononcer sur mon sort. C'était avec M. Capelle qu'il avait pris congé du roi. Plus heureux que quatre de ses collègues, il arriva jusqu'à la frontière, et il se rendit à Vienne en Autriche, où il est encore aujourd'hui. Bientôt la chambre des députés déclara d'accusation les ministres signataires à la séance du 27 septembre. Quand on agita cette question, M. Arthur de Laboulaye prit la défense de M. de Montbel, dont chacun connaît, dit-il, le caractère doux et bienveillant. M. de Lamezan tint le même langage. A la séance du 28, le décret d'accusation passa cependant contre lui, à la majorité de cent quatre-vingt-sept voix contre soixante-neuf. Dans les différentes dépositions faites au procès, on trouve les témoignages les plus favorables au caractère de M. de Montbel. Le commissaire de la bourse de Paris, M. Baudesson de Richebourg, attesta que, dans les rapports assez fréquents que ses fonctions lui donnaient avec ce ministre, il lui avait une fois indiqué comme moyen de soutenir le cours en liquidation, d'amener le syndicat des receveurs généraux, et M. de Rothschild à opérer simultanément. M. de Montbel répondit que ce serait substituer l'erreur à la vérité, et que cela ne pouvait convenir à un gouvernement honnête. M. de Polignac, à qui M. de Richebourg rapporta cette réponse, lui dit: « Nous savons bien que M. de Montbel est un homme de conscience, et c'est pour cela que nous tenons à le conserver. » On sait d'ailleurs que c'est M. de Polignac qui, le 8 août, avait demandé au roi d'avoir pour collègue M. de Montbel. M. de Courvoisier, dans sa déposition a aussi attesté que, le 21 avril, lorsqu'avec M. de Chabrol il voulut se retirer, M. de Montbel mit en avant cette question: Savoir s'il ne convenait pas que les opérations des collèges électoraux fussent terminées avant l'annonce officielle de la retraite des deux ministres? Il insista sur la nécessité de l'ajournement. Il voyait la crise et le danger, ajoute M. de Courvoisier: il désirait vivement des choix modérés, et trouvait une ressource dans M. de Villèle, de qui la gauche et le centre gauche avaient manifesté l'intention de se rapprocher. M. de Courvoisier affirma en outre qu'au mois de mai, M. de Montbel n'avait consenti à faire partie du nouveau cabinet que sous la condition expresse qu'il remettrait son portefeuille après les opérations des collèges d'arrondissement, et ayant même qu'on en ait connu le résultat. J'ai su, dit-il, lors, que cet excellent homme, dont l'intégrité, le désintéressement, les vertus, et la modestie sont au-dessus de mes éloges, n'avait abandonné sa résolution que pour se lier au sort du monarque, dont allait se briser le sceptre. Le 29 novembre la chambre des pairs rendit un arrêt de prise de corps contre M. de Montbel et contre MM. Capelle et d'Haussez, également absents; l'instruction de leur contumace fut ajournée après le jugement des accusés présents. Ce ne fut que le 11 avril 1831, que fut prononcé le jugement par contumace contre les trois autres. Dans l'intervalle, M. de Montbel avait adressé à chacun des pairs une protestation très énergique, sous ce titre: Protestation de M. de Montbel, ex-ministre du roi de France, contre la procédure instruite et suivie contre lui, devant les pairs convoqués en cour de justice, et exposé de sa conduite pendant et avant les événements de juillet 1830. Cette pièce semble prouver que les accusés présents n'avaient pas toujours été bien sincères dans une partie de leurs dénégations; mais on peut se demander si, au lieu d'être à Vienne en sûreté, M. de Montbel avait été sur les bancs de l'accusation, aurait-il tenu un langage aussi ferme? Nous pensons que oui, s'il y eût été seul. Quoi qu'il en soit, l'arrêt par contumace l'a déclaré, ainsi que ses deux collègues, coupable du crime de trahison, et les a condamnés à la prison perpétuelle, à l'interdiction légale et aux frais du procès. Enfin pour ce qui concerne personnellement M. de Montbel, acte a été donné aux commissaires de la chambre des députés de leurs réserves pour le recou-

ment sur ses biens, des sommes qu'il avait illégalement ordonnées dans les journées des 28 et 29 juillet. — Il ne faut pas confondre M. de Montbel de Toulouse, avec M. de Montbel élu député d'Indre-et-Loire en 1833, puis en 1834, à l'exclusion de M. de Bondy, candidat constitutionnel. Celui-ci vota constamment avec les trois cents de M. de Villèle, et fut nommé au mois de septembre gentilhomme honoraire de la chambre du roi.

**MONTBRUN** (le comte), général de division, commandant de la légion d'honneur, etc. Issu d'une famille distinguée du midi, il embrassa jeune encore la carrière des armes. Ses brillantes qualités et les succès qu'il ne tarda pas à obtenir le firent remarquer comme l'un des meilleurs officiers de cavalerie de notre armée. En 1796, à la bataille d'Altendorf, où les généraux autrichiens, pour arrêter notre marche, dirigèrent leur artillerie sur leurs troupes même et sur les nôtres qui les pressaient de toutes parts, le jeune de Montbrun était aide-de-camp du général Richpense. Ce général ayant été blessé dans la mêlée, et Montbrun le voyant assailli et hors d'état de se défendre, accourut à son secours, para les coups qu'on lui portait, et lui sauva la vie. D'autres actions glorieuses, de nouveaux services rendus à la patrie lui valurent le grade de colonel; il fit à la tête du 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs à cheval la campagne de 1805, et mérita par sa conduite à la bataille d'Austerlitz le grade de général de brigade. Toujours employé à la grande armée; il était en 1806, dans la Silésie avec le corps des troupes alliées, qui, sous les ordres du prince Jérôme, assiégeaient les places fortes de cette province, pendant que Napoléon attaquait les Russes dans la Pologne. Le prince de Pless, général prussien, qui avait réuni un corps de dix mille hommes, s'étant avancé vers Breslau pour en faire lever le siège, Montbrun l'attaqua le 29 décembre près de la petite ville d'Obblau, et lui prit sept cents hommes et quatre pièces de canon. Le lendemain, malgré les pertes de la veille, le même général étant venu attaquer deux bataillons d'infanterie près du petit village de Grietern, Montbrun, secondé par le général bavaïrois Minucci, le contraignit à une retraite précipitée et lui fit huit cents prisonniers. Il ne se conduisit pas avec moins de distinction pendant la campagne suivante. Ses habiles dispositions contribuèrent, avec celles du général Claparède, à repousser, le 11 juin 1807, au combat de Draczw, les Russes qui avaient attaqué, sur le Bug et la Narw, l'extrême droite de l'armée française commandée par Masséna. Le général Montbrun, envoyé en Espagne en 1808, força, le 30 novembre de la même année, à la tête des chevaliers polonais de la garde, le dangereux passage de Sommo-Sierra, défendu par une division de treize mille hommes, et par treize pièces d'artillerie. Lorsque Napoléon, voulant célébrer l'anniversaire du 2 décembre et marquer encore ce jour dans les fastes de l'histoire, l'eut choisi pour forcer la capitale de l'Espagne à lui rendre hommage, et à le recevoir en maître, Montbrun fut employé, sous le maréchal Bessière, au siège de Madrid. Les excès de la populace de cette ville avaient excité son indignation, lorsqu'ayant repoussé avec chaleur les prétentions d'un garçon boucher qui, commandant une des portes, exigeait que le duc d'Istrie vint lui-même en parlementaire les yeux bandés, il se vit entouré par une foule d'hommes du peuple d'une mine extraordinaire, dont le costume, le langage menaçant et le regard farouche, annonçaient qu'ils ne demandaient que le plus léger prétexte pour donner cours à leurs violences, et faire sentir à un ennemi abhorré tout l'effet de leur ressentiment. Il n'échappa à ces furieux qu'en tirant son sabre et en opposant à leur rage le plus grand sang-froid. Il combattit le 23 avril 1809 à Eckmühl, et contribua, par ses attaques opiniâtres, de flanc et de front, sur l'aile droite de l'ennemi, au succès de cette journée, où une armée de cent dix mille hommes fut vaincue par moins de soixante-dix mille. Le 12 juin suivant, il exécuta plusieurs manœuvres précises et vigoureuses qui culbutèrent la cavalerie autrichienne. Deux jours après, il fut cité pour le talent et le courage qu'il déploya à la bataille de Raab, où les Autrichiens laissèrent trois

mille prisonniers, six pièces de canon, quatre drapeaux et trois mille morts, parmi lesquels se trouvait un général-major et beaucoup d'officiers de divers grades. Après la pacification de l'Allemagne, Montbrun revint en France, fut élevé au grade de divisionnaire, et alla cueillir en Espagne de nouveaux lauriers, sous le maréchal Masséna. Le 5 mai 1811, à la bataille de Fuentes-de-Onoro, où les Anglais avaient développé une ligne de vingt escadrons, soutenue par plusieurs bataillons d'infanterie et par douze pièces de canon, il fit une manœuvre sur la gauche du prince d'Essling, pour gagner le sommet des hauteurs et la droite de l'ennemi, et fut arrêté quelque temps par la résistance qu'on lui opposa; mais parvenu enfin à s'en emparer, il chargea en colonnes par régiment la cavalerie ennemie, et malgré le feu terrible de l'artillerie et de l'infanterie cachée dans les rochers, il enfonça et culbuta les vingt escadrons anglais, les uns après les autres, et les poursuivit plus d'une heure l'épée dans les reins. Attaqué le 25 du même mois à Sagre par le général anglais Lumley, il sut se maintenir dans sa position et repousser un ennemi supérieur en nombre. Montbrun fit aussi partie de l'expédition de Russie: il obtint sous Murat le commandement du 2<sup>e</sup> corps de cavalerie, soutint pendant cette campagne sa réputation, et ne déploya pas moins de talents dans les manœuvres que de courage dans les attaques. Le 5 juillet, trouvant l'ennemi occupé à couper le pont jeté sur la Dniéna, et le gros de l'armée russe rangé en bataille sur la rive gauche, et couvert par de nombreuses batteries, il fit avancer trente pièces d'artillerie à cheval, dont le feu obligea les Russes à continuer leur retraite. Ce brave, l'un de nos plus intrépides généraux, et qui promettait à l'armée un digne successeur du brave Lasalle, ne fut pas témoin de nos désastres. Attendu à la bataille de la Moskova par un boulet de canon, il emporta les regrets de tous ses compagnons d'armes. — Son frère, le baron de MONTBRUN, maréchal-de-camp, officier de la légion d'honneur, suivit la même carrière, et prit du service dans la même arme. Colonel du 7<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval, il fut élevé le 18 octobre 1812 au grade de général de brigade. Employé l'année suivante dans la 35<sup>e</sup> division militaire, il battit un corps russe qui s'était emparé de Lunbourg, et reprit cette ville. Chargé en 1814 de défendre avec dix-huit cents hommes la forêt de Fontainebleau, il se repêla sans combattre à l'approche d'un ennemi trop supérieur en nombre, et fut suspendu de ses fonctions. Réintégré dans son grade après la restauration, il fut, en 1816, un des membres du conseil de guerre qui, présidé par le maréchal de Lauriston, condamna à mort l'adjudant-commandant Boyer de Peyreleau. Il a cessé de figurer parmi les maréchaux-de-camp disponibles ou en activité de service.

**MONTBELLLO** (le duc de). Voyez LARIVE.

**MONTGELAS** (MAXIMILIEN JOSEPH, comte de), un des hommes d'état les plus distingués de l'Allemagne, né à Munich le 21 novembre 1759, est le fils d'un général qui a combattu avec gloire dans l'armée de l'ancien électeur de Bavière. Ses ancêtres qui portaient le nom de Garnerin, possédaient la seigneurie de Thailier et la baronnie de Monte Gelsio en Savoie. Après avoir reçu une éducation très soignée dans la maison paternelle, et fréquenté le gymnase de Munich, le jeune de Montgelas se rendit en France pour y puiser une instruction plus élevée. Doué des plus heureuses dispositions pour les sciences, il acquit, en peu de temps, des connaissances très étendues dans toutes les branches de la jurisprudence, et particulièrement dans l'histoire du moyen âge qu'il étudia sous la direction du savant professeur Koch, de Strasbourg. De retour à Munich, M. de Montgelas obtint, en 1777, le titre de conseiller de cour. En 1779, il fut nommé censeur de livres, place qu'il accepta malgré lui, et qu'il résigna bientôt, pour faire un voyage en Italie. A Naples il fut présenté à Charles II, duc de Deux-Ponts, qui le nomma son chambellan; il conserva cette charge jusqu'à la mort du duc, qui eut pour successeur son frère, Maximilien-Joseph, dernier roi de Bavière. Celui-ci, qui connaissait déjà M. de Montgelas, lui procura l'occasion de faire valoir ses talents, en le chargeant des négociations

qui eurent lieu, à cette époque, au sujet de la principauté de Deux-Ponts. En 1799, lorsque Maximilien-Joseph devint électeur de Bavière, M. de Montgela le suivit à Munich, et obtint le porte-feuille des affaires étrangères. Dès ce moment, il eut la confiance de ce prince, et fut consulté sur toutes les affaires importantes de l'état. En 1803, il représenta son souverain aux négociations de l'ordre de Malte avec la Russie, et, dans la même année, il fut envoyé en qualité de commissaire bavarois à la diète du palatinat de Neubourg. En 1803, il devint chef de l'administration centrale des finances, et, en 1806, il fut employé dans la négociation relative à la fixation des limites des royaumes de Bavière et d'Italie. Nommé ministre de l'intérieur dans la même année, il opéra une réforme radicale dans la haute administration, restreignit les privilèges de la noblesse et du clergé, établit une répartition plus égale des impôts, et supprima un grand nombre de sinécures. C'est sur sa proposition que fut rendu le fameux *Édit sur la noblesse* qui, jusqu'à présent, n'a malheureusement été exécuté qu'en partie. Les jésuites n'eurent pas de plus rude adversaire que lui: il mit à la disposition du savant historien Lang, une foule de documents recueillis dans les archives de leur ordre, pour composer cette célèbre *Histoire des jésuites de Bavière*, qui acheva de détruire le peu d'autorité que ces religieux avaient conservée dans quelques états catholiques de l'Allemagne. Les innovations de M. de Montgela lui firent de nombreux ennemis; mais il n'en tint aucun compte, sûr qu'il était de seconder les intentions du roi Maximilien, en suivant la voie des améliorations dans laquelle il était entré. Après avoir rempli, en 1808 et 1809, deux missions diplomatiques à Vienne, il obtint, à son retour, le ministère des finances, devenu vacant par le décès du baron de Hompesch. Pour récompenser les grands services qu'il avait rendus à l'état, Maximilien lui conféra, en 1810, la dignité de comte, et le décora successivement des ordres de Saint-Hubert et de la couronne de Bavière. Ce ministre a toujours montré une très grande prédilection pour la France: aussi chercha-t-il constamment, dès son entrée au ministère, à resserrer les liens d'amitié qui existaient entre ce pays et la Bavière. Ce fut d'après ses conseils que Maximilien refusa de s'unir à la coalition des autres puissances contre la France, et qu'il conclut un traité d'alliance avec Napoléon. M. de Montgela conserva une grande influence sur les affaires de la Bavière jusqu'en 1814; à cette époque un système opposé au sien commença à prévaloir dans le cabinet de Munich, ce qui ranima l'espoir de ses ennemis. Parmi ses derniers se distinguait particulièrement le feld-marechal prince de Wrède, qui employa tous les moyens pour le renverser, et alla jusqu'à publier contre lui un pamphlet pseudonyme, intitulé: *La Bavière sous le gouvernement du ministre Montgela, par le comte de Quisack*. M. de Montgela, fort de sa conscience, crut au-dessous de lui de répondre à cette diatribe; mais son ami intime, M. Lenz, qui avait été longtemps attaché au ministère de l'intérieur, la refuta victorieusement par une brochure qu'il fit paraître sous ce titre: *Le ministre comte de Montgela sous le gouvernement du roi Maximilien*. Malgré cela, le crédit de M. de Montgela s'affaiblit de jour en jour; de sorte que, lorsqu'il s'agit d'envoyer un plénipotentiaire au congrès de Vienne, le choix du monarque tomba sur le prince de Wrède. M. de Montgela resta cependant ministre, et n'offrit sa démission que le 2 février 1817. Le roi, en l'acceptant, lui accorda une pension de retraite de 32,000 florins. M. de Montgela fit alors un voyage en France, en Italie et en Suisse pour rétablir sa santé qui était devenue chancelante. Après une absence de deux ans, il revint, en 1819, à Munich, et prit une part active aux travaux de la première chambre des états de Bavière. L'année suivante il se retira dans ses terres, et depuis ce temps il n'a pas reparu sur la scène du monde politique.

MONTI (Vincenzo), né à Gènes en 1751, alla s'établir en Sicile, à l'âge de trente-quatre ans, après être entré dans l'ordre des pères des écoles pies. Il y enseigna publiquement la rhétorique et les belles-lettres, et s'y fit remarquer par l'étendue de ses connaissances

en philosophie, aussi bien que par une vive et brillante imagination poétique. Ses compositions latines, en vers et en prose, se ressentent, par la grâce et par l'élégance, des profondes études qu'il avait faites des grands modèles du siècle d'Auguste. Il aime trop à s'élever dans les régions métaphysiques, et à transporter ses pensées au-delà des bornes du monde sensible; mais dans ses élaus il ne manque jamais de dignité ni de grandeur, et de l'obscurité même il fait souvent jaillir des images éclatantes et spirituelles. Il n'a pas été aussi heureux dans ses écrits en italien, parce que la pureté de la langue y était ordinairement négligée. Mais on lui doit la justice de reconnaître qu'il s'est rendu très utile à la jeunesse qu'il instruisait, en lui inspirant du goût pour les classiques, sans affectation et sans pédanterie, et en lui faisant sentir la nécessité de substituer les pensées aux mots, même dans les simples matières de littérature d'agrément. Il est mort à Palerme, en 1822.

MONTIJO (L. comte del), grand d'Espagne de la première classe, issu d'une des plus illustres familles espagnoles, se distingua dans la guerre de l'indépendance et fut nommé brigadier-général sur le champ de bataille de Murviedro, il était membre de la junte des grands d'Espagne, réunis en 1814 à Saragosse, et il y manifesta des principes démocratiques que le gouvernement n'osa point réprimer, mais qu'il blâma ouvertement. La consécration attachée à la famille du comte les fit cependant oublier à ce point que l'on ne put pas lui refuser le titre de capitaine-général de Grenade, qu'il sollicitait. Sa conduite excita bientôt, dit-on, la censure publique; l'archevêque sollicita son renvoi, et le comte fut exilé à Burgos et conduit dans les prisons de Santiago, puis dans celle de Madrid, dont il sortit aux premiers jours de la révolution de 1830. Les constitutionnels le nommèrent capitaine-général de la Vieille-Castille; mais il fut de nouveau dépossédé de son gouvernement, et renvoyé en disponibilité à l'armée de Murcie. La conduite de cet officier-général, placé et destitué sous deux régimes si opposés, décèle évidemment des opinions exagérées. Ceux qui l'ont connu rendent justice à son esprit et à son courage, et déplorent la mobilité de ses passions et les caprices de son caractère. On a vu le comte del Montijo monter sur le théâtre de Carthage, qui servait aux représentations dramatiques et aux scènes de la société populaire de cette ville, y déclamer, en habit de président du club, des vers de la *Mort de César*. Ce n'était sans doute pas là le lieu où devait figurer un officier supérieur. Quoiqu'il en soit, quid les années eurent calmé sa tête et refroidi son cœur, le comte del Montijo donna assez de preuves d'un véritable patriotisme pour que le roi Ferdinand, en reprenant le pouvoir absolu, crût nécessaire de l'exiler une seconde fois. — MONTIJO (dona Maria-Francisca PONTORRERO, comtesse del), femme du précédent, l'épousa très jeune. Son amour pour la littérature et ses efforts pour en propager le goût, la firent bientôt connaître de tout ce qu'il y avait d'éclairé en Espagne. Sa maison devint le rendez-vous d'un grand nombre d'ecclésiastiques qui joignaient les lumières aux vertus. Les moines prirent ombrage de ces réunions, et deux fanatiques eurent l'audace de les dénoncer du haut de la chaire évangélique, comme une assemblée de jansénistes. Le nonce du pape à Madrid en ayant informé le saint père, écrivit des lettres de remerciement à ces deux misérables qui renouvelèrent leurs dénonciations. Cependant l'inquisition, toute puissante qu'elle était encore à cette époque, fut obligée de fléchir devant le rang et la naissance de l'accusée. Invitée à s'éloigner de Madrid, la comtesse n'eut l'air de céder qu'à une intrigue de cour, et les inquisiteurs qui avaient mené toute l'affaire, parurent n'y être entrés pour rien. Cette dame qui avait pris un rang distingué parmi les savants, est morte à Logroño, en 1808. Elle a laissé une réputation de vertu et de bienfaisance envers les pauvres, que ses ennemis même n'ont pas osé attaquer.

MONTUCCI (Antonio), un des plus célèbres sinologues que l'Europe ait eus, naquit le 22 mai 1763, à Sième, en Toscane. Il étudia le droit à l'université



de cette ville, et cultiva en même temps les langues vivantes avec une ardeur si extraordinaire, qu'on le disait posséder de la *polyglottomania*. Après avoir pris ses degrés, il fut appelé, en 1786, au collège Tolomée, en qualité de professeur de langue anglaise. L'année suivante il se rendit à Florence pour faire l'éducation de deux jeunes Anglais. Dans cette ville se lia d'amitié avec un autre Anglais, M. Josiah Wedgwood, qu'il suivit plus tard dans le Staffordshire où celui-ci avait établi une espèce de colonie, appelée la *Nouvelle Etrurie*. Montucci se trouvait à Londres en 1793, lorsque lord Macartney, nommé ambassadeur à la Chine, s'occupa des préparatifs de son voyage, et fit venir de Naples quatre jeunes Chinois, élèves des missionnaires italiens, pour l'accompagner en qualité d'interprètes. Comme il n'était déjà familiarisé avec les éléments de la langue chinoise, en étudiant l'ouvrage de Fourmont, il écrivit à ces étrangers une lettre obligeante dans leur idiome, ce qui lui mit en relation avec eux. Ces Chinois ayant été chargés de mettre ou net la lettre du roi d'Angleterre à l'empereur de la Chine, et n'osant pas exécuter ce travail parce que les lois de leur patrie défendaient, sous peine de mort, toute participation aux actes politiques des étrangers relatifs à la Chine, Montucci le tira d'embarras en faisant une très belle copie de la lettre en question. Pour reconnaître ce service, ils lui firent présent du dictionnaire chinois intitulé : *Tsching-Tseu-Thoung*, dont jusqu'alors aucun autre exemplaire n'était parvenu en Europe. Possédant ce précieux ouvrage, et ayant recueilli dans ses entretiens avec les Chinois, une foule de notions sur leur langue parlée qu'on chercherait en vain dans les livres, il s'occupa à composer un dictionnaire chinois plus complet et plus convenable aux Européens que tous ceux qui avaient été publiés, ou qui existaient en manuscrit dans les différents établissements des missionnaires. Mais comme les frais d'impression d'un pareil ouvrage dépassent les moyens d'un simple particulier, il envoya son prospectus aux principales académies et aux souverains qui s'intéressaient le plus aux progrès des études philologiques. Le roi de Prusse, à qui il avait déjà adressé quelques opuscules sur la langue mandarineque, fut le seul qui lui répondit. Encouragé par cette marque d'attention, il quitta Londres en 1806, et se rendit à Berlin; mais immédiatement après son arrivée dans cette ville, elle fut occupée par les Français, et le roi Frédéric-Guillaume fut obligé de l'abandonner. Bien que Montucci ne vit alors aucune possibilité de publier son dictionnaire, il n'en continua pas moins à y travailler, et donna, pour subvenir à sa dépense, des leçons d'italien et d'anglais. En 1819, il alla s'établir à Dresde. Le duc de revoir sa patrie, après une absence de trente-huit ans, le décida, en 1837, à retourner à Sienne. Il y continua ses travaux sur la langue chinoise jusqu'à sa mort, qui arriva au mois de septembre 1859. La collection complète des types de cet idiome, que Montucci avait fait graver à ses frais pour l'impression du grand ouvrage qu'il préparait, qui se compose d'environ mille pièces, et qui est l'ouvrage le plus parfait de ce genre qui existe dans l'Occident, a été achetée par le gouvernement romain. On a de lui : 1° *Prospectus d'un ouvrage élémentaire sur la langue chinoise avec une réponse aux auteurs de la Revue critique* (en anglais, Londres, 1801, in-4°); 2° *Notice détaillée de l'évangile chinois, manuscrit conservé dans le musée britannique*. Cette notice se trouve dans le *Gentleman's magazine*, octobre et novembre 1801. 3° *Notice sur un dictionnaire manuscrit chinois, latin et portugais* (*Monthly magazine*, avril 1804); 4° *Histoire complète de la calligraphie chinoise, depuis les plus anciens monuments jusqu'à nos jours*, 1804; ce curieux mémoire, inséré d'abord dans l'*Universal magazine*, a été depuis imprimé séparément; 5° *De studiis sinicis*, Berlin, 1808, in-4°; 6° *Remarques philologiques sur le voyage en Chine de M. de Guignes, par Sinologus Berolinensis*, ibid., 1809, in-8°; 7° *Audi alteram partem*, ou réponse à la lettre de M. de Guignes, insérée dans les *Annales des voyages*, ibid., 1810, in-8°; 8° *Urk-chin-tse-tien*, etc., ou examen comparatif (parallèle) des deux dictionnaires chinois entrepris par le révérend Robert Morrison et Antoine Montucci, Londres, 1817, in-4° (en

anglais). Il a de plus donné des éditions d'un grand nombre de classiques italiens.

**MOQUIN-TAUDON** (Honoré-Benoît-Alexis), naturaliste, né à Montpellier, le 7 mai 1804, est placé bien jeune encore dans un rang où une longue expérience et de nombreuses veilles ne permettent pas toujours d'atteindre. Plusieurs botanistes avaient montré l'utilité de l'étude des *adherences* ou défauts de séparation, et des *avortements* ou défauts de développement, et cette étude avait puissamment influé sur les progrès de la botanique transcendente; mais ces deux ordres de phénomènes très rapprochés l'un de l'autre, puisque tous deux pouvaient être considérés comme des observations de symétrie par défaut, n'embarassèrent pas tous les modes d'irrégularité organique; il restait à étudier, avec le même esprit philosophique, les développements avec excès. M. De Caudolle avait indiqué vaguement ce phénomène dans son mémoire sur les fleurs doubles, et M. Dunal, dans son beau travail inédit sur la famille des *saxifragées*, avait commencé à s'en occuper d'une manière plus précise: il l'avait désigné sous le nom de *dédoublement* ou de multiplication d'*organes*. M. Moquin-Taudon a expliqué les aberrations par excès dans toute leur généralité dans un ouvrage in-4° qu'il a publié en 1856: il appuie ce phénomène sur de nouveaux faits, et y montre son influence sur le type symétrique. Ce travail précieux a été réimprimé en entier dans la *Bibliothèque universelle de Genève*, et M. De Caudolle a adopté les principales idées qu'il renferme dans le premier volume de son ouvrage élémentaire sur les organes des végétaux. M. Moquin-Taudon, revenant plus tard sur le phénomène de la multiplication des organes, et appréciant à leur juste valeur les principes généraux sur lesquels on a basé la philosophie de la science, a cherché avec M. de Saint-Hilaire à faire l'application de ces idées à une classe particulière de faits. La famille des polygalées, petit groupe de plantes à fleurs très irrégulières, leur a donné les moyens de suivre avec beaucoup de succès des applications si importantes. Les rapports vrais ou faux qu'on a cru reconnaître entre cette famille et plusieurs autres groupes naturels, ont fourni aux auteurs l'occasion d'examiner la symétrie des légumineuses, celles des crucifères, des fumariées et de plusieurs autres familles. Leurs deux mémoires ont été présentés à l'institut, ils renferment beaucoup d'aperçus ingénieux et de réflexions profondes qui prouvent l'importance de ces études philologiques dans le règne végétal. On connaît les raisons qui ont appelé l'attention des médecins sur les sangsues; quelques zoologistes n'auraient examiné que d'une manière fort incomplète certains points de l'histoire de ces annélides; M. Moquin-Taudon, aidé des communications de plusieurs savants naturalistes de l'Europe, a compilé une des plus grandes lacunes de la zoologie. L'auteur commence sa monographie par un ample exposé des travaux dont les hirudineux ont été l'objet, et les décrit ensuite dans toutes leurs généralités et leurs détails physiques et moraux. Dispos en passant que M. Moquin, après avoir montré que la plaie produite par les sangsues usitées en médecine, n'est pas triangulaire comme on le dit partout, mais trilobée, ou, si l'on veut, à trois lobes, explique le premier d'une manière satisfaisante le mécanisme de cette morsure. Après l'anatomie et la physiologie des hirudineux, M. Moquin-Taudon entre dans quelques considérations fort importantes sur la symétrie des organes. Il fait voir que dans ces annélides, l'individualité n'est pas aussi simple que dans les classes supérieures. Chaque portion d'hirudineux, composée de cinq anneaux, contient les éléments d'un organisme complet, et peut être considérée comme un individu élémentaire. Étudiant ensuite ces idées sur tout le règne animal, il reconnaît que les individus sont unis entre eux d'une manière plus intime, qu'on s'élève plus haut dans la série animale, et qu'ils sont d'autant plus distincts qu'on descend davantage dans cette même série. M. Moquin désigne sous le nom de *zoontes* les individus élémentaires des animaux invertébrés. Cette monographie renferme huit genres, dont un est entièrement nouveau. Ces genres comprennent quarante-neuf espèces, parmi lesquelles

trois n'étaient point encore connues. On ne trouve nulle part de descriptions aussi complètes de ces anémides. La clarté des caractères que M. Moquin assigne aux espèces médicales ou non médicales, et les expériences qu'il a faites sur leur force de succion, fournissent des données intéressantes et utiles à la pratique. Il est un des premiers qui ont transporté dans la zoographie l'ordre des abréviations synonymiques. M. Moquin-Tandon a été nommé, en 1839, second candidat à la chaire de botanique vacante à la faculté des sciences de Montpellier, depuis la démission de M. De Candolle. M. Dunal, premier candidat, l'un des botanistes les plus profonds, a été appelé au professorat. Le ministre de l'instruction publique avait fait à M. Moquin-Tandon, qui n'est âgé que de vingt-sept ans, une remise de quatre années pour qu'il pût se présenter à la candidature. Quoique voué presque exclusivement à l'étude de la botanique, il a été nommé, dans cette même année, professeur de zoologie à l'athénée de Marseille, où l'on va écouter avec intérêt et recueillir les leçons d'un homme si jeune et qui occupe déjà un rang si distingué dans la science. Voici la liste des ouvrages publiés jusqu'à ce jour par M. Moquin-Tandon : 1° *Mémoires sur les effets des oiseaux et des reptiles* (Annales Handennes de Paris); 2° *Essai sur les dédoublements ou multiplications d'organes dans les végétaux*, 1836, in-4°, avec planches; cet ouvrage a été réimprimé à Genève dans la *Bibliothèque universelle*; 3° *Monographie de la famille des hirudines*, 1836, in-4°, avec sept planches dont cinq coloriées; il y a une traduction allemande de cet ouvrage par le professeur Ernest Baer de Königsberg; 4° *Essai sur la phénix latyngée apyphillique*, 1839, in-4°, avec des observations de MM. Dunal et Lallemand; 5° (avec M. de Saint-Hilaire, membre de l'Institut) *Les polygales brésiliennes* (flore du Brésil); 6° (avec le même) *Conspicua polygalarum flora brasiliensis meridionalis*; 7° (avec le même) *Mémoires sur la famille des polygales* (Mémoires du muséum d'histoire naturelle); 8° (avec le même) *Mémoires sur la systématique des caprarides* (Mémoires du muséum d'histoire naturelle); M. Moquin-Tandon s'occupe depuis long-temps d'une monographie de la famille des chanopodées, pour laquelle il a déjà recueilli d'immenses matériaux. Plusieurs fragments de cet ouvrage ont été lus dans les séances de la société d'histoire naturelle de Montpellier. M. Sprengel, de Halle, lui a dédié un genre de plantes appartenant à la famille des lobéliacées; ce genre renferme une seule espèce originaire du cap de Bonne-Espérance (*Moquinia rubra*). M. de Saint-Hilaire lui a aussi dédié une jolie espèce de polygala à fleurs groupées en spirale (*Polygala Moquiniana*).

MORANDE (CHARLES THEVENOT DE), journaliste et pamphlaire, naquit à Arnauld-Duc, en 1748. Son père qui était procureur, l'envoya faire ses études à Dijon; mais Thevenot commençait à montrer des habitudes coupables et de mauvaises mœurs. Son père ne voulant pas lui fournir de l'argent pour satisfaire à ses débâches, il s'enrôla de dépit dans un régiment de dragons. Il n'était encore connu que sous le nom de Thevenot qu'il quitta pour prendre celui de Morande, en se jetant dans la foule des chevaliers d'industrie. Revenu à des principes plus honnêtes, sur les exhortations de son père, il abandonna son engagement, bien décidé à se livrer avec application à l'étude de la procédure; mais ce n'était pas là sa vocation: le naturel reprit bientôt sa domination, et les penchants de Morande pour l'intrigue et la dissipation le jetèrent dans la capitale où il eut bientôt fait connaissance avec la police. Livré aux passions les plus viles, il porta le désespoir dans le cœur de sa famille, qui obtint contre lui une lettre de cachet, pour le faire enfermer au Fort-l'Évêque, d'où il fut transféré à Armentières. Rendu à la liberté après quinze mois de détention, il passa en Angleterre où il se mit à composer des pamphlets. Il publia d'abord son *Philosophe critique* et ses *Mélanges confus sur des matières fort légères*, Londres, 1771, in-8°, dont l'audace fit le seul mérite. Il eut pour lui une classe de lecteurs, ce qui l'encouragea à chercher d'autres succès, en ne mettant plus de bornes à son impudence, et il fit

paraître, en 1779, *Le gasatier cultrassé*, ou *anecdotes scandaleuses de la cour de France*, in-12 (avec des recherches sur la Bastille). Cet ouvrage n'est qu'un ramas d'insultes grossières, de basses calomnies contre toutes les personnes qui tenaient alors un rang en France. Il y a peu d'esprit dans ce libelle qui ne remplit pas son but. Il spécula avec plus d'avantage en menaçant M<sup>me</sup> du Barri de l'accabler par la révélation des preuves scandaleuses de la vie de cette célèbre courtisane; mais son s'ence fut acheté par Beaumarchais qui avait été chargé d'une mission secrète à Londres. On lui compta 500 guinées, et il lui fut alloué une pension de 4,000 francs dont la moitié reversible sur sa femme. Il crut alors, comme l'Arctin, pouvoir faire acheter son silence par les puissances de l'époque; il menaça Voltaire de publier contre lui des brochures qui devaient le diffamer, si ce célèbre écrivain ne lui portait pas son tribut. Le patriarche de Ferney, accoutumé à diriger l'opinion, répondit à ces propositions, en les publiant. Le duc de Brancas (comte de Lauraguais) traita Morande selon son mérite: il le fit rouer de coups de canne, et n'oublia pas d'exiger quittance. Sous Louis XVI, la pension qui était comptée, sous le règne précédent, à Morande, fut supprimée. Alors il se crut dégage des promesses qu'il avait faites, et fit paraître, en 1776, les *Anecdotes écrites sur la comtesse du Barri*. Généreusement payé comme espion de la police, l'écrit, il employa son salaire et le gain qu'il retirait de la publication d'un journal intitulé: *Courrier de l'Europe*, à monter une maison qui lui permettait de vivre avec aisance à Londres. Brissot, dénoncé par lui, comme auteur d'un pamphlet, fut mis à la Bastille. Morande se vengeait ainsi des mépris d'un homme avec lequel il devait se trouver bientôt en lutte, au milieu des passions excitées par la révolution. Mais Brissot n'éleva bientôt par son génie au premier rang. Morande se trouva dans la boue, repoussé par tous les partis à qui il était devenu odieux. *L'Argus patriotique*, qu'il publia depuis le mois de juin 1791 jusqu'au 10 août 1793, parut favorable à la cour, et fut dénoncé. Morande emprisonné périt dans les massacres de septembre.

MORAWSKI (TADÉUSZ), frère aîné de Théodore, né en 1793, commença sa carrière dans la magistrature. La confiance de ses concitoyens l'appela, dès qu'il eut atteint l'âge nécessaire, aux emplois que le choix populaire confère en Pologne. Il était depuis 1811 membre du conseil-général, depuis 1826, directeur de la société du crédit territorial du palatinat de Kalisch, et depuis la même année, nonce de ce palatinat à la diète. En lui confiant cette nouvelle charge, ses concitoyens, lui dévouèrent l'honneur de remplacer le célèbre Vincent Niemiowski, le chef de l'opposition et le martyr de la liberté en Pologne. Morawski se distingua dans la diète du couronnement, en 1825, et dans la diète ordinaire de 1830, par une ferme opposition à la tyrannie moscovite. Dans la dernière, il distribua à ses courageux collègues l'acte d'accusation porté contre les ministres; il s'était réservé celui dressé contre le président du sénat Zamoycki et ses complices, qui siégeaient dans la commission d'enquête, instituée en 1826, à l'effet de poursuivre la société patriotique. Après la glorieuse nuit du 29 novembre (1830), il fut un de ceux qui s'occupèrent avec le plus de zèle des progrès de l'insurrection en Pologne. Celle du palatinat de Kalisch lui dut en grande partie son organisation. Seul à l'immortelle diète qui suivit cette insurrection, il vota contre la dictature avec les restrictions imposées par les deux chambres, et voulut que le dictateur eût l'autorité royale, telle que la charte l'avait établie. Ses collègues le nommèrent membre du comité surveillant la dictature. Après la formation du gouvernement national, le 1<sup>er</sup> février 1831, Morawski fut l'un des cinq membres de ce gouvernement, jusqu'à sa dissolution, en août de la même année. Ses opinions sont franchement républicaines; son patriotisme est bien connu, et sa probité était journellement mise à l'épreuve par ses concitoyens qui aimaient à l'appeler comme arbitre dans leurs différends et leurs affaires fugitives les plus importantes. Il habite main-

tenant Paris, où il est parvenu à se réfugier après la chute de Varsovie.

**MOREAU ou MOREAUX (BASTI)**, général en chef des armées républicaines, naquit en 1758, à Rocroy, dans le département des Ardennes qui le premier donna l'exemple d'un dévouement glorieux dans les dangers de la patrie. Moreau, grenadier, eut la jambe cassée d'un coup de feu devant Sainte-Lucie, en Amérique. Son colonel voulut le faire officier : mais une taille noble, la figure la plus agréable, de l'esprit et de la bravoure ne suppléaient pas, en 1783, à la noblesse. Il revint dans son pays avec la plaque de cuivre, et reprit le métier de menuisier qu'il avait appris de son père. Lorsqu'au commencement de la révolution, les Vosges et les Ardennes armèrent quarante mille combattants, et ne conservèrent qu'un homme par charriue, Moreau, nommé chef de bataillon, quitta sa femme, ses enfants et un atelier de trente ouvriers pour voler à la défense de la patrie. Après le siège de Thionville, le grade de colonel ne parut pas une récompense au-dessus de ses exploits. En six mois il devint maréchal-de-camp, général de division et général en chef de l'armée de la Moselle (1793 et 1793). Les drapeaux français, en 1794, étaient victorieux de tous côtés : l'armée de la Moselle eut une honne part dans une moisson aussi abondante ; mais ses triomphes lui coûtèrent cher : elle soutint de rudes combats, supporta de longues fatigues, et donna beaucoup de sang à la patrie. Dans le mois de septembre l'armée prussienne avait dans les retranchements de Triptstadt un corps nombreux défendu par des canons, environné par des abatis, protégé par de fortes redoutes et soutenu par une nombreuse cavalerie. Le général Moreau résolut de l'attaquer. Les obstacles ne s'effrayèrent pas le courage tant de fois éprouvé des chasseurs et des grenadiers républicains. Ils fondirent sur ces retranchements, Moreau à leur tête ; les tirailleurs, cinq fois chargés par la cavalerie prussienne, se réunirent en bataillon carré, et cinq fois la repoussèrent. Les Français marchant au pas de charge et la baïonnette en avant, renversèrent tout sur leur passage. Onucha sur leurs canons un grand nombre d'ennemis, car les généraux prussiens avaient fait jurer à leurs soldats de périr plutôt que de se rendre. Les redoutes sont enlevées. Dans le mois d'octobre suivant, à la suite d'un combat opiniâtre, le brave Moreau s'empara de Greutznach, et il entra quelques jours après dans Benixen, après avoir chassé les Prussiens des positions importantes qu'ils avaient en avant de la ville. Peu de temps après il enleva de vive force les redoutes de Falsbach, près de Mayence, et prit à l'ennemi six pièces de canon et un obusier. Après tant de combats glorieux, les douleurs de son ancienne blessure forcèrent le général Moreau à céder le commandement à Hloche qui n'avait que vingt-deux ans. Celui-ci livra bataille aux Prussiens près d'Ornebach. Moreau était affaibli par une fièvre qui menaçait sa vie ; il se fit lier sur son cheval, et ne quitta le champ de bataille qu'après la fuite de l'ennemi. Cet intrépide général venaît d'investir Luxembourg, et il bombardait cette place défendue par le maréchal Bender (1795), lorsqu'une maladie causée par les fatigues de la guerre, l'enleva à sa patrie et à sa modeste famille. Si quelques uns de nos généraux ont profité de la gloire de leurs anonymes pour étendre leur renommée, la famille du général Moreau, au contraire, a vu attribuer à un capitaine illustre plusieurs des exploits qui devraient immortaliser le patriotisme et la valeur du brave dont nous venons de citer les faits d'armes : une ressemblance de nom a causé cette erreur dont les *Fictives et conquêtes* n'ont pu se préserver, et qui se trouve dans les journaux, dans les mémoires sur nos guerres et dans toutes les biographies qui nous ont précédées.

**MOREAU (CÉSAR)**, né à Marseille, le 23 novembre 1791. Il fut conduit en Westphalie à l'époque où l'empereur des Français venait de placer la couronne de ce pays sur la tête d'un de ses frères, M. César Moreau fut successivement employé dans les ministères de la guerre et de l'intérieur, où il remplit les fonctions qui lui furent confiées avec un zèle et une activité qui lui méritèrent les plus honorables attestations. En 1809, il se rendit en Espagne, et fut admis dans l'adminis-

tration de l'armée française, où il sut mériter la bienveillance des intendants-généraux Douniée et Farier, qui lui confièrent pendant trois ans plusieurs fonctions administratives. En 1813, il s'enrôla dans un des régiments des gardes d'honneur, où il eut le grade de sous-officier. Il fit les campagnes de 1813 et 1814, et quitta l'armée avec d'honorables blessures. Depuis l'année 1809, il jouissait de la puissante protection du prince Léopold de Saxe-Cobourg. A la recommandation de ce prince, il obtint la faculté de choisir, au second retour des Bourbons, entre plusieurs consulats établis en Grèce, en Espagne et en Allemagne. Il allait se décider pour l'un de ces emplois, lorsqu'une ordonnance parut qui attacha six élevés vice-consuls à un pareil nombre de consulats-généraux. D'après sa demande, il fut nommé à l'une de ces places, et envoyé auprès du consul-général de France à Londres. Indépendamment de ces fonctions, il chercha un nouvel aliment à son ardente activité dans un genre d'occupations et de recherches dont le goût n'est pas encore assez répandu en France. Il s'agit de cette multitude d'ouvrages statistiques sur le commerce de la Grande-Bretagne, et qui, appréciés aujourd'hui comme ils le méritent, ont placé M. César Moreau au rang des premiers staticiens de l'époque. Il a fait remonter ses recherches sur les différentes branches de la richesse et du commerce de l'Angleterre jusqu'aux temps les plus reculés. Les diverses sociétés savantes de ce pays s'empressèrent de faire l'éloge de ses ouvrages, et l'appellèrent dans leur sein. C'est ainsi qu'il devint presque en même temps membre de la société royale de Londres et de l'institut royal de la Grande-Bretagne. Après avoir exécuté de si précieux travaux sur le commerce et les finances de l'Angleterre, il en exécuta de semblables sur la France : nous citerons particulièrement son *Examen statistique du royaume de France*, et ses deux tableaux comparatifs de son commerce. Il a fondé, sous le nom de société française de statistique universelle, un établissement des plus utiles, et intitulé l'académie de l'industrie agricole, manufacturière et commerciale. Les ouvrages publiés par M. César Moreau sont : 1° *Etat du commerce de la Grande-Bretagne avec toutes les parties du monde, de 1697 à 1825* (les années de paix distantes de celles de guerre), etc. ; 2° *Archives de la compagnie des Indes orientales, considérées sous le rapport des revenus, dépenses, dette, commerce, navigation, de 1600 à 1827* ; 3° *Origine et progrès du commerce des soies en Angleterre* ; 4° *Industrie britannique avec toutes ses exportations pour chaque pays, de 1798 à 1830* ; 5° *Archives chronologiques de la marine royale et marchande britannique, de 1827 à 1828* ; 6° *Etat de la navigation marchande, intérieure et extérieure de la Grande-Bretagne, de 1787 à 1827* ; 7° *Etat passé et présent de la situation statistique de l'Irlande, etc.* ; 8° *Archives chronologiques des finances de la Grande-Bretagne, établies d'après des documents officiels, depuis l'année 1755 jusqu'à 1829* ; 9° *Origine et progrès du commerce des laines brutes et manufacturées en tissu dans les îles britanniques* ; 10° *Examen impartial du commerce de la Grande-Bretagne avec toutes les parties du monde, durant les périodes les plus remarquables des dix-sept, dix-huit et dix-neuvième siècles* ; 11° *Aperçu du commerce de la Grande-Bretagne, de 1821 à 1827, présenté dans ses importations et exportations, au moyen de tableaux faisant connaître la quantité et l'espèce de marchandises, avec l'indication des lieux de provenance et de destination* ; 12° *Examen statistique du royaume de France, en 1787, considéré sous les rapports de son étendue, de sa population, de ses revenus, de ses dépenses, de sa dette, de son commerce, de sa navigation, etc.* ; 13° *Tableau comparatif du commerce de France avec toutes les parties du monde, avant la révolution et depuis la restauration* ; 14° *Examen comparatif du commerce de France avec tous les pays du monde, aux deux époques de paix les plus importantes qui ont précédé la révolution (1787 à 1789), et suivi la restauration (1819 à 1821), considéré sous le point de vue des importations et des exportations, résumées séparément, avec l'indication de la valeur des principaux articles reçus ou expédiés* ; 15° *Commerce de la France avec tous les pays du monde, depuis 1815 jusqu'à*

1829, année par année; 16° Commerce général, en trois tableaux, du royaume de France avec chaque pays du monde, en 1827; 17° Même travail pour 1828; 18° Aperçu statistique du commerce français, de 1825 à 1829; 19° Situation détaillée et comparée des cinquante-trois principales branches du commerce français (importation et exportation), en 1827 et 1828, avec l'Europe, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique, dédié au roi des Français, avec l'autorisation de sa majesté. L'analyse de la plupart de ces travaux importants se trouve dans le *Bulletin universel de l'industrie* et dans plusieurs autres recueils scientifiques.

MOREAU DE WORMS, président du tribunal criminel de Lyon, fut député, en 1795, par ce département au conseil des anciens, et s'y montra très attaché au système républicain. On remarqua dans le temps l'éloge de l'armée d'Orient, qu'il prononça devant le conseil, à l'occasion de la prise de Malte, et dans lequel il « félicita la philosophie de s'être enparée de ce dernier retranchement du fanatisme. » Le 30 juillet, il fut nommé secrétaire du conseil. Il se prononça, le 9 août en faveur des fêtes décadiques, défendit, le 18 novembre les citoyens qui s'étaient soustraits à la déportation, et fit rejeter le projet de loi qui les assimilait aux émigrés. Le 23 novembre, il fut élu président des anciens. Dans la journée du 30 prairial, il se déclara contre le directoire, et s'éleva contre les dilapidations commises en Suisse et en Italie par les agents de ce gouvernement. « Un *Rapinat*, un *Forfait*, disait-il, d'autre nom exprime le caractère et la conduite ! Il faut que tous ces hommes soient livrés à l'exécution publique, que la justice nationale s'exerce sur eux, et que nulle part ils ne puissent trouver de retraite. Je demande le renvoi à une commission chargée d'examiner si les dilapidateurs doivent jouir du fruit de leurs rapines, et de calculer quelle impression pourrait faire sur eux deux heures d'exposition publique. » L'impression de ce discours fut ordonnée; mais Rewbel ayant défendu *Rapinat*, elle fut rejetée. Le 13 juillet suivant, Moreau de Worms parla en faveur de la loi des otages. « Je regarde cette loi, dit-il, comme la vie des républicains et la mort des royalistes. » Il avait raison : la mesure était utile; mais elle était injuste, affreuse. Nomme régulateur de la société du Manège, il prononça un discours pour l'inauguration de cette société, aux jacobins de la rue du Bac. Cependant il ne partageait point l'exagération des membres de ce club qui eut l'honneur d'inquiéter un moment la naissante ambition de Bonaparte. C'est probablement à cause de la modération de ses opinions, qu'il ne reçut point de lettre de convocation pour l'Assemblée extraordinaire du 18 brumaire, au matin, où cinquante députés décrétèrent la translation du corps législatif à Saint-Cloud. Le lendemain, il fut exclu du conseil des anciens et huit jours après, les consuls, chargés par une loi nouvelle et faite sous leur influence, de veiller à la tranquillité intérieure, rendirent un arrêté qui condamnait à la déportation trente-six citoyens parmi lesquels on comptait des jacobins connus, des septembriseurs et des députés les plus énergiques, mais cependant étrangers aux crimes des temps passés. Le nom de Moreau de Worms fut inscrit sur cette liste dressée, comme toutes les tables de proscription, sans égard pour l'équité, même pour la liberté civile. M. de Bourrienne, son compatriote et son ami, alors secrétaire du premier consul, eut le crédit de l'en faire rayer, et Moreau de Worms, rentré en grâce auprès du gouvernement, fut nommé membre du conseil des prises. Il est mort en février 1806, dans l'exercice de ses fonctions.

MORLA (D. TUNOAS), capitaine-général de l'Andalousie, né à Séville, en 1750, commença à se faire connaître, en 1793, dans la campagne de Roussillon, où son activité et sa valeur l'élevèrent bientôt aux grades supérieurs. Les services qu'il rendit à sa patrie pendant cette campagne lui méritèrent les grades de capitaine-général de l'Andalousie, et d'inspecteur-général de l'artillerie. Au moment où les desseins de Napoléon sur l'Espagne commençaient à recevoir leur exécution, il s'opposa à l'invasion des Français, et fit foudroyer leur flotte, retirée à Cadix depuis la défaite

de Trafalgar, composée de cinq vaisseaux et d'une frégate, montés par quatre mille marins. Cette mesure vigoureuse facilita la prise de la flotte par les insurgés espagnols. Le général Morla fut nommé, en 1808, membre de la junte militaire chargée de la défense de Madrid, et fut envoyé, avec un aide-de-camp, au moment où Napoléon allait donner l'assaut à cette capitale (3 décembre 1808), au quartier-général de l'empereur pour proposer une capitulation. Napoléon reçut froidement les députés de la junte : il leur reprocha durement l'exaspération qu'elle avait excitée parmi le peuple, et accusa surtout Morla des excès commis par ses troupes dans le Roussillon quinze ans auparavant. Il était vrai que ce général n'avait jamais su maintenir la discipline dans son armée; de là les excès où ses soldats se portèrent souvent en campagne. Les reproches, auxquels Napoléon en ajouta d'autres sur la violation de la capitulation de Baylen et la défection de la Romana, furent terminés par ces mots, « que si Madrid ne se soumettait pas dans la matinée du lendemain, elle aurait bientôt cessé d'exister. » La junte ne crut pas devoir, par une résistance prolongée, exposer la capitale de l'Espagne aux suites funestes qu'entraîne une prise d'assaut, et le lendemain au point du jour, Morla revint annoncer la soumission de Madrid, soumission qui eut lieu malgré beaucoup d'obstacles apportés par l'irritation des esprits. Nommé, par Joseph, conseiller d'état, section de la guerre, Morla a cessé de s'occuper des affaires publiques à la rentrée de Ferdinand VII, et s'est retiré au sein de sa famille. Il est mort vers 1820.

MORTONVAL. C'est sous ce pseudonyme que se cache un homme qui a montré beaucoup trop d'esprit et de talent pour que nous ne prenions pas plaisir à révéler au public son véritable nom, ETIENNE GUESDON. Son père, trésorier de la maison militaire du roi avant la révolution, et payeur-général à Lyon, sous l'empire, le destinant à la carrière des finances, obtint pour lui, en 1809, l'emploi de payeur d'une division à l'armée d'Espagne. Deux ans après, le ministre du trésor attacha M. Furcy Guesdon, en qualité de payeur principal, au corps d'armée commandé par le maréchal duc d'Albufera, dans le royaume de Valence. Il quitta l'Espagne avec l'armée, en 1813, et revint à Paris. En 1815, quand l'empereur revint de l'île d'Elbe, il fut élevé à la place de payeur-général de l'armée des Alpes, sur la demande du même maréchal. Cette promotion devint pour M. Furcy Guesdon, après les cent jours, un titre à la défaveur du ministère. Il essaya de criantes injustices, et renoua alors aux emplois. La lecture des voyages de Cook et de Wallis lui avait inspiré un goût très vif pour les courses lointaines. La paix avait rendu la liberté des mers aux navigateurs. Un ami de M. Furcy Guesdon lui proposa d'aller faire la traite du poivre sur la côte de Sumatra, avec les naturels du pays, vrais sibilutiers qui rendent cette entreprise fort périlleuse : il fallait armer en guerre, et livrer bataille; mais l'on courait la chance de faire un gain dix fois plus considérable que celui qu'on aurait pu obtenir dans des parages moins dangereux. Séduit par ces images, trop en rapport avec celles dont ses regards avaient été frappés depuis quelques années, M. Guesdon voulut partager les hasards de cette expédition, dans laquelle il prit un intérêt de 80,000 francs. Il y joignit 5,000 francs, qu'un de ses compagnons de voyage se chargea de convertir en une pacotille de marchandises convenables aux habitudes du peuple Malais qu'ils allaient visiter. Cette pacotille, suivant cette personne, devait rapporter à M. Guesdon plus de 50,000 francs. Il alla donc, plein d'espérances, s'embarquer avec son ancien domestique, sur le navire le *Magnanime*. Au moment de partir, en avril 1816, la destination fut changée; ce fut à Calcutta que l'on résolut d'aller. L'entreprise, ainsi dénaturée, fut très malheureuse; elle dura deux ans. L'argent de la pacotille avait été mangé par le déloyal compagnon avant l'embarquement, et non seulement les 80,000 francs de mise dans l'opération générale furent entièrement perdus, mais M. Furcy Guesdon se trouva encore redevable, en fin de compte, de 20,000 francs envers les armateurs. Il revint à Paris,

décidé à ne plus se mêler d'opérations de ce genre, et presque déterminé à renoncer à la vie errante. Mais l'antipathie du duc d'Albe et de Berwick lui fit bientôt abandonner cette résolution en lui offrant l'occasion de se livrer de nouveau, et de la manière la plus agréable, à son goût pour les voyages. M. Guesdon parcourut l'Italie avec ce jeune et opulent seigneur espagnol : ils visitèrent Milan, Florence, Rome, et enfin Naples, où la famille du duc d'Albe avait fixé sa résidence. M. Guesdon se rendit ensuite à Madrid au printemps de 1830, et fut témoin des premières scènes de la révolution qui venait d'y éclater. Il était de retour à Naples quand les Autrichiens y vinrent étouffer celle que les Napolitains tentèrent si malheureusement la même année. M. Guesdon quitta Naples avec la famille du duc d'Albe, et, après avoir visité la Belgique, il se rendit de nouveau en Espagne. L'invasion de la péninsule par l'armée française le força à quitter Madrid au printemps de 1835. De retour à Paris, M. Furcy eut à s'occuper de la santé et de l'administration de la fortune de sa mère, fort âgée. Mais ce n'était pas sans un peu d'ennui qu'il jouissait d'un repos nouveau pour lui. Il eut recours à l'étude pour dissiper l'inquiétude de son esprit. Doué de beaucoup de jugement, ayant cette modification qui s'allie très bien à la constante fermeté du caractère, et voyant par cette raison les choses comme elles sont en effet, préparé d'ailleurs par de bonnes études et par une vaste lecture, ou sent combien M. Guesdon avait dû profiter de ses fréquents voyages. Son long séjour, à des époques très diverses, chez la nation espagnole, sur laquelle on n'a en France que des données fausses ou très imparfaites, et l'étude de la langue, des mœurs et de l'histoire si intéressante, si romanesque de ce pays, devaient nécessairement fixer ses idées sur des travaux qui s'y rapportaient. Étonné d'ailleurs, et avec raison, des éloges prodigués à *Don Alonso*, de M. de Salvandy, ouvrage complètement faux sous tous les rapports, M. Guesdon crut pouvoir essayer de nous donner dans quelques romans, tirés de l'histoire espagnole, une idée vraie des mœurs, des usages, et du caractère des peuples de la péninsule. Il a aussi tiré quelques sujets pris dans nos chroniques et dans l'histoire de notre révolution. M. Guesdon est presque le seul, jusqu'à présent, qui ait réussi à saisir la manière de Walter Scott. L'intérêt toujours soutenu, l'exactitude dans la narration des faits historiques, l'observation exacte du costume, la vérité des caractères, la vivacité habituelle de son style, en ont assuré le succès. Nous recommandons particulièrement la lecture de *Fray Eugenio*, du *Tartuffe moderne*, de *La dame de Saint-Bris*, et surtout de *Don Martin-Gil*, qui a classé l'auteur à la tête de ceux qui en France ont le mieux réussi dans le genre du roman historique. A peine une longue expérience s'est-elle débarrassé M. Guesdon de ce que sa modestie lui faisait redouter. A chacune de ses publications, il croyait que le livre serait plutôt sévèrement jugé qu'applaudi, et voilà pourquoi il a d'abord mis et a continué de mettre ses ouvrages sous le nom de *Mortouval*, ne voulant pas livrer le sien à la critique. M. Guesdon n'a pas moins bien réussi dans des compositions d'un autre genre. Il a publié l'histoire d'une partie de nos campagnes, de celles où les sévères leçons du malheur ont été données à la France comme à Napoléon, et il s'est acquitté de cette tâche, surtout pour la campagne de Russie, avec un talent fort remarquable. Son livre, comme composition historique, mérite beaucoup plus d'être lu que le célèbre ouvrage de M. de Ségur. M. Furcy Guesdon a publié : 1° *Le comte de Villamayor*, ou *l'Espagne sous Charles IV*, Paris, 1825, 5 vol. in-12 ; 2° *Le Tartuffe moderne*, Paris, 1825, 3 vol. in-12 ; 3° *Fray Eugenio*, ou *l'auto-da-fé de 1680*, Paris, 1826, 4 vol. in-12 ; 4° *Histoire des campagnes de France en 1815 et 1816*, Paris, 1826, 1 vol. in-8° ; ouvrage faisant partie de *l'histoire militaire des Français par campagnes*, et à laquelle ont coopéré MM. Tissot, Viennet, Saintine, etc. ; 5° *La dame de Saint-Bris*, chroniques du temps de la ligue (1567), Paris, 1827, 4 vol. in-12 ; 6° *Histoire des campagnes d'Allemagne, depuis 1807 jusqu'en 1809*, Paris, 1827, 2 vol. in-8° ; 7° *Le fils du meu-*

nier, première partie, *La sieg de Rouen* (chronique du temps de la ligue), Paris, 1828, 4 vol. in-12 ; 8° *Le fils du meunier*, deuxième partie, *Le siège de Paris* (chronique du temps de la ligue), Paris, 1829, 4 vol. in-12 ; 9° *Histoire des guerres de la Péninsule, depuis 1793 jusqu'en 1796*, Paris, 1828, 1 vol. in-8° ; 10° *Histoire de la campagne de Russie*, Paris, 1829, 2 vol. in-8° ; 11° *Maurice Pierret*, épiques de 1792, Paris, 1830, 2 vol. in-12 ; 12° *Don Martin-Gil*, histoire du temps de Pierre-le-Cruel, Paris, 1831, 2 vol. in-4°.

MORVAN. Voyez POÏRY.

MORVILLIÈRE. Voyez MAMON, au Supplément.

MOÛBOURG (JEAN-ANTOINE-MICHEL AGAR, comte de), ancien ministre des finances sous le roi Joachim, à Naples, naquit le 19 décembre 1771, à Mercin, près Cahors, département du Lot. Au sortir des classes d'alla à Saint-Domingue où sa famille avait une habitation. Il n'y resta pas sans interruption, mais il y retourna bientôt, et pendant ses deux séjours, de 1790 à 1794, il fut témoin des troubles qui prirent la France de 1790 à 1794, les Anglais le firent prisonnier au mois de juin, lorsqu'ils s'emparèrent de Port-au-Prince. Rendu à la liberté, il passa aux États-Unis, et y resta jusqu'au milieu de l'année suivante. Il n'arriva en France que vers la fin de 1795, ne formant, à ce qu'il paraît, d'autre dessein alors que de consacrer ses moments à la littérature et à la politique. La modération de ses principes dans les articles qu'il fournit, presque aussitôt, à diverses feuilles périodiques, suffirait pour rendre tout-à-fait invraisemblable l'imputation d'avoir émis dans les clubs de Cahors, en 1793, de ces opinions extrêmes au moyen desquelles tant de gens avaient cherché une popularité révolutionnaire. Mais de plus l'impossibilité du fait supposé dans la Biographie de Bruxelles, et ensuite dans quelques autres, est démontrée puisque M. Agar, parti de France en 1790, n'y rentra que plus de cinq ans après. Non seulement le règne des sociétés populaires était fini, mais M. Agar ne partageait nullement ce qui pouvait subsister encore d'une longue exaltation, dont la liberté même avait tant souffert. Ce fut en 1797 qu'il se rendit à Cahors ; il y exerça auprès des tribunaux les fonctions d'avocat, et ensuite il professa les belles-lettres, ayant obtenu une chaire au concours de 1799. Il fut l'un des trois députés de son département, dans la convocation faite par Bonaparte aux premiers jours de l'an 9, et cette circonstance l'introduisit chez Murat, qui avait fait aussi ses études à Cahors, ainsi que le général Besaïres. Murat possédait déjà la confiance du premier consul, et M. Agar pensa dès lors qu'il avait quelque chose de mieux à faire que d'enseigner les lettres dans sa petite ville. En partant pour commander en chef l'armée d'observation dans le midi, Murat fit nommer son compatriote commissaire près le gouvernement provisoire de la Toscane, déjà destinée à former le royaume d'Elirurie. Le traité de Lunéville ayant disposé de cette couronne en faveur de l'enfant don Louis de Parme, le commissaire français fit connaître, en avril 1801, cette stipulation au gouvernement provisoire, et, quatre mois après, il signa un accord à ce sujet avec le marquis de Venturo, chargé de prendre possession du pays au nom de ce prince. Cette mission ainsi terminée, M. Agar repassa les Alpes, et l'année suivante il devint président du conseil du département du Lot. En 1803 il entra au corps législatif, et fut fait officier de la légion d'honneur. Il fit ensuite toute la campagne de 1805 auprès de Murat. Néanmoins n'ayant reçu à cet égard aucune mission spéciale, et n'appartenant ni au corps des officiers, ni à l'administration de la guerre, il jugea à propos de conserver le costume de député, comme indiquant le seul titre qu'il portait en effet. Cette idée, assez naturelle, mais qui faute d'être autorisée par l'usage, pouvait être qualifiée peut-être de singularité, servit de prétexte aux insinuations de la malveillance dans l'article de la Biographie de Bruxelles que nous avons déjà citée. Cependant le député du Lot n'avait pas dû prévoir que l'on attacherait à cela quelque importance : ce n'était pas sous Napoléon que les membres du corps législatif pouvaient aspirer à l'espèce de puissance que les représentants avaient exercée comme procureurs au temps des comités. Murat à qui la fortune continuait

d'être favorable, et qui en 1806 fut fait grand-duc de Berg et de Cleves, en attendant qu'on le royaume, choisit M. Agar pour son ministre des finances. A ce haut emploi se joignit bientôt une autorité plus étendue. Au bout de deux mois Murat s'éloigna de cette principauté, où il ne reparut plus, et son ministre se trouva chargé de toutes les soins de l'administration ; mais il borna son propre traitement à 18,000 francs, parce que le président Bonaparte n'avait pas reçu davantage. Ici se présente encore un fait à éclaircir, et sur lequel le silence paraîtrait confirmer la calomnie. La biographie dont nous venons de relever d'autres erreurs, a dit, et plusieurs recueils du même genre l'ont répété, que le ministre du grand-duc abusant de sa position pour de certaines manœuvres fiscales, avait encouru les reproches de l'empereur même. Dès que cette allégation parvint à la connaissance de M. Agar, il en traduisit en justice l'auteur dont la condamnation était inévitable. Une vérité bien différente résulta même de ces débats juridiques. Il se trouva que le ministre, tant qu'il gouverna, pour ainsi dire, le pays de Berg, en éloigna le droit d'enregistrement, ainsi que les impôts connus sous le nom de droits réunis, enfin toute cette partie du système financier que Napoléon voulait étendre de la France aux pays relevant de l'empire, et que le duc de Berg n'évita plus lorsqu'ensuite il fut gouverné sous l'influence immédiate de l'empereur, au nom du fils du roi de Hollande. Il n'est pas moins constant, d'après une correspondance officielle, que les opérations financières du grand-duc furent soumises sans exception par Murat à l'empereur, qui les approuvait avant qu'elles eussent force de loi, et qu'ainsi il n'a pu les signaler lui-même comme trop entachées de cet esprit de facilité, dont en effet il ne tolérât pas toujours les petitesse. Outre ces lettres, deux autres ont été produites, l'une du prince de Hardenberg, ministre de Prusse, et l'autre du roi même : elles montrent combien le caractère du ministre de Berg a été méconnu en cela. Le traité par lequel la place de West était cédée à la France, fut négocié avec le duc de Cadore, au mois de septembre 1807, par M. Agar. Le grand-duc recevait en échange la principauté de Munster, et les trois comtés de La-murck, de Tecklenbourg et de Lingem. L'empereur était prêt à ratifier l'échange ainsi réglé : mais voyant que Murat hésitait, il ajouta une somme de 500,000 fr. provenant de domaines restés à la disposition de la France dans le pays de Berg, et alors ce fut le comte de Wester-Hold qui signa. En obtenant en mariage une des nièces du prince, M. Agar reçut aussi la terre de Mosbourg, située dans le grand-duché, et à laquelle était attaché le titre de comte, que toutefois il n'accepta qu'après s'être assuré qu'il serait confirmé par le gouvernement français. En 1808, au mois d'août, le comte de Mosbourg qui allait suivre à Naples, en qualité de ministre des finances, la prince Joachim, devenu roi, remit le grand-duché à l'envoyé de Napoléon, le comte Beugnot, qui croyait trouver en ce prince des fonds considérables, et qui fut trompé dans son attente. Persuadé d'abord qu'au moment où Murat se rendit à Naples, son ministre lui avait fait passer des fonds qui eussent dû rester dans le grand-duché, il en écrivit à l'empereur. Le comte de Mosbourg qui, loin de détourner les sommes en question, avait eu assez de prévoyance pour les faire verser où il convenait, fut obligé de se rendre à Paris afin de calmer et de démentir Napoléon. La vérification de ses comptes, par l'intermédiaire du duc de Gaète, fut si satisfaisante que l'empereur, lui rendant toute sa confiance, lui demanda même ses idées sur les améliorations financières dont le pays de Berg semblait susceptible. Le comte Beugnot qui avait eu avec le ministre de Joachim des altercations assez vives, reconnut son erreur, et signa, le 12 octobre de cette même année, un acte qui déclarait Napoléon redevable de 600,000 fr. envers le roi de Naples. Un incident d'une autre nature exigea une nouvelle justification du ministre du roi des Deux-Siciles. Par une violation ouverte du droit des gens, des bâtiments américains, attirés, disait-on, dans le port de Naples, au moyen d'une invitation positive, y avaient été confisqués. Mais à la suite des explications provoquées à ce sujet, on lut dans le *Journal des débats*, le 4 février 1816,

et dans d'autres feuilles les jours suivants, une note officielle du gouvernement rétabli dans les Deux-Siciles par les événements de 1814. Elle avait été remise à M. Pinckney, membre du ministère des Etats-Unis, et elle portait : . . . Du reste on voit par un rapport de M. Agar, ministre des finances de Murat, que l'ordre de confisquer les bâtiments, et les marchandises des Américains, émané primitivement de Bonaparte qui le signa de sa propre main, à la marge de ce rapport dans lequel M. Agar avait conseillé *précisément le contraire*. Mais si, par conséquent, on ne doit imputer ce que cet acte pouvait avoir de répréhensible qu'à Napoléon, aux volontés duquel Joachim lui-même était souvent réduit à se conformer, il faut observer qu'un ordre semblable n'était pas une injustice aux yeux de celui qui le donnait, mais un moyen de détourner des spéculations frauduleuses, et d'empêcher que le pavillon de l'union américaine ne continuât à couvrir des marchandises anglaises. Ce fut au commencement de 1809 que l'administration des finances de Naples fut confiée à M. de Mosbourg. Par l'effet des vicissitudes antérieures, les caisses de l'état se trouvaient vides, ainsi que celles de la banque, et l'on désespérait de percevoir la contribution foncière, dont les rentrées étaient presque nulles depuis treize mois. Le ministre s'occupa d'abord d'éveiller chez les intendants le sentiment de l'importance de leurs fonctions, et du bien qu'ils pouvaient opérer. La circulation se rétablit, les engagements du trésor furent remplis, et on eut le temps de présenter au conseil d'état le projet d'un nouveau mode de perception. Parfaitement adapté aux richesses territoriales du pays, le système du nouveau ministre éparpillait au gouvernement la défaveur qui provenait en d'autres lieux de la difficulté des recettes mal réglées. Quant aux droits de douane, le tarif général en fut réduit avec le concours des administrateurs les plus instruits, et des négociants napolitains les plus éclairés, et en observant de si équitables proportions, que l'industrie et l'agriculture en retirèrent de mutuels avantages, sans que la malveillance trouvât des prétextes pour y opposer quelque entrave. Malgré la réduction des droits, et la simplification de la comptabilité, ses produits répondirent généralement à l'attente, et justifiaient les calculs. Lorsqu'en 1814 le roi de Naples préparait sa perte en se détachant de la France, le comte de Mosbourg, étranger à cette erreur, prit le parti de quitter le ministère. La lettre de Joachim à cette occasion mérite d'être citée tout entière. « Monsieur le comte, lui écrivait-il, si en remettant votre démission du ministère des finances, vous eussiez manifesté l'intention de me quitter et de rentrer en France, je l'aurais acceptée sur-le-champ, parce qu'une détermination pareille aurait changé toutes les idées que j'ai de votre caractère et de votre attachement à ma personne : mais vous avez senti qu'avec des relations qui datent de notre enfance, et après quinze ans de confiance entière de ma part, et comme après quinze ans de dévouement sans bornes de votre côté, vous ne deviez jamais me quitter, quels que soient les événements. Toute autre manière de penser vous aurait fait perdre l'estime des gens d'honneur que toute votre vie vous a méritée et obtenu. Je n'accepte donc pas votre démission : cependant je ne veux pas contraindre les sentiments qui vous font redouter de vous trouver engagé à servir contre la France. J'en juge par les chagrins auxquels me condamnent mes devoirs envers mes peuples et ma famille. Je vous accorde en conséquence un congé, dont vous pourrez faire usage aussi long-temps que vous le jugerez nécessaire, et je vous autorise à remettre la porte-feuille au conseiller d'état baron de Noll, qui en sera chargé, comme il l'a déjà été dans d'autres circonstances. Vous pourrez le reprendre quand vous voudrez : je m'en remets à votre zèle pour les soins et la surveillance que vous pourrez donner à mes intérêts. Je n'exigerai jamais rien de vous contre la France, ni qui puisse vous faire renoncer à vos affections comme Français : les mêmes affections seront toujours dans mon cœur. Rome, 28 janvier 1814. » Signé JOACHIM NAPOLEON. » Ainsi dès que la paix fut conclue, le comte de Mosbourg se retrouva naturellement en possession du porte-feuille qu'il garda jusqu'au

commencement de mars 1815. A cette époque il s'opposait de tout son pouvoir à la guerre contre les Autrichiens : mais quand elle fut déclarée, il accompagna le prince, et le servit avec ardeur. Lorsqu'il fallut abandonner la Haute-Italie, il rédigea, dans des principes libéraux, une constitution : elle fut publiée à Naples, le jour même où Joachim s'en éloigna, pour ne s'en rapprocher qu'au moment de partir par l'effet de cette lâche prudence dont s'accommodait si bien la vieille politique. Les finances avaient été régies avec tant de sagesse que Joachim, loin de laisser des dettes contractées sous son règne, avait payé celles de Joseph, son prédécesseur immédiat, et jusqu'à celles de Ferdinand : aucun état de l'Europe peut-être n'était sous ce rapport dans une situation plus prospère. Les *Mémoires historiques sur Naples*, par le comte Orloff, renferment, au tome III, un précis des opérations du ministre de Joachim. Dans ces moments désastreux il était parti de Naples avec la reine, et, en 1816, il fit quelque séjour en Angleterre. Lorsqu'ensuite il réclama, à Berlin, la propriété de Mosbourg, le prince de Hardenberg ne fut d'abord que poli dans sa réponse du 31 octobre 1815, mais ensuite il prit apparemment une détermination plus favorable, puisque Frédéric-Guillaume, dans sa lettre du 31 décembre 1816 à ce sujet, s'exprime ainsi : « ... Je veux que le sequestre établi sur cette seigneurie soit levé, et que le comte de Mosbourg soit réintégré dans la propriété pleine et entière de ladite seigneurie : en quoi j'ai particulièrement égard à la bonne réputation du comte, et aux titres d'estime qu'il s'est acquis durant son administration du grand-duché de Berg comme ministre des finances. Je vous laisse le soin de faire connaître au comte cette marque de ma faveur. » Elle lui fut annoncée par le prince de Hardenberg, le 8 janvier 1819, dans les termes suivants : « ... S. M. le roi, voulant vous donner une preuve de l'estime que lui inspire le témoignage qu'on se plaît à rendre à votre conduite loyale et désintéressée, à l'époque où vous étiez chargé de l'administration du grand-duché de Berg, vient de vous réintégrer dans la possession pleine et entière de la terre de Mosbourg, etc. » Étant rentré en France après ce succès, il n'y eut pendant long-temps aucune part aux affaires : la littérature seule l'occupait. Cependant, lorsqu'en 1824 le trois pour cent fut imaginé par un ministre qu'on n'avait pas nommé dans l'intérêt des finances, mais pour les sacrifier à d'autres intérêts, le comte de Mosbourg, bravant avec toute la chaleur que produit une conviction profonde, la haine de M. de Villèle, attaqua cette loi artificieuse, d'abord au moyen de deux lettres qui ne la firent pas rejeter par la chambre des députés, puis dans un mémoire adressé aux pairs qui se déclarèrent contre elle. L'année suivante il combattit encore cette mesure proposée avec des modifications nouvelles, et qu'alors on adopta. En 1828, dans quatre lettres sur le déficit, il établit avec évidence que le ministre de Charles X, audacieux agent d'une cour habituée à dissiper la fortune publique, avait laissé languir tous les services essentiels, et tari les vraies sources de nos prospérités. Cette même année 1828, l'élection de M. de Mosbourg, candidat du département de la Seine, n'eut pas lieu, sans doute à cause du soin que l'on mit à reproduire alors les calomnies anciennes. En 1829, il fit paraître sur les contributions indirectes, trois lettres, où il démontra que cet impôt avait été exagérément accru par la restauration, qui dans le moment où il fallait abuser la France, avait promis de le supprimer. Élu député à la chambre en 1830, par le département du Lot, il s'y est assis au côté gauche, et il a été reçu pour la chambre de 1831, à l'unanimité moins une voix. Ses discours à la tribune ont généralement concerné l'objet politique sur lequel il jouit d'une grande réputation : les projets financiers du gouvernement n'y ont pas été approuvés. Dans ces occasions, comme dans ses écrits, M. de Mosbourg a montré une connaissance approfondie de ces matières, et a combattu avec tout le zèle d'un patriotisme qui ne s'est jamais démenti, des mesures funestes, ou des projets inutiles. Malgré ce que ces discussions peuvent avoir d'aride en elles-mêmes, il sait joindre l'esprit à la clarté, parce qu'il est excellent logicien, et que

d'ailleurs ses vues sont aussi simples que fécondes. Aussi le comptait-on parmi les hommes, en fort petit nombre, auxquels pourrait être confiée l'administration des finances de la France. La douceur conciliante et l'amenité des formes que l'on ne conteste pas à cet ancien ministre, serait aussi un avantage, soit pour obtenir une noble popularité, vrai succès de l'homme d'état, soit pour réussir dans d'importantes négociations. Ami d'un roi, et dépositaire de sa confiance, le comte de Mosbourg a dû rencontrer des ennemis, surtout des envieux, disposés à déprécier ses talents, et même à donner de son caractère ou de ses principes une opinion équivoque, mais ce qu'on a imprimé contre lui est tombé dans le mépris. Il est à remarquer d'ailleurs que M. de Mosbourg n'a jamais profité de la faveur où il se trouvait pour enrichir les membres nombreux de sa famille, et que nul d'entre eux n'a eu le malheur de succéder à des fonctionnaires destitués.

MOSOWA (de prince de la). Voyez NAR.

MOTTE (DE LA). Voyez VALON.

MOTTE PICQUET. Voyez LAURENT PICQUET, un corps de l'ouvrage où ce nom a été mal orthographié.

MOZART (WOLFGANG-AMADEUS), très célèbre compositeur, né le 27 janvier 1756, à Salzbourg, dans l'Allemagne méridionale. Des l'âge de trois ans, il reçut de son père, qui a écrit sur la musique instrumentale, quelques notions premières, ou plutôt quelques impressions, et trois ans après, il exécutait agréablement de petites pièces qu'il avait arrangées lui-même pour le clavecin. Son père l'ayant conduit à Vienne, vers cette époque, il excita la curiosité de l'empereur. Étonné des talents de son *petit sercier*, François I<sup>er</sup> le mit auprès de l'archiduchesse Marie-Antoinette, comme concubine dans les heures de récréation. En 1763, avant que sa huitième année fût accomplie, Mozart se fit entendre à la cour de Versailles. Lorsqu'il toucha l'orgue à la chapelle du roi, il ne parut pas inférieur aux plus grands maîtres, et la surprise augmenta lorsqu'il eut composé deux sonates, dont il dédia l'une à la fille de Louis XV, M<sup>me</sup> Victoire, et l'autre à la comtesse de Tressé. Mais en le livrant ainsi à toute l'impétuosité d'un génie prématuré, peut-être abrégé-on déjà sa carrière, ou laissait commencer trop vite en lui le développement des facultés les plus précieuses, les plus intimes. La capitale le vit soutenir dans deux concerts publics sa renommée naissante, et son portrait, grave d'après Carmonet, fut bientôt dans toutes les mains. Continuant sa tournée, à l'invitation des artistes célèbres, il alla en Angleterre l'année suivante. Georges III qui se connaissait en musique et même s'en occupait avec prédilection, se plut à rassembler le talent de cet enfant, comme on s'attache à l'observation d'un phénomène qu'on a peine à comprendre. On plaçait devant lui les morceaux d'harmonie les plus difficiles, entre autres ceux de Haendel. A la première vue, il en saisissait le mouvement et leur donnait l'expression convenable. Pendant son séjour à Londres, il composa six nouvelles sonates qu'il dédia à la reine Charlotte. Après avoir recueilli dans les principales villes des Pays-Bas et de la Hollande des applaudissements non moins unanimes, il fut ramené dans sa ville natale dont il avait été absent durant trois années, et il y consacra tout son temps à l'étude de la composition. Ses auteurs favoris étaient Haendel, Emanuel Bach et Hasse : quant aux maîtres italiens, il préférait de beaucoup les anciens aux modernes. Joseph II qui renaît lorsque Mozart se rendit pour la seconde fois à Vienne, lui demanda un *opera buffo*. C'était en 1781 : l'auteur n'avait que douze ans, et néanmoins la *Finta semplice* lui mérita les éloges de Hasse et l'admiration ainsi que l'amitié de Metastase. En 1779, à l'époque où se maria en France la princesse dont Mozart avait partagé les jeux, il jouissait déjà d'une telle réputation que ce fut à lui que s'adressa le théâtre de Milan pour un *opera seria*. Il fit *Mitridate* qu'on donna vingt fois de suite. A Bologne, la même année, il visita Martini, si habile dans la science du contre-point, et qui dit alors : « D'après les éclairs lancés par ce génie naissant, ce n'est pas trop hasarder que de prédire qu'au temps de sa splendeur, il ne laissera au-dessus de lui aucun rival. » Quelques épreuves

régulières que le jeune virtuose dut subir, furent très propres à confirmer cette opinion. Dans le dessein de se l'associer, les membres de la société philharmonique de Bologne, conformément à leurs statuts, le soumettent à l'examen. Enfermé seul dans un cabinet, il eut à y composer une fugue à quatre voix, d'après un thème donné. Une demi-heure lui suffit, et le diptone fut ainsi obtenu à un âge où nul autre encore n'avait osé y prétendre. Il s'arrêta peu à Florence, malgré les honneurs qu'il y reçut; cet empressement que lui témoignait la cour de Toscane, ne put le déterminer à se fixer auprès d'elle. Il avait un grand désir de passer la semaine sainte dans la métropole du catholicisme, de tous les cultes celui qui a le plus cherché dans les beaux-arts d'utiles auxiliaires. Enfin il entendit à Rome, dans la chapelle Sixtine, ce *Miserere* d'Allegri, dont on ne pouvait obtenir aucune copie, et il l'écoula avec une attention si heureuse, qu'après être sorti, il le nota tout entier. Pendant qu'on l'exécutait une seconde fois, le vendrâdi saint, il avait dans son chapeau cette copie faite de mémoire, et il vit qu'elle était fidèle. Le lendemain fut pour lui un jour de triomphe; il chanta le *Miserere* dans un concert, en s'accompagnant du clavecin, et ce prodige, tout-à-fait du goût des Romains modernes, les transports d'admiration. Clément XIV pardonna la transgression en faveur de ce plein succès. Il se fit présenter cet adolescent dont le front recevait tant d'éclat, et l'accueillit de la manière la plus gracieuse. Des applaudissements non moins bruyants l'attendaient dans la populeuse ville de Naples où toutefois sa précoce supériorité ne fut pas inexpliquable pour tous les esprits; on s'y disait, avec une pénétration qui aurait été digne du moyen âge, que tout le secret devait consister dans la possession de quelque talisman. Mais déjà Mozart était rappelé par ses regrets sur le sol de la Germanie. De retour à Vienne, il y vit Gluck auprès de qui il devint plus apte, de son propre aveu, pour les grandes compositions dramatiques. L'amitié de Haydn ne lui parut pas moins précieuse; il l'appela son maître, et lui dédia d'un œuvre de quatuors plus dignes d'un émule que d'un simple disciple. Lorsque Gluck donna son *Alceste*, Mozart qui se trouvait en France pour la seconde fois, fut consterné de la froideur des Parisiens. Il entra au foyer où l'auteur recevait les félicitations d'un petit nombre de personnes, tandis que les autres semblaient le plaindre de n'avoir pas mieux réussi. Encore ému de l'impression que venait de faire sur lui ce chef-d'œuvre, Mozart, qui avait alors vingt ans, se jeta, tout en larmes, dans les bras de Gluck, en s'écriant : « Les barbares ! que faut-il donc pour remuer leurs cœurs de bronze ? Console-toi, petit, lui fut-il répondu avec une assurance bien légitime, un jour ils ouvriront les yeux. » Gluck demandait trente années pour que les Parisiens changeassent à son égard; mais cette justice ne fut pas si tardive, et Mozart lui-même a vu *Alceste* enfin apprécié par ce public dont le mauvais goût l'avait choqué en 1771, au point de le faire renoncer à l'idée de travailler pour l'Opéra de Paris. Il eut d'ailleurs le chagrin de perdre sa mère dans cette ville, et il n'hésita plus à retourner en Allemagne où il se laissa entraîner quelquefois à des excès sans lesquels on pense que ses jours se seraient prolongés davantage. Il ne recut de Joseph II qu'un traitement de 300 florins; mais il lui parut naturel de s'attacher sans retour à ce prince dont il était le sujet, et il ne se donna pas à braver les offres beaucoup plus favorables que lui firent d'autres cours, entre autres celle de Berlin. Une marque plus particulière de son désintéressement ou de sa délicatesse mérite d'être citée. Dans une occasion où l'abbé de Joseph II un long entretien, ses amis qui l'accompagnaient à la sortie du cabinet impérial, lui demandèrent s'il avait su profiter de cette circonstance pour réclamer de plus forts émoluments. « Voulez-vous, leur répondit-il, que j'aie interrompu mon souverain tandis qu'il me parle avec tant de bonté ? » Je vous jure que l'idée ne m'est pas même venue de l'entretenir de mes intérêts. » En 1786, à la première représentation du *Mariage de Figaro*, mis en musique d'après l'invitation de Joseph II, les acteurs italiens jouèrent avec malveillance. Mozart devint court à la

loge de l'empereur, et la troupe menacée d'aller en prison, prend le parti de jouer avec un zèle tout contraire. L'année suivante, *Don Juan* fut composé pour le théâtre italien de Prague. A Vienne ce bel ouvrage eut quelques représentations, mais il n'y excitait aucun enthousiasme. Il fallut que Haydn s'élevât contre cette sorte d'injustice. Dans une nombreuse assemblée d'amateurs, chacun, excepté lui, ayant donné son avis, on voulut enfin qu'il s'expliquât, et il le fit en termes bien frappants, surtout après un silence calculé prut être. « Je ne suis pas, dit-il, en état de juger le différend particulier dont il s'agit; tout ce que j'ai à déclarer, c'est que Mozart est le plus grand compositeur qui existe. » Il avait fait en trois heures toute l'ouverture de *Don Juan*, et généralement il composait avec une étonnante facilité. Quelquefois, dans un même jour, ou dans une même partie de journée, il achevait deux morceaux dans des genres bien différents, ce qui était aussi un des caractères de sa fécondité. Quoiqu'il soit mort avant le milieu du cours naturel de la vie, au même âge que Raphaël, dont sa manière rappelait l'élevation toute poétique et la perfection, il s'est exercé dans tous les genres, non pas seulement avec succès, mais en excellent dans tous, depuis le quatuor jusqu'à la romance, ou même la walse, et dans la tragédie lyrique comme dans les chants sacrés. On ne cite aucun autre compositeur ancien ou moderne qui ait approché à ce point de l'universalité. Un des talents extraordinaires qui le distinguaient fut celui d'employer avec plus d'art qu'on ne l'avait fait jusqu'à lui les instruments à vent; il en obtenait des effets multiples qui n'altéraient en rien le chant principal, toujours pur, malgré la richesse de l'orchestre, toujours original et d'une mélodie parfaitement adaptée à la situation dramatique. Cette puissance d'harmonie lui donnait surtout une supériorité incontestable dans les *finals* d'opéra. Il n'a peut-être jamais été surpassé non plus quant à la rapidité du travail. Dans les moments d'inspiration, il écrivait sans faire usage du piano, et malgré la précipitation qu'il paraissait y mettre, rarement il faisait ensuite des ratures. On tient de la veuve même de Mozart des détails d'un intérêt presque romanesque sur le *Requiem*, un de ses principaux chefs-d'œuvre. Il lui fut demandé par un inconnu qui lui présentait une lettre anonyme dans laquelle, en l'invitant à composer une messe de *Requiem*, on le laissait stipuler le prix et indiquer l'époque où elle pourrait être terminée. Mozart répondit par écrit et se chargea de l'ouvrage, mais sans vouloir déterminer le moment où il le livrerait. A une seconde lettre sans signature on joignit la somme désignée par Mozart; mais en observant que si elle était trop faible, on s'engageait à ajouter une autre rétribution. Le billet contenait en outre cet avertissement que toute tentative pour connaître l'auteur de cette demande resterait infructueuse. On allait célébrer les fêtes du couronnement de Léopold II; les hommes les plus marquants de Prague désirèrent que Mozart s'y rendit, pour y donner, à cette occasion, un grand opéra. Au moment où il montait en voiture avec sa femme, le personnage qui lui avait été chargé des lettres anonymes se présenta, et demanda si le *Requiem* allait être oublié; mais il se contenta de la promesse qu'immédiatement après un court séjour en Bohême, l'engagement serait rempli. Mozart revint à Vienne dans un état de santé déjà inquiétant; néanmoins il s'occupait au-delà de cette messe avec une activité dont le danger croissant chaque jour lui ôta de ses mains la partition. D'après les conseils d'un médecin éclairé. Les lugubres pressentiments qui l'avaient affecté pendant ce travail, parurent se dissiper alors; cependant on se figura trop vite que sa santé se raffermissait. En lui voyant reprendre un peu de zèle, on lui rendit son manuscrit; mais bientôt il ne fut plus en son pouvoir d'écarter cette pensée que les funérailles pour lesquelles il travaillait seraient les siennes en premier lieu. Sans doute il hâta sa fin en se persuadant de plus en plus qu'elle approchait; une fois adoptée, avec trop de force, ces idées sinistres paraissent susciter ou nous de secrets moyens qui les réalisent. « Je meurs, dis-je tout haut, au moment où j'allais finir de mes travaux,



vou, après avoir triomphé des obstacles, j'allais écrire librement sous la dictée de mon cœur ! Il ne put même donner les derniers soins à cet ouvrage ; mais il a laissé dans l'*Agnes Dei* qui en fait partie, une empreinte de mélancolie profonde et digne d'un grand artiste qui, possédant encore tout son génie, adresse avec regret ses adieux à la terre où vivra sa mémoire. Quelques heures avant sa mort, qui arriva le 7 septembre 1791, il voulut qu'on mit sous ses yeux cette composition qui peut-être lui devenait plus chère par cela même, et il s'écria : « Ne sa-rais-je pas bien que je préparais pour moi ce chant de mort ? » Ses ouvrages sont aussi nombreux que variés : dans le catalogue qu'on en a fait, ils sont distribués en onze séries. On a remarqué que les morceaux dus à ses dernières inspirations pendant sa maladie, tels que *La clémence de Titus* et *La flûte enchantée*, étaient au nombre de ses chefs-d'œuvre. Les opéras italiens sont : *La finta semplice*, fait en 1768 ; *Mitridate*, en 1770 ; dans les deux années suivantes, *Ascanio in Alba*, *Il sogno di Scipione*, *Lurio Silla* ; en 1774, *La giardiniera* ; et de 1780 à 1791, *Idomeneo*, *La nozze di Figaro*, *Don Giovanni*, *Così fan tutte*, *La clemenza di Tito*. On trouve tous les détails désirables sur Mozart dans sa *Vie*, écrite par un de ses amis, le professeur Nicentachek ; dans une notice en tête du *Raguiem* publié en 1805, par le conservatoire de musique ; dans celle de Schlichtegroll, traduite par Winckler (*Magasin encyclopédique*), en 1801 ; enfin dans *Anecdotes concernant Mozart*, traduites par Cramer, Paris, même année, in-8°.

MUGNOZ (JEAN-BAPTISTE), ou mieux MUNOZ, historien, né en 1745, à Muscos, près de la ville de Valence, où de brillantes études commencèrent sa réputation. Il fut ensuite un de ceux qui introduisirent avec le plus de succès la philosophie moderne au milieu des écoles espagnoles. Dans un concours à l'université de Valence, il exposa même ce dessein sous ce titre : *De recto philosophia recentis in theologia usu dissertatio*. Il y prétendait que la philosophie, utile pour l'avancement général des sciences, s'accordait aussi avec la théologie révélée. Mugnoz a eu des imitateurs. De nos jours encore, à force de subtilités ou de prévention, des hommes recommandables du reste soutiennent cette thèse d'une manière séduisante. Il faut avouer cependant qu'un instinct plus sûr retient leurs adversaires ; ils protestent, non sans raison, contre un rapprochement dont le dernier effet sera de constater davantage une incompatibilité qui doit être pacifique, mais qui reste absolue. Néanmoins Mugnoz, instruit et laborieux, a rendu de vains services dans cette direction hasardée. À l'âge de vingt-trois ans, il donna une introduction à la *Rhetorica eclesiastica* de Louis de Grenade ; il y a traité des études indispensables pour acquérir l'éloquence particulière au clergé. Il enrichit aussi d'une préface chacun des autres volumes de ce dominicain, dont il donna une édition. À la même époque, il réimprima le *Logique* de Vernet, avec des observations préliminaires, et il écrivait contre les péripatéticiens. En 1775, Mugnoz, en publiant une nouvelle édition de *Collectanea moralis philosophia* de Louis de Grenade, mit en tête une dissertation qui lit beaucoup d'honneur à l'éditeur, et qui rentrait dans son système ; il l'intitula : *De scriptorum gentiliū lectione, et profanorum disciplinarum studiis ad christianam pietatis normam exigendis*. Un digne littéraire avec le P. Cesareo Pozzi, au sujet de son essai italien sur l'éducation des couvents, donna lieu à un petit écrit de Mugnoz par l'honneur de la littérature espagnole. Pozzi se défendit ; mais Mugnoz, bientôt occupé de travaux plus sérieux, ne fit pas paraître sa réplique à l'*Apologia*, imprimée à Perpignan. Nommé official de la secrétairerie d'état et cosmographe en chef pour les Indes, et chargé de rédiger une histoire d'Amérique, il passa plusieurs années à ramasser des matériaux dans les archives de Cadix, de Seville, de Lisbonne, ou même dans de simples bourgades. Indépendamment de beaucoup de lettres originales de quelques uns des personnages qui avaient le plus contribué à la prise de possession de l'Amérique, Mugnoz rassembla un si grand nombre de pièces ou-

bliées jusqu'alors, que, selon Calvarilles, elles auraient pu former cent trente volumes. En 1793, onze ans après avoir commencé ces recherches, il donna le premier tome de l'*Histoire du Nouveau Monde*, in-8°. Ce récit finit aux premières années du seizième siècle. Une critique minutieuse et trop sévère qu'on en fit à Madrid ne découragea pas l'ouvrage, et n'empêcha pas de le traduire en allemand, Weimar, 1798, in-8°, et en anglais, Londres, 1797, in-8°. Il ne paraît pas que les vicissitudes politiques de ces époques aient eu beaucoup de part à la lenteur avec laquelle furent préparés les volumes suivants ; mais un dérangement de santé arrêta l'auteur, et lorsqu'ensuite, ayant repris ses travaux, il se disposait à faire imprimer les tomes second et troisième, une attaque d'apoplexie termina ses jours, le 19 juillet 1799. Ces deux volumes même ne parurent pas, et l'ouvrage ne fut point continué. Il en fut ainsi des *Institutiones philosophicae* que Mugnoz écrivait en latin, et dont la partie relative à la logique était faite en 1787. On paraît lui avoir fausement attribué un *Discours sur l'économie politique* (en espagnol), 1779. Dans le *Magasin encyclopédique*, tome III de la 3<sup>e</sup> année, on a rendu compte de *Ensayo de Antonio de Lebrija*, par Mugnoz, 1796, in-8°.

MULGRAVE (CONSTANTIN-JEAN PIERRE, lord), navigateur, né le 30 mai 1755. Fils d'un pair d'Irlande, il fut de bonne heure destiné à la marine. Il était depuis environ huit ans capitaine de vaisseau, et déjà on le regardait, sous le rapport de l'instruction, comme un très bon officier, lorsqu'en 1795 il eut occasion de faire apprécier aussi son zèle et son activité. Il y avait plus d'un demi-siècle que l'on songeait au moyen de traverser les mers boréales. Daines Barrington insistait sur la probabilité du succès dans un mémoire présenté à la société royale de Londres, et cette société pressa le lord de l'amirauté d'expédier un bâtiment qui tentât le voyage du pôle. Le capitaine Phips s'offrit, et fut agréé. Deux bombarda misés sous son commandement, le *Carcass* et le *Rachester*, partirent de la rade du Nord le 10 juin 1773, s'avancèrent sans rencontrer de glaces jusqu'à la latitude méridionale du Spitzberg, et furent en vue de la terre le 29. Mais parvenu au 79° 34', le 5 juillet, Phips fut arrêté par la couronne de glaces qui fait encore regarder le pôle comme inaccessible. Toutes ses tentatives restèrent infructueuses : dès le 9, il fut persuadé que cette masse était impénétrable, du moins dans ces parages. Il ne s'éleva pas au-dessus du 80° 45'. Le 30 juillet, près des Sept-Iles, les deux navires, entourés de glaçons qui se réunissaient et s'accumulaient, furent un instant regardés comme perdus. Le temps était fort beau ; mais le court été de ces régions touchait à sa fin, et, le 1<sup>er</sup> août, on crut devoir se borner à sauver du moins les équipages. Cependant quelques jours après, lorsqu'on eut hâté sur la glace les chaloupes et les canots, le vent devint favorable, et les deux galères, ayant toutes voiles dehors, franchirent la barrière des glaçons qui avaient été en partie acérés ou brisés. Tout-à-fait dégagé le 10, le capitaine Phips mouilla au Spitzberg, y resta jusque vers la fin du mois, et repartit à l'embouchure de la Tamise le 25 septembre. Il fit partie de la chambre des communes en 1775, et remplit, en 1777, les fonctions de commissaire de l'amirauté. Avant la paix de 1783, il commandait un vaisseau de ligne. Éloigné du conseil de l'amirauté par les vicissitudes du ministère, il n'exerça depuis que des emplois peu importants ; mais, en 1784, il fut appelé à la pairie de la Grande-Bretagne. Le mauvais état de sa santé l'ayant décidé à quitter les affaires à l'âge de cinquante-neuf ans, et à se rendre sur le continent, il mourut à Liège, en 1794, le 10 octobre. Il avait contribué à l'établissement de l'académie d'architecture navale, et il était membre de la société royale de Londres, ainsi que de celle des antiquaires. Dans son expédition, il a été aidé, quant aux observations astronomiques, par Israël Lyons ; mais il a décrit lui-même, comme naturaliste, les rivages du Spitzberg, et, sous le rapport nautique, sa relation lui a fait plus d'honneur encore. Elle a paru à Londres, en 1774, sous le titre de *Voyage au pôle boréal*, etc., en 1775, in-4°, avec cartes et fig. Il en existe une traduction française, Paris, in-4°, et

une allemande, également avec cartes et fig., Berne, 1777, in-4°.

MULLER (Jean-Goussier), l'un des graveurs les plus distingués qu'ait produits l'Allemagne, naquit à Bernhausen-sur-le-Fildern, bourg à deux lieues de Stuttgart, le 4 mai 1747. Son père était maire ou juge de ce bourg. Le jeune Muller fut d'abord destiné à la théologie, et ses études préliminaires reçurent cette direction. Mais comme dans le temps qu'il fréquentait le collège de Stuttgart, il suivait aussi les cours de l'école de dessin fondée dans cette ville, en 1761, par le duc Charles de Wurtemberg; il fit dans cet art tant de progrès qu'il attira l'attention de ce prince, qui l'encouragea, lui fournit les moyens de suivre son penchant, et le détermina à s'adonner entièrement aux arts du dessin, ce qu'il fit en effet, en 1764, lorsqu'il était déjà sur le point d'entrer au séminaire de théologie de Tübingen. Il suivit d'abord l'école de peinture de Guibal, premier peintre de la cour de Wurtemberg; celui-ci lui conseilla de s'appliquer à l'art du graveur, qui était encore en Allemagne dans une situation peu brillante. A cet effet, il reçut du duc un traitement annuel qui le mit à même d'aller à Paris, où, sous la conduite de son compatriote le célèbre Wille, il s'adonna exclusivement au burin depuis 1770 jusqu'en 1776. Dans le cours de ces six années, il acquit un nom distingué comme graveur, et remporta plusieurs prix d'honneur à l'académie royale des beaux-arts de Paris, qui, en 1776, l'admit au nombre de ses membres. Mais, dans la même année, il fut rappelé à Stuttgart par le duc, son protecteur, pour y fonder une école de gravure. En 1785, on le rappela de nouveau à Paris pour graver le portrait en pied de Louis XVI. Plus tard, l'école fondée à Stuttgart par le duc Charles ayant été supprimée, les propositions les plus honorables furent faites à Muller, de Dresde d'abord, puis de l'académie de Vienne, pour qu'il se chargât de la direction des écoles de gravure établies dans ces villes. Mais ayant trouvé dans le roi Louis de Wurtemberg un généreux soutien, il resta fidèle à l'école de Stuttgart qui prospérait par ses soins, et qui eut la gloire de fournir à l'Allemagne des graveurs distingués. Parmi ses écoliers, l'un des plus célèbres fut, sans contredit, son fils Jean-Frédéric-Guillaume de Muller, dont il a pleuré la perte en 1816, et qui est si avantageusement connu par plusieurs grands morceaux précieux, notamment son dernier ouvrage dont il ne vit pas même la dernière épreuve : la Madona de Raphaël, de la galerie de Dresde. Muller était surtout renommé pour le portrait; celui de Louis XVI, déjà mentionné, qui est un des plus fins, et qui se distingue surtout par la netteté et la finesse du burin, ainsi que celui de Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie, le dernier qu'il ait exécuté, et qui parut en 1813, sont les plus célèbres parmi le grand nombre de ceux qu'il a gravés. Nous nommerons ensuite deux morceaux d'un autre genre, non moins connus que les précédents : ce sont la Madona della Sedia, d'après Raphaël, et son dernier ouvrage, la Mater sancta, qu'il grava en 1819, à l'âge de soixante-trois ans, époque à laquelle sa vue fut affaiblie le força d'abandonner son art. Outre cela, il s'est aussi exercé dans le genre historique, et l'on a de lui plusieurs pièces de ce genre qui sont renommées, entre autres le Combat de Bunkershill, d'après un dessin de Trombull. La réputation méritée que s'était acquise Muller lui obtint des distinctions et des honneurs. Il fut nommé membre ordinaire de l'académie des arts d'imitation de Berlin en 1804, puis de celle de Vienne en 1812; celle de Munich le reçut dans son sein en 1815, de même que celle de Copenhague. Enfin, en 1808, il fut, par son souverain, créé chevalier de l'ordre du mérite, et par le roi régent, en 1818, chevalier de l'ordre de la couronne. C'est le 14 mars 1830 que ce doyen des graveurs, créateur de l'école de gravure allemande, a été enlevé à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

MUNTER (Friedrich), évêque de Zelande, était né à Gotha, en Allemagne, le 14 octobre 1770. Son père ayant été nommé prêtre à l'église de Saint-Pierre de Copenhague, l'amena avec lui en Danemark en 1764.

Dans sa jeunesse, Munter fit deux voyages en Europe, pendant lesquels il contracta des liaisons avec un grand nombre de savants. En France, il avait pour amis Lanjuinais et Grégoire, et entretenait une correspondance intéressante avec l'Italie, par l'intermédiaire de Capece Latro, ancien archevêque de Tarante, et de Tamburini, le plus célèbre des théologiens de son pays. Munter avait une vaste érudition, surtout dans l'histoire de l'église et dans la science des antiquités. Il fut nommé professeur à l'université de Copenhague en 1788, et en 1808 le roi le désigna pour l'évêché du diocèse de Zelande. Après avoir passé par les différents degrés de l'ordre de Daneberg, il fut décoré de la grand'croix en 1817. Les écrits publiés par Munter, en danois, en latin et en allemand, sont très nombreux; nous indiquerons seulement ici les principaux : 1° *Notitia curiosa sur les traductions en vers de l'Apocalypse dans les diverses langues de l'Europe; des Mémoires, des Dissertations et des Recherches*; 2° *Sur les inscriptions antiques de Babylone et sur celles des anciens Etrusques, etc.*; 3° *Sur les anciennes inscriptions grecques et latines qui déclaient l'histoire du christianisme et jettent un nouveau jour sur l'authenticité des livres saints et des monuments chrétiens*; 4° *Sur les ordres de chevalerie du Nord*; 5° *Sur l'évangile apocryphe de Nicodème*; 6° *Sur la guerre des Juifs sous les empereurs Trajan et Adrien*; 7° *Sur l'introduction du christianisme dans le Nord*; 8° *La biographie de saint Ansbair, évêque de Hambourg, apôtre du Septentrion*; 9° *La biographie du pape Lucius 1<sup>er</sup>*; 10° *Des fragments d'une ancienne version latine, antérieure à saint Jérôme, des prophètes Jérémie, Eséchiel, Daniel et Osée*; 11° une édition nouvelle de *Firmicus Maternus*; 12° *La doctrine des Montanistes*; 13° enfin *Primordia ecclesiae africanae*, volume in-4°, publié en 1819, et l'une des dernières productions de l'auteur. A Rome, Munter avait retrouvé les règlements de l'ordre des templiers, et il avait publié un volume en allemand sur ce sujet; mais la règle elle-même n'a pas encore été imprimée. Munter l'a communiquée au grand-maître des templiers de Paris, dont la société conserve un manuscrit grec de l'évangile de saint Jean, qui a été l'objet d'une dissertation latine de Munter. On trouve sur ce sujet des détails étendus dans la nouvelle édition de *l'histoire des sectes religieuses*, par M. Grégoire.

MURAT (NAPOLÉON-ACHILLE), né à Paris, le 21 janvier 1801, est le premier né du mariage de Joachim Murat, roi de Naples, et de Marie-Anunciade-Caroline, l'une des sœurs de Napoléon. Cette princesse se trouvait dans la voiture de Josephine lors de l'explosion de la machine infernale, et elle était fort avancée dans sa grossesse. Elle fut frappée d'une telle frayeur qu'on fut obligé de la ramener au château, tandis que le premier consul et sa suite continuaient leur marche vers l'Opéra. Cette catastrophe influa naturellement sur la constitution de l'enfant que M<sup>me</sup> Murat portait dans son sein : aussi cet enfant fut-il de bonne heure sujet à des spasmes dont tout l'art des médecins ne put se rendre maître. Pendant le règne de Murat, il porta le titre de prince royal des Deux-Siciles, et vit bien jeune encore s'échapper des mains de son père la couronne qui lui était destinée. Obligé de fuir avec sa famille, en 1815, il fut conduit au château de Frandsdorf, dans la Haute-Autriche, où sa mère reçut bientôt la nouvelle de la catastrophe qui termina la vie aventureuse et pleine de gloire de son époux. A peine M. Achille Murat eut-il atteint sa majorité, qu'il résolut de quitter l'Europe et d'aller s'établir en Amérique. Ce désir, inspiré par l'amour de la liberté plus encore que par le regret du brillant avenir qu'il avait perdu, le conduisit dans les Etats-Unis. Il se fixa dans les Florides, y acquit des terres, et depuis ce moment il habita Wascosima, près de Tallahassee. Là il n'a pas dédaigné d'accepter de l'Union l'emploi de directeur des postes, et le fils d'un roi contribua de sa fortune et de ses travaux à la civilisation d'un peuple libre. Lorsque le général Lafayette alla visiter les Etats-Unis, M. Achille Murat fit un long voyage pour aller le voir, et passa plusieurs jours auprès de lui. Si l'on veut se faire une idée des principes, des talents et de l'esprit observateur du fils aîné de Joachim Murat, on doit lire la *Correspondance*.

dans l'édite entretenu par un nouveau citoyen des Etats-Unis avec un de ses amis d'Europe. Les premières lettres de cette correspondance ont été publiées, en 1838, dans la *Revue trimestrielle*. Ces lettres, que l'on sait être de M. Achille Murat, contiennent les détails les plus curieux et les plus intéressants sur les partis qui divisent la république et sur les nouveaux états de

l'Union. Le jeune observateur qui les a écrites promet de devenir un citoyen distingué de la grande confédération américaine. Puisse-t-il dans la retraite qu'il s'est choisie, loin des grandes faveurs de la fortune, être plus heureux que l'illustre guerrier dont il reçut le jour, et donner à sa mère les consolations dont elle a besoin dans son exil!

## N

**NAKWASKA** (Agnès), femme du sénateur castellan de ce nom, et fille de Krajewski, ancien instigateur de la couronne en Pologne, est née vers 1755. Elle s'est distinguée dans la carrière des lettres, d'abord par quelques productions légères publiées par les journaux de Varsovie, et ensuite par la traduction en langue française de *Maisina*, ou *l'instinct du cœur*, roman polonois de la princesse de W\*\*\* (Würtemberg de Czartoryska). Elle a publié, en outre, plusieurs nouvelles dans la même langue.

**NAPLES**. Voyez **FRANÇOIS**.

**NAPOLÉON**, empereur des Français. Voyez **BONAPARTE**.

**NAPOLÉON** (ACHILLE). Voyez **MURAT**, au *Supplément*.

**NAPOLÉON** (CHARLES), fils aîné du roi de Hollande Louis Napoléon et d'Hortense Beaubarnais, né à Paris, le 10 octobre 1808. Sa naissance donna à la France des espérances qui furent bientôt trompées. Napoléon, qui n'avait point alors d'héritier direct, adopta ce jeune prince. La malignité et l'envie donnèrent des explications calomnieuses à la tendresse paternelle qu'il lui témoignait; mais les gens sages et de bonne foi n'y virent que le désir et l'espoir de transmettre une puissance immense et le plus beau nom de l'univers à un héritier, indigne à la vérité, mais du sang impérial, et qui, élevé sous les yeux et par les soins de l'empereur, eût été pour lui tout ce qu'un fils pouvait être. La mort prématurée de Charles Napoléon, arrivée pendant la campagne de Prusse et de Pologne, en 1808, apparut comme un présage de malheur au milieu de la plus grande gloire de l'empereur. Cette catastrophe dérangea tous les plans qu'il avait conçus, et l'obligea à concentrer dans sa ligne directe l'espérance d'un héritier. Napoléon-Charles, qui annonçait dès l'âge de six ans les plus aimables qualités, mourut du croup, maladie alors peu observée. Il expira sous les yeux de sa mère, et la reine, voulant rester auprès de son corps inanimé, passa ses bras dans ceux de son fauteuil pour qu'on ne pût l'arracher à ce déchirant tableau. Enfin la nature succombant à une douleur si poignante, la malheureuse mère s'évanouit, et on prit ce moment pour la transporter dans son appartement, toujours sur le fauteuil qu'elle n'avait point quitté et que ses bras étreignaient convulsivement. Revenue à la lumière, elle poussa des cris perçants; ses yeux secs et fixés, ses lèvres bleues firent craindre pour ses jours, rien ne pouvait appeler les larmes sur ses paupières. Enfin un chambellan eut l'idée de faire apporter le corps du jeune prince et de le placer sur les genoux de sa mère: cette vue lui fit un tel effet que ses larmes jaillirent en abondance et la sauvèrent. Toute la France partagea la douleur de la reine Hortense, et nul ne pleura plus long-temps sur ce déplorable événement que l'impératrice Joséphine, qui devina facilement le funeste résultat que devait avoir pour elle la mort de son petit-fils.

**NAPOLÉON** (LOUIS-BONAPARTE), frère puîné du précédent, et fils comme lui du prince Louis, frère de Napoléon-le-Grand, et ancien roi de Hollande, et de la reine Hortense. Il était né le 11 octobre 1806. Il fut le premier de la famille Bonaparte qui fut inscrit dans les registres de l'état civil, comme prince français. Deux mois après, le pape Pie VII arrivant à Paris pour sacrer l'empereur, le jeune Napoléon fut baptisé par lui, en grande cérémonie, à Saint-Cloud, et tenu

sur les fonts de baptême par l'empereur et par Madame-Mère. En 1806, il suivit en Hollande son père et sa mère, et revint en France avec celle-ci, lors de la mort de son frère aîné, en 1807. Le jeune Napoléon retourna en Hollande avec sa mère, en 1810. On sait que le roi son père préféra renoncer à la couronne plutôt que de voir morceler la Hollande, et qu'il abdiqua en faveur de son fils, en laissant la régence à la reine. Le jeune prince fut reconnu par toute la Hollande, mais son règne fut de courte durée. L'empereur Napoléon l'envoya chercher par son aide-camp Lauriston, et réunit la Hollande à la France. Il donna au prince déposé le grand-duché de Berg. Le jeune Napoléon resta avec sa mère jusqu'en 1815. La seconde invasion de la France l'en fit sortir. Le jeune prince alla rejoindre son père en Italie, où il eut pour gouverneurs le capitaine d'artillerie Vaillard, élève très distingué de l'école polytechnique, et le colonel Armandi, ancien officier du royaume d'Italie. Elevé à Rome, où il fut entouré de bonne heure par cette jeunesse qui rêvait la régénération de l'Italie; séduit par l'intérêt qui s'attache à un peuple malheureux, et entraîné par cette secte qui travaillait dans l'ombre pour sa délivrance, il entra dans les carbonari à peine âgé de quinze ans. Lors des affaires de Naples, quelques soupçons s'élevèrent sur le jeune Napoléon. Son père, qui ne put croire qu'à quelque imprudence de son âge, l'emmena pour lors à Florence, où il s'établit définitivement. Le grand-duc l'accueillit avec tant de distinction que le jeune prince en fut toujours reconnaissant. En 1837, il épousa sa cousine germaine, la princesse Charlotte, seconde fille de Joseph Napoléon, ancien roi d'Espagne. Ce jeune homme étudiait beaucoup, et avec des succès qui promettaient un jour un homme très distingué. Il parut de lui, en 1838, une découverte ingénieuse sur la direction des ballons, dont il fut fait mention honorable dans le monde savant de Florence et de Paris. Il publia ensuite à Florence une traduction française de la *Vie d'Agricola*, de Tacite, et plus tard celle du *Sar de Rome*, écrite en 1837, par Jacques Buonaparte, un de ses ancêtres. Son dernier ouvrage est une *Histoire de Florence*, dont la première partie paraît en ce moment à Paris, et qui l'occupa long-temps par les recherches qu'elle nécessitait. Il avait établi une papeterie à Serravalle, dont il avait été lui-même l'architecte; il avait inventé de nouvelles machines qu'il avait fait perfectionner sous ses yeux, et dont la réussite avait comblé ses espérances. Un procédé nouveau, qui lui appartenait aussi, avait donné à l'acier employé dans ces ouvrages une trempe plus forte: il comptait en tirer parti pour la fabrication des armes. On connaît la lettre qu'il écrivit au moment où il apprit les événements de juillet 1830, et où il annonçait que jamais il ne consentirait à ce qu'on se servît de son nom pour troubler sa patrie. Mais aussi lorsque plus tard il apprit les événements de Modène, de Bologne et de la Romagne, il se rappela ses anciens serments, et, faisant taire tous ses intérêts, il quitta, le 30 février 1831, non sans de vifs regrets, sa jeune femme et son père, qu'on avait renvoyés de Rome d'une manière arbitraire, et se rendit avec son frère au-devant de la comtesse de Saint-Leu, leur mère, qu'ils avaient conjuré de quitter Rome dans ces moments de troubles. A Poligno, à Spoleto, à Terni, ils furent reçus avec des démonstrations de joie. Les jeunes princes organisèrent à la

hâte quelques centaines d'hommes qu'ils armèrent de tout ce qu'on put trouver. Le prince Louis se porta aux avant-postes d'Otricoli, et y déploya de l'intelligence et du courage. Le prince Napoléon, suivi de trente dragons et de volontaires à pied, se porta, dans les montagnes de la Sabine, au-devant de l'ennemi, qui était bien supérieur en nombre. Il se battit corps à corps avec un grand courage et beaucoup de présence d'esprit, et lorsqu'il revint à Terni avec les prisonniers qu'il avait faits, toute la ville l'entoura pour lui témoigner sa reconnaissance. Leur famille fit tout ce qu'elle put pour les détourner du parti qu'ils avaient embrassé : on y parvint jusqu'à un certain point, en leur montrant leur nom comme pouvant éloigner l'appui qu'on espérait du gouvernement français. Ils se rendirent alors à Bologne, et restèrent simplement attachés à la cause des patriotes comme simples volontaires. La famille voulait les rappeler près d'elle, mais ce fut inutilement. Lorsque les Autrichiens entrèrent sur le territoire du pape, les princes quittèrent Bologne et se rendirent à Forlì. Le prince Napoléon, déjà malade, voulut encore faire une reconnaissance jusqu'à Lago, en avant des Autrichiens, tant il s'indignait à l'idée d'une retraite. Le général Armandi, son ancien gouverneur, parvint, difficilement pourtant, à calmer cette valeur audacieuse. Mais les fatigues, et surtout les contrariétés qu'il éprouvait, irritèrent sa disposition inflammatoire, et il mourut à Forlì, le 17 mars 1831, après trois jours de maladie.

NAUBERT (CARLSTADT-BENNETT), romancier allemand très distingué, naquit à Leipzig, le 2 janvier 1757, du docteur Henbenstreit, un des plus savants littérateurs de son époque. Celui-ci ayant remarqué dans sa jeune fille un goût très prononcé pour les études, lui enseigna de bonne heure le grec et le latin. Ses progrès furent si rapides qu'à l'âge de dix ans, elle avait déjà traduit, en assez beaux vers allemands, le deuxième livre de l'*Énéide* et quelques fragments de l'*Illiade*. Bientôt elle s'essaya à composer des fables, des romances, des chansons et autres poésies légères, qui toutes obtinrent un succès de vogue dans les salons. Dès sa dix-huitième année, elle s'occupa à étudier les plus remarquables romans des différentes nations, ce qui lui fit concevoir une grande prédilection pour ce genre de compositions qu'elle appelait l'*épopee en prose*. En 1785, elle publia, sous nom d'auteur, un roman historique, intitulé : *Walther de Montberry*. Cet ouvrage, qui présente des caractères très bien dessinés, captura long-temps l'attention du public, et fut attribué aux plus célèbres écrivains de l'Allemagne. Encouragée par le succès de son premier roman, M<sup>me</sup> Naubert en donna dans la suite un très grand nombre d'autres, qui, pour la plupart, furent accueillis avec faveur. Son excessive modestie ou sa timidité lui interdisant de s'avouer auteur, elle fit paraître toutes ses œuvres sous le voile de l'anonymat. En 1818, elle fut frappée d'une maladie qui la priva de la vue et de l'ouïe, pertes qu'elle supporta avec une fermeté d'âme rare dans les personnes de son sexe. A peine guérie de sa maladie, elle fit une reculte qui termina ses jours le 12 mars 1819. M<sup>me</sup> Naubert a été mariée deux fois; elle épousa en premières noces un médecin de Leipzig, et en secondes, un négociant de Naumbourg. Ses œuvres forment cinquante-cinq volumes in-8°. Parmi ses romans, on distingue particulièrement : 1° *Walther de Montberry*, dont nous avons déjà parlé; 2° *Hermann d'Uana*; 3° *Elisabeth héritière de Feggenbourg*; 4° *Théa de Thurn*, Schiller a reproduit quelques épisodes de ce roman dans sa célèbre trilogie de Walstein; 5° *Conradin de Suabe*; 6° *Ilto*, *étranger de Mayence*; 7° *Gerdard de Waldbourg*; 8° *Eudora*; 9° *Emma, fille de Charlemagne*. Il existe une traduction française des quatre premiers de ces romans. Parmi les autres écrits de M<sup>me</sup> Naubert, on remarque un recueil de contes populaires, et *Azaria*, cadeau de Noël à la jeunesse, son dernier ouvrage.

NAUMANN (JEAN-AMAND), compositeur, né en 1745, à Blaswitz près de Dresde. Son père n'était qu'un laboureur, mais il l'envoyait à la ville prendre des leçons journalières de clavecin. Elles furent si bien mises à profit qu'à l'âge de quatorze ans Naumann charma

un virtuose que le hasard amenait dans la demeure paternelle : ils firent ensemble le voyage d'Italie. A Padoue, il recut de Tartini un accueil très favorable. Pendant huit années de séjour chez les Italiens, Naumann s'habitua tellement au goût de leurs artistes, que l'électrice de Saxe, grande musicienne elle-même, crut d'abord qu'il s'attribuait fausement une pièce envoyée par lui à son père, et que ce morceau était d'un homme célèbre dont la manière se trouvait parfaitement imitée. Lorsqu'elle fut démentie, elle se déclara la protectrice de Naumann, qui obtint ainsi la place de maître de chapelle du prince. Mais au sortir d'Italie, rester dans la Saxe, où d'ailleurs l'opéra était supprimé, c'était se condamner à l'inaction : on lui permit, en 1773, de repasser les Alpes. Ses compositions, destinées principalement aux théâtres de Vienne et de Naples, lui firent une grande réputation, et Gustave III chercha par des offres brillantes à l'attirer en Suède. Ce monarque écrivit même le poème de l'opéra de *Gustave l'asa*, honneur qu'une tête couronnée n'avait pas encore fait à un musicien. On se disputait Naumann dans les fêtes des cours du Nord ; mais il s'y arrêta peu de temps : fidèle à son pays et au prince à qui, jeune encore, il avait dû les premières faveurs de la fortune, il ne balança pas à se fixer définitivement en Saxe. Il était revenu à la musique d'église, et il s'y livra exclusivement. Le 27 mai 1801, étant dans le parc de l'électeur, il fut frappé d'une apoplexie foudroyante. Il avait un penchant si particulier pour l'harmonica, sur laquelle il était très fort, qu'il ne s'en séparait pas même en voyage, et qu'il a fait des sonates pour cet instrument presque abandonnées aujourd'hui. Ses ouvrages si nombreux sont aussi très variés : on y admire particulièrement des motifs heureux et des détails attachants par une grâce soutenue. Outre ses opéras italiens et allemands, il en a donné quelques uns en suédois et en danois. Dans ce qu'il a composé pour l'église, on place au premier rang la *Passion* de Metastase, ainsi que son *Gioseppe ricominciato*. Naumann a mis deux fois en musique le premier de ces morceaux, pour Padoue et ensuite pour Dresde, et deux fois aussi le second, pour Dresde, sur paroles italiennes, et pour Paris, sur paroles françaises. Il a fait de plus un nombre surprenant de pièces pour le clavecin, sans et surtout avec accompagnement. Wieland, qui avait une haute opinion de Naumann, a inséré en son honneur une notice nécrologique dans le *Mercur allemand*, année 1803.

NEBOT (don ALEXANDRE), connu sous les noms de Et. PANAZ, Et. FAYAT (le moine), chef de guérillas, né à Castellon de la Plana, en 1778. Après avoir fait quelques études, il entra dans un couvent de franciscains, près de Valence ; mais à l'arrivée du maréchal Suchet dans ce royaume, il sortit de son couvent, comme un grand nombre d'ecclésiastiques, et organisa une guérilla dont il fit l'une des meilleures de l'Espagne. Actif, intelligent et audacieux, mais cruel et vindicatif, il tourmentait horriblement les armées françaises. Il ne respectait ni les lois de la guerre, ni les droits de l'humanité. Son courage était barbare, son langage arrogant. Il avait coutume de dire, dans ses triviales jactances, que lui, Bonaparte et le commandant de Valence (M. de Rumford), étaient trois d'âbles, mais qu'il était le pire. On le vit souvent harceler des corps nombreux avec une poignée d'hommes, soutenir avec succès un engagement inégal, et communiquer à sa troupe l'enthousiasme dont il était animé. Si ses talents avaient égale son courage, il eût été de tous les généraux espagnols le plus fatal à l'ennemi ; mais il était dépourvu de connaissances militaires, et il manquait du génie qui supplée à l'expérience : ainsi ne commanda-t-il jamais que de petits corps. A la fin de 1812, il s'empara d'un riche convoi, et alla en pièces l'escorte qui le défendait. Au mois de janvier 1813, il avait sous ses ordres, entre Valence et Tortose, un corps de trois mille hommes, avec lequel il se porta sur les derrières du maréchal Suchet. Le gouverneur de Valence fit marcher à sa poursuite. Le moine en ayant été prévenu alla au-devant de ses troupes, leur fit cinq cents prisonniers, et s'empara de trois convois et de deux pièces de canon. Depuis

qu'il occupait ce pays, les habitants ne payaient plus de contributions aux Français. Il avait au contraire, placé des officiers dans les lieux convenables pour lever les contributions ordonnées par le gouvernement insurgé. Il avait établi des magasins, des manufactures d'armes et une junte. Enfin les exploits de ce moine guerrier mériteraient d'être cités avant ceux des autres partisans espagnols, s'il n'avait pas fait la guerre contre un peuple policé en moins du treizième siècle. Au rétablissement de Ferdinand VII, le père Nebot refusa de rentrer dans son couvent. Poursuivi comme un factieux, le général Helio allait le faire arrêter quand il parvint à s'échapper. Réfugié en France, il passa à Gibraltar. En 1830, il rejoignit les constitutionnels, et prit le commandement d'une de leurs divisions destinées à favoriser l'insurrection du royaume de Valence; mais dans l'intervalle de son départ de l'île de Léon et de son débarquement à Calpe, d'où il data sa proclamation intitulée : *Camp de la vengeance*, ce pays s'était prononcé : la révolution y était faite. Il avait alors le rang de brigadier, mais sans destination fixe. On ignore ce qu'il est devenu depuis le rétablissement du pouvoir absolu en Espagne.

NEERGAARD (TOXVUS-CUATVUS-BATTA), né le 26 novembre 1776, à Strömstuggard dans l'île de Zélande, en Danemark, mourut à Paris vers la fin de 1844. Il était gentilhomme de la chambre du roi de Danemark. Livré par goût à l'étude de la minéralogie, il parcourut l'Allemagne, la Russie, la Norvège, l'Italie et la France, et il a laissé les ouvrages suivants : 1° *Sur la situation des beaux-arts en France, ou lettres d'un Danois à son ami*, Paris, 1802, in-8°. Cet ouvrage a particulièrement pour objet les tableaux exposés au Louvre à cette époque. L'auteur montre partout dans ce livre une extrême prédilection pour l'école française. 2° *Journal du dernier voyage de Dolomieu dans les Alpes*, Hambourg et Mayence, 1802, in-8°. Dolomieu était l'ami de Neergaard; ils avaient fait ensemble une excursion dans la Suisse (25 janvier 1802). 3° *Les loisirs d'un étranger à Paris*, 1803, in-18; 4° *De l'état actuel des beaux-arts à Genève*, 1803, in-8° 5° *Voyage pittoresque au nord de l'Italie*, Paris, 1815-1815, in-folio. Les planches sont dessinées par Naubert et gravées par Debucourt. Il n'en a paru que cinq livraisons qui ont été accueillies avec d'unanimes éloges. 6° *Mes pensées*, 1813, in-8°. 7° *Mémoire sur les jets d'eau bouillants du Geyser et du Strook, en Islande*, par le lieutenant Olsen, traduction du danois, 1813, in-4°.

NEIPPERG (LÉOPOLD, comte de), chambellan autrichien, né en 1758, fut long-temps ambassadeur d'Autriche à Naples. Il inventa, en 1762, une machine pour copier les lettres, connue sous le nom de *copiste secret*, dont il fit paraître à Vienne, en 1764, la description, in-4°, avec six gravures in-folio. On doit aussi à Neipperg l'histoire fondée sur les documents originaux de toutes les transactions relatives à la paix conclue, le 18 septembre 1758, entre l'empereur Charles VI, la Russie et la Porte-Ottomane, Francfort et Leipzig, 1790, in-8°. Il entreprit cet ouvrage pour justifier la conduite de son père à qui la voix publique reprochait d'avoir agi contre les intérêts de la patrie en concluant la paix de Belgrade. Soixante-neuf pièces authentiques, toutes très intéressantes pour l'histoire du temps, sont jointes à cette histoire. Neipperg est mort à Schweiger, près de Heilbronn, le 5 janvier 1792.

NEIPPERG (ADAM-ALBERT, comte de), feld-marchal-lieutenant autrichien, chambellan de l'empereur François, etc., naquit à Salzbourg, en 1771, d'une ancienne famille wurtembergeoise qui s'était attachée au service d'Autriche. En 1812, il remplissait les fonctions de ministre plénipotentiaire à Stockholm, et prit une part active aux négociations qui amenèrent les traités de Saint-Petersbourg et d'Abo, par lesquels Bernadotte se joignit aux ennemis de sa patrie. C'est à cette époque que le comte de Neipperg épousa une femme qui l'avait éloignée de son mari, dont il eut cinq enfants, et qui mourut au commencement de 1815. L'année suivante, il fut rappelé de Stockholm, et passa dans la même qualité à Naples auprès de Joachim. Il entra en ce prince à signer, le

11 janvier 1814, un traité d'alliance offensive et défensive avec l'Autriche, par lequel Murat s'engageait à joindre trente mille hommes de ses troupes aux armées qui s'avanceraient pour envahir la France. Ces succès le recommandèrent trop à M. de Metternich pour que celui-ci ne s'empressât pas de lui confier une nouvelle mission. Le comte de Neipperg fut donc envoyé à Mantoue, muni d'une lettre du roi de Bavière pour son gendre le prince Eugène, et chargé de lui proposer de suivre l'exemple de son beau-père, et de couvrir une résistance que l'abdication de Napoléon rendait inutile. Mais Eugène se montra décidé à soutenir les droits de l'impératrice régente et de son fils. Neipperg reprit ensuite son service dans l'armée. Se trouvant aux environs de Genève avec un commandement, au mois de juillet 1814, lorsque l'impératrice Marie-Louise se rendit aux eaux d'Aix, en Savoie, il alla la recevoir à deux postes de cette ville. C'était alors un homme d'environ quarante-trois ans, d'une taille moyenne, mais d'une tournure distinguée. L'uniforme de hussard, qu'il portait habituellement, et une chevelure blonde et bouclée, lui donnaient un air jeune. Un large bandeau noir couvrait la cicatrice d'une blessure qu'il avait fait perdre l'œil. Son regard était vif, perçant, scrutateur; des manières élégantes et polies, un langage inépuisable, des talents agréables prenaient en sa faveur. Il ne tarda pas à gagner les bonnes grâces de Marie-Louise. Doué d'un esprit simple et délié, avoué en tout par le premier ministre, parlant au nom d'un père pour lequel Marie-Louise professait une grande soumission, ses progrès furent rapides dans la confiance d'une femme, jeune, d'un caractère facile et bon, éloignée de sa patrie adoptive, enlevée au dévouement du petit nombre de Français qui s'étaient attachés à sa personne, et encore livrée aux terreurs de la catastrophe la plus accablante qui ait fondroyé une si haute fortune. Après la saignée des eaux, Neipperg accompagna l'impératrice dans son voyage d'agrément en Suisse, et revint avec elle à Vienne. Marie-Louise fut alors flattée de l'espoir qu'elle obtiendrait l'entrée des états qui lui étaient promis, que son fils l'y accompagnerait et lui succéderait. Séparée de son époux par des obstacles insurmontables, elle concentra sur son fils toute sa sollicitude. Mais bientôt des difficultés surgirent au sujet de la concession faite à Marie-Louise des duchés de Parme, Plaisance et Guastalla. Le ministre d'Espagne mit en avant les prétentions de son souverain sur ces états; d'autres plénipotentiaires s'opposèrent au nom de leurs maîtres, à ce qu'un membre de la famille de Boursaparte eût une principauté indépendante. Neipperg, saisissant cette occasion de prouver son zèle, fit un mémoire pour combattre les prétentions de l'Espagne, et pour établir les droits de la maison d'Autriche sur les duchés en question. Enfin lorsque ces résistances, moitié réelles, moitié calculées, dont on effraya l'archiduchesse Marie-Louise, aboutirent à faire déclarer qu'elle obtiendrait d'être mise en possession des duchés, mais à la condition expresse que son fils ne l'accompagnerait pas, ce fut le comte de Neipperg qu'on chargea de lui arracher ce nouveau sacrifice; ce fut encore lui qui, lors du retour de Napoléon de l'île d'Elbe, fit signer à Marie-Louise la déclaration par laquelle elle protestait qu'elle était tout-à-fait étrangère aux projets de son époux, et qu'elle se mettait sous la protection des alliés. Au mois d'avril 1815, Neipperg prit le commandement d'une division de l'armée autrichienne d'Italie, et concourut aux succès qui entraînèrent la chute du roi Joachim, succès que la defection d'une grande partie des troupes napoléoniennes rendit peu difficiles. Les opérations commencèrent le 19 avril : il se porta d'abord sur Forlì, passa la rivière de Rocco et s'empara de la position de Casano. Quelques jours après, il parvint à se rendre maître de celles de Savigno et Rimini, entra à Fano, et continua à marcher en avant, quoique l'ennemi eût rompu tous les ponts. Pour détourner l'attention du roi Joachim des opérations du général Bianchi, il l'occupa par diverses attaques sur la route d'Ancône, et obligea enfin les faibles restes de son armée à se jeter dans des chemins impraticables. Neipperg entra le premier à Naples, et fut nommé

gouverneur de cette ville ; mais il ne conserva pas longtemps ce poste, car, au mois d'août, il passa avec sa division en France, où il fut chargé du commandement des départements du Gard, de l'Ardeche et de l'Hérault. A cette époque, Nîmes était en proie à la fureur d'une populace fanatisée. Le comte de Neipperg, à son arrivée dans cette ville fit désarmer les habitants, et déclara, dans une proclamation, qu'il punirait avec toute la sévérité des lois militaires quiconque se rendrait coupable d'un attentat contre la sûreté publique. Ces mesures à la fois sages et énergiques préservirent les protestants des insultes continuelles auxquelles ils étaient précédemment en butte, et rétablirent dans peu l'ordre et la tranquillité à Nîmes. A la fin de cette campagne, Neipperg suivit l'archiduchesse Marie-Louise dans ses nouveaux états avec des pouvoirs illimités. Continuant à Parme la mission qu'il avait précédemment remplie à Vienne avec un si grand succès, il déploya une vigilance extrême pour isoler l'archiduchesse de tous ses souvenirs passés, pendant qu'une police sévère fermait tout accès à quiconque aurait pu lui parler de son époux ou de la France. Il fit venir les nombreux pamphlets et écrits inspirés par la haine et l'esprit de parti pour donner le change sur le caractère de Napoléon, et eut soin que des lectures en furent faites au palais ducal. Enfin, pour tout dire, cette curiosité inquiète, qui cherche à pénétrer les secrets de la vie privée des souverains, a fait répandre en Italie le bruit que l'homme qui avait dans ses instructions l'autorisation de pousser les choses jusqu'ou elles pouvaient aller, avait mêlé la galanterie à ses moyens d'influence. On a dit que la princesse avait donné le jour à deux enfants, et qu'un mariage de conscience était venu couvrir du manteau de la religion une union prémaritée. On doit plutôt penser que ce mariage n'a été contracté par l'archiduchesse que pour pouvoir se livrer sans crime au sentiment prononcé qu'elle avait conçu pour Neipperg. Au mois de septembre 1808, il accompagna la duchesse de Parme à Vienne, et contracta dans ce voyage une maladie qui devint mortelle. Ayant voulu suivre cette princesse en Piémont, il habitait avec elle une maison de plaisance du roi de Sardaigne, lorsque son mal prit un caractère tellement grave que les médecins parurent en désespoir : le bruit même de sa mort se répandit. Son déplacement fut impérieusement commandé par cette étiquette de cour qui établit des distinctions même dans la mort, et qui ne souffre pas qu'un malade étranger à la famille royale meure dans ses résidences. On craignait que l'antipathie du souverain, autant que la règle du palais, avait rendu nécessaire son éloignement. Il fut transporté à Turin, et ramené dans une litère de cette ville à Parme où il succomba, le 31 décembre 1808, à l'âge de cinquante-sept ans. Marie-Louise en ressentit le plus vif chagrin : nous avons rapporté, dans ce supplément, à l'article Aglietti, médecin du comte de Neipperg, la lettre curieuse qu'elle lui écrivit pour le remercier de ses soins, et où elle print en même temps l'état de son ame. Il est de la justice de reconnaître que l'administration du comte de Neipperg laisse à Parme des regrets : que les pouvoirs absolus dont il a été investi ont été employés pour le bien du pays, et qu'une modération et une tolérance qui contrastent d'une manière remarquable avec le régime auquel sont soumis les pays voisins, ont présidé à ses actes. La duchesse de Parme a perdu en lui un ministre que son habileté lui rendait utile.

**NESSELRODE** (CHAREST-ROBERT, comte de), vice-chancelier de Russie, membre du conseil privé, ministre des relations extérieures, etc., est né en Livonie, le 1<sup>er</sup> septembre 1758, d'une ancienne et illustre famille allemande qui vint s'établir en Russie sous le règne de Catherine II. Après avoir fait de brillantes études, il visita les principaux pays de l'Europe, et obtint à son retour un emploi au ministère des affaires étrangères, qui, plus tard, lui ouvrit la carrière diplomatique. Sous le gouvernement d'Alexandre I<sup>er</sup>, il fut chargé de plusieurs importantes missions dont il s'acquitta d'une manière qui lui gagna au plus haut degré la confiance de ce prince, et lui valut cette prééminence dans le cabinet, de laquelle il jouit encore

aujourd'hui. Le comte de Capo d'Istria partagea longtemps avec M. de Nesselrode la direction du département des relations extérieures ; mais lorsqu'en 1821 la Russie désapprouva hautement l'insurrection grecque, et adopta envers la Porte-Ottomane un système opposé à celui qu'elle avait suivi jusqu'alors, le premier de ces ministres se retira, et M. de Nesselrode devint chef du département. Depuis 1815, il a conclu au nom de la Russie plusieurs traités de la plus haute importance. Ce fut lui qui signa à Breslau, le 19 mars 1813, la convention complémentaire du traité d'alliance entre la Prusse et la Russie, fait à Kalisz le 16 février de la même année. Le 15 juin suivant, il conclut à Reichenbach, avec lord Castlereagh, le traité qui stipula les subsides et autres secours que leurs gouvernements se fourniraient mutuellement pendant la guerre contre la France. Plus tard, il négocia avec M. de Metternich, plénipotentiaire d'Autriche, le traité d'alliance offensive et défensive qui fut ratifié à Teplitz, le 7 septembre suivant, et donna lieu à deux autres traités de la même teneur entre la Russie et l'Autriche, et entre la Russie et la Prusse. Dans la campagne de 1814, M. de Nesselrode suivit l'empereur Alexandre en France, et conclut, le 1<sup>er</sup> mars, à Chaumont, avec les ministres d'Angleterre, de Prusse et d'Autriche, le traité dit de la *quadruple alliance*. Il fut l'un des trois commissaires qui, dans la nuit du 30 au 31 mars régèrent avec le maréchal Marmont les conditions de la reddition de Paris qui eut lieu le lendemain. Immédiatement après, il adressa à M. Pasquier une réclamation en faveur des personnes emprisonnées à cause de leur attachement pour les Bourbons, et obtint leur mise en liberté. Toutes les notes, déclarations, adresses et autres pièces officielles, qui à cette époque émanaient de l'empereur Alexandre ou des puissances alliées, sont revêtues du contre-signt de M. de Nesselrode, et en grande partie rédigées par lui. Il signa encore le traité de paix du 30 mai 1814, et retourna bientôt après en Russie. Au congrès de Vienne, il déploya une activité prodigieuse, et se fit particulièrement remarquer par le zèle avec lequel il poussa les négociations relatives à la future confédération des états de l'Allemagne, confédération vivement désirée par Alexandre, si l'on en juge d'après la note que son ministre adressa, le 14 novembre 1814, aux légations autrichienne et prussienne, et qui porte « que son maître était flatté de voir, après le retour de la paix générale, les princes et les peuples de l'Allemagne sentir la nécessité d'adopter un système qui les mette à l'abri des suites dangereuses d'une position isolée, et qu'il était disposé à les aider de tout son pouvoir dans l'exécution de cette entre prise. » M. de Nesselrode prit part aux travaux de la commission du congrès chargée de présenter des moyens pour réprimer la traite des nègres. Il adressa, le 31 décembre 1814, aux plénipotentiaires d'Angleterre, d'Autriche et de Prusse la fameuse note qui avait pour objet le partage de la Pologne et l'incorporation des pays de Saxe à la Prusse, et signa, le 15 mars 1815, la déclaration des monarches contre Napoléon, et le 25 du même mois un nouveau traité d'alliance entre les huit puissances signataires du traité de Paris. Des cette époque, M. de Nesselrode accompagna l'empereur Alexandre dans tous ses voyages, et fit partie des congrès et réunions de souverains et de ministres qui eurent lieu en 1818 à Aix-la-Chapelle, en 1820 à Troppau, en 1821 à Laybach, et en 1823 à Verone. Lorsqu'en 1825 les empereurs d'Autriche et de Russie eurent une entrevue à Gœrnitz, en Bohême, M. de Nesselrode fut envoyé à Lemberg, où une maladie retint M. de Metternich. Les conférences de ces deux diplomates durent lieu à bien des conjectures dont aucune cependant ne s'est réalisée. Le zèle et le dévouement que M. de Nesselrode déploya pour la sainte alliance lui a valu de hautes et éclatantes récompenses des monarches signataires de ce pacte. Il est décoré des principaux ordres de l'Europe, et posside en Russie des terres immenses dont il est en partie redevable à la munificence d'Alexandre. L'empereur Nicolas, qui, à son avènement au trône, adopta sans modification les principes qui dirigèrent la politique de son prédécesseur,

a conservé à M. de Nesselrode toutes les charges qu'il avait, et lui a conféré, en 1828, la dignité de vice-chancelier de l'empire.

NETO. *Foyes* MASCARENHAS.

NEU-MAYR DE FLESEN-SEILRITZ (ANTONIO), est né à Vienne en 1773. Il fit ses études à l'université et ensuite dans l'académie impériale de cette capitale. A dix-huit ans, il suivit les armées autrichiennes dans la guerre contre la Porte, et, après la paix avec les Ottomans, il marcha avec l'armée sur le Rhin, puis en Italie, contre les Français, et fut fait deux fois prisonnier. Malgré l'avancement qu'il avait obtenu, il quitta l'état militaire en 1799, le traité de Campo-Formio paraissant alors devoir faire jouir l'Europe d'un long repos. Passionné pour les sciences, M. Neu-Mayr suivit alors, à l'université de Padoue, les cours de philosophie et de médecine, et se fit recevoir docteur. Cette réception lui valut de très éloges qu'en 1804 il fut nommé premier médecin du cordon sanitaire à Verone. La mort du célèbre Comparetti, son protecteur, et la présence des armées françaises, lui enlevèrent sa position. Sa science médicale ne suffisant pas à ses besoins, il fut obligé d'accepter des emplois civils de différents genres. Pendant près de neuf ans, il remplit la charge de chef du district de Mestre. Il devint enfin commissaire supérieur de police à Vicence. Sitôt qu'il eut acquis la connaissance approfondie et l'usage de la langue italienne, il s'en servit pour publier plusieurs mémoires dans cette langue, ce qui lui valut le titre de correspondant de l'académie de Padoue. Pour répondre à cette marque d'encouragement, et par reconnaissance aussi pour la ville de Padoue, il entreprit l'explication historique et pittoresque du Pré de la Vallée de cette ville, pour laquelle la municipalité lui offrit une récompense accompagnée d'une lettre très flatteuse. La ville de Padoue montra quel prix elle attachait à cet ouvrage lorsque, visitée par l'archiduc François-Charles, elle crut ne pouvoir lui offrir rien de plus intéressant et de plus distingué que l'exemplaire cylindre que M. Neu-Mayr avait déposé à la municipalité de Padoue. A l'apparition de ce livre, les sociétés littéraires et scientifiques de Mantoue, d'Arezzo, de Florence, de Vienne et de Venise, s'empresèrent d'admettre l'auteur parmi leurs membres, et l'académie des Arcades de Rome le mit au nombre des Arcadiens. Ces témoignages honorables les sont justifiés par ce qu'en dit, le 4 mai 1808, l'Institut impérial de Bologne. Ces honneurs cependant n'affectèrent pas l'auteur aussi agréablement que le suffrage de l'immortel Canova, qui, après avoir lu cet ouvrage, lui écrivit aussitôt, le 11 avril 1807, une lettre des plus obligantes. Dans la suite, M. Neu-Mayr obtint un libre accès dans la riche galerie du célèbre maréchal Manfredini, ce qui lui inspira un tel goût pour le dessin et la peinture qu'il publia bientôt son *Essai sur les estampes*, dans lequel il a décrit tout ce qu'il y a de beau depuis Finiguerra jusqu'à Morghen. Il publia ensuite un savant mémoire sur la peinture, dans lequel il ne traite pas seulement de son histoire, mais il y caractérise encore chaque école, et le termine par le catalogue détaillé de tous les tableaux qui existent dans la célèbre galerie de son illustre protecteur, et qui présente presque tous les chefs-d'œuvre de la plupart des écoles célèbres de l'Europe, en commençant par Raphaël. Ce nouvel ouvrage, très utile à ceux qui veulent s'appliquer à l'étude des beaux-arts, est écrit avec autant de clarté que d'élégance. Il valut à M. Neu-Mayr les éloges des académies d'Arezzo, de Rovigo et de l'athénée de Trévise qui le requèrent parmi les compagnons de leurs travaux. Lorsque les armées autrichiennes parurent, en 1813, sur le sol italien. M. Neu-Mayr voulut propager dans ces contrées la mémoire de plusieurs de ses célèbres compatriotes, et il publia les premières livraisons de ses excellentes et curieuses recherches sur les artistes allemands. A cette occasion, l'archiduc Ferdinand d'Autriche écrivit à l'auteur, en mars 1813, les choses les plus flatteuses accompagnées d'un riche présent. Le seigneur Acerbi, dans sa *docte Bibliothèque italienne*, 79<sup>e</sup> cahier, ne fait aucune difficulté pour dire que ce recueil est le plus riche et le

plus complet en notices en ce genre de tout ce qui a été écrit jusqu'à présent chez les quatre nations les plus éclairées de l'Europe. Nous passons par-dessus plusieurs mémoires intéressants dont nous donnerons les titres plus bas. Nous dirons seulement que la grande facilité du style de M. Neu-Mayr et le talent qu'il a mis dans son examen des œuvres de Raphaël, de Léonard de Vinci, du Dominicien, etc., firent dire au savant chanoine Grieco, dans le 66<sup>e</sup> cahier du *Journal littéraire de Trévise*, où il traite du Mazzolino « qu'il semble que l'on ait devant les yeux le tableau » qui y est décrit. Le dernier ouvrage que nous connaissons de M. Neu-Mayr est un mémoire qu'il a lu à l'athénée de Venise pour démontrer l'existence d'Erhard IV, comte d'Alsace, et de Contram d'Habsbourg, comme originaires de la maison régnante d'Autriche. Ce travail, qui coûta beaucoup de peine à l'auteur, fut appuyé par un arbre généalogique très exact, explique par des éclaircissements importants que l'auteur avait recueillis dans ses relations avec le maréchal baron Vincent, historiographe et diplomate, alors ambassadeur à Paris, et qui, descendant d'une illustre famille de Lorraine, communiqua à M. Neu-Mayr les principales preuves de ce qu'il avait avancé. M. Neu-Mayr a montré du caractère et du courage à l'armée, ainsi que dans les troubles civils. Bien que d'un cœur compatissant, il a toujours religieusement fait exécuter la loi dans ses rigueurs; mais il cherchait les moyens légaux d'adoucir le sort des coupables. Une morale saine et toujours présidée à ses compositions, où il ne s'attribue jamais ce qu'il a pris à d'autres auteurs. Ce savant a publié : 1<sup>o</sup> (en allemand) *Pensées, ou hymnes au soleil*, avec la traduction italienne en vers libres du comte François Pimbiolo, ayant pour titre : *Inno al sole*, Padoue, 1802, in-8<sup>o</sup>; 2<sup>o</sup> *Mémoire physiologique sur la vie de l'homme*, 1802 (manuscrit); 3<sup>o</sup> *Représentation de dix années (1790 à 1800) sur les progrès de l'anatomie et de la physiologie en Allemagne*, 1803 (manuscrit); 4<sup>o</sup> *Description du Pré de la Vallée de Padoue*, Padoue, 1807, 2 vol. in-8<sup>o</sup>; 5<sup>o</sup> *Essai sur les meilleures estampes*, Padoue, 1808, in-8<sup>o</sup>; 6<sup>o</sup> *Mémoire historique et critique sur la peinture*, Padoue, 1812, in-8<sup>o</sup>; 7<sup>o</sup> *Les artistes allemands*, Venise, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 6 vol. in-8<sup>o</sup>; 8<sup>o</sup> *Vis et œuvres d'Albert Dürer*, Venise, 1823, in-8<sup>o</sup>; 9<sup>o</sup> *Mémoire historique, théorique et pratique sur les écoles de peinture de l'antiquité et de Rome*, 1823 (manuscrit); 10<sup>o</sup> *Mémoire historique, théorique et pratique sur les écoles de peinture de Parme, de Florence, de Bologne, de l'Allemagne, de la Hollande et de la France*, 1822 (manuscrit); 11<sup>o</sup> *Mémoire historique, théorique et pratique sur les écoles de peinture de Crémone, de Ferrare, de Gênes, de Milan, de Modène et de Sienne*, 1823 (manuscrit); 12<sup>o</sup> *Essai théorique et pratique sur la peinture de l'histoire*, 1824 (manuscrit); 13<sup>o</sup> *Essai théorique et pratique sur la peinture mythologique*, 1825 (manuscrit); 14<sup>o</sup> *Bouquet pittoresque*, Vicence, 1826, in-8<sup>o</sup>; 15<sup>o</sup> *Mémoire pour servir à l'explication de la généalogie d'Erhard IV, comte d'Alsace, et de Contram, comte d'Habsbourg, descendants de Rigomer en 940, et originaires de l'illustre maison d'Autriche régnante*, 1828 (manuscrit); 16<sup>o</sup> *Berueil de poésies en l'honneur de Neu-Mayr, promu à la charge de commissaire impérial et royal supérieur de police à Vicence*, deux éditions, l'une faite à Trévise, l'autre à Vienne, 1824, in-8<sup>o</sup>. Tous ces ouvrages sont en italien.

NICANDER (HENRI), astronome, membre de l'académie des sciences de Stockholm, né le 18 avril 1742, dans la Sudermanie, en Suède, où son père était un simple paysan. Il fit ses premières études à Nyköping, d'où il passa au gymnase de Stregnez, et, plus tard, en 1763, à l'université d'Upsal. Le peu de moyens que son père pouvait lui offrir pour son entretien l'obligea de consacrer une partie de son temps à l'enseignement; mais son application lui fit surmonter tous les obstacles, et il eut avec honneur son examen pour le grade de docteur en philosophie, en 1767. En 1770, sa dissertation *De quadrante murali* lui fit obtenir un emploi à l'université, auquel il renouça pour se livrer entièrement à l'étude de l'astronomie. Le 16 novembre 1776, il fut nommé membre de l'académie des

sciences de Stockholm. Après la mort du célèbre Wargentin, en 1784, Nicander devint premier secrétaire de l'académie, et en 1790 secrétaire de la commission des tableaux statistiques. Il était membre de toutes les sociétés savantes de la Suède, ainsi que de celles de Copenhague et de Manheim. Nicander conserva les fonctions de secrétaire pendant vingt-sept ans, et sut encore employer ses loisirs à faire des observations astronomiques très importantes et à rédiger des calendriers. Il a publié plusieurs traités qui sont insérés dans les mémoires de l'académie des sciences, parmi lesquels on doit remarquer : 1° *Explication sur la pompe spirale de Virsi*; 2° *Observations sur le passage de Mercure sur le soleil*; 3° *Observations sur l'éclipse du soleil en 1787, 1788 et 1791*; 4° *Sur l'éclipse de la lune en 1788 et 1789*; 5° des *Tableaux statistiques de la Suède et de la Finlande*. Dans les *Act. acad. Theod. Palatinae*, à Manheim, se trouve un traité intitulé : *Observations météorologiques*. Le roi, comme une preuve de satisfaction, accorda à Nicander le titre de conseiller de la chancellerie. Il mourut à Stockholm, le 11 février 1815.

NICOLAS I<sup>er</sup> (Pawlowitch), empereur de toutes les Russies. Ce prince, né le 2 juillet 1796, monta sur le trône le 1<sup>er</sup> décembre 1825, et succéda à son frère Alexandre Pawlowitch. Troisième fils de Paul I<sup>er</sup>, il ne paraissait pas destiné à porter une couronne que la mort prématurée de son père et de son frère a fait passer sur sa tête. Eloigné par son jeune âge du théâtre des guerres qui désolèrent l'Europe jusqu'en 1814, il fit, après la pacification de Paris, plusieurs voyages en France, en Allemagne et en Angleterre, accompagné du grand-duc Michel, son frère. Il avait épousé, en 1817, la princesse Frédérique-Louise-Charlotte-Wilhelmine, fille du roi de Prusse régnant, qui prit les noms d'Alexandra-Feodorowna, et il vivait étranger aux affaires politiques, entièrement livré à des études sérieuses, dans son palais d'Anitschkoff quand un événement inattendu l'appela à la souveraine puissance. La nouvelle de la mort d'Alexandre arriva le 7 novembre 1825 à Warsovie, deux jours avant qu'on l'apprit à Petersbourg. Aussitôt le vice-roi fit assembler les autorités et les régiments qui tenaient garnison dans la ville, et leur fit prêter serment au czarowitch Nicolas, leur nouvel empereur. L'expédition des ordres en conséquence dans toutes les provinces de son gouvernement pour qu'on remplit les mêmes formalités. Il avait renoncé à la couronne de toutes les Russies, il se montra le fidèle observateur de sa promesse. L'histoire ignore encore les causes de cette renonciation. On l'a généralement attribuée au mariage du prince Constantin avec la princesse de Lowicz (Jeanne Gruijska, fille d'un simple gentilhomme polonais), après son divorce avec la grande duchesse Ulrique de Saxe-Cobourg (née 1810). Le sang impérial russe ne souffrit pas de mésalliance. Quoiqu'il en soit, on savait, par une indiscrétion de la *Gazette de Berlin*, qu'un acte de cette renonciation avait été signé du prince, et déposé dans les archives du sénat et dans celles de l'église de l'Assomption à Moscou. On s'attendait qu'après la mort de son frère, Constantin protestât contre cet engagement. Il trouva cette conjecture. Pendant qu'il donnait un exemple de fidélité à ses promesses si rare chez les princes, Nicolas montrait une pareille générosité. A la nouvelle de la perte que l'empire venait de faire, il regarda comme nulle la renonciation imposée à son frère, et s'empessa de lui faire prêter serment de fidélité par tous les corps de l'état. L'histoire ne rapporte pas beaucoup d'exemples d'un débat aussi généreux entre deux frères qui pouvaient se disputer le plus grand empire du monde. Cependant de nouvelles dépêches de Constantin ne laissant plus de doute sur sa résolution de renoncer au trône, il fallut faire prêter aux soldats et aux fonctionnaires religieux et civils le serment d'obéissance à l'empereur Nicolas. Tout l'empire le prêta; mais le sang coula dans Petersbourg. Une association, formée entre des bourgeois et des militaires de la capitale, à l'imitation du *Tugend-Bund*, avait résolu de changer l'ordre de choses en Russie, et d'y proclamer le gouvernement représentatif. Elle choisit pour commencer l'exécution

de son projet, dont l'accomplissement demande un peuple mûr pour la liberté, le 26 décembre, jour où l'on devait jurer obéissance au nouvel empereur. Des bruits, répandus à dessein, annonçaient que le prince Constantin revendiquait le trône, qu'il marchait en armes sur la capitale, et qu'il y venait fonder le gouvernement constitutionnel. Egares par leurs chefs, séduits par leurs promesses, les régiments de Moscou, les grenadiers du corps et les marins de la garde refusèrent le serment, et crièrent *vive Constantin* ! A la nouvelle de ce désordre, le jeune empereur sortit de son palais à la tête du régiment de Préobrazynski, et le canon dispersa en un moment les révoltes. On rapporte de ce prince un trait de présence d'esprit bien rare dans ces terribles conjonctures. Avant qu'il eût décidé à employer la force, et pendant qu'il observait auprès de son palais, entouré de quelques aides-de-camp, la marche de l'insurrection, une foule de soldats menaçants se porta au-devant de lui. « Où allez-vous ? leur dit-il ; vous cherchez les rebelles ? ce n'est pas de ce côté ; c'est là-bas qu'ils sont assemblés. » Et ces mots, prononcés d'un ton ferme, arrêtèrent, intimidèrent et dissipèrent l'attroupement. Le lendemain de l'émeute, l'empereur passa tous les régiments de la garnison en revue. Il accorda à ceux de Préobrazynski et de Sémenofsky le droit de porter sur leurs épaulettes le chiffre d'Alexandre I<sup>er</sup>, et il dit aux marins de la garde : « Vous avez perdu l'honneur, tâchez de le recouvrer ; je vous parlerai. » Ces soldats répondirent par un *khourra* général de reconnaissance et de dévouement. Quand le prince Serge Trubetskoï, chef des conjurés, fut conduit dessein devant l'empereur, il essaya de soutenir son innocence : mais à la vue des papiers qu'on mit sous ses yeux, il tomba à ses pieds, implorant sa pitié et demandant grâce de la vie. Le monarque lui répondit : « Si vous vous sentez la force de survivre à votre honte et aux remords de votre conscience, vous pouvez annoncer à votre épouse que je vous fais grâce de la vie : c'est la seule chose que je puisse vous promettre. » Après cette déclaration, Trubetskoï fut conduit à la citadelle avec une trentaine de ses complices. Cette affaire fut portée à la haute cour de justice de Petersbourg, et sur cent vingt-un accusés traduits devant elle, et divisés en douze catégories, treize-six furent condamnés à mort, la plupart des autres aux travaux forcés à perpétuelle ou à temps, avec dégradation de la noblesse, et à l'exil perpétuel en Sibérie après l'expiration de leur peine ; mais l'empereur adoucit cette rigueur ; il commua la peine de plusieurs des condamnés, et montra la plus noble indulgence pour ceux que leur extrême jeunesse excusait de s'être laissés attirer à une secte dont ils ne connaissaient le but qu'imparfaitement. Cette conjuration, ces troubles jetèrent sur les premiers jours du règne de Nicolas une sombre couleur ; mais le caractère du jeune monarque rassura ceux qui le connaissaient, et le nouveau règne s'annonça bientôt par plusieurs actes de sagesse et de modération. Dès son avènement, l'empereur avait promis aux Russes et aux Polonais de continuer le gouvernement d'Alexandre ; à ceux-ci de maintenir les institutions que son frère leur avait données, et à tous les cabinets d'observer les maximes conservatrices de la paix générale et les traités qui liaient la Russie aux autres puissances. C'est dans ces circonstances que parut le manifeste qui, d'après l'usage immémorial dans la monarchie russe, réglait, dans le cas de mort de l'empereur régnant, l'établissement d'une régence, et, dans celui de la mort de son fils et à défaut d'autres enfants mâles, l'ordre de succession dans la famille impériale. Dans le premier cas, le grand-duc Michel était institué régent, chef du gouvernement ; jusqu'à la majorité légale du grand-duc Alexandre Nicolaïewitch, et, dans le second, il était appelé au trône. Ce manifeste fut banni par l'impératrice-mère Maria Feodorowna, et ratifié par le grand-duc Constantin : il était nécessaire au repos de l'empire que la mort imprévue d'Alexandre avait si cruellement agité. Quelques autres lois d'un intérêt général signalèrent encore le commencement de ce règne ; l'une modifiait l'organisation des colonies militaires, dont le premier



directeur, le comte Aratscheff, avait agrandi le plan au-delà des intentions d'Alexandre, et avait fait de cette institution un juste sujet d'inquiétude pour l'Europe. On sait que ces colonies, établies dans les gouvernements de Nowgorod, de Cherson, d'Ekathérinaslaw, de Charkow et de Mohilow, sont formées de soldats laboureurs, dispensés de tout service dans la ligne : mais assujettis, sous le régime militaire et pendant vingt ans, à la culture des établissements où ils sont envoyés. Le général Diebitsch, chef de l'état-major-général, en reçut le commandement supérieur. Une autre loi réglait les titres et décorations accordés aux commerçants russes seraient personnels et ne passeraient point à leurs descendants. En même temps, un rapport officiel apprenait à l'Europe que l'immense empire gouverné par le plus jeune des souverains régnants s'étendait sur trois cent soixante-quinze mille cent soixante-quatorze milles carrés, comptait une population de cinquante-neuf millions cinq cent trente-quatre mille individus, et entretenait une armée d'un million treute-neuf mille cent trente hommes. C'est ce colosse effrayable que la Perse ne craignait point d'attaquer au commencement de 1856, et à peine l'autocrate russe sortait des pompes du couronnement qu'il lui fallut tirer l'épée pour repousser des agressions dont l'injustice n'a pas été bien démontrée. Le traité de paix conclu, le 21 octobre 1853, entre la Russie et la Perse, à Gulistan, sous la médiation de l'Angleterre, avait reconnu pour base de la pacification le *statu quo* d'alors, c'est à dire que les deux parties belligérantes resteraient en possession du territoire qu'elles occupaient au moment où les hostilités avaient cessé. En conséquence, la Russie avait d'abord gardé le territoire de plusieurs kaimats entre le Caucase et la mer Caspienne, sur toute la ligne du Kour et même au-delà dans le Gandacha, que nous appelons la Géorgie. Mais les limites des deux empires devaient être ultérieurement réglées, et depuis treize ans on ne s'en était pas occupé. Depuis ce temps, la Perse accusant la Russie d'avoir étendu sa domination au-delà du Gandacha, de s'être emparé des kaimats de Schirwan et de Karabag, d'exciter sur toute la frontière de l'Imirette les sujets du schah à l'émigration. Elle accusait aussi la hauteur du caractère d'Yermoloff, gouverneur des provinces russes du Caucase et son administration despotique. Les journaux anglais ont répété ces accusations, et nous devons observer que l'empereur Nicolas, en étant plus tard la direction des opérations militaires au général Yermoloff, dont les talents et les services sont généralement reconnus, a donné quelque crédit aux plaintes des Persans et de leurs amis sur la conduite de ce général. Il est rare cependant que dans la guerre les torts soient tous d'un seul côté. Le gouvernement russe sentant enfin la nécessité de terminer le tracé des frontières, et ayant, sans doute, l'intention de les étendre jusqu'à l'Araxe, avait commencé par s'emparer du littoral du lac Godacha, dans le kaimat d'Ériwan, en offrant des compensations d'un autre côté, telles que l'abandon des steppes de Moghan. Des deux parts on avait nommé des commissaires. Le prince Abbas-Mirza semblait se prêter à un prompt arrangement : mais la mort de l'empereur Alexandre releva les espérances de la Perse. Là, comme dans certaines contrées de l'Europe, les conspirations et les mouvements séditeux de Pétersbourg et de Kiew purent faire croire aux politiques persans que le colosse russe, en proie aux fureurs des passions révolutionnaires, allait se déchirer de ses propres mains, et que c'était le moment de reprendre les provinces que le malheur des armes persanes avait force d'abandonner. Soutenue de l'influence et de la puissance britannique, la Perse s'était appliquée à former une armée régulière, et surtout une bonne artillerie, dirigée par des officiers anglais. Elle fomentait, par les prédications fanatiques des missionnaires musulmans, les mécontentements des tribus du Caucase, de ces Tscharchènes dont la révolte avait éclaté peu de temps après la mort d'Alexandre. On craignait qu'il ne se tramât entre les deux branches de l'islamisme un accord secret contre la Russie. Cependant l'empereur Nicolas, écartant tous les soupçons, ma-

nifestant les mêmes sentiments, annonçant les mêmes vues que son prédécesseur, envoya le prince Mentchikoff au schah de Perse pour lui faire part de son événement au trône, et de ses dispositions pour terminer l'affaire des limites si long-temps en suspens. On comptait sur l'heureuse issue de cette mission, lorsque le khan de Talysschine donna le signal des hostilités en égorgeant la garnison russe d'Arkiwan. Aussitôt les districts méridionaux de la Géorgie furent envahis par les Persans, les cosaques se replièrent devant les forces supérieures, et les Russes évacuèrent Elisabethpol. Une population mahométane, ayant en horreur leurs mœurs, leur religion et leur domination, se joignit à l'ennemi; les Lazes, les Abasas, les Mingréliens et les demi-sauvages de l'Imirette, excités par les agents de la Porte-Ottomane, se soulevèrent. Enfin, vers la fin d'août 1856, les districts de Karabag, de Talysschine et de Schirwan étaient au pouvoir des Persans, et le gouverneur-général Yermoloff n'avait pas encore réuni assez de troupes pour arrêter le torrent qui menaçait toute l'étendue de son gouvernement. Mais cette imprévoyance n'eut aucune suite durable. A peine quelques renforts que l'empereur Nicolas envoya au gouverneur-général se disposèrent-ils à le joindre, que ce général avait abattu la fortune et les espérances de la Perse. Six mille fantassins et trois mille cavaliers russes, avec une artillerie proportionnée, commandés par les généraux Paskewitch et Madzloff, aides-de-camp d'Yermoloff, et environ quarante mille fantassins et cavaliers persans, sous les ordres d'Abbas-Mirza et d'Abbas-Kan, son beau-frère, se rencontrèrent à deux lieues d'Elisabethpol, sur les bords de la rivière de Djikam. Les Persans attaquèrent les premiers; mais le combat fut de courte durée. Leur feu timide et mal dirigé ne put tenir long-temps contre celui des Russes; l'infanterie déjà ébranlée fut mise en désordre par les cosaques; la cavalerie se dispersa, et ce ne fut bientôt qu'une déroute générale. Onze cents Persans et un nombre bien moins considérable de soldats russes restèrent parmi les morts. Cette bataille, qui fut livrée le 21 septembre 1856, et qui eut pour résultat la rentrée des Russes dans la ville d'Elisabethpol, qu'ils trouvèrent remplie de munitions, et dans les kaimats dont on les avait chassés, est l'événement le plus mémorable de cette campagne. Feth-Aly-Schah et l'empereur Nicolas auraient désiré la paix; les Anglais, à cause de leurs relations avec la Perse, y étaient intéressés autant que ces princes; mais l'ambition d'Abbas-Mirza et son caractère belliqueux dénouaient son père d'un accord qu'il regardait comme déshonorant. L'année 1857 vit cependant finir cette guerre qui avait été l'attention de l'Europe. Yermoloff, ayant été rappelé de son gouvernement du Caucase, fut mis à la retraite, et le commandement général de son armée, ainsi que la direction suprême de l'administration dans les provinces de Géorgie et d'Astracan, furent donnés à l'aide-de-camp général Paskewitch, l'un de ses lieutenants. Bientôt après, le 6 (18) avril 1857, les Russes marchèrent sur Erivan; leur avant-garde était commandée par le général Benkedorff; elle franchit les monts Alshink et Besobdel, et se dirigea vers Etchmiadzine, position forte, où il y a un couvent de moines arméniens; elle s'en empara, ainsi que de Sardas-Abad, nouvelle forteresse, construite par les Persans, à vingt verstes (cinq lieues) d'Etchmiadzine. Le 6 (18) mai, le général Benkedorff passa le Zanga, s'empara d'Abbas-Abad sur l'Araxe, et mit le siège devant Erivan. La nuit du 7 au 8 octobre, on ouvrit la tranchée devant cette place importante, où étaient rassemblées de grandes munitions et les trésors du sardar ou gouverneur de la province. En moins de six jours, les travaux étaient si avancés que les habitants n'eurent d'autre ressource que d'implorer la clémence du vainqueur, qui leur accorda une capitulation honorable. Cette conquête valut au général Paskewitch le surnom d'Érivanski, que l'empereur lui accorda avec le titre de comte, et ce prince, pour perpétuer le souvenir de cette victoire, ordonna que les armes de Hassan-Khan (une pique et un poignard, fait prisonnier dans cette ville qu'il commandait, furent déposés à l'hôtel de-

ville de Biga. Pendant qu'on prenait Erivan, de son côté le général Erissoff se portait à marches forcées sur Tauris. Cette ville, que les Persans appellent Tahreez, est la capitale de l'Adzerbaïdjan, la seconde ville de l'empire, et la résidence ordinaire de l'héritier présomptif de la couronne. Elle a eu dans l'antiquité deux cent cinquante mille habitants; à peine en compte-t-elle aujourd'hui quarante mille. Alaïr ou Aly-Yar-Khan, gendre et premier ministre du schah, principal initiateur de la guerre, la gouvernait. Il avait, pour engager les habitants à combattre, employé tour à tour les menaces et les prières, les exhortations et la violence, poussées jusqu'à des crimes horribles; mais le peuple, prévenu d'avance contre des bruits répandus à dessein sur la bonne discipline et l'humanité des Russes, restait immobile malgré tous ses efforts. Le 25 octobre au matin, le général prince Erissoff se porta à une lieue de la ville, sur la droite de l'Aïngli ou Argo, selon l'orthographe anglaise. Aly-Yar-Khan, parcourant tous les postes à cheval, encourageait ses troupes à faire leur devoir; mais elles l'abandonnèrent lâchement, et se répandirent en désordre dans toute la ville. Aly-Yar-Khan, n'ayant plus avec lui que quelques hommes dévoués, semblait décidé à périr sur le rempart, quand les mollahs, conduits par leurs chefs, tirent le supplier de faire cesser une résistance inutile. Alors, cédant à leurs instances, ce malheureux général se retira, n'ayant plus avec lui que deux serviteurs, et il prit la route de Téhéran; mais il tomba bientôt entre les mains de l'ennemi. Le même jour, le corps des mollahs, accueilli par le peuple en masse, ouvrit les portes de la ville, et se porta avec les plus vives démonstrations de joie au-devant des Russes qui entrèrent dans Tauris au son de la musique et drapeaux déployés, comme dans une ville amie. L'entrée des Russes dans Tauris fut le signal de la paix. Les Persans la demandèrent, et l'empereur Nicolas l'accorda aux conditions suivantes: Une indemnité de vingt millions de roubles payables par la Perse, et la cession par cette puissance des khamals d'Erivan et de Nakhichevan. L'indemnité accordée par ce traité à la Russie ne fut que le moindre avantage en sa faveur: elle acquit deux provinces considérables et une frontière qui commande militairement les provinces persanes, de manière à les exposer sans défense aux menaces d'une première invasion. La Perse perdit de ce côté tous les moyens de résistance que la nature du terrain, les montagnes, les fleuves et l'insalubrité même du climat lui donnaient contre l'agression d'un voisin déjà si puissant. Elle n'y trouva qu'une seule compensation, c'est la garantie de la succession au trône donnée au prince Abbas Mirza par l'empereur de Russie, stipulation qui assurait la Perse contre les troubles dans le cas de la mort du schah. Pendant trois mois, le schah éluda la ratification de ce traité, espérant que la médiocrité qui existait déjà entre les Russes et la Perse, engagerait la première à se montrer moins exigeante; mais le général Paskovitch recommença les hostilités. Il prit Ourniah, ville considérable, et Andey, la plus forte place de l'Adzerbaïdjan, et le schah effrayé, signa enfin la paix au village de Touchman-Chai, le 10 (22) février 1859. Dans cette guerre, soutenue avec courage par la Perse contre la fortune russe, celle-ci devait l'emporter; mais du moins les Persans firent tout ce qu'on pourrait attendre d'un peuple fier et belliqueux. Le général russe se vanta d'un de ses rapports « d'avoir conquis deux provinces, pris huit drapeaux, cinquante canons, deux milliers, vingt khaïas, et fait six mille prisonniers. » Voilà ses trophées, s'écriait-il! Mais il fallait dire aussi ce qu'ils ont coûté, et combien la victoire fut disputée. Pendant que les soins de cette guerre semblaient absorber l'attention de l'empereur, ce monarque se décida à soutenir ouvertement l'indépendance de la Grèce. Cette malheureuse contrée, évidemment soulevée par les intrigues russes contre le joug ottoman depuis un demi-siècle, désespérait cependant de la protection qu'elle avait droit de réclamer du gouvernement moscovite. Enfin, le 6 juillet 1857, un traité fut signé à Londres entre la France, l'Angleterre et la Russie pour arrêter les flots de sang qui

inondaient la Grèce. Une flotte combinée des trois puissances détruisit, le 30 octobre suivant, dans le golfe de Navarin, la flotte turco-égyptienne qui menaçait ce malheureux pays d'une nouvelle descente, et Ibrahim-Pacha se vit obligé d'abandonner le Péloponnèse, qu'il ravageait depuis quatre années, pour n'y plus reparaitre. Capodistrias avait depuis peu de mois pris le gouvernement, et l'indépendance grecque paraissait enfin constituer. Dans le cours de cette même année, l'empereur s'occupait avec une rare activité de l'administration intérieure de ses états. En Pologne, il faisait déférer aux tribunaux les sociétés secrètes; mais les membres qu'on y traduisait étaient renvoyés absous. En Russie, il amplifiait et accélérât l'action de la justice. Il prescrivait aux juges un temps limite pour terminer une foule de procès pendants à leur tribunal. On a remarqué qu'il leur donna dix-huit mois pour juger soixante mille causes arriérées. Un ukase du 31 février (3 mars) offrit une grande preuve du respect du jeune empereur pour les droits de l'humanité. Il existait chez les cosaques du Don un genre de supplice qui consistait à attacher le pied du patient à un bloc de pierre ou de bois inébranlable. Plusieurs individus périssaient assez fréquemment dans cette espèce de torture, plus ou moins prolongée, suivant le caprice du juge qui l'ordonnait. L'empereur l'abolit, et ordonna que les blocs fussent détruits. Aussitôt après la publication de la paix avec la Perse, la guerre avec la Turquie appela de nouveaux les Russes sous les drapeaux. La Porte accusait ceux-ci d'avoir entretenu l'insurrection de la Grèce. La Russie de son côté reprochait à la Porte d'exciter à la révolte les tribus du Caucase. Les deux accusations étaient assez fondées, mais les vrais motifs de la guerre étaient dans la haine que les deux nations ont toujours témoignée l'une pour l'autre. Une armée russe de cent soixante mille hommes, commandée par le feld-marchal comte de Wittgenstein, fut mise en campagne, et l'empereur prit momentanément le commandement de la réserve. Le 7 (19) mai 1858, les premières colonnes passèrent le Pruth à Modlin et sur deux autres points, sans trouver de résistance. La première colonne s'empara de Jassy, et y prit le hospodar Mourdza; Bucharest tomba également en leur pouvoir. Ces villes avaient été prises au dépouillé. L'empereur se trouvait au siège de Brailow, où commandait le grand-duc Michel; mais il n'attendit point la prise de cette place, et il alla prendre des bains de mer à Odessa où s'était rendue l'impératrice. Brailow donna beaucoup de peine aux Russes qui y firent de grandes pertes; elle ne succomba qu'après quarante jours de siège. En définitive, la campagne de 1858 fut peu avantageuse aux Russes. Ils ne passèrent pas le Balkan sans de grands efforts; ils furent contraints de lever le siège de Schumla et de Silistrie; enfin ils perdirent beaucoup de soldats et quelques officiers supérieurs. Mais l'année 1859 répara leurs pertes, occasionnées, il faut le dire, autant par la peste, la disette, une mauvaise administration et les rigueurs d'un hiver prématuré, que par la résistance que l'armée russe avait éprouvée devant Schumla. Cette campagne avait commencé par la prise de Siboli, qui se rendit le 29 février, trois jours après que le général comte Diebitch eut pris le commandement en chef de l'armée russe, l'âge avancé du feld-marchal de Wittgenstein ne lui permettant plus de le conserver. Hussein-Pacha essaya vainement de reprendre Siboli; les Russes s'y étaient fortifiés et s'y maintinrent toute la campagne. La marine turque, presque détruite à Navarin, ne put sauver au capitain-pacha l'affoût d'être bloqué dans le Bosphore par l'amiral Greig; mais les Turcs se défendirent sur la terre avec leur valeur accoutumée. La bataille de Mulewsch, livrée le 11 juin, est de toutes les actions de cette guerre celle où ils montrèrent le plus de courage et de fermeté; ils tirent devant un ennemi supérieur au point d'obliger le général Diebitch à jeter toute sa réserve au milieu du feu. Il leur fallut pourtant céder devant la supériorité du nombre et du talent; mais la perte du vainqueur égala presque celle des vaincus. Des les premiers progrès des Russes, les cabinets étrangers qui

regardaient la conservation et même l'intégrité de la Turquie comme nécessaires à l'équilibre de l'Europe, firent pendant tout l'hiver de 1828 des efforts pour rétablir la paix entre les deux puissances. Enfin la nouvelle de la reddition de Silistrie (30 juin) ; le passage des Balkans, que le préjugé général regardait comme le boulevard de l'empire turc, enfin opéré ; l'invasion de la Bulgarie dont les habitants coururent au-devant des vainqueurs ; la prise d'Erzeroum et la perte de la bataille de Silivro, dernier effort des Turcs pour arrêter les Russes, firent ce que n'avaient pu tous les efforts de la diplomatie. D'ailleurs les Bulgares chrétiens s'étaient soulevés, le découragement s'était mis dans l'armée turque, Andrinople portait ses clefs au général Diebitsch (30 août), et le pavillon russe mouillait à la vue du Bosphore. Déconcerté enfin par tant de revers, le sultan, désabusé des espérances qu'il avait eues jusqu'au dernier moment des secours de l'Angleterre, consentit à envoyer des plénipotentiaires au camp russe. Un traité de paix définitive, ménagé par les ambassadeurs des grandes puissances, fut signé entre les deux empires, le 14 septembre 1829. D'après les termes de ce traité, la Turquie ne paraissait point perdre de territoire en Europe, le Pruth servait encore de limite aux deux empires ; mais la suzeraineté de la Porte sur la Moldavie et la Valachie était réduite à de vaines formalités d'investiture de leurs princes, et à des tributs que rien ne garantissait. Le protectorat que la Russie s'arrogeait sur ces provinces, équivalait à une véritable souveraineté. Par l'article relatif à la Grèce et à la reconnaissance de son indépendance, la Russie achevait de terminer la ligne de son blocus protectoral autour du squelette de l'empire ottoman. L'ouverture des Dardanelles et du Bosphore, stipulée par ce traité, pour toutes les nations, fut sans doute une concession large et libérale à l'esprit de la civilisation moderne ; mais elle était aussi particulièrement favorable à la Russie pour le développement de sa marine, l'exportation de ses produits et le succès de la première guerre qu'elle aurait à soutenir. Quant aux acquisitions qu'elle faisait en Asie, peu importantes, eu égard au territoire, elles lui assuraient deux belles positions sur la Mer-Noire (Anapa et Poti) fortifiant les frontières d'Asie, séparant deux ennemis à toujours prêts à se réunir contre elle, et lui permettant de pénétrer sans coup ferir, quand elle le voudrait, au cœur de l'Arménie et dans les plaines de l'Euphrate. Enfin tant d'avantages réels pour le présent, d'un effet incalculable pour l'avenir, semblaient cachés sous une indemnité de dix millions de ducats pour les frais de la guerre, somme alors au-dessus des ressources de l'empire ottoman, payables en dix années, à la vérité, mais la Russie restait en possession des deux principautés et de la place de Silistrie jusqu'à l'accomplissement complet, ce qui lui laissait encore quelque espérance ou quelque moyen de les garder. Ainsi restèrent inachevés les projets de l'ambitieux Catherine. L'aigle russe, en s'arrêtant à la vue des minarets de Constantinople, mesura sagement ses forces, et détourna l'orage qui menaçait l'Europe entière. Sa modération était le calcul de la sagesse ; nulle autre conquête e pouvait valoir pour la Russie l'ouverture de la Mer-Noire et le protectorat qu'elle s'arrogeait. Elle le sentit bien, et on en peut juger par les réjouissances qu'elle en fit et par les récompenses qu'elle accorda à ses généraux et à ses envoyés. Cependant un événement inattendu allait compromettre pour long-temps l'ordre constitué en Europe par la sainte alliance. Le chef de la branche aînée de Bourbon est en trois jours précipité du trône. A la nouvelle de l'expulsion de Charles X et de sa déchéance, le cabinet russe, toujours si habilement dirigé, n'hésita pas à reconnaître Louis-Philippe I<sup>er</sup> ; mais l'empereur Nicolas, les courtisans, et surtout le vieux parti russe, si attaché à tous les abus du despotisme, ne dissimulèrent pas leur haine et leur mépris pour la révolution de juillet. La bonne intelligence qui depuis cette révolution régna entre le gouvernement de Russie et celui de la France vint certainement de circonstances qui rendent de la part de la Russie toute agression prématurée ; aussi les esprits clairvoyants n'ont jamais compté sur son entière

adhésion au nouvel ordre de choses établi en France, à moins de concessions qu'il serait dangereux de demander à l'honneur français. Un an après la conclusion de la paix avec la Turquie, une des plus belles acquisitions de l'empire russe, acquisition de la violence et de la fraude, fut sur le point de lui échapper. Quand cet empire étendait ses limites en Asie, un événement extraordinaire menaçait de les restreindre en Europe. Depuis 1815, une partie de l'ancienne Pologne avait été déclarée par la sainte alliance portion intégrante et indivisible de cet empire. Les Polonais avaient cru un moment à la régénération de leur patrie : ils avaient une assemblée nationale, un vice-roi de leur nation, Zajonwick ; mais le czarévitch Constantin tenait la dictature militaire, et l'exécution de la constitution donnée au nouveau royaume de Pologne avait été ajournée à un temps indéfini. L'empereur Nicolas fut couronné roi de Pologne le 26 mai 1830. On s'attendait à voir publier à cette occasion les actes désirés par toute la nation polonaise, la cessation de la dictature militaire, la mise en activité de la constitution, une amnistie générale surtout quant aux délits politiques : les espérances furent encore trompées. La révolution qui éclata en France au mois de juillet 1830 fut pour les Polonais le signal de la plus juste des insurrections. On sait avec quelle rapidité elle se déclara dans Varsovie, et comme elle se propagea dans la Pologne russe. Quelques heures suffirent pour renverser un gouvernement imposé par l'abus de la victoire ; et le grand-duc Constantin dont le caractère avait toujours été regardé par les Polonais comme incompatible avec l'établissement du régime constitutionnel, fut obligé de s'enfuir précipitamment d'un pays qu'il avait gouverné pendant quinze ans avec la hauteur et les vices d'un sarrap. Depuis cette époque, et pendant dix mois, les Polonais, abandonnés par tous les gouvernements, malgré la sympathie des peuples, et se confiant dans leurs seules forces, luttèrent avec un bonheur égal à la justice de leur cause contre les armées russes. Les obstacles qu'ils opposèrent au général Diebitsch, élevé, depuis sa campagne contre les Turcs, au rang de feld-marschal, et mort subitement peu de jours après la bataille sanglante d'Ostrolenka ; la nomination d'un nouveau général en chef russe qui n'avait combattu jusqu'ici que contre les Persans et les tribus sauvages du Caucase ; le dévouement momentané des Russes et l'aide héroïque de leurs adversaires, soutenus par l'insurrection d'une partie de la Lithuanie, laissaient espérer que la Pologne allait être pour jamais affranchie de la domination russe. Mais elle devait succomber une troisième fois ; nous ne pensons pas cependant qu'elle soit destinée à périr. Après cette sanglante bataille d'Ostrolenka, où le champ du combat resta aux Polonais, les Russes furent forcés de se retirer de devant Varsovie et de prendre la défensive ; mais que pouvait un peuple combattant au milieu de trois puissances qui s'entendaient pour l'accabler ? Le 3 septembre 1831, le général Paskewitch entra en vainqueur à Varsovie, et cette fois la Pologne paraissait effacée de la carte de l'Europe, si l'on ne connaissait le courage persévérant et l'esprit de nationalité de ce peuple héroïque. Les détails de cette lutte mémorable se trouveront particulièrement aux articles Skrynecki et Romarino ; mais c'est ici le lieu de remarquer que la révolution de juillet n'a fait que hâter l'explosion de l'insurrection polonaise, et que cette révolution ne l'a pas faite comme on l'a cru, et comme les Russes semblent au affectent de le croire. Les travaux du comité d'enquête, dans le procès des patriotes polonais (1827 et 1828), avaient positivement découvert que le but unique de l'association était de recouvrer l'indépendance de la Pologne et ses limites avant le second partage. Cette société, qui avait pris le nom de *pari Polonais*, et qui s'était formée vers la fin de 1821, avait depuis cette époque étendu d'une manière presque incroyable ses affiliations, et l'explosion était si imminente qu'elle aurait infailliblement eu lieu, même sans la révolution qui a détruit Charles X. L'empereur Nicolas est un des plus jeunes souverains de l'Europe. Pour la Russie, ce prince est déjà au

annarque environné d'une certaine gloire : on lui doit la réforme du code pénal russe ; il a étendu son empire en Asie ; il a humilié le croissant, et il a pu penser qu'il était dans sa destinée de réaliser les projets de Catherine, car il s'est avancé sur le chemin de Bysance. Pour l'Europe, ce n'est qu'un roi puissant qui paraît destiné, comme son prédécesseur, à être le témoin de grands événements : c'est à l'avenir à nous apprendre s'il s'en laissera archaïer ou s'il saura les diriger. L'empire le plus vaste qu'il y ait en Europe doit jouer le principal rôle dans les événements de la seconde moitié du dix-neuvième siècle. La civilisation moderne a besoin, pour ne pas être arrêtée dans ses progrès, de l'appui de la France ; mais le despotisme, qui voudrait éterniser l'esclavage des peuples, a mis toutes ses espérances dans la Russie. Chaque jour prépare l'accomplissement du mot profond de Napoléon : « L'Europe avait cinquante ans sans conquête ou république. » Mais cette lutte sera plus longue, et la victoire exigera sans doute beaucoup d'efforts. On s'est en vain défendu depuis un siècle des progrès de la Russie : des écrivains politiques ne tarissent point sur les dangers de cette invasion d'un peuple encore à demi asiatique, esclave et barbare, dans les affaires d'Europe ; mais des fautes étrangères ont plus fait en quelques années pour sa grandeur que le génie de Pierre et de Catherine n'avait osé concevoir. Par l'étendue de son territoire, par sa situation géographique, par sa population qu'on ne peut évaluer à moins de cinquante-cinq millions d'habitants, et peut-être même par le caractère de son peuple et l'aspect de son gouvernement, la Russie est la puissance de l'Europe la plus redoutable, et par son influence dans les affaires, elle y paraît encore la première. Elle n'a manqué ni de courage dans ses revers, ni de prudence dans sa fortune. Sans doute qu'avec moins d'adresse et de modestie elle perdrait cette influence, mais l'habileté du cabinet russe est incapable d'oublier les règles d'une modération qui jusqu'ici ne lui a pas moins servi que sa propre force. Voici quelques détails qui ne sont pas sans intérêt sur l'extérieur et les habitudes de l'empereur de Russie. Il est d'une haute stature et bien formé de corps ; il a l'air martial et un coup d'œil sûr ; il a l'habitude du travail, et s'occupe surtout des sciences exactes et militaires : il est même parvenu, dans ces matières d'écritures, à un haut degré de science. L'art des fortifications lui est familier, et il connaît tout ce qui concerne la Russie. Il entoure les lettres d'une éclatante protection ; il a compris mieux qu'aucun législateur les droits de la propriété littéraire, dont le privilège a été étendu par ses soins à vingt-cinq ans au-delà de la mort des auteurs. Ce prince a influé dans l'ordre dans ses affaires, et entend parfaitement la comptabilité. Le palais Anitchkoff, qu'il a habité jusqu'à son avènement, était un modèle d'élégance, d'ordre et de bonne tenue. Il aime beaucoup la musique qu'il connaît suffisamment : il a formé pour le corps des mineurs et pionniers sous ses ordres, la plus belle musique militaire que l'on puisse entendre en Europe ; elle est dirigée par un artiste célèbre nommé Stern. Le théâtre français lui doit beaucoup ; il l'a soutenu contre les intrigues de quelques Russes exclusifs. L'empereur Nicolas jouit d'une santé qui promet un long règne. Il prend beaucoup d'exercice en faisant manœuvrer les troupes. Souvent on l'a vu, dans la nuit et par un froid rigoureux, faire le tour des corps de garde, pour s'assurer par ses propres yeux que tout était en ordre. Le grand-duc Alexandre, l'héritier présomptif de la couronne, est un enfant d'une figure charmante, et qui donne les plus belles espérances. Le major Moerder, ci-devant capitaine au corps des cadets nobles, est son gouverneur, et ce prince parle déjà les langues russe, française, anglaise et allemande.

NICOLINI (Joanna), naquit à Brescia, en 1789. Après y avoir fait ses premières études, il fut envoyé à Bologne pour les compléter, et il y prit le diplôme de docteur en jurisprudence. Cependant ses inclinations n'étaient pas pour le barreau. Avidé de s'instruire, il peussit peut-être que cette profession le détournerait entièrement de ses études favorites, surtout de l'his-

toire et de la littérature. Il préféra consacrer ses heures de loisir à l'instruction publique, et il donnait en cela un témoignage de sa belle âme et de son jugement exquis ; car les connaissances qu'un homme peut acquérir ne sont véritablement utiles que quand il en fait usage pour éclairer son prochain, et d'ailleurs il n'y a rien qui fixe et tende mieux nos idées que ce besoin de les mettre en ordre dans notre intelligence pour les communiquer aux autres avec précision et netteté. Ainsi les espérances que M. Nicolini avait fait naître parmi ses concitoyens le firent immédiatement appeler à remplir une chaire de belles-lettres dans le gymnase de Brescia, et il fut invité ensuite à professer l'histoire universelle dans le lycée de Vérone. Également familiarisé avec la littérature ancienne et avec la moderne, il débuta dans la carrière poétique par une élégante traduction en vers italiens des *Lucoliques* de Virgile et du *Corsaire*, poème de lord Byron. La première lui mérita les éloges de M. le baron L'gout, qui en fit une mention honorable dans un des volumes de son *Histoire littéraire d'Italie pendant la seconde moitié du dix-huitième siècle*. M. Nicolini avait ajouté à l'autre une notice sur la vie et les ouvrages du barde anglais qui venait alors de mourir. Encouragé par l'accueil favorable que ces essais reçurent du public, il écrivit en vers blancs un poème didactique sur la *Culture des cèdres*, qu'il partagea en quatre livres, et il fallait bien avoir le sentiment de sa force pour tenter un semblable travail dans un pays si riche en poèmes de ce genre, d'autant plus qu'il avait un redoutable rival dans César Brici, son compatriote et son contemporain. Mais M. Nicolini ne resta pas au-dessous de ces grands modèles. Sa doctrine sur la nature de cet arbre poétique est exacte et puisée dans l'expérience ; il l'expose avec une vérification simple, coulante et harmonieuse. Un brillant épisode s'y fait remarquer à la fin du second livre. Il avait dit que le cèdre ne pourrait jamais végéter dans le nord à cause de la rigueur du climat. Cette idée réveille en lui, par une transition amenée avec beaucoup d'art et de finesse, un souvenir triste et affligeant. C'est la désastreuse campagne de l'armée française en Russie. Il déplore ce grand revers d'une manière très touchante, et lorsqu'on croit que c'est le cri seul de l'humanité qui l'entraîne, on découvre tout à coup que le poète est agité par des affections encore plus déchirantes. Un frère chéri, qui servait dans les régiments italiens au service de la France, périt dans cette mémorable catastrophe. C'est une élegie pathétique qui vient de lasser le lecteur de la fatigue d'avoir suivi le développement d'une doctrine tout agricole. M. Nicolini a composé aussi plusieurs tragédies qui ont été bien accueillies au théâtre, et dont il n'a fait imprimer qu'une seule, *La canace*. Quelque flateur qu'ait été le jugement du public à la représentation des autres, la modestie de l'auteur et sa profonde connaissance des difficultés de l'art ne lui ont pas fait croire qu'elles fussent encore assez mûres pour être livrées à l'impression. On a encore de M. Nicolini plusieurs poésies fugitives inédites, parmi lesquelles le hasard a fait tomber sous nos yeux une ode sur la chute de Misolonghi, écrite d'un ton à la fois plaintif et élevé, tel qu'il pouvait convenir à une catastrophe qui a excité la commisération de toute l'Europe ; et un sonnet adressé à un de ses amis, où règne le doux abandon d'une âme qui s'épanche dans la plus noble des affections humaines. L'éditeur Bettoni avait conçu le projet de publier les vies et les portraits de tous les hommes illustres qui brillèrent pendant plusieurs siècles dans la ville de Brescia. Il invita le professeur Nicolini à tracer une esquisse de l'histoire de cette ville pour servir d'introduction à son entreprise. L'estimable savant s'en acquitta avec toute l'exactitude qu'on pouvait attendre de son expérience et de ses lumières. Il remonte jusqu'à l'origine de Brescia, et en retrace les vicissitudes civiles et politiques sous les différentes dominations auxquelles elle fut soumise, depuis celle des Romains jusqu'à celle de la république de Venise, temps où il s'arrêta par des raisons de prudence qu'il est facile à chacun de concevoir. Ces brillantes époques du moyen âge en Italie, lorsque Brescia était

regardaient la conservation et même l'intégrité de la Turquie comme nécessaires à l'équilibre de l'Europe, firent pendant tout l'hiver de 1838 des efforts pour rétablir la paix entre les deux puissances. Enfin la nouvelle de la reddition de Silistrie (30 juin) ; le passage des Balkans, que le préjugé général regardait comme le boulevard de l'empire turc, enfin opéré ; l'invasion de la Bulgarie dont les habitants coururent au-devant des vainqueurs ; la prise d'Erzeroum et la perte de la bataille de Slivno, dernier effort des Turcs pour arrêter les Russes, firent ce que n'avaient pu tous les efforts de la diplomatie. D'ailleurs les Bulgares chrétiens s'étaient soulevés, le découragement s'était mis dans l'armée turque, Andrinople portait ses clefs au général Diebitsch (30 août), et le pavillon russe mouillait à la vue du Bosphore. Déconcerté enfin par tant de revers, le sultan, désabusé des espérances qu'il avait eues jusqu'au dernier moment des secours de l'Angleterre, consentit à envoyer des plénipotentiaires au camp russe. Un traité de paix définitive, ménagé par les ambassadeurs des grandes puissances, fut signé entre les deux empires, le 14 septembre 1839. D'après les termes de ce traité, la Turquie ne paraissait point perdre de territoire en Europe, le Pruth servait encore de limite aux deux empires ; mais la suzeraineté de la Porte sur la Moldavie et la Valachie était réduite à de vaines formalités d'investiture de leurs princes, et à des tributs que rien ne garantissait. Le protectorat que la Russie s'arrogeait sur ces provinces, équivalait à une véritable souveraineté. Par l'article relatif à la Grèce et à la reconnaissance de son indépendance, la Russie achevait de terminer la ligne de son blocus protectoral autour du squelette de l'empire ottoman. L'ouverture des Dardanelles et du Bosphore, stipulée par ce traité, pour toutes les nations, fut sans doute une concession large et libérale à l'esprit de la civilisation moderne ; mais elle était aussi particulièrement favorable à la Russie pour le développement de sa marine, l'exportation de ses produits et le succès de la première guerre qu'elle aurait à soutenir. Quant aux acquisitions qu'elle faisait en Asie, peu importantes, eu égard au territoire, elles lui assuraient deux belles positions sur la Mer-Noire (Anapa et Poti) fortifiant les frontières d'Asie, séparant deux ennemis toujours prêts à se réunir contre elle, et lui permettant de pénétrer sans coup ferir, quand elle le voudrait, au cœur de l'Arménie et dans les plaines de l'Euphrate. Enfin tant d'avantages réels pour le présent, d'un effet incalculable pour l'avenir, semblaient cachés sous une inépuisable de dix millions de ducats pour les frais de la guerre, somme alors au-dessus des ressources de l'empire ottoman, payables en dix années, à la vérité, mais la Russie restait en possession des deux principautés et de la place de Silistrie jusqu'à l'accomplissement complet, ce qui lui laissait encore quelque espérance ou quelque moyen de les garder. Ainsi restèrent inachevés les projets de l'ambitieux Catherine. L'aigle russe, en s'arrêtant à la vue des minarets de Constantinople, mesura sagement ses forces, et détourna l'orage qui menaçait l'Europe entière. Sa modération était le calcul de la sagesse ; nulle autre conquête ne pouvait valoir pour la Russie l'ouverture de la Mer-Noire et le protectorat qu'elle s'arrogeait. Elle le sentit bien, et on en peut juger par les réjouissances qu'elle en fit et par les récompenses qu'elle accorda à ses généraux et à ses envoyés. Cependant un événement inattendu allait compromettre pour long-temps l'ordre constitué en Europe par la sainte alliance. Le chef de la branche aînée de Bourbon est en trois jours précipité du trône. A la nouvelle de l'expulsion de Charles X et de sa déchéance, le cabinet russe, toujours si habilement dirigé, n'hésita pas à reconnaître Louis-Philippe I<sup>er</sup> ; mais l'empereur Nicolas, les courtisans, et surtout le vieux parti russe, si attaché à tous les abus du despotisme, ne dissimulèrent pas leur haine et leur mépris pour la révolution de juillet. La bonne intelligence qui depuis cette révolution régit entre le gouvernement de Russie et celui de la France vient certainement de circonstances qui rendent de la part de la Russie toute agression prématurée ; aussi les esprits clairvoyants n'ont jamais compte sur son entière

adhésion au nouvel ordre de choses établi en France, à moins de concessions qu'il serait dangereux de demander à l'honneur français. Un an après la conclusion de la paix avec la Turquie, une des plus belles acquisitions de l'empire russe, acquisition de la violence et de la fraude, fut sur le point de lui échapper. Quand cet empire étendait ses limites en Asie, un événement extraordinaire menaçait de les retrécir en Europe. Depuis 1815, une partie de l'ancienne Pologne avait été déclarée par la sainte alliance portion intégrante et indivisible de cet empire. Les Polonais avaient cru un moment à la régénération de leur patrie : ils avaient une assemblée nationale, un vice-roi de leur nation, Zajoncwick ; mais le czarévitch Constantin traita la dictature militaire, et l'exécution de la constitution donnée au nouveau royaume de Pologne avait été ajournée à un temps indéfini. L'empereur Nicolas fut couronné roi de Pologne le 24 mai 1839. On s'attendait à voir publier à cette occasion les actes désirés par toute la nation polonaise, la cessation de la dictature militaire, la mise en activité de la constitution, une amnistie générale surtout quant aux délits politiques : les espérances furent encore trompées. La révolution qui éclata en France au mois de juillet 1830 fut pour les Polonais le signal de la plus juste des insurrections. On sait avec quelle rapidité elle se déclara dans Varsovie, et comme elle se propagea dans la Pologne russe. Quelques heures suffirent pour renverser un gouvernement imposé par l'abus de la victoire ; et le grand-duc Constantin dont le caractère avait toujours été regardé par les Polonais comme incompatible avec l'établissement du régime constitutionnel, fut obligé de s'enfuir précipitamment d'un pays qu'il avait gouverné pendant quinze ans avec la hauteur et les vices d'un satrape. Depuis cette époque, et pendant dix mois, les Polonais, abandonnés par tous les gouvernements, malgré la sympathie des peuples, et se confiant dans leurs seules forces, luttèrent avec un bonheur égal à la justice de leur cause contre les armées russes. Les obstacles qu'ils opposèrent au général Diebitsch, élevé, depuis sa campagne contre les Turcs, au rang de feld-marchal, et mort subitement peu de jours après la bataille sanglante d'Ostrolenka ; la nomination d'un nouveau général en chef russe qui n'avait combattu jusqu'ici que contre les Persans et les tribus sauvages du Caucase ; le courage momentané des Russes et l'audace héroïque de leurs adversaires, soutenus par l'insurrection d'une partie de la Lithuanie, laissaient espérer que la Pologne allait être pour jamais affranchie de la domination russe. Mais elle devait succomber une troisième fois ; nous ne pensons pas cependant qu'elle soit destinée à périr. Après cette sanglante bataille d'Ostrolenka, où le champ du combat resta aux Polonais, les Russes furent forcés de se retirer de devant Varsovie et de prendre la défensive ; mais que pouvait un peuple combattant au milieu de trois puissances qui s'entendaient pour l'accabler ? Le 3 septembre 1831, le général Paskewitch entra en vainqueur à Varsovie, et cette fois la Pologne parut sans effacer de la carte de l'Europe, si l'on ne connaissait le courage persévérant et l'esprit de nationalité de ce peuple héroïque. Les détails de cette lutte mémorable se trouveront particulièrement aux articles Skrynecki et Romarino ; mais c'est ici le lieu de remarquer que la révolution de juillet n'a fait que hâter l'explosion de l'insurrection polonaise, et que cette révolution ne l'a pas faite comme on l'a cru, et comme les Russes semblent ou affectent de le croire. Les travaux du comite d'enquête, dans le procès des patriotes polonais (1837 et 1838), avaient positivement découvert que le but unique de l'association était de recouvrer l'indépendance de la Pologne et ses limites avant le second partage. Cette société, qui avait pris le nom de *jeux Polonais*, et qui s'était formée vers la fin de 1817, avait depuis cette époque étendu d'une manière presque incroyable ses affiliations, et l'explosion était si imminente qu'elle aurait infailliblement eu lieu, même sans la révolution qui a détruit Charles X. L'empereur Nicolas est un des plus jeunes souverains de l'Europe. Pour la Russie, ce prince est déjà un

monarque environné d'une certaine gloire : on lui doit la réforme du code pénal russe ; il a étendu son empire en Asie ; il a humilié le croissant, et il a pu penser qu'il était dans sa destinée de réaliser les projets de Catherine, car il s'est avancé sur le chemin de Bysance. Pour l'Europe, ce n'est qu'un roi puissant qui paraît destiné, comme son prédécesseur, à être le témoin de grands événements : c'est à l'avenir à nous apprendre s'il s'en laissera aveugler ou s'il saura les diriger. L'empire le plus vaste qu'il y ait en Europe doit jouer le principal rôle dans les événements de la seconde moitié du dix-neuvième siècle. La civilisation moderne a besoin, pour ne pas être arrêtée dans ses progrès, de l'appui de l'Europe ; mais le despotisme, qui voudrait éterniser l'esclavage des peuples, a mis toutes ses espérances dans la Russie. Chaque jour prépare l'accomplissement du mot profond de Napoléon : « L'Europe avant cinquante ans sera cosaque ou républicaine. » Mais cette lutte sera plus longue, et la victoire exigera sans doute beaucoup d'efforts. On s'est en vain défendu depuis un siècle des progrès de la Russie : des écrivains politiques ne tarissent point sur les dangers de cette invasion d'un peuple encore à demi asiatique, esclave et barbare, dans les affaires de l'Europe ; mais des fautes étrangères ont plus fait en quelques années pour sa grandeur que le génie de Pierre et de Catherine n'avait osé concevoir. Par l'étendue de son territoire, par sa situation géographique, par sa population qu'on ne peut évaluer à moins de cinquante-cinq millions d'habitants, et peut-être même par le caractère de son peuple et l'espèce de son gouvernement, la Russie est la puissance de l'Europe la plus redoutable, et par son influence dans les affaires, elle y paraît encore la première. Elle n'a manqué ni de courage dans ses revers, ni de prudence dans sa fortune. Sans doute qu'avec moins d'adresse et de modestie elle perdrait cette influence, mais l'habileté du cabinet russe est incapable d'oublier les règles d'une modération qui jusqu'ici ne lui a pas moins servi que sa propre force. Voici quelques détails qui ne sont pas sans intérêt sur l'extérieur et les habitudes de l'empereur de Russie. Il est d'une haute stature et bien formé de corps ; il a l'air martial et un coup d'œil sûr ; il a l'habitude du travail, et s'occupe surtout des sciences exactes et militaires : il est même parvenu, dans ces matières difficiles, à un haut degré de science. L'art des fortifications lui est familier, et il connaît tout ce qui concerne la Russie. Il entoure les lettres d'une éclatante protection ; il a compris mieux qu'aucun législateur les droits de la propriété littéraire, dont le privilège a été étendu par ses soins à vingt-cinq ans au-delà de la mort des auteurs. Ce prince a infiniment d'ordre dans ses affaires, et entend parfaitement la comptabilité. Le palais Anitchkoff, qu'il a habité jusqu'à son avènement, était un modèle d'élégance, d'ordre et de bonne tenue. Il aime beaucoup la musique qu'il connaît suffisamment : il a forme pour le corps des mineurs et pionniers sous ses ordres, la plus belle musique militaire que l'on puisse entendre en Europe ; elle est dirigée par un artiste célèbre nommé Stern. Le théâtre français lui doit beaucoup ; il l'a soutenu contre les intrigues de quelques Russes exclusifs. L'empereur Nicolas jouit d'une santé qui promet un long règne. Il prend beaucoup d'exercice en faisant manœuvrer les troupes. Souvent on l'a vu, dans la nuit et par un froid rigoureux, faire le tour des corps-de-garde, pour s'assurer par ses propres yeux que tout était en ordre. Le grand-duc Alexandre, l'héritier présomptif de la couronne, est un enfant d'une figure charmante, et qui donne les plus belles espérances. Le major Moerder, ci-devant capitaine au corps des cadets nobles, est son gouverneur, et ce prince parle déjà ses langues russe, française, anglaise et allemande.

NICOLINI (JOSUA), né à Brescia, en 1789. Après y avoir fait ses premières études, il fut envoyé à Bologne pour les compléter, et il y prit le diplôme de docteur en jurisprudence. Cependant ses inclinations n'étaient pas pour le barreau. Avidé de s'instruire, il pensait peut-être que cette profession le détournerait entièrement de ses études favorites, surtout de l'his-

toire et de la littérature. Il préféra consacrer ses heures de loisir à l'instruction publique, et il donnait en cela un témoignage de sa belle âme et de son jugement exquis ; car les connaissances qu'un homme peut acquérir ne sont véritablement utiles que quand il en fait usage pour éclairer son prochain, et d'ailleurs il n'y a rien qui fixe et tende mieux nos idées que le besoin de les mettre en ordre dans notre intelligence pour les communiquer aux autres avec précision et netteté. Ainsi les espérances que M. Nicolini avait fait naître parmi ses concitoyens le firent immédiatement appeler à remplir une chaire de belles-lettres dans le gymnase de Brescia, et il fut invité ensuite à professer l'histoire universelle dans le lycée de Véronne. Également familiarisé avec la littérature ancienne et avec la moderne, il débuta dans la carrière poétique par une élégante traduction en vers italiens des bucoliques de Virgile et du *Corsaire*, poème de lord Byron. La première lui mérita les éloges de M. le baron Ugolini, qui en fit une mention honorable dans un des volumes de son *Histoire littéraire d'Italie pendant la seconde moitié du dix-huitième siècle*. M. Nicolini avait ajouté à l'autre une notice sur la vie et les ouvrages du barde anglais qui venait alors de mourir. Encouragé par l'accueil favorable que ces essais recurent du public, il écrivit en vers blancs un poème didactique sur la culture des cèdres, qu'il partagea en quatre livres, et il fallut bien avoir le sentiment de sa force pour tenter un semblable travail dans un pays si riche en poèmes de ce genre, d'autant plus qu'il avait un redoutable rival dans Cesar Brici, son compatriote et son contemporain. Mais M. Nicolini ne resta pas au-dessous de ces grands modèles. Sa doctrine sur la nature de cet arbre poétique est exacte et puisée dans l'expérience ; l'exposition avec une vérification simple, coulante et harmonieuse. Un brillant épisode s'y fait remarquer à la fin du second livre. Il avait dit que le cèdre ne pourrait jamais végéter dans le nord à cause de la rigueur du climat. Cette idée réveille en lui, par une transition amenée avec beaucoup d'art et de finesse, un souvenir triste et affligeant. C'est la désastreuse campagne de l'armée française en Russie. Il déplore ce grand revers d'une manière très touchante, et lorsqu'on croit que c'est le cri seul de l'humanité qui l'entraîne, on découvre tout à coup que le poète est agité par des affections encore plus déchirantes. Un frère chéri, qui servait dans les régiments italiens au service de la France, périt dans cette mémorable catastrophe. C'est une église pathétique qui vient de lasser le lecteur de la fatigue d'avoir suivi le développement d'une doctrine tout agricole. M. Nicolini a composé aussi plusieurs tragédies qui ont été bien accueillies au théâtre, et dont il n'a fait imprimer qu'une seule, *Le canace*. Quelque flatterie qu'ait été le jugement du public à la représentation des autres, la modestie de l'auteur et sa profonde connaissance des difficultés de l'art ne lui ont pas fait croire qu'elles fussent encore assez mûres pour être livrées à l'impression. On a encore de M. Nicolini plusieurs poésies fugitives inédites, parmi lesquelles le hasard a fait tomber sous nos yeux une ode sur la chute de Misolungui, écrite d'un ton à la fois plaintif et élevé, tel qu'il pouvait convenir à une catastrophe qui a excité la commémoration de toute l'Europe ; et un sonnet adressé à un de ses amis, où règne le doux abandon d'une amie qui s'épanche dans la plus noble des affections humaines. L'éditeur Bettoni avait conçu le projet de publier les vies et les portraits de tous les hommes illustres qui brillèrent pendant plusieurs siècles dans la ville de Brescia. Il invita le professeur Nicolini à tracer une esquisse de l'histoire de cette ville pour servir d'introduction à son entreprise. L'estimable savant s'en acquitta avec toute l'exactitude qu'on pouvait attendre de son expérience et de ses lumières. Il remonte jusqu'à l'origine de Brescia, et en retracer les vicissitudes civiles et politiques sous les différentes dominations auxquelles elle fut soumise, depuis celle des Romains jusqu'à celle de la république de Venise, temps où il s'arrête par des raisons de prudence qu'il est facile à chacun de concevoir. Ces brillantes époques du moyen âge en Italie, lorsque Brescia était

elle-même libre et indépendante, et se gouvernait en république par ses propres lois, sont décrites par lui avec le juste orgueil et les regrets d'un bon citoyen, et c'est là qu'on rencontre des pages rédigées avec cette dignité et cette éloquence sévère qui appartiennent au genre vraiment historique. La diction en est toujours soutenue, mais sans emphase, et la langue italienne s'y montre dans sa plus grande pureté. M. Nicolini continue à vivre dans le Brescian, et à y jouir de la considération que méritent ses connaissances et son caractère, et uniquement occupé de la culture des lettres, à laquelle il a aussi ajouté celle des sciences morales et philosophiques. Ses ouvrages publiés sont : 1° *Les bucoliques de Virgile*, traduites en vers italiens, Bresse, in-8°; 2° *La corsaire*, traduction de lord Byron, aussi en vers, Milan, in-8°; 3° *Canace*, tragédie, id., in-8°; 4° *La culture du cèdre*, poème, Bresse, in-8°; 5° *Discours sur l'histoire de Bresse*, id., in-4°.

NIEMOIOWSKI (Jozef), staroste de Szarem, naquit vers 1760 dans la Grande-Pologne. Il fut un de ces patriotes énergiques qui, en 1794, cernés de toutes parts, voyant devant eux une armée de quarante mille Prussiens qui assiégeaient Varsovie, et derrière eux tous les pays et toutes les forces de la monarchie prussienne, osèrent, sans soldats, sans armes, sans aucune espérance de secours, soulever leurs paysans, et obliger par là le roi de Prusse à lever honteusement le siège de Varsovie. La Grande-Pologne était déjà à cette époque subjuguée par la Prusse : les habitants voyaient donc devant eux l'affreuse certitude de l'échafaud s'ils succombaient; les probabilités de la réussite étaient bien faibles, mais leur amour pour la patrie était ardent, et ils osèrent tout. Niemowski, qui avait consacré sa fortune à soulever une grande masse des insurgés, se mit à leur tête, et prit des mesures si habiles que la ville de Szarem fut bientôt en son pouvoir, ainsi que la caisse des Prussiens et leurs magasins qui étaient considérables. Confirmé par l'immortel Kosciuszko dans la dignité de général du palatinat de Posenanie, il s'empara de plusieurs autres villes, et s'avance jusqu'aux portes de Thorn; mais ce n'était pas des efforts partiels des patriotes que dépendait le sort de la Pologne, elle devait succomber sous les forces de trois puissances alliées. Niemowski emprisonné dans une forteresse, ne recouvra sa liberté, qu'en payant une forte rançon, de même que les autres prisonniers polonais, qui se trouvèrent au pouvoir des Prussiens. Il reçut depuis retiré dans ses propriétés jusqu'en 1806, où il prit du service, lorsque les armées françaises victorieuses, apprurent les Polonais à l'indépendance. Niemowski partagea la gloire des armées polonaises jusqu'à la campagne de 1812, et fut mortellement blessé à la bataille de Polotsk; il emporta dans le tombeau une mémoire sans tache et les regrets de ses compatriotes.

NIEMOIOWSKI (Vixent), est né en 1784. Issu d'une famille renommée dans les fastes polonais par l'indépendance du caractère, par l'attachement à son pays et par de nombreux sacrifices dans les dernières infortunes de la patrie, il en a hérité cet amour de la liberté, qui est devenu le premier besoin de son âme. Son jeune âge ne lui permit point de seconder les efforts de ses concitoyens dans la guerre de l'indépendance en 1794; toutefois les souvenirs de la tyrannie étrangère de ces jours de honte et de désespoir, firent germer de bonne heure, dans son cœur, la haine des oppresseurs, que l'esprit Polonais ne se lasse pas de nourrir. Des études solides soit dans le pays, soit à l'étranger, l'avaient déjà formé au service de la patrie, lorsque les armées françaises vinrent, en 1806, relever une partie de l'ancienne Pologne. Il seconda avec zèle l'insurrection nationale; mais ses infirmités physiques s'opposant au vif désir qu'il avait d'être inscrit au rang des défenseurs de la patrie, il s'empessa de se rendre utile dans la carrière de l'administration publique. Elevé ensuite, par le choix de ses concitoyens, au conseil-général de son district, il y obtint mériter leur pleine confiance et il en recut la preuve, en 1818, quand, élu nonce de Kalisz, il trouva l'occasion de paraître sur une scène plus digne de son patriotisme et de ses moyens. Le gouvernement de Pologne suivait

encore à cette époque l'esprit des institutions libérales accordées par l'empereur Alexandre : les diplomates des congrès de Troppau, de Laybach et de Vérone n'avaient pas encore proclamé leurs doctrines. Si quelques légères infractions s'étaient glissées dans l'administration publique, on ne pouvait pas du moins en accuser la honneur foi des autorités. Aussi la voix éloquent de Niemowski n'était-elle pas encore animée de ce feu dont l'horreur des violations portées à la charte l'enflamma par la suite. Ce temps ne tarda pas d'arriver, la liberté de la presse, garant de toutes les libertés publiques, fut la première victime de la guerre déclarée aux institutions nationales. Depuis lors toutes les garanties qui donnaient aux Polonais quelques espérances, firent place aux vexations les plus monstrueuses. La diète de 1830 s'en ressentit : à peine trois voix appuyèrent-elles les projets des ministres dans la chambre des nonces, c'est à la tête de cette opposition que se déploya l'éloquence civique de Niemowski : « Je sais aussi, disait-il dans son discours sur la loi de la responsabilité des ministres, qu'il n'y a qu'un pas du Capitole à la roche Tarpeienne.... mais aucune menace ne saurait m'empêcher de dire la vérité. La charte constitutionnelle est une propriété du peuple : le souverain n'a le droit ni de la détruire, ni de la changer. Nous avons perdu la liberté de la presse : nous n'avons plus de liberté individuelle, le droit de propriété est violé, on veut nous priver encore de la responsabilité des ministres.... Et que nous restera-t-il de notre charte ? Remonons plutôt à ce debris de nos garanties; qu'ils cessent de servir de piège à ceux qui s'y fient de bonne foi. Niemowski couronna les travaux de cette mémorable diète en dressant l'acte d'accusation contre les ministres signataires des ordonnances usurpatrices. Plus son éloquence avait d'influence sur les discussions parlementaires, plus elle inquiétait le pouvoir. On eut recours à tous les moyens possibles pour l'éloigner de la chambre, et enfin on parvint à en trouver un dont la singularité est digne de remarque. Un citoyen, arrêté arbitrairement, réclama de Niemowski de dénoncer à la chambre l'acte illégal dont il avait été victime. L'accueil de cette espèce de protestation aussitôt à ce dernier une correspondance très vive avec le pouvoir suprême, à la suite de laquelle on lui remit l'ordre du monarque de ne jamais se présenter devant lui. Niemowski se soumit à cette disgrâce avec un respect dû à la personne sacrée du roi, sans admettre toutefois qu'il pût être exclu de la diète par suite d'une mesure sensible, puisque d'abord, aux termes de la charte, le roi n'assiste qu'à l'ouverture et à la clôture de la session, et ensuite, parce que son caractère de représentant de la nation ne lui permettait point de suivre des ordres auxquels il pouvait et voulait bien céder comme simple particulier : la confiance de ses concitoyens l'ayant nommé leur député, il s'en serait montré indigne en abandonnant son poste pour quelque égard que ce soit. Cependant les mesures de la police ne permettaient plus de douter de ses desseins : le sort de Manuel attendait Niemowski, à cette différence près, qu'on ne pouvait pas prévoir jusqu'où les agents moscovites allaient porter la violence. Dévoué à la patrie et à la liberté comme Rayten, il suivit son exemple, et vint à Varsovie le 7 mai 1835 pour l'ouverture de la diète; mais il fut arrêté à la barrière par la police qui était son arrivée. Toute protestation de sa part jusqu'à ce jour fut vaine : une escorte de gendarmes le reconduisit chez lui où il resta depuis surveillé par un officier et plusieurs soldats entretenus à ses frais. Ainsi la maison d'un citoyen est devenue son cachot. Mieux pour se plaindre de la captivité, car les souffrances coûtent peu à une âme généreuse, que pour signaler l'outrage violent qui ne lui fut pas même notifié par aucun ordre de l'autorité. Niemowski s'adressa à l'empereur Alexandre, et lui exposa avec une noble énergie l'outrage fait aux lois et à sa personne. La réponse qu'il obtint fut courte : « Le monarque sait ce qui est arrivé; les autorités ont agi conformément à sa volonté; il impose silence, et ordonne aux ministres de refuser toute plainte de la part du suppléant. L'estime et la reconnaissance des concitoyens pour les droits desquels il s'était dévoué,

et surtout la conscience d'avoir accompli avec courage son devoir, sont autant de récompenses pour la noble victime de l'arbitraire. Après la mort de l'empereur Alexandre, le grand-duc Constantin fit assurer Niemoiowski de la bienveillance du nouveau souverain, à condition de son entière soumission aux vues ultérieures du gouvernement. Les lecteurs présentent sans doute la réponse du généreux patriote : il préféra l'emprisonnement, et l'endura jusqu'à la révolution du 29 novembre. En vain les habitants du palatinat de Kalisz présentèrent-ils un mémoire à l'empereur pour obtenir la liberté de leur concitoyen ; en vain, pressé par une épouse désolée qui est morte depuis de douleur, et accablé lui-même d'une maladie aiguë dont il ne saurait être guéri que dans les pays étrangers, Niemoiowski voulait-il s'établir dans le grand-duché de Posen ; en vain les états de cette vieille province polonaise réclamèrent-ils pour lui la protection du roi de Prusse, rien ne put éteindre la colère et la vengeance de ses ennemis. Il paraît qu'on avait résolu de le tuer d'une mort lente, mais certaine. Après l'immortelle révolution du 29 novembre 1830, Niemoiowski vint à Varsovie ; il occupa à diverses reprises les différents ministères, et, dès que la dictature fut renversée et que le gouvernement national fut formé, Niemoiowski en fut un des cinq membres jusqu'à l'époque de sa dissolution au 16 août 1831. Niemoiowski est un littérateur distingué ; cependant on ne connaît de lui que quelques légères productions littéraires et politiques publiées par les journaux du pays. Sa traduction des *Constitutions*, de Lomjains, attend pour paraître un temps plus propice pour la presse polonaise. Quelques apologues aussi simples que spirituels, quelques épigrammes, et plusieurs *Messéniennes* traduites de M. Casimir Delavigne, prouvent qu'il n'est pas moins poète qu'orateur.

**NIEMOIOWSKI** (BOZAWENTRA), frère du précédent, né en 1787, s'est distingué dans la même carrière. Avant de paraître à la tribune de sa patrie, il passa quelque temps à Paris et à Londres pour achever son éducation politique, en suivant attentivement les séances des deux principaux parlements de l'Europe. Il débuta à la diète de 1820, et de prime abord il se fit la réputation d'un orateur et d'un bon citoyen. Animé des mêmes sentiments envers leur patrie et la liberté, les deux frères se sont également illustrés à la tribune par la défense courageuse des droits des peuples et par leur inébranlable fermeté au milieu des persécutions. Pour se débarrasser de Bonaventure, le gouvernement imagina, en 1825, de lui intenter un procès en police correctionnelle, et de le présenter au sénat chargé de la vérification des pouvoirs comme étant en état d'accusation criminelle constatée. Inutilement Niemoiowski repoussa-t-il la calomnie par des arguments péroratoires ; le sénat, influencé par son président, Zamoycki, était d'avance résolu d'écarter le courageux représentant. C'est sans doute un grand malheur, dit-il dans sa défense, que de gémir dans l'esclavage ; mais se forger des chaînes à soi-même, c'est une action que, par respect pour vous, sénateurs, je m'abstiens de qualifier. « Dès que la diète fut fermée, il ne tarda pas d'être complètement acquitté, et il envoya alors à chacun des sénateurs qui l'avaient repoussé de la chambre une copie du décret proclamant son innocence. Deux fois ses concitoyens l'ont consolé depuis par des élections presque unanimes à la direction générale du crédit territorial. Il recouvrit ainsi ce qui était son unique ambition, le moyen d'être utile à sa patrie ; mais il succomba encore une fois, en 1830, devant la même influence, sous le ridicule prétexte que l'administration du district avait voté dans la diète sans en avoir le droit, quoique ce fût pour empêcher son élection quo'elle s'en soit mêlé. Après la révolution du 29 novembre, Bonaventure Niemoiowski se rendit à Varsovie, y occupa des postes élevés, et fut, dès le 9 août 1831, choisi comme suppléant du président du nouveau gouvernement, le général Ksudowiecki.

**NIEUPORT.** Voyez **BAILLY**, au *Supplément*.  
**NISARD** (Désiré), né à Châtillon-sur-Seine, en 1806, a fait de brillantes études au collège Sainte-Barbe de Paris. On voulait d'abord lui faire embrasser la carrière de l'enseignement, mais son goût l'a porté

vers la littérature. Dès son début, il a eu le bonheur d'être admis au nombre des collaborateurs du *Journal des débats*, cette feuille sans l'appui de laquelle se fût difficilement les réputations littéraires. Les articles de M. Nisard sur la haute littérature et la littérature ancienne supposent une véritable instruction classique, quoiqu'ils soient écrits à la manière de la nouvelle école. Le style en est vif, pittoresque et savamment heurté. Si parfois sa critique ne suppose pas l'examen le plus approfondi des ouvrages, elle est du moins décente et modérée. M. Nisard a donné aussi quelques articles à la *Revue de Paris*. Il a publié avec son frère, Jean-Marie-Auguste, né le 9 août 1809, et comme lui élevé distingué de Sainte-Barbe : *Le Portugal sous don Miguel*, par William Young, janvier 1830, 1 vol. in-8°. Une semblable publication fait assez connaître les opinions libérales que professent ces deux jeunes gens. M. Nisard a été secrétaire particulier de M. Bignon pendant le peu de jours que cet honorable député a été à la tête de l'instruction publique, au mois d'août 1830.

**NIVERNAIS** (LOUIS-JULES BARBON MARCINI MARA-SINI, duc de), pair de France et académicien, né à Paris, le 16 décembre 1716. On le destinait à la profession des armes, mais la faiblesse de sa constitution l'éloignant des exercices violents, il acquit au sortir de l'enfance une instruction littéraire assez étendue, possédait particulièrement l'anglais et l'italien, et fit dès cette époque quelques traductions qui lui servirent plus tard à grossir le volume de ses œuvres. À l'âge de quinze ans, il épousa la sœur du comte de Maurepas, et ce fut sa tendresse conjugale qui lui inspira ses premiers vers. Trois années après, il se rendit à l'armée sous les ordres du maréchal de Villars. Devenu colonel du régiment de Limousin, il fit la campagne de Bavière, et souffrit beaucoup en Bôhème de la rigueur du climat. Cette circonstance le décida à quitter le service, bien que sa valeur et ses talents y eussent été remarqués. Sa position dans le monde lui offrait assez d'autres avantages : il tenait de son père, petit-neveu du cardinal Mazarin, des titres en France, avec l'expectative d'une fortune considérable, et de sa mère, qui était une Spinola, des droits à la grandesse d'Espagne de première classe. L'académie française frappée d'un tel mérite, selon l'usage de ces temps, lui sut beaucoup de gré d'avoir déjà rimé quelques morceaux faciles et agréables ; elle lui donna le feuillet laissé vacant par Massillon. Au nombre des amis du roi se trouvaient deux membres de l'académie des inscriptions, et bientôt il y prit place. Il a même fourni à cette société deux mémoires généralement approuvés, l'un sur les maximes de gouvernement suivies par Clovis, et le second sur l'indépendance des anciens rois de France dans leurs rapports avec l'empire, depuis les premiers successeurs de Charlemagne. Le duc de Nivernais se préparait alors à remplir des fonctions diplomatiques, mais sans se laisser détourner de son penchant pour les lettres. Tout en faisant des extraits raisonnés des négociations du président Jannin ou de celles de Loménie, il cherchait aussi dans l'histoire des sujets pour des dialogues des morts et d'autres essais ingénieux. Ses liens de parenté avec les meilleures familles de Rome, et ce qui pouvait y avoir d'italien dans le caractère qu'on lui attribuait, le firent choisir pour ambassadeur auprès du saint-siège, en 1748. Dans cette résidence, il ne s'agissait guère que de montrer de l'esprit et de tenir maison d'une manière splendide. Il y avait même spectacle chez lui, et tous les artistes distingués y étaient reçus avec empressement. Le crédit que lui donnaient son urbanité et sa magnificence fut assez grand pour sauver de l'index plusieurs livres français, entre autres ceux de Montesquieu. Dans la Prusse, où au contraire il fallait être plus qu'homme d'esprit et qu'homme de cour, le duc n'obtint aucun succès. D'ailleurs Frédéric ne voulait pas s'appuyer sur la France, à cause de l'incapacité des ministres de Louis XV, et il venait de conclure un traité avec le cabinet de Saint-James, le jour même où le duc de Nivernais arrivait pour l'en dissuader. Néanmoins l'ambassadeur français resta quatre mois à Berlin ou à Potsdam, et sut y étudier avec beaucoup de pénétra-



tion et les ressources de la Prusse et la politique de son prince. Il a dicté des documents fournis par lui à cet égard au ministère des affaires étrangères, un des portraits les plus judicieux qu'on ait de Frédéric. Plus heureux en Angleterre, comme négociateur, dans les premiers temps du règne de George III, Nivernais y décida lord Bute à conclure un traité dont la France avait besoin, et qui fut signé le 10 février 1763. On en murmura dans Londres. Les Anglais, dont lord Chatam entretenait la vieille animosité, croyaient perdre tout le fruit des avantages remportés pendant la guerre si la France n'était pas humiliée. Le mécontentement à cet égard se prolongea, et l'opposition exigea, en 1769, que la conduite du ministère fût examinée par le nouveau parlement. Un certain Mulgrave prétendit que l'or de la France avait corrompu le cabinet britannique et même le roi. Le résultat de la discussion ne fut pas entièrement favorable à lord Bute; mais Mulgrave fut expulsé de la chambre des communes, et la loyauté du négociateur français fut reconnue. Il revint en France, après la mort de son père, afin de prendre la régie de ses biens. Quoiqu'il eût à rétablir l'ordre dans des affaires un peu dérangées, ses dépenses à Londres ou à Rome, loin de se montrer exagérées à l'égard de ses fermiers, il s'occupa d'améliorer leur sort, et, pour diminuer en leur faveur le poids des redevances féodales, il n'attendit pas les approches de la révolution. Dans la lutte des parlements contre la cour, en 1771, Nivernais défendit avec fermeté les droits ou les prérogatives de la pairie. Le changement de règne ne lui ôta pas tout crédit à Versailles, et même il parut désigné plus tard par la voix publique pour être le gouverneur du dauphin; mais il s'éloigna des affaires à la retraite de Mauvages, son beau-frère. Il ne reparut au conseil du roi que dans les derniers temps de Vergennes, et ensuite, en 1791, à cause de la difficulté des circonstances. Après avoir éprouvé dans sa famille les perles les plus sensibles, il fut dénoncé par Chaumette, et incarcéré le 13 septembre 1793; mais la journée du 9 thermidor le fit élargir, et lorsqu'il présida, en 1796, l'assemblée électorale de la Seine, il fut sur le point d'être élu au conseil des anciens. Dans sa prison même, à l'âge de soixante-dix-sept ans, il avait traduit, non pas avec un goût sévère, mais avec grâce et naturel, *Richard III*, poème badin de Fortiguerra. Littérateur d'un ordre inférieur sans doute, mais amateur estimé universellement, et, dans l'occasion, aimable protecteur des lettres, il n'était accusé que d'accueillir avec trop peu de choix une foule de jeunes aspirants. « S'il n'est plus » due à la cour, il l'est toujours au Parnasse, » disait, après 1790, l'abbé Barthélémy. Durant ses années de loisir, Nivernais se rendait assiduellement à l'académie française, et souvent il y prononçait les discours des séances publiques. La fécondité de son esprit ne l'abandonna pas même dans un âge avancé. Ce fut vers la fin de sa vie qu'il composa l'*Orthographe*, une de ses plus jolies pièces, et, le jour même de sa mort, le 25 février 1798, il écrivit gaiement un billet en vers au docteur Caille, médecin qu'il comptait au nombre de ses amis. Il avait publié récemment, à Paris, ses *Fables* et la plupart de ses opuscules formaient huit volumes in-8°. Sans être complètes, ces œuvres étaient bien volumineuses relativement à l'importance du contenu. Une partie des poésies fugitives ont été omises, et néanmoins c'est peut-être le genre dans lequel Nivernais a le mieux réussi. Les *Reflexions sur le génie d'Horace*, de *Duport* et de *J.-B. Rousseau* ont été souvent réimprimées. Il y a montré beaucoup de goût, et il a fait plus quant à Horace, il l'a traduit plus d'une fois avec quelque bonheur. Palmito a dit que les fables de Nivernais semblaient être l'objet de sa prédilection. Si ce n'est pas précisément à ce genre qu'il eût dû se croire appelé, si d'ailleurs il a hasardé un trop grand nombre de fables, ou en estime du moins une cinquantaine, et c'est surtout comme fabuliste qu'il échappe maintenant à l'oubli. Les critiques y ont trouvé trop d'esprit et de cette finesse qui, dans les apologues, peut dégénérer en froideur. Mais est-il d'une nécessité absolue que toutes les fables soient naïves, et faut-il proscrire, par exemple, la raison ingénieuse qui fait

le charme de celles de Florian? Nivernais n'a pas prétendu reprendre dans les sciences la manière de La Fontaine; mais il y a montré assez de talent pour que la lecture en fût très agréable, surtout aux séances de l'académie, et d'ailleurs n'était-ce rien de donner particulièrement aux hommes puissants des leçons au style assez élégant pour se faire lire d'eux? Nivernais ne se serait pas livré à une critique plus directe; il portait l'aversion pour toute satire jusqu'à blâmer les épiques. Ses *Dialogues des morts* et ses *Lettres morales* n'offrent pas moins de douce philosophie ou de sagesse, et ses *Vies des troubadours* se distinguent par une narration piquante. Si on remarque plus de sévérité dans les morceaux imités d'Anacréon, d'Orvide, de Tibulle, ou dans ceux traduits de Milton, de l'Arinate et de Métastase, on est sûr d'y trouver toujours quelque chose de séduisant, et il en est ainsi jusque dans ses discours d'académie ou dans sa correspondance diplomatique. Ce sont ces discours, au nombre de neuf, ces lettres, quelques petits drames de société, et les deux dissertations communiquées à l'académie des inscriptions qui remplissent les deux volumes in-8° donnés, en 1807, par François de Neufchâteau, sous le titre d'*Œuvres posthumes de duc de Nivernais* (avec un éloge de l'auteur).

NOËL (ANDRÉ-CLAUDE), ancien notaire de l'empereur Napoléon, chevalier de la légion d'honneur, administrateur et secrétaire trésorier honoraire d'un bureau de bienfaisance de Paris, président d'une commission de salubrité, secrétaire-général de l'athénée royal, membre de conseil d'administration de la société d'encouragement et de plusieurs sociétés savantes, etc., né à Paris, le 6 juillet 1777, y a fait ses études, et est entré immédiatement dans le notariat. Il fut déclaré apte à être notaire, à l'âge de vingt-cinq ans, au dernier concours qui eut lieu avant le loi du 25 ventôse an 11. En juillet 1805, il fut présenté à l'empereur pour succéder à son notaire décédé. Napoléon l'interrogea lui-même et lui fit des questions sur le code civil qui venait d'être donné à la France, et dont l'empereur avait fait discuter devant lui les principales lois, qu'il avait encore présentes à la mémoire. Napoléon se montra satisfait des réponses et de l'assurance du jeune candidat; mais cela ne suffit pas pour le faire admettre: l'empereur fit assembler, le lendemain, sous la présidence du grand-juge, ministre de la justice, quatre notaires de Paris, au nombre desquels étaient le président et le premier syndic de la chambre de discipline, pour donner leur avis sur le candidat. Après un rapport favorable, M. Noël fut accepté par l'empereur comme son notaire, sauf l'admission de la chambre de discipline et l'accomplissement de toutes les conditions requises. Ce fut par décret impérial, daté du camp de Boulogne, du 30 thermidor an 13 (18 août 1805), que M. Noël fut définitivement nommé. Il fut aussi chargé des affaires de plusieurs ministères, du sénat et d'autres administrations. Il eut à toutes ces occupations par un travail extraordinaire qui lui concilia l'estime générale. Elles ont un caractère positif d'utilité publique en ce que les nombreuses acquisitions faites par son ministère ont beaucoup augmenté le nombre des monuments publics et puissamment contribué à l'embellissement de la capitale. Une des choses qui ont le plus honoré M. Noël, dans l'exercice de ses fonctions, a été de les remplir avec une grande impartialité, en observant scrupuleusement l'ordre légal, et y conformant les hautes parties qui contractaient devant lui, aussi bien que les plus simples particuliers. C'est ainsi qu'il refusa son ministère à des dispositions dans le sens des majorités antérieurement aux lois qui les ont établies, qu'il s'est opposé à toutes prises de possessions d'immeubles avant l'acquisition ou tout au moins le consentement formel des propriétaires, et qu'il eut à faire respecter l'indépendance de ses fonctions par Napoléon lui-même. Un jour, en effet, que le notaire se présentait au château de Saint-Cloud d'après son matin pour y passer un acte qui devait être signé de Napoléon et de Joséphine, Napoléon signa d'abord, et voulut s'emparer de la minute pour aller prendre lui-même la signature de l'impératrice, qui était encore au lit dans une pièce,

voisine. Le notaire ne voulait point se dessaisir de l'acte, et fit observer à l'empereur que la mission principale d'un notaire était précisément de juger par lui-même du contentement des parties et de voir de ses propres yeux apposer leur signature sur les actes, qu'à ces conditions seulement il pouvait leur imprimer l'authenticité. Napoléon, un peu étonné, comprit cependant ces puissants motifs; il se chargea d'aller en parler à l'impératrice, qui se leva, parut bientôt, entendit la lecture de l'acte et le signa en présence du notaire, non sans se plaindre à lui, mais avec une obligeance gracieuse, de ce qu'elle appela sa *grande sôrdité*. Cette princesse avait donné toute sa confiance à M. Noël. Plus d'une fois il fut confident des chagrins dont sa haute position ne la rendait pas exempt: il vit couler ses larmes à l'occasion du divorce dont elle lui confia le projet bien avant qu'il fût question dans le public de cette cruelle séparation. M. Noël, par sa constante application à remplir scrupuleusement ses devoirs de notaire auprès de Napoléon, réussit à maintenir et augmenter peut-être, dans l'esprit de ce grand homme, la haute opinion qu'il avait conçue des fonctions et du caractère d'un notaire. Cette première époque de la carrière notariale de M. Noël dura environ dix ans. Bientôt après la rentrée de Louis XVIII, malgré la promesse si solennellement faite de ne faire en France d'autre changement que celui d'un Français de plus, et, quoique la clientèle du domaine de la couronne eût presque doublé, pour M. Noël, le prix d'acquisition de sa charge, on nomma un autre notaire de ce domaine. Mais à l'ancien notaire de l'empereur, il resta la confiance d'un souverain qu'on n'exile pas, d'un nombreux public auquel il voua ses soins, et qui l'en dédommaga par une grande affection. Son exercice se prolongea ainsi jusqu'en juin 1833, époque où la détérioration de sa santé, affaiblie par un travail sans relâche, fut un des motifs qui le déterminèrent à se retirer encore jeune. M. Noël cependant ne put concevoir une existence où il cessât d'être utile à ses concitoyens. Dès 1813, il avait été un des premiers à entrer dans les rangs de la garde nationale, pour laquelle, en outre, il habilla, équipa et arma un des plus beaux grenadiers à ses frais. Au 30 mars de l'année suivante, il fut un des braves gardes nationaux qui, à la barrière de Clichy, se battirent en dedans et en dehors contre les hordes qui attaquaient Paris. Le 30 mars 1815, au matin, il fit rentrer et placer à la bibliothèque, rue Richelieu, sous la surveillance de la garde nationale, une pièce de canon qu'il avait fait abandonner par des volontaires royaux qui la traînaient dans les rues et menaçaient de s'en servir contre ceux qui portaient les trois couleurs. Au mois de juillet même année, de concert avec le chef du poste, après trente-six heures de garde, il sauva le Palais-Royal du pillage en le faisant évacuer par une foule exaspérée qui l'en menaçait. Au mois de juillet 1830, quoique malade à la campagne, il revint à Paris pour se réunir à ses camarades de la garde nationale, et le 31 il commanda la première garde montante qu'il fournit sa compagnie des grenadiers à l'hôtel des affaires étrangères, dernière résidence de M. de Polignac, où il eut à s'opposer à l'enlèvement de papiers importants et de caisses renfermant pour cinq cent mille francs d'argenterie tout emballée. M. Noël ne donna pas de moindres preuves de son courage civique. En 1816 et 1817, il ne dissimula point son attachement à l'ordre constitutionnel, ce qui lui valut la privation successive des clientèles d'administrations publiques, autres même que celle du domaine de la couronne. En 1822, il fut pressé par le préfet de la Seine, et de l'ordre exprès du principal ministre, M. de Villèle, de promettre sa voix et celle de ses amis au candidat ministériel; mais l'électeur s'y refusa ouvertement, dût-il lui en coûter sa charge, en s'exposant à être destitué de ses fonctions de notaire. Le lendemain de l'élection, il accepta d'être nommé du bureau définitif, après le renversement du bureau provisoire, et, dans la journée même, un autre notaire de la préfecture fut nommé à sa place. M. Noël, comme membre fondateur de l'athénée, a été chargé, par l'assemblée générale, de prendre connaissance de

la position de cet établissement sous tous les rapports, et de proposer les mesures et règlements nécessaires pour sa réorganisation sociale, financière, scientifique et même politique. En 1831, M. Noël, par un rapport étendu et plein de lucidité, raconta jusqu'à la création de cet établissement, fit connaître les situations diverses où il s'était trouvé, résolut toutes les questions que les circonstances avaient fait naître, et présenta de nouveaux statuts basés sur les anciens et plus complets qu'eux. Ce travail fut accueilli par les fondateurs comme très propre à conserver et faire prospérer de nouveau cette précieuse association. Ce fut pour en récompenser le rapporteur qu'il le nomma secrétaire-général de l'athénée, fonctions où il pourra faire produire à la nouvelle organisation tout l'avantage qu'il y a lieu d'en attendre.

**NORMANN-EHRENFELS** (Philippe-Charles, comte de), ministre d'état de Wurtemberg, naquit le 25 septembre 1756, à Stréou, dans la Poméranie suédoise. Il reçut sa première éducation sous les yeux de son père qui, en 1766, entra au service de Prusse en qualité de major, et mourut bientôt après à Neuwedel. En 1768, son oncle maternel, le baron de Belir (depuis président du conseil supérieur de la cour de Wurtemberg) parvint à le faire nommer page auprès de Charles-Eugène, duc régent de Wurtemberg. De 1773 à 1778, Normann fréquenta l'école militaire de Ludwigsbourg, où il remporta en peu d'années cinquante prix. Il fut nommé, en 1779, conseiller de gouvernement et attaché au tribunal de la cour. L'année suivante, il accepta une chaire de droit au même gymnase. Dès 1791, Normann entra dans la carrière des hauts emplois, et occupa successivement la place de président de la cour d'appel séant à Stuttgart, celle de conseiller d'état et celle de vice-président du gouvernement. Envoyé à Paris, en 1796, comme ministre du cercle de Souabe, il réussit à obtenir une forte diminution sur les contributions de guerre que ce pays devait payer à la France. En 1799, Normann organisa l'armement général de la population des contrées du Neckar. De 1801 à 1803, il représenta son gouvernement à Paris, où il conclut un traité par lequel le duc de Wurtemberg obtint, à titre d'indemnité, diverses enclaves dont la population totale s'élevait à douze mille âmes, et qui furent réunis sous le nom de Nouveau-Wurtemberg. De retour à Stuttgart, il fut nommé ministre d'état, et chargé spécialement de l'administration du territoire nouvellement acquis. Subdélégué de Wurtemberg à la diète de Ratisbonne en 1805, Normann sut si habilement faire valoir les droits que son souverain, le duc Frédéric-Eugène, avait à la dignité d'électeur, qu'elle lui fut accordée sans opposition. Pour prix de ces services, Normann reçut la grande croix de l'ordre de Wurtemberg, et deux terres à titre de fiefs masculins. Appelé en 1804 à faire partie du conseil des ministres récemment établi, il obtint bientôt sur ses collègues cet ascendant qui était dû à ses lumières et à son expérience. Comme membre du conseil, il s'occupa particulièrement des relations extérieures, et dirigea avec succès plusieurs importantes négociations. C'est lui qui signa, au nom de son souverain, le traité avec la France du 12 décembre 1805, et celui de la paix de Presbourg du 26 du même mois, par lesquels l'électorat de Wurtemberg fut considérablement agrandi et érige en royaume indépendant. Dans le même année, il avait rédigé le manifeste d'organisation, espèce de charte constitutionnelle, qui soumit l'ancien et le nouveau Wurtemberg à une administration et à des lois uniformes. En 1806, le roi Frédéric lui conféra la dignité héréditaire de comte, et ajouta à son nom de famille celui d'Ehrenfels, mot allemand qu'on pourrait traduire par *honneur inébranlable*. Les longs et continuels travaux auxquels il se livrait finirent par épuiser ses forces, de sorte que dès 1808 sa santé devint chancelante. Il n'en continua pas moins à remplir ses fonctions de ministre jusqu'en 1812, qu'une maladie douloureuse l'obligea de donner sa démission. Normann s'établit depuis à Tübingen, où il mourut le 26 mai 1817. Il avait épousé une baronne de Hertling, et en eut quinze enfants dont neuf lui ont survécu.

**NOTTRET DE SAINT-LYS** (RARI-LOUM), chevalier de plusieurs ordres, ci-devant seigneur de Ripont, et autres lieux et villages de la province de Champagne, relevant nature de fief en baronie, décédé maire de Buzancy, le 8 octobre 1817, est auteur de plusieurs ouvrages sur l'agriculture. Il était gendre de Jean-Jacques Lemaire, administrateur des Ardennes, qui perit avec autant de gloire que de courage sous la hache révolutionnaire, en l'an 2, victime de son dévouement à Louis XVI.

**NOVALIS.** *Foyez HARDENBERG, au Supplément.*

**NOWOSSILTZOFF** (N. baron de), ministre d'état, conseiller privé de l'empereur de Russie, et membre de l'académie des sciences de Pétersbourg, suivit de bonne heure la carrière diplomatique, et fut chargé de plusieurs missions importantes. En 1805, il fut nommé ministre plénipotentiaire de Russie près Napoléon; cette mission, annoncée avec beaucoup d'éclat, avait un but secret que l'on connut plus tard. M. de Nowossiltzoff n'alla jamais à Paris, mais prolongea son séjour à Berlin, d'où, après avoir vainement essayé de faire entrer la Prusse dans une nouvelle coalition, il décida l'Autriche à faire la guerre à la France, de concert avec la Russie. La capitulation d'Ulm, la victoire d'Austerlitz, une série de succès inouïs pendant le court espace de quatre mois, et la prise de Vienne, rompirent cette coalition. L'empereur d'Autriche obtint, après beaucoup de sacrifices, la paix de Presbourg, et l'empereur de Russie envoya un autre négociateur à Paris, M. Oubril, qui signa un traité de paix entre la France et la Russie. Ce traité ne fut point ratifié par l'empereur Alexandre, et le projet d'alliance offensive et défensive entre la Russie et la Prusse, proposée par M. de Nowossiltzoff au roi Frédéric-Guillaume, en 1805, fut alors adopté. Les batailles d'Iéna, d'Eylau et de Friedland, la prise de Berlin et de Königsberg y mirent fin, et la paix de Tilsitt sembla promettre quelque repos à l'Europe. M. de Nowossiltzoff, décoré de plusieurs ordres étrangers, a été comblé des faveurs de l'empereur Alexandre. En 1814, il fut nommé conseiller intime membre du gouvernement provisoire de Pologne, et il a été chargé plusieurs fois de l'ouverture de la diète; il a aussi présidé la commission chargée de rédiger le code civil russe. Après l'organisation du royaume de Pologne, M. de Nowossiltzoff demeura auprès du vice-roi avec le titre de commissaire russe. Il y est resté jusqu'en 1823, époque à laquelle le gouvernement le rappela. Il a souvent présidé l'académie des sciences de Pétersbourg, et il est aujourd'hui conseiller privé au ministère de l'intérieur de Russie.

**NUNCQUES** (LOUIS-FRANÇOIS DE GOUVERNAUR), chevalier de la légion d'honneur, conseiller, député, etc. Il naquit à Arras, département du Pas-de-Calais, en 1754. Son père, subdélégué de l'intendant, lui fit commencer ses études au collège de cette ville, puis l'envoya à Paris, où il obtint dans la suite de ses classes de brillants succès. Il annoua de bonne heure un penchant décidé pour le barreau et la magistrature. Reçu avocat, il exerça cette profession à Douai pendant quatre années consécutives; il se distingua surtout par un caractère de modération qui lui valut toute l'estime de la cour. Substitut du procureur-général, il remplit ces fonctions avec un zèle louable, sans rien perdre néanmoins de sa liberté de conscience, et, après six ans d'exercice, il obtint le titre de conseiller. Il occupa cette place depuis treize ans. Ses talents l'ont placé presque en tête de la cour. Choisi souvent pour présider les assises dans le Nord et le Pas-de-Calais, M. de Nuncques apporta sans cesse dans ses fonctions l'exécution la plus grande, laissant à chaque accusé une libre défense, et faisant toujours dans ses résumés avec la même impartialité la part des preuves accablantes comme celle des preuves atténuantes ou absolvantes. Le même amour du bien l'anima également dans ses fonctions administratives. Membre des conseils municipal et d'arrondissement de Douai, puis de la commission des prisons, il n'est point d'instant où il cesse de rendre quelques services; aussi jouit-il de l'estime de tous ses compatriotes. En 1837, le choix des électeurs de l'arrondissement électoral d'Hesdin (Pas-de-Calais) tomba sur lui. Élu député, il apporta à la chambre un caractère indépendant et inaccessible à toutes séductions. Il se fit remarquer surtout à la session de 1839 par deux discours, l'un sur le monopole des tabacs, et l'autre sur la loi départementale, qu'on écouta avec une profonde attention, et où d'ailleurs ses principes sont à découvert. Au reste, doué d'un organe sonnet, possédant une élocution facile et une longue habitude de parler en public, il n'est point douteux que M. de Nuncques ne devienne un jour un des orateurs de la chambre et n'y joue un beau rôle. Nous terminons cet article en y consignant un acte de désintéressement qu'il donna à ses commettants en refusant la place de procureur-général près la cour royale de Douai, qui lui fut offerte sous le ministère Portalis. Au mois d'octobre 1850, M. de Gouvernaur a été nommé conseiller à la cour royale de Paris. Il a présidé depuis les assises du département de l'Aube et celles du département de Seine-et-Oise.

**NUNEZ.** *Foyez FERNAND.*

## O

**O'CONNEL** (DANIEL), avocat irlandais, que son influence turbulente sur ses compatriotes catholiques a fait surnommer le *grand agitateur*, né en 1778, dans la partie de l'Irlande appelée le Kerry. Il descend par une ligne authentiquement prouvée des anciens rois d'Iverarab. Ainsi que les O'Connor et les O'Neil, il prétend n'être point de race celte, et fait remonter son origine jusqu'à Miletus ou Milesius, Phénicien, qui serait venu s'établir en Irlande et y fonder une colonie à une époque fort reculée. D'abord à l'École, il fut envoyé au collège des jésuites de Saint-Omer pour y faire ses études; mais son goût l'emporta vers la carrière des lois, et il fut reçu dans le barreau irlandais au mois d'avril 1798. Il était peu riche: son père et son oncle vivaient encore, et il parut d'abord plus occupé d'accroître ses connaissances en droit, et de fonder sa fortune, que de se faire un nom dans les affaires publiques. Toutefois dans une question de quelque importance pour la cause des catholiques, il eut le honneur de l'emporter sur John Keogh qui, depuis 1793, était regardé comme le chef de leur association, et alors commença, sous ce rapport, sa répu-

tation devenue depuis si populaire. C'est vers 1805 qu'on le voit figurer en première ligne dans le comité formé pour arriver à l'émancipation de l'Irlande, qui déjà avait fait un premier pas en 1793, époque à laquelle on avait rendu aux Irlandais catholiques les droits électoraux. Il ne restait plus qu'à les admettre à siéger dans les deux chambres. C'est pour obtenir ce résultat que O'Connell a travaillé depuis vingt huit ans, et le succès a couronné ses efforts. A cette époque il rédigeait avec Scully, un des premiers avocats de Dublin, un journal destiné à soulever leurs co-religieux contre l'oppression. Au mois d'août 1810, il fut un des vingt-huit membres du comité choisi par le comte de Clare pour composer le bureau permanent au sujet de l'affaire de l'émancipation. Lorsqu'en mois de février 1811, le gouvernement voulut dissoudre l'assemblée catholique, O'Connell, dont l'audace fut toujours mesurée, déclara qu'il était prêt à se soumettre aux lois. Ainsi un des plus grands services qu'il ait rendus à la cause irlandaise, a consisté à étouffer parmi cette population turbulente les féroces sujets de divisions, et à assouvir les haines qui faisaient que

de temps immémorial chaque village d'Irlande était journellement le théâtre des rixes les plus sanglantes. Tout occupé de sa lutte contre Napoléon, le gouvernement britannique donna peu d'attention aux pétitions que lui présentait le comité catholique. Après la chute de ce conquérant, l'administration de lord Castlereagh ne fit rien pour les Irlandais : la liberté était, pour ainsi dire, suspendue dans tous les états de l'Europe, mais O'Connell, confiant et persévérant, comme tous ceux qui ont une conviction forte, persistait dans ses projets. Il n'y a pas eu de caractère public qui ait été exalté avec plus d'enthousiasme, et dégradé avec plus de haine que le sien. Voici comme s'exprimait à ce sujet un membre de l'association, le fameux Sheil, autre agitateur : « Un observateur impartial dira que c'est un homme à forte capacité, à sentiment plus fort encore, incessamment occupé, et presque toujours sans préparation, de questions ardues, dans lesquelles le plus sage aurait peine à discerner le point juste entre une soumission servile et une importunité fœdérale ; homme de parti par nécessité, toujours fidèle à sa cause, constant dans son but quoique souvent incertain dans le choix des moyens pour y parvenir, et qui dans sa longue course politique a forcé les esprits les plus lumineux de l'Angleterre à mettre en doute qu'il y eût pour avancer les intérêts de son corps une marche plus modérée que celle qu'il a suivie. » O'Connell se vit souvent en butte à des provocations personnelles qui menacèrent sa vie. En 1815, dans un de ses discours, il avait qualifié de mendiant la corporation de Dublin. Un des membres les plus nécessaires de cette société appela l'orateur à s'excuser ou à se battre. O'Connell, dont la vie est d'une si grande importance pour la meilleure part de la population irlandaise, vit tout ce qu'il y avait de perfide dans cette alternative : il soumit sa conduite à la décision de ses amis, et le duel eut lieu ; l'agresseur fut tué. On ne doute point que cet homme n'eût été assassiné par des personnages alors très influents auprès de l'autorité. Après avoir payé d'une manière si déplorable sa dette à ce qu'on appelle l'honneur, O'Connell a pris le parti de ne plus accepter aucun duel. En 1821, lorsque le roi Georges IV fit un voyage en Irlande, O'Connell usa de son influence pour amener une réconciliation entre les orangistes et les catholiques. Après le départ de Georges, les catholiques ne tardèrent pas à reconnaître que la visite du roi n'avait été qu'un leurre : alors O'Connell et Sheil posèrent, au mois de mai 1823, les fondements de la nouvelle association catholique. Tous deux signèrent une adresse à leurs co-religieux : une faible réunion se tint à la taverne de Dempsey, à Dublin, et l'association fut fondée : les premières séances étaient à peine suivies. Enfin les puissants appels d'O'Connell, dont l'ambition stimulait le talent, furent entendus de la masse : l'aristocratie catholique commença à se rapprocher du peuple, et à entrer dans une franche coopération avec O'Connell, qui par la puissance de la parole s'eut à la fois dominer la lièvre noblesse de son parti, et discipliner les masses populaires : en peu de temps l'association catholique embrassa tout le pays. En 1824 elle avait, par des souscriptions volontaires, acquis d'immenses capitaux. Une autre association catholique, formée à Manchester, voulut se réunir à celle d'Irlande : O'Connell s'y opposa, cette réunion étant évidemment contre la loi ; mais on continua de correspondre. L'association catholique d'Irlande n'avait pas seulement un caractère religieux, elle avait une tendance à arriver, par l'émancipation catholique, à la réforme parlementaire. Dans la fameuse adresse au peuple d'Irlande (décembre 1824), elle dénonçait toute idée d'obtenir par des voies illégales les redressements des griefs des catholiques. Cette adresse, dans laquelle on reconnaissait l'esprit d'O'Connell, ne rassura pas le gouvernement. Au contraire, elle lui inspira d'autant plus d'effroi qu'elle semblait se croire investie d'autorité pour préférer la modération. Quelques temps après, O'Connell lui-même, entraîné dans une scie par la chaleur de l'improvisation, sembla révéler le pacte de l'alliance de la faction radicale avec la faction ultramontaine. Cinq jours après, O'Connell

fut arrêté et traduit devant un grand jury. Cette arrestation fit une sensation prodigieuse. O'Connell, déchargé de l'accusation, le 1<sup>er</sup> janvier 1825, n'en fut que plus influent dans son poste. L'association, dès lors, ne se borna plus à la question : elle aspira visiblement à la réforme. Cependant cette année, à l'ouverture du parlement, la question de détruire l'association des catholiques fut mise en avant dans la chambre des communes. L'association ne pouvait demeurer neutre dans cette discussion, et elle envoya à Londres plusieurs de ses membres les plus distingués, entre autres O'Connell, pour y défendre son existence menacée. La députation ne put obtenir d'être admise à la barre de la chambre des communes, où elle se présenta, et le bill qui dissolvait l'association fut adopté. Néanmoins une motion présentée le 1<sup>er</sup> mars par sir Francis Burdett, pour obtenir le rapport des lois qui affectaient les droits des catholiques fut prise en considération, et l'auteur de la motion se concerta avec O'Connell et les autres députés pour rédiger le bill d'émancipation. Le 23 mars, jour de la présentation de ce bill, le comité chargé de l'enquête sur l'état de l'Irlande, présenta son rapport dans lequel l'émancipation était admise en principe, sauf la convenance de hausser le cens électoral des franc-tenanciers, et de le porter à environ 50 francs, au lieu d'environ 50 francs. O'Connell et ses collègues convinrent de la nécessité de cette mesure : dans cette même session le bill de sir Francis Burdett fut repoussé par la chambre haute. Cependant l'association catholique se reforma sur un autre plan, et O'Connell ne cessa d'y jouer le premier rôle. Il sentait que, malgré la constante opposition de la chambre des pairs, il était trop près du but pour user de vains ménagements. L'Irlande fut en insurrection pendant l'année 1826. O'Connell était secondé par les prêtres catholiques, qui haranguaient les paysans, et les menaçaient de la colère du ciel, s'ils obéissaient à leurs seigneurs protestants. Cette année fut signalée par la fameuse réunion à Ballinamore, où O'Connell ajouta à l'agitation des esprits. Mais arriva bientôt le moment d'une lutte plus importante, et d'un succès glorieux après tant d'efforts. Durant la session de 1828, un nouveau bill en faveur des catholiques d'Irlande avait été adopté par la chambre des communes : présenté ensuite à la chambre haute par le marquis de Lansdown, il fut rejeté, et cette décision produisit en Irlande la sensation la plus fâcheuse. L'association catholique ajouta par ses déclamations fougueuses à l'irritation des partis. Il valait une place au parlement pour le comté de Clare, par la nomination de sir Vesey-Fitz-Gerald, à l'office de président du bureau de commerce. Sir Fitz Gerald, quoique protestant, avait voté pour la motion de sir Francis Burdett. Rien ne semblait devoir l'opposer à sa réclamation : mais son entrée dans le ministère, dont le duc de Wellington et M. Peel étaient les chefs, inspira aux catholiques des inquiétudes et des méfiances. Toutefois il aurait, selon toute apparence, été reçu si le chef de l'association catholique, si O'Connell lui-même, n'eût imaginé de faire tout à coup paraître une adresse dans laquelle il se portait pour candidat. Tous les vœux se tournèrent vers lui : néanmoins la résolution semblait hardie. O'Connell ne pouvait, d'après plusieurs actes, siéger au parlement sans prêter un serment contraire à sa religion : mais il prétendait ou que ces actes n'existaient pas, ou qu'ils n'étaient point applicables aux circonstances. L'association catholique employa tous les moyens pour le succès de l'élection qui devait avoir lieu le 30 juin. Dès le 25, les prédications pour l'assurer commencèrent dans les églises. O'Connell, vêtu de vert et décoré de l'ordre des *libérateurs*, dont il était l'un des fondateurs, monta dans une calèche également verte, et commença sa marche triomphale. De Dublin à Ennis, partout le pays était illuminé. Jamais un souverain ne se vit ainsi fêté. Le matin de l'élection, il arriva à Ennis. Au même temps, on y vit affluer des bandes de paysans conduits par leur curé, et promenant des drapeaux verts avec cette inscription : *Liberté civile et religieuse*. Dès lors la lutte s'engagea. Au discours insinuant, adroit, mesuré de son compétiteur Fitz Gerald, O'Connell répliqua avec

une foudroyante énergie. Après avoir terrassé de ses accablantes plaisanteries les alliés de son rival, il demanda à celui-ci de quel front il se disait l'ami des catholiques, quand le premier acte de sa vie politique avait été de se faire l'ami du sanguinaire Perceval, et qu'il était encore aujourd'hui celui de Peel. Ces attaques frappèrent au cœur M. Fitz-Gérald, qui, pendant qu'O'Connell employait ainsi contre lui toutes les armes, murmurait à demi-voix : « est-ce loyal ? » Il parut particulièrement affecté lorsque, par allusion à l'émotion que Fitz-Gérald avait manifestée au sujet de son père mourant, O'Connell se permit de dire : « Je n'ai jamais versé de larmes en public. » Ce fut le lendemain que s'ouvrit le scrutin. L'association était composée de plus de dix mille paysans. On ferait un vidume si l'on voulait raconter toutes les scènes dramatiques, les déclamations, les bouffonneries, les caricatures qui marquèrent les huit jours que dura le scrutin. C'était un assaut de provocations et d'injures, où Fitz-Gérald était traité de complice des orangistes *Wellington et Peel*, et O'Connell de tyran *demagogue*. Enfin, sur environ trois mille votants, ce dernier réunit en sa faveur deux mille cinquante-sept voix contre neuf cent quatre-vingt-deux, et le sheriff déclara qu'il était légalement élu. Trente-huit électeurs remirent à l'instant à ce magistrat une protestation contre cette élection, attendu que, dans leur opinion, la qualité de catholique romain empêchait O'Connell de siéger dans la chambre des communes. Après qu'il eût été proclamé, l'elu de Clare, dans un discours plein de justesse et de bon goût, demanda que M. Fitz-Gérald voulût bien l'excuser, si le premier il l'avait offensé par quelques expressions peu mesurées ; M. Fitz-Gérald répondit avec une bienveillante cordialité. Toute l'Irlande accueillit l'élection d'O'Connell comme un triomphe avant-coureur de l'émancipation. Quelques jours après, les protestants orangistes profitèrent de l'anniversaire de la victoire de la Boyne, remportée le 11 juillet 1690 par Guillaume III sur Jacques II, pour célébrer des réjouissances qui furent suivies de rixes sanglantes avec les catholiques. Ceux-ci, qui avaient pour eux le nombre, la justice de leur cause et une longue oppression, se rallièrent de toutes parts, et sur la fin de septembre plus de cent mille d'entre eux se trouvèrent sous les armes du côté de Tipperary et de Clonnel. Le premier usage que fit O'Connell de l'autorité que lui donnait son nouveau titre, fut pour objet de faire tomber les armes des mains de ses partisans. Lui-même se transporta sur les lieux, où sa présence et ses discours conciliateurs opérèrent l'effet désiré. Le 5 novembre suivant, à l'occasion de l'anniversaire du débâquement de Guillaume III en Irlande, il y eut encore des rixes sanglantes à Dublin. Cependant les troubles avaient cessé, grâce aux mesures du gouverneur-général, marquis d'Anglesea, lorsqu'il fut remplacé par le duc de Northumberland. A cette nouvelle, l'association catholique reprit ses séances : O'Connell et ses orateurs les plus fameux se ripaillèrent en éloges pour le marquis, et en injures contre Wellington. Le départ du marquis d'Anglesea fut une véritable ovation (30 janvier 1829). Cependant alors qu'une disgrâce frappait le protecteur des catholiques d'Irlande, il s'opéra dans le cabinet un changement favorable à leur égard. Le duc de Wellington et M. Peel, après l'adoption du bill qui dissolvait l'association catholique, firent passer au parlement le bill d'émancipation qui fut adopté par la chambre des communes le 30 mars, et le 10 juin par celle des pairs. O'Connell était à Londres. Relativement au bill fait pour détruire l'association, il écrivait des lettres amicales, se réservait, selon les circonstances, le droit d'approuver ou de blâmer plus tard. Il se souvenait de 1825. Quant au bill d'émancipation, il contenait une clause spécialement dirigée contre lui, et qui dispensait de l'ancien serment seulement les catholiques qui seraient à l'avenir élus membres du parlement. Il en résultait que O'Connell ne pouvait profiter du bill, et que l'élection de Clare était nulle. Plusieurs membres de l'une et de l'autre chambre protestèrent contre cette singulière exception ; mais, par la bouche de ses amis, O'Connell demanda qu'on ne suscitât aucun nou-

vel obstacle au bill d'émancipation. Le 18 mai, il se présenta à la chambre des communes. Un huissier lui remit la formule écrite du vieux serment. O'Connell la repoussa, et son geste fut entendu de l'assemblée entière ; et après quelques explications avec le président, il se retira. Cet incident donna lieu à une discussion qui dura trois jours, et qui se termina par une décision, portant qu'il serait procédé à une nouvelle élection dans le comté de Clare. Le lendemain, sa réconciliation eut lieu à la taverne de la Couronne et de l'Ancre avec les chefs des radicaux Hunt et Cobbett. Là, répondant à un toast proposé en son honneur et en celui des catholiques irlandais, il fit sa profession de foi. « D'autres, dit-il, avec moi ont embrassé la cause du peuple, fait le bien de leur pays, et au même temps le leur : quant à moi, j'ai réussi pour ma patrie et échoué pour moi-même. » Après s'être félicité d'avoir à développer pour la première fois devant un auditoire anglais ses opinions et ses vues politiques, il ajouta : « Je me présente devant vous, frères anglais, comme un réformateur et un réformateur radical... Je suis ami d'une réforme radicale, non d'une révolution, mais de la réforme qui doit rendre la révolution inutile. » Quant à la clause du bill d'émancipation qui excluait des élections les francs-tenanciers à 40 shillings, O'Connell ajoutait : « La clause qui prive de leurs droits ces héroïques électeurs, travail-lera le bill d'émancipation comme un cancer rongeur, jusqu'à ce que le peuple ait coupé et tranché cette partie corrompue. » Le gouvernement britannique ne tarda pas à se repentir d'avoir, à l'aide d'une clause personnelle, exclu le membre du parlement pour en faire un tribun. Le sud de l'Irlande était paisible, et voilà que les clameurs y retentissent, que les bannières s'y relèvent. A l'association catholique succède une nouvelle ligue politique sous le nom d'Union. Le retour d'O'Connell à Dublin fut un nouveau triomphe. Il n'en était point entré ; partout il prêchait au peuple la soumission aux lois et le respect pour l'ordre. Revenu à Dublin, il y reprit les droits de sa profession, et fut assidu aux réunions politiques, en attendant la formation des nouvelles listes d'électeurs pour le comté de Clare. Sa nomination n'était plus mise en doute, M. Fitz-Gérald avait reculé. Un seul homme, nommé Toby Glascock, osa se présenter. Il se montrait à Dublin un fusil à vent sous le bras, jurant qu'il tuerait O'Connell, qui, de peur d'accident, fut obligé de porter plainte. Cet écervelé, ayant obtenu de sortir de prison, sous caution, et la témérité d'aller se présenter à Clare aux *free holders* qui l'auraient jeté à l'eau sans l'intervention des fils d'O'Connell. Enfin l'élection de Clare eut lieu. Quoique le bill qui élevait le cens électoral à 10 livres eût réduit à deux mille cinq cents le nombre des *free holders*, tous votèrent en faveur du chef des catholiques, malgré l'influence des grands propriétaires protestants dont ils tenaient leur franchise électorale. Des le second jour, il fut déclaré légalement élu. Quelque temps après, il plaida dans une affaire de white boys qui à Cork avaient formé le complot d'assassiner les magistrats protestants. Déjà, sur une première liste d'accusés, douze avaient été condamnés à mort. La cause des seconds semblait désespérée, et O'Connell était le seul qui parût capable d'ébranler la conviction du jury. Dans les causes criminelles, en Angleterre, tout l'art de l'avocat consiste dans la récusation des jurés, dans une tactique habile, qui demande une rare présence d'esprit pour embarrasser le ministère public, déconsidérer les témoins à charge, et surtout leur tendre des pièges, en faisant le contre-examen de leurs dépositions. Personne, en ce genre de lutte, ne peut le disputer à O'Connell ; mais en cette occasion l'on peut dire qu'il se surpassa lui-même : aussi, grâce à l'habileté avec laquelle il fit ressortir l'immoralité du principal témoin, les prévenus furent acquittés. A l'ouverture de la session de 1830, le 5 février, il prit la parole sur le discours de la couronne, et son apparition excita au dernier point la curiosité de la chambre des communes et des galeries. O'Connell se récria sur l'insignifiance des communications faites au parlement, surtout à l'égard de la Russie et du Portugal. A cette occasion, l'éloquence d'Orléans

tique du grand agitateur produisait son effet accoutumé. Il exprima son vœu pour une réforme dans la loi commune des cours ecclésiastiques et d'amirauté, et remercia M. Peel, ministre de l'intérieur, de celle qu'il avait tentée dans le système judiciaire. Le 22 février, il appuya la pétition présentée au nom des Juifs par M. R. Grant, « précisément », dit O'Connell, parce « qu'elle promeut l'examen de principes que je désapprouve. » Il ajouta que bien loin de séparer la législation de la chrétienté de celle des autres cultes, il croyait se montrer meilleur chrétien en votant l'émancipation des Juifs. Le 22 mai, il annonça que le lendemain il demanderait la copie de l'enquête du coroner sur le corps de Daniel Naglan, tué dans une scène de troubles en Irlande, le 29 juin 1839. M. Doherty, qui avait présidé le tribunal, s'éleva avec indignation contre cette demande, et accusa O'Connell de déloyauté et de méditer une retraite. Celui-ci répondit que, dans cette circonstance, il remplissait un devoir, qu'il le remplissait sans crainte. « Par cette expression », *« sans crainte »*, je n'entends pas, ajoutait-il, cette espèce de courage que l'on reconnaît dans les cours d'honneur et que je ne connais point. Mon adversaire a la main ensanglantée, et il le sait bien : il sait aussi que j'ai fait un vœu, car s'ils cèdent il ne se serait pas hasardé à prononcer un discours dont l'insolence ne serait point restée impunie. » Des cris à l'ordre ! n'empêchèrent point l'orateur de répéter : « Il le sait, et toutes les personnes qui me connaissent le savent aussi. C'est ce vœu qui lui a donné l'assurance de parler comme il vient de le faire. » Le 29 mai, il fit, pour la réforme radicale des communes, une motion qui fut rejetée. Le 5 juillet, à l'occasion d'une discussion relative aux journaux, il émit le vœu que les rédacteurs des séances des chambres fussent responsables. Le 3 juillet, il s'opposa au bill de désarmement de l'Irlande, et soutint que le seul moyen de désarmer l'Irlande était de lui ôter tout motif de plainte. Il faut savoir que pendant tout le cours de cette session cette partie de l'empire britannique avait été plus agitée que jamais. La question de l'indépendance y avait été franchement soulevée. C'était le *rappel de l'union de l'Irlande avec l'Angleterre* que demandaient ardemment O'Connell et ses amis. Tandis qu'au sein du parlement il se tenait habilement dans les limites d'une opposition amère, mais toujours mesurée, il répondait en Irlande des adresses qui portaient au plus haut degré l'agitation des esprits. Sous ses auspices une société des amis de l'Irlande avait remplacé l'association catholique. Cependant le ministère ne négligeait rien pour diviser les patriotes irlandais. D'éclatantes defections s'étaient opérées dans les rangs des chefs des catholiques ; mais ceux qui, comme O'Connell, demeuraient fidèles à leurs antécédents, n'acquiesçaient pas plus d'influence. Sentinelle avancée du parti patriote, c'était des bancs même de Westminster qu'il bravait un gouvernement qui tenait entre ses mains sa liberté. Déjà il avait publié un premier manifeste peu de temps après son élection : son second manifeste, du mois d'avril 1830, était encore plus énergique ; le but constant des patriotes irlandais y était franchement avoué ; O'Connell y indiquait clairement comme résultat nécessaire et même prochain des progrès de l'esprit public, la séparation de l'Irlande et de l'Angleterre, et le rétablissement à Dublin du parlement national. Le pouvoir ne manqua pas de prendre ombrage d'une association qui inscrivait sur son bannière les mots d'*indépendance absolue de l'Irlande*. Le 24 août, le duc de Northumberland, vice-roi, publia une proclamation pour dissoudre la nouvelle société. Les ministres anglais auraient bien voulu traduire devant les tribunaux les adresses dont O'Connell était l'auteur, et le faire condamner lui-même pour crime de haute trahison. Quelques amis timides du grand agitateur et de la liberté irlandaise prétendaient qu'il avait été trop loin dans son dernier écrit : mais il avait du moins su s'y tenir sur les dernières limites de la légalité, et cette fois les vœux des légistes ministériels furent impuissants. Immédiatement après la proclamation du vice-roi, de nouvelles associations se formèrent sous le nom de sociétés patriotiques ; ils

établirent la correspondance la plus active avec O'Connell, qui, à Londres, poursuivait avec persévérance la réforme parlementaire. Au mois de juillet 1830, il y eut, à cause de la mort du roi Georges IV, une élection générale dans les trois royaumes. O'Connell revint à Dublin, résolu de se présenter non pas aux élections de Clare, où sa réélection était assurée, mais à celles du comté de Waterford, où l'élection présentait moins de chance à tout autre candidat catholique. Durant son séjour en Irlande, O'Connell, poursuivant le cours de sa patriotique mission, publiait de semaine en semaine des lettres sur la nécessité de demander et d'obtenir le retrait de l'acte d'union de 1784, qui avait détruit le parlement irlandais et centralisé à Londres le gouvernement de l'Irlande. Les alarmes du gouvernement étaient d'autant plus grandes que la chute de Charles X et l'insurrection des Parisiens avaient produit en Irlande une commotion électrique malgré les efforts du vice-roi. L'organisation de la nouvelle association ne fut pas abandonnée. L'ouverture du parlement eut lieu au mois de novembre suivant. L'adresse gardée dans le discours de la couronne sur la question irlandaise ne fit qu'augmenter le mécontentement, et O'Connell à l'ouverture de cette session vit son parti chaque jour plus nombreux à Londres comme à Dublin. C'était chez le duc de Norfolk que se réunissaient les principaux patriotes de la révocation de l'union. Cependant le ministère Wellington, après avoir lutté jusqu'au bout contre de si menaçantes attaques, fit place à l'administration plus libérale du comte Grey. On rendit à l'Irlande pour gouverneur le sage et modéré marquis d'Anglesea, et, dans la chambre des communes, O'Connell ne vit plus repousser d'un ministère aussi absolu ses motions en faveur de la réforme parlementaire. Le 3 décembre, la chambre ordonna l'impression d'une pétition qu'il présenta sur cet objet. Il crut le moment opportun pour publier en Irlande le plan d'une nouvelle association sous le titre d'*association générale irlandaise*, dont le but était toujours la révocation de l'union de l'Irlande avec l'Angleterre. A peine le prospectus eût-il été lancé que le lord-lieutenant, par une proclamation, interdit toute réunion, sous des peines très sévères. O'Connell et ses adhérents n'en persistèrent pas moins dans leur plan : il y eut plusieurs réunions ; aussi fut-il arrêté, le 18 janvier 1831, sur un mandat de l'alderman Barnley, pour avoir « présidé et assisté aux réunions prohibées. » O'Connell insista pour rester en liberté sous caution, la prévention ne motivant pas suffisamment à ses yeux l'acte d'arrestation. Sa caution fut acceptée. L'affaire ne fut jugée au fond que vers le 15 février. O'Connell fut acquitté. La crainte d'une guerre civile (car l'Irlande était en combustion) dicta peut-être ce verdict du grand jury. Toutefois on accusa le grand agitateur, « aussi peu chargé de bon sens, disait-on, que de probité politique, » d'avoir transigé avec le gouvernement. Ce bruit prit une telle consistance que lorsqu'il reparut à la chambre des communes, il se crut obligé de déclarer qu'il n'avait jamais fait aucune transaction de cette nature, mais qu'un certain M. Boune lui avait communiqué plusieurs propositions qu'il disait émanées du gouvernement. Ce jour-là commença à la chambre la discussion du bill de la réforme proposée par le nouveau ministère. Dans la séance du 9 mars, O'Connell donna une preuve signalée de sa franchise et de sa loyauté, en appuyant la mesure et en remerciant le ministère de l'avoir proposée. « Elle est, dit-il, ce qu'elle devait être. Si les ministres avaient voulu faire moins, le pays n'eût pas été satisfait ; s'ils avaient tenté plus, ils auraient échoué. Je suis pour la réforme radicale ; j'aurais donc pu demander davantage, et cependant c'est comme réformateur radical que je suis préparé à soutenir et à approuver les ministres. » Dans la seconde partie de son discours, O'Connell regrettait que le bienfait de la réforme ne s'étendît pas à l'Irlande. « Cependant, ajoutait-il, je ne combattrai pas le bill ; j'y trouve un trop grand bien pour tous. » Ce discours fit le plus grand honneur au député de Waterford : tous les journaux s'accordèrent pour en faire l'éloge. Le bill, adopté par la chambre des communes, ayant été rejeté par les lords,

le roi Guillaume IV prit le parti de dissoudre le parlement. O'Connell fut donc dans le cas de se présenter à une nouvelle élection. L'Irlande voyait en lui un guide expérimenté, un patriote chez qui se trouvait l'alliance bien rare d'une loyauté prouvée et d'une grande habileté à combattre l'autocratie des hommes d'état anti-réformistes. Il fut élu, et le 15 juin, il prêta serment à Westminster comme membre du nouveau parlement. Le 25, lors de la discussion de l'adresse, il se plaignit de la manière dont le discours du trône avait parlé de la situation de l'Irlande. « L'Irlande, dit-il, possède d'immenses ressources : le peuple est affamé, mais il n'y a pas famine. Les calamités qui l'accablent résultent d'une mauvaise administration. » Le 30 juillet, il obtint l'autorisation de présenter à la chambre un bill pour que la loi du jury qui régit l'Irlande fût mise en harmonie avec celle qui régit l'Angleterre. Le 30 août, il attaqua vivement le roi de Hollande, qui fut défendu par lord Elliot. Le 3 septembre, il appuya la pétition des habitants de Bombay qui demandaient qu'on leur conférât le droit de faire part de ses grands jurys de la magistrature du pays. Il établit que les habitants de l'Inde n'étaient pas suffisamment protégés dans leurs personnes et dans leurs propriétés. Le 8 septembre, à propos d'une autre pétition des habitants de Westminster, qui se plaignaient du tort que faisait au commerce la guerre de la Russie contre la Pologne, O'Connell plaida la cause des Polonais. Le 10 octobre, deux jours après le second rejet du bill de réforme, il appuya la proposition portant que la chambre des communes avait vu ce rejet avec un regret profond, qu'elle persistait dans les principes de ce bill, et qu'elle avait une confiance entière dans la loyauté et la persévérance des ministres. O'Connell établit un contraste entre Georges III, perdant ses colonies d'Amérique faute de vouloir faire de justes concessions, et Guillaume IV se rendant aux desirs de ses sujets. « Les torys, ajoutait-il, feront bien d'y prendre garde ; s'ils n'accordent pas le peu qu'on demande, ou pourra bien exiger davantage. Ne pourrait-il pas se trouver quelqu'un qui parlât de l'absurdité de faire descendre de père en fils le pouvoir législatif ? Il faut se rallier autour des ministres. Le peuple a envoyé dans la chambre des communes une majorité en faveur du bill de réforme : il faut que les ministres en créent une dans celle des pairs. » Le 13 octobre, il défendit les ministres d'être pour rien dans les excès populaires dont la ville de Londres était depuis plusieurs jours le théâtre. « Les anti-réformistes, dit-il, doivent s'accuser eux-mêmes de l'exaspération du peuple, et elle durera jusqu'à ce qu'il ait obtenu justice : c'est *im leonem vincit recusantium*. » Le gouvernement offrit à O'Connell une patente de présence, en vertu de laquelle il prit rang immédiatement après les officiers de la couronne et les avocats du roi. O'Connell accepta cette distinction avec d'autant plus de plaisir que long-temps ses adversaires, malgré son immense supériorité au barreau de Dublin, lui avaient refusé le titre de conseiller. Il aurait même obtenu une préséance plus élevée, s'il n'avait eu la modestie de la refuser. Son retour à Dublin, le 15 octobre, fut encore une ovation qui mit en mouvement toute cette capitale. Les corporations parurent en cortège, précédées d'une bannière verte portant cette inscription en lettres d'or : *Jura et leges aquales*, ce qui indiquait que par O'Connell les lois des Irlandais avaient été mises au niveau de leurs droits. Dans cette circonstance, il adressa au peuple un discours plein de patriotisme et d'enthousiasme religieux. Il le termina en proposant trois sèves d'applaudissements pour le roi Guillaume IV. Des lors le surnom de *libérateur* de l'Irlande avait succédé pour lui au surnom moins honorable de *grand agitateur*. On peut dire, au reste, qu'il est à la fois l'un et l'autre, car on le voyait au mois de novembre 1831, organiser à Dublin une nouvelle association nationale et politique. Toutefois il a repris avec son activité ordinaire ses fonctions au barreau, et personne peut-être en Angleterre, si l'on en excepte le chancelier Brougham, ne mène une vie plus laborieuse. Ses journées se passent dans le tourbillon des hommes et des affaires, et ses nuits dans le calme de l'étude.

Aussi chaque jour son talent semble acquiescer plus de force et d'étendue ; mais rien dans ses discours ne sent le travail et la méditation : tout semble couler de source et avec une merveilleuse facilité. Personne ne réunit plus de moyens pour remuer les masses populaires. Gaïeté, raison, raillerie, invective, argumentation, tout chez O'Connell se rapporte au peuple, et semble combiné pour l'ébranler et l'enchanter. Son style est singulièrement énergique ; l'accusation et l'ironie dominent dans ses harangues : alors même qu'il plaisante, il attire ; son sarcasme violent tombe comme un coup de massue sur sa victime : ce que son accent a de désagréable et sa voix de discordant ajoute à l'effet spécial qu'il aime à produire.... Qu'on joigne à cela la physionomie la plus pittoresque et la plus caractéristique, une taille de cinq pieds huit à dix pouces, et l'on ne s'étonnera pas qu'il n'y ait personne en Irlande qui sache disposer avec une autorité plus absolue des passions et des esprits d'un peuple mobile, enthousiaste, farouche. L'émancipation de l'Irlande était une révolution véritable : O'Connell l'a accomplie par des moyens légaux, par la seule puissance de la parole, sans avoir jamais fait aucune transaction cynique avec l'autorité. Sous ce rapport, il est devenu un personnage historique, et la postérité le louera d'autant plus volontiers que chez lui l'homme privé, le chef d'une nombreuse famille, mérite davantage par des vertus simples et bienveillantes l'estime et l'affection. — O'CONNEL (Maurice), neveu du précédent, fut élu député à Ennis à la place et par le crédit de son oncle, au mois de mai 1830. Après la dissolution du parlement, en 1831, il se remit sur les rangs et fut élu de la manière la plus outrepassante par M. William Mahon, frère d'Oconnor Mahon, l'ancien secrétaire de l'association catholique. Cette violence n'eut d'autre résultat que d'assurer la réélection de Maurice O'Connell, qui, dans le parlement, a constamment voté avec son oncle.

ODÉLIUS (Jean-Laurent), docteur en médecine, conseiller au collège de santé à Stockholm, membre de l'académie des sciences et de plusieurs autres sociétés savantes, naquit le 3 mars 1737, à Strégnas, où son père était négociant. Après avoir fait ses premières études au gymnase de sa ville natale, il passa à l'école cathédrale de Stockholm, et ensuite à Uppsal en 1753, où le célèbre Linnée le reçut parmi ses élèves. Ayant, vers la fin de 1757, terminé ses cours à l'université, Odélius fut reçu docteur en médecine. L'année suivante, il fut envoyé en Poméranie comme médecin de l'hôpital militaire. Pendant son séjour dans cette province, il eut le malheur d'être fait deux fois prisonnier de guerre. La campagne finie, il fut employé comme premier médecin à l'hôpital de Greifswald, et, en 1760, il retourna en Suède, où il fut nommé médecin de la cour. Deux ans après, il passa au lazaret des Scraphims, à Stockholm, et, en 1772, fut promu au grade d'enseigneur au collège de santé. Odélius s'est fait une grande réputation comme premier médecin au lazaret des Scraphims, place qu'il garda pendant cinquante ans. Il y a professé, depuis l'année 1802, la médecine clinique. Le docteur Odélius avait à juste titre la réputation d'un médecin très habile, surtout comme opérateur de cataractes. En 1813, il se donna de sa place de médecin du lazaret des Scraphims, et fut peu de temps après nommé conseiller au collège de santé. Ce savant médecin termina son honorable carrière le 13 août 1816, âgé de quatre-vingt ans. Ses principaux ouvrages sont insérés dans les *Mémoires de l'académie de Stockholm*, depuis 1768 jusqu'à 1813. Ce recueil de ses ouvrages mériterait d'être fait et imprimé séparément. Odélius a en outre fait paraître plusieurs brochures dont nous citerons : 1° *De finis de la part des médecins suédois pour l'usage du quinquina*, adressé à Boquist, 1766 ; 2° *Observations sur la manière de guérir la cataracte*, 1778 ; 3° *Avis au public sur la manière de se guérir de la maladie syphilitique sans mercure*, 1775 ; 4° *Le bonheur de la vieillesse*, 1800 ; 5° *Traité sur la maladie des yeux*. Odélius s'est fait connaître encore comme traducteur de plusieurs ouvrages de Pope et d'autres auteurs.

ODLANICKI. Voyez POZOSOW, au Supplément.

**ODYSSÉE**, fils d'Andrœon, l'un des chefs de la révolution grecque, et issu d'une ancienne famille hellénique établie dans les hautes vallées de la Thessalie. Il était en 1830 capitaine, au service d'Ali pacha de Janina, d'une de ces bandes d'Armatoles ou Kélepes, que le sultan avait d'abord voulu détruire, et qu'il prit ensuite à son soldo. Ali, en révolte ouverte contre la Porte, envoya Odysée avec sa bande défendre les défilés de la Livadie contre Pehlivan-Pacha. Au retour de cette expédition, Odysée était retourné depuis quelques semaines dans Janina, les Armatoles, impatientes de repos, habitués à la vie active des montagnes, c'est à dire au brigandage, manifestèrent leur mécontentement. Ali, aimant mieux s'en délivrer que d'avoir toujours à les craindre et de se faire des ennemis plus dangereux au dedans qu'au dehors, permit à Odysée de se retirer avec eux. A la suite d'un plan concerté, celui-ci passa du côté de Pascho-Bey, ennemi capital du pacha, qui commandait l'armée qui le tenait assiégé dans sa forteresse du Lac. Odysée en fut d'abord bien reçu; mais il s'éleva bientôt entre les Turcs et les Armatoles des querelles promptes à s'allumer entre des ennemis si naturels. Il en résulta des défections, et la dispersion totale de cette troupe dans ses montagnes d'où elle ne cessa de harceler les Turcs, ainsi qu'Ali l'avait prévu. Odysée se retira dans l'Éthaque d'où il sortit bientôt pour une cause plus belle que celle d'Ali. Après la défaite d'Ypsilanti à Pragaschan, et la reprise de la Moldavie par les Turcs, la cause grecque parut un moment désespérée. Tout à coup le Peloponèse s'insurgea, et Odysée se porta sur la Thessalie, à la tête d'une bande d'Armatoles, pour soulever cette province. Omer Briou, ou Brionès, fait récemment pacha de Delvino, prend le commandement d'une division d'Épirotes, à laquelle il devait joindre des recrues de la Thessalie, et l'avance contre Odysée pour l'empêcher de propager l'insurrection. A la suite de quelques avantages remportés sur le pacha de Larise, assiégé dans sa capitale, Odysée marche vers le mont Olympe d'où il appelle les Macédoniens aux armes (11 juillet 1831); mais les défaites éprouvées par les insurgés de la péninsule de Cassandria avaient mis le pacha de Salonique en état d'envoyer des troupes en Thessalie. Cette armée, commandée par quatre pachas, arriva le 4 septembre au passage des Thermopyles. Odysée s'y était porté avec les siens, décidé à le défendre. Le lendemain, deux heures après le lever du soleil, les Turcs se présentèrent pour le forcer, et eurent le feu de la mousqueterie des Grecs embusqués sur les croupes et dans les défilés. L'opiniâtreté des Turcs était soutenue par des troupes fraîches qui, se poussant toujours en avant, empêchaient les premiers de reculer en leur fermant le passage. Ils perdirent beaucoup de monde. Enfin Pellacass, l'un des chefs grecs, étant tombé sur eux à la tête de quatre cents guerriers, les musulmans se retirèrent en désordre, laissant dans les défilés environ douze cents morts, et au pouvoir des Grecs trois cents chariots chargés de vivres et de munitions, sept pièces de canon, dix-sept enseignes et presque tout leur bagage. Vers cette époque, le gouvernement de la Morée et des îles déclarait à Odysée le commandement militaire de la Thessalie, et il l'envoyait en même temps vers lui, soit pour le surveiller, soit pour l'aider de ses conseils, un colonel Haverino Palass, qui avait servi en Italie, un de ces officiers expérimentés, placés dans tous les corps grecs pour les former aux manœuvres et à la discipline européennes. Odysée, ancien soldat d'Ali, peu habitué à recevoir des ordres d'un gouvernement civil, et peu favorable au système d'une représentation mal assortie en effet aux mœurs et à la situation de la Grèce, fit ou laissa massacrer par ses soldats cet officier et l'archonte qui l'accompagnait (Alessio Muzzo), sans se soucier du gouvernement qui en aurait sans doute tiré vengeance, si les événements n'étaient devenus trop graves pour donner suite à cette querelle: elle fut au reste bientôt conciliée par la prudente médiation du prince Mauro-Eordato, et mieux encore par la conduite postérieure d'Odysée. Khourschid-Pacha, parti de Janina au milieu de juin 1832, envoya aux Thermopyles un corps de vingt à vingt-cinq mille

hommes, presque tous de cavalerie, sous le commandement de plusieurs pachas. Ce corps, arrivé sur le point qui devait être défendu par Odysée, passa sans éprouver de résistance, comme par surprise ou par trahison. D'abord on avait répandu le bruit qu'Odysée voulait se venger du gouvernement de Corinthe, avait livré le passage et s'était joint aux Turcs. Dans la suite on a dit qu'il n'avait laissé passer le premier corps de l'armée ennemie qu'afin d'avoir meilleur marché d'autres, et dans la pensée que les soldats de la Livadie et du Peloponèse suffisaient pour l'enlèvement. On ajoute qu'il écrivit à Colocotroni, qui faisait alors le siège de Patras, ces mots dignes des anciens Spartiates: « Je vous envoie trente mille Turcs, vous en ferez ce que vous voudrez: je n'en laisserai point passer davantage. » Quel qu'ait été le véritable motif d'Odysée, il faillit ruiner la cause des Grecs. L'armée qui venait de franchir les Thermopyles alla ravager la Livadie, l'empara de la citadelle de Corinthe, approvisionnée de munitions pour trois mois, et marcha avec une extrême rapidité sur Argos qu'abandonna le gouvernement. Mais de ses vingt-cinq à trente mille hommes entrés dans le Peloponèse, il n'en resta, au bout de six semaines, que huit à dix mille, et quelques mois après, de très faibles débris. Le sérasker Khourschid voulant réparer ses revers, entreprit plusieurs fois de passer les Thermopyles au-delà de Trachis; mais Odysée, satisfait de la réussite de son premier dessein, battit successivement trois corps, et les força de se retirer à Larise. Vers la fin de 1832, il fut nommé stratègue, ou commandant en chef de l'Attique. Il se trouva au combat livré le 14 septembre 1835 devant le couvent de Saint-Luc, non loin de l'ancienne Acrea, au pied de l'Hélicon, seconde par Colocotroni et Nikitas, et n'ayant en tout qu'à peine huit mille hommes. Ils mirent en déroute trente mille barbares; ils en tuèrent six mille. Le reste, poursuivi par Odysée et Nikitas, fut horriblement maltraité au passage du Céphise (Mauro Potamos), et à peine resta-t-il de cette armée quinze mille hommes qui se retirèrent à Tricolon. Odysée passa l'hiver de 1835 dans l'île de Négrepont, harcelant avec Diamantia l'armée musulmane, sans pouvoir toutefois la chasser de l'île, mais ils leur firent éprouver des pertes notables. Il y revint en septembre 1834, et culbuta un corps ennemi sorti de Négrepont, et le força à se retirer dans la citadelle. Colocotroni levait alors l'étendard de la révolte dans la Morée. Il voulait se saisir de la dictature, et ses partisans étaient nombreux. Mais la guerre civile qu'ils allumèrent fut bientôt étouffée, et les chefs de la rébellion, rendus et soumis, furent enfermés dans le monastère de l'île d'Hydra, attendant leur jugement. On savait qu'Odysée avait des intelligences avec la faction Colocotroni. Sans être en révolte ouverte, il gouvernait l'Attique et la Livadie en pacha, sans vouloir rendre compte de ses exactions. Le gouvernement engagés dans ses intérêts Gouras, lieutenant d'Odysée, et le chargea de le soumettre. Odysée faisait alors des mouvements qui devaient, dit-on, le rapprocher du pacha de Négrepont; mais cette trahison n'a point été prouvée. Arrivé par Gouras, il se laissa renfermer dans l'Acropolis d'Athènes, où il périt lors de la prise de cette ville par l'armée turque, en 1835. C'est un de ceux qui ont le plus contribué à l'indépendance de la Grèce. Le parti modéré, qui l'avait emporté sur la faction militaire, avait oublié les torts de Colocotroni, en faveur des services qu'il avait rendus à la cause hellénique. Il s'était réconcilié avec lui et avec ses partisans, Londres, Zaimi, Nikitas, etc., qu'il rendit à la liberté, et auxquels il restitua leurs emplois. L'histoire n'explique pas encore d'une manière satisfaisante pourquoi Odysée fut excepté de cette réconciliation nécessaire.

**OEDMAN** (SAMUEL), docteur en théologie, professeur et directeur du séminaire à l'université d'Upsal, chevalier de l'étoile polaire, est à juste titre porté au rang des hommes les plus savants de Suède. Il naquit le 25 décembre 1750, en Smalande, dans une paroisse nommée Wisland, où son père était curé. Il fit ses premières études à Wexio, et passa à l'université d'Upsal en 1766. En 1773, il fut ordonné prêtre, devint aussi



nier-chaplain chez le lieutenant-général Pfeiff, et le 22 mai 1776, fut nommé instituteur dans une école à Pilbamm, petite commune dans le voisinage de Stockholm. Malgré cette fonction modeste, on put facilement juger des grands talents du jeune Oedman, qui méritait un autre emploi que celui de donner des leçons aux enfants. La théologie fut son étude de prédilection. Il développa les principes de la botanique et de la zoologie que Linné lui avait enseignés à Upsal, et appliqua surtout ces sciences à ce qui regarde la Bible. Il commença à publier un *Recueil des sciences naturelles pour éclaircir la sainte Bible*; cet ouvrage lui donna une renommée parmi les savants de sa patrie, et même des pays étrangers. Oedman s'adonna aussi à la géographie biblique et à l'ethnologie, et les ouvrages qu'il publia plus tard portent l'empreinte de ses profondes investigations. Pour arriver à ce degré de savoir, il lut tous les voyages connus depuis le commencement du seizième siècle jusqu'à son temps. Il en publia pendant vingt ans un grand nombre, soit en traductions, soit en extraits. Ces abrégés sont souvent avec raison regardés comme meilleurs que les originaux. Les *Annales de l'académie des sciences de Stockholm* et celles de la société des sciences d'Upsal contiennent plusieurs mémoires d'Oedman très utiles pour la connaissance des différentes nations et de l'ancienne géographie. Ses vastes connaissances le firent recevoir membre de plusieurs sociétés savantes, de l'académie des sciences de Stockholm, de celle des belles-lettres, d'histoire et des antiquités de la même ville, de la société des sciences d'Upsal, de la société physiographique de Land, etc. Ses talents pour la musique le firent aussi entrer à l'académie de musique de Stockholm. Vers la fin de l'année 1780, Oedman tomba malade, et éprouva toujours des rechutes quand il sortit pour prendre l'air. Il fut obligé de se renfermer dans sa chambre, d'y soutenir une chaleur qu'exigeait sa santé délicate, et pendant près de quarante ans il ne quitta jamais sa chambre à coucher. Il restait toute la journée, habillé en noir, couché sur son lit. Personne n'était reçu chez lui sans demeurer quelque temps dans l'antichambre pour être échauffé. Il ne prenait jamais un papier sans qu'on l'eût mis sur le poêle. Oedman attira l'attention du roi Gustave III, qui, juste appréciateur du vrai talent, le nomma, en 1799, professeur de théologie, et, l'année suivante, le promut au grade de docteur en théologie. En 1806, quand, d'après le plan de l'archevêque Knudblom et du professeur Oedman, on institua un séminaire à Upsal pour y former des prêtres, Oedman fut nommé professeur de théologie pastorale et directeur de cet établissement. Une nouvelle route s'ouvrit alors pour son activité, et il publia plusieurs ouvrages en forme de manuel pour les élèves. Malgré l'activité extraordinaire du professeur Oedman, sa vie sédentaire, et l'affection nerveuse qui lui en faisait une loi, il jouit pourtant de la santé et d'une gaieté rare chez les hommes qui s'adonnent exclusivement aux études. Ce savant termina sa vie utile et respectable le 2 octobre 1839, âgé de quatre-vingts ans. Il serait trop long de nommer ici tous les ouvrages de cet homme illustre, et nous nous bornerons à citer les plus remarquables : 1° *Recueil des sujets concernant l'histoire naturelle pour éclaircir la sainte Bible*, Upsal, 1785-1794, 4 vol. in-8°. Cet ouvrage a été traduit en allemand par G. Groning, à Rostock et Leipzig, 1786-1798, et une nouvelle édition, corrigée par le savant Michaëlis, a paru en 1799. 2° *Dictionnaire géographique sur les écrits du Nouveau Testament*, Upsal, 1799, in-8°; 3° édition, 1812; 4° *Essai sur le Nouveau Testament*, 4 vol. in-8°, dont les deux premiers sont imprimés à Linköping, 1799 et 1800, le troisième à Wekera, 1811, et le quatrième à Strengnas, 1822. Une nouvelle édition des trois premiers volumes a paru en 1805-1817 à Strengnas. 4° *Essai sur l'Apocalypse de saint Jean*, Upsal, 1803, in-8°. La deuxième édition augmentée a paru à Stockholm en 1805. 5° *Discours aux prêtres sur une digne manière de prêcher, et à l'usage des directeurs du séminaire d'Upsal*, 1807; 2° édition, Stockholm, 1812. 6° *Le Sauveur à Golgotha*, oratorio, Upsal, 1809; 7° *Le Sauveur sur le mont d'Olivet*, oratorio, Upsal,

1810; 2° édition, 1820; la musique justement aimée et admirée de ces deux oratorios a été presque entièrement composée par Oedman; 8° *Traduction de l'évangile de saint Matthieu, avec des observations philologiques*, Stockholm, 1814, in-8°; 9° *Traduction des sermons de J.-J. Jérusalem*, Upsal, 1784-1785, 2 vol. in-8°; 10° *Traduction des sermons de C.-C. Sturm*, Upsal, 1786, in-4°; 11° *Traduction de l'histoire de la religion et de l'église chrétienne*, par J.-M. Schrock, avec des observations, Upsal, 1791, in-8°. Oedman a traduit quarante trois descriptions de voyages qui ont toujours été lues avec beaucoup de plaisir. Les annales des sociétés savantes dont il était membre contiennent aussi de beaux souvenirs de cet homme illustre.

OEHLENSCHLÄGER (ADAM), le premier poète vivant du Danemarck, et un des plus beaux génies de notre époque. Il ne serait pas moins admiré en France qu'il l'est dans sa patrie et en Allemagne, si la langue danoise y était cultivée, ou s'il existait une bonne traduction française de ses ouvrages. Il est né vers 1790 à Frederiksborg, résidence royale près de Copenhague, dont son père était intendant. Le jeune Oehenschläger, ne se sentant aucune vocation pour le service naval, quitta bientôt l'académie où il avait été placé, et débuta devant le public de Copenhague, dans l'emploi des jeunes premiers; mais l'accueil tant soit peu froid qu'on lui fit, le découragea tellement qu'il abandonna la scène, et prit le parti d'entrer dans la carrière des lettres. Il fréquenta l'université de Copenhague, et, au bout de dix-huit mois, il subit avec distinction l'examen de philologie et de philosophie. Vers cette époque, il fit paraître un volume de poésies qu'il avait composées sur des sujets tirés de l'ancienne mythologie du Nord. Ce recueil fit une grande sensation dans les pays scandinaves, ainsi qu'en Allemagne. En 1807, Oehenschläger visita l'Allemagne, la France, la Suisse et l'Italie, et, de retour à Copenhague, il obtint, à l'université de cette ville, la chaire d'esthétique qu'il occupa encore aujourd'hui. Ses cours, exclusivement consacrés à la littérature moderne, ont toujours attiré une affluence de personnes de toutes les classes de la société; succès qui est dû à la clarté, à la précision, à la facilité avec lesquelles il s'exprime, et à l'absence de cette érudition pédantesque, qui compagne presque inséparable de tout enseignement public dans les pays du Nord. Depuis 1811, Oehenschläger a fait représenter sur les théâtres du Danemarck, environ trente pièces (la plupart tragédies historiques), qui toutes ont été accueillies avec une grande faveur, et quelques unes même avec enthousiasme. En 1818, il fut nommé membre du sénat académique et chevalier de l'ordre de Danebrog. Depuis cette époque, il a rempli, pendant quelques années, la place de co-directeur du théâtre royal de Copenhague. Voici la liste de ceux de ses ouvrages qui ont obtenu un succès incontesté. Trois grands poèmes dramatiques : 1° *La mort de Balder*; le sujet de ce poème est emprunté à l'ancienne mythologie Scandinave. Balder est un dieu, et, selon la mythologie Scandinave, les dieux sont sujets à la mort. 2° *Les dieux du Nord*; dans cet ouvrage l'auteur a dramatisé les plus intéressantes traditions religieuses des peuples du Nord. 3° *Aladin, ou la lampe merveilleuse*. Ce qu'on admire dans ce drame, c'est la conception très originale et très délicate du personnage d'Aladin, favori insouciant de la fatalité, à qui tout réussit sans qu'il y mette du sien, qui, ne désespérant jamais dans les traverses, et les surmontant toutes par son étoile, arrive d'étourderie en étourderie au comble de la félicité. Cinq tragédies : 4° *Sterkodder*; cette pièce se rapporte aux temps héroïques des Scandinaves. Sterkodder est une espèce d'Hercule ou d'Achille du Nord, d'une force et d'une valeur prodigieuses, très célèbre dans les vieux récits Scandinaves. Saxon le Grammairien, dans son *Histoire du Danemarck*, attribue plus de deux cents ans de vie à ce personnage. 5° *Haken-Jarl*. Dans cette tragédie il s'agit de la lutte du christianisme et de la religion d'Odin; le dernier défenseur de cette religion lugubre, est le farouche Haken, ce puissant Jarl de Norwège, presque roi. L'auteur a peint d'une manière admirable ce vieux guerrier avec ses violentes passions, son courage féroce, son at-

tachement sombre à ses dieux de carnage, et le présentement, contre lequel il se débat en vain, de la chute prochaine de leurs autels. 6° *Palsiatok*. Les histoires du Nord font mention de plusieurs personnages de ce nom, celui qu'Øehlenschläger a mis en scène, est le fameux *roi de mer* (pirate) qui, dans le dixième siècle, ravagea les côtes de la Baltique. 7° *Axel et Valborg*. Le sujet de cette tragédie est emprunté à l'un des chants les plus universellement répandus en Scandinavie, et qui date de l'époque de la féodalité et de la chevalerie. Il y a vingt vallées, depuis le Danemarck jusqu'au fond de la Suède et de la Norvège, où l'on raconte que s'est passée l'histoire du jeune Axel et de la belle Valborg, et dont les habitants croient posséder les tombeaux. 8° *Le Cérge*. Dans cette tragédie, Øehlenschläger nous donne plutôt un artiste rêveur et mélancolique de l'Allemagne du moyen âge, qu'un peintre italien joyeux, ardent et, comme dit madame de Staël : « En train de s'écarter. » Mais il faut prendre un ouvrage pour ce qu'il est. Celui d'Øehlenschläger est conçu dans l'intention d'exprimer l'âme, l'imagination et la destinée d'un artiste comme lui-même les conçoit. Trois comédies : 9° *L'amiral Tordenskjold*; 10° *L'autel de Freya*; 11° *L'enfant du bergier*. Cinq opéras : 12° *Farus*; 13° *Le château des bréjats*; 14° *La fiancée du chasseur*; 15° *Le fils de la forêt*; 16° *La caverne de Ludlam*. Les trois pièces que nous venons d'énumérer ont été traduites en allemand par l'auteur même, et ont obtenu un succès éclatant sur les principaux théâtres de l'Allemagne. 17° *Poesies du Nord*, 1806; 18° *Œuvres poétiques*, 1810, en deux volumes; 19° *Poesies*, 1822-1823, en trois volumes; 20° *Voyage raconte en lettres*, 1817, en deux volumes; 21° *Les îles de la mer du Sud*, roman en quatre volumes, 1826.

ØERSTED (JEAN-CRISTIAN), professeur de physique à l'université de Copenhague, et secrétaire de l'académie des sciences de la même ville. Ce savant, dont les travaux ont puissamment contribué à déterminer les lois de la chimie et à établir pour cette science une nomenclature commune à toutes les langues scandinaves germaniques, est devenu célèbre par l'importante découverte qu'il fit en 1820, de l'électro-magnétisme. Il avait observé depuis long-temps que l'aiguille aimantée changeait de direction par l'influence de la pile de Volta, et que cet effet avait lieu lorsque le circuit était fermé, et non lorsqu'il était interrompu. Mais comme ses expériences à ce sujet avaient été faites avec un appareil peu énergique, et dont l'effet n'était pas aussi frappant que l'importance du fait à établir le méritait, il les répéta avec un appareil beaucoup plus considérable, en présence de plusieurs savants distingués, tels que MM. Esmarch, Wleugel, Hauch, Reubard, Jacobsen, Zeise, etc. Ces nouvelles expériences, qui eurent lieu le 21 juillet 1820, donnèrent les résultats suivants : 1° qu'un fil métallique, en communication avec les deux pôles d'une pile voltaïque, agit sur l'aiguille aimantée de manière à ramener cette aiguille dans une direction transversale au fil; 2° que la nature de cette action dépend, ainsi de la position de la pile, du moins de la direction dans laquelle les fluides positif et négatif se meuvent dans le fil conducteur, relativement aux pôles de l'aiguille; 3° que si le fil conducteur est placé au-dessous de l'aiguille, il produira une déviation en sens inverse de celle qu'il occasionnait quand il était dessus; 4° que cette déviation varie suivant que l'appareil est plus ou moins puissant, et que de plus l'espèce du métal qu'on emploie ne change pas l'effet, mais influe tant soit peu sur son étendue; 5° que l'action du fil métallique s'exerce avec la même force au travers du bois, du verre, des métaux, de l'eau, de la résine, des vases de terre cuite et des matières pierreuses. Cette découverte valut à Øersted la décoration de l'ordre de Dannebrog et le titre de conseiller d'état. Plusieurs académies s'empressèrent d'inscrire son nom parmi ceux de leurs membres; la société asiatique de Calcutta lui décerna le diplôme de membre honoraire, et la société royale de Londres lui fit remettre la médaille d'or aux auteurs des grandes découvertes scientifiques. En 1822, Øersted fit un voyage dans lequel il visita Berlin, Munich, Paris, Londres et Edin-

bourg. En 1824, il fonda dans sa patrie une société pour la propagation des sciences naturelles. Il était à Paris vers l'époque où M. Suberck, professeur de physique à Berlin, venait de découvrir les courants, dits thermo-électriques. Il répéta les expériences de ce savant avec Fourier : le résultat de leur essai fut de démontrer que l'action exercée sur une aiguille magnétique par un circuit formé de lîges de bismuth et d'antimoine, sondees ensemble et alternativement chauffées et refroidies à leurs soudures, n'augmentait pas sensiblement avec le nombre des éléments du circuit; et ceci s'accorde parfaitement avec les expériences plus récentes de M. Pouillet sur les fils conducteurs des courants thermo-électriques. C'est en poursuivant ces idées sur l'identité des fluides impondérables que M. Øersted est arrivé à produire les phénomènes remarquables que se passent entre les aimants et les courants de la pile voltaïque. Quand plus tard M. Ampère eut débrouillé avec beaucoup de sagacité ces phénomènes si compliqués, sans admettre d'autre principe que celui de Newton, savoir qu'une particule de matière ne peut agir sur une autre que par la droite qui les unit et que cette action est nécessairement réciproque, la plupart des physiciens étrangers, et par eux M. Øersted, trop peu instruits des lois rationnelles de la mécanique et incapables de suivre les deductions analytiques des physiciens français, persistèrent dans les vagues explications qu'ils avaient données de cette théorie. Quoiqu'il en soit, la découverte des phénomènes electro-magnétiques, moins brillante que celle des courants voltaïques, a été beaucoup plus utile à la science que l'explication de la foudre. Depuis les travaux de Davy sur l'extraction des radicaux des alcalis et des terres, et ceux de MM. Gay-Lussac et Thénard, d'où était résulté la connaissance du potassium, du sodium et du bore, on n'avait plus fait de tentatives sur ces difficiles recherches jusqu'en 1824, époque à laquelle M. Berzelius dégagait les radicaux de la silice et de la zircone. M. Øersted alla plus loin en changeant le mode d'exploration employé par les savants. Il obtint ainsi le chlorure de silicium et l'aluminium; mais il ne put obtenir le dernier corps dans son état de pureté, parce qu'il avait confondu quelques-uns de ses produits. M. Wœchler l'obtint deux ans après, en 1827. M. Øersted s'est beaucoup occupé de la compression des liquides et des gaz. L'instrument qu'il a imaginé pour faire ses expériences sur les corps avec succès et précision, a été généralement adopté. M. Øersted les a poussées, quant aux liquides jusqu'à la charge de soixante-dix atmosphères; quant à la compression des gaz, il a vérifié la loi de Mariotte jusqu'à soixante atmosphères, mais d'une manière peu satisfaisante, car il comprimait l'air dans les fusils à vent du roi de Danemarck, et mesurait la quantité d'air par le poids, et son élasticité par la charge d'une soupape. La plupart des ouvrages de ce savant professeur sont des livres élémentaires destinés à rendre les sciences physiques accessibles à toutes les classes de la société. Parmi ses autres ouvrages on remarque particulièrement : 1° *Une analyse de la philosophie chimique du célèbre Fourcroy* (en danois). Cette analyse, faite pour le journal de la société scandinave à Copenhague, au sujet d'une traduction suédoise du livre de Fourcroy, fut lue à cette société en 1799, et imprimée dans le journal de l'année suivante. 2° *Matériaux pour une chimie du dix-neuvième siècle*, Copenhague, 1803 (en allemand). L'auteur y donne un abrégé du système présenté dans l'ouvrage de Wirtel, *Prothèses la chimie au dix-neuvième siècle*. Sans cependant entrer en discussion sur l'exactitude des expériences qui y sont décrites, et qu'à cette époque il ne put répéter lui-même, il termina cet écrit par une lettre à M. Malthus, dans laquelle il expose les faits reconnus et certains qui pouvaient être allégués comme preuves pour la partie la plus générale de Wirtel. M. Chevreux, renommé par ses expériences sur la composition du palladium, a donné, en français, une notice sur cet ouvrage d'Øersted. 3° *Exposition du mécanisme de la propagation des forces électriques et magnétiques*. Ce traité se trouve en allemand dans le *Journal de Götting*, et en français dans le *Journal de physique*, pour l'année 1806. 4° *Sur*

la *stérilité des corps acides et alcalins*, Copenhague, 1806 (en allemand). L'auteur expose dans cet ouvrage la série dont il avait donné, en danois, les commencements dans le journal de la société scandinave, en 1800, et il y fait voir que chacune des deux forces doit être regardée comme expansive. 5° *Considérations sur l'histoire de la chimie*. Ce traité, publié en danois et en allemand, parut en 1807, et contient un exposé des principes fondamentaux des différents systèmes de la chimie, entre autres du système dynamique. 6° *Traité des lois chimiques*, Berlin, 1812 (en allemand); une traduction française de cet ouvrage, par M. Marcel de Serres, a paru, en 1813, à Paris, sous le titre de *Recherches sur l'identité des forces chimiques et électriques*. 7° *Expériences sur l'effet du confit électrique sur l'aiguille aimantée*, Copenhague, 1820 (en danois et en latin). MM. Gay-Lussac et Arago, qui ont répété ces expériences à l'académie des sciences (institut), ont inséré une traduction française de ce mémoire dans les *Annales de chimie et de physique*, Tome XIV, Paris, 1820.

OESEER (ANON-FRANÇOIS), peintre célèbre, né à Presbourg, en 1717. Après de premières études à l'académie de Vienne, il apprit l'art de modeler chez R. Donner. A l'âge de vingt-deux ans il avait déjà une véritable connaissance de l'antique, et, s'étant rendu à Dresde, où se trouvait E. Dietterich, il fit plusieurs ouvrages remarquables à l'huile et à la fresque. Sa liaison étroite avec Winkelmann, très jeune alors, fut utile à ce jeune homme dans son premier ouvrage relatif aux Grecs, reconnu avoir été d'abord guidé dans ses recherches sur l'art chez les anciens, par les conseils d'OESEER. Il professa dans la nouvelle académie de Dresde, où il eut des relations avec A. R. Mengs, dit le Raphaël allemand. Nommé, en 1764, directeur de l'académie de Leipzig, il se fixa dans cette ville, et y continua ses nombreux travaux, joignant ainsi à l'enseignement l'autorité de l'exemple. Il est mort le 18 mars 1799, environ sept ans après avoir perdu son fils Frédéric-Louis, qui était lui-même un artiste distingué, principalement dans le paysage à l'aquarelle et au lavis. Parmi les compositions du père, on estime surtout le plafond de la salle de comédie de Dresde, ainsi que les allégories savantes et originales dont il a embellie la maison du conseiller de guerre Muller. Il a aussi traité des sujets sacrés, et plusieurs tableaux dignes de sa réputation enrichissent l'église de Saint-Nicolas. Sa *Pythonisse d'Endor*, placée dans le cabinet de Winkelmann, est un morceau plein de génie. Il s'y est abstenu de toute imitation : l'ordonnance en est simple, et la couleur animée. Quatre figures composent le tableau : celle du personnage prophétique recuit une jeunesse et une beauté que ne supposerait pas la profession des sibylles vulgaires. Ce contraste d'une grâce naïve et d'une mission redoutable augmente la terreur, en faisant sentir que nul moyen humain n'a été employé contre Sool, et qu'il est frappé uniquement par un pouvoir invisible. Hagedorn a parlé de ce tableau dans ses *Réflexions sur la peinture*. OESEER n'avait pas un moins grand talent peut-être comme graveur, et surtout comme sculpteur. La statue de l'électeur, près de la porte de Saint-Pierre à Leipzig, est son ouvrage, ainsi que le tombeau de la reine Mathilde, dans la ville de Zell, au pays de Lunbourg. On attribue la même supériorité à un monument de plus petite dimension, érigé dans un jardin particulier de Leipzig, en l'honneur du poète Gellert, et sur lequel s'expliquent très favorablement Pigalle lorsqu'il visita les bords de l'Elbe, en se rendant auprès de Frédéric II. OESEER, dont les dessins coloriés sont très estimés, a plus que personne reformé le goût dans les estampes et les vignettes des livres allemands, et le commerce de Leipzig en a retiré un avantage durable. On remarque dans les eaux-fortes d'OESEER une grande finesse de burin, une composition ingénieuse, et un sentiment pittoresque. Depuis sa mort il a été rendu compte de cette partie de ses œuvres dans le *Manuel des amateurs de l'art*, par Huber et Rost.

OGLIANO (MARCEL-JEAN-ETIENNE). C'est par erreur que ce nom a été ainsi écrit page 170 à Frenia. On trouvera cet article à Ogliaio, page 975.

OKEN (LOUIS), conseiller de cour du grand-duc de Saxe-Weimar, et professeur à l'université royale de Munich, un des plus profonds naturalistes vivants de l'Allemagne. Il accepta en 1807 une chaire à l'université d'Iéna où ses cours de philosophie naturelle, d'histoire naturelle générale, de zoologie, d'anatomie comparée et de physiologie animale et végétale obtinrent un succès mérité. Vers la fin de 1815, il commença à Weimar la publication de *L'Isis*, journal encyclopédique destiné dès lors, comme il l'est encore aujourd'hui, à recevoir des articles originaux dans les langues les plus répandues de l'Europe. Ce journal était rédigé dans un esprit très libéral, et paraissait à Weimar, où la presse était à cette époque beaucoup plus libre que dans le reste de l'Allemagne, ne tarda pas à prendre une couleur politique très prononcée, et à devenir l'organe d'une opposition franche et énergique. On sait qu'à la liberté de la presse existait de droit dans tout l'Allemagne. Ce n'est qu'en 1820, que la diète dicta les lois exceptionnelles qui régissent actuellement la presse périodique de ce pays. La persévérance de *L'Isis* à réclamer les constitutions promises à tous les états de la confédération germanique; la guerre que ce journal faisait aux abus, et surtout la manière acerbe dont il s'exprimait sur le compte de quelques souverains étrangers, donnèrent lieu à des réclamations diplomatiques, par suite desquelles le gouvernement de Saxe-Weimar mit M. Oken dans l'alternative de cesser son journal, ou de renoncer à sa chaire. M. Oken, sans hésiter, opta pour ce dernier parti. Bientôt après, cette feuille fut suspendue par ordre de la police, et son rédacteur traduit devant les juges sous la prévention d'offenses envers les autorités du pays et les gouvernements étrangers. Un arrêt du tribunal correctionnel de Weimar, confirmé par la cour souveraine, le condamna à un emprisonnement de six semaines, et prononça la confiscation de son journal. Cette publication n'en souffrit cependant aucune interruption, car dès la suspension, M. Oken le continua sous le titre d'*Alruna*. Ceci eut lieu en 1816. Au mois d'octobre de l'année suivante, il se tint à la fête que les étudiants des universités protestantes de l'Allemagne donnèrent au château du Wartbourg, pour célébrer l'anniversaire de la réformation. Il y prononça un discours remarquable par la mâle vigueur du style, mais dans lequel, du reste, il se bornait à exhorter la jeunesse des écoles à vivre en paix et en bonne intelligence, et à bannir de leurs réunions certaines coutumes bizarres et peu en harmonie avec le siècle où nous vivons. Ce discours, inséré dans *Alruna* de 1817, lui valut un nouveau procès et une condamnation à six mois de prison. Se voyant d'ailleurs en butte à mille tracasseries, il prit le parti de quitter l'Allemagne et d'aller s'établir, en 1818, à Bâle. Il y donna des cours publics, et conserva le reste de son temps à son journal qui reprit le titre de *L'Isis*, et à d'autres occupations scientifiques. En 1827, il fut appelé, en qualité de professeur, à l'université nouvellement créée à Munich; place qu'il occupa encore actuellement. M. Oken est un des savants qui ont le plus contribué à favoriser les études des sciences naturelles ont pris en Allemagne dans ces dernières années. C'est encore lui qui, le premier, provoqua l'institution de l'assemblée annuelle des naturalistes et des médecins allemands, assemblée qui a eu lieu en 1826 à Dresde, en 1827 à Munich, en 1828 à Berlin, en 1829 à Heidelberg, et en 1830 à Hambourg. Quant à ses travaux, ils ont pour but d'établir un système unique embrassant les trois règnes de la nature. Les bases scientifiques de ce système sont exposées et développées avec une clarté remarquable, dans son traité de philosophie naturelle. Voici les titres des ouvrages qu'il a publiés : 1° *Éléments de la philosophie naturelle, de la théorie des sens et de la classification des animaux*, Francfort-sur-le-Main, 1802, in-8°; 2° *Édit.*, ibid. 1819; 3° *La vie rationnelle*, Bamberg, 1805, in-8°; 4° *Biologie, ou philosophie morale*, Gœttingue, 1805, in-8°; 5° *Mémoires sur l'ontologie et la philosophie comparatives*, Bamberg, 1806, in-4°; 6° *Traité sur les os du crâne*, ibid. 1807, in-4°; 7° *La dernière continuation du système sensif, fragment physiologique*, Jéna, 1808, in-4°; 8° *Premiers éléments de la théorie de la lumière, de l'éclaircissement, des couleurs et de la*

cheteur, *ibid.*, 1808, in-4°: 8° *Éléments du système naturel des minerais*, *ibid.*, 1809, in-4°: 9° *Sur l'enseignement de l'histoire naturelle*, *ibid.*, in-4°: 10° *De la formation et du traitement des omphacites* Landabuth, 1810, in-8°: 11° *Traité de philosophie naturelle*, Lens, 1809-1811, 3 vol. in-8°, nouvelle édition, *ibid.*, 1815: le premier volume traite du règne minéralogique; le deuxième, du règne végétal; et le troisième, du règne animal; 12° *Éléments d'histoire naturelle*, Leipsick et Lens, 1813-1816, 3 vol. in-8°, vol. 1<sup>er</sup> *Minéralogie*; vol. II<sup>e</sup> *Botanique*; vol. III<sup>e</sup> *Zoologie*; 13° *Nouvel armement, nouvelle France, nouvelle Allemagne*, Tena, 1813, in-8°; 14° *Histoire naturelle de l'usage des drogues*, Leipsick, 1821, in-8°. A cette liste il faut encore ajouter les nombreux articles que M. Oken a fait insérer dans *L'Isis* et dans d'autres journaux de l'Allemagne.

OLESZCZYNSKI (ANTOINE), premier graveur de la Pologne, et un des plus distingués parmi les plus connus en Europe, est né en 1793, à Krasnów, dans le palatinat de Lublin. Il fit ses premières études sous la direction de l'abbé Piramowicz. En 1810, il entra dans les bureaux du conseil d'état, pendant l'existence du grand duché de Varsovie; mais les germes du génie ne tardèrent pas à se développer dans un buraliste que la nature destina à une autre vocation. La publication des *Chants historiques polonais*, par le célèbre Niemcewicz, en 1816, eut un plein succès. Ils étaient ornés d'un grand nombre de gravures exécutées à l'étranger, faute de graveurs nationaux. Niemcewicz se plaignit, dans cet ouvrage, de la disette d'artistes nationaux. Oleszczyński, piqué de ce reproche et mu par les sentiments du plus pur patriotisme, chercha la première occasion qui lui procurerait la facilité de s'adonner entièrement à cette branche des beaux-arts. L'empereur Alexandre en passant, dans la même année 1816, par Varsovie, se fit présenter plusieurs jeunes gens qui s'étaient fait connaître par leur application et leur bonne conduite, et leur laissa le choix des différentes carrières. Oleszczyński demanda le dessin et la gravure; il partit tout de suite pour Saint-Petersbourg. Placé dans l'académie des beaux-arts de cette ville, il commença à exploiter son art à l'âge de vingt-deux ans. Son talent prit un développement si peu ordinaire que pendant sept ans de séjour à Pétersbourg, et pour ses ouvrages exposés à Varsovie, il obtint sept médailles en bronze, en argent et en or. En 1825, il vint à Paris aux frais du gouvernement de Pologne. Placé d'abord sous les auspices de M. Richomme, membre de l'institut, et ensuite, laissé entièrement à lui-même, M. Oleszczyński, avec son admirable brio, a produit une immense quantité de gravures, qui toutes sont tirées des sujets de l'histoire ancienne et moderne de Pologne. En 1828, l'académie des beaux-arts à Florence l'agréa avec le titre de professeur de la première classe, et plus tard la société philotechnique de Paris l'admit dans son sein. L'énumération des gravures d'Antoine Oleszczyński nous conduirait trop loin; elle se trouverait un jour placée dans les annales de cet art ou le nom du graveur polonais brillerait d'un éclat impérissable. — Les deux autres frères du précédent, Séverin et Wladimir Oleszczyński, se distinguent dans le dessin et la gravure des cartes géographiques, dans la gravure des médailles, et dans l'art de sculpter. M. Séverin a été long-temps placé à la tête de l'institut lithographique de Varsovie, et M. Wladimir, plein d'idées neuves et sublimes, après avoir fait graver quelques médailles, parmi lesquelles se distingue celle de Copernic, vint d'embrasser la carrière du sculpteur, et s'est placé sous la direction de M. David, statuaire, membre de l'institut. Après s'être distingué dans les journées de juillet à Paris, il soutint par ses efforts et par son talent, à Varsovie, la cause qui venait d'y triompher le 29 novembre. Au moment des désastres, il échappa à la mort, et revint en France pour honorer dans ses travaux d'arts les plus beaux faits de l'héroïque Pologne.

OMAR PACHA, dey d'Alger pendant deux années et demie dont on n'a pu justement lui imputer les revers. Au mois de mars 1816 avait éclaté, dans cette régence, des troubles sanglants, qui durèrent deux semaines, coûtèrent la vie à deux deys successivement,

et finirent, le 7 avril, par l'élévation d'Omar (d'autres prononcent Omer), jusqu'alors agha, ou chef de la troupe armée. Les États-Unis avaient rompu avec Alger; ils envoyèrent une escadre sous les ordres de Decatur, qui défit l'escadre barbaresque, en tua le commandant, et se prépara pour bloquer le port de la capitale. Par le traité qu'il fallut conclure, les Américains furent affranchis de tout tribut, et obtinrent des facilités pour leur propre commerce dans la ville même. L'année suivante l'humiliation subie par le divan d'Alger fut plus grande. L'Angleterre résolut de contraindre généralement les Barbaresques à reconnaître les îles Ioniennes comme inviolables, à cesser toute hostilité contre les gouvernements de Naples et de Turin, et à ne plus retenir de chrétiens dans l'esclavage. L'apparition de la flotte anglaise, au mois d'avril, fit prendre à Omar le parti de transiger sur les deux premiers articles; mais il ne crut pas devoir signer le troisième. Lord Exmouth ayant obtenu ce qu'il voulait de Tunis et de Tripoli, insista auprès d'Omar, qui répondit de nouveau qu'après abolir l'esclavage, il avait besoin du consentement du grand-seigneur. On lui accorde du temps, et une frigate anglaise se chargea de transporter à Constantinople son envoyé. Dans l'intervalle, des pêcheurs de corail européens furent égorgés dans une église de Boua, ville soumise à l'autorité d'Omar, et parmi ces malheureux se trouvaient quelques Anglais. Exmouth reçut du renfort pour en tirer vengeance, et le 26 août, on le vit devant Alger à la tête de treize vaisseaux de ligne, d'un brûlot, d'un bâtiment chargé de fusées incendiaires, et d'un certain nombre de frégates, dont six appartenaient à la Hollande, et avaient leur commandant particulier. Sommé dès le lendemain de se soumettre à des conditions plus dures que les précédentes, Omar ne vit d'autre réponse à donner que l'ordre de tirer sur la flotte ennemie. Les Anglais agirent vivement; ils bombardèrent depuis six heures la ville et son cadavre, lorsqu'une chenise souffrée atteinte à une de ses deux frégates commença la feu aux autres bâtiments, et les consuma tous jusqu'aux chaloupes canonnières. Ces sont en partie ces moyens de destruction, curieusement inventés par de puissants Européens comme un supplément à leur bravoure, qui font sourire amèrement les fidèles de l'islamisme lorsqu'ils entendent les chrétiens les traiter de barbares. La marine d'Alger étant ainsi détruite, et le môle fondroyé, l'Anglais entra le lendemain dans le port. Omar, qui avait en personne dirigé la défense, se pouvant plus empêcher l'entier bombardement de la ville, consentit à l'affranchissement immédiat de tous les chrétiens, à l'abolition perpétuelle de leur servitude, et à la paix avec le royaume des Pays-Bas. Le dey remplit ces rigoureuses conditions, ainsi que plusieurs autres. Il indemnisa de ses pertes le consul anglais, et lui fit des excuses publiques; mais, quoiqu'il n'eût rien à se reprocher, il put dès lors compter sur sa chute prochaine, tant l'orgueil, souvent aveugle, des Osmanlis pardonne difficilement à un pacha le triomphe obtenu sur lui par des chrétiens. Omar avait été obligé de livrer aux Anglais beaucoup d'argent, pour eux, pour les Napolitains, et même pour les Sardes; cependant sa prévoyance et sa judicieuse fermeté lui permirent d'effacer presque les traces de ces sacrifices de tout genre. Au commencement de l'année suivante les Algériens ayant déjà onze corsaires, outre une petite flottille reçue de Constantinople, recommencèrent leurs prédations; il n'eût pas été au pouvoir d'Omar de s'y opposer. Ce pacha, digne à plusieurs égards de gouverner dans un temps moins funeste, a su distinguer le mérite d'Hussein, qui a été son second successeur, et qui n'a pu éviter une catastrophe plus décisive encore. Hussein a toujours conservé d'Omar le souvenir qu'on doit à un protecteur d'un caractère généreux. Les vertus dont nous nous vanteons volontiers parmi nous, et même une ingéniosité délicate se retrouvent quelquefois chez les fidèles du croissant. Pour le confirmer il ne serait pas nécessaire de recourir ici à des détails biographiques étrangers aux derniers deys d'Alger, et c'est une chose qu'il faut redire encore, puisqu'un demi-siècle de témoignages de la part de ceux qui ont le mieux étudié

ces peuples, n'a pas suffi pour détromper beaucoup d'esprits sur la prétendue brutalité incurable des enfants de Mahomet. Omar-Pacha voyant Hussein jouir de l'estime publique, et remplir avec honneur les fonctions d'imam, le fit secrétaire de son gouvernement, et intendant des domaines de l'état. Malgré ses sentiments de justice et d'humanité, Omar ne pouvait même entreprendre, pendant sa courte administration, de changer les habitudes et les ressources des Algériens. Ils se livraient à la piraterie, au risque de s'attirer des châtimens nouveaux; mais si les équipages de quelques navires espagnols et russes furent privés de leur liberté, du moins on ne les mit pas à la chaîne. Tandis qu'Omar faisait des préparatifs de guerre, la peste ravagea les côtes barbaresques. Tant de maux accumulés depuis l'élévation de ce dey firent dire que le malheur d'Alger était attaché à sa personne, et des conjurés se bâtinrent de profiter du moment, sans mettre dans leur confidence Hussein incapable de rien tramer contre son bienfaiteur. Le 3 septembre 1817, Omar était au divan, fut attaqué dans son palais par environ six cents soldats turcs. Il n'avait auprès de lui que des gardes en trop petit nombre, et le sang-froid avec lequel il se présenta aux rebelles ne put les adoucir. Il voulut alors se défendre; mais il fut entouré et saisi avant que le commandant de la marine pût arriver pour le dégager. Traîné dans les cours du palais, où ou l'étrangla, mais inspirant encore quelque respect à cause de ses qualités, Omar a été enterré sans autre outrage. Ali Khodja, un des plus ardents de ces conspirateurs, fut aussitôt installé dans le palais, ayant été proclamé sans difficulté par le divan.

OMER-BRIONES, bey, puis successeur d'Ali dans le pachalik de Janina, avait été, dans sa jeunesse, compagnon d'armes du vice-roi d'Egypte. Il entra au service d'Ali en 1830, et fut envoyé vers la même époque à la tête d'un corps d'Albanais dans les défilés de Larisse pour s'opposer à la marche de l'armée ottomane qui s'avancait contre ce pacha. Il se maintint quelques mois en Thessalie, et fut enfin forcé, selon les uns, de livrer le passage, tandis que, selon d'autres, il l'aurait abandonné presque sans combat à Pascho-Bey, qui lui était opposé, trahison dont il aurait été récompensé par le pachalik de Delvino, puis par celui de Janina. Il est certain du moins que dès ce moment il passa au service de la Porte. Lors de la révolution grecque, il reçut le commandement d'une division de l'Epire, à laquelle il devait joindre les levées de Thessalie pour défendre cette province contre Odysee, comme lui, l'année précédente, sous les drapeaux d'Ali-Pacha, et qui se portait dans cette province avec les Armatoles pour la soulever. Le 27 juin 1831, Omer fut défait avec Mehémet-Pacha au combat de Zulouni, et le 3 juillet suivant sur les bords du Sperchius, ce qui ne l'empêcha pas de se porter contre Athènes que les Grecs évacuèrent à son approche sur des bâtimens envoyés d'Ilydria. De là, Omer-Briones marcha sur Calaracti, ville précieuse par sa situation, et dont les Grecs se proposaient de faire le centre de leurs opérations militaires, mais qu'ils furent contraints d'abandonner. De l'Epire, il passa dans l'Étolie, qu'il occupa malgré quelques partis d'Hellènes et d'Agaphiotes qui le harcelaient dans les montagnes, et, secondé par Reschid-Pacha, il porta la guerre aux portes de Missolonghi avec un corps de quinze à vingt mille Turcs ou Albanais. Ils y arrivèrent le 7 novembre 1827. Missolonghi n'avait d'abord que quatre cents hommes de garnison; plus tard il lui vint du Peloponèse un renfort de quinze cents hommes, commandés par Mauro-Michalis. Cependant soutenus par la présence du président Mauro-Cordato, de Botzaris et des colonels Voutier et Grailard, ils rendirent ce siège mémorable. Le 6 janvier, après un assaut où les Turcs, six fois repoussés, perdirent plus de quinze cents des leurs, les deux pachas se retirèrent en désordre, laissant devant la place une grande partie de leurs bagages, de leurs munitions et de leur artillerie. Omer-Pacha, en se séparant de son collègue, essaya de regagner son pachalik; mais toutes les tentatives qu'il fit pour se frayer un passage à travers les monts Agrapha furent sans succès, et, après avoir ca-

suyé des pertes énormes, il fut forcé de se retirer devant Botzaris et de rentrer dans le bassin de Viochos, où le corps de Reschid-Pacha arriva encore plus maltraité que le sien par les Grecs de Missolonghi, qui l'avaient continuellement harcelé en remontant l'Événus. Enfin l'armée turco-albanaise était aux abois, réduite à se nourrir de racines et de la chair de ses chevaux, lorsqu'Omer-Pacha, trompant la vigilance de Botzaris, passa l'Achélon, se sépara une seconde fois de Reschid à Vonetza, et arriva à son pachalik de Janina avec sept à huit cents de ses Albanais. Reschid n'envoya guère plus du double de ce nombre d'hommes, tristes débris des seize mille qu'ils avaient conduits devant Missolonghi. Après quelques mois de repos, Omer-Pacha se mit à la tête de huit mille Épiotes, et fit sa jonction avec Mouctai, pacha de Scodra qui commandait dix mille hommes, et tous deux se présentèrent une seconde fois devant Missolonghi. Mais ils se séparèrent bientôt. Mouctai alla assiéger Anatoïcon; Omer-Briones resta devant Missolonghi, et tous deux, au bout de deux mois, furent encore contraints de se retirer. Omer-Pacha ne fut point troublé dans sa retraite; aussi fit-on courir le bruit qu'il avait fait son arrangement avec les Grecs, et qu'ils étaient convenus de le laisser retourner dans son pachalik, où il arriva, comme en 1823, à peu près sans armée, d'après l'usage des Albanais de rentrer chez eux à la fin de la campagne. Cette accusation ne paraît guère fondée à l'égard d'un guerrier tel qu'Omer-Pacha, qu'on voit toujours aux prises avec les Grecs pendant l'insurrection. En 1824, Omer-Pacha reparut dans l'Étolie; il devait joindre Dervisch-Pacha à Lepente, et avait une cavalerie nombreuse et bien équipée; mais il arriva vers la mi-août, après la déroute de Dervisch-Pacha, battu à Ampleau, près de Salona. Il fut donc obligé de teur seul la campagne contre l'armée de la Grèce occidentale. Il espérait réduire toute la province d'Arta, mais attaque à Mavrylla, le 26 août, par les Grecs, il perdit beaucoup de monde, et se retira sur Carvassara, position qu'il abandonna au mois de novembre. En 1825, Omer-Briones, nommé pacha de Salonique, reparut sur le théâtre de la guerre; il franchit l'Isthme de Corinthe à la tête de dix-huit mille soldats, et vint appuyer les opérations d'Ibrahim-Bey. L'année suivante, il fut nommé pacha de Négrepont. Attaqué par Karaiskaki, dans son camp devant Dismato, au milieu de la nuit du 17 au 18 février, il n'échappa qu'à peine, à l'aide de sa cavalerie qui chargea vigoureusement les Grecs en laissant en leur pouvoir une partie de son artillerie, de ses munitions de guerre, ainsi que ses tentes et ses bagages. Lors de l'évacuation du Peloponèse par Ibrahim-Pacha, en 1828, Omer-Briones s'est retiré dans son pachalik de Négrepont. C'est après Ibrahim l'ennemi le plus redoutable que les Grecs aient eu à combattre.

OPSONVILLE. Voyez OSORVILLE. C'est à tort qu'on a écrit Oponville.

ORANGIE. Voyez GUILAUME.

ORBESSAN (ARXÉ-MARIE D'AIGRAT, baron d'), président à mortier au parlement de Toulouse, naquit dans cette ville le 16 février 1709. Son père, qui remplissait cette charge, avait succédé à une longue suite d'aïeux. Il se plut à guider son fils dans la route que lui-même avait parcourue; mais le jeune Orbessan se sentait entraîné vers l'étude des lettres. Il sut cependant dominer cette passion, et s'appliqua avec fermeté à l'étude du droit. Il entra bien jeune encore au parlement, et fut fait président à mortier, en 1738, après la mort de son père, à qui il succéda. Ses talents variés, et quelques productions remplies de goût, le firent admettre dans la société des sciences de Toulouse, pour laquelle il obtint plus tard des lettres-patentes qui l'érigèrent en académie royale des sciences. Il partageait tous ses moments entre les graves occupations de la magistrature, les lettres, la physique et les arts. En 1749, il partit pour l'Italie qu'il voulait visiter, et il écrivit son voyage. A son retour, il alla à Paris, où Maupeou le nomma premier président du parlement de Toulouse; mais il ne voulut pas accepter ce poste difficile. Retiré dans la terre d'Orthesan, à quelque distance d'Auch, il devint

l'arbitre de la contrée. Ce fut lui qui obtint du gouvernement la suppression des appointements qui étaient encore payés au chef de l'inquisition à Toulouse avant la révolution. Il ne partagea pas alors le sort de ses collègues. Livré tout entier à l'agriculture, il employa les dernières années de sa vie à perfectionner les méthodes agricoles. Il mourut en 1801, âgé de plus de quatre-vingt-douze ans. On a de lui : 1<sup>o</sup> *Mélanges historiques et critiques*, Toulouse, 1768, 3 vol. in-8<sup>o</sup>, fig. : ils contiennent l'*Histoire de Lucullus*, le *Voyage en Italie*, un grand nombre de *Dissertations* très intéressantes, un *Essai sur les roses*, la *viola*, etc. ; des *Reflexions sur la beauté*, des imitations en vers, avec des notes, des *Épigrammes de Tibulle*, des *Épigrammes de Catulle*, des *Odes d'Horace*, des *Chansons* et autres pièces légères ; une *Vie de Salvator Rosa* ; des *Éloges historiques*. 2<sup>o</sup> *Parodies littéraires*, Auch, 1778, 2 vol. in-8<sup>o</sup>, reprenant la *Vie de Titus*, des *Mémoires sur le duc de Mantoue*, sur l'origine des postes, des *Considérations sur l'histoire de France*, un *Essai sur l'origine des parlements*, un *Traité de la sagesse*, des *Fragmenta des Georgiques*, trad. en prose, et une dissertation très curieuse sur les principes de la végétation. D'Orbesson a laissé inédits un grand nombre de ses ouvrages.

ORDENER (le comte), général de division, naquit vers 1750, et s'éleva par son courage du rang de simple milicien aux premiers grades militaires. Il fit avec honneur les campagnes de la révolution, et fut nommé, en 1803, général de brigade. Il servit en cette qualité sous le général Augereau contre le Portugal. La même année, il commanda les côtes de Brest, et fut appelé à Paris, où il fut nommé colonel des grenadiers à cheval de la garde des consuls. Le 11 mars 1804, il reçut l'ordre de se porter sur Ettenheim, avec trois cents hommes du 36<sup>e</sup> de dragons, en garnison à Schlestat, de cerner la ville, et d'y enlever le duc d'Enghien. Quatre jours après, cet ordre était exécuté, et le duc d'Enghien était détenu à la citadelle de Strasbourg, d'où il ne partit que le 15 mars pour Vincennes. Ordener fit, à la tête des grenadiers à cheval de la garde impériale, des prodiges de valeur aux campagnes d'Autriche et de Prusse. Il fut nommé général de division sur le champ de bataille d'Austerlitz. A Eylau, il tua de sa main un officier-général ennemi, et l'empereur lui demandant s'il n'aurait pu le prendre vivant : « sire, répondit le général avec son accent fortement germanique : je ne donne qu'un coup, mais je tâche qu'il soit bon. » Couvert de blessures, et ne pouvant plus servir son pays sur les champs de bataille, le général Ordener fut appelé au sénat le 19 mai 1807, et nommé quelque temps après gouverneur du palais de Compiègne. Il y est mort le 30 août 1811.

ORFILA (MATHIEU-JOSEPH-BONAVENTURE), un des professeurs les plus célèbres de la faculté de médecine de Paris, et l'un de nos meilleurs chimistes, est né dans les îles Baléares, à Mahon, le 24 avril 1787. Son père était un négociant aisé. Le jeune Orfila resta dans l'île Minorque, où il fit ses études et apprit plusieurs langues, jusqu'à l'âge de quinze ans. En 1801, il fit un voyage en Égypte et en Italie pour savoir s'il pourrait supporter la mer et devenir marin. De retour à Mahon, en juillet 1803, et encore tout frappé des souffrances qu'il avait éprouvées sur mer, il se décida à étudier la médecine, et profita du séjour dans l'île d'un géomètre distingué pour se livrer aussi à l'étude des mathématiques et de la physique. En 1804, il fut envoyé à l'université de Valence pour y suivre les cours de médecine. Il y remporta, l'année suivante, le grand prix de première année. Jugant que ses études n'étaient point encore assez fortes, il partit immédiatement pour Barcelone, où il resta vingt mois, pendant lesquels M. Orfila s'appliqua surtout à l'étude de la chimie, de l'anatomie, et à quelques autres branches de la médecine. En 1807, la junta de commerce de Barcelone, desirant envoyer à Madrid, puis à Paris, un pensionnaire destiné à revenir un jour professer la chimie dans cette ville, accorda cette distinction à M. Orfila : il lui était alloué une pension de quinze cents francs par an, et il devait rester deux années dans chacune de ces capitales.

Proust ayant quitté Madrid à cette époque, le jeune pensionnaire ne s'y arrêta que deux mois, et se rendit ensuite à Paris, où il arriva le 9 juillet 1807. Il se livra aussitôt avec ardeur à l'étude des sciences physiques et naturelles, et prit en même temps ses inscriptions à la faculté de médecine. Indépendamment de la pension qui lui était accordée, il en recevait une autre à peu près égale de ses parents. Mais lorsqu'en mai 1808 la guerre eut rompu les communications entre l'Espagne et la France, M. Orfila cessa de recevoir ses pensions. Il eut alors recours à un oncle, établi à Marseille depuis vingt ans, qui lui avançait, pendant quatre années, environ douze cents francs par an. M. Orfila se fit recevoir docteur en médecine en 1811, après s'être livré au travail jour et nuit jusqu'à épuisement. Cette réception fut très honorable pour lui, car elle attira l'attention des professeurs les plus distingués de l'école. L'année suivante, devant opter entre le séjour à Paris et son retour à Mahon, il préféra le premier parti, quoique son père ne fût pas en position de faire pour lui le plus léger sacrifice. Ce jeune médecin, déjà savant, n'avait plus que six francs dans sa poche lorsqu'il entreprit de faire des cours particuliers sur la chimie, la botanique, l'anatomie et la médecine légale. Son savoir et son talent le firent réussir, et il gagna de cinq à six mille francs par an. M. Orfila épousa, en 1816, M<sup>lle</sup> A.-G. Lesueur, fille du célèbre statuaire de ce nom, membre de l'institut. Les personnes qui ont vu M<sup>me</sup> Orfila, et qui l'ont entendu chanter ne seront pas surprises que le jeune docteur ait été séduit, dès 1811, par les qualités aimables de M<sup>lle</sup> Lesueur, dont le talent comme musicienne était d'ailleurs des plus remarquables. C'est ici l'occasion de dire que M. Orfila lui-même est excellent musicien, et qu'il a joué de beaucoup d'instruments ; mais il les a abandonnés pour se livrer à ses études et à ses importants travaux. Cependant il n'a pas perdu le goût de la musique : doué, ainsi que M<sup>me</sup> Orfila, d'une des plus belles voix qui existent, même au théâtre, il fait souvent jouir ses amis du plaisir de l'entendre. C'est alors qu'on regretterait volontiers que les sciences aient enlevé à la musique ; mais quand on l'entend professer ou qu'on lit ses savants ouvrages, ce qu'on pourrait redouter le plus, ce serait de le voir abandonner la science pour revenir à la musique. Une chose originale, c'est que M. Orfila ne se rappelle pas de l'avoir étudiée, tant il était jeune lorsqu'on le lui enseigna, et depuis lors il ne s'en est occupé qu'en passant, jamais pour l'approfondir. En 1816, M. Lefebvre, premier médecin de Louis XVIII, lui offrit une place de médecin du roi par quartier, pour qu'il n'acceptât pas celle de professeur de chimie à Madrid, à laquelle Ferdinand VII venait de le nommer, sans que M. Orfila en eût même manifesté le désir. A cette époque, l'institut l'admit au nombre de ses correspondants dans la section de médecine. Il se fit naturaliser Français vers la fin de 1818. Le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivante, il fut nommé professeur de médecine légale à la faculté de Paris. Cette chaire lui fut retirée en 1823, par suite du bouleversement opéré dans l'école de médecine par l'ordonnance du ministre Corbière ; mais lorsqu'elle fut reorganisée, en 1825, M. Orfila fut choisi pour y professer la chimie médicale, place qu'il remplit encore aujourd'hui avec une grande distinction. L'année 1820 l'avait vu désigner pour l'un des deux présidents des jurys médicaux de l'arrondissement de la faculté de médecine de Paris. Dans ce poste, qu'il a conservé, M. Orfila a rendu les réceptions des officiers de santé et des pharmaciens beaucoup plus faciles qu'elles ne l'avaient été jusqu'alors. Le peu de sévérité qu'on y apportait était un véritable scandale, et l'on doit de la reconnaissance à ce médecin pour y avoir mis un terme. Depuis cette époque de 1820, il a aussi été commissaire examinateur près l'école de pharmacie de Paris pendant neuf ans. Le 1<sup>er</sup> mai 1831, M. Orfila a été nommé doyen de la faculté de Paris, et membre du conseil académique. Il eût été difficile de faire un choix plus heureux pour la place de doyen. A part ses talents, la position de M. Orfila à Paris, les relations élevées qu'il y entretient, ainsi que celles qui moins honora-

bles qu'il a à l'étranger, le mettent à même d'être extrêmement utile à l'école de médecine de Paris. Les travaux de ce professeur, particulièrement sur la médecine légale et la toxicologie, sont d'une haute importance, et lui ont attiré une juste célébrité en Europe. M. Orfila, ainsi que quelques étrangers célèbres, tels que Malte-Brun, M. de Humboldt, le comte Orloff, est parvenu à parler et à écrire notre langue avec une facilité remarquable. Ce médecin chimiste est du très petit nombre d'hommes qui ont une organisation rationnelle qui les rend propres à tout : il se fût également distingué dans toute autre carrière qu'il eût embrassée. M. Orfila a publié : 1° *Thèse inaugurale sur l'urine des lépreux*, Paris, 1811, in-4°; 2° *Decouverte du picromel dans les calculs biliaires de l'homme* (*Mémoires de l'Institut*), Paris, 1812, in-4°; 3° *Toxicologie générale*, Paris, 1813, 4 vol. in-8°. Cet ouvrage est à sa quatrième édition; il a été traduit dans toutes les langues. 4° *Éléments de chimie médicale*, Paris, 1817, 1 vol. in-8°. La quatrième édition est de 1831. 5° *Servais à donner aux personnes empoisonnées ou asphyxiées*, Paris, 1818, 1 vol. in-12. Ce livre très utile a été traduit dans toutes les langues; la quatrième édition est de 1839. 6° *Leçons de médecine légale*, Paris, 1821, 3 vol. in-8°, 5° édit., 1825; 7° *Traité des exhumations juridiques*, Paris, 1830, 2 vol. in-8°. M. Orfila a encore publié, pendant le cours de ces travaux, plusieurs mémoires : *Sur l'opium*; *sur l'empoisonnement par l'arsenic*; *sur les préparations mercurielles*; *sur l'empoisonnement par l'acide hydrique*, etc. Il a aussi copié d'une manière très active à la rédaction du *Dictionnaire de médecine* en vingt-un volumes, et à celle de plusieurs ouvrages périodiques.

ORIANI (l'abbé BARNABÉ), directeur de l'Observatoire de Milan, membre titulaire de l'Institut d'Italie, associé étranger de celui de France, chevalier de la légion d'honneur et de la couronne de fer, est né le 15 avril 1753, à Garegnano, village près de Milan. Il se livra fort jeune à l'étude de l'astronomie, et publia en 1777 quelques importantes observations qui fixèrent son rang parmi les astronomes distingués que l'Italie possédait à cette époque. En 1786, son gouvernement l'envoya à Londres pour faire construire, par le célèbre Ramsden, un mural de sept pieds et demi et plusieurs autres instruments destinés à l'Observatoire de Milan. Pendant son séjour en Angleterre, il fit la connaissance d'Herschell, avec qui l'entretien plus tard une correspondance très suivie. De retour en Italie, il coopéra à la mesure d'un arc du méridien, et exécuta la triangulation nécessaire pour la construction d'une nouvelle carte de la Lombardie. Lorsque Piazzi découvrit, le 1<sup>er</sup> janvier 1801, la planète Cérès, qu'il prit d'abord pour une comète, Oriani trouva, en calculant l'orbite de cette étoile, que c'était une planète, et s'efforça de tirer l'illustre astronome de son erreur. Les observations d'Oriani se distinguent toutes par une rigoureuse exactitude, et ses écrits renferment d'excellents préceptes pour l'astronomie pratique. Napoléon, juste appréciateur du mérite et du talent, le combla de ses bienfaits. Lors de la création de l'Institut d'Italie, il le comprit dans la nomination des trente premiers membres; il lui confia la direction de l'Observatoire de Milan, et l'éleva plus tard à la dignité de comte et à celle de sénateur du royaume d'Italie. Le gouvernement autrichien a rendu justice au mérite éminent d'Oriani en lui laissant sa place de directeur de l'Observatoire. Parmi ses derniers travaux, nous citerons l'achèvement de la grande carte d'Italie, commencée sous le règne de Napoléon, et les *Ephémérides astronomiques de Milan*, dont il partage actuellement la rédaction avec Carlini. Il a publié les ouvrages suivants : 1° *Sur les interpolations des lieux de la lune* (*Ephémérides astronomiques de Milan*), 1778; 2° *Tables du mouvement horaire de la lune* (*Ibidem*), 1779; 3° *Sur la réduction des lieux des étoiles* (*Ibidem*), 1779; 4° *Sur les occultations des étoiles* (*Ibidem*), 1782; 5° *Sur la précession des équinoxes* (*Ibidem*), 1783; 6° *Tables d'Uranus*, 1783; 7° *Sur les lunelles astronomiques* (*Mémoires de la société italienne*, Vérone, 1786); 8° *Théorie planétaire Uranii*, Milan, 1789, in-4°; 9° *Sur les perturbations de Mercure par l'action de Vénus* (*Ephémérides*

*astronomiques*), Milan, 1796; 10° *Correction des tables de Mercure* (*Ibidem*), 1797; 11° *Sur la manière de corriger les tables par les observations* (*Ibidem*), 1797; 12° *Théorie planétaire Mercurii*, Milan, 1798, in-8°; 13° *Formules analytiques pour la perturbation des planètes* (*Ephémérides astronomiques*), 1802; 14° *Elements de trigonométrie sphérique*, Bologne, 1806, in-8°; ouvrage classique; 15° *Opusculs astronomiques*, Milan, 1806, in-8°; 16° deux mémoires sur l'obliquité de l'écliptique déduite d'après les observations solsticiales, et sur l'équation du centre dans les orbites elliptiques, Milan, 1810, in-4°; 17° *Traité d'astronomie et de sphère*, *Ibid.*, 1822, in-8°; 18° *Manuel d'astronomie*, *Ibid.*, 1826, in-12.

ORMESSON D'AMBOILE (HUGO-FRANÇOIS-MARIE LÉVY D'), naquit en 1751. Il fut comble au parlement, maître des requêtes, intendant des finances, contrôleur-général et conseiller d'état. Après seulement de trente-un ans, il fut proposé au garde-des-sceaux Huc de Miramion, par le ministre des affaires étrangères Vergennes, pour remplacer Joly de Fleury au contrôle-général des finances, et il fut agréé. A la vérité, d'Ormesson avait un grand désintéressement, beaucoup de probité et toutes les vertus de sa famille. Une preuve éclatante que l'on en rapporte, c'est le refus qu'il fit, avec son cousin d'Ormesson de Noiseau, d'accepter une succession montant à un million, celle du comte de Rosmadec, gentilhomme breton, qui la leur avait léguée au détriment de ses héritiers naturels. Cependant le nouveau contrôleur-général était aussi neuf pour le rôle difficile qu'il avait à remplir qu'étranger aux intrigues d'une cour dont il devait se délier. Comme il s'excusait sur son âge auprès de Louis XVI, ce prince lui répondit : « Je suis plus jeune que vous, et j'occupe une plus grande place que celle que je vous donne. » Le nouveau contrôleur ne resta en fonctions qu'autant qu'il fut soutenu par Miramion et Vergennes; mais ces deux ministres s'étant brouillés, d'Ormesson se rangea du parti du garde-des-sceaux, et l'autre ministre lui fit éprouver beaucoup de désagréments. On le menaçait si peu à la cour, que le roi acheta Rambouillet sans l'en prévenir. Alors il voulut sortir des routes ordinaires, et employer des moyens violents d'administration. Il tira de la caisse d'acompte, qui faisait le service de la banque actuelle de France, six millions qu'il fit verser au trésor royal. Cette mesure diminua la confiance publique pour cette caisse. En même temps, il cassa, sans raison et sans prétexte plausible, le bail des fermiers-généraux, et y donna l'établissement des régies. Vergennes alors le fit renvoyer, et se donna le plaisir de lui annoncer lui-même sa disgrâce. D'Ormesson, remplacé par Calonne, abandonna sa pension de retraite de 15,000 livres à la maison des orphelins de Saint-Ly, et entra dans les droites de conseiller d'état. Lors de la révolution, il eut un grade supérieur dans la garde nationale, fut élu président d'un des tribunaux de Paris, et maître de cette capitale, en 1793; mais il refusa cet honneur, se retira à la campagne, et échappa aux orages politiques en se tournant de lui l'attention. Sous le directoire et sous le gouvernement consulaire, il remplit des fonctions municipales, et fut enfin administrateur du département de Paris. Il y mourut en 1807. Il avait épousé M<sup>lle</sup> Lepelletier de Morfontaine, dont il eut plusieurs enfants.

ORTAFA (don FERNAND D'), ministre de la guerre de la régence d'Orléans, né à Perpignan, vers 1770. Son père, le baron Paul d'Ortafa, était un colonel des gardes côtes du Roussillon; il émigra et se retira en Espagne au commencement de la révolution, revenant avec lui son fils Ferdinand, qui servit d'abord sous ses ordres, et passa ensuite dans les gardes nationales. On dit que pendant que Ferdinand d'Ortafa était en garnison à Mahon, le refus d'un certain Pélissier de quitter son corps. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il cessa bientôt d'en prendre l'uniforme, et de porter les armes. Il les reprit durant la guerre de l'indépendance, et fut long-temps attaché au baron d'Ortafa, en qualité d'aide-de-camp. C'est probablement à cause de ces relations que M. d'Ortafa fut choisi par

la régence d'Urgel pour son ministre de la guerre. L'armée constitutionnelle de Catalogne simplifia singulièrement les travaux de ce ministre, dont les bureaux furent transportés deux fois en France. Au rétablissement de l'autorité abolie en Espagne, M. d'Ortaza s'est retiré des affaires, et on ignore depuis ce qu'il est devenu.

OSBECK (PINAUS), docteur en théologie, naquit le 9 mai 1753, dans un petit hameau nommé Oset, dans la paroisse de Halauda, près de Gothenbourg, où son père était un pauvre laboureur. C'est par la générosité du conseiller Lagerström que le jeune Osbeck fut en état de commencer ses études à Gothenbourg, et de les continuer à Upsal, sous Linnaeus. Il unit l'étude de l'histoire naturelle à celle de la théologie, et fit dans ces deux sciences de rapides progrès. Favorisé par Linnaeus, il fut embarqué, en qualité d'aumônier, en 1750, sur un vaisseau de la compagnie des Indes, appelé le *Prince Charles*, et fit un voyage en Chine, d'où il revint en 1755. Pendant ce temps, il visita aussi Cadix, où le vaisseau relâcha, et, à son retour, il attrista à une petite île à l'ouest de Java et de l'Ascension. Il retourna dans sa patrie, chargé d'un riche butin pour les sciences et surtout pour l'histoire naturelle. Linnaeus, pour reconnaître les travaux de son disciple, lui dédia le genre *osbeckia*, qui renferme de jolies plantes vivaces de la famille des mélastomées. En 1757, il publia à Stockholm : *Journal d'un voyage aux Indes orientales, fait dans les années 1750, 1751 et 1752, avec des observations sur l'histoire naturelle, la langue, les mœurs, l'économie domestique des peuples étrangers*, 3 vol. in-8°. Cet ouvrage a été justement apprécié, et est surtout d'un grand prix pour l'histoire naturelle. Il a été traduit en allemand par Georgi, sous la direction de Daniel Schreber, Kœtze, 1768, in-8°. C'est d'après cette version, revue par Osbeck, et à laquelle il fit des additions, que J.-R. Forster en donna une traduction en anglais, Londres, 1778, 3 vol. in-8°, avec planches. Osbeck a fidèlement suivi, dans sa relation, les règles que Linnaeus avait prescrites dans son *Instructio peregrinatoria*. Il cherche à faire connaître l'histoire, les antiquités, la religion, les mœurs, les usages, le caractère, la politique et le gouvernement des pays qu'il avait visités. Il partage le sentiment d'Anson et de plusieurs autres voyageurs sur les Chinois, et présente des détails exacts sur le commerce de leur pays. À la suite de son voyage, Osbeck publia aussi celui de son compatriote Torée, mort à Surate : ce morceau se trouve dans les deux traductions que nous avons citées, et on y a joint un traité de J. Ekberg sur l'économie rurale des Chinois. En 1783, l'académie des sciences de Stockholm admit Osbeck au nombre de ses membres. Les annales de cette illustre société contiennent plusieurs mémoires remarquables de lui. Ils sont presque tous relatifs à quelques espèces de poissons, à la manière de tirer parti d'arbrisseaux et de plantes indigènes, et à une variété de froment qu'il conseille de cultiver en Suède. En 1760, Osbeck fut nommé pasteur à Haaudof, dans l'Hollande. Il y travaillait beaucoup à sa science favorite, la botanique, et chercha à en faire usage dans la pratique comme cultivateur. Il mourut le 25 décembre 1805. Un manuscrit (3 vol. in-folio), contenant une description d'une partie de l'Hollande, a été trouvé après sa mort : mais cet ouvrage n'a pas encore été imprimé, malgré son utilité pour la botanique suédoise.

OSOLINSKI (JOSEPH-MAXIMILIEN), un des Bibliographes polonais les plus savants, issu d'une famille illustre, et fils de Michel Osolinski et d'Anne Szaniawski, naquit en Gallicie, vers 1750. Il fit ses premières études sous les yeux du célèbre historien Naruszewicz. Envoyé en député par les états de Gallicie à Vienne, en 1793, Osolinski choisit pour sa résidence cette capitale de l'empire autrichien. Il commença depuis à réunir une bibliothèque qui est devenue une des plus précieuses, particulièrement pour les langues slaves. M. Linde en devint bibliothécaire, et lorsque ce savant publia son célèbre *Dictionnaire de la langue polonaise*, il le dédia à Osolinski. En 1808, l'empereur d'Autriche François 1<sup>er</sup> honora ce-

lui-ci de plusieurs distinctions, et le nomma directeur de la grande bibliothèque impériale. En 1817, il fut nommé maréchal des états assemblés à Léopold, et, en 1825, l'empereur lui accorda la dignité de grand-maître d'hôtel du royaume de Gallicie. Mais à côté de ces titres, toutes ses vues, toutes ses pensées étaient tournées vers le bien et vers la gloire de sa patrie : s'il lui était difficile de coopérer politiquement à son bien, il concentra tous ses moyens en protégeant et en élevant la gloire littéraire dans cette partie si intéressante de l'ancienne Pologne. À cet effet, non seulement il offrit toute sa bibliothèque à la ville de Léopold, mais il destina des fonds considérables à l'élevation d'un édifice convenable. Le prince Henri Lubomirski se joignit à cette œuvre patriotique, et la bibliothèque Osolinska est aujourd'hui une des plus belles qu'il y ait en Europe. Les habitants de la Gallicie honorent Osolinski en faisant frapper une médaille qui représente d'un côté son effigie, et de l'autre l'inscription suivante : *Musis. patriis. bibl. publ. Leop. Fund. M. D. CCCXII*. Parmi plusieurs ouvrages qu'il publia, il suffit de mentionner, pour établir sa réputation, ses *Récits historiques et critiques pour l'histoire de la littérature polonaise*, Cracovie, 1815-1822, 4 forts volumes : le cinquième a été publié dernièrement. Osolinski avait préparé les matériaux nécessaires pour le premier volume de l'*Histoire de la nation polonaise*, écrite à partir du second par Naruszewicz. Ayant eu le malheur de perdre la vue en 1822, l'illustre vieillard entreprit la traduction en polonais de Tite-Live, Plin et Juvénal, qu'il dictait, prétend-on, de mémoire. Entouré de l'admiration des savants et de la reconnaissance de ses compatriotes pour la gloire desquels il a tout fait, Osolinski mourut à Vienne le 17 mars 1826.

OSTROWSKI (ANTOINE), fils de Thomas, et frère de Wladislas Ostrowski, est né le 29 mai 1782. Héritier des vertus de son illustre père, Antoine, à peine âgé de seize ans, combattit à Varsovie, en 1794, contre les Russes et les Prussiens réunis. Il avait fait ses études à l'académie de Leipzig, et lorsque fut formé le grand-duché de Varsovie, il y occupa des postes importants, en citoyen capable et intègre. La confédération de Pologne, réunie à Cracovie en 1813, et présidée par Stanislas Zamoycki, devait être dissoute. Parmi ceux qui s'opposèrent à cette funeste dissolution, on remarqua surtout trois noms, et ce furent ceux d'Antoine Ostrowski, de François Weynk et de l'abbé Skorkowski, depuis évêque de Cracovie. À l'époque de la formation du royaume de Pologne, en 1814, Ostrowski fut un des membres de la commission trilatérale qui s'occupa de la comptabilité entre les trois cours de Vienne, de Berlin et de Pétersbourg avec l'ancien grand-duché. En 1817, il fut nommé sénateur-castellan du royaume, et fut un des plus zélés défenseurs des accusés polonais appartenant à la société patriotique, et qui furent acquittés par la haute cour nationale, présidée par Pierre Bielski. En 1821, Ostrowski fonda entre Varsovie et Cracovie une colonie qui se changea bientôt en une petite ville, remplie de toutes sortes de fabriques et de manufactures qui sont aujourd'hui dans l'état le plus florissant : il nomma Tomaszow cette ville, qui fait infiniment d'honneur à son zèle et patriotique fondateur. À la révolution du 29 novembre 1830, Ostrowski se trouvait à l'étranger ; mais, malgré mille difficultés, il arriva à Varsovie, et fut nommé commandant en chef de la garde nationale, et c'est en cette qualité qu'il envoya à Paris la nomination de premier grenadier de la garde nationale de Pologne, au général Lafayette. Pendant toute la durée de la guerre de cette révolution, Ostrowski donna des preuves admirables de son dévouement. Nommé par la nation sénateur-palatin, il persévéra, avec son illustre frère Wladislas Ostrowski, maréchal de la diète, dans ses généreux sentiments, et s'expatria avec des milliers de victimes du despotisme russe.

OU DINOT. Voyez Récit.

OUVRARD (GABRIEL-JULES), ancien munitionnaire-général des armées françaises, que son génie pour les plus vastes spéculations, son esprit, et ses démêlés avec les divers gouvernements de la France, ont rendu si célèbre. Les révolutions, en changeant les destinées



des peuples, ouvrent aussi aux individus la carrière où les appelle une aptitude innée, qui, dans les temps ordinaires, sût peut-être demeurée stérile. M. Ouvrard en est un exemple frappant. Il est né le 11 octobre 1770, dans les Marches de Poitou et de Bretagne, près de Clisson. Son père, propriétaire de papeteries, avait épousé M<sup>lle</sup> Chardonneau, dont il eut huit enfants, que sa fortune lui permit de faire bien élever : celui dont on s'occupe ici fut mis aux collèges de Clisson et de Beaupréau. Il en sortit à dix-sept ans, en 1788, et entra dans la maison Guertin, Loret et compagnie, de Nantes, qui faisait le commerce des denrées coloniales; peu de temps après, il forma lui-même une maison de même genre sous la raison Guertin et Ouvrard. L'exemple d'un habile négociant, qui avait créé un papier sous le nom de *bons Gratin*, et qui parvint, bien qu'un moment très embarrassé, à en soutenir la valeur par une ruse aussi innocente qu'ingénieuse, lui fit comprendre comment le crédit en multipliant la richesse, peut accroître à la fois les fortunes particulières et la prospérité du pays, et comment l'intelligence des affaires doit créer des ressources pour tous les besoins et des moyens de succès au sein même des difficultés. Les premiers calculs de M. Ouvrard se portèrent sur la branche d'industrie exercée par son père : c'était l'époque où une ère nouvelle commençait pour la France; tout devenait question, dispute, controverse; les livres, les écrits de toute espèce allaient se multiplier avec profusion. La fabrication et le commerce du papier devaient donc prendre de grands développements. Aidé des anciennes relations et du crédit de son père, M. Ouvrard acheta, dans les manufactures du Poitou et de l'Angoumois, tout le papier qu'elles pourraient fabriquer pendant deux ans. L'événement justifia ses calculs; il céda à MM. Duprat frères, libraires à Tours, et à plusieurs autres libraires de Nantes, ses marchés avec un bénéfice de trois cent mille francs. Cette première faveur de la fortune décida de son penchant pour les spéculations, et ce penchant triompha de la vie dissipée à laquelle le livrait son âge. Il fut envoyé, comme député, à la fédération du 14 juillet 1790; revint ensuite à Nantes, s'y livra à de vastes opérations sur les produits coloniaux, et réalisa en peu de temps des bénéfices considérables. Aussi, en 1793, lorsque Carrier ensanguinait la Bretagne, il fut dénoncé comme accapareur; cette dénonciation l'eût perdu si le général Boivin, qui commandait à Nantes, ne l'eût accueilli chez lui en qualité d'aide-camp. A cette époque, et en raison de ses fonctions auprès de son général, il parvint à sauver la vie à trois cents hommes condamnés à être fusillés en masse. Le régime de la terreur continuant de désoler la ville de Nantes, il ne put en supporter plus long-temps le séjour, et il courut chercher un asile sous les drapeaux, auprès de Kleber, alors à Renouillé. Merlin de Thionville venait d'y sauver la vie à un de ses frères. Dans une affaire, à Torfou, où Kleber fut battu et blessé, M. Ouvrard se trouva par hasard commander un détachement. Canclaux, général en chef, l'envoya porter des drapeaux à la convention, avec l'autorisation de rester quelques jours à Paris. Ce temps étant trop court pour prendre connaissance entière de cette capitale, il demanda un congé illimité, l'obtint, et hésita cependant à en profiter : la vie militaire convenait à son activité; mais le mouvement politique de Paris réveilla ses premières inclinations, et l'espérance d'arriver à une grande fortune par les grandes spéculations, le détermina. Les malheurs de sa ville natale entraient aussi pour quelque chose dans cette résolution. Il parvint à sauver la vie, par ses démarches auprès de Robespierre et de Fouquier-Tinville, à plusieurs de ses compatriotes. Ces circonstances lui firent connaître M. Tebaud, riche négociant de Nantes, dont il épousa la fille aimée après le 9 thermidor. Les usines de M. Ouvrard père avaient été incendiées pendant la guerre de la Vendée; son fils par ses réclamations obtint pour lui deux cent mille francs d'indemnité. Ses démarches à ce sujet lui firent connaître les embarras du gouvernement; il crut possible de l'en faire sortir, et lui proposa de décréter que les assignats ne seraient plus ad-

mis en paiement des contributions qu'on en usait comme de chaque mois; mais cette mesure si simple, qui aurait à elle seule maintenu le crédit du papier-monnaie, et assuré au trésor un véritable revenu, ne fut pas accueillie. M. Ouvrard commença à connaître Bonaparte chez M<sup>me</sup> Tallien, un peu avant le 13 vendémiaire. Le premier avait une fortune faite, et le second avait la sienne à faire. On assure que le chef de brigade d'artillerie déguisait mal le déplaisir que lui causait cette différence de position, et que M. Ouvrard n'a eu depuis que trop d'occasions de s'apercevoir que ni le consul, ni l'empereur n'avaient rien oublié de cette première impression. M. Ouvrard avait alors une maison de banque et de commerce qui favorisait l'accroissement de sa fortune. Des opérations en denrées coloniales lui rapportèrent en peu de temps des sommes considérables, et ce succès l'engagea à traiter d'opérations de diverses natures. Ses vues financières, qu'il avait plusieurs fois communiquées au gouvernement, paraissent avoir fait impression sur le directeur Barras. Il reçut un jour sa visite à Vitry, et ce fut de ce moment que ses affaires changèrent de direction. En 1797, le service des subsistances de la marine languissant dans les mains des administrateurs, une commission fut nommée sur sa proposition; il en fit partie, démontra que le système de l'entreprise était préférable à celui de la régie, et fut chargé de ce service avec le titre de *munitionnier-général*. Ce service s'est élevé à soixante-trois millions neuf cent soixante-treize mille quatre cent quatre-vingt-quatorze francs. A l'arrivée de l'amiral Masséna à Brest, M. Ouvrard traita de l'approvisionnement de la flotte espagnole sur la base du prix d'un service de campagne. Ce traité fut l'origine de ses rapports avec le prince de la Paix, qui lui exprima souvent dans ses lettres la satisfaction de son gouvernement. La flotte espagnole n'était sortie du port de Brest que pour rentrer à Cadix; son approvisionnement, pendant plusieurs années, fut toujours fait comme service journalier; cette circonstance procura à M. Ouvrard des bénéfices qui s'élevèrent à plus de quinze millions. Pendant la campagne d'Egypte, le directoire lui demanda un prêt de dix millions que son crédit le mit à même de verser de suite. Il présenta alors au directoire un plan de finances et de crédit basé sur la nécessité d'une dette publique considérable en France, limitée cependant au quart ou au tiers de son revenu. Il insistait aussi sur l'organisation d'une caisse d'amortissement indépendante et richement dotée, mais ce système ne fut pas compris par ceux qui auraient pu le mettre en vigueur. C'est vers cette époque qu'il eut le plaisir de prêter à Bernadotte cinquante mille francs pour son mariage avec M<sup>lle</sup> Clary. Bonaparte revint d'Egypte; M. Ouvrard devint les dessous du jeune général, qui s'en aperçut. Après le 18 Brumaire, ce banquier conserva ses relations avec Barras. Le premier consul crut qu'elles avaient un but politique; il lui demanda cependant un prêt de douze millions; mais, bien que pouvant les prêter, M. Ouvrard les refusa, ce qui rendit les dispositions du consul beaucoup plus hostiles à son égard qu'elles ne l'avaient encore été. Aussi lorsque peu de temps après, il demanda le remboursement des dix millions avancés au directoire, Bonaparte le fit effectuer en valeurs qui tombèrent dans le discrédit, et enfin dans l'abyme de l'arrière. M. Ouvrard ne vit là, malheureusement pour lui, qu'un acte de révenement, et non l'indice d'un système permanent de déception à l'égard des fournisseurs. Quelques jours après, il présenta encore au gouvernement ce plan de finances que le directoire n'avait pas eu le temps de faire prevoloir, et dont il invoqua encore inutilement les principes en 1804, principes qui ont enfin triomphé en 1817, sous l'influence du duc de Richelieu. Sa fortune continuait de s'accroître : sa volonté de ne pas prêter le fit regarder comme un homme à craindre, et l'on se fit une arme contre lui de ses traités avec le ministère de la marine. On voulut même le faire arrêter par cent grenadiers consulaires, ce dont il fut prévenu à temps. On mit les scellés chez lui. M<sup>me</sup> Bonaparte, reconnaissante de quelques services qu'il lui

avait rendus, le fit prévenir du projet des consuls de le traduire devant une commission militaire. Son arrestation avait produit une grande sensation. La banque et le commerce lui témoignèrent un vif intérêt. On députa vers le premier consul douze commissaires; plus de cinq cents personnes se firent écrire chez lui. Bonaparte répondit à M. Collot : « Un homme qui a trente millions et qui n'y tient pas, est trop dangereux dans ma position. » On se relâcha cependant un peu, et l'arrestation se borna à une surveillance de gendarmes. Six conseillers d'état dépouillèrent les papiers du fournisseur; le procès-verbal établit que sa fortune s'élevait à vingt-neuf millions. On ne put trouver aucun grief contre lui; mais la fierté du consul fut humiliée en apprenant les services rendus à sa femme: son hostilité s'en accrût, et M. de Talleyrand conseilla à M. Ouvrard de s'éloigner. Ce financier habitait le Raincy, ancienne propriété du duc d'Orléans; qu'il avait agrandie et embellie au point d'en faire un vrai palais de fêes; il y donnait des fêtes tellement splendides qu'on aurait été tenté de croire que le propriétaire avait trouvé la lanterne d'Aladin; et il y recevait avec magnificence tout ce que Paris renfermait de distingué en nationaux et étrangers. M. Ouvrard n'était pas sans tirer quelque vanité de cette hospitalité sans exemple, et il dit un jour, fort plaisamment, qu'il avait pour portiers trois ministres d'état: c'est que MM. de Talleyrand, Berthier et Decrès avaient choisi pour leur résidence d'été chacun un des charmants pavillons qui servaient en quelque sorte de loges au parc de Raincy. M. Ouvrard encourageait les arts, commandait plusieurs maisons de commerce, faisait nommer ses employés zélés à des places de receveurs-généraux, d'agents de change, dont il faisait les cautionnements. Ses bureaux étaient devenus une espèce de ministère: Cambacérès, depuis archichancelier de l'empire, y était chargé du contentieux conjointement avec M. Turpin. Il songeait à se rendre au Mexique pour y recouvrer plus de dix millions que lui devait le gouvernement des Espagnes, lorsqu'il fut appelé au conseil de l'empereur, qui lui fit ordonner quatre millions qu'il réclamait encore, et le fit se charger de ses services dont toutes les branches étaient en souffrance, avec promesse de pourvoir à tout ce que nécessitait l'approvisionnement de l'armée. Ce fut une faute énorme, que M. Ouvrard n'eût pas faite, s'il avait eu alors connaissance de la réponse de Napoléon à M. Collot. Vaulerberghe se réunissait à lui, et prit un intérêt dans la fourniture des grains. Bonaparte partit alors pour la campagne de Marengo. Peu après, M. Ouvrard reçut chez lui le prince de Parme, que Bonaparte venait de faire roi d'Etrurie, et sa femme. Charles IV lui fit adresser les remerciements les plus gracieux pour la manière dont il avait traité le couple royal. M. Ouvrard envoya son frère au Mexique pour y recevoir les quatre millions de piastres qui lui étaient dus, et aussi pour y prendre les renseignements dont il avait besoin pour les projets gigantesques qu'il avait conçus sur ces contrées. La disette de 1803 lui fit perdre sept millions. Bonaparte, très inquiet de cette disette, manda MM. Ouvrard et Vaulerberghe: ils promirent de remédier au mal, et le consul de faire payer toutes les traites qui seraient acceptées par les fournisseurs: il y en eut pour vingt-cinq millions. Le danger avait été grand, le remède fut prompt, et au bout de trois semaines toutes les craintes étaient dissipées. M. Ouvrard n'avait demandé qu'une commission de deux pour cent. Dès la première élection, le ministre du trésor Barbé-Marbois, déclara qu'il n'avait pas d'argent; les réclamations des munitionnaires furent vaines pendant dix-huit mois. Au bout de ce temps on voulut réduire de moitié leur commission, ce à quoi ils se refusèrent, et alors on ne leur payait rien. Les préparatifs de descente en Angleterre allaient rendre les approvisionnements de la marine très importants. Bonaparte proposa à M. Ouvrard de s'en charger. Refuser d'était compromettre ses intérêts, le gouvernement lui devait des sommes énormes. Sous le nom de Frenais, il se chargea donc de ce service, avec M. Vaulerberghe, pour un an et trois mois. Leurs avances augmentaient d'une

manière effrayante: au mois de germinal an 12, ils avaient adressé au premier consul le compte de ce qui leur était dû, près de soixante-huit millions. C'est alors que Bonaparte dit en souriant à un grand personnage: « Ouvrard doit commencer à être embarrasé. » Ce hardi spéculateur fut averti du danger qu'il courait: il vit que sa ruine était jurée; mais il fit tête à l'orage. Les avances des fournisseurs avaient entraîné des frais de négociations si onéreux et si multipliés, que leur relevé se montait à plus de quarante-trois millions, en sus des déboursés exigibles, et par conséquent tout-à-fait en pure perte. C'est là qu'on passa en partie ses terres de Preuilly, d'Azay, avec une forêt de sept mille arpents, les domaines de Château-Neuf, Saint-Gratien de Villandry, Saint-Brice, Marly, Lucieure, la moitié de quatre-vingt-quatre fermes près Cologne, louées plus de six cent mille francs; cinq maisons à la Chaussée d'Antin: une, place Vendôme, l'hôtel de Montesson, etc. M. Ouvrard, pressé par ses engagements, demanda de l'argent, le 4 avril 1804, au ministre du trésor, Barbé-Marbois, qui lui répondit par l'exposé de ses besoins. M. Ouvrard lui ayant alors demandé ce qu'il lui faudrait, et le ministre ayant répondu: « Cinquante millions, » il offrit de les verser contre des obligations des receveurs-généraux à l'escompte de trois quarts pour cent par mois, à la condition que le trésor recevrait pour comptant vingt millions en ordonnances des ministres de la guerre et de la marine à son profit: cela fut accepté par le consul. Napoléon faisait des dépenses énormes; content d'avoir établi son pouvoir en France, il ne songeait pas assez à pourvoir, par un bon système de finances, aux nécessités du présent et aux exigences de l'avenir. M. Barbé-Marbois ne tarda pas à demander à M. Ouvrard un nouveau service de cent cinquante millions, et celui-ci, en société avec MM. Séguin et Vaulerberghe, conclut, le 3 juin 1804, avec le trésor, un traité par lequel sur la somme à fournir sur les obligations des receveurs-généraux, pour même somme, le trésor recevrait cent deux millions en argent et le reste en ordonnances de la guerre et de la marine. Le ministre songait déjà à envoyer M. Ouvrard en Espagne; il voulut que M. Despres fut chargé du versement des cent deux millions. MM. Ouvrard et Vaulerberghe firent à M. Despres une vente des obligations avec perte d'un huitième, sacrifice compensé par l'avantage de recevoir quarante-huit millions sur leurs avances comme munitionnaires-généraux. Dès lors, M. Ouvrard n'avait plus à s'occuper ni du versement, ni des obligations, qui furent remises par le trésor à M. Despres. Ces valeurs, par le traité, ne pouvaient être échangées que contre un paiement effectif en écus: M. Ouvrard se trouvait ainsi déchargé de toute responsabilité. Comme munitionnaire-général les fournitures que la société Ouvrard avait à faire, surtout au camp de Boulogne, étaient si considérables que chaque jour il fallait d'énormes avances; M. Ouvrard conclut donc encore un troisième traité pour le service de tous les besoins du trésor pendant l'an 14. Ce service pouvait s'élever à quatre cents millions; et cette fois, le munitionnaire donnait en paiement les ordonnances de la marine et de la guerre pour tout ce qui lui serait dû par ces ministères. Trente-deux millions sur les subsides consentis étaient dus par l'Espagne. Napoléon n'avait pu les faire payer; il fit proposer à M. Ouvrard d'en faire l'avance et d'aller les recouvrer. Celui-ci hésita, mais M. de Marbois le tranquillisa, et il partit pour Madrid, bien qu'avec un pressentiment sinistre. Il y arriva en septembre 1804. L'Espagne était dans un tel état qu'il crut utile de lui avancer cinq cent mille francs pour les voyages de la cour. Bien accueilli du prince de la Paix, il le mit dans les intérêts de sa mission en flattant son ambition; mais l'état n'avait pas un écu de disponible. M. Ouvrard voyant son avance fortement compromise, et de loin la mauvaise humeur de Bonaparte, il tourna aussitôt ses vues sur l'Amérique méridionale. C'est ici que son génie se déploya dans toute son étendue. Il couvrit les moyens d'accorder à l'Espagne des délais pour le paiement des subsides, de faire cesser la disette qui la désolait, de procurer au gouver-

des peuples, ouvrent aussi aux individus la carrière où les appellent une aptitude innée, qui, dans les temps ordinaires, fût peut-être demeurée stérile. M. Ouvrard en est un exemple frappant. Il est né le 12 octobre 1770, dans les Marches de Poitou et de Bretagne, près de Clisson. Son père, propriétaire de papeteries, avait épousé M<sup>lle</sup> Chardonneau, dont il eut huit enfants, dont sa fortune lui permit de faire bien élever : celui dont on s'occupe ici fut mis aux collèges de Clisson et de Beaupréau. Il en sortit à dix-sept ans, en 1788, et entra dans la maison Guertin, Loret et compagnie, de Nantes, qui faisait le commerce des denrées coloniales; peu de temps après, il forma lui-même une maison de même genre sous la raison Guertin et Ouvrard. L'exemple d'un habile négociant, qui avait créé un papier sous le nom de *bons Gratin*, et qui parvint, bien qu'un moment très embarrassé, à en soutenir la valeur par une ruse aussi innocente qu'ingénieuse, lui fit comprendre comment le crédit en multipliant la richesse, peut accroître à la fois les fortunes particulières et la prospérité du pays, et comment l'intelligence des affaires doit créer des ressources pour tous les besoins et des moyens de succès au sein même des difficultés. Les premiers calculs de M. Ouvrard se portèrent sur la branche d'industrie exercée par son père : c'était l'époque où une ère nouvelle commençait pour la France; tout devenait question, dispute, controverse; les livres, les écrits de toute espèce allaient se multiplier avec profusion. La fabrication et le commerce du papier devaient donc prendre de grands développements. Aidé des anciennes relations et du crédit de son père, M. Ouvrard acheta, dans les manufactures du Poitou et de l'Angoumois, tout le papier qu'elles pourraient fabriquer pendant deux ans. L'événement justifia ses calculs; il céda à MM. Duprat frères, libraires à Tours, et à plusieurs autres libraires de Nantes, ses marchés avec un bénéfice de trois cent mille francs. Cette première faveur de la fortune décida de son penchant pour les spéculations, et ce penchant triompha de la vie dissipée à laquelle le livrait son âge. Il fut envoyé, comme député, à la fédération du 14 juillet 1790; revint ensuite à Nantes, s'y livra à de vastes opérations sur les produits coloniaux, et réalisa en peu de temps des bénéfices considérables. Aussi, en 1793, lorsque Carrier ensanguinait la Bretagne, il fut dénoncé comme accapareur; cette dénonciation l'eût perdu si le général Boivin, qui commandait à Nantes, ne l'eût accueilli chez lui en qualité d'aide-de-camp. A cette époque, et en raison de ses fonctions auprès de son général, il parvint à sauver la vie à trois cents hommes condamnés à être fusillés en masse. Le régime de la terreur continuait de désoler la ville de Nantes, il ne put en supporter plus long-temps le séjour, et il courut chercher un asile sous les drapeaux, auprès de Kléber, alors à Rénouillé. Merlin de Thionville venait d'y sauver la vie à un de ses frères. Dans une affaire, à Torfou, où Kléber fut battu et blessé, M. Ouvrard se trouva par hasard commander un détachement. Caulcaux, général en chef, l'envoya porter des drapeaux à la convention, avec l'autorisation de rester quelques jours à Paris. Ce temps étant trop court pour prendre connaissance entière de cette capitale, il demanda un congé illimité, l'obtint, et hésita cependant à en profiter : la vie militaire convenait à son activité; mais le mouvement politique de Paris réveilla ses premières inclinations, et l'espérance d'arriver à une grande fortune par les grandes spéculations, le détermina. Les malheurs de sa ville natale entrèrent aussi pour quelque chose dans cette résolution. Il parvint à sauver la vie, par ses démarches auprès de Rochepierre et de Fouquier-Toinville, à plusieurs de ses compatriotes. Ces circonstances lui firent connaître M. Tébaut, riche négociant de Nantes, dont il épousa la fille aînée après le 9 thermidor. Les usines de M. Ouvrard père avaient été incendiées pendant la guerre de la Vendée; son fils par ses réclamations obtint pour lui deux cent mille francs d'indemnité. Ses démarches à ce sujet lui firent connaître les embarras du gouvernement; il crut possible de l'en faire sortir, et lui proposa de décréter que les assignats ne seraient plus ad-

mis en paiement des contributions qu'au ci-devant commun de chaque mois; mais cette mesure si simple, qui aurait à elle seule maintenu le crédit du papier-monnaie, et assuré au trésor un véritable revenu, ne fut pas accueillie. M. Ouvrard commença à connaître Bonaparte chez M<sup>me</sup> Tallien, un peu avant le 13 vendémiaire. Le premier avait une fortune faite, et le second avait la sienne à faire. On assure que le chef de brigade d'artillerie déguisait mal le déplaisir que lui causait cette différence de position, et que M. Ouvrard n'a eu depuis que trop d'occasions de s'apercevoir que ni le comul, ni l'empereur n'avaient rien oublié de cette première impression. M. Ouvrard avait alors une maison de banque et de commerce qui favorisait l'accroissement de sa fortune. Des opérations en denrées coloniales lui rapportèrent en peu de temps des sommes considérables, et ce succès l'engagea à traiter d'opérations de diverses natures. Ses vues financières, qu'il avait plusieurs fois communiquées au gouvernement, paraissaient avoir fait impression sur le directeur Barras. Il reçut un jour sa visite à Vitry, et ce fut de ce moment que ses affaires changèrent de direction. En 1797, le service des subsistances de la marine languissant dans les mains des administrateurs, une commission fut nommée sur sa proposition; il en fit partie, démontra que le système de l'entreprise était préférable à celui de la régie, et fut chargé de ce service avec le titre de munitionnaire-général. Ce service s'est élevé à soixante-trois millions neuf cent soixante-trois mille quatre cent quatre-vingt-quinze francs. A l'arrivée de l'amiral Massaredo à Brest, M. Ouvrard traita de l'approvisionnement de la flotte espagnole sur la base du prix d'un service de campagne. Ce traité fut l'origine de ses rapports avec le prince de la Paix, qui lui exprima souvent dans ses lettres la satisfaction de son gouvernement. La flotte espagnole n'était sortie du port de Brest que pour rentrer à Cadix; son approvisionnement, pendant plusieurs années, fut toujours fait comme service journalier : cette circonstance procura à M. Ouvrard des bénéfices qui s'élevèrent à plus de quinze millions. Pendant la campagne d'Egypte, le directeur lui demanda un prêt de dix millions que son crédit le mit à même de verser de suite. Il présente alors au directeur un plan de finances et de crédit basé sur la nécessité d'une dette publique considérable en France, limitée cependant au quart ou au tiers de son revenu. Il insistait aussi sur l'organisation d'une caisse d'amortissement indépendante et richement dotée, mais ce système ne fut pas compris par ceux qui auraient pu le mettre en vigueur. C'est vers cette époque qu'il eut le plaisir de prêter à Bernadotte cinquante mille francs pour son mariage avec M<sup>lle</sup> Clary. Bonaparte revint d'Egypte; M. Ouvrard devint le dessein du jeune général, qui s'en aperçut. Après le 18 Brumaire, ce banquier conserva ses relations avec Barras. Le premier consul crut qu'elles avaient un but politique; il lui demanda cependant un prêt de douze millions; mais, bien que pouvant les prêter, M. Ouvrard les refusa, ce qui rendit les dispositions du consul beaucoup plus hostiles à son égard qu'elles ne l'avaient encore été. Aussi lorsque peu de temps après, il demanda le remboursement des dix millions avancés au directeur, Bonaparte le fit effectuer en valeurs qui tomberont dans le discrédit, et enfin dans l'abyme de l'arriéré. M. Ouvrard ne vit là, malheureusement pour lui, qu'un acte de ressentiment, et non l'indice d'un système permanent de déception à l'égard des fournisseurs. Quelques jours après, il présente encore au gouvernement ce plan de finances que le directeur n'avait pas eu le temps de faire prévaloir, et dont il invoqua encore inutilement les principes en 1816, principes qui ont enfin triomphé en 1817, sous l'influence du duc de Richelieu. Sa fortune continuait de s'accroître : sa volonté de ne pas prêter le fit regarder comme un homme à craindre, et l'on ne fit une arme contre lui de ses traités avec le ministère de la marine. On voulut même le faire arrêter par cent grenadiers consulaires, ce dont il fut prévenu à temps. On mit les scellés chez lui. M<sup>me</sup> Bonaparte, reconnaissante de quelques services qu'il lui

avait rendus, le fit prévenir du projet des consuls de le traduire devant une commission militaire. Son arrestation avait produit une grande sensation. La banque et le commerce lui témoignèrent un vif intérêt. On députa vers le premier consul douze commissaires : plus de cinq cents personnes se firent écrire chez lui. Bonaparte répondit à M. Collot : « Un homme qui a trente millions et qui n'y tient pas, est trop dangereux dans ma position. » Ou se relâcha cependant un peu, et l'arrestation se borna à une surveillance de gendarmes. Six conseillers d'état dépouillèrent les papiers du fournisseur : le procès-verbal établit que sa fortune s'élevait à vingt-neuf millions. On ne put trouver aucun grief contre lui : mais la fierté du consul fut humiliée en apprenant les services rendus à sa femme : son hostilité s'en accrût, et M. de Talleyrand conseilla à M. Ouvrard de s'éloigner. Ce financier habitait le Raincy, ancienne propriété du duc d'Orléans : qu'il avait agrandie et embellie au point d'en faire un vrai palais de fée ; il y donnait des fêtes tellement splendides qu'on aurait été tenté de croire que le propriétaire avait trouvé la lampe d'Aladin ; et il y recevait avec magnificence tout ce que Paris renfermait de distingués en nationaux et étrangers. M. Ouvrard n'était pas sans tirer quelque vanité de cette hospitalité sans exemple, et il dit un jour, fort plaisamment, qu'il avait pour portiers trois ministres d'état : c'est que MM. de Talleyrand, Berthier et Decrès avaient choisi pour leur résidence d'été chacun un des charmants pavillons qui servaient en quelque sorte de loges au parc de Raincy. M. Ouvrard encourageait les arts, commandait plusieurs maisons de commerce, faisait nommer ses employés zélés à des places de receveurs-généraux, d'agents de change, dont il faisait les cautionnements. Ses bureaux étaient devenus une espèce de ministère ; Cambacérès, depuis archichancelier de l'empire, y était chargé du contentieux conjointement avec M. Turpin. Il songeait à se rendre au Mexique pour y recouvrer plus de dix millions que lui devait le gouvernement des Espagnes, lorsqu'il fut mandé au conseil de l'empereur, qui lui fit ordonner quatre millions qu'il réclamait encore, et le fit se charger de ses services dont toutes les branches étaient en souffrance, avec promesse de pourvoir à tout ce que nécessitait l'approvisionnement de l'armée. Ce fut une faute énorme, que M. Ouvrard n'eût pas faite, s'il avait eu alors connaissance de la réponse de Napoléon à M. Collot. Vanlerberghe se réunit à lui, et prit un intérêt dans la fourniture des grains. Bonaparte partit alors pour la campagne de Marengo. Peu après, M. Ouvrard reçut chez lui le prince de Parme, que Bonaparte venait de faire roi d'Etrurie, et sa femme. Charles IV lui fit adresser les remerciements les plus gracieux pour la manière dont il avait traité le couple royal. M. Ouvrard envoya son frère au Mexique pour y recevoir les quatre millions de piastres qui lui étaient dus, et aussi pour y prendre les renseignements dont il avait besoin pour les projets gigantesques qu'il avait conçus sur ces contrées. La disette de 1804 lui fit perdre sept millions. Bonaparte, très inquiet de cette disette, manda M. Ouvrard et Vanlerberghe : ils promirent de remédier au mal, et le consul de faire payer toutes les traites qui seraient acceptées par les fournisseurs : il y en eut pour vingt-neuf millions. Le danger avait été grand, le remède fut prompt, et au bout de trois semaines toutes les craintes étaient dissipées. M. Ouvrard n'avait demandé qu'une commission de deux pour cent. Dès la première échéance, le ministre du trésor Barbé-Marbois déclara qu'il n'avait pas d'argent ; les réclamations des munitionnaires furent vaines pendant dix-huit mois. Au bout de ce temps on voulut réduire de moitié leur commission, ce à quoi ils se refusèrent, et alors on ne leur payait rien. Les préparatifs de descente en Angleterre allaient rendre les approvisionnements de la marine très importants. Bonaparte proposa à M. Ouvrard de s'en charger. Refuser c'était compromettre ses intérêts, le gouvernement lui devant des sommes énormes. Sous le nom de Frenais, il se chargea donc de ce service, avec M. Vanlerberghe, pour un an et trois mois. Leurs avances augmentaient d'une

manière effrayante ; au mois de germinal an 12, ils avaient adressé au premier consul le compte de ce qui leur était dû, près de soixante-huit millions. C'est alors que Bonaparte dit en souriant à un grand personnage : « Ouvrard doit commencer à être embarrassé. » Ce hardi spéculateur fut averti du danger qu'il courait : il vit que sa ruine était jurée ; mais il fit tête à l'orage. Les avances des fournisseurs avaient entraîné des frais de négociations si onéreux et si multipliés, que leur relevé se montait à plus de quarante-trois millions, en sus des déboursés exigibles, et par conséquent tout-à-fait en pure perte. C'est là qu'ont passé en partie ses terres de Prieully, d'Azay, avec une forêt de sept mille arpents, les domaines de Château-Neuf, Saint-Gratien de Villandry, Saint-Brice, Marly, Lucienne, la moitié de quatre-vingt-quatre fermes près Cologne, louées plus de six cent mille francs : cinq maisons à la Chaussée-d'Antin ; une, place Vendôme, l'hôtel de Montesson, etc. M. Ouvrard, pressé par ses engagements, demanda de l'argent, le 4 avril 1804, au ministre du trésor. Barbé-Marbois, qui lui répondit par l'exposé de ses besoins. M. Ouvrard lui ayant alors demandé ce qu'il lui faudrait, et le ministre ayant répondu : « Cinquante millions, » il offrit de les verser contre des obligations des receveurs-généraux à l'escompte de trois quarts pour cent par mois, à la condition que le trésor recevrait pour comptant vingt millions en ordonnances des ministres de la guerre et de la marine à son profit : cela fut accepté par le consul. Napoléon faisait des dépenses énormes ; content d'avoir établi son pouvoir en France, il ne songeait pas à se procurer, par un bon système de finances, aux nécessités du présent et aux exigences de l'avenir. M. Barbé-Marbois ne tarda pas à demander à M. Ouvrard un nouveau service de cent cinquante millions, et celui-ci, en société avec MM. Seguin et Vanlerberghe, conclut, le 8 juin 1804, avec le trésor, un traité par lequel sur la somme à fournir sur les obligations des receveurs-généraux, pour même somme, le trésor recevrait cent deux millions en argent et le reste en ordonnances de la guerre et de la marine. Le ministre songeait déjà à envoyer M. Ouvrard en Espagne ; il voulut que M. Desprez fut chargé du versement des cent deux millions. MM. Ouvrard et Vanlerberghe firent à M. Desprez une vente des obligations avec perte d'un huitième, sacrifice compensé par l'avantage de recevoir quarante huit millions sur leurs avances comme munitionnaires-généraux. Dès lors, M. Ouvrard n'avait plus à s'occuper ni du versement, ni des obligations, qui furent remises par le trésor à M. Desprez. Ces valeurs, par le traité, ne pouvaient être échangées que contre un paiement effectif en écus : M. Ouvrard se trouvait ainsi dégagé de toute responsabilité. Comme munitionnaire-général les fournitures que la société Ouvrard avait à faire, surtout au camp de Boulogne, étaient si considérables que chaque jour il fallait d'énormes avances. M. Ouvrard conclut donc encore un troisième traité pour le service de tous les besoins du trésor pendant l'an 14. Ce service pouvait s'élever à quatre cents millions ; et cette fois, le munitionnaire donnait en paiement les ordonnances de la marine et de la guerre pour tout ce qui lui serait dû par ces ministres. Trente-deux millions sur les subsides consentis étaient dus par l'Espagne. Napoléon n'avait pu les faire payer ; il fit proposer à M. Ouvrard d'en faire l'avance et d'aller les recouvrer. Celui-ci hésita, mais M. de Marbois le tranquillisa, et il partit pour Madrid, qu'il eut avec un pressentiment sinistre. Il y arriva en septembre 1804. L'Espagne était dans un tel état qu'il crut utile de lui avancer cinq cent mille francs pour les voyages de la cour. Bien accueilli du prince de la Paix, il le mit dans les intérêts de sa mission en flattant son ambition ; mais l'état n'avait pas un écu de disponible. M. Ouvrard voyant son avance fortement compromise, et de loin la mauvaise humeur de Bonaparte, il tourna aussitôt ses vues sur l'Amérique méridionale. C'est ici que son génie se déploya dans toute son étendue. Il conçut les moyens d'accorder à l'Espagne des délais pour le paiement des subsides, de faire cesser la disette qui la désolait, de procurer au gouver-

nement espagnol l'argent dont il avait tant besoin, et de fonder le crédit de cette puissance sur ses ressources. Pour cela M. Ouvrard demandait 1° le commerce exclusif des Amériques; 2° l'extraction et la libre disposition de toutes les matières d'or et d'argent appartenant à la couronne; 3° la faculté de faire, dans les Amériques, des emprunts sous la garantie de leurs trésoreries et remboursables par elles. Ce plan si vaste fut compris en Espagne. M. Ouvrard se trouva aussitôt admis en tiers avec la reine; et le ministre des finances voulut qu'il prit un appartement chez lui. Il fut bientôt appelé au conseil des Indes: un plan qui embrassait la liquidation de toutes les dettes de l'état, la réorganisation de la banque Saint-Charles, l'établissement de plusieurs banques dans les provinces, la création d'une dette publique et d'une caisse d'amortissement, etc., fut adopté. Le 21 octobre 1804, M. Ouvrard fut reconnu créancier direct pour les subsides, ainsi que l'avait désiré M. Barbès. Il devint dès lors l'objet de l'attention générale; il ne lui manquait que d'être présenté à la cour, il le fut. On l'obligea cependant à s'affubler d'une énorme perruque poudrée, ne pouvant y paraître avec les cheveux à la Titus. Pour faire cesser la farce, il vendit à la junte d'Anona, le 26 novembre 1804, pour cinquante-deux millions de bled à prendre en France; il traita en outre, pour plusieurs années, de tous les services des ministères de la guerre et de la marine, et le même jour il signa, pour l'exploitation du nouveau monde, un acte sans exemple: c'était celui d'une société avec sa majesté Charles IV, pendant la durée de la guerre entre l'Espagne et l'Angleterre. L'importation de toutes matières utiles au nouveau monde et l'exportation des produits des mêmes colonies en était la base; les bénéfices devaient être également partagés entre le roi et M. Ouvrard. C'était peut-être le premier acte de société conclu entre un roi et un particulier. En vertu de cet acte, M. Ouvrard recut de la trésorerie de Madrid deux cent soixante-deux millions cinq cent mille francs. L'empereur était loin de prévoir un traité d'une si prodigieuse influence. Pour remédier aux maux de l'Espagne, M. Ouvrard conseilla la vente des biens du clergé, et il obtint, par son influence, que sa sainteté approuvât la cédula royale qui en ordonnait la vente; mais les événements de Bayonne s'opposèrent à son exécution. Par l'action qu'il exerçait sur l'opinion en Espagne, il fit cesser la disette. Il fut chargé le 17 novembre 1805, par adjudication, des subsistances de l'escadre française à Cadix. L'exécution de son traité pour les Amériques éprouvait des difficultés de la part de Pitt, qui cependant finit par aider aux opérations du fournisseur français. Ses intérêts le rappelaient à Paris, le prince de la Paix lui fit cadeau à son départ de huit chevaux, et les acclamations du peuple accompagnèrent sa voiture. Après avoir rendu le mouvement à ses différents services, il alla à Amsterdam chez MM. Hope: ceux-ci se refusant à croire à son étonnante traite avec Charles IV, cédant enfin à l'évidence, ils en firent aussi un avec lui, le 6 mai 1805, pour l'exécution de ces opérations. M. Ouvrard revint à Paris, qu'il quitta aussitôt pour se rendre à Madrid: là, il obtint la concession des mines de plomb et de vif-argent et la fourniture de tous les tabacs à la ferme générale. Il avait présenté le projet d'un canal qui, du Guadarrama, devait porter l'eau à Madrid, et celui d'un autre canal qui devait communiquer à la mer par le Tage et le Guadalquivir. Ainsi des rapports continuels, une sorte de communauté d'intérêts allaient unir étroitement les deux mondes. Pendant ce temps, les intérêts de cet homme d'une si prodigieuse activité d'esprit et de corps se trouvaient compromis à Paris. Le trésor éprouvait des embarras. M. Ouvrard lui avançait dix millions de piastres. Mais peu après, il apprit que M. Despres ne pouvait point faire face à ses obligations, s'étant imprudemment compromis par des prêts énormes faits pour son compte, et dont M. Ouvrard ne pouvait être responsable, ce que voulait pourtant le conseil de l'empereur. Le prince de la Paix lui conseillait de se sauver en Amérique, lui annonçant

qu'il pourrait incessamment être invité à le faire ar rêter. Bien loin d'accepter la frégate qui lui était proposée, M. Ouvrard demanda une escorte et se rendit à Paris. Oblige de refuser les propositions de la maison Hope par suite du mauvais effet qu'avait produit à Madrid la mesure extraordinaire du gouvernement français, il ne put rien avancer au trésor, et le ministère se trouva dans l'embarras. La sévérité de M. Barbès-Marbois lui avait fait des ennemis; chacun de son côté fit un rapport à l'empereur, qui le reçut tous le lendemain de la bataille d'Austerlitz. Napoléon en fut si alarmé, qu'il crut devoir hâter son retour à Paris. Il fit aussitôt mander M. Ouvrard, et lui fit lire un décret par lequel lui et ses associés étaient déclarés rétentionnaires de quatre-vingt-sept millions qu'ils devaient verser au trésor dans le plus court délai. C'était là une criante injustice et un acte de despotisme. Dominé par l'inquiétude de ne pouvoir recouvrer la somme énorme dont M. Despres était débiteur envers le trésor, l'empereur ajourna: Quelle garantie pouvez-vous me donner? — Sir, le trésor sera remboursé si votre majesté nous laisse libres. A cette réponse, que Napoléon n'attendait pas, il quitta son fauteuil, et attirant le fournisseur près d'une croisée: M. Ouvrard, lui dit-il, vous avez obtenu la royauté au niveau du commerce. — Sir, le commerce est le génie des états, il se passe très bien de la royauté, et la royauté ne saurait se passer de lui. — Sottise que tout cela, prenez-vous l'engagement de couvrir le trésor? — Oui, sire. — Peu de jours après le décret de l'empereur fut remplacé par un autre qui en modifiait l'arbitraire, mais qui n'en compromettait pas moins les intérêts de la France, tout en sacrifiant ceux de M. Ouvrard. Le lendemain ce décret fut renvoyé à Madrid, ce qui ôta à celui qui en était l'objet l'espoir qu'il avait eu de parvenir à éclairer l'empereur. Ainsi s'évanouit la plus grande entreprise commerciale et politique qui jamais ait été conçue et mise en activité, entreprise qui, mettant en association une tête couronnée et un simple particulier, devait établir et rendre plus intime les rapports entre l'ancien et le nouveau monde, assurer la propriété financière des deux empires, en utilisant, au profit du commerce en général, et particulièrement au profit de l'Espagne et de la France, les trésors que la guerre maritime avait accumulés dans le nouveau monde, et qui auraient été rendus à la circulation. Il est probable que le temps apprendra à l'Europe combien on a eu tort en 1805, comme sous Napoléon, de ne point chercher à se mettre à la tête du mouvement de la réformation des états méridionaux d'Amérique sous la dépendance de la métropole. Bientôt le *Moniteur* vint apprendre à M. Ouvrard que ce n'était pas seulement de quatre-vingt-sept millions qu'il était débiteur solidaire, mais bien de cent quarante-un, d'après un nouveau compte établi avec M. Despres. Ainsi les coups se multipliaient comme pour l'accabler; et à dater de cette époque, il ne sortit plus d'une difficulté que pour tomber dans une autre. Cependant, à force de soins et de persévérance, il parvint à couvrir le trésor des cent quarante-un millions si abusivement avancés à M. Despres par le gouvernement, et dont M. Ouvrard était rendu débiteur par une injustice manifeste. Il sera toujours impossible de comprendre comment l'habile spéculateur put être déclaré garant de S. M. Charles IV, dont il était créancier pour le compte et par ordre du gouvernement français. Dans cette occasion, Cambacérès, oubliant sa réserve accoutumée, alla jusqu'à dire à l'empereur: « Sir, vous perdez cette affaire devant les tribunaux. — Vous vous moquez de moi, monsieur l'archichancelier, » répondit Napoléon. Malgré de si cruelles contrariétés, les services d'approvisionnement marchaient avec une si grande ponctualité, qu'à leur expiration l'empereur fit proposer à M. Ouvrard et ses intendants de les renouveler pour six années. Mais l'expérience qu'ils avaient acquise leur fit refuser cette offre, et d'ailleurs leur position vis-à-vis de leurs créanciers ne leur permettait pas de l'accepter. Ils suspendirent leurs paiements, et déposèrent le 31 décembre 1805, au tribunal de commerce, un état de situation. Le

cranciers s'empressèrent de leur rendre justice, et un concordat du 26 octobre, qui ne stipule aucune remise, aucune perte pour eux, fut homologué par jugement du 13 janvier 1809, et les autorités à administrer et à suivre leurs affaires. Ce n'était donc point, comme on l'a dit, un état de faillite. Lorsque la famille royale d'Espagne fut attirée en France, c'est au Raincy, chez M. Ouvrard, que Charles IV et la reine voulurent coucher en se rendant à Compiègne. Le prince de la Paix avait une telle confiance en lui, qu'il voulut, une fois en France, lui donner la direction de ses affaires. Mais la position du célèbre financier avec l'empereur ne permettait pas que cela fût accepté. Le 21 juin 1809, plus de trois ans après le décret du 18 février 1806, qui avait pris à M. Ouvrard dix millions de piastres à perte de finances et à forfait, de nouvelles rigueurs l'atteignirent; un million cinq cent vingt-cinq mille deux cent quarante-sept de ces piastres n'avaient pas été présentées au remboursement pour la cessionnaire de l'empereur, ou du trésor, et furent reconnues dette de l'état par décrets des 19 mars et 13 mai 1809, du roi Joseph. Un décret de l'empereur, daté de Schœnbrunn, et rendu à l'insu de M. Ouvrard, le déclara néanmoins pour cette somme, non pas débiteur, mais garant du roi d'Espagne, ordonna son arrestation, le sequestra de tous ses biens, et il fut mis à Sainte-Pélagie. Plus tard, il reclama contre cette iniquité, par un mémoire imprimé. Mis en liberté sous cautionnement, mais sans pouvoir sortir de France sans autorisation, il demanda un passeport à Fouché pour Amsterdam; celui-ci le lui promit à la condition qu'il se chargerait d'une négociation avec l'Angleterre: il refusa, parce que ce devait être à l'insu de l'empereur; cependant il obtint son passeport, mais en consentant au moins à faire connaître au ministre sa disposition des esprits permettait d'espérer qu'on pût négocier la paix avec Albion. Peu après, sur le conseil du duc d'Orléans, M. Ouvrard adressa à l'empereur une note sur la possibilité et la nécessité de faire la paix. On croit que sa correspondance à cette époque a été recueillie à la secrétairerie d'état; toujours est-il que ne recevant pas de réponse, M. Ouvrard revint à Paris. L'empereur s'était rendu à Anvers; son frère Louis lui communiqua avec joie les chances de succès que paraissait prendre la négociation avec le cabinet de Saint-James. Mais il paraît qu'alors l'empereur ne le voyait pas du même œil. Il suffisait d'ailleurs qu'elle eût été entreprise par Fouché pour qu'elle lui inspirât quelque défiance. Napoléon lui partit du duc de Rovigo pour surveiller M. Ouvrard, et dix jours après, de retour à Saint-Cloud, il donna ordre à Fouché de l'arrêter. Celui-ci ayant refusé, ce fut le général Savary qui remplit cette mission. M. Ouvrard n'était rien moins qu'accusé de lèse-majesté, à cause de sa négociation avec le cabinet anglais. Il prouva que la note qui lui avait servi de base avait été mise sous les yeux de l'empereur; cela aurait dû le faire mettre en liberté. La gendarmerie, au contraire, le transféra de l'Abbaye au donjon de Vincennes, sous un autre nom que le sien, et le mit au secret. On conçoit tout ce que cela pouvait avoir d'inquiétant. M. Ouvrard obtint cependant de l'empereur la liberté de son mari; mais celui-ci n'en voulut pas, et exigeait justice. On s'appuya alors sur le décret du 21 juin 1809 pour le transporter à Sainte-Pélagie, comme débiteur envers le trésor. Il en fit un lieu de plaisance; le duc de Laval y venait souvent, non jouer au wisk, mais dîner avec lui. MM. Despres, Vanlerbergue et Seguin, aussi détenus, finirent par transiger avec le gouvernement: mais M. Ouvrard résista à toutes les sollicitations de l'autorité, de ses amis et même de sa famille. Si tous ceux qui ont des démêlés avec les gouvernements avaient leur opposer cette résistance d'ignorance, ils rendraient bien difficiles les abus du pouvoir. Cette fermeté peut être pénible, dangereuse même pour celui qui la déploie; mais c'est un obstacle à l'amercissement universel, c'est un service rendu à la chose publique, c'est un déplaisir, une inquiétude salutaire pour celui qui veut que tout lui cède; c'est une sorte d'appel, toujours subsistant, à la justice future; enfin c'est une preuve qu'on a conservé le sen-

timent de sa dignité et de ses droits. Vers cette époque, M. Ouvrard perdit sa mère. Au commencement de 1812, M. le préfet de police Pasquier, alla lui demander des conseils sur l'embarras où le gouvernement se trouvait pour les subsistances de Paris; il les eut le 30 avril. Convaincu que le système d'approvisionnement de nos armées était defectueux, M. Ouvrard adressa aussi à l'empereur, avant la campagne de Russie, des conseils qui malheureusement ne furent pas écoutés. En octobre 1813, on le fit venir de sa prison chez le duc de Rovigo pour lui offrir sa liberté en retour d'un plan de finances qu'on lui demandait: cette condition suffisait pour qu'il refusât. Cependant on permit qu'il retournât chez lui sous la garde d'un officier. M. Ouvrard fut loin de se réjouir de la chute de l'empereur; il en prévoyait les suites. Il quitta Paris une heure avant l'arrivée de l'ennemi, et se retira près d'Orléans: il écrivit de là au duc de Rovigo qu'il y resterait aussi long-temps que sa parole ne lui serait pas rendue, et cette circonstance suffisait seule pour donner une idée de son caractère loyal. Bientôt M. de Talleyrand l'invita à se rendre à Paris, et il n'hésita plus après les actes du sénat. C'est lui qui fut chargé par le ministre des préparatifs de réception du comte d'Artois. En 1814, il adressa au gouvernement et aux chambres un plan de finances, et attaqua vivement, dans un mémoire à M. de Blacas, le budget du baron Louis. Une commission fut formée pour examiner ses plans; mais le ministre parvint à les faire ajourner. Ilaida l'entreprise générale des vivres et fourrages confiée à M. Doumerc, le 1<sup>er</sup> septembre 1814. C'est à cette époque que le général Palafox, si illustre par sa défense de Saragosse, fit demander la fille aînée de M. Ouvrard en mariage. Malgré l'éclat d'une telle alliance, consentie par sa majesté catholique, il ne put se décider à se séparer de sa fille. Quand Napoléon revint de l'île d'Elbe, M. Ouvrard voulut d'abord s'éloigner, mais ses intérêts et ceux des tiers lui firent une loi de rester. Au surplus, il avait eu tort de s'inquiéter; l'adversité avait modifiée l'empereur: ses inimitiés semblaient effacées. Napoléon ne tarda pas à l'envoyer chercher: « Eh bien! lui dit-il, mes ministres ont voulu vous ruiner: vous avez bien fait de résister. » Il lui proposa d'aller à Vienne, puis agréa son refus, et lui demanda ensuite cinquante millions. M. Ouvrard les promit en cinq jours, contre cinq millions de rente, tiers consolidé, au prix de cinquante francs, sous la condition que l'entreprise Doumerc, dont il était créancier, serait payée de quinze millions qui étaient dus; la rente était alors à 55: « Mais, dit Napoléon, que pouvez-vous faire de ces rentes, quand on n'en veut plus, et que toute l'Europe s'arme contre moi? » Ainsi l'empereur ne comprenait pas encore la puissance du crédit, qu'il avait si long-temps méconnue. Il accepta les conditions de M. Ouvrard, qui, n'oubliant pas les procédés des ministres à son égard, lui dit: « Sire, je désire ne traiter qu'avec vous. » L'empereur dicta alors une convention à M. Fain: « Est-ce bien cela, » dit-il? — Non, sire, répondit M. Ouvrard, votre majesté m'a mal compris. — Vous avez raison, reprit-il, j'ai fait trop d'esprit. » Et il dicta sur-le-champ conformément au sens de celui avec qui il traitait. La proposition de Napoléon, le munitionnaire eut une conférence de onze heures avec M. Daru, relative à la fourniture générale des armées: ils professaient chacun un système différent et l'entretien fut peu amical. La prévoyance de M. Ouvrard lui avait fait obtenir de Napoléon la promesse que si de nouvelles dénonciations étaient portées contre lui, l'empereur ne prendrait pas de parti sans l'avoir entendu. Il vit dix jours après, il fut mandé à l'Élysée: il y trouva le prince d'Eckmühl, le maréchal Soult et le comte Daru, qui présentaient à la signature de l'empereur un décret rédigé suivant la formule d'usage: « Le sieur Ouvrard sera mis en arrestation, les scellés apposés sur ses papiers, etc. » On l'accusait d'entretenir des relations avec Gand, ce qui était faux. Napoléon vit ce que c'était, et arrangea tout. M. Ouvrard versa exactement deux millions par jour, ce qui n'étonnait pas peu l'empereur, et donna occasion au premier,

dans une audience de deux heures, de lui expliquer tous les avantages du crédit public. Le célèbre financier reconnu en cette circonstance que Napoléon avait médité, pendant son séjour à l'île d'Elbe, sur les questions qu'ils agitaient ensemble. Au moment de son départ pour l'armée, l'empereur lui promit de terminer toutes ses affaires, et l'emmena avec lui, voulant le charger des fournitures d'après le plan d'impôt sur les pays conquis qu'il lui avait proposé. M. Ouvrard assista à la bataille de Waterloo à côté de Napoléon, et, après cette déastreuse journée, il revint à Paris. L'empereur le fit appeler, et lui proposa un million quatre cent mille francs de rente, tiers censuelle, appartenant à son domaine ou à sa famille, contre un mandat de quatorze millions sur l'Amérique septentrionale. Il y avait quelque chose de touchant dans cette confiance d'un grand homme malheureux; mais M. Ouvrard ne pouvait pas accepter: on sent bien que le titre proposé par Napoléon aurait été contesté par le gouvernement qui devait succéder. En rentrant chez lui, il recut presque aussitôt un grand nombre de caisses que l'empereur lui envoyait en dépôt; il retourna en toute hâte à l'Elysée, et fit sentir à Napoléon qu'il ne pouvait se charger d'un dépôt de cette importance sans un inventaire régulier: l'empereur approuva ces scrupules. C'est à cette époque que Napoléon témoigna plusieurs fois le regret que M. Ouvrard eût été persécuté. Après le retour du roi, malgré les déclarations des chambres et du ministère, que tout payer était tout fonder en matière de crédit, M. Ouvrard fut cependant excepté. Il paraît très probable que le baron Louis crut se concilier l'opinion publique en le sacrifiant. Ce contraste dans la conduite du ministre des finances avec le créancier de l'état, et sa pensée exprimée aux chambres, fit dire à un grand personnage: ce mot caractéristique: « L'abbé Louis bat monnaie sur le dos d'Ouvrard. » Les cinq millions de rentes, mentionnés ci-dessus, avaient été transférés par le titulaire; sans cela on n'eût pas manqué de former opposition sur son inscription au grand-livre. Pour découvrir les possesseurs de ces rentes, et remonter jusqu'à lui, le ministre suspendit le transfert de toutes les rentes du grand-livre. Mais les agents de change décidèrent sur-le-champ que la bourse serait fermée tant que la mesure ne serait pas rapportée. M. de Talleyrand, instruit par M. Ouvrard, fit bientôt lever la suspension des transferts, et la bourse rouvrit. Naumoulin, le 16 mars 1816, M. de Blaiseville, député, dénonça M. Ouvrard à la chambre. Une commission, présidée par M. de Broglie, fut nommée pour examiner cette transmission de cinq millions de rentes faite par Napoléon. Le titulaire fut appelé pour donner des explications, et sur le rapport de la commission, la chambre passa à l'ordre du jour. Mais le gouvernement ordonna une nouvelle enquête. M. Ouvrard n'eut pas absolument à se plaindre de la nouvelle commission; mais le ministère parvint à empêcher qu'un million sept cent mille francs de rentes, qui ne lui étaient point encore délivrés, lui fussent remis, ce qui lui causa une perte d'un million cinq cent mille francs. Le traité d'occupation par les armées ennemies mettait la France dans une situation qui inquiétait les alliés et le gouvernement français. M. Ouvrard entrevit la possibilité de satisfaire à tous les besoins, et fit tenir au duc de Richelieu, président du conseil, un mémoire à cet effet. Appelé au conseil, il y développa ses idées: leur base était celle-ci: Fonder le crédit public par la hausse des rentes, faire hausser la rente en en créant de nouvelles, faire prêter par les alliés l'argent nécessaire à l'acquittement des contributions imposées, et faire agréer à ces prêteurs leur paiement en rentes sur l'état. M. Ouvrard avait ouvert une négociation sur cette base avec MM. Baring frères. Pour hâter l'adoption de son projet, il mit sous les yeux du ministère le développement de ses vues, aussi remarquables que positives, et pour convaincre toutes les parties intéressées, il reunit à dîner à la Jonchère le duc de Richelieu, le prince de Metternich, le duc de Wellington, l'ambassadeur d'Angleterre, le comte Corvetto et M. Baring. Nul d'entre

eux ne croyait qu'il fût possible à la France de satisfaire au subside imposé. Au milieu de l'espèce de stupefaction qui frappait la réunion, M. Ouvrard s'écria ainsi: « Il manquait à la France la loi de la nécessité pour connaître toutes ses ressources: vous venez de fonder son crédit, et, malgré l'énormité de vos exigences, vous apprendrez bientôt qu'un lieu de sa ruine la France leur a dû sa prospérité... Il faut aux états, comme aux hommes, de grandes crises pour être avertis de l'étendue de leurs forces. » Ayant décidé M. Baring à le seconder, ils obtinrent des alliés la promesse qu'ils feraient une remise de trente-trois pour cent, et recevraient en paiement pour la totalité du reste, des rentes que l'on créerait à cet effet. Mais ce plan ne fut point réalisé à cette époque: quelques uns de ceux dont il dépendait ne voulurent sans doute pas voir la France se libérer si promptement envers l'Europe. Ce résultat éloignait M. Ouvrard des affaires publiques, il resta tranquille quelque temps. Cependant tout allait de mal en pis. Le service du trésor se faisait au jour le jour. Le duc de Richelieu avait demandé un plan à une réunion de banquiers. Personne ne put indiquer ni moyens, ni ressources, et cependant on ne pouvait plus payer le subside. Il y avait de l'agreur parmi les conseillers des rois alliés, et il s'agissait de traiter la France comme un débiteur insolvable. On voulait que des départements entiers fussent confiés aux troupes étrangères. Pour parer au danger que de pareilles mesures pouvaient faire courir aux occupants, il était aussi question d'enlever par département une vingtaine des notabilités les plus enrichies, et de les envoyer en Sibirie, où on voulait placer le lazaret politique de l'Europe. Il faut rendre justice au duc de Richelieu: c'est lui qui fit taire de telles menaces; mais sans M. Ouvrard, il n'y serait pas parvenu. M. Decazes fut chargé de voir ce dernier. « Nous avons besoin de soixante millions, lui dit-il, pouvez-vous nous les prêter. » A cela M. Ouvrard répondit que le ministre ne comprend point sa position, qu'on ne peut lui avancer soixante millions; mais qu'il sera facile de lui procurer un milliard dont le gouvernement a besoin pour se libérer envers les alliés. Le ministre sourit, et traits cela de paradoxe. Mais quelques mots de M. Ouvrard changèrent bientôt ses idées: il lui demanda un mémoire, et l'eut dans la journée même. Le duc de Richelieu fit ensuite mander M. Ouvrard et le comte Corvetto, ministres des finances. Quand le second annonça qu'il fallait créer cent millions de rentes, M. Corvetto jeta les hauts cris, disant qu'il ne pouvait placer à aucun prix les six millions de rentes de crédit accordés par la chambre de 1815. « Eh bien ! reprit M. Ouvrard, votre excellence en aura cent six millions, et je me chargerai du placement. » Rien encore ne fut cependant décidé. Peu de jours après, le trésor suspendit ses paiements aux alliés. Le duc de Richelieu, malgré le ridicule qu'on voulait jeter sur les plans du financier de génie, l'autorisa enfin à y donner suite. Aussitôt M. Ouvrard partit pour Londres, vit M. Baring, revint à Paris, vit les ministres, et, sur le conseil de M. Pozzo di Borgo, il se rendit auprès du duc de Wellington à Bruxelles, revint à Paris, puis à Londres, et partout il parvint à faire adopter ses vues. Cette négociation faisait du bruit. Personne ne concevait comment M. Ouvrard parviendrait à trouver des commissionnaires. Louis XVIII y prenait le plus vif intérêt. On avait sollicité en vain jusqu'alors la diminution d'un cinquième de l'armée d'occupation: M. Ouvrard se promit bien que sa négociation produirait ce résultat. Il était de retour à Paris au moment où l'inquiétude y devenait générale, et le duc de Richelieu la partageait. On assurait le ministre que la négociation était impraticable. En arrivant chez le président du conseil, il lui laissa ignorer le succès qu'il venait d'obtenir dans son second voyage: il avait même préparé une liste de commissionnaires supposés, en tête desquels il avait mis le nom de celui qui avait parlé au ministre comme on vient de le dire. Le duc montra de l'impatience, des craintes, enfin demanda les commissionnaires, et lorsqu'il eut la liste et celui qui était en tête, il eut un mouvement

d'humeur très prononcée. Alors M. Ouvrard mit au bas : « Aucune des personnes comprises dans cette liste n'aura autant de rentes qu'elle en voudra, et toutes réclameront de votre excellence, comme grande faveur, d'en obtenir. » Il lui annonça alors le succès de sa négociation. Le duc de Wellington arriva en effet le lendemain, et logea chez M. Ouvrard. Le 8 janvier 1817, ce dernier remit une note qui fut aussitôt communiquée par le duc de Wellington à la conférence des alliés. Le même jour, le plan fut arrêté par la conférence, et expédié à toutes les cours. M. Baring se rendit aussitôt à Paris. Ainsi donc le gouvernement créait des rentes : les alliés les recevaient en paiement, tant pour la contribution que pour les fournitures de leurs armées, puis les remettaient à MM. Baring et Hope pour en opérer la vente. Mais ces derniers, prévoyant des résultats avantageux, préférèrent être acheteurs que d'être commissionnaires. La rente fut livrée à 53 fr. 55 c. En arrêté du conseil rendait aussi M. Ouvrard acheteur de douze millions de rentes au même prix, en paiement de toutes les fournitures de l'armée des alliés dont il était déjà chargé comme intendant-général ; mais cette décision resta sans effet. Le duc de Feltre, sous le prétexte de l'arrestation de M. Doumer, refusa de signer le traité, et déposséda ainsi M. Ouvrard des rentes qui lui étaient acquises, et qui donnaient un bénéfice, la rente étant en hausse ; car lorsque l'on connut l'intervention des puissances alliées dans cette opération, et que les rentes créées et à créer n'étaient plus à vendre, tout le monde en voulut ainsi que l'avait prédit l'habile négociateur. Il y avait souls au trésor, et il fallut employer la force pour la contenir. M. Ouvrard, qui n'avait point été compris dans la répartition de MM. Baring et Hope, parce qu'il était censé posséder ces douze millions en rentes, se trouva ainsi lésé malgré ses réclamations appuyées par les ducs de Wellington, de Richelieu et M. Corvetto. On ne lui remboursa pas même ses frais de voyages. Ainsi font les gouvernements : tant que les talents et l'activité du financier homme-d'état furent nécessaires, on lui prodigua les promesses ; quand il ne fut plus jugé utile, on ne crut pas même à propos de lui rendre justice. Il n'est resté à M. Ouvrard de cette opération que l'honneur d'avoir fait sortir la France de la plus terrible crise où elle se soit jamais trouvée, d'avoir fondé le crédit public, enrichi la banque, le commerce, les agents de change, les propriétaires de terrains, et d'avoir fait monter la rente à 66 francs. Il proposa ensuite à M. de Richelieu une grande réduction de l'impôt foncier qui pesait sur la France. Après de vives discussions, le ministre se décida à l'essayer partiellement, et la chambre a, en effet, pendant plusieurs années, opéré une réduction de trente millions sur la contribution foncière. M. Ouvrard peut se vanter de n'avoir pas été étranger à la réduction de la loi des finances du 25 mars 1817, la première qui ait posé les fondements du crédit public, en fixant à quarante millions le fond de la caisse d'amortissement, et en affectant à cette caisse la presque totalité des bois de l'état. Le 5 mai 1818, il perdit sa femme, qui avait sa opposer beaucoup de courage aux persécutions du gouvernement impérial, mais par lesquelles sa fin fut peut-être hâtée. Cette même année, le duc de Montmorency demanda à M. Ouvrard sa fille aînée pour son fils : ce mariage fut empêché par la mort de M. Thibault de Montmorency. Le duc de Richelieu demanda alors M<sup>lle</sup> Ouvrard pour M. de Rochechouart, et cette union eut lieu. En 1820, M. Ouvrard adressa de nouvelles vues aux ministres pour les approvisionnements de leurs départements ; mais elles ne furent pas comprises. Il était encore dû à MM. Ouvrard et Vanlerberghe quinze millions deux cent soixante-dix mille cinq cent cinquante francs quarante quatre centimes pour fournitures faites à la marine en 1804-5, au camp de Boulogne. Le ministre de la marine les en dépouilla par une fin de non recevoir, et le 25 septembre 1819, le conseil d'état confirma la décision du ministre, malgré l'intervention du duc de Wellington. L'honnête Vanlerberghe ne put résister à ce coup : il prédit à M. Ouvrard

beaucoup de persécutions, et, la lettre du ministre sous les yeux, il s'empoisonna. M. Ouvrard courut chez le ministre, et, dans sa douleur, l'accabla presque d'injures. Le ministre, il faut le dire, parut affecté ; mais le chef de bureau qui avait provoqué la mesure, se fit de cet homicide un titre à l'avancement et aux honneurs ! En 1820, la révolution d'Espagne éclata : M. Ouvrard prévint que ce nouvel ordre de choses ne durerait pas. La régence d'Urgel s'organisa ; mais elle n'avait pas d'argent : personne ne voulait lui en prêter. M. Balmaceda fut enfin adressé à M. Ouvrard : il demandait trois cent mille francs. Cette demande annonçait une ignorance complète des affaires. Ce fut donc comme avec M. Decazes ; M. Ouvrard lui dit : « Il vous faut quatre cent millions, je vous les fournirai. » Toutefois il y mit la condition que la régence fût reconnue par le congrès de Verone, ou du moins par la France. Le traité d'emprunt fut en effet conclu pour cette somme le 1<sup>er</sup> novembre 1822. Il avait fait prendre à la régence, dans cet acte, le titre de régence d'Espagne, et il avait stipulé que toutes les sommes qui lui étaient dues par l'Espagne seraient admises dans l'emprunt comme comptant. Mais ne voyant que dangers dans une invasion, il avait proposé un plan de campagne qui aurait pu amener une transaction entre les cortès et le parti vaincu momentanément, et l'Espagne alors eut commencé à prendre place en Europe. Tous ces projets furent communiqués à M. de Villèle qui en concevait l'importance ; mais, quant à l'exécution, qui tergiversait... M. Ouvrard vit que les tuteurs du ministère étaient à Verone : il prit le parti de les aller trouver, et y arriva le 12 novembre. A la recommandation de M. de Montmorency, et sur la demande officielle de M. de Châteaubrand, il fut admis à la conférence chez M. de Metternich, et développa les motifs qui s'opposaient à une intervention armée en Espagne. On croit généralement que cette guerre fut résolue au congrès de Verone ; c'est une erreur. La France et l'Autriche étaient même très disposées à employer d'autres moyens. C'est l'influence de M. de Metternich qui s'opposa à celle de M. Ouvrard. Le premier dit à celui-ci que l'affaire d'Espagne se réglerait à Paris. M. Ouvrard y revint donc. L'emprunt de la régence d'Urgel avait fait tomber celui des cortès de 71 à 40, ce qui compromit en France beaucoup de fortunes, et valut au banquier de la régence de dangereuses inimitiés. On doit dire qu'il avait prévu ce malheur, et donné des avis qui les auraient de beaucoup diminués : mais les banquiers ne le crurent pas. On sent tout l'intérêt qu'il avait à suivre l'armée en Espagne : mais il lui fallait un titre. Il fit soumissionneur par M. Albans-Dubrac le service des vivres-viandes mis en adjudication : le traité fut passé le 29 février 1823. Après avoir vu M. de Villèle, auquel il fit part de tous ses projets, il partit, et arriva à Bayonne le 3 avril. L'impévoyance, l'incapacité avaient présidé aux préparatifs de guerre. Il n'y avait point de vivres, de fourrages, de transports ; rien ne peut exprimer l'état de désordre, de confusion, de découragement où se trouvait l'armée ; elle était sur le point de rétrograder. Le duc d'Angoulême fit appeler M. Ouvrard le lendemain de son arrivée, et lui proposa de se charger du service général de l'armée. Il fallait une prompt réponse ; elle était difficile à faire, M. Ouvrard n'y étant point préparé ; cependant sa grande expérience le servit ; il sut que le mois de mars avait été très pluvieux en Espagne ; certain alors de pouvoir nourrir l'armée, il accepta ce que tous les négociants de Bayonne avaient refusé. Les prix furent ceux payés pendant quinze ans par le gouvernement à M<sup>lle</sup> Vanlerberghe, Doumerc et à la régie Mart, pour le service des départements méridionaux. Quant aux fourrages, n'ayant point de données certaines, M. Ouvrard ne voulut se présenter que comme régisseur : ce ne fut que plus tard, à Vittoria, qu'il s'en chargea aussi. Se rappelant l'arbitraire de tous les ministères à son égard, il voulut que, s'il s'élevait des difficultés sur les marchés, elles fussent décidées par des arbitres ; c'était sa condition *sine qua non*. Après une longue



conférence, les marchés furent signés à deux heures du matin; le 6 à dix heures le généralissime y mit son cachet, et une heure après l'ordre fut donné de passer la Bidassoa. Le ministre de la guerre rejetait tout le mal sur le général Androusy, directeur-général des subsistances, disant qu'il le ferait mettre en jugement; ce qui n'empêcha pas M. Ouvrard d'avoir beaucoup à s'en plaindre, dans le cours de la campagne, comme on le verra bientôt, et quoique ce ministre eût approuvé les marchés. Jusqu'à Tolosa, on vécut comme on put; mais si mal que l'inquiétude était générale dans l'armée. Le service du munitionnaire devait commencer le lendemain. Il fallait dix jours de vivres au deuxième corps. Le conseil se rassembla; M. Ouvrard est sommé de montrer ses moyens; il refuse, mais annonce que le lendemain tous les besoins seront satisfaits. Le conseil se dissout, se rassemble de nouveau pour se dissoudre et se reformer encore. Le lendemain, en effet, toute l'armée eut des vivres. Le fournisseur se les était procurés dans la nuit par des moyens très adroits, et en les payant dans tous les pays environnants jusqu'à dix fois leur valeur. Ce procédé établit la confiance, l'abondance, et par suite le bon marché des vivres, partout où se trouvait le munitionnaire-général. Les intendans militaires ont prétendu qu'ils en auraient fait autant; c'est dommage que l'administration n'ait pas donné plus tôt les preuves de sa capacité. C'est l'œuf de Colomb, tout le monde sait comment le faire tenir debout quand il a été cassé. D'ailleurs ceux-là même les plus opposés au marché laissaient échapper dans leur correspondance ces propres paroles: « Le service, depuis Irun jusqu'à Vittoria, a été d'une difficulté épouvantable, et c'est un tour de force d'avoir fait vivre l'armée dans ces affreux pays. » Le ministre de la guerre et tous ses agents, très colères de voir les fournitures de l'armée leur échapper, s'appliquèrent à contarier les marchés. De l'aveu des autorités françaises, le personnel de l'administration, mis à la disposition de M. Ouvrard, était tel qu'on n'en avait jamais vu d'aussi mal composé sous tous les rapports: l'auteur de cet article a pu en juger à Paris. C'était là l'œuvre de M. le duc de Bellune. Ce maréchal n'avait qu'un but, celui de cacher toutes les fautes de son administration et de faire résilier les marchés de Bayonne, bien que les prix fussent moitié au-dessous de ceux de la guerre précédente, liquidés au ministre, et bien qu'inférieurs aussi aux prix payés en 1835 par l'administration de la guerre, en Catalogne et dans les dixième et onzième divisions militaires. Il faudrait des volumes pour raconter toutes les intrigues qui furent mises en jeu pour arriver à ce résultat. On y parvint. Les marchés furent modifiés successivement par conventions du 3 mai, à Vittoria, puis du 16 juillet, à Madrid; enfin le ministre obtint du prince, après la paix, qu'il demanderait la résiliation des marchés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1834; et, pour être agréable au généralissime, M. Ouvrard y consentit, bien que son service dut durer pendant tout le séjour des Français en Espagne. Cette résiliation fit l'objet de l'ordonnance de Briviesca, rendue le 14 novembre. Tout cela n'empêcha pas M. Ouvrard de rendre pendant toute la campagne d'immenses services. La junte provisoire du gouvernement, qui marchait à la tête des vieilles idées, avait renoué auprès de lui ses instances pour un emprunt; mais ses doctrines n'étaient pas propres à inspirer la confiance, et ce fut seulement pour lui prouver sa bonne volonté, qu'il lui accorda un crédit de deux millions. M. Ouvrard ne fut pas toujours sans influence sur les mouvements de l'armée; il donna plusieurs fois des conseils qui, non suivis d'abord, furent écoutés ensuite, et amenèrent d'heureux résultats. Il songeait aussi à préparer l'exécution des projets qu'il avait autrefois conçus pour créer des ressources à l'Espagne et servir utilement ses intérêts et ceux de la France. Il voulait surtout l'exécution de la cédula royale qu'il avait provoquée de Charles IV pour la vente des biens du clergé, seul et puissant moyen de salut pour l'Espagne. Espérant que tous ces projets pourraient se réaliser, sous la protection de notre intervention,

il entra en négociation avec la régence pour l'emprunt si désiré de deux cent millions. Mais ces projets contrariaient ceux de M. de Villèle, tant sur l'Espagne, qu'il voulait réduire par la misère, que sur les marchés de Bayonne, dont il poursuivait la résiliation, ce ministre envoya à Madrid un haut commissaire, M. de Joinville, avec mission d'obtenir l'engagement formel de M. Ouvrard de ne pas aider le gouvernement espagnol. Le passé prouvait suffisamment que si le munitionnaire persistait à prêter à la régence, le ministère français trouverait le moyen de faire rompre les engagements que l'Espagne aurait pu prendre envers M. Ouvrard. Force fut donc à celui-ci de se soumettre aux exigences du ministre pour le temps qu'il serait chargé de services de l'armée. Pendant ce temps M. de Villèle insinua auprès de la régence, et l'invitait à ne rien faire avec le munitionnaire-général. Les fautes du ministre français dans cette circonstance sont incalculables. Si les idées d'un homme comme M. Ouvrard eussent été contrairement appréciées par lui, l'Espagne, cet allié naturel et nécessaire de la France, eût repris de la vie, ses colonies d'Amérique n'eussent point été perdues pour elle au profit de la seule Angleterre, elle se fût acquittée envers la France et eût été régie par un système plus convenable pour sa prospérité. La France aussi n'en eût pas moins profité. L'Europe ne toucherait peut-être point à une conflagration générale. Ferdinand VII aurait besoin de secours qui lui donnaient les moyens de préparer, au sein même des cortès, quelque combinaison pour recouvrer sa liberté. Ses agents les avaient inutilement sollicités du commissaire de Louis XVIII près la régence. Cette régence s'adressa alors à M. Ouvrard, qui parvint à faire remettre au roi d'Espagne deux millions en or. En butte à l'animadversion du ministre de la guerre, M. Ouvrard fut aussi pour les cortès l'objet d'une haine non moins active. Le banquier de la régence d'Urgel, devenu munitionnaire-général, leur parut mériter qu'on suivît contre lui un plan d'hostilités spéciales. Les papiers et instructions secrets de deux agents pris à bord d'un bâtiment, dans les eaux de Talcazar, firent connaître que, le regardant comme le véritable moteur de l'entrée en Espagne, les cortès l'avaient en quelque sorte mis hors la loi. Leurs agents avaient ordre de se saisir de lui par surprise ou autrement, et de le tuer en cas de résistance. Plus tard ces dispositions menaçantes firent place à d'autres vues et à d'autres sentimens; mais ce fut lorsque les cortès virent que leur cause était perdue. Lors du siège de Cadix, le munitionnaire-général conclut un traité avec l'empereur de Maroc pour l'importation d'approvisionnements nécessaires à l'armée. Ferdinand était devenu libre, M. Ouvrard voulut reprendre ses projets sur les Amériques; il présenta aux ministres espagnols un plan large, en rapport avec l'esprit d'indépendance des peuples; son but était de faire tourner cet esprit au profit de l'Europe, et particulièrement de l'Espagne et de la France; mais l'ambassadeur d'Angleterre, sir William A. Court, fit ajourner ce projet, qu'il envisageait avec une petite dose de vues qui le lui faisait regarder comme contraire aux intérêts de son pays. L'ordonnance de Briviesca ayant mis M. Ouvrard dans une situation tout-à-fait indépendante, il forma le projet d'un grand voyage dans divers contrées et à Constantinople, avec tous sa famille et des artistes amis. Beaumarchais disait que sa vie avait été un combat; M. Ouvrard pourrait en dire autant de lui-même avec encore plus de raison: ses dispositions étaient faites, oraque les persécutions du ministre déplorable vinrent y mettre obstacle, M. de Villèle fit suspendre, le 3 janvier 1834, tout paiement des sommes dues au munitionnaire-général. En même temps il lui faisait ordonner de quitter l'Espagne. Aux violations officielles des traités, vinrent alors se joindre de basses intrigues, des manœuvres subalternes: Français et Espagnols se ruèrent sur le munitionnaire pour en obtenir de l'or; la calomnie ne parvint pas à suffire, on alla jusqu'à menacer ses jours; il ne répondit que par la mépris et du courage; il offrit même de payer les frais d'impression de ses mémoires dont on le menaçait, et qui avaient été rédigés par des hommes chassés de ses services et de l'armée. M. Ou-

vrard partit donc de Madrid, et arriva à Paris la veille du jour où la discussion allait s'ouvrir aux chambres sur la question du supplément de crédits demandé pour le service extraordinaire de 1853. Des soupçons graves s'élevaient sur les opérations de l'administration militaire, sur les marches passées avec le munitionnaire-général. La disgrâce subite, quoique long-temps dissimulée, du duc de Bellune, et les dissentiments qui se manifestaient sur les opérations de M. Ouvrard et de l'intendance militaire, tout cela prêtait un haut intérêt à des débats législatifs où allaient aussi se mêler des passions de parti. Trompés par les dénominations calomnieuses d'un sieur Poisson suivant l'armée, qui avait tenu les jeux à Madrid en 1811 et 12, et que le général Guilleminot avait eu motif de faire reconduire en France par la gendarmerie, des députés, entre autres M. de Labourdonnaie, accusaient les marches de Bayonne à la tribune; mais le général Foy, avec cette loyauté qui le caractérisait, condamna le ministère, et maintint que ce qui avait été convenu, à tort ou à raison, avec le munitionnaire, doit toutefois il ne se montrait pas partisan, devait recevoir son entière exécution. Devant les chambres l'affaire était sur son véritable terrain. Là, tout le monde avait mission pour s'enquérir des atteintes que la fortune publique pouvait avoir reçues; mais là aussi le ministère n'était pas sans péril. L'accusation plaçait sous ses yeux tout ce qu'il y avait de scandaleux pour l'écarter? S'emparer du procès, le soustraire aux chambres, l'enfermer dans les bureaux, ne l'en laisser sortir que lorsqu'on serait maître de le lancer contre qui on voudrait; en un mot prendre l'initiative des recherches pour pouvoir prendre ensuite celle de l'accusation. Tel était le problème à résoudre: on ne chercha pas long-temps; une commission d'enquête fut créée par ordonnance du 3 juin 1854. Plusieurs des membres de cette commission étaient loin d'être favorables à M. Ouvrard. M. de Villele voulait d'ailleurs que la liquidation du munitionnaire fût présentée de manière qu'il se trouvât débiteur. Elle se laissa à Toulouse, sous la direction de l'intendant Baillet qui en avait fait un imbroglio. En outre, on en avait fait disparaître une grande quantité de pièces. Le travail fut terminé le 4 octobre 1854, et M. Ouvrard, qui s'était rendu à Toulouse en dernier lieu, adressa le compte général, le 22 du même mois, à l'intendant en chef, puis il revint à Paris. Depuis 1850, M. Séguin réclamait environ deux millions et demi à M. Ouvrard, qui cependant n'était pas son débiteur, parce qu'il avait versé au trésor la somme réclamée, ainsi que l'avait originairement voulu M. Séguin. Il est vrai que celui-ci n'avait rien reçu, le versement ayant été saisi arbitrairement dans le temps comme propriété de M. Ouvrard. Mais le décret impérial de Schœnbrunn et l'article 75 de la constitution de l'an 8 empêchaient M. Ouvrard de reporter sur le gouvernement les poursuites auxquelles il était exposé de la part de M. Séguin. Il était donc prêt à faire de nouveaux sacrifices, lorsque M. Séguin, rattachant des prétentions chimériques à la créance en question, s'avisa de présenter un ultimatum de quinze millions. M. Ouvrard prit alors le parti de courir toutes les chances du jugement obtenu par son créancier plutôt que de payer ce qu'il ne devait pas. Aussi le 24 décembre 1854, M. Ouvrard fut arrêté et conduit à Sainte-Pélagie. C'était une circonstance très favorable au but du ministère, et que M. de Villele avait beaucoup désirée. C'est ici l'occasion de dire que tout ce qui a été débité par les journaux, et tant répété dans la société, sur la complicité avec laquelle le ducien avait arrangé sa prison, et sur la manière dont il avait obtenu un plus grand emplacement est de toute fausseté. M. Ouvrard, pour être logé seul, donna tout simplement quatre cents francs à des détenus qui lui cédèrent leur chambre. Quant à l'ameublement, il ne coûta pas beaucoup plus. Les intrigues du ministère et d'une foule d'escrocs recommencèrent, et M. Ouvrard en fut entortillé pendant sa détention. Des contraventions plus graves l'assaillaient aussi; nous les raconterons pour arriver de suite au rapport de la commission d'enquête en cinq liv-4°, qui fut distribué

aux chambres, session de 1855. Dès la première lecture on reconnut que ce travail, tant prôné d'avance, n'avait d'autre but que de dégarer du toute responsabilité les ministres d'alors et M. le duc de Bellune. Conformément aux plans convenus, ce rapport, fait en dehors de toutes les règles, fut renvoyé à M. le garde-des-sceaux pour faire exécuter les lois du royaume. Ainsi, sentant bien que tant qu'on agissait la question administrative, il y avait danger pour eux, les ministres ont vite appelé la question judiciaire à leur secours, et dès lors il n'a plus été permis de retourner à l'autre. Sous cette égide, ils pouvaient braver tous les traits, et voir sans crainte se livrer des combats qui ne pouvaient plus les atteindre. Le ministère public ainsi saisi de l'affaire, M. Ouvrard fut arrêté le lundi gras, 15 février 1855, et transporté à son administration avec des formes et une escorte d'agents de police, de gendarmerie et de troupes de ligne, le tout commandé par trois commissaires de police, qui faisaient plutôt ressembler ce cortège à celui d'un empereur de carnaval, qu'à celui d'un citoyen arrêté sans résistance, et auquel l'héritier du trône venait de décerner des remerciements pour services rendus à l'état. Après avoir vu mettre les scellés sur ses papiers, ce qui lui ôtait le moyen de se défendre, il fut ramené de la même manière à Sainte-Pélagie, et le 30 mars suivant, il fut transféré à la Conciergerie. M. Ouvrard réclamait seize millions deux cent deux mille francs pour le montant de ses fournitures régulièrement constatées, avec réserve pour les pièces à rentrer. Mais le ministère, foulant aux pieds les stipulations les plus formelles des marchés, rejetait les dépenses par millions, tantôt pour défaut de justification, tantôt pour quelque vice de forme dans les pièces, tantôt enfin par voie de déchéance. Le munitionnaire était en prison; ses papiers sous le scellé; il ne pouvait que protester. Bref, le ministère, fidèle à son plan, constituait M. Ouvrard débiteur de plus de deux millions, c'est à dire qu'il réduisait son compte de dix-huit millions trois cent cinquante sept mille francs, non compris la valeur des pièces à produire. Puis le ministre de la guerre dénonçait aux tribunaux les marchés comme l'œuvre de la corruption. Quand on examine le moyen qui fut pris pour amener M. Ouvrard devant les tribunaux, on rend justice à l'adresse de ceux qui l'avaient trouvé; moins ils avaient montré de talent à Bayonne, plus ils ont déployé de savoir faire à Paris. Le ministère ayant donc rendu plainte, l'instruction allait commencer au tribunal de première instance, lorsque la cour royale évoqua l'affaire. L'idée de l'embaras dans lequel cette démarche devait mettre certains hommes, l'importance de l'affaire, l'espoir d'apprendre des choses que jusqu'alors on avait réussi à cacher, tout se réunissait pour exciter au plus haut degré l'intérêt général. La cour royale devint l'objet de tous les regards, et sa conduite le sujet de tous les entretiens. Le procureur-général voulut faire renvoyer M. Ouvrard devant le tribunal de police correctionnelle; mais la cour royale n'adopta point ces conclusions, au moins singulières, et jugeant la marche du ministère, pénétrant ses secrètes intentions, elle rendit le 17 décembre, un arrêt qui renvoyait l'affaire devant la chambre des pairs, dont faisaient partie les généraux Guilleminot et Bordesoulle, aussi impliqués dans ce procès. C'était là ce que le ministère avait voulu éviter, parce qu'il sentait combien ce procès pouvait s'éclaircir à son désavantage dans la chambre haute. Aussi, pendant que M. Ouvrard s'occupait dans sa prison de plans financiers pleins de sagacité, de sagacité et de vues étendues, afin de réparer ou de prévenir les désastres que M. de Villele préparait au crédit public, par ses lois sur le remboursement des rentes ou sur leurs conversions, le ministère ne restait pas inactif et poursuivait son œuvre avec ardeur. Sentant combien il lui importait de faire disparaître la question de responsabilité ministérielle sous de vaines allégations de corruption, il se disposait à continuer auprès de la chambre des pairs, les manœuvres qui avaient échoué près de la cour royale. Une ordonnance du roi, du 21 décembre, courrouça la chambre des pairs, et le 15 fé-

vrier 1835, la chambre s'assembla; mais le ministère, préparé à l'attaque, manœuvra de manière à ce que la chambre des pairs, appelée à juger l'affaire d'Espagne tout entière, ne la considérât cette fois que dans ses rapports avec deux de ses membres. Le comte Portalis fit son rapport à la chambre les 22 et 23 mai; le réquisitoire fut présenté à la séance du lendemain, et le 10 juin suivant, la chambre rendit l'arrêt célèbre par lequel elle ordonnait un supplément d'instruction. Cette instruction mit de nouveau en évidence toute l'imprévoyance du duc de Bellune, et ne prouva, ainsi que la première, rien que de favorable à M. Ouvrard. Mais le ministère avait tout conduit avec beaucoup d'adresse, et, malgré quelques voix pures et éloquentes qui se firent entendre à huis-clos au sein de la chambre, il parvint à se tirer du mauvais pas où il se trouvait placé, en amenant cette décision, rendue le 3 août 1836, en audience secrète, et par laquelle la cour déclare qu'il n'y a pas lieu à suivre contre les inculpés, renvoyant M. Ouvrard devant qui de droit, pour ce qui touche à l'accusation secondaire de tentatives de corruption envers des subalternes de l'armée. Cet arrêt fut aussitôt qualifié par une des nobles voix dont on vient de parler, de *judicio judiciale*, mot qui, qui put sembler juste à tout le monde, excepté à M. Ouvrard, qui demeura, en vertu de cet arrêt, dans les filets d'une nouvelle procédure, et sous la menace d'un nouveau jugement. Enfin arriva le 9 novembre 1836, ce jour de mystification, où une affaire qui, depuis trois ans, retentissait en Europe, et pour laquelle, en frais d'instructions et pièces officielles, le ministère avait dépensé des sommes énormes, venait mourir sur les bancs d'un simple tribunal de police correctionnelle. L'accusation tomba devant les débats; l'éloquente plaidoirie de M<sup>e</sup> Berrier, conseil de M. Ouvrard, nût plus au jour encore les fautes de l'administration, qu'elle ne chercha à justifier le munitionnaire-général. M. Ouvrard continua d'être retenu en prison, et il n'en sortit qu'après cinq années révolues. Il eut en 1827, le malheur de perdre sa plus jeune fille, qui mourut du chagrin que lui causaient les persécutions dont on poursuivait son père, et qui attendait qu'il fût libre pour se marier. Il ne put aller l'embrasser à son dernier moment, qu'entouré de gendarmes et d'huissiers. C'est pendant sa longue détention, que M. Ouvrard a rédigé ses mémoires, témoignage précieux de l'indigne arbitraire et de la mauvaise foi de l'administration sous les divers gouvernements que nous avons eus jusqu'à ce jour, ainsi que du talent comme écrivain et de la haute portée d'esprit de leur auteur. Sous un rapport, les derniers malheurs de M. Ouvrard l'ont servi; peut-être, s'il fût resté libre, eût-il donné un autre aliment à son activité que la rédaction de ses mémoires, et en se montrant quel il avait été et quel il était, il a fait évanouir ce fantôme de *vampire*, ce personnage fantastique avec qui toute alliance était une souillure, et sur qui on pouvait faire porter toutes les préventions les plus injurieuses sans craindre d'approcher de la vérité. Cette publication a aussi été l'acte d'un bon citoyen, car elle a stigmatisé plusieurs des hommes qui ont injustement compromis les intérêts de la France, abusé du pouvoir qui leur était confié, et prodigué l'argent des contribuables avec si peu de scrupules. Il est à remarquer que jamais M. Ouvrard, ni en France, ni en Espagne, où il a joui d'une si grande faveur auprès du prince de la Paix, de Charles IV et de ses ministres, n'a sollicité ni arqué aucun titre, aucune distinction honorifique, et certes il ne tenait qu'à lui d'en obtenir de toute espèce. Il a négligé de donner ses prénoms, en 1804, pour être compris parmi les membres de la légion d'honneur, comme laquetter du trésor. Sous le ministère du duc de Richelieu, lorsque M. Greffulh provoquait une souscription pour élever une colonne au fondateur du crédit public, M. Ouvrard n'ambitionna pour toute récompense honorifique que le succès de l'opération. S'il a eu raison comme homme, ce fut cependant une faute comme intéressé: la plupart de ceux qui sont au pouvoir se laissent, comme beaucoup d'autres, imposer par ces colliichets, et cette indifférence de sa part a fait

qu'on s'est permis de n'avoir pour lui, dans certaines circonstances, aucun des égards qu'on a accordés au rang et aux honneurs de ses co-accusés. Plusieurs traits d'une générosité dont l'exercice pouvait à être pas quelquefois sans danger, honorent aussi la vie de M. Ouvrard. On se bornera à rappeler ici que le ministre Sixto d'Espinoza, avec lequel il avait traité en Espagne, oblige, en 1814, de se réfugier en France, y était sans aucune ressource, et que M. Ouvrard, après lui avoir offert une retraite à Paris ou près de Bordeaux, lui ouvrit un crédit illimité chez le receveur-général du département. Sous Cadix, il sauva la vie à plusieurs membres des cortes, qu'il aida à s'échapper, ou pour lesquels il intercéda très vivement auprès du gouvernement espagnol. En 1816, il cacha chez lui l'infortuné colonel Labédoyère, et pour le déterminer à passer aux Etats-Unis, et lui donner les moyens de s'y établir, il lui remit quinze cents louis en or, et une lettre de crédit de cinquante mille francs sur Paris. On sait comment ce service fut malheureusement inutile. Nous ne croyons pas aller trop loin en disant que M. Ouvrard est un homme de genre en finances. Il est en ce genre ce que Napoléon était dans l'art de la guerre. Voyant vite et bien, ayant les idées les plus simples, et embrassant également les théories et les plus les plus étendus ou les plus compliqués: plein de profondeur dans les aperçus, et de fécondité dans ses plans. M. Ouvrard est en outre un homme d'état, et un homme d'état dans le vrai: bien supérieur par conséquent à la plupart de ceux qui ont figuré en France depuis quarante ans. Nous regardons comme un grand malheur que Bonaparte à son arrivée au pouvoir n'ait pas su vaincre ses préventions contre ce financier célèbre, et qu'il ne l'ait pas appelé à lui autrement qu'il ne l'a fait. Sans ces préventions et l'ignorance où il était des vraies théories financières, il aurait reconnu dans M. Ouvrard un de ses hommes rares, à organisation complète, qu'il qualifiait lui-même d'*hommes carrés par la base*, et qu'il estimait avec raison par-dessus tout. Quant à la partie morale des opérations, il ne faut pas oublier, pour le juger, que dans les affaires d'intérêt il y a une foule de fautes qui sont hors du droit commun, et qui demandent souvent une grande justesse d'esprit pour être bien appréciées. Ce qui, selon nous, parle hautement en faveur de la loyauté de M. Ouvrard et de son bon droit contre ses adversaires, c'est qu'il a toujours proposé de soumettre ses traités et ses différends à l'arbitrage. M. Ouvrard nous étant inconnu, le jugement que nous en portons est tout de conviction: il est le résultat de la lecture de ses écrits, de l'étude des faits et d'une certaine habitude des hommes et des choses qui nous a rarement trompé. Au reste, ceux qui connaissent tout l'arbitraire à l'usage de l'administration, qui savent combien sont petites en général les vues des hommes trop souvent appelés à gouverner la France, et combien on trouve rarement en eux cette loyauté qui pourrait suppléer à tant de choses: ceux qui n'ignorent pas non plus l'effet que produit sur de tels hommes, un homme du caractère et du genre d'esprit de M. Ouvrard, et combien il a dû rencontrer de rivalités, contraires d'ambitions et éveiller de jalousies, ceux-là ne seront pas étonnés des persécutions sans nombre qu'il a éprouvées et des calomnies répandues contre lui, tout absurdes qu'elles soient. D'ailleurs quel est l'homme, si peu qu'il s'élève au-dessus de ses concitoyens par les emplois ou par la fortune, qui n'en soit aussitôt calomnié? et les journaux ne sont-ils pas là pour porter au monde les bruits les plus absurdes? Voyez ce qui se passe depuis les trois jours de juillet! M. Ouvrard a publié un *très* grand nombre d'écrits sur des questions financières: voici les principaux: 1<sup>o</sup> *Mémoire sur les finances adressé au gouvernement au mois de mai 1814, 1815, in-4<sup>o</sup>*; 2<sup>o</sup> *Mémoire sur les finances, adressé au roi et à la commission de la chambre des députés chargée de l'examen du budget, 1816, in-4<sup>o</sup>*; 3<sup>o</sup> *Observations sur la motion faite, le 14 mars 1816, à la chambre des députés par M. de Bloisville, 1817, in-8<sup>o</sup>*; 4<sup>o</sup> *Observations sur les finances de la France, et propositions d'un continuement de quatre-vingt-dix millions à exiger de la banque*

4° France, 1818, in-8°; 5° *Mémoire sur le crédit administratif*, Paris, 1819; 6° *Sur l'administration*, Paris, 1821, in-8°; 7° *Mémoire du sieur Victor Ousard, ex-ministère-général de l'armée d'Espagne*, et du sieur Julien Ousard, sa caution, contre le sieur Tourton, Paris, 1825, in-4°; 8° *Mémoire des mêmes contre le même*, Paris, 1825, in-4°; 9° *Mémoires à consulter pour M. Gab-*

*Jul. Ousard contre le sieur Tourton*, Paris, 1825, in-8°; 10° *Mémoires de G.-J. Ousard sur sa vie et ses diverses opérations financières*, Paris, 1826, 3 vol. in-8°: la deuxième édition de cet ouvrage, qui a paru en 1816, n'est, selon M. Beuchot, qu'un second tirage; 11° *M. Ousard contre M. Louis Tourton*, Paris, 1826, in-8°.

## P

PACCA (BARNABÉ), cardinal, évêque de Frascati, naquit à Bénévent le 25 décembre 1756. Sa famille le destinait au barreau, et dirigea son éducation vers ce but, mais le jeune Pacca ne se sentant aucune vocation pour cette carrière, se livra avec ardeur à l'étude de la théologie, et prit les ordres. En 1801, Pie VII l'éleva à la dignité de cardinal, et peu de temps après il le nomma pro-secretaire d'état. Ces hautes fonctions lui inspirèrent pour le saint père un dévouement sans réserve et dont il donna des preuves non équivoques lors des démêlés qui eurent lieu entre la cour de Rome et Napoléon. En sa qualité de pro-secretaire d'état il eut avec le général Miolla plusieurs discussions assez embarrassantes, dans lesquelles il soutint les droits du saint père avec beaucoup de dignité et de modération. Le 6 septembre 1803 il fut arrêté comme prévenu d'excitation à la révolte contre les Français; mais au moment où il allait être conduit sous escorte, à Bénévent, Pie VII intercéda en sa faveur auprès des autorités françaises et obtint de le garder chez lui comme prisonnier. Au mois de juillet 1809, le cardinal Pacca suivit le saint père en France: à son arrivée à Grenoble, il fut arrêté de nouveau et enlevé dans une forteresse, d'où il ne sortit que vers la fin de 1811. En 1814, après l'abdication de Napoléon, il fut rétabli dans ses dignités et retourna à Rome; mais en 1815, à l'approche de l'armée de Murat, il se vit encore obligé de quitter cette capitale. En partant il lança une proclamation vigoureuse dans laquelle il protesta contre la violation du territoire, et annonça l'installation d'un gouvernement provisoire. Après un séjour de quelques mois à Gênes, il revint à Rome, et fut nommé membre de la congrégation instituée pour entretenir des relations avec la Chine. En 1816, il remplit une mission diplomatique à Vienne, et prit une part active aux travaux de la congrégation chargée de présenter un nouveau plan d'études pour les universités et les autres établissements d'éducation des états pontificaux. En 1817, il devint gouverneur de Rome et président d'une commission établie pour examiner l'état des finances. Plus tard, il a été successivement nommé protecteur de l'académie archéologique de Rome, évêque de Frascati et préfet des études. La fermeté inébranlable que ce cardinal montra dans le malheur et la constance de son dévouement pour Pie VII, lui ont concilié l'estime générale, quoiqu'on ait à lui reprocher quelques unes des mesures intolérantes qui signalèrent le retour de ce pontife. Léon XII, successeur de Pie VII, l'honorait de sa confiance et de son amitié, et hésita long-temps à accepter la démission qu'il donna, en 1824, de sa place de camerlingue. Le cardinal Pacca travaille actuellement une histoire du saint siège depuis la révolution française, qui, à ce qu'on dit, sera bientôt publiée.

PACIO (JEAN-BAPTISTE), voyageur, naquit à Nice, le 3 janvier 1794, d'un négociant riche et estimé. Pris de ses parents de bonne heure, il fut placé par son tuteur au collège de Tonnay, qu'il quitta après sept ans d'études, et vint à Paris en 1816. Sans négliger les lettres, il était devenu très fort en dessin et en botanique. En 1818, il se rendit à Alexandrie, en Egypte, auprès de son frère aîné, qui y était établi: il revint à Paris au bout d'une année sans avoir réuni dans le projet qu'il avait conçu d'explorer l'Egypte, et il s'occupa jusqu'en 1820 de peindre le portrait et d'écrire pour les journaux littéraires. A cette époque, il se tourna vers Alexandrie, et obtint enfin de M. Jumel,

directeur d'une fabrique appartenant au vice-roi, les secours nécessaires pour visiter l'Egypte inférieure. Il la parcourut pendant près d'un an, et en dressa les monuments remarquables. En 1823, M. Jumel mourut, et le jeune voyageur fut contraint de suspendre tout-à-fait ses excursions. Après quelques moments d'inquiétude et d'oisiveté, il rencontra dans l'amitié de M. Célestin Guynet, Suisse d'origine et directeur d'une autre manufacture appartenant au vice-roi, les moyens d'achever l'exploration du Delta et de visiter les oasis. Après une année de courses continuelles, M. Pachó revint au Caire, avec le désir d'explorer la Cyrénaïque; les habitants de l'oasis de Siouah avaient assuré avoir vu dans la Cyrénaïque et la Marmarique divers beaux monuments. La résolution de M. Pachó fut décidée par l'arrivée du programme de la société de géographie. M. Salt, consul-général d'Angleterre, lui donna au jeune voyageur, qui, malgré tous les dangers, demeura ferme dans son projet. Il partit d'Alexandrie avec M. Muller, jeune orientaliste, en novembre 1824, et il revint au Caire au mois de juillet suivant, après avoir heureusement accompli son entreprise. Il se rendit alors à Paris, et présenta ses manuscrits à la société de géographie qui lui accorda le prix, récompense due à son courage et à sa persévérance, et dont il ne jouit pas: des voleurs, ayant pénétré dans son hôtel, lui enlevèrent la somme qu'il avait reçue. Se croyant environné d'ennemis puissants, soupçonnant la fidélité de ses amis même, M. Pachó avait pris le monde en dégoût: il ne vivait plus que pour l'étude, se refusait aux charmes de la société, et passait les nuits au travail. Les encouragements si bien dus aux voyageurs et qu'il avait lui-même si justement mérités auraient pu le tirer de sa mélancolie: mais à l'exception du prix de la société de géographie et de quelques éloges dans les journaux, il n'obtint ni faveur ni justice. Oublié et trop fier pour solliciter, le chagrin altera sa santé, et le conduisit au tombeau au milieu de sa carrière, vers le commencement de 1829. Son voyage dans la Marmarique et la Cyrénaïque a été imprimé et forme 2 vol. in-4°. Malte-Brun, qui en avait fait le rapport, déposa du mérite des observations de Pachó, de l'habileté et de la sagacité qu'il a déployées, et de son talent d'écrire. Le dernier ouvrage auquel M. Pachó a mis la main est un *Tableau des tribus nomades antiques et modernes*. Les fragments qu'il en a fait connaître font juger favorablement de l'intérêt d'un pareil ouvrage. Le sujet est vaste, heureusement choisi: il convenait à celui qui erra si long-temps parmi les nomades lybiens. On doit désirer la publication d'un ouvrage dont la pensée est vraiment originale.

PAELINCK (JOSUË), peintre, né le 20 mars 1781, près de Gand, à (Oostacker). Ses parents ayant vu en lui, dès ses premières années, de fortes dispositions pour la peinture, l'envoyèrent de bonne heure à l'académie de Gand, où ses progrès furent remarquables, et lui attirèrent la protection de plusieurs hommes puissants. Ils se joignirent au professeur qui avait d'abord dirigé ses études pour lui procurer les moyens de se rendre à Paris, muni de fortes recommandations. Admis dans l'école particulière de David, il ne tarda pas à justifier l'idée qu'on s'était formée de lui, et quelques tableaux d'étude lui méritèrent l'approbation de ce grand maître. Une occasion que le jeune Paelinck ne pouvait manquer de saisir, puisqu'il s'agissait de sa patrie, lui valut un succès éclatant. Il traita, sans que

David en eût même connaissance, le sujet mis au concours par l'académie de Gand, le Jugement de Paris, et remporta le premier prix. Cette circonstance le ramena en Flandre, après qu'il eut exécuté à Paris, pour l'église de Saint-Bavon, cathédrale de Gand, un tableau de grande dimension, représentant sainte Collette, au moment où elle reçoit des magistrats de la ville le diplôme de l'établissement de son couvent. M. Paellinck a rempli, mais durant peu de temps, la chaire qu'avait occupée à l'académie de peinture de Gand, son premier maître, Gousin Verhaegen. Ses collègues n'étant pas en bonne intelligence avec lui, l'expulsèrent de l'académie. Il résolut de profiter en quelque sorte de cette disgrâce pour aller en Italie, selon le désir qu'il en avait depuis long-temps, et y recevoir de ces inspirations que peut-être l'école flamande, et même l'école française, ne fournissent pas toujours au plus haut degré. Une pension obtenue de la ville de Gand pour trois années, par les soins de Loose-Potter, le plus constant bienfaiteur de M. Paellinck, lui permit de séjourner à Rome, où il resta ensuite deux autres années à ses frais. Il y fit ses meilleurs ouvrages : les Embellissements de Rome, par Auguste, pour le palais Quirinal; quatre tableaux pour la Flandre : un Christ, pour l'église d'Oostacker; une Elevation de la croix, pour l'église de Saint-Michel à Gand; une Sainte Famille, pour Loose-Potter à qui il avait tant d'obligations; enfin un Vieillard romain, pour sa propre réception à la société des beaux-arts qu'on venait de former à Gand, et où il était attendu. De retour dans cette ville, où il avait déjà fait le portrait, il fut chargé de celui du roi. Lorsqu'il alla le lui présenter à La Haye, ce monarque le trouva d'une ressemblance parfaite, et voulut qu'il exécutât, comme pendant, celui de la reine, également en pied. Ce fut à cette époque, en 1815, qu'il reçut le titre de peintre de la reine, et qu'il épousa une demoiselle de Gand d'une famille noble. Il suivit la cour de Bruxelles : on lui ouvrit, à l'hôtel de ville, un atelier où il fit de nouveaux portraits du roi et de la reine, tableaux destinés aux villes de La Haye, de Londres et de Berlin. On voit au bourg de Sleydinghe, à deux lieues de Gand, un tableau d'église également digne de son pinceau, et fait avant les Disciples d'Emmaüs. Ce dernier morceau, regardé comme le chef-d'œuvre de cet excellent artiste, fut admiré à l'exposition qui eut lieu à Bruxelles au profit des hospices, en 1819, et il embellit l'église de la petite ville d'Everghem, au nord de Gand. Fixé à Bruxelles, M. Paellinck a construit un bel atelier, où il a terminé un nouveau portrait du roi, envoyé à Bataria au mois d'octobre 1819. Il s'est occupé depuis de sujets historiques. Il est membre de l'Institut royal des Pays-Bas, et de quelques autres sociétés de sciences ou de beaux-arts.

PAGANINI (NICOLÒ), le plus étonnant des violonistes qui aient jamais existé, est né à Gènes, le 18 février 1781. Son père, courtier de commerce, jouait un peu de la mandoline, et lui enseigna les premiers éléments de l'art. Le talent précoce de Nicolo ne tarda pas à se développer sur le violon. Il se piquait dès lors d'enlever les applaudissements de son petit auditoire par des hardieses auxquelles les maîtres de l'art n'avaient pas songé; mais ce qui lui inspira un merveilleux enthousiasme pour le violon, ce fut une vision prophétique de sa mère. « Tu seras un grand musicien, mon fils, lui dit-elle; un ange brillant de beauté m'est apparu cette nuit, il a remis à mon choix l'accomplissement d'un vœu; je l'ai prié de te rendre le premier des violonistes, et l'ange me l'a promis. » Et lui-ci une ruse innocente de l'amour maternel! Depuis ce moment l'étude du violon devint l'unique affaire de Paganini. A peine dans sa huitième année, il jouait déjà trois fois par semaine à l'église, et se faisait entendre dans les salons. Il commença de très bonne heure à s'occuper de la composition. On dit que, même avant l'âge de huit ans, il avait composé une sonate qui s'est perdue avec d'autres œuvres de son enfance. A neuf ans, il se fit entendre pour la première fois sur le grand théâtre de Gènes. Incapable de le diriger plus long-temps, son père le remit entre les mains de Costa, premier violoniste de cette ville, qui, dans l'espace

de six mois, lui donna une trentaine de leçons; mais l'élève, poussé par son génie dans une voie nouvelle, ne pouvait se façonner au jeu de son maître. Il était déjà créateur dans le doigtier et le coup d'archet. Alors vint à Parme le célèbre violoniste et compositeur Rolla. Ce dernier était retenu au lit, dans le moment où Paganini vint chez lui conduit par son père. On le fit entrer dans une pièce voisine : là se trouvait sur une table, auprès d'un violon, le dernier œuvre du compositeur. Paganini s'empara de l'instrument et joua à première vue le nouveau concerto de Rolla, qui, tout étonné, se dressa sur son lit, ne pouvant deviner à quel habile artiste il devait cette surprise. Il s'élança du lit, et dit au vieux Paganini : « Je ne puis rien enseigner à cet enfant, mais laissez-le auprès de Paër; vous ne ferez que perdre votre temps auprès de moi. » Paër était alors directeur du conservatoire de Parme. Après un accueil plein de bienveillance, il recommanda le jeune Paganini à son ancien maître Giretti, autrefois maître de chapelle à Naples. Celui-ci le reçut au nombre de ses élèves, et lui donna pendant six mois des leçons régulières de contre-point. Le jeune homme fit tant de progrès, qu'il acheva son semestre d'apprentissage par la composition de vingt-quatre fugues. Nicolo Paër le prit tellement en amitié qu'il lui consacra quatre ou cinq heures par jour. Mais, au bout de quatre mois, ayant été appelé à Venise, pour y composer un opéra, Paër se vit forcé d'interrompre ces réunions musicales. La renommée de Paganini s'étendait avec rapidité, et puis surtout qu'il s'était fait entendre à Lucques. Plusieurs villes lui firent des offres brillantes qu'il refusa, préférant courir le monde en artiste indépendant. Malgré cette manie des voyages, il ne parvint pourtant à quitter sa patrie que vingt ans plus tard. En effet, il ne commença son grand pèlerinage d'Europe qu'en 1808. Il est à remarquer que, depuis que Paganini n'était plus sous la tutelle de son père, c'est à dire depuis son voyage à Lucques, il alissa souvent de l'indépendance qu'il avait tant désirée. Il contracta de mauvaises liaisons : souvent il se trouva engagé dans la société de personnes aussi adroites, les cartes à la main, que Paganini tenant son violon ou sa guitare : car, sans attacher de prix à son jeu sur ce dernier instrument, il y était également sans rival. En une soirée il perdait ainsi souvent le fruit de beaucoup de concerta. Mais son talent prodigieux le tirait toujours d'embarras. Souvent aussi de précieux instruments furent la récompense de ses accords sublimes. Ainsi, à Livourne, M. Livron, riche négociant, lui ayant prêté un *guarasilu*, lui dit : « Je ne puis le reprendre, je profanerais des cordes que vos doigts ont touchées. » Paganini s'était bien promis de ne jamais enchaîner sa liberté par un emploi. Cependant il changea d'avis, en acceptant la place de directeur d'orchestre à la cour de Lucques, où la sœur de Napoléon, Elisa Bacciochi, attirait les artistes distingués. C'est là qu'il essaya pour la première fois d'exécuter des morceaux entiers sur une seule corde (le sol). On a répandu différents bruits sur le caractère extraordinaire de cet effet prodigieux : mais la véritable a été révélée en ces termes par Paganini lui-même : « A Lucques, je dirigeais l'orchestre toutes les fois que la famille royale assistait à l'opéra. Souvent avec moi on faisait venir au cercle de la cour, et de quinzaine en quinzaine je donnais un grand concert. La princesse Elisa se retirait toujours avant la fin, car les sons harmoniques de mon instrument agacent très vivement ses nerfs. Une dame fort aimable que depuis long-temps j'adorais en privé se montrait au contraire fort assidue à ces réunions; je crus entrevoir qu'un penchant secret l'attirait à moi. Des raisons majeures commandaient la prudence et le mystère. Un jour je lui fis la promesse de la surprendre au prochain concert par une galanterie musicale, qui serait allusion à nos rapports d'amitié et d'amour. En même temps je fis annoncer à la cour une nouveauté sous le titre de *Sérénée amoureuse*. La curiosité générale fut vivement excitée, mais quel fut le tonnement de la société, en me voyant entrer avec un violon à deux cordes, le sol et la chanterelle. Celle-ci devait exprimer les sentiments d'une jeune

« Elle, l'autre prêter la voix à un amant éperdu. L'établissement de la sorte au dialogue passionné où les accents les plus tendres succédaient aux emportements de la jalousie. On finit par se réconcilier, et les amants exécutèrent un pas de deux que termine une brillante coda. La princesse Elisa après n'avoir comblé d'éloges, me dit fort gracieusement : *Vous venez de faire l'impossible avec deux cordes ; une seule ne suffirait-elle pas à votre talent ?* Je promis sur-le-champ d'en faire l'essai. Cette idée sourit à mon imagination ; et quelques semaines après je composai pour la quatrième corde une sonate intitulée *Napoleone*, que l'exécutai le 25 août devant une cour nombreuse et brillante. « Le succès surpassa mon attente, et c'est de là que date ma prédilection pour le sol. » Cette explication simple et naturelle fit tomber alors les bruits divers que Paganini, s'étant souillé d'un meurtre, avait été longtemps renfermé dans un cachot, où un violon charment les ennuis de sa captivité ; et, que le geôlier craignant qu'il ne se pendît avec les cordes de son instrument, on lui avait laissé prudemment que la quatrième corde, sur laquelle l'artiste pouvait s'exercer. On a su depuis l'origine de ces bruits. Un violoniste, ancien élève de Viotti, qui avait changé son nom de Durand en celui de Duranowski, depuis son voyage en Pologne, habitait Milan en même temps que Paganini. Ce malheureux entraîné par quelques hardis, avait cohabité avec eux pendant la nuit une femme isolée. Aux termes de la loi, il fut condamné à une longue détention, et obtint par grâce d'emporter son violon dans son cachot. On ignore absolument quelle a été la destinée de cet artiste, qui avait sur le violon un talent très distingué. Les biographes italiens et allemands ne peuvent fixer à quelle époque Paganini quitta la cour de Lueques, pour visiter les diverses parties de l'Italie, et jouer le rôle de juif errant qui lui plait si fort. M. Anders, auteur d'une notice sur Paganini, remarque que, depuis 1808 jusqu'à 1813, la vie de cet artiste est pleine d'obscurité qu'il n'a jamais voulu éclaircir : ce qui laisse planer sur lui beaucoup de soupçons. Ce n'est donc qu'à partir de 1813, que les faits biographiques deviennent plus nombreux et plus précis. Cette même année, il se trouvait à Milan, qui, de toutes les villes d'Italie a pu jouer le plus souvent des accords de Paganini. Il y séjourna à trois reprises, et se fit entendre dans trente-sept concerts. C'est à Milan qu'il fut proclamé le premier violoniste de son siècle, et qu'il par ses variations appela *Le scribe* (les sorciers), qu'on a entendues depuis à Paris, il enlevait tous les applaudissements. Les dix années suivantes sont remplies par des voyages continuels. En 1818, il est à Turin ; en 1819, à Florence et à Naples ; en 1821, à Rome ; en 1822, nous le retrouvons encore à Milan. Un de ses admirateurs lui dit : « Dans votre absence, avez-vous fait de nouveaux progrès ? — Pas mal, répliqua-t-il, et je me passe d'orchestre à présent. » En même temps, il se mit à jouer à lui seul de nouvelles variations en s'accompagnant lui-même. Sans doute avant lui, Sébastien Bach, Nardini, etc., avaient eu la même idée ; mais Paganini a poussé ce tour d'adresse à un degré qui est inaccessible pour tout autre que lui. Il accompagne la mélodie par un *pizzicato*, et de la sorte il fait entendre à la fois le son d'une harpe et celui d'un violon, ou bien de deux instruments d'un genre différent. Paganini passa à Palerme les années 1825 et 1826. C'est là qu'il devint père de son Achillino, charmant enfant, qui déjà tient l'archet de sa petite main, et s'essaye à l'âge de sept ans à trouver des mélodies et des accords. La signora Antonia Bianchi, mère d'Achillino, après avoir été l'amie et la compagne du grand artiste, a fini par se séparer de lui à Vienne, en 1828. Paganini la congédia, de crainte, que dans ses accès de fureur, elle ne lui brisât tous ses instruments ; comme elle avait un jour tenté de le faire pour un superbe violon de Crémone, qu'on eût beaucoup de peine à lui arracher des mains. De Palerme, Paganini était retourné à Rome, en 1827. Il y donna plusieurs concerts. Le prince de Metternich, après l'avoir entendu, insista pour qu'il se rendit à Vienne. Paganini partit pour la

capitale de l'Autriche, et son premier concert eut lieu le 29 mars 1828. Les premiers artistes de Vienne, tels que Meyerder et autres, lorsqu'ils entendirent ces sons magiques, restèrent pétrifiés d'étonnement. Le mécanisme de l'exécution leur parut surtout un problème insoluble. Meyerder dit un jour à Paganini dans un transport d'admiration : « Comment faites-vous donc pour produire des effets si merveilleux, et qui ont quelque chose de surnaturel ? — Mes chers amis, répondit Paganini en riant, chacun a ses secrets. » A Vienne, où le goût de la musique est exquis et généralement répandu, l'ivresse fut universelle. Le nom de Paganini était sur toutes les lèvres. Son séjour fit époque dans l'empire de la mode : robes et coiffures, tout était à la Paganini. On raconte que notre virtuose, entrant dans un magasin de modes, demanda une paire de gants. On lui en donna à la gaffe. — *No, no, signora, d'una altra bestia.* Et la marchande lui présenta des gants à la Paganini. On frappa une médaille à sa gloire. Elle fut exécutée par Leig. D'un côté se voit le buste de Paganini avec cette exergue : *Nicolas Paganini, Vienna MDCCCXXXIII.* Sur le revers, un violon et un archet appuyés contre un livre de musique surouvert, dont les feuillets contiennent quelques notes d'un air favori de Paganini. Nulle prospérité n'est sans mélange : c'est à Vienne que les bruits les plus odieux coururent sur son compte. On l'accusait d'avoir empoisonné sa femme ; et, quand il fut prouvé qu'il n'avait jamais été marié, c'était sa maîtresse qu'il avait poignardée. Importuné à la fin de toutes ces rumeurs, Paganini fit insérer dans les journaux de Vienne la déclaration suivante : « Paganini s'empresse de témoigner sa reconnaissance au rédacteur de l'article qu'on lit dans le *Journal des lit. dres* du 6 de ce mois. Mais « eu le remerciant de ce qu'il a dit d'obligeant à propos de son premier concert, donné devant le respectable et savant public de Vienne, il croit que quelques expressions, faisant allusion à des bruits calomnieux répandus dans le vulgaire, nécessitent de sa part « une déclaration authentique et formelle. Il proteste adone, autant dans l'intérêt de sa réputation et de son honneur que dans celui de la vérité, que jamais, en aucun temps et en aucun lieu, sous quelque gouvernement que ce soit, il n'a été contraint, pour un motif quelconque, à une existence différente de celle qu'il convient à un homme libre, à un citoyen honorable et fidèle observateur des lois. C'est ce qui résulte du témoignage de toutes les autorités sous la protection desquelles il a su vivre libre et avec honneur pour lui, pour sa famille et pour l'art qui « procure l'avantage de paraître en ce moment devant un public aussi connaisseur et aussi bienveillant que celui de Vienne, le premier devant lequel il a eu l'honneur de se présenter depuis sa sortie d'Italie. » Vienne, 1<sup>er</sup> avril 1828. *Nicolas Paganini.* » Malgré cette déclaration, il restait encore des esprits crédules qui ne pouvaient s'empêcher d'ajouter foi aux fables dont nous avons parlé. Ils en avaient pour preuve suffisante cette figure allongée et ces traits mélancoliques qui trahissent de longues souffrances, témoignages d'un crime et de sa captivité. De Vienne le maître se rendit à Prague. Là, par esprit de rivalité à l'égard de Vienne, qui l'avait fêté avec tant d'enthousiasme, on le reçut avec froideur. Un journaliste même se permit contre lui des injures violentes. Paganini se hâta de quitter la Bohême, et se rendit en 1829 à Dresde, à Berlin et à Varsovie. A Berlin, il s'écria : J'ai donc retrouvé mon public de Vienne. Le bruit se répandit alors que Paganini allait venir à Paris ; mais il trompa l'impatience des amateurs en prenant le chemin de la Hollande. De retour de ce voyage, il séjourna une année presque entière à Francfort, ville éminemment philharmonique, et digne de fixer un artiste ou un compositeur. Mais la gloire appelait encore Paganini sur les bords de la Seine : il arriva à Paris le 23 février 1831. Nous allons analyser l'exécution de ce grand artiste dans les quinze concerts qu'il a donnés dans la capitale du monde civilisé. Les deux premiers, qui eurent lieu dans le mois de mars, ont révélé la vérité de son talent. Quoiqu'il donne le titre de premier concerto à celui qu'il a exécuté à

son premier concert, il s'en faut bien que ce soit le premier œuvre du virtuose. On sait qu'à chaque progrès remarquable, il écartait les ouvrages antérieurs. C'est ainsi que dix concertos ont disparu, et que celui en *mi-bémol* est devenu le premier. Le concerto joué au second concert présente des tours de force inexplicables. On peut dire que les traits qu'il renferme ne ressemblent en aucune manière à ceux qu'on trouve dans les concertos de Viotti, de Kreutzer et de Rodé. Ce concerto est également remarquable sous le rapport de l'originalité des idées et des effets de l'instrumentation. Quant au jeu de Paganini, l'artiste n'est pas moins étonnant par le mécanisme de la main gauche que par le maniement de l'archet. La volubilité des doigts tient du prodige, et l'emploi continu ou passager des sons harmoniques simples et doubles, même dans la plus grande rapidité, ne blesse en rien la justesse. A ces difficultés inahorables pour tout autre, joignez l'effet des cordes pincées, l'art de jouer des morceaux entiers sur la quatrième corde, et des combinaisons de doigtier tout-à-fait nouvelles. Mais que dire de l'archet de Paganini ? Sans doute, au premier abord, l'attitude du violoniste prête au ridicule ; mais dès qu'il s'est identifié avec l'instrument, et qu'il en a fait jaillir des sons magiques, on est entièrement sous le charme. Il articule le *staccato* d'une manière qui lui est propre, soit en montant, soit en descendant ; ses arpegges ont aussi une physionomie particulière, d'autant plus qu'il parcourt toute l'étendue de l'instrument, il les renforce du *pizzicato*. Coups d'archet détachés, liés, joués à contre-temps, tout lui est éminemment facile, et jamais une faute, jamais un son même douteux ne lui échappe. Quelle finesse d'oreille, et quelle perfection de mécanisme, qui seules déjà feraient de Paganini un être unique dans l'histoire de l'art ! Si l'on nous demandait quelle est la qualité du son que Paganini tire de son instrument, nous serions tentés de répondre que son violon semble réunir toutes les voix. Quand il joue sur la chanterelle, surtout dans les parties aiguës, le volume de son est peu considérable ; et l'on peut dire alors avec M. Lepreux, célèbre violoniste : « On croirait entendre des serins, » à qui l'on a appris la musique. Mais, quand il le veut, Paganini rend le son formidable, témoin la sonate militaire qu'il a fait entendre sur la quatrième corde, à son premier concert, et de laquelle il tire des notes graves, dont l'énergie égale presque celle que Dragonetti tire de sa contrebasse. Ajoutons que, dans cette même sonate, où il parcourt sur une seule corde l'étendue de trois octaves et demie, il passe, au moyen des sons harmoniques, à des sons dont la suave forme le contraste le plus piquant avec ceux qui caractérisent essentiellement la composition. Il n'est pas moins inimitable dans des variations en double corde, en sons alternativement naturels et harmoniques, accompagnés de sons pincés, passant d'une octave à une autre. C'est dans la prière de Moïse, exécutée au deuxième concert, sur la quatrième corde, que Paganini a prouvé qu'il pouvait chanter avec autant d'âme que le chanteur le plus habile et le plus passionné. Dans ce morceau, il ne se permet pas la moindre fioriture, pour conserver à la mélodie son caractère grave et solennel ; mais la nature des sons est si pure et si pénétrante, que tout auditeur sensible ne peut s'empêcher de fondre en larmes. Nous raconterons à ce sujet l'anecdote suivante, qui mérite d'être conservée. M<sup>me</sup> Malibran assistait au premier concert de Paganini : elle dit à un ami du virtuose : « Cela est merveilleux d'habileté ; mais en vérité, Paganini ne sait pas chanter. » Instruit de cette conversation, Paganini proposa à la cantatrice d'exécuter le même morceau, elle avec sa belle voix, et lui avec son violon. On alla redire ces mots du virtuose à la cantatrice ; mais elle venait d'entendre la prière de Moïse, qui l'avait vivement émue, et elle n'accepta point le défi. C'est sur la quatrième corde que Paganini prodigue les richesses de son talent extraordinaire. Avec les sons harmoniques il produit une illusion qui trompe même les artistes consommés. Le célèbre Puér venait d'exécuter sur le piano un morceau accompagné par Paganini. Il félicitait l'artiste sur son jeu admirable, et lu

prit de se faire entendre sur la quatrième corde. Paganini lui répondit : « Eh mais, c'est sur la quatrième corde que j'ai accompagné tout le morceau que vous venez d'exécuter ! » Puér ne s'en était pas aperçu. C'est dans le troisième concert que Paganini a fait entendre le *nee più ultrà* de l'art, le concerto dont il réservait les prémices aux Parisiens. Ce concerto en *la mineur* est digne de l'auteur par le plan ainsi que par les détails de la mélodie et de l'instrumentation. Nous ne nous arrêterons pas sur les concerts suivants, qui ont excité le même enthousiasme, ou, pour mieux dire, la même fureur. A la fin d'un de ces concerts, quelqu'un demandant à Rossini ce qu'il pensait de Paganini, le célèbre *maestro* répondait : « Je n'ai pleuré que trois fois en ma vie : la première, quand mon premier opéra tomba ; à la première représentation ; la seconde, lorsque me trouvant en bateau, avec des amis, m'un d'eux dans sa truelle, que nous devions manger, vint à tomber dans l'eau ; et la troisième, lorsque j'entendis Paganini pour la première fois. » Le docteur Benatti a lu, en 1831, à l'Académie des sciences de l'Institut une *Notice physiologique sur Paganini*, dont voici un extrait. Il trace d'abord le portrait de l'artiste en ces termes : « Paganini est pâle et maigre, et d'une taille moyenne. Quoiqu'il ne soit âgé que de quarante-sept ans, sa maigreur et le manque de dents, en faisant rentrer sa bouche, et rendant son menton plus saillant, donnent à sa physionomie l'expression d'un âge plus avancé. Sa tête volumineuse, soutenue sur un col long et maigre, offre au premier aperçu une disproportion assez forte avec ses membres grêles ; son front haut, large et carré, un nez aquilin fortement caractérisé, des sourcils arqués d'une manière parfaite, une bouche pleine d'esprit et de malice ; rappelant un peu celle de Voltaire ; des oreilles saillantes, saillantes et détachées, des cheveux noirs et longs, retombant en désordre sur ses épaules, et contrastant avec un teint pâle, donnent à Paganini une physionomie qui n'est pas ordinaire, et qui représente jusqu'à un certain point l'originalité de son génie. » Considérant la structure physiologique de Paganini comme une condition nécessaire de sa grande habileté, le docteur Benatti en conclut que cette seule observation prouve la folie de ceux qui voudraient imiter ce violoniste, à moins qu'ils ne fussent organes de la même manière. Quant à l'organe auditif d'un Paganini, Benatti remarque qu'il a beau être soufflet et débile, le premier coup d'archet est une étincelle électrique qui vient lui donner une nouvelle vie. Tous ses nerfs ont vibré comme les cordes de son violon, et son cerveau n'a plus d'autre faculté que celle d'exprimer les transports de son âme musicale. Dans le mois de mai 1831, Paganini a quitté Paris, pour se rendre à Londres, où il a recueilli les applaudissements dus à tant de talent, et d'où il a rapporté des sommes considérables. Après avoir parcouru plusieurs villes d'Angleterre, il a fait une tournée en Ecosse, et dans le mois de novembre dernier, il est revenu incognito à Paris. Les principaux ouvrages de Paganini ont été gravés en France : ce sont : Douze sonates, étude pour le violon, composées de vingt-quatre caprices, dédiées aux artistes, op. 1. Trois airs variés sur la quatrième corde, avec accompagnement de piano. Merceille, duo pour violon seul, dont une partie s'exécute avec l'archet, et l'autre *pizzicato*. Nous finirons cet article, en rappelant aux lecteurs les ouvrages récemment publiés sur cet artiste extraordinaire. 1<sup>o</sup> *Méthode de jeu du violon de Paganini, pour servir d'appendice aux méthodes de violon*, par Guhr, 1 vol. in-fol., avec planches. M. Guhr, habile violoniste à Francfort, s'est efforcé de reconnaître les caractères particuliers du jeu de Paganini, et il a essayé de réduire les immenses moyens de cet artiste prodigieux à un certain nombre de combinaisons auxquelles on peut rapporter les traits nouveaux inventés par lui. On trouve à la fin de ce recueil les variations en arpegges sur *Nel cor più non mi sento*, qui sont effrayantes à la seule inspection, et que Paganini peut seul exécuter. 2<sup>o</sup> *Notice sur le célèbre violoniste Nicolo Paganini*, par J. Imbert de la Plélie, brochure in-8<sup>o</sup>, 1830. Cette brochure a paru un an avant l'arrivée de Paganini à Paris ; elle a signalé

dans l'auteur une ignorance complète des principes de la musique et du mécanisme du violon. Nous n'en citerons que deux exemples. Cet auteur, en parlant des sons harmoniques employés par Paganini, croit qu'il est question des sons de l'harmonica ou du flageolet, et sur ce flageolet il brode mainte phrase très divertissante. Il parle dans un autre endroit de l'étonnante fusion des sons arpegés avec ceux produits par l'archet, comme si ce n'était pas avec l'archet qu'on fait les arpeges. Il fallait mettre pincés au lieu d'arpeges; mais la science du dillettante n'allait pas jusque là. 3<sup>e</sup> *Nicolo Paganini, sa vie, sa personne, etc.*, par G. E. Anders, brochure in-8°, 1831; 4<sup>e</sup> *Paganini et Bériot, ou avis aux jeunes artistes qui se destinent à l'enseignement du violon*, par Fayolle, brochure in-8°, 1831. Le but principal de M. Fayolle, dans cet ouvrage, a été de prémunir les jeunes violonistes contre la séduction du jeu de Paganini.

PALAREA (don JEAN), brigadier des armées royales et député aux cortes, naquit à Murcie de parents indigents. Après avoir fait dans cette ville de très bonnes études au collège de San-Fulgencio, il embrassa la profession de médecin, qu'il alla exercer à Madrid. Il courut aux armes, lors de l'invasion de l'Espagne par Napoléon, et se mit à la tête d'une guérilla qu'il avait formée et qui devint redoutable aux troupes françaises en les attaquant dans leurs moyens d'approvisionnement, en les entravant dans le recouvrement des contributions et en excitant contre elles la révolte des habitants. Il ne s'éloignait guère avec sa bande des deux Castilles, et se montrait fréquemment aux environs de Madrid; le peuple et le soldat ne le connaissaient que sous le nom d'*el medico* (le médecin). Pour récompenser les services qu'il avait rendus à la cause nationale, la régence le nomma brigadier, et Ferdinand VII le confirma dans ce grade. Savant médecin, brave guerrier, et, dans l'occasion, administrateur habile, les principes constitutionnels de Palarea lui méritèrent la confiance de ses concitoyens, qui le nommèrent député aux cortes de 1820. Dans la séance du 11 décembre 1821, il demanda avec M. Calatrava, et d'autres orateurs, la mise en accusation du ministre qui avait destitué Mina, Riego et l'Empecinado. Dans la journée du 7 juillet 1822, il commandait la cavalerie constitutionnelle, et défit le 3<sup>e</sup> corps de la garde royale espagnole, qui était parvenu à s'emparer de l'artillerie placée sur la place Mayor à Madrid, et dirigée par le général Ballesteros. A la suite de cette déplorable journée, Morillo, toujours du parti constitutionnel, fut remplacé comme chef politique de Madrid par le brigadier-général Palarea. A peine celui-ci avait-il commencé l'exercice de ces fonctions difficiles, que des groupes furieux parcoururent Madrid, demandant vengeance et se plaignant de la lenteur de la justice à procéder au jugement des militaires arrêtés par suite de l'affaire du 7 juillet. Il ne s'agissait rien moins que de forcer les prisons, et d'y faire un 2 septembre. Les fâcheuses nouvelles qu'on renait de recevoir à Madrid, des provinces insurgées, et surtout celle du combat de Benavari, à la suite duquel le colonel Cabuena et les constitutionnels faits prisonniers avaient été fusillés, augmentaient la fermentation parmi cette populace. Palarea fit afficher, le 6 octobre, une proclamation où il promettait que « la loi ferait tomber, quand il en serait temps, sur la tête des coupables sa hache inexorable », les avertissant que l'exemple des forfaits horribles des ennemis du peuple ne saurait excuser les siens. « Cette proclamation contint la fureur des *desacalmados*. A la seconde invasion des Français, en 1823, Palarea commandait une division de l'armée de Galice et des Asturies, sous les ordres de Morillo. Battu par les généraux Hubert et d'Albignac, il fut obligé d'évacuer Orense, et se retira à Vigo. Après la défection de Morillo, il s'attacha à Quiroga, et lors du rétablissement de l'autorité royale absolue en Espagne, il s'expatria pour se soustraire aux peines portées contre les généraux de l'armée constitutionnelle. On croit qu'il habite aujourd'hui l'Angleterre.

PALMELLA (don PABLO DE SOUZA HOLSTEIN, comte et marquis de), né à Turin, en 1786. fils d'un noble Portugais, mais non titré, et d'une dame piémontaise.

Il reçut une bonne éducation en Portugal, et voyagea fort jeune encore en France, en Italie, en Angleterre et en Allemagne. De retour à Lisbonne, il se fit remarquer par des qualités aimables, et par des observations judicieuses sur l'état de la France, sous Napoléon, en 1805 et 1806. Il paraissait incliner vers les institutions libérales, et tirait vanité de ses liaisons avec M<sup>me</sup> de Staël, et d'autres personnes célèbres opposées au despotisme de Napoléon. En 1807, M. de Palmella habitait Lisbonne, s'occupant de littérature et de ses plaisirs. Au départ de Jean VI pour le Brésil, il demeura en Portugal, et parut s'accommoder fort bien, comme la presque totalité de la noblesse portugaise, de la déchéance de la famille de Bragance, que Napoléon venait de prononcer. M. de Palmella devait même faire partie de la division de troupes portugaises que le général Junot fit partir pour la France, sous le commandement du marquis d'Alorna, et il n'en fut empêché que par une fièvre tierce. Après l'évacuation du Portugal par les Français, en 1808, la régence de ce royaume nomma M. de Palmella ministre près des cortes à Seville et à Cadix; plus tard, il fut créé comte, nommé ministre à Londres, plénipotentiaire au congrès de Vienne, puis nommé ministre des affaires étrangères, par le roi Jean VI. Il quitta l'Angleterre et se rendit à Lisbonne en 1820, d'où il comptait partir pour le Brésil. A son arrivée en Portugal, la révolution venait d'éclater à Porto, et avait été accueillie dans tout le royaume avec enthousiasme. Dans cette conjoncture critique, M. de Palmella conseilla à la régence de convoquer les anciennes cortes du royaume, afin de neutraliser l'effet de la proclamation de la constitution espagnole de 1812, que les patriotes avaient prise pour point de départ. Ce conseil inopportun ne pouvait sauver la régence, généralement détestée, et dont la mauvaise foi était connue. D'ailleurs elle n'avait point d'autorité pour convoquer les cortes, et ce corps suranne qui était tombé en décadence n'inspirait aucune confiance, attendu qu'il était composé du clergé et de la noblesse, deux ordres contre lesquels était précisément dirigée la révolution, et que même les députés des communes étaient des créatures du gouvernement. Ce n'était donc plus une assemblée de représentants de la nation; mais uniquement des délégués des ordres privilégiés et des agents du gouvernement oppresseur. Lisbonne s'étant prononcée pour la révolution, le comte de Palmella partit pour le Brésil, et chercha à persuader à Jean VI qu'il fallait se hâter de donner une charte royale aux Portugais, afin d'empêcher les révolutionnaires d'adopter une constitution trop démocratique. Son avis fut rejeté comme inadmissible, vu la rapidité des événements, et la prompte adhésion des Brésiliens aux bases de la constitution proclamée en Portugal. La révolution ayant été opérée à Rio-Janeiro, M. de Palmella sortit du ministère et accompagna Jean VI à Lisbonne. Il fut, par ordre des cortes, éloigné de la capitale, et alla résider dans la province d'Alemtejo, où il entretenait des correspondances avec les ennemis du nouvel ordre de choses. Par suite de la contre-révolution de 1823, il fut nommé ministre des affaires étrangères par Jean VI, devenu roi absolu, et créé marquis. A cette époque, les patriotes espagnols se défendaient encore en Catalogne et étaient maîtres de Cadix, c'est pourquoi on jugea utile de bercer les constitutionnels portugais de l'espoir d'une charte royale, et M. de Palmella fut nommé président d'une commission chargée par le roi d'en présenter le projet. Après quelques séances, la rédaction se trouvant terminée lorsque la nouvelle de la reddition de Cadix étant arrivée à Lisbonne, les ennemis de toute constitution appuyés par les diplomates étrangers, obtinrent de Jean VI qu'il ne serait plus question de charte. Le marquis de Palmella, déclaré aux membres de la commission, « que le vœu du peuple portugais s'étant clairement prononcé pour le pouvoir absolu du roi, il n'y avait aucun besoin de charte, et que » S. M. Jean VI, roi absolu du Portugal, continuerait à régner comme ses ancêtres, suivant son bon plaisir. » A ces paroles, plusieurs des membres de la commission ne purent contenir leur indignation; de ce nombre fut même le magistrat Frigoso qui, député et président des



sente aucun grand événement jusqu'à l'occupation de ses états par l'armée française. Bonaparte ayant passé le Pô, en 1796, le duc de Parme obtint une suspension d'armes, moyennant de fortes contributions. Par le traité de Lunéville on régla que la Toscane appartenait à ce prince; une convention secrète entre la France et Madrid avait préparé cette cession. (Voyez Louis I<sup>er</sup>, roi d'Etrurie, au Supplément.) Le duc Ferdinand protesta contre l'arrangement qui le dépouillait de ses états, ce fut en vain. Il reçut dix-huit mois après cette protestation, et mourut le 9 novembre 1803. Moreau de Saint-Méry, commissaire français, annonça par une proclamation que la république française exerçait l'autorité souveraine dans les états de Parme. Il fit traiter avec les regards dus à son rang, la princesse qui survivait à son époux. Elle mourut en 1805.

PARME (la duchesse de). Voyez MAIR-LOUIS.

PARME (le duc de). Voyez CANNACIAS.

PARME. Voyez FERDINAND, au Supplément.

PARQUE CASTRILLO (le duc del), lieutenant-général et député aux cortès espagnoles, issu d'une des plus illustres familles castillanes, naquit à Valladolid en 1755, entra de bonne heure au service, et était déjà lieutenant-général en 1795. Il suivit Charles IV et la famille royale à Bayonne en 1807, et consentit à s'attacher au service de Joseph Bonaparte, qui lui donna le commandement de ses gardes. On ne sait quels motifs déterminèrent le duc del Parque, l'un des Espagnols qui ont combattu avec le plus de dévouement pour les droits du roi souverain et l'indépendance de la patrie, à accepter ces fonctions. Nul doute que sa bonne foi n'ait été un moment trompée, du moins son erreur fut de courte durée : il donna presque aussitôt sa démission, et offrit ses services à la junte suprême contre l'usurpation. Il en reçut le commandement d'une division formée des levées de Castille et des débris de l'armée de la Romania, dont les opérations furent long-temps concentrées dans cette province. Secondé par quelques officiers expérimentés qui se trouvaient sous ses ordres, leur courage et leur patriotisme supplèrent plus d'une fois à l'expérience de ces troupes dont le plus grande partie était mal armée et mal disciplinée. Le 18 octobre 1809, il repoussa le général Marchaud à Tamarit, lui fit un grand nombre de prisonniers, et le força de se retirer jusqu'à Salamanque, qu'il reprit sur les Français peu de jours après avoir remporté cet avantage. Ses armes furent également heureuses dans les premiers jours du mois suivant. Au commencement de 1809, il concerta ses opérations avec le général Castaños, et marcha avec l'élite de ses troupes pour couvrir Séville, où s'était retirée la junte suprême en quittant Madrid. Mais Séville venait de tomber au pouvoir des Français, et la junte s'était transportée à Cadix. Attaqué à Carpio, petite ville de l'Audalusie, le 23 novembre de la même année, il fut forcé de se retirer sur Alba-de-Tormes, à cinq lieues au-delà de Salamanque. Dans cette position, et à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes, il pouvait intercepter les communications entre Madrid et Valladolid; mais le 26, dix mille hommes qui formaient son arrière-garde furent surpris par le général Kellermann, fils du duc de Valmy, et peu d'instants suffirent pour la mettre dans une déroute complète; le carnage en fut terrible, et ceux qui purent y échapper se dispersèrent avec une telle précipitation, que le lendemain de cette action, les Français n'en trouvèrent plus de vestiges. Le duc del Parque réunit les débris de son armée à Béjar, et fit sa jonction avec le duc d'Albuquerque, à Puente-del-Arzo. En juin 1813, il s'approcha de Tarragone avec un corps de dix-huit mille hommes, pour secourir les Anglais dans les opérations du siège de cette place. Il fut encore défait, et, plus heureux quelque temps après, il participa avec les Anglais aux succès de la journée de Castriello, qui ouvrit à l'armée alliée les portes de Valence. Accueilli en 1814, par Ferdinand VII, comme un serviteur fidèle, il fut nommé à l'ambassade de France, poste qu'il n'accepta point, et qui fut donné au duc de Féria. En 1819, il entra au conseil de Castille; il se prononça en faveur de la révolution de 1820, et fut nommé député aux cortès de 1823. Appelé l'année suivante à l'honneur de les présider, il

montra autant de sagesse que d'impartialité. On eut tenu de lui cette courte allocution qu'il adressa dans la séance du 2 mars, au public, au moment où les tribunes applaudissaient la motion faite par les députés don Joachim Ferrer et Rico, de déclarer l'incapacité physique du roi, et de suspendre l'exercice de son autorité : « Quand les députés perdent la liberté des débats, » dit le duc del Parque, la nation ne tarde pas à perdre la sienne, et la liberté des députés est aussi bien compromise par les applaudissements que par la desapprobation. Il faut que le public apprécie la situation critique où nous sommes, je rappelle les tribunes à l'ordre. » Le duc del Parque, exilé après le rétablissement de l'autorité absolue en Espagne, fut compris dans le décret d'amnistie de 1824, et revint à Madrid où il est mort il y a peu d'années. Il était grand d'Espagne de la première classe, et commandeur des ordres de S. M. C.

PARREIN (PIERRE-MATHIEU), général français. Il exerçait avant la révolution la profession d'avocat, et s'occupait aussi de littérature. Il embrassa les nouveaux principes avec cette chaleur et cette sincérité dont profitent ordinairement les ambitieux qui se sont assis de la direction des affaires. Avec moins de force d'esprit que de dévouement et même de droiture, il défendit la cause réellement légitime, sans distinguer entre les moyens; mais il eut ensuite le mérite incoutestable de refuser de la trahir, lorsque tant de gens la crurent perdue. La journée du 10 août le vit au nombre de ceux qui marquèrent à la tête des faubourgs de Paris, et son brillant courage dans cette occasion fit excuser sa dureté. Nommé, en 1793, commissaire national dans la Vendée, il y suivit ce malheureux système d'intolérance et de rigueur qui, sans aller au but, multiplia les victimes, et il ne mérita que trop l'appellation de Rossignol. Il ne refusa ni de présider la commission militaire de Saumur, ni de partager avec Bonnier le commandement de l'armée révolutionnaire. A Lyon, où Collot-d'Herbois l'avait mandé, Parrein présida aussi la commission temporaire qui répandit tant de sang. Apparemment ce taillait militaire, cet homme estimable et toujours bon dans sa famille, ne put comprendre ce qu'il y avait d'inique à la fois et d'impolitique dans cette terreur calculée. Il était dans la Vendée sous les ordres de Hoche, avec le grade de général de brigade, lorsque, le 18 juin 1795, il fut accusé d'avoir pris, le 30 mai, une part très active aux desseins des anarchistes contre la convention. Le comité de sûreté générale ordonna son arrestation; mais il fut amnistié en octobre. Devenu plus tard l'objet de nouvelles poursuites, comme complice de Babeuf, il se disculpa entièrement. En 1797, aussitôt après la journée du 18 fructidor, le général Parrein, rétabli dans son grade, commanda le département de Saône-et-Loire; mais l'année suivante, au mois d'avril, on prétendit qu'il avait voulu exercer sur les élections une influence contraire aux intérêts du directoire, et il fut suspendu de ses fonctions, avec l'ordre de changer de résidence. Sous le gouvernement consulaire, il obtint de Fouché qu'il connaissait, mais qu'il ne servit en aucune manière, une pension de retraite en qualité d'officier-général. En 1814, on voulut mettre au maintien de cette pension des conditions déshonorantes; le général Parrein s'en vit donc privé, et se retira à la campagne avec sa famille. Il avait reçu de l'assemblée législative, le 3 mai 1791, une gratification de douze mille francs, pour la découverte d'une fabrique de faux assignats. En 1793, il a fait jouer à Paris *La prise de la Bastille*, drame en trois actes, et depuis il a publié : *Histoire des crimes des parlements*, ou *horreurs des prisons judiciaires dévoilées*.

PARROT (GEOFFROY-PAULIN), physicien, né vers 1769, à Montbelliard, département du Doubs. Avant la révolution française, cette ville formait l'apanage de l'un des princes de Wurtemberg, et ceux-ci avaient l'habitude d'envoyer à Tubingue, pour y terminer leurs études, les élèves du gymnase de Montbelliard, qui annonçaient de bonnes dispositions. C'est ainsi que le jeune Parrot fit le voyage d'Allemagne, à la même époque que M. Cuvier, son condisciple. Il passa ensuite en Russie, où il finit par obtenir la haute pro-

tection de l'impératrice, mère de l'empereur actuel, qui, elle-même, était née à Montbéliard. Comme dans ce pays le mérite est peu de chose en l'absence des hommes capables de l'apprécier, et que les caprices de cour y mènent au fauteuil académique aussi bien qu'aux postes administratifs, M. Parrot put devenir un grand physicien, et de plus, membre de l'académie impériale des sciences de Saint-Petersbourg, professeur emérito de l'université de Dorpat, conseiller d'état et chevalier. Aussi ce savant jouit-il d'une grande réputation dans l'empire de toutes les Russies. Il est peu de questions dans les sciences physiques qu'il n'ait traitées d'une manière ou d'autre, et en s'écartant plus ou moins des principes scientifiques généralement admis. Le fond de toutes les idées de l'auteur se retrouve dans le *Traité de physique* qu'il a publié à Dorpat, en 1809. On trouve de lui plusieurs mémoires dans les *Annales de chimie et de physique*, publiées à Berlin, d'abord par Gilbert, puis par M. Poggendorff. On en rencontre aussi dans le recueil de l'académie des sciences de Petersbourg, et d'autres qui ont été publiés à part. Nous n'en ferons pas ici le relevé sommaire, par la raison que les idées de l'auteur n'ont point été d'une véritable utilité pour la science, on que jusqu'ici on n'en a point tiré parti, ce qui n'empêche pas M. Parrot de réclamer la priorité pour chaque nouvelle découverte qui se fait dans les sciences. Il y a déjà un grand nombre d'années qu'il avait envoyé à M. Cuvier des manuscrits renfermant, suivant lui, d'importantes observations, lesquelles devaient être communiquées à l'académie des sciences de Paris; mais elles étaient d'une telle nature, que M. Cuvier dut s'abstenir d'en faire part à ses confrères. Depuis la mort d'Euler, l'académie de Petersbourg, en effet, a perdu toute influence en Europe; en vain le gouvernement a-t-il voulu lui rendre un peu de lustre, par une réorganisation, par de riches dotations, et par des fondations de prix, le monde savant n'en a tenu compte. En 1837, on reçut à Paris le programme d'une question d'optique proposée par l'académie de Petersbourg, lequel avait été évidemment rédigé par M. Parrot; Fresnel se donna la peine de démontrer, dans un article anonyme, inséré au *Bulletin universel des sciences* (mars 1837), que les physiciens de Petersbourg étaient passablement arriérés dans leurs connaissances en optique. L'académie de Petersbourg, piquée de cette note, y fit une longue réponse, qui sortait évidemment de la plume de M. Parrot, et prorogea le concours de son prix jusque vers la fin de 1839; mais depuis, on n'a plus entendu parler ni de la théorie de l'émission, ni de celle des ondulations, ni du système chimique de la lumière. Ce dernier système, sans calcul ni précision, a été imaginé par M. Parrot, et se trouve exposé dans son *Traité de physique*, et dans trois mémoires, insérés en 1835, dans les *Annales de Gilbert*. — M. Parrot a un fils, M. Frédéric Passor, qui a étudié la médecine, et qui s'est fait dernièrement connaître par un voyage dans les montagnes du Caucase.

PASCAL ou PASCHAL (N. CARREZ et non CARUSI), était avocat lorsqu'il fut nommé, au mois de septembre 1793, par le département de la Vienne, député à la convention nationale. Il prit le nom de Pascal, pour qu'on ne le confondît point avec Creuzé-Latouche, son parent, aussi député à la convention. Dans le procès de Louis XVI, il déclara qu'il ne se croyait pas avoir les pouvoirs nécessaires pour prononcer sur le sort de ce monarque; cependant il vota la détention, le bannissement à la paix, l'appel au peuple et la suris. Soit timidité, soit incapacité des devoirs parlementaires, il ne se mêla jamais aux discussions qui agitérent la convention. A la fin de la séance orageuse, du 10 mars 1793, dans laquelle, sur la motion de Danton, le tribunal révolutionnaire fut créé, et des commissaires furent nommés pour aller, avec des pouvoirs illimités, organiser la terreur dans les départements, Creuzé-Pascal eut la mission de se rendre dans ceux des Deux-Sèvres, de Maine-et-Loire, d'Indre-et-Loire et de la Vienne. La Vendée venait de se déclarer contre la république et l'insurrection de Saint-Florent-le-Vieil, petite ville du département de Maine-et-Loire, venait

d'écarter à l'occasion du décret du 13 février, sur la levée des jeunes gens. Creuzé-Pascal parcourut les départements, et se borna à faire exécuter les lois sur la réquisition, ce qu'il fit avec beaucoup de zèle, et une grande sévérité. Rentré bientôt dans le sein de la convention, il resta encore étranger aux intrigues et aux fureurs des partis qui la divisaient. Le 10 décembre, il monta à la tribune, et y parla d'un complot contre les colonies, dénonciation qui n'eut pas de suites. Compris dans les deux tiers des membres de la convention réélus à la législature qui succéda à cette assemblée, Creuzé-Pascal entra au conseil des anciens. Il y demanda en 1796, l'envoi d'agents dans les colonies, et l'année suivante, l'abolissement du droit de passe sur les routes. Élu secrétaire, le 30 avril de la même année, il sortit du conseil le mois suivant, fut appelé au corps législatif en 1804, et mourut peu d'années après.

PASCAL. Voyez BLANC-PASCAL.

PASKEWITCH-ERIVANSKI (le feld-marchéchal comte), prince de Varsovie, est né en 1777, à Mohilew, sur la frontière de la Lithuanie. Sa famille, originaire de la Sibirie, portait le nom de Paské. Son grand-père émigra en Russie, où il prit le nom de Paskewitch. Le petit-fils fit ses premières armes en faveur de l'indépendance de la Pologne, et servit sous Kosciuszko jusqu'en 1795. Il entra ensuite au service de l'armée russe, et se distingua par une rare intrépidité dans les batailles que les Russes, joints aux Prussiens et aux Autrichiens, livrèrent aux Français. Paskewitch prit rapidement de l'avancement. En 1812, il était déjà général-major, et commandait une division sous les ordres du général Bagration, avec laquelle il combattit vaillamment à Smolensk et à Moscou, et poursuivit vigoureusement les Français dans leur retraite. Il prit une part active à la bataille de Leipzig; il fit ensuite la campagne de 1814, et il se trouva en France avec l'armée d'occupation, en 1816. Il ne passa pas jusqu'alors il ait eu l'occasion de faire quelque action d'éclat qui ait fait parler de lui. Il était confondu parmi tant d'autres officiers supérieurs d'un talent distingué, mais qui ont besoin que quelque événement vienne les produire sur la scène du monde. C'est ce qui arriva enfin pour Paskewitch, lorsqu'en 1826 il se trouva un des généraux de l'armée que la Russie mit en campagne contre les Persans. Le 24 septembre de la même année, il remporta une victoire mémorable sur le prince Abbas-Mirza, près d'Elisabethpol. Pour récompense, il obtint, en 1827, le gouvernement de la Georgie, et il fut nommé commandant en chef de l'armée russe qui devait agir contre les Persans. Il prit au commencement de la campagne Erivan d'assaut. Pour perpétuer la mémoire de cette conquête et d'une action aussi éclatante, l'empereur Nicolas ordonna que le vainqueur ajouterait à son nom celui d'Erivanski. Il défit pour la seconde fois Abbas-Mirza, et contraignit les Persans à demander la paix. Pour récompenser des services aussi importants, l'empereur lui donna les insignes de l'ordre de Saint-André et l'éleva à la dignité de comte. Paskewitch ne se distingua pas moins pendant la guerre que la Russie eut à soutenir contre la Turquie en 1828. Il marcha à la tête de son armée vers l'Asie-Mineure. Après plusieurs combats opiniâtres, il fut constamment vainqueur des Turcs, il prit six forteresses, et se mit en possession de trois pachaliks. L'année suivante, il occupa l'important pachalik d'Erzeroum, et le 9 juillet, il prit la capitale de ce nom, sans être arrêté par sa forte citadelle et la vaste enceinte de ses fortifications, ni par ses cent mille habitants. Il était à la veille de faire la conquête de Trébisonde, lorsque la paix vint mettre un terme à ses victoires. Ayant été nommé feld-marchéchal après d'aussi brillants exploits, il resta toujours en possession du gouvernement de la Georgie; ainsi que des provinces persanes conquises qui furent annexées à l'empire de Russie. Après la mort du feld-marchéchal comte Diebitsch, arrivé le 27 juin 1831, il fut appelé au commandement en chef de l'armée russe en Pologne. Il suivit le plan que son prédécesseur avait formé pour ouvrir le passage de l'armée russe sur la rive gauche de la Vistule, opération qu'il exécuta au commence-

ment du mois d'août avec une grande habileté, et presque en présence de l'armée polonoise qui ne put s'y opposer. Il réunissait toutes ses forces autour de Varsovie en mettant cette armée hors d'état de rien entreprendre, et, la repoussant jusque sous les murs de cette capitale, Paskewitch s'en empara, le 8 septembre, après deux jours de la plus opiniâtre résistance, pendant laquelle ce feld-marschal reçut au bras et à la poitrine une forte contusion causée par un boulet qui faillit l'atteindre et mettre un terme à sa carrière. Cette nouvelle victoire lui a valu le surnom de Warzawski et le titre de prince de Varsovie. Il est douloureux de penser que c'est un homme de la Lithuanie, un guerrier sorti des rangs polonois, un élève de Kosciuszko qui a remporté ce déplorable succès, et contribué ainsi à l'asservissement de l'héroïque Pologne.

PASSA. Voyez JACARAT DE PISA, au Supplément.

PASSALACQUA (JOSEPH), savant voyageur, né à Trieste, vers 1795, fut enporté de bonne heure loin de sa patrie par la passion des voyages, parcourut pendant sept années l'Égypte depuis Alexandrie jusqu'à l'île de Philoe, en Nubie, et à force de soins, de persévérance et de sacrifices, il envoya en France une des plus précieuses collections d'antiquités égyptiennes qu'on ait rassemblées avant lui. Cette collection, dont le catalogue a été imprimé, était divisée en objets de culte, d'usages de la vie civile, funéraires, mélanges, et la dernière section renfermait tous les objets de la chambre sépulcrale d'un grand-prêtre égyptien. M. Passalacqua y avait réuni une foule de notes et d'observations faites dans les tombeaux par lui-même, durant ses fouilles sur les momies et les usages funéraires en Égypte, et sur les Nécropoles et leurs souterrains qu'il divise en quatre classes : tombeaux des rois, des familles, tombeaux publics et privés : ceux-ci sont creusés dans le sable, la terre et les débris de rochers. L'ouverture d'une des momies de cette collection fut faite publiquement à Paris, le 26 août 1836, à la Sorbonne : il y eut un grand concours, et l'opinion de M. Julia-Fontanelle sur les enroulements, exprimée dans le discours qu'il fut chargé de prononcer à cette occasion, fut remarquée comme paraissant la plus probable. L'idée de ce professeur était que l'excessive population de l'ancienne Égypte, le danger de la putréfaction des cadavres, qu'il aurait fallu inhumer dans des lieux souvent inondés, et l'impossibilité de les brûler à cause de la rareté du bois, avaient dû amener et répandre l'usage des enroulements que l'abondance du natron rendait faciles et peu coûteux, et qui s'est perpétués jusqu'au troisième siècle de l'ère chrétienne, époque où la population de l'Égypte était déjà fort diminuée. La collection de M. Passalacqua chassa à la France, malgré les offres avantageuses du possesseur, et la Prusse en fit l'acquisition. Les services que ce jeune voyageur a rendus aux sciences furent récompensés d'une simple médaille qui lui a été décernée par la société royale académique des sciences de Paris, dont il a été nommé associé.

PASTA (JENNIE), célèbre cantatrice, est née à Milan, en 1799, et parut pour la première fois sur la scène, au théâtre du roi, à Londres, en 1817. Elle avait alors dix-huit ans. Dans un âge aussi tendre, et sans avoir encore l'expérience du théâtre et de la musique dramatique, elle joua avec succès, auprès de M<sup>rs</sup> Fodor et Camporesi. À la fin de la saison, elle quitta l'Angleterre, et se retira en Italie, où elle se livra entièrement à l'étude de son art, et à l'audition des meilleurs chanteurs ; mais sans le secours d'aucun maître. En 1822, elle vint à Paris, qu'elle avait choisi pour le lieu de son second début. Ce fut dans l'*Otello* de Rossini qu'elle commença à jouer, à Paris, les fondements de la haute réputation dont elle jouit maintenant en Europe. Le compositeur préludait à son premier ouvrage sérieux, et la cantatrice à ses succès comme tragédienne ; mais la musique d'*Otello* ne fut pas comprise d'abord ; le troisième acte réussit seul complètement, grâce à la romance délicieuse de Desdemona, à l'intérêt de la scène, et à la catastrophe qui termine la pièce. Plus tard, on apprit à distinguer les beautés qui abondent dans le chef-d'œuvre de Rossini ;

et l'on s'enthousiasma pour des choses qu'on n'avait d'abord accueillies qu'avec froideur. Cette destinée a été celle de *La gazza ladra*, de *Tancredi*, de *Semiramide*, et de toutes les grandes compositions de Rossini, tant il est difficile de saisir le secret de la pensée d'un compositeur dans une grande conception. Le talent de M<sup>me</sup> Pasta se ressentit de cette incertitude des jugements du public. Il est vrai qu'elle n'avait point encore acquis la profondeur du talent dramatique pour lequel elle s'est fait admirer depuis. Ce n'était pas encore *Tancredi*, *Desdemona*, *Roméo*, c'était M<sup>me</sup> Pasta, qui avait de beaux moments d'inspiration. Sans être harmonisée, elle avait compris par instinct que les ornements puisés dans l'harmonie sont surtout applicables à la musique de Rossini, dont les mélodies sont elles-mêmes empreintes d'inspirations harmoniques, et se rapprochent, sous ce rapport, de celles de Mozart. Penétrée de cette pensée, elle s'est fait un style de chant tout nouveau, parfois incorrect dans l'excitation, souvent contrarié par le peu de souplesse naturelle de son organe, mais neut, inspiré, varié, et au lequel elle jette le charme indéfinissable d'un accent mélancolique et pénétrant. Cette nouvelle école de chant, pratiquée depuis par M<sup>me</sup> Malibran, avec l'avantage d'une voix jeune et saine, et le sentiment d'une musicienne parfaite, marqua plus tard une époque dans l'histoire de l'art. Avec le développement de son beau talent, M<sup>me</sup> Pasta voyait croître chaque jour davantage la faveur du public. Le rôle de Desdemona était un de ceux dans lesquels elle s'élevait souvent au sublime. Talma était quelquefois la voir dans ce rôle, et se plaisait à rendre hommage à l'actrice, qui avait comme lui des inspirations de génie. M<sup>me</sup> Pasta a joué dernièrement *Desdemona*, et s'est bien modifiée depuis les représentations antérieures. Au lieu de la véhémence qu'elle y mettait autrefois, elle s'attache aujourd'hui à lui donner plus de sensibilité, et surtout à se rapprocher de la vérité autant qu'il est possible ; ce qui est l'ultimatum du talent dans les arts. On a demandé quel avait été le maître de M<sup>me</sup> Pasta : elle n'en a jamais eu d'autre que son cœur. A Trieste, dit-on, un pauvre enfant s'approche d'elle, et lui demande l'aumône pour sa mère aveugle ; l'artiste fond en larmes, et lui donne tout ce qu'elle a : cet enfant, dit-elle après avoir essuyé ses larmes, m'a demandé l'aumône d'une manière sublime ; je serais une grande actrice si, dans l'occasion, je pouvais trouver un geste exprimant le malheur avec cette vérité. Nous avons admiré M<sup>me</sup> Pasta dans *Cemilla*, dans *Nina*, et surtout dans *Medea*. Dernièrement elle s'est surpassée dans *La comtesse*, rôle qu'elle a joué d'abord à Milan, et que Bellini avait écrit pour elle : la grande actrice s'y trouvait jetée hors de son genre habituel. Il s'agissait d'une paysanne simple et naturelle, dont la démarche, les mouvements, le langage et les gestes n'ont rien de commun avec ceux des héros ou des princesses ; c'était enfin de la comédie qui devait être jouée par une tragédienne. M<sup>me</sup> Pasta y a trouvé le sujet d'un nouveau triomphe : seulement l'exécution n'est pas toujours égale à l'intention, on désirerait quelquefois plus de justesse dans l'intonation ; mais lorsque l'organe n'est pas rebelle, lorsqu'il se prête aux inspirations de l'artiste, celui-ci atteint le plus haut degré du sublime. Parmi les représentations les plus brillantes, on doit ranger celle d'*Udolfo*, de *Tancredi* et de *Nina*, dans lesquelles le talent musical et dramatique de M<sup>me</sup> Pasta a paru d'une manière si éclatante. Dans la *Nina* italienne, elle a écrit M<sup>me</sup> Dugazon dans la *Nina* française. La simplicité que respire la *Nina*, chef-d'œuvre de Paisiello, qui improvisait cette belle musique dans un accès de fureur, émeut, ravit, enchante, quand l'actrice est pénétrée et capable de faire ressortir les beautés de la partition. M<sup>me</sup> Pasta n'a pas un seul geste qui n'exprime l'aliénation. Voyez quand elle arrive au premier acte, et qu'elle chante le motif du beau quatuor en *molto*, qui exprime si bien la situation de son âme, et la douleur des villageois qui en sont témoins. Un jour, nous avons vu M<sup>me</sup> Pasta si remplie de son rôle, qu'elle s'est trouvée un moment suffoquée par ses larmes et ses sanglots. Elle est tellement faite pour

les grands rôles et pour dominer dans l'action dramatique, qu'elle s'élève dans un rôle secondaire. Ainsi, en jouant *Elmira* de *Dun Giovanni*, elle fut, pour ainsi dire, inaperçue. Elle chantait pourtant avec Garcia le célèbre duo *A ci darem la luna*, qu'on fait ordinairement répéter. Elle sut imprimer un nouveau caractère au rôle de Tancrède, et Rossini fut loin de lui blâmer; elle le conçut à peu près dans l'esprit de Talma, jouant le Tancrède de Voltaire. Le morceau où sa création eut le plus d'avantage, fut l'air : *Di tanti palpiti*, et surtout le beau récitatif qui le précède. Un autre récitatif dans lequel M<sup>me</sup> Pasta a remporté encore plus de succès, est celui qui précède le bel air : *Ombra adorata*, chanté par Romeo. Ces deux morceaux, que l'on attribue à Zingarelli, sont de Crescentini, qui a fait pleurer Napoléon en les exécutant devant lui pour la première fois. La preuve que cette musique est de Crescentini, c'est qu'il l'a publiée lui-même, à Paris, sous son nom, ce que beaucoup d'artistes et d'amateurs ne savent pas. C'est à Loudres surtout que M<sup>me</sup> Pasta a déployé tout son talent dans la *Medea* de Mayer; le rôle de Médée est très favorable à son jeu expressif. Des amateurs distingués ont reconnu que si elle était inférieure à M<sup>me</sup> Banti pour la voix, elle la surpassait de beaucoup pour l'action : en un mot, c'est dans *Medea* que cette grande actrice s'est rapprochée le plus de son modèle, l'incomparable Talma. Il nous reste à considérer M<sup>me</sup> Pasta, dans la *Semiramide* de Rossini : là, elle n'imite personne, et c'est Semiramide elle-même. Il faut surtout l'avoir entendue dans le grand duo du second acte avec Arsace, pour se faire une idée de tout le dramatique dont la musique théâtrale est susceptible. Certainement les duos de Giarossa, et surtout ceux de Pasirello ont des accents passionnés; mais ici, le duo est très long, très dramatique, et se prolonge avec une énergie toujours croissante jusqu'à la fin. Ce duo est dans son genre, ce qu'au Théâtre-Français est la belle scène de *Hodogone*, et celle de la double confidence de Jocaste et d'Oedipe, dans Voltaire. Autrefois les grands chanteurs étaient avares de fioritures. Ce n'était que dans les adagios que les Porpora, les Jomelli permettaient à leurs élèves d'ajouter des ornements à leur musique. Depuis lors, les chanteurs en ont tellement abusé, que les compositeurs s'en sont plaints amèrement. Quand Rossini a paru, il en a été si choqué, qu'il a pris lui-même la peine d'écrire les fioritures qu'il voulait dans sa musique. Qu'en est-il résulté? Que les chanteurs habiles ont renoncé aux ornements que leur imagination leur inspirait, et que les médiocres se sont cotés à une froide imitation. Quant à M<sup>me</sup> Pasta, cette contrainte, s'attachant surtout à l'expression, a toujours été les économies de fioritures, et comme sa voix n'a pu toute la souplesse qu'elles exigent, elle se les interdit, quand elle ne s'en sentait absolument nécessaire. Enfin M<sup>me</sup> Pasta, qui est unique dans son genre, l'est aussi en ce sens, que personne ne l'a encore entendu exécuter un triller. Ceci nous ramène à ce que nous avons déjà dit dans cet article, que M<sup>me</sup> Pasta est entrée dans le domaine des fioritures harmoniques, qui est bien plus étendu que celui des fioritures mélodiques, où tout semble épuisé depuis longtemps. Lorsque cette contrainte célèbre quitta Paris, après avoir joué pour la première fois le rôle de Desdemona dans *Otello*, personne ne croyait qu'une autre actrice osât essayer ses forces dans ce rôle : M<sup>lle</sup> Sontag y échoua complètement; mais, après elle, M<sup>me</sup> Malibran y obtint du succès. Elle lui donna d'abord une physionomie déformée qui tenait à sa jeunesse et à son organisation; en l'étudiant d'avantage, elle l'a rendu un peu manière; mais ses traits expressifs, ses mouvements passionnés, leur exagération même, tout a contribué à son succès, surtout au troisième acte. M<sup>me</sup> Pasta qu'on a revue depuis dans le même rôle, l'a rendu encore mieux qu'auparavant, et les connaisseurs n'ont pas hésité à lui décerner la palme. En effet, la sensibilité a remplacé la raideur, les moindres détails concourent à l'effet général; les mouvements, la pose, la démarche, tout est naturel : c'est l'idéal dans sa perfection. Tel est le parallèle de M<sup>me</sup> Pasta et Malibran, dans un rôle qui est la pierre de touche de leurs talents.

PASTOR (El). Voyez JAZZOTTI, au Supplément.

PASTOU, ancien artiste du théâtre royal Italien, autrefois associé de Galin, et depuis son rival, a obtenu par sa méthode des résultats extraordinaires. La *lyre harmonique*, qu'il a publiée en 1833, est le résumé des soixante-douze leçons de son cours complet, dont la durée est de six mois. Après ce temps, la plupart des élèves sont en état de lire à livre ouvert et d'écrire à l'audition un morceau de musique, de transposer dans tous les tons et sur toutes les clefs, d'analyser une pièce musicale, enfin de chanter même des airs de bravoure. Cet ouvrage ne peut guère donner une juste idée de la méthode de M. Pastou. Il faut avoir assisté à quelques-unes de ses leçons pour le concevoir. La *lyre harmonique* n'est destinée qu'à aider les nombreux élèves qui se contentent à ses soins pour mieux hâter leurs progrès. C'est par l'emploi des portées sans clefs et sans notes, que les élèves apprennent à déchiffrer les pièces de musique les plus compliquées; et, semblable à un magicien, le professeur armé d'une et même de plusieurs baguettes, fait ainsi sillonner à vide des morceaux à trois et à quatre parties, et même des chœurs.

PATTU (N.), ingénieur en chef du département du Calvados, est né à Paris, vers 1772. Après avoir fait de bonnes études, il entra à l'école des ponts et chaussées en 1793, et ne tarda pas à se distinguer parmi les élèves de cette école, au point d'être nommé, par le directeur Lamblardie, répétiteur de mathématiques. En 1794, l'école centrale des travaux publics (depuis l'école polytechnique) ayant été fondée par Prieur de la Côte-d'Or et Monge, la plupart des élèves des ponts et chaussées se présentèrent aux examens pour y être reçus. Ils furent admis à l'école préparatoire, qui dura trois mois, et qu'on appela le noyau de l'école, formé des vingt-cinq chefs de brigade, dont les plus célèbres sont aujourd'hui MM. Biot, Malus, Lancelot, Brochard, Francœur, Saint-Genis, Pattu, etc. Après avoir suivi les cours pendant deux ans à l'école polytechnique, M. Pattu choisit de rentrer dans le corps des ponts et chaussées, et d'ingénieur ordinaire, il devint bientôt ingénieur en chef du département du Calvados qu'il a constamment habité. Nous citerons les écrits et les mémoires qu'il a publiés séparément, et qu'on trouve aussi dans le recueil de l'Académie de Caen, et dans celui de la société d'agriculture et de commerce de cette ville : 1<sup>re</sup> Description d'une ris d'Archimède à double effet, destinée aux irrigations et aux dessèchements, 1815, broch. in-8<sup>o</sup> (Rapport sur la ris d'Archimède de M. Pattu, par M. Joyou; Rapport sur la ris d'Archimède à double effet, par M. Turb. Caen, 1816, broch. in-8<sup>o</sup>); 2<sup>o</sup> Analyse du mémoire de M. Cuchin sur la digue de Cherbourg, Caen, 1820, broch. in-4<sup>o</sup>; 3<sup>o</sup> Observations sur le mouvement des voitures, sur les inconvénients des roues à jantes larges, et sur les avantages d'un chariot, etc., Caen, 1828, broch. in-8<sup>o</sup>. Dans le volume des Mémoires de l'Académie des sciences et belles lettres de Caen, publié en 1830, on trouve trois mémoires de M. Pattu concernant les terrains et la géognosie du Calvados. Mais le travail qui l'a le plus occupé depuis quelques années, c'est le projet du canal maritime du Havre à Paris, qui a donné lieu à M. Flachet de faire, dans *Le Globe* du 4 janvier 1833, d'excellentes observations sur Paris, port de mer. Voici l'exposé des idées de M. Pattu. Cet ingénieur, qui s'est chargé de l'étude de la partie inférieure du canal maritime du Havre à Paris, a proposé d'élever les eaux de l'embouchure de la Seine, au moyen d'un grand barrage à pierres perdues, qui aurait 9,174 mètres de longueur, suivant la ligne de Houlleur à Harfleur, 30 mètres de hauteur moyenne et 10 mètres de largeur à la superficie. Aux deux extrémités se trouveraient deux grandes écluses : à 1,700 mètres de distance au large, un bris-lame de 6,000 mètres de longueur, élevé de 3 mètres au-dessus des hautes marées, défendrait le barrage des coups de la mer. L'espace intermédiaire servirait de rade, et en arrière du barrage, la Seine formerait un bassin parfaitement tranquille, que les navires du plus fort tonnage sillonnent jusqu'à Bouchard tous les ans. Le premier aperçu de M. Pattu porte la dépense de ces travaux à un peu plus de 38,000,000 de

frances : mais ce n'est point sous ce rapport que les avait examinés l'ingénieur Lamblardie, puisqu'il avait seulement recherché quels en seraient les effets sur la baie de la Seine et sur le port du Havre. M. Girard, chargé par l'institut, en 1827, d'examiner le travail de Lamblardie, en a rendu le compte le plus instructif et le plus intéressant. Il est difficile de ne pas conclure avec lui de l'exposé de la marche des marées, que le barrage proposé n'aurait d'autre effet que d'élever la mer devant le Havre, de manière à inonder la plaine de l'est, et de faire perdre à ce port l'avantage de conserver la mer pleine pendant deux heures. Voilà quelle serait l'issue de l'entreprise du canal maritime. Voyons maintenant ce que M. Stéphane Flachet vient d'écrire à ce sujet (*Le Globe*, 4 janvier 1832). Ayant consacré cinq années de sa vie à l'entreprise du canal maritime de la Seine, il pense que l'entrepôt de Paris, sans canal maritime, est loin de réaliser les espérances qu'on en avait conçues. Les travaux préparatoires de cette entreprise datent d'une ordonnance du 16 février 1825. Au mois de juillet 1830, une compagnie avait consacré à ces travaux près de 800,000 fr., sans aucun espoir de remboursement, si la concession ne lui était pas accordée. M. Stéphane Flachet fera, dit-il, connaître un jour l'histoire détaillée de ces travaux, et la part qu'y ont prise MM. de Villèle, de Polignac, Beccy, Beugnot, Charles Dupin, les bureaux et le conseil des ponts et chaussées, les ingénieurs de ce corps et le commerce de Paris. Eh bien ! ce projet qui avait réuni tant de suffrages, est resté complètement inconnu au public par les efforts de quelques compagnies ou de particuliers dont les établissements eussent pu recevoir quelque atteinte de cette entreprise, et qui, usant de l'appui de la presse, se sont acharnés à le ruiner. MM. de Villèle et de Polignac s'étaient directement occupés de cette grande entreprise. Il n'en fallait pas davantage pour qu'elle fût repoussée par la presse libérale avec la plus aveugle obstination. Jusqu'en juillet 1830, M. Stéphane Flachet avait alors la conviction qu'un canal maritime était le meilleur moyen de développer l'industrie parisienne. Depuis, sa conviction a changé, et d'autres moyens lui paraissent préférables aujourd'hui pour arriver au même but. Il se propose de les faire connaître dans un écrit où il doit prouver que les travaux publics réellement utiles au pays, à l'humanité, ne sont pas ceux qui déplacent le commerce, l'industrie, le travail, mais ceux qui les associent.

PATY. Voyez BOULAY-PATY, que l'on a ainsi écrit à tort.

PAULDING (J.-K.), l'un des littérateurs américains qui ont obtenu le plus de réputation. Il se fit d'abord connaître par l'ouvrage intitulé : *Salmagundi*, livre qu'il fit en société avec M. Washington Irving, et qui obtint un grand succès. Plus tard, il publia seul les *Lettres du Midi*, qui renferment d'intéressantes notions sur une partie des Etats-Unis presque inconnues aux voyageurs européens. On doit encore à M. Paulding un ouvrage intitulé : *John Bull et frère Jonathan*, dont l'idée n'est pas très originale, quoique l'exécution en soit remarquable. Dans ses ouvrages en prose, M. Paulding se fait remarquer par un style aisé et vigoureux plus qu'élegant, et il semble avoir emprunté des idées démocratiques de sa patrie un sauvage dédaigné pour les lois de la critique et les exigences du goût. Sa satire est en général plus mordante qu'ingénieuse, et c'est peut-être une des causes pour laquelle il a obtenu en Europe beaucoup moins de célébrité que son ami M. Washington Irving. Comme poète, M. Paulding mérite aussi d'être connu. Son poème intitulé : *La défricheur*, a produit une grande sensation. Les sites de l'Amérique y sont peints avec vérité et chaleur. On sent que c'est d'après nature que ces descriptions ont été faites.

PAULUS (PIERRE), homme d'état, né vers l'année 1750, dans Axel, au nord de la Flandre. Encore étudiant à l'université d'Utrecht, il fit une apologie du stadhouderat, et cet ouvrage, remarquable à quelques égards, a eu plusieurs éditions, quoique l'auteur n'ait pas longtemps persisté dans ces sentiments, moins réfléchis que propres à fournir un thème à un jeune

homme. Il ne termina son droit et ne prit ses degrés à Leyde qu'en 1775, en traitant une question de droit public relative aux liens particuliers de la Flandre avec la Zélande. En 1786, il était à la tête de l'amirauté de la Meuse, lorsque la guerre avec la Grande-Bretagne exigea la réorganisation de la marine qu'avait trop négligé les stadhouders, presque exclusivement occupés de l'armée de terre dans les intérêts de leur ambition. Il était stipulé que les deux flottes, hollandaise et française, partiraient ensemble du Texel ; on ne put se refuser à équiper quarante vaisseaux. Paulus dirigea les travaux de cet armement avec beaucoup d'ordre et d'activité. Mais le stadhouder, revêtu des pouvoirs de grand-amiral, trahissait la France, et la saison de mettre en mer se passa dans l'inaction. Les graves changements opérés en 1787 ayant rendu plus absolue l'autorité du stadhouder, Paulus perdit sa charge dont alors la liberté de ses opinions le fit juger peu digne : il resta dans les loisirs de la vie privée jusqu'à ce que l'usurpation du prince cessât. Cependant il ne voyait pas sans inquiétude les erreurs de son pays abandonné par les ministres français, et livré à d'autres influences. Lorsqu'on le força de s'expatrier, il se rendit à Versailles où il fit entendre ses plaintes avec une franchise devenue inutile, et qui néanmoins lui faisait honneur. Pendant son séjour en France, il en visita plusieurs ports : il remarqua de si grands abus dans cette partie de l'administration, qu'il lui arriva de dire qu'avec ce que les malversations coûtaient au Français, il se chargerait de créer chez eux une marine nouvelle. Sous un autre ordre de choses, en 1795, Paulus assembla les états-provinciaux, il les prit sous le nom de *Représentation provisoire du peuple de Hollande*, et il fit partie du comité de marine, et devint curateur de l'université de Leyde. Il fut aussi choisi pour négocier un traité de paix et d'alliance avec la république française, et ce témoignage lui a été rendu par un excellent juge en de telles matières, qu'il eût été impossible de confier de plus cher intérêts à un meilleur citoyen, à un homme plus habile. « On doit au même publiciste couronné cette autre observation que, vers ce temps, Paulus et Schimmelpenninck firent également honneur à leur pays, et que la France ne pourra les oublier. » L'assemblée, convoquée à la Haye, par Paulus, est-il dit ensuite, « prit pour type le gouvernement et les usages de la France libératrice. La souveraineté du peuple, les droits de l'homme et du citoyen furent proclamés par acclamation ; .... on prononça l'abolition du stadhouderat, on annula le serment de la constitution de 1787. Le 12<sup>e</sup> mars 1796 eut lieu l'ouverture de l'assemblée nationale, dont le célèbre Paulus fut nommé président : mais ce grand citoyen ne jouit pas longtemps de l'éclatante récompense décernée à son patriotisme : le 17 du même mois le peuple, qu'il avait si énergiquement défendu contre le stadhouder, avait ses funérailles. » Ces lignes, très simples d'ailleurs, mais que Napoléon dicta, font une grande impression, en rappelant qu'un peu plus tard les Français, si fortement défendus aussi par lui, tant qu'ils le voulurent, n'ont pas même eu à suivre ses nobles funérailles. C'est à la Haye que Paulus mourut. Sa perte fut vivement sentie dans toute la république qui le regardait comme un de ses appuis les plus fermes. L'assemblée, qui avait pris le titre de *Première convention nationale hollandaise*, décréta que son président avait constamment bien mérité de la patrie, et envoya cette déclaration à sa veuve. Les ouvrages de Paulus sont : 1<sup>o</sup> *Apologie du stadhouderat*, réimprimé en 1775 et 1778 ; 2<sup>o</sup> *De origine, progressu et solutione belli frudalis Flandriam inter et Zelandiam*, Leyde, 1775, in-8<sup>o</sup> ; 3<sup>o</sup> *Commentaire sur l'union d'Utrecht*, 1775, 3 vol. in-8<sup>o</sup>, et 1778, 4 vol. in-8<sup>o</sup>. Le succès de cet ouvrage plaça l'auteur au nombre des grands publicistes. *« On doit qu'à la province de Zelande de posséder un académicien, Leyde, 1775, in-8<sup>o</sup> : 5<sup>o</sup> Mémoire sur l'égalité parmi les hommes ! dans l'idiome néerlandais, Harlem, 1795, in-8<sup>o</sup> ; 4<sup>o</sup> édit., 1795. La Continuation de l'histoire nationale de Wageningen contient, au tome 35, un portrait de Paulus : on le dit ressemblant.*

PAUW (CORNELIS DE), un des modernes écrivains

hollandais les plus célèbres, naquit, en 1739, dans Amsterdam, et était du côté maternel petit-neveu du grand-pensionnaire de Wilt. Ayant perdu de bonne heure son père et sa mère, il fut appelé chez d'autres parents à Liège. Le succès avec lequel il fit ses études engagea le chanoine qui lui en avait procuré la facilité à lui ménager ensuite la protection de quelques académiciens de Göttingue, qui, lui voyant d'heureuses dispositions pour les sciences, le prirent aussi en amitié. Ce fut en partie la reconnaissance qui le fit entrer dans l'état ecclésiastique pour répondre aux vœux de ce chanoine décidé à résigner en sa faveur son bénéfice. Mais de Pauw ne reçut point la prêtrise; à peine était-il sous-diacre que le prince-évêque de Liège le choisit comme négociateur pour la défense de ses intérêts à Berlin, où le démêlé se termina d'autant plus aisément que les lumières du jeune envoyé, ainsi que l'indépendance de son esprit philosophique captivèrent Frédéric II. Désirant même le garder définitivement auprès de lui, le roi le retint six mois de plus à Potsdam, et non content de lui proposer une pension de plus de 1,000 florins, avec un fauteuil académique, il lui offrit des bénéfices, et lui parla de le faire un jour évêque de Breslau. Mais de Pauw craignant sans doute les désagréments auxquels doivent s'attendre des étrangers qu'un caprice royal comble de faveurs, et faiblement séduit par ce qu'il y avait d'aimable dans l'humeur peu constante de Frédéric, se dégoûta d'un séjour que, vers cette époque, Voltaire abusait d'appeler le pays d'Oursie. La modeste expectative du canonice de Xanten, dans le pays de Clèves, lui suffisait. Il a écrit à un ami : Au bout de quelques mois passés à Potsdam, le son du tambour, le bruit continu des armes et ces *édoums* m'inspirèrent tant de mélancolie que j'en perdis le sommeil. Il eut donc le bon esprit de renoncer à des avantages moins solides que précieux, et, se rapprochant de son beau-frère, le baron de Cloots, dont le fils pendant la révolution française porta le nom d'Anacharsis, il se livra, dans sa petite ville de Xanten, à son penchant pour les discussions et les recherches savantes. Il n'avait pas trente ans lorsqu'il publia son ouvrage sur les Américains. Il y faisait preuve d'une grande instruction; mais déjà il s'y montrait plus avide de découvertes plausibles que de vérités bien constatées. Cependant des connaissances aussi étendues dans un âge où on peut encore tant acquérir causèrent quelque surprise, et décidèrent les fondateurs de l'*Encyclopédie* à lui demander plusieurs articles pour le supplément qu'ils préparaient alors. Ainsi d'Alembert et Diderot ne furent pas arrêtés par cette considération qu'une hardiesse presque toujours portée jusqu'au paradoxe convient moins encore dans un livre d'ensemble, comme l'*Encyclopédie*, que dans un ouvrage isolé, où l'auteur est seul garant des conjectures qu'il donne pour des rectifications historiques. Après avoir écrit successivement sur les Égyptiens et les Chinois, puis sur les Grecs, dans le même esprit de critique à la fois lumineuse et très hasardée, de Pauw s'occupa pendant dix ans des anciens Germains. Il se disposait à faire paraître son travail lorsqu'on imprima les premiers volumes de celui de Smith, de Manheim, sur le même sujet. De Pauw voulut d'abord attendre que ce traité fût complet pour voir ce qu'il aurait à retrancher du sien : mais les bouleversements politiques qui survinrent suspendirent tout-à-fait ses occupations, et le plongèrent dans le chagrin en agitant la contrée où jusqu'alors il avait vécu paisible. Au milieu du choc des factions, il s'efforça de rester neutre, dessinât très sage peut-être, mais dont l'exécution a ses périls. Les partisans des idées nouvelles l'avaient vu si jaloux d'innover dans l'histoire qu'ils le croyaient des leurs; mais les adversaires des Français prétendaient qu'en qualité d'ecclésiastique, il serait pour les anciens principes : de part et d'autre, on réclama cet écrivain laborieux, instruit et jouissant de l'estime publique. On voulut le nommer commissaire du gouvernement français dans le pays de Clèves; il refusa, et le directoire en fut blessé, sans que cela ramenât la confiance de la faction ennemie des changements. Mais de Pauw n'avait point pris par calcul le parti de la modération. Simple

dans ses goûts et de mœurs régulières, il souffrait à la vue des désordres, et il avait un tel besoin de tranquillité que quand il n'en espérait plus, il retomba fortement dans le mélancolie dont jadis le tambour de Potsdam lui avait fait éprouver les premières atteintes. Sa santé en fut altérée sans retour; il mourut à Xanten, le 7 juillet 1799. Peu de temps avant sa mort, son extrême découragement l'avait porté à brûler tous ses manuscrits : ainsi disparut son grand ouvrage sur les Germains. D'après l'objet de cet écrit, on peut conjecturer que l'auteur, ne s'enfonçant plus dans des temps ou des lieux aussi reculés, et moins tenté dès lors de faire prévaloir des opinions poussées jusqu'à la singularité, s'y serait montré, avec tous ses avantages, aussi savant, mais plus scrupuleux, libre avec peu d'écarts, et neuf sans bizarrerie. Son style, en général, n'est pas sans mérite, bien qu'on n'en puisse vanter la justesse ou la concision. Il écrivait en français comme souvent on le faisait hors des frontières; mais cette étrangeté même et cette sorte de redondance lui laissent un mouvement entraînant, parce que chez lui les choses sont au-dessus de l'art de les dire : il devint presque éloquent à force de sagacité ou par l'effet de sa propre persuasion. Cette lecture convient surtout à des esprits judicieux et fermes, qui, au lieu de s'égarer dans des investigations semblables, s'y exerceront seulement : il y a toujours quelque chose de vrai à saisir dans les erreurs d'un homme qui réunit la pénétration et la bonne foi. Ses idées sur les Américains, en excitant une vive curiosité, avaient été aussitôt combattues : on le critiquait sans ménagement, mais on le lisait dans l'Europe. On lui reprochait de tout plier à son système, d'altérer même le sens des passages qu'il citait, et généralement de multiplier des assertions trop tranchantes. Ce fut pis encore lorsqu'il fit, avec autant de témérité, des incursions en Orient. Il eut alors de célèbres antagonistes, tels que de Guignes et Voltaire, soit au sujet de l'Égypte, soit relativement à la Chine ancienne. Quant aux Chinois modernes, il était trop facile de refuter un homme qui, n'ayant jamais vu leur pays, ignorant entièrement leur langue, et paraissant même n'avoir consulté en aucune façon leur histoire authentique ou leurs principaux ouvrages, voulait combattre des missionnaires qui, après trente ans de séjour dans cet empire, si différent de nos contrées, y avaient pris une grande connaissance de la langue, de la littérature, de la topographie et des usages. On répondit de Pékin à cent cinquante assertions du chanoine de Xanten, et le plus souvent d'une manière si évidemment victorieuse qu'on parut bien en droit de dire en finissant : Ainsi nous démontrons que la critique européenne n'a pas même acquis une notion première de ce qu'il eût fallu savoir pour aborder ces questions. » (Foyes, au tome II de la collection de *Mémoires concernant les Chinois*). Dans plusieurs circonstances, la perspicacité ou la supériorité d'esprit peuvent suppléer à une patiente érudition; mais l'art de deviner, en histoire ou en statistique, ne va pas jusqu'à renverser par de simples suppositions, quelque ingénieuse qu'elles puissent être, d'innombrables monuments de tout genre, et à substituer au plus vieux, au plus populeux des empires, une Chine barbare, ignorante, inculte et déserte. De Pauw a disserté plus convenablement sur les Grecs, parce qu'il s'agissait d'une civilisation moins étrangère à celle de l'Occident, et sur laquelle il y avait bien des préventions à détruire. Le doute qui suit longtemps suspendre le jugement est l'auxiliaire de la vérité : quant à ce genre de scepticisme, qui, après une étude très superficielle, rejette expressément ce dont l'explication offre quelque difficulté, on peut, comme l'a fait de Pauw, le présenter sous une forme piquante, mais on ne l'accrédite pas chez les bons esprits. Peut-être aussi de Pauw eût-il été plus circonspect à l'égard de l'Égypte s'il avait pu juger des vieux siècles du Nil par les débris que l'expédition française a fait mieux connaître depuis. Mais personne ne s'est élevé avec plus de force contre l'idée, bien singulière en effet, de peupler l'Asie orientale par les Égyptiens, qui ne colonisaient guère et qui naviguaient inoins encore, et de les donner pour ancêtres aux Chinois, si anciens

eux-mêmes, et dont les traditions n'offrent rien de semblable. Il a observé, dans le même ouvrage, que la grande épidémie du milieu du quatorzième siècle paraissait avoir commencé dans le midi de la Chine. Peu différente du choléra, dont on suit maintenant les traces, de Tchéran jusqu'aux îles Britanniques, mais plus désastreuse, cette contagion aurait ainsi traversé tout l'ancien monde jusqu'au Rhin, sans changer beaucoup de latitude, et en étendant principalement ses ravages au nord des grandes montagnes. Les trois principaux ouvrages de cet écrivain sont : 1° *Recherches philosophiques sur les Américains*, Berlin, 1768 et 1769, 2 vol. in-8°. En 1770 parut une réponse à don Ponce : ce morceau important, dans lequel l'abbé de Pauw soutient son opinion que les Américains sont une race dégénérée, fut joint ensuite à la nouvelle édition, revue, des *Recherches*, Cleyve, 1772, 3 vol. in-8°. 2° *Recherches sur les Égyptiens et les Chinois*, Berlin, 1774, 2 vol. in-8°. 3° *Recherches sur les Grecs*, Berlin, 1788, 2 vol. in-8°. Les *Recherches sur les Germains* n'ont pas été seules perdus. De Pauw avait fait, en trois chants, un poème didactique, dont la langue française était le sujet, et dont un fragment communiqué par l'auteur a fait regarder ce poème comme devant ajouter à sa réputation. Le *Supplément de l'Encyclopédie* et le tome 1<sup>er</sup> du *Recueil des antiquités*, de Camus, contiennent plusieurs dissertations de cet auteur. Dans l'édition de ces trois principaux ouvrages, Paris, 1788, 7 vol. in-8°, on a réimprimé à tort le traité sur les Américains, d'après l'édition incomplète de Berlin. En 1798 a paru à Londres, en un volume in-8°, un extrait de Corneille de Pauw, sous ce titre : *Selections from M. Pauw*, etc.

PAYKULL (GUSTAVE, baron de), célèbre naturaliste, naquit le 21 août 1767, à Stockholm. Le jeune Paykull passa les premières années de sa vie dans une propriété près d'Upsal, nommée Hælsjö, où le grand Linnée venait souvent faire ses excursions botaniques. Cette circonstance contribua surtout à lui inspirer le goût de l'histoire naturelle qu'il étudia dès lors avec beaucoup de succès ; mais son zèle pour cette science ne l'empêcha point cependant de s'occuper de littérature, et son talent pour la poésie se fit remarquer de bonne heure. Entre en 1779 au département des affaires étrangères, il fut nommé en 1794 premier secrétaire du roi, et deux ans après conseiller de la chancellerie. Ne pouvant dans ces diverses fonctions se livrer à l'histoire naturelle, son occupation favorite, il se décida à entreprendre plusieurs voyages dans les différentes provinces de la Suède et dans quelques pays étrangers. Au milieu de ses travaux dans l'histoire naturelle, Paykull ne négligea point la poésie, et donna, presque sans laisser écouler d'intervalle entre chacune de ses productions, les traductions d'Anacréon, de Sapho, de Bion et de Moschos ; une foule de petites pièces de vers et d'épigrammes ; les tragédies de *Virgine* et de *Donald*, et la comédie intitulée : *Ordensurmen*, qui, mal comprise, fut défendue sur la scène suédoise. Paykull entreprit, en 1802, un autre voyage dans les pays étrangers, et visita l'Allemagne, la Hollande et la France. Il puisa dans les riches musées de ces divers pays beaucoup de connaissances, et rapporta un grand nombre de productions naturelles des côtes de la Méditerranée. Il se rendit ensuite à Saint-Petersbourg, où l'empereur l'accueillit avec beaucoup de bienveillance. On put se faire une idée de son mérite et de la renommée qu'il avait acquise par le grand nombre de sociétés savantes qui l'eurent admis parmi leurs membres : ce sont presque toutes celles de l'Europe et quelques unes de l'Amérique. L'académie de Stockholm le comptait au nombre de ses membres depuis 1791. Ses talents distingués ne devaient pas rester sans récompense de la part de son pays. Il fut en 1803 décoré de l'ordre de l'étoile polaire, en 1816 nommé maréchal de la cour, et trois ans après nommé baron. Outre divers traités qu'il a fait insérer dans les *Mémoires de l'académie des sciences de Stockholm*, il a aussi publié quelques monographies sur les genres de coléoptères suédois, lesquelles renferment un grand nombre d'espèces difficiles à discerner, et qui jusqu'alors n'avaient pas été classées,

comme les suivants : *staphytini*, *carabi*, *curculionides*, etc. Il fit paraître ensuite trois volumes de sa *Fauna suecica*, qui contiennent des descriptions exactes des coléoptères de la Suède. Le dernier et aussi le plus complet des ouvrages du baron Paykull est sa *Monographia histuridum*, qui contient non seulement les espèces suédoises, mais aussi celles étrangères, ouvrage qui renferme beaucoup de détails précieux et des planches exactes sur chaque espèce. Paykull, déjà âgé, sentant ses forces s'affaiblir, offrit à l'État les vastes collections d'objets d'art et d'histoire naturelle qu'il avait réunies pour en former un musée ; elles se trouvent maintenant dans le local de l'académie des sciences. Il mourut le 28 janvier 1836, regardé comme un des hommes les plus savants de son temps. Plusieurs naturalistes ont rendu imprévisible le nom de Paykull en le donnant à diverses espèces d'animaux connus sous les noms de *rallus Paykullii*, *sceloporus Paykullii*, *fortrix Paykulliana*, *avicia Paykulliana* et *amargus Paykullii*. Ses principaux ouvrages sont, outre ceux que nous avons déjà mentionnés, dans la poésie : 1° *Ode sur la mort de Folio* ; 2° *Conseil aux jeunes poètes* ; 3° *Épître à son ami* ; 4° *Ode sur la calamité du génie* ; 5° *Épître à S. E. le comte Creutz à son retour en Suède* ; *Stanzas à une dame à l'occasion de la mort de son perroquet* ; dans l'histoire naturelle : 1° *Monographia staphylidarum*, Upsal, 1789 ; 2° *Monographia caraborum Suecicorum*, Upsal, 1790 ; 3° *Monographia curculionum Suecicorum*, Upsal, 1793 ; 4° *Fauna suecica, insecta*, tome I-III, 1778-1800 ; 5° *Catalogus Insectorum quos desiderant in museo*, Upsal, 1803 ; 6° *Catalogus arum quas la mona non serrat*, Upsal, 1817. Outre ceux-ci se trouvent plusieurs mémoires parmi ceux de l'académie des sciences de Stockholm.

PAYS-BAS. Voyez GUYLLAUME-PATRICK (roi des). PEDRO (ANTONIO-JOSEPH-D'ALCANTARA, dñe), empereur du Brésil, fils aîné du roi Jean VI et de Charlotte-Joachim, son épouse, naquit à Lisbonne, le 12 octobre 1798. Il accompagna son père au Brésil en novembre 1807, lorsque celui-ci quitta le Portugal à l'approche de l'armée française. L'éducation de don Pedro fut entièrement négligée, mais la nature supplée en partie au défaut d'instruction, et, dès sa première jeunesse, le prince montra les plus heureuses dispositions. Il est parvenu, presque sans maître, à jouer de plusieurs instruments et à composer de la musique, il fait aussi des vers. Toutefois, il faut l'avouer, ces talents ne sont qu'ébauchés, et il n'exceller véritablement que dans les exercices du corps : il est bon écuyer, et conduit un char avec hardiesse et dextérité. Élevé par des courtisans et des esclaves, il a donné un libre cours à toutes ses passions, et il ne s'est pas étouffé à la fois dans sa jeunesse une conduite à bien des égards répréhensible, et qu'il s'est probablement reprochée lui-même plus d'une fois. Tenons-lui compte de ce qu'il a fait de bien, en dépit des mauvais exemples, des mauvais conseillers, des penchants naturels à tout prince élevé dans les manières du despotisme, et habitués dès ses premiers ans à commander et à être obéi. Le premier acte important de sa vie politique fut la part qu'il prit à l'acceptation par le roi son père des bases de la constitution que les Portugais avaient décrétée lors de la révolution de 1820. Aussitôt que la nouvelle de cet événement arriva à Rio-Janeiro, le prince conçut le projet d'en profiter pour parvenir à la puissance souveraine, et vint même de son père. Il jugea avec raison qu'un des membres de la famille devant nécessairement rester au Brésil, si le roi se rendait en Portugal, c'était lui qui commanderait en Amérique pendant que son père serait aux prises avec les cortès à Lisbonne. Le premier projet suggéré à Jean VI par plusieurs de ses conseillers qui, se trouvant liés à Rio-Janeiro, voulaient y rester, fut d'envoyer son fils aîné en Portugal muni des pouvoirs les plus étendus. Ce parti était le plus sage, mais il déplut également à Jean VI et au prince. Inévitablement, il fut résolu que don Pedro resterait au Brésil, investi du pouvoir suprême, et assisté d'un conseil ; mais une autorité limitée n'était point du goût du jeune ambitieux, et convenait encore moins au jeune

des Arco, celui des seigneurs de la cour qui avait alors le plus d'ascendant sur le prince, et qui, étant désigné pour premier ministre, se croyait assuré de gouverner le Brésil sous le nom de don Pedro. Cependant la mesure proposée était très populaire, et avait même été provoquée par les électeurs de la capitale et de la province réunis alors en collège électoral à Rio-Janeiro pour choisir les députés qui devaient aller siéger aux cortes de Portugal. Au moment où Jean VI avec ses ministres s'occupait à rédiger les instructions d'après lesquelles son fils devait administrer le pays en l'absence du roi, le prince parut devant lui, se plaignit avec force de l'esprit démagogique de l'assemblée des électeurs, et déclara qu'il fallait la dissoudre par la force, si les membres refusaient de se séparer à la première sommation. Jean VI, toujours facile à intimider, accorda tout ce que son fils voulut, et don Pedro qui l'avait décidé peu de jours auparavant à proclamer la constitution future du Portugal, devint l'arbitre des destinées du Brésil. S'étant mis à la tête des troupes sur lesquelles il avait acquis beaucoup d'influence, il marcha vers la bourse, où se tenait l'assemblée des électeurs, l'entoura, et, après les avoir sommés d'évacuer la salle, il en fit enfoncer les portes, la troupe fit un décharge de mousqueterie qui tua un individu et en blessa plusieurs; d'autres s'échappèrent en sautant par les fenêtres basses de l'édifice. Toute la ville fut plongée dans la consternation par un événement aussi inattendu, arrivé au milieu de la nuit. Le prince resta donc en possession du Brésil par le départ de son père qui, pénétrant ses vues ambitieuses, et n'oubliant pas les intérêts de la famille, lui tint ce propos mémorable : « Mon fils, conserve le Brésil attaché à la couronne de Portugal tant que tu le pourras, mais si la chose devient impossible, conserve-le pour toi-même. » Don Pedro se montra d'abord docile aux décrets des cortes, et ne cessa de protester dans plusieurs lettres de sa fidélité au roi son père et au congrès national; mais aussitôt qu'il aperçut qu'on se défiait de lui, et surtout quand il apprit que les cortes avaient décrété son retour en Europe, et qu'un gouvernement nommé par elles gouvernerait le Brésil pendant son absence, il résolut de profiter des dispositions hostiles des Brésiliens contre les Portugais d'Europe pour se déclarer souverain indépendant. A cette époque, quelques décrets intempestifs des cortes relativement au Brésil ayant irrité les esprits, la famille des Andrada, une des plus influentes par ses lumières, et des plus ambitieuses, opéra un mouvement dans la province de Saint-Paul, et fournit au prince un prétexte plausible pour placer la couronne sur sa tête, tout en ayant l'apparence de céder au vœu national. D'abord sous le titre de défenseur perpétuel, et ensuite d'empereur du Brésil, il se déclara indépendant du Portugal, et prit ses mesures pour résister aux forces de la métropole. La ville de Bahia refusa de le reconnaître, ainsi que la garnison portugaise de Monte-Video, et les provinces de Para et Maragnon. Les troupes portugaises à Rio-Janeiro restèrent fidèles à la mère-patrie; mais, très inférieures en nombre à celles du pays, elles furent désarmées et renvoyées en Portugal. Don Pedro, en cette occasion, se laissa égarer par la colère, et fit fustiger publiquement les soldats qui avaient osé lui résister. On assure même qu'il prit les verges des mains des caporaux qui infligeaient ce châtiment inique, et qu'il frappa de sa propre main ces hommes dont la fidélité à leur pays et à leur roi était le seul crime. Sur ces entrefaites, les cortes de Portugal commirent une faute inexcusable, en déclarant la guerre au Brésil. On y envoya des expéditions et des troupes pour défendre Bahia et les autres provinces restées fidèles, et pour soumettre celles qui avaient reconnu l'autorité du nouvel empereur. Cette entreprise n'aurait pas été au-dessus de leurs forces si Jean VI avait été de bonne foi; mais ce roi, qui s'était laissé conduire par les cortes dans tout ce qui concernait le gouvernement du Portugal, dès qu'il fut question d'employer la force contre son fils, adopta un système dont l'abus était d'entraver toutes les mesures prises par les

cortes relativement au Brésil. Peut-être comptait-il sur la fidélité de don Pedro; mais, dans ce cas, il eût été plus noble et plus sage de se prononcer ouvertement contre la guerre. Quoiqu'il en soit, il n'employa que la ruse, et donna des ordres secrets aux divers commandants de mer et de terre qui firent avorter toutes les expéditions préparées contre le Brésil, et forcerent enfin les troupes portugaises à Bahia de capituler faute de vivres. Cependant l'escadre portugaise dans ces parages, très supérieure en vaisseaux et en équipages à la marine improvisée du Brésil, organisée par lord Cochrane, aurait pu non seulement ravitailler Bahia, mais encore battre l'escadre brésilienne et bloquer Rio-Janeiro. On avait eu soin de changer l'amiral portugais. Celui à qui on donna le commandement avait reçu l'ordre secret d'éviter tout combat, et par conséquent de sacrifier la cause nationale. Pendant que les hostilités continuaient et que les navires portugais devenaient la proie des corsaires sous pavillon brésilien, les négociants portugais résidents au Brésil étaient impitoyablement pillés, leurs biens séquestrés, et plusieurs n'avaient échappé à la mort qu'en se sauvant avec leurs familles dans les bois. La conduite des Brésiliens en cette occasion fut injuste et atroce: le pillage a été le mobile de tous les mouvements populaires dirigés contre les Portugais, à Pernambuco, à Bahia, et dans les autres villes, alors et depuis. Tandis que le nouvel empereur triomphait sans beaucoup de peine des Portugais trahis par leurs chefs, il convoquait les députés nationaux pour rédiger une constitution; ils se réunirent, en effet, à Rio-Janeiro, et ils avaient déjà dans leurs travaux lorsque l'empereur, mécontent du ton républicain que prenait cette assemblée, et redoutant l'influence de Joseph Bonifacio de Andrada, alors ministre d'état, et de ses frères, qui voulaient égarer des emplois et même chasser du pays tous les Portugais d'Europe, prit la résolution de dissoudre le congrès, en promettant de donner lui-même une constitution libérale aux Brésiliens. Cet acte arbitraire souleva les Portugais résidents au Brésil, parmi lesquels se trouvaient les plus fermes soutiens de don Pedro, et les plus favorables au système monarchique. Il fut rendu nécessaire par l'insolence de l'assemblée qui avait cherché à usurper les pouvoirs exécutif et judiciaire, et peut être excusé comme mesure révolutionnaire et urgente; car, à cette époque, il n'y avait au Brésil que des autorités de fait à la tête d'un peuple en état d'insurrection contre la métropole, et l'empereur devait être considéré comme chef des Brésiliens. Don Pedro fit cesser sur-le-champ les persécutions contre les Portugais, et s'entoura d'un grand nombre de ses compatriotes au grand déplaisir des créoles brésiliens. La ville de Pernambuco, toujours turbulente, se souleva encore une fois, et proclama la république; elle soutint même un premier blocus, mais lord Cochrane, ayant été envoyé avec des forces suffisantes par l'empereur, réduisit bientôt la place. Quelques chefs parvinrent à s'échapper, d'autres furent exécutés, et le plus grand nombre, après un long emprisonnement, furent mis en liberté. Des l'année 1824, les États-Unis reconnurent don Pedro comme empereur du Brésil; aucune autre puissance ne suivit cet exemple, et toutes attendirent que l'indépendance du nouvel empire eût été reconnue par le roi Jean VI. Cela éprouva des difficultés, même après la contre-révolution de 1823 qui renversa la constitution en Portugal et rétablit le pouvoir absolu du roi. Le nouveau ministère nommé par Jean VI fit d'abord mine d'armer une forte expédition pour soumettre le Brésil. Le comte de Suberra (Pamplona), qui était très opposé à l'indépendance, écrivit confidentiellement à José Bonifacio de Andrada pour l'engager à faire rentrer le Brésil sous la domination du roi absolu de Portugal. Pamplona eut la simplicité de croire que les Brésiliens ne s'étaient insurgés que pour aider les absolutistes portugais à renverser la constitution. Cette lettre reçut une réponse défavorable, et les deux pièces furent publiées dans les journaux de Rio-Janeiro. Les commissaires envoyés en même temps par Jean VI à son fils ne furent point admis à traiter. Les choses en étaient là lorsque le cabinet de Saint-James, qui tenait à



cœur de faire reconnaître par celui de Lisbonne l'indépendance du Brésil, envoya à cet effet sir W. A. Court en Portugal. Ce diplomate obtint de Jean VI qu'il changerait son ministère et donnerait des pleins pouvoirs à sir Charles Stuart pour traiter avec don Pedro cette importante affaire. Celui-ci se rendit, en effet, à Rio-Janeiro, conclut un traité par lequel Jean VI reconnaissait le Brésil comme un état indépendant et son fils comme empereur, se réservant seulement le même titre pour lui. On y ajouta quelques stipulations relatives aux indemnités à accorder aux citoyens des deux pays pour les dommages des pertes qu'ils avaient éprouvées pendant la guerre, et l'empereur don Pedro se chargea d'acquitter le dernier emprunt d'un million et demi de livres sterling que Jean VI venait de contracter à Londres après la chute de la constitution. On fut très surpris de ne voir dans le traité aucune stipulation relative à la succession au trône de Portugal, car don Pedro ayant publiquement renoncé à cette couronne, il semblait indispensable de régler d'une manière précise l'ordre de succession, afin de conserver pour l'avenir les deux monarchies séparées. Bientôt don Pedro fut reconnu empereur par toutes les puissances, et Jean VI étant mort en mars 1826, il fut également reconnu roi de Portugal et des Algarves par la nation portugaise et par tous les gouvernements étrangers, celui de l'Espagne seul excepté, qui éleva quelques difficultés. Le premier usage qu'il fit de son autorité est le plus beau trait de sa vie, et efface les torts qu'il avait eus envers la nation portugaise. Forcé de céder aux vœux fortement exprimés des Brésiliens, il avait commencé par faire rédiger en 1824, par son conseil, une constitution fondée sur le principe représentatif, et combinée de manière à donner beaucoup de prépondérance à l'élément démocratique et électif. Un sénat et une chambre de députés, également électifs, formaient avec l'empereur le gouvernement de l'état. La souveraineté était déclarée résider conjointement dans la nation et dans l'empereur réunissant en sa personne le pouvoir exécutif et le pouvoir modérateur. Cette constitution, offerte à l'acceptation des citoyens, obtint l'assentiment général; mais elle resta longtemps sans exécution: ce n'est qu'en 1826 qu'elle fut promulguée, et que le premier congrès s'assembla. La mort de Jean VI étant survenue, don Pedro comprit qu'il ne pouvait faire oublier sa conduite envers la nation portugaise, ni espérer de voir son autorité reconnue dans le pays de ses ancêtres, qu'en faisant jouir les Portugais des mêmes avantages qu'il venait d'accorder aux Brésiliens. C'est pourquoi il s'empressa de donner une charte constitutionnelle au Portugal, calquée en partie sur celle du Brésil et sur la constitution des cortès de 1822, mais beaucoup plus aristocratique, et ayant deux chambres, dont une de pairs composée des grands, des évêques et archevêques du royaume. Il accorda, en même temps, une amnistie générale pour tous crimes et délits politiques, confirma sa sœur Isabelle-Marie dans la régence du Portugal, nomma les pairs, et, par un acte du 3 mai 1826, il abdiqua la couronne de Portugal en faveur de sa fille dona Maria da Gloria, à condition que serment serait prêté à la charte en Portugal, et que l'enfant don Miguel, son frère, épouserait la future reine et consumerait son mariage. Cette dernière clause exigeant plusieurs années pour son exécution, attendu l'âge peu avancé de dona Maria, née le 13 avril 1819, don Pedro s'était ainsi ménagé le droit de conserver le titre et les fonctions de roi de Portugal; soit en qualité de chef de ce royaume, soit comme tuteur de sa fille. D'un côté, il sentait la nécessité de convaincre les Brésiliens de sa détermination de ne régner que sur eux, et de renoncer en définitive au Portugal, d'autre la renonciation à la couronne du Brésil faisait craindre aux Brésiliens pour leur propre liberté: mais en faisant cette concession à ses sujets d'Amérique, et en cedant également aux vœux de l'Angleterre et de l'Autriche, don Pedro se montrait adroit et prévoyant, en abandonnant point ses droits ultérieurs sur le Portugal. La constitution portée à Lisbonne par sir Charles Stuart fut reçue avec enthousiasme par la grande majorité de la nation: mais le parti ennemi des insti-

tutions libérales, et intéressé à prolonger les abus dont profitaient les classes privilégiées, les ecclésiastiques et les moines, résolut de renverser l'œuvre de don Pedro et de placer son frère sur le trône. Les absolutistes ayant la reine Charlotte à leur tête, et appuyés par la cour d'Espagne, levèrent l'étendard de la révolte, et l'on vit les rebelles qui avaient cherché en 1823 à rétablir le despotisme, conspirer de nouvelles armes à la main contre la liberté. Le marquis de Chaves et les autres membres de la famille Silveira, ainsi que plusieurs généraux et officiers supérieurs, après avoir réuni quelques régiments et des paysans de Trás-os-Montes, parvinrent à s'emparer de toute la province; ils pénétrèrent ensuite fort avant dans celle de Beira, et menacèrent même la ville de Porto; mais à peine la régente eut-elle réuni quelques troupes fidèles à la constitution, les insurgés firent culbutes sur tous les points, et ne firent nulle part. Ils firent de nouvelles tentatives dans presque toutes les provinces du royaume; mais battus partout, ils furent enfin forcés de se réfugier en Espagne. Accueillis et pourvus d'argent et de munitions par les agents du gouvernement espagnol, ils reparurent trois fois sur le sol portugais: mais toujours repoussés, ils renouèrent leurs projets, et la reine douairière et ses conseillers se virent contraints de changer de batterie. Sur ces entrefaites, l'Angleterre envoya un corps de troupes au secours du Portugal à la fin de 1826, ce qui força le cabinet de Madrid à ne plus favoriser ouvertement les révoltes portugaises réfugiées en Espagne. Le parti de la reine résolut donc d'attendre l'arrivée de don Miguel à Lisbonne pour le faire proclamer roi absolu. Ce parti, conseillé et secondé par les cabinets de Vienne et de Saint James, mit tout en œuvre pour obtenir que don Miguel, retenu à Vienne depuis 1824, revint en Portugal, en qualité de régent, et sir W. A. Court, ambassadeur d'Angleterre à Lisbonne, appuya cette prétention directement contraire à la charte qui exclut de la régence du royaume et de toutes fonctions politiques le mari de la reine mineure, auquel il n'est même permis de prendre le titre de roi, qu'après avoir eus enfant de la reine, son épouse. En attendant le succès de cette intrigue, la faction libératrice s'empara de l'esprit de la régente, et entrava les travaux des cortès de manière à empêcher la consolidation du nouvel ordre de choses. La chambre des pairs, dont la très grande majorité appartenait au parti de la reine, rejeta toutes les lois votées par la chambre des députés, méconnaissant en plus d'une occasion l'autorité de don Pedro, et refusa même d'admettre quelques pairs nommés par lui depuis la convocation des chambres. Pendant que ceci se passait en Portugal, don Pedro ordonnait à son frère de se rendre au Brésil, sur un vaisseau de ligne qu'il envoyait à Brest pour l'y transporter; mais don Miguel refusa d'obéir et persista dans son refus. Don Pedro n'avait pas encore reçu la nouvelle du second refus de son frère, lorsqu'il apprit la maladie de la régente qu'on lui représenta à dessein comme très grave et même mortelle. N'osant quitter le Brésil, qu'il avait imprudemment engagé dans une guerre minime, dont l'objet était la possession de Monte-Video et de la rive orientale de la Plata, il prit une résolution vraiment extraordinaire, et dont il est difficile de pénétrer les véritables motifs. Il nomma don Miguel régent du Portugal et son lieutenant-général en ce royaume, qu'il lava ainsi à un frère dont il connaissait parfaitement le caractère, et dont les passions s'étaient déjà déclarées ouvertement contre don Pedro. Ils avaient soutenu, dans une foule d'écrits publiés en France et ailleurs, que l'empereur du Brésil avait perdu tous ses droits au trône du Portugal, et n'était par conséquent pu donner une constitution aux Portugais. Avant de savoir comment se conduirait don Miguel en sa nouvelle qualité de régent, et avant d'apprendre l'arrivée de l'enfant à Lisbonne, don Pedro, cedant aux sollicitations des cabinets étrangers, publia un acte d'abdication pure et simple en faveur de sa fille dona Maria, sans y ajouter la moindre clause sur la manière dont le royaume serait gouverné jusqu'à la majorité de cette princesse. Il ne prit aucune mesure pour assurer le trône à sa fille, et maintint la charte

dans le cas où don Miguel chercherait à usurper la couronne et à renverser la constitution. Il paraît avoir cédé aveuglément aux conseils de la cour d'Autriche et du cabinet anglais. Ce que tout le monde avait prévu arriva : don Miguel à peine de retour à Lisbonne, ne cacha point ses vues. Des gens de la populace, quelques vils mercenaires et des moines le saluèrent roi absolu, et, après s'être fait adresser par la plupart des municipalités du royaume des requêtes dans lesquelles on le suppliait de se faire proclamer roi, il contrefit illégalement les anciennes cortès du royaume. Cet acte de rébellion ouverte contre son frère fut suivi des mesures les plus révoltantes contre tous les gens de bien, qui furent, par milliers, plongés dans des cachots, et quelques uns assassinés ou déportés. Cependant les cours étrangères, quoique favorables à don Miguel, se virent dans la nécessité de désapprouver sa résolution trop précipitée de se faire déclarer roi, et cessèrent toute communication diplomatique avec lui. La ville de Porto et sa garnison se soulevèrent le 16 mai 1828, et bientôt presque la moitié de l'armée et une grande partie des habitants des provinces se joignirent aux patriotes constitutionnels fidèles au roi et à la charte. La chute du tyran paraissait assurée; mais le manque d'un chef habile, et l'hésitation des hommes irréconciliables qui se trouvèrent placés à la tête des patriotes, fit échouer cette noble tentative. L'arrivée du marquis de Palmella de Londres, où il était ambassadeur de Portugal, porta le dernier coup à la cause de la liberté. Cet homme, dépourvu de talents militaires, mais doué d'ambition, n'avait quitté Londres que dans la persuasion que la cause de la reine avait triomphé en Portugal, et pour s'emparer de la direction du gouvernement, afin qu'il ne tombât pas entre les mains des constitutionnels. Des qu'il vit que l'armée patriote, au lieu d'avoir poussé jusqu'à Lisbonne, s'était réfugiée sur Porto, il s'embarqua avec ses collègues pour l'Angleterre, et abandonna l'armée à son sort. L'insurrection de Porto ayant à son échoué, don Miguel redoubla de cruauté; il fit périr de nombreuses victimes sur l'échafaud, remplit les cachots de milliers de citoyens les plus respectables, et en déporta un grand nombre dans les possessions portugaises d'Afrique. Sur ces entrefaites, don Pedro avait envoyé sa fille dona Maria en Europe, et elle devait aller résider à Vienne jusqu'à l'époque où son mariage avec son oncle don Miguel pourrait s'effectuer. Arrivée à Gibraltar, sous la garde du marquis de Barbacena (Féliberto Caldeira Brand), mais arrêtée par la nouvelle de la rébellion de don Miguel, elle fut conduite en Angleterre, d'où, après un an de séjour, elle retourna à Rio-Janeiro. Des personnes au fait des intrigues de la cour du Brésil pensent que don Pedro agissait d'accord avec son frère, et d'après les conseils des ministres d'Autriche, d'Angleterre et de Charles X., à Rio-Janeiro. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'après avoir appris la rébellion de don Miguel, il n'annula par aucun acte public et authentique le mariage de dona Maria avec l'usurpateur, tandis qu'il est au contraire avéré qu'il a formellement consenti à plusieurs reprises à ce mariage. Il paraît même certain que le marquis de Santo-Amaro José Egídio, ancien secrétaire intime et favori de Jean VI, est venu en Europe, en 1830, pour arranger cette affaire avec les cabinets de Saint-James, des Tuileries et de Vienne, qui n'attendaient que le consentement exprès de don Pedro pour reconnaître don Miguel comme roi de Portugal. La révolution qui renversa le trône des Bourbons, à la fin de juillet 1830, a seule fait échouer ce projet, le marquis de Santo-Amaro n'ayant pas osé consommer cette œuvre d'iniquité après la chute de Charles X. Il y a donc de fortes raisons de croire que l'établissement du pouvoir absolu en Portugal n'a point dépendu de don Pedro. On assure même qu'en apprenant la dissolution des cortès de ce royaume, et l'abolition de la constitution par don Miguel, il s'écria : « Il a bien fait, n'est-ce pas ? » bonne leçon donnée aux jacobins portugais. « Cela ne doit pas vous étonner, car don Pedro, détesté par le parti républicain, au Brésil, a cru devoir appuyer son autorité sur les Portugais, naturalisés Brésiliens, qui lui étaient dévoués, et qui pour la plupart étaient par-

tisans de la monarchie absolue. Par la même raison, il pensait que le Portugal esclave serait pour lui un allié bien plus sûr, que s'il était régi par une constitution. Il s'est doublement trompé; les Portugais absolutistes du Brésil n'ont fait qu'irriter les Brésiliens, et hâter la chute de don Pedro, tandis que l'usurpation de don Miguel a enlevé à son frère tout l'appui qu'il aurait infailliblement trouvé dans les Portugais constitutionnels. Les chefs des mécontents au Brésil, connurent si bien l'effet que devait produire le triomphe de don Miguel, qu'ils refusèrent à l'empereur tous les moyens de chasser le tyran, et de mettre dona Maria sur le trône. Les grandes richesses amassées par don Pedro auraient suffi pour cela. Sans toucher même à son trésor particulier, il eût pu facilement renverser l'usurpateur, en employant à une expédition les sommes considérables envoyées en Europe depuis trois ans pour soutenir la garnison de Terceira, et secourir les réfugiés portugais en Angleterre, en France et en Belgique. Cet argent était une partie des sommes dues par le gouvernement brésilien au Portugal, d'après les stipulations du traité fait entre Jean VI et son fils. Des millions ont été gaspillés par les agents de la cour du Brésil à Londres, en pure perte pour la cause de dona Maria et de la constitution, mais au profit d'une poignée d'hommes avides et immoraux qui nageaient dans l'opulence, tandis que des milliers de réfugiés manquaient de pain. Sans la générosité de la France, plusieurs centaines d'émigrés portugais qui sont venus y chercher un asile, y auraient péri de misère. Don Pedro n'a donc rien fait ni en faveur de sa fille, ni en faveur de la partie saine de la nation portugaise, fidèle à la charte qu'il lui avait donnée. Le choix des membres de la régence établie au nom de dona Maria à l'île Terceira, et d'autres agents, a été des plus mauvais; il est tombé sur des hommes incapables ou généralement méprisés. L'ex-empereur a même commis à cet égard une faute irréparable, en agissant comme s'il était encore roi de Portugal, royaume auquel il n'avait plus aucun droit depuis la renonciation complète et sans restriction, qu'il fit en date du 3 mars 1828. La qualité de père ne lui donnait pas même celle de tuteur de la reine de Portugal, la constitution ayant pourvu à la tutelle du roi mineur, aussi bien qu'à la régence pendant les minorités. Le seul moyen légal d'établir une régence provisoire était de la faire nommer à Terceira, par les Portugais constitutionnels réunis dans cette île. Don Pedro en la reconnaissant, lui aurait donné une sanction suffisante vis-à-vis les autres gouvernements. Il pouvait être le protecteur, l'allié de la jeune reine; mais non pas régir le Portugal au nom de dona Maria. Malheureusement don Pedro voyant son autorité chancelante au Brésil, et cherchant quelque appui contre ses turbulents sujets, ne fut que porter à prêter l'oreille aux conseils perfides et aux insidieuses promesses des cabinets ligues contre la liberté des peuples, et surtout contre celle du Portugal et de l'Espagne. Ils lui offrirent de lui garantir sa couronne contre toute tentative des républicains, et Charles X., assure-t-on, lui promit l'appui d'une escadre pour l'aider à faire un coup d'état contre la constitution brésilienne. On y mettait pour seule condition, de consentir au mariage de dona Maria avec don Miguel, afin que leurs droits ne trouvant confondus par cette union, l'usurpateur pût regner sans porter préjudice au dogme de la légitimité. Don Pedro, après avoir tergiversé, soucrivit en définitive à cet arrangement qui livrait les Portugais aux caprices d'un usurpateur. Après avoir pris ce parti, il songea à exécuter le coup d'état qui lui fut conseillé par M. de Polignac et le ministre d'Autriche; mais la nouvelle de la révolution de juillet, en 1830, arriva à Rio-Janeiro assez à temps pour faire avorter ce projet. Villèle, ancien membre aux cortès de Lisbonne, où il avait manifesté des opinions libérales, et qui depuis avait été ministre de l'empereur, confia ces coupables projets à un de nos amis peu de temps avant l'époque précitée. Les intentions de l'empereur étant connues, le parti républicain, dans les deux chambres législatives, décida des lors qu'il était urgent de le renverser, et de le forcer à abdiquer. José-Bonifácio de Andrada, ancien ministre

de l'empereur, qui avait été exilé par lui en France, d'où il avait été rappelé en 1839, s'écria en apprenant la chute de Charles X : « Vivent les Français ! » ils ont agi sagement : quand un roi se conduit mal, on le chasse. » Il fut décidé en séance secrète des chambres que don Pedro serait déclaré incapable de régner comme atteint de folie, et que son fils le prince impérial serait proclamé empereur, et une régence nommée pour gouverner l'état. Don Pedro averti de cette résolution crut pouvoir faire tête à l'orage, et se rendit dans la province de Minas-Geraes, où il comptait sur l'appui d'un puissant parti favorable à la royauté. Il quitta donc Rio-Janeiro, le 29 décembre 1830, accompagné de l'impératrice, et parcourut cette province : partout il fut accueilli avec des démonstrations qu'il prit pour de l'enthousiasme. Rassuré par ces apparences trompeuses, il eut l'imprudence de publier une proclamation adressée aux Brésiliens, et particulièrement au peuple et aux troupes de Minas, dans laquelle après avoir dit qu'il connaissait parfaitement les projets des factieux et leur intention de le déclarer inhabile à régner, il faisait un appel à la fidélité de ses loyaux sujets, et les engageait à l'aider à combattre le parti qui voulait renverser la constitution que lui et toute la nation avaient juré de maintenir, pour lui substituer une fédération républicaine. Cependant la fermentation augmentait à Rio-Janeiro, et la plupart des journaux se répandaient en invectives contre le gouvernement, et contre l'empereur lui-même. Un des rédacteurs ayant été mis en jugement et acquitté, l'audace des mécontents redoubla, et la capitale était dans la plus grande agitation quand don Pedro arriva au château de Saint-Christophe, le 12 mars 1831. Les Portugais firent des feux de joie et de brillantes illuminations pour célébrer le retour de l'empereur, ce qui irrita les Brésiliens : le 13, il y eut des troubles sérieux dans lesquels plusieurs personnes furent blessées, et où quelques unes périrent. Le 14, l'empereur fit son entrée dans la capitale, avec beaucoup de pompe, et crut que le peuple était heureux de le revoir. Il ne tarda pas à se détromper, ou même il n'avait pas été tout-à-fait dupe de ces démonstrations, car dès le 17, il nomma un nouveau ministère, composé entièrement de Brésiliens, et dont plusieurs membres étaient au nombre des conjurés. Le 25, anniversaire du serment prêté à la constitution, il y eut parade, grand gala, et l'empereur se rendit, avec sa cour et sa garde d'honneur, dans une église où les chefs des mécontents faisaient chanter un *Te Deum*, sans l'en avoir informé. Il y fut accueilli par de bruyantes acclamations : on lui présenta le signe de ralliement (une feuille de *croton variegatum*), et il la mit à son chapeau. La réconciliation semblait être parfaite ; mais elle ne fut qu'illusoire. Dès le 30 mars les troubles recommencèrent, et ils se renouvelèrent d'une manière très sérieuse, le 4 avril, anniversaire de la naissance de dona Maria. Le 5 au soir, l'empereur étant aperçu qu'il était trahi par ses ministres, les renvoya et nomma à leur place les hommes les plus impopulaires. Cette mesure décida l'explosion. Une vingtaine de députés, plusieurs fonctionnaires publics et quelques officiers armèrent le peuple, et une députation se rendit auprès de l'empereur pour lui demander le renvoi des ministres nommés au dernier lieu et le rappel du ministère précédent. Don Pedro répondit qu'il pourrait se décider à renvoyer les ministres actuels ; mais qu'il ne reprendrait jamais ceux qu'on voulait lui imposer ; que ce serait renverser l'ordre établi par la constitution, et qu'il n'y consentirait jamais ; qu'il ferait tout pour le peuple, et rien par le peuple. Cette réponse avait besoin d'être soutenue par une force réelle supérieure à celle du peuple auquel il ne voulait point céder. L'empereur essaya d'abord d'employer les troupes contre les mécontents ; mais il se vit successivement abandonné par tous les corps qui allèrent se ranger sous le commandement du brigadier-général Francisco Lima, l'un des chefs des conjurés. De toute la garnison de Rio-Janeiro six soldats et un lieutenant furent les seuls qui restèrent fidèles à don Pedro. Le 7 avril, à deux heures du matin, le major Frias arriva au château ; il

était chargé, par le général Lima, d'inviter le nouveau l'empereur à rappeler le ministère demandé par le peuple. A trois heures et demie, malgré les représentations des ministres étrangers, et les supplications de plusieurs personnes qui lui étaient dévouées, l'empereur remit à Frias l'acte d'abdication en faveur de son fils le prince impérial, et dit à cet officier : « Voilà la réponse qu'il convient à l'honneur de donner, j'ai abdiqué le trône, soyez heureux dans votre patrie. » Il se conduisit dans cette conjoncture critique avec dignité ; mais il faut reconnaître qu'il ne lui restait plus d'alternative. Il avait débuté dans sa carrière politique en se faisant sabrer les membres du collège électoral de Rio-Janeiro ; mais cette fois les bayonnettes s'étaient tournées contre lui, ce fut le peuple qui fit son coup d'état contre le monarque. A sept heures du même jour, don Pedro, son épouse, et la reine dona Maria se rendirent à bord du vaisseau anglais le *Wasp*. Le 8, les sénateurs et les députés, qui se trouvaient dans la capitale, nommèrent un conseil de régence provisoire, composé de trois membres dont un (Vergueiro) est Portugais. L'empereur invita J. B. d'Andrade, à prendre la tutelle du prince et des princesses. Le 9 avril, le prince impérial fut porté en triomphe à la cathédrale, et reconnu empereur sous le titre de Pierre II. Le braise-main fut supprimé. Le 12, l'empereur et son épouse quittèrent le *Wasp*, et s'embarquèrent sur la corvette anglaise la *Falgae*. La reine de Portugal passa sur la gabarre française la *Seine*, et les deux bâtiments firent voile le 13. La *Falgae*, après une courte traversée, toucha en Angleterre, et vint ensuite à Cherbourg, où don Pedro, son épouse et leur suite débarquèrent. La reine dona Maria arriva plus tard à Brest, la *Seine* ayant fait une relâche sur la côte d'Afrique. Après un court séjour à Cherbourg, l'ex-empereur, sous le nom de duc de Bragança, se rendit à Londres, où il reçut l'accueil le plus amical du roi d'Angleterre. Il ne tarda pas à revenir en France, et se rendit à Paris, où après avoir assisté aux fêtes du 27, 28 et 29 juillet, et avoir reçu du roi des Français les témoignages les plus éclatants d'intérêt et le grand cordon de la légion d'honneur, il retourna promptement en Angleterre, annonçant l'intention de travailler de tous ses moyens à l'expulsion de don Miguel. Don Pedro, après un court séjour en Angleterre, est revenu en France avec son épouse et dona Maria, et habite aujourd'hui (décembre 1831) le château de Meudon, que le roi des Français a mis à sa disposition. C'est maintenant qu'on pourra juger don Pedro avec pleine connaissance de cause ; il dépend de lui de se concilier l'estime des patriotes, et de faire oublier ce qu'il y eut de blâmable dans sa conduite antérieure, qui, jusqu'à un certain point, a pu trouver son excuse dans l'inexpérience du jeune monarque, et dans la difficulté des circonstances. En effet, les Brésiliens, après s'être servis de lui n'ont songé qu'à s'en débarrasser pour substituer à la monarchie une république fédérative à l'instar des Etats-Unis. Méconnaissant les obstacles invincibles qui s'opposent à l'établissement stable d'un tel gouvernement au Brésil, ils ne songent qu'à s'emparer de l'autorité. Le Brésil est destiné à offrir avant peu le pendant de l'Amérique ci-devant espagnole : on peut dès à présent prévoir que le règne de Pierre II ne sera pas de longue durée, et que le Brésil ne formera pas long-temps un seul état. Qu'en diront les fils de don Pedro, nous sommes assurés que les Brésiliens ne tarderont pas à maudire l'assassin d'innocents qui vont devenir les oppresseurs du pays. Ce pays est loin d'être dans un état prospère. Par suite des folles entreprises contre Buenos-Ayres, pour garder la rive orientale de la Plata, à laquelle il a fallu dévotement renoncer, les dépenses de l'empire se sont élevées outre mesure ; une dette considérable et un déficit effrayant menacent le Brésil d'une banqueroute, si l'on ne se hâte de mettre les dépenses au niveau des recettes. Les productions du pays ont augmenté considérablement ; mais elles se vendent à vil prix, et tous les profits du commerce, même de détail, sont livrés aux étrangers, ainsi que la navigation, car le Brésil n'a presque plus de marine marchande de long cours, et est réduit au cabotage. D'un autre côté, la consomma-

mation d'objets manufacturés de l'Europe est devenu énorme ; un luxe effréné et improductif absorbe tous les revenus et épuise le capital. Presque toutes les anciennes maisons de commerce les plus riches de Rio-Janeiro ont fait faillite, et au milieu de grandes richesses territoriales, le pays dépérit. La cessation forcée de la traite des noirs est un événement funeste pour ce pays, où les travaux agricoles sont presque exclusivement faits par des bras africains et esclaves. Dans peu d'années, les travailleurs manqueront, les denrées baisseront de prix et diminueront en qualité, et le pays, ne pouvant plus soutenir la concurrence des États-Unis, des possessions anglaises et de l'île de Cuba, se verra réduit à l'état le plus déplorable. Tels seront les tristes résultats des fautes multipliées du gouvernement de Jean VI et de celui de don Pedro. Celui-ci aura peut-être lieu de se réjouir un jour de la révolution qui l'a forcé à quitter le Brésil. Il prétend n'agir qu'en faveur des droits de sa fille, mais il y a tout lieu de croire qu'il vise à être roi de Portugal. Don Pedro possède des qualités estimables et assez rares chez les princes. Il écoute patiemment ceux même dont les opinions sont les plus opposées aux siennes, et ne garde point rancune contre les personnes qui ont résisté à ses volontés : mais il manque de fermeté, et n'a jusqu'ici montré d'attachement soutenu qu'à des favoris peu estimables. Peut-être le temps, les événements récents, et le séjour de l'Europe dans une époque si féconde en exemples, pourront-ils exercer une utile influence sur un prince devant lequel une belle carrière est ouverte. Don Pedro épousa le 25 mai 1817 l'archiduchesse Léopoldine, fille de l'empereur d'Autriche et sœur de Marie Louise ; cette princesse est décédée à Rio-Janeiro, le 11 décembre 1836. Il en a cinq enfants, dont la reine dona Maria est l'aînée. En 1839, il a épousé en secondes noccs Amélie, fille du prince Eugène de Beauharnais, duc de Leuchtenberg.

PEEL (sir ROBERT), manufacturier anglais, membre du parlement, né en 1780. On trouve dans la vie de ce personnage une preuve frappante de ce que peut faire un homme de talent, qui suit avec résolution et fermeté la route qu'il s'est tracée. A l'époque de sa naissance, la position de sa famille était loin de faire prévoir à quelle immense fortune il parviendrait un jour. Il était le troisième fils de Robert Peel, de Peelcross, dans le comté de Lancastre, dont la famille nombreuse consistait en sept fils et une fille. Il n'avait pas plus de quatorze ans lorsqu'il commença à concevoir l'espérance de s'avancer dans le monde, et plus d'une fois il fit sourire ses frères en leur annonçant qu'il était déterminé à acquiescer un rang important dans la société. Ses prévisions furent néanmoins tout-à-fait justifiées par le résultat. Jusqu'à l'âge de vingt-trois ans, il resta dans la maison de son père, et il fut heureux pour lui que l'auteur de ses jours fût un homme d'un sens profond et capable de le mettre dans la bonne voie. Lorsque l'embaras des affaires ne l'occupait pas, il saisissait toutes les occasions de nourrir son esprit de choses utiles, et souvent il consacrait les heures de la nuit à l'étude. C'est ainsi qu'il augmentait en même temps ses ressources pécuniaires, et qu'il cultivait son intelligence. A cette époque, les manufactures où le coton est la matière première sortaient de la médiocrité, grâce à l'invention d'Arkwright. Peel et tous ou presque tous ses frères s'occupaient de cette branche d'industrie. Il reconnut bientôt les avantages qu'on pouvait retirer de l'emploi des machines, et il sut se les approprier dans toute leur étendue. En 1778, il fonda une immense manufacture de coton à Bury, dans le Lancashire, en société avec M. Yates, dont il épousa la fille en 1787. Leurs spéculations furent si heureuses, ou plutôt si bien conduites, que dans l'espace de quatorze ans il acheta un grand domaine dans le Lancashire, et successivement d'autres domaines considérables dans le Staffordshire et le Warwickshire. Il fonda à Tamworth et dans le Staffordshire dont la prospérité s'était évanouie avec celle des étoffes de laine, une immense manufacture de coton, et cette ville redevint plus florissante que jamais. L'industrie qu'il acquit fut telle qu'il put lutter, pour le patronage du bourg, avec l'ancienne famille de Town-

shend, et qu'en 1790, il fut élu membre du parlement pour Tamworth qu'il a continué de représenter depuis lors. Son second fils, W. Yates Peel, gendre de lord Mountcashel, a, conjointement avec lui, constamment complété la députation de Tamworth. On assure que plus de quinze mille personnes sont occupées dans les manufactures fondées par sir Robert Peel, et l'on doit dire à son honneur que non seulement il n'a jamais considéré ses ouvriers comme des machines à gagner de l'argent, mais encore qu'il n'a rien négligé de ce qui pouvait contribuer à leur santé et à leur bien-être. Il a limité le nombre des heures du travail, afin de ne pas nuire au développement des enfants, et en même temps il a fourni à ceux-ci les moyens de s'instruire. Il ne s'est pas borné là, car, pour étendre les bienfaits de son système, il a provoqué et obtenu un acte du parlement pour la conservation de la santé et des mœurs des apprentis dans les manufactures de coton et de laine. Au commencement de la révolution française, il paraît avoir été favorable à l'ordre de choses qu'elle annonçait ; mais les scènes qui la soulevèrent plus tard ont probablement modifié l'opinion de Peel qui fut l'un des plus fermes appuis de Pitt pendant la guerre contre la république. En 1797, lorsqu'on demanda à l'Angleterre des contributions volontaires, Peel et son associé souscrivirent pour dix mille livres sterling, et on assure que l'intention première de la famille était de souscrire pour plus de quatre fois cette somme. Il contribua puissamment de sa bourse et de ses efforts à l'établissement des moyens de défense du comté de Lancastre et à la formation de l'association armée de Tamworth ; enfin il leva six compagnies presque entièrement composées de ses ouvriers, et qui furent désignées sous le nom de volontaires loyaux de Wury, il en était le lieutenant-colonel. On ne s'étonnera pas qu'après de pareils services, il en ait été récompensé par le titre de baronnet qui lui fut accordé en 1801. Les connaissances commerciales qu'avait acquises sir Robert Peel lui ont fait souvent prendre la parole dans la chambre des communes sur les intérêts commerciaux et industriels de l'Angleterre. Il fut l'un des promoteurs de la réunion définitive de l'Irlande à l'Angleterre, qu'il défendit avec beaucoup d'habileté dans la chambre des communes. Dans la vie privée, sir Robert Peel s'est distingué par plusieurs actes d'une générosité peu commune, et a soutenu de son patronage libéral toutes les institutions utiles au public. Il était gouverneur de l'hôpital du Christ, vice-président du *Literary fund* et membre de plusieurs établissements de bienfaisance. Sir Robert Peel a publié deux écrits. Le premier est un pamphlet ingénieux, mais rempli de paradoxes, intitulé : *De la dette nationale, productive de la prospérité nationale*, qui a paru en 1780. Son système s'est depuis entièrement écroulé sous l'évidence incontrastable des faits : mais néanmoins il ne faut pas oublier qu'à l'époque à laquelle il écrivait la dette nationale ne s'élevait pas au quart de l'effrayant total qu'elle présente aujourd'hui. Sa seconde production littéraire est le discours qu'il prononça à l'occasion de l'union de l'Irlande avec l'Angleterre. Sir Robert Peel est mort en 1830.

PEEL (sir ROBERT), baronnet, né vers 1788, est l'aîné de la nombreuse famille du précédent. Les talents du jeune Peel marquèrent de bonne heure sa place au parlement, où il vint pour le ministère, sans cependant se montrer ennemi des principes libéraux. Il fut élevé en 1813 au poste important de secrétaire d'état de l'Irlande, et jusqu'en 1818, qu'il se démit de cette place, il parla souvent dans le parlement soit pour défendre l'administration de cette partie du royaume, soit pour demander des lois qui en assurassent la paix intérieure. Tous les partis ont rendu justice à la modération des mesures proposées par lui. Lorsqu'en 1818, il eut été remplacé par M. Grant dans ses fonctions de secrétaire d'état de l'Irlande, M. Peel ne vit pas diminuer son influence au parlement. Fidèle au mandat que lui imposaient les engagements pris avec les électeurs d'Oxford, il se montra tout-à-fait contraire aux réclamations des catholiques. Le 22 février 1821, il combattit la motion de M. Pimkett tendant à ce

qu'on revisait les lois relatives au serment qui les empêchait de remplir divers emplois civils. Selon lui, cette exclusion n'était pas une séparation, mais seulement une déclaration qu'ils n'étaient pas propres à diriger les affaires d'un gouvernement dont l'Église non catholique est une partie intégrante. Ce bill d'abord adopté par la chambre des communes fut rejeté par les lords, mais ce triomphe de l'opinion de M. Peel fut suivi par de nouveaux troubles en Irlande. A la fin de cette session, lord Sydney s'étant retiré du ministère de l'intérieur (novembre 1831), M. Peel fut appelé à le remplacer. Sa présence dans le cabinet annonçait de la part du gouvernement anglais le désir de reculer le plus longtemps possible la solution de la question catholique. Le 30 avril 1832, le nouveau ministre repoussa comme tendant à compromettre les résultats de la révolution protestante de 1689 la motion faite par M. Canning, tendant à rendre aux pairs catholiques le droit de siéger et de voter dans la chambre haute. Ce débat avait excité un si vif intérêt que ce jour-là quatre cent quatre-vingt-treize membres se trouvaient présents; M. Peel eut le dessein la motion emporta deux cent quarante-neuf voix contre deux cent quarante-quatre; mais la chambre des pairs, comme on devait s'y attendre, ne manqua pas de la rejeter. Le 5 juin 1832, il demanda et obtint la prorogation pour deux ans de la loi sur les étrangers. Il ne dissimulait point qu'après sept années de paix cette mesure pouvait paraître inutile à certaines personnes; mais que cet intervalle ayant été marqué par tant de mouvements et de conspirations en Europe, tous les entrepreneurs de révolutions manquées se trouvaient en Angleterre cette année, au nombre de vingt-cinq mille, tandis qu'en 1818 ils n'étaient que vingt-deux mille. M. Peel, pour prouver la modération du gouvernement dans l'exécution de l'*Alien bill*, ajouta qu'il n'avait retiré le bienfait de son hospitalité qu'à un seul de ces nombreux réfugiés, le général Gourgaud, qui, selon le ministre, voulait faire de l'Angleterre le foyer de ses intrigues. Au mois d'août de cette même année, M. Peel accompagna en Écosse le roi Georges IV, mais ce voyage fut interrompu par le suicide de lord Castlereagh. M. Canning fut appelé à remplacer cet homme d'état; et M. Peel conserva son département, sans modifier beaucoup ses doctrines. On en vit la preuve, le 4 février 1833, dans la déclaration de principes qu'il fit au nom du ministère lors de la discussion de l'adresse. « Nous suivrons, dit-il en substance, les mêmes principes que nous avons maintenus en 1793 et en 1801, savoir, que chaque état a le droit de changer sa constitution intérieure sans que les autres états puissent intervenir, s'il est prouvé que ce droit est exercé de manière à ne pas nuire aux nations voisines. Dans le cas contraire, l'intervention devient aussi un droit pour les autres nations. » C'était de la part de M. Peel établir implicitement ce droit injuste de l'intervention. Équivoquant ensuite sur les termes si formellement bellicieux du discours du trône, prononcé par Louis XVIII à l'ouverture des chambres, le ministre anglais soutenait qu'il n'avait rien de menaçant pour la constitution de l'Espagne, mais voulait dire seulement qu'à Ferdinand seul appartenait de donner cette constitution. Il fit ensuite l'apologie de la conduite des puissances au congrès de Vérone, et reconnut que l'Autriche avait eu le droit d'étouffer la révolution napoléonienne. Le ministère français, qui voulait la guerre d'Espagne, s'appuya des paroles de M. Peel pour se justifier aux yeux de l'opposition. Pressé lui-même à ce sujet dans le parlement, celui-ci fut obligé de déclarer que M. de Chateaubriand, alors ministre des affaires étrangères, avait tiré une conséquence outrée de ses paroles. « De ce que j'ai reconnu juste l'intervention de l'Autriche à Naples, il ne s'ensuit pas que je sois tenu d'approuver celle de la France en Espagne. » Et à cette occasion, il fit l'éloge de la révolution espagnole, et représenta comme une mutinerie de soldats l'insurrection napoléonienne. Quant à ce que devait faire l'Angleterre, M. Peel établit que, tenue seulement à défendre le Portugal, elle n'avait pas à intervenir dans la guerre d'Espagne, tant que la France respecterait la frontière portugaise. Après avoir déclaré que jamais

il ne consentirait à une guerre de principes, il protesta en même temps contre les doctrines dévotées du « nom de sainte alliance » et qui tendent à établir une sorte de police européenne pour empêcher le succès d'aucune révolution. » Quelques inconvénients que puissent paraître aujourd'hui ces contradictions, ces reticences, elles n'en produisaient pas moins leur effet, et la proposition d'une adresse au roi, faite par M. Macdonald, fut repoussée par trois cent soixante-deux voix contre vingt. Dans la session suivante, le 23 mars 1834, M. Peel vit encore proposer à la chambre des communes la prolongation pour deux ans du bill des étrangers avec un adoucissement qui exceptait ceux établis depuis sept ans en Angleterre. Il rappela qu'un lieu d'usage de l'étendue de ses pouvoirs contre des étrangers qui s'étaient mis dans ce cas, il s'était contenté de les avertir, et que ceux-ci s'étaient démis de leurs machinations. Au commencement de 1835, l'Angleterre reconnut l'indépendance des colonies espagnoles. M. Peel s'était d'abord opposé à cette reconnaissance; mais lord Liverpool le ramena à son opinion. Seul de tous les ministres, il se montra dur sur toute la session de cette année contraire à l'émancipation des catholiques. En faisant une motion sur cette matière le 1<sup>er</sup> mars, sir Francis Bordaet manifesta l'espoir que M. Peel renoncera à ses préjugés contre ces religieux; mais, loin de se laisser toucher, le ministre en prit texte pour présenter en même temps les arguments les plus spécieux contre l'émancipation. Il soutint que la prudence et la politique devaient empêcher de rapporter les lois contre les catholiques, que les dix-huit cent mille protestants de l'Irlande, et tout pour les lumières et pour la fortune supérieures aux quatre millions deux cent mille catholiques de la même contrée; puis, afin de prouver l'esprit dangereux du catholicisme, il cita les écrits répandus dans cette île pour préconiser les prétendus miracles du prince d'Hohenlohe, et pour s'opposer au nom du pape au progrès des sociétés bibliques. A la seconde lecture de la motion, M. Peel soutint que l'Église établie avait tout à craindre de l'admission des catholiques dans les emplois publics. Au système de tolérance ainsi, selon lui, par le gouvernement britannique, il comparait le système adopté par la législature française qui venait de voter la loi du sacrilège; puis il puisait dans ce rapprochement une nouvelle conviction que le principe protestant du gouvernement anglais offrait plus de sécurité qu'aucun autre pour la conservation de la liberté civile et religieuse. Il est plus honorable pour M. Peel de rappeler que durant cette session, il présenta plusieurs projets pour l'amélioration tant de l'administration intérieure que de la législation criminelle. On sait que parmi les nations civilisées, l'Angleterre a conservé avec le plus de vénération des lois qui seraient tout-à-fait ridicules si elles n'étaient paternelles. M. Peel a eu la gloire de commencer une réforme à cet égard, et ses tentatives, bien qu'un peu timides, lui ont valu la reconnaissance de ses compatriotes. Dans cet esprit étaient conçus deux bills qu'il fit passer, l'un pour appeler à être membre du jury tout propriétaire ayant dix livres sterling de revenu en terres, ou possédant à bail, pour vingt ans, des terres rapportant vingt livres sterling; l'autre bill diminuait le nombre des cas criminels et limitait la juridiction des juges de paix. Les encouragements à l'industrie occupèrent aussi M. Peel. Dans une réunion qui eut lieu pour ériger un monument en l'honneur de James Watt, inventeur des machines à vapeur, tout le monde applaudit à ces mots pleins de conviction qu'il fit entendre : « Je dois avouer, » dit-il, « que c'est aux inventions et aux découvertes de l'industrie des autres que je dois toute ma fortune. » et je me regarderais comme indigne de la position que j'occupe si je refusais mon appui et mes encouragements à ceux qui ont tant contribué à la fortune nationale et à mon bien-être particulier. » Au commencement de la session de 1836, il présenta une nouvelle loi sur la police des étrangers, tendant à remplacer l'*Alien bill*, et qui, entre autres dispositions d'elles par l'humanité, portait que les étrangers ne pourraient être expulsés du royaume que pour les

mêmes raisons et d'après les mêmes formalités que les sujets du roi de la Grande Bretagne. Le 9 mars, M. Peel rappela l'attention de la chambre des communes sur la réforme des lois concernant le vol. Son discours était plein de faits curieux sur la statistique criminelle du royaume-uni. Il établit qu'il serait facile de réduire en un seul statut, qui n'aurait que trente-deux pages, les quatre-vingt-douze statuts en vigueur concernant le vol. Il proposa d'adoucir la pénalité en certains cas, et de ne plus laisser à la charge des plaignants les frais de poursuites, d'où il résultait qu'il y avait souvent entre eux et les coupables des transactions qui entraient le cours de la justice. Ce n'est là qu'une idée bien incomplète des réformes que proposait M. Peel; mais le bill qu'il fut autorisé à présenter est un véritable code dont les détails ne peuvent entrer ici: il suffit de dire qu'il fut adopté avec applaudissement aux communes le 17 avril, et à la chambre des lords le 18 mai. Au mois de juin suivant, après la dissolution du parlement, M. Peel fut rappelé par les électeurs d'Oxford. A l'ouverture de la session de 1837, il proposa dans la chambre des communes et appuya vivement le rétablissement du comité destiné à l'encouragement de l'émigration pour soulager le pays des prolétaires sans ressources. Le 22 février, il demanda l'autorisation de présenter quatre nouveaux bills ayant pour objet de réformer les lois criminelles, relativement au vol, aux dommages faits à la propriété et aux crimes contre la paix publique. En terminant la série de ces propositions, il rappela les bons effets des améliorations déjà effectuées l'année précédente. Il n'y eut qu'une voix dans les deux chambres pour rendre hommage à ces estimables travaux, et les quatre nouveaux bills passeront durant cette session. Le 5 mars, M. Peel s'opposa vivement à la motion de sir Francis Burdett pour l'émancipation des catholiques. A cette occasion, il denoua l'influence que le pape exerçait en Irlande par la publication des bulles laïques pour entretenir parmi le peuple la superstition la plus grossière. L'annus nouvellement arrivé au ministère eût le champion de l'opinion contraire: de là résulta la nécessité d'opérer des changements dans la composition du cabinet. M. Peel donna sa démission le 11 avril 1837. Sa retraite, est-il dit dans la *Review of Westminster*, inspira des regrets, parce qu'en dernier lieu il avait montré des dispositions bien dignes d'éloges dans un homme public, d'améliorer l'ensemble du système judiciaire en Angleterre: mais sa résolution ne pouvait être désapprouvée par personne; il ne pouvait même se manquer à lui-même rester dans une administration dont M. Canning était le chef: cependant lorsqu'enfin la question catholique aura eu une solution définitive, rien ne s'opposera plus à ce qu'il rentre dans les affaires: car sur tous les autres points, il avait toujours dans le cabinet avec ceux qu'il a laissés en place. Le 17 mai, il donna des explications sur les motifs de sa retraite. Il rappela que depuis le commencement de sa carrière politique, il n'avait cessé d'opposer une résistance énergique aux prétentions des catholiques romains: s'il était resté au ministère sous lord Liverpool, qui leur avait fait des concessions successives, c'est parce que la question n'en était pas encore au point où elle se trouvait aujourd'hui. et que l'ailleurs l'opinion de cet homme d'état n'était pas devenue comme celle de M. Canning. La mort prématurée de ce dernier ayant amené, le 25 janvier 1835, la formation d'un nouveau ministère dont le duc de Wellington fut le chef, M. Peel fut réintégré dans sa place de secrétaire d'état de l'intérieur. Les temps virent avec joie que tandis que le noble lord jouirait dans la chambre haute d'un crédit que M. Canning n'y avait jamais obtenu, la direction des délibérations des communes allait être confiée à M. Peel, dont la probité ne leur inspirait pas moins de confiance que les talents. Plusieurs orateurs même de l'opposition exprimèrent ce sentiment à l'effleur, entre autres M. Brougham qui fit, le 7 février, une motion pour que l'on invitât dans la législation civile la réforme que M. Peel avait commencée dans les lois criminelles. Le 15 février, M. Peel établit la nécessité d'alléger le fardeau de la dépense publique, et proposa la nomination d'un comité de finis-

ces, dont les membres désignés par lui dans toutes les nuances d'opinions furent agréés par la chambre. Quelques jours après il sollicita la formation d'un autre comité chargé de rechercher les causes de l'accroissement du nombre des mises en accusation à Londres et à Middlesex, et d'examiner l'état de la police dans cette capitale. Le 8 mai il combattit encore la proposition que sir Francis Burdett renouvelait pour l'émancipation des catholiques. Il soutint que le gouvernement ne devait autre chose à l'Irlande que le libre exercice de sa religion, et qu'abolir toute distinction de privilèges civils entre les opinions religieuses se serait changer la constitution de l'état. Bientôt un dissentiment se manifesta entre M. Peel et le secrétaire d'état des colonies W. Huskisson, au sujet des franchises électorales de deux bourgs. Ce dernier offrit sa démission qui fut acceptée avec une indécente précipitation, et suivie de la retraite de trois autres membres du cabinet. Le 5 juin, M. Huskisson récrimina vivement dans la chambre des communes contre le premier ministre et contre M. Peel, accusant celui-ci d'abandonner les principes qu'il avait toujours professés pour ramener l'Angleterre sous la dépendance de la sainte alliance. M. Peel défendit assez faiblement et lui-même et lord Wellington que, suivant l'expression d'un journaliste anglais, « il était réduit à excuser » de ne savoir écrire un billet comme un homme bien élevé. » Au lieu de faire une déclaration de principes qu'on attendait de lui, M. Peel se tint dans de vagues généralités. Le 9 juin, il répondit d'une manière un peu moins évasive sur la politique extérieure de la Grande-Bretagne à l'égard du Portugal, et déclara que le gouvernement désavouerait la conduite de tous ceux qui s'opposaient à la reconnaissance de don Pedro dans ce pays. Les événements ont prouvé combien cette assurance était peu sincère. A l'ouverture de la session de 1839, la grande question de l'émancipation catholique était mûre: les progrès de l'association catholique en Irlande avaient amené ce résultat, car le gouvernement qui avait l'intention de la dissoudre, présentait qu'il ne pourrait y arriver qu'en accordant aux sectateurs de la religion romaine des concessions trop long-temps refusées. Lorsque le 5 février 1839, le discours du trône eut fait connaître cette double intention, les zéles protestants, qui parurent sur l'adresse, adressèrent des reproches à M. Peel, sur son changement d'opinion depuis l'année précédente; il s'en défendit en orateur habile, en homme d'état qui avait fait à son pays le sacrifice de ses sentiments personnels. Il était depuis long-temps député pour l'université d'Oxford, dont l'opinion toujours opposée à l'affranchissement des catholiques, venait encore de se manifester dans une pétition récemment envoyée à la chambre. Il donna sa démission d'un mandat qu'il n'avait plus l'intention d'accomplir. Sa lettre au vice-chancelier de l'université sur ce sujet, est un modèle de convenance. Une nouvelle élection eut lieu à Oxford: sur treize cent soixante-quatre votants, sir Robert Henry Inglis, concurrent de M. Peel, obtint une majorité de cent quarante-six voix: et pour rester membre du parlement, celui-ci fut obligé de se faire élire pour Westbury, un des bourgs-pourris dont dispose la couronne. M. Peel représentait encore l'université d'Oxford, lorsque le 10 février, il apporta à la chambre des communes le bill pour la suppression de l'association catholique, qu'il fut reçu avec l'assentiment de tous les partis. Ce fut le 5 mars qu'il fit la motion attendue avec tant d'impatience: que la chambre prit en considération les lois qui affectaient de certaines inéquités civiles les sujets catholiques. Ce bill établissait une égalité parfaite entre eux et les protestants pour les conditions d'admission au parlement: on abolissait le vieux serment que les catholiques s'étaient toujours refusés à prêter: mais par un autre bill, qui fut soumis concurrentement à la chambre, la franchise élective ou le droit électoral pour l'Irlande fut élevé à 10 livres sterling au lieu de 40 shillings. Cette disposition avait pour objet de restreindre ce droit dans une classe moins nombreuse, plus éclairée et moins accessible aux suggestions du clergé romain. Dans l'exposé de ce double bill, comme dans tout le cours de

cette importante discussion, M. Peel, souvent attaqué avec inconvenance, déploya autant de calme et de dignité comme homme, que de sagacité et de talent comme orateur. Le triomphe que le ministère obtint sur ces deux questions n'eut pas de lendemain. Les réponses que M. Peel fit aux interpellations des orateurs de l'opposition sur les affaires de l'Orient, du Portugal et de la France furent loin d'être satisfaisantes. Au commencement de la session de 1830, il devint évident qu'à l'exception de M. Peel, qui essayait de remplir le poste de ministre dirigeant les débats de la chambre des communes, il n'y avait dans le cabinet aucun homme d'un degré supportable de talent et d'énergie, pour soutenir le ministère dans les voies mixtes où prétendait marcher le duc de Wellington. La mort de Georges IV acheva d'ébranler le crédit chancelant de M. Peel et du noble lord. Cependant le nouveau roi Guillaume IV, saisit la première occasion pour exprimer à ces deux hommes d'état toute sa confiance et sa détermination de prêter à leur administration l'appui le plus cordial. On sait ce que valent en pareil cas les paroles des rois : quelques mois après ils n'étaient plus ministres. Quant à M. Peel, le sacrifice qu'il avait fait de son opinion, sur la question des catholiques, lui avait aliéné tous ses anciens amis, sans lui procurer de bien chauds appuis dans les nouveaux alliés qu'il s'était donnés, et dont il était loin de vouloir satisfaire les exigences sur la question de la réforme parlementaire. Le 3 juillet, il montra qu'il comprenait la liberté de la presse en repoussant avec esprit une proposition tendant à restreindre la liberté des journalistes dans le compte rendu des séances. Il remarqua que ce compte était habituellement fait avec beaucoup de soin, et que si les journalistes se permettaient quelquefois de supprimer des longueurs et de mettre en très bon langage ce qui était dit en très mauvais termes, la chambre n'avait pas le droit de se plaindre, et qu'un plus grand degré d'exactitude lui serait certainement désavantageux. A la même séance, sur une interpellation de M. Vyvyan, au sujet du ministère Polignac, M. Peel répondit qu'il était absurde de supposer que le gouvernement britannique eût en rien concouru à la formation de ce cabinet. La chambre entière applaudit à ces paroles. Le 8 juillet, il s'opposa à la motion de M. Grant, qui tendait à ce que le nouveau roi fût suppléé de s'occuper de la nomination d'un conseil de régence en cas de nouvelle vacance de la couronne. La proposition que le ministre traita d'irrespectueuse fut écartée par cent dix-sept voix contre quatre-vingt-treize; une si faible majorité dans une question de cette importance était un véritable échec pour le ministère. Cependant, avant sa retraite, M. Peel eut encore la satisfaction de faire passer sur le crime de faux un bill qui contenait quelques adoucissements à la barbarie de l'ancienne législation. Un nouveau parlement ayant été convoqué pour le nouveau règne, il fut élu par le bourg de Tomworth. Chaque jour la position du ministère devenait moins tenable, M. Peel en vit la preuve dans les interpellations qui lui furent faites le 4 novembre au sujet du discours de la couronne. Il refusa d'expliquer sur la question de la réforme parlementaire et fit l'apologie du roi de Hollande. Du reste il assura que les intentions du gouvernement n'étaient pas d'arriver par la force à la restitution de la Belgique à ce monarque. Bientôt M. Peel eut des explications plus sérieuses à donner au sujet des troubles causés à Londres par le discours du trône, qui fut brûlé en plusieurs endroits. Ce ministre fut obligé de contremander le dîner civique, auquel le roi devait aller prendre part, dans la cite. La lettre qu'il écrivit à ce sujet excita les plus violents débats dans la chambre des communes, où il fut accusé, ainsi que lord Wellington, d'avoir voulu dans cette circonstance confondre leur impopularité avec la popularité du monarque. Le soir, à la suite d'une assemblée radicale présidée par le fameux Hunt, le drapeau tricolore fut promené dans les rues de Londres, aux cris de *Réforme! à bas Peel! à bas Wellington!* Ce ne fut que le 17 novembre, après le même rebâti, que M. Peel et lord Wellington donnèrent leur démission. Le roi offrit la pairie à M. Peel,

il la refusa, et demanda seulement pour son beau-frère, M. G. Dawson, qui avait été son sous-secrétaire d'état, la place de membre du conseil privé, qui lui fut accordée. M. Peel siégea aujourd'hui sur les bancs de l'opposition. Le 21 décembre, il prit occasion de quelques propositions en faveur de la réforme pour donner des éloges à l'administration de lord Wellington, et pour faire une violente sortie contre les résultats de la révolution de juillet, en France. Quant à ce qui le concernait personnellement, il se félicitait de n'être plus au pouvoir, au milieu de pareilles circonstances. Comme orateur parlementaire, M. Peel est clair, intelligent, méthodique, fécond en épigrammes, habile à détourner la question de son véritable point de vue; mais son débit est parfois criard et monotone. A la mort de son père, décédé à l'âge de quatre-vingt ans, au mois de mai 1830, il a hérité du titre de baronnet. Il est l'aîné de cinq frères et cinq sœurs actuellement vivants. — Son frère puîné W. Peel, est aujourd'hui représentant de Yarmouth (île de Wight).

PELAGE (MACCARTNEY), général, né à la Martinique. Il était homme de couleur, mais dans les dernières années de sa première jeunesse agité par la colonie, il se rangea du côté des planteurs, à qui dès cette époque son courage ne fut pas inutile. Malgré les préjugés dont peu d'Européens se défendaient dans les Antilles, il fut estimé des blancs pour son intelligence militaire et son rare sang-froid; il en donna des marques en 1794, lorsque les Anglais attaquèrent la Martinique. Grièvement blessé à l'assaut du Morn-Vert, il fut récompensé de sa valeur au lieu même du combat, et nommé lieutenant par le général Rochambeau. Chargé ensuite de la défense d'une redoute, très vivement attaquée, il ne se rendit qu'après une belle résistance : on le conduisit en Europe au nombre des prisonniers de guerre. Lorsqu'il put arriver en France, il obtint le grade de capitaine des grenadiers du bataillon des Antilles. Envoyé à la Guadeloupe, en 1798, il mérita, la même année, à Sainte-Lucie, celui de chef de bataillon, et même le titre de commandant de l'île, qui se rendit, en 1796, aux forces supérieures des Anglais. Tombe de nouveau en leur pouvoir, il resta dix-huit mois sur les pontons de Plymouth. Après son échange en 1798, il fut employé à Morlaix, sous les ordres de Bèthancourt, et rentra l'année suivante aux Antilles. Il était alors chef de brigade, et aide-de-camp de Jeannot, agent du directoire. Pelage éprouva un passe-droit à la mort de Bèthancourt; cependant il conserva le commandement de la Grande-Terre; mais il tomba dans une sorte de disgrâce sous l'administration du contre-amiral Lacrosse, malgré les fréquents éloges qu'il en recevait. L'opposition de Pelage à quelques mesures prises contre les nègres le fit appeler chef de l'état-major : on devait l'y arrêter. Il eut le bonheur d'écarter les armes dirigées contre sa poitrine, et de se réfugier au fort de la Victoire, où les hommes de couleur étaient en insurrection. Il parvint, en se mêlant à eux, à les adjoindre au point de préserver du massacre la ville de la Pointe-à-Pitre, et, parmi les blancs qui lui durent la vie, un de ceux qu'il protégea avec le plus de soin fut ce même chef d'état-major de qui il avait tant à se plaindre. Blessé peu de temps après, en défendant le capitaine-général, et ne voyant plus d'autre alternative, que de livrer l'île à la plus sanglante anarchie, ou d'accepter le pouvoir, Pelage se forma un conseil composé des habitants les plus éclairés, et, tout en se mettant à la tête des troupes, leur fit prêter le serment, qu'il prêta lui-même, de fidélité à la France. La discipline fut dès lors observée, et tout l'ordre qu'on pouvait espérer dans ces conjonctures fut maintenu jusqu'à l'arrivée du général Richépeaux. Le gouvernement provisoire se trouva ainsi établi. Pelage devait s'attendre à des humiliations, surtout de la part de quelques blancs qui, saurés par lui seul, s'indignèrent d'avoir eu des obligations à un homme de couleur. Dans cette position pénible ce brave guerrier, soutenu par sa fierté naturelle, conserva une contenance calme et sereine, mais assez imposante pour que le nouveau gouverneur eût le temps de la réflexion, et lui accordât même une juste confiance, loin de la

faire arrêter comme on l'avait résolu d'abord. Cependant plusieurs officiers arrivant d'Europe traitèrent les anciens insurgés avec trop de hauteur. Ceux-ci reprirent possession de la Basse-Terre, et la lutte devint sanglante. Peléage les combattit en plusieurs rencontres ; il arracha à la mort beaucoup d'enfants blancs et de femmes, dans le moment où on allait mettre le feu aux poudres rassemblées au Dolé par le mulâtre Ignace, pour les faire sauter, et enfin, à force de zèle et de prudence, il préserva des plus cruelles représailles les habitants de la Pointe-à-Pître. Pour prix de tant de services, il fut déporté sur le continent, dès que l'on n'eut plus besoin de lui à la Gadeloupe, où son influence causait des craintes ; il subit une détention de quelques mois à l'Abbaye. Redevenu libre en 1804, le général Peléage a été employé comme colonel dans la guerre d'Espagne. Le désastre de Vittoria le ramena sur le sol français, où il mourut presque aussitôt avec la fermeté qui avait constamment honoré sa vie.

PELLET (JEAN-FRANÇOIS), né à Epinal, en 1751, mort de bonne heure des dispositions pour la poésie. Il embrassa la carrière du barreau, mais continua de cultiver les muses. Il publia, en 1810, une ode sur les *tribulations des empereurs*, où il semblait annoncer les malheurs qui s'approchaient. Cette pièce obtint les éloges du chevalier de Boufflers dans le *Mercur de France*. Lors de l'invasion, en 1814, Pellet combattit les ennemis de son pays, à la tête d'une compagnie franche. Il est à remarquer que M<sup>me</sup> Pellet servait dans cette compagnie sous les habits d'un simple soldat. Son mari déposait en même temps ses sentiments patriotiques dans une ode intitulée : *La première invasion*. Plus tard, il chanta l'insurrection des Grecs et leurs exploits dans deux pièces intitulées : *La révolte de la Grèce* et *Le dévouement*. Pellet jouissait de l'estime publique ; il fut souvent nommé bâtonnier de l'ordre des avocats à Epinal. Le général Lafayette et le duc de Choiseul l'honorèrent de leur amitié. Son ode sur les montagnes, et ses pièces intitulées : *L'aspect d'un sol natal*, *Paris et les Alpes*, *Deux philosophes*, font autant d'honneur à ses nobles sentiments qu'à son talent poétique. Membre de la société littéraire d'Epinal, il y fut beaucoup de pièces de sa composition : il les revint toutes, et les publia, en 1827, sous ce titre : *La harpe des Vosges*, n<sup>o</sup> 8<sup>e</sup>. La seconde édition, qui parut en 1829 (Paris, in-18), contient quelques pièces de moins que la première, et de plus une tragédie, *Constantin-le-Grand*, et des fragments d'une traduction de *l'Hercule furieux* de Sénèque, et un petit poème intitulé : *Les classiques et les romantiques*, qui fut l'occasion d'un procès, où l'on vit jusqu'où pouvait aller l'audace d'un plagiaire. M. Massey de Tyronne avait reçu d'un ami de Pellet le manuscrit de ce poème pour en traiter avec un libraire, et le faire imprimer à Paris. Il le publia en son nom, dans les premiers mois de 1829, sous ce titre : *Les deux écoles, ou essais critiques sur quelques écrivains modernes*. Moins huit vers qu'il y supprima, et quelques mots qu'il y changea, c'était absolument le poème de Pellet tel qu'il l'avait lui à Epinal, en manuscrit, dès 1816. L'ouvrage fut annoncé dans les journaux, avec des éloges donnés à celui qu'on en croyait l'auteur. Ce plagiat n'eût peut-être pas eu d'autres suites, si M. Massey de Tyronne, ayant appris la publication des *Classiques et des romantiques*, n'eût retenu ce poème comme sien, et accusé Pellet de se l'être fausement attribué. Attaqué dans son honneur et dans sa propriété, Pellet rendit plainte en diffamation et en abus de confiance contre M. Massey de Tyronne, qui fut condamné en première instance. Les agitations d'une vie nouvelle, des fatigues inséparables causées par ce procès que Pellet était venu soutenir à Paris, abrégèrent sa vie. Il succomba le 13 février 1830, quelques jours après son retour dans son département. Sa mort souleva l'opinion publique contre son adversaire. Pellet ne laissa point de fortune, on ouvrit une souscription pour fournir aux frais du procès sur l'appel interjeté par M. Massey de Tyronne, qui fut encore condamné. On dit qu'il a été rayé depuis du tableau des avocats de la cour royale de Paris. Le dernier ouvrage sorti de la plume de Pellet est une *Ode à M. de La Martinière sur la mort de sa mère*, Paris,

1830. C'est un de ses meilleurs ouvrages. Pellet avait de la verve, de l'imagination et du génie lyrique ; mais son style n'est pas toujours correct. En donnant des fragments de Sénèque le Tragique, il annonçait qu'il avait traduit entièrement ce poète. On doit désirer que son travail soit bientôt livré à l'impression.

PELLETAN (PHILIPPE-JEAN), né à Paris, en 1752, année de la mort de M. de Lamarinière, était fils d'un maître en chirurgie de Paris, pauvre et chargé d'une nombreuse famille. Après de bonnes études littéraires, il se livra avec ardeur à son instruction médicale. Le défaut absolu de secours l'arrêta point son zèle. Il se procura *l'Anatomie de Winslow*, premier livre qu'il ait possédé en montrant à disquer à un de ses camarades. La carrière des hôpitaux s'ouvrit bientôt devant lui, et il devint gagnant-maitre à l'Hôtel-Dieu. A vingt-quatre ans, son enseignement particulier était déjà des plus remarquables : il n'était en rivalité qu'avec Desault, dont les premiers succès datent de la même époque. La position de gagnant-maitre le rapprochait de Moreau, alors premier chirurgien de l'Hôtel-Dieu, et son mérite était déjà si bien reconnu qu'on le désignait généralement comme son successeur. Il n'en fut pourtant pas ainsi ; un autre obtint la préférence. Devenu membre du collège de chirurgie, sa réputation de professeur et de praticien continua à s'étendre, et lors de la création des écoles de médecine, il y fut compris comme professeur de chirurgie. L'homme de perfectionnement, auquel le nom de M. Dubois s'est attaché depuis, fut long-temps le théâtre de ses succès en pratique chirurgicale et en enseignement. M. Pelletan fut un des trois médecins qui firent l'autopsie du corps de Louis XVII. Les guerres de la révolution ne tardèrent pas à l'entraîner vers la chirurgie militaire, et il fut successivement nommé chirurgien en chef de l'armée des Pyrénées, chirurgien en chef de l'armée du Nord, et enfin membre du conseil général de santé des armées. A la formation de l'institut, il fut nommé membre de la classe des sciences physiques et mathématiques. Il reçut la croix de la légion d'honneur de la main de Bonaparte, à la première promotion qui eut lieu aux Invalides. Lors de l'organisation de l'université, il occupa à l'école de médecine une chaire de clinique chirurgicale. A la mort de Desault, il fut nommé chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu, et c'est sur ce théâtre qu'il développa pendant tant d'années ce grand talent chirurgical et cette facilité sans exemple pour l'enseignement qui ont rendu sa réputation européenne. A la formation de la maison impériale de l'empereur, il fut nommé chirurgien consultant. Sa grande réputation et l'estime particulière que Bonaparte faisait de lui semblaient l'appeler nécessairement à la place de premier chirurgien ; mais on peut croire que Corvisart, premier médecin, et faisant les présentations, redouta sa rivalité. En 1815, il occupa à la faculté de médecine la chaire de médecine opératoire, et passa en 1818 à celle des maladies des femmes et des enfants. Ce fut à cette époque que le ministre de l'intérieur et l'administration des hospices jugèrent convenable de donner à M. Dupuytren, alors chirurgien en second, le titre et les fonctions de chirurgien en chef, laissant à M. Pelletan le vain titre de chirurgien en chef honoraire et consultant. En 1822, lors de la suppression de la faculté par le ministre Corbière, il perdit sa place de professeur titulaire, et lors de la réorganisation, en 1825, il devint professeur honoraire. On voit que M. Pelletan a occupé successivement toutes les premières places de son état, soit civiles, soit militaires. Il était, en outre, membre de toutes les sociétés savantes de l'Europe. Personne n'a peut-être porté plus loin le talent de l'enseignement. Son éloquence, qui n'avait rien d'affecté ni de redondant, se distinguait par la clarté, l'élégance, et un charme particulier qui faisait oublier l'aridité de la science sans nuire à l'utilité de son enseignement. Il n'a eu pour rival que le célèbre Fourcroy, qui avait autant de facilité que lui, mais moins de précision et de simplicité. On voit aussi que d'éminents services rendus à l'humanité et



à la science n'ont pas préservé M. Pelletan d'un oubli peu généreux; il a cessé (avant sa mort) d'être chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu, ce qui jusqu'alors avait été sans exemple, et il a perdu de la même manière sa place de professeur de la faculté. Son dévouement constant, son zèle pour la vérité, son éloignement pour toute espèce de sollicitations ou d'intrigues, ont laissé ses dernières années dans un état de défaut de fortune et d'abandon que n'avaient pas mérité cinquante ans de travaux utiles à l'humanité ainsi qu'à cette nombreuse génération de chirurgiens qui se proclament encore avec gloire ses élèves. M. Pelletan est mort dans la retraite, le 23 septembre 1829. Il a laissé un *Ouvrage de clinique chirurgicale*, Paris, 1813, 3 vol. in-8°, remarquable par la vérité des descriptions, et qui peut servir de modèle quant au style. On s'étonnerait qu'un homme qui a propagé la science avec tant de succès ait aussi peu écrit, si l'on ne se représentait que la carrière de l'homme qui occupe le premier rang de la chirurgie française est tellement remplie par l'exercice de son art qu'il ne lui reste ni temps ni faculté pour les travaux du cabinet. Au reste, ce célèbre chirurgien n'a pas cessé de prodiguer oralement toutes ces idées nouvelles, tous ces perfectionnements d'étail, tous ces résultats de l'expérience qui avancent plus utilement la science que la plupart des ouvrages imprimés. Il est vrai que chacun emporte ces précieuses notions, oubliant presque toujours quel en a été l'auteur. Mais à l'époque où florissait l'enseignement de M. Pelletan, la propriété des idées nouvelles était défendue avec beaucoup moins de précautions qu'aujourd'hui, et son dévouement naturel s'étendant jusqu'à la propriété de ses idées, il a dû les répandre sans restriction, heureux qu'elles profitassent à tous, quoiqu'il pût en perdre la gloire.

PELLETAN (PIERRE), fils du précédent, professeur de physique médicale à la faculté de Paris, médecin par quartier du roi, chevalier de la légion d'honneur, est né à Paris, le 6 janvier 1782. Il fut reçu, à l'âge de quatorze ans, élève de l'école polytechnique, et ses premières études furent dirigées vers les sciences physiques et mathématiques. A sa sortie de cette école, il devint préparateur du célèbre physicien Charles et son élève le plus distingué. A l'âge de dix-sept ans, il ouvrit un cours de chimie générale, et le nombreux auditoire qui se pressait à ses leçons surpassait même celui de Vauquelin, qui brillait alors de tout l'éclat de son talent. Ce fut à cet âge qu'il commença l'étude de la médecine, sous un père dont la réputation était déjà européenne. Il servit comme chirurgien militaire pendant quelques années, et fit les campagnes de Suisse. A son retour de l'armée, dans le premier concours qui eut lieu pour la nomination des internes, il obtint la première place, M. Marjolin la seconde, et M. Magendie la troisième. M. Pelletan resta pendant cinq ou six ans interne de la salle des opérations à l'Hôtel-Dieu de Paris, et seconda son père dans son immense clientèle. Il fut reçu docteur en médecine en 1813, et soutint à cette occasion une thèse intitulée : *Essai sur l'influence des lois physiques et chimiques sur les phénomènes de la vie*, travail qui obtint un grand succès, et qui contient des idées nouvelles et tout-à-fait propres à son auteur. Les examinateurs lui adressèrent les plus grands éloges, et voulurent bien dire à son père, qui présidait cette solennité médicale : « Voilà comme il nous faut des professeurs. » En 1814, il fut nommé, par le ministre de la guerre, médecin de l'hôpital du Val-de-Grâce, et, bientôt après, il fut seul chargé de l'hôpital Montagu qu'encombraient les soldats tant français qu'étrangers infectés du typhus. On le vit alors avec un courage et un zèle à toute épreuve lutter contre ce redoutable fléau. Il commença par transformer en vastes salles de malades les cachots infects de Montagu, et parvint, à force de soins et d'activité, à trouver le litge, la pharmacie et les objets les plus utiles qui manquaient entièrement. Il organisa ensuite le service, et eut le bonheur de voir cette épidémie diminuer d'abord sensiblement, et disparaître peu de temps après. C'est au moment

qu'il ne restait plus qu'un petit nombre de malades, que M. Pelletan lui-même fut atteint du typhus, maladie terrible qui le conduisit aux portes du tombeau. Aprêt trois mois de souffrances, il échappa à la mort par les soins éclairés et assidus de Bayle. Pour récompense d'un si beau dévouement, Louis XVIII le décora de la croix de la légion d'honneur. A cette époque, il fut nommé médecin du roi par quartier, et composa lui seul le personnel de la faculté du roi. La composition de ce personnel fit autant d'honneur à son jugement médical qu'à son impartialité. Quelque temps après, il commença ses cours particuliers, si remarquables, sur la chimie et la physiologie. Ses élèves, charmés et surpris par l'abondance et la richesse de ses idées, par sa grande clarté et son extrême facilité, vinrent en foule l'écouter et l'applaudir. Il professa successivement ces deux sciences, ainsi que l'anatomie et la pharmacologie, toujours avec le même succès. Après la mort de Halle, il fut privé de la chaire de ce savant professeur auquel il avait si bien mérité de succéder. On sait que cette place fut donnée à M. Berlioz, et que cette nomination fut cause des troubles qui entraînaient la dissolution de l'école de médecine. M. Pelletan fut nommé par M. l'évêque d'Hermopolis, administrateur provisoire de la faculté. Charge de fonctions pénibles et délicates, il s'en acquitta à la satisfaction générale, et l'on put apprécier au milieu de tant d'intérêts froissés, la douceur et l'aménité de son caractère. Il fut nommé professeur de physique médicale dans la nouvelle faculté, après avoir refusé la chaire de chimie, pour qu'il ne fût pas dit qu'il avait déplacé un de ses anciens maîtres. Il eut la satisfaction de faire adoucir le coup que reçurent alors les anciens professeurs, au nombre desquels était son père. Il sollicita et obtint comme récompense d'un service qui lui avait tant coûté la création d'une commission des collections de la faculté, composée de trois membres choisis parmi les anciens professeurs les moins fortunés. Six mille francs furent alloués aux membres de cette commission, dont M. Leroux, ancien doyen, fait partie. Il fut pendant deux ans membre de M. le doyen, témoignage d'estime que ses collègues voudront accorder à ses talents administratifs. Il fut nommé quelque temps après président des jurys médicaux des départements. Les événements de juillet le privèrent momentanément de la chaire de physique médicale qu'il avait dignement remplie pendant huit années, et M. Pelletan vint se soumettre, seul des professeurs révoqués, au seul mode de nomination qu'il avait toujours réclamé pour lui et les autres. Le concours lui rendit une chaire qui était bien la sienne à tant de titres, et justifia pleinement ainsi le choix qui avait été fait de lui comme les espérances et les vœux de ses anciens collègues. Il a publié plusieurs mémoires et plusieurs brochures ayant pour objet les arts chimiques, et compté au grand *Dictionnaire des sciences médicales*. M. Vauquelin rendit un compte très favorable à l'académie des sciences de son *Tratado de chimie*. Dans son *Tratado elementaire de physique*, on reconnaît cette méthode et cette clarté qui caractérisent cet habile professeur. Il a aussi rendu comme chimiste de grands services à l'industrie française par la découverte de procédés très importants de chimie manufacturière. Il a publié : 1° *Dictionnaire de chimie générale et médicale*, Paris, 1822 et 1823, 3 vol. in-8°; 2° *Tratado elementaire de physique générale et médicale*, Paris, 1824, 2 vol. in-8°, en trois parties, dont la deuxième édition a paru en juillet 1851.

PENIERES (JEAN-ANTOINE), état au nombre des gardes-du-corps à l'époque de la révolution. Il a adopté aussitôt les vrais principes, conformément à la droiture de son caractère, et il fut envoyé à l'assemblée législative par le département de la Corrèze. Il devint aussi membre de la convention. Le premier vote bien connu de ce député, vers la fin de 1793, s'explique assez difficilement. Sans considérer que nous plusieurs rapports essentiels la Savoie tient à la France, il se voulait pas qu'on en prit possession : il croyait voir dans l'acquisition de cette province étroite et pauvre les inconvénients d'une trop grande extension de territoire. Dans le procès du roi, Penieres se se sépara

point de la majorité de ses collègues quant à la condamnation, et même il rejeta le suris, ainsi que l'appel au peuple ; mais il demandait en même temps l'abolition de la peine de mort, et il resta un des plus constants adversaires de la faction qui travaillait à rendre la liberté fatigante ou odieuse. Dès le mois de février 1793, il proposa de prendre à l'égard de Marat en particulier le parti le plus simple, celui de le traiter comme un homme atteint de folie. Plus tard il s'exposa courageusement, et toutefois sans succès, à la proscription de vingt-deux députés, demandée sous la forme de pétition, mais les armes à la main. Sa vie avait été en danger dans cette occasion, et d'ailleurs il ne voyait plus rien à espérer de ses efforts ; il chercha donc, pendant quatorze mois, un asile dans un silence propre à le faire oublier. Mais après la chute du parti de la montagne, en prenant de nouveau part aux délibérations, il s'attacha surtout à obtenir le rappel des victimes qui avaient survécu aux suites de la journée du 31 mai. Ce fut sur lui que firent feu, le 1<sup>er</sup> avril 1795, les insurgés de la section des Thermes, qui voulaient que la convention éparpillât Billaud-Varenne, Vadier, Barère et Collot-d'Herbois. Il agit au contraire avec fermeté : elle les condamna tous quatre à la déportation, tandis que Pénier demandait que quiconque dans l'assemblée s'opposerait à leur rétablissement, fût aussi déporté. Le 15 vendémiaire, on le compta au nombre des membres de la convention qui ne se laissèrent nullement intimider par les rebelles. L'enthousiasme général qu'il s'accoutuma au conseil des cinq-cents l'y fit reculer en 1797. Il s'y opposa, dans le mois d'octobre, au projet de Boulay de la Murthe en faveur de la noblesse. Pénier prit partie du tribunal, et il célébra le 1<sup>er</sup> janvier 1800, l'installation de ce corps dans le local du Palais-Royal. Devenu membre du corps législatif, en 1807, il n'y prit la parole dans aucune occasion importante ; mais dans la chambre des représentants, en 1815, il défendit la dignité du peuple français avec une énergie que nuisait la gravité des circonstances. Le 15 juin, il proposa de demander expressément à l'empereur d'Autriche Napoléon II ainsi que sa mère ; le 28 juin, il rejeta l'ancienne constitution de 1791, dont quelques voix proposaient le rétablissement ; enfin, le 4 juillet, il insista pour le maintien des couleurs nationales que Louis XVIII, malgré quelques larmes dont il n'était point dépourvu, ne put pas, ou n'osa pas conserver. Compris dans la loi d'exil du 15 janvier 1816, Pénier s'est rendu aux États-Unis, laissant ici, chez tous les anciens témoins de sa vie politique, l'ineffaçable souvenir d'un beau caractère et du sèle le plus honorable.

**PENTHIÈVRE** (Louis-Jean-Marie de Bourbon, duc de, né à Rambouillet, le 16 novembre 1735. Son père, le comte de Toulouse, le regardant comme devant être son seul héritier, chercha à lui inspirer de très bonne heure de l'inclination pour la marine, dans le dessein de lui transmettre un jour son titre de grand-amiral. Il était encore enfant lorsqu'on fit venir quelques pauvres matelots pour lui montrer, sur les bords de Rambouillet, une sorte d'imitation des manœuvres navales. Mais, dégoûté de sa grandeur naturelle, de ses perles, et de toute l'inconstance des mers, ce spectacle n'avait rien qui pût pas ouner une imagination naissante : celle de Louis de Penthièvre n'en parut nullement émue. D'ailleurs on remarquait déjà en lui ces habitudes régulières, cette inclinaison religieuse, cette humeur bienveillante et timorée qui le ramèneront toujours à la vie paisible, malgré les séductions dont l'environna sa position sociale. Il n'avait que douze ans lorsqu'il perdit son père, et vit ainsi accumuler sur sa tête les titres qu'on prodiguait alors avec un tel mépris des convenances reçues qu'un enfant pouvait être à la fois colonel de deux régiments, gouverneur d'une province importante, et même grand-amiral. Le jeune duc fut en outre grand-oncle ; mais, sans annoncer de génie, il avait trop de raison ou trop peu d'ambition pour croire qu'on lui devait tous ces honneurs que ne justifiait aucun service déjà rendu, et, dès que les occasions s'offrirent, il voulut servir du moins son rang à l'armée. En 1743, il était comme volontaire au camp de Dunker-

que, sous les ordres de son oncle maternel, le maréchal de Noailles, et, dans la campagne suivante, il montra de la valeur à Dettingen. Il épousa, en 1744, une fille du duc de Modène, à laquelle on reconnut aussi les qualités du cœur, soutenues par une vraie piété, mais qui mourut dix à six ans, dans sa vingt-septième année. Le mariage encore récent du duc de Penthièvre ne l'empêcha pas de se rendre aux plaines de Fontenoi. On l'y vit, avec le titre de lieutenant-général, au nombre de ceux qui attaquèrent les premiers la redoutable colonne des Anglais. Quand ils firent ensuite une descente en Bretagne, le duc de Penthièvre, chargé d'y compléter et d'y surveiller la défense des côtes, déjoua toutes les tentatives des ennemis. Son devoir de prince français ainsi rempli, il se crut libre de ne consacrer ses autres années qu'à l'exercice des vertus les plus douces. La mort de son seul fils éteignit la descendance des enfants légitimes de Louis XIV. Cette double perte du fils et de la mère changea en tristesse la tranquillité habituelle d'un prince formé pour les attachements de la vie domestique. Ses biens, déjà considérables, s'étaient accrues encore par la succession du duc d'Eu, il les employa à faire le bonheur de tout ce qui l'entourait et à répandre l'aisance dans ses domaines. Cependant il eut le malheur de ne pas trouver des consolations assez actives dans cet heureux usage de son immense fortune, et, soit qu'en sa pitié même il s'occupât trop constamment d'autres espérances, soit qu'un malaise intérieur le privât de l'énergie de l'âme, il restait partout inquiet et pensif au milieu des bénédictions de ses vassaux, passant d'un château à l'autre par ennui, et se déplaçant surtout, dit-on, dans celui de Seaux, dont pourtant les vastes jardins avaient quelque chose de mélancolique qui eût paru devoir l'intéresser. Il y résidait souvent, mais à cause du plaisir que les embellissements qu'il y multipliait procuraient aux habitants de la capitale. Ce fut principalement l'idée de le distraire qui inspira les fables de l'estimable Florian si attaché à son bienfaiteur. Le prince se défit de Rambouillet, en 1785, et le céda, pour la somme de dix-huit millions, à Louis XVI, qui lui en avait fait la demande. Dans les premiers moments de la révolution, le duc de Penthièvre présida un des bureaux de l'assemblée des notables. Vers cette époque, il eut avec la reine un entretien relatif aux événements politiques. Les gens de cour, si prompts alors à dénigrer quiconque était aimé du peuple, et plus encore quiconque méritait d'en être aimé, prétendirent que le duc avait proposé un plan de réforme consistant d'abord dans la ferme résolution de leurs majestés de ne porter que des habits de bure et des robes de serge. Le prince de Conti se forma une autre idée du caractère du duc de Penthièvre. En lui demandant un asile à Châteaullain, en 1789, il lui dit : « Il n'y a plus que vous qui soyez assuré de l'affection des Français ; il n'y a plus que votre belle amie qui puisse se promettre du calme. » Il jouissait en effet d'une popularité difficile à détruire, et on a calomnié, si cela était possible, les pouvoirs de 1793, lorsqu'on a prétendu qu'un prince d'une piété sincère et d'une bienfaisance exempte d'ostentation, qu'un homme de ce rang, toujours inaccessible aux perfides suggestions d'une cour aveugle, n'aurait pu, s'il avait reçu davantage, éviter l'échafaud. On le plaça à la tête de la garde nationale dans la ville d'Eu : les habitants n'avaient pas oublié qu'en 1776 il avait pris à cœur les besoins de leur commerce, et avait fait construire à ses frais une écluse de chasse à Treport. Il mourut à Vernon, le 4 mars 1793. Ses restes, transportés à Dreux, et placés dans le caveau réservé à sa famille, ont été exhumés ensuite, et enfin déposés dans une chapelle particulière. Les *Mémoires* qui le concernent, écrits par Fortaire, un de ses valets de chambre, méritent beaucoup plus de confiance, malgré leur proximité, que sa *Vie*, devenue un roman sous la plume de Mme Guénard.

**PENTLAND** (Joseph Barclay), naturaliste anglais, né le 17 janvier 1800, à Fintona, comté de Tyrone, ou Irlande. Il a fait ses premières études au collège de la Trinité, à Dublin, et est venu à Paris, en 1818,

pour étudier les sciences naturelles. Il s'est occupé non seulement de l'histoire des animaux, mais encore de la minéralogie, de la géologie et de la physique du globe. C'est dans le but principal d'observer la constitution minéralogique et géologique des Apennins qu'il a fait, en Italie, un voyage de trois années, de 1825 à 1828. Il y a recueilli des ossements fossiles, qui ont été adressés à M. Cuvier, ainsi que des renseignements nombreux dont on retrouve l'indication dans les notes du grand ouvrage sur les fossiles. M. Pentland, de retour de ce voyage, a présenté à la société géologique de Londres la première partie d'un *Mémoire sur la position géologique des ossements fossiles en différentes parties de l'Italie*; mais elle n'a pu encore être imprimée dans les *Transactions* de cette société, vu que l'auteur s'est refusé à écrire la seconde partie pour ne point se trouver en opposition avec un naturaliste très influent, M. Bertrand-Geslin. Attaché, en 1825, à l'ambassade anglaise du Pérou, M. Pentland repart, en 1826, une mission diplomatique du ministre anglais, M. Canning, dont le but était l'exploration du territoire de la république bolivienne, et un rapport sur la situation intérieure de ce nouvel état. Débarqué à Lima, en mai 1826, il fit pendant deux mois des observations sur les variations horaires du baromètre, et mesura la pression moyenne de l'atmosphère, qu'il trouva de 747<sup>mm</sup>,639, pour midi et pour la station du consulat anglais. La hauteur moyenne barométrique au port de Callao et pour le niveau de la mer fut de 761<sup>mm</sup>,373. Il conclut de ces observations que l'élevation de Lima est de 193<sup>m</sup>,57 au-dessus de l'Océan-Pacifique. Enfin il a trouvé à deux lieues de la côte, et à onze cents pieds d'élevation, des coquilles dont les analogues se trouvent dans la mer, ce qui donne l'exemple d'un soulèvement considérable du sol opéré depuis les temps historiques. M. Pentland part ensuite pour le Haut-Pérou; il débarqua à Quilca, passa par Arequipa, franchit la branche occidentale des Andes péruviennes, et descendit sur le plateau qui sépare cette branche de la branche orientale. Ce plateau, élevé de 3960 mètres, est terminé vers le nord par le lac de Titicaca, peu connu des Européens, et point central de l'ancien empire des Incas. La branche orientale est terminée au sud par l'illimani, dont M. Pentland a mesuré trigonométriquement la hauteur, ainsi que celle du Sorata, faisant partie de la même chaîne. Ces montagnes constituent les deux sommets les plus élevés de la Cordillère des Andes, car l'illimani est à 7315 mètres et le Sorata à 7696 mètres au-dessus du niveau de la mer, tandis que le Chimborazo n'est qu'à 6530 mètres. Ces montagnes ne sont surpassées en hauteur que par les pics les plus élevés de l'Himalaya, au Tibet, qui ont jusqu'à 7821 mètres d'élevation. M. Pentland est enfin arrivé dans la ville de Chuquisaca, siège du gouvernement bolivien. Il a mis un an à parcourir toutes les provinces du Haut-Pérou et de Bolivie, où il a pris les hauteurs de 200 points environ. La base de cette partie des Andes, située entre 14 et 20 degrés de latitude sud, est un schiste de transition (*gneiss*); puis viennent, par ordre de superposition, le gris rouge, le porphyre métallifère, et enfin des produits volcaniques récents. Jusqu'ici on avait peu fait d'observations sur les variations horaires du baromètre à de grandes hauteurs; M. Pentland a donné une attention particulière à ce genre de recherches, et il est arrivé à ce résultat bien remarquable: c'est que la variation absolue est à très peu de chose près la même à toutes les hauteurs, et jusqu'au sommet du Potosi, élevé de 4883 mètres, là où le baromètre ne donne plus que 476<sup>mm</sup> de pression. M. Pentland a fait, en outre, des recherches sur les antiquités des peuples de cette partie de l'Amérique: il a rapporté en Europe des têtes d'une race d'hommes dont on ne trouve nulle part les descendants, et qui étaient caractérisés par un crâne extrêmement aplati, même plus que celui du singe. Ces têtes remarquables sont aujourd'hui déposées au cabinet d'anatomie du Jardin-des-Plantes, à Paris. De retour dans cette ville, en 1828, M. Pentland a présenté à l'Institut et au bureau des longitudes la partie géographique de son voyage, dont il rédige actuellement la partie scientifique. On trouve des lettres à M. de

Humboldt sur ce voyage, dans *L'Horta*, tome XIII. M. Pentland a cru devoir répondre, dans les *Annales des sciences naturelles*, 1828, à une critique déraisonnable de M. Coquebort de Montbret sur la question de l'élevation des montagnes d'Amérique. Enfin on a de lui, dans les *Transactions* de la société géologique de Londres, un *Mémoire sur les ossements fossiles du nord-est du Bengale*, 1828, dans lequel il établit que le genre *anthracotherium* se trouve dans les terrains tertiaires aux Indes comme en Europe.

PEPINVILLE. Voyez CONAROT de PEPINVILLE.

PEPOLI (ALEXANDRE-HÉROÛLE, comte, né en 1757, d'une famille noble de Bologne, fit de brillantes études, et montra de bonne heure des dispositions très heureuses pour la culture des lettres et des arts; mais trop avide de gloire, il ne sut point choisir les véritables moyens de l'acquiescer, et comme la modestie n'était pas la qualité dominante de son caractère, la présomption, réunie à un manque absolu d'expérience, l'égaré dès son début dans la carrière littéraire. Était encore très jeune, il composa de nombreuses tragédies, et s'avisa de les publier en six volumes, sous le titre ambitieux de *Tentatives de l'Italie*. D'un côté pour faire valoir ses pièces, de l'autre pour donner un libre cours aux impulsions étranges de son esprit, il écrivait en même temps des préfaces, des discours, des brochures pour déprécier toutes les productions de son temps. Il s'était formé dans la tête un système dramatique qu'on pourrait appeler romantique, mais qui n'était en lui qu'un mélange d'idées vagues, indigestes et bizarres, parce qu'on sait que la grande question des classiques et des romantiques se n'est pleinement introduite dans la littérature que depuis le commencement du siècle, et qu'aujourd'hui même, après les belles doctrines de M<sup>me</sup> de Staël et de Schlegel, cette matière est si loin d'être éclaircie qu'on n'est pas encore parvenu à s'entendre. Ainsi le romantisme de Pepoli, dépouillé de toutes les connaissances positives qui pouvaient le rendre du moins intéressant, avait, dans l'opinion de ses contemporains, quelque chose qui tenait de la folie. On doit ajouter que ses efforts pour avilir la littérature de son pays étaient employés à une époque où, indépendamment de tout de publicistes, de philosophes, d'historiens, de savants et d'artistes en tout genre, qui brillaient du plus vif éclat, les premières tragédies d'Alfieri avaient déjà paru, et enlevé les suffrages de toutes les âmes qui aiment à penser et à sentir librement et fortement, et que la *Méropé* de Maffei était devenue européenne, tant par son mérite intrinsèque que par les éloges de Voltaire, éloges à la vérité qui se tournèrent en satire lorsque le poète de Ferney, ayant résolu de s'adresser lui-même ce beau sujet, crut devoir faire pour Maffei ce qu'il avait fait pour Shakespeare, c'est à dire renverser d'une main un autel qu'il avait élevé de l'autre. Pepoli ne recueillit que le ridicule. Il entreprit une traduction en vers de Milton, mais il n'en finit que les deux premiers livres qu'il fit imprimer, et il publia ensuite un recueil de poésies, sous le titre de *Pianti di Gloriosa*, pour honorer la mémoire de son aïeul Théodore Vernier. Retiré à Venise, il y fonda à ses frais une superbe typographie d'où sortirent quelques belles éditions. Ses ouvrages étaient ordinairement imprimés magnifiquement par le célèbre Bodoni. Dans cette même ville, on voyait de temps en temps ces palais se convertir en salle de spectacle, où il faisait représenter ses tragédies, et l'on concevait qu'elles y étaient applaudies parce que l'urbanité et la politesse des personnes qu'il y invitait ne permettaient pas de les censurer. D'ailleurs il n'est point impossible que ces pièces, qui ne résistent pas à la lecture, produisent quelque effet sur le théâtre: on n'y trouve pas la poésie de la pensée et de la conduite tragique qui élève l'âme, mais on y rencontre souvent le poète des vers qui, flâtant l'oreille, laisse si facilement oublier le reste: et on doit lui rendre la justice que ses sujets étaient quelquefois heureusement choisis. Le temps et l'expérience l'auraient peut-être guéri de ses travers et de sa vanité, car au fond la nature l'avait doué d'un véritable talent; mais une mort prématurée vint l'enlever à l'âge de trente-neuf ans, dans un voyage qu'il

fit à Florence. Le comte Pépoli fut un homme manqué; mais on doit observer que tandis que tout le monde le poursuivait comme une tête étrange, personne n'eut jamais à se plaindre des qualités de son cœur, qui se montrèrent toujours bonnêtes et bienveillantes.

**PERCIER** (CARLES), architecte célèbre, membre de l'Institut (académie des beaux-arts), officier de la légion d'honneur, est né à Paris, le 23 août 1764. Lié d'amitié avec M. Fontaine, autre architecte non moins habile (Foyez ce nom au Supplément), ils unirent de bonne heure leurs talents. A son avènement au pouvoir, Napoléon leur confia l'exécution de plusieurs des monuments publics dont il embellissait alors Paris, entre autres, l'arc de triomphe du Carrousel et le grand escalier du musée, morceaux admirables dans leurs proportions aussi ingénieuses qu'élégantes. On doit encore à MM. Fontaine et Percier les travaux de reconstruction et d'achèvement dernièrement faits au Louvre et aux Tuileries. Devenu architecte du roi Louis-Philippe, ainsi que M. Fontaine, M. Percier était loin d'approuver les travaux des fortifications retranchées récemment élevées dans le jardin des Tuileries, et qui ont excité tant de réclamations. Cependant obligé de les diriger pour remplir ses devoirs d'architecte du gouvernement, il crut qu'il était de sa délicatesse de refuser sa part dans les honneurs d'une opération dont il avait condamné la barbarie. Après quarante années de travaux honorables, M. Percier, nommé d'abord, par Napoléon, chevalier de l'empire, membre de la légion d'honneur, et, par les Bourbons, officier du même ordre, a obtenu une pension due à ses services et un logement au Louvre. Le genre de son talent est la décoration où il excelle par la précision, l'élégance et la légèreté des détails. Il conserve encore aujourd'hui la direction des travaux d'architecture dans les résidences royales, et il est membre honoraire du conseil des bâtiments civils, et membre de la commission créée par l'ordonnance du 4 août 1819, sous le nom de jury d'architecture, pour examiner les travaux des élèves de cette partie, à l'école des beaux-arts de Paris. Il a publié avec MM. Fontaine et Bernier : 1° *Palais, maisons et autres édifices modernes, dessinés à Rome*, Paris, 1798, in-folio, et avec M. Fontaine seul les ouvrages suivants : 2° *Le sacre de S. M. l'empereur Napoléon*, le 2 décembre 1804, grand in-folio. Ce livre, publié sous l'anonyme, ainsi que le précédent, a un second frontispice après la page 56, ainsi conçu : *Description des tableaux et explication des costumes*. Les inscriptions sont de M. Petit-Radel. Elles sont en latin et en français : les tableaux et les costumes ont été dessinés par MM. Percier, Fontaine et Isabey, et gravés par les artistes les plus habiles. Ce livre n'a pas été mis dans la commerce; on commença à le donner en présent vers 1812. 3° *Choix des plus belles maisons de plaisance de Rome et de ses environs*, 1810-1813, in-folio; 4° *Recueil de décorations intérieures pour tout ce qui concerne l'ameublement*, 1812.

**PERIÉ-CANDEILLE** (AMÉLIE-JULIE), connue d'abord sous les noms de Julie et de Simone-Candeille, puis de Perié-Candeille, est l'une des femmes de notre époque qui se sont le plus distinguées dans les arts et dans les lettres. Née à Paris, le 12 août 1767, et destinée à la carrière musicale par son père, elle l'eut pour premier maître, et ses progrès furent si rapides qu'à l'âge de treize ans elle parut au concert spirituel, où l'on applaudit son triple talent de cantatrice, de pianiste et de compositeur. Eblouie de ce premier succès, M. Candeille la fit débiter en 1785, à l'Opéra, dans le rôle d'*Iphegénie en Aulide*, et elle fut reçue immédiatement. M<sup>lle</sup> Candeille y joua encore, l'année suivante, *Songéride dans Atys*; mais son extrême timidité et sa répugnance pour le théâtre déterminèrent ses parents à l'en retirer. Bientôt un événement fâcheux la força de remonter sur la scène. Dirigée par la leçon de Mole, elle joua, en 1785, à la Comédie-Française, *Hermione dans Andromaque*, et fut reçue sociétaire, le même année, sur un ordre de Louis XVI, qui l'avait vue à la cour dans *Ariane*. Quoique M<sup>lle</sup> Candeille eût reçu de la nature la taille noble et imposante qui convient à la tragédie, ses traits charmants et déli-

cats se prêtaient difficilement à exprimer les passions fortes; aussi n'obtint-elle dans ce genre que des succès contestés. Avertie par Préville et Monvel qu'elle réussirait mieux dans la comédie, elle réalisa leur prévision; mais pendant les cinq ans qu'elle passa au Théâtre-Français, elle voyagea souvent pour se consoler de l'envie de ses rivaux, qui ne lui laissaient que les mauvais rôles, et elle cultiva plus que jamais son talent sur le piano qui l'avait déjà placée au premier rang des amateurs, et ses dispositions littéraires qui devaient un jour lui assurer une réputation plus durable. Monvel qui, à son second retour de Suède, avait vu à Lille M<sup>lle</sup> Candeille, l'engagea en 1790, à le suivre au théâtre du Palais-Royal, où il lui fit obtenir des appointements doubles de ce que lui valait son quart de part au théâtre du faubourg Saint-Germain, et un intérêt dans l'administration du nouveau spectacle qui, recruté en 1791, par l'arrivée de Talma, Dugazon, Grandmesnil, de M<sup>me</sup> Vestris, Desgarcins, et autres transfuges de la Comédie-Française, prit alors le nom de Théâtre-Français de la rue de Richelieu, puis en 1793, celui de théâtre de la République. Pendant les quatre à cinq années que M<sup>lle</sup> Candeille se sacrifia encore aux besoins de sa famille, elle parut avec des succès toujours croissants dans plusieurs rôles de Marivaux, de Destouches, dans la rieuse de *L'amant bourru*, et particulièrement dans *La jeune hôtesse*, de Carbon Flins, rôle faux et inconvenant, qu'elle créa avec beaucoup d'art, et où elle ne parait pas avoir été remplacée. Ce fut le 27 décembre 1793 que M<sup>lle</sup> Candeille fit représenter, sous l'anonyme, *Catherine*, ou *la belle fermière*, comédie en trois actes, su prose. Cette pièce un peu romanesque, dont le conte de *La bergère des Alpes* a donné l'idée, fut un succès prodigieux, malgré les rigoristes qui en désapprouvaient le titre peu modeste, ignorant que les circonstances politiques avaient nécessité la suppression du titre primitif, *La fermière de qualité*, qui annonçait mieux le personnage. L'envie prétendait que M<sup>lle</sup> Candeille ne s'était chargée du principal rôle que pour y recevoir des louanges directes sur sa beauté, son esprit et la variété de ses talents; car elle y chantait, en s'accompagnant sur la harpe, deux morceaux de sa composition. Tout Paris alla voir *La belle fermière*, qui est restée au répertoire, parce que cette pièce offre de l'intérêt, de la gaieté, un style naturel et quelques oppositions de caractères; elle eut cent cinquante-quatre représentations de suite. M<sup>lle</sup> Candeille éprouva bientôt l'inconstance du public : *Balthida*, ou *le duo*, comédie en un acte, où elle jouait un duo de piano avec Baptiste aîné, fut reçue avec indifférence, le 16 septembre 1793, au même théâtre, et retirée à la cinquième représentation. *La bayadère*, ou *le Français à Surate*, comédie en cinq actes et en vers, fut sifflée le 24 janvier 1794, sans avoir été entendue, sans égard pour l'auteur qui y remplissait le principal rôle. La cabale calomnieuse aussi M<sup>lle</sup> Candeille; mais il est faux qu'elle ait figuré en déesse de la Raison ou de la Liberté dans une solennité révolutionnaire, comme l'ont répété Mercier dans son *Nouveau tableau de Paris*, et, après lui, MM. Etienne (qui s'en est disculpé) et Martinville, dans l'*Histoire du Théâtre-Français*, et enfin la *Biographie des hommes vivants* de M. Michaud, qui, dans son supplément, a fait droit à la juste réclamation de cette dame estimable à tant de titres. Si elle fut forcée, ainsi que seule les artistes des quatre théâtres, d'assister à une seule fête de cette époque désastreuse, loin de lui reprocher cet acte d'obéissance passive au gouvernement alors existant, il faudrait plutôt la plaindre d'avoir été soumise, par la profession qu'elle exerçait alors, à l'influence directe des agents de la tyrannie. Ce motif, et les désagréments qu'elle avait éprouvés de la part de ses camarades, la décidèrent enfin à renoncer au théâtre lorsqu'elle put le quitter sans danger, et à prendre dans la société un rang plus convenable à l'élevation de ses sentiments. L'année même de sa retraite, en 1794, elle donna au théâtre Feydeau, encore sous l'anonyme, *La commissionnaire*, trait historique, en deux actes et en prose, joué par les acteurs de l'ancienne Comédie-Française. Cette pièce de circon-

stance, inspirée par la chute de Robespierre, et dont le but était de célébrer la vertu de Cange, obtint un grand succès. On l'attribua d'abord à M. de Segur; mais quand on en connut le véritable auteur, M<sup>lle</sup> Constat, qui depuis a réparé ses torts envers une personne dont elle avait été jalouse, arrêta le cours des représentations. En 1796, M<sup>lle</sup> Candaille partit pour la Belgique et la Hollande, où elle donna des représentations et des concerts. Elle fut bien accueillie à Bruxelles, et y connut le chef d'une célèbre fabrique de voitures, M. Jean Simons, qui, plus tard, vint la trouver à Paris, où il l'épousa, le 11 février 1798, pendant que son fils aîné, Michel Simons, contractait de semblables nœuds avec M<sup>lle</sup> Lange, actrice du Théâtre-Français, qui sa beauté et le rôle de *Paméla* avaient mise en grande réputation, et qui est morte à Florence, en 1825. M<sup>me</sup> Simons-Candaille avait pris les rênes d'une maison à peu près ruinée par les faillites de l'émigration. Forcée, par suite de l'aliénation mentale de son mari, de renoncer à un établissement dont elle ne pouvait empêcher la décadence, elle fut obligée de se prêter à un acte de séparation volontaire qui eut lieu en 1802. Abandonnant aux fils et aux cautions de son mari, son douaire, ses reprises, et ne se réservant que ses modestes deniers dotaux, elle revint à Paris auprès de son père, qui était devenu veuf, et avait perdu sa place et l'espoir d'obtenir une pension à l'Opéra. Pour le soutenir, on vit M<sup>me</sup> Simons-Candaille, à trente-six ans, se faire institutrice pendant dix ans. Ce fut alors que l'amitié de Girodet et de Méhul charmerent ses instants. Mais elle se brouilla avec le second, parce qu'elle refusa de s'avouer l'auteur d'une partition qu'il voulait mettre sous son nom; pour contrebalancer les succès de M<sup>me</sup> Gail dont il était jaloux. La pitié filiale fit reprendre la plume à M<sup>me</sup> Simons-Candaille. Ce fut au bénéfice de son père qu'elle donna au théâtre Feydeau, le 19 mai 1807, *Ida*, ou *l'orpheline de Berlin*, comédie en deux actes, mêlée de chant. On lous ses intentions, on trouva la musique gracieuse; mais sa pièce, dont le sujet avait déjà fourni un vaudeville à Radet, n'eut que six représentations. *Louise*, ou *la réconciliation*, drame en quatre actes et en prose, joué au Théâtre-Français le 15 décembre 1803, n'y fut point entendu, et tomba au bruit d'une cabale de l'école polytechnique. Dégoûtée de la carrière dramatique, M<sup>me</sup> Simons-Candaille se mit à composer des romans, et dans ce genre, elle a obtenu des succès plus constants. Un écrit qu'elle était au moment de publier, le 13 mars 1815, l'ayant obligé de passer en Angleterre pendant les cent jours, elle donna à Londres des séances littéraires et musicales, auxquelles prirent part Lafont, F. rdinand, Sor et autres artistes célèbres. Elle reçut, en 1816, le brevet d'une pension théâtrale de douze cents francs pour elle et pour son père, et à son retour à Paris une plus considérable, et le premier usage qu'elle en fit fut de venir au secours de M. Simons, qui se trouvait dans la détresse: une pension lui fut religieusement payée jusqu'à sa mort, arrivée en avril 1821. De retour à Paris, M<sup>me</sup> Simons-Candaille exprima sa reconnaissance dans des *Pers au roi sur la bonté*, cités dans les journaux, et insérés dans *l'Almanach des muses* de 1818. Veuve de M. Simons, M<sup>me</sup> Candaille a épousé, en 1822, M. Perie. Voici la liste de ses ouvrages imprimés: 1° *Catherine*, ou *la belle fermière*, comédie, Paris, 1793, in-8°; 2° *Cange*, ou *le commissionnaire de Saint-Lazare*, 1795, in-8°; 3° *Lydie*, ou *les mariages manqués*, Paris, 1809, 2 vol. in-12; nouvelle édition, corrigée et augmentée, 1825, in-8°; c'est un petit roman de mœurs, digne de l'accueil qu'il recut du public; 4° *Balthide*, reine des Francs, 1814, 2 vol. in-12, avec figures dessinées par Girodet, 1815, in-8°, dont une centaine d'exemplaires vendus en Angleterre, rapporta cent guinées à l'auteur; 5° *Réponse à un article de biographie*, 1817, in-4°; c'est la réclamation contre le fait rapporté dans l'ouvrage de M. Michaud; 6° *Souvenirs de Brighton*, de *London* et de Paris, et quelques fragments de littérature légère, Paris, 1818, in-6°; 7° *Agnes de France*, ou *le douzième siècle*,

1821, 3 vol. in-8° et in-12; 8° *Genesève*, ou *le hameau*, histoire de huit jours, Paris, 1822, in-12; cet ouvrage, dont personne n'a parlé, sans doute parce que l'auteur s'est caché sous les initiales de son nom, est une de ses plus agréables productions: c'est un fragment de voyage très intéressant; 9° *Blanche d'Errenx*, ou *le prisonnier de Gisors*, histoire du temps de Philippe de Valois, 1824, 2 vol. in-12; 10° *Essai sur les joies humaines*, ou *dictionnaire du bonheur*, dédié aux enfants de tous les âges, 1829, 2 vol. in-12, ou 1 vol. in-8°. Cet ouvrage offre des leçons douces et attachantes, dans une foule d'anecdotes originales et piquantes. Les ouvrages de M<sup>me</sup> Perie-Candaille se distinguent en général par le bon moral, par la clarté, la pureté, l'élégance du style. Ses vers ont de la grâce et de la facilité. Mais comme elle joint au talent d'observer celui de peindre, d'égayer et d'émouvoir, nous pensons qu'elle a mieux réussi dans le roman de mœurs que dans le roman historique. Elle est du petit nombre des femmes mentionnées honorablement dans les mémoires de M<sup>me</sup> de Genlis. M<sup>me</sup> Perie-Candaille dans ses dix années de professorat, a fait graver quatorze œuvres pour le piano, avec ou sans accompagnement, une trentaine de romances, musique et paroles, etc.; et depuis son mariage, une foule de *Notices*, parmi lesquelles on distingue celle sur *Girodet*, et quelques articles dans les *Annales des arts*. Le 14 juin 1831, M<sup>me</sup> Perie a été frappée d'une attaque de paralysie foudroyante, au moment où elle allait faire la lecture d'un ouvrage qu'elle venait de terminer; mais depuis cette époque le rétablissement s'opéra de sa santé assure qu'elle pourra dans peu reprendre la rédaction de ses mémoires, dont elle s'occupait depuis long-temps.

PERIE DE SENOVERT (HILAIRE-HENRI), directeur du musée de Nismes, est né à Caen, en 1780, d'une honorable famille de magistrature, dont la position sociale fut renversée par la révolution, et la fortune par la dépréciation des assignats. M. Perie fut livré jeune à lui-même; il étudia les beaux-arts, et s'occupa alternativement de peinture, de sculpture, d'architecture et de numismatique. Les circonstances, et surtout le désir de mettre ce qu'il aimait à l'abri du besoin, lui firent accepter une place de dix mille francs d'appointements dans une administration qui n'était pas de son goût. Il y passa les plus beaux jours de sa jeunesse, et conserva long-temps cet emploi, dans lequel il a toujours montré des manières et un ton excellents, ainsi que des principes surs. Tous ses moments de loisir étaient consacrés à ses études favorites. On a vu aux expositions du Louvre plusieurs ouvrages de M. Perie qui ont attiré l'attention et obtenu un succès mérité qui s'est même étendu en pays étrangers: nous citerons entre autres *Le passage du Styx*, qui a été gravé. Ses *Pers du château de Chambord* ne sont épuisées en peu de temps, et on ne les trouve plus que difficilement dans le commerce. Enfin diverses compositions qui ont orné différents ouvrages ou qui ont été publiées à part, ont assigné à M. Perie un rang distingué parmi nos dessinateurs les plus habiles. Ayant perdu sa première femme, il a épousé, en 1822, M<sup>me</sup> Simons-Candaille qui fait le sujet de l'article précédent. M. Perie a été nommé directeur du musée de l'école de dessin de Nismes, en 1826; il est membre de l'Académie de Gard. Le général La Beaumelle, fils de l'anti-soldatier, était son parent.

PERLET (ADELPH), comédien d'un talent original et supérieur, est né le 28 janvier 1795, à Merville, où son père, parent du journaliste Perlet, faisait alors partie de la troupe dramatique. Admis au Conservatoire, où il reçut des leçons de Baptiste séné, M. Perlet débute au Théâtre-Français, le 4 octobre 1817, dans le rôle de *Crispin de l'habitier impur*. Le succès qu'il y obtint, ainsi que dans les autres rôles qui continuèrent ses débuts, le fit recevoir à ce théâtre, qu'il abandonna bientôt pour ne pas être réduit à jouer trop long-temps les doublures de Thénard et Cartigny, ses chefs d'emploi. Il préféra donner des représentations dans les départements et à l'étranger.

La réputation qu'il y acquit déterminait l'administration du Gymnase à l'engager dans sa troupe. Ce théâtre était alors nouveau, et dès l'ouverture, qui eut lieu en 1811, M. Perlet contribua plus que tout autre à y attirer la foule. Il y crut de la manière la plus originale plusieurs rôles dans lesquels il n'a pas été remplacé, tels que Soufflé dans *La secrétaire* et le cuisinier, *Le gastrone* sans argent, où son ventre paraissait si rec, si plat et presque diaphane; Durand dans *La parain*, l'Artiste, où il contrefaisait merveilleusement plusieurs comédiens du Théâtre-Français, sans en excepter son maître, Baptiste aîné; *La comédien d'Étampes*; cette pièce valut à M. Perlet de graves désagréments pour s'être obstinément refusé à chanter un air anglais qui s'y trouve. Conduit en prison, il reparut trois jours après, et déclara d'une voix émue, mais respectueuse, que son intention n'avait pas été de manquer au public. Mais les cris à genoux ! se faisaient entendre avec une coupable obstination, et, au plus fort de l'orage, M. Perlet s'évanouit. Revenu à lui, il s'avança vers les spectateurs, et leur dit : « Messieurs, j'ai eu deux fois l'honneur de vous déclarer que je n'avais pas eu l'intention de manquer au public; je vous le répète pour la troisième fois; mais dès ce moment je crains d'être comédien. » Il se retira en effet; mais bientôt l'indulgence du public, qui aimait son talent, lui permit de revenir. Il reparut dans *La comédien d'Étampes*, chanta l'air qu'il avait voulu pousser, et fut couvert d'applaudissements. Au mois d'octobre 1812, M. Perlet reçut un ordre de debut à la Comédie-Française; mais préférant les avantages dont il jouissait au Gymnase au dangereux et stérile honneur d'être l'incubateur d'un théâtre déjà en décadence, il le refusa. Le premier gentilhomme de la chambre, s'irritant de ces spectacles, ne pouvant l'envoyer au Fort-Évêque, selon l'ancien usage, pour punir ce refus, on défendit au Gymnase de lui confier aucun rôle. Des lors M. Perlet parcourut les provinces et l'étranger, et tout le rapport d'abondantes recettes. Ce ne fut qu'en 1815 qu'il lui fut permis de revenir à Paris. Il reparut au Gymnase dans les rôles de Crescendo d'une *Fête à Bedlam*, *La comédien d'Étampes*, *Deuxième du Lendemain* et dans *La famille du baron*. Depuis ce temps, M. Perlet a recommencé ses excursions théâtrales, et reparait quelquefois au Gymnase, où il ne contracte que des engagements temporaires. Il est à craindre qu'une santé délicate et usée par un travail forcé ne prive de bonne heure Paris et la France des jouissances que cet acteur excellent est encore en état de leur promettre. Pour le naturel et la vérité du jeu et du débit, M. Perlet n'a point d'égal, ainsi que pour sa facilité à se grimer, à décomposer son visage, à imiter tous les idiomes, toutes les caricatures, enfin par sa prestesse à changer de costume; sous ces derniers rapports, il rappelle Volange; mais c'est le Volange de la bonne compagnie. M. Ouvrard rapporte, dans ses *Mémoires*, que quelqu'un ayant demandé à Talma quel était l'acteur comique dont il appréciait le plus le talent, il répondit : « L'acteur dont de l'intelligence la plus rare, du tact le plus exquis, le plus vrai, l'unique en Europe, c'est Perlet; oui, Perlet; Prévile et Perlet, et cependant nos *messieurs* ne le recevront jamais. » Malgré ce jugement honorable, nous avons su avant-hier que M. Perlet dit, peut-être avec trop de défiance de son talent, qu'il se croyait bien inférieur à Potier.

PERNE (FRANÇOIS-LOUIS), membre correspondant de l'Institut, et ancien professeur d'harmonie au Conservatoire, né à Paris en 1772, étudia la composition sous l'abbé d'Alaudimont, l'un des meilleurs maîtres de chapelle du dernier siècle. En 1811, sa réputation d'excellent harmoniste et théoricien le fit appeler au Conservatoire, où il devint inspecteur-général des études. En 1816, ses travaux sur la musique ancienne, ses saines recherches sur celle des Grecs et du moyen âge, consignées dans plusieurs mémoires qu'il lut à l'Académie des inscriptions et belles-lettres et à celle des beaux-arts, déterminèrent celle-ci à le nommer l'un de ses correspondants. Une partie de ces mémoires a été insérée par M. Fétis dans sa *Revue musi-*

cale. M. Perne, qui habite aujourd'hui Lyon, a publié en 1822 un cours élémentaire d'harmonie et d'accompagnement, en 2 volumes grand in-8°. Il s'occupe maintenant d'un ouvrage de longue haleine qui réunira et expliquera les monuments qui nous restent de l'harmonie et de la mélodie chez les anciens et dans le moyen âge. Il existe à la Bibliothèque du roi plus de quatre-vingts manuscrits, jusqu'ici inconnus ou négligés, sur la musique ancienne, la musique des Grecs, des Romains, la musique liturgique, et sur celle des ménestrels et des troubadours. Ces manuscrits renferment des documents d'un haut intérêt sur la partie scientifique et historique de l'art musical et sur l'invention de l'harmonie et du contre-point. C'est à l'aide de ces précieux matériaux et au milieu de recherches sans nombre, que M. Perne entreprend et conduira à fin un travail aussi instructif et aussi neuf que celui qu'il exécute. Le système de M. Perne pour l'explication de la musique grecque ancienne, à quelque chose de simple et d'ingénieux qui rend cette explication très probable. On sait que rien ne paraît plus compliqué que la théorie de cette musique; Meibonius, Burette, J.-J. Rousseau et quelques autres, qui avaient voulu l'expliquer, ont tellement accablé d'erreurs l'idée de l'effrayante multiplicité et de la complication inextricable des signes de la notation chez les Grecs, qu'on en a presque généralement abandonné l'étude. Qui pouvait charger sa mémoire de seize cent vingt notes qu'on avait cru trouver dans la musique grecque? Tout cet embarras semble ceder aux observations pleines de sagacité de M. Perne. Selon lui, tous ces signes se réduiraient à quatre-vingt-dix caractères, dont il assigne la moitié aux voix et l'autre moitié aux instruments. M. Perne va plus loin: il démontre que dans l'usage général et commun aux praticiens, quarante-quatre caractères, au lieu de quatre-vingt-dix, pourraient suffire, vingt-deux pour les voix et vingt-deux pour les instruments; et enfin que les quarante-quatre signes étant accouplés, et pouvant être aussi facilement considérés comme ne formant qu'une seule et même note, ou pouvait les regarder comme n'en formant effectivement que vingt-deux. Selon le même auteur, chez les anciens la série des sons compris dans l'étendue de chaque voix ou de chaque instrument, était divisée en cinq tétracordes, que l'on comptait en commençant par le son le plus haut du tétracorde. Chaque tétracorde avait deux cordes inaltérables (les sons extrêmes), et deux cordes altérables (les sons moyens); il pouvait de cet assemblage résulter trois genres, le diatonique, deux tons et un demi-ton (*la, sol, fa, mi*); le chromatique, l'écro mineure et deux demi-tons successifs (*la, fa dièse, fa naturel, mi*), et l'enharmonique qui, précédant par une tierce majeure et deux quarts de ton successifs (*la, fa, fa dièse d'un quart de ton, et mi*). Cinq tétracordes suffisent donc dans chaque mode pour chacun des trois genres de voix; le mode restait toujours le même, mais il était transposé par un tétracorde au-dessus ou au-dessous, selon le besoin. Chacun des cinq modes était triple; le mode dorien, par exemple, avait au-dessus de lui l'hyper-dorien, et au-dessous l'hypo-dorien. Ce mode avec les quatre autres, l'éolien, l'ionien, le phrygien et le lydien, formaient un système général composé de quinze modes qui renfermaient trois octaves et un ton. Ainsi un chanteur, un joueur de flûte ou de cithare, n'avait pas besoin de mettre dans sa mémoire le diagramme général de la notation de quinze modes; il lui suffisait de connaître les caractères qui représentent les sons du genre diatonique dans chaque mode, ou même à la rigueur les voix graves n'avaient besoin que d'apprendre les signes de l'hypo-dorien, de l'hypophrygien et de l'hypo-lydien; les voix moyennes, ceux du mode dorien, du phrygien et du lydien, et les voix aiguës, ceux de l'hyper-dorien, de l'hyper-lydien et de l'hyper-phrygien. Les Grecs avaient une manière uniforme et encore plus simple d'enseigner leur système général, puisque des quinze modes, ils ne prescenaient que la notation du mode lydien pour donner les exemples dont ils appuyaient leurs démonstrations; les autorités ne manquent pas à M. Perne pour prou-

ver cette dernière proposition. L'*Introduction à l'art musical de Barchius*, l'*ode de Pindare*, trouvée par Kircher, les *Tables d'Altypius* et plusieurs manuscrits en fournissent beaucoup d'exemples. Nous ne pouvons étendre d'avantage l'analyse des ingénieuses explications de M. Perne; ce que nous avons dit peut faire comprendre à quel degré de simplification des signes de la musique grecque il est progressivement parvenu. Ainsi M. Perne semble destiné, par l'étendue et la variété de ses connaissances musicales, et par son insatiable activité, à éclaircir tous les nuages que d'autres savants ont laissé sur la musique des anciens, ou qu'ils y ont formés eux-mêmes. Les travaux de M. Perne sont consignés dans les mémoires suivants : 1° *Notice sur le manuscrit de Guillaume de Marhault*, 1815; 2° *Nouvelle exposition de la sémiographie ou notation musicale des Grecs*, 1817; 3° *Mémoire sur la théorie et la musique des Grecs avant Pythagore*.

**PERREGAUX** (JEAN-FABIAN), sénateur et président de la banque de France, naquit à Neuchâtel, en Suisse, et vint de bonne heure à Paris, où il étudia les opérations commerciales. Il fonda plus tard une maison de banque qui devint l'une des premières de la capitale. M. Perregaux se distingua pendant sa longue carrière par sa prudence, sa bonté naturelle et la générosité qui était la base de son caractère. Aimé et estimé de tous, et quoiqu'il ne se fût jamais livré à des opérations qui n'eussent eu pour but le bien du pays, sa position et sa fortune l'exposaient aux dangers révolutionnaires : une bonne action l'en préserva. Il s'était réuni à quelques maisons des plus marquantes de l'époque pour offrir son crédit à l'état, afin de payer les bils achetés à l'étranger dans un moment de disette. Pendant qu'il était en Suisse pour diriger ces opérations, il fut dénoncé, et ne revint qu'après le 9 thermidor. Napoléon, qui voulait que toutes les supériorités fussent représentées dans son sénat, prit M. Perregaux dans les premières promotions qu'il fit des membres de ce corps. C'était rendre un hommage à un des négociants le plus généralement estimé de ce temps, et le plus digne de l'être. En 1804, Napoléon lui donna la croix de commandant de la légion d'honneur; M. Perregaux mourut quelque temps après. — **PERREGAUX** (Alphonse-Claude-Charles-Bernardin, comte), fils du précédent, commença sa carrière par être auditeur au conseil d'état, attaché à la section des finances. Il fut ensuite chargé de plusieurs missions administratives en Prusse, en Autriche et en Espagne. L'empereur, pour récompenser son dévouement, le créa comte, et le nomma l'un de ses chambellans. M. Perregaux fut nommé à la chambre des pairs, dans les cent jours, par Napoléon. Louis XVIII, à sa rentrée, ne confirma point cette nomination. M. Perregaux vécut pendant toute la durée de la seconde restauration loin de la scène politique, et il a été compris dans la nomination de pairs qui a eu lieu sous le ministère de M. Casimir Perrier. Il avait épousé, en 1813, l'une des filles du duc de Tarente.

**PERRIER** (MARIE-VICTORINE, veuve PATRAY), née vers 1770, a cultivé les lettres pour sa consolation et pour l'instruction de ses filles. On a long-temps fait violence à sa modestie pour l'engager à publier ses chansons et ses romances, double genre dans lequel elle excellait. Les *quatre saisons du Parnasse*, et *La petite magasin des dames* ont reçu les prémices du talent de M<sup>lle</sup> Perrier. Parmi ses chansons on distingue surtout *Les cinq sens*, dont Alexandre Boucher a fait la musique; *La sonnette*, *Le vent*, *Le désir et le plaisir*, etc., et parmi les romances : *L'amour et la raison*, musique de Propiac; *Introduction à la mélodie*, musique de Barni, etc. En 1804, M<sup>lle</sup> Perrier a publié à Paris un vol. in-12, intitulé : *Récréations d'une bonne mère avec ses filles, ou instructions morales sur chaque mois de l'année, à l'usage des jeunes demoiselles*. C'est un ouvrage en prose, où le récit est coupé par des fables et des couplets tels que l'auteur les savait faire. Était à Lyon, en 1815, elle y a publié une brochure intitulée : *Adresse de Marie-Victorine aux Français*, qui roule sur les événements politiques. On ne connaît de cette dame qu'une petite comédie en un acte et en vers (*L'emprunteur*), repré-

sentée avec succès sur le théâtre de la Porte-Saint-Martin, en 1830. Quant à ses poésies fugitives, elles ont été insérées dans différents recueils, tels que *l'Almanach des Muses*, le *Petit magasin des dames*, les *Quatre saisons*, etc. Cette femme, si recommandable par ses talents et son amabilité, est morte à Paris, au mois d'avril 1830, laissant plusieurs comédies inédites en un acte.

**PERRONET** (JEAN-ROBERT), premier ingénieur des ponts et chaussées de France, naquit en 1703, à Surène, près Paris. Son père, officier au service du cabinet de Versailles, était originaire de Vevai, qui dépendait alors du canton de Berne, en Suisse. Rodolphe était destiné au génie; mais son père vint mourir, et comme la famille se trouvait dénuée de fortune, il se consacra à l'architecture, espérant qu'elle lui fournirait de plus promptes ressources pour lui et les siens. Il avait à peine dix-sept ans lorsqu'il entra dans les bureaux de l'architecte de la ville de Paris. On lui confia presque immédiatement la direction des travaux du grand égout, de l'abreuvoir au quai des Tuileries, et du trottoir en encochenement au quai Pelletier. Vers l'année 1737, il entra dans le corps des ponts et chaussées, où il fut successivement inspecteur et ingénieur en chef de la généralité d'Alençon. Lorsqu'en 1747 l'école des ponts et chaussées fut fondée par Trudaine, Perronet en devint directeur, avec le titre de premier ingénieur, conféré par arrêt du 14 février. De nombreux travaux ne tardèrent pas à confirmer la haute idée qu'on s'était formée de ses talents. Tous ses plans différaient et étaient toujours d'une beauté remarquable, quelques uns sont au rang des chefs-d'œuvre. De vingt et un ponts, français ou étrangers, dont il conçut l'idée, trois seulement furent construits. Les plus estimés sont ceux de Neuilly, près de la capitale, et de Louis XVI (ou de la Révolution), dans la ville même. On peut y joindre ceux de Pont-Sainte-Maxence et de Nemours. Les autres sont à Orléans, à Nantes, Château-Thierry, Brunol, etc. Il en devait faire un près du Jardin-des-Plantes, à Paris, un à Pontoise, un à Lyon sur la Saône : le plus considérable eût été sur la Loire, à Nantes. Parmi ces huit ponts restés en projet, on cite particulièrement celui de la Neva : ou le lui avait demandé, en 1778, et c'était été un des plus beaux monuments de la ville de Pierre 1<sup>er</sup>. Ce pont aurait donné un libre passage aux navires. L'arche du milieu, devant s'ouvrir à cet effet, n'aurait été large que de dix toises; mais les six autres auraient eu d'ouverture dix-huit, seize et quatorze. Les piles du milieu, épaisses de trente pieds, devaient être surmontées chacune d'un arc de triomphe, avec des trophées sur les faces. L'état du sol à Saint-Petersbourg n'aurait pas permis que ce pont fût horizontal, comme celui de Neuilly, le premier qui ait eu ce genre de mérite sans lequel l'ail ne peut être entièrement satisfait. Commencé en 1768, le pont de Neuilly fut achevé en 1773, et, le 23 septembre, la cour et une foule immense assistèrent au dédicatoire. Le pont de Sainte-Maxence est un des ouvrages les plus élégants de Perronet. Quant à celui qui touche à l'ancienne place de Louis XV, et qu'on regarde comme le plus beau de Paris, les piles et les culées en sont vides au milieu, ainsi qu'elles le sont à Pont-Sainte-Maxence sur l'Oise, si l'autorité n'avait pas écarté alors les craintes de quelques personnes qui pensaient que cette innovation nuirait à la solidité, sur la Seine, dont quelquefois les eaux sont fortes. Au-dessus des piles de ce pont, situé dans le plus beau quartier de Paris, devaient s'élever des trophées, à la place desquels on a siens récemment des statues qui paraissent d'une trop grande dimension, et qui ont surtout l'inconvénient d'être portées par de lourds piédestaux. Ce monument a donné lieu à de ces rapprochements qui dans la vie des grands artistes excite la curiosité. Tandis que Perronet, encore élève, travaillait au Louvre, l'académie avait proposé, dans le programme d'un prix, le projet d'un pont en face de la nouvelle église de la Madeleine, au lieu où est aujourd'hui le chef-d'œuvre de Perronet, et le prix avait été remporté par lui-même. On lui est redevable de beaucoup d'autres entreprises. Il avait imaginé d'univer-

à Paris les eaux de l'Yvette et de la Bièvre, en les rendant navigables, dessin auquel on a substitué depuis le canal de l'Ouercq. Celui de la Bourgogne est de Perronet; mais ce fut dans la généralité de Paris, qui se trouvait plus spécialement de son ressort, qu'il multiplia ses soins dont le détail se voit dans ses Mémoires imprimés aux frais du gouvernement. Pendant trente années, environ six cents lieues de routes ont été créées ou embellies, redressées, nivelées et plantées dans cette généralité, et deux mille ponts de toute grandeur y étaient entretenus aux dépens de l'état, vers la fin de l'administration de Perronet. Déjà en 1757 on avait récompensé ses services en le nommant inspecteur-général des sâlines, fonctions auxquelles il ne renouça qu'en 1786. Il n'a pas mérité moins de reconnaissance par d'utiles inventions, au nombre desquelles on cite une drague pour enlever le vase ou le sable, et curer les ports et les rivières; deux scies différentes pour recéper les pieux dans l'eau: une double pompe à mouvement continu; deux roues à aubes, l'une ayant l'arbre horizontal et l'autre vertical: un tombe-reau inversable, ou camiau prismatique, qui se décharge de lui-même, et auquel le nom de l'inventeur est resté attaché; enfin un odomètre applicable aux épuisements, et servant pour apprécier les travaux des ouvriers, et pour régler la marche des cavaliers, des piétons ou des transports. Il faut joindre à ces découvertes de Perronet ses nombreuses observations sur les rades ou ports de Cherbourg, du Havre, de Dunkerque, sur les pilots, sur la courbure des voutes, et l'épaisseur des piles, sur le cintrément des ponts, ainsi que différentes manières de fonder la maçonnerie dans l'eau, et même sur d'autres objets étrangers à ses occupations ordinaires, tels que la manufacture de Soissons, et la fonderie de canons dans l'île d'Oudérit. Même en 1778 l'âge n'avait pas ralenti son zèle: c'est à cette époque qu'il traça un projet de navigation de Nantes à Palm beuf, et qu'il conçut l'idée de ponts formés d'une arche de deux cents, ou même de cinq cents piers d'ouverture. Il était chéri de ses élèves dont quelques uns, qui étaient moins ses disciples que ses amis, ont acquis de la célébrité. Il aimait à les rassembler le soir, et généralement ils recevaient de lui, avec une instruction approfondie, le goût des devoirs de leur état, et l'amour de la vertu. Un jour les ingénieurs donnèrent, d'un commun accord, à leur chef un témoignage d'attachement dont il fut très touché. On lui présenta son buste exécuté en marbre, avec cette inscription: *Patri carissimo familia*. Perronet le légua ensuite par son testament à l'école, avec son cabinet de modèles et sa bibliothèque. Peu d'années après, en 1782, ses élèves ayant fait graver son portrait, ce fut Diderot qui en composa l'inscription. Des honneurs très particuliers, et auxquels il dut n'être guère moins sensible, lui furent aussi décernés à Londres. Son buste y fut placé dans la salle de la société des arts, à côté de ceux de Franklin et d'un très petit nombre d'autres étrangers. Sa vieillesse fut respectée au milieu même de la lutte des factions, et il mourut sans avoir été atteint par les malheurs publics, le 27 février 1794. Il était membre de l'académie des sciences de Paris, de la société royale de Londres, de celles de Stockholm, de Berlin et de plusieurs villes de France, et il portait la décoration de Saint-Michel. L'étendue de sa correspondance ne l'a pas empêché de rédiger de nombreux rapports: on les trouve principalement dans le *Recueil de l'académie des sciences*, ou dans la *Collection académique*, partie française, tomes 14, 15 et 16. Deux de ces Mémoires ont été imprimés séparément à Paris, l'un relatif à l'Yvette et à la Bièvre, 1776, in-4°, avec planches, et l'autre concernant les ponts bardi, destinés à franchir de profondes vallées, 1793, in-4°, avec une grande planche. Le principal monument de ces travaux est sa *Description des projets et de la construction des ponts de Neuilly, de Nantes, d'Orléans*, 1778, in-4°, avec atlas in-fol.; et Paris, 1782-1789, 3 vol. in-fol. En 1805, Le Sage a donné une *Notice pour servir à l'éloge de Perronet*.

**PERSIL** (JEAN-CHARLES), est né à Condom, département du Gers, le 13 octobre 1785. Il vint à Paris à l'âge de dix-neuf ans, et fit son droit en une seule an-

née, ce qui était permis par les règlements de cette époque. Il employa une autre année à obtenir le grade de docteur. Il était âgé seulement de vingt-deux ans lorsqu'il publia la première édition de son *Régime Apothécaire*, qui fut suivie plus tard de ses deux volumes de *Questions sur les hypothèques*. Vers ce même temps, il parut avec honneur dans un concours ouvert à Paris pour une place de professeur à la faculté de droit de Grenoble, à la suite duquel on lui offrit une suppléance à celle de Dijon. Il la refusa, et reprut l'année d'après, âgé de vingt-trois ans, dans un nouveau concours où se disputaient deux chaires de professeur à la faculté de Paris. L'un de ses compétiteurs était M. Dupin aîné, aujourd'hui procureur-général à la cour de cassation. Ni l'un ni l'autre ne furent nommés, et pourtant tous les deux étaient désignés au choix des juges par les suffrages unanimes des spectateurs des épreuves. Il recourut du moins un dédommagement de cette disgrâce dans une expression officielle de regrets que vint leur apporter une députation des jeunes gens de l'école. M. Persil se livra alors entièrement à la pratique du barreau, et il succéda ne tarda point à couronner ses efforts. Il s'y fit rapidement un état. Il y était déjà en première ligne dans les années qui suivirent la restauration, et bientôt il y occupa l'une des premières places, qu'il a gardée avec éclat jusqu'au moment de son changement de carrière. La nature de son talent l'appelait plutôt à la discussion des principes du droit civil qu'à celle des questions de droit public dont l'établissement du régime constitutionnel força souvent les tribunaux à s'occuper, il ne figura pas aussi fréquemment que plusieurs de ses confrères dans les procès politiques. Cependant il plaida deux fois devant la chambre des pairs: une première, pour Demouchy, lors de la conspiration de 1820, et une seconde pour M. Etienne, lors du procès de l'association nationale. Il fut aussi le défenseur de M. Baux, alors professeur-suppléant à la faculté de droit de Paris, accusé d'avoir donné à ses leçons une couleur trop libérale. Le défenseur aussi était libéral, non moins que le prévenu, et la renommée de son patriotisme ainsi que celle de son mûr te lui valut les suffrages des électeurs de Condom, son pays natal, où il fut nommé député en juin 1830. Il se trouva donc membre de cette chambre dont la fermeté provoqua la colère insensée de l'impudent successeur du prudent Louis XVIII, et amena par suite la déchéance de la branche aînée des Bourbons. Il fut l'un des premiers à critiquer la nomination et à combattre les actes du ministère Polignac. Les fameuses ordonnances le trouvèrent également, l'un des premiers, prêt à la résistance. Il fut du nombre des douze députés qui se réunirent dès le lundi chez M. Delahorde, et il assista pareillement à toutes les réunions qui suivirent. Il sortit de l'une d'elles quand, sur le pont des Arts, il faillit être tué par une décharge des Suisses, encore postés dans le Louvre. Le samedi, il accompagna M. Dupin à Neuilly, et alla avec lui offrir au duc d'Orléans la lieutenance-générale du royaume. Peu après l'établissement de la royauté nouvelle, il refusa la place de procureur-général à la cour royale de Paris. Alors commencèrent activement pour lui les travaux législatifs. Aucune grande question ne s'agita dans la chambre qu'il ne prît part au débat. Son premier discours fut prononcé contre ceux qui voulaient prêter le serment avec restriction. Il attaqua ensuite les associations politiques, dont les membres prétendaient prouver au pays l'excès de leur dévouement en commençant par se mettre en controversion avec ses lois. Promu bientôt à la place de procureur-général, qu'il accepta cette fois, et soumis par ce fait à une réélection, il fut immédiatement renvoyé à la chambre par le département qui l'avait déjà nommé. La chambre le choisit pour premier commissaire au soutien de l'accusation des ministres devant la cour des pairs, où il reprut de nouveau en qualité d'organe du ministère public, lors de l'affaire de l'école libre qu'avait essayé d'ouvrir M. le vicomte de Montalembert. Dans la discussion relative à la révision du code pénal, il vint de rendre un vrai service à la législation et à ceux qui en font l'objet de leurs travaux, en introduisant le système



de codification, c'est à dire en obtenant que chaque article nouveau prendrait dans le code la place de celui qu'il est destiné à changer ou à modifier, et qu'on publierait une édition complète ainsi rectifiée, au lieu de se borner à la promulgation isolée des dispositions nouvelles. Par là se trouve évité cet inconvénient que les vicissitudes de notre législation ont rendu si sensible depuis quarante ans, celui de laisser entre les mains des lecteurs non suffisamment instruits un texte dont plusieurs dispositions se trouvaient abrogées par une loi ignorée d'eux. Là se bornent, quant à présent, les travaux parlementaires de M. Persil. Son existence politique ne faisant que commencer, le moment de la juger n'est point encore venu. Nous dirons seulement que si les uns y ont trouvé trop de sévérité, les autres y ont vu des gages assurés d'espérance pour les amis de l'ordre et d'une sage liberté. Mais sa vie comme avocat est terminée, et il est permis de l'apprécier; elle l'offre sous deux aspects : il fut auteur, et il plaida. Son livre (car les deux ouvrages n'en font vraiment qu'un) est l'œuvre d'un esprit juste et éclairé. En général, les décisions en sont sages : on y voit une grande sagacité mûrie par beaucoup d'expérience. Toutefois, il faut le dire, ce livre laisse plus d'un regret. D'abord, il a le tort d'avoir vieilli : la dernière édition fut publiée dans le cours de 1820, et pendant les douze années qui se sont écoulées depuis, la jurisprudence a subi une foule de variations. Ensuite, défaut plus grave, il manque de profondeur : la discussion n'y est pas assez nourrie, le sujet pas assez creusé. On lui demande en vain ce qui caractérise les œuvres de nos grands jurisconsultes d'autrefois : les élaborations consciencieuses accompagnées d'abondantes recherches et de nombreuses citations, méthode de travail, dont le secret perdu de nos jours, malgré ce qu'en ont pu penser les faciles admirateurs de la très superficielle érudition du président Henryon, ne s'est retrouvé que dans quelques uns des beaux réquisitoires de M. Merlin, et dans le traité de l'usufruit du savant Proudhon. Ce n'est pas que l'auteur n'eût été capable d'embrasser plus fortement sa matière : mais parmi les préoccupations du palais, le temps lui a manqué ; on voit que chaque feuillet de son livre fut écrit sur un dossier, dans l'intervalle de deux audiences. Pour se faire une idée juste du talent de M. Persil, il faut donc l'avoir entendu à la barre. C'était là qu'il donnait toute sa mesure, et que, chaque jour, les hommes du métier pouvaient venir l'écouter avec une satisfaction sans mélange. Nous disons les hommes du métier, car eux seuls pouvaient bien goûter tout son mérite, qui était plus solide que brillant. M. Persil, en effet, ne visait jamais à la réputation de l'orateur : son éloquence était dans l'autorité de sa raison et de sa doctrine. Il n'empruntait à l'art de la parole que ce qui est indispensable à tout bon avocat, le pouvoir de maltriser l'expression, et de rendre avec exactitude toutes les nuances de sa pensée, faculté plus rare qu'on ne le croit communément, et trop peu appréciée par les auditeurs vulgaires ; car dans la rapidité de l'improvisation, le mot va souvent au-delà de l'idée, et il est moins difficile d'arriver à l'élégance qu'à la propriété des termes. M. Persil disait donc toujours tout ce qu'il voulait dire, et cette justesse d'élocution servait admirablement chez lui une logique pleine de rectitude. Sa dialectique serrée et rigoureuse jusqu'à prendre parfois un air de subtilité, faisait de chacun de ses plaidoyers un corps de raisonnement, complet de toutes parts, et où l'adversaire cherchait en vain un vide pour y introduire une objection. Les objections d'ailleurs n'étaient pas faciles avec lui, pour qu'il n'y en avait guère d'imprimées. Car il est très réellement avant : et quoique les circonstances ne lui aient pas permis de mettre de l'érudition dans son ouvrage, il en déployait beaucoup dans ses plaidoyers. Sous ce rapport, son éloignement de la barre est une perte irréparable et probablement irréparable. Il appartenait à cette race de jurisconsultes, dont le seizième siècle vit fleurir la brillante époque, dont les générations chaque jour appauvries se sont perpétuées jusqu'à nous en traversant avec peine l'ère frivole du dix-huitième siècle, et dont les derniers rejetons meurent ou se retirent aujourd'hui, laissant

un palais plein de parleurs disert, mais vide de savants hommes. Les traditions de la science sont perdues, le nom même des doctes est oublié. Qui se souvient de Cujas, de Danoulin, de d'Argentré, de Loyerus ? Le droit aujourd'hui ressemble à l'une de ces contrées de l'Orient, autrefois couvertes d'un peuple nombreux, et maintenant désertes : dans ses champs abandonnés s'élèvent çà et là, du milieu des ruines, quelques gigantesques ouvrages préservés des outrages du temps par la solidité de leur masse ; sortes de pyramides intellectuelles que visite à de longs intervalles un voyageur solitaire, jeté par l'instinct de son goût hors des grands chemins du monde, et qui ne rapporte de son pèlerinage qu'une érudition dédaignée par l'ignorance ou calomniée par la paresse. Pour en finir avec M. Persil, disons que, comme homme, son attitude au palais fut toujours digne de sa position comme avocat. Il avait bien un peu de sécheresse dans le ton, et parfois en écoutant son adversaire, il lui arrivait de laisser échapper un sourire où se peignait trop le sentiment de sa supériorité ; mais ce n'en fut pas moins un bon et honorable confrère, investi jusqu'à la fin de l'existence de son ordre, qui l'a vu avec joie promu aux premiers emplois de la magistrature.

PESTEL (FÉLIX-GRÉGOIRE), professeur de droit, né en 1724, à Rinteln, dans l'électorat de Hesse. Il donna, en 1747, des observations sur Tacite qui annonçaient des connaissances étendues, et, trois ans plus tard, des recherches sur les immunités obtenues du comte palatin Frédéric V, par le comte de Schaumbourg, en faveur de l'académie fondée par ce seigneur en 1621. A l'âge de trente-neuf ans, il remplaça Weiss dans la chaire de droit public à Leyde, et il prit pour sujet de son discours d'inauguration, le 16 mai 1763, *De domini ex neglecta juris publici in civitates redeuntibus*. L'utilité des leçons du savant professeur fut bientôt reconnue, et, pour y participer, les étudiants accouraient à Leyde, non seulement des autres parties de la Hollande, mais de plusieurs pays étrangers. Pestel joignait à beaucoup de lumières et de sagacité, ces vues philosophiques qui embellissent et simplifient en un sens, les questions arides ou trop confuses du droit et de la diplomatie. Cependant la philosophie du professeur, moins impartiale à l'égard des contemporains, ne le préserva pas de préventions politiques en 1795 : elles lui firent perdre sa chaire, où on craignait l'ascendant qu'il eût pu avoir sur de jeunes esprits. Il retourna en Allemagne, et fut remplacé à Leyde par le fils du célèbre Walkenaer. Ce fut seulement huit années après, au mois de septembre 1803, que Pestel se vit rappelé à Leyde par les curateurs de l'université. Malgré la fatigue de ces déplacements dans un âge avancé, il reprit en fonctions avec un nouveau zèle ; mais il cessa de vivre en 1806. Quelque temps après, au mois de juillet, son éloge a été prononcé à Leyde, dans la société de littérature hollandaise, par le professeur Te Water. Les principaux ouvrages de Pestel sont : 1° *Fondemens de la jurisprudence naturelle* (en latin), 1773, 1 vol. grand in-8°. On en a fait trois autres éditions : la dernière en 1788, avec diverses augmentations. Cet important ouvrage, composé principalement pour les disciples de Pestel, a été accueilli au-delà de son attente, et traduit en français, en 1774, ainsi qu'en hollandais et en allemand. 2° *Oratio de literarum studiis florentibus, pro eo quo à populorum retribus honorantur, pretio*, Leyde, 1775, in-4°. 3° *Oratio de differentiis præcipuis in veteri et recentiori potestate europæarum politicâ*, Leyde, 1778, in-4°. 4° *Commentaires sur la république batave* (en latin), 1781, 1 vol. in-8° : puis, avec des additions considérables, 1786, 3 vol. in-8°. Il en a paru, en 1790, un abrégé pour la commodité des disciples de l'auteur. Ce livre renferme les documents les plus précieux sur l'histoire, le droit et même la statistique de la Hollande. 5° *Oratio de fructibus qui ex jurisprudentiâ perfectiori ad populos europæos, sæculu XVIII. pervenerunt*, Leyde, 1789, in-4°.

PETIT (ANTOINE), célèbre médecin, né en 1715, à Orléans. Son père qui, dans l'enfance et par l'effet du second mariage de sa mère, avait été expulsé de la maison maternelle, s'était fait tailleur, et était resté avec

fortune. Néanmoins Antoine acheva ses premières études au collège d'Orléans, et ensuite ayant appris la chirurgie, il alla dans la capitale où l'appelaient son ardeur pour le travail. Secondé par une aptitude naturelle très remarquable, il fit de rapides progrès en anatomie, et dans les diverses parties de la médecine ou de la chirurgie, particulièrement dans la science de l'accouchement. Il ne tarda pas à obtenir une grande réputation en formant des élèves; mais il ne possédait pas les deux mille écus exigés alors de celui qui voulait être reçu soit médecin, soit chirurgien. Cependant l'usage des deux compagnies était d'admettre un adjuvateur en faveur de quelques candidats de grande espérance. On pouvait les recevoir provisoirement, *ad meliorem fortunam*, ce qui signifiait qu' aussitôt que leur situation le permettrait, ils acquitteraient la somme prescrite. Cette sorte de faveur que Petit sollicitait en vain de la faculté de médecine, lui fut offerte par le collège de chirurgie; mais les médecins comprenant alors qu'il leur convenait d'acquiescer un débutant si capable d'honorer leur corps, accueillirent enfin sa demande. Ce succès, obtenu en 1746, ne fit qu'accroître son zèle: il se montra également habile comme praticien et comme professeur, dans l'art d'opérer ou dans la science plus conjecturale de la médecine. Cette réunion de moyens importait à ses yeux: il ne voulait pas que les médecins se bornassent à déterminer le moment des opérations indispensables. A leur manque quelque chose d'essentiel, disait-il, s'ils ne savent pas diriger eux-mêmes, et au besoin exécuter ce qu'ils prescrivent. » Ainsi que l'illustre Boerhaave, Petit avait reçu de la nature ce tact qu'une application assidue fortifie sans doute, mais que rien ne saurait suppléer, et les étrangers même venaient le consulter comme le premier homme de l'époque pour discuter les symptômes des maladies les plus occultes. Ce fut son mérite sous ce rapport qui le fit recevoir, en 1760, à l'Académie des sciences, quoiqu'il n'y eût encore présenté que deux mémoires, et qu'il n'eût rien publié d'important, excepté comme simple éditeur. La chaire d'anatomie ayant été confiée à Petit huit ans après, il l'occupa avec tant de distinction qu'il attira au Jardin-du-Roi une affluence qui n'avait encore eu lieu pour aucun autre cours. Quelque vaste que fût son sujet principal, la structure du corps humain, Petit en jugea les limites trop étroites pour son esprit actif; il y joignit de savantes considérations sur l'art de l'accoucher et sur divers objets de la médecine interne. Une diction abondante, variée, facile, et dans laquelle la sagacité égala la clarté, contribua à grossir le nombre de ses auditeurs. L'amphithéâtre n'en pouvant contenir qu'environ huit cents, une partie du public assistait à ces leçons très incommodement, mais sans se rebuter jamais. Le quartier Saint-Victor, où ce professeur demeurait alors, et où il donnait ses consultations, avait changé d'aspect: on voyait beaucoup d'équipages dans sa rue si abandonnée en d'autres temps. C'est auprès de lui que se formaient la plupart des médecins qui ont eu un nom au milieu de la génération suivante. Vers l'année 1776, commençant à désirer le repos, il se retira au village de Fontenai, où il avait choisi une maison agréable, mais il accordait régulièrement à ses malades de Paris trois jours de la semaine. Quelque studieux qu'il eût été, il sentait le prix des loisirs qu'on peut se permettre de goûter enfin, et même ce n'était pas avec indifférence qu'il réunissait des amis autour d'une table l'écrit. Lorsqu'il désira de se faire remplacer dans sa chaire, il désigna un de ses meilleurs disciples, Vicq-d'Azyr: mais Buffon, en qualité d'administrateur du Jardin-du-Roi, donna la préférence à Portal, qui d'ailleurs avait déjà professé comme suppléant, et qui était plus praticien que Vicq-d'Azyr, mais n'était pas aimé de Petit. D'autres qualités honorables accompagnant chez ce dernier les talents auxquels il devait sa réputation. Dès que sa fortune le lui permit, il s'occupa de fonder des établissements en faveur des classes souffrantes. Il n'en était pas détourné par les larmes ou les exigences d'une famille: il ne s'était point marié. On lui reprochait même d'avoir conçu une fort mauvaise opinion des

femmes en général, et de s'expliquer quelquefois à leur égard en termes injurieux. Dans un roman assez méprisable, intitulé: *Le poète*, Desforges attribuait à Petit des mœurs très relâchées, et se disait en même temps son fils naturel; mais il n'a pas été cru, parce que la générosité ou même les principes de ce grand médecin n'ont point permis de supposer que s'il en eût été ainsi, il n'eût rien fait en faveur de cet homme. Chez Petit, le déintéressement même était raisonnable: il pensait qu'on devait, dans sa profession, se faire bien payer des gens riches, ne fût-ce qu'afin d'être en état de donner sans rétribution ses soins non seulement à l'indigent, mais à toute personne dont une maladie coûteuse pourrait épuiser les modiques ressources. En fondant une chaire d'anatomie et de chirurgie dans la faculté de médecine de Paris, il voulut que les professeurs, choisis par elle dans son sein, se livraient à l'enseignement pendant dix années. Il désigna lui-même les deux premiers de ces professeurs, Leclerc pour l'anatomie, et Corvisart pour la chirurgie. Ce fut avec une satisfaction plus particulière encore qu'il devint le bienfaiteur de la ville où il était né. Il disposa de 100,000 livres pour y établir quatre médecins et deux chirurgiens chargés de traiter gratuitement tout habitant pauvre, et de donner aussi leurs conseils ou leurs soins aux gens de la campagne les jours de marché. Sa sollicitude s'étendit jusqu'à des objets étrangers à sa profession. Il pourvut aux emoluments de deux avocats et d'un procureur destinés à embrasser la défense légale des hommes qui ne pourraient faire aucun sacrifice pour soutenir leurs droits. Les revenus affectés à ces différents établissements ont été aliénés au milieu des troubles publics, mais la maison de consultation à Orléans a subsisté: on a continué d'y suivre en grande partie les intentions du fondateur. Incapable de rougir de son extraction, il avait stipulé expressément que le concierge serait toujours un tailleur peu aisé et né dans cette ville. A Fontenai-aux-Roses, si près de Paris, il ne pouvait que très difficilement se soustraire à l'indiscrète confiance du public dont il avait eu l'intention de se séparer, et d'ailleurs ce séjour lui devint odieux lorsqu'il y eut perdu sa mère; il alla donc se fixer au bourg d'Olivet, à deux lieues d'Orléans. Ses adieux à Fontenai furent dignes de l'attentive bonté de son cœur; il laissa aux habitants une maison pour qu'ils eussent parmi eux un officier de santé. Il passa peu de temps dans sa nouvelle demeure: il y mourut le 31 octobre 1796. Ses ouvrages, en petit nombre, peu considérables et négligemment écrits, mais très ingénieux, se recommandent aussi par la force du raisonnement ou par la clarté de l'expression; ce sont: 1° *Anatomie chirurgicale de Palfin* (avec des notes de l'éditeur et un traité complet d'ostéologie), 1753, 2 vol. in-12; 2° édition, 1757, in-4° (avec une addition consistant en un *Discours sur la chirurgie*); 3° *Rapport en faveur de l'incubation*, 1768, in-8°; 3° *Recueil de pièces concernant les naissances tardives*, 1766, 2 vol. in-8°. Dans cette sorte de po'énique, Petit admettait les naissances tardives, positivement contestées déjà par plusieurs de ses contraires. Bouteau, un de ceux qui l'attaquaient, se défendit avec humeur, et cela donna l'avantage à son adversaire, plus spirituel et plus modéré. Cependant Petit ne traita pas ensuite avec la même retenue le jeune Portal: le dementi eut des suites assez graves pour que la faculté se crût obligée de sévir contre le rédacteur avoué d'un écrit qu'on croyait plus généralement l'ouvrage secret de Petit lui-même ou bien de Vicq-d'Azyr. 4° *Projet de réformes sur l'exercice de la médecine*, in-8°. Quant aux mémoires qu'Antoine Petit avait adressés à l'Académie des sciences, avant d'en faire partie, ils concernaient, l'un quelques ligaments de l'utérus, et l'autre un genre d'anévrysme.

PETIT TROUARS (ALBERT ALBERT DU), naturaliste, né né à Saumur, le 11 novembre 1758. Le rang et la fortune de ses parents lui ouvraient avantageusement la carrière militaire, il fut destiné à cette profession. Le vie frivole des officiers en garnison ne lui convint pas long-temps: il se plaisait de préférence à consacrer ses loisirs à l'étude des sciences naturelles et à la lecture. Quelques narrations de voyageurs té-

Il se trouva avec lui un gros ducet il avait été précédé par deux autres voyageurs, et il retourna à son pays vers l'été lorsqu'un de ses amis vint le chercher pour aller faire autrefois la découverte d'une île déserte, près de celle que lui donnaient les cartes sous le projet de se rendre au continent par des routes plus éloignées. Mais comme il n'y avait ni source de terre pour la nourriture, ni eau douce, l'intérêt augmenta sa curiosité : on s'était vu des découvertes : on n'avait rien trouvé ; l'expédition se dissipa : si se figurait continuer sa route sans vaisseau attendant en vain les secours de ses compagnons ; mais pour suivre une souscription pour aller à sa recherche. Au lieu de la connaissance du projet, on ne put que pour l'avertir qu'il veut s'associer à une entreprise, et ce simple bien être le Banks ou le Comte de Saint-Pierre dont il sera, lui, le Cook ou le capitaine M. Du Petit Thouars quitta, eu effet, sur-le-champ le service, afin de se livrer entièrement aux occupations du voyage. Les souscriptions étaient rares : il vendit son patrimoine, ainsi que son frère, pour satisfaire aux frais de l'armement, et fut même obligé de recourir à sa famille, qui s'engagea pour des sommes assez considérables. Le moment du départ était prochain. Il se rendit à Brest, lieu de l'embarquement, tranquille au milieu du tumulte qui l'environnait, parce qu'au moyen de son voyage, il s'en était remis au temps pour juger les grandes questions qui s'agitaient alors (en 1791), lorsqu'en passant dans une petite ville de l'Ouest, il exista la défiance des autorités, fut arrêté et mis en détention pendant près de six semaines. Son frère Aristide, que l'on inquiétait aussi à Brest, ne vit rien de mieux à faire que de prendre le large, et partit en lui indiquant pour lieu de rendez-vous l'île de France. Un mois après, M. Du Petit Thouars s'embarqua sur un autre bâtiment pour cette destination; mais il n'y devait pas retrouver son frère que le gouvernement portugais envoya prisonnier à Lisbonne, après avoir confisqué son bâtiment, lors d'une relâche forcée à l'île de Fernand de Noronha. Après une traversée des plus pénibles, il arriva enfin à l'île de France, n'ayant à sa disposition, de tous les capitaux qu'il avait déplacés et mis en avant, qu'une seule et dernière piastre. Son voyage ne devait pas être sans résultats : il s'évertua, et finit par trouver les secours qui lui étaient nécessaires. Après deux premières années employées à parcourir l'île de France dans tous les sens, et à rassembler ses productions végétales, il visita Madagascar, revint à l'île de France, puis passa à l'île Bourbon, où il s'y resta trois ans et demi. Après une autre année de séjour à l'île de France, la paix survenue lui procura le moyen de revoir sa patrie. Il profita du passage que le gouvernement lui donnait sur la frégate la *Thémis*, et débarqua à Rochefort, en septembre 1808, après dix ans d'exilance. M. Du Petit Thouars rapportait avec lui un herbier d'environ deux mille plantes, six cents dessins des sujets les plus remarquables, les descriptions de toutes ces plantes, et un mot les matériaux propres à former la Flore des contrées qu'il venait d'habiter, et désormais il allait s'occuper du travail et des démarches que nécessitait la publication de cette Flore. Outre cela, M. Du Petit Thouars donna un commencement d'exécution à plusieurs autres ouvrages qu'il mènerait depuis longtemps. Voici, tel qu'on peut le faire aujourd'hui, le catalogue de ces ouvrages : 1° *Essai sur la végétation, considéré dans le développement des bourgeons*, 1809, 1 vol. in-8°. 2° *Mélanges de botanique et de voyages*, premier recueil, contenant : Dissertation sur l'enchaînement des êtres; *Genera nova Madagascaria*, adressés à M. de Jussieu en 1795; *Observations sur les fleurs australes d'Afrique*, adressées à M. Lamarck, en 1801, avec deux planches; *Cours de botanique appliqué aux productions végétales de l'île de France*, première promenade; *Esquisse de la Flore de Tristan d'Argunga*, précédée de la description de cette île, avec quinze planches et une carte; *Basil sur la moëlle et le fœtus*, 1 vol. in-8°. 3° *Recueil de rapports et de mémoires sur la culture des arbres fruitiers*, 1815, in-8°, avec huit plan-

ches: 4.<sup>e</sup> *Histoire d'un morceau de bois*, 1815, in-8°.  
5.<sup>e</sup> *Le verger français*, second recueil, contenant entr'autre un mémoire sur les effets de la gelée sur les plantes, 1816, in-8°.  
6.<sup>e</sup> *Cours de physiologie ou de botanique générale* (les deux premières seules et le discours d'ouverture), 1819, in-8°.  
7.<sup>e</sup> *Histoire des végétaux recueillis dans les îles d'Afrique*, 1.<sup>re</sup> partie, 1820, 1 vol. in-4°.  
8.<sup>e</sup> *Histoire particulière des plantes orchidées*, 1822, 1 vol. in-4°, avec cent dix planches; 9.<sup>e</sup> *Mémoires sur la formation naturelle et artificielle des arbres*, 1824, in-8°.  
10.<sup>e</sup> *Notice sur la formation de la pépinière du roi, au Roule*, 1825, in-8°. Ainsi qu'on le voit par ce catalogue, la plupart des ouvrages de M. Du Petit Thouars n'ont reçu qu'un commencement d'exécution, et ceci s'explique par la difficulté de répondre aux vœux considérables qu'exige la publication de cette sorte d'ouvrages, ainsi que par le travail que demandent tant et de si diverses entreprises. Il faut prendre aussi en considération les soins que M. Du Petit Thouars a données à la pépinière du Roule, soins devenus aussi résultat pour les sciences depuis la destruction de cet établissement. C'est là que M. Du Petit Thouars s'occupait particulièrement de physiologie végétale, et qu'il s'est vu enlever, par une décision arbitraire de M. Sieyès de Mayrinhac, les sujets d'une longue observation et tout ce qu'il avait préparé d'experimental sur la vie des végétaux. M. de Villele, qui avait connu autrefois à l'île de France, se remuait toujours avec plaisir de leur ancienne liaison, et le favori dans ses entreprises scientifiques. La chute du premier ministre a été un malheur réel pour le naturaliste. M. Du Petit Thouars a été élu membre de l'Institut le 10 avril 1820; il est membre de la légion d'honneur et associé de beaucoup de sociétés savantes. Aubert est le nom de sa famille, saint Aubert son patronal, d'où Aubert Auburt : la particule qu'on ajoute à son autre nom, ou lui appartient pas; ce nom est simplement Petit Thouars.

est complétement perit à jamais.

**PEYRAUD DE BEAUSSOL**, auteur dramatique, né à Lyon, vers 1735, fit imprimer, en 1756, une tragédie de *Sitronique*, qui n'a pas été représentée, et s'occupa déjà à cette époque d'un ouvrage sur lequel il fonda de grandes espérances de gloire et de fortune. C'était une seconde tragédie intitulée : *Les Arctérides*. Il lui vint alors à la composer, et eut beaucoup de peine à la faire recevoir. Elle fut jouée en 1775. Cette pièce, écrite en six actes, et les comédiens ne s'en étant approchés qu'aux répétitions, offrirent à l'auteur de lui en payer les droits à raison d'un succès complet. Il voulait les dispenser de la jouer : mais Peyraud de Beaussol ayant insisté, elle fut représentée, et n'eut pas le moindre succès. Cette pièce n'offrit ni invention, ni intérêt : cependant le style en est assez soigné, et il y a deux scènes qui ne sont pas une imitation sans talent de la manière de Corneille. Elle fut jouée une seconde fois, et l'on annonçait une troisième représentation. Mais les comédiens s'en dispensèrent en donnant à l'auteur douze cents francs. Depuis elle n'a pas été reprise. Elle a été imprimée en 1775. Peyraud de Beaussol, dégoûté de la carrière dramatique, s'essaya dans le poème épique. Il en a lancé un dans le public, *L'Andronicide*, et l'a fait suivre d'un poème ou discours en vers sur l'immortalité de l'âme. Tout cela est aussi cablé que ses tragédies. On ne sait pas même la date de sa publication de ces poèmes. Peyraud de Beaussol est mort dans l'obscurité, vers 1799, quoique l'*Almanach des spectacles* de l'an 9 le porte encore dans le catalogue des auteurs vivants de cette année. Il avait été compris dans la liste des hommes de lettres et des artistes auxquels la convention accorda des secours : il ne dut sa malheureuse renommée qu'à la composition d'une tragédie en six actes, innovation trop singulière pour le temps.

**PEYRE (MARIE-JOSEPH)**, est né à Paris, en 1700. Son père était architecte du roi, et son oncle, Antoine-François, exerçait aussi avec talent la même profession. Le jeune Peyre fut donc dès son enfance destiné à cette carrière où l'appelaient ses traditions de famille. A dix-sept ans, il obtint au concours de l'Académie d'architecture la place d'élève de M. Broussier. Ses cours n'étaient pas encore achevés, et il avait à peine

atteint sa vingtième année, quand les premiers troubles de la révolution vinrent interrompre ses études. Sa famille, comme toutes celles de la bourgeoisie de Paris, était amie des idées nouvelles, que de sanglants excès n'avaient point encore compromises dans l'esprit des honnêtes gens. Dès la première formation de la garde nationale, M. Peyre s'en montra un des membres les plus zélés, et la chaleur de son dévouement au service lui valut la place d'aide-de-camp du général Lafayette. Ardent, comme on l'est communément à cet âge, le jeune aide-de-camp sympathisa vigieusement avec cette foule d'hommes de cœur et de talent qui se réunissaient alors autour de son chef; il recut dans la familiarité de tous ces orateurs qui avaient fait faire les premiers pas à la révolution enfant, et que la révolution grandie récompensa par le poison, l'exil ou l'échafaud; Millaud, Vergniaud, Gensonné, et les autres représentants connus plus tard à la convention sous le nom de girondins. Aussi quand ces hommes, qui représentaient au sein de cette trop fameuse assemblée tout ce que la législation française conservait de talents nobles et généreux, succombèrent sous l'ascendant de Robespierre, il se vit enveloppé dans leur proscription, et pour échapper à leur sort, il fut trop heureux de se jeter dans un bataillon d'artillerie volontaire que le hasard lui fit rencontrer au moment où il allait être arrêté, et qui paraît pour Cherbourg. Il y servit dix-huit mois comme simple soldat. Il devint ensuite officier d'état-major, et fit en cette qualité plusieurs campagnes, après quoi il quitta l'armée, et recommença l'étude de l'architecture. Ses succès y furent assez remarquables pour qu'on le nommât, en 1796, architecte des bâtiments civils du ministère de l'intérieur; mais il fut bientôt enlevé de nouveau à ces travaux pacifiques. Lors de la première guerre d'Italie, la France menacée d'une nouvelle invasion sur ses frontières du nord et de l'est, fit un appel au patriotisme de ses enfants, et M. Peyre y répondit en partant pour l'armée destinée à la campagne des Grisons. Il y fut employé en qualité de capitaine-adjoint à l'état-major, grade qu'il conserva jusqu'au traité de Campo-Formio. A cette époque, il quitta une seconde fois le service, et vint reprendre ses fonctions civiles. Malgré les agitations de sa jeunesse et les interruptions de ses études, il n'avait point oublié son art, et, dès 1802, son projet d'un Temple de la gloire remporta le troisième grand accessit dans le concours ouvert à ce sujet par l'institut, et fut compris dans le nombre de ceux que l'on soumit au choix du gouvernement. En 1809, M. Peyre fut nommé architecte du palais de Justice, et inspecteur en chef de la troisième division des travaux publics du département de la Seine. En 1811, l'empereur le fit capitaine-ingénieur des sapeurs-pompiers de la ville de Paris, corps à l'organisation duquel il avait puissamment contribué. Ce nouvel emploi l'attacha bientôt à l'état-major de la place, et il y faisait le service de son grade lorsque, le 29 mars 1814, un événement, qui doit être raconté parce qu'il peut fournir une ligne à l'histoire de ces temps de revers, lui permit de contribuer au salut de la capitale. Les armées coalisées entouraient Paris de toutes parts. M. Peyre, qui venait de faire une reconnaissance des postes ennemis par l'ordre du général Hullin, trouva aux portes, ce général très mécontent de ce qu'aux avant-postes français on avait refusé par deux fois de recevoir un parlementaire envoyé par les souverains alliés. Il recut l'ordre d'aller voir ce que ce parlementaire était devenu. Mais déjà celui-ci était reparti. M. Peyre accompagné d'une ordonnance et de deux officiers d'une légion française, se dirigea sur l'armée ennemie. C'était la nuit; il tomba dans une embuscade de cosaques, et, bien qu'averti par les deux officiers, se laissa prendre pour mieux accomplir sa mission. Retenu pendant quelques heures comme prisonnier au bivouac des cosaques, il fut bientôt conduit chez le prince de Schwarzenberg, et de là chez l'empereur de Russie, avec lequel il eut la conversation suivante : « Nous ne faisons point, lui dit l'empereur, la guerre à la nation française, mais à Napoléon qui, au mépris des traités, au mépris de l'amitié jurée entre lui et moi, est venu dévaster mes états, et causer l'in-

cendie de ma capitale. Nous lui avons offert la paix à des conditions honorables qu'il a refusées. Maintenant, nous ne voulons plus traiter avec lui. On annonce que l'impératrice a quitté Paris : est-ce vrai ? — Oui, sire. — Tant pis ! (et, en même temps, il porta la main à son front, et fit, avec un air de préoccupation chagrine, deux ou trois tours dans son cabinet.) Vous le voyez, monsieur, ce n'est pas une simple division qui est sous vos murs, comme on avait voulu le faire croire; c'est l'armée de l'Europe entière. Mais répétez-m'en à vos concitoyens que nous n'en voulons point à la France. On nous trouvera toujours disposés à traiter, on battit-on dans les faubourgs. Toutefois, vous comprenez que si l'on avait forcé l'enceinte intérieure, il ne serait plus temps d'empêcher le pillage; nous ne serions plus maîtres de nos troupes. Partez, monsieur; faites ce qui dépendra de vous pour éviter une inutile effusion de sang. Adieu, le salut de votre ville est en vos mains. » M. Peyre quitta l'empereur, et revint à Paris accompagné d'un officier-général russe. Il leur fallut passer au travers du feu des travailleurs des deux armées. L'officier-général fit cesser celui de ses troupes, mais M. Peyre n'en put obtenir autant des Français. Il entra donc seul dans la ville, après avoir eu ses vêtements percés de plusieurs balles. Par suite du compte qu'il rendit de son message au commandant de la place et au roi Joseph, un général fut envoyé au duc de Raguse qui commandait l'armée sous les murs de Paris, et les négociations furent entamées. Ce fut en souvenir de cette entrevue que M. Peyre, présente quelques jours après à l'empereur de Russie, recut de lui la croix de Saint-William. Il avait en outre mérité les éloges de ce prince, par un travail sur les moyens de préserver les théâtres de l'incendie. Peu après, il fut nommé chevalier de la légion d'honneur, distinction que le ministère de la police, sous les ordres duquel il se trouvait au qualité d'officier de pompiers, sollicitait depuis long-temps pour lui. Rendu entièrement à la vie civile par la seconde restauration, il occupa exclusivement de la pratique de son art, et fit un grand nombre de travaux, dont nous indiquerons sommairement les plus importants. Indépendamment du musée des monuments français et du théâtre de la Gaïeté, construits l'un en 1795 et l'autre en 1800, et du marché Saint-Martin, établi en 1812, il a bâti la salle de spectacle de Lille et les abattoirs de cette ville; l'amphithéâtre des Arts-et-Métiers à Paris, il a restauré le château de Maisons et celui d'Ecquevilly; il a reconstruit en sous-œuvre les voûtes souterraines du palais de Justice; il a fourni les plans de l'hôtel de ville de Bethune et ceux de l'école vétérinaire d'Alfort; enfin un grand nombre d'édifices particuliers ont été élevés ou par ses soins ou sur ses dessins. Professeur d'architecture et membre du jury de cet art, M. Peyre a formé plusieurs élèves, dont quelques uns se sont distingués dans les concours. Quand le canon du 29 juillet 1830 gronda dans la vieille cité, l'ancien aide-de-camp de la Fayette n'y fut pas sourd. Malgré son âge et les liens qui auraient pu l'arrêter, il se mit, l'un des premiers, à la tête du mouvement de son arrondissement. Il provoqua avec chaleur la destitution, par les citoyens, de la municipalité qui refusait de donner des ordres. Il signa, le premier, la proclamation qui appelait tous les habitants à la défense de l'ordre public. Le même jour, on l'élu adjoint à la mairie, et chef de bataillon commandant provisoirement la garde nationale de l'arrondissement. Il se mit immédiatement en communication avec son ancien général, dont il fut, au bout de quelques jours, nommé premier aide-de-camp, avec le grade de colonel d'état-major. En sa qualité de commandant provisoire de la légion, il sauva le palais de la chambre des pairs de la fureur du peuple; il était à la tête de la garde nationale à la chambre des députés lorsque le duc d'Orléans vint y prêter serment comme roi des Français. Ces nouveaux services furent récompensés par la médaille de juillet. A l'organisation définitive de la garde nationale, M. Peyre fut confirmé dans la possession de son grade, et continua d'en remplir les fonctions près du comte de Lobau, successeur de M. de Lafayette; mais bientôt une maladie, suite de ses dernières fatigues,

le contraignit à donner sa démission. Alors, quoiqu'exempt du service par son âge, il resta, comme simple soldat, dans les premiers de sa légion : car ami dévoué de la liberté, il ne l'est pas moins de l'ordre, et il le prouva suffisamment, en décembre 1830, lorsque, au péril de ses jours, il défendit les bas-reliefs de l'arc de triomphe du Carrousel contre les insensés qui voulaient les détruire. A la fin d'une carrière pleine de travaux, et mêlée de vicissitudes, M. Peyre a conservé toutes les qualités aimables qui ne parent, en général, que la première moitié de notre existence. Doué d'une gaieté constante et d'une inépuisable facilité de caractère, il répond dans son intérieur tout le charme de la bonhomie et de la simplicité. En véritable enfant de Paris, il se complait au souvenir des plaisirs de sa jeunesse, et conte volontiers ses aventures et ses duels. C'est un artiste et un militaire qui, fidèle aux mœurs de son double métier, n'a pas trouvé que les événements ni les années eussent rien d'aussi sérieux pour mettre de la gravité dans la vie : heureuse légèreté d'humeur qui fut autrefois le patrimoine de nos pères, et qui vaut peut-être mieux qu'une philosophie austère pour dissiper les ennuis de notre pèlerinage ici-bas !

PEYRONNET (PIERRE-DENIS, comte de), naquit à Bordeaux, en 1778. Son père, ancien procureur au parlement de cette ville, avait acheté une de ces charges de secrétaire du roi qu'on appelait *surannes*, et qui consacraient la noblesse. Il périt révolutionnairement, victime probablement de sa récente qualité de gentilhomme. Influence bizarre de la satisfaction donnée à un mouvement de vanité puérile ! Le père lui dut un échafaud, et le fils une captivité perpétuelle : car il est vraisemblable qu'une autre condition aurait inspiré à ce dernier d'autres sentiments, et lui aurait tracé une autre carrière. Reste à savoir toutefois si son orgueil aristocratique regrette cette double infortune. En matière politique, un arrêt de mort est aussi une lettre de noblesse, et rien ne v'eût-il si bien un parchemin nouveau que la poussière d'une prison d'état. Quoiqu'il en soit, il paraît qu'après la mort de son père, M. de Peyronnet émigra. C'est ce qu'il faut conclure d'un passage de sa défense, où il dit que l'exil fut pour lui le premier bienfait du pouvoir d'alors. Cet exil ne dut pas être de longue durée, puisqu'il nous apprend au même lieu qu'il se fit recevoir avocat à vingt et un ans. La révolution l'avait à peu près ruiné. Quand il fut arrivé aux honneurs, il donnait avec ostentation l'indulgence de sa jeunesse comme le motif qui l'avait réduit à l'exercice d'une profession. Un jour même, il s'en explique d'une manière détaillée en recevant les membres d'une députation de l'ordre des avocats au conseil : ceux-ci, qui en furent justement choqués, ne firent pas mystère au palais de ce qu'ils avaient trouvé de ridicule et d'inconvenant dans cette fatuité du fils d'un ci-devant procureur. Il faut avouer qu'une telle hauteur de langage allait d'autant moins à M. de Peyronnet qu'il ne fut jamais au-dessus de sa profession, d'ailleurs assez élevée pour avoir difficilement une supériorité de ce genre. Il ne jeta point d'éclat sur l'arène de sa ville natale, où brillèrent alors des hommes dont la renommée s'est accrue ensuite dans nos assemblées législatives. La nature cependant ne lui avait pas refusé le talent de la discussion ni celui de la parole ; il l'a prouvé depuis. Mais, sans doute, ce talent voulait être mûri par les années, ou peut-être avait-il besoin d'être fécondé par un caractère plus mâle lui-même : car il paraît que la jeunesse de M. de Peyronnet fut assez dissipée. Ce qui porte à le croire, c'est une réputation de duelliste heureux qu'il s'était faite, et dont le retentissement fut le seul bruit qui le précéda lors de son apparition sur l'horizon politique. Le souvenir peu louché de cette bravoure du combat singulier dut même lui être bien cher, puisqu'il voulut le perpétuer par le choix de ses armoiries, dans lesquelles il plaça une épée, avec cette devise, qui n'est un peu la redommande : *Non ad id togâ*. Il faut chercher, sans doute, dans ce goût du duel et aussi dans une autre sympathie née de la communauté des opinions, l'origine de ses relations avec un homme dont le nom réclame

nécessairement une place dans sa biographie, avec Chodruc-Duclos. Ils étaient compatriotes, et restèrent long-temps amis. Ce fut, à ce qu'il paraît, cette amitié, trahie par M. de Peyronnet aux jours de sa fortune, qui troubla la raison du malheureux Chodruc, et lui inspira ce singulier vœu de vengeance dont l'opiniâtreté accomplissement atteste encore aujourd'hui l'aspect du Palais-Royal. On ne sait pas avec précision de quel procédé il eût à se plaindre ; mais, dans tous les cas, la persécution de son ressentiment n'est maintenant qu'un anachronisme. Il y avait peut-être quelque sauvage fertilité à étaler ainsi ses haines quand son ingrat ami portait une sinistre. Mais aujourd'hui qu'il ne reste plus à ce ministre déchu que le vêtement du captif, à quoi bon y opposer la livrée d'une autre misère ? Cela ne peut s'expliquer que parce que chez l'infortuné Duclos, cette saignée d'une ironie sanglante a dégénéré en une incurable monomanie. La première restauration arriva. M. de Peyronnet l'accueillit avec transport. Ses malheurs domestiques lui en donnaient le droit. La manifestation éstante de ses sentiments, et le courage avec lequel, en sa qualité de capitaine de la garde nationale, il escorta M<sup>me</sup> la duchesse d'Angoulême jusqu'au moment de son embarquement, lui valurent quelques persécutions pendant les cent jours ; puis, par un retour naturel, elles appelèrent sur lui la faveur du pouvoir lors de la seconde rentrée des Bourbons. Il fut nommé président du tribunal de première instance de Bordeaux. Au reste, il méritait deux fois cette récompense, et par son dévouement à la dynastie dont il la recevait, et par la conduite noble qu'il tenait de son côté dans une circonstance critique. Au moment de la seconde déchéance de Boursparle, une réaction allait s'opérer de la part des habitants contre un reste de la garnison impériale qui, peu de temps avant, avait fait usage de ses armes contre les citoyens. M. de Peyronnet publia, pour la prévenir, une proclamation généreuse, et, bravant les dangers d'une irritation violente, se plaça, de sa personne, entre la population, ivre du triomphe de son roi, et les soldats abattus sous la chute de leur chef. A cette époque commença pour lui cette longue suite de prospérités dont juillet 1830 devait si cruellement poser le terme. Il fut, en 1818, nommé procureur-général à la cour royale de Bourges, et le département dont cette ville est le chef-lieu le choisit bientôt pour l'un de ses représentants. Il avait déjà eu un avant-goût des succès électoraux, lorsque, en 1816, le collège d'arrondissement de Bordeaux l'avait, lui absent, présenté au collège de département comme candidat pour la députation de la Gironde. Durant les deux années qui suivirent son entrée à la chambre, il y fut assez peu remarqué. On se rappelle même l'étonnement général avec lequel on le vit appelé à remplir les fonctions de premier organe du ministère public devant la chambre des pairs, constituée en haute cour, pour le jugement des auteurs de la conspiration du 19 août 1830. Cette mission semblait naturellement appartenir au procureur général près la cour royale de Paris, et M. Bellart, alors placé dans ce poste éminent, ne se la vit pas enlever sans un vil dépit. Parmi les raisons de la préférence accordée à son heureux collègue, on alléguait l'influence d'une femme qui avait la charge d'amuser la villénie du roi. Nous ne mentionnerions pas cette particularité si elle ne méritait un regard de l'histoire. Les femmes eurent si peu de crédit sur Louis XVIII, qu'un exemple du pouvoir de M<sup>me</sup> Ducay la prés de lui vaut la peine d'être noté. Le protégé (si tant est qu'il l'ait vraiment été) justifia la protection. Il fit preuve d'une grande assurance d'esprit et d'une imperturbable facilité d'élocution. Il montra aussi une grande disposition à la sévérité, qui se révéla particulièrement par beaucoup de rudesse de langage, soit envers les prévenus, soit envers les témoins. Comment ne pas rappeler ici qu'un nombre de ces derniers se trouvaient le colonel Fabvier, avec qui il eut une altercation, et un officier nommé Martin, contre lequel il fit des réquisitions violentes, et qui, par un étrange retour du sort, commanda près de la même chambre des pairs les gendarmes chargés de garder M. de Peyronnet pendant son propre procès ? La sévérité de la cour

ne répondit pas à celle du procureur-général, et ce-lui-ci dut s'en applaudir s'il est vrai, comme il le prétend dans sa défense, que sa dureté était seulement extérieure, et que son cœur démentait sa bouche. Mais, quoiqu'il en soit, l'issue de l'événement n'en fut pas moins heureuse pour lui, puisqu'elle lui ouvrit l'entrée du cabinet. Le ministère du duc de Richelieu agonisant parmi les faiblesses et les incertitudes de son chef, vaillamment soutenu de l'éloquence de M. de Serres. Il fut dissous, et le 14 décembre 1831, une ordonnance royale confia le portefeuille de la justice à M. de Peyronnet. Il arrivait au pouvoir en même temps que deux autres hommes dont il partagea long-temps la fortune, et dont les noms seront désormais inséparables du sien, MM. de Corbière et de Villèle. Avec eux, il composa ce triumvirat ministériel pour qui une majorité docile durant près de sept années forma une sorte de long parlement français; car les élections de 1834 n'ayant point déplacé la supériorité numérique, et n'ayant d'ailleurs rien changé aux dispositions des hommes de la droite, firent de la nouvelle chambre une vraie continuation de l'ancienne. Afin que tout fût égal entre lui et ses deux collègues, il reçut le même jour le titre de comte, qui leur fut conféré à tous les trois par ordonnance du 27 août 1833. Ainsi élevés ensemble aux mêmes honneurs, ils devinrent plus tard tomber de la même chute. Heureux M. de Peyronnet si la même solidarité eût toujours présidé à ses destinées, et si un trompurr sourire de la fortune ne l'eût un jour rappelé seul d'entre eux au timon des affaires pour le précipiter seul aussi dans une prison ! Il n'entre point dans notre plan de raconter avec détail la part que prit M. de Peyronnet au maniement des affaires depuis son avènement au pouvoir. Les bornes d'un article biographique ne le permettent pas. Nous parlerons seulement des luttes qu'il eut à soutenir dans les trois rencontres les plus importantes de son existence ministérielle. Mais auparavant nous devons dire un mot de quelques reproches qui lui furent adressés à l'occasion d'événements malheureux, lors desquels on prétendit qu'il avait cruellement abusé de son autorité. On a dit qu'il avait favorisé ou préparé même l'espèce d'embauchage qui provoqua le colonel Caron à la révolte, et qui conduisit cet homme crédule à l'échafaud. On a ajouté qu'il avait fait expédier par le télégraphe l'ordre de l'exécution avant que la cour de cassation eût prononcé sur le pourvoi du condamné. On lui a aussi attribué une sorte de sévérité passionnée dans l'affaire de la conspiration du général Berton. La défense qu'il a prononcée devant la chambre des pairs se fait sur cette dernière. Sans doute il a cru moins nécessaire de s'expliquer à cet égard, parce que là où lui reprochait moins des faits positivement répréhensibles qu'une disposition d'esprit peu généreuse ou même peu loyale. Mais il a donné des éclaircissements sur la première. Ces éclaircissements sont satisfaisants en ce qui concerne une partie de l'accusation, celle d'avoir autorisé l'embauchage. Il cite une lettre du procureur-général près la cour de Colmar, ainsi qu'une dépêche de lui adressée à ce fonctionnaire, et ces deux documents, dans lesquels le magistrat et le ministre se plaignent réciproquement l'un à l'autre de n'avoir pas été prévenus du complot, montrent qu'ils étaient également étrangers aux manœuvres qui le préparèrent. Mais la justification laisse beaucoup à désirer en ce qui touche la seconde imputation, celle de l'exécution ordonnée prématurément par le télégraphe. Il se contente de dire sur ce point : « Cela est faux, et même impossible : car tout dépendait d'une juridiction qui n'était pas elle-même sous ma dépendance. » Que le fait soit faux, cela peut être ; mais une simple dénégation n'en établit point la fausseté. On voudrait ici des preuves, et M. de Peyronnet n'essaye même pas d'en fournir. Cependant il ne pouvait pas méconnaître la gravité de l'accusation en elle-même, si la juste importance qui y avait été attachée. Son silence semble donc suspect, la ou il avait un intérêt pressant à se justifier. Il ajoute, il est vrai, que le fait était impossible. Mais la raison qu'il donne de cette impossibilité est fort mauvaise. « La juridiction

« dont tout dépendait était elle-même indépendante de moi, dit-il. » Qu'est-ce que cela signifie ? Sans doute, la cour de cassation ne lui obéissait pas. Mais on ne lui reprochait pas de n'avoir point fait agir cette cour ; au contraire, on lui imputait d'en avoir devancé le jugement. Voudrait-il faire entendre que les ordres d'exécution seraient partis d'un autre ministère que le sien ? Cela ne saurait s'admettre, car ces ordres ne pouvaient être donnés valablement que par lui, s'ils l'étaient, attendu que l'exécution des arrêts, œuvre toute judiciaire, est de la compétence exclusive du ministre de la justice. Sa justification, ou le repète, demeure donc sur ce chef réduite à une dénégation pure et simple ; et cela est très fâcheux, à cause de l'enormité de l'imputation. Toutefois l'impartialité de l'histoire fait un devoir de dire que la conduite de M. de Peyronnet envers d'autres condamnés dément les conjectures que cette absence de démonstration semblerait autoriser ici. Il raconte assez longuement, et non sans intérêt dans sa défense, les efforts difficiles qu'il eut à faire pour arracher à Louis XVIII la grâce d'un des conspirateurs nommé Fradin, pour qui M<sup>me</sup> la duchesse de Berri avait déjà sollicité vainement la clémence de son oncle. Il cite ensuite les noms de plusieurs autres personnes impliquées dans des procès politiques qui lui furent redevables de la liberté ou de la vie ; et, après avoir affirmé que lui seul avait obtenu le pardon des transfuges français pris les armes à la main dans la campagne de 1833, il finit par assurer que plus de trois cents personnes frappées de condamnations capitales tirent de lui leur salut. Cet abondant exercice du droit de grâce lui a fourni un assez beau mouvement par lequel il termine cette partie de son discours : « Prisonnier dans un évènement militaire, dit-il, s'il me faut une rançon, messieurs, elle est payée d'avance ; j'ai rendu à l'ennemi trois cents têtes de siens pour la mienne. » Une preuve certaine, au surplus, que la diversité d'opinion n'avait point un titre à son animosité résulte de son procédé envers le colonel Bory de Saint-Vincent. Le colonel, atteint par un revers de fortune, avait momentanément perdu sa liberté. M. de Peyronnet, qui était demeuré son ami, malgré la différence de leur manière de voir, s'empressa de lui offrir la somme au moyen de laquelle il pouvait faire cesser sa captivité. L'offre fut refusée ; mais le mérite du service n'en était pas moins acquis. Cette anecdote n'est point un secret de l'histoire domestique du colonel, qui prit plaisir à la divulguer, et on aime à la redire. Le mémoire du cœur est si rare chez les favoris de la grandeur qu'on est heureux de la leur trouver quelquefois. Les détails que nous venons de donner sur les sentiments privés de M. de Peyronnet nous ont fait devancer l'ordre des temps. Revenons maintenant aux actes de sa vie publique. Le premier projet important qu'il eut à soutenir devant les chambres fut celui de la loi du sacrilège, qu'il présenta pour la première fois aux pairs le 4 avril 1834. On sait comment la proposition de cette loi remua les esprits. « C'était, disait-on, un retour vers l'intolérance d'autrefois, une renouveau des anciennes persécutions religieuses. On allait même jusqu'à y trouver une violation de la liberté de conscience garantie par la charte. Nous ne voudrions pas nier que la réalisation donnée à la pensée de la loi ne fût on quelques points defectueux : elle pechait surtout par la rigueur de la pénalité. Mais le principe même du projet nous semble utile et juste. N'était-ce pas chose misérable de voir les tribunaux réduits à l'emploi d'un subterfuge pour condamner la violation des édifices sacrés, et forcés de lui appliquer la disposition introduite pour l'auteur d'un vol commis dans une maison habitée ? Ce n'est point à l'homme, disait-on, de venger les injures de Dieu. Non, sans doute ; mais c'est à la société de venger celles de l'homme, et la croyance religieuse n'est-elle pas aussi un patrimoine que l'état doit garantir à chaque citoyen, et qui souffre toujours du crime consommé sur les objets de son culte ? Les critiques nombreuses et sévères qu'on essaya le projet furent donc, il faut le dire, assez injustes au fond. Nous ne savons pas même si elles furent siucères. On en voulait, nous le croyons,

moins au principe lui-même qu'à ceux qui essayaient de le faire décréter : et là, on n'avait pas tort. La loi, quoique faite en apparence pour étendre une égale protection sur toutes les religions, était en réalité, dans les desseins de ceux qui l'avaient provoquée, un acte de suprématie au profit de la communion catholique. C'était le premier acte législatif par lequel le parti prêtre signalait pleinement son pouvoir. Et telle est l'excuse des adversaires virulents de la loi : ils ne défendaient l'impunité du sacrilège que pour résister à un empiétement de la puissance sacerdotale. On doit convenir aussi que le choix du champion du projet était assez maladroît. M. de Peyronnet ne passait ni pour un chrétien très fervent, ni même pour un homme de mœurs très sévères. Le langage de l'austerité religieuse manquait au moins dans sa bouche du mérite de l'a propos, et M. de Châteaubriand le lui fit cruellement sentir quand, avec une forme générale, sous laquelle la malignité publique devina tout d'abord une personnalité, il parla des hommes à toi douteuse qui se faisaient les vengeurs de la foi, et qui, au sortir des orgies, venaient insinuer des supplices. Au reste, le ministre ne se dissimulait point ce qu'il y avait de faux dans sa position. On le voit assez dans ses discours de présentation. D'ailleurs il parlait contre ses propres sentiments. La loi, comme il le fait clairement entendre dans sa défense, avait été imposée au ministère par le haut clergé. Aussi ses efforts furent-ils employés moins à soutenir le projet qu'à empêcher qu'on n'en aggravât les dispositions par des rigueurs nouvelles. Le projet ne contenait aucune peine pour le sacrilège simple, c'est à dire pour l'action qui constituait seulement une offense à la divinité sans aucun préjudice matériel. Tous les pairs cardinaux (on nommait ainsi ceux qui se réunissaient chez M. le cardinal de Beaumont, et qui représentaient essentiellement l'opinion monarchique et religieuse), M. de Bonald à leur tête, voulurent en introduire une. Le garde-des-sceaux luttait contre eux avec courage, et il eût bien des combats à soutenir. Il l'emporta, avec le secours de la partie éclairée de l'assemblée. Mais son succès profita peu. La loi, portée par lui à la chambre des députés, le 8 mai, allait être amendée dans le sens de la minorité de la chambre des pairs, lorsque, pour éviter cette espèce de défaite, le ministre la retira par une ordonnance du 5 juin. Il avait donc encore alors, ce ministère, la force de résister à l'ambition chaque jour croissante de la curie religieuse, puissante de la faiblesse d'un roi dévot. Mais cette force lui manqua bientôt ; et si quelque chose put constater son infériorité d'une manière humiliante, ce fut l'amende honorable qu'il se vit contraint de faire, l'année suivante, lorsqu'il lui fallut présenter de nouveau la loi, armée cette fois de la pénalité qu'il en avait d'abord si fermement repoussée. Ce fut encore M. de Peyronnet qui, en cet état, la proposa à la chambre des pairs, le 4 janvier 1825. Jamais position n'avait été plus gênante. Il se mettait en contradiction flagrante avec lui-même ; et, comme on le pense bien, cet argument *ad hominem* ne lui fut pas épargné. Il se tira de ce mauvais pas avec beaucoup d'habileté. Il expliqua comment la rareté d'un crime où le mal se fit pour le mal même lui avait inspiré son premier avis, et comment la seule possibilité de ce crime lui avait ensuite paru digne de motiver un avis opposé. Il montra dans cette discussion une grande fécondité de ressources, et un tact qu'on était moins habitué à lui voir. Aussi en remporta-t-il les honneurs, et les journaux libéraux, pour se venger d'un homme qu'ils haïssaient à cette époque encore plus que lui, prirent un malin plaisir à publier qu'il y avait été bien supérieur à M. de Villèle ; ce qui était vrai. La loi passa, et, le 17 mars, le garde-des-sceaux la soumit à la chambre des députés, qui l'adopta sans peine. Là finit l'histoire des succès législatifs de M. de Peyronnet. L'avenir ne lui gardait plus que d'éclatants revers. Trop avertie des intentions de ces demeurants d'autrefois au milieu desquels figurait le chef même de l'état, la nation commençait à se rallier de toutes parts contre un ministère réduit à leur servir d'instrument. L'administration avait bien encore la majorité dans la

chambre élective : mais cette majorité, déconsidérée par la notoriété de l'influence à laquelle elle obéissait, était de plus par les attaques ardentes d'une contre-opposition formée de tout ce que le parti royaliste avait de cours généraux et d'ambitions mécontentes, ne conservait plus aucune autorité morale. Elle la perdait surtout par la comparaison de sa conduite avec celle de la chambre des pairs. Celle-ci, préservée par son immovibilité des modifications qui avaient altéré la composition de la seconde chambre sous le rapport personnel, demeurait fidèle aux principes du libéralisme modéré, qui y avait toujours dominé depuis l'adjonction des membres nommés sous le ministère du duc de Richelieu. Elle se trouvait donc, vis-à-vis de l'administration, dans les termes sinon de l'hostilité, au moins d'une indépendance mêlée d'éloignement. En de telles circonstances, il était peu prudent de lui demander ses suffrages en faveur d'une loi qui était un pas retrouvé sur la route parcourue par la nation depuis 1789. On le fit cependant, et M. de Peyronnet vint le 10 février 1826, lui présenter le projet de la réinstitution du droit d'aînesse. Aux termes de ce projet, la quotité disponible aurait dans toute succession, appartenant au fils aîné, si le père de famille n'en avait ordonné autrement. Nous pourrions dire ici ce que nous disions tout à l'heure de la loi du sacrilège. Logiquement parlant, le projet était bon ; nous devrions ajouter même qu'il était nécessaire. Il arrivait comme une conséquence rigoureuse du gouvernement fondé par la charte. Notre constitution admettait l'aristocratie. Or, il n'y en avait point en France, et il ne pouvait y en avoir sans droit d'aînesse et sans substitution : parce que l'aristocratie, c'est la perpétuité de l'aisance dans un certain nombre de familles. Mais qu'est-ce qu'une argumentation abstraite devant une passion populaire ? Il était bien question de deductions conduisant à l'égalité sociale, pour une nation de tout temps affamée d'égalité ! On s'indigna de voir rétablir, en 1826, le premier degré de cette échelle aristocratique, si violemment renversée aux premiers jours de la révolution. La chambre des pairs se fit l'organe de ce sentiment, et l'article principal de la loi, celui qui concernait la résurrection du privilège de primogéniture, fut rejeté le 8 avril. Qu'on nous pardonne ici un rapprochement qui n'est point sans importance politique. Au moment où nous écrivons cet article, la chambre des pairs vient de consacrer sur elle-même une espèce de suicide en se résignant à la perte de son hériédité. Certes, elle n'aurait pas subi cette nécessité douloureuse si elle eût été, comme la pairie anglaise, appuyée sur une forte aristocratie territoriale. En se rappelant sa résistance aux desseins de ceux qui voulaient lui procurer un appui pareil, elle aura pu faire plus d'une réflexion. Quoi qu'il en soit, le ministère avait été battu, et c'était M. de Peyronnet qui, en son nom, avait reçu les plus rudes coups. Mais cette défaite n'était rien en comparaison de celle que le gouvernement devait éprouver l'année suivante. On devine que nous voulons parler de la loi de la presse. Le nom de M. de Peyronnet s'est particulièrement attaché à cette loi. C'est le souvenir capital de son administration : l'*indivisible* *mal* *labeur* qui lui a valu tant de haines ; et pourtant, s'il faut l'en croire, elle n'était pas son ouvrage. Il avait, à ce qu'il a soutenu lors de son procès, préparé un autre projet qui était un vrai code d'affranchissement pour la pensée écrite. Mais ce projet, criminel aux yeux de la cour et de l'église, de toute la prudence qui y brillait, subit à trois reprises des modifications et des remaniements qui le réduisirent à l'état dans lequel on le vit apparaître. Nous voulons bien supposer qu'il n'était pas absolument aussi oppressif dans l'origine qu'il le devint après ces changements. Cependant la différence ne devait pas être aussi grande que l'estimait l'a prétendu. Si son œuvre eût été tellement mutilée, il n'aurait point nui tant de chaleur à le défendre. On se rappelle ce long article, plein d'enthousiasme apologetique, que tous les journaux furent contraints d'insérer dans leurs colonnes. La voix publique l'a toujours attribué au garde-des-sceaux, qui n'a jamais reculé la paternité. Pour le dire en passant, c'était dans cet article que se trouvait la malheureuse

qualification de *loi de justice et d'amour*, qui, adoptée par le pays à titre d'ironie sanglante, est demeurée le nom dérisoire du projet. La défense d'un tel projet n'était pas une tâche aisée. Mais, avocat d'une mauvaise cause, le ministre la plaida avec un grand talent. Un moment, le combat devint un duel entre lui et le plus ingénieux orateur de l'opposition, Benjamin Constant. Ils se prirent corps à corps, et (on peut l'avouer maintenant) l'avantage fut du côté de M. de Peyronnet. Telle fut du moins l'impression qui resta dans le temps aux spectateurs de cette rencontre de tribune, et nous devons dire que nous l'avons partagée nous-même à la lecture des deux discours. La discussion du garde-des-sceaux sur celle du député une incontestable supériorité par la précision de l'argumentation et la gravité de la parole. La victoire du ministre est même d'autant plus remarquable qu'il semble vouloir, pour l'obtenir, emprunter les armes de son adversaire. Il reproduit presque toutes les figures dont Benjamin Constant avait fait usage, et ce n'est pas un jeu facile que cet emploi en sens inverse d'un trope déjà manié par un antagoniste habile. Parmi les incidents du débat de la loi, il en est un qui touche M. de Peyronnet et qui mérite une mention. Le ministre, en parlant de M. Gauthier, député de la Gironde, qui avait voté long-temps avec lui, mais qui attaqua le projet, avait dit : « Un homme qui fut mon ami. » Cette amitié abjurée à l'occasion d'un dissentiment politique lui fut amèrement reprochée. On en fit bruit comme d'une indécence ou d'une grossièreté. Il y avait pourtant à cet égard un précédent fameux dans un pays voisin, où les mœurs parlementaires ont des règles tracées par un long usage. Burke avait au milieu d'une séance de la chambre basse déclaré à Fox qu'il renouait à son amitié, parce qu'il n'avait plus la même opinion, et cette rupture solennelle d'une liaison éprouvée par bien des combats soutenus en commun, produisit sur l'assemblée une émotion profonde, où personne ne chercha la matière d'une critique : mais Burke se ralliait à un ministère qui regagnait la popularité, tandis que M. Gauthier se séparait d'un gouvernement qui achevait de la perdre. Voilà la justice des partis ! On sait comment la loi de la presse obtint à la chambre des députés une majorité encore assez forte, mais moindre toutefois que l'administration n'était accoutumée d'en avoir, preuve trop certaine d'une influence décroissante : on sait aussi comment elle allait être transcrite par la chambre des pairs en une autre loi, pleine à la fois de juste prévoyance et de sage liberté, quand le ministère la retira, le 17 avril 1827. Douze jours plus tard, le 29 avril, cet lieu cette revue de la garde nationale, où quelques légions crièrent sur le passage du roi : *À bas les ministres !* cris qui se répétèrent, au retour, sous les fenêtres du président du conseil et du garde-des-sceaux, et qui furent punis le lendemain par une ordonnance de licenciement. M. de Peyronnet, à qui on attribua une assez grande part dans cette mesure d'une imprudente sévérité, eut bientôt le tort plus grave de mettre son nom à un acte plus repoussable. Il contresigna, avec MM. de Corbière et de Villele, l'ordonnance du 24 juin, qui, deux jours après la clôture de la session, rétablissait la censure. Cet inutile usage d'une loi odieuse ne lui valut comme à ses deux collègues qu'un redoublement de haine, et il eut dans la suite l'occasion d'en faire, personnellement, la pénible expérience. Le 5 novembre la chambre des députés fut dissoute, et soixante-seize nouveaux pairs, pris parmi ses membres les plus dévoués au parti de la cour, furent en même temps créés. Le ministère avait la folie d'espérer des élections favorables, avec lequel il serait incompréhensible, si l'on ne connaissait la fascination du pouvoir. Il fut promptement dé trompé : une majorité nombreuse et résolue se prononça contre lui dès le débat de l'adresse ; il dut se retirer devant elle. En quittant les affaires, les trois ministres dirigeants furent promus à la pairie. M. de Peyronnet reçut de plus, ainsi que M. de Corbière, le collier des ordres du roi. Que lui manquait-il alors pour se résigner facilement aux douceurs de la retraite ? Revêtu de la plus haute dignité du royaume, comble d'honneurs, rassasié des émotions de la puissance, il semble qu'il aurait dû s'estimer heureux de

se voir condamner à une condition qui réalisait pour lui le vœu du sage, *otium cum dignitate*. Mais les hommes politiques ressemblent aux joueurs : habitués aux sensations fortes, un bonheur calme les ennuit. M. de Peyronnet redevenait donc ministre-à-locquer la démission de M. Courvoisier eut contraint M. de Polignac à chercher pour sa faible administration le secours d'un homme de tribune. Il eut le portefeuille de l'intérieur. On connaît le reste : les ordonnances de juillet furent délibérées au conseil, M. de Peyronnet les combattit d'abord, puis il finit par se rendre, et fut le rédacteur de celle qui établissait un nouveau système électoral. Il y a, pour nous, dans cette condescendance, quelque chose de mystérieux comme l'entraînement d'une destinée. Certes l'ex-garde-des-sceaux était un homme de sens et d'expérience : il ne pouvait ignorer les tempêtes qu'allait déclencher le grand parjure auquel il s'associait ; il savait tous les périls des coups d'état, dont naguère encore il venait d'exposer les inconvénients dans un écrit communiqué par lui à la gazette de sa ville natale. Il se jetait donc dans l'abysses les yeux ouverts, et ce n'était pas, comme Cuius, pour le fermer : mais pour y tomber avec la dynastie. Il faut que le désir d'un roi soit un charme bien irrésistible ! Son dévoueur à la chambre des pairs a dit qu'il aurait regardé comme une lâcheté de se séparer de son prince au moment d'une tentative desespérée. C'est là une de ces phrases qu'on peut mettre au nombre des mauvaises lieux communs. Un cœur réellement noble ne connaît pas le point d'honneur du crime. Le vrai courage eût été d'encombrer la d'egrade du vieux roi, en lui résistant afin de le sauver ; mais le ministre n'eut que de détournement du courtisan vulgaire, qui préfère sa place à sa sûreté et à celle de son maître. Toutefois après cette irréparable faiblesse, il retrouva sa force. A partir de ce moment, il n'y a plus rien à reprendre chez lui, il fut étranger aux ordres qui mirent l'armée aux prises avec les citoyens ; il montra une douleur sincère de ce sang versé de chaque côté par des mains françaises, et il ne tint pas à lui que la patriotique démarche de MM. de Sémonville et d'Argout n'obtint un succès qui eût encore pu prévenir bien des maux. Il quitta le roi, dans le cortège duquel il eût pu trouver un asile, mais qu'il ne voulut pas, comme il le dit lui-même, surcharger du poids de sa propre infortune. Errant à travers la France, il fut arrêté aux portes de Tours. L'homme qui le reconnut était son obligé. Peut-être ce malheureux ne manqua-t-il que de présence d'esprit quand on le somma de s'expliquer : car les ames communes sont promptement troublées par l'émoi inaccoutumé d'un grand événement. Mais alors il fut cruellement à plaindre d'avoir concouru à la perte de son bienfaiteur. Conduit à Vincennes, et bientôt traduit à la chambre des pairs, l'ex-ministre montra une noblesse et une fermeté qui ne se démentirent pas un instant. Dans ses interrogatoires, il refusa de donner les éclaircissements qui auraient pu lui être utiles, mais qui auraient aggravé la position de ses collègues. Il protesta contre la compétence des juges, et le discours qu'il prononça devant eux fut vraiment admirable de dignité, de sentiment et d'élégance de diction. On y trouve tantôt une simplicité naïve, tantôt une tristesse majestueuse, qui pèsent d'autant plus qu'employées avec une extrême sobriété, elles ne ressemblent point à des artifices de langage. C'est ainsi qu'en parlant de l'obscurité où il vécut dans l'intervalle de ses deux ministères, il dit : « En ce temps, je vivais éloigné du monde. On ne me rencontrait point dans le palais du roi, ni dans les cercles, ni dans les fêtes. Je m'étais retiré du chemin de la fortune. Elle est venue à moi, si c'était elle, quand je l'évitais. » C'est ainsi encore qu'il dit dans sa touchante péroraison : « Paix à ceux qui ont succombé, paix et consolation à ceux qui ont survécu. Qu'importe d'ailleurs qu'un mort soit, quelques grandes qu'aient été les injustes cas qui n'ont été fautes, aucun sentiment ne peut surmonter en moi celui de la sympathie et de la pitié. Rien ne peut m'empêcher de verser des larmes sur le sang qui a été versé. J'en devrais davantage, si j'avais été cause de ces malheurs. J'en dois encore beaucoup quoique je ne me les reproche point. Que les amis et les ennemis ac-



« prenent également ce triste et légitime tribut que je leur paie à tous, et que je leur paierais encore quand même ils le repousseraient. Un malheureux frappé comme moi n'a guère plus des larmes, et l'on doit peut-être lui tenir compte de celles qu'il ne garde pas pour lui-même. » Il nous semble qu'il est impossible d'exprimer plus de choses en peu de mots, et de les dire d'un ton plus convenant et plus pénétré. Il sera curieux de comparer cette péroraison avec celle de la défense de lord Strafford, accusé aussi de haute trahison devant la chambre des pairs d'Angleterre : « Milords, dit le noble prévenu, j'ai retenu ici vos seigneuries beaucoup plus longtemps que je ne l'aurais dû ; je serais inexcusable si je n'avais parlé pour l'intérêt de ces pages qu'une sainte, maintenant dans le ciel, m'a laissées. (Il montrait ses enfants, et ses pleurs l'interrompirent.) Ce que je perds moi-même n'est rien ; mais, je l'avoue, ce que mes indiscretions vont faire perdre à mes enfants m'affrète profondément. Je vous prie de me pardonner cette faiblesse. J'aurais voulu dire quelque chose de plus ; mais j'en suis incapable à présent : ainsi je me tais. Et maintenant, milords, je remercie Dieu de m'avoir instruit par sa grâce de l'extrême vanité des biens de la terre, comparés à l'importance de mon salut éternel. En toute humilité et en toute paix d'esprit, milords, je me soumetts à votre sentence. Que cet équitable jugement soit pour la vie ou pour la mort, je me reposerais plein de gratitude et d'amour dans les bras du grand auteur de mon existence. » En rapprochant ces deux morceaux, dont le second est depuis longtemps célèbre, et dont le premier ne le deviendra certainement pas moins, on a une idée juste de la différence des temps, des mœurs et du génie des deux nations. L'Anglais élevé à une époque où la conviction religieuse était générale, et dans un pays où l'on ne rougit point d'exprimer en public les sentiments domestiques, parle avec effusion de ses enfants et de sa loi. Le Français, fils d'une ère incrédule, et façonné aux habitudes littéraires d'une langue dont la superbe délicatesse regarde presque les émotions de famille comme trop bourgeoises pour l'éloquence, n'ose pleurer qu' sur les malheurs publics. La douleur de l'un est plus noble peut-être, mais celle de l'autre à quelque chose de plus franc, et si l'on nous demandait de quel côté est votre préférence, nous avouerions que nous l'accorderions au ministre de Charles I<sup>er</sup>. La défense de celui de Charles X ne le préserva point d'une condamnation. Toutefois, plus heureux que Strafford, on ne lui infligea qu'une prison perpétuelle. On dit qu'il manifesta beaucoup d'étonnement en entendant la lecture de l'arrêt. Cette surprise, si elle est vraie, nous étonnerait beaucoup nous-même. Avait-il donc compté sur une absolution ? De la prison de Vincennes, où il avait été ramené après les débats avec ses collègues, et où leur présence menaçait de devenir une cause permanente de désordre, on l'a transféré avec eux au fort de Ham. Il y vit, dit-on, fort studieux et sans jamais donner aucune marque d'abattement. Il a profité de ses loixirs forcés pour écrire récemment une brochure dans laquelle il discute le mérite de la condamnation prononcée contre lui, et un article sur le donjon de Vincennes, inséré dans le *Lierre des rent* un. Sa brochure, qui ne manque pas d'un certain mérite de style, et où il a déployé un grand appareil de dialectique, est très faillie par le fond. Il y répète les trois éternelles objections, l'une contre la compétence, tirée de l'élimination des pairs de Charles X ; l'autre contre la criminalité, prise de l'absence d'une loi expresse ; la dernière contre la responsabilité des ministres, puisée dans la violation de la personne du souverain. Toutes les trois sont sans consistance. La première d'abord manque de toute rectitude en droit ; car le nombre des pairs n'étant point fixe, le tribunal formé par eux n'en a pas moins une existence légale, quoique ses membres aient été réduits, pourvu que la réduction se soit faite légalement, c'est à dire avec le concours des trois pouvoirs. Aussi l'ex-ministre convient-il, dans une note, que le reproche n'a guère qu'une portée de moralité : à quoi il est facile de répondre qu'il ne

l'a même pas, parce que l'élimination eut lieu des le lendemain de la révolution, dans un lut politique, et non en vue du jugement. La seconde et la troisième objections sont de véritables arguties, malgré l'importance qu'on essaya, dans le temps, de leur donner. Quoi ! des ministres pourraient impunément faire trailler le peuple au profit d'une violation flagrante et avouée de ses droits, parce qu'il n'y a pas de loi formelle pour le leur défendre ! Et l'exil du coupable préviendrait le châtiement des instruments de son crime ! Qu'aurait dit Athènes si, au temps où son ode pénal ne voulait pas prévoir le parricide, un fils échappé aux tribunaux le droit de lui demander compte de la mort de son père ? Et que penser, en équité et en raison, d'une justification qui se résume à ceci : « Nous avons pris notre part dans un grand forfait ; mais le plus haut coupable ayant été à demi puni, nous devons l'être autrement ? » M. de Peyssonnet aurait fait de s'en tenir à l'impression laissée par son discours ; elle valait mieux que celle de sa brochure. Nous aurions voulu, à la fin de cet article, dire quelques mots sur le caractère général du talent de l'ex-ministre. L'espace nous manque. Nous indiquerons en quelques lignes ses qualités et ses défauts. Il eut toujours de la gravité, souvent de l'éclat et habituellement une assez grande exactitude logique ; mais il pécha presque constamment par la sécheresse, l'absence de chaleur et une affectation de style concis et symétrique, qui, une imitation trop visible de la manière de Montaigne.

PEYSSONNET (de), consul-général, et fils de Charles de Peyssonnet l'antiquaire, naquit à Marseille, en 1727. Destiné par son père à lui succéder, il alla le trouver à Smyrne presque aussitôt qu'il eut achevé ses études. L'imitant dans ses travaux numismatiques, il rapporta beaucoup d'inscriptions et de médailles d'un voyage fait, en 1760, à Akshahr et à Sert, en outre, voisine de Smyrne, et jadis si florissante. Dès l'âge de vingt-six ans, il fut consul, et, en 1767, il passa de la Crimée à l'île de Candie. De la Canée, lieu de sa résidence, il envoya à Paris des mémoires très dignes d'attention sur les moyens de retirer plus d'avantages du commerce de la mer Noire. Ce fut surtout par ce genre de recherches par ses écrits sur des objets analogues à ses fonctions, qu'il rendit des services signalés. Il a rassemblé une grande partie de ces matériaux durant un séjour de vingt années à Smyrne, où son mérite reconnu l'avait fait nommer, en 1763, consul-général. Ayant obtenu sa retraite d'assez bonne heure, il se fit à Paris ; il y consacra ses dernières années à mettre en ordre ses nombreuses observations sur les divers intérêts des cabinets de l'occident et sur les relations respectives des Osmanlis, des Russes et des Turcs. Son style ne manque ni de force, ni d'agrément, et il a su tirer parti de l'étendue de ses connaissances. En 1790, il était un des rédacteurs de la *Bibliothèque de l'homme public*, recueil rédigé par Condorcet, etc. La même année, au mois de mai, il fut frappé, à Paris, d'une mort presque subite. Il avait publié : 1° *Observations historiques et géographiques sur les peuples barbares qui ont habité les bords du Danube et la Pont-Euxin*, dédié à l'académie des inscriptions dont l'auteur était correspondant, Paris, 1765, in-4° avec fig. On trouve particulièrement dans cet ouvrage encore estimée une dissertation sur la langue des Slaves, portée en dernier lieu jusqu'en l'Illyrie ; des notions géographiques sur les bords établies vers le Danube et les monts Carpathes, jusqu'à la fin du dixième siècle ; enfin le résultat des excursions de Peyssonnet dans l'Asie-Mineure, en 1750. 2° *Les numéros*, Paris, 1761, 4 vol. in-12, réimprimé l'année suivante avec ce nouveau titre : *L'anti-rédacteur, ou le petit philosophe moderne*, Londres (Rouen), in-12 ; 3° *Observations critiques sur les mémoires qui ont paru sous le nom du baron de Tott*, Amsterdam (Paris), 1788, in-8° ; 4° *Tratté sur le commerce de la mer Noire*, Paris, 1787, 2 vol. in-8°, avec une carte de cette mer. Commencé en Crimée, et continué, en 1763, à la Canée, ce livre n'a subi d'autres changements, malgré la conquête des Russes, que l'addition de quelques notes ; il est terminé par un mémoire, envoyé en 1765 au ministre

français, sur le système d'administration dans la Petite Tartarie. 5<sup>e</sup> Examen du livre de Polney sur la guerre des Turcs, Amsterdam (Paris), 1788, in-8<sup>o</sup>. L'auteur y décide une question politique très importante, celle des funestes conséquences qui suivraient l'expulsion des Turcs, et feraient de la Russie l'arbitre d'une grande partie du monde. Les événements de la Grèce ont occasionné la réimpression de ce traité, en 1793. 6<sup>e</sup> Du péril de la balance politique de l'Europe... depuis l'arrestement de Catherine II, Londres, 1789, in-8<sup>o</sup>. 7<sup>e</sup> Situation politique de la France, relativement aux puissances de l'Europe. Neuchâtel, 1789, 2 vol. in-8<sup>o</sup>. Paris, 1790, et, avec des augmentations, Neuchâtel, 1793; traduit en allemand, Francfort, 1790. L'auteur y montre que l'alliance avec l'Autriche a été habituellement désastreuse pour la France. 8<sup>e</sup> Sur l'alliance de la France avec les Suisses et les Grisons. Paris, 1790, in-8<sup>o</sup>. En 1784, Prynsonel avait publié: *Essai sur les troubles actuels de la Perse et de la Géorgie*, Paris, in-12. On croit que le fond de l'ouvrage appartenait à son père, mais que ces matériaux, assez souvent inexactes, ont été rédigés par le fils, d'autant plus qu'on y remarque les défauts de style dans lesquels on tombe communément à l'âge qu'il avait alors. Cinq manuscrits de Prynsonel sont conservés à la bibliothèque royale à Paris: *Mémoire concernant la révolte des Nogais*, en 1758, et la déposition d'Alim-Guerai-Khan; *Mémoire historique sur l'empire des Russes et celui des Tartares*, quelque impropre que soit cette dénomination; *Reflexions politiques sur l'indépendance des Tartares*, et sur la navigation russe dans la mer Noire, 1772; *Sur les moyens de rendre solide et durable l'indépendance des Turques, malgré les desirons de la Russie*, 1773; *Sur le Traité de paix conclu à Kainardjik, entre la Porte et la Russie*, 1777.

PHILIDOR (Amand), fils de Michel Danican, appelé Philidor, n'est pas né en 1756, comme l'écrivent les biographes, mais le 7 septembre 1727, comme nous l'atteste M. Boffara qui a vu son acte de naissance. Il était de Liège, et vint à Paris, où il entra page de la musique du roi sous la direction de Campra, alors maître de la chapelle. Il se livra de bonne heure à l'étude de la composition, et y fit des progrès rapides. En 1737, il composa son premier opéra à grands chœurs, qui eut assez de succès pour que le roi daignât lui en faire des compliments. En sortant des pages, il se fixa à Paris, où il fit quelques ecclésiastiques, et s'occupa à copier de la musique, métier assez lucratif alors, la gravure musicale étant encore grossière et barbare. La réputation qu'il avait déjà acquise au jeu des échecs lui inspira l'envie de voyager pour faire fortune, et, en 1745, il partit avec le dessein de parcourir la Hollande, l'Angleterre, l'Allemagne, etc. Son goût pour la musique se forma en même temps par l'audition des ouvrages des meilleurs maîtres d'Italie et d'Allemagne. Il essaya ses forces à Londres, en 1755, en mettant en musique l'ode célèbre de Dryden, dédiée à sainte Cécile. Handel trouva les chœurs bien fabriqués, mais il dit qu'il y avait quelques reproches à lui faire sur son art. Handel aussi a mis en musique cette ode sublime : c'est un de ses principaux chefs-d'œuvre. Les chœurs surtout sont dignes de celui qui n'a point encore rencontré d'égal en ce genre pour la vertu unie à la profondeur des combinaisons. Comme les échecs occupaient Philidor beaucoup plus que la musique, il fit imprimer, en 1749, son *Analyse des échecs*, à Londres. Il revint en France au mois de novembre 1754, et se consacra entièrement à la musique. Il fit chanter d'abord à Versailles un *Lauda Jerusalem* qu'on trouva trop italien, et comme la reine, épouse de Louis XV, n'aimait pas ce genre, il ne put obtenir la place de maître de chapelle qu'il sollicitait. En 1757, Philidor essaya de faire jouer un acte d'opéra; mais Rebel refusa de le donner, alléguant pour prétexte qu'il ne voulait point introduire d'airs dans les scènes. En 1758, il composa quelques morceaux pour *Les pèlerins de la Mecque*, à la fois Saint-Laurent, et l'année suivante, il y donna *Blaise le Savetier*, qui commença sa réputation. En 1764, Philidor fit jouer *Le sergent* à la Comédie-Italienne. Il s'était emparé de l'air d'*Orphée*: *Objet de mon amour*, dont il possédait la

partition. On ne s'aperçut du plagiat que lorsque *Orphée* de Gluck fut joué à l'Académie royale de Musique. C'est ainsi que Devenue s'est approprié les airs d'*Enfant chéri des dames* et de *Peuple français*, *peuple de frères*, qui sont tous deux dérobés à la *Rôte enchantée* de Mozart, et qui ont fait crier au plagiat lorsqu'on a joué à Paris *Les mystères d'Isis*. La musique de Philidor manque essentiellement de couleur et d'originalité. Il était bon harmoniste en ce sens qu'il était correct, mais sa mélodie est d'une platitude extrême; aussi n'a-t-elle pas plu aux Anglais. Comme l'a fort bien dit Grétry, Philidor traitait les parties d'une composition comme les pièces dans les combinaisons du jeu d'échecs, par conséquent le calcul devait chez lui étouffer le sentiment. Aussi dans ses ouvrages jamais d'inspiration, jamais de ces motifs que les Italiens appellent *di prima intenzione*. C'est une harmonie pure, mais assoupissante. Voyez-on *Ennelinde*, jouée en 1767, avec quelque succès, grâce aux oreilles françaises qui étaient encore barbares à Gluck, interrogez sur cet opéra, répondit : C'est une montre enrichie de diamants, mais dont le mouvement intérieur ne vaut rien. « Peut-on faire une critique plus sanglante ? C'est dire qu'il y a absence totale de génie. Ce jugement de Gluck sur *Ennelinde* est conforme à celui de Handel sur les chœurs de *La fête d'Alexandre* : « Ils sont bien fabriqués, mais il y manque quelque chose. » Le *Perside* de Quinault, que Marmontel avait refait pour Philidor, n'obtint aucun succès, et *Thémistocle*, opéra qui fourmille de plagiat, tomba au bruit des sifflets, en 1785. On a beaucoup râté le *Carmen secularis*; du moins il a beaucoup réussi à Londres. Les compositeurs n'ont distingué dans cet ouvrage que la strophe *Alme sol*, et celle *Dianam tenero, dulcis virginis*. Quant à la strophe *Fertilis frugum*, elle est, comme tout le reste, moins de la mélodie que du plain-chant mesuré. Pendant la terreur, Philidor s'était réfugié à Londres; il y mourut le 31 août 1795. On voit son portrait, gravé par Bartolozzi, en tête de l'*Analyse du jeu des échecs*, Londres, 1777, in-8<sup>o</sup>. Philidor ne passait pas pour l'homme le plus spirituel de son siècle. Un jour, l'abbé, premier valet de chambre du roi, l'entendant débiter des trivialités, s'écria : « Cet homme-là n'a pas le sens commun; c'est tout génie. » Cependant, de même que Rossini ne s'opposa une fois dans sa vie, Philidor lâcha un trait d'esprit, ou plutôt de caractère. Sa femme et sa nièce jouaient toutes deux aux échecs, et n'y déployaient pas une grande force : « Mes chères amies, leur dit-il, je vois que vous excelliez aux jeux de hasard. » Philidor fut le premier joueur d'échecs de l'Europe. Il conserva jusqu'au dernier moment la justesse de son jugement, et, quoique aveugle, il fit, un mois avant de mourir, deux parties d'échecs à la fois contre des joueurs très habiles, et les gagna. Voici la liste des ouvrages de ce musicien célèbre : *Le soldat magicien*, joué en 1760; *Le maréchal-ferrant*, qui eut plus de cent représentations en 1761; *Sancho-Panço*, donné en 1762, à la Comédie-Italienne; *Le bûcheron*, en 1763, item; *Le sergent*, en 1764, item; en 1765, *Tom Jones*, qu'on commença par siffler, et qui eut ensuite beaucoup de succès; *Les femmes vengées*, en 1775, item. Ses autres productions sur le même théâtre sont : *Zéline et Mélide*, comédie en deux actes; *Le quiproquo*; *La nouvelle école des femmes*; *L'amitié du village*; *La bon fil*; *L'hôte et les pluviers*; *Le jardinier de Sidon*; *Le jardinier supposé*; *Le jardinier et son seigneur*. Il a donné à l'Académie royale de Musique : *Bélisaire*, opéra en trois actes; *Thémistocle*, opéra en trois actes; *Perside*, poème de Quinault, réduit en trois actes par Marmontel, et où l'on applaudit deux chœurs très aimés et l'air de Méduse : *J'ai perdu la beauté qui me rendait si vaive. Ennelinde*, représentée en 1767, dans lequel on trouve le beau chœur : *Jurons sur ces glaires sanglantes*, que l'on a transporté dans l'oratorio de *Saül*.

PHILIPPE (Aucher), navigateur, né en 1738, à Londres, où son père, qui était de Francfort-sur-le-Mein, enseignait l'allemand. Devenu lieutenant dans la marine, où il était entré à l'âge de dix-sept ans, Philippe servit en Portugal, et, après quatorze ou quinze années, revint dans la Grande-Bretagne, en 1778. La

guerre éclata alors, il eut part à diverses expéditions, spécialement vers les établissements des Indes, et fut fait capitaine de vaisseau. Lorsque l'Angleterre eut perdu sans retour, par la paix signée en 1783, une grande partie de ses colonies d'Amérique, il fallut choisir un nouveau lieu d'exil pour les malheureux condamnés à la déportation. Il s'agissait des côtes orientales de la vaste contrée nommée si improprement Nouvelle-Hollande, et on avait particulièrement en vue la partie de ce rivage, appelée Nouvelle-Galles-Méridionale par Cook, qui en avait fait un éloge exagéré. Une escadre, composée d'une frégate, d'un aviset et de quelques bâtiments de transport, fut expédiée pour Botany-Bay. Après huit mois de navigation, elle atterrit le 18 janvier 1788. Phillip en avait le commandement, et il reçut le titre de gouverneur-général de l'établissement qu'on allait former pour servir de relâche à la marine anglaise dans ces parages. On ne jugea pas que Botany-Bay répondit à beaucoup près à l'idée qu'on s'en était faite d'après la description de Cook, et l'on chercha, en allant vers l'équateur, quelque point qui offrît un abri meilleur, un mouillage plus profond, des abords plus sûrs, et de l'eau douce en abondance. Le port Jackson, reconnu par Cook, parut réunir ces avantages; il était à peu de distance, et on résolut d'y transporter la colonie. Elle dut à Phillip sa prospérité naissante; elle a conservé la mémoire de son intégrité, de sa fermeté, de l'ordre et de la paix qu'il sut y maintenir. Il s'occupa de la reconnaissance de quelques parties des côtes, et prit possession de l'île Norfolk, située au nord-ouest de la pointe nord de la Nouvelle-Zélande, de manière à faciliter pour l'avenir les communications entre de nouveaux établissements et le port Jackson. Après être resté cinq ans à la tête de la colonie, Phillip s'en sépara pour toujours; sa santé exigeait qu'il revît l'Europe. Il avait le rang de vice-amiral; ainsi se termina sa carrière active. Il passa la dernière partie de sa vie à Lynton, dans le Gampshire. Il se rendit à Bath, en 1814, et y mourut au mois de novembre. Un havre découvert au sud de la Nouvelle-Hollande, porte le nom de cet estimable navigateur, à qui on a été redevable en France des dernières dépêches qu'on y a reçues de La Perouse. La fondation de cette colonie de la Nouvelle-Galles-Méridionale, presque aux antipodes de la Grande-Bretagne, y excita une curiosité qui donna lieu à la publication de plusieurs récits ou autres ouvrages: 1° *Voyage du gouverneur Phillip à Botany-Bay, avec une description des colonies du port Jackson et de l'île de Norfolk, faite sur des papiers authentiques.... auxquels on a ajouté les journaux des lieutenants Shortland, Watta, Bail, et du capitaine Marshal, avec.... leurs découvertes*, Londres, 1769, in-4°. Cette compilation, faite trop tôt et d'après des documents nécessairement imparfaits, contient pourtant des détails intéressants; mais la traduction qu'on en a donnée en français, Paris, 1791, in-8°, est encore plus defectueuse, et on n'y a pas reproduit les cartes et les planches jointes à l'original. 2° *Extrait de lettres de lord Sydney, avec une description de l'île Norfolk*, par P.-G. King, Londres, 1791: 3° *Copies et extraits de lettres, donnant une description de New-H Wales*, in-4°, 1793. Hunter successeur de Phillip, le capitaine Watkin-Tench, le chirurgien White, et Barrington, un des déportés, ont aussi écrit sur l'administration et le degré de prospérité de la colonie au temps de Phillip. Pour en connaître l'histoire plus récente, on peut consulter Collins, en 1803, et Wentworth, en 1819.

PIAR, général, né dans la capitainerie de Caracas. Nul homme de couleur ne combattit plus vaillamment pour soustraire ces contrées à l'autorité des Espagnols. A la tête d'une compagnie d'élite, instruite par son exemple, et affermie par son audace, il avait plusieurs fois remporté des avantages signalés sur un ennemi très supérieur en nombre, lorsque Bolivar, s'approchant de Caracas par Ocumare, ne crut pouvoir mieux faire que de confier toute une division d'infanterie à ce commandant, aussi heureux qu'infatigable. Conjointement avec Roxas et Monagas qui conduisaient les Tataras, escadron de cavalerie légère, Piar devait rester maître de la plaine, tandis que le principal corps d'armée

soumettrait la ville. Bolivar ayant échoué dans son dessein, Piar fut réduit à se retirer, ce qu'il fit en bon ordre que bientôt il se vit en état de réparer un échec dont les suites auraient pu être très graves. Il battit plusieurs détachements de royalistes: sa troupe se croyait invincible en marchant à sa suite. Il parut toutefois que la liberté de son pays n'était pas son seul but, et qu'une autre ambition soutenait son indiscipliné. Devenu général, et commandant en second des forces de la république, il aspira au rang suprême. Les hommes de couleur ainsi que les naturels de la Colonie lui semblaient dévoués, et c'était sur eux qu'il devait naturellement compter pour établir sa domination. Il en fut abandonné pourtant lorsqu'averti de ses desseins, on l'arrêta au milieu de ses officiers, pour le traduire devant un conseil de guerre à Augustura. L'amiral Brion fit partie de ce tribunal militaire, présidé par Bolivar même, que Piar avait, dit-on, voulu sacrifier, ainsi que tous les blancs qui exerçaient de l'influence. Le conseil le déclara convaincu de crimes odieux pour s'emparer de la dictature. Bolivar signa la sentence de mort; mais on assure que ce fut avec beaucoup de regret, qu'il aimait Piar, et qu'il fit des efforts pour le sauver. Il est à remarquer néanmoins que de tous les complices de Piar, aucun ne fut mis en cause, et qu'ainsi il n'est pas impossible que cet homme dont le dévouement avait été si utile, n'ait péri victime de l'ombre d'une cause par ses talents et par sa popularité. Le jugement fut exécuté sans aucune opposition. Bolivar vit passer sous ses fenêtres son ancien compagnon d'armes, et lui dit: « Adieu, mon malheureux ami! » Piar était donc coupable à ses yeux: l'ironie eût été trop revolvante dans la supposition contraire, et l'excès de dissimulation se fût mal accordé avec tout ce qu'on sait du caractère de Bolivar. Conduit hors des portes d'Augustura, le général Piar, sans montrer aucune faiblesse, s'arrêta au lieu désigné, découvrit sa poitrine, donna le signal aux soldats, et expira percé de sept balles. Ses amis n'ont pas avoué qu'il eût eu des projets criminels: le souvenir de ses beaux faits d'armes est seul à l'abri de toute contestation.

PIATTOLI (SCHEON), conseiller d'état de Russie, naquit à Florence, en 1750, au non frère était directeur du musée. D'abord capucin, puis chapelain du comte Marcellino, premier ministre du duc de Modène, il sut profiter utilement de la bibliothèque du ministre, comme aussi de celle du grand-duc. C'est là que la princesse Lubomirski fit sa connaissance. Elle s'en fit accompagner dans ses voyages, et le nomma précepteur de son pupille, aujourd'hui prince Lubomirski. Il fut présenté au roi Stanislas-Auguste à Varsovie, qui en fit son lecteur, et bientôt honora de toute sa confiance. Piattoli parvint ainsi à jouir de la société des personnages les plus éclairés et du plus haut rang en Pologne. Il abandonna alors la littérature ancienne et moderne pour ne s'occuper que des sciences politiques, et particulièrement du droit public de Pologne: c'était l'époque où les idées de réorganisation politique occupaient tous les esprits. Piattoli travailla, avec Kollontay et Ignace Potocki, le plan de la constitution du 3 mai 1791. Dès qu'elle fut renversée, et que le second parti de la Pologne fut consummé, il accompagna Stanislas Potocki, en 1795, dans son voyage à Carlsbad, où ils furent arrêtés comme suspects, et renfermés dans la forteresse de Theresienstadt. Potocki fut bientôt après mis en liberté, mais Piattoli fut obligé de vivre long-temps à Prague, sous la surveillance de la police. Enfin, en 1800, il obtint la permission de quitter la Bohême, mais avec la condition expresse et sur l'assurance de la duchesse douairière de Courlande que jamais il n'écrirait rien sur la Pologne. Piattoli passa la plupart de son temps à Berlin et à Lébichau, dans la maison de la duchesse, en s'occupant de l'éducation de la jeune princesse Dorothee, aujourd'hui duchesse de Dino. Il entreprit, en 1803, le voyage de Saint-Petersbourg, avec le conseiller privé Gorking, pour y arranger les affaires de l'héritage de la duchesse. Là y furent appelés ensemble à la commission de législation, et Piattoli, en particulier, fut éré

à la dignité de conseiller d'état de l'empire. Bientôt après, la duchesse vint aussi à Saint-Petersbourg pour ses affaires; Piattoli l'accompagna dans son retour en Courlande, et y épousa une des dames de compagnie, M<sup>lle</sup> de Vittinghoff. S'étant établi à Altenbourg, il y mourut en 1809. Sa femme vendit, après sa mort, la bibliothèque qu'il avait rassemblée, riche surtout en auteurs classiques, à la duchesse de Courlande, qui la réunit à la bibliothèque du château de Lébichau. Le fils du prince Adam Rastayki acheta une collection considérable de cartes géographiques. Quant aux manuscrits de Piattoli, ils sont perdus; il se trouvait parmi eux de laborieux commentaires pour une nouvelle édition de Juvénal que préparait, dans ses derniers jours, ce savant très instruit dans la philologie et l'antiquité.

PICHOT (Amédée), docteur en médecine et littérateur, est né à Arles, département des Bouches-du-Rhône, le 5 novembre 1796. Il fit ses premières études au collège de Joilly, et ses cours de médecine d'abord à Montpellier, puis à Paris, où il se fit depuis 1819. M. Pichot s'adonna d'abord à l'étude des langues étrangères et de la littérature, conjointement avec celle des sciences. Son premier ouvrage fut un *Tableau comparé des écoles de médecine de Paris et de Montpellier*, Paris, 1820. Il le fit suivre de la première traduction des *Œuvres de Lord Byron*, Paris, 1820, laquelle eut sept éditions. M. Pichot a aussi traduit, dans les années suivantes, *Lalla Rookh*, de Thomas Moore; la plupart des romans poétiques de Walter Scott, et quelques autres ouvrages anglais. En 1822, ce jeune littérateur parcourut l'Angleterre et l'Ecosse, où il fit une seconde excursion en 1824. C'est à son retour qu'il publia ses observations historiques et littéraires sur la Grande-Bretagne. Cet ouvrage intitulé *Voyage en Angleterre et en Ecosse*, Paris, 1825, 3 vol. in-8°, est un tableau de la littérature et des arts en Angleterre depuis 1789. Outre les ouvrages déjà cités, on a encore de M. Pichot: 1° *Fées peintures de l'Ecosse, dessinées d'après nature par P.-A. Perrot*, lithographies par Bonington, David, Derai, Enfantin, Francis, etc., avec un texte explicatif, extrait en grande partie de *Walter Scott*, Paris, 1825, 1 vol. petit in-fol.; 2° *Essai sur lord Byron, opinion des médecins d'Edinburgh sur la vaccine et la petite vérole*, Paris, 1825, in-8°; 3° *Histoire de Charles Edouard, dernier prince de la maison de Stu.*, Paris, 1830, 3 vol. in-8°. Le séjour de l'auteur en Ecosse lui avait donné la facilité de recueillir plusieurs documents inédits sur l'expédition aventureuse du petit-fils de Jacques II. Nulle part cette entreprise si célèbre n'est présentée avec un intérêt plus dramatique que dans cette histoire. M. Pichot a donné plusieurs articles remarquables au *Dictionnaire des sciences médicales* et à diverses feuilles scientifiques et littéraires. Il s'occupe en ce moment d'un ouvrage sur Arles, sa ville natale, et d'une *Histoire de don Juan de Padilla*, chronique du temps de Charles-Quint. Un libéralisme modéré est la couleur des divers écrits de M. Amédée Pichot; les ouvrages anglais sur lesquels il s'est exercé pourraient le placer parmi les romantiques, si l'élégance et la pureté de son style, ainsi que sa méthode, n'appartenaient à l'école vraiment classique. M. Pichot est beaucoup plus volontiers du juste milieu en littérature qu'en politique.

PIE VIII (FRANÇOIS-XAVIER CASTiglione), naquit à Cigoli, dans la Marche d'Ancône, en 1761. Entré dès sa jeunesse dans la carrière ecclésiastique, il la parcourut sans beaucoup d'éclat; mais avec assez de bonheur: car il fut d'abord élevé au siège épiscopal de Frascati, et ensuite revêtu de la pourpre sous le pontificat de Pie VII, dont il s'était concilié la faveur. Lors de la mort de Léon XII, le 10 février 1829, il se trouvait le doyen de cette classe de cardinaux qu'on appelle de l'ordre des évêques, pour les distinguer de ceux qui appartiennent à l'ordre des prêtres et des diacres. En cette qualité, il fut chargé de répondre aux ambassadeurs d'Espagne, de France et d'Autriche, qui selon l'usage exprimaient devant le conclave rassemblée, les vœux de leurs cours respectives sur l'élection du nouveau chef de l'Eglise. La plus remarquable de ses réponses, fut celle qu'il fit au brillant discours de M. de Châteaubriand, qui demandait

un pontife en état de marcher avec les lumières, les intérêts et les besoins de son siècle, pour la plus grande édification, et la plus grande prospérité des fidèles. Après s'être répandu en éloges pompeux, et sur la pitié du roi de France, que selon la formule accoutumée il appelait le fils de saint Louis, et sur les grands talents littéraires et diplomatiques de M. de Châteaubriand, le cardinal Castiglione fit entendre que Dieu mettrait une digue à ce désir immédiate des peuples de se soustraire à l'autorité légitime de leurs princes; que tout ordre de société et de puissance législative venait de Dieu; que la seule foi chrétienne pouvait rendre sacrée l'obéissance, et consolider les trônes; que la politique découlant des saints écritures et des vénérables traditions était l'école unique d'un bon gouvernement, etc. Comme les probabilités de l'élection étaient alors partagées entre les cardinaux Parca et de Gregorio, l'un partisan aveugle, l'autre adversaire faible, mais constant de l'influence jésuitique, personne n'attacha beaucoup d'importance à ce langage digne du neuvième siècle. Cependant, au bout de trente-cinq jours d'un scrutin toujours renouvelé, ce fut le nom de Castiglione qui sortit de l'urne électorale à la presque unanimité des suffrages. Il en parut surpris, et montra de l'hésitation à accepter; mais on fit tirer le canon du château Saint-Ange, signe de l'élection accomplie: les cardinaux se pressèrent à ses pieds, et il s'écria: Que la volonté de Dieu soit faite. Il prit le nom de Pie VIII, et l'on solennisa son avènement au trône pontifical avec les cérémonies d'usage. On était à Rome dans une anxiété générale. Les uns applaudissaient au choix, et fondaient de grandes espérances sur l'intelligence éclairée et sur le caractère modéré et ferme du nouvel élu; les autres se souvenaient de sa réponse à l'ambassadeur français, et entraient des prévisions tout-à-fait opposées. Les soupçons de ces derniers commencèrent à prendre une apparence de réalité, aussitôt que le pontife eut confié la charge de secrétaire-d'état au cardinal Albani, c'est à dire, à l'ennemi le plus acharné de toute idée libérale, de toute amélioration civile, à l'homme qui pendant quarante ans avait toujours vendu l'Italie à l'avidité et à l'ambition de l'Autriche. Le bruit courut que c'était là un arrangement combiné d'avance; que le cardinal Albani, désespérant d'être élu lui-même, avait promis au cardinal Castiglione seize voix dont il disposait dans le sacré collège, à condition qu'il serait nommé secrétaire-d'état; ce qui étant vrai, l'hésitation montrée par le nouveau pontife à accepter la tiare, n'aurait été qu'un jeu de comédie. Le découragement en effet s'empara de tous les esprits à l'apparition de cette fameuse lettre encyclique que le gouvernement pontifical adressa à tous les prélats de la chrétienté, lettre où la tolérance religieuse, la liberté de la presse, les sociétés bibliques, le mariage civil, étaient traités d'institutions impies et vaines à l'enlèvement. Le ton de cette pastorale était tel, que le gouvernement français, malgré son penchant prononcé pour la cour de Rome, n'osa pas en permettre la publication, et en refusa explicitement l'exécution. L'ouverture d'un jubilé fut en même temps proclamée; et tandis qu'on promettait aux fidèles toutes les indulgences qui se rattachent à cette solennité de l'Eglise catholique, on menaçait de la hache du bourreau, par le célèbre édit du 5 juin, toutes les sociétés secrètes, qu'on qualifiait d'agregations d'impies et de rebelles. La cérémonie du jubilé fut pale, par le peu d'empressement que mirent les peuples à en profiter; mais l'exécution de l'édit du 5 juin, fut éclatante, par la rigueur que déploya le cardinal Albani à le rendre redoutable. Le loge de carbonari avait été découverte immédiatement après la mort de Léon XII: on réussit à faire arrêter vingt-six individus de ceux qui la composaient, et on les livra à une commission spéciale, présidée par monsignor Cappelletti, gouverneur de Rome. Ce tribunal extraordinaire, après avoir fait mettre plusieurs de ces malheureux à la torture pour savoir les noms des autres membres de la loge, condamnait le chef à la peine de mort; c'était un prêtre nommé Picilli, à qui Pie VIII commua la peine capitale en celle des fers à perpétuité, et la plus ardue des tâches aux travaux for-

ces à temps ou à l'exil. La persécution exerçait aussi ses ravages dans les provinces de la Romagne, où les sociétés secrètes s'étaient beaucoup étendues, et les émigrés napolitains qui, après la révolution de 1830, s'étaient réfugiés à Rome, en furent expulsés avec violence. Néanmoins la force des choses et l'esprit du siècle s'opposèrent quelquefois à ce qu'on rendît complète cette ardeur d'abolition. Pie VIII n'osa jamais affronter la clameur publique, y en donnant une influence trop ouverte au parti jésuitique, qui se promettait de régir l'état ecclésiastique sans contrôle, et il ne voulut jamais reconnaître don Miguel comme roi de Portugal, malgré les instances qui l'assiégeaient de toutes parts : cette condescendance était réservée à son successeur. Mais pour juger des brillants résultats que le cardinal Albani visait à obtenir de ce pontificat de courte durée, il suffit de se rappeler, que l'annonce de la mort de Pie VIII, arrivée au mois de mars 1831, la révolution éclata à Bologne, et se répandit comme un éclair dans les états romains; révolution qui ayant tout de suite décrété la déchéance du pape comme prince temporel, aurait changé la face de l'Italie sous le rapport politique, et celle du monde sous le rapport religieux, si les baïonnettes étrangères ne furent pas intervenues pour la comprimer avant qu'elle pût se mettre en mesure de leur opposer une résistance efficace.

PIENEMAN (JEAN-GUILLAUME), peintre, né en 1779, au bourg d'Abcoude, dans les environs d'Amsterdam. Sa mère, devenue veuve vers 1781, le destina au commerce; mais elle s'établit à Amsterdam, et là son fils recruta des circonstances qui fortifièrent son penchant naturel pour les arts du dessin. Pressé par le besoin de se faire un sort, il s'exerça presque indifféremment dans les divers genres, et réussit dans chacun, en étudiant la nature, et sans imiter spécialement ou même sans suivre de préférence aucun maître. Il trouva dans l'académie de dessin et dans les autres instituts de la capitale de la Hollande les encouragements nécessaires. En 1800, il obtint la médaille d'or réservée pour le premier prix. Aussi heureux dans les concours des années suivantes, il fut couronné d'abord pour un Paysage sous un ciel orageux; en 1803, pour un Clair de lune en hiver; en 1803, pour un morceau d'histoire; en 1804, à Leyde, pour un tableau à l'huile, représentant Lymanque blessé et pansé par Alexandre; enfin, en 1805, pour une giraffe en feu au clair de lune, sujet privé en détrempa. Nommé professeur de dessin à l'école d'Amersfort, qui fut ensuite transférée à Delft, il remplit ces fonctions jusqu'à ce qu'en 1816 le roi des Pays-Bas lui confiait la direction du cabinet des tableaux à La Haye. Il a fait beaucoup de portraits fort estimés : ceux du prince et de la princesse d'Orange ne laissent rien à désirer pour la ressemblance. On regarde comme son chef-d'œuvre le Combat des Quatre-Bras, journée glorieuse pour le prince d'Orange. Ce tableau, de vingt pieds sur treize, a été fait pour le château de Sooridys donné à ce prince à cause de sa brillante conduite dans cette occasion. Exposé d'abord à Amsterdam, à Bruxelles et à Gand, ce tableau a réuni tous les suffrages. Une touche vigoureuse et noble, l'exactitude de la perspective, et la richesse des détails, le font regarder comme un des plus beaux de l'école hollandaise moderne. Il a valu à son auteur le titre de membre de l'institut des Pays-Bas, ainsi que des sociétés des beaux-arts de Gand et d'Anvers, et la décoration de l'ordre du Lion-béni. En 1818, la société des beaux-arts de Bruxelles a décerné à cet artiste d'un rare mérite une médaille d'honneur, et l'a inscrit au nombre de ses membres honoraires.

PIERER (JEAN-FRÉDÉRIC), médecin allemand, né à Altenbourg, le 25 janvier 1767, alla en 1785 à l'académie de Iéna pour y apprendre le droit; mais un goût prédominant l'attacha à l'étude de la médecine. Reçu docteur, en 1788, il alla encore étudier pendant un an et demi à Berlin, Vienne, Strasbourg et Göttingue, et revint, au commencement de 1790, se fixer dans sa ville natale, pour y exercer la médecine pratique. En 1798, il entreprit la publication de la Gazette nationale médicale, qui fut continuée jusqu'en 1800,

et fut remplacée par les *Annales générales de la médecine du dix-neuvième siècle*. En 1799, Pierer acquit la propriété de la librairie de Richter, et fonda, en 1801, un établissement sous le nom de *comptoir littéraire*. En 1805, il entreprit la publication complète des *Œuvres d'Hippocrate*, d'après la traduction latine de Fie, 5 vol. grand in-8°, et, en 1816, il céda son fond au libraire Brockhaus qui le réunit au sien. Depuis 1811, Pierer s'est associé le docteur et professeur Thoulant, qui est encore aujourd'hui son collaborateur aux *Annales générales de médecine*. Ce recueil estimé se continue, et paraît tous les mois, par cahiers in-4°, à Leipzig.

PIERQUIN (CLAUDE-CHARLES), médecin et littérateur, membre de plusieurs sociétés nationales et étrangères, né vers 1796, est le petit-neveu du vénéral abbé Pirquin et le petit-fils du général de ce nom, qui périt à la bataille de Turcoing, à la tête de l'armée appelée *infernale*. Son père, avocat à Nanci, l'envoya au collège de Pau, où il fit de rapides progrès. A dix-huit ans, il fut nommé professeur de littérature au collège de Valence, et, après avoir consacré quelques années aux lettres, il tourna son application vers les sciences médicales. La physiologie et la médecine légale furent particulièrement l'objet de ses études. Nommé au concours chef de clinique interne à l'hôpital Saint-Eloy et à l'hospice de la maternité de Montpellier, il quitta bientôt cette ville, visita plusieurs grandes cités de France et plusieurs universités étrangères, et vint se fixer à Paris, où il partagea ses moments entre les études de sa profession et la culture des lettres. M. Pierquin est décoré de l'étoile de juillet. Il a coopéré à la rédaction du *Journal polysynchrone de Montpellier*, des *Annales cliniques*, de la *Revue médicale belge*, et de plusieurs autres journaux et recueils historiques et biographiques. Parmi une foule d'écrits sur les lettres et les sciences qu'on lui doit, nous citerons : 1° *Recherches sur l'héméralopie*, Montpellier, 1821, in-2°; 2° *Mémoires et observations sur la fièvre jaune d'Europe*, idem, 1822, in-8°; 3° *Reflexions sur un cas d'hermaphrodisme et d'hyperspadias*, Montpellier, 1823, in-8°; 4° *Mémoires pharmaceutiques des médecins de Montpellier*, Montpellier, 1824, in-32; 5° *Mémoires pharmaceutiques du médecin praticien*, Paris, 1829, in-32; 6° *Reflexions philosophiques et médico-légales sur les maladies intellectuelles du sommeil*, Paris, 1829, 3° éd., in-8°. Barbier, dans son *Dictionnaire des anonymes*, lui attribue : *Déclamations de l'intrigue*, Paris, 1818, in-18. C'est un recueil de vers qui a été réimprimé dans la *Collection des poètes belges*, on ne sait trop pourquoi. M. Pierquin a en portefeuille un ouvrage qu'il a présenté à l'institut, et qui formera trois volumes in-8°, sous ce titre : *Traité des maladies de l'esprit appliquées aux jurisprudences actuelles*.

PIERROT (JOSIAS-AMABLE), né à Paris, le 15 novembre 1793, après avoir fait de brillantes études, a été admis, comme élève, à l'école normale, en 1810, époque de la fondation de cet établissement, auquel il est resté attaché, en 1812, comme répétiteur, avec M. Cousin. Il a été nommé agrégé et censeur-adjoint au lycée Charlemagne en 1815. Un jour la reconnaissance et l'amitié de M. Daubigny, professeur de ce lycée, il fut, sans jugement, suspendu de ses fonctions, en 1815, par M. Royer-Collard, président de la commission de l'instruction publique. Il était supposé d'avoir coopéré aux discours constitutionnels que M. Daubigny prononça à la chambre des représentants. Mais il fut rétabli, en 1816, au collège royal de Louis-le-Grand, et y fut nommé agrégé de rhétorique en 1817. En 1819, il prononça, à la distribution des prix du concours général, un discours latin sur l'éloquence politique. Ce discours, dont le sujet était neuf et intéressant, avait été soumis préalablement à la censure universitaire, et avait été accueilli par l'assemblée avec une faveur marquée; mais il fut ensuite attaqué par plusieurs journaux, et notamment par les *Debats*. On y dénouait un portrait de Mirabeau, où le jeune orateur, en rappelant les grands effets produits par l'éloquence de ce tribun fameux, flétrissait cependant avec une sévérité peut-être excessive son caractère et sa vie. La commission de l'instruction publique, alors

présidée par M. Cuvier, eut devoir évoquer l'examen du discours. Pleinement justifié, M. Pierrot fut nommé cette année même professeur titulaire de rhétorique au collège royal de Bourbon, et choisi par M. Villemain pour le suppléer dans sa chaire d'éloquence française à la faculté des lettres. En septembre 1822, MM. les abbés Eliegaray et Nicole ayant profité de la nomination de l'évêque d'Hermopolis à la direction des affaires universitaires pour donner crédit auprès de lui à d'anciennes accusations que M. Pierrot avait repoussées précédemment, il fut de nouveau, sans jugement et sans allégation précise, suspendu de ses fonctions de professeur au collège Bourbon et à la faculté des lettres. Il fut cependant rappelé en 1824, et attaché comme professeur de rhétorique au collège royal de Charlemagne. Ainsi, frappé deux fois dans sa carrière universitaire, la première par M. Royer-Collard, la seconde par M. Frayssinous, il vit deux fois l'injustice reconnue et réparée par ceux même qui l'avaient commise. M. Pierrot dut son dernier rétablissement aux instances de M. l'abbé Clausel de Coussergues, qui honore le royalisme ardent qu'on lui connaît par une loyauté et une noblesse de caractère dont il a donné plusieurs preuves publiques. M. Pierrot est professeur de rhétorique depuis 1825 au collège royal de Louis-le-Grand. Il a publié : 1° *Discours latin sur l'éloquence politique*, prononcé à la distribution des prix du concours général, août 1819, et imprimé séparément, Paris, 1819, in-4° ; 2° *Traduction de Juvenal*, par Dussault, revue et refaite en partie, Paris, 1825 et 1826, 2 vol. in-8° ; 3° *Traduction de Plin-le-Jeune*, par de Sargy, revue et refaite en partie, Paris, 1826, 1828 et 1829, 3 vol. in-8° ; 4° *Traduction nouvelle de Justin*, par M. Pierrot et Bédard, Paris, 1827 et 1829, 3 vol. in-8°. Ces traductions font partie de la Bibliothèque latine-française, publiée chez M. Panchoucke, et que M. Pierrot a dirigée pendant quatre ans. 5° *L. Annaei Seneca opera tragica, quae ad parvino codices nondum collatos recensu notique commentarii illustravit J. Pierrot*, etc., volumin primum, grand in-8°. Cet important ouvrage, qui aura trois volumes, fait partie de la Collection des classiques latins, publiée par M. Lemaire. Outre ces ouvrages, M. Pierrot a inséré des notes et des introductions dans plusieurs auteurs de la Bibliothèque de M. Panchoucke, particulièrement dans la *Traduction de Florus*, par M. Ragon, Paris, 1826, 1 vol. in-8°, et dans la *Traduction de Velleius Paterculus*, de M. Després, Paris, 1825, 1 vol. in-8°. Il a aussi publié un grand nombre d'articles dans les *Annales politiques et littéraires*, dans *Le Courrier*, dans *Le Publiciste* et dans d'autres journaux.

**PIET-TARDIVEAU**, né à Vouvray, département d'Indre-et-Loire. Était avocat à Paris dans les premiers temps de la révolution, il se chargea, d'après l'invitation même de Louis XVI, de la défense des prisonniers traduits devant la haute-cour d'Orléans. Il vit bientôt qu'il ne pourrait empêcher leur condamnation, et il prit des mesures d'abord efficaces pour les faire évader; mais, par suite de lenteurs indépendantes de sa volonté, ils tombèrent enfin au pouvoir des Marseillais, et furent massacrés à Versailles, le 9 septembre 1793. Pour ne l'être pas lui-même, il chercha un asile à Nantes, et ce fut de là qu'il sollicita l'honneur d'être admis au nombre des défenseurs de Louis XVI; mais la rapidité du procès rendit cette démarche infructueuse. Durant les deux années les plus orageuses, M. Piet resta dans sa retraite; mais, en 1795, avec une souplesse peu digne du courage qu'il avait montré, il usurpa la confiance des habitants du bourg de Saint-Ouen, près de la ville du Mans, et, après y avoir prêté serment en qualité de maire, il s'entendit avec un chef royaliste, le comte de Rochecotte, pour former une association royaliste dans le Perche, le pays Chartrain et une partie de la Touraine. En 1797, les élections étant influencées par beaucoup d'émigrés rentrés, l'agent de Rochecotte fut élu par le département de la Sarthe au conseil des Cinq-cents, et se réunit à la fraction du parti cléricale dévouée aux Bourbons. Il avait pour une ou deux fois dans l'assemblée lorsque son élection fut déclarée nulle d'après le changement opéré le 18 fructidor; mais il parait

qu'on ne le crut pas assez dangereux pour le déporter, ou qu'on ne se rappela son nom qu'au moment où la liste venait d'être close. Il profita de cette indulgence, en 1799, pour entrer dans les nouvelles trames des vendéens. Après avoir été chargé à Paris du dépôt et de l'administration des fonds qui leur étaient destinés, il assista aux conférences qui eurent lieu entre le général Hédouville et les chouans de la Sarthe pour la pacification de cette contrée. Lorsqu'il fut arrêté, d'après des révelations obtenues par une saisie de papiers chez un autre député, on le mit au Temple, dans la chambre qu'avait occupée Louis XVI, et il y fit un poème sur l'exécution du 21 janvier. Il reprit ensuite ses fonctions d'avocat; elles lui avaient procuré quelque réputation, du moins par cette vulgaire prohibe qui ne se dément pas dans les occasions étrangères à l'esprit de parti. Il a plaidé contre la prétendue marquise de Doulhault, et en faveur d'Alphonse de Beauchamp attaqué en calomnie. Soit comme juriconsulte, soit comme orateur, il a montré justement assez de talent pour être prouvé par ses amis politiques, mais seulement par eux. Quelques services qu'il se fût efforcé de rendre, la première restauration le laissa presque inconnu; mais, après les cent jours, il recut des lettres d'anoblissement au mois de septembre, et fut élu député par le département de la Sarthe. Il quitta ainsi le barreau qui lui avait eu l'obligation du rétablissement des conférences, pour exercer dans l'art de la parole et dans la juste application des lois ceux qui se consacrent à cette profession. M. Piet a voté constamment avec la majorité de la chambre qui, sans l'ordonnance du 5 septembre 1816, n'eût peut-être pas permis à la seconde restauration de durer beaucoup plus que la précédente. Dans la session qui suivit, ce député n'appartint pas moins impartialement à la minorité. Il y a soutenu la réclamation des anciens chevaliers de Malte à l'égard des biens de l'ordre non vendus. Vers la fin de 1816, il a fait partie du comité de surveillance de la caisse d'amortissement et du conseil de discipline. En 1817, dans un discours sur le budget, il a repoussé le reproche adressé aux royalistes de vouloir se populariser, puis, déclarant qu'il n'existait aucune différence réelle entre la minorité de cette époque et la minorité de 1815, il a employé cette figure : « Vous qui cingiez à pleins voiles pour gagner la haute mer, ... vous croyez vous fuir et tourner le rivage; c'est l'illusion de votre place, la terre ne bouge pas. » Il a prononcé plusieurs autres discours dans lesquels la minorité a cru apercevoir des vues profondes; apparemment le public a été rarement de cet avis, car on a été réduit à dire qu'il ne fallait pas prétendre juger du mérite des harangues de M. Piet en les voyant dans les journaux, et qu'elles y étaient singulièrement altérées. C'est du moins un juste sujet d'éloge à son égard de s'être exprimé ordinairement avec une certaine franchise, et d'avoir volontiers évité d'attaquer les personnes, tout en dépréciant obstinément les choses. Ce député n'a pas été réélu en 1818.

**PILLE** (FOATTA de). Voyez PILERS, page 961; c'est par erreur que ce nom avait été écrit sans S.

**PILLE** (LOUIS-ALEXIS, comte), lieutenant général, officier de la légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis, naquit à Soissons, le 14 juillet 1749. Son aïeule maternelle était la sœur de l'illustre Racine. M. Pille était, avant la révolution, secrétaire-général de l'intendance de Bourgogne. Il habitait Dijon au moment de la levée des premiers bataillons de volontaires, et devint l'un de leurs commandants. Admis dans les sociétés populaires de chacune des villes où il se trouvait en garnison, il y déploya un grand zèle pour le mouvement révolutionnaire, et s'opposa de tous ses moyens aux vues de M. de Lafayette contre les jacobins. Nommé adjudant-général après le 15 août 1792, par Delmas, Bellegarde et Dubois-Dubois, il fit toute la campagne de Belgique, et se distingua en plusieurs occasions par sa bravoure et ses talents militaires. Opposé en diverses circonstances à Dumouriez, sous les ordres duquel il servait, et bien éloigné de consentir à entrer dans ses projets révolutionnaires, M. Pille fut livré par celui-ci aux Autrichiens lorsqu'il passa de

leur côté, et cet adjudant-général fut renfermé dans la citadelle de Maestricht, où on le retint long-temps prisonnier. Rendu enfin à la liberté, il fut appelé à Paris par le gouvernement, qui le nomma commissaire-général de l'organisation et du mouvement des armées de terre, place presque égale à celle de ministre de la guerre, et qu'il conserva jusqu'après le 9 thermidor. Peu de temps avant cette époque, Sigar l'avait dénoncé aux jacobins, mais cette attaque n'eut point de suite. Il fut, après le 9 thermidor, employé à l'intérieur avec le grade de général de brigade, puis, en 1797, et voyé à l'armée d'Italie. Son âge avancé le fit rappeler en France, où il commanda la place de Marseille, puis celle de Lille. Après la révolution du 18 brumaire, il fut nommé inspecteur aux revues à Paris, et en exerça les fonctions jusqu'en 1806, époque à laquelle il fut nommé général de division. A la restauration, le général Pille fut cité comte, reçut la croix de Saint-Louis, et fut admis à la retraite.

PILLET (Rox-Maxim), général français, né à Tours, en 1762, étudia le droit et la pratique, et se signala dans les premières journées de la révolution à la tête des clercs de la hazoche, qui l'avaient nommé leur chef, et devint aide-de-camp du marquis de Lafayette. Après que M. de Lafayette eut donné sa démission de commandant de la garde nationale, Pillet fut nommé commissaire des guerres, et fut envoyé à l'armée du Centre, puis à celle du Nord, toujours sous les ordres de M. de Lafayette. Arrêté avec le général par les avant-postes prussiens, mais ayant obtenu la permission de se retirer dans un pays neutre, il profita de sa liberté pour voyager. Il visita l'Allemagne, la Hollande, les Etats-Unis et l'Angleterre. Il entra en France en 1799, fut arrêté comme émigré, et obtint facilement sa radiation. Connu de Berthier, qui fut depuis prince de Neuchâtel, ce général le fit nommer lieutenant-colonel, et l'attacha à son état-major. Pillet devint ensuite adjudant-général, et fut envoyé en Portugal. Blessé à l'affaire de Vimeiro, en 1808, il fut fait prisonnier, et conduit en Angleterre, où il souffrit d'affreux traitements. Il demanda à être transporté dans l'intérieur de l'île; on le lui permit sous caution; mais il tenta de s'évader, fut repris, et ne revint en France qu'à la restauration. Il y trouva une vie languissante, altérée par sa captivité, et mourut à Paris, à l'âge de cinquante-neuf ans. Il avait été nommé par le roi maréchal-de-camp et chevalier de Saint-Louis. Il était officier de la légion d'honneur. Pillet a publié: *L'Angleterre vue à Londres et dans ses provinces, pendant un jour de dix années, dont six comme prisonnier de guerre*, Paris, 1815, in-8°. Le souvenir des tourments que l'auteur avait éprouvés pendant sa captivité a sans doute causé la partialité qu'on y remarque. Le général Sarrazin l'a attaqué avec trop peu de ménagement dans son *Tableau de la Grande-Bretagne, ou observations sur l'Angleterre*, Paris, 1816, in-8°.

PINGRE (ALEXANDRE-GE), astronome, naquit à Paris, le 4 septembre 1711. Ayant été élevé à Senlis, chez les jésuites, il fut admis dans leur congrégation immédiatement après, et, au bout de huit années d'études conformes à son état, il obtint à l'âge de vingt-quatre ans une chaire de théologie. Cet obscur enseignement paraissait devoir être son seul partage, mais ille méla des disputes du jansénisme, et fut relégué à cette occasion dans un poste plus honorable, pour enseigner les éléments de la grammaire. Cependant il était lié intimement avec Lenoir, qui, ayant à Rouen la plus grande part à la fondation d'une académie des sciences, à laquelle il ne manquait plus qu'un astronome, décida que son ami deviendrait ce savant. Pingre, à l'âge de trente-huit ans, ne fut pas effrayé de cette tâche. Ses progrès dans ces connaissances nouvelles pour lui furent si rapides, qu'on a pu supposer qu'en 1749, c'est à dire presque aussitôt, il avait reculé à quelques égards les calculs de Lacaille, relatifs à l'éclipse de lune attendue cette année-là. On a même ajouté que telle était l'origine de la liaison de ces deux astronomes. Quoique cette liaison particulière soit contestée, et que l'anecdote paraisse contredire, les succès de l'ancien professeur de théolo-

gie lui procurèrent bientôt parmi les savants un nom que ne lui auraient pas valu, à cette époque, des commentaires sur le docteur angélique ou sur le docteur séraphique. Il dut, en 1755, le titre de correspondant de l'académie des sciences à l'observation du passage de Mercure sur le soleil. Appartenant à une congrégation religieuse, Pingre ne put être du nombre des académiciens. Ils n'avaient pas perdu le souvenir des prétentions et des intrigués du jésuite Thomas Gouge, devenu leur confrère au commencement du siècle; mais, au titre de correspondant, on s'adressa promptement, en faveur de Pingre, celui d'associé libre. Il fut aussi alors chancelier de l'université et bibliothécaire de Sainte-Geneviève. On fit consigner pour son usage un petit observatoire au haut des bâtiments de l'abbaye. D'après une méthode que des liens d'amitié lui persuadèrent d'adopter, mais qui fut peu goûtée, celle des angles horaires de la lune, et d'après les tables des *Institutions astronomiques*, il rédigea un almanach nautique intitulé: *Etat du ciel pour les années 1754 et 1757*. Il fallut abandonner ensuite ce travail considérable et instructif. Sans être toujours heureux dans le choix des objets auxquels il s'attachait, Pingre était doué de patience. Il se décida un peu légèrement à refaire tous les calculs de Lacaille pour les éclipses visibles en Europe depuis dix-huit siècles; mais il y ajouta celles de dix siècles antérieurs, et acquiesça ainsi une juste part des éloges que mérite ce vaste travail adopté par le monde savant. Parvenu à un âge où commence rarement l'ardeur des voyages, il en entreprit néanmoins plusieurs pour perfectionner la connaissance des phénomènes astronomiques. En 1761, il était à l'île Rodrigue, afin d'y observer le passage de Venus, et, en 1769, le même dessein le conduisit à Saint-Dominique, avec Fleuriot. Il fit aussi trois voyages pour essayer les montres marines de Leroi et de Ferdinand Berthoud. Il accompagna d'abord Courtanvaux, laissant les observations à Messier, son collègue, et se chargea de calculer et d'en rédiger les résultats. Dans le second voyage, celui de 1769 fait avec Fleuriot, les observations furent l'ouvrage de tous deux, mais Pingre n'en écrivit pas le récit. La dernière fois, en 1771, il était avec Verdun et Borda. La relation du voyage, conservée en manuscrit au dépôt de la marine, est de Borda; mais, selon Lalande, celle qui a été publiée en 1778, en deux volumes in-4°, est d'ée presque entièrement à Pingre. Ce fut en 1783 qu'il donna son principal ouvrage, sa *Cosmographie*. Il n'y est propre, comme il le dit dans sa préface, de rendre compte des idées ou des connaissances progressives des divers siècles à l'égard de la nature et de la marche des comètes, de décrire celles dont il a été spécialement parlé autrefois, d'exposer ce qu'on peut conjecturer sur leur destination et sur leurs queues ou leurs chevelures, de calculer enfin, autant qu'on le peut de nos jours, la parabole qu'elles décrivent. Cet important traité répondit à l'attente générale; seulement on a jugé que l'auteur s'était exagéré, dans son introduction, l'avantage qu'on pourra retirer, avec le temps, de la connaissance du cours des comètes, pour supputer avec moins d'incertitude la distance de la terre au soleil. Les calculs qu'il joint à l'exposé des diverses théories n'ont pas toujours obtenu une entière confiance, et quelques astronomes ont même jugé à propos de les relaire; mais enfin il a rassemblé, sans omissions graves, ce qu'on avait imaginé sur ce sujet jusqu'en 1783. Il suffit de joindre aujourd'hui à ce tableau, outre la théorie des perturbations, l'exposé des méthodes récentes de Bessel, de Burckhardt, de Gauss, de Legendre et d'Others. Dans l'appréciation de celles que Pingre compare, il montre très-souvent de l'impartialité; toutefois il paraît avoir trop cédé à ses affections particulières, lorsqu'il s'est efforcé d'attribuer à Lenoir, au détriment de Lacaille, le système auquel il a donné la préférence. Apparemment il n'oubliait pas que Lacaille l'avait deux fois combattu avec succès au sein même de l'académie, soit à l'occasion de la prétendue identité de deux comètes, soit surtout en le forçant d'abandonner son système des longitudes nautiques. Le plus souvent, Pingre parlait de ses antagonistes dans des

termes honorables, et, malgré son humeur un peu inconsidérée, il a laissé la mémoire d'un homme droit, estimable, et très zélé pour la haute science à laquelle il regrettait peut-être de n'avoir pas consacré sa jeunesse. Les missions pénibles qu'il acceptait toujours, et qu'il remplissait exactement, ne forment cependant pas son premier titre à la célébrité : il sera plus long-temps connu par ses recherches à l'égard des comètes. Il publia ensuite une traduction de Manilius, mais d'après la paraphrase de Cicéron, bien qu'il connût parfaitement la langue grecque. L'assemblée constituante lui accorda des fonds pour l'aider dans la publication de son travail sur les observations astronomiques du seizième siècle, en remontant jusqu'à Tycho-Brabé, mais l'impression déjà avancée fut suspendue à cause de la chute des assignats, et ensuite abandonnée. Constamment laborieux, Pigné se rendait avec assiduité, malgré son âge, aux séances de l'Institut. Il mourut assez paisiblement, et en citant Horace, le 12<sup>e</sup> mai 1796, dans sa quatre-vingt-cinquième année. Sa vue courte avait nu de tout temps à l'exactitude de ses observations. Il avait été obligé de reconnaître en dernier lieu une erreur d'environ une seconde et deux dixièmes dans la parallaxe, pour le premier passage de Vénus. Ces observations diverses ont été de sa part le sujet de plusieurs mémoires, insérés dans la collection de l'académie. Ses essais pour perfectionner l'évaluation de la différence des méridiens par les éclipses du soleil, sont à peu près oubliés, ainsi que son application aux autres triangles des règles de Neper pour les triangles sphériques rectangles, provéde tombé lui-même en désuétude. Dans sa *Cosmographie, ou traité historique et théorique des comètes*, Paris, 1783, 2 vol. in-8°, Pigné a déterminé les orbites d'une partie de ces corps célestes, au nombre de vingt-quatre. Il a fait un *Mémoire sur la colonne de la halle aux bœufs*, et sur le cadran cylindrique qu'elle porte, et qui a été aussi décrit par Lalande, dans l'*Encyclopédie*, par ordre alphabétique. On lui doit, à titre d'éditeur, les *Mémoires de l'abbé d'Arnauld*, fils aîné d'Arnauld d'Andilly, Amsterdam (Paris), 1756, in-8°, et la onzième édition de la *Géographie* de Buffier, Paris, 1781, in-12. Le détail des travaux astronomiques de Pigné se trouve dans la collection des *Mémoires de l'académie*, dans la *Bibliographie astronomique* de Lalande, et dans les *Mémoires de Trévoux*, années 1763-1765. Deux mois après sa mort, le 3 juillet, son éloge a été lu à l'Institut, et une notice sur sa vie venait d'être insérée dans le  *Mercure*, numéro du 10 prairial an 4, ainsi que dans le *Magasin encyclopédique*, 2<sup>e</sup> année.

PINKNEY (WILLIAM), diplomate américain, naquit à Annapolis, dans le Maryland, le 17 mars 1764, d'un père né Anglais, et qui avait soutenu la cause de la métropole dans la guerre de l'indépendance. Après avoir brillé au barreau, il fut appelé au congrès en 1790. Membre de l'assemblée chargée de rédiger la constitution des États-Unis, il contribua par ses lumières à consolider la liberté américaine. En 1794, il fut envoyé, par son gouvernement, en Angleterre, pour régler les différends survenus avec cette puissance. Il y demeura, en qualité de ministre plénipotentiaire, jusqu'en 1795, époque à laquelle il fut envoyé en Espagne. Sa mission concernait les intérêts de ce pays sur la Floride. En 1797, il se rendit à Paris, et fut un des trois commissaires américains, qui vinrent entamer avec le directoire une négociation, que des intrigues rompirent dès le commencement. Il revint à la cour de Madrid, et en 1803, il fut nommé intendant-général des consulats américains en Italie, où il se rendit. De retour en Amérique, en 1804, Pinkney reprit ses fonctions d'avocat : envoyé de nouveau en Angleterre, en 1806, il eut à traiter pendant cette mission, qui dura sept ans, la grande question du droit des neutres, en matière de navigation, question élevée à l'occasion du blocus maritime et continental ; mais il ne put obtenir que des concessions de peu d'importance, qui n'empêchèrent pas la guerre d'éclater bientôt après. A son retour, le président Madison le nomma procureur-général, et Pinkney prit une grande part aux discussions qui eurent lieu au sujet de la dé-

claration de guerre de la Grande-Bretagne, en 1812. Il se démit de son office, en 1814. Lors des hostilités commises par les Anglais sur le territoire des États-Unis, Pinkney commanda un corps de volontaires, et fut blessé à l'attaque de la ville de Washington. Pour récompenser sa belle conduite, Baltimore le nomma son représentant au congrès. Il continuait de consacrer au barreau ses loisirs, lorsqu'en 1816 il fut nommé à l'ambassade de Russie, et quelque temps après à celle de Naples, où il alla réclamer la restitution de plusieurs vaisseaux américains, conquis par Murat, ou un établissement à Messine, ou dans quelque autre port des Deux-Siciles, en forme d'indemnité pour la perte de ces vaisseaux et de leur cargaison. M. Pinkney demanda subsidiairement la cession de l'île Lampedouze. Cette demande ne fut point accueillie, et le ministre américain quitta Naples, le 17 octobre 1816, et retourna à la cour de Russie, où il fut présenté à l'empereur Alexandre le 13 janvier 1817. Au bout de deux années de séjour en Russie, il demanda son rappel pour cause de santé, revint dans sa patrie, fut élu sénateur par l'état de Maryland, et mourut, au milieu de ses travaux législatifs, le 26 février 1821. Il entretenait avec le général Lafayette une correspondance assidue. Le botaniste Mitrard lui a dédié un arbuste que l'on rencontre dans les forêts de l'Amérique, et lui a donné le nom de *pinkneya*. Les mémoires de sa vie ont été publiés par Henry Wheaton, sous ce titre : *Some account of the life, writings and speeches of W. Pinkney*.

PIPELET (FRANÇOIS), membre de l'ancienne académie de chirurgie, né à Coucy-le-Château, en 1722, était l'ami et le condisciple du célèbre Louis, plus jeune que lui d'un an. Il pratiqua d'abord la chirurgie avec distinction dans sa province, d'où il envoya quelques observations à l'académie royale de chirurgie. Louis l'engagea à venir se fixer à Paris, et le fit recevoir dans cette compagnie célèbre dont il était l'organe. Il en fut nommé successivement conseiller et directeur, et conserva cette dernière charge pendant six années. Ayant eu le bonheur de faire cesser les vomissements chroniques qui menaçaient l'enfance du duc d'Angoulême, Pipelet obtint la place de premier chirurgien du roi au rapport de la privauté de l'hôtel, et il fut porté sur la liste des aspirants à l'ordre de Saint-Michel ; mais il ne recut point la croix, la révolution étant survenue. Dégouté du séjour de Paris, survivant à Louis, à son frère et à quelques autres personnes qui lui étaient chères, il se retira, en 1793, dans sa ville natale, où il mourut le 14 octobre 1809. Pipelet avait des connaissances et de l'habileté : il a laissé deux écrits qu'on peut consulter avec fruit : ce sont : 1<sup>o</sup> *Sur les signes illusoires des hernies épiloïques* ; 2<sup>o</sup> *Nouvelles observations sur les hernies de la vessie et de l'estomac*. Ces écrits sont insérés dans les troisième et quatrième volumes des *Mémoires de l'académie de chirurgie*. Pipelet a laissé beaucoup d'ouvrages manuscrits à son fils. — PIPELET, chirurgien herniaire, fils du précédent, ordinairement désigné sous le nom de *Pipelet second* ou *Pipelet jeune*, devint aussi membre et conseiller de l'académie royale de chirurgie : il a exercé à Paris, puis à Tours, où il mourut au mois de décembre 1823. On a de lui un *Manuel des personnes incommodées de hernies*, etc., 1805, 2 éditions, in-12, et des observations de quelque importance sur une plaie du bas ventre, et sur les hernies de la vessie et de l'estomac : elles sont insérées dans les troisième, quatrième et cinquième volumes des *Mémoires de l'académie de chirurgie*. C'est à tort que la *Biographie médicale* lui attribue un mémoire *Sur les signes illusoires des hernies épiloïques*, qui appartient à son père. Pipelet connaissait bien la partie de la chirurgie qu'il avait choisie. Il avait épousé, en 1789, M<sup>lle</sup> Constance de Theis, aujourd'hui princesse de Salm-Dyck, et les vœux de cette dame célèbre furent nécessairement soutenus la réputation de Pipelet. Après avoir éprouvé divers chagrins domestiques qu'elle a peints d'une manière fort touchante dans une pièce intitulée *Le divorce, ou conseils d'une mère à sa fille*, M<sup>me</sup> Pipelet se sépara de son mari, en 1803, et épousa le comte de Salm-Dyck, alors membre du corps législatif.



PIPELET (M<sup>me</sup>). Voyez SALM-DYCK.

**PIRAMOWICZ** (GABRIEL), membre de la société royale des amis des sciences de Varsovie, de la commission d'éducation nationale, secrétaire-général de la société pour les livres élémentaires, et l'un des littérateurs les plus distingués de la Pologne, naquit à Léopol, en 1753. Entré d'abord chez les jésuites, où il occupa la chaire de littérature, il quitta cette compagnie après sa suppression en Pologne, vers 1773. Il fut l'instituteur de Stanislas et d'Ignace Potocki. Sa coopération aux travaux de la commission de l'éducation nationale est une des plus importantes dans l'histoire de la civilisation. Éloquent et rempli des connaissances les plus variées, Piramowicz participa honorablement, dans toutes les circonstances, aux travaux de la célèbre diète constituante de Pologne. Parmi ses ouvrages, nous citerons les suivants : 1° *Dictionnaire de l'anti-quité*, Varsovie, 1779 ; 2° *Les devoirs des instituteurs dans les écoles primaires*, Varsovie, 1787 ; 3° *De l'éloquence*, Cracovie, 1793, 3 vol. ; cet ouvrage est un des plus estimés qui aient paru en Pologne ; 4° *La science morale pour le peuple*, Varsovie, 1803. Il existe encore de Piramowicz plusieurs discours imprimés et prononcés à différentes occasions solennelles. Ce vertueux et savant citoyen mourut en 1801, à Miedzyrzecz, dans le palatinat de Lublin. Son élève Stanislas Potocki, président du sénat polonais, a prononcé son éloge dans une des séances de la société des amis des sciences de Varsovie ; cet éloge a été imprimé dans les annales de cette société.

**PIRE** (le baron HIRPOLYTE-MARIE DE), général français, né à Rennes, le 31 mars 1778. Entré hors de France dans les premiers temps de l'émigration, il fit partie de l'expédition de Quiberon, en 1795, et repartit dans la Bretagne l'année suivante, avec le comte de Bothel. Il y servit ensuite sous les ordres de Puisaye, ex qualité d'aide-de-camp, et enfin avec Georges Cadoudal ; mais lorsque la guerre civile fut terminée, il entra dans l'armée, à la tête d'un corps de volontaires équipé à ses frais, comme garde d'honneur du premier consul. Quelques mois après, ce corps ayant été dissout, son chef fut nommé capitaine dans la ligne, où un avancement rapide devint la récompense de son intrépidité. Il était chef d'escadron dans le 10<sup>e</sup> de hussards, depuis le 30 décembre 1806, quand il reçut la décoration de la légion d'honneur après la bataille d'Eylau, et sa conduite à Friedland ne l'ayant pas moins fait remarquer, il fut autorisé, au moment de la paix, à porter la décoration de l'ordre de Wurtemberg. A l'ouverture de la campagne de Russie, en 1812, il était général de brigade ; il assista aux combats d'Ostrowno et de Mohiloff, et montra autant de sang-froid que de talent et d'activité dans la sanglante journée de la Moskowa. Ses succès, en 1813, contre les Saxons commandés par Thielmann, le firent nommer général de division le 15 octobre. Le 31 décembre près de Colmar, il défit un corps de cavalerie. Pendant les cent jours, il se déclara hautement pour le grand capitaine, à qui d'ailleurs il avait de sollicitations, et non pour des princes que leurs partisans n'avaient jamais vus au milieu des périls. Napoléon eut assez de confiance dans l'ancien ennemi de Quiberon pour l'envoyer, dans la Bretagne même, déjouer les projets des royalistes, et ensuite, dans le midi, à réter la marche du duc d'Angoulême. Le général Pire suivit à Lyon le maréchal Grouchy, descendit le Rhône avec le 6<sup>e</sup> léger, et contribua par sa diligence à préserver ces contrées des malheurs inutiles d'une lutte qui devait se terminer à Waterloo. Avant cette fatale journée, le baron Pire eut le commandement d'une division de cavalerie de l'armée du Nord, et fut nommé, au départ de Napoléon, gouverneur des Tuileries et du Louvre. Il combattit ensuite avec sa vigueur accoutumée sous les murs de Paris, et occupa pour un moment Versailles, avec le général Exelmans. Compris dans l'ordonnance du 24 juillet 1815, seconde série, et bientôt arrêté, il recouvra la liberté en s'engageant à sortir de France dans l'espace de cinq jours. Il se rendit en Russie en 1816, et y fut, dit-on, employé dans son grade ; mais il a revu sa patrie en vertu d'une ordonnance royale rendue en 1818.

**PIRINGER** (Benoît), graveur, né à Vienne, en Autriche, en 1774. Élève de Braudt, professeur de paysage à l'école impériale de Vienne, sous lequel il étudia sept ans, il alla en Pologne, où il fut reçu maître de dessin de la comtesse Potocka. Il y resta un an, explorant le pays, et se livrant à son goût pour la peinture. De retour dans sa patrie, il concourut pour le prix de paysage, et ce fut alors qu'il commença à s'occuper de la gravure à l'aqua-forte. Le genre lui plut, et il voulut le perfectionner. Des vues d'Autriche, des paysages qu'il avait dessinés et gravés, l'avaient déjà assez fait connaître pour que M. Alexandre Delaborde, membre de la chambre des députés, désirât l'amener à Paris. Là Piringer, ne s'occupant que de son art, multiplia ses productions, dont nous allons citer les plus remarquables. La mort l'emporta sur ses travaux à l'âge de cinquante-deux ans, en 1816. On a de lui : 1° *Plusieurs plaques des Monnaies de la France*, de M. Alexandre Delaborde ; 2° *Voyage pittoresque dans la Pologne, ou Vues de Cracovie*, d'après M. Thienon ; 3° *Voyage pittoresque à Constantinople*, publié par M. Perrotin ; 4° *Voyage pittoresque à Lyon*, publié par M. de Fortis ; 5° *Le passage de Louis XIII sur le Pont-Neuf*, le 3 mai 1614, d'après le dessin de M. Melling ; 6° *Voyage pittoresque dans les Pyrénées françaises*, de M. Melling. Les planches qu'il a gravées pour son propre compte sont : *La danse du village*, *Les quatre points du jour*, *Le lever et le coucher du soleil*, d'après Claude Lorrain, et *L'école du paysage*, d'après les plus grands maîtres, tels que Poussin, Rembrandt, Leestell, Gaspard, Van Horden. Les quatre points du jour obtinrent un grand succès ; ils valurent à l'auteur la médaille d'or à l'exposition de 1814, et son entrée à l'académie des beaux arts de Vienne. La danse du village est le chef-d'œuvre de Piringer ; il s'y est montré digne traducteur de Claude Lorrain. Piringer a encore fait les vignettes et les gravures d'un recueil de chansons mises en musique par la comtesse de Saint-Leu (Horlense de Beauharais). Ces gravures sont très recherchées.

**PIRON DE LA VARENNE**, né de parents nobles, près d'Ancenis, émigra avec sa famille en 1791, et servit à l'un des princes français, dans les chevau-légers. Il avait environ trente-huit ans lorsque, de retour en Bretagne, deux années après sa sortie de France, il entra dans la carrière où ses talents et son zèle lui firent une prompte réputation. Après avoir échoué près de Nantes, où Sabotier et lui n'eurent suivis que par les ouvriers des mines de Montreuil, il se joignit aux Vendéens, sur la rive gauche de la Loire, et, le 17 juillet 1793, il obtint contre les troupes républicaines, commandées par Sautter, un si brillant avantage qu'il ne fut plus appelé dans l'armée dite catholique, que le héros de Vihiers. Chargé le 18 septembre, par le conseil supérieur, d'attaquer toutes les forces de ce même général, il n'hésita pas à engager le combat, quoiqu'il n'eût pu rassembler que dix mille hommes, et qu'il n'eût que trois canons. Il parvint à inspirer aux républicains une dangereuse confiance : lorsqu'il vit leur artillerie engagée entre deux hauteurs, il tomba sur leurs volontaires qui désespèrent d'être soutenus, se mirent en désordre, et la déroute étant devenue générale, il resta maître d'une grande partie de leur artillerie. Cette journée de Sans-plaça définitivement le vainqueur dans les rangs des premiers officiers vendéens. A la tête d'une division, il donna de nouvelles preuves de talent et de valeur, soit à Mortagne et à Chollet, puis à Laval, soit en sauvant l'arrière-garde dont il avait le commandement à Savenay. Lorsque ces départements furent enfin soumis, il trouva, près de Nantes, une retraite dont il put n'être sorti que volontairement. L'insurrection où il se voyait lui était à charge, et, sachant qu'il existait encore dans l'ancien Poitou quelques détachements de rebelles, il résolut de se montrer à eux. Cependant on le reconut tandis qu'il traversait la Loire, vers le commencement de 1814, et il mourut sous les coups de fusil partis d'une canonnière qui poursuivait son bateau.

**PISARONI** (Benedetta-Rosmunda), superbe voix de contralto, et la dernière cantatrice de l'école de

Marchesi, est née à Pisanice, en 1793. Elle entra dans la carrière dramatique en 1811; elle avait alors dix-huit ans. De Bergame, où elle fut très applaudie, elle se rendit, l'année suivante, à Vérone, et y remporta de nouveaux succès. Depuis cette époque jusqu'à son arrivée à Paris, en 1827, sa vie théâtrale n'a été qu'une suite de triomphes. Précédée d'une grande réputation, elle débuta à notre théâtre d'opéra par le rôle d'Arasace dans *Sémiramide*. On peut dire que ce rôle avait été avant elle joué et chanté médiocrement. M<sup>me</sup> Pisanoni raconta le premier rôle de la pièce. Il a manqué aux amateurs de voir à la fois le rôle de Sémiramis joué par M<sup>me</sup> Pasta, celui d'Amur par Lablache, et celui d'Arasace par M<sup>me</sup> Pisanoni. Quelles jouissances eussent résulté de la réunion de ces trois virtuoses! Quand M<sup>me</sup> Pisanoni débuta au Théâtre-Italien, en 1827, elle avait trente-quatre ans. Sa voix était dans l'origine un véritable contralto. Le travail l'a tellement modifiée, que la cantatrice peut atteindre jusqu'à l'ut aigu du soprano. De là, une *voix mixte* qui depuis le *fa grave*, a une étendue de deux octaves et demie. Ainsi, elle chante tantôt en contralto, tantôt en soprano, tantôt de la poitrine et tantôt de la gorge. Les sous-chanteurs produisent surtout un effet assez bizarre; dans ce cas, elle tourne la bouche à peu près comme les chanteurs ou lutrin. Mais après cette critique, que d'éloges sont dus à cette cantatrice! Comme elle sait bien phraser le récitatif! quelle expression, quel goût dans le choix des fioritures! enfin quel art dans les proportions de son chant, art qui semblait perdu depuis Crescentini! Des les premières mesures du récitatif, on a pu juger qu'on allait entendre un talent supérieur. La première cavatine du rôle d'Arasace, *Alti qual giurò*, que l'on passait, et que M<sup>me</sup> Pisanoni a retenu, ne pouvait la faire briller que comme cantatrice; mais sa bonté elle a déployé son jeu admirable dans la scène avec Amur et dans le duo *Bella imagine*, où elle a été parfaite. Les amateurs du chant qui ignorent ce qu'était l'ancienne école d'Italie, ont pu s'en former une idée par la manière dont elle a chanté le rondeau *La si barbara stagione*, et tout le reste de la scène. Non moins admirable dans le duo d'Arasace et de Sémiramis, elle a porté le pathétique au plus haut degré, et ce rôle d'Arasace, qui avant elle était comme dans l'ombre, a été plus d'éclat que tous les autres. Peut-être prodigier-elle un peu trop les fioritures et quelques sous-chanteurs; mais, à cela près, son talent est inimitable. Quelle voix mâle et vibrante, quelle prononciation accentuée dans les phrases passionnées du chant récitatif! A son second début, M<sup>me</sup> Pisanoni a paru dans *La donna del lago*, avec moins de succès que dans la *Sémiramide*. Cependant le rôle de Malcolmi avait été composé pour elle par Rossini. On sait que son chant ne peut atteindre à la perfection que dans les situations dramatiques. Aussi n'a-t-elle complètement réussi que dans le second acte, quand elle a chanté l'air *O quante lagrime!* et surtout quand elle a accentué dans le final: *La mia spuda e la più fida sciarda*. Qui pourrait peindre aussi l'énergie désespérée qu'elle a mise dans le trait *Fu crudale!* De pareilles inspirations sont bien au-dessus de la froide perfection d'une vocalisation innuée. Dans l'*Italiana in Algeri*, cette cantatrice a paru un peu trop sérieuse pour le rôle d'Isabelle; mais elle a déployé son beau talent dans tous les morceaux de ce rôle, particulièrement dans son air *Pensa à la patria*. Nous avons vu ce rôle exécuté à Londres par la jolie M<sup>me</sup> Rossi de Begnis, femme du chanteur de ce nom. On ne peut le jouer avec plus de grâce et même de coquetterie, mais qu'elle soit loin d'égaler sa rivale dans les morceaux d'expression! Le caractère de la voix de M<sup>me</sup> Pisanoni est plus propre au genre sérieux qu'au genre bouffé; partout où la phrase se prête au gracieux, elle est admirable, et l'on peut dire unique, malgré les défauts qu'on a déjà signalés. Les amateurs ont eu le plaisir de voir M<sup>lle</sup> Sontag et M<sup>me</sup> Pisanoni dans *La donna del lago*. C'est surtout au second acte que cette lutte a causé la plus vive sensation. Jamais le duo *Je t'aime - Je t'aime* n'a été chanté avec autant de fluïdité et d'ensemble. Il y avait une telle union dans les voix qu'elles semblaient n'en former qu'une. Inflexions, *apogiatures*,

semblaient être inspirées aux deux virtuoses par l'effet d'une étincelle électrique. C'était le beau idéal du chant d'ensemble. M<sup>lle</sup> Sontag a déployé ensuite dans trois variations du couplet final la facilité prodigieuse du chant le plus saur, le plus léger et le plus brillant. On a remarqué que M<sup>me</sup> Pisanoni souriait complaisamment aux tours de force de sa jeune rivale. M. Scuda, habile professeur de chant à Paris ayant présenté son élève, M<sup>lle</sup> Noël, à M<sup>me</sup> Pisanoni, pour s'assurer si la marche suivie pour son instruction musicale était bonne, faisant observer que ces commencements d'une étude si longue étaient d'un style un peu dur et forcé. M<sup>me</sup> Pisanoni, lui répondit: « M<sup>me</sup> Pisanoni, on ne commence jamais l'étude des arts par la miniature. Il est bon que la jeunesse ait du « trop, du superflu, le temps saura bien réduire les « choses à leur juste mesure. » Un jour quel'un demandait à cette virtuose si elle chauterait bien le soir. « Je n'en sais rien, dit-elle, un artiste médiocre sait « toujours de quelle manière il chantera. Il n'est pas « de même d'un artiste supérieur. Tout dépend alors « de la disposition du moment, tant de la part du public que de la sienne. » En finissant cette notice, nous ne rappellerons les défauts reprochés à M<sup>me</sup> Pisanoni, que pour nous demander s'ils tiennent à un système, ou s'ils ne sont que l'effet du caprice. Dans ces deux cas, elle est également coupable de nuire à une exécution sublime qui reclinait absolument la perfection.

PLAAT (ANDRÉ-JEAN-JEAN VAN DER), ingénieur et lieutenant-général, né dans la petite ville de Grave, sur la Meuse, le 11 février 1761. En 1774, le 23 juin, il entra comme cadet d'artillerie au service de la Hollande, et lorsqu'il le quitta, après les événements de 1787, il était ingénieur-capitaine au régiment de Citterra. Il fut admis alors en Russie, avec le grade de major dans le génie. En 1788, pendant la guerre contre la Suède, il était sur le vaisseau *la Saint-Pierre*, sous les ordres de l'amiral Greigh, et il prit part, le 6 juin, au combat d'Hogland. Il débarqua ensuite en Finlande avec l'infanterie russe, et y donna des preuves d'habileté. Il fit aussi remarquer ses talents, ainsi que son courage, dans les campagnes de 1789 et 1790 contre les Turcs, et, après avoir assisté à la prise de Bender et de quatre autres places, il reçut trois blessures devant Ismail, où sa brillante conduite lui mérita de la part de la caserne une épée d'or. Il était alors à la tête d'un bataillon de grenadiers, avec le grade de lieutenant-colonel. Ayant contribué aux avantages signalés de la journée de Mactchin, il reçut la décoration de l'ordre de Saint-Wladimir, quatrième classe; puis, après le succès de quelques missions particulières, il fut nommé chevalier du même ordre, troisième classe, et chargé, conjointement avec Wollast, autre général hollandais, de la défense des provinces voisines de la mer Noire. Il passa ensuite dans la Livonie, et quitta le service de la Russie en 1798, après s'être marié en Hollande. En 1807, Louis-Napoléon lui confia l'inspection de travaux hydrauliques concernant les fortifications du royaume, et plus tard l'empereur le nomma ingénieur en chef du département du Zuyderzée. Mais lorsqu'enfin les alliés disposèrent de la Hollande, Van der Plaet, envoyé auprès d'eux pour hâter la marche de leurs troupes, reçut du nouveau roi le titre de major-général et le commandement de Bréda, qu'il défendit contre les Français, et dont le siège fut levé le 20 décembre 1815. Cette place importante était mal pourvue d'armes ou de munitions, et le général Lefebvre-Desnouettes s'était flatté de l'emlever facilement. La belle résistance du commandant fut récompensée par la décoration de l'ordre de Guillaume, recue du roi, et par celle de l'ordre de Sainte Anne, première classe, qu'Alexandre lui accorda. En 1815, Van der Plaet fut nommé commandant du 18<sup>me</sup> régiment septentrional, gouverneur militaire d'Anvers, et commandant du premier arrondissement, avec le grade de lieutenant-général. Enfin, le 16 mars 1816, il eut le commandement de la quatrième division. Il est mort à Anvers, le 15 février 1819. Il était commandeur de l'ordre militaire de Guillaume, et, depuis 1810, il faisait partie de la société des sciences de Harlem.

PIPELET (M<sup>me</sup>). Voyez SALM-DYCK.

PIRAMOWICZ (GABRIEL), membre de la société royale des amis des sciences de Varsovie, de la commission d'éducation nationale, secrétaire-général de la société pour les livres élémentaires, et l'un des littérateurs les plus distingués de la Pologne, naquit à Léopol, en 1733. Entré d'abord chez les jésuites, où il occupa la chaire de littérature, il quitta cette compagnie après sa suppression en Pologne, vers 1773. Il fut l'instituteur de Stanislas et d'Ignace Potocki. Sa coopération aux travaux de la commission de l'éducation nationale est une des plus importantes dans l'histoire de la civilisation. Éloquent et rempli des connaissances les plus variées, Piramowicz participa honorablement, dans toutes les circonstances, aux travaux de la célèbre diète constituante de Pologne. Parmi ses ouvrages, nous citerons les suivants : 1° *Dictionnaire de l'antiquité*, Varsovie, 1779; 2° *Les devoirs des instituteurs dans les écoles primaires*, Varsovie, 1787; 3° *De l'éloquence*, Cracovie, 1793, 3 vol.; cet ouvrage est un des plus estimés qui aient paru en Pologne; 4° *La science morale pour le peuple*, Varsovie, 1805. Il existe encore de Piramowicz plusieurs discours imprimés et prononcés à différentes occasions solennelles. Ce vertueux et savant citoyen mourut en 1801, à Miedzyrzecz, dans le palatinat de Lublin. Son élève Stanislas Potocki, président du sénat polonais, a prononcé son éloge dans une des séances de la société des amis des sciences de Varsovie; cet éloge a été imprimé dans les annales de cette société.

PIRÉ (le baron HIRSELY-MAIR de), général français, né à Rennes, le 31 mars 1778. Émigré hors de France dans les premiers temps de l'émigration, il fit partie de l'expédition de Quiberon, en 1795, et reparut dans la Bretagne l'année suivante, avec le comte de Botherd. Il y servit ensuite sous les ordres de Puisaye, en qualité d'aide-de-camp, et enfin avec Georges Cadoudal; mais lorsque la guerre civile fut terminée, il entra dans l'armée, à la tête d'un corps de volontaires équipé à ses frais, comme garde d'honneur du premier consul. Quelques mois après, ce corps ayant été dissout, son chef fut nommé capitaine dans la ligne, où un avancement rapide devint la récompense de son intrépidité. Il était chef d'escadron dans le 10<sup>e</sup> de hussards, depuis le 30 décembre 1806, quand il reçut la décoration de la légion d'honneur après la bataille d'Eylau, et sa conduite à Friedland ne l'eût pas moins fait remarquer, il fut autorisé, au moment de la paix, à porter la décoration de l'ordre de Wurtemberg. A l'ouverture de la campagne de Russie, en 1812, il était général de brigade; il assista aux combats d'Ostrowno et de Mohiloff, et montra autant de sang-froid que de talent et d'activité dans la sanglante journée de la Moskowa. Ses succès, en 1813, contre les Saxons commandés par Thielmann, le firent nommer général de division le 15 octobre. Le 31 décembre près de Colmar, il défait un corps de cavalerie. Pendant les cent jours, il se déclara hautement pour le grand capitaine, à qui d'ailleurs il avait de nombreuses obligations, et non pour des princes que leurs partisans n'avaient jamais vus au milieu des périls. Napoléon cut assez de confiance dans l'ancien ennemi de Quiberon pour l'envoyer, dans la Bretagne même, déjouer les projets des royalistes, et ensuite, dans le midi, à réter la marche du duc d'Angoulême. Le général Piré suivit à Lyon le maréchal Grouchy, descendit le Rhône avec le 6<sup>e</sup> léger, et contribua par sa diligence à préserver ces contrées des malheurs inutiles d'une lutte qui devait se terminer à Waterloo. Avant cette fatale journée, le baron Piré fut le commandement d'une division de cavalerie de l'armée du Nord, et fut nommé, au départ de Napoléon, gouverneur des Tuileries et du Louvre. Il combattit ensuite avec sa vigileur accoutumée sous les murs de Paris, et occupa pour un moment Versailles, avec le général Exelmans. Compris dans l'ordonnance du 24 juillet 1815, seconde série, et bientôt arrêté, il recouvra la liberté en s'engageant à sortir de France dans l'espace de cinq jours. Il se rendit en Russie en 1816, et y fut, dit-on, employé dans son grade; mais il a revu sa patrie en vertu d'une ordonnance royale rendue en 1816.

PIRINGER (Benoît), graveur, né à Vienne, en Autriche, en 1774. Élève de Braudt, professeur de paysage à l'école impériale de Vienne, sous lequel il étudia sept ans, il alla en Pologne, où il fut reçu maître de dessin de la commission Potocka. Il y resta un an, explorant le pays, et se livrant à son goût pour la peinture. De retour dans sa patrie, il concourut pour le prix de paysage, et ce fut alors qu'il commença à s'occuper de la gravure à l'aqua forte. Le genre lui plut, et il voulut le perfectionner. Des vues d'Autriche, des paysages qu'il avait dessinés et gravés, l'avaient déjà assez fait connaître pour que M. Alexandre Delaborde, membre de la chambre des députés, désirât l'amener à Paris. Là Piringer, ne s'occupant que de son art, multiplia ses productions, dont nous allons citer les plus remarquables. La mort l'entraîna ses travaux à l'âge de cinquante-deux ans, en 1816. On a de lui : 1° *Plusieurs planches des Monuments de la France*, de M. Alexandre Delaborde; 2° *Voyage pittoresque dans la Flandre, au Val de Clisson*, d'après M. Thienon; 3° *Voyage pittoresque à Constantinople*, publié par M. Pertheux; 4° *Voyage pittoresque à Lyon*, publié par M. de Fortis; 5° *Le passage de Louis XIII sur le Pont-Neuf*, le 3 mai 1814, d'après le dessin de M. Melling; 6° *Voyage pittoresque dans les Pyrénées françaises*, de M. Melling. Les planches qu'il a gravées pour son propre compte sont : *La danse du village*, *Les quatre points du jour*, *Le lever et le coucher du soleil*, d'après Claude Lorrain, et *L'école du paysan*, d'après les plus grands maîtres, tels que Poussin, Rembrandt, Leccelli, Gaspard, Van Homen. *Les quatre points du jour* obtinrent un grand succès; ils valurent à l'auteur la médaille d'or à l'exposition de 1814, et son entrée à l'académie des beaux arts de Vienne. La danse du village est le chef-d'œuvre de Piringer; il s'y est montré digne traducteur de Claude Lorrain. Piringer a encore fait les vignettes et les gravures d'un recueil de chansons mises en musique par la comtesse de Saint-Léu (Horstene de Beauharnais). Ces gravures sont très recherchées.

PIRON DE LA VARENNE, né de parents nobles, près d'Anecenis, émigration avec sa famille en 1791, et servit à l'armée des princes français, dans les chetoliers. Il arriva environ trente-huit ans lorsque, de retour en Bretagne, deux années après sa sortie de France, il entra dans la carrière où ses talents et son zèle lui firent une prompte réputation. Après avoir échoué près de Nantes, où Sabotier et lui s'étaient suivis que par les ouïers des mines de Montclair, il se joignit aux Vendéens, sur la rive gauche de la Loire, et, le 17 juillet 1793, il obtint contre les troupes républicaines, commandées par Sauterre, un si brillant avantage qu'il ne fut plus appelé dans l'armée dite catholique, que le héros de Vihiers. Chargé le 18 septembre, par le conseil supérieur, d'attaquer toutes les forces de ce même général, il n'hésita pas à engager le combat, quoiqu'il n'eût pu ramener que dix mille hommes, et qu'il n'eût que trois cacons. Il parvint à inspirer aux républicains une dangereuse confiance : lorsqu'il vit leur artillerie engagée entre deux hauteurs, il tomba sur leurs volontaires qui désespérant d'être soutenus, se mirent en désordre, et la déroute étant devenue générale, il resta maître d'une grande partie de leur artillerie. Cette journée de Camplac définitivement le vainqueur dans les rangs des premiers officiers vendéens. A la tête d'une division, il donna de nouvelles preuves de talent et de valeur, soit à Mortagne et à Cholet, puis à Laval, soit en sauvant l'arrière-garde dont il avait le commandement à Savenais. Lorsque ces départements furent enfin soumis, il trouva, près de Nantes, une retraite dont il put s'être sorti que volontairement. L'insurrection qu'il voyait s'élever était à charge, et sachant qu'il existait encore dans l'ancien Poitou quelques détachements de rebelles, il résolut de se montrer à eux. Cependant on le reconnut tandis qu'il traversait la Loire, vers le commencement de 1814, et il mourut sous les coups de fusils partis d'une canonnière qui poursuivait son bateau.

PISARONI (Benedetta-Rosmina), superbe voix de contralto, et la dernière cantatrice de l'école de

Marchesi, est née à Pausanias, en 1793. Elle entra dans la carrière dramatique en 1811; elle avait alors dix-huit ans. De Bergame, où elle fut très applaudie, elle se rendit, l'année suivante, à Vérone, et y remporta de nouveaux succès. Depuis cette époque jusqu'à son arrivée à Paris, en 1827, sa vie théâtrale n'a été qu'une suite de triomphes. Précédée d'une grande réputation, elle débuta à notre théâtre italien par le rôle d'Arasce dans *Semiramide*. On peut dire que ce rôle avait été avant elle joué et chanté médiocrement. M<sup>me</sup> Pissaroni raconta le premier rôle de la pièce. Il a manqué aux amateurs de voir à la fois le rôle de *Semiramide* joué par M<sup>me</sup> Pasta, celui d'*Asur* par Lablache, et celui d'*Arasce* par M<sup>me</sup> Pissaroni. Quelles jouissances quand résulte de la réunion de ces trois virtuoses! Quand M<sup>me</sup> Pissaroni débuta au Théâtre-Italien, en 1827, elle avait trente-quatre ans. Sa voix était dans l'origine un véritable contralto. Le travail l'a tellement modifiée, que la cantatrice peut atteindre jusqu'à l'ut aigu du soprano. De là, une voix mixte qui depuis le fa grave, s'étend de deux octaves et demie. Ainsi, elle chante tantôt en contralto, tantôt en soprano, tantôt de la poitrine et tantôt de la gorge. Les sous-gutturaux produisent surtout un effet assez bizarre; dans ce cas, elle tourne la bouche à peu près comme les chanteurs au lutrin. Mais après cette critique, que d'éloges sont dus à cette cantatrice! Comme elle sait bien phraser le récitatif! Quelle expression, quel goût dans le choix des fioritures! Enfin quel art dans les proportions de son chant, art qui semblait perdu depuis Cressentini! Des les premières mesures du récitatif, on a pu juger qu'on allait entendre un talent supérieur. La première cavatine du rôle d'*Arasce*, *Ah! qual gioio*, que l'on passait, et que M<sup>me</sup> Pissaroni a rétablie, ne pouvait la faire briller que comme cantatrice; mais bientôt elle a déployé son jeu admirable dans la scène avec *Asur* et dans le duo *Bella imagine*, où elle a été parfaite. Les amateurs du chant qui ignorent ce qu'était l'ancienne école d'Italie, ont pu s'en former une idée par la manière dont elle a chanté le rondeau *La si barbara viaggia*, et tout le reste de la scène. Non moins admirable dans le duo d'*Arasce* et de *Semiramide*, elle a porté le pathétique au plus haut degré, et ce rôle d'*Arasce*, qui avant elle était comme dans l'ombre, a été plus d'éclat que tous les autres. Peut-être prodigue-t-elle un peu trop les fioritures et quelques sous-gutturaux; mais, à cela près, son talent est inimitable. Quelle voix mâle et vibrante, quelle prononciation accentuée dans les phrases passionnées du chant récitatif! A son second début, M<sup>me</sup> Pissaroni a paru dans *La donna del lago*, avec moins de succès que dans la *Semiramide*. Cependant le rôle de *Malcolm* avait été composé pour elle par Rossini. On sait que son chant ne peut atteindre à la perfection que dans les situations dramatiques. Aussi n'a-t-elle complètement réussi que dans le second acte, quand elle a chanté l'air *O quante lagrime!* et surtout quand elle a accentué dans le final: *La mia spuda e la mia fida schiara*. Qui pourrait peindre au-delà l'énergie déployée qu'elle a mise dans le trait *Fato crudele!* De pareilles inspirations sont bien au-dessus de la froide perfection d'une vocalisation inanimée. Dans l'*Italiana in Algeri*, cette cantatrice a paru un peu trop sérieuse pour le rôle d'Isabelle; mais elle a déployé son beau talent dans tous les morceaux de ce rôle, particulièrement dans son air *Pensa di la patria*. Nous avons vu ce rôle exécuté à Londres par la jolie M<sup>me</sup> Ruini de Begni's, femme du chanteur de ce nom. On ne peut le jouer avec plus de grâce et même de coquetterie, mais qu'elle est loin d'égaliser sa rivale dans les morceaux d'expression! Le caractère de la voix de M<sup>me</sup> Pissaroni est plus propre au genre sérieux qu'au genre bouffon; partout où la phrase se prête au grandiose, elle est admirable, et l'on peut dire unique, malgré les défauts qu'on a déjà signalés. Les amateurs ont eu le plaisir de voir M<sup>me</sup> Sontag et M<sup>me</sup> Pissaroni dans *La donna del lago*. C'est surtout au second acte que cette lutte a causé la plus vive sensation. Jamais le duo de *Bianca e Falerio* n'a été chanté avec autant du fini et d'ensemble. Il y avait une telle union dans les voix qu'elles semblaient n'en former qu'une. Inflexions, apogées,

semblaient être inspirées aux deux virtuoses par l'effet d'une étincelle électrique. C'était le beau idéal du chant d'ensemble. M<sup>me</sup> Sontag a déployé ensuite dans trois variations du couplet final la facilité prodigieuse du chant le plus suave, le plus léger et le plus brillant. On a remarqué que M<sup>me</sup> Pissaroni souriait complaisamment aux tours de force de sa jeune rivale. M. Scudo, habile professeur de chant à Paris ayant présenté son élève, M<sup>me</sup> Noë, à M<sup>me</sup> Pissaroni, pour s'assurer si la marche suivie pour son instruction musicale était bonne, faisait observer que ces commencements d'une étude si longue étaient d'un style un peu dur et forcé. Monsieur, lui répondit M<sup>me</sup> Pissaroni, on ne commence jamais l'étude des arts par la miniature. Il est bon que la jeunesse ait du trop, du superflu, le temps saura bien réduire les choses à leur juste mesure. Un jour quelqu'un demandait à cette virtuose si elle chanterait bien le soir. Je n'en sais rien, dit-elle, un artiste médiocre sait toujours de quelle manière il chantera. Il n'est pas de même d'un artiste supérieur. Tout dépend alors de la disposition du moment, tant de la part du public que de la sienne. En finissant cette notice, nous ne rappellerons les défauts reprochés à M<sup>me</sup> Pissaroni, que pour nous demander s'ils tiennent à un système, ou s'ils ne sont que l'effet du caprice. Dans ces deux cas, elle est également coupable de nuire à une exécution sublime qui réclame absolument la perfection.

PLAAT (ASDAN-ILHAN-JAAN VAN DER), ingénieur et lieutenant-général, né dans la petite ville de Grave, sur la Meuse, le 11 février 1761. En 1774, le 25 juin, il entra comme cadet d'artillerie au service de la Hollande, et lorsqu'il le quitta, après les événements de 1787, il était ingénieur-capitaine au régiment de Cittern. Il fut admis alors en Russie, avec le grade de major dans le génie. En 1788, pendant la guerre contre la Suède, il était sur le vaisseau le *Saint-Pierre*, sous les ordres de l'amiral Griegh, et il prit part, le 6 juin, au combat d'Hogland. Il débarqua ensuite en Finlande avec l'infanterie russe, et y donna des preuves d'habileté. Il fit aussi remarquer ses talents, ainsi que son courage, dans les campagnes de 1789 et 1790 contre les Turcs, et, après avoir assisté à la prise de Bender et de quatre autres places, il reçut trois blessures devant Ismail, où sa brillante conduite lui mérita de la part de la caserne une épopée d'or. Il était alors à la tête d'un bataillon de grenadiers, avec le grade de lieutenant-colonel. Ayant contribué aux avantages signalés de la journée de Mactchin, il reçut la décoration de l'ordre de Saint-William, quatrième classe; puis, après le succès de quelques missions particulières, il fut nommé chevalier du même ordre, troisième classe, et chargé, conjointement avec Wollert, autre général hollandais, de la défense des provinces voisines de la mer Noire. Il passa ensuite dans la Livonie, et quitta le service de la Russie en 1798, après s'être marié en Hollande. En 1807, Louis-Napoléon lui confia l'inspection de travaux hydrauliques concernant les fortifications du royaume, et plus tard l'empereur le nomma ingénieur en chef du département du Zuyderzée. Mais lorsqu'enfin les alliés disposèrent de la Hollande, Van der Plaet, envoyé auprès d'eux pour hâter la marche de leurs troupes, reçut du nouveau roi le titre de major-général et le commandement de Breda, qu'il défendit contre les Français, et dont le siège fut levé le 30 décembre 1813. Cette place importante était mal pourvue d'armes ou de munitions, et le général Lefebvre-Desnouettes s'était flatté de l'enlever facilement. La belle résistance du commandant fut récompensée par la décoration de l'ordre de Guillaume, reçue du roi, et par celle de l'ordre de Sainte-Anne, première classe, qu'Alexandre lui accorda. En 1815, Van der Plaet fut nommé commandant du Brabant septentrional, gouverneur militaire d'Anvers, et commandant du premier arrondissement, avec le grade de lieutenant-général. Enfin, le 16 mars 1816, il eut le commandement de la quatrième division. Il est mort à Anvers, le 15 février 1819. Il était commandeur de l'ordre militaire de Guillaume, et, depuis 1810, il faisait partie de la société des sciences de Harlem.

**PLACE** (PIERRE-ANTOINE DE LA), écrivain fécond et médiocre, naquit à Calais, en 1707. Elevé au collège des jésuites de Saint-Omer, il y apprit l'anglais, et ce fut la cause de la petite fortune qu'il acquit, et de la réputation dont il jouit pendant quelque temps. Voltaire avait mis à la mode la littérature anglaise, inconnue avant lui en France. La Place profita de la circonstance, et traduisit la *Penée saouée*, tragédie d'Otway, qui eut quelque succès. Présenté à la marquise de Pompadour, il obtint le privilège du *Mercure*, qu'on fut obligé de lui retirer au bout de deux ans. On lui conserva toutefois une pension de quinze cents francs sur ce journal. Il quitta alors Paris, et alla s'établir à Bruxelles; mais, tourmenté du besoin d'occuper de lui le public, il revint se mettre au gage des libraires, et il écrivit jusqu'à sa mort, arrivée en 1793. Ses contemporains l'ont représenté vain, hâbleux et aimant à citer ses ouvrages, mais bonhomme au fond et très obligeant. Il savait mal l'anglais, mais peu de personnes le savaient alors, et on recherchait ses traductions, qui, bien qu'infidèles, sont écrites avec plus de correction, et se font lire avec plus d'intérêt que ses autres ouvrages. On a de La Place les ouvrages suivants. 1<sup>re</sup> Tragedies: *Penée saouée*, en cinq actes, 1747, in-8°. *Adèle de Pontieu*, en cinq actes, 1757; *Jeune d'Angleterre*; *Polyxène*. 2<sup>es</sup> Comédies: *Le voyage trompeur*, en trois actes; *L'époux à la mode*, en trois actes et en vers; *Roméo et Almira*, ou les amants sans le savoir, pièces au médianes qu'on dédaigna de les critiquer. 3<sup>es</sup> Traductions: *Le théâtre anglais*, Londres (Paris), 1745-1748, 8 vol. in-12. Cette version, moitié prose, moitié vers (les vers ne valent pas mieux que la prose), eut quelque succès, parce que c'était la première qui faisait connaître en France les chefs-d'œuvre dramatiques de nos voisins. Les nouvelles traductions l'ont fait oublier sans retour. *Tom Jones*, ou *l'enfant trouvé* (de Fielding), Amsterdam, 1750, 4 vol. in-12, réimprimé plusieurs fois. Cette traduction est abrégée; Laveaux et, après lui, Chéron en ont donné une entière qui ne l'ont point fait oublier; de miss Sarah Fielding: *Le véritable ami*, ou la vie de David Simple, 1749, 2 vol. in-12; *Thomas Kenbroock*, ou l'enfant perdu, 1754, 4 vol. in-12; *Les erreurs de l'amour-propre*, 1754, 3 vol. in-12; *Hydia*, ou mémoires de milord D..., 1775, 4 vol. in-12; de M<sup>me</sup> Behn: *Oronook*, 1745, in-12; *Les deux Mentors*, 1781, 2 vol. in-12; de mistress Clara Reeve: *Le vieux baron*, 1787. Ces différents ouvrages ont été réunis sous le titre de *Collections de romans traduits ou imités de l'anglais*, Paris, 1788, 8 vol. in-8°. Du docteur Cohaussen: *Hermippus Medicus*, ou le triomphe du sage sur la vieillesse et le tombeau, Bruxelles, 1789, 2 vol. in-8°. La Place a traduit cet ouvrage sur la version anglaise; Cohaussen l'avait écrit en latin. 4<sup>es</sup> Compilations: *Bocueil d'épigrammes*, ouvrage moins trié qu'on ne pense, Bruxelles, 1782, 3 vol. in-12. Les plus mauvaises sont celles qu'a composées La Place, et elles sont en grand nombre. Il ne soupçonnait même pas qu'il pût y avoir quelques difficultés dans ce petit genre. *Pièces intéressantes et peu connues, pour servir à l'histoire et à la littérature*, Maestricht, 1785-90, 8 vol. in-12. Le premier volume contient des pièces extraites des manuscrits de Ducloux; les autres volumes ne sont qu'un ramas d'anecdotes suspectes. 5<sup>es</sup> Mélanges: *Essai sur le goût de la tragédie*, 1758, in-8°; *Amusements d'un convalescent*, 1761, in-8°; c'est un recueil de chansons avec les airs gravés; *Les décadences de l'amour*, ou les étourderies du chevalier de Brillea, Amsterdam et Paris, 1768, 2 vol. in-12; *Œuvres diverses et autres poésies mêlées*, tant en prose qu'en vers, Bruxelles, 1775, 3 vol. in-12; *La nouvelle école du monde*, ou recueil de nouveaux quatrains, 1787, in-8°; *Anecdotes modernes, relatives aux circonstances présentes*, avec quelques poésies légères, 1789, in-5°; *Lettres à Cerullis* (au nombre de trois) sur les prodiges et faux miracles employés à tromper le peuple, 1770-91; *Les fous de l'insolence sacerdotale*, 1792, in-8°; *Le Calère-Maxime français*, 1792, 2 vol. in-8°. La Place a coopéré au choix des anciens *Mercurus* et à la *Bibliothèque des romans*; il a revu les *Mémoires de Cicélio* qu'on lui a attribués, mais qui sont de M<sup>lle</sup> Guichard.

PLAISANCE (le duc de). Voyez LEBLANC.

**PLANA**, géomètre et astronome piémontais, né vers 1790. En quittant l'école polytechnique, où il avait fait ses études, M. Plana fut nommé professeur à l'école militaire d'Alexandrie, puis professeur de mathématiques à l'université de Turin. Le roi Victor-Emmanuel, qui prenait à l'astronomie un intérêt particulier, le charges, en 1820, de diriger la construction d'un nouvel observatoire au sommet de l'une des quatre tours en briques qui flanquent le palais de Madama, situé au milieu de la place du Château, à Turin. Cet observatoire fut achevé vers le milieu de 1822, et M. Plana en devint naturellement le directeur. Il fut aussi directeur de l'école militaire, membre de l'académie des sciences de Turin et d'autres sociétés savantes, correspondant de l'institut, chevalier de la couronne de fer et de l'ordre civil de Savoie. Il a épousé une nièce de son compatriote Lagrange. Digne successeur de cet illustre géomètre, il a, quoique jeune, publié déjà un grand nombre de mémoires sur les points les plus délicats des mathématiques pures et appliquées et de l'astronomie. *La Théorie de la lune*, qu'il a établie conjointement avec M. Carlini, aujourd'hui le doyen des astronomes italiens, lui valut le grand prix de mathématiques décerné, en 1820, par l'académie des sciences de Paris. Cet ouvrage a depuis été très développé; il est maintenant imprimé, et forme trois gros volumes in-4°, qui n'ont pas encore paru. C'est dans le cours des années 1821, 1822 et 1823 que la portion de l'arc du parallèle moyen, située dans la Savoie et le Piémont, fut mesurée par une commission composée d'officiers de l'état-major-général et d'astronomes piémontais et autrichiens. Les commissaires piémontais furent MM. Carlini et Plana, qui rédigèrent ensuite le second volume de l'ouvrage dans lequel ces grandes opérations géodésiques ont été consignées. Ce travail leur valut la médaille de Lalande, décernée en 1828 par l'académie des sciences de Paris. Un des meilleurs mémoires de M. Plana est celui qui renferme ses *Recherches analytiques sur la densité des couches de l'atmosphère et la théorie des réfractions astronomiques* (Mem. de Turin, t. XXVIII). L'auteur y passe en revue les principales théories que l'on avait jusqu'alors proposées (1822) sur la composition des couches de l'atmosphère, et cherche à compléter le difficile problème des réfractions astronomiques, en suivant à peu près l'analyse déjà employée par Laplace. Deux ans après, M. Ivory publiait un mémoire sur le même sujet, en partant d'une formule hypothétique qui avait l'avantage de donner avec précision les réfractions astronomiques et de reproduire la formule des hauteurs par le baromètre. Une note de M. Mathieu, placée à la fin de l'*Histoire de l'astronomie au dix-neuvième siècle*, de Delambre, fournit à M. Plana l'occasion de revenir sur le problème de la constitution atmosphérique, et de rendre justice à l'ingénieuse idée de M. Ivory, qui lui parut d'accord avec l'existence de la chaleur des espaces planétaires, annoncée pour la première fois par Fourier. Précisément à la même époque, M. Swanberg, astronome suédois, partait de cette dernière idée pour exprimer le décroissement de température dans l'air, au moyen des températures des deux bouts de la colonne atmosphérique, et il arrivait à une formule très simple, laquelle paraît destinée à remplacer ou, si l'on veut, à couronner ces immenses travaux analytiques, auxquels ont pris part tant de géomètres et d'astronomes. Quoiqu'il en advienne, le dernier travail de M. Plana sur les réfractions pourra retracer l'histoire de toutes les recherches de ce genre: on le trouve en tête du recueil de ses *Observations astronomiques faites de 1813 à 1825*, et qui forme le tome XXXII des *Mémoires de l'académie de Turin*. En 1826, parut, dans le *Bocueil de la société astronomique de Londres*, le mémoire de M. Plana sur divers points relatifs à la théorie des perturbations planétaires exposée dans la *Mécanique céleste*, qui a si vivement piqué les géomètres de l'école de Laplace, et qui a troublé les derniers moments de ce géomètre. Le troisième chapitre du mémoire en question est relatif aux grandes inégalités de Jupiter et de Saturne, que Laplace avait l'air entre elles par un rapport très simple, l'un de ses plus beaux théo-

de gloire. M. Plana soutenait et prouvait, par un calcul direct, que le même rapport qui s'applique à la première puissance des forces perturbatrices ne pouvait pas s'étendre à leurs carrés; en sorte que la démonstration donnée par Laplace était erronée, et qu'on arrivait par une voie directe, mais beaucoup plus laborieuse, à un résultat final qui n'était que le tiers de celui trouvé par l'auteur de la *Mécanique céleste*, et, qui pis est, de signe contraire. Déjà couché sur son lit de mort, Laplace se souleva un moment pour revoir son ancienne théorie, qu'il trouva sans défaut. Il reconnut, en même temps, que la méthode du géomètre de Turin n'était pas irréprochable. Ce dernier répondit avec une assurance capable de tenir dans l'indécision les spectateurs de ce débat scientifique. M. Poisson prit la défense de son illustre maître, qui venait d'expirer; il indiqua sommairement les rectifications dont les formules de M. Plana étaient susceptibles; mais la réponse de son adversaire fut encore plus positive et explicite que précédemment, car il précisa mieux les termes dont il avait tenu compte et ceux dont la petitesse avait été vérifiée. Le combat restait de cette manière indécis, lorsque M. de Pontécoulant prit le parti de revoir tous les calculs de M. Plana. Il y trouva des erreurs de chiffres qui, corrigées, permettaient de revenir au rapport donné par Laplace, mais avec quelques rectifications sur les nombres et le changement de signes de l'une des inégalités. Ce dernier travail a reçu l'approbation de l'Académie des sciences, par l'organe de M. Poisson. Désirant mettre un terme à cette discussion, l'Académie des sciences de Berlin a mis le sujet au concours. M. Plana a publié plusieurs articles dans la *Correspondance astronomique* de M. de Zach, et d'autres mémoires dans le *Recueil de l'Académie de Turin*. Parmi ceux-ci, nous citerons des *Recherches sur les nombres de Bernoulli*, sur la théorie des ondes, sur l'intégrale de l'équation de Bircati, sur l'intégration des équations linéaires ayant des racines égales, enfin sur la possibilité des théorèmes de M. Jacobi relativement aux fonctions elliptiques.

PLANCY. Voyez COLLIN DE PLANCY.

PLANTA (Joseph), littérateur, naquit le 21 février 1744, d'une ancienne famille établie dans le canton des Grisons. Il reçut sa première éducation à Londres, où son père occupait un emploi ecclésiastique, et continua ses études à Utrecht et à Göttingue. Planta fit un voyage dans le midi de l'Europe, et habita quelque temps en France. Il fut nommé, en 1773, bibliothécaire-adjoint au *Museum britannique*, et, en 1799, après la mort du docteur Marton, bibliothécaire en chef et premier inspecteur du *Museum*, ainsi que des manuscrits et du cabinet des médailles. C'est en cette qualité qu'il a rédigé le grand catalogue des manuscrits de la bibliothèque collonienne (1822). Son mérite personnel, ainsi que le talent qu'il a manifesté dans sa place, lui avaient acquis l'estime générale. La société royale de Londres l'avait reçu au nombre de ses membres et nommé son secrétaire. Planta a inséré dans les *Transactions philosophiques* plusieurs savants traités sur la langue romane des Grisons et sur les langues runique et scandinave. Il a aussi écrit une *Histoire de la confédération suisse*, qui a été publiée en 1800, en deux volumes, et qui a eu deux éditions. Le dernier ouvrage qu'il ait composé est un *Precis historique de la restauration de la Suisse comme état indépendant*. Cet ouvrage est mort le 3 décembre 1827, à Londres, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. — Son fils, employé par lord Castlereagh au département des affaires étrangères et dans plusieurs négociations sur le continent, a été ensuite nommé sous-secrétaire d'état.

PLANTADE (Charles-Henri), pianiste et compositeur, né à Pontoise, vers 1768, est élève de Lauglé. Il se fit connaître de bonne heure par des romances avec accompagnement de piano ou harpe, dont il a publié successivement plusieurs recueils, et qui lui ont fait dans ce genre une réputation très-têce. Sa délicieuse romance : *Tu bien aimer, o ma chère Zélie !* a eu très-long-temps une vogue populaire, et peut encore servir de modèle. Encouragé par ces succès, M. Plantade composa plusieurs ouvrages dramatiques,

dont quelques uns, tels que *Palma*, *Zélie*, etc., ont été bien accueillis du public. M. Plantade, maître de chant de l'institution de M<sup>me</sup> Campan, y avait donné des leçons à M<sup>lle</sup> Hortense de Beauharnais, depuis reine de Hollande, et ce fut autant à ses talents qu'à la bienveillance de cette dame qu'il dut l'espèce de fortune où il parvint. Après avoir été professeur de chant au Conservatoire de musique de 1805 à 1807, il en fut ensuite correspondant étranger depuis cette époque jusqu'en 1810, pendant sa résidence en Hollande, où il était directeur de la musique et maître de chapelle du roi Louis Bonaparte jusqu'à l'abdication de ce prince. Il revint alors à Paris, où il continua d'être chef de la musique de la reine Hortense. M. Plantade composa pour l'église, et fit entendre, en 1810, à Saint-Eustache, une messe en musique, dont on admire surtout le *Credo*. Il a été l'un des maîtres et chefs de la scène à l'Opéra, de 1812 à 1815, membre du jury de lecture de ce théâtre depuis octobre 1815 jusqu'à la fin de 1815 et pendant quelques mois de 1815. Professeur honoraire au Conservatoire, de 1808 à 1815, et professeur de chant à l'école royale de musique depuis 1818, il a été compris dans la grande et singulière réforme opérée par M. Sosthènes de la Rochefoucauld en janvier 1828. Une scène lyrique, intitulée *Ossian*, mise en musique pour la fête de Louis XVIII, en 1814, par M. Plantade, le fit nommer, en remplacement de Persuis, maître de musique de la chapelle du roi en 1815, et lui valut aussi la décoration de la légion d'honneur. Il a perdu cette place par suite de la révolution de 1830. M. Plantade a donné au théâtre Louvois : 1° *Au plus brave, la plus belle*, opéra en un acte, 1794. Au théâtre Favart : 2° *Zélie, ou la pauvre petite*, en un acte, 1800. Au théâtre Feydeau : 3° *Les deux sœurs*, en un acte, 1791 ; 4° *Les souliers mordus*, ancien opéra-comique en deux actes, qu'il a remis en musique avec peu de succès, 1793 ; 5° *Palma, ou le voyage en Grèce*, en deux actes, 1797 ; 6° *Romagnesi*, en un acte, 1799 ; 7° *Le roman*, en un acte, 1799 ; 8° *Bayard à la Fête*, en trois actes, puis en deux, 1811 ; 9° *La mari de circonstance*, en un acte, 1813. Ces derniers ouvrages n'ont pas réalisé les espérances que les premiers avaient fait naître. A l'Académie royale de Musique : 10° *La scène lyrique*, ou *canzetta pour la fête du roi*, 1814 ; 11° (avec M. Habeneck) *Blanche de Castille*, non représentée. La musique de M. Plantade a de la grâce, de la fraîcheur, de la mélodie dans les airs et les duos ; mais en général elle manque d'énergie dans les morceaux d'ensemble, et n'a pas même cette verve, ce cachet d'originalité qui placent infailliblement au-dessus de lui Dalayrac, Desceze, et même Gaveaux et Solié.

PLANTERRE, auteur dramatique, né vers 17... joua long-temps la comédie en province, et surtout à Lyon, où il s'était fait une certaine réputation comme acteur, comme chanteur et comme auteur. Il passa ensuite à La Haye, où il était en 1791. Il vint l'année suivante à Paris, et s'engagea au théâtre de la Cité, dont l'ouverture eut lieu en octobre 1793. Planterre y joua quelques années dans l'opéra, et se retira lorsque l'administration de ce spectacle se borna à la comédie et à la pantomime. Il entra alors au théâtre Feydeau, où il chanta les seconds basse-tailles et joua les utilités, sans cesser de composer des ouvrages dramatiques jusqu'à sa mort, arrivée en septembre ou octobre 1800. Acteur médiocre, mais doué des qualités sociales les plus estimables, Planterre avait un style naturel, une versification facile ; il connaissait bien les moyens de produire des effets à la scène, et d'y amener des situations intéressantes. Outre les pièces qu'il avait fait représenter en province, et dont quelques unes ont probablement reparu à Paris, il a donné au théâtre Louvois : 1° *Agnès de Châtillon*, ou *le sire de Saint-Jean-d'Acres*, opéra en vers, en trois actes, à grand spectacle, 1795 ; 2° *Agnès et Felix*, ou *les deux espions*, opéra-comique en trois actes, joué depuis au théâtre Feydeau, en 1795. Au théâtre de la Cité : 3° *Le jour de l'an*, comédie en un acte, en vers, 1793 ; 4° *Midas au Parnasse*, opéra-folie en un acte, 1793 ; 5° *Les devoirs*, ou *la triple renouance*, comédie en trois actes, 1793 ; 6° *La fête de l'égolite*,

**PLACE (PIERRE-ANTOINE DE LA)**, écrivain fécond et médiocre, naquit à Calais, en 1707. Elevé au collège des jésuites de Saint-Onier, il y apprit l'anglais, et ce fut la cause de la petite fortune qu'il acquit, et de la réputation dont il jouit pendant quelque temps. Voltaire avait mis à la mode la littérature anglaise, inconnue avant lui en France. La Place profita de la circonstance, et traduisit la *Vénus sacrée*, tragédie d'Otway, qui eut quelque succès. Présenté à la marquise de Pompadour, il obtint le privilège du *Mercur*, qu'on fut obligé de lui retirer au bout de deux ans. On lui conserva toutefois une pension de quinze cents francs sur ce journal. Il quitta alors Paris, et alla s'établir à Bruxelles; mais, tourmenté du besoin d'occuper de lui le public, il revint se mettre au gage des libraires, et il écrivit jusqu'à sa mort, arrivée en 1793. Ses contemporains l'ont représenté vain, habileur et aimant à citer ses ouvrages, mais bonhomme au fond et très obligeant. Il savait mal l'anglais, mais peu de personnes le savaient alors, et on recherchait ses traductions, qui, bien qu'infidèles, sont écrites avec plus de correction, et se font lire avec plus d'intérêt que ses autres ouvrages. On a de La Place les ouvrages suivants. 1<sup>o</sup> *Tragédies: Vénus sacrée*, en cinq actes, 1747, in-8<sup>o</sup>. *Adèle de Ponthieu*, en cinq actes, 1757; *Jeune d'Angleterre*; *Polyxène*. 2<sup>o</sup> *Comédies: Le voyage trompeur*, en trois actes; *L'époux à la mode*, en trois actes et en vers; *Roméo et Alméida*, ou les amants sans le savoir, pièces si médiocres qu'on dédaigna de les critiquer. 3<sup>o</sup> Traductions: *Le théâtre anglais*. Londres (Paris), 1745-1754, 8 vol. in-12. Cette version, moitié prose, moitié vers (les vers ne valent pas mieux que la prose), eut quelque succès, parce que c'était la première qui faisait connaître en France les chefs-d'œuvre dramatiques de nos voisins. Les nouvelles traductions l'ont fait oublier sans retour. *Tom Jones*, ou l'enfant trouvé (de Fielding), Amsterdam, 1750, 4 vol. in-12, réimprimé plusieurs fois. Cette traduction est abrégée: Laveaux et, après lui, Chéron en ont donné une entière qui ne l'est point fait oublier; de miss Sarah Fielding: *La véritable ami*, ou la vie de David Simple, 1749, 2 vol. in-12; *Thomas Kenbrouck*, ou l'enfant perdu, 1754, 4 vol. in-12; *Les erreurs de l'amour-propre*, 1754, 3 vol. in-12; *Hydia*, ou mémoires de milord de D..., 1775, 4 vol. in-12; de M<sup>me</sup> Belin: *Oromucko*, 1755, in-12; *Les deux Mentors*, 1784, 2 vol. in-12; de mistress Clara Reeve: *Le vieux baron*, 1787. Ces différents ouvrages ont été réunis sous le titre de *Collections de romans traduits ou imités de l'anglais*, Paris, 1758, 8 vol. in-8<sup>o</sup>. Du docteur Cohanusen: *Hermippus Redivivus*, ou le triomphe du sage sur la vieillesse et le tombeau, Bruxelles, 1789, 2 vol. in-8<sup>o</sup>. La Place a traduit cet ouvrage sur la version anglaise: Cohanusen l'avait écrit en latin. 4<sup>o</sup> *Compilations: Recueil d'épigrammes*, ouvrage moins traité qu'on ne pense, Bruxelles, 1782, 3 vol. in-12. Les plus mauvaises sont celles qu'a composées La Place, et elles sont en grand nombre. Il ne soupçonnait même pas qu'il pût y avoir quelques difficultés dans ce petit genre. *Pièces intéressantes et peu connues, pour servir à l'histoire et à la littérature*, Amsterdam, 1785-90, 8 vol. in-12. Le premier volume contient des pièces extraites des manuscrits de Ducloux; les autres volumes ne sont qu'un ramas d'anecdotes suspectes. 5<sup>o</sup> *Mélanges: Essais sur le goût de la tragédie*, 1758, in-8<sup>o</sup>; *Amusements d'un convalescent*, 1761, in-8<sup>o</sup>; c'est un recueil de chansons avec les airs gravés; *Les disorders de l'amour*, ou les étourderies du chevalier de Brèves, Amsterdam et Paris, 1768, 2 vol. in-12; *Œuvres d'Horace et autres poésies métriques*, tant en prose qu'en vers, Bruxelles, 1775, 3 vol. in-12; *La nouvelle école du monde*, ou recueil de nouveaux quatrains, 1787, in-8<sup>o</sup>; *Anecdotes modernes, relatives aux circonstances présentes, avec quelques poésies légères*, 1789, in-8<sup>o</sup>; *Lettres à Coralli* (au nombre de trois) sur les prodiges et faux miracles employés à tromper le peuple, 1770-91; *Les sortites de l'intolérance sacerdotale*, 1793, in-8<sup>o</sup>; *Le Voleur-Maxime français*, 1798, 2 vol. in-8<sup>o</sup>. La Place a coopéré au choix des anciens *Mercur* et à la *Bibliothèque des romans*; il a revu les *Mémoires de Cécile* qu'on lui a attribués, mais qui sont de M<sup>lle</sup> Guichard.

PLAISANCE, le duc de. Voyez LEBLANC.

**PLANA**, géomètre et astronome piémontais, vers 1790. En quittant l'école polytechnique, où il avait fait ses études, M. Plana fut nommé professeur à l'école militaire d'Alexandrie, puis professeur de mathématiques à l'université de Turin. Le roi Victor-Emmanuel, qui prenait à l'astronomie un intérêt particulier, le chargea, en 1810, de diriger la construction d'un nouvel observatoire au sommet de l'une des quatre tours en briques qui flanquent le palais de Madama, situé au milieu de la place du Château, à Turin. Cet observatoire fut achevé vers le milieu de 1811, et M. Plana en devint naturellement le directeur. Il fut aussi directeur de l'école militaire, membre de l'académie des sciences de Turin et d'autres sociétés italiennes, correspondant de l'institut, chevalier de la couronne de fer et de l'ordre civil de Savoie. L'épouse une nièce de son compatriote Lagrange. Digne successeur de cet illustre géomètre, il a, comme jeune, publié déjà un grand nombre de mémoires sur les points les plus délicats des mathématiques pures et appliquées et de l'astronomie. *La Théorie de la lune*, qu'il a établie conjointement avec M. Carlini, vainqueur d'hui le doyen des astronomes italiens, lui valut le grand prix de mathématiques décerné, en 1810, par l'académie des sciences de Paris. Cet ouvrage adroitement été très développé; il est maintenant imprimé, et forme trois gros volumes in-4<sup>o</sup>, qui n'ont pas encore paru. C'est dans le cours des années 1811, 1812 et 1813 que la portion de l'arc du parallèle moyen, situé dans la Savoie et le Piémont, fut mesurée par une commission composée d'officiers de l'état-major-général et d'astronomes piémontais et autrichiens. Les commissaires piémontais furent MM. Carlini et Plana, qui rédigèrent ensuite le second volume de l'ouvrage dans lequel ces grandes opérations géodésiques ont été consignées. Ce travail leur valut la médaille de Lalande décernée en 1818 par l'académie des sciences de Paris. Un des meilleurs mémoires de M. Plana est celui qui renferme ses *Recherches analytiques sur la densité des couches de l'atmosphère et la théorie des réfractions astronomiques* (Mém. de Turin, t. XXVII). L'auteur y passe en revue les principales théories que l'on avait jusqu'alors proposées (1813) sur la composition des couches de l'atmosphère, et cherche à compléter le difficile problème des réfractions astronomiques, en suivant à peu près l'analyse déjà employée par Laplace. Deux ans après, M. Ivory publiait un mémoire sur le même sujet, en partant d'une formule hypothétique qui avait l'avantage de donner avec précision les réfractions astronomiques et de reproduire la formule des hauteurs par le baromètre. Une note de M. Mathieu, placée à la fin de l'*Histoire de l'astronomie au dix-neuvième siècle*, de Delambre, fournit à M. Plana l'occasion de revenir sur le problème de la constitution atmosphérique, et de rendre justice à l'ingénieuse idée de M. Ivory, qui lui parut d'accord avec l'existence de la chaleur des espaces planétaires, annoncée pour la première fois par Fourier. Précédemment à la même époque, M. Stranberg, astronome suédois, partait de cette dernière idée pour exprimer le décroissement de température dans l'air, au moyen des températures des deux bouts de la colonne atmosphérique, et il arrivait à une formule très simple, laquelle paraît destinée à remplacer ou, si l'on veut, à couronner ces immenses travaux analytiques, auxquels ont pris part tant de géomètres et d'astronomes. Quoiqu'il en soit, le dernier travail de M. Plana sur les réfractions pourra retracer l'histoire de toutes les recherches de ce genre: on le trouve en tête du recueil de ses *Observations astronomiques faites de 1811 à 1825*, et qui forme le tome XXXI des *Mémoires de l'académie de Turin*. En 1826, parut, dans le *Bulletin de la société astronomique de Londres*, le mémoire de M. Plana sur divers points relatifs à la théorie des perturbations planétaires exposée dans la *Mécanique céleste*, qui a si vivement piqué les géomètres de l'école de Laplace, et qui a troublé les derniers moments de ce géomètre. Le troisième chapitre du mémoire en question est relatif aux grandes irrégularités de Jupiter et de Saturne, que Laplace avait liées entre elles par un rapport très simple, l'un de ses plus beaux

de gloire. M. Plana soutenait et prouvait, par un calcul direct, que le même rapport qui s'applique à la première puissance des forces perturbatrices ne pouvait pas s'étendre à leurs carrés; en sorte que la démonstration donnée par Laplace était erronée, et qu'on arrivait par une voie directe, mais beaucoup plus laborieuse, à un résultat final qui n'était que le tiers de celui trouvé par l'auteur de la *Mécanique céleste*, et, qui pis est, de signe contraire. Déjà couché sur son lit de mort, Laplace se souleva un moment pour revoir son ancienne théorie, qu'il trouva sans défaut. Il reconnut, en même temps, que la méthode du géomètre de Turin n'était pas irréprochable. Ce dernier répondit avec une assurance capable de tenir dans l'indécision les spectateurs de ce débat scientifique. M. Poisson prit la défense de son illustre maître, qui venait d'expirer; il indiqua sommairement les rectifications dont les formules de M. Plana étaient susceptibles; mais la réponse de son adversaire fut encore plus positive et explicite que précédemment, car il précisa mieux les termes dont il avait tenu compte et ceux dont la petitesse avait été vérifiée. Le combat restait de cette manière indéfini, lorsque M. de Pontécoulant prit le parti de revoir tous les calculs de M. Plana. Il y trouva des erreurs de chiffres qui, corrigées, permettaient de revenir au rapport donné par Laplace, mais avec quelques rectifications sur les nombres et le changement de signes de l'une des inégalités. Ce dernier travail a reçu l'approbation de l'Académie des sciences, par l'organe de M. Poisson. Désirant mettre un terme à cette discussion, l'Académie des sciences de Berlin a mis le sujet au concours. M. Plana a publié plusieurs articles dans la *Correspondance astronomique* de M. de Zach, et d'autres mémoires dans le *Recueil de l'Académie de Turin*. Parmi ceux-ci, nous citerons des *Recherches sur les nombres de Bernoulli*, sur la théorie des ondes, sur l'intégrale de l'équation de Liouville, sur l'intégration des équations linéaires ayant des racines égales, enfin sur la possibilité des théorèmes de M. Jacobi relativement aux fonctions elliptiques.

PLANCY. Voyez COLLIN de PLANCY.

PLANTA (JOWERS), littérateur, naquit le 21 février 1745, d'une ancienne famille établie dans le canton de Grisons. Il reçut sa première éducation à Londres, où son père occupait un emploi ecclésiastique, et continua ses études à Utrecht et à Göttingue. Planta fit un voyage dans le midi de l'Europe, et habita quelque temps en France. Il fut nommé, en 1773, bibliothécaire-adjoint au musée britannique, et, en 1799, après la mort du docteur Martou, bibliothécaire en chef et premier inspecteur du musée, ainsi que des manuscrits et du cabinet des médailles. C'est en cette qualité qu'il a rédigé le grand catalogue des manuscrits de la bibliothèque cottonienne (1815). Son mérite personnel, ainsi que le talent qu'il a manifesté dans sa place, lui avaient acquis l'estime générale. La société royale de Londres l'avait reçu au nombre de ses membres et nommé son secrétaire. Planta a inséré dans les *Transactions philosophiques* plusieurs savantes traités sur la langue romane des Grisons et sur les langues runique et scandinave. Il a aussi écrit une *Histoire de la confédération suisse*, qui a été publiée en 1800, en deux volumes, et qui a eu deux éditions. Le dernier ouvrage qu'il ait composé est un *Précis historique de la restauration de la Suisse comme état indépendant*. Cet écrivain est mort le 3 décembre 1827, à Londres, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. — Son fils, employé par lord Castlereagh au département des affaires étrangères et dans plusieurs négociations sur le continent, a été ensuite nommé sous-secrétaire d'état.

PLANTADE (CHARLES-HEURI), pianiste et compositeur, né à Pontoise, vers 1768, est élève de Langlé. Il se fit connaître de bonne heure par des romances avec accompagnement de piano ou harpe, dont il a publié successivement plusieurs recueils, et qui lui ont fait dans ce genre une réputation méritée. Sa délicieuse romance : *Tu bien aimes, ô ma chère Zélie* l'a eu très-long-temps une vogue populaire, et peut encore servir de modèle. Encouragé par ces succès, M. Plantade compose plusieurs ouvrages dramatiques,

dont quelques uns, tels que *Palma*, *Zod*, etc., ont été bien accueillis du public. M. Plantade, maître de chant de l'institution de M<sup>me</sup> Campan, y avait donné des leçons à M<sup>lle</sup> Hortense de Beauharnais, depuis reine de Hollande, et ce fut autant à ses talents qu'à la bienveillance de cette dame qu'il dut l'espèce de fortune où il parvint. Après avoir été professeur de chant au Conservatoire de musique de 1805 à 1807, il en fut ensuite correspondant étranger depuis cette époque jusqu'en 1810, pendant sa résidence en Hollande, où il était directeur de la musique et maître de chapelle du roi Louis Bonaparte jusqu'à l'abdication de ce prince. Il revint alors à Paris, où il continua d'être chef de la musique de la reine Hortense. M. Plantade composa pour l'église, et fit entendre, en 1810, à Saint-Eustache, une messe en musique, dont on admira surtout le *Credo*. Il a été l'un des maîtres et chefs de la scène à l'Opéra, de 1811 à 1815, membre du jury de lecture de ce théâtre depuis octobre 1815 jusqu'à la fin de 1815 et pendant quelques mois de 1815. Professeur honoraire au Conservatoire, de 1808 à 1815, et professeur de chant à l'école royale de musique depuis 1818, il a été compris dans la grande et singulière réforme opérée par M. Sosthènes de la Rochefoucauld en janvier 1818. Une scène lyrique, imitée d'Osian, mise en musique pour la fête de Louis XVIII, en 1814, par M. Plantade, le fit nommer, en remplacement de Persuis, maître de musique de la chapelle du roi en 1815, et lui valut aussi la décoration de la légion d'honneur. Il a perdu cette place par suite de la révolution de 1830. M. Plantade a donné au théâtre Louvois : 1<sup>o</sup> *Un plus brave*, la plus belle, opéra en un acte, 1794. Au théâtre Favart : 2<sup>o</sup> *Zod*, ou la pauvre pitale, en un acte, 1800. Au théâtre Feydeau : 3<sup>o</sup> *Les deux saurs*, en un acte, 1791 ; 4<sup>o</sup> *Les souliers mordus*, ancien opéra-comique en deux actes, qu'il a remis en musique avec peu de succès, 1793 ; 5<sup>o</sup> *Palma*, ou le voyage en Grèce, en deux actes, 1797 ; 6<sup>o</sup> *Romagnesi*, en un acte, 1799 ; 7<sup>o</sup> *Le roman*, en un acte, 1799 ; 8<sup>o</sup> *Bazard à la Fête*, en trois actes, puis en deux, 1811 ; 9<sup>o</sup> *Le mari de circonstance*, en un acte, 1813. Ces derniers ouvrages n'ont pas réalisé les espérances que les premiers avaient fait naître. A l'Académie royale de Musique : 10<sup>o</sup> *La scène lyrique*, ou *cantata pour la fête du roi*, 1814 ; 11<sup>o</sup> (avec M. Habeneck) *Blanche de Castille*, non représentée. La musique de M. Plantade a de la grâce, de la fraîcheur, de la mélodie dans les airs et les duos ; mais en général elle manque d'énergie dans les morceaux d'ensemble, et n'a pas même cette verve, ce cachet d'originalité qui placent infiniment au-dessus de lui Dalayrac, Desce, et même Gaveaux et Solié.

PLANTERRE, auteur dramatique, né vers 17... , joua long-temps la comédie en province, et surtout à Lyon, où il s'était fait une certaine réputation comme acteur, comme chanteur et comme auteur. Il passa ensuite à La Haye, où il était en 1791. Il vint l'année suivante à Paris, et s'engagea au théâtre de la Cité, dont l'ouverture eut lieu en octobre 1793. Planterre y joua quelques années dans l'opéra, et se retira lorsque l'administration de ce spectacle se borna à la comédie et à la pantomime. Il entra alors au théâtre Feydeau, où il chanta les secondes basse-tailles et joua les utilités, sans cesser de composer des ouvrages dramatiques jusqu'à sa mort, arrivée en septembre ou octobre 1800. Acteur médiocre, mais doué des qualités sociales les plus estimables, Planterre avait un style naturel, une versification facile ; il connaissait bien les moyens de produire des effets à la scène, et d'y amener des situations intéressantes. Outre les pièces qu'il avait fait représenter en province, et dont quelques unes ont probablement reparu à Paris, il a donné au théâtre Louvois : 1<sup>o</sup> *Agnès de Châtillon*, ou *le sirge de Saint-Jean-d'Acre*, opéra en vers, en trois actes, à grand spectacle, 1793 ; 2<sup>o</sup> *Agnès et Félix*, ou *les deux espions*, opéra-comique en trois actes, joué depuis au théâtre Feydeau, en 1795. Au théâtre de la Cité : 3<sup>o</sup> *Le jour de l'an*, comédie en un acte, en vers, 1793 ; 4<sup>o</sup> *Midas au Parnasse*, opéra-folie en un acte, 1793 ; 5<sup>o</sup> *Les devotes*, ou *la triple vengeance*, comédie en trois actes, 1793 ; 6<sup>o</sup> *La fête de l'égoïste*,



mélodrame patriotique en un acte, 1793; 9° *La fête de la fraternité*, vaudeville en deux actes, 1794; 8° *La météore*, ou *les charlatans*, opéra comique en deux actes, 1794. Au théâtre du vaudeville: 7° *Le bailli coiffé*. Au théâtre du Lycée du Palais-Royal: 10° *La tentation de saint Antoine*, amphigouri à grand spectacle. Au théâtre Feydeau: 11° (avec Parisien) *Les deux sœurs*, comédie en un acte, en vers, 1798; 12° *Les deux Exilés*, opéra-comique en un acte, 1793; 13° *La famille indigente*, opéra en un acte, 1793. Ces deux ouvrages, dont Gaveaux avait fait la musique, ont eu beaucoup de succès. 14° *Les bons voisins*, opéra-comique, musique de Jadin, 1797.

PLATEN (BALTHAZAR-BOCISLAS de), gouverneur de Norwège, vice-amiral, chevalier et commandeur des ordres de Suède et de Norwège, naquit le 29 mai 1766, dans une propriété nommée Dornhöft, à l'île de Rügen. Son père, le baron Philippe-Jules de Platen, feld-marchal et gouverneur-général de Poméranie, est connu par son mérite militaire. Le jeune Platen fit ses premières études dans la maison paternelle, et fut ensuite envoyé à l'école militaire de Carlskrona, où il s'adonna surtout aux sciences qui regardent la marine. En 1780, il fut nommé enseigne, et, pour acquiescer les connaissances nécessaires à son état, il prit de suite un engagement sur un navire de commerce. Il voyagea pendant trois ans sur les mers océaniques, et visita aussi les Indes occidentales et les îles de France et de Bourbon. Sous le commandement du contre-amiral de Christierns, en 1786, Platen fit une expédition à Marocco, et fut placé à un poste qui lui donna l'occasion de se distinguer. Pendant la guerre de 1788, il assista à la bataille de Hogland, où il fut blessé et fait prisonnier. Transporté dans l'intérieur de la Russie, il y fut retenu pendant deux ans. Gustave III, qui connaissait les qualités supérieures de Platen, lui accorda à son retour tous les avantages d'un service actif, et le nomma successivement lieutenant et capitaine. En 1791, Platen fut attaché à une expédition d'ambassade pour Marocco, et fut, par ses talens et ses connaissances, d'une grande utilité. L'année suivante, il fut promu aux grades de major et de premier adjudant. En 1793 et 1794, cet officier commanda la frégate l'*Eurydice* pendant une expédition dans la mer de la Méditerranée, et fut nommé à son retour maître de l'équipage à Carlskrona, et, en 1795, lieutenant-colonel dans l'armée navale. Après avoir, l'année suivante, commandé un vaisseau de ligne en croisière dans la mer du Nord, il donna, en 1797, sa démission, qui fut acceptée, et on lui conféra le titre de colonel honoraire. Il acheta alors une propriété dans la Westrogothie, et commença une nouvelle carrière comme cultivateur, dans laquelle il mérita autant d'éloges que dans son service militaire. On lui fut redevable depuis de plusieurs améliorations dans l'agriculture, et surtout dans la plantation des bois. C'est aussi quelque chose de remarquable que la situation de cette propriété vint à avoir une grande influence sur la destinée de Platen. Elle était située dans le voisinage du canal de Frollhetta, et l'association de ce canal le choisit pour directeur. C'est en exerçant cette fonction, qu'il conçut l'idée de joindre la mer du Nord à celle de la Baltique par le canal de Gotha. Cette grande entreprise patriotique avait déjà été légèrement projetée par plusieurs des anciens rois de Suède: mais l'exécution n'avait pu suivre, et n'aurait peut-être, sans l'activité de Platen, jamais été accomplie. Il commença, en 1800, à faire des recherches pour l'exécution de ses idées, et après beaucoup de dépenses en voyages, il les continua pendant plusieurs années, et soumit aux états de la diète de 1806 un mémoire sur l'utilité des canaux en Suède. En 1809, il remit aux états le plan et le devis pour l'exécution du canal de Gotha, et l'entreprise fut décidée. On aurait peut-être quelque raison de blâmer la différence qui existe dans le calcul des dépenses pour cette entreprise, car ce lieu de huit cent trente-trois mille rixdals banco, qui contenait le devis, ce canal a coûté douze millions de rixdals. Le haussement de prix de plusieurs articles peut pourtant en partie admettre l'excuse. Quoi qu'il en soit, on ne

peut s'empêcher d'admirer le zèle infatigable que Platen a toujours montré, et surtout son habileté à trouver des ressources pour une entreprise dont les dépenses surpassaient les moyens de la Suède. L'éloquence et la sincérité des vœux de Platen persuadèrent les différentes diètes d'accorder de nouveaux crédits, et une des plus belles entreprises qu'on ait formées vient enfin d'être terminée, mais après la mort de son fondateur. Les talens diplomatiques de Platen furent aussi dignes d'estime. En 1809, on lui confia plusieurs missions importantes. Il fut au nombre des hommes habiles qui, pendant la diète d'Orhéro, formèrent la constitution actuelle de Suède. Le 9 juin de la même année, le roi l'appela dans son conseil, et, le 30 mai de l'année suivante, il fut nommé directeur des travaux du canal de Gotha et contre-amiral. En 1812, se voyant obligé de protester contre une proposition du roi aux états assemblés, il se décida à donner sa démission, et se place de concilier d'état. Platen prit aussi cette résolution pour être mieux en état de s'occuper des affaires du canal de Gotha, qui demandaient toute son activité. Il fut pourtant, de temps en temps, distrait de cette occupation, car la même année il fut nommé intendant-général à l'armée contre la Norwège, et en 1814, le prince royal de Suède lui confia les fonctions de gouverneur-général du Holstein-Schleswig et du Jutland, place qu'il garda jusqu'à la conclusion de la paix entre le Danemarck et la Suède. Le 30 octobre de la même année, il fut nommé l'un des commissaires chargés de dresser l'acte d'union de Suède et de Norwège, et le 7 janvier de l'année suivante, il fut créé comte. Pendant toutes les diètes, depuis celle de 1809, on a vu le comte Platen se distinguer, non seulement par son zèle pour l'achèvement du canal de Gotha, mais aussi par plusieurs autres propositions patriotiques. En 1827, le roi lui confia la place importante de gouverneur de la Norwège. Il remplit ses devoirs dans cette délicate mission avec toute conscience et avec son habileté bien connue. Il avait choisi pour devise favorite: *Tout ou devoir*, et il suivit consciencieusement le contenu de cette devise. La même année, Platen fut nommé chef de la troisième division de la grande amirauté. Il recut de temps en temps des marques de la grâce de son monarque: en 1795, il fut décoré de l'ordre de l'épée; en 1809, nommé commandeur du même ordre; en 1812, à l'occasion de l'ouverture d'une partie du canal de Gotha, chevalier et commandeur des ordres de S. M. le roi, et en 1814 promu au grade de vice-amiral. L'année suivante, il devint membre de l'académie des sciences de Stockholm. Le comte Platen avait épousé M<sup>lle</sup> Hedvig-Elisa, fille du conseiller du commerce Elman, à Gothenbourg. Il termina son honorable carrière, le 6 décembre 1829, à Christiania. Son corps fut transporté en Suède, pour être inhumé dans un lieu nommé Baronskult, près la ligne du canal qui va immortaliser son auteur. Il avait plusieurs années auparavant choisi cet endroit pour son fils aîné, décédé lieutenant dans l'artillerie de Suède, et qui promettait par ses talens et ses connaissances de suivre dignement l'exemple de son père. La perte de ce fils, mort à vingt-six ans, lui causa un chagrin qui le suivit jusqu'au tombeau.

PLATER, cette famille ancienne et noble de la Lithuanie, y est très nombreuse. Plusieurs de ses membres ont figuré dans l'histoire de Pologne, comme hommes d'état ou militaires. Les événements de la révolution polonaise de 1830 nous ont fait connaître particulièrement M<sup>lle</sup> Enlië Plater. Cette héroïne née en Lithuanie, en 1807, des plus tendres jeunes elle aimait les occupations masculines, s'appuyait surtout aux mathématiques, et avait toujours un petit arsenal. Appartenant à la société patriotique polonaise, elle avait secondé par tous ses moyens les efforts de ses compatriotes, et lorsque la révolution de Pologne eut été saisie ses armes, forma un régiment, et se mit à sa tête. Elle eut à soutenir plusieurs combats, et après la malheureuse issue de la campagne, elle suivit ses compatriotes en Prusse pour échapper à la vengeance des Moscovites. D'une belle figure, pleine d'espérance et des plus nobles résolutions, M<sup>lle</sup> Enlië Plater

était l'ornement de son sexe. Reuverte dans le palatinat d'Augustow, elle n'a pu supporter la grandeur des revers de sa patrie; elle est morte à la fin du mois de décembre 1831.

**PLÉVILLE LE PELLEY** (Grosce-Rant), naquit le 26 juin 1746, à Granville, département de la Manche. Quoiqu'il appartint à une famille qui pouvait lui ouvrir honorablement d'autres carrières, il alla s'embarquer au Havre comme simple mousse, à l'âge de douze ans, et en changeant de nom de peur d'être refusé, tant son penchant l'entraînait. Le nom supposé de Duvivier lui resta long-temps; il l'avait déjà rendu recommandable par des preuves de courage, lorsqu'après avoir fait partie de plusieurs expéditions pour la pêche de la morue, il devint lieutenant à bord d'un corsaire du Havre. Peu de temps après, il partit de Granville sur un autre corsaire, combattit au sortir du port deux bâtiments anglais, et fut fait prisonnier, ayant eu une jambe emportée par un boulet. Ce malheur éprouvé à l'âge de vingt ans, ne changea rien à son inclination pour le service de mer. Revenu en France et guéri de sa blessure, il partit comme lieutenant de frégate, sur l'*Argonaute*, commandée par son oncle Tilly le Pelley. Dans le combat livré à l'escadre du duc d'Anville, par l'amiral Anson, Pléville fut encore fait prisonnier. Sa jambe de bois venait d'être brisée, et il avait répondu à son capitaine, qui le voyant tomber lui avait demandé s'il était blessé : « Non, c'est seulement de l'ouvrage pour le charpentier. » L'*Illirodelle*, de quatorze canons, fut prise sous son commandement en 1769, et il eut la gloire de prendre aux Anglais dans un même combat trois petits bâtiments de guerre. Dans cette affaire sa jambe de bois fut encore emportée, et, quelque robuste qu'il fût, tant de secousses et de fatigues l'obligèrent à renoncer pour un temps aux courses maritimes. Attaché au service des ports, comme lieutenant de frégate, capitaine de brûlot et lieutenant de port, il était à Marseille, avec ce dernier titre, vers la fin de 1770. Ce fut alors que l'*Alarme*, frégate anglaise, dont le capitaine fut depuis lord Saint-Vincent, se trouva dans le plus grand péril, affalée par un temps très orageux sur la côte qui est semée de rochers, et ne sachant quelle manœuvre hasarder, au milieu des ténèbres, pour entrer dans le port. Pléville accourut au fort Saint-Jean; mais les marins qu'il put réunir jugeaient qu'ils lutteraient en vain contre la tempête et la nuit. Par un de ces généreux mouvements qui n'appartiennent qu'à un petit nombre d'hommes, Pléville se sentit appelé à sauver seul la frégate à force de résolution et de dévouement. Au moyen d'un cordage qui le tenait suspendu, il se glissa au pied des rochers, et prenant le bout d'un câble fortement ancré à terre, il eut le bonheur d'arriver à la frégate; il en dirigea les mouvements avec assez d'habileté pour l'introduire dans le port. Lord Nelson, qui devait être un jour pour la France un ennemi redoutable, se trouvait sur ce bâtiment dont Pléville fit reparer avec soin les avaries, et qui trois semaines après faisait voile pour l'Angleterre. L'amirauté de Londres, humblement touchée de l'admirable conduite du marin français, renvoya à Marseille l'*Alarme*, en chargeant le capitaine de remettre à Pléville une belle pièce d'argenterie, avec cette lettre : « La qualité des services que vous avez rendus à la frégate l'*Alarme*, fait l'admiration des Anglais. Des travaux comme les vôtres méritaient que la providence les récompensât par le succès; votre récompense la plus flatteuse est au fond de votre âme; mais nous vous prions d'accepter, comme un gage de notre estime éternelle, ce que le capitaine Jarvis, commandant l'édite frégate, est chargé de vous remettre. » En juin 1777, le comte de Provence visita le port de Marseille. Pléville, qui y était alors capitaine, fut chargé de diriger la fête donnée au prince par la marine. Des barils de goudron, placés au sommet des mâts de Notre-Dame-de-la-Garde, offrirent par leur inflammation l'idée de phénomènes volcaniques; il y eut à l'entrée du port une pêche miraculeuse, comme celle de Gênesareth, et, dans le port même, la simulation d'un combat naval : enfin le prince parut très content du zèle des Marseillais, pour célébrer sa présence, et quelques jours après il fit remettre son portrait au capitaine.

L'année suivante Pléville reçut des Anglais un nouveau témoignage d'estime, non moins flatteur que le premier. Bon fils, tombé en leur pouvoir sur mer, fut renvoyé en France sans échange, et avec la faculté d'emmener avec lui quelques uns de ses compagnons d'armes à son choix. A cette époque Pléville entra au service de mer en qualité de lieutenant, et fit la guerre d'Amérique sous les ordres du comte d'Estaing, dont il obtint bientôt toute la confiance. L'amiral envoya sous sa conduite, pour être vendues dans les ports américains, les prises faites sur les Anglais par l'escadre. Après cette opération qu'un mois termina, et durant laquelle Pléville avait couru à Boston un grand danger dans une émeute, d'Estaing, aussi satisfait de son zèle que de l'exactitude de ses comptes, lui réserva trois cent mille francs sur le produit de la vente qui s'élevait à cinquante fois autant. Ce marin d'une vertu austère, content, disait-il, du traitement qu'il recevait du roi, n'accepta point cette gratification; mais ce fut à lui, et sur sa réputation de probité, qu'un Américain prêta quelque temps après l'argent dont l'amiral avait besoin pour le service de l'escadre. Lorsqu'avec l'aide des Français l'indépendance de l'union américaine fut assurée, le courage que Pléville avait montré lui valut son admission dans l'ordre de Cincinnati, et, à son retour en France, il fut fait capitaine de vaisseau. Il était dans son caractère ferme et droit d'adopter, mais avec modération, les principes reconnus ici en 1789, comme le firent aussi la plupart des officiers de terre et de mer qui en avaient vu le triomphe en Amérique. On n'aurait pu le charger de missions équivoques, ni ployer à aucune intrigue son humeur loyale; mais, en 1794, il fit partie des comités de marine et de commerce, et fut ensuite chef de division au ministère de la marine. En 1796, il fut envoyé, pour l'organisation du service militaire, à Ancône et à Corfou. Ministre plénipotentiaire au congrès de Lille, l'année suivante, il y traita de la paix avec la Grande-Bretagne, et fut chargé, le 6 juillet, du portefeuille de la marine qu'il ne conserva que neuf mois, bien qu'il fût aussi bon administrateur qu'officier valeureux. Jamais son désintéressement ne se démentit : chef d'une famille nombreuse et peu fortunée, il renvoya néanmoins au trésor les huit dixièmes d'une somme qui lui avait été allouée pour une tournée d'inspection maritime, et comme on ne pouvait reprendre cet argent déjà porté en dépense, il obtint qu'on le consacrât à un monument d'utilité publique. Pléville fut nommé vice-amiral en 1798, et reçut ensuite le commandement des forces maritimes dans la Méditerranée; mais le besoin de repos le força de quitter Toulon pour vivre désormais dans la retraite. Il fut nommé alors grand officier de la légion d'honneur, et membre du sénat. Le 3 octobre 1803, il mourut dans sa quatre-vingtième année, après une courte maladie.

**PLEYEL** (Ignaz), un des plus féconds compositeurs de musique de notre époque, est né, en 1757, en Autriche. Il étudia la composition sous le célèbre Haydn, et fit en 1786 un voyage en Italie et en France. Après un court séjour à Paris, il fut nommé, en 1787, maître de chapelle à la cathédrale de Strasbourg, avec quatre mille francs d'appointements. Lorsque, par suite de la révolution, les églises furent fermées, Pleyel perdit sa place, et revint à Paris. Il y composa la musique d'un hymne à la liberté, qui fut accueilli avec une fureur extrême, et devint en quelque sorte populaire; mais ce succès n'attira pas l'attention du public sur Pleyel, qui faute de moyens de subsistance, quitta Paris en 1793 et se rendit à Londres. Dans cette dernière ville il trouva Haydn, qui s'empressa de l'accueillir, et donna quelques concerts en commun avec lui. D. retour à Paris en 1796, Pleyel eut la satisfaction d'entendre solennellement proclamer son nom parmi ceux des compositeurs du second rang qui, après la conquête de la liberté, avaient contribué par leurs talents, à embellir les fêtes nationales. Depuis cette époque, il a établi à Paris un magasin de musique qui est devenu un des plus considérables de l'Europe. Il est mort dans la même ville à la fin de 1831. Les œuvres de Pleyel sont très nombreuses, les bibliographies musicales de l'Allemagne en citent plus de trois

cents, tout en avouant que la liste est loin d'être complète. Ce sont, pour la plupart, des compositions de musique instrumentale, qui se font remarquer par la vivacité et la grâce de l'expression, et par des motifs presque toujours heureux. Pleyel a bien mérité des études musicales par les excellentes éditions qu'il a publiées des anciens maîtres, tels que Jomelli, Léo, Durante, Heendel, Hasse, Bach, Graun, etc., et par sa *Bibliothèque musicale*, recueil qui contient les principaux ouvrages des grands compositeurs français, italiens et allemands de notre époque. Voici la liste des ouvrages de Pleyel les plus connus : Six quatuors pour violon, op. 1 ; — six, idem, op. 2 ; — six grands quatuors pour violon, op. 3 ; — six quatuors pour violon, op. 4 ; — six grands quatuors pour violon, op. 5 ; — deux symphonies à neuf parties ; — deux quintetti pour violon, op. 6 ; — six quatuors pour violon ; — deux grandes sonates pour clavecin, op. 7 ; — un septuor pour deux violons, alto, violoncelle, deux cors et basse, op. 8, 1787 ; — trois quatuors pour violon, op. 9 ; — une sérénade pour violon, hautbois, deux altos, deux cors et basse, op. 10 ; — trois quatuors pour violon, également op. 10 ; — trois quatuors pour violon, op. 11 ; — trois grandes symphonies d'orchestre, op. 12, 1787 ; — trois quatuors pour violon, aussi op. 12 ; — six duos pour violon et violoncelle, op. 13, 1788 ; — trois solos pour clavecin, op. 14 ; — trois quatuors pour violon, op. 15 ; — six idem, liv. 1 et 2 op. 16, 1790 ; — six sonates pour clavecin avec flûte et basse, aussi op. 16 ; — trois sonates avec violon et basse, op. 17 ; — trois quintetti pour flûte, et hautbois, violon, alto et violoncelle, op. 18 ; — six quintetti idem, par numéros séparés, op. 19 ; — une sonate pour clavecin avec violon et basse, op. 20 ; — trois quatuors pour flûte, violon, alto et violoncelle, op. 20 ; — deux symphonies d'orchestre, op. 21 ; — six trios pour violon, op. 22 ; — deux quintetti pour deux violons, deux altos et basse, aussi op. 22 ; — deux sonates pour clavecin avec violon, op. 23 ; — six duos de violon, op. 24 ; — six duos de flûtes, aussi op. 24 ; — trois quatuors pour flûte, violon, alto et basse, op. 25 ; — un concerto pour violoncelle, op. 26 ; — trois grandes symphonies d'orchestre, op. 27 ; — trois quatuors pour flûte, violon, alto et basse, op. 28 ; — trois grandes symphonies d'orchestre, op. 29 ; — trois idem, op. 30 ; — Deux concertos d'alto, op. 31 ; — trois sonates pour clavecin, avec violon et basse, op. 32 ; — deux grandes symphonies d'orchestre, op. 33 ; — six sonates à quatre mains, pour le clavecin, liv. 1 et 2 ; — six duos pour flûte et violon, liv. 1 et 2 ; — petits airs et rondoux pour le clavecin avec violoncelle, à l'usage des commençants, liv. 1 et 2, 1789 et 1790. Étant à Naples, Pleyel composa l'opéra d'*Ifigenia*, qui eut du succès, et qui fut ensuite traduit en allemand. La partition manuscrite allemande est entre les mains de M. André, à Offenbach. On parle enfin de plusieurs quatuors manuscrits que Pleyel avait composés long temps avant sa mort, et qu'il faisait exécuter chez lui, mais qu'il n'a jamais voulu publier.

PLUQUET (FRANÇOIS-ANDRÉ-ANRÉ), né le 14 juin 1716, à Bayeux, profita de bonne heure des facilités particulières qu'il eut pour s'instruire. Il fit ses premières études dans sa ville natale, sous les yeux d'un père et d'un oncle capables tous deux de le diriger, et ensuite à Caen, où il fut envoyé à l'âge de dix-sept ans, il eut pour professeur de philosophie l'abbé Delarue. Ce ne fut qu'en 1741 qu'il se rendit à Paris pour y suivre un cours de théologie et prendre ses grades à l'université. Il fut peu de temps après précepteur de deux Espagnols, puis de l'abbé de Choiseul, qui s'attacha à lui et qui, devenu archevêque, lui procura une pension. La Sorbonne, qui l'avait reçu licencié en 1750, l'admit à la faculté des arts, et il fut sursupplé de l'université de la capitale le procureur de ses collègues de Normandie. Dans une réunion habituelle des libraires les plus éclairés de Paris, l'abbé Pluquet eut occasion de connaître des académiciens. Helvétius et surtout Fontenelle se l'attachèrent, et Montesquieu, ayant à nommer un prieur dans ses terres, fit choix de lui. Les études ecclésiastiques entraînèrent l'abbé Pluquet dans des recher-

ches sur divers systèmes philosophiques des anciens et du moyen âge. L'opinion ou le dogme de la destination absolue, de la nécessité, l'occupa spécialement, et fut le sujet de son premier ouvrage, qu'il publia dans sa quarante-deuxième année. Ce système de la fatalité, dernier fruit peut-être d'une curiosité trompée, a participé naturellement de la presque universalité des efforts de l'esprit humain, et, si on pouvait savoir où il a pris naissance, ce serait sans doute dans l'Orient qu'on trouverait cette origine parmi tant d'autres. Pour en suivre les traces, l'abbé Pluquet a donc remonté, dans son *Examen du fatalisme*, jusqu'aux Hindous et aux Chaldéens. Les Phéniciens et les Égyptiens, ainsi que les Grecs, leurs disciples, conduisent l'auteur jusqu'aux juifs d'Alexandrie et aux néo-platoniciens, puis aux chrétiens d'Orient et même d'Occident, qui, indépendamment de leur loi ou même leur loi, ne tardèrent point à se passionner aussi pour des questions subtiles. Ce n'est pas d'après l'impulsion donnée par l'islamisme, comme on l'a dit inconsideramment, que ce principe de la fatalité s'introduisit dans la plupart des religions de l'Orient, autant qu'il peut s'accorder avec des cultes révélés. Au contraire, dans son Coran, beaucoup plus moderne que ces religions, Mahomet s'est conformé à l'antique disposition des esprits. Quoiqu'il en soit, l'abbé Pluquet examine à cet égard la doctrine des principales sectes de l'islamisme, et fait ensuite mention des idées de ce genre qui paraissent avoir prévalu au fond de l'Asie dans de vastes états où la loi des Arabes n'est pas dominante, ou même restée à peu près inconnue. Après la ruine du Bas-Empire, on vit se former en Italie de nouvelles combinaisons des systèmes d'Anaximandre et de Pythagore, de Platon et d'Aristote, d'Épicure et de Zénon, et le fatalisme s'insinua une seconde fois dans les écoles chrétiennes. Comme il peut s'allier avec des vues très diverses sur la marche de la nature, le doute raisonné de Bacon et de Descartes ne l'empêcha pas de marquer d'une forte empreinte les idées de Spinoza, ainsi que celles de Hobbes et de plusieurs de ses compatriotes. L'abbé Pluquet s'efforce de suivre dans tant de ramifications cette pensée dominante. Il ne se borne pas à en faire l'histoire ; mais, jugeant cette supposition aussi dangereuse en morale qu'on aurait à la craindre sans doute, s'il existait plus d'esprits conséquents, et si d'ailleurs nous n'avions pas tous en nous la conscience de la liberté, il se déclare l'adversaire des fatalistes, et croit les combattre avec plus d'avantage en insistant des sentiments vertueux. Ce n'était pas le seul mérite de l'abbé Pluquet dans cet ouvrage : il y avait fait preuve de connaissances étendues, ainsi que d'un certain talent de discussion, et, sous ce rapport, il eût pu fournir d'utiles articles à l'*Encyclopédie*. La proposition lui en fut faite ; mais il était du nombre de ceux qui dès cette époque regardaient tout esprit indépendant comme l'ennemi de l'autel et du trône, et loin de devenir le collaborateur de d'Alembert et de Diderot, il ne parla de leur entreprise que comme d'un moyen de prolonger le règne du mensonge. Attaquer au contraire l'erreur sous ses diverses formes, en montrant le faible de toutes les sectes, hors une, tel fut le dessein qui produisit l'un des meilleurs ouvrages originaux de Pluquet, son *Dictionnaire des hérésies*. Cette histoire des écarts de l'esprit humain est aussi un ouvrage de controverse, mais écrit avec modération, de l'aveu même des réformés, qui du reste reculent l'auteur comme visiblement partial dans ses discussions. La dissertation préliminaire est un tableau général des aberrations de l'esprit dogmatique depuis et même avant le christianisme : ou la comparée au fameux discours historique de Bossuet, quoiqu'elle n'en ait pas l'éclat, mais du moins elle ne repose pas sur une idée aussi hasardeuse. Pluquet dédia ce dictionnaire à son ancien élève, alors archevêque d'Albi, et il devint son grand-vicaire à Cambrai, en 1764. L'abbé de Choiseul, en occupant successivement ces deux sièges, sentait le besoin de s'adjoindre un théologien aussi exercé, et vain d'ailleurs assez habile pour lui faire d'excellents mandements. C'est à Cambrai que fut composé le *Traité de la sociabilité*, sorte de réfutation de Hobbes. La ques-

tion eût demandé une tête plus forte ou plus libre ; mais enfin ce livre moral, et surtout politique, est écrit avec sagesse, avec goût, et à cette occasion la logique de Pluquet a été vantée, du moins par les adversaires les plus tranchants des témérités philosophiques. La nomination de Pluquet, en 1768, comme chanoine de Cambrai, loin de contribuer à le retenir dans cette ville, le ramena à Paris selon ses vœux : il y fut chargé des affaires du diocèse par le chapitre. En 1776, il fut un des censeurs nombreux qu'entretenait alors le gouvernement. L'année suivante on lui confia la chaire de philosophie morale récemment établie au collège de France, et, vers 1778, il y remplit celle de professeur d'histoire. Dans ses leçons il la considérait principalement sous des rapports religieux, moraux et même philosophiques. Il ne professa que jusqu'en 1785, et ensuite, se livrant à de nouvelles recherches sur les opinions des sages, il donna sa traduction des *Livres classiques des Chinois*. Les observations placées en tête, concernent surtout le parti que les vieux instituteurs de cet empire ont tiré de la philosophie morale pour régler l'ordre civil, ce que feroient aussi, mais nulle part avec tant de succès peut-être, la plupart des législateurs orientaux. Des avant-propos raisonnés accompagnent chacun des livres expliqués par Kong-Tsé, ou laissés par son petit-fils, et par le célèbre Meng-Tsé, par Tseng-Tsé, par Tchu-li. Une question d'économie politique, très difficile dans l'application des principes, celle de l'utilité ou des dangers du luxe, occupa ensuite l'abbé Pluquet, et ce fut son dernier ouvrage. Toujours laborieux, et encore robuste, il en entreprenait d'autres ; mais une attaque d'apoplexie le fit succomber en quelques heures, le 18 septembre 1790. Il a laissé un testament assez singulier, fait depuis huit ans, et où des trois principaux légataires deux appartenaient à la librairie. On ne le compte pas au nombre des écrivains dont le zèle alla jusqu'à l'inspiration, mais parmi ceux qui sans beaucoup d'espérance, peuvent guider la raison dans les voies ordinaires, et, ce qui est à remarquer, ce sont les mouvements d'éloquence qui manquent à ce prétendu successeur de Bossuet. On lui doit : 1° *Examen de fatalisme*, 3 vol. in-12, Paris, 1767 ; 2° *Mémoires pour servir à l'histoire des égarements de l'esprit humain*, 2 vol. in-8°, Paris, 1769 ; réimprimé sous le titre qui lui est resté, de *Dictionnaire des Hébreux*, 3 vol. in-8°, Besançon, 1812. Quatre articles sur le jansénisme, ajoutés à cette édition par l'éditeur, contiennent des personnalités. Elles ont été l'objet de vives réclamations de la part du neveu d'un auteur qui n'avait jamais manqué aux maximes de tolérance ; on peut voir à ce sujet *l'Ami de la religion*, etc., 24 juillet 1819 ; 3° *Traité de la sociabilité*, 2 vol. in-12, Paris, 1767 ; 4° *Trois Lettres à un ami* (anonymes et imprimées séparément), sur les arrêts du conseil du 30 août 1777, concernant la librairie, etc., in-8°, Londres, 1777. Ces arrêts y sont considérés comme violant le droit de propriété, contrairement aux règlements de d'Aguesseau ; 5° *Livres classiques de la Chine*, recueillis par le P. Noël, précédés d'observations sur l'origine, la nature et les effets de la philosophie morale et politique de cet empire, 7 vol. in-8°, Paris, 1784-1786 ; 6° *Essai philosophique et politique sur la luxure*, 2 vol. in-16, Paris, 1786. L'abbé Pluquet a publié, comme éditeur, les opuscules du vicomte de Wall, sous ce titre : *Recueil de pièces trouvées dans la porte-faïence d'un jeune homme de vingt-trois ans*, in-8°, Paris, 1788. Il a laissé deux principaux manuscrits : *De la superstition et de l'enthousiasme*, publié par D. Ricard, en 1804, in-12, Paris, et *Traité sur l'origine de la mythologie*, où le système de Banier est expressément combattu. Les *Leçons* de Pluquet sur l'histoire, au collège de France, devaient être abrégées par lui-même pour l'impression, mais il n'a pas achevé ce travail. On trouve en tête du *Traité de la superstition* une bonne notice sur l'abbé Pluquet, par l'éditeur qui était un de ses amis.

POCZOBUT-ODLANICKI (MASTYR), astronome du roi Stanislas-Auguste, professeur et recteur de l'université de Wilna, correspondant de l'institut de France, etc., naquit en 1738, à Slonczka, village près Grodno. Envoyé à l'âge de dix ans au collège des jésuites de

Grodno, il y resta jusqu'en 1744. L'année suivante, il entra dans leur ordre, malgré la plus vive opposition de ses parents. Pendant trois années, il professa les mathématiques à Polock et à Wilna, et, en 1754, il alla à Prague pour se perfectionner dans ces sciences, ainsi que dans la connaissance de la langue grecque, qu'il enseigna à Wilna, à son retour, en 1756. Quant à l'étude de la théologie, il n'y livra par devoir plus que par goût, et n'y profita guère. En 1760, Poczubut fut envoyé en France, en Allemagne et en Italie, aux frais du grand-chancelier de Lithuanie, le prince Michel Casartorsky ; il y étendit ses connaissances. Pendant son séjour à Avignon, il fit plusieurs observations astronomiques qui ont été consignées dans le *Traité de paix entre Descartes et Newton*, du P. Paulian. En 1764, Poczubut revint à Wilna, et y fit un cours d'astronomie. On lui doit la fondation de l'observatoire qui existe dans cette capitale ; il fit venir de Paris les instruments nécessaires, et la libéralité d'une Polonoise (M<sup>me</sup> Elisabeth Pusyna, née Oginska, épouse du palatin de Mischulaw), lui donna les fonds que demandait cette acquisition. Ses travaux attirèrent l'attention de Stanislas-Auguste, qui le nomma son astronome. Il fit vers ce temps-là un voyage en Angleterre autant pour compléter son observatoire que pour y visiter ceux de cette contrée. En 1773, Poczubut donna une traduction polonoise de la *Géométrie* de Clairaut, alors très en usage dans les écoles. Les jésuites ayant été expulsés de la Pologne, en 1773, Poczubut et quelques autres renoncèrent à leur vœu, et ne furent point inquiétés. Un des plus beaux titres de ce savant à la reconnaissance de ses concitoyens, c'est d'avoir pendant une bonne partie de sa vie, et sous les différents pouvoirs qui ont régi la Pologne, combattu les projets désastreux qui tendirent plus d'une fois à faire descendre au rang de simple collège l'université de Wilna. Dès son avènement, Paul 1<sup>er</sup> visita cette université, dont Poczubut était alors recteur, et il en fut si content que par un ukase, il confirma définitivement cet établissement. En 1807, la santé de ce vertueux et savant Polonois étant affaiblie par l'âge et les douleurs, il remit l'administration de l'instruction publique entre les mains de Jean Smadecki, et résolut de passer le reste de ses jours dans le repos ; mais, au mois d'octobre de la même année, une comète ayant paru sur l'horizon, Poczubut, quoique malade, abandonna le lit, et passa plusieurs nuits froides pour faire ses observations. Cet excès de zèle accéléra sa mort, arrivée au mois d'août 1808, à Dunebourg, ville de la Lituanie polonoise, dans un couvent de jésuites où il s'était retiré. Les travaux de ce savant et laborieux astronome ont été recueillis en trente-quatre volumes qui renferment ses observations astronomiques pour un pareil nombre d'années. Les principales concernent les diverses positions de Mercure, planète toujours difficile à bien observer, et qui, sous ce rapport, était très peu connue. Un grand nombre de ces observations, qu'il envoya, en 1787, à l'académie des sciences de Paris, déterminèrent plus tard ce corps à l'admettre dans son sein, et aidèrent Lalande à corriger sa théorie de la rotation de cette planète et à construire ses nouvelles tables astronomiques. Pour témoigner sa reconnaissance envers le roi Stanislas-Auguste, son protecteur, Poczubut joignit à quelques étoiles indiquées par Flamsteed, plusieurs autres qu'il avait fait connaître, et en composa une nouvelle constellation qu'il appela le taureau de Poniatowski (il y a un taureau dans les armes des Poniatowski) : elle se trouve à côté du bouclier de Sobieski, constellation ainsi nommée par le célèbre astronome polonois Stewekel, en l'honneur du vainqueur des Turcs. Seize des étoiles qui composent la première de ces constellations ont été signalées dans une foule d'observations de Poczubut, insérées dans les *Ephémérides de Berlin* pour l'année 1785. En 1805, ce savant publia en polonois et en français, une dissertation intitulée : *Essai sur l'antiquité du zodiaque de Denderah*, Wilna, 1805. Ce sujet est aujourd'hui un peu éclairci par les recherches des savants français. Cependant ce mémoire méritait et obtint dans le temps une attention particulière : l'auteur, sans s'arrêter aux hiéroglyphes qu'on a cher-

chait plus alors à expliquer, n'appuyait ses raisonnements que sur des calculs mathématiques, qui néanmoins n'étaient fondés que sur des suppositions. De tous les travaux de Poczobut, une bonne partie a été imprimée dans divers recueils astronomiques et le reste se trouve encore en manuscrit à Wilna. Désintéressé autant que modeste, ce savant ne voulut jamais accepter les dignités et les décorations, repoussa l'offre d'un évêché, et vivait dans une honorable médiocrité du produit de l'imprimerie des jésuites de Wilna, établissement que lui avait concédé le roi Stanislas-Auguste : encore consacrait-il une grande partie de ce produit à des œuvres de publique utilité.

PODZASZYNSKI (CHARLES), professeur d'architecture à l'université de Wilna, est né en Wolhynie, et fit ses études d'abord à Krzemieniec. Il alla ensuite à Saint-Petersbourg, et après avoir voyagé en Allemagne, en Italie et en France, où il acquit de vastes connaissances dans sa partie, il retourna, en 1819, en Lithuanie pour occuper la chaire d'architecture à Wilna. Il est un des architectes les plus distingués qui posséda jamais l'université de Wilna. Il y a quelques années Podzaszynski publia à Wilna un *Cours complet d'architecture adapté à la Pologne, à ses ressources et à sa position*. Il en est paru jusqu'ici deux volumes in-4°.

— PODZASZYNSKI (MICHEL), cousin du précédent, est né en Wolhynie, en 1798. Il fit ses premières études à Krzemieniec, et alla les terminer à l'université de Wilna. Il se rendit ensuite à Varsovie, où il publia, en 1825 et 1826, un *Journal littéraire de Varsovie*, un des meilleurs de la Pologne. En 1826, il arriva à Paris, où il s'adonna aux sciences. L'histoire et la littérature polonaise l'occupaient particulièrement. Il publia en 1830 des *Fragmentes sur la littérature ancienne de la Pologne*; cet ouvrage, du plus haut intérêt, a été inséré dans le *Tableau de la Pologne ancienne et moderne* de Malte-Brun, revu par M. Léonard Chodzko. M. Podzaszynski est un des collaborateurs les plus actifs de la *Revue encyclopédique* et de la *Revue des Deux-Mondes*. Il a surveillé l'impression des *Œuvres complètes de Krasicki*, Paris, 1830, in-8°, édition Barbézeau.

POELITZ (CHARLES-HERMANN-LOUIS), conseiller aulique de Saxe, docteur en philosophie et professeur des sciences politiques à l'université de Leipzig, est né le 17 août 1772, à Ernstthal, en Saxe. Son père, qui était ministre du culte réformé, lui donna l'instruction préparatoire pour commencer ses études, et l'envoya, en 1786, faire ses humanités au gymnase de Chemnitz. Le jeune Poelitz conçut bientôt une prédilection pour la philosophie et l'histoire, et, en même temps, le désir de posséder une collection des principaux ouvrages qui traitent de ces deux sciences. A cet effet, il donna des leçons dont il employa les honoraires à l'achat de livres, et forma ainsi, à cette époque, le noyau de la belle bibliothèque qu'il possède maintenant. Dès 1791, Poelitz fréquenta l'université de Leipzig, et y suivit les cours de Keydenreich et de Beck, et ceux de Plattner sur l'anthropologie, la morale et l'esthétique. En 1795, il fut nommé professeur d'histoire et de morale à l'académie militaire de Dresde. Poelitz rédigea un plan d'études qui fut adopté, en 1798, par cette université. Il y était directeur des études, et y donnait encore des leçons d'histoire lorsque le gouvernement le nomma, en 1803, professeur-adjoint de philosophie à l'université de Leipzig. L'année suivante, il fut appelé en la même qualité à celle de Wittemberg, à laquelle il resta attaché jusqu'à la réunion de cette université à celle de Halle, en 1815, époque où il fut rappelé à Leipzig en qualité de professeur titulaire. Dans cette place, qu'il occupa actuellement, il s'est concilié à un haut degré l'affection des étudiants par la complaisance qu'il a de les assister de ses conseils, et de les admettre dans son excellente bibliothèque, qui est composée de plus de vingt-cinq mille volumes, et renferme des collections complètes sur plusieurs branches de la littérature moderne. Les nombreux ouvrages de ce savant, dont plusieurs ont paru sous le voile de l'anonymat, ont principalement pour objet la philosophie, la pédagogie, l'esthétique, l'histoire, les sciences politiques et la langue allemande; ils se distinguent par la

clarté des idées et la précision du style, qualités essentielles à tout ouvrage scientifique, et dont l'honneur ne se fait que trop souvent sentir dans ceux de l'Allemagne. Comme historien et comme auteur politique, Poelitz a su conserver une position neutre au milieu de la lutte des anciens systèmes et des nouveaux, en jugeant le temps présent avec la même impartialité que le passé, et les yeux toujours fixés sur la grande cause de l'humanité, du droit et de la liberté légale. Nous donne, dans son *Allemagne littéraire*, dernière édition, une liste complète des ouvrages de Poelitz; nous nous bornons à en citer ceux qui ont obtenu un succès général : 1° *Histoire du monde, pour les classes instruites*, Leipzig, 4 vol. in-8°, avec gravures. Cet ouvrage, dont la première édition parut en 1805, est maintenant à sa sixième, qui a été publiée en 1830. 2° *Peut-être histoire du monde*, Leipzig, 1 vol. in-8°; 11° édition, 1808; 6° édition, 1829. Ces deux ouvrages sont traduits en hollandais. 3° *Les systèmes des gouvernements de l'Europe et de l'Amérique depuis 1783*, Leipzig, 1827, 3 vol. in-8°. Les préfaces de cet ouvrage contiennent une exposition remarquable de la situation actuelle de ces deux parties du monde. 4° *Histoire du royaume de Saxe*, Leipzig, 1817, 1 vol. in-8°. 5° *Histoire de l'empire d'Autriche*, Leipzig, 1817, 1 vol. in-8°. 6° *Histoire de la monarchie prussienne*, Dresde, 1818; 7° *Les sciences politiques dérivées des lumières de notre temps*, Leipzig, 1824, 2 vol. in-8°. Cet ouvrage, dont Poelitz a donné, en 1827, un extrait qu'il appelle *Manuel académique*, est le plus important de ceux qu'il a publiés, et présente la politique générale sous un nouveau point de vue. Depuis trente ans, Poelitz n'a cessé d'encourager les recherches scientifiques sur la langue allemande. Les résultats de celles qu'il a faites lui-même sont consignés dans les écrits dont les titres suivent : 8° *Le langage des Allemands ramené sous les rapports historique et philosophique*, Leipzig, 1830, 1 vol. in-8°. 9° *La totalité de la langue allemande, ouvrage théorique et pratique*, Leipzig, 1811, 4 vol. in-8°; 10° *Manuel du style oratoire*, Halle, 1817, 1 vol. in-8°; 11° *Manuel du style poétique*, Halle, 1817, 1 vol. in-8°; 12° *Théorie de la poétique, manuel académique*, Halle, 1828, 1 vol. in-8°; 13° *Explication pratique des classiques allemands*, 2° édition, Leipzig, 1828, 4 vol. in-8°. Depuis 1828, Poelitz est rédacteur en chef de la *Gazette littéraire de Leipzig*, recueil mensuel. Dans les dernières années, il a enrichi la *Bibliothèque portative de Hilcher de Ressumus* très bien faite de l'histoire du royaume de Saxe, de l'histoire de la maison Ernest de Saxe et de l'histoire de Prusse, qui forment sept minores volumes in-26.

POINOT (N.), baron de CEAZAC, général de division et commandant de la légion d'honneur, naquit à Châlons, le 7 février 1764. A l'âge de quinze ans, il entra comme soldat dans le 57<sup>e</sup> régiment d'infanterie qu'il suivit dans l'île de Corse. Il y demeura jusqu'en 1784. Un an après, il était parvenu au grade de fourrier, quand sa famille acheta son congé. Mais un désir impérieux le rappela au service; il entra dans le 11<sup>e</sup> régiment de dragons, au mois d'octobre 1785, fut fait brigadier de sa compagnie, et, quelque temps après, fourrier. Après cinq années de service dans ce corps, Poinot passa dans la cavalerie de la garde du roi, où il resta jusqu'à son licenciement. En 1793, il fut nommé capitaine de cavalerie dans la légion du Nord; il servit à l'armée du Nord sous les ordres de Dumouriez. Ses talents lui procurèrent un prompt avancement. Le 25 février 1793, il fut fait adjudant-général de l'état-major-général de cette armée, fit les campagnes de 1793 et 1795, et le 6 juin de cette année, il passa à l'armée des Pyrénées-Orientales. Il se distingua d'une manière brillante à l'affaire du camp de la Perche et à la reprise de la Cerdagne française; il s'empara de celle des Espagnols, d'un corps d'armée de quinze cents hommes qui la défendaient, et de munitions considérables. Cette conquête valut à Poinot, alors général de brigade, le grade de général de division. Ce grade ne fut point confirmé par le député Aubry, président du comité militaire, qui le comprit dans une réforme que le gouvernement adopta, et le général Poinot reprit celui qu'il avait précédé.

devenant ses armées de Mayence et d'Italie. A Borgo di Ferrari, l'ennemi prétendait couper la ligne de nos troupes, fut repoussé, et ce général fit un bon nombre de prisonniers. Il eut le même bonheur à Campo-Freddo. Le 30 germinal an 7, il reçut l'ordre d'attaquer, à Sasele, l'arrière-garde de l'ennemi. A la tête de la 35<sup>e</sup> légère, il exécuta ce mouvement avec tant d'impétuosité que l'ennemi ne put ni lui résister, ni se rallier. La ville fut emportée au pas de charge, un régiment autrichien fut coupé, et, à un mille au-delà de Sasele, Poinot atteignit l'artillerie ennemie, escortée par cinquante hussards. Bien que quinze chasseurs, seulement, eussent pu le suivre dans sa course rapide, trois pièces de canon tombèrent en son pouvoir. Le 23 germinal, la 35<sup>e</sup> légère, commandée par le général Poinot, et les grenadiers de la 2<sup>e</sup> de ligne, chassèrent les Autrichiens des positions qu'ils occupaient entre l'Hermitte et Terpasello. A la reprise de Sasele, tentée par les généraux Poinot et Fresinet, deux fois, dix mille Autrichiens, retranchés jusqu'aux dents, et ayant une nombreuse artillerie, opposèrent à la valeur d'une poignée de braves, qui deux fois parvinrent sur les crêtes de Ponte-Yorco, et qui auraient fini par s'y établir, si l'ennemi n'était survenu avec un renfort considérable. Menés, s'étant retiré dans Gènes, mit la réserve aux ordres du général Poinot. Dans une sortie, deux régiments donnèrent un exemple bien remarquable de patriotisme. Lors de la dévotion d'une partie des corps de l'armée d'Italie, la 35<sup>e</sup> légère avait été chargée de traverser la 54<sup>e</sup> de ligne : cette circonstance faisait craindre de les rapprocher, mais la conduite de ces deux corps, pendant le siège, lui donna réciproquement tant de motifs d'estime que les braves qui les composaient s'embrassèrent au milieu du feu, et firent sur le champ de bataille, et par un mouvement honorable pour tous deux, abjuration de toute inimitié ; l'enthousiasme fut même si grand de part et d'autre, que par un échange momentané des braves, la moitié de la 35<sup>e</sup> passa dans la 54<sup>e</sup>, et moitié de la 54<sup>e</sup> dans la 35<sup>e</sup>, et les deux corps, ainsi mêlés, continuèrent à battre l'ennemi avec une ardeur nouvelle. Après la capitulation, le général Poinot resta à l'armée d'Italie, sous les ordres de Brune et de Moncey. En l'an 11, il passa à Saint-Domingue, il s'y distingua, et après la campagne, fut envoyé à l'armée de Hollande. En 1803, il était en Espagne, et il est au nombre des généraux de division mentionnés dans l'*Almanach impérial* de 1813. Il paraît que ce général a été admis à la retraite au commencement de 1814.

POIRIER (don GRÉVALE), de la congrégation de Saint-Maur, naquit à Paris, le 8 janvier 1736. Ce saint-bénédictin s'était consacré à la vie monastique dès sa quinzième année, professa de bonne heure la théologie, ainsi que la philosophie telle que l'entendaient les maisons religieuses, et ensuite il fut désigné par ses supérieurs pour accompagner, comme secrétaire, le vicaire-général de l'ordre dans la province de France. Mais don Poirier obtint de substituer à ces fonctions celles de garde des archives de l'abbaye de Saint-Denis. Restant ainsi dans ses habitudes studieuses, il acquit une grande connaissance des manuscrits et autres monuments historiques qu'il débrouillait et classait avec méthode. Lorsqu'en 1773 on le chargea, conjointement avec don Préjeux, de la continuation du *Recueil des historiens de France*, il justifia ce choix par la manière dont il rédigea le onzième volume, qui concerne le règne de Henri 1<sup>er</sup>. On en estima singulièrement la préface, un des traités les plus instructifs que l'on possède sur les formes et les maximes de gouvernement qui prévalurent en France au temps où les Capétiens venaient de s'emparer du pouvoir. Des discussions surannées dans la congrégation de Saint-Maur décidèrent don Poirier à la quitter en 1786 ; mais environ deux ans après, il reentra sous la règle, se reprochant comme une faiblesse la résolution qu'il avait prise. C'était un de ces hommes respectables chez qui les œuvres sont conformes à la foi, et qui posaient dans leur conviction, au lieu de l'orgueil des vaines disputes, le désintéressement et l'honneur de tous les devoirs. Son érudition même était simple, modeste et communicative. Il s'instruisait

uniquement pour savoir, et pour s'aider au besoin ses confrères ou ses élèves, sans même en attendre aucune réciprocité. Sa piété sincère parut toujours exempte de fanatisme. Les changements opérés par la révolution ne l'empêchèrent pas de chercher à se rendre utile comme membre de la commission des monuments, et ensuite de la commission temporaire des arts. Sa vigilance et son activité préservèrent alors de la destruction beaucoup de manuscrits. Il a eu long-temps attaché à l'abbaye de Saint-Gervais-des-Près. En lui en confiant les archives, le gouvernement l'avait aussi chargé, vers l'année 1780, d'une partie d'un travail regardé comme essentiel, et qui consistait dans la réunion des vieux diplômes de la monarchie. Lorsque le feu eut dévasté la bibliothèque de cette abbaye, le 30 août 1793, don Poirier veilla seul, avec son zèle accoutumé, à la garde de ce qu'on avait sauvé des flammes. En 1796, il passa à la bibliothèque de l'arsenal, en qualité de sous-bibliothécaire. Depuis 1785, il appartenait à l'académie des inscriptions comme associé libre, et il fut reçu, en 1800, à l'institut, où il succédait à Le Grand d'Aussy. Entre dans sa quatre-vingtième année, il fut frappé de mort subite, le 3 février 1803. Sa simplicité, sa sobriété, sa bienfaisance ne s'étaient jamais démenties. On peut citer, comme un exemple de modestie vraie et raisonnable, sa réponse à quelqu'un qui s'étonnait qu'on ne l'eût pas nommé dans un ouvrage à la perfection duquel il avait contribué. *L'art de vérifier les dates* : Je n'ai pas dû y contribuer, dit-il, c'est assez que cet emploi de mon temps ait été utile pour les lettres, pour ma propre instruction, et pour un bonhomme que j'estime : s'il avait parlé de moi, il ne serait plus mon obligé, je deviendrais le sien. « Quo qu'un traitement honnête lui fût assuré, il ne réservait pour lui que le strict nécessaire. Vêtu de l'étiole la plus commune, et faisant sa nourriture habituelle de légumes peu coûteux, préparés sans aucun assaisonnement, il faisait avec son emploi de son revenu. On n'a su qu'après sa mort que si sa dépense personnelle s'était à peine élevée à cinq cents francs par an, il avait distribué le reste soit à d'anciens religieux de son ordre, soit à d'autres hommes également dévoués de ressources. Exempt de toute prétention dans sa constante libéralité, comme il l'était dans la science, il aimait mieux s'exposer au reproche d'une sordide parcimonie que de trahir le secret que révélerait à son dernier jour et l'état de ses affaires et les bénédictions des indigents. Don Poirier a laissé dans la diplomatique un nom recommandable, plus peut-être par l'étendue et l'assiduité de ses recherches que par l'importance de ses mémoires, qui néanmoins étaient une erudition devenue rare à l'époque où il vivait. Les trois questions de la collection de l'académie contiennent celui qui a pour titre : *Examen des différentes opinions des historiens anciens et modernes sur l'établissement de Hugues Capet à la couronne de France*. On doit aussi à ce savant, outre les travaux déjà mentionnés, et auxquels il a seulement pris part : 1<sup>o</sup> *Nouveaux éclaircissements sur les ouvrages de Guillaume de Nangis et de ses continuateurs, faisant suite aux Recherches de Sainte-Palaye* ; 2<sup>o</sup> *Notice sur deux manuscrits de la bibliothèque du roi touchant le procès de Robert d'Artois, etc.* ; 3<sup>o</sup> *Causas* (et circonstances) de la mort de François de Bourbon, etc., en 1746 ; 4<sup>o</sup> *Dissertation sur la savoirie des lances chez les Grecs et les Romains*. Don Poirier a donné conjointement avec Vicq-d'Azyr : *Instruction sur la manière d'inventorier et de conserver les objets qui peuvent servir aux arts, aux sciences et à l'enseignement*. Paris, 1794, in-4<sup>o</sup>. On trouve dans le *Nouveau recueil des mémoires de l'académie des inscriptions*, l'*Eloge* de don Poirier, qui a paru en 1803, in-8<sup>o</sup>.

POIRSON (ARNAUD-SIMON), professeur d'histoire au collège de Henri IV, membre de la légion d'honneur, est né à Paris, le 30 août 1795. Son père, chef de bureau au ministère des finances, donna les plus grands soins à son éducation, et lui fit suivre au lycée impérial et au lycée Napoléon les cours d'humanités et de rhétorique. Des professeurs habiles, parmi lesquels on cite encore aujourd'hui M. Gouffaux, lui inspirèrent le goût des études sérieuses ; leurs leçons, en

le familiarisant de bonne heure avec les langues grecque et latine, lui fournirent par avance les moyens de consulter dans leur idiome les historiens de l'Italie et de la Grèce. Nous rappelons ces détails, parce qu'ils ont eu de l'influence sur le caractère des ouvrages de M. Poirson, où une érudition aussi étendue que vraie est devenue le principe de découvertes, de restitutions, d'aperçus, dont l'importance et la nouveauté ne sont plus contestées aujourd'hui. Conduits par la nature de nos occupations à l'examen des principales productions historiques de notre époque, nous avons trouvé dans la plupart des citations, prises de seconde et de troisième main, des renvois à beaucoup d'ouvrages dont on a lu tout juste le titre, des passages de langues qu'on n'entend pas, allégués hardiment en preuves. M. Poirson dédaigne ce savoir-faire, et la manière consciencieuse dont il emploie les originaux est la muette mais énergique satire du charlatanisme d'érudition si fort en vogue de nos jours. Vers la fin de 1813, il entra à l'école normale. Là il trouva les préceptes et les exemples de M. Villemain qui, dans un âge où d'autres commencent à peine l'étude réfléchie de notre littérature, la jugeait déjà avec cette supériorité de goût et cette finesse d'esprit qu'on lui connaît. Le style de M. Poirson a un caractère propre et très remarquable d'énergie; mais il présente en même temps une clarté et une pureté, une horreur du barbare et du trivial, où l'on reconnaît l'heureuse influence des leçons de M. Villemain. On a remarqué que le hasard avait amené en même temps à l'école normale M. Poirson et M. Augustin Thierry, et qu'une étroite liaison avait uni un moment ces jeunes gens destinés plus tard, l'un dans sa *Conquête de l'Angleterre par les Normands*, et dans ses *Lettres sur l'histoire de France*, à donner une figure toute nouvelle à l'histoire moderne; l'autre dans son *Histoire romaine* et son *Précis d'histoire ancienne*, à faire sur la politique, les gouvernements et la société des peuples anciens les découvertes les plus importantes que l'on ait signalées depuis un siècle. Entraîné vers ces sujets par une irrésistible vocation, tandis qu'il s'occupait encore à l'école normale et que ses camarades s'exerçaient exclusivement sur des matières de pure littérature, M. Poirson prélevait déjà à des recherches ultérieures et plus savantes par une dissertation sur la politique du seizième romain durant les guerres de Jugurtha. La France était encore occupée par l'étranger lorsqu'il sortit de l'école normale; le territoire avait subi d'énormes retranchements, et le plus grand nombre des élèves dut renoncer à l'espoir de remplir des chaires auxquelles leurs succès leur avaient donné le droit de prétendre. M. Poirson fut obligé, dans le courant de l'année 1816, d'accepter une place de répétiteur au lycée Napoléon, aujourd'hui collège de Henri IV; mais M. de Wailly, qui a connu des souvenirs chers aux amis des lettres, le distinguant bientôt, et le recommanda assez vivement à l'université pour le faire nommer, en 1817, professeur suppléant de rhétorique. Tout en remplissant avec zèle des fonctions qui dirigeaient plus spécialement ses travaux vers la littérature ancienne et moderne, le jeune professeur rassemblait en secret des matériaux pour l'histoire, et il trouva bientôt l'occasion de les employer. Un homme tel que M. Royer-Collard ne pouvait administrer l'instruction publique sans reculer de toute l'étendue de son esprit les bornes dans lesquelles la routine avait renfermé jusqu'alors les études classiques; il commença par l'introduction de l'enseignement historique dans les collèges la réforme que nous avons vu s'accomplir si heureusement depuis quelques années. M. Poirson pouvait s'occuper désormais exclusivement de ses travaux de prédilection. Tout en mettant la main à l'œuvre de la régénération universitaire, il demanda et obtint une des chaires d'histoire, instituées en 1818. La difficulté de faire un cours nouveau sans livres classiques, la fatigue que devaient produire des leçons continuées chaque semaine avec persévérance, les efforts nécessaires pour maintenir une discipline rigoureuse et organiser un système complet des annales du monde ancien, rien n'arrêta M. Poirson, et ses nombreux élèves se souvenaient avec reconnaissance qu'indépendamment des classes, il con-

sacrait une partie considérable de son temps à préparer des succès qui, renouvelés chaque année avec un éclat inconnu dans les fastes de l'université, prouvaient la supériorité de son enseignement: en 1821, sa concours général, dans une même classe, sur dix nominations, ses élèves en remportèrent neuf parmi lesquelles les deux prix. Après d'un pouvoir qui retournait de toutes ses forces vers le passé et l'abolition, un enseignement qui était une innovation, qui était l'œuvre d'un défenseur éloquent des libertés publiques, et qui par sa nature devait favoriser tous les progrès généraux, et un grand développement intellectuel, un pareil enseignement devait de toute nécessité être fait mal vu et il le fut. Cependant on craignait moins d'une grande destruction, et les réclamations de la presse. On ne pouvait d'ailleurs destituer sans jugement des membres de l'université, dont tout le crime consistait dans leur sincérité et dans leur dévouement; l'autorité prit donc des voies détournées pour arriver à son fin. Elle reporta sur un seul professeur les deux cours et les élèves partagés jusqu'alors entre deux, et imposa à M. Poirson l'incroyable tâche d'enseigner l'histoire universelle à des enfants dont la moyenne annuelle fut de six cents. Nous avons dit des enfants, car les cours d'histoire introduits d'abord dans les hautes classes furent reportés aux classes de sixième, cinquième, quatrième et troisième; on voulait autant que possible que le professeur ne fût pas compris de ses auditeurs. Enfin M. Poirson fut accusé d'irréligion auprès d'un des membres du ministère *dépouillé*, par des mœurs chrétiennes. Il est clair qu'on espérait voir succomber sa santé, son zèle ou sa pitié: ce ne se trompa; il tint bon, et le public lui dut d'avoir maintenu, pendant huit ans, contre des difficultés sans nombre, et contre les attaques d'un pouvoir inquiet, l'enseignement le plus fécond de tous en importants résultats. Ces persécutions, seize années de services, d'éclatants succès dans la carrière de l'instruction publique, le mérite non contesté de ses ouvrages paraissent devoir assurer à M. Poirson un légitime traitement, au moins depuis la révolution; cependant il est professeur, comme il l'était il y a quinze ans. Faut-il en conclure que dans l'université, quand on n'a que des titres et qu'on dédaigne de recourir aux sollicitations et à l'intrigue, on est condamné à l'immobilité dans le dernier rang? Au surplus l'estime que ses ouvrages ont inspirée à tous les juges compétents soit en France, soit à l'étranger, offrait de dignes compensations à M. Poirson. En 1826, il publia le premier volume de son *Histoire romaine*, le second l'année suivante. Les cinq premiers siècles de la république avaient donné lieu à de nombreuses contestations. Bayle, Pouilly, Beaufort, Laveaux et Nieburh, avaient attaqué l'authenticité de cette période de l'histoire de Rome défendue par Salustius et Luchius, au sein de l'académie des inscriptions. Les premiers avaient eu l'avantage d'émettre leurs doutes dans des ouvrages qui ne tenaient pas à de grandes collections, et, qui par conséquent avaient coûté entre les mains du public; la réfutation, pleine de sens et d'érudition, était restée inconnue, parce qu'elle était restée dans les cinquante volumes in-4° des *Mémoires et notices de l'académie*. Il était de mode d'embarquer la cause du scepticisme; l'ignorance y trouve d'ailleurs tout à gagner. M. Poirson pensa qu'on devait chercher consciencieusement la vérité, et se condamna au pénible travail de revoir une à une toutes les objections et de passer dans les écrits de ses devanciers et principalement dans les originaux les réponses qu'on y pouvait faire. Amené par nos propres études à examiner ces questions, nous pensons qu'en s'arrêtant à l'idée que Rome avait possédé des chroniques, M. Poirson a établi ses preuves irrécusables l'authenticité de ces antiques annales. Dans les parties de l'*Histoire romaine* placées au-dessus de toute espèce de doute, à partir des guerres puniques jusqu'à la rivalité de Marius et de Sylla, l'auteur a fait des découvertes de la plus haute importance et restitué des périodes entières. Les parties quelques peu irréfléchies de M. Nieburh lui ont fait un mépris d'avoir deviné l'*Histoire ancienne*, ce qui veut dire d'a-

voir interprété les témoignages des auteurs dans un sens opposé à celui qu'ils leur avaient donné eux-mêmes. M. Poisson a suivi une tout autre méthode; il a mis en lumière une quantité prodigieuse de textes, et n'a tiré des aperçus entièrement nouveaux, mais en se levant scrupuleusement au sens et à la lettre des originaux; aussi rien de plus pittoresque à la fois et de plus exact que le tableau qu'il trace des deuxième et troisième guerres puniques si mal comprises, si mal jugées jusqu'aujourd'hui. Dans la seconde de ces guerres, l'auteur montre Annibal enveloppant Rome de tous côtés; lui suscitant des ennemis en Afrique, en Espagne, dans les deux Gaules, dans la Grèce, dans la Sicile et dans l'Italie même où la ville éternelle est menacée au nord par les Cispalpins, au sud par les habitants de la Grande-Grèce conjurés contre elle, et il suffit de jeter les yeux sur une carte pour apprécier toute la profondeur de ce plan de campagne qui plaçait Rome dans une sorte de prison, où elle semblait ne pouvoir faire un seul mouvement sans être blessée à mort. D'un autre côté, M. Poisson, avant de retracer les guerres de Rome contre la Grèce, a présenté sous un point de vue entièrement neuf la situation intérieure de ces nombreuses petites républiques et leurs relations entre elles. On sait que Montesquieu a esquissé ce sujet, mais ce n'est pas sans de graves erreurs. M. Poisson s'appuie constamment dans ses raisonnements sur les sources, notamment sur Polybe, et il faut bien l'avouer, il a vingt fois raison contre l'auteur de la *Grandeur et de la décadence des Romains*. Vient ensuite l'importante restitution de quarante-cinq années de relations de Rome avec les peuples de l'Asie-Mineure et de la Syrie; mais ce qui fait surtout du second volume de l'*Histoire romaine* un ouvrage à part, c'est l'histoire intérieure de Rome pendant l'espace de près d'un siècle, depuis la fin de la seconde guerre punique jusqu'au tribunal des Gracques. Dans les écrits mêmes spéciaux sur la constitution et les révolutions de Rome, tels que le livre de Vertot, on trouve à peine une page entre ces deux époques, et il est vrai de dire que Montesquieu lui-même n'en a pas donné plus. M. Poisson comprit que le tribunal des Gracques, point de départ de tous les mouvements qui agiteront Rome dans la suite, avait eu des précédents nécessaires, et il fut amené à rechercher les causes de la profonde perturbation de la société et du gouvernement romain dans des changements progressifs. Quand on a lu les deux cents pages où il décrit la conduite tyrannique des citoyens et des magistrats romains à l'égard des habitants de l'Italie et les altérations qu'auraient subies la religion, l'esprit public, les mœurs, la constitution, la distribution des pouvoirs depuis la bataille de Zama, on ne sait si l'on doit être plus étonné du silence de ses devanciers, ou plus satisfait de voir qu'à force d'érudition, on a pu trouver le mot d'une énigme demeurée jusqu'alors inexplicable; car en vérité, dans les livres de tous ceux qui s'étaient chargés de nous donner l'*Histoire romaine*, on ne comprend pas pourquoi la conjuration des Gracques ne serait point arrivée deux ou trois cents ans avant la défaite d'Annibal, ou n'aurait pas été ajournée d'un siècle. On est étonné qu'un livre, devenu populaire et classique à tant de titres, puisse souffrir des plagats que nous nous abstenons de qualifier; des écrits plus récents n'ont pas craint de s'approprier, mot pour mot, ces découvertes si curieuses, ces résultats si neufs, sans même citer une seule fois la source où ils ont puisé à pleines mains. Au reste ces singularités empruntées sont peut-être sans conséquence, car l'*Histoire romaine* de M. Poisson restera comme un monument admirable d'érudition, au milieu de ces publications éphémères qui seront sitôt oubliées, si toutefois elles ont existé pour le public. Il est à croire que l'auteur nous aurait donné depuis long-temps le fruit de ses recherches sur Rome, qui s'étendent jusqu'au siècle des Antonins, point de départ du grand ouvrage de Gibbon, s'il n'avait été chargé par l'université de composer un précis d'*Histoire ancienne*. Ce livre devait être élémentaire; mais M. Poisson n'y vit qu'un champ ouvert à des études profondes, et son esprit investigateur et sérieux marcha de découvertes en découvertes. Nous laissons à nos lecteurs le soin de juger un

ouvrage où se trouvent consignés les résultats suivants. Après avoir établi, sur d'innombrables preuves, que la Grèce au temps de la guerre de Troie était en pleine possession de la liberté politique et civile, que les mœurs encore neuves conservaient une partie de leur rudesse; mais que l'intelligence humaine avait abordé toutes les voies de perfectionnements; que la Grèce avait des monuments comparables aux pyramides d'Égypte, monuments dont plusieurs viennent d'être examinés par nos derniers voyageurs; qu'elle possédait des poèmes, introduction brillante aux échantillons d'Homère; qu'elle comptait des hommes versés dans l'astronomie et dans la médecine; l'auteur prouve que la conquête du Péloponèse par les Doriens, de la Grèce centrale par les Arcadiens, de l'Hémonie par les Thessaliens, amena un véritable moyen âge dans la Grèce: il montre que la civilisation émigra dans l'Asie-Mineure, où elle prit un plein essor depuis le onzième siècle avant Jésus-Christ jusqu'au sixième; qu'elle produisit sans interruption pendant cet espace de temps cette suite d'hommes extraordinaires dans tous les genres qui firent la gloire des colonies Éoliennes et Ioniques, et qui rapportèrent au cinquième siècle la civilisation dans la Grèce d'Europe, et amenèrent le siècle de Périclès. Durant cet intervalle, la Grèce avait subi le joug de la conquête; le pouvoir dans chaque cité était d'abord et disputé par les chefs ou rois, les grands et le peuple des vainqueurs; de ces chaos était sortie la puissance de l'aristocratie établie sur les ruines de la royauté, et cette aristocratie avait adopté les noms que nous retrouvons dans notre moyen âge: *Seigneurs, Proceres, Optimates, Equites*. Elle réduisit l'ancienne population à la servitude de la glèbe, à la condition d'esclaves sous le nom de *Penestes*, d'*Ilotes*, de *Thètes*, etc. Le peuple des vainqueurs et la population vaincue, dépouillés pendant plusieurs siècles de tous leurs droits, sont appelés à servir dans les armées, et bientôt ils remissent leur importance, comme les habitants de nos communes, et prennent des chefs qui dominent la Grèce pendant un siècle entier et renversent tous les gouvernements établis par la conquête. Alors prennent naissance les nouvelles formes politiques qui régissent le pays depuis Solon jusqu'au temps d'Alexandre. M. Poisson a su également jeter de nouvelles lumières sur la fin de l'*Histoire grecque*; s'appuyant également sur les originaux, il a rétabli deux siècles de ces annales si curieuses et si peu connues jusqu'à présent, malgré les innombrables ouvrages publiés sur ce sujet. C'est aujourd'hui seulement que nous pouvons connaître d'une manière exacte les événements qui ont marqué le règne des successeurs d'Alexandre, et enfin la réduction de la Grèce en province romaine. L'auteur tirera sans doute de son précis élémentaire, les matériaux d'une histoire générale et d'une histoire littéraire de la Grèce; déjà ses dissertations sur le caractère et le génie d'*Aristophanes*, sur l'*économie politique des Athéniens*, etc., insérées dans la *Revue encyclopédique*, dont il est un des plus consciencieux collaborateurs, ont prouvé l'étendue de ses connaissances sur l'état de la société, des finances, de la constitution et de la littérature grecque, et nous montrent que sous le rapport de l'érudition, la France soutenue par de pareils écrits peut disputer la prééminence à l'Allemagne.

POISSON (Draus-Simon), géomètre français, né à Pithiviers, département du Loiret, le 21 juin 1781. Il fit ses premières études à Paris, et fut reçu à l'école polytechnique, le premier de la promotion de 1798. Ses heureuses dispositions pour les mathématiques, et les travaux d'analyse qu'il fit étant encore élève, lui acquirent la bienveillance de ses professeurs, et en particulier celle de M. Hachette qui fit le plus grand intérêt à son avancement. Ses études étaient à peine terminées, qu'il eut l'avantage de voir ses mémoires consignés dans le *Journal de l'école polytechnique*, parmi ceux des premiers savants de cette époque. Il cultiva l'amitié de Laplace; il en adopta les méthodes d'analyse et les systèmes scientifiques. C'est en partant des formules de la *Mécanique céleste*, qu'il entama le problème de la distribution de l'électricité sur les corps conducteurs, dans deux mémoires qu'il présenta, en 1812, à l'Académie des sciences, et



qui lui méritèrent l'honneur d'entrer dans cette illustre société. Il est vrai que tous les éléments de cette théorie avaient été d'avance réunis et coordonnés par Coulomb, et qu'il ne restait au géomètre que la peine de suivre le physicien, en précisant par le calcul les résultats de l'observation. Cependant il faut avouer que les travaux analytiques de M. Poisson sur l'électricité ont coupé court à toutes les anciennes discussions sur la nature du fluide électrique, et qu'on ne peut plus présenter de nouvelles théories de ces phénomènes sans les soumettre de même à l'épreuve du calcul et sans repasser par les formules de ce géomètre. Ce n'est que douze ans après, c'est à dire en 1824, qu'il a donné ses deux mémoires sur la théorie du magnétisme, qui a tant de rapport avec celle de l'électricité. Ici encore il n'avait qu'à suivre pas à pas les recherches de Coulomb et à les enchaîner par des formules. M. Poisson considère le fluide magnétique comme étant dans un état d'équilibre au moment même où, décomposé en ses deux éléments, il agit si puissamment à l'extérieur. Mais l'étude des phénomènes électro-magnétiques avait déjà conduit M. Ampère à considérer le magnétisme comme de l'électricité dans un état de circulation autour de chaque particule ferrugineuse. Il faut avouer que les plus fortes analogies sont en faveur de cette nouvelle manière de considérer l'aimantation. Aussi, un mois avant la lecture du second mémoire de M. Poisson sur le magnétisme, M. Arago annonçait-il le cas singulier d'une action magnétique engendrée par la rotation des plaques métalliques. Force fut alors à M. Poisson d'imaginer une nouvelle propriété de ce fluide singulier, qui pût expliquer cette nouvelle classe de phénomènes : il imagina donc sa *Théorie du magnétisme en mouvement*, espèce de tronc moyen entre l'ancienne et la nouvelle théorie du magnétisme, qui pourtant lui révèle l'existence de l'une des trois composantes rectangulaires de l'action exercée sur l'aiguille aimantée, par un disque métallique en mouvement. Une seconde série de travaux analytiques auxquels M. Poisson s'est adonné, consiste dans les propriétés des corps élastiques. Jusqu'à l'année 1809, les géomètres ne s'étaient guère occupé que des lames élastiques considérées comme des surfaces sans largeur. L'Académie des sciences proposa alors un prix sur la question des surfaces élastiques, considérées comme étendues dans les deux dimensions. A cette époque, les expériences de Chladni sur les plaques vibrantes commençaient à fixer l'attention des savants. L'Académie ne reçut qu'un seul mémoire anonyme qui renfermait l'équation exacte des surfaces élastiques. M. Poisson ayant repris cette analyse en 1814, arriva à peu près au même résultat, mais il partait de cette hypothèse assez peu exacte que l'élasticité n'était due qu'à des répulsions moléculaires. Depuis, il a revu les bases de cette théorie dans plusieurs mémoires, où les vibrations sont calculées non seulement suivant les normales aux surfaces, mais encore dans l'intérieur des corps à trois dimensions, solides, liquides ou gazeux : et les résultats des formules auxquelles il est ainsi parvenu ont été pleinement confirmés par les expériences directes exécutées avec tant de sagacité et de précision par M. Savart. Plusieurs autres géomètres se sont aussi occupés de cette théorie qui est arrivée de cette manière à un état de très grande perfection. Ce n'est pas néanmoins que l'on ait jusqu'à présent défini les forces moléculaires, qui donnent naissance aux phénomènes de l'élasticité, ni même qu'il y ait accord entre les savants sur quelques formules fondamentales, témoin cette polémique tant soit peu acerbée soulevée naguère au sein de l'Académie entre MM. Poisson et Navier ; mais cette connaissance intime du jeu des forces moléculaires, est presque toujours superficielle, et il suffit de savoir que ces actions s'opèrent dans des limites très resserrées. Les ondes propagées à la surface des liquides, n'obéissent pas en général aux mêmes lois que les mouvements vibratoires des corps élastiques. Tout ce qu'on savait lorsque M. Poisson commença, en 1815, à s'occuper du problème des ondes liquides, c'est qu'elles se propageaient à la manière du son, quand le fluide avait une petite profondeur. Mais la

vitesse de propagation dépendait du mode d'ébranlement, de la portion de surface primitivement ébranlée, et l'intensité de ce mouvement était liée à la profondeur du liquide, suivant un rapport très compliqué. Toutes ces difficultés, qui n'ont point encore été surmontées, étaient le sujet d'un prix que l'Académie avait proposé en 1816. M. Poisson s'est aussi fort occupé des ondulations sonores qui se propagent soit dans l'atmosphère, soit dans un canal indéfini, soit dans un tube acoustique. Il a naturellement conclu des ondes sonores aux ondes lumineuses ; mais ici il a rencontré un adversaire redoutable, Fresnel, qui ne s'embarassait pas dans des difficultés analytiques, et qui s'occupait surtout à bien caractériser l'onde lumineuse. Ce physicien admettait que chaque point de l'onde était un centre d'ébranlement qui se propageait dans toutes les directions : en sorte que l'état d'une particule étherée placée en avant de l'onde, était déterminé par la résultante de toutes les actions élémentaires ainsi propagées. M. Poisson repoussait cette manière de considérer le phénomène, moins par son inexactitude que par son insuffisance. Il ne voulait point le fractionnement de l'onde, qui, suivant lui, ne pouvait expliquer la non-rétrogradation de la lumière, ni sa propagation en ligne droite. On a blâmé la réponse de Fresnel, plutôt pour sa forme dédaigneuse que pour le fond des idées qui étaient plus d'accord avec les faits nouveaux dont il enrichissait la science de l'optique. Quoiqu'il en soit, Fresnel continua à développer son système d'ondulation ; quant à M. Poisson, il cessa de s'occuper des ondes lumineuses, beaucoup plus capricieuses en effet que les ondes sonores : et jusqu'à présent, ces deux genres d'ondulations n'ont pu être traités par un même système de formules. Restait le phénomène de la chaleur ; cet agent se propage aussi par voie de rayonnement, mais on ignore si c'est sous forme d'émission ou sous forme vibratoire. Sans embrasser d'opinion à cet égard, Fourier, le premier, en avait fait le sujet d'une théorie mathématique, dans deux mémoires présentés à l'Académie des sciences, en 1807 et en 1811. Laplace émit aussi quelques idées à ce sujet : et M. Poisson lui en 1813 un long mémoire sur la distribution de la chaleur dans les corps solides, qui fut doublé lors de son impression, et suivi d'un second mémoire en 1821. Dans ces mémoires, M. Poisson traite les mêmes questions que Fourier, tout en partant de l'idée de Laplace sur le rayonnement moléculaire. Mais quelques années après, ayant abordé la question du rayonnement extérieur ou à la surface des corps, une discussion extrêmement vive et promptement élevée entre lui et Fourier. M. Poisson admettait qu'un faisceau conique de rayons de chaleur en mouvement dans une enceinte fermée de toutes parts, allait en s'affaiblissant par des réflexions successives, sans cesser jamais de former un faisceau conique ; erreur que Fourier s'empressa de relever, et qui n'avait pas même été commise par les premiers géomètres qui se sont occupés de la courbure des surfaces. De plus, M. Poisson, oubliant les rayons préexistants dans l'enceinte, arrivait à des résultats inexactes qu'il opposait à la théorie de Fourier, et que celui-ci retournait contre son adversaire avec toute la supériorité de son génie inventif et toute la mauvaise humeur d'un savant occupé à défendre le terrain qu'il avait le premier déblayé. Il a c'est à tort que M. Poisson voulut faire valoir ce droit de premier occupant, lorsque M. Poisson présenta, en 1825, son mémoire sur la multiplicité des racines des formules d'Euler. M. Poisson, encore élève, avait reconnu un cas où ces formules se trouvaient en défaut ; mais il ne l'avait point corrigé à l'aide de l'ingénieuse remarque de M. Poisson, qui s'appliqua à toutes les séries de fonctions transcendentes. Cette opposition entre les deux géomètres prit un caractère encore plus prononcé, à l'occasion du plan invariable du système solaire. Laplace était arrivé à la considération de ce plan par une voie analytique assez compliquée et toute apériale. M. Poisson, au contraire, y arrivait sans dépenser une ligne d'algèbre, au moyen de son admirable théorie des couples ; et il faisait voir que ce plan, qui se retrouve dans tout système de corps soumis à des ac-

lions réciproques, n'était que le plan du couple résultant. Sa détermination effective exigeait, contrairement à la méthode de Laplace, que l'on prit en considération les mouvements des satellites autour de leurs planètes, et des planètes et du soleil sur leurs propres axes. M. Poisson qui avait d'abord reconnu cette grande supériorité de la théorie des couples, et qui avait craint que de pareilles méthodes ne rendissent l'étude des mathématiques trop facile, et partant peu méritoire; M. Poisson, disons-nous, défendit, unguibus et rostre, tout ce qu'avait fait Laplace, entraîné qu'il était par son opposition aux hommes à principes; car lui, M. Poisson, est ce que l'on appelle un homme à théorèmes, et tous ses travaux, même ceux purement analytiques, portent ce caractère de spécialité qui le distingue. Le but d'un homme à théorèmes est de tirer des conclusions effectives et numériques du sujet qu'il traite; un homme à principes s'occupe moins du résultat que du procédé d'investigation. Le premier accumule les faits et discute peu sur les causes; le second considère le principe en lui-même, et dédaigne d'en poursuivre les applications. L'un se fait une réputation du moment, par l'immensité de ses travaux; oublié de la foule, l'autre réduit ses méthodes à leur plus simple expression, source de découvertes futures qui rendront son nom immortel. Ainsi Lagrange était un homme à principes; ainsi MM. Legendre et Poisson ont le même caractère; Fourier était plutôt un homme à principes qu'un homme à théorèmes; mais Laplace était plutôt homme à théorèmes qu'homme à principes. M. Poisson est décidément le type des hommes à théorèmes; ses travaux analytiques, très importants pour la science, se trouvent basés sur des notions premières qui, pour la plupart, ne sont pas de lui, et développés par des méthodes qui lui sont presque toutes étrangères. Il a mis en ordre des matériaux que d'autres avaient préparés; il a édité avec ses matériaux; il a donné un corps aux spéculations des géomètres; il a été leur interprète auprès des physiciens, et c'est ainsi que sa réputation s'est étendue en Europe, et qu'il a été placé par ses contemporains un peu au-dessus du rang que la postérité lui destina. Ce n'était pas ici le lieu de discuter tous ses titres à l'immortalité, et nous avons dû nous borner à en signaler quelques uns des plus importants. On jugera de notre embarras par la longue liste de mémoires qui sont de lui, et que nous avons disposés par ordre de matières à la fin de cette notice. Il faut rendre cette justice à M. Poisson; c'est que malgré l'importance des postes scientifiques qu'il a occupés et qu'il occupe encore, il n'a jamais interrompu le cours de ses travaux; tous les ans il en présente le résultat à l'académie, dans des résumés écrits avec une clarté et une élégance qui rappellent l'élégance et la clarté de son analyse mathématique. Ces mêmes qualités, il les portait dans les leçons de mécanique qu'il donnait jadis à la faculté des sciences de Paris. On regrette qu'il ait conservé cette place sans en remplir les fonctions d'ailleurs incompatibles avec celles de conseiller de l'instruction publique, qu'il remplissait effectivement. M. Poisson est encore membre du bureau des longitudes; mais ce que l'on ignore généralement, c'est qu'il partage avec M. Arago l'ancienne place de Berou pour l'examen des candidats aux écoles publiques de l'artillerie et de la marine. M. Poisson a été grand amiral de Bonaparte. Il s'est ensuite jeté franchement dans le système de la légitimité, comme s'il eût prévu que les Bourbons n'adopteraient jamais les idées libérales qui devaient remplacer le régime de l'empire. Nommé président d'un bureau électoral de la Seine, en 1822, on l'accusa de partialité pour le candidat ministériel, et cela faillit lui devenir funeste; mais l'orage qui grondait sur sa tête fut détourné par un bon mot de l'un de ses amis. Ce sont ces précédents qui ont donné matière à quelques récriminations soulevées contre lui depuis la révolution de 1830. On le croit assez généralement un peu trop attaché à la conservation de ses places. Voici maintenant la liste de ses travaux: *Traité de mécanique*, Paris, 1812, 2 vol. in-8°; 1° Mémoires sur l'électricité: *Premier et second mémoires sur la distribution de l'électricité à la surface des*

*corps conducteurs* (Mémoires de l'académie des sciences, 1811); *Mémoire sur la distribution de l'électricité dans une sphère creuse électrisée par influence* (Bulletin de la société philomatique, avril 1834). 2° Mémoires sur la magnétisme: *Premier et second mémoires sur la théorie du magnétisme* (Mémoires de l'académie, 1821 et 1822); *Solution d'un problème relatif au magnétisme terrestre* (Connaissance des temps, 1828); *Mémoire sur la théorie du magnétisme en mouvement* (Mémoires de l'académie, 1823). 3° Mémoires sur la chaleur: *Premier et second mémoires sur la distribution de la chaleur dans les corps solides* (Journal de l'école polytechnique, 19° cahier); *Sur la distribution de la chaleur dans un anneau, etc.* (Connaissance des temps, 1828); *Sur la température des différents points de la terre, et particulièrement près de sa surface* (Ibidem, 1827); *Sur la chaleur des gaz et des vapeurs* (Annales de chimie et de physique, t. XXIII); *Sur la chaleur rayonnante* (Ibidem, t. XXVI et XXVII). 4° Mémoires sur la lumière: *Mémoire sur les anneaux colorés* (Annales de chimie et de physique, t. XXII); *Lettre à M. Fresnel sur les ondes lumineuses* (Ibidem, t. XXII). 5° Mémoires sur l'élasticité, le son et les ondes: *Mémoire sur les surfaces élastiques* (Mémoires de l'académie, 1812); *Mémoires sur la théorie des ondes* (Ibidem, 1816 et 1825); *Mémoire sur le mouvement des fluides élastiques dans des tuyaux cylindriques et sur la théorie des instruments à vent* (Ibidem, 1817); *Mémoire sur la théorie du son* (Journal de l'école polytechnique, 14° cahier); *Sur la vitesse du son* (Connaissance des temps, 1826); *Même sujet* (Annales de chimie et de physique, t. XXIII); *Mémoire sur l'équilibre et le mouvement des corps élastiques* (Mémoires de l'académie, 1825); *Mémoire sur les équations générales de l'équilibre et du mouvement des corps solides élastiques et des fluides* (Journal de l'école polytechnique, 20° cahier); *Mémoire sur la propagation du mouvement dans les milieux élastiques* (il sera sans doute imprimé à la suite du précédent: un extrait de ce mémoire se trouve dans les *Annales de chimie et de physique*, t. XXII); *Mémoire sur les ondes d'un liquide contenu dans un vase cylindrique* (Annales de mathématiques, t. XIX). 6° Mémoire sur l'équilibre des corps: *Mémoire sur l'équilibre des fluides* (Mémoires de l'académie, 1826); *Observation relative à un mémoire sur l'équilibre d'une masse fluide par M. Ivory* (Annales de chimie et de physique, t. XXVII). 7° Mémoires sur le pendule: *Mémoire sur les oscillations du pendule dans un milieu résistant, etc.* (Journal de l'école polytechnique, 14° et 15° cahiers); *Sur les oscillations du pendule composé* (Connaissance des temps, 1819); *Mémoire sur l'influence réciproque de deux pendules voisins* (Ibidem, 1823); *Mémoire sur le pendule de Borda* (Ibidem); *Mémoire sur les mouvements simultanés d'un pendule et de l'air environnant* (Mémoires de l'académie, 1829). 8° Mémoires sur l'astronomie: *Mémoire sur les inégalités séculaires des moyens mouvements des planètes* (Journal de l'école polytechnique, 15° cahier); *Mémoire sur le mouvement de rotation de la terre* (Ibidem); *Mémoire sur le mouvement de la terre autour de son centre de gravité* (Mémoires de l'académie, 1824 et 1826); *Sur la libration de la lune* (Connaissance des temps, 1821 et 1822); *Sur le problème de la précession des équinoxes* (Ibidem, 1819); *Sur une nouvelle manière d'exprimer les coordonnées des planètes dans le mouvement elliptique* (Ibidem, 1825); *Mémoire sur l'attraction des sphéroïdes* (Ibidem, 1829 et 1830); *Mémoire sur plusieurs points de la Mécanique relatifs* (Ibidem, 1831). 9° Mémoire sur les probabilités: *Sur la probabilité des résultats moyens des observations* (Connaissance des temps, 1827); *Second mémoire sur le même sujet* (Ibidem, 1829); *Note sur le même sujet* (Bulletin des sciences mathématiques, avril 1830); *Mémoire sur la proportion des naissances de filles et des garçons* (Mémoires de l'académie, 1826); *Mémoire sur l'avantage du banquier au jeu de trente et quarante* (Annales de mathématiques, t. XVI). 10° Mémoires sur l'analyse: *Mémoire sur la pluralité des intégrales dans le calcul des différences* (Journal de l'école polytechnique, 11° cahier); *Mémoire sur les équations aux différences mêlées* (Ibidem, 15° cahier); *Des points singuliers* (Ibidem, 14° cahier); *Trois mémoires sur la variation des constants arbitraires* (Ibidem, 15° cahier, et *Mémoires de l'académie*, 1816); *Mémoire sur les intégrales dif-*

nies (Journal de l'école polytechnique, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> cahiers); *Mémoire sur la manière d'exprimer les fonctions en série de quantités périodiques, etc.* (Ibidem, 18<sup>e</sup> cahier); Deux mémoires sur l'intégration des équations linéaires aux différences partielles (Ibidem, 19<sup>e</sup> cahier, et *Mémoire de l'Académie*, 1848); *Note sur les racines des équations transcendentes* (Mémoires de l'Académie, 1836); *Mémoire sur le calcul numérique des intégrales définies* (Ibidem, 1833); *Observations relatives au développement des puissances du sinus et du cosinus en séries de sinus ou de cosinus d'angles multiples* (Bulletin des sciences mathématiques, septembre et décembre 1835); *Sur les fonctions elliptiques* (Mémoires de l'Académie, t. X); *Mémoire sur le calcul des variations* (non imprimé); 10<sup>e</sup> Mémoires et ouvrages divers: *Note sur des effets de capillarité* (Journal de physiologie, octobre 1836); *Formules relatives aux effets du tir d'un canon sur les différentes parties de son effet, etc.*, 1836, broch. in-8<sup>o</sup>; *Sur le frottement des corps qui tournent* (Bulletin des sciences mathématiques, septembre 1836); *Notes sur la composition des moments* (Ibidem, juin et décembre 1837); *Note sur le plan invariable* (Ibidem, juin 1838); *Note sur la compression d'une sphère* (Annales de chimie et de physique, t. XXXVIII); *Nouvelle théorie de l'action capillaire*, 1831, in-4<sup>o</sup>; *Mémoire sur la force de la poudre* (non imprimé).

POITEVIN DE MAUREILLAN (Casimir), vicomte, lieutenant-général du génie, se fit remarquer dans les premières guerres de la révolution, et particulièrement à la prise de l'île de Cassandria ou Catzand, le 28 juillet 1794. Au récit de cette glorieuse expédition, la convention nationale décréta qu'il serait fait mention dans son procès-verbal de la conduite courageuse des troupes employées à cette conquête, et que les noms des officiers qui les commandaient y seraient mentionnés. Parmi les noms de ces braves se trouvent ceux du vicomte de Maureillan et de son frère Victor Poitevin. M. de Maureillan, étant colonel de génie, se conduisit avec une telle bravoure à Austerlitz que l'empereur l'éleva au grade de général de brigade. Il le nomma peu après inspecteur-général des fortifications. Il se distingua de nouveau pendant la campagne de Russie, et surtout à la bataille de la Moskova. On lui confia le commandement de Thorn, où il fit de nombreux travaux de défense. Il s'y maintint jusqu'au 6 avril 1813, mais alors il fut obligé de rendre cette ville à l'ennemi, n'ayant avec lui que des troupes étrangères sur lesquelles il ne pouvait plus compter. L'empereur fut irrité de l'abandon de Thorn; il fit examiner la conduite du général Poitevin, et ne lui confia plus de commandement. Mais Louis XVIII l'employa, et l'éleva au grade de lieutenant-général, le 26 avril 1814. M. de Maureillan fut chargé de tracer la ligne de démarcation des frontières de l'est et du nord. Nommé alors chevalier de Saint-Louis et commandeur de la légion d'honneur, il reçut la croix de grand officier de cet ordre pour récompenser sa conduite pendant la guerre d'Espagne, en 1823. Il est mort à Paris en 1839.

POLIGNAC (YOLANDE-MARTINE-GABRIELLE DE POLASTRON, duchesse de), connue surtout par l'affection toute particulière que lui montra la reine Marie-Antoinette, naquit vers l'année 1749. Douée de beaucoup d'agréments, Yolande épousa, en 1767, le comte Jules de Polignac, qui descendait de la famille de ce nom, anciennement puissante, mais depuis long-temps moins favorisée de la fortune. Bien que la comtesse Jules eût été présentée à la cour à l'époque du mariage de Marie-Antoinette, alors dauphine, elle vivait habituellement, par économie, dans une terre de son mari, à Claye. Cependant elle parut enfin dans quelques bals à Versailles; elle y fut remarquée, et elle acheva d'intéresser la jeune reine en ne taisant pas l'obstacle qui récemment s'était opposé à ce qu'elle assistât aux fêtes données à l'occasion du mariage des frères de Louis XVI. Si l'amitié qui du haut du trône fait un choix dans des conditions moyennes devient souvent redoutable par ses suites, elle a quelque chose de si désintéressé, de si flatteur, qu'elle doit subjuguier d'abord. Peut-être même la comtesse Jules, sincèrement touchée des bontés de la reine, en eût-elle joui volon-

tièrement sans aucun éclat; mais Marie-Antoinette avait tout le laisser-aller de ces temps de mollesse et d'inconséquences. Un jour, elle mit si peu de réserve, au milieu d'une solennité publique, dans les démonstrations de son amitié, que la comtesse devint dès lors, et vraisemblablement au-delà de ses vœux, l'objet de l'attention envious des courtisanes. On assure que les séductions d'une faveur si franche ne préoccupaient pas M<sup>me</sup> de Polignac au point de lui en cacher l'écueil, et qu'elle songea sérieusement à se retirer. Mais d'autres conseils prévalurent: on se flattait dans sa famille de partager bientôt les avantages que cette liaison pourrait offrir. La comtesse écrivit donc une lettre d'adieu conçue de manière à l'empêcher de s'écloigner. Elle y disait à la reine, au milieu des expressions de la plus tendre reconnaissance, que le départ auquel elle était résolue n'avait pas pour principal motif la difficulté de se montrer convenablement à la cour: mais qu'elle craignait surtout un refroidissement presque certain à cause de la différence des rangs, et qu'elle livrerait à l'animosité de bien des rivales. C'était décider Marie-Antoinette à prendre des moyens efficaces pour placer sous sa puissante protection une amie si chère, et craintive avec tant de délicatesse. Elle fut d'abord installée au haut de l'escalier de marbre de Versailles, dans un appartement qui seul aurait été une grande distinction, et pour dissiper encore mieux ses inquiétudes en commençant à lui assurer un sort, la place de premier écuyer, devenue vacante peu de temps après, fut donnée à son mari, simple colonel. Ce ne fut qu'en 1780 que le roi le fit duc héréditaire. L'attachement de la reine ne se démentait pas; elle appelait M<sup>me</sup> de Polignac son amie. Elle lui rendait des visites si assidues, particulièrement au moment de ses couches, que tout Paris s'occupait de la favorite, quoique rien encore à son sujet ne donnât de l'ombrage, excepté cette intimité dont on calculait d'avance les divers résultats. En 1782, la princesse de Rohan-Guéméné fut obligée de quitter ses fonctions auprès du dauphin. Il parut que Marie-Antoinette songea aussitôt à lui substituer la duchesse de Polignac; M<sup>me</sup> Campan le dit expressément dans ses Mémoires. Mais Desvaulx a prétendu, dans les siens, qu'à cette époque l'amitié de la reine était déjà affaiblie, et que si M<sup>me</sup> de Polignac avait été nommée en effet gouvernante des enfants de France, elle l'aurait dû à ce qu'il avait intéressé l'amour-propre de cette princesse en observant qu'elle paraissait n'avoir pas même conservé le naturel ascendant d'une mère, si toute autre personne était préférée par le roi dans cette occasion. Rien ne confirma par la suite cette supposition de refroidissement de la reine. Lorsque la duchesse eut accepté, malgré son habitude un peu paresseuse ou son éloignement pour une inquiétante responsabilité, et lorsque le duc de Polignac eut été nommé surintendant des postes, Marie-Antoinette passa une partie des journées auprès de son amie, où à la vérité des sentiments maternels pouvaient aussi l'appeler. Elle y allait dîner plus librement après s'être montrée par devoir à la table du roi, et elle avait pris des mesures pour que ce surcroît de dépense ne fût pas à la charge de la duchesse. Elle lui avait pu de s'être résignée à cette position brillante, qui, chez une personne d'un caractère plus doux qu'ambitieux, demandait en effet quelque dévouement. M<sup>me</sup> de Polignac eut la satisfaction de se maintenir dans les bonnes grâces de la reine; mais elle ne réussit pas toujours aussi bien dans le monde. Elle y était simple avec trop de simplicité: elle n'avait pas de certains défauts sans lesquels on ne doit obtenir à la cour que de faibles succès. On lui trouvait trop de froideur envers les gens empressés que l'étiquette conduisait chez elle le dimanche, jour où elle ne pouvait enlever de recevoir; il lui manquait de cacher son ennui avec un art qui dès long-temps était le premier de tous dans l'ancien palais de Louis XIV. Elle passait le reste de la semaine aussi paisiblement qu'il lui était possible, regrettant quelquefois une vie plus indépendante, et restant inaccessible aux tourments de la jalousie, comme au trouble de projets ambitieux. Mais indirectement comblée des faveurs de la cour, ainsi que

le duc son mari, elle fut soupçonnée d'abuser de son ascendant et même de conseiller les machinations attribuées à la reine dans les premiers temps de la révolution. On imputait aussi au Polignac de n'avoir été rien moins qu'étrangers à la dilapidation des revenus de l'état. La duchesse parut n'apprendre qu'avec beaucoup d'étonnement qu'elle fût ainsi devenue un des objets de l'animadversion publique. Le mal était irréparable en 1799, elle quitta Versailles par l'ordre même du roi et de la reine, dans la nuit du 16 au 17 juillet: Marie-Antoinette fut très affectée de cette séparation, dont peut-être les deux amies prévoyaient la durée. M<sup>me</sup> de Polignac se rendit en Suisse avec son mari, sa fille et sa belle-sœur, et de là ils allèrent à Vienne. En 1791, elle reçut de Louis XVI plusieurs lettres datées des Tuileries; elles ont été conservées, et elles prouvent que ce prince partageait, à l'égard de la gouvernante du dauphin, les sentiments de Marie-Antoinette. Le duc de Polignac resta d'abord en Allemagne: il se chargea du rôle d'agent des frères de Louis XVI auprès de la cour d'Autriche. Quant à la duchesse, le malheur du roi et ce qu'elle sut des chagrins de la reine, dont on lui laissa ignorer la mort, l'affligèrent profondément. Elle succomba, à l'âge de quarante-quatre ans, le 9 décembre 1793. On géra sur sa tombe, comme un honorable témoignage de sa fidèle reconnaissance, que ses jours avaient été abrégés par la douleur. Sans avoir jamais été citée au nombre des belles femmes, elle n'avait pas fait moins de sensation que la plupart d'entre elles: ce charme avait consisté surtout dans une physionomie spirituelle, et qui, avec une grande égalité d'humeur, annonçait une bienveillance inépuisable. Elle fut vivement regrettée de ses amis; ils prétendaient d'ailleurs qu'elle avait donné à la reine les conseils les plus judicieux. Le duc partit pour la Russie, et reçut de Catherine une terre dans l'Ukraine. La restauration ne l'a pas ramené en France: il est mort à Pétersbourg, en 1817. On a imprimé à Londres, en un volume in-12, *Mémoires de la duchesse de Polignac*. On croit que ce sont les mêmes que ceux publiés à Paris, en 1801, écrits par M<sup>me</sup> Diane de Polignac, et formant un petit in-18.

POLIGNAC (JULES-AUGUSTE-ARNAUD-MARIE, prince de), est né en 1780; il était le second fils du duc Armand de Polignac, et de M<sup>lle</sup> de Polastron, femme qui eut le malheur d'être l'amie de Marie-Antoinette aux jours de la prospérité, et de laisser sa place à une étrangère aux jours de l'infortune et du péril. Il est vrai que le souvenir de cette apparente ingratitude a pu se perdre dans l'éclat du dévouement de ses enfants, car les échafauds qu'ils ont bravés valent les poignards sous lesquels tomba la princesse de Lamballe. Cependant quand on se rappelle la place qu'occupait à Versailles cette favorite célèbre, on ne peut s'empêcher de regretter qu'elle n'ait pas su se trouver une dans la prison du Temple. Les Polignac sont du très petit nombre de ces vieilles familles féodales, autrefois souveraines, dont le temps a épargné le lignage et la condition. Encore avaient-ils momentanément terni l'éclat de leur nom. Après avoir brillé au rang des hauts barons du royaume, à titre de seigneurs immédiats dans le Velay, ils étaient peu à peu tombés dans cette obscurité qui a tour à tour eue les plus nobles races de la chrétienté, et où faillirent se perdre les Ségur et les Adhémar de France, comme les Birac d'Espagne, qui pourtant comptaient le Cid au nombre de leurs aïeux. La splendeur de leur maison fut relevée par la faveur de la reine, femme de Louis XVI. On sait les largesses dont ils furent comblés. Sept cent mille livres de traitements ou pensions reversibles d'un membre sur l'autre n'étaient pas tout ce que cette famille obtint de la libéralité d'un roi dont la bonté fut souvent de la faiblesse. Ils y joignirent encore des concessions de terres et de peages. Aussi, lorsque la découverte du fameux lièvre rouge eut révélé à la nation les folles prodigalités de la cour, Mirabeau s'écriait-il, en comparant leur partage à celui des représentants d'un héros: «Mille écus à la famille d'Assas pour avoir sauvé l'état, un million à la famille Polignac pour l'avoir perdu!» Cette exclamation du fougueux orateur n'était que l'écho des malédic-

tions populaires. La haine générale s'était attachée à la favorite et à tout ce qui portait son nom. Elle et ses parents se latèrent de fuir au moment où les premières troubles de la révolution firent craindre que cette haine ne réalisât ses menaces. Chose remarquable, et non encore observée à notre connaissance, les Polignac furent les premiers en grès. Il leur convenait d'enseigner ainsi la route de l'exil à toute leur caste; car nul, parmi ceux qui se disaient gentilshommes de vieux sang, ne portait au fond de son cœur un plus indélébile levain d'aristocratie. Avec eux s'en allait un enfant de neuf ans, Jules. L'objet de cet article, qui commençait ainsi des son jeune âge le rude apprentissage des vicissitudes et des proscriptions. Il lui fallut bien tôt subir le sort des bannis. Il alla chercher aux pieds des trônes étrangers un rayon douteux de cette faveur royale à laquelle avaient été accoutumés les premiers aïeux, et sans doute ses services offerts trouvaient plus d'un refus, puisqu'il fut contraint d'accepter de l'emploi en Russie. Il y resta peu de temps, et revint en Angleterre, auprès du comte d'Artois, qui le nomma son aide-de-camp. Un jour, le jeune militaire, devenu homme d'état, devait aussi se faire l'aide-de-camp de son prince, devenu roi, dans un aventureux combat où la dynastie périrait! Il ne demeura pas long-temps oisif dans la Grande-Bretagne. Il rompit son ban, et vint en France apporter le secours, non de sa tête, mais de sa main, à ces conspirations qui essayaient d'arrêter la fortune victorieuse de Bonaparte. Des souvenirs peu fidèles et évanescents par une haine récente ont, à l'époque de son dernier jugement, rappelé l'histoire de la machine infernale, comme s'il eût trompé dans ce complot. Un homme bien informé, M. le comte Rêal, les a démentis dans une lettre lue par M. de Martignac devant la chambre des pairs. Cet ancien fonctionnaire y affirme que le nom de M. de Polignac ne se rencontre dans aucun des documents du procès instruit à cette occasion, et l'on conçoit sans peine qu'il ait été étranger à un crime aussi lâche qu'atroce. Sa complicité dans les tentatives ou plutôt dans les projets de Pichegru et de Moreau est plus vraisemblable. Elle lui valut une condamnation à deux années de détention: condamnation qu'il voulait échanger contre une autre plus sévère, dont son frère allait être frappé. Le peine de mort était requise contre le duc Arnaud, à l'adulter ainsi que lui devant le tribunal criminel spécial de la Seine. «Je suis seul, dit alors le comte Jules à ses juges; sans fortune, sans état; je n'ai rien à perdre: mon frère est marié; ne réduisez pas au désespoir une femme vertueuse; et, si l'un de nous doit périr, que ce soit moi. Sauvez mon frère!» Cela est bien, très bien. Toutefois il ne faut pas s'exagérer le prix de cette générosité. D'abord de tels dévouements sont, en général, peu coûteux; car on sait bien que la vindicte publique n'accepte point une substitution de tête pour l'échafaud: un marché pareil ferait pousser des cris d'horreur au peuple qui en serait le témoin. Enagie l'idée du sacrifice n'a pas même le mérite de la spontanéité. Quelque chose de semblable se retrouve dans toutes les histoires; si bien qu'à la longue cet héroïsme est devenu en quelque sorte un accessoire naturel du rôle d'un conspirateur, et presque une des bienséances de sa position. Il en est de cela comme de ces mots heureux trouvés par de grands écrivains, puis répétés par le vulgaire des gens de lettres: c'était du génie chez les inventeurs, ce n'est plus que du lieu commun chez les autres. M. de Polignac fut enfermé d'abord dans le château de Vincennes, et puis dans le fort de Ham, prison qu'il devait revoir. A l'expiration de sa peine, la liberté ne lui fut point rendue. Suivant le mode tyrannique du gouvernement impérial, on le tint administrativement comme prisonnier d'état; seulement on adoucit la rigueur de sa captivité en le transférant, ainsi que son frère, le duc Arnaud, à qui Bonaparte avait fait grâce de la vie, dans la maison de santé du docteur Belhomme, au faubourg Saint-Antoine. Il y trouva un autre homme, coupable comme lui du crime d'avoir inquiété le pouvoir de Napoléon, le général Morel, gentilhomme aussi, mais demeuré fidèle au culte de

la liberté, malgré les souvenirs de son origine et l'entraînement des faveurs d'une royauté nouvelle. Le communisme du malheur établit une étroite liaison entre le général et les deux frères, nonobstant la diversité de leurs opinions politiques, et l'on assure même que les deux émigrés prirent part à la conspiration du républicain. Cette alliance, bien qu'inconséquente, ne serait point invraisemblable, témoin l'exemple que nous avons encore aujourd'hui d'un rapprochement pareil. Mais ce qui en rend la supposition peu croyable, c'est la supériorité d'esprit et la trempe d'âme de Malest. Cet homme devait être d'une trop haute portée pour ne pas juger immédiatement la nullité de ses compagnons; et, pour lui, leur concours n'eût été qu'un inutile embarras. Il faut bien, au reste, que la police de l'empereur, pourtant assez ombrageuse, en ait jugé ainsi, puisque l'explosion du complot du général ne fit point resserrer les liens des deux frères. Il paraît même qu'on se plut à les relâcher, car, au bout de quelque temps, les captifs s'évadèrent. Bientôt ils rentrèrent en France à la suite des Bourbons, ramenés par les événements de 1814. Le comte Jules fut alors nommé maréchal-de-camp et inspecteur-général des gardes nationales. Il fut en même temps chargé d'aller établir l'autorité royale dans la 10<sup>e</sup> division militaire, mission dont il s'acquitta avec succès. Il fut aussi désigné pour le poste de ministre plénipotentiaire à Munich, emploi qu'il n'accepta pas. Il paraît que cette fonction était une sorte de disgrâce ou du moins un moyen d'éloigner un homme dont la présence était regardée par Louis XVIII comme peu favorable à l'affermissement de son gouvernement. M. de Polignac était en effet du nombre de ces anciens nobles, ennemis de l'ordre de choses fondé par la charte, et secrètement animés du désir de rétablir celui que la révolution de 1789 avait renversé. Ces hommes, parmi lesquels on comptait MM. de Rivière, de Bruges, de Vitrolles, etc., se groupaient autour du comte d'Artois, et le présentaient comme un point de ralliement aux vœux et aux espérances des royalistes absolus, pour qui Fouché trouvait le nom d'ultra. Une autre mission diplomatique fut alors confiée au comte de Polignac, et celle-là était plus conforme à ses goûts et à ses habitudes. Louis XVIII l'envoya à Rome. Il y reçut une marque particulière de la faveur du pape, qui le créa prince, distinction assez insignifiante, même aristocratiquement parlant; car les titres d'Italie, et surtout les titres romains, n'ont, comme on sait, aucune valeur depuis le quinzième siècle. Pendant les cent jours, M. de Polignac accompagna Louis XVIII à Gand. Il le quitta bientôt pour venir, sur les frontières de la Savoie, rallier les royalistes dispersés. Il y courut des périls, et fut même une fois enveloppé par les avant-postes français, auxquels cependant il eut le bonheur d'échapper. Des intelligences qu'il avait su se ménager dans Grenoble le mirent à même de hâter la reddition de cette place. Il fut ensuite nommé commandant supérieur de la Provence et du Dauphiné. Le 17 mars 1816, ses services furent récompensés par sa promotion à la pairie; mais le nouveau pair se montra peu empressé de jouir de sa dignité. Lui et quelques autres représentants de l'opinion royaliste exagérée, MM. de Périgord (le cardinal), de Viommesnil et de Labourdonnaie-Blossac, refusèrent de prêter le serment demandé à chaque membre avant son entrée en fonctions. Ils énoncèrent trois causes de leur refus : 1<sup>o</sup> l'intérêt de la religion, qui leur paraissait blessé par le serment; 2<sup>o</sup> la connaissance des termes de ce serment, qui ne leur avait point été donnée avant la prestation exigée; 3<sup>o</sup> la circonstance que ces termes n'étaient point eux-mêmes prescrits par le règlement de la chambre. Cette attitude hautaine, prise vis-à-vis du roi par des serviteurs qui lui rendaient des difficultés en échange de ses faveurs, aurait bien mérité d'être punie par une ordonnance de révocation, et le vieux et sévère monarque ne se serait probablement pas refusé le plaisir de cette justice s'il eût été maître de ses décisions; mais il obéissait, malgré lui, aux exigences du parti de sa dynastie. Au lieu de sévir, il flatta. Il donna, dans son discours d'ouverture de la session,

des explications que répéta avec plus de détail une lettre écrite en son nom par son ambassadeur à Rome, et dont il résultait que la religion n'avait point à s'alarmer du serment demandé. Alors, satisfait de cette concession, faite moins aux intérêts du ciel qu'au crédit de leur parti, les dissidents accomplirent la formalité et siégèrent. On a prétendu que M. de Polignac avait esquissé la prestation et pris place à la chambre sans avoir jamais juré. Mais outre qu'on ne conçoit pas comment la chose eût été possible avec les habitudes de l'assemblée et le contrôle de l'opposition, M. de Polignac l'a officiellement dénié, et il est en cela tout-à-fait croyable; car quel eût été le but de cette espèce de surprise qui, sans utilité pour son opinion, l'eût perpétuellement tenu dans un flagrant délit susceptible d'être à tout moment découvert? En 1816, il épousa miss Campbell, riche héritière catholique écossaise, issue de la puissante famille de ce nom. Le 30 avril de la même année, un projet de loi fut présenté à la chambre des députés, ayant pour objet de rendre à MM. de Polignac la terre de Fenestrange. Cette terre, autrefois riche baronnie dépendante du domaine de l'état, avait été engagée à leur père, sous le règne de Louis XVI, moyennant une finance de douze cent mille francs. Mais le paiement de cette finance n'avait eu lieu que fictivement, parce que le roi en avait fourni le montant à l'engagiste. Aussi l'assemblée nationale, qui trouva dans le livre rouge la preuve écrite de cette collusion, annula-t-elle l'engagement. C'était ce décret d'annulation qu'il s'agissait de faire révoquer. Mais il était si solidement motivé par le seul exposé du fait, que la révocation ne put être obtenue ni de la chambre de 1816, ni de celle de 1817, à qui le projet fut présenté de nouveau après avoir été rejeté par la législature précédente. En 1823, M. de Polignac fut nommé ambassadeur à Londres. Certes sa capacité diplomatique devait être bien au-dessous d'un pareil emploi; mais sa position lui valut le bonheur d'attacher son nom à un acte glorieux. Il signa, pour la France, le traité qui autorisa l'expédition de Grèce, et quelle qu'il ait été sa médiocrité comme homme d'état, il fit du bien comme particulier. Il usa même du crédit de son nom et de sa place pour servir des Français que l'ardeur de leur dévouement à des opinions opposées avait fait proscrire. Les actes de son obligeance envers eux ont été racontés par M. de Martignac dans son plaidoyer. Qui l'eût cru? l'ambassade de Londres ne suffisait pas à l'ambition du prince. Il voulait être ministre, et ministre dirigeant! Ses prétentions, appuyées, depuis l'avènement de Charles X, par la prédilection de ce monarque, donnèrent souvent bien des inquiétudes à M. de Villele. L'ambassadeur ne demandait pas un congé pour venir revoir son pays, que le président du conseil ne lui supposât le dessein d'y venir chercher un porte-feuille, et les journaux de l'opposition s'amusèrent beaucoup de ces terreurs paniques, qu'ils grossissaient peut-être sciemment; car il n'était personne, de moins hors du cercle des courtisans, qui se persuadât si facilement qu'on voulait confier les rênes de l'état à un homme ainsi incapable et aussi impopulaire. La chose n'était pourtant que trop vraie! Charles X, qui avait apparemment pris au sérieux le nom de roi-chevalier, voulait tenter une croisade au profit de l'ancien régime contre le nouveau, et M. de Polignac était depuis longtemps le lieutenant qu'il s'était choisi au fond du cœur. Donc, au milieu de la trêve qu'avait amenée entre le parti de la cour et celui de la nation l'habileté de M. de Martignac, alors que l'esprit conciliant et le tact heureux de cet homme distingué semblaient endormir toutes les haines et préparer la fusion de toutes les opinions, le calme inaccoutumé dont la France jouissait depuis si peu de temps fut tout à coup troublé par un bruit sinistre. Le 6 août 1829, le ministère de M. de Martignac fut dissous pour faire place à un ministère nouveau, où figurèrent en première ligne MM. de Polignac, de Bourmont et de Labourdonnaie. Le nom seul de ces trois champions de la cause royale était le défi d'un combat à mort. Labourdonnaie, l'homme des catégories Bourmont, le transfuge de Waterloo!

Polignac, l'émigration incarnée ! On sentit que la contre-révolution venait de jeter son gant, et, de toutes parts, les défenseurs de la cause nationale se disposèrent à le relever. D'éclatantes protestations eurent lieu : des préfets, des conseillers d'état donnèrent leur démission : M. de Clathembriand résigna son ambassade, et M. de Rigny refusa le porte-feuille de la marine, qui lui avait été confié. M. d'Hausser le remplaça. Ce fut un singulier spectacle que celui du ministère en face d'une chambre où il n'avait que la minorité, et où la majorité s'attendait à tout moment à la présentation de quelque projet bien imbécile des idées d'autrefois, qui engagerait la grande bataille entre les hommes du gouvernement et les représentants de la France. Mais ce n'était pas à la tribune que cette querelle devait se vider. Le reste de la session n'offrit que des discussions assez tièdes sur des objets étrangers au grand intérêt qui préoccupait tous les esprits. Un seul incident y fut remarqué. M. de Polignac voulut un jour prendre la parole. Son improvisation avorta, comme disent les Anglais, au bout de quelques phrases, dans lesquelles il lui échappa deux ou trois solécismes. Nous ne dirons point maintenant des faits qui sont connus de tout le monde, et qui ne sont pas d'ailleurs des particularités de la vie du personnage objet de cette notice : la fameuse adresse des deux cent vingt-sept, leur réélection après la dissolution de la chambre, les dissentiments qui amenèrent l'éloignement de M. de Labourdonnaie, son remplacement par M. de Peyronnet, la retraite de MM. Chabrol et Courvoisier, l'entrée au cabinet de MM. de Chantelauze et de Guernon-Ranville. Nous toutefoix deux choses comme leçons historiques : l'annihilation du sort des militaires, dont les retraites beaucoup trop modiques furent augmentées par une ordonnance contre-signée Bourmont, et la guerre d'Alger, entreprise malgré la jalousie de l'Angleterre. Un pouvoir impopulaire fait souvent des choses utiles pour racheter sa défaveur. C'est ainsi que chez nos voisins le ministère du duc de Wellington a consommé l'émancipation des catholiques, œuvre que n'avait osé tenter aucun des ministères anglais. Mais la gloire même d'Alger, conquise en quelques jours, fut ce qui acheva de perdre le ministère Polignac. Il crut pouvoir risquer le grand coup à l'ombre de cette gloire, et les ordonnances perirent : malheureux signal d'une courte lutte, trop ensanguinée par d'effreux combats ! Après le roi, M. de Polignac fut son principal auteur, et il eut aussi la plus grande part dans les maux qu'amena leur publication. Un moment, une conciliation fut possible entre le gouvernement et la population irritée. Des députés courageux étaient allés porter des paroles de paix aux ministres. M. de Peyronnet, le maréchal Marmont, les officiers-généraux, tous ceux qui les entouraient se prêtèrent avec empressement à une médiation. Seul, le président du conseil demeura inflexible, et refusa de voir les députés. Telle était son opiniâtreté, que quand on vint l'avertir de la defection de la troupe de ligne, qui passa de toutes parts du côté du peuple, il répondit : « Eh bien ! il faut se faire tirer aussi par la ligne : je propose que son défendeur a essayé de nier, mais peu heureusement, il faut le dire. Toutefois, en ces tristes instants, où la conduite de l'autorité fut à la fois si cruelle et si mesquine, le prince eut un moment de noblesse. Quand MM. d'Argout et de Sémostville furent arrivés à Saint-Cloud, où ils allaient demander son éloignement en même temps que la révocation des ordonnances, il les avait précédés d'un moment dans le cabinet du roi. Il en remonta aussitôt, et leur dit ces paroles qu'ils ont rapportées dans leurs dépositions : « Vous savez, messieurs, quel devoir vous croyez remplir en venant ici dans les circonstances présentes. J'ai informé le roi que vous étiez là. Vous m'accusez : c'est à vous d'entrer les premiers. » Certainement ce langage ne manque ni de dignité, ni même d'une sorte de grandeur, et il est particulièrement remarquable par la présence d'esprit qu'il suppose en un moment où le trouble eût été bien excusable. Quand les destins de Charles X eurent été fixés, et qu'il eût pris la route de l'exil, M. de Polignac se sépara de lui comme les au-

tres ministres. Caché parmi les domestiques de M<sup>me</sup> La-pelletier de Saint-Fargeau, ce déguisement aurait pu le sauver ; mais une vanité, qui paraît être chez lui le défaut dominant, ne lui permit pas de jouer convenablement son rôle. Les bijoux qu'il continua de porter, les regards de sa prétendue maîtresse, l'attention qu'on eut de lui donner à Granville la plus belle chambre de l'auberge, la hauteur avec laquelle il parla à des routiers, l'eurent bientôt trahi. « Si c'était à Polignac ! » dit un de ces hommes piqué du ton de ses observations. A ces mots, on se souvint de l'ex-ministre, qui, amené de Granville à Saint-Lô, faillit y être mis en pièces par la multitude. Bientôt eurent lieu sa translation à Vincennes et son jugement. Il eut pour avocat devant la chambre des pairs, ce même comte de Martignac dont il avait naguère rayer la disgrâce, et qui prononça en sa faveur un plaidoyer fort remarquable, sinon de chaleur, au moins d'élévation, de modération et de goût. Parmi tous les accusés, il fut le plus sévèrement puni. A la captivité perpétuelle prononcée contre eux, on joignit pour lui la mort civile, peine imaginaire et qui n'est guère qu'un embarras domestique. M. de Polignac est maintenant réuni à ses trois compagnons d'infortune dans la prison de Ham, où, à défaut d'autres plaisirs, il se prodigue, dit-on, celui de la table. Cet ex-ministre, cause de tant de malheurs, n'était cependant point un méchant homme. Dans sa conduite privée, il s'est toujours montré bon et honorable. Mais dominé par des préjugés de caste, de famille et d'éducation, que son sens étroit ne lui permit pas de corriger ; incapable même de comprendre les leçons d'une expérience pourtant assez dure et assez prolongée : plein d'ailleurs d'une obstination et d'un amour-propre qui sont habituellement le partage des petits esprits, il eut de bonne foi la ridicule pensée de se croire appelé à une haute mission politique. Dans le parjure qu'il conseilla à son souverain, il ne vit probablement que la tentative du recouvrement des droits légitimes de la couronne, et dans le combat livré par ses ordres aux citoyens, que le châtiement d'une troupe de rebelles. Quand on considère l'incapacité profonde du vieux roi et de son favori, et qu'on songe à l'influence immense exercée par ces deux hommes sur les destins d'un royaume, on se sent saisi d'une grande pitié pour cette pauvre humanité dont la providence abandonne le sort à de telles mains.

POLYLOGUE. Voyez STANISLAS-AGOSTA, au Supplément.

POMARE II, roi de Taïti. Ce souverain de la plus grande des quatre-vingt îles qui forment le groupe de la Société, naquit vers 1780. Son père Oton, dont il est question dans les voyages de Cook, ne régnait d'abord que sur une petite partie de Taïti ; mais il sut si habilement tirer parti des querelles et des guerres qui s'élevaient sans cesse entre les maîtres du reste du territoire, qu'il parvint peu à peu et presque sans coup férir, à réduire l'île entière sous sa puissance. Dès lors il prit le nom de Pomaré I<sup>er</sup>, et se fit proclamer. En 1793, *farkee-rahai*, c'est à dire roi de Taïti. Vers 1796, il abdiqua en faveur de son fils Pomaré II, âgé d'environ dix-sept ans. A cette époque, les Taïtiens étaient encore plongés dans une idolâtrie, qui, malgré la douceur de leur naturel, les portait, en certaines occasions, à immoler des victimes humaines, à tuer leurs enfants nouveau-nés et à commettre d'autres crimes contre nature. En 1797, des ecclésiastiques anglais, envoyés par la société des missionnaires de Londres, arrivèrent à Taïti, et y furent bien accueillis, surtout de la part du roi et de sa famille qui les gratifièrent du district de Motawai, et d'une vaste maison construite en bois et sûre sur la côte. Mais là se borna aussi tout leur succès, car ils ne purent opérer aucune conversion. Ce ne fut que bien long-temps après, en 1817, que Pomaré II embrassa le christianisme, et résolut de le propager parmi ses sujets. Les mesures violentes qu'il employa à cet effet produisirent une sanglante réaction, par suite de laquelle lui et les nouveaux convertis furent obligés de chercher leur salut dans la fuite. Ce revers ne ralentit pu nt le zèle de Pomaré : il passa dans l'île voisine d'Eimeo, où il rassembla de nouvelles forces, revint à Taïti, et subjugué les re-

helles malgré la vive résistance qu'il lui opposèrent. Après la victoire, il les apostropha en ces termes : « Si j'étais encore païen, je vous ferais tuer tous tant que vous êtes ; mais je suis chrétien, et ma religion m'enseigne à aimer mes ennemis et à leur pardonner ; or, je vous aime, et je vous pardonne. » Ces paroles firent une telle impression sur les insulteurs qu'ils se convertirent tous au christianisme. Pomme fidèle à la morale de l'évangile, à constamment travaillé à la civilisation et au bien-être de ses sujets ; il a donné de sages lois, bâti des églises, établi des tribunaux, fondé des écoles et encouragé l'industrie. Il s'occupait du projet de faire participer les autres îles de la Société aux mêmes avantages, lorsque la mort l'enleva le 7 décembre 1821. Après son décès, le gouvernement fut confié à sa veuve la reine Omnia, en qualité de tutrice de son fils mineur, Pomme III. Cette régente, qui gouverne encore actuellement, a dignement continué l'œuvre commencée par son époux. Les Taïtiens d'aujourd'hui se font remarquer par leurs vertus religieuses et civiles ; ils consacrent les fêtes et dimanches entièrement aux exercices du culte, et ne se permettent ces jours-là ni travail ni réjouissances, pas même le soin de préparer la nourriture ; ils respectent scrupuleusement la propriété, gardent la foi à tout le monde, même aux dépens de leur vie, et vivent dans une grande abstinence. Depuis 1828, les missionnaires anglais ont établi à Taïti une imprimerie qui a déjà fourni un bon nombre de livres religieux et une *Grammaire du dialecte taïtien de la langue polynésienne*.

POMME (P.) médecin et praticien habile, né à Arles, vers 1738, fut reçu docteur à la faculté de Montpellier, et exerça long-temps sa profession dans sa ville natale. La réputation que son savoir lui acquit le fit appeler à Paris, où des cures désespérées, heureusement entreprises par lui, augmentèrent sa célébrité. Parvenu à acquiescer par son travail un capital de six cent mille francs, ce médecin se retira à Arles, où il est mort en 1812. Ses succès et sa grande fortune n'avaient point altéré le noble désintéressement qu'il apportait dans ses soins donnés aux malades. Il répétait souvent que les riches le payaient pour « ceux qui ne l'étaient pas. » Sa méthode, toute contraire dans ses applications pratiques à celle de l'incitation devenue célèbre en Angleterre, en Italie et en Allemagne, après la mort de Brown, son auteur, a été renouvelée et enseignée de nos jours par des hommes d'un rare talent. Quoique le brownisme ait trouvé en France des son origine peu de partisans, et qu'aucun médecin n'osât s'en déclarer ouvertement le sectateur, ce système, proscrit dans la chaire des professeurs et dans les écrits les plus estimés, s'était réfugié dans la pratique vulgaire, et avait trouvé un accès facile dans l'esprit du plus grand nombre des médecins. Les plus célèbres d'entre eux ne lui firent pas en tout contraires, et ceux même qui le flétrissaient en public du nom réprouvé du système, n'en adoptaient pas moins ses principes de thérapeutique. Mais l'homme restait inébranlable dans les siens ; il ne se hâta pas à attaquer le brownisme avec toute l'énergie de son caractère vif, impétueux, mais franc dans la discussion ; il le refusa dans un écrit qui fut lu avec intérêt. On a de Pomme les ouvrages suivants : 1° *Essai sur les affections vaporeuses des deux sexes*, 1760, in-12, 2° *Traité des affections vaporeuses des deux sexes*, 1767, 1776, 1782, in-8° ; nouv. édit., publiée au Louvre aux frais du gouvernement ; nouv. édit., 1769 et 1792, in-4° ; autre, avec notes de M. Elot Johanneau, Paris, an 3, a vol. in-8°. Cet ouvrage a été traduit en allemand par Ad. Gladbach, Berlin, 1775 ; et en italien, Novare, 1792, in-12 ; 3° *Recueil de pièces, publiées pour l'instruction du procès que le Traité des vapeurs a fait naître parmi les médecins*, 1781 ; 4° *Mémoires et observations critiques sur l'abus du quinquina*, nouv. édit., Arles, 1803 ; 5° *Supplément au Traité des maladies vaporeuses des deux sexes*, 1804. Parmi les pièces que renferme ce Supplément, on trouve une *Refutation de la doctrine de Brown*, des *Observations sur le galvanisme*, sur le quinquina, etc. M. Elot Johanneau a donné une notice sur le docteur Pomme, son ami, dans la *Bibliothèque historique de M. Ch. Pougens*.

POMMIÉS (N.), professeur de mathématiques à Paris, depuis 1800, est né dans cette ville, vers 1774. En 1808, il ouvrit au Louvre avec M. Fayolle un cours de géométrie ordinaire et de géométrie descriptive, sous les auspices de M. Frochet, préfet de la Seine. Ce cours gratuit était destiné à vingt-quatre élèves pris dans les deux sections de Paris. Il eut beaucoup de succès ; car après la première année d'études, presque tous les élèves répondirent aux examens de la manière la plus satisfaisante. Le préfet de la Seine, sur le rapport qu'on lui en fit, écrivit une lettre de félicitation à MM. Pommiés et Fayolle ; elle est insérée dans le *Moniteur* du 24 prairial an 10, avec les noms des élèves qui s'étaient le plus distingués aux examens, et parmi lesquels on en comptait qui avaient été reçus à l'école polytechnique. M. Pommiés, nommé depuis professeur à l'école des ingénieurs du cadastre, a publié un ouvrage très estimé, intitulé : *Manuel de l'ingénieur du cadastre*.

PONCE-CAMUS (MARIE-ÉLIE), peintre d'histoire et l'un des meilleurs élèves de David, est né à Paris, en 1776. Il fit ses études au collège des Quatre-Nations, et en sortit pour entrer chez un notaire ; mais un goût particulier l'entraîna vers les arts du dessin, et sa famille lui permit enfin de s'y livrer entièrement. Admis à l'école de David, il fut obligé d'interrompre ses études pour se rendre aux armées. Il ne fit qu'une campagne, et sur l'ordre du directeur, il revint continuer ses travaux à l'école de David. En 1798, il exposa pour la première fois des portraits qui obtinrent le suffrage de ses rivaux. Son tableau de l'abbé de l'Épée parut à l'exposition de 1802. Le genre de ses études l'appela aux tableaux d'histoire : le premier qu'il exposa, en 1804, était Eginard et Emma, qui mérita le prix d'encouragement. À l'exposition suivante, il eut encore le prix pour son tableau de Robespierre et Poppo. C'est à lui qu'on doit le portrait du maréchal Mortier, duc de Trévise, placé dans la salle des Maréchaux, au palais des Tuileries. En 1808, il exposa l'Empereur Napoléon au tombeau du grand Frédéric, et peu après Napoléon à Ostende, qui lui valut un nouveau prix au salon de 1810. La Mort de Jacques Delille fut exposée en 1814, et le tableau d'Évandre en 1817. Dans ce dernier il prouve qu'il savait traiter dignement le haut style du genre héroïque. Il le prouve encore plus dans le tableau d'Alexandre chez Apelles, dont l'exposition publique fut fondue en 1819, à cause des allus on qu'on y avait remarqué dans la destination des personnages. Il eut alors un lieu particulier où le public put le voir et l'applaudir avec plus de franchise. Depuis cette époque, cet habile peintre s'est uniquement consacré au genre du portrait. Il excelle non seulement à rendre les traits du visage, mais à peindre l'âme de ceux qu'il représente sur la toile. Comme homme il a beaucoup d'amié dans le caractère, et sa conversation, pleine de vues profondes sur les arts, est nourrie d'anecdotes curieuses sur les artistes. Il a eu le malheur, en 1831, d'être paralysé de la jambe et du bras gauches ; mais on est parvenu, après beaucoup de soins, à le guérir en partie, c'est à dire qu'il a repris l'usage de sa jambe dont il avait été privé pendant six mois.

POND (JOSEPH). On compte en Angleterre un grand nombre d'observatoires, fondés par de riches particuliers qui s'occupent avec ardeur du mouvement des corps célestes. Ces astronomes amateurs font beaucoup d'observations et peu de calculs théoriques. Mais comme, dans l'état actuel de la science, la théorie a fort devancé l'observation, il est bon que les astronomes se joignent dans la détermination des constantes qui entrent dans les formules données par les géomètres. C'est ainsi que M. Pond s'occupait, en 1800 et 1801, dans l'observatoire de Westbury (comté de Somerset), à dresser un catalogue des principales étoiles fixes qui pût concourir, avec ceux de Greenwich et de Palermo, aux progrès de l'astronomie pratique. C'est ainsi que, devenu astronome royal, M. Pond s'est occupé sans relâche à préciser la position des étoiles. Par la munificence du gouvernement anglais, il a pu s'élever à Greenwich le magnifique cercle mural de Troughton ; et, dès l'année 1812, il a pu, au moyen

de ce puissant instrument, faire des mesures plus promptes et plus exactes que toutes celles que l'on avait prises avant lui. Alors parut le nouveau catalogue d'étoiles, qui porte la date de 1813, et qui depuis a reçu de nombreuses vérifications, principalement en 1816 et 1822. La question des parallaxes des étoiles fixes, c'est à dire des positions différentes qu'affecte une même étoile durant le mouvement de la terre dans son orbite, a fort occupé M. Pond. Si de pareilles différences étaient appréciables, on en pourrait conclure la distance des étoiles à la terre; mais ce problème présente des difficultés insurmontables, eu égard à la petitesse des parallaxes, et même ces quantités minimes ont fini par échapper à la précision et à la sagacité des astronomes, à mesure que les instruments dont ils se servaient avaient acquis plus de précision. Ainsi les astronomes italiens du siècle dernier croyaient à une parallaxe des étoiles très sensible. M. Binkley, astronome royal de Dublin, en faisant usage d'un cercle mural de dix pieds, n'avait plus reconnu que des parallaxes inférieures à quatre secondes. M. Pond lui-même avait répété ces dernières observations avec la certitude du succès: ses illusions se dissipèrent peu à peu, et, après dix années de recherches, il avoua que la parallaxe des étoiles ne pouvait être que d'une très petite fraction de seconde, valeur inaisissable même avec les instruments les plus exacts et au moyen de télescopes fixes en place durant toute la période annuelle. Mais en éclairant dans cette question de la distance des étoiles, M. Pond eut l'occasion de vérifier une découverte d'Herschel d'un autre genre et beaucoup plus importante. En comparant entre eux les catalogues de Bradley pour 1766, de Maskelyne pour 1800, de Troughton, de Piazzi et le sien propre, il reconnut que la plupart des étoiles ont un mouvement propre, qui les porte, avec plus ou moins de rapidité, vers le sud, de manière à accroître leurs distances au pôle nord. Les mouvements de 1766 à 1800 sont sensiblement doubles de ceux qui ont eu lieu depuis cette dernière époque jusqu'en 1822, en sorte qu'ils sont proportionnels aux temps. Mais il en existe d'autres dirigés en sens contraire, c'est à dire vers le nord. Les étoiles qui ont cette marche sont comprises entre le zénith et le pôle nord et dans le tiers du ciel en ascension droite. Il est vrai que ces mouvements sont très faibles, environ le quart des mouvements vers le sud. Ainsi la moyenne générale des catalogues accuse dans Sirius un mouvement méridional de 5,3 secondes, opéré de 1800 à 1822; c'est l'étoilé *gamma* de Pégase qui marche avec le plus de rapidité: son mouvement est de 7,8 secondes pour la même période. On a expliqué ce déplacement général des étoiles par une translation de tout le système solaire vers un certain point de l'espace que l'on n'a pas encore bien précisé. Quoiqu'il en soit, les observations de M. Pond ont confirmé ce fait que la terre, qui déjà tournait sur son axe et autour du soleil, participe encore à un troisième mouvement qui déplace notre système solaire et le porte vers des régions inconnues. C'est dans le cours de ces recherches que M. Pond a substitué, pour la première fois, un horizon de mercure au fil-à-plomb et au niveau des cercles astronomiques. Il observe une étoile et directement et par réflexion sur la surface du mercure contenu dans un vase. Ce mode d'observation est beaucoup plus exact que ceux précédemment en usage, suppose que l'on puisse tenir le mercure à l'abri des agitations de l'air et des secousses que lui imprime le roulement des voitures. Ce sont ces inconvénients que le capitaine Kater a voulu faire disparaître en construisant son *co-limiteur flottant*, instrument composé d'une masse de fer qui flotte sur un bain de mercure et qui porte une lunette dont l'axe a une position invariable. Cet instrument n'est point encore employé à Greenwich, où l'on continue les observations d'après la méthode de M. Pond, c'est à dire au moyen de deux cercles muraux et d'un horizon de mercure. Ces observations se publient à un très petit nombre d'exemplaires, et M. Babbage, dans son livre sur le *declin des sciences en Angleterre*, prétend que M. Pond en diminuait encore le nombre, afin de les rendre, s'il se pouvait,

plus précieuses par leur rareté. M. Pond est membre de la société royale de Londres. Tous ses mémoires, à l'exception des observations de Greenwich, que l'on publie à part, se retrouvent dans les *Transactions philosophiques* et dans le *Recueil des mémoires de la société astronomique*. En voici la liste: 1° Sur les déclinaisons de quelques unes des principales étoiles fixes; description d'un cercle astronomique, et remarques sur la construction de ces instruments (*Transactions philosophiques*, 1806); 2° Observation des deux solstices de 1812, et du solstice d'été de 1813, trois mémoires (*Ibidem*, 1813); 3° Catalogue des distances polaires des principales étoiles, trois mémoires (*Ibidem*, 1813 et 1815); 4° Sur les différentes méthodes de construire un catalogue d'étoiles (*Ibidem*, 1818); 5° Sur la parallaxe des étoiles fixes, six mémoires (*Ibidem*, 1817, 1818 et 1825); 6° Sur un arrangement du cercle mural de l'observatoire royal (*Ibidem*, 1822); 7° Sur les changements qui ont lieu dans la déclinaison de quelques étoiles fixes, quatre mémoires (*Ibidem*, 1823 et 1825); 8° Sur la latitude de l'observatoire de Greenwich (*Mémoires de la société astronomique*, t. II); 9° Méthode d'observer avec les deux cercles muraux de l'observatoire de Greenwich (*Ibidem*); 10° Sur une nouvelle apparence dans la nébuleuse d'Orion (*Ibidem*, t. III).

PONINSKI (ADAM-ZŁODZI), fameux par son infamie, naquit en Pologne, vers 1730. Il dut à une haute naissance la dignité de grand-maître d'hôtel de la couronne; mais la trahison lui a valu un poste plus élevé. Lorsque les trois puissances voisines consommèrent, en 1773, le premier partage de la Pologne, aussi fourbes que criminelles, elles cherchèrent à légaliser cette spoliation par l'assentiment des victimes. Une diète, convoquée à cet effet, ne réunissait que des députés élus sous les glaives des oppresseurs: il leur fallut encore un homme qui dirigeât les travaux d'une assemblée corrompue. Adam, car c'est le seul nom qui lui reste en vertu d'un arrêt solennel, obtint ce honteux emploi. Il n'y avait encore qu'un petit nombre de noires dans la chambre quand, avec Michel Radziwill, ils se firent proclamer maréchaux de cette soi-disant confédération générale. En vain, le vertueux Reyten, appuyé de quelques collègues, s'opposait-il à une telle usurpation; des grenadiers vinrent protéger les traités. « Il vaut mieux mourir glorieusement pour sa patrie, que d'attendre une mort ordinaire avec la honte et les reproches de n'avoir pas rempli ses devoirs, » s'écria Reyten, et il resta dans la chambre pendant deux jours, sans nourriture, pour y empêcher toute réunion. Cependant, Adam triomphait de son opposition, en continuant, dans son propre palais, les séances de l'assemblée. L'infortuné Reyten finit par être atteint d'aliénation mentale, et quand il eut appris le malheur de sa patrie, faute d'autres instruments meurtriers, il brisa un verre entre ses dents et le dévora pour ne pas survivre à son funeste sort. Adam, stigmatisé du titre de prince par Catherine, pour avoir vendu les intérêts de ses concitoyens, fut élevé à la dignité de grand trésorier de Lithuanie et doté de riches possessions, au détriment de la république. Vers la même époque, le chevalier Segransosa, ministre plénipotentiaire de l'ordre de Malte lui conféra le brevet de grand-prieur de Pologne. Cependant les jours de la vengeance publique arrivèrent pour lui. A la première diète libre, en 1789, Surocholski, noceur de Culm, porta une accusation contre Adam, qui fut déposé et incarcéré, malgré la protection du roi. Il essaya de se soustraire à la justice en menaçant de nommer ses complices qui exerçaient les premières magistratures de la république: mais on ne lui tint pas compte de cette manœuvre: vingt-quatre juges furent choisis au sort, et, par une bizarrerie assez singulière, la présidence échoit au grand-général Branevski, le plus actif de ses complices. Adam, étant parvenu à s'évader, mille ducats furent promis par le grand-général Oginski à quiconque l'arrêterait. Un jeune officier, Rudnicki, le saisit dans les environs de Thorn, au moment où, embarqué dans un bateau sur la Vistule, il allait attendre la frontière. Convenu de péculat et de haute trahison, Adam fut condamné, en 1790, à être dégradé de noblesse et de



toute marque de distinction, à être déchu de son nom de famille et à quitter sa patrie sous un mois; ce terme écoulé, il était permis à quiconque le trouverait sur le territoire polonais de le saisir, et enjoint à toute juridiction de lui ôter la vie. Adam quitta alors la Pologne, et revêtu de l'uniforme et des ordres russes, il alla rejoindre ses anciens protecteurs. Comme c'est dans la semaine sainte, qu'il obtint sa liberté, le peuple de Varsovie l'assimila à Barrabas, nom qui lui est resté depuis. Le complot de Targowice, dont se servit Catherine pour porter, en 1793, un coup mortel à la Pologne, rétablit Adam dans ses honneurs, mais il n'a pu lui restituer l'estime de ses concitoyens. Méprisé par les honnêtes gens, et miné par la débauche, il mourut bientôt après dans la misère, ne devant sa nourriture qu'à la charité de l'un de ses domestiques. Son fils, Adam Poninski, chercha à faire oublier les crimes de son père, lors de la glorieuse insurrection de Kosciuszko, en 1794. Il commandait le corps de réserve dans la fatale journée de Maciejowice, et il dut recourir à une cour martiale pour se faire absoudre du reproche d'avoir trahi son chef en s'abstenant de venir à son secours.

**PONTÉCOULANT** (Gervais de). Ce jeune géomètre français est fils de M. Doucet de Pontécoulant, pair de France, et frère de M. de Pontécoulant, chef des volontaires parisiens qui ont volé au secours de la Belgique à l'époque de sa dernière révolution. M. G. de Pontécoulant est ancien élève de l'école polytechnique, et aujourd'hui capitaine au corps royal d'état-major. Il s'est fait connaître au monde savant par la publication presque simultanée des trois ouvrages suivants : 1° un *Mémoire sur la partie des deux grandes inégalités de Jupiter et de Saturne, qui dépendent du carré des forces perturbatrices*; 2° la *Détermination du prochain retour au périhélie de la comète de 1759*; et 3° la *Théorie analytique du système du monde*, 3 vol. in-8°. Les deux premiers mémoires n'ont point encore été publiés, mais on en trouve des extraits dans la *Connaissance des temps* pour 1835 et 1833. On verra dans la notice consacrée à M. Plana l'origine d'une discussion soulevée entre ce géomètre de Turin et l'illustre Laplace, et qui a été pour M. de Pontécoulant l'occasion de montrer beaucoup de connaissances en analyse, jointes à une grande habitude et à une grande sûreté dans les calculs numériques. Le résultat de ses longs calculs, qu'aucun géomètre n'avait eu le courage d'entreprendre, a été la confirmation de l'équation de Laplace, et une rectification de signe dans le coefficient de la grande inégalité de Saturne, erreur que M. Plana avait déjà relevée. Ce géomètre, de son côté, a reconnu les erreurs qu'il avait commises dans son mémoire, et il est resté à M. de Pontécoulant la gloire d'avoir mis fin à cette discussion extrêmement importante, pour la théorie des perturbations planétaires. Quant à son mémoire sur les orbites des comètes, et en particulier sur le retour prochain de la comète de 1759, il lui a valu le grand prix de mathématiques proposé par l'académie pour 1819. Les rapporteurs de ce mémoire ont avoué que depuis Euler, il n'en avait pas paru de plus remarquable. L'auteur a suivi la méthode de Lagrange; il a discuté les anciennes observations de la comète; il a calculé, pour son prochain retour en 1835, les actions perturbatrices de Jupiter, de Saturne, d'Uranus et de la Terre, et il a reconnu que la période actuelle sera plus longue que toutes celles précédemment observées; en sorte que la comète n'arrivera à son périhélie que le 7 novembre 1835. Une nous reste plus qu'à dire un mot sur la *Théorie analytique du système du monde*. Le *Traité de mécanique céleste* de Laplace renferme des recherches fort précieuses sans doute, mais étrangères à son titre: l'intervalle de près de trente ans, écoulé entre la publication du premier et celle du dernier volume, a mis l'auteur dans la nécessité de recourir à la voie si incommode des suppléments, et de revenir plusieurs fois sur les mêmes théories. Enfin, malgré ce que cette assertion peut avoir de paradoxal, le génie même de Laplace était un obstacle à ce que cet ouvrage acquit entre ses mains toute la perfection dont il était susceptible. Un géomètre de cet ordre, et à qui tant de choses appartiennent en

propre, non seulement ne saurait renoncer à l'aider à ses découvertes le carbel de ses méthodes, après que d'autres y auraient introduit des simplifications heureuses, mais encore le rôle de compilateur lui répugne, et il transcrit difficilement des recherches de ses émules sans les plier à une forme qui lui soit propre. Or chacun sait que Laplace, maniant l'analyse comme instrument, et moins épris que d'autres de ce qu'on appelle l'élégance mathématique, a suivi plus souvent des méthodes d'une exposition plaine et quelquefois inutilement compliquées. Il est remarquable que d'Alembert, Condorcet, Laplace, tous trois membres de l'académie française et promoteurs élégants, n'aient point su ou aient négligé de porter dans leur style mathématique cette clarté parlante qui caractérise les écrits d'Euler, cette élégance monotone qui fait de ceux de Lagrange autant de modèles. Ce grand géomètre n'avait point vu, dit-on, sans quelque mécontentement la publication du *Traité de mécanique céleste*, qu'il croyait destiné à obscurcir ses travaux, quoique Laplace eût en soin d'annoncer qu'il renvoyait pour la fin de cet ouvrage une notice historique où les droits de chacun seraient constatés. Lagrange se proposait d'enrichir la seconde édition de la *Mécanique analytique* d'une analyse complète des mouvements de translation et de rotation des corps célestes, ramenés à sa théorie de la variation des constantes: la mort l'a surpris avant l'achèvement de ce travail; mais le livre de M. de Pontécoulant est conçu dans le même plan; et bien que, dans plusieurs occasions, l'auteur ait professé hautement son culte pour le mémoire de Laplace, la substance de son ouvrage empruntée au géomètre piémontais. La *Théorie analytique du système du monde* contient les démonstrations des principaux théorèmes enchaînés par une méthode simple et uniforme, en abandonnant les détails qui n'exigent que de la patience et du temps. Cet ouvrage, destiné aux jeunes gens qui se vouent à l'étude des sciences exactes, est divisé en cinq livres. Le premier renferme les lois générales de la mécanique; le second traite du mouvement de révolution des corps célestes; le troisième donne la théorie des comètes; le quatrième le mouvement de rotation des autres; et le cinquième est consacré à la détermination de leur figure.

**PONTEVOYE.** Voyez **PONTAÉVOYE**. C'est par erreur qu'on a écrit **PONTEVOYE**.

**PORQUET** (l'abbé PIERRE-CHARLES-FRANÇOIS), naquit à Vire, en Normandie, le 15 janvier 1758. Il vint à Paris faire ses études dans un collège de l'université. L'abbé Asselin qui avait remarqué son aptitude pour le travail, et son goût pour la littérature, au sortir du collège, le recommanda à la marquise de Boufflers, comme précepteur de son fils l'abbé, depuis chevalier de Boufflers. Dans ses moments de loisir, le jeune Porquet se lia avec les gens de lettres qui fréquentaient le café Procope. Pour conserver son indépendance, il prit les ordres, fut reçu docteur en Sorbonne, et eut couru les bénéfices. La marquise de Boufflers, reconnaissante des soins qu'il avait donnés à l'éducation et à l'instruction de son fils, obtint pour lui une place d'aumônier du roi Stanislas. La première fois, dit-on, que l'abbé entra en fonctions, au dîner du roi, il ne savait pas son *Benedicite*. Stanislas en fut si scandalisé qu'il voulait le renvoyer, mais la marquise, par ses instances, lui fit conserver sa place. A Lunville, l'abbé Porquet acheta l'éducation du jeune Boufflers qui est devenu si célèbre dans la poésie légère. A cette cour où se ramassait l'élite des gens de lettres de l'époque, l'abbé Porquet se distingua par sa facilité à prendre tous les tons et à se conformer à tous les goûts. Il savait effacer son esprit pour faire briller celui des autres, et ne prêtait volontiers aux plaisanteries que les dames se permettaient sur sa personne et ses habitudes. L'abbé Porquet n'avait que le souffle, et il disait lui-même: « Je suis comme empaillé dans ma peau. » Après la mort de Stanislas, il suivit la marquise de Boufflers à Paris, et continua de vivre dans sa société, mais sans demeurer chez elle, pour être indépendant. Il passa tout le temps de la révolution, surtout le temps

de la terreur, dans des trances mortelles : au moindre bruit, il croyait qu'on venait l'arrêter. Ses ressources étaient épuisées, et il se voyait prêt à manquer de tout. Un ami lui offrit des secours qu'il refusa, et le lendemain (23 novembre 1796), on le trouva mort dans son lit. Les poésies de l'abbé Porquato sont dispersées dans plusieurs recueils, et surtout dans l'*Almanach des Muses*; elles sont signées : *Le petit vieillard*. On en trouve dans l'*Année littéraire*, dans la *Correspondance de La Harpe avec le grand-duc de Russie*, dans la *Correspondance de Grimm*, etc. La plupart ont été recueillies dans le *Magasin encyclopédique* de 1807, tomes II et III. Chacune de ces petites pièces porte le cachet de l'auteur qui mettait à composer un quatrain tout le soin dont il était capable. Il s'est peint lui-même dans son épilogue :

D'un écrivain soigneux il eut tous les scrupules ;  
Il approfondit l'art des points et des virgules ;  
Il pesa, calcula tout le fin du métier,  
Et sur le laccanisme il fit un tome entier.

Il n'a fait imprimer séparément que des *Réflexions sur l'œuvre*, et sous *Discours de réception à l'académie de Nancy*, en 1746, prononcé le même jour que celui du chevalier de Boufflers, qui lui est bien supérieur sous le rapport du sujet et du style. Voici le trait le plus remarquable du discours de l'abbé : *La gloire de Cicéron était si grande à Rome, que chaque harangue était pour lui deux heures de dictature.*

PORTUGALLO. Voyez PORTGAL.

PORTUGAL. VOYEZ JEAN VI, au Supplément.

POTOCKI (STANISLAS-FÉLIX), issu d'une des plus illustres et des plus opulentes familles de la Pologne, naquit en 1750. Il fit son entrée dans le monde politique au moment où les puissances voisines avaient commencé le morcellement de sa patrie, et achevaient d'en consommer la ruine, en y fomentant l'anarchie par la corruption. L'habitude des affaires avait bientôt développé chez lui une élocution facile, et des talents politiques supérieurs : ces avantages ajoutés à une fortune immense, capables par eux-mêmes de lui donner une grande considération, l'augmentèrent d'autant plus qu'il n'hésita pas à se ranger au parti patriotique, contraire à l'usurpation de Stanislas-Auguste. Pour prix de ses sentiments, un décret arbitraire confisqua une partie de ses biens au profit des soutiens de la faction moscovite. Potocki s'exila alors volontairement dans ses terres en Ukraine ; mais les applaudissements et les vœux de ses compatriotes l'accompagnèrent sur sa route : on portait ses couleurs, et disgracié du pouvoir, il devint l'idole du peuple. Combien les apparences sont trompeuses ! Cet ardent patriote n'était qu'un factieux, et le prétendu acte de courage, cause de son exil, n'était que l'effet d'une haine de famille, qui divisait depuis long-temps les Cashtoryski et les Potocki. Après plusieurs années de disgrâce, Félix, dévoré par l'ambition, se rapprocha insensiblement de la faction qui distribuait les plus hautes emplois de la république : le palatinat de la Russie-Rouge, dignité sénatoriale en Pologne, fut pour lui le premier fruit de ce rapprochement. Cependant il n'avait pas encore démaillé son caractère, et quand la diète constituante de 1788, profitant des embarras où la guerre avait plongé la Russie, résolut de consolider, par de sages lois, l'existence de la Pologne, telle était encore la confiance publique dans le patriotisme de Potocki, que la majorité ne semblait être que l'écho de ses sentiments. Sa popularité s'augmenta d'autant plus, lorsque, dans l'enthousiasme général pour sauver la patrie, il s'était taxé, pour son impôt annuel, à trois cent mille florins. C'est alors, qu'encouragé par la nation polonoise, il conçut l'idée de succéder à Stanislas-Auguste. Cependant les patriotes, fatigués par l'anarchie et les maux des interrègnes, résolurent de sacrifier le plus éclatant de leurs prérogatives, l'élection des rois, aux intérêts de la patrie. Ce dessein contrariait l'ambition de Félix. La Russie, profitant de ses dispositions, ne tarda pas de s'emparer complètement de son esprit. C'est ainsi qu'il fut poussé à s'opposer à tous les heureux changements dans la constitution de l'état, et

à affecter un républicanisme outré, pour paraître conséquent dans ses principes. Une assemblée aussi éclairée que dévouée à la patrie ne pouvait être long-temps trompée sur les véritables sentiments de Félix : peu après tous les véritables patriotes s'éloignèrent de lui, et quand il fut presque complètement abandonné, pour ne pas subir cette humiliation, il résigna le palatinat de Russie pour le dignité de grand maître de l'artillerie, et se fit donner le commandement de l'armée, en Podolie, destinée à surveiller la neutralité des frontières contre les Russes et la Porte-Ottomane. Déclaré dès lors ouvertement l'ennemi de la constitution, il se retira, en 1789, à Vienne, sans cesser pourtant de diriger les manœuvres de ses partisans, payés ou trompés, parmi les membres de la diète. Quand l'indolent Stanislas-Auguste se fut enfin déterminé à abandonner la faction moscovite pour se ranger du côté des patriotes, Félix crut déjà voir le moment où son projet orgueilleux d'obtenir la couronne allait se réaliser, et de républicain exalté, il devint alors partisan avoué de la Russie, espérant par son admiration pour Catherine, dont l'exagération même indiquait la fausseté, captiver la bienveillance de la tsarine, et disputer la couronne à son vieux favori. D'accord avec le vice-grand-général Racwiski, et le grand-général Branecki dont le nom seul était la censure de toutes les factions dans lesquelles il se trouvait, Félix alla à Jassy, et après s'y être concerté avec les agents russes, il continua son voyage à Saint-Petersbourg, pour y solliciter le secours de Catherine contre les patriotes, qui venaient de doter la Pologne d'une sage constitution, et de saper, par elle, le pouvoir des factieux puissants. Cette princesse venait alors de se débarrasser de la guerre, qui l'avait forcée à ralentir ses intrigues en Pologne : elle accueillit favorablement les traitres et leur fit signer, le 14 mai 1793, le fameux manifeste de Targowica, qu'elle fit précéder de quatre-vingt-dix mille Russes qui envahirent la Pologne. On sait comment la defection de Stanislas-Auguste lui facilita l'occupation du pays. A la tête de l'armée ennemie s'avancait Félix, revêtu du titre de maréchal de la disolante confédération-générale qui ne trouva que treize signataires. Satisfait de pouvoir humilier le monarque par son insolence, et exercer sa vengeance contre les patriotes, il affectait une majesté royale. Bientôt disparurent les travaux glorieux de la constitution, ou, comme il le disait, « du complot contre la liberté républicaine », pour faire place à la liberté de l'intrigue, aux anciennes institutions monarchiques, et lorsque ce prétendu Solon de sa patrie eut livré ainsi le sort de la Pologne à ses implacables ennemis, il fit frapper, en son propre honneur, une médaille avec les inscriptions suivantes : *Cicibus, quorum pictas conjuratione d. 3 maii 1793, obtulit libertatem Poloniam tuam conabatur, republica resurgens. Gratitudo ex cicibus; exemplum posteritati.* Dégradations, exils, confiscations et toutes les vexations atteignirent alors les plus fidèles citoyens. Sans égard à la détresse du pays, Félix profita de son règne provisoire pour augmenter ses immenses richesses, et se voyait même de s'approprier une misérable somme de cent soixante florins, sous prétexte de fourrages fournis aux magasins publics. Il poussa enfin l'impudence jusqu'à élever au rang de général, un officier, Rudnicki, qui avait passé dans les rangs ennemis. Une correspondance que lui adressa, à ce sujet, le jeune prince Joseph Poniatowski, illustré depuis par une mort glorieuse, fut suivie d'une provocation en duel de la part du dernier ; mais le courage n'était pas une des vertus de Félix, et Poniatowski reçut l'ordre de voyager dans les pays étrangers. Cependant Catherine allait cesser son rôle de protectrice du républicanisme en Pologne : des bruits sinistres sur un prochain partage se répandaient dans le pays ; l'aveugle Félix jurait encore de verser « la dernière goutte de son sang pour l'indépendance de la patrie, » quand ces rumeurs se changèrent en certitude. C'est alors que tourmenté par sa conscience et se voyant dupe d'une folle confiance dans la magnanimité de l'habile tsarine, il lui adressa cette lettre fautive : « Daignes, ô grande souveraine, daignes me sauver de l'opprobre !... » Mais la résolution de Catho-

rine était prise, et le second partage de la Pologne fut décidé. Félix se fit donner une mission à Saint-Petersbourg; en vain voulait-il fléchir la tsarine, et lui parler de patrie: « Votre patrie, lui répondit-elle, est ici. » Il traîna donc cette capitale la pénible existence d'un factieux impuissant et avili, et comme il y passait, à cependant un séjour qui pour lui devait être un supplice, on jugea qu'il n'y restait que pour se soustraire à un supplice plus grand encore, celui de voir sa patrie détruite par le perfide bienfait d'une protection qu'il avait sollicitée. Telle fut alors l'indignation publique contre lui, que ses plus proches parents le poursuivaient de leur malédictio. On cite ces paroles que lui adressa une de ses tantes: « O toi, qui n'as pas craint d'armer ton bras impie contre ta patrie; toi, qui n'as pas rougi de chercher l'oppression de tes concitoyens infortunés, tremble... Tu n'as travaillé qu'à ton propre malheur, et tu es devenu l'auteur de l'ignominie et de la honte dont tu vas être couvert. » Félix avait droit à l'infamie d'une récompense de la part des ennemis de sa patrie: il fut nommé, en 1793, sénateur et chevalier des ordres de Russie; mais des remords dévorants lui firent enfin quitter cet empire, pour se retirer dans les États-Unis. Cependant les Polonais, indignés du joug honteux que leur imposait l'oppression, tentèrent encore un effort, en 1794, pour relever leur patrie. Un tribunal, institué alors par l'immortel Kosciusko, ajourna à comparaitre devant lui, les principaux auteurs du complot de Targowica, qui, par un décret de la diète de Grodno, furent d'abord destitués de leurs dignités; faute par eux de comparaitre, ils étaient déclarés infâmes, devaient être pendus en effigie et leurs biens confisqués. La dernière clause du décret resta seule sans exécution, l'insurrection ayant été bientôt après étouffée par les trois puissances alliées. Félix, comme dit un biographe sans conscience, se crut alors quitte envers ceux qui avaient été ses compatriotes, et redemanda du service à la tsarine. Une réponse prompte et flatteuse lui annonça sa nomination au grade de lieutenant-général. Il revint donc en Europe pour jouir des bienfaits de Catherine qui avait, en outre, élevé son épouse aux saveurs d'une confidente. Mais les plaisirs bruyants de la cour n'étouffaient pas la voix de la conscience. Félix se retira bientôt des affaires, s'entoura de quelques savants, et à l'aide de ses largesses pour eux, il espéra faire oublier ses crimes. Un jardin magnifique, prodige de goût et de splendeur, qu'il fit planter dans ses terres, à cette époque, est connu dans le monde littéraire sous le nom de Zoflowka, par l'élégant poème de Trembecki, que M. le comte de Lagarde a traduit en vers français. Potocki mourut, en 1805, laissant dix-sept enfants, qui tous ont cru devoir se jeter dans les bras de la Russie. — L'aîné de ses fils, POTOCKI (Stanislas), aide-de-camp de l'empereur de Russie, a été depuis 1858, grand-maître des cérémonies de l'empire; il est mort à Pétersbourg, en 1851. Les autres ont aussi accepté du service en Russie. Dans une solennité funèbre, commandée il y a quelques années par sa famille en l'honneur de Félix, son fils puîné, Geraslas, prononça l'éloge de ses vertus. Ajoutons qu'un autre de ses fils, celui à qui, dans son accès de remords, il a légué, à ce qu'on dit, le devoir de mériter, par son attachement à la patrie, l'oubli de ses crimes, s'honora dans les dernières vicissitudes où s'est trouvée la Pologne, en se dévouant sincèrement à son indépendance. Un chant, populaire en Ukraine, livre les trahisons de Félix à l'indignation de toutes les classes du peuple, et un jeune poète, Malcewski, vient de publier un beau poème, *Maria*, dont l'héroïne, première épouse de Félix, est morte, dit-on, de ses chagrins causés par les coupables trahisons de son mari.

POTOCKI (JENAS), fils d'Eustache, grand-maître de l'artillerie, et de Maria Koncka, petite-fille du héros de ce nom, célèbre sous le roi Jean Sobieski, était né en 1730. Lorsqu'il s'agit d'acquiescer la vie d'un homme illustré par ses propres actions, il est inutile de rappeler la gloire de ses aïeux. On se dispensera donc de dire que ceux de Potocki se sont distingués par des faits que les annales de la Pologne retracent avec

orgueil. Ses parents l'ayant destiné à l'état ecclésiastique, l'envoyèrent à Rome; il revint dans sa patrie, orné de commissions qui lui ouvrirent bientôt le chemin aux plus hautes dignités. La suppression des jésuites avait amené, vers cette époque, l'établissement d'une commission de l'instruction publique en Pologne, que les autres états civilisés ont depuis imité, et qui fut dotée de revenus appartenant à jadis à cet ordre fameux. En qualité de membre de cette commission, Potocki partagea ses travaux, et les Polonais lui doivent aussi en partie cette régénération complète qui illustra les dernières années de leur existence politique. Il traduisit lui-même, aidé par l'abbé Léopold Moros, la logique de Condillac, et l'introduisit dans l'enseignement public. Nommé, en 1778, président du conseil permanent, il sut dans cette charge difficile, et dans une magistrature instituée contre le vœu des Polonais, conserver la dignité nationale, et faire tout le bien que permettait les circonstances. La mort d'une femme adorée, Elisabeth, princesse Lubomirska, avait quelque temps après affligé son âme; il chercha du soulagement en parcourant l'Allemagne, la France et l'Italie, et en observant partout les progrès de la civilisation, il méditait déjà ces améliorations dans la forme du gouvernement en Pologne, et il les appuya dans la suite avec toute l'ardeur d'une âme généreuse et patriotique. De grand-maître de Lithuanie, il était devenu, en 1784, maréchal de la cour de ce duché; quatre ans plus tard fut convoquée cette diète constituante qui, profitant de l'absence, où la guerre contre la Turquie et la Suède avait jeté la Russie, résolut de délivrer la Pologne de l'influence étrangère par une organisation sage de son gouvernement. Ignace Potocki, l'agent le plus actif et l'un des orateurs les plus distingués de cette auguste assemblée, est aussi un des principaux auteurs de la remarquable constitution du 3 mai 1791, à laquelle le célèbre Burke prodigua tant d'éloges, et dont l'existence fut de si courte durée. Deux fois votée unanimement par la diète, elle fut acceptée avec le même empressement par toutes les diètes électORALES de la république. Jamais loi fondamentale d'un état n'avait reçu une sanction plus solennelle! Un monument devait consacrer ce grand événement: c'est Potocki qui en avait donné l'idée: un temple à la *providencia*, devait redonner des autels pour tous les cultes qui reconnaissent un dieu, et les maux dont l'intolérance religieuse afflige la Pologne, allaient être ainsi à jamais effacés. Mais quelques factieux, dont la nouvelle constitution contrariait l'influence monarchique, parvinrent à la renverser, en 1792, à l'aide des baïonnettes étrangères. Il faut dire, à la gloire de Potocki, que lorsque, le 25 juillet, le légal Stanislas-Auguste témoigna le désir d'accéder au complot des soi-disant confédérés de Targowica, ce fut lui qui, en sa qualité de grand-maréchal de Lithuanie, rompit, le premier parmi les ministres, le silence, et protesta hautement contre la trahison. Le cœur navré de douleur, il quitta sa patrie pour se réfugier dans les états du vertueux Frédéric-Auguste de Saxe, appelé par la constitution de 1791 au trône de Pologne, qu'il n'osa pas accepter. Il publia alors, avec Hugues Kollontay, l'important ouvrage *Sur l'établissement et la chute de la constitution du 3 mai 1791, en Pologne*, dans lequel, jaloux de conserver la gloire nationale, ils l'ont pleureusement vengée de calomnies aussi atroces qu'invenables. La dernière lutte pour l'indépendance de la patrie devait ajouter encore à la gloire de Potocki. Accouru précipitamment de l'étranger, il fut placé par le généralissime Kosciusko dans le conseil suprême, et dirigea les affaires étrangères jusqu'à la fin des jours de Praga. La situation de Varsovie devint alors plus critique: elle devait s'étendre à tout de la cravate de Souwaroff; dans leur désespoir, les malheureux habitants de cette ville s'enfermèrent dans les temples pour y attendre avec résignation une mort certaine: d'autres cherchaient leur salut dans la fuite: Potocki, rappelé dans ces jours d'effroi le dévouement de Ragotin, brava la Vistule en face de l'ennemi, et offrit sa tête au vainqueur pour apaiser sa vengeance. Souwaroff ne voulut pas traîner avec lui la jarbina; mais cet acte de vertu lui

imposées pour qu'il accordât enfin une capitulation honorable à la ville de Varsovie. Cependant, au mépris de cette même capitulation, Catherine fit enlever Potocki, avec plusieurs autres de ses concitoyens, pour les enfermer dans les cachots de Schlussembourg, dont ils ne sortirent qu'à l'avènement de Paul I<sup>er</sup> au trône de Russie. Des prians de Pétersbourg, le vertueux Potocki passa bientôt dans celles de Cracovie, quand les soupçons de l'Autriche craignaient sa coopération au rétablissement de la Pologne avec le gouvernement français. En 1809, lorsque les troupes victorieuses, sous le commandement du prince Joseph Poniatowski, eurent planté les aigles polonaises sur le territoire de la Galicie, les habitants de cette province choisirent Potocki, pour être l'interprète de leurs sentiments auprès de Napoléon. Il vit l'empereur à Schönbrunn, et ce fut le dernier service qu'il rendit à la patrie, car le 30 août de la même année il mourut à Vienne, emportant les regrets de tous ses concitoyens. Ses dépouilles mortelles furent amenées en Pologne, par les soins de son frère, Stanislas, et déposées dans le tombeau de sa famille à Wilanow.

POTOCKI (STANISLAS KONSKI), frère du précédent, naquit à Varsovie, en 1757. Formé à l'école du vertueux Stanislas Konarski, il se voua de bonne heure au service de la patrie: elle était déjà au comble de ses maux; déchirée par une longue anarchie, accablée par des calamités qui en furent la suite, elle se débattait entre la vie et la mort. Cette crise cruelle, dans laquelle ce pays infortuné a dû succomber pour recouvrer ensuite un simulacre d'indépendance, dura soixante ans: ce fut précisément le cours de la vie publique de Stanislas Potocki. Trois fois élu nonce sur diètes de 1776, 1786 et 1789, il a toujours manifesté des sentiments aussi généreux que patriotiques. Un esprit juste et pénétrant lui avait fait sentir facilement les défauts de la constitution anarchique de la Pologne, et il s'élevait contre ces défauts avec le courage et le désintéressement d'un citoyen fidèle. L'élection de 1791, le *liberum veto*, l'esclavage du peuple, et tous les abus enfin dont la licence d'une oligarchie aristocratique accablait alors ce pays, furent hardiment attaqués par l'éloquence de Potocki. Il appuyait le code des lois de l'illustre André Zamoycki avec la même énergie qu'il fit éclater quand il tonait contre le pouvoir démesuré des grands-généraux, et contre la distribution injuste des domaines nationaux, dont disposait le souverain. Son discours pour amener les représentants à élever un monument à la valeur et au civisme de l'immortel Étienne Czarniecki, est un rare exemple d'éloquence et de patriotisme. Potocki fut en un mot un des plus brillants orateurs de cette assemblée, qui érigea la Pologne de la memorable constitution du 3 mai 1791. En vain Catherine annonçait-elle formellement qu'elle s'opposerait au moindre changement dans l'organisation anarchique de ce pays: « Subissons-nous encore ce joug, s'écria le vertueux tribun, quand le moment de le secouer est arrivé? Renonceroù-nous à l'indépendance de la république, quand le temps de la relever n'est pas éloigné?... Polonois, moi vous craignez le ressentiment et la vengeance de la Russie, réalisez donc dans un éternel assaillissement; mais dès ce moment, renouons au nom d'hommes libres, pour pouvoir au moins être esclaves sans honte. » Que celui que les menaces de la Russie intimident, cesse de s'appeler libre et Polonois: je ne vois en lui qu'un vil esclave. C'est ainsi que le jeune nonce de Lublin aimait le courage de ses concitoyens, et malgré les intrigues étrangères et les trahisons des perfides, la constitution fut proclamée. Quel n'a dû être le chagrin du vertueux Potocki, quand il vit un de ses parents avilir son nom illustre, en se mettant à la tête d'un complot fomenté par Catherine, pour renverser cette ancre du salut national! C'était le fameux Félix Potocki. En vain Stanislas le joint-il les traîtres et les conjurés au nom de cette patrie dont ils allaient creuser le tombeau; leur ambition se refusait à toute persuasion: ils livraient leur pays aux armées étrangères, et le partage de 1793 fut consommé. La guerre d'indépendance, soulevée en 1794, par l'immortel Kosciuszko, rappela Potocki sur la scène publique: il siégea dans

le conseil suprême: mais dans ce temps aucun sacrifice ne pouvait sauver la Pologne. Méditant sur ses vicissitudes, il répétait souvent avec la rancune qui le distinguait, que les Polonois avaient choisi un moment peu favorable à l'exécution de leurs projets, et que la guerre de sept ans était l'époque dont auraient dû profiter ses compatriotes pour faire cesser l'anarchie. Après le dernier partage, Potocki s'était rendu à Carlsbad pour y rétablir sa santé, quand l'Autriche lui fit expier le tort d'avoir sacrifié sa fortune et son repos à la patrie.... Il fut enfermé dans la forteresse de Josephstadt avec son fils, encore dans l'enfance, et il ne rejoignit, qu'après huit mois de détention, son épouse dont il reçut dans cette circonstance des preuves du dévouement le plus touchant. La Pologne n'existait plus.... Quand ou ne peut plus servir sa patrie, il faut se rendre utile à ses semblables: c'était la maxime de Stanislas Potocki. Améliorer le sort du bon peuple, protéger l'industrie, en encourageant les arts, cultiver les sciences pour élever la gloire littéraire, la seule que les circonstances ne défendaient pas aux Polonois: voilà quelles furent ses nouvelles occupations. Cependant les Polonois ne pouvaient se résoudre à voir leur patrie rayée à jamais du nombre des nations. S'occuper de la langue, rechercher et proposer les moyens de la perfectionner, et dans ce but établir une société littéraire, c'était former un centre vers lequel, tôt ou tard, l'on pouvait se réunir: fixer, en outre, l'attention sur les monuments de l'histoire de Pologne, c'était entretenir les sentiments du patriotisme dans tous les cœurs. La formation de la société des *Amis des sciences*, qui eut lieu en 1800, remplit à cet égard les vœux des patriotes. Potocki fut un de ses principaux membres: il s'occupa particulièrement de recherches sur la langue polonoise; il approfondit ses qualités, sa force et ses beautés, en la comparant aux langues anciennes et modernes, et trouvant sa syntaxe rapprochée de la grecque et semblable à la latine, il lui reconnaissait, en cela, une supériorité indubitable parmi les langues modernes. Ses traités sur l'état de la langue dans les différentes époques des fastes polonois, sur sa forme primitive, ses progrès et sa décadence, comme sur les moyens de la perfectionner, ont une grande réputation parmi les savants, quoique son goût, formé particulièrement sur les chefs d'œuvre de la littérature française, lui ait mérité le reproche d'avoir cherché à corrompre, par des gallicismes, la pureté du style national. La société des amis des sciences avait confié aux recherches de Potocki la partie de la littérature, qui concerne principalement l'éloquence. Un ouvrage qu'il publia sur ce sujet, contient à la fois l'histoire, les préceptes et les modèles de cet art: les jeunes littérateurs y peuvent trouver une direction sûre pour leurs talents. Il rendit le même service aux artistes. — A côté des articles ci-dessus, nous rappellerons encore les suivants de la nombreuse famille Potocki: Potocki (Jean), l'un des savants et des voyageurs les plus célèbres de la Pologne et de l'étranger. Il naquit, en 1757, de Joseph Potocki et de Teresa Osolinska. Il a passé plusieurs années de suite dans presque tous les pays de l'Europe. Il a visité la Turquie, l'Arabie, la Syrie, la Perse et l'Egypte, et c'est lui qui grava de sa main sur la grande pyramide ce beau vers de Delille:

Leur masse indestructible a fatigué le temps.

Il se trouvait à Maroc, en 1791, lorsqu'il apprit que la Pologne se régénérait, et il revint dans sa patrie. Ayant parcouru une partie de la surface du globe, il voulut le voir sous ses pieds. Blanchard étant venu à Varsovie avec son ballon, il y monta avec lui. Potocki, qui ne cessa pas de s'intéresser vivement pour l'objet principal des études de M. Klapproth, proposa au président de l'académie de Saint-Petersbourg de lui faire entreprendre un voyage aux montagnes du Caucase pour y continuer ses recherches sur les peuples asiatiques. C'est en conséquence de cette proposition que M. Klapproth fit son voyage en Asie, en 1807. M. Klapproth, ayant découvert les anciennes cartes de l'Inde, et y trouvant dans la Mer Jaune, près du Japon, un archi-

rine était prise, et le second partage de la Pologne fut décidé. Félix se fit donner une mission à Saint-Petersbourg; en vain voulait-il fléchir la tsarine, et lui parler de patrie : « Votre patrie, lui répondit-elle, est ici. » Il trahit dans cette capitale la pénible existence d'un factieux impuissant et avili, et comme il y passait, cependant un séjour qui pour lui devait être un supplice, on jugea qu'il n'y restait que pour se soustraire à un supplice plus grand encore, celui de voir sa patrie détruite par la perfide bienfaisance d'une protection qu'il avait sollicitée. Telle fut alors l'indignation publique contre lui, que ses plus proches parents le poursuivaient de leur malediction. On cite ces paroles que lui adressa uno de ses tantes : « O toi, qui n'as pas craint d'armer ton bras impie contre la patrie; toi, qui n'as pas rougi de chercher l'oppression de tes concitoyens infortunés, tremble... Tu n'as travaillé qu'à ton propre malheur, et tu es devenu l'auteur de l'ignominie et de la honte dont tu vas être couvert. » Félix avait droit à l'infamie d'une récompense de la part des ennemis de sa patrie : il fut nommé, en 1793, sénateur et chevalier des ordres de Russie; mais des remords dévorants lui firent enfin quitter cet empire, pour se retirer dans les États-Unis. Cependant les Polonais, indignés du joug honteux que leur imposait l'oppression, tentèrent encore un effort, en 1795, pour relever leur patrie. Un tribunal, institué alors par l'immortel Kosciuszko, ajourna à comparaitre devant lui, les principaux auteurs du complot de Targowica, qui, par un décret de la diète de Grodno, furent d'abord destitués de leurs dignités; faute par eux de comparaitre, ils étaient déclarés infâmes, devaient être pendus en effie et leurs biens confisqués. La dernière clause du décret resta seule sans exécution, l'insurrection ayant été bientôt après étouffée par les trois puissances alliées. Félix, comme dit un biographe sans conscience, se crut alors quitte envers ceux qui avaient été ses compatriotes, et redemanda du service à la tsarine. Une réponse prompte et flatteuse lui annonça sa nomination au grade de lieutenant-général. Il revint donc en Europe pour jouir des bienfaits de Catherine qui avait, en outre, élevé son épouse aux faveurs d'une confidente. Mais les plaisirs bruyants de la cour n'étouffaient pas la voix de la conscience. Félix se retira bientôt des affaires, s'entoura de quelques savants, et à l'aide de ses largesses pour eux, il espéra faire oublier ses crimes. Un jardin magnifique, prodige de goût et de splendeur, qu'il fit planter dans ses terres, à cette époque, est connu dans le monde littéraire sous le nom de Zofiewka, par l'élegant poème de Trembecki, que M. le comte de Lagarde a traduit en vers français. Potocki mourut, en 1805, laissant dix-sept enfants, qui tous ont cru devoir se jeter dans les bras de la Russie. — L'aîné de ses fils, Potocki (Stanislas), aide-de-camp de l'empereur de Russie, a été depuis 1805, grand-maître des cérémonies de l'empire; il est mort à Pétersbourg, en 1851. Les autres ont aussi accepté du service en Russie. Dans une solennité funèbre, commandée il y a quelques années par sa famille en honneur de Félix, son fils puîné, Gérosas, prononça l'éloge de ses vertus. Ajoutons qu'un autre de ses fils, celui à qui, dans son accès de remords, il a légué, à ce qu'on dit, le devoir de mériter, par son attachement à la patrie, l'oubli de ses crimes, s'honora dans les dernières vicissitudes où s'est trouvée la Pologne, en se dévouant sincèrement à son indépendance. Un chant, populaire en Ukraine, livre les trahisons de Félix à l'indignation de toutes les classes du peuple, et un jeune poète, Malcewski, vient de publier un beau poème, *Maria*, dont l'héroïne, première épouse de Félix, est morte, dit-on, des chagrins causés par les coupables trahisons de son mari.

**POTOCKI (JENIA),** fils d'Eustache, grand-maître de l'artillerie, et de Maria Koucka, petite-fille du héros de ce nom, célèbre sous le roi Jean Sobieski, était né en 1750. Lorsqu'il s'agit d'esquisser la vie d'un homme illustre par ses propres actions, il est inutile de rappeler la gloire de ses aïeux. On se dispensera donc de dire que ceux de Potocki se sont distingués par des faits que les annales de la Pologne retracent avec

orgueil. Ses parents l'ayant destiné à l'état ecclésiastique, l'envoyèrent à Rome : il revint dans sa patrie, orné de connaissances qui lui ouvrirent bientôt le chemin aux plus hautes dignités. La suppression des jésuites avait amené, vers cette époque, l'établissement d'une commission de l'instruction publique en Pologne, et que les autres états civilisés ont depuis imité, et qui fut dotée de revenus appartenant jadis à cet ordre fameux. En qualité de membre de cette commission, Potocki partagea ses travaux, et les Polonais lui doivent aussi en partie cette régénération complète qui illustra les dernières années de leur existence politique. Il traduisit lui-même, aidé par l'abbé Léopold Moroz, la logique de Condillac, et l'introduisit dans l'enseignement public. Nommé, en 1778, président du conseil permanent, il sut dans cette charge facile, et dans une magistrature instituée contre le despotisme polonais, conserver la dignité nationale, et faire tout le bien que permettaient les circonstances. La mort d'une femme adorée, Elisabeth, princesse de homirska, avait quelque temps après effigé son nom; il chercha du soulagement en parcourant l'Allemagne, la France et l'Italie, et en observant partout les progrès de la civilisation, il méditait déjà ces améliorations dans la forme du gouvernement en Pologne, et il les appuya dans la suite avec toute l'ardeur d'une âme généreuse et patriotique. De grand-maître de Lithuanie, il était devenu, en 1784, maréchal de la cour de ce duché; quatre ans plus tard fut convoquée cette diète constituante qui, profitant de l'embarras où la guerre contre la Turquie et la Suède avait jeté la Russie, résolut de délivrer la Pologne de l'influence étrangère par une organisation sage de son gouvernement. Ignace Potocki, l'agent le plus actif et l'un des orateurs les plus distingués de cette auguste assemblée, fut aussi un des principaux auteurs de la mémorable constitution du 3 mai 1791, à laquelle le célèbre Burke prodigua tant d'éloges, et dont l'existence ne fut de si courte durée. Deux fois votée unanimement par la diète, elle fut acceptée avec le même empressement par toutes les diètes électorales de la république. Jamais loi fondamentale d'un état n'avait reçu une sanction plus solennelle ! Un monument devait consacrer ce grand événement : c'est Potocki qui en avait donné l'idée : un temple à la *présidence*, devait renfermer des autels pour tous les cultes qui reconnaissent un dieu, et les maux dont l'intolérance religieuse afflige la Pologne, allaient être ainsi à jamais effacés. Mais quelques factieux, dont la nouvelle constitution contrariait l'influence monarchique, parvinrent à la renverser, en 1793, à l'aide des hâtonneries étrangères. Il faut dire, à la gloire de Potocki, que lorsque, le 23 juillet, le lâche Stanislas-Auguste témoigna le désir d'accéder au complot des soi-disant confédérés de Targowica, ce fut lui qui, en sa qualité de grand-maître de Lithuanie, rompit, le premier parmi les ministres, le silence, et protesta hautement contre la trahison. Le cœur navré de douleur, il quitta sa patrie pour se réfugier dans les états du vertueux Frédéric-Auguste de Saxe, appelé par la constitution de 1791 au trône de Pologne, qu'il n'osa pas accepter. Il publia alors, avec Hugues Kollontay, l'important ouvrage *Sur l'établissement et la chute de la constitution du 3 mai 1791, en Pologne*, dans lequel, jaloux de conserver la gloire nationale, ils l'ont pieusement vengée de calomnies aussi atroces qu'invéraisemblables. La dernière lutte pour l'indépendance de la patrie devait ajouter encore à la gloire de Potocki. Le courage précipitamment de l'étranger, il fut placé par le généralissime Kosciuszko dans le conseil suprême, et dirigea les affaires étrangères jusqu'à la fin de janvier de 1794. La situation de Varsovie devint alors plus critique; elle devait s'attendre à tout de la cruauté de Souwaroff; dans leur désespoir, les malheureux habitants de cette ville s'enfermèrent dans les temples pour y attendre avec résignation une mort certaine; d'autres cherchaient leur salut dans la fuite; Potocki, rappelé dans ces jours d'effroi le dévouement de Régulus, traversa la Vistule en face de l'ennemi, et offrit sa tête en vainqueur pour apaiser sa vengeance. Souwaroff ne voulut pas traiter avec le *janina*; mais cet acte de vertu lui

imposa assez pour qu'il accordât enfin une capitulation honorable à la ville de Varsovie. Cependant, au mépris de cette même capitulation, Catherine fit enlever Potocki, avec plusieurs autres de ses concitoyens, pour les enfermer dans les cachots de Schlisselbourg, dont ils ne sortirent qu'à l'avènement de Paul I<sup>er</sup> au trône de Russie. Des prisons de Pétersbourg, le vertueux Potocki passa bientôt dans celles de Cracovie, quand les soupçons de l'Autriche craignirent sa coopération au rétablissement de la Pologne avec le gouvernement français. En 1809, lorsque les troupes victorieuses, sous le commandement du prince Joseph Poniatowski, eurent planté les aigles polonaises sur le territoire de la Galicie, les habitants de cette province choisirent Potocki, pour être l'interprète de leurs sentiments auprès de Napoléon. Il vit l'empereur à Schonbrunn, et ce fut le dernier service qu'il rendit à la patrie, et le 30 août de la même année il mourut à Vienne, emportant les regrets de tous ses concitoyens. Ses dépouilles mortelles furent amenées en Pologne, par la sœur de son frère, Stanislas, et déposées dans le tombeau de sa famille à Wilanow.

POTOCKI (STANISLAS KONARSKI), frère du précédent, naquit à Varsovie, en 1757. Formé à l'école du vertueux Stanislas Konarski, il se voua de bonne heure au service de la patrie; elle était déjà au comble de ses malheurs : déchirée par une longue anarchie, scabieuse par des calamités qui en furent la suite, elle se débattait entre la vie et la mort. Cette crise cruelle, dans laquelle ce pays infortuné a dû succomber pour recouvrer ensuite un simulacre d'indépendance, dura soixante ans : ce fut précisément le cours de la vie publique de Stanislas Potocki. Trois fois élu nonce aux diètes de 1776, 1786 et 1789, il a toujours manifesté des sentiments aussi généreux que patriotiques. Un esprit juste et pénétrant lui avait fait sentir facilement les défauts de la constitution anarchique de la Pologne, et il s'élevait contre ces défauts avec le courage et le désintéressement d'un citoyen fidèle. L'élection des seigneurs, le *liberum veto*, l'esclavage du peuple, et tous les abus enfin dont la licence d'une oligarchie aristocratique accablait alors ce pays, furent hardiment attaqués par l'éloquence de Potocki. Il appuyait le code des lois de l'illustre André Zamoycki avec la même énergie qu'il fit éclater quand il tonna contre le pouvoir démesuré des grands-généraux, et contre la distribution injuste des domaines nationaux, dont disposait le souverain. Son discours pour amener les représentants à élever un monument à la valeur et au civisme de l'immortel Étienne Czarniecki, est un rare exemple d'éloquence et de patriotisme. Potocki fut en un mot un des plus brillants orateurs de cette assemblée, qui gratifia la Pologne de la mémorable constitution du 3 mai 1791. En vain Catherine annonçait-elle formellement qu'elle s'opposerait au moindre changement dans l'organisation anarchique de ce pays : « Subissons-nous encore ce joug, s'écria le vertueux tribun, quand le moment de le rompre est arrivé? Remettrons-nous à l'indépendance de la république, quand le temps de la relever n'est pas éloigné?... Polonais, moi vous craignez le ressentiment et la vengeance de la Russie, restez donc dans un éternel avilissement; mais dès ce moment, renouons au nom d'hommes libres, pour pouvoir au moins être esclaves sans honte. Que celui que les menaces de la Russie intimident, cesse de s'appeler libre et Polonais : je ne vois en lui qu'un vil esclave. » C'est ainsi que le jeune nonce de Lublin aimait le courage de ses concitoyens, et malgré les intrigues étrangères et les trahisons des perfides, la constitution fut proclamée. Quel n'a dû être le chagrin du vertueux Potocki, quand il vit un de ses parents avilir son nom illustre, en se mettant à la tête d'un complot fomenté par Catherine, pour renverser cette œuvre du salut national ! C'était le fameux Félix Potocki. En vain Stanislas le joint-il les trahisseurs et les conjurés au nom de cette patrie dont ils allaient creuser le tombeau; leur ambition se refusait à toute persuasion : ils livraient leur pays aux armées étrangères, et le partage de 1793 fut consommé. La guerre d'indépendance, soulevée en 1794, par l'immortel Kosciuszko, rappela Potocki sur la scène publique : il siégea dans

le conseil suprême : mais dans ce temps aucun sacrifice ne pouvait sauver la Pologne. Méditant sur ses vicissitudes, il répétait souvent avec la sagacité qui le distinguait, que les Polonais avaient choisi un moment peu favorable à l'exécution de leurs projets, et que la guerre de sept ans était l'époque dont auraient dû profiter ses compatriotes pour faire craser l'anarchie. Après le dernier partage, Potocki s'était rendu à Carlsbad pour y rétablir sa santé, quand l'Autriche lui fit expier le tort d'avoir sacrifié sa fortune et son repos à la patrie. .... Il fut enfermé dans la forteresse de Josephstadt avec son fils, encore dans l'enfance, et il ne rejoignit, qu'après huit mois de détention, son épouse dont il reçut dans cette circonstance des preuves du dévouement le plus touchant. La Pologne n'existait plus !... Quand on ne peut plus servir sa patrie, il faut se rendre utile à ses semblables : c'était la maxime de Stanislas Potocki. Améliorer le sort du bon peuple, protéger l'industrie, en encourageant les arts, cultiver les sciences pour élever la gloire littéraire, la seule que les circonstances ne défendaient pas aux Polonais; voilà quelles furent ses nouvelles occupations. Cependant les Polonais ne pouvaient se résoudre à voir leur patrie rayée à jamais du nombre des nations. S'occuper de la langue, rechercher et proposer les moyens de la perfectionner, et dans ce but établir une société littéraire, c'était former un centre vers lequel, tôt ou tard, l'on pouvait se réunir; fixer, en outre, l'attention sur les monuments de l'histoire de Pologne, c'était entretenir les sentiments du patriotisme dans tous les cœurs. La formation de la société des *Amis des sciences*, qui eut lieu en 1800, remplit à cet égard les vœux des patriotes. Potocki fut un de ses principaux membres : il s'occupa plus particulièrement de recherches sur la langue polonaise; il approfondi ses qualités, sa force et ses beautés, ou la comparait aux langues anciennes et modernes, et trouvant sa syntaxe rapprochée de la grecque et semblable à la latine, il lui reconnaissait, en cela, une supériorité indubitable parmi les langues modernes. Ses traités sur l'état de la langue dans les différentes époques des fastes polonais, sur sa forme primitive, ses progrès et sa décadence, comme sur les moyens de la perfectionner, ont une grande réputation parmi les savants, quoique son goût, formé particulièrement sur les chefs-d'œuvre de la littérature française, lui ait mérité le reproche d'avoir cherché à corrompre, par des gallicismes, la pureté du style national. La société des amis des sciences avait confié aux recherches de Potocki la partie de la littérature, qui concerne principalement l'éloquence. Un ouvrage qu'il publia sur ce sujet, contient à la fois l'histoire, les préceptes et les modèles de cet art : les jeunes littérateurs y peuvent trouver une direction sûre pour leurs talents. Il rendit le même service aux artistes. — A côté des articles ci-dessus, nous rappellerons encore les suivants de la nombreuse famille Potocki : POTOCKI (Jean), l'un des savants et des voyageurs les plus célèbres de la Pologne et de l'étranger. Il naquit, en 1757, de Joseph Potocki et de Teresa Osolińska. Il a passé plusieurs années de suite dans presque tous les pays de l'Europe. Il a visité la Turquie, l'Arabie, la Syrie, la Perse et l'Égypte, et c'est lui qui grava de sa main sur la grande pyramide ce beau vers de Delille :

Leur masse indestructible a fatigué le temps.

Il se trouvait à Maroc, en 1791, lorsqu'il apprit que la Pologne se régénérât, et il revint dans sa patrie. Ayant parcouru une partie de la surface du globe, il voulut le voir sous ses pieds. Blanchard étant venu à Varsovie avec son ballon, il y monta avec lui. Potocki, qui ne cessa pas de s'intéresser vivement pour l'objet principal des études de M. Klaproth, proposa au président de l'académie de Saint-Petersbourg de lui faire entreprendre un voyage aux montagnes du Caucase pour y continuer ses recherches sur les peuples asiatiques. C'est en conséquence de cette proposition que M. Klaproth fit son voyage en Asie, en 1807. M. Klaproth, ayant découvert les anciennes cartes de l'Inde, et y trouvant dans la Mer Jaune, près du Japon, un archi-

pel sans nom, lui donna celui de l'archipiel *Jean Potocki*. Potocki mit à fin ses jours en se brûlant la cervelle, le 3 décembre 1815, dans ses terres, à Pikow, dans l'Ukraine polonoise. Parmi ses nombreux travaux et parmi une grande quantité de manuscrits inédits, nous citerons ses principaux ouvrages, publiés à différentes époques et dans plusieurs éditions : 1° *Essai sur l'histoire universelle et recherches sur celle de Sarmatie*, Varsovie, 1789, in-8°; 2° *Chroniques, mémoires et recherches pour servir à l'histoire de tous les peuples slaves, comprenant la fin du neuvième siècle de notre ère*, Varsovie, 1793, in-4°; 3° *Voyage de Basse-Saxe*, Hambourg, 1795; 4° *Fragmenta historica et geographica sur la Srythie, la Sarmatie et les Slaves*, Brunswick, 1796; 5° *Histoire primitive de la Russie, avec une exposition complète de toutes les notions locales, naturelles et traditionnelles nécessaires à l'intelligence du quatrième livre d'Hérodote*, Saint-Petersbourg, 1803; 6° *Atlas archéologique*, Saint-Petersbourg, 1803; 7° *Voyage en Russie et dans la Caucase, de Jean Potocki*, publié par M. Klaproth, en 1830, à Paris, en 2 vol. — Potocki (Severin), frère du précédent, né en 1763, avait parcouru la carrière politique, d'abord en Pologne, ensuite en Russie, où il fut nommé sénateur; il mourut en 1838. — Potocki (Arthur), fils de Jean et neveu du précédent, servit dans l'armée polonoise, fit la campagne de 1812, et fut aide-de-camp du prince Joseph Poniatowski. Il se conduisit en bon citoyen dans toutes les circonstances. Il publia, en 1830, à Paris, un ouvrage intitulé : *Maria Mniszek*, roman historique. — Potocki (Stanislas), appelé ordinairement *Sias*, fils de Potocki, staroste de Halicz, et de Louise, princesse Lubomirska. Il montra un grand patriotisme en 1794, fit presque toutes les campagnes où fut appelée la milice du grand-duc de Varsovie, et commandait comme général d'armes sous le prince Constantin. Dans la nuit du 29 novembre 1830, il s'opposa à la révolution, ne voulut point passer du côté de ses compatriotes, et mourut deux jours après d'une halle qui l'atteignait dans la mêlée. — Potocki (Wladimir), un de ceux qui illustrèrent le plus le nom de Potocki, avint par son père, Stanislas-Félix, et par ses frères, vendus ou attachés honteusement aux plus cruels ennemis de la Pologne, aux Mécoviets. Wladimir naquit en 1789; il fit ses études en Suède et à Leipzig. Il était bien jeune encore quand son père, à son lit de mort, le conjura de laver la honte dont il s'était souillé, par une conduite digne d'un bon Polonois. Le jeune Wladimir en fit le serment et le garda fidèlement. En 1807, malgré toutes les menaces de la Russie et la confiscation de ses immenses propriétés en Podolie, Wladimir arriva à Varsovie, y forma à ses frais un régiment d'artillerie légère, et parvint au grade de colonel, en 1809, après la célèbre bataille de Raszyn. Excellent ingénieur, dessinateur et artilleur, il était le brave des braves sur le champ de bataille. La mort enleva cet illustre citoyen, le 6 avril 1812, à Cracovie. Sa femme, modèle des mères et des citoyennes, lui érigea, dans cette ville, un superbe monument, exécuté par Thorwaldsen. Wladimir a laissé deux fils, Stanislas et Wladimir. Ce dernier, à peine âgé de dix-huit ans, succéda avec le plus vif enthousiasme à l'immortelle révolution du 29 novembre. Il fut l'un des chefs en Ukraine, passa ensuite à la grande armée polonoise, et, franchissant avec les débris de l'armée nationale la frontière prussienne, il arriva en France au mois de janvier 1832.

POTTER (Louis-Joseph-Antoine de), né à Bruges, en Flandre, le 26 avril 1786, d'une famille noble et dans l'aisance. Nous nous étendrons avec détail sur ce publiciste et historien célèbre, parce que ce sera en même temps exposer les causes qui disposèrent les esprits pour amener la révolution belge, et faire l'histoire politique de cette révolution, sur laquelle cet article jettera quelque lumière. Son oncle maternel, M. Haroux, ayant, en sa qualité de procureur fiscal et de capitaine de cercle, coopéré aux réformes autrichiennes sous Joseph II, la révolution belge força les parents du jeune de Potter à émigrer avec leur fils. Ils allèrent s'établir à Lille. A l'entrée des Français en Belgique, cette famille se retira de nouveau, d'abord en

Hollande, puis en Westphalie et en Saxe : lors du rappel des émigrés, elle revint à Bruges. Placé dans une maison d'éducation à Bruxelles, M. de Potter y fit des études toutes classiques. Il y habita ensuite, au départ pour faire un voyage dans le midi de la France, vers 1809, et, deux ans après, il alla visiter l'Italie. Il demeura presque toujours dans cette contrée jusqu'en 1823 : il ne la quitta, à trois reprises, que pour aller dans son pays pendant quelques mois. L'étude du grec, qu'il avait cultivé avec ardeur avant ses voyages, lui fit entreprendre à Rome, où il resta dix ans, la lecture des pères de l'église grecque et des premiers historiens de l'église. Cette lecture réveilla en lui la vocation qu'il s'était toujours sentie, celle de s'occuper exclusivement des matières métaphysiques, philosophiques et religieuses. Il recueillit donc des notes nombreuses : le résultat de son travail ayant été, pour ainsi dire, un corps complet d'histoire ecclésiastique ancienne, il essaya d'y mettre de l'ordre, et, à un second voyage qu'il fit en Belgique, il y fit imprimer ses *Considérations sur l'histoire des premiers siècles de l'église avec impartialité et philosophie*; comme elle aurait pu être écrite si l'église eût entièrement cessé d'exister : histoire, par conséquent, toute de faits, classés et jugés par la raison. M. de Potter avait voulu prouver aussi, par des extraits fidèles des historiens et des écrivains ecclésiastiques, les contributions essentielles et palpables qu'il y a toujours eu, non seulement entre un siècle de l'église et un autre siècle, mais encore entre les divers auteurs et pères d'une même époque : d'où il devait nécessairement conclure que dans cette série de faits fort ordinaires, il n'y avait rien de divin; que tout, au contraire, y était variation, versatilité, et soumis autant et plus qu'à autre chose à l'influence du temps, des circonstances, des hommes et de leurs passions, souvent les plus abominables ou les plus viles; et qu'enfin, le *quod semper, quod ubique* n'était qu'un officieux mensonge, et que l'église, qui n'avait jamais été universelle, ne serait pas plus éternelle. Cet ouvrage fut contrefait à Paris, quelques années après, par MM. Comte et Dunoyer, éditeurs du *Censeur*. De retour en Italie, M. de Potter s'occupa à compléter son histoire de l'église, et lors d'un nouveau voyage, il fit imprimer à Paris *l'Esprit de l'église*. Dans cet ouvrage, l'auteur a eu la même intention que dans le précédent : il y est servi des mêmes moyens pour atteindre son but. Son livre est la reproduction littérale des faits empruntés aux historiens contemporains de l'église, et des opinions puisées dans les pères : il cite exactement au bas de la page ses autorités, et souvent les passages originaux. Le séjour qu'il fit à Florence lui valut l'entrée libre de la bibliothèque de MM. Ricci, nouveaux de l'évêque de Pistoie. Avec leur consentement, il consacra six mois d'un travail assidu à recueillir d'immenses matériaux, presque tous inédits, sur ce prélat, dont il projetait d'écrire la vie. C'est en Belgique qu'il la rédigea. Plusieurs libraires de Paris n'ayant pas osé s'en charger, l'auteur la fit paraître à Bruxelles, en 1825. Ces divers ouvrages firent l'occasion, en Italie, de plusieurs écrits de controverse, et notamment de deux réfutations en forme qui parurent en 1826. Le 23 janvier 1824, M. de Potter avait perdu son père. Cette circonstance, qui avait été précédée de quelques démarches du défunt pour faire reconnaître et homologuer de vieux titres de noblesse par le gouvernement hollandais des Pays-Bas, fournit au fils l'occasion de reconquer fermement à toute espèce de distinction et de titres. Il eut à ce sujet une correspondance singulière avec le trésorier de la chambre hérauldique de La Haye, qui se scandalisa fort de ce que M. de Potter lui opposait, outre les raisons qu'inspiraient la justice et le sens commun, l'abolition des titres et distinctions par l'assemblée constituante de France. Cette même année 1825, il fit imprimer, sous le voile de l'anonyme, quelques badinages en vers; mais les dévots en sollicitèrent et en obtinrent la saisie, sous prétexte qu'il n'y avait ni nom d'auteur ni nom d'imprimeur. Un travail nouveau de M. de Potter ne put

trouver de libraire qu'en le mutilant; ce sont les *lettres de saint Pie V*. Il y est prouvé que ce pape conciliait et ordonnait au nom de Dieu les persécutions et les supplices dont Charles IX et Catherine de Médicis se rendirent coupables, et qu'il fut le véritable moteur de la Saint-Barthélemy. L'ouvrage entier, tel que l'avait conçu l'auteur, parut bientôt en Belgique sous un titre plus développé. Le catéchisme catholico-romain, que l'on trouve à sa suite, démontre, par des citations incontestables, que l'Eglise a toujours violé, tyrannisé les consciences par l'emploi de la force brutale et des supplices, et que, jusque dans les derniers temps, elle témoignait encore l'intention d'en agir ainsi, au cas où les circonstances, lui redevenant favorables, le permettraient de nouveau. Depuis la mort de son père, M. de Potter était établi à Bruxelles avec sa mère. L'année 1848 l'y vit commencer sa carrière politique, non pas précisément malgré lui, mais du moins sans qu'il l'eût cherché et désiré. Les événements, et le despotisme maladroit du gouvernement hollandais, le laucèrent sur la brèche: il crut ne pas pouvoir reculer, et devoir s'y tenir ferme jusqu'au bout. Sans doute, il eût préféré de beaucoup l'y jamais être appelé à jouer de rôle sur la scène politique; mais, obligé d'y paraître, il résolut de ne rien négliger, de ne redouter aucun sacrifice, afin que son intervention fût utile aux hommes en général et à ses concitoyens en particulier, et que, s'il était possible, elle pût honorer sa vie. Pour cela, il prit le parti de régler sa conduite publique sur les principes qui avaient réglé sa vie privée, la franchise et la droiture, et l'axiome *faire ce que dois, adieu ce que pourra*. Jusqu'alors il avait attaqué dans les journaux, tantôt les prétentions théocratiques des catholiques, tantôt le machiavélisme du gouvernement, lequel suivait un système pernicieux de bascule, et favorisait aujourd'hui les philosophes pour combattre les prêtres, et demain les prêtres pour écraser les libéraux. Mais M. de Potter reconnut la nécessité de modifier ses anciens principes, sur l'obligation qu'il croyait imposée à tout gouvernement, de réduire à l'impuissance les catholiques, dans l'intérêt de la liberté de tous, eux seuls exceptés, à cause de leur intolérance religieuse, insupportable, pensait-il, de l'intolérance civile. Il résolut donc, quoique invariablement attaché à ses opinions philosophiques, de réclamer désormais la liberté générale, sans exception aucune, même pour ceux qui révéraient encore la domination, et qui, jouissant du droit commun, ne seraient néanmoins responsables que des efforts matériels et illégaux qu'ils feraient pour réaliser d'injustes prétentions. Le gouvernement sentit de quelle gravité était cette détermination et de quelles conséquences importantes elle le menaçait: il arrêta M. de Potter dès son début. Un article du *Courier des Pays-Bas*, en faveur de la liberté des opinions et des consciences, même pour les jésuites, qui, y disait-on, ne sont punissables devant la loi que comme coupables et non comme jésuites, fut incriminé: convaincu d'avoir exhorté les Belges à faire trêve à leur guerre de doctrine pour mieux résister à l'ennemi commun, le pouvoir arbitraire, lequel, à l'ombre de cette lutte, usurpait facilement les droits de tous, l'auteur fut prévenu d'avoir voulu semer la division et la haine entre les citoyens, et de les avoir excités contre le gouvernement. M. de Potter, par une lettre insérée dans la même feuille, vint de déclarer que l'article lui appartenait. Il fut arrêté le 15 novembre 1848, interrogé et écroué à la maison d'arrêt des Petites-Carmes, à Bruxelles. Le 19 et le 20 décembre, il comparut devant la cour d'assises, composée des conseillers Orts, Putseys, Greindt et Cannoot, et présidée par M. Kerssacker: il était défendu par les avocats Van Meeuwen et Van de Weyer. Il demanda, avant l'ouverture des débats, la publicité entière de l'audience, la garantie du jury et l'emploi de la langue française, qui avaient été illégalement abolis par des arrêtés royaux. Cette demande fut refusée par arrêt. Au reste, M. de Potter n'ignorait pas que la démarche qu'il faisait serait regardée

comme séditieuse, révolutionnaire même, et déterminerait sa condamnation à l'emprisonnement, au lieu de celle à une simple amende que lui avait destinée le pouvoir. Les débats terminés, il prononça un discours qui ajouta à son crime. Il plaidait moins pour lui que pour le redressement de tous les griefs dont se plaignaient les Belges, notamment pour l'abolition de toute censure préalable, la responsabilité ministérielle organisée et garantie, le rétablissement du jury, des codes raisonnables et humains, le droit de se servir de la langue française, la liberté de l'enseignement, l'inviolabilité des droits politiques, en un mot l'exécution franche et entière de la loi fondamentale, jurée par le roi. En vertu d'un arrêté de circonstance, porté en 1815 contre les perturbateurs du repos public, M. de Potter fut condamné à dix-huit mois de prison et mille florins d'amende. Le peuple, qui avait été assidu aux débats, accompagna la voiture qui le ramenait en prison, aux cris de *rien de Potter!* à bas les ministres! et au moment où l'on passa devant l'hôtel de celui de la justice, M. Van Maenen, on en brisa les vitres à coups de pierres. La prison de M. de Potter devint dès lors un centre d'opposition. Il s'y tint presque journellement des concubules où les hommes consciencieux de toutes les opinions se réunirent pour discuter les moyens d'arracher la patrie au despotisme hollandais. Les journaux y recevaient une direction et le mot d'ordre. Les amis de la liberté y combinaient leurs efforts pour hâter l'émancipation de la Belgique. L'union des catholiques et des libéraux se trouvait ainsi conclue par le fait seul de leur alliance contre le despotisme qui les écrasait les uns et les autres. M. de Potter pensa que le service le plus signalé qu'on pût rendre à ses concitoyens, dans cet état de choses, était de constater ce fait, d'en prendre acte, et de fixer la base sur laquelle il reposait, les principes sur lesquels il était fondé, et qui désormais devaient le rendre immuable. C'est dans cette intention qu'il publia sa brochure de *l'Union des catholiques et des libéraux*. L'auteur y professait que le domaine de l'intelligence et de la conscience est essentiellement libre, illimité, et au-dessus de toute loi positive; que la loi légitime n'a de prise que sur les actes extérieurs et consommés, tels qu'elle les a prévus; que le triomphe de la vérité doit résulter d'une lutte intellectuelle et morale sans entraves aucune, et qu'il ne peut résulter que d'elle seule; que la liberté ne mérite ce nom que lorsqu'elle est égale pour tous, sans exceptions, ni acceptions, ni catégories; que l'équité, c'est l'égalité dans la liberté; que la loi ne connaît que des citoyens et des devoirs civiques, et que le reste ne la regarde pas; qu'aider même ses adversaires à reconquérir leurs droits, c'est travailler au triomphe de la liberté générale et de sa propre liberté, laquelle, si elle était exclusive, serait non liberté, mais privilège, oppression, despotisme, et exposerait à des réactions sans fin, de manière que la violence et la persécution se succéderaient à l'infini pour chaque parti, chaque opinion, chaque secte; que, par conséquent, contribuer à conquérir la liberté de la presse pour les philosophes était aussi avantageux aux catholiques, que d'émanciper l'enseignement pour les catholiques l'était aux philosophes; que la presse philosophique est surtout redoutable au catholicisme là où il y a censure religieuse, et l'enseignement religieux à la philosophie là où le clergé est légalement exclu de l'instruction; que tout peut se penser, se dire, se publier, enseigner; mais que rien ne peut se faire de ce que la loi défend, laquelle, cependant, ne peut légitimement défendre que ce qui viole réellement les droits d'un individu ou de la société: etc. Le gouvernement fit écrire contre la nouvelle doctrine, qui, dans le fait, était mortelle pour l'arbitraire. M. de Potter, qui en était l'apôtre, répondit aux objections, et bientôt une nouvelle attaque ministérielle nécessita une nouvelle défense imprimée. Ces réponses ne laissèrent plus lieu à répliquer: l'auteur y avait rapporté textuellement les arguments de son adversaire officiel, et les avait réfutés l'un après l'autre en forme de dialogue. La doctrine de l'union réelle de tous les amis sincères de la vraie liberté, sans distinction des opinions spéculatives, phi-



isosophiques ou religieuses, fut inébranlablement fondée, et M. de Potter annonça hautement que cette doctrine, destinée à faire le tour du monde, délierait procureurs du roi et gendarmes, canons et hautes-justices, ferait pâlir les ministres et tomber les rois. Un an après, Guillaume était renversé. Les entreprises liberticides des agents du gouvernement hollandais devenaient de plus en plus audacieuses et criminelles. Dès le mois d'avril 1839, M. de Potter avait cherché à éclairer le roi à cet égard dans une brochure anonyme, intitulée : *Rapport d'un ministre*. En novembre suivant, par sa *Lettre à D-mophile*, il donnait de sages conseils à un ministre belge sur ses devoirs dans ces critiques circonstances; et un mois après, il en adressait une autre au roi sur le projet de loi qu'on venait de rendre contre la presse, et sur le message royal qui l'accompagnait. Ce message était le symbole de l'absolutisme, et on le faisait signer par tous les fonctionnaires publics. M. de Potter prédit au roi que, si son gouvernement continuait à marcher dans la voie où il était entré, la séparation de la Belgique et de la Hollande était inévitable. Outre ces écrits, et quelques pétitions aux états-généraux concernant sa détention, devenues illégales depuis l'abrogation de la loi en vertu de laquelle il avait été condamné, M. de Potter entretenait encore du fond de sa prison une correspondance suivie avec la plupart des libéraux de la Belgique, et notamment avec son ami particulier, M. Tielemans, référendaire au ministère des affaires étrangères à La Haye. Cette dernière correspondance donna lieu, en janvier 1839, à un projet d'association très étendu, tendant à réaliser en fort peu de temps, et à appliquer pratiquement les principes émis dans la loi fondamentale des Pays-Bas, sinon contraire, du moins malgré le gouvernement, qui travaillait ouvertement à démolir cette loi pièce à pièce. Le projet que M. de Potter fit paraître dans les journaux, et qu'il signa, fut aussitôt incriminé : tous ses papiers furent saisis dans sa prison, et lui-même fut mis au secret le plus rigoureux pendant six semaines. Par suite de la correspondance citée plus haut, M. Tielemans fut aussi arrêté, ainsi que M. Bartels, éditeur du *Catholique*, journal de Gand, et les imprimeurs du *Courier des Pays-Bas*, du *Belge* et du *Catholique*. Il ne s'agissait de rien moins dans le principe que de faire déclarer qu'il y avait complot tendant à renverser le gouvernement, et par conséquent de faire condamner les accusés à la peine de mort. La crainte de mouvements populaires en leur faveur fit qu'on se contenta d'établir la proposition non agréée de ce complot, et l'on condamna alors M. de Potter à huit années de bannissement, et à être, à son retour, pendant autant de temps, sous la surveillance de la haute police. MM. Tielemans et Bartels furent condamnés à sept ans de la même peine, et l'on en appliqua cinq à l'imprimeur du *Catholique*. MM. de Potter, Tielemans et Bartels avaient eu pour défenseurs MM. Van Meenen, Gendebien, Van de Wyer, Blarigies et Degamond, et pour juges MM. Meynaerts, président; Cammeert, Laubry, Greindl et de Roovere, conseil ers. Le gouvernement eut le tort grave de publier non seulement la partie politique de la correspondance de MM. de Potter et Tielemans, laquelle avait fait le fond du procès, mais encore ce qu'elle renfermait de plus privé, de plus intime, en un mot la correspondance entière. Cette violation infamante du secret des lettres, du secret de plusieurs familles, des épauchements de la confiance et de l'amitié, violation du reste qui ne produisit rien qu'un pût sérieusement reprocher aux condamnés, souleva l'indignation publique, et porta un coup décisif au despotisme immoral des Nassau en Belgique. C'est à cette occasion, et surtout à celle des colonnes sous lesquelles les séides du ministère avaient cherché à perdre à jamais M. de Potter, qu'il publia sa *Lettre à M. Sylvain Van de Wyer*. Les bannis s'adressèrent au gouvernement français pour en obtenir le droit d'asile. M. de Polignac le leur refusa. Ils furent envoyés en Suisse par les provinces rhénanes de Prusse. La Prusse les repoussa, et, sous escorte de gendarmerie, les renvoya en Belgique, où ils furent retenus dans le misérable village

de Vacht, avec des gendarmes pour surveillants, pendant près de deux mois. Leurs femmes et leurs enfants avaient pris les devants pour pouvoir voyager de concert avec eux; mais la Prusse les repoussa également en les faisant accompagner par des sbires. Enfin les papiers des condamnés étant en règle, et la révolution française de 1830 les ayant fait presser leur départ de peur d'être forcement retenus en Belgique par le gouvernement, qui craignait par-dessus toute chose qu'ils n'allaient habiter Paris, ils traversèrent la Prusse du Rhin, du sud au nord, toujours surveillés par la gendarmerie, et arrivèrent à Mayence. Là, redoublant leurs précautions, et obligés seulement de ne pas s'arrêter, ils se dirigèrent sur Strasbourg, d'où ils se rendirent à Paris. Ils y furent reçus comme ils méritaient de l'être : M. de Potter particulièrement fut accueilli et fêté de manière à lui témoigner la haute estime qu'on avait en France pour son patriotisme, son courage et son savoir. De Paris, il adressa une nouvelle lettre au roi des Pays-Bas, le 24 août, jour de sa fête, pour le presser de déclarer au plus tôt la séparation administrative et parlementaire de la Belgique et de la Hollande, si S. M. ne voulait, disait-il, que la force des choses et la volonté des Belges ne l'opérassent sans lui et malgré lui. Le lendemain, la révolution éclata à Bruxelles : le roi en reçut la nouvelle en même temps que la lettre de M. de Potter. Les amis de celui-ci étaient devenus les chefs de la révolution belge; cependant il fut plusieurs semaines sans en recevoir de nouvelles, malgré ses demandes répétées, devant aussi recevoir des instructions sur ce qu'il pourrait faire pour le service de sa patrie, et sur la question si importante pour lui et peut-être pour la Belgique, de savoir s'il serait convenable et utile qu'il y retournât malgré sa condamnation. Il était d'ailleurs journellement consulté par des compatriotes qui venaient partir pour Bruxelles, qui lui demandaient des secours, et il ne savait quelle réponse faire. Il chercha alors à se mettre en communication directe avec le gouvernement français sur des intérêts qui devaient toucher beaucoup ce dernier; mais ce fut sans résultat. Ses amis de Bruxelles lui écrivirent enfin, mais pour lui dire de rester dans une complète inaction; que son retour dans sa patrie serait une déclaration de guerre à la Hollande; ce qu'ils voulaient éviter; que son apparition serait le signal d'une révolution complète, et qu'ils ne voulaient que des concessions légalement sollicitées, des négociations sur un changement de système, une espèce de réforme dans la marche jusqu'alors suivie, et pour commencer l'œuvre, un accord avec le roi. Plus tard, on put s'apercevoir que leurs négociations avec la Hollande ayant échoué, ils voulaient éventuellement l'incorporation de la Belgique à la France, avec laquelle ils traitaient depuis longtemps à cet effet; mais la France, ne se croyant pas prête pour faire et soutenir cette conquête, ordonna aux siens à Bruxelles d'étouffer la révolution et de remettre la patrie. Vers la fin de septembre, M. de Potter se rendit à Lille pour y recevoir sa mère qui venait habiter avec lui à Paris. Il y trouva, ainsi qu'à Valenciennes, presque tous les chefs du mouvement belge, lesquels avaient pris la fuite à l'approche des Hollandais. Mais le peuple vaincu : la guerre étant ainsi allumée et la révolution flagrante, M. de Potter fut rappelé à Bruxelles. Il fut adjoint aussitôt au gouvernement provisoire. Mais il s'aperçut promptement que ce corps, délibérant plutôt qu'agissant, ne prendrait jamais l'attitude et les mesures révolutionnaires voulues, selon lui, par l'époque et les circonstances. Il essaya alors de le dominer; mais il eut contre lui la majorité de ses collègues. Il sentait qu'il aurait fallu à la Belgique un pouvoir fort et non partagé. Il se sentait le courage d'en assumer sur sa tête la responsabilité si cela eût été possible. Mais ses collègues étaient, pour la plupart, ses anciens amis, ses défenseurs lors de ses procès politiques, ceux en un mot qui avaient fait jusqu'alors de l'opposition avec lui et comme lui : tous jouissaient en outre d'une réputation excellente d'hommes honorables et probes; il n'y avait ni ne pouvait y avoir en Belgique de réputation d'homme d'état. (A chercher

les écarter du pouvoir, eux qui y avaient appelé M. de Potter, c'eût été se charger d'une apparence d'ingratitude et d'ambition qui, en un instant, lui eût fait perdre toute sa popularité, sa seule force, son unique moyen pour faire un peu de bien. M. de Potter devait pourtant ne lâcher d'éloigner ses collègues ou se retirer; c'est ce dernier parti qu'il choisit. Il s'y décida avec d'autant moins de regret, qu'il pensait que la France se montrait tout-à-fait au-dessous du rôle que sa position et ses intérêts l'obligeaient de jouer dans ce grand drame politique. Il croyait qu'elle n'avait d'autre moyen d'arracher la Belgique à l'Angleterre que de protéger son indépendance sous un gouvernement indigène. Mais la France n'en agissait pas tout-à-fait ainsi. Fort heureusement pour la Belgique, l'Angleterre ne pouvait non plus enlever ce pays au danger d'être conquis par la France que par le même procédé. C'est de ce dernier pays qu'on fit, au contraire, à M. de Potter, la proposition de favoriser le retour du prince d'Orange, roi sans avenir, lui disait-on, et par conséquent le plus convenable à la France, encore forcée, comme l'a été depuis M. Thiers, d'ajourner la conquête de la Belgique. L'Angleterre ne se montrait pas plus éclairée sur ses vrais intérêts, et laissait parler une ambition plus pressée encore que celle de sa rivale, qu'elle appelait son alliée. M. de Potter ne voyait dans sa patrie que des monarchistes qui cherchaient pour leur monarchie des relations avec les maisons régnantes, et par ces relations des débouchés aux produits belges; par conséquent des gens tout disposés à donner dans tous les pièges que l'Angleterre et la France tendraient à leur politique de complot et d'atelier. Lui, au contraire, voulait la déchéance immédiate des Nassau, l'indépendance non menagée de la Belgique, et l'institution d'une forme de gouvernement républicain, sous la protection aussi nécessaire qu'indéclinable de la France. Selon lui, le congrès national était appelé, non pour établir ces choses qu'il n'aurait jamais établies, mais pour les ratifier après les avoir trouvées fondées par le gouvernement révolutionnaire; et par *république*, M. de Potter entendait non pas le changement de quelques noms et de quelques formes gouvernementales, mais, autant que possible, la suppression de tout gouvernement; c'est à dire la liberté la plus large, rendue *réellement* aux individus, aux familles, aux communes et aux provinces, et par ce moyen la réduction de moitié des charges de l'état, réduction tout entière au profit des classes inférieures; l'élection par suffrage universel de tous les fonctionnaires, de toutes les magistratures législatives, judiciaires et administratives; et la déclaration solennelle et fortement garantie que désormais la loi, strictement bornée aux actes extérieurs et matériels de la vie, serait sans pouvoir et sans force sur les facultés essentiellement libres de l'homme, celles de penser, de croire et de manifester sa croyance, de parler, d'écrire, d'enseigner et de s'associer. Dans cette république, toutes les fonctions devraient nécessairement être temporaires. M. de Potter désirait vivement que celle de chef du pouvoir exécutif le fût également. Mais sur cette question, comme sur bien d'autres, il était, simple agent du peuple, prêt à se soumettre à sa volonté. Seulement, ne voyant d'autre moyen de clore la révolution belge que par le rappel du prince d'Orange, la réunion pure et simple à la France, ou la république, il déclara qu'il ne consentirait *artiquement* qu'au triomphe de cette troisième combinaison, laquelle, abstraction faite de ses principes, de ses convictions et de ses mœurs républicaines, lui paraissait la seule propre pour éviter la perte de l'indépendance de la Belgique ou la contre-révolution. Rien n'aurait pu lui faire signer le retour de la famille déchue, ou sa soumission à un nouveau maître. Ses collègues, sans prudence de détermination positive à cet égard, s'en remirent aux événements et au congrès, entre les mains duquel ils déposèrent leurs pouvoirs. Ils furent coulés. M. de Potter saisit le moment, et, sans rien rendre au congrès dont il n'avait rien reçu, il annonça au peuple qu'il se retirait. Attaqué avec acharnement par les envieux, par ses en-

nemis, et surtout par ses anciens amis; calomnié comme par ses collègues, il fit l'apologie de sa conduite dans une lettre à ses concitoyens; elle eut un grand succès. Il y démontra que les circonstances et les hommes une fois donnés, il n'avait pu ni dû agir que comme il l'avait fait. Ainsi qu'il l'avait prédit, le congrès fut au-dessous de sa mission. Cette assemblée s'en remit aussi aux événements, et ces événements, ce furent les puissances étrangères qui les imposèrent. Des lors la Belgique fut effacée comme état indépendant. Le congrès avait décrété la forme monarchique, quoique les Belges n'eussent point chez eux de candidat pour le trône héréditaire. Il fallait donc quêter un candidat à l'étranger, et par conséquent ne pas trouver mauvais que l'étranger se mêlât d'une affaire qui devenait ainsi la sienne en partie. Ce fut le commencement du règne de la diplomatie et la mort de la révolution belge. Ayant échoué dans toutes ses élections de rois, et nommément dans celle du duc de Nemours, que M. de Potter croit avoir été imposée par la France, mais qu'elle avait résolu de ne point accepter, l'assemblée des représentants de la nation était perdue dans l'opinion publique et le gouvernement provisoire détruit. M. de Potter crut alors devoir faire une dernière tentative pour relever la cause populaire et sa patrie. Il forma une association patriotique dont le but avoué était de maintenir les deux décisions du congrès, celle de l'indépendance et celle de l'exclusion des Nassau, aux dépens de la décision concernant le principe monarchique héréditaire; de mettre tout en œuvre et de se reculer devant aucun sacrifice pour obtenir la revocation de cette dernière, comme seul moyen de rendre irrévocables les deux autres. Lui et ses adhérents, à l'aide des événements récents, des embarras inextricables dans lesquels s'était mis le gouvernement, et de la misère publique, qu'un provisoire perpétuel allait porter à son comble, avaient prouvé au peuple qu'un gouvernement indigène, et par conséquent républicain, était le seul pour l'établissement duquel on pouvait repousser tout concours étranger; le seul, par conséquent, qu'il ne dépendait que des Belges d'établir tout de suite, comme ils l'entendaient, et efficacement. Ils étaient sur le point de réussir quand le gouvernement provisoire expirait trompé le peuple sur leurs vues, et le congrès sur leur patriotisme désintéressé. La police suscita et paya, à ce que pense M. de Potter, une émeute populaire contre eux, et il fut personnellement forcé de prendre la fuite pour ne pas en être la victime. Paris devint une seconde fois son asile et celui de sa famille. Il y vit dans une retraite presque absolue, s'occupant, en quelque sorte exclusivement, à rédiger les précieux documents qu'il a recueillis pour la seconde édition de son *Histoire générale de l'Eglise*, dont les deux premiers volumes seront entièrement re-fondus et doublés, et les six autres considérablement augmentés. M. de Potter a publié: 1° *Considérations sur l'histoire des principaux conciles, depuis les apôtres jusqu'au grand schisme entre les grecs et les latins*, Bruxelles, 1816, 2 vol. in-8°; 2° *Esprit de l'Eglise, ou considérations philosophiques et politiques sur l'histoire des conciles et des papes, depuis Charlemagne jusqu'à nos jours*, Paris, 1821, 6 volumes in-8°. Cet ouvrage, joint aux deux volumes sur l'histoire des premiers conciles, se vendit sous le titre commun de *L'Esprit de l'Eglise, ou considérations philosophiques et politiques sur l'histoire des conciles et des papes, depuis les apôtres jusqu'à nos jours*, Paris, 1821, 8 vol. in-8°; 3° *Vie de Scipion de Ricci, évêque de Pistoia et Pisto*, Bruxelles, 1825, 3 vol. in-8°; 4° édition, Bruxelles, 1826, 3 vol. in-18. Cet ouvrage fut contre-fait à Paris, sous ce titre: *Mémoires de Scipion de Ricci*, etc., Paris 1826, 4 vol. in-8°. L'éditeur parisien y avait fait de nombreuses coupures que M. de Potter publia sous le titre du n° 5; 4° *Saint Napoléon au paradis et en exil, poèmes avec des notes, suivis d'une épître au diable*, Paris (Bruxelles), 1825, 1 vol. in-12. Une seconde édition parut en 1827: *Mémoires contenant tous les renseignements exigés par la police française dans la contre-façon faite à Paris, Bruxelles, 1826, in-8°*; 6° *Epître à saint Pierre, suivie de notes contenant les faits les plus*

importants de l'histoire des papes, Bruxelles, 1826, 1 vol. in-12; 7° *Lettres de saint Pie V sur les affaires religieuses de son temps en France*, adressées à Charles IX, Catherine de Médicis, etc., Paris, 1826. Ce n'était, comme on l'a dit, qu'une partie de l'ouvrage entier, qui parut peu après sous ce titre: 8° *Lettres de saint Pie V sur les affaires religieuses de son temps en France*, suivies d'un catéchisme catholique-romain, comprenant la législation pénale ecclésiastique en matière d'hérésie, Bruxelles, 1827, 1 vol. in-8°; 9° *Rapport d'un ministre ami de sa patrie et peu attaché au portefeuille*, au roi des Pays-Bas, sur la disposition actuelle des esprits et la situation des choses en Belgique, Bruxelles, avril 1829, in-8°; 10° *Union des catholiques et des libéraux*, Bruxelles, juin 1829, in-8°. La seconde édition parut le mois suivant; 11° *Réponse à quelques objections, ou éclaircissements sur la question catholique dans les Pays-Bas*, Bruxelles, 14 juillet 1829, in-8°; 12° *Dernier mot à l'anonyme du Gend sur l'union des catholiques et des libéraux dans les Pays-Bas*, Bruxelles, 10 août 1829, in-8°; 13° *Lettre de Démophile à M. Van Gobbelschroy sur les garanties de la liberté des Belges à l'époque de l'ouverture de la session des états-généraux*, 1829-1830, Bruxelles, novembre 1829, in-8°; 14° *Lettre de Démophile au roi sur le nouveau projet de loi contre la presse*, et le message royal qui l'accompagne, Bruxelles, décembre 1829, in-8°; 15° *Lettre de M. de Potter à M. Sylvain Van de Weyer, précédée d'un avant-propos de l'éditeur*, Bruxelles, mars 1830; 16° *Lettre à nos concitoyens*, Bruxelles, 23 novembre 1830, in-8°. Il y eut deux éditions en quinze jours. 17° *De la révolution à faire d'après l'expérience des révolutions avortées*, Paris, décembre 1831, in-8°.

POUILLET (CLAUDE-SERVAIS-MATHIAS). C'est seulement par leurs travaux que la plupart des personnes qui cultivent les sciences se révèlent à leurs concitoyens. Leur vie est rarement fertile en événements, et le biographe n'a pour le faire connaître d'autre moyen que l'exposé des résultats de leurs veilles laborieuses. C'est le cas où nous nous trouvons pour M. Pouillet, et, quelque grande que soit la réputation méritée dont il jouit, nous nous trouvons obligés de nous borner, sur son compte, à une sèche nomenclature de découvertes importantes dont il a enrichi la science et des diverses fonctions qu'il a été appelé à remplir. Né à Cuesance, près Baume-les-Dames, département du Doubs, le 16 février 1791, M. Pouillet entra, en 1811, à l'école normale, où il remplit plus tard, et successivement, les fonctions de répétiteur et de maître de conférences pour les sciences mathématiques. Alors déjà il était professeur de physique au collège de Bourbon. Cette même année, il fut nommé professeur suppléant pour les sciences physiques à la faculté des sciences, et, quelques années après, professeur en titre. En 1827, M. Pouillet fut chargé d'enseigner la physique et la chimie au duc de Chartres, aujourd'hui duc d'Orléans. Il remplit encore maintenant les mêmes fonctions auprès des jeunes frères de ce prince. En 1829, il obtint le titre de sous-directeur du Conservatoire des arts et métiers, où il occupa en même temps la chaire de physique. En 1831, par suite de la démission de M. Dulong, l'académie des sciences désigna M. Pouillet pour la chaire de physique à l'école polytechnique; mais des raisons de santé lui firent donner sa démission dès qu'il eut terminé les cours. A la fin de la même année, la place de directeur du Conservatoire des arts et métiers étant devenue vacante, M. Pouillet fut désigné pour la remplir en qualité de professeur administrateur. Il a aussi, pendant plusieurs années, professé la physique à l'athénée de Paris. Enfin deux vacances successives dans la section de physique de l'académie des sciences ont fait porter deux fois M. Pouillet sur la liste des candidats, et le petit nombre de voix qui lui a manqué chaque fois pour obtenir la majorité prouve la haute estime que l'académie fait de ses travaux. Dans la seconde candidature, où M. Pouillet était en concurrence avec M. Becquerel, les voix se partagèrent également entre eux; à la séance suivante, M. Becquerel l'emporta à la majorité d'une voix. Voici la liste sommaire des travaux de M. Pouillet: 1° Mé-

moire sur les anneaux colorés qui se forment par la réflexion de la lumière à la seconde surface des lames épaisses, et sur un nouveau phénomène qui s'y rapporte, lu à l'académie des sciences, le 26 janvier 1816. (*Annales de chimie et de physique*, t. I, p. 87.) Il résulte des expériences consignées dans ce mémoire qu'il existe un rapport remarquable entre les causes de la diffraction et la double réflexion qui sert de base à la théorie de Newton. 2° (avec M. Biot) plusieurs Mémoires sur la diffraction de la lumière. Ces mémoires, lus à l'académie des sciences en 1817, n'ont point été publiés. Ils ont pour objet la détermination expérimentale des lois que suivent les bandes diffractées dans divers milieux. 3° Mémoire sur des nouveaux phénomènes de production de chaleur, lu à l'académie des sciences, le 22 avril 1822. (*Annales de chimie*, t. XX, p. 121.) Ce mémoire a pour objet de démontrer que l'action moléculaire qui s'exerce entre un solide et un liquide à l'instant du contact est toujours accompagnée d'un dégagement de calorique qui détermine, dans les rochers animal et végétal, des combinaisons chimiques dont l'accomplissement serait impossible sans cette production de chaleur. 4° Premier mémoire sur les phénomènes électro-magnétiques, lu à l'académie des sciences, le 19 août 1822. (*Annales de chimie*, t. XXI, p. 77.) Les nombreuses expériences que contient ce mémoire présentent une analyse nouvelle de l'action composée qui s'exerce entre les aimants et les courants. 5° Mémoire sur la chaleur solaire, lu à l'académie des sciences, le 9 août 1824. Le principal résultat de ce travail est la détermination précise de la quantité de chaleur que le soleil verse sur le sol, à Paris, dans un temps donné, soit à midi, soit aux différentes heures du jour. 6° Premier mémoire sur l'électricité des fluides élastiques et sur l'origine de l'électricité de l'atmosphère, lu à l'académie des sciences, le 30 mai 1826. (*Annales de chimie*, t. XXXV, p. 401.) 7° Deuxième mémoire sur l'électricité de l'atmosphère, lu à l'académie des sciences, le 4 juillet 1826. (*Annales de chimie*, t. XXXVI, p. 1.) Les résultats contenus dans ces deux mémoires conduisent à cette conséquence, que l'évaporation qui a lieu sans cesse à la surface des continents et des mers est une des sources de l'électricité atmosphérique, parce que les eaux qui s'évaporent tiennent toujours en dissolution des substances étrangères, et que la végétation est aussi très probablement une autre source d'électricité atmosphérique. 8° Deuxième mémoire sur les phénomènes électro-magnétiques, lu à l'académie des sciences, en août 1827. Les expériences contenues dans ce mémoire ont pleinement confirmé la théorie générale de l'électro-magnétisme imaginée par M. Ampère. 9° Mémoire sur la mesure des courants thermo-électriques, et sur un nouveau moyen de déterminer l'intensité magnétique de la terre, lu à l'académie des sciences, le 18 août 1828. 10° Mémoire sur les attractions et répulsions apparentes des corps chauffés, et sur la vitesse avec laquelle se transmet la chaleur dans les divers substances, lu à l'académie des sciences, en février 1829. Il résulte de quelques unes des expériences décrites dans ce mémoire que les mouvements attractifs et répulsifs qu'on remarque dans une aiguille très légère, suspendue par un cheveu ou un fil de soie, lorsqu'on en approche un corps dont la température est différente de celle du milieu environnant, sont dus uniquement aux courants d'air produits même dans le vide des meilleures machines pneumatiques. 11° Mémoire sur les températures auxquelles diverses substances perdent leurs propriétés magnétiques, et sur un rapport qui semble exister entre les apparences magnétiques de ces substances et le nombre des atomes qui les composent, lu par extrait à l'académie des sciences, en février 1829. Ce mémoire, dont le titre suffit pour en faire connaître la nature, renferme une seconde partie, dans laquelle M. Pouillet s'est proposé de déterminer les divers degrés de condensation que peuvent éprouver les gaz et les autres corps non métalliques, soit quand ils se dissolvent dans les liquides, soit quand ils entrent comme éléments dans diverses combinaisons chimiques. 12° Mémoire sur l'évaluation des hautes températures au degré du thermomètre à air, lu à l'académie des sciences, le 16 mars 1829. Les expériences décrites dans ce mémoire

ont été faites avec un nouveau thermomètre à air de l'invention de l'auteur. Enfin M. Pouillet a publié un *Traité de physique et de météorologie*, Paris, 1856-1859, 2 vol. in-8°, en quatre parties; une deuxième édition a paru en 1855.

**POUILLY** (JEAN-SIMON LÉVASSOR de), fils d'un magistrat estimé, naquit à Reims, le 8 mai 1734. Son père, qu'il ne conserva que jusqu'à l'âge de seize ans, et ses deux oncles, également instruits, prirent un grand soin de son éducation. Après avoir achevé ses études, il fut appelé dans la capitale par l'un d'eux, l'académicien Burigny, qui le fit recevoir chez M<sup>me</sup> Geoffrin et dans d'autres maisons où beaucoup d'hommes de lettres se réunissaient habituellement. Malin surtout se plut à encourager par ses conseils les premiers essais de Pouilly, mais en lui persuadant de donner aux diverses branches de l'histoire une préférence presque exclusive. Il publia donc, dès l'âge de vingt et un ans, l'*Éloge de Rogier*. Son oncle le félicita davantage ensuite au sujet de la *Vie de L'Hôpital*, composée vers la même époque : cependant l'impression en fut différée. Au commencement de la guerre de sept ans, le frère de Burigny, Champaux, se trouvant envoyé de France auprès d'une cour d'Allemagne, Pouilly résolut d'en profiter et de suivre la carrière diplomatique; mais ses espérances furent bientôt détruites par la destitution de son oncle. Ainsi ramené dans sa patrie, il obtint à Reims la place de lieutenant-général du bailliage. Ces fonctions, qu'il remplit avec honneur pendant près de trente années, ne le détournèrent pas entièrement des travaux littéraires, objet de sa prédilection. Mais lorsqu'une occasion se présenta de soutenir, en matière de droit, les intérêts de sa province, il s'en acquitta avec l'approbation publique, dans un mémoire où il sut parfaitement distinguer les prérogatives restées au monarque de celles que le système féodal pouvait avoir consacrées. On a imprimé deux fois cet écrit, et il a été mentionné honorablement dans le *Recueil des ordonnances*. En 1777, Pouilly fut nommé conseiller d'état. Cinq ans après, il fut appelé à la direction des affaires de la ville de Reims, d'après le libre suffrage des habitants, dont il justifia la confiance soit par des travaux pour la salubrité ou par l'embellissement des promenades, soit en trouvant les moyens d'acquitter une portion des dettes municipales. Plus tard, son élection comme syndic de la noblesse et du clergé de la Champagne le fit renoncer au titre de lieutenant de bailliage, incompatible avec ses nouveaux devoirs. Ceux-ci eurent peu de durée. En 1789, il se retira près de Genève, où Champaux avait joui d'une assez grande considération, et il s'y livra particulièrement avec le célèbre Charles Bonnet. Rentré en France dans des temps plus calmes, mais se fixant à Reims, Pouilly ne put recevoir de l'institut que le titre d'associé correspondant. Cependant il avait été membre de l'académie des inscriptions depuis 1768, et il appartenait aussi à la société de Châlons-sur-Marne. Ses dernières années s'écoulèrent toutes au milieu de sa famille, sous le ciel natal, et dans des loisirs conformes à son goût pour les lettres. La mort ne le frappa que dans sa quatre-vingt-sixième année, le 24 mars 1820. Ses ouvrages sont : 1° *Eloge de Jean Rogier, lieutenant des habitants de Reims*, 1758; 2° *Vie du chancelier de L'Hôpital*, 1764, in-12, et 1774, in-8°. On en trouve un éloge dans *L'Année littéraire*, tome III, et Voltaire en a aussi parlé favorablement. 3° *Dissertation* (composée de deux mémoires insérés dans le *Recueil de l'académie des inscriptions*, tome XXXIX) sur la naissance et les progrès de la juridiction temporelle des évêques, depuis l'établissement de la monarchie jusqu'à un commencement du quatorzième siècle, 1770; 4° *Eloge de Charles Bonnet*, Lausanne, 1794, in-8°; 5° *Théorie de l'imagination*, Paris, 1803, in-12. Ce sont des recherches analytiques, et d'une philosophie sage et douce, sur les sentiments louables ou vicieux, heureux ou pénibles, dont l'imagination paraît être la cause déterminante.

**POULLO** (CONSTANTIN-NICOLÒ), littérateur, né à Smyrne, d'une famille grecque, aujourd'hui employé à la bibliothèque de l'institut, a publié : 1° plusieurs poésies grecques, parmi lesquelles on remarque une

*Ode au printemps*, 1817, et une *Ode à M. Spiridon-Conto*, insérée dans les *Annales encyclopédiques* de janvier 1818, avec la traduction en vers par M. Mabul; 2° des éditions de quelques vies de Plutarque et de quelques tragédies de Sophocle; 3° *Notice sur la vie et les écrits d'Aléxis*, l'un des principaux auteurs de la révolution grecque, extraite de la *Revue encyclopédique*, à laquelle M. Nicolò Poulo coopéra depuis sa rédaction. Il a mis en musique plusieurs romances qui sont encore inédites, parmi lesquelles on distingue l'*Ode de Sapho*, traduction de Boileau, retouchée par Delille : la musique en est simple et touchante. Cet amateur distingue à aussi mis en musique une ode latine de M. Marron, prière pour les Grecs, à quatre voix, et le *Domine, salvem*, autre prière pour les Grecs, dont les paroles sont aussi de lui, et que M. L. Berton a arrangée pour trois voix, avec un brillant accompagnement de piano.

**POUSSELGUE** (J.-B.-E.), membre de l'institut d'Egypte, avait été secrétaire du ministre Faypoult, et fut nommé, lors de l'expédition d'Egypte, contrôleur des dépenses et administrateur-général des finances de l'armée d'occupation. Avant l'expédition, au mois de novembre 1797, Bonaparte l'envoya, sous le prétexte d'inspecter les échelles du Levant, mettre la dernière main au projet que l'on avait sur Malte. Revenu en France, il s'embarqua sur la flotte qui conduisit Bonaparte vers cette île, et fut chargé des négociations qui amenèrent la reddition de la place. Son intelligence, sa probité et sa grande activité furent extrêmement utiles au général en chef et à l'armée, dont la solde fut toujours exactement servie pendant l'occupation de l'Egypte. Resté dans cette contrée après le départ de Bonaparte pour la France, il envoya au directoire, de concert avec le nouveau général en chef, Kléber, des rapports dans lesquels le prédecesseur de celui-ci était assez peu ménagé. Ces rapports ayant été interceptés furent publiés par les Anglais, et Bonaparte, devenu premier consul, ne pardonna jamais à Poussielgue la part qu'il y avait prise. Revenu en France après l'evacuation de l'Egypte, cet administrateur, dont les talents étaient supérieurs, ne put néanmoins, malgré ses droits et des recommandations enpressées, souvent réitérées, obtenir aucun emploi. Il est mort dans la retraite il y a peu d'années. Il avait été de l'institut d'Egypte, section d'économie politique. On a de lui : 1° *De la contribution en nature*, 1801, in-8°; 2° *Des finances de la France en 1817*, in-8°; 3° *Des répartitions de la contribution foncière et du cadastre*, 1817, in-8°.

**PRADIER** (JANUS), statuaire, membre de l'académie des beaux-arts, et de la légion d'honneur, est né à Genève, en 1794. Il vint de bonne heure à Paris où il étudia la sculpture sous le célèbre Lemot. Par une faveur particulière, Napoléon lui accorda une pension pour tout le temps de ses études. M. Pradier répondit à cette faveur par des succès précoces. Il remporta le premier grand prix de sculpture en 1813, et il fut envoyé à Rome aux frais du gouvernement. En 1819, il obtint une médaille d'or à l'exposition, et en 1827, il remplaça Stouff à l'institut. M. Pradier est professeur à l'académie de France. On a de ce statuaire : le duc de Berry mourant dans les bras de la Religion, groupe en marbre, de sept pieds, placé dans la chapelle de l'Eglise Saint-Louis, à Versailles, où le prince fut baptisé; un buste de J.-J. Rousseau (à Genève); un bas-relief pour l'arc de triomphe du Carrousel; une figure pour la Bourse, la Fortune publique; quatre Renommées de dix-huit pieds, pour l'arc de triomphe de l'Etoile; un groupe des trois Grâces, en marbre, grand comme nature; la statue de Rousseau, en bronze, de sept pieds six pouces (à Genève); un Fleuve, en bronze, de dix-sept pieds, pour la fontaine de l'Éléphant; une Bacchante et un Satyre, groupe en marbre, au musée de Rouen; le même, également en marbre, à Auteuil, chez M. Ternaux; une Nymphe en marbre, exposée en 1819; Niobe, en marbre, à la galerie du Luxembourg; buste en marbre de Charles Bonnet, exposé en 1822; en 1824, buste de Louis XVIII, en marbre grec; Psyché en marbre grec, provenant d'une colonne d'un temple de Vénus à Vicie, au musée du

Luxembourg: en 1837, un buste de Charles X, en marbre de France, placé au ci-devant musée Charles X: la Liberté, pour la chambre des députés: l'Ordre public: un Cyprès; un Prométhée en marbre d'Italie, acquis par la maison du roi, ainsi qu'un Vénus en marbre des Pyrénées, placés au musée du Luxembourg.

PRATT (CHARLES), chancelier d'Angleterre, plus connu sous le nom de Camden. Né en 1713, il fit ses études à Eton et à Cambridge, et, pendant quelques années, il exerça la profession d'avocat sans succès, bien qu'il fût habile jurisconsulte. La carrière parlementaire ne s'ouvrit pour lui qu'en 1784, lorsqu'il fut élu par le bourg de Downton. Cinq ans après, il fut nommé juge-avocat de Bath, puis procureur général du roi. Il présida la cour des plaids-communs dès la fin de 1761, et devint chevalier vers la même époque. Ce fut alors que sa réputation s'établit: il joignait à la science du légiste l'impartialité du magistrat et la dignité propre à ses fonctions de président. Sa conduite dans l'affaire de Jean Wilkes et dans celle des imprimeurs de North-Briton confirma l'idée qu'on avait déjà de ses talents: il reçut de toutes parts des félicitations. Le lord-maire de Londres et le conseil de la ville lui adressèrent, dans une boîte d'or, l'acte de participation à leurs franchises, et lui décernèrent d'autres honneurs. En 1765, il fut reçu au nombre des pairs, avec le titre de baron de Camden, et, l'année suivante, il remplaça lord Northampton en qualité de grand-chancelier. D'un caractère trop indépendant pour se croire tenu d'embrasser toutes les opinions politiques de Rockingham, à qui il avait dû son admission dans la chambre des lords, il s'éleva avec force contre l'acte déclaratoire qui tendait à ôter aux colonies toute liberté. On le vit même préférer aux intérêts de sa popularité le bien public, dans une question relative à l'exportation des grains. Un peu maltraité dans la soixantième lettre de *Junius*, il continua néanmoins à jouir de l'estime des divers partis et de la confiance générale que lui avaient attirée surtout sa politesse, sa sagacité et la clarté de son élocution. Il se laissa moins abuser que la plupart des hommes d'état de la Grande-Bretagne sur les conséquences du mécontentement des colonies d'Amérique, et sa constante opposition à cet égard lui fit perdre sa charge en 1770. Dans la chambre des lords, à la fin de la même année, il différa entièrement de lord Mansfield sur deux questions des plus importantes de la législation d'Angleterre, celle des prérogatives du jury et celle de la liberté de la presse. L'antagonisme de lord Camden eut pour lui tous les juges du banc du roi; mais il rendit cet avantage douloureux en s'y bornant et en évitant la discussion publique dont le défi lui était porté. En 1783, l'issue de la guerre d'Amérique ayant confirmé l'idée que s'en était faite constamment lord Camden, les ministres se retirèrent, et il fut nommé président du conseil. Le ministère dit de la coalition l'expulsa un moment de ce poste, mais il y entra définitivement. Ce fut au mois de mai 1786 qu'il eut le titre de comte. Dans le parti qu'il adopta au sujet de la révolution française, il ne montra pas autant de discernement politique qu'à l'époque de la rupture de l'Angleterre avec ses colonies: il ne sut que concourir à faire prevaloir ce système de Pitt, dont le succès, éventuel d'ailleurs, n'a pas valu ce qu'il a coûté. Lord Camden mourut le 16 avril 1794, avec la réputation d'un des plus fermes soutiens des institutions anglaises. On a de lui l'auteur d'un écrit intitulé: *Recherches sur la nature et les effets de la loi d'habeas corpus, boulevard de la liberté anglaise*, etc.

PRATT (SAMUEL-JACKSON), né vers le 25 décembre 1747, à Saint-Yves, comté de Huntingdon. Un souverain historien se conserva dans sa famille, dont le domaine Abbot-Roding, au comté d'Essex, avait été l'asile d'Elizabeth contre les poursuites de Marie. Ce fut aussi dans Essexshire que Samuel Pratt fit ses études, au collège de Felstead. Contrarié dans ses espérances au sujet d'un établissement que ses parents désapprouvaient, et forcé de perdre en procès non seulement beaucoup d'argent, mais beaucoup de temps, il n'en devint pas moins un des écrivains du second

ordre les plus ingénieux et les plus féconds de la Grande-Bretagne. Il passa les trois ou quatre premières années de sa jeunesse dans l'état ecclésiastique: mais à cette époque même sa réputation littéraire commença. Il était à Peterborough, dans le Northamptonshire, lorsqu'en 1771 il fit insérer, dans l'*Annual register* de Dodsley, quatre pièces de vers, parmi lesquelles on remarquait surtout une élogique ayant pour titre *Les perdrix*. Quelques uns de ses poèmes parurent ensuite, et en 1774, décidément entraîné vers les arts profanes, il passa de l'église au théâtre. Toutefois il ne fit aussi que s'essayer dans cette nouvelle profession, parce que, malgré le talent avec lequel il débuta vers sur la scène, il ne se vit que faiblement accueilli dans les deux rôles choisis pour ses débuts. Celui d'Hamlet en particulier demandait une sombre profondeur, peu compatible sans doute avec les moyens d'un homme qui dans ses écrits s'est plus rapproché de Sterne et de Shakspeare. Il se hâta dès lors soit de donner des leçons publiques de déclamation dans les trois royaumes, soit à composer des pièces et beaucoup d'autres ouvrages, à l'égard desquels, le plus souvent, on le gardait tout-à-fait l'anonyme, so il prenait le nom de Courtney Melmoth. Il a fourni divers recueils littéraires des morceaux remplis d'animation et de sentiments délicats. A l'âge de trente-trois ans, il interrompit momentanément ses tournées, et il s'arrêta à Bath, où il s'associa avec un libraire. Un peu plus tard, il fit quelques voyages sur le continent. On a pu juger de sa manière de prouver en politique par deux brochures de circonstance. Ce fut la révolte des marins, en 1797, qui donna lieu à ses *Lettres aux matelots de la vieille Angleterre et aux soldats anglais*. Elles furent très bien reçues du public. Le même patriotisme, le même amour de l'ordre, l'inspira dans son second pamphlet intitulé: *Nez vieille fortresse sur le roc*. Malgré le ton énergique de ces deux écrits, l'auteur, constamment étranger aux exagérations des factions rivales, ne s'y est pas écarré de l'esprit de paix et d'indulgence naturel à celui qui s'était peint lui-même, dans ses *Pensées libres*, sous la dénomination de *Benignus* ou la *Philanthrope*. Le 10 octobre 1814, il termina à Birmingham une vie laborieuse et assez agitée. Ses nombreux ouvrages sont principalement: 1° *La sympathie*, poème qui résuma cinq fois en peu de temps; 2° *Les plans de génie*, préface à l'occasion de la mort de Goldsmith; il fut réimprimé en tête d'une belle édition de ce poète; 3° *La triumphe de la bienfaisance*. Ce travail était destiné à multiplier les souscripteurs pour une statue en l'honneur de Jean Howard, projet auquel l'appuyait cet homme respectable. C'est le plus estimé des poèmes de Pratt; la seconde édition est in-4°, Londres, 1784. 4° *L'ombre de Shakspeare*, en l'honneur de Garrick. Les personnages représentés avec prédilection par ce grand acteur sont mis en scène dans ce morceau politique qui a été souvent récité devant le public par les comédiens. 5° *Observations sur les Nuits d'Y-mag*, Londres, 1774 et 1776, in-8°; 6° *Pensées libres sur l'homme et les animaux*, et sur la providence, contenant l'histoire de *Benignus*, 1775-1777, 6 vol. in-12, et 1783, 4 vol. in-12. On a dit de ces *Pensées libres*, où on a cru voir une imitation de *Tristram Shandy*, que si elles contiennent plus d'idées philosophiques et plus de variété, avec moins de bizarrerie et d'obscurité, on y trouvait moins d'abandon et des longueurs plus fatigantes. 7° *Apologie de la vie et des écrits de David Hume*, 1775; 8° *Voyages pour le cœur, écrits en France*, Londres, 1777, 3 vol.; 9° *Le sublime et la beauté de l'Ecriture*, ou essais sur des passages choisis, etc., 1777, 3 vol. in-12; 10° *L'élève du plaisir*, Londres, 1779, 3 vol. in-12; traduit par Lemierre d'Arny, Paris, 1787; 11° *L'élève de la vertu*, Londres; supplément au correctif du livre précédent qui avait paru très insuffisant comme critique des maximes peu saines de lord Chesterfield; 12° *Le village de Shenstone*, ou le nouveau *Paradis perdu*, Londres, 1780, 3 vol. C'est une relation de l'utopie arrangée par le poète Shenstone. 13° *Emma Corbett*, etc., Londres, 1781, 3 vol. in-12. Ce roman, dont on a fait en anglais neuf éditions, a été traduit en français deux fois, sous le titre d'*Emilie*

Corbett, Londres et Paris, 1783, et sous celui de *Hannan et Corbett*, Paris, 1789. 14° *Mélanges* (de poésies), Londres, 1785, 4 vol. in-8°; 15° *Paysages en vers*; 16° *L'humanité*, etc., poème pouvant faire suite à celui de la *Sympathie*; 17° *Glanures faites dans le pays de Galles, en Hollande et en Westphalie*, 1775, 5 vol. in-8°; 4<sup>e</sup> édition, 1798. Quoique trop verbeux, reproche fait souvent à Pratt, cet ouvrage a eu beaucoup de succès, ainsi que les deux suivants. 18° *Glanures faites en Angleterre*. Londres, 1799, 3 vol. in-8°; 19° *Tableaux de la chaumière*, poème, 1803, in-4°; 20° *Secrets de famille*, 1797, 8 vol. in-12; traduit en français; 21° *Moisson dans l'intérieur*, recueil composé de morceaux fournis par des amis des lettres, etc., 1805, 5 vol. in-8°; 22° *La contrainte*, poème, 1808, in-12; 23° *Le cabinet de la poésie*, contenant les meilleures pièces des poètes depuis Milton jusqu'à Bontat, 1808, 6 vol. in-8°; 24° *Poèmes et recherches dramatiques de J. Braclet*, avec sa vie, 1811, 2 vol. in-12; 25° *Description de Lamington-Spa*, dans *Warwickshire*, in-12. On doit aussi à Pratt dix pièces de théâtre, dont quatre n'ont pas été imprimées. Les autres sont : *La belle Circassienne*, 1780, in-8°; cette tragédie a obtenu beaucoup de représentations; *L'role de la vanité*, comédie, 1785, in-8°; *Le nouveau cosmétique*, 1790; *Le compère*, drame, 1785, in-8°; *Epreuves de l'amour*, opéra-comique, 1805; *Le feu et la glace*, opéra-comique, 1805.

**PRESGRAVE** (Edouard), naquit en 1787, dans les environs de Londres. Il appartenait à une famille respectable de la bourgeoisie. Le jeune Edouard fit d'excellentes études. A l'âge de vingt-sept ans, il partit pour l'Inde, où il remplit diverses fonctions dans l'administration. D'après les recommandations et la demande du gouverneur-général, il fut nommé, par la cour des directeurs des Indes orientales, à la place d'aide-résident à Benecoul, que les Anglais avaient nommé fort Marlborough, dans l'île de Sumatra. Il y accompagna le savant sir Stamford Raffles, et le seconda de tous ses efforts dans les missions dont il fut chargé dans l'intérieur de cette grande île. Ce fut lui qui facilita à MM. Duvaucel et Diard, naturalistes français, leurs hardies et savantes explorations dans les montagnes et les forêts de Sumatra, et dans la partie si peu connue de ce vaste pays qui formait jadis l'empire de Menangkabon. M. Presgrave, dans une de ses excursions, mourut la hauteur de la fameuse montagne de Gunung-Banko, dont la forme est si pittoresque et si hardie, et qui s'élève à deux mille trois cents pieds au-dessus. Lors du départ de sir Stamford Raffles, M. Presgrave put gagner la confiance et l'affection des Malais. Mais dès que Benecoul fut, ainsi que le reste des établissements européens, cédé aux Hollandais en échange de Chinfurali, de Malacca, etc., il fut placé en qualité d'aide-résident à Singapore, petite île dans le détroit de ce nom, qui est devenue une place de la plus haute importance, grâce à la franchise de son port, situé sur la route des navires qui se rendent de l'Inde en Chine, aux Philippines, aux Moluques, à Siam, en Cochinchine, à Rio et à Batavia. M. Presgrave fut l'un des fondateurs du collège anglo-chinois de Malacca et du collège malais de Singapore. Il se livrait à des exercices pieux et à l'étude approfondie de sa religion (la religion anglaise), et s'était fortifié dans l'étude des langues hébraïque, malaise, syriaque et indoustane, lorsqu'il succomba, en 1830, à Singapore, à une maladie de langueur, loin de sa famille, qu'il avait laissée en Angleterre. Malgré son éloignement de la société, M. Presgrave a été regretté des Malais ainsi que des Européens.

**PRESSIGNY** (GABRIEL-CORTOIS, et non Cortois, de), pair de France, archevêque de Besançon, naquit à Dijon, le 11 décembre 1745, d'une famille de magistrature. Il fut élevé avec son frère, M. Cortois de Ballore, sous les yeux de leur oncle, Cortois de Quincy, évêque de Belley. L'abbé de Pressigny fut d'abord grand-vicaire de l'évêque de Langres, la Luxerne. Il fut pourvu, en 1780, de l'abbaye de Saint-Jacques, ex-diocèse de Beziers, nommé, en 1785, à l'évêché de Saint-Malo, et sacré le 15 janvier 1786. En 1791 il

émigra. Il habita l'Allemagne jusqu'en 1800, et retourna en France à cette époque. L'année suivante, il donna, entre les mains du pape, la démission de son évêché. Sa fidélité à l'église gallicane, le refus qu'il fit pendant toute la durée de l'empire d'accepter aucun emploi, furent récompensés au retour des Bourbons. Louis XVIII le nomma son ambassadeur extraordinaire à Rome. Cette mission présentait des difficultés. La cour de Rome voulait maintenir les léses du concordat, refusait de rétablir l'ancienne circonscription de l'église gallicane, sollicitée par un gouvernement qui ne voulait rien conserver de ce qui avait été fait avant lui. Cortois de Pressigny écrivit à l'archevêque de Reims, grand-aumônier, que la France ne réussirait à obtenir ce qu'elle exigeait de la cour de Rome qu'en prenant avec elle un ton plus décidé. En 1815, à l'approche de Murat vers Rome, l'ambassadeur du roi de France suivit le pape à Gènes, et retourna dans Rome avec lui, après le succès des alliés. Sa correspondance ayant été interceptée pendant les cent jours, et publiée par ordre de Bonaparte dans le *Moniteur*, elle indisposa le sacré collège, et, à sa demande, Louis XVIII le rappela aussitôt qu'il eut repris le pouvoir. Pour l'en dédommager, il le nomma pair de France, par ordonnance du 20 avril 1816, et archevêque de Besançon, en 1819. Le premier acte du nouvel archevêque fut un mandement qui ordonnait au clergé de son diocèse de célébrer un service pour le repos de l'âme du dernier archevêque de Besançon. Or ce n'était point le vertueux Le Coz, prédécesseur de M. de Pressigny, que celui-ci entendait désigner par ce mot, c'était, comme il est dit dans le mandement, Raymond de Durfort, mort archevêque de Besançon, au commencement de la révolution. Par un oubli non moins scandaleux, ce mandement ne fut pas adressé aux prélats du diocèse qui n'avaient point abandonné leur troupeau pendant la révolution, et qui avaient ainsi obéi constamment aux lois et au gouvernement de leur pays. Cortois de Pressigny, dont la carrière a été plus longue que remplie d'événements, mourut à Paris, le 2 mai 1823. Il disait souvent que la religion était le plus beau patrimoine de l'homme. Mais appréciait-il bien la valeur de cet héritage, le prélat qui ne pardonnait pas l'attachement de ses collègues à l'église constitutionnelle de France ? Cet évêque a publié un écrit intitulé : *La placement de l'argent à intérêt, distingué de l'usure*, Lyon, 1821, brochure in-8°. Il a aussi donné ses soins à un grand ouvrage laissé par M. de la Luzerne sur cette matière, intitulé : *Dissertation sur le prêt de commerce*, et qui a paru après la mort de Pressigny, à Lyon, en 6 vol. in-8°. Cortois de Pressigny a été inhumé à Saint-Roch, et a eu pour successeur M. de Villefranc, archevêque d'Adans, in partibus, son coadjuteur.

**PREVILLE** (PIERRE-LOUIS DUCIS). Le nom de Prévile n'était qu'un nom d'emprunt. Prévile naquit à Paris, le 17 septembre 1721. Ainsi naquirent dans la même ville, précisément à un siècle de distance, le plus grand auteur et le plus grand acteur comiques dont s'enorgueillisse la scène française : Molière et Prévile. Tous deux étaient de parents pauvres, et tous deux, contre le gré de leur famille, obéirent à l'invincible vocation qui les poussa à théâtre. Les parents de Prévile le destinant à l'état ecclésiastique, il fut reçu enfant de chœur dans une des paroisses de Paris. Ayant eu à se plaindre de ses chefs, ou plutôt entraîné par sa destinée, le jeune Dubus prit la fuite et se mit à courir le monde, ayant pour tout avoir les vêtements dont il était recouvert et un pain de quatre livres. Ses provisions épuisées, il se trouva trop heureux d'être accueilli par une compagnie de maçons, enchantés de sa gaieté naturelle et de la joyuseté de son caractère. Au bout de quelque temps, ayant été retrouvé et ramené à la maison paternelle, on le plaça chez un procureur. Heureusement pour la scène française, le jeune Dubus ne se sentit pas plus de vocation pour les dossiers et les parchemins, qu'il n'en avait montré pour l'enceinte et la truie. S'étant donc enfoncé de l'étude comme il l'avait fait de la sacristie, il s'affilia à une troupe de mauvais comédiens ambulants, et se mit à courir la province. Avant de prendre ce parti, Prévile avait reçu quelques conseils d'un assez bon acteur de la

Comédie-Italienne, nommé Dehème : mais la nature avait plus fait pour lui que n'auraient pu tous les conseils du monde, en le douant de cet instinct inexplicable, de ce *status* des anciens, sans lequel on ne parvient jamais au premier rang, surtout dans les arts d'imitation. L'art de jouer la comédie, porté à son plus haut point de perfection, ne pouvant résulter que d'une constante observation, le talent de Prévile ne se manifesta par degrés. Après avoir végété parmi de véritables histions, il obtint des succès plus honorables sur les théâtres de Strasbourg, de Dijon, de Rouen et d'autres villes. Cette vie errante dura quinze ans. Prévile était depuis quelque temps directeur du théâtre de Lyon, lorsque les gentilshommes de la chambre, chargés alors de la haute-main sur les théâtres que l'on appelait royaux, l'appelèrent à Paris pour y débiter à la Comédie-Française. Déjà Prévile avait joué à Paris quelque temps auparavant, mais sur une scène trop au-dessous de lui, sur le théâtre de la foire Saint-Germain, dont Jean Monnet était alors le directeur. Ce fut le 30 septembre 1753 que Prévile fit son premier début par le rôle de Crispin du *Légataire*. Ce début fut très brillant. A une figure pleine d'expression, et qui respirait en l'inspirant la plus aimable gaieté, il joignait un jeu parfaitement gracieux, une vivacité étonnante, une diction pleine d'esprit et d'agrément, et une incroyable facilité à s'identifier avec le caractère du personnage qu'il représentait. Son masque était celui de la comédie elle-même, et la mobilité de ses traits peignait à chaque instant son rôle sur son visage. Telles furent les qualités précieuses que l'on remarqua dans Prévile lors de sa première apparition sur la scène française. D'abord on trouva dans l'organe de sa voix un léger grassement, mais on ne tarda pas à s'apercevoir que l'homme habile avait fait de ce défaut une qualité de plus, et qui donnait une teinte extrêmement comique à sa diction. Ensuite il fut également applaudi dans le rôle de Spagnarello du *Médecin malgré lui*, et surtout dans celui de La Rissole du *Mercure galant* ; mais quand il eut déroulé les principales pièces de son vaste répertoire, on reconnut le grand comédien ; on ne vit plus Prévile, mais dans Prévile on vit tout à tour les personnages du caractère le plus opposé. Après avoir provoqué le rire inextinguible des dieux d'Holmère dans Spagnarelle, Mascariello ou Scopin, il arracha des larmes dans Freyport, Antoine, *Le baron Hartley* et *Le bourgeois gentilhomme*, la seule pièce du Théâtre-Français écrite en français par un étranger, et que Goldoni composa exprès pour avoir le bonheur de se voir jouer par Prévile. La variété de son talent fut si prodigieuse, il excella si fort dans les deux genres les plus opposés, que plusieurs amateurs du temps pensèrent que la nature l'avait peut-être encore destiné plus spécialement à jouer les pères que les comiques. A l'époque où nous vivons aujourd'hui, nous avons quelque peine à nous faire une idée exacte de ce qu'était le début d'un comédien comme Prévile, au milieu du siècle dernier. Le plaisir était une occupation, le théâtre une affaire. Le public avait des sympathies d'autant plus difficiles à combattre qu'elles étaient nées de l'habitude. Quand Prévile parut, il trouva un parterre enclin, comme tous les parterres et comme tous les hommes, à vanter ce qui n'est plus. On pleurait encore le célèbre comédien Poisson, mort tout récemment, et Armand, long-temps son double, venait de le remplacer comme chef de l'emploi des comiques. Or, Armand, doué d'un vrai talent, avait ses partisans, et ceux-ci étaient naturellement prévenus contre Prévile. Voici maintenant un fait qui signale miraculeusement la différence qui existe entre le temps dont nous parlons et l'époque actuelle : Armand, que Prévile venait détrôner, ne fut point jaloux du nouveau venu ; il l'aïda de ses conseils, il feignit même, dit-on, une indisposition lors d'un voyage de la cour à Fontainebleau pour que Prévile pût paraître devant le roi dans *Le mercure galant*. Après l'avoir vu, Louis XV dit au maréchal de Richelieu : « J'ai reçu jusqu'ici beaucoup de comédiens pour vous, messieurs les gentilshommes de la chambre, mais je reçois celui-ci pour moi. » Ce fut le 30 octobre, et par conséquent un mois, jour pour jour, après son début à Paris, que

Prévile donna lieu à ce mot flatteur, et certes, en cette circonstance, le jugement de Louis XV fut confirmé par tout ce que la cour et la ville avaient d'hommes de goût. Durant trente-trois ans, la carrière théâtrale de Prévile ne fut qu'une suite non interrompue de triomphes. A cette occasion, nous devons faire observer qu'il a laissé de grands exemples et d'autres leçons. Jamais il n'abusa de la constante faveur du public, ni de son éminente supériorité pour se dispenser de remplir le moindre de ses devoirs. Jamais il ne calcula les jours où les événements pour se dispenser de paraître. Les registres de la comédie française tout foi que, pendant sa longue carrière, il a joué beaucoup plus souvent qu'aucun autre de ses camarades. Telle est en effet la différence qui sépare l'acteur même de talent du comédien vraiment artiste. L'un fait son métier avec plus ou moins de conscience ; chez l'autre, c'est un besoin de se livrer fréquemment aux inspirations de son art. Prévile, si l'on peut ainsi parler, avait la comédie ; c'était sa vie morale, son extract intellectuel ; aussi la comédie était-elle le sujet le plus habituel de ses conversations. Ses discours étaient remplis d'observations fines et profondes qui atteignaient également la portée de son esprit et l'étendue de ses réflexions. On voyait qu'il avait médité en homme de génie sur toutes les parties d'un art qui a tant de parties distinctes. Il est fâcheux que n'étant pas doué du talent d'écrire, Prévile n'ait pu laisser à ses successeurs d'autres enseignements que ses enseignements traditionnels, et, après tout, peut-être n'en eût pas fait de grands comédiens, car l'art ne s'apprend pas dans les livres, et l'on reste toujours médiocre, quand on se borne à imiter des imitateurs quelque supérieurs qu'ils soient. Ce fut en 1785 que Prévile songea à quitter le théâtre ; quoique l'âge n'eût encore rien ôté à son talent, quelques uns de ses organes commençaient à s'affaiblir ; il avait perdu une grande partie de ses dents, ce qui nuisait au jeu et à la netteté de sa prononciation. Cet inconvénient était sensible surtout pour les nouveaux spectateurs qui avaient l'habitude de s'en plaindre. Prévile avait tout d'espérer pour ne pas sentir qu'un grand acteur ne doit pas survivre à sa gloire sur le théâtre de ses triomphes ; il parut donc pour la dernière fois, le 1<sup>er</sup> avril 1786, dans le personnage de Michau de *La partie de chasse de Henri IV*. Une circonstance unique dans les annales de la comédie française signala cette retraite qui causait de regrets aux anciens amateurs. Cette même année le théâtre perdit en même temps Brizard, M<sup>lle</sup> Prévile, et M<sup>lle</sup> Lamière. Prévile et eux étaient tous les quatre assis à la même table au troisième acte de la pièce de Collé. En voyant ainsi rassemblés quatre talents qu'il chérissait, et dont il jouissait pour la dernière fois, le public leur donna des marques du plus profond attendrissement et des regrets les plus sincères. Les personnes qui dans leur jeunesse ont assisté à cette scène touchante en parlent encore avec émotion, et pourtant que d'émotions nous avons subies depuis ! Jusque-là nous avons parlé du grand comédien : Prévile a été du petit nombre des hommes qui méritent que leur vie privée ne soit point passée sous silence. Tous ceux qui ont vécu dans son intimité ont proclamé combien sa société méritait d'être recherchée. Bon mari, excellent père, ami obligeant, et convive enjoué, il était dans le monde comme un composé de tous ses rôles, c'est à dire que son caractère résultait d'une heureuse alliance de la bonté et de la gaieté. Il aimait à entourer de ses enfants et d'un petit cercle d'amis ; et la surtout qu'il se plaisait à dispenser les trésors de son amabilité ; sa mémoire était remplie d'une foule d'anecdotes plaisantes qu'il racontait avec beaucoup de grâce, de sorte, à dit un de ses biographes, que le plaisir que l'on éprouvait à l'entendre faisait oublier celui qu'il avait à parler ; car, il faut le dire, Prévile était un peu bavard. Après avoir quitté le théâtre, Prévile se retira à Senlis, avec une pension d'environ cinq mille livres. Il y vivait heureux et tranquille au sein de sa famille, lorsqu'en 1791 ses anciens camarades, faisant mal leurs affaires, le prièrent de venir à leur secours. Ce fut une fête dans Paris quand on sut que Prévile allait reparaître au théâtre de la

bourg Saint-Germain; toute la jeune génération et tous les vieux amateurs s'embrassèrent également, les uns pour voir, les autres pour revoir Prévile; mais il avait alors soixante-dix ans, et s'il avait conservé encore toute la délicatesse de son admirable talent, il n'en était pas de même des moyens de le mettre en œuvre, et ses forces physiques se refusèrent à seconder son zèle. Il se donna donc quelques représentations et retourna dans sa retraite, en 1792, aux approches de la terreur. Deux ans après, lorsque les comédiens français, incarcérés comme suspects, furent rendus à la liberté, il entendit encore leur voix et entra une seconde fois au théâtre. Il y resta jusqu'au 12 de février 1795, jour plus fatal peut-être pour lui que ne le fut le jour même de sa mort. Il jouait dans *Le mercure volant*, où on l'avait vivement applaudi, lorsque tout à coup il donna des signes d'aliénation mentale. D'abord les spectateurs ne s'en aperçurent pas; mais lui, frappé de ce changement subit dans ses facultés intellectuelles, vit avec douleur la nécessité de renoncer pour jamais à un art qu'il avait porté si haut et qui avait fait le charme de sa vie. De retour à Senlis, des chagrins domestiques achevèrent de désorganiser sa tête, et il n'eut plus, jusqu'à la fin de ses jours, que de rares intervalles de lucidité. Dans cet état, moins douloureux pour lui que pour ses amis, il trouva dans la tendresse de sa fille aînée, la seule qui lui restât, et dans l'attachement de son gendre, les soins les plus touchants et les secours qu'il ne pouvait plus attendre de sa fortune évanouie, végéta ainsi jusqu'au 18 décembre 1799, jour où il mourut étant dans sa soixante-dix-neuvième année. Neuf, avant sa mort, Prévile avait été l'objet d'une sorte d'apothéose. Mole prononça son éloge, lui vivant, dans une séance du lycée des arts, le 11 août 1793, à l'occasion d'une cérémonie où l'on couronnait le buste de ce grand comédien. Cet éloge, très amphiatique, est loin de valoir l'équise simplicité que l'on retrouve dans une notice que lut Dazincourt le 6 janvier 1800, et qui fut imprimée la même année. Plus tard, un M. Cabanne, qui, devant la déroute orthographique de M. Marie, se contentait de signer K. S., pour ne donner que la connaissance de son nom, publia, en 1815, sous le titre de *Mémoires de Prévile*, un volume in-8°, que l'on ne lit pas sans intérêt, et qui, en 1833, a été disposé dans un meilleur ordre par M. Ourry. Nous n'avons pas voulu grossir cette notice en répétant, après tant d'autres, l' anecdote si connue ou Garick et Prévile tirent assaut de talent dans des scènes d'ivresse, et où le grand acteur anglais se reconnut vaincu par le grand acteur français; elle est trop connue. Nous terminerons en relevant une erreur accréditée dans les annales des théâtres. On a attribué à Prévile ce mot sur Dazincourt: « C'est un excellent comédien, plaisanterie à part. » Le mot, qui n'était pas sans quelque justesse, est de Dazincourt, qui le dit, en 1793, chez la célèbre Julie Segur, alors femme de Talma, et dans la maison de la rue Chantierine, qui devint celle de Bonaparte après ses belles guerres d'Italie. — PAUVRE (Madeleine-Angélique-Michelle Daeris), femme du précédent, était, comme son mari, attachée au Théâtre-Français. Elle remplissait les premiers rôles et l'emploi des rôles nobles, et on aimait son jeu spirituel et gracieux. On a vu qu'elle quitta le théâtre au même temps que son mari qui ne lui survécut que deux années.

**PRÉVOST (M<sup>le</sup>). Voyez ALEXANDRE PRÉVOST, au Supplément.**

**PRÉVOST D'EXMES (FRANÇOIS LX),** né, selon les uns, près d'Argentan, en Normandie, selon d'autres à Coudehard, village voisin de ce bourg, le 29 septembre 1729, tirait, d'après une troisième opinion, son surnom du lieu de sa naissance. Ayant terminé ses études, il voulut embrasser celle du droit, mais il en fut bientôt fatigué. Il se fit recevoir dans les gardes-du-corps du roi Stanislas, où il connut Trescault, Boulliers, Saint-Lambert et quelques autres personnages non moins distingués. Une ode qu'il avait envoyée au concours de l'académie de Nancy reçut une mention honorable, et dès lors il se livra entièrement à la littérature. Charge plusieurs fois par Stanislas de composer des divertissements pour les

fêtes de la cour, Le Prevost, qui ne pouvait se plier à la flatterie et aux manières des courtisans, anglicisa une occasion aussi favorable d'améliorer son sort. Après son mariage, il remplit une place de judicature, qu'il quitta pour passer au service du cardinal de Rohan. Ce prince lui confia l'administration d'une de ses abbayes dans l'Artois, mais Le Prevost fut privé de cette place lors du procès du collier, qui ébranla la fortune du cardinal. Il se remit à écrire, et, après des travaux longs et pénibles, il alla mourir à l'hôpital de la Charité, en 1793. On a de lui : 1° *Les Thésauriennes, ou Arlequin au sabat*, comédie en prose, 1753, in-12; 2° *Revue des feuilles de Fréron*, 1756, in-12; attribuée par La Harpe à l'abbé de La Porte, et par *La France littéraire* de 1769 surnommée par erreur Saint-Lucien; 3° *La nouvelle réconciliation*, comédie en un acte et en prose, Lunéville, 1758, in-12; 4° *Les trois rivaux*, opéra-comique, en un acte et en vers, 1758, in-12; 5° *Arlequin aux enfers, ou l'enlèvement de Colombine*, comédie, 1760, in-8°; 6° *Reflexions sur le système des nouveaux philosophes*, 1761, in-12; 7° *La réunion de l'amitié, de la nature et de la reconnaissance*, pièce en un acte, 1763, in-4°; 8° *Le nouveau spectateur, ou examen des nouvelles pièces de théâtre, avec les ariettes notées*, 1775, 3 cahiers in-8°; 9° *Rowl, ou l'homme heureux*, 1776, in-8°; 1777, in-8°; 10° *Le temple de l'Amour et de l'Hyman*, 1778, in-12; 11° *Notice sur Julien Lenoir*, in-8°, sans date; 12° *Notice sur Lully, musicien*, in-8°, sans date; 13° *Entretiens philosophiques, ou le philosophe de Luxembourg, sur les académies de jeu, sur les journalistes, sur les spectacles du boulevard, sur le musée de Paris*, 1781, in-12; 14° *Fies des devoirs étrangers tant anciens que modernes*, 1781-1787, 3 vol. in-8°; le premier volume contient les vies de Lockmau et de Pipai, suivies d'un éloge de Métastase; le second, la vie du Dante, suivie d'une scène qui n'y a aucun rapport, et qui a pour titre: *La chasteté de Joseph*; 15° *Travaux de littérature étrangers*, 1784, tome I<sup>re</sup>, en deux parties in-12; 16° *Examen des jugements opposés portés par MM. le marquis de Ximenes, Daunou et le chevalier de Cubieres, sur la question suivante: De l'influence de Boileau sur la littérature française*, 1787, in-8°; 17° *Critiques sur le salon de peinture*, 1787, in-8°. Prevost a coopéré à la rédaction des *Étrennes du Péninsule*, à plusieurs journaux, et fait quelques traductions de romans anglais qui n'ont pas été imprimées. Il avait préparé une *liste des dernières guerres de l'empereur contre les Turcs* qui n'a pas été retrouvée.

**PRICE (RICHARD)**, membre de la société royale de Londres, naquit le 13 février 1723, dans le pays de Galles. Son père, ministre calviniste, le destina au commerce, et lui fit donner une éducation distinguée. Le jeune Price se livra avec beaucoup d'ardeur à l'étude des mathématiques et de la physique, mais il s'adonna aussi à la théologie et aux sciences morales. Il entra dans les ordres, et fut pendant treize ans chapelain d'un riche Anglais, dont il devint bientôt l'ami et le conseil, et s'établit ensuite prédicateur à Newington-Green. En 1769, l'université de Glasgow lui conféra le grade de docteur en théologie, et les droits et trais d'usage furent acquis secrètement par quelques uns de ses amis. Price était très versé en finances, mais il avait un caractère trop indépendant pour rechercher des places sous le gouvernement, et il n'en occupa jamais d'autre que celle de secrétaire particulier de lord Shelburne pendant la courte durée de son ministère. Ardent ami de la liberté, il désapprouva hautement la guerre que l'Angleterre fit à ses colonies, mais il refusa les offres du congrès américain qui l'engageait à aller s'établir dans ce pays républicain. Price se montra également le partisan de la révolution française, ce qui lui attira les attaques les plus virulentes de tous les écrivains aux gages du ministère, et surtout du célèbre Edmond Burke, qui, en renonçant à ses anciennes opinions libérales, était devenu l'apôtre le plus fougueux du despotisme royal. Price mourut le 16 mars 1791, des suites d'une maladie douloureuse qui le tourmentait depuis plusieurs années, et il emporta les regrets de tous les hommes de bien de la Grande-



Bretagne. C'est à lui que Pitt emprunta le plan du fond d'amortissement, dont on a abusé en le dénaturant et en le faisant servir non à éteindre la dette, mais à en faciliter l'accroissement. Pitt le consulta sur les moyens d'opérer la réduction de la dette de l'état, et adopta un des trois plans que Price lui soumit à cet effet, et qui devint la base de l'acte que ce ministre fit passer au parlement, en 1786, acte qui contribua si puissamment à élever le crédit de son administration. Les amis de Price assurent que le plan adopté était le moins parfait des trois, et l'on ne peut pardonner à Pitt de n'avoir pas reconnu publiquement les obligations qu'il devait au modeste Price. Voici la liste des ouvrages de ce savant : 1° *Revue des principales questions et difficultés en morale*, 1787, in-8°. Cet écrit eut plusieurs éditions, et commença la réputation de l'auteur comme métaphysicien. 2° *Sermons et discours*, formant un recueil de ceux qu'il avait déjà prononcés, et auxquels il ajouta trois autres sermons sur la providence, sur les miracles et sur la réunion des hommes vertueux dans un état à venir, 1767. C'est à cet ouvrage qu'il dut l'amitié de lord Shelburne, depuis marquis de Lansdown. 3° plusieurs *Dissertations* sur des sujets de philosophie, insérées dans les *Transactions philosophiques* de la société royale de Londres, dont il était membre depuis 1763; 4° *Traité sur les tentatives et sur les poëmes réversibles*, 1769. C'est un de ses meilleurs ouvrages; il renferme des solutions très intéressantes sur les calculs relatifs aux annuités, des plans pour établir sur des principes solides des associations de différents genres, et des remarques critiques sur l'imperfection d'une foule d'institutions de ce genre qui existaient en Angleterre. 5° *Appel au public sur la dette nationale*, 1775. Le but principal de ce livre était de conseiller le rétablissement du fond d'amortissement qui avait été éteint en 1755. 6° *Observations sur la liberté civile*, sur la justice et sur la politique de la guerre avec l'Amérique, 1775; 7° *Observations sur la nature du gouvernement civil*, 1777. Ces deux ouvrages, dictés par un esprit philosophique, furent très bien accueillis de la partie saine du public et attaqués par les défenseurs des anciens abus. 8° *Essai sur la population de l'Angleterre*, 1779. C'est le premier ouvrage anglais où cette matière ait été traitée avec profondeur. 9° *Discussion libre des doctrines du matérialisme et de la nécessité philosophique*. C'est une refutation d'une partie des doctrines que Priestley venait de publier sous le titre de *Recherches sur la matière et sur l'esprit*. 10° *Observations adressées à la société pour les assurances équitables*; elles parurent en tête de l'ouvrage de M. Morgan, neveu de l'auteur, intitulé : *Doctrine des annuités*. 11° *État des dettes publiques et des finances de la Grande-Bretagne au janvier 1783, avec un plan d'emprunt pour le rachat des dettes publiques*. Cet ouvrage fut composé à l'invitation de lord Shelburne, lorsque Price était son secrétaire particulier. La sagesse et la profondeur des vues de l'auteur frappèrent le jeune Pitt, et l'engagèrent à le consulter sur le bill qu'il voulait présenter au parlement. 12° *Observations sur l'importance de la révolution américaine et sur les moyens de la rendre utile au monde*, 1784; elles sont suivies d'une lettre de Turgot et du Testament de *Fortuné Richard*, par Mathon-de-Lacour, où l'on trouve une judicieuse application des idées de Price; 13° *Sermons*, 1786. Il y défend la doctrine des arctus contre les trinitaires et les unitaires. 14° *Sermon sur l'existence d'une période à venir d'amélioration dans l'état du genre humain*, avec les moyens et l'obligation d'en rapprocher le terme, 1787. Ce sermon fut prononcé en présence des fondateurs et des professeurs du nouveau collège des dissidents à Hachuey. Il respire la plus active philanthropie, et si l'auteur s'y laisse égarer et séduire, ce n'est que dominé du désir de voir ses semblables plus sages et plus heureux. 15° *Discours sur l'amour de la patrie*, prononcé en 1789 devant la société réunie pour célébrer la révolution anglaise de 1688. Il y présente la révolution française comme le commencement d'une nouvelle ère de bonheur pour le monde. C'est à l'occasion de ces discours, qui avaient électrisé tout l'auditoire, que Burke attaqua Price avec toute la violence de son caractère qui avait encore été aug-

mentée par un récent apothéisme politique. Price lui répondit avec autant de talent que de force et de modération. Les mœurs et les manières de Price étaient douces, affables et pleines de bienveillance, et quoique théologien controversiste, la polémique ne put jamais nigrir son caractère. Ses ouvrages de théologie et de métaphysique sont toutefois ce qu'il a fait de moins bien. Le plus habile raisonneur sur des matières positives peut ne devenir qu'un ingénieux sophiste lorsqu'il quitte le monde des réalités et le marche de l'induction et de l'expérience pour se jeter dans le domaine de l'imagination et des abstractions de notre intelligence. W. Morgan, neveu du docteur Price, a publié des *Mémoires* sur la vie de son oncle, en 1801, Londres, 1 vol. in-8°.

PRICE (GILLIARD), orientaliste anglais, membre de la société royale de Londres, s'appliqua dès sa jeunesse à l'étude des langues de l'Asie. Les connaissances qu'il y avait acquises le firent nommer, en 1810, interprète et secrétaire adjoint de sir Gore Ouseley, envoyé extraordinaire de sa majesté britannique en Perse. Pendant la traversée, il profita de la compagnie de l'ambassadeur persan, Mirza-Aboul-Hossein, qui retournait dans sa patrie, et apprit de lui la prononciation correcte de la langue persane. Le séjour que M. Price fit à Schiras, fut principalement employé par lui à déchiffrer les caractères *runiformes* ou à *titres de rois*, qui forment les inscriptions gravées sur les célèbres ruines de Persépolis. Nous ignorons s'il a publié le résultat de ses découvertes, et si l'explication qu'il a donnée de ces fameuses inscriptions est plus claire et plus satisfaisante que les divers systèmes émis par les antiquaires qui ont entrepris de les traduire. Une résidence de quelques années en Asie, lui permit, à son retour en Angleterre, de se livrer à la composition de quelques ouvrages qu'il a publiés en anglais : 1° *Grammaire des trois principales langues de l'Orient*, l'indoustan, le persan et l'arabe, rédigée sur un plan entièrement neuf et très facile, à laquelle est jointe une suite de dialogues persans, composés exprès pour l'auteur par Mirza-Mohammed-Salib de Schiras, et accompagnés d'une traduction anglaise. Londres, 1833, petit in-4°. M. Silvestre de Sacy, en rendant compte de cette grammaire, dans le *Journal des savants* de 1834, a dit avec raison qu'elle était incomplète, insuffisante, erronée surtout pour ce qui concerne l'arabe, que la prétendue nouveauté du plan ne consistait guère qu'à avoir mis à la fin ce qui doit se trouver au commencement; que l'on ne voyait pas pourquoi l'auteur n'aurait pas mis au nombre des trois principales langues de l'Asie le chinois, le samakiri, le tartare, etc., aussi bien que celles dont il s'est occupé, et qu'enfin la partie la plus recommandable de son ouvrage, ce sont les dialogues qui en forment près de la moitié; 2° *Éléments de la langue samakiri ou guide facile des langues de l'Inde*, Londres, 1837, in-4°; 3° *Nouvelle grammaire de la langue indoustan*, suivie d'extraits des meilleurs auteurs, de phrases familières et de dialogues en caractères originaux, avec la traduction anglaise, Londres, 1837, in-4°; 4° *Hum-dil, ou Beauté et bon cœur*, allégorie agréable en onze chapitres, composée par Ali-Feteh de Nischabour, et traduite du persan en anglais, Londres, 1838, in-4°. Price travaillait depuis long-temps à un grand ouvrage sur la littérature orientale; pour en soigner la publication, il avait déjà fait fonder les caractères d'imprimerie qui lui étaient nécessaires, et établi une pressé dans sa maison de campagne de Meng-Man's Hill, près de Worcester, lorsqu'une mort prématurée l'enleva dans cette habitation, au commencement de juin 1839, à l'âge d'environ cinquante ans. Nous croyons qu'il ne faut pas lui attribuer le *Chhatra-Prakash, notice biographique de Chhatra Schal, radja de Boudahkand*, par Lak-Kury, ouvrage écrit en Bridjhabha, et publié par le capitaine William Price, Calcutta, 1839, in-8°. — PRIX (David), orientaliste anglais encore vivant, écuyer et major au service de la compagnie anglaise dans l'Inde, a mis à profit les connaissances qu'il a acquises par une longue résidence dans divers comptoirs de l'Inde, de la Perse et de la Turquie asiatique. Il a publié : 1° *Tableau chronologique, ou mémoires sur les prin-*

riparations de l'histoire mahométane, depuis la mort du législateur arabe jusqu'à l'avènement de l'empereur Akbar, et à l'établissement de l'empire Mogol dans l'Indoustan, d'après des auteurs persans originaux. Londres, 1811 à 1821, 3 tomes en 4 parties in-4<sup>e</sup>; 2<sup>e</sup> *Mémoires de Djehanghir, empereur de l'Indoustan*, écrite par lui-même et traduite d'après un manuscrit persan. Londres, 1828, in-4<sup>e</sup>.

**PRIVÉ** (YVES-ALEXIS, baron), maréchal-de-camp, commandant de la légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis, naquit à Vannes, en Sologne, le 19 septembre 1765. Il entra au service en 1779, et fut nommé sous-lieutenant au 2<sup>e</sup> régiment de dragons, en 1793, et lieutenant l'année suivante. Il servit à l'armée du Nord, sous les ordres du général Dampierre et sous Pichegru, se distingua à l'attaque des lignes de Reda, et eut l'honneur d'être choisi pour aller porter dix-neuf drapeaux ennemis à la convention. En 1795, il fut nommé capitaine, et fut attaché au général Bonnaud, en qualité d'aide-de-camp. Envoyé, à la tête de huit cents hommes d'infanterie, pour chercher un convoi considérable de grains destinés à l'approvisionnement d'Angers, il fut attaqué avec le convoi par quatre mille chomans qu'il défit complètement. Cette action lui valut le grade de chef d'escadron. Il obtint en 1796. Il fut employé la même année à l'armée de Sambre-et-Meuse. En soutenant près d'Amberg, à la tête d'une division de grosse cavalerie, la retraite de cette armée, il reçut à la main droite un éclat d'obus, et, quoique blessé, il continua de protéger la retraite. Le 3 septembre 1799, ce brave fut nommé colonel du 21<sup>e</sup> régiment de cavalerie, qu'il commanda pendant les campagnes d'Italie de 1799, 1800 et 1801. Il passa, en 1803, au 5<sup>e</sup> régiment de dragons, puis au 3<sup>e</sup>, et fit la campagne d'Allemagne. A Jéna, ce 3<sup>e</sup> régiment fut prisonnier tout un bataillon prussien, s'empara de douze pièces d'artillerie, et son brave colonel, à la tête du 1<sup>er</sup> escadron, charges deux cents dragons saxons, qu'il poursuivit jusqu'à un quart de lieue en arrière de l'armée prussienne. A son retour, trouvant la retraite coupée par la cavalerie ennemie, il se fit jour à travers la ligne prussienne, et ramena sans perte son escadron à l'armée française. Au combat du Gohymin, le colonel Privé, à la tête des 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> régiments de dragons, exécuta, vers neuf heures du soir, plusieurs charges contre la cavalerie russe, à laquelle il prit trois pièces de canon. A Eylau, il eut un cheval tué sous lui, et reçut un biscaïen dans le pied gauche. Cet intrépide officier fut nommé général de brigade, le 14 mai 1807. Il alla commander en Espagne une brigade de dragons, qui faisait l'avant-garde de l'armée française. A Baylen, il montra une valeur au-dessus de l'éloge. Il avait reçu l'ordre de Dupont, général en chef, de déposer les ennemis d'une colline élevée, couverte d'oliviers. Il fallait traverser un terrain couvert de broussailles, et qui ne permettait aucun ordre de bataille. Le général Privé fit avancer en tirailleurs, les dragons du 1<sup>er</sup> régiment provisoire, et marcha avec le 2<sup>e</sup> régiment de la même arme, tandis qu'un escadron de cuirassiers se porta en colonne sur le flanc droit, à la hauteur des tirailleurs. La brigade étant arrivée dans cet ordre au pied de la colline, le général ordonne la charge, et bientôt deux bataillons ennemis sont enfoncés, sabrés et mis en fuite. La position est enlevée; mais le feu ennemi force les Français de l'abandonner. Deux bataillons espagnols avaient remplacé ceux qui avaient été délogés. Le général Dupont ordonne une seconde attaque qui a le même succès; mais Privé, obligé une seconde fois de se retirer, enlève deux étendards à l'ennemi. Par suite des conventions qui servirent de base à la capitulation de Baylen, le général Privé et un officier espagnol furent envoyés à la Caroline, pour y porter au général Vélaz l'ordre formel de ramener sa division à Baylen. Avant de partir pour cette mission, le général Privé se rendit auprès du général en chef Dupont, et lui représenta que rien n'était encore désespéré, et qu'il était un moyen de s'ouvrir un passage; qu'il fallait d'abord abandonner les voitures qui entravaient la marche de l'armée, et qui étaient gardées par quinze cents hommes dont on pouvait disposer; rassembler

toute l'infanterie devant l'aile droite de l'ennemi, et la faire marcher en colonne d'attaque sur cette même aile, en flanking leur gauche par de la cavalerie. Le général Privé ajoutait que les Espagnols ne pourraient pas résister à cet effort, surtout lorsqu'ils verraient leur aile droite débordée par la cavalerie française qui la prendrait en flanc; que cette droite étant culbutée, les troupes françaises continueraient leur marche en avant, et feraient leur jonction avec la division Vélaz, qui ne devait pas être très éloignée. Cet avis ne fut pas écouté. Ainsi, dans la position difficile où se trouvait l'armée française à Baylen, deux fois le général Privé indiqua au général Dupont les moyens de soutenir l'honneur de cette armée, la première en voulant qu'il occupât Baylen avant les Espagnols, la seconde en lui conseillant une mesure qui aurait sauvé l'armée d'une capitulation trop hâtive. Celle qui suivit cette malheureuse journée ayant été indignement violée, le général Privé fut, ainsi que tous ses compagnons d'armes, fait prisonnier de guerre, et conduit d'abord en Andalousie, puis aux Iles Baléares et enfin en Angleterre. Revenu en France, le 1<sup>er</sup> juin 1814, ce général fut mis en demi-solde de non activité. En 1815, pendant les cent jours, Napoléon l'envoya à Epinal pour organiser les bataillons qui se formaient dans le département des Vosges. Cette organisation achevée, il fut remplacé dans le commandement qu'on lui avait donné du même corps. Il entra dans la non activité, et y demeura jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1815, époque à laquelle on l'admit à la retraite, dans le grade de maréchal-de-camp.

**PROUDHON**, professeur et doyen de la faculté de droit de Dijon, naquit à Vuillamoud, dans l'ancienne province de Franche-Comté, vers 1760. Il se livra de bonne heure à l'étude du droit, et fit ses cours à l'université de Besançon. Il n'y avait pas encore longtemps qu'il avait cessé d'être élève, quand il concourut pour une chaire de professeur. Il soutint ses épreuves d'une manière distinguée, mais moins brillante toutefois que ne le fit pour les sciences un jeune condisciple, M. Grappe, que les juges choisirent, et dont il resta l'ami, malgré cette préférence. La révolution arriva et détruisit les universités. M. Proudhon, que la nature de son talent appelait plutôt aux fonctions de l'enseignement qu'à celles du barreau, pratiqua peu. Bientôt la réorganisation des écoles lui permit de suivre sa vocation. Il fut nommé professeur, puis doyen de celle de Dijon. Le premier fruit de ses études sur la législation, alors toute récente, du Code civil, furent deux volumes de commentaires, en forme de traité, sur le premier livre du code, ouvrage qui commença sa réputation. Après la restauration de 1815, il fut accusé de libéralisme et son titre de doyen lui fut retiré. Mais ses confrères lui donnèrent, à cette occasion, une marque bien touchante et bien flatteuse de haute estime et de dévouement. D'une voix unanime, ils décidèrent qu'aucun d'eux n'accepterait la qualité dont leur collègue avait été privé injustement. L'ordonnance de révocation ne put donc pas être immédiatement exécutée. M. Proudhon vint à Paris en solliciter le rapport, qu'il n'obtint qu'après une année entière de démarches et d'ennuis. Il retourna alors à ses chers travaux qui depuis n'ont pas été interrompus. Il reprit la composition de son cours de droit français. A mesure qu'il avançait dans sa matière, ses idées s'agrandirent, son plan changea, et bientôt, au lieu de la continuation d'un corps d'ouvrage sur l'ensemble du code, il fit paraître un *Traité de l'usufruit*. Ce livre, écrit dans des proportions si différentes de celles du précédent, l'a presque fait oublier. Celui-ci pourtant n'est pas dénué de mérite. On y trouve une grande sagacité, beaucoup d'aperçus justes, et surtout une raison ferme qui annonce l'homme capable et familier avec les études fortes. Mais l'œuvre capitale de M. Proudhon, celle qui le place hors de ligne parmi ses contemporains, et qui fera vivre son nom dans la postérité, c'est ce *Traité de l'usufruit*. Neuf gros volumes in-8<sup>e</sup> sur cinquante-huit articles du code! c'est presque une vie de bénédictin. Aussi, malgré la frivolité de notre époque, le succès de cet ouvrage fut immense. Il obtint même, à vrai dire, plus d'éloges

qu'il n'en méritait : car, il faut bien le reconnaître, c'est un excellent livre de païen, et rien de plus. On n'y trouve point ce qui caractérisait ce génie des juriconsultes d'autrefois, ces grandes pensées fournies par une connaissance profonde du cœur humain, ces éclairs d'une raison supérieure qui illuminent d'un seul coup les obscurités d'une matière. Partout un sens droit, mais sans élévation ; des notions justes plutôt que larges ; en un mot, un talent dont la patience et le travail ont visiblement composé la meilleure part. Qu'on se figure le même sujet entre les mains de Loyseau. L'œuvre y prendrait aussitôt un autre caractère. Après avoir d'abord rappelé les conceptions de l'antiquité et du moyen âge sur la matière, après avoir, en quelques paragraphes, résumés les règles qu'elle avait reçues dans la Grèce, à Rome, chez les Germains, chez les Français, il viendrait à la considérer lui-même, en creusant dans ses entrailles, il y découvrirait une idée mère : il en tirerait, par une deduction sans fin, toutes les décisions particulières, qui iraient s'attachant les unes aux autres comme les anneaux d'une même chaîne ; il y mêlerait ça et là tantôt des citations des poètes et des philosophes, tantôt des traits d'histoire, parfois des jugements hardis sur les institutions de sa propre patrie ; et entraînant ainsi son lecteur par l'appât d'une instruction à la fois variée et facile, il le menerait sans fatigue aux bornes les plus reculées de son sujet. Au lieu de cela, que fait M. Proudhon ? sans préparation, sans préliminaire, sans essayer d'offrir quelques souvenirs historiques, ou d'exposer quelques vues d'ensemble, il commence son livre par se demander brusquement qu'est-ce que l'usufruit ? et il se répond en copiant l'article du code qui en donne la définition. On sent combien cette manière sèche et rétrécie est inférieure à l'autre sous le rapport de l'agrément et de l'utilité. L'aridité qu'elle répand dans l'ouvrage est même d'autant plus grande qu'elle n'y est dissimulée par aucun mérite de style. M. Proudhon écrit sans élégance et souvent sans correction. Maintes fois l'expression propre lui manque, et il est obligé de la remplacer par une périphrase ; ce qui allonge ses deductions, déjà trop longues par elles-mêmes : car c'est encore là un des défauts de son esprit. Il n'a pas de promptitude ; la pensée fonctionne lentement dans sa tête, et l'on s'en aperçoit à la pesanteur de son argumentation. Cependant, si elle est lourde, elle n'est jamais embarrassée : il faut lui rendre cette justice. La clarté règne partout dans son livre ; qualité qui n'est pas aussi commune qu'on le suppose et qu'elle le devrait être chez les auteurs qui ont écrit sur le droit. Le vrai, le grand mérite de l'œuvre du professeur dijonnais, c'est sa solidité ; et il le sent bien lui-même, à ce qu'il paraît, témoin ce mot de lui : « Mon ouvrage, disait-il un jour, c'est comme ma maison de campagne ; des murs de six pieds d'épaisseur, et voilà tout. » Jamais métaphore n'enveloppa un jugement plus juste : la chose est vraie à la lettre. Son livre est un édifice vaste, régulier et massif. Les décisions y sont presque toujours sûres, et la quantité de celles qui l'ont été est incroyable. On ne se figurerait jamais, si on ne l'avait vu, tout ce qu'il a su y faire entrer de matériaux. A coup sûr l'usufruit est une nature de droit dont l'étendue n'est pas grande : aussi les règles qui le concernent n'occupent-elles, dans le code, qu'une place à peine perceptible. Eh bien ! en s'en occupant, il a trouvé moyen d'y fier presque toutes les autres parties de la science, et de donner, à cette occasion, un corps de droit presque complet. Le croirait-on, par exemple ? il y a développé des théories sur la manière de déterminer la nature des actes et de fixer leurs effets propres, sur les questions de dette et de prestations d'aliments, sur la formation de la quotité disponible et le calcul des retranchements dans les libéralités immodérées, sur les dispositions testamentaires susceptibles d'être annulées comme contenant des substitutions prohibées, sur le système du Code civil en fait d'accroissement dans les legs, sur les effets de la chose jugée et ceux de la tierce-opposition, sur le régime hypothécaire, sur les règles à suivre pour l'exercice du droit d'intervention des créanciers dans les affaires de leurs débiteurs, et sur une foule d'autres matières qui, au premier as-

pect, semblent également étrangères à son sujet. Aussi son livre est-il du petit nombre de ceux qui ne donnent jamais de dépit, et dans lesquels on trouve toujours tout ce qu'on y cherche. Il y a même excès de développement ; à force de vouloir tout dire, l'auteur y tombe dans des inutilités : comme quand il enseigne que l'action en *licitation* n'a pas lieu entre le propriétaire et l'usufruitier, ou bien que ce dernier n'a que la détention de fait, en ce qui concerne la propriété, ou bien encore s'il est propriétaire du son droit d'usufruit, parce que ce droit lui appartient ; observation qu'on ne lit pas sans sourire. Toutefois qu'on ne s'y trompe pas ; c'est là un léger défaut produit par une grande qualité. On serait bien heureux si tous les auteurs méritaient ce reproche d'abondance de richesses, et pour apprécier ainsi tant de points de vues sur un champ de la science, pour soulever, par le seul effort de la speculation, tant de questions qui ne naissent pas directement de la matière, il faut voir seulement une consciencieuse volonté de travail, mais en outre une force de tête peu commune. On doit encore un autre éloge à M. Proudhon. Il a su respecter assez sa dignité de juriconsulte, pour secouer le joug des précédents. Il en cite très peu, et sa préface contient, à cet égard, une profession de foi remarquable. Il s'élève avec chaleur contre cette habitude de lutter presque uniquement à coups d'arrêts, qui s'est introduite depuis une quinzaine d'années au barreau ; habitude ancrée par la paresse et le défaut de savoir, et qui ne tend à rien moins qu'à faire une révolution rétrograde, et à retransformer les avocats en simples praticiens. « La tête la plus remplie des souvenirs d'arrêts divers, dit-il, très bien, doit être naturellement la plus vide d'idées sur les grands principes du droit, parce qu'elle appartient à l'homme qui s'est fait une étude de ne penser que par les autres. » Il y a quelque courage à écrire ceci de nos jours et peut-être cette hardiesse ne pourrait-elle passer impunie qu'à l'ombre d'un grand avocat. Pourtant c'est une vérité bien simple. Subordonner le juriconsulte aux magistrats, c'est placer le maître au-dessous des élèves, puisque le premier donne des enseignements que les seconds étudient et appliquent. Il semblerait d'après tout ce qu'on vient de dire sur l'erratum de M. Proudhon et sur la rectitude de son jugement, que ce devrait être un avocat consultant très distingué ; car la pratique du cabinet se rapproche singulièrement de la composition doctrinale ; et effectivement les anciens auteurs excellent souvent dans cette branche de la profession du légiste. Cependant cet exemple ne s'est point renouvelé en lui. Il a eu de nombreuses occasions de faire ses preuves à cet égard, depuis que la réputation de son traité a popularisé son nom dans les *forums*, et ses productions en ce genre ont toujours été inférieures à ce qu'on aurait eu droit d'attendre de lui : preuve nouvelle de cette vieille vérité que la théorie toute seule est insuffisante, et qu'il y a aussi une science des affaires qu'il faut acquérir par l'habitude d'en manier. Comme professeur, il est beaucoup plus remarquable. Il a un art d'enseignement singulièrement heureux, et d'autant plus louable que la bonté de son cœur est le premier secret de sa méthode. Il est, parmi ses élèves, comme un père au milieu de ses enfants ; causant sans aucune espèce de prétention ou d'importance, proportionnant les difficultés à l'âge et à l'acquisition de ses jeunes auditeurs, retournant sa pensée sous toutes les formes, et la répétant jusqu'à ce qu'il l'ait mise à la portée des intelligences les plus paresseuses : aussi est-il compris autant que goûté. Une science profonde, produit par une attention mêlée de respect et d'affection, règne constamment à son cours. Ses élèves l'adorent, et la vénération qu'il leur inspire n'est pas renfermée dans l'enceinte de la faculté. Elle est partagée par ses compatriotes de toutes les classes. La simplicité de ses mœurs, la bousquie de ses manières, la facilité de son caractère, sa loyauté antique, tout, jusqu'à des singularités presque agrées de vêtement et de langage, concourt à faire de lui une sorte de patriarche, objet d'une considération et d'un attachement général. Ces sentiments, l'espace de culte que lui rendent ses disciples : cette fierté de province, avec laquelle sa ville l'oppose aux notabilités de la capi-

ble, et aussi la juste conscience de son mérite, ont contribué à lui donner un orgueil naïf comme son esprit, et qui rappelle celui des grands dérivains allemands. L'admiration dont il retrouve partout les témoignages autour de lui, à fini par lui paraître une chose toute simple. Il s'est laissé tout doucement diviner, et le *magister dixit* ne le choquerait ni le surprendrait peut-être pas. Lui-même parle de ses œuvres comme les chrétiens parlent de la Bible, ou les musulmans du Coran. Il ne les désigne jamais que par ces mots : le livre, le traité. « Prenez le livre, prenez le traité, dit-il à ses élèves. Un jour qu'il était en conférence avec un avocat, fort renommé et fort capable du barreau de la cour royale, pour la délibération d'une consultation, après avoir entendu l'exposé de la question, il lui dit, avec un très grand sang-froid : « Cette difficulté se résout par des lois que vous ne connaissez pas. — Mais peut-être, répondit son interlocuteur à demi-plein. — Je vous dis que vous ne les connaissez ni de visu, ni de auditu, » répliqua le vieux professeur sur le même ton, et avec un calme imperturbable, il commença la discussion, sans se douter seulement de ce qu'il y avait de déboulant dans ses paroles. Cet amour-propre chez tout autre serait intolérable : mais il se mêle chez lui à une si grande bonté du cœur, qu'on se contente d'en rire comme de ses autres bizarreries, et qu'on ne l'en aime pas moins : on sait qu'il n'a point l'intention de blesser ; et effectivement, jamais homme ne fut plus inoffensif : ses écrits en offrent une preuve bien notable. Les opinions consignées dans son commentaire sur le premier livre du Code ont été censurées avec un acharnement opiniâtre par M. Delvincourt, dont les critiques dégénèrent même en vraies personnalités, par le ton sur lequel elles sont faites : virulence qui tenait à une rivalité de métier ou à une inimitié politique, peut-être à l'une et à l'autre au même temps. Quand le doyen de Dijon fut devenu une des célébrités de la science du droit, il aurait pu facilement user de représailles envers son agresseur de qui la propre doctrine s'efforçait de se trouver partout invulnérable ; il n'en fit rien, et n'eut pas même l'air de se rappeler les attaques inconvenantes qu'on s'était permises contre lui. Cette mansuétude est fort louable, et d'autant plus méritoire qu'on sait qu'elle n'est pas commune entre les auteurs. M. Proudhon est aujourd'hui parvenu à un âge très avancé : il a subi la triste influence des années. Des infirmités douloureuses l'empêchent de tenir la plume, il ne peut plus que signer son nom. C'est un malheur non seulement pour lui, mais encore pour la science qui sera peut-être privée par là d'une nouvelle production depuis long-temps annoncée et vainement attendue jusqu'à présent. Un avis inséré à la fin de la préface du *Traité de l'usufruit* disait que ce livre ne tarderait pas à être suivi d'un autre traité sur la distinction des biens. Cet ouvrage, qui devait être le complément du précédent, n'a pas paru, et l'on n'entend pas dire qu'il soit livré à l'impression. Il serait pourtant fâcheux qu'il ne pût pas être publié du vivant de l'auteur, car les œuvres posthumes sont ordinairement imparfaites : témoin celles de Pothier lui-même. Au nombre de ses enfants, M. Proudhon a un fils qui cultive aussi le droit avec succès, et en qui il espérait trouver un successeur pour sa chaire : mais ce jeune homme, qui cependant avait paru avec honneur dans un concours ouvert à Paris pour une place de suppléant à Dijon, n'y vit pas ses efforts couronnés de succès. Ce résultat causa une grande peine à son père, et fait encore en ce moment, dit-on, le chagrin de ses vieux jours. M. Proudhon a publié : 1° *Cours de droit français*, 1810, 3 vol. in-8° ; 2° *Traité des droits d'usufruit, d'usage, d'habitation et de superficie*, Dijon, 1825-1827, 9 vol. in-8°.

PROUT (WILLIAM), docteur-médecin anglais, chimiste et membre de la société royale de Londres. Les recherches médicales lui ont acquis, en Angleterre, une assez grande réputation ; mais il est plus connu à l'étranger par ses travaux chimiques. Sous ce dernier rapport, on lui doit une des remarques les plus curieuses que l'on ait jamais faites sur la nature intime des corps, et qui aura peut-être précédé de plusieurs siècles la connaissance des liaisons qu'elle peut avoir

avec les propriétés de la matière, actuellement connues. Cette découverte de M. Prout est comme un fait isolé dans le domaine de nos connaissances, et le caprice seul du chimiste suffirait peut-être encore longtemps pour le faire rejeter comme illusoire, ou le faire admettre comme un coup de génie. D'après l'hypothèse de Dalton, enise en 1807, on considère les combinaisons chimiques comme s'opérant entre les atomes des éléments matériels, et dans des rapports simples en nombre. On a pris généralement pour unité le poids de l'atome d'oxygène, et alors les poids atomiques des autres éléments ont été exprimés par des nombres presque tous fractionnaires. En 1815, le docteur Prout imagina de prendre pour unité le poids de l'atome d'hydrogène, le plus faible de tous ; il vit, non sans surprise, que les autres poids atomiques étaient des multiples exacts de ce premier, et il crut de voir attribuer à des erreurs d'analyse les petites exceptions auxquelles ce loi se trouvait soumise. En conséquence, il corrigea ces analyses en les repétant, et il put dès lors proclamer comme vrai ce fait que les atomes de tous les corps, tant composés que simples, sont des multiples de l'atome d'hydrogène. De là, il arrivait à cette conséquence vraiment curieuse : c'est que l'on avait de fortes raisons de considérer tous les éléments matériels comme formés d'atomes d'hydrogène, réunis entre eux d'une manière invariable et en certaine proportion, de telle sorte qu'il n'y avait plus sur notre globe qu'une seule espèce de matière première, l'hydrogène. Mais il faut avouer que la base de ce système séduisant n'est que faiblement appuyée sur l'observation, car les poids atomiques sont en général très grands relativement à celui de l'hydrogène, tellement que les analyses qui ont pour but de pareilles déterminations sont susceptibles d'erreurs même plus fortes que les poids d'un atome ou proportion d'hydrogène. Les atomes de carbone et d'oxygène sont les plus rapprochés de celui d'hydrogène ; ce dernier étant représenté par 1, les premiers le sont par 6 et par 8. Sur les cinquante éléments connus, il n'y en a que cinq dont les poids atomiques soient compris entre 1 et 10 ; il y en a six compris entre 10 et 20 ; trois, entre 20 et 30, sept, entre 30 et 40 ; dix-sept, entre 40 et 100 ; enfin douze, qui dépassent 100 : quelques uns vont même au-delà de 200. Toutefois il faut espérer que l'analyse chimique fera assez de progrès pour que l'on puisse mettre un jour à l'épreuve la loi de M. Prout, en prenant en considération la moitié au moins des substances élémentaires. Déjà les poids atomiques de l'oxygène et du carbone ont été ramenés à cette loi, au moyen d'analyses nouvelles, faites par les chimistes les plus habiles. Quant à M. Prout, il s'est occupé sans relâche de l'analyse des matières organiques. Après douze ans d'un travail assidu, il a publié, en 1817, un premier mémoire sur ce sujet, contenant l'examen des matières dites par lui *saccharines*. Il a modifié la méthode analytique de M. Gay-Lussac, en ceci qu'il brûle le mélange de la matière organique et de l'oxide de cuivre dans une atmosphère d'oxygène, qui lui sert à ramener le cuivre à son état primitif d'oxidation. C'est ainsi qu'il a fait l'analyse des différentes espèces de sucre, de la gomme, de l'amidon, du ligneux et des acides acétique, oxalique, citrique, tartrique, malique et mucique. Ces analyses sont regardées comme les meilleures que l'on possède jusqu'à présent : elles s'accordent toutes parfaitement avec les lois des combinaisons atomiques. Ce premier travail sera suivi de deux autres, ayant rapport, l'un aux matières *huileuses*, et l'autre aux matières *albumineuses* ; ces trois classes étant celles dans lesquelles M. Prout distribue les principales matières nutritives. Telles sont, jusqu'à présent, ses principales titres de gloire. Quant à ses autres travaux, nous ne ferons que les indiquer sommairement. C'est lui qui a reconnu que la belle couleur rouge, développée par la réaction des acides urique et nitrique, est due à la combinaison d'un nouvel acide, qu'il désigna sous le nom de *purpurique*, avec l'ammoniaque : tous les purpurates sont des sels plus ou moins colorés en rouge. Le travail de M. Prout sur les changements qu'éprouvent les diverses parties de l'œuf de poule pendant la couvée, est lui sous le rapport physiologique, et peu impor-

tant sous le rapport chimique ; mais on doit regarder comme une découverte intéressante, l'acide muriatique libre, trouvé par lui dans l'estomac des lapins et dans celui de l'homme affecté de certaines maladies. Vers la même époque, MM. Tiedeman et Gmelin, en Allemagne, faisaient l'analyse des sucs gastriques dans les quatre classes d'animaux vertébrés, et y retrouvaient, outre l'acide muriatique, les acides acétique et butyrique dans un parfait état de liberté. Enfin M. Prout a publié de très longues recherches *Sur la nature et le traitement du diabète, des calculs et autres maladies de l'appareil urinaire* ; sur huit cent vingt-trois calculs qu'il a analysés, quatre-vingt-dix-huit étaient uniquement formés d'acide urique. Les principaux mémoires de l'auteur ont été insérés dans les *Transactions philosophiques* : en voici l'indication : 1° *Description d'un principe acide préparé avec l'acide urique*, 1815 ; 2° *Expériences sur les changements qui ont lieu dans les principes fixes de l'œuf, durant l'incubation*, 1822 ; 3° *Sur la nature de l'acide et des matières salines existant ordinairement dans les restes des animaux*, 1823 ; 4° *Composition élémentaire des substances alimentaires simples, et remarques sur l'analyse des matières organiques en général*, 1827. On trouve aussi quelques articles de M. Prout dans les *Transactions de la société médico-chirurgicale de Londres*, et dans les *Annals of philosophy*, dont il était l'un des principaux rédacteurs.

PROZOR (CHARLES), patriote lithuanien des plus distingués, est né vers 1760. Après avoir occupé des postes éminents dans sa patrie, il se jeta tout entier dans la révolution polonaise de 1794. Ami particulier de Kosciuszko, c'est Prozor, accompagné de Dmochowski que vint trouver, le 11 février 1794, le héros polonais, qui, au mois de mars suivant, commença la campagne. Après sa malheureuse issue, Prozor, avec tant d'autres patriotes, vint en France, y fit, en 1798, partie du comité national polonais, présidé par Bersa, et prit part à tous les efforts tentés par les Polonais pour relever leur patrie opprimée. En 1812, Prozor remplissait des fonctions élevées en Lithuanie, lors de l'entrée des Français. En 1814, il entreprit le voyage d'Italie ; mais à peine fut-il rentré en Lituanie, qu'il y fut emprisonné par le gouvernement russe, traîné à Pétersbourg, et n'en sortit qu'au bout de quelques années. Après l'explosion du 29 novembre, il fut arrêté de nouveau, au mois de décembre 1830, et transporté en Sibérie avec plusieurs autres patriotes, tels que Soltan, Romer, Chodkievicz, Jean Chodsko, etc.

PRUNELLE (CLÉMENT-FRANÇOIS-VICTOR-GABRIEL), médecin, maire de Lyon et membre de la chambre des députés, est né à La Tour-du-Pin, en Dauphiné, vers 1774. Envoyé à Montpellier pour y étudier la médecine, il y mérita la bienveillance de M. Chaptal, qui, après avoir été son guide dans la carrière scientifique, lui fit obtenir plus tard une place de médecin à l'hospice militaire du Val-de-Grâce, à Paris. Au mois d'août 1797, M. Prunelle, à la suite d'un concours, fut nommé aide-bibliothécaire de l'école de santé de Montpellier, et, au bout de trois ans, il partit pour l'armée, comme médecin. Se trouvant à Paris, en 1802, il fut employé par M. Chaptal, alors ministre de l'intérieur, à choisir, dans les dépôts littéraires de la capitale, les livres qui pouvaient convenir à la bibliothèque de l'école de médecine de Montpellier. Ces dépôts étant épuisés, les recherches de M. Prunelle furent à peu près infructueuses. Nommé, en 1803, bibliothécaire de la faculté de Montpellier, et chargé, en 1804, par décision ministérielle, de faire de nouvelles investigations dans les dépôts de dix départements, M. Prunelle parcourut la France depuis le Mans jusqu'à Avignon, et depuis Alby jusqu'à Chaumont, et n'obtint encore que de faibles résultats. Sur la proposition des savants Sainte-Croix, Visconti et d'Ance de Villosion, le ministre de l'intérieur l'adjoignit, en 1808, comme troisième commissaire, à Maugerard et à Chardon de la Rochette, qui, depuis quelques années, avaient mission de visiter et d'organiser dans les départements les dépôts littéraires, et d'y examiner les monuments des arts. Ce ne fut pas sans utilité pour les lettres que M. Prunelle se livra pendant

deux ans à ce travail. La bibliothèque de la faculté de Montpellier fut, par ses soins, considérablement augmentée, et la bibliothèque nationale de Paris lui dut les *Lettres de l'abbé Nicaise*, en trois volumes manuscrits, et dix cartons de la correspondance originale du président Boucher avec divers savants et gens de lettres. La chaire de médecine légale étant devenue vacante à Montpellier, M. Prunelle en fut pourvu par décret impérial du 10 novembre 1807 ; mais comme il continuait de s'occuper à mettre en ordre les livres de la faculté, et qu'il jouissait du logement accordé au professeur chargé de la bibliothèque, il se trouva en concurrence avec un autre bibliothécaire nommé, en 1808, par le ministre, mais dont les attributions indéterminées ne pouvaient annuler le règlement de 1801 sur lequel celles de M. Prunelle étaient basées. Cela fut, dit-on, l'origine de la mésintelligence qui eut lieu entre ce professeur et le recteur de l'académie depuis la restauration. M. Prunelle ne partageait ni les opinions des royalistes ni celles des doctrinaires. En butte à de sourdes persécutions, il fut privé, au commencement de la restauration, de son logement et des clefs de la bibliothèque. Enfin, le 4 février 1819, quelques étudiants ayant assisté au spectacle une pièce de M. Crousse de Lessor, préfet de l'Hérault, ce magistrat, de concert avec le recteur de l'académie et l'inspecteur de l'université, fit fermer les cours de la faculté, renvoya les étudiants et dénonça sans preuves le professeur Prunelle comme l'un des instigateurs du désordre. D'autres griefs lui furent imputés aussi légèrement, et, sous ces vains prétextes, le conseil de l'instruction publique, par son arrêté du 3 mai 1819, le suspendit de ses fonctions de professeur. M. Prunelle se justifia dans deux brochures : mais ses réclamations franches et hardies lui valurent une destitution complète. Il quitta Montpellier, et se retira à Lyon, où, dénué par sa réputation de savant médecin, il eut bientôt une nombreuse et lucrative clientèle. Son opposition au ministère bien prononcée lui avait acquis une popularité qui le fit porter à la place de maire de cette ville, aussitôt après la révolution de 1830. Toutefois les Lyonnais, persuadés que la présence d'un maire était indispensable dans une cité populeuse et industrielle, lui refusèrent leurs suffrages pour la députation à la législature. Ce fut l'arrondissement de La Tour-du-Pin qui l'eut, au mois d'octobre, au nombre des députés de l'Isère. M. Prunelle a siégé au centre, et vota constamment dans le sens ministériel pour tout ce qui concerne la politique extérieure, la question de la paix et les mesures propres à maintenir la tranquillité dans l'intérieur. Maire d'une grande cité qui ne peut subsister que par l'ordre légal, et convaincu que sans l'ordre il n'y a point de liberté, il s'est prononcé contre les exagérations de certains membres de l'opposition. Mais il n'approuve pas en tout le ministère, et vote d'après sa conscience. Il n'aurait pu vouloir de pairie, mais il ne la voulait qu'héréditaire. Au total, M. Prunelle a paru fort rarement à la tribune, et n'a pas été généralement heureux dans ses amendements. Il s'est prononcé pour les économies et contre les cumul. Ses vœux ont été stériles ou faiblement réalisés dans la discussion sur le budget à laquelle il n'a pu prendre part. Depuis la fin de novembre 1831, les troubles de Lyon l'avaient rappelé dans cette ville. Au mois d'août précédent, il avait été nommé, par le ministre du commerce et des travaux publics, membre d'une commission chargée d'examiner les abus existants dans les bibliothèques publiques de Paris, ainsi que les améliorations et les modifications dont leur régime est susceptible. Rapporteur de cette commission, qui aurait pu et dû réclamer de promptes mesures capables de prévenir le vol considérable qui eut lieu peu de temps après, M. Prunelle n'a pu être que l'interprète d'une majorité peut-être indulgente. Le ministre n'a pas encore statué sur ce rapport. Pendant les premières années de son séjour à Paris, M. Prunelle avait coopéré au *Magasin encyclopédique de Mollin et à la Décade philosophique*. Il a fourni au *Muséum d'histoire naturelle* un mémoire fort curieux intitulé : *Recherches sur le sommeil lithargique sur certains animaux sont sujets pendant la saison hibernale*.

Il a publié : 1° *Remarques inédites du président Bouhier, de Brilinger et du père Oudin sur quelques passages d'Hercule, avec une lettre sur l'Art poétique et sur la satire* IV, livre II, 1807, in-8°. M. Prunelle n'a été qu'éditeur de cet ouvrage, dont il a procuré les originaux à la bibliothèque du roi. 2° *De l'influence exercée par la médecine sur la rénovation des lettres*, discours prononcé dans la salle des actes de la faculté de médecine, le 20 novembre 1809, Montpellier, 1809, gr. in-4°. Moreau de la Sèche a consacré deux articles dans le *Moniteur* de 1810 à 1813 à l'analyse de cet ouvrage, qui donne une grande idée du goût de l'auteur et de son erudition sur diverses matières qui sont rarement de la compétence des médecins. 3° *De la médecine légale en particulier, de son origine, de ses progrès et des services qu'elle rend au magistrat*, discours prononcé à l'ouverture du cours de médecine légale, le 19 avril 1814, Montpellier, 1814, in-4°. 4° *Éloge funèbre de Ch.-L. Dumas, recteur de la faculté de médecine de Montpellier*, prononcé dans l'assemblée publique de cette faculté, le 14 décembre 1815, Montpellier, 1816, in-4°, et Paris, 1815, in-8°. 5° *Des études des médecins, de leur connexion et de leur méthodologie*, discours prononcé à la rentrée de la faculté, etc., le 17 novembre 1815, Paris et Montpellier, 1816, in-4°. Cet ouvrage est terminé par des réflexions sur la séparation de la médecine et de la chirurgie dans l'enseignement et dans la pratique de l'art de guérir, présentées au gouvernement en 1815. Ces réflexions sont rédigées par M. Prunelle, et signées de ses plus illustres confrères. 6° *Notices sur la vie et les ouvrages de Th. Sydenham*, en tête de la traduction des œuvres de ce médecin, par A.-F. Jault, Montpellier, 1816, 2 vol. in-8°. 7° *Lettres à M. le baron Degerando sur l'organisation future des écoles de médecine, et sur l'exercice de l'art de guérir en France* : Qu'est-ce que le docteur en médecine ? Qu'est-ce que le docteur en chirurgie ? Qu'est-ce que l'officier de santé ? Qu'est-ce que les pharmaciens reçus par les écoles et par le jury ? Montpellier, 1817, in-6°. 8° *Lettre à M. Blanquet du Chayla, recteur de l'École de Montpellier*, 1819, in-4°. 9° *De l'état des hommes de lettres et des hautes écoles sous le régime actuel de la commission de l'instruction publique*, Paris, 1819, in-8°. Ces deux dernières brochures contiennent les récriminations et la justification de M. Prunelle après l'injustice qu'il avait essuyée. Il est membre des académies de Lyon, de Montpellier et de plusieurs autres sociétés savantes. — Quelques Biographies l'ont confondu avec son parent, M. Felix Prunelle, maire de Candrieux, agriculteur vinicole fort estimable, membre du conseil-général du département de l'Isère, puis du Rhône, candidat pour la députation à la chambre de 1816, et député de l'Isère pour la session de 1820, jusqu'à celle de 1823, où il a constamment siégé au côté droit, et vote avec les royalistes les plus prononcés.

PRUSSE. VUJES FRÉDÉRIC GUILLAUME III. PRZEDBIECKI (CHARLES), fils de Przedsiecki, seigneur de Pinsk et grand seigneur de Lithuanie, et de Motowska, fille du palatin de Mazovie, est né vers 1780. Il contribua par son patriotisme à l'organisation du 17<sup>e</sup> régiment de lanciers lithuaniens, formé en 1812. Il alla, à la tête d'un corps de troupes, rejoindre la grande armée française, lorsqu'il la rencontra en pleine retraite au-delà de Borsow. Au passage de la Bérézina, qui chariait des glaçons, Napoléon voulant savoir ce qui se passait de l'autre côté, Przedbicki ne consulta que son courage, se met à la tête de quelques voltigeurs polonais et français, se jette dans l'eau, aborde sur la rive opposée, s'engage avec l'ennemi, et, avec le même courage et au milieu des mêmes dangers, il repasse la Bérézina, et apporte la réponse que l'empereur attendait. Il suivit jusqu'en Allemagne l'armée française, et à la mémorable bataille de Leipzig, il fut atteint par la mitraille au front et fait prisonnier. Dignitaire de la légion d'honneur et de la médaille *virtuti militari*, il se retira dans ses terres de Smorzonie, en Lithuanie. Il y vivait dans le repos lorsque l'insurrection de 1831 appela tous les enfants de cette province à de nouveaux combats. Przedbicki

fut un des chefs de l'insurrection, se couvrit de gloire dans plusieurs combats, et après s'être distingué dans le corps de Gielgod et de Chlapowski, il se réfugia en Prusse, en abandonnant toute sa fortune aux vainqueurs.

PRZYBYLSKI (PIATYKUS), l'un des traducteurs et des poètes les plus féconds de la Pologne, naquit à Cracovie, en 1756. Professeur et bibliothécaire à l'université de cette ville, il s'est consacré entièrement aux belles-lettres. Il a traduit ou entier : 1° *La mort d'Abel*, de Gessner, 1787 ; 2° *Les Lusiades*, de Camoëns, 1790 ; 3° *les Œuvres d'Homère*, 1790, in-8° ; 4° *l'Illiade*, 2 vol. ; 5° *La paradis perdu*, de Milton, 1791 ; 6° *La paradis retrouvé*, du même ; 7° *les Œuvres d'Ovide*, écrites en exil, 1802 ; 8° *les Œuvres de Quintus-Catulle*, 1 vol. ; 9° *les Lamentations de Jérémie*, 1803, in-4° ; 10° *L'art poétique*, d'Horace, 1803, in-8° ; 11° *L'Œdipe*, 2 vol. ; 12° *La Batrachomyomachie* ; 13° *les Georgiques de Virgile*, 1813, in-8° ; 14° *L'Énéide* ; 15° *La clef de l'ancien monde, pour l'intelligence d'Homère et de Quintus-Catulle*, in-8°. On a encore de Przybylski cinq autres ouvrages et de nombreuses brochures. Ce savant mourut à Cracovie, en 1819. Les ouvrages que nous avons cités y ont été tous imprimés.

PUCCELLA, compositeur qui a joui à l'étranger de quelque célébrité, et qui est aujourd'hui presque oublié, naquit en 1778. Il commença sa carrière dramatique à Florence, Milan et Venise, où il donna divers opéras qui furent bien accueillis. Il passa ensuite à Amsterdam pour y prendre la direction du théâtre italien, et fut appelé, en 1807, à Londres où il composa, pendant un séjour de sept années, plusieurs opéras *seria* et *buffa*. M<sup>me</sup> Catalani faisait alors les beaux jours du théâtre italien à Londres. Elle était venue dans cette capitale presque en même temps que Puccella, son compatriote, qui a composé pour elle la plupart de ses opéras. La musique de cet auteur, d'un caractère faible, mais qui n'était pas dépourvue de grâce et de mélodie, empruntait beaucoup d'agrément, il faut l'avouer, à l'exécution de cette célèbre cantatrice. La scène *Dek frenate*, et *l'air son' regina e son' amante* de la *Semiramide*, étaient de Puccella, et ils excitaient parmi les connaisseurs des transports d'enthousiasme quand M<sup>me</sup> Catalani les faisait entendre. Cette cantatrice, habituée pendant si long-temps à la manière de Puccella, l'emmena avec elle à Paris, en 1816, et l'attacha au théâtre italien dont elle prit la direction ; mais l'emploi trop fréquent qu'elle fit des ouvrages de son protégé, indisposa le public, et des rivalités de coulisse, qu'elle dédaigna de combattre, l'éloignèrent bientôt de ce théâtre pour lequel Puccella cessa alors de travailler. On croit que cet artiste s'est depuis retiré dans sa patrie. Il a composé environ vingt opéras comiques ou grands opéras. Les principaux sont : *I suocersiti* ; *Teresa e Vitis* ; *Walter* ; *I due prigionieri* ; *Zelinda e Lindaro* ; *Lauretta*, jouée à Florence, à Milan et à Venise ; *La caccia d'Enrico IV* ; *I villigiani bizzerri* ; *La tre sultane* ; *Ginevra di Scozia* ; *La vestale* ; *Aristodemo*, représentés à Londres ; *La vincinipa in campagna*, opéra buffa, représenté à Paris en 1817.

PUISAYE (JOSEPH, comte de), lieutenant-général, l'un des chefs de l'armée catholique et royale de la Bretagne, naquit à Mortagne, en 1784, d'une famille qui occupait héréditairement la charge de grand-bailli du Perche. Il était le plus jeune de quatre frères, et, comme on le destinait à l'état ecclésiastique, il fut envoyé au séminaire de Saint-Sulpice, où il fit de bonnes études. A dix-huit ans, il résolut de suivre la vocation qui l'entraînait vers un autre but. Il obtint une sous-lieutenance dans le régiment de Conti-cavalerie, d'où il passa dans les dragons de Lanou en qualité de capitaine à la suite. Peu satisfait d'une perspective qui ne flattait point son ambition, le comte de Puisaye se retira dans sa famille, recueillit la succession de son père, et acheta la charge de colonel des cent suisses de la maison du roi. Et comme si cette charge donnait au titulaire des droits à l'ordre de Saint-Louis, Puisaye en obtint aussitôt la décoration. En 1788, il épousa la fille unique du marquis de Mesnilles, riche propriétaire de Normandie. L'année

suivante, il fut nommé député de la noblesse du Perche aux États-généraux, siégea au côté gauche, et s'y fit peu remarquer, si ce n'est en opinant pour l'union des trois ordres et la délibération par tête. En 1791, il fut promu au grade de maréchal-de-camp, revint dans ses propriétés, et fut mis à la tête de la garde nationale d'Evreux. Quoiqu'il eût approuvé les premières innovations, le comte de Puisaye devint tout à coup un ennemi violent de la révolution. A une grande intelligence, à une rare habileté pour réunir les éléments d'un parti, il joignait une extrême activité de corps et d'esprit et beaucoup d'ambition. D'abord il pensa qu'il lui serait facile d'assembler une armée et d'aller délivrer Louis XVI. Obligé de renoncer à ce projet dont il s'occupa sérieusement, il proposa ses services au général Wimpfer qui se disposait à marcher contre la convention. Celui-ci le nomma son major général; Puisaye commandait l'avant-garde de l'armée de Wimpfer, qui fut battue à Pary-sur-Eure par les troupes de la convention. Sa tête ayant été mise à prix, il se réfugia en Bretagne, et, bravant une multitude de dangers, il rallia et organisa dans le département d'Ille-et-Vilaine quelques débris de la chouannerie. Déployant autant de talent que d'activité, il se mit en rapport avec les autres chefs royalistes, envoya des émissaires à Londres, reçut des secours de l'Angleterre et des pouvoirs du comte d'Artois et de Louis XVIII. En vertu de ces pouvoirs, il créa un conseil militaire dont il prit la présidence, et il émit trois milliards de papier-monnaie semblable en tout aux assignats de la république. Mais les gens devaient porter un caractère secret de reconnaissance et le remboursement en être fait à bureau ouvert aussitôt que les circonstances le permettraient. Comme il employait des prêteurs à leur fabrication, l'évêque de Lyon, jugeant cette mesure autrement que ne le faisaient Puisaye et les princes qui l'avaient autorisée, défendit aux ecclésiastiques d'y prendre part. Puisaye eut alors recours à d'autres employés, et fabriqua la somme qu'il voulait emporter. Quoiqu'il partageât avec Georges, Stoclet, de Scepeux et beaucoup d'autres, la direction des affaires royalistes dans la Bretagne, il l'avait regardé comme l'âme du parti, parce qu'il recevait directement les dépêches du gouvernement anglais, et qu'il en obtenait des secours. Il publia des proclamations qui nuisaient à la cause qu'il défendait. Il y régnait un ton d'indulgente pitié pour une révolution partout victorieuse, et la convention y était traitée de faction par-cielle. « S'il est vrai, disait le comte, que l'esprit de modération et de justice guide ceux qui s'intitulent les représentants du peuple, pourquoi n'ont-ils pas rappelle dans le sein de leurs familles, et rétabli dans la possession de leurs droits et de leurs biens ceux que la tyrannie a forcés de fuir ? » Au mois de septembre 1794, Puisaye passa secrètement en Angleterre; il s'adressa directement aux ministres anglais. Pitt, invisible pour l'émigré ou qui l'asségeait de projets et de demandes de secours, accueillit sur-le-champ l'organisateur de la Bretagne, et l'almoucha avec Windham, ministre de la guerre. Ses plans furent adoptés. Malgré les efforts de Puisaye pour les cacher, ils furent dévoilés. Alors tous les émigrés, repoussés par lui et éconduits par Pitt, furent unanimes. Puisaye, suivant eux, était un intrigant vendu à l'Angleterre. Cette opinion, répandue à Londres, fut bientôt établie à Verone, chez les conseillers du régent : de là les haines qui poursuivirent Puisaye. Celui-ci écrivit au comte d'Artois pour lui demander des pouvoirs extraordinaires, et lui offrit de venir se mettre à la tête de l'expédition. Le prince envoya les pouvoirs et promit de s'y trouver. On arrêta qu'une flotte réunirait les régiments émigrés au service d'Angleterre, ainsi que quelques troupes anglaises qu'elle débarquerait sur les côtes de Normandie et de Bretagne, où cinquante mille vendéens devaient les joindre. D'après les renseignements fournis par Puisaye, rien ne paraissait faciliter le succès de cette expédition. La Bretagne, où l'on devait d'abord se montrer, avait reçu une forte organisation royaliste : la Normandie et la Vendée avaient également reçu la leur : les royalistes n'avaient oublié qu'une chose, c'est qu'ils allaient avoir contre eux l'ar-

mée républicaine, et à la tête Hoche et sa fortune. Si tout ce que Puisaye avait dit aux ministres anglais se réalisait, s'il pouvait prendre une position solide sur les côtes de France, une nouvelle flotte portant une armée anglaise et des secours devait sur-le-champ mettre à la voile. L'expédition, bruyamment annoncée depuis plusieurs mois, partit vers la fin de janvier 1795; elle se composait de trois vaisseaux de ligne de 74, de deux frégates de 44, et de quatre vaisseaux de 30 à 36, et portait environ six mille hommes. Puisaye emmenait avec lui l'évêque de Dolé et un clergé nombreux. Le premier débarquement fut malheureux pour les royalistes, qui furent refoulés vers la mer par les républicains. C'est au bruit du canon retentissant dans la presqu'île de Quiberon, et au moment où l'on apprenait la mort de Louis XVIII, que le comte d'Artois arriva à l'Île-Dieu, comme il l'avait promis; mais vingt-quatre heures après il s'en éloignait honteusement... Pour le malheur de l'expédition, on avait partagé le commandement : le comte d'Hervilly avait eu les régiments émigrés, et le comte de Puisaye les royalistes de l'intérieur. Le plan de celui-ci consistait à marcher de suite, après le débarquement, dans l'intérieur de la Bretagne pour y organiser l'insurrection; mais d'Hervilly préféra se contenter dans la presqu'île et attendre des renforts. Quoiqu'il en soit, la catastrophe fut terrible, et l'opinion publique rendit Puisaye responsable de la malheureuse issue d'une expédition qu'il avait provoquée. Il est constant cependant que Puisaye avait fait tout ce qu'il pouvait faire. Pour tant on lui prodigua les épithètes les plus outragées. On disait que s'il était parvenu au général des armées, ce n'est pas qu'on estimât ses talents militaires; qu'il n'en avait aucun; mais que c'était lui qui était parvenu à faire adopter la cause des Bourbons par l'Angleterre; qu'on avait besoin de son habileté dans l'intrigue, et que, quant à Quiberon, il s'y était plutôt montré l'agent de l'Angleterre que celui du roi de France. Sombreuil, de sa prison, écrivit au commandant de la flotte anglaise, à sir Wabren : M. de Puisaye, le fourbe qui nous a perdus, m'ayant donné ordre de prendre une position et de l'y attendre, c'est l'extrême prudence de joindre bien vite un bateau, abandonner au hasard le sort des troupes qu'il devait conduire. Ce brave et malheureux jeune homme se plaint dans la même lettre qu'il ne put obtenir de cartouches de Puisaye, ni après ses instances répétées. Cette assertion était fautive; mais l'empressement à fuir, de Puisaye, n'a pas été contesté; cependant on en a ignoré communément les motifs, qui sont suffisants pour le justifier. Puisaye à la tête de ses colonnes s'était comporté en brave capitaine; il avait montré même plus de témérité que de prudence, et il avait peut-être mis trop de précipitation à attaquer le camp des républicains. Quand il vit qu'il n'y avait plus qu'à se faire égorgé, il fit sonner la retraite. Sombreuil demandant alors à Puisaye si l'escadre anglaise était avertie, celui-ci se chargea de voler à bord pour la faire approcher, mission, à la vérité, qu'il devait donner à tout autre, car il aurait dû être le dernier à quitter la plage. Mais une raison le décidait; c'était de mettre à l'abri sa correspondance qui aurait compromis toute la Bretagne, et qu'il était aussi important de sauver que l'armée elle-même. Des trois généraux sur qui reposait le salut de l'expédition, deux moururent : Sombreuil, dédaignant de fuir; d'Hervilly, blessé mortellement; Puisaye seul se sauva. Telle fut la fin d'une entreprise qui ne pouvait pas en avoir de meilleure : elle devait trouver trop d'obstacles; aucune concession n'était faite à la marche du temps. On a vu, par la proclamation dont nous avons rapporté un passage, que c'était un lieutenant-général des armées du roi qui venait pour rétablir les émigrés dans leurs droits et biens, restituer le trône à Louis XVIII, et à la religion catholique toute son antique puissance. C'était la contre-révolution tout entière. La méintelligence entre les chefs, leur défaut d'expérience pour une telle entreprise en bâterait la catastrophe. Ajoutons que tout s'était réuni contre Puisaye, et des vues opposées ses ennemis chez les royalistes de l'intérieur et des jaloux entre les chefs vendéens eux-mêmes. Les agents roya-

listes de Paris d'assent que l'expédition était insuffisante et fallacieuse; qu'il ne fallait pas la secourir, mais l'obliger à se rembarquer pour aller descendre auprès de Charette. Après quelques temps, Puisaye fut rappelé par les chouans qui s'attribuaient qu'aux Anglais, et non à leur ancien chef, les malheurs de Quiberon. Il repartit donc en Bretagne, où il avait tout préparé pour un commencement d'hostilités. Mais les chefs vendeurs, ainsi que les agents des royalistes de Paris, refusèrent de le seconder. D'ailleurs la lettre de Sombreuil, écrite dans un mouvement de désespoir, avait nui beaucoup à ce chef de parti. Suspect à son parti, Puisaye courut beaucoup de dangers, et voulut en vain organiser les chouans; ses tentatives furent infructueuses, et son ambition, qui voulait tout diriger, ne reprit plus son premier ascendant. Sa morgue et sa hauteur avec ses ennemis, son aigreur dans la discussion, ses démêlés avec les autres agents royalistes, enfin la ruine de son parti, après la pacification de Hoche en 1797, le forcèrent de donner sa démission et d'abandonner les départements de l'ouest pour n'y plus réparaître. Il repassa à Londres, et il obtint des ministres anglais un établissement au Canada, avec une somme considérable pour son exploitation. Quelques officiers qui lui étaient restés attachés l'y suivirent. Après la paix d'Amiens, Puisaye repartit à Londres, et y trouva les esprits toujours prévenus. Il les irrita encore davantage par la publication de ses mémoires, où il traitait ses adversaires avec une extrême dureté. Ils ont été combattus en Angleterre, dans quelques journaux. Malgré les accusations dont le comte de Puisaye a été l'objet, on ne peut nier qu'il n'ait montré beaucoup de sang-froid et de courage dans plusieurs circonstances critiques; mais, comme ces qualités l'abandonnerent dans d'autres occasions, on a dit avec raison qu'il avait plus de talent et de capacité dans le cabinet que sur les champs de bataille. Louis XVIII, dont il avait souvent et durement contredit le ministre favori, d'Avary, pendant l'émigration, et Charles X, qui partageait toutes les préventions des émigrés contre lui, ne lui permit point de paraître à leur cour. Ce chef royaliste ne revit pas même la France depuis la restauration, et mourut en Angleterre, où il était revenu s'établir, à Blythehouse, près Hammersmith, le 13 septembre 1827. On connaît de lui : 1° *Mémoires du lieutenant-général comte de Puisaye, qui pourront servir à l'histoire du parti royaliste français*, Londres, 1805-1806, 6 vol. in-8°; 2° *Réflexions du libelle diffamatoire publié par M. Brizard d'Avary, sous le titre de Rapport à sa majesté très chrétienne, publié avec sa permission, suivi d'une réponse à M. le comte Joseph de Puisaye*, Londres, 1809, in-8°. Puisaye répond dans cette brochure au comte A.-L.-F. d'Avary, mort à Madère, en 1811. — *PEUSAYE* (Antoine-Charles-André-René, marquis de), frère du précédent, né à Mortagne, en 1751, entra comme officier au régiment d'Angoulême, fut nommé capitaine de dragons et chevalier de Saint-Louis, en 1779. Il présida, en 1789, les trois ordres de la noblesse du Perche en qualité de grand bailli. Comme il n'était point, et qu'il se mêlait à l'intérieur d'intrigues royalistes, il fut arrêté sous le gouvernement consulaire; mais la considération publique dont il était entouré le reclama et il fut rendu à la liberté. En 1815, il fut nommé membre de la chambre des députés où il siégea avec la majorité, et en 1816, il était prévôt de la Haute-Vienne, fonctions qu'il exerça jusqu'à la suppression des cours prévôtales, qui lui eut deux ans après.

PUJOL. Voyez AVEL DE PRJOL.

PUJOLLE (JEAN-BAPTISTE), né en 1762, à Saint-Macaire, dans la Guyenne, est mort à Paris, le 17 avril 1821. Il y vint fort jeune, et composa pour les différents théâtres une foule de pièces qui obtinrent du succès. Pendant la révolution, il se tint à l'écart, se bornant à tout voir, tout observer de son donjon, comme il l'a dit lui-même. Dans ses dernières années, il s'occupait de l'étude des sciences, et surtout de l'histoire naturelle. Pujolle a travaillé au *Journal de l'empire*, et fourni à la *Biographie universelle* plusieurs articles de compositeurs, d'acteurs et d'auteurs dra-

matiques. On lui doit les ouvrages suivants : Une nouvelle édition de la *Grammaire italienne* de Veneroni, avec des corrections; — une *Vie de Piron*, à la tête des œuvres choisies de ce poète; — des *Notices sur Florian*, dont il avait recueilli les manuscrits; — *L'astrologue parisien*, almanach, 1812-1817, 6 vol. in-18; — la critique des salons de peinture des années 1783, 1786, 1787, sous les titres de *Momus au salon*, comédie en vers et en vaudevilles; *Figaro au salon*, en prose, mêlée de vaudevilles; *Les grandes prophéties du grand Nostradamus*, en vers et en prose. Ses pièces de théâtre sont : *Les caprices de Proserpine*, comédie en un acte et en prose, 1784; *La souper de famille*, comédie en deux actes et en prose, 1788; — *Encore des Savoyards*, comédie en deux actes et en prose, 1789; — *Amélie*, ou le couvent, comédie en deux actes, 1791; — *Mirabeau à son lit de mort*, comédie en un acte, 1791; — *La veuve de Calas à Paris*, comédie en un acte, mise en opéra sous le titre d'*Une malinée de Voltaire*; — *Cadichon*, ou les bohémienues, comédie en un acte, mêlée de vaudevilles, 1792; — *La rencontre en voyage*, opéra-comique en un acte, 1796; — *Les modernes enrichis*, comédie en trois actes et en vers libres, 1798; — *L'anti-célibataire*, ou les mariages, comédie en cinq actes et en vers, 1803. Il a, en outre, publié : *Paris à la fin du dix-huitième siècle*, esquisse historique et morale des monuments de cette capitale, 1801, in-8°. — *Promenades au Jardin des-Plantes*, etc., 1803, 3 vol. in-18; — *La naturaliste du second âge*, 1805, in-8°, fig.; — *Leçons de physique de l'école polytechnique*, 1808, in-8°, fig.; — *La botanique des jeunes gens et des gens du monde*, 1810, 3 vol. in-8°; — *Promenades au Marché-aux-Flours*, 1811, in-12, fig.; — *Minéralogie à l'usage des gens du monde*, 1813; — *Louis XVI point par lui-même*, 1815, in-8°. Depuis la publication de cet ouvrage, M. Beuchot a démontré que la correspondance attribuée à Louis XVI n'était pas authentique. (*Voyez le Journal de la librairie*, années 1818, p. 351-410, et année 1819, p. 374).

PURKIS (JON), excellent organiste, est né à Londres, en 1781. Il n'avait encore qu'un an, lorsqu'on découvrit qu'il était entièrement privé de la vue. Dès qu'il put parler, il manifesta une finesse extrême dans l'organe auditif. A six ans, son aptitude pour la musique était si prononcée, qu'on le mit sous la direction d'un habile professeur. A sept ans, il était déjà capable de jouer sur l'orgue les ouvertures de Haendel. Il lui suffisait de les entendre une fois pour en meubler sa mémoire sans retour. A neuf ans, il fut nommé organiste de la chapelle de Margaret. A douze ans, il publia quelques compositions pour le forte-piano, et conçut dès lors le projet d'apprendre lui-même à jouer de tous les instruments. Il commença par le violon et la vio'celle, et devint aussi fort sur la harpe que sur le piano. Enfin il se rendit familiers le cor, le basson, le hautbois, la flûte et la clarinette. Il ne faut pas s'étonner après cela s'il excelle dans le choix de différents jeux de l'organe. Nous l'avons entendu souvent exécuter des morceaux sur les touches de l'*Apollonion*: il jouait de mémoire, et semblait créer ce qu'il jouait. Faisait-on répéter une pièce, il la remplaçait avec de nouvelles improvisations. Depuis quelques années, Purkis s'est fait faire l'opération de la cataracte; et, s'il n'est pas en état de lire et d'écrire, il voit assez pour marcher et se conduire lui-même.

PUSCHKIN (ALEXANDRE, comte), poète russe très distingué, est né à Moscou, en 1799. Dans sa treizième année, étant élève du lycée de Zarskoe-Selo, il composa un poème intitulé : *Souvenirs de Zarskoe-Selo*, qui eut un succès momentané. Enivre des louanges qu'on lui prodigua sur ce sujet, le jeune Puschkin abandonna ses études, et ne s'occupa plus qu'à faire des vers. Plus tard, il se rendit à l'université de Dorpat, où il suivit assidûment les cours d'histoire et ceux de littérature grecque et romaine. En 1824, il vint habiter Saint-Petersbourg, et y publia une *Ode à la liberté* qui fut accueillie avec un tel enthousiasme que le gouvernement jugea convenable d'éloigner l'auteur de la capitale. Puschkin fut nommé à un mince emploi dans une des provinces méridionales de la Russie, et reçut l'ordre de partir sur-le-champ pour sa desti-



nation. Après Pavènement de Nicolas, il revint à Saint-Petersbourg, où il demeura présentement (1831). Outre un bon nombre de pièces fugitives, Puschkin a publié trois grands poèmes qui sont reconnus, dans leur genre, pour les plus belles productions de la littérature russe. Le premier porte le titre de *Ruslan et Liudmila*, et se reporte aux temps héroïques de la Russie. Le valeureux Ruslan et sa femme Liudmila, qui, par un miracle, fut délivrée de la captivité où la tenait un sorcier, sont les principaux personnages de ce poème, dans lequel l'auteur a habilement introduit Wladimir-le-Grand et ses frères d'armes, les voluptueux boyards et les poètes-guerriers de l'époque. Le deuxième, qui est intitulé : *Le prisonnier des montagnes*, retrace la vie agitée et les mœurs bizarres des tribus de brigands du Caucase. Il en existe une bonne traduction allemande, par Wueferti, Saint-Petersbourg, 1838. Le troisième, dont le titre est *La fontaine de Bakhtcharai*, ou *la fontaine des larmes*, a été publié en 1834, à Moscou, par le libraire Ponamareff, qui paye le manuscrit d'une mille roubles. Le sujet en est fort simple, et se fonde sur un fait historique : Gherrai, khan de la Crimée, avait enlevé, dans une de ses expéditions, la jeune princesse polonoise Marie, et négociait pour sa nouvelle passion l'amour de Furenia, sa favorite. Celle-ci poignarda Marie, et le prince fit élever à l'infortunée un tombeau qu'on appelle la *Fontaine des larmes*. Ces trois ouvrages, admirables de plan et d'exécution, témoignent de la souplesse d'esprit du poète qui sait traiter avec un égal bonheur des sujets aussi différents. Parmi les plus récentes productions de Puschkin, on remarque particulièrement *Eugène Angén*, petit poème pétillant d'esprit, dans lequel l'auteur décrit la vie frivole et dissipée des dandys de Saint-Petersbourg. Il vient d'achever une tragédie, *Ghodunoff*, qui n'est pas encore imprimée, et travaille actuellement à une autre tragédie, *Le faux Démétrius*, qui fera suite à la première.

PUTTER (JEAN-ETIENNE), célèbre publiciste allemand, né le 25 juin 1725, à Iserchn, mort à Göttingue, le 12 août 1809. Il fit ses études aux universités de Marbourg, Halle, Iena, où il s'attacha particulièrement à Exor, qu'il suivit de nouveau à Marbourg. Il fut appelé comme professeur à Göttingue, en 1746, mais, avant d'y entrer en fonctions, le gouvernement hanovrien l'envoya à Weislar, Ratibonne et Vienne pour y étudier l'organisation des tribunaux supérieurs et de la diète de l'empire. Depuis son retour et pendant plus de cinquante ans, il donna des cours sur le droit public, la procédure des tribunaux supérieurs et l'histoire de l'empire. Il trouvait encore du temps pour donner des leçons particulières de jurisprudence et pour prendre part aux travaux de la faculté de jurisprudence, dont il devint le doyen en 1797. Sa réputation s'étendit surtout par ses consultations, ainsi que les travaux les plus intéressants de Putter, ont été imprimés séparément en grande partie, et recueillis sous le titre de *Causae choisies de droit*, Göttingue, 1767-1809, 16 vol. in-fol., et sous celui de *Bayreuth*, etc., *ibid.*, 1777-79, 3 vol. Putter fait époque dans l'histoire du droit public d'Allemagne. Il a l'érudition de Mezer; il a plus de méthode et de clarté que lui, et il écrit mieux. Ses ouvrages sont écrits en allemand et en latin; ils embrassent des questions de droit civil et de procédure devant les cours supérieures. Nous ne citerons ici que ceux d'un mérite supérieur ou d'un intérêt général : *Essai d'une histoire académique des savants de l'université de Göttingue*, 1768-1788; 2° *Manuel de l'histoire d'Allemagne*, 3 vol., 2<sup>e</sup> édition, Göttingue, 1772; 3° *Littérature du droit public allemand*, *ibid.*, 1781-1783, 3 vol.; Kluber a donné un quatrième volume en 1791; 4° *Nova epitome processuum imperii supremorum tribunalium*, *ibid.*, 1796, in-8°; 5° *Développement historique de la constitution de l'empire germanique*, *ibid.*, 3<sup>e</sup> édit., 1798, 3 vol.; 6° *Biographie*, écrite par lui-même, *ibid.*, 1778, 3 vol.; 7° *Institutiones juris publici germanici*, *ibid.*, 6<sup>e</sup> édit., 1803. Les écrits de Putter ont beaucoup

perdu de leur valeur à la chute de l'empire d'Allemagne. Affaibli durant les dernières années de sa vie dans ses facultés morales, il n'eut point le chagrin de connaître les changements politiques qui ont diminué l'importance de ses travaux.

PYPERS (PIERRE), poète, naquit le 15 décembre 1749, dans une famille bourgeoise, à Amersfoort, province d'Utrecht. D'après ses dispositions pour l'étude des sciences, il s'efforçait de lui procurer l'instruction qu'exige l'état ecclésiastique, et lorsque l'âge de la réflexion fut venu, il ne put obtenir d'eux l'autorisation de fréquenter d'autres écoles que celles de la théologie pour laquelle il éprouvait une répugnance insurmontable. Il résolut donc à cette époque de tout abandonner pour le commerce, dans lequel il trouva des moyens d'existence à Amsterdam; mais bientôt la poésie l'occupa durant ses heures de loisir. Le théâtre de cette capitale lui dut un assez grand nombre de pièces, la plupart traduites ou imitées du français. La réputation de Pypers flatta ses concitoyens d'Amersfoort, et le fit admettre dans la municipalité de cette ville, aussitôt après les événements de 1715. Nommé ensuite membre des états provinciaux d'Utrecht, il fut enfin député par eux aux états-généraux, qu'il présida momentanément. S'il mérita ces marques de confiance, ce fut moins par les talents de la tribune, ou par la rigoureuse sagacité qui caractérise les hommes d'état, que par son désir sincère de travailler pour le bien public. En se retirant, il remplit à Amsterdam, les modestes fonctions de contrôleur des douanes, et de membre de la municipalité. Le déperissement de sa santé lui fit prendre, en 1805, le parti de vivre à la campagne, près d'Amersfoort; il y mourut presque aussitôt, le 30 juin. Ses compositions passent pour très inférieures à ses traductions, malgré les éloges et les épanchements que ses Géorgiques lui valurent de la part de sa ville natale. Outre ses *Poésies champêtres* (*Reinlandisch Temp.*, 1803, 2 vol. in-8°), et quelques autres poésies publiées antérieurement, Pypers a fait une tragédie, *Lausus et Lydia*. Il paraît que ce fut son début au théâtre hollandais, pour lequel il a ensuite arrangé cinq autres tragédies, savoir : *La veuve de Malabar*; *Etiennas, premier martyr*; *Adelaide de Hongrie*; *Naphé*, *reine d'Egypte*; *Iphigénie en Aulide*. Il faut y joindre quelques drames, quelques opéras, et une comédie, *Les amis de collège*.

PYRKER DE FELSEO-COER (JEAN-LAMBERT), patriarche de Venise, primat de Dalmatie, conseiller privé de l'empereur d'Autriche, naquit le 2 novembre 1772, à Laibach, en Hongrie, où son père était régisseur de biens considérables. En 1780, il alla à l'école normale d'Albe-Royale, où il fit ses humanités sous des maîtres de l'ordre de Saint-Paul. Deux de ses professeurs, Paul Anjos et Bénédicte Virap passèrent pour les premiers poètes de la Hongrie. Lorsque Pyrker eut terminé sa philosophie, il retourna dans la maison paternelle, où il exprima le désir d'être soldat et d'aller faire la guerre contre les Turcs; mais cédant au vœu de ses parents, il se rendit à Bude, pour y occuper un emploi à la chancellerie, et profita de son séjour dans cette ville pour se perfectionner dans la connaissance des langues allemande, italienne et française. Se sentant peu de vocation pour son emploi, il s'attacha, en 1793, en qualité de secrétaire, à un seigneur sicilien; mais enlevé par des pirates, comme il se rendait de Naples à Palerme, il fut conduit en esclavage à Alger, d'où il parvint à s'échapper quelques mois après, en se sauvant sur un radeau qui le débarqua à Venise. De là, il se rendit à Vienne, et entra le 18 octobre 1793 à l'abbaye de l'ordre de Cîteaux, à Lilienfeld, dans la Basse-Autriche. Il étudia la théologie au séminaire épiscopal de Saint-Pöten, et y apprit aussi les éléments des langues hébraïque, grecque et anglaise. Des *Iraa Homeri* et *Shakespeare* devinrent ses auteurs favoris. Pyrker fut donné prêtre à la fin de 1796; mais une maladie longue et douloureuse ayant affaibli sa santé, il ne put occuper la chaire des sciences bibliques qui lui était destinée, et fut chargé de régir la partie économique de l'abbaye, ainsi que l'administration des bois et des finances de l'établissement, jusqu'en 1807, où il devint

curé du bourg de Tirmits, appartenant à l'abbaye. Ce fut à qu'il mit la première main à son poème héroïque : *La Tunisie*, poème en douze chants, un volume in-8°, Vienne, 1818; deuxième édition, 1820; troisième édition, 1826; pour lequel il avait depuis long-temps rassemblé des matériaux. Voici ce qui avait donné lieu à cette production : un jour il se presenta dans la maison de son père, un moine de l'ordre des trinitaires, qui venait pour l'affranchissement des chrétiens esclaves en Afrique. Il fit, devant le jeune Pyrker, un récit touchant des tourmens que les malheureux captifs enduraient sur la côte de Barbarie, et, montrant un portrait de Charles Quint, il raconta comment cet empereur avait arraché à l'esclavage plusieurs milliers de chrétiens, après avoir livré une bataille sanglante aux Sarasins. Touché jusqu'aux larmes, le jeune homme conserva le souvenir de cette noble action, et résolut de lors de vouer sa muse naissante à la célébrer. Plus tard, la lecture de l'*Iliade* acheta de l'entretenir dans cette pensée, qu'il ne put cependant réaliser que long-temps après, parce qu'ayant été nommé successivement prieur et abbé de son monastère, ses occupations ne lui laissèrent que peu d'instants à consacrer à son poème, qui ne fut publié pour la première fois qu'en 1818. Le 4 août de la même année l'empereur le nomma évêque de Zips, en Hongrie et le 23 mai 1820,

patriarche de Venise. Ce fut vers cette époque que Pyrker publia le manuscrit de Chrysostome Hanthaler : *Recessus diplomatico-genealogicus archiepis Campitiliani*, deux volumes in-folio, Vienne 1820. Hanthaler, bibliothécaire et archiviste de l'abbaye de Lilienfeld, avait déjà publié en quatre volumes in-folio les annales de ce couvent, pour servir à l'histoire générale de l'Allemagne. Il avait aussi repris l'ouvrage ci-dessus pour lequel il avait fait graver les planches nécessaires; mais il était mort avant de le livrer à l'impression, et il est vraisemblable que ce travail considérable qui offre des renseignements précieux pour l'histoire et la littérature allemande, n'aurait pas été publié sans Pyrker. Vers la fin de 1820, Pyrker commença son poème intitulé : *Parles de l'antiquité*, qu'il fit imprimer au profit des dames de charité de Bude. Cette épopée sacrée, en huit chants, et dont le sujet est pris de l'Antique-Testament, parut à Bude, en 1821. Il acheva à Venise son second poème épique : *La Rudolphiade*, ou *Rudolphe de Habsbourg*, en douze chants, Vienne, 1824. Il a publié depuis un autre poème sacré : *Moïse et Samuel*. Ce digne prêtre a rendu en Autriche, d'importants services sous le rapport des établissements d'instruction et de bienfaisance, et a puissamment contribué au développement de talents distingués, parmi les jeunes ecclésiastiques.

## Q

**QUADRI (Antoine)**, administrateur et littérateur italien, né à Vicence, en 1777, d'une noble et illustre famille, issue du landamann Quadri de Lugano, en Suisse. Son père, qui occupait à Vicence la place de chef d'une division du département des finances, demanda sa retraite en 1800, et, en considération de ses longs travaux, il obtint que son fils Antoine lui succédât. C'était d'ailleurs pour celui-ci la récompense de services éminents qu'il avait déjà rendus à l'armée austro-russe, en 1799. M. Antoine Quadri remplit cet emploi jusqu'au moment où l'Autriche cessa de gouverner le territoire vénitien. Dans cet intervalle, il présenta des réglemens administratifs au gouvernement, qui lui en fit témoigner sa satisfaction par l'intendant-général. En 1805, il fut attaché au quartier-général de l'archiduc Charles, pour le service de l'armée autrichienne, que ce prince commandait en chef. L'année suivante, il prit du service sous l'influence française, et le gouvernement d'Italie le nomma directeur de l'enregistrement dans le département du Baccaglione. En 1799, il passa à la sous-préfecture d'Asiago, dans le même département; puis, peu après, à celle de Bassano, beaucoup plus importante. Dans la première, il mit en activité le nouveau système administratif et politique du royaume d'Italie, et, dans la seconde, il s'appliqua à déterminer la nouvelle répartition territoriale de l'arrondissement étendu de Bassano. A la fin de 1815, et en conséquence des événements militaires, il abandonna sa résidence, conformément à ses instructions, et se rendit à Milan, où il fut attaché à une commission du conseil d'état, chargée d'examiner l'administration de tous les préfets du royaume : il s'acquitta de cette mission délicate avec zèle, talent et impartialité. La destruction du gouvernement royal d'Italie, en avril 1814, amena la création de ses fonctions. M. Quadri se rendit alors à Vienne, où il rédigea un plan pour l'amortissement du papier-monnaie, qu'il remit à l'empereur d'Autriche. Il coopéra aussi à la réorganisation administrative de la partie d'Italie redevenue autrichienne. L'année suivante, il revint à Venise avec le comte de Goro, gouverneur des provinces vénitiennes, et bientôt après N. M. J. le nomma secrétaire du gouvernement vénitien, place qu'il occupa encore. Sur l'ordre de la chancellerie autrique, en 1817, M. Quadri fournit le plan de l'organisation de tous les établissements de bienfaisance dans les provinces vénitiennes, et en

même temps, il composa un code de cinq cents articles réglementaires pour les commissions de santé maritime et de terre. Depuis 1816 jusqu'en 1819, M. Quadri fut chargé d'établir la statistique générale des provinces vénitiennes pour l'usage de l'empereur, des ministres et des bureaux autiques. L'archiduc François-Charles le chargea, en 1824, pour son usage particulier, de faire une autre statistique des mêmes provinces. Enfin l'archiduc vice-roi d'Italie lui demanda, en 1825, un travail sur le même sujet. Dans cette année 1829, M. Quadri avait remporté le prix proposé par l'institut pour la solution d'une question d'économie politique importante. En 1824 et 1829, il fut encore chargé de la direction du recueil des lois et ordonnances pour les provinces vénitiennes. Tous ces travaux administratifs n'ont pas entièrement absorbé M. Quadri : il publia, en 1822, l'ouvrage intitulé : *Huit jours à Venise*, qui le recommande honorablement sous le rapport littéraire. Ce travail est fort utile à ceux qui désirent connaître les monuments et l'histoire de cette célèbre et singulière cité. Le premier volume offre un guide pour le voyageur dans la ville. Il est fait d'après une méthode nouvelle, et telle que l'étranger, ce livre à la main, peut, des premières fois, aller partout, visiter tout ce qui mérite attention, connaître tout ce qui se rapporte à chaque objet, etc., sans courir le risque de s'égarer et sans perte de temps. Il y a eu quatre éditions du tome 1<sup>er</sup>, dont deux en français. Le second présente l'abrégé de l'histoire de Venise, depuis sa fondation jusqu'à la fin de la république, le 12 mai 1797. Il est à sa seconde édition. De 1824 à 1827, il donna au public ses travaux statistiques. L'auteur ne se borne pas, dans cet important ouvrage, à présenter les objets dans leur état actuel; il les met en parallèle avec le passé, et ce qu'ils sont aussi en d'autres pays. Ce travail est d'autant plus précieux qu'il n'en existait pas de semblable sur les états vénitiens. M. Quadri s'étant aperçu que tout à Venise commençait à subir l'inévitable empire du temps, leva les plans de tous les monuments qui decorrent les bords du grand canal de Venise, les dessina, et les fit graver par les meilleurs artistes. Ce beau recueil, composé de soixante planches, devait être terminé en 1830. M. Quadri, encouragé par les succès de ses premiers travaux historiques, les a étendus à toute l'Italie, dont il a donné l'histoire abrégée jusqu'à nos jours, parlant en dix époques. L'ouvrage formera dix volumes, dont

la moitié a déjà paru. M. Quadri a publié : 1° *Mémoire d'économie politique*, Padoue, 1819 ; 2° édition, Venise, 1820 ; 3° *Huit jours à Venise* (première partie), ou *objets principaux à voir à Venise*, avec des planches, Venise, 1821 ; 4° édition, revue et augmentée ; 5° *Huit jours à Venise* (seconde partie), ou *abrégé de l'histoire vénitienne, avec la série de tous les doges*, Venise, 1822 ; 2° édition, avec des additions et des notes, 1826. Cet ouvrage est en français. 6° *Histoire de la statistique, pour servir d'introduction à un tableau statistique des provinces vénitiennes*, avec une carte topographique, Venise, 1824 ; 7° *Tableau statistique des provinces vénitiennes*, avec la carte géographique du royaume Lombardo-Vénitien, Venise, 1826 ; 8° *Atlas statistique de quatre-vingt-deux tables synoptiques* (relatives au tableau ci-dessus), Venise, 1827 ; 9° *Quatre jours à Venise*, Milan, 1827 ; 10° *Le grand canal de Venise*, avec 60 planches, ouvrage dédié à S. A. I. l'archiduc vice-roi, Venise, 1828.

QUÉRARD (JESUS-MARIE), l'un de nos plus laborieux bibliographes, est né à Rennes, le 25 décembre 1797. Ses parents ne jouissant pas d'une position heureuse suspendirent ses études dès l'âge de onze ans, et le placèrent dans la maison du libraire Duchesne, de Rennes. Le goût des livres ne tarda pas à naître chez ce jeune homme, et cinq ans plus tard, voulant étendre ses connaissances, il vint à Paris. Il fut attaché à diverses maisons, et voyagea pour le commerce de la librairie en France, en Angleterre et en Italie, observant et recueillant des notes sans penser encore à l'usage qu'il en pourrait faire. La vocation de M. Quérard ne fut décidée qu'en 1819. A cette époque il fut appelé à remplir un emploi honorable dans la maison de M. Schalbacher, de Vienne en Autriche, l'une des plus importantes librairies de l'Allemagne. Les ouvrages bibliographiques, très nombreux dans ce pays, terre classique des recherches, fixèrent son attention et déterminèrent sa carrière. C'est là qu'il conçut le projet d'un travail devant lequel vingt bibliédites auraient reculé, et qu'il commença à le mettre à exécution. C'était de refaire, de corriger et de compléter jusqu'à nos jours les ouvrages des abbés de Lopo et d'Elbrail, et celui d'Erach, connus sous le titre de *France littéraire*. Des lors tous les moments qui lui appartenaient furent consacrés à ce long, fastidieux et pénible travail, et il sacrifia ses honoraires à payer des copistes. Le travail avançant, M. Quérard revint à Paris après cinq ans d'absence, renouant à un avenir heureux, pour s'occuper de l'impression d'un livre utile, susceptible de lui faire honneur, et pour lequel il ne devait pas obtenir d'autre récompense que cette estime publique. Une première livraison parut en 1826, sous le titre de *Bibliographie moderne de la France*. Des difficultés élevées par l'imprimeur en arrêtèrent la publication : ce contre-temps tourna au profit du livre que l'auteur revit et améliora dans quelques parties, d'après les observations de quelques uns de nos savants. La première livraison refaite parut en 1827, sous le titre de *La France littéraire*, ou *dictionnaire bibliographique des savants, historiens et hommes de lettres, morts et vivants, de la France, ainsi que des littérateurs qui à l'étranger ont écrit en français depuis 1700 jusqu'en 1850 inclusivement*. L'ouvrage est aujourd'hui à la huitième livraison, formant 4 vol. in-8° : il doit en avoir huit. L'auteur se propose de clore son travail par deux tables : l'une, des ouvrages anonymes, qui sera plus ample pour la partie française que l'ouvrage que Barbier a publié sur cette spécialité bibliographique ; l'autre sera une table analytique présentant sous les noms de lieux, d'hommes, de faits et de choses, autant de bibliographies particulières. On voit que le plan que M. Quérard embrasse est immense et que de son ouvrage on édité en faire trois ou quatre très utiles. Le désintéressement et la courageuse persévérance de l'auteur de *La France littéraire* n'ont point été récompensés. Le gouvernement de Charles X l'a laissé sans encouragement. L'administration de la bibliothèque royale, qui aurait dû s'empresser de se l'attacher, l'a repoussé, au contraire, à diverses reprises. Son travail éminemment utile, ce monument de l'honneur de notre littérature nationale, allait rester inachevé, lors-

que les événements de 1830 arrivèrent. M. Berriat et Champollion-Figeac voulurent bien s'intéresser au jeune bibliographe, et parvinrent à lui faire obtenir du ministère de l'intérieur une faible somme de quatre mille francs pour l'aider à terminer son livre. On a calculé que l'ouvrage achevé, aura coûté cent mille francs à son auteur, et vingt ans du travail le plus assidu : un tel désintéressement chez un homme ne sans fortune est assez rare de nos jours pour qu'on doive le citer.

QUESADA (D. VINCENT DE), capitaine-général de l'Audalousie, né vers 1770, d'origine créole, était officier aux gardes espagnoles à l'époque de l'invasion française, sous Napoléon. Fait prisonnier, il fut conduit en France d'où il parvint à s'évader. De retour dans sa patrie, il reprit du service, et franchit rapidement les premiers grades. De mœurs après mais irréprochables, d'une bravoure excessive, couvert de blessures dont plusieurs lui avaient laissé de profondes cicatrices au visage, Quesada devint un ennemi aussi connu que redouté des Français, avant qu'il commandât en première ligne. Cependant, à la paix de 1811, il n'était encore que brigadier (colonel). Le duc de Bourbons, cherchant un asile en Espagne, pendant les cent jours, et ayant débarqué à Saint-André dont Quesada était gouverneur, trouva dans cet officier des soins si empressés et des attentions si délicates, qu'il sollicita pour lui auprès du roi Ferdinand le grade de maréchal-de-camp, faveur qui fut accordée à Quesada à la recommandation du prince français. A la révolution de 1820, le général Quesada fut privé de son commandement, sous le prétexte d'abus de pouvoir et de vexations qui ne furent pas prouvées. Il paraît que ses opinions, contraires à l'établissement du gouvernement constitutionnel en Espagne, lui attirèrent cette disgrâce. Quoiqu'il en soit, privé de son emploi, mis à la demi-solde, et obligé de se rendre à Grenade, pour y être en disponibilité, le général préféra sortir d'Espagne dont il parvint à franchir la frontière à l'aide d'un déguisement. Réfugié en France, il se rendit à Paris, se mêla à toutes les intrigues qui avaient pour objet le renversement des cortès. Il sollicita long-temps du gouvernement français un appui que le président du conseil hésitait encore à prêter aux réfugiés espagnols. Enfin le ministère français organisa cette armée de la foi, ramas de bandits, d'hommes lâches, de contrebandiers dont plusieurs avaient subi des jugements fétterissants, ou d'employés intidies qui s'étaient réfugiés en France avec les deniers publics dont ils étaient dépositaires. Quelques hommes ambitieux, ou aveuglés par un seul coupable, qui depuis ont roué de sa voir à leur tête, tels que Quesada lui-même, le baron d'Eroles, le comte d'Espagne, crurent y voir un moyen de se créer une brillante fortune, et de rétablir le pouvoir absolu en Espagne. Des frontières françaises ils firent circuler en Navarre et en Catalogne des proclamations, au nom d'un gouvernement provisoire, pour engager les paysans et les soldats de l'armée constitutionnelle à se rendre au quartier-général de la foi, alors à Roncevaux, en leur promettant des avantages pécuniaires assez élevés. Peu de jours après cette proclamation datée du 11 juin 1822, la province fut en feu. Presque tous les villages de la vallée de Roncal se soulevèrent en même temps. Des douaniers, des contrebandiers, une foule de gens sans aveu se joignirent aux royalistes, et Quesada qui avait rassemblé quatre à cinq cents réfugiés du côté de Saint-Jean-Pied-de-Port, entra le 23 juin en Navarre par Cambray, et se dirigea sur la vallée de Bastan où se peupla l'armée se grossit en peu de jours de quinze cents hommes. A cette nouvelle, la province fut déclarée en état de siège. Lopez-Baños qui la commandait se porta promptement avec ses troupes et deux bataillons de milice active entre la vallée de Roncal et la France, pour lui couper toute communication de ce côté ; mais Quesada, débouqué de quelques positions, battit le 3 juillet à Ochogavia, n'en fut point déconcerté, et ne pouvant plus s'appuyer sur la France, il se jeta dans l'Aragnou. Ce n'était là qu'une marche simulée. A Ochogavia, le corps de Quesada, composé d'environ quinze cents hommes, comme nous l'avons dit,

avait été tout à coup saisi d'une terreur panique, de sorte que le général était resté seul avec deux cent cinquante à trois cents de siens. Mais les constitutionnels n'avaient pas su profiter de leur avantage, et Quesada se retira, à la faveur de la nuit, jusqu'à Roucevaux. Les renforts qu'il recevait continuellement de la Biscaye et du Guipuscoa réparèrent promptement ses pertes, et il fut bientôt en état de s'emparer du fort d'Iraiti. Il y établit son camp, et ce fut jusqu'à la fin de la campagne le quartier-général et le point central de l'armée de Navarre. Quelques affaires eurent lieu à Navasquez (26 juillet), à Sanguera et Salvaherra 31; et à Subiessa, près de Pampelune (7 août): les deux partis y montrèrent beaucoup de bravoure dans l'action et de ferocité dans leurs succès qui n'eurent rien de décisif. La protection ouverte de la France ne pouvait soutenir plus longtemps l'armée de la foi. Battue à Los Arcos, et entièrement mise en déroute à Ochozavia, elle se dispersa et resta en France. Sur ces entrefaites, la régence s'était établie; Quesada lui offrit ses services, en reçut le titre de général et le commandement d'un corps avec lequel il entra dans la Navarre, en 1823, à la suite de l'armée française. Mais aussi malheureux que brave, il fut déposé et remplacé par le général Charles O'Donnell qui ne fut pas plus heureux que lui. Il faut dire à la louange de Quesada qu'il blâma souvent et hautement les mesures exagérées du parti absolutiste auquel par la suite il est devenu suspect. Cependant il a été toujours employé, et il est maintenant capitaine-général de l'Andalousie, où, de concert avec M. Arjona, intendant-général de la même province, il entretient une tranquillité que les apostrophes n'ont pu réussir à troubler, même pendant l'insurrection portugaise. Le maintien de M. Quesada et Arjona dans leur emploi est une espèce d'annuaire dans le gouvernement espagnol où depuis 1824, l'exil ou la disgrâce ont frappé successivement tous les hommes qui ont montré de la modération dans la place qu'ils occupaient. Cela s'explique cependant par l'impossibilité où serait le ministère de mettre, dans un pays où l'opinion constitutionnelle est en majorité, les hommes dont il fait ses instruments habituels.

**QUETELET** (LAMBERT-ADOLPHE-JACQUES), géomètre belge, né à Gand, le 23 février 1796. Il fit ses premières études dans le lycée de cette ville, et lorsque, en 1814, cette école fut réorganisée, sous le nom de collège royal, il fut appelé à y remplir la chaire de mathématiques. Quelques années après, il fut promu le premier au grade de docteur en sciences dans l'université qu'on venait de créer à Gand. Il publia, à cette occasion, une dissertation latine sur les propriétés des sinus et sur la ligne focale du cône. En 1819, il fut appelé à l'athénée de Bruxelles, et reçu presque en même temps à l'académie royale des sciences de la même ville. Sur sa demande, il fut envoyé à Paris par le gouvernement des Pays-Bas, afin de pouvoir se livrer à l'étude de l'astronomie. Il profita des conseils et de l'expérience des astronomes français pour dresser un plan d'observatoire, qu'il présenta à son retour au roi Guillaume; mais il éprouva beaucoup de peine à faire adopter ses idées, et ce ne fut qu'en 1826 que parut un arrêté royal pour l'érection d'un grand observatoire à Bruxelles. M. Quetelet fut nommé directeur de cet établissement, et chargé de l'acquisition des instruments astronomiques. Dès que les travaux de construction furent commencés, il entreprit de nombreux voyages afin de se mettre au courant de toutes les ressources actuelles de l'astronomie pratique, et pour établir des relations avec les savants étrangers. Il parcourut ainsi successivement l'Angleterre, l'Écosse, l'Allemagne, la Suisse et l'Italie. Il était à Naples lorsqu'éclata la révolution belge. A la veille d'entrer à l'observatoire de Bruxelles, dont les travaux semblaient toucher à leur fin, il fut trompé dans ses espérances. L'utilité de cet observatoire fut encore remise en doute. Cependant son existence paraît assurée aujourd'hui. Quand cet observatoire sera définitivement établi, M. Quetelet commencera sa carrière comme astronome. Jusqu'à présent il s'est fait connaître par des recherches de mathématiques et par quelques expériences de physique. Il s'est particulièrement oc-

cupé des caustiques ou courbes que forment par leurs interactions successives les rayons de lumière qui ont subi certaines réflexions ou réfractions. Aujourd'hui l'auteur a tourné ses vues scientifiques sur les faits qui pourraient servir de base à une *Mécanique sociale*, ouvrage dans lequel on considérerait les qualités physiques et morales de l'homme, afin d'en déduire les lois principales qui constituent l'homme moyen d'une nation, d'une époque historique. Il a déjà publié sur cette matière deux mémoires qui seront sans doute suivis de plusieurs autres, car le sujet, tel que l'auteur l'a conçu, est vaste; il semble promettre un grand nombre de faits curieux pour la science et d'une utilité incontestable pour la morale. M. Quetelet a publié un assez grand nombre d'ouvrages populaires, écrits avec conscience et habileté. Il avait commencé, en 1825, conjointement avec M. Garnier, la publication d'un journal scientifique, à l'usage des professeurs et des élèves, qu'il a bientôt après continué lui seul, sous le titre de *Correspondance physique et mathématique*. On y trouvera beaucoup de ses articles; mais nous ne les énumérerons pas ici; nous nous contenterons de citer ses travaux académiques. En voici la liste: 1° *Relation d'un voyage à la grille de Han* (Nouveaux mémoires de l'académie de Bruxelles, tome I); 2° *Mémoire sur une formule générale pour déterminer la surface d'un polygone sphérique, formé d'arcs de grands ou petits cercles* (Ibid., t. II); 3° *Mémoire sur une nouvelle théorie des sections coniques, considérées dans le solide* (Ibid., t. II); 4° *Mémoire sur quelques constructions graphiques des orbites planétaires* (Ibid., t. III); 5° *Mémoire sur une nouvelle manière de considérer les caustiques produites, soit par la réflexion, soit par la réfraction* (Ibid., t. III); 6° *Résumé d'une nouvelle théorie des caustiques, suivi de différentes applications à la théorie des projections et topographiques* (Ibid., t. IV); 7° *Mémoire sur différents sujets de géométrie à trois dimensions* (Ibid., t. IV); 8° *Recherches sur l'intensité magnétique de différents lieux de l'Allemagne et des Pays-Bas* (Ibid., t. VI); 9° *Recherches sur la loi de la croissance de l'homme aux différents âges* (Ibid., t. VI); 10° *Recherches sur le penchant au crime aux différents âges* (Ibid., t. VII). Les ouvrages détachés et périodiques publiés par l'auteur, sont: 11° *Correspondance physique et mathématique des Pays-Bas*, commencée en 1825. Ce journal comprend déjà sept volumes; 12° *Astronomie élémentaire*, Paris, 1826, 1 vol.; 13° *Astronomie populaire*, Bruxelles, 1 vol.; 14° *Positions de physique, ou résumé d'un cours de physique générale*, Bruxelles, 1827 et 1829, 3 vol.; 15° *Instruction populaire sur le calcul des probabilités*, Bruxelles, 1 vol.; 16° *Recherches sur la population, les naissances, etc.*, Bruxelles, 1 vol.; 17° *Recherches statistiques sur le royaume des Pays-Bas*, Bruxelles, 1 vol.

**QUÉTINEAU** (PIERRE), général républicain, né à Puy-Notre-Dame, département de Maine-et-Loire, vers 1787, était parvenu au grade de général dès le commencement de la révolution. Il était protégé par Dumouriez qui lui fit obtenir un commandement dans la Vendée, et il n'était pas sans talents militaires, mais une malheureuse fatalité sembla constamment s'attacher à ses opérations. Le général Berruyer avait alors vingt-cinq mille hommes dans la Haute-Vendée, ses troupes étaient divisées en quatre corps, suite immense, selon le premier homme de guerre des temps modernes. Quételet, placé sous les ordres de Berruyer, commandait trois mille hommes à Bressuire. Le comité de salut public, qui avait cru d'abord devoir sacrifier à la tranquillité du Bocage l'exécution d'une partie de ses décrets, venait d'ordonner d'y mettre en vigueur la législation qui régissait le reste de la république. Tout à coup les paroisses de ce pays, qui avaient reçu l'ordre de venir tirer à la milice pour compléter la levée des trois cent mille hommes, sonnèrent le tocsin, se soulevèrent et, au nombre de dix mille hommes armés de fourches, de bâtons et de quelques fusils de chasse, élurent pour chef Henri de Larochejacquelein. Bientôt le corps de Quételet marcha contre lui en se dirigeant sur les Aubiers; mais Larochejacquelein l'avait prévu: les patriotes qui ne se gardaient pas, furent surpris. Quételet en rallia par un mouvement

rétrograde. « Les voyez-vous qui saient ? » s'écria Larochefoucault : et, aussitôt, il se précipita, avec ses paysans, sur les troupes de Quéneau qui ne put empêcher la déroute, perdit une centaine d'hommes, et se sauva avec le reste vers Bressuire, abandonnant deux pièces de canon, et deux barils de poudre dont la Vendée était totalement dépourvue. Le 1<sup>er</sup> mai, les Vendéens, commandés par Cathelineau et Larochefoucault, qui avaient fait leur jonction avec des forces considérables, investirent Argenton-le-Château. Cette ville fut promptement enlevée ; elle n'était défendue que par huit cents hommes de la garde nationale qui, au lieu de parlementer, prirent la courageuse résolution de s'ouvrir un passage : ces braves y restèrent presque tous ; ceux qui échappèrent se rendirent à Bressuire auprès de Quéneau. Mais le découragement s'était mis parmi ses soldats : un bataillon marseillais qui avait été envoyé à cette armée pour y tenir en haleine les fureurs révolutionnaires, fut le premier à déserter au moment où on allait se charger : il fit comme les lâches, il cria à la trahison au lieu de se battre. Quéneau, ainsi abandonné des siens, fut contraint d'évacuer Bressuire dans le plus grand désordre. Il se renferma dans Thouars avec six mille hommes ; cette ville fortifiée par la nature, n'était attaquable que sur deux points, dont l'un était le pont de Thoué. Lescure et Larochefoucault s'y portèrent avec dix mille hommes. Bonchamp dirigea l'autre attaque. Les républicains, quoique ainsi pressés de front et de flanc, ne firent tailler en pièces, sans abandonner leurs positions. Quéneau fit de vains efforts pour rappeler la victoire de son côté ; Thouars fut emporté d'assaut. Ce qui est remarquable, c'est qu'un jupe-de-paix de Thouars, sorti avant la dernière attaque, et ayant, de sa seule autorité, conclu avec d'Elbe, une capitulation par laquelle la garnison républicaine se rendait prisonnière de guerre, cette capitulation fut observée, et aucune vengeance ne fut exécutée. Les généraux vendéens engagèrent Quéneau, dont ils estimaient la conduite depuis le commencement de la guerre, à prendre rang parmi eux ; mais il s'y refusa, conserva sa cocarde au milieu d'eux, et fut en cela bien plus digne de leur estime. La convention ne lui pardonna pas d'avoir laissé prendre Thouars. Tallien qui était en mission dans les départements de l'ouest, le dénonça comme traître, et pratiquant des intelligences avec les rebelles. Mandé à Paris, et traduit au tribunal révolutionnaire, Quéneau fut condamné à mort et exécuté le 16 mars 1794. Tel fut le prix de sa courageuse fidélité. La haine de Tallien contre le général venait de ce qu'il en avait reçu un rapport où Quéneau lui disait que ceux qu'il appelait des brigands, marchaient par colonnes de dix à douze mille hommes, très bien organisés, et aussi braves et ardents que les républicains étaient lâches et indifférents. Peu de temps après le supplice de son mari, M<sup>me</sup> Quéneau subit le même sort. Elle n'était accouchée que depuis huit jours lorsqu'elle mourut à l'échafaud.

QUEVERDO (FRANÇOIS-MANUEL-LEONARDO), dessinateur et graveur, né en Bretagne, en 1740, et mort au commencement de ce siècle, à Paris où il était né. On a de lui divers petits sujets de sa composition, gravés à l'eau forte, qui accompagnent l'*Histoire d'Henri IV*, in-fol. et d'autres sujets d'après Cochin, Liger, Gravelot, Marillier et plusieurs autres artistes. — QUEVEDO (LOUIS-YVES), graveur à l'eau forte, fils du précédent, né à Paris, en 1788, est élève de MM. Regnault et Coigny. On a de cet artiste : dans le musée Laurent et Robillard, la Sainte Famille, d'après Raphaël ; les Cinq

Saints, d'après le même. Ces deux eaux-fortes ont été terminées au burin par M. Richomme : les Rivements de saint Paul, eau-forte terminée par Liger ; Andromaque, d'après Guérin ; Neptune et Amphitrite, d'après Jules Romain ; Henri IV en fantôme, d'après M. Ingres ; Daphnis et Chloé, d'après M. Gérard. Ces quatre eaux-fortes ont été terminées au burin par M. Richomme : la Descente de croix, d'après David de Volpère, terminée par M. Trucchi, de Parme. Dans le musée Filhol : la Transfiguration, d'après Raphaël, et la Cananéenne, d'après Drouais. Dans le *Recueil des prix decennaux* : les Sabines, d'après David ; les Trois Âges, d'après Gérard ; Marcus Sestus, d'après Guérin ; les fureurs d'Orreste, d'après Hennequin ; le couronnement de Napoléon, d'après David. M. Quverdo s'occupe, dit-on, aujourd'hui d'ouvrages importants qu'il ne laissera pas à d'autres le soin de terminer.

QUEYSEN (GUILLEAUME), conseiller d'état du royaume des Pays-Bas, naquit à Zwoll, province d'Orr-Yssel, le 31 mai 1762. Gradué en droit à l'âge de dix-neuf ans, après avoir fait ses études à Deventer et ensuite à Leyde, il suivit quelques années la profession d'avocat ; mais en 1787 il y renonça, et, donnant sa démission de membre du conseil de sa ville natale, il se retira à la campagne dont il aimait passionnément les loisirs. Cependant il ne put se refuser, en 1795, à faire partie des états d'Orr-Yssel, qui l'envoyèrent en qualité de député aux états-généraux ; il entra dans le conseil qu'on substitua au conseil d'état. Devenu membre de la première convention, Queyzen, qui d'abord se conciliait autant d'estime par sa modération que par ses lumières, fit partie de la commission chargée de présenter un projet de constitution. Dans la seconde convention, il resta au comité des affaires étrangères jusqu'en février 1798 ; mais alors la faction qui lui était contraire ayant pris de l'ascendant, on le cédait à Horn sur le Zuyderzée, comme prisonnier d'état, et on l'y retint environ quatre mois. Rendu à la liberté, il profita d'abord de sa constitution pour vivre retiré ; mais le souvenir de ses services le fit rappeler, lorsque les hommes de son opinion reprirent leur ancienne influence. On ne trouva pas ses excuses valables : il lui fallut siéger une troisième fois au corps législatif sous des moyens parurent dans tout leur éclat. Lorsqu'en 1801, on supprima le directoire exécutif, Queyzen en fut membre. Schimmelpenninck l'appela au conseil d'état, et cette nomination fut confirmée par le roi Louis. Sous ce règne, Queyzen fut aussi directeur-général des postes, puis, en 1809, préfet d'Ost-Frise, où il sut faire aimer son administration, quoique ce fût un pays nouvellement réuni. Sous Napoléon, il fit partie du corps législatif, et lorsque la Hollande eurent formé, en 1814, le royaume des Pays-Bas, il entra l'un des premiers au conseil d'état. L'année suivante, le 23 avril, il fut au nombre des commissaires chargés de différents travaux, et particulièrement de la révision de la loi fondamentale. Queyzen mourut à la campagne, à Zorghvliet, près de La Haye, le 11 août 1817. Il avait été de l'ordre de l'union sous le roi Louis ; plus tard, Napoléon l'en avait fait commandeur, et dans le nouveau royaume, il reçut la décoration du lion belge. Toujours fidèle aux maximes politiques qu'il avait professées dès la première révolution de Hollande, avec une éloquence d'autant plus persuasive qu'il y joignait beaucoup de jugement et de modération, il continua, après la ruine de l'empire français, à faire consacrer, du moins en principe, dans les Pays-Bas, la liberté de la presse et la publicité des délibérations de la seconde chambre.

## R

RABBE (ALYONAR), né en 1786, dans le département des Basses-Alpes, à Riez ou à Barcelonnette. Il appartenait à une famille qui souffrit beaucoup de la révolution. Cependant il fut élève dans des principes

de liberté qu'il n'abjura en aucun temps, mais dont il lui est arrivé de faire, étant jeune encore, des applications qui durent ensuite le surprendre lui-même. Il acheva ses études à Paris où il remporta, en 1805, le

premier prix, connu anciennement sous la dénomination de prix d'honneur. Malgré un sensible encouragement, et sans doute par un effet de son caractère actif et inquiet, il interrompit ses occupations studieuses pour exercer durant deux années un emploi dans l'administration militaire de l'armée d'Espagne; cette circonstance causa indirectement son malheur. A son retour à Paris, ses débuts littéraires furent la part qu'il prit à l'*Introduction du royaume pittoresque en Espagne*, par M. Delaborde, et, en 1812, le *Précis de l'histoire de Russie*, faisant partie du *Tableau de la Russie*, par Damasc de Reymond. Des cette époque, Rabbe se livrait au travail avec une ardeur qui rendit plus funestes les suites d'une maladie contractée en Espagne. En vain, il passa près de deux années auprès de sa famille; il n'avait recouvré qu'une santé imparfaite et chagrine, lorsqu'en 1815, écoutant les suggestions de quelque parent, il prit parti pour les royalistes passionnés de la Provence. Poussant même un peu loin cette erreur, il publia dans leur sens deux ou trois pamphlets, dit-on, d'une amertume qui devint habituelle, et qu'expliquait l'idée de voir subsister pour jamais sur sa figure les traces de sa maladie. Il alla jusqu'à se charger d'une mission secrète qui le fit arrêter sur la frontière d'Espagne. La force des événements lui ayant rendu promptement la liberté, il se trouva à Marseille à la fin de juin, lorsque le duc d'Angoulême y passa. Malgré l'accueil obtenu du prince, le duc de Richelieu ne lui offrit, au ministère des affaires étrangères, en récompense de sa mission, qu'une place médiocre; et, aussi surpris dans son inexpérience que mécontent de la proposition du ministre, il préféra s'ouvrir une carrière plus indépendante. Il eut quelque succès, à Aix, dans celle du barreau; mais c'était encore être trop en évidence: il lui convenait mieux de s'attendre que de ses écrits des ressources devenues indispensables par une autre conséquence de ce qu'il avait souffert. Dans le dessein formé à Marseille, en 1819, d'y établir une feuille journalière, Rabbe la fit précéder d'une brochure intitulée: *De l'utilité des journaux politiques publiés dans les départements*. N'étant plus alors l'agent d'une faction aveugle, il vit son journal, *Le Phocéen*, vivement attaqué par elle dès les premiers numéros, en janvier 1820. Le courage que supposait cette entreprise dans une ville alors si peu désabusée fit sensation à Paris même: on y prenait intérêt à ce que le principal rédacteur éprouvât de périls et de contrariétés, sans rien perdre de la fermeté de ses principes ou même de l'énergie de son style. Mais si sa contenance au milieu des menaces écarta les poignards, elle ne put le garantir des réquisitoires et de leurs effets. Après avoir été mis en liberté sous caution, il fit paraître sa feuille durant quelques jours encore; mais enfin, sachant qu'on allait prendre des mesures plus sévères, il s'éloigna, et ne fut arrêté qu'à Grenoble, où du moins il reçut des habitants de consolantes marques d'intérêt. Lorsqu'il eut été élargi, moyennant un cautionnement en argent, il se rendit à Aix, où sa mère venait de succomber au chagrin. Deux fois mis en jugement au mois d'août, il fut deux fois acquitté, malgré l'écharnement de ceux qui lui reprochaient surtout d'avoir calomnié l'administration des Bouches-du-Rhône, en assurant qu'elle avait disposé, sans en rendre compte, d'une somme de plus de cinq millions. Ce fut en 1821 qu'il revint à Paris: il y publia quelques ouvrages, de concert avec l'auteur de *L'esprit des religions*. Rabbe s'occupa presque aussitôt de la rédaction de plusieurs journaux, et il contribua particulièrement au succès de *L'Album*, dont l'éditeur reçut des ministres de l'époque un traitement si choquant. Les articles qu'il donna, sous le titre de *Beaux-arts*, au *Courrier français*, en 1824, ont joui d'une estime particulière: c'était en ce genre peut-être qu'il avait le plus d'aperçus heureux, et même de vues originales rendues avec des expressions pittoresques. Dans ce journal, ses articles furent ordinairement signés d'un R. Il était l'auteur de celui qui concernait le sacre de Charles X, et contre lequel on exerça des poursuites. C'est dans ce même journal qu'il dénonça l'achat que fit le ministère des *Tablettes universelles*, dont il était aussi col-

laborateur. Il eut même à ce sujet un duel avec le propriétaire de ce recueil. Rabbe a aussi donné dans *L'Album national*, commencé en 1828, d'assez nombreux articles où on retrouvait souvent la même chaleur, mais avec des marques de prudence que l'on attribue aux embarras dont il ne pouvait sortir. Dans les matières politiques, il pouvait manquer de modération ou de conséquence, et non de nerf ou de concision; mais l'impatience tristesse qui l'était pénétré le rendait tranchant, inexorable quelquefois, et souvent trop incisif, s'il est permis d'employer un de ces termes hasardeux pour lesquels il avait lui-même quelque penchant. Néanmoins, s'il portait toute l'exaspération de son esprit dans cette polémique, où d'ailleurs il a montré beaucoup de talent, si même son amour-propre paraissait irrité, ou jaloux par moments, on lui doit cette justice de rappeler qu'il était toujours facile à calmer, au moyen d'une explication franche ou d'un mot qui reculait la bonté naturelle de son cœur. Depuis la maladie qui, à l'âge de vingt-six ans, avait interrompu ses destinées, non seulement il ne jouissait plus de la vie, que même il avait plus d'une fois songé à quitter, mais l'idée de la prolonger longtemps agissait le sentiment de ses peines, et on a vu l'infortuné se facher contre ceux qui lui parlaient des projets qu'il aurait pu former et réaliser pour s'assurer un avenir tranquille. Il n'y eût en qu'un parti convenable à prendre, la retraite, devenue pour lui en un sens un besoin de tout âge. Malheureusement ses travaux le retenaient auprès de la société, où à d'autres égards il aurait autant aimé à vivre, et où l'avaient appelé dans le principe ses passions vives, et une aptitude variée, le besoin d'être applaudi, une conversation animée ou même éloquent, un geste entraînant, et d'autres avantages extérieurs. Plus expansif que propre à la méditation, profond par aperçus, jamais avec ensemble, mais toujours ingénieux, il ne pouvait guère trouver assez de soutien dans le silence du cabinet, et cela l'entraînait à s'écarter du régime un peu sévère qu'eussent exigé les atteintes portées à sa constitution. Il cherchait à substituer un autre mouvement à celui des selons, qu'il regrettait sans cesse. Il avait le malheur de regarder comme la plus douce récompense des efforts de l'esprit celle qu'on recueille au milieu d'un monde brillant: il lui aurait fallu, comme il le disait lui-même, *de la gloire orgueil comptant*. Avec de telles dispositions on ne saurait être un grand écrivain; mais, à tous égards, il est plus naturel d'insister ici sur les qualités qu'on lui a généralement reconnues que sur des faiblesses dont on a pu ne pas le trouver exempt. Vers les derniers temps de sa vie, il a dirigé la *Biographie universelle et portative des contemporains*; mais, après la dix-septième livraison, il laissa à d'autres mains cette direction qui s'accordait mal avec ses moyens. Toutefois il en fut toujours collaborateur, et cette entreprise lui en fut redevable d'un grand nombre d'excellents articles, parmi lesquels on peut citer ceux du ministre Canning, de Benjamin Constant, de Catherine II, et plus particulièrement encore celui du célèbre David. Dans les derniers mois de 1829, une inflammation du péricarde fit craindre momentanément pour ses jours. Une recrudescence eut lieu le 27 décembre, et il expira le 1<sup>er</sup> janvier 1830, dans sa quarante-quatrième année. Il souffrit tout pendant quatre jours d'agonie pour que ses amis pussent apprendre de sa bouche s'il laissait quelque ouvrage jusqu'alors inconnu d'eux. On lui doit principalement, outre ce qui a déjà été cité, sa coopération dans divers journaux et quelques fragments que l'on a recueillis: 1<sup>o</sup> *Résumé de l'histoire d'Espagne* (avec une introduction par M. F. Bodin), Paris, 1823, in-18; 2<sup>o</sup> édit. de la même année; 3<sup>e</sup> édit. 1825; 2<sup>o</sup> *Résumé de l'histoire de Russie*, depuis l'établissement de Rurik et des Scandinaves jusqu'à nos jours, Paris, 1825, in-18. Ces deux volumes, écrits avec plus d'imagination que d'exactitude, sont au nombre de ceux qui ont le plus contribué au succès de la collection des *Résumés historiques*, commencée par M. F. Bodin. 3<sup>o</sup> *Notice sur Angélique Kauffmann*, insérée dans la *Galerie des contemporains*; 4<sup>o</sup> *Histoire d'Alexandre 1<sup>er</sup>, empereur de toutes les Russies, et des principau-*

*écritements de son règne*, Paris, 1826, 2 vol. in-8°; 6° *Géographie de l'empire de Russie*, Paris, 1828, 2 vol. in-8. Il faut y joindre: l'*Introduction historique des Mémoires de la Grèce, pour servir à l'histoire de l'indépendance*, par M. Raynaud, Paris, 1825, 2 vol. in-8°; l'*Introduction pour l'histoire du Bas-Empire*, par Millot, 2 vol. in-12, faisant partie de la *Bibliothèque de dix-neuvième siècle*, Paris, 1825; la participation dont il a déjà été fait mention au *Voyage pittoresque d'Espagne*, et au *Tableau de la Russie*.

RACAGNI (Joseph-Marie), physicien distingué, naquit le 6 janvier 1724, à la Tarazza, dans la province de Voghera. En 1760, il fut mis au collège des barnabites de Monza, et y prit l'habit religieux. Le P. Cantaroni, habile mathématicien, qui professait les sciences exactes dans ce collège, les lui enseigna, et Racagni y fit de si rapides progrès que, jeune encore, il fut appelé pour en donner les leçons au collège de Saint-Alexandre, à Milan. En même temps, l'abbé Frisi, célèbre professeur de mathématiques transcendentes, le proposa pour remplir sa chaire. Enfin Racagni fut nommé professeur ordinaire de physique aux écoles de Brera. Le savant ecclésiastique professa pendant trente années avec autant de zèle que de succès. Il avait beaucoup de facilité et de précision dans ses cours, et témoignait autant d'amour pour les sciences qu'il en inspirait à ses élèves. Il en a formé plusieurs qui sont devenus des hommes très distingués. Le cabinet de physique de Brera lui doit la plupart des machines et instruments nouveaux qui s'y trouvent. Vers l'année 1797, Racagni visita Vienne, la Hongrie, Rome et Naples, et fit connaissance avec les savants physiciens de ces pays. Le cardinal Dierzan, les comtes d'Esterhazy, Firmiano, le chevalier Hamilton, et d'autres personnages aussi illustres, l'honorèrent de leur amitié. La société italienne l'admit, en 1801, dans son sein, et en 1812, l'institut le nomma son correspondant. Religieux sans fanatisme, modeste autant que savant, Racagni mourut environné de l'estime de ses confrères, le 5 mars 1822. Il a fondé un prix annuel de deux mille francs pour celui des élèves des sciences physiques, à Milan, qui s'y distinguerait le plus. On a de lui une *Théorie des fluides*, imprimée en 1772; il y traite des fluides en général, et en particulier de l'eau, de l'air et de l'électricité; un *Mémoire sur les translations*, où il examine les différentes formules proposées par M. de Prony, Fossombroni et Bezout; un *Mémoire sur la propriété des conducteurs électriques*, inséré dans les *Actes de la société italienne*, t. XVIII, p. 159; sur *la propriété des nombres*, mémoire inséré dans la *Collection de l'Institut*. Racagni y entreprend de généraliser la théorie de Kiamp. On lui doit encore des expériences faites avec le P. Pino, son collègue, sur le *bélier hydraulique*, dont ces deux savants expliquèrent les premiers les singuliers phénomènes. M. le docteur Labus a écrit l'éloge du P. Racagni.

RADAMA-MANJAKA, roi de Madagascar, s'est acquis dans ces dernières années une sorte de célébrité. Il était chef de la peuplade des Ovas, l'une des plus guerrières de celles qui forment la population de cette grande Ile. Radama parvint à donner à sa tribu la domination sur toutes les autres, et conquit une grande partie de Madagascar. Moins barbare que ses compatriotes, il ne borna pas son ambition à subjuguier les peuples; il songea à les civiliser. Par ses soins, de jeunes Ovas furent conduits en Angleterre, où ils reçurent l'éducation des écoles, et ils rapportèrent à Madagascar, quoique imparfaitement, quelques-unes des institutions anglaises, et notamment le régime militaire. Les Ovas eurent, en peu d'années, deux ou trois mille hommes de troupes régulières, organisées et habillées à l'anglaise. Depuis 1810, deux chefs madécasses avaient cédé aux Français trois places importantes, Tamatave, Foulpointe et Tintingue, sur la côte orientale de l'Ile; mais la perte de l'Ile-de-France, cédée aux Anglais en 1814, fit languir notre commerce à Madagascar et dans l'Ile-Bourbon. En 1825, Radama poussa ses conquêtes du côté de Pest, et s'empara aisément de Tamatave et de Foulpointe, où nous n'avions aucune force militaire. En 1826, il s'empara également de la partie nord et du port de

Tintingue. Il ne nous restait plus dans ces parages que Sainte-Marie, dont le commandement fut donné, en 1828, au capitaine d'artillerie Schell. Arrivé dans cette petite colonie, il s'occupa de lier des relations avec les Ovas, qui tentent mettre sur pied jusqu'à six mille hommes de guerre. Radama, leur roi, commençait à pénétrer le secret de la politique anglaise, et paraissait disposé à traiter avec les Français, lorsqu'il mourut en septembre 1828, à l'âge de trente-sept ans. Un parti ayant fait tomber le pouvoir suprême entre les mains d'une reine, Ranavaloa-Margaka, dévouée aux Anglais, et lui ayant donné pour ministre un des jeunes Madécasses élevés en Angleterre, toutes relations cessèrent entre la France et les Ovas, et, malgré des négociations entamées en 1829, il fallut en venir à une rupture ouverte. Les Français prirent et ruinèrent Tamatave; mais un chef madécasse, Rakety, ayant attiré le commandant Schell dans une embuscade, près de Foulpointe, cet officier y périt avec une partie de son détachement. Les Français reprirent l'avantage sur les Ovas à Tintingue, où ils se maintinrent jusqu'à ce qu'une famine cruelle les força d'abandonner cet unique établissement, en juillet 1831, pour se retirer dans l'Ile Sainte-Marie. Au moment où les Français évacuèrent Madagascar, les Anglais y établirent une colonie.

RADONVILLIERS (Charles-François L'Évêque de), membre de l'académie française, né à Paris, dans le premier mois de 1709. Non seulement il fut religieux par les jésuites, dans leur collège de Louis-le-Grand, comme un de leurs meilleurs écoliers, mais l'amitié de P. Porée l'y retint, et le décida à faire son noviciat. De qu'il eut pris l'habit, il occupa des chaires d'humanités et de rhétorique dans divers maisons de l'ordre, à Rouen, à Reims, à Orléans, etc. Une rencontre particulière le plaça ensuite par degrés dans une position plus brillante. Il connut à Bourges M. de Maurepas, alors exilé pour s'être permis un ou deux complaisances de M<sup>me</sup> de Pompadour, et n'avoir pas aperçu en elle le reflet de l'inviolabilité royale. D'après les conseils de cet homme d'état, auquel il donna plus tard de grandes preuves de reconnaissance, l'abbé de Radonville quitta les jésuites, malgré tout son attachement pour quelques uns d'entre eux. Ayant accepté le poste de secrétaire intime auprès du cardinal de La Rochefoucauld, archevêque de Bourges, il l'accompagna pendant son ambassade à Rome, et y prit part au traité de la feuille des bénéfices. A la mort du cardinal, il ne resta pas sans appui: on rendit justice à ses talents en le nommant sous-précepteur des enfants de France. Quand il remplaça Marivaux à l'académie, ses titres n'étaient pas nombreux; mais à cette nomination, comme tant d'autres, l'effet d'une intrigue, le sous-précepteur parut n'avoir pas été consulté en cela par ses amis. Ce qui est certain, c'est qu'il sut toujours beaucoup de gré à Marmontel qui avait abandonné sa faveur un certain nombre de voix, et que d'ailleurs l'étendue de ses connaissances littéraires le rendit utile dans les réunions de l'académie. Lorsque Radonville en étant devenu le directeur, reçut Malesherbes à Delille, ou fut satisfait généralement de la manière dont il s'exprima au sujet d'un magistrat à vertus et d'un poète appelé à réaliser si heureusement ce qu'il en avait tant de raisons d'attendre de lui. Mais la réception de Ducis, successeur de Voltaire, en venant à engager le directeur à laisser à d'autres ses fonctions s'il ne jugeait pas que la circonstance s'accordait avec ses principes ou avec son état d'ecclésiastique, il voulut absolument les remplir, et il eut le triste avantage de reprocher, non sans quelque amertume, à son confrère décedé, à l'ennemi de la superstition, d'avoir pas toujours fait de sa facilité prodigieuse usage qui convint à tout le monde. Ce n'était pas que l'abbé de Radonville fût précisément intolérant, lui qui avait la plupart des qualités inséparables d'un prêtre sincère, particulièrement la bienfaisance. Il avait largement pourvu des biens ecclésiastiques; on en assure qu'il donnait aux pauvres les trois quarts de son revenu, et qu'en particulier le curé de Saint-Roch, son paroisse, reçut régulièrement de lui des sommes considérables pendant les trente-trois de sa

ses années de sa vie, celles qui précèdent la révolution. Il avait acquis une certaine connaissance des affaires qui le faisait consulter souvent et avec fruit par l'administration. Ces relations lui procurèrent le titre, qu'il n'avait pas ambitionné, de conseiller-d'état ordinaire. Il ne négligeait aucun devoir, et, dans ses moments de loisir, il se livrait à son penchant pour les méthodes grammaticales ou pour d'autres occupations littéraires. Sa mort ayant eu lieu en 1789, le 30 avril, il ne fut point remplacé à l'académie : ce ne fut que dix-huit ans après que l'abbé Maury, reçu dans ce corps pour la seconde fois, put rendre à son ancien confrère un hommage ordinairement moins tardif. Le traité *De la manière d'apprendre les langues*, 1768, in-8°, avait surtout contribué à la réputation de l'abbé de Radonvilliers. Ses *Oeuvres diverses* ont été réunies en trois volumes in-8°, Paris, 1807. Dans cette édition générale, l'éditeur a joint à l'ouvrage sur les langues les remarques posthumes de l'auteur même, et des renseignements sur l'analogie de ses idées avec celles de quelques autres grammairiens du premier ordre, tels que le président de Brosses et Dumasart. Le second volume contient principalement des discours académiques, et quelques morceaux, débris de ce que le sous-précepteur des enfants de France avait composé pour eux dans un style qui rappelle celui de Fénelon. Le tome troisième, qui n'est pas essentiellement lié aux autres, renferme la traduction de *Cornelius Nepos*, achevée par l'éditeur. L'abbé de Radonvilliers s'était exercé de très bonne heure dans la poésie latine et française, mais toujours avec peu de succès, à l'exception peut-être d'une comédie en un acte qui s'est perdue. *Les talents inutiles*.

**RADZIWIŁ** (CASAUX de), palatin de Wilna, un des plus fermes soutiens de la Pologne contre la politique odieuse de Catherine. Appartenant à une famille de Lithuanie déjà puissante avant les Jagellons, et descendant de grands biens à l'usage des substitutions, qui, malgré les lois polonaises, était maintenu dans cette province vaste et reculée, Radziwił fut long-temps la préférence audacieuse, la fierté, la dureté sauvage, le naturel entreprenant et inconsidéré, l'indomptable et vaine persévérance, enfin toutes les qualités et les défauts des hommes privilégiés des anciens jours. Il ne connaissait guère que ses forêts du nord, quand il se trouva possesseur de domaines où il pouvait armer six mille hommes et entretenir des fortifications. Au milieu de l'anarchie de la Pologne déjà menacée par les Russes, les regards devaient se tourner vers un jeune palatin qui, avec une cour et un revenu de cinq millions, et beaucoup de confiance dans ses forces corporelles, avait une humeur indépendante, un impatient patriotisme, un sentiment de droiture capables de l'arracher tôt ou tard à l'intempérance ou à d'autres habitudes licencieuses, pour lui faire tenter de grandes choses. L'instruction et toutes les ressources d'un esprit cultivé lui manquaient; mais on lui voyait beaucoup de sens avant les repas, et quant à la ferocité dont il donnait des marques, l'expérience et les revers pouvaient l'adoucir chez un bon naturel. Sa carrière politique commença en 1765, le roi ayant pris le parti de le placer à la tête de la noblesse lithuanienne, pour diminuer l'ascendant de la famille Casartoryski que les Russes avaient mise dans leurs intérêts. Le prince Radziwił s'occupa aussitôt de l'installation du tribunal suprême et n'eut pour point de résistance de la part de ses rivaux, parce qu'ils étaient persuadés que les étrangers, promptement appelés à leur secours, confieraient à eux-mêmes les grands moyens d'oppression que l'on tenait en réserve. On voulait établir une confédération docile aux vœux de la casarine dont en effet les troupes se montrèrent aux frontières; mais Radziwił s'entourait, à Wilna, de quatre mille hommes et de quarante pièces de canon, eut la prudence de se borner à protéger le tribunal dans l'exercice de ses prérogatives, sans rien entreprendre qui fournît au cabinet de Pétersbourg des prétextes pour rompre les négociations. Enfin Catherine retira ses troupes, afin de ne pas exposer trop d'ombre à deux puissances voisines qu'il lui importait encore de ménager. La mort du roi survint, et donna une nouvelle ac-

tivité aux machinations du parti de Catherine. On vit bientôt que pour lui résister, il n'y avait aucun fond à faire sur la politique quelquefois moins prévoyante qu'insidieuse de Frédéric. Aux diétines de Lithuanie, les partisans de Radziwił furent maltraités et n'éprouvèrent que des échecs. Il courut à Wilna, suivi de deux cents gentilshommes d'élite, et, s'en prenant aux intrigues de l'évêque dévoué aux Casartoryski, il lui dit de ne se mêler des choses temporelles, s'il voulait conserver la vie. Asses formé déjà dans les affaires de l'Europe pour avoir du moins de quelle façon elles se traitaient au Vatican, Radziwił ajuta : « Souvenez-vous que je garde cent mille ducats pour mon absolution à Rome quand je vous aurai chassé. » Il l'épargna pourtant; mais l'évêque s'efforça d'enlever contre lui par ses prédications le zèle des habitants. Radziwił, éloigné ensuite de Wilna par un projet de mariage, apprend en route que les Russes sont entrés en Pologne, et qu'il n'y a plus de liberté pour les délibérations. Hâtant alors ses préparatifs, et se remettant en chemin le survenement de son mariage, il visita quelques forteresses, et se rendit à Varsovie où il s'agissait d'élire ou plutôt de proclamer un nouveau monarque. Là il jura de tout sacrifier pour l'indépendance de la Pologne. On s'était adressé aux puissances qui auraient dû la garantir; mais la réponse de Louis XV avait été faible et vainement encouragée, celle de Frédéric dérisoire ou perdue. Le favori de Catherine fut donc revêtu du titre de roi. Radziwił ne pouvant former la confédération qui lui paraissait la seule voie de salut, chercha, dit-on, à se rapprocher de ses adversaires, et en fut mal reçu. Voyant qu'on voulait le perdre, il ne garda plus de ménagements. L'artillerie de Casartoryski tomba en son pouvoir, et son corps d'armée, grossi d'une partie de leurs soldats, battit à Stornica une division russe. Cependant ayant appris que les généraux de Catherine avaient de grandes forces en Lithuanie, il laissa à son infanterie la liberté de capituler, et passa à la nage, avec cinquante chevaux, le Niester, sous le canon des Russes, il se refugia chez les Ottomans. Il avait dit qu'on le lui offrirait à perdre ses biens; les Casartoryski se les partagèrent, et se firent même donner son palatinat de Lithuanie. Radziwił conserva dans l'infortune la fierté permise aux défenseurs de leur patrie; il alla résider en Saxe, pour être plus à portée d'agir, à l'occasion s'en présentait. Il refusa de se mettre à la tête des dissidents, parce qu'ils étaient considérés par les patriotes polonais comme des rebelles. Mais lorsque Catherine voulut renverser le roi qu'elle avait fait, Radziwił, séduit par des promesses artificieuses en faveur de la Pologne, passa en Lithuanie où son apparition fut un triomphe. On lui rendit ses droits ainsi que ses biens, et Reppin l'ayant fait nommer, dans Radom, chef de la confédération générale, le conduisit à Varsovie. Ce fut seulement alors qu'il comprit sa faute et connut la perdition du cabinet russe. Combé d'honneurs funérates, Radziwił regretta un exil qui avait été plus digne de lui; on le gardait à vue, et il eut beaucoup de peine à s'évader. Lorsqu'enfin il se montra en Lithuanie, les nobles confédérés se rangèrent autour de lui, à Niewitz; mais ils furent surpris et dispersés par les Russes. Il réunir encore plusieurs fois quelques combattants avant de renoncer à ses desseins généreux. Pour n'être pas témoin d'un partage devenu inévitable, il passa la frontière autrichienne, et distribua, à Teschen, aux Polonais dépouillés par les Russes, les sommes qui lui restaient. Espérant toutefois susciter des embarras à Catherine, il envoya la fille de l'impératrice Elisabeth, la princesse de Tarkanoff, songer même à l'épouser, et la conduisit à Rome, pour qu'elle y attendît le moment de faire valoir ses droits au trône; mais elle ne tarda pas à être victime d'une infame politique, et elle perit six ans après. Quant au prince Radziwił, découragé sans retour, il s'arrangea pour être remis en possession de ses domaines, et malgré toutes les pertes qu'il avait essuyées, sa richesse lui fit encore donner le surnom populaire de roi de Lithuanie. Il mourut le 25 novembre 1790, avant que le second démembrement annonçât la ruine entière de son pays. Sa belle



bibliothèque, a Niewitz, avait été formée jadis par sa famille; mais les Russes l'ayant saisi, en 1772, et transportée à Petersbourg, elle y est restée à l'usage de l'académie des sciences.

**RAEBURN** (air HENRI), célèbre peintre de portraits, naquit à Edimbourg, en 1766. Les succès qu'il y obtint l'engagèrent à ne pas chercher ailleurs une clientèle que tant d'autres à sa place eussent voulu fonder dans la métropole de la Grande-Bretagne. Le style de cet artiste lui est tout-à-fait propre. Son dessin a tant de hardiesse que de vigueur et de correction. On retrouve dans tous ses portraits, d'ailleurs d'une ressemblance frappante, cet air national qui distingue particulièrement les Écossais. Raeburn prenait rang parmi les peintres anglais après Lawrence pour la transparence de la couleur et la liberté de son pinceau. Son commerce était doux et facile, son caractère bienveillant et généreux. Les artistes trouvaient en lui un protecteur et un guide aussi zélé que plein de délicatesse et de désintéressement. Il était président de l'académie d'Edimbourg et membre de l'académie royale de Londres. Georges IV le créa chevalier quelque temps avant sa mort, arrivée le 6 juillet 1833.

**RAFF** (ANTOINETTE), célèbre chanteur allemand, naquit à Bonn, en 1710. Il passa en Italie, où il séjourna longtemps, et fut un des meilleurs élèves du Bernaschi. Quand il revint dans sa patrie, il péssait pour le premier ténor de l'Italie. En 1783, il suivit l'électeur de Bavière à Munich, et mourut dans cette ville vers 1790. M. Ginguené a rapporté sur Raff l'anecdote suivante, comme un des merveilleux effets de la musique: «La princesse Belmonte venait de perdre son mari. Un mois s'était écoulé sans qu'elle prît une seule plainte et versât une seule larme. Seulement vers la chute du jour, on portait la malade dans ses jardins: mais ni l'aspect d'un beau ciel, ni la réunion de tout ce que l'art ajoutait sous ses yeux aux charmes de la nature, ni même l'attendrissante obscurité du soir, rien ne pouvait ramener en elle ces douces émotions qui, donnant une issue à la douleur, lui ôtent ce qu'elle a de poignant et d'insupportable. Raff, passant alors à Naples pour la première fois, voulut voir ces jardins célèbres par leur beauté. On le lui permit, mais en lui recommandant de ne pas approcher d'un bosquet, où était alors la princesse. Une des femmes de sa suite, sachant que Raff était dans le jardin, proposa à M<sup>me</sup> Belmonte non pas de l'entendre, mais de le voir, et de lui permettre de venir la saluer. Raff approcha. En allant le chercher, on lui avait fait sa leçon. Après quelques moments de silence, la même femme pria la princesse de permettre qu'un chanteur aussi fameux, qui n'avait jamais eu l'honneur de chanter devant elle, pût au moins lui faire entendre le son de sa voix, et seulement quelques strophes d'une chanson de Rolli ou de Métastase. Le refus n'ayant pas été positif, Raff interpréta ce silence, et, s'étant placé un peu à l'écart, il chanta le premier couplet d'une chanson très touchante de Rolli, qui commence par ce vers: *Solitario heau ombroso*. Sa voix, qui était alors dans toute sa fraîcheur, et l'une des plus belles que l'on ait entendues; la mélodie simple, mais expressive, de cet air; les paroles parfaitement adaptées au lieu, aux personnes, aux circonstances; tout cela ensemble eut un tel pouvoir sur des organes qui semblaient depuis long-temps fermés et endurcis par le desespoir, que les larmes coulerent en abondance; elles ne s'arrêtèrent point pendant plusieurs jours. Ce fut ce qui sauva la malade, qui, sans cette effusion salutaire, eût inévitablement perdu la vie.»

**RAFFANELLI**, surnommé le *Prizvix* de l'Opéra-Buffa, n'a pas eu de rival dans son genre. Il fit partie de la troupe d'élite des chanteurs italiens qui composèrent la théâtre de Monsieur, fondé en 1768 par Vintti et Leonard, coiffeur de la reine. Là se trouvaient Viganoni et Mandini, ténors; Rovedino, basse-taille; Mengozzi, compositeur et chanteur; Raffanelli, chanteur de peu de voix, mais bouffe excellent; M<sup>me</sup> Moricelli, Storaice, Baletti et Mandini. M<sup>lle</sup> Baletti, un peu froide en général, s'animait, s'électrisait en chantant avec Raffanelli le duo des *Philosophes imaginaires*, de Paisiello. Cette troupe quitta

Paris après le 10 août 1793. En 1802, Napoléon rappela les chanteurs italiens en France. Raffanelli revint avec Lazzerini, Parlatmaghi, et M<sup>me</sup> Scrinia-Sacchi, Parlatmaghi, etc. On n'a pas oublié le manière dont il jouait le docteur Bartholo dans *Le barbier de Séville*, de Paisiello; le rôle du père, qui est sourd, dans *Le mariage secret*, de Cimarosa; et enfin le rôle de ministre du *Roi Théodore*, surtout quand il développe un des pauciers toute la suite de ses titres et de ses possessions. Jusque dans un âge très avancé, Raffanelli avait conservé ses moyens extraordinaires d'art, toujours en scène, et toujours piquant et naturel. Comme Prévillo, il avait ce masque comique qui prend la physionomie de tous les caractères et les rires sans avoir recours à la charge. En un mot, il était parfait.

**RAFFENEAU-DELLILE** (ALFRED), savant botaniste, est né à Versailles, le 25 janvier 1778. Après avoir achevé ses études au collège de Lizeux, à Paris, il suivit les cours de médecine à l'hôpital civil de Versailles, et fut reçu au concours, en 1796, élève à l'ancienne école de santé de Paris. Il partit pour l'Égypte, en 1798, avec l'armée française, en qualité de botaniste de l'expédition. Membre de l'institut du Caire, il s'occupa d'examiner les plantes qui croissent dans la Basse-Égypte. Lorsqu'on eut établi un jardin d'agriculture au Caire, M. Raffeneau-Dellile en fut nommé directeur. Peu d'années après son retour en France, il fut envoyé aux États-Unis de l'Amérique septentrionale, avec le titre de vice-consult dans la Caroline du nord, et il en rapporta plusieurs plantes nouvelles et rares qu'il communiqua à Palisot de Beauvois, qui le cita honorablement dans son *Agrotopographie*. La chaire de botanique à la faculté de médecine de Montpellier étant venue à vaquer par la démission forcée du savant Decandolle, en 1818, M. Raffeneau-Dellile en fut pourvu, et il l'occupa encore aujourd'hui avec un talent très distingué. Ce savant professeur a été nommé membre de la légion d'honneur en octobre 1819, et correspondant de l'académie royale des sciences en 1821. M. Raffeneau-Dellile a copié au grand ouvrage de la *Description de l'Égypte*. Il s'y est chargé de la *Flora*, travail important qui a fixé le rang de l'ouvrage parmi les botanistes. Il a fourni aussi au même ouvrage la description de quelques arts et métiers d'Égypte, arconneur, menuisier, etc. Il avait publié à son retour d'Égypte, dans le deuxième volume des *Annales du muséum d'histoire naturelle* de 1803: 1<sup>o</sup> *Description du doum ou p. lémier de la Thébaidé*; 2<sup>o</sup> *Observations sur le lotus du Nil*; dans les *Mémoires sur l'Égypte*, tome VIII, 1803: 3<sup>o</sup> *Description des seds que l'on recueille en Égypte*; 4<sup>o</sup> *Notes critiques sur les zinnias égyptiens*, formant le nouveau genre *balanites*. Il a donné depuis: 5<sup>o</sup> *Figure et description de la tarière spirale*, instrument de charpenter des États-Unis, dans le *Bulletin de la société d'encouragement*, Paris, 1804; 6<sup>o</sup> *An inaugural dissertation on pulmonary consumption*, New-York, 1807; 7<sup>o</sup> *Dissertation sur les effets de l'apnée et du strychnos*, Paris, 1809; 8<sup>o</sup> le texte du tome VIII des *Liliacées*, de Redoute, Paris, 1816, in-folio; 9<sup>o</sup> *Discours sur l'étude et les progrès des sciences médicales*, Montpellier, 1821; 10<sup>o</sup> *Description de l'humosa cerifera* (*Mémoires des savants étrangers de l'académie des sciences*, 1822, in-4<sup>o</sup>); 11<sup>o</sup> *Examen de la végétation de l'insète setacea*, et exposition de ses caractères (*Mémoires du muséum d'histoire naturelle*). Dans le *Bulletin de la société d'agriculture de l'Hérault*: 12<sup>o</sup> *Sur le danger de l'usage des champignons dans la cuisine*, 1825; 13<sup>o</sup> *Notes sur la culture des muriers*; 14<sup>o</sup> *Description et figure du mo. us alba venosa*, 1826; 15<sup>o</sup> *Remarques sur les seds et sur l'orgelet du Nubie qui ont levé des graines au jardin de Montpellier*, 1826. Dans les *Mémoires de la société d'histoire naturelle de Paris*, tome III: 16<sup>o</sup> *Description du caillou africain*, lus à l'académie des sciences, le 4 mai 1827. Dans le *Fragm. de M. Cailletan en Nubie et au fleuve Blanc*, tome IV: 17<sup>o</sup> *Catalogue des plantes d'Afrique*, 1827. Dans les *Annales des sciences cynaromabes*, avril 1830: 18<sup>o</sup> *Description de l'oligocaryocarya*, mémoire lu à l'institut. Trois mémoires lus à l'institut et encore inédits: 19<sup>o</sup> *Expériences sur les effets de l'upac antiar*; 20<sup>o</sup> *Description de l'acutaria*.

*laris marina* prouves être une conserve; 19° Description des plantes du mont Sinai, rassemblées par M. Léon de Laborde. Ce dernier mémoire, lu en 1830, a été approuvé par un rapport.

**RAFFENEAU-DELELLE**, frère aîné du précédent, est né à Versailles, vers 1775. Admis à l'école polytechnique dès la fondation, et ensuite à l'école des ponts et chaussées, il fut appelé, en qualité d'ingénieur, à faire partie de l'expédition d'Egypte. Pendant sa résidence à Syout, l'une des principales villes de la Haute-Egypte, il entreprit un voyage dans les déserts de la Thébaïde, à l'orient du Nil, avec le dessein d'en rechercher les monuments antiques, et visita le mont Ghareb (Horeb), et le Dhabal-Doken, ou montagne de la Fumée, la ville d'Albair, etc. Il adressa au directeur de l'imprimerie nationale au Caire, sur l'ancienne ville d'Arsinoé, une lettre en date de septembre 1799, et insérée dans le *Moniteur* de nivôse an 8. Il découvrit une chaussée romaine, taillée dans les montagnes et large de quarante-cinq pieds. La reconnaissance qu'il fit de tout le pays entre le Nil et la mer Rouge a été publiée dans la *Description de l'Egypte*, tome II, *Etat moderne*. M. Raffeneau était membre de l'institut d'Egypte. De retour en France, il fut employé comme ingénieur dans divers départements. Nommé en 1811 ingénieur en chef du département de la Lys, il fut chargé des travaux du pont d'Ostende. C'est là qu'il exécuta une écluse de chape, citée comme un des plus beaux travaux d'art qui existent. Non seulement cette écluse remplît sa destination d'une manière parfaite et nettoie le port en très peu de temps, mais encore l'exécution et la construction en sont remarquables par la perfection de l'appareil. Napoléon en fut frappé d'admiration à son passage à Ostende. La précision est le cachet de tous les travaux de cet ingénieur distingué. On peut citer pour preuves les dessins qu'il a faits des deux inscriptions inférieures de la célèbre pierre de Rosette. La France ayant perdu la Belgique à la restauration, M. Raffeneau-Delelle fut nommé ingénieur en chef dans le département de l'Aveyron, et y dirigea, en 1818, la construction d'un pont sur le Tarn, à Milbau. L'année suivante, il fut envoyé dans le Pas-de-Calais. Depuis son arrivée à Arras, il s'est livré avec succès à une branche importante de l'industrie nationale, la fabrication en grand du sucre indigène, et il a apporté dans ses machines des perfectionnements ingénieux. Il vint de passer, au commencement de 1835, dans le département de l'Aisne. Il est membre de la légion d'honneur.

**RAGUSE** (le duc de). Voyez MAZARIN.

**RAILLON** (JACQUES), archevêque d'Aix, né à Bourgoin (Isère), le 17 juillet 1760, s'attacha dès sa jeunesse à M. de Mercy, évêque de Luçon. Il prit, pendant la révolution, la défense des prêtres qui refusaient le serment à la constitution civile du clergé, dans un écrit intitulé : *Appel au peuple catholique*, 1792, in-8°. Il émigra peu après, et suivit l'évêque de Luçon en Suisse et en Italie, où il demeura plus de dix années. En 1803, il fit paraître un recueil intitulé : *Idylles*, in-18, pastorales à la manière de Gesner, et dont l'épigraphie *Ruris amor, reverentia justitiae*, annonçait parfaitement l'intention qui avait inspiré ces poésies. L'élégance et la facilité du style, et surtout l'excellence de la morale les firent adopter pour les bibliothèques des lycées. L'abbé Raillon composa encore, pendant son séjour en Italie, divers ouvrages littéraires, et il retourna en France en 1804. L'archevêque de Paris, le vénérable de Belloy, le chargea de prononcer, le 15 août 1809, anniversaire de la naissance de Napoléon, le discours d'apparat dont toutes les églises retentissaient à l'époque de cette solennité. M. l'abbé Raillon s'en acquitta avec talent. Il prononça aussi l'oraison funèbre de Cretet, ministre de l'intérieur, et celle du duc de Montebello. En 1810, il fut nommé évêque d'Orléans. Il quitta ce diocèse en 1816, et revint habiter la capitale. C'est par erreur que les biographies qui nous ont précédé disent qu'il vint en possession d'un canonat à Notre-Dame et d'une chaire d'éloquence sacrée à la faculté de théologie. La vérité est qu'en quittant le diocèse d'Orléans, M. l'abbé Raillon n'a rempli aucune espèce d'emploi

jusqu'à sa nomination à l'évêché de Dijon, en 1819. Depuis deux ans qu'il administre ce diocèse, il y a mis tout le zèle et a fait tout le bien dont il était capable. Quelques journaux, et entre autres celui des *Débats*, en ont parlé avec des éloges aussi honorables que mérités. M. l'abbé Raillon a été nommé archevêque d'Aix à la fin de 1830, et institué dans les premiers mois de 1831.

**RAIMBAUX** (M<sup>me</sup>), fille de l'acteur Gavaudan, est née vers 1807, à Paris. Son père, lui trouvant des dispositions pour la musique, prit plaisir à les cultiver, mais nullement dans l'intention de faire de sa fille une actrice. La perte de sa fortune l'a décidé à en agir autrement. La nature a doué M<sup>me</sup> Raimbaux d'une superbe voix de *contralto*, qu'elle aurait perdue si, livrée d'abord à des études contraires à la nature de son organe, elle n'eût été confiée aux soins de Garcia, qui, reconnaissant l'erreur de son premier maître, sut par des études bien faites lui rendre l'usage des sons graves qu'elle doit à la nature. En 1831, M<sup>me</sup> Raimbaux commença sa réputation de cantatrice en paraissant dans plusieurs concerts avec M<sup>me</sup> Malibran. On se rappelle surtout celui dans lequel elle chanta le duo de la *Semiramide* avec M<sup>me</sup> Malibran, et le trio des femmes dans le *Matrimonio segreto* avec M<sup>me</sup> Dorus et Malibran. Jamais le rôle de la tante n'avait été si bien exécuté, M<sup>me</sup> Raimbaux élevait tous les applaudissements au mot *vergogna*, *vergogna* ! Les succès qu'elle remporta à Paris le déterminèrent alors à se rendre en Angleterre, où elle donna des preuves d'un talent très distingué. Revenue dans sa patrie, après un séjour de trois mois à Londres, elle se destinait à entrer au théâtre de l'Opéra-Comique; mais comme ce théâtre oubliait et refermait tous les huit jours, elle prit le parti de se faire recevoir à l'Opéra-Italien. Tous les artistes originaux ont commencé par être imitateurs. M<sup>me</sup> Raimbaux emprunte des traits de fioritures à M<sup>me</sup> Malibran; mais elle sait leur donner beaucoup d'agrément, grâce à sa vocalisation qui est parfaite. Il ne lui manque pour avoir plus d'assurance dans sa prononciation que de parcourir l'Italie pendant deux ou trois ans. Pour son début à l'Opéra-Italien, M<sup>me</sup> Raimbaux avait choisi l'*Itariana* d'*Algeri*. Le rôle d'Isabelle est écrit pour un véritable *contralto*. M<sup>me</sup> Raimbaux descend aux notes graves avec facilité. Si elle n'a pas le timbre de la voix de M<sup>me</sup> Pisanoni, elle monte jusqu'aux notes aiguës du *soprano*. Sa voix a de la flexibilité, et, ce qui est plus rare, de l'accent. Cet accent régit jusque dans les traits, qui, sans cela, ne seraient qu'un pur mécanisme. Sa vocalisation est pure et brillante; il ne lui manque qu'un peu d'énergie dans certains endroits pour mieux faire ressortir les teintes douces et légères par le *contralto*. Au reste, l'exercice lui apprendra tout ce qu'il faut faire à cet égard. On attendait M<sup>me</sup> Raimbaux dans le rôle de Rosine du *Barbier de Séville*, où l'on avait entendu déjà M<sup>me</sup> Fodor, Sontag et Malibran. Ce rôle, bien plus favorable à ses moyens que celui d'Isabelle, lui a permis de développer un talent du premier ordre. M<sup>me</sup> Sontag, comme on sait, riche de traits éblouissants, plus convenables au genre instrumental qu'à la voix, faisait de la cavatine un *brío* qu'on applaudissait avec transport, mais qui était un contre-sens dans le caractère du personnage; en sorte qu'une jeune fille timide était changée en un petit dragon qui faisait trembler son tuteur au lieu d'en être effrayé. M<sup>me</sup> Raimbaux a mieux compris la pensée du rôle. Dans cet air, elle paraît supérieure à toutes les cantatrices qui l'ont précédée; elle a mis plus de goût dans le choix des traits, et plus de respect pour la pensée du compositeur. Aussi a-t-elle obtenu un succès très brillant. M<sup>me</sup> Raimbaux a paru ensuite dans le rôle de la *Cenerentola*, où elle a su captiver les suffrages après les cantatrices qui se sont fait entendre à Paris depuis quelques années. Elle excelle dans le genre bouffe et dans celui des demi-caractères. L'accentuation que possèdent si bien Lablache et Rubini, et qui est si difficile à acquérir pour un étranger, apprendra à M<sup>me</sup> Raimbaux qu'elle a besoin de parler la langue du pays dans le pays même. Nous ajouterons que le *medium* est la partie faible de son organe, et qu'elle force les sons au lieu de les nourrir.

De telles critiques faites dans la conscience du talent de la virtuose ne tendent qu'à l'épurer et à la mettre par la suite au rang des *prima donna*.

RAIMONDI (lesac), qui florissait dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, a fait exécuter, en 1777, d'abord à Amsterdam, et ensuite à La Haye, une symphonie destinée à exprimer les *Aventures de Télémaque dans l'île de Calypso*. Les personnages caractérisés dans cette composition étaient Télémaque, représenté par le premier violon; Mentor, représenté par le violoncelle; Calypso, par la flûte, et la nymphe Eucharis, par le haut-bois. Quant aux actions générales, elles étaient rendues par l'orchestre entier. Cette pièce obtint beaucoup de succès, et Mirabeau, qui depuis devint si célèbre, publia, sous le voile de l'anonyme, une brochure intitulée : *Le lecteur y mettra le titre, remplie d'idées vraies, quoique singulières en apparence, sur l'art musical*. Il y examine : 1° Si la musique est un art aussi frivole, aussi borné, aussi inutile, qu'affectent de le penser ceux qui ne la savent point? 2° Si la musique instrumentale peut exprimer des passions et produire des sensations? 3° S'il est possible de faire une bonne composition de musique instrumentale sans s'être proposé de peindre un objet déterminé? 4° Quelle est la différence de l'art du poète à celui du musicien? quelle est celle des sensations qu'ils excitent? que se doivent-ils l'un à l'autre? que peuvent-ils indépendamment l'un de l'autre? 5° Ne peut-on pas soutenir, d'après la solution des questions précédentes, que les bornes de la musique instrumentale sont moins réservées que celles de la musique vocale? 6° M. Raimondi a-t-il peint dans son *Télémaque* tout ce qu'on pourrait peindre? On voit par ce simple exposé que l'auteur ne s'est pas renfermé dans les bornes d'une discussion intéressante seulement à Amsterdam ou à La Haye, et qu'il a écrit pour tous ceux qui sont sensibles aux beautés musicales.

RAMBERG (JAAK-HAN), peintre, dessinateur et graveur d'un très grand mérite, est né à Hanovre, en 1763. Il manifesta dès sa plus tendre enfance un goût prononcé pour le dessin, que son père, amateur distingué, se plut à cultiver. À l'âge de quatorze ans, il fit un voyage dans le Harz, pendant lequel il dessina en peu de jours une vingtaine des sites les plus romantiques de cette contrée montagneuse. Le gouverneur-général du Hanovre, à qui ces dessins furent présentés, y reconnut le talent précoce du jeune Ramberg, et les envoya, de son commandement, au roi Georges III. Ce monarque, protecteur éclairé des beaux-arts, appela Ramberg auprès de lui, se chargea de son éducation, et le fit admettre, comme élève, à l'académie royale de peinture de Londres. Il passa neuf années dans cette ville en se perfectionnant, sous la direction du célèbre Joseph Reynolds. Des dessins qu'il exposa publiquement lui firent sa renommée, et dès lors les plus habiles sculpteurs d'Angleterre, tels que Murphy, Bertolozzi, Evans, Mills, etc., reproduisirent à l'envi les élégantes et gracieuses productions de son crayon. Les grands succès qu'obtinrent ses dessins ne lui firent pas négliger la peinture à l'huile. Pendant son séjour à Londres, il a exécuté pour la chapelle Saint-James trois grands tableaux représentant des sujets tirés de la Bible; et, pour la galerie Shakspeareenne de Boydell et la Salle dite des Poètes, divers tableaux de moindre dimension, représentant des scènes de théâtre et des sujets historiques. Parmi ses plus belles compositions on met au premier rang son *Alexandre passant le Granique*, véritable chef-d'œuvre sous tous les rapports, qui se trouve maintenant au palais de Carlton-House. Georges III, qui sut apprécier en Ramberg non seulement son beau talent, mais encore ses autres aimables qualités, alla souvent le voir dans son atelier, et le fit voyager, en 1786, à ses frais, dans les Pays-Bas et en Italie. A Rome, Ramberg fit la connaissance du célèbre Denon, qui s'intéressa vivement à lui, et le guida dans les études archéologiques qu'il entreprit dans cette capitale. De retour à Hanovre, après une absence de quinze années, il reçut de son royal protecteur le brevet de peintre de la cour. Peu de peintres ou de dessinateurs possèdent une aussi prodigieuse facilité d'invention et d'exécu-

tion que Ramberg, et certes aucun n'a produit un plus grand nombre d'ouvrages en tout genre. Plus de cinquante graveurs anglais et allemands, occupés dans le temps à reproduire ses œuvres, pouvaient à peine satisfaire à la rapidité avec laquelle elles se suivaient. Mais cette extrême vitesse de travail a beaucoup nui au développement de son talent: car ceux-là même de ses ouvrages où l'on reconnaît au plus haut degré l'empreinte du génie, laissent quelque chose à désirer sous le rapport du fini. Parmi ses dessins les plus remarquables, nous citerons ceux qui ont servi de modèles aux estampes de l'édition de luxe des œuvres complètes de Wieland; il a lui-même gravé au burin les frontispices qui ornent les deux premiers volumes, et dont l'un porte l'inscription : *Idria*. Il a fait des planches à l'eau-forte pour un grand nombre d'albums postiques et d'autres livres de ce genre. Les pièces qu'il a exécutées suivant ce procédé se font admirer par la finesse de la pointe, et la manière badine et pleine d'art avec laquelle elles sont traitées. Il s'est aussi essayé avec succès dans la caricature. Les ouvrages de Ramberg sont répandus avec profusion en Allemagne, en Angleterre, en Hollande et même en France et en Italie. Les bornes restreintes de cet article ne nous permettant pas d'en donner une liste, nous renvoyons à un écrit intitulé : *Sur les ouvrages et la manière de Ramberg*, par M. J.-C. Remond, Leipzig. On y trouvera un examen approfondi des principales compositions de cet artiste, et particulièrement du tableau ci-dessus cité qui représente le passage du Granique. L'auteur de cet ouvrage, tout en rendant hommage à l'étonnante facilité avec laquelle Ramberg sait, dans ses nombreuses inventions, passer d'un ordre de sujets à un autre, lui reproche, en général d'être trop prodigue de ces accessoires qui, le plus souvent, n'ajoutent rien à l'effet. Ramberg qu'on dit le plus souvent de la vue, uni aux infirmités de l'âge, empêche de s'occuper de son art, habite actuellement une maison de campagne dans les environs de Hanbourg. Il est depuis quelques années membre correspondant de la société philotechnique de Paris.

RAMEY (CLAUDE), statuaire, membre de l'institut et de la légion d'honneur, né à Dijon, le 29 octobre 1734, reçut les leçons de Devouze père, à l'école de cette ville, puis celles de Goussier, à l'école de Paris. Ayant remporté le grand prix de sculpture, en 1762, il fut envoyé à Rome aux frais du gouvernement. En 1801, M. Ramey exposa au Musée national le buste en marbre de Scipion l'Africain, placé alors dans le palais du sénat conservateur. En 1807, il achève l'Entree d'Austerlitz, bas-relief en marbre de l'arc de triomphe du Carrousel, et la statue de Napoléon en costume impérial. Reçu à l'académie des beaux-arts, en 1817, en remplacement de Roland, M. Ramey a enrichi le musée et les édifices publics de la capitale d'une foule de chefs-d'œuvre: en voici la liste: Sophonisbe; le cardinal de Richelieu, 1817, nature de dix-neuf pieds, d'abord placée au musée impérial, et qui decore maintenant le pont Louis XVI; Blaise Pascal, acquise par la ville de Clermont, 1824, buste en marbre de M. Lassusade; une Ceres, aussi en marbre; statue de Scipion l'Africain, haute de six pieds, placée à la chambre des pairs; bustes des auteurs Goussier, Durazzo et Praslin; statue en marbre du prince Eugène de Beauharnais, haute de six pieds; une Naïade, à la fontaine de Médicis, au jardin du Luxembourg; la Prudence, au portail de la banque de France; un Athlète phrygien; deux bas-reliefs de l'escalier de la chambre des pairs, représentant deux victoires avec des couronnes; les deux figures du méridien, portant les signes du zodiaque, et formant bas-relief, dans le jardin du Luxembourg; le genre des vertus héroïques, l'un des quatre grands pendents de la coupole du Panthéon; enfin la Musique et l'Architecture, figures qui se trouvaient au Panthéon, dans la petite coupole du midi, et qui ont été retirées.

RAMEY (ETIENNE-JULES), statuaire, membre de l'institut, fils du précédent, remporta le deuxième grand prix de sculpture au concours de l'institut, en 1814, et le premier grand prix en 1815. Il a été reçu

à l'académie des beaux-arts, en 1859, en remplacement de M. Houdon. Il a exposé au musée royal : en 1852, l'innocence pleurant un serpent mort, Jésus-Christ attaché à la colonne, attendant la flagellation : en 1854, la Tragédie et la Gloire, bas-relief pour la cour du Louvre. En 1857, Thésée combattant le Minotaure, groupe en marbre, acquis par le ministre de la maison du roi. Les autres ouvrages de M. Jules Ramey, sont : les armoiries de France, soutenues par deux génies, modèle en plâtre, exécuté en bronze, et placé sur la principale porte du trésor royal : la Religion protectrice, entourée de toutes les vertus, pour le fronton de l'église de Saint-Germain-en-Laye ; enfin la Gloire et la Paix, pour la décoration de la cour du Louvre, vestibule de la rue du Coq, commandé par la maison du roi.

**RAMMAHAN-ROE**, ou, selon l'orthographe anglaise, **RAMANUJ ROY**, célèbre philosophe brahmane, né en 1780, à Bordouan, dans le Bengale. Il se livra de bonne heure à l'étude de la littérature et des livres sacrés des Indiens, et il acquit une connaissance assez étendue des langues arabe, persane, sanskrit, et des principaux dialectes de l'Hindoustan. Parlant toutes ces langues avec facilité, il apprit également l'anglais et le portugais, et put comprendre le français. Tant d'études ne l'empêchèrent point de faire des spéculations commerciales qui furent très lucratives. Rammahan-Roe employa les richesses qu'elles lui rapportèrent à s'assurer un repos durable, et se retira dans une de ses propriétés, située aux portes de Calcutta, s'occupant uniquement de l'étude des différents dogmes religieux. Très jeune encore, il professa l'opinion d'un pur déisme, lui-même des absurdités du polythéisme, il prétendit prouver que les brahmanes avaient dénaturé la religion primitive ; que la croyance d'un Dieu unique se trouvait implicitement exprimée dans les *vedas* ; qu'elle est enseignée dans les *Tantras* et les *Pouranas*, et admise par les plus célèbres théologiens, tels que Vyasa, Sanchara, Acharya, et qu'elle est la seule véritable. Cette doctrine, qui choquait tant de préjugés invétérés, suscita à Rammahan-Roe de nombreux ennemis, et lui valut les reproches les plus violents des principaux membres de la caste des Brahmes où il était né, et de sa famille. Affirmé dans ses sentiments par la conviction que donnent de longues méditations et de grandes études, ils ne le détournèrent point de son dessein qui était d'éclairer ses compatriotes sur les erreurs de l'idolâtrie. « La vérité avant tout », répondait-il à toutes les menaces qui lui étaient faites. Cependant il fut obligé de quitter Mourschedah, où il demeurait, pour se soustraire à l'effet de ces menaces, et se rapprocha de Calcutta où la présence des Européens eut un appui contre l'intolérance des brahmanes. Le premier ouvrage dans lequel leur savant collègue combattit l'idolâtrie, parut en anglais, en 1817, sous ce titre : *Défense du théisme de l'Inde*. Ses opinions, qui se rapprochaient du christianisme (aussi bien toutefois que du bouddhisme et du mahométisme, où Dieu est cru unique), engagèrent les missionnaires de Serampour à entrer en conférence avec lui. La discussion fut vive, et donna lieu de part et d'autre à beaucoup d'écrits qui furent publiés. Il parait que les missionnaires se flattèrent d'avoir converti le brahmane ; ou lui attribua même un écrit publié en anglais à Calcutta, en 1823, et qui avait pour titre : *Appel de finis aux chrétiens pour la défense des préceptes de Jésus*, in-8°. Les relations plus récentes nous apprennent que Rammahan-Roe a toujours regardé le christianisme comme une véritable idolâtrie, et qu'il lui préfère le mahométisme qu'il trouve plus digne du respect des peuples. Depuis long-temps il s'était fait un changement dans la jurisprudence anglaise au Bengale. Les tribunaux civils annulèrent toute disposition des biens du père, faite sans le consentement de ses enfants ou petits-enfants. Rammahan-Roe attaqua cette jurisprudence, contraire aux lois des Indous, qui régissent le Bengale, dans un écrit très curieux intitulé : *Essay on the right of Hindoos over an ancestral property*. Calcutta, 1830. Avec la croyance d'un seul Dieu, Rammahan-Roe adopte celle de la métempsychose, répandue dans toute

l'Inde, et il l'explique ainsi : « Dieu est tout puissant, il est juste ; s'il est juste, le crime doit être puni et la vertu récompensée : le contraire arrive cependant. » Pour réparer ce désordre, Dieu a voulu de toute éternité que celui qui, durant sa vie, aurait fait le mal, « renaîtrait », suivant le degré de ses crimes, sous la forme d'un animal féroce, d'un insecte rampant, d'un homme pauvre, aveugle, etc., et que celui qui aurait fait le bien renaîtrait avec toutes les avantages de la fortune et de la nature, et serait heureux pendant cette seconde vie. Aucune de nos destinées si différentes n'est l'effet du hasard : elle est le résultat nécessaire des vertus ou des vices que nous avons montrés dans une vie antérieure. » Il termine cette explication par une idée fort ingénieuse et qui caractérise parfaitement la doctrine de la métempsychose, « c'est une récompense ou une expiation. » Quant à l'absence de la *réminiscence* chez les individus qui subissent cette épreuve, voici comment le brahmane la conçoit : « L'effet d'une seconde vie entraîne avec lui l'oubli des actes de la première. Si un enfant qui n'a pas dépassé l'âge de trois ans, oublie aujourd'hui ce qu'il a fait hier, est-il étonnant qu'un homme oublie ce qu'il était, ce qu'il a fait avant de naître ? » Enfin le terme de ces différentes métamorphoses est posé, selon ce brahme, « quand le long exercice de l'expiation ou de la contemplation a élevé l'homme à un degré sublime de perfection tel qu'il l'identifie à Parabrahma (l'être suprême), qu'il ne faut pas confondre avec Brahma, le créateur, l'une des trois personnes de la *trinité* indienne. Toute cette doctrine est rejetée par les autres brahmes qui la soutiennent contraire au sens des livres sacrés. Il est à désirer que Rammahan-Roe la consigne dans quelque ouvrage sur cette vieille question. Ce n'est ici qu'une tradition orale, recueillie par les voyageurs qui ont entrepris l'illustre brahmine. Rammahan-Roe vient de faire un voyage en Angleterre ; on croit qu'il visitera bientôt la France. Ses lumières, ses vastes connaissances, ses grandes richesses lui donnent dans sa patrie une considération justement méritée.

**RAMSAY (David)**, né le 2 avril 1749, dans le comté de Lancaster, État de Pennsylvanie. Il était le plus jeune des fils de Jacques Ramsay, Irlandais, qui avait émigré aux États-Unis, où il s'établit comme fermier, et où il gagna assez de bien pour donner à ses enfants une bonne éducation. David étudia la médecine, et ses progrès furent si rapides, qu'avant l'âge de treize ans, il obtint son admission dans le collège de Princeton (Nouvelle-Géorgie). A seize ans, il fut reçu bachelier-lettres, et après avoir passé deux années comme professeur particulier auprès d'une famille respectable du Maryland, il vint suivre les cours du docteur Beud au collège de Philadelphie, et fut nommé bachelier en médecine, en 1772. Il commença à pratiquer dans le Maryland, et se rendit ensuite à Charleston, sur l'invitation du célèbre docteur Rustz, qui faisait le plus grand cas de son caractère et de ses talents. David Ramsay ne tarda pas à être connu et à acquérir la confiance de ses concitoyens, ce qui lui fit prendre part, en plusieurs circonstances, au grand acte de l'indépendance américaine. Le 4 juil. 1778, il fut chargé, par les habitants de Charleston, de prononcer le premier discours qui ait été fait sur ce sujet aux États-Unis ; et quoiqu'il existât encore à cette époque de nombreux partisans du système monarchique, il ne craignit pas de faire valoir les avantages du gouvernement républicain. Il fut ensuite attaché, pendant quelque temps à l'armée, en qualité de chirurgien, et il assista avec l'ancien bataillon d'artillerie de Charleston, au siège de Savannah. Pendant la guerre, David Ramsay fut nommé membre de la législature et du conseil privé de la Caroline du sud. Le 17 août 1780, il fut arrêté avec deux autres membres du conseil et plusieurs citoyens honorables, et on les transporta à Saint-Augustin, à bord d'un bâtiment, sous le prétexte qu'étant prisonniers sur parole, ils avaient cherché à fomenter l'esprit de rébellion parmi les habitants de Charleston. Après onze mois de détention, le docteur Ramsay revint dans cette ville, où il reprit sa place de membre de la législature de l'état. Cette

assemblée décréta la confiscation des biens des partisans de l'Angleterre; mais Ramsay, malgré les injures qu'il avait reçues, s'opposa formellement à cette mesure. Elu membre du congrès continental, en 1783, il revint, après la fin de la guerre, à Charleston, pour y exercer sa profession. Nommé de nouveau au congrès, en 1785, il y siégea pendant un an et y remplit avec distinction les fonctions de vice-président, pendant la maladie du célèbre Jean Hancock. A cette époque fut publiée son *Histoire de la révolution de la Caroline du sud*, et, en 1790, *l'Histoire de la révolution américaine*. En 1796, il fit paraître un ouvrage contenant *Des recherches sur le sol, le climat et les maladies de la Caroline du sud*; en 1801, *Une vie de Washington*; en 1808, *l'Histoire de la Caroline méridionale*, 2 vol. in-8°. En 1801, les *Mémoires de sa femme*, en un petit volume. Les autres publications du docteur Ramsay sont : 1° *Discours sur l'acquisition de la Louisiane*; 2° *Revue des améliorations, des progrès et de l'état de la médecine, au dix-huitième siècle*; 3° *Registre médical pour 1803*; 4° *Dissertation sur les moyens d'assainir Charleston*; 5° *Carte géographique d'après un nouveau plan, pour faciliter l'étude de l'histoire*; 6° *Blage du docteur Rusk*. Il avait en outre rassemblé des matériaux pour écrire la vie du général Jackson, et il s'occupait depuis quarante ans d'un ouvrage intitulé : *Histoire universelle de l'Amérique du sud*, etc., ou description historique du monde, depuis l'époque la plus reculée jusqu'au dix-neuvième siècle, contenant des détails particuliers sur l'état de la société, la littérature, la religion et le gouvernement des Etats-Unis. On a publié à Philadelphie, en 1816, une partie de cet ouvrage, sous ce titre : *Histoire des Etats-Unis depuis leur premier établissement comme colonies anglaises, en 1607, jusqu'à l'année 1808, la trente-troisième de leur indépendance*. David Ramsay perit le 8 mai 1815, de la main d'un insensé, nommé Guillaume Limes, sur l'état duquel la cour suprême l'avait chargé de faire un rapport. Cet homme se figurait que le docteur s'était entendu avec les autres médecins pour le faire enfermer, lui tira par derrière un coup de pistolet chargé de trois balles. Comme avant et comme homme privé, le docteur Ramsay est justement estimé; ses actions ont toujours eu un but philanthropique, et il n'a écrit que dans l'intention d'être utile à son pays. Quoiqu'il eût perdu trente mille dollars au projet du canal Santos, dans la Caroline du sud, persuadé de l'utilité de cette entreprise, il fut le dernier à l'abandonner. Son éloge a été publié par M. Illyne, au nom de la société philosophique et littéraire de la Caroline du sud. Le docteur Ramsay a laissé huit enfants, quatre garçons et quatre filles, qui n'ont d'autre fortune que le nom de leur père et ses manuscrits.

RAMUSSEN. Voyez RAMMUSSEN, au Supplément, ce nom devant s'écrire ainsi.

RAOUL, ou RAOULX, était sergent au 45<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne, en garnison à Paris, en 1821, lorsqu'il se fit recevoir dans une *vente de carbonari*. Il y rencontra trois autres sous-officiers du même régiment, dont il partagea bientôt le crédit et l'influence dans cette société secrète. C'étaient Bories, Goubin et Pommier : tous jeunes et dans l'âge des passions généreuses, tous pénétrés d'un ardent amour de la liberté. Arrêtés tous les quatre, en 1822, à la Rochelle, où le 45<sup>e</sup> régiment se trouvait alors, l'affaire fut évoquée à la cour d'assises de Paris, où ils comparurent avec un instituteur, un étudiant en médecine, un avocat, un capitaine et quelques autres. L'accusation fut soutenue par l'avocat-général Marchangy qui y mit tant de chaleur que son réquisitoire, inséré par ordre dans tous les journaux, lui valut un témoignage de satisfaction de la part du roi de Prusse. « Aucune puissance oratoire ne saurait, dit-il, arracher Bories à la vindicte publique; « phrase qui fut dénoncée comme l'expression d'une haine barbare et personnelle. Il représentait ce jeune sous-officier comme le chef d'un complot formé pour renverser le gouvernement, qui se liait, disait-il, à ceux qui éclatèrent à la même époque à Béfort, Saumur, Toulon, Nantes et Strasbourg, et il y avait quelque apparence. D'après la déclaration de l'un des témoins, les séances

des ventes étaient terminées par les cris de vive la constitution de 1791, ce qui expliquerait assez le but politique des conjurés. Une charge fatale pour eux, ce fut la découverte de munitions et d'armes prohibées, trouvées chez la plupart et jusque dans le lit de ceux qui étaient militaires; mais aucune pièce écrite, présentée au procès, ne vint appuyer l'accusation. Bories et Raoulx prétendirent que la société dont ils étaient membres n'avait qu'un but philanthropique, ils dirent que le général Despinols les engagea à des révelations par des menaces et par des promesses, et qu'il se dit lui-même carbonari. Ils furent défendus par MM. Berville, Mérilhou, Berville, Chaix-d'Estange et Coquierres. Bories, Raoulx, Goubin et Pommier furent condamnés à mort. Les autres à une prison temporaire ou acquittés. Avant le prononcé de l'arrêt, Bories déclara un beau mouvement. Il avait de l'instruction et l'âme élevée. « MM. les jurés, dit-il, M. l'avocat-général n'a cessé de me représenter comme le chef d'un complot. .... Eh bien ! j'accepte. Heureux si au stêpe en roulant sur l'échafaud peut sauver celles de mes camarades ! » Bories, Goubin, Pommier et Raoulx, furent exécutés, le 20 septembre 1822, à cinq heures du soir, sur la place de Grève, à la vue d'un peuple immense et dans un silence universel. On les vit s'embrasser et ils crièrent vive la liberté ! Il y eut le même jour un bal brillant aux Tuileries : on s'écouler ce distique :

Pour Louis quel beau jour !  
On égorge à la Grève, et l'on danse à la cour.

Cette conspiration, connue sous le nom de complot de la Rochelle, parce que les principaux accusés y furent arrêtés, a fourni un sujet à l'auteur des *Œuvres complètes*, mélodrame, représenté en 1831, à la Porte-Saint-Martin.

RASMUSSEN (JANTS-LAMSEN), orientaliste danois, né vers 1790, après avoir étudié l'arabe dans plusieurs universités d'Allemagne, vint se fortifier à Paris dans l'étude de cette langue, en suivant les cours de M. Silvestre de Sacy. De retour à Copenhague, il fut nommé professeur de langues orientales à l'université de cette ville, vers 1814. Plein d'ardeur pour les recherches historiques et pour l'objet spécial de ses études, Rasmussen faisait concevoir les espérances les mieux fondées qu'il serait compté parmi les plus célèbres orientalistes, lorsqu'une mort prématurée, ayant pour cause une vie peu réglée et des excès de débauche toujours festonnés aux gens de lettres, termina ses jours, en 1839. Il était membre de l'académie royale de Copenhague. Ses principaux ouvrages sont : 1° *Essai historique et géographique sur la commerce et les relations des Arabes et des Persans avec la Russie et la Scandinavie, durant le moyen âge*. Cet ouvrage publié en danois, dans le journal intitulé *Athènes*, tome II, 1814, a été traduit en suédois, Stockholm, 1817, et en anglais dans l'*Edinburgh magazine*, de 1818 et 1819. C'est d'après cette dernière version qu'on a donné une traduction française dans cinq numéros du *Journal asiatique de Paris*, en 1824 et 1825. M. de Sacy a rectifié dans les notes plusieurs erreurs échappées à l'auteur ainsi qu'un traducteur anglais, et relevées par M. Fréhn. 2° *Notitia praevariorum Arabum regnorum, rerumque ab eis gestarum ante islamismum*. Copenhague, 1817, in-8°. Ouvrage composé principalement d'après les fragments que le sultan Reiske avait laissés d'Hamza d'Espahan. Il contient de plus les sixième, septième, neuvième et partie du dixième chapitres du même histoire arabe, avec la traduction de Rasmussen. Ce jeune orientaliste y a joint le texte arabe, éclairci par des notes utiles et sayantes, puisées dans les auteurs orientaux. 3° *Histoire de la compagnie africaine du commerce*, celle de Copenhague, ouvrage écrit en danois, Copenhague, 1818, in-8°. 4° *Addimenta ad historiam Arabum ante islamismum, excerpta ex Ibn Nabhat Niveis atque Ibn Koteibah*, Copenhague, 1821, in-4°. Ce supplément à l'ouvrage précédent contient aussi le texte arabe et la traduction des auteurs que Rasmussen a consultés. Il a profité encore de celle que Reiske avait donnée de divers morceaux. Ce qu'offrent de vraiment curieux ces

divers fragments, ce sont des proverbes, des anecdotes et des vers qui font connaître des superstitions, des traditions, des coutumes bizarres des anciens Arabes. 5° *Annales islamica, sive tabula synchronistica-chronologica chalisarum et regum orientis et occidentis, accedat historia Turcorum, Karamanorum, etc.*, Copenhague, 1825, in-4°. Cet ouvrage important se compose de tables chronologiques de toutes les dynasties musulmanes et d'extraits d'historiens arabes, traduits en latin, d'après les manuscrits de la bibliothèque royale de Copenhague. Rasmussen y parle de quelques dynasties peu connues de l'Asie-Mineure, telles que les Gadhrites, les Ramadhaïdes, les Derbendites, mais on est étonné de ne pas y trouver les Ismaéliens ou Assassins de Perse. Il a puisé la plus grande partie de ses extraits dans l'*Histoire universelle abrégée d'Abdoul-Ahmed de Damas*, manuscrit rapporté du Levant par le célèbre Niebuhr. Rasmussen n'a pas donné le texte arabe de ces extraits, mais seulement les noms d'hommes et de lieux en caractères orientaux, avec des notes historiques et géographiques utiles et savantes. M. Silvestre de Sacy a rendu compte des trois derniers ouvrages de ce jeune orientaliste dans le *Journal des savants* de 1818, 1821 et 1826.

RASPAIL (VICTOR-FRANÇOIS), né à Carpentras, le 29 janvier 1794, presque dans les cachots, de parents pauvres, mais considérés. Témoin des malheurs de sa famille et de l'ingratitude des grands, pour qui son père s'était ruiné, ces premiers tableaux de son enfance influèrent fortement sur lui, et sans doute sur le trempe de son esprit. L'éloignement qu'il a toujours montré pour les grandeurs et le pouvoir d'un seul, lui a aussi été inspiré par l'éducation qu'il reçut d'un vertueux ecclésiastique, l'abbé Eymeric, républicain et d'un savoir prodigieux. M. Raspail, devenu janséniste avec lui, resta tel dans le séminaire jésuitique d'Avignon, où ses parents l'envoyèrent à l'âge de seize ans. L'année qui suivit, il devint répétiteur de philosophie, et celle d'ensuite, il était répétiteur et sous-professeur de théologie. C'est dans ce lieu qu'il commença à se débarrasser de toutes les superstitions qui se mêlent à l'éducation dans les pays méridionaux plus encore que dans les autres. Il ne tarda donc pas à laisser la théologie, et accepta une place de professeur de latinité au collège de sa ville natale. Cela ne suffisait pas à l'activité de son esprit, et poussé par le besoin de parler aux hommes, il choisit le seul moyen qui se présentait : il prêcha, mais non à la manière accoutumée : l'église n'en fut que plus remplie. C'était en 1813 : Napoléon rentrait en France, victime d'une grande imprudence, de la rigueur du climat, et déjà des trahisons. L'anniversaire d'Austerlitz approchait, les prêtres s'éloignaient de l'empereur abandonné de la fortune ; ses plus intrépides panégyristes refusaient d'atténuer ses revers. Le maire et le curé de la ville imposèrent à M. Raspail l'obligation de s'occuper du discours d'apparat. Il le fit à regret, mais avec la ferme résolution de n'être pas un panégyriste. Ce discours ne roula, en effet, que sur la nécessité de se grouper autour de l'empereur pour défendre la patrie contre l'invasion. M. Raspail calma ainsi l'irritation des esprits, et le lendemain les impôts se payèrent. Les trois tribunaux seant dans le chef-lieu, le sous-préfet et les autorités militaires envoyèrent à la mairie de l'auteur une députation pour la complimenter et lui demander, à l'insu de son fils, le manuscrit qu'ils envoyèrent à la cour. Mais trois mois après, Napoléon n'était plus sur le trône. Jusque-là quelque prestige de gloire avait bercé la jeunesse de M. Raspail, mais la défaite de la France lui glaça le cœur. Napoléon revint en 1815. M. Raspail, croyant qu'il saurait profiter des leçons du malheur, fit éclater sa joie et ses espérances patriotiques. Une chanson bachique échappa à son enthousiasme. Une insinuation la fit circuler et trahit l'incognito : elle fut chantée pendant les cent jours ; mais au dernier, les royalistes se débâillèrent contre les patriotes qui cependant n'avaient pas proféré une insulte contre eux durant leur triomphe. Les vrais citoyens s'enfuirent dans les montagnes. M. Raspail resta seul avec ses frères, l'un lieutenant-colonel et l'autre

capitaine de la vieille garde. Pendant six mois, il vit vingt fois la mort prête à le frapper : vingt fois le peuple s'attroupa autour de la maison pour le mettre en pièces ; mais il était résolu à ne pas reculer. Lorsque tout le midi fut calme, il partit pour Paris. Depuis cette époque, la persécution ne l'a plus abandonné. Il avait été destitué de sa place de professeur. Il se présenta dans des pensionnats de la capitale : on le trouva trop jeune. Récusé enfin dans une maison d'éducation, il fut bientôt remercié, parce que la *Minerve* le cita, malgré lui, dans un article dont il avait fourni les matériaux. M. Raspail entra alors dans un collège ; mais à la mort du duc de Berri, l'université exigna du chef de l'établissement l'expulsion de quatre ou cinq patriotes, et il fut un des cinq. Il élevait et entretenait alors un de ses neveux ; mais les parents de ses disciples ne le payaient pas toujours. Que faire ? M. Raspail afficha alors des leçons pour le baccalauréat. On crut que la police eut soin de lui fournir des élèves pour le surveiller, parce que M. Raspail n'était jamais le dernier dans les émeutes. Malgré cette existence incertaine, il avait fait son droit et pris toutes ses inscriptions. Il entra chez un avoué ; mais à la première maison qui lui fut donnée, il vit bien que cette carrière ne lui convenait pas, et dit adieu à l'étude. M. Raspail se livra alors à la science, tout en continuant à donner des leçons. Il n'a pas cessé depuis de vivre dans les privations de tout genre ; mais ses études, ses progrès, ses découvertes lui firent souvent oublier cette honorable misère. C'est en 1823 qu'il présenta ses premiers travaux à l'Institut, non pour demander ses suffrages, mais pour obtenir de la publicité. Il apporta dans la science l'indépendance qu'il avait montrée en politique. Il attaqua tout ce qui lui parut s'écarter de la vérité. Convaincu qu'une réputation méritée ne s'improvisait pas, qu'elle s'établit presque toujours par le choc des discussions, il s'inquiéta peu de ce que dirent les journaux. M. Raspail prit part à la révolution de 1830, et il revendiqua sa place dans l'université, désirant cependant ne l'obtenir qu'au concours. On lui offrit d'autres emplois. On voulut créer exprès pour lui une place de conservateur-général des collections du musée ; mais il posa ses conditions, et comme elles ne convinrent pas à M. Cuvier, M. Raspail se retira. En octobre 1830, mécontent de la marche suivie par le ministère, et désespérant pour l'instant de la chose publique, M. Raspail écrivit une lettre d'adieu aux places, et depuis rien n'a pu le faire consentir à accepter ce qui lui fut offert. Une autre lettre de lui, insérée dans *La Tribune*, à l'occasion des troubles arrivés à Saint-Germain-l'Auxerrois, en février 1831, fut dénoncée aux tribunaux par le ministère public. Condamné à quelques mois de prison pour cet écrit, M. Raspail subit depuis une seconde condamnation. Il avait été traduit devant le jury de la Seine, qui l'acquitta sur cette question : « Est-il coupable d'avoir excité à la haine et au mépris du gouvernement, dans le journal intitulé : *Les amis du peuple* ? » Mais la cour, se croyant offensée par les réponses violentes du prévenu, le condamna à quinze mois de prison. Depuis cette époque, les journaux ont souvent retenti des justes plaintes de ses amis sur les rigueurs dont il est devenu l'objet. Renfermé d'abord à Sainte-Pélagie, puis conduit à la maison d'arrêt de Versailles, et marchant les fers aux mains, à la tête d'une chaîne de soldats destinés aux compagnies de discipline : c'est là, dans un cabanon, qu'il a achevé le dernier traité de son *Cours d'agriculture*, dont le premier avait été commencé à Sainte-Pélagie. M. Raspail est un des apôtres le plus fougueux, et, il faut le dire, le plus éloquent des doctrines républicaines. Il les prêche avec une conviction, une énergie, qui fait pardonner à leur exaltation ; mais qui fait aussi regretter qu'une aussi haute intelligence que la sienne ait partagé ses moments entre tant d'objets différents, tant d'études ennemies. Quand il sollicitait, voici à peu près dans quels termes il le faisait : « Roi-citoyen, j'ai écrit à vos ministres, et ils ne me répondent pas ; quand la patrie a fait un appel à notre dévouement, nous ne faisons pas tant attendre la réponse. » On ne saurait en général approuver ce ton :

rétrograde. « Les voyez-vous qui fuient ? » s'écria Larochefoucault ; et, aussitôt, il se précipita, avec ses paysans, sur les troupes de Quéteuau qui ne put empêcher la déroute, perdit une centaine d'hommes, et se sauva avec le reste vers Bremaire, abandonnant deux pièces de canon, et deux barils de poudre dont la Vende était totalement dépourvue. Le 1<sup>er</sup> mai, les Vendéens, commandés par Cathelineau et Larochefoucault, qui avaient fait leur jonction avec des forces considérables, investirent Argenton-le-Château. Cette ville fut promptement emboyée ; elle n'était défendue que par huit cents hommes de la garde nationale qui, au lieu de parlementer, prirent la courageuse résolution de s'ouvrir un passage : ces braves y restèrent presque tous ; ceux qui échappèrent se rendirent à Bremaire après de Quéteuau. Mais le découragement n'était mis parmi ses soldats ; un bataillon marseillais qui avait été envoyé à cette armée pour y tenir en haleine les fureurs révolutionnaires, fut le premier à désertir au moment où on allait se charger : il fit comme les lâches, il cria à la trahison au lieu de se battre. Quéteuau, ainsi abandonné des siens, fut contraint d'évacuer Bremaire dans le plus grand désordre. Il se reforma dans Thouars avec six mille hommes ; cette ville fortifiée par la nature, n'était attaquable que sur deux points, dont l'un était le pont de Thoué. Les cure et Larochefoucault s'y portèrent avec dix mille hommes. Bonchamp dirigea l'autre attaque. Les républicains, quoique ainsi pressés de front et de flanc, se firent tuer en pièces, sans abandonner leurs positions. Quéteuau fit de vains efforts pour rappeler la victoire de son côté ; Thouars fut emporté d'assaut. Ce qui est remarquable, c'est qu'un juge-de-peace de Thouars, étant sorti avant la dernière attaque, et ayant, de sa seule autorité, conclu avec d'Elbée, une capitulation par laquelle la garnison républicaine se rendait prisonnière de guerre, cette capitulation fut observée, et aucune vengeance ne fut exécutée. Les généraux vendeurs engagèrent Quéteuau, dont ils méprisaient le courage depuis le commencement de la guerre, à prendre rang parmi eux ; mais il s'y refusa, conserva sa cocarde au milieu d'eux, et fut en cela bien plus digne de leur estime. La convention ne lui pardonna pas d'avoir laissé prendre Thouars. Tallien qui était en mission dans les départements de l'ouest, le dénonça comme traître, et pratiquant des intelligences avec les rebelles. Mandé à Paris, et traduit au tribunal révolutionnaire, Quéteuau fut condamné à mort et exécuté le 16 mars 1794. Tel fut le prix de sa courageuse fidélité. Le haine de Tallien contre le général venait de ce qu'il en avait reçu un rapport où Quéteuau lui disait que ceux qu'il appelait des brigands, marchaient par colonnes de dix à douze mille hommes, très bien organisés, et aussi braves et ardents que les républicains étaient tièdes et indifférents. Peu de temps après le supplice de son mari, M<sup>me</sup> Quéteuau subit le même sort. Elle n'était accouchée que depuis huit jours lorsqu'elle mourut à l'échafaud.

QUEVERDO (FRANÇOIS-MARIE-JOSEPH), dessinateur et graveur, né en Bretagne, en 1740, et mort au commencement de ce siècle, à Paris où il était né. On a de lui divers petits sujets de sa composition, gravés à l'eau forte, qui accompagnent l'*Histoire d'Henri IV*, in-fol. et d'autres sujets d'après Cochin, Limer, Gravelot, Marillier et plusieurs autres artistes. — QUEVEDO (LOUIS-YVES), graveur à l'eau forte, fils du précédent, né à Paris, en 1788, est élève de M<sup>me</sup> Regnault et Coigny. On a de cet artiste : dans le musée Laurent et Robillard, la Sainte Famille, d'après Raphaël ; les Cinq

Saints, d'après le même. Ces deux eaux-fortes ont été terminées au burin par M. Richomme : les Rasseiments de saint Paul, eau-forte terminée par Lignon ; Andronique, d'après Guérin ; Neptune et Amphitrite, d'après Jules Romain ; Henri IV en famille, d'après M. Ingres ; Daphnia et Chloé, d'après M. Gérard. Ces quatre eaux-fortes ont été terminées au burin par M. Richomme : la Descente de croix, d'après Daniel de Volterra, terminée par M. Touché, de Parme. Dans le musée Filhol : la Transfiguration, d'après Raphaël, et la Cananéenne, d'après Drouais. Dans le *Bercel des prix decennaux* : les Sabines, d'après David ; les Trois Âges, d'après Gérard ; Marcus Sextus, d'après Guérin ; les fureurs d'Oronte, d'après Hennequin ; le couronnement de Napoléon, d'après David. M. Quevedo s'occupe, dit-on, aujourd'hui d'ouvrages importants qu'il ne laissera pas à d'autres le soin de terminer.

QUEYSEN (GUILAUME), conseiller d'état du royaume des Pays-Bas, naquit à Zwoll, province d'Over-Yssel, le 31 mai 1764. Gradué en droit à l'âge de dix-neuf ans, après avoir fait ses études à Deventer et ensuite à Leyde, il suivit quelques années la profession d'avocat ; mais en 1787 il y renoua, et, donnant sa démission de membre du conseil de sa ville natale, il se retira à la campagne dont il aimait passionnément les loisirs. Cependant il ne put se refuser, en 1795, à faire partie des états d'Over-Yssel, qui l'élevèrent en qualité de député aux états-généraux où il entra dans le comité qu'on substitua au conseil d'état. Devenu membre de la première convention, Queyzen, qui déjà se concevait autant d'estime par sa modération que par ses lumières, fit partie de la commission chargée de présenter un projet de constitution. Dans la seconde convention, il resta au comité des affaires étrangères jusqu'en février 1798 ; mais lors la faction qui lui était contraire ayant pris de l'ascendant, on le conduisit à Horn sur le Zuyderzée, comme prisonnier d'état, et on l'y retint environ quatre mois. Rendu à la liberté, il profita d'abord de sa constitution pour vivre retiré ; mais le souvenir de ses services le fit rappeler, lorsque les hommes de son opinion reprirent leur ancienne influence. On ne trouva pas ses excuses valables : il lui fallut siéger une troisième fois au corps législatif où ses moyens parurent dans tout leur éclat. Lorsqu'en 1805, on supprima le directoire exécutif, Queyzen en était membre. Schimmelpenninck l'appela au conseil d'état, et cette nomination fut confirmée par le roi Louis. Sous ce règne, Queyzen fut aussi directeur-général des postes, puis, en 1809, préfet d'Out-Frise, où il sut faire aimer son administration, quoique ce fût un pays nouvellement réuni. Sous Napoléon, il fit partie du corps législatif, et lorsque la sagesse eut été formée, en 1814 le royaume des Pays-Bas, il entra l'un des premiers au conseil d'état. L'année suivante, le 22 avril, il fut au nombre des commissaires chargés de différents travaux, et particulièrement de la révision de la loi fondamentale. Queyzen mourut à la campagne, à Zorghvliet, près de La Haye, le 21 août 1817. Il avait été de l'ordre de l'union sous le roi Louis ; plus tard, Napoléon l'en avait fait commandeur, et dans le nouveau royaume, il reçut la décoration du lion belge. Toujours fidèle aux maximes politiques qu'il avait professées dès la première révolution de Hollande, avec une éloquence d'autant plus persuasive qu'il y joignait beaucoup de jugement et de pénétration, il continua, après la ruine de l'empire français, à faire consacrer, du moins en principe, dans les Pays-Bas, la liberté de la presse et la publicité des délibérations de la seconde chambre.

## R

RABRE (ALPHONSE), né en 1786, dans le département des Basses-Alpes, à Riez ou à Barcelonnette. Il appartenait à une famille qui souffrit beaucoup de la révolution. Cependant il fut élève dans des principes

de liberté qu'il n'abjura en aucun temps, mais dont il lui est arrivé de faire, étant jeune encore, des applications qui durent ensuite le surprendre lui-même. Il achève ses études à Paris où il remporta, en 1803, le

premier prix, connu anciennement sous la dénomination de prix d'honneur. Malgré un semblable encouragement, et sans doute par un effet de son caractère actif et inquiet, il interrompit ses occupations studieuses pour exercer durant deux années un emploi dans l'administration militaire de l'armée d'Espagne; cette circonstance causa indirectement son malheur. A son retour à Paris, ses débuts littéraires furent la part qu'il prit à l'introduction du *voyage pittoresque en Espagne*, par M. Delaborde, et, en 1812, le *Précis de l'histoire de Russie*, faisant partie du *Tableau de la Russie*, par Damas de Raymond. Dès cette époque, Rabbe se livrait au travail avec un ardeur qui rendit plus funestes les suites d'une maladie contractée en Espagne. En vain, il passa près de deux années auprès de sa famille; il n'avait recouvré qu'une santé imparfaite et chagrine, lorsqu'en 1815, écoutant les suggestions de quelque parent, il prit parti pour les royalistes passionnés de la Provence. Pousant même un peu loin cette erreur, il publia dans leur sens deux ou trois pamphlets, dit-on, d'une amertume qui devint habituelle, et qu'expliquait l'idée de voir subsister pour jamais sur sa figure les traces de sa maladie. Il alla jusqu'à se charger d'une mission secrète qui le fit arrêter sur la frontière d'Espagne. La force des événements lui ayant rendu promptement la liberté, il se trouva à Marseille à la fin de juin, lorsque le duc d'Angoulême y passa. Malgré l'accueil obtenu du prince, le duc de Richelieu ne lui offrit, au ministère des affaires étrangères, en récompense de sa mission, qu'une place médiocre; et, aussi surpris dans son inexpérience que mécontent de la proposition du ministre, il préféra ouvrir une carrière plus indépendante. Il eut quelque succès, à Aix, dans celle du barreau; mais c'était encore être trop en évidence; il lui convenait mieux de s'attendre que de ses écrits des ressources devenues indispensables pour une autre conséquence de ce qu'il avait souffert. Dans le dessein formé à Marseille, en 1819, d'y établir une feuille journalière, Rabbe la fit précéder d'une brochure intitulée: *De l'utilité des journaux politiques publiés dans les départements*. N'étant plus alors l'agent d'une faction aveugle, il vit son journal, *Le Phocéen*, vivement attaqué par elle dès les premiers numéros, en janvier 1820. Le courage que supposait cette entreprise dans une ville alors si peu débauchée fit sensation à Paris même; ou y prenait intérêt à ce que le principal rédacteur éprouvât de périls et de contrariétés, sans rien perdre de la fermeté de ses principes ou même de l'énergie de son style. Mais si sa contenance au milieu des menaces écarta les poignards, elle ne put le garantir des réquisitoires et de leurs effets. Après avoir été mis en liberté sous caution, il fit paraître sa feuille durant quelques jours encore; mais enfin, sachant qu'on allait prendre des mesures plus sévères, il s'éloigna, et ne fut arrêté qu'à Grenoble, où du moins il reçut des habitants de consolantes marques d'intérêt. Lorsqu'il eut été élargi, moyennant un cautionnement en argent, il se rendit à Aix, où sa mère venait de succomber au chagrin. Deux fois mis en jugement au mois d'août, il fut deux fois acquitté, malgré l'acharnement de ceux qui lui reprochaient surtout d'avoir calomnié l'administration des Bouches-du-Rhône, en assurant qu'elle avait disposé, sans en rendre compte, d'une somme de plus de cinq millions. Ce fut en 1822 qu'il revint à Paris; il y publia quelques ouvrages, de concert avec l'auteur de *L'esprit des religions*. Rabbe s'occupa presque aussitôt de la rédaction de plusieurs journaux, et il contribua particulièrement au succès de *L'Album*, dont l'éditeur reçut des ministres de l'époque un traitement si choquant. Les articles qu'il donna, sous le titre de *Beaux-arts*, au *Courrier français*, en 1824, ont joui d'une censure particulière: c'était en ce genre peut-être qu'il avait le plus d'aperçus heureux, et même de vues originales rendues avec des expressions pittoresques. Dans ce journal, ses articles furent ordinairement signés d'un R. Il était l'auteur de celui qui concernait le sacre de Charles X, et contre lequel on exerça des poursuites. C'est dans ce même journal qu'il dénonça l'achat que fit le ministère des *Tablettes universelles*, dont il était aussi col-

laborateur. Il eut même à ce sujet un duel avec le propriétaire de ce recueil. Rabbe a aussi donné dans *L'Album national*, commencé en 1828, d'assez nombreux articles où on retrouvait souvent la même chaleur, mais avec des marques de modération que l'on attribua aux embarras dont il ne pouvait sortir. Dans les matières politiques, il pouvait manquer de modération ou de convenance, et non de nerf ou de concision; mais l'impatience tristesse dont il était pénétré le rendait tranchant, inexorable quelquefois, et souvent trop incisif, s'il est permis d'employer un de ces termes hasardeux pour lesquels il avait lui-même quelque penchant. Néanmoins, s'il portait toute l'exaspération de son esprit dans cette polémique, où d'ailleurs il a montré beaucoup de talent, si même son amour-propre paraissait irritable ou jaloux par moments, on lui doit cette justice de rappeler qu'il était toujours facile à calmer, au moyen d'une explication franche ou d'un mot qui révélait la bonté naturelle de son cœur. Depuis la maladie qui, à l'âge de vingt-six ans, avait interverti sa destinée, non seulement il ne jouissait plus de la vie, que même il avait plus d'une fois songé à quitter, mais l'idée de la prolonger longtemps aigrissait le sentiment de ses peines, et on a vu l'infortuné se fâcher contre ceux qui lui parlaient des projets qu'il aurait pu former et réaliser pour s'assurer un avenir tranquille. Il n'y eût en un parti convenable à prendre, la retraite, devenue pour lui en un sens un besoin de tout âge. Malheureusement ses travaux le retenaient auprès de la société, où à d'autres égards il aurait autant aimé à vivre, et où l'avaient appelé dans le principe ses passions vives, une aptitude variée, le besoin d'être applaudi, une conversation animée ou même éloquent, un geste entraînant, et d'autres avantages extérieurs. Plus expansif que propre à la méditation, profond par aperçus, jamais avec ensemble, mais toujours ingénieux, il ne pouvait guère trouver assez de soutien dans le silence du cabinet, et cela l'entraînait à s'écarter du régime un peu sévère qu'eussent exigé les atteintes portées à sa constitution. Il cherchait à substituer un autre mouvement à celui des salons, qu'il regrettait sans cesse. Il avait le malheur de regarder comme la plus douce récompense des efforts de l'esprit celle qu'on recueillait au milieu d'un monde brillant; il lui aurait fallu, comme il le disait lui-même, de la gloire argent comptant. Avec de telles dispositions on ne saurait être un grand écrivain; mais, à tous égards, il est plus naturel d'insister ici sur les qualités qu'on lui a généralement reconnues que sur des faiblesses dont on a pu ne pas le trouver exempt. Vers les derniers temps de sa vie, il a dirigé la *Biographie universelle*, et portative des contemporains; mais, après la dix-septième livraison, il laissa à d'autres mains cette direction qu'il n'accordait mal avec ses moyens. Toutefois il en fut toujours collaborateur, et cette entreprise lui est redevable d'un grand nombre d'excellents articles, parmi lesquels on peut citer ceux du ministre Canouy, de Benjamin Constant, de Catherine II, et plus particulièrement encore celui du célèbre David. Dans les derniers mois de 1829, une inflammation du péricarde fit craindre momentanément pour ses jours. Une rechute eut lieu le 27 décembre, et il expira le 1<sup>er</sup> janvier 1830, dans sa quarante-quatrième année. Il souffrit trop pendant quatre jours d'agonie pour que ses amis pussent apprendre de sa bouche s'il laissait quelque ouvrage jusqu'alors inconnu d'eux. On lui doit principalement, outre ce qui a déjà été cité, sa coopération dans divers journaux et quelques fragments que l'on a recueillis: 1<sup>o</sup> *Résumé de l'histoire d'Espagne* (avec une introduction par M. F. Bodin), Paris, 1825, in-18; 2<sup>o</sup> édit. de la même année; 3<sup>o</sup> édit. 1828; 4<sup>o</sup> *Résumé de l'histoire de Russie, depuis l'établissement de Rurik et des Scandinaves jusqu'à nos jours*, Paris, 1825, in-18. Ces deux volumes, écrits avec plus d'imagination que d'exactitude, sont au nombre de ceux qui ont le plus contribué au succès de la collection des *Résumés historiques*, commencée par M. F. Bodin. 5<sup>o</sup> *Notice sur Angélique Kauffmann*, insérée dans la *Galerie des contemporains*; 6<sup>o</sup> *Histoire d'Alexandre 1<sup>er</sup>, empereur de toutes les Russies, et des principaux*



événements de son règne. Paris, 1826, 2 vol. in-8°. 5° *Géographie de l'empire de Russie*, Paris, 1828, 2 vol. in-18. Il faut y joindre : *L'Introduction historique des Mathématiques de la Grèce, pour servir à l'histoire de l'indépendance*, par M. Raynaud, Paris, 1825, 2 vol. in-8°. *L'Introduction pour l'histoire du Bas-Empire*, par Millot, 2 vol. in-12, faisant partie de la *Bibliothèque des dix-neuvième siècle*, Paris, 1825 ; la participation dont il a déjà été fait mention au *Voyage pittoresque d'Espagne*, et au *Tableau de la Russie*.

RACAGNI (JOSEPH-MARIE), physicien distingué, naquit le 6 janvier 1741, à la Tarasza, dans la province de Voghera. En 1760, il fut mis au collège des barnabites de Monza, et y prit l'habit religieux. Le P. Cantaroni, habile mathématicien, qui professait les sciences exactes dans ce collège, les lui enseigna, et Racagni y fit de si rapides progrès que, jeune encore, il fut appelé pour en donner des leçons au collège de Saint-Alexandre, à Milan. En même temps, l'abbé Prisi, célèbre professeur de mathématiques transcendentes, le proposa pour remplir sa chaire. Enfin Racagni fut nommé professeur ordinaire de physique aux écoles de Brera. Le savant ecclésiastique professa pendant trente années avec autant de zèle que de succès. Il avait beaucoup de facilité et de précision dans ses cours, et émettait autant d'amour pour les sciences qu'il en inspirait à ses élèves. Il en a formé plusieurs qui sont devenus des hommes très distingués. Le cabinet de physique de Brera lui doit la plupart des machines et instruments nouveaux qu'il y trouvent. Vers l'année 1797, Racagni visita Vienne, la Hongrie, Rome et Naples, et fit connaissance avec les savants physiciens de ces pays. Le cardinal d'Herzan, les comtes d'Esterhazy, Firmiano, le chevalier Hamilton, et d'autres personnages aussi illustres, l'honorèrent de leur amitié. La société italienne l'admit, en 1801, dans son sein, et en 1819, l'institut le nomma son correspondant. Religieux sans fanatisme, modeste autant que savant, Racagni mourut environné de l'estime de ses confrères, le 3 mars 1822. Il a fondé un prix annuel de deux mille francs pour celui des élèves les sciences physiques, à Milan, qui s'y distinguerait le plus. On a de lui une *Théorie des fluides*, imprimée en 1777 ; il y traite des fluides en général, et en particulier de l'eau, de l'air et de l'électricité ; un *Mémoire sur les translations*, où il examine les différentes formules proposées par M. de Prony, Poissonnibrou et Besout ; un *Mémoire sur la propriété des conducteurs électriques*, inséré dans les *Actes de la société italienne*, t. XVIII, p. 139 ; sur les propriétés des nombres, mémoire inséré dans la *Collection de l'institut*. Racagni y entreprend de généraliser la théorie de Kramp. On lui doit encore les expériences faites avec le P. Pino, son collègue, sur le béliet hydraulique, dont ces deux savants expliquèrent les premiers les singuliers phénomènes. M. le docteur Labus a écrit l'éloge du P. Racagni.

RADAMA-MANJAKA, roi de Madagascar, s'est acquis dans ces dernières années une sorte de célébrité. Il était chef de la peuplade des Ovas, l'une des plus guerrières de celles qui forment la population de cette grande île. Radama parvint à donner à sa tribu la domination sur toutes les autres, et conquit une grande partie de Madagascar. Moins barbare que ses compatriotes, il ne borna pas son ambition à subjuguier les peuples ; il songea à les civiliser. Par ses soins, les jeunes Ovas furent conduits en Angleterre, où ils reçurent l'éducation des écoles, et ils rapportèrent à Madagascar, quoique imparfaitement, quelques-unes des institutions anglaises, et notamment le régime militaire. Les Ovas eurent, en peu d'années, deux ou trois mille hommes de troupes régulières, organisées et habillées à l'anglaise. Depuis 1810, deux chefs malicieux avaient cédé aux Français trois places importantes, Tananarive, Foulpointe et Tintingue, sur la côte orientale de l'île ; mais la perte de l'île de France, cédée aux Anglais en 1815, fit languir notre commerce à Madagascar et dans l'île Bourbon. En 1825, Radama poussa ses conquêtes du côté de l'est, et s'empara aisément de Tananarive et de Foulpointe, où nous n'avions aucune force militaire. En 1826, il s'empara également de la partie nord et du port de

Tintingue. Il ne nous restait plus dans ces parages que Sainte-Marie, dont le commandement fut donné, en 1828, au capitaine d'artillerie Schell. Arrivé dans cette petite colonie, il s'occupa de lier des relations avec les Ovas, qui peuvent mettre sur pied jusqu'à dix mille hommes de guerre. Radama, leur roi, commençait à pénétrer le secret de la politique anglaise, et paraissait disposé à traiter avec les Français, lorsqu'il mourut en septembre 1828, à l'âge de trente-sept ans. Un parti ayant fait tomber le pouvoir suprême entre les mains d'une reine, Ranavaloa-Margaka, dévouée aux Anglais, et lui ayant donné pour ministre un des jeunes Madécasses élevés en Angleterre, toutes relations cessèrent entre la France et les Ovas, et, malgré des négociations entamées en 1829, il fallut en venir à une rupture ouverte. Les Français prirent et rasèrent Tananarive ; mais un chef madécasse, Rakety, ayant attiré le commandant Schell dans une embuscade, près de Foulpointe, cet officier y périt avec une partie de son détachement. Les Français reprirent de l'avantage sur les Ovas à Tintingue, où ils se maintinrent jusqu'à ce qu'une famine cruelle les forçât d'abandonner cet unique établissement, en juillet 1831, pour se retirer dans l'île Sainte-Marie. Au moment où les Français évacuaient Madagascar, les Anglais y établirent une colonie.

RADONVILLIERS (CLAUDE-FRANÇOIS LYNAUD de), membre de l'académie française, né à Paris, dans les premiers mois de 1709. Non seulement il fut remarqué par les jésuites, dans leur collège de Louis-le-Grand, comme un de leurs meilleurs écoliers, mais l'amitié de P. Porcéel l'y retint, et le décida à faire son noviciat. Des qu'il eut pris l'habit, il occupa des chaires d'humanités et de rhétorique dans diverses maisons de l'ordre, à Rouen, à Rennes, à Orléans, etc. Une rencontre particulière le plaça ensuite par degrés dans une position plus brillante. Il vint à Bourges Maurepas, alors exilé pour s'être permis un ou deux couplets sur M<sup>me</sup> de Pompadour, et n'avoir pas aperçu en elle un reflet de l'inviolabilité royale. D'après les conseils de cet homme d'état, auquel il donna plus tard de grandes preuves de reconnaissance, l'abbé de Radonvilliers quitta les jésuites, malgré tout son attachement pour quelques uns d'entre eux. Ayant accepté le poste de secrétaire intime auprès du cardinal de La Rochefoucauld, siel évêque de Bourges, il l'accompagna pendant son ambassade à Rome, et y prit part au travail de la feuille des bénéfices. A la mort du cardinal, il ne resta pas sans appui : on rendit justice à ses talents en le nommant sous-précepteur des enfants de France. Quand il remplaça Marivaux à l'académie, ses titres n'étaient pas nombreux ; mais si cette nomination fut, comme tant d'autres, l'effet d'une intrigue, le récompensaire parut n'avoir pas été consulté en cela par ses amis. Ce qui est certain, c'est qu'il sut toujours beaucoup de gré à Marmontel qui avait abandonné en sa faveur un certain nombre de voix, et que d'ailleurs l'étendue de ses connaissances littéraires le rendit utile dans les réunions de l'académie. Lorsque Radonvilliers, en étant devenu le directeur, reçut Malabesles et Delille, on fut satisfait généralement de la manière dont il s'exprima sur sujet d'un magistrat si vertueux et d'un poète appelé à réaliser si heureusement ce que déjà on avait tant de raisons d'attendre de lui. Mais à la réception de Ducis, successeur de Voltaire, en vain on engagea le directeur à l'aider à d'autres fonctions s'il ne jugeait pas que la circonstance s'accordait avec ses principes ou avec son état d'ecclésiastique. Il voulut absolument les remplir, et il eut le triste avantage de reprocher, non sans quelque amertume, à son confrère décedé, à l'ennemi de la superstition, de n'avoir pas toujours fait de sa facilité prodigieuse un usage qui convint à tout le monde. Ce n'était pas que l'abbé de Radonvilliers fût précisément intolérant, lui qui avait la plupart des qualités inséparables d'une piété sincère, particulièrement la bienfaisance. Il était assez largement pourvu des biens ecclésiastiques ; mais on assure qu'il donnait aux pauvres les trois quarts de son revenu, et qu'en particulier le curé de Saint-Roch, sa paroisse, recut régulièrement de lui des sommes considérables pendant les trente-trois der-

ses années de sa vie, celles qui précédèrent la révolution. Il avait acquis une certaine connaissance des affaires qui le faisaient consulter souvent et avec fruit par l'administration. Ces relations lui procurèrent le titre, qu'il n'avait pas ambitionné, de conseiller d'état ordinaire. Il ne négligeait aucun devoir, et, dans ses moments de loisir, il se livrait à son penchant pour les méthodes grammaticales ou pour d'autres occupations littéraires. Sa mort ayant eu lieu en 1789, le 30 avril, il ne fut point remplacé à l'académie : ce ne fut que dix-huit ans après que l'abbé Maury, reçu dans ce corps pour la seconde fois, put rendre à son ancien confrère un hommage ordinairement moins tardif. Le traité *De la manière d'apprendre les langues*, 1768, in-8°, avait surtout contribué à la réputation de l'abbé de Radonvilliers. Ses *Œuvres diverses* ont été réunies en trois volumes in-8°, Paris, 1807. Dans cette édition générale, l'éditeur a joint à l'ouvrage sur les langues les remarques préliminaires de l'auteur même, et des renseignements sur l'analogie de ses idées avec celles de quelques autres grammairiens du premier ordre, tels que le président de Brosses et Dumas. Le second volume contient principalement des discours académiques, et quelques morceaux, débris de ce que le sous-précepteur des enfants de France avait composé pour eux dans un style qui rappelle celui de Fénelon. Le tome troisième, qui n'est pas essentiellement lié aux autres, renferme la traduction de *Cornelius Nepos*, achetée par l'éditeur. L'abbé de Radonvilliers s'était exercé de très bonne heure dans la poésie latine et française, mais toujours avec peu de succès, à l'exception peut-être d'une comédie en un acte qui s'est perdue. *Les talents inutiles*.

RADZIWIL (CASALES DE), palatin de Wilna, un des plus fermes soutiens de la Pologne contre la politique odieuse de Catherine. Appartenant à une famille de Lithuanie déjà puissante avant les Jagellons, et devant de grands biens à l'usage des substitutions, qui, malgré les lois polonaises, était maintenu dans cette position vaste et reculée, Radziwil eut longtemps les prétentions audacieuses, la fierté, la dureté sauvage, le naturel entreprenant et inconsidéré, l'indomptable et vaine persévérance, enfin toutes les qualités et les défauts des hommes privilégiés des anciens jours. Il ne connaissait guère que ses forêts du nord, quand il se trouva possesseur de domaines où il pouvait armer six mille hommes et entretenir des fortifications. Au milieu de l'anarchie de la Pologne déjà menacée par les Russes, les regards devaient se tourner vers un jeune palatin qui, avec une cour et un revenu de cinq millions, et beaucoup de confiance dans ses forces corporelles, avait une humeur indépendante, un insatiable patriotisme, un sentiment de droiture capables de l'arracher tôt ou tard à l'intempérance ou à d'autres habitudes licencieuses, pour lui faire tenter de grandes choses. L'instruction et toutes les ressources d'un esprit cultivé lui manquaient; mais on lui voyait beaucoup de sens avant les repas, et quant à la ferocité dont il donnait des marques, l'expérience et les revers pouvaient l'adoucir chez un bon naturel. Sa carrière politique commença en 1764, le roi ayant pris le parti de se placer à la tête de la noblesse lithuanienne, pour diminuer l'ascendant de la famille Czartoryska que les Russes avaient mise dans leurs intérêts. Le prince Radziwil s'occupa aussitôt de l'installation du tribunal suprême et n'éprouva point de résistance de la part de ses rivaux, parce qu'ils étaient persuadés que les étrangers, promptement appelés à leur secours, consentiraient à eux-mêmes les grands moyens d'oppression que l'on tenait en réserve. On voulait établir une confédération docile aux vœux de la caserne dont en effet les troupes se montrèrent aux frontières; mais Radziwil s'entourait, à Wilna, de quatre mille hommes et de quarante pièces de canon, eut la prudence de se borner à protéger le tribunal dans l'exercice de ses prérogatives, sans rien entreprendre qui fût sorti au cabinet de Pétersbourg des prétextes pour rompre les négociations. Enfin Catherine retira ses troupes, afin de ne pas causer trop d'ombrage à deux puissances voisines qu'il lui importait encore de ménager. La mort du roi survint, et donna une nouvelle ac-

tivité aux machinations du parti de Catherine. On vit bientôt que pour lui résister, il n'y avait aucun fond à faire sur la politique quelquefois moins prévoyante qu'insidieuse de Frédéric. Aux diétines de Lithuanie, les partisans de Radziwil furent maltraités et n'éprouvèrent que des échecs. Il courut à Wilna, suivi de deux cents gentilshommes d'élite, et s'en prenant aux intrigues de l'évêque dévoué aux Czartoryski, il lui dit de ne se plus mêler des choses temporelles, s'il voulait conserver la vie. Assez formé déjà dans les affaires de l'Europe pour savoir du moins de quelle façon elles se traitaient au Vatican, Radziwil ajouta : « Souvenez-vous que je garde cent mille ducats pour mon allocation à Rome quand je vous aurai châtie. » Il l'épargna pourtant; mais l'évêque s'efforça d'annuler contre lui par ses prédications le zèle des habitants. Radziwil, éloigné ensuite de Wilna par un projet de mariage, apprend en route que les Russes ont entré en Pologne, et qu'il n'y a plus de liberté pour les délibérations. Il était alors ses préparatifs, et se remuant en chemin le surlendemain de son mariage, il visita quelques forteresses, et se rendit à Varsovie où il s'agissait d'élire ou plutôt de proclamer un nouveau monarque. Là il jura de tout sacrifier pour l'indépendance de la Pologne. On s'était adressé aux puissances qui auraient dû la garantir; mais la réponse de Louis XV avait été faible et vainement encourageante, celle de Frédéric dérisoire ou perfide. Le favori de Catherine fut donc revêtu du titre de roi. Radziwil ne pouvant former la confédération qui lui paraissait la seule voie de salut, chercha, dit-on, à se rapprocher de ses adversaires, et en fut mal reçu. Voyant qu'on voulait le perdre, il ne garda plus de ménagements. L'artillerie de Czartoryski tomba en son pouvoir, et son corps d'armée, gros d'une partie de leurs soldats, battit à Siernica une division russe. Cependant ayant appris que les généraux de Catherine avaient de grandes forces en Lithuanie, il laissa à son infanterie la liberté de capituler, et passant à la nage, avec cinq cents chevaux, le Niéster, sous le canon des Russes, il se réfugia chez les Ottomans. Il avait dit qu'on le honte, il se résignerait à perdre ses biens; les Czartoryski se les partagèrent, et se firent même donner son palatinat de Lithuanie. Radziwil conserva dans l'infortune la fierté permise aux défenseurs de leur patrie; il alla résider en Saxe, pour être plus à portée d'agir, à l'occasion s'en présentant. Il refusa de se mettre à la tête des dissidents, parce qu'ils étaient considérés par les patriotes polonais comme des rebelles. Mais lorsque Catherine voulut renverser le roi qu'elle avait fait, Radziwil, séduit par des promesses artificieuses en faveur de la Pologne, passa en Lithuanie où son apparition fut un triomphe. On lui rendit ses droits ainsi que ses biens, et Repnin l'ayant fait nommer, dans Radom, chef de la confédération générale, le conduisit à Varsovie. Ce fut seulement alors qu'il comprit sa faute et connut la perdition du cabinet russe. Combé d'honneurs funestes, Radziwil regretta un exil qui avait été plus digne de lui; on le gardait à vue, et il eut beaucoup de peine à s'évader. Lorsqu'enfin il se montra en Lithuanie, les nobles confédérés se rangèrent autour de lui, à Nievitz; mais ils furent surpris et dispersés par les Russes. Il réunit encore plusieurs fois quelques combattants avant de renoncer à ses desseins vaineurs. Pour n'être pas témoin d'un partage devenu inévitable, il passa la frontière autrichienne, et distribua, à Teschen, aux Polonais dépouillés par les Russes, les sommes qui lui restaient. Espérant toutefois susciter des embarras à Catherine, il envoya la fille de l'impératrice Elisabeth, la princesse de Tarakanoff, songer même à l'épouser, et la conduisit à Rome, pour qu'elle y attendît le moment de faire valoir ses droits au trône; mais elle ne tarda pas à être victime d'une infâme politique, et elle perit six ans après. Quant au prince Radziwil, découragé sans retour, il s'arrangea pour être remis en possession de ses domaines, et malgré toutes les pertes qu'il avait essuyées, sa richesse lui fit encore donner le surnom populaire de roi de Lithuanie. Il mourut le 23 novembre 1790, avant que le second démembrement ait annoncé la ruine entière de son pays. Sa belle

bibliothèque, à Niewitz, avait été formée jadis par sa famille; mais les Russes l'ayant saisi, en 1772, et transportée à Petersbourg, elle y est restée à l'usage de l'Académie des sciences.

**RAEBURN** (sir HENRY), célèbre peintre de portraits, naquit à Edimbourg, en 1756. Les succès qu'il y obtint l'engagèrent à ne pas chercher ailleurs une clientèle que tant d'autres à sa place eussent voulu fonder dans la métropole de la Grande-Bretagne. Le style de cet artiste lui est tout-à-fait propre. Son dessin a autant de hardiesse que de vigueur et de correction. On retrouve dans tous ses portraits, d'ailleurs d'une ressemblance frappante, cet air national qui distingue particulièrement les Écossais. Raeburn prenait rang parmi les peintres anglais après Lawrence pour la transparence de la couleur et la liberté de son pinceau. Son commerce était doux et facile, son caractère bienveillant et généreux. Les artistes trouvaient en lui un protecteur et un guide aussi zélé que plein de délicatesse et de désintéressement. Il était président de l'Académie d'Edimbourg et membre de l'Académie royale de Londres. Georges IV le créa chevalier quelque temps avant sa mort, arrivée le 6 juillet 1853.

**RAFF** (ARNOX), célèbre chanteur allemand, naquit à Bonn, en 1710. Il passa en Italie, où il séjourna longtemps, et fut un des meilleurs élèves du Bernacchi. Quand il revint dans sa patrie, il péssait pour le premier ténor de l'Italie. En 1783, il suivit l'électeur de Bavière à Munich, et mourut dans cette ville vers 1790. M. Ginguené a rapporté sur Raff l'anecdote suivante, comme un des merveilleux effets de la musique : « La princesse Belmonte venait de perdre son mari. Un mois s'était écoulé sans qu'elle prérât une seule plainte et versât une seule larme. Seulement vers la chute du jour, on portait la malade dans ses jardins; mais ni l'aspect d'un beau ciel, ni la réunion de tout ce que l'art ajoutait sous ses yeux aux charmes de la nature, ni même l'attendrissante obscurité du soir, rien ne pouvait ramener en elle ces douces émotions qui, donnant une issue à la douleur, lui ôtent ce qu'elle a de poignant et d'insupportable. Raff, passant alors à Naples pour la première fois, voulut voir ces jardins célèbres par leur beauté. On le lui permit, mais en lui recommandant de ne pas approcher d'un bosquet, où était alors la princesse. Une des femmes de sa suite, sachant que Raff était dans le jardin, proposa à Mme Belmonte non pas de l'entendre, mais de le voir, et de lui permettre de venir la saluer. Raff approcha. En allant le chercher, on lui avait fait sa leçon. Après quelques moments de silence, la même femme pria la princesse de permettre qu'un chanteur aussi fameux, qui n'avait jamais eu l'honneur de chanter devant elle, pût au moins lui faire entendre le son de sa voix, et seulement quelques strophes d'une chanson de Rolli ou de Métastase. Le refus n'ayant pas été positif, Raff interpréta ce silence, et, s'étant placé un peu à l'écart, il chanta le premier couplet d'une chanson très touchante de Rolli, qui commença par ce vers : *Solitario hoar ombrosa*. Sa voix, qui était alors dans toute sa fraîcheur, et l'une des plus belles que l'on ait entendues; la mélodie simple, mais expressive, de cet air; les paroles parfaitement adaptées au lieu, aux personnes, aux circonstances; tout cela ensemble eut un tel pouvoir sur des organes qui semblaient depuis long-temps fermés et endurcis par le desespoir, que les larmes coulerent en abondance; elles ne s'arrêtèrent point pendant plusieurs jours. Ce fut ce qui sauva la malade, qui, sans cette effusion salutaire, eût inévitablement perdu la vie. »

**RAFFANELLI**, surnommé le PRÉVIER de l'Opéra-Buffa, n'a pas eu de rival dans son genre. Il fit partie de la troupe d'élite des chanteurs italiens qui composèrent le théâtre de Monsieur, fondé en 1768 par Viotti et Leonard, coiffeur de la reine. Là se trouvaient Vengozzi et Mandini; tenors; Roredino, basse-taille; Mengozzi, compositeur et chanteur; Raffanelli, chanteur de peu de voix, mais bouffe excellent; Mme Moricbelli, Storace, Balletti et Mandini. M<sup>lle</sup> Balletti, un peu froide en général, s'animait, s'électrisait en chantant avec Raffanelli le d'un des *Philosophes imaginaires*, de Paisiello. Cette troupe quitta

Paris après le 10 août 1793. En 1803, Napoléon rappela les chanteurs italiens en France. Raffanelli revint avec Lanzerini, Parlamanini, et Mme Scrima-Socchi, Parlamanini, etc. On n'a pas oublié la manière dont il jouait le docteur Bariliolo dans *Le barbare de Scilla*, de Paisiello; le rôle du père (qui est sourd) dans *Le mariage secret*, de Cimarosa; et enfin le rôle du ministre du Roi Théodore, surtout quand il développe ses pancartes toute la suite de ses titres et de ses possessions. Jusque dans un âge très avancé, Raffanelli avait conservé ses moyens extraordinaires d'art, toujours en scène, et toujours piquant et naturel. Comme Prévile, il avait ce masque comique qu'on prend la physionomie de tous les caractères et l'air sans avoir recours à la charge. En un mot, il était parfait.

**RAFFINEAU-DELILE** (ALAIN), savant botaniste, est né à Versailles, le 23 janvier 1778. Après avoir achevé ses études au collège de Lizieux, à Paris, il suivit les cours de médecine à l'hôpital civil de Versailles, et fut reçu au concours, en 1796, élève à l'ancienne école de santé de Paris. Il partit pour l'Égypte, en 1798, avec l'armée française, en qualité de botaniste de l'expédition. Membre du Institut du Caire, il s'occupa d'examiner les plantes qui croissent dans la Basse-Égypte. Lorsqu'on eut établi un jardin d'agriculture au Caire, M. Raffineau-Delile en fut nommé directeur. Peu d'années après son retour en France, il fut envoyé aux États-Unis de l'Amérique septentrionale, avec le titre de vice-consul dans la Caroline du nord, et il en rapporta plusieurs plantes nouvelles et rares qu'il communiqua à Paillet de Beauriv, qui le cite honorablement dans son *Agrotopographie*. La chaire de botanique à la faculté de médecine de Montpellier était venue à vaquer par la démission forcée du savant Decandolle, en 1818. M. Raffineau-Delile en fut pourvu, et il l'occupa encore aujourd'hui avec un talent très distingué. Ce savant professeur a été nommé membre de la légion d'honneur en octobre 1819, et correspondant de l'Académie royale des sciences en 1821. M. Raffineau-Delile a coopéré au grand ouvrage de la Description de l'Égypte. Il s'y est chargé de la Flore, travail important qui a fixé le rang de l'auteur parmi les botanistes. Il a fourni aussi au même ouvrage la description de quelques arts et métiers d'Égypte : arçonnerie, menuiserie, etc. Il avait publié à son retour d'Égypte, dans le deuxième volume des *Annales du muséum d'histoire naturelle* de 1802 : 1° Description de douze ou quinze de la Thibaid; 2° Observations sur le lotus du Nil; dans les Mémoires sur l'Égypte, tome VIII, 1803 : 3° Description des sables qui ont recouvert l'Égypte; 4° Notes critiques sur la zinnaria arcyphora, formant le nouveau genre balanites. Il a donné depuis : 5° Figure et description de la tariera spiralis, instrument du charpentier des États-Unis, dans le Bulletin de la société d'encouragement, Paris, 1804; 6° A inaugural dissertation on pulmonary consumption, New York, 1807; 7° Dissertation sur les effets de l'opuntia et du strychnos, Paris, 1809; 8° Le texte de la torré VIII des Liliacées, de Redoute, Paris, 1816, in-folio; 9° Discours sur l'étude et les progrès des sciences médicales, Montpellier, 1821; 10° Description de l'humicola cerifera (Mémoires des savants étrangers de l'Académie des sciences, 1822, in-4°); 11° Examen de la végétation de l'isoetes veterica, et exposition de ses caractères (Mémoires du muséum d'histoire naturelle). Dans le Bulletin de la société d'agriculture de l'Hérault, 13° sur le danger de l'usage des champignons dans la cuisine, 1825; 14° Notes sur la culture des marais; 15° Description et figure du mo. us alba venosa, 1826; 16° Remarques sur les sènes et sur l'orghel du Nubie qui ont servi de graines au jardin de Montpellier, 1826. Dans les Mémoires de la société d'histoire naturelle de Paris, tome III, 16° Description du solifolia africana, lue à l'Académie des sciences, le 6 mai 1827. Dans le *Fayage* de M. Caillet en Nubie et au fleuve Blanc, tome IV : 17° Centaurea et plantes d'Afrique, 1827. Dans les *Annales des sciences naturelles*, avril 1830 : 18° Description de l'holypus cynocramba, mémoire lu à l'Institut. Trois mémoires lus à l'Institut et encore inédits : 19° Expériences sur les effets de l'opuntia et de la strychnos; 20° Description de l'actaea

*laris marina* prouvée être une conserve; 19° Description des plantes du mont Sinaï, recueillies par M. Léon de Laborde. Ce dernier mémoire, lu en 1836, a été approuvé par un rapport.

**RAFFENEAU-DELELIE**, frère aîné du précédent, est né à Versailles, vers 1776. Admis à l'école polytechnique dès la fondation, et ensuite à l'école des ponts et chaussées, il fut appelé, en qualité d'ingénieur, à faire partie de l'expédition d'Égypte. Pendant sa résidence à Syout, l'une des principales villes de la Haute-Égypte, il entreprit un voyage dans les déserts de la Thébaine, à l'orient du Nil, avec le dessein d'en rechercher les monuments antiques, et visita le mont Ghareb (Horeb), et le Dhabal-Doken, ou montagne de la Fumée, la ville d'Albâtré, etc. Il adressa au directeur de l'imprimerie nationale au Caire, sur l'ancienne ville d'Arsiné, une lettre en date de septembre 1799, et insérée dans le *Moniteur* de nivôse an 8. Il découvrit une chaussée romaine, taillée dans les montagnes et large de quarante-cinq pieds. La reconnaissance qu'il fit de tout le pays entre le Nil et la mer Rouge a été publiée dans la *Description de l'Égypte*, tome II, *État moderne*. M. Raffeneau était membre de l'institut d'Égypte. De retour en France, il fut employé comme ingénieur dans divers départements. Nommé en 1811 ingénieur en chef du département de la Lys, il fut chargé des travaux du pont d'Osende. C'est là qu'il exécuta une écluse de chasse, citée comme un des plus beaux travaux d'art qui existent. Non seulement cette écluse remplit sa destination d'une manière parfaite et nettoie le port en très peu de temps, mais encore l'exécution et la construction en sont remarquables par la perfection de l'appareil. Napoléon en fut frappé d'admiration à son passage à Osende. La précision est le cachet de tous les travaux de cet ingénieur distingué. On peut citer pour preuves les dessins qu'il a faits des deux inscriptions inférieures de la célèbre pierre de Rosette. La France ayant perdu la Belgique à la restauration, M. Raffeneau-Delelie fut nommé ingénieur en chef dans le département de l'Aveyron, et y dirigea, en 1818, la construction d'un pont sur le Tarn, à Milhau. L'année suivante, il fut envoyé dans le Pas-de-Calais. Depuis son arrivée à Arras, il s'est livré avec succès à une branche importante de l'industrie nationale, la fabrication en grand du sucre indigène, et il a apporté dans ses machines des perfectionnements ingénieux. Il vient de passer, au commencement de 1833, dans le département de l'Aisne. Il est membre de la légion d'honneur.

**RAGUSE** (le duc de). *Voyez* Marnox.

**RAILLON** Jacques, archevêque d'Aix, né à Bourgoin (Isère), le 17 juillet 1760, s'attacha dès sa jeunesse à M. de Mercy, évêque de Luçon. Il prit, pendant la révolution, la défense des prêtres qui refusaient le serment à la constitution civile du clergé, dans un écrit intitulé : *Appel au peuple catholique*, 1793, in-8°. Il émigra peu après, et suivit l'évêque de Luçon en Suisse et en Italie, où il demeura plus de dix années. En 1803, il fit paraître un recueil intitulé : *Idylles*, in-18, pastorales à la manière de Gessner, et dont l'épigraphie *floris amor, reverentia justis*, annonçait parfaitement l'intention qui avait inspiré ces poésies. L'élégance et la facilité du style, et surtout l'excellence de la morale les firent adopter pour les bibliothèques des lycées. L'abbé Raillon composa encore, pendant son séjour en Italie, divers ouvrages littéraires, et il entra en France en 1804. L'archevêque de Paris, le vénérable de Belloy, le chargea de prononcer, le 15 août 1809, anniversaire de la naissance de Napoléon, le discours d'apparat dont toutes les églises retentissaient à l'époque de cette solennité. M. l'abbé Raillon s'en acquitta avec talent. Il prononça aussi l'oraison funèbre de Crétet, ministre de l'intérieur, et celle du duc de Montebello. En 1810, il fut nommé évêque d'Orléans. Il quitta ce diocèse en 1816, et revint habiter la capitale. C'est par erreur que les Biographies qui nous ont précédé disent qu'il y entra en possession d'un canonicat à Notre-Dame et d'une chaire d'éloquence sacrée à la faculté de théologie. La vérité est qu'en quittant le diocèse d'Orléans, M. l'abbé Raillon n'a rempli aucune espèce d'emploi

jusqu'à sa nomination à l'évêché de Dijon, en 1819. Depuis deux ans qu'il administre ce diocèse, il y a mis tout le zèle et a fait tout le bien dont il était capable. Quelques journaux, et entre autres celui des *Débats*, en ont parlé avec des éloges aussi honorables que mérités. M. l'abbé Raillon a été nommé archevêque d'Aix à la fin de 1830, et institué dans les premiers mois de 1831.

**RAIMBAUX** (M<sup>me</sup>), fille de l'acteur Garaudon, est née vers 1807, à Paris. Son père, lui trouvant des dispositions pour la musique, prit plaisir à les cultiver, mais nullement dans l'intention de faire de sa fille une actrice. La perte de sa fortune l'édécida à en agir autrement. La nature a doué M<sup>me</sup> Raimbaux d'une superbe voix de *contralto*, qu'elle aurait perdue si, livrée d'abord à des études contraires à la nature de son organe, elle n'eût été confiée aux soins de Garcia, qui, reconnaissant l'erreur de son premier maître, sut par des études bien faites lui rendre l'usage des sons graves qu'elle doit à la nature. En 1831, M<sup>me</sup> Raimbaux commença sa réputation de cantatrice en paraissant dans plusieurs concerts avec M<sup>me</sup> Malibran. On se rappelle surtout celui dans lequel elle chanta le duo de la *Sémiramide* avec M<sup>me</sup> Malibran, et le trio des femmes dans le *Matrimonio segreto* avec M<sup>me</sup> Dorus et Malibran. Jamais le rôle de la tante n'avait été si bien accentué, M<sup>me</sup> Raimbaux eut alors tous les applaudissements au mot *vergogna, vergogna* ! Les succès qu'elle remporta à Paris la déterminèrent alors à se rendre en Angleterre, où elle donna des preuves d'un talent très distingué. Revenue dans sa patrie, après un séjour de trois mois à Londres, elle se destinait à entrer au théâtre de l'Opéra-Comique; mais comme ce théâtre ouvrait et refermait tous les huit jours, elle prit le parti de se faire recevoir à l'Opéra-Italien. Tous les artistes originels ont commencé par être imitateurs. M<sup>me</sup> Raimbaux emprunte des traits de fioritures à M<sup>me</sup> Malibran; mais elle sait leur donner beaucoup d'agrément, grâce à sa vocalisation qui est parfaite. Il ne lui manque pour avoir plus d'assurance dans sa prononciation que de parcourir l'Italie pendant deux ou trois ans. Pour son début à l'Opéra-Italien, M<sup>me</sup> Raimbaux avait choisi l'*Italiana in Algeri*. Le rôle d'Isabelle est écrit pour un véritable *contralto* : M<sup>me</sup> Raimbaux descend aux notes graves avec facilité. Si elle n'a pas le timbre de la voix de M<sup>me</sup> Pisaroni, elle monte jusqu'aux notes aiguës du *soprano*. Sa voix a de la flexibilité, et, ce qui est plus rare, de l'accent. Cet accent régit jusque dans les traits, qui, sans cela, ne seraient qu'un pur mécanisme. Sa vocalisation est pure et brillante; il ne lui manque qu'un peu d'énergie dans certains endroits pour mieux faire ressortir les teintes douces et légères par le *contralto*. Au reste, l'exercice lui apprendra tout ce qu'il faut faire à cet égard. On attendait M<sup>me</sup> Raimbaux dans le rôle de Rosine du *Barbier de Séville*, où l'on avait entendu déjà M<sup>me</sup> Fodor, Sontag et Malibran. Ce rôle, bien plus favorable à ses moyens que celui d'Isabelle, lui a permis de développer un talent du premier ordre. M<sup>me</sup> Sontag, comme on sait, riche de traits éblouissants, plus convenables au genre instrumental qu'à la voix, faisait de la cavatine un *brin* qu'on applaudissait avec transport, mais qui était un contre-sens dans le caractère du personnage; en sorte qu'une jeune fille timide était changée en un petit dragon qui faisait trembler son tuteur au lieu d'en être effrayé. M<sup>me</sup> Raimbaux a mieux compris la pensée du rôle. Dans cet air, elle paraît supérieure à toutes les cantatrices qui l'ont précédée; elle a mis plus de goût dans le choix des traits, et plus de respect pour la pensée du compositeur. Aussi a-t-elle obtenu un succès très brillant. M<sup>me</sup> Raimbaux a paru ensuite dans le rôle de la *Cenerentola*, où elle a su captiver les suffrages après les cantatrices qui se sont fait entendre à Paris depuis quelques années. Elle excelle dans le genre bouffe et dans celui des demi-caractères. L'accentuation que possèdent si bien Lablache et Rubini, et qui est si difficile à acquérir pour un étranger, apprendra à M<sup>me</sup> Raimbaux qu'elle a besoin de parler la langue du pays dans le pays même. Nous ajouterons que le *medium* est la partie faible de son organe, et qu'elle force les sons au lieu de les nourrir.

De telles critiques faites dans la conscience du talent de la virtuose ne tendent qu'à l'épurer et à la mettre par la suite au rang des *prima donna*.

**RAIMONDI (JUANES)**, qui florissait dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, a fait exécuter, en 1777, d'abord à Amsterdam, et ensuite à La Haye, une symphonie destinée à exprimer les *Aventures de Télémaque dans l'île de Calypso*. Les personnages caractérisés dans cette composition étaient Télémaque, représenté par le premier violon; Mentor, représenté par le violoncelle; Calypso, par la flûte, et la nymphe Eucharis, par le haut-bois. Quant aux actions générales, elles étaient rendues par l'orchestre entier. Cette pièce obtint beaucoup de succès, et Mirabeau, qui depuis devint si célèbre, publia, sous le voile de l'anonyme, une brochure intitulée : *Le lecteur y mettra le titre*, remplie d'idées vraies, quoique singulières en apparence, sur l'art musical. Il y examine : 1° Si la musique est un art aussi frivole, aussi borné, aussi inutile, qu'affectent de le penser ceux qui ne la savent point? 2° Si la musique instrumentale peut exprimer des passions et produire des sensations? 3° S'il est possible de faire une bonne composition de musique instrumentale sans s'être proposé de peindre un objet déterminé? 4° Quelle est la différence de l'art du poète à celui du musicien? quelle est celle des sensations qu'ils excitent? que se doivent-ils l'un à l'autre? que peuvent-ils indépendamment l'un de l'autre? 5° Ne peut-on pas soutenir, d'après la solution des questions précédentes, que les bornes de la musique instrumentale sont moins resserrées que celles de la musique vocale? 6° M. Raimondi a-t-il peint dans son *Télémaque* tout ce qu'on pouvait peindre? On voit par ce simple exposé que l'auteur ne s'est pas renfermé dans les bornes d'une discussion intéressante seulement à Amsterdam ou à La Haye, et qu'il a écrit pour tous ceux qui sont sensibles aux beautés musicales.

**RAMBERG (JAN-HELM)**, peintre, dessinateur et graveur d'un très grand mérite, est né à Hanovre, en 1763. Il manifesta dès sa plus tendre enfance un goût prononcé pour le dessin, que son père, amateur distingué, se plut à cultiver. A l'âge de quatorze ans, il fit un voyage dans le Harz, pendant lequel il dessina en peu de jours une vingtaine des sites les plus romantiques de cette contrée montagneuse. Le gouverneur-général du Hanovre, à qui ces dessins furent présentés, y reconnut le talent précoce du jeune Ramberg, et les envoya, de son consentement, au roi Georges III. Ce monarque, protecteur éclairé des beaux-arts, appela Ramberg auprès de lui, se chargea de son éducation, et le fit admettre, comme élève, à l'académie royale de peinture de Londres. Il passa neuf années dans cette ville à se perfectionner, sous la direction du célèbre Joseph Reynolds. Des dessins qu'il exposa publiquement fondèrent sa renommée, et dès lors les plus habiles sculpteurs d'Angleterre, tels que Murphy, Bertolozzi, Ewans, Mills, etc., reproduisirent à l'encri les élégantes et gracieuses productions de son crayon. Les grands succès qu'obtint ses dessins ne lui firent pas négliger la peinture à l'huile. Pendant son séjour à Londres, il a exécuté pour la chapelle Saint-James trois grands tableaux représentant des sujets tirés de la Bible; et, pour la galerie Shakspeareenne de Boydell et la Salle dite des Poètes, divers tableaux de moindre dimension, représentant des scènes de théâtre et des sujets historiques. Parmi ses plus belles compositions on met au premier rang son *Alexandre passant le Granique*, véritable chef-d'œuvre sous tous les rapports, qui se trouve maintenant au palais de Carlton-House. Georges III, qui sut apprécier en Ramberg non seulement son beau talent, mais encore ses autres aimables qualités, alla souvent le voir dans son atelier, et le fit voyager, en 1786, à ses frais, dans les Pays-Bas et en Italie. A Rome, Ramberg fit la connaissance du célèbre Denon, qui s'intéressa vivement à lui, et le guida dans les études archéologiques qu'il entreprit dans cette capitale. De retour à Hanovre, après une absence de quinze années, il reçut de son royal protecteur le brevet de peintre de la cour. Peu de peintres ou de dessinateurs possèdent une aussi prodigieuse facilité d'invention et d'exécution

que Ramberg, et certes aucun n'a produit un plus grand nombre d'ouvrages en tout genre. Plus de cinquante gravures anglaises et allemandes, occupées dans le temps à reproduire ses œuvres, pouvaient à peine suffire à la rapidité avec laquelle elles se suivaient. Mais cette extrême vitesse de travail a beaucoup nu à son développement de son talent; car ceux-là même de ses ouvrages où l'on reconnaît au plus haut degré l'impression du génie, laissent quelque chose à désirer sous le rapport du fini. Parmi ses dessins les plus remarquables, nous citerons ceux qui ont servi de modèles aux estampes de l'édition de luxe des œuvres complètes de Wieland; il a lui-même gravé au burin les frontispices qui ornent les deux premiers volumes, et dont l'un porte l'inscription : *Idris*. Il a fait des planches à l'eau-forte pour un grand nombre d'ouvrages postérieurs et d'autres livres de ce genre. Les pièces qu'il a exécutées suivant ce procédé se font admirer par la finesse de la pointe, et la manière habile et pleine d'art avec laquelle elles sont traitées. Il s'est aussi essayé avec succès dans la caricature. Les ouvrages de Ramberg sont répandus avec profusion en Allemagne, en Angleterre, en Hollande et même en France et en Italie. Les bornes restreintes de cet article ne nous permettant pas d'en donner une liste, nous renvoyons à un écrit intitulé : *Sur les ouvrages et la manière de Ramberg*, par M. J.-C. Neumann, Leipzig. On y trouvera un examen approfondi des principales compositions de cet artiste, et particulièrement du tableau ci-dessus cité qui représente le passage du Granique. L'auteur de cet ouvrage, tout en rendant hommage à l'étonnante facilité avec laquelle Ramberg sait, dans ses nombreuses inventions, passer d'un ordre de sujets à un autre, lui reproche, en général d'être trop prodigue de ces accessoires qui, le plus souvent, n'ajoutent rien à l'effet. Ramberg qu'on a si blâmé de la vue, uni aux intricacies de l'âge, empêché de s'occuper de son art, habite actuellement une maison de campagne dans les environs de Hanbourg. Il est depuis quelques années membre correspondant de la société philotechnique de Paris.

**RAMEY (CLAUDE)**, statuaire, membre de l'Institut et de la légion d'honneur, né à Dijon, le 29 octobre 1754, reçut les leçons de Devosge père, à l'école de cette ville, puis celles de Goussier, à l'école de Paris. Ayant remporté le grand prix de sculpture, en 1782, il fut envoyé à Rome aux frais du gouvernement. En 1801, M. Ramey exposa au Musée national le buste en marbre de Scipion l'Africain, placé alors dans le palais du sénat conservateur. En 1807, il achève l'Entrée d'Austerlitz, bas-relief en marbre de l'arc de triomphe du Carrousel, et la statue de Napoléon en costume impérial. Reçu à l'académie des beaux-arts, en 1817, en remplacement de Roland, M. Ramey a enrichi le musée et les édifices publics de la capitale d'une foule de chefs-d'œuvre; en voici la liste : Sapho assise; le cardinal de Richelieu, 1817, nature de douze pieds, d'abord placée au musée impérial, et qui decore maintenant le pont Louis XVI; Blaise Pascal, acquise par la ville de Clermont, 1824, buste en marbre de M. Lascaudade; une Cérès, aussi en marbre; statue de Scipion l'Africain, haute de six pieds, placée à la chambre des pairs; bustes des auteurs Cousin, Durazzo et Praxinos; statue en marbre du prince Eugène de Beauharnais, haute de six pieds; une Naïade, à la fontaine de Médicis, au jardin du Luxembourg; la Prudence, au portail de la banque de France; un Athlète phrygien; deux bas-reliefs de l'escalier de la chambre des pairs, représentant deux victoires avec des couronnes; les deux figures du méridien, portant les signes du zodiaque, et formant bas-relief, dans le jardin du Luxembourg; le genre des vertus héroïques, l'un des quatre grands pendentsifs de la coupole du Panthéon; enfin la Musique et l'Architecture, figures qui se trouvaient au Panthéon, dans la petite coupole du midi, et qui ont été retirées.

**RAMEY (ETIENNE-JULES)**, statuaire, membre de l'Institut, fils du précédent, remporta le deuxième grand prix de sculpture au concours de l'Institut, en 1814, et le premier grand prix en 1815. Il a été rece-

à l'académie des beaux-arts, en 1839, en remplacement de M. Houdouin. Il a exposé au musée royal : en 1833, l'innocence pleurant un serpent mort, Jésus-Christ attaché à la colonne, attendant la flagellation ; en 1834, la Tragedie et la Gloire, bas-relief pour la cour du Louvre ; en 1837, Thèse combattant le Minotaure, groupe en marbre, acquis par le ministre de la maison du roi. Les autres ouvrages de M. Jules Raney, sont : les armoiries de France, soutenues par deux génies, modèle en plâtre, exécuté en bronze, et placé sur la principale porte du trésor royal ; la Religion protectrice, entourée de toutes les vertus, pour le fronton de l'église de Saint-Germain-en-Laye ; enfin la Gloire et la Paix, pour la décoration de la cour du Louvre, vestibule de la rue du Coq, commandé par la maison du roi.

**RAMMAHAN-ROE**, ou, selon l'orthographe anglaise, **RAMANUJ ROY**, célèbre philosophe brahmane, naquit en 1780, à Bordouan, dans le Bengale. Il se livra de bonne heure à l'étude de la littérature et des livres sacrés des Indiens, et il acquit une connaissance assez étendue des langues arabe, persane, sanskrit, et des principaux dialectes de l'Hindoustan. Parlant toutes ces langues avec facilité, il apprit également l'anglais et le portugais, et put comprendre le français. Tant d'études ne l'empêchèrent point de faire des spéculations commerciales qui furent très heureuses. Rammahan-Roe employa les richesses qu'elles lui rapportèrent à s'assurer un repos durable, et se retira dans une de ses propriétés, située aux portes de Calcutta, s'occupant uniquement de l'étude des différents dogmes religieux. Très jeune encore, il professa l'opinion d'un pur déisme. Indigné des absurdités du polythéisme, il prétendit prouver que les brahmanes n'avaient déshonoré la religion primitive ; que la croyance d'un Dieu unique se trouvait implicitement exprimée dans les *vedas* ; qu'elle est enseignée dans les *Tantras* et les *Pouranas*, et admissa par les plus célèbres théologiens, tels que Vyasa, Sanchara, Acharya, et qu'elle est la seule véritable. Cette doctrine, qui choqua tant de préjugés intérés, suscita à Rammahan-Roe de nombreux ennemis, et lui valut les reproches les plus violents des principaux membres de la caste des brahmes où il était né, et de sa famille. Affirmé dans ses sentiments par la conviction que donnait de longues méditations et de grandes études, il n'eut le détournement point de son dessin qui était d'éclairer ses compatriotes sur les erreurs de l'idolâtrie. « La vérité avant tout », répondait-il à toutes les menaces qui lui étaient faites. Cependant il fut obligé de quitter Moursheadabad, où il demeurait, pour se soustraire à l'effet de ces menaces, et se rapprocha de Calcutta où la présence des Européens est un appui contre l'intolérance des brahmanes. Le premier ouvrage dans lequel leur savant collègue combattit l'idolâtrie, parut en anglais, en 1817, sous ce titre : *Défense du théisme de l'Inde*. Ses opinions, qui se rapprochaient du christianisme (aussi bien toutefois que du bouddhisme et du mahométisme, où Dieu est cru unique), engagèrent les missionnaires de Serampour à entrer en conférence avec lui. La discussion fut vive, et donna lieu de part et d'autre à beaucoup d'écrits qui furent publiés. Il paraît que les missionnaires se flattèrent d'avoir converti le brahmane ; ou lui attribua même un écrit publié en anglais à Calcutta, en 1823, et qui avait pour titre : *Appel adressé aux chrétiens pour la défense des préceptes de Jésus*, in-8°. Ses relations plus récentes nous apprennent que Rammahan-Roe a toujours regardé le christianisme comme une véritable idolâtrie, et qu'il lui préfère le mahométisme qu'il trouve plus digne du respect des peuples. Depuis long-temps il s'était fait un changement dans la jurisprudence anglaise au Bengale. Les tribunaux civils annulèrent toute disposition des biens du père, faite sans le consentement de ses enfants ou petits-enfants. Rammahan-Roe attaqua cette jurisprudence, contraire aux lois des Indous, qui régissent le Bengale, dans un écrit très curieux intitulé : *Essay on the right of Hindous over an ancestral property*. Calcutta, 1830. Avec la croyance d'un seul Dieu, Rammahan-Roe adopte celle de la métempsychose, répandue dans toute

l'Inde, et il l'explique ainsi : « Dieu est tout puissant, il est juste ; s'il est juste, le crime doit être puni et la vertu récompensée ; le contraire arrive cependant. » Pour réparer ce désordre, Dieu a voulu de toute éternité que celui qui, durant sa vie, aurait fait le mal, renaîtrait, suivant le degré de ses crimes, sous la forme d'un animal féroce, d'un insecte rampant, d'un homme pauvre, aveugle, etc., et que celui qui aurait fait le bien renaîtrait avec toutes les avantages de la fortune et de la nature, et serait heureux pendant cette seconde vie. Aucune de nos destinées si différentes n'est l'effet du hasard : elle est le résultat nécessaire des vertus ou des vices que nous avons montrés dans une vie antérieure. » Il termine cette explication par une idée fort ingénieuse et qui caractérise parfaitement la doctrine de la métempsychose, « c'est une récompense ou une expiation. » Quant à l'absence de la réminiscence chez les individus qui subissent cette épreuve, voici comment le brahmane la conçoit : « L'effet d'une seconde vie entraîne avec lui l'oubli des actes de la première. Si un enfant qui n'a pas dépassé l'âge de trois ans, oublie aujourd'hui ce qu'il a fait hier, est-il étonnant qu'un homme oublie ce qu'il était, ce qu'il a fait avant de naître ? » Enfin le terme de ces différentes métamorphoses est pose, selon ce brahme, « quand le long exercice de l'expiation ou de la contemplation a élevé l'homme à un degré sublime de perfection tel qu'il l'identifie à Parabrahma (l'être suprême), qu'il ne faut pas confondre avec Brahma, le créateur, l'une des trois personnes de la trinité indienne. Toute cette doctrine est rejetée par les autres brahmes qui la soutiennent contraire au sens des livres sacrés. Il est à désirer que Rammahan-Roe la consigne dans quelque ouvrage sur cette vieille question. Ce n'est ici qu'une tradition orale, recueillie par les voyageurs qui ont entrepris l'illustre brahmine. Rammahan-Roe vient de faire un voyage en Angleterre : on croit qu'il visitera bientôt la France. Ses lumières, ses vastes connaissances, ses grandes richesses lui donnent dans sa patrie une considération justement méritée.

**RAMSAY (David)**, naquit le 2 avril 1749 dans le comté de Lancaster, État de Pensylvanie. Il fut le plus jeune des fils de Jacques Ramsay, Irlandais, qui avait émigré aux États-Unis, où il s'établit comme fermier, et où il gagna assez de bien pour donner à ses enfants une bonne éducation. David étudia la médecine, et ses progrès furent si rapides, qu'avant l'âge de treize ans, il obtint son admission dans le collège de Princeton (Nouvelle Géorgie). A seize ans, il fut reçu bachelier ès-lettres, et après avoir passé deux années comme professeur particulier auprès d'une famille respectable du Maryland, il vint suivre les cours du docteur Beud au collège de Philadelphie, et fut nommé bachelier en médecine, en 1772. Il commença à pratiquer dans le Maryland, et se rendit ensuite à Charleston, sur l'invitation du célèbre docteur Rustz, qui faisait le plus grand cas de son caractère et de ses talents. David Ramsay ne tarda pas à être connu et à acquérir la confiance de ses concitoyens, ce qui lui fit prendre part, en plusieurs circonstances, au grand acte de l'indépendance américaine. Le 4 juillet 1778, il fut chargé, par les habitants de Charleston, de prononcer le premier discours qui ait été fait sur ce sujet aux États-Unis ; et quoiqu'il existât encore à cette époque de nombreux partisans du système monarchique, il ne craignit pas de faire valoir les avantages du gouvernement républicain. Il fut ensuite attaché, pendant quelque temps à l'armée, en qualité de chirurgien, et il assista avec l'ancien bataillon d'artillerie de Charleston, au siège de Savannah. Pendant la guerre, David Ramsay fut nommé membre de la législature et du conseil privé de la Caroline du sud. Le 17 août 1780, il fut arrêté avec deux autres membres du conseil et plusieurs citoyens honorables, et on les transporta à Saint-Augustin, à bord d'un bâtiment, sous le prétexte qu'étant prisonniers sur parole, ils avaient cherché à fomenter l'esprit de rébellion parmi les habitants de Charleston. Après onze mois de détention, le docteur Ramsay revint dans cette ville, où il reprit sa place de membre de la législature de l'état. Cette

assemblée décréta la confiscation des biens des partisans de l'Angleterre; mais Ramsay, malgré les injures qu'il avait reçues, s'opposa formellement à cette mesure. Elu membre du congrès continental, en 1783, il revint, après la fin de la guerre, à Charleston, pour y exercer sa profession. Nommé de nouveau au congrès, en 1785, il y siégea pendant un an et y remplit avec distinction les fonctions de vice-président, pendant la maladie du célèbre Jean Hancock. A cette époque fut publiée son *Histoire de la révolution de la Caroline du sud*, et, en 1790, *L'Histoire de la révolution américaine*. En 1796, il fit paraître un ouvrage contenant *Des recherches sur le sol, le climat et les maladies de la Caroline du sud*; en 1801, *Une vie de Washington*; en 1808, *L'Histoire de la Caroline méridionale*, 2 vol. in-8°; en 1801, *les Mémoires de sa femme*, en un petit volume. Les autres publications du docteur Ramsay sont : 1° *Discours sur l'acquisition de la Louisiane*; 2° *Revue des améliorations, des progrès et de l'état de la médecine, au dix-huitième siècle*; 3° *Registre médical pour 1803*; 4° *Dissertation sur les moyens d'assainir Charleston*; 5° *Carte biographique d'après un nouveau plan, pour faciliter l'étude de l'histoire*; 6° *Biographie du docteur Rusk*. Il avait en outre rassemblé des matériaux pour écrire la vie du général Jackson, et il s'occupait depuis quarante ans d'un ouvrage intitulé : *Histoire universelle de l'Amérique du sud*, etc., ou *description historique du monde, depuis l'époque la plus reculée jusqu'au dix-neuvième siècle*, contenant des détails particuliers sur l'état de la société, la littérature, la religion et le gouvernement des Etats-Unis. On a publié à Philadelphie, en 1816, une partie de cet ouvrage, sous ce titre : *Histoire des Etats-Unis depuis leur premier établissement comme colonies anglaises, en 1607, jusqu'à l'année 1808, la traite-troisième de leur indépendance*. David Ramsay perit le 8 mai 1815, de la main d'un insensé, nommé Guillaume Limes, sur l'état duquel la cour suprême l'avait chargé de faire un rapport. Cet homme se figurant que le docteur s'était entendu avec les autres médecins pour le faire enfermer, lui tira par derrière un coup de pistolet chargé de trois balles. Comme savant et comme homme privé, le docteur Ramsay est justement estimé; ses actions ont toujours eu un but philanthropique, et il n'a écrit que dans l'intention d'être utile à son pays. Quoiqu'il eût perdu treute mille dollars au projet du canal Santa, dans la Caroline du sud, persuadé de l'utilité de cette entreprise, il fut le dernier à l'abandonner. Son éloge a été publié par M. Hoyer, au nom de la société philosophique et littéraire de la Caroline du sud. Le docteur Ramsay a laissé huit enfants, quatre garçons et quatre filles, qui n'ont d'autre fortune que le nom de leur père et ses manuscrits.

RAMUSSEN. Voyez RASMUSSEN, au Supplément, ce nom devant s'écrire ainsi.

RAOUL ou RAOULX, était sergent au 45<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne, en garnison à Paris, en 1821, lorsqu'il se fit recevoir dans une *loggia* de carbonari. Il y rencontra trois autres sous-officiers du même régiment, dont il partagea bientôt le crédit et l'influence dans cette société secrète. C'étaient Bories, Goubin et Pommier : tous jeunes et dans l'âge des passions généreuses, tous pénétrés d'un ardent amour de la liberté. Arrêtés tous les quatre, en 1822, à la Rochelle, où le 45<sup>e</sup> régiment se trouvait alors, l'affaire fut évoquée à la cour d'assises de Paris, où ils comparurent avec un instituteur, un étudiant en médecine, un avocat, un capitaine et quelques autres. L'accusation fut soutenue par l'avocat-général Marchangy qui y mit tant de chaleur que son réquisitoire, inséré par ordre dans tous les journaux, lui valut un témoignage de satisfaction de la part du roi de Prusse. « Aucune puissance oratoire ne saurait, dit-il, arracher Bories à la vindicte publique : une phrase qui fut dénoncée comme l'expression d'une haine barbare et personnelle. Il représentait ce jeune sous-officier comme le chef d'un complot pour renverser le gouvernement, qui se liait, disait-il, à ceux qui éclatèrent à la même époque à Belfort, Saumur, Toulon, Nantes et Strasbourg, et il y avait quelque apparence. D'après la déclaration de l'un des témoins, les séances

des tentes étaient terminées par les cris de vive la constitution de 1791, ce qui expliquerait assez le but politique des conjures. Une charge fatale pour eux, ce fut la découverte de munitions et d'armes prohibées, trouvées chez la plupart et jusque dans le lit de ceux qui étaient militaires : mais aucune pièce écrite, présumée ou prouvée, ne vint appuyer l'accusation. Bories et Raoulx prétendirent que la société dont ils étaient membres n'avait qu'un but philanthropique, ils dirent que le général Despinols les engagea à des révélations par des menaces et par des promesses, et qu'il se distinguait comme carbonari. Ils furent défendus par MM. Merville, Mérilhou, Berville, Chaux d'Estange et Caffier. Bories, Raoulx, Goubin et Pommier furent condamnés à mort. Les autres à une prison temporaire ou acquittés. Avant le prononcé de l'arrêt, Bories fit éclater un beau mouvement. Il avait de l'instruction et l'âme élevée. « MM. les jurés, dit-il, M. l'avocat-général n'a cessé de me représenter comme le chef d'un complot. . . . Eh bien ! j'accepte. Heureux à ma tête en roulant sur l'échafaud peut sauver celles de mes camarades ! » Bories, Goubin, Pommier et Raoulx, furent exécutés, le 20 septembre 1822, à cinq heures du soir, sur la place de Grève, à la vue d'un peuple immense et dans un silence universel. On les vit s'embrasser et ils crièrent vive la liberté ! Il y avait le même jour un bal brillant aux Tuileries : on s'écouler ce distique :

Pour Louis quel beau jour !  
On égorge à la Grève, et l'on danse à la cour.

Cette conspiration, connue sous le nom de complot de la Rochelle, parce que les principaux acteurs y furent arrêtés, a fourni un sujet à l'auteur des *Quatre sergents*, mélodrame, représenté en 1821, à la Porte-Saint-Martin.

RASMUSSEN (JAMES-LAMSEN), orientaliste danois, né vers 1790, après avoir étudié l'arabe dans plusieurs universités d'Allemagne, vint se fortifier à Paris dans l'étude de cette langue, en suivant les cours de M. Silvestre de Sacy. De retour à Copenhague, il fut nommé professeur de langues orientales à l'université de cette ville, vers 1814. Plein d'ardeur pour les recherches historiques et pour l'objet spécial de ses études, Rasmussen faisait concevoir les espérances les mieux fondées qu'il serait comploté parmi les plus célèbres orientalistes, lorsqu'une mort prématurée, ayant pour cause une vie peu réglée et des excès de débauche toujours funestes aux gens de lettres, termina ses jours, en 1829. Il était membre de l'académie royale de Copenhague. Ses principaux ouvrages sont : 1° *Essai historique et géographique sur le commerce et les relations des Arabes et des Persans avec la Russie et la Scandinavie, durant le moyen âge*. Cet ouvrage publié en danois, dans le journal intitulé *Athènes*, tome II, 1814, a été traduit en suédois, Stockholm, 1817, et en anglais dans l'*Edinburgh magazine*, de 1818 et 1819. C'est d'après cette dernière version qu'on a donné une traduction française dans cinq numéros du *Journal asiatique de Paris*, en 1824 et 1825. M. de Sacy a rectifié dans les notes plusieurs erreurs échappées à l'auteur ainsi qu'à son traducteur anglais, et relevées par M. Fréber. 2° *Historia præparatorum Arabum regnum, versumque ab antiquitatem ante Islamismum*, Copenhague, 1817, in-8° : ouvrage composé principalement d'après les fragments que le sultan Reiske avait laissés d'Ibn Hazm d'Espagne. Il contient de plus les sixième, septième, neuvième et partie du dixième chapitres du même *historia* arabe, avec la traduction de Rasmussen. Ce jeune orientaliste y a joint le texte arabe, éclairci par des notes utiles et sayantes, puisées dans les auteurs arabes. 3° *Histoire de la compagnie africaine du commerce*, celle de Copenhague, ouvrage écrit en danois, Copenhague, 1818, in-8° : 4° *Addimenta ad historiam Arabum ante islamismum, excerpta ex Ibn Nabatâh Nureidîn atque Ibn Koteibâh*, Copenhague, 1821, in-4°. Ce supplément à l'ouvrage précédent contient aussi le texte arabe et la traduction des auteurs que Rasmussen a consultés. Il a profité encore de celle que Reiske avait donnée de divers morceaux. Ce qu'offrent de vraiment curieux on

divers fragments, ce sont des proverbes, des anecdotes et des vers qui font connaître des superstitions, des traditions, des coutumes bizarres des anciens Arabes. *3° Annales islamiques, sive tabula synchronistica-chronologica chalifarum et regum orientis et occidentis, accedit historia Turcorum, Karamanorum, etc.*, Copenhague, 1826, in-4°. Cet ouvrage important se compose de tables chronologiques de toutes les dynasties musulmanes et d'extraits d'historiens arabes, traduits en latin, d'après les manuscrits de la bibliothèque royale de Copenhague. Rasmussen y parle de quelques dynasties peu connues de l'Asie-Mineure, telles que les Gadhrites, les Ramadhauides, les Derbendites, mais on est étonné de ne pas y trouver les Ismaéliens ou Assassins de Perse. Il a puisé la plus grande partie de ses extraits dans l'*Histoire universelle abrégée d'Abdul-Ahmed de Damas*, manuscrit rapporté du Levant par le célèbre Niebuhr. Rasmussen n'a pas donné le texte arabe de ces extraits, mais seulement les noms d'hommes et de lieux en caractères orientaux, avec des notes historiques et géographiques utiles et savantes. M. Silvestre de Sacy a rendu compte des trois derniers ouvrages de ce jeune orientaliste dans le *Journal des savants* de 1818, 1821 et 1826.

RASPAIL (VICTOR-FRANÇOIS), né à Carpentras, le 29 janvier 1794, presque dans les cachots, de parents pauvres, mais considérés. Témoin des malheurs de sa famille et de l'ingratitude des grands, pour qui son père s'était ruiné, ces premiers tableaux de son enfance influèrent fortement sur lui, et sans doute sur la trempe de son esprit. L'éloignement qu'il a toujours montré pour les grandeurs et le pouvoir d'un seul, lui a aussi été inspiré par l'éducation qu'il reçut d'un vertueux ecclésiastique, l'abbé Eysacric, républicain et d'un savoir prodigieux. M. Raspail, devenu janséniste avec lui, resta tel dans le séminaire jésuitique d'Avignon, où ses parents l'envoyèrent à l'âge de seize ans. L'année qui suivit, il devint répétiteur de philosophie, et celle d'ensuite, il était répétiteur et sous-professeur de théologie. C'est dans ce lieu qu'il commença à se désabuser de toutes les superstitions qui se mêlent à l'éducation dans les pays méridionaux plus encore que dans les autres. Il ne tarda donc pas à laisser la théologie, et accepta une place de professeur de latinité au collège de sa ville natale. Cela ne suffisant pas à l'activité de son esprit, et poussé par le besoin de parler aux hommes, il choisit le seul moyen qui se présentait : il prêcha, mais non à la manière accoutumée ; l'église n'en fut que plus remplie. C'était en 1813 : Napoléon rentrait en France, victime d'une grande imprudence, de la rigueur du climat, et déjà des trahisons. L'universitaire d'Austerlitz approchait, les prêtres s'éloignaient de l'empereur abandonné de la fortune ; ses plus intrépides panégyristes refusaient d'atténuer ses revers. Le maire et le curé de la ville imposèrent à M. Raspail l'obligation de s'occuper du discours d'apparat. Il le fit à regret, mais avec la ferme résolution de n'être pas un panégyriste. Ce discours ne roula, en effet, que sur la nécessité de se grouper autour de l'empereur pour défendre la patrie contre l'invasion. M. Raspail calma ainsi l'irritation des esprits, et le lendemain les impôts se payèrent. Les trois tribunaux seant dans le chef-lieu, le sous-préfet et les autorités militaires envoyèrent à la mère de l'auteur une députation pour la complimenter et lui demander, à l'insu de son fils, le manuscrit qu'il envoyait à la cour. Mais trois mois après, Napoléon n'était plus sur le trône. Jusqu'à quelque prestige de gloire avait bercé la jeunesse de M. Raspail, mais la défaite de la France lui glaça le cœur. Napoléon revint en 1815. M. Raspail, croyant qu'il saurait profiter des leçons du malheur, fit éclater sa joie et ses espérances patriotiques. Une chanson bachique échappa à son enthousiasme. Une indiscrétion la fit circuler et trahit l'incognito : elle fut chantée pendant les cent jours ; mais au dernier, les royalistes se déchirèrent contre les patriotes qui cependant n'avaient pas proféré une insulte contre eux durant leur triomphe. Les vrais citoyens s'enfuyaient dans les montagnes. M. Raspail resta seul avec ses frères, l'un lieutenant-colonel et l'autre

capitaine de la vieille garde. Pendant six mois, il vit vingt fois la mort prête à le frapper ; vingt fois le peuple s'attroupa autour de la maison pour le mettre en pièces ; mais il était résolu à ne pas reculer. Lorsque tout le midi fut calme, il partit pour Paris. Depuis cette époque, la persécution ne l'a plus abandonné. Il avait été destitué de sa place de professeur. Il se présenta dans des pensionnats de la capitale ; on le trouva trop jeune. Reçu enfin dans une maison d'éducation, il fut bientôt remercié, parce que la *Minerve* le cita, malgré lui, dans un article dont il avait fourni les matériaux. M. Raspail entra alors dans un collège ; mais à la mort du duc de Berri, l'université exigea du chef de l'établissement l'expulsion de quatre ou cinq patriotes, et il fut un de cinq. Il élevait et entretenait alors un de ses neveux ; mais les parents de ses disciples ne le payaient pas toujours. Que faire ? M. Raspail afficha alors des leçons pour le baccalauréat. On croit que la police eut soin de lui fournir des élèves pour le surveiller, parce que M. Raspail n'était jamais le dernier dans les émeutes. Malgré cette existence incertaine, il avait fait son droit et pris toutes ses inscriptions. Il entra chez un avoué ; mais à la première mission qui lui fut donnée, il vit bien que cette carrière ne lui convenait pas, et dit adieu à l'étude. M. Raspail se livra alors à la science, tout en continuant à donner des leçons. Il n'a pas cessé depuis de vivre dans les privations de tout genre ; mais ses études, ses progrès, ses découvertes lui firent souvent oublier cette honorable misère. C'est en 1823 qu'il présenta ses premiers travaux à l'Institut, non pour demander ses suffrages, mais pour obtenir de la publicité. Il apporta dans la science l'indépendance qu'il avait montrée en politique. Il attaqua tout ce qui lui parut s'écarter de la vérité. Convaincu qu'une réputation méritée ne s'improvise pas, qu'elle s'établit presque toujours par le choc des discussions, il s'inquiéta peu de ce que dirent les journaux. M. Raspail prit part à la révolution de 1830, et il redemanda sa place dans l'université, désirant cependant ne l'obtenir qu'au concours. On lui offrit d'autres emplois. On voulut créer exprès pour lui une place de conservateur-général des collections du musée ; mais il posa ses conditions, et comme elles ne convinrent pas à M. Cuvier, M. Raspail se retira. En octobre 1830, mécontent de la marche suivie par le ministère, et désespérant pour l'instant de la chose publique, M. Raspail écrivit une lettre d'adieux aux places, et depuis rien n'a pu le faire consentir à accepter ce qui lui fut offert. Une autre lettre de lui, insérée dans *La Tribune*, à l'occasion des troubles arrivés à Saint-Germain-l'Auxerrois, en février 1831, fut dénoncée aux tribunaux par le ministère public. Condamné à quelques mois de prison pour cet écrit, M. Raspail subit depuis une seconde condamnation. Il avait été traduit devant le jury de la Seine, qui l'acquitta sur cette question : « Est-il coupable d'avoir excité à la haine et au mépris du gouvernement, dans le journal intitulé : *Les amis du peuple* ? » Mais la cour, se croyant offensée par les réponses violentes du prévenu, le condamna à quinze mois de prison. Depuis cette époque, les journaux ont souvent retenti des justes plaintes de ses amis sur les rigueurs dont il est devenu l'objet. Renfermé d'abord à Sainte-Pélagie, puis conduit à la maison d'arrêt de Versailles, et marchant les fers aux mains, à la tête d'une chaîne de soldats destinés aux compagnies de discipline : c'est là, dans un cabanon, qu'il a achevé le dernier traité de son *Cours d'agriculture*, dont le premier avait été commencé à Sainte-Pélagie. M. Raspail est un des apôtres les plus fougueux, et, il faut le dire, le plus éloquent des doctrines républicaines. Il les prêche avec une conviction, une énergie, qui fait pardonner à leur exaltation ; mais qui fait aussi regretter qu'une aussi haute intelligence que la sienne ait partagé ses moments entre tant d'objets différents, tant d'études ennemies. Quand il sollicitait, voici à peu près dans quels termes il le faisait : « Roi-citoyen, j'ai écrit à vos ministres, et ils ne me repoussent pas ; quand la patrie a fait un appel à notre dévouement, nous ne laissons pas tant attendre la réponse. » On ne saurait en général approuver ce tou :



mais le malheur, l'injustice peuvent faire excuser une manière fière et tant soit peu acerbe. A tout prendre, cet oubli des contenance tant certes mieux que ces basses adulations tracées par cette foule d'intrigants hypocrites qui assaillent tous les gouvernements et les trahissent tous. Il faut le dire, quand M. Raspail écrivait ainsi, il recevait alors une réponse, dès le lendemain, du roi et du ministre. On l'a nommé membre de la légion d'honneur, on lui a offert une belle place et un superbe d-donement; il a tout refusé. M. Raspail avait débuté dans la carrière des sciences par une suite de travaux très remarquables sur les graminées. La difficulté de se reconnaître au milieu des nouvelles et nombreuses espèces dont cette famille naturelle se compose avait fait de beaucoup exagérer leur nombre. M. Raspail, qui avait à sa disposition la belle collection de M. Delavault, refit entièrement cette classification, en la basant non plus sur des caractères fugitifs de l'enveloppe, mais sur les caractères anatomiques et physiologiques; et, chose merveilleuse, il put réduire au tiers non seulement les genres qui ne sont que des créations fictives, mais les espèces elles-mêmes qui seules différencient les végétaux. C'est dans le cours de ses recherches qu'il eut l'occasion de faire sa découverte capitale sur la féculé. Avant lui, cette substance était considérée par les chimistes comme homogène dans sa constitution, comme matière immédiate et cristalline. M. Raspail s'aperçut que le grain de féculé était un organe très compliqué, essentiellement formé d'une mince enveloppe, insoluble dans l'eau et tous les réactifs, et d'une matière gomineuse dans ce tégument et soluble dans l'eau. Par la chaleur, le tégument prend une extension considérable, et laisse filtrer la gomme entre ses pores, ou bien il creve et tombe en lambeaux. L'empois n'est donc qu'un liquide gomineux, parsemé d'enveloppes tégumentaires qui donnent à cette matière son aspect tremblotant. On savait déjà que l'iodé colore l'amidon en bleu; mais cette coloration peut s'effectuer et disparaître sans que les grains de féculé en soient le moins du monde altérés. Les chimistes avaient imaginé beaucoup de matières immédiates comme provenant de la décomposition de la féculé par les réactifs: toutes ces matières ne sont que des débris plus ou moins altérés d'un organe de la fructification des végétaux. Pareilles méprises avaient été faites sur beaucoup de matières organiques. Ainsi l'orbaine n'était que du son très divisé, la lupuline était une petite glande des fruites du houblon, la dalphine une féculé non colorable par l'iodé, etc., etc. En étudiant les diverses substances végétales et animales, les chimistes avaient oublié de tenir compte des phénomènes de l'organisation. Croquant détruire par leurs réactifs tout ce qu'avait produit la vie des plantes et des animaux, ils n'avaient fait que dénaturer des parties organiques; celles-ci passaient alors à travers les filtres, emportant dans les vases de leur tissu et les alcalis et les acides au moyen desquels on les avait soumise; elles repassaient donc avec des caractères nouveaux qui leur valaient de pompeuses dénominations: l'amidon donna le nom de l'amidine; la carotte, de la carotine; le champignon, de la fungine; la garance, de la garanine; la pomme de terre, de la solanine; le lupé, de la lubérine; les légumineuses, de la légumine, etc. C'est d'après ces principes que la chimie est devenue riche de trois à quatre cents matières organiques étonnées de ce genre d'apothéose. M. Raspail a vu que la science devait faire des pas en arrière et se débarrasser de ces êtres imaginaires qui, d'abord mis au jour par quelques habiles chimistes, ont ensu le pulluler par les soins de la sottise en faveur. De là cette violence du corps maître de chimistes, trop bien secondée par les faiseurs d'espèces en botanique: car si les premiers traitent les corps organiques à la manière des substances minérales, les seconds prétendent faire l'étude de l'organisation sous l'influence de actions chimiques. Ainsi M. Decaudolle prend pour des organes qu'il nomme raphides de simples cristaux microscopiques calciques que la nature a donné à certains tissus végétaux pour les durcir. Plusieurs genres de cristaux sont destinés à cette fonction, et leurs rapports avec les

mailles du tissu cellulaire forment un sujet de recherches très intéressantes. M. Raspail ne confond pas ces cristallisations au sein des plantes avec les composés de matières minérales et de gomme, d'où résultent, d'après lui, tous les fécus végétaux et les composés de ces matières minérales et d'huile qui constituent les tissus des animaux: car de même que la cule nourrit la plante au moyen de la gomme qu'elle contient, de même la graisse nourrit l'animal au moyen de l'huile que renferme ses globules. M. Raspail a vu, en effet, que le tissu adipeux contient dans ses cellules des globules que la compression a rendus polyédriques. Ces globules de graisse, analogues aux grains de féculé, sont essentiellement composés d'une enveloppe insoluble dans les réactifs, et d'une matière huileuse soluble dans l'alcool et l'éther. Mais le peu d'espace dont nous pouvons disposer ici ne nous permet pas d'entrer à ce sujet dans des détails, ni même d'indiquer sommairement tous les faits capitaux de l'organisation que contiennent les nombreux mémoires de M. Raspail, et particulièrement ses travaux sur l'orge, sur le suc du char, sur le sang, sur les héminites et l'alcayonelle. Tant de recherches, exécutées en quelques années et avec si peu des ressources pécuniaires, en font pressager beaucoup d'autres, malgré le ressentiment des savants libres et les événements politiques qui en ont interrompu le cours. C'est en rédigeant son *Traité de chimie organique* que M. Raspail s'aperçut mieux encore de tous les développements que la science peut attendre de sa méthode, qui consiste à suivre l'être organisé, depuis sa naissance jusqu'à sa mort, pour prendre note de toutes les transformations qu'il subit et des fonctions de toutes ses parties; à faire cette étude non pas seulement sous le rapport de l'organisation, mais encore sous les rapports physique, chimique et physiologique; à s'arrêter, en un mot, de toutes les ressources des diverses sciences d'observations pour étudier tous les objets en eux-mêmes, à part toute classification des connaissances humaines. Tel est le point de vue sous lequel M. Raspail a entrepris ses recherches sur les êtres organisés. Ce n'est pas, comme on a pu le croire, l'emploi seul du microscope qui a fait le succès de ses premiers travaux. Beaucoup de naturalistes l'avaient maie avant lui, mais ils s'étaient bornés à l'inspection des objets, ils ne les avaient pas diséqués, manipulés, retournés en tous sens; ils n'avaient pas rapproché leurs observations, n'ordonné leurs idées, raconté sur l'ensemble. D'ailleurs le microscope en lui-même, d'autres naturalistes en ont fait usage, et nous avons vu la puissance de leur génie! Ce ne sont pas de beaux instruments d'optique, de riches collections d'histoire naturelle, de grandes bibliothèques, qui ont fait découvrir à M. Raspail ce que tant d'autres n'avaient point aperçu: une mauvaise loupe montra quelques gouttes de réactifs, des pots de terre placés devant une fenêtre en guise de serres chaudes, le terrain des carrières de Montrouge pour jardin botanique, et à l'heure de ses repas un morceau de pain en face d'un verre d'eau, voilà quelles étaient ses ressources. Il est peut-être bon d'ajouter ici que M. Raspail n'est pas membre de l'Académie, qu'il ne cumule ni chaires de professeur, ni emplois de bureau; ce les savants allemands, qui font grand cas de ces courtoises, s'obstinent à lui donner, dans leurs correspondances, des titres qu'il ne possède pas et que probablement il ne recevra jamais. Après la révolution de juillet, il avait espéré que l'administration du musée lui abandonnerait une de ces plates-bandes du Jardin-du-Roi, occupées par des soucis et des patch, et où il aurait pu faire en toute sûreté des expériences qui ne réussaient pas toujours sur la voie publique. Des promesses avaient été faites; mais on sait ce qui vaient aujourd'hui les promesses! Voici la liste des travaux publiés par M. Raspail: presque tous ont été tirés à part et distribués dans le monde savant. Brevets: 1° Sur la formation de l'embryon dans les graminées; et essai de classification de cette famille (*Annales des sciences naturelles*, mars, avril et juillet 1831). Ce travail a été reproduit littéralement dans les divers journaux d'Allemagne, et traduit en allemand et

aux frais de l'académie des sciences de Saint-Petersbourg par M. Trinius. (Voyez Bulletin des sciences naturelles et de géologie). 2° Anatomie comparée des granivores. Bulletin des sciences naturelles et de géologie; 3° Sur le genre *Centropomus*; *Annales des sciences d'observation*, janvier 1839; 4° Sur l'espèce en général et en particulier dans les granivores; *Mémoires pour deux espèces de panique* (*Ibidem*, mars 1839); 5° Monographie du genre *hieraculus* (*Ibidem*, avril 1839); 6° *Métamorphoses et monstruosités du folium* (*Ibidem*, mai 1839); 7° Analyse de quelques arundo nouveaux (*Ibidem*, janvier 1839); 8° Etudes agrostographiques sur le *Lilium*, *Phlox aricularis* et le *triparum* (*Ibidem*, mai 1839); 9° Sur l'ouverture que *Gr-w-a* a dévoté à la surface des coques et sur le genre *posterioria*; *Mémoires du muséum*, tome XIV; 10° Sur l'explosion du pollen et sur la non spontanéité des mouvements des granules qui en sortent (*Mémoires de la société d'histoire naturelle de Paris*, tome IV; *Annales des sciences d'observation*, février 1839 et janvier 1839); 11° Sur le byssus lotypides; *Bulletin des sciences naturelles et de géologie*, 1839; 12° Sur le comble cylindrique (*Mémoires de la société d'histoire naturelle de Paris*, tome IV); 13° Bulletin des sciences naturelles et de géologie, publié sous la direction de M. de Perouse, M. Raspail et c<sup>ie</sup>, de 1835 jusqu'en 1839, l'un des rédacteurs principaux de ce recueil, qui renferme de lui un grand nombre de notes originales et de critiques raisonnées. ZOOLOGIE: 1° Histoire naturelle de Polymède des étangs et de tous les genres volatils, et d'histoire de l'organe respiratoire des insectes (*Mémoires de la société d'histoire naturelle de Paris*, tome IV, 1838; *Ibidem*, page 636, 1839); 2° Parturition éclipse des bivalves; *Annales des sciences d'observation*, janvier 1839; 3° Anatomie comparée de deux espèces de *trigulus* (*Ibidem*, mai 1839 et février 1839); 4° Sur l'insecte de la gale humaine (*Ibidem*, juin 1839); 5° Sur les sponges (*Mémoires de la société d'histoire naturelle de Paris*, tome IV, 1838); PATHOLOGIE: 1° Histoire naturelle et classification des blemmes des Basses-Alpes; *Annales des sciences d'observation*, février et avril 1839, janvier 1839); 2° Sur les agathes moussues (*Ibidem*, février 1839); 3° Sur les ammonites des Basses-Alpes et des Cévennes (*Ibidem* pour les planches, et l'écrit pour le texte, 1831); CHIMIE: 1° Analyse microscopique de la bile (*Annales des sciences naturelles*, 1837); 2° Tableau comparatif des diétètes fécales (*Bulletin des sciences mathématiques, physiques et chimiques*, 1837); 3° Note sur la faculté singulière du typha (*Ibidem*); 4° Recherches sur les tissus organiques (*Mémoires de la société d'histoire naturelle de Paris*, tome III, 1837). Ce travail très étendu renferme une foule de recherches diverses relatives à la chimie et à la physiologie, ainsi qu'une théorie nouvelle de l'organisation. 5° Sur l'hydrostatisme et le gluten (*Mémoires du muséum*, tome XVI); 6° Détermination des cristallins siliceux et calciques qu'on trouve dans les sponges et dans les végétaux (*Mémoires de la société d'histoire naturelle de Paris*, tome IV); 7° Détermination des cercelles antiques (*Mémoires du muséum*, tome XV, 1837); 8° Analyse des grates et des tissus adipeux (*Revue périodique d'anatomie*, tome III); 9° Nouveau réajust du sucre, de l'alumine et de l'huile (*Annales des sciences d'observation*, janvier 1839); 10° Sur le suc qui circule dans le char et sur son analogie avec le sang (*Ibidem*, juin 1839); 11° Essai de chimie microscopique appliquée à la physiologie, dans les divers numéros de *Annales des sciences d'observation*. Ces mémoires ont été réunis dans un corps d'ouvrage dont il n'a été tiré que cent exemplaires. ANATOMIE MICROSCOPIQUE DES TISSUS ANIMAUX: 1° Premier mémoire sur la structure intime des tissus de nature animale (*Revue périodique d'anatomie*, tome III); 2° Second mémoire sur les tissus de nature animale (*Ibidem*, tome IV); 3° Anatomie des nerfs, en réfutation de l'opinion de Bugeo sur leurs canaux prétendus (*Ibidem*, tome IV); 4° Anatomie des nerfs du chorion de l'œuf humain (*Ibidem*, tome V); la suite existe avec les dessins dans les porte-feuilles de M. Breschet, avec lequel ces deux derniers travaux ont été rédigés. MINÉRALOGIE: 1° Réfutation du travail de M. Orfila sur les taches de sang (*Journal général de médecine*); 2° Réfutation du travail du même sur les

empoisonnements par les alcalis végétaux (*Ibidem*); 3° Réfutation du travail de M. Barcuel sur les moyens de reconnaître le sang des animaux à l'odorat (*Annales des sciences d'observation*, avril 1839); M. Raspail avait commencé, en 1839, avec M. Saigey, la collection des *Annales des sciences d'observation*, qui se trouve interrompue depuis la révolution de 1830.

RASPE (ROBERT-EMILE), antiquaire, né en 1757, à Hanovre. Après avoir étudié à Göttingue et à Leipzig, il fut employé dans la bibliothèque de la première de ces villes, et dans celle de Hanovre. Dès l'année 1767, diverses faveurs furent accordées à ses talents. Nommé professeur d'archéologie à Cassel, et ensuite inspecteur du cabinet des médailles, il vit aussi créer pour lui une place de bibliothécaire-adjoint. Les connaissances qu'il avait acquises et qu'on ne lui contestait pas pouvaient lui assurer un avenir honorable; mais une humeur inquiète et le goût de la dépense l'entraînèrent à commettre de ces fautes après lesquelles on ne peut recouvrer l'estime publique. Déjà il s'était livré, avec beaucoup de frais et de faibles résultats, à des recherches historiques dans les couvents de l'évêché de Paderborn, dont il s'était fait autoriser à visiter les archives, lorsqu'il obtint une autre mission, celle d'aller recueillir en Italie des objets propres à enrichir le cabinet d'antiquités de Cassel. Lorsqu'il fut dans ses mains, les fonds donnés à cet effet par le landgrave de Hesse, il s'occupa de ses affaires particulières, conduisit sa famille à Berlin, et renvoya les clefs du cabinet dont il s'était promis d'augmenter les collections. Cependant, comme il lui fut enjoint de revenir pour assister à l'inventaire, il se précipita; mais presque aussitôt il quitta furieusement le pays, ayant soustrait une assez grande quantité d'objets précieux, les uns mis en gage, les autres enlevés sans retour. La police publia son signalement, et il fut arrêté à Clautal, dans le cercle hanovrien du Haut-Hartz. Les ressources dont il s'était pourvu facilitèrent apparemment son évasion qui eut lieu pendant la nuit. C'est chez les Anglais qu'il se réfugia, et il y resta jusqu'à la fin de sa vie, formant beaucoup de projets, mais ordinairement réduit pour vivre à donner des leçons particulières, ou à faire des traductions. En 1781, il annonça le dessein d'entreprendre un voyage en Egypte, pour y étudier les antiquités; mais il paraît que personne ne seconda ses vues, et que les moyens d'exécution lui manquèrent. Lorsque le suicide royal de Londres l'eut exclu de son sein, il menaça de parodier les *philosophical transactions*, en publiant un *philosophical transaction*, du même format, et avec les mêmes caractères. Ce fut à peu près vers cette époque que, dans une gazette allemande, il s'efforça de justifier sa conduite à Cassel. Comme il avait eu momentanément un emploi dans les mines de Cornouailles, il se crut en état, quand il fut en Irlande, de diriger lui-même l'exploitation d'une mine; mais, malgré son aptitude réelle à bien des égards, il n'inspirait point de confiance, et, toujours peu estimé à cause de sa conduite, il mourut dans cette île, à Mucross, vers la fin de 1791. Ses principaux écrits sont: 1° *Mémoires pour servir à la plus ancienne histoire de Hesse-Cassel*, 1774, in-4; 2° *An account of some german volcanos and their productions*, Londres, 1776; 3° *Voyage en Angleterre, sous le rapport des manufactures, des arts, de l'industrie, etc.*, Berlin, 1785; 4° *A descriptive catalogue of a general collection of ancient and modern engraved gems, rare as well as insignis, etc.*, Londres, 1791, 3 vol. in-4, avec plus de cinquante planches. Cet ouvrage estimé et devenu rare, a aussi paru en français, sous ce titre: *Catalogue raisonné d'une collection générale de pierres gravées antiques et modernes, tirées des plus beaux cabinets de l'Europe*. Raspe avait donné, en 1765, une édition des *Œuvres philosophiques latines et françaises de Leibnitz*, tirées de ses manuscrits conservés à Hanovre, avec une préface de Kratner, Amsterdam et Leipzig. Il a fait plusieurs traductions anglaises, entre autres celle des *Voyages minéralogiques de Ferber*. Il a inséré dans l'*Allgemeine deutsche bibliothek*, tome XIII-XVIII, de savants articles d'archéologie, signés G; et dans les *Transactions philosophiques*, tome LIX, un traité de

*ossibus et dentibus elephantum aliorumque belluarum, in America septentrionali aliisque partibus regionibus obviis.*

**RASTIGNAC** (Amand-Alexandre-Armand-Silvestre de Chapt de), neveu de Rastignac, archevêque de Tours, naquit en 1726, dans un château de l'ancien Périgord. Quelque temps après avoir été reçu docteur en Sorbonne, il devint abbé de Saint-Mesmin d'Orléans, prévôt de Saint-Martin de Tours, et grand-vicaire d'Aix. Député du second ordre à l'assemblée du clergé, en 1755, il se joignit à la majorité dans la question du refus des sacrements occasionné par le rejet de la bulle *Unigenitus*. En remplaçant les mêmes fonctions, cinq ans plus tard, il donna des preuves de capacité pour les affaires; mais on eut aussi lieu de remarquer qu'il ne se croyait pas obligé de déferer toujours à l'avis du président, et qu'ainsi il avait peu de vocation pour l'épiscopat, dans lequel la cour voulait des sujets dociles. Aussi n'offrit-on à l'abbé de Rastignac que le siège de Tulle, rarement ambitionné, et qu'il refusa. Peut-être avait-il trop du souvenir des temps de la toute puissance du sacerdoce; il parut n'être pas plus disposé à reconnaître l'empire des circonstances que l'ascendant de l'autorité temporelle. En 1789, ou ne le vit pas combattre à la tribune des États-généraux; la faiblesse de sa voix s'y opposait; mais pour lutter, dans ses écrits, contre l'esprit d'innovation, il tira un grand parti de l'étendue de ses connaissances, et surtout de sa parfaite intelligence des langues anciennes, dans la sphère des traditions théologiques. Son caractère estimable ne contribuait pas moins que ses talents et son érudition à la considération dont il jouissait des long-temps; mais il était particulièrement cher à la partie inflexible du clergé. Enfermé dans la prison de l'Abbaye, le 26 août 1793, il périt le 5 septembre. Ce fut lui qui, avec l'abbé Lefebvre, imagina, quelques moments auparavant, d'offrir, du haut de la tribune d'une chapelle, la benédiction à plusieurs détenus qui se trouvaient réunis en bas. « Nous la requérons des mains pointées, a dit depuis l'un d'eux: l'âge des deux vieillards, leur position au-dessus de nous, la mort plaçant sur nos têtes, tout répondait dans cet instant une teinte auguste et lugubre. » L'abbé de Rastignac a laissé trois ouvrages: 1° *Question sur la propriété des biens ecclésiastiques en France*, 1789, in-8°; 2° *Traduction de la lettre synodale de Nicolas, patriarche de Constantinople*, etc., et relativement à l'érection des métropoles ecclésiastiques, 1790, in-8°; les notes en sont très-structurées; 3° *Accord de la révélation et de la raison contre le divorce*, 1791, in-8°; avec cette épigraphe: « Il faut que les lois... soient chrétiennes dans un royaume chrétien. » À force de recherches, l'auteur a cru prouver sur ce sujet l'incompétence de l'assemblée nationale. Il a discuté en même temps, et avec plus de bonheur, un fait particulier relatif à la Pelagie; il a établi que jusqu'alors le pouvoir ecclésiastique n'était pas complice de l'autorisation obtenue dans ce pays pour le divorce.

**RAU** (Sebald-Fortific-Jean), orientaliste hollandais, fils de Sebald Rau, qui lui a survécu dix ans, allié, comme lui, à la théologie avec l'étude des langues anciennes ou étrangères, et spécialement de l'hébreu. Dès l'enfance, il montra des dispositions à la poésie, et, déjà destiné par son père à des recherches savantes, il le compara dans un discours, à l'âge de quatorze ans, les héros de l'Arabie à ceux qui furent chantés par Homère. Il n'en avait pas dix-sept lorsqu'il fit un poème latin, rempli de beaux vers, en l'honneur de la ville d'Utrecht, où il était né en 1765. Tandis qu'il y étudiait à l'université, il inséra, en 1784, plusieurs pièces de vers dans un recueil intitulé: *Essais pour l'esprit*, etc., et il donna, avec l'approbation générale, son *Specimen arabicum*. Il prit en 1785 ses degrés de théologie, et se consacrant ensuite à la prédication française, il fut ministre de l'église wallonne dans Hardevyck, puis à Leyde, où il avait fait une partie de ses études académiques. Son éloquence, par laquelle surtout il se distingua des autres savants de son nom, se fit remarquer dès cette époque. Les habitants d'Utrecht, désirant le ramener au milieu d'eux, lui of-

frirent, en 1807, la chaire de théologie; mais il ne voulut pas quitter Leyde où le même poste lui fut confié par les auteurs de l'Université. Il aimait ce séjour à cause de l'accueil qu'il y avait reçu à son entrée dans la carrière, et comme étant le lieu des plus fortes études dans ces contrées. Le discours qu'il prononça, le 12 avril 1788, en entrant en fonctions, ne fut pas le faire accuser de trop céder au moderne mouvement des esprits. Il fallait être, en 1788, dans un pays un peu reculé pour disserter gravement de ce que *providum est in studio theologiae*. Les nouvelles occupations de Rau ne lui firent pas quitter la chaire évangélique où, véritable orateur du culte réformé, il s'attachait surtout aux maximes de la morale la plus pure. À la mort de Scheidius, en 1794, il fut chargé de l'enseignement des langues orientales; mais, en 1795, le changement général survenu dans le régime académique le priva de cette chaire des langues et des antiquités de l'Orient. Ce fut seulement au mois de février 1799, et environ trois mois après, que les mêmes attributions lui furent rendues sous diverses dénominations. Il n'était pas dans sa demeure, le 8 janvier 1807, lorsqu'une partie de la ville fut ébranlée par l'explosion d'un bateau chargé de poudres, et emporté de ce funeste événement le frappèrent au point d'abréger sa vie. Une partie de sa famille périt sous ces ruines; il conserva toutefois sa femme et un de ses enfants. Il ne lui resta de ses meubles, de sa bibliothèque et de ses manuscrits que celui de ses sermons; les savants ont regretté particulièrement le texte arabe du *Specimen arabicum*, qui était alors tout prêt pour l'impression. Le roi, Louis-Napoléon, étant accouru pour soulager les victimes de cette catastrophe, le célèbre et infortuné professeur eut la consolation de contribuer à l'abondance et à l'efficacité des secours. Il fut fait à cette occasion chevalier de l'ordre royal de Hollande, mais dix mois après il mourut, âgé seulement de quarante-deux ans, le 1<sup>er</sup> décembre 1807. Doué d'un bel organe et d'une figure imposante, il avait aussi de la sensibilité des succès comme prédicateur, et ses talents naturels avaient suppléé à ce qui lui manquait pour la parfaite connaissance de la langue française. Il était membre de plusieurs académies. Ses ouvrages, assez peu nombreux, sont principalement: 1° *Specimen arabicum, continens descriptionem et excerpta libri Achemedis Tauschil de gemmis et lapidibus*, 1754; 2° *De Jesu Christi ingenio et indole perfectissimis*, par comparaison cum ingenio et indole Pauli apostoli illudroli, Leyde, 1758, traduit en hollandais par M. J. de Kruyff, 1798; 3° *De poëtica hebraica: pars Arabum prelatia*, tam veritatis quam divinitatis religionis, in veteri codice sacro tradita, argumentis; avec des notes savantes; et *De poëtica faustatis excellentia et perfectione, apertata in tribus poëtarum principum, scriptoris Job, Alomero et Ossaique*, Leyde, 1800. 4° *Sermons*, publiés en trois volumes, par un pasteur d'Amsterdam, Josué Teimède-d'Ange, à qui on doit une *Oratio funèbre de Rau*.

**RAYMOND** (JOACHIM-MARIN), général français dans l'Indoustan, né à Scrigno, département du Gers, le 30 septembre 1755. Instruit avec soin à Toulouse, mais destiné au commerce, il partit à l'âge de dix-neuf ans pour en tenter les hasards, et muni de quatre mille francs, données à cet effet par son père, il s'embarqua à Lorient pour Pondichéry, dans les premiers mois de 1775. Mais peu d'années après son arrivée en Asie, il écrivit de Mangalore qu'il était entre son lieutenant, sous les ordres de Lallée, en 1777. Sa bonne conduite dans plusieurs rencontres détermina son avancement, et, le 16 avril 1783, il reçut du commandant-général, le marquis de Bussy, le grade de capitaine-à-majors. Il était major lorsque, dans ces guerres où les princes du pays ne savaient autre chose que se partager entre les Français et les Anglais, il passa sous les drapeaux d'Hyder-Aly. En 1786, il entra au service du soubah du Decan, Nizam-Aly, dont il obtint par degrés toute la confiance. Revêtu du titre de général, en 1791, par les commissaires du gouvernement de France, il fut bientôt placé par Nizam à la tête de vingt-cinq mille hommes, au nombre desquels

étaient d'autres officiers européens, français pour la plupart. Le soubah avait attaché à ce corps, le plus considérable qu'il eût à sa solde, cinquante-deux canons de gros calibre, outre vingt-quatre pièces de campagne. Il n'avait pas encore rompu avec les Anglais, mais il était chancelant, et Raymond s'efforça de lui faire conclure, pour l'avantage de la France, un traité avec le sultan de Mésour, Tippoo-Saïb, fils et successeur du redoutable Hyder-Aly. Nizam-Aly paraissait d'assé à donner sa fille en mariage au sultan, selon les vues de Raymond, qui, jugeant qu'il s'agit évidemment l'intérêt de la France, ne s'attendait pas à être désavoué par l'autorité même. Tippoo-Saïb detestait les Anglais, et rien ne devait lui être plus agréable que l'appui de leurs rivaux; il l'avait sollicité plusieurs fois, et il avait envoyé offrir à Versailles de prendre à sa solde un corps de trois ou même de six mille Français. Malheureusement des guerres plus importantes que celles du Decan absorbèrent bientôt l'attention en France. L'approbation donnée aux projets de Raymond par les autres chefs militaires qui résidaient en Asie, et qui connaissaient les besoins de ces colonies, fut à peine prise en considération, et quant aux commissaires civils nommés pour exercer dans ces établissements le principal pouvoir, ils craignirent de s'écarter de leurs instructions qu'ils ne pouvaient faire modifier à cette distance. Non seulement il fallut renoncer à l'attaque combinée de toutes les possessions anglaises, mais les affaires des Français et celles de Tippoo déclinerent également. Ce devait être en général le partage de la France, après les plus brillants faits d'armes, de n'avoir pour résultat que des pertes, tandis que l'Angleterre, favorisée par sa position, saurait profiter de toutes les circonstances : à la vérité, le souvenir d'une grande gloire militaire pourrait être longtemps un soutien moins fragile que l'empire même du Bengale britannique. Depuis la perte de Pondichéry, au mois d'août 1793, le vezir Mehir-Moulouk, ennemi des Français, obtenait de plus en plus d'ascendant à la cour du Decan : il était facile de prévoir qu'à la mort de Nizam-Aly, le trône ne serait pas occupé par l'un de ses fils, Aly-Behader, partisan des Français, mais par son frère, animé d'antipathies, et genre du vezir. Ainsi Raymond qui avait conservé la confiance et les bonnes grâces de Nizam-Aly, mais qui le voyait avancer en âge, conçut un dessein que lui suggérerait le soin de sa propre sûreté autant que le désir d'être utile à sa patrie. Il obtint une autorisation d'acheter des armes dans les états du sultan, et ce prétexte lui servit pour entamer des négociations. Il voulait passer au service de Tippoo-Saïb, avec le corps dont il conservait le commandement : il y aurait été suivi par le véritable héritier du soubah. Un soulèvement supposé à Benjapour eût donné l'occasion de confier des troupes à ce prince. En récompense de ses succès contre les prétendus insurgés, il aurait ensuite épousé une fille du sultan, et, gardant auprès de lui ses compagnons d'armes, il aurait attendu la mort de Nizam-Aly pour prendre subitement possession du Decan, d'après son droit et de concert avec le parti français. Mais le fils d'Hyder-Aly avait plus le courage d'un chef de cipayes que la force de tête d'un prince appelé par sa position à prévenir l'asservissement de l'Hindoustan. Les Anglais ayant mis dans leurs intérêts Nir-Said, son ministre, il l'entraîna maître à leur ambition en lui faisant craindre celle des Français, bien qu'ils ne pussent guère prétendre, en Asie, à autant de puissance, et que d'ailleurs leur perte fût éloignée du caractère de Raymond. Ce général aurait pu passer, seulement avec quatre mille hommes, à la solde de Tippoo-Saïb; mais il parut qu'il refusait puisqu'on le vit, dès 1794, dans l'armée de Nizam-Aly, qu'il défendait contre les Mahrattes. Ces tribus guerrières voulaient exiger du soubah le quart des revenus de ses provinces du nord. Nizam, au moment de combattre, assura de la manière la plus honorable la paie des soldats de Raymond, et, en marchant lui-même avec toutes ses troupes, il lui confia le commandement d'un corps d'élite composé de seize mille cavaliers. Cette avant-garde n'empêcha pas la cavalerie des Mahrattes de tourner et de

culbuter l'infanterie du soubah; mais Raymond rendit du moins leurs succès inutiles, et presque sans faire lui-même aucune perte, il sauva les trésors, l'artillerie et les bagages abandonnés par les fuyards. Néanmoins Nizam, qui avait réuni, à ce qu'on assure, trois cent mille hommes, n'osa pas continuer la guerre, et s'humilia au point de donner en otage aux Mahrattes son vezir, pour le paiement d'une somme de cinquante millions de francs. L'infortuné Nizam eut bientôt une autre occasion de sentir le prix de la fidélité de Raymond. Behader n'ayant pas obtenu de son père un domaine dont il demandait l'investiture, prit l'habit de derviche, et ne s'occupa dans la retraite qu'à préparer un soulèvement. Un sabbat ainsi qu'une partie des troupes se joignirent à lui, et il attendait à Sangaraddy le moment d'usurper le trône; mais Raymond, malgré ses anciennes liaisons avec ce prince, fut chargé de le combattre à la tête des troupes peu nombreuses restées dans le devoir. Elles furent promptement victorieuses, et Raymond s'efforça de tranquilliser Behader, devenu son prisonnier, en l'assurant qu'il intercédait pour que tout lui fût pardonné; mais le rebelle, doutant de sa grâce, ne se laissa pas remettre au pouvoir de son père, et prit du poison à peu de distance d'Hyderabad. Nizam-Aly accueillit comme il le devait le général Raymond, et lui donna le titre de prince du sang, *moulouk*. Il dit, en l'embrassant devant sa cour : « Voici la fleur de mon armée : ce Français m'a sauvé, tandis que j'étais abandonné de mon propre sang et de tous mes musulmans. » Ce guerrier, qui avait le mérite, trop rare dans nos colonies, de songer beaucoup moins à ses propres intérêts qu'à servir ses compatriotes, restait le principal soutien du parti français chez les Hindous. Mais vers cette époque, les Anglais furent subitement délivrés de l'inquiétude qu'il leur causait depuis long-temps. Il mourut à Hyderabad, le 6 mars 1798, dans la force de l'âge, et d'une manière qui fit naître beaucoup de soupçons. Peu d'Européens avaient joui d'un faveur aussi constante chez les princes asiatiques. Sa connaissance du pays, l'étendue de ses moyens comme commandant d'artillerie, et même, à plusieurs égards, comme homme d'état, sa loyauté, la noblesse de son caractère, la confiance générale qu'il avait inspirée sa prudence, sa fermeté, son extrême bravoure, tout semblait lui promettre le honneur d'assurer dans cette péninsule la prépondérance française, sans ôter aux habitants leurs droits naturels, et peut-être même en calmant leurs divisions. Il eut pour successeur un homme de conduite et de mœurs très différentes, Pirron, un de ses anciens lieutenants : il fallut peu de temps à cet inusé pour aliéner les esprits et pour tout perdre.

**RAYMOND** (MICHEL), est un pseudonyme, composé de deux prénoms, et sous lequel trois spirituels rédacteurs du *Figaro*, MM. Raymond Bruker, Michel Masson, et Leon Goulan ont fait une petite mystification au public en leur livrant quelques romans qu'il a bien accueillis. Les deux premiers de ces auteurs ont donné : *Le naçon, mémoires populaires*, Paris, 1828, 4 vol. in-12; 3<sup>e</sup> édit., 1829, 4 vol. in-12. MM. Bruker et Goulan ont publié ensemble : *Les intimes*, Paris, 1830, in-12; et M. Masson a fait seul : *Daniel le lapidaire*, Paris, 1831, in-12. Ces jeunes écrivains se distinguent par un style élégant et pur et beaucoup d'instruction.

**RAYNAL** (GUILLAUME-THOMAS-FRANÇOIS), né à Saint-Geniez, petite ville du département de l'Aveyron. Nul écrivain du second rang n'a pris plus de part, dans le dernier siècle, à l'ascendant de la philosophie. Sans doute un certain éclat répandu sur le nom de Raynal par l'attitude qu'il avait prise dans le monde, fut ensuite s'affaiblir; cependant il lui reste une célébrité contre laquelle l'esprit de parti a vainement protesté. Quelques biographes l'ont fait naître au mois de mars 1721; mais on sait de lui-même que ce fut en 1713, le 12 avril. La plus grande partie de sa jeunesse fut à ses obscurités; elle contraste de différentes manières avec les autres époques de sa vie. L'auteur de l'*Histoire du commerce*, l'hôte du baron d'Holbach, l'ami de Hederot, fut d'abord prêtre, théologien, prédicateur et jésuite. Ayant

fait, ainsi que Voltaire, ses études dans un collège de cette compagnie, il fut distingué de la foule des élèves de Toulouse par ses instituteurs; ils le captivèrent suivant la politique d'une société qui prétendait arriver, par la réunion des talents non moins que par des moyens plus secrets, à la domination universelle. Après avoir reçu les ordres sacrés et avoir revêtu la robe de Loyola, Raynal prêcha à Pèzenas, dans l'ancien Languedoc. Plus tard il fut attaché, comme prêtre desservant, à la paroisse Saint-Sulpice, à Paris. Dénué de presque toute autre ressource, il se chargea de dire à bas prix des messes payées avec moins de parcimonie à ses supérieurs par les fidèles, selon la coutume de ces temps ténébreux en abus ridicules. Il avait obtenu quelque succès dans l'enseignement, comme professeur de théologie, ce qui peut-être ne montrait que trop la supériorité de son talent. On pourrait ajouter que vraisemblablement il n'eût pas changé d'état, s'il eût réussi dans la chaire où le soutien du moins un débit plein de chaleur; mais il aurait fallu qu'on lui pardonnât à Paris son accent méridional: il paraît au contraire n'avoir été goûté que dans la province. Plus tard, en se rappelant l'accueil trop équivoque du public de la capitale, il disait: « Lorsque j'étais prêtre, je ne prêchois pas mal; mais j'ai su me assentir de tous les diables. » On prétend au reste qu'à Paris comme à Pèzenas, il s'attira d'autres désagréments, que sa conduite ecclésiastique n'était nullement exemplaire, que depuis long-temps il porta à peu plus loin qu'on ne le fait en général le trafic des choses saintes, et qu'il ne rompit avec l'église que quand elle eut puni sa maladresse. Quela que fussent ses motifs, c'est vers sa trente-cinquième année qu'il rentra dans le monde, où le désir de la réputation l'attirait sans doute depuis qu'il désespérait de s'avancer sur la trace de ses anciens confrères, les Cheminai et les Bourdaloue. C'était le moment où les opinions philosophiques commençaient à exercer une visible influence. Le besoin de la vérité ou de la raison en toute chose était si vivement senti, non que les désordres dans l'état ou dans l'église surpassassent ce qu'on avait éprouvé en d'autres siècles, mais ils choquaient davantage des esprits plus exercés par la lecture, et des lors plus vigilants. Raynal comprit qu'il pouvait aller à une ambition plus vulgaire celle d'être utile. Dans des voies qu'il suivait d'abord par des motifs plus personnels, il aperçut un but dont la grandeur ne tarda pas à l'élever lui-même au-dessus de ce qu'il avait pu être durant une jeunesse trop mal dirigée. Le brusque changement qui l'avait affranchi de ses vœux perpétuels eut à peine excité quelques murmures ou quelques bons mots à cause de la tiédeur du siècle; mais le transfert ne se borna pas à reconquérir l'indépendance. Les tristes folies de la bulle *Unigenitus*, et l'opiniâtre intolérance d'un pouvoir assez discrédité déjà pour devenir plus téméraire à la fois et plus désuni, inspiraient à Raynal peu de ménagements pour ce qu'il avait quitté, pour ce qu'il connaissait trop bien. Toutefois ses premières écrits ne furent pas fort remarquables par la hardiesse; il se cherchait guère dans ces compilations que des moyens d'existence. Quant à l'*Essai sur l'histoire du statu-quo*, médiocre à plusieurs égards, et très faiblissant sous le rapport de la critique, il fut pourtant un grand débit, et c'est ici le mot propre, puisque l'auteur vendait lui-même ses ouvrages. On découvrait dans celui-ci un talent véritable, tout en y blâmant l'emploi immodéré des antithèses ou des métaphores, ainsi que le nombre des portraits, d'ailleurs tracés de fantaisie, et dont on a dit qu'on aurait pu changer les noms sans en diminuer la fidélité. Dans ce précis de la lutte des Provinces-Unies contre les desseins ambitieux de la maison d'Orange, Raynal, préjudant, pour ainsi dire, à son grand ouvrage, s'éleva contre le préjugé, encore subsistant, qui avait si long-temps dégradé les professions relatives au commerce. Ses réflexions à cet égard naissaient du sujet. Ce fut au moyen de l'industrie, et, si on veut, de l'industrie manufacturière, qu'avec un sol, des eaux et un ciel si peu favorables, des pêcheurs, des marchands de harengs eurent enfin une patrie peu vaste, mais florissante, de belles colonies et des flottes redoutables. L'ancien théologien de Pèzenas ajoutait, et cela

supposait quelque courage, en 1748: « Les partisans de diverses sectes qui s'égorgeraient ailleurs s'écartent dans une union étroite et même intime sur les terres de la république. ... Le magistrat n'a pas encore senti la nécessité de troubler l'état pour détruire ou pour établir des opinions incertaines ou contestées; il paraît convaincu, malgré les fureurs des enthousiastes, que toutes les religions sont des sujets soumis les uns aux autres, et qu'ils ne sont pas persécutés par la religion dominante. » On ne retrouvait ni le style énergique, ni les sentiments républicains de l'historien des Provinces-Unies, dans son *Histoire du parlement d'Angleterre*; il encourut d'ailleurs le reproche de l'avoir entrepris sans étudier les constitutions du pays, et sans apprécier les différentes exigences de la politique européenne. Divers écrits, d'un intérêt accidentel, occupèrent Raynal, en 1749 et en 1750. Il joignait à ces moyens de fortune, faibles en eux-mêmes, et qui pourtant lui réussissaient, d'autres spéculations dont l'effet devait être plus rapide. Mais le soin trop médi qu'il prenait pour se procurer une aisance, dont au reste il a fait un bon usage, donna lieu à des bruits calomnieux sans doute. Desservants, l'auteur des *Scènes littéraires*, à même imputé à Raynal, comme l'un des plus fortes inconsequents de sa vie, une complicité lucrative dans cette traite des noirs que depuis il a flétrie si justement, en y voyant le moins pardonnable des attentats, le plus volontaire, le plus froidement calculé. D'autres écrits de peu d'importance, et dont quelques uns étaient publiés par ordre du gouvernement, se succédèrent en 1753 ou durant les dix années suivantes. Un morceau sur le *discours de la diète VIII* a seul réuni tous les suffrages; il avait été partie des *Mémoires politiques de l'Europe*, et il a été reproduit, en 1753, sous le titre particulier qui lui convenait. On l'a mis en parallèle avec la *Conjuration espagnole contre l'union*, de Saint-Real, et ce qu'on estime surtout, c'est un tableau de l'Europe, enquis avec beaucoup de vigueur et beaucoup d'art. Cependant ce petit ouvrage, distingué généralement par les hommes sages, est aujourd'hui oublié du public. L'*Histoire du commerce* à tout effacé; annoncée long-temps avant la publication, elle était déjà vantée comme destinée à produire une impression profonde. La renommée dont l'auteur jouissait alors, malgré le peu de mérite de la plupart de ses premiers écrits, s'expliquait par les autres soins qu'il prenait pour l'obtenir. Il fréquentait habituellement les salons des ministres et de tout personnel chez qui on pouvait être remarqué. Sa figure assez remarquable elle-même, l'étendue de son esprit, un air de bonhomie qui lui était naturelle, et sa persévérance à poursuivre son objet, le mettaient au nombre des hommes dont on parlait le plus. Ses relations littéraires étaient facilitées par la rédaction du *Mercure de France*, qui, déjà amélioré entre ses mains, passa ensuite dans celles de Marmontel et de La Harpe. Aidé d'une heureuse mémoire, et recherché à cause de son caractère assez franchement obligant pour trouver grâce devant Rousseau même, Raynal questionnait tout le monde. Il rassemblait aussi des documents nombreux dans la société d'Helvétius, de M<sup>me</sup> Goussier, du baron d'Holbach, et il acheva son livre, malgré l'insuffisance des matériaux ainsi recueillis, peu de discernement quelquefois et avec peu d'ensemble. Il n'eût pas été juste, au reste, d'exiger pour les premières éditions une perfection égale dans toutes les parties d'un ouvrage aussi vaste et aussi neuf. Quelques anciens avaient écrit sur ce sujet; mais celui qui était Lorne, même dans les jours brillants de Tyr, d'Alexandrie et d'Ormus: Ce sont les navigateurs modernes qui, par leurs découvertes entièrement impensées pendant tant de siècles, ont fait dépendre des fortes vicissitudes du commerce la politique des divers cabinets, et même le développement plus ou moins rapide des vrais principes de la civilisation. Les défauts du grand ouvrage de Raynal, surtout avant qu'il le retouchât, n'étaient pas difficiles à signaler; mais une critique impartialité aurait insisté davantage sur la hardiesse du plan, sur les difficultés de l'exécution, vaincues quelquefois avec tant de zèle, et sur les perfectionnements successifs dont un livre de cette nature

était particulièrement susceptible. Il assurait enfin à l'auteur, qui était dans son dixième lustre, le rang auquel il s'était senti destiné; mais à son triomphe se mêlèrent des larmes les embarras et les mécomptes de la célébrité. C'était un grave inconvénient d'avoir accepté ou réclamé, avec peu de mesure, la coopération de plusieurs amis. Il paraît que d'Holbach, Naigron, Pechmeje, Lérèque, Deleyme, et quelques autres, avaient grossi de leurs pages quelques volumes, et que Diderot surtout s'en était occupé durant deux années; cette sorte d'abnégation était dans son caractère plus étranger au calcul que celui de Raynal. Si même on en croyait Grimm, et des indications laissent ensuite par la fille même de Diderot, le tiers de l'*Histoire philosophique* lui appartenait. Il importe qu'un auteur fasse tout son livre lui-même, ou n'y admette en additions étrangères que ce qu'il peut, dès le principe, désigner sans équivoque; autrement on lui contestera ce qu'on approuvera, tandis qu'il restera seul responsable de ce qu'on jugera defectueux. Diderot avait dans la conversation une verve si féconde, et il était porté tellement à refaire à sa manière, à ébaucher subitement l'ouvrage dont on lui parlait, que la plupart de ses amis ou de ceux de d'Holbach se trouvaient exposés à ce qu'on dit de leurs livres: Il y a là du Diderot. Mais quelque prodigue qu'il fût de son temps, comme il l'a observé lui-même, en ajoutant: On nie le demande comme rien, je l'accorde de même. Jamais il n'a pu écrire ce qui lui est vaguement attribué. Si d'ailleurs cette coopération de sa part, et de celle de neuf ou dix autres, à l'*Histoire du commerce* n'était pas exagérée, nul n'y aurait moins travaillé que Raynal lui-même, ce qui est assez démenti par l'activité ordinaire de cet écrivain, et par un style qui, à l'exception d'un petit nombre de pages, n'offre point de discordances. Presque partout de la chaleur, de l'inspiration, des mouvements oratoires et même des formes dramatiques; mais aussi de la déclamation, des digressions amenées sans art, et quelquefois le ton d'un homme qui catéchise des prosélytes. Cette manière ne pouvait pas être approuvée de Voltaire; aussi lui a-t-il échappé quelques mots de blâme sur une emphase déplacée d'ailleurs au milieu de documents fournis au négoce. L'auteur de l'*Essai sur les mœurs* ne devait aimer qu'une prose simple sans froideur, et entraînant sans enflure. Quant à la critique de Palissot, elle fut plus outrée que les passages les plus inconsidérés de Raynal. « Et le lisant, dit Palissot, on croit entendre un charlatan débiter à la multitude effarée des lieux communs qui n'ont rien de curieux que leur hardiesse. » Plusieurs éditions de l'*Histoire du commerce* se firent à Genève, à Neuchâtel, à La Haye et même à Nantes. L'auteur continuait à ne pas se déclarer, mais son nom n'était un secret pour personne, et, de plus, il ne se faisait nullement un devoir d'adoucir les passages contraires à la mystérieuse légitimité des gouvernements, à la puissance temporelle des pères, ou même à d'autres opinions beaucoup moins déraisonnables, et pourtant regardées alors comme anti-philosophiques. Néanmoins l'autorité ne s'émoussait pas, peut-être parce que les nombreux passages qu'elle eût trouvés répréhensibles chez l'historien ne tenaient pas essentiellement à son sujet, n'avaient pas la même force que dans un traité sur des objets politiques ou religieux. « Il y a d'ailleurs une étoile pour les livres comme pour les hommes, disait Grimm, d'après un ancien. Que d'ouvrages brûlés, même de nos jours, et qui ne sauraient être comparés, pour la hardiesse, à l'*Histoire philosophique* !... Serait-ce parce que ce livre attaque toutes les puissances de la terre avec la même audace que toutes les supportent avec la même clémence ? » Grimm faisait cette remarque en 1774 : six années se passèrent encore sans que l'on prit contre ce livre d'autres précautions que de défendre de l'introduire en France, par un arrêt du 19 décembre 1779, qui res a presque sans effet. Raynal ne négligeait rien pour rectifier des erreurs inséparables d'un premier travail de cette nature. Dans ses voyages en Hollande et en Angleterre, il obtint des renseignements précieux sur la Grèce, et le comte d'Aranda, ministre à Madrid, lui en fit aussi

parvenir sur l'Amérique espagnole. Pour la nouvelle édition, qu'il préparait, il fit tirer à Paris, chez Stoupe, trois exemplaires de l'ouvrage entier; il en envoya un à l'imprimeur de Genève afin d'éviter le continué transport d'épreuves inexactes, et peut-être dans le désir de garder quelque secret sur l'édition jusqu'à ce qu'elle fût achevée. Cependant il alla en Suisse vers cette époque, et même il s'arrêta à Genève, dans l'espoir d'apaiser les deux factions qui divisaient cette petite république; mais elles se bornèrent l'une et l'autre, dans leur défiance, à lui faire manger des truites du lac. S'il eut le chagrin d'avoir tenté vainement cette réconciliation, d'habiles diplomates, français et autres, avaient échoué avant lui; cette cité avait été exercée long-temps dans l'art des discordes par les querelles les plus opiniâtres de toutes, par celles des théologiens. C'est dans cette incursion vers les Alpes que Raynal, surpris de ne trouver au milieu des petits cantons helvétiques d'autres monuments, en faveur de la révolution de 1308, qu'une mauvaise peinture, dans une chapelle de la partie orientale du lac de Lucerne, imagina d'y suppléer à ses frais: la Suisse approuva ce projet économique pour elle. L'obelisque construit par Raynal n'a pas été placé, comme le dit une Biographie, au lieu où avait été jurée, le 17 novembre 1307, l'alliance d'Uri, de Schwitz et d'Unterwalden, mais dans un flot du lac de Lucerne, assez près de cette ville, et à l'entrée du golfe que parcourut Gesler quelques moments avant de perdre la vie. On blâma le fondateur de faire mettre son buste, sculpté par Tassart, à côté des images de Melchthal, de Furst, de Werner-Stauffach: c'était d'ailleurs mêler une ressemblance réelle à trois figures idéales. Quand la nouvelle édition de Genève parut, avec le nom et même le portrait de l'auteur, il était à Paris. Le soin qu'il prit de se nommer enfin, après avoir inséré dans son livre des morceaux nouveaux, qui devaient augmenter le scandale, a fait dire qu'il désirait une persécution, sachant parfaitement qu'elle serait douce quant à sa personne, et qu'elle redoublerait la vogue du livre. Il était même aisé de se le procurer en France, malgré les ordres envoyés aux frontières, et peut-être en lui-on reste là, si une amplexue n'avait pas placé dans le cabinet de Louis XVI un de ces volumes reliés de manière à ce qu'il s'ouvrît plus facilement aux endroits propres à inquiéter la conscience religieuse du prince. Il reprocha aussitôt à ses ministres d'avoir toléré un semblable ouvrage. Il fallut donc agir; mais on ne le fit qu'avec beaucoup de ménagements: Necker voyait, dit-on, avec peine que Raynal eût compromis le repos de sa vieillesse. Ayant reçu de l'avocat-général un avertissement avant que les poursuites commençassent, il partit de Courbevoie et se rendit aux eaux de Spa, sans éprouver d'autres pertes que celle de la pension reçue jusqu'alors du ministère. On ne voulait pas précisément la mort du pêcheur; mais on se mit à remplir les vieilles formalités, comme si on eût prétendu l'assommer à récipiscence. L'ordre portait qu'on l'appréhenderait au corps. Le 29 mai 1781, l'ouvrage fut brûlé par le bourreau, et la sagesse du réquisitoire répondit à celle d'une cérémonie si édifiante. « La voilà donc, y était-il dit, cette philosophie. Elle vient elle-même de s'arracher le masque qui la dérobaient aux yeux de l'univers qu'elle veut séduire: elle se montre enfin, et la flammé d'elle ses traits ne sera plus cachée. » Le signal était donné; les censure de la Sorbonne suivirent, ainsi que plusieurs mandements, entre autres celui de Pompiignan, archevêque de Vienne. Le prince Henri de Prusse, qui se trouvait aux eaux, dédommagea le procureur en l'accueillant avec distinction. Un belge composa en son honneur une épître, où il faisait parler la nymphe de Spa; mais il fut à son tour censuré par l'évêque qui commandait à Liège, et Raynal, touché des attentions de la nymphe, fit une réponse où les évêques n'étaient point mentionnés. Beaucoup d'Anglais s'étaient formé une haute idée d'un écrivain qui, étranger à la Grande-Bretagne, comprenait néanmoins toute l'importance du commerce: cela était de nature à les frapper d'admiration, et Raynal en reçut un témoignage très flatteur. Son œuvre, appartenant à

l'escadre de Suffren, et fait prisonnier, fut renvoyé en France. Le ministre anglais écrivit : « C'est le moins que nous puissions faire pour un homme dont l'ouvrage est utile à tous les peuples commerçants. Nous avons en cela l'approbation du roi. » L'élite de la société européenne était réunie à Spa. On s'y entretenait journellement de la gloire et de l'indépendance d'esprit de Frédéric II : Raynal voulut profiter de son exil pour voir l'auteur de *L'anti-Machiavel*. C'était presque un acte de courage ou d'un tel acte d'imprudence : il avait parlé de ce monarque en termes peu flatteurs, que pouvait tout au plus pardonner le Salomon du nord, qui ne pardonnait pas toujours. En quittant la duchesse de Saxe-Gotha, dont l'accueil venait de surpasser son attente, Raynal courut à Berlin ; mais il y resta des mois sans que Frédéric, qui y paraissait de temps à autre, le fit appeler. Il fallut donc aller à Potsdam, et demander une audience, dans laquelle le roi se vengea, mais avec modération. Après l'avoir fait asseoir, malgré l'étiquette de cette cour, en disant : « Monsieur l'abbé, à votre âge et au mien, on est mieux ainsi, » il parla avec quelque affabilité de *l'Histoire du stadthoud-rat*, mais sur la remarque de Raynal que depuis cet ouvrage de jeunesse il en avait fait un plus important, le prince répliqua sèchement : « Je ne le connais pas, je n'en ai pas entendu parler. » Dans une seconde entrevue, il paraît que le voyageur s'attendit avec trop de complaisance sur les intérêts des nations et sur les vues des gouvernements. Frédéric, qui n'avait pas le dessein de l'admettre une troisième fois, et qui néanmoins voulait porter un jugement sur lui, le laissa disserter. Quelques jours après, il écrivit à d'Alémbert : « J'ai vu votre abbé Raynal. . . . A la manière dont il me parlait de la puissance, des ressources et des richesses de tous les peuples, je croyais m'entretenir avec la providence. Je me suis bien gardé de mettre en doute l'exactitude de ses calculs ; j'ai compris qu'il n'entendrait pas raillerie sur un écu. » Si on s'en rapporte à Thiebault, la ville de Berlin fut, comme son prince, peu favorable à Raynal. Les habitants lui trouvèrent plus de jactance et de prétentions que de délicatesse ou de cette retenue dont ces bons réformateurs avaient un ancien religieux devait avoir contracté l'habitude. Cependant ils voyaient auprès d'eux, sur le trône, l'exemple d'une contradiction plus frappante : chez Frédéric souvent les discours étaient d'un sage et la conduite d'un despote. Raynal poursuivait sa route : la philosophie avait aussi ses entrées dans la demeure des cœurs, et il y fut reçu, par Catherine II, avec la grâce obligeante qui, à l'égard des Français, convenait à ses desseins, avant la révolution de 1789. En traversant de nouveau la Suisse, Raynal rendit visite à Lavater, que tant de gens allaient consulter comme on interroge un devin. Le physionomiste de Zurich ne voulait pas d'abord s'expliquer ; mais Raynal insistant, l'exemple donna, dit-on, pour principal résultat, capacité malicieuse mêlée d'effronterie, et incontinence tempérée par la gourmandise. On ajoute que l'adroit voyageur, se souvenant de son origine quelque peu gasconne, après ce portrait comme une honnête plaisanterie. On voit au reste que toute la pénétrabilité de l'observateur ne lui fit découvrir aucun indice de cette cupidité qui, selon Thiebault, avait singulièrement choqué les Brandebourgeois. A la vérité, il serait peut-être difficile de justifier pleinement Raynal sous ce rapport : mais du moins trop de penchant pour acquiescer ne l'empêchait pas de savoir donner dans l'occasion. Des actes d'une bienfaisance éclairée signalèrent son passage à Lausanne, ainsi qu'à Marseille. Les trois prix qu'il fonda dans la première de ces villes, avaient été décernés à des hommes privés de fortune à la fin d'une carrière laborieuse et irréprochable. Admis au nombre des membres de l'académie lyonnaise, il y laissa les fonds de deux prix, l'un pour un objet relatif à l'industrie de cette ville manufacturière, l'autre, de cinquante louis, sur cette question : « La découverte de l'Amérique a-t-elle été avantageuse pour l'espèce humaine ? » A Paris, il dota d'une rente perpétuelle de douze cents livres, en faveur d'écrivains distingués, chacune des trois académies. En 1791, il mit une rente égale à la

disposition de la société d'agriculture, pour qu'elle envoyât dans les départements des modèles d'instruments de labourage. La révolution de l'Amérique du nord, qui produisit dans l'Europe une si vive sensation, ne pouvait laisser indifférent le défenseur des droits des peuples. C'était le commencement d'une lutte à jamais mémorable, dont les principaux efforts nous étaient réservés, et dont Raynal lui-même ne pouvait prévoir alors toutes les conséquences. Cependant, en 1781, il publia, sur ces événements d'une courbe que malheureusement il ne connaissait pas lui-même, un ouvrage dont la différence des temps a diminué l'intérêt, mais que recommandent encore, malgré quelques notations inexactes, l'étendue des vues et la justesse des principes. Mais le plus beau titre peut-être de Raynal à l'estime de la postérité, c'est d'avoir le premier en Occident protesté avec chaleur contre la traite des noirs, dont, par une étrange inadvertance, le vertueux Las-Casas n'avait pas aperçu l'iniquité. Plus tard, les Anglais ont pu tribuer à cette grande réforme, dans un moment où le malheur a voulu qu'elle parût s'accorder trop bien avec les intérêts de leurs colonies. Raynal n'était plus. Il aurait mérité de connaître cette résolution prise enfin par les divers gouvernements européens, lui qui l'avait provoquée si clairement, lui qui avait dit (liv. XI de *l'Histoire du commerce*) : « Rois de la terre ! si vous ne vous jouez pas du reste des humains, si vous ne regardez pas la puissance des souverains comme le droit d'un brigandage heureux, et l'obéissance des sujets comme une surprise faite à l'ignorance, pensez à vos dévins, révoquez le sceau de votre autorité à ce trafic infâme et criminel d'hommes convertis en vils troupeaux, et ce commerce disparaîtra : réunissez une fois, pour le bonheur du monde, vos forces et vos projets souvent concertés pour sa ruine. » Les amis de Raynal avaient obtenu, en 1787, la fin de son exil. A son retour en France, l'année suivante, ne pouvant résider dans la capitale, parce que l'arrêt du parlement était point révoqué, il fixa momentanément sa demeure à Saint-Genies ; mais là les livres lui manquant, il se rendit à Toulon, chez Malouet, intendant de la marine. En parcourant ainsi une partie des provinces méridionales, il vit que l'agriculture y manquait d'encouragements, et voulant donner l'exemple de ce qu'il croyait le plus propre à y remédier, il remit à l'assemblée provinciale de la Haute-Guyenne, où il était né, une somme pour que les cultivateurs les plus vigilants reçussent annuellement des primes, montant à douze cents livres. Marseille le nomma député du tiers aux états-généraux ; mais son âge le dissuadait d'accepter, les suffrages se réunirent, à son invitation, en faveur de Malouet, dont ou des premiers soins, dans l'assemblée-constituante, fut de demander, le 15 août 1790, un décret qui réhabilitait son ami. Cette faveur fut accordée, malgré l'opposition de l'évêque de Clermont. Cependant les remarques de ce prélat relativement à la scandaleuse position d'un écrivain qu'on n'a jamais vu rougir, disait-il, d'avoir abjuré la prétrise, purent faire impression sur l'esprit d'un vieillard déjà mécontent peut-être de ne pas obtenir autant de considération que de renommée. Des que l'on crut savoir que cette pensée l'occupait, la faction contre-révolutionnaire résolut d'en tirer avantage. Dans les derniers jours de 1790, on vit paraître, sous le nom de *Lettre de l'abbé Raynal à l'assemblée*, un pamphlet, de six feuilles d'impression, contenant une rétractation prétendue. Les amis de Raynal s'élèverent contre une telle supposition, néanmoins il les affligea lui-même, en écrivant à l'assemblée d'une manière modérée sans doute, et même sage en un sens, mais qui, pouvant à peu près convenir à tout le monde, ne satisfait ni l'une ni l'autre opinion. Dans cette lettre, adressée à Bureau de Pusy, alors président, il conservait le ton dogmatique qu'on avait toujours regardé comme un de ses défauts, et qui choqua surtout de la part d'un simple citoyen gourmandant l'importante réunion des représentants de sa patrie. Dans ces intentions de l'écrivain étaient droites, et il pouvait y avoir dans ses conseils de la prudence, mais celle de la raison, et non pas celle du génie. Il y rejetait

fort bien les dangers de l'exagération; mais, comme en traçant la route qu'il fallait tenir, il se montrait homme de cabinet, plus qu'homme d'état, la leçon, assez froidement écoutée, profita peu. Seulement Robespierre demanda que par déférence pour le nom de l'auteur, on lui pardonnât, et Roderer voulait au contraire que le président fût rappelé à l'ordre pour avoir lu ces remontrances. Cependant Raynal croyait peu desavouer par là ses anciennes maximes, qu'il continuait de tenir son grand ouvrage, et d'en préparer l'édition définitive. Il n'en modifiait pas les principes, il n'en adoucissait pas les expressions, et cependant il venait de dire aux législateurs: « La France entière présente deux tribus très prononcées, celle des gens de bien, des esprits modérés, classe d'hommes muets et constrains, tandis que des hommes violents s'électifient, se serrent, et forment un volcan redoutable qui vomit des torrents de lave capables de tout envahir.... Dans ces temps de délire et de faction, il n'y a plus que la sagesse qui soit dangereuse. Ma pensée va jusqu'à désirer que le tombeau se referme promptement sur moi; mais vous recevrez d'un vieillard qui s'éteint la vérité qu'il vous doit. » Quelques journalistes ne virent pas de meilleure manière d'écarter de l'assemblée le reproche d'imprudence, que de traiter le censeur de moraliste chagrin et affaibli par l'âge. Des brochures nombreuses lurent aussi dirigées contre lui, avec moins de talent que de précipitation. Mais s'il vit enfin les rangs de ses adversaires grossir par un homme de mérite, André Chénier, il en fut combattu plus decennement, et comme un publiciste lui fit les paroles peuvent encore faire autorité. Après avoir été un de ceux qui s'élevaient le plus de ceux en voyant les premiers mouvements d'une grande réforme, il trouva bientôt fatiguée l'agitation qui le suivait: il choisit une retraite à Paris, et, durant les plus grands troubles de la révolution, il conserva la liberté. Au moment de la formation de l'Institut, averti de sa nomination par le ministre Benzeck, il répondit, sans refus: « C'est de la part de ceux des membres qui ont bien voulu m'appeler à une ignorance vraisemblablement que la campagne est depuis longtemps mon unique séjour, et que des infirmités me rendent incapable de toute occupation suivie. Mon devoir est d'informer la société de ces particularités, afin que si cela lui paraît convenable, elle puisse me remplacer par un écrivain plus en état de la secourir dans ses travaux. » Cette lettre fut le dernier acte public de sa vie. Dix semaines après, un catarrhe termina ses jours, le 6 mars 1796, vers la fin de sa quatre-vingt-troisième année. A cette époque, il demeurait à Monthléry: mais le 6 il se trouvait à Chailloit, chez des amis. Sa mort fut douce; quatre heures auparavant, il avait entendu une lecture, et elle avait donné lieu à des observations de sa part. On ne trouva point d'argent chez lui, malgré cette passion pour en acquérir qu'on lui avait supposée. Apparemment il avait considéré une grande aisance comme un moyen d'exercer une influence utile à d'autres qu'à lui-même, puisqu'en vieillissant il tomba sans se plaindre dans le dénûment d'un homme de génie peut souffrir à la vérité, mais n'a jamais honte. Son rôle fut prononcé par Lebrun, dans la première séance publique de l'Institut. C'est dans la classe de l'histoire que le gouvernement directorial l'avait placé. Il était aussi de la société royale de Londres, et de l'académie de Berlin. Sa physionomie n'eût jamais le caractère un peu farouche qui lui a été donné dans le portrait joint à l'édition de 1780: « Son portrait, disait Grimm, et qui lui ressemble fort peu. » Ses principaux ouvrages sont: 1.° *Histoire au stathoudat*, La Haye (Paris), 1748, in-12. En 1749, autre édition, à Amsterdam, avec des changements faits par Rousset, éditeur, et dont profita l'auteur pour une réimpression en 1750. C'est cet ouvrage que d'après on a imaginé d'attribuer à Louis Boupart, avec des additions tirées d'un écrit de Barrère, et mises sur le compte de Napoléon. 2.° *Histoire du parlement d'Angleterre*, 3 vol. in-12: 3.° *Anecdotes historiques, militaires et politiques de l'Europe, depuis l'élévation de Charles-Quint à l'empire, jusqu'à la paix d'Alcala-Chapelle*, 1753, 3 vol. in-12. Cet ouvrage,

qui reparut en 1762, sous le titre de *Mémoires politiques de l'Europe*, et qui est mieux écrit que les précédents, n'a pas été continué, comme l'auteur en avait eu le dessein. 4.° *Histoire du duc de Henri VIII avec Catherine d'Aragon*; 5.° *Esprit militaire*, compilation d'anecdotes où l'on trouve peu de traces d'un goût sévère; 6.° *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes*, Amsterdam, 1770, 4 vol. in-8°. Plusieurs éditions, en six et en sept volumes, se succédèrent, également anonymes. Celle de Genève, 1780, est en 10 vol. in-8°, ou en 4 vol. in-4°, avec atlas. Celle de Neuchâtel, 1785, en 10 vol. in-8°, est aussi fort estimée. Il en a été fait une avec ces mots: *Revue et corrigée par un magistrat*, Avignon, 8 vol. in-8°. On connaît environ cinquante contrefaçons de cet ouvrage. La dernière édition, corrigée et augmentée, Paris, 1820, 11 vol. in-8°, est précédée d'une *Notice biographique*, et de *Considérations générales sur les écrits de Raynal*, par M. A. Jay. Le mérite de cette notice consistait principalement dans la vérité des aperçus: on n'y a trouvé qu'un très petit nombre de faits inconnus jusqu'alors. Ecrite avec beaucoup de convenance, elle tint pourtant un peu du panegyrique. On a fait usage, dans cette édition, de documents laissés par l'auteur lui-même, pour rectifier les erreurs qu'il n'avait pu éviter plus tard. Un supplément, par Poulet, complète le système colonial actuel, sous le rapport du commerce. L'*Histoire philosophique* a été ou traduite dans presque toutes les langues, ou abrégée et refutée: en Espagne le duc d'Almodovar en a donné un extrait; l'*Europe*. Le meilleur est celui de Mazzay, 1788, en 4 vol. in-8°, sous le titre de *Recherches, et sur les Etats Unis*, par un citoyen de Virginie. On attribue à Raynal, mais avec incertitude, *Tableau et révolutions des colonies anglaises dans l'Amérique septentrionale*, Amsterdam, 1781. On a faussement donné comme de lui: *Inconvénients du célibat des prêtres*; *Reflexions sur la traite des noirs*; *Des assassinats et des vols politiques*, etc. Une *Histoire de la révoation de l'edit de Nantes*, projetée par Raynal, devait avoir quatre volumes. On peut qu'il a laissé en manuscrit, ou qu'il avait brûlé avant le 9 thermidor, des *Mémoires sur la barbarie*, etc. En 1825, au mois d'octobre, le *Journal des savants* a indiqué comme devant paraître sous peu, *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans l'Afrique*. ouvrage posthume de Raynal, avec des additions par Poulet. On a publié, en 1777, sous le titre de *Esprit de Raynal*, in-8°, un choix de ce que l'*Histoire du commerce* contenait de plus curieux, et surtout de plus hardi.

RÉCAMIER (M<sup>me</sup> JEANNE-FRANÇOISE-JULIE-ADELAÏDE BEAUVIN), née à Lyon, en octobre 1780, mariée en 1794. Un homme de beaucoup d'esprit, à l'occasion des portraits historiques de M. Gérard, a exprimé d'une manière heureuse une pensée qui a dû être la nôtre lorsque nous avons voulu nous occuper de cette notice. « La dernière et la plus gracieuse de ces figures est celle de M<sup>me</sup> Récamier. Personne ne s'étonnera de voir au milieu des illustres contemporaines, l'aimable de M<sup>me</sup> de Staël, de M<sup>me</sup> de Chateaubriand, de M. Ballanche, cette femme qui, par la puissance de sa beauté, les grâces de son esprit, le charme infini de ses entretiens, attira constamment près d'elle les hommes les plus éminents de tous les partis, et qui inspira jamais d'amour sans respect, ni d'amitié sans passion. Sans avoir rien publié, rien écrit peut-être, M<sup>me</sup> Récamier a exercé sur trois de nos plus grands écrivains une influence qui ne fut point cherchée, qui consiste à aimer le talent, à l'inspirer, à l'enflammer lui-même à l'aspect des impressions qu'il produit. » Ceux qui savent que la pensée s'agrandit et se féconde en se développant devant une autre intelligence; que la molette de l'éloquence est dans les yeux de ceux qui vous écoutent: que le langage nécessaire à l'exécution d'un livre se puise dans l'intérêt que son projet fait naître, ne s'étonneront jamais des amitiés passagères de Corinne, de l'auteur des *Martyrs*, pour la personne qui les accompagna loin de la France, ou leur resta fidèle dans la disgrâce. Il est des êtres généreux qui sympathisent avec toutes les hautes pen-



l'escadre de Suffren, et fait prisonnier, fut renvoyé en France. Le ministre anglais écrivit : « C'est le moins que nous puissions faire pour un homme dont l'ouvrage est utile à tous les peuples commerçants. Nous avons en cela l'approbation du roi. » L'élite de la société européenne était réunie à Spa. On s'y entretenait journellement de la gloire et de l'indépendance d'esprit de Frédéric II : Raynal voulut profiter de son exil pour voir l'auteur de *L'anti-Machiavel*. C'était presque un acte de courage ou c'était une imprudence : il avait parlé de ce monarque en termes peu flatteurs, que pouvait tout au plus pardonner le Salomon du nord, qui ne pardonnait pas toujours. En quittant la duchesse de Saxe-Gotha, dont l'accueil venait de surpasser son attente, Raynal courut à Berlin ; mais il y resta des mois sans que Frédéric, qui y paraissait de temps à autre, le fit appeler. Il fallut donc aller à Potsdam, et demander une audience, dans laquelle le roi se vengea, mais avec modération. Après l'avoir fait asseoir, malgré l'étiquette de cette cour, en disant : « Monsieur l'abbé, à votre âge et au milieu, on est mieux assis, » il parla avec quelque affabilité de l'*Histoire du stathoudérat* ; mais sur la remarque de Raynal que depuis cet ouvrage de jeunesse il en avait fait un plus important, le prince répliqua sèchement : « Je ne le connais pas, je n'en ai pas entendu parler. » Dans une seconde entrevue, il paraît que le voyageur s'étendit avec trop de complaisance sur les intérêts des nations et sur les vues des gouvernements. Frédéric, qui n'avait pas le dessein de l'admettre une troisième fois, et qui néanmoins voulait porter un jugement sur lui, le laissa disserter. Quelques jours après, il écrivit à d'Alembert : « J'ai vu votre abbé Raynal. . . . A la manière dont il me parlait de la puissance, des ressources et des richesses de tous les peuples, je croyais m'entretenir avec la providence. Je me suis bien gardé de mettre en doute l'exactitude de ses calculs ; j'ai compris qu'il n'entendrait pas raillerie sur un écu. » Si on s'en rapporte à Thiebault, la ville de Berlin fut, comme son prince, peu favorable à Raynal. Les habitants lui trouverent plus de jactance et de prétentions que de délicatesse ou de cette retenue dont ces bons réformés pensaient qu'un ancien religieux devait avoir contracté l'habitude. Cependant ils voyaient auprès d'eux, sur le trône, l'exemple d'une contradiction plus frappante : chez Frédéric souvent les discours étaient d'un sage et la conduite d'un despote. Raynal poursuivait sa route : la philosophie avait aussi ses entrées dans la demeure des cœurs, et il y fut reçu, par Catherine II, avec la grâce obligeante qui, à l'égard des Français, convenait à ses desseins, avant la révolution de 1789. En traversant de nouveau la Suisse, Raynal rendit visite à Lavater, que tant de gens allaient consulter comme on interroge un devin. Le physiionomiste de Zurich ne voulait pas d'abord s'expliquer ; mais Raynal insistant, l'examen donna, dit-on, pour principal résultat, capacité malicieuse mêlée d'effronterie, et incontinence tempérée par la gourmandise. On ajoute que l'adroit voyageur, se soutenant de son origine quelque peu gasconne, agréa ce portrait comme une honnête plaisanterie. On voit au reste que toute la perspicacité de l'observateur ne lui fit découvrir aucun indice de cette cupidité qui, selon Thiebault, avait singulièrement choqué les Brandebourgeois. A la vérité, il serait peut-être difficile de justifier pleinement Raynal sous ce rapport : mais du moins trop de penchant pour acquiescer ne l'empêchait pas de savoir donner dans l'occasion.

Des actes d'une bienfaisance éclairée signalèrent son passage à Lausanne, ainsi qu'à Marseille. Les trois prix qu'il fonda dans la première de ces villes devaient être décernés à des hommes privés de fortune à la fin d'une carrière laborieuse et irréprochable. Admis au nombre des membres de l'académie lyonnaise, il y laissa les fonds de deux prix, l'un pour un objet relatif à l'industrie de cette ville manufacturière, l'autre, de cinquante louis, sur cette question : « La découverte de l'Amérique a-t-elle été avantageuse pour l'espèce humaine ? » A Paris, il dota d'une rente perpétuelle de douze cents livres, en faveur d'écrivains distingués, chacune des trois académies. En 1791, il mit une rente égale à la

disposition de la société d'agriculture, pour qu'elle envoyât dans les départements des modèles d'instruments de labourage. La révolution de l'Amérique du nord, qui produisit dans l'Europe une si vive sensation, ne pouvait laisser indifférent le défenseur des droits des peuples. C'était le commencement d'une lutte à jamais mémorable, dont les principaux efforts nous étaient réservés, et dont Raynal lui-même ne pouvait prévoir alors toutes les conséquences. Cependant, en 1781, il publia, sur ces événements d'une controverse qui malheureusement il ne connaissait pas lui-même, un ouvrage dont la différence des temps a diminué l'importance, mais que recommandent encore, malgré quelques notions inexactes, l'étendue des vues et la justesse des principes. Mais le plus beau titre peut-être de Raynal à l'estime de la postérité, c'est d'avoir le premier en Occident protesté avec chaleur contre la traite des noirs, dont, par une étrange inadéquation, le vertueux Las-Casas n'avait pas aperçu l'iniquité. Plus tard, les Anglais ont contribué à cette grande réforme, dans un moment où le malheur a voulu qu'elle parût s'accorder trop bien avec les intérêts de leurs colonies. Raynal n'était plus. Il aurait mérité de connaître cette résolution prise enfin par les divers gouvernements européens, lui qui l'avait provoquée si clairement, lui qui avait dit (liv. XI de *l'Histoire du commerce*) : « Rois de la terre ! si vous ne vous jouez pas du reste des humains, si vous ne regardez pas la puissance des souverains comme le droit d'un brigandage heureux, et l'obéissance des sujets comme une surprise faite à l'ignorance, prenez à vos devoirs, relevez le sceau de votre autorité à ce trafic infâme et criminel d'hommes convertis en vils troupeaux, et ce commerce disparaîtra : réunissez une fois, pour le bonheur du monde, vos forces et vos projets souvent concertés pour sa ruine. » Les amis de Raynal avaient obtenu, en 1787, la fin de son exil. A son retour en France, l'année suivante, ne pouvant résider dans la capitale, parce que l'arrêt du parlement s'était point révoqué, il fit momentanément sa demeure à Saint-Geniez ; mais là les livres lui manquèrent, il se rendit à Toulon, chez Malouet, intendant de la marine. En parcourant ainsi une partie des provinces méridionales, il vit que l'agriculture y manquait d'encouragements, et voulant donner l'exemple de ce qu'il croyait le plus propre à y remédier, il remit à l'assemblée provinciale de la Haute-Guyenne, où il était né, une somme pour que les cultivateurs les plus vigilants reçussent annuellement des primes, montant à douze cents livres. Marseille le nomma député du tiers aux états-généraux ; mais son âge le dissuadant d'accepter, les suffrages se réunirent, à son invitation, en faveur de Malouet, dont un des premiers soins, dans l'assemblée constituante, fut de demander, le 15 août 1790, un décret qui réhabilitait son ami. Cette faveur fut accordée, malgré l'opposition de l'évêque de Clermont. Cependant les remarques de ce prélat relativement à la scandaleuse position d'un écrivain qu'on n'a jamais vu rougir, disait-il, d'avoir abjuré la prêtrise, purent faire impression sur l'esprit d'un vieillard déjà mécontent peut-être de ne pas obtenir autant de considération que de renommée. Dès que l'on crut savoir que cette pensée l'occupait, la faction contre-révolutionnaire résolut d'en tirer avantage. Dans les derniers jours de 1790, on vit paraître, sous le nom de *Lettre de l'abbé Raynal à l'assemblée*, un pamphlet, de six feuilles d'impression, contenant une rétractation prétendue. Les amis de Raynal s'élèverent contre une telle supposition, neanmoins il les affligea lui-même, en écrivant à l'assemblée d'une manière modérée sans doute, et même sage en un sens, mais qui, pouvant à peu près convenir à tout le monde, ne satisfait ni l'une ni l'autre opinion. Dans cette lettre, adressée à Bureau de Pusy, alors président, il conservait le ton dogmatique qu'on avait toujours regardé comme un de ses défauts, et qui choqua surtout de la part d'un simple citoyen gourmandant l'imposante réunion des représentants de sa patrie. Du reste les intentions de l'écrivain étaient droites, et il paraît y avoir dans ses conseils de la prévoyance, mais celle de la raison, et non pas celle du génie. Il y voyait

fort bien les dangers de l'exagération; mais, comme en traçant la route qu'il fallait tenir, il se montrait bonhomme de cabinet, plus qu'homme d'état, la leçon, assez froidement écoutée, profita peu. Seulement Robespierre demanda que par déférence pour le nom de l'auteur, on lui pardonnât, et Roderer voulait au contraire que le président fût rappelé à l'ordre pour avoir lu ces remontrances. Cependant Raynal croyait si peu devoir par là ses anciennes maximes, qu'il continuait de revoir son grand ouvrage, et d'en préparer l'édition définitive. Il n'en modifiait pas les principes, il n'en adoucissait pas les expressions, et cependant il venait de dire aux législateurs: « La France entière présente deux tribus très prononcées, celle des gens de bien, des esprits modérés, classe d'hommes muets et contumaces, tandis que des hommes violents s'élèvent, se serrent, et forment un volcan redoutable qui vomit des torrents de lave capables de tout engloutir... » Dans ces temps de délire et de faction, s'il n'y a plus que la sagesse qui soit dangereuse. Ma pensée va jusqu'à désirer que le tonbeau se referme promptement sur moi; mais vous recevrez d'un vieillard qui s'éteint la vérité qu'il vous doit. » Quelques journalistes ne virent pas de meilleure manière d'écarter de l'assemblée le reproche d'impertinence, que de traiter le censeur de moraliste chagrin et affaibli par l'âge. Des brochures nombreuses lurent aussi dirigées contre lui, avec moins de talent que de précipitation. Mais s'il vit enfin les rangs de ses adversaires grossir par un homme de mérite, André Chenier, il en fut combattu plus déceint, et comme un publiciste dont les paroles peuvent encore faire autorité. Après avoir été un de ceux qui s'opposèrent le plus de joie en voyant les premiers mouvements d'une grande réforme, il trouva bientôt fatigante l'agitation qui les suivait; il choisit une retraite à Pussy, et, durant les plus grands troubles de la révolution, il conserva la liberté. Au moment de la formation de l'institut, averti de sa nomination par le ministre Benzeux, il répondit, sans refuser toutefois: « Ceux des membres qui ont bien voulu m'appeler à eux ignorent vraisemblablement que la campagne est depuis long-temps mon unique séjour, et que des infirmités me rendent incapable de toute occupation active. Mon devoir est d'informer la société de ces particularités, afin que, si cela lui paraît convenable, elle puisse me remplacer par un écrivain plus en état de la secourir dans ses travaux. » Cette lettre fut le dernier acte public de sa vie. Dix semaines après, un catarrhe termina ses jours, le 6 mars 1796, vers la fin de sa quatre-vingt-troisième année. A cette époque, il demeurait à Monthéri; mais le 6 il se trouvait à Chailot, chez des amis. Sa mort fut douce: quatre heures auparavant, il avait entendu une lecture, et elle avait donné lieu à des observations de sa part. On ne trouva point d'argent chez lui, malgré cette passion pour en acquiescer qu'on lui avait supposée. Apparemment il avait considéré une grande aisance comme un moyen d'exercer une influence utile à d'autres qu'à lui-même, puisqu'en vieillissant il tomba sans se plaindre dans le dénuement d'un homme de génie peut souffrir à la vérité, mais n'a jamais honte. Son éloge fut prononcé par Lebréton, dans la dernière séance publique de l'institut. C'est dans la classe de l'histoire que le gouvernement directorial l'avait placé. Il était aussi de la société royale de Londres, et de l'académie de Berlin. Sa physiologie n'eût jamais le caractère un peu farouche qui lui a été donné dans le portrait joint à l'édition de 1780: « Son portrait, disait Grimm, et qui lui ressemble fort peu. » Ses principaux ouvrages sont: 1<sup>o</sup> *Histoire au stathoudérat*, La Haye (Paris), 1748, in-12. En 1749, autre édition, à Amsterdam, avec des changements faits par Roussel, éditeur, et dont profita l'auteur pour une réimpression en 1750. C'est cet ouvrage que depuis on a imaginé d'attribuer à Louis Bonaparte, avec des additions tirées d'un écrit de Barrère, et mises sur le compte de Napoléon. 2<sup>o</sup> *Histoire du parlement d'Angleterre*, 2 vol. in-12. 3<sup>o</sup> *Anecdotes historiques, militaires et politiques de l'Europe, depuis l'élévation de Charles-Quint à l'empire, jusqu'à la paix d'Am-De-Chapelle*, 1753, 3 vol. in-12. Cet ouvrage,

qui reparut en 1762, sous le titre de *Mémoires politiques de l'Europe*, et qui est mieux écrit que les précédents, n'a pas été continué, comme l'auteur en avait eu le dessein. 4<sup>o</sup> *Histoire du duc de Henri VIII avec Catherine d'Aragon*, 5<sup>o</sup> *Esquisses militaires*, compilation d'anecdotes où l'on trouve peu de traces d'un goût sérieux; 6<sup>o</sup> *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes*, Amsterdam, 1770, 4 vol. in-8<sup>o</sup>. Plusieurs éditions, en six et en sept volumes, se succédèrent, également anonymes. Celle de Genève, 1780, est en 10 vol. in-8<sup>o</sup>, ou en 4 vol. in-4<sup>o</sup>, avec atlas. Celle de Neuchâtel, 1785, en 10 vol. in-8<sup>o</sup>, est aussi fort estimée. Il en a été fait une avec ces mots: *Recue et corrigée par un magistrat*, Avignon, 8 vol. in-8<sup>o</sup>. On connaît environ cinquante contrefaçons de cet ouvrage. La dernière édition, corrigée et augmentée, Paris, 1820, 11 vol. in-8<sup>o</sup>, est précédée d'une *Notice biographique*, et de *Considérations générales sur les écrits de Raynal*, par M. A. Jay. Le mérite de cette notice est visé principalement dans la vérité des appréciations: on n'y a trouvé qu'un très petit nombre de faits inconnus jusqu'alors. Ecrite avec beaucoup de convenance, elle tient pourtant un peu du panegyrique. On a fait usage, dans cette édition, de documents laissés par l'auteur lui-même, pour rectifier les erreurs qu'il n'avait pu éviter plus tôt. Un supplément, par Pouchet, complète le système colonial actuel, sous le rapport du commerce. *L'Histoire philosophique* a été ou traduite dans presque toutes les langues, ou abrégée et refutée: en Espagne le duc d'Almodovar en a donné un extrait *épuré*. La meilleure est celle de Marzay, 1784, en 4 vol. in-8<sup>o</sup>, sous le titre de *Recherches*, et, sur les *Etats Unis*, par un citoyen de Virginie. On attribue à Raynal, mais avec incertitude, *Tableau et révolutions des colonies anglaises dans l'Amérique septentrionale*, Amsterdam, 1775. On a faussement donné comme de lui: *Inconvénients du relâchement des prières*; *Reflexions sur la traite des noirs*; *Des assassinats et des vols politiques*, etc. Une *Histoire de la révolution de l'édit de Nantes*, projetée par Raynal, devait avoir quatre volumes. On pense qu'il a laissé en manuscrit, ou qu'il avait brûlé avant le 9 thermidor, des *Mémoires sur la barbarie*, etc. En 1835, au mois d'octobre, le *Journal des savants* a indiqué comme devant paraître sous peu, *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans l'Afrique*, ouvrage posthume de Raynal, avec des additions par Pouchet. On a publié, en 1777, sous le titre de *Esprit de Raynal*, in-8<sup>o</sup>, un choix de ce que l'*Histoire du commerce* contenait de plus curieux, et surtout de plus hardi.

RECAMIER (M<sup>me</sup> JEANNE-FRANÇOISE-JULIE-ADOLPHE BERNARD), née à Lyon, en octobre 1780, mariée en 1794. Un homme de beaucoup d'esprit, à l'occasion des portraits historiques de M. Gérard, a exprimé d'une manière heureuse une pensée qui a dû être la nôtre lorsque nous avons voulu nous occuper de cette notice. « La dernière et la plus gracieuse de ces figures est celle de M<sup>me</sup> Recamier. Personne ne s'écartera de voir au milieu des illustres contemporaines, l'amie de M<sup>me</sup> de Staël, de M<sup>me</sup> de Chateaubriand, de M. Ballanche, cette femme qui, par la puissance de sa beauté, les grâces de son esprit, le charme infini de ses entretiens, attira constamment vers elle les hommes les plus éminents de tous les partis, et qui s'inspira jamais d'amour sans respect, ni d'amitié sans passion. Sans avoir rien public, rien écrit peut-être, M<sup>me</sup> Recamier a exercé sur trois de nos plus grands écrivains une influence qui ne fut point cherchée, qui consista à aimer le talent, à l'inspirer, à l'enthousiasmer lui-même à l'aspect des impressions qu'il produisit. » Ceux qui savent que la prière s'agrandit et se féconde en se développant devant une autre intelligence; que la moiteur de l'éloquence est dans les yeux de ceux qui vous écoutent; que le courage nécessaire à l'écriture d'un livre se puise dans l'intérêt que son projet fait naître, ne s'écarteront jamais des amitiés passagères de Corinne, de l'auteur des *Martyrs*, pour la personne qui les accompagna loin de la France, ou leur resta fidèle dans la disgrâce. Il est des âmes généreuses qui sympathisent avec toutes les hautes pen-

«aces, toutes les belles imaginations : vous voudriez «produire de nobles ouvrages pour leur confier, «faire le bien pour le leur dire. Tel est le secret de «l'influence de M<sup>me</sup> Récamier. Avant elle, on n'avait «jamais réuni à la fois tant de désintéressement de soi-même, de modestie et de célébrité. Si on a recueilli, «dans le dernier siècle, le nom des du Defant, des «Grafigny, et de quelques autres femmes protégeant «le talent avec l'orgueil de la fortune ou le pédantisme «des coteries, comment ne s'empresserait-on pas de «retenir, si bien transmis par les arts, celui d'une «femme qui ne s'appuya jamais sur des amitiés puissantes que pour faire récompenser le mérite obscur, qui «n'a flatté que l'infortune, et couronné que le génie ? » Nous pourrions bonner notre notice à cette citation, car la vie de M<sup>me</sup> Récamier est, en quelque sorte, dépouillée de ces faits qui donnent une place dans l'histoire, et se trouve tout entière dans celle de ses amis. Elle est restée étrangère aux mouvements et aux passions des partis ; et elle a passé, au milieu de toutes les agitations diverses de notre temps, pure et intacte, comme les poètes l'ont dit de cette fontaine célèbre, dont les eaux limpides traversaient une mer orageuse sans se mêler avec ses flots. Mariée au sortir de l'enfance à un homme qui jouissait alors d'une grande fortune, sa maison était devenue peu à peu le rendez-vous de tout ce qu'il y avait de distingué en Europe. Nous échappions à peine aux tourmentes révolutionnaires, entre la fin du directoire et le commencement du consulat, qui ne tardera pas à être l'empire, l'ancienne et la nouvelle France s'enseignaient mutuellement, l'une, les traditions de l'élégance et du bon goût, l'autre, les austères devoirs de la liberté qui avait failli périr dans l'anarchie, qui était dans nos opinions sans être encore dans nos mœurs. Une femme paraissant tout à coup avec tous les prestiges de la jeunesse, de la grâce et de la beauté, était merveilleusement propre à opérer cette réunion : chez nous, la société aime à reconnaître l'empire d'une femme. M<sup>me</sup> Récamier passa quelques instants en Angleterre, et ces instants ne furent qu'une sorte de triomphe continu. Elle était loin de s'attendre à l'empressement général dont elle fut aussitôt l'objet. A Londres, aussi bien qu'à Paris, la foule se pressait sur ses pas : un murmure d'admiration l'accompagnait partout. L'élegant prince de Galles, depuis roi, la brillante duchesse de Devonshire, lui firent les honneurs de leur pays. Son portrait fut gravé par Bartolozzi, et c'est sans doute ainsi qu'il s'est trouvé si vite répandu jusque dans les îles de la Grèce, et même dans la Chine et dans les royaumes de l'Inde. Mais pendant que cette célébrité naissante et déjà si grande ne paraissait porter que sur les agréments extérieurs, La Harpe, qui tenait, à cette époque de renaissance, le sceptre de la littérature, avait eu le mérite de savoir, le premier, apprécier une femme destinée à grouper autour d'elle toutes les autres célébrités de son temps. On croit que Lucien Bonaparte n'avait pu être insensible à une telle puissance de beauté, et que son frère, du haut de sa gloire, avait été réduit à comprendre combien la destinée la plus éclatante est peu faite pour éblouir le simple instinct de l'innocence, le sentiment parfait d'une irrésistible dignité. Malgré l'extrême jeunesse de M<sup>me</sup> Récamier, M<sup>me</sup> de Staël se sentit vivement attirer vers elle. Sans doute, il y avait dans ce caractère, dans cet ensemble harmonieux et poétique de l'âme et de toute la personne, quelque chose qui tout en ravissant la belle imagination de M<sup>me</sup> de Staël, la reposait doucement des agitations d'une vie orageuse, à qui le monde tel qu'il est ne pouvait suffire. M<sup>me</sup> Récamier avait voulu rester indépendante, ainsi que nous venons de le dire : elle avait refusé d'embellir la cour qui se formait. Le *Mémorial de Sainte-Hélène* rend compte du commencement d'animadversion du chef du gouvernement : «A peine premier consul, il se trouva, dit-il, aux prises avec la célèbre M<sup>me</sup> Récamier. Son père était administrateur des postes. Napoléon, en entrant au gouvernement, avait été obligé de signer de confiance une foule de listes, mais il eut bientôt établi une grande surveillance dans toutes les parties. Il trouva qu'une

«correspondance avec les chouans se faisait sous le «couvert de M. Bernard, père de M<sup>me</sup> Récamier. Il «fut aussitôt destitué, et courtut risque d'être jugé et «mis à mort. Sa fille accourut auprès du premier consul, et sur ses sollicitations, le premier consul voulut bien faire grâce du procès, mais il fut inébranlable pour le reste ; et M<sup>me</sup> Récamier, accoutumée «à tout demander et à tout obtenir, ne prétendait «rien moins que la réintégration de son père. Telles «étaient les mœurs du temps : cette sévérité de Bonaparte fit jeter les hauts cris. M<sup>me</sup> Récamier et son «parti, qui était fort nombreux, ne lui pardonnerent «jamais. On croirait, d'après le récit que l'on vient de lire, qu'après avoir obtenu l'abolition du procès, M<sup>me</sup> Récamier avait encore exigé que son père fût rétabli dans sa place. Mais elle savait trop ce qu'elle se devait à elle-même pour s'imposer plus de reconnaissance qu'elle ne voulait en contracter. Secondée par des amis très puissants, entre autres par le général Bernadotte, elle parvint, au prix de la démission de M. Bernard, à lui faire rendre la liberté ; elle n'allait pas plus loin dans ses vœux, ni dans ses démarches. Ce n'est donc point pour avoir voulu abuser, dans cette circonstance, du crédit de ses amis, qu'elle avait ofusqué Bonaparte. La véritable raison est qu'une société qui ne tirait pas de lui son éclat, qui se tenait en dehors de sa sphère, excitait son ombrage : il témoignait, à tout propos, son humeur et même son mécontentement : aller chez M<sup>me</sup> Récamier était loin d'être un titre à sa faveur, et déjà il fallait quelque courage pour ne pas s'en abstenir. Voici une anecdote qui le prouve. Trois ministres s'étaient trouvés en même temps, par hasard, dans cette société objet d'une si inquiète surveillance. Au conseil qui suivit le jour de cette rencontre fortuite, il dit d'un ton de reproche aigre : « Depuis quand le «conseil des ministres se tient-il chez M<sup>me</sup> Récamier ? Une crise financière, résultat d'une guerre inopinée, porte une funeste atteinte au crédit. La maison de M. Recamier ne pouvait espérer l'appui du gouvernement, elle succomba comme plusieurs autres. M<sup>me</sup> Récamier, par la manière dont elle supporta un événement si triste et si inopiné, sut inspirer un intérêt général : quoiqu'elle fût dans tout l'éclat de la jeunesse, elle cessa d'être dans le monde ; mais non seulement elle conserva tous ses amis, elle continua encore d'être le centre de la même société. Voici une note qui se rapporte à cette circonstance, et qui se trouve dans *Corinne*. Il n'est pas sans intérêt de remarquer comment un si triste souvenir est ici lié à des souvenirs bien différents que l'admirable description de la danse de Corinne était destinée à rappeler. «C'est, dit M<sup>me</sup> de Staël, la danse de M<sup>me</sup> Récamier «qui m'a donné l'idée de celle que j'ai essayé de peindre. Cette femme, célèbre par sa grâce et sa beauté, offre l'exemple, au milieu de ses revers, d'une «résignation si touchante et d'un oubli si total de «ses intérêts personnels, que ses qualités morales «semblent, à tous les yeux, aussi remarquables que ses «agréments. » Bientôt M<sup>me</sup> Récamier eut le malheur de perdre sa mère, femme très remarquable elle-même, et dont la sage prévoyance avait assuré à une fille qu'elle avait tant de raisons d'aimer ce qui suffit à une existence modeste, mais saine. M<sup>me</sup> de Staël avait été exilée. Réfugiée dans cette retraite de Coppet qui attirait les regards de Napoléon, et qui était pour lui comme un autre continent dont il avait aussi formé le blocus par la terreur de son nom, M<sup>me</sup> Récamier voulut l'y aller visiter. Elle se partagea quelque temps entre Paris et Coppet. Ce fut dans un de ces voyages que se forma la relation entre elle et le prince Frédéric-Auguste de Prusse, et qui fait ressortir le caractère loyal du prince aussi bien que la délicatesse des sentiments inspirés par elle. Ce noble et intéressant épisode de la vie de M<sup>me</sup> Récamier, qui a été raconté avec quelque détail dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, a donné lieu à une nouvelle de M<sup>me</sup> de Genlis, intitulée : *La châtaine de Coppet*. Le jour arriva où le blocus devint plus étroit, la surveillance plus impitoyable. M<sup>me</sup> Récamier brava encore une fois la menace, et cette fois sera la dernière. Elle devait braver

savoir, en effet, à quoi elle s'exposait, car l'empereur et les gens de l'empereur s'en expliquaient assez ouvertement : une tyrannie forte à cela de l'on qu'au moins elle peut être sincère. Fouché lui-même était venu dire à M<sup>me</sup> Récamier que si elle persistait à retourner chez M<sup>me</sup> de Staël, elle ne pourrait ni revenir à Paris, ni rester à Coppet. Elle se contenta de répondre : « Qu'importe à l'empereur, au maître du monde, que je sois à Paris ou à Coppet ? On a bien vu des héros avoir la faiblesse d'aimer les femmes. Il serait le premier qui aurait celle de les craindre. » M<sup>me</sup> Récamier partit donc, malgré tous les avertissements. Elle eut à peine le temps de toucher une terre frappée de l'interdit impérial, qu'elle reçut sa lettre d'exil. Ainsi, pour nous servir d'une expression de M<sup>me</sup> de Staël, cette coalition de deux femmes établies sur les bords du lac de Genève avait effrayé le maître du monde, et il ne put la supporter. M. Matthieu de Montmorency venait de subir le même sort. Il faut lire dans les *Dix années d'exil* la peinture de cette cruelle séparation qui devait avoir tout de suites funestes. « ... Dans cet état, dit M<sup>me</sup> de Staël, il m'arriva une lettre de M<sup>me</sup> Récamier, de cette belle personne qui a reçu les hommages de l'Europe entière, et qui n'a jamais délaissé un ami malheureux. ... Je frémis que le sort de M. de Montmorency ne l'atteignît. ... J'envoyai un courrier au-devant d'elle, pour la supplier de ne pas venir jusqu'à Coppet. Elle ne voulut pas céder à ma prière. ... et ce fut avec des consultations de larmes que je la vis entrer dans ce château où son arrivée était toujours une fête. Elle partit le lendemain ; mais ce fut en vain : le funeste exil la frappa. Les revers de fortune qu'elle avait éprouvés lui rendaient très pénible la destruction de son établissement naturel. Separée de tous ses amis, elle a passé des mois entiers dans une petite ville de province, livrée à tout ce que la solitude peut avoir de plus monotone et de plus triste. Voilà le sort que j'ai valu à la personne la plus brillante de son temps. » M<sup>me</sup> de Staël ne put bientôt plus supporter un séjour tellement cerné par l'anathème ; elle voulut s'y soustraire à tout prix. Si le salon de M<sup>me</sup> Récamier offrait à Paris un rendez-vous d'indépendance, qui, aux yeux de l'empereur, était une opposition véritable, Coppet était considéré par lui comme le bercail des idées les plus antipathiques à sa dictature. Mais l'empereur régnera-t-il plus à son aise lorsque M<sup>me</sup> de Staël se sera enfuie au fond du nord, lorsque M<sup>me</sup> Récamier traînera sa vie dans des villes de province, autour des ruines de Rome, sur les rivages de Naples ? Après être restée près de deux ans, soit à Châlons, soit à Lyon, M<sup>me</sup> Récamier, bien décidée à ne tenter aucune démarche pour obtenir la fin de son exil, forma le projet d'aller en Italie dont le climat convenait à sa santé que tant de chagrins avaient trop éprouvée. Cependant c'était à Lyon que l'exil avait été le plus supportable. Elle y avait retrouvé ce noble Camille Jordan qui, au début de sa carrière politique, avait prêté l'appui d'un beau talent à des opinions généreuses, mais qui alors renouait à l'emploi de facultés éminentes pour conserver dans la retraite toute la pureté de ses pensées et de ses sentiments patriotiques. Ce fut aussi dans cette ville qu'elle connut M. Ballanche qui, en ce moment était occupé de son poème d'Antigone, et qui, sans doute, lui dit quelques unes des couleurs dont il se revêtit son héros : on le comprend bien à présent par la dédicace de la *Palingénésie*. M<sup>me</sup> Récamier se décida à partir pour l'Italie vers le mois de mars 1813. Elle fut accompagnée jusqu'à la frontière par M. de Montmorency. Lorsqu'il fallut enfin se séparer de lui, elle sentit plus vivement la douleur de quitter la France, car un si vertueux ami était pour elle le digne représentant de toutes les nobles antiques qui avaient jusque là fait le charme de sa vie. Arrivée à Rome, seule et sans recommandation, elle y fut bientôt, comme partout, l'objet de l'empressement le plus unanime. Le respectable M. d'Agincourt, qui touchait au terme de sa longue et laborieuse carrière, mettait la dernière main au grand ouvrage qu'il a légué à l'histoire de l'art : ses yeux, avant de s'éteindre, pourroient contempler quelques instants ce

beau visage dont Canova cherchait à fixer sur le marbre l'expression douce, élevée et religieuse. Ce ne sont point les traits de M<sup>me</sup> Récamier que ce gracieux statuaire a voulu reproduire, mais l'inspiration qu'il a reçue, et, si l'on peut parler ainsi, l'apparition de l'âme. Tel est le buste de Béatrix, type nouveau de beauté ; et c'est ainsi que s'est réalisée la vision du Dante. Après avoir satisfait, à Rome, son goût exquis et passionné pour les arts, M<sup>me</sup> Récamier voulut voir Naples. Elle y arriva au moment où, entraîné sans doute par la rapidité et la violence des événements, Murat venait de se détacher de la France. Elle y fut accueillie avec une prévenance pleine de grâce et une distinction toute particulières par le roi et la reine qui surent l'attirer, malgré elle, dans leur intimité. Elle fut encore témoin des terribles combats qu'ils avaient à soutenir contre eux-mêmes, contre leurs propres sentiments, pour prendre le parti auquel ils s'étaient arrêtés. Ils avaient cru que l'intérêt de leurs peuples exigeait ce grand sacrifice. *Bernadotte*, au reste, explique Murat. Ce fut cette sœur de Bonaparte, vagabue si puissante, dont le sceptre se posait plus sur l'Europe ; ce fut cette femme à qui le trône donna par son frère coûteux tant à conserver quelques instants de plus, qui, toute en larmes, apprit à M<sup>me</sup> Récamier la fin du plus grand drame politique. Revenue à Rome, elle vit l'entrée du pape reprenant possession de ses états ; spectacle singulier et tout-à-fait nouveau par le contraste de l'ivresse passionnée du peuple avec l'extase calme et solennelle du roi Charles auguste qui en était l'objet. L'exil de M<sup>me</sup> Récamier ne fut jamais revoué ; elle ne dut son retour dans sa patrie, au sein de sa famille et de ses amis, qu'au mouvement général du monde. Elle rentra en même temps que les Bourbons ; et, en passant par Lyon pour se rendre à Paris, elle assista, dans cette ville, aux premières fêtes de la restauration. Son illustre amie revenait en même temps de l'autre extrémité de l'Europe ; mais M<sup>me</sup> Récamier ne devait retrouver M<sup>me</sup> de Staël que pour avoir la douleur de la perdre bientôt après. Ainsi la séparation de l'exil devait finir par cette autre séparation si affreuse, qui ne laisse plus pour tout adoucissement que le culte des souvenirs. M<sup>me</sup> Récamier ne tarda pas à se retirer à l'abbaye-aux-Bois. Ce parti qui semblait devoir la séparer entièrement du reste du monde, n'a fait que prouver davantage l'attrait de son esprit, le charme de sa société. C'est là qu'elle a reçu l'hommage du beau tableau de Gérard, l'imprévision de Corinne au cap de Mécène, dont elle a embellie sa retraite. Il avait été commandé à cette intention par le prince Auguste de Prusse. C'est là que des amitiés puissantes lui ont permis d'être utile aux victimes des factions et des partis, même d'en sauver quelques unes, car son crédit n'a jamais été employé qu'à protéger le malheur, à soulager l'infortune. Il existe de M<sup>me</sup> Récamier un portrait un peu terminé, par David, qu'on a vu et admiré à la vente des ouvrages de ce grand peintre. La tête, de trois-quarts, est tournée vers le spectateur ; la pose est d'une rare élégance. Cette ébauche qui appartient aux musées, doit faire vivement regretter que le tableau n'ait pas été achevé. Le portrait en pied qu'a fait M. Gérard est unanimement mis au nombre des chefs-d'œuvre de notre école moderne. Enfin le buste de Béatrix, type si souvent reproduit par les arts, est une apparition de M<sup>me</sup> Récamier à la pensée de Canova. Son nom et les circonstances les plus connues de sa vie se trouvent dans la plupart des mémoires et dans quelques autres écrits contemporains. Remarquons toutefois que la biographie d'une personne vivante ne saurait être complète, même pour le passé. Nous devons donc nous reposer sur les amis de M<sup>me</sup> Récamier pour faire connaître à l'avenir l'ensemble d'une vie qui embellit et honore, à plus d'un titre, l'histoire de notre temps. Il serait fort à désirer qu'elle-même voulût mettre en ordre ses propres souvenirs. Ses lettres seraient un véritable trésor ; celles qu'elle a reçues seraient d'autant plus précieuses qu'on ne s'entretenait point avec elle des hommes et des choses comme avec une autre personne, et elle a été en correspondance intime avec la plupart des célébrités de cette époque si considérable dans les annales du monde.

**REDING** (don Tékoum de), maréchal-de-camp au service d'Espagne, né dans le canton helvétique de Schwytz, d'une famille à laquelle donnèrent de la renommée dans le pays les événements de la fin du dix-huitième siècle. Les talents de Théodore l'avaient déjà élevés en grade, lorsqu'en 1808, le péripétisme fut envahie par Napoléon. Quelle que fut l'incapacité de la cour dechur, Reding n'hésita pas à se déclarer pour le parti contraire aux Français; et même ayant rejeté des offres de leur part, il recrut de la junte, avec le titre de lieutenant-général, le commandement d'un corps sous les ordres de Castaños. Sa conduite à cet égard fut présentée sous un jour peu honorable par les bulletins français, où on supposait assez inconsidérément que s'il ne s'était pas rangé, comme venait de le faire un de ses parents, du côté des aigles, c'était dans l'espoir d'une pension de l'Angleterre. L'étrange résultat de la journée de Raylen a été attribué en partie à la hardiesse avec laquelle Reding avait su se placer entre deux principaux corps de troupes françaises. Ce bonheur ne ralentit pas son zèle. Envoyé dans le nord de l'Espagne, il combattit avec Vivès à Carleton, mit le siège devant Barcelone, et, le 5 décembre, à Lili, résista pendant quelques heures au général Gouvion-Saint-Cyr. Forcé partout à la retraite, il se vit aussi réduit à lever le siège. Ce fut le 24 février 1809, que, dans le combat de Valls, il reçut une blessure dont les suites le firent succomber, le 20 avril.

**REECE** (Ricard), docteur en médecine, né dans le comté de Hereford, vers 1771, est le fils du célèbre recteur de Colwall, William Reece. Son père le plaça pendant quelque temps auprès d'un chirurgien de compagnie, chez lequel cet enfant apprit l'emploi des différents médicaments, et se livra avec zèle à l'étude de la médecine domestique dont il s'est occupé toute sa vie. Plus tard, Richard Reece fut nommé adjoint à l'hôpital d'Hereford. En 1800, il vint s'établir à Londres, et ouvrit près de Covent-Garden une pharmacie qu'il exploita avec beaucoup de bonheur. Le collège d'Ecosse lui envoya peu de temps après le diplôme de maître en pharmacie. Une femme qui fixa quelque temps l'attention publique en se disant prophétesse, ayant déclaré qu'elle était dans un état certain de grossesse, le docteur Reece fut appelé. Il crut d'abord à cette grossesse simulée, et eut la faiblesse de céder aux desirs des sectateurs de Jeanne Southcott, en déclarant dans les journaux qu'elle était véritablement enceinte. Mais il reconnut bientôt qu'il s'était trompé en faisant l'autopsie du corps de Jeanne Southcott, et il pullula le résultat de ses observations. Ce médecin a rédigé un grand nombre de compilations médicales sur des sujets populaires, et a fait connaître plusieurs remèdes particuliers, arrangés de manière à exciter la curiosité publique. On a de lui : 1° *Pharmacie médicale et chirurgicale*, 1800, in-8°; 2° *Le guide domestique en médecine*, 1803, in-8°. La dernière édition de cet ouvrage, qui en a eu trois, est de 1810; 3° *Observations sur les propriétés du fichen ou mousse d'Irlande contre la consomption*, 1804, in-8°; 4° *Traité sur le radix rathania*, 1808, in-8°; 5° *Dictionnaire de médecine domestique*, 1808, grand in-8°; 6° *Traité sur les causes, les symptômes et le traitement de la goutte*, 1810, in-8°; 7° *Nouveau système de médecine et de chirurgie médicale*, 1811, in-8°; 8° *Traité sur l'asthme et la consomption pulmonaire*, 1811, in-8°; 9° *Lettres sur l'état présent de la médecine*, 1811; 10° *Pandectes vétérinaires de la médecine, ou nouveau classement nosologique des maladies*, 1813, grand in-8°; 11° *Catalogue des drogues vendues chez Reece*, 1813, in-12; 12° *Traité pratique sur la gale considérée comme un remède contre la corruption, l'asthme et la toux*, 1812, in-8°; 13° *Le guide en médecine dans les maladies des tropiques*, 1814, in-8°; 14° *Exposé exact des circonstances qui ont accompagné la première maladie et la mort de Jeanne Southcott*, 1815, in-8°.

**REES** (Gedwards), est le fils d'un ministre gallois qui fit lui-même sa éducation, et l'envoya ensuite à Londres pour étudier la médecine. M. Rees négligea d'abord de se faire recevoir, et se livra, sans diplôme, à la pratique des accouchements. Il fit ensuite sur la maladie syphilitique un cours qui eut beaucoup de succès; mais les médecins à diplôme ne tardèrent pas à

lui faire une guerre active qui le força à discontinuer la pratique. Il se décida alors à aller passer le temps prescrit par les règlements à Glasgow, où il prit ses degrés, et fut enfin admis au nombre des médecins réguliers. A son retour à Londres, il a, en peu de temps, reformé une clientèle plus considérable qu' auparavant. Il est aujourd'hui membre du collège royal de médecine. On a de lui : 1° *Traité des premiers symptômes de la maladie vénérienne, avec un précis sur les circonvolutions anglaises qui ont traité ce sujet*, 1801, in-8°; 2° *Traité des maladies de l'utérus*, 1805, in-8°; 3° *Observations sur les spasmes de l'estomac*, 1810, in-8°; 2° édition, 1811; 4° *Traité de l'hémoptisie, ou crachement de sang*, 1813, in-8°.

**REES** (Abraham), naquit en 1754, dans le comté de Montgomery, d'un innombrable dissident. Sa mère était une descendante collatérale du célèbre non conformiste Penry, qui souffrit le martyre sous le règne d'Elisabeth. Issu d'un tel sang, il n'est pas étonnant qu'il ait hérité des mêmes principes religieux. Il fit ses études à l'université dissidente d'Hoxton, où, plus tard, il devint professeur de mathématiques et de sciences naturelles, fonctions qu'il remplit pendant vingt ans. En 1785 il donna sa démission pour devenir professeur de théologie dans une institution formée sur le même plan à Hackney, sous le nom de *new college*; mais cet établissement n'ayant pu prospérer, le docteur Rees s'en retira en 1795. Il fut successivement chargé de la direction de plusieurs églises, et se trouva, en 1805, le doyen des ministres anglicans de Londres. Une probité inébranlable, un zèle que rien ne pouvait fatiguer, avaient mérité au docteur Rees la confiance absolue de ses sectaires; leurs fonds, leurs charités, leurs institutions étaient placés sous sa surveillance. Il était le principal agent entre le corps des dissidents et le gouvernement. C'est par ses soins que passaient les sommes allouées annuellement par le parlement pour venir au secours des ministres dissidents qui se trouvaient dans l'indigence. En voyant une vie si bien remplie, on s'étonne que le docteur Rees ait pu trouver le temps de se livrer à des travaux scientifiques du genre le plus ardu, et à l'étonnement succédait une véritable admiration, lorsque nous aurons dit que non seulement il a publié un assez grand nombre d'ouvrages dont on trouvera la liste à la fin de cette notice, mais qu'après avoir publié une seconde édition entièrement refondue de l'*Encyclopédie* de Chambers, 1781 à 1786, 4 vol. in-4°, il a entrepris et mené à fin l'immense ouvrage connu sous le nom de *Docteur Rees's new Encyclopedia*, Londres, 1805 à 1809, 34 vol. in-4°. Cet ouvrage, qui avait pour but de rivaliser les publications françaises du même genre, annonce un savoir immense, et chacun des articles qui le composent est toujours au niveau de la science pour l'époque à laquelle il a paru. Mais les progrès des sciences physiques ont de nos jours été si rapides, qu'on peut dire que cette Encyclopédie a déjà vieilli, et que c'est tout au plus si les derniers volumes peuvent être aujourd'hui de quelque utilité dans les recherches scientifiques. Le docteur Rees est mort le 9 juin 1859. On a encore de lui : 1° *Sermon sur l'obligation et l'importance d'étudier les écritures*, in-8°; 2° *Les oracles de la science*, sermon prêché devant les protecteurs du nouveau collège d'Hackney, 1788, in-8°; 3° *Sermon funéraire sur la mort du révérend Robert Robinson*, Cambridge, in-8°; 4° *Sermon funéraire sur la mort du docteur Kippis*, in-8°; 5° *Sermon sur la mort du docteur Flexman*, de Rotterdam, in-8°; 6° *Deux sermons sur l'économie*, 1800, in-8°; 7° *Sermons pratiques*, 1803, 3 vol. in-8°; 2° éd., 1813; 8° *De l'obligation et de l'utilité d'un culte public*, discours prononcé à l'inauguration de la chapelle d'Old Newry, dans le comté de Down, in-8°; 9° *Explication et justification des principes des protestants dissidents*, 1813, in-8°.

**REGNAULT** (Jax-Baptiste), célèbre peintre d'histoire, naquit à Paris, le 17 octobre 1782. Sa jeunesse fut aventureuse. Il suivit son père aux États-Unis avec toute sa famille, et on ne sait ce qui lui inspira, dans un âge aussi tendre, la résolution de se faire marin; il paraît que ce fut à l'insti de ses parents. Il fit, pendant quelques années plusieurs voyages de long-cours.

et sa mère ignorait absolument sa destinée, quand un événement malheureux l'obligea de revenir en France. Cette dame venait de perdre son mari et trois de ses enfants. Elle fit des recherches pour retrouver celui qui lui restait. Le capitaine du vaisseau sur lequel servait le jeune Regnault s'empessa de le rendre à sa mère, et la carrière où il était destiné à paraître avec tout d'éclat, s'ouvrit alors devant lui. Pendant ses voyages, il s'était toujours occupé de dessin ; on ignore si on lui en montra les premiers principes, ou s'il les devina. Un amateur éclairé des beaux-arts de vint le protecteur de cet enfant. Il le confia à Bardin, peintre d'histoire distingué, qui eut la gloire de former David et Regnault, et qui eut pour celui-ci toute la tendresse d'un père adoptif et tous les soins d'un bon maître. Dans un âge plus avancé, Regnault se plaisait à répéter qu'il devait à ces soins et aux leçons de Bardin, ce qu'il était devenu. Il le suivit comme pensionnaire à Rome, où Bardin était envoyé aux frais du gouvernement français, récompense accordée à son beau tableau de Sainte Catherine au milieu des docteurs, qui avait été jugé digne du grand prix. Regnault n'avait alors que quatorze ans, et toute son éducation était à faire. Dans l'espace de six années, il acquit une instruction solide et variée, il s'éleva à un degré remarquable de connaissances dans la musique, et fit les fondements de son talent pour la peinture. Le *Dictionnaire des artistes* dit que pendant ce premier voyage de Rome, il obtint toutes les distinctions de l'Académie. Regnault revint à Paris à vingt ans. Le tableau qu'il présenta au concours de 1795, et dont le sujet était l'Entrevue d'Alexandre et de Diogène, obtint le grand prix. Le tableau est encore aujourd'hui regardé par les connaisseurs comme l'un des meilleurs de ceux couronnés dans ces solennités ; mais c'est l'ouvrage d'un jeune homme de vingt ans. Regnault retourna donc à Rome, comme pensionnaire du roi, et il y termina ses études de la manière la plus brillante. Les deux ouvrages les plus remarquables qu'il exécuta pendant ce second voyage, sont le plafond de l'église de Jésus, dans cette capitale, et ce tableau si connu du Baptême de Jésus-Christ, qui frappa d'admiration Raphaël Menges, et qui fit s'écrier ce peintre célèbre : « Voilà l'école italienne ! » exclamation qui n'indique pas comme des chefs-d'œuvre tous les tableaux de cette école, mais qui prouve qu'aux yeux du Raphaël de l'Allemagne, le tableau du jeune Regnault avait toutes les qualités qui distinguent l'école italienne, bien supérieure, à cette époque, à l'école française qui cependant commençait à reprendre, sous l'influence de Vien, une marche plus simple et plus conforme au goût de l'antique. A son retour de Rome, Regnault eut l'offre de la main d'une riche héritière ; mais l'une des conditions de ce mariage était qu'il se fixerait à Marseille. Il refusa, et vint à Paris, précédé d'une réputation de talent méritée. Son tableau d'Andromède et Persée lui ouvrit les portes de l'Académie de peinture, où il fut agréé en 1782, et l'année suivante son tableau de l'Education d'Achille lui valut le titre d'académicien. De toutes les productions de ce peintre, si nombreuses et si variées, cette dernière est la plus connue et la plus remarquable aussi à tous égards. Il y a du génie à mettre en opposition une nature jeune et belle, telle que l'on doit la supposer chez Achille, à côté d'une nature fantastique, participant de l'homme et du cheval. Le centaure Chiron enseignant au fils de Thétys à tirer de l'arc, n'est pas d'un mérite moindre dans l'exécution que dans l'invention. La scène est bien disposée, et les deux sujets paraissent n'avoir qu'une même pensée. Ce tableau, l'un de ceux qui honorent le plus la moderne école française, est exposé au musée royal. Habilement gravé par Bervic, il orne le cabinet des amateurs. Après cette belle conception, Regnault fit paraître, presque sans intervalle, d'autres ouvrages dont les principaux sont : une Descente de croix, qui a figuré au musée royal et au musée du Luxembourg, et qui est destinée à la chapelle royale de Fontainebleau ; Danaë, Jupiter et Io, la Mort d'Adonis, les trois Grâces, l'Amour endormi sur le sein de Psyché, Alcibiade arraché par Socrate des bras de la Volupté, l'Enlèvement

d'Orythie, la Mort de Priam, Iphigénie en Tauride, Hercule arrachant Alceste aux enfers, Mars déarmé par Vénus, la Mort de Kleber, la Mort de Desaix, la Mort de Chlopâtre, Pan poursuivant Syrinx, Jupiter sous la forme de Diane, séduisant Calisto, l'Amour et l'Hymen barrant dans la coupe de l'Amitié, le Déluge, la Toilette de Vénus. Le premier de ces tableaux (une Descente de croix) est soigneusement étudié dans toutes ses parties : les têtes sont d'une belle expression, l'effet général est bien entendu ; il rappelle la manière du Carrache. Quant au tableau du Déluge, il y avait de la témérité à traiter un sujet que le Poussin avait empiété de son génie ; cependant Regnault n'est pas resté au-dessous de son devancier. Pour donner l'idée d'un grand bouleversement, tel qu'un cataclysme universel, le peintre n'avait d'autre ressource que le choix d'un épisode qui permît à l'imagination de saisir l'ensemble du sujet. M. Regnault a fait ce choix avec discernement. Son Déluge ne parle pas seulement à l'imagination, il émeut l'âme aussi par le caractère de la scène qu'il a représentée. On a fait plusieurs reproches à sa Toilette de Vénus. D'abord on cherche en vain cette élégance dans les formes et cette grâce dans les mouvements qu'exigeait la scène, entièrement composée de femmes nues ; ensuite le compositeur a eu l'idée malheureuse de donner à Vénus une ceinture ornée de franges. Il y a bien à la vérité dans Homère : « Aussitôt elle détache de son sein une riche ceinture ornée de broderies. » Mais c'est une allégorie qu'il fallait bien se garder de traduire. La véritable ceinture de Vénus, c'est :

« ... Le mélange exquis des plus aimables choses, c'est ce charme secret dont l'œil est enchanté, et la grâce, plus belle encore que la beauté. »

Est-ce que la ceinture matérielle de Regnault peut rendre tout cela ? Au reste, ce tableau est une composition de la vieillesse de l'auteur qui a été bien plus heureuse dans l'invention et l'exécution de son Jupiter couvrant le d'une nue pour la dérober aux regards de Junon. C'est là une production de haut style, et où l'auteur a déployé tout son talent. Il y règne une volupté qui séduit l'imagination sans blesser les regards. La délicatesse de l'exécution ne laisse rien à désirer, et il y a de l'éclat et de la finesse dans le dessin : c'est le plus important des derniers ouvrages de Regnault. Pendant l'empire, Napoléon le chargea plus d'une fois de l'exécution de grands tableaux pour servir d'ornement aux édifices publics. Parmi ces grandes machines où l'habileté du peintre fait racheter la froideur du sujet par le mérite de l'exécution, il faut mettre au premier rang le tableau de Napoléon s'avançant sur un char triomphal vers le temple de la paix, tableau de trente pieds sur seize, qui orne une des salles du Luxembourg, et qui a subi d'étranges altérations. Du temps des empereurs, on faisait à Rome comme en Grèce une singulière mutilation. On enlevait la tête à la statue d'un dieu, d'un empereur, d'un personnage quelconque, pour y substituer celle d'un autre personnage bientôt abattu lui-même pour une nouvelle consécration. Les événements politiques qui se sont succédés parmi nous, ont rendu en France cette mutilation fort ordinaire. Dans le tableau dont nous parlons, la tête de Napoléon a été remplacée par celle de la France, ce qui devient un non-sens. Pareille chose arriva au dôme de Sainte-Geneviève, où M. Giro avait représenté les quatre dynasties françaises : Napoléon, Marie-Louise et le roi de Rome composaient la quatrième. A la restauration, on la remplaça par Louis XVIII et sa famille. Maintenant que la branche aînée a cessé de régner, comment la remplacerai-t-on ? Regnault, qui s'est exercé dans des productions d'un caractère très opposé, a fait plusieurs de ces allégories politiques où rarement le talent d'un artiste trouve l'occasion de se développer tout entier. Nous devons citer entre autres l'allégorie de l'Acceptation de la constitution par Louis XVI, le Sénat proclamant Napoléon Bonaparte consul à vie, les Drapeaux conquis à la prise de Vienne, l'Heureux Evénement, allégorie relative à la restauration ; le Triomphe, esquisse allégorique, à la chambre

des pairs. Mais ce n'est pas dans ces ouvrages qu'il faut étudier le génie de l'artiste, c'est dans le fruit de ses veilles et de ses inspirations personnelles. Dans la liste, déjà si nombreuse, des ouvrages de Regnault, nous n'avons pas cité quelques uns de ses tableaux qui sont moins connus, mais où l'on retrouve encore la manière d'un peintre habile, comme *Venus portée par des nuages*, *Hector traîné au char d'Achille*, parce qu'il serait difficile et trop long de compléter cette liste, et que d'ailleurs nous avons parlé avec l'étendue convenable des véritables titres de Regnault à la gloire, qui sont, de l'unanimité de tous les connaisseurs, la *Descente de croix*, le *Déluge*, l'*Éducation d'Achille*, et *Jupiter et Io*. Cet artiste célèbre, qui a joué pendant sa longue carrière, et sans mélange, de la juste considération due à son talent, est mort à Paris, le 12 octobre 1859. Il était membre de l'Académie des beaux-arts, chevalier de la légion d'honneur et de Saint-Michel, et professeur-recteur aux écoles royales et spéciales de peinture, d'architecture et de sculpture. Infatigable dans ses travaux, il a laissé après sa mort vingt-quatre petites esquisses terminées, dont les sujets sont empruntés aux métamorphoses d'Ovide. Il a été mieux inspiré par le poète latin que par les événements politiques qu'il a voulu couvrir d'un voile. Trente tableaux de divers sujets, vingt figures encadrées, trente-huit têtes d'études académiques, composition, et près de six cents dessins en feuilles. La nature, et formant Regnault, l'avait créé peintre; il sait bien agencer ses figures; son exécution est rapide et facile; son dessin vrai, sans être cependant toujours d'une grande finesse; mais ses ouvrages laissent quelquefois à désirer, sous le rapport de l'invention. Dans ses allégories politiques, il a méconnu la puissance et les limites du genre. Cependant lorsqu'on le juge sur l'ensemble de ses productions, et c'est ainsi qu'il faut toujours juger un artiste, on ne peut s'empêcher de reconnaître que Regnault est l'un des peintres les plus remarquables de l'école française moderne. Plus jeune que l'illustre David, mais seulement de quelques années, il soutint cette redoutable concurrence sans trop de désavantage. Il cessa de bonne heure d'exposer ses ouvrages en public, et se renferma dans son atelier où il se livrait à la culture de son art avec une ardeur qui rendait sa vieillesse heureuse, et qui ne l'abandonna qu'avec la vie. Dans sa jeunesse, il avait beaucoup fait de ces petits tableaux de boudoir, très recherchés des amateurs, et qui ont été, à ce qu'on croit, la cause de sa fortune. Une imagination riante et voluptueuse le faisait exceller dans ce genre: aussi Ovide était-il son poète favori. La célébrité dont il jouissait attirait dans ses ateliers un grand nombre d'élèves parmi lesquels il en eut plusieurs qui se sont fait à leur tour une brillante réputation. Citer les noms de MM. Hersent, Guérin, Blondel et Richomme, c'est honorer également et le maître et les disciples dont il a su, par ses conseils et son exemple, féconder les heureuses dispositions.

REGNIER (EUGÈNE-JULES), célèbre mécanicien, inventeur du dynamomètre, naquit à Semur, le 15 juin 1751. Il perdit son père pendant qu'il faisait ses études au collège de la même ville. Un archevêque de Dijon le prit chez lui en apprentissage, et il ne fit remarquer par une grande adresse et beaucoup d'application. A dix-sept ans, il remporta le premier prix de sculpture, d'après la bourse, à l'Académie de Dijon. Rentré dans sa famille, il embrassa la profession d'archevêque, à l'aide de laquelle il subsistait sa mère, ses frères, ses sœurs et cinq enfants qui lui donnaient la femme qu'il avait épousée. Une éprouvette pour essayer la force de la poudre de chasse, supérieure à toutes celles qui ont été imaginées jusqu'à ce jour, fut la première des nombreuses inventions de cet habile armurier. Elle fut montrée à Guénard de Montbelliard qui en fut très satisfait, et encouragea l'auteur. Bullon et Montbelliard qui s'occupaient alors d'expériences sur la force de l'homme et des animaux, et qui n'avaient que des machines lourdes et peu commodes, en demandèrent une à Regnier, qui ils pussent appliquer au plus grand nombre de cas possibles. Regnier inventa le dynamomètre, instrument aussi simple que commode, et par lequel on déterminait avec beaucoup de précision la force et la

résistance des machines. Cette précieuse invention qui seule aurait suffi pour immortaliser le nom de Regnier, resta long-temps inconnue. Le docteur Chomier fut le premier qui en fit un usage public pour ses expériences sur la force musculaire. Depuis elle a fourni le sujet d'un grand nombre d'écrits et d'expériences: mais l'application la plus célèbre qu'on en ait faite jusqu'ici, est celle de Peron, dans son voyage à la Nouvelle-Belle. En soumettant à l'épreuve du dynamomètre l'homme sauvage et l'homme civilisé, et en comparant leurs forces respectives, il a démontré que celle du premier est constamment inférieure à celle du second. Le dernier prince de Condé, gouverneur de la Bourgogne, avait fait donner à Regnier le titre de mécanicien de cette province; mais, à l'époque de la révolution, persécuté dans la ville qu'il habitait, il vint se réfugier à Paris où le comité de salut public le chargea d'inspecter la fabrique des armes portatives. Cette mission lui donna les moyens de réunir les armures des rois et des chevaliers, qui étaient dispersés en différents lieux. Il les classa par ordre chronologique, et forma ainsi le noyau du musée central d'artillerie, dont il fut bientôt nommé conservateur. Cette collection unique et précieuse n'a été sauvée de la spoliation étrangère, en 1814, que par la fermeté de Regnier. Le mécanicien célèbre mourut à Paris, le 10 juin 1833, à l'âge de soixante-quatorze ans. Il appartenait à plusieurs sociétés industrielles, nationales et étrangères, et il était membre de la légion d'honneur. Le catalogue complet des nombreuses machines de son invention ne pouvant trouver place ici, nous nous bornons à citer les plus connues après le dynamomètre: ce sont: 1° Pour la ville de Semur, un méridien sonnant, composé d'un rouage mis en mouvement par un levier qui tombe à l'instant où le crim auquel il est attaché est brûlé par l'action d'une loupe; 2° une serrure à combinaisons, machine couronnée, en 1777, par la société libre d'émulation; elle est décrite à l'article *Serrurier* (art du), dans l'*Encyclopédie méthodique*; mais depuis, l'auteur l'a bien perfectionnée, ainsi que les cadenas à combinaisons; 3° une échelle à incendie, qui obtint le premier prix au concours ouvert par l'institut, à l'occasion d'un incendie qui détruisit, en l'an 7, une maison située au coin de la rue Saint-Roch, et où périrent un grand nombre de personnes; le modèle en est déposé au conservatoire des arts et métiers; 4° un sécateur, machine destinée à la taille des arbres. Cette machine est très expéditive, puisqu'elle fait en quatre heures ce qui on demandait douze, et qu'il est impossible de se blesser, ce qui arrive souvent avec la serpe; 5° une éprouvette pour essayer la force des poudres de chasse: nous en avons dit un mot. Ce qui rend cet instrument supérieur à ceux qu'on a inventés depuis, c'est qu'il porte un arc de cercle divisé en degrés, qui sont l'expression de poids déterminés, et que les résultats sont constants. Regnier est le premier qui ait construit des paratonnerres en Bourgogne: il en a élevé six à Semur et dans les environs, avant qu'il y en eût aucun à Paris. Il perfectionna cet appareil, en substituant aux conducteurs en barres de fer, plantés dans les murs, des fils de fer qui ont à la fois l'avantage d'être solides et flexibles, et qu'on peut isoler des édifices. A son premier voyage à Paris, en 1778, Regnier présenta ses paratonnerres à Fraucklin, qui lui en demanda trois pour être envoyés à Philadelphie. Enfin on doit encore à Regnier des recherches utiles sur les platons des fusils de munition. La machine qu'il a inventée pour régulariser l'action des ressorts a été adoptée par l'institut, et sa légitimité a été reconnue par plusieurs officiers d'artillerie et par les premiers arquebousiers de Paris.

REINHOLD (ALBERT-GUILLAUME), conseiller d'état, membre de l'Académie des sciences de Göttingue, né à Hanovre, en 1757, a fait ses études à Göttingue et à Leipzig. Il débuta dans la carrière littéraire, en 1779, par un *Mémoire sur la nature des forces*, que l'Académie de Berlin honora d'un *accesit*. L'année suivante, il publia *Calon*, ou la *location de l'homme*, et en 1787, les *Entretiens philosophiques sur le plaisir*. On a de lui encore un *Traité sur les rapports de la ma-*

physique avec la religion ; un autre *Sur l'éducation ; des recherches sur la révolution française*, ouvrage dans lequel l'auteur examine tous les contes qu'elle a fait naître. Ces recherches ont été publiées dès l'année 1795. M. de Rehborg était collaborateur fort assidu de plusieurs journaux littéraires, et il y a même inséré quelques articles dont les titres sont assez piquants, par exemple, il se demande *si l'on fait bien d'opposer une femme poète*. C'est surtout à la *Gazette littéraire* de Halle qu'il consacrait ses travaux. Les derniers écrits de M. de Rehborg sont aussi les plus marquants. Nous citerons la *Vie de Rodolphe de Habsbourg*, puis des *Remarques pour servir à l'histoire des années 1805, 1806, 1807 et 1810*. Il traduisit le *Prince*, de Machiavel. Enfin, en 1812, il examina les effets de l'introduction du *Code Napoléon* en Allemagne. M. de Rehborg mourut vers la fin de cette année. Nous renvoyons, pour le détail des ouvrages, à *L'Allemagne savante*, de Meusel.

REICHA (ANTOINETTE-JOSEPH), maître de chapelle de l'électeur de Cologne et célèbre professeur de composition musicale, né à Prague, le 27 février 1770. Ayant perdu son père dans la première année de sa naissance, il fut adopté par son oncle paternel Joseph Reicha qui demeura à Bonn-sur-le-Rhin. Il y suivit les cours de l'université, et se livra avec beaucoup d'ardeur à l'étude de la philosophie, de la physique et de l'algèbre. Mais ses occupations ne le détourneront point de la carrière où ses parents voulaient l'engager, et il fit tant de progrès dans la musique que son oncle put le faire entrer dès l'âge de quinze ans dans la chapelle de l'électeur. C'est à Bonn que M. Reicha fit exécuter ses premiers essais de composition qui furent favorablement accueillis. Encouragé par ce succès, il s'abandonna exclusivement à l'étude de cette science avec son collègue et son condisciple, le célèbre Beethoven. Les Français étant, en 1794, emparés de l'électorat de Cologne, le cour de l'électeur se dispersa, et M. Reicha alla s'établir à Hambourg, où il fit un séjour de cinq années. Pour s'exercer sur la prosodie de la langue française, il y composa un opéra intitulé : *Obaldi, ou les Français en Egypte*, dont on trouva la musique si bien faite que l'administration du théâtre français à Hambourg fit des offres avantageuses à l'auteur pour avoir le droit de représenter cet ouvrage. Mais M. Reicha préféra porter son opéra à Paris, d'après le conseil qu'on lui en avait donné. Il quitta Hambourg vers la fin de 1797, et vint à cette époque à Paris pour la première fois. Ayant présenté *Obaldi* à l'Opéra-Comique, le directeur consentit à le représenter, à condition que le poème en serait refait en entier ; mais il aurait alors fallu refaire aussi la musique, et peut-être supprimer ce qui se trouvait de mieux dans l'ancienne partition. Nous ne croyons pas qu'il y ait deux exemples d'une condition aussi ridicule mise à la représentation d'un opéra. M. Reicha n'hésita pas à renoncer à la mise en scène de sien ; il préféra commencer sa réputation à Paris par une symphonie à grand orchestre, qu'il fit exécuter avec beaucoup de succès aux concerts de la rue de Cléry, si célèbres dans ce temps. M. Reicha quitta Paris en 1802, et se rendit à Vienne, auprès de l'illustre Haydn, dont les conseils le perfectionnèrent dans l'étude de l'art. Il sentait si impérieusement le besoin des leçons de ce grand maître que, pendant son séjour dans la capitale de l'Allemagne, il refusa les offres avantageuses que lui faisait le prince Louis-Ferdinand de Prusse, qui l'invitait à venir s'établir auprès de lui pour lui enseigner la fugue et le contre-point. Ce prince, mort depuis à Iéna, était lui-même un amateur très distingué ; il composait agréablement, et préludait sur le piano avec le talent d'un artiste. Depuis vingt-quatre ans, M. Reicha s'est fixé à Paris. En y arrivant pour la seconde fois, il n'était guère connu que comme compositeur ; mais, depuis 1809, il s'est livré à l'enseignement de la composition, et il y a acquis une grande célébrité. Plusieurs de ses nombreux élèves ont été couronnés par l'Institut. Depuis 1818, il professa au conservatoire, aujourd'hui l'école royale de musique, la composition. C'est surtout dans cette partie qu'il a fait faire à l'art musical les plus grands progrès. Le

gouvernement français a récompensé ces services en accordant à M. Reicha des lettres de naturalisation et la croix de la légion d'honneur. Ce professeur, un des plus savants harmonistes de notre époque, a publié plus de cent œuvres de sa composition, et on assure qu'il a en portefeuille plusieurs ouvrages très importants pour l'intérêt de l'art musical. Il a paru de lui plusieurs morceaux très estimables pendant son séjour en Allemagne. Celui qui est intitulé : *Trente six fugues pour le piano*, dédié à Haydn et grave à Vienne, est regardé comme une composition du premier rang. On n'estime pas moins les *vingt-quatre grands quintetti* pour les instruments à vent : ils lui ont valu sa nomination de professeur au conservatoire. *L'Étude et dans figures pour le piano*, à l'usage des jeunes compositeurs, est encore une œuvre très distinguée. Mais les ouvrages sur la composition musicale qu'a publiés M. Reicha lui assureront une réputation plus durable, à cause de leur extrême utilité. On n'avait rien en France avant qu'ils parussent qui satisfît ou l'élève ou le professeur. Dans l'école moderne, Catel, Richter, revus par Kalkbrenner et Marpurk, étaient incomplets et fondés sur des théories trop arides ; Berton, trop étendu, avait le même défaut. Dans la théorie et l'application, l'enseignement de la composition, si répandu aujourd'hui, doit à M. Reicha : 1° *Traité de mélodie*, abstraction faite de ses rapports avec l'harmonie, 1814, in-4°, avec 77 planches : 2° *Cours complet de composition musicale*, ou *traité complet et raisonné d'harmonie pratique*. Cet ouvrage, le plus riche de tous ceux que nous venons de citer, est divisé en trois parties, qui embrassent depuis la classification des intervalles jusqu'au contre-point et à la fugue exclusivement. Chacune de ces parties est développée avec tant de soin et de clarté, les exemples qui suivent immédiatement le texte frappent tellement, que l'intelligence la moins musicale suffirait pour faire comprendre tous les principes qui y sont exposés. La troisième partie, dans laquelle on trouve des observations importantes sur la nature, les moyens et l'emploi de chaque instrument à vent dans l'orchestre, présente une foule d'aperçus nouveaux, résultat d'un travail extrêmement laborieux et d'une longue expérience. Cet ouvrage, qui a paru pour la première fois en 1814, ainsi que le suivant, a été adopté pour l'enseignement du conservatoire. 3° *Traité de haute composition*, 2 vol. M. Reicha, qui ne s'occupe plus aujourd'hui que de l'enseignement de l'art musical dans toutes ses branches, a donné deux grands opéras à l'Académie royale de Musique : *Natalie*, représentée en 1816, et *Sapho*, le 16 décembre 1822. *Sapho*, l'un des plus beaux sujets de la scène lyrique, traité ici dans toute sa simplicité, fit peu d'effet et n'obtint qu'un succès médiocre. Il avait été traité beaucoup mieux, il y a trente-huit ans, au théâtre Louvois, par M<sup>me</sup> Pipelet, aujourd'hui princesse de Salm-Dyck, et par le célèbre Martini. Une scène a fait cependant rester quelque temps au théâtre l'ouvrage de M. Reicha : c'est l'apothéose du *Sapho*, présentée et admise par Apollon au chœur des muses.

REICHARD (HENRI-AGÉNOR OTTOCAR), conseiller intime de cour et directeur du bureau de la guerre de Saxe-Gotha, chevalier de l'ordre saxon du mérite, et membre de plusieurs sociétés savantes, naquit à Gotha, le 3 mars 1781. Encore enfant, il perdit son père, qui l'aimait tendrement, perte cruelle que le second mariage de sa mère avec le conseiller Rudloff ne répara point. Etant destiné au barreau, il fréquenta les universités de Göttingue, Leipzig et Iéna, où il se livra à l'étude du droit et des sciences qui s'y rattachent. De retour à Gotha, en 1771, il se laissa entraîner par son goût pour les belles-lettres, qui alors prédominaient dans cette capitale, et montra bientôt de la répugnance à entrer dans la carrière pour laquelle il était élevé. Il fit la connaissance des poètes Götter et Kluffel qui encouragèrent ses penchants littéraires, et devinrent ses guides. En 1772, Reichard offrit au public les prémisses de sa muse : c'étaient des contes, des idylles, des épiques et autres pièces légères, en vers et en prose, qui furent insérées dans les journaux du temps, et obtinrent un succès général. Lorsque le célèbre trompe



de conédiens de M. Seyler vint donner des représentations à Gotha, Reichard se lia d'amitié avec le directeur et quelques uns des artistes les plus distingués. Il puisa dans son commerce avec eux des notions sur l'art dramatique et sur l'administration théâtrale, qui lui devinrent utiles quand, plus tard, le duc Ernest II fit établir à Gotha un théâtre national, et l'appela à en prendre la direction. Avec cette place, à laquelle Reichard fut nommé dans le commencement de 1779, il obtint, sur sa demande, celle de premier conservateur de la bibliothèque de Gotha, et celle d'inspecteur de la bibliothèque particulière du souverain. Pendant sa longue gestion théâtrale, Reichard composa plusieurs comédies, dont quelques unes se soutiennent encore aujourd'hui sur la scène, et publia deux ouvrages périodiques, l'*Almanach des théâtres*, le premier recueil de ce genre qui ait paru en Allemagne, et le *Journal des théâtres*, qui se fait remarquer par les documents précieux qu'il contient sur l'histoire de l'art dramatique. Plus tard, il fonda le *Journal scientifique de Gotha*, et devint rédacteur en chef du *Potpouri*, du *Nouveau Mercure de France* (en français), du *Journal de lecture* (en français), qui remplaça le précédent, et de la *Bibliothèque des romans*. Un voyage que Reichard fit, avec sa famille, en Allemagne, en France, en Suisse et en Italie, lui fournit matière à son célèbre *Guide des voyageurs*, ouvrage souvent réimprimé, et qui est traduit dans presque toutes les langues de l'Europe. Comme écrivain politique, Reichard se fit remarquer par l'énergique franchise avec laquelle il se prononça en faveur des principes de la révolution française. Avec la même franchise, il blâma, dans son *Almanach des révolutions*, les excès qui vinrent souiller la belle cause pour laquelle la France s'était soulevée. Cet écrit fut l'objet d'amères critiques de plusieurs journaux français et allemands, mais Reichard n'en persista pas moins dans son blâme, démontrant qu'il était préférable de laisser les institutions sociales se développer progressivement, plutôt que de produire par la violence un état de choses qui, étant nécessairement ou prématuré ou factice, ne pourrait offrir aucune garantie de stabilité. En 1803, Reichard obtint le titre purement honorifique de conseiller intime de cour. Sous les successeurs d'Ernest II, qui mourut en 1804, il fut employé dans plusieurs missions diplomatiques, et obtint enfin la direction du bureau de la guerre, charge éminente, dont il remplit les fonctions jusqu'à la fin de sa vie, qui arriva le 17 octobre 1828. Reichard a publié un très grand nombre d'ouvrages dont les titres sont insérés dans l'*Almanach littéraire de Meusel*. On cite parmi les plus remarquables : 1° *Guide des voyageurs en Europe* (en français), 1 vol. in-8°, avec cartes. Nous avons parlé plus haut de cet ouvrage, dont la quinzième édition a paru en 1830, à Vienne ; 2° *Lettres sur la musique*, Brunswick, 1774-1776, 3 vol. in-8° ; 3° *Emma et Edgar*, roman, Carlruhe, 1781, 1 vol. in-8° ; 4° *Sur l'opéra-comique allemand*, Hambourg, 1790, 1 vol. in-8° ; 5° *Magasin de la philosophie et des belles-lettres*, Heilbronn, 1794, 3 vol. in-8° ; 6° *Lettres confidentielles écrites de Paris pendant 1803 et 1803*, Hambourg, 1804, 3 vol. in-8° ; 7° *Voyage pittoresque dans une grande partie de la Suisse*, Dresde, 1811, 2 vol. in-8°, avec 56 planches. 8° *Lettres confidentielles écrites en 1803 et 1809 dans un voyage à Vienne*, Dresde, 1811, 2 vol. in-8° ; 9° *Le voyageur en voyage*, 5<sup>e</sup> édit., Leipzig, 1830, 2 vol. in-8° ; 10° *Mélanges au prose et en vers*, Erfurt, 1823, 1 vol. in-8° ; 11° *Itinéraire du poète* (en français), souvent réimprimé. 12° à 14° trois comédies : *L'amour seul rend heureux*, *Les infidèles* et *La comédie*, Gotha, 1781, 1787 et 1793.

**REICHSTADT** (FARUCIA-CHARLES-JOSEPH-NAPOLEON, duc de), seul fils de Napoléon, empereur, et de Marie-Louise, sa seconde femme, naquit au château des Tuileries, le 30 mars 1811, et recut, dès ce moment, avec le titre de roi de Rome, le grand-signe de la légion d'honneur, ainsi que les grands-croix des ordres de la couronne de fer, de la réunion et des trois toisons d'or. La grossesse de Marie-Louise n'avait pas donné d'inquiétudes ; mais les douleurs qu'elle éprouva le 19, à sept heures du soir, furent vives et de nature

à faire prévoir des difficultés. Après un premier examen, M. Dubois dit à l'empereur que les circonstances de l'accouchement ne s'annonçaient ainsi qu'une fois sur mille, et qu'il croyait ne pouvoir répondre de sauver à la fois et la mère et l'enfant. « Allons donc, ne perdez pas point la tête, reprit Napoléon, sauvez la mère, ne pensez qu'à la mère. » Lorsqu'elle s'aperçut qu'on était réduit à employer les ferments, elle s'écria, non sans amertume : « Faut-il donc me sacrifier ! Le travail réussit enfin ; mais il avait duré vingt-sept minutes, et avait été douloureux, l'enfant s'étant présenté par les pieds. Il avait souffert lui-même, et on fut obligé de craindre qu'il ne fût mort. Sept minutes se passèrent sans qu'on sortit de cette incertitude : mais, comme quelques gouttes d'une liqueur forte, soufflée dans sa bouche, lui firent jeter un cri, et le caupon trembla dans la capitale l'anxiété publique, long temps prolongée par les cloches qui avaient commencé à sonner au milieu de la nuit. La naissance d'un héritier du trône impérial était désirée à cette époque comme un gage des prospérités de la France. L'on s'interrogeait dans les rues et les places : on s'aborda sans se connaître : on criait ça et là : *Vive l'empereur*, sa destinée ne l'avait pas encore conduit sur les bords de Charles XII. Le roi de Rome, ondoyé le même jour, à neuf heures du soir, dans la chapelle du château, devint aussitôt l'objet de beaucoup de chants que l'on paya, selon les vieux errements, avec cette différence que cette fois ce ne fut pas des deniers de l'état. Quelque enthousiasme naturel pouvait se joindre à ces poétiques condescendances, et en écarter le blâme : on citera donc sans inconvénient, parmi ceux dont les inspirations se firent remarquer, M. Michel et Cassimir Delavigne : ces détails, peu dignes de l'histoire à divers égards, appartiennent au genre d'actualité qui doit caractériser les recherches biographiques. La cérémonie du baptême eut lieu dans la cathédrale de Paris, le 9 juin. Le berceau de vermeil que la ville offrit alors, avait la forme d'un vaisseau, et rappelait ainsi les armoiries conservées par cette capitale, à moins que l'on ne vît à la véritable navigation. La première éducation du prince fut confiée à M<sup>me</sup> de Montgenis, qui justifia constamment ce choix par des soins tendres et éclairés, et qui, peu d'années après, s'en montra bien plus digne encore en s'exprimant pour se consacrer à son élève déposé de tout avenir, excepté du présent de son nom. Les premiers développements de l'hermine étaient attendus avec impatience. On se pressait de saisir d'abord chez le fils de Napoléon des signes de vigueur et de pénétration audacieuse : mais le penchant qui se manifesta le plus tôt fut la disposition à des attachements mêlés de gratitude et à la bonté, qui, au reste, est aussi de la force, selon les caractères. Le jeune roi avait un compagnon de ses amusements, nommé Albert. Un jour ils jouaient librement ensemble, à Saint-Cloud, dans le jardin qui leur était réservé, et ne croyaient pas qu'on les observât. Pour se faire donner la brouette, Albert frappa son royal camarade, qui lui dit tranquillement : « Si on te voyait ainsi je ne le dirai pas. » Lorsque Napoléon recut au milieu de l'armée, en Russie, le portrait de cet enfant à qui tant de guerriers soulaient, après les rapides compagnies de l'adolescence, les prières et le soleil d'Austerlitz, il fit appeler des hommes de la vieille garde, des braves de tous grades. Là, dans les plaines enlevées jadis à la Pologne, l'enfant fut salué avec émotion, comme le fils d'un homme dont la seule présence ébranlait ces contrées. Mais actuellement que reste-t-il de ces grands jours et de la Pologne réimprimée ? Au moment où Alexandre ayant eu la joie imprévue de s'avancer triomphalement à son tour, il fallut se préparer à quitter les Tuileries : le roi de Rome, ou l'a du moins aimé généralement, opposa, malgré son âge, quelque résistance à ceux qui l'annonçaient, et fut entendu disant qu'il resterait, qu'il était chez lui, qu'on trahissait son père. « On avait déjà vu, dans des occasions beaucoup moins graves, quelques emportements interrompre la docilité ordinaire de cette majesté en bas-âge. Il n'y eut pas long-temps un semblable titre. Il avait suivi sa mère à Blois, le 1<sup>er</sup> avril 1814. Un mois après, il passa le Rhin avec elle.

suprès d'Innigue, recevant ainsi dans sa quatrième année les adieux des Français, et sans qu'il fût permis de l'envoyer à l'île d'Elbe. Retenu sur le Danube, on lui imposa le titre de duc de Reichstadt, du nom d'une petite ville de dix-huit cents habitants qui se trouve au sud de la Bohême, dans le cercle de Bunzlau. Cependant il n'y avait qu'une année environ que par un assez vain appareil de pouvoir et d'assurance, après la plus détestable des retraites, l'empereur avait rendu ce décret, en faveur de celui à qui tant de grandeurs étaient promises : Le roi de Rome pourra être sacré et couronné du vivant de son père. La date du couronnement de ce prince sera jointe, dans tous les actes, à celle de l'avènement de l'empereur. Plus tard, en se résignant à abdiquer, Napoléon, loin de reconnaître que le trône de France dû dépendre d'un prince moscovite, proclamait empereur, sous le nom de Napoléon II, ce fils que dès le principe il paraissait avoir destiné dans sa pensée à l'empire d'occident, puisque le titre de roi de Rome rappelait celui en vertu duquel Odoacre, particulièrement, s'était substitué aux derniers Césars du Tibre. Cette stipulation de Fontainebleau fut discutée devant Alexandre. La régence aurait été confiée à Marie-Louise; mais il ne fut pas difficile à ceux qui s'adressaient pour les Bourbons de persuader aux monarchiques alliés qu'une restauration, leur ouvrage, leur offrirait plus de garanties. Pour pénétrer plus facilement en France, ils avaient annoncé qu'elle resterait libre dans le choix de son gouvernement nouveau; une fois introduit dans la capitale, ils arrêteraient, au contraire, qu'une déchéance absolue serait seule admise de la part de l'empereur, et qu'en conséquence le duc de Parme serait donné à Marie-Louise, pour passer à son fils, expulsé de France, et à sa descendance directe. Mais, selon une convention signée à Paris, le 11 juin 1815, cette réversibilité même a été supprimée, et l'archiduchesse aura d'autres successeurs. L'idée de voir un jour dans les mains de son fils la plus faible souveraineté auprès de nous, causait de vives alarmes à une famille qui, retirée aux Tuileries par l'effet d'une protection étrangère, avait trop de conscience pour n'être point puillanime. Ainsi le duc de Reichstadt a été dépouillé de tout ce qu'on pouvait lui ravir; mais, plus illustre que ceux de qui il a reçu ce traitement, il est toujours le fils de Napoléon. Un homme, dont le témoignage, sans doute insuffisant, a néanmoins quelque poids, puisque quinze années de détention ne l'ont pas décidé à se retracer, M. de Maistre, soutient que plusieurs personnages, au nombre desquels il place le prince de Neuchâtel, l'ont expressément chargé d'assassiner et l'empereur et le roi de Rome. Les preuves juridiques manquant encore pour ranger ce projet, reste sans exécution, parmi les attentats politiques qui remplissent les pages de l'histoire. Un peu plus tard, Napoléon, étant à Paris, demanda son fils, ainsi que sa femme, et s'attendant à un refus de la cour de Vienne, il tenta, mais vainement, de les faire enlever. Il n'aurait pu même les voir à son départ, en 1815; la défaite de Waterloo, en 1815, les tint pour jamais éloignés de lui. Quelques membres de la faible chambre des cent jours défendirent les droits de Napoléon II, en faveur de qui son père abdiquait pour la seconde fois; mais le plus intrigant des hommes, et à cette époque le plus facilement abusé, le duc d'Orléans, suscita des entraves jusqu'à ce que les alliés pussent rétablir la vieille cour par laquelle il devait être chassé bientôt. Depuis dix-huit années le duc de Reichstadt est à Vienne, dans le palais de son aïeul maternel, où il a été élevé comme n'ayant rien à attendre d'aucune vicissitude. On a dit qu'il était destiné à l'église; ce projet, s'il fut formé, fut abandonné promptement, et la mort de Napoléon poursuivit avoir contribué. D'autres bruits ont couru; mais les expédients atroces du moyen âge sont plus rares maintenant; ce serait par l'opinion qu'il faudrait être abusé, et on n'attend pas d'elle de semblables complaisances. Napoléon se voyait mourir dans les solitudes de Sainte-Hélène, sans pouvoir même correspondre avec les siens, non plus qu'avec la France, arrêta ses yeux sur ce portrait reçu dans des jours

meilleurs, et qui lui restait seul des consolations de la vie; il dit à M. Las-Cazes : « Cet enfant sera un homme !... à moins qu'il ne tombe victime de quelque infamie politique. » On ne sait de quelle manière sont présentés au jeune prince les faits qui concernent son père. Mais eût-il une idée vraie de cette fin mémorable, de cette sévère combinaison d'une grande destinée, d'un tel souvenir, même chez un fils, expliquerait à peine l'invariable pâleur qu'on remarque sur ce front de vingt ans. Un autre siècle aurait caché sous quelque masque de fer ce silencieux témoignage d'une infortune à laquelle il ne reste, malgré des événements, que de froides espérances. Quelquefois il lui est permis de se montrer en public, mais sous les regards des surveillants accoutumés, comme si seulement on voulait prouver à l'Europe qu'il est vivant. Aucun étranger ne peut avoir avec lui la moindre relation : aucun livre, aucun papier n'arrive en ses mains sans avoir été examiné. Tout mouvement d'enthousiasme chez ce captif, toute idée qui ne lui serait pas suggérée par ses guides, toute véritable connaissance des choses détruirait le repos des puissances. Il a fallu composer à son usage des écrits historiques d'une prudence particulière, et une échelle chronologique : les seuls théorèmes mathématiques sont encore pour lui les mêmes que pour d'autres hommes, à tout événement. On prétend néanmoins avoir appris d'un de ses nobles gardiens, qu'une fois, frappant de la main avec impatience son front rêveur, il murmura ces mots : « Que veulent-ils donc faire de moi ? pensent-ils que j'aie la tête de mon père ? » Ainsi conduit, le jeune prince doit trouver tout dérisoire le gouvernement qui lui est dévolu : il est qualifié de gouverneur de la ville de Graz en Styrie. À la vérité on autorisa une liaison entre lui et un étranger; mais l'objet de cette prédilection du prince de Metternich était don Miguel, alors résident à Vienne. D'ailleurs on n'a pas toléré longtemps ces entretiens durant lesquels le fils de Napoléon se montrait aride de renseignements sur son père et sur la France. Dans ce qui ne peut réellement causer d'ombrage, cette éducation, qui demande encore tant de ménagements, a été confiée à un homme instruit et recommandable, le comte de Dietrichstein; il joint au titre de grand-maître, celui de directeur de la petite bibliothèque de son disciple, dans laquelle il ne faut chercher ni le *Mémorial de Sainte-Hélène*, ni les décrets datés de Schœnbrunn. Si rien ne peut écarter les surveillants, et entrouvrir la barrière qui sépare du reste des hommes, le duc de Reichstadt, du moins les exercices ne lui sont pas interdits. Il porte depuis long-temps l'uniforme; il a aujourd'hui le grade de major dans un régiment autrichien. Sa taille est plus élevée que ne l'était celle de son père, et la couleur blonde de sa belle chevelure n'ôte rien à la vivacité de ses yeux, sous un front large et ouvert; mais l'expression de sa physionomie est nécessairement altérée par l'extrême pâleur de tout le visage. En 1852, au commencement du printemps, sa santé donna de l'inquiétude; elle en donna encore de graves aujourd'hui. On cite parmi les écrits publiés à Paris, sur ce prince : 1° *Le fils de l'homme*, poème, par MM. Méry et Barthélémy. Ils ont sa pose d'une manière aussi noble que pittoresque leur figure héroïque. 2° *Essai historique sur le roi de Rome*, 1850. 3° *Vie anecdotique de F.-C.-J. Napoléon, duc de Reichstadt*, par J. P. H., 1850, in-18.

REINA (FRANÇOIS), avocat milanais, membre du corps législatif de la république italienne, né à Malgrate, dans le territoire de Como, en 1773, mort à Carmate, province de Mantoue, le 12 novembre 1855. Il fit ses études classiques à Milan, et son droit à l'université de Pavie, où il fut reçu avocat. Jeune, il eut le bonheur de recevoir les conseils et les leçons du célèbre Beccaria, de Parini, de Fontana et de Spallanzani, qui lui inspirèrent un goût passionné pour les sciences et les belles-lettres. Les événements arrivés en Italie, en 1796, l'éloignèrent du barreau, pour le jeter dans la politique. Il fut nommé au conseil législatif de la république cisalpine. Dans cette assemblée, il s'opposa aux différents projets de M. de Haller sur les finances, parce qu'ils lui paraissaient

saient compromettre celles du nouvel état et ruiner son crédit public. Par les mêmes considérations, il combattit le fermage des droits et revenus, et demanda l'estimation du papier-monnaie alors en circulation. Dans la Lombardie, l'ambassadeur français, M. Trouvé, se servit d'un moyen bien étrange pour faire taire l'opposition de Reims; il demanda au gouvernement cisalpin et en obtint l'expulsion du conseil de ce député; le général Brunn l'y rappela, mais Reims, ne pouvant point partager les sentiments de la majorité, n'y reparut plus. Quoiqu'éloigné des affaires, il n'échappa pas à la persécution exercée par les Autrichiens contre les membres principaux du gouvernement républicain. Tombé dans leurs mains, avec le célèbre Moscati, ils furent déportés aux bouches du Cattaro, d'où on les transféra en Hongrie. La victoire de Marengo rendit ces deux Italiens illustres à leur patrie et à la liberté. Reims fut nommé conseiller législatif de la république italienne organisée après cette victoire, et le premier usage qu'il fit de son pouvoir, fut de proposer une loi d'amnistie générale. Il se trouva à l'assemblée des comices italiens réunis à Lyon, en 1801, pour offrir à Bonaparte la présidence de leur république et voter la constitution de cet état. Reims, de retour à Milan, fut nommé membre du nouveau corps législatif et du collège électoral des possédants. Enfin il accepta les fonctions d'orateur du gouvernement, et les exerça jusqu'à la suppression de ce corps. Reims cependant continua à faire partie du corps législatif qui, annonçant trop d'opposition aux vus de Napoléon, devenu roi d'Italie, cessa d'être convoqué. Il entra alors dans la vie privée, et ne s'occupa plus que d'études qu'il n'avait jamais entièrement abandonnées, au milieu du tumulte des affaires; possesseur d'une bibliothèque fort nombreuse, et qu'on a évaluée à sa mort à cent mille ecus romains, il augmenta de beaucoup de livres et de manuscrits, et l'ouvrit au public. Plus jaloux de recueillir les ouvrages d'autrui, que d'en produire lui-même, il publia seulement quelques éloges, tels que ceux de Denina et de Muratori. Il rendit le même hommage à Parini, qui lui légua, en mourant, ses livres et ses manuscrits. Il a donné une édition complète des œuvres de ce poète célèbre, Milan, 1801-1806, 6 vol. in-8°; elle est dédiée au consul Bonaparte. On lui reproche avec raison d'y avoir laissé des pièces peu dignes du chantre du Jour. Il l'a fait précéder d'une *Vie de Parini*, écrite d'un style diffus et patétieux, comme ses éloges.

REINHARD (CHARLES-FÉLIX, comte de), ancien diplomate, grand-officier de la légion d'honneur, membre de l'académie des inscriptions et belles-lettres de l'institut, est né en 1761, à Balingen, en Wurtemberg, où son père remplissait les fonctions de surintendant du culte réformé. Il fit ses études à l'université de Tubingen, séjourna quelque temps à Vevay, près Lausanne, pour se perfectionner dans la langue française, et s'établit, en 1787, à Bordeaux. Dans cette dernière ville, il exerça la modeste profession d'instituteur, et dirigea les études d'un jeune homme qui, plus tard, lui fut attaché en qualité de secrétaire de légation. Venu à Paris, en 1791, il se fit bientôt remarquer par son esprit pénétrant et ses connaissances variées, et obtint, en 1793, sous le ministère de Dumouriez, la place de premier secrétaire d'ambassade à Londres. Il passa, en 1795, dans la même qualité à Naples, et devint, l'année suivante, chef de division au ministère des affaires étrangères. Lors de la chute de Robespierre, M. Reinhard fut attaché au comité diplomatique de la convention nationale, et, en 1795, il se rendit à Hambourg en qualité de ministre résident près les villes anstétiennes. Il occupa ce poste jusqu'en 1798, époque où il fut nommé ministre plénipotentiaire à Florence. En retournant à Paris, en 1799, il trouva à Villefranche l'ordre de passer avec le même titre en Suisse; mais à peine était-il arrivé à sa nouvelle destination, qu'il fut appelé à remplir les fonctions de ministre des affaires étrangères. Cette nomination qu'on attribua à l'abbé Sieyès, devenu membre du directoire exécutif, fut maintenue après le 18 brumaire. M. Reinhard donna cependant sa dé-

mission quelques jours après, et retourna à son poste, en Suisse, qu'il s'était réservé en acceptant le portefeuille des affaires étrangères. Nommé, en 1801, ministre près le cercle de la Basse-Saxe, à Hambourg, M. Reinhard mit un terme aux discussions qui existaient depuis long-temps, entre le gouvernement du Danemarck et ceux des autres pays maritimes, au sujet du salut que le premier soutenait avoir le droit d'exiger pour son pavillon de tous les vaisseaux navigant sur l'Elbe. Il envoya une note au ministre danois, dans laquelle il déclara, qu'attendu que l'Elbe était une rivière franche, et qu'aucun des traités subsistants ne consacrait un droit tel que celui dont il était question, les vaisseaux français remonteraient et descendraient désormais l'Elbe sans saluer, et que le Danemarck ne pourrait exiger le salut, même des plus petits états de l'Europe, alliés de la nation française. Cette notification eut le résultat désiré: le gouvernement danois reconnut la justesse des observations qu'elle renfermait, et le salut ne fut plus exigé. En 1805, M. Reinhard fut appelé de Hambourg, et nommé résident et consul-général à Jassy. A l'entrée des troupes russes dans cette ville en 1806, il fut arrêté et conduit avec sa famille à Kremenchuk en Russie, mais il fut aussitôt mis en liberté sur un ordre émané de l'empereur Alexandre. Il retourna des lors à son poste, qu'il ne quitta qu'en 1807, lorsque les hostilités éclatèrent entre la France et la Russie. De retour à Paris, Napoléon le choisit pour son ministre plénipotentiaire en Westphalie, place qu'il occupa jusqu'à l'invasion de ce royaume, en 1813, par les troupes des puissances alliées. Après la première restauration, M. de Talleyrand le fit nommé directeur de la chancellerie du ministère des affaires étrangères et conseiller d'état. Lors du retour de Napoléon de l'Elbe, il obtint de Louis XVIII la permission de se retirer dans sa terre de Falkenlurt, située sur le Rhin, pour y attendre la suite des événements. En passant par A-la-Chapelle, ses papiers furent saisis par ordre des autorités autrichiennes, et lui-même conduit à Francfort. Relâché bientôt après, sur les réclamations que Louis XVIII fit faire à Vienne, il alla rejoindre le monarque à Gand. Au mois de septembre 1815, M. Reinhard fut nommé ministre du roi près la diète germanique et presla ville libre de Francfort, place qu'il conserva jusqu'en 1839, époque où il sollicita et obtint sa retraite. M. Reinhard est membre de l'académie des inscriptions et belles-lettres depuis 1816. On a de lui une traduction allemande de *Tyrtes* et de *Tibulle*, et une *Collection d'Épîtres en vers allemands*. Ces deux ouvrages ont paru à Zurich, le premier en 1753, et l'autre en 1785.

REMAUD (CHARLES), naquit à Châteaui-Thierry, département de l'Aisne, le 9 janvier 1766, et fit ses études à Paris. Ce fut sans doute l'étendue de ses connaissances bibliographiques qui le décida à s'occuper de librairie. Il entreprit ce commerce à Fontainebleau, ou plutôt il y demeura dans une boutique. Son indolence, une grande affectation d'indépendance si de placée dans le commerce, le choix d'une ville peu littéraire, et d'ailleurs voisine de Paris, tout s'opposait à ce que cette entreprise fût lucrative: mais on disait qu'il attendait la conservation de la bibliothèque impériale de Fontainebleau, et il l'obtint effectivement vers les dernières années du règne de Napoléon. La singularité du caractère de Remaud, et ce fréquemment oubli des convenances qui influait sur toutes ses habitudes, l'avaient entraîné dans le choix du sujet de son poème publié en 1806. Le titre même de *la chéramie*, quoiqu'il ne paraisse que trop significatif, n'est pas exact, puisqu'il s'agit bien moins, dans cet ouvrage, d'un travers ou d'une manie passionnée que de l'art de tirer tout l'avantage possible d'une sorte de jouissance naturelle. On y a trouvé de la verve et une facilité remarquable; mais si l'auteur, qui se piquait, dit-on, d'originalité, avait eu un esprit vraiment original, il aurait rencontré et préféré quelque sujet qui lui permit de s'exprimer d'une manière neuve sans descendre aussi bas, et il aurait cherché la réputation par des moyens qu'il ne fallût pas cacher dans l'ombre, même après l'impression. Il avait une grande connaissance

des littératures latine, italienne et anglaise. Il a imité avec bonheur plusieurs pièces de vers tirées de l'anglais, et il en a composé quelques autres; mais elles sont restées en manuscrit, ainsi que son travail relatif à Delille, et destiné à montrer que ce poète célèbre a fait de trop nombreux emprunts à ses devanciers. Cette critique est intitulée: *Supplément nécessaire aux œuvres de J. Delille, ou examen général de ses différents poèmes originaux et de ses traductions en vers*. La jeunesse s'indigne verrait dans ce commentaire, a dit un savant bibliographe, par quelles études variées et profondes le chœur de *L'imagination* s'était préparé à la composition de ses ouvrages. » Remard est mort à Paris, le 30 septembre 1828, sans avoir fait imprimer autre chose que le poème didactique déjà mentionné, et le *Guide du voyageur à Fontainebleau*, 1830, in-12.

**REMORINO** (le général), et non **ROMARINO** ou **RAMOSINO**, est né à Gènes, de Jean Remorino, capitaine de marine aux voyages de long cours. Son père, qui s'était rendu célèbre dans les armements maritimes, fut obligé de renoncer à ses spéculations quand les Français occupèrent l'Italie. Devenu directeur de la police à Livourne, la princesse Elisa, grande-duchesse de Toscane, donna des éloges à l'administration de Jean Remorino, et lui confia une importante mission auprès de l'empereur Napoléon. En la remplissant, il se fit avantageusement connaître du duc de Bassano, et en obtint une bourse pour un de ses fils au collège de la Flèche. Le jeune Remorino y fit son éducation militaire, et sortit de ce lycée, en 1807, avec le grade de sous-lieutenant dans un régiment de cavalerie. Devenu capitaine, en 1813, Remorino faisait partie d'un corps de troupes dont Napoléon passait la revue à Wresl, à son retour de Moscou. L'empereur, frappé de la jeunesse du capitaine Remorino et de la bonne tenue de sa compagnie, ainsi que des rapports avantageux que lui firent sur cet officier le duc de Bassano et le colonel de son régiment, le nomma chevalier de la légion d'honneur. Remorino se distingua dans toutes les batailles de cette époque: il était capitaine d'artillerie dans la campagne de 1814, ensuite chef d'escadron. Il fut nommé colonel en 1815, et il fut placé à l'état-major de Napoléon. Quand les Bourbons rentrèrent en France, le colonel Remorino demanda et obtint sa retraite. Il prit une part active aux révolutions qui éclatèrent dans l'Italie en 1831, et, quand elles eurent été étouffées, il retourna en France, où il vécut retiré. L'héroïsme et les infortunes de la Pologne le rappellèrent sous les drapeaux. Poursuivi par les Autrichiens, qui voulaient l'empêcher de s'y rendre lorsqu'il n'y avait plus que la Vistule qui l'en séparait, il traversa ce fleuve à la nage pour aller prendre du service dans l'armée polonaise, où il fut reçu avec distinction, et il obtint un commandement dès les premiers mois de 1831. Son nom a figuré avec gloire dans la plupart des combats de la guerre de l'insurrection de la Pologne. Il se comporta avec tant de bravoure dans l'affaire du 4 avril, qu'il fut nommé, sur le champ de bataille, major-général d'une des divisions de l'armée polonaise, et ensuite général de division. Avant la reddition de Varsovie, le 8 septembre, le général Remorino, ayant senti la nécessité de fournir la capitale, bloquée par l'armée russe, d'autant de munitions qu'il était possible, résolut de s'emparer des magasins que les Russes avaient établis derrière Kaluszyn, pour servir à l'entretien du corps de Rosen et de toutes les troupes russes détachées sur la rive droite de la Vistule. A cet effet, il se porta avec vingt-deux mille hommes sur la rive droite, et, ayant donné le change au général russe, le battit complètement, et conduisit son butin à Varsovie. Le général Remorino, n'ayant pas voulu rejoindre le reste de l'armée polonaise, qui, après la prise de Varsovie, s'était retirée à Modlin et dans les environs, se détacha à la tête d'un corps d'environ vingt deux mille hommes. Attaqué et cerné par plusieurs corps russes d'une force supérieure, il fut obligé, pour ne pas tomber en leur pouvoir, de se réfugier sur le territoire de la Galicie autrichienne, où son corps déposa les armes. Remorino, accueilli avec enthousiasme dans toutes

les villes de l'Allemagne qu'il traversa, est venu se fixer à Paris, où il a été reçu avec les mêmes transports.

**RENJET-SINGH**, souverain de l'Hindoustan siudétique, naquit en 1762, à Lahor, capitale des Sicks, située sur le Ravey. Les Sicks, peuple sectaire de l'Inde, encore peu connus des Européens, se rangèrent, vers la fin du quinzième siècle, sous l'autorité de Nanek, fondateur de leur secte. Celui-ci transmittait son pouvoir, qui était religieux et militaire, à des successeurs qui l'exercèrent sans interruption jusqu'en 1759, époque de l'invasion de Nadir-Schah dans l'Hindoustan. En 1762, ces sectateurs furent en partie exterminés par Ahmed-Schah-Abdalah; mais cette même année naquit Renjet, qui devait relever sa patrie et réparer ses malheurs. Né dans une tribu obscure, privé des avantages de l'éducation, mais doué de beaucoup d'intelligence et de sagacité, Renjet fit remarquer son courage et son habileté dans plusieurs engagements contre les Anglais, et les Sicks le nommèrent leur chef. Parvenu à acquiescer un pouvoir qui flattait son ambition, il conçut l'espoir de relever sa nation opprimée, et de soustraire la partie de l'Inde qu'elle habite à la domination et même à l'influence des Anglais. Politique habile, autant que bon général, il agrandit ses états par des empiètements successifs. Des revers déconcertèrent d'abord ses entreprises, mais le succès vint enfin les couronner. En peu de temps, il se trouva maître du Pendjab, du Moulân, du Cachemir, du Peishawar et d'une partie de l'Afghanistan. Ses négociations et ses armes soumettent les petits feudataires qui désolaient le pays des Sicks et se disputaient un pouvoir tyrannique. Il rétablit l'empire des loix, et se fit bientôt aimer et vénérer d'un peuple qu'il avait régénéré. Tout en consolidant sa puissance, et en rétablissant les mœurs et les loix des Sicks, Renjet-Singh ne négligeait pas les moyens de s'opposer aux usurpations de la compagnie anglaise. Il rechercha l'alliance des fils d'Holkar, du fils aîné de Tippoo-Saïb, de Sindiah, et toutes les victimes de la puissance britannique dans ces contrées, tous les ennemis de cette puissance qui réclamèrent son appui, trouvèrent une protection assurée auprès de lui. L'instruction de ses armées fut confiée à des officiers français, qui n'eurent pas de peine à y établir la discipline et la tactique européenne. Ces soins, dirigés par une grande prudence et beaucoup de fermeté, ont réussi à Renjet-Singh. Seul de tous les radjahs, soubahs et nababs auxquels les Anglais ont laissé une ombre de souveraineté, il n'est ni leur protégé, ni leur tributaire. Loin de là, il est un sujet de crainte pour la compagnie. Elle pense cependant que cet habile vaillant ne se portera à aucune agression tant qu'il ne sera point provoqué: mais elle aurait beaucoup à redouter, si Carrack-Singh, l'aîné des enfants de Renjet, employant tous les moyens rassemblés par son père, s'entendait avec les Persans, par l'intermédiaire des Tartares de la Grande-Boukharie, pour inquiéter ses possessions. Aussi la compagnie use-t-elle de ménagements envers le vieux radjah et sa famille. Renjet-Singh est un des hommes les plus distingués de l'Orient. Comme le pacha régnant d'Egypte, Mohammed-Ali, il soumet volontiers son jugement à celui des hommes plus instruits que lui. Dans sa vieillesse, il a voulu apprendre à lire et à écrire. Son esprit est doux et conciliant, et ses mœurs patriarcales. Enfin il commande à une des plus braves nations de l'Inde, qui, exempte des superstitions hindoues et mahométanes, et entièrement attachée à son existence nationale, peut marcher à de grandes destinées sous les successeurs de Renjet-Singh, s'ils lui ressemblent.

**RENOUARD** (CARLOMAN-LOUIS-FRANÇOIS-FÉLIX, marquis de SAINT-CROIX), voyageur, est né à Besançon, le 12 mars 1773. Après avoir fait ses études, il entra, en 1786, comme officier au régiment de la reine, dragons. En 1791, il émigra avec son père, colonel du régiment Royal-Navarre, et devint, à l'armée de Condé, officier supérieur dans le corps des chevaliers de la couronne que son père commandait. Rentré en France, en 1797, et atteint par la loi de la première réquisition, M. de Saint-Croix fut obligé

de partir pour l'armée du Rhin, entra comme simple lousard dans le quatorzième régiment, y passa par tous les grades, fit toutes les campagnes d'entre-Rhin, et se trouva dans les principales affaires, entre autres à la bataille d'Hohenlinden. De retour à Paris, après la paix de Lunéville, il partit, en mars 1803, pour les Indes orientales, sur l'escadre du contre-amiral Linois, avec le général Decaen, chargé d'y reprendre possession des établissements que le traité d'Amiens nous avait rendus. M. Renouard devait y être employé comme chef de l'un des comptoirs français. Après une relâche au cap de Bonne-Espérance, il arriva le 10 juillet à Pondichéry; mais le troisième jour, sur la nouvelle que la guerre venait de se rallumer entre la France et l'Angleterre, l'escadre coupa ses câbles, conduisit le général Decaen, avec le préfet maritime Léger, à l'île-de-France, et les deux cent cinquante hommes de troupes qui avaient été débarqués à Pondichéry furent faits prisonniers, le 13 septembre, ainsi que tous les employés de l'administration. Pendant sa détention dans l'Inde, M. de Sainte-Croix obtint la permission de faire diverses excursions à la pagode de Trikutaret, à Madras et à Tranquebar. Rendu à la liberté, il s'embarqua, le 22 juillet 1804, sur un vaisseau danois, qui, de cette dernière place, le transporta, le 4 septembre, à Manille, capitale des îles Philippines, où il fut chargé, par le gouverneur-général espagnol, de l'organisation des troupes pour la défense de ces îles, qui étaient alors menacées par les Anglais. Une résidence de plus de deux ans a mis à même M. de Sainte-Croix de recueillir sur ce riche pays des notions exactes et particulières. En décembre 1806, il partit pour la Chine, arriva le 19 mars 1807 à Macao, où il se lia avec sir Georges Staunton, ancien secrétaire d'ambassade de lord Macartney. Après avoir visité Canton et Emou, il passa en Cochinchine, où il corrigea, avec M. Joseph d'Ayot, les cartes manuscrites de la côte de ce pays jusqu'à l'île Haynan, que M. d'Ayot avait explorée en qualité de mandarin. Ces cartes ont été publiées depuis au ministère de la marine, par ordre du comte Molé. M. de Sainte-Croix retint à Canton le 1<sup>er</sup> novembre, s'y embarqua pour les États-Unis d'Amérique à la fin de décembre 1807, et demeura près de deux ans tant à New-York qu'à Philadelphie. De retour en France, en 1809, il publia la relation d'une partie de ses excursions maritimes, sous ce titre : *Voyage commercial et politique aux Indes orientales, aux îles Philippines et à la Chine, avec des notions sur la Cochinchine et le Tonquin, de 1803 à 1807*, Paris, 1808, 3 vol. in-8°, avec deux cartes de l'Inde et de la Chine, par Mentelle et Chauliaire. Tout ce que dit le voyageur de l'état physique et moral des peuples de l'Inde et de l'influence qu'exercent sur eux les dogmes religieux et la superstition; tout ce qu'il dit aussi des fautes que le gouvernement français a commises dans l'Inde, de notre inaptitude à former des établissements coloniaux, prouve la justesse de ses observations et la rectitude de son jugement. Mais ses citations historiques sur les révolutions de l'Inde sont peu exactes, et ne paraissent pas puisées dans de bonnes sources. Le premier volume est terminé par une traduction du *Shasta*, livre sacré des gentils et base de la croyance des Mahrattes. Le tome II, consacré entièrement aux Philippines, contient l'histoire la meilleure et la plus complète que nous ayons de ces îles. Le troisième renferme peu de choses vraiment neuves sur Cachemire, mais l'auteur y a joint un mémoire intéressant et curieux sur les dernières révolutions de la Cochinchine et du Tonquin. Le style de ce voyageur est simple, familier et négligé, défaut que rend moins saillant la forme épistolaire adoptée par lui. Il est fâcheux que les cartes qu'il y a jointes ne soient pas originales et sur une plus grande échelle. On doit encore à M. de Sainte-Croix : *Tsing-Lou-Lou, ou les lois fondamentales du code pénal de la Chine, avec le choix des statuts supplémentaires, originellement imprimés et publiés à Pékin, sous la sanction et par l'autorité de tous les empereurs Tsing-Tsing*, composant la dynastie actuelle, traduit du chinois, et accompagné d'un appendice contenant des documents authentiques et quel-

ques notes qui détaillent le texte, par G.-Th. Staunton, et traduit de l'anglais avec des notes, Paris, 1812, 2 vol. in-8°. Chargé d'une mission spéciale par le ministre de l'intérieur Montalivet, M. de Sainte-Croix se rendit aux États-Unis, en 1815, pour dans les colonies des Antilles avant la fin de cette année, et s'arrêta à la Martinique, où il avait des propriétés. Avant de quitter l'Inde, il avait laissé entre les mains de M. Léger, préfet de l'île de France, le manuscrit d'un ouvrage considérable sur l'Indonésie. A la mort de M. Léger, ce manuscrit, vendu avec les autres effets de sa succession, a servi depuis à M. P... qui, sans faire au texte d'autres changements que des suppressions, l'a publié sous ce titre : *L'Indonésie, ou religion, mœurs, usages, arts et métiers des Indes*, avec 104 planches, Paris, 1816, 6 vol. in-18. M. de Sainte-Croix n'étant revenu en France qu'en 1817, ne put ni empêcher ce plagiat, ni publier son propre ouvrage. En 1819, il retourna à la Martinique, où il fit partie de la commission, nommée par Louis XVIII, pour réviser les lois coloniales. A son retour, en 1821, il donna : *Statistique de la Martinique, avec d'une carte de cette île, avec les documents authentiques de sa population, etc.*, Paris, 1822, in-8°. Cette statistique est la première qui ait été publiée sur les colonies. M. de Sainte-Croix s'est occupé des questions coloniales dans le double but d'améliorer le sort des esclaves noirs et des hommes libres de couleur dans les Antilles françaises, et de changer la législation coloniale relative à ces colonies qui les colons avaient contractée en France. Il a adressé à ce sujet à la chambre des députés diverses pétitions qui ont souvent donné lieu à de graves discussions. Parmi celles qui ont été imprimées, nous citerons : 1<sup>o</sup> *Pétition à la chambre des députés, à l'effet d'obtenir le paiement des dettes coloniales contractées principalement envers les habitants de la France*, Paris, 1823, in-8°; 2<sup>o</sup> *Idem sur le régime intérieur des esclaves aux Antilles françaises*, etc., Paris, 1829, in-8°. M. de Sainte-Croix a été envoyé à Alger, en 1831, avec mission de rechercher les moyens d'établir des relations commerciales avec l'Afrique centrale, et de diriger la colonisation sur le rapport des cultures à obtenir du sol. Il a été chargé aussi d'examiner la fameuse plaine de Matelah, et d'en rendre compte, ainsi que du mode d'éducation à introduire à Alger pour les Juifs et les Musulmans. Depuis son retour, les feuilles périodiques et les journaux de la fin de 1831 et de janvier 1832 ont publié quelques-unes de ses observations. M. de Sainte-Croix est membre de la société philotechnique de Paris, de l'académie de Besançon et de La Rochelle, de la société de statistique de Paris et de Marseille, et il est aussi chevalier de Saint-Louis et de la légion d'honneur.

RENOVALÈS (MARIANO), chef de parti, né dans la Navarre espagnole. Destiné au commerce, il fut envoyé en Amérique, où il ne songea pas à suivre une autre carrière, lorsque l'attaque de Buenos-Ayres, par les Anglais, en 1806, fit prendre les armes à tous les habitants obligés de soutenir une guerre trop faible. L'intrepidité et la bonne conduite de Renovalès parurent si remarquables qu'immédiatement après l'action, lui écrivirent les auteurs de l'armement, on le fit lieutenant-colonel. Il venait de repasser la mer à l'époque de l'entreprise de Napoléon concernant la péninsule, entreprise assez mal dirigée pour que le parti des Bourbons en Espagne s'en profitât et se fit regarder comme le soutien de l'indépendance nationale. Renovalès s'étant déclaré contre les Français, contribua à prolonger le siège meurtrier de Saragosse, et, après la reddition de la ville, il se réfugia près de Pamplune, dans la vallée de Bescos, où il était né. La troupe qu'il y forma portagea le bled, le foin, et fut souvent heureuse sous sa direction. Ses fréquents succès, ainsi que sa présence d'esprit dans les moments difficiles, le firent charger de plusieurs missions sur les côtes, et lui valurent le grade de maréchal-de-camp; mais il pousse à loin la confiance, qu'ayant engagé une action régulière contre un fort détachement français, il fut blessé et envoyé prisonnier en France. Étant parvenu à s'échapper et à re-

trer dans ses montagnes, il continua d'en intercepter les passages : les services qu'il rendit à son parti dans ce genre de guerre n'eurent d'autre terme que celui des prospérités de l'ennemi. Les siennes cessèrent précisément lorsqu'il vit triompher la cause qu'il avait long-temps défendue. Ceux d'entre les Espagnols qui avaient cru favorable à la liberté leur opposition au nouveau gouvernement devinrent naturellement odieuses à l'ancien dès qu'il lui devinrent inutiles. Renouals n'était pas alors d'humeur à voir sans quelque indignation l'ingratitude de l'autorité, la détresse des troupes, et même la violation des serments : il fut l'objet d'une stricte surveillance. Au mois de mars 1816, on l'impliqua dans une conspiration que la police paraissait avoir découverte. Il eut encore l'adresse d'échapper, et il se refugia en France, sous la protection du drapeau blanc : il étoit ainsi réservé aux Espagnols de ce parti de se trouver dans une position fautive. Renouals reparut aussitôt en Espagne pour confirmer les soupçons. Gravement compromis une seconde fois, il passa en Angleterre, où, se joignant à quelques uns de ses amis, il s'occupa de la formation d'un corps qui, d'après des mesures prises par les indépendants d'Amérique, d'accord avec des armateurs anglais, mit à la voile pour Venezuela. Mais Renouals ne tarda pas à traiter avec les royalistes espagnols, s'engageant, lui et quelques uns des siens, à livrer le matériel de guerre et à paralyser ainsi l'opération, à condition que tout obstacle serait levé pour leur retour dans leur patrie. En vain il crut se laver du reproche de trahison par une sorte de manifeste où il objecta que les chefs du pays lui avaient manqué de foi, et que tout ce gouvernement, vu de près, ne pouvait inspirer assez de confiance pour qu'on ne renoncât pas à le servir. Une aussi faible justification n'était pas propre à effacer la honte de cette convention du 31 mars 1815 : mais si ce parti, long-temps courageux, n'a pu se relever dans l'opinion, du moins il a joui, au fond de l'asile qui lui fut assigné en Espagne, de la sécurité pour laquelle il avait fait le plus grand des sacrifices, celui de l'honneur.

**RESTIER (Antoine-Jérôme)**, l'un des comédiens les plus parfaits du dernier siècle, naquit à Lyon, en 1736. Ses parents, qui étoient pauvres, n'ayant pas les moyens de lui donner un état, il entra, dès son enfance, dans une troupe de saltimbanques, où il étoit sauteur et paillasse. Sa souplesse et sa gentillesse lui valurent, quelques années après, la permission de débiter, comme danseur, sur un théâtre de province. Mais il avait trop d'esprit et de gaieté pour s'en tenir long-temps à la pantomime : il prit l'emploi des *romages*. Il faisait partie de la troupe de Lyon, avant 1756, époque de l'ouverture du grand théâtre construit par Soufflot et récemment détruit. Quoique Restier montrât un talent supérieur dans les sautes et dans certains rôles qui, tels que celui de Tartuffe, n'appartiennent proprement à aucun emploi, il adopta de bonne heure ceux de financiers et à manteaux, qui convenaient mieux à son physique. La réputation qu'il y acquit parvint à Paris, et on le désignait pour doubler et remplacer Bonneval. Quelques brillantes que fussent les offres que l'on fit à Restier pour l'attirer à Paris, il préféra rester à Lyon, où il étoit chéri du public et reçu dans les meilleures sociétés. Inférieur peut-être, dans les financiers, à Desassauts et à Grandmieu, successeurs de Bonneval dans cet emploi, pour lequel il n'avait pas l'air insolent qui est d'obligation, ni le gros ventre qui peut y suppléer, il les surpassait incontestablement dans les rôles à manteau et dans les pères grimes, auxquels sa figure se prêtait d'ailleurs admirablement. Personne n'a mieux joué que lui Bernadille dans *La femme jugée et partie*, Orgon dans *La pupille* et dans *Le consentement forcé*, Argente dans *Les fourberies de Scapin*, Jodelin dans *La roupe enchançée*, Argan dans *La maladie imaginaire*, Géronte dans *Le légataire*, etc., et surtout Harpagon dans *L'avaré*, où il étoit inimitable. On dit qu'il ne jouait ce rôle si naturellement que parce qu'il étoit lui-même fort avare, comme semble le prouver la plaisanterie que nous rapporterons plus bas. Restier quitta le théâtre peu de temps avant la révolution : mais le parler

lyonnais, mécontent de tous les acteurs qui ont eut successivement se présenter pour le remplacer, le redemanda à grands cris. Il se rendit aux vœux du public, en 1799, et continua d'être applaudi avec transports jusqu'à l'époque du siège de Lyon, en 1793. Arrêté pendant la terreur, et traduit devant le tribunal révolutionnaire, il se tira d'affaire par sa présence d'esprit. « J'espère, citoyens, leur dit-il en terminant son plaidoyer, que vous n'aurez pas l'ingratitude de faire pleurer celui qui vous a tant fait rire. » Toutefois il dut principalement son salut à un de ses camarades, jacobin forcené, qui l'emmena à Strasbourg, d'où Restier ne revint qu'après que l'orage révolutionnaire fût passé. Il reparut encore quelque temps sur la scène, malgré son grand âge ; mais il ne tarda pas à se retirer dans la campagne qu'il possédait à la Croix-Rousse. Il y termina sa carrière le 36 mars 1803. Peu de temps avant sa mort, étant chez son curé, il lui dit : « Monsieur le curé, paiera-t-on la messe qui sera célébrée après mon décès ? — Oui, mon ami. — Et les vêpres se paient-elles aussi ? — Non. — Eh bien ! je me contenterai des vêpres. » Avare jusqu'au dernier moment, Restier mourut d'ailleurs en homme religieux.

**RETZIUS (Axel-Jean)**, professeur d'histoire naturelle à l'université de Lund, chevalier de l'ordre de l'étoile polaire, naquit le 3 octobre 1742, à Christianstad, de Nicolas Retzius, chirurgien dans l'armée suédoise, et de Louise Schreiber. Il reçut les premières leçons de son père, qui mourut le laissant âgé de treize ans et sans fortune. Sa veuve se procura quelques remoueurs pour lui faire continuer ses études ; mais ces faibles moyens furent bientôt épuisés, et le jeune Retzius se vit obligé d'abandonner les livres pour choisir un genre de vie où il pût gagner le nécessaire. Il froua une place chez un pharmacien à Lund, et se fit inscrire comme étudiant à l'université de cette ville. L'année suivante, on lui offrit une place plus avantageuse dans une pharmacie de Carlshamn, qu'il n'occupa qu'un an, pour se rendre à Stockholm, et y subir les examens exigés pour être apothicaire. Après avoir terminé ses cours en pharmacie, il quitta la capitale pour établir une pharmacie dans une petite ville nommée Cimbristhamn ; mais il fut détourné de cette spéculation, et il se rendit à Lund, où il obtint la permission de professer la chimie. En 1766, il obtint le grade de docteur en philosophie. Deux ans après, il se rendit à Stockholm, où il entra au collège des mines. Vers ce temps, le collège de santé le chargea de prendre part à la rédaction d'une pharmacopée suédoise et de faire des cours publics de pharmacie. Retzius professait l'histoire naturelle dans l'établissement institué par Tensched, alors appelé *Schola illustris*. En 1771, il fut nommé démonstrateur de botanique à l'université de Lund : en 1777, le roi lui donna le titre de professeur ; mais ce ne fut qu'en 1798 qu'il exerça les fonctions de professeur d'histoire naturelle, et l'année suivante il eut la chaire de chimie. Retzius mourut le 6 octobre 1821, à Stockholm. Il étoit membre d'un grand nombre de sociétés savantes. Ses principaux ouvrages sont : 1° *Abrégé des principes de la pharmacie*, Stockholm, 1769 ; 2° *Prodromus flora Scandinavica*, Stockholm, 1779 ; il a paru une seconde édition de cet ouvrage à Leipzig, en 1795 ; 3° *Genera et species insectorum et scriptis Carol. de Geer*, Leipzig, 1785 ; 4° *Lectures publicæ de verminibus intestinalibus præsertim humanis*, Stockholm, 1785 ; 5° *Flora virginiana, avec un appendix sur les plantes qui étoient arries sur la ta-le des Romains*, Lund, 1809 ; 6° *Enseignement au peuple pour la plantation des arbres, surtout dans la Scanie*, Lund, 1811. Outre ces ouvrages, Retzius a publié plusieurs traités intéressants qui sont insérés dans les Mémoires de l'académie des sciences de Stockholm, de la société d'histoire naturelle à Berlin, de celle de Copenhague, de l'académie royale des sciences de Turin, de la société phénographique de Lund, dans la Bibliothèque physico-économique et medic-chirurgicale pour le Danemark et la Norvège, etc.

**REUILLY (Jéax de)**, voyageur, né en 1780, dans la Picardie. Les événements politiques ayant changé la position de sa famille, qui appartenait à la noblesse,

il n'eut d'abord d'autre ressource que de se faire correcteur d'épreuves dans une imprimerie. Après avoir occupé quelques places dans un temps plus calme, il obtint du premier consul, en 1802, une mission pour la Russie. Il ne séjourna qu'environ deux mois à Saint-Petersbourg : le duc de Richelieu l'emmena avec lui en Crimée, au commencement de février 1803. La qualité d'étranger ne pouvait nuire dans ces contrées, où un libre espace retient généralement les hommes attachés à de tranquilles habitudes, et où, surtout alors, l'industrielle activité française excitait moins de jalousie que de reconnaissance. Après du gouverneur d'Odessa, qui commandait avec plus de bonheur entre les bouches du Dniester et du Dnieper qu'il n'administra ensuite la France, Reuilly eut beaucoup à se louer des habitants, particulièrement des marins, de tous les militaires, et du Misoraditch, gouverneur de la Crimée : à Petersbourg même, il avait été traité avec beaucoup de bienveillance. Il profita des lumières et des obligants conseils du célèbre Pallas, et ce fut en suivant l'itinéraire tracé pour lui par ce naturaliste qu'il visita les deux parties si différentes entre elles de l'ancienne Chersonnèse, et alla même jusqu'au-delà du détroit de Jenicale. Il était de retour en France, et il avait reçu la décoration de la légion d'honneur, lorsqu'en 1805 il fut admis au nombre des auditeurs près le conseil-d'état, section de la marine. Son *Voyage en Crimée*, qu'on imprima alors, inspira une juste confiance et de la curiosité. Il avait été revu par Pallas, qui même y avait joint des notes. Reuilly était d'ailleurs le premier Français qui eût parcouru ce pays en observateur. Son livre est un tableau de la Crimée aussi instructif qu'agréable, et offert au naturaliste ou au négociant, comme au géographe et à l'historien. L'auteur a joint, avec autant d'art que de franchise, à ses propres remarques beaucoup de documents tirés des ouvrages de Thourmann, et de Sestrenciewicz, de Hablitz et de Langlès. Il a fait suivre sa description générale de renseignements sur les ports et le commerce de la mer Noire. On dit qu'il a fait aussi un *Exposé des relations commerciales de l'Inde avec l'Occident par la voie continentale*, qu'il y présentait comme nullement chimérique une expédition dirigée par terre contre la région du Gange, et que ce mémoire a été vu par Napoléon. Les médailles que ce voyageur recueillit en Crimée ont été l'objet de deux dissertations, l'une par Langlès et l'autre par Millin. En 1807, Reuilly fut sous-préfet du département de l'Aisne, quatrième arrondissement, et, l'année suivante, la troisième classe de l'institut le mit au nombre de ses correspondants. A l'époque où l'ancienne Toscane fut réunie à l'empire, il devint maître des requêtes, reçut le titre de baron, et quitta Soissons pour la préfecture de l'Arno. Une blessure anciennement reçue dans une affaire d'honneur, occasionnée chez lui une maladie de poitrine qui le décida à se rendre à Pise pour y prendre les eaux ; mais il y mourut le 25 février 1810. Ses ouvrages sont : 1° *Voyage en Crimée et sur les bords de la mer Noire*, pendant l'année 1803, Paris, 1806, in-8°, avec des planches, une carte exacte et bien gravée, et des vignettes où on peut prendre une idée vraie de l'aspect que présente le pays ; 2° *Description du Thibet, d'après les relations des lamas tongous établis parmi les mongols*, traduit de l'allemand, avec des notes, Paris, 1808, in-8° ; on trouve dans cet écrit de l'intérêt et de l'exactitude ; 3° *Notice sur les travaux agricoles de MM. J. Brayer et Dansé*, insérée dans le *Magasin encyclopédique* en 1807.

REUTH (BRAXAND), professeur d'histoire et de statistique à l'université de Kharkof, naquit à Mayence, vers 1760. Il y reçut la première éducation, et alla finir ses études aux universités de Leipzig, d'Iéna et de Göttingue. Après les avoir terminées, il obtint un emploi dans l'administration du département du Mont-Tonnerre, dont le chef-lieu était Mayence, alors réunie à la république française. Il alla ensuite remplir la place de vice-directeur de l'institut pédagogique de Dorpat, en Russie, et, sur l'invitation du comte Potocki, alors curateur de l'université de Kharkof, il se rendit dans cette ville, en 1813, pour y enseigner

à l'université l'histoire et la statistique. Il y est resté jusqu'à sa mort, arrivée le 24 octobre 1824. Reuth avait beaucoup d'érudition et une grande activité d'esprit. Il a publié en Russie et en Allemagne les ouvrages suivants : 1° *Lettres politiques, accompagnées d'un essai sur l'histoire de l'ancienne ville impériale de Mayence*, Manheim, 1789 ; 2° *Histoire des guerres civiles de France* (de Davila), ouvrage traduit de l'italien en allemand, avec une histoire de la puissance des rois et des révolutions de la monarchie jusqu'à la ligue, Leipzig, 1793-96, 4 vol. grand in-8° ; cette traduction a été réimprimée à Vienne, en 1817 ; 3° *Histoire de la puissance des rois et de la révolution en France, depuis la dissolution de la ligue jusqu'à la république*, Leipzig, 1796-97, 3 vol. in-8° ; 4° *Tableau historico-statistique du Portugal*, par le général Dumouriez, traduit du français en allemand, Leipzig, 1798 ; 5° *Voyage en Sicile, à Athènes, à Constantinople*, traduction libre de l'anglais, Leipzig, 1798, in-8° ; 6° *Tableau de la révolution d'Italie* ; le livre premier contient l'histoire des révolutions de la république de Venise ; il a été imprimé à Leipzig, en 1798 ; la suite n'a point paru ; 7° *Specimen historie Rssorum*, Kharkof, 1811, première partie : la seconde n'a pas été publiée ; 8° *Esprit des productions littéraires de l'Orient et de l'Occident*, discours, Kharkof, 1811 ; 9° *L'Orient*, discours, *ibid.*, 1814, in-8°. Plusieurs autres discours de Reuth sont imprimés dans des recueils périodiques. Il est à désirer que la suite de son *essai d'histoire russe*, écrit en latin, soit imprimée. Il l'a laissée en manuscrit à ses héritiers, et il se proposait de la publier quand il mourut. Dans ce qui a paru, on pourrait reprocher à ce savant professeur d'admettre des étymologies peu fondées ; mais ses combinaisons heureuses n'en sont pas moins dignes d'attention. Ces *essais d'histoire russe* et l'histoire de Davila qu'il a complètes doivent être regardés comme ses principaux ouvrages. On trouve une notice étendue sur les travaux du professeur Reuth dans les *Fests bibliographiques de Keppen*, pour 1823, n° 13, Petersbourg, in-4°.

REUVENS (JEAN EVERARD), jurisconsulte des Pays-Bas, né en 1763, à Harlem. Il fit ses études à Leyde, et embrassa la profession d'avocat après avoir soutenu, en 1784, une thèse à cet effet sur cette question de droit : *De cautionis mutandis*. Il ne quitta le barreau de La Haye qu'en 1795, lorsqu'il devint membre de la cour de justice de la province de Hollande. En 1799, il remplit un poste assez important, qui, en lui donnant le simple titre d'agent, le rendait le chef de la magistrature de sa province, et il justifia au bien cette confiance qu'on avait eue dans ses talents comme dans son zèle, qu'après les événements de 1801 il fut placé à la tête de tout l'ordre judiciaire, sous la dénomination de président de la haute cour. Ces fonctions cessèrent en 1806 avec l'existence de la république : alors Reuvenis fit partie du conseil-d'état, d'abord en service extraordinaire, puis comme président d'une section, et enfin comme vice-président du conseil entier. En 1810, la Hollande étant réunie à la France, il n'eut d'abord pour dédommagement que la présidence de la cour d'appel de La Haye ; mais l'année suivante, la haute estime dont il jouissait le fit élever, à Paris, à la cour de cassation, et il y resta jusqu'au moment où les alliés disposèrent de la Hollande, ce qui l'y fit rappeler. En le présentant à Paris à ses collègues, Merlin de Douai, procureur-général près cette cour, leur avait dit : « M. Reuvenis est l'un des plus grands jurisconsultes d'un pays qui en a tant compte de remarquables. » Ce compliment n'était qu'une justice rendue à l'étendue des connaissances du jurisconsulte néerlandais, bien digne d'être apprécié par le premier légiste de cette époque. Pendant le séjour de Reuvenis à Paris, une circonstance étrangère à ses fonctions lui fit assez d'honneur pour mériter d'être citée. Quelque temps après les désastres de la fin de 1812, Napoléon ordonna dans la capitale la formation d'une garde nationale. Le premier billet porte que Reuvenis pour ce service, le 7 février 1813, concernait son fils, mais sans désignation particulière. Malgré ses occupations, le père profita de la négligence pour épargner cette fatigue à son fils, beaucoup moins re-

buste que lui, et il le fit partir de Paris, de peur de ne pouvoir sans cela continuer à le remplacer. A son retour dans sa patrie, en 1814, Reuven se résigna à rentrer à la cour d'appel de La Haye, et n'en présida même qu'une section; mais il se consacra surtout au genre de travail qui lui avait déjà permis de prendre part à la rédaction d'autres codes: on lui dut en très grande partie le code criminel du nouveau royaume. L'approbation fut unanime, et il en mérita une nouvelle comme membre de la commission chargée de rédiger les autres projets. Au milieu de ces soins qui le retenaient à Bruxelles, il mourut par accident, au mois de juillet 1816, aussi estimé pour sa droiture que pour la franchise de ses sentiments de piété. Il avait été créé commandeur de l'ordre de l'union, à l'occasion de la publication du code criminel. Son éloge, prononcé à Leyde, en 1817, devant la société de littérature hollandaise, a été inséré dans les mémoires de ce corps académique. — REUVENS (Gaspard-Jacques-Christien), fils de J.-E. Reuven, né à La Haye, vers 1798, fit ses études à Leyde, et son droit à Paris, où son père l'amena en 1811. Rentré avec lui dans la Hollande, en 1814, il devint, le 16 octobre de l'année suivante, professeur de littérature latine et grecque à Harderwijk, et, quand cet athénée fut supprimé, on lui confia, en qualité de professeur extraordinaire, les mêmes cours, ainsi que celui d'archéologie, à l'université de Leyde. Son discours d'ouverture, *De laudibus archaeologiae*, prononcé le 25 octobre 1818, a été publié à Leyde, 1819, in-4°. On lui doit un ouvrage estimé ayant pour titre : *Collectanea litteraria*.

REVOIL (PIERRE-HEURI), peintre de genre, né à Lyon, en 1776, vint à Paris après les orages de la révolution, et étudia la peinture sous David. Un de ses premiers tableaux, et peut-être l'un des meilleurs, Bonaparte relevant la ville de Lyon, lui valut les suffrages des connaisseurs. Il a disparu du musée de Lyon en 1814. M. Revoil exposa au Louvre, en 1810, l'Aneau de Charles-Quint, et, en 1812, le Tournoi de Bertrand Duguesclin. Le premier de ces tableaux orna la galerie du Luxembourg, ainsi que la Convalescence de Bayard, composition pleine de grâce et de naïveté, couronnée à l'exposition. A celle de 1819, on remarqua de M. Revoil, Jeanne d'Arc, prisonnière à Rouen; en 1822, Marie Stuart allant à la mort, tableau dont les attitudes sont vraies, et qui par la chaleur des passions et des mouvements frappe bien plus l'attention et le détail minutieux des accessoires ne refroidissait un peu l'inspiration qui était heureuse; Geoffroi de la Tour, endormi sur un lion, composition faible; en 1844, François I<sup>er</sup>, armant chevalier son petit-fils François II; en 1827, René d'Anjou chez Palamède de Forbin; Diane de Poitiers et Henri II; le Songe de Jeanne d'Arc; le Ménestrel et les Jouvencelles. Les autres ouvrages de M. Revoil sont: Jeanne d'Albret, grosse de Henri IV; Henri IV et ses enfants; l'Hospitalité provençale; le Rachat des captifs par les pères de la Merci. On voit qu'il n'a traité que des sujets chevaleresques. Il est avec M. Richard-Pleury le créateur de ce genre mixte que les connaisseurs regardent comme une aberration et qu'ils condamnent. Ses opinions politiques ont influé sur les différents jugements qu'on a portés de son talent. Il a ses partisans et ses détracteurs. Sa manière est large, naturelle; mais le costume chez lui, trop minutieusement observé, nuit à l'ensemble et en éloigne l'attention. Outre les tableaux dont nous avons parlé, M. Revoil est encore l'auteur des deux gravures qui accompagnent l'*Histoire de Bayard*, de M. de Terre-Basse, Lyon, 1831, in-12; 1832, in-8°. Il était depuis la création de l'école des beaux-arts de Lyon, en 1808, professeur de peinture à cette école, d'où sont sortis tant d'excellents artistes. Il est correspondant de l'institut (académie des beaux-arts), et membre de la légion d'honneur. Les duchesses d'Angoulême et de Berri l'avaient nommé leur peintre de genre. On a quelques, mais littéraires de M. Revoil: *Sterne*, ou le voyage sentimental, comédie en un acte, représentée avec succès au théâtre du Vaudeville, en 1799, et imprimée à Paris la même année; (en société avec

M. Aug. de Forbin) *Eloge de Mayeure de Champrieux*, Lyon, 1813, in-8°; et plusieurs morceaux en style marotique insérés dans différents recueils. M. Revoil avait formé et augmenté depuis vingt-cinq ans une collection d'armures, tapisseries et autres objets en usage au moyen âge. Cette collection, qui est décrite au *Moniteur* du 12 septembre 1811, a été acquise pour le musée qui portait le nom de Charles X. M. Revoil, qui a long-temps habité Lyon, vit maintenant retiré à Serravallo, près d'Aix, dans ses propriétés.

REY (JOSSEPH), est né à Grenoble. Après avoir été, pendant un certain temps, président au tribunal civil de Rumilly, il vint à Paris exercer la profession d'avocat. Sans être précisément dénué de mérite comme juriconsulte, il n'occupait qu'une place très secondaire au barreau, et le bruit de son nom n'aurait jamais franchi l'enceinte du palais, si ce n'était été la violence de ses opinions politiques. Ardent ami de la liberté, et non moins ardent ennemi d'un gouvernement dont il avait personnellement à se plaindre, il s'abandonna à ce double sentiment avec toute l'impétuosité des passions méridionales. A l'occasion des troubles de Grenoble et des mesures qui avaient été prises dans le département de l'Isère, il signa et publia, sous le nom d'un sieur Regnier et de quelques autres habitants du département, une plainte contre le commandant militaire et le préfet, MM. Donnadieu et de Montlivault. Cette publication eut un grand éclat, et sa conséquence immédiate fut de faire tomber sur son auteur le plus rigoureux des châtimens disciplinaires. Le conseil de l'ordre des avocats, assemblé sur la réquisition du procureur-général près la cour royale, qui était alors le célèbre M. Bellart, décida que le nom de M. Rey serait rayé du tableau. C'était une peine sévère, puisqu'elle équivalait, pour celui qui en était frappé, à la perte de son état. La décision du conseil fut, à son tour, jugée non moins sévèrement par le public, et, dans quelques feuilles libérales, les critiques allèrent jusqu'à l'exécution. Quelle que fût, au fond, la vérité sur les faits de la déplorable affaire à l'occasion de laquelle M. Rey avait écrit, une chose est certaine, et ne saurait être niée par quiconque a connu le palais de cette époque: les membres du conseil devaient être nécessairement de mauvais juges pour le prévenir, parce qu'à la violence près, ils étaient aussi imbus des opinions légitimistes que lui-même l'était des sentiments libéraux. C'est une chose remarquable. Tous les anciens avocats, restes de l'ordre d'avant la révolution, se sont, presque sans exception, retrouvés royalistes décaies en 1815, quoique appartenant à un corps qui avait des premiers donné l'élan à la révolution en 1793 et en 1790. C'est que ce corps avait, comme tant d'autres, été victime de cette révolution ingrate, et que, parmi ses injustices et ses cruautés, ils avaient oublié les droits au nom desquels elle s'était opérée. Il n'était pas rare, dans les premières années qui suivirent la restauration, d'entendre dire à d'anciens avocats, d'ailleurs fort capables et fort honnêtes gens, que le gouvernement constitutionnel ne convenait pas à la France, et que Louis XVIII avait follement cédé à ses vieilles idées philosophiques en l'important chez nous. On ne peut donc guère refuser de croire que l'impartialité ne présida point à l'espèce d'arrêt qui frappa M. Rey dans le sein de son ordre, quoiqu'il faille, d'un autre côté, reconnaître qu'il avait lui-même dépassé les bornes des convenances dans la chaleur avec laquelle il avait exprimé les doléances de ses clients. On pense bien que sa disgrâce ne contribua pas à modérer l'ardeur de ses opinions. Il se fit carbonaro, et dirigea, dit-on, l'un des comités de cette association mystérieuse qui travaillait avec plus de bonne volonté que de force au renversement des Bourbons. Il se trouva donc naturellement impliqué dans la conspiration militaire de 1820, et une condamnation à mort fut prononcée contre lui. Heureusement il ne s'était pas laissé atteindre, et on le condamna par contumace. Obligé de fuir sa patrie, il alla chercher un refuge en Angleterre, et profita de son séjour forcé dans les trois royaumes pour en étudier la législation. Le fruit de ces études fut un ouvrage en deux volumes in-8°, qu'il fit paraître sous le



titre d'*Institutions judiciaires de l'Angleterre*. Il avait déjà publié plusieurs autres productions, dont voici la liste : 1° *Adresse à l'empereur*, 1815 ; 2° *Des bases d'une constitution*, ou *de la balance des pouvoirs dans un état*, 1815 ; 3° *Discours sur le sujet présenté par l'académie de Lyon pour le concours de 1817*, 1818 ; 4° *Catéchisme de la chartre constitutionnelle*, 1818 ; 5° *Défense du père Michel*, 1818 ; 6° *De la responsabilité des agents du pouvoir d'après nos lois naturelles*, ou *du droit de défense et d'indemnité des citoyens envers les agents du pouvoir*, 1818. Le plus important de ces ouvrages, et le seul peut-être qui ne doive pas être considéré comme un livre de circonstance, est celui que nous avons nommé le premier. Il est fait consciencieusement, et la conscience ici était chose méritoire ; car on sait quelle espèce de labyrinthe inextricable forme le droit public comme le droit privé de nos voisins d'outre-mer. Toutefois l'éloge ne doit pas être sans restriction. L'œuvre de M. Rey porte l'empreinte de ses passions politiques, et plus d'une erreur historique s'y est glissée. C'est ainsi, par exemple, sous le premier rapport, qu'il essaie de réhabiliter la mémoire de cette assemblée trop fameuse connue sous le nom de *long-parlement*, qui n'eut pas seulement, comme notre convention, le mérite d'être jusqu'au bout menaçante et terrible, et qui mourut par le ridicule et le mépris, après avoir vécu par le crime et la terreur. C'est ainsi, sous un autre aspect, qu'il se trompe sur l'époque de l'institution du jugement par jury, création du génie d'Alfred-le-Grand, et dont il reporte l'origine à un siècle beaucoup plus rapproché de nous. M. Rey est rentré en France après la révolution de 1830, et il a, depuis son retour, adressé une pétition à la chambre des députés sur les réformes à introduire dans l'éducation publique.

REY-DUSSEUIL (ANTOINE-FRANÇOIS-MARIUS), né à Marseille, le 12 juillet 1800, fit ses études dans sa ville natale, et se rendit ensuite à Aix, où il commença un cours de droit qu'il alla terminer à Paris. La mort de sa mère l'ayant rappelé à Marseille, il y fonda, en 1821, avec M. Méry, un journal d'opposition, intitulé *La Cadurée*, qui n'eut qu'une durée éphémère. M. Rey-Dusseuil y ayant publié un article sur un discours de M. Elicegary, on n'osa pas attaquer le journal pour ce fait, mais on le poursuivait comme ayant traité de matières politiques sans cautionnement, et M. Méry fut condamné à trois mois de prison pour quelques lignes sur l'insurrection de la Morée. M. Rey-Dusseuil revint à Paris, où les conseils de son compatriote, M. Raynouard, qui avait encouragé ses premiers essais, le déterminèrent à se fixer. Une petite comédie, *Le jeune tuteur*, fut reçue à l'Odéon, en 1824, par les soins de l'auteur des *Templiers*. Mais comme au bout de six mois elle n'avait pu être représentée, M. Rey-Dusseuil eut encore recours au crédit de M. Raynouard, qui lui dit : « Si vous avez soixante ans, il faudrait périr par là ; mais vous avez mieux que cela dans la tête : on a voulu vous encourager. » M. Rey-Dusseuil renoua de se marier. Il accepta de coopérer à l'entreprise des *Résumés historiques*, et y fournit le *Résumé de l'histoire d'Égypte*, depuis les temps les plus fabuleux jusqu'à nos jours, Paris, 1826, in-18. Ce serait peu dire que cet ouvrage est un des meilleurs de ceux qui composent cette maecédoine. L'auteur en a soigné le style et les recherches avec toute la conscience qu'on pourrait attendre de sa jeunesse, et l'on s'aperçoit qu'il est bon helléniste et qu'il a mis à profit les leçons d'arabe qu'il avait prises au lycée de Marseille. M. Rey-Dusseuil s'était chargé aussi du *Résumé de l'histoire de Malte*, qui n'a point paru. Il s'attacha vers 1826 à la rédaction du *Mercur*, auquel il travailla trois ou quatre ans, et il y donna, entre autres articles, des *Lettres sur les théâtres lyriques*. Sous le ministère de M. de Martignac, M. Hyde de Neuville, parent de M<sup>me</sup> Rey-Dusseuil, offrit un emploi à son mari, qui le refusa tant par amour de l'indépendance que parce qu'il préférait la culture des lettres. Quoique M. Rey-Dusseuil eût pris les armes en juillet 1830, il s'est abstenu de produire ses titres à une décoration trépanée dans le sang français. Il a donné quelques articles au *Figaro*,

à *La révolution* et à *la Gazette littéraire*. Il copiera depuis un an à la rédaction de *La tribune*. Outre les ouvrages que nous avons cités, M. Rey-Dusseuil a publié : 1° *Les fiancés*, histoire milanaise du dix-neuvième siècle, d'après un et recueillie par Alexandre Manzoni, et traduite de l'italien, Paris, 1828, 5 vol. in-12 ; cette traduction élégante d'un livre estimé n'a point souffert de la concurrence d'une autre version donnée dans le même temps par M. G., et elle a eu une 2<sup>e</sup> édition en 1830, 6 vol. in-12 ; 2° *La confédération de Saint-Euphrate*, chronique maraillaise de 1228, Paris, 1829, 5 vol. in-12 ; 3° *Samuel Bernard et Jacques Boregarelli*, histoire du temps de Louis XIV, 1830, 4 vol. in-12 ; 4° *La fin du monde*, histoire du temps présent et des choses à venir, 1830, in-8° ; 5° *Le monde nouveau*, faisant suite à la fin du monde, 1831, in-8° ; 6° *Les trois ans*, histoire du temps présent, 1831, in-8° ; 7° *André*, histoire du temps de l'empire, 1831, in-8°. Malgré le succès mérité qu'il obtint les romans de M. Rey-Dusseuil, il semblait décidé à renoncer à ce genre, et à cultiver la littérature dramatique. Il a fait avec M. Ader une comédie à ariettes, *L'angelus*, dont M. Gide a composé la musique. La dernière clôture de l'Opéra-Comique, en mai 1832, a suspendu les représentations de cette pièce. Les auteurs l'ont donnée depuis, avec quelques changements, au théâtre du Vaudeville. M. Rey-Dusseuil cultive avec talent la poésie, et il a en portefeuille un poème héroïque de *Neutrodans*. Il est un des collaborateurs de *l'histoire scientifique et militaire de l'expédition des Français en Égypte*, ouvrage dirigé par M. X. Saintin.

REYMOND (HENRI), évêque, né le 21 novembre 1757, à Vienne, département de l'Isère. Il y fit d'honorables études, mais il les acheva à Valence, où il prit ses degrés. Lorsque les collèges ne furent plus entre les mains des jésuites, il occupa une chaire de philosophie, et fut ensuite curé de la paroisse Saint-Georges, à Vienne. En cette qualité, il eut deux procès contre le chapitre noble de Saint-Pierre de cette ville, et cette circonstance parait lui avoir inspiré quelque animosité à l'égard de ce qu'on appela le haut clergé. Il y avait beaucoup à dire, sans doute, sur l'altière indigence qui s'était établie entre des ecclésiastiques également chargés de prêcher en frères l'évangile aux simples ; mais soit que Raymond n'y mit pas assez de mesure, soit surtout que le temps ne fût pas venu, son ouvrage sur les *Droits des curés*, etc., député aux prêtres, et le parlement de Grenoble en ordonna la suppression : la révolution seule permit de le réimprimer. Peu d'années après, Raymond fut député par les curés de sa province pour appuyer dans la capitale la demande d'une augmentation des portions congrues. Il donna sur cette affaire deux mémoires, l'un en 1780, et le second, sous le titre de *Droits des pauvres*, en 1781 : c'était une double attaque dirigée contre les riches bénéficiers. Il se tarda pas à réclamer aussi, au nom de ses confrères, des places dans la chambre des décimes. Il fit encore pour cela le voyage de Paris, et son succès, ainsi que ses diverses démarches, le mirent mal dans l'esprit du haut clergé. Fidèle aux principes qu'il avait adoptés lorsqu'on y pouvait trouver quelque danger, il écrivit, dès le commencement de la révolution, sur les principes constitutionnels des deux puissances, et fut accusé, dans le septième volume de la *Collection ecclésiastique*, attribuée à Bérault, d'avoir donné dans ce traité un grand scandale, en ébauchant que le système hiérarchique de l'église pourrait bien être d'invention humaine. N'ayant pas refusé le serment exigé par la nouvelle constitution du clergé, il fut nommé évêque de l'Isère, en 1791, et sacré par l'évêque de Vienne, le 15 janvier suivant. Mais ensuite, lorsqu'on prétendit que le clergé ne pouvait pas l'être pas lui-même à la hauteur des principes, Raymond, qui se déclara inébranlable dans la foi chrétienne, subit une année de détention. Rendu à la liberté, il passa quinze mois à Gerbay, au milieu de sa famille, et sans vouloir reprendre l'exercice de ses fonctions. Cependant des plaintes à ce sujet, insérées dans les *Annales de la religion*, rendirent à son activité pastorale l'évêque de Vienne, qui, ne faisant plus de doute sur son zèle, donna son adhésion aux con-

cliques, fut un des membres des conciles de Paris, et fit quelquefois partie de l'association des *réunis*. Il rédigea plusieurs pièces concernant le concile de 1797, dont il se chargea de publier les actes. En 1801, il se conforma à la mesure générale de démission, et, l'année suivante, le siège de Dijon lui échoit en partage. On dit qu'il refusa une rétractation demandée par les scrupules du légat, ce qui ne l'empêcha pas d'en recevoir l'institution canonique; mais qu'en 1804 il adhéra à la formule sanctionnée par le pape. Cette sorte de soumission ne le sépara point de ses collègues constitutionnels, et n'ébranla pas ses anciens principes: on peut consulter à ce sujet le tome XVII des *Annales de la religion* déjà citées. Également éloigné des partis extrêmes ou de l'inconstance de ces époques difficiles pour les hommes de sa profession, l'évêque de Dijon pacifia son diocèse sous le rapport religieux, parvint dès la première année à réparer et à rouvrir le séminaire, et attendit tant de fruit de ses exhortations qu'il multiplia les conférences pendant le carême, les fit imprimer à ses frais, et publia vers cette époque, dit-il lui-même, environ quatre-vingts mandements. Il ne consentit qu'après quelques délais à faire chanter un *Te Deum* à l'occasion du premier retour des Bourbons; mais le 22 avril 1815, dans une lettre pastorale, suivie d'un *post-scriptum* tout politique, il félicita la France du rétablissement de l'empire, et, à la cérémonie du Champ-de-Mai, il vint signer l'acte additionnel. Après la rentrée de la famille royale, il fut mandé à Paris d'une manière qui équivalait à un exil. Cependant, le 17 mai 1817, l'abrogation de la loi du 30 octobre 1815 lui permit de retourner dans le département de la Côte-d'Or, et il y réalisa, à Flarigny, son ancien projet d'une école ecclésiastique, en y contribuant de ses deniers pour plus de vingt mille francs. Sa mort fut subite, et eut lieu le 30 février 1830. On trouve dans la *Chronique religieuse*, tome IV, des détails sur la bienfaisance de ce prélat, ainsi que le mémoire qu'il fit, en 1816, pour justifier sa conduite précédente sous les rapports ecclésiastique et politique. Ses deux principaux écrits sont: 1° *Droits du curé et du paroissien*, 1776, in-8°, réimprimé en 1791, 3 vol. in-12; 2° *Analyse des principes constitutifs des deux puissances, avec une adresse aux cardes*, vers 1789.

REYNARD (Jérôme), physicien, né le 4 février 1740. Il fut quelque temps maître des conférences à Paris, au séminaire de Saint-Sulpice, où il venait d'achever ses études, commencées chez les jésuites, dans Amiens. Lorsque ces pères eurent cessé d'occuper les chaires, il professa lui-même au collège de cette ville, où il eut l'abbé Delille pour confrère, et où il se distinguait en agrandissant la sphère dont très peu de professeurs étaient sortis jusqu'alors. Docteur en Sorbonne depuis 1767, il enseigna la philosophie scolastique, qu'on faisait consister, par un ancien abus de mots, dans la logique et la physique; mais bientôt, se bornant aux diverses parties de cette dernière science, il eut le mérite de contribuer à l'impulsion nouvelle qui devenait indispensable. Il n'était pas doué d'une constitution vigoureuse, mais un zèle soutenu y suppléait. Il passait une partie des nuits à préparer ses leçons, et quelquefois, après avoir rassemblé les différentes parties d'un squelette pour des démonstrations d'ostéologie, comme il était réduit à le placer sur son lit à cause de la petitesse de sa chambre, il dormait sur une chaise. Ses élèves l'écoutaient avec attention, parce qu'il faisait tout ce qui était en lui pour que l'enseignement ne fût pas trop aride à leurs yeux, et pour leur inspirer à tous le goût de la science. La facilité de son élocution ajoutait à ses succès, et c'était déjà un grand avantage d'avoir un des premiers abandonné l'intolérable coutume de disserter dans une langue morte sur la chimie, l'anatomie ou la physique expérimentale, dont les progrès d'ailleurs exigeaient une nomenclature nouvelle. Déterminé par la faiblesse de sa santé et par d'autres circonstances, Reynard cessa de professer en 1787, et vint à Paris ouvrir un cours pour quelques élèves. Il suivit avec eux les expériences de Lavoisier, dont il avait adopté précédemment la théorie chimique. Le *Journal d'agriculture*

d'Amiens a remarqué que quand Vauquelin entreprit, malgré sa jeunesse, un cours de chimie appliqué aux arts, et jeta ainsi les fondements de sa grande réputation, ce fut à l'instigation de Reynard. Spécialement occupé de l'utilité pratique de la science, il prit un intérêt particulier aux recherches de Parmentier sur un des arts usuels les plus importants, le perfectionnement du pain. Prévenu par Reynard, le comte d'Agay, intendant de Picardie, invita Parmentier à s'y rendre pour mettre un terme à la négligence avec laquelle avait été confectionné jusqu'alors, dans cette province abondante en blé, l'aliment dont la salubrité importe le plus à toutes les classes. Les troubles publics qui d'abord interrompirent les travaux de beaucoup de savants, bien qu'ensuite l'impulsion de l'esprit n'en ait été que plus forte, paraissent avoir décidé Reynard à faire en Italie un voyage avec des Anglais. Il se chargea ensuite à Paris d'une éducation particulière, et conduisit en Espagne son élève, Lécouteux-Dumolay, qui a été préfet à Dijon. L'abbé Reynard ramena en France quelques jeunes Espagnols dénués de fortune, et voulut instituer une école pour les enfants que la pauvreté de leurs parents priverait d'instruction. L'essai de sa méthode se fit à Bayonne: c'était une combinaison des divers procédés de Freuille, de l'abbé Gaultier, du chevalier Paulet. Tous les enfants, de concert, prononçaient ou chantaient successivement des syllabes, des mots, et même quelques sentences morales ou pieuses. Mais privé lui-même de fortune, et dénué d'appui dans sa simplicité, Reynard abandonna son entreprise au bout d'une année. Il n'avait rien obtenu du ministère que vainement même il était allé solliciter à Paris. Ses ressources étant épuisées, cet ecclésiastique laborieux et désintéressé chercha une retraite à Amiens, dont heureusement l'évêque avait été un de ses auditeurs à Saint-Sulpice, et qui le nomma chanoine honoraire de la cathédrale. C'est dans ce poste obscur que mourut l'abbé Reynard, le 9 mai 1818.

REYNOLDS (sir Josué), peintre célèbre d'Angleterre, né en 1725, à Plymton, dans le Devonshire. Quoique rien n'ait annoncé en lui, dans les premières années de sa jeunesse, l'artiste supérieur, son penchant s'était manifesté dès l'enfance. Dès qu'il avait pu tenir un crayon, il s'était mis à copier les gravures qu'il trouvait dans des livres, et, à l'âge de huit ans, ayant reçu, selon son propre désir, des leçons de perspective au collège des jésuites, il exécuta une vue régulière du bâtiment consacré, dans le bourg de Plymton, à l'école que dirigeait son père. Un peu plus tard, la lecture du traité de peinture de Richardson le transporta: il fit alors quelques esquisses, dans lesquelles on ne voyait à la vérité rien de remarquable, mais qui décidèrent de sa destinée en engageant son père à lui ouvrir les voies, et même à lui donner le meilleur maître de l'époque. Reynolds avait dix-sept ans: il fit beaucoup de progrès pendant les trois années qu'il passa auprès d'Hudon, mais il se brouilla avec lui en 1743, et revint dans le Devonshire, où trois autres années se consumèrent d'une manière infructueuse qu'il s'est toujours reprochées depuis. Il sortit enfin de cette inaction avec bonbeur en produisant son *Jeune garçon lisant à la lueur d'un flambeau*, ouvrage qui le surprit lui-même lorsqu'il le revit dans un autre âge, et qui l'affligea même en lui montrant que tous ses efforts ultérieurs ne l'avaient pas placé à une très grande distance du point de départ. En 1749, il trouva une facilité pour se rendre en Italie, d'où il ne revint que vers l'année 1752. Il s'y était livré avec ardeur à des études dont il a rendu compte dans ses écrits, mais dont l'effet dans ses tableaux se réduisit à peu près à quelque imitation du Corrège et de Michel-Ange, quant au dessin et à la composition. La principale ambition de Reynolds fut de reproduire le coloris des Vénitiens. Leurs procédés relatifs au clair-obscur l'embarassèrent pendant long-temps: on voit, dans une de ses notes sur le poème de Dufresnoy, que, pour les découvrir, il eut recours à un expérimentateur ingénieux. Quant aux parties de l'art les plus importantes de toutes, on sent, par ce qu'il en dit ailleurs, qu'il les devinait lentement, qu'il avait trop besoin de

les apprendre. Ce qu'en sortant de l'enfance il avait lu au sujet de Raphaël, lui en avait donné la plus haute idée : mais lorsqu'il en examina enfin les plus célèbres productions, il les trouva très différentes de ce qu'il avait imaginé. Cependant, en les regardant sans relâche, un nouveau goût et de nouvelles lumières commencèrent à se développer et à s'allumer en lui.

« Ayant profondément réfléchi sur ce sujet, ajouta-t-il, je crois fermement aujourd'hui que le sentiment des vraies beautés de l'art est un goût que l'on acquiert, et que personne ne saurait posséder sans une longue étude, un travail assidu, et une attention infatigable. » Ces réflexions auraient peut-être dû lui persuader, au contraire, que les véritables beautés de l'art ne sont pas celles qu'on découvre à la suite d'un travail opiniâtre : on ne perfectionne ainsi que ce qui est de convention. S'il arrive qu'on soit doué d'une certaine aptitude, l'assiduité, à laquelle Reynolds accordait tant d'influence, pourra former le goût, et même animer le talent, mais elle ne suscitera pas le génie. C'est par ce mouvement plus naturel que l'on suit, dans les arts, une haute pensée, une expression grande comme celle de Raphaël : ce tact, ce sentiment ne s'acquiert pas. Il y eut un temps où, selon ses expressions mêmes, Reynolds, affectant d'admirer les grands maîtres plus qu'il ne le faisait en effet, les copiait journellement. Sans doute il ne persista pas dans cette habitude, puisqu'il observe quelque part qu'un véritable artiste, au lieu de consumer beaucoup de temps à ces études un peu illusoire, se livre aussitôt qu'il lui est possible à ses inspirations, et, sans laisser engourdir en lui la puissance d'inventer, s'efforce d'atteindre dans ses propres compositions à la hauteur de ce qu'il a devant les yeux. A son retour en Angleterre, Reynolds loua une maison en New-Port-Street. Son premier tableau dans cette demeure, une tête de garçon coiffé d'un turban, excita d'abord toute l'attention d'Hudson, qui chaque jour en venait voir avancer l'exécution. La couleur en est très riche, et la manière rappelle surtout celle de Rembrandt ; mais Hudson crut s'apercevoir en dernier lieu que le souvenir trop récent des grands modèles donnait au pinceau de son ancien élève une allure moins indépendante, et il le fit par lui dire : « En vérité, vous ne faites plus aussi bien que quand vous avez quitté l'Angleterre. » Quelque temps après néanmoins, Reynolds excita un véritable enthousiasme en peignant en pied l'amiral Keppel, celui qui, n'étant que capitaine, l'avait emmené en Italie. Ce portrait le mit, sans retour, au-dessus de tous les peintres de l'époque en ce genre, dans lequel il continua de montrer une telle supériorité que, n'eût-il pu faire autre chose, on serait obligé de le distinguer de tous ses contemporains. Ce n'était pas peindre simplement le portrait que de joindre à l'exacte ressemblance et à la fidélité de l'expression caractéristique beaucoup de grâce sans recherche, des attitudes toujours couronnées, toujours variées, les effets de lumière les plus heureux, une grande harmonie de tons, et des fonds d'une originalité inépuisable. Persuadé, comme il le disait lui-même, que rien n'est impossible à un travail bien dirigé, il prenait constamment de nouveaux soins pour s'approcher du but auquel les meilleurs artistes ne se flattent pas d'atteindre, et ses dernières productions sont celles qu'on admire le plus. Il commençait chacun de ses tableaux avec l'intention de le rendre supérieur aux précédents, et il évitait la trivialité ainsi attentivement que la prétention maniérée ou la contrainte. On doit le féliciter de s'être interdit avec prudence des sujets plus imposants, et d'avoir su marquer lui-même les limites de la sphère dans laquelle il était sûr d'exceller. N'ayant pas reçu de bonne heure une éducation académique, il se reconnaissait peu de facilité pour dessiner le nu. D'après cette remarque faite pendant son séjour en Italie, et s'avouant aussi à lui-même qu'il n'avait pas une grande promptitude d'invention, il résolut de ne rien négliger du moins pour échapper aux inconvénients presque insurmontables des qualités qu'il ne possédait qu'imparfaitement. Sans cesse, dit-il, j'étais présente à l'esprit la crainte de rencontrer des aptitudes communes, des intentions

plates et vulgaires. On apprend aussi de lui qu'il regardait comme le meilleur emploi de son argent l'acquisition de quelques portraits du Tien, de Van Dyck, de Rembrandt. C'est au moyen de cette persévérance, c'est en faisant constamment de son art sa première pensée, que, sans suivre aucune autre méthode particulière, il parvint au degré de perfection qu'il s'était proposé, et que renversant tous les obstacles, comme l'a dit Johnson, il obtint ce qui était à ses yeux un triomphe inappréciable, la plus haute place dans l'estime publique. Cette passion suppléait à l'inspiration que lui avait faiblement accordée la nature, le dispensait de chercher d'autres plaisirs, le consolait dans les chagrins, et le soutenait jusque dans la maladie. Sa réputation s'étant établie tout à coup après sa rentrée en Angleterre, il en eut pour longtemps le succès n'a fait qu'encourager son zèle. Il s'entourait des hommes les plus distingués de la Grande-Bretagne, soit dans les arts, la littérature et la chaire, soit même dans l'armée ou le parlement. C'est surtout en les réunissant à son table, qu'il se livrait à ces sans interrompre ses travaux. Nommé à l'unanimité président de l'académie royale des arts, qui lui devait sa propre existence, il en enrichissait chaque année les expositions par plusieurs morceaux d'histoire qui n'étaient jamais dépourvus de mérite, et par ses portraits qu'on voyait toujours avec une admiration nouvelle. Sa conduite ajoutait à l'étonnement. On prétend que dans l'espace de douze années, il a donné à l'exposition plus de deux cent quarante ouvrages. Il retirait sur l'objet dont il était exclusivement occupé. En 1759, il avait fait insérer dans l'*Idler*, rédigé par Johnson, trois lettres relatives à la peinture. En 1764, il avait formé avec ce même Johnson, et avec Garrick, Sterne et d'autres hommes célèbres, une société qui fut désignée plus tard sous le nom de club littéraire. Elle fut l'origine de cette académie des arts, dans les séances publiques de laquelle Reynolds s'imposait volontairement la loi de prononcer un discours dont la matière était le sujet habituel. Pour ajouter à la consistance dont le roi voulait entourer cette société, il donna au président le titre de chevalier baronnet. Malgré cette assiduité dont il recevait le prix, Reynolds passait quelquefois deux ou trois jours à la campagne, particulièrement à Richmond-Hill, où il avait une maison ; mais c'était aussi une jouissance pour lui de se retrouver au milieu de ses occupations et de ses amis de Londres. Néanmoins, il fit, en 1783, un voyage qui avait pour objet l'examen spécial des principaux produits des écoles flamande et hollandaise. Les observations qu'il a faites à ce sujet sont d'une critique éclairée ; on y remarque surtout les morceaux sur Rubens qui les terminent. Joseph II ayant supprimé vers cette époque plusieurs monastères religieux dans les Pays-Bas, Reynolds parcourut de nouveau la Flandre pour étudier avec plus de facilité les chefs-d'œuvre de Rubens, et en acquérir quelques uns. L'année suivante, il remplaça Ramsay en qualité de peintre ordinaire du roi. Il ne tarda pas à éprouver une attaque de paralysie, qui parut d'abord n'avoir point de suites ; mais, en 1789, sa vue se troubla tout à coup, et en peu de jours, il perdit l'œil gauche. L'autre lui s'affaiblissait aussi, il ne lui fut plus permis de faire aucun usage d'un talent qui était encore dans toute sa force. Les lectures qu'il aimait à entendre devinrent sa seule distraction. Peut-être tomba-t-il dans le découragement, puisqu'il ne s'occupa pas durant ce loisir forcé, de faire mettre en ordre et de rectifier à quelques égards ses discours académiques, ainsi que ses nombreuses observations qui peuvent manquer d'ensemble, mais dont les principes sont inattaquables, et qui abondent en aperçus judicieux ou en considérations politiques. Les critiques ont remarqué que, dans l'exercice de son art, en s'efforçant toujours d'acquiescer un style grandiose, il n'y était jamais arrivé, que la connaissance qu'il avait eue de sa médiocrité sous quelques rapports, l'avait engagé à retomber sans cesse, ce qui avait donné pour résultat moins de fermeté ou de rigueur que de grâce ou d'intelligence ; qu'enfin, tout en désirant desirer plus de naturel, il avait eu le tort de s'emparer beaucoup de charme sur ses diverses compo-

tions, et d'y concilier avec l'éclat de la couleur la plus douce harmonie. Il n'avait jamais renoncé à sa prédiction pour Raphaël : toutefois on ne la retrouvait que dans ses écrits où il était trop bon théoricien pour attacher au coloris une importance exagérée. Dans la pratique, au contraire, il s'éloignait singulièrement de ce modèle vanté par lui-même sans une entière conviction peut-être. Mais, digne émule de plusieurs autres grands maîtres, il a fait dire de lui que « moins brillant que Rubens et Paul Veronese, moins vigoureux que le Titien ou Rembrandt, moins frais, moins « vrai que Velasquez ou Van Dyck, » il avait cependant possédé ces qualités à un degré capable de lui assigner un haut rang parmi les peintres de portraits de toutes les écoles, et le premier rang chez les Anglais. Vers la fin de l'automne, en 1791, l'esprit de Reynolds s'affaiblit sensiblement, et, le 25 février 1792, il mourut dans sa maison de Leicester-Fields. Ses funérailles ont été célébrées dans l'église de Saint-Paul, à Londres ; les personnages les plus éminents de l'Angleterre y ont assisté. On assure qu'il a laissé une fortune d'un million, outre une collection assez précieuse de tableaux ou de dessins des différentes écoles et des fragments antiques. Il a été fait une édition des *Œuvres de Reynolds*, Londres, 1805, 3 vol. in-8°. On y trouve une notice biographique utile à consulter. La traduction française a paru en 1806. Les *Discours académiques* avaient déjà été traduits en 1788 par Jansen.

REYNOLDS (FÉLIX), naquit à Londres, le 1<sup>er</sup> novembre 1764. Il était le troisième fils d'un procureur de Londres, qui le fit élever avec son aîné à l'école de Westminster. Ayant achevé de bonne heure son éducation, il étudia la jurisprudence chez son père qui était particulièrement lié avec Horne-took, Sayre, lord Mountmorris, sir Francis Blake de Laval et plusieurs autres membres de la société ou club des défenseurs de l'acte des droits, entre autres le célèbre Wilkes. La maison de son père était, comme il le dit lui-même dans ses mémoires, « un nid d'opposition où les radicaux du temps ont pu entendre les whigs de cette époque prédire la chute certaine et immédiate de la nation qui cependant jouit encore d'une splendeur toujours croissante. » Son éducation politique fut presque démocratique, et les premiers mots que sa nourrice lui ait fait prononcer furent en faveur de Wilkes et de la liberté, et ce n'étant qu'après avoir fait entendre un éclatant hurra contre le ministère, qu'il obtint des friandises et un verre de vin de France. Invité, à l'âge de quatorze ans, à jouer la comédie en société, avec les fils de quelques lords, il remplit le rôle de *Mordcau*, le juif, dans la pièce intitulée : *Love à la mode*, et sa vocation pour le théâtre fut décidée des ce moment, et, comme, Pétrarque, Despreux et tant d'autres écrivains, il déserta le temple de Thémis pour courir les neuf sœurs. Son père ayant perdu huit mille livres sterling (environ deux cent mille francs) par une faillite, sa famille tomba dans la détresse, et il avait à peine l'âge de dix-sept ans, que son père l'envoya à Spa, auprès de lord Grandison, pour le prier de venir à son secours. De Spa, Reynolds se rendit à Paris. Le docteur Franklin venait d'y être reconnu en qualité d'envoyé des États-Unis. Certaines imprudences du jeune voyageur, et surtout quelques impertinences, firent ordonner de l'orgueil britannique, le forcèrent à quitter la capitale, déguisé en domestique, à la suite d'un de ses compatriotes. De retour en Angleterre, Reynolds fréquenta tous les théâtres, tous les comédiens, se lia avec la célèbre M<sup>lle</sup> Bellamy, avec M<sup>lle</sup> Siddons, les deux frères Kemble, et autres acteurs distingués. Il fit une tragédie dont le héros est Werther : c'était un assez mauvais ouvrage : il n'eut que deux ou trois représentations. Sa seconde tragédie parut sous le titre d'*Hélène et Achille*, et n'eut pas un plus grand succès. Son génie le portait au comique. Il s'était facilement consolé de ces deux revers. Son père, qui n'avait pu se relever de ses pertes, l'envoya en Suisse, auprès du chevalier Francis Vincent, son compatriote et son débiteur, de qui il ne put obtenir que des promesses menaçantes. De retour à Paris, en 1787, son amour pour le théâtre le lia avec M<sup>lle</sup> Contat, M<sup>lle</sup> Dugazon et le fameux Mo-

lé, alors dans tout l'éclat de leur talent et de leur renommée. Frédéric, obligé de retourner à Londres, eut la douleur de trouver sa famille dans le plus grand embarras. Il était bouteux d'avoir dépensé beaucoup d'argent dans son dernier voyage, sans avoir rien pu arracher à sir Francis Vincent ; mais son caractère jovial, sans souci, vint bientôt à son secours. Le voilà de nouveau jeté au milieu des comédiens. Il leur donna sa comédie intitulée *The dramatist* (le dramaturge), dont le rôle principal fut confié à M<sup>lle</sup> Wells, qui n'était pas la meilleure actrice de son temps, mais la plus belle. La plupart des acteurs avaient prédit la chute de cette pièce : « c'est pourquoi, dit l'auteur, je comptais fermement sur la réussite. » Elle eut, en effet, vingt-neuf représentations consécutives. Il écrivit en société avec Andrews une autre comédie sous le titre de *Better late than never* (vaut mieux tard que jamais). Cette pièce lui valut les applaudissements du public et l'amitié du duc de Leeds, de lord Dudley et de lord Palmerston. De toutes les félicitations qu'il reçut, celles de Jean Kemble lui furent les plus agréables, car ce grand acteur, intime de notre Talma, et qui avait, ainsi que Gay et La Fontaine, la simplicité d'un enfant, était, en littérature, un juge plein de sens et de goût. Le 6 novembre, une autre comédie, *The notoriety*, et qui l'accueillit le plus distingué des connaisseurs et du public. A la fin de cette année, Reynolds visita de nouveau la France, fut payer un tribut d'hommages au tombeau d'Héloïse et d'Achille, qui était alors au Paraclet, et vint passer quelque temps à Paris. Il se plaignait du changement des mœurs survenu à cette époque brillante et terrible. « En 1792, dit-il, chacun, pour faire du républicanisme, prenait les manières, le vêtement et le langage des sans-culottes. Qu'elle était déjà loin cette politesse exquise du dernier règne ! Il est curieux de lire, dans les mémoires de l'auteur, les anecdotes qu'il a recueillies pendant la grande révolution de France, et ses jugements sur quelques personnages les plus marquants de l'Europe, tels que le roi, la reine, Mirabeau, mesdames Tallien et de Beauharnais, depuis impératrice, sauf les préjugés ordinaires à sa nation. On trouve également dans ses mémoires une foule d'anecdotes pleines d'intérêt sur Pitt, Fox, Scheridan, Burke, Tierney, lord Shaftesbury, la duchesse de Devonshire et autres personnages célèbres. Au mois d'avril 1793, parut sa jolie comédie *How to grow rich* (comment on devient riche). Cette pièce eut d'autant plus d'attrait pour le public, que l'auteur y avait introduit plusieurs caractères entièrement nouveaux sur la scène anglaise. *The rage*, autre comédie, obtint aussi beaucoup de succès. La lecture des *Mystères d'Udolphe* et du roman de *La forêt*, de M<sup>lle</sup> Radcliffe, lui donnèrent l'idée d'exploiter le genre mystérieux et terrible. Il fit représenter *The mysteries of the castle* (les mystères du château), dont Andrews, son associé, eut tout l'honneur, et le principal auteur (Reynolds), seulement la moitié du profit. Frédéric se sentant plus à son aise dans la comédie que dans la tragédie, cultiva de nouveau sa muse favorite, et la nouvelle pièce de *Laugh when you can* (riez, si vous pouvez) fut couronnée du plus brillant succès, et rapporta à l'auteur six cent cinquante guinées (seize mille deux cent cinquante fr.). Frédéric jouissait déjà d'une telle réputation, qu'il put offrir sa main à M<sup>lle</sup> Mansel, actrice renommée et riche, qui l'avait distingué entre tous ses adorateurs. A peine mariée, M<sup>lle</sup> Reynolds quitta le théâtre, et celui-ci qui lui avait dû tant de lauriers, se lia avec elle à la campagne où il vit maintenant retiré. Il a écrit sa vie sous ce titre : *Life of Frederick Reynolds*, 2 vol. in-8°. Il existe peu d'ouvrages aussi plaisants que celui-là, aussi riches de ce que les Anglais nomment *humour*.

REYPHINS (PIERRE-JACQUES), député du royaume des Pays-Bas. Il naquit dans la Flandre, à Poperinghen, en 1749. Il ne parait pas s'être trouvé dans aucune circonstance remarquable jusqu'à la création de ce royaume, en 1815 : mais à cette époque, il fut envoyé par sa province à la seconde chambre des états-généraux, où son zèle et la pureté de ses intentions lui concilièrent promptement tous les esprits attachés à l'ordre constitutionnel. Malgré ce que le

continuel passage de diverses troupes tendit de faire souffrir à la Belgique, on proposa, le 19 octobre, de doubler, pour cette année, les impositions. Reyplins combattit fortement ce projet, dans la séance du 3 novembre, mais il ne put le faire rejeter. En effet, était-il quelque sacrifice qu'on n'eût pas droit d'exiger de la Belgique? n'était-ce pas assez pour elle d'être séparée de la France, et de partager la gloire du nom néerlandais? Après avoir traité dans d'autres occasions des questions de finance, et avoir toujours insisté sur l'observation scrupuleuse de la loi fondamentale, il fut nommé, au commencement de 1816, membre de la commission des pétitions, et il ne tint pas à lui que l'on ne se corrigât d'une indifférence capable de rendre illusoire ce droit exercé d'ordinaire par des citoyens obscurs. Le 23 septembre, au sujet d'un projet de loi tendant à restreindre la liberté de la presse, tout en s'élevant contre de véritables abus, Reyplins ne s'en laissa pas imposer sur les fins qu'on se proposait, et il s'efforça de déjouer les intrigues des agents étrangers. Toujours ennemi de l'arbitraire, il montra l'injustice et les dangereuses conséquences d'une mesure prise par l'administration, au mépris d'un article de la loi fondamentale, contre un Français établi dans le pays de Luxembourg. Le projet de loi sur les successions n'eut pas d'adversaire plus déclaré que lui. La récolte de 1816 ayant été très mauvaise dans plusieurs contrées de l'Europe occidentale, et le prix des blés se trouvant élevé, il appuya la demande d'une suspension momentanée de la liberté de ce commerce. Celle de la presse fut essentiellement menacée l'année suivante. Il était sans doute, à cet égard, un genre de licence qui devenait pour une des principales villes du royaume une branche de commerce assez lucrative; mais cette considération ne balançait pas les desseins de la sainte alliance : ce qui lui importait, c'était qu'en général un royaume de sa création ne donnât pas des exemples de liberté dont la France particulièrement pût s'autoriser. Tout prétexte fut bon pour demander une répression rigoureuse : mais la majorité de la chambre des Pays-Bas repoussa cette servitude. Reyplins partagea de tels sentiments avec sa fermeté accoutumée, dont il donna de nouvelles preuves en se déclarant contre un droit de chasse dont, selon lui, on ne demandait le rétablissement qu'à fin de rentrer par degrés dans les habitudes féodales. Un des discours qui lui firent le plus d'honneur fut celui où, en appuyant la demande d'un délai, faite par les créanciers de l'état, il eut aussi à traiter une question d'une plus haute importance. Il le fit victorieusement : il prouva que la seconde chambre, en s'attribuant une part expressément à l'initiative des lois, ne faisait autre chose que de se conformer à l'esprit et à la lettre de l'institution des états généraux. Il ajouta même que cette prérogative appartenait surtout à la seconde chambre, la première n'ayant été établie que pour condescendre, peut-être trop timidement, à de certaines exigences d'une époque si voisine de vingt-cinq années d'agitations. Mais en donnant la préférence, du moins dans la théorie, au système d'une chambre unique, et en se plaignant du projet formé dans la première d'entraver l'action de la seconde, il ne parla de cette tentative que comme d'une simple erreur dans l'interprétation de la loi fondamentale, et s'expliqua, sur une matière si délicate, avec non moins de modération que d'énergie. Le 16 décembre de la même session, dans une question de finances, la vigueur et la clarté des raisonnements de Reyplins ont encore ajouté à sa réputation de l'un des membres de l'opposition les plus éclairés comme les plus courageux.

REZZONICO (CHARLES-GASTON, comte de la TOARBI), naquit à Côme, en 1748, d'une famille ancienne de la Lombardie, et fit ses études dans un collège de Parme, où son père, qui était employé à la cour du prince de ce pays, l'avait appelé d'assez bonne heure pour veiller du près à son éducation. Une mémoire prodigieuse et une grande facilité à apprendre annonçaient bientôt en lui un de ces hommes du dix-huitième siècle, qui, à la profondeur près, paraissent initiés dans toutes les branches des connaissances humaines. Les langues et la littérature classique lui

étaient devenues si familières, qu'à l'âge de dix-huit ans, il put entreprendre de traduire en italien *Les amours de Hero et de Leandro*, et la *Betracconaria*. Il avait puisé le goût de la poésie dans les leçons de Bettinelli qui, à la vérité, pouvait donner à ses élèves plus de préceptes que de modèles : mais Rezzonico avait reçu de la nature un sens exquis et droit, qui le tint toujours éloigné de cette versification riche en mots fleuris et sonores, et vide d'images et de pensées, qui avait éléré son maître à une éphémère célébrité. On rencontre cependant dans ses compositions poétiques de ces traits heureux dont la plus belle imagination pourrait s'honorer. Quoiqu'il fût appelé à servir, en qualité de page, à la cour de Charles III, il eut assez de force d'âme pour préférer la carrière des lettres à celle d'un courtisan oisif, et parcourut l'Europe dans le dessein d'étendre ses lumières et son instruction. Ses voyages en Italie, en France et en Angleterre lui furent très utiles sous ce rapport ; il en écrivit les relations pleines d'intérêt, qui restent encore comme un témoignage de la variété de ses connaissances et de la vivacité de son esprit. Son érudition classique le rendait très propre à juger sainement des objets d'archéologie et de beaux-arts, et ses observations, aussi justes que délicates, sur les monuments de Vérone, sur les musées de Florence et sur les antiquités de Naples et de Sicile, en fournissent une preuve incontestable. A une époque où Genovra, Galiani, Beccaria, Lamartini repandaient des torrents de lumière sur toutes les parties de la législation, de la morale et de l'économie politique, Rezzonico ne pouvait rester étranger aux nouvelles idées sur ces différents sujets. Ainsi, dans ses souvenirs sur son voyage d'Angleterre, il donne des détails très piquants sur les institutions, les mœurs et l'industrie de ce peuple entreprenant et actif, et il rendit compte en même temps du procès du gouverneur des Indes, Hastings, sur la tête duquel il avait vu presser une accusation qui est devenue célèbre dans les fastes parlementaires de ce pays. Il se trouvait à Rome au temps où l'on jouait Cagliostro, avec lequel il voulut faire connaissance, dans le seul but de pénétrer, s'il était possible, dans la prétendue science cabalistique de ce charlatan, et de savoir à quel mensonge tant de rêves étranges dont les gouvernements et l'église se montraient si alarmés. Mais il comprit que cette curiosité, tout innocente en elle-même, était bien indiscrète sous un pouvoir faible et ombrageux. Tandis qu'il ne visitait point de masque l'imposteur, on le prit pour un de ses partisans, et il fut enveloppé dans la persécution. Le duc de Parme, qui n'avait alors d'autres conseillers que le bigotisme et la superstition, lui retira toutes ses places, et cette disgrâce dont Rezzonico fut vivement affecté, parut si outrée à tout le monde, que le comte de Rome elle-même qui avait eu le temps de vouloir éclaircir les faits, interposa ses sollicitations auprès du duc pour qu'il réhabilitât dans sa faveur un homme de lettres aussi distingué, dont la conduite n'avait rien qui pût faire calomnier ses intentions. Le P. Paulin de Saint-Barthélemy était alors revenu de ses missions du Malabar, et avait publié un ouvrage sur le système liturgico-mytho-civil des brahmines, d'après les monuments indiens qui étaient dans le musée Borghese. Rezzonico trouva que tout l'édifice du système missionnaire manquait de base, et l'attaque vigoureusement dans ses principes et ses conséquences. Il soutint avec un grand appareil d'érudition que toutes ces doctrines de théologie et de cosmogonie, qu'on attribuait aux Indiens, nous venaient directement des Scythes ; qu'en suivant les systèmes de Bailly et d'Hiccarville, il regardait comme le peuple le plus ancien après le grand cataclisme, et comme la tige de tout le genre humain. Frugoni venait de mourir. On se rappelle que ce fut le chef de cette école malheureuse qui faisait consister la poésie dans un bruit de paroles pompeuses et de tours harmonieux, qui ne perdit ni à l'intelligence ni au cœur. Rezzonico fut appelé à Parme pour le remplacer à l'académie des beaux-arts ; et afin de se conformer à l'usage, il fit l'éloge de son prédécesseur, sans pouvoir se défendre de tomber dans cette

exagération de louanges, qui est presque la qualité essentielle de ces espèces d'apothéoses académiques; car il tâcha de le justifier contre les attaques du bilieux Borelli, qui était certainement un peu d'un grand esprit, mais qui n'avait pas tort dans sa violente polémique contre Frugoni. Il verra ensuite à l'édition des œuvres complètes du poète décédé, qu'il enrichit d'un élégant discours sur la poésie, et où, par une religion mal entendue, il fit comprendre des pièces d'une médiocrité visible, que l'auteur lui-même aurait désavouées. Le comte Rezzonico mourut à Naples en 1796, et, en 1816, ses ouvrages furent recueillis et publiés à Côme, en 8 vol. in-8°, avec une esquisse sur sa vie et ses écrits. Indépendamment de ses voyages et de toutes ses productions en matière d'antiquité et de beaux-arts, on y trouve un poème didactique sur les principes de la philosophie de l'ouïssance qu'il avait connu personnellement à Parme, et une quantité de poésies fugitives pleines de goût et d'élégance.

RUEO-RHIO. Voyez TAMMAMMAN, au Supplément.

RICCIBONI (MARIE-JEANNE LABOIS DE) Riccoboni, femme d'ANTOINE-FRANÇOIS, naquit à Paris, en 1714. Malgré des revers causés par le système de Law, ses parents, originaires du Béarn, ne négligèrent rien pour lui donner le genre d'instruction dont elle annonçait le besoin dès l'enfance. L'habitude de la retraite avait déjà fortifié en elle le goût de la littérature, lorsqu'ayant perdu, encore jeune, et son père et sa mère, elle fut accueillie par une tante chez qui elle ne trouva point d'obstacles pour suivre son inclination. Mais, à d'autres égards, les difficultés de sa position restreignaient beaucoup cette liberté, et quelques louanges obtenues en jouant la comédie dans des maisons particulières, lui firent prendre le parti de chercher des ressources au théâtre. Son début aux Italiens, en 1734, dans la *Surprise de l'Amour*, ne parut pas justifier cette détermination. On vit des lors que, tout en jouant avec beaucoup d'intelligence, elle n'imprimait pas à la scène ce mouvement dont les spectateurs ont besoin, et qu'il était un secret qu'elle ne trouverait pas, celui d'une manière caractéristique, principal moyen de réputation des grands comédiens. Elle épousa, en 1735, un homme d'esprit, mais acteur médiocre comme elle, A.-F. Riccoboni, né à Mantoue. Peu d'années après, fatiguée des intrigues de ses camarades, n'espérant sur la scène que de froids et rares applaudissements, et privée de bonheur dans la vie domestique, elle chercha dans le cabinet quelque diversion à des peines auxquelles elle ne pouvait encore se soustraire. Elle avait déjà quarante-trois ans, lorsqu'elle publia son premier ouvrage où on croit retrouver l'histoire de ses chagrins. Le *Marquis de Cressy*, donné l'année suivante comme une simple traduction de l'anglais, eut plus de succès encore que *Fanny Butler*, et fut moins critiqué dans le temps; mais plus tard, M<sup>me</sup> de Genlis, qui pourtant appréciait bien en général le mérite de M<sup>me</sup> Riccoboni, a parlé peu favorablement de l'*Histoire de Cressy*, et a surtout reproché à l'auteur, comme un tort impardonnable, d'avoir eu, la première, l'idée de rendre le suicide intéressant. La Harpe, au contraire, regarde comme son chef-d'œuvre cette *Histoire de Cressy*, dans laquelle on remarque généralement des réflexions pleines de finesse, des sentiments vrais, un style naturel et pur, enfin des détails très agréables en eux-mêmes, et relevés encore par le charme de l'expression. Cependant le plus grand nombre des critiques semblent donner la préférence à *Julie Catesby*, imprimée aussi en 1758; ils y trouvent plus d'intérêt, et même peut-être un style supérieur. Après s'être ainsi placée dans les premiers rangs des romanciers du dix-huitième siècle, M<sup>me</sup> Riccoboni crut pouvoir renoncer à la profession moins indépendante, qu'elle n'avait exercée que malgré elle; mais ce fut en s'assujettissant à envier avant tout dans ses compositions un résultat lucratif, ce qu'elle n'avait pas fait jusqu'alors. Il paraît qu'elle ne put avoir une pension de retraite, parce qu'elle n'était pas restée assez longtemps au théâtre: mais bientôt après il lui en fut accordé une sur la cassette du roi. Voisenon disait qu'elle la méritait bien, d'abord pour avoir quitté le théâtre où elle avait été plus qu'inutile, ensuite pour s'être mise à faire d'autres cho-

ses incomparablement mieux. Vers cette époque, elle donna une grande preuve d'un talent flexible dans l'occasion. Malgré les défauts du style de Marivaux, Saint-Foix ayant dit devant elle que cette manière paraissait insupportable, elle entreprit de prouver que cela n'était exact en aucun sens, et elle esquissa une suite de *Marianne*, tirée de prétendus manuscrits de Marivaux: Saint-Foix y fut entièrement trompé. Réduite à écrire avec trop de précipitation *Ernestine*, elle n'en fit qu'un très joli ouvrage, malgré l'heureux choix du sujet. Mais enfin La Harpe a donné à cette production à peu près autant d'éloges qu'à *Julie Catesby*. Pour faire connaître en France l'*Amélia* de Fielding, M<sup>me</sup> Riccoboni n'en donna qu'une imitation libre, c'était peut-être le seul parti qu'elle pût prendre, s'il est vrai qu'elle n'ait eu connaissance qu'alors de la langue anglaise, et qu'elle n'ait achevé ce travail qu'un dictionnaire à la main. Une véritable traduction eût été trop infidèle; mais dans une imitation, le tact suffit: c'est assez de conserver partout la pensée dominante de l'original. Dailleurs, il faut presque toujours des retranchements pour qu'un ouvrage anglais soit goûté en France; et bien que quelques admirateurs des mœurs britanniques, même parmi ceux qui aiment le plus M<sup>me</sup> Riccoboni, l'aient blâmée d'avoir changé, c'est à dire, selon eux, gâté *Amélia*, cette version plût encore, tandis qu'on a oublié la traduction complète, ouvrage de Puisseux. Elle travaillait assez rapidement, puisqu'ayant commencé tard, elle a laissé plus de volumes que beaucoup d'autres auteurs de son sexe. Néanmoins, elle consacra beaucoup de temps à l'*Histoire de miss Jenny*, qu'ensuite elle a jugée sévèrement elle-même, surtout quant au dénouement, et au sujet de laquelle elle a dit, la trouvant trop longuement développée: « Sans doute l'étendue de mon esprit ne comporte qu'un seul tome. » Jenny eut pourtant plus de succès que la *comtesse de Sancerre*, imprimée plus tard, en 1766, et dont on trouve le plan très inférieur à l'exécution. C'est dans ce dernier récit que M<sup>me</sup> Riccoboni a puisé le sujet de l'*Amant burlesque*. Pendant les années suivantes, M<sup>me</sup> Riccoboni parut près de tomber dans le découragement. D'un côté, victime des contrefacteurs, de l'autre, rebutée de ses tentatives au Théâtre-Italien, par la chute du *Mariage clandestin*, pièce arrangée par elle, et qui, sous une autre forme, lui avait été dédiée par Garrick, elle se bornait à traduire de l'anglais, ou bien à imiter, mais sans les représenter, d'autres ouvrages dramatiques. Cependant, en 1771, elle prouva que son imagination n'était nullement appauvrie. Les *Lettres de Sophie de Valérie* réunirent les suffrages, surtout par l'agrement des détails et la grâce du style; on peut les regarder comme son dernier roman, les *Lettres de milord Rivers*, publiées en 1776, n'appartenaient plus à ce genre. C'est plutôt un cadre pour des mélanges satiriques dans lesquels sont traités fort ingénieusement et sans prétention comme sans trop de sérieux, diverses questions de philosophie morale. Depuis cette époque, on ne connaît de M<sup>me</sup> Riccoboni qu'une suite de nouvelles recueillies dans la *Bibliothèque des romans*, et dignes de la réputation dont jouissait une des femmes les plus spirituelles qui aient enrichi de leurs travaux la littérature française. Riccoboni mourut en 1773; sa femme fut liée étroitement, dans ses dernières années, avec une autre ancienne actrice, M<sup>lle</sup> Biancolelli, dont le jeu avait longtemps attiré le public aux Italiens. Elles avaient toutes deux un revenu très borné; mais beaucoup d'économie, et l'amitié entretenue par la conformité de leurs goûts, parut faire le bonheur de l'une et de l'autre jusqu'à la révolution. Après 1789, M<sup>me</sup> Riccoboni, déjà très affectée des événements, vit supprimer enfin la pension qu'elle ne tenait que des bienfaits de la cour; mais au moment où elle n'avait plus aucun moyen de subsister, elle perdit la vie même, à l'âge de soixante-dix-huit ans, le 6 décembre 1793. Une humeur inégale, ou même impatience, s'était conciliée chez elle avec de la candeur et une bonté douce. Elle avait une haute taille, la peau blanche et les yeux noirs, mais point de vive expression. Sa physionomie gagnait beaucoup à être observée dans l'intimité. Le bruit s'était répandu vers les premiers temps que ses écrits n'étaient pas dus

à la plume d'une femme, et Palissot surtout avait partagé cette prévention; mais il l'abjura entièrement, et pour réparer le tort qu'il avait eu à cet égard dans la *Dunciade*, il demandait quel homme se serait privé volontiers d'être reconnu pour l'auteur d'Ernestine. M<sup>me</sup> Dufrénoy, dans sa *Bibliographie des femmes célèbres*, n'a pas fait mention de M<sup>me</sup> Riccoboni; mais M<sup>me</sup> de Genlis l'a mise beaucoup au-dessus de l'abbé Prévost qu'elle trouvait ennuyeux et lourd. A diverses éditions complètes, ou données pour telles, qui avaient été faites des ouvrages de M<sup>me</sup> Riccoboni, de son vivant, et sans sa participation, a succédé une édition très supérieure, en 6 vol. in-8° avec fig., Paris, 1818. On avait admis dans la *Collection d'ouvrages français*, Paris, 1780, in-18 : *Lettres de madame Catesby*; *Lettres de la comtesse de Sancerre*; *Histoire d'Aloïse de Lorraine*; *Amours de Roger et de Gertrude*. L'analyse des principaux romans de M<sup>me</sup> Riccoboni, qui ont été traduits pour la plupart en anglais ou en italien, fait partie de t. V de l'*Histoire littéraire des femmes françaises*, par Laporte.

**RICHARD (CHARLES-LOUIS)**, né en 1711, d'une famille noble, à Blainville, près de Lunéville, département de la Meurthe. Il entra dans l'ordre des dominicains, vers l'année 1727, et ayant été reçu docteur en Sorbonne, après avoir achevé ses études à Paris, il eut si peu de succès dans la chaire, qu'ensuite il ne s'occupa plus que de nombreuses compilations sur des matières théologiques. Son zèle, ou ce qu'on pouvait alors nommer ainsi, lui devint funeste. Déjà avant la révolution, il avait vu les magistrats prêts à se venger contre lui, à l'occasion d'une brochure relative au mariage d'un Juif, et dans laquelle il avait blâmé avec peu de mesure un arrêt du parlement. Cette affaire n'avait pas eu de suite, parce que Richard s'était prudemment retiré dans un couvent de son ordre, à Lille. Mais lorsque le clergé se divisa au sujet du serment constitutionnel exigé de lui, ce religieux prit fortement parti contre cette mesure, et se refugia bientôt après dans les Pays-Bas où il ne discontinua pas la guerre obscure que ses diatribes faisaient à la révolution. Cependant les Français envahirent la Belgique, et il ne put fuir assez tôt, ou bien la faiblesse de son âge l'en dissuada. On sut qu'il était à Mons, et son lieu de l'oublier dans la retraite où il ne pouvait nuire, on le fit condamner à mort par une commission militaire. Il paraît que le seul crime de ce vieillard était d'avoir composé un opuscule aussi ridicule que l'ancien livre de la *Conformité de saint François avec Jésus-Christ*. Il l'avait intitulé : *Parallèle des Juifs qui ont crucifié Jésus-Christ, avec les Français qui ont fait mourir leur roi*. Pécuniairement, sans doute, qu'il y avait de la pitié dans ce rapprochement digne des anciens jours de la Sorbonne, il reçut son arrêt avec le calme que donnent facilement les espérances religieuses, et qui annonce du moins une estimable sincérité. Soutenu par son confesseur, le P. Tahon, il marcha jusqu'au lieu où on devait le fusiller, et il fut atteint de plusieurs balles à la fois, le 18 août 1794. Ses écrits ne sont pas dépourvus d'érudition; mais il ne faut y chercher ni critique, ni goût, ni aucune trace de supériorité d'esprit. Outre des brochures assez multipliées sur des questions du jour, et l'édition qu'on lui doit du *Traité des sacrements*, (par Drouin), il a fait : 1° *Dissertation sur la possession des corps*, et sur l'insatiation des maisons par les démons, Paris, 1746, in-8°; 2° *Dictionnaire universel des sciences ecclésiastiques*, Paris, 1760, 5 vol. in-8°, et un supplément, etc. On consulte encore ce recueil auquel a aussi travaillé l'abbé Giraud : on y remarque toutefois, même dans une édition plus récente, d'importantes omissions et un ordre assez défectueux : 3° *Examen de l'histoire des établissements des moines mendiants*, Paris, 1767, in-8°; 4° *Lettre d'un archevêque sur la brochure intitulée : Du droit du souverain sur les biens fonds du clergé et des moines* (écrit de Cervol), 1770, in-8°; 5° *Lettre à l'auteur de l'Essai historique et critique sur les privilèges et les exemptions des réguliers* (par l'abbé Riballier), Paris, 1771, in-12; 6° *Analyse des conciles généraux et particuliers*, Paris, 1773-1777, 3 vol. in-4°. Ce traité et le *Dictionnaire des sciences ecclésiastiques*, sont les seuls ouvrages de Richard, qui prouvent

test à sa réputation quelque durée : 7° *La nature en contraste avec la religion et la raison, ou l'ouvrage (de Robinet) intitulé : De la nature, condamnée au tribunal de la foi et du bon sens*, Paris, 1773, in-8°; 8° *Observations modestes sur les pensées de d'Alembert*, Paris, 1774, in-8°; 9° *De l'usage de la religion, de la morale, de la vertu et de la société*, 1775, in-8°; 10° *Les protestants d'abord de leurs prétentions*, 1776, in-12; 11° *Lettre d'un ami des hommes, ou Réponse à la brochure de l'... contre le clergé de France*, 1776, in-8°. Cette lettre initiale V désignait Voltaire; mais le comte d'Anbisson était le véritable auteur de la brochure dont il s'agissait : (*Adresse au clergé melchite*, 1773, imprimée aussi avec ce titre : *Ode au clergé de France*, 1773 et 1789); 12° *Exposition de la doctrine des philosophes modernes*, Malines, 1785, in-12; 13° *Annales de la charité*, etc., 1785, 3 vol. in-12; 14° *Des devoirs de la maison d'Autriche sur la Belgique*, Mons, 1794, in-8°. Une critique a supposé avec vraisemblance que cette dissertation politique, non mentionnée dans le jugement rendu contre l'auteur en 1794, avait eu néanmoins plus de part à sa mort que son parallèle entre Louis XVI et Jésus-Christ. 15° *Sermons*, 4 vol. in-12.

**RICHARD (N.)**, né dans le pays de Valence, servit comme volontaire contre les Français, après l'expulsion des Bourbons d'Espagne. Il eut surtout occasion de montrer sa valeur dans une journée qui fut suivie de l'évacuation de Valence par le général Moncey. Employé depuis dans l'administration, il obtint, pour prix de son exactitude et de sa loyauté, le poste de commissaire des guerres dans la province de la Manche; mais quoique sa conduite y eût été irréprochable, il apprit ensuite, comme tant d'autres, au retour de Ferdinand, que leurs succès même leur étaient contraires, et que dans cette lutte où leur intention avait pu être louable, ils n'avaient servi efficacement que les intérêts des noïens et du pouvoir arbitraire. Devenu suspect dans son mécontentement, il fut arrêté au mois de septembre 1815, et bien que faute de preuves contre lui, on l'eût élargi assez promptement, il devint l'ennemi irréconciliable d'un gouvernement qui, dès le moment de la restauration, avait adopté pour principe de ne pas tenir ses promesses. On signala Richard comme le principal agent d'une conspiration très étendue, dont le secret était gardé en partie, mais à laquelle n'étaient pas étrangers plusieurs personnages jouissant de quelque influence, et entre autres, dit-on, le général Renouval, ou même le ci-devant ministre de la guerre, don Juan O'Donnogh. On fit subir à Richard la question ordinaire, et il eut la force de résister aux tortures; mais la question extraordinaire lui arracha des déclarations en vertu desquelles d'autres malheureux souffrirent les mêmes tourments : ils n'avaient rien : on prétend toutefois que les conjures s'étaient proposé d'immoler Ferdinand. Quelques officiers furent condamnés, ainsi que le malheureux Richard qui souffrit la mort avec fermeté, au mois d'avril 1816.

**RICHARDOT-DOUETTE (CHARLES)**, cultivateur à Langres, et membre de la société d'agriculture de la Haute-Marne, a présenté, en 1808, à cette société, un rapport sur l'état et le succès de diverses plantations qu'il a faites, et sur les résultats qu'on peut obtenir, ou espérer de la méthode de couper les bois entre deux terres. Ce rapport lui a sans doute servi de texte pour la publication des deux ouvrages suivants : 1° *Pratique de l'agriculture, ou recueil d'essais et d'expériences dont le succès a été constaté*, Paris, 1808, in-8°; 2° *De la coupe des bois entre deux terres*, Paris, 1808, in-8°; 3° *Sur l'emploi de la houille dans le traitement métallurgique du minerai de fer, et sur les procédés de l'affinage de la fonte par bouches à feu, projectiles, etc.*, suivi d'un *Précis sur la houille*, Langres, 1824, in-8°; 4° *Nouveau système d'appareil contre les dangers de la foudre et du fléau de la grêle*, Langres, 1825, in-8°.

**RICHEMONT (LOUIS-ALEXANDRE CAYUS)**, baron de, général et membre de la chambre des députés, est né à Montmursault, en Bourbonnais, le 21 décembre 1774, de parents riches et considérés. Son père était membre de l'assemblée provinciale. Destiné à la carrière

des armes, et élevé à l'école militaire d'Effiat, le jeune Richemont fut un des quatre pages qui accompagnèrent à Vichy le comte de Provence et ses tantes. La révolution ayant contrarié son projet d'entrer dans la diplomatie, sous le patronage d'un parent alors ambassadeur, il revint à sa destination primitive. Admis aux examens de l'école du génie, il fit partie de la promotion où se trouvait le général Bertrand. M. de Richemont fit ses premières armes à Mayence, et suivit les opérations des armées françaises en Allemagne et en Italie, sous Kleber, Pichegru, Moreau et Bonaparte. A l'époque des préliminaires de Léoben, en 1797, il fut chargé du service du génie dans les îles de Céphalonie, Zante, Sainte-Maure, Ithaque et Corfou. L'expédition d'Egypte ayant amené la guerre entre la France et la Porte-Ottomane, il fut envoyé l'année suivante sur les côtes d'Albanie, à Prévéza, qui menaçaient les troupes d'Aly, pacha de Janina, et se trouva parmi les quatre cents Français qui furent attaqués par quatorze mille Turcs, sur les ruines de l'ancienne Nicopolis. Dans ce combat si inégal, dans lequel les Français, après avoir détruit trois à quatre mille ennemis, furent tous massacrés, à l'exception d'une quinzaine d'hommes, la fortune menaça au capitaine Richemont les aventures les plus extraordinaires. Avec deux misérables pièces, montées sur des affûts à roulettes, et quatre hommes seulement pour les servir, il détruisait à plusieurs reprises, par la mitraille, des masses de cavalerie qui osèrent jamais le charger de front. Armé lui-même d'un fusil de munition, il attaquait les cavaliers les plus téméraires. Blessé à l'épaule, et réduit à un seul homme, il put encore enclouer ses deux pièces. Le corps français étant à peu près détruit, l'ennemi se hâta vers Prévéza, dans le but de s'emparer d'une compagnie d'infanterie qui y était restée, et d'une escadrille française. Le capitaine Richemont crut pouvoir alors réunir quelques hommes, et gagner une redoute voisine, occupée encore par nos troupes. Forcé de combattre corps à corps six cavaliers qui l'avaient successivement assailli, il venait de les tuer tous lorsqu'il fut attaqué par un gros de cavalerie turque. Adossé contre la pile d'un ancien aqueduc et déterminé à vendre chèrement sa vie, il tient tête à une vingtaine d'ennemis. Quoique blessé à l'oreille et au bras, il atteint leur chef d'une balle qui lui traverse la poitrine et va blesser son voisin. Un des fils d'Aly-Pacha, le jeune Moukhtar, voyant le capitaine Richemont désarmé et terrassé, le fait relever et conduire au camp, où il n'arriva qu'après avoir couru de nouveaux dangers. Le camp était jonché des têtes de ses camarades. Il refuse d'en porter une; on le frappe avec cette tête ensanglantée. Déjà le yatagan brille au-dessus de sa sienne, lorsque Moukhtar arrive à point et lui sauve une seconde fois la vie. Conduit au fort de Lourou, puis à Janina, avec quelques autres officiers français, et déposé dans le palais d'Aly, M. de Richemont fut traité par Moukhtar non comme un prisonnier, mais comme son *meuseff* (son hôte et son ami). Par les soins de ce prince généreux, il fut guéri de ses blessures, habillé complètement, et, malgré son refus de rester avec lui, il en reçut tout l'argent nécessaire à ses besoins. Lord Byron a consacré à ces aventures quelques beaux vers, cités textuellement dans le *Foyage de Hobhouse*; il y compare Richemont et Gahory à Nivus et à Euryale. A son arrivée à Constantinople, le capitaine fut jete au bagne avec ses camarades; mais bientôt il fut conduit aux Sept-Tours avec la légation française. Il obtint sa liberté avant elle, à la demande de l'empereur Paul I<sup>er</sup>, retint en France après les événements qui préparèrent la paix de Lunéville, en 1801, et y reçut le grade de chef de bataillon. Une expédition, préparée pendant les négociations qui amenèrent le traité d'Anvers, partit pour les Indes, en mars 1803, sous les ordres du général Decaen. M. de Richemont y fut compris avec le titre de directeur des fortifications des possessions françaises, à l'est du cap de Bonne-Espérance. Il visita les établissements intérieurs de cette colonie, parcourut les deux côtes de la presqu'île occidentale de l'Inde, et celles de la presqu'île orien-

tales jusqu'au détroit de la Sonde. De retour à l'Inde-France, il ne la quitta qu'en 1807, pour aller rétablir en Europe sa santé délabrée par une affection chronique du foie, maladie particulière au climat des Indes orientales. M. de Richemont venait d'être nommé colonel, et avait pris aux affaires de l'administration coloniale toute la part qu'exigeaient ses fonctions. Il s'embarqua sur un navire brémien, parce qu'ayant été capturé par un corsaire à sa sortie du Weser, puis relâché par jugement de l'amirauté de Londres, il avait un caractère officiel de neutralité. Il n'en fut pas moins arrêté dans les parages du cap de Bonne-Espérance, conduit à Sainte-Hélène et de là en Angleterre, où il fut retenu comme otage jusqu'en 1810. Rentré en France, il remit à l'empereur des mémoires importants sur de grandes questions politiques et militaires: *Projet de descente en Angleterre*; *Discussion d'un projet d'expédition dans l'Inde, par terre, de concert avec la Russie*; *Traité de la question du Maroc continental*. Ces écrits inspirèrent à Napoléon une estime et une confiance qu'il se plaisait à témoigner à cet officier, soit dans les discussions en conseil, soit dans des conférences particulières, où il lui dictait des notes en présence du seul baron Fain. Aussi M. de Richemont fut-il immédiatement employé au comité du génie, puis le ministre de la guerre. Au commencement de 1811, il fut chargé d'une inspection spéciale des places de l'Elbe et de l'Oder, puis envoyé à Dantzick pour l'exécution des immenses travaux qui devaient approprier cette place au rôle important que lui assignaient les vues de Napoléon. Nonostante ces travaux, le colonel Richemont eut ordre, dans les premiers mois de 1812, de préparer le plus promptement et le plus secrètement possible un équipage de siège, destiné pour Riga, et des ponts solides, dont deux sur pilotes, pour la Passarge, la Pregel et le Niemen. Il remplit heureusement cette commission sans éveiller la défiance des étrangers, parce qu'il eut soin de répartir les travaux dans un grand nombre de villes. Il fit mieux: frappé de la difficulté de rassembler d'aussi grands moyens de transports pour ces énormes approvisionnements, il réunit tous les pontons qui avaient autrefois servi aux ponts de bateaux sur la Vistule, les répara, les pourvut de mâts, voiles, etc., et en forma une flottille qui, au moyen de la navigation intérieure du Frisch-Haff et du Curisch-Haff, pouvait aisément transporter cet immense matériel jusqu'aux lieux où il devait être employé. Lors de son passage à Dantzick, pour l'ouverture de la campagne de Russie, Napoléon, pleinement satisfait, accueillit avec une extrême bienveillance le colonel Richemont; mais il le laissa dans cette place, non seulement pour les travaux à terminer, mais pour les prévisions de l'avenir, promettant qu'à son retour il l'appellerait auprès de lui. Les malheurs de la retraite de Moscou ameuèrent l'ennemi devant Dantzick. Quoique les fortifications ne fussent pas complètement achevées, la place se défendit pendant un an avec une vigueur, une constance et un dévouement d'autant plus remarquables, que la garnison était composée de troupes de plusieurs nations, dont les souverains ne tardèrent pas à se déclarer contre la France; que, dès le commencement du siège, un horrible typhus envoya, en cinq semaines, près de vingt mille hommes, soldats et habitants, et qu'à ce fleau se joignirent bientôt les dégâts occasionnés par les glaces et par les débordements de la Vistule; la perte d'une grande partie des approvisionnements par suite de ces calamités et du feu des assiégeants, et enfin une cruelle famine qui en fut le résultat. Le colonel Richemont partagea avec le général Rapp, gouverneur de Dantzick, l'honneur d'une aussi belle résistance dont les détails ne peuvent figurer dans une simple notice. Il suffit de dire qu'après avoir triomphé en toute occasion d'un ennemi dont les forces devinrent toujours plus nombreuses, et qui pourtant ne put parvenir à s'emparer d'aucun point important, la place ne capitula qu'après avoir consommé jusqu'au dernier grain de blé, et avoir vu la moitié de ses édifices en ruine. Certaines dispositions du commandant du génie contribuèrent aux conditions d'une belle capitulation. Il avait, à l'insu du gouverneur, fait prati-



quer des galeries et des fourneaux de mines pour faire sauter dans la Vistule une partie de la citadelle et intercepter la navigation du fleuve. Chargé avec le général Heudelet de négocier la capitulation, le colonel Richemont sut tirer parti de la terreur que cette mesure, ébruitée par les espions, avait inspirée à l'ennemi. La ville devait être remise, le 1<sup>er</sup> janvier 1814, au duc de Wurtemberg, commandant l'armée de siège, et la garnison renvoyée en France, avec armes et bagages. Le colonel Richemont était parti pour l'annoncer à l'empereur ; mais arrêté à Fraucfort-sur-le-Mein, il remit à son compagnon de voyage, le colonel anglais Campbell, qui allait rejoindre le grand quartier-général de l'armée alliée, une lettre qui faisait connaître à l'empereur Alexandre que son honneur était intéressé au maintien de la capitulation de Dantzig ; que si elle était violée, il manquerait à sa parole impériale, qu'il signifierait son oncle, le duc de Wurtemberg, comme ayant abusé de son nom et de son seing, puisque la place n'avait traité que sur le vu d'un oukase qui garantissait les conditions consenties. La lettre parvint à l'autocrate, mais la capitulation n'en fut pas moins violée. Les Prussiens avaient donné l'exemple de la mauvaise foi à Modliu ; les Autrichiens l'avaient suivi à Dresde ; les Russes ne devaient pas être en reste pour ne pas accuser de déloyauté leurs amis. Le colonel Richemont fut envoyé en Saxe, où le prince Reppin, qui en était gouverneur, le traita avec noblesse et générosité. Il fut rendu à la liberté aussitôt après l'entrée des confédérés à Paris. Pendant le siège de Dantzig, il avait été promu au grade de général, par Napoléon, en 1813 ; mais sa nomination n'ayant pu lui parvenir, on ne voulut faire dater son brevet de maréchal-de-camp que de l'époque de son retour, afin de ménager à Louis XVIII l'occasion de répandre des faveurs sur l'armée. Il avait été peu auparavant créé chevalier de Saint-Louis. Il fut nommé commandant de l'école militaire de Saint-Cyr, qui comprenait alors les trois écoles d'artillerie, de cavalerie et d'infanterie. Tout changea après le 30 mars 1815. Attaché, comme commandant du génie, au corps d'armée sous les ordres du général Reille, M. de Richemont eut la mission expresse de visiter toutes les places de la frontière du nord, et de venir en rendre compte au ministre de la guerre. A son retour, il fut élu membre de la chambre des représentants, par ses compatriotes de l'Allier ; mais il ne fit qu'y paraître, et demanda un congé, le 13 juin, pour se rendre à l'armée du Nord, où il n'arriva qu'après la bataille de Waterloo. Aussi éprouva-t-il toutes les rigueurs des catégories, après la seconde retraite de Louis XVIII. Réduit à la demi-solde, il se retira dans sa province, où il vécut à la campagne, loin des affaires publiques, ce qui n'empêcha pas qu'il ne fût mis à la retraite, sur une dénonciation qui le signalait fausement comme ayant favorisé de son vote et de son influence un candidat constitutionnel, quoiqu'il n'eût même pas pris part à l'élection. Il est resté dix ans au milieu des bois, sans ouvrir un livre, sans lire un journal, chassant les loups et les sangliers, et refusant constamment la députation que lui offrait la bienveillance de ses concitoyens ; mais on ne lui a point tenu compte de sa modération. En 1837, le ministre Villèle, voulant recomposer la chambre des députés, craignit la concurrence ou l'influence du général. Il lui fit témoigner ses regrets de l'avoir traité si durement, de s'être privé de ses bons services, et lui offrit sa remise en activité immédiate et cent cinquante mille francs d'indemnité pour le dommage qu'il avait éprouvé, à la seule condition de ne pas se mêler d'élections. Cette étrange proposition détermina M. de Richemont à se mettre sur les rangs. Il fut nommé à une grande majorité, et depuis 1838 il a continué de siéger à la chambre, où il a été appelé par cinq élections successives. Assis sur les bancs de l'opposition, il y a porté un vote toujours libre et exempt d'hostilité systématique. La révolution de juillet 1830, l'a remis en possession du commandement de l'école militaire de Saint-Cyr, et lui a valu le titre de conseiller-d'état en service extraordinaire, mais avec voix délibérative. Quoique les devoirs de ses fonctions l'aient empêché d'assister exactement aux

séances de la chambre, il a pris part aux délibérations importantes, et il a développé dans quelques discours, en 1831 et 1832, ses opinions personnelles sur l'état de la France, comme produit obligé de la dernière révolution, et sur les intérêts nouveaux qui semblaient en être les conséquences nécessaires. Malgré sa dissidence avec le ministère sur le système de politique extérieure, il n'a cru devoir contrarier ni ses vues d'administration intérieure, ni ses efforts pour ramener l'ordre et la tranquillité. Le général Richemont a publié : 1<sup>o</sup> *De la situation politique de l'Europe et des intérêts de la France*, 5 avril 1829 ; *Encore une fois de la France et de l'Europe*, 7 juin 1829, Paris, 1829, in-8<sup>o</sup>. Cet ouvrage, inspiré à l'auteur par la dernière guerre des Russes contre les Turcs, a produit une forte sensation en Europe, et n'est point étranger au renversement du ministère Martignac et à son remplacement par celui du prince de Polignac. Le système de politique extérieure que l'auteur y présente avait été l'objet de négociations entre la France et la Russie, et favorablement accueilli par l'empereur Nicolas. Il s'agit d'une alliance contre l'Angleterre, que le général regarde comme l'ennemi naturel de la France. C'est pour cela, sans doute, qu'une *Biographie des députés*, publiée en 1831, reproche injustement et àigrement au général Richemont des opinions qui appartiennent plus à un militaire qu'à un politique, et qui ne sont pas celles des patriotes. 2<sup>o</sup> *Du gouvernement politique et du refus de l'impôt*, Paris, 1830, in-8<sup>o</sup>. Dans cette brochure, dont les journaux ont rendu compte, l'auteur donne sa *Théorie du gouvernement constitutionnel*. 3<sup>o</sup> *Nouvelles mémoires politiques*, 1830, in-8<sup>o</sup>. On y trouve un mémoire présenté au ministère Polignac en 1829, et un projet d'invasion en Angleterre présenté à Napoléon en 1809. 4<sup>o</sup> *Discours à la chambre des députés*, 1831, in-8<sup>o</sup>. L'auteur y propose de reprendre la Belgique et la frontière du Rhin. 5<sup>o</sup> *Discours dans la discussion de la loi sur la levée de quatre-vingt mille hommes*, 1831, in-8<sup>o</sup>. De trois frères qu'avait le général Richemont, l'un, général de brigade, a péri sur le champ de bataille, à Leipzig ; le second, lieutenant de dragons, a été tué en Espagne ; un troisième a été victime de son humanité en faisant distribuer des vêtements et des secours à des prisonniers espagnols déçimés par le typhus. S'il est resté seul de sa famille, il a reçu pour sa part cinq coups de fusil et deux coups de sabre. Membre de la légion d'honneur depuis 1807, il en a été depuis nommé officier, et a été créé baron.

**RICHTER (JEAN-PAUL)**, que dans la littérature allemande on appelle ordinairement *Jean-Paul*, est né à Wunsiedel, dans le pays de Bayreuth, le 21 mars 1765. Il appartient à la classe des écrivains originaux que l'on appelle *humoristes*. M<sup>me</sup> de Staël lui reproche de gâter cette originalité naturelle par la prétention. « Jean-Paul Richter, dit-elle, a assurément plus d'esprit qu'il n'en faut pour composer un ouvrage qui intéresserait les étrangers autant que les Allemands, et néanmoins rien de ce qu'il a publié ne peut servir de l'Allemagne. » Fils du pasteur de Schwarbach, sur la Saale, il vint à Leipzig, en 1780, pour y étudier la théologie. Il se sentait toutefois peu de dispositions pour cette science. Entré vers la poésie par un irrésistible penchant, il renouça à l'université, et fut bientôt de retour à Schwarbach. Ce fut à Staël qu'il débuta dans la carrière littéraire, et son premier ouvrage, intitulé *Précis germaniques*, parut en 1781 ; c'est une sorte de tableau statistique. Ses ouvrages succédèrent avec une étonnante rapidité, et lorsqu'en 1798 il reprit le chemin de Leipzig, il avait déjà une grande célébrité. De là, il se rendit à Weimar, Berlin, Meiningen, Cobourg, et fita enfin sa résidence à Bayreuth, qu'il ne quitta plus que pour quelques excursions au bord du Rhin, à Berlin et à Dresde. Jetons un coup d'œil rapide sur les écrits de Jean-Paul ; nous avons indiqué le premier. Il fut suivi, en 1788, d'un *Extrait des papiers du diable* ; en 1793, du *Loge invisible* ; en 1795, de *L'Esperance* ; en 1796 et en 1800, de *Quintus Farslein*. En 1796, il donna encore *Les variantes biographiques*, *La ruelle des compagnons*, en 1797, *Les palindromes* ; en 1798, ses *Lettres et*

*Vie futur.* De 1800 à 1805, il publia : *Titan et les Flégyantes*, ou six années de prospérité, titre que nous rendrions difficilement par des expressions équivalentes en français : c'est un ouvrage biographique. Dans le même temps environ, Jean-Paul imprima le *Voyage de Kasperberger aux bains* et le *Voyage de l'ameurin Schmale à Flatz*. Mais, en 1809, il enrichit les études philosophiques d'une deuxième édition d'un ouvrage publié pour la première fois en 1804, sous ce titre : *Forschung der aesthetik*, ou introduction à l'esthétique. Il faut ranger dans la même série d'ouvrages sa *Lessana*, publiée en 1807, à l'usage des mères de famille. Jean-Paul reunit encore dans le genre politique. On cite de lui la *Succession au trône de Mars et Phobus*, et ses *Sermons de corinne politique*. En 1830, il composa la comédie *Hestoni plaisante*. Peu avant sa mort, il préparait une édition complète de ses Œuvres, dont le libraire Reimer a fait paraître, en 1833, la onzième livraison; c'est le cinquante-cinquième volume. Richter mourut le 14 novembre 1835. Il ne laissa que deux fils. Nous terminerons cet article en transcrivant encore quelques lignes du jugement de M<sup>me</sup> de Staël : « On trouve des beautés admirables dans les ouvrages de Jean-Paul, mais l'ordonnance et le cadre de ses tableaux sont si défectueux que les traits de génie les plus lumineux se perdent dans la confusion de l'ensemble. Sa manière d'observer le cœur humain est pleine de finesse et de sagacité, mais il ne connaît guère que le cœur humain tel qu'on peut le juger d'après les petites villes d'Allemagne, et il y a souvent dans la peinture de ses mœurs quelque chose de trop innocent pour notre siècle. Ce serait un ouvrage fort remarquable que des pensées extraites des ouvrages de Jean-Paul; mais on s'aperçoit en le lisant de l'habitude singulière qu'il a de recueillir partout, dans de vieux livres inconnus, des inscriptions et des allusions. L'auteur a négligé l'empreinte qu'il fallait donner à ses trésors. L'esprit de Jean-Paul ressemble souvent à celui de Montaigne; il est souvent sublime dans la partie soignée de ses ouvrages, mais la mélancolie de son langage ébranle parfois jusqu'à la fatigue. La sensibilité de Jean-Paul touche l'âme et ne la fortifie pas assez. La poésie de son style ressemble au sous de l'harmonie, qui ravivement d'abord et font du mal au bout de quelques instants, parce que l'exaltation qu'ils excitent n'a pas d'objet déterminé. »

RICHTER, médecin russe, né en 1767, à Moscou, d'un père ministre de l'église luthérienne, fit ses études à Revel, puis à l'université de Moscou. Après y avoir terminé son cours de médecine, à l'âge de dix-neuf ans, son père le fit voyager en France, en Angleterre et en Hollande, afin de perfectionner ses connaissances. En 1788, il fut reçu docteur à l'université d'Erlangen, et deux ans après le gouvernement russe le nomma professeur à celle de Moscou. Il était bien jeune pour la tâche difficile qu'on lui opposait; cependant il s'en acquitta à la satisfaction générale pendant près de trente années. Richter obtint la pension de retraite en 1819, et mourut à Moscou, après une longue maladie, dans les premiers jours d'août 1833. A sa mort, il avait le titre de professeur émérite de l'université de Moscou, de président de la société des sciences physico-médicales de l'université, et il était médecin de l'empereur, membre du conseil d'état, et chevalier de plusieurs ordres nationaux et étrangers. Richter parlait plusieurs langues, et écrivait en latin avec une pureté et un choix d'expressions très remarquables. Il a laissé plusieurs ouvrages qui ne sont guère connus des étrangers, parce que l'étude et la pratique de la médecine chez les Russes nous semblent peu dignes d'attention. Cependant il serait à désirer qu'on entreprit une bonne traduction anglaise ou française de son *Histoire de la médecine en Russie*, livre rempli de recherches curieuses, de vues utiles, et qui conservera le nom du docteur Richter.

RIEMER (Friedrich-Georg-August), savant helléniste, premier conservateur de la bibliothèque grand-ducale de Weimar, est né en 1774, à Götting, en Prusse. D'abord ministre évangélique, il étudia d'abord la philologie sous la direction du célèbre Wolf, et plus

tard la théologie aux universités de Göttingue et de Leipsack. Ses études terminées, il devint précepteur dans la famille de M. Guillaume de Humboldt, qu'il suivit en Italie, en 1803. Profitant des ressources que présentent les riches bibliothèques de ce pays, il se livra à de profondes recherches sur les langues et les littératures anciennes, genre de travail qui lui devint de jour en jour plus cher, et dont il résolut de faire la principale occupation de sa vie. De retour en Allemagne, il fut présenté à Goethe, qui l'intéressa vivement à lui, et le chargea de plusieurs travaux littéraires. Riemer s'en acquitta d'une manière si satisfaisante que cet illustre savant lui confia l'éducation de son fils unique, et lui procura plus tard une chaire en gymnase de Weimar. Riemer se démit de cette place en 1830, pour se consacrer entièrement à ses travaux philologiques et composer un dictionnaire grec allemand, pour lequel il avait amassé des matériaux pendant toute sa vie. Ce dictionnaire, dont la cinquième édition a paru en 1830, et qui se distingue par l'ordre et la méthode dans la déduction des significations des mots, et par une foule de vues utiles et ingénieuses sur l'étymologie et la prosodie, passe pour le travail le plus important et le plus consciencieux qui ait été fait sur la langue grecque dans les temps modernes. Riemer a aussi publié un recueil de poésies en deux volumes, intitulé : *Flora et fructus*, Leipsick, 1816-1819, qui se compose de pièces fugitives, écrites, pour la plupart, pendant son séjour en Italie, et empreintes de cette douce mélancolie qui est un des principaux traits de son caractère.

RIENZI (Thomas-Marie Gasparo del), savant ecclésiastique, descendant du fameux tribun du même nom, en ligne collatérale, naquit à Rome, le 15 octobre 1720. Ayant atteint sa dix-septième année, il entra dans l'ordre des clercs mineurs réguliers, et y obtint la même année la chaire de philosophie et de langue grecque. Il s'occupait par délasement des mathématiques et de l'histoire naturelle, et comme il y avait acquis de grandes connaissances, il fut choisi pour organiser le musée de Pesaro, auquel il annexa une collection riche en plantes marines, en minéraux et en stalactites qu'il avait formée. Rappelé à Rome, le P. Rienzi fut nommé curé de Saint-Anastasio, de Trévi, paroisse qu'il administra pendant vingt-sept ans. Il passa par presque tous les grades de son ordre, et en devint le général quelque temps avant sa mort, arrivée le 16 novembre 1808, à Rome. Les écrits de ce savant prêtre sont dispersés dans les *Novelle fiorentine*, les *Novelle della repubblica letteraria*, et dans le *Diario di Roma*. Les principaux sont : 1° *Lettre sur la philosophie indienne*, 1753; 2° *De l'origine des montagnes*, 1755; 3° *Sur les Colonnes d'Hercule*, 1760; 4° *Explication de deux pierres antiques*, 1760; 5° *Explication d'une médaille d'or d'Adrien VI*, et d'une en argent de Brutus, 1760; la même dissertation se trouve en français dans le *Journal de Bouillon*, même année; 6° *Observations historiques et critiques sur l'histoire romaine de Denis d'Halicarnasse contre l'opinion de Beaufort*, 1797; 7° *Mémoires sur le tribunal de Nicolas Rienzi*, Rome, 1806. Les manuscrits du P. Rienzi passeront par testament à M. L.-D. de Rienzi, qui les perdit dans un naufrage. On doit d'autant plus regretter cette perte qu'ils traitaient des points encore peu éclaircis de l'histoire ancienne et de celle du moyen âge. Un de ces manuscrits était un mémoire sur l'état de Rome au temps de Rienzi, un autre renfermait des recherches sur l'état de la campagne romaine sous Auguste, enfin le troisième avait pour objet les voyages que Hannibal et Eudoxe sont présumés avoir faits, dans leur peuple, au cap de Bonne-Espérance.

RIENZI (Lotis-Giacomo Doment de), voyageur français, parent du précédent, naquit à Vaulsue, vers 1789, d'une famille qui fait remonter son origine directe jusqu'à Nicolas Rienzi, si célèbre dans l'histoire de Rome moderne. M. de Rienzi est connu par un voyage en Orient, dont les feuilles périodiques nationales et étrangères, entre autres la *Revue des deux mondes*, ont rendu un compte avantageux. Très jeune encore et dominé par une irrésistible passion pour les courses lointaines, il accompagna le Grec Ariston Téléphore

dans ses voyages à travers l'Italie, une partie de la côte septentrionale d'Afrique, Damas et Balbek, l'Asie-Mineure, les îles de l'Archipel, Constantinople, le Caucase, les hordes Kirguises et le pays des Kours. Le *Mercure* a publié des fragments de ce voyage en 1818. M. de Rienzi, de retour dans sa patrie, fit les campagnes d'Allemagne, en 1809, et fut blessé à Wagram. Dans celle de 1814, il reçut deux blessures graves au combat sous les murs de Mâcon; il était alors capitaine d'infanterie. Quittant le service militaire, il visita la Hollande, l'Angleterre, l'Espagne, l'Italie et la Grèce; se trouva aux sièges d'Athènes et de Missolonghi, où il commanda l'artillerie grecque, et partit pour l'Égypte. Partout il soutint la cause libérale avec un chaleureux dévouement. En quittant l'Égypte, il traversa le désert, visita l'Horeb, le Sinaï et les golfes d'Ascalà et d'Eylath, qu'il reconnut n'être qu'un seul golfe, quoique les cartes portent le contraire; toucha à Yambo, Djedda, Koufarda, Souakem, une partie de l'Arabie et du pays de Soumaï; découvrit les ruines d'Assab, de Syré, de Saba, d'Ophyr, et s'arrêta à Moka. Reprenant le cours de ses voyages, M. de Rienzi visita l'Inde, la Perse, Ceylan et le pic Adam. Au retour de ce pèlerinage, il fut dévalisé par les Bedas, qui le blessèrent dangereusement. Transporté à Colombi, ce voyageur s'y embarqua pour le Bengale, visita Jagerat et Besarès, les îles Philippines, quelques unes des Moluques, et relâcha à Java et à Sumatra. Désirant voir cette partie de la Chine qui seule est ouverte à la curiosité des Européens, M. de Rienzi y fit deux voyages. En 1829, il s'embarqua à Macao pour revenir dans sa patrie. Il avait mis dans le vaisseau qui le portait une précieuse collection d'objets d'arts et de curiosités de l'Orient, et ses manuscrits, ses observations, tout le travail enfin de sa vie entière, le fruit de vingt années de pérégrinations. Un naufrage engloutit toutes ces richesses. Plein de persévérance, M. de Rienzi recommença sa collection. Plus heureux cette fois, il la conduisit en France. Les savants qui l'ont visitée disent qu'elle se composait, entre autres choses, de fossiles antédiluviens, de plantes et semences médicinales, de manuscrits orientaux, de médailles, antiquités, inscriptions, armes et autres objets, dont le voyageur a fait présent à différents cabinets et bibliothèques de France, et surtout à ceux de Paris. Il serait difficile de donner une idée exacte des travaux de M. de Rienzi. Ses manuscrits ont été perdus, et il n'avait publié avant leur perte que quelques extraits de ces travaux. On les trouva dans la *Revue encyclopédique* de 1831, et dans quelques autres journaux scientifiques et littéraires. Ils concernent l'étude des antiquités égyptiennes et l'explication des hiéroglyphes. M. de Rienzi, après son naufrage, avait publié à Singapore et à l'île Bourbon quelques unes de ses recherches hiéroglyphiques. En 1823, il avait travaillé en Égypte sur cette importante partie de l'archéologie, tandis que le docteur Young et M. Champollion le jeune s'en occupaient, l'un en Angleterre, l'autre en France. Il a également publié un *Alphabet hiéroglyphique* complet. Il a prouvé que les noms égyptiens étaient écrits en hiéroglyphes phonétiques, de même que les noms étrangers, ce que niait M. Champollion le jeune dans sa *Lettre à M. Dacier*. Enfin M. de Rienzi a découvert un système d'écriture, qu'il nomme *mytologlyphique*, qui sert à expliquer en quoi consistait la science et la sagesse tant vantées des anciens Égyptiens. Ce système, que rejette M. Champollion le jeune, semble être adopté par M. de Sacy dans le *Journal des savants*. M. de Rienzi a donné l'explication de l'écriture claudiforme, de son alphabet et de plusieurs inscriptions découvertes dans les ruines de Babylone, Bogliana et Persépolis. Depuis son retour en France, à la fin d'août 1831, ce voyageur a publié une *Statistique de la Chine*, fondée sur des documents authentiques, qui a eu beaucoup de succès. Il a présenté à la société asiatique de Paris un fragment d'un dictionnaire des mots chinois vulgaires, avec le français en regard. Il a lu à la société de géographie un *Aperçu général de l'Océanie*, dont l'impression a été ordonnée dans les mémoires de la société, et plusieurs autres mémoires très curieux dans diverses autres sociétés. M. de Rienzi se

trouvait à l'île Bourbon quand il apprit la révolution de juillet; il la célébra dans des vers pleins de chaleur et de patriotisme. Ce n'était pas la première fois que le génie poétique lui fournissait des inspirations. Au sortir de l'adolescence, il avait publié un poème, *Le barde voyageur*, dont lord Byron ne désigna pas d'emprunter l'idée nière. Nommé député des hommes de couleur de Bourbon, il fut à son arrivée en France présenté, en cette qualité et en celle de voyageur, au roi des Français. M. de Rienzi, qui parle plusieurs langues modernes, et qui écrit avec facilité dans ces langues, a rapporté de ses voyages l'intelligence de quelques idiomes de l'Orient. Il appartient à plusieurs sociétés littéraires et savantes nationales et étrangères. On trouve dans la *Revue des deux mondes* de 1831 un récit de son naufrage, et sa *Statistique de la Chine*.

RIGNY (HEXAM, comte de), vice-amiral, ministre de la marine, grand-cordon de la légion d'honneur, chevalier de Saint-Louis et de plusieurs ordres étrangers, naquit à Toul, le 2 février 1783. A peine avait-il atteint sa quinzième année qu'il fut embarqué comme novice et fit sa première campagne. Ainsi M. de Rigny passa par tous les grades que ses talents lui firent rapidement traverser. Il se trouva à l'expédition d'Égypte, comme aspirant de deuxième classe. Nous passerons rapidement sur les autres campagnes que fit M. de Rigny: il doit suffire de dire que, dès 1803, lorsqu'il n'était encore qu'enseigne, Bonaparte l'avait déjà remarqué, et lui avait confié le commandement de la corvette la *Triomphante*, l'un des bâtiments de l'escadre rassemblée devant Boulogne, et destinée à opérer une descente en Angleterre. Pendant les années 1806 et 1807, le corps des marins de la garde ayant suivi les mouvements de la grande armée, M. de Rigny fit les campagnes de Prusse, de Pologne, de Pomeranie, et fut présent aux batailles d'Iéna, de Pultusk, et aux sièges de Stralsund et de Graudenz, où il reçut une blessure grave au pied. En 1808, les marins de la garde furent envoyés en Espagne. M. de Rigny fut attaché comme aide-de-camp à l'état-major du maréchal Berthier, et assista à la bataille de Rio-Secco et au combat de Sommo-Sierra, où il fut encore blessé au genou. Il se trouva aussi au combat de Benavente et à la bataille de Wagram. Malgré tant de services et de véritables talents, M. de Rigny ne parvint pourtant qu'en 1817 au grade de capitaine de vaisseau. Au commencement de 1822, il prit le commandement des forces navales réunies dans le Levant. Pour apprécier tout ce que la conduite honorable qu'il montra dans cette occasion mérite d'éloges, il faut se rappeler quel était l'état d'un pays dévasté par les armées ottomanes, et que la chrétienté n'osait pas encore prendre sous sa tardive protection. Le pavillon français était considéré dans ces mers, et notre commerce souffrait beaucoup des pirateries des Grecs et des Turcs. M. de Rigny les fit cesser, et ramena la confiance par une sage fermeté. Il sut encore profiter de ses relations avec les chefs des îles de l'Archipel pour fixer d'une manière aussi stable que possible la police de la navigation dans ces mers. Ce n'est pas tout: le commandant de la station française avait encore à s'interposer entre les fureurs des Turcs et des Grecs, à sauver, à recueillir sur son escadre les victimes de leur guerre d'extermination, et il le fit avec une humanité, une vigueur et un dévouement qui lui valurent la reconnaissance générale et le respect des deux parties. C'est ainsi qu'il répondait aux colomnies dont les journaux de parti l'accablaient alors chaque jour. Après trois ans passés dans les devoirs d'une mission aussi délicate, M. de Rigny fut élevé au grade de contre-amiral, en 1825. Dans les premiers jours du mois de septembre 1827, après six années d'une lutte opiniâtre et désespérée entre les Grecs et les Ottomans, les amiraux anglais et français furent informés par leurs ambassadeurs respectifs à Constantinople que la Porte avait signé son refus officiel d'accéder à aucun arrangement favorable aux Grecs, ils eussent à agir suivant leurs instructions. Il y avait des lors réunis dans la baie de Navarin cent vingt bâtiments turcs ou égyptiens, les uns de guerre, les autres de transport. Cette escadre portait un grand nombre de troupes et de munitions

destinées à une expédition contre Hydra : Ibrahim-Pacha la commandait. MM. les amiraux Codrington et de Rigny avaient, pour se conformer aux ordres qu'ils avaient reçus, à faire respecter l'armistice refusé par la Porte aux Grecs, sans cependant se mettre en état d'hostilité envers les Turcs. Ibrahim avait repoussé toutes les propositions des trois amiraux (l'amiral russe Haydu venait de joindre sa flotte à celle des Anglais et des Français). Dans la nécessité d'agir et d'empêcher la flotte ennemie de sortir de Navarin, on mit en discussion, dans le conseil de la flotte combinée, ces trois points : 1° Courra-t-on les chances infinies d'un blocus au-dehors, qui, n'aboutissant à rien, pourrait, à la suite d'un coup de vent, laisser toute facilité à la flotte turco-égyptienne de remplir son but ? 2° Entrera-t-on à Navarin pour y mouiller et garder cette flotte à vue ? 3° Enfin y entrera-t-on pour prendre position, et signifier aux vaisseaux turcs et égyptiens de se séparer immédiatement. Ce dernier parti, sur lequel M. de Rigny insistait plus particulièrement, comme étant le plus décisif, fut adopté. Alors on rédigea un protocole qu'on envoya notifier à Ibrahim-Pacha, qui avait quitté la flotte turco-égyptienne et se trouvait éloigné de Navarin. Ce prince n'ayant pas répondu, l'escadre française, anglaise et russe entra dans ce port le 20 octobre 1827, à trois heures après midi. La flotte turco-égyptienne formait une triple ligne d'embossage, disposée en fer à cheval ou croissant allongé, dont les extrémités étaient appuyées d'une part à l'île de Sphactérie, et de l'autre au camp d'Ibrahim, au pied de la citadelle de Navarin. Elle consistait en trois vaisseaux de ligne, un vaisseau rasé, seize frégates, vingt-sept grandes corvettes et autant de bricks de guerre, ainsi qu'en plusieurs bâtiments de transport et six brûlots. Les trois amiraux avouent dans leurs rapports que ces dispositions des Turcs étaient bien conçues et parfaitement adaptées aux localités de la baie. Un coup de fusil, parti d'un des brûlots turcs, et qui tua un officier anglais, commença l'action, et une vive fusillade s'engagea entre une frégate anglaise et le brûlot. Dans ce même moment, l'amiral de Rigny hélait au porte-voix au commandant de la frégate égyptienne, avec laquelle il était verger, que, s'il ne tirait pas, il ne ferait point feu sur lui ; mais on lui répondit par deux coups de canon. L'amiral anglais essaya aussi vainement de son côté de s'adresser aux Turcs la catastrophe qu'ils appelaient. A cinq heures du soir, leur première ligne était déjà détruite ; à cinq heures un quart la canonade durait encore au centre de la ligne et vers l'île de Sphactérie ; mais bientôt elle cessa entièrement : la flotte turco-égyptienne n'existait plus ! Pres de cent bâtiments avaient été brûlés ou coulés bas ; le reste se jeta à la côte, où ils se brûlèrent eux-mêmes. Jamais plus complète destruction n'a été le résultat d'un combat naval : six mille Turcs ou Égyptiens furent tués, mille furent blessés. On a jugé diversement le combat de Navarin, donné le même jour que celui de Salamine, et qui, à vingt-trois siècles d'intervalle, sauva encore une fois l'Hellade du joug des barbares. En France, au sein de la chambre des députés, on l'a appelé un *événement glorieux* ; au parlement d'Angleterre, on l'a traité de malheureux. Il faut reconnaître avant tout que, dans les circonstances où les amiraux anglais et français étaient placés, il leur fut impossible d'agir autrement qu'ils ne l'ont fait. La révolution de la Porte de n'accéder à aucune transaction favorable aux Grecs était connue : Ibrahim-Pacha avait violé sa parole donnée de ne pas sortir de Navarin avant d'avoir reçu de nouveaux ordres du sultan. La guerre atroce et exterminatrice que les troupes débarquées faisaient en Morée était tellement hors du droit des nations qu'il devenait nécessaire d'imprimer aux Turcs une sorte de contrainte morale qui ne leur permit plus de se livrer à de pareils excès. Enfin, et c'était le point le plus important, les commandants des escadres alliées auraient été coupables aux yeux de l'Europe entière si, en laissant sortir de Navarin la flotte destinée à agir contre Hydra, il en fut résulté la destruction de cette île et le massacre de sa population tout entière. Mais point de doute que le résultat de ce

combat n'ait dépassé le but et les intentions du traité de Londres. Quant aux Turcs, qui se battirent avec leur courage ordinaire, la destruction de leur flottille ne peut être imputée qu'à eux seuls, à leur farouche obstination et à l'éloignement d'Ibrahim-Pacha. Si ce prince eût été présent, il eût probablement arrêté ou affaibli le désastre. La victoire de Navarin valut à M. de Rigny les croix des ordres du bain et de Saint-Alexandre-Néwski, avec le grade de vice-amiral. Ce qu'il faut dire, et ce qu'on aura peine à croire, c'est que, pendant qu'on se battait pour les Grecs, leurs corsaires insultaient et pillaient les bâtiments de toute nation, et il fallut que M. de Rigny se mit encore à réprimer leurs brigandages. A son retour à Paris, en 1829, M. de Rigny reçut le titre de comte, et fut nommé préfet maritime à Toulon. Il avait à peine pris possession de ce nouveau poste lorsqu'il reçut l'ordre de porter son pavillon sur le *Conquérant*, et de se rendre dans le Levant pour y prendre le commandement des forces navales qui y étaient réunies. Il était en route pour se rendre à sa destination lorsqu'il reçut l'invitation de se rendre à Paris et d'y prendre la porte-feuille de la marine. On sait de quels éléments se composait le ministère de cette époque, formé par M. de Polignac. M. de Rigny ne crut pas devoir accepter. Il revint à Navarin au moment où la paix se faisait entre les Russes, qui menaçaient déjà Constantinople, et les Ottomans. Un séjour à la mer de plus de six années avait altéré la santé de M. de Rigny ; il ne put rester plus longtemps dans le Levant, et revint à Toulon au mois de septembre 1830. Il fut alors nommé membre du conseil d'amirauté. En quittant les mers du Levant, il y laissait le pavillon de France en honneur : la gloire française soutenue à Navarin, ses efforts pour réprimer la piraterie et assurer le commerce, enfin les négociations délicates dont il avait été chargé, et entre autres l'évacuation de la Morée, lui ont acquis dans ces parages une grande considération personnelle, et il peut se flatter, à juste titre, d'avoir exercé une salutaire et utile influence sur les affaires de l'Orient. Une ordonnance du 13 mars 1831 l'appela au ministère de la marine, et l'opinion publique l'approuva à cette mesure qui enfin le plaça à la tête de la marine française un homme qui en connaissait les besoins et les véritables intérêts.

RIOMS (ALBERT DE). Voyez ALBERT.

RITTENHOUSE (DAVIN), célèbre astronome et mathématicien, issu d'une famille originaire de Hollande, naquit en 1732, à Germantown, près de Philadelphie, et mourut dans cette ville le 30 juin 1796. Ses parents, cultivateurs peu aisés, le destinèrent d'abord à l'agriculture ; mais il montra dès la première jeunesse un goût si prononcé et un talent si extraordinaire pour la géométrie et la mécanique qu'ils résolurent de lui faire apprendre l'horlogerie. Pendant qu'il apprenait cet état, il employait ses loisirs et une bonne partie des nuits à étudier des ouvrages de mathématiques et à se bien pénétrer des opérations de cette science. Il apprit les *Principes de Newton*, et en porta si loin l'application qu'il parvint à trouver le calcul des *fluxions en différentiel*, dont Newton et Leibnitz se disputaient l'invention depuis plusieurs années, sans que le jeune Rittenhouse eût eu la moindre connaissance de leur découverte. A peine âgé de vingt-trois ans, il égalait déjà les premiers mathématiciens de l'Europe et les plus célèbres constructeurs d'instruments de mathématiques. Il inventa une machine planétaire, dans laquelle il représentait les révolutions des astres avec une précision que personne n'avait atteinte avant lui. Il vendit ce chef-d'œuvre au collège de New-Jersey, et en exécuta un semblable pour celui de Philadelphie. Avant calcul le passage de Venus, en 1769, il alla l'observer à Norriton, par ordre de la société philologique de Philadelphie. L'excès de la joie qu'il ressentit à l'instant de l'observation le priva de la vue du phénomène, et il tomba évanoui au moment du contact de la planète avec le soleil. Sa réputation croissait rapidement, et les hommes les plus distingués de l'Amérique recherchaient son amitié. Franklin, Barton et

autres savants l'engagèrent à se fixer à Philadelphie, où il établit, en 1770, un atelier d'horlogerie et d'instruments de mathématiques, dont l'exécution surpassait tout ce qui se fabriquait alors en Europe. En 1778, Rittenhouse fit partie de la commission chargée de fixer les limites entre la Virginie et la Pensylvanie, et il remplit de semblables missions de 1784 à 1787. En 1787, il fut nommé trésorier de l'état de Pensylvanie, emploi qu'il remplit avec la plus exacte probité, et dont il se démit en 1789. Deux ans après, il succéda à Franklin dans la présidence de la société philosophique américaine. Chargé, en 1793, de la direction de la monnaie des États-Unis, sa santé le força de se démettre de sa place en 1798, et il mourut l'année suivante, universellement regretté non moins par ses vertus que par ses vastes et profondes connaissances. Outre sa supériorité dans les sciences mathématiques, il possédait encore plusieurs langues, et savait parfaitement le français, l'allemand et le hollandais. Ses travaux sur l'astronomie, son discours sur l'histoire de cette science et plusieurs de ses mémoires sur les mathématiques se trouvent dans les *Transactions of the society philosophique américaine*. Il fut reçu membre de la société royale de Londres en 1795. Rush a publié son éloge en 1797, Philadelphie, in-8°. Le baron de Zuch a inséré une notice sur ce savant dans le tome VII, année 1803, du *Monatliche correspondance*, et W. Banton a publié des *Mémoires sur Rittenhouse*, Philadelphie, 1814.

**RIVE** (ARCESTE DE LA), physicien genevois, né vers 1798. Il s'est fait connaître principalement par des recherches sur l'électricité voltaïque. Peu après la découverte des phénomènes de l'électro-magnétisme, il imagina un appareil très simple pour démontrer les attractions et les répulsions qui ont lieu entre un aimant et un courant électrique, ou entre deux courants de cette nature. C'est une simple pile à la Wollaston, flottant sur un liquide conducteur, au-dessus d'un morceau de liège auquel elle se trouve fixée, et se terminant, à la partie supérieure, en un fil métallique roulé en spirale et traversé par le courant. Mais, à part quelques objections qu'il éleva contre l'explication des phénomènes électro-magnétiques donnée par M. Ampère, son premier mémoire sur ce sujet ne fut présenté qu'à la fin de 1833 à la société de physique et d'histoire naturelle de Genève, dont il fait partie. Dans ce mémoire, il cherche à apprécier la loi des actions qui se passent entre deux portions finies de courants électriques; il fait voir ensuite qu'un courant se distribue également dans toutes les parties d'une lame métallique; enfin il oppose à la théorie de M. Ampère deux cas particuliers de rotation qui en sont plutôt une confirmation. C'est en 1835 que M. de la Rive publia sa théorie des décompositions chimiques par la pile. Il admit que le courant positif, à son entrée dans le liquide, entraîne l'oxygène au pôle négatif, où il l'abandonne à sa sortie du liquide, et que le courant négatif entraîne l'hydrogène au pôle positif; en sorte qu'à chaque pôle il se dégage une portion de gaz décomposée sur place et une autre portion transportée. M. de la Rive établissait ainsi une nouvelle analogie entre les rayons lumineux et les courants électriques. On sait que les rayons solaires perdent d'autant moins de leur intensité à travers les cristaux de verre qu'ils en ont déjà traversé un plus grand nombre; or les courants électriques sont ainsi comme tamisés par les surfaces des métaux qu'ils traversent, et deviennent de plus en plus capables de traverser de nouvelles plaques. Il était alors naturel de déterminer la perte qu'un courant voltaïque éprouve en passant soit d'un métal dans un autre, soit d'un métal dans un liquide ou réciproquement. Peut-être que, dans cette longue série d'observations très délicates, M. de la Rive s'est-il trop souvent laissé conduire par de simples analogies avec les phénomènes de lumière: car M. Mariannini prouvait, à la même époque, qu'il n'y avait ni absorption ni simple réflexion des courants électriques à la rencontre d'une plaque de métal, mais que celle-ci acquerrait la propriété, passagère il est vrai, de figurer à elle seule une pile voltaïque; et M. de la Rive n'avait pas encore

connaissance de ce fait remarquable, que déjà l'expérience ultérieure l'avait conduit au même résultat, qui fut pour lui la base d'une nouvelle théorie de l'électricité voltaïque, calquée sur celle des décompositions magnétiques dans le fer doux. Cependant il se dégage beaucoup de chaleur au passage de l'électricité à travers les cloisons. Si l'on a soin d'empêcher la décomposition de l'eau qui absorberait cette chaleur, on se sert, par exemple, d'une tige de plante grasse, l'électricité, en traversant toutes les cellules de son tissu, pourra porter jusqu'au point d'ébullition la température du liquide renfermé dans les cellules: ceci est, à notre avis, une des plus belles observations de M. de la Rive. Ce physicien croit qu'il n'y a pas de courants électriques sans action chimique, mais cette opinion a contre elle les phénomènes thermo-électriques et plusieurs autres peut-être. En 1835, M. de la Rive entreprit, avec M. Macaire Prinspe, des recherches sur la nature du chlore, qui furent tout honorables à l'ancienne théorie. La même année, M. de la Rive faisait, avec M. Marcel, de nombreuses expériences sur la propriété qu'ont les métaux réduits à un grand état de division de se chauffer dans les mélanges gazeux dont ils provoquent les réactions. Les deux séries d'expériences que ces deux physiciens ont publiées, en 1837 et 1839, sur la chaleur spécifique des gaz, n'ont point obtenu l'approbation des physiciens, et en particulier de M. Dulong. MM. de la Rive et Decandolle fils ont trouvé que la conductibilité des bois pour la chaleur est plus grande suivant la direction des fibres ligneuses que dans une direction transverse. M. de la Rive a remarqué que, bien que l'eau et le brôme soient de mauvais conducteurs de l'électricité, quelques gouttes de brôme m'ées dans l'eau rendent celle-ci parfaitement conductrice. Enfin il a trouvé que l'acide sulfurique attaqué à peine le zinc pur, tandis que cette action était très vive sur le zinc allié divers autres métaux. Par l'exposé sommaire de ces travaux, on voit que Genève continue à produire des physiciens distingués, au premier rang desquels il faut aujourd'hui placer M. de la Rive. Voici la liste des principaux travaux de ce professeur: 1° *Mémoire sur quelques uns des phénomènes que présente l'électricité voltaïque dans son passage à travers les conducteurs liquides* (*Annales de physique et de chimie*, t. XXVIII); 2° *Recherches sur la chaleur spécifique des gaz* (*Ibidem*, t. XXXV et XLI); 3° *Sur les propriétés du brôme* (*Ibidem*, t. XXXV); 4° *Circumstances qui déterminent le sens et l'intensité du courant électrique dans un élément voltaïque* (*Ibidem*, t. XXXVII); 5° *Sur les effets catartiques de la pile* (*Ibidem*, t. XL); 6° *Action que l'acide sulfurique étendu d'eau exerce sur le zinc* (*Ibidem*, t. XLIII); 7° *Mémoire sur les cautères*, Genève, 1833, in-4; 8° *Sur un nouveau procédé hydrométrique* (*Bibliothèque universelle de Genève*, avril 1835); 9° *Expériences sur l'acide muriatique* (*Mémoires de la société de physique et d'histoire naturelle de Genève*, t. II); 10° *Action des métaux sur les gaz inflammables* (*Ibidem*, t. II); 11° *Distribution de l'électricité dynamique dans les conducteurs* (*Ibidem*, t. III); 12° *Propriété particulière des conducteurs métalliques de l'électricité* (*Ibidem*, t. III); 13° *Sur la conductibilité relative pour le calorique des différents bois* (*Ibidem*, t. IV).

**RJEVONSKI** (ADAM), sénateur de Pologne et de Russie, écrivain distingué, naquit à Newige, ville de gouvernement de Minsk, le 10 août 1760. Son éducation fut dirigée par le célèbre Narouschew. Des qu'il put prendre part aux affaires, il eut sous ses ordres de 1783, 1784 et 1786, et se fit remarquer par de sages motions et une véritable élévation patriotique. En 1788, il fut nommé ambassadeur de la république de Pologne près le roi de Danemark; quatre années après, il fut nommé au sénat de Pologne, et, en 1817, il fut appelé au sénat de Russie. Adam Rjevonski est mort près de la ville de Lipetv, le 18 (24) janvier 1825. Il a laissé un grand nombre de manuscrits, parmi lesquels on remarque des *Mémoires sur le règne de Stanislas-Auguste*, manuscrits précieux, parce que l'auteur étant homme d'état à pu pénétrer plus avant qu'un autre dans les causes secrètes des révolutions qui ont agité son pays. La

autre de ses manuscrits offre le plus grand intérêt; il est intitulé : *Refutation des erreurs de Dumouriez*, et il renferme un appendice très considérable sur la constitution de Bar, un des points culminants de l'histoire européenne moderne. Adam Rjovonski a laissé, en outre, des *Remarques sur les lois de Pologne*, une traduction des *Dialogues des morts*, des *Elegies de Tital*, des *Georgiques polonaises*, la traduction en vers polonais du *Polyeucte* de Corneille, et de *La mort de César* de Voltaire, et un grand nombre de poésies fugitives. On attend prochainement l'impression de quelques uns de ces ouvrages et d'un choix fait dans les autres.

RIVOLI (le duc de). Voyez MAISTRA.

ROBBÉ DE BEAUVESÉ (PIERRE-HONORÉ), naquit en 1714, à Vendôme, et y fit ses études chez les oratoriens. Son penchant pour la poésie se déclara dès lors, et ne lui permit pas d'embrasser, comme son père, la profession de marchand; mais rarement le choix des sujets honora sa verve. Il quitta de bonne heure sa ville natale, soit qu'il en fût chassé, comme l'a dit, en janvier 1751, le *Journal historique* de Collé, soit qu'au lieu d'avoir injurié dans ses vers plusieurs de ses compatriotes, il eût seulement offensé le gouverneur du Vendômois, et qu'un duel survenu à cette occasion eût exposé le jeune poète aux poursuites de la justice. La première pièce de lui qui fit quelque sensation, *Le débarquement*, fut d'abord attribuée à Piron, et même imprimée parmi les siennes. Le titre aurait pu indiquer un morceau éditant; mais Robbé n'était pas appelé à traiter ce genre, tandis que la partialité lui a contesté du talent pour des peintures les unes très libres, les autres même vicieuses. Mécontent de la manière dont il se vit désigné dans *Le métempsychose*, il ne voulut point que Piron passât plus long-temps pour l'auteur du *D. buché converti*, et, dans une autre pièce satirique, il réclama cette première satire. Il en fit ensuite plusieurs autres, dont la meilleure peut-être est celle qu'il adressa à Durollet. Ses odes, ses contes, ses épîtres badines, ses épigrammes ont aussi offert beaucoup de prise à la critique, surtout sous le rapport de la sévérité des mœurs et des scrupules du langage. Les esprits enclins à la pitié n'ont pas été moins blessés de la hardiesse de quelques uns de ses contes. On convient toutefois que deux odes de Robbé ne sont pas sans mérite: il a intitulé l'une *La newtonique*, et l'autre *La distinction de l'âme et du corps*. Son goût, ou plutôt le défaut de goût, l'entraînait en général à traiter des objets bien différents, et il a fait quelques choix difficiles à justifier. Un de ces écarts d'une imagination grotesque jusqu'à la trivialité, ou même vulgaire jusqu'à la bassesse, a mérité à Robbé la qualification de *chantra du mal immonde*, et même on a été jusqu'à dire que le poète était plein de son sujet. Trop amère ironie! Mais comment respecterait-on celui qui respecte assez peu sa propre pensée pour l'occuper, sans utilité publique, des détails les plus ignobles et des turpitudes les plus odieuses? Du moins le bibliothécaire du château de Fontainebleau, qui depuis a consacré plusieurs chants à un besoin journalier du corps humain, n'a parlé que d'un assujettissement dont nul ne peut rougir, puisqu'il n'est donné à personne de s'y soustraire, et il a prouvé seulement que son esprit manquait de dignité. À la vérité, si Robbé lisait volontiers son poème dans des réunions particulières, il ne l'a point fait imprimer, et cela peut établir quelque compensation entre ces deux singuliers auteurs. Celui-ci, peu jaloux d'une considération incontestée, paraît n'avoir pris dans ses compositions d'autre règle que son penchant, et ne s'être donné même aucun soin de retoucher ses ouvrages. On dit qu'il se bornait presque à écrire en se levant ses vers tels qu'ils lui étaient venus à l'esprit dans le silence de la nuit. Ayant un jour qu'on devait l'arrêter pour quelques rimes où Louis XV n'était pas épargné, il subitivement promptement à la satire une sorte d'apologie, de sorte que l'examen que l'on fit de ses papiers eut pour effet de persuader au roi que naturellement on s'était permis de calomnier en ce sens un poète licencieux à d'autres égards. Il obtint même de ce prince, en 1768, une gratification annuelle,

dont le brevet portait ces mots : *Pour des considérations particulières*. Les mémoires du temps ajoutent qu'il reçut aussi de l'archevêque de Paris une pension de douze cents francs, à condition de ne pas laisser imprimer ses poèmes. Il paraît que le bienfait royal, provoqué par le contrôleur-général Laverdy, tenait au même engagement, et que Robbé brûla celui de ses poèmes qui avait excité le plus de plaintes; mais ni le monarque ni l'auteur n'attachaient beaucoup d'importance à cette clause. Des conies érotiques ne contenaient rien qui effarouchât en secret le pudeur du roi, et, quant au poète, il n'avait brûlé que ce que sa mémoire lui permettait de reciter toutes les fois que l'occasion s'en présentait. Ce n'était pas que l'indépendance d'esprit eût constamment son approbation. Il attaqua les philosophes, ses contemporains, avec une rudesse de style rare et curieuse, selon La Harpe, qui à cette époque n'avait pas encore consenti à se déclarer lui-même contre la philosophie. D'autres critiques, tout en reconnaissant la propriété des termes et l'harmonie ont été trop ouï-égarés dans cette satire contre les philosophes, y ont remarqué des vers bien faits et quelques traits heureux, qui seraient moins rares dans les divers écrits de Robbé s'il avait mieux connu les bornes au-delà desquelles dégénèrent en défaut l'énergie et l'originalité. Pour que rien ne manquât à ce caractère inconsidéré, il essaya de la dévotion, mais sans renoncer à ses plus chères habitudes. Lors qu'il soupait chez M<sup>me</sup> Dubarry, il eût, en effet, manqué aux convenances si il n'eût pas récité particulièrement les vers qu'on lui avait enjoint de détruire. On croit que la fantasia qui l'entraînait dans les rangs des jansénistes le fit même prendre part aux extravagances par lesquelles on se flattait d'opérer dans les laudis de Saint-Médard d'éclatants miracles. Mais bien que l'achèvement ait avancé ce fait en 1762, et ensuite en 1764, Robbé poursuivait lui-même de ses épigrammes les acteurs de cette stupide comédie. En 1777, le duc de Nemours lui laissa, par son testament, une somme de quinze mille livres, et il conserva jusqu'à la révolution le logement que le roi lui avait donné au château de Saint-Germain. C'est dans cette ville qu'il mourut en 1794. Ses poèmes et autres ouvrages sont principalement : 1<sup>o</sup> *Le débarquement*, 1756, in-12, attribué quelquefois à Grecoût ainsi qu'à Piron; 2<sup>o</sup> *Odes nouvelles*, 1749, in-12; 3<sup>o</sup> *Mon Odyssée*, ou *Journal de mon retour de Saintonge*, en quatre chants, 1760, in-13 ou petit in-8<sup>o</sup>, avec des gravures d'après des dessins de Cochin. Le héros du poème est l'auteur même, et les voyages de cet Ulysse sont pédestres. 4<sup>o</sup> *Satire ou conte de ...*, 1776, in-8<sup>o</sup>. Elle a été reproduite dans *Poésies satiriques du dix-huitième siècle*. Piron et même Voltaire n'y sont pas moins maltraités que Sabotier, etc. 5<sup>o</sup> *La France libre, poème sur la révolution actuelle*, etc., Paris, 1791, brochure in-8<sup>o</sup>, contenant les huit premiers chants; les autres chants n'ont pas été faits; 6<sup>o</sup> *Les victimes du despotisme épiscopal*, poème en six chants, 1793, in-8<sup>o</sup>; fait en 1769, reproduit sous ce titre : *Vexations exercées par trois évêques d'Orléans contre les religieux de Saint-Charles*, à l'occasion de la bulle *Unigenitus*; 7<sup>o</sup> *Ouvrages badins*, 3 vol. in-18, recueil posthume d'épîtres, de satires, d'épigrammes, et de pres de soixante contes. Robbé a fait, dit-on, peu de temps avant sa mort : *Phénomènes de la nature considérés sous le rapport religieux*; mais on ne sait pas si le manuscrit existe encore.

ROBERTSON (WILLIAM), historien célèbre, né en 1721, non pas à Edimbourg, comme on l'a dit souvent, mais à Brothwick, bourg du Forfarshire. Le père de William était alors ministre de cette paroisse presbytérienne, et n'avait qu'un modique revenu; cependant, ne voulant pas négliger l'éducation de son fils, il l'envoya commencer ses études dans la petite ville de Dalkeith, chez Leslie, excellent précepteur. Plus tard, le pasteur de Brothwick étant appelé à l'exercice des mêmes fonctions dans la capitale de l'Ecosse, William y fut reçu à l'université, dont les chaires étaient occupées par des hommes de mérite, au nombre desquels se trouvait Stevenson, que Blair s'est aussi félicité d'avoir eu pour maître. Quant à Robertson, il ne le cédait, par son ardeur pour l'étude,

à aucun de ses condisciples, et en faisant ses cours, il avait inscrit sur ses cahiers qu'on a conservés dans sa famille, cette devise : *Vita sine litteris mota est*. Destinée comme son père au ministère évangélique, souvent il passait le temps des récréations à se former, avec quelques autres élèves également studieux, dans l'art de discuter diverses questions théologiques, sans que la matière en fût préparée. Son discernement répondait à son zèle. Encore écolier, il avait résolu d'éviter à l'avenir, dans ses sermons, le mélange de trivialités, d'emphase et de rudesse, dont les prédicateurs du pays conservaient l'habitude : il voulait être le Senault de cette contrée. Dans le dessein de perfectionner son style, il entreprit une traduction, et l'on attribue le choix qu'il fit de Marc-Aurèle, à un penchant déjà marqué pour la sévère doctrine du Portique. Ce travail resta inédit, parce qu'au moment où on allait l'imprimer, une autre traduction parut à Glasgow. Vers l'âge de vingt ans, Robertson termina ses études universitaires, et obtint de prêcher à Dalkeith. Deux années s'étaient à peine écoulées qu'on le nomma ministre, mais à Gladsmuir, faible paroisse, dont le revenu n'était que d'environ cent livres sterling. Presque aussitôt il se vit, par la mort inopinée de son père et de sa mère, le seul soutien d'un frère et de six sœurs. Tous furent recrus dans son modeste presbytère. Sans autres ressources que ce bénéfice, il parvint à les élever et à les établir, croyant apparemment que pour se faire mieux écouter des fidèles, en leur parlant morale, il était bon de leur donner, dans l'occasion, de semblables exemples. Il parait même que pour remplir ce devoir qu'il s'était imposé, il diffusa une union projetée des long-temps avec la fille d'un ministre d'Edimbourg, Marie Nisbet, qu'il épousa plus tard. Dès cette époque, il était loin de se borner aux études relatives à son ministère. Avidé de connaissances, surtout en littérature, il rassemblait de nombreux matériaux, mais sans se proposer encore un objet déterminé. Cette première hésitation de notre esprit contribua sans doute à le fortifier ; il acquiert, par la diversité des notions, plus d'étendue ou plus d'indépendance. A la vérité, chez Robertson, l'incertitude se prolongea trop, et il fit des essais inutiles. Un peintre de quelque célébrité, Allan Ramsay, ayant imaginé de former une société littéraire et philosophique, sous le nom de *Société choisie*, Robertson en devint un des membres-fondateurs. Pendant sa durée, qui ne fut que d'environ six ans, cette sorte de club donna naissance à une feuille critique, la *Revue d'Edimbourg*, qui subsista moins long-temps encore. Robertson en fut un des premiers rédacteurs, ainsi que John Blair. Soit que Robertson, déjà si judicieux en général, s'égara momentanément, soit que l'avis de ses collègues prévalût, le journal menqua, dès les premiers moments d'indulgence et même de convenances. Moffat, en particulier, n'ayant pas été épargné dans le compte qu'on venait de rendre du recueil de ses sermons, exhala ses justes plaintes dans un morceau polemique plein d'amertume, et qu'il intitula : *Examen de la Revue*. Le public se déclara pour Moffat. Il fallut suspendre le journal, et Robertson prit le parti d'y renoncer pour toujours. Il avait été plus heureux dans un genre auquel il attachait une toute autre importance ; il avait prononcé le plus célèbre de ses discours dans la société intitulée : *pour la propagation de la religion chrétienne*. Le sujet exigeait des vues générales et une vaste érudition, rendue concise par une méthode sévère : c'était le tableau de la situation d'une partie du monde au temps où naquit et se propagea la nouvelle doctrine de Jérusalem. Quant à une logique exacte et profonde, elle n'était pas de rigueur : l'auditoire était persuadé d'avance de tout ce qu'on avait à lui prouver. L'approbation fut générale, et cet éclatant succès ne permit pas à l'orateur de douter qu'il ne dût tout ou tard retirer beaucoup de fruit de ses recherches historiques. Dès qu'il eut renoncé au rôle de critique, l'*Histoire d'Ecosse* sembla l'occuper uniquement jusqu'au jour où il la fit paraître. Deux événements surtout pouvaient appeler l'attention de l'Europe sur ce pays reculé. Il avait embrassé, après de longues vicissitudes, la moins illusoire des grandes réformes de

l'Eglise européenne, et peu de temps auparavant, il avait été outragé de la manière la plus odieuse, mais la plus solennelle, dans la personne de Marie, livrée au bourreau sous des prétextes incapables de devenir les suggestions d'une haine jalouse et invidieuse. Historien de Marie Stuart, Robertson n'a parlé des nombres passionnés et de la duplicité d'Elisabeth qu'avec le chaleur d'une âme que l'iniquité révolte et qu'indigne la perfidie ; cependant il a trouvé grâce devant les Anglais. Historien du presbytérianisme, il est au contraire accusé de mauvaise foi par les catholiques, malgré sa véracité habituelle. Mais peut-être n'aurait-on rien à leur objecter, s'ils se bornaient à lui supputer une partialité d'entraînement, et pour ainsi dire involontaire. Il ne devait pas que la réformation, en Ecosse, ne fût devenue aussi nécessaire dans les circonstances où se trouvait le pays, que salutaire en elle-même. Ce n'était pas assez, sans doute, pour prétendre justifier en tout point la conduite des presbytériens : aussi Robertson se garda-t-il de les absoudre entièrement ; ce qu'on a droit de lui reprocher, c'est seulement de les excuser trop. L'erreur en cet s'est bornée dans le principe à n'avoir pas mis assez de scrupule dans le choix des documents laudés par les contemporains. Il a consulté avec prédilection les mémoires de Georges Buchanan et de Jean Knox, deux guides qui eussent dû être suspects à ses yeux. Ces ardens réformateurs ont été qualifiés d'extrêmes fanatiques par Hume qui, à la vérité, avait le bonheur d'apprécier plus froidement que Robertson les querelles théologiques, mais qui était également à l'abri du soupçon de condamner les presbytériens par zèle pour le catholicisme. On pouvait s'en rapporter davantage à Robertson pour ce qui concernait Marie Stuart. Reine d'Ecosse, mais catholique, indignement opprimée, mais non irréprochable, elle devait naturellement trouver en lui un juge d'abord inflexible, et ensuite désarmé par une si grande infortune. Il ne pouvait justifier les faiblesses de sa vie privée, plus dignes de l'héroïne d'un roman que d'une souveraine, et si impolitique dans l'Ecosse où une secte austère prenait un grand ascendant. Il ne trouva rien qui pût la déculper victorieusement du meurtre de Darnley, appelé par elle-même à partager son trône, et il parut n'avoir jamais changé d'opinion à cet égard. Mais enfin le tort le plus certain de Marie fut d'être trop inhabile pour ces temps orageux. Sans fermeté, sans art, et d'ailleurs trop jeune, à son arrivée en Ecosse, pour adopter un plan suivi, si elle ne mérita pas ses succès, elle se les attira du moins, l'histoire ne pouvait le dissimuler. Avec quelle imprudence, mêlant, dès le commencement les sarcasmes aux protestations d'amitié, l'inconstante Marie n'a-t-elle pas donné de l'avantage sur elle à Elisabeth dont le caractère implacable opposa la réserve à tant de démonstrations inconsidérées ? Comme si Marie eût été tourmentée du secret besoin d'accomplir sa destinée, elle multipliait ses démarches auprès de la rivale qui devait la perdre, faisant tout à tour ce qu'il fallait pour être trompée, ou ce qu'il fallait pour être haie. Plus tard, d'autres écrivains s'efforcèrent de résoudre ce problème historique d'une manière plus honorable pour la mémoire de Marie, et Robertson, en qualité d'Ecossois, n'en fut point lâché, tout en persistant dans l'opinion qu'il avait émise à l'époque de sa première édition. Il parut même avoir quelque gré à Tyller, un des apologistes de la malheureuse reine, de ses tentatives pour la réhabiliter dans l'opinion. L'ancienne liaison de ces deux écrivains n'en fut que plus étroite, et on vit entre leurs deux portraits, dans la bibliothèque même de Richardson, celui de la princesse qui peut-être, à un autre âge, les eût mis d'accord par une de ces révélations dans lesquelles une âme ignorée cherche quelquefois un tardif soulagement. Accusateur d'Elisabeth, défenseur des vieux droits des Ecossois et ministre d'un culte d'indisidents, Robertson fut pourtant goûté à Londres. Les préventions du seizième siècle avaient beaucoup perdu de leur force. Le mérite de l'ouvrage ne fut contesté ni par les hommes d'état, ni par les littérateurs, ou même dans aucune classe de la société. Au témoignage, décisif en cela, des Hume, des Gibbon, et

joignit celui de Warburton, le plus véridique critique de ce temps. Le sort de l'auteur changea aussitôt. Le pasteur de Tobacure paroisse de Gladmire fut placé immédiatement à la tête d'une église d'Edimbourg, et nommé chapelain du château de Stirling, puis chapelain ordinaire du roi en Ecosse. L'année suivante, on le choisit pour principal de l'université, et deux ans après, en 1764, il reçut le titre d'historiographe du roi, pour l'Ecosse. C'était une faveur spéciale : cet emploi avait été supprimé depuis le temps de la reine Anne. En le rétablissant, on y attacha un traitement de deux cents livres sterling, ce qui, joint aux autres émoluments de Robertson et au produit des différentes éditions de *l'Histoire d'Ecosse*, lui joua ce ministre presbytérien d'une aisance inconnue jusqu'à lui de ses rigides confrères. Georges III avait pour premier ministre un Ecossois, lord Bute, qui invita Robertson à écrire l'histoire d'Angleterre, l'assurant que le roi l'y autorisait, et que les archives seraient à sa disposition. Flatté de ces offres et des pressantes instances de lord Chesterfield, il hésitait cependant par un motif de délicatesse ; il lui en eût coûté de disputer à David Hume un domaine dont cet autre excellent historien avait déjà pris possession. Mais lord Bute quitta le ministère, et ce projet qui n'aurait pas été secondé de même par son successeur, fut tout-à-fait abandonné par Robertson. L'idée qu'il y substitua avait quelque chose d'impossible : il s'agissait d'écrire la vie politique du monarque le plus puissant que l'Europe eût vu depuis neuf siècles. Charles-Quint n'a pas montré beaucoup de génie, et, sans être précisément un prince médiocre, il est resté au-dessous de sa fortune ; mais enfin son règne a été mémorable, et, dans la longue lutte qu'il eut à soutenir, l'histoire de l'Ecosse racontait de nouveau un événement qui lui était cher, une réforme chrétienne se développant sur un plus grand théâtre. A la vérité, il était peu de sujets plus difficiles à soumettre à une idée dominante, et à traiter avec l'ensemble, souvent trop systématique, que les critiques exigent presque tout, parce que ce genre d'unité captive aisément l'esprit paresseux et superficiel de la plupart des lecteurs. Frappé de l'extrême complication des intérêts et des obstacles qui se succédèrent pendant le gouvernement d'un empereur chargé de plusieurs couronnes, et dont les dissensions religieuses contrariaient tous les desseins, David Hume voulait dissuader Robertson de cette périlleuse entreprise : mais celui-ci résolut de l'exécuter : il se connaissait assez de moyens pour s'avancer avec assurance dans ce dédale. Peu d'auteurs lui suffirent, et l'*Histoire de Charles-Quint* parut en 1769. Hume s'empressa de reconnaître que les principales difficultés avaient été surmontées par Robertson, le félicita lui-même de n'avoir pas écouté des conseils trop timides en effet pour un si heureux talent. Dans le corps de l'ouvrage, l'historien s'attache surtout à l'idée du nouveau mouvement imprimé alors à l'Europe ; mais en fut-on redevable au génie du rival de François I<sup>er</sup> ? Quelque juste éloge qu'on ait fait de l'ordre, de la netteté, de l'art avec lesquels est tracé ce tableau du seizième siècle, n'est-ce point par un choix un peu arbitraire que Charles-Quint en devint la figure principale ? Luther, qui ne serait pas moins à sa place sur le premier plan, devrait peut-être le céder lui-même aux inventeurs de l'imprimerie : du moins si l'Europe parut alors recevoir une face nouvelle, ce qui est d'ailleurs une expression exagérée, cela ne fut pas opéré par cet empereur, mais malgré lui en grande partie. Plus tard, Philippe II, Elisabeth, Henri-le-Grand, Louis XIV, Frédéric, ont été présentés tour à tour comme les principaux arbitres de l'Europe par des biographies qui évidemment ne pouvaient avoir raison en quelque point sans que chacun d'eux ne se fit illusion en général. L'introduction de cet ouvrage en occupe le quart, et répond ainsi à l'étendue des vues qu'elle renferme. C'est un précis, un résultat de l'histoire d'Occident, à peu près depuis la naissance de l'Eglise romaine jusqu'aux pertes irréparables qu'elle a essuyées après Léon X. Ce morceau qui reste en possession d'une grande estime, a été loué d'habitude quelquefois, mais a été mis à l'index à Rome.

Les avantages indirects occasionés par deux siècles d'expéditions extravagantes, connues sous le nom de croisades, y sont appréciés, ainsi que l'utile influence obtenue par la morale chrétienne bien plus que par la doctrine générale du christianisme, distinction à laquelle il aurait été difficile que Robertson s'arrêtât. Devenu ainsi dans l'opinion, en France comme en Angleterre, l'égal de Hume, son compatriote, il lui fut même préféré par tous ceux qui voulaient uniquement que l'histoire les intéressât ou les entraînant, et surtout par ceux qui avaient leurs raisons pour trouver mauvais qu'on portât dans l'examen des anciennes coutumes et des traditions, ce que Voltaire appelle le pyrrhonisme de l'histoire. Sans trop s'écarter d'une noble simplicité, le style de Robertson a moins de noblesse que celui de Hume, bien qu'on lui reproche aussi de manquer de chaleur et d'un certain degré d'élevation. Des omissions graves dans l'*Histoire de Charles-Quint* ont été signalées, en 1817, par François de Neufchâteau, dans une lettre à Suard ; mais il ne faut pas mettre au nombre de ces épisodes les plus importants de l'histoire de ce prince qui gouverna aussi l'Espagne. C'est à dire l'ardeur des Espagnols pour profiter de la découverte de l'Amérique. Cet événement a eu des suites si grandes que Robertson résolut au contraire d'en parler peu en cette occasion, afin de donner plus librement ensuite à un tel sujet les développements désirables dans un ouvrage particulier. Il s'en occupa immédiatement, et, ne se bornant pas aux conquêtes et aux établissements des Castillans, il chercha de nombreux documents dans les annales de quelques autres nations qui s'étaient hautes aussi d'arracher cette riche proie à des infidèles mal armés. Nulle part il n'a montré un esprit plus judicieux que dans cette *Histoire de l'Amérique*, à laquelle il a travaillé pendant huit années. Dans le récit d'une expédition aussi mémorable par l'iniquité que par la hardiesse, apparemment il s'efforça d'approcher du vrai, puisque les Espagnols prétendirent qu'il exagérât les passions cupides et furieuses de leurs anciens compatriotes, tandis que des Anglais lui reprochaient de trop ménager l'honneur castillan. Le jésuite Clavigero, qui avait passé une partie de sa vie à parcourir le Mexique, voulait tirer un grand avantage de quelques inexactitudes échappées à l'historien ; mais il alla trop loin, et il s'égarait lui-même. Robertson, tout en reconnaissant qu'il lui devait plusieurs rectifications, confondit sur d'autres points, mais sans humeur, cette critique amère et inconsiderée. Il n'a pas regardé comme praticable de poursuivre son récit, très incomplet à d'autres égards, jusqu'au temps même où il écrivait et où se manifestaient, dans les colonies anglaises d'Amérique, les dispositions qui suivirent bientôt leur rupture avec la métropole. Il craignait de ne point paraître assez impartial en exposant des faits trop récents pour que les causes et la marche en fussent encore suffisamment éclaircies au milieu d'une mutuelle exaspération. Cette réserve était bien naturelle chez un homme qui sentait que la dignité de l'historien consiste dans sa sérénité, et qui avait dit, dans une lettre à Gibbon : « En écrivant, je me considère toujours comme donnant mon témoignage devant une cour de justice. » Les Espagnols les plus éclairés parurent reconnaître qu'il n'avait été que juste en parlant des compagnons d'un Pizarre ou d'un Almagro, et l'académie royale d'histoire l'admit à l'unanimité au nombre de ses membres. Quelques uns de ces académiciens de Madrid, désignés par le corps entier pour traduire cette histoire, allaient faire paraître leur travail ; mais le ministre, alléguant la crainte de trop divulguer les moyens d'administration en usage dans les colonies, s'opposa à cette publication. Il avait précédemment refusé d'ouvrir ses archives en faveur de cet historien suspect, pensant bien que la relation d'atroces victoires, remportées, dans un temps de ferveur et le crucifix à la main, sur des pauvres indigents, sentirait quelque peu l'hérésie. Le naturel et la convenance du style de Robertson lui valurent, en Angleterre, des éloges multipliés, parmi lesquels on a remarqué une phrase du célèbre Burke, soit parce qu'elle a quelque chose de tout-à-fait caracté-



téristique, soit parce que l'écrivain qu'elle flattait l'a remarquée lui-même, comme montrant très bien qu'en cela il était parvenu à son but. Edmond Burke le félicitait d'avoir évité une dignité affectée, qui ne s'étendait à rien moins qu'à distinguer l'anglais écrit de l'anglais parlé, au point d'en former deux idiomes différents. » En 1781, Robertson fut reçu de l'académie de Padoue, et, deux ans après, le huitième de Russie, en lui annonçant qu'il venait d'être nommé à celle de Petersburg, y joignant de la part de Catherine une boîte ornée de diamants. Peut-être eût-il continué, à l'exception des possessions anglaises, son *Histoire de l'Amérique*; mais la lecture du mémoire de Renne sur l'Hindoustan porta son attention vers cette contrée. Il s'occupa surtout de recueillir ce qu'en avaient appris les anciens Occidentaux, et ce fut, en 1790, l'objet de son dernier ouvrage. Il n'a plus aujourd'hui aucune importance : les découvertes de la société de Calcutta sont beaucoup plus savantes, et c'est dans les mémoires des mines orientalistes, ou particulièrement dans *Asiatic researches*, qu'il faut étudier les Hindous. Robertson, qui pourtant n'écrivait pas avec facilité, avait su concilier ses travaux avec tous les soins que demandaient de lui et l'éducation de ses enfants, et l'université dont il était le chef, et son église qui n'eût jamais à se plaindre de sa négligence. L'amour du devoir le soutenait constamment, et, bien qu'il eût un caractère paisible et des mœurs simples, il a montré dans quelques occasions une fermeté digne de sa droiture. Zélé presbytérien, il s'était néanmoins déclaré en faveur d'une pétition présentée, en 1779, au parlement, pour l'annexion des catholiques. Il en résulta une émeute qui mit en danger la vie de Robertson; mais cela ne l'empêcha nullement de soutenir ensuite, dans l'assemblée générale du clergé, la même cause dont toutefois il regardait le triomphe comme réservé à d'autres temps. A l'âge de soixante-dix ans, il éprouva les premières atteintes d'une maladie lente. Au commencement de 1793, il se retira dans sa maison de campagne à Grange-House, et il y mourut le 11 juin, laissant trois fils et deux filles. Les éditions françaises de ses ouvrages sont : 1<sup>re</sup> *Histoire d'Ecosse*, Londres, 1771, 3 vol. in-4<sup>e</sup>; traduite par Basset de la Chapelle, 1764, 3 vol. in-12, et 1779, 4 vol. in-12; par Blavet, 3 vol. in-12; par Campenon (plus complète), 1831, 3 vol. in-8<sup>e</sup>; 2<sup>e</sup> *Histoire de Charles-Quint*, Londres, 1769, 3 vol. in-4<sup>e</sup>; traduite par Suard, 1771, 3 vol. in-4<sup>e</sup> en 6 vol. in-12, et 1817, 4 vol. in-8<sup>e</sup>; par J. Richard, Maestricht, 1783, 6 vol. in-12; 3<sup>e</sup> *Histoire de l'Amérique*, Londres, 1777, 3 vol. in-4<sup>e</sup>; traduite par Eidous, 1777, 4 vol. in-12; par Suard et Morellet (les huit premiers livres seulement), 1778, 3 vol. in-4<sup>e</sup>, et 1780, 2 vol. in-12; les livres IX et X par Morellet, in-4<sup>e</sup>, puis 1798, in-12; ces deux livres n'avaient paru en Angleterre qu'en 1796; autre édition des dix livres, 1818, 3 vol. in-8<sup>e</sup>; 4<sup>e</sup> *Recherches historiques sur la connaissance que les anciens avoient de l'Inde*, 1790, 1821, in-8<sup>e</sup>, et 1799, in-8<sup>e</sup>; traduit, Paris, 1793, et Paris, 1821, in-8<sup>e</sup>, avec cartes. Les *Essais historiques sur la vie et les ouvrages de Robertson*, par Dugald Stewart, ont été traduits par J.-G. Ymbert, Paris, 1806, in-8<sup>e</sup>.

**ROBESPIERRE** (FRANÇOIS-MAXIMILIEEN-JOSEPH-ISAÏE), chef de la tyrannie populaire en France sous la convention nationale, naquit à Arras, en 1758. Il fut élevé à Paris, au collège de Louis-le-Grand, où l'un de ses professeurs, M. Héveraux, lui inspira de bonne heure l'enthousiasme et l'admiration qu'il ressentait lui-même pour les héros républicains de la Grèce et de Rome. C'est là qu'il connut Camille Desmoulins et quelques autres jeunes gens qu'il rencontra plus tard et qu'il eut pour Seides ou pour rivaux sur la scène politique. Ses études furent brillantes, et il laissa dans l'esprit de ses condisciples et de ses maîtres l'idée qu'il deviendrait un jour un homme remarquable. Son père avait suivi le barreau; il embrassa la même carrière, et ne tarda pas d'appeler sur lui l'attention de ses concitoyens en se chargeant de toutes les causes où l'agissait de lutter contre le pouvoir et de dénoncer des abus d'autorité. Sa profession d'avocat n'absorba pas néanmoins tous ses loisirs : il s'occupa aussi de litté-

ture et de philosophie, et fut reçu à l'académie d'Arras. On a prétendu qu'il devait à l'évêque de cette ville, M. de Conzié, l'éducation brillante qu'il avait reçue, et l'on a ajouté qu'il avait rendu complot d'ingratitude envers ce prêtre. Cette imputation, accordée dans un temps où tous les partis semblaient avoir choisi Robespierre pour leur victime expiatoire, et où la calomnie paraissait impossible à son égard, cette imputation ne doit être accueillie aujourd'hui qu'avec une certaine méfiance. Après des renseignements pris sur les lieux mêmes, le père de Robespierre n'avait pas tellement dissipé sa fortune, comme le prétendent quelques biographes, que l'évêque d'Arras dût se charger de faire élever charitablement ses enfants; il est constant, au contraire, que Maximilien eut un modeste patrimoine qu'il abandonna entièrement à ses sœurs. A peine âgé de trente ans lorsque les premiers symptômes de la révolution se manifestèrent, sa réputation comme orateur, comme fermes, et surtout comme partisan des idées philosophiques du siècle, se trouva assez étendue dans sa province pour le faire nommer député aux états-généraux, et pour l'appeler ainsi à concourir activement à l'accomplissement des réformes qu'il avait désirées et prévues dans ses méditations et ses écrits. Dès les premières séances, il figura parmi les scélérats les plus ardents de la cause populaire, et fut peut-être le seul des représentants de la nation qui comprit dès lors l'impossibilité de rattacher sincèrement au nouvel ordre de choses la vieille aristocratie, l'antique sacerdoce et l'héritier du pouvoir absolu de souverain roi. Prévoyant donc l'opposition de toutes ces anciennes puissances sociales, leurs manœuvres au dedans et au dehors de la France, l'irritation populaire qui doit résulter de ces machinations, il plaça le terme définitif de la révolution, la paix et l'ordre pour la société régénérée, dans des institutions démocratiques telles qu'il les avait conçues dans son imagination pour le *Contrat social* de Rousseau et pour les états libres de l'antiquité. Cette idée, qui le dominait et le poursuivait sans cesse, perça dans tous ses discours à la première assemblée nationale. Il fut républicain par anticipation; il se crut, dès 1789, au sein d'une nouvelle Sparte, et, plein de Montezuma, il invoqua la vertu pour en faire le principe vital de gouvernement qui devait, à son avis, régir désormais la France. Cependant Robespierre, tout en admirant les formes démocratiques de la Grèce et de Rome, comprenait la liberté sur une base plus large que les anciens, chez lesquels les droits de cité furent réservés à certaines castes et à une faible partie de la population. Ce fut lui qui se chargea plus tard d'attirer, à la tribune de la convention, la supériorité des modernes, que le littérateur Mercier, dupe de ses préjugés classiques, ne craignait pas de contester en ces termes : « A peine avez-vous des idées justes sur la liberté, et déjà vous osez vous placer au niveau des Romains ! — Où a-t-il vu, cet homme, répondit Robespierre, que nous fussions inférieurs aux Romains ? Où a-t-il vu, cet homme, que la constitution que nous allons terminer fût au-dessous de ce droit despotique qui ne connaît jamais la déclaration des droits de l'homme ? » Pendant la première période de la session des états-généraux, c'est à dire tout que l'assemblée nationale s'occupa de détruire les abus les plus révoltants de l'ancienne monarchie, Mirabeau, Syeyès, Barnave et quelques autres dirigèrent la révolution, et Robespierre, presque inaperçu dans les rangs du parti populaire, s'éleva silencieusement à l'extrême gauche, attendant que la discussion de la nouvelle constitution lui fournît l'occasion de développer ses vues et ses principes démocratiques. Person ne n'osa le juger par jurés, même en matière civile, il se chargea, le 7 avril 1790, d'en exposer les avantages, et il le fit avec assez de talent. Le 7 avril, Robespierre reparut à la tribune pour demander qu'un membre de l'assemblée nationale ne pût être porté au ministère pendant les quatre années qui suivraient cette session, et il se fonda, en cette circonstance, sur l'opinion d'un philosophe, justement honoré par les amis de la liberté, lequel disait que, pour inspirer plus

de respect et de confiance, le législateur devait s'isoler de son ouvrage. Le 23 du même mois, il repoussa avec violence la motion de MM. Biauzat et Goupil qui demandaient que l'assemblée se rendit en corps auprès du roi pour lui exprimer les sentiments de reconnaissance qu'il avait fait naître dans tous les cœurs la manifestation de ses intentions constitutionnelles, exprimées dans la lettre de son ministre des affaires étrangères, M. de Montmorin. « Il faut, dit Robespierre, il faut sans doute rendre au roi un hommage noble et digne de la circonstance. Le roi reconnaît la souveraineté de la nation et la dignité de ses représentants, et sans doute il verrait avec peine que l'assemblée nationale, oubliant cette dignité, se déclarât tout entière. » Dans le courant du mois de mai, lorsqu'on en vint à discuter le projet du comité de constitution sur l'exercice du droit de pétition, Robespierre demanda le premier que ce droit fût expressément garanti à toute personne indistinctement, et il fut appuyé, en cette occasion, non seulement par ses collègues de l'extrême gauche, tels que Buzot et Petion, mais encore par l'abbé Maury lui-même, qui s'engagea de recevoir pour la première fois les applaudissements des tribunes. Cependant, quelque part que Robespierre eût pris jusque-là aux débats et aux délibérations de l'assemblée, son influence et sa réputation n'avaient renfermées dans un cercle très étroit; ce ne fut que le 16 mai 1791 qu'il donna de l'étendue à l'une et à l'autre, par sa motion contre la réeligibilité des constituants, et surtout par le discours qu'il prononça à l'appui de cette proposition. « Les plus grands législateurs de l'antiquité, dit-il, après avoir donné une constitution à leur pays, se firent un devoir de rentrer dans la foule des simples citoyens, et de se dérober même quelquefois à l'empreusement de la reconnaissance publique. Ils pensaient que le respect des lois nouvelles dépendait beaucoup de celui qu'inspirait la personne des législateurs, et que le respect qu'inspire le législateur est attaché en grande partie à l'idée de son caractère et de son désintéressement. Du moins faut-il convenir que ceux qui vivent à la destinée des nations et des races futures doivent être absolument isolés de leur propre ouvrage, qu'ils doivent être comme la nation entière et comme la postérité; il ne suffit pas même qu'ils soient exempts de toute vue personnelle et de toute ambition; il faut encore qu'ils ne puissent pas en être soupçonnés. » Après cet exorde, accueilli par les applaudissements des deux côtés de l'assemblée, Robespierre développa les motifs qui devaient faire rejeter, selon lui, la réélection des représentants actuels de la France, et dit, entre autres choses, que si, dans un temps où l'esprit public n'était pas encore né, où la nation ignorait ses droits et ne prévoyait pas encore ses destins, elle avait pu faire des choix dignes de la révolution, elle en ferait encore de meilleurs lorsque l'opinion publique se trouverait éclairée et fortifiée par une expérience de deux années si fécondes en grands événements et en grandes leçons. Il quitta la tribune au milieu des témoignages d'approbation du côté droit et d'une grande partie du côté gauche. « Je demande l'impression de ce discours sublime, » s'écria un député royaliste, M. Thuault, et l'impression fut aussitôt décrétée par acclamation, ce qui pressagea la décision de l'assemblée sur cette importante question. Le 18, on s'occupa de la réélection immédiate des membres des législatures à venir, et Robespierre entra dans la lice pour combattre les partisans de cette réélection. « L'histoire de tous les siècles, dit-il, a prouvé qu'une loi prohibitive de la réélection était le plus sûr moyen de conserver la liberté. Mettez-vous à la place des simples citoyens, et dites de qui vous aimeriez mieux recevoir des lois, ou de celui qui est sûr de n'être bientôt plus qu'un citoyen, ou de celui qui tient encore à son pouvoir par l'espérance du perpétuel... » Du reste, les partisans les plus zélés de la réélection ne pouvaient se méprendre; s'ils se croyaient absolument nécessaires au salut public, dans deux ans ils pouraient être les ornements et les oracles de la législature qui suivrait immédiatement la prochaine. L'orateur répondit ensuite aux reproches amers qu'Adrien Du-

port avait adressés à l'assemblée au sujet du décret qu'elle avait rendu à la séance du 16 contre la réélection de ses propres membres, et il s'écria en terminant : « Le remède contre les dangers dont on vous menace, de quelque part qu'ils viennent, c'est votre prévoyance, votre sagesse, votre fermeté. Dans tous les cas, nous aurons consommé, s'il le faut, le sacrifice que nous avons offert plus d'une fois à la patrie : nous passerons, les calades des ennemis de la patrie passeront; les hommes loix, le peuple, la liberté resteront ! » Des applaudissements avaient souvent interrompu ce discours; ils recommencèrent avec une nouvelle force quand Robespierre descendit de la tribune, et ils allèrent jusqu'à l'enthousiasme. Cette fois encore la majorité du côté droit s'unit à la majorité du côté gauche pour décréter une espèce de triomphe à l'orateur. Mais cette vive et bruyante approbation, donnée au véhément adversaire des constitutionnels, connue sous le nom de *feuillets* ou de *parti minoyen*, fit sortir ces prétendus *modérés* des bornes de la modération, et les poussa dans le champ des personnalités, où Robespierre et ses amis n'hésitèrent pas à les suivre. Trois jours auparavant, le député d'Arras avait éloquentement plaidé la cause des hommes de couleur, et ce fut dans un moment d'exaltation philanthropique où cette discussion l'entraînait que, pour repousser d'un mot toutes les considérations qu'on faisait valoir en faveur des colons, il fit entendre cette fameuse exclamation, qui fut ensuite dénaturée et attribuée à l'infortuné Barnave : « Périssent les colonies, plutôt que les principes qui font votre gloire, votre honneur, votre liberté ! » L'évasion du roi, en juin 1791, offrit enfin à Robespierre une occasion solennelle et un prétexte plausible d'exprimer hautement ses pensées républicaines et de laisser apercevoir le but ultérieur auquel il s'efforçait et se flattait d'atteindre. Il blâma d'abord l'indulgence et la timidité des constitutionnels, qui, par l'organe de Thouret, avaient présenté un projet de décret où la vengeance nationale, exclusivement dirigée sur la tête des complices, semblait craindre de s'appliquer à celui que l'opinion signalait alors comme le principal coupable. « Le décret qu'on vous propose, dit Robespierre, préjuge de grandes questions. On ne voit dans la première partie qu'une disposition sévère contre les conseillers de l'évasion du roi : le devoir des représentants de la nation les oblige à agiter une question plus importante... Vous la présentez tous... Je ne veux pas la développer, et j'en demande l'ajournement. » Il voulut parler de la question de l'inviolabilité, sur laquelle nous le verrons bientôt se prononcer hardiment. On était alors au 23 juin; le 25, il demanda que le roi et la reine fussent interrogés dans les mêmes formes que les autres citoyens, et le 14 juillet suivant, après avoir vainement réclamé, la veille, l'ajournement de la discussion sur la mise en cause de Louis XVI, il attaqua sans ménagement le dogme de l'impeccabilité constitutionnelle du monarque. « Je n'examinerai pas, dit-il, s'il est vrai que la fuite de Louis XVI soit le crime de M. de Bouille, de quelques aides-de-camp, de quelques gardes-du-corps, et de la gouvernante du fils du roi; je n'examinerai pas si le roi a fui volontairement de lui-même, ou si de l'extrémité des frontières un citoyen l'a enlevé par la force de ses conseils; je n'examinerai pas si les peuples en sont encore aujourd'hui au point de croire qu'on enlève les rois comme les femmes (on rit et on murmure); je n'examinerai pas non plus, comme l'a pensé M. le rapporteur, le départ du roi n'était qu'un voyage sans objet, une absence indifférente, ou si faut le lier à tous les événements qui ont précédé; s'il était la suite ou le complément des conspirations imputées, et par conséquent toujours renaissantes contre la liberté publique; je n'examinerai pas même si la déclaration signée de la main du roi en explique le motif, ou si c'est acte de la preuve de cet attachement sincère à la révolution que Louis XVI avait professé plusieurs fois d'une manière si énergique; je veux examiner la conduite du roi, et parler de lui comme je parlerais d'un roi de la Chine. Je veux examiner avant tout quelles sont les bornes du principe de l'inviolabilité. »

Après avoir indiqué préalablement le sens et la direction de son discours, Robespierre établit en principe que l'impunité du crime, légalement consacrée, était en soi une monstruosité révoltante dans l'ordre social, ou plutôt le renversement même de l'ordre social; il ajouta que si le crime était commis par le premier fonctionnaire public, par le magistrat suprême, il ne voyait là que deux raisons de plus de seoir : la première, que le coupable était lié à la patrie par un devoir plus saint; la seconde, que comme il était armé d'un grand pouvoir, il était bien plus dangereux de ne pas réprimer ses attentats. Il finit en demandant à l'assemblée de décréter qu'elle consulterait le vœu de la nation pour statuer sur le sort du roi. A la séance du 10 août 1793, il exposa de nouveaux les idées démocratiques au sujet de la délégation de la souveraineté, et contesta vehementement au roi le titre de représentant de la nation. Il cita J.-J. Rousseau, à qui l'assemblée avait décerné une statue, et combattit les comités avec le *Contrat social*. Dans son système, le roi ne devait être considéré que comme le premier fonctionnaire public, comme le chef du pouvoir exécutif, et n'être jamais assimilé aux membres du corps législatif qui étaient élus par le peuple. « Je demande, » dit-il, qu'il soit exprimé, d'une manière bien claire, que le droit de faire les actes de la législation appartient uniquement aux représentants choisis par la nation. » Le lendemain, il s'opposa à ce que l'on exigeât la moindre condition, soit des électeurs, soit des éligibles. « Que m'importe à moi citoyen, » s'écria-t-il, qu'il n'y ait plus de nobles, qu'il n'y ait plus de ces titres ridicules sur lesquels s'appuyait l'orgueil de quelques hommes, s'il faut que je voie succéder à ces privilégiés une autre classe à laquelle je serais obligé de donner exclusivement mon suffrage afin qu'ils puissent discuter mes plus chers intérêts! Qu'importe au citoyen qu'il n'y ait plus d'armoiries s'il voit partout la distinction de l'or. . . . Aristocratie subjuguée, secul, par sa vertu, les suffrages non seulement de sa patrie, mais de la Grèce entière. . . . Quel eût été à son égard le résultat d'un système semblable à celui des comités? C'est que la fièvre de ce grand homme, précisément parce que son père, après avoir administré les devoirs publics, serait mort sans laisser de quoi se faire enterrer, n'aurait pas pu seulement être électeur! Quelle serait la garantie de Rousseau? il ne lui eût pas été possible de trouver accès dans une assemblée électorale! cependant il a éclairé l'humanité, et son génie puissant et vertueux a préparé vos travaux; d'après les principes des comités, nous devrions rougir d'avoir élevé une statue à un homme qui ne payait pas un maro d'argent! Ce discours fut vivement applaudi, et ne fit pas triompher néanmoins l'opinion de l'orateur. Peu de jours après, Robespierre s'éleva encore à la tribune pour y défendre la liberté de la presse, à laquelle on voulait mettre des limites dans l'intérêt des fonctionnaires publics. Il exprima la crainte que toutes les précautions proposées par les comités ne servissent qu'à assurer l'impunité et le repos des magistrats corrompus, et rappela que Caton, cité soixante fois en justice, ne fit jamais entendre la moindre plainte; tandis que les décevants tiraient des lois contre les libelles, parce qu'ils appréhendaient qu'on ne dévoilât leurs complots. Il proposa de décréter en terminant : 1° que, sauf l'exception portée contre ceux qui provoqueraient formellement la désobéissance à la loi, tout citoyen eût le droit de publier ses opinions sans être exposé à aucune poursuite; 2° que le droit d'intenter l'action de calomnie ne fût accordé qu'aux personnes privées; 3° qu'à l'exemple de l'Amérique, les fonctionnaires publics ne pussent exercer. Cette conclusion fut accueillie par de nombreuses marques de désapprobation dans les divers côtés de l'assemblée, ce qui ne l'empêcha pas d'obtenir les applaudissements des tribunes, toujours envahies par la populace, dont Maximilien commençait à devenir l'idole. Le 25 du même mois, lorsqu'on en vint à agiter la question de savoir si les membres de la famille royale jouiraient des droits de citoyen actif et seraient éligibles aux fonctions déléguées par le peuple, Robespierre fit remarquer que ceux qui estimaient exclusi-

vement les titres dont l'orgueil des grands s'était nourri jusque là, ne pouvaient voir une dégradation dans une loi qui les dispenserait de se ranger dans la classe commune des citoyens, et les élèverait au-dessus de cette classe; il ajouta avec une amère et coupable ironie que la privation de la qualité de citoyen ne pouvait être considérée comme une peine que par ceux qui savaient en sentir la dignité et en apprécier les droits. Enfin il s'empara jusqu'à soutenir que la proposition des comités avilissait la nation sans honorer le trône, en plaçant le titre de prince au-dessus de celui de citoyen, en supposant que les hommes placés le plus haut dans la hiérarchie sociale ne pouvaient prendre la qualité de citoyens sans encourir une espèce de dégradation. Il raisonna mieux quand il vint à dire que la majesté royale ne doit pas avoir un éclat fondé sur les préjugés, mais sur la nature même des choses. L'indignité du trône, dit-il, c'est la puissance légale et constitutionnelle dont il est investi; c'est le devoir imposé au monarque de faire respecter les lois; c'est ensuite, et secondairement les vertus du monarque; cette autre illustration est fondée sur les préjugés, elle est indigne d'occuper l'assemblée nationale, ou plutôt elle ne peut s'en occuper que pour la proscrire avec délai. Cette violente sortie, applaudie à l'extrême de la gauche, n'eut pas un plein succès. On donna bien aux membres de la famille royale la qualité de citoyen actif, mais on leur conserva le titre de prince, avec l'obligation de ne le placer qu'après leur nom, pour leur faire comprendre que ce titre n'avait perdu sa valeur et sa nature féodale, et ne formait plus qu'une simple distinction politique constitutionnelle. Le premier septembre suivant, au moment où l'assemblée s'occupait de la présentation de l'acte constitutionnel au roi, Robespierre fit une motion incidente qui tendait à réveiller les soupçons de la France sur la sincérité du monarque et de son entourage. Il demanda que chaque représentant jurât qu'il ne consentirait jamais à composer son serment avec le pouvoir exécutif ou avec aucune puissance étrangère sur aucun article de la constitution, et que quiconque oserait faire une pareille motion proposer la révocation d'un décret constitutionnel, fût déclaré traître à la patrie. Interronpu plusieurs fois dans le développement de sa proposition, et tandis qu'il rappelait toutes les machinations intérieures et extérieures des ennemis de la révolution, il s'écria d'une voix forte : « Et que mes paroles excitent des murmures ou non, en sont-elles moins de terribles vérités? . . . Ou doit être content sans doute de tous les changements essentiels qu'on a obtenus de nous qu'on nous assure du moins la possession des droits qui nous restent de nos premiers décrets. . . . Si l'on veut attaquer encore notre constitution après qu'elle a été arrêtée deux fois, que nous restait-il à faire, que de reprendre ou nos fers ou nos chaînes? » Cet appel à la révolte provoqua les applaudissements d'une partie du côté gauche et des tribunes populaires, et fit criar au centre : « Ah! c'est un peu fort! » Adrien Duport, l'un des chefs des républicains ne pouvant contenir son impatience, apostropha l'orateur d'une manière assez vive, ce qui força le dernier à réclamer l'autorité du président pour imposer silence à ceux de ses collègues qui manifestaient leur désapprobation par des injures. Le 29 du même mois, Robespierre, monté à la tribune pour défendre les sociétés populaires contre les insinuations libérales et les attaques directes du rapporteur des comités. Lechapelier, en prit occasion de déclarer qu'il n'aurait pas la révolution comme finie, et que l'on d'approuver l'esprit d'ivresse qui animait ceux qui l'effortaient, il n'y voyait que l'esprit de vertige qui propage l'esclavage des nations et le despotisme des tyrans; singulière prophétie dont il ne se croyait sans doute pas appelé à hâter lui-même l'accomplissement. Puis, par un mouvement d'ostentation oratoire, l'apostrophe s'éleva : « S'il faut que je tiennne un autre langage, s'il faut que je crie de réclamer contre les projets des ennemis de la patrie; s'il faut que j'applaudisse à la ruine de mon pays, ordonnez-moi ce que vous voudrez; faites-moi peser avant la perte de la liberté. »

Faisant ensuite allusion aux reviseurs, qu'une trop grande susceptibilité et des blessures d'amour propre poussaient de plus en plus à des mesures rétrogrades, il les signala comme de petits hommes qui étaient à la fois l'opprobre et le fléau des révolutions, et se demanda si c'était bien un grand malheur que dans les circonstances où se trouvait le pays, l'opinion publique se développât aux dépens mêmes de la réputation de quelques individus qui, après avoir servi la cause de la patrie en apparence, ne l'avaient trahie qu'avec plus d'audace. « Je sais tout ce que ma franchise a de dur, s'écria-t-il, mais c'est la seule consolation qu'il puisse rester aux bons citoyens, dans le danger où ces hommes ont mis la chose publique, de les juger d'une manière sévère. » Interrompu à chaque instant, tantôt par des acclamations, tantôt par des murmures, Robespierre descendit de la tribune au milieu des cris d'approbation de l'extrême gauche et des tribunes qui empêchèrent ses dernières paroles d'être entendues et recueillies par les journalistes. Le ris de la discussion sur l'organisation de la force publique, et spécialement de la garde nationale, il prononça un discours très remarquable dans lequel perçait à chaque phrase sa tendance républicaine. Le jour de la clôture de la session, la populace le prit au sortir de la salle, lui mit une couronne de chêne sur la tête, le plaça dans un carrosse, détela les chevaux, et le traîna jusque chez lui en criant : « Voilà l'ami du peuple, le véritable défenseur de ses droits ! » Il avait été nommé, en juin 1791, accusateur public près le tribunal criminel de Paris. Dès que ses travaux judiciaires furent terminés, il se livra entièrement aux soins de sa nouvelle charge. Quoique démocrate de cœur et d'esprit, il se crut obligé par son serment de professeur extérieurement l'attachement à la constitution, et laissa aux ennemis de la liberté la tâche de saper un système qu'il n'aimait pas et de préparer l'établissement de la république par leurs imprudences et leurs parjures. Ainsi on le vit prêcher, dans ses républicaines comme dans ses discours parlementaires, le respect le plus inviolable pour le nouveau pacte social, et il publiait même un journal à cette époque, sous le titre de *Défenseur de la constitution*. En avril 1793, il donna sa démission, et voyant l'influence de la société des jacobins s'accroître, il chercha à s'y créer un crédit proportionné au rôle qu'il se sentait appelé à jouer dans les mouvements ultérieurs de la révolution. Cependant, tout en briguant la faveur populaire pour en faire l'instrument, soit de ses vues désintéressées, soit de ses projets ambitieux, Robespierre refusa constamment de descendre aux travers du sans-culotisme et aux goûts licencieux de la multitude; ce qui prouvait qu'il était supérieur aux passions démagogiques, et qu'il n'avait fait avec elles qu'une alliance passagère. En effet il conserva non seulement le costume de l'ancien régime, et se fit remarquer par sa propreté au milieu des jacobins qui affectaient le désordre dans leurs vêtements; mais il se préserva soigneusement encore, dans ses discours, de la contagion du cynisme, mis en honneur par la rhétorique des clubs, et ne tutoya jamais que ses amis, comme il ne fut tutoyé que par eux. Lorsque Dumourier, nommé ministre de la guerre, vint, le bonnet rouge sur la tête, recevoir l'accolade fraternelle des amis de la constitution et leur promettre de n'agir que d'après la direction qu'ils lui imprimeraient, Robespierre s'éleva courageusement contre cette basse flatterie, rappela à la société qu'elle n'était point une autorité constituée, et déclara que l'anarchie la plus complète régnerait en France le jour où les dépositaires du pouvoir reconnaîtraient une autre puissance que celle de la loi, et se soumettaient à l'exigence d'un certain nombre d'individus, sans mission légale, réunis seulement pour signaler les vœux et les besoins publics, pour avertir le gouvernement de ses dangers ou de ses fautes, stimuler le patriotisme des citoyens de toutes les classes, et s'éclairer mutuellement sur leurs devoirs et sur leurs droits. Mais ce langage était en contradiction avec sa conduite aux jacobins qu'il dirigeait vers l'anarchie et l'usurpation de tous les pouvoirs. Comme il parlait

avec cette sévérité affectée, un membre de la société prit le bonnet rouge du général et le plaça sur la tête de l'orateur, qui s'interrompit aussitôt pour jeter violemment à terre le bonnet sacré, emblème du civisme de cette époque, et telle était la réputation de patriotisme et d'intégrité dont jouissait Robespierre, que cet acte d'indépendance, véritable profanation aux yeux des jacobins, ne nuisit point à sa popularité. C'est cette anecdote qui a fait dire à quelques biographes qu'il avait embrassé et coiffé d'un bonnet rouge Dumourier lors de son avènement au ministère. Le nom de Robespierre fut peu prononcé dans les événements de juin et d'août 1793. Dans de pareilles crises, où le succès de la révolution était douteux, il eut toujours soin de se tenir à l'écart; mais son influence n'y fut pas aussi étrangère. Il était alors lié d'une manière assez étroite avec l'exécration Danton, quoiqu'il n'eût ni ses goûts ni ses mêmes principes en morale politique et privée, et il conservait encore quelques liaisons avec les chefs du parti girondin, tels que Roland et Petion, bien qu'il eût été le compétiteur de ce dernier pour la charge de maire de Paris. Par ses relations avec des hommes placés si haut dans l'opinion patriotique, comme par son propre crédit et son activité, il était impossible que Robespierre ne concourût pas au moins secrètement à la marche des choses et aux conquêtes toujours ensanguinées du parti populaire. Devenu membre de la municipalité insurrectionnelle du 10 août, puis président du tribunal extraordinaire chargé de juger les derniers défenseurs du trône écroulé, il fut surpris au milieu de ses nouvelles fonctions par les massacres de septembre. De tous les reproches qu'on a fait peser sur la mémoire de Robespierre, celui d'avoir eu le cœur sec et l'âme curieuse a paru le plus difficile à justifier; rien n'annonçait en lui qu'il condamnât la puissance et la douceur des affections et des vertus sympathiques; cependant, au premier bruit que le sang coulait par torrents dans les prisons de la capitale sous le chéteau des égorgeurs, il courut chez Danton avec Pétion et une autre personne encore vivante qui nous a transmis ce fait; et là, avec l'accent de la consternation et de l'effroi, il somma vivement son ami d'employer son autorité et son crédit sur la populace parisienne, pour arrêter promptement le cours des affreux attentats, dont quelques scélérats obscurs allaient laisser la responsabilité à tous les patriotes. Danton prêta d'abord son impuissance, et se montra ensuite peu inquiet de la fureur dont on sembla le menacer son nom: « Perisse ma mémoire, s'écria-t-il, et que la France soit sauvée ! » Robespierre, se sentant incapable d'une aussi horrible et aussi complète abnégation, et ne pouvant résister à la perplexité et à l'affliction que lui causait cet épouvantable massacre, retourna chez lui tristesse qu'il n'en était sorti, et se contenta de dire, dans le sentiment profond de terreur qu'il éprouvait: « Qu'on est heureux d'être Danton ! » Nommé député de Paris à la convention nationale, il y fut accusé, dès les premières séances, par Rebecqui et Barbaroux, d'aspirer à la dictature, et de tendre au moins à concentrer la suprême autorité et l'exercice du pouvoir souverain dans la municipalité parisienne. Sa réponse à cette grave imputation, quoique assez adroite, fatigua d'abord l'assemblée; on le pressa vivement d'abréger son apologie, et il fut obligé de subir de nombreuses interpellations plus ou moins offensantes: mais il brava les interruptions et les murmures, rappela ses collègues à leur dignité, et finit par se faire applaudir. « Il ne suffit pas d'entendre un accusé, s'écria-t-il, il faut l'entendre de suite, il faut l'entendre sans l'interrompre, sans l'outrager; et puis qu'il faut vous le dire, je ne me regarde pas comme un accusé, mais comme le défenseur de la cause du patriotisme !... Est-ce accuser un citoyen que de lui dire : vous aspirez à la dictature... ? Quels sont vos faits ? où sont vos preuves ? Ah ! vous n'avez rien dit, mais vous avez eu assez de confiance pour croire que ce mot lancé contre moi pourrait me rendre l'objet d'une persécution. Vous ne savez donc pas quelle est la force de la vérité, quelle est l'énergie de l'innocence quand elle est défendue avec un cou-

« rage imperturbable ! Vous m'avez accusé ; mais je ne vous en tiens pas quittes : vous signerez votre accusation ; vous la motiverez ; elle sera jugée aux yeux de la nation entière ! » A peine eut-il cessé de parler que Barbaroux s'empressa de monter à la tribune pour déclarer qu'il avait aimé, qu'il avait estimé Robespierre, et que cependant il l'avait accusé : « Qu'il reconnaisse sa faute, dit-il, et je renonce à poursuivre mon accusation. » Robespierre garda le silence et l'assemblée ne donna aucune suite à la dénonciation des deux représentants marseillais. Jusqu'au procès du roi, il se montra peu dans les discussions ; mais dans cette occasion solennelle, il prit une attitude toute révolutionnaire, et se chargea d'amener la convention à la mesure la plus terrible dont ses membres pussent accepter la responsabilité. « Louis fut roi, et la république est fondée, dit-il : la question fondamentale que vous occupez est décidée par ces seuls mots : Louis a été détrôné par ses crimes. Louis dénonçait le peuple français comme rebelle ; il a appelé pour le châtier les armées des tyrans. La victoire et le peuple ont décidé. Louis ne peut donc être jugé : il est déjà jugé ; il est condamné. Citoyens, je le salue avec regret, il faut que Louis meure pour que la république vive. » A la fin de ce discours, qui fut interrompu par de si applaudissements prolongés, Robespierre proposa de statuer dès ce moment sur le sort du monarque déchu, et demanda qu'après avoir été déclaré traître à la nation française et criminel envers l'humanité, il donnât un grand exemple au monde, dans le lieu même où étaient morts, au 10 août, les martyrs de la liberté. « Que cet événement mémorable, ajouta-t-il, soit consacré par un monument destiné à nourrir dans le cœur de la jeunesse le sentiment de leurs droits et l'horreur des tyrans, et dans l'âme des tyrans la terreur salutaire de la justice du peuple. » On était alors au 3 décembre 1793, et l'on agita la question de savoir quel était le meilleur parti à prendre à l'égard de Louis XVI. Depuis ce jour jusqu'à la condamnation de l'infortuné monarque, Robespierre prit plusieurs fois la parole, et l'impression que ses discours laissent toujours dans l'assemblée, décida le grand sacrifice du 21 janvier. Mais l'opposition qu'il rencontra dans le côté droit empêcha la querelle de la députation de Paris avec la Gironde, et pendant quatre mois entiers il lutta vigoureusement contre les chefs éloquents de ce parti. Ce fut dans une de ses réponses à Guadet et à Vergniaud, qui s'étaient prévenus de la majorité dont ils disposaient alors, qu'il s'écria : « On croit nous accabler en nous rappelant que nous sommes en minorité ; mais la vertu ne fut-elle pas toujours en minorité sur la terre ? Socrate, buvant la ciguë, n'était-il pas la minorité ? Caton, déchirant ses entrailles, n'était-il pas la minorité ? » Cependant, les divisions de cette fameuse assemblée paraissent s'effrayer dès qu'il s'agit de prendre une grande mesure de salut public contre l'étranger, ou de discuter l'acte constitutionnel. Ainsi Danton se rapprocha de Vergniaud sur la liberté des cultes ; et dans la même séance (24 avril 1793), Robespierre put exposer paisiblement ses idées sur la propriété, sur l'impôt progressif et sur la confraternité des peuples. « Je vous proposerai, dit-il, quelques articles nécessaires pour compléter votre théorie sur la propriété... Que ce mot n'alarme personne : amis de la loi, qui n'estimez que l'or, je ne veux point toucher à vos trésors ; quoique j'impose qu'en soit la source, vous devez savoir que cette loi aggrave tout vous avez tant parlé, n'est-ce qu'un fantôme créé par les fripons pour épouvanter les imbéciles. Il ne fallait pas une révolution, sans doute, pour apprendre à l'univers que l'extrême disproportion des fortunes est la source de bien des maux et de bien des crimes ; mais nous n'en sommes pas moins convaincus que l'égalité des biens est une chimère. » Quant à la question des contributions publiques, il offrit, comme seule base équitable, la progression géométrique, et demanda que les citoyens dont les revenus n'excédaient point ce qui était nécessaire à leur subsistance, fussent dispensés de contribuer aux dépenses et aux charges de l'état. Arrivant ensuite

aux sentiments de fraternité qui devaient unir de nouveau les hommes de toutes les nations, il repoussa au comble de constitution de n'avoir point songé à cette salutaire alliance des peuples contre les tyrans, et d'avoir rédigé sa déclaration des droits plutôt pour un troupeau de créatures humaines, que pour un coin du globe, que pour l'immense famille à laquelle la nature a donné la terre pour demeure et pour séjour. Ce discours est l'un de ceux où Robespierre le mieux révèle sa sympathie avec le bien de l'humanité, et fait ressortir, par conséquent, sa supériorité sur cette foule de philosophes, publicistes et législateurs, misérables copistes de la Grèce et de Rome, et condamnés par la stérilité de leur génie à chercher dans le passé les moyens de bonheur des créations contemporaines et futures. Mais bientôt, au-delà des représentants de la France perdirent leur caractère grave et pacifique des discussions purement constitutionnelles, et le langage violent des factions remplace l'argumentation inoffensive des théoriciens. Robespierre resta néanmoins dans l'arène, toujours prêt à combattre avec la même persévérance les fautes et les doctrines. Au 31 mai, quoique Danton se fût chargé spécialement du succès de cette journée, il monta vivement à la tribune pour signaler comme insuffisantes les concessions faites aux pétitionnaires armés, et lorsque Vergniaud, fatigué de l'entendre, le pria de conclure, il répliqua aussitôt par cette violente apostrophe : « Oui, je vais conclure, et contre vous, contre vous qui, après la révolution du 10 août, vous voulez conduire à l'échafaud ceux qui l'ont faite ; contre vous qui n'avez cessé de provoquer la destruction de Paris ; contre vous qui avez voulu sauter les tyrans ; contre vous qui avez conspiré avec Dumouriez ; contre vous qui avez poursuivi avec acharnement nos mêmes patriotes dont Dumouriez demandait la tête ; contre vous dont les vengeances criminelles ont provoqué ces crimes criés d'indignation dont vous ne voulez faire un crime à ceux qui sont victimes. Mais ma conclusion, c'est le décret d'accusation contre les complices de Dumouriez, contre tous ceux qui ont été désignés par les pétitionnaires. » Et la convention qui, la veille encore, protégeait la Gironde et avait l'impulsion de la droite, n'osa pas refuser d'obtempérer à cet audacieux réquisitoire. Ainsi, dans cette lutte funeste de républicains de nuances diverses, la providence réservait la conduite du chef révolutionnaire aux implacables, et l'éclatant aux indulgents ! Une fois déclarées de leurs ennemis, les *moutonniers* reprirent avec une nouvelle ardeur leurs travaux constitutionnels, qui se terminèrent par la charte démocratique d'Herault de Séclès. A la séance du 10 mai, c'est à dire vingt jours après la chute de Vergniaud et de ses amis, Robespierre avait fait un discours fort étendu sur les principes généraux d'une constitution libre, à laquelle il voulait qu'on donnât pour base cette maxime que la justice est bon, et que ses décrets sont corrompibles, et il s'éleva avec force contre l'équilibre des pouvoirs et la constitution du tribunal, en disant : « Eh ! que nous importent les combinaisons qui balancent l'autorité des tyrans ? c'est la tyrannie qu'il faut extirper ; ce n'est pas dans les querelles de leurs maîtres que les peuples doivent chercher l'avantage de respirer quelque instant ; c'est dans leurs propres forces qu'il faut placer la garantie de leurs droits. » Cependant les combinaisons opiniâtres des royalistes, les querelles intestines des patriotes et l'irritation croissante de tous les partis firent suspendre la mise en vigueur de la constitution aussitôt après son adoption définitive. Harcelés de tous côtés, les jacobins ne tirèrent pas le salut pour eux, pour la France, que dans un point : ils furent inexorablement, et disposés de recourir aux armes lentes de la justice ordinaire pour arrêter au fil du poignard quiconque serait soupçonné de nourrir des pensées hostiles, ou traherait des complots contre la république. Robespierre, alors entouré d'une popularité immense, acquiesça par la constance et l'appareil sincère de ses opinions autant que par son droit et son courage à la sévérité de ses mesures : Robespierre, s'étant toujours placé au premier rang toutes les fois

qu'il avait fallu attaquer les ennemis obstinés et les amis tristes de la révolution, ne pouvait manquer de jouer l'un des principaux rôles dans ce système terrible qui allait désoler, ou à sauver la patrie. Homme membre du comité de salut public, au moment même où Danton qui n'avait pas reculé devant la responsabilité des massacres de septembre, désertait la direction des affaires, pour en laisser le poids à un rival qu'il croyait incapable de le porter, il se trouva revêtu en peu de temps d'une influence et d'une autorité sans bornes. Idole des jacobins, maître de la commune, du comité, et régulateur des décisions de la convention, tout concourait à lui donner la puissance et l'allure d'un dictateur. On l'entendit poser les règles de la diplomatie républicaine à l'égard des nations étrangères aliées, neutres ou ennemies, et fixer aussi la base du régime temporaire dont il pensait que les circonstances faisaient un besoin impérieux à son pays. « Si le ressort du gouvernement populaire, dans la paix, dit-il, est la vertu, le ressort du gouvernement populaire, en révolution, est à la fois la vertu et la terreur : la vertu, sans laquelle la terreur est funeste, la terreur, sans laquelle la vertu est impuissante. La terreur n'est autre chose que la justice prompte, sévère, inflexible... On a dit que la terreur était le ressort du gouvernement despotique. Le vôtre ressemble-t-il donc au despotisme ? oui, comme le glaive qui brille dans les mains des héros de la liberté, ressemble à celui dont les satellites de la tyrannie sont armés. Que le despotisme gouverne par la terreur ses sujets abrutis, il a raison comme despotisme : domptez par la terreur les ennemis de la liberté, et vous aurez raison comme fondateurs de la république. Le gouvernement de la révolution est le despotisme de la liberté contre la tyrannie. La force n'est-elle faite que pour protéger le crime, et n'est-ce pas à frapper les têtes orgueilleuses que la foudre est destinée ? Quelque frayeur que ce langage dû jeter dans les âmes, il n'en est pas moins certain qu'il était dicté par les circonstances et commandé par le salut de la république. C'est ainsi que l'a jugé le plus éloquent des écrivains royalistes, M. de Maistre, dont l'autorité ne doit pas être suspecte en cette matière. » Qu'on y réfléchisse bien, dit-il, on verra que le mouvement révolutionnaire une fois établi, la France et la monarchie ne pouvaient être sauvées que par le jacobinisme. Le roi n'a jamais eu d'allies, et c'est un fait assez évident pour qu'il n'y ait aucune imprudence à l'annoncer, que la coalition en voulait à l'intégrité de la France. Or, comment résister à la coalition ? par quel moyen surmural briser l'effort de l'Europe conjurée ? *Le génie infernal de Robespierre pouvait seul opérer ce prodige.* » Mais il se trouva parmi les terroristes des hommes qui outrèrent la terreur elle-même, et qui, s'écartant des principes proclamés par Robespierre, refusèrent de lui donner la vertu pour compagne : tels furent les anarchistes de la commune, Hebert, Chaumette et leurs adhérents, dont les uns poursuivaient la chimère de la communauté des biens, et les autres méditaient au nom de la raison, une Saint-Barthélemy au profit de l'athéisme. Alarmés des progrès de cette faction, Robespierre s'entendit avec Saint Just et Danton pour l'arrêter dans sa marche sudicienne et prévenir l'accomplissement de ses infâmes projets. Ils opposèrent d'abord aux scènes scandaleuses que présentait l'abjuration solennelle des prêtres catholiques, et lorsqu'il apprit que Rouen, général de l'armée révolutionnaire, se préparait à exécuter les plans d'extermination conçus et arrêtés par les apôtres de la raison et de l'ochlocratie, il n'hésita pas à le frapper avec ses complices, sans égard pour les services antérieurement rendus à la cause républicaine contre l'ennemi commun. « Ils ont érigé l'immoralité, dit-il, non seulement en système, mais en religion ; ils ont cherché à éteindre tous les sentiments généreux de la nature par leurs exemples autant que par leurs préceptes. » Robespierre avait déjà manifesté sa répugnance pour Hebert, à l'occasion de sa déposition dans le procès de la reine. « Le misérable ! s'écriait-il en apprenant l'horrible et dégoûtant mensonge tombé par la bouche impure du père Duchesne contre

cette auguste victime : le misérable ! non content de la flétrir comme une Messaline, il a voulu en faire une Agrippine ! » La plupart des biographes ont dénaturé cette exclamation. Les *Robespieristes* une fois conduits à l'échafaud, Robespierre crut que le moment était venu de purger entièrement le parti républicain, et ses paroles devinrent menaçantes pour ces meneurs du club des cordeliers, gens couverts de sang et de rapines, et presque tous alliés ou disciples des anarchistes de la commune. Mais Danton, qui avait été son auxiliaire contre les sectateurs du père Duchesne, exerçait une espèce de patronage sur les dénégateurs tardifs qu'on voulait atteindre ; il se plaignit des attaques dont ses amis étaient l'objet, et se brouilla avec Robespierre qui venait de le défendre dans le sein même du comité de salut public contre une dénonciation de Billaut-Varennes. Quelques patriotes prévoyant les suites funestes de la division qui éclatait entre leurs principaux chefs, s'efforcèrent de les réconcilier, et leur ménagèrent une entrevue ; mais l'un et l'autre restèrent inébranlablement attachés à leurs vieilles affections et à leurs vues. Danton regardait comme une miséricorde l'absence de Robespierre ; il croyait que les républicains ne pourraient se maintenir à la direction du gouvernement et faire triompher leurs doctrines qu'en s'entourant de la considération que l'on attache communément à la richesse, et il pensait en conséquence qu'il fallait fermer les yeux sur la fortune soudaine de quelques révolutionnaires. Robespierre, au contraire, se flattait de pouvoir fonder en France une démocratie sur la vertu ; et quand il fut bien persuadé que Danton était un obstacle à ce système, il l'abandonna à Billaut. Après le supplice de Danton, Robespierre, débarrassé de tous ses rivaux en popularité, se trouva l'arbitre unique des destinées de la république. Il voulut profiter des avantages de sa position, en homme qui n'avait accepté que passagèrement l'alliance du sans-culotisme, et qui était jaloux de mettre enfin l'ordre dans le désordre. Il commença par une invocation à la tolérance religieuse, et s'indigna des tracasseries qu'un véritable délire philosophique suscitait contre les citoyens qui allaient entendre la messe en secret, ou contre les prêtres qui la célébraient. « On a dénoncé des prêtres pour avoir dit la messe, dit-il ; ils la diront plus longtemps, si on veut les empêcher de la dire. Celui qui les empêche est plus fanatique que celui qui dit la messe. On dira peut-être que je suis un esprit étroit, un homme à préjugés, que sais-je ? un fanatique ! J'ai déjà dit que je ne parlais ni comme individu, ni comme un philosophe systématique, mais comme un représentant du peuple. » Robespierre ne s'en tint pas, au reste, à cette démonstration en faveur des prêtres catholiques ; il s'occupa aussi de l'établissement d'un nouveau culte, destiné à lier religieusement les membres de la nation qui avaient abandonné les anciennes croyances. Il savait qu'en excluant la religion de l'organisation sociale, il laisserait un vide immense dans son système, et fournirait aux ennemis des institutions républicaines l'occasion de s'emparer d'un sentiment indestructible chez l'homme, pour le diriger contre elle ; mais il savait aussi que les représentants de la France, élevés sous l'influence des doctrines philosophiques du siècle, étaient portés à n'admettre que ce qui leur serait démontré vrai par leur propre raison, sans examiner si ce rationalisme pourrait devenir une religion pour la masse du peuple, et si l'effort de les arracher à cette dangereuse irréflexion. « Eh ! que vous importent à vous, législateurs, s'écriait-il, les hypothèses diverses par lesquelles certains philosophes expliquent les phénomènes de la nature ? Vous pouvez abandonner tous ces objets à leurs disputes éternelles ; ce n'est ni comme métaphysiciens, ni comme théologiens, que vous devez les envisager : aux yeux du législateur, tout ce qui est utile au monde et bon dans la pratique, est la vérité. » Quelque sage et quelque profond que qu'il eût dans ce langage, il ne pouvait être goûté ni compris par les hommes auxquels Robespierre s'adressait. Il appartenait presque tout à cette école philosophique dont l'intervention fut indispensable pour renverser l'échafaudage de la vieille

organisation, et qui fait de la politique une science abstraite, fondée sur l'invariable et l'absolu, bien que ses éléments se modifient selon les temps et les lieux, et qu'elle ne puisse devenir applicable qu'en se soumettant à l'exigence de ses perpétuelles variations. Ce n'était pas d'ailleurs au milieu de la crise révolutionnaire, c'est à dire au moment même où les partisans des vieilles idées religieuses apportaient les plus grands obstacles à l'accomplissement de la réformation politique, et provoquaient ou entretenaient par leur persévérance le débordement du scepticisme et de l'incrédulité : ce n'était pas dans un tel état de choses, qu'un appel au sentiment religieux pouvait être accueilli favorablement par les révolutionnaires. La conception de Robespierre devait donc échouer devant la violence des passions irréligieuses alors dominantes ; mais en supposant même le calme rétabli, elle ne pouvait pas avoir un meilleur sort. Le thème était trop pour les disciples des encyclopédistes, de Holbach et d'Helvétius, et n'était pas assez pour ceux qui allaient entendre la messe dans des greniers, ou qui s'apprétaient à saluer Bonaparte, six ans plus tard, du titre de restaurateur des autels. Cependant l'homme d'état qui sut se garantir du criticisme déifiant, dont le plus grand nombre de ses collègues était imbu, et qui entreprit de fonder un nouvel ordre moral sur une base religieuse, tant pour se conformer aux besoins des masses populaires que pour ramener la nation française à l'unité sociale, non seulement par la centralisation matérielle du gouvernement, mais encore par la communauté d'affections et d'idées : cet homme a fait preuve d'une grande supériorité de vues. On peut en juger d'ailleurs par le passage suivant de son discours sur le rapport des idées religieuses et morales aux principes républicains : « Vous vous garderez bien, dit-il, de briser le lien sacré qui unit les hommes à l'auteur de leur être : il suffit même que cette opinion ait régné chez un peuple, pour qu'il soit dangereux de la détruire, car les motifs des devoirs et les bases de la moralité s'étaient nécessairement liés à cette idée, l'effacer, c'est démoraliser le peuple. Il résulte du même principe qu'on ne doit jamais attaquer un culte établi qu'avec prudence et avec une certaine délicatesse, de peur qu'un changement subit et violent ne paraisse une atteinte portée à la morale, et une dispense de la probité même. Au reste, celui qui peut remplacer la divinité dans le système de la vie sociale, est à mes yeux un prodige de génie, celui qui, sans l'avoir remplacé, ne songe qu'à la bannir de l'esprit des hommes, ne paraît un prodige de stupidité ou de perversité. » Malgré la justesse et la puissance de ces hautes considérations, les patriotes les plus rigides de la convention, dupes de l'exaltation philosophique qu'ils tiraient des circonstances, eurent apercevoir la superstition derrière le thème de Robespierre, et ils craignirent que leur collègue ne cherchât à recueillir d'antiques préjugés pour s'en faire un moyen d'asservir le peuple. Ils n'osèrent pas d'abord s'opposer directement à la fête de l'Être suprême, dont Robespierre fut le véritable pontife, comme président de la convention ; mais ils la désapprouvèrent dans leurs entretiens particuliers, et même dans les comités. Le mécontentement de ces républicains farouches fit tressaillir les facétieux échappés au naufrage des cordeliers ou de la commune. Ceux-ci présentèrent Robespierre comme un ambitieux qui voulait arriver au trône par l'autel, et ils firent remarquer que David lui avait offert, au milieu de la fête, une couronne de fleurs, qu'il n'avait refusé que dédaigneusement, disaient-ils, que pour mieux cacher ses dessein, mais qui de ce fait la pensée libératrice du tyran dans l'empressement indiscret de l'esclave. Ces insinuations eurent tout l'effet qu'on s'en était promis. Une coalition monstrueuse se forma : les révolutionnaires dans le sens du crime, sans l'expression de Saint-Just, circonvinrent les démocrates les plus désintéressés, et les Bourdon, Rovers, Tallien, etc., parvinrent à entraîner Prieur, Cambon, Lindet et Carnot contre celui qu'ils ne désignaient plus que par l'épithète de tyran : Carnot cependant voulait qu'on se bornât à se tenir sur la défensive jusqu'à ce que les projets du tyran

fussent devenus évidents et incontestables. Mais la plupart des conspirateurs avaient besoin de biter leurs coups. Ils étaient instruits que Robespierre insistait plus que jamais sur la nécessité de purifier le parti républicain, et ils avaient résolu de prévenir, à tout prix, l'épuration qui devait les attendre. Robespierre se croyait, en effet, près d'arriver au terme marqué pour régulariser le mouvement révolutionnaire ; il songeait à réaliser bientôt ses plans de réorganisation, à fonder sur une base démocratique les institutions qui lui paraissaient renfermer toutes les garanties de paix, de bonheur et de liberté qu'un homme d'état républicain pût désirer pour l'avenir de son pays ; et comme il sentait le besoin de se réarmer au rétablissement de l'ordre d'autres instruments que ceux dont l'emploi était insupportable dans la confusion produite par l'acharnement réciproque des partis et par les dangers de la république ; comme il était jaloux d'ouvrir l'ère nouvelle avec des auxiliaires dont les antécédents ne fussent pas un obstacle à la confiance de leurs concitoyens ; comme il présentait la répugnance des hommes qui s'étaient fait une existence exclusivement révolutionnaire à rentrer sous l'empire de la modération et de la justice ordinaire ; comme il tenait à préserver la société, rendue à l'état normal, de l'influence des agents de la terreur, qui déposaient même les instructions des comités dans leurs somptueuses missions ; comme il ne voulait pas que des noms, auxquels étaient attachés des souvenirs de férocité, de pillage et de débauche, se mêlassent à la fondation d'un ordre de choses qu'il se flattait de pouvoir appuyer sur la morale austère et les vertus des anciens républicains, il ne cacha plus son désir de débouler entièrement l'étendard républicain, et de frapper, ou du moins d'écarter les patriotes impurs qui l'avaient attaché. Peu de temps avant le 8 thermidor, il eut un entretien à ce sujet avec le citoyen Aignan, alors commissaire du gouvernement à Orléans, depuis membre de l'institut, et il lui demanda une liste des républicains sages, étrangers aux excès de la terreur, et dignes d'entrer dans la nouvelle composition des autorités de son département ; il fit faire une semblable demande à Cambon pour le département de l'Hérault, et par l'entremise de Couthon. Mais ceux qui trouvaient dans leur conscience des motifs de redouter ce retour à l'ordre et cette impulsion réorganisatrice se pressèrent de conjurer la justice vengeresse qui grondait sur leur tête. Ils avaient entraîné le comité de sûreté générale, surpris le patriotisme de plusieurs membres du comité de salut public, et enhardi Billaud à accuser Robespierre de tyrannie, dans une séance même de ce comité. Robespierre n'avait répondu qu'avec une indignation mêlée de mépris à cette incalculable, et il s'était abstenue pendant plus d'un mois de venir siéger parmi ses collègues et de prendre part à la direction des affaires, tandis que Saint-Just était occupé, aux frontières, à stimuler le courage des soldats par son exhortation et son exemple, et que ses ennemis restaient ainsi seuls au timon de l'état. Enfin le 8 thermidor, voyant le désordre et les malheurs de la patrie s'accroître, il quitta sa retraite pour venir dénoncer à la représentation nationale les hommes qu'il regardait comme les auteurs de la prolongation des troubles et de l'anarchie. « La garantie du patriotisme, dit-il, n'est pas dans la lenteur, ni dans la faiblesse de la justice nationale, mais dans les principes et dans l'intégrité de ceux à qui elle est confiée, dans la bonne foi du gouvernement, dans l'esprit public, dans certaines institutions morales et politiques qui, sans entraver la marche de la justice, offrent une sauvegarde aux bons citoyens, et commandent la multitude par leur influence sur l'opinion publique et sur la direction de la marche révolutionnaire ; ce sont ces institutions qui nous manquent encore et qui vous seront proposées quand les conspirateurs les plus voisins permettront à nos amis de la liberté de respirer. Guidons l'action révolutionnaire par des maximes sages et constamment maintenues ; punissons sévèrement ceux qui abusent des principes révolutionnaires pour vexer les citoyens. Qu'on soit convaincu que tous ceux qui sont chargés de la sur-

« veillance nationale, dégagés de tout esprit de parti, « veulent fortement le triomphe du patriotisme et la « punition des coupables : tout rentre dans l'ordre. . . »  
 « Le gouvernement révolutionnaire a sauvé la patrie : « il faut le sauver lui-même de tous les écueils. » Robespierre signala ensuite ces écueils, qu'il plaça sur-tout dans la corruption et l'immoralité de quelques dépositaires de l'autorité publique, et il se demanda en finissant : « Quel est le remède à ce mal ? Punir « les traîtres, répendit-il, renouveler les bureaux de « sûreté générale, épurer ce comité lui-même, et le « subordonner au comité de salut public ; épurer le « comité de salut public lui-même, constituer l'unité « du gouvernement sous l'autorité suprême de la con- « vention nationale qui est le centre et le juge, et écraser « ainsi toutes les factions du poids de l'autorité na- « tionale, pour élever sur leurs ruines la puissance de « la justice et de la liberté : tels sont les principes. »  
 Dans ce même discours, Robespierre s'était aussi ap- pliqué à réfuter tous les bruits calomnieux répandus sur les desseins secrets et les vues ambitieuses que lui prêtait ses ennemis. « Les infâmes disciples d'Hebert, « avait-il dit, m'ont déclaré convaincu de modérant- « isme : c'est encore la même espèce de contre-révol- « utionnaires qui persécute le patriotisme. Jusqu'à « quand l'honneur des citoyens et la dignité de la con- « vention nationale seront-ils à la merci de ces hommes- « là ?... Ils ont dit aux nobles : C'est lui seul qui vous a « pros crits ; — aux patriotes : Il veut sauver les nobles : « — aux prêtres : C'est lui seul qui vous poursuit ; sans « lui vous seriez passibles et triomphants ; — aux fana- « tiques : C'est lui qui détruit la religion ; — aux patri- « tes persécutés : C'est lui qui l'a ordonné ou qui ne « veut pas l'empêcher. Ils m'ont renvoyé toutes les « plaintes dont je ne pouvais faire cesser les causes, en « disant : Votre sort dépend de lui seul. . . Ils m'ont ap- « pelé tyran. . . Si je l'étais, ils ramperaient à mes pieds : « je les gorgerais d'or, je leur assurerais le droit de « commettre tous les crimes, et ils seraient reconnais- « sants ! » Robespierre avait dit vrai, et cependant cette déclaration apologetique, hostile seulement aux députés et aux fonctionnaires qui avaient profané le caractère républicain, ne lit que hâter sa chute. Si la majorité vota d'abord l'impression de son discours, on la vit bientôt, sur la demande même des membres qui s'étaient sentis le plus gravement inculpés, s'em- presser de révoquer sa décision. Ce triomphe enhardit les meneurs des comités, ainsi que les proconsuls qui avaient compté sur une plus longue impunité du crime, quand ils aggravèrent les dispositions rigoureu- ses des lois révolutionnaires par des mesures atroces, et qu'ils exploitèrent la terreur au profit des plus viles passions. Ces hommes passèrent la nuit à niguiser leurs poignards, à concevoir une attaque décisive pour le lendemain, tandis que Robespierre dormait paisible- ment, après s'être contenté de réprimer aux jacobins son discours accusateur, et avoir chargé Saint-Just, à peine arrivé de l'armée, de dresser un nouveau réqui- sitoire, pour la séance du 9, contre les débris de la faction d'Hebert et la clientèle immorale de Danton. Les rôles furent distribués aux conspirateurs, selon la nuance de leurs opinions ou l'intensité de leur haine pour Robespierre. Amar et Bourdon, Billaud-Varennes et Legendre, Collot-d'Herbois et Tallien, Thirion et Rorere, Paris et Fréron, naguère ennemis acharnés, cimentèrent par un serment leur impure alliance. Ils assiégèrent le domicile des patriotes irréprochables, qu'ils étaient jaloux d'avoir pour auxiliaires, et aux- quels ils avaient déjà inspiré d'assez fortes préventions contre les triumvirs ; ils prolifèrent de ce que Robes- pierre n'avait pas précisé sous accusation, et surtout de ce qu'il n'avait pas désigné suffisamment les députés coupables, pour faire croire au grand nombre qu'ils étaient tous menacés. Ces manœuvres leur réussirent. A l'ouverture de la séance du 9, Saint-Just étant monté à la tribune pour soutenir la sortie violente de son ami contre les membres gangrenés des d'vies comités, fut étouffé de ne plus trouver autour de lui l'accueil qu'il avait coutume de recevoir toutes les fois qu'il prenait la parole. « Je ne suis d'aucune faction, dit-il, « je les combattrai toutes. Elles ne s'éteindront jamais

« que par les institutions qui produiront les garanties, « qui poseront les bornes de l'autorité, et seront « employer sans retour l'orgueil humain sous le joug de la « liberté publique. Le cours des choses a voulu que « cette tribune aux harangues fût peut-être la roche « Tarpeienne pour celui qui viendrait vous dire que « les membres du gouvernement ont quitté la route « de la sagesse. . . » A ces mots, les conspirateurs, pressés d'éclater, interrompirent violemment Robespierre, et Tallien, encore goûtant du sang des Borda- lois, s'élança à la tribune, pour y faire entendre des gé- missements hypocrites sur le sort malheureux auquel la chose publique était abandonnée, et pour proposer de déchirer entièrement le rideau. Billaud appuya la motion de Tallien et dénonça la proposition faite aux jacobins de chasser de la convention tous les hommes impurs. A l'aspect d'un danger aussi imminent, ces hommes durent redoubler de fureur et d'impatience : aussi lorsque Robespierre réclama la parole pour ré- pondre à Billaud et à Tallien, ils se levèrent en masse pour étouffer sa voix sous les cris de *à bas le tyran ! à bas le tyran !* Robespierre, détournant les yeux du côté où s'agitaient ses accusateurs intéressés, voulut alors s'adresser aux membres de la plaine, dont il avait dé- fendu plus d'une fois la moderation contre l'exagéra- tion de la montagne, et qui, la veille encore, avait voté l'impression de son discours : mais la plaine, où siégeaient ces députés immobiles et silencieux, qui, selon l'expression de Lanjuinais, semblaient étran- gers à ce qui se passait autour d'eux, et qui, inter- rogés par Legendre et Tallien s'ils voudraient les ac- corder dans leur attaque, avaient répondu : « Oui, si « vous êtes les plus forts ; non, si vous êtes les plus « faibles : » la plaine, qui renfermait dans son sein ces esprits timides, prudents ou ambitieux, dont la poli- tique, purement expectative tant que dura la lutte des partis, leur permit de s'embrancher jadis que la cause victorieuse ; la plaine était désormais persuadée que la force se trouvait définitivement du côté de Tal- lien et de Legendre, et elle n'hésita plus à se pronon- cer contre Robespierre. Celui-ci essaya vainement de se faire entendre, on ne voulut plus l'écouter ; le pré- sident n'accorda la parole qu'à ses accusateurs, et tout à coup une voix, jusque-là inconnue à l'assem- blée, demanda l'arrestation du tyran. C'était Louchet, l'obscur Louchet, qui avait voulu mettre ainsi en action un apologue célèbre. La proposition de Louchet, appuyée par un autre approbateur muet du régime de la terreur, par Lozeau, qui se révéla pour la première fois à ses collègues pour braver l'homme qui fut dominateur et que maintenant tout le monde délaissait ; la proposition de Louchet fut adoptée aux cris de *vive la république !* et Robespierre de répondre : « La république ! elle est perdue ; car « les brigands triomphent ! » Robespierre avait raison : ce furent les brigands de la convention qui triomphèrent au 9 thermidor ; et c'est ce qui a fait dire à M. de Maistre, dans ses *Considerations sur la France*, que « la providence voulut que le premier coup fût « porté par des septembriseurs, afin que la justice « même fût infamée. » Cependant l'assemblée avait fait exécuter ses décrets d'arrestation contre cinq de ses membres, les deux Robespierre, Saint-Just, Couthon et Lebon, et Robespierre l'aîné avait été conduit au Luxem- bourg. Au premier bruit de cet événement inattendu, les sections s'émurent et la multitude se rassembla tumultueusement autour de l'hôtel de ville, où l'on vit bientôt arriver les députés pros crits qu'Henriot venait de délivrer. Si Robespierre eût suivi les conseils de Payan et de Coffinhal, les membres les plus influents et les plus capables de la municipalité parisienne ; s'il eût consenti à marcher contre la convention, à la tête du peuple nombreux qui ne demandait qu'à combattre pour sa cause, la victoire pouvait échapper encore aux thermidoriens. Mais cet homme que les Tallien, les Barras et les Billaud accusaient de tyrannie, ré- pondit, soit générosité, soit pusillanimité, que cette démarche serait celle d'un tyran ; il ajouta qu'il ne voulait point s'exposer à répandre le sang des ci- toyens pour venger sa propre cruauté, et que d'ail- leurs il devait se conformer à la volonté du peuple



souverain, dont la convention était l'organe légal, sinon réel. Sur ces entrefaites, on vint lui annoncer qu'il était hors la loi, et que les troupes conventionnelles approchaient pour exécuter ce décret. A cette nouvelle, il saisit un pistolet et tenta de se blesser la cervelle; mais l'arme n'étant chargée qu'à poudre, il ne put que se blesser horriblement, et il fut traîné, souffrant et délirant, à l'échafaud. Lorsque Barras, pour donner plus d'éclat à son triomphe vint offrir à la convention d'anéantir devant elle ses prisonniers, Robespierre avait été déposé mourant sur une table, et là, il avait bravé, avec une impassibilité rare, les insultes des hommes mêmes qui deux jours auparavant le fatiguaient de leur encens et de leurs basses cajoleries. Mais les héros du 9 thermidor, terribles sous les crimes, ne pouvaient triompher longtemps. Tandis qu'ils outraient le système révolutionnaire, et que des mesures révoltantes s'agitaient, sur tous les points de la république, le régime de sang auquel les circonstances l'avaient condamnée, le nom de Robespierre avait été le plus apparent, et tous les actes odieux, toutes les iniquités, tous les forfaits étaient censés commis sous ses auspices ou par ses ordres. Il résulte de cette responsabilité exclusive, triste conséquence de sa popularité, que sa chute fut regardée comme la fin du règne de la terreur, et qu'un mouvement réactionnaire se déclara aussitôt dans la capitale et les départements contre les *terroristes*, bien qu'ils eussent fait le 9 thermidor, sans que le parti contre-révolutionnaire, ainsi recueilli, pût s'occuper des véritables intentions des hommes qui l'avaient involontairement servi. Cette espèce d'omnipotence morale que Robespierre exerça sur la multitude, dans les clubs, à la convention nationale, et pendant long temps aussi dans le sein des comités, a donc été la seule cause de l'anthème universel et presque incontesté sous le poids duquel sa mémoire semblait devoir rester à jamais flétrie. On eût dit qu'après tant de calamités et de scènes révoltantes, dans lesquelles avaient inévitablement trempé les amis et les ennemis de la république, chacun attendait impatientement la victime expiatoire qui devrait accumuler sur elle le courroux du ciel et l'animadversion des hommes, et Robespierre, abandonné de toutes les factions qu'il avait daigné de flatter, maudit de celles qu'il avait combattues, fut choisi pour devenir, selon l'expression de Napoléon, le *bourbicaire de la révolution*. Cependant quelques écrivains, même dans le parti royaliste, ont osé s'écarter sur ce point des sentiers battus, et nous pouvons citer, entre autres, Beauclerc, dans ses *Essais historiques sur la révolution de France*, et les auteurs de l'article *Robespierre*, dans la *Biographie universelle de ses frères* Michaud. Un conventionnel fameux, qu'on ne peut soupçonner de partialité en faveur de Robespierre, et dont on n'a jamais mis en doute la perspicacité, l'ambascier, disait à Napoléon, qui l'a répété à M. Las-Cases, que cet homme, prétendu modérateur, avait plus de suite et de conception qu'on n'en pensait; et qu'après avoir renversé les factions effrénées qu'il avait eues à combattre, son intention avait été le retour à l'ordre et à la modération. « Cette intention deviendra à peu près incontestable pour quiconque voudra lire attentivement ses principaux discours pendant les derniers mois de sa carrière, et se rappeler ses attaques contre les anarchistes de la commune, suivies de paroles et de démarches protectrices, soit en faveur des soixante-treize députés exclus, comme complices de la Gironde, soit en faveur des prêtres catholiques et des officiers nobles qu'il défendit également contre le fanatisme philosophique des disciples de Diderot, et contre la fureur aveugle des niveleurs qu'il frayait le simple fantôme de l'aristocratie dans la personne même des plus habiles et des plus braves soldats de la république. On croit que Robespierre a été un secrettement à l'une des filles d'un menuisier de la rue Saint-Houor, chez lequel il demeura plusieurs années. Sa sœur, personne pieuse et sensée, ne partageait point les exagérations des deux frères. Il y a peu d'années qu'elle vivait encore; elle recevait une pension du gouvernement. Le caractère de l'éloquence de Robespierre est inégal. C'était un orateur lourd, vague et diffus, usant toujours des mêmes formes

oratoires, l'apostrophe et l'énumération: il ne parlait qu'à la multitude, et ne fut guère applaudi que d'elle. Son discours du 30 prairial est le seul qu'on ait jamais cité; il y a cependant de beaux mouvements dans les autres, des sentiments qui n'avaient jamais été rendus avec cet air d'énergie et de nouveauté, mais peu de mérite dans l'élocution. On a de Robespierre: 1° *Plaidoyer pour le sieur Favery* pour les paratonnerres, 1783, in-8°. Le *Journal des savaants de mars 1784* a rendu compte de ce plaidoyer, qui fit quelque sensation. 2° *Discours sur les peines infamantes*, couronné par la société royale de Méta, Amsterdam (Paris, 1785, in-8°). Cet écrit respire les plus sages principes, l'amour du roi et des institutions monarchiques. 3° *Eloge de M. Dupuy, président à mortel au parlement de Bordeaux*, 1789, in-8°. 4° *Discours sur l'organisation des gardes nationales*, 1790 (voyez le *Journal des savaants de février 1791*). 5° *Le défenseur de la constitution*, avril-août 1793, 15 numéros. Ce journal fut continué au commencement de la convention sous le titre: *Lettres de Maximilien Robespierre, membre de la convention nationale de France, à ses concitoyens*. Il en parut douze autres numéros jusqu'à la fin de 1793. Le premier trimestre de 1793 n'a que six numéros. Cette irrégularité dans les livraisons fut une des causes qui empêchèrent le succès de ce journal. 6° Une trentaine de discours, opinions, rapports imprimés séparément, et insérés dans le *Moniteur* et quelques autres journaux. Il serait trop long d'examiner les ouvrages dont Robespierre a fourni le sujet; nous citerons seulement: 1° *Conjuration de Robespierre*, par Montjoux, 1793, in-8°. 2° *La vie et les crimes de Robespierre*, par Desnoarts, 1798, 2 vol. in-12. 3° *La mort de Robespierre*, tragédie en trois actes, par Serres; 4° *Rapport de l'examen des papiers trouvés chez Robespierre et ses complices*, fait à la convention, par Courtois, 2 vol. in-8°. C'est là que se trouvent une foule de documents précieux sur les actions publiques de Robespierre. Dans ses *Mémoires sur la France*, lady Morgan dit que le masque de Robespierre, pris sur sa figure avant qu'il la livrit de la mort en eût effacé un seul des traits, existait dans le cabinet de M. Denon. Il était, dit-elle, d'une effrayante ressemblance. On ignore où ce masque a passé.

**ROBESPIERRE** le jeune (ARRESTÉ-BOY-JOHN); frère du précédent, né à Arras, en 1764, fut élève comme lui au collège de Louis-le-Grand, et suivit encore la même carrière, celle du barreau. Il occupait activement de sa profession, lorsque la révolution dont il embrassa ardemment la cause, lui fit abandonner la jurisprudence pour la politique. Nommé d'abord procureur de la commune dans sa ville natale, il fut élu, en 1792, député de Paris à la convention nationale, par l'influence de son frère. Il vota la mort du roi, sans appel ni sursis; fit arrêter Bonaparte et Lacroix comme agents de Dumouriez; se déclina, au 31 mai, contre Camboulin qui proposait de faire poursuivre par le conseil exécutif ceux qui avaient ordonné de fermer les barrières, de sonner le tocsin et de tirer le canon d'alarme; il dénonça la commission des douze comme seule coupable de tous les désordres, et prit une part active à toutes les mesures dirigées contre les girondins. Envoyé peu de temps après en mission dans le midi, avec Barras et Fréron, il lutta généreusement contre ces féroces proconsuls qui demandaient des fusillades en masse. On peut voir à l'article *Pons de l'Hérault* qu'il aida cet honorable citoyen à sauver des officiers municipaux accusés de fédéralisme, ainsi qu'un de ses anciens compagnons d'armes, nommé Arnault, condamné à mort comme émigré. Revenu à Paris, en 1794, il s'y brouilla avec son frère, par les instigations de certains membres du comité de sûreté générale, et ne se réconcilia avec lui que la veille du 9 thermidor. Ce jour-là, il donna des preuves d'un courage impassible et d'un rare dévouement. Lorsqu'il entendit prononcer le décret de mise hors la loi contre son frère, il s'écria: « J'ai partagé ses vertus; je demande à partager son sort. La convention n'était pas capable alors d'admirer ce qu'il y avait d'héroïque dans cette réclamation; elle se contenta d'écarter

der froidement à la demande de Robespierre jeune qui fut conduit à la Force. Délivré pendant la nuit, avec les proscrits de la veille, il attendit à l'hôtel de ville que son frère donnât le signal du combat contre la convention. Quand il vit que tout était désespéré, il se jeta par une fenêtre et se cassa la jambe. On ne l'entraîna pas moins à l'échafaud où il reçut le coup fatal avec un sang-froid stoïque, à l'âge d'environ trente ans.

**ROCHE** (ACHILLE), publiciste et littérateur, né à Paris, le 15 mars 1801. Il n'avait que vingt ans lorsque Benjamin Constant se l'attacha en qualité de secrétaire. La même année, les carbonari l'affilièrent à une de leurs ventes. Son début dans la carrière politique paraît avoir été une brochure relative au procès du duc d'Enghien et aux discussions que cette catastrophe suscita, en 1803, entre le prince de Talleyrand et le duc de Rovigo. M. A. Roche écrivit ensuite quelques ouvrages historiques et d'imagination. Le plus connu entre les premiers est celui qui est intitulé : *Mémoires de Levasseur, ex-conventionnel*, dont il ne fut que l'éditeur, mais auxquels il ajouta une préface qui l'amena sur les bancs de la police correctionnelle. Le ministère public la signalait comme une audacieuse apologie du terrorisme ; malgré un discours très éloquent que prononça le jeune accusé, il fut condamné à quatre mois d'emprisonnement et à une amende. Revenu d'abord à Sainte-Pélagie, M. Roche obtint la faculté d'aller achever le temps de sa peine dans une maison de santé, et il était dans cette maison quand les journées de juillet arrivèrent. Libre alors il reprit ses travaux littéraires. Peu de temps après, il fut affilié à la société des amis du peuple, et devint le principal rédacteur d'une nouvelle feuille de l'opposition intitulée *Le mouvement*, qui se fit remarquer par la véhémence franche de ses doctrines républicaines. Le numéro de ce journal du 2 février 1832 ayant été saisi pour un article dont M. Roche se déclara l'auteur, article dans lequel il faisait entrevoir le déplorable avenir que, suivant lui, le juste milieu préparait à la France, le rédacteur se vit en butte à de nouvelles poursuites qui, jusqu'ici, n'ont eu pour lui aucun résultat fâcheux, le procès n'ayant pas encore été vidé. Toutefois, *Le mouvement* ne pouvant plus se soutenir, par suite de la crise de la librairie et par la concurrence des journaux de la même opinion, celui-ci a été obligé de se réunir à *La tribune des départements*, qui, depuis le 15 mars, paraît sous le titre de *La tribune du mouvement*. Mais M. A. Roche n'est plus le principal rédacteur de cette feuille dont la polémique, dégénérant très souvent en personnalités, ne paraît être ni dans ses principes, ni dans son caractère. Ce jeune écrivain a coopéré, quelque temps après la révolution de juillet, au *Nouveau journal de Paris*, et précédemment il avait écrit dans *La plume*, *L'album* et *Le globe*, avant que ce journal devint l'écho des disciples de Saint-Simon. Il a publié : 1° *Du duc de Rovigo et du prince de Talleyrand*, Paris, 1823, in-8° ; 2° *Histoire de la révolution française*, faisant partie de la Bibliothèque du dix-neuvième siècle, Paris, 1824, in-8° ; 3° *Albert Renaud, histoire du dix-huitième siècle, tirée de mémoires inédits sur la révolution française*, Paris, 1825, 4 vol. in-12 ; 4° *Résumé de l'histoire romaine, depuis Romulus jusqu'à Constantin*, Paris, 1826, in-18 ; 5° *Le fanatisme, extrait des mémoires d'un ligueur*, Paris, 1827, 4 vol. in-12 ; 6° *Mémoires de Levasseur (de la Sarthe), ex-conventionnel*, Paris, 1829, 3 vol. in-8° ; 7° *Discours de M. A. Roche dans l'affaire des Mémoires de Levasseur*.

**ROCHEMONT** (de). Voyez PIERRE.

**RODNEY** (GEORGE-BARON), amiral, né à Londres, vers la fin de 1717. Second fils de Henry Rodney, qui était fait amiral de Gorgues 1<sup>re</sup>, en commandant le yacht destiné à ses voyages au Hanovre, il eut ce prince pour parrain, et il en reçut son nom de Georges. Admis de bonne heure dans la marine sous de tels auspices, il devint, à l'âge de vingt-cinq ans, lieutenant de vaisseau. Il avait eu successivement sous ses ordres plusieurs bâtiments, lorsqu'étant à bord de l'*Aigle*, il prit une part très honorable au combat de l'amiral Hawke contre l'escadre de l'état-major, qui eut lieu le 23 octobre 1747. La guerre ayant cessé en 1749,

Georges Rodney conduisit le *Rainbow* à Terre-Neuve, où il prit le commandement en chef, et surveilla les établissements de pêche. Son activité lui offrait préférence un poste moins tranquille ; mais cette sorte d'inaction eut peu de durée : heureusement pour lui, la guerre éclata de nouveau. Nommé commodore à son retour en Angleterre, il échoua à la vérité dans la mission que de Boscawen, d'effectuer une descente sur les côtes de France, près de Rochefort ; mais plus tard, chargé, en qualité de contre-amiral, de bombarder le Havre, il y fit éprouver à la marine française des pertes assez considérables. Deux ans après, il rendit son nom bien plus populaire encore dans la Grande-Bretagne, en s'emparant des îles précieuses de Sainte-Lucie, de la Grenade, de Saint-Vincent et de la petite île de Saint-Pierre. Il dut à cette campagne navale le titre de baronnet et la décoration de l'ordre du bain. Il n'obtint qu'en 1771 un des principaux objets de son ambition, le titre d'amiral. Ce n'était pas le terme de ses desirs ; non seulement il attendait une occasion qui le mit au rang des premiers hommes de mer dont l'Angleterre se vante ; mais il voulait aussi faire partie du parlement. Il l'emporta en effet sur Howe, son concurrent, à Northampton ; mais dans un pays où l'or est le premier pouvoir politique, de semblables triomphes sont souvent ruineux, et Rodney se vit réduit, pour s'éparer sa modique fortune, à s'expatrier, et à passer quelques années dans l'oubli. Il ne vivait pas tellement retiré aux environs de Paris, qu'il n'y fût remarqué par des hommes influents, à cause de sa réputation de bravoure et de l'aimable originalité de son esprit. Un jour, à la table du maréchal de Biron qui aimait son entretien, il prétendit, avec une jactance à laquelle un Français eût joint plus d'urbanité, que s'il se trouvait appelé au commandement d'une flotte anglaise, il humilierait les pavillons français et espagnol. « Dans cette persuasion, dit le maréchal, pourquoi restez-vous à Paris ? — Il le faut bien, répondit l'Anglais, » ce sont mes dettes qui m'y retiennent. — Si c'est le seul obstacle, répliqua noblement le duc de Biron, vous pouvez partir, Monsieur, les Français n'ont pas coutume de redouter un ennemi de plus : demain vos dettes seront payées. » Des biographes ont dénaturé ce fait au point de supposer que ce jour-là une somme avait été offerte à Rodney pour l'engager au service de France, et qu'il avait refusé avec indignation. C'est dans un recueil anglais, comme on peut le croire, dans celui de Chalmers, que se trouve cette interprétation injurieuse, suivant laquelle une si ridicule proposition aurait été faite naïvement, et par l'entremise d'un maréchal. C'est en 1779 que Rodney, libre enfin de rentrer dans la carrière, crut ses vœux accomplis, en voyant à sa disposition vingt bâtiments de guerre pour éloigner des Antilles les navires français. Les hostilités avaient recommencé au milieu de l'année précédente, et l'escadre française destinée à la défense des colonies, était commandée par le comte de Guichen, dont les habiles manœuvres trompèrent les espérances de Rodney dans trois combats différents. En attendant une journée plus heureuse que lui réservait la fortune, il eut un engagement, au mois de février 1780, avec don Juan de Langara, qui commandait les vaisseaux de l'Espagne. Rodney en fit sauter un, en prit cinq et dispersa les autres. Il n'obtint ensuite, jusqu'au printemps de 1782, que des succès balancés ou beaucoup moins décisifs. Enfin parut le comte de Grasse. Il avait escorté un convoi de cent cinquante voiles, parti de Brest pour les Antilles françaises, et il s'était remis en mer avec les munitions destinées à l'attaque de la Jamaïque, lorsqu'il eut connaissance de l'armée anglaise. Rodney n'avait pas moins de trente-six vaisseaux. Trois jours se passèrent à attendre le moment favorable. Le 12 avril, l'Anglais, secondé par le vent, attaqua dès le matin. La défense fut opiniâtre, et se prolongea pendant dix heures. *La Ville de Paris*, de cent quatre canons, montée par le comte de Grasse, et quatre autres vaisseaux se rendirent ; la marine anglaise resta maîtresse dans ces parages. Ainsi Rodney justifia en un sens, au bout de trois années, le mot de bravade qui, en 1779, lui avait fait moins d'honneur

qu'au duc de Biran. Accueilli avec enthousiasme en Angleterre, il y reçut même les félicitations officielles des deux chambres. Il ne fut pas moins bien traité par le gouvernement. Pair d'Angleterre, baron, et jouissant d'une pension de deux cents livres sterling, réversible à ses héritiers, Rodney parvint à recueillir le fruit de ses longs travaux; mais sa santé était altérée; elle déclina de jour en jour, et il mourut à Londres dans sa soixante-quinzième année, le 24 mai 1793. La florissante colonie de la Jamaïque, que Rodney avait préservée de l'attaque la plus redoutable, proposa de contribuer pour mille livres sterling à l'érection d'un monument accompagné de la statue de cet amiral.

ROGGE (CORNELIUS), historien, né en 1761 dans Amsterdam. Il appartenait à l'église des protestants-remontants, et en fut ministre à Leyde. Il a fait quelques ouvrages assez estimés: les seuls qui trouvent encore des lecteurs sont les deux morceaux historiques relatifs aux Pays-Bas. Dans le premier de ses écrits théologiques, Rogge a voulu exposer la vraie nature du christianisme, selon les décisions de Jésus; mais il est difficile de déterminer ainsi le caractère du christianisme. Dans le seul livre qui contient les décisions de Jésus, les évangiles, il n'est point parlé en termes expressés de la partie dogmatique du christianisme; or c'est le dogme qui constitue une religion particulière. Vers le même temps, Rogge remporta un prix à Harlem, en traitant de la partie intrinsèque de la révélation chrétienne. Ce discours paraît n'avoir pas fait ailleurs beaucoup de sensation, et nous ne sommes guère à même ici d'apprécier la valeur de cette œuvre. Rogge mourut à Leyde le 17 août 1806. Voici les titres de ses principaux ouvrages: 1° *Mémoire sur la véritable nature du christianisme, selon les décisions de Jésus et des apôtres*, Rotterdam, 1794; 2° *Tableau de l'histoire de la révolution dans les Provinces-Unies des Pays-Bas*, in-8°, 1796; 3° *Histoire de la constitution du peuple batave*, in-8°, 1799 (suite du livre précédent). Un recueil posthume des *Sermons* de Rogge a été publié en 1807, accompagné d'une notice par l'éditeur.

ROLANDO, célèbre médecin italien, né en Piémont, vers 1775. Lorsque les armées françaises eurent fait la conquête du Piémont, le roi de ce pays se retira dans l'île de Sardaigne. Rolando, quoique fort jeune encore, avait été remarqué comme un sujet distingué, et il suivit son souverain en qualité de médecin. Là, privé de toute communication avec le continent, il se livra avec ardeur à l'étude des différentes parties de l'histoire naturelle, ou même temps qu'il remplissait à Sassari une chaire de médecine théorique-pratique. Il débuta par ses *Observations anatomiques*, écrites en français, et accompagnées de dix figures qu'il avait dessinées lui-même. Il a également dessiné toutes les figures des ouvrages qu'il a ensuite publiés. Il serait bien à désirer que les anatomistes pussent toujours l'imiter, car, quand il est question de représenter des objets d'anatomie, l'artiste, s'il est étranger à la science, laisse trop souvent échapper ce qu'il serait si important de faire apercevoir. Rolando avait, dans ses leçons, fait connaître les bases de l'important travail qu'il publia en 1809 sur le cerveau de l'homme. Cet ouvrage est le premier où le cerveau ait été décrit d'une manière satisfaisante, en étendant avec la plus grande attention la direction des fibres médullaires qui vont en s'irradiant de la moelle allongée vers les hémisphères. Quoique les travaux de Gall sur le même sujet fussent connus bien antérieurement à ceux de Rolando, il est cependant de toute justice de dire que ce sont les événements seuls de l'époque qui empêchèrent ce dernier de faire connaître les siens avant que Gall n'eût encore rien publié. En 1814, Rolando, de retour de l'île de Sardaigne, fut nommé professeur d'anatomie à la faculté de médecine de Turin. C'est dans cette ville qu'il publia l'ouvrage où se trouvent ses idées sur la nature des tumeurs primitives. Ce savant a été arrêté dans ses travaux par une affection gastro-intestinale à laquelle il a succombé le 30 avril 1831. Rolando a publié: 1° *Observations anatomiques sur la structure du sphinx noxi et autres insectes*, 1805, in-4°; 2° *Sur les causes de la vie dans les*

*êtres organisés* (en italien), 1807; 3° *Essai sur la véritable structure du cerveau de l'homme et des animaux, et sur les fonctions du système nerveux* (en italien). Cet ouvrage ne formait d'abord qu'un petit volume; il a été publié de nouveau à Turin, en 1825, en 2 vol. in-8°; 4° *Humani corporis fabrica, ac functionum anatomis adumbrata*, Turin, 1817; 5° *Observati sur la pierre et sur la phthisie* (en italien); Turin, 1818; 6° *Anatomia physiologica*, Turin, 1819; 7° *Signes physiopathologiques des différentes espèces d'écchymoses*, etc. (en italien), Turin, 1831. Cet ouvrage a été traduit en français, ou ne sait pourquoi; il est médiocre et beaucoup au-dessous des autres travaux de l'auteur, qui mériteraient bien mieux cet honneur. Outre les ouvrages qu'on vient d'énumérer, Rolando a écrit plusieurs mémoires qui ont été insérés dans les *Annales de l'académie des sciences de Turin*, dont il était membre titulaire. Le dernier de ces mémoires dont plusieurs exemplaires furent envoyés à Paris, traite des circonvolutions cérébrales que l'auteur appelle *proconvulsi euvulvici*. On ne doit pas omettre le *Dictionnaire périodique* de Rolando, journal mensuel, qu'il avait fondé en 1824 avec M. Martin. C'est dans ce recueil qu'il a consacré ses recherches sur l'organogénésie, ainsi que d'autres travaux de haute physiologie, qui n'ont pas reçu d'autre publication. Rolando s'était aussi occupé depuis plusieurs années de recherches d'anatomie microscopique.

ROLLA (ALEXANDRE), membre du conservatoire de Milan, et premier violon du grand théâtre de cette ville, est né vers 1760. Sa réputation est très répandue en Europe par ses concertos et ses sonates concertantes pour le violon. Habile directeur d'orchestre, il n'excellait pas moins comme *solo*. Son exécution est encore brillante et animée, quoiqu'il soit d'un âge très avancé. C'est ainsi que Gavilini, à soixante-dix ans, exécutait ses *Motives* avec tout le feu et la prestesse d'un jeune homme de vingt ans. On raconte qu'un jour Diana, jeune violoniste, se présenta à Rolla pour recevoir ses leçons. Celui-ci était alors à l'apogée de son talent; il s'y refusa, prétextant que le jeune artiste pouvait s'en passer. Diana ne pouvait pas même obtenir quelques avis, résolu de se venger. Produisant plusieurs jours, il épia les moments que Rolla jouait un de ses concertos, et variait les passages et les points d'orgue qui s'y trouvaient; il écrivit sous ses mains toutes les idées qu'il put recueillir, et s'en fit un *carnet* pour un concerto. Trois jours avant la fête dans laquelle Rolla devait se faire entendre, il annonça le désir de jouer dans une église, comme c'est l'usage en Italie. Amateurs, professeurs et Rolla lui-même accoururent pour juger son talent. Diana commença son concerto: et à mesure qu'il jouait, Rolla reconnut les idées de celui qu'il préparait pour la solennité qui devait avoir lieu dans trois jours. Il vit bien que c'était une vengeance d'artiste, et que le ruse parti à prendre était de la pardonner. Rolla n'a composé que de la musique instrumentale: elle est très recherchée des amateurs; mais pour la goûter pleinement, il faut l'entendre exécuter par lui-même ou par M. le vicomte de Marin qui a saisi parfaitement son style. L'instrument sur lequel Rolla produit le plus d'effet est l'alto; et il en joue avec tant d'expression, qu'il donne des attaques de nerfs aux femmes qui l'entendent: mais les a-t-on défendu de jouer en public des solos sur cet instrument.

ROMBERG (ANDRÉ), célèbre violoniste, né en 1765, dans un village entre Brème et Osnabrück, maître dès l'enfance de grandes dispositions pour la musique. Son père, maître de chapelle à Munster, l'entraîna, dès l'âge de six ans, sur le violon. L'année suivante, il était déjà en état de jouer en public. Il se fit de la plus étroite amitié avec son cousin, Bernard Romberg, qui s'est rendu si célèbre sur le violoncelle, par une exécution mâle et vigoureuse. Ils se traitèrent en frères, et furent toujours inséparables. Après plusieurs voyages en Hollande, en Allemagne et en Italie, les deux amis vinrent à Paris, en 1784. André se fit entendre chez le baron de Bagge, et Philidor le présenta à Vintti qui lui donna des conseils et des leçons. Pendant leur voyage en Italie, les deux frères, car c'est ainsi qu'ils s'appelaient, furent très bien accueillis

prince Rezonico, sénateur de Rome, qui leur procura la faculté, jusqu'alors sans exemple, de donner, au Capitole même, un grand concert qui eut lieu le 17 février 1796, en présence du haut clergé et de toute la noblesse. A Vienne, capitale de l'Autriche, André s'efforça de faire la connaissance de Haydn dont il admirait les sublimes compositions. Un jour, après avoir exécuté devant une assemblée brillante et nombreuse plusieurs quatuors de ce grand compositeur, le maître de la maison et Haydn lui-même l'engagèrent à jouer un quatuor de sa composition, le seul qu'il eût fait jusqu'alors. La société n'était pas dans le secret, et crut entendre un nouveau quatuor de Haydn. Le vénérable artiste protesta qu'il n'en était pas l'auteur. Depuis cette soirée, il nomma les deux Romberg ses fils en musique. En 1799, André se sépara de son frère Bernard qu'il retrouva à Paris en 1800. A cette époque, il composa pour le Théâtre Feydeau l'opéra de *Don Mendoza*, qui eut peu de succès. Il se maria en 1801, et vint, en 1808, se fixer à Hambourg où il s'était lié à Klopstock dès 1797. C'est en 1815 qu'il fut nommé maître de chapelle du duc de Gotha. Après plusieurs attaques d'apoplexie, il mourut dans cette ville, le 10 novembre 1821, à l'âge de cinquante-quatre ans. André Romberg a composé de la musique instrumentale et de la musique lyrique. De l'aveu des Allemands, ses quatuors et ses symphonies l'ont placé au premier rang de Mozart et d'Haydn. Il ne s'est pas moins distingué dans ses concertos, morceaux de piano et duos de violon. Quant à ses essais dramatiques, plusieurs de ses opéras, joués à Berlin et à Hambourg, eurent beaucoup de succès. Degodt du théâtre, il mit en musique plusieurs poèmes de Schiller, entre autres, *la Cloche*, *la Puissance du chant* et *l'Infanticide*. Dès sa jeunesse, Romberg avait aussi composé beaucoup de musique d'église, où l'on trouve l'empreinte d'une âme élevée. On cite surtout son oratorio du *Messie*, dont les paroles sont de Klopstock.

**ROMERO ALPUENTE** (D. JEAN), député aux cortès de 1830, né dans l'Aragon, vers 1752, suivait, au milieu de ses concitoyens et honoré de leurs suffrages, la carrière du barreau quand une dénonciation secrète vint l'arracher à sa province et à sa famille. Enfermé dans les cachots de l'inquisition de Murcie, il y resta plusieurs années, et n'en sortit qu'au changement qui s'opéra dans le gouvernement espagnol en 1830. Le vœu public des habitants de Murcie le désigna aussitôt pour exercer les fonctions de chef politique de leur ville, fonctions qu'il remplit par intérim. Appelé à Madrid, il fut nommé juge de l'audience territoriale et député aux cortès. Il s'y fit remarquer par un grand patriotisme, beaucoup d'énergie et une éloquence entraînant. Il fit entendre sa voix dans presque toutes les discussions qui s'élevèrent dans l'assemblée. En 1831, il demanda que le gouvernement espagnol s'interposât pour faire cesser les hostilités commencées par les Autrichiens contre Naples qui venait de proclamer la constitution. Cette proposition fut rejetée. De quel poids aurait été une prise en considération auprès de la sainte-alliance qui voulait étouffer tout désir de réforme dans l'état de l'Europe! Mais l'honneur d'avoir sollicité une mesure aussi généreuse ne cessait-elle d'en rejallir pas moins dans le public sur M. Romero. Dans la séance du 10 avril 1831, où le ministre de la guerre vint annoncer l'entrée des Autrichiens à Naples, et l'arrivée à Barcelone du colonel de Concilia et du général Popé, pour lesquels on demandait des secours, M. de Toreno et don Romero Alpuente dirent que le refus d'intervention auprès de l'Autriche était la principale cause de la défaite des Napolitains; ils accusèrent les ministres actuels d'ignorance et d'insipidité aux affaires. La violence des expressions dont ils se servirent contre ceux qui ne partageaient pas cette opinion, et le terme de *factious* qu'ils employèrent dans leurs discours, les firent rappeler tous les deux à l'ordre. C'était chez don Romero un effet de la chaleur de ses sentiments de s'emporter dans les discussions de tribune, surtout dans les questions d'opinion. Impassable au parquet, ce magistrat ne savait parler de la patrie et de la liberté devant les cortès qu'avec exaltation. Mais il y avait de la convic-

tion dans ses discours, et cette fougue oratoire ne lui faisait rien perdre de l'estime qu'on lui témoignait comme juge et comme député. Cependant, dans cette même séance du 10 avril, M. Travera repoussa l'accusation de factieux dans une violente sortie qui semblait s'appliquer à don Romero et à quelques uns de ses amis : « Les factieux, dit M. Travera, sont ceux qui ont cru que, pour prix des persécutions qu'ils ont souffertes, l'Espagne leur devait être toujours soumise; ceux qui ont affaibli l'autorité royale, laissé impunies les insultes faites à la personne du roi, suscité des révoltes multipliées, épuisé la nation par des emprunts ruineux, et compromis l'honneur de la représentation espagnole. » Dans la séance du 13 décembre, don Romero, cumulant dans un discours virulent une multitude de faits à la charge des ministres, et surtout la destitution de Mina, Riego et l'Enpencinado, demanda leur mise en accusation, et, après une réplique des ministres, la chambre adopta une adresse au roi, dans laquelle elle semblait lui conseiller, plutôt que l'exiger, un changement au moins partiel dans un ministère qui, disait-elle, n'avait pas la force morale pour gouverner. Dans une séance subséquente, une commission des cortès ayant présenté un rapport où il était fait de séditions les adresses de Seville, Murcie et plusieurs autres provinces, qui demandaient le renvoi du ministère, une longue et orageuse discussion s'engagea sur ce rapport. MM. Cortés, Romero, etc., défendirent la conduite du peuple et des autorités de Seville, comme une preuve de leur zèle à soutenir la constitution et la liberté; ils représentèrent aussi l'injustice des ministres qui, sous les prétextes les plus minutieux, avaient éloigné les patriotes les plus distingués. D'autres, MM. Calabrera, Toreno, etc., s'élevèrent avec énergie contre le droit d'insurrection défendu par les apologistes des adresses de Seville et Murcie, et enfin, après des débats vifs et souvent mêlés de reproches contre le ministère, la proposition de poursuivre tous les signataires de la pétition de Seville fut adoptée. Cette décision courageuse pour le temps fut vue avec indignation par les exaltés; elle n'eut cependant aucun résultat. En 1833, quelques mois après l'assassinat de Landaburu, officier dans la garde royale espagnole, massacré dans la cour du palais par ses soldats qu'il exhortait à ne pas faire feu sur le peuple, une société patriotique se forma sous le nom de *société landaburienne*. Romero en fut l'un des fondateurs. Il ne porta pas dans ce club toute l'exaltation des sentiments politiques qu'il déployait devant les cortès; au contraire, il en devint souvent le modérateur. On sait que ce club était divisé en deux partis : les *franc-maçons*, qui voulaient une oligarchie avec des formes monarchiques; ce parti avait à sa tête Mina, Riego et les principaux chefs de l'armée constitutionnelle; les *communes*, dont les chefs étaient Palanca, le duc del Parque, Ballesteros, Romero, Rellio, Morales, Torrijos, pour qui l'article 3 de la constitution (la souveraineté du peuple, était sacramentel). Les franc-maçons se vantaient d'avoir été les restaurateurs de la liberté en 1830, les *communes* de l'avoir sauvée au 7 juillet 1833; les uns et les autres professaient un grand respect pour le roi. La société landaburienne ouvrit sa session le 26 octobre 1833. Dans cette assemblée, dont les séances étaient plus orageuses et plus suivies que celles des cortès, les membres et les mesures du gouvernement furent exposés à de vives attaques, et souvent on y prépara les projets de loi qui étaient ensuite discutés devant les cortès. Les meneurs de ce club se flattaient de tenir tête à toute l'Europe, voulaient la guerre contre la France dont ils prévoyaient les projets, et, dans une séance présidée par Romero, le député Galiano s'écria : « Oui, la guerre sera la ruine des tyrans; union, et nous serons invincibles. » Cependant les succès de l'armée française déconcertèrent les membres de cette société qui suivirent le gouvernement à Seville et se dispersèrent aussitôt à translation à Cadix. Elle devait jouer un grand rôle dans la révolution espagnole, si cette révolution n'était pas été si tôt comprimée. A Seville, don Romero combattit avec énergie la proposition du député Galiano,

de regarder Ferdinand comme étant en état d'empêchement moral, et de nommer une régence, invective de la plénitude du pouvoir exécutif, proposition qui fut cependant adoptée à une immense majorité, car elle ne rencontra que cinq à six opposants. Ainsi c'est un honnête dût à la pureté des intentions de don Romero, accusé d'avoir affaibli l'autorité royale, de croire que ses écarts politiques n'étaient souvent en lui qu'une erreur de doctrine ou une surprise d'enthousiasme. A la restauration du pouvoir absolu en Espagne, don Romero Alpuente, qui s'était opposé à la délibération par laquelle avait été résolue la suspension du roi, fut laissé en repos dans la retraite où il alla se confiner en Aragon, décidé à ne prendre aucune part désormais aux événements politiques qui pourraient survenir dans sa patrie, et son âge avancé a dû lui rendre moins pénible l'accomplissement de cette résolution.

ROOSE (M<sup>me</sup> BRITT), célèbre actrice allemande, connue précédemment sous le nom de M<sup>lle</sup> Caroline Eckhardt, naquit à Hambourg, en 1778, et reçut sa première instruction de son père, comédien distingué et directeur du théâtre de Riga. Elle fit ses premiers débuts à l'âge de dix-huit ans, et l'année suivante le rôle de Juliette dans la *Courte irresse* (comédie de Kotzebue), et celui de Hermann, dans *Oda* (drame de Wurmser), rôles extrêmement difficiles, dont elle s'acquitta d'une manière qui lui valut l'épithète de *petite merveille*. Engagée, en 1793, au théâtre de Mannheim, elle s'essaya dans la tragédie, et y obtint des succès. En 1795, M<sup>lle</sup> Eckhardt revint à Hambourg où elle accepta un engagement en qualité de jeune première et de premier rôle. En 1798, elle se maria avec l'acteur Roose, et, en 1799, les deux époux obtinrent un engagement au théâtre de la cour, à Vienne. A cette époque M<sup>me</sup> Roose était en possession de tous les avantages désirables dans les rôles tragiques. Grande, belle, bien faite, douée d'une physionomie noble, d'un organe rauque et d'une sensibilité exquise, elle brilla particulièrement dans les rôles d'Iphigénie, Desdémone, Octavie, Jeanne d'Arc, Voluine, de Coriolan, Polyxène, Marie Stuart, etc. Le rôle où elle approcha le plus de la perfection, fut sans contredit celui d'Opélie, de *Hamlet*, et celui de Berthe, du drame intitulé : *Les Hussites devant Naumbourg*. En 1805, quoique âgée seulement de vingt-sept ans, elle eut la fantaisie de jouer des rôles de duerges, et y réussit complètement. Enfin, pour ne rien d'étranger à aucune partie de l'art dramatique, elle parut dans l'opéra allemand. De brillants succès signalèrent son entrée dans cette nouvelle carrière qu'elle quitta bientôt, s'apercevant que sa voix était trop faible pour les vastes salles d'opéra de Vienne. Au commencement de 1808, elle fit un voyage à Prague, Breslau et Ratisbonne. Dans cette dernière ville, elle joua le rôle d'Audromaque, de la tragédie de ce nom, et parut pour la première fois sur la scène avec le célèbre Island. De retour à Vienne, M<sup>me</sup> Roose fit, en juillet, sa rentrée au théâtre de la cour, par Pauline, du *Testament de l'oncle*, comédie d'Island, et joua, le 19 septembre, pour la première fois, celui de lady Macbeth, rôle dont elle avait fait, pendant de longues années, une étude particulière. Ce fut là sa dernière représentation. L'émotion qu'elle éprouva lui fit faire une fausse-couche, aux suites de laquelle elle succomba, le 18 octobre suivant, à peine âgée de trente ans. La perte que l'Allemagne a faite en cette artiste n'est pas encore réparée. On a d'elle deux portraits très ressemblants : l'un la représente dans le costume d'Iphigénie, et l'autre dans celui de Miranda, reine des Amérindiens.

ROQUEPLAN (CAMILLE-JOSEPH-ERENNE), l'un des peintres les plus distingués de notre école moderne, est né à Malmont, département des Bouches-du-Rhône, le 18 février 1808. Il vint fort jeune à Paris, et, malgré son goût et ses dispositions précoces pour les beaux-arts, il fut obligé de suivre durant un an la carrière administrative. Enfin, à l'âge de dix-huit ans, il lui fut permis de se livrer entièrement à sa vocation pour la peinture. Il eut d'abord pour maître M. Abel de Pujol, et fut ensuite élève de M. Gros. Ses premières études furent peu brillantes, et les seuls encourage-

ments dont il fut jugé digne furent une mention honorable pour un concours d'arbres, et l'honneur de concourir pour le grand prix de Rome. M. Roqueplan étudia seul le paysage. Ce fut au salon de 1831 qu'il montra les heureuses prémices de ses talents. Son *Soleil couchant* fut acheté par M. Boursault-Malherbe. Son tableau de la Comtesse de Croix poursuivie par Ducot et le duc d'Orléans, sujet tiré du *Quantin Durand* de Walter Scott, lui valut une médaille d'or. Au salon de 1834, il exposa un *Paysage historique* près du *Palais-les-Tours*, sujet tiré de *L'antiquaire* de Walter Scott, et une *Prise de vue des côtes de Normandie*, qui fut achetée par le duc d'Orléans. En 1837, M. Roqueplan réalisa les espérances qu'il avait fait concevoir aux amateurs du genre romantique. Sa *Marche d'équinoxes* est un ouvrage remarquable sous le rapport de l'effet, ainsi que de l'expression des figures, empruntées à romancier écossais. Le dessin de M. Roqueplan est plus correct dans ce tableau que dans celui de la *Mort de l'espion Moris*, qui toutefois, malgré les défauts qu'on a justement reprochés à la figure principale, a beaucoup contribué à la réputation de l'auteur. L'apparition de la dame blanche au chevalier d'Avenel est une fantasmagorie fort agréable. Les paysages de M. Roqueplan, ses marines, ses vues de Bretagne et de Normandie sont charmants. Ses études d'après nature, vivement touchées et d'une bonne couleur, offrent la manière anglaise sans l'abus du système. Dans le long intervalle entre l'exposition de 1837 et la suivante, il composa trois tableaux qui n'ont pas été vus : une *Diligence* passant sur un pont envasé par la mer, un *Jour d'orage*, la *Rentrée* et la *Sortie* de la procession. Les originaux de ces deux derniers ouvrages, qui ont été lithographiés, sont aujourd'hui en Angleterre. On a vu au salon de 1837 plusieurs tableaux de M. Roqueplan : des paysages, des portraits, des marines, entre autres une *Vue des côtes de Normandie*, achetée par le roi et placée au Luxembourg ; des châteaux de lune et une marine au pastel, et un tableau capital représentant le *Bal de l'Opéra*, sujet neuf, difficile à traiter, et où l'auteur a suppléé par la magie de la peinture à l'imitation spéciale et servile de chaque objet. Présenté au roi Louis-Philippe, devant ce tableau qui n'a été vu que pendant les derniers jours de l'exposition, M. Roqueplan obtint une mention honorable et la décoration de la légion d'honneur. Persuadé que dans la nature tout est beau et bon à représenter, cet artiste a fait de tout, même des lithographies, des albums et des aquarelles. Mais puisqu'il convient lui-même que ses ouvrages les plus estimables sont ses grands tableaux à figures, il devrait s'attacher uniquement à ce genre, après avoir prouvé qu'il pouvait réussir dans les autres.

ROQUEPLAN (LOUIS-VICTOR-NEXTER), journaliste, frère du précédent, est né vers 1805. Il étudia le droit de très bonne heure ; mais encouragé par le succès de quelques essais littéraires, il fut attaché à la rédaction du *Figaro*. Le salon de 1837 lui donna occasion de révéler un talent de critique tout neuf et tout original. Les tracasseries de la restauration s'attachèrent à la feuille dont lui et son associé, M. Victor Boissin, avaient fait une arme meurtrière contre le pouvoir et les abus de cette époque ; tous deux subirent des procès et des condamnations. La révolution de juillet 1830 les trouva à leur poste. Leurs noms figurent sur la liste des quarante-deux citoyens dont la courageuse protestation fut le premier signal de l'insurrection contre les fameuses ordonnances. Successeur de M. Latouche dans la rédaction en chef du *Figaro*, M. Nestor Roqueplan, sans cesse de maître de l'esprit dans cette feuille, semble s'y honorer de ridiculiser les saint-simoniens, et avoir perdu son indépendance en se donnant au ministère du 13 mars et au système du juste milieu.

ROSAMEL (CLAY DE CHARLES-MARIE DE CLAY de vice-amiral, commandeur de l'ordre de la légion d'honneur, est né le 5 juin 1774, à Rosamel, département du Pas-de-Calais. Son goût pour le métier de marin et ses heureuses dispositions, engagèrent son père, marchand de camp, à le lancer de bonne heure dans la carrière. Dès l'âge de treize ans, le 1<sup>er</sup> juillet 1787, il fut

embarqué, comme mousse, à bord du paquebot *le d'Orléans*, sur lequel il fit, pendant près de trois ans, le cabotage dans la Manche. Préparé par cette épreuve et par les études convenables, il entra dans la marine, le 1<sup>er</sup> janvier 1793, avec le grade d'aspirant de troisième classe. La flûte *le Chameau*, sur laquelle il faisait sa première campagne, naufraga le 26 novembre 1793, sur la côte de Saint-Domingue, à Jérémie. De cent seize hommes composant l'équipage, cinquante-six périrent. Le jeune Rosamel échappa en luttant contre une mer furieuse, il en fut quitte pour des blessures qui le retinrent six semaines à l'hôpital. Il eut ensuite la fièvre jaune, ce qui le mit hors de service pendant plusieurs mois. Ces événements auraient bien pu rebuter une inclination moins décidée que celle du jeune aspirant. M. de Rosamel parcourut tous les grades inférieurs, et s'y fit distinguer par son zèle et un mérite remarquable. Embarqué sur le vaisseau *la Convention*, qui faisait partie de l'armée commandée par Villaret-Joyeuse, il prit part aux combats livrés par cet amiral les 28, 29 mai et 1<sup>er</sup> juin 1794. Quatre ans plus tard, enseigne de vaisseau à bord du *Ucke*, expédition d'Irlande, il assista au combat que ce bâtiment soutint le 11 octobre 1798, pendant trois heures et demie, contre une division anglaise de trois vaisseaux et cinq frégates. Tombé au pouvoir de l'ennemi à la suite de cette affaire, il fut renvoyé en France comme prisonnier de guerre sur parole. Embarqué à la fin de 1801 à bord de la corvette *la Diligente*, affectée à la station des Antilles, il fut choisi par le gouverneur pour commander provisoirement pendant la maladie du capitaine titulaire. Il s'en acquitta avec distinction jusqu'au 19 août 1803, qu'il ramena ce bâtiment à Brest. A cette époque, on préparait contre l'Angleterre cette expédition fameuse à laquelle une faule coalition força de renoncer. Si l'immense appel alors fait au camp de Boulogne n'avait naturellement destiné M. de Rosamel à y servir, son zèle et son patriotisme seuls l'y auraient fait voler. Demanda par M. l'amiral Bruelz, commandant la flottille de débarquement, pour être employé près de lui en qualité d'adjutant, il resta pendant une année attaché à son état-major. De 1804 à 1809, il exerça deux commandements successifs et supérieurs, comme celui de *la Diligente*, à son gré. Le de lieutenant de vaisseau : ceux des corvettes *la Tartine* et *la Victorieux*. Il fit, dans la Méditerranée, avec ces deux bâtiments, un service continu de communication avec la Corse et l'Italie, et qu'un ennemi permanent rendait très pénible. Les corvettes ne pouvaient guère, à cause de leur faible échantillon et de leur emploi isolé, promettre à leur chef une occasion d'exercer son courage : aussi ce fut avec transport que M. de Rosamel, après avoir obtenu sur *la Victorieux*, pour prix de seize années d'une activité aussi utile que laborieuse, le grade de capitaine de frégate, passa au commandement de la frégate *la Pomone*, qui lui offrait plus d'avenir. L'affaire glorieuse qu'il soutint avec ce dernier bâtiment, et qui fut comme le pronostic de la réputation et de la fortune militaire qu'il devait acquérir, mérite d'être rapportée avec quelque détail. Une division avait été envoyée en mission dans l'Adriatique. Elle était composée de deux frégates de 44 canons, *la Pauline*, commandée par M. Montfort, capitaine de vaisseau, *la Pomone* et *la Peranne*, flûte de 26 canons, commandée par M. Satie, capitaine de frégate. Cette division se trouvait le 29 novembre 1811 à la hauteur de Palagosa, petite île au milieu du golfe, lorsqu'elle fut rencontrée par trois frégates anglaises, *l'Actée*, *l'Alceste* et *l'Unité*, de 50, 44 et 43 canons, la première commandée par le capitaine sir John Gordon. La division anglaise, plus forte en artillerie et de la différence d'une frégate à une flûte, avait encore l'avantage de la position, en sorte que le combat était inévitable ; mais il fut bientôt rendu égal par une manœuvre habile de *la Peranne* qui, ayant demandé à courir librement, se sépara de la division, et détermina ainsi la frégate ennemie, *l'Unité*, à se séparer de la sienne pour aller à sa poursuite. Presque aussitôt *la Pomone* s'engagea avec *l'Actée* ; les premières volées de M. de Rosamel furent si bien dirigées, qu'elles cau-

sèrent à cette frégate commandante des avaries dans sa mâture, qui l'obligèrent à cesser son feu et à s'éloigner pour se réparer et dégager son artillerie embarquée par la chute d'un mât. Dans ce moment, la frégate ennemie *l'Alceste*, qui ne rencontrait pas dans le commandant de la division française la même volonté de combattre, et qui voyait d'ailleurs l'embaras de sa conserve, manœuvra pour seconder cette dernière contre *la Pomone* qui, sans cela, en eût triomphé. M. de Rosamel répondit à cette nouvelle attaque avec une ardeur et une habileté qui méritaient d'être plus heureuses. Au lieu de secourir *la Pomone*, le commandant Montfort profita de cet incident pour s'éloigner du théâtre de l'action, et M. de Rosamel, abandonné, eut à soutenir, pendant près d'une heure, un second combat particulier, durant lequel il tenta deux fois, sans succès, d'aborder son ennemi. Alors la frégate anglaise *l'Actée*, qui avait pu fort à l'aise se réparer, accourut au secours de *l'Alceste*, préférant lui assurer un avantage jusque la bourgeoisie disputé par *la Pomone*, que de s'occuper à poursuivre *la Pauline* qui fuyait. M. de Rosamel, appréciant alors tout le danger de sa position, et désespérant de recevoir aucun aide de son chef, essaya, pour la troisième fois, d'aborder *l'Alceste*. Il était au moment de réussir, lorsque la quantité de boulets dont il était assailli, emporta à la fois son petit mât de hune et sa vergue de mine. *La Pomone* se trouvant alors privée de voiles sur l'avant, son mouvement d'arriver fut impossible, et elle n'eut plus qu'à répondre au feu de deux vaisseaux ennemis entre lesquels elle se trouvait placée. Dans cette situation, sa résistance fut encore opiniâtre ; mais ce n'était plus que de l'insipidité qu'aucune espérance de succès ne pouvait soutenir. Bientôt le grand mât fut coupé à quelques pieds du pont ; il tomba sur celui d'artimon qu'il entraîna dans sa chute, et brisa la roue du gouvernail. Cette immense avarie ajouta considérablement aux embarras causés par tant d'autres dommages déjà faits au corps du bâtiment, et par les nombreuses victimes d'un si vif et si long combat. Les restes du vaillant équipage de *la Pomone*, si dignement associés à la bravoure et à la gloire de leur chef, continuèrent pourtant encore cette lutte inégale : mais elle ne pouvait plus être longue. *La Pomone* démantelée entièrement, privée des moyens de gouverner, et ayant plusieurs pieds d'eau dans sa cale, se trouvait toujours entourée par les deux bâtiments ennemis qui la couvraient, à l'abord et tribord, d'un feu extrêmement meurtrier. Dans cette position désespérée, M. de Rosamel n'avait plus d'autre parti que de céder la victoire, et le pavillon qu'il avait si glorieusement défendu fut amené. Le combat de *la Pomone*, malgré cette issue malheureuse, n'en est pas moins un beau fait d'armes dont s'honore à toujours la marine française, et c'est pour cela que nous l'avons rapporté avec détail : les revers aussi ont leur gloire. L'ennemi paya un tribut généreux d'estime et de louanges à ces marins qui, si hautement abandonnés, n'avaient pas craint de combattre des forces doubles, et qui avaient montré tant de bravoure pour la défense, et quand elle ne fut plus possible, pour soutenir l'honneur du pavillon qui leur était confié. Après le combat, M. de Rosamel se rendit à bord du commandant anglais, où il reçut le meilleur accueil et les marques d'une haute estime : on lui prodigua les soins nécessaires à une légère blessure qu'il avait reçue à la tête. Il fut immédiatement conduit prisonnier de guerre sur parole à Malte, et un peu plus tard en Angleterre. Les événements de 1814 mirent un terme à sa captivité : il revint la France le 30 mai de cette année. M. de Rosamel se présenta aussitôt devant le conseil de guerre qui avait été nommé à Toulon pour examiner sa conduite dans le combat de *la Pomone* ; il y recut les justes éloges qu'il avait mérités. Les termes de son jugement et l'accueil de ses concitoyens furent sa première récompense. Le gouvernement lui donna de son côté un haut témoignage de sa satisfaction : M. de Rosamel fut fait capitaine de vaisseau. Mais l'immense réduction des armements, nécessaire par la paix générale, fit qu'il fut simplement employé à terre, d'abord à Toulon, puis à Cherbourg, jusqu'à la fin de 1817. Il quitta,

dans ce dernier port, les fonctions de major de la marine, qu'il remplissait depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1816, pour se rendre à Toulon où l'appelaient, au service de mer, une dépêche conçue dans les termes les plus honorables. Depuis, M. de Rosamel fut appelé à divers commandements où il montra les talents et les connaissances d'un véritable homme de mer, ainsi que la fermeté qu'exigent les missions du genre de celles qui lui étaient confiées. Partout où il se présenta, il fit respecter le pavillon français, et sauva souvent notre commerce des avaries où il se trouve exposé chez les nations lointaines. Les services que M. de Rosamel rendit à la marine française depuis la restauration ont été honorablement récompensés. En peu d'années, la croix de commandeur de la légion d'honneur et celle de Saint-Louis vinrent décorer sa poitrine. Il fut promu au grade de contre-amiral, appelé au conseil d'amirauté, et reçut enfin le titre de vice-amiral. Bientôt sans doute un aussi habile marin se verra appelé au grade supérieur pour récompense du zèle qu'il déploie dans le poste qui lui est actuellement confié, et ne laissera plus au-dessus de lui que cette dignité plus élevée que le nouveau gouvernement a réservée aux illustrations de la marine française, et qui, par un injuste oubli, n'avait été décernée jusqu'ici qu'à la gloire militaire, le bâton de maréchal. Depuis la révolution de juillet, le ministre de la marine a confié à M. de Rosamel la préfecture maritime de Toulon. Les journaux ont répandu dernièrement le bruit que ce vice-amiral allait quitter cette préfecture et recevoir une autre mission, mais rien n'est venu confirmer cette assertion. Ce serait, si elle était vraie, un juste sujet de regrets pour une ville attachée par estime à M. de Rosamel, qui, dans l'administration de l'arsenal de Toulon, n'a jamais refusé de s'entendre avec l'autorité civile sur tout ce qui peut contribuer à l'avantage des citoyens sans gêner le service dont il est le régulateur.

**ROSENSTEIN** (NICOLAS DE), secrétaire-d'état suédois, membre de l'académie et de plusieurs sociétés savantes, naquit le 12 décembre 1752, à Upsal. Pendant ses études, le roi le nomma, à l'âge de dix-sept ans, gentilhomme de la cour; mais il les continua néanmoins, et subit avec éclat, en 1771, l'examen exigé pour entrer dans la chancellerie royale, où il devint second secrétaire du cabinet des affaires étrangères. Le génie supérieur et les talents cultivés du jeune Rosenstein le firent de bonne heure remarquer, et c'était dans la société *Utile dulci*, où Kellgren, Edclcrantz, avec plusieurs autres hommes de lettres suédois, avaient fondé leur célébrité, que Rosenstein se fit aussi connaître. Son premier début fut un éloge du conseiller de Bjerken, prononcé dans cette société en 1780. Ce discours, remarquable par les beautés du langage et une éloquence éminente, attira l'admiration de la reine Louise-Ulrique. Cette princesse, protectrice des arts et des belles-lettres, voulant donner encore une occasion au jeune orateur de se distinguer, le chargea de prononcer l'éloge du conseiller de Stoberg, et le nomma, en 1782, secrétaire de l'académie des belles-lettres, qu'elle avait fondée elle-même. Dès cette époque, Rosenstein devint le favori de Gustave III, qui le créa secrétaire d'ambassade auprès de la cour de Versailles, charge dont il s'acquitta avec beaucoup de distinction. Pendant son séjour à Rome, en 1784, Gustave III invita Rosenstein de venir le rejoindre. Étant à Paris, après avoir quitté Rome, le comte de Creutz, ambassadeur de Suède, l'introduisit dans les cercles les plus brillants et les plus instruits, et lui fit faire la connaissance des hommes les plus remarquables de cette époque, tels que d'Alembert, Marmonnier, Condorcet, etc. A la fin de 1784, Rosenstein fut appelé à Stockholm et nommé précepteur du prince royal, avec le titre de conseiller de la chancellerie. En 1788, le roi le fit secrétaire du chancelier de l'université d'Upsal, place où il montra son ardeur et son amour pour les sciences. Les fonctions de précepteur de Gustave-Adolphe cessèrent le 1<sup>er</sup> novembre 1795, et Rosenstein reçut une pension de deux mille rixdales (environ quatre mille francs) par an, avec le titre de *landsorfding* (gouverneur de province). Rosenstein

adopta le changement du gouvernement et la constitution proclamée en 1809, et il accepta la nomination de membre de la régence. Dans le mois de juin de la même année, il fut nommé secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques. La Suède lui est redevable de plusieurs établissements pour l'instruction publique et de nombreuses améliorations. Rosenstein, devenu aveugle sur la fin de sa vie, mourut le 7 août 1814. Son buste a été placé dans la salle des séances du collège de santé à Stockholm. On a de lui plusieurs morceaux précieux pour l'étude de la langue suédoise; ils sont insérés dans les *Mémoires de l'académie de Stockholm*.

**ROTHSCHILD** (MAYER-ANSELME), célèbre banquier israélite, naquit à Francfort-sur-le-Mein, en 1743, de parents sans fortune, mais d'une piété et d'une probité exemplaires. Ceux-ci ayant remarqué dans leur fils une intelligence peu commune, le destinèrent à la carrière des lettres, et lui donnèrent une première éducation analogue à ce but. A l'âge de treize ans, le jeune Rothschild passa au gymnase de Furt, où il suivit les cours d'histoire et de philologie. De retour dans sa ville natale, après une absence de trois années, il continua les mêmes études, et cultiva dans ses loisirs la numismatique. Les connaissances étendues qu'il s'acquit dans cette science lui fournirent plus tard les moyens de se procurer d'utiles relations, et de faire avec avantage le commerce des monnaies et médailles antiques. Ayant eu l'occasion de se familiariser avec la comptabilité commerciale, plusieurs places de commis lui furent offertes. Il accepta celle que lui proposa un banquier de Hanovre, et gagna sa maison pendant plusieurs années avec le plus grand succès. Revenu à Francfort, il se maria, et fonda, sans autre capital que ses petites économies, la maison de banque qui y existe actuellement sous son nom. Son activité infatigable, sa probité et son exactitude lui méritèrent bientôt la confiance des grands financiers. Il fut chargé d'affaires importantes, et son crédit et sa fortune s'accrurent rapidement. Dans les années 1808 et 1803, M. Rothschild négocia pour le Dœrmarch deux emprunts montant ensemble à vingt millions de francs : ce furent là les premières affaires de ce genre que sa maison entreprit. Ses opérations obtinrent surtout une grande extension lorsque l'électeur de Hesse, qui avait été à même de reconnaître en lui un commerçant habile et digne de confiance, le nomma, en 1804, agent de sa cour. En cette qualité, M. Rothschild rendit des services signalés à l'électeur, entre autres, en 1806, lorsque celui-ci, par suite de l'approche des troupes étrangères, se vit obligé de quitter son pays, il lui sauva la plus grande partie de son immense fortune, et l'administra de la manière la plus consciencieuse. Depuis cette époque, M. Rothschild a reçu de ce prince des marques nombreuses d'amitié et de distinction. En 1810, époque où les Israélites hessois obtinrent la pleine jouissance des droits civils et politiques, M. Rothschild fut nommé membre du collège électoral de Darmstadt, honneur que l'électeur, devenu grand-duc, lui accorda en récompense des secours qu'il avait prodigués à ses sujets pendant la guerre. Peu de temps après, M. Rothschild fut atteint d'une maladie douloureuse qui mit un terme à ses jours, en 1815. En mourant, cet homme de bien donna sa bénédiction à ses dix enfants (dont cinq fils), et leur recommanda par-dessus tout de vivre dans la plus parfaite concorde. Ce conseil a été religieusement suivi. (Voyez l'article suivant.)

**ROTHSCHILD.** La célèbre maison de banque de ce nom qui est établie à Francfort-sur-le-Mein, et dont les succursales se trouvent à Paris, à Londres, à Vienne et à Naples, a été fondée par feu M.-A. Rothschild (voyez l'article précédent), et actuellement pour chefs les cinq fils de celui-ci, savoir : ANSELME, né le 15 juin 1773, demeurant à Francfort; SALOMON, né le 9 septembre 1774, demeurant à Vienne depuis 1816; NATHAN, né le 16 septembre 1777, demeurant à Londres depuis 1798; CHARLES, né le 24 avril 1788, demeurant à Naples depuis 1821, et JACQUES, né le 15 mai 1793, demeurant à Paris depuis 1818. Ce sont les événements politiques de 1813 et 1814 qui ont donné naissance

aux immenses opérations financières par lesquelles la maison Rothschild s'est élevée au rang qu'elle occupe actuellement dans le monde commercial. Les emprunts que cette maison a entrepris depuis 1813 pour les principaux gouvernements d'Europe forment un total d'environ six milliards, où l'Angleterre entre pour deux milliards sept cent millions, et la France pour onze cent millions. Si l'on y ajoutait le montant des subsides, indemnités de guerre, rentes, etc., que les souverains ont fait payer ou recevoir par l'entremise de MM. Rothschild, cette somme se trouve-ait peut-être doublée, et encore le chiffre que produirait cette combinaison ne donnerait-il qu'une idée incomplète de l'importance des affaires de ces banquiers, puisqu'il ne comprendrait pas les opérations qu'ils ont faites soit pour leur propre compte, soit pour celui des particuliers. La question de savoir comment des hommes privés ont pu faire des opérations si colossales a été souvent agitée : il n'est cependant pas difficile de la résoudre. Dès qu'on s'élève à des vues générales, on reconnaît bien vite que le succès des grandes entreprises dépend moins du choix d'un moment favorable que de l'application de principes fondamentaux une fois adoptés. Or il n'est pas difficile de déceler les principes auxquels, indépendamment des conjonctures favorables et d'une sage gestion, la maison Rothschild est redevable de la haute prospérité dont elle jouit. L'un de ces principes est celui qui détermine les cinq frères à entreprendre toutes leurs affaires en commun. C'était là le désir et la volonté de leur père ; aussi tout projet d'affaire, de quelque part qu'elle leur vienne, est soumise à une délibération commune : toute opération, pour peu qu'elle soit importante, est conduite d'après un plan arrêté d'avance et d'un commun accord, et tous les associés ont une part égale aux résultats. Bien que, depuis quelques années, MM. de Rothschild se trouvent dispersés en différents pays, cette circonstance ne trouble jamais l'harmonie qui règne entre eux ; au contraire, elle leur procure l'avantage de bien connaître l'état des affaires des principales places de l'Europe, et de prendre en conséquence, chacun selon sa position, les mesures que réclame l'intérêt général de leur maison. Un autre principe que les frères Rothschild ont pris pour guide, consiste à ne rechercher dans aucune affaire un bénéfice exorbitant, à renfermer toutes leurs opérations dans certaines limites, et à se rendre, autant que faire se peut, indépendants des jeux de la fortune. C'est surtout dans la stricte observation de ces règles que gît leur puissance. Nul doute qu'ils n'eussent pu tirer un bien plus grand parti de telle ou telle opération en y employant des moyens plus considérables ; mais quand même la sûreté de leurs autres entreprises n'en eût pas été compromise, ils auraient trouvé, en agissant ainsi, un moindre avantage qu'en distribuant leurs capitaux sur ces affaires nombreuses qui sont de nature à se reproduire sans cesse et dans toutes les conjonctures. Quant à l'affluence de cette dernière sorte d'affaires, elle leur est assurée par la confiance qu'inspirent leurs vastes moyens, ainsi que la circonspection, l'exactitude et la bonne foi qu'ils apportent dans toutes leurs entreprises. Le caractère personnel des cinq frères a aussi exercé une influence salutaire sur leurs opérations. Il n'est pas difficile de se faire un nombreux parti quand on possède des richesses immenses ; mais se concilier l'estime et l'affection des grands et des petits, c'est à dire de tout le monde, cela présuppose des qualités morales qui ne se trouvent pas toujours réunies à la richesse et à la puissance. Quant aux frères Rothschild, c'est par leur bienfaisance éclairée, leur empressement à rendre service, leur affabilité et leur prévenance qu'ils se sont attiré l'estime de tous ceux qui les connaissent. MM. de Rothschild ont reçu des marques de distinction de plusieurs souverains. Outre les ordres dont ils sont décorés, ils ont été nommés, en 1818, conseillers intimes de commerce du roi de Prusse, et, en 1830, conseillers intimes de finances du grand-duc de Hesse. L'empereur d'Autriche, qui leur avait conféré, en 1815, la noblesse héréditaire, les a élevés, en 1833, à la dignité de baron. MM. Nathan Rothschild et Jac-

ques Rothschild sont, depuis 1822, conseillers-général d'Autriche, le premier à Londres, le dernier à Paris.

ROUBAUD (PIERRE-JOSEPH-ANAST), naquit dans Arignon, en 1730. Ses parents, privés de fortune et chargés d'enfants, n'eurent soin de son instruction et ne le destinèrent à la profession ecclésiastique pour laquelle il ne montra jamais beaucoup de penchant, que parce qu'ils lui virent, dès ses premières années, une grande disposition à l'étude. Il ne tarda pas à se rendre à Paris, dans l'idée d'y devoir à sa plume des moyens d'existence, et il y eut des amis à cause de ses qualités personnelles ; mais conservant une heureuse indépendance, il ne pouvait se procurer qu'une lente réputation et de faibles ressources. Il crut voir dans le système des économistes un grand but d'utilité publique : ce fut avec la sincérité du zèle qu'il devint un de leurs plus ardents sectateurs ; en conséquence, il prit une part très active à la publication de plusieurs journaux sur des questions relatives au commerce des grains et à la culture des terres, depuis 1759 jusqu'en 1774. Dans ses *Lettres au chancelier Zaach*, il critique un peu amèrement les dialogues ingénieux de l'abbé Galiani sur le commerce des bles ; mais il n'a pas été traité lui-même avec moins de sévérité par Linguet, dans les derniers cahiers du *Journal de politique et de littérature*. L'abbé Roubaud s'occupait en même temps d'un ouvrage plus utile et plus considérable, d'une histoire non pas universelle, mais moins éloignée de l'être que celle de Bossuet. Lissant l'Europe explorée par tant d'autres historiens, il s'embrace, dans un tableau qu'il a complété jusqu'à l'époque où il écrivait, les événements politiques et les révolutions morales des autres parties du monde. Non seulement il s'était procuré sur les déchirements de la Perse et sur l'asservissement d'une partie des Indes des renseignements très récents, qui avaient manqué pour l'histoire générale faite en Angleterre ; mais encore sa narration rapide, ainsi que la sagesse de son plan, furent généralement approuvées. Toutefois cet ouvrage si moderne a déjà vieilli. L'auteur parait avoir fait un choix judicieux dans les matériaux qu'il a pu réunir ; mais depuis ce temps, la connaissance des langues orientales ayant fourni des documents et plus sûrs et bien plus nombreux, l'histoire de l'Asie peut être considérée comme un sujet encore neuf, non moins pour l'appréciation des faits que pour ces faits mêmes. On a regretté de ne pas trouver dans le style de Roubaud cette absence de toute prétention, cette noble simplicité que demande surtout un ouvrage instructif et de longue haleine. Il a reconnu lui-même cette erreur de goût, et il s'en est préservé dans les derniers volumes qui concernent l'Amérique. Peut-être aussi a-t-il trop déshérité à l'idée, long-temps méditée, de ceux qui veulent avant tout que l'histoire plaise à peu près à la manière du roman ; il faut alors, afin de ne pas refroidir ce genre d'intérêt, s'abstenir de toute preuve réelle d'exactitude, de toute marque d'attention pour les lecteurs studieux. Au contraire, le véritable historien ne néglige ni les citations qui le justifient, et qui, au besoin, facilitent des recherches ultérieures, ni les indications chronologiques, ni même une table des matières. Malgré ces critiques, l'histoire de Roubaud a joui d'une estime méritée. En 1779, il s'occupa de nouveau d'un écrit périodique sur le commerce et l'agriculture. Tant de travaux sur l'économie politique auraient pu améliorer sa situation, s'il avait eu plus de souplesse dans le caractère. Ses talents pour l'administration lui firent faire quelques avances par le gouvernement, qui même le consulta plus d'une fois ; mais comme il s'attachait surtout à signaler les abus, au lieu d'être employé, il encourut la peine de l'exil en 1778. Cependant, l'année suivante, il fut rappelé de Normandie par Necke, et même il se vit gratifié d'une pension de trois mille francs. On croit qu'il avait profité du loisir auquel semblait le condamner sa disgrâce, pour revenir à ses premiers goûts littéraires, et continuer le livre auquel son nom restera surtout attaché, les *Nouveaux synonymes français*. Il rappela dans sa préface qu'il s'était exercé dès le principe sur ce sujet, et que son travail avait fait quelque sensation dans le temps. On ne sait plus même le titre de ce premier



écrit de sa jeunesse; mais les *Nouveaux synonymes* furent bien accueillis en 1785, et l'année suivante, le prix d'utilité fut décerné à l'abbé Roubaud par l'académie française. L'abbé Girard avait ouvert la voie; mais si son successeur n'a pu mieux faire, il a fait plus, et n'a pas moins bien réussi. Il s'est embrassé avec plus de développements et non moins de sagacité, un plus grand nombre d'analogies. Ses définitions raisonnées, ses exemples bien choisis, le soin de donner, autant que possible, l'étymologie des mots et d'en déterminer les racines, ont rendu classique ce livre un peu trop gros toutefois par un certain luxe de citations. Au commencement de la révolution, Roubaud entreprit la défense des prétentions du saint siège sur Avignon. C'était du moins montrer alors quelque courage, et il le fit avec désintéressement. Le nonce Lugini étant chargé de lui remettre une boîte d'or et une bourse de cent louis, il l'accepta que la boîte. Une maladie violente l'enleva en peu de jours, vers le commencement de novembre 1793. Au milieu de graves événements politiques, la mort d'un littérateur qui, étranger à toutes sollicitations, n'avait guère été vu dans le monde, fut si peu remarquée, que la plupart des biographes n'ont pu en dire l'époque, ou bien ont commis en cela une erreur de quelques années. On le désigne même dans le décret du 3 janvier 1795, au nombre des hommes de lettres auxquels la convention décernait des gratifications; celle qui l'eût concerné montait à deux mille francs. Ses ouvrages périodiques et autres sont : 1° *Journal du commerce* (publié avec le Camus), Bruxelles, 1789-1792, 26 vol. in-12; 2° *Journal d'agriculture, du commerce et des finances*, 1764-1774, rédigé avec Dupont de Nemours, etc.; Mirabeau même y a pris part; mais le nom de Roubaud n'y a été attaché que depuis le commencement de 1773; 3° *La politique indienne, ou Considérations sur les colonies des Indes orientales*, Amsterdam, 1768, in-8°; 4° *Représentations aux magistrats* (sur le commerce des grains), 1769, in-8°; 5° *Récréations économiques, ou lettres au chevalier Zanobi*, 1770, in-8°; 6° *Histoire de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique*, Paris, 1770-1775, 5 vol. in-4°, ou 15 vol. in-12; 7° *Journal d'agriculture, commerce, arts et finances*, pendant les années 1779-1783, 15 vol. in-12; 8° *Nouveaux synonymes français*, Paris, 1785, 4 vol. in-8°, et la même année 4 vol. in-12, avec une épître à l'académie. Après la mort de Roubaud, on en a fait, sous le titre de *Synonymes français*, une édition dédiée à la convention, 1796, 4 vol. in-8°. L'abrégé de ces mêmes *Synonymes* fait partie du *Dictionnaire des synonymes français*, Paris, 1801, 3 vol. in-12, ou Paris, 1810, 4 vol. in-12. Un *Eloge de saint Louis*, à l'occasion duquel Roubaud reçut une gratification, paraît n'avoir pas été imprimé, non plus que ses *Questions politiques sur Avignon et sur le comtat*.

ROUBAUD (Joseph-Maria), frère de l'auteur des *Synonymes*, naquit dans la même ville, en 1753. Il a obtenu plusieurs succès littéraires, et ses vers latins sont au nombre de ceux que les modernes regardent comme d'heureuses imitations. Il avait pris la robe de la compagnie de Jésus. Après l'abolition de l'ordre, il se rendit à Paris; mais en 1776, le privilège du *Journal d'Avignon* étant rétabli, l'abbé Roubaud partit pour aller le réviser sur les lieux, et se fixa ainsi dans sa ville natale, où il se livra en même temps à d'autres travaux. Il a traduit, ou plutôt perfectionné, sous le double rapport de la pensée et du style, deux ouvrages italiens de l'abbé Marconi, les *Vies des bienheureux Benoit Labre*, et *Laurent de Brindes*. Les *Sermons* de l'abbé Roubaud n'ont pas été imprimés, et paraissent perdus, ainsi que quelques autres écrits. Les commotions politiques contribuèrent sans doute à l'éloigner du département de Vaucluse dans ses dernières années. Il mourut à Paris, le 26 septembre 1797.

ROUBO (Jacques-André), artisan recommandable par ses talents et ses connaissances, et plus encore par le bon esprit avec lequel il se contenta toujours d'exceller dans sa profession; c'était celle de son père; il ne fit servir qu'à sa perfectionner lui-même l'éducation qu'il avait reçue. Mathématicien, dessina-

teur, mécanicien, autant que le demandait la théorie de son art, et non moins habile dans la pratique, il usa de la protection du duc de Chaulnes pour présenter à l'académie des sciences son premier traité, *L'art du menuisier*; c'était en 1769, et il avait trente ans. D'après le rapport de la commission chargée de l'examen de ce livre, l'académie ne balança pas à l'admettre dans le recueil des *Arts et métiers*. Elle se décida même à demander pour l'auteur la maîtrise qui lui fut accordée par arrêt du conseil, avec l'honorable exemption des droits d'usage. Ces distinctions attirèrent tous les regards sur Roubo, et ce fut en lui qu'on eut confiance pour les entreprises les plus difficiles. La coupe si généralement estimée de la halle aux laines fut son ouvrage. Il fit aussi l'escalier de l'hôtel de Marbeuf, ainsi que la couverture de la halle aux draps. Il ne cessa point de consacrer ses loisirs aux diverses études qui lui étaient déjà familières. Ses travaux qu'il dirigeait et ses devoirs de famille suffisaient à ses vœux, ou lui tenaient lieu d'ambition, et il joignait à cette activité un dévouement digne en effet d'un esprit aussi droit et aussi studieux. Roubo faisait partie de la garde nationale en 1790; quoiqu'il portait, il voulut assister à la fête de la fédération; mais cette fatigue abrégée son jour. Il mourut dans les premiers mois de 1791, à Paris, où il était né. Par un décret de la convention, en date du 4 septembre 1795, sa veuve reçut un secours de trois mille francs. Roubo a laissé trois traités : 1° *L'art du menuisier*, 1769-1775, 4 vol. in-fol. Des principes de géométrie pratique, assez élémentaires pour des ouvriers, sont placés en tête. La menuiserie proprement dite, ses outils, etc. occupent la première partie; la seconde traite surtout de la décoration, et la troisième des voitures, des meubles et des jardins, dans leurs rapports avec la menuiserie. Toutes les planches de cet ouvrage sont d'après les dessins de Roubo; 2° *Traité de la construction des mâtures et des machines théâtrales*, 1777, in-fol. de 67 pages, avec 10 planches. L'auteur y a exécuté de son plan que la première partie, dans laquelle il parle des théâtres chez les anciens, et propose ensuite des moyens d'éviter les inconvénients attachés, en organe, à la plupart des constructions modernes. Il aurait examiné dans la seconde partie le jeu des machines, ce qui a été fait depuis par Boulet; 3° *L'art de layetter*, 1782, in-fol. de 27 pages, avec des planches dessinées et même gravées par l'auteur.

ROUGEMONT (Génoas de), procureur-général et l'un des quatre présidents du conseil d'état de la principauté de Neuchâtel, naquit à Neuchâtel en 1758. La famille dont il sortait avait, en divers temps, donné à l'état des serviteurs habiles et dévoués. Ses parents l'envoyèrent faire ses études à l'université de Göttingue, où il se distingua par ses succès, et dès 1788, à peine parvenu à sa trentième année, il entra dans le corps dirigeant chargé du gouvernement de la principauté de Neuchâtel. Il en devint de bonne heure l'un des chefs; mais il ne dut ce titre qu'à son rang d'ancienneté. Dès lors il marcha à la tête de ses collègues. L'opinion que donnaient de cet homme d'état une supériorité de vues et une énergie de volonté nécessaires pour contenir un peuple peu nombreux, mais divisé en corporations qui ont le droit de discussion des intérêts publics, cette opinion lui donna un ascendant tel qu'il fut pendant vingt ans l'âme de toutes les opérations du gouvernement de son pays. La place de procureur-général qu'il occupait en même temps près du conseil lui donnait accès dans tous les secrets de l'administration. La principauté de Neuchâtel, bien que soumise à la Prusse depuis plus d'un siècle, est régie par ses propres constitutions; c'est un état à part et hors de la monarchie prussienne. La liberté civile y existe avec plénitude, mais avec mesure, et il faut rendre cette justice aux princes de la maison de Brandebourg de reconnaître que loin de contrarier l'attachement de cette petite république à ses formes constitutionnelles, ils l'ont au contraire encouragé; c'est là sans doute une des causes de la félicité des Neuchâtelois envers leurs seigneurs, félicité qu'ils ne démentent point aujourd'hui, où des troubles éclatent si fréquemment dans Neuchâtel et Valangin.

qu'on voudrait soustraire à l'influence prussienne; mais ce sont des gens étrangers au pays qui fomentent ces troubles. En 1806, la principauté de Neuchâtel fut cédée au prince Alexandre Berthier, et le petit état craignit de voir s'écrouler l'ensemble des institutions par lesquelles il avait prospéré. Ce qui pouvait diminuer les inquiétudes à cet égard, c'est que le possesseur de ce chef militaire montrait assez d'indifférence pour les changements. Il envoya à Neuchâtel un délégué pour y exercer les fonctions du gouvernement. Ce délégué, le baron de L..., était un homme sage, modéré et ami du bien. Après de longues conversations avec M. de Rougemont sur la constitution neuchâteloise et les garanties qu'elle présentait, il écrivit à Volney, ami du prince Berthier, qui pénétra la cause de Neuchâtel auprès du maréchal, et il n'y eut aucune réforme dans la constitution. M. de Rougemont posséda sous le nouveau gouvernement la même influence qu'il avait eue précédemment. Il profita de cette influence; il s'occupa de mesures utiles au bien général avec un zèle non pas nouveau, mais mieux secondé. On ouvrit de nouvelles routes, on répara les anciennes; et les communications, si nécessaires dans un pays aussi industriel et aussi commerçant, furent soigneusement étendues et rendues faciles en même temps. M. de Rougemont, exerçant son activité sur le corps même auquel il appartenait, rétrécit autant qu'il pouvait le privilège qui réservait tous les emplois du gouvernement à un certain nombre de familles. Les événements de 1814 amenèrent un nouvel ordre de choses. M. de Rougemont contribua à donner à son pays la forme d'administration qui s'y établit alors. Neuchâtel fut incorporé à la Suisse, et, chose remarquable, on vit faire partie de cette république fédérative un état soumis à l'autorité d'un prince dont la voix ne peut cependant, toute puissante qu'elle est, gêner les délibérations. En 1814, M. de Rougemont se rendit à Paris auprès des ministres de la sainte alliance, et il obtint quelques modifications aux actes qui réglaient l'état intérieur de son pays. C'est après avoir ainsi mis la dernière main à son organisation politique, qu'il abandonna les affaires et entra dans la retraite. Il est mort à sa campagne de Saint-Aubin, près de Neuchâtel et d'Yverdon, au commencement de l'année 1845. Ce n'est pas seulement dans la carrière de l'homme public que se manifestèrent l'ardeur et l'activité de son esprit; les hautes questions de politique et d'administration lui étaient familières et il aimait à s'en entretenir. Sa conversation abondait en traits vifs et piquants et en observations profondes. Il était membre de quelques unes des sociétés qui se sont formées en Suisse en assez grand nombre, et qui, en s'occupant d'objets qui ont un but d'utilité publique, ont aussi une vue plus générale, celle de rapprocher entre eux des hommes que la tendance de chaque canton à s'isoler tiendrait éloignés, au grand détriment de l'esprit public. M. de Rougemont a laissé un fils que des talents naissants et des qualités aimables recommandent déjà à l'attention de ses concitoyens.

ROUSSEAU (JEAN), sénateur et comte de l'Empire, né en 1740, à Vitry-les-Reims, en Champagne, mort à Clâtillon, près Paris, le 7 novembre 1813. Son père, qui était un riche cultivateur de vignobles, lui fit donner une éducation soignée dont le jeune Rousseau sut profiter. En quittant le collège de Reims, il fut reçu dans la congrégation de l'Oratoire et alla enseigner l'hydrographie à Nantes. Le duc d'Aiguillon et le comte de Chabillant, qui passaient la plus grande partie de l'année en Bretagne, lui confièrent l'éducation de leurs enfants. Rousseau habitait Montlémar où il administrait les affaires et les biens de ses élèves, quand les états-généraux furent convoqués; il parut qu'il vint alors habiter Paris. Partisan modéré de la révolution, il fut élu, en 1793, député suppléant de cette ville à la convention nationale, où il ne prit séance qu'après le procès de Louis XVI. Il s'y fit peu remarquer. Le 27 octobre 1795, il s'opposa avec beaucoup de fermeté à la mise en liberté de Rossignol et de Daubigny, demandée par le Gendreau et leurs amis, partisans du régime terroriste. Le discours qu'il prononça dans cette occasion, l'horreur qu'il inspira

pour les crimes de ces deux scélérats n'empêchèrent point la convention de les comprendre dans le décret d'amnistie pour les délités révolutionnaires, qu'elle proclama le lendemain. Ce décret avait été rendu par la nécessité. La convention menaçait par les royalistes et les sections de Paris armes contre elle, cherchait des défenseurs jusque dans les prisons. Après la session conventionnelle, Rousseau fut appelé au conseil des anciens. Il y fit plusieurs rapports sur les finances, fut nommé commissaire pour surveiller la comptabilité, puis secrétaire du conseil, le 21 novembre 1796. Peu de temps après il fit annuler les élections de Saint-Domingue qu'il représentait comme inconstitutionnelles. Il appuya la loi des otages, mesure adoptée contre les nobles et anoblis; il la motiva juste et utile au salut de l'état. A l'expiration de son mandat, en mai 1798, Rousseau fut réélu au conseil des anciens par le collège assemblé à l'Institut. S'étant ensuite prononcé pour la révolution du 18 brumaire, il devint un des membres de la commission chargée de proposer à la France la nouvelle constitution du 3 nivôse an 8, et fut nommé au sénat. Plus tard, Napoléon le créa comte, et le décora de la croix de commandeur de la légion d'honneur. Rousseau a coopéré au *Journal de Genève*, et il a fait insérer plusieurs odes et divers morceaux dans les recueils de son temps; il est aussi l'auteur du *Discours préliminaire du Résumé général des cahiers et doléances des bailliages*, par Prudhomme et Laurent de Mézières, Paris, 1799, 3 vol. in-8°. Mais un ouvrage de moindre importance, et qui a beaucoup plus fixé l'attention et excité des réclamations multiples, c'est une lettre insérée dans le *Moniteur* du 30 germinal an 6, appendice explicatif aux papiers trouvés chez Durand de Maillane, insérée dans la même feuille, le 30 germinal an 6. Dans cette lettre Rousseau essayait de démontrer l'intelligence qu'il prétendait exister entre les membres du tribunal révolutionnaire de Paris, ceux du comité de salut public et les chefs de l'émigration de Colobent. L'influence de ces chefs sur les hommes qui opprimaient la France n'est pas encore une certitude historique bien établie; et quelque recommandable que fût Rousseau par la droiture de sa conduite et de ses intentions, quelque étranger qu'il se fût toujours montré aux intrigues des divers partis, on dut le blâmer d'avoir donné une confiance aussi peu mesurée à des pièces dont l'authenticité n'a jamais été démontrée.

ROUSSIN (ALAIN-RENÉ), vice-amiral, membre de l'académie des sciences, commandeur des ordres de Saint-Louis et de la légion d'honneur, est né à Dijon, le 21 avril 1781. Il entra dans la marine à l'âge de douze ans, et fut embarqué comme mousse sur une des canonnières qui détendaient la rade de Dunkerque. Il courut quelques dangers à l'expédition d'Irlande, et il fut reçu aspirant de première classe dès qu'il eut accompli sa vingtième année. Promu au grade d'enseigne de vaisseau, il embarqua sur la frégate la *Sémillante*, et fit toutes les campagnes de cette frégate, à bord de laquelle il resta près de six années dans divers grades. Ainsi M. Roussin se trouva aux cinq combats glorieux que la *Sémillante* engagea ou soutint dans les mers de l'Inde, pendant les années 1804 et suivantes; le premier, de deux heures et demie de durée, en division de l'amiral Lincoln, contre le vaisseau anglais le *Centurion* et les forts de Vessigapatnam; ce bâtiment ne dut son salut qu'à la protection de la côte sur laquelle il se réfugia; le second, de trois heures et demie, seul, contre la *Phœbe* et le brick le *Barrier*, aux îles Philippines; le troisième, contre le vaisseau anglais le *Sceptre* et la frégate la *Cornwallis*; le quatrième, d'une heure, seul, contre la frégate anglaise la *Dedaigneuse*, dans le canal des îles de France et de Bourbon, pendant la nuit du 25 au 26 novembre 1807, et le cinquième contre la frégate anglaise la *Terpikore*, de 40 canons de 16, sous l'île de Ceylan, dans la nuit du 15 au 16 mars 1808. Les deux frégates, séparées, pendant un grain suivi de calme, ne purent se retrouver. La frégate ennemie, extrêmement maltraitée, ne tira plus; elle avait éprouvé une explosion de poudre qui lui avait mis cinquante hommes hors de combat, et elle aurait infailliblement

surcombé si l'accident avait pu durer encore une demi-heure. Le *Moniteur* de 1809 a donné les détails les plus intéressants sur ces combats célèbres dans les fastes de la marine française. Pendant le séjour de la *Sémillante* dans l'Inde, cette frégate, restée seule de la division Linois, pendant quatre ans, fit à l'ennemi un tour de plus de dix-sept millions. En 1807, M. Roussin fut fait lieutenant de vaisseau provisoire, à l'Île-de-France : ce grade lui fut confirmé en France en 1808. Au mois de mai de cette année, la *Sémillante* ayant été jugée hors de service, il s'embarqua, en qualité de second capitaine, sur la corvette l'*Iraa*, de 14 canonnades de 18, chargée d'une croisière dans le golfe Persique et dans celui du Bengale. Après plusieurs mois de mer et plusieurs captures sur les Anglais, rencontrée, le 28 octobre 1828, par la frégate de cette nation la *Moderne*, de 44 canons de 16 et de 32, cette corvette soutint un combat de nuit de deux heures et demie, à portée de fusil, et n'amena son pavillon qu'après avoir été totalement désemparée et au moment de couler bas. Les journaux de Calcutta de cette époque (novembre 1808) contiennent les éloges qui furent donnés à la corvette l'*Iraa*, dont les deux capitaines furent logés au palais du gouvernement par estime de leur conduite. Revenu à l'Île-de-France par échange, le lieutenant de vaisseau Roussin s'embarqua sur la frégate la *Minerve*, et assista à plusieurs actions brillantes, entre autres à la bataille livrée devant le grand port de cette île, les 30, 31 et 23 août 1810, par la *Bellone* et la *Minerve*, contre quatre frégates anglaises. M. Roussin rentra en France, après huit années d'activité continue dans les mers de l'Inde, au mois de mars 1811, et il fut présenté à l'empereur, qui lui donna publiquement des éloges sur sa conduite et souhaita qu'il eût beaucoup d'imitateurs. Ce ne fut que quelques mois après la restauration que M. Roussin, qui avait, depuis sa rentrée en France, fait le plus grand mal possible au commerce anglais dans les mers du nord, fut fait capitaine de vaisseau : il fut en même temps nommé chevalier de Saint-Louis. Pendant les événements des cent jours, le capitaine Roussin resta à Brest au milieu de sa famille. Au second retour des Bourbons, ce fut lui que le préfet maritime de ce port envoya, en son nom et en celui des officiers, porter à Paris leur adhésion au nouvel ordre de choses. Il reçut du ministre de la marine, M. de Jaucourt, les éloges les plus étendus de sa conduite à Brest. Il avait, en effet, employé tous ses moyens à organiser un corps d'officiers sans emploi destiné à la défense des côtes. Ces éloges auraient dû au moins le garantir des persécutions qu'on prétendit alors ne vouloir diriger que contre la déloyauté. Mais la calomnie n'est pas scrupuleuse sur le choix de ses victimes, et quand par malheur, comme il arriva, le pouvoir l'encourage et la récompense, son audace et son impudence ne connaissent plus de mesures. C'est ce que l'on vit bientôt. Le ministre successeur de M. de Jaucourt comprit le capitaine Roussin dans les six cents officiers qu'il raya des listes de la marine, sans grade, sans pension de retraite, sans même les avoir entendus. Mais cette injustice fut loyalement réparée par le ministre, qui, dans une audience particulière accordée à M. Roussin, avoua qu'il avait été trompé. Il ordonna que ce capitaine fût réplacé sur les listes. Depuis ce moment, la confiance qu'il méritait par son zèle et la loyauté de ses services lui fut entièrement rendue, et il ne cessa d'en recevoir des témoignages. Au mois de décembre 1816, il fut chargé, avec deux bâtiments, de l'exploration hydrographique des côtes occidentales d'Afrique, afin de rectifier la position de ces côtes, et principalement du banc d'Arquin, sur lequel la frégate la *Méduse* venait de faire un effroyable naufrage au mois de juillet précédent. Il employa seize mois à cette mission, qui embrassa dans cette campagne un espace de quatre cent vingt lieues de côtes, et produisit la rédaction complète des cartes de cette partie de côte et les instructions pour la fréquenter avec sécurité. En 1818, il reçut pour récompense de ce travail la croix d'officier de la légion d'honneur. L'année suivante, M. Roussin fut chargé, avec deux autres bâtiments, de faire l'hydrographie des côtes du Brésil. Il y consacra dix-

neuf mois, et en rapporta tous les documents qu'exigeait la construction d'un recueil complet de cartes qu'aucun peuple ne possédait sur ce pays, ainsi que les instructions nécessaires aux navigateurs qui le fréquentent. Au nombre des renseignements les plus importants que procura cette expédition, on peut remarquer la description du groupe des Albornos que M. Roussin reconnut dans tous ses détails, et celle de la rive de Manoc-Luis, école des plus dangereux, qu'il retrouva et dont il détermina exactement la position. Les documents fournis par cette campagne embrassent neuf cents lieues de côtes orientales de l'Amérique, et sont recueillis dans la *Pilote du Brésil*. Au mois de septembre 1821, M. Roussin prit le commandement des forces destinées à stationner sur les côtes de l'Amérique méridionale. Pendant vingt-six mois que dura cette campagne, il protégea les intérêts du commerce français, et fit respecter notre pavillon partout où il le porta. Cette mission lui valut le grade de contre-amiral, auquel il fut promu en 1822. Un peu plus tard et comme il était à la mer, on le désigna pour faire partie du conseil d'amirauté qui venait d'être créé (4 août 1822). Cette nomination était d'autant plus honorable pour M. Roussin qu'il était le plus jeune des officiers-généraux de la marine. Pendant les trois années qu'il siégea à ce conseil, M. Roussin a pu s'honorer d'avoir efficacement concouru à l'adoption des grands institutions que la marine sollicitait depuis dix ans. Il fut successivement rapporteur de six délibérations relatives au rétablissement des équipages de ligne et des préfectures maritimes, à la création de volontaires et à l'éducation des élèves de la marine, sur les vices de laquelle il publia, en 1826, un mémoire qui détermina les améliorations qu'on y remarque aujourd'hui, et dont l'une d'elles est l'établissement du vaisseau-école à Brest. Dans les commencements de l'année 1828, M. le contre-amiral Roussin prit le commandement d'une escadre qui allait demander au gouvernement brésilien la réparation des dommages causés à notre commerce par la flotte qui bloquait Buenos-Ayres. Sept de nos bâtiments marchands avaient été capturés par cette flotte, et il s'agissait à la fois de faire reconnaître le droit maritime proféré par la France, dont l'infraction occasionnait ses plaintes, et de régler le mode et la quotité des dédommements qu'elle réclamait. Les négociations entamées sur ce sujet par le ministre du roi au Brésil n'ayant pas eu de succès, on s'était décidé à les appuyer au besoin par la force. La conduite du contre-amiral Roussin devait donc être pacifique ou hostile, selon les circonstances : pacifique d'abord, afin d'épuiser toutes les chances possibles d'un accommodement également désirable dans l'intérêt des deux nations ; hostile, si cet accommodement ne pouvait pas être obtenu. Ce double caractère exigeait l'union de la conciliation à la fermeté. Avantagusement connu au Brésil pendant ses premiers voyages, et honoré des bontés de l'empereur don Pedro, qui l'avait décoré de l'un de ses ordres, M. Roussin put réunir ces conditions. La réparation fut obtenue, mais non sans peine, non sans menaces et sans démonstration d'hostilité. Au commencement de 1830, M. Roussin fut appelé à l'instituer dans la section de géographie et de navigation. À la fin de cette année, il fut nommé préfet maritime à Brest, et il y arriva au moment de mettre à exécution l'ordonnance du 8 décembre, concernant l'organisation des ouvriers de la marine en bataillons. Cette ordonnance, qui retirait des rangs de la garde nationale de la ville les ouvriers du port, était présentée par la malveillance comme injurieuse pour eux-ci ; son exécution éprouvait de nombreuses et graves difficultés, et le contre-amiral Roussin eut à lutter contre beaucoup de préventions et des attaques rancieuses, principalement de la part du journal qui venait de s'établir à Brest. Il parvint cependant à faire exécuter les ordres du gouvernement et à déromper les ouvriers touchant leur formation en compagnies : ces oppositions cessèrent, et l'autorité du général prévalut sur les désordres qui avaient précédé son arrivée à Brest et compliqué les premiers actes de son administration. Il continuait de donner ses soins aux travaux de la

prefecture, lorsqu'apprenant que nos rapports avec le gouvernement de don Miguel prenaient un caractère hostile, il offrit ses services au ministre au cas où la marine aurait à agir dans cette circonstance. Sa demande fut accueillie : le gouvernement français envoya dans le Tage une escadre pour obtenir réparation du gouvernement portugais, et M. le contre-amiral Roussin mit son pavillon sur la frégate la *Guerrière*. L'escadre était composée de six vaisseaux, trois frégates, une corvette, deux bricks et un aviso. Au moment de forcer l'entrée du Tage, l'un des vaisseaux, le *Maréngo*, et successivement l'*Algésiras*, le *Suffren* et toute la ligne tirèrent, et, dans cet instant, le fort Saint-Julien fut couvert de la mitraille française; le feu de la tour Bugio fut presque entièrement éteint, et les deux forts furent bientôt réduits au plus misérable état : à cinq heures, l'escadre était mouillée sur les quais de Lisbonne, en face du palais du gouvernement. Ainsi disparut un prestige qui faisait la force de ce gouvernement orgueilleux et que l'Europe entière partageait. Le Tage ne fut plus réputé inattaquable du côté de la mer. Vaincu par la force, le gouvernement portugais céda, et envoya incontinent son adhésion à toutes les demandes de la France. Le 14 juillet 1836, M. Roussin conclut un traité dont tous les articles furent exécutés le même jour. Il portait la mise en liberté des Français incarcérés pour délits politiques, la cassation de leurs sentences, la restitution des juges qui les avaient prononcés, des indemnités pour plusieurs Français, huit cent mille francs pour les frais de la guerre, et la publication officielle de tous ces faits. La nouvelle de ces événements parvint à Paris la veille de l'ouverture de la session des chambres, et leur mention dans le discours de la couronne excitait un sentiment général de satisfaction. Le 36 juillet, une ordonnance royale promut M. le contre-amiral Roussin au grade de vice-amiral. Après avoir terminé la mission qui l'avait conduit dans le Tage, il utilisa son séjour en traitant avec le gouvernement portugais de plusieurs objets d'intérêt national. Il établit à Lisbonne un agent français; il obtint l'abrogation de plusieurs usages vexatoires dont ses compatriotes étaient victimes tant à leur arrivée que pendant leur séjour en Portugal. Les ordres du gouvernement rappelant le vice-amiral Roussin, il lui fut enjoint d'emmener l'escadre portugaise. Il avait offert de rendre les bâtimens qu'il avait capturés en échange des prisonniers politiques détenus dans les prisons. Cette noble demande ayant été rejetée, il fit sortir huit prises portugaises, avec ordre de l'attendre en dehors du Tage, et le lendemain, après avoir remis le commandement de sa flottille, il partit et fit route pour Brest, où il arriva le 4 septembre. Il y est encore aujourd'hui comme préfet maritime. La rapide analyse que nous avons présentée de ses campagnes et de ses travaux justifie pleinement les hautes faveurs que nos deux derniers gouvernements se sont plu à répandre sur M. le vice-amiral Roussin. Il a publié : 1° *Reflexions sur l'éducation des chefs de la marine royale*, Paris, 1836, in-8°; 2° *Le pilote du Brésil, ou description des côtes de l'Amérique méridionale situées entre l'île de Santa-Catharina et celle de Maranhac; cartes et plans de ces côtes, et instructions pour naviguer dans les mers du Brésil*, composé sur les documents recueillis dans la campagne hydrographique entreprise par ordre du roi, sous le ministère de M. le baron Lortal, et exécutée en 1819 et 1820, sur la frégate la *Bayadère* et le brick le *Favari*, par M. le baron Roussin, contre-amiral, etc.; publié sous le ministère de M. le comte Chabrol de Chavoy, Paris, 1821, in-folio, avec planches, dont 14 doubles.

ROUSTAN, ancien mamelouk de Bonaparte, est d'origine asiatique; mais on ne sait pas précisément, et il ignore peut-être lui-même et sa patrie et sa famille. Toutefois il est probable qu'il est né en Georgie, vers 1780, et qu'il fut enlevé, dès son enfance, à ses parents, auprès desquels il se souvient qu'il vivait dans l'aisance. Vendu par des brigands à un marchand d'esclaves, il fut conduit en Egypte, où il appartint au cheikh Al-Bekry, et fut élevé pour servir dans la milice des mamelouks. Après la conquête de ce pays par l'armée française, en 1798, Roustan, malgré sa jeunesse,

eut occasion de rendre au général en chef des services particuliers et très importants, mais dont la nature est restée inconnue, et qui lui gagnèrent son entière confiance et l'attachement le plus intime. Aussi, malgré l'extrême tendresse que le cheikh Al-Bekry avait pour son esclave, il ne put le refuser aux instances de Bonaparte. Roustan s'attacha à son nouveau maître, qui le fit embarquer avec lui sur la frégate la *Minerve*, en 1799. À son arrivée en France, il fut mis, par Napoléon, entre les mains de M. Venard, son maître d'hôtel, qui se chargea de son éducation. Roustan suivit la fortune de Napoléon. Sans cesse auprès de sa personne, il l'accompagna dans tous ses voyages, dans toutes ses expéditions : il était à toutes les revues, et, bien qu'il fût officier de la légion d'honneur, il n'occupait aucun grade dans le corps des mamelouks de la garde impériale. Jamais personne n'approcha Napoléon de plus près; mais il faut convenir aussi que jamais favori n'eût moins de sa faveur et ne fut moins enivré. À l'époque de l'abdication de l'empereur à Fontainebleau, en 1814, Roustan l'abandonna : il refusa de le suivre à l'île d'Elbe. Accusé d'ingratitude par les journaux, il répondit que des raisons particulières l'avaient empêché d'accompagner son bienfaiteur dans sa retraite, et il assura qu'il n'avait jamais reçu d'argent pour cela, comme le bruit en avait couru. Il s'était marié, depuis peu d'années, avec une demoiselle de Dourdan, et à sa répugnance de quitter sa femme et ses enfants, et de renoncer à une existence heureuse et tranquille pour se lancer dans une carrière aventureuse, se joignait la crainte de retomber dans l'esclavage. Au retour de Napoléon, en 1815, il fut renfermé à Vincennes, et ne recouvra la liberté que pour être exilé à vingt lieues de Paris. Il se retira à Dreux, où il ne resta que peu de mois, s'efforçant vainement d'y garder l'incognito. Il obtint, sous la seconde restauration, un bureau de loterie qu'il revendit quelque temps après. Dans un voyage qu'il fit à Londres, Roustan se prêta complaisamment à satisfaire la curiosité de la haute noblesse, et se donna souvent en spectacle, vêtu d'habits somptueux. Il paraît que vers la fin de 1831, il a obtenu, sous le nom de sa femme ou de son beau-père, une direction de poste aux lettres.

ROVEDINO, né vers 1760, excellente basse-taille au théâtre de *Monsieur*, ouvert aux Tuileries en 1789, brillait alors parmi l'élite d'une troupe choisie, qu'on peut à juste titre nommer l'*inimitable*. Aussi quelle perfection dans l'ensemble et dans les détails de l'exécution ! Comme nous avons été témoins de cet âge d'or du théâtre italien, tant pour les chanteurs que pour l'orchestre, conduits par un homme tel que Viotti, nous avouons franchement que très peu d'amateurs alors étaient assez musiciens pour sentir les beautés de la musique de Guglielmi, de Paisiello et de Cimarosa, quoiqu'elles fussent rendues par des talents du premier ordre. Comme leur réputation est devenue européenne, il suffit de nommer Rossini, Mengozzi, Mandini, Vigani, Rovedino, et M<sup>lles</sup> Balletti, Moricelli, Storace et M<sup>me</sup> Mandini, épouse du chanteur. Ce n'est que depuis l'établissement du Conservatoire de musique que les Français ont appris à goûter les compositions instrumentales et dramatiques. Aussi qu'est-il arrivé ? C'est qu'au théâtre de l'Opéra-Comique les comédies à ariettes n'ont plus suffi aux plaisirs d'un public devenu plus exigeant, et qui était familier, grâce aux concerts et aux élèves sortis du Conservatoire, avec les belles symphonies de Mozart et de Haydn. C'est alors que Melut et Cherubini opérèrent une révolution à ce théâtre en traitant des sujets tragiques ou demi-tragiques, avec une musique d'une tinte éminemment dramatique, soutenue d'une instrumentation symphonique. Quand Napoléon rappela les bouffons en France, en 1802, la troupe, quoique choisie, était loin d'égaler celle du théâtre de *Monsieur*. Rovedino n'en faisait pas partie. Il parcourait l'Italie et l'Allemagne, recueillant partout les applaudissements d'un talent qui se fortifiait au lieu de s'affaiblir. Dans ce temps-là, une basse chantante (*un basso cantante*) était plus rare qu'aujourd'hui. Cimarosa a écrit le premier de grands

nira pour ces sortes de voix, et les deux principaux sont l'air *Iu quando ero fraxetone*, et l'air plus connu placé dans *I Zingari in fiera*, savoir : *Sai morelli a quattro bai*, qui sont deux drames en miniature, surtout le premier. Martinelli excellait, comme Rovedino, dans l'art de les jouer et de les chanter. Rovedino a consacré les restes de son beau talent aux Anglais. Jusqu'à sa retraite, il a brillé au théâtre de l'Opéra-Italien, à Londres, où il a laissé de longs regrets. Peu de temps après, il est mort, vers 1850.

**ROXBURGHE** (JEAN, duc de). Ce gentilhomme anglais, né à Bristol, en 1746, et mort à Londres, en 1811, fut un des plus ardents bibliophiles des trois royaumes. Sa bibliothèque, qui lui avait coûté la majeure partie de son immense fortune, se composait, à l'époque de son décès, de treize mille cinq cent trente-trois volumes, dont la plupart étaient de véritables curiosités. On y remarquait particulièrement de riches et précieuses collections d'anciennes poésies anglaises et d'anciens romans de chevalerie. Cette bibliothèque a été vendue aux enchères, à Londres, en 1812, d'après un catalogue publié par les libraires Georges et Guillaume Nicol, qui est devenu rare aujourd'hui, mais qui laisse beaucoup à désirer sous le rapport bibliographique. Les prix énormes qui furent payés sont considérés, par les Anglais mêmes, comme les plus grandes extravagances de la bibliomanie, et rendent cette vente une des plus remarquables qui aient jamais été faites. La première édition de *Boccaccio*, Venise, 1471, in-folio, fut achetée deux mille deux cent soixante livres sterling (cinquante six mille cinq cents francs) par le marquis de Blandford, actuellement duc de Marlborough; le *Recueil des histoires de Troye*, 1473, in-folio, le premier livre imprimé en langue anglaise, et le premier sorti des presses du célèbre Caxton, mille guinées (vingt-six mille francs); la première édition de *Shakspeare*, Londres, 1623, in-folio, trois cents guinées (sept mille huit cents francs), etc. En mémoire de cet événement extraordinaire, les bibliophiles de Londres fondèrent le *Roxburgh club*, composé seulement de trente-un membres, qui s'assemblent tous les ans, le 17 juin, jour anniversaire de la vente du *Boccaccio*. Le règlement de ce club porte, entre autres, que les membres sont tenus, chacun à leur tour, de faire imprimer tous les ans un ouvrage ancien et rare dont il ne sera tiré qu'autant d'exemplaires qu'il y a de membres. L'assemblée annuelle (la première eut lieu en 1813; commence par la distribution et la lecture donnée à haute voix de l'ouvrage nouvellement imprimé, et se termine par un banquet où l'on porte force toasts bibliographiques. Le *Roxburgh-club* a actuellement pour président lord Spencer, pour vice-président le célèbre bibliophile Dibdin. Entre ses autres membres, nous nous honorons à nommer les ducs de Devonshire et de Marlborough. Lorsque M. Dibdin vint à Paris, en 1819, il célébra l'anniversaire du 17 juin dans une réunion de bibliophiles les plus distingués de cette capitale. C'est à cette réunion que la société des bibliophiles de Paris doit son origine.

**ROYOU** (THOMAS MARIE), naquit à Quimper, en 1761. Après avoir embrassé l'état ecclésiastique, il vint occuper à Paris la chaire de philosophie au collège Louis-le-Grand. L'espect de réputation que lui fit pendant vingt années d'exercice cette philosophie acoustique, ne contribua pas peu sans doute à l'attacher sans retour aux anciennes doctrines littéraires et politiques dont il fut de son temps un des défenseurs les plus connus. Il ne parait pas avoir d'abord pris part à la rédaction de *l'Année littéraire*; mais, après la mort de Fréron, dont il était le beau-frère, il inséra dans cette feuille des articles écrits avec élégance, et dont on a même vanté la logique. En 1778, il s'adjoignit à l'abbé Geoffroy pour faire paraître le *Journal de Monsieur*, dans lequel on garda peu de ménagements, afin d'y rendre la critique plus piquante, et qui cependant succomba en 1785, faute d'abonnés, selon La Harpe. L'abbé Royou se déclarait hautement contre les principes reconnus en 1789. On l'accusa de ne pas se borner à insister de préférence sur tous les dangers qu'ils pouvaient offrir dans leur prompt application, mais

de s'être fait l'agent d'une conjuration militaire en faveur de la cour. Le collège fut sur le point d'être brûlé à cette occasion; cependant le mécontentement s'apaisa, et l'abbé Royou persista dans sa prédication pour les maximes contre-révolutionnaires. *L'ami du roi*, commencé le 1<sup>er</sup> juin 1790, et supprimé le 4 juin 1793, comptait beaucoup de lecteurs. L'abbé Royou a eu pour collègue en cela, d'abord Montjoie et ensuite Geoffroy. Le décret de suppression, en 1793, avait pour motif de prévenir dans les deux sem les suites de l'exagération des partis, puisqu'il arrêta le même temps la publication de *L'ami du peuple*. En effet, le peuple et le prince n'avaient pas de plus dangereux ennemis que ces amis également inconsidérés, quoique très différents d'ailleurs : *Mars* et l'abbé Royou furent donc en même temps décriés d'accusation; mais l'abbé, qui était malade, trouva un an, où il mourut le 21 juin, selon les uns, et, selon d'autres, le 8 juillet. On assure que la causticité de l'esprit n'avait pas exclu chez lui la sensibilité du cœur. Ami bon professeur que laborieux journaliste, il avait été nommé docteur de la maison de Navarre et chapelain de l'ordre de Saint-Lazare. Il a publié : 1<sup>o</sup> *Le monde de verre réduit en poudre, ou analyse, etc., des épreuves de la nature*, par Buffon, 1780, in-12. Cette redutab ingénieuse avait paru, en 1779, dans *l'Année littéraire*. 2<sup>o</sup> *Mémoire pour madame de Valery*, 1785. Royou n'y épargna pas l'ordre des avocats, parmi lesquels sa cliente n'avait pu trouver un défenseur, parce qu'elle plaiderait contre un d'eux. 3<sup>o</sup> *Étrange aux beaux esprits*, in-12. Au journal de Royou, intitulé : *L'ami du roi, des Français, de l'ordre, et surtout de la vérité*, on peut joindre, pour former un tout rédigé dans le même esprit jusqu'en 1801 1793, *l'Alliance de la révolution et la Continuation*, tous deux par Montjoie, le premier associé de Royou.

**ROZE** (NICOLAS), bibliothécaire du Conservatoire de musique, naquit à Bourgneuf, le 17 janvier 1746. A sept ans, il fut reçu à la maîtrise de Besune, et se trouva sous la direction de l'abbé Bousseau, depuis maître de chapelle à Tournai. Après avoir terminé ses humanités, il fut admis au séminaire d'Autun. Il y resta deux ans, et revint prendre possession de la maîtrise de Besune, où il fit exécuter, en 1769, une messe qui obtint le suffrage des connoisseurs. C'est à Autun qu'il avait reçu les ordres sacrés. L'abbé Bousseau s'empressa d'apporter sa messe à l'Auvergne, surintendant de la musique du roi, qui l'invita à travailler pour le concert spirituel. Un motif qu'il y fit exécuter eut un grand succès. C'est en 1775 qu'il fut nommé maître de chapelle des Saints-Innocents. Il donna sa démission quatre ans après, et, ne pouvant entrer à la chapelle du roi, il partagea son temps entre la composition et ses élèves, parmi lesquels il sut de nommer le célèbre Lesueur. A l'époque de la révolution, il perdit toutes ses ressources, et supporta les privations sans se plaindre. En 1806, ses amis l'engagèrent à faire exécuter une messe à Saint-Gervais. Ce qui le tira enfin de l'oubli, ce fut sous Fretet, qu'il avait composé pour les fêtes du sacre. Il refusa la place de maître de chapelle aux Tuileries, parce qu'elle l'aurait obligé de prendre en même temps la direction de l'Opéra. A la mort de Laugé, en 1807, Rozé fut nommé pour le remplacer dans l'emploi de bibliothécaire du Conservatoire de musique. Le 21 janvier 1818, il fit exécuter, dans la chapelle des Quinze-Vingts, une messe de *Requiem*, regardée comme son chef-d'œuvre. Il avait alors soixante-treize ans. Il mourut à Saint-Mandé, le 30 septembre 1819. Par son testament, le compositeur légua ses œuvres au Conservatoire. Le bords à insérer le *Système d'harmonie* de l'abbé Rozé dans le tome III de *l'Essai sur la musique*. Ce système, qui eut quelque réputation dans le temps, est aujourd'hui tout-à-fait oublié, grâce aux traités de Catel et de Reicha. On attribue à l'abbé Rozé plusieurs chansons devenues populaires, entre autres, celle *J'ai eu l'air hier au soir*.

**ROZIER** (JEAN), agronome, né à Lyon en 1756. Il avait montré de bonne heure d'heureuses dispositions pour l'étude, et comme son père était chargé de sept autres enfants, il parut réduit à chercher dans l'état

ecclésiastique des moyens d'existence : ce fut sa seule vocation. À u séminaire même, on lui vit plus de penchant pour les sciences naturelles que pour les thèses théologiques, et, dès son enfance, on avait remarqué chez lui des indices de ce goût qui décida de sa destinée. Une de ses sœurs était devenue la confidente des expériences qu'il hasardait à sa manière ; plus âgée que lui, elle se plaisait à secondar ses efforts et à lui procurer des facilités. Quoiqu'il se fût occupé avec peu de zèle de son instruction ecclésiastique, il fut ordonné prêtre ; mais à cette époque, il ne tira aucun avantage de cette profession. Après la mort de son père, en 1757, il eut bientôt consumé en expériences, quelques-fois coûteuses, sa faible portion d'héritage, et ensuite il partit avec autant de satisfaction pour exploiter dans le Dauphiné le domaine de son frère aîné, que s'il en eût été le propriétaire. Il y trouvait également une occasion de mettre en pratique les leçons de Columelle, ou les conseils des modernes sur l'économie rurale. Vers l'année 1761, il se fit connaître de Bourgelat qui venait d'établir à Lyon l'école vétérinaire, et qui, frappe du vrai savoir de Rozier, le désigna comme son remplaçant dans cette ville, en partant pour former un établissement semblable auprès de Paris. Rozier jugea qu'il n'était pas de meilleur moyen de faire prospérer l'école de Lyon que de publier quelque bon ouvrage élémentaire pour en fixer et en propager les doctrines. C'est dans ce dessein que, conjointement avec Latourette, un de ses amis, il écrivit sur la botanique, science qu'il avait cultivée spécialement. Les *Démonstrations élémentaires* ont été regardées comme un des meilleurs ouvrages de ce genre qui eût encore paru. Non seulement les méthodes de Linnée et de Tournefort s'y trouvent assez heureusement conciliées, mais on aurait cherché vainement ailleurs, dans ce temps-là, un exposé aussi bien raisonné des vertus et des propriétés des plantes. Ainsi les succès de l'abbé Rozier lui firent pleinement l'idée que s'était formée de lui, quelques années auparavant, l'homme même à qui il devint cette position favorable ; mais ces circonstances d'où paraissait devoir résulter entre ces savants un double lien, n'empêchèrent pas une entière rupture, à la suite de laquelle Rozier perdit sa place. Forcé d'aller chercher à Paris quelque emploi, il y prit part à la rédaction du *Journal de physique et d'histoire naturelle*, qui, dans les mains de Gaultier Dagoty, avait obtenu jusqu'alors peu de faveur. L'abbé Rozier, qui en devint bientôt le propriétaire, préféra l'intituler : *Observations sur la physique, sur l'histoire naturelle et sur les arts*. Sous son premier titre, ce journal avait paru pendant dix-huit mois, à compter de juillet 1771. Reimprimé en deux volumes, sous le format in-8°, cette sorte de première partie devint une introduction pour le nouveau recueil auquel l'étendue et la variété des connaissances du principal rédacteur assurèrent un rang parmi les mémoires des sociétés savantes de l'Europe. Les recherches auxquelles l'abbé Rozier se livrait habituellement étaient de nature à lui faire sentir le besoin d'une *Table des mémoires de l'académie des sciences*. Vraisemblablement il l'avait préparé d'abord pour lui-même, et ensuite il pensa, avec raison, qu'elle serait bien accueillie du public instruit. Elle s'étend depuis la fondation de l'académie jusqu'en 1779, et est imprimée de manière qu'on peut, sur chaque exemplaire, la continuer à la main d'année en année. Certain de trouver désormais des occupations honorables, en relation avec les savants, et lié avec plusieurs d'entre eux dans la capitale, Rozier n'éprouvait plus qu'un besoin, celui de la quitter pour faire de ses talents un emploi d'une utilité plus directe ou plus conspuante. Il ne pouvait guère se le promettre ; mais Gilibert, son compatriote, ayant été appelé à Grodno pour y former un établissement de botanique, suggéra au roi Stanislas-Auguste l'idée de fonder aussi une école d'agriculture. Il avait été lui-même proposé par Haller, et il proposa l'abbé Rozier qui reçut l'invitation de se rendre en Pologne à des conditions avantageuses. Rozier s'occupa aussitôt de ce qu'il aurait à faire pour répondre à l'attente de Stanislas ; mais de plus mûres réflexions le dissuadèrent apparemment de s'expatrier ; du moins les motifs du refus ne déplurent

pas à ce prince qui en le recommandant expressément à la cour de France, lui fit avoir le riche prieuré de Nanteuil-le-Haudouin. Ainsi pourvu, Rozier, abandonnant la rédaction de son journal à son neveu, l'abbé Monges, qui l'aidait depuis long-temps, et qui le remplaça avec l'approbation générale, se mit à exécuter un ancien projet, celui d'un *Cours d'agriculture*, rédigé en forme de dictionnaire. Il croyait se borner à six volumes imprimés en trois années ; mais au lieu de publier les deux premiers en 1780, il acheva le premier seulement en 1781. Il en donna pour excuse son changement de demeure, alléguant de plus qu'à la campagne, il serait à portée de vérifier la plupart de ses assertions. C'est aux environs de Béziers qu'il fit l'acquisition d'un domaine peu étendu, mais susceptible d'une grande variété de culture. Il ne dut pas regretter, dans l'intérêt de la science, d'avoir substitué au ciel de la Lithuanie le climat plus fécond du Languedoc méridional, une des régions qui peut être, si on compensait avec exactitude les dons et les inconvénients divers, serait placée immédiatement après celles qu'embellit la température la plus heureuse. Sur la porte de son enclos l'abbé Rozier fit inscrire l'*Esigium colit de Virgile*. Tout en faisant valoir cette métairie, il continuait le dictionnaire dont les matériaux avaient été rassemblés d'avance en grande partie, et ils étaient mis en usage par de bons collaborateurs. Mais le quatrième volume se terminant au milieu de la sixième lettre de l'alphabet, Rozier eut de nouvelles excuses à faire, à cause de cette nouvelle extension contrainte à son premier plan. En faisant remarquer à ses souscripteurs que s'il manquait à ses promesses en un sens, à d'autres égards il allait au-delà, et qu'il doublerait presque le nombre des planches. Il s'engageait à fournir à ses fins les tomes qui passeraient le huitième, s'il était obligé de donner à l'ouvrage cette étendue pour qu'il fût moins imparfait. Ces nouveaux engagements ne furent pas remplis en dernier lieu ; mais l'auteur n'eut pas à se le reprocher. Des difficultés avec l'évêque, au sujet d'un chemin vicinal, l'ayant décidé à vendre son domaine, il alla vivre à Lyon, en 1788 ; mais malgré ce changement, il ne suspendit ses travaux que par l'effet des circonstances politiques, et après la publication du huitième volume. Il ne fit point ceux qu'auraient remplis les sept dernières lettres, parce que la perte de son bénéfice le réduisit à chercher d'autres occupations. Dans son opinion à l'égard de la révolution, il considérait avec raison les principes bien plus que l'abus qu'on en pourrait faire momentanément. Quoiqu'elle le dépouillât, et que déjà il fût plus jeune, il mit en elle ses espérances comme citoyen, et de son côté, il répondit parfaitement à la confiance des Lyonnais. On lui avait donné, à son arrivée, la direction de la pépinière ; mais au moment de la nouvelle organisation du clergé, il fut placé à la tête d'une des paroisses de la ville. Sachant se conformer à cette situation qu'il n'avait jamais désirée, il remplit avec le zèle d'un véritable ecclésiastique, étranger aux factions, des devoirs que hientôt les malheurs de Lyon rendirent très pénibles. Il dut lui en coûter aussi de voir suspendu son grand ouvrage qui d'ailleurs avait été accueilli comme ayant manqué jusqu'alors à la France, pays appelé cependant à recevoir du perfectionnement de l'agriculture ses plus grands moyens de prospérité. Comme on n'avait pas été satisfait de ce que contenait à cet égard l'*Encyclopédie*, on avait espéré qu'un traité spécial, annoncé par un homme déjà connu, serait beaucoup moins informe. Neanmoins ce cours n'était qu'un dictionnaire, resta encore imparfait sous le rapport méthodique. Rozier eut d'excellents collaborateurs, entre autres Parmeuier ; mais en employant trop peut-être les matériaux laissés par ses prédécesseurs, il a rarement cité les sources, et souvent même il n'a puisé que dans des compilations où elles pouvaient être altérées. Il estimait singulièrement Olivier de Serres, qu'il a cité, mais peu, et il s'est emparé presque entièrement du *Traité des arbres fruitiers*, donné sous le nom de Duhamel. Cependant plusieurs articles parmi ceux qu'on estime, appartiennent à Rozier ; tel est celui des *Vers à soie*, qui n'a pas été inséré de son vivant, mais qu'il avait destiné dans le

principe au cours verbal commencé à Lyon au moment où il prenait la direction de la pépinière. En adoptant la forme de dictionnaire, malgré l'étendue de quelques morceaux divisés et subdivisés, l'auteur avait le dessein d'établir le lien général dans un discours préliminaire sur l'étude de l'agriculture; mais cette introduction était à elle seule un ouvrage difficile, auquel il paraît être revenu plusieurs fois sans un succès qui le satisfît. On en trouve une sorte d'équivalent à l'article *Agriculture*, qui est précédé d'un tableau synoptique. On peut y remarquer une division de la France agricole en zones, désignées d'après leurs productions caractéristiques, comme l'a fait depuis Arthur Young, agronome plus laborieux sans doute, et d'une expérience plus consommée, mais qui, en parlant de l'abbé Rozier, ne lui a pas rendu justice. Son ouvrage, tel qu'il l'a conçu et même exécuté en grande partie, eut beaucoup de vogue à son apparition, et la méritait, puisque rien d'aussi utile et d'aussi peu défectueux sur cette matière n'avait été fait jusqu'alors avec autant d'ensemble. Il est d'ailleurs rédigé avec beaucoup d'art et de clarté; le style en est facile, naturel et quelquefois même très animé, lorsque Rozier combat les préjugés qui s'opposent à l'introduction de meilleures méthodes: il y met alors toute la franchise de son caractère, et une fermeté qui va jusqu'à le rudraser. Avec beaucoup de sèle, d'intelligence et d'esprit d'ordre, Rozier a pu suppléer à ce qui lui manquait dans la pratique, et mériter autant la reconnaissance publique que le célèbre Anglais, son détracteur. Les planches du *Cours d'agriculture* ont été exécutées avec soin, particulièrement celles des arbres fruitiers, d'après Duhamel, et celles des plantes usuelles, d'après les dessins très réduits de M<sup>me</sup> Naugis-Regnault. On n'achève la publication de l'ouvrage qu'après les années les plus orageuses de la révolution. Les matériaux préparés de la main de Rozier pour les dernières lettres, avaient péri, le 30 septembre 1793, par l'effet d'une bombe qui le tua dans son lit. Sa mort a été subite. Quand on voulut retirer son corps des débris, on le trouva horriblement mutilé. L'abbé Rozier était de l'académie de Lyon. Il a laissé: 1<sup>o</sup> *Démonstrations élémentaires de botanique*, Lyon, 1766, 2 vol. in-8°. Elles ne sont qu'en partie son ouvrage: 2<sup>o</sup> *De la meilleure manière de distiller les vins*, etc., 1770, in-8°. Ce traité, arrangé par l'auteur d'après son mémoire qui avait remporté le prix à Limoges, a été plusieurs fois réimprimé: 3<sup>o</sup> *Sur la meilleure manière de faire les vins en Provence*, 1773, in-8° (composé pour l'académie de Marseille); 4<sup>o</sup> *Mémoire sur la manière de se procurer les différents animaux (étrangers)*, etc., Paris, 1774, in-8°; 5<sup>o</sup> *Table des mémoires de l'académie des sciences*,... jusqu'en 1770, 1775 et 1776, 4 vol. in-4°; 6<sup>o</sup> *Mémoire sur la vauette et le colza*, Paris, 1774, in-8°; 7<sup>o</sup> *Vues économiques sur les moulins et pressoirs à huile d'olive*, 1777, in-4°; 8<sup>o</sup> *Cours d'agriculture*, 1781, 1782, 1784 et 1788, in-4°. L'ouvrage fut continué après la mort de l'abbé Rozier. Le t. IX parut en 1796, et le t. X en 1798. Les deux tomes du supplément furent imprimés en 1800. L'article *Vigne* avait été disposé par Rozier, et l'article *Vin* est de Chaptal. Ces deux morceaux, qui se suivent, forment un traité étendu d'œnologie; 9<sup>o</sup> *Mémoire sur la rouille du chanvre*, couronné par l'académie de Lyon. Il a fait partie, en 1788, du recueil de mémoires sur le même objet, publié par le chevalier de Perthuis. Une *Dissertation sur les acrostols des anciens et des modernes*, Genève et Paris, 1784, a été attribuée à l'abbé Rozier, quoiqu'elle portât le nom de A. G. Ros..., et non J. Ros...

RUBICHON, né à Grenoble, vers 1760, était associé de son frère aîné, chef d'une maison de commerce de cette ville, lorsque son aversion pour les principes de la révolution de 1789 et les excès de 1793, lui ayant fait prendre en dégoût le séjour de sa patrie, il partit pour l'Angleterre et fonda un établissement à Londres. Il y accueillit Delille en 1799, fit tout ce qu'il put pour adoucir son exil, et l'encouragea à terminer sa traduction du *Paradis perdu*, dont il acheta le manuscrit, en société avec d'autres négociants. M. Rubichon revint en France

avec le prince de Condé, dans la maison duquel il était employé, depuis que de fausses spéculations et des revers inattendus lui eurent fait perdre sa fortune. Nommé chevalier de la légion d'honneur, en 1815, il jouit d'une grande faveur à la cour des Tuileries pendant la restauration. Son dévouement aux Bourbons l'a déterminé à puis à retourner en Angleterre. On a de M. Rubichon un ouvrage où il a manifesté sa haine pour les principes constitutionnels et pour les gouvernements représentatifs, et sa prédilection pour les vieilles institutions de la France. Ce livre est intitulé: *De l'Angleterre*, Londres, 1811, in-8°. Le cabinet britannique préparait alors des constitutions pour la Sicile, pour le Portugal, pour l'Espagne et ses colonies. L'auteur profita des critiques que l'on avait faites du premier essai de sa plume, et il en donna une seconde édition, corrigée et augmentée de deux cents pages, Paris, 1815, in-8°. M. Rubichon a quitté la France pour suivre Charles X. Il s'est retiré à Londres.

RUBINI (GIOVANNI-BATTISTA), le premier ténor de l'Italie, est né à Romano, dans l'état de Bergame, le 7 avril 1794. Il appartient à une famille vouée à l'art musical. Ses deux frères, Geremia et Giacomo, sont deux ténors très estimés, et son père avait beaucoup de réputation sur le cor. Rubini avoue qu'il doit beaucoup aux leçons de son maître de musique, Rosio, de Bergame, et aux conseils de son ami Nazari, excellent ténor, que nous avons applaudi longtemps à notre opéra buffa. La nature et l'art ont fait de Rubini le chanteur modéré. En 1814, il débuta au théâtre de Turin, dans les *Leggimi di una vedova*, de Generali. A Venise, il joua dans l'*Italiana in Algeri*, avec Gialli et la Marcelina, qui faisaient le rôle d'Isabelle. Nul n'avait encore brillé comme lui dans les *Les Langui: per una bella et sa deossi prender meglio*, ainsi que dans le trio de *Papacati*. Dans l'automne de 1815, Rubini vint à Naples, où il préluda à sa haute réputation dans le rôle de *Comingo*, que Fioravanti avait composé pour lui. A Rome, il n'eut pas moins de succès, dans l'*Enrica alla Marna*, de Fioravanti. Mais les plus grands applaudissements qu'il obtint étaient dus à un rondeau de Raimondi, *Risplendi, o sol beato*, transporté depuis par Rubini dans la *Donna del lago*, de Raimondi. De Palerme, où il resta cinq mois, le virtuose revint à Naples. Il y vit Adolphe Chomel, jeune Français, élève du Conservatoire, et, séduit par son chant et son caractère, il l'appela. Appelé à Venise, capitale de l'Autriche, en 1824, il partagea avec sa femme les applaudissements des connaisseurs dans l'*Italiana in Algeri*. Jamais le duo des deux amants, Lindor et Isabelle, n'avait produit tant d'effet. Rubini parut ensuite dans le rôle de Prologo du *Matrimonio segreto*, et l'on convint que, parmi les chanteurs vivants, aucun n'approchait de lui dans l'air *Pria che spanti*. Mais c'est à Paris qu'il devait atteindre l'apogée de sa gloire. Nous entendons parler surtout de son second séjour dans cette capitale, à la fin de 1831. Comme on le remarqua, ce chanteur est pourvu d'une voix sensible et bien timbrée: son habileté à vocaliser est parfaite. Il sait phraser dans le sens musical. et possède le secret d'émouvoir; mais il abuse des fioritures, et, comme il puise ses traits dans l'ordre dictionnel, il ont l'inévitable inconvénient de paraître monotones. Rubini a brillé successivement, avec M<sup>me</sup> Pasta, dans *Otello*, *Anna Bolena* et la *Sonnambula*. Il est, sans contredit, au-dessus de tous les ténors existants, admirable dans les deux premiers de ces opéras, et si sublime dans le troisième. La cavatine, qu'il chante avec beaucoup de simplicité, et le duo suivant, en donnent qu'une faible idée de son talent: c'est dans le air du second acte qu'il s'élève au plus haut degré de l'expression dramatique. On peut dire que l'art du chant expressif n'a jamais été poussé plus loin, ni par des moyens plus simples. Depuis, Rubini a remporté une nouvelle victoire dans *Il pirata*, que Bellini avait composé pour lui. On s'est aperçu que ce chanteur, attentif à profiter des observations de la critique, était devenu plus économe de fioritures, et que son chant avait encore gagné sous le rapport de la pureté et de l'expression. En 1833, à la représentation du *broder*

de Rubini, on donna *Comingio*, opéra de Fioravanti. Malgré tout le talent de Rubini et celui des autres chanteurs, cet opéra a produit peu d'effet. La cause est facile à trouver : Fioravanti et tous les maîtres qui ont précédé Rossini ont jeté beaucoup d'intérêt dans leurs opéras bouffons et très peu dans leurs opéras sérieux. Pour n'en rapporter qu'un exemple remarquable, on peut citer l'effet du *Matrimonio segreto*, de Cimarosa, comparé à celui de ses *Horaces*. Aussi Rubini n'a-t-il pu déployer son beau talent et tous les avantages de sa voix que dans un seul duo de *Comingio*, où l'on trouve des inspirations dramatiques qui contrastent un peu trop avec les autres parties de la composition.

**RUDOLPHI** (CHARLES-ASMOXO), savant médecin, naturaliste et numismate, est né à Stockholm, le 14 juillet 1771. Après avoir été élevé au gymnase de Stralsund, il achève ses études, en 1790, à Greifswald, et y fut reçu, en 1793, maître-ès-arts et docteur en philosophie. L'année suivante, il alla suivre les cours de l'université de Iéna, y fut nommé, en 1795, docteur en médecine, puis successivement professeur à la même université, professeur-adjoint et professeur ordinaire. En 1810, ce savant fut appelé à la nouvelle université de Berlin, comme professeur de médecine. Il y est aujourd'hui directeur du musée anatomique et zootomique, et conseiller intime de médecine. M. Rudolphi est membre des académies de sciences de Berlin, Naples, Paris, Saint-Petersbourg et Stockholm; des sociétés de sciences de Göttingue, Upsal, etc. Il est décoré de l'étoile polaire de Prusse et de l'étoile polaire de Suède. Outre un grand nombre de traités et d'assertions qu'il a insérés dans les *Mémoires* des académies de Berlin et de Saint-Petersbourg, dans les *Archives physiologiques de Hall*, dans les *Journaux* de Wiedemann, de Schröder, etc., il a publié : 1° *Observations circa vermes intestinales*, Greifswald, 1798 et 1799, 2 parties, in-4°; 2° *Dissertation de ventriculis cerebri*, ibid., 1796; 3° *Annales suédoises de médecine et d'histoire naturelle* (en allemand), Berlin et Stralsund, 1800 et 1801, tome 1<sup>er</sup>, partie 1<sup>re</sup> et 2<sup>de</sup>, in-8°. L'auteur s'est joint depuis à M. Pfaff et Schell pour les *Nouvelles archives du nord, pour servir à l'histoire naturelle, à la médecine et à la chirurgie* (en allemand), Francfort-sur-l'Oder, 1807, in-12; 4° *Dissertation de oculi quibusdam partibus*, Greifswald, 1801, in-4°; 5° *Mémoires d'anatomie et de physiologie* (en allemand), Berlin, 1802, in-8°, fig.; 6° *Observations d'histoire naturelle, de médecine et d'art vétérinaire, faites pendant un voyage en Allemagne, en Hollande et en France* (en allemand), Berlin, 1804 et 1805, 2 parties, in-8°; 7° *Dissertation de pilorum structura*, Greifswald, 1806, in-4°; 8° *Anatomie des plantes* (en allemand), Berlin, 1807, in-8°; 9° *Entozoorum, seu vermicum intestinalium historia naturalis*, Amsterdam, 1808-1810, 2 vol., in-8°. Cet ouvrage curieux et utile est un de ceux qui ont le plus contribué à la réputation de M. Rudolphi. 10° *Spicilegium observationum anatomicarum de Hyalâ*, Berlin, 1811, in-8°, fig.; 11° *Observationes anatomicae circa fabricam Romæ Pipæ*, ibid., 1811, in-4°, fig.; 12° *Observationes d'anatomie et d'histoire naturelle générale* (en allemand), ibid., 1812, in-8°; 13° *Dissertation musculorum varietates sistens*, ibid., 1813-1815, 2 parties, in-4°; 14° *Observationes osteologicae*, ibid., 1812, in-4°, fig.; 15° *Entozoorum synopsis qui accedunt manilissæ duplex et indices completissimi*, Berlin, 1819, in-8°, fig.; 16° *Principes de physiologie*, ibid., 1821 à 1823, 3 vol., in-8°. La troisième partie, qui complète le tome II, paraîtra en 1825. 17° *Index numismatum in virore de rebus medicis aut physicis meritorum memoriam percussorum*, ibid., 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> édition, 1823-1825, in-8°. La 3<sup>e</sup> édition, 1829, in-8°, porte ce titre : *Recentioris ævi numismata virore de rebus medicis et physicis meritorum memoriam continentia*. M. Rudolphi avait traduit en allemand la *Minéralogie* de Retzius, Leipzig, 1798, in-8°. Il s'occupe d'un grand ouvrage, *Recentioris ævi familiarum numismata*, pour lequel il a déjà formé la plus grande collection qui existe en ce genre, environ huit mille médailles de particuliers dont les familles sont éteintes depuis le quinzième siècle jusqu'à nos jours.

**RUELE** (ALBERT), membre de la convention. Les

premières fonctions qu'il ait remplies paraissent avoir été, en 1790, celle de juge de paix, à Bourguil-Saint-Germain, département d'Indre-et-Loire. L'année suivante, au mois de septembre, il fut choisi, comme député suppléant, pour l'assemblée législative, où il n'eut pas occasion de siéger. Envoyé un an après à la convention nationale, il vota la mort dans le procès de Louis XVI, et rejeta l'appel au peuple, mais en demandant qu'on examinât si, d'après de hautes considérations, une commutation de peine ou un sursis ne seraient pas conformes à l'intérêt public. On remarqua la loyauté et les intentions bienfaisantes de ce député lorsqu'il fut employé à la pacification des départements de l'ouest, vers la fin de 1794. Il s'efforça de substituer des moyens de persuasion et des maximes d'indulgence aux rigueurs qui jusqu'alors avaient moins abattu qu'irrité les esprits. Le gouvernement consulaire lui confia la sous-préfecture de Chinon qu'il administra pendant plusieurs années. On ignore pourquoi il s'est vu compris dans la loi d'exil du 12 janvier 1816. Ce ne fut pas certainement pour avoir rempli, pendant les cent jours, quelque fonction contraire à de nouveaux serments, et on l'a supposé à tort dans une Biographie où l'exactitude était d'ailleurs d'office à l'égard des contemporains qui ont joué un rôle politique.

**RUMOFFSKI** (ERISXUS DE), mathématicien et géographe russe, né le 29 octobre 1734, dans un village du gouvernement de Wladimir, obtint, en 1748, une bourse à l'académie de Saint-Petersbourg, et s'y livra avec ardeur à l'étude des sciences exactes, sous la direction du professeur Richmann. En 1753, lorsque celui-ci périt victime d'une de ses expériences sur l'électricité, Rumoffski le remplaça provisoirement jusqu'en 1755, époque à laquelle il fut envoyé, aux frais du gouvernement, à Berlin, pour suivre les cours du célèbre Euler. Rappelé à Saint-Petersbourg, en 1757, il fut nommé professeur titulaire de mathématiques au gymnase de cette capitale. En 1760, il publia un *Cours de mathématiques* (le premier qui ait été imprimé en langue russe), non moins remarquable par la clarté des explications que par les agréments du style, et qui contribua beaucoup à répandre le goût de cette science parmi ses compatriotes. Dans la même année, il devint adjoint de l'astronomie impériale, M. Grischoff, fonctions qui, après la mort de celui-ci, l'obligèrent à se rendre, en 1761, à Nertschen, en Sibirie, pour observer le passage de Vénus sur le disque du soleil. La manière distinguée dont il remplit cette mission, lui valut, en 1763, la place d'astronome impérial. Plus tard, lorsque l'académie des sciences de Saint-Petersbourg, par suite de sa réorganisation, eut établi une section de géographie, Catherine II appela Euler et Rumoffski à en prendre la direction, ce qui renoua davantage les liens d'amitié qui existaient déjà entre l'illustre mathématicien et son élève. La construction des cartes spéciales de la Russie fit partie des attributions de Rumoffski. Il en dressa lui-même un certain nombre qui se distinguèrent par un degré de perfection jusqu'alors inconnu en Russie, et l'on peut dire qu'à l'aide des conseils d'Euler, il parvint à donner un nouvel essor aux études géographiques dans sa patrie. En 1769, Rumoffski observa à Kola, sur les côtes de la mer Glaciale, le deuxième passage de Vénus sur le soleil, et rédigea sur ce phénomène un mémoire en latin qui fut publié séparément, et un autre en français qui trouve place dans le quatorzième volume des *Commentaires de l'académie des sciences de Saint-Petersbourg*. Quelque temps après, il fut nommé directeur des études dans un établissement qui venait d'être formé pour l'éducation des jeunes Grecs, au nombre de deux cents, que la flotte victorieuse de Catherine avait transportés de l'Archipel en Russie. Dès 1774, Rumoffski eut à défendre l'académie des sciences contre les accusations de son propre président, tâche pénible, dans laquelle il réussit à la fin, mais qui l'occupa trois années entières. Pour réparer le temps ainsi perdu pour ses travaux scientifiques, il se démit de ses emplois, et s'occupa exclusivement de mathématiques et d'astronomie. En 1798 et 1799, quoique très âgé, il enseigna l'astronomie et l'usage des instruments nouvellement



inventés aux officiers que l'empereur Paul I<sup>er</sup> envoyait alors à la mer Blanche et à la mer Glaciale, pour faire des observations astronomiques, géographiques et nautiques. Sous le gouvernement d'Alexandre I<sup>er</sup>, il remplit simultanément les fonctions de curateur de l'université de Kasan et celles de directeur de la dette publique. Rumofski est mort le 25 septembre 1818, à l'âge de quatre-vingt-un ans. On a de lui, outre les ouvrages que nous avons cités dans cet article : 1<sup>o</sup> un grand nombre de *Traité*s et de *Mémoires* sur la géographie, l'astronomie et les mathématiques, qui sont insérés dans les *Commentaires* et dans les *Nouveaux commentaires de l'Académie des sciences de Saint-Petersbourg*; 2<sup>o</sup> l'*Almanach russe*, de 1765 à 1794, formant trente années; 3<sup>o</sup> une traduction russe des *Lettres à une princesse allemande*, par Euler. Il a aussi coopéré à la traduction russe des *Œuvres de Buffon*, donnée par Lepechen.

RUSSIE. Voyez NICOLAS I<sup>er</sup>, au *Supplément*.

RUSTRÖM (CHARLES BIASA), médecin, membre de l'Académie des sciences de Stockholm, né dans cette ville le 22 novembre 1758, s'adonna principalement dans sa jeunesse à l'étude des langues modernes, et lorsque ses progrès extraordinaires l'eurent récompensé de son assiduité, il commença celle de la philosophie, des mathématiques et de la physique. Il consacrait encore une partie de son temps à l'histoire naturelle et aux belles-lettres. En 1780 et 1788, Rustrom fit, avec quelques autres jeunes naturalistes, un voyage en Laponie. Il obtint le grade de docteur en philosophie en 1785. Ses connaissances étendues attirèrent sur lui l'attention de l'Académie des sciences de Stockholm, qui, en 1791, lui accorda une indemnité pour les frais d'un voyage dans les pays étrangers. C'est dans ce voyage qu'il prit la résolution de choisir la médecine et l'histoire naturelle comme buts principaux de ses études. Il visita le Danemarck, l'Allemagne et la Hollande, et séjourna pendant quelque temps à Harderwyk, où il reçut, en 1793, le grade de docteur en médecine. Il se rendit ensuite en Angleterre, où il passa un an. De retour dans sa patrie, Rustrom fut, en 1794, nommé démonstrateur de botanique à l'université d'Abo. Secrétaire de la société patriotique, il re-

vint s'établir à Stockholm, où il mourut le 13 avril 1826. Les ouvrages publiés par Rustrom sont en médecine et en histoire naturelle : 1<sup>o</sup> *Positiones novae physiologicae, medicae et botanicae argumentis*; 2<sup>o</sup> *Spridglum plantarum cryptogamarum Sueciae*; 3<sup>o</sup> *Observationes on minutes and cases of cancers and cancerous tressary, successfully treated by Sam. Young*. Dans les belles-lettres : 1<sup>o</sup> *Projet de médailles à la mémoire des rois de Suède de la famille de Birger-Jarl et des événements remarquables qui, pendant cet dynastie, se sont passés*; et un autre *Projet d'une inscription sur le tombeau d'Eric XII*, pour lequel l'Académie suédoise lui accorda le prix en 1789; 2<sup>o</sup> *Projet d'une médaille à la mémoire des hommes célèbres pendant le siècle de Charles XI*, qui lui valut aussi une distinction flatteuse de l'Académie. Il a, en outre, publié plusieurs brochures et écrits périodiques.

RUUTH (ERIC, comte), secrétaire-d'état, gouverneur de la Poméranie suédoise, et membre de l'Académie des sciences de Stockholm, naquit le 26 octobre 1746, en Suède, d'une ancienne et noble famille de ce pays. Il servit quelque temps dans la marine suédoise, et il abandonna cette carrière pour celle de l'économie publique. En 1786, Ruuth fut nommé secrétaire-d'état du commerce et des finances, puis président du bureau des finances. Il déploya dans son administration autant de connaissances que de prudence et d'intégrité. Représentant aux diètes de 1771, 1775, 1786 et 1789, il fut nommé maréchal de la diète de 1793, et crée comte en récompense des services qu'il y rendit. En 1796, après vingt années de travaux honorables, étant gouverneur de la Poméranie suédoise, il demanda sa retraite, et se retira en Suède, où il est mort le 26 mai 1830. Il était décoré des ordres de Wasa et de l'étoile polaire, et chancelier de l'université de Greifswald, où il avait reçu son éducation. L'industrie suédoise lui doit plusieurs établissements utiles, l'exploitation de charbon de terre à Hoganes, une fonderie de fer, une manufacture d'argile. Le comte Ruuth a aussi introduit plusieurs améliorations dans l'agriculture de son pays. Il est du petit nombre des hommes d'état qui, à leur sortie des affaires, n'ont voulu accepter aucune pension de leur souverain.

## S

SABINE, physicien qui s'est acquis en Angleterre une grande réputation par ses voyages scientifiques. C'est un officier qui est membre de la société royale de Londres; il s'est adonné à deux genres de recherches, savoir : à des expériences du pendule principalement, et à des observations magnétiques, comme accessoires. Le capitaine Kater était occupé à faire des observations du pendule, en Angleterre, lorsque M. Sabine entreprit son premier voyage, dans le but de seconder ce travail sur la détermination de l'aplatissement terrestre par des observations faites à de très hautes latitudes. Il avait avec lui les deux horloges dont le capitaine Cook s'était déjà servi; mais les deux pendules de ces horloges avaient été construits d'une manière invariable, d'après la méthode du capitaine Kater. Les observations furent faites dans l'île Brassa, l'une des Shetland, en avril et mai 1818; puis dans l'île Hare, sur la côte ouest du Groenland, en juin de la même année. De retour à Londres, on fit les mêmes observations à la station du capitaine Kater. En 1820, le capitaine Sabine entreprit un second voyage au passage présumé du nord de l'Amérique. Il stationna à l'île Melville, et revint à Londres sur la fin de la même année. Mais ce n'était là que le prélude des recherches de ce genre qui devaient être exécutées par le capitaine Sabine. Muni des deux pendules précédents et de deux nouveaux pendules invariables et libres, il commença ses observations à Londres dans l'hiver de 1821; à 1822; puis il s'embarqua pour un troisième voyage, durant lequel il fit les expériences du pendule

à Sierra-Leone, à l'île Saint-Thomas, à l'Ascension, à Bahin, à Maranhau, à la Trinité, à la Jamaïque et à New-York. Il revint à Londres, où il répéta ses expériences, en février 1823, et, après s'être assuré de l'invariabilité de ses pendules, il repartit pour les régions polaires, en mai de la même année, et fit les observations du pendule successivement à Hovmœrfer, la plus septentrionale des villes de Norvège; au Spitzberg, sur les côtes du Groenland, et à Drontheim. De retour à Londres, il y répéta une troisième fois ses observations. L'ouvrage dans lequel M. Sabine les a consignés a été couronné par l'Académie des sciences de Paris. Toutes les expériences du pendule faites par les observateurs anglais étant rapportées à celle de Londres, et toutes les expériences du même genre exécutées par les savants français étant rapportées à celle de Paris, il devenait important de lier ces deux points entre eux par des expériences directes. C'est dans ce but que M. Sabine vint, en avril et mai 1827, faire l'observation de ses pendules à l'Observatoire royal de Paris. Déjà M. Bessel avait fait ses observations de Königsberg, et corrigé l'ancienne formule de réduction au vide. Le bureau des longitudes de Londres décida qu'on ferait osciller un même pendule dans différents gaz et dans le vide pour savoir précisément à quoi s'en tenir sur la résistance des fluides élastiques, et M. Sabine fut chargé de ce soin. Il trouva ainsi que le pendule fait par jour dix oscillations et un tiers de plus dans le vide que dans l'air, et par l'ancienne formule on n'en comptait que six et un,

quant. M. Sabine, faisant les mêmes expériences avec le pendule à deux contaux du capitaine Kater, a trouvé qu'il n'était plus réversible dans le vide. Il a lie ensuite la station de Londres avec celle de Greenwich par l'observation du pendule. Quant aux observations magnétiques de l'auteur, elles consistent en quarante-trois inclinaisons et trente-cinq intensités, qu'il a prises durant ses quatre voyages dans l'Océan Atlantique. Il a aussi observé les variations horaires de l'aiguille au nord de la Norwège et au Spitzberg. En 1831 et en 1832, il a déterminé avec beaucoup de soins l'inclinaison magnétique à Londres. M. Sabine est membre du bureau des longitudes depuis la réorganisation de ce bureau. M. Babbage, dans son livre *Sur le calcul des sciences en Angleterre*, range M. Sabine dans la catégorie qui aujourd'hui gouverne la société royale, et il l'a fortement attaqué sous le rapport de l'exactitude des observations. Il y a, en effet, parmi les savants, une opinion assez généralement répandue sur le peu de confiance que devraient inspirer les nombres donnés par cet observateur. On croit qu'il est impossible d'arriver, avec les instruments dont il a fait usage, à ce degré de précision que M. Biot n'a pu s'empêcher de proclamer surhumain. Il faudrait donc supposer que les résultats de M. Sabine sont arrangés, qu'ils ont, en un mot, subi le coup de ponce. C'est une question trop délicate pour que nous puissions la traiter ici, ou du moins rapporter tous les bruits qui ont circulé à ce sujet. Nous nous contenterons de remarquer que, en effet, les différences qui se rencontrent dans les nombres en question sont ordinairement très petites, et que s'ils différaient d'une manière sensible, c'est toujours avec une telle précaution que la moyenne est, pour ainsi dire, connue d'avance : en sorte que M. Sabine semblerait taire des circonvolutions autour d'un point qu'il ne perd pas de vue, et qui est le terme définitif de ses oscillations. Voici la liste de ses ouvrages : 1° *Irregularités magnétiques et attractions locales des vaisseaux* (Transactions philosophiques, 1819) ; 2° *Déclinaisons et intensités magnétiques observées durant la recherche du passage au nord de l'Amérique* (Ibidem, 1819) ; 3° *Expériences pour déterminer l'accélération du pendule à diverses latitudes* (Ibidem, 1821) ; 4° *Expériences pour déterminer l'inclinaison magnétique à Londres* (Ibidem, 1822 et 1829) ; 5° *Températures à de grandes profondeurs dans la mer des Caraïbes* (Ibidem, 1825) ; 6° *Mesures barométriques et trigonométriques comparées au Spitzberg* (Ibidem, 1827) ; 7° *Expériences du pendule, Londres, 1825, in-4°* ; 8° *Intensités magnétiques à Londres et à Paris* (Transactions philosophiques, 1828) ; 9° *Sur la réduction du pendule au vide* (Ibidem, 1829) ; 10° *Pendules à Londres et à Greenwich* (Ibidem, 1829) ; 11° *Pendule du capitaine Kater observé dans le vide* (Ibidem, 1829) ; 12° *Pendule observé à Greenwich et à Allona* (Ibidem, 1830) ; 13° *Correction au pendule relative à la température* (Ibidem, 1830).

SABINSKI (Jouzu), patriote polonois. Il naquit en Podolie, fit ses études à la célèbre école de Krasnemier, ou Wolhynie, et se dévoua des sa plus tendre jeunesse à son infortunée patrie. L'un des membres les plus actifs de la société patriotique polonoise, qui travaillait à reconquérir la liberté et l'indépendance de l'ancienne Pologne, le jeune et bouillant Sabinski fut emprisonné avec plusieurs de ses nobles complices. Après avoir enduré une longue captivité, il fut un jour, en 1826, amené devant le grand conseil inquisitorial ; là, en présence du césarévitch Constantin, le lâche prince Jablonowski, trahissant sa patrie, dévoilait les secrets de la société ; Sabinski, saisi d'horreur, se jette sur le révélateur pour lui arracher les yeux et la langue ; mais, séparé par les gendarmes, il fut ramené dans la prison, avec l'injonction que le lendemain il répondrait de sa violence. Prévoyant le sort qui l'attendait, il se pendit la nuit même avec sa chemise, et préféra ainsi de s'arracher la vie plutôt que de trahir la cause sacrée qu'il avait embrassée avec un dévouement si admirable.

SADÉ (FRAÇOIS-XAVIER-JOSEPH-DAVID, vicomte de), membre de la chambre des députés, né à Aix en Provence, en 1777, appartient à la branche de Sade d'Eyguière. Son aïeul, Joseph-David, comte de Sade,

gouverneur d'Antibes, s'était illustré, en 1746, en sauvant cette clef de la France, attaquée à la fois par une armée austro-sarde et par une flotte anglaise. Son père, le comte de Sade, savant numismate, seigneur d'Eyguière jusqu'à la suppression des fiefs, fut député aux états-généraux de 1789 ; mais cette députation n'ayant pas été admise, il émigra peu de jours après la prise de la Bastille. M. Xavier de Sade, alors âgé de douze ans, fut envoyé à Londres, pour y achever ses études. Au sortir du collège, il alla rejoindre ses parents à Rome. Jeune et sans expérience, il dut partager les sentiments et les préjugés de ceux avec qui il faisoit cause commune. Il entra au service de l'Angleterre. Mais depuis, Page et la réflexion lui apprirent qu'il n'était pas à sa place, et que, tel parti que prenne un honnête homme dans les discordes civiles, il ne doit jamais appeler les étrangers pour le faire prévôiser. Il avait d'ailleurs, sur la politique, adopté les idées du pays où il avait reçu son éducation. Toutefois des liens d'obligations personnelles, contractés envers un général anglais, ne lui permettaient pas encore de le quitter ; et quoique la différence de ses opinions le tint constamment éloigné de la plupart des émigrés français, il ne put se dispenser de rester dans les rangs de l'armée anglaise aussi long-temps que ce général y fut employé. Dès que ce dernier cessa d'être en activité, M. de Sade, ayant obtenu l'autorisation nécessaire, renoua son service, et rentra en France, en 1812. Il se fixa, avec sa famille, à Condé, près de Château-Thierry. Depuis la restauration, il partagea sa résidence entre ce château et Paris, faisant aussi quelques voyages à Londres, où il fournissait des articles à *l'Ambigu*, journal rédigé par Peltier, de Nantes. En 1816, il fut nommé membre du conseil général du département de l'Aisne. En 1822, il publia des *Réflexions sur les moyens propres à consolider l'ordre constitutionnel en France*, Paris, in-8°. Cet ouvrage, dans lequel l'auteur expose avec autant de clarté que de franchise et de sagacité les idées les plus saines sur les véritables principes du gouvernement représentatif, et sur les motifs et les moyens de l'améliorer en France, fit avantageusement connaître M. de Sade, et lui concilia la majorité des suffrages électoraux de son département. A la fin de 1827, ils le portèrent à la députation pour la session de 1828. Plusieurs rapports de pétitions, faits avec conscience et talent, le signalèrent honorablement, entre autres celui qu'il a fait imprimer *Sur diverses pétitions relatives à l'existence des jésuites en France*, 1828, in-8°. Aussi, par une conséquence toute naturelle, fit-il partie de la commission sur le projet de loi relative aux écoles secondaires et ecclésiastiques. Il s'y déclara pour la liberté de l'enseignement. N'ayant pu prononcer à la tribune son *Opinion sur la loi départementale*, il la fit connaître par la voie de l'impression, in-8°. Membre de la commission pour la fameuse adresse à Charles X. il fut un des 221 qui la votèrent. Réélu après la dissolution de la chambre, en 1830, il n'a pas cessé de faire partie de la chambre élective, et quoiqu'il ait continué à siéger au centre droit, et qu'il ne se soit, à proprement parler, enrôlé sous les bannières d'aucun parti, il est du petit nombre de nos mandataires qui ont compris que les résultats de la révolution de juillet ne devaient pas se borner à un changement de personnes, et il a toujours voté avec eux dans le sens de ses libertés publiques auxquelles il est attaché par son éducation, et que la réflexion et l'expérience lui ont fait embrasser avec une conviction toujours croissante. « Dans un état libre, » a-t-il dit, il est impossible d'empêcher les citoyens de se réunir et de s'occuper des affaires publiques. » Membre d'une commission pour examiner la proposition de M. Bérard, tendant à modifier la charte, il n'a pas tenu à lui si l'on n'en a fait qu'un réplâtre. M. de Sade porta encore souvent la parole dans la session de 1830, tant pour présenter des rapports de pétitions que dans diverses discussions sur les modifications du règlement, sur l'application du jury aux délits politiques ou de la presse, sur le crédit supplémentaire pour l'expédition d'Afrique, sur le projet de loi relatif à la garde nationale. Membre de

la commission chargée, en 1831, de l'examen du projet de loi électorale, il se prononça pour l'abandon du cens d'éligibilité, et pour l'adjonction des capacités intellectuelles, regardant comme insoutenable le principe qui voudrait ne faire dériver les droits politiques que de la propriété, sans tenir compte de l'intelligence et de l'éducation. Dans la discussion de cette loi, il proposa de réduire à deux cents francs le cens d'éligibilité. Réélu, la même année, député de l'Aisne, il permit aux électeurs d'appeler de tous ses efforts une loi sur la responsabilité des ministres et des agents du pouvoir, dont l'inviolabilité est un scandale chez un peuple libre ; de voter contre l'hérédité de la pairie et pour les économies ; de ne pas voter une liste civile exagérée ; de faire la part la plus large aux localités, dans la gestion de leurs intérêts ; enfin de ne rien négliger pour que les événements de juillet ne soient pas perdus pour la France. M. de Sade a tenu parole pour tous les objets qui ont été soumis à la discussion. Membre de la commission pour l'examen de la proposition de M. de Brigueville sur le hainissement de la branche aînée des Bourbons, il n'a pas à se reprocher d'avoir neutralisé les effets de la loi rendue à ce sujet. Dans la session de 1831 à 1832, il n'a presque point pris de part aux travaux de l'assemblée, par suite d'une irritation de poitrine. On ne l'a pas vu adhérer à aucune des protestations qui ont paru dans les journaux à l'occasion de la conduite du ministère dans les événements des 5 et 6 juin. Sans désapprouver ce mode de publicité, adopté par la plupart de ses collègues de l'opposition, il a sans doute pensé que, pour manifester ses opinions, un député doit avoir la patience d'attendre la réunion des chambres, et que ce n'est qu'à la tribune ou sur son banc qu'il a véritablement qualité pour parler ou donner son vote. M. Xavier de Sade n'a publié aucun autre écrit que ceux que nous avons cités.

SADÉ (DONATIER-ALPHONSE-FRANÇOIS, marquis, et connu sous le nom de comte de), à qui ses écrits ont valu une si triste renommée, naquit à Paris, le 3 juin 1740. Selon l'usage de la jeune noblesse de son temps, sa première éducation fut extrêmement négligée : il entra de bonne heure au service ; il fut d'abord placé dans le régiment du roi, et fit dans ce corps, soit dans d'autres, toutes les campagnes de la guerre de sept ans. En 1763, il épousa M<sup>lle</sup> de Montreuil, fille d'un président à la cour des aides, et succéda peu d'années après à la charge de lieutenant-général de la Bresse, qu'avait possédée son père. Vivant beaucoup à Paris, quoiqu'il n'eût pas renoncé à la carrière militaire, il ne tarda pas à attirer du bruit par quelques premiers dévergondages ; il avait été livré de bonne heure à lui-même : la nature l'avait doué d'un tempérament et de passions fougueuses ; il se lia avec ce que la société possédait alors de plus dénué de toute espèce de principes. Il se plaignait lui-même qu'un grand personnage, qu'il n'a jamais voulu nommer, et avec lequel il avait la plus déplorable conformité de penchants désordonnés, avait singulièrement contribué à le pervertir. Ce fut en 1768 qu'eut lieu sa première aventure scandaleuse, d'où datent ses malheurs et ses torts. Il avait mené une femme à Arcueil, en partie de débauche ; elle se sauva de sa maison, et tenta d'ameuter tout le village, en se plaignant de mauvais traitements sur sa personne, et d'excès de débauche. La Tournelle se saisit de l'affaire ; mais de Sade fut, par autorité supérieure, condamné à une détention qui ne dura que six semaines ; il est cependant juste d'ajouter qu'ayant obtenu pour ce fait des lettres d'abolition, nous avons sous les yeux la preuve que plusieurs voix dans le conseil avaient même opiné pour que cette femme fût punie comme calomniatrice. Plus tard, en 1773, dans une orgie, à Marseille, ayant administré à quelques femmes publiques une composition dans laquelle entraient des cantharides, le parlement d'Aix informa contre lui. Cet odieux cas de l'hérédité fut regardé par ses juges comme un véritable crime d'empoisonnement, quoiqu'il fût faux qu'il ait été funeste à aucune des femmes qui en furent le sujet. De Sade fut, en conséquence, condamné à mort, avec un domestique qui avait été son

complice. Il trouva moyen de se soustraire à la justice en se sauvant en Italie. Il est assez curieux de savoir que l'on a la preuve que ce jugement rigoureux avait été sollicité avec instance auprès du procureur-général par le chancelier Maupeou, qui voulait ainsi donner une certaine réputation de sévérité au corps que, au milieu de la résistance générale, il venait d'instaurer sur les ruines de l'ancienne magistrature. Revenu en France, de Sade fut conduit à Vincennes, et demanda la révision de son procès, après que les anciens parlements eurent été rétablis. Le premier jugement fut en effet cassé par celui d'Aix, par arrêt du 30 juin 1778, et il ne fut plus condamné qu'à être admis sous le premier président ; mais il avait déjà été enlevé à Vincennes par lettres de cachet, et il y fut renfermé par la même autorité, après une évasion qui lui avait réussi à Orgon, et, en 1784, transféré à la Bastille, dont les portes ne lui furent ouvertes que par le décret de mars 1790 de l'Assemblée constituante pour la libération des prisonniers d'état. C'est pour se distraire pendant cette longue et douloureuse captivité de trois ans, qu'il se donna au travail, et se fit auteur ; mais son esprit avait déjà pris une direction que la solitude et le chagrin ne firent que confirmer. C'est là, entre autres, qu'il composa le roman de *Justine*, qui l'a condamné à une honteuse célébrité. On sait que c'est une production où l'auteur ne s'est pas borné à décrire les scènes les plus dégoûtantes d'obscénités ; mais qu'il a pris à tâche d'insinuer et d'étaler à plaisir tous les lieux communs les plus révoltants que la corruption de son siècle ait fait éclore contre la religion et contre la morale. La réprobation générale a depuis long-temps fait justice de ces infamies ; il ne peut être question de les excuser, même de les atténuer ; nous chercherons seulement à expliquer la possibilité de pareils excès : c'est dans ce but que nous ferons remarquer, que le malheureux auteur a vécu à une époque les plus profondément dépravées dont l'histoire nous ait laissé le souvenir, et qu'il avait largement participé à tous ces déshonnements, se liant avec tous ces libertins que les mémoires du temps nous apprennent s'être fait un mérite des débauches les plus extravagantes. Il ne s'est, en effet, distingué d'eux qu'en mettant au grand jour ce qu'ils pratiquaient avec un peu moins de publicité. Dans quelques chapitres de justification qu'il a laissés, il se plaint lui-même de cette injustice, tandis que pour ne servir de ses propres expressions qui peignent bien les mœurs de son temps, il n'avait d'autres torts que ceux de la vie que menaient les gens de la meilleure compagnie. Sa longue détention vint d'ailleurs ajouter à l'intensité de ses passions déjà trop ardentes, en lui ôtant les moyens de les satisfaire ; ses facultés intellectuelles se ressentirent de cette exaltation ; on en voit les traces dans un journal très-détaillé, qu'il a tenu pendant son séjour à la Bastille, journal qui ne ressemblerait d'ailleurs que le compte de l'uniformité de la vie d'un prisonnier : il est tout rempli d'une espèce de calcul mystique qui paraît avoir rapport à l'heure de sa délivrance. On peut encore citer l'excès même de sa conduite quand le bruit des premiers événements de la révolution pénétra dans son cachot, dans que quelques projets extravagants qu'il paraît avoir rédigés dans l'intention de les présenter sérieusement à l'approbation du gouvernement révolutionnaire, tels que la proposition de l'institution de certains combats de gladiateurs et l'établissement des lieux de prostitution par l'autorité publique, plan qui paraît digne de la philosophie du siècle. On voit aussi dans ses notes, qu'il agit contre sa famille, qu'il avait, selon l'usage, sollicité sa détention pour empêcher ses déordres et avait la prétention de corriger ses mœurs ; exaspéré en outre par la rigueur du traitement que l'on avait cru devoir lui infliger pendant les premières années, il trouvait un moyen de se venger à sa manière, en allant au-delà des excès que l'on avait à lui reprocher. Jusque-là c'est ainsi qu'il expliquait quelques singularités boudées que l'on a trouvées dans ses papiers, comme lorsque dans un moment de dépit il déclara gravement que devenant il est résolu à ne plus croire en Dieu, croyant

qu'il s'imaginait pouvoir prendre ou déposer à volonté dans les déclarations. Dans ces étranges moyens de vengeance, il y a évidemment une teinte de folie ; on y voit un cerveau dérangé qui enfante les idées les plus insensées. Il est consolant de pouvoir être assuré que la dépravation excessive, qui seule a pu dicter d'aussi monstrueuses productions que celles qui sont sorties de l'imagination de celui dont nous esquissons ici la vie, n'est pas naturelle, et que dans le fait elle ne peut être le résultat que de quelque perturbation morale. Sorti de sa prison, de Sade, ne prit aucune part aux crimes de notre révolution ; il continua à écrire, et si son nom a figuré dans la liste de quelque société populaire, sa célérité personnelle bien plus que l'opinion, en a été la cause ; il fut même arrêté et détenu pendant quelque temps, par ordre du comité de sûreté générale. Ce ne fut que sous le gouvernement consulaire que commence sa seconde et longue détention. Il fut arrêté sans poursuite judiciaire, et par simple voie de police, à l'occasion d'une nouvelle publication, le 5 novembre 1800. Il fut d'abord conduit à Sainte-Pélagie, et deux ans plus tard transféré à l'hospice de Charenton, dont il était destiné à ne plus sortir. Il y mourut en effet, le 2 décembre 1814, âgé de 75 ans, au moment où l'établissement du régime constitutionnel devait le rendre de nouveau à la liberté. Vingt-neuf années de sa pénible existence avaient été consommées dans différentes prisons ; et, tant par les suites de la révolution, que par sa propre conduite, il avait perdu sa fortune. Il n'a pas été de ceux auxquels le vice a réussi. Outre *Justine*, qu'il avait composée à la Bastille, il a fait paraître un autre ouvrage intitulé *Juliette*, souillée des mêmes impuretés. C'est celui qui l'a une seconde fois envoyé en prison. Ses autres ouvrages, qui sont assez nombreux, car il avait acquis l'habitude de travailler beaucoup, appartiennent à la littérature légère, et ne contiennent rien de répréhensible : ils consistent en romans et en pièces de théâtre : leur mérite ne s'élève pas au-dessus de la médiocrité, et aucun d'eux n'eût été de nature à lui faire un nom. Voici la liste de ceux qui ont été imprimés : *Aline et Valcourt*, ou le roman philosophique ; *Oxétierne*, ou le Maître du libertinage, drame en trois actes ; *Les crimes de l'amour*, ou le délire des passions ; *Le Marquis de Ganges*. Ses papiers ont, à diverses reprises, été saisis par la police, et ce qu'ils contenaient de contraire aux mœurs a été détruit ; le dernier manuscrit de ce genre, qui se trouvait encore conservé comme curiosité littéraire, appartenant dans un de nos dépôts publics, a été, il n'y a pas long-temps, brûlé par ordre ministériel, obtenu à la requête de sa famille, et en présence d'un de ses membres. Nous sommes donc fondés à déclarer que toute tentative de donner au public quelque nouvelle production sous le nom de l'auteur de *Justine*, et nous savons qu'il y en a eu, ne serait qu'une coupable déception, dans l'espoir de spéculer sur les goûts dépravés d'une certaine classe de lecteurs. Nous venons de dire la vérité, avec la plus scrupuleuse exactitude, sur celui qui est l'objet de cet article. Nous repoussons l'idée de vouloir en rien paraître ses apologistes : mais il lui est arrivé, ce qui ne manque jamais d'arriver à quiconque a manqué, n'importe de quelle manière. Quelque grande qu'aient été ses torts et ses vices, ils ont été si régulièrement aggravés par la malignité ou la crédulité publique. On s'est plu, de son vivant, à répandre sur son compte, dans les bruits populaires, les plus étranges exagérations, et la presse a depuis servi à les propager. Nous nous contenterons de citer la notice qui lui est consacrée dans la *Biographie universelle*, notice qui d'ailleurs a été en partie redigée sur de bons renseignements. Il y est dit, entre autres choses, qu'il « avait séduit sa belle-sœur par des moyens aussi horribles que dangereux pour sa vie ». Or, il est constant qu'il n'avait employé, pour cette séduction, d'autres artifices que ceux qui, dans tous les temps, ont réussi à séduire toute jeune personne : dans celui où il vivait, ni ce genre de talent, ni ce genre d'événement n'était assurément rare. On ajoute que dans sa vieillesse, à Charenton, il cherchait à faire des disciples qu'il cherchait à initier dans ses abominables secrets. On

voudrait par là donner à entendre, je ne sais quelles horreurs mystérieuses, mais il n'a jamais eu d'autres secrets que ceux qu'il a eu la hardiesse de mettre au grand jour dans quelques ouvrages, où ceux qui en sont curieux peuvent aisément aller s'en instruire. Comme nous l'avons déjà dit, le marquis de Sade s'était plongé dans la lie de la société la plus débordée, et il en est le trop fidèle représentant ; il en a partagé, si en a peut-être outre tous les excès et les goûts dépravés ; mais il n'a eu, sur ses compagnons de vices, d'autre supériorité que celle d'en faire plus ostensiblement parade ; que d'avoir eu assez de talent pour en faire une sorte de corps de doctrine, et assez d'effronterie pour la publier. Ces reproches pèsent certes assez sur sa tête, pour qu'il soit inutile d'y en entasser qui lui sont étrangers.

SADE (LOUIS-MARIE de), fils du précédent, né à Paris, en 1767. Recommandable par sa piété filiale, il a, ainsi que son frère, effacé la souillure attachée à cet illustre nom. Lieutenant au régiment de Soult en 1783, il émigra, servit dans le corps de Condé, et entra en France à la fin de 1794. Il y exerça l'état de graveur. Il reprit du service en 1808, fit les campagnes de Friedland et d'Iéna, où il fut blessé. Il était devenu aide-de-camp d'un de nos généraux. Nommé sous-lieutenant au régiment d'Alsace, il fut assassiné par des brigands pendant qu'il allait rejoindre ce corps. Sa mort arriva en 1809. On a de lui : *Histoire de la nation française* (de la première race), ouvrage plein de recherches neuves et curieuses, qui fit recevoir l'auteur à l'académie celtique. Sa mort est à regretter pour la continuation de cet ouvrage.

SADES (LOUIS de), officier de la marine, né à Antibes, en 1753, publia, en 1787, des *Mémoires sur l'administration des fonderies de la marine* ; en 1789, *Loisirs du vaisseau amiral*, ou *Lettres aux états-général sur une nouvelle constitution convenable à la France* ; en 1790, des *Détails historiques sur l'arrestation de M. d'Albert de Riom, commandant l'artillerie à Toulon* ; en 1791, *Lettre à M. Fleuriot, ministre de la marine, au sujet du serment civique*, et, en 1793, une brochure où il cherche à démontrer que toute délibération est interdite de droit aux corps militaires.

SAHUGUET (JEAN-FRANÇOIS-LÉONARD d'AMARANT LA ROCHE de), général de division, né vers 1757. Il entra dans les mousquetaires à l'âge de dix-sept ans, et passa ensuite dans le 7<sup>e</sup> régiment de cavalerie, où il était capitaine en 1784. Colonel dès 1791, il fut nommé général de brigade au commencement de la campagne de 1792. A l'armée des Pyrénées, Sahuguet et l'adjudant-général Fontenilles s'emparèrent, avec un seul bataillon, d'Estery, d'Escala et d'Uabory, petites villes de la Catalogne. Destitué peu après, par suite du décret qui renvoyait tous les officiers ouverts, Sahuguet fut rappelé au service après le 9 thermidor. Envoyé à l'armée d'Italie, sous les ordres de Bonaparte, il traita de l'armistice accordé au duc de Modène, dernier prince de la maison d'Est, qui paya dix millions, donna des chevaux, des vivres, et un certain nombre de chefs-d'œuvre. Chargé par Bonaparte du second blocus de Mantoue, il attaqua Gavernoles, et fit attaquer Borgo par Dallemagne, se rendit maître de tout le Scraglio, rejeta l'ennemi dans la place, et resserra étroitement le blocus. Wurmer, vainqueur par une circonstance imprévue au combat de Cerea, s'avancait sur Mantoue pour s'y renfermer. Sahuguet et Kilmaine l'attendaient avec des réserves à la Molinella ; mais Wurmer arriva par des chemins de traverse à Villa-Inpenta, où se trouvait un petit pont faiblement gardé et que sa cavalerie surprit. Le général Charton, envoyé par Sahuguet, avec cinq cents hommes du blocus de Mantoue, pour défendre ce pont, ne put arriver à temps : il fut saisi par les cuirassiers autrichiens, et resta mort sur le champ de bataille. Sahuguet se distingua aussi au combat de la Favorite, et s'empara du fort Saint-Georges. Il était depuis peu général de division lorsqu'il défit les insurgés italiens à San-Arcangelo, à la Catolica et à la Tavoletta. Ces villages furent réduits en cendres. Il eut quelque temps le gouvernement du Ferrarais, du Bolognais et de la Romagne, et, rappelé en France, il

y eut le commandement des Bouches-du-Rhône. Après la journée du 18 brumaire, il se rendit dans le Vendée avec une mission du premier consul, et à la paix d'Amiens, il alla prendre possession de Talagoe, rendue par les Anglais, et dont il fut nommé capitaine général. Il s'y faisait aimer par son administration douce et paternelle, lorsqu'il mourut, enlevé par la fièvre jaune, en 1823. Le général Sahuguet était un bon militaire, et un homme fort instruit dans les lettres grecques et latines; il possédait aussi plusieurs langues modernes, et entre autres la langue arabe.

SAIGEY (JACQUES-FRÉDÉRIC), physicien et rédacteur de journaux scientifiques, naquit à Montbelliard, le 17 janvier 1797. Il fit ses premières études dans le collège de cette petite ville, et s'occupa avec ardeur d'histoire et de géographie; mais bientôt dégoûté par les lenteurs et la stérilité de l'enseignement classique, il s'adonna spécialement aux sciences vers lesquelles le portait son esprit avide de connaissances positives. Un vieil oncle, démentant ses dispositions naissantes, lui donna quelques leçons de mathématiques, qui remplacèrent avantageusement le cours universitaire. Dénué de moyens d'existence, M. Saigey, jeune encore, donna à son tour des leçons aux enfants d'un fabricant établi dans le département du Doubs. Ce séjour dans une manufacture lui fut utile en ce qu'il y trouva l'occasion de se livrer à des travaux de précision, et d'appréhender à se servir habilement de tous les outils qu'un physicien expérimentateur doit savoir manier dans une foule de circonstances, s'il veut éviter les pertes de temps et de grandes dépenses. Après avoir passé deux années dans cette paisible retraite, il se décida, malgré l'insuffisance des ressources amassées pendant son professorat, et contre l'avis de ses anciens maîtres, à quitter son pays natal et à se rendre à Paris pour puiser aux sources de la science. Il y vint grossir la foule de ces jeunes gens dont la vie matérielle est une suite de privations, et pour lesquelles le monde est tout entier dans les amphithéâtres, les bibliothèques, les musées et les réunions scientifiques. Après une année de hautes études, pendant laquelle il suivit les cours du collège de France et de la faculté des sciences, il fut admis à l'école normale. L'originalité de son esprit inventeur, qui le conduisit hors des routes battues, et lui faisait chercher la vérité au-delà de l'enseignement de l'école, fut remarquée mais non appréciée de ses camarades et de ses professeurs. Là, en effet, comme dans toutes les écoles, le premier mérite consiste à recevoir facilement l'impression du maître et à développer avec netteté et fidélité dans des examens publics les principes qu'il nous a inculqués; une intelligence facile et pour ainsi dire passive, y prend place avec un génie actif et créateur. Un homme profond à la fois dans la physique et dans la chimie, M. Dulong, faisait alors à l'école normale des conférences suivies de manipulations. Les élèves de la section des sciences, toujours peu nombreux, recevaient de lui des explications sur les théories les plus difficiles, et souvent ces explications devenaient des discussions élevées et vraiment complètes, où M. Dulong examinait tous les faits observés, toutes les opinions émises par les savants. L'auditoire n'était pas toujours, il est vrai, à la hauteur de cet enseignement philosophique, plus élevé que celui des facultés et de l'école polytechnique. Un tel cours eût été une institution admirable, une véritable école de physiciens et de chimistes, si l'on eût donné au professeur des élèves tout initiés déjà à la science ou doués d'une grande capacité. M. Saigey fut du très petit nombre de ceux qui profitèrent réellement de ces précieuses leçons, et qui s'adonnerent avec le plus d'ardeur et de succès aux manipulations. Élevé dans la religion protestante, et seul de cette communion dans l'école, il passait dans le laboratoire les longues heures pendant lesquelles ses camarades étaient tenus à la chapelle. Une circonstance vint redoubler son amour des expériences. Une ordonnance royale venait de prononcer le licenciement prochain de l'école normale dont le local devait être abandonné aux séminaristes des missions étrangères. M. Saigey et ses camarades qui assistaient à ses opérations, ne voulurent laisser que vide le laboratoire aux

jeuistes, leurs successeurs, et, en peu de temps, toutes les provisions furent utilement consommées. Il s'agit alors sous avides curiosité par une foule d'analyses et d'expériences délicates. Quand vint l'époque de la clôture de l'école, il fut renvoyé avec une faible indemnité; il fallut presque le chasser de cette maison à laquelle l'attachaient les religieux souvenirs de tant de travaux et d'une si douce intimité. Accusé de libéralisme, comme tous les élèves de l'école, et de plus protestant, M. Saigey ne devait pas espérer d'un jour du pouvoir, et n'en demanda point. Ce fut peu après sa sortie qu'il commença à coordonner les idées qu'il avait alors il n'avait qu'espérances, et à jeter les bases d'un grand travail dont il a publié depuis le commencement. A la même époque, il fut chargé de recueillir et de mettre en ordre la partie des œuvres de Descartes qui compose le cinquième tome de l'édition qu'a donnée M. Cousin. Cette partie avait toujours été, même dans les éditions publiées du vivant de Descartes, entachée d'incertitudes, de fautes de calculs, et d'erreurs confuses. M. Saigey a mis dans le remaniement de ce cinquième volume un goût éclairé et une patience consciencieuse. En 1815, il est entré à la rédaction du *Bulletin universel des sciences*, fondé par M. de Ferrussac, et jusqu'en 1819, il en a rédigé la partie relative aux sciences mathématiques, physiques et chimiques. Dans ce poste difficile, M. Saigey s'est montré juste appréciateur du mérite des inventeurs, indépendant de toute coterie et de cet esprit étroit de nationalité qui domine encore bien des savants. L'emploi de rédacteur principal de la première partie du *Bulletin* exigeait une activité d'esprit, une patience de lecture, une variété de connaissances et une sagacité qui se rencontrent rarement chez un seul homme. Sans prétendre que M. Saigey ait complètement et toujours satisfait aux exigences de ce rôle difficile, nous le rendons du moins cette justice de dire que quand il quitta, en 1819, la rédaction du *Bulletin*, les hommes les plus marquants parmi les lecteurs de ce journal, s'en sont aperçus de son absence, et en ont témoigné leurs regrets. A cette époque, il a fondé avec M. Raoult, son ami, et avec le concours de M. Baudouin, libraire, les *Annales des sciences d'observation*, que ces dernières abandonnées six mois après leur création, un peu avant la dévolution de son importante maison de commerce. Les contestations judiciaires élevées par cet incident, et dont l'issue a été favorable aux deux auteurs, ont empêché la réapparition des *Annales* jusqu'au mois de janvier 1850, époque à laquelle M. Rouen frères se sont chargés de cette publication. Les événements politiques survenus au mois de juillet suivant ont de nouveau paralysé le zèle des éditeurs et ajourné la reprise de leur travail. C'est donc dans ces *Annales* que M. Saigey a mis trois mémoires destinés à faire connaître succinctement la première partie du grand travail dont il s'occupait déjà à sa sortie de l'école normale. Ce travail repose sur le principe suivant: « Il existe dans l'univers un éther formé de molécules identiques, étendues, impenetrables, agissant les unes sur les autres en raison inverse de la carré de la distance, et n'ayant aucune action sur les atomes de la matière pondérable. » Il suit de ce principe qu'il se forme autour de ces atomes des couches de matière étherique qui exercent contre eux une pression. M. Saigey a pu rendre compte, en partant de cette hypothèse, des phénomènes d'électricité, de cohésion, de proportions chimiques. Le troisième des mémoires que nous venons de citer est une théorie de l'électricité démontrée en supposant une seule matière étherique, non pas d'une manière vague comme le fait Franklin, mais avec toute la précision du calcul. Nous ne pouvons faire ici connaître plus complètement cette conception hardie, que peu de lecteurs ont entendue et qui doit fixer l'attention de tous les physiciens géométriques. M. Saigey a annoncé qu'il donnerait la suite de cette théorie. Il a publié aussi dans les *Annales des sciences* six *Mémoires sur les lois des phénomènes attribués au magnétisme en mouvement*. Ces recherches ont exigé des expériences nombreuses et délicates, dont les résultats ont été consignés dans ces mémoires, et que M. Saigey a faites avec des appareils tout à la fois

ples, exacts et construits de ses propres mains. Il résulte de ces recherches qu'une molécule métallique agit sur une molécule de magnétisme en raison inverse de la quatrième puissance de la distance, et en raison directe de la viscosité et des masses. Il a pu calculer l'action d'une plaque d'épaisseur quelconque agissant sur une aiguille. Celle d'une plaque infiniment mince et infiniment étendue est en raison inverse de la distance d'une molécule magnétique ou d'une aiguille infiniment mince. Il a donné enfin dans ces *Annales un Mémoire sur la figure de la terre déterminée par les observations du pendule*. On savait déjà que la surface de l'Océan devait être soulevée par l'action des continents et des îles. Il a calculé cette élévation, et a trouvé qu'elle pouvait aller jusqu'à mille mètres. Au centre de la France, à Clermont, le niveau de la mer s'élèverait de trois cents mètres. Au mois de septembre 1851, M. Saigey a pris la direction du *Lyceé*, journal universitaire, qu'il a converti peu à peu en un journal scientifique, dans lequel se trouvait le compte rendu des séances des sociétés savantes. Cette feuille a été recherchée par un assez grand nombre de membres de l'institut et d'autres savants, auxquels elle offrait ce double avantage de leur faire connaître tous les faits scientifiques nouveaux, et de leur donner un compte exact des travaux de l'Académie des sciences un jour ou deux après chaque séance. Le défaut de moyens pécuniaires a également arrêté cette publication dont on sent toujours le besoin, et qui aurait réussi comme opération financière. L'un des derniers travaux de M. Saigey est un ouvrage présenté récemment au public, sous une forme très-modeste, et qui porte le titre de *Peut-être physique du globe*. Elle doit faire partie d'une collection de livres populaires, parmi lesquels se trouve le *Traité d'agriculture* de M. Raspail, et dont M. Hachette, libraire, est l'éditeur. Dans cet ouvrage, plein de vues nouvelles, l'auteur examine tous les grands phénomènes qui se passent dans l'atmosphère et dans la masse du globe, en rappelant les lois physiques qui les régissent. Ce n'est, à proprement parler, que l'extrait d'un livre plus complet que réclamera le monde savant, et dans lequel l'auteur pourra faire entrer les calculs et les détails intéressants qui a dû supprimer dans un exposé élémentaire. Nous citerons parmi les idées neuves contenues dans cet ouvrage, l'existence de pôles glaciaux plus froids que les pôles proprement dits de la terre, la distribution, jusqu'ici inconnue, de la chaleur dans l'atmosphère, une nouvelle explication de la constitution des nuages, etc. Exposé avec méthode, et riche en faits nouveaux, ce *Physique* doit prendre place parmi les bons ouvrages, malheureusement trop rares, qu'on a publiés sur la même matière. M. Saigey vient de publier récemment un ouvrage d'une haute importance sur les mesures employées par tous les peuples dans les différents siècles. On avait à peine intré vu jusqu'ici quelques parties de ce vaste sujet. Partant des mesures trouvées dans les ruines de l'Égypte, il a calculé toutes les mesures des Égyptiens et des Hébreux primitifs, puis celles des Grecs et des Romains qui en sont dérivées, puis celles des Séleucides, des Ptolémées et du système philétérien. Il a trouvé que de ce système découlaient toutes les mesures actuelles de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie, y compris même la Chine, dont la civilisation est, d'après ce rapprochement de date fort récent. On sait que M. Curvier ne la faisait pas remonter au-delà de l'ère chrétienne. Cette grande découverte est d'un haut intérêt pour la chronologie et la connaissance de la filiation des peuples, jusqu'à notre époque. A cette liste des travaux de M. Saigey, nous aurions encore à ajouter les articles qu'il a fournis à cette Biographie, et qui ont paru dans les dernières livraisons du *Supplément*. Nous ne craignons pas de dire qu'il y a joint les savants et leurs productions avec un rare talent, et nous sentons que ce talent nous manque pour faire apprécier aussi bien à nos lecteurs le caractère particulier de ses œuvres. Jeune encore, doué d'une grande énergie et d'une constitution à l'épreuve des plus rudes travaux, M. Saigey peut et annonce devoir faire beaucoup pour la science. Nous ne lui souhaitons pas de reprendre le métier de rédac-

teur de journaux scientifiques : sa franchise lui a fait plus d'un ennemi, et de quelque utilité que ces publications soient pour ses contemporains, il vaut mieux pour eux, pour lui et pour la postérité qu'il cherche encore à reculer les limites de la science. On s'est demandé souvent pourquoi ce jeune savant n'était pas encore en possession de quelque place scientifique. Au lieu du plus vif patriotisme, et d'ailleurs peu convaincu de son propre mérite, il n'aurait pas voulu solliciter auprès du gouvernement de sa science. Son nom est encore peu répandu en France, il n'a pas suivi la route qui conduit à l'illustration et à la fortune. Aucun de ses travaux n'a été lu aux séances de l'institut, et plus d'un membre de cette compagnie savante ignore peut-être ce qu'il a fait pour la science. Ce sera un service de plus rendu par la Biographie si elle fait connaître un homme qui n'a commis le soin de se faire annoncer à aucune des trompettes ordinaires de la renommée.

**SAINT-AMOUR** (ANNE-FRANÇOIS-JEAN-ELISABETH ou FERMAT de), née à La Haye, le 11 novembre 1786, suivit ses parents dans l'émigration, et épousa, en 1809, M. Renaud de Saint-Amour, aujourd'hui lieutenant-colonel au 3<sup>e</sup> régiment de hussards. Vers 1836, elle quitta son mari, se lia avec quelques sectateurs de l'illuminisme, et se persuada qu'elle avait le don de guérir. M. Ed. Richer, son historien, assure gravement qu'elle l'essaya avec succès à Paris sur plusieurs personnes. Ces miracles n'ayant fait aucune sensation dans Paris, M<sup>me</sup> de Saint-Amour alla les répéter à Nantes. Elle opérait à l'aide de prières et de l'imposition des mains. Là quelques malades qui lui furent présentés se persuadèrent qu'ils avaient été guéris par elle, et le bruit de ces miraculeuses guérisons se répandant, établit à M<sup>me</sup> de Saint-Amour une grande réputation de sainteté parmi le peuple. On dit que l'effluence des malades fut telle alors que plusieurs d'entre eux passèrent la nuit à la porte de la demeure de M<sup>me</sup> de Saint-Amour, attendant avec une pieuse et crédule impatience le moment du jour où elle viendrait les soulager. Quand Nantes eut reconnu l'efficacité de ses prières, Rouen, Angers, Saumur et les villes environnantes, lui députèrent leurs boîtes, leurs paralitiques, leurs épileptiques, auxquels elle imposait les mains et qu'elle renvoyait en prononçant sur eux ces paroles de l'évangile : « Allez, et qu'il vous soit fait selon votre foi. » L'enthousiasme se calma enfin : l'imagination, qui avait pu contribuer au soulagement de quelques malades, abandonna ses illusions, et, malgré quelques personnes d'atmosphère de la société, partisans de M<sup>me</sup> de Saint-Amour, les sifflets et les caricatures remplacèrent les bénédictions dont cette dame avait été un moment entourée. On ignore où M<sup>me</sup> de Saint-Amour exerce aujourd'hui la grande mission qu'elle croit avoir reçue du ciel. Cette dame, dont le physionomie n'est pas encore sans agrément, dont les manières sont distinguées, et qui joint à ces avantages de l'esprit et de l'instruction, avait un autre rôle à jouer dans le monde. Il est triste pour elle qu'elle ne l'ait pas senti. M. Ed. Richer a publié : *Des guérisons opérées par madame de Saint-Amour*, broch. in-8°, et M. de Tollenare a donné une autre brochure sur cette dame, intitulée *Point d'effet sans cause*, 1838, in-8°.

**SAINT-AUBIN** (JEANNE-CHARLOTTE SCHROEDER) célèbre actrice retirée de la Comédie-Italienne et de l'Opéra-Comique, est née à Paris, le 9 décembre 1764. Son père, Frédéric Schroeder, Hollandais de naissance, après avoir servi sous les maréchaux de Saxe et de Lowendal, s'était fait directeur de spectacles de province. Trois sœurs de M<sup>me</sup> Saint-Aubin avaient suivi la carrière dramatique, et l'aînée, M<sup>me</sup> Moultinghen, se distinguait comme danseuse, actrice et cantatrice à la Comédie-Italienne, où sa mort prématurée, en 1780, laissa de vifs regrets. Un frère aîné de M<sup>me</sup> Saint-Aubin, connu sous le nom de Frédéric, était un des premiers danseurs de l'Opéra, qu'une chute dangereuse l'obligea de quitter au commencement de la révolution. Ce fut sous le nom de Mlle Frédéric que l'actrice inimitable, qui fait le sujet de cet article, parut, à l'âge de huit à neuf ans, au prêt spectacle de la cour, di-

rigée alors par le père de M<sup>lle</sup> Desbrosses. Elle y joua, devant Louis XV, le rôle de la sœur Ninette dans l'Opéra d'*Acajou*, de Favart, et ce monarque applaudit les grâces enfantines de la jolie débutante. Un des rôles où la jeune Frédéric, à cette époque, donna des marques de ce naturel, de cette verve comique qui ont formé une partie des attributs de son talent original, c'est le rôle de Crispin dans *Le soldat magicien*, qu'avait créé M<sup>lle</sup> Luxy. Attachée à la troupe de Montansier, qui desservait les théâtres de Versailles, Caen, Tours, etc., M<sup>lle</sup> Frédéric passa, en 1778, à celui de Bordeaux, où elle continua d'obtenir les plus justes applaudissements dans les jeunes amoureuses de la comédie, les rôles à corset de l'opéra-comique, et les travestissements. Elle fut engagée, en 1781, au théâtre de Lyon, et ce fut là qu'elle commença d'établir véritablement sa réputation. Elle y eussa, en novembre 1781, Saint-Aubin, acteur excellent du même théâtre. Adorée à Lyon, non moins pour les charmes de son talent que pour l'intérêt qu'inspiraient sa personne et ses vertus domestiques, elle fut appelée à Paris. La célèbre M<sup>me</sup> Saint-Huberty, qui, dans un voyage qu'elle venait de faire au midi de la France, avait été à même d'apprécier M<sup>me</sup> Saint-Aubin, lui avait obtenu un engagement et un ordre de début pour l'Académie royale de Musique, où elle avait fait recevoir aussi le mari de cette actrice. M<sup>me</sup> Saint-Aubin y parut, le 26 janvier 1786, dans *Colinette à la cour*, où elle joua trois fois le principal rôle avec le plus grand succès. Elle devait aussi jouer l'Amour dans *Orphée*; mais la crainte d'une descente périlleuse sur la scène par le moyen des machines la fit renoncer à ce rôle. Elle reconnut d'ailleurs que sa jolie petite taille et le volume de sa voix n'étaient pas en proportion avec la vaste salle de l'Opéra, et que son physique et la nature de son talent convenaient mieux au genre de l'opéra-comique et de la comédie qu'à la tragédie lyrique. Il fallut un ordre du ministre pour rompre son engagement avec l'Opéra, qui ne voulait pas laisser échapper un sujet sur lequel il avait déjà fondé ses espérances. M<sup>me</sup> Saint-Aubin débuta, le 29 juin 1786, à la Comédie-Italienne, rue Favart, par les rôles de Marine dans *La colonie*, et de Denise dans *L'éprouve villageoise*. Une figure s'imable, fine et expressive, une voix fraîche et flexible, peu étendue à la vérité, mais qui ne manquait ni de timbre, ni de mordant, un maintien plein de grâce et de décence, une prononciation nette, un débit vrai, des gestes simples et naturels, l'intelligence et l'habitude de la scène, un jeu spirituel, lui assurèrent un triomphe complet. Les règlements permettaient alors de débiter dans neuf rôles. M<sup>me</sup> Saint-Aubin les parcourut avec une égale supériorité, et le maréchal de Richelieu lui permit même d'en essayer neuf autres. Elle n'en put jouer que huit, parce que Clairval étant tombé malade, personne n'osa remplacer le monarque de l'Opéra-Comique. On la vit encore avec un nouveau plaisir dans les rôles de Bébet de *L'éprouve villageoise* et du Druil du seigneur, de Colombine dans *Le tableau parlant*, de Clot dans *Le jugement de Midas*, de Jacinthe dans *L'ami jaloux*, d'Agathe dans *L'ami de la maison*, de Lador dans *L'amoureux de quinze ans*, enfin dans *Isabelle et Gertrude*, dans *Annette et Lubin*, et même dans des rôles de comédie, tels qu'Eugénie de *La femme jalouse*, Angélique de *L'éprouve nouvelle*, etc. Ce théâtre était alors surchargé de sujets, notamment d'amoureuses, qui avaient leurs amis et leurs partisans. Une jeune actrice, douée de toutes les grâces de l'esprit, du physique et du talent, fut pour elles un sujet d'alarmes et de crainte. La protection déclarée du public fit surmonter à la débutante tous les obstacles. Mais lorsqu'elle eut été admise à l'essai, avec dix-huit cents francs d'appointement, ses rivales se liguerent contre elle, et employèrent mille tracasseries pour la dégoûter d'un théâtre dont elle devait être un jour le délice et le soutien. Toutefois plus M<sup>me</sup> Saint-Aubin éprouvait de contrariétés, plus le public se passionnait pour elle. Les auteurs s'empressèrent de lui donner des rôles dans leurs ouvrages. Elle en créa plus de deux cents, dans l'espace de vingt-deux ans qu'elle a été aux théâtres Favart et Feydeau. Tout était du res-

sort de M<sup>me</sup> Saint-Aubin, rôles à sentiments, rôles pathétiques, ingénus, soubrettes, travestissements, grandes coquettes. En voici une liste abrégée qui donnera une idée de cette prodigieuse facilité à revêtir toutes les formes, dans la comédie et dans le drame: Sophie de *Tom Jones* et *Fellamar* et de *Sophie et Derrière*. Bonne dans *Les arts et l'amitié*, la vicomtesse dans *L'école de l'adolescence*, Louise dans *Leuis et Felice*, la chanoinesse dans *Le convalescent de qualité*, Constance dans la pièce de ce nom; dans l'opéra-comique: Jacquot des *Solitaires de Normandie*, Michel des *Deux petits Savoyards*, *Panchette*, *Euphrasie*, la sœur Lucile dans *Les rigueurs du cloître*, Adolphe dans *Le Souterrain*, *Philippe et Gerorgette*, *Lodoiska*, *Roméo et Juliette*, *Jean et Genavieve*, Suzanne dans *Ambroise*, *Adèle et Doran*, *Le petit jockey*, *Lisbeth*, Claire dans *La maison isolée*, *Elisa*, Rosine dans *Le prisonnier*, Laure dans *L'éprouve-comique*, Elise dans *L'écrite valet*, Laure dans *L'actrice chez elle*, Clara dans *Les deux prisonniers*, Zok dans *La pauvre petite*, Marton dans *Ma tante Aurora*, Aline, reine de *Colonde*, Alexandrine dans *Un quart d'heure de silence*, Zerbine dans *Michel-Ange*, Constance dans *Une heure de mariage*, l'un des *Aréopages de Tolède*, la soubrette dans *Les rendez-vous bourgeois*, et une foule d'autres qui l'ont placée au rang des actrices du premier ordre. On appelle M<sup>lle</sup> Mars la perle du Théâtre-Français; M<sup>me</sup> Saint-Aubin était aussi la perle de la Comédie-Italienne et de l'Opéra-Comique. Personne, pas même M<sup>lle</sup> Mars, n'a mieux nuancé les différents caractères d'ingénuité, suivant l'âge, l'éducation, le rang, l'état, la situation des personnages qu'elle avait à représenter. La nature semblait véritablement l'avoir formée exprès pour les rôles de jeunes filles; mais M<sup>me</sup> Saint-Aubin en avait reçu aussi une rare intelligence, une imagination vive, un tact sûr, une âme brûlante et expansive, une phylonomie extrêmement mobile. Avec tant d'avantages, il ne lui eût fallu que deux ou trois poudres de plus pour être la première actrice dans tous les genres, même dans la tragédie et dans la pantomime. Elle a égale M<sup>me</sup> Dugazon dans la plupart des beaux rôles que celle-ci avait créés dans sa jeunesse, et elle a toujours su se préserver de cette décadence, de cette sorte de dégradation dans le ton et dans les manières que M<sup>me</sup> Dugazon avait contractées dans les dernières années de sa carrière théâtrale. M<sup>me</sup> Saint-Aubin ne sortit jamais du ton le plus vrai de la nature. Son comique spirituel était aussi éloigné de l'aféterie que de la trivialité. Son débit était si facile qu'il semblait absolument dépourvu d'art. Dans la douleur, ses cris étaient déchirants sans être forcés. Elle avait enfin le rare talent, dans la même pièce et souvent dans la même scène, de faire rire et pleurer tour à tour. Saisissant avec sagacité les plus fines intentions des auteurs, elle a assuré le succès de plusieurs ouvrages qui peut-être seraient tombés sans elle, et dont quelques-uns n'ont pu se soutenir lorsqu'elle les a abandonnés. Il en est, comme dans *L'amoureux de quinze ans*, où elle a joué à diverses époques trois rôles différents. Comme cantatrice, elle était sans doute moins parfaite; mais si sa voix était un peu faible, elle en tirait adroitement parti, suppléant à la force par le goût et l'esprit: jamais on n'a chanté la romance avec plus d'expression. Reçue sociétaire à quart de part, en 1788, M<sup>me</sup> Saint-Aubin ne put obtenir la part entière qu'en 1798, après ses succès dans *Le prisonnier*. Elle perdit tout le fruit de ses économies par la faillite du théâtre Favart, en 1800. A la réunion des deux troupes d'opéra-comique, qui eut lieu l'année suivante, au théâtre Feydeau, elle conserva son rang de sociétaire, et fut un des cinq membres du comité d'administration; mais se voyant la seule femme après la retraite de M<sup>me</sup> Dugazon, elle donna sa démission. Toujours honorée de la bienveillance du public, mais toujours en butte à la jalousie, aux contrariétés de plusieurs de ses camarades, M<sup>me</sup> Saint-Aubin, qui paraissait encore jeune, se détermina à quitter le théâtre. D'un peu trop d'embonpoint pour continuer à jouer les amoureuses, elle était trop petite pour prendre les rôles de mère. Sa représentation de retraite, qui eut lieu le 2 avril 1808, fut un acte de bienfaisance. Elle

en partage le produit avec la veuve de Dozainville. Elle y parut dans *La prisonnier*, où elle joua le rôle de M<sup>me</sup> Belmont, pour faire essayer celui de Rosine à sa fille Alexandrine. M<sup>me</sup> Duret, sa fille aînée, joua dans *Le concert interrompu*. Pendant la durée de sa carrière théâtrale, M<sup>me</sup> Saint-Aubin n'avait obtenu que trois congés. On ne gâtait pas alors les comédiens. Elle ne fut pas mieux traitée après sa retraite. Sa pension n'est que de dix-neuf cents francs, auxquels le roi a bien voulu ajouter trois mille francs par an. En 1816, le bruit courut qu'elle voulait établir un nouvel Opéra-Comique. Elle s'empres de le démentir par une lettre qu'elle publia dans les journaux, afin de parer ce dernier trait de la malveillance qui cherchait encore à troubler son repos et à nuire à ses intérêts. Le 7 novembre 1818, elle fit ses derniers adieux au public, dans *Une heure de mariage*, où elle joua avec M<sup>me</sup> Duret pour la représentation de retraite de son mari. Depuis lors, elle s'est toujours refusée à toutes les propositions qui lui ont été faites de repaître sur la scène. Si M<sup>me</sup> Saint-Aubin, par la franchise et la vivacité de son caractère, ou par la supériorité de ses talents, a blessé quelque amour-propre ou excité quelque envie, elle n'en a pas moins de droits à l'estime publique, à la tendresse de sa famille, à la reconnaissance de ceux qu'elle a obligés, et à l'amitié de ceux qui savent apprécier ses excellentes qualités. Chargée d'une nombreuse famille qu'elle a élevée avec soin, elle a fait des pensions à son père, à deux des ses sœurs, jusqu'à leur mort; elle en fait encore à ses deux frères. Économe, mais désintéressée, elle n'a jamais affecté ce luxe scandaleux qu'on reproche généralement aux actrices; et l'on sait même que, pendant la révolution, elle a refusé un mariage assez brillant qui l'aurait forcée de rompre son premier hymen et de se séparer de ses enfants. Cette preuve d'attachement à ses devoirs de mère et d'épouse, est le plus bel éloge de cette actrice célèbre.

SAINT-AUBIN (ARGENTIN-ALEXANDRE D'HERBES, dit), mari de la précédente, naquit à Paris, en 1754, fut d'abord destiné à l'état de graveur en taille-douce, qu'il n'a jamais cessé d'exercer; mais ayant reçu de la nature une belle voix de haut-contre, il crut devoir en tirer parti, et se fit comédien. Après avoir joué à Bruxelles, il revint à Lyon où il avait débuté, et il y était depuis quelques années lorsqu'il épousa, en 1783, M<sup>lle</sup> Frédéric. Appelé à Paris pour remplacer Legros, il y parut, le 9 décembre 1784, dans le rôle d'*Alys*. On le fit revenir l'année suivante, et il fit son second début, le 11 septembre 1785, dans *l'Iphigénie en Tauride* de Gluck, où il joua le rôle de Pylade. Il fut engagé le 1<sup>er</sup> octobre suivant. N'ayant pu obtenir son congé pour se réunir à sa femme qui avait été reçue à la Comédie-Italienne, il retourna à Lyon en 1788, revint à Paris en 1790, débuta au Théâtre-Italien, le 8 mai, par Cliton dans *L'ami de la maison*, et le 11 dans Apollon du *Jugement de Midas*. Le 3 octobre, il parut sur le théâtre Feytaud, dans le rôle du comte de *L'île enchantée*; mais, malgré les applaudissements qu'il avait reçus dans la capitale sur les trois théâtres lyriques, il retourna la même année à Lyon, où il était un des co-intéressés dans la direction du spectacle. Ce ne fut qu'en avril 1793 qu'il vint se fixer à Paris. Engagé à l'Opéra-Comique de la rue Favart, il en devint sociétaire jusqu'en 1801 qu'il passa avec ses camarades au théâtre Feytaud, où il est resté jusqu'à sa retraite, en 1817. Il obtint sa représentation à bénéfice le 7 novembre 1818, et mourut le 1<sup>er</sup> décembre suivant, à l'âge de soixante-quatre ans. Saint-Aubin, comme acteur, avait de l'intelligence, de la correction et une bonne tenue, mais il était un peu froid. Il chantait avec plus de goût et de pureté que d'expression, mais son goût n'était plus à la mode. Sa voix avait eu de la fraîcheur, de la justesse et de la flexibilité: lorsque l'âge l'eût rendue un peu nasillard, il prit l'emploi de La Ruette, vacant par la mort de Dozainville, et s'y distingua plus utilement que dans celui de première haute-contre. Il se grimaît fort bien, et il était fort plaisant dans plusieurs rôles, tels que *Marsyas* dans *Le jugement de Midas*, *Dalain* dans *La fausse magie*, le chef des ennemis dans *Atine*, les baillis,

tels que celui du *Nouveau seigneur*, qu'il créa avec beaucoup d'originalité. Du reste, son zèle était sans bornes, et il se chargeait de tous les rôles que les autres refusaient. Cet acteur se recommandait d'ailleurs par les qualités les plus estimables. Il était honnête homme, ami sûr et excellent père de famille. Comme graveur, il a laissé quelques estampes estimées, et il a fait plusieurs cartes pour l'atlas de Mentelle, son parent.

SAINT-AUBIN (CÉCILE), plus connue sous le nom de M<sup>me</sup> Duret, née à Lyon, en octobre 1788, est une de nos plus célèbres cantatrices. Après avoir reçu pendant trois ans des leçons de Tarchi, elle entra au conservatoire de musique où elle devint élève du fameux Garat. Elle débuta au théâtre Favart, en 1804, dans *Le concert interrompu*, *Montano* et *Stéphanie*, etc., et y fit applaudir le beau timbre, la justesse et la flexibilité de sa voix. Elle n'a pas obtenu moins de succès dans tous les rôles où elle a eu occasion de déployer son talent et sa méthode parfaite de chant; mais comme actrice, elle a laissé beaucoup à désirer. Une extrême timidité qu'elle n'a jamais pu vaincre nuisit long-temps à ses moyens, et lui donnait un air embarrassé. Son débit, quoique généralement froid, ne laissait pas d'être juste, et personne n'a mieux chanté et joué le rôle de Zemire, et celui d'Hélène dans *Sylvain*. Elle a épousé M. Duret, violon de l'Opéra et de la chapelle. Reçu sociétaire en 1811, mais se sentant peu de goût pour une profession qu'elle n'avait embrassée que par égard pour ses parents, elle l'avait quittée et reprise plusieurs fois, lorsque la mort de son fils unique la détermina, en septembre 1830, à envoyer sa démission. Elle renonça aussi peu de temps après à la place de cantatrice qu'elle occupait depuis plusieurs années à la chapelle de l'empereur et roi, et elle a obtenu depuis sa pension de retraite. Ses talents ne sont pas entièrement perdus pour le public, car elle transmet à ses élèves la bonne tradition de chant qui lui avait mérité une si belle réputation.

SAINT-AUBIN (ALEXANDRINE), sœur cadette de la précédente, est née à Paris, en avril 1793. Élève de sa mère, avec qui elle a beaucoup de rapport pour la taille et la figure, elle s'essaya, en 1808, dans *Rosine du Prisonnier*, sous les auspices et sous les yeux de sa digne institutrice, et l'accueil qu'elle reçut du public l'encouragea à débiter en 1809. Elle fut successivement applaudie dans plusieurs des pièces où sa mère s'était rendue si célèbre: *L'opéra comique*, *Ambroise*, *Paul et Virginie*, etc. Son succès dans le joli rôle de *Cendrillon*, qu'elle créa en 1810, fut prodigieux et presque sans exemple; mais elle ne réalisa point entièrement les espérances qu'on avait conçues de son talent naissant. Avec des grâces et de la gentillesse, elle n'avait cependant ni l'âme ni la verve de sa mère, ni la voix de sa sœur, et ne paraissait point appelée à soutenir une aussi haute réputation. Une injustice qu'elle éprouva d'un homme qui retint l'ordre de réception qu'elle avait pour le théâtre Feytaud, et fit recevoir à sa place une actrice fort médiocre pour laquelle il avait une bienveillance particulière, détermina M<sup>me</sup> Joly, en 1827, à renoncer à la carrière dramatique. Elle avait épousé, en 1812, Joly, acteur original et plein de naturel, que l'on a applaudi successivement aux théâtres des Variétés et du Vaudeville, et qui végéta aujourd'hui sur celui des Nouveautés. On se souvient encore que cet acteur avait établi d'une manière très plaisante les rôles de *Gaspard l'avid*, *Lontara*, etc. Au surplus, Joly a plus d'une ressource; il excelle à dessiner les caricatures. Il a donné au théâtre des Nouveautés, en 1827, *Paris et Londres*, pièce en trois tableaux et en vaudevilles.

SAINT-BEUVE (CHARLES-ARGENTIN de), né à Brulogne, le 23 décembre 1804, quitta cette ville en 1818 pour achever ses classes à Paris. Au moment de s'ouvrir une carrière, peut-être se sera-t-il souvenu que ce nom avait déjà été illustre au temps de Port-Royal. Il ne s'agissait plus toutefois de marcher sur les mêmes traces: le mouvement du siècle a éliminé de nous les casuistes et la Sorbonne, ainsi que les honneurs de la persécution, et d'ailleurs, né avec l'empire, le jeune Sainte-Beuve n'était pas doué d'un esprit rétrograde.



Il semblait se consacrer à la médecine qu'il étudiait depuis l'âge de dix-huit ans; néanmoins il prit part, en 1826, à la rédaction du *Globe*, journal qui commençait sous des auspices favorables. A la vérité, pendant le cours de l'hiver suivant, M. de Sainte-Beuve fut assidu à l'hospice Saint-Louis, comme élève externe; mais ses inclinations littéraires ne souffrirent pas long-temps un tel partage. Il publia, en 1827, le fruit de ses recherches sur l'ancienne versification française, et, peu de temps après, les *Poésies de Joseph Delorme*, recueil auquel un littérateur, qui devait être bientôt de l'Académie, opposa, en 1830, un manuscrit de Jacques Delorme, frère de Joseph, sous ce titre: *Consécration d'un romantique*. M. de Sainte-Beuve, que l'on commençait à mettre au nombre de ceux sur qui repose en littérature l'espoir de notre temps, initiait *Consolations* le volume qu'il fit imprimer ensuite, ce qui ne voulait pas dire qu'il en fût encore au point où on cherche à opposer quelque consolation capricieuse à l'impu du succès, lassitude qu'on n'éprouve guère, au reste, que dans un âge avancé, et dans laquelle il peut toujours entrer un peu de prévention. Le nom de l'éditeur de Joseph Delorme se trouve inscrit, et non l'un des derniers, sur les hameaux de ceux qui font profession de préférer dans leurs écrits l'effet subit à l'effet durable, et la nouveauté à la convenance. Mais comme tous les genres peuvent être l'ons chez de bons esprits, plusieurs morceaux de M. de Sainte-Beuve joignent à la hardiesse de l'expression un autre mérite qu'il semble n'avoir pas eu même besoin de chercher, celui de la délicatesse dans les sentiments, de la justesse, du goût enfin, car le goût peut prendre de l'autorité dans la rage même où on n'aime pas à s'y soumettre entièrement. Il est ainsi prouvé que souvent il ne manque aux soutiens de l'école romantique que le vouloir et la patience. Les convenances ne sont pas un joug arbitraire: c'est une loi très naturelle, qui, par la médiocrité du talent, dégénère sans doute en servitude, mais que le génie reconstruit librement dès qu'il s'éclaircit et s'exterce. Ce qui a fait accuser les classiques d'une sorte de stérilité, c'est qu'on a compté parmi eux un groupe de simples imitateurs, comme ces hommes, inutiles en effet, devaient être comptés quelque part. S'il faut absolument distinguer encore deux écoles, ne semble-t-on pas destiné à réunir les avantages de l'une et de l'autre, quand on fait de bonne heure différents morceaux ou se trouvent des vers tels que ceux-ci ?

Ainsi passent ses jours, depuis le premier âge,  
Comme des flois sans nom, sous un ciel sans orage,  
D'un cours lent, solennel, et pourtant uniforme:  
Car ils savent qu'ils vont au rivage éternel.

Il y a bien dans le dernier vers quelque chose de hardi, mais c'est une témérité aussi choisie qu'expressive. Durant l'automne de 1830, l'éditeur de Joseph Delorme prit une part plus grande qu'auparavant à la rédaction du *Globe*; ensuite il n'y mitra plus que des articles littéraires assez rares, lorsque cette feuille s'ouvrit au point de se faire l'organe spécial du prométhéisme saint-simonien. En 1831, M. de Sainte-Beuve fut invité à se rendre à Liège pour y occuper une chaire de littérature à l'université; mais il n'accepta pas, et il faut peu s'en féliciter, si ce fut, comme on l'a dit, parce que Liège n'appartient plus à la France. Depuis 1830, la *Revue de Paris*, la *Revue des deux mondes*, etc., ont contenu divers articles importants de M. de Sainte-Beuve. Il vient de les réunir en grande partie dans le volume intitulé *Portraits*, et rassemble ainsi pour former, si ce n'est un corps de haute critique littéraire, du moins un ensemble d'esquisses de ce genre, ces morceaux ajoutent beaucoup à la réputation de l'auteur. Il s'agit dans ces portraits de plusieurs hommes célèbres des temps précédents, de Racine, La Fontaine, Boileau, André Chénier, etc., et de deux contemporains, l'abbé de La Mennais et M. de Senancour. La direction que leur talent présentait, la nuance particulière de leur génie, et souvent leur pensée la plus secrète y sont interrogées

avec l'indépendance ou la pénétration d'un homme qui connaît aussi et tous les mouvements du cœur et toutes les ressources de l'art. Les ouvrages publiés jusqu'aujourd'hui par ce jeune écrivain sont: 1° *Tableau historique et critique de la poésie française au seizième siècle*, suivi d'un choix de poésies de Ronsard, avec biographie et commentaires, 1828, 2 vol. in-8°; 2° *Vie, poésies et pensées de Joseph Delorme*, 1829, 1 vol. grand in-16; 3° *Consolations*, mars 1830, in-16; 4° *Critiques et portraits*, 1832, in-8°.

SAINT-FAL (ETIENNE MEYRIEX, dit), comédien français retiré, est né à Paris, vers 1760, de parents honorables. Entraîné de bonne heure par l'amour du théâtre, il reçut des leçons de Preville. Il résista aux vœux de sa famille; mais, par égard pour elle, il changea de nom et alla débiter à La Haye. Après avoir joué quatre à cinq ans dans cette ville, à Bruxelles et à Lyon, il revint à Paris, en 1782, et parut, pour la première fois, le 8 juillet, sur le Théâtre-Français, dans le rôle de Gaston de Gaston et Bayard. Il joua ensuite Hippolyte dans *Phèdre*, Nérotan dans *Zaire*, Saint-Albin dans *Le Père de Famille*, Clérudon dans *Le Génie*, Darnis dans *La métempsé*; fut reçu pensionnaire, puis sociétaire. Placé à côté de Larive et de Saint-Prix, qui avaient sur lui l'avantage d'une taille et d'un organe imposants, il eut recours à l'art pour que sa voix, naturellement un peu rauque et enrouée, ne fût point étouffée. A force de travail, il parvint à se former un genre de déclamation adapté à ses moyens, et à ménager ses forces en évitant les éclats au commencement des longues tirades, pour mieux faire ressortir les passages saillants où il fallait déployer toute son énergie. Cette méthode, qui semblerait tenir un peu du charlatanisme, lui réussit dans la tragédie, et lui valut de fréquents applaudissements, auprès de ses rivaux. Elle convenait moins à la haute comédie où elle paraissait pesante et emphatique. Quoiqu'un peu tard dans sa démarche, Saint-Fal avait de la dignité dans le port et dans la physionomie, et ses mouvements ne manquaient pas de grâce. Cependant il n'était regardé encore que comme un acteur ordinaire, lorsqu'il fut arrêté, en 1793, avec ses camarades. Détenu aux Madelonnettes, puis à Picpus, il ne recouvra la liberté que vers la fin de 1794, et se réunist à cette fraction de la Comédie-Française qui s'établit au théâtre Louvois sous la direction de Mlle Raucourt. Ce fut là qu'il commença véritablement de se faire une réputation tant dans son emploi de jeune premier, qu'il jouait en chef, avec beaucoup de chaleur et de sensibilité, malgré sa déclamation systématique, que par la manière originale avec laquelle il créa le rôle du comte de bureau dans *Medea et rampart de Picard*, en 1797. L'année suivante, il passa à l'Odéon avec la troupe dont il faisait partie, et il y montra un talent supérieur dans le drame. Les amateurs se suivaient encore du prodigeux effet qu'il fit dans le personnage de Renaud de *Misanthropie et repentir*. L'expression de son jeu mort communiçait aux spectateurs les plus insensibles la souffrance qui était peinte sur tous ses traits. Après le premier incendie de l'Odéon, en 1799, Saint-Fal et ceux de ses camarades qui ne passèrent pas au Théâtre-Français de la rue de Richelieu, jouèrent sur les théâtres du Marais, de la Cité, de Feytaud. Mais lorsque cette troupe, dirigée alors par Picard, revint s'installer au théâtre Louvois, en 1801, Saint-Fal alla compléter la réunion des comédiens français. Il y renoua à la tragédie, aux amoureux de la comédie, et se porta pour héritier d'une partie des derniers rôles de Molière. Sans égaler tout-à-fait ce grand comédien, il se montra le seul acteur digne de le remplacer dans les rôles de caractère. Ce nouvel emploi convenait d'autant plus à Saint-Fal, que l'âge avait un peu refroidi son enthousiasme, renforcé sa complexion, et que les sous-praïts de sa voix avaient toujours été plus agréables que les sons élevés. Sans avoir la finesse, les grâces et la légèreté de Fleury, il représentait mieux les personnages dont le ton exige de la fermeté de la franchise, du naturel et de la bonhomie. Indépendamment des rôles de roi, de brillants marquis et de généraux, il le surpassait dans *La misanthropie*, *Le bourgeois bienfaisant*, *Le vieux célibataire*, *L'opéra*.

*L'amant bourru*, et même dans *Le philosophe marié*, *L'impaiant*, *La babilard*, *La métramanie* et *Le distrait*. Ce fut à cette époque qu'il crêta avec beaucoup de talent le rôle du père dans la comédie des *Deux gendres*. Après quarante-deux ans de service, Saint-Georges obtint sa représentation de retraite, en 1834. Il était alors le doyen des comédiens français, et le dernier qui restât de cette réunion admirable de grands talents dont nous n'avons plus que le souvenir et les regrets.

SAINT-GEORGE (le chevalier de), fils du riche fermier-général Boulogne, et d'une négresse qui l'avait entièrement captivé. Il naquit le 25 décembre 1755, à la Guadeloupe. Amené en France à l'âge de dix ans, par son père, il fit bientôt remarquer sa facilité dans divers genres d'études et d'exercices. Son penchant particulier pour l'art de l'escrime s'était déjà manifesté, lorsque, vers 1788, il fut mis en pension chez La Boessière, maître d'armes, dont la méthode était fort estimée, et dont le nouvel élève ayant surpassé tous les autres, en six années de séjour, ne fut plus désigné dans les salles d'armes que sous le nom de *l'insimilable*. Il ne le paraissait pas en cela seul, et c'est assez de lui pour répondre à quiconque prétendrait encore attribuer à la race noire cette infériorité absolue que l'orgueil des blancs avait long-temps admise par ignorance, et dont tout mulâtre doit participer naturellement. Les cheveux crépus de Saint-George et sa couleur très foncée ne l'empêchèrent ni de faire des progrès dans des études sérieuses, au point d'être regardé comme un esprit orné à Paris même, ni de réussir dans la société, et particulièrement auprès des femmes, qui lui trouvaient un excellent ton, ni enfin de joindre dans la musique à la science de la composition une exécution assez brillante pour n'avoir à craindre d'être comparé dans un concert à aucun violoniste. A la vérité, on trouva plus de finesse que de caractère, et plus de grâce que d'intention dans la musique qu'il fit pour plusieurs pièces de théâtre, et cela fut allégué comme une confirmation du système selon lequel le génie est refusé aux hommes de couleur. Mais quand il ne leur resterait d'autre prérogative que d'exceller dans ce qui peut se réduire à une ingénieuse imitation, ce partage serait assez beau : il serait commun avec quelques nations issues de la grande famille des blancs, et d'ailleurs on a vu même des noirs habiles dans le gouvernement à des époques difficiles. Refuser, comme on le faisait autrefois, de reconnaître en eux des frères, afin de pouvoir les traiter en bêtes de somme, était donc d'un fanatisme aussi impertinent que de mettre en doute, dans un concile, l'admission des femmes au nombre des enfants du père céleste. La dextérité, l'adresse et une grande souplesse caractérisaient Saint-George. A défaut d'autre instrument de musique, son fouet lui suffisait pour rendre passablement un air. Il dansait de manière à exciter l'admiration ; il nageait non moins bien, et il était excellent chasseur : on ne connaissait personne qui patinât comme lui ou qui pût le suivre à la course ; il passait pour un des premiers écuyers de France, et montait à poil les chevaux les plus indociles ; mais c'était surtout dans l'escrime que cet homme des Antilles, bien fait, d'une belle taille, et doué d'une grande force, développait tous ses moyens, sans que son assurance l'empêchât jamais des principes. Selon les expressions de La Boessière fils, dans la notice jointe à son *Traité de l'art des armes*, le chevalier de Saint-George se faisait admirer particulièrement dans sa manière de tirer le mur. Sa quarante sous les armes était étonnante, et il surprenait d'avantage lorsque, l'épée engagée au-dessus, il était à bonne portée et en garde d'assaut. Sa main, soutenue au plus haut, le rendait toujours maître du faible de son adversaire. S'il portait assez loin la complaisance quand il tirait avec ses amis, il fallait toutefois se garder de prétendre l'avoir vaincu : reprenant alors ses droits par une revanche, il accablait ordinairement le téméraire. Cependant on assure qu'il lui arriva, dans Paris et dans Londres, d'être réellement touché, et même défait, par Labrun et par la chevalière d'Eon. Saint-George avait été pendant quelques années le directeur d'une société lyrique, appelée le *concert des*

*amateurs*, et, au commencement de 1776, des changements étant projetés dans l'organisation de l'académie de musique, il se vit sur le point d'en obtenir la régie, mais quelques unes des premières actrices présentèrent une requête, protestant qu'il n'était pas de leur dignité d'être subordonnées à un mulâtre. On ne fit d'abord que rire ; néanmoins leurs nombreux amis agirent si bien qu'on se décida à prendre d'autres arrangements. Reçu dans les mousquetaires, Saint-George devint l'écuyer de M<sup>me</sup> de Montesson, et peu de temps après capitaine des gardes du duc de Chartres. Une liaison intime s'établit entre le prince et le chevalier, celui-ci fut entraîné dans des intrigues politiques qui convenaient peu à son caractère bon, insouciant et faible. Déjà, vers l'année 1785, un grave accident avait commencé à marquer le terme du bonheur de sa jeunesse : en dansant, il s'était rompu la pied gauche le tendon d'Achille. Ayant pris des 1789 une part active aux mouvements de la révolution, il se présenta, en juin 1791, à Tournai, sous le prétexte d'y donner des concerts d'amateurs, mais en effet avec la mission d'attacher, s'il était possible, quelques émigrés au parti d'Orléans. Il n'eut aucun succès : les Français émigrés ne voulurent pas l'admettre auprès d'eux, et les magistrats de la ville lui ayant défendu de se montrer en public, il rentra presque aussitôt en France. On l'y autorisa, en 1793, à former un régiment de chasseurs à cheval, dont il fut le colonel : beaucoup de noirs s'y enrôlèrent. Au moment de l'invasion des Prussiens, il marcha contre eux, et ensuite étant devenu suspect au gouvernement, et craignant, dit-on, d'être arrêté, il se joignit aux dénonciateurs de Dumouriez, avec qui il avait été lié, mais dont il était loin d'approuver la défection. Emprisonné lui-même malgré cette démarche, il ne dut son salut qu'à la journée du 9 thermidor. Dans son goût pour la dépense, il ne s'était point ménagé de ressources. Après quelques années passées dans les privations et dans le chagrin, il mourut, le 12 juin 1799, des suites d'un ulcère long-temps négligé dans la région de la vessie. On doit citer surtout à la louange de cet homme prodigieux en des genres assez frivoles, la modération qui l'empêcha d'abuser jamais de sa supériorité dans le maniement des armes, et le penchant à la bienfaisance dont il donna des preuves constantes jusqu'à l'époque de ses propres malheurs. Au nombre de ses talents, on peut compter ses compositions en musique, puisqu'un menuet de lui et même quelques concertos ont joui d'une certaine vogue. Elle n'était pas due uniquement à la curiosité attachée au nom de Saint-George : ses partitions pour trois pièces du Théâtre-Italien n'avaient pas été reçues aussi favorablement, quoiqu'on ne les trouvât pas dénuées de mérite à beaucoup près. Son *Ernestine*, drame lyrique, donné en 1777, n'eut qu'une représentation, ce qu'à la vérité on attribua principalement à l'extrême faiblesse des paroles, dont Lacroix était l'auteur. *La chasse*, opéra-comique, ne réussit pas mieux en 1778 ; mais la musique, d'une facture moins savante peut-être, ne fut pas trop mal reçue. En 1787, *La fille garçon*, comédie mêlée d'ariettes, eut plus de succès : on reconnut que la musique en était fort bien écrite, mais toujours sans originalité. Grimm a parlé plusieurs fois de Saint-George dans sa correspondance, de 1776 à 1778.

SAINT-HILAIRE (JEAN-HENRI JAUME), botaniste distingué, et membre de la société royale et centrale d'agriculture, né à Grasse, en Provence, commença ses études en cette ville, et les termina à Paris, sous les professeurs Delile, Dupuis, Sellis et Cournaud. Destiné à la banque par sa famille, il travailla pendant deux ans chez un de ses oncles, qui jouissait d'un grand crédit ; mais la révolution et l'invasion étrangère dérangerent les projets de sa famille. Il s'enrôla dans l'artillerie, fit avec distinction les cinq premières campagnes de la révolution, et parvint au grade d'officier. Après la signature des préliminaires de paix de Loeben, il quitta le service en donnant sa démission, et revint à Paris où, renouant à ses premières occupations, il se livra avec ardeur à l'étude des sciences naturelles. Il

Il semblait se consacrer à la médecine qu'il étudiait depuis l'âge de dix-huit ans; néanmoins il prit part, en 1836, à la rédaction du *Globe*, journal qui commençait sous des auspices favorables. A la vérité, pendant le cours de l'hiver suivant, M. de Sainte-Beuve fut assidu à l'hospice Saint-Louis, comme élève externe; mais ses inclinations littéraires ne souffrirent pas long-temps un tel partage. Il publia, en 1837, le fruit de ses recherches sur l'ancienne versification française, et, peu de temps après, les *Poésies de Joseph Delorme*, recueil auquel du littérateur, qui devait être hien d'academicien, opposa, en 1838, un manuscrit de Jacques Delorme, frère de Joseph, sous ce titre: *Conversation d'un romantique*. M. de Sainte-Beuve, que l'on commençait à mettre au nombre de ceux sur qui repose en littérature l'espoir de notre temps, intitula *Consolations* le volume qu'il fit imprimer ensuite, ce qui ne voulait pas dire qu'il en fût encore au point où on cherche à opposer quelle consolation capricieuse à l'immutables succès, lassitude qu'on n'éprouve guerre, au reste, que dans un âge avancé, et dans laquelle il peut toujours entrer un peu de prétention. Le nom de l'éditeur de Joseph Delorme se trouve inscrit, et non l'un des derniers, sur les bannières de ceux qui font profession de préférer dans leurs écrits l'effet subit à l'effet durable, et la nouveauté à la convenance. Mais comme tous les genres peuvent être bons chez de bons esprits, plusieurs morceaux de M. de Sainte-Beuve joignent à la hardiesse de l'expression un autre mérite qu'il semble n'avoir pas eu même besoin de chercher, celui de la délicatesse dans les sentiments, de la justesse, du goût enfin, car le goût peut prendre de l'autorité dans les rangs même où on n'aime pas à s'y soumettre entièrement. Il est ainsi prouvé que souvent il ne manque aux soutiens de l'école romantique que le vouloir et la patience. Les convenances ne sont pas un joug arbitraire: c'est une loi très naturelle, qui, par la médiocrité du talent, dégénère sans doute en servitude, mais que le génie reconnoît librement dès qu'il s'éclaire et s'exerce. Ce qui a fait accuser les classiques d'une sorte de stérilité, c'est qu'on a compté parmi eux un groupe de simples imitateurs, comme si ces hommes, inutiles en effet, devaient être comptés quelque part. S'il faut absolument distinguer encore deux écoles, ne semble-t-on pas destiné à réunir les avantages de l'une et de l'autre, quand on fait de bonne heure différents morceaux où se trouvent des vers tels que ceux-ci ?

Ainsi passent ses jours, depuis le premier âge,  
Comme des flots sans nom, sous un ciel sans orage,  
D'un cours lent, solennel, et pourtant uniforme:  
Car ils savent qu'ils vont au rivage éternel.

Il y a bien dans le dernier vers quelque chose de hardi, mais c'est une témérité aussi choisie qu'expressive. Durant l'automne de 1830, l'éditeur de Joseph Delorme prit une part plus grande qu'auparavant à la rédaction du *Globe*; ensuite il n'y usura plus que de articles littéraires assez rares, lorsque cette feuille s'oublia au point de se faire l'organe spécial du prosélytisme saint-simonien. En 1831, M. de Sainte-Beuve fut invité à se rendre à Liège pour y occuper une chaire de littérature à l'université; mais il n'accepta pas, et il faut l'en féliciter, si ce fut, comme on l'a dit, parce que Liège n'appartenait plus à la France. Depuis 1830, le *Revue de Paris*, le *Revue des deux mondes*, etc., ont contenu divers articles importants de M. de Sainte-Beuve. Il vient de les réunir en grande partie dans le volume intitulé *Portraits*, et rassemble ainsi pour former, si ce n'est un corps de haute critique littéraire, du moins un ensemble d'esquisses de ce genre, ces morceaux ajoutent beaucoup à la réputation de l'auteur. Il s'agit dans ces portraits de plusieurs hommes célèbres des temps précédents, de Racine, La Fontaine, Boileau, André Chénier, etc., et de deux contemporains, l'abbé de La Mennais et M. de Senancour. La direction que leur talent précipitait, la nuance particulière de leur genre, et souvent leur pensée la plus secrète y sont interrogées

avec l'indépendance ou la pénétration d'un homme qui connaît aussi et tous les mouvements du cœur et tous les ressources de l'art. Les ouvrages publiés jusqu'à aujourd'hui par ce jeune écrivain sont: 1° *Traité historique et critique de la poésie française au seizième siècle*, d'un choix de poésies de Ronsard, avec l'épigraphie commentée, 1829, 2 vol. in-8°; 2° *Feuilles posthumes de Joseph Delorme*, 1829, 1 vol. grand in-8°; 3° *Consolations*, mars 1830, in-16; 4° *Critiques et portraits*, 1830, in-8°.

SAINT-PAL (EUGÈNE MEYER, dit), comédien français retiré, est né à Paris, vers 1760, de parents honorables. Entraine de bonne heure par l'amour du théâtre, il recut des leçons de Prevost. Il résista aux vœux de sa famille; mais, par égard pour elle, à changes de nom et alla débiter à La Haye. Après avoir joué quatre à cinq ans dans cette ville, à Bruxelles et à Lyon, il revint à Paris, en 1783, et parut, pour la première fois, le 8 juillet, sur le Théâtre-Français, dans le rôle de Gaston de Gaston et Bayard. Il y joua ensuite Hippolyte dans *Phidre*, Nérestan dans *L'ami Saint-Albin du Père de Famille*, Clarrudin dans *Le génie*, Damis dans *La métempséchose*; fut reçu pensionnaire, puis sociétaire. Placé à côté de Lamoignon et Saint-Prix, qui avaient sur lui l'avantage d'une taille et d'un organe imposants, il eut recours à l'art pour que sa voix, naturellement un peu rauque et voisée, ne fût point étouffée. A force de travail, il parvint à former un genre de déclamation adapté à ses moyens, et à ménager ses forces en évitant les éclats au commencement des longues tirades, pour mieux faire ressortir les passages saillants où il fallait déployer toute son énergie. Cette méthode, qui semblait tenir plus du charlatanisme, lui réussit dans la tragédie, et valut de fréquents applaudissements, auprès de ses rivaux. Et convenait moins à la haute comédie où paraissent pesante et emphatique. Quoiqu'un peu dur dans sa démarche, Saint-Pal avait de la dignité dans le port et dans la physionomie, et ses mouvements se manquaient pas de grâce. Cependant il n'était regardé encore que comme un acteur ordinaire, lorsqu'il fut arrêté, en 1793, avec ses camarades. Détenu aux Cordeliers, puis à Picpus, il ne recouvra la liberté que vers la fin de 1794, et se rendit à cette époque de la Comédie-Française qui s'établissait au théâtre Louis sous la direction de M<sup>lle</sup> Raucourt. Ce fut là qu'il commença véritablement à se faire une réputation tant dans son emploi de jeune premier, qu'il jouait en chef, avec beaucoup de chaleur et de sensibilité, malgré sa déclamation systématique, que par la manière originale avec laquelle il créa le rôle du comédien de bureau dans *Médure* et *Le rampart de Picard*, en 1797. L'année suivante, il passa à l'Odéon avec la troupe dont il faisait partie, et il y montra un talent supérieur dans le drame. Les amateurs se souvenaient encore du prodigieux effet qu'il fit dans le personnage de *Mon de Misanthropie* et *repentir*. L'expression de son profond communiçait aux spectateurs les plus insensibles la souffrance qui était peinte sur tous ses traits. Après le premier incendie de l'Odéon, en 1799, Saint-Pal et ceux de ses camarades qui ne passèrent pas au Théâtre-Français de la rue de Richelieu, jouèrent sur les théâtres du Marais, de la Cité, de Feydeau. Mais lorsque cette troupe, dirigée alors par Picard, revint à son atelier au théâtre Louvois, en 1801, Saint-Pal alla compléter la réunion des comédiens français. Il y renoua la tragédie, aux amoureux de la comédie, et se porta pour héritier d'une partie des dernières rôles de M<sup>lle</sup> Sans égaler tout-à-fait ce grand comédien, il se montra le seul acteur digne de le remplacer dans les rôles de caractère. Ce nouvel emploi convenait d'autant plus à Saint-Pal, que l'âge avait un peu refroidi son enthousiasme, renforcé sa complexion, et que les sons graves de sa voix avaient toujours été plus agréables que les sons élevés. Sans avoir la force, les grâces et la légèreté de Fleury, il représentait mieux les personnages dont le ton exige de la fermeté de la franchise, du naturel et de la bonhomie. Indigné dans les rôles de fat, de brillants marquis et de bourgeois, il le surpassait dans *Le misanthrope*, le *bourru bienfaisant*, le *jeune célibataire*, l'*opiniât*

*L'amant bourru*, et même dans *Le philosophe marié*, *L'impromptu*, *Le babillard*, *Le métamorphose* et *Le distrait*. Ce fut à cette époque qu'il crût avec beaucoup de talent le rôle du père dans la comédie des *Deux gendres*. Après quarante-deux ans de service, Saint-Pal a obtenu sa représentation de retraite, en 1825. Il était alors le doyen des comédiens français, et le dernier qui restât de cette réunion admirable de grands talents dont nous n'avons plus que le souvenir et les regrets.

SAINT-GEORGE (le chevalier du), fils du riche fermier-général Boulogne, et d'une négresse qui l'avait entièrement captivé. Il naquit le 28 décembre 1745, à la Guadeloupe. Amené en France à l'âge de dix ans, par son père, il fit bientôt remarquer sa facilité dans divers genres d'études et d'exercices. Son penchant particulier pour l'art de l'écriture s'était déjà manifesté, lorsque, vers 1758, il fut mis en pension chez La Boissière, maître d'armes, dont la méthode était fort estimée, et dont le nouvel élève ayant surpassé tous les autres, en six années de séjour, ne fut plus désigné dans les salles d'armes que sous le nom de *l'inimitable*. Il ne le paraissait pas en cela seul, et c'est assez de lui pour répondre à quiconque prétendrait encore attribuer à la race noire cette infériorité absolue que l'orgueil des blancs avait long-temps admise par ignorance, et dont tout mulâtre eût participé naturellement. Les cheux crêpus de Saint-George et sa couleur très foncée ne l'empêchèrent ni de faire des progrès dans des études sérieuses, au point d'être regardé comme un esprit orné à Paris même, ni de réussir dans la société, et particulièrement auprès des femmes, qui lui trouvaient un excellent ton, ni enfin de jouer dans la musique à la science de la composition une exécution assez brillante pour n'avoir à craindre d'être comparé dans un concert à aucun violoniste. A la vérité, on trouva plus de finesse que de caractère, et plus de grâce que d'invention dans la musique qu'il fit pour plusieurs pièces de théâtre, et cela fut allégué comme une confirmation du système selon lequel le génie est refusé aux hommes de couleur. Mais quand il ne leur resterait d'autre prérogative que d'exceller dans ce qui peut se réduire à une ingénieuse imitation, ce partage serait assez beau : il serait commun avec quelques nations issues de la grande famille des blancs, et d'ailleurs on a vu même des noirs habiles dans le gouvernement à des époques difficiles. Refuser, comme on le faisait autrefois, de reconnaître en eux des frères, afin de pouvoir les traiter en bêtes de somme, était donc d'un fanatisme aussi impertinent que de mettre en doute, dans un concile, l'admission des femmes au nombre des enfants du père céleste. La dextérité, l'adresse et une grande souplesse caractérisaient Saint-George. A défaut d'autre instrument de musique, son fouet lui suffisait pour rendre passablement un air. Il dansait de manière à exciter l'admiration : on ne connaissait personne qui pût lui ou qui pût le suivre à la course : il passait pour un des premiers écuyers de France, et montait à poil les chevaux les plus indociles ; mais c'était surtout dans l'écriture que cet homme des Antilles, bien fait, d'une belle taille, et doué d'une grande force, développait tous ses moyens, sans que son assurance l'eût jamais des principes. Selon les expressions de La Boissière fils, dans la notice jointe à son *Traité de l'art des armes*, le chevalier de Saint-George se faisait admirer particulièrement dans sa manière de tirer le mur. Sa quarante sous les armes était étonnante, et il surprenait d'avantage lorsque, l'épée engagée au-dessus, il était à bonne portée et en garde d'assaut. Sa main, soutenue au plus haut, le rendait toujours maître du faible de son adversaire. S'il portait assez loin la complaisance quand il traitait avec ses amis, il fallait toutefois se garder de prétendre l'avoir vaincu : reprenait alors ses droits par une revanche, il accablait ordinairement le téméraire. Cependant on assure qu'il lui arriva, dans Paris et dans Londres, d'être réellement touché, et même défait, par Labrun et par la chevalière d'Eon. Saint-George avait été pendant quelques années le directeur d'une société lyrique, appelée le *concert des*

*amateurs*, et, au commencement de 1776, des changements étant projetés dans l'organisation de l'académie de musique, il se vit au point d'en obtenir la régie, mais quelques unes des premières actrices présentèrent une requête, protestant qu'il n'était pas de leur dignité d'être subordonnées à un mulâtre. On ne fit d'abord que rire ; néanmoins leurs nombreux amis agirent si bien qu'on se décida à prendre d'autres arrangements. Reçu dans les mousquetaires, Saint-George devint l'écuyer de M<sup>me</sup> de Montesson, et peu de temps après capitaine des gardes du duc de Chartres. Une liaison intime s'était établie entre le prince et le chevalier, celui-ci fut entraîné dans des intrigues politiques qui conviennent peu à son caractère bon, insouciant et faible. Déjà, vers l'année 1785, un grave accident avait commencé à marquer le terme du bonheur de sa jeunesse : en dansant, il s'était rompu au pied gauche le tendon d'Achille. Ayant pris dès 1789 une part active aux mouvements de la révolution, il se présente, en juin 1791, à Tournai, sous le prétexte d'y donner des concerts d'amateurs, mais en effet avec la mission d'attacher, s'il était possible, quelques émigrés au parti d'Orléans. Il n'eut aucun succès : les Français émigrés ne voulaient pas l'admettre auprès d'eux, et les magistrats de la ville lui ayant décliné de se montrer en public, il retourna presque aussitôt en France. On l'y autorisa, en 1793, à former un régiment de chasseurs à cheval, dont il fut le colonel : beaucoup de noirs s'y enrôlèrent. Au moment de l'invasion des Prussiens, il marcha contre eux ; et ensuite étant devenu suspect au gouvernement, et craignant, dit-on, d'être arrêté, il se joignit aux dénonciateurs de Dumouriez, avec qui il avait été lié, mais dont il était loin d'approuver la défection. En prison même lui-même malgré cette démarche, il ne dut son salut qu'à la journée du 9 thermidor. Dans son goût pour la dépense, il ne s'était point ménagé de ressources. Après quelques années passées dans les privations et dans le chagrin, il mourut, le 12 juin 1799, des suites d'un ulcère long-temps négligé dans la région de la vessie. On doit citer surtout à la louange de cet homme prodigieux en des genres assez frivoles, la modération qui l'empêcha d'abuser jamais de sa supériorité dans le maniement des armes, et le penchant à la bienfaisance dont il donna des preuves constantes jusqu'à l'époque de ses propres malheurs. Au nombre de ses talents, on peut compter ses compositions en musique, puisqu'un menuet de lui et même quelques concertos ont joui d'une certaine vogue. Elle n'était pas due uniquement à la curiosité attachée au nom de Saint-George : ses partitions pour trois pièces du Théâtre-Italien n'avaient pas été reçues aussi favorablement, quoiqu'on ne les trouvât pas dénuées de mérite à beaucoup près. Son *Ernestine*, drame lyrique, donné en 1777, n'eut qu'une représentation, ce qu'à la vérité on attribua principalement à l'extrême faiblesse des paroles, dont Lacroix était l'auteur. *La chasse*, opéra-comique, ne réussit pas mieux en 1778 ; mais la musique, d'une facture moins savante peut-être, ne fut pas trop mal reçue. En 1787, *La fille gerc*, comédie mêlée d'ariettes, eut plus de succès : on reconnut que la musique en était fort bien écrite, mais toujours sans originalité. Grimm a parlé plusieurs fois de Saint-George dans sa correspondance, de 1776 à 1778.

SAINT-HILAIRE (JEAN-BAPTISTE JACQU), botaniste distingué, et membre de la société royale et centrale d'agriculture, né à Grasse, en Provence, commença ses études en cette ville, et les termina à Paris, sous les professeurs Deille, Dupuis, Selis et Courtaud. Destiné à la banque par sa famille, il travailla pendant deux ans chez un de ses oncles, qui jouissait d'un grand crédit ; mais la révolution et l'invasion étrangère dérangerent les projets de sa famille. Il s'enrôla dans l'artillerie, fit avec distinction les cinq premières campagnes de la révolution, et parvint au grade d'officier. Après la signature des préliminaires de paix de Lœben, il quitta le service en donnant sa démission, et revint à Paris où, renonçant à ses premières occupations, il se livra avec ardeur à l'étude des sciences naturelles. Il

suiwit les cours de Daubenton, Jussieu, Lamarck, Desfontaines; étudia le dessin sous M. Lebreton, connu avantageusement par sa *Méthode de dessin d'après nature*, publiée par sa fille, M<sup>me</sup> Jarry de Nancy, et la peinture des fleurs sous Vanspændonck. M. Jaume Saint-Hilaire a publié plusieurs ouvrages importants, et des mémoires intéressants sur la botanique, l'agriculture, etc. En voici les titres : 1° *Notice sur les Jardins-Plantes*, Paris, 1803, in-12; 2° *Exposition des familles naturelles et de la germination des plantes*, contenant : 1° la description de deux mille trois cent trente-sept de botanique, et d'environ quatre mille espèces les plus utiles et les plus intéressantes; 2° cent dix-sept planches, etc., Paris, 1805, 2 vol. in-4° ou 4 vol. in-8°; 3° plusieurs articles du *Nouveau Dictionnaire*; les livres VII, IX à XVI sont de M. Jaume; 4° *Collection des plantes de France*, ouvrage contenant l'histoire, la culture, les usages, et une figure en couleur d'environ cent espèces d'arbres forestiers, d'arbrisseaux d'ornement, et de plantes vivaces ou annuelles, Paris, 1806-1813, 10 vol. in-4° et in-8°. Ce grand ouvrage, d'une exécution médiocre, est divisé en deux parties : la première contient cinquante-quatre livraisons, et la seconde soixante. 5° Plusieurs articles de botanique dans les six premiers volumes du *Dictionnaire des sciences naturelles*, publié par Lavoisier; 6° quatre *Mémoires sur la botanique et la physique végétale*, sous l'académie des sciences, et imprimés par ordre de ce corps savant; 7° plusieurs articles de botanique agricole, dans le *Journal* de M. Devaux, dans le *Bulletin Férussac*, dans les *Annales d'agriculture* de M. Tessier, et dans l'*Institut horticoles* Soulaige Bodin; 8° *Traité des arbres forestiers et des arbrisseaux de France*, extrait de sa *Collection des plantes de France*; 9° il publia, en 1815, un mémoire, à l'occasion du retour de Bonaparte de l'île d'Elbe, sur l'incapacité de plusieurs ministres de la restauration, et, dans plusieurs *Mémoires sur les cultures et les produits des colonies*, il donna de nouvelles preuves à l'appui de cette science; 10° il publie actuellement la *Flora et la Pomme françaises*, qui comprendront huit volumes, dont quatre sont terminés, et qui contiendront l'histoire et la figure en couleur de douze à quinze cents espèces de fleurs ou de fruits de France, ou naturalisés sur le sol français.

SAINT-BILAIRE (AUGUSTE DE), est né à Orléans. Dès son enfance, il montra le goût le plus vif pour l'histoire naturelle, et, à peine âgé de dix-sept ans, il s'appliqua avec ardeur à l'entomologie. Diverses circonstances vinrent bientôt contrarier ses penchans : il fut obligé de renoncer à ses études et de partir pour le Holstein; mais il acquit la connaissance de l'allemand et de l'anglais, qui depuis lui ont été fort utiles pour l'intelligence d'un grand nombre d'ouvrages scientifiques. Libre, au bout de plusieurs années, de reprendre le cours de ses premières études, il se livra de nouveau à l'observation des insectes; mais il vivait alors loin de Paris; il n'avait point de guide, et les écrits fort difficiles de Fabricius finirent par le dégoûter d'une science qu'il avait aimée avec passion. Ce fut alors qu'il se consacra à l'étude de la botanique. Il n'avait point de maîtres; il ne pouvait consulter qu'un petit nombre de livres, et n'avait à sa disposition aucun herbier. Il prit le parti d'étudier les plantes qui l'environnaient, de soumettre leurs organes à un examen rigoureux, d'observer tous les phénomènes de leur existence, et d'en devenir botaniste. Vers cette époque, il fut désigné pour être auditeur au conseil d'état. Divers motifs l'engageaient à accepter cette place; mais il aurait fallu faire le sacrifice de ses goûts, et, pendant près de quinze jours, il resta dans une cruelle incertitude. On était alors au mois de février; au milieu de ses irresolutions, il fit une promenade au Jardin-des-Plantes; un seul tussilage montrait ses fleurs dans des plate-bandes de l'école; cette plante décida de son sort; il sentit qu'il ne pourrait s'appliquer à la botanique sans négliger les devoirs de la place qui lui était offerte, et il alla déclarer qu'il y renouait. Alors il se livra sans réserve à l'étude des végétaux. Il publia, dans le *Bulletin de la société des sciences d'Orléans* : 1° *Notice sur soixante-dix espèces de plantes phanérogames*; 2° *Réponse aux re-*

ponses que les gens du monde font à l'étude de la botanique; 3° *Observations sur le genre lycoridius*; 4° *Observations sur le genre tragus*; 5° *Note sur une manœuvre de l'oeuvre de l'aphrodisia odonites*; 6° *Observations sur la Flora de Paris*, par Mirat; 7° *Analyse du catalogue horti Monspelienais de M. Decandolle*, dans le *Journal de botanique* de M. Devaux; 8° *Description d'un nouveau saip*; et dans le *Bulletin de la société phénologique*: 9° *Description d'une nouvelle espèce de crocus*; 10° *Note sur les plantes qui fleurissent avant l'été*; 11° *Extrait des General remarks de R. Brown*. Cependant comme ses idées s'étendaient à mesure qu'il étudiait les plantes, il entreprit une *Bibliothèque complète des pistils et des fruits des plantes de la France*, et rassembla pour ce travail d'immenses matériaux. Comme il n'aurait pu terminer cet ouvrage qu'après de longues années de voyages et d'observations, il résolut d'entreprendre de ses matériaux une suite de mémoires destinés à éclaircir des points importants de botanique et de physiologie végétale. Il fit donc paraître, dans les *Annales et les Mémoires du muséum d'histoire naturelle de Paris* : 12° *Mémoire sur la germination de la racine*, les *endorrhices* et les *exorrhices*; 13° *Examen du genre ceratophylus*, suivi d'observations sur les racines secondaires; 14° *Mémoire sur les plantes auxquelles on attribue un placenta central libre*; 15° (avec M. de Salvert) *Observations sur le genre glaux*; 16° *Mémoire sur les cucurbitacées, les passiflorées et les hémithoracées*. Depuis long-temps, il nourrissait le désir de faire un voyage dans les contrées équinoxiales. Une occasion favorable se présenta, et il s'empressa d'en profiter. M. le duc de Luxembourg avait été nommé, en 1816, ambassadeur au Brésil; M. de Saint-Bilaire partit avec lui, et consacra six années à parcourir ce vaste empire. Il y fit environ deux mille cinq cents lieues; il s'étendit depuis le troisième degré latitude sud jusqu'à Rio de la Plata, et, après avoir visité les provinces de Rio-Janeiro, Minas-Geraes, Espirito-Santo, Goyas, Saint-Paul, Sainte-Catherine, Rio-Grande, la Bande-Orientale et les Missions, il revint en Europe avec environ vingt-quatre mille échantillons de plantes formant à peu près six mille espèces presque toutes nouvelles, analysées pour la plupart sur les lieux mêmes; des graines, deux mille oiseaux, seize mille insectes, cent trente-cinq quadrupèdes, des reptiles, des poissons et quelques minéraux. Pendant son séjour au Brésil, il avait envoyé au muséum de Paris plusieurs mémoires qui furent imprimés dans la collection de cet établissement, savoir : 17° *Observations sur le genre salicaria*; 18° *Second mémoire sur les plantes auxquelles on attribue un placenta central*; 19° *Mémoire sur la nouvelle famille des voluciales*; 20° *Observations sur le genre sorocra*. A peine arrivé d'Amérique, il continua ses publications, et il fit paraître : 21° *Histoire des plantes les plus remarquables du Brésil et du Paraguay*, 1 vol. in-4°, avec fig.; 22° *Plantes nouvelles du Brésil*, 12 liv. in-4°, avec fig.; 23° *Flora Brasiliensis meridionalis*, 17 liv. in-4°, avec fig. Pendant ses travaux avaient altéré sa santé; il tomba dans une débilité nerveuse portée au dernier période; il se vit obligé de la parole et en grande partie de la vue, et fut obligé de se réfugier dans le midi de la France pour éviter le climat rigoureux de Paris. Au milieu de ses souffrances, il a cependant encore rédigé : 24° *Mémoire sur la série linéaire*; 25° *Mémoire sur le genre tozzia*; 26° (avec M. A. Moquin-Tandon) deux *Mémoires sur les polygales*, dans la *Collection du muséum*, et a fait paraître la première partie de la relation de ses voyages, 3 vol. in-8°. L'air pur de Montpellier et les soins de deux aimables amis, les docteurs Dunal et Lallemand, lui ont enfin rendu la santé, et il va reprendre la rédaction entière de la *Flora Brasiliensis*, qu'il partageait depuis quelque temps avec MM. Jussieu et Cambrésie. Il vient d'achever : 27° *Examen de la flore des résédacées*; 28° *Tableau de la végétation de la province des Mines*, qui se rattache à un *Mémoire sur l'agriculture des Brésiliens*, qu'il a fait imprimer, vers 1824, dans la *Collection du muséum*. Enfin il termine dans ce moment la rédaction de la seconde partie de ses voyages, deux volumes. Pendant qu'il était au Brésil, l'académie des sciences l'avait choisi pour l'un

de ses correspondants : elle l'a nommé membre titulaire, en remplacement de M. de Lamarck, au mois de mars 1836.

**SAINT-HUBERTI** (ANTOINETTE-CÉCILE CLAVEL, connue sous le nom de), née à Toul, vers l'année 1786. Elle montra de bonne heure des dispositions pour l'art auquel elle a dû sa célébrité ; mais malgré la beauté de sa voix, son père, ancien militaire, étant sans fortune, elle éprouva de longues difficultés dans ses débuts. Les succès qu'elle obtint en Allemagne, et en Prusse, vers l'âge de seize ou dix-sept ans, n'avaient rien qui fit pressentir une brillante destinée. Après avoir reçu à Varsovie des leçons de musique de Lemoine, elle passa trois années à Strasbourg, conservant toujours sur la scène le nom de Clavel, quoiqu'elle eût été, assure-t-on, épousée dans Berlin, et ramenée en France par le chevalier de Croisy. On la vit enfin à Paris, dans la première représentation de *l'Armide* de Gluck, le 23 septembre 1777 ; mais elle n'y était chargée que du rôle de Mélisse, et elle fut peu remarquée. Sa réception, en 1778, n'améliora pas sa position. Ses rivaux, en possession des premiers rôles et des faveurs du public, ne croyaient point nécessaire de traiter en égale estime une actrice qui ne suppléait sans doute par aucun autre expédient à l'insuffisance de ses appointements, et qui partageait avec un mari sans état une chambre où la malice de voyage, placée à côté d'un mauvais lit, servait de siège. Gluck jugea mieux des moyens d'une femme dont l'extérieur était assez ordinaire, mais qui devait bientôt arriver au point où il ne lui manquerait plus que d'être chargée des premiers rôles, et de prendre dès lors confiance dans sa position. Saint-Huberti lui dut, entre autres encouragements, l'impression vive et favorable que peut faire une ingénieuse répartie. Un jour de répétition, s'étant présentée en robe noire des plus modestes, elle entendit murmurer : « Voici madame la Ressource. » Mais Gluck se forma d'autres idées du mérite de sa protégée : Le mot est juste, reprit-il, car elle sera un jour la ressource de votre Opéra. Elle avait besoin de temps encore pour corriger en elle un accent allemand, une prononciation quelquefois très peu distincte, des gestes trop répétés, et peu de mesure ou de grâce dans les mouvements et dans les éclats de la voix. Sûre de réussir tôt ou tard, elle résolut de se défaire, à force de travail, des seuls défauts qui pussent empêcher de sentir tout le prix de son jeu éminemment pathétique, et, dès que la réussite des deux premiers emplois lui permit de jouer des rôles de quelque importance, elle obtint des succès chaque jour plus décisifs. Des l'année 1780, au mois de novembre, elle recueillit le prix de ses efforts dans *Roland*, où elle joua Angélique, et, un mois après, elle rendit avec tant d'énergie le désespoir de Lise, dans *Le seigneur desfontaines*, que sa santé en parut altérée. Ce rôle était de sa création : il en a été de même, en 1782, de celui d'Eglé dans *Thésée*, où ne plus elle s'est fait admirer comme cantatrice et comme pantomime. Ce fut surtout lorsqu'elle joua le personnage d'Ariane que sa manière d'exprimer la passion et la douleur rappela la prédiction de Gluck. En 1783, Rosalie Levasseur, seule concurrente que le temps n'eût pas écartée, mais à qui on reprochait une voix aigre, fut peu applaudie dans le *Renard* de Sacchini, et renonça, après la troisième représentation, au rôle d'Armide, où Saint-Huberti ne laissa rien à désirer. De ce moment, sa place dans l'opinion fut fixée : mais, se rappelant ce qu'il en coûtait pour réussir, elle ne voyait pas d'un œil jaloux les débutantes destinées peut-être à la remplacer un jour. Elle avait applaudi aux talents naissants de la jeune Maillard, l'avait aidée de ses conseils, et venait de la faire débiter dans *Thésée*, le 15 mai 1783, lui concédant ainsi le rôle d'Ariane, un de ceux qui lui étaient le plus favorables à elle-même. Les deux cantatrices qui à cette époque on mettait au premier rang, se trouvaient à Paris au concert spirituel : Saint-Huberti chantait un duo d'Autossi avec l'une d'elles, M<sup>lle</sup> Mars, par qui elle ne fut point éclipsée. Elle était appréciée dignement par Piccini. Aux répétitions de l'opéra de *Didon*, où elle devait jouer, il dit en voyant que la pièce n'excitait pas

d'enthousiasme : « Attendez, messieurs, pour juger » Didon, que Didon soit arrivée. Elle arriva pour la dernière répétition, et l'espérance de Piccini fut aussitôt confirmée. Donnée devant la cour, à Fontainebleau, *Didon* y fut jouée, contre l'usage, une seconde fois, et n'eut pas moins de succès dans la capitale. Louis XVI, qui avait montré jusqu'alors une sorte d'éloignement pour l'opéra, fut réconcilié avec ce genre par le jeu de Saint-Huberti, et lui accorda une pension de quinze cents livres, à laquelle il en joignit une de cinq cents livres sur sa cassette. Jamais, selon Grimm, on n'avait réuni un jeu plus attachant, une sensibilité plus parfaite, un chant plus exquis, un plus heureux accord d'attention réfléchie à la scène et de noble abandon. « C'est, ajoutait-il, la voix de Todi et le jeu de » Clairon ; c'est un modèle qu'on n'avait point eu sur » ce théâtre, et qui en servira longtemps. » En parlant aussi de ce beau rôle de Didon, Ginguené a observé que le talent de Saint-Huberti était surtout le fruit de sa sensibilité profonde, et qu'il était possible quelquefois de chanter mieux comme musicienne, mais non avec un accent plus passionné ou un mouvement plus dramatique, suivi d'un silence plus expressif. Son jeu fut trouvé sublime, particulièrement à la fin du dernier acte, et pendant toute la durée du chœur des prêtres. Aisant paraître sur son visage les signes d'une affreuse agitation intérieure, mais conservant du reste une immobilité sinistre, elle semblait repousser, dans sa résignation même, l'idée du repos qu'on implorait pour elle. Le secret qu'en général elle possédait si bien n'en est pas précisément un : mais il tenait à son organisation, et n'était guère qu'à son usage. Il consistait à se livrer avec une entière vérité à l'émotion qu'elle voulait faire partager au spectateur. » J'ai réellement éprouvé, dit-elle après une représentation » de *Didon*, l'impression que j'ai communiquée : des » la dixième mesure, je me suis sentie morte. » Elle soutint dans différents rôles la réputation de première actrice lyrique de son temps. Après avoir joué, en 1784, *Cléopâtre* de Sacchini, elle créa le rôle d'Hypérinestre des *Danaïdes*. Elle avait déjà prouvé précédemment, dans *L'embaras des richesses*, qu'elle pouvait sans risque prendre un ton plus léger, et dans *Panurge*, en 1785, elle chanta avec beaucoup d'aisance et joua avec finesse le rôle de Clémence. Néanmoins ces rares excursions hors du domaine de la tragédie lyrique n'annonçaient pas que la reine de Carthage, car c'était ainsi qu'on la désignait généralement, voulût abdiquer son noble emploi. Long-temps encore, soit dans *Pénélope*, soit dans l'opéra d'*Alceste*, repris en 1786, soit même dans *Mandane* de *Thémistocle*, elle trouva l'occasion de nouveaux triomphes : mais sans ajouter à sa renommée, si ce n'est peut-être dans *Phidre* où elle a laissé de si beaux souvenirs qu'ensuite deux de ses plus célèbres émules n'ont pu soutenir la parallèle. Il appartenait à une actrice d'un talent si vrai de tenter et d'effectuer en partie la réforme du costume. Plus heureuse en cela pour l'Opéra que Clairon ne l'avait été pour la scène française, Saint-Huberti, sans abolir entièrement les vieilles coutumes, donna un grand exemple en s'attachant beaucoup moins pour sa mise, dans les rôles les plus brillants, à ce qui lui allait le mieux qu'à ce qu'exigeait la connaissance de l'antique. Nulle autre n'a reçu plus d'honneurs de la part d'un public passionné. Après une des représentations de *Didon*, elle a été couronnée sur la scène, hommage tout nouveau, et qui ne pouvait être alors que l'effet d'une admiration sincère. A Marseille, en 1786, on lui donna des fêtes dont a parlé Bachaumont, et l'engouement n'eut point de bornes. A Paris, assistant à une première représentation aux Italiens, elle fut saluée d'un applaudissement général. Ce fut peut-être le plus beau jour de sa vie : elle venait de réconcilier quelques heures auparavant Gluck et Piccini, et elle voyait d'accord pour l'en récompenser tant d'amateurs les ennemis d'une longue querelle, dont le désamour de cette époque avait seul empêché de sentir la futilité. Toutefois diverses contrariétés que Saint-Huberti ne tarda pas à éprouver au théâtre, où elle n'exerçait plus le même ascendant, et où même son ancienne élève, devenue une rivale, lui montrait

peu de reconnaissance, la préparèrent à l'idée de se retirer avant l'âge. Elle s'y décida en 1790, au moment de l'émigration du comte d'Entraigues, membre de l'Assemblée constituante : leur liaison était déjà ancienne. Elle alla au mois d'avril le rejoindre à Lauzon, où il l'épousa en secret le 29 décembre. Le parti auquel il appartenait ne compte guère d'amis ni même d'agents plus dévoués que M<sup>me</sup> d'Entraigues. En 1797, elle eut le bonheur de procurer la liberté à son mari, qu'on avait arrêté à Trieste, et le mariage fut alors déclaré. Ils vécurent ensuite en Angleterre, où les relations très suivies du comte avec le ministre Canning excitèrent, dit-on, en 1812, l'attention des émissaires de Napoléon. Gagné par eux, un Piémontais, domestique du comte, livrait, pour qu'on en donnât connaissance à Paris, les dépêches dont on le chargeait. Au moment de voir son infidélité découverte, le désespoir l'égarait : il assassina ses maîtres, et se détruisit lui-même. Ainsi mourut, le 22 juillet, M<sup>me</sup> Saint-Hubert, âgée d'environ cinquante-six ans. Il n'a été nullement constaté qu'elle ait reçu de Louis XVIII, en 1797, la décoration de l'ordre de Saint-Michel.

**SAINT-LEON** (L.-C.-A. DUFRESNE), publiciste et administrateur, né à Paris en 1758. Ce personnage a été confondu dans plusieurs *Biographies* avec Bertrand Dufresne, mort en 1802, à Paris, et ce qui a probablement causé cette confusion, c'est que tous deux ont été dans le même temps attachés à l'administration financière de Necker. Dufresne-Saint-Leon était, en 1788, premier commis des finances. Ce fut lui qui alla chercher Necker à Coppet, lors du rappel de ce ministre. La mission de porter la lettre que le roi écrivit, à cette occasion, à son ministre fut sollicitée par plusieurs membres de l'Assemblée nationale, entre autres par l'archevêque de Bordeaux, Champion de Cicé ; mais l'Assemblée lui refusa ce qu'elle apprêtait une faveur, ne voulant pas ajouter au triomphe d'un ministre dont elle avait opiniâtrement demandé le retour pour s'en faire une arme contre la cour, mais dont elle ne voulait point pour contrôleur de ses actes souverains. Cette raison fit préférer Dufresne-Saint-Leon. Il fut, au retour de son voyage, nommé directeur de la dette publique. Dufresne était ainsi à la tête du trésor. Dans cette place, il possédait la confiance du gouvernement, et par cela devenait suspect à ceux qui ne cessaient de déclamer contre les intrigues de la cour. Le 23 septembre 1792, il fut mis en état d'arrestation, et il parut au tribunal révolutionnaire, le 23 décembre suivant. Le tribunal, par une exception, bien rare à cette époque, le renvoya acquitté ; mais il ne tarda pas à être de nouveau décrété d'arrestation. Décidé à ne pas recommencer une épreuve qui pouvait devenir fatale, il mit la Suisse, où il alla se cacher, entre la justice révolutionnaire et lui. Mais cette fuite ne sauva que sa tête ; son nom fut porté sur la liste des émigrés, et ses biens mis sous le séquestre. Il erra quelque temps avec sa famille dans l'Italie, et il retourna en France au 18 brumaire, quand un gouvernement ferme et réparateur eut succédé à la faiblesse et à l'anarchie révolutionnaire et directoriale. En mettant à profit les circonstances, alors favorables au mérite et au talent, Dufresne eut pu solliciter un emploi dans les finances ; mais il préféra couler le reste de ses jours dans la retraite. Il s'en choisit une aux environs d'Etampes, dans une petite propriété qu'il avait sauvée de sa fortune. En 1815, le prince de Tall-Grand, dans l'intimité duquel il avait long-temps vécu, lui persuada d'accepter une place au conseil d'état, et de se charger de la liquidation des créances de l'étranger. Cette liquidation eut terminée, Dufresne quitta pour toujours les emplois publics, retourna à Etampes, et s'y occupa de littérature. Lactelle aîné et Benjamin Constant l'associèrent à la rédaction du *Mercure de France*. Il a publié : 1° *Etude du crédit public et des dettes publiques*, Paris, 1824, in-8°. Cet ouvrage important fut imprimé pour la première fois en 1788, et l'on s'en rapporte à une *Biographie* qui nous a précédés, on n'en aurait tiré qu'un exemplaire dont l'auteur aurait fait présent à la bibliothèque du roi. L'ouvrage était anonyme :

2° *Lettre à quelques propriétaires en province, sous date, vers 1816*, in-8°.

**SAINT-MARC** (JEAN-PAUL-ALEXANDRE DES RAIMES, marquis de), né en 1758, d'une famille originaire de Venise, fixée dans la Guyenne, et allié à celle de Montequieu. Sans un accident qui le fit quitter, en 1762, les gardes-françaises où il était entré dès l'âge de seize ans, le théâtre lyrique aurait eu un soutien de moins. Il devint poète, non par inspiration, mais pour échapper à l'ennui. Si le suffrage de Doret et d'autres premiers encouragements retinrent Saint-Marc dans ce genre d'occupations, ils ne l'abusèrent pas au point de lui faire croire qu'il eût plus que du talent, et ne l'empêchèrent pas de parler de sa nouvelle vocation avec l'indifférence d'un militaire. « Une nuit, a-t-il dit lui-même, je rêvai que je suis poète. Je me lève, j'écris, et je me trouve auteur de quelques pièces fugitives. » En 1770, sa première pastorale, *La fête de Flore*, fut accueillie avec une complaisante bienveillance. L'opéra, *Adèle de Ponthieu*, suivit de près. L'idée en était heureuse : les tournois et d'autres usages de l'ancienne chevalerie sont naturellement d'un effet théâtral. La nouveauté de ce spectacle et la beauté des décorations soutinrent la pièce du début la marche d'ailleurs n'était pas dénuée d'art, et qui, après avoir été reprise en 1781, avec une nouvelle musique par Piccini, est restée au répertoire. En 1778, Saint-Marc eut une bonne fortune littéraire. Auteur des vers qu'on récitait sur la scène au Théâtre-Français, on couronnait le buste du vainqueur de Crébillon, il ne pouvait manquer de recevoir un de ces remerciements dont Voltaire n'était pas avare, et qui, en occupant tout Paris pendant un jour ou deux, élevait quelques noms à l'ombre du grand nom du patriarcat de Fenécy. A ce compliment se joignirent des éloges de l'abbé Sabatier et de quelques autres journalistes ; mais Saint-Marc commit alors une imprudence, celle de composer lui-même un quatrain pour son portrait. Rivalot ne lui pardonna pas ce ridicule, il lui fit payer cherement le petit appareil de lauriers, de trompettes et de couronnes de roses qui accompagnaient l'image du poète. L'oubli dans lequel il était difficile que la révolte ne fit pas tomber un écrivain consacré au genre frivole dont Saint-Marc ne s'écarta guère, eut du moins cela d'heureux pour lui qu'il resta à l'abri de toute proscription. Il est mort à Bordeaux, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, le 11 octobre 1818. On a fait de son vivant plusieurs éditions de ses œuvres : la plus complète est celle de 1789, en 3 vol. in-8°, imprimée à Paris, avec des vignettes. Les pièces lyriques, *La fête de Flore*, *La langue des fleurs*, ou *Fatma*, *Glycerie*, *Adèle de Ponthieu*, *Lindor*, *Roger*, et *l'Arade de Quinault*, retouchée, occupent le second volume. Le troisième contient des *deuxième* mes, composées pour l'éducation des enfants. Dans le premier, où se trouvent des *reflexions sur l'opéra*, on remarque une *Eglogue* sur *Francis de Bracquemont de la France*. C'était un travers fréquent aux époques où la vanité, exercée sur des objets futiles, semblait trop souvent exclure l'orgueil national. La dernière édition, Paris (Bordeaux), 1809, est en un seul volume, comme la première, faite en 1772.

**SAINT-MARC-GIRARDIN** est le nom sous lequel était désigné dans sa famille et n'est fait connaître dans le monde M. Girardin (Marc), littérateur et publiciste. Né à Paris, le 3 février 1801, il fit ses études au collège de Henri IV, et quoiqu'il se destinât à la carrière de l'enseignement, il suivit les cours de droit, en sorte qu'après avoir été reçu agrégé de l'université, en 1823, au concours, il a obtenu aussi le titre d'avocat. En 1826, il fut chargé de la classe de seconde au collège de Louis-le-Grand, et en 1828, il y professa la rhétorique. M. Saint-Marc-Girardin concourut, en 1823, pour l'*Eloge de Lessing*, et obtint l'*accessit*, au jugement de l'Académie française. Plus heureux, en 1827 et 1828, son *Eloge de Bossuet*, et son *Tableau de la marche et des progrès de la littérature française au 16<sup>e</sup> siècle* furent couronnés, mais il n'eut que la moitié de ces deux couronnes, ayant partagé la première avec M. Patin et la seconde avec M. Chénier. Ces trois discours ont été publiés, le premier in-8°, les deux autres in-4°, dans l'année de chaque concours : le troi-

sième, réuni à celui de M. Chasles, a été réimprimé sous ce titre : *Tableau de la littérature Française au 16<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1839, in-8°. C'est au mois d'août 1837 que M. Saint-Marc-Girardin a commencé de travailler au *Journal des débats*, pour la littérature, et au mois de novembre suivant il y a donné son premier article sur la politique. Il est encore aujourd'hui l'un des principaux rédacteurs de cette feuille aujourd'hui ministérielle : mais il n'y a que ses articles littéraires qui sont siques. St.-M. Après la révolution de juillet, M. Guizot étant devenu ministre de l'intérieur, fut remplacé dans la chaire d'histoire à la faculté des lettres, par M. Girardin, qui continue à faire ce cours d'une manière très distinguée, quoiqu'il n'ait pas fait oublier son prédécesseur. A la fin d'août 1830, il a été nommé maître des requêtes en service ordinaire au conseil-d'état, et en mai 1831, il a reçu la décoration de la légion d'honneur. Au mois d'août suivant, il a fait partie de la commission des bibliothèques publiques, instituée par M. d'Argout, et présidée par feu M. Cuvier, mais dont les travaux sont encore sans résultats connus. M. Saint-Marc-Girardin emploie utilement pour son instruction et pour celle du public qui assiste à ses leçons, les loisirs que lui laissent les vacances annuelles. Il a déjà fait deux voyages en Italie, un en Suisse et un en Allemagne. Dans ses cours, après avoir présenté sous ses divers points de vue l'histoire d'Allemagne sous la race carolingienne, il expose l'état de l'empire et de l'Église au huitième et neuvième siècles, resumant toutes les questions de la civilisation moderne avec une rare intelligence du passé. Les profondes recherches de ce jeune publiciste, la nouveauté de ses doctrines et sa brillante improvisation prouvent qu'il sait allier la rapidité de ses débats politiques avec les méditations laborieuses de l'histoire. On attend de lui la publication d'une *histoire de l'Allemagne*, résultant de son cours et des recherches qu'il a faites au-delà du Rhin. M. Saint-Marc-Girardin a fourni pour son contingent au *Livre des cent et un*, un article d'érudition ingénieuse : *Paris il y a mille ans*.

SAINT-MARCELLIN, officier supérieur, né en 1791, et blessé à mort dans un duel le 1<sup>er</sup> février 1819, était fils naturel du célèbre Fontanes et passait dans le monde pour son neveu. Il fit ses premières armes dans la campagne de Russie, en 1812, et donna des preuves de valeur dans le combat qui eut pour résultat la prise du village de Borodino et de la grande redoute qui couvrait le centre de l'armée russe. S'étant précipité dans les tranchées de l'ennemi, il avait eu le crâne fendu de trois coups de sabre. Après le combat, il se présenta en cet état à un hôpital encombré de quatre mille blessés, et ne put obtenir d'y être reçu. Comme il s'en retournait baigné dans son sang, il rencontra Napoléon, et lui dit : « Je vais mourir, accordez-moi la croix, non pour me récompenser, mais pour consoler ma famille. » Napoléon détacha la sienne et la lui donna. Saint-Marcellin arriva à moitié mort à Moscou : il y séjourna quelque temps, et trouva le moyen de revenir en France. A l'époque du 30 mars 1815, il était aide de camp du général Dupont, et se trouvait à Orléans. Rentre à Paris, il se batit en duel avec un officier, et partit pour rejoindre Louis XVIII qui était à Gand. Après avoir rempli une mission importante à Bordeaux, il fut arrêté et confié à deux gendarmes qui devaient le conduire à l'armée de la Loire pour y être fusillé. En passant par Angoulême, il échappa à ses gardes et entra dans Paris avec le roi, le 8 juillet. Il fut alors envoyé, comme chef de bataillon, dans un régiment de ligne à Orléans. Blessé de nouveau en duel, il fut obligé de revenir à Paris. Depuis ce moment, il se consacra à la littérature, et fit représenter à Feytaud *Wallace*, opéra en trois actes. Il donna depuis au théâtre de l'Odéon *le Bul à la mode*, pièce épisodique, et *la Conjuraison de Fleques*, drame en quatre actes, que l'auteur réduisit à trois. Comme Saint-Marcellin, ami de Chateaubriand, écrivait dans le *Conservateur* des articles un peu virulents contre le ministère Decazes, il s'attira de nombreux ennemis. Un de ses anciens camarades le rencontre et le salue, Saint-Marcellin passe sans le saluer. L'autre se croit insulté. Un duel s'ensuit, et Saint-Marcellin tombe

frappé d'un coup mortel. Il a encore la force de dire à son adversaire : « Je suis hors d'état maintenant de vous rendre le coup que j'ai reçu : mais dès que je serai guéri, je songerai à payer ma dette. » Le soir même, M. de Fontanes donnait un bal, et ce fut au milieu d'une fête qu'on vint déposer le corps mourant d'un fils qui lui était si cher. L'agonie du jeune homme dura du 1<sup>er</sup> au 3<sup>er</sup> février 1819. On raconte qu'au milieu de la dernière nuit, une jeune fille vêtue de blanc et couverte d'un voile vert, s'approcha du mourant et recueillit son dernier soupir. Après avoir dit d'une voix déchirante : « Il est mort, » elle sortit de la chambre, silencieuse et voilée. Elle ne parut pas au convoi, mais le lendemain on la trouva étendue sur la pierre du tombeau. On approcha... elle était morte.

SAINT-MARSAN (ANTOINE-MARIE-PHILIPPE ARNARD, marquis de SAIN-MARSAN, plus connu sous le nom français de), ministre des relations extérieures de Sardaigne, grand-croix de l'ordre de Saint-Etienne de Hongrie, etc., etc. Né à Turin, le 10 décembre 1761, d'une ancienne famille originaire du Languedoc, et fils d'un lieutenant-général, gouverneur de cette capitale, il reçut une première éducation très soignée, et fit ses études à l'université de Pise, où il remporta, à l'âge de dix-sept ans, le grand prix d'éloquence latine. De retour dans sa ville natale, il fut attaché aux bureaux des affaires étrangères, remplit ensuite plusieurs missions diplomatiques, et devint, en 1796, ministre de la guerre et de la marine. Dans cette qualité, il signa, le 28 juin 1798, la convention par laquelle la ville et la forteresse de Turin furent rendues aux troupes françaises sous le maréchal B. une. Après la réunion du Piémont à la France, Napoléon le nomma conseiller-d'état, et le choisit plus tard pour l'ambassade de Berlin, poste qu'il occupait encore en 1813, lors de la défection du corps prussien commandé par le général York. Les progrès des armées alliées l'ayant obligé, peu de temps après, de quitter la Prusse, il retourna à Paris, et devint sénateur et membre de la commission des cinq. Après l'entrée en France des armées étrangères, M. de Saint-Marsan fut chargé par les souverains alliés de la présidence du gouvernement provisoire qui venait d'être établi à Turin, en attendant le retour du roi Victor-Emmanuel. Ce monarque, satisfait du zèle qu'il avait déployé dans l'exercice de ses fonctions, le nomma ministre de la guerre, et l'envoya au congrès de Vienne, pour y réclamer cette partie de la Savoie qui, en 1814, avait été détachée des états Sardes. A Vienne, M. de Saint-Marsan conclut et signa, au nom de son souverain, deux traités dont l'un avait pour objet la fixation des limites du Piémont et l'incorporation de l'état de Gènes à la Sardaigne, et l'autre les futures relations politiques entre ce dernier royaume et le canton de Genève. De retour à Turin, il obtint le porte-feuille des relations extérieures, qu'il quitta à la fin de 1817 pour celui de la guerre, mais qu'il accepta de nouveau, en 1818, avec la présidence du conseil des ministres. Malgré cette position éminente, il n'eut aucune influence sur la marche du gouvernement qui fut uniquement dirigé par la reine, le confesseur de celle-ci et le ministre de la police. En 1821, lorsque la révolution éclata dans le Piémont, il se trouvait au congrès de Laibach d'où il revint à Turin pour communiquer à son gouvernement la résolution prise par le congrès de ne pas approuver la nouvelle constitution qu'on voulait donner à la Sardaigne, incident qui décida Victor-Emmanuel à abdiquer en faveur de son frère Charles-Félix. A la même époque, M. de Saint-Marsan donna sa démission et se retira dans une de ses terres, située aux environs de Nice, où il mourut le 19 juillet 1828, à l'âge de soixante-six ans. — Son fils aîné, qui a fait la campagne de Russie où il perdit deux doigts, était, en 1821, aide-de-camp du prince de Savoie-Carignan, et fut arrêté, le 6 mars de la même année, comme complice de l'insurrection de l'armée, mais bientôt après délivré par les constitutionnels. Il se réfugia alors en France où on lui assigna Lille pour séjour. Instruit, en 1823, que sa liberté était compromise, il passa secrètement en Belgique, voyagea quelque temps dans le nord de l'Allemagne, et se rendit enfin à Londres



où il attend encore aujourd'hui (1835) l'autorisation de rentrer dans sa patrie.

**SAINT-PROSPER** (Auroix-Jean Cassé de), est né à Paris, le 16 octobre 1790. Destiné à être avocat, il s'occupait de ses études en droit, lorsqu'après la déroute de Moscou, il fut appelé à faire partie de l'armée française. Il traversa, comme simple soldat, la Hollande et la plus grande partie de l'Allemagne. Arrivé à Grossenhayn, près Dresde, il fut attaché à un état-major. Les Français battirent plusieurs fois en retraite, M. Saint-Prosper, qui était alors malade, resta seul au milieu des troupes allicées, et courut les plus grands dangers. Il fut enfin sauvé, grâce à la tendre amitié que lui portaient quelques jeunes étudiants de Grossenhayn. Devenu prisonnier des Russes, ceux-ci le dirigèrent sur Bautzen où il put demeurer jusqu'à la paix générale. La qualité d'étudiant qu'il prit en Allemagne lui valut partout l'accueil le plus bienveillant. De retour en France, M. Saint-Prosper se voua à la littérature. Il fournit d'abord quelques articles à la *Biographie universelle* des frères Michaut, coopéra à la rédaction d'un grand nombre de journaux, et fit paraître divers ouvrages. En 1832, le ministre de l'intérieur donna à M. Saint-Prosper un emploi dans son département; mais dénué par quelques hommes de la faction congréganiste, cet écrivain perdit, au bout de deux ans, la place qui lui avait été offerte. Il entra de nouveau dans la carrière des journaux et de la littérature. M. Saint-Prosper a publié deux compositions historiques: Une *Vie de Bossuet* et une *Vie de Louis XI*; c'est un ouvrage de morale intitulé: *L'Observateur au 19<sup>e</sup> siècle*, qu'il doit surtout sa réputation. Ce livre, dont les journaux les plus opposés ont fait l'éloge, est déjà parvenu à sa quatrième édition; l'auteur en prépare une nouvelle. M. de Saint-Prosper a publié aussi deux ouvrages d'imagination: *La famille Liller* et *Les aventures d'un promeneur*. Cet écrivain a un frère qui depuis longues années, fait partie du ministère des finances, mais qui cultive aussi avec succès les belles-lettres. Il a publié l'ouvrage suivant: *Louis XI et Napoléon, dialogue suivi de plusieurs autres*; a travaillé aux *Lettres champenoises*, et a concouru à la rédaction de plusieurs journaux de la capitale. La tendre union qui existe entre les deux frères a inspiré à l'aîné quelques pages qui sont les plus éloquentes qu'il ait écrites. Ce morceau fait partie du chapitre sur l'émancipation, qui se trouve dans le premier volume de *L'Observateur au 19<sup>e</sup> siècle* (4<sup>e</sup> édition).

**SAINT-SIMON** (MAXIMILIEN-HENRI, marquis de), naquit vers l'année 1730. Les devoirs de la vie militaire ne lui permirent pas d'abord de se livrer à son inclination pour les lettres. Il était aide-de-camp du prince de Conti, dans la guerre des Alpes, sous Louis XV, et il prit part à la bataille de Coni, en 1774. Dès que la paix se fit, il renoua à la profession des armes, et après quelques voyages entrepris dans le but d'étendre ses connaissances, il se retira à la campagne, près d'Utrecht. Il avait, dans les choses d'agrément, un goût particulier qui contribua sans doute à l'entraîner vers la Hollande; mais, en se livrant à cette passion des fleurs, il se borna presque à la culture des hyacinthes, et il parvint à en réunir dans un jardin d'Harlem deux mille variétés. Des recherches historiques, d'autres travaux littéraires, ou la société des savants l'occupèrent surtout, et sa paisible carrière s'écoula ainsi. Il mourut en 1799, dans la retraite qu'il s'était choisie plus de quarante ans auparavant. Très estimable comme homme et comme écrivain, mais ayant vécu si long-temps retiré, il restait presque dans un injuste oubli; c'est environ vingt-cinq ans après sa mort que son mérite personnel et celui de ses ouvrages ont été enfin reconnus dans une *Biographie* où il a été parlé de lui honorablement. On lui doit: 1<sup>o</sup> *Des hyacinthes, de leur anatomie, reproduction et culture*, in-4°, avec dix planches, Amsterdam, 1768. Il s'y trouve d'utiles observations sur la régénération des plantes, objet du 7<sup>e</sup> chapitre; 2<sup>o</sup> *Histoire de la guerre des Alpes, ou campagne de 1744, par les armées combinées d'Espagne et de France*, Amsterdam, 1769, in-fol. de 332 pages, avec cartes, et 1770, in-4°. Aux cinq cartes géographiques est joint un tableau comparatif

du passage des Alpes par les Carthaginois, d'après le récit de Polybe ou celui de Tit-Live, et conformément à l'interprétation de Volard, ou à celle de l'auteur même. Dans une préface d'une excellente critique, il s'efforce d'établir qu'Annibal a passé ou est aujourd'hui Barcelonnette, et a franchi les gorges du mont Viso. Saint-Simon a joint à cet ouvrage un morceau d'histoire sur la ville de Coni, fondée en 1206; mais il a négligé d'avertir qu'il l'avait tiré de *Scoti Cuneo*; 3<sup>o</sup> *Histoire de la guerre des Batares et des Romains, d'après Cesar, Tacite*, etc., Amsterdam, 1770, grand in-fol., avec les fig. d'Otto Venius, gravées par Tempesta; 4<sup>o</sup> *Essai de traduction littérale et énergique*, Harlem, 1771, in-8°. Cette sorte d'exemple se compose de l'*Essai sur l'homme* de Pope, et d'un fragment de la *Pharsale*; 5<sup>o</sup> *Temora*, poème épique d'Osio, traduit d'après Macpherson, Amsterdam, 1774, in-8°. 6<sup>o</sup> *Les Nylologies de Platon*, Utrecht, 1781, in-8°. Tiré à un petit nombre d'exemplaires, et distribué à des amis; Ce sont des dialogues sur des questions philosophiques; les *Abusés spéculatifs*, grand in-4°, sans date, orné d'une carte de l'*Atlantide* de Platon, font suite aux *Nylologies*; 7<sup>o</sup> *Mémoire, ou l'Observateur vicié sur les troubles de la France*, Londres, 1788, in-8°. 8<sup>o</sup> *Essai sur le despotisme et les révolutions de la Russie*, 1794, in-4°. Le marquis de Saint-Simon parait avoir laissé en outre divers manuscrits. Le *Gouvernement admirable des abeilles* lui a été quelquefois attribué, mais fausement.

**SALADIN** (JAH-BARHIS-MICHAËL), conventionnel. Il appartenait au barreau d'Amiens avant la révolution; il siégea dans cette ville au nombre des jurés après la nouvelle organisation des tribunaux, et lorsqu'il devint membre de l'assemblée législative, il y professa dans leur rigueur les maximes révolutionnaires. Lié constamment avec les esprits les plus exaltés de la société des Jacobins, et nommé à la convention, il vota dans le procès de Louis XVI, la mort sans sursis et sans appel. On l'accusait d'avoir contribué des long-temps à préparer une semblable catastrophe, en suivant le système de ceux qui blâmaient sans relâche la conduite des ministres, ne laissant d'autre alternative que de se rendre, par leur fermeté, suspects de connivence avec les princes, ou de s'exposer par leur docile inaction, au reproche d'impopularité. Le 25 février 1793, Saladin obtint qu'on assésât à la barre les magistrats d'Amiens, en causant le jugement par lequel ils venaient d'absoudre l'archidiacre de cette ville (épiscopat, surpris chez lui au moment où il disait la messe. Cependant la convention ne jugea pas que les plaisirs de l'archidiacre fussent très dangereux, et elle laissa aux juges leur liberté. Saladin fut un des premiers à sentir, un peu plus tard, que les écarts du zèle révolutionnaire ne seraient bientôt plus des moyens de popularité. Il se rapprocha des girouddins; mais n'ayant point appartenu essentiellement à ce parti, il fut épargné le 3 juin. On se lui pardonna pas aussi facilement ensuite de n'être point resté étranger à la protestation du 6. Attaqué par Tallien, le 22 août, et ensuite par Gaston, pour avoir parlé en termes peu mesurés des membres de la convention, et même des électeurs, il fut mis en accusation, et partagea le sort des soixante-treize. Cette circonstance acheva de lui ôter sa modération depuis lors fut l'effet de réflexions plus mûres, ou si dans l'un et dans l'autre temps, il regarda comme la meilleure opinion celle qui permettait de s'arranger de manière à avoir peu de chose à craindre de l'avenir. Après la retraite des soixante-treize, il fit partie de la commission chargée d'examiner la conduite tenue par les comités pendant la terreur. Dépouillés de tout leur pouvoir, les Billaut-Varennes, les Vadier, les Collot d'Herbois mettraient même peu de fermeté dans leur défense. Saladin, en qualité d'un des rapporteurs de la commission des vingt-un, les accusa hautement, et constata leurs actes les plus odieux avec une accablante exactitude. Depuis ce rapport, fait le 3 mars 1793, il se montra constamment l'ennemi de la faction abbatue qui l'avait compté parmi ses adhérents, et qui, au milieu de ses torts si graves, avait rendu de grands services par plu-

sieurs mesures d'une énergie alors indispensable. Néanmoins Saladin était de bonne foi sans doute, puisque faisant, dans des rencontres obscures, tout le bien qui paraissait en son pouvoir, il mit un terme aux vexations éprouvées par beaucoup de familles, surtout vers le Jura. Il eut aussi la satisfaction de faire révoquer d'anciens décrets rendus contre des collèges fédéralistes. Le 19 août 1795, la convention, au moment de se retirer, voulut que les deux tiers de ses membres fissent partie des deux conseils qu'on allait former. Saladin s'éleva contre cette résolution qui avait paru prudente en un sens, mais qu'on ne pouvait manquer d'attribuer à des motifs peu désintéressés. Devenu suspect de royalisme, Saladin fut décrété d'accusation, à la sollicitation de Louvet et de quelques autres, comme un des fauteurs du soulèvement des sections de Paris. Les preuves manquèrent contre lui, et il passa au conseil des cinq-cents; mais comme il fit partie du conciliabule de Clichy, on se rappela qu'il avait paru opposé à la convention dans la journée du 13 vendémiaire, et il fut compris dans la liste des déportés du 18 fructidor. Heureusement soustrait à l'exil, et ensuite affranchi de toute poursuite par les consuls, il exerça dans Paris son ancienne profession d'avocat, et il y resta jusqu'à sa mort qui eut lieu en 1815.

SALAZAR. Voyez MASARREDO.

SALDANHA-OLIVEIRA-DAUN (JEAN-CHARLES de), créé comte par le roi don Pedro IV, en 1826, est le troisième fils du comte Rio-Maior Jean de Saldanha-Oliveira-Souza, morgado de Oliveiras, et de Marie-Annelie, fille du grand Pombal. Né à Lisbonne, le 17 novembre 1791, il entra au service militaire dès l'âge de quatorze ans, continua son éducation, et fit de rapides progrès, surtout dans les mathématiques. A dix-huit ans, il commanda, en 1810, un bataillon à l'affaire de Busaco, et fit avec la plus grande distinction toutes les campagnes de la guerre d'Espagne. Il gagna tous ses grades sur le champ de bataille, reçut quatre médailles d'honneur pour des actions d'éclat, et mérita à tel point la considération des généraux Wellington et Beresford que, seul parmi les officiers portugais, il fut, dans une promotion, préféré à des officiers anglais plus anciens. A vingt-deux ans, il commanda une division devant Bayonne, et se trouva à la bataille de Toulouse. Après la paix, il fit partie du corps de troupes envoyé au Brésil. Ses services et ses talents furent si bien appréciés dans la guerre de Monte-Video, et les rives de la Plata et l'Uruguay, que, bien qu'il fût le plus jeune des généraux, il reçut le commandement de deux des trois uniques divisions qui composaient toute l'armée portugaise dans ces contrées. Sa conduite lui mérita l'estime de ses chefs, et il devint l'idole des soldats par ses manières affables et bienveillantes. Quoique officier d'infanterie, il fut le premier militaire qui, à la tête de la cavalerie portugaise, charges avec succès, et défit complètement la redoutable cavalerie d'Artigas. Brigadier-général à vingt-cinq ans, il fut nommé maréchal-de-camp en 1814, et ensuite capitaine-général de la province de Rio-Grande du sud. Aussitôt qu'il apprit la révolution de Portugal, en 1820, il déclara spontanément et sans aucun ordre supérieur les bases de la constitution adoptées par les cortès, et fut à l'unanimité élu chef du gouvernement provisoire. Lorsqu'une seconde révolution éclata au Brésil contre la mère-patrie, plusieurs Portugais dégénérés suivirent la cause de don Pedro. Le général Saldanha, ne voulant point renier sa patrie, fut arrêté par ordre de don Pedro, qui venait d'être proclamé chef du gouvernement brésilien. Ayant obtenu une audience de ce prince, M. de Saldanha se rendit au palais avec la cocarde portugaise, et refusa le grade de lieutenant-général que don Pedro lui offrait pour l'engager à entrer au service du Brésil. A son retour à Lisbonne, en 1822, il s'expliqua franchement sur les principaux membres des cortès et les ministres sur l'état des affaires au Brésil. Le gouvernement constitutionnel, qui avait la plus haute opinion du patriotisme, du caractère, et des talents militaires et administratifs de M. de Saldanha, le nomma gouverneur du Brésil, et comman-

dant des forces de terre et de mer, avec les pouvoirs d'un vice-roi. Il ne demandait que huit mille hommes, y compris la garnison qui se trouvait déjà à Bahia, pour conserver le Brésil uni au Portugal. Cette force lui ayant été refusée, et le gouvernement lui faisant un mystère des instructions dont il devrait être muni, il donna sa démission, non pas comme général, mais comme chef du pouvoir exécutif que les cortès voulaient établir au Brésil : en conséquence, il fut mis aux arrêts, et allait être traduit devant un conseil de guerre. Il était en prison lorsque la garnison de Lisbonne, en 1823, gagnée par la reine Charlotte, se souleva contre la constitution; il fut mis en liberté par suite de cet événement; mais loin d'en profiter pour se réunir à don Miguel et à la noblesse factieuse, le général Saldanha ne songea qu'à la patrie. Non seulement il reprima le parti nigouliste qui commençait déjà à se montrer dans toute sa hideuse férocité, mais il obtint que les droits de la nation fussent garantis par la proclamation qu'il fit signer à Jean VI, le 31 mai 1823, à Villa-Franca de Xira, et qui fut rédigée par le colonel Rodrigo Pinto Pizarro, aide-de-camp du général. La révolution de 1820 fut légitimée, et la souveraineté du peuple reconnue; le roi y promit l'oubli du passé, et le maintien des bonheurs, des grades et des emplois accordés pendant le régime constitutionnel. Le pouvoir absolu, dont les factieux voulaient investir le roi pour l'exploiter à leur profit, fut pros crit, et Jean VI promit de donner une constitution aux Portugais. La publication de cette proclamation royale est le seul fait honorable de l'époque désastreuse de la contre-révolution de 1823. Le jour de la rentrée du roi à Lisbonne, après la journée de Villa-Franca, le marquis de Lavradio (don Antonio) eut l'impudence de crier aux portes de la cathédrale : *Vive le roi absolu !* C'était en présence de Jean VI. Le général Saldanha imposa silence à ce factieux en déclarant tout haut que la nation voulait la liberté et qu'elle l'aurait. Le roi applaudit publiquement à cette déclaration, et ratifia la promesse de n'être jamais monarque absolu. Après la chute de Cadix, le parti absolutiste, n'ayant plus rien à redouter, leva le masque, et suivit exactement les instructions des cabinets de la sainte-alliance. M. de Palmella, créé marquis après la révolution, avait nommé une commission chargée de la rédaction de la nouvelle charte, et il en était le président. Ce fut lui-même qui vint lui intimier l'ordre de dissolution, attendu, a-t-il dit, que la nation ne voulait point de constitution. A dater de ce moment et sous son ministère, commença un règne d'oppression et de terreur par le détestable zèle de l'intendant de police baron de Rendufe. Quant au général Saldanha, il ne prit aucune part aux affaires de l'état, et refusa le commandement des provinces septentrionales du Brésil qui étaient restées fidèles à la mère-patrie. Après le renvoi de M. de Palmella et du comte de Suberra (Pamplona), et la formation du ministère plus conciliateur de M. Barradas, M. de Saldanha fut nommé gouverneur militaire de Porto; il eut la mission de réprimer l'audace du parti pros crit, et n'y fit aimer de tous les hommes de bien. Saldanha ne pouvant rien obtenir des ministres par la persuasion, et espérant réussir par l'adresse et la force, s'entendit dès lors avec quelques libéraux très distingués. Mais la mort prématurée de Jean VI fit seule ajourner le mouvement projeté. Ce fut le général Saldanha qui proclama le premier la charte de don Pedro à la tête de la garnison et de l'héroïque population de Porto. Cet acte de vigueur fit trembler la régence, et la charte fut bientôt proclamée à Lisbonne au milieu des applaudissements universels. Sans les efforts de Saldanha, il est probable que don Pedro n'eût pas été sans contestation roi constitutionnel de Portugal depuis 1826 jusqu'en 1828. Nous montrerons bientôt comment ce prince l'en a récompensé en 1832. L'infante Isabelle Marie ayant été reconnue régente du royaume, et la charte mise à exécution, M. de Saldanha fut élu député aux cortès, et nommé par la régence ministre de la guerre. Il fit preuve d'un tact et d'une habileté remarquables par les mesures sages qu'il prit sur-le-champ pour purger l'armée des en-

mis de la constitution et d'officiers inhabiles. Le 12 octobre, la rébellion organisée par la faction de la reine éclata parmi les troupes de l'Algarve; la promptitude des mesures prises par le général et son départ à la tête d'un corps suffirent pour forcer les rebelles à s'enfuir en Espagne. Il revenait de l'Algarve en se portant vers le nord, où des mouvements semblables, dirigés par la famille des Silveira, avaient éclaté, lorsqu'il fut subitement atteint, à Brja, de coliques violentes qui mirent sa vie dans le plus grand danger. On soupçonna qu'un poison très actif avait été administré par les moines dans le couvent desquels il s'était logé. Sa maladie devint tellement grave et prolongée qu'il fut obligé de cesser ses fonctions, et le ministère de la guerre fut confié par intérim à M. Candido Jose Xavier, qui avait déjà rempli cet emploi sous le régime des cortes, mais qui, attaché à Pamplona, comte de Suberra, s'était depuis long-temps séparé des vrais patriotes. M. Xavier se conduisit de manière à faciliter la révolte de l'armée qui s'organisa de nouveau sur plusieurs points contre la constitution. M. de Saldanha était aux eaux thermales de Caldas da Rainha lorsqu'il apprit qu'une révolte devait éclater à Elvas, la plus forte place du Portugal. Quoique très souffrant, il se hâta de se rendre à Lisbonne, où il étonna les ministres en leur apprenant ce qu'ils ignoraient encore. En dépit des intrigues ourdies contre lui pendant son absence, il reprit son poste-feuille à l'improvisiste et d'assaut, selon l'expression de sir W. A. Court. M. Xavier resta tellement confus à la nouvelle de la révolte d'Elvas, qu'il arriva peu d'heures après la communication faite par le général Saldanha, qu'il regarda comme une bonne fortune de quitter le ministère dans un moment si critique. Cependant la regente, circonvenue par les agents de sa mère et par ceux de l'Angleterre et de l'Autriche, étant subjuguée par les conseils perfides de ceux de ses ministres qui ne songaient qu'à faciliter le plan depuis long-temps arrêté entre les cabinets de la sainte alliance, d'accord avec don Pedro, pour confier à don Miguel le soin de réverser la constitution. M. de Saldanha, connaissant dès lors son impuissance pour résister aux intrigues d'un parti si fortement soutenu par l'Angleterre, donna sa démission en octobre 1827. M. Xavier, aujourd'hui secrétaire intime de don Pedro (1832), faisait partie du cabinet prescripteur, alors en fonctions, qui attendait don Miguel comme un nouveau Messie. Le comte de Saldanha se trouvait en Angleterre lorsqu'éclata à Porto, le 16 mai 1828, un soulèvement contre l'usurpation de don Miguel. Il partit à bord d'un bateau à vapeur pour Porto, en compagnie du marquis de Palmella, de M. Xavier, de plusieurs officiers-généraux et autres personnalités. Arrivés dans cette ville, le 27 juin, après une longue traversée, ils trouvèrent l'armée constitutionnelle en pleine retraite sur Porto, et entièrement découragée par l'incapacité de la junte provisoire de gouvernement et l'absence d'un chef capable d'inspirer de la confiance aux troupes. M. de Saldanha, soigneusement écarté de tout emploi important, se rendit à l'armée que le comte de Taipa voulait de représenter comme mise en déroute par les troupes miguelistes. C'était une fausse alarme et une terreur panique qui n'avait aucun fondement. Au contraire, les constitutionnels avaient remporté un avantage et les soldats ne demandaient qu'à combattre; mais les généraux Palmella et Villa Flor, au lieu de profiter des bonnes dispositions des troupes, se hâtèrent de fuir de Grijó, en abandonnant le comte de Saldanha, qui, seul avec ses aides-de-camp, était allé rejoindre l'armée constitutionnelle qui, par ordre de la junte, faisait une deuxième retraite après un nouveau succès. Ce fut alors que M. de Palmella et les membres de la junte résolurent de se sauver en se réfugiant à la fois Saldanha, l'armée, les patriotes de Porto et la cause nationale. Les membres de la junte s'étant réunis en comité secret, après avoir décidé qu'il ne restait aucun moyen de salut pour l'armée constitutionnelle elle que de chercher à se réfugier en Espagne, proposèrent à M. de Saldanha d'en prendre le commandement en lui conférant des pouvoirs illimités à cet effet. Il eut le tort d'accepter; mais s'étant rendu au camp, et ayant

convoqué un conseil des principaux officiers, ils lui déclarèrent qu'ils n'oseraient jamais proposer aux soldats un parti aussi désespéré et aussi impopulaire que celui d'enigrer pour se livrer à Ferdinand, le plus mortel ennemi des constitutionnels. Il revint donc, dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 juillet, déterminé à résigner le commandement dont il s'était mal à propos chargé, convaincu d'ailleurs que les officiers étaient trop démoralisés pour offrir quelque chance de succès contre les forces de don Miguel qui augmentaient à chaque instant, et dont la confiance avait redoublé par l'indécision des chefs du mouvement de Porto, dont quelques uns ont été fortement soupçonnés de trahison. De retour à Porto pour communiquer à la junte et au marquis de Palmella les dispositions des troupes, le général Saldanha n'y trouva plus aucun membre du gouvernement; ils s'étaient tous embarqués, pendant la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 juillet, à bord du *Bellai*, bateau à vapeur. Il y rendit aussi, fit son rapport sur la situation de l'armée, et offrit néanmoins d'en prendre le commandement et d'exécuter les ordres qu'il plairait à M. de Palmella de lui donner. Celui-ci l'en détourna en lui disant que la partie était perdue, et qu'il n'y avait plus qu'à retourner en Angleterre. « Vous avez fait votre devoir, ajouta-t-il, et n'avez rien à vous reprocher. » Ces qui ont depuis accusé ce général de n'avoir pas tenté un coup désespéré pour arracher la victoire aux miguelistes, oublient que la petite armée constitutionnelle, cernée de toutes parts, n'avait plus de confiance en ses officiers, et que la plupart de ces derniers ne songaient qu'à sauver leurs personnes en se réfugiant en Espagne où chacun s'attendait néanmoins à être traité durement. Le comte de Saldanha de retour en Angleterre ne cessa de s'occuper des moyens de combattre le tyran qui avait renversé la constitution portugaise et usurpé la couronne, et que protégeait ouvertement le cabinet anglais. En janvier 1829, il partit de Plymouth, avec neuf cents braves, ses trois navires, dans le dessein de se rendre à l'île Terceira pour y renforcer la garnison restée fidèle à la reine constitutionnelle dona Maria II. Repoussé de Terceira par le canon anglais, il chercha en France un asile, et arriva, à Brest, le 29 janvier, il y fut accueilli avec la plus cordiale hospitalité. Depuis sa résidence en France, M. de Saldanha n'a cessé de déployer la plus grande activité pour soulager les souffrances de ses compatriotes. A l'arrivée de don Pedro à Cherbourg, en 1831, il s'empressa d'aller le complimenter et lui offrir ses services contre l'usurpateur. Plus tard, ce prince lui déclara vouloir l'employer dans l'expédition qu'il préparait contre don Miguel, et chercha à le reconcilier avec le marquis de Palmella dans une entrevue qu'il leur ménagea et qui eut lieu en présence du général Lafayette. M. de Saldanha déclara, avec franchise ordinaire, qu'il était prêt à servir sous les ordres du marquis pour coopérer au renversement du tyran, mais que comme particulier il n'accorderait jamais son amitié à M. de Palmella. Malgré cette réconciliation et les promesses de don Pedro, celui-ci, au moment de partir pour Belle-Île, en janvier 1831, déclara au général Saldanha que le diplomate étranger l'empêchait de l'employer dans l'armée destinée à agir contre don Miguel. Le 18 du même mois, le général invita tous ses amis à faire partie de l'expédition en faveur de dona Maria II et de la charte portugaise. C'est ainsi qu'il se vengea de l'affront qui venait de lui être fait.

**SALIS-SAMADE** (le baron de), colonel suisse au service de France, était le fils aîné de M. de Samade, colonel du régiment suisse de son nom, qui, à l'époque de sa retraite, comptait soixante ans d'honorables services sous les drapeaux français. Il y avait deux régiments du nom de Salis : celui de Samade et celui de Salis-Marchelins. Henri de Salis-Zizers était capitaine de la compagnie suisse qui fut presque entièrement détruite, le 10 août, à la grille du château des Tuileries, où elle était postée. Son frère, le baron Rodolphe de Salis-Zizers, aide-major du régiment des gardes, qui accompagna le même jour Louis XVI à l'insurrection, fut conduit avec l'état-major dans les prisons de l'Abbaye, où il fut massacré la nuit du 3 au 4 sep-

tembre. M. de Salis-Sarnade, sujet de cet article, parcourut les grades subalternes dans le régiment de son père, et devint major à celui de Château-Vieux, avec lequel il se trouva à Nancy lors de l'insurrection de la garnison de cette ville, en 1790. Par une conduite à la fois ferme et modérée, il maintint l'ordre et la discipline dans son régiment jusqu'au 28 août, jour où M. de Malsseigne quitta Nancy pour aller joindre les carabiniers de Lunéville. Les agitateurs, furieux que ce général eût échappé à leur vengeance, poursuivirent les soldats de Château-Vieux à la révolte, et aussitôt ceux-ci assaillirent leurs chefs et les emmenèrent sur la place Royale. Là, les officiers furent tous désarmés, à la seule exception du major de Salis. « N'approchez pas », dit-il à celui qui le sommait de rendre son arme : mon épée n'a jamais servi qu'à vous défendre et à vous conduire dans le chemin de l'honneur, vous ne l'aurez qu'avec ma vie. » A ces paroles, prononcées d'une voix ferme, les soldats restèrent interdits pendant quelques moments; ils allaient s'emporter de nouveau lorsque le lieutenant-colonel lui cria : « Que faites-vous, major ? Nous sommes tous ici prisonniers. » Venez votre épée. — Vous êtes mon chef, lui répondit M. de Salis; vous me commandez; mais je ne la remettrai qu'à vous seul. Au moment où il se disposait à exécuter ce dessein, mille voix s'écrièrent : « Il est trop brave, qu'il garde son épée. » Ce trait de courage lui valut la nomination de colonel du régiment de Diebach, en garnison à Lille, et là il trouva une nouvelle occasion de montrer son intrépidité lors du massacre du général Théobald Dillon, en avril 1793. Lorsqu'au mois de septembre de la même année tous les régiments suisses furent licenciés, M. de Salis-Sarnade retourna dans sa patrie, n'emportant d'autre récompense de ses services que l'estime de tous ceux qui l'avaient connu. Après le 18 brumaire, il revint en France recueillir les débris de sa fortune, et s'établit à Montargis, où il mourut en 1803, d'une maladie épidémique, laissant une veuve et deux filles. Sa famille, dont plusieurs membres payèrent de leurs têtes, dans les affreuses journées de septembre 1793, leur attachement aux Bourbons, comptait sept officiers supérieurs du nom de Salis dans l'armée française. Le colonel du régiment de Salis-Marchelins fut nommé commandant des gardes suisses à Naples, en 1793. Après l'invasion de son pays par les Français, il leva un régiment de Suisses émigrés, et servit à sa tête dans l'armée autrichienne, en 1799 et 1800.

SALLES (Jaz-Barnier), un de ces députés qui, dans les premières années de la révolution, eurent la sagesse de se préserver des fureurs de l'esprit de parti, et que même les ennemis du système moderne ont cru ne pouvoir calomnier qu'avec quelque réserve. Né vers l'année 1760, il exerçait la médecine à Veslize, ville du département de la Meurthe, lorsqu'au moment de la convocation des états-généraux, il fut élu par le tiers-état de Nancy. Il a été d'abord accusé d'intrigues relatives à l'événement qui a ensanglanté cette ville en 1790; mais un examen approfondi l'en a disculpé. Il paraît cependant que son vote dans l'assemblée constituante, où il se distingua peu, se trouva quelquefois conforme à celui des esprits exaltés. Il ne voulait pas néanmoins l'abolition des formes monarchiques. Quand on commença à les mettre en question, il dit dans l'assemblée : « On me poignarderait plutôt que de me faire consentir à ce que le gouvernement passe entre les mains de plusieurs. » Déclaration qui, sans doute, devint plus tard un premier grief contre lui, et que les comités n'oublièrent pas lorsqu'ils gouvernèrent. Il pensait que l'autorité législative devait être concentrée dans une seule chambre, et il combattit même à ce sujet la proposition de Buzot, lorsque ce député imagina un moyen mixte, la division temporaire de l'assemblée en deux sections pour la discussion des projets de lois. Le système du veto absolu n'était aux yeux de Salles qu'un moyen de consacrer l'ancien arbitraire sous des formes nouvelles, et, quand il demanda qu'on déterminât le mode de dissolution de l'assemblée, il diffusa du sentiment de Mirabeau qui accordait tout en cela à la prérogative royale. Regardant comme la moins

excusable des intrigues l'intervention ecclésiastique dans les affaires temporelles, il se chargea d'un rapport sur quelques troubles survenus en Alsace, et où l'abbé Aynier était accusé d'avoir figuré. Dans celui que Salles fit aussi sur l'événement du 17 juillet 1791, il présenta sous le jour le plus favorable la sévérité de la municipalité et du général Lafayette contre les anarchistes du Champ-de-Mars, qui toutefois ne furent pas mis en jugement malgré le décret de l'assemblée. On ne tarda pas à parler de nommer une convention : le député de la Meurthe fut d'avis d'attendre vingt années, mais elle fut convoquée peu de temps après, et il en devint membre. Il y partagea les principes des girondins; il conserva même plus de ménagements à l'égard du roi que quelques uns d'entre eux. Dans le procès de Louis XVI, qu'à la vérité il déclara coupable, bien qu'il se fût opposé au jugement, il proposa le premier l'appel au peuple. Il demanda ensuite la détention jusqu'à la paix, et que l'on surût à l'exécution. Il n'épargna ni Marat, ni les assassins de septembre, et il protesta avec chaleur contre le pouvoir presque illimité dont on investissait le comité de salut public. Proscrit le 31 mai 1793, et décrété d'accusation le surleudemain, Salles se réfugia d'abord dans son département; mais ensuite il prit la résolution de rejoindre à Erveux Louvet et Barbaroux. Soupçonné d'avoir voulu, pendant son séjour momentané dans la ville de Nancy, agir contre les intérêts de la convention, et décrété d'accusation, à la demande de Thuriot, comme ayant déserté son poste, il fut presque aussitôt mis hors la loi. Après avoir erré dans le département du Calvados, et avoir cherché un asile dans les lieux les plus déserts de l'ancienne Bretagne, il quitta le Finistère avec Guadet et Barbaroux, pour se rendre par mer sur les bords de la Gironde; mais saisi le 19 juin 1793 chez le père de Guadet, où ils s'étaient rendus par nécessité ou avec imprudence, ils furent conduits à Bordeaux, où ils périrent le lendemain. Salles, qui n'était âgé que de trente-quatre ans, dut surtout sa perte à sa constante honnêteté, et fut du nombre de ceux dont l'inflexibilité devait succomber dans un temps si difficile, puisque leur art se bornait à travailler au bien de leur pays.

SALMON (don MARCEL-GONSALE), premier secrétaire d'état et ministre des affaires étrangères d'Espagne, naquit le 18 octobre 1778, à Cadix. Son père avait été ministre plénipotentiaire auprès de l'empereur de Maroc. Gonsalve Salmon fit ses études au séminaire des nobles, et les acheva à l'université d'Alcala de Plessares, où il donna des preuves d'aptitude et de sagacité. Il n'attira de bonne heure l'attention du roi, qui, en reconnaissance des services signalés de son père, le nomma, le 3 octobre 1796, adjoint à l'ambassade de Saxe; en 1802, secrétaire de légation en Danemark, et le 13 juin 1803, secrétaire d'ambassade à Dрезд. Il s'acquitta avec autant de zèle que de talent des négociations dont il avait été chargé. A la fin de la même année, il fut nommé secrétaire de légation en Russie, et au mois de juillet 1804, il reçut la croix surarmoirière de Charles III. Ensuite il retourna en Espagne pour y rétablir sa santé. Au moment de l'occupation de l'Espagne par les armées de Napoléon, Gonsalve Salmon se réfugia à Séville, et, quelque temps après, il se présenta à la junte centrale, qui, en considération de ses services et de ses talents, le nomma, le 17 mars 1809, premier secrétaire d'état, et le 19 juillet de la même année, secrétaire du roi, ayant dans ses attributions la rédaction des décrets. La régence du royaume le chargea, au commencement de 1810, des négociations avec le Portugal. Il traita avec cette puissance les liens de bonne intelligence, et il pourvut à l'équipement des troupes espagnoles. Salmon reçut, à l'occasion de ses nouveaux services, la croix et la pension de l'ordre de Charles III. Lors de la restauration, le roi le nomma secrétaire d'ambassade à Paris. Au mois de janvier 1818, Salmon retourna à Madrid pour occuper la place de secrétaire d'état. Le ministre de l'intérieur, le marquis de Casa Irujo, ayant cessé ses fonctions, le 13 juin 1819, M. Salmon fut chargé de ce ministère jusqu'au 14 septembre de la même année,

qu'il fut nommé ministre plénipotentiaire auprès de la cour de Saxe. Il reçut en même temps le titre de conseiller-d'état honoraire. A l'époque des événements politiques de 1830, il cessa ses fonctions, et n'occupa aucune autre charge jusqu'au rétablissement de Ferdinand VII dans l'exercice du pouvoir absolu. Le roi le nomma, le 19 août 1836, secrétaire-d'état et ministre de l'intérieur : il fut chargé alors de négociations de la plus haute importance avec les puissances étrangères. Le 15 octobre 1836, il reçut de nouvelles preuves de la bienveillance de son souverain, qui le nomma premier secrétaire-d'état et ministre des affaires étrangères. Il remplit ces fonctions importantes avec distinction jusqu'à sa mort, arrivée le 18 janvier 1839. Cette mort prématurée enleva à l'Espagne un de ses hommes d'état les plus capables, et qui pendant trente-six ans l'avait servie, à l'étranger surtout, avec autant de sèle que de bonheur et de talent. M. Salomon était commandeur de la légion d'honneur, et portait les principaux ordres de l'Europe.

**SALVADOR** (JOSUA), né en 1796, à Montpellier, et descendant d'une des familles juives que l'intolérance de Ferdinand-le-Catholique chassa en masse d'Espagne, vers 1493, comme furent chassés de France, deux siècles plus tard, et par l'événement de l'édit de Nantes, des milliers de familles réformées. Il s'adonna de très bonne heure à l'étude des sciences et de la philosophie. A l'âge de vingt ans, il fut reçu docteur en médecine à la faculté de Montpellier. Prévoyant l'importance que devait acquérir de plus en plus la science physiologique, il publia une dissertation intitulée : *Considérations générales sur l'application de la physiologie à la science des maladies*. Montpellier, 1816, in-8°, dont le principal objet était d'indiquer, dans la série des opérations d'esprit du médecin auprès du malade, la perpétuelle nécessité des connaissances physiologiques. Ses études l'appelèrent à Paris, en 1816. Au milieu du mouvement politique et des efforts tentés pour rendre à l'Eglise son ancienne domination, il jugea que l'histoire religieuse offrait de grands travaux à accomplir; que la philosophie du 18<sup>e</sup> siècle, tout occupée de ses luites indissolubles, n'avait mis que le côté superficiel ou ridicule des questions, et qu'il fallait reprendre la chose dans ses fondements. En 1822, il mit au jour un ouvrage intitulé : *Loi de Moïse, ou système religieux et politique des Hébreux*, Paris, 1 vol. in-8°, qui fut accueilli avec beaucoup de faveur par les hommes les plus éclairés de l'époque. M. Salvador n'ayant regardé cet ouvrage que comme une ébauche, s'y appliqua de nouveau. L'agrandit et le donna, en 1828, sous le titre d'*Histoire des institutions de Moïse et du peuple hébreu*, Paris, 3 vol. in-8°. Une question incidente, l'application au jugement de Jésus-Christ des formes de la jurisprudence hébraïque, et l'assurance émise par l'auteur que sous le point de vue où il apparaît aux Juifs, leur sabbatisme n'avait fait que suivre, à l'égard de la personne du Dieu de Moïse, les lois du pays, suscitèrent contre lui de vives attaques. En même temps M. Dupin s'occupait, dans la *Gazette des tribunaux*, et dans une brochure (*Jésus devant Caïphe et Pilate*, 1829) à réfuter les dix pages de ce chapitre de l'ouvrage de M. Salvador. Cet écrivain, après s'être occupé de la philosophie et de l'histoire du socialisme, est livré depuis plusieurs années à des études sur les traditions chrétiennes, et on annonce qu'il est à la veille de mettre au jour un nouvel ouvrage historique qui traite de l'origine et du premier établissement du christianisme.

**SAMSON** (JOSUA-ISMAR), auteur dramatique, et l'un des meilleurs acteurs du Théâtre-Français, est né à Saint-Denis, près Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 1793. Destiné à l'étude de la cuisine, il fut piqué chez un aïeul de Corbeil; mais telle n'était pas sa vocation. Il préférait au code les chefs-d'œuvre de notre scène, qui faisaient partie de la bibliothèque de son aïeul, et cette lecture développa et fortifia le goût qu'il avait depuis son enfance pour la comédie. Après avoir été ensuite employé quelque temps dans un bureau de loterie, il entra, en 1811, au conservatoire, où il eut pour maîtres de déclamation Lafon, Michelot et Baptiste aîné, et il remporta, la même année, son premier

prix de comédie. Pendant les trois années qu'il consacra ses études, il s'essaya d'abord sur le théâtre de société de Doyen, puis sur ceux de Saint-Germain, Versailles, etc., et alla jouer six mois à Dijon et à Besançon. En mai 1816, il fut engagé à Rouen, pour y remplacer, dans l'emploi de comique, un acteur ami du public, et il sut faire oublier son prédécesseur à un parterre plus exigeant que celui de Paris. Le deuxième incendie de l'Odéon avait provoqué la création d'un second Théâtre-Français, qui fut provisoirement établi dans la salle Favart. Picard qui en était directeur, y appela tous les talents qu'il put enlever à la province. Ce fut là que M. Samson vint débiter avec succès, le 12 novembre 1816, et les jours suivants par Dulois des *Fausse confidences*, *Traité de l'écrou de Moïse*, Lubin de *La bonne nuit*. Parmi des *Jours de l'Amour et du hasard*, et l'*Amour du Collatéral*; mais il ne fut reçu pensionnaire qu'en avril 1819, lorsqu'il eut achevé son engagement à Rouen. Pendant la reconstruction de l'Odéon, il obtint un congé de deux mois pour retourner dans cette ville où des débats de coulisses l'avaient tenu l'emploi de comique. Le nouveau Théâtre-Français ouvrit le 30 septembre, et quelques jours après, M. Samson y obtint beaucoup de succès dans *Les fourberies de Scapin*, le premier rôle marquois qu'il y joua. Admis comme sociétaire, en 1820, il continua de mériter l'estime et les applaudissements du public, tant dans les rôles du répertoire précédent que dans ceux qu'il créa, tels que *Bellerose des Comédiens*, *Lambert du Voyage à Dieppe*, *Grimard de l'Adjudant et l'Amour*, *Bardeuil des Deux ménages*, *Traité de Mort dans les Embarras*, *Molén dans le prisonnier de prince* et *Miller de l'Amour et l'intrigue*. Ces rôles, surtout le dernier, qui exigent une exécution assez difficile à saisir de comique et de sensibilité, différencient essentiellement de ces anciens valets que la comédie nouvelle aurait en raison de rejeter depuis longtemps, parce que le modèle n'en existe plus, si ce n'est le côté remplacé par des innovations moins saines. L'administration de l'Odéon, ébranlée par la vague passagère mais dispendieuse de son *Acteur des lois* et de quelques autres poèmes lyriques, sembla d'accord avec le Théâtre-Français pour amoindrir la comédie et la tragédie, qui ne lui coûtaient pas cinquante mille francs par an, et les attribuer au genre lyrique, qui depuis l'a ruinée. Déjà elle s'était même enlevée David, Perrier, Jeany. L'engagement de M. Samson allait expirer dans un an; elle ne parait pas de le renouveler. Il crut devoir accepter des propositions qui lui paraissent honorables et avantageuses. Il se souciait, le 31 mars 1826, au public du boulevard Saint-Germain, dans *Peur des Deux Anglais*, et dans *Les deux ménages*, et le parterre, par ses applaudissements redoublés, lui témoignait qu'il désapprouvait les brèves de la direction. M. Samson fut même très-volontiers accueilli au théâtre de la rue de Richelieu, où il débute le 11 avril et les jours suivants, dans *Figure du Barreau de Séville*, *Duhois des Fausse confidences*, *Samie d'Amphitryon*, *Figure de la mère coupable*, *Hector de Joux*. Admis immédiatement à la pension, il fut reçu sociétaire au mois d'avril 1827, en exécution de la promesse écrite qu'on lui avait donnée. Si la modicité des ouvrages représentés dans ces dernières années sur la scène française n'a pas permis à cet acteur d'y créer de rôles remarquables, il a eu du moins y affermir sa réputation de plusieurs pièces de l'ancien répertoire. Aux rôles que nous avons cités il faut ajouter *Sagarrin de la Fête de Pierre*, l'*Intimité des Pleideurs*, *Guépard des Barbonnettes*, et *Borbeval du Mariage d'argent*. La tendance progressive du premier théâtre de la nation, surtout depuis la révolution de 1830, et les faibles produits de l'intérêt social qu'il avait successivement obtenu M. Samson, le déterminèrent à faire céder l'engagement aux besoins de sa famille. Il s'engagea au petit théâtre du Palais Royal, et y débute, le 1<sup>er</sup> juin 1831, par Dikson dans *La route de Saint-Roman*. Il y joua depuis dans *La petite championne*, *Les jeunes hommes*, *La fille unique*, etc. Mais son meilleur rôle, celui qui lui a fait le plus d'honneur, c'est celui de *Baron*.

Un porta qu'il a perdu contre le Théâtre-Français l'ayant forcé d'y rentrer, en février 1833, ses camarades, loin de lui garder rancune, lui ont accordé une part entière dans la société. Cet acte de justice était bien dû au sèle de M. Samson ainsi qu'à ses talents. Un physicien agréable, une tournure élégante, une physionomie piquante et spirituelle, une diction correcte et franche, un jeu naturel et toujours comique, qui jamais ne dégénère en charges, t. les sont les qualités qui distinguent cet acteur estimable aussi sous d'autres rapports, et qui nous rappellent Dazincourt. Excellent comédien, M. Samson ne mérite pas moins d'éloges comme auteur. On a de lui : 1° *La fête de Motier*, comédie épisodique en un acte, en vers, 1816, in-8°. Cette jolie bluette, jouée à l'Odéon pour l'anniversaire de la naissance de ce grand homme, est écrite avec esprit et facilité, et fut très applaudie. 2° *La belle-mère et le gendre*, comédie en trois actes en vers, 1826 et 1830, in-8°. Cette pièce, représentée à l'Odéon neuf jours après que l'auteur s'en fut retiré, obtint un succès légitime, surtout après qu'il en eût changé le dénouement. Elle se distingue par une versification élégante et soignée, un dialogue vif, naturel et comique, un rôle original et un caractère malheureusement trop vrai, dessinés avec franchise. Remise au Théâtre-Français, en 1830, avec le même bouclier, elle est restée au répertoire : 3° *Discours en vers*, prononcé sur le Théâtre-Français, le 31 décembre 1829, jour anniversaire de la mort de Picard, 1830, in-8°. 4° *Plaidoyer en vers pour la Comédie-Française*, plaidant devant le tribunal de commerce, contre M. Dorvo, homme de lettres, 1830, in-8°. Ce plaidoyer comique, inséré d'abord dans la *Gazette des tribunaux*, le 23 décembre 1829, est une réponse improvisée au factum en vers de M. Dorvo, qui demandait que sa comédie de *L'amiéux* fût jouée par les comédiens français, ou qu'il lui payassent une indemnité. Ils jugèrent avec raison le premier parti plus avantageux, car la pièce ne réussit pas. Nommé professeur à l'Ecole royale de médecine, il y a peu d'années, M. Samson cessa de s'occuper de la classe de déclamation fut supprimée au mois d'août 1831.

SANCHEZ (D. JOLIAN), brigadier des armées constitutionnelles, né à Bueranadrea, dans le royaume de Léon, était simple soldat, lorsqu'en 1808, il ressembla une guérilla, composée d'abord de cinq à six de ses camarades, et qui se compta jamais guère plus d'une centaine de partisans jusqu'en 1809. Avec cette petite troupe, il harcela pendant trois années les détachements isolés de l'armée française, et avec moins de quatre-vingts hommes, il chargea un jour et mit en fuite cent soixante cavaliers ennemis. Cet exploit commença la réputation militaire de Sanchez. Désormais apprécié, les autorités locales le favorisèrent, les Anglais lui fournirent de l'argent et des munitions, et il forma une guérilla considérable avec laquelle il seconda presque toujours heureusement leurs opérations. Il était dans Ciudad-Rodrigo avec sa bande, quand les Français en firent le blocus. Vouloir en sortir paraisait une entreprise téméraire : il l'exécuta cependant avec autant de bouscule que d'impétuosité, au milieu d'une nuit obscure qui le favorisait. Un jour, embusqué dans un ravin profond qu'on appelle le Cubo, Sanchez tomba à l'improvise sur un riche convoi de vivres et d'habillements, qui, bien que vaillamment défendu, demeura en son pouvoir. Il incendia la caserne de Puente de Sabuco, où s'étaient retirés des Suisses qui faisaient une vigoureuse résistance, et il s'empara, en 1811, du gouverneur de Ciudad-Rodrigo, le général Reynaud. Enfin, aussitôt que l'armée de Maséna eut pénétré dans le Portugal, Sanchez s'établit sur ses derrières, et eut vain presque tous ses détachements, tous ses convois : il y porta la famine, et les Anglais qui le regardaient comme un de leurs meilleurs auxiliaires, lui firent présent de deux pièces d'artillerie pour lui témoigner leur reconnaissance. On a remarqué que ce qui avait surtout contribué au succès de ce chef de partisans, c'est l'attention qu'il avait de s'insinuer dans son corps que des individus connaissent bien le pays, et qui l'avaient comme lui parcouru à pied dans tous les sens. Don Sanchez fut

nommé colonel, puis brigadier, récompensé bien mérité de ses services. Il était commandant de Saint-Ander quand la révolution de 1820 éclata. Il se prononça pour le nouveau régime ; mais il ne fut pas heureux la première fois qu'il tira l'épée pour cette cause. En 1823, dès l'ouverture de la campagne des Français en Espagne, le général Orléans entra de vive force à Logrono, en chassa le brigadier Sanchez qui le défendait avec huit ou neuf cents hommes. Celui-ci voulant faire sa retraite sur Soria, fut vivement poursuivi, chargé par la route et pris avec deux cents des siens. Les Espagnols perdirent dans cette rencontre un bon nombre de tués, leur drapeau et quantité de bagages. Le reste se retira sur Arnedillo et alla se joindre à Ballesteros. Don Sanchez, conduit en France, reentra en Espagne vers la fin de 1825. On ignore s'il a été employé depuis.

SANCHEZ-SALVADOR (D. ESTANISLAO), deux fois ministre de la guerre sous le gouvernement constitutionnel d'Espagne et maréchal-de-camp. Il était chef d'état-major à l'armée d'expédition rassemblée devant Cadix en 1820, et fut arrêté avec le comte de Cádiz et les principaux chefs de cette armée par Riego, qui doutait avec assez de raison de leur adhésion aux mesures prises par l'insurrection de l'île de Léon. Ces généraux furent détenus quelque temps par Riego au fort de Santi Petri ; mais la constitution ayant été acceptée par le roi, ils y prêtèrent serment, et furent rendus à la liberté. Le nouvel état de choses étant établi, il reprit son poste de chef de l'état-major de l'armée. En 1821, le ministre de la guerre Moreno y Dato ayant donné sa démission, on eut beaucoup de peine à lui trouver un successeur. Les ministres étaient barcelles par les clubs qui leur reprochaient leur lenteur à faire marcher la constitution, leur protection accordée ouvertement à plusieurs seigneurs, ainsi que des emplois, et leurs intrigues à l'étranger. La place de Moreno y Dato, refusée successivement par les généraux Contador, Rodriguez, Valenzat, fut enfin acceptée, le 9 septembre, par D. Sanchez-Salvador. Une fois dans ce poste, il excita des défiances par sa conduite envers les constitutionnels, et se fit de nombreux ennemis. Cependant cette conduite qui fut fermée, était nécessaire par les circonstances. On accusait alors assez hautement Riego de vouloir établir une république en Europe, et de favoriser une révolution en France. Il fallut bien que le ministère se décidât à lui ôter le commandement général de l'Aragon. Riego fut relégué à Lérida. En même temps on arrêta à Saragosse Cugnet de Montatol, brouillon subalterne, qui se montrait avec un uniforme, des décorations, et qui se faisait appeler *président du grand empire de France* dans ses proclamations incendiaires, annonçant son dessein de pénétrer en France avec une certaine force militaire, et d'y remettre en vigueur la constitution de 1791. A Valence on arrêta le général Guillaume de Vaudoucourt, prévenu des mêmes intrigues. Les libéraux de Madrid et des autres grandes villes du midi de l'Espagne se crurent insultés, opprimés et frappés dans la personne de Riego. De toutes parts il s'éleva des plaintes contre le ministère qui récompensait si mal les chefs de la révolution. Le jour même de la destitution de Riego, le peuple de Madrid se disposait à porter son buste en procession ; mais le chef politique se mettant à la tête de quelques milices, charges les factieux, dispersa le groupe, et déposa le buste à la maison commune. On fit fermer le club de la Fontaine d'oro, on défendit les rassemblements ; mais on ne put empêcher que le peuple ne défilât quelques uns des agitateurs saisis dans cette émeute. Dégoutés de ces désordres, les ministres divisés s'accordèrent dans le projet de donner tout leur démission : mais elle fut encore différée de quelques mois. Enfin le triomphe qu'obtint le parti modéré dans les cortès extraordinaires de 1822, décida le roi à y choisir son nouveau ministère. D. Sanchez-Salvador céda le portefeuille de la guerre au général Valenzat. Il fut dédommagé de cette perte par le commandement de Pampelune, livrée à de grands désordres entre les militaires et les citoyens. A la nouvelle des scènes sanglantes qui désolaient cette ville, le ministère ordonna



trouvent peine à se faire jour, que la récompense de leurs travaux se fait long-temps désirer, qu'ils songent à la carrière du Vaulan de la marine, qu'ils soient patients et modestes comme lui, en attendant qu'ils approchent, s'ils le peuvent, de son illustration. La récompense viendra tôt ou tard couronner leurs services. Cet excellent citoyen fut élevé à l'armée navale française et à l'Europe savante au mois d'août 1831. Tous les officiers-généraux et supérieurs de la marine qui se trouvaient à Paris au moment de ses funérailles les honorerent de leur présence, et M. Charles Dupin, de l'Académie des sciences et du conseil d'amirauté, prononça sur la tombe de ce célèbre ingénieur un discours digne de celui qui recevait ces derniers honneurs.

**SANGUSZKO** (le prince Ezeracz), général polonais. Issu d'une famille aussi puissante que riche, il embrassa la carrière militaire, et fit les campagnes de Pologne en 1793 et 1794. Il consacra plusieurs fois sa vie et sa fortune à la patrie. En 1813, après la retraite destructrice de l'armée française, Sanguszko fut nommé chef de toute la *pospolita* polonaise, mais il se trouva dans cette circonstance au-dessous du caractère vraiment polonais. Il rentra dans ses terres, et ce fut le prince Joseph Poniatowski qui alla immortaliser le nom polonais en servant jusqu'à la dernière extrémité la fortune désespérée de la Pologne. A l'époque des cruelles vexations exercées en Pologne par le *czarewitsch* constantin, le prince Sanguszko quitta la Volhynie, et vint s'établir dans ses terres, en Galicie, à Tarnow. — Les deux fils du prince Eustache, Roman et Wladislas Sanguzko, reprirent noblement, en 1831, à l'appel de la patrie; ils combattirent vaillamment les Moscovites. Le prince Roman eut le malheur de tomber entre leurs mains, et fut relégué en Sibérie par ordre particulier de Nicolas, qui ajouta de sa main sur le décret ces mots : « Au fond de la Sibirie et à pied, les chaînes sur les mains. »

**SANLOT-BAGUENAUT** (ADRIEN-GOUSTAVE-THÉOPHILE), chef de l'une des plus anciennes et des premières maisons de banque de Paris, est le fils d'un maître des comptes qui, traduit devant le tribunal révolutionnaire, en 1794, avait eu le bonheur assez rare d'échapper à ses sanglants arrêts. Né à Paris, en 1782, M. Sanlot a épousé la fille de M. Baguenault, après la mort duquel, en 1817, il a hérité de son nom, de sa maison et de sa fortune. M. Sanlot-Baguenault fut, en 1819, fondateur de la société pour l'amélioration des prisons. Il fit partie, en 1820, de la commission pour l'acquisition du domaine de Châmbord. En 1821, il fut nommé administrateur du bureau de charité du troisième arrondissement de Paris, et membre de la légion d'honneur; et au mois de décembre de la même année, maire du deuxième arrondissement; en 1822, vice-président du collège départemental de la Seine, et en 1823, président du collège électoral du second arrondissement de ce département, qui, en février 1824, l'eut membre de la chambre des députés. M. Sanlot-Baguenault eut pour principal compétiteur M. Lafitte, et ne l'emporta sur lui que de cinq voix au premier scrutin et de six au second tour. Dans cette session, il s'inscrivit contre le projet de loi présenté par M. de Villele sur la conversion des rentes cinq pour cent en trois pour cent. Il déploya des connaissances financières dans un discours fort remarquable qu'il prononça dans cette circonstance, présenta divers amendements pour atténuer les mauvais effets de la loi, et les développa avec un rare talent. L'un de ces amendements avait pour but d'excepter les rentiers de mille francs et au-dessous, les mineurs, les usufructiers, de la réduction proposée. Mais ces amendements furent rejetés par la majorité dévouée au ministère. Un député consciencieux, indépendant, ne pouvait pas manquer de déplaire à ce ministère. M. Sanlot-Baguenault essaya une disgrâce honorable en 1825, et perdit sa place de maire qui lui procurait tant d'occasions de faire le bien. Dans la session de cette année, il présenta et développa avec un rare talent un amendement à l'article 4 du projet de loi d'indemnité pour les émigrés; cet amendement, qui con-

sistait à annuler une partie des rentes acquises par la caisse d'amortissement, et à affecter au service des rentes de l'indemnité l'économie qui en résulterait dans le budget de la dette publique, n'eut pas plus de succès que les autres. En 1826, M. Sanlot-Baguenault eut quelques voix pour la vice-présidence de la chambre septennale. Après la dissolution de cette chambre, à la fin de 1827, n'ayant pas été réélu pour la session de 1828, il est rentré dans la vie privée.

**SAN MIGUEL** (don EVARISTE), ministre des affaires étrangères sous le gouvernement constitutionnel d'Espagne, naquit vers 1780, dans les Asturies. Il fit de très bonnes études, et entra en 1808 dans le régiment des Asturies, où il parvint en peu d'années au grade de lieutenant-colonel. L'avancement était alors favorisé par les chances de la guerre la plus périlleuse; mais don Evariste San Miguel dut le sien autant à ces circonstances qu'à la valeur et au dévouement qu'il montra dans la première invasion française. Officier de l'armée de Cadix, dans le même régiment, quand elle arbora l'étendard de la liberté, il se dévoua noblement à sa cause. Chef d'état-major de Riego quand il pénétra en Andalousie, il seconda puissamment ce général. C'est au sein des dangers et des difficultés de tout genre qui s'accumulaient autour d'eux durant cette périlleuse excursion, qu'il composa ces stances si connues sous le titre d'*Hymne de Riego*, ce chant national qui, pendant trois années, servit de ralliement aux soutiens de la liberté espagnole, depuis étouffée par des baïonnettes étrangères. M. San Miguel, envoyé auprès du roi pour justifier la conduite des troupes insurgées, lui exposa sans détour les motifs de leur intervention, et en fut accueilli favorablement. Des que Ferdinand eut prêté serment à la constitution entre les mains de la junte, plusieurs journaux s'établirent, et M. San Miguel s'attacha à la rédaction de l'*Espectador*. Vers ce temps, Riego, accusé de vouloir établir une république en Espagne, fut destitué et exilé à Oviédo, sa patrie, et M. San Miguel, son aide-de-camp, reçut l'ordre de se rendre à Zamora. Du fond de son exil, Riego fit entendre des réclamations violentes. Ses aides-de-camp remplirent l'Espagne de leurs plaintes et des récits justificatifs de ce qu'il avait fait pour la liberté, récits où le général Quiroga n'était plus considéré comme le principal auteur de la révolution. Après les événements de la fatale journée du 7 juillet, à Madrid, le ministère espagnol, mal avec les deux partis, se retira et fut entièrement renouvelé. M. San Miguel, alors colonel, reçut le portefeuille des affaires étrangères, que remit M. Martínez de la Rosa. Pendant qu'on délibérait à Verone des propositions à faire ou des mesures à prendre à l'égard du gouvernement espagnol, le nouveau ministre essaya de conclure avec le gouvernement de Portugal un traité d'alliance offensive et défensive; mais, outre les difficultés naturelles entre deux nations rivales si long-temps ennemies, il y eut bien lieu de croire que ces négociations, si nécessaires aux deux pays, furent entravées par le ministère anglais, à cause de ses engagements avec le Portugal, qui auraient entraîné l'une et l'autre puissance dans des extrémités que la politique anglaise voulait éviter. Sur ces entrefaites, les ministres étrangers à Madrid, ayant cru devoir se retirer, demandèrent leurs passe-ports à M. San Miguel, qui, en leur envoyant ces pièces, y répondit dans un style inouï dans les fastes de la diplomatie moderne. Bientôt après, M. San Miguel fut renvoyé avec tout le ministère, coupable, aux yeux de Ferdinand, d'avoir employé des formes peu respectueuses dans la demande qu'il lui fit de se transporter avec le gouvernement à Séville; et, en effet, le roi, qui avait déjà reçu fort mal les premières ouvertures de cette proposition, ayant allégué plusieurs motifs plus ou moins plausibles de son refus, un des ministres répondit qu'il serait forcé de se transporter à l'endroit que lui désignerait la députation permanente des cortès. Le soir même de cette réponse, le roi signa leur renvoi. Mais le ministère avait pour lui les autorités de Madrid, la plus grande partie de la milice et des *comuneros*, et son parti rallia ou fit bientôt taire les amis du roi qui avaient déjà conçu l'espoir d'une plus prompte deli-



vance, les *exaltados* qui comptaient s'emparer du pouvoir, et les autres partis. En un instant, toute la population de Madrid fut en mouvement : la députation provinciale, le corps municipal de Madrid, la députation permanente des cortès se réunirent au lieu de leurs séances; la milice volontaire se forma sur la place de la Constitution, et le gendarm prit les armes dans ses quartiers; des rassemblements nombreux, mais non armés, se portèrent sous les croisées du palais du roi, de la députation des cortès et de l'hôtel-de-ville aux cris de *viva la constitution ! vivent les ministres !* On y parlait hautement de leur renvoi comme d'une intrigue suscitée par l'étranger : on demandait leur rétablissement, et même la nomination d'une régence. Le roi, effrayé du tumulte qui se faisait aux portes du palais, dont la garde ne put même empêcher qu'on ne violât l'enceinte, crut devoir céder à l'orage, et fit annoncer à dix heures et demie du soir qu'il garderait les ministres : mais le décret, qui ne parut que le lendemain, ne les rappelait à leur poste seulement que par *intérim*. Ces scènes tumultueuses se passèrent le 19 février 1833. Le roi, revenu de la frayeur qu'elles lui avaient causée, renouvela tout le ministère : mais cette tentative ne fut pas plus heureuse que la précédente. La situation des affaires n'était pas assez florissante pour en faire envier la direction. Trois des nouveaux ministres ayant refusé les porte-feuilles qui leur étaient offertes, leurs collègues ne tardèrent pas à renvoyer les leurs, et force fut au roi de conserver encore les anciens, du moins jusqu'à ce qu'ils eussent fait un rapport aux cortès sur la situation de leur département. Malgré ce rapport, qui eut bientôt lieu, le roi, qui ne pouvait plus trouver de ministres, tant le poste paraissait dangereux, ajourna encore le renvoi de M. San Miguel et de ses collègues, et consentit à partir pour Séville où le gouvernement fut installé. La marche des armées françaises le forçaient de se replier sur Cadix; mais, avant qu'il se concentrât dans cette ville, les ministres firent rédiger un manifeste au nom du roi pour justifier aux yeux de l'Europe la guerre ou l'Espagne était engagée. Ce manifeste, qui trouva en Europe, non pas chez les souverains, mais parmi les peuples, une vive sympathie, fut le dernier acte du ministère de M. Evariste San Miguel, qui partit pour l'armée de Catalogne. Le talent et le caractère de ce diplomate ont été jugés avec beaucoup d'impartialité dans plusieurs écrits contemporains. Jeune, il fut élevé à un ministère important, difficile, et dont les circonstances augmentaient encore cette importance et ces difficultés; plein de franchise et de patriotisme, il se laissa trop souvent emporter par l'exagération de ces sentiments. On peut aussi justement lui reprocher de ne point assez reconnaître que sa jeunesse ne lui avait encore permis d'acquiescer qu'une connaissance insuffisante des hommes et des affaires, et d'avoir trop de confiance pour les opinions personnelles. Mais l'histoire équitable le félicitera d'avoir fait partie d'un ministère qui fit les plus grands efforts pour soustraire l'indépendance de la nation espagnole au joug odieux de la sainte alliance. Efforts que trompèrent ses intrigues et la fortune, déclarée contre les entreprises des peuples; elle le félicitera des éminents services qu'il rendit à la cause de la liberté avant comme après ce ministère. Arrivé au quartier-général de l'armée de Catalogne, à Sant, à une demi-lieue de Catalogne, M. de San Miguel ne dédaigna pas de servir sous Mina, dans le poste de chef d'état-major que la mort de Zorraquin venait de laisser vacant. Il serait difficile de le suivre dans une guerre de harcèlement conduite par un chef aussi hardi et aussi aventureux que Mina. Elle ne dura cependant que trois ou quatre mois, au bout desquels le boulevard de la révolution espagnole, Cadix, tomba au pouvoir des Français. Cependant Barcelone et Tarragone ne cessaient d'insulter l'armée française par des sorties audacieuses. Vers la fin de septembre (27), San Miguel était sorti de la dernière place avec trois mille hommes et huit cents chevaux, dans l'intention de débloquer et de ravitailler la Seu d'Urgel et Hossabrich; mais bientôt poursuivi par les troupes du baron d'Erlon, de Capape et de Santos Landron,

chefs royalistes, et menacé par la division Pécheux, qui arrivait de Pamplune au siège de Lerida, San Miguel s'était contenté de jeter son infanterie dans cette dernière place. Il courait le pays avec sa cavalerie, cherchant à repasser la Cinca, lorsqu'il fut joint, le 8 octobre, auprès de Tramecal, par la brigade de Chastellux. Là, il s'engagea entre les deux corps une charge de cavalerie où la ligne espagnole fut culbutée, mais se en déroute, et aurait été détruite sans un orage à la faveur duquel elle se sauva; mais le général Capape, chargé de la poursuivre, acheva sa destruction. Son chef, M. de San Miguel, tombé des premiers sur le champ de bataille, percé de coups de lance, fut présenté dans ce triste état au général Pécheux, qui le fit traiter avec les égards dus à la valeur trompée. Retiré en Angleterre, il y a mené depuis une vie languissante, et mourut il y a peu d'années.

**SANTAREM** (MANOEL-FRANCISCO DE BARROS-CARVALHO, vicomte de), ministre d'état portugais, né à Lisbonne, en 1787, est le fils de Jean-Diogo de Barros-Carvalho, valet de la garde-robe de Jean VI, et créé par lui vicomte. Après avoir reçu une éducation distinguée, il se destina à la carrière diplomatique, et fut nommé ministre de Portugal à Copenhague, d'où il fut rappelé par suite de la révolution opérée en 1830, parce qu'on lui supposait des opinions exclusivement monarchiques. A son retour à Lisbonne, il chercha à se faire employer, car, naturellement simple, il savait se plier aux circonstances; mais il échoua dans ses projets. Après la contre-révolution de 1833, qui renversa la constitution des cortès et rétablit le pouvoir absolu, le jeune vicomte de Santarem fut nommé chef des archives du royaume, emploi auquel il était très propre, ayant fait une étude approfondie de la diplomatie portugaise, et recueilli pendant son séjour à Paris, en 1821, de nombreux matériaux puisés dans le riche dépôt des manuscrits de la bibliothèque nationale. En 1827, la régente Isabelle-Marie le nomma ministre d'état à l'époque où le retour de don Miguel en Portugal était attendu d'un moment à l'autre. Le vicomte, dévoué au parti absolutiste, ne songea qu'à favoriser les desseins de l'enfant et à aplacer les voix pour l'exécution du projet conçu par la reine douairière Charlotte de renverser la charte et placer sur le trône son fils chéri, le complot de ses tordis. Des son arrivée en Portugal, l'usurpateur nomma le vicomte de Santarem ministre des affaires étrangères, poste qu'il occupa encore au moment où nous traçons ces lignes (mai 1833), et qu'il a rempli à la satisfaction de son maître, en se conformant fidèlement aux injonctions de la sainte alliance, et surtout en suivant strictement les avis benevoles de Wellington et de Beresford. Toutefois, malgré son attachement à la cause de l'absolutisme et à la personne du tyran, il chancela en 1838 : à la première nouvelle de l'insurrection de Porto contre don Miguel et des succès de l'insurgé, il chercha à se réconcilier avec les patriotes, et il aurait infailliblement abandonné son parti, et favorisé la chute du tyran si l'armée constitutionnelle eût continué sa marche sur Lisbonne. Le vicomte de Santarem est un collecteur infatigable de documents diplomatiques relatifs au Portugal, et c'est là son principal mérite. Il se propose de publier un immense recueil de traités, négociations et autres pièces inédites de l'histoire diplomatique du Portugal, et a même envoyé à Paris une personne chargée de copier des manuscrits qui doivent faire partie de la collection. Une notice sur ses travaux, renfermant la liste des pièces relatives à la diplomatie portugaise, a été insérée dans les *Annales* (portugaises) *des sciences, des arts et des lettres*, publiées à Paris, par MM. Constantino, Xavier et Mascarenhas, 1818-1821.

**SANTEN** (LACRANT VAN), philologue et poète, né à Amsterdam, le 1<sup>er</sup> février 1746. Son père était négociant, et ne consentit à le laisser embrasser cette profession que quand il eut reconnu en lui une inclination très soutenue pour les études littéraires. Laurent, qui au reste ne s'éloignait pas entièrement du commerce, et ne l'abandonna qu'après le mariage surcédé des entreprises de son père, eut bientôt pour maître dans les belles-lettres le célèbre humaniste

Burman (*Burnanotus verandus*), qui excellait dans la poésie latine, et qui applaudit aux heureux essais de son élève. Quelques uns de ces esquisses ont été imprimées dans le temps, avec celles de deux ou trois autres disciples du même professeur, sous le titre de *Carmina juvenilia*. Après avoir terminé sa philosophie dans la capitale, et son droit à Leyde, obligé de tirer parti de ses talents, il se fit répétiteur dans cette dernière ville. Des 1766, il avait fait une excursion en Allemagne pour des raisons de santé. Il était de retour d'un voyage à Paris, dix ans plus tard, lorsqu'il échoua à Amsterdam et de celle dont on démettait Burman. Indépendant du moins dans son malheur, il soutint de ses chants le parti des patriotes, au milieu des troubles qui agitaient les Provinces-Unies. Van Santeen se distinguait aussi par des recherches philologiques : il a laissé sur les poètes grecs et latins des remarques précieuses, inédites en partie. Son édition de Propertius, enrichie d'un commentaire par Burman, l'est aussi d'une préface et de notes de Santen lui-même. Après les événements de 1793, il fut nommé membre de l'administration municipale de Leyde, puis directeur de l'université, et il remplit très honorablement ces fonctions. On lui dut la double création d'une chaire de littérature néerlandaise, qui fut occupée par son ami Spiegeheek, et d'un cours de numismatique confiée au même professeur que les leçons de grec. Les eau. de Spa ne purent rétablir sa santé essentiellement altérée. A son retour à Leyde, il succomba, le 10 avril 1795 estimé pour ses mérites comme pour ses talents, mais avec le chagrin de n'avoir pas terminé ses travaux sur Catulle, Tibulle, Callimaque et Terentianus Maurus. On a de lui principalement : 1° *Carmina juvenilia*, réimprimés à Paris, 1776, puis Londres, 1782 ; 2° *Propertii elegiarum libri IV*, Utrecht, 1780, in-4° ; 3° *Horatii et Callimachi hymni in Cereem*, etc., Leyde, 1781, in-8° ; 4° *Callimachi hymnus in Iovem*, 1766 ; 5° *Callimachi hymnus in Apollinem, cum emendationibus ineditis L.C. H. Alkmarii, et interpretatione L. Santen*. Leyde, 1787, in-8° ; 6° *Volatili Catuli elegia ad Musium*. Leyde, 1788, in-4° ; 7° *Dulciter poetica, fasciculi VIII*. Leyde, 1785-1796 ; recueil de poésies latines qui étaient inédites en partie ; 8° *Sur le miranisme des vers*, en néerlandais, 9° *Josephi Fureti carminum libri II*, Leyde, 1785, in-8° ; J. H. Hoeft, ami de Santen, a publié le recueil complet de ses poésies latines, avec une notice biographique, 1801, in-8°. On trouve aussi dans l'*Œuvre Belgarum qui latina carmina scripserunt*, 1823, un morceau instructif sur Van Santeen.

SAPIEHA (Cassius-Nestor, prince), célèbre patriote polonais, naquit vers 1750. Il fit ses premières études à Varsovie, et alla les terminer à Strasbourg. Dans la campagne de 1794, il commandait l'artillerie polonaise, mais son plus beau titre est celui d'avoir été, conjointement avec Malachowski, maréchal de la grande diète constituante qui proclama la mémorable constitution du 3 mai 1791. C'était un orateur des plus éloquentes de la Pologne, et sa loquacité et sa présence d'esprit étaient surprenantes. Ne pouvant supporter l'infamie avec laquelle le roi Stanislas-Auguste accordait au complot liberticide de Targowica, Sapieha et son vertueux collègue Malachowski signèrent une protestation énergique, et quittèrent la Pologne inondée par les trahisons qui précéderont les troupes napoléonnes. A peine l'immortel Kosciuszko leva-t-il l'étendard de la liberté polonaise que Sapieha y courut pour lui offrir son existence. Il demanda à Kosciuszko l'honneur de servir comme simple volontaire. Une pareille abnégation est-elle plus bel éloge. Sapieha alla donc immédiatement en Lithuanie, y fit toute la campagne de 1794, et ne quitta sa patrie que lorsque tout espoir de lui être utile avait disparu. Il quitta avec regret ses compatriotes qui devraient conserver précieusement la nationalité polonaise sur une terre étrangère : mais au moment où Sapieha se préparait à cette œuvre, la mort le surprit, et il termina ses jours à Vienne, en 1797, en s'acheminant vers l'Italie, où se formaient les cathédres légion polonaises commandées par l'illustre général Dombrowski.

SARTI (Joussé), célèbre compositeur de musique italien, naquit à Faenza, le 28 décembre 1729, et composa dans son enfance plusieurs cantates et motets, avec accompagnement de clavecin, qui annonçaient en lui un talent non moins distingué que précoce. Vers la fin de 1766, la direction du théâtre de Faenza lui demanda un grand opéra pour le carnaval de l'année suivante. Agé alors de vingt-deux ans, il écrivit le *Pompeo in Armenia*, qui obtint un succès prodigieux, et porta sa renommée jusqu'en Loud du nord. En 1766, il fut appelé à Copenhague, en qualité de maître de chapelle et de professeur de chant du prince royal de Danemark ; il y composa l'opéra intitulé : *Cire riveriario*, qui, bien que chanté par des artistes italiens du premier ordre, fut accueilli froidement. De Copenhague, il se rendit à Londres, où il publia plusieurs compositions pour le piano, entre autres son célèbre recueil de *Six sonates*, véritables chefs-d'œuvre dignes de figurer à côté de tout ce qui a été écrit de mieux pour cet instrument. De retour en Italie, il accepta, en 1770, la place de directeur du conservatoire de la Pieta, à Venise. C'est de cette époque que datent ses meilleurs ouvrages parmi lesquels on distingue surtout le *Giulio Sabino*, grand opéra, qui excita à un tel point l'enthousiasme des habitants de l'Italie et des autres pays, qu'ils l'appellent la musique divine (*la musica dell' altro mondo*). Le même ouvrage, chanté à Milan par le célèbre soprano Marcolini, lui valut, en 1780, la distinction d'être choisi pour maître de chapelle de la cathédrale de cette ville. Il conserva ces fonctions jusqu'au mois de juillet 1794, époque où il recut la nomination de maître des concerts de la cour de Russie, et se rendit à Saint-Petersbourg. Le manque absolu de bon-joueurs de cor qu'il y avait alors dans cette capitale lui suggéra un moyen ingénieux d'y suppléer : il fit faire autant de cors qu'il y a de notes différentes, et dont chacun ne servirait qu'à rendre un seul ton, de sorte qu'il y avait un cor particulier pour l'ut, un autre pour le ré, etc. L'idée de ce moyen avait peut-être été donnée à Sarti par Marzoch (ceux de son *supplément*), qui, trente ans auparavant, l'avait mis en usage à la cour de Russie. Il distribua ces cors à de jeunes serfs qui, à cet effet, avaient été mis à sa disposition, et leur enseigné à entendre avec précision chacun le note de son instrument, ce qui lui venait si bien qu'au bout de deux mois il put, avec ces cors seuls, faire entendre les symphonies les plus compliquées de Mozart et de Haydn. Ce fut vers la fin de 1785, et dans le passage de sa composition, qu'il fit entendre en public ces cors de nouvelle invention : il plaça les musiciens qui en jouaient derrière une draperie qui les cachait aux auditeurs, de manière que ceux-ci, dupes de l'illusion d'une exécution en ne peut plus précise, ne croyaient entendre qu'un seul cor ordinaire. Vers la même époque, il intenta un instrument au moyen duquel on peut connaître combien de vibrations une corde fait par seconde. Chargé de composer un *Te Deum* à l'occasion de la prise d'Uczakow, Sarti imagina de renforcer le basse de certains morceaux par des cors de canons de divers calibres qu'il fit placer, lors de l'exécution, dans la cour du palais impérial, ce qui ne tint pas de former une musique assez étrange. En 1789, il fit représenter son *Arminio*, composition remplie de traits hardis et brillants, dont Catherine II lui témoigna sa satisfaction dans une lettre autographe, accompagnée d'une tabatière d'or et d'une bague en diamants. Peu de temps après, une intrigue de la signora Tedi, cantatrice de la chapelle impériale, l'obligea de donner sa démission de maître des concerts, et de s'éloigner de la cour. Il conserva cependant l'amitié du comte Potemkin, favori de l'impératrice, qui lui fit don d'un village dans les environs de Saint-Petersbourg, où il établit une académie de chant pour les jeunes nobles. En 1793, Sarti vint en grâce, et devint maître de chapelle de la cour. Peu de temps après, l'impératrice le chargea d'établir à Katherinawow un conservatoire de musique à l'instar de ceux d'Italie, et l'en nomma directeur, avec un traitement de trente-cinq mille roubles, outre le logement, et quinze mille roubles pour frais de voyage et d'installation. En

1795, lorsque les élèves de cet établissement exécutèrent leur premier concert devant Catherine II, celle-ci, satisfaite de leurs progrès, éleva Sarti au rang de la première noblesse, et lui fit don de terres considérables pour l'engager à ne pas quitter la Russie. Un travail assidu au conservatoire et les rigueurs du climat ayant sensiblement altéré sa santé, il se décida à aller passer quelque temps en Italie pour la rétablir. A cet effet, il partit de Saint-Petersbourg au mois d'avril 1803, mais le voyage aggrava tellement son mal qu'il succomba à Berlin, le 29 juillet suivant, à l'âge de soixante-treize ans. Les compositions de Sarti se distinguent, en général, par une grande richesse de mélodie, tantôt brillantes, tantôt suaves, et toutes d'une simplicité qui laisse aux chanteurs la latitude désirable pour faire valoir leur talent. Le nombre de ses ouvrages était très grand, nous nous bornons à donner ici les titres de ceux qui ont obtenu le plus de succès : 1<sup>er</sup> Pour l'église, un *Miserere*, avec accompagnement d'alto, violoncelles et contre-basses; *Motet, Confitebor tibi*, pour soprano et alto; *Idem*, avec *gloria* à neuf voix. 2<sup>e</sup> Pour la chambre, outre les six sonates déjà citées, *Symphonie* à douze instruments, *œuv. 9*; *Concerto* de violoncelle, *œuv. 25*; cinq *Quatuors* pour deux violons, alto et basso, *œuv. 36-40*. 3<sup>e</sup> Pour le théâtre, outre les opéras ci-dessus cités, *Il re pastore*, *Mitridate*, *La Ninetti*, *Semiramide riconcinta*, *Le geloso villano*, *Fra due litiganti il terzo gode*, *Achille in Sciro*, *Demofonte*, *L'Olimpiade*, *La contadina fedele*, *Farnace*, *La partenza d'Ulisse da Calipo*, *Medonte*, *Firreno autunno*, *Il Fologoso*, *Il militare bisarro*, *I finti crudi*.

**SARTINE** (ANTOINE-RAYMOND-JEAN-GUALBERT-GABRIEL de), d'une famille française, mais d'origine espagnole, naquit à Barcelone, en 1739. Il entra de bonne heure dans la carrière où des succès rapides lui étaient réservés. Nommé en 1758 et 1759 conseiller, puis lieutenant criminel au Châtelet, et maître des requêtes en 1759, il devint, le 1<sup>er</sup> décembre de la même année, lieutenant-général de police. Ces fonctions que, soixante ans auparavant, le marquis d'Argenson avait remplies honorablement, convenaient aussi à l'extérieur grave, au tact, à la vigilance et à la fermeté de Sartine. Les rigueurs inévitables de sa position étaient ordinairement tempérées chez lui par une grande attention à prévenir, autant que possible, les délits, ou du moins à épargner l'honneur des familles. Il y eut toutefois des circonstances où, trop jaloux de plaire à des personnages puissants, il fit subir de longues détentions à la Bastille et à Vincennes, avec une sévérité qui aurait paru révoltante si on avait été moins habitué à ces vieilles prérogatives du pouvoir. Mais ce qui justifiait surtout les éloges dont Sartine a été souvent l'objet, c'est l'art de contenir dans de certaines bornes l'espionnage auquel il avait imprimé lui-même une si grande activité. Sous son administration, Paris a constamment joui d'une sécurité qui, pendant des siècles, y était restée inconnue, et que, même dans le dix-septième, on n'y avait obtenue que d'une manière très imparfaite. Ses succès se trouvent expliqués, puisque le gouvernement mettait à sa disposition toutes les sommes qu'il demandait; mais elles n'étaient pas excessives, si on les compare à ce que la police a coûté plus tard, lorsque les dissensions politiques en eurent étendu le domaine. Il pensait que la propriété des rues n'était pas un objet indigne de sa sollicitude, opinion que ses successeurs ont trop rarement partagée. En réalisant le projet d'un éclairage plus régulier dans la capitale, il a rendu, en 1768, un service plus important encore. On n'a pu lui imputer les malheurs du 30 mai 1770, à l'occasion du mariage du dauphin : les mesures d'ordre pour ces sortes de fêtes n'étaient pas dans les attributions du lieutenant de police. Mais on lui reproche d'avoir donné à la prostitution, dans Paris, de singuliers développements; de l'avoir organisée et, pour ainsi dire, consacré, sous prétexte de l'assujettir à des règles, mais en effet pour prélever un nouvel impôt; d'avoir enfin souffert que les employés ayant le titre de conseillers du roi, prissent part à des turpitudes dont il recevait le rapport circonstancié. Il a aussi établi les maisons

de jeu, regardant cet inconvénient comme moins funeste que les énormes abus des maisons clandestines. Il a fondé une école gratuite de dessin pour les ouvriers attachés aux métiers qui offrent de l'analogie avec les beaux-arts, et on lui doit en partie la construction de la halle au blé. L'exécution de ses agents était attestée par les faits les plus propres à augmenter la confiance, en frappant même l'imagination. Un jour le ministre d'Autriche écrivit à Sartine, espérant que ses employés seraient assez habiles pour découvrir dans Paris un voleur qu'on y croyait réfugié, et dont l'arrestation n'était pas sans importance. La réponse fut que cet homme était dans un faubourg de Vienne, dans telle maison, déguisé de telle manière, et sortant ordinairement à telle heure. Le lieutenant de police, si ponctuellement informé, ne pouvait manquer d'anecdotes pour démentir la majesté royale : les plus scandaleuses faisaient sourire souverainement Louis XV, et n'étaient pas mal accueillies par M<sup>me</sup> de Pompadour, ou par la femme qui lui succéda dans l'amitié de ce roi. On voyait par exemple dans ses notes quel était le nouveau protégé déclaré de la gouvernante des enfants de France; avec qui une créole, douée du plus joli petit pied que l'on connaît, parlait du malheur de son mari qui n'avait qu'un bras; quelle fille d'opéra venait de braver successivement les forces du corps diplomatique; quelle princesse avait coutume de menacer, en termes clairs, ses femmes de chambre de les faire châtier par deux ou trois de ses laquais. D'autres rapports étaient adressés à l'archevêque de Paris, soit pour l'avertir de ce que se permettaient une partie de ses ouailles, soit seulement, comme on l'a prétendu, pour répondre à l'invitation du prélat même qui paraissait croire la discipline ecclésiastique moins efficace que l'intervention de la police. Dans un assez court espace de temps, la liste des délinquants appartenant à l'église, se composa de deux cent quatre-vingt-seize membres, dont douze curés, et dans le clergé régulier, quatre oratoriens, six dominicains, cinq bernardins, six augustins, douze cordeliers, etc. Pour que rien ne manquât à l'édification, on y joignit un exposé rapide, et quelquefois ingénieux, des diverses circonstances érotiques, ce qui ferait croire que ces détails aussi ne devaient pas rester inconnus dans les petits appartements de Versailles. Bien que des rigueurs exercées contre des écrivains ne fussent pas aussi curieuses à raconter que les mésaventures d'un révérend père jésuite ou théatin, on laissait rarement échapper l'occasion de s'irriter. Par les ordres de Sartine, on instrumenta contre les *Principes de morale*, les *Lettres de la Montagne*, le *Contrat social*, le livre de l'*Esprit*, le *Traité de la tolérance* et le *Moyen de rendre les religions utiles*. Beaucoup d'autres ouvrages et de nombreux dessins furent de même brûlés ou lacérés. En 1767, le lieutenant de police avait été fait conseiller-d'état par Louis XV. Au changement de règne, en 1774, il cède sa place à Lenoir; mais trois mois après, il fut nommé secrétaire-d'état au ministère de la marine, puis ministre. Un ami l'avait demandé de perdre son temps à se présenter chez le roi mourant, et Sartine dut à ce conseil d'être un des premiers en mesure de demander ensuite les faveurs du jeune monarque. Ces nouvelles fonctions purent dépasser les moyens de Sartine, lorsqu'on eut à lutter sur mer contre la Grande-Bretagne. Cependant son zèle et sa prudence, comme administrateur, ne se démentirent pas : en arrêtant l'esprit d'insubordination, il fit ce qu'on avait surtout attendu de lui. Secondé par le chevalier de Fleurieu, le ministre répara les effets de la négligence de ses prédécesseurs durant les derniers années de Louis XV, et releva le matériel de la marine : mais il eût fallu des talents d'un autre ordre pour balancer sur l'Atlantique l'ascendant du pavillon anglais, pendant la guerre des Etats-Unis. Les amiraux ne recurent, en général, que des instructions timides ou trop vagues, ce qui rendit presque infructueuses les opérations des flottes combinées de France et d'Espagne, et cependant il y eut, en 1782, un excédent de dépenses de douze millions. Le ministre négligea d'en informer aussitôt Louis XVI, qui sans doute eût approuvé, comme légitime d'ailleurs, l'emploi de ces

fonds, mais qui, prévenu par Necker, et le voyant pousser l'exigence jusqu'à menacer de se retirer si Sartine restait, finit par le sacrifier, d'après le conseil de Maupeou. Remplacé, le 14 octobre, l'artine recut de beaucoup d'officiers de marine les témoignages de regret les plus flatteurs. Vers les premiers temps de la révolution, ses amis l'ayant pressé de pourvoir à sa sûreté, à cause des fonctions qu'il avait exercées, il se rendit à Taragone, dans la province d'Espagne où il était né. Il y termina sa vie le 7 septembre 1801, dans les sentiments les plus chrétiens. Son fils, condamné par le tribunal révolutionnaire, avait été immolé le 17 juin 1794. Un discours prononcé par Sartine au Châtelet, en 1762, et le *Règlement* de 1780, concernant la santé des marins, sont vraisemblablement tout ce qu'on a imprimé de lui.

**SAUSSURE** (NICOLAS-TURNOSSE de), membre de la société royale de Londres, correspondant de l'académie royale des sciences de France, etc., est né à Genève, en 1767. Il est fils du célèbre naturaliste H.-B. de Saussure. Il a publié plusieurs ouvrages de physique et de chimie; les principaux sont les suivants: 1° *Recherches chimiques sur la végétation*, 1804, 1 vol. in-8°; 2° *Mémoire sur la densité de l'air à différentes hauteurs* (*Journal de physique*, par Delaméthérie, t. XXXVI); 3° *Sur le changement qu'éprouve le gaz acide carbonique par l'électricité* (*Ibidem*, t. LIV); 4° *Sur l'éboulement du mont Ruffiberg, dans le canton de Schwitz* (*Ibidem*, t. LXIV); 5° *Sur le phosphore que les grains fournissent à la distillation* (*Annales de chimie*, t. LXV); 6° *Sur la combustion de plusieurs espèces de charbon* (*Ibidem*, t. LXXI); 7° *Sur l'absorption des gaz par différents corps* (*Bibliothèque britannique des sciences et des arts*, t. XLIX et L); 8° *Sur la composition de l'alcool et de l'éther sulfurique* (*Ibidem*, t. LIV); 9° *Sur la conversion de l'amidon en matière sucrée* (*Ibidem*, t. LVI); 10° *Sur la naphte et le pétrole* (*Bibliothèque universelle des sciences et des arts*, t. IV et VI); 11° *Sur la décomposition de l'amidon à la température atmosphérique* (*Annales de chimie et de physique*, t. XI); 12° *Sur la combinaison de l'essence de citron avec l'acide marinique, et sur quelques substances huileuses* (*Bibliothèque universelle des sciences et des arts*, t. XLII); 13° *De l'influence des fruits verts sur l'air avant leur maturité* (*Mémoires de la société de physique et d'histoire naturelle de Genève*, t. I); 14° *De l'influence du dessèchement sur la germination de plusieurs graines alimentaires* (*Ibidem*, t. III); 15° *Sur les variations de l'acide carbonique atmosphérique* (*Ibidem*, t. IV); 16° *De l'action des fleurs sur l'air et de leur chaleur propre* (*Annales de chimie et de physique*, t. XXI).

**SAUVAGES** (PIERRE-AUGUSTIN BOISSIER de LA CROIX de), frère de François Sauvages de La Croix, naquit le 28 août 1720, à Alais, département du Gard. Il fit sa théologie à la Sorbonne; mais sa vocation était moins forte chez lui que le goût de l'observation ou un penchant pour les sciences naturelles, et il ne recut les ordres qu'à l'âge de soixante ans. En 1746, il ouvrit à Alais, d'après l'invitation de l'évêque, un cours de philosophie qu'il termina par des expériences de physique, les premières qu'on ait vues dans cette partie du Languedoc, où jusqu'alors on avait cru aux systèmes des prédécesseurs de Newton. Il donna ensuite deux mémoires relatifs au Languedoc; ils furent insérés dans le recueil de l'académie des sciences de Montpellier et de celle de Paris, et la première recut l'autorisation du nombre de ses membres. Il alla deux fois en Italie, particulièrement dans le dessein de perfectionner l'éducation des vers à soie, et il avait déjà publié d'utiles traités sur ce sujet, lorsque, par suite de ces recherches, il fit partie de l'institut de Bologne et de la société de Géographes de Florence. *L'Art d'élever les vers à soie* aurait suffi pour justifier cette distinction. On y trouve, joints à une connaissance solide de la matière, des conseils pratiques fondés sur l'expérience et exposés avec beaucoup de méthode. A l'exception du livre italien et plus récent de Dandolo, on n'a rien écrit d'aussi complet et d'aussi bon. D'autres observations moins imprégnées, mais très curieuses, sont dues à l'abbé de Sauvages. Il a découvert une double origine à ce qu'on

nomme *mûlles* dans les campagnes. Les anciens regardaient comme tombant du ciel cette substance qui sert de supplément à la récolte dont s'occupent les abeilles. Des deux sortes de mûlles, l'une provient de la transpiration de la partie supérieure des feuilles, et l'autre n'est pas davantage un nectar céleste. Deux espèces de pucerons fabriquent ce miel, en rejetant une partie du suc d'écorce dont ils se sont nourris. L'abbé de Sauvages invite les cultivateurs à tâcher de multiplier les pucerons noirs, parce que c'est de leurs déjections que les abeilles tirent le plus grand parti, quand les fleurs manquent. D'après ses propres recherches, faites anciennement, il se croyait certain de l'inutilité de toute tentative pour trouver le lieu d'où proviennent les paillettes d'or que roulent quelquefois les eaux des deux Gardons, de la Cèze et de la Vidourle, et, en 1764, il refusa de prendre part aux recherches ordonnées à ce sujet. Il possédait l'idiome du Languedoc dans sa pureté cénobite, et pour en converser auprès de lui, même dans sa vieillesse, la grâce originale. Il avait soin que ses servantes fussent toujours de la Gardonnette. Il mourut à Alais, le 19 décembre 1795. Ses ouvrages sont: 1° *Observations sur l'histoire, pour servir à l'histoire du Languedoc et à la théorie de la terre*; 2° *Mémoire sur la mine de nitriol de Saint-Julien*; 3° *Mémoire sur l'éducation des vers à soie*, 1769, in-8°; autre édition perfectionnée en 1788. L'auteur a fondé dans cet ouvrage son *Mémoire sur les muscardins*, donné en 1748; 4° *L'art d'élever les vers à soie*, in-8°. Le complément de cet ouvrage, qui a fait autorité, se compose d'un précis sur la Culture des mûriers, et d'*Observations sur l'origine du miel*, approuvé par la société royale de Montpellier; 5° *Dictionnaire languedocien-français*, Nîmes, 1753, 3 vol. in-8°, Nîmes, 1785, et Alais, 1820. Un nouveau de l'auteur, M. d'Hombreville, a fait à l'édition de 1820 des additions curieuses et savantes, et il y a joint, relativement à son grand-oncle, une notice biographique qui avait été couronnée, en 1819, par la société royale d'agriculture. On trouve dans le *Journal des savants*, au mois de mars 1824, un examen, par M. Raymond, du *Dictionnaire languedocien*.

**SAVART** (FÉLIX), né à Mézières, le 30 juin 1791, est fils d'un ingénieur en instruments de mathématiques, qui était attaché à la place de Mézières comme garde du génie de première classe, et qui ensuite fut envoyé à l'école de l'artillerie et du génie de Metz pour en diriger les ateliers. C'est en cette dernière ville que M. Savart a fait ses études, dans une de ces établissements particuliers que l'on appelle alors écoles secondaires, et qui ont précédé l'établissement des lycées. Elevé au milieu des arts mécaniques, familiarisé de bonne heure avec les moyens de précision les plus délicats, et sans cesse entouré d'officiers appartenant aux deux corps militaires le plus instruits, c'est sans doute à ces influences favorables que M. Savart doit sa célébrité dans une science qui exige la réunion de l'adresse au savoir. Après avoir terminé ses études littéraires, M. Savart résolut de suivre la carrière de la médecine, et, en conséquence, il se fit recevoir chirurgien-élève à l'hôpital militaire de Metz, où il remplit les fonctions de sous-aide pendant quelques années, après quoi, se voyant sur le point d'être atteint par la conscription, il s'engagea dans un bataillon des troupes du génie, où, peu de temps après son entrée, il fut nommé chirurgien-élève de corps. Libéré du service en 1815, il alla à Strasbourg pour se faire recevoir docteur en médecine; mais, écarté de son but par les événements de 1815, il ne put être reçu qu'en 1816 (*Dissertation inaugurale sur la diésotie*, soutenue à la faculté de médecine de Strasbourg, le 1<sup>er</sup> octobre 1816). Après sa réception, il resta encore une année à l'école pour compléter ses connaissances en médecine. Il commença alors la traduction du *Præmedica de Celse*, qu'il termina à son retour à Metz, où il avait dessein de se fixer pour y exercer la médecine. Mais entraîné par son goût pour les travaux des arts, et se voyant de nouveau au milieu des ateliers de l'école d'artillerie et du génie, il s'y livra à l'étude de la physique et de la chimie, et pensa plus à se monter un laboratoire et à se construire des instru-

ments qu'à pratiquer la médecine. C'est à cette époque, vers la fin de 1817, qu'il imagine et construit lui-même son violon trapézoïde, et qu'il commença à se livrer plus spécialement à l'étude des vibrations sonores. Toutefois il ne se rendit à Paris qu'en 1819, dans le but d'y faire imprimer sa traduction de Celse, de s'y livrer à la littérature médicale, et de présenter à l'académie des sciences un *Mémoire sur la construction des instruments à cordes*. Désirant consulter sur cette présentation quelque homme célèbre dans les sciences physiques, il se présenta à M. Biot sans aucune recommandation, et lui communiqua son travail. Par un hasard des plus heureux, M. Biot professait alors l'acoustique, et, dans sa dernière leçon, il avait parlé des vibrations des corps solides, de sorte que les nouvelles recherches de M. Savart, si elles eussent déjà été introduites dans la science, auraient dû faire le sujet de la leçon du jour même. En conséquence, M. Biot se fit expliquer et montrer les expériences de M. Savart, et, quelques heures après, il leur avait donné une grande publicité en les répétant, en présence de l'auteur, devant un nombreux auditoire. Dès lors, M. Biot engagea M. Savart à se livrer spécialement à la physique, et il lui prédit que, s'il continuait ses recherches, il arriverait en peu d'années à l'académie des sciences. La carrière des sciences, on le sait, n'est pas lucrative, surtout quand on débute, et M. Savart n'avait point de fortune. Heureusement M. Biot trouva le moyen de le faire recevoir professeur dans une institution particulière, à laquelle il resta attaché jusqu'à l'époque de sa nomination à l'académie. Faisons maintenant une revue rapide des travaux qui ont mérité cette distinction à M. Savart. En 1809, Chladni avait publié un grand nombre de recherches importantes sur les modes de division des corps en vibrations; néanmoins son travail laissait encore beaucoup à désirer, et si l'on peut dire, avec justice, qu'il a ouvert une carrière nouvelle, il est également juste de convenir qu'il n'a fait qu'effleurer la plupart des questions les plus importantes de l'acoustique. De ce nombre sont les lois de la communication des vibrations entre les corps, soit solides, soit liquides, soit gazeux. L'étude de ces lois qui devaient servir de base à la théorie des instruments à corde, et l'explication du mécanisme de l'audition, ont fixé d'abord l'attention de M. Savart. Il a établi, par des expériences très variées, 1° que quand deux ou plusieurs corps, quel que soit d'ailleurs leur état, sont en contact immédiat, et qu'on en ébranle un directement, ils produisent tous le même nombre de vibrations dans le même temps; 2° que toutes les molécules des diverses parties du système exécutent leurs vibrations suivant des directions parallèles entre elles; 3° enfin que le renforcement du son d'un corps quelconque, par exemple, d'une corde, dépend de la simultanéité des vibrations des corps avec lesquels cette corde est en contact, et que ce renforcement est porté à son plus haut point lorsque les corps ébranlés par communication se trouvent dans des conditions telles que, s'ils étaient ébranlés directement, ils produiraient le même nombre de vibrations que le corps mis primitivement en jeu. Ces résultats, qui paraissent si simples maintenant qu'ils sont nettement établis, ont nécessité une multitude de recherches délicates, tantôt directes, tantôt accessoires, sur les modes de division des corps en vibration, et l'auteur a constamment en vue de les appliquer soit à la construction des instruments de musique, soit au mécanisme de l'audition. Elles sont consignées dans les mémoires suivants: 1° *Mémoire sur la construction des instruments à cordes et à archet*, accompagné d'un rapport très favorable fait aux académies des sciences et des beaux-arts par M. Biot, au nom d'une commission composée de MM. Hady, Charles, de Prony, Biot, Lesueur, Catel, Berton et Chérubini, Paris, 1819, in-8°; 2° *Mémoire sur la communication des mouvements vibratoires entre les corps solides* (*Annales de chimie et de physique*, t. XIV, juin 1820); 3° *Recherches sur les vibrations de l'air* (*Annales de chimie*, t. XXIV, septembre 1825); 4° *Mémoire sur les vibrations des corps solides considérés en général* (*Annales de chimie*, t. XXV, janvier, février et mars 1825); 5° *Recherches sur les usages de la membrane du tympan*

et de l'oreille externe (*Annales de chimie*, t. XXVI, mai 1824); 6° *Note sur la communication des mouvements vibratoires par les liquides* (*Annales de chimie*, t. XXXI, mars 1826). Daniel Bernoulli avait donné, en 1763, un *Mémoire sur les vibrations de l'air*; il s'était attaché principalement à déterminer les lois des vibrations des colonnes d'air d'un très petit diamètre, et ébranlées à plein orifice; mais ce travail, d'ailleurs très remarquable, laissait beaucoup à désirer, surtout pour les applications de ces lois à la construction des tuyaux d'orgues et autres instruments à vent. M. Savart a repris le travail de Bernoulli, et il l'a étendu au cas des colonnes ou masses d'air de formes quelconques; enfin il a obtenu pour ce genre de phénomènes des lois aussi remarquables par leur simplicité que par leur généralité. Ainsi les nombres de vibrations de masses d'air de formes semblables sont proportionnelles aux dimensions linéaires de ces mêmes masses: loi qui se vérifie pour les masses d'air cubiques, prismatiques carrés, cylindriques, de même que pour celles qui sont sphériques, prismatiques triangulaires, etc. Mais toutefois cette loi et plusieurs autres, que nous ne pouvons pas rapporter ici, ne se vérifient que dans le cas où les parois des tuyaux peuvent être considérées comme absolument inflexibles; car, lorsqu'elles peuvent céder à la réaction élastique de l'air, il se produit une nouvelle classe de phénomènes soumis à d'autres lois, et dont l'étude a conduit M. Savart à des considérations nouvelles sur le mécanisme de la voix humaine et la voix des oiseaux. Ces recherches sont consignées dans les mémoires suivants: 7° *Nouvelles recherches sur les vibrations de l'air* (*Annales de chimie*, t. XXIX, août 1825); 8° *Mémoire sur la voix humaine* (*Annales de chimie*, t. XXX, septembre 1825); 9° *Mémoire sur la voix des oiseaux* (*Annales de chimie*, t. XXXII, mai et juin 1826). Dès ses premières recherches, M. Savart avait eu en vue de faire, des vibrations des corps, un moyen point pour étudier la structure de la plupart des substances solides, particulièrement de celles qui cristallisent régulièrement; mais le manque de notions exactes sur les modes de vibrations l'avait toujours forcé à éloigner l'exécution de son projet. Enfin, après avoir soumis à un nouvel examen les vibrations normales des lames rigides de diverses formes, et après avoir reconnu qu'elles sont constamment le siège de deux modes simultanés de division, l'un qui peut être étudié avec du sable, ainsi que Chladni l'a fait voir, et l'autre au moyen d'une pousière beaucoup plus fine, il parvint à réaliser le projet qu'il avait conçu depuis plusieurs années. Pour atteindre ce but, M. Savart partit de cette idée très simple que, si l'on prend une lame circulaire homogène et d'une épaisseur bien uniforme, un mode de division, composé de lignes nodales diamétrales, devra pouvoir se placer indifféremment dans toutes sortes de directions, selon que le lieu de l'ébranlement occupera tel ou tel point de la circonférence de la lame; tandis qu'au contraire, si la lame est hétérogène, cette différence dans la position du système nodal ne devra plus exister. Par ce procédé, il a pu reconnaître une foule de particularités remarquables dans la structure des métaux et dans celle des corps cristallins régulièrement, comme la chaux carbonatée et le cristal de roche, et les résultats qu'il a obtenus sont de nature à jeter du jour sur les questions les plus compliquées du passage de la lumière polarisée à travers les corps durs de la double réfraction; de même qu'ils peuvent aussi contribuer aux progrès de la minéralogie en fournissant sur la forme primitive des cristaux des données auxquelles on ne pouvait arriver par d'autres procédés. Ces recherches ont donné lieu aux mémoires suivants: 10° *Note sur les modes de division des corps en vibration*; *Recherches sur les vibrations normales* (*Annales de chimie*, t. XXXVI, octobre 1827); 11° *Mémoire sur un mouvement de rotation dont les parties vibrantes de certains corps peuvent devenir le siège*; *Recherches sur l'élasticité des corps qui cristallisent régulièrement* (*Annales de chimie*, t. XL, janvier et février 1829); 12° *Recherches sur la structure des métaux*. On doit encore à M. Savart quelques notes séparées, l'une sur les sons produits lorsqu'une plaque mince est placée devant un orifice par

lequel s'élevait un courant de gaz, l'autre sur l'action de l'ammoniaque sur les métaux incandescents, et enfin un travail très détaillé sur les lois de la torsion des verges et des lames rigides. Il avait principalement en vue de vérifier des résultats d'analyse qui avaient été trouvés par M. Couchy. Enfin, outre les travaux dont nous venons de donner l'analyse, on doit à M. Savary plusieurs perfectionnements dans les appareils qui servent à la démonstration des phénomènes naturels. Nous citerons entre autres d'importantes modifications faites à l'appareil de polarisation de Malus, dont jusqu'ici on n'avait pu faire qu'un usage très restreint dans les cours de physique, puisqu'il était nécessaire que chaque spectateur s'approchât de l'appareil pour voir le phénomène de la polarisation. Au moyen d'une glace dépolie que M. Savary a ajoutée à cet appareil, l'auditoire le plus nombreux peut voir instantanément ce phénomène. Nous citerons encore la méthode et l'appareil qu'il a imaginés pour montrer le phénomène des anneaux colorés dans les corps cristallins, et au moyen duquel il rend sensible la polarisation de l'atmosphère. — Nous ne terminerons pas cette notice sans y ajouter quelques mots sur deux autres personnes de la famille de M. Savary qui nous paraissent mériter une mention spéciale : 1° Son grand père, Nicolas SAVARY, artiste très distingué, attaché à l'école du génie de Mézières peu de temps après la fondation de cette célèbre école, où pendant long-temps il a été préparateur du cours de physique de l'abbé Nollet, qui le cite avec éloges dans ses ouvrages. 2° Nicolas SAVARY, son oncle, ancien capitaine au régiment de Champagne, aide-de-camp du général Lafayette, puis professeur de fortification à l'école militaire, où il a composé un ouvrage fort estimé sur la fortification passagère et permanente.

SAVARY (ANNE-JEAN-MARIE-RENT, duc de ROVIGO), lieutenant-général, grand-croix de la légion d'honneur, grand-croix de la fidélité de Bade, chevalier de la couronne de fer, ancien ministre de la police (jusqu'au 20 mars 1814), naquit le 26 avril 1774, à Marc, canton de Vouliers (Ardennes). Il était le troisième fils de l'ancien major du château de Sedan. Ses deux frères aînés entrèrent au service : le premier, dans le régiment de la Fère, artillerie, à la même époque où Napoléon y servait comme lieutenant ; le second, au régiment de Foy, infanterie, où ils moururent tous deux à la guerre. Leur jeune frère, celui auquel cette notice est consacrée, entra au collège royal de Saint-Louis, à Metz, comme élève du roi, en 1783, en sortit, en 1789, pour joindre, comme volontaire, le régiment de cavalerie Royal-Normandie, où son père avait été major pendant la guerre qui se termina à la paix de 1764. Traitée comme simple cavalier, il resta un an à vivre à la chambrée, remplissant tous les devoirs du soldat. Au bout de ce terme, il fut nommé officier au même régiment, ainsi qu'il était d'usage de le faire pour tous les élèves du roi sortant des écoles militaires. N'ayant pas voulu émigrer, il commença la guerre, sous Custine, en 1792, à l'armée du Rhin. Les officiers de son régiment ayant émigré pour la plupart, il se trouva capitaine à dix-neuf ans. Lors des réactions révolutionnaires, il fut poursuivi par l'esprit de parti et par le terrorisme, parce qu'en général les novateurs d'alors s'attachaient aux régiments de grosse cavalerie comme ayant épousé moins chaudement les idées nouvelles. Le capitaine Savary en eut été victime, comme tant d'autres, s'il n'eût trouvé un refuge à l'armée du Rhin, dont le général Picquart venait de prendre le commandement. Néanmoins il ne put rentrer à son régiment, et resta attaché à l'avant-garde comme officier d'ordonnance. Ce qui lui avait valu cette distinction est le trait d'adresse et de courage suivant : Du camp de Weissenbourg, il avait été envoyé au fort Louis du Rhin pour commander les cinquante cavaliers qui faisaient partie de la garnison. La perte des lignes de Weissenbourg ayant eu lieu quelques jours après, et l'armée s'étant retirée sur Strasbourg, le fort Louis se trouva bloqué ; le général qui commandait dans la place ordonna au capitaine Savary de sortir avec son détachement de cavalerie, devenu inutile à la défense de la place, et de faire en sorte de pénétrer jusqu'à

l'armée pour y porter des nouvelles de la situation de la garnison. Il eut le rare bonheur de passer par tous les derrières des troupes autrichiennes, de venir par le pays le plus boisé déboucher sur les avant-postes de l'armée, entre Bramp et Strasbourg, et il remplit conséquemment sa commission. Il fut fait aide-de-camp du général Férino lorsque l'armée du Rhin se reporta en avant pour déboucher Landau, au moyen d'une attaque combinée avec l'armée de la Moselle. Il eut pendant tout ce mouvement la commission dangereuse d'entretenir la communication entre la gauche de l'une des deux armées et la droite de l'autre. Il assista à la bataille de Betachheim, sous Haguenau, à celle qui eut lieu pour la reprise des lignes de Weissenbourg, et enfin au déblocus de Landau. Peu de temps après, le général Férino ayant été destitué par un de ces décisions bizarres des représentants du peuple que la convention entretenait près des armées, Savary entra à son régiment, comme capitaine. Il en fut bientôt rappelé par le général Desaix, pour être employé, comme adjoint d'état-major, à son avant-garde, lors de la marche de l'armée pour former le blocus de Mayence. Il resta près d'un an devant cette place ; c'était l'année où l'armée du Nord faisait la conquête de la Hollande, à la suite de laquelle le général Picquart vint prendre une seconde fois le commandement de l'armée du Rhin. La paix d'Espagne et de Prusse vint d'avoir lieu à Bâle. Cela amena un changement dans la disposition des armées. Les armées de Sambre-et-Meuse et de la Moselle formèrent le blocus de Mayence, et les troupes de l'armée du Rhin, où commandait le général Desaix, remontèrent le fleuve jusque entre Briesac et Huningue. A la fin de la même année, elles le descendirent de nouveau pour prendre l'offensive sur la rive droite, en débouchant par Manheim, en même temps que l'armée de Sambre-et-Meuse, sous Jourdan, débouchait par Dusseldorf. Cette opération n'ayant pas réussi, la retraite de l'armée fut compromise par la défaite complète du corps de blocus de Mayence, qui fut écrasé par toutes les forces de l'armée autrichienne débouchant par cette place pour empêcher la réunion de l'armée du Rhin avec celle de Sambre-et-Meuse, laquelle avait effectué sa retraite sur son point de passage, à Dusseldorf. Alors le général Picquart chargea le capitaine Savary de porter à l'armée de Sambre-et-Meuse les dépêches qui informaient Jourdan des désastres éprouvés par l'armée du Rhin. Il eut le bonheur de parvenir à l'armée de Sambre-et-Meuse, à Kreusnach, et de revenir promptement rejoindre l'armée du Rhin, à Grünstadt. L'armée revint sous Landau, et la campagne se termina par un armistice. Pendant l'hiver suivant, eurent lieu les démêlés de Picquart avec le gouvernement. Il fut remplacé à l'armée du Rhin par le général Moreau, venant de l'armée du Nord. La campagne suivante s'ouvrit par le passage du Rhin en face de Strasbourg. Savary, n'étant encore que capitaine, fut chargé d'exécuter le passage du fleuve à trois lieues au-dessus, pour faire une diversion en faveur du passage principal de l'armée. On lui donna à cet effet un bataillon d'infanterie. Il exécuta le passage, la nuit, sur des bateaux du commerce ; mais le courant en ayant entraîné une grande partie, il ne parvint à la rive droite, sur le point fixé, qu'avec environ deux cents hommes ; les autres ne débarquèrent que beaucoup plus bas. Néanmoins il donna suffisamment l'alerte à l'ennemi ; puis ne pouvant se maintenir, il repassa sur la rive gauche. L'armée ayant effectué son passage, s'approcha de la Bavière. Les Autrichiens lui disputèrent vivement le passage du Lech. Il y eut bataille à Fridberg. Le corps de droite, où était Savary, fut chargé de tourner l'aile gauche des Autrichiens. Il fallait, pour passer le Lech, chercher un gué. Savary en fut chargé par le général Abbateucci. Il réussit, et dirigea lui-même la colonne à travers le fleuve qu'elle passa sous le feu ennemi. Cette action lui valut les félicitations de l'armée, et le directeur lui en témoigna sa haute satisfaction. L'armée de Sambre-et-Meuse, qui, après avoir passé une seconde fois le Rhin à Dusseldorf, s'était portée vers la Bohême, avait éprouvé un revers

à Wursbourg, et s'était retirée jusque sur le Rhin, à Busseldorf. Ce mouvement entraîna la retraite de l'armée du général Moreau qui vint chercher son point de passage sur le Rhin, à Brissac et à Huningue, après avoir traversé la Forêt-Noire par le Val-d'Enfer. Savary fut encore chargé de la mission de couvrir le retraite de l'aile droite de l'armée qui repassait à Huningue; et quoiqu'il ne fût encore que capitaine, on le plaça sous ses ordres un bataillon d'infanterie et cinquante chasseurs à cheval, avec lesquels il partit de Fribourg, et passa dans la vallée de Lorrac, d'où il vint rejoindre l'armée sur l'ancien champ de bataille de Villars, à Friedlinge. L'hiver fut employé à soutenir le siège des têtes de pont de Kehl et d'Huningue, et la campagne suivante s'ouvrit par le passage du Rhin, à l'embouchure de la rivière d'Il, sous Strasbourg. Savary fut encore chargé de conduire les troupes de débarquement; il passa le fleuve en plein jour, sous le feu du canon et de la mousqueterie, et se maintint à la rive droite, jusqu'à ce que le pont eût été jeté. Il fut fait chef de bataillon, pour cette action, en même temps que Foy qui, comme capitaine d'artillerie légère, avait protégé son passage. Le surlendemain, l'armée étant en marche sur Hastadt, elle rencontra l'ollicier que Bonaparte envoyait de l'armée d'Italie, pour prévenir que les préliminaires étaient signés à Lœben. Elle prit des cantonnements sur la rive droite. A la fin de la campagne, la paix fut conclue. Le général Bonaparte retourna à Paris, et fit appeler auprès de lui le général Desaix, lequel emmena Savary. C'est de là que datent ses rapports avec le héros de l'époque moderne. L'expédition d'Egypte eut lieu le printemps suivant; Savary s'embarqua avec Desaix, comme son premier aide-de-camp. Il commanda encore les troupes de débarquement de cette division, d'abord à Malte, puis à Alexandrie. Il suivit Desaix dans toute la campagne, l'accompagna à l'armée turque, en Syrie, lors des conférences d'El-Arich, puis revint en France avec Desaix. Le général Bonaparte était alors maître du pouvoir, et se préparait à reconquérir l'Italie perdue pendant son absence. Il ordonna à Desaix, qui finissant sa quarantaine à Toulon, de venir le rejoindre en Italie. Savary l'accompagna, et ce fut le soir de la bataille de Montebello que le général Desaix rencontra Bonaparte à Stradella. L'armée était en pleine opération. Le lendemain eut lieu la bataille de Marengo, où Desaix fut tué. C'est aux soins de Savary que l'on doit d'avoir sauvé le corps de Desaix de la sepulture commune. L'empereur lui-même jusqu'au quartier-général, d'où Bonaparte le fit transporter à Milan, et plus tard au Saint-Bernard. Depuis cette époque, Savary resta aide-de-camp de Bonaparte; il était alors âgé de vingt-cinq à vingt-six ans. De l'année 1800 à 1805, le premier consul l'employa presque continuellement à des voyages en Italie, dans la Vendée et aux Pyrénées-Orientales. A l'époque où il créa la légion d'élite de gendarmerie, destinée à sa garde personnelle, il en donna le commandement à Savary. Il le fit général de brigade et général de division presque coup sur coup, en récompense du dévouement sans bornes dont il donnait des témoignages. Lorsque le premier consul prit la couronne impériale, il rapprocha encore davantage Savary de sa personne; il l'ennumait dans tous ses voyages, souvent même dans sa voiture, et s'en servait dans toutes les occasions et pour toutes sortes de missions. Ses loutés allèrent jusqu'à la profusion, et valurent à celui qui en était l'objet beaucoup de ressentiments, de jalousie et d'animosité, qui plus tard lui causèrent bien des chagrins. En 1805, lors de la campagne d'Auterlitz, le général Savary fut envoyé en mission, avant et après la bataille, auprès de l'empereur Alexandre. En 1806, lors de la guerre de Prusse, il eut pour premier commandement celui d'une brigade de deux régiments de cavalerie légère, avec laquelle il partit des environs de Berlin pour empêcher la réunion de divers corps prussiens dispersés par la bataille d'Iéna. Il prit un régiment entier de hussards, avec deux pièces d'artillerie légère. De là l'empereur l'envoya, avec le titre de général en chef, prendre le commandement des troupes qui se rassemblaient sur le Weser, pour faire le siège des deux pla-

ces de Hameln et Nienbourg. Il parvint à faire capituler ces deux places qui contenaient trois mille hommes de garnison, approvisionnées pour six mois. Ensuite l'empereur le rappela près de lui à Varsovie; et l'année suivante reprit l'offensive à la fin de janvier 1807, il lui donna, comme général en chef, le commandement du cinquième corps d'armée, que l'état de santé du maréchal Lannes ne lui permettait plus de commander. L'empereur marcha pour livrer bataille aux Russes, ce qui eut lieu à Eylau, le 8 février; bataille meurtrière mais peu décisive. L'empereur manda au général Savary ce qui s'était passé, en lui donnant pour instruction générale de maintenir à tout prix sa communication avec lui, prévoyant l'occasion où il serait obligé de lui prendre une partie de ses troupes, et cependant de garantir en même temps Varsovie, qui était la capitale de l'armée et le centre de ses magasins. Les Russes, après Eylau, avaient fait un mouvement considérable sur Savary. Il reçut le combat à Ostrolinka. Il avait avec lui les divisions d'infanterie de Suchet et de Gazan, et accidentellement la division des grenadiers réunis du général Oudinot, une division de dragons, commandée par Becker, une brigade de cavalerie légère, et enfin cinquante pièces d'artillerie. La bataille eut lieu le 16 février, et fut complètement gagnée. Cette affaire remplit les vœux de l'empereur qui en témoigna sa satisfaction en envoyant au général Savary le grand cordon de la légion d'honneur et le brevet d'une pension de vingt mille francs. La campagne suivante, après le siège de Danitz, l'armée se porta en avant, et rencontra l'armée russe à Heilsberg où il eut un vif combat. Le général Savary eut, pour prendre part à ce combat, le commandement des fusiliers de la garde, avec quinze pièces d'artillerie. Quelques jours après, il prit part à la bataille de Friedland, avec le même commandement, et fut ensuite nommé duc de Rovigo. De là l'armée marcha à Tilsitt, et l'empereur envoya le général Savary, pour gouverner toute la vieille Prusse, à Königsberg. La paix s'étant faite à Tilsitt, le 8 juillet 1807, l'empereur, avant de revenir à Paris, envoya Savary à Saint-Petersbourg, pour y diriger les affaires de France jusqu'à nouvel ordre. Il fut chargé de trois affaires principales : la première, de favoriser la paix que l'empereur voulait faire conclure entre les Russes et les Turcs; la seconde, de faire attaquer vivement les Suédois pour les forcer à quitter l'alliance anglaise; la troisième, de faire renvoyer l'ambassadeur d'Autriche, et faire déclarer la guerre par les Russes. Les deux dernières réussirent complètement; mais la première éprouva des lenteurs dont il est superflu d'entretenir ici les causes. Le général Savary ayant refusé par deux fois de continuer, comme ambassadeur, sa résidence, l'empereur le fit remplacer par Caulincourt, et il revint à Paris à la fin de janvier 1808. En mars suivant, la révolution d'Espagne éclata. Le général Savary y fut envoyé d'abord comme observateur et négociateur. Cette mission fut pour résultat le voyage à Bayonne de toute la famille royale d'Espagne, en l'absence de laquelle Murat, grand-duc de Berg, commandait l'armée et l'Espagne. Le résultat des conférences de Bayonne ayant amené l'insurrection de toute la péninsule, et Murat étant tombé gravement malade, l'empereur renvoya Savary en Espagne pour remplacer Murat; commandement difficile, en ce qu'il y avait à l'armée plusieurs maréchaux. Néanmoins Savary le conserva jusqu'à l'arrivée à Madrid du roi Joseph; puis il rejoignit l'empereur. L'armée d'Espagne venait d'éprouver le désastre de Baylen, qui donnait une autre face à nos affaires dans ce pays, lesquelles venaient encore d'être aggravées par la capitulation avec les Anglais de tout notre corps d'armée en Portugal, sous les ordres de Junot. L'empereur, prévoyant toutes les conséquences de ces événements, fit négocier à Petersbourg l'entrevue qui eut lieu à Erfurt, au mois d'octobre 1808; il y emmena Savary. D'Erfurt l'empereur revint à Madrid où Savary l'accompagna. De Madrid il marcha sur la Corogne, à la rencontre de l'armée anglaise, toujours accompagné de Savary; mais ayant été joint en chemin par le courrier du roi de Bavière, lui annonçant les prop-

raînés que sa suit l'Autriche, l'empereur s'arrêta à Astorga, où il remit le commandement de l'armée au maréchal Soult, et il revint directement à Paris pour se préparer à la campagne qui commença en mai 1809, et qui finit par la bataille de Wagram, le 6 juillet suivant; le général Savary l'accompagnait, et il revint avec lui à Paris. L'empereur ayant épousé l'archiduchesse, au mois d'avril 1810, il la conduisit dans les Pays-Bas, au mois de mai suivant, et Savary accompagna l'auguste couple. Dans le mois de juin de la même année, l'empereur lui confia le ministère de la police générale, en remplacement du duc d'Orléans. Le duc de Rovigo, dans ce poste élevé, vit s'accroître encore le nombre déjà si grand de ses ennemis et de ses ennemis. Cependant son zèle à toute épreuve pour les intérêts de l'empereur, ne le poussa jamais à faire un usage arbitraire et passionné de son crédit et de son pouvoir ministériel. Il usa envers M. de Châteaubriand, lors de son discours de réception à l'Académie française, d'une modération à laquelle le noble écrivain se montra fort sensible. Malgré toute la vigilance de la police impériale, l'audacieux complot du général Mallet, complot ourdi dans les prisons, eut d'abord sur la personne du ministre même un entier succès, tant le secret avait été profond. A sept heures du matin, le duc de Rovigo fut arrêté dans son lit par les généraux Lahorie et Guizot, qui le firent entrer dans un sécre et le conduisirent à la Force, où sa détention ne dura que quelques heures. Cette conjuration se termina, comme on sait, par la prompte justice de l'empereur, et les chefs en furent fusillés. En 1814, le duc de Rovigo fut désigné pour faire partie du conseil de régence, et l'empereur ayant abdiqué, le duc de Rovigo se retira dans la retraite jusqu'au retour de l'île d'Elbe, époque à laquelle il fut nommé chef de la gendarmerie et pair de France. Après le désastre de Waterloo, le duc de Rovigo accompagna son souverain, d'abord pour la seconde et dernière fois, jusqu'à Rochefort, et même jusque sur le *Bellerophon*; mais des ombrages politiques ne permirent pas qu'il continuât son sacrifice, en partageant l'exil de Sainte-Hélène; il fut ainsi, au mépris du droit des gens, et conduit prisonnier par les Anglais sur le rocher de Malte, où sa détention dura sept mois qu'il employa à écrire le manuscrit de ses mémoires. Étant parvenu à s'échapper, il se réfugia à Smyrne, ayant appris qu'un conseil de guerre à Paris l'avait condamné à mort par contumace. Le séjour de Smyrne fut désagréable et incertain au duc de Rovigo. Il y perdit une partie de sa fortune, qu'il avait malheureusement engagée dans une maison de commerce peu sûre et peu loyale. En butte aux insultes les plus grossières de la part d'un jeune officier de la marine de France, le marquis de Flotte, qui aveuglait l'esprit de parti, il en demanda humblement satisfaction, et fut réduit à se la donner à lui-même par une correction très rude, administrée sur les épaules de l'agresseur. Obligé de quitter Smyrne, il passa en Autriche pour y expliquer les motifs de sa conduite, obtint l'autorisation de revenir à Smyrne, et de la s'embarquer définitivement pour l'Angleterre où il arriva dans le mois de janvier 1819. Vers la fin de la même année, il prit la résolution de revenir en France purger sa contumace, préférant de courir les plus terribles chances au supplice d'un plus long exil, loin de sa nombreuse famille. Ayant été défendu par M. Dupin aîné, il fut acquitté à l'unanimité par le premier conseil de guerre de Paris, le 27 décembre 1819, et le gouvernement royal, en conséquence de ce jugement, le rétablit dans ses grades et honneurs. M. de Rovigo, à la retraite, il voulut, dans le seul intérêt de la vérité, faire connaître la part de blâme qui pouvait être due à chacun dans le jugement et l'exécution si précipitée du duc d'Enghien, catastrophe où il avait figuré, en sa qualité de colonel des gendarmes d'élite, pour exécuter la sentence des juges. La brochure qu'il publia, en 1825, à ce sujet, souleva contre lui un orage terrible, à cause principalement des imputations dirigées contre le prince de Talleyrand dont l'ancien crédit couvrait de profondes racines parmi les sommités sociales de cette époque. Complètement disgracié par la cour, le duc de Rovigo prépara dès lors la pu-

blication complète de ses mémoires, qui ont paru en 1828, et donné lieu aux critiques les plus contradictoires, mais qui resteront, dans le grand nombre des ouvrages de ce genre, comme l'un des plus curieux, sinon des plus sûrs à consulter pour l'histoire. Lors de la révolution de juillet, le duc de Rovigo résida depuis quelque temps à Rome avec toute sa famille. Il s'est hâté de revenir à Paris se mettre à la disposition du ministre de la guerre, et après avoir été classé, sur les cadres de la nouvelle armée, parmi les officiers généraux en disponibilité, il a reçu ensuite le commandement de notre armée d'occupation en Afrique.

SAVARY (DANIEL), contre-amiral, commandant de la légion d'honneur, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, naquit à Salles, près de la Rochelle, le 2 février 1743, de parents honnêtes, mais sans fortune. Devenu orphelin dès son enfance, il s'embarqua à l'âge de quatorze ans, en qualité de mousse, sur les vaisseaux du roi. Il servit pendant presque toute la durée de la guerre maritime de sept ans, qui se termina par la honteuse paix de 1763. Dans l'intervalle qui sépara cette guerre de celle plus glorieuse où nous aidâmes les Américains du Nord à conquérir leur indépendance, le jeune Savary parcourut, sur des navires marchands, toutes les mers où s'étendait notre commerce. Il fit plusieurs voyages en Amérique, aux Grandes-Indes et en Chine. En 1778, sa vocation le porta à demander d'être employé sur les bâtiments de l'état, malgré les reproches dont on abreuvait alors les officiers qui n'appartenaient point à la caste nobiliaire, ne pouvant guère aspirer à prendre rang dans ce qu'on nommait le grand corps. Il obtint un brevet d'enseigne auxiliaire, et fut l'un de ces officiers bleus qui, tant dans les guerres de l'ancien régime, formèrent l'élite de nos capitaines et de nos amiraux, quand le corps royal de la marine presque entier eut déserté la France. Embarqué sur l'*Ajax*, il servit aux Grandes-Indes, dans l'escadre du bailli de Suffren, assista à tous les combats que cet amiral livra aux Anglais, et s'y distingua par son intrépidité. Il sollicita et obtint d'être débarqué avec les détachements de l'escadre qui prirent part aux opérations du siège de Trincomalee, et y donna de nouvelles preuves d'intelligence et de bravoure. A son retour en France, il fut fait lieutenant de vaisseau, et en 1789, il reçut la croix de Saint-Louis. En 1791, il était second capitaine sur la frégate la *Néréide*, chargée de troupes pour Saint-Domingue. Une tempête affreuse assaillit cette frégate, et la mit dans un tel danger, qu'à cette époque où la religion avait déjà perdu une grande partie de son empire, l'équipage fit un vœu. Le lieutenant Savary, sans blâmer la pitié des matelots et des soldats, leur rappela la maxime salutaire : *Aide-toi, le ciel t'aidera*, ranima leur courage, et donna des ordres auxquels la frégate et les hommes qui la montaient durent leur salut. Tous d'une commune voix rendirent grâce à son sang-froid et à son intrépidité, et le proclamèrent leur sauveur. Cette belle action ne demeura pas sans récompense. M. Savary obtint immédiatement le commandement d'une autre frégate avec laquelle il remplit la mission qu'avait manquée la *Néréide*. Il ramena sur son bâtiment l'ex-gouverneur Blanchelande, et fit tout ce qui dépendait de lui pour le protéger; aussi ce ne fut pas sans une vive douleur qu'il se vit contraint de le remettre aux autorités de Rochefort, qui le réclamaient impérieusement. M. Savary fut nommé capitaine de vaisseau par le roi, en 1792, et envoyé en station à l'embouchure de la Loire, sur la frégate la *Capricieuse*. Au début de la guerre civile de la Vendée, il eut le bonheur de préserver Saint-Nazaire, Paimbœuf et Nantes des malheurs auxquels les exposa l'irruption des bandes armées qui ravageaient le pays. La population de ces villes lui en exprima sa reconnaissance dans une foule d'actes publics et privés. En 1795, il commandait, dans la Méditerranée, une des divisions de l'escadre du contre-amiral Martin. Le vaisseau qu'il montait se signala d'une manière particulière au combat dit du *Caïra*. Si tous les capitaines français eussent pu ou voulu imiter l'exemple que leur donna M. Savary, l'avantage ne fût pas demeuré aux Anglais, et nous n'eussions pas perdu le



Censeur, et ce formidable Ça ira, dont les défenseurs s'immortalisèrent par une résistance héroïque. Le brave Savary ne se retira du feu que quand il vit que nos deux vaisseaux avaient mené, et qu'il n'était soutenu que par le seul *Timoleon*. Son vaisseau, la *Victoire*, avait combattu pendant près de six heures, et durant une heure et demie, s'était trouvé aux prises avec trois vaisseaux anglais; il avait tiré deux mille cinq cent soixante coups de canon. A la même époque, le capitaine Savary se signala par un courage d'un autre genre et beaucoup plus rare que celui qu'on déploie dans les batailles. Qui n'a pas entendu parler du spectacle effrayant à la fois et bizarre que présenta la France dans les premières années qui suivirent la fondation de la république? Alors l'anarchie la plus complète régnait parmi nos flottes et nos escadres. Chaque vaisseau avait son club et sa tribune sur le gaillard d'avant. Non seulement les matelots méconnaissaient l'autorité de leurs chefs, mais encore ils leur intimaient des ordres, et souvent ils les destituaient de leur commandement ou les mettaient en état d'arrestation, et les livraient à la redoutable juridiction des tribunaux révolutionnaires. Sans considérer le danger qu'il courait de porter sa tête sur un échafaud, le capitaine Savary prétendit maintenir à son bord la plus exacte discipline et l'obéissance la plus absolue. Plusieurs fois, on le vit l'épée à la main sur son banc de quart en imposer à la rébellion et faire rentrer les matelots dans le devoir. En l'an 6, M. Savary commanda la division navale qui débarqua en Irlande le petit corps de troupes du général Humbert, et l'habileté avec laquelle il sut échapper aux croisières ennemies dut faire regretter de n'avoir pas entrepris une expédition plus en grand. Cette manie de faire partir par faibles portions les troupes destinées à seconder le mouvement insurrectionnel des Irlandais nous fut doublement funeste. Humbert, privé des renforts qu'il attendait, fut contraint de se rendre après une défense opiniâtre et prolongée qui occupa une place distinguée dans nos fastes militaires. Ces renforts avaient été expédiés sur la division du brave Bonaparte; mais ce chef, plus soldat que marin, n'ayant pas su dérober sa marche aux ennemis, vit presque tout à sa division tomber en leur pouvoir, et ne nous laissa pour consolation que la gloire dont il se couvrit, ainsi que tous les officiers et marins sous ses ordres, dans un combat contre des forces trop supérieures pour rendre la victoire un instant douteuse. Sur ces entrefaites, M. Savary fut expédié avec une nouvelle division, et réussit encore à tromper les croisières anglaises et à gagner le point des côtes d'Irlande où il avait opéré le premier débarquement. Il eût pu encore en opérer un second; mais la nouvelle du sort éprouvé par Humbert et Bonaparte lui fit prendre, conformément à ses instructions, le parti de repartir par la France sans mettre ses troupes à terre. Pres de sortir du golfe de Higo, il rencontra l'escadre du commodore Warren, la même qui avait attaqué et pris Bonaparte. Cette escadre lui barrait le passage, et Savary semblait se trouver pris dans le golfe comme dans une souricière; mais, par une manœuvre aussi habile qu'audacieuse, il parvint à gagner le large, après avoir attaqué subitement et défilé en partie le premier vaisseau de la ligne anglaise. Ce fut en vain que toute l'escadre se mit à sa poursuite et lui donna la chasse pendant plusieurs heures; il réussit à lui échapper, et entra avec toute sa division à Rochefort, ayant su tromper, pour la quatrième fois, la vigilance de la croisière ennemie qui bloquait ce port. Depuis cette époque jusqu'à la paix d'Amiens, il eut divers commandements, et entre autres celui d'une division de six vaisseaux en rade de l'île d'Aix. Lors de la fatale expédition de Saint-Domingue, il commanda une des divisions de l'escadre de l'amiral Latouche-Tréville, qui le chargea de diverses missions de confiance, telles que d'observer sans affectation les mouvements d'une forte escadre anglaise qui croisait dans les environs de notre ancienne colonie et de diriger contre la ville de Saint-Marc une attaque par mer pour faire diversion aux opérations du corps qui devait l'attaquer par terre; enfin il eut à remplir le triste devoir d'amener en France le général

Toussaint-Louverture. Nommé contre-amiral vers la fin de l'an 10 de la république, il espérait, aux renouvellements des hostilités avec l'Angleterre, obtenir le commandement de quelque escadre et être chargé d'une expédition que son expérience, son zèle et sa bravoure eussent rendue glorieuse pour notre marine. Cet espoir fut déçu. Le premier consul l'envoya à Bologne, où il commanda l'un des trois grands corps de la flottille. Quand la guerre qui éclata sur le continent fit abandonner le projet de descente pour lequel Napoléon avait rassemblé la flottille et la grande armée, l'amiral Savary se retira dans ses foyers pour y prendre quelque repos; mais déjà il était attaqué d'une maladie interne qui le conduisit lentement au tombeau. Il expira au sein de sa famille, le 11 novembre 1803, âgé de près de soixante-six ans, emportant avec lui l'estime et les regrets de tous les marins. Il comptait alors plus de cinquante années effectives de service, et plus de trente combats sans avoir jamais eu la douleur de baisser son pavillon devant l'ennemi. L'amiral Savary avait les traits mâles, et sa physionomie froide et sévère commandait le respect; mais quand elle s'animait un peu, c'était pour prendre une expression de bonté qui inspirait la confiance et rendait l'obéissance aussi zélée que prompt. Marin consommé, brave sans fanfaronnerie, avide de gloire, mais peu ambitieux, simple et modeste dans toutes ses actions, M. Savary fut un de nos meilleurs amiraux du second ordre. On voit combien ceux du premier ont été rares; comme le sont en général les hommes d'un grand génie. La marine française, qui en a, à diverses époques, compté plusieurs dans ses rangs, en retrouvera sans doute encore.

SCHADOW (JOSEPH-BENIGNO), sculpteur, né le 3 juillet 1786, à Rome, où se trouvait alors son père, Godofroi, habile dans la même profession. Cello du fils fut déterminée surtout par son inclination pour les beaux-arts en général; elle était si marquée chez lui qu'elle lui laissa peu d'aptitude pour se livrer à un autre travail, et qu'elle se manifesta même sous le ciel sombre de l'Allemagne du nord. En 1788, Godofroi partit pour Berlin, en qualité de sculpteur du roi de Prusse, et emmena ses deux fils, dont le plus jeune eut des succès dans la peinture. Quant à Ridolfo, en fréquentant, comme son frère, un gymnase à Berlin, il s'attacha fortement à la musique, et se fit remarquer sur le piano; mais ce goût ne lui fit pas négliger le dessin. Il profita si bien des leçons de son père, qu'une copie de l'Apollon du Belvédère, achetée par lui à l'âge de dix-huit ans, lui fit obtenir du roi d'Espagne, en 1806, avec une pension demandée en sa faveur par le chancelier Hardenberg. Il partit en 1810, recommandé à Thorwaldsen et à Canova, qui l'impressionneraient de l'admettre dans leurs ateliers, et de l'aider de tous leurs conseils, quoiqu'ils vissent des premiers moments qu'ils formeraient ainsi un rival. Son début le prouva: on trouva dans Paris réfléchissant avant de prononcer le jugement, autant de grâce que dans Canova lui-même. A Vienne, le comte de Schenborn-Wiesentheid coula en bronze cette statue, et fut le premier à se déclarer l'appui de l'auteur. Son second ouvrage, une jeune fille attachant à ses pieds ses sandales, fit encore plus d'impression, et il la reproduisit quatre fois: elle est en Prusse, en Angleterre, en Bavière et dans la Lombardie. La naïveté de la pose et l'harmonie de l'ensemble caractérisent ce morceau. Un hasard en procura le pendant. Une jeune fille était à filer dans la rue, en conservant une attitude si heureuse que Schadow n'eut guère à y joindre que l'admirable délicatesse des vêtements. Il existe de sa main sept exemplaires de sa Filense, dont quatre sont en Angleterre. D'après le succès de ces deux statues, qui ont été gravées, Schadow fit un *Amour aimant*, préparant pour une d'elle une couronne, mais ne sachant à laquelle la donner, et il joignit enfin à cette sorte de groupe une troisième jeune fille, tenant d'une main une colombe et de l'autre son pigeonnet. Ces deux dernières statues ont été exécutées en marbre. L'auteur a traité aussi des sujets mythologiques et chrétiens, un Bacchus, une Diane, une Vierge Marie avec son enfant, un saint Jean-Baptiste la main élevée vers

le ciel, etc. Parmi ses bas-reliefs, on cite surtout deux Tombeaux composés de plusieurs figures: celui du marquis de Lansdown, où on voit aussi sa veuve, et au-dessus la Nuit accueillant le Sommeil et la Mort; et celui de la mère de Keller, général autrichien, assistée dans son lit de mort par les trois Vertus théologiques. En 1815, Schadow consacra le produit peu considérable de la succession de sa mère à un monument colossal et dans le genre héroïque, croyant n'avoir fait jusqu'alors que prélever dans son art. Le sujet qu'il avait choisi pour développer tous ses moyens était Achille protégeant contre les outrages de plusieurs Grecs le corps de Penthésilée. Ce groupe, modelé d'abord en argile, a été regardé comme réunissant la simplicité hardie des anciens et la grande manière de Thorwaldsen. Schadow allait exécuter en marbre son Achille, et venait d'acheter à cet effet, pour la somme de dix mille piastres, un bloc de Carrare, lorsque le prince de Hardenberg, presque au moment de son arrivée à Rome, au mois de mars 1831, s'aperçut que déjà le travail avait altéré la santé de Schadow. Pour lui procurer quelque repos, le ministre décida le roi de Prusse à faire l'acquisition de cet ouvrage, moyennant quarante-huit mille livres, et en en donnant aussi-tôt le tiers. Mais l'artiste reconnaissant ne vit dans ce bienfait même qu'un motif de travailler avec plus de zèle, et il succomba le 31 janvier 1832. A l'exemple du saint-père, qui, voulant honorer un si beau talent par une marque d'estime et d'intérêt, lui avait envoyé son médecin, les principaux personnages de la ville se firent un devoir de montrer la part qu'ils prenaient à cet événement. Schadow fut inhumé, avec beaucoup de solennité, dans l'église Saint-André *della Frate*, où sa famille érigea en son honneur un monument en relief, deux ans après. On y voit l'auteur d'Achille laissant son ciseau, et préférant à la Renommée, qui lui montre une couronne, l'ange qui se présente pour le conduire au séjour céleste. Le groupe de Penthésilée soutenue par Achille ne fut pas abandonné: le roi de Prusse en confia l'achèvement à Wolf, cousin de celui qui venait de mourir si jeune encore, et de même élève de Godefroid Schadow.

SCHADOW (JAN-GODEFRID), professeur et vicedirecteur de l'académie des beaux-arts de Berlin, sculpteur de la cour, membre de l'académie des beaux-arts de Stockholm et de Copenhague, et l'un des plus célèbres sculpteurs de l'Allemagne, naquit en 1764, à Berlin. Il montra de bonne heure un goût décidé pour le dessin; mais son père, pauvre tailleur, chargé de famille, n'eût jamais pu mettre à profit les heureuses dispositions de ce fils sans l'intérêt qu'elles inspirèrent aux premiers artistes de Berlin. Schadow avait déjà fait de grands progrès dans l'art de la sculpture, lorsqu'il s'enfuit à Vienne avec une jeune fille qu'il aimait, et qu'il y épousa à l'âge de vingt-un ans. Son beau-père ayant consenti à l'envoyer en Italie, ils y retournèrent en 1785, et passèrent deux années à étudier avec un zèle infatigable dans le musée du Vatican et du Capitole. En 1788, le ministre d'état Heinits lui fit avoir l'emploi de sculpteur de la cour. Son premier grand ouvrage en Allemagne fut le monument élevé au jeune comte de la Marche, fils naturel de Frédéric-le-Grand: il est placé dans l'église de Sainte-Dorothee, à Berlin. Ce superbe travail fut bientôt suivi de plusieurs autres non moins remarquables, et parmi lesquels nous citerons surtout le statue colossale du général de Ziethen, en uniforme de hussard; la statue du Grand-Frédéric, à Stettin; celle de Léopold de Dessau, à Berlin; le monument du général de Tauenzien, à Breslau; et celui de Blücher, à Rostock. Schadow a modelé le quadriga placé sur la porte de Brandebourg, à Berlin; il a aussi exécuté plusieurs bustes d'hommes célèbres.

SCHAEFER (GODEFRID-HENRI), savant philologue, naquit le 27 septembre 1764, à Leipzig, où son père exerçait la profession de tailleur. Il commença ses cours académiques en 1781, et étudia d'abord la médecine et la physiologie; mais un penchant dominant pour les études philologiques le fixa bientôt à cette partie intéressante des connaissances humaines, dans laquelle il eut pour guides les plus habiles professeurs de cette époque, tels que A.-W. Ernesti, Reis, Beck

et autres. Les premiers fruits du zèle infatigable avec lequel il se livra à cette étude furent plusieurs mémoires traduits des langues vivantes, et un grand nombre de savants articles consignés dans divers recueils périodiques. Peu d'années après, il fonda à Leipzig, avec quelques autres savants, une librairie où parurent d'excellentes éditions des auteurs grecs et latins, et d'autres ouvrages du domaine de la philologie. En 1808, Schaefer fut nommé professeur de philosophie à Leipzig. En 1818, le roi de Saxe érigea sa bibliothèque, composée de six mille six cent quatre-vingt-seize volumes des éditions classiques les plus rares et les plus recherchées, et d'autres livres précieux. Elle est réunie aujourd'hui à la bibliothèque de l'université, et Schaefer en a été nommé bibliothécaire. Parmi les écrits et les nombreuses éditions publiées par ce savant, nous ne citerons que ce qui peut le plus directement intéresser les philologues: 1° *Athenaeus* (Deipnosoph. u. XP gr. et l. T. I, p. 1, 2, 3, Leipzig, 1796, in-8°); 2° *Plut. ap. moral. ad edit. Ozon. Wyttenbachii emend. expressa*, Leipzig, 1796-1799; 3° *Thesaurus crit. nov. sive syntagma scriptorum philologicarum rar. vel rar.*, Leipzig, 1803, 2 vol. in-8°; 4° *Juliani Imp. in Constantii laudem or. gr. et l. cum animad. Wyttenb. acc. ejusd. epist. crit. ad D. Buhn.*, Leipzig, 1803, et une réimpression avec des notes de l'éditeur et les tables de l'édition de Porson; 5° *Eurip. Hec. Or., Phoen. Med.*, Leipzig, 1803, dont il y a eu une édition en 1817 et une en 1824; 6° *Longi pastoralia*, Leipzig, 1803; 7° le *Glossarium Livian.* d'Ernesti, avec des notes de l'éditeur, Leipzig, 1805; 8° *Meletamata crit. in Dion. Halic. art. rhet.*, Leipzig, 1806; 9° *Dionys. Halic. de compos. gr. et l. c. priorum ed. cum notis*; 10° le *Livre de Lamb. Ros.* sur les ellipses de la langue grecque, enrichi d'un grand nombre d'additions importantes, Leipzig, 1808; 11° la superbe édition de *Tryphiodori illi æcidi.*, Leipzig, 1808; 12° *Falkner. opuscul. orat. crit.*, Leipzig, 1809; 13° *Theocr.*, Bion et Mosch., Leipzig, 1810; 14° *Pindar.*, ibid., 1810; 15° *Basilii epist. crit.*, ibid., 1810; 16° *Apollonii Rhodii argonaut.*, ibid., 1810 et 1813, 2 vol.; 17° *Iunius*, ibid., 1811; 18° *Anacret.*, ibid., 1811; 19° *Aristophanis Plut. c. not. Hemsterk.*, ibid., 1811; 20° *Gregorius Corinthius*, ibid., 1811; 21° *Sophocles*, ibid., 1812; 22° *Etymol. Magn. ed. Sylburg.*, Leipzig, 1816, in-4°; 23° *Brancii poëta gnem.*, Leipzig, 1817; 24° *Æsopi Fabul. c. illus. et Hæusing. not.*, Leipzig, 1817; 25° *Ammonius de differ. verb. affin.*, Leipzig, 1822, in-8°; 26° *Phalaris epistola lat. vers. a Lann. et notis Falkner. instr.*, Leipzig, 1823, in-8°; cette édition et la précédente sont accompagnées de notes précieuses; 27° *Demosthenes*, 1823; 28° *Ind. Græc.*, Leipzig, 1823; 29° *Appar. crit.*, 1827 vol. 1824, 2° 1825. Schaefer a enrichi d'un grand nombre de remarques intéressantes la nouvelle édition anglaise du *Thesaurus* de Henri Etienne, ainsi que divers autres écrits dont il a soigné la correction. Malheureusement ce genre de travail a considérablement affaibli la vue de ce savant philologue.

SCHARNHORST (GUILLAUME-DAVID), général prussien, né en 1756, à Himmelsée, dans le pays de Hanovre. Son père le destinait à l'agriculture; mais quelques ouvrages sur la guerre de sept ans et sur la guerre de la succession d'Autriche que le jeune Scharnhorst trouva chez le pasteur de son village, et plus encore ses entretiens avec un ancien sous-officier retiré, firent naître en lui le désir d'être soldat. Toute son ambition s'arrêtait alors à l'honneur de commander un jour aux avant-postes en qualité de sous-officier. A cette époque, le célèbre comte Guillaume de Schaumbourg-Lippe-Buckebourg vint de fonder une école d'artillerie à Steinhude, non loin du lieu que Scharnhorst habitait. Il examinait lui-même les candidats, et, bien que Scharnhorst ne possédât aucune des connaissances exigées pour l'admission à cette école, le comte l'y plaça, persuadé que les dispositions naturelles de ce jeune homme le mettraient bientôt au niveau de ses condisciples. En effet, il fit des progrès rapides, et en 1777 le général hanovrien Estorf le reçut dans son régiment en qualité d'enseigne. En 1780, il devint lieutenant d'artillerie, et bientôt après professeur à l'école militaire de Hanovre. Douze ans après, il fut nommé

capitaine d'état-major, et en 1793 capitaine d'artillerie légère. A cette époque, il avait déjà établi sa réputation par divers écrits estimés, tels que son *Manuel des sciences militaires*, son *Manuel des officiers* et un *Journal militaire*. Pendant la guerre de la révolution, il déploya une grande habileté dans l'application des connaissances théoriques à l'art de la guerre. Scharnhorst prit une grande part à la belle défense de Mém. Le général hanovrien Hammerstein, qui commandait cette place, lui attribua tout le mérite du plan et de l'exécution. En récompense, Scharnhorst reçut du roi d'Angleterre un sabre d'honneur, fut nommé major, et bientôt après lieutenant-colonel attaché à l'état-major-général. Sur la recommandation du duc de Brunswick, le roi de Prusse le plaça avec son grade dans le 3<sup>e</sup> régiment d'artillerie. En 1804, il fut nommé colonel, en 1807 général-major, et en 1813 général-lieutenant. Attaché à Blücher, en 1807, en qualité de chef d'état-major, il fut blessé deux fois à Auerstaedt, et fait prisonnier à Lubek. Échangé peu de temps après, il retourna en Prusse, et prit part à la bataille d'Eylau. Après la paix de Tilsit, le roi de Prusse, dont il avait toute l'estime et la confiance, le nomma président de la commission chargée de la réorganisation de l'armée, et, peu de temps après, chef du corps du génie. A la fin de 1813, Scharnhorst fut chargé de diriger l'armement de la Prusse, dont il avait fait le plan, et il parvint à l'effectuer promptement. Au printemps suivant, il accompagna Blücher en Saxe, en qualité de chef d'état-major-général, fut blessé à Lutzen d'un coup de mitraille, et mourut quelques semaines après, à Prague, des suites de sa blessure. L'armée prussienne lui a élevé dans cette ville un monument dont elle a souscrit les fonds. On a de lui : 1<sup>o</sup> *Bibliothèque de l'officier*, Göttingue, 1785-1786, 4 cahiers in-8<sup>o</sup>, avec planches ; 2<sup>o</sup> *Ouvrages du général-major de Wernery*, traduits du français et augmentés de notes et de planches, Hanovre, 1786-1791, 9 vol. in-8<sup>o</sup> ; 3<sup>o</sup> *Manuel des officiers*, contenant l'application des sciences branches des sciences militaires ; aussi sous le titre de *Manuel d'artillerie*, Hanovre, 1787-1789 et 1804-1806, 2 vol. gr. in-8<sup>o</sup> ; 3<sup>o</sup> vol. *Tactique*, ibid., 1790 et 1814 ; nouvelle édition, par J.-G. de Hoyer, ibid., 1815-1820, 3 vol. avec planches ; 4<sup>o</sup> vol. *Artillerie*, 5<sup>o</sup> vol. *Fortification*, 6<sup>o</sup> vol. *Tactique* ; 4<sup>o</sup> *Nouveau journal militaire*, Hanovre, 1788-1806, 30 cah. in-8<sup>o</sup>, avec planches ; 5<sup>o</sup> *Manuel de campagne*, Hanovre, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> édition, 1793, in-8<sup>o</sup> ; 3<sup>e</sup> édition, 1794 ; nouvelle édition, 1815 ; 6<sup>o</sup> *Sur l'effet des armes à feu*, Berlin, 1813, in-8<sup>o</sup>.

SCHÉFFER (CHARLES-ANTOINE), né à Dordrecht, en Hollande, en 1793, était très jeune encore lorsque sa famille vint s'établir à Paris. Il ne tarda pas à s'y faire connaître par des écrits politiques, notamment par celui qu'il publia en 1817, et qui était intitulé : *De l'état de la liberté en France*. L'autorité crut voir dans cet écrit une atteinte portée à la puissance de Louis XVIII, et l'auteur, sur la réquisition du procureur du roi, fut traduit au tribunal de la police correctionnelle, et condamné, par un jugement du 3 janvier 1818, à trois mois de prison, deux cents francs d'amende, un an de surveillance et mille francs de cautionnement. On contesta en outre à M. Schéffer ses droits de cité en France. Il dut appeler de ce jugement et déclarer qu'il défendrait ses droits comme Français, titre qu'il se croyait pleinement autorisé à prendre, d'après la réunion qui avait eu lieu antérieurement de la Hollande à la France, quoique les événements politiques et militaires eussent depuis séparé les deux pays : de plus, il avait déjà fait la demande, en suivant les formes prescrites alors, de lettres de naturalisation, qui, à la vérité, ne lui avaient pas encore été expédiées, laquelle demande n'était pas moins pour lui un titre sur lequel il se fondait. Cette cause ayant été reprise, au mois de février, devant la cour royale, et plaidée par M. Merthon avec cette supériorité de talent que tout le monde lui connaît, M. Schéffer obtint d'abord qu'il serait jugé comme Français : mais cette décision fut suivie d'un arrêt bien plus sévère que celui du premier tribunal. La cour royale condamna l'accusé à une année d'em-

prisonnement, à cinq mille francs d'amende, à trois ans d'interdiction des droits civils, à cinq ans de surveillance, et enfin à trois mille francs de cautionnement. Dans l'impossibilité de satisfaire à ces trois arrêts, il se décida, avant qu'il ne lui fût signifié, de sortir de France, et se retira à Bruxelles : mais à peine y était-il arrivé que le gouvernement des Pays-Bas, oubliant sa propre dignité et cédant à une influence étrangère, fit intimier à M. Schéffer l'ordre de s'éloigner de cette ville et de se retirer à Dordrecht. Cet ordre d'exil dans un lieu fixe, sans jugement préalable, donné à un homme né dans le royaume, qu'on n'accusait d'aucun délit, causa une surprise générale, quoiqu'on fût accoutumé, à cette époque, aux principes inhospitaliers du gouvernement des Pays-Bas. M. Esneux, qui publia, en 1829, une *Biographie de Russie*, éprouva à son tour l'animadversion de M. le procureur du roi, et une condamnation pour avoir reproduit et défendu, dans une brochure intitulée : *Reflexions sur le procès de M. Schéffer*, les principes manifestés dans l'ouvrage incriminé. Après un séjour de près d'une année en Hollande et en Allemagne, M. Schéffer fut autorisé à rentrer dans sa patrie adoptive, où il se consacra tous ses instants à des recherches littéraires. Il a publié : 1<sup>o</sup> *De l'état de la liberté en France*, 1817, in-8<sup>o</sup> ; 2<sup>o</sup> *Observations relatives au projet de loi sur le recrutement*, 1818, in-8<sup>o</sup> ; 3<sup>o</sup> *L'Allemagne et la révolution*, traduit de l'allemand de J. Gervais, 1819, in-8<sup>o</sup> ; 4<sup>o</sup> *Annales statistiques des États-Unis*, traduit de l'anglais d'Adam Seybert, 1820, in-6<sup>o</sup>.

SCHILLING (FRIEDRICH-GEORG), l'un des romanciers les plus estimés de l'Allemagne, naquit à Dresde, en 1766. De 1779 à 1781, il étudia à l'école priée de Meissen, embrassa par vocation le parti des armes, et entra dans l'artillerie saxonne. Après avoir passé quatre années à l'école d'artillerie, il devint officier en 1791, se trouva au siège de Mayence, et fit toute la campagne de 1793. Fait prisonnier après la bataille d'Yena, il continua la campagne de Prusse avec l'armée française, fut promu au grade de capitaine, et obtint à la paix une pension de retraite. Il se retira d'abord à Freiberg, et vit depuis quelques années à Dresde. Il a publié un grand nombre de romans et de contes, dont une première collection, publiée à Dresde, se composa de cinquante volumes, en 1819. Une seconde collection formait déjà quarante volumes en 1826. Les Allemands plaçant Schilling au rang de leurs romanciers les plus spirituels et les plus agréables. Ses écrits décelent l'honneur du monde qui a étudié à fond toutes les classes de la société, particulièrement les classes élevées. Il réunît au mérite de l'invention une variété de vues presque inépuisable que le distingue essentiellement des écrivains moins féconds. Outre ses romans, parmi lesquels on remarque surtout son *Guide de Solonides*, il a écrit plusieurs recueils de contes dignes de servir de modèles dans ce genre. Le dialogue surtout est remarquable dans Schilling : aussi doit-on regretter que cet auteur n'ait pas travaillé pour la scène. Schilling écrit avec trop de facilité pour que l'on n'ait pas à lui reprocher parfois un style peu correct, des négligences et des longueurs qui déparent ses tableaux ; mais il est partout original, et appartient au petit nombre des écrivains allemands qui n'ont suivi aucun école.

SCHINK (JEAN-FRÉDÉRIC), poète dramatique, naquit à Magdebourg, le 29 avril 1755. Il reçut sa première instruction dans sa ville natale, et alla, en 1777, étudier la théologie à Halle. De cette époque, il se fit connaître dans le monde littéraire par plusieurs poésies consignées dans divers recueils allemands, entre autres dans les *Almanachs des muses de Leipzig* et de Göttingue. En 1784, il obtint à Hambourg un prix de vingt Frédéric d'or pour sa tragédie de *Gianotti Rondelli*, réimprimée en 1795. Après avoir habité Berlin, Hanovre et Vienne, il retourna en 1795 à Hambourg, où il publia deux journaux de théâtre. En 1797, il alla s'établir à Rostock, où il donna son *Jean Faust* et son *Pierre de la région*, nouvelle édition, Berlin, 1817. En 1813 à 1816, il vécut dans le Holstein, et se rendit ensuite à Berlin, où le prince de Hardenberg chercha à lui faire obtenir un

emploi au théâtre royal; mais ses démarches n'ayant eu aucun succès, Schink s'attacha, en 1819, à la duchesse de Courlande qui le prit sous sa protection. A la mort de cette princesse, il resta avec sa fille, la duchesse de Sagan, des bienfaits de laquelle il est encore aujourd'hui entouré. Schink a aussi publié des *Poésies morales*, Berlin, 1799 et suiv., 2 vol. Son *Bâtard de Satan* est une série de scènes dramatiques tirées de l'histoire des années 1813-1814. Outre un grand nombre d'autres productions littéraires dispersées dans divers recueils allemands, on doit citer ses excellents *Commentaires sur les œuvres dramatiques de Schiller*, surtout sur *Marie Stuart*, *Wallenstein*, *Joanne d'Orléans*, *Don Carlos* et *Guillaume Tell*. On le trouve, pour la plupart, dans la *Bibliothèque universelle allemande*. Il a publié une foule de pièces qui sont restées au théâtre. Une collection de ses comédies a paru à Halle, en 1821.

SCHINKEL (CHARLES-FRÉDÉRIC), chevalier de l'aigle rouge, premier architecte du roi de Prusse, conseiller intime des bâtiments, membre titulaire de l'académie des beaux-arts de Berlin, et correspondant de l'Institut de France, est né le 13 mai 1781, à Neuruppin, en Prusse, d'un surintendant du culte protestant. Le jeune Schinkel reçut de sa mère une première éducation très soignée, fréquenta le gymnase de Neuruppin jusqu'à sa quatorzième année, et passa ensuite à celui de Berlin, alors placé sous la direction du célèbre Gedika. Élève de MM. Gilly père et fils, architectes distingués, le gouvernement prussien lui confia, à la mort du fils, l'achèvement de ses travaux. M. Schinkel, passant des différents genres de l'architecture à des sujets d'une utilité secondaire, imagina de nouveaux modèles de voitures et de plusieurs ustensiles domestiques. Jaloux d'étendre ses connaissances, il parcourut l'Allemagne et l'Italie, et dans le cours de ses voyages il s'exerça dans un genre de dessin où il remporta quelques succès. Ses paysages sont encore recherchés. L'académie des beaux-arts de Berlin l'admit, en 1811, au nombre de ses membres titulaires, et lui accorda, en 1820, une chaire d'architecture avec voix délibérative au sénat académique. Au mois de mai 1818, Schinkel fut nommé conseiller intime des bâtiments, et, en 1819, premier architecte du roi, et membre de la commission d'artistes près le ministère du commerce, des manufactures et des travaux publics. Pendant qu'il occupait cette dernière place, il a beaucoup contribué à répandre l'art du dessin dans les classes ouvrières, témoin son grand ouvrage intitulé : *Modèles destinés aux artisans*, qui a été publié, en 1820, par ordre et aux frais du ministère du commerce. Ce fut lui qui composa les plans du nouveau théâtre de Berlin, un des plus grands et des plus magnifiques qui existent en Europe. Lorsque cet édifice fut terminé, en 1821, le roi lui accorda la décoration de l'aigle rouge, 3<sup>e</sup> classe. En 1824, il fut nommé membre correspondant de l'Institut de France, et, peu de temps après, l'académie des beaux-arts de Copenhague lui décerna les mêmes honneurs. Les principaux ouvrages de Schinkel sont, outre le théâtre que nous avons déjà cité : Le Corps-de-garde royal, le Monument de l'armée, le Pont du palais du roi, la Porte dite de Potsdam, l'Ecole du génie, le Musée royal, les Plans de la nouvelle rue Guillaume, tous à Berlin; le Casino, à Postdam; la Villa du prince Charles, à Glienicke; le Palais de Tegel, le Maison de plaisance du conseiller intime Crete, située dans le parc, près Berlin; la Maison dite des Chevaliers, dans l'île des Peons, et plusieurs églises, palais et édifices particuliers dans les provinces de la Prusse. Une de ses plus belles conceptions n'a pas encore été exécutée; c'est une nouvelle cathédrale pour Berlin, dont le roi, lors de son séjour à Londres avec les monarques alliés, le chargea de composer le plan, et qui devait, en même temps, servir de monument de l'heureuse issue de la dernière guerre. En 1828, Schinkel fit un second voyage en Italie, et passa environ six mois à Rome. Depuis son retour à Berlin, il publia un ouvrage qui est intitulé : *Cahiers d'architecture*. Les livraisons qui en ont paru jusqu'à présent (mars 1832) contiennent pour

la plupart des projets de constructions de l'auteur qui ont été adoptés et attendent leur exécution : la quatorzième donne les plans et la description du musée royal de Berlin, et des fondements faits au lit de la Sprée pour poser les changements de cet édifice. L'accueil flatteur que reçurent ses ouvrages de peinture lui ont rendu cet art si cher qu'il le cultive encore comme délassant aux travaux multipliés et souvent ingrats qui sont attachés à ses places. Son dernier tableau, qui représente une contrée de la Grèce à l'époque où la liberté hellénique était à son apogée, a été donné par la ville de Berlin à la princesse Louise de Prusse, lorsque celle-ci quitta sa patrie après son mariage avec le prince Frédéric des Pays-Bas.

SCHIRACH (THÉOPHILE-BENOÎT), philologue et publiciste, né en 1743, à Tieffenperth, village de la Lusace. Fils d'un pasteur, il vit d'abord le cercle de ses études renfermé dans ce qui prépare aux disputes théologiques; mais il fut du nombre de ceux qui, dès que leur choix devenait libre, désertèrent les bancs si fréquemment pendant les siècles précédents. A peine avait-il quitté le gymnase de Lobau, qu'en suivant à Leipsick le cours universitaire du célèbre Ernesti, il trouva tant d'attraits à la philologie que, pour s'y consacrer sans opposition de la part de son père, il résolut de subsister par ses propres moyens. Lorsqu'il reçut à Halle le titre de docteur en philosophie, sa thèse fut une diatribe concernant la personne et le style d'Isocrate. Après avoir fait paraître quelques commentaires d'une critique judicieuse sur quelques uns des principaux poètes ou orateurs de la Grèce et de Rome, il s'attacha à l'une des branches les plus utiles des sciences humaines, à l'histoire éclaircie dans le sens de la philosophie. Il entreprit alors, dit-on, une correspondance avec Voltaire et Marmontel, et il eut des liaisons avec des poètes d'Allemagne. On lui confia à l'âge de vingt-six ans une chaire de philosophie à l'université d'Helmstadt : il la conserva dix années. Ses principales questions de droit public, de statistique et d'économie politique se rattachaient à sa manière d'étudier l'histoire. Ce qu'il publia sur l'*Indigénat*, Hambourg, 1779, in-4°, lui valut en Danemarck le titre de conseiller-d'état et l'invitation de faire la statistique des différentes provinces danoises, travail qui paraît avoir été abandonné. Il alla néanmoins demeurer à Altona, en 1780, et, l'année suivante, il y établit une feuille politique dont il conserva la principale direction pendant le reste de sa vie. Un journal consacré à l'examen des premiers principes de l'administration était une chose inconnue dans ces régions d'outre-Rhin; mais à la vérité celle de Schirach n'aurait rien qui pût inquiéter le pouvoir absolu. Cette feuille ne fut point discontinuée à la fin de 1804, époque à laquelle mourut Schirach : son fils, Guillaume-Benoît, en fut le continuateur. Il y inséra, au tome II de cette même année 1804, une notice sur son père, dont les principaux ouvrages sont : 1<sup>o</sup> *Clavis poetarum classicorum*, Halle, 1768-1769, in-8°; 2<sup>o</sup> *Biographie des Allemands*, 1770-1774, 6 vol.; livre original à quelques égards, et qui fut très goûté; 3<sup>o</sup> *Pensées sur la beauté morale et sur la philosophie de la vie*, Halle, 1773, in-8°; 4<sup>o</sup> *Histoire de l'empereur Charles VI*, Halle, 1776, in-8°. L'auteur n'était pas au nombre de ces historiens qui n'ont jamais été que médiocrement approuvés dans les cours; celle de Vienne lui accorda pour cet écrit des lettres de noblesse. Avant de rédiger le *Journal politique d'Altona*, il avait donné ses soins à deux recueils périodiques : 1<sup>o</sup> *Ephemerides litterariae Helmstadenses*, 1770-1775. (Le latin de Schirach n'est point dépourvu d'élégance.) 2<sup>o</sup> *Magasin de la critique allemande*, Halle, 1773-1776, 4 vol. Il a fait aussi, vers le même temps, une *Notice statistique et historique sur les possessions anglaises du Nouveau-Monde*. On lui doit de plus deux traductions : l'une, qui est fort estimée, des *Fias de Plutarque*, avec des notes, 1777-1780, 8 vol., et l'autre, faite entièrement, des *Éléments de littérature de Marmontel*.

SCHLABERDORFF (GUY-LE, comte de), né en Silésie, en 1750, issu d'une famille noble, ancienne et riche de ce pays, était le fils du comte du même nom qui fut, sous Frédéric II, gouverneur de la Silésie. Il

reçut une excellente éducation, et montra dès sa jeunesse un esprit profond et une grande force de caractère. Admirateur de Kant, il crut de bonne heure à la perfectibilité du genre humain, et se montra un des plus ardens partisans de la réforme des institutions monarchiques. Le spectacle de l'esclavage dans lequel languissait la plus grande partie des peuples de l'Allemagne, et notamment les paysans de la Silésie, lui offrit des preuves irrécusables des maux qu'enfantaient les gouvernements absolus, et dans lesquels prédominait une aristocratie quelconque. Ses opinions acquirent encore plus de consistance dans l'esprit du jeune noble Silésien, pendant un voyage qu'il fit en Angleterre avec son ami, M. de Stein, en 1784. Il séjourna dans ce pays six ans, et s'appliqua assiduellement à en étudier à fond les mœurs, les opinions, l'organisation sociale, les établissements divers, et surtout les vrais ressorts du gouvernement. Ayant acquis en peu de temps une connaissance parfaite de la langue, il forma plusieurs liaisons avec les hommes les plus marquants de l'Angleterre, et surtout avec ceux qui défendaient avec le plus de courage et de talent la cause de la liberté des peuples, et qui combattaient les privilèges héréditaires. Parmi ceux qui lui ont survécu, nous citerons le respectable M. Godwin. Pendant son séjour à Londres, frappé de l'affreux abandon dans lequel s'y trouvaient plongés les étrangers nécessiteux que la philanthropie anglaise repoussait des hôpitaux, hospices et autres institutions exclusivement destinées à secourir les nationaux, M. de Schlaberndorff conçut et exécuta le projet d'établir à Londres une société de bienfaisance pour les pauvres Allemands; il en fut le principal fondateur, et elle s'est soutenue jusqu'aujourd'hui. En 1790, il voulut voir de ses propres yeux l'étonnant spectacle de la révolution française, et la suivre dans toutes ses phases, et quitta l'Angleterre dont le gouvernement l'avait d'abord séduit; mais ce prestige s'était dissipé, lorsqu'il en connut mieux les éléments, et surtout les maximes de son oligarchie politique et religieuse. Il arriva à Paris au moment où les Français, par un élan patriotique, venaient de conquérir leur liberté. Il fut étonné de trouver chez une nation qui passait pour très corrompue, et qui avait subi depuis si long-temps le joug du pouvoir arbitraire et tous les genres d'oppression de la part des privilèges séculiers et ecclésiastiques, si peu d'égoïsme et tant d'enthousiasme pour la chose publique. En comparant les classes inférieures du peuple français, et surtout les habitants de Paris avec ceux de Londres, dans des moments d'effervescence et de tumulte, il reconnut combien l'avantage était du côté des Français, malgré l'infériorité des classes ouvrières, en fait d'instruction, comparées à celles de l'Angleterre. Il suivit avec assiduité les séances de l'Assemblée nationale, et se lia avec les hommes les plus distingués de cette époque à jamais mémorable, sans toutefois prendre la moindre part aux affaires, se bornant au rôle de simple observateur, mais d'un observateur qui aurait, de bon gré, sacrifié sa fortune et sa vie, pour faire triompher les principes proclamés par l'Assemblée constituante. Parfaitement au fait de la politique des divers cabinets de l'Europe, dont il connaissait à fond et même personnellement les principaux meneurs, il lui fut aisé de pénétrer la source d'où sont partis les excès les plus déplorables de la révolution, et il n'eut pas de peine à reconnaître parmi les plus forcés des jacobins agents de l'étranger, dont le but était de faire périr sur l'échafaud les hommes les plus vertueux et les défenseurs les plus habiles et les plus énergiques des principes constitutionnels, et surtout ceux qui avaient été les principaux fondateurs du nouveau système de gouvernement représentatif, et qui venaient de renverser la vieille monarchie. Parmi ceux qui avaient pris le masque sanglant de jacobin pour rendre la révolution odieuse, était le fameux Bourdon de l'Oise, qui envoya plus d'un citoyen vertueux à l'échafaud, dénoncé par lui comme royaliste. M. de Schlaberndorff, prévoyant les excès dont la France allait être le théâtre, et étant à la veille de se marier, se disposait à quitter Paris et la France, lorsqu'il eut le malheur de rencontrer la prétendu jacobin dans une société : la conversation s'engagea, et celui-ci ayant avancé des proposi-

tions aussi absurdes qu'atroces d'un ton d'énergie et même menaçant, M. de Schlaberndorff, dont le talent pour la discussion égalait le courage, prit la parole, et confondit le personnage qui se retira plein de dépit. Le lendemain Bourdon dénonça M. de Schlaberndorff, qui fut arrêté comme aristocrate. La convention tenait alors d'interdire toute correspondance entre les banquiers français et ceux des pays en guerre avec la république; M. de Schlaberndorff se trouva donc réduit au peu d'argent et d'emmagasin qu'il avait en sa possession lorsqu'il fut arrêté. À peine fut-il en prison, qu'il se vit entouré d'une foule de nobles et d'autres détenus qui avaient à leur disposition des fonds considérables, et qui, ayant bientôt reconnu dans leur nouveau camarade un homme de qualité et du plus grand mérite, s'empressèrent de lui offrir leur table et leur bourse, et se firent un plaisir de cultiver sa société : mais ils s'aperçurent bientôt que l'injustice dont il était la victime n'avait eu rien d'autre que son caractère et ses opinions. Décidé à n'accepter aucune faveur de ceux dont il n'approuvait ni les principes ni la conduite, il se choisit une société parmi les hommes attachés aux doctrines républicaines qui, comme lui, étaient victimes de fausses dénonciations. Ne pouvant prévoir quelle serait la durée de sa détention, et voulant ménager son petit pécule, il prit le parti de se vivre qu'au pain et à l'eau; il laissa croître sa barbe, et ne redoutait guère la mort qui menaçait à cette époque de frapper tous les détenus pour opinions politiques, il ne chercha que les moyens d'employer ses loisirs. À cet effet, il donna des leçons d'anglais et d'allemand à ceux de ses compagnons qui montraient le désir d'apprendre ces langues. Pendant le reste du temps, il s'entretenait avec les personnes pour qui il avait conçu le plus d'estime, se promenant dans les cours ou lisait les journaux, en prenant autant de part aux succès des armées françaises qu'il le faisait avant d'avoir à se plaindre des autorités républicaines. Mandé à la barre du tribunal révolutionnaire, il répondit avec tant de calme et de fermeté à l'interrogatoire qu'on lui fit subir, qu'il déconcerta le président, et ce qui paraît à peine croyable, il fut renvoyé en prison et non à la guillotine. Dans une autre occasion, sa force d'âme eut un résultat non moins surprenant. Les détenus, sans cesse en proie aux angoisses et à la brutalité d'un geolier impitoyable, songèrent à se plaindre de lui au comité du salut public, mais lorsqu'il fut question de rédiger la pétition, tout le monde s'excusa, et ce fut M. de Schlaberndorff qui s'en chargea. Elle était conçue dans des termes si énergiques, que personne, hors le rédacteur et un de ses amis, M. Abernethy, officier écossais, n'osa la signer. Cependant elle parvint à la convention, et aucun des signataires ne perdit la vie. Enfin, après dix-huit mois de réclusion, le 9 thermidor rendit la liberté à M. de Schlaberndorff, qui se disposa à quitter la France; mais ayant différé son départ de jour en jour, pour voir la tournure que prendraient les affaires, il finit par contracter des habitudes tellement sédentaires, qu'il passa le reste de ses jours à Paris, dans le même logement qu'il avait occupé avant d'être arrêté. En recouvrant la liberté, il se livrait d'expirer une joie sans mélange, car il prévit dès lors les funestes effets de la réaction du parti anti-républicain, dont plusieurs agents se trouvaient mêlés aux députés de la convention, qui avaient triomphé de Robespierre et de ses collègues. Il vit les que sous le masque de la modération, on allait travailler à faire la contre-révolution, en ayant seulement l'air d'attaquer le jacobinisme; mais, connaissant parfaitement les forces de chaque parti et le caractère des chefs, il jugea sagement des choses, et les événements justifiaient ses prévisions. Possesseur d'une grande fortune, il en fit un noble usage, et dépensa des sommes considérables pour des objets d'utilité générale. C'est à lui que la France doit les perfectionnements apportés à la stéréotypie par Herhan, qui puisa largement dans sa bourse, et ne retira pas moins de profit de son avis. M. de Schlaberndorff, invariable dans ses principes, et éclairé par l'étude qu'il avait faite des hommes marquants de la révolution, devint les progrès de Bonaparte, prédit ses succès, et entrevit de très haut

heure qu'il était destiné à maîtriser la révolution et à commander à l'Europe continentale. Il vit avec douleur le 18 brumaire, qu'il caractérisa du second acte du 13 vendémiaire : dans la carrière de ses journées, disait-il, Bonaparte tua la république, comme il avait tué l'esprit public des Parisiens en vendémiaire, qui, sans se douter qu'ils étaient les dupes de meneurs royalistes, agissaient en général de bonne foi et dans des vues républicaines. La campagne de Prusse et la bataille d'Iéna réveillèrent dans le cœur de M. de Schlabendorff des sentiments nationaux, et quoiqu'il eût désapprouvé la conduite du cabinet prussien dont il avait eu beaucoup à se plaindre personnellement, il est certain que l'humiliation de la Prusse l'affecta vivement, et qu'à partir de cette époque, Napoléon lui devint doublement odieux, comme le destructeur de la liberté en France, et comme l'oppressur de la Prusse. Dès lors il ne cessa de faire des vœux pour la chute de l'empereur, dont l'insatiable ambition et les fautes multipliées lui firent bientôt présager avec assurance sa chute prochaine. Il rendait cependant justice aux talents de Napoléon, et convenait qu'il ne pouvait être renversé que par sa propre obstination à abuser de la fortune. Pendant l'année 1813, il contribua largement aux frais de la guerre soutenue par la Prusse contre la France; et en 1814, il secourut libéralement les nombreux prisonniers prussiens qui traversèrent Paris, et leur fit tenir des sommes assez considérables par l'entremise de M. Fraak, jeune peintre allemand, d'un mérite distingué, qu'il avait pris sous sa protection. Lors du triomphe des armées alliées à Paris, en 1814, M. de Schlabendorff reçut la visite de son ami, M. de Strein, du chancelier prince de Hardenberg et des personnages les plus marquants de la Prusse et d'une grande partie de l'Allemagne non autrichienne. On ne put le décider à se laisser présenter au roi de Prusse ni aux princes de sa famille. Le fait est que, si d'un côté il était satisfait de la chute de Napoléon, d'un autre il désapprouvait hautement la conduite des alliés envers la nation française, et méprisait les chefs du cabinet prussien, qui, après avoir profité de l'élan national et avoir encouragé les idées de liberté, se disposaient à perpétuer la monarchie absolue en Prusse, et dans toute l'Allemagne. Il vit d'un coup d'œil que la victoire remportée sur Napoléon n'allait tourner qu'au profit du pouvoir absolu et de l'aristocratie nobiliaire. Toutefois, lors du retour de Bonaparte de l'île d'Elbe, l'année suivante, il fit de nouveaux vœux pour sa perte, et se réjouit de le voir tomber sans retour; mais il ne tarda pas à déplorer les suites de ce triomphe de la coalition, qui, jetant alors le masque, se convertit bientôt en ligue contre la liberté des peuples. Sincèrement attaché à la nation française, il déplore ses malheurs en même temps qu'il se pouvait contenir son indignation en songeant à la perdition avec laquelle les chefs prussiens, et notamment plusieurs de leurs officiers généraux, avaient joué la jeunesse prussienne, qui avait cru qu'en remettant la couronne sur la tête de leur roi, ils assureraient une constitution libre, fondée sur la représentation nationale. Ces pensées firent une profonde impression sur son esprit déjà agité par tant de contradictions, et contribuèrent à abrégier ses jours. Cependant sa santé était depuis long-temps délabrée, par suite de fatigue de vie tout-à-fait bizarre que cet homme illustre suivait depuis plusieurs années, en dépit de toutes les recommandations de ses amis. Son séjour prolongé en prison avait commencé par le rendre très négligent sur sa personne; cette disposition ne fit qu'augmenter par la suite et fut poussée si loin, que, n'osant plus sortir le jour dans l'état pitoyable où était le seul habit qu'il possédait, il dinait à huit, à neuf et même à onze heures du soir, dans quelque restaurant ou café du Palais-Royal, où son apparence extérieure ne manquait jamais d'exciter l'étonnement, quand on voyait ce personnage qui portait des habits déguenillés faire des repas de financier. L'auteur de cette notice a rassuré plus d'une fois les maîtres des cafés sur le compte de M. de Schlabendorff, avec lequel il lui arrivait souvent de se rencontrer à souper avant d'aller au bal de l'opéra. Enfin ces mêmes guenilles disparurent ainsi que tout le linge, et il se trouva réduit à une vieille redin-

gote qu'il porta pendant bien des années sur la peau, et qui finit par ne plus cacher que très imparfaitement sa nudité. Ajoutez à cela une longue barbe, et on aura une idée de l'aspect que présentait cet homme si instruit, si aimable, si profond, qu'on aurait pu pour un échappé des Petites-Maisons, avant de l'entendre parler. Son logement était d'accord avec son costume; comme il ne sortait plus, il était impossible de le nettoyer; quelques vieux meubles sales et délabrés, trois ou quatre fauteuils ou chaises, et une multitude de livres et de papiers encombraient un petit salon au fond duquel était une alcôve où il couchait. C'est cependant dans ce logement qu'il n'a cessé de recevoir la visite des hommes les plus distingués de Paris et de l'étranger, pour qui sa conversation avait tant de charmes, qu'ils oubliaient bientôt le dégoûtant spectacle qui s'offrait à leur vue pour ne s'occuper que de ce qui frappait leur esprit. Des catarrhes négligés, la vie sédentaire, les chagrins, la malpropreté, et l'extrême irrégularité qu'il mettait dans les heures des repas, dans son travail de cabinet et dans son sommeil, amenèrent graduellement une hydropisie de poitrine qui mit fin à ses jours. Peu de temps avant sa mort, se sentant gravement malade, il prit la résolution tardive de se faire faire du linge et des habits, se rendit aux Batignolles, dans la maison du docteur Piet, et se confia aux soins du docteur Spurzheim, mais le mal fit des progrès rapides, et il s'éteignit, sans douleur ni souffrance, le 31 août 1824, à l'âge de soixante-quatorze ans et cinq mois. Il avait conservé toutes ses facultés, et il avait ingénument à quelques amis qu'il regrettait la vie et se repentait d'avoir négligé sa santé et contracté des habitudes si peu raisonnables. Le ministre protestant, M. Goepp, prononça, dans l'église des Billettes, un discours touchant dans lequel il retraça avec une éloquente simplicité les rares qualités et les vertus de cet homme, d'un génie supérieur et d'un caractère peu commun, que ceux qui ont vécu dans son intimité peuvent seuls apprécier. Il a laissé une très grande fortune qu'on estime à plus de dix millions de francs; n'ayant point de descendants, elle passera à des collatéraux. M. de Schlabendorff a laissé un très grand nombre de manuscrits en allemand et en français, sur la morale, la politique, la philosophie, dont la plupart mériteraient d'être imprimés, surtout ceux qui traitent de l'éducation et de la théorie de la parole. Il avait fait des recherches profondes sur la voix, et était parvenu à établir une théorie des sons beaucoup plus exacte et étendue que toutes celles qui ont paru jusqu'à présent. Le docteur Friedlander en a publié une esquisse, très inexacte et incomplète, qui est loin de présenter le système de l'auteur. Il était si sûr de ses principes théoriques, que dans une séance où l'abbé Sicard montrait au public les progrès de quelques sourds-muets dans la prononciation des mots, M. de Schlabendorff réussit dans un quart d'heure à leur faire articuler distinctement des sons que l'abbé Sicard n'était jamais parvenu à leur faire prononcer.

SCHLEGEL (AUGUSTE-GUILAUME de), poète, critique, philologue, traducteur et écrivain politique, naquit à Hanovre, le 5 septembre 1767, d'une famille distinguée et par les services qu'elle avait rendus dans le clergé protestant et par le mérite littéraire de plusieurs de ses membres. Dès le milieu du dix-septième siècle, un diplôme de l'empereur Ferdinand III avait conféré la noblesse au trisaïeul d'Auguste-Guillaume. Il avait beaucoup de frères aînés, et fut lui-même l'aîné de Frédéric de Schlegel, auquel nous consacrons l'article suivant. L'Allemagne a surnommé ces deux frères ses *Discours littéraires*. Il y eut toujours entre eux une parfaite harmonie et une noble rivalité de travaux. Elevés par les soins d'une mère éclairée que vertueuse, et sous les yeux d'un père qui lui-même était poète et orateur, les jeunes Schlegel reçurent une éducation conforme aux heureuses dispositions qu'ils tenaient de la nature. Auguste-Guillaume possédait une aptitude remarquable à s'approprier toutes les langues : on eût dit qu'il les devinait plutôt qu'il ne les apprenait. L'anglais, le français, l'italien, l'espagnol, joint à une profonde connaissance de l'antiquité, ouvrirent bientôt un vaste champ

à ce génie si vigoureux, à cet esprit si juste, pour lequel aucune littérature n'a conservé de secret. Les mœurs et l'imagination vinrent animer cette vaste érudition. Dès l'âge de dix-huit ans, Auguste-Guillaume de Schlegel lut, dans une solennité scolaire, une histoire métrique de la poésie allemande, puis il se rendit à Göttingue où il étudia sous l'illustre Heyne les sciences historiques et philologiques. Il n'avait pas vingt ans qu'il obtint un *accessit* pour un excellent mémoire sur la géographie d'Homère : c'était en 1787. L'année d'après, il rédigea l'*Index* du Virgile de Heyne. Le but de son père en l'envoyant à l'université avait été de lui faire apprendre la théologie : mais la poésie et les belles-lettres eurent d'autant plus d'empire sur lui qu'il avait fait la connaissance de Bürger, auteur de ces ballades célèbres qui ont retenti dans toutes les âmes accessibles à la superstition et au merveilleux. Bürger aperçut dans A.-G. de Schlegel l'aveugle d'un poète, et lui conféra l'initiation dans un sonnet, genre qui chez nous est suranné, et dont A.-G. de Schlegel fut le restaurateur en Allemagne. Toutefois, avant de prendre son essor poétique, il s'était modestement voué à l'éducation du jeune Müllmann, fils unique d'un magistrat d'Amsterdam. Il demeura quatre ans dans cette ville, et y vit entrer les Français lors de la glorieuse campagne de Pichegru. L'été suivant, il repartit pour l'Allemagne, et se fixa à Iéna. Déjà il avait fait de profondes études sur le Dante; les *Flora*, recueil périodique, publié par Schiller, reçurent plusieurs imitations remarquables que Schlegel avait faites de ce grand poète. Ce même recueil s'enrichit de *Reflexions sur la langue, la poésie et le mètre*; enfin d'un article sur Shakespeare qui devait bientôt se refléter tout entier dans l'âme de Schlegel. Le génie du nord lui était apparu, sans doute, pendant son séjour aux rives de l'Océan. Il avait vu grand, majestueux, et il nous l'a rendu dans les mêmes proportions. Pour lui Juliette n'est pas moins aimante; il n'y a pas moins de noirceur dans le caractère de Shylock; feinte et réelle tour à tour, la folie d'Hamlet conserve toute son énergie; enfin l'histoire elle-même parle dans la bouche de ses monarques anglais. S'agit-il de l'expression? le traducteur répond toujours à une bruté par une bruté; sa langue a des formes pour toutes les poésies, comme elle a des mots pour toutes les idées. Cette flexibilité, cette affinité, avec tout ce qui est grand et sublime, est pour le talent un puissant moyen d'action ou plutôt d'attraction. Shakespeare fut attiré sur le sol de l'Allemagne par un génie en affinité avec le sien, comme une puissance chimique suit une substance homogène, et Schlegel devint non le traducteur, mais l'incarnation vivante du poète anglais. Cette production parut de 1797 à 1801. Malheureusement elle est loin de nous donner Shakespeare en entier. Les tragédies que renferment les huit volumes imprimés à cette époque sont *Roméo et Juliette*, *La songe d'une nuit d'été*, *Jules César*, *Ce que vous voudrez*, *La tempête*, *Hamlet*, *Le marchand de Venise*. Comme il vous plaira; viennent ensuite les pièces de l'histoire d'Angleterre : *Le roi Jean VI*, *Richard II*, *Henri IV*, *Henri V*, *Henri VI*; enfin, en 1810, M. de Schlegel y ajouta *Richard III* qui fait la première partie de son neuvième volume. Il nous reste peu d'espoir de posséder un jour la suite de ces chefs-d'œuvre, le traducteur s'étant voué entièrement à l'érudition. Quoi qu'il en soit, cet ouvrage avait mis Schlegel au premier rang des poètes allemands, et les morceaux détachés qu'il publiait dans les recueils de Schiller avaient prouvé combien de grâce et d'inspirations distinguaient ses créations originales. Leur auteur fut donc recherché par les hommes les plus célèbres. Il était l'ami de Goëthe qui ne cessa jamais d'entretenir avec lui la plus grande intimité. Si sa liaison avec Schiller fut un peu troublée par les discussions assez vives de ce dernier avec Frédéric, il n'en resta rien de pénible dans la mémoire de l'un ni l'autre : ce fut comme un nuage fugitif dont le passage au ciel ne détruit pas le souvenir d'un beau jour. A.-G. de Schlegel réunissait alors dans sa maison un cercle de jeunes philosophes et de littérateurs célèbres. On y voyait Schelling, Steffens, Fichte, Tieck, et le baron de Hardenberg, connu dans

le monde littéraire sous le nom de Novalis. Concilier et professeur à Iéna, M. de Schlegel donnait des cours d'esthétique (c'est la théorie du beau). Pendant un voyage à Dreide, il s'était plus particulièrement appliqué à l'étude des beaux-arts qui lui ont fourni toujours d'heureuses inspirations, et qui firent briller ses productions de tout l'enthousiasme de l'artiste. Ce fut aussi pendant son séjour à Iéna qu'il publia la première édition de ses poésies; elle parut en 1800. L'*athénisme* est de la même époque. Ce journal, que nous composons aujourd'hui de trois volumes, fit un effet très sautaire sur le goût allemand, bien qu'on lui reproche, en général, un ton trop tranchant. En 1801, A.-G. de Schlegel passa à Berlin où il donna des cours de littérature très fréquentés par la bonne compagnie; il y demeura jusqu'en 1804. Nous ferions mention encore de plusieurs productions qui se reportent à l'époque où il était à Iéna et à Berlin : telle est *La perle d'honneur et l'arc de triomphe pour M. le président de théâtre Kotzebue*, où ce prétentieux dictateur de la scène allemande est raillé avec toute la finesse imaginable, et où on le chante dans tous les genres de poésie, se accompagnant les titres de ses pièces de commentaires fort plaisants en forme de catalogue. On a fait à l'auteur le reproche d'avoir poussé trop loin l'amertume, et l'on n'a pas réfléchi que cette gaieté n'était que pressentie, et qu'aujourd'hui même on rit encore de *Chapotein* d'*coiffé* sans se fâcher contre Racine ni Boileau. Les attaques de Kotzebue étaient bien méritamment acérées. Pour ne nous occuper que de productions plus graves, l'année 1801 vit paraître *Les caractéristiques et les critiques*, que A.-G. et F. de Schlegel donnèrent ensemble. Les principaux morceaux de ce recueil sont, en ce qui concerne Auguste-Guillaume, un *Examen de Roméo et Juliette*, un *Jugement sur Bürger*, un *autre sur l'Homère de Voss*. Les caractéristiques littéraires de Gessner, de Goëthe, de Ramler, y sont admirablement tracés. Bientôt après cette publication, il donna, avec Tieck, l'*Almanach des muses* de 1801. Sa tragédie sur un sujet grec vit le jour en 1803 : ce n'est ni une traduction, ni même une imitation d'*Écrida*; elle fit naître une vive polémique entre le *Fremdliche*, journal de Kotzebue, et la parodie intitulée : *Zeitung für die elegante Welt*, dans laquelle Schlegel inséra plusieurs articles remarquables. En la même année, le théâtre espagnol devint l'objet des travaux de M. de Schlegel, qui est véritablement pour l'Allemagne un conquérant intellectuel. Il commença par donner trois pièces de Calderón : ce sont *La donation et la croix*, *L'amour est le plus grand enchantement*, *L'écharpe et la fleur*; puis, en 1809, il en donna deux autres, savoir : *Le prince constant* et *Le pont de Naville*. Si sur l'immense quantité des tragédies de Calderón M. de Schlegel n'en a mis en allemand que cinq, du moins son exemple a produit des imitateurs, tels que Gries et Malherbe. La plus grande difficulté qu'il eut à vaincre, sans doute, était de rendre l'égale du traducteur de Shakespeare. A la noble fierté de l'Espagnol, il fallait désormais joindre toute la richesse d'imagination, tout le luxe du style oriental. Cette condition fut accomplie. Souvent on croirait entendre la romance de l'Arabe sous la brûlante atmosphère du midi; et quand le traducteur imite un sujet de piété, on est pénétré de ce sentiment qui lui a fait dire que la religion est l'âme de Calderón : que ses larmes mêmes ont quelque chose de délicieux, et sont belles comme la goutte de rosée que le soleil fait briller sur la fleur. Après cette incomparable publication, son auteur fit encore une autre excursion dans le domaine de la littérature méridionale. Une *Anthologie* (Blumensträube) *italienne, espagnole, portugaise*, enrichie, en 1804, le Parnasse allemand de beaucoup de chefs-d'œuvre de Pétrarque, du Tasse, de Guarini, de Cervantes, du Camoëns et d'autres encore. Mais il est temps de parler des compositions originales d'A.-G. de Schlegel pour ne nous occuper ensuite que de sa carrière de critique et de savant. Ce qui distingue avant tout son talent poétique, c'est le naturel et la simplicité antiques. *Arion* n'est qu'une romance, et cependant c'est tout un petit drama où l'intérêt va croissant à chaque strophe, où le style est gracieux et délicat.

Mais on oublie les mots allemands tant l'idée et la manière sont grecques dans *Pygmalion*; l'enthousiasme de l'artiste est porté jusqu'au délire; le feu sacré, jadis refusé à l'orgueil de Prométhée, descendra dans la pierre à la voix d'un amant. Dans cette charmante composition tout est brûlant, tout est voluptueux, et cependant rien n'est plus chaste; elle pourra subsister toujours à côté du moulogue de Rousseau, sans désavantage ni pour l'un ni pour l'autre. C'est surtout aux sujets religieux que M. de Schlegel réussit. Là le génie de *Salut-Lucas* est d'une touchante netteté; c'est la tradition sacrée comme la raconterait un enfant, comme ne la dirait pas quiconque serait poète autrement que par mission de la nature. Quand l'auteur adresse un souvenir aux tombeaux, le sentiment religieux adoucit la mélancolie. Nous citerons les vers qu'il adresse à la mémoire de sa belle-fille, Augusta Bahmort, dont le mort lui causa une profonde douleur, et ceux qu'il fit pour la tombe de Novalis, qu'il perdit en 1801. Il fit aussi l'heureux essai du poème chevaleresque, mais il ne donna de Tristan que le premier chant. Cette imitation de Godefroy de Strasbourg et de Henri de Vibert, qui eux-mêmes avaient suivi Thomas de Bretagne, ouvrit une nouvelle route à la poésie. Il y a beaucoup de verde dans *L'alliance de l'église et des beaux-arts*. Ceux qui ont vu la Suisse ne peuvent rester indifférents à *La chapelle de Küssnacht*. Enfin, qu'il peigne la nature, qu'il dessine un caractère ou décrive un tableau, c'est toujours le poète, c'est toujours le maître. Que de fois aussi, loin de sa patrie, quelques accents patriotiques se sont échappés de sa lyre pour réchauffer dans le sein de l'Allemagne opprimée le feu sacré de la liberté. Mais une autre époque se préparait pour M. de Schlegel: il était demeuré à Berlin jusqu'en 1804. Déjà il avait publié une grande partie des ouvrages dont nous venons de parler, déjà sa collaboration aux journaux littéraires, et notamment à la *Gazette de Jena* et aux recueils de son frère, lui avaient donné sur sa patrie une influence méritée, quand parut M<sup>me</sup> de Staël. Dans un voyage entrepris pour connaître l'Allemagne, cette femme illustre ne pouvait manquer de rechercher les deux Schlegel. Leur liaison ne fut que le prélude d'une indissoluble amitié; ils la suivirent en France, en Italie, et, jusqu'à sa mort, Auguste-Guillaume la quitta rarement. Il lui dédia, en 1803, sa belle *Éloge de Rome*, qui est, pour ainsi dire, une histoire poétique et topographique de cette ville célèbre, une description où toutes les traditions se raniment pour ennobler ce sol si riche en merveilles. Schlegel, au retour du voyage d'Italie, vint à Paris, puis à Coppet, où son illustre amie vivait en quelque sorte sous la surveillance de la police. Depuis lors il nous appartient non moins qu'à l'Allemagne, car il devint écrivain français. Il publia, en 1807, sa *Comparaison entre la Phèdre d'Euripide et celle de Racine*. On se fit difficilement une idée aujourd'hui de l'explosion occasionnée par cette brochure. Ce fut sur son auteur une chute d'avalanches périodiques; elles l'accablèrent comme tombent les masses de neige sur l'imprudent qui parle au milieu des glaciers. On cria au scandale, au Germain, et ce fut à peine si l'on écouta la voix de M<sup>me</sup> de Staël qui s'efforçait de faire remarquer que l'homme qui écrivait aussi bien notre langue ne devait pas être écarté comme un juge incompetent. N'importe: on crut que l'étranger se vengeait sur le siècle de Louis XIV de la gloire de Napoléon. Vaines réclamations! L'effet était produit, le souvenir de cette voix importune restait dans les consciences, et tandis que le puissance matérielle léguait à l'avenir le glorieux souvenir de quartiers-généraux français établis dans toutes les capitales de l'Europe, tandis que l'invasion, pareille à la tempête, passait sur l'Allemagne, comme la pluie d'orage, sans en pénétrer le sol, la force intellectuelle agissant sur nous lentement et à notre insu; des idées nouvelles s'infiltraient au sein de l'empire du vainqueur avec l'irrésistible puissance de l'eau qui tombe goutte à goutte et creuse la pierre la plus dure. Nos préjugés contre la littérature allemande, notre exclusif engouement pour la nôtre disparurent peu à peu. Même à travers le nuage de

poudre à canon dont nos conquêtes avaient couvert le Rhin, quelques regards pénétrants reconurent l'imposante attitude de l'Allemagne littéraire, et bientôt, dans le cimetière de Weymar, les tombeaux de Napoléon, battant aux champs pour honorer la tombe de Schiller, firent taire les ignorants clameurs qui poursuivaient encore Schlegel et l'école allemande.... Sa brochure sur Racine s'attaquait à l'objet d'un culte. On ne raisonnait point; on criait anathème. Il fallait néanmoins se souvenir que le nouveau Shakspeare, que le traducteur de Calderon, l'ami de Schiller avait respiré une autre atmosphère: qu'il voyait la tragédie française et nos règles compassées à peu près du même regard que jette sur notre végétation l'Américain des forêts vierges. Écoutez Schlegel sans prévention. Il laisse à Racine toute sa grandeur: seulement il a été importuné de la légèreté de Laharpe qui ne voit que des défauts dans la pièce grecque. Il développe une pensée qui était déjà celle de Voltaire, du moins quant aux maximes d'amour de Thémistocle et des autres personnages. Peut-être M. de Schlegel a-t-il trop oublié que Racine ne se proposait d'autre but que de peindre l'amour dans toute sa violence: c'est une tempête dont ce poète connaissait toutes les vagues. Son critique s'est trop occupé de faire de la pièce un cours de morale. Que Racine ait introduit dans son sujet la galanterie du moyen âge, nous ne le nierons pas; qu'elle ait faussé pour lui la couleur antique, cela est vrai; mais fut-il jamais interdit d'apercevoir les objets lointains à travers les vapeurs intermédiaires. En un mot, si Racine a écrit pour son temps, pour sa nation, plutôt que selon les idées d'un peuple dont les tombeaux mêmes ont été anéantis par les âges, il ne faut pas lui en savoir mauvais gré, car il ne pouvait compter sur un parterre d'historiens. Dans les premiers mois de 1808, M. de Schlegel fit à Vienne le brillant *Cours de littérature*, dont les quinze leçons réunies en corps d'ouvrage ont été publiées et traduites dans presque toutes les langues de l'Europe. La bonne compagnie de Vienne accourait à ces séances. L'intérêt du sujet, le charme de la diction ne permettaient pas la moindre distraction. M<sup>me</sup> de Staël, qui avait assisté à une leçon, nous dit: « M. Schlegel a trouvé l'art de traiter les chefs-d'œuvre de la poésie comme des merveilles de la nature, de les peindre avec des couleurs vives qui ne nuisent point à la fidélité du dessin... Je suis confondu d'entendre un critique éloquent comme un orateur, et qui, loin de s'acharner aux défauts, éternel aliment de la médiocrité jalouse, cherchait seulement à faire revivre le génie créateur. » La partie de ce cours qui traite de l'antiquité est non seulement d'un grand critique, elle est d'un savant profond. Les caractères d'Eschyle, de Sophocle, d'Euripide, sont tracés de main de maître. L'auteur discute dans une autre partie de son cours les célèbres règles des trois unités, que tout homme ayant lu son Boileau se croit appelé à soutenir, comme, depuis Henri VIII, les rois d'Angleterre sont tous défenseurs de la foi. Par malheur, Aristote, au nom duquel s'agitent ces grands débats, n'a parlé avec détail que de l'unité d'action: c'est à peine s'il a prononcé quelques mots sur l'unité de temps, et quant à celle de lieu, il n'en parle pas du tout. Ce que nous avons de *La poétique* n'est qu'un fragment, et probablement ce n'est que le fragment d'un extrait. Dans le sens le plus élevé, l'action est une activité dépendante de la volonté de l'homme: l'unité consistait à la diriger vers un même but; pour qu'elle soit complète, il faut y rattacher tout ce qui est intermédiaire entre la résolution d'agir et l'accomplissement du projet; il faut y comprendre aussi la résolution d'en supporter héroïquement les conséquences. Aristote dit que le cercle d'une tragédie est toujours assez étendu dès qu'une série d'événements vraisemblables amène un passage du bonheur au malheur ou du malheur au bonheur. Il y a beaucoup d'arbitraire dans la manière d'entendre une action, et M. de Schlegel approuve Lamotte qui substitue au principe de l'unité d'action celui de l'unité d'intérêt. Que l'on ne considère pas la suite des événements d'une tragédie comme un fil qu'il faut trembloter et rompre; c'est un fleuve qui dans sa course



impitoyable triomphe de beaucoup d'obstacles et va se perdre dans le repos de l'océan. Si le fleuve se compose de différentes sources, pourquoi le poète n'essayerait-il pas diverses volutes ? Qu'Arctote observe que la tragédie s'accomplit ordinairement dans l'intervalle d'une seule révolution du soleil, rien de mieux ; mais outre que les tragiques grecs n'ont pas observé cette règle, ils avaient pour se conduire ainsi des raisons qui n'existent plus pour notre théâtre, et il y a d'excellentes choses à répondre à ceux qui prennent, en quelque sorte, leur poète tragique à l'heure. L'erreur consiste dans une manie de pourchasser l'illusion ; mais si la tragédie produisait une véritable illusion, assister à une représentation serait vraiment un supplice, un cauchemar de l'imagination. L'illusion théâtrale est comme toute autre une rêverie à laquelle le spectateur s'abandonne volontairement. C'est au poète, c'est aux acteurs à agir fortement sur nos âmes : les vraisemblances calculées n'y contribuent jamais. Ne savons-nous pas bien que les personnages poétiques ne parlaient pas notre langue, ne s'exprimaient pas en vers ? Le temps ne saurait, de quelque manière que l'on prolonge sa durée, produire d'aussi fortes invraisemblances. Il n'a pour notre esprit qu'une durée idéale. Les intervalles se franchissent d'autant plus aisément qu'il n'y a pas d'intermédiaire important, et jamais la folle pensée de faire coïncider la durée réelle d'un événement avec celle qu'il faut à la représentation n'est entrée dans la tête d'un ancien. Quant à l'unité de lieu, l'argument qui fait la base de cette règle sera bon si nous prenons en effet le théâtre pour le lieu de l'action ; mais si mon imagination est assez forte pour anéantir d'un seul coup d'œil huit siècles et se loger de plein saut à Alexandrie, si elle voit en effet dans les acteurs Antoine et Cléopâtre, comment ne reviendrait-elle pas à Rome ? L'imagination serait-elle donc seule privée de l'avantage universel de la pensée qui franchit les temps et les lieux avec la rapidité de l'éclair ? Les étroites limites que nous posons au poète le contraignent à bien plus d'in vraisemblance. Comment, par exemple, concevoir une conspiration en trois heures ou même en vingt-quatre ? Les grandes résolutions ne vont que lentement à leur maturité : les destinées humaines ont leur marche mesurée comme le retour des saisons. Ce n'est qu'avec timidité, qu'avec hésitation, que les inspirations d'une coupable hypocrisie s'achèvent de profondeur de l'âme. Nous ne pouvions nommer cet ouvrage sans indiquer du moins quelles sont les principales idées de ce grand critique. Ses jugements sur Métastase, Alfieri, sur nos tragiques, sur ceux de l'Espagne et de l'Angleterre, ne peuvent être connus que par le livre même. C'est après l'avoir lu qu'on verra que Schlegel n'a point d'egal dans l'art d'inspirer de l'enthousiasme pour les grands génies qu'il admire. » Après avoir encore une fois cité M<sup>me</sup> de Staël, nous regretterons que Molière ait été si maltraité par un ennemi qui semblait se préparer à nous accorder la supériorité dans le genre comique quand il reconnaissait que les règles dont nous embarrassons la tragédie favorisent la comédie. Tel qu'il est, ce *Cours de littérature* au-dessus de tout ce que les autres nations possèdent en ce genre. Trop heureux aujourd'hui si les principes de Schlegel, repoussés par les sectateurs exclusifs du vieux temps, pouvaient retentir dans les bornes de la raison les anarchistes littéraires qui ne savent plus recourir qu'à l'étrange, au bizarre, et se croient d'autant plus de génie qu'ils se sont plus écartés du style simple et naturel. Schlegel terminait son cours par une patriotique allocution dont ses amis furent émus. Il se rendit ensuite dans l'Allemagne septentrionale pour y voir sa mère et ses frères. Sa ville natale n'était plus qu'une préfecture de Westphalie. Il déplora avec le vénérable Heyne l'humiliation de sa patrie : ce patriarche des philologues conservait dans un âge fort avancé toute la chaleur de la jeunesse. De Hanovre, Schlegel alla voir à Cassel Jean de Müller, qui cachait un cœur allemand sous l'habit doré dont le roi Jérôme l'avait couvert. Il revint ensuite auprès de M<sup>me</sup> de Staël, et habita Coppet après avoir traversé la France ; mais son repos n'y de-

rait pas être de longue durée. Au printemps de 1811, il fut expulsé du territoire français, parce que le préfet du Léman écrivit au ministre de la police qu'un certain M. Schlegel, attaché long-temps à M<sup>me</sup> de Staël était anti-napoléoniste, anti-Français... M. Chateaubriand se retira donc à Berne, où le chancelier de la fédération lui donna que, fût-il naturalisé Suisse, il ne serait pas à l'abri des démarcations de la police française. Depuis lors il n'alla plus voir M<sup>me</sup> de Staël que rarement jusqu'au moment où il parvint avec elle pour échapper aux persécutions d'un despotisme ombrageux. Elle était en quelques sortes gardée à vue, et fut obligée à un immense détour : on traversa la Suisse, le Tyrol, l'Autriche, la Gallicie, la Russie, la Finlande et le golfe de Bothnie, et l'hiver fut passé à Stockholm ; on avait quitté Coppet dans le cours de l'été précédent, au moment où la guerre éclatait entre la France et la Russie. Les deux amis croyaient abandonner leur patrie pour ne la revoir jamais, et cette idée affligeait M<sup>me</sup> de Staël jusqu'au désespoir. Schlegel ne parle qu'avec attristement de cette femme illustre ; il proteste contre l'allégation qui lui donne à lui-même une part de sa gloire. Les communications de l'amitié gardaient toute leur indépendance : les conseils ou plutôt les indications que M<sup>me</sup> de Staël devait aux vastes connaissances de Schlegel n'influèrent jamais sur ses opinions non plus que sur la forme de ses ouvrages, et c'est d'elle qu'il déclara modestement avoir appris à écrire de manière à se faire lire en Europe. La seconde édition des *Poésies* et les *Recherches sur la Niebelungen*, poème épique national des Allemands, sont de l'époque qui précède le départ d'A.-G. de Schlegel pour la Suède. Or, dans son *Cours de littérature*, à Berlin, il s'était occupé de ce sujet : dès il avait rendu tout son éclat à cette composition originale qui jusqu'alors était restée inaperçue quoique imprimée. Le seul Jean de Müller y avait fait attention. Les nouvelles investigations de Schlegel parurent dans un recueil périodique intitulé : *La muse allemande*, que son frère publiait alors à Vienne. Il en reparla encore plus tard dans les *Annales de Heidelberg*. Les matériaux qu'il a réunis pourront un jour composer une introduction, et faire justice de toutes les inepties que l'on a débitées sur la *Niebelungen*. De Stockholm, M<sup>me</sup> de Staël passa en Angleterre. A.-G. de Schlegel se vit le prince royal de Suède, et fit partie de son quartier-général pendant les campagnes de 1813 et 1814. Avant de quitter la capitale, il avait imprimé son écrit sur *le système continental*, où Napoléon et sa politique sont attaqués avec force. Les convenances y sont néanmoins observées avec le plus grand soin : pas un mot qui puisse blesser le sentiment national des Français, pas une offense envers leur caractère. On y reconnaît un contraire une profonde connaissance de l'état de l'Europe : aussi cet écrit fut-il réimprimé en 1815. Mais alors la première occupation de Schlegel fut de ramener M<sup>me</sup> de Staël dans sa patrie ; il alla en Angleterre où elle l'attendait, et revint avec elle à Paris. En 1816, il fit un second voyage en Italie. Là s'occupa principalement de l'étude des antiquités romaines et étrusques. Ce fut pendant ce voyage qu'il inséra dans la *Biblioteca italiana* de Milan une très-avant *Lettre sur les chevaux de bronze de l'Asie*, dans laquelle il professa la même opinion que Montesquieu et combat celle de Cicéron. A son retour, il écrivit une *Dissertation sur le groupe de Niobe* et une *Notice sur le peintre florentin Jean de Fiesole*. Le célèbre article qui donne aux *Annales de Heidelberg*, sur l'*Histoire romaine de Niebuhr*, est aussi de ce temps-là. Il y a quelques des poèmes épiques reçus par cet auteur, d'auteurs si profondément qu'il agit d'histoire, d'institutions et d'antiquités du droit. Il attaque plusieurs points essentiels, et confondit beaucoup de systèmes qui pour être ingénieux n'en sont pas plus prouvés. Niebuhr en a toujours conservé de l'éloignement pour Schlegel. Sa science était pour lui une orthodoxie religieuse : il ne pardonnait pas qu'on dissident. Le 11 juillet 1817, Schlegel perdit celle qu'il appelle toujours son illustre protectrice ; l'année d'avant qu'il rompait les liens d'une amitié d'autant plus douce que le but en était noble et intellectuel, et que la

France et l'Allemagne semblaient se rapprocher dans cette union de ce que l'un et l'autre pays avaient de plus remarquable. M. de Schlegel était entré, en quelque sorte, dans la famille de M<sup>me</sup> de Staël par une adoption plus puissante que la parenté. Un an avant la mort de son amie, il avait composé pour le recueil des contemporains (*Cie zeitgenossen*) une *Vie de M. Necker*. Après avoir rendu les derniers devoirs à la fille de ce ministre, il partit pour Paris avec Auguste de Staël; mais ce fut encore pour s'occuper d'elle, car il publia, de concert avec M. de Broglie, son ouvrage posthume : *Considérations sur les principaux événements de la révolution française*. L'*Essai sur la langue et la littérature provençales* vit le jour en 1818. Ce nouveau traité, publié en français, attira toute l'attention de l'homme le plus versé dans les antiquités de notre littérature. M. Raynouard en fit l'analyse dans le *Journal des savants*. M. de Schlegel avait approfondi beaucoup ses études sur l'histoire de nos deux premières dynasties; il préparait un travail sur les origines de notre langue, et voulait surtout combattre l'outsance l'absurde celtomanie qui s'était emparée des étymologistes. Plus nous étudions son *Essai sur la langue provençale*, plus nous regrettons que ce grand ouvrage n'ait pas été achevé; car lui aussi, grâce à la science, pouvait dire un *Français du plus*. Le gouvernement prussien organisait alors des universités, véritables foyers de lumières où la jeunesse accourait en foule, séduite par l'éclat des plus grandes célébrités scientifiques. On offrit à M. de Schlegel un rang distingué à celle de Berlin; mais il préféra celle de Bonn, à laquelle il se rendit pendant l'automne de la même année 1818. Le discours d'ouverture de son cours est fort beau; il a été traduit en français et imprimé dans la *Revue germanique*. Depuis cet instant, l'activité de Schlegel a pris une autre direction: l'érudition l'absorba, il ne lui fut pas difficile d'écrire en latin; mais, pareil à ces grands capitaines qui n'ont plus rien à conquérir autour d'eux, il s'élança en dehors de l'Europe, et jusque sur les rives du Gange. Paris fut toujours le centre où se réunissaient tous les rayons de la science, ce fut donc à Paris encore qu'il revint pour faire exécuter sous ses yeux un système complet et perfectionné de caractères *devanagari*. Afin d'y mieux réussir, il passait quatre à cinq heures par jour dans l'atelier du graveur ou du fondeur. La *Bibliothèque indienne*, journal qui a maintenant deux volumes, fut commencée à cette époque; ce recueil et les préfaces latines des ouvrages originaux répandirent en Allemagne la connaissance de la langue et de la littérature sauteriste, que, dix ans auparavant, son frère avait déjà propagée dans ce pays. En 1823, on imprima à Bonn le premier livre souscrit qui eût été confié à la presse sur le continent de l'Europe. Il portait pour titre *Bhagavad-Gita*. M. de Schlegel y joignit une version latine et un commentaire de ce dialogue de *Krishna* et *Darguna*. En 1825 aussi, il rédigea en plusieurs langues et publia un prospectus du *Ramayana*; puis, aux vacances, il se rendit en Angleterre pour y nouer des relations avec l'Asie et pour examiner les manuscrits du *Ramayana*. Au printemps de 1828, dans un voyage de quelques mois à Berlin, il y donna un cours d'histoire générale des beaux arts, et fit paraître au 1<sup>er</sup> avril deux volumes de ses divers morceaux de critique. Tous ces travaux se multipliaient sous sa plume avec une étonnante facilité, ainsi il inséra dans le *Journal asiatique* (novembre 1828), des *Observations sur quelques médailles bactériennes et induscythiques nouvellement découvertes*, et presque en même temps répondit avec énergie au *Catholicus*, dont le rédacteur, M. d'Eckstein, le comptait avec une triomphale emphase parmi les protestants qui se faisaient ou se feraient catholiques. Cet écrit, intitulé *Eclaircissement de quelques malentendus*, renferme sur sa vie entière des détails très curieux. Le *Ramayana*, objet de ses profondes méditations, s'avancait à grands pas vers le public, et le premier volume quitta la presse en 1829; le second doit être distribué en ce moment; la traduction est prête aussi, et ce monument d'érudition aura huit volumes in-8°. L'*Hétopadesa* parut en deux parties en 1829 et en 1831; enfin Schlegel inséra dans l'*Almanach royal*

de Berlin, pour les mêmes années, un *Aperçu de nos connaissances sur l'Inde*, d'abord jusqu'à Vasco de Gama, ensuite jusqu'à nos jours. Au moment où nous écrivons cette notice, la seule qui se soit enrichie des bueveillantes communications de celui qui en est l'objet, il augmente la collection de ses écrits français de *Reflexions sur l'étude des langues asiatiques adressées à Mr James Makintosh*, et suivies d'une lettre à M. Wilson, ancien secrétaire de la société asiatique de Calcutta à Bonn, 1832. Nous arrêtons ici cette biographie, heurés de n'avoir point à la terminer; puisse-telle ne l'être de long-temps! Nous aurions dû publier ici la vie privée de M. de Schlegel, parler des qualités qui le rendent cher à ses amis, autant qu'il paraît élevé à ses lecteurs; nous aurions pu dire qu'en premières noces il avait épousé la fille de Michaelis, en secondes celle de Paulus; enfin on nous reprochera peut-être de n'avoir pas indiqué en quelle occasion il fut nommé chevalier de l'aigle rouge, membre de la société littéraire de Bombay, et de quelles autres académies son nom rehausse la gloire.... Nous nous inquiéterons peu de ses critiques, car d'un grand écrivain il ne faut conserver que la pensée, et n'envoyer de lui-même à la postérité que ce qu'il lui avait destiné.

SCHLEGEL (FRIEDRICH), frère du précédent, poète, philologue, critique, philosophe, naquit à Hanovre, le 12 mars 1772. C'était de tous les fils qu'avaient eus ses parents le plus jeune; on ne lui reconnut pas d'abord les dispositions qui l'ont illustré dans la suite: il parut même avoir peu d'aptitude à l'étude des lettres, et ne profita guère de ce que son frère Auguste-Guillaume lui enseigna de latin. On commença par le placer chez un oncle, pasteur de village, puis chez un frère qui l'était aussi; enfin son père l'envoya à Leipzig pour y étudier la science du commerce, non sans l'avoir préalablement muni de connaissances assez variées pour qu'il pût lui-même se diriger dans le choix d'un état. Celui auquel on le destinait lui inspira bientôt de la répugnance: il obtint donc de son père la permission de revenir dans sa ville natale, s'appliqua sans relâche au travail, et fut bientôt l'un des plus forts élèves de l'école de Hanovre: il la quitta ensuite pour venir à Göttingue, où son frère avait déjà de la célébrité; mais il n'y demeura pas long-temps, et passa à l'université de Leipzig. Frédéric de Schlegel arriva à ce point d'érudition qu'il n'y eut guère d'auteur ancien qu'il ne possédât par une étude spéciale. Il commença sa carrière littéraire par la publication d'un article inséré dans un recueil périodique (*Bornher-Monats-schicht*). Il y examina les diverses écoles poétiques de la Grèce; puis il s'associa à Reichard, d'abord pour la publication du journal intitulé *Deutschland* (l'Allemagne), en second lieu pour celle du *Lyce* de 1793 à 1798; il y donna plusieurs analyses et plusieurs caractéristiques; tels sont ses jugements sur Lessing et sur Forster. En 1798, Frédéric de Schlegel fit imprimer un volume qui devait être le premier d'un grand ouvrage intitulé: *Les Grecs et les Romains*. Le savoir de l'auteur fut un sujet d'admiration pour Heyne, bien que cet illustre philologue n'admit pas toutes ses opinions. Il est fâcheux que la suite n'en ait jamais été publiée; toutefois on peut regarder comme telle sa *Poésie des Grecs et des Romains*, qui n'est elle-même qu'un fragment. Une grande richesse d'érudition, beaucoup d'originalité dans la pensée, une critique historique très saine, sont des qualités que personne jamais ne s'avisa de contester à Frédéric de Schlegel. Dès lors il s'occupait, avec Schleiermacher, d'une traduction de Platon; plusieurs feuilles en étaient imprimées quand il se retira de cette entreprise. L'*Athenaeum*, journal dont nous avons déjà parlé, s'enrichissait de ses productions et de celles de son frère. En 1799 parut *Lucinda*, ouvrage d'imagination, de sentiment et de réflexion: cette création dérangée n'eût jamais pris naissance dans la tête de Schlegel sans la *Frametta* de Boccaccio. Il est rare qu'un livre produise une polémique aussi vive: l'auteur fut accusé d'avoir blessé les mœurs par des images trop voluptueuses, et peut-être la justice de ces reproches a-t-elle seule arrêté sa plume; car jamais *Lucinda* n'a été terminée. Schlegel vivait alors à Berlin. En 1800, il alla à Léna, où il donna, en qualité de mai-

tre particulier, un cours de philosophie qui eut beaucoup de succès. Il avait atteint l'âge de vingt-huit ans, quand tout à coup l'inspiration poétique se fit sentir : lui, qui jusque-là se plaignait que l'expression manquât à ses idées, devint subitement d'une heureuse fécondité. Ses premiers essais sont dans *L'Athenaeum* ; alors aussi il fit *L'Hercule Musagète*, dont les vers élégiaques sont du genre grec. Ce poème a quelque étendue, et contribue beaucoup à faire connaître le caractère et la tendance de l'auteur. Les *critiques* et les *caractéristiques*, imprimées en 1801, contiennent, outre les morceaux que nous avons déjà cités comme extraits des journaux de Reichard, des articles très profonds sur le *Woldemar* de Jacobi, sur les quatre premiers volumes du *Journal philosophique* de Nithammer, puis un admirable examen du célèbre roman de Goethe, connu sous le titre de *Wilhelm Meister*, enfin d'excellentes considérations sur les œuvres poétiques de Boccace. La poésie cependant avait adopté Frédéric ; il obéissait à ses nobles inspirations ; les recueils de Tieck, d'Auguste-Guillaume de Schlegel, et d'autres encore, s'empressaient d'ouvrir leurs pages à ses compositions. Il fit aussi quelques essais nouveaux, tels que l'emploi de l'assonance dans les ouvrages de longue haleine : il l'introduisit dans sa tragédie d'*Atreus*, pièce conçue à la manière d'Eschyle ; mais qui, par le sujet et la forme extérieure, appartenait à l'école romantique. Cette tentative ne fut pas heureuse, et fut froidement accueillie. Malgré tous les efforts de l'auteur, on voit que la pièce n'était originellement qu'une romance, et n'a pu devenir dramatique ni se mouvoir selon les règles du théâtre. D'anciennes souvenirs, et l'établissement d'une sœur à Dresde, attirèrent souvent Frédéric de Schlegel dans cette ville : il y était venu dès l'an 1789, et y avait reçu les premières inspirations de l'art. On l'a vu souvent s'enfermer dans un atelier de sculpture ou dans une galerie de statues moulées en plâtre ; c'est ainsi qu'il réussit à se pénétrer de la beauté des formes, et à s'épurer le goût. En 1803, il s'y établit pour quelque temps : il s'était uni à la fille du célèbre docteur juif Meudelsloh, qu'il emmena avec lui à Paris : là, il donna un cours de philosophie, et s'occupa de la publication de son *Europa*, journal qui eut deux volumes en quatre cahiers. Les arts, la littérature du sud, et surtout les langues orientales, furent les principaux objets que médita Frédéric de Schlegel pendant son séjour dans la capitale de la France. Lecteur assidu dans toutes nos bibliothèques publiques, il ne cessait d'étudier les romans du moyen âge ; mais il commença par la publication de lettres sur la peinture, où il jugeait, quoique avec quelque partialité, des écoles italienne, allemande et flamande ; puis, en 1804, il fit paraître, en deux volumes, une suite d'anciennes poésies, et, en 1805, *L'Histoire chevaleresque de Lothar et Muller* : il eut recours pour cela à un manuscrit allemand encore inédit, dont cependant l'original est italien. Dans le même temps, il se livrait à des recherches très intéressantes sur Jeanne d'Arc, et les publiait. De retour en Allemagne, Frédéric de Schlegel s'abandonna à toute l'ardeur de son patriotisme, et lui consacra ses plus belles productions ; pendant sa route même, il composa de magnifiques dithyrambes et de nobles éloges, et prépara, pour 1806, un *Taschenbuch*, ou almanach, remarquable par ce genre d'inspiration. On y trouve aussi le poème de Roland, qui est une suite de romances d'après la chronique de Turpin ; enfin des vues sur l'architecture gothique, qui n'ont jamais été mieux présentées par personne, et qui récient autant de goût que de connaissance de ce sujet si controversé. Nous sommes arrivés à une époque décisive qui opéra une révolution complète dans les idées de Schlegel ; mais nous accorderons d'abord quelque attention aux poésies dont le recueil fut publié un peu plus tard, et qui pour la plupart avaient déjà paru dans divers recueils : elles ont toutes les beautés et tous les défauts de la nouvelle école romantique. Mais, quand des chants nationaux s'échappent de sa lyre, elle prend un caractère mâle et guerrier, une inspiration sublime et forte, qui le rendent digne d'être

appelé le Tyrtée de l'Allemagne. Les plus remarquables de ses autres productions, celles qui font le mieux connaître la manière de son talent, sont *Le marin et le poète*, *Le printemps*, *La sentence*, *Les deux roucouls*, *Les étoiles*, *L'éloge des femmes*, *Le songe*, *L'enfant et la mère*, *Le vieux pèlerin*, *La folie*, et le morceau que lui inspira un vieux château appelé *Wartburg*. Toutefois on ne peut se dissimuler que le talent de Frédéric n'était que le reflet assez pâle de celui de son frère. Mais il n'eût produit la délicieuse romance d'*Arim* ; jamais *La tradition romaine* ne se serait jouée entre les cordes de sa lyre, comme la brise s'agitait dans la harpe éolienne. Quand Auguste-Guillaume franchissait d'un vol rapide l'atmosphère poétique, Frédéric arrivait à sa suite, mais non sans quelque effort ; et en général toute leur carrière présente des exemples frappants de la supériorité du traducteur de Shakspeare et de Calderon, dont les conquêtes sur l'étranger sont aussi plus rapides et plus brillantes ; l'érudition même accorda plus de faveurs à Auguste-Guillaume, et cela joua dans les régions de la science que Frédéric avait abordé le premier. L'Inde, sa langue, sa philosophie avaient dicté à Frédéric son ouvrage intitulé : *Über die sprache und weisheit der Indier*, et ce livre fut très utile en ce qu'il rassembla les notions éparses que possédait le monde savant sur ce peuple original et si peu apprécié jusque-là. Dix ans plus tard, Auguste-Guillaume se présente sur le même terrain, en pénétre les profondeurs, et révèle à l'Europe la littérature et la philosophie de ces contrées lointaines. En tout Frédéric demeura semblable, mais inférieur à son frère, et, n'ont me permet une comparaison qui me semble déterminer leurs rapports, je rappellerai la double ombre que projettent sur les parois de nos appartements des lumières vacillantes qui tracent de la même personne deux silhouettes, dont l'une, forte, prononcée, reproduit tous les traits du visage, tandis que l'autre, faible et incertaine, semble à peine l'ombre de l'ombre. Le changement de religion de Frédéric le sépara davantage encore de son frère, non que la plus parfaite harmonie n'ait toujours régné entre eux ; mais la divergence des idées devint plus prononcée, et la polémique de sèdes protestants élevèrent sur ce sujet jeta Frédéric jusque dans une sorte d'apostasie de principes politiques, puisqu'il devint bientôt le plus puissant auxiliaire de M. de Metternich, le fondateur de l'*Observateur autrichien*, enfin celui de *La concorde*, qui ne conciliait rien, et qu'on lui écrivit sur l'église, *sole source de salut*. Quelques personnes imputent à sa contemplation du moyen âge, à son amour pour le style gothique, à une certaine tendance au mysticisme, son passage à la religion catholique : quoi qu'il en soit, il fit abjuration dans l'église de Cologne, en 1805. Sa femme, qui avait embrassé le culte protestant à Paris, dans la chapelle de l'ambassadeur de Suède, devint catholique avec lui : ce fut au moment de leur départ pour Vienne, où Frédéric cherchait, dit-on, des documents historiques sur Charles-Quint, sur lequel il composait un drame historique, en prenant son abécédair pour sujet de la pièce. La guerre de 1806 lui dicta encore quelques hymnes d'une grande beauté : il fut alors promu à la dignité de *hofrath*, littéralement secrétaire de la cour, et suivit l'archiduc Charles, dont il rédigea les énergiques proclamations. Il était venu avec le comte de Stadion jusqu'à Landshut ; mais bientôt il se vit forcé de fuir devant les armées françaises. A son retour à Vienne, il chercha dans les lettres la consolation des désastres dont il venait d'être témoin, et donna son célèbre *Cours de littératures*, qui fut imprimé en 1811 et en 1812. Dans un cadre assez étroit, il réunit des aperçus du premier ordre : surtout il excelle dans l'art des rapprochements, et les parties les plus négligées ordinairement sont celles qu'il fait connaître le mieux. Sa diction est simple, mais originale ; il y règne une grande propriété d'expression. L'influence des littératures les unes sur les autres est constatée avec un rare talent, et nulle part ailleurs on n'apprend à mieux connaître les chants du nord, la littérature runique, l'Édda, les Nibelungen, ou bien encore les troubadours du sud, les poi-

mes chevaleresques, la romance de l'Arabe ou le chant héroïque du Persan; enfin l'on pense bien que c'est là qu'il faut faire connaissance avec la vieille poésie allemande : à la vue de cette vaste érudition, on se souvient involontairement de ces paroles si justes de M<sup>me</sup> de Staël : « Les Allemands, dans les richesses de l'esprit humain, sont de véritables propriétaires; ceux qu'ils tiennent à leurs lumières naturelles ne sont que des prolétaires en comparaison d'eux. » Schlegel donna aussi un *Cours d'histoire moderne*, où le siège du nouveau converti se montre trop souvent aux dépens du vrai. En 1813, il rédigea le *Musee allemand*, qui n'eut que deux ans de durée, mais qui fut remarquable par le choix et la beauté des morceaux qu'on y admettait. La conduite politique de Fr. de Schlegel lui valut de plus en plus la faveur de M. de Metternich, qui lui confia une mission à la diète de Francfort, où il parut avec le titre de conseiller de légation. Cette place lui donnait tout le temps de se vouer à l'étude. La tendance religieuse de ses idées se prononçait avec une énergie toujours croissante, et le fit décorer par le pape de l'ordre du Christ. Deux ans après son retour de Francfort, en 1816, il commença sa *Concordia*; elle n'eut pas de succès. Plusieurs occupations absorbèrent ensuite son temps : il fit, avec Tieck, une édition des *Œuvres de Novalis*, et forma le recueil de ses diennes; elles eurent dix volumes, qui comprennent à peu près tout ce qu'il a jamais publié, classé dans un ordre nouveau, et revu avec soin. Nous ne voyons pas que, depuis cette époque à 1837, il ait rien fait d'important. En cette année, il donna un *Cours de philosophie populaire*, qui a été imprimé; puis, en 1838, il professa, avec un incroyable succès, la *philosophie de l'histoire*. Les deux volumes qui nous conservent les dix-huit leçons de ce cours sont d'une lecture fort agréable, et ouvrent à nos idées des voies toutes nouvelles; la pensée religieuse, celle de la réunion de l'humanité entière au moyen du christianisme est le principal objet des recherches de l'auteur, qui résume avec beaucoup de scrupule les travaux des Champollion, Rémusat, Colebrooke, Humboldt et Schubert; nous citerons surtout le chapitre où sont comparées entre elles les civilisations des Indiens, des Chinois, des Égyptiens et des Hébreux; celui sur les anciens Germains, enfin celui où l'on s'occupe de la querelle des Guelles et des Gibelins, ainsi que de l'origine de la poésie romantique. La partialité, dont est entachée la leçon sur la réformation de Luther, n'exclut pas cependant une modération dont Frédéric de Schlegel ne s'écartera jamais; catholique par conviction, il demeure toujours respectueux envers la religion de ses suzerains, que son frère avait gardée avec une conviction non moins forte. La *philosophie de l'histoire*, qui faisait suite à sa *philosophie pratique ou populaire*, devait à son tour être suivie d'un troisième ouvrage, où l'idée religieuse fondamentale eût été le rappel de l'homme à la lumière, d'après le triple principe de la grâce, de la révélation et du perfectionnement intellectuel. Il devait aussi renfermer des applications à la philosophie du langage. On voit que Schlegel était en train de devenir mystique : il alla plus loin encore; il se mit à explorer des visions magnétiques, et s'occupa d'expliquer les membres de l'*Apocalypse*; c'est ce que prouve le cours qu'il commença à Dresde, où il était allé voir, en octobre 1838, la fille de sa sœur, M<sup>me</sup> de Büttler, peintre distingué, et élève de Gérard. Le titre du nouveau cours de Fr. de Schlegel est *La vie de l'âme et son élévation progressive*. Il y avait grand cercle de dames et de prêtres, et ses leçons n'étaient pas moins suivies que, dans d'autres villes, les célèbres cours de Müller, sur la *littérature allemande*, et de Schubert, sur l'*histoire naturelle*. Il révélait d'immenses choses métaphysiques, et réparait ce défaut de plan en groupant les objets avec un talent particulier. On travail forcé abrégé ses jours; le 11 janvier 1839, il avait dîné chez son ami Tieck sans en éprouver aucun indisposition; mais, à deux heures du matin, une apoplexie foudroyante termina sa carrière.... Il y a dans Fr. de Schlegel deux hommes bien différents; le premier est l'âme de son frère, qu'il atteint quelquefois, qu'il ne dépasse jamais; le second est l'apôtre

d'un catholicisme mystique, et le fondateur d'une école bientôt dégénérée au point de décrier le maître. C'est à cette dernière période de sa vie qu'il faut attribuer la décroissance de son talent. Il inséra dans les *Jahrbücher de Vienne* des articles sur M<sup>me</sup> de Bonald, de Maistre, de La Mennais.... Il faut bien l'avouer, nous préférons le Fr. Schlegel ami de M<sup>me</sup> de Staël, qui vingt ans auparavant traduisait *Corinne*, et la donnait à l'Allemagne avant que l'original fût à la disposition du public français. Toutefois il est des personnes qui font honneur de ce travail à sa femme, en lui attribuant aussi la traduction des *Poésies romantiques du moyen âge*. Elle était sœur du Florentin, et se distinguait par une vaste instruction et un esprit fort cultivé. Nous sommes loins d'avoir indiqué toutes les productions éparses de Fr. de Schlegel; mais nous n'avons gardé le silence que sur celles de moindre étendue; telle était son *Explication des tableaux exposés à Rome au palais Caparelli*, telles encore les traductions d'auteurs grecs qu'il fit insérer dans le *Musee allemand* de Wieland. Il n'est pas un de ses ouvrages qu'on ne lise avec fruit et avec plaisir, mais il ne subjugué pas son lecteur; il ne le possède pas comme son frère, et la fatigue quelquefois.

SCHLICHTEGROLL (ADOLPHE-HEINRICH-FRÉDÉRIC DE), numismate, né le 8 décembre 1764, à Gotha en Saxe. Son père, conseiller à la cour féodale, lui fit faire ses études au gymnase de cette ville. Cet établissement avait alors pour directeur Stroth, et Kaltwosow y était professeur. Aidé par de tels maîtres, Adolphe fit des progrès rapides dont il se souvenait toujours avec reconnaissance. Il paraissait destiné à la théologie, mais elle ne le captiva pas long-temps, et, soit à l'université d'Iéna, soit surtout ensuite à Göttingue, sous Spittler et Heyne, il prit goût aux recherches philologiques, principalement dans leur application à l'histoire. Il avait vingt-quatre ans lorsqu'il donna son premier essai, qu'il dédia aux professeurs Heyne, Schultz et Eichhorn. Il fut lui-même pourvu d'une chaire dès l'année suivante, au gymnase de Gotha, où il obtint les bonnes grâces du plus éclairé des protecteurs, du duc Ernest, qui gouvernait alors ce pays. Employé d'abord à la bibliothèque publique, Schlichtegroll le fut bientôt à celle même du duc, et là se fortifia son penchant pour la numismatique. Le cabinet de médailles du prince était une de ses plus précieuses collections; Schlichtegroll y eut le titre de conservateur-adjoint, après avoir épousé la fille du directeur, nommé Rousseau. L'Allemagne entière n'aurait guère offert à un jeune numismate une position plus favorable, et déjà il en avait tiré un grand parti, lorsqu'aux approches de la guerre, il fut chargé par le duc de transporter sa collection en Danemark. Ce voyage fut suivi de quelques autres dans diverses parties du nord de l'Allemagne, et même à Paris. Ce fut surtout lorsque ses sœurs furent dispersées, que la position de Schlichtegroll à Gotha lui offrit de grands avantages. En qualité de bibliothécaire, il était auprès du prince quand on lui présentait les savants étrangers qu'il avait coutume de ne recevoir, comme souverain, qu'au milieu de ses livres et de ses antiques. Ces nombreuses relations avec des hommes instruits et des littérateurs des divers pays germaniques, offrirent au conservateur beaucoup de facilités pour tenir au complet et rédiger avec exactitude son *Nécrologe des Allemands*. Heureux pays où il ne fallait pas moins de deux volumes régulièrement pour nommer, avec quelques détails biographiques, les hommes illustres décédés chaque année! Toutefois, Schiller et d'autres trouvèrent les formules d'éloges un peu trop répétées, et ils prétendirent qu'on reconnaissait dans ces notices les phrases obligantes fournies par les familles de tant d'hommes tous remarquables. Mais, malgré ces épigrammes méritées, et qu'on trouve principalement dans l'*Almanach des muses* de Schiller, en 1798, malgré ce défaut si difficile à éviter dans un annuaire, on estime celui de Schlichtegroll; le soin scrupuleux avec lequel il a été rédigé sous les autres rapports, le rend très utile à consulter. Frédéric II ayant acheté, pour sa résidence de Potsdam, le cabinet de Stosch, un libraire de Nuremberg en fit graver les principaux camées, et Schlichtegroll se char-

goa d'y joindre un texte en allemand et en français. Mais, faute de souscripteurs assez nombreux, on abandonna l'entreprise en 1798, après avoir donné, en plus de cinq années, quatre livraisons formant un volume in-folio, repris à Nuremberg en 1803, mais seulement in-4°, l'ouvrage fut encore abandonné après le second cahier. A l'époque où l'on réorganisa l'académie de Munich, le roi de Bavière en nomma président Schlichtegroll, qui en devint le secrétaire-général en 1807. Ces fonctions pouvaient convenir à son zèle infatigable, mais sa santé en souffrit. Il rédigea huit tomes des *Mémoires* de cette académie, en composa les avant-propos, et en soigna seul l'impression. Il parait avoir trop attendu pour demander sa retraite : il l'obtint en 1821, dans des termes très honorables. Il revit Gotha : mais, le 4 décembre 1822, il fut enlevé par une attaque d'apoplexie, laissant plusieurs de ses enfants au service de la Bavière, qui était devenue sa seconde patrie. Il y avait été nommé en 1808, chevalier de l'ordre du mérite civil, et ensuite chevalier honoraire de celui de Saint-Michel. On lui doit principalement : 1° *Essai sur le bouclier d'Hercule décrit par Hérodote*, 1788, 2° *Historia numotheca guthana*, 3° *Nécrologe des Allemands*, 1790, 1806, trente-quatre vol. in-8°, y compris les suppléments, 4° *Annales numismatiques* (en allemand), 1804. Le premier tome est un cahier des deuxième ont seuls paru.

SCHLOEZER (Alecera-Louis), né le 5 juillet 1737 à Sagstadt, dans le pays d'Hohenlohe-Kirchberg. Il perdit son père dès sa plus tendre enfance, et fut élevé chez des parents éloignés. Il apprit à fond le latin, le grec, l'hébreu, le chaldéen, le syriaque et le français. Muni de ces connaissances, il se présenta, en 1761, à l'université de Wittenberg afin d'y étudier la théologie, comme le voulait sa famille. Il y conçut le vœu bien ardent de visiter l'Orient, vœu qui le suivit dans toute sa carrière, mais qu'il n'a jamais accompli. Ce desir eut du moins pour résultat une extrême application à l'étude des langues orientales. En 1764, Schloezer soutint une thèse sur la *vie de Dieu* (de *vita Dei*). Il passa à Göttingue, où, pendant deux ans, la théologie et la philologie biblique l'absorbèrent entièrement. Des propositions, qui paraissaient avantageuses, l'attirèrent en Suède pour y faire une éducation. Il y demeura quatre ans, tant à Stockholm qu'à Upsal. Il publia en langue suédoise un *Essai sur l'histoire du commerce*, qui parut en 1768 ; mais ses projets de voyage le rappellerent à Göttingue l'année suivante : la médecine lui paraissait nécessaire à ses connaissances, et l'étudia sous la direction de l'accoucheur Röderer, dont il épousa ensuite la fille. Il allait prendre ses degrés dans cette science, déjà il avait économisé quelques centaines de ducats pour sa route, quand Muller, le célèbre historiographe de Russie, lui fit proposer de le seconder dans ses travaux, et d'être en même temps l'instituteur de ses enfants, en lui laissant entrevoir l'espérance d'une place à l'académie de Saint-Petersbourg. Schloezer se rendit donc à Saint-Petersbourg en 1761 ; il a décrit ce voyage avec beaucoup d'esprit, dans une notice qu'il a publiée sur lui-même en 1802. Sa première occupation fut d'apprendre le russe pour pouvoir aborder l'étude des vieilles chroniques ; mais, loin d'applaudir à ses travaux, Muller en conçut de la jalousie : il ne favorisait donc ni les vœux de Schloezer pour un établissement, ni ses projets de voyages. Déçu dans ses espérances, le jeune savant ne se découragea point ; il continua à puiser aux sources nationales de l'histoire de Russie, et fut, en 1762, nommé adjoint à l'académie, et professeur à l'institution de Rasmoukuy. Muller était devenu ouvertement son ennemi : Schloezer s'applaudit donc beaucoup lorsqu'en 1764 les soins de Michelis le firent nommer professeur à Göttingue, et, quoiqu'il n'y eût pas de traitement attaché à sa nouvelle place, il se disposait à partir ; mais Muller fit si bien que le sénat ordonna que l'on empêcherait son départ et qu'on réclamerait de lui toutes ses collections historiques. Quoiqu'on ne les lui prit pas en effet, il ne s'en vit pas moins contraint de rester. Ce ne fut qu'en 1765, et après mainte et mainte négociations, que le gouvernement russe lui donna une place de professeur à l'a-

démie, en le chargeant d'enseigner l'histoire moderne du pays. Deux ans après, à la suite de deux voyages à Göttingue, il y resta, et fut professeur de politique. C'est de ce moment que date son activité en fait de publications : nous citerons son *Histoire générale de Nord*, puis son *Nestor*, qu'il conduisit, dans la traduction, jusqu'en 980. Il ne s'applique pas avec moins de zèle à la statistique. Le premier, il comprit l'importance et l'étendue de cette science, et en donna une théorie complète. En 1792, il publia *l'Histoire universelle*, et un livre élémentaire pour préparer les enfants à l'étude de l'histoire. Ses *Lettres*, imprimées de 1776 à 1782, ont beaucoup influé sur l'état politique de l'Allemagne, et il a encore rédigé, de 1782 à 1795, un recueil intitulé *Heus anzeigen ou Avertissements politiques* ; son but était de signaler sans crainte et sans ménagements les abus de l'administration. Schloezer ne savait pas toujours se préserver du paradoxe, et son style est parfois acerbe jusqu'à blesser le bon goût ; ses leçons publiques étaient très fréquentes : il y enseignait l'histoire universelle, celle du Nord, le droit public, la statistique, etc. Agé de soixante-dix ans, il se retira des affaires, et vécut encore cinq ans, fort affligé de l'oppression sous laquelle gémissait sa patrie. Il mourut le 9 septembre 1809, étant conseiller de justice et membre de beaucoup de sociétés savantes. En 1804, l'empereur Alexandre l'avait anobli et nommé chevalier de Saint-Wladimir.

SCHLOEZER (Cassimir de), fils du précédent, professeur d'économie politique et de diplomatique à l'université de Moscou, conseiller d'état et chevalier de Sainte-Anne, et, depuis 1823, professeur de philosophie à Bonn. Il a publié un *Traité d'économie politique* (*Staats wirtschaft*) qui a paru à Halle, de 1802 à 1806, en langues russe et allemande. Il a aussi écrit, en latin et en français, plusieurs traités de statistique ; enfin, en 1828, il a fait paraître à Leipzig une vie de son père d'après des documents historiques.

SCHLOSSER (Jean-Guillaume), philosophe et publiciste, né à Francfort-sur-le-Mein, en 1759, fut l'ami d'enfance de Goethe, et fit ses études, d'abord à Gießen, puis à Altorf, où il fut promu au grade de docteur. Il entra ensuite au service du duc de Wurttemberg, qui l'employa à Montbéliard ; de là il passa à Carlsruhe où il fut conseiller (*hofrath*), et à Remmendingen où il devint grand-bailli jusqu'en 1787, qu'il se rendit de nouveau à Carlsruhe. Quelques années plus tard, il donna sa démission, parce qu'on refusait d'adopter une loi qu'il proposait dans l'intérêt des citoyens pauvres. La guerre de la révolution le fit partir, en 1796, pour Erfurt, et, deux ans après, la bourgeoisie de sa ville natale (Francfort) l'éleva au siège de la justice. Il rendit de grands services à sa patrie dans cette nouvelle profession : malheureusement il mourut de l'année suivante, en 1799. Schlosser aimait la justice et la vérité, il n'était pas dépourvu d'éloquence, et, quoique le paradoxe se mêlât quelquefois à ses belles inspirations, l'élevation de sa pensée et la noblesse de son caractère le rendaient l'objet de la vénération publique. Il n'aimait pas les instructions ni les subtilités philosophiques, et ramenait tout à l'application et à l'utilité : aussi impatientait-il des professeurs rétrogrades du système de Kant : il se mit à écrire sur ces matières-là d'un ton tellement acerbe que cela fit tort à sa réputation de savant et de connaisseur. Du reste, Schlosser a publié plusieurs écrits sur le droit public et le droit civil, entre autres, *Seufers, ou le monarque*. Il est traducteur de Longin, et de beaucoup d'ouvrages d'Eschyle, de Platon, d'Aristote, de Thucydide ; enfin il a donné une collection de *Mélanges*, qui ont paru à Bâle, de 1787 à 1794.

SCHLOSSER (Féodora-Charlotte), historienne, née à Jever dans la Frise orientale, le 17 novembre 1776. M. Schlosser est aujourd'hui, et depuis 1823, conseiller intime du grand-duc de Bade. Il passa ses premières années à la campagne, et ce fut un maître d'école de village qui lui inspira le goût de la lecture et de l'étude, jusqu'à ce qu'il apprit, à l'école de Jever, les langues anciennes et les mathématiques. Il alla, en 1793, à Göttingue, où il s'appliqua à la théologie. Les cours de Plauk, d'Eichhorn, de Spittler développèrent

rent beaucoup ses heureuses dispositions. L'indépendance de la pensée, l'amour du travail, le besoin d'un avenir, tout contribua à l'élévation de ce jeune homme, qui, le cadet de douze enfants orphelins, s'était vu sans parents dès l'âge le plus tendre. Il ne négligea pas les modernes, et se fortifia dans la connaissance des langues, si bien qu'il fut en peu de temps au courant des littératures espagnole, italienne et anglaise. Ce ne fut qu'en 1766 qu'il revint à Jever, où il fut choisi par le comte de Bentinck pour faire l'éducation de ses enfants. On le vit ensuite prédicateur aux environs de Jever, puis instituteur auprès d'Altona. Enfin, à Francfort, il débuta dans la carrière d'auteur, en 1806, par la traduction du *Traité des plantes* d'Aristote, et donna ensuite *Abelard et Daulin*, qui parut à Gotha, en 1807; enfin *Théodore de Bize* et *Pierre Martyr*, imprimés à Heidelberg, en 1809. Appelé à la place de co-recteur du collège de Jever, il ne put rester long-temps éloigné du foyer de ses études, et, de retour à Francfort, il y fit paraître une *Histoire des empereurs iconoclastes*. En la même année 1812, le prince de Dülberg le nomma professeur au lycée de Francfort, où il enseigna l'histoire universelle. M. Schlosser ne vint à Heidelberg, sa résidence actuelle, qu'en 1817, et y succéda au célèbre Wilken. En 1822, il fit un voyage à Paris: le résultat des travaux qu'il y entreprit fut l'apparition de son *Histoire du dix-huitième siècle et de la révolution française*. Cet ouvrage a été traduit en français, et n'a pas eu chez nous un grand succès: il en est autrement de son *histoire universelle*, dont la première partie a été traduite aussi, et qui porte pour titre: *Histoire universelle de l'antiquité*, par Frédéric-Christophe Schlosser. Ce livre est plus qu'aucun autre à même de faire juger de l'état des sciences historiques en Allemagne, et c'est un rapport philosophique et raisonné des résultats obtenus par les savants de toutes les nations qui ont contribué à accélérer la marche de la science; l'histoire de chaque époque est accompagnée de vues générales sur la politique, et de tableaux littéraires propres à faire juger les mœurs du temps et l'état de l'esprit humain. Le que ce traducteur a donné ne s'étend encore que jusqu'à la domination romaine, sur les pays qui étaient précédemment au pouvoir des successeurs d'Alexandre. L'ouvrage original comprend de plus toute l'histoire romaine, jusqu'aux derniers empereurs. Aux qualités d'un écrivain distingué M. Schlosser joint un caractère en même temps aimable et doux; ses profondes connaissances le rendent indulgent envers ceux qui ont recouru à ses lumières, et l'Allemagne savante le place au nombre des hommes dont elle s'honore le plus.

SCHMID ou SCHMIDT (Gronce-Louis de), publiciste allemand, né à Auestein, canton d'Argovie, le 21 mars 1720, mort à Nyon, pays de Vaud, le 30 avril 1808. A vingt-huit ans, il entra au service du duc de Saxe-Weimar, dont il devint conseiller en peu de temps; mais, en 1757, il se dégoûta des affaires et donna sa démission. Il se retira dans le pays de Vaud, dont il ne sortit plus pendant près d'un demi-siècle, et se livra uniquement à l'étude de la philosophie et du droit public et privé des nations. On raconte que son ardeur pour les hautes méditations était telle qu'à près de quatre-vingts ans, il commença l'étude de la philosophie écossaise et celle de Fichte et de Schelling, qu'il poursuivait avec toute la persévérance d'un jeune homme. Du fond de sa retraite, il entretenait de fréquentes relations avec les chefs des encyclopédistes d'Alémbert, Diderot, et Voltaire même, ne dédaignant pas de le flatter; aussi a-t-il introduit dans ses ouvrages beaucoup de leurs principes et de leurs opinions. Les ouvrages les plus connus de Schmid sont: 1° *Essai sur divers sujets intéressants de politique et de morale*. Araw, 1760-1763, 3 vol. in-8°; cet ouvrage est écrit en français: il ne faut pas s'attacher au style. Il y en a trois éditions françaises; les deux premières ont paru à Paris et la dernière à Lyon; on en a fait une traduction allemande, Leipzig, 1764. 2° *Principes de la législation universelle*, Amsterdam, 1776, 3 vol. in-8°. Il y en a une traduction italienne qui parut peu de temps après. Les *Essais sur divers sujets intéres-*

sants ont été, à tort, attribués par quelques bibliographes au célèbre Haller.

SCHMIDT (MICHEL-LEON), historien, né le 30 janvier 1736, dans Arnstern, petite ville de Bavière, où son père remplissait des fonctions administratives. Ayant continué ses études à Würzburg, il y entra au séminaire, et tandis qu'il faisait sa théologie, il se forma le goût par la lecture des auteurs français. Après cinq années il fut ordonné prêtre, et pourvu de la cure de Rosfurth; mais il quitta bientôt cette ville pour faire l'éducation du fils du baron de Rotenhan. Il eut ainsi occasion de connaître le monde et les affaires à la petite cour allemande du pays de Bamberg, circonstance que rendait précieuse pour lui le goût qu'il entretenait déjà vers l'histoire. Il s'attacha aussi à diverses littératures des contrées voisines, et même il prit de l'inclination pour les beaux arts lorsque la guerre décida le baron à se rendre dans ses terres, près de Stuttgart, où le duc Charles-Alexandre avait attiré beaucoup d'étrangers, en réunissant des artistes célèbres, et en donnant des fêtes, des concerts, des spectacles. Le baron de Rotenhan avait disposé d'une prébende en faveur de Schmidt, mais il ne put le retenir dans le Würtemberg, malgré tous les avantages qu'offrait alors ce séjour. Rappelé à Würzburg après la paix de Hubertbourg, Schmidt y dirigea le séminaire pendant un voyage que le directeur fit à Rome, puis, en 1771, on lui confia la bibliothèque de l'université. Vers cette époque les catholiques d'Allemagne, qui étaient sans cesse en présence des protestants, commençaient à comprendre la nécessité de rivaliser de lumières pour éviter trop d'infériorité dans la dispute. L'évêque de Würzburg en particulier désirant d'améliorer dans son diocèse l'instruction publique, forma une commission pour l'aider à diminuer chez la classe la plus nombreuse une ignorance que les réformés reprochaient habituellement à leurs adversaires. Personne n'avait plus de titres que Schmidt pour être un des assistants de son évêque dans cette sage mesure; non seulement il en reconnaissait l'urgence, mais il avait fait, dès l'année 1769, un écrit sur le besoin de répandre l'instruction religieuse, et sa méthode paraissait aussi neuve que seconde. Peu de temps après il fut adjoint à la faculté de théologie, et choisi par le prince évêque pour occuper la chaire consacrée spécialement à l'histoire de l'empire. Pourvu d'une autre prébende en 1774, il fut mis par le prince évêque au nombre des membres d'un conseil chargé des affaires ecclésiastiques, et comme ce fut lui qui eut à rédiger un plan pour l'organisation générale des écoles, il proposa et fit décider l'établissement d'un séminaire où on pût former des maîtres capables de rendre tout-à-fait populaire un certain degré d'instruction. Depuis long-temps on s'attachait en Allemagne à débrouiller, autant qu'il était possible dans une constitution aussi compliquée, l'histoire du droit public, et le résultat des démêlés entre les empereurs, les papes et les diverses familles souveraines; mais Schmidt, d'après une idée plus lumineuse, considéra les peuples germaniques comme formant une seule nation, soit par la conformité du langage et des mœurs, soit même par quelque analogie dans des lois et des maximes tendant à réunir, malgré tant de séparations et de subdivisions, cette teutonie morcelée en trois cents états. Il dut se montrer dès lors moins publiciste qu'historien, et ne s'arrêter qu'aux principaux événements. Son ouvrage ainsi resserré, il lui restait encore la matière de dix à douze volumes, bien qu'il n'en annonçât pas d'abord autant; mais il n'attendit pas qu'un travail si considérable fût achevé, pour en faire paraître le premier tome: il le donna en 1778. Pour la première fois, l'histoire de cette contrée était conçue dans le sens qui seul convient de nos jours; elle contenait autre chose que les catastrophes des familes régnantes, ou les vicissitudes des opérations militaires. Les arts, les sciences, les mœurs, les intérêts publics, le caractère national, les entreprises qui avaient le plus contribué au malheur ou au progrès des peuples, tels étaient les objets envisagés surtout par le nouvel historien: un livre semblable devait faire époque. D'ailleurs le style en était plus pur que celui de la plupart des catholiques

contemporains. La préférence, donnée au latin par l'église romaine, contribuait à l'imperfection de la langue du pays, dans l'Allemagne méridionale; mais Schmidt sut se préserver de cette négligence: il avait vu dans sa première jeunesse quel parti les écrivains français avaient tiré de la langue maternelle, et il s'efforçait de les imiter en cela. Néanmoins il avait d'abord fait usage du latin; mais dans son *Histoire des Allemands*, dans ce grand ouvrage, tout-à-fait national, il voulut que l'idiotie ne fût aussi. A la vérité cet estimable écrivain n'est pas un modèle d'élégance, et même les Allemands du nord ne l'ont pas trouvé parfaitement correct; mais il est irréprochable, surtout dans ses premiers volumes, quant à la vérité, la clarté simple et la gravité qui l'empêchent d'être un historien sur les agréments de la diction. D'ailleurs son discernement et l'à-propos de ses réflexions judicieuses, ou même philosophiques, peuvent compenser ce qui lui manque en éclat ou en profondeur. Ne s'étant pas montré catholique avec ardeur de passion, il a d'abord encouru quelques reproches: mais depuis on a rendu justice à la précieuse impartialité qui le caractérise. Plus partisan du pouvoir monarchique que la plupart des publicistes appartenant aux communions réformées, il n'a pu être approuvé de tous dans sa manière d'expliquer l'affaiblissement du corps germanique; mais il ne s'est pas asservi à ce principe au point de chercher à le faire prévaloir aux dépens de l'exactitude, ou de la sincère interprétation des événements, et on peut ajouter foi à ses récits, bien qu'on n'admette pas indistinctement ses conclusions. Peut-être, par une suite de ces mêmes dispositions, s'est-il montré un peu trop favorable à la maison d'Autriche; mais ce fut du moins avec une franche conviction, et non sans examen: il se persuada que le grand ascendant obtenu par la maison impériale avait trop prévenu les esprits contre elle. Le succès de cet ouvrage, pour l'impression duquel il avait été difficile de trouver un libraire, attira l'attention de Marie-Thérèse, et elle fit engager l'auteur à se rendre à Vienne, où des honneurs de ce mérite ne pouvaient rencontrer beaucoup de rivaux. Il devait y trouver des trésors historiques encore intacts, mais à Würzburg on ne consentit pas à recevoir sa démission: seulement il lui fut permis, en 1780, d'aller visiter momentanément les archives autrichiennes. Là ses scrupules s'évanouirent; aucun lien de reconnaissance ne le rappelait auprès du nouveau prince qui commandait à Würzburg et à Bamberg, il accepta enfin les offres de l'impératrice et de son fils. Placé à la tête des archives, avec le titre de conseiller aulique, et chargé d'instruire dans l'histoire l'archiduc François, il conserva néanmoins assez de loisir pour continuer le principal travail auquel il consacrait le reste de sa vie. Le cinquième volume parut en 1785. Il comprenait l'*Histoire du luthéranisme naissant*, et il avait été difficile de n'y méconter ni l'une ni l'autre église. Schmidt, en voulant être juste, ne satisfait pas même celle à laquelle il appartenait: c'était été pis encore sans doute s'il se fût trouvé réellement étranger à l'une comme à l'autre. Il eut le courage d'attribuer principalement ce grand schisme aux erreurs de la cour de Rome, aux prétextes qu'elle avait fournis long-temps, et qu'avait multipliés son aveugle sécurité; c'était bien acquiescer le droit de ne pas supposer non plus dans Luther, ou dans la plupart de ses premiers adhérents, l'oubli de tout intérêt humain, et le véritable caractère apostolique. Il aurait fallu reconnaître de plus que cette singulière inquiétude des esprits qui, soit on, caractérisa le siècle de Charles-Quint, n'avait rien de vraiment accidentel et d'insupportable. Ce n'était pas, comme on l'a tant répété, une maladie des têtes européennes; c'était un effet de l'impulsion donnée par l'imprimerie, et du profond dégoût qu'inspiraient naturellement d'énormes abus consacrés avec une rare imprudence. Mais il est des époques pour lesquelles l'entière vérité historique semble inaccessible à un ecclésiastique, à laquelle que soit d'ailleurs sa bonne foi. Schmidt a eu du moins le mérite d'avouer, jusqu'à un certain point, que l'aptitude pour examiner était inconciliable avec l'autorité docile, que l'édifice du pouvoir temporel, au temps de la ligue de Suse, avait aussi chancelé

dans ses fondements, et que, sans la dissidence des théologiens, on eût vu éclater plus tôt celle des publicistes. On n'avait eu alors que le choix entre des querelles de diverse nature sur les intérêts publics, et s'il est vrai que, selon le mot attribué au cardinal Mazarin, les professeurs de grec et d'hébreu aient beaucoup contribué aux troubles de l'église, ils retardèrent par cette diversion l'ébranlement des trônes absolus. Les historiens allemands, prédécesseurs de Schmidt, avaient été généralement des partisans de la réformation; ce cinquième volume qui renvoyait en question le sujet de tant de disputes, devait être vivement attaqué. Parmi les critiques qui en furent faites, on cite la *Justification de la réformation de Luther*, publiée par Reinhold a Sene, en 1789. La rumeur excitée dans le nord de l'Allemagne contre l'historien catholique, ne l'empêcha pas de continuer la publication de son livre: mais il était mécontent du libraire d'Ulm, et c'est à Vienne qu'il fit imprimer le sixième volume, avec le titre de *Premier tome de l'histoire moderne des Allemands*. Il donna en même temps une nouvelle édition de toute la première partie, revue par lui-même. Cependant on réimprima également cette histoire à Ulm, et on continua de l'y publier. Les documents que l'auteur avait à sa disposition dans Vienne, l'aideront beaucoup pour les derniers siècles; mais si on voit dans la seconde partie que ce laborieux écrivain aimait toujours la vérité, on y sent avec peine que sa nouvelle position l'a entraîné à beaucoup de réticences. L'histoire moderne de l'Autriche en particulier est encore à faire, et attend une plume véridique avec moins de réserve. Le sixième volume de la partie moderne de l'histoire de Schmidt avait paru en 1786; mais en s'écartant de son plan à cause de la nature des matériaux qu'il consultait, il multiplia aussi le nombre des volumes, et en 1793, il faisait imprimer le onzième de la seconde partie, c'est à dire le sixième d'un travail qui d'abord devait être renfermé dans six. Il en avait préparé la fin lorsque la mort le frappa dans sa cinquante-neuvième année, le premier novembre 1793. J. Millthner se chargea de mettre en ordre les matériaux laissés par Schmidt: le vingt-deuxième volume, allant jusqu'en 1806, et contenant une table générale, a paru en 1808. La traduction française, par J. Ch. Th. Laveaux, est renfermée en neuf vol. in-8°, 1784, etc. Schmidt a fait quelques autres écrits, dont un est fort estimé des Allemands, et a pour titre *Histoire du sentiment personnel*, 1773. Sa vie, par Fr. Oberthür, a été publiée en allemand, in-8°, Manovre, 1802.

SCHNEIDER (JAN-GUICHARD, et plus tard EUGÈNE), accusateur public dans les temps les plus sombres de la révolution, naquit le 30 octobre 1756, dans le village de Wipfeld en Bavière. Un religieux lui voyant beaucoup de capacité, lui procura de l'instruction à Würzburg. Schneider s'attira de graves reproches dans sa première jeunesse; mais, s'étant réformé tout à coup, il fut admis chez les récollets à Bamberg, et y vécut pendant neuf années d'une manière qui paraît irréprochable: on cita même de lui des actes de générosité. Il eut ensuite des démêlés avec ses supérieurs à l'occasion d'un sermon qu'il avait prononcé sur la tolérance: et il quitta le couvent. Les déclarations des protestants, et plus encore, l'empressement que lui témoignèrent les chefs de la société des Illuminés, lui firent croire qu'il était appelé à jouer avec éclat un rôle de novateur. Cependant il resta encore en Allemagne, où une traduction d'Anacréon, avec des commentaires remarquables, lui avait fait un nom auprès des savants, et il occupa une chaire de grec à Bonn. On a prétendu qu'il avait été quelque temps capucin à Cologne. Quel qu'il en soit, l'électeur, mécontent de ses opinions et de sa conduite, le raya du nombre des professeurs. Il vint alors en France où commençait à être en vigueur la nouvelle constitution du clergé. Il fut pendant quelque temps vicaire de Saurine, évêque de Strasbourg, et il prêcha plusieurs fois avec succès dans la cathédrale. Mais comme il n'avait pas été entraîné vers l'écclésiastique par le désir de remplir un ministère de charité, il assista avec une sorte de fureur l'occasion de s'ouvrir une autre carrière pour se livrer plus ouvertement à ses inclinations; montrant ainsi ce qu'on

dé être en d'autres temps, sous des dehors hypocrites, tant d'hommes qui, sans aucune vocation, ne laissaient pas d'entrer dans le sacerdoce, et d'augmenter par cette discordance la corruption de leur cœur. D'abord commissaire civil près l'armée d'Alsace, l'abbé Schneider (car on continuait à le nommer ainsi, occupé bientôt un poste plus digne d'un ami de Lebon et des Fouquier-Tinville. Accusateur public près le tribunal du Bas-Rhin, il eut la part la plus grande à tout ce qu'on y souffrit de vexations dérisoires et de basses perfidies. Son activité égalait presque sa cruauté méthodique : toutes les communes le voyaient, suivi de ses bourreaux, se contenter dans ses tournées de la dénonciation faite par deux de ses agents, pour livrer au supplice de nombreux citoyens des deux sexes, de tout âge et même de toute condition. Les municipalités lui abandonnaient les têtes qu'il demandait, comme laissent parties des tarifs d'une sorte de requête générale. Il s'était constitué le directeur de la *Propagande*, c'est à dire des hommes du mouvement de cette époque; il balançait ainsi, pendant six mois, l'ascendant de Saint Just qui, appartenant à la convention, connaissait quelques bornes, et n'était là que le chef des *modérés*. Quant à Schneider, en qui espérait l'autre parti, quelquefois il l'invitait chez un propriétaire aisé, où l'on ne manquait pas d'aller au-devant de tous ses caprices; mais, à la fin du repas, l'hôte complaisant était immolé avec appareil dans sa propre cour. Considérant que le fleuve du Rhin pouvait rivaliser avec le Loire, l'abbé alsacien se demanda pour quoi, de ce côté de la France, il se priverait des avantages dont jouissait bien Carrier; mais le temps manqua pour l'exécution de ce projet. Vainement Schneider avait adopté depuis quelque temps le prénom académique d'Euloge, afin de faire oublier qu'il avait été moine; il voyait encore porter, sous ce prétexte, de fortes atteintes à sa popularité. Il se laissa donc persuader de donner, en se mariant, des gages plus formels à la révolution; mais ce fut précisément ce qui le perdit. L'occasion se présente de contracter, en satisfaisant sa cupidité, une union régulière pour laquelle ses habitudes licencieuses s'en étaient donnés jusqu'alors de l'enseignement. Un homme riche du bourg de Brumath, à trois lieues de Strasbourg, était en jugement comme ariériste, et il avait une fille remplie de qualités ainsi que d'agréments. Schneider fit élargir le père, et qu'étaient chez lui le lendemain, il lui déclara qu'il voulait sa fille. Elle comprit parfaitement ce qu'elle avait à faire : les croisées donnaient sur la place où on dressait l'échafaud ambulante, et on y attendait son père en ras qu'il refusait. Elle parut donc flatter du choix d'un homme aussi redoutable, et pénétrée de reconnaissance pour l'ordre d'élargissement signé la veille. Elle supplia son père de l'autoriser à donner son consentement, et, parlant aussitôt dans ce sens à Schneider, elle ajouta d'un ton caressant : « Mais il se mêle un peu d'orgueil à mon bonheur; je demande que la cérémonie ait lieu dans la ville, afin que nul ne puisse me confondre avec celles qui l'ont suivi sans avoir l'honneur d'être la légitime épouse de notre premier citoyen; demain mes préparatifs seront faits. » Le lendemain on ne put partir de Brumath assez tôt, il fallut que Schneider envoyât l'ordre de différer d'une heure le clôture des portes de Strasbourg. C'était enfreindre un arrêté de Saint-Just, et encourir la peine capitale. Mais Schneider s'avouait au point même de braver son antagoniste. Le cortège se présente sous le balcon de Saint-Just. Les flânes étaient dans une voiture à six chevaux, découverte, précédée de quatre coursiers, et entourée de cavaliers d'élite. Le lourd char des exécutions s'avancait à la suite, et l'imprudent abbé paraissait ainsi dans sa gloire, avec les insignes de son autorité. Cependant Saint-Just se montra sur le balcon, et il fallut s'arrêter. La jeune héritière de Brumath vit dans quelles mains était le pouvoir le moins précis. Elle s'élança de la voiture, et, à genoux sur le pavé devant Saint-Just, elle s'écria : Justice, citoyen! J'en appelle à la convention. Elle s'expliqua en peu de mots, et ensuite, à cette question du procureur : « Qu'auriez-vous fait? » Elle répondit, en laissant apercevoir un poignard : « Je l'aura tué ce soir; maintenant

je demande sa grâce. » Mais Saint-Just était irrité. « Point de grâce, dit-il. Qu'on attache le moine de Cologne à la guillotine; cet avant-goût du supplice est une invention de ce monstre. » Ainsi exposé, durant plusieurs heures, à la risée publique, le 21 décembre 1793, il fut ensuite transféré, avec ses principaux complices, à Paris, où, malgré ses démarches auprès de Robespierre, il subit la mort le 1<sup>er</sup> avril suivant. L'abbé revoltant des principes de liberté, l'oppression, les concussions, l'immoralité, le trouble porte mal à propos dans les familles, tels furent les termes dans lesquels on osa motiver la sentence du tribunal révolutionnaire, et ce fut Fouquier-Tinville qui fit justice de Schneider. Un ingénieux écrivain qui, au sortir de l'enfance, a connu ce prêtre, l'a peint ainsi dernièrement : « Doué d'une immense aptitude à savoir, et d'un esprit tout en ironie, il ne manquait au besoin ni de grâce, ni de politesse... C'était un homme laid, gros, court, commun, aux membres ronds, sans épaules rondes, à la face d'un gris livide. Ses cheveux noirs, coupés de très près, contrastaient avec ses sourcils touffus et bruns, sous lesquels étincelaient des yeux sautes, ombrés de cils roux. » Le plus estimé des ouvrages d'Euloge Schneider est sa traduction des *Hamides de Saint Chrysostome, sur l'évangile de saint Matthieu*, 6 volumes in-8°, Strasbourg, 1786; et *Sur l'évangile de saint Jean*, 3 volumes in-8°, même ville, 1787. On a imprimé à Bressan un volume de ses *Sermens*, in-8°, 1790.

SCROPANI (XAVIER), économiste et historien très distingué, correspondant de l'Institut, naquit vers 1750, à Modica en Sicile, d'une famille patricienne, et reçut une éducation littéraire, qui fut achevée sous la direction de M. Alagona, évêque de Syracuse. Les classiques latins lui inspirèrent le goût de l'histoire, et l'ouvrage de Raynal, sur les établissements des Européens dans les Indes, celui de l'économie politique; deux sciences qui devinrent les principales occupations de sa vie. Il entreprit fort jeune un voyage dans le nord de l'Italie, et fit, à Florence, la connaissance du cheuini Zucchini, directeur du jardin expérimental d'agriculture. Plus tard, il passa en France, où il se lia d'amitié avec l'abbé Raynal et l'abbé Rosier, auteur du *Dictionnaire d'agriculture*. De retour en Italie, il fit son séjour à Florence, où il publia une brochure anonyme intitulée : *Tous les partis ont tort, ou lettres à mon oncle sur la révolution française*, qui se distingua par une impartialité sévère et des pensées profondes. A ce premier ouvrage, il fit succéder deux *Mémoires sur la liberté du commerce des grains de la Sicile*, qui ont été réimprimés dans le quarante-neuvième volume des *Economistes italiens*. Vers la même époque, il fut élu membre de l'académie florentine, qui a succédé à celle de la Crusca. Nommé professeur d'agriculture à Venise, il y publia un *Essai sur le commerce de l'Europe*, et une *Histoire du commerce actif de la Sicile jusqu'à 1785*, ouvrages remarquables par la rigoureuse exactitude des détails statistiques, et qui valurent à l'auteur la place de surintendant de l'agriculture et du commerce de la république. Bientôt après, Scropani fut chargé de visiter les principales contrées du Levant, et de recueillir sur les lieux mêmes des renseignements sur leur commerce et leur agriculture. Il remplit cette mission d'une manière très satisfaisante dans les deux voyages qu'il fit dans l'Archipel, dans la Morée, jusqu'en Crimée, à Smyrne, dans l'Asie mineure, l'Anatolie, la Syrie, l'Égypte, etc. De retour en Europe, il fit paraître, à Londres, son *Voyage dans la Grèce*, en 2 vol., qui obtint un immense succès, et a été l'objet des plus grands éloges de M. de Châteaubriand, dans la préface de son *Voyage en Palestine*; de M. Mallet-Brun, dans sa *Géographie*, et de l'abbé Cesarotti, dans ses *Lettres*. Plus tard, Scropani s'établit à Paris, et y termina un ouvrage intitulé : *Sur la valeur et la transmission des biens immeubles en Europe, depuis la découverte de l'Amérique*. Quoique cet écrit fût généralement accueilli avec une grande faveur, et qu'on allât jusqu'à lui donner le titre de classique, la vente en fut momentanément prohibée, de crainte, disaient-ils, qu'il ne remît en faveur des principes contraires à ceux qui avaient été adoptés sur cette matière depuis la révolution.



tion. Peu de temps après, Scrofaui publia un ouvrage rempli de savantes recherches, sur *Les guerres civiles en Sicile sous les Romains*; une nouvelle intitulée: *Les fêtes de Venus*, et des *Lettres sur les beaux-arts*, dédiées au chevalier Ennis-Quirinus Visconti. Il rédigea aussi, par l'ordre du ministre de l'intérieur, un mémoire sur les poids et mesures de l'Italie, par rapport au système métrique de la France, ouvrage un peu superficiel, mais qui n'est pas sans mérite. En 1809 il fut nommé membre correspondant de l'académie des inscriptions et belles lettres, et se rendit à Naples, où il publia une *Lettre sur un paysan de Claude Lorrain*, et une brochure ayant pour titre: *Parallèle des dames françaises et italiennes*, toutes deux anonymes, et datées de Gynopoli. En 1814, le roi Ferdinand le nomma directeur de la statistique de Naples, fonctions qu'il exerça d'une manière très distinguée jusqu'en 1822. Dans la même année, il s'établit à Palerme, décidé à y passer le reste de ses jours dans la retraite. Il n'y mena pourtant pas une vie oisive, car il fit encore paraître, en 1828, un ouvrage intitulé: *Sur la domination des étrangers en Sicile, depuis les temps anciens jusqu'à l'avènement au trône de Charles III d'Espagne*, Paris. Scrofaui mourut au mois de décembre 1829, à l'âge d'environ quatre-vingt ans, et fut généralement regretté, non seulement à cause de ses rares talents, mais aussi pour ses vertus personnelles. Ses nombreux ouvrages, dont nous avons cité les plus remarquables dans le cours de cet article, prouvent une grande variété de connaissances, un esprit sage, réfléchi, impartial, et surtout un goût délicat: ils sont écrits d'un style simple, correct et élégant, et assurent à l'auteur un rang distingué parmi les écrivains modernes de l'Italie. Toutes les œuvres historiques de Scrofaui ont été traduites en français, en anglais et en allemand.

**SCHROECKH** (JUAN-MARTIN), historien allemand, naquit à Vienne, en 1733. Il fit ses premières études au gymnase de Presbourg, et alla ensuite à Gœttingue pour y étudier la théologie: il joignit à cette étude celle de l'histoire et des langues orientales. S'étant rendu ensuite à Leipzig, il y ouvrit, en 1756, des cours sur l'Ancien Testament, et commença à travailler à sa *Biographie universelle*, dont le premier volume parut en 1767. La même année, il fut appelé à occuper la chaire de poésie à Wittenberg. Ses cours n'offrirent rien de remarquable; mais il fut entièrement remplacé dans son élément lorsque, en 1775, il obtint la chaire d'histoire. Il mourut des suites d'une chute, en 1808, à l'âge de soixante-quinze ans. Ses principaux écrits sont: 1° *Histoire universelle à l'usage de la jeunesse*, 1779-1784, 4 parties en 6 vol., avec cent pl. gr.; 2° *Biographie universelle*, 1767-1793, 8 vol.; 3° *Histoire de l'Eglise*, 1768-1803, 35 vol.: cette partie se termine à l'histoire de la réformation; 4° *Histoire de l'Eglise depuis la réformation*, 1804-1813, 10 vol.: les deux derniers volumes sont de Tschlmer, qui a joint au dixième une biographie détaillée de Schroeckh.

**SCHULTENS** (HENRI-ALBERT), savant philologue, fils de J. J. Schultens, naquit à Herborn en Allemagne, le 15 février 1749. Son père ayant passé, la même année, des chaires académiques d'Herborn à celles de Leyde, ce fut dans cette dernière ville, qu'après avoir commencé dès l'âge de sept ans l'étude du grec et du latin, Henri put mettre rapidement à profit les leçons de plusieurs philologues célèbres, et que, s'attachant surtout aux antiquités orientales, il étudia d'abord l'arabe et ses dérivés, à l'exemple de son oncle, le célèbre Albert Schultens. Lié, par la conformité des travaux, avec E. Scheid d'Arnhem, qui, en 1768, devenait professeur à Harderwyck, Henri l'y suivit, et, durant trois années de cette ville hollandaise, il prit connaissance de la littérature des trois contrées voisines, Allemagne, France et Angleterre. Étant allé ensuite dans ce dernier pays, pour y consulter les manuscrits de la bibliothèque holléenne, il transcrivit de ses propres mains, avec la rapidité et l'exactitude d'un copiste de profession, la version faite par Pococke des proverbes arabes de Meydan. Les meilleurs philologues anglais, surpris du mérite de ce jeune homme de vingt-trois ans, lui procurèrent l'honorable diplôme de maître en arts de l'université d'Oxford. De

retour sur le continent, l'année suivante, il occupa la chaire des langues orientales à l'académie d'Amsterdam, et, quatre ans plus tard, il eut la satisfaction de remplir, à l'université de Leyde, les fonctions dans lesquelles s'étaient fait remarquer son père et, plus encore, son grand-père. Le sujet de son discours d'installation fut *De studio Belgarum in litteris arabicis excellendis*. Ses succès dans ce professorat, pendant neuf années, le firent nommer recteur en 1789. L'exercice de sa charge finissant en mars 1788; le 7, en se retirant, il prononça un discours *De ingenuo Arabum*, matière qui était tout-à-fait de sa compétence. Il avait rempli sa charge avec beaucoup de sagesse dans des circonstances assez difficiles, et, des qu'il se vit plus de loisir, il se hâta de faire choix d'un travail important: il s'engagea, par un prospectus que de nombreux souscripteurs accueillirent; à donner, avec un commentaire, tous les proverbes de Meydan. Excité par l'empressement du public savant, le zèle de Schultens lui coûta la vie: une fièvre lente, qui ne tarda pas à se déclarer, ne put interrompre ce travail; mais, tandis qu'il aidait par un ami, l'un des fils d'Eric Schroeder, à en revoir les épreuves, il mourut dans sa quarante-cinquième année, le 12 août 1793. Son éloge fut prononcé à Leyde par E. Scheid, son ami intime, qui lui succéda dans la chaire de littérature orientale. En 1794, Kantslar a fait imprimer, à Amsterdam, une longue notice hollandaise sur Schultens. Il ne s'était pas fait moins estimer par ses sentiments de bienveillance envers ses élèves, et par son noble caractère, que par ses services rendus à la science. On lui doit: 1° *Anthologia sententiarum arabicarum, cum scholiis Zachariae, arabicis et latinis*, Leyde, 1772, in-4°; ces sentences avaient été recueillies en arabe par Aboul-Cacem Mehmoud, surnommé Zamachschari, et mort en 1143; 2° *Specimen proverborum Meydani ex versione porockand*, Londres, 1773, in-4°; 3° *De finibus litterarum orientalium proferendis*, Amsterdam, 1774, in-4°; ce discours d'inauguration fut très favorablement accueilli; 4° *Para versum arabicum libri Calalaah, sive Dinnah, sive fabularum Ridgay, etc.*, Leyde, 1786, in-4°; le texte arabe des fables n'y est pas traduit; mais, outre l'explication en latin de quelques passages difficiles, on y trouve un glossaire des mots arabes qui embarrasseraient les commençants: cette édition n'est nullement corrigée; 5° *Meydani proverborum arabicarum pars. lat. cum notis*, Leyde, 1775, in-4°; ce recueil posthume ne renferme qu'environ quatre cent cinquante des six mille proverbes de Meydan, et l'éditeur, N. G. Schroeder, n'y a pas apporté aucun de soin. Il faut joindre à cette liste plusieurs articles dans la *Bibliothèque critique* de Wittenbach: une traduction, en langue néerlandaise, de la notice d'Eschhorn sur Michaelis; des observations sur des articles de la *Bibliothèque orientale*; enfin des *Thema philologiques*, soutenues des l'année 1766. Schultens a la même divers manuscrits, dont un des principaux est la traduction néerlandaise du livre de Job. L'académie de Leyde possédait, depuis 1808, ces manuscrits, entre autres la version complète du recueil de Meydan, et des notes mises à la marge du Dictionnaire arabe de Golius.

**SCHULZ VON SCHULZENHEIM** (DAVID), président du collège de santé de Stockholm, naquit le 17 mars 1733. Son père, Jacob Schulz, médecin dans le régiment de Dalécarlie, descendant d'une ancienne famille prussienne. Le jeune Schulz, dès l'âge de huit ans, commença ses études à l'école publique de Weteras. Il suivit, en 1744, son frère aîné à Kœnigsberg, où il fut reçu dans la maison du professeur Marquard, parent de son père; il y fut soigné avec la plus grande amitié, et il continua ses études au collège Frédéric, jusqu'à 1747, époque où il entra comme étudiant à l'université de cette ville. L'année suivante, il fit choix de la médecine comme but principal de ses études, et, en suivant assidûment les cours des habiles professeurs de cette université, il fit des progrès rapides dans toutes les branches de cette science. Il publia, en 1750, une dissertation intitulée: *De medicinis farseni, prater differentiam, cum in abolito iethuso et per accidens distinguendum, nullum prorsus agnoscendum*. Après avoir, cette même année, subi son examen, à

fut nommé professeur. Malgré les offres les plus avantageuses qui lui furent faites pour rester en Prusse, il préféra, d'après les vœux du son père, revenir dans sa patrie, en 1751. Il devint élève de son père, et passa ensuite son examen de chirurgien. L'année suivante, il se rendit à Upsal pour se perfectionner dans les études médicales, sous Linné et Rosen. Il fut bientôt chargé de seconder, dans ses démonstrations anatomiques, le professeur Rosen, et de donner des leçons sur l'anatomie comparée et sur l'art vétérinaire. En 1753, il fut nommé professeur au théâtre anatomique de Stockholm, mais il resta encore quelque temps à Upsal; il fut, la même année, promu au grade de docteur en médecine. La commission de santé le chargea de faire, aux frais de l'état, un voyage en Angleterre, pour y prendre connaissance de la vaccine, et d'autres découvertes dans la chirurgie. De retour à Stockholm, il publia une relation de son voyage sous le rapport médical, dans laquelle il s'étendait beaucoup sur la vaccine. À partir de cette époque, Schulz resta toujours à Stockholm, et le collège de médecine le reçut au nombre de ses membres. En 1760, il fut nommé membre de l'académie des sciences; l'année suivante, professeur et directeur de la maison d'accouchement. En 1766, il fut nommé médecin en chef et intendant de la maison de vaccine. Après avoir vacciné les enfants du roi, il fut anobli sous le nom de Schulz von Schulsenheim. L'académie des sciences lui accorda, en 1760, le prix pour un traité sur la méthode de prévenir et guérir le purpore; mais, comme membre de l'académie, il refusa de le recevoir. Ce traité a été traduit en allemand, en français et en hollandais. La santé de Schulz, altérée par une trop grande ardeur pour le travail, et par son zèle à remplir ses devoirs, l'obligea, en 1778, de donner sa démission de toutes ses fonctions. Il reçut, dans cette circonstance, de nombreux témoignages de satisfaction. Le temps pendant lequel il a exercé est marqué par plusieurs institutions dans l'art médical, et par des améliorations remarquables dans la pharmacopée suédoise. Quoique ayant cessé toutes fonctions publiques, il fut loin de rester dans l'inaction: il employait son temps soit à écrire sur son art, soit en remplissant quelques charges pour l'état. Il fut, en 1759, décoré de l'ordre de Wasa. Comme membre de la noblesse, il assista aux diètes des années 1769, 1800, 1809, 1812 et 1815, et il s'y fit remarquer par ses connaissances des affaires politiques et par ses principes libéraux. Il publia un ouvrage intitulé: *Lettres sur les finances et l'économie publique du royaume de Suède*, dont la première partie parut en 1754 et la seconde deux ans après. Les éloges qu'il a prononcés à la mémoire de Charles Linné fils, du secrétaire Schroeder, du colonel de Palen, du directeur en chef d'Acrel, du conseiller médical Odhelius, et du conseiller du royaume comte Liljencrants, sont remarquables par une grande éloquence. L'académie des sciences, reconnaissant le mérite distingué de Schulz, résolut, en 1814, de faire frapper une médaille en or à son honneur: cette médaille a pour emblème le serpent d'Esculape ou d'Hygie, et porte pour légende: *Arumine et vigilantia, avec la suscription Claro per LII annos socio, academia 16. scient. Suecica, 1814*. La société médicale de Suède, dirigée par le même sentiment de reconnaissance, fit faire son buste en marbre par le célèbre Gœthe, et le plaça dans la salle des sciences du collège de santé. On lit cette inscription, en suédois, sur le piédestal: *Au médecin, à l'homme d'état et à l'écrivain*. Schulz donna, en 1822, sa démission de la présidence du collège de santé, et termina sa longue et honorable carrière, le 24 avril 1823. Parmi les sociétés savantes qui le complètent au nombre de leurs membres, on doit encore nommer la société académique de médecine de Marseille. Aus ouvrages dont nous avons déjà fait mention, il faut ajouter la tragédie *Jordal Yngstson*, et beaucoup de traités insérés dans les mémoires des différentes sociétés dont il était membre.

**SCHWAB (JEAN CHAMPAGNE)**, né le 10 décembre 1748, au bourg d'Alfeld, dans le pays de Wurtemberg, termina ses études en s'attachant particulièrement à

celle de la philosophie, et reçut de l'université de Tübingue, à l'âge de vingt ans, le degré de maître-ès-arts. Il se chargea d'éductions particulières durant plus de dix années qu'il passa près de Genève, partageant son temps entre ses élèves et le soin de se perfectionner lui-même dans les mathématiques ou la littérature. Il se formait le goût par la lecture habituelle des écrivains français, sans toutefois renoncer entièrement dans ses compositions à la liberté allemande. En 1778, il retourna dans sa patrie, d'après l'invitation du duc de Wurtemberg qui, venant de fonder un gymnase dans sa capitale, l'y nomma professeur de philosophie, ce qui s'étendait aux mathématiques et à ce qu'on appelait déjà le criticisme. Ce fut Schwab qui partagea avec Rivarol le prix proposé en 1784, par l'académie de Berlin, sur les causes de l'universalité de la langue française: la dissertation du professeur de Stuttgart fit autant de sensation chez les Allemands que le brillant discours de Rivarol en France. Frédéric II, qui avait une prédilection si marquée pour la littérature française, voulait attirer auprès de lui l'auteur couronné, l'admettre dans l'académie de Berlin, et le nommer professeur au gymnase de Joachimthal; mais Schwab, attaché au duc par la reconnaissance, ne put se décider à quitter sa patrie, et fut récompensé de ce sacrifice par la confiance du prince qui le choisit pour secrétaire intime, sans que ces fonctions lui fissent abandonner le professorat. En 1793, après avoir accru sa réputation par de nouveaux écrits, il devint conseiller aulique, et bientôt président du conseil secret. Les circonstances étaient difficiles; mais Schwab montra autant de circonspection que de fermeté. Son désintéressement le fit rentrer sans peine, après la mort du prince, dans des emplois inférieurs et dans les loisirs littéraires. En politique, sa manière de voir n'était pas tout-à-fait celle que le temps demandait, mais elle eût été sage à d'autres époques. Il voulait seulement que les princes fissent exécuter les lois sans acception des personnes: les décrets suscités à la suite de la révolution française le blessaient, et paraissaient l'empêcher de sentir qu'une réforme dans les lois mêmes devenait généralement indispensable. Nommé, à soixante-douze ans, conseiller royal de l'instruction publique, il retrouva pour remplir ces fonctions tout le zèle d'un autre âge. Membre de l'académie de Berlin, de celle de Petersbourg, et de la société littéraire de Harlem, en correspondance avec la plupart des savants ou des premiers écrivains de l'Allemagne, cher à quelques uns de ses anciens élèves, au nombre desquels on cite l'illustre Cuvier, content de ses enfants et entouré d'eux, ce littérateur, aussi respectable par son caractère que par ses talents, mourut en paix, dans sa soixante-dix-huitième année, à Stuttgart, le 15 avril 1821. Ses ouvrages sont généralement estimés: en voici les principaux: 1° *M. langues potiques*; la seconde édition parut en 1782. Ils ont entre autres mérites celui d'une heureuse originalité. 2° *Dissertation sur les causes de l'universalité de la langue française*, et la durée véritable de son empire, Stuttgart, 1784; traduit en français par D. Robelet, Paris, in-8°, 1803. On trouve dans ce morceau moins d'éclat que dans le discours de Rivarol, mais plus d'érudition, de dialectique et de profondeur. 3° *Solutio problematis: Qui fit ut summa relig. christ. officia in paucis ejus cultoribus appareret*, (couronné par Leyde), Ulm, 1785. 4° *Examen de l'influence des littératures étrangères sur la littérature allemande*, Berlin, 1788. Cette dissertation, sur ce sujet étendu, n'obtint que le second prix à Berlin. 5° *Dissertatio... Quid de morali pro existentia Dei argumento, imprimis eo quod à Kant unicum possibile prædicatur, sentiendum est*; (couronné par l'académie de Harlem), 1791, avec la traduction en langage néerlandais. Quelque enthousiasme qu'excitât alors la profondeur, trop subtile peut-être, des hypothèses de Kant, Schwab n'hésita pas à les combattre. 6° *Des progrès de la métaphysique en Allemagne depuis Leibnitz et Wolff* (couronné par l'académie royale de Prusse), Berlin, 1796. On doit aussi à Schwab une traduction allemande des *Data d'Euclide* (avec de nouveaux problèmes), Stuttgart, 1780.

**SCINA (DOMINIQUE)**, naquit à Palerme en 1768, fit ses études générales dans un collège des écoles pies,

et ayant embrassé la carrière ecclésiastique, fut placé dans le séminaire de son diocèse pour y suivre un cours de droit canon et de théologie. L'abbé Gregorio était alors un des professeurs de cet établissement. Frappé de la pénétration d'esprit du jeune élève et de sa passion infatigable pour le travail, il conçut de lui les plus belles espérances; et, après l'avoir instruit dans toutes les connaissances relatives à son état, il prit un soin particulier de lui inspirer du goût pour l'étude des choses positives, aussi bien que pour la langue et la littérature des Grecs et des Latins. Il aurait désiré de le voir exclusivement consacré à la culture des langues orientales, de la diplomatique et de l'histoire dans lesquelles il avait lui-même acquis tant de renommée; mais il ne voulut point contrarier le penchant que son élève montrait de préférence pour les mathématiques et les sciences physiques et naturelles. Ce fut en effet par celles-ci que Scinà s'annonça dans la république des lettres, et y obtint en peu de temps une telle réputation de savoir que tout jeune qu'il était encore, on le nomma professeur suppléant à la chaire de mathématiques dans l'université de Palerme; et le talent qu'il déploya dans l'exercice de ses fonctions, lui mérita après quelques années d'être nommé professeur en titre de physique expérimentale à la même université. Se vouant tout entier aux soins de l'enseignement, et dans le dessein louable de mettre la jeunesse en état de suivre utilement ses cours, il écrivit alors son *Introduction à la physique*; ce premier essai de sa plume fut aussitôt accueilli avec applaudissements dans toute la péninsule, adopté comme livre élémentaire dans plusieurs écoles publiques, et réimprimé à Milan dans la bibliothèque choisie des ouvrages classiques italiens anciens et modernes. Une espèce de continuation, ce pour mieux dire, de complément à cet ouvrage, a été tout récemment publié par lui sous le titre d'*Éléments de physique particulière*, qui, réuni à l'autre, forme un véritable corps de doctrine sur cette matière. Il s'occupait ensuite de recueillir les fragments épars d'Empédocle, et publia des mémoires pleins d'érudition et de sagacité sur la vie et les écrits de cet ancien philosophe agrigentin. Quelque temps après il fit paraître de semblables recherches sur Archimède, né aussi en Sicile, et sur Archélaïus, auteur grec d'un poème sur la gastronomie, dont il traduisit les fragments avec de piquantes observations critiques sur les substances alimentaires dont les anciens faisaient usage, et sur leur manière de les préparer pour les rendre agréables au goût. Il tira aussi de l'oubli les noms de Maurolico et de Settimo, deux grands mathématiciens qui avaient autrefois brillé en Sicile; dans de savantes esquisses il donna des détails jusqu'alors inconnus sur leur vie et leurs honorables travaux, et il en fit autant relativement à l'abbé Gregorio, son maître, dont il écrivit l'éloge comme un témoignage de reconnaissance pour sa mémoire. Depuis long-temps il s'occupait de deux autres laborieux ouvrages qui parurent enfin à quelque intervalle l'un de l'autre. Le premier concernait la topographie de Palerme et de ses environs, où il exposa en profond naturaliste la géologie d'un des endroits les plus intéressants de cette île fameuse. L'autre, en trois volumes, contenait un tableau de l'histoire littéraire de la Sicile pendant le dix-huitième siècle, où il déploya toutes les ressources de sa vaste érudition pour peindre les progrès de l'esprit humain dans les différents genres de connaissances, à une époque si féconde en grands hommes pour toute l'Europe. Scinà, qui avait été nommé historiographe du royaume, fut chargé par le gouvernement de rédiger des rapports sur les tremblements de terre qui désolèrent diverses parties de la Sicile pendant les années 1818, 1819 et 1823. Il s'acquitta de cette commission en physicien consommé, après avoir visité les lieux qui avaient été frappés par ce fléau de la nature; comme, en visitant la ville de Mesine, il avait auparavant publié des remarques très curieuses sur les phénomènes extraordinaires qu'on observe dans les fluctuations du phare. Se trouvant le doyen des professeurs de Palerme, il fut nommé chancelier de l'université, charge éminente qui embrasse l'instruction publique de toute l'île, et qui lui a donné l'occasion de montrer que les qualités de bon citoyen

ne sont pas moins remarquables en lui que celles d'érudit savant. Car, après avoir organisé la bibliothèque publique de Palerme, dont il réussit à augmenter les revenus et le nombre des livres aussi bien qu'à étendre et à embellir le bâtiment: après avoir donné tous ses soins à une maison d'éducation pour de jeunes demoiselles, servie par des religieuses séculières, et à un collège fondé pour faire apprendre les arts utiles à de jeunes orphelins, trois établissements dans la direction lui avait été particulièrement confiée: il tourna toute son attention, en sa qualité de chancelier de l'université, sur les moyens de répandre l'instruction dans toutes les villes de la Sicile. Profitant de son crédit à la cour, qui tout récemment encore lui a conféré l'abbaye de Saint-Ange de Brolo, il a su en obtenir l'appui pour augmenter le nombre des écoles primaires, pour fonder de nouveaux lycées où étudier ceux qui existaient déjà, pour donner une meilleure distribution et des bases plus solides à l'enseignement, pour créer une académie de sciences et belles lettres à Mesine, etc. Brûlant d'un amour sincère pour le bien de sa patrie, éloigné de toute vue d'intérêt ou d'ambition, avec un caractère aussi ferme que modeste et élevé, l'abbé Scinà continue à vivre à Palerme, chéri de ses concitoyens qui apprécient ses talents et ses vertus, et uniquement consacré à des œuvres de bienfaisance et aux études favorables. Ses principaux ouvrages sont: 1° *Introduction à la physique expérimentale*, Palerme, 1803, in-8°; 2° *Mémoires sur la vie et les ouvrages d'Empédocle*, ibid., 1813, 3 vol. in-8°; 3° *Topographie de Palerme et de ses environs*, ibid., 1818; 4° *Essai sur l'histoire de la Sicile dans le dix-huitième siècle*, ibid., 1823-27, 3 vol. in-8°; 5° *Éléments de physique particulière*, ibid., 1828.

SCIO MESSIER (AUGUSTE LÉONARD), compositeur et cantatrice de l'Opéra-Comique, naquit à Lille en Flandre, vers 1770, et reçut, dit-on, une éducation soignée; toutefois il paraît singulier que ses parents, qui probablement n'appartenaient pas aux dernières classes de la société, n'aient pas su tirer parti de ses dispositions naturelles pour lui faire apprendre la musique. Nous n'avons pu découvrir les motifs qui déterminèrent Angélique Legrand à se consacrer à la carrière théâtrale, ni l'époque où elle prit ce parti. Ce fut sous les noms de mademoiselle Crécy qu'elle joua sur divers théâtres de province, et qu'elle se fit avantageusement connaître. Elle était à Montpellier en 1787, et elle y tenait un des premiers rangs et un des emplois les plus importants dans la troupe lyrique, puisqu'elle obtint un congé, en 1789, pour aller avec Garauz, donner des représentations à Arignon. Elle y joua et chanta avec tant de succès *Agathe dans L'ami de la maison*, et *Colette dans Le drin du village*, qu'on lui jeta des couronnes et des vers. En 1789, elle fut engagée au grand théâtre de Marseille, où elle remplit avec un talent supérieur les premiers rôles de divers emplois de l'Opéra-Comique: tels qu'*Asimie*, Michel dans *Les petits Savoyards*, Zerbine dans *La servante maîtresse*, etc. Ce fut là que mademoiselle Crécy changea de nom en épousant Etienne Scio, premier violon de l'orchestre. M. Boursault Malherbe ayant quitté la direction du théâtre de Marseille pour faire bâtir, à Paris, celui de Moire, dans la rue Saint-Martin, y appela, en 1791, M. et madame Scio. Le mari y fut chef d'orchestre, et donna quelques opéras de circonstance qui eurent peu de succès; tels que *La France régénérée*, *Le roi de Camallaku*, *La sapha*, etc. Quant à sa femme, elle était déplacée à un théâtre dont la décadence fut prompte. Mais, malgré la médiocrité des pièces qu'il jouait, madame Scio y avait acquis avec de réputation pour être engagée, en 1792, au théâtre Feytaud, où son mari fut attaché aussi comme premier des seconds violons. Là on sut apprécier et utiliser les talents de cette cantatrice. Elle y créa d'abord les rôles d'Euphémie dans *Les rustauds*, et de Louise dans *La jante de bois ou L'amour filial*. On y admira le beau timbre et la pureté de sa voix. Mais elle put, dans des rôles plus importants, ne faire applaudir comme actrice et comme cantatrice. Ceux qui lui ont fait le plus d'honneur sont: *Seraphine dans La caverne*, *Johette*

dans *Rome*, Claudine dans *Le petit commissionnaire*, Calpso dans *Télémaque*, Fulbert dans *Le petit maître*, Léonore dans *L'amour conjugal*, *Midie* dans l'opéra de ce nom, Palma dans *Le voyage en Grèce*, Constance dans *Les deux journées*, etc. On peut dire qu'elle a beaucoup contribué au succès de la plupart de ces ouvrages, et à la réputation de leurs auteurs. Mais il est vrai de dire aussi que certains de ses rôles, tels que Calpso, *Midie* et Constance, écrits sur un ton trop haut pour une voix ainsi plus sonore, plus brillante et plus étendue, du moins plus robuste que celle de M<sup>me</sup> Scio, l'usèrent de bonne heure, et l'on pourrait peut-être reprocher à M<sup>me</sup> Leauver et Cherubini, qui ont fait ces rôles pour elle, d'avoir abrégé involontairement ses jours en flattant son amour-propre, car on a vu qu'elle s'en était chargée plus par ambition que par complaisance. Madame Scio n'était presque pas musicienne; mais il était impossible de s'en apercevoir, tant elle avait l'oreille musicale, tant elle avait d'aplomb pour la mesure, de justesse dans la voix. Quoiqu'elle eût pu continuer à briller dans l'art de la bravoure et dans celle à roudes, elle abandonna avec raison ce genre insipide pour se borner au chant noble et pathétique dans lequel elle a excélé. Elle n'était pas jolie; mais sa taille et sa physionomie ne manquaient ni de dignité ni d'expression, et elle joignait à une parfaite intelligence, à une âme ardente, une grande connaissance de la scène. Voilà les qualités qui placent sous ce nom M<sup>me</sup> Scio parmi les artistes dramatiques du premier ordre. Le plus bel éloge qu'on puisse faire d'elle, c'est ce mot de Steibelt qui, dirigé à Londres une répétition de *la Camilla*, et peu s'en fallait de *madame Scio* ? Le seul reproche fondé qu'on aurait pu faire à cette actrice, c'était une déclamation un peu emphatique qui, s'éloignant de la diction naturelle, aurait paru plus choquante, si l'expression de sa pantomime n'eût pas été une inspiration de la nature. Douceur vaine, vers 1795, de Scio, qui avait donné au théâtre Feydeau deux opéras, *Usidor* et *Monrose*, en 1793, et *Lysia* en 1793, et à celui de la Cité, la même année, *Le tambourin de Provence*, elle épousa peu d'années après un employé du trésor, dont elle ajouta depuis le nom à celui qu'elle avait illustré, et elle se fit appeler Scio-Messier. Après la réunion des deux troupes d'Opéra-Comique, en 1801, elle fit partie de la nouvelle société dramatique et du comité d'administration. Elle joua dans les salles Feydeau et Favart, mais elle s'absenta souvent de la scène, et elle y reparut avec moins d'éclat, quoiqu'elle y fût accueillie avec la même bienveillance. Ses efforts artistiques, peut-être aussi l'irrégularité de sa conduite échouèrent d'épuiser sa santé. Passonnée pour son art, on l'a vue plus d'une fois entrer dans la coulisse pour une subite hemorrhagie, et reprendre son rôle un instant après, moins effrayée de ce accident que ceux qui en avaient été les témoins. Elle avait divorcé avec son second mari, lorsqu'elle mourut à Paris, des suites d'une phthisie pulmonaire, le 15 juillet 1807, à trente-sept ans.

SCOPPA (Azzo, l'abbé), né en Sicile, en 1763, vint de venir se fixer à Paris, avait long-temps donné à Rome des leçons de langue française. Il était parvenu, à force de travail, à connaître parfaitement les classiques, tant les poètes que les prosateurs. On lui conseilla de quitter Rome pour Paris; ce qui ne pouvait manquer de faire sa fortune et sa réputation. Arrivé dans la capitale du monde civilisé, il ne s'occupa plus que de prouver que la langue française était aussi harmonieuse, aussi musicale que la langue italienne. Cette preuve fut d'abord développée en un gros volume sur lequel M. Choron fut chargé de faire un rapport, au nom de l'Institut. Le résultat de ce rapport fut tel que l'abbé Scoppa obtint, par l'intervention du ministre de l'intérieur, une gratification de trois mille francs. Après un si grand succès rapporté à l'académie des beaux-arts, Scoppa devait chercher à connaître le célèbre auteur de *l'Indice littéraire d'Italie*, qui tenait parmi nous le sceptre de la littérature italienne. Il eut soin de préparer sa visite par l'envoi de son ouvrage au savant Ginguené. L'audience est accordée, et la conversation tombe sur le travail du Sicilien. Ginguené

hasarda d'abord quelques objections, et de là passa aux critiques. Le plaisir de la discussion, c'est que Ginguené, écrivain français, soutenait la prééminence de la langue et de la littérature italiennes, tandis que Scoppa, auteur sicilien, l'adjugeait à la langue et à la littérature françaises. « Monsieur Ginguené, disait Scoppa, l'académie m'a donné une récompense. — Ce sont des bêtes, que vos académiciens français, des sots qui n'ont pas le sens commun... Oser soutenir que la poésie française est supérieure à la poésie italienne, c'est le comble de l'ignorance et de la stupidité ! » Lors du rétablissement des Bourbons, Scoppa se rendit à Naples, où il fut très bien accueilli du souverain, qui le chargea d'établir des écoles d'enseignement mutuel. Le secl qu'il mit à remplir cette mission lui causa une maladie inflammatoire, à laquelle il succomba le 16 octobre 1817, âgé de cinquante-cinq ans. On a de l'abbé Scoppa les ouvrages suivants : 1<sup>o</sup> *Traité de la poésie italienne rapportée à la poésie française, dédié à M. Garnier, préfet de Versailles*, 1808, in-8<sup>o</sup>; 2<sup>o</sup> *Les trois principes de la versification, développés par un examen comparatif entre la langue italienne et la langue française*, 3 vol. in-8<sup>o</sup>. Le premier parut en 1811, le second en 1812, et le troisième en 1814. 3<sup>o</sup> *Des beautés poétiques de toutes les langues considérées sous le rapport de l'accent et du rythme*, un vol. in-8<sup>o</sup>, 1816. Cet ouvrage, extrait des trois volumes mentionnés plus haut, avait été couronné par l'Institut, dans la séance publique du 6 avril 1815. En 1810, Fontanes, grand-maître de l'université, chargea l'abbé Scoppa d'examiner avec Cuvier et Delambre l'état des écoles et des collèges de l'Italie. A son retour, les notes qu'il avait recueillies furent remises à Fontanes, qui les garda; en sorte qu'elles sont à jamais perdues. Elles seraient d'autant plus nécessaires aujourd'hui, que Fontanes est loin d'être remplacé dans le chef de l'instruction publique.

SEABRA DA SILVA (José de), ministre-secrétaire d'état du roi de Portugal, Joseph 1<sup>er</sup>, et de la reine Marie 1<sup>re</sup>, sa fille, naquit le 1<sup>er</sup> novembre 1733. Il fit, avec beaucoup de succès, ses études à l'université de Coimbra où il acquit des connaissances étendues en jurisprudence et dans d'autres sciences. Il parcourut rapidement la carrière de la magistrature et parvint au poste éminent de procureur de la couronne. Le marquis de Pombal, excellent appréciateur des hommes, reconnut sans peine les talents de Seabra et le fit entrer au ministère. Seabra resta chargé du porte-feuille de l'intérieur, lorsque le marquis de Pombal se rendit à Coimbra pour y préparer la réforme de cette université et y mettre les études en harmonie avec les lumières du siècle. Jusque là Seabra avait parfaitement secondé son protecteur dans les vastes projets que celui-ci conçut et exécuta pour l'amélioration du royaume. Les jésuites expulsés du Portugal et de tous les états catholiques, la haute aristocratie portugaise punie de l'attentat commis sur la personne du roi Joseph, et forcée de respecter les lois, le commerce encourage et honoré, l'industrie favorisée, la culture des denrées coloniales au Brésil portée à un haut degré, l'éducation améliorée, la superstition frappée au cœur, l'ordre et l'économie introduits dans les finances; tout cela fut l'ouvrage de Pombal, à qui peu d'années suffirent pour relever le Portugal de l'état de dégradation où il l'avait trouvé plongé, comme il releva la ville de Lisbonne de ses ruines après le mémorable tremblement de terre de 1755. Cependant ce grand ministre prévoyant le peu de durée du système qu'il avait créé, crut trouver une garantie pour l'avenir en excluant du trône la fille du roi Joseph, princesse vertueuse, mais d'un esprit faible et portée à une dévotion outrée, et en y plaçant l'aîné de ses fils, le prince Joseph, auquel il avait fait donner une excellente éducation, et dont l'esprit éclairé et le caractère aimable faisaient présager un règne heureux, pendant lequel l'ouvrage commencé par Pombal pourrait se perfectionner et se consolider. Mais, pour faire réussir ce projet, il fallait le consentement de la princesse héritière du trône. Sa docilité bien connue, son peu d'ambition, et le respect qu'elle avait pour son père, auraient rendu la chose d'une

exécution facile: il ne s'agissait que de tenir le projet secret et d'empêcher la reine d'en concevoir le moindre soupçon, car, ennemie déclarée de Pombal, elle ne pouvait manquer de le contre-carer. Aussi ce ministre ne fit-il part de son dessein qu'au roi, qui l'approuva, à Seabra et à l'ambassadeur de France, qu'on crut devoir mettre dans la confidence, parce qu'il était question de marier le prince Joseph à madame Elisabeth de France. Tout étant disposé pour l'exécution, le roi fit appeler sa fille et lui présenta l'acte de résignation à la couronne pour qu'elle le signât: mais quel fut son étonnement lorsque, au lieu de se voir promptement obéir, sa fille lui déclara respectueusement, mais avec fermeté, qu'elle ne signerait rien sans avoir au préalable consulté sa mère. Des lors il fallut renoncer à ce projet, et l'on s'apprêta trop tard que le secret avait été trahi par Seabra. Le dèpit de Pombal fut extrême en se voyant ainsi joué par l'homme en qui il avait placé toute sa confiance. Le ministre indiscret fut disgracié et déporté à Angosa, en Afrique, à cinquante lieues de Mossambique, où il aurait infailliblement péri de besoin et d'une maladie dangereuse dont il fut atteint sans les secours que lui prodigua une negresse compatissante, envers laquelle il s'était montré reconnaissant. Lors de son retour en Portugal il l'emmena avec lui, lui assura une existence heureuse, et la garda auprès de lui. Il est difficile d'expliquer la conduite de Seabra dans cette conjoncture, et on ne voit pas quels motifs ont pu le porter à trahir un secret d'une telle importance et duquel dépendait le sort futur du Portugal. Peut-être s'était-il flatté de remplacer Pombal et de gouverner un jour le royaume sous une reine faible, irresolue et à qui il avait conservé la couronne. Quoi qu'il en soit, il fut rappelé de l'exil aussitôt que Marie eut monté sur le trône par suite de la mort de son père. Il fut nommé de nouveau au ministère de l'intérieur, où pendant plusieurs années il exerça un pouvoir sans bornes. Plus occupé de sa fortune que des intérêts de la nation, il ne fit presque rien d'utile, et se montra peu jaloux de laisser les traces de Pombal. La venalité de plusieurs de ses agents et de ses favoris remplaça la droiture de l'époque antérieure, et c'est du second ministère de Seabra que date le système général de corruption qui a fait depuis de si effrayants progrès à la cour de Lisbonne, à Rio de Janeiro, et dans toute l'étendue de ces deux états. Cependant il faut savoir gré à Seabra d'avoir soutenu le duc de Lafões dans ses efforts constants pour éviter la guerre avec la république française et pour faire la paix avec le directoire exécutif, et d'avoir sauvé quelques victimes des poursuites de l'intendant de police Manique, et de l'inquisition. Le célèbre auteur du *Burage* fut de ce nombre, et dut à Seabra son élargissement des cachots du saint-office: mais ce ministre eut le tort très grave d'avoir consenti à rétablir la triple censure de la presse et à supprimer la commission par laquelle Pombal l'avait remplacée, commission qui avait permis la publication de plusieurs bons ouvrages. Par la coupable complaisance de Seabra pour les scrupules de la reine, que les moines exploitaient au profit de la superstition et de l'intolérance, la presse portugaise fut de nouveau livrée à l'autorité de l'archevêque de Lisbonne, de l'inquisition et du tribunal suprême de grâce et justice, de manière qu'aucun livre ne pouvait être imprimé sans ces trois licences, et que tous les livres étrangers étaient également soumis, pour pouvoir être admis dans le royaume, à cette triple autorité. Seabra conçut quelques projets utiles, mais dont l'exécution fut viciée ou qui furent presque aussitôt abandonnés qu'entrepris. Sa paresse naturelle, et le peu de notions exactes qu'il possédait en économie politique et en administration, ne lui permirent de rien faire de bien important pour le pays. Il voyait le désordre croissant dans toutes les branches du service public, et en plaisantait avec une insouciance qui était le trait caractéristique de son esprit; se croyant assuré de conserver sa place et son influence dans son département, il traitait toutes les affaires avec la plus grande légèreté, et ses collègues avec mépris, les regardant comme fort au-dessous de lui, soit pour les talents et les connaissances, soit pour l'expérience. Mais il ne tarda pas à reconnaître son erreur. La reine ayant été

atteinte d'une affection mentale, son fils Jean prit les rênes de l'état, et gouverna d'abord au nom de sa mère: mais bientôt il lui prit le fantôme d'être regent, et de commander en son propre nom. Seabra voulut s'y opposer, et prononça même le mot de courtoisie, selon lui, devaient être contre-poids pour établir la régence; mais ses ennemis, profitant de l'occasion, conseillèrent à Jean de le renvoyer, pour mieux s'emparer de la direction des affaires. Seabra, malgré son âge, son expérience et sa sagesse, fut la dupe d'un jeune prince qu'il méprisait, et à qui il était devenu odieux par le ton de supériorité qu'il prenait avec lui, et par les termes peu mesurés qu'il employait en parlant de sa personne. Le regent le disgracia et l'envoya en exil à Caldas da Rainha, bourg à quelques lieues de Lisbonne. Depuis cette époque, Seabra ne reprit plus sur la scène politique, prit avec quelques philosophes, son parti, et ne s'occupa qu'à jouir paisiblement de son revenu, qui était considérable. Lors de l'occupation du Portugal par l'armée de Junot, Seabra proposa de faire déclarer juridiquement le prince régent déchu du trône. Malgré ce conseil, il ne fut point inquiété après l'évacuation du Portugal par l'armée française, et il mourut le 23 mars 1815, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, jouissant de toutes ses facultés. Seabra appartenait à une famille distinguée de province, et avait épousé une demoiselle noble, dont eut deux fils, l'aîné, créé vicomte du Bahia, qui fut encore; et le cadet, qui mourut en combattant bravement à Busnaco contre l'armée française, commandée par Masséna: il avait le grade de colonel. Seabra publia les ouvrages suivants, qui sont pleins d'érudition et écrits d'un style convenable au sujet. *Des réputations classiques en Portugal*, et ont exercé une influence bienfaisante sur l'opinion nationale, et ont été des coups décisifs aux disciples de Loyola. Voir le titre des ouvrages de ce ministère d'état: 1. *Dictionnaire chronologique et analytique dans lequel on fait voir par une série successive de tous les règnes de la monarchie portugaise, à partir de celui du roi Jean III jusqu'à nos jours, les horribles ravages que la compagnie appelée de l'Inquisition faite en Portugal et dans ses possessions, par suite d'un plan systématique qu'elle a invariablement suivi depuis son admission dans le royaume, jusqu'au moment où elle en fut expulsée par la loi juste, sage et prévoyante du 3 septembre 1759, Lisbonne, 1767, 1 vol. in-4°. 2. *Dictionnaire chronologique, deuxième partie, dans laquelle on fait voir ce qui s'est survenu pendant passé aux différents ordres de l'église relativement à la censure, à la prohibition et à l'impression des livres; et où l'on démontre les torts graves que les abus en cette matière ont causés à la messe église de Dieu, à toutes les monarchies et états souverains, et à la tranquillité publique de tout l'univers, 1 vol. in-4°. 3. *Collection des preuves, des faits cités dans la première et dans la deuxième parties de la Dictionnaire chronologique, 1 vol. in-4°, ib., 1768; 4. *Resumo historico de l'état de l'université de Coimbra lors de l'arrivée des hommes jésuites, et des coups funestes portés aux sciences, aux professeurs et directeurs de cette université par leurs machinations et par la publication des nouveaux statuts rédigés par eux, 1 vol. in-4°, ib., 1771, publié sous le nom d'auteur. C'est d'après cet ouvrage que fut tracé le plan de la réforme de l'université de Coimbra, exécuté par Pombal, réforme qui sera toujours une de ses plus beaux titres de gloire, et qui, quoique incomplète, cependant introduit en Portugal le goût des bonnes études et la culture des sciences naturelles, et souleva le pays à l'influence de la philosophie scolastique, et aux maximes jésuitiques.****

SECKENDORF (Léon, baron de), fils du ministre plénipotentiaire de Baden près le prince prussien. Léon de Seckendorf naquit à Wunflorf, près de Hameln, en 1773: il était doué des plus heureuses dispositions, et se voua avec une sorte de passion à la poésie et à l'étude de l'antiquité. En 1798, il fut nommé conseiller à la régence de Weimar. Son premier ouvrage, imprimé dans cette dernière ville, en 1800, porte pour titre *Bluthen Griechischer dichter, ou choix de poésies grecques*, car il ne put guère se rendre autrement. En traduisant ces poésies, M. de Seckendorf se permit d'être trop de violence aux formes de l'ancienne poésie,

il donna ensuite un *taschenbuck* pour 1801, on sait que ces almanachs poétiques, littéralement *livres de poche*, n'ont été dédaignés par aucun des plus grands poètes de l'Allemagne. En 1803, M. de Seckendorf quitta Weimar et se rendit à Stuttgart, où il fut chambellan et conseiller du gouvernement wurtembergeois; mais bientôt il fut impliqué dans un complot de lèse-majesté, et enfermé d'abord dans un château fort, puis à Asperg, et ne fut délivré qu'en 1805, quand commencent les hostilités: son oncle avait un commandement dans le corps d'armée autrichien qui s'avancait vers le lieu de sa captivité. Délivré par suite de cette heureuse circonstance, M. de Seckendorf se retira en Francoinie, chez des parents qu'il avait dans ce pays, et s'abandonna tout entier au culte des Russes. Le résultat de ses travaux consista en quelques almanachs poétiques, imprimés à Ratisbonne. M. de Seckendorf alla ensuite résider à Vienne, où, de concert avec son ami, Louis Stoll, il créa un journal littéraire, intitulé *Prométhée*. Il désirait surtout que ce fût un centre d'action pour la littérature allemande, et comme il voulait unir à sa rédaction les savants du nord, il se rendit en Saxe; mais à peine le sixième cahier eut-il paru, que la guerre de 1806 vint traverser l'entreprise. La défense du pays devint la principale affaire de M. de Seckendorf qui fut capitaine de la landwehr, et se battit vaillamment à Ebersberg où il trouva la mort qu'il avait souvent désirée, et expira le 6 mai 1809, frappé d'une balle au moment où il sortait d'une maison voisine du pont, dans laquelle il s'était embusqué avec sa troupe pour se jeter à l'improviste sur les Français.

SEDANE (MICHEL-JEAN), né à Paris, en 1719, mort dans cette capitale, en 1797, maître maçon, et auteur d'un recueil de poésies et de plusieurs opéras-comiques. Orphelin à seize ans, il resta l'unique soutien de sa famille, et, sans aucune ressource, il continua les études qu'il avait ébauchées, et se fit recevoir compagnon tailleur de pierre. L'architecte Baron, qui l'avait employé, le surprit un jour un livre à la main: étonné de ce désir de s'instruire, et peu ordinaire alors chez les ouvriers, il l'admit au nombre de ses élèves, et Sedaine, devenu plus libre, se livra tout-à-fait à son goût pour les lettres. Il se lia avec plusieurs poètes, et se fit connaître par quelques chansons pleines de sel et d'esprit. *L'épître à mon habit*, que Mercier fait réciter à un de ses personnages, dans sa comédie de *L'habitant de la Guadeloupe*, et qui reçoit toujours les applaudissements du public quand on joue cette pièce, valut à Sedaine la protection de M. Leconte, ancien magistrat, et homme instruit, qui le logea et le reçut chez lui. La première pièce qu'il fit recevoir fut *Le diable à quatre*, dont on doit l'original aux Anglais. Elle fut donnée au théâtre anglais: Philidor en fit la musique. Elle reparait encore quelquefois au théâtre avec celle de Solié, et les morceaux les plus délicieusement goûtés d'un public qui a de l'ame, sont, comme à leur nouveauté, le chœur *Ah! la bonne maîtresse! Guétons en poir, tandis qu'elle sommeille*, et le chœur des diables. Du Préau de la Foire. Sedaine fit tout à coup une apparition éclatante au Théâtre-Français, par la pièce du *Philosophe sans le savoir*, qui fut suivie à la première représentation, mais qui eut le lendemain un succès prodigieux. Saurin, dans l'épître qui précède sa traduction de Beverley, dit avec raison que *Le philosophe sans le savoir* est un drame tout neuf et très original. C'est en vain qu'on voudrait appeler de cette décision que confirment la lecture et la représentation de cette pièce. *La gageure*, autre comédie de Sedaine, n'a pas moins de mérite; l'invention en est ingénieuse, le style seul en est souvent fort sépérensis-ble. Qu'on nous permette ici une courte digression sur les succès qu'obtiennent de nos jours au théâtre ces maudits romans pathétiques connus sous tant de dénominations: *trames*, *mélodrames*, *tableaux historiques*, *épisodes*, etc., et si inférieurs au *Philosophe* de Sedaine, au *Jour de Saurin*, sous tous les rapports. Au jugement de leurs auteurs, ces succès sont confirmés par les larmes qu'ils voient repandre aux représentations. Ces messieurs ne se doutent pas encore que les mêmes marques de sensibilité n'annoncent pas toujours une impression sen-

blable, qu'il ne faut pas comparer, par exemple, les pleurs que fait verser aux âmes délicates l'éloquente douleur de Phèdre à l'attendrissement momentané que produit, chez quelques lecteurs, une situation intéressante quelconque, fût-elle amenée sans aucune vraisemblance et présentée par l'écrivain le plus maladroit. On peut ressentir que que émotion involontaire à certaines aventures de *La paysanne parvenue* du chevalier de Moutby, ou de telle autre pièce plus nouvelle; et cette émotion n'a certainement rien de commun avec celle qu'on éprouve en lisant *Clarissa*. D'ailleurs il est bien plus facile d'intéresser au théâtre qu'à une simple lecture; car lorsque les hommes sont rassemblés, ils ont tous, comme l'a judicieusement observé Saint-Lambert, une secrète disposition à se communiquer tous leurs mouvements. « Je ne sais quel enthousiasme, dit-il, passe rapidement de l'un à l'autre, et alors le philosophe le plus ferme est, du plus au moins, comme cet homme sensé, qui rougissait de mêler ses larmes à celles d'un auditeur que faisait pleurer un mauvais prédicateur. Il répétait souvent: « Il ne sait ce qu'il dit, il ne sait ce qu'il dit, et n'en pleurerait pas moins. Voilà le mot de l'énigme des grands succès dont ces messieurs se vantent. En effet, il n'est pas impossible, qu'entraînés par l'art des acteurs, quelques personnes raisonnables n'aient pleuré à *La tour de Nesle*, à *La pie voleuse*; mais à la réflexion, elles n'ont pas dû se sentir moins étonnées que ne l'est un homme d'esprit qui se surprend à rire d'un mauvais jeu de mois ou d'un pitoyable calembourg. Ce qui démontre ce que nous venons d'avancer, c'est que toutes ces pièces, si applaudies au théâtre, tombent régulièrement à l'impression pour ne se relever jamais. Du moins l'auteur du *Philosophe sans le savoir* trouve encore aujourd'hui des lecteurs. Sedaine était lié avec les poètes les plus célèbres et les philosophes les plus marquants du dix-huitième siècle. Par reconnaissance pour l'architecte Baron, aïeul de David, il fit élève à ses frais ce premier des peintres de l'école française moderne. Il joignait à une modestie sans affectation une grande finesse de répartie. Voltaire, se plaignant de quelques plagats littéraires, lui dit un jour: « Ah! monneur Sedaine, c'est vous qui ne prenez rien à personne! » Sedaine répondit: « Aussi ne suis-je pas riche. » Il y a dans ses opéras une intelligence parfaite de la scène, une fidèle peinture des mœurs de ses personnages, une gaieté franche et naïve, des situations pleines d'intérêt, et un dialogue constamment vrai et qui ne laisse point refroidir l'attention; mais son style est presque toujours incorrect ou négligé: cependant, même sous ce rapport, Palissot, dans ses *Mémoires sur la littérature française*, le juge avec trop de sévérité. Beaucoup d'ouvrages de Sedaine, que l'on peut considérer comme le créateur de l'opéra-comique, sont encore écoulés aujourd'hui avec plaisir: il est vrai que Monsigny en avait fait la musique. Le directeur ne comprit point Sedaine dans l'organisation de l'institut, et ce fut peut-être une injustice: l'auteur de *Rosa et Colas* pouvait bien se placer à côté des élus de cette nouvelle académie. On a de Sedaine: 1° *Le diable à quatre*, déjà cité; 2° *Blaise le saoutier*, musique de Philidor; 3° (avec Monsigny) *Rosa et Colas*, 1764; 4° *Les troqueurs*; 5° *Le roi et le fermier*; 6° *On ne s'avise jamais de tout*; 7° *Le philosophe sans le savoir*; nous avons dit que cette pièce eut une vogue extraordinaire: elle réussit encore; 8° *La gageure imprévue*. Pour le grand Opéra: 9° *Aline, reine de Golconde*; 10° *Amphitryon*; 11° *Mailard*, ou *Paris sauve*, tragédie en prose, non représentée; 12° *Richard Cœur-de-Lion*, musique de Grétry. L'académie française reçut alors Sedaine dans son sein. Il avait soixante-cinq ans quand il donna cette pièce, qui a obtenu un succès si éclatant et si durable. Nous citerons encore de Sedaine quelques-uns de ses principaux ouvrages: *Le comte d'Albert*, et sa suite, musique de Grétry; *Renou Barbe-Bleue*; *La magnifique*; *Aurassin et Nicolette*; *Felix*, ou *l'enfant trouvé*. Le reste est à peu près oublié. On a donné, en 1760, un recueil de ses poésies fugitives, 2° édition. M<sup>lle</sup> la princesse de Salm a composé l'éloge de cet académicien.

**SÉDILLOT** (CHARLES-EMMANUEL), fils de M. Sédillot, du bureau des longitudes, docteur en médecine de la faculté de Paris, membre de la société anatomique, décoré de la croix d'or de Pologne, etc., né à Paris, le 14 septembre 1804, se livra de bonne heure aux études médicales, et fut attaché aux hôpitaux civils de Paris, en qualité de chirurgien externe ou interne pendant les années 1823 et 1824. Nommé chirurgien élève à l'hôpital militaire d'instruction de Paris, il obtint la première place au concours de 1825, et fut nommé chirurgien sous-aide à l'hôpital d'instruction de Metz, où il remporta le premier grand prix en 1826. De retour au Val-de-Grâce à Paris, il obtint le premier grand prix de cet hôpital, au concours de 1827, et fut couronné la même année à la faculté de médecine pour le prix d'anatomie et de philosophie qui lui fut décerné. Désigné pour remplir les fonctions de chef des travaux anatomiques au Val-de-Grâce en 1828, il profita des avantages de position que lui assurait cette place pour s'exercer à l'enseignement. Il fit des leçons particulières d'anatomie descriptive, chirurgicale, comparée, de médecine opératoire, et de nombreux auditeurs suivirent volontairement ces cours. M. Sédillot concourut deux fois pour une place d'aide d'anatomie à la faculté de Paris, et, quoique repoussé, il sortit de ces épreuves avec honneur : de très belles préparations anatomiques faites pour ces concours ornement le musée du Val-de-Grâce, où elles ont été déposées. En 1831, M. Sédillot partit pour la Pologne dans le but de porter aux victimes de la guerre les secours de son art, et d'y observer la terrible épidémie qu'il devait, l'année suivante, combattre dans son propre pays. Nommé chirurgien-major de la sixième ambulance de l'armée polonaise, il prit part à la dévastatrice campagne qui a consommé l'asservissement de la Pologne, et après avoir assisté aux combats de Sukow, de Miedzyrzec, de Borow, et avoir rendu aux malheureux blessés des services qui lui méritèrent la croix, il retourna en France en 1832, après trois mois de captivité dans les états autrichiens. Rendu au service militaire, M. Sédillot fut attaché au 6<sup>e</sup> régiment de dragons en qualité de chirurgien aide-major, puis chargé des fonctions de ce grade à l'hôpital d'instruction de Paris (Val-de-Grâce), en remplacement de M. Desruelles. Sans parler de nombreux articles insérés dans la *Revue encyclopédique* et dans quelques journaux de médecine, on doit à M. Sédillot les publications suivantes : 1<sup>o</sup> *De nerv. pneumo-gastrique et de ses fonctions*, Paris, 1829, in-4<sup>e</sup>; 2<sup>o</sup> *Nouveau procédé pour la ligature de l'artère carotide primitive*, in-8<sup>e</sup> (mémoire lu à la société anatomique de Paris); 3<sup>o</sup> *Manuel complet de médecine légale*, 1830, in-18 de 500 pages; 4<sup>o</sup> *Nouvelles considérations sur la plique*, 1833, in-8<sup>e</sup>. — **SÉNILLOT** (Louis-Pierre-Eugène-Aniel), frère du précédent, professeur d'histoire au collège royal de Henri IV et secrétaire du collège royal de France, l'un des collaborateurs de la *Revue biographique*, de la *Revue encyclopédique*, etc., né à Paris, le 25 juin 1805, après de fortes études, et des succès qu'il dut aux leçons de son savant maître, M. Poirson, se livra sans relâche à des travaux historiques et philologiques. La mort imprévue de son père, survenue le 10 août 1832, en lui imposant le devoir de réunir et de publier les nombreux matériaux qu'il a laissés sur l'histoire de l'astronomie chez les Orientaux, matériaux où les Laplace et les Delambre ont souvent puisé pour leurs grands ouvrages, ouvre à M. Sédillot une carrière toute nouvelle. M. Sédillot a déjà pris part à plusieurs publications importantes, et il a donné, sous un pseudonyme, en 1827 et 1828, plusieurs opuscules parmi lesquels nous mentionnerons une traduction d'un ouvrage américain, intitulé : *Les Mac Carthy*, 4 vol., in-12, et un *Manuel de la Beurre*, in-8<sup>e</sup>, qui a eu cinq éditions et que doit suivre un *Manuel de l'histoire des finances*.

**SÉGUIER** (ANTOINE-LOUIS), avocat-général, et un des membres le plus recommandable d'une famille qui depuis plus de quatre siècles, sans interruption, honore la magistrature. Il descendait de Nicolas, un des frères de Pierre Séguier, président à mortier sous Henri II, et il eut pour père Louis Anne, qui était conseiller au parlement de Paris, n'ayant pas accepté

la présidence à Metz. Né le 1<sup>er</sup> décembre 1726, Antoine-Louis, étudia chez les jésuites à la Flèche, puis à Paris, et il annonça dès cette époque les talents qui devaient en faire un digne successeur de d'Aguesseau. Il joignit bientôt à une grande connaissance du droit le goût pur, et l'instruction d'un vrai littérateur. Il se trouvait dans des circonstances qui secondèrent parfaitement ces heureuses dispositions. Louis XV se souvenait d'une alliance de cette famille avec la maison de Bourbon. Dryenue veuve, la duchesse de Sully, seconde fille du chancelier Séguier, dit Pierre III, avait épousé Henri de Bourbon, duc de Vermeuil. Le roi demanda un jour s'il se trouvait quelqu'un du nom de Séguier, qui pût exercer au parlement les fonctions de ministère public, et apprenant que le fils du conseiller Louis s'en montrait capable, il dit qu'il se chargeait de lui faire son chemin. Ce qu'on racontait de la mémoire apprenant au jeune légiste avait beaucoup contribué à sa prompte réputation : une ou deux anecdotes auxquelles on avait le bonheur de donner fin n'étaient pas moins efficaces alors que des traités assidus. Chacun citait, en particulier, l'étonnement de Lemierre au sortir de la première représentation de sa tragédie d'*Hypermetre*; son ami le jurisconsulte, à la suite des compléments d'usage, s'était amusé à rectifier, comme d'évidents plagiat, les tirades qui venaient d'être applaudies. La résolution royale concernant Séguier, recut aussitôt un commencement d'exécution. Pourvu, à l'âge de vingt-deux ans, d'un office d'avocat du roi au châtelet, il eut justifier cette faveur, et, trois ans après, on le nomma avocat-général au grand conseil, titre qu'il conserva revêtu quatre ans. Ce fut en 1755 qu'il devint avocat-général au parlement de Paris, où il resta jusqu'à la révolution. Le duc de Choiseul s'étant opposé, en 1768, à ce qu'on le fit chancelier. Comme Séguier n'avait en aucune manière sollicité ce poste élevé, Louis XV disait : « Il est réellement non avocat-général : c'est moi qui l'ai conduit. » Ce prince, qui n'avait pas encore renoncé à montrer digne de son rang, avait fait dans cette occasion un de ses plus heureux choix : Séguier se souleva avec honneur dans la carrière illustre par laquelle de ses devanciers. Ses talents oratoires lui ouvrirent, en 1757, les portes de l'académie avec l'approbation générale. « Voilà, disait Duclos, par une antithèse spirituelle que rigoureusement exacte, voilà un homme qui peut se passer de mérite, et un mérite qui peut se passer de nom. » C'était à Fontenelle que succédait l'avocat-général, et, comme on l'a remarqué, il ne perdait rien moins en penseur qu'en littérateur. Le savant ingénieux et aimable qui avait si bien mérité de la littérature et des sciences. La position du nouveau académicien était difficile comme magistrat : elle le mettait sans cesse en dissentiment avec ses collègues de l'académie plus indépendants que lui, et défendus par condition, de la liberté des lettres. Pour lui, il croyait de son devoir de combattre, comme un adversaire de l'ancien ordre de choses, les doctrines politiques ou religieuses que les meilleurs écrivains propageaient, avec non moins de fondement, comme conformes à la vérité ou à la raison. Le réquisitoire de Séguier, en 1770, acheva de séparer ce magistrat des hommes de lettres qui entraînaient l'opinion. L'ordre en était émané du trône même, et pourtant cette volonté de fermeté de la part du gouvernement, ce zèle inflexible en faveur d'une certaine pureté de mœurs et de la foi ménagerait, à cette époque, un triomphe de plus au parti philosophique : on souriait à la vue de cet homme qui avait d'inconvenant ou même de déraisonnant une sévérité de principes dont un semblable homme ne se déclarait l'appui. Au reste le réquisitoire qui débuta par une imitation du fameux *Quædamque*, *sedem*, n'était pas sans éloquence : mais sans s'exercer selon les vues de la cour ne pouvait rompre le prestige qu'elle avait elle-même contribué à détruire. Avant de prononcer cette sorte de manifeste, l'avocat-général l'avait mis sous les yeux du roi, qui crut en ordonner la publication lorsque le parlement devint incertain à cet égard. Séguier, aussi studieux que bon orateur, n'avait pas perdu dans l'administration de ses propres affaires la même vigilance. Il s'était b-

vré aux dépenses dont tout devient l'occasion dans le noiaide, surtout durant la jeunesse, et à celles que demande, lorsqu'on est en place, une représentation réputée inévitable. Il ne put se débarrasser entièrement du fardeau de ses dettes. Le roi, qui prenait plaisir quelquefois à le nommer son parent, et qui signa son contrat de mariage, les aura-t-il peut-être acquittées toutes en ce moment-là; mais le désordre avait été trop grand pour que Séguier osât en faire un aveu complet. Il eut à subir de plus rudes épreuves pendant les longs débats du parlement avec la cour. N'en attendant d'autre résultat principal qu'un mutuel affaiblissement, il eût désiré concilier les esprits; mais tous les genres d'opposition étaient provoqués sans cesse par des imprudences ou des abus de tout genre, et la magistrature travailla vivement à une réforme totale, bien éloignée de ses vœux. Sans croire possible d'excuser la cour, l'avocat-général s'efforçait de calmer le parlement dont, après le lit de justice du 7 décembre 1770, il prévoyait la disgrâce, si, en interrompant eux-mêmes leurs fonctions, les magistrats fournissaient, comme ils le firent dans la nuit du 30 janvier 1771, des prétextes pour les traiter en rebelles. Cependant cette crainte n'était point personnelle: il eût voulu même partager leur premier exil, mais, retenu auprès du trône par ses attributions particulières, il resta en fonctions jusqu'à l'installation du parlement dit *Maupeou*. Toutefois au lit de justice du 13 avril, la vigueur avec laquelle il s'exprima fit demander par le chancelier son expulsion à laquelle le roi ne consentit pas. Séguier eut donc l'avantage de se retirer volontairement, pour ne réparaître qu'au moment de la réintégration, à l'avènement d'un prince bonnet homme, mais destiné à expier les torts de ses prédécesseurs. Sous ce nouveau règne, malgré de bienfaisantes intentions, les difficultés devenaient plus grandes encore: une opposition systématique caractérisait l'époque, et semblait indispensable chez quiconque ne voulait point passer pour un esprit servile. Le zèle de Séguier contre les écrits qualifiés de séditieux n'était pas même approuvé sans exception dans le conseil du monarque. Des hommes éclairés, tels que Malesherbes, sentaient qu'il ne s'agissait plus de rentrer dans les voies anciennes, et d'étouffer l'opinion, mais de la ménager. Dans d'autres circonstances qui ne demandaient que de la fermeté et les lumières d'un juriconsulte, Séguier méritait des éloges sans restriction. Il n'avait vu jadis qu'avec beaucoup de douleur l'arrêt inique rendu contre Lally. Dans l'affaire judiciaire des *trois rois*, qui divisa les magistrats à tel point que quelques uns d'eux, en dévoilant eux-mêmes l'imperfection des lois, protestèrent hautement contre l'arrêt de la majorité, il blâma, dans un réquisitoire plein de force, cette session très scandaleuse, à son avis. En 1788, il prit pour sujet de la dernière mercuriale qu'il prononça, la *stabilité de la magistrature*. Pénétré de douleur, il n'avait plus à émettre que des vœux timides: « Puissent les magistrats, dit-il en finissant, préparer par la réunion de la prudence et des lumières, un avenir moins agité » à ceux qui doivent un jour les remplacer. « Il regardait lui-même cette manifestation indirecte de ses vives alarmes comme un adieu aux affaires. Il y eut cependant un moment où on voulut le nommer maître de Paris, avec un traitement considérable qui n'aurait fait ensuite que l'exposer davantage; mais il refusa, et même ce fut assez de l'apparition d'un pamphlet dirigé contre lui pour le décider à quitter la France. Après quelque séjour en Savoie, s'étant rapproché de Coblenz, il fut consulté par les princes relativement au projet d'organiser, dès que la frontière serait franchie, un parlement imbu des vieux principes, et dont l'ancien général aurait été un des membres les plus influents. Il fit sur ce sujet un mémoire étendu que les événements rendirent infructueux; et, sans accepter aucune gratification de la cour expatriée, il fixa sa demeure à Tournai. Le chagrin y consumait ses jours: une attaque d'apoplexie les termina, le 25 janvier 1799. Il y fut enterré dans l'église de Saint-Jacques, avec une épitaphe donnée par son fils, aujourd'hui premier président à Paris. Elle rappela, en termes simples, l'intégrité, la lumière et l'éloquence de l'avocat-gé-

néral, ainsi que sa fidélité à ses principes. Quoiqu'il improvisât facilement, Antoine Séguier était dans l'usage d'écrire les discours qu'il devait prononcer, soit afin de s'éloigner moins de la perfectio du style, soit pour ne jamais rien omettre d'utile aux parties dans l'exposé de leurs moyens respectifs. Outre ses réquisitoires, ses plaidoyers et plusieurs mercuriales, il a laissé quelques discours académiques; mais ces différents morceaux n'ont pas été réunis. Son éloge a été prononcé à l'institut par Portalis, le 2 janvier 1806.

SEGUIN (Amand), économiste, membre correspondant de l'académie des sciences, et surtout connu par ses travaux sur la chimie appliquée aux arts et son immense fortune. Il fit des expériences en commun avec Fourcroy et Berthollet, et inventa seul un procédé pour tanner les cuirs en trois semaines, qu'il présenta à la convention. Ce moyen, dont le principe, connu depuis long-temps, avait été développé dans plusieurs ouvrages, n'avait jamais été mis en pratique, parce qu'il altère la qualité des cuirs. M. Seguin avait aussi réussi à fabriquer du papier avec de la paille. Il acquit pendant la révolution une fortune des plus considérables par la fourniture de cuirs pour les armées. Bonaparte, qui trouvait qu'on était très dangereux pour son pouvoir naissant avec beaucoup de richesses, le fit arrêter à plusieurs reprises, et ne lui rendit la liberté qu'après en avoir exigé une forte rançon. Lorsque le blocus continental força, en 1806, de chercher des subrogés aux denrées coloniales, M. Seguin proposa, pour remplacer le kina, une combinaison de gélatine qui eut quelque succès, comme méthode perturbatrice auprès des malades qui purent surmonter le goût désagréable de cette solution de colle forte qu'il fallait prendre à grandes doses. M. Seguin voyant que les années se renouvelaient sans cesse, et que sa fortune ne pourrait pas y suffire, prit à la fin le parti fort sage de rester en prison sans vouloir rien donner. C'était ainsi que Bonaparte, qui se conduisait paternellement envers d'autres financiers célèbres, leur témoignait sa reconnaissance du prêt de deux millions que M. Seguin, Vanlerberghe, Ouvrard et autres lui firent pour consolider le 15 brumaire. Au mois de juin 1804, un mois environ après que le premier consul eût pris le titre d'empereur, le ministre du trésor demanda à M. Ouvrard une avance de cent cinquante millions. M. Ouvrard eut recours à Vanlerberghe et à M. Seguin pour pouvoir satisfaire aux besoins du gouvernement impérial. Les trois associés versèrent cent deux millions au trésor, annexés pour quarante-huit millions des ordonnances de la guerre et de la marine qu'on n'acquittait pas, et vendirent leurs obligations, dont ils étaient porteurs, à M. Desprez. On a vu à l'article Ouvrard les longs détails qu'il eut avec M. Seguin, et leurs résultats. M. Seguin a publié un *Mémoire sur la combustion du gaz hydrogène dans les vaisseaux clos*, et plusieurs autres mémoires insérés dans le *Journal de physique*. On lui doit, en outre: 1° *Observations sur les emprunts, sur l'amortissement et sur les compagnies financières*, 1817, in-8°; 2° *Nouvelles observations sur les emprunts*, 1817, in-8°; 3° *Des finances de la France à partir de 1818*, 1818, in-8°; 4° *Observations sur un plan de finances, proposé par M. Laffitte*, 1818, in-8°; 5° *Observations sur un mode de libérations de la France*, 1818, in-8°; 6° *Observations sur un ouvrage de M. le duc de Gênes ayant pour titre: Aperçu théorique sur les emprunts*, 1818, in-8°; 7° *Observations sur un ouvrage de M. F. D. B., ayant pour titre: (Quelle sera notre situation financière en 1821, d'après le budget pour 1818?* 1818, in-8°; 8° *Observations sur quelques propositions du discours de M. Laffitte*, 1818, in-8°; 9° *Projet de l'emp qui doit accélérer la libération de la France*, 1818, in-8°; 10° *Aperçu sur la situation financière de la France*, en 1819 et années suivantes, Paris 1819, in-8°; 11° *Observations sur un ouvrage de M. Briogne, ayant pour titre: Situation des finances au erai, etc.*, Paris, 1819; 12° *Observations sur les comptes par exercices et sur les comptes de gestion*, idem, 1819, in-8°; 13° *Observations sur un moyen donné par moi de réduire les impositions*, idem, 1819, in-8°; 14° *Observations sur les courses des chevaux en France*, idem, 1819, in-8°; 15° *Observations sur les courses de la Champ de Mars*, idem, 1821, in-8°; 16° *Du projet de*



remboursement ou de réduction des rentes, idem, 1825; 18° *Barème des contribuables, ou de l'équité répartition de la contribution entre les quatre-vingt-six départements de la France*, idem, 1824; 19° *Observations sur la nouvelle conception financière présentée à la chambre des députés*, idem, 1825; 20° *Considérations sur les systèmes suivis en France dans l'administration des finances, et sous générales sur les éléments de la fortune publique, terminées par la proposition d'un nouveau plan de finances conçu dans l'intention de subvenir aux indemnités réclamées en faveur des anciens propriétaires des biens confisqués, d'améliorer la fortune des propriétaires des domaines nationaux, et d'augmenter les fonds de l'instruction publique, ceux du clergé, surtout la fortune des contribuables*. Paris, 1825, 2 vol. in-8°. La revue encyclopédique a dû rendre compte de cet ouvrage; 21° *Rece de l'amélioration administrative et financière*, Paris, 1828, in-8°. Aucune année ne s'est depuis écoulée sans voir paraître de M. Séguin plusieurs brochures sur divers points de l'administration financière de la France: les plus remarquables de celles qui ont paru en 1851 sont: 22° *Grande suppression de l'impôt sur les sels*; 23° *Des dommages que causait la nouvelle loi sur l'amortissement*; 24° *Des emprunts*; 25° *Essai sur les causes des maux qui éprouvent aujourd'hui en France les fortunes particulières*, etc.

SENANCOUR (M<sup>lle</sup> de), née en Suisse, a passé son enfance dans le canton de Fribourg. Aménée en France à l'époque où commençait l'empire, elle y est restée auprès de son père, soit à Paris ou aux environs, soit dans les vallées du Gard. En 1828, elle a fait une incursion vers les Alpes helvétiques, où l'appelaient ses souvenirs. Le *Mercur de France* a accueilli, en 1814, les premiers essais qu'elle ait publiés. Depuis, elle a pris part à la rédaction du *Diable boiteux*, de *La Pandore*, et de plusieurs autres journaux, où elle a surtout inséré des articles de mœurs remplis de ces détails dont la vérité est quelquefois saisie par les femmes d'une manière presque inimitable. Susceptible des plus heureux développements dans les caractères, le roman ne convenait pas moins à l'imagination féconde et réellement originale de M<sup>lle</sup> de Senancour: elle a fait plusieurs ouvrages de ce genre. Malgré le succès des plus anciens, on attribue quelque supériorité aux derniers, qui sont inédits, et cela s'expliquerait naturellement. L'auteur, qui ne s'est jamais attachée qu'à de libres études, et qui a dans le caractère toute l'indépendance compatible avec les qualités de son sexe, a dû acquiescer plus de force par l'emploi même de ses moyens, et ne pas épuiser facilement des conceptions étrangères au talent équivoque des imitateurs. Les héros comiques ne cachent sous ce titre aucune satire; c'est une réunion de tableaux pittoresques, ou de nouvelles gaies sans bouffonnerie, et dans lesquels l'auteur a montré plus d'une fois qu'on peut être amusant avec un but moral. Dans *Pauline*, on a surtout approuvé deux des trois caractères principaux: la plus grande partie de celui de Marsanne est d'une énergie remarquable; pour Helene, cette vive amie de Pauline, elle surpassa aisément celle de Julie dans *La nouvelle Héloïse*; mais aussi on peut lui reprocher d'attirer plus l'attention peut-être que le personnage même qui donne son nom au roman. Toutefois ce personnage essentiel n'est point sacrifié: «C'est, a dit M<sup>me</sup> Dوترény, un caractère neutre qu'une imagination libre, exaltée et vierge, pouvait seule créer.» Quant à l'honorable animée, généreuse et aventureuse d'Helene, elle est tout-à-fait selon le goût de l'auteur: cette Helene doit être regardée comme le type de tout un groupe, varié peut-être jusqu'au grotesque, de figures éparses dans la galerie dramatique de l'artiste. Ses ouvrages contiennent en général des passages d'une morale pure ou des réflexions qui n'ont rien de trivial. Ce qui suit est tiré de *La veuve*, roman dont le héros est un Polonais: «... Precieuse faculté de s'amuser avec des riens! Les hommes les plus heureux, et en même temps les plus honnêtes que j'aie connus, étaient, pour ainsi dire, enfants dans leurs jeux et dans leur joie. Les enfants n'ont rien dans la tête, dites-vous. Il fut un homme qui eut dans la sienne les affaires de la moitié du monde... et maintenant il ne reste pas plus de trace de ce vingt-uniers de labeur que la mer n'en a conservé de ce

romanesques voyages du rocher d'exil au trône de France, et du trône au arpilcre de Sainte-Hélène. Surtout note le rapport du style et de nombreux détails empreints d'un talent approchant déjà de toute sa force, plusieurs critiques ont regardé ce roman comme un des meilleurs qu'on eût publiés depuis très-long-temps. Le Polonais Lowndal a plus d'un trait de ressemblance avec son compatriote le célèbre Mokranowski. C'est un noble caractère dont on a dit qu'il réunissait les anciennes vertus républicaines, et les qualités plus chevaleresques ou moins rudes que les modernes doivent à l'habituelle société des femmes. En 1821-1826, M<sup>lle</sup> de Senancour a fourni à *La Minerve littéraire*, puis au *Mercur de dix-neuvième siècle*, des articles analogues à ceux de l'ancien *Spectateur anglais*, et des morceaux de critique littéraire. Les nouvelles et romans publiés par M<sup>lle</sup> de Senancour sont: 1° *Les héros comiques*, contenant onze récits, dont quelques-uns font suite, Paris, 1820, 2 vol. in-12; 2° *Pauline de Sambray*, Paris, 1821, 4 vol. in-12; 3° *La veuve, ou l'épilogue*, Paris, 1822, 4 vol. in-12; 4° *La conquétomanie, ou aventures burlesques du grand Barnabé*, Paris, 1827, 2 vol. in-12.

SENAR (GABRIEL-JÉROME), né en 1760, à Châteaurault, département de la Vienne. Il était avocat dans le ressort d'une sénéchaussée voisine, celle de M<sup>le</sup> Bouchard, lorsque la révolution commença; il ne tarda pas à en partager les erreurs, et ce fut, dit-il lui-même, pour se conformer aux principes. A la suite de quelques différends, il quitta cette ville, où on l'avait fait officier municipal, et, en continuant l'exercice de sa profession à Tours, il acquit de la popularité. Il y fut nommé procureur de la commune dans les derniers mois de 1791; mais ce n'était pas un assez grand théâtre pour le développement des maximes qu'il croyait alors devoir suivre. Non seulement son énergie révolutionnaire fut d'abord comprimée, mais on le destitua, ce qui le priva de tout moyen d'existence. Cependant des commissaires de la convention envoyés dans son département, ne voulurent pas laisser ouïr un si bon patriote; il devint, par leur entremise, secrétaire-rédacteur au comité de sûreté générale, et il y fit admettre l'art avec lequel il interrogeait les suspects. Il allait souvent en mission à Tours diriger ou exécuter les arrestations. Néanmoins il n'était pas tout-à-fait d'accord avec le comité dans l'application des principes dont il s'était déclaré le partisan; puisque les jacobins de Tours le dénoncèrent à ceux de Paris, comme ayant opprimé quelques-uns des meilleurs citoyens. On l'accusa même d'avoir proféré, dans sa tirade, ces paroles impardonnables: «Le signe sacré de la liberté devient un signe de carnage.» Considéré comme suspect à son tour, il ne pouvait plus sortir de l'enceinte du comité sans être accompagné d'un gendarme. Dans cette sorte de prison, il était témoin, assure-t-on, de faits atroces qu'on craignait qu'il ne révélât; mais alors il eût été plus simple de ne pas le lui laisser connaître, et de l'expulser. Ce qui est plus probable, c'est que, le voyant déjà changer de sentiments, on s'attendait à quelques indiscrétions relatives à des événements passés, et on ne savait quel parti prendre à son égard. Il faut donc lui rendre cette justice que si, comme beaucoup d'autres, il n'eût de souvenirs réels qu'après le 9 thermidor, du moins il paraissait n'avoir pas attendu jusque-là pour manifester quelque hésitation et quelque repentir. Arrêté à cette époque, comme terroriste, loin de ménager ceux qui devenaient puissants, il accusa plusieurs fois, dans ses dénonciations, Tallien et d'autres représentants de n'avoir renversé Robespierre que dans leurs intérêts, et pour substituer leur faction à la sienne. Voyant qu'on l'écoutait peu, il renoua aux affaires publiques, et se disposa à publier un exposé des faits auxquels il avait eu part, dont on ne lui avait pas dérobé la connaissance. Sa détention n'ayant duré qu'un an, il voulut que les habitants de Tours, qui avaient eu à se plaindre de ses actes, le vissent déplorer son ancienne conduite. Une maladie de langueur termina ses jours, le 10 mars 1796. On ne trouve point chez lui ses *Revolutions puises dans les cartons du comité de sûreté générale*, ouvrage qu'il appelait aussi le *Grand livre de*

grands crimes, et qu'il avait lui-même réduit de moitié pour l'impression. Ainsi abrégé, le manuscrit avait passé dans des mains qui le firent paraître dans la *Collection des mémoires relatifs à la révolution*, sous le titre de *Révélations pures dans les cartons des comités de salut public et de sûreté générale*, Paris, 1826, in-8°. Écrits sans ordre, sans exactitude, sans correction, sans vérité même quelquefois, et avec une chaleur ou une indécision qui tient du cynisme, ces récits offrent néanmoins des renseignements qui auraient pu être précieux pour rassembler sur un temps funeste des preuves dont les traces doivent être effacées aujourd'hui. Ce qui semblait le plus avancé dans les notes de l'auteur des *Révélations*, et en même temps le plus utile, a été réuni dans *Lettre à M. Al. Dumesnil, éditeur des Mémoires de Senar*, avec fac-simile. C'est par erreur que, sur le titre même de ces *Mémoires*, on a imprimé Senard au lieu de Senar.

SENÉE (CUALTES-F.), né en 1799, mort à Caen, en 1853, le 26 novembre. Né avec les plus heureuses dispositions, il ne tarda pas à se faire remarquer dans ses études; il montra surtout du goût pour la langue grecque, et, comptant pour trop peu ce qu'on lui enseignait au collège, il se créa un système particulier d'exercices, auxquels il consacrait presque exclusivement ses loisirs. Homère, Hérodote, Plutarque et Démétrius lui devinrent familiers en assez peu de temps: aussi les succès les plus honorables couronnèrent ses efforts; mais, après s'être livré à l'étude des mots, l'esprit supérieur de Charles Senée sentit le besoin de se livrer à celle des choses: il suivit avec ardeur les leçons données par M. Gurat, à l'école normale: elles le frappèrent vivement, et dès lors le goût des études métaphysiques succédant chez lui à celui des études physiologiques, il laissa de côté les vieilles arguties de l'école, et le système de routine suivi encore dans quelques universités. Il s'éleva bientôt aux plus hautes régions de la métaphysique, et s'occupa en même temps de rechercher les données les plus positives sur l'économie politique. L'école écossaise fut surtout l'objet de ses recherches. La théorie des sentiments moraux d'Adam Smith l'avait séduit: aussi en fit-il une heureuse application dans son *Essai sur l'amitié*, ouvrage fort étendu, dans lequel il analyse avec beaucoup de sagacité la nature et les modifications de ce sentiment. Ce fut aux sources mêmes de cette école que Senée voulut aller compléter ses études. Il se rendit en Angleterre, dans le courant de l'année 1820, et s'appliqua surtout à connaître l'organisation des écoles publiques dans ce pays. Il s'entretint, à cet effet, avec plusieurs des membres du collège de la Trinité d'Oxford, et, entre autres, avec le célèbre Brougham, l'orientaliste Mill, Jérémie Bentham, le poète Southey (Robert), et le vieux général français Dumouriez. Le peu de temps après son retour en France qu'il se présenta pour le doctorat en lettres, et qu'il soutint, à cette occasion, deux thèses assez remarquables pour que les éditeurs de la *Revue encyclopédique* aient cru devoir en rendre compte dans ce recueil: la manière brillante dont le jeune Charles développa les thèses fit une telle impression sur les anciens professeurs de l'université, qu'ils s'empressèrent de lui ouvrir leurs rangs, et d'attirer sur lui l'attention du gouvernement. A l'âge de vingt-trois ans, il se vit appelé à la chaire de philosophie de l'une des plus savantes académies de France. Loth d'éteindre son ardeur pour le travail, un pareil succès ne fit que l'accroître encore. Persuadé que l'étude du droit était le complément naturel des études morales et politiques, il se fit recevoir avocat, après avoir approfondi toutes les parties, même les plus fastidieuses, du droit général et particulier. Au milieu des occupations d'une année aussi laborieuse, Senée trouva encore le temps de composer le discours annuel universitaire, et il développa avec hardiesse l'utilité des études philosophiques sur le bon-heur et le perfectionnement moral de l'homme, dans son état individuel et par rapport à la société. Dans ce discours, le jeune professeur s'efforça de justifier les études philosophiques des reproches qu'on leur fait ordinairement, de dessécher l'âme et de tuer l'éloquence: il y prouva que de très grands orateurs

avient été de profonds philosophes. Enfin une maladie lente, et dont les progrès, d'abord insperçus, se manifestèrent bientôt par les plus effrayants symptômes, vint révéler à ses amis tout le danger de sa position: consumé par l'étude et le travail, il leur fut enlevé, à l'âge de vingt-quatre ans, après une année de souffrances les plus douloureuses. Senée laisse en manuscrits les ouvrages suivants: 1° *Essai sur l'application de la méthode d'analyse et d'induction au phénomène de notre intelligence*, contenant un aperçu historique des erreurs qui ont égaré la plupart des philosophes dans ces sortes de recherches; 2° *Essai sur le genre romantique*, contenant un examen détaillé des ouvrages de lord Byron. Les thèses de Senée, mentionnées plus haut, ont été imprimées à Caen, chez Poisson, en 1821; la première a pour titre: *De l'histoire, envisagée comme composition littéraire*, et la seconde: *De signis sive de signum in ideis generandis et instruendo ingenio vi ac potestate*. La *Revue encyclopédique* de 1821, t. XI, p. 605, a rendu compte de ces deux thèses.

SENEFELDER (ALON), inventeur de la lithographie, est né à Prague, en 1771, d'un artiste dramatique avec qui il vint fort jeune à Munich. Cédant aux désirs de ses parents, et le destinant au barreau, il commença, à Göttingue, l'étude du droit, bien qu'il ne se sentît aucune vocation pour cette carrière. Pendant son séjour à l'université, il eut le malheur de perdre son père, et se trouva, par suite de cet événement, sans moyens de subsistance. Alors il forma le projet de se faire comédien, profession qu'il souriait d'autant plus qu'il avait déjà obtenu de nombreux succès sur des théâtres de société. Il débuta en effort à Munich, en 1791; mais, soit que la timidité eût paralysé ses moyens, soit que le public se crût en droit d'être exigeant envers lui, il fut accueilli avec une telle froideur, que la direction ne voulut l'engager qu'en qualité de comparse. Renonçant à l'art dramatique, Senefelder se livra avec ardeur à l'étude des littératures modernes, et composa, en 1795 et 1796, deux comédies en vers intitulées: *Les connaissances en jeunes filles* et *Le mari en voyage*. Ces pièces, qu'il fit imprimer, lui donnèrent l'occasion d'observer le travail des ouvriers de l'imprimerie et d'acquiescer ainsi toutes les connaissances relatives à cet art. Il éprouva bientôt l'envie d'imprimer ses ouvrages lui-même: mais la médiocrité de sa fortune ne lui permettant pas d'acquiescer le droit qui lui était nécessaire pour mettre ce projet à exécution, il s'attacha des ce moment à chercher un moyen moins coûteux, qui lui facilitât l'obtention du privilège qui lui manquait. Il réussit assez bien à graver à l'eau-forte ses ouvrages sur le cuivre, et à les imprimer par le procédé ordinaire; il avait imaginé une espèce de stéréotypage sur la cire à cacheter et sur le bois; mais l'exécution en grand exigeant des capitaux considérables qu'il ne pouvait pas se procurer, il eut recours au projet qu'il avait formé de s'associer avec un de ses amis qui possédait une imprimerie en taille-douce, et de continuer à graver lui-même avec ses moyens particuliers, et sans le secours des outils à graver. Les difficultés qu'il eut à vaincre lui firent chercher à composer une encre chimique, qui est presque la même que celle dont on sert aujourd'hui pour dessiner et pour écrire sur pierre. Une découverte conduit naturellement à une autre; éprouvant trop de peine à repolir les plaques de cuivre qui avaient été employées à ses premiers essais, et qu'il voulait faire servir encore, il en attribua la cause à la rudesse de sa pierre à débrûter, et songea à s'en procurer de meilleures: il se souvint que sur les bancs de sable de l'Isère il avait vu des pierres qui se ressemblaient et paraissaient supérieures pour cet usage; aussitôt il entreprit le voyage, mais son désappointement fut grand quand il reconnut que ces pierres étaient calcaires: il résolut cependant d'en tirer parti, après avoir essayé si elles étaient plus faciles à débrûter et à polir que le métal. Comme ces pierres sont bien moins chères que le cuivre, il se décida à s'en servir pour ses nouveaux essais en gravure à l'eau-forte; il donna néanmoins la préférence à celles connues à Munich sous le nom de *pierre de Solenhofen*, et qu'on employait pour carrelor les appartements. La première fois qu'il en fit usage, il était sans doute loin de penser qu'elles

remboursement ou de réduction des rentes, idem, 1835 ; 18° *Batiments des contribuables, ou de l'équale répartition de la contribution entre les quatre-vingt-six départements de la France*, idem, 1834 ; 19° *Observations sur la nouvelle conception financière présentée à la chambre des députés*, idem, 1835 ; 20° *Considérations sur les systèmes suivis en France dans l'administration des finances, et vues générales sur les éléments de la fortune publique, terminées par la proposition d'un nouveau plan de finances conçu dans l'intention de subvenir aux indemnités réclamées en faveur des anciens propriétaires des biens confisqués, d'améliorer la fortune des propriétaires des domaines nationaux, et d'augmenter les fonds de l'instruction publique, causé du clergé, surtout la fortune des contribuables*, Paris, 1835, 2 vol. in-8°. La revue encyclopédique a dû rendre compte de cet ouvrage ; 21° *Récit d'amélioration administrative et financière*, Paris, 1838, in-8°. Aucune année ne s'est depuis écoulée sans voir paraître de M. Séguin plusieurs brochures sur divers points de l'administration financière de la France : les plus remarquables de celles qui ont paru en 1831 sont : 22° *Grande suppression de l'impôt sur les sels* ; 23° *Des dommages que causait la nouvelle loi sur l'amortissement* ; 24° *Des emprunts* ; 25° *Essais sur les causes des malaises qu'éprouvent aujourd'hui en France les fortunes particulières, etc.*

SENANCOUR (M<sup>lle</sup> de), née en Suisse, a passé son enfance dans le canton de Fribourg. Aménée en France à l'époque où commençait l'empire, elle y est restée auprès de son père, soit à Paris ou aux environs, soit dans les vallées du Gard. En 1838, elle a fait une incursion vers les Alpes helvétiques, où l'appelaient ses souvenirs. Le *Mercur de France* a accueilli, en 1834, les premiers essais qu'elle ait publiés. Depuis, elle a pris part à la rédaction du *Diable boiteux*, de *La Pandore*, et de plusieurs autres journaux, où elle a surtout inséré des articles de mœurs remplis de ces détails dont la vérité est quelquefois saisie par les femmes d'une manière presque inimitable. Susceptible des plus heureux développements dans les caractères, le roman ne convenait pas moins à l'imagination féconde et réellement originale de M<sup>lle</sup> de Senancour : elle a fait plusieurs ouvrages de ce genre. Malgré le succès des plus anciens, on attribue quelque supériorité aux derniers, qui sont inédits, et cela s'expliquerait naturellement. L'auteur, qui ne s'est jamais attaché qu'à de libres études, et qui a dans le caractère toute l'indépendance compatible avec les qualités de son sexe, a dû acquiescer plus de force par l'emploi même de ses moyens, et ne pas épuiser facilement des conceptions étrangères ou talent équivoque des imitateurs. *Les héros comiques* ne cachent sous ce titre aucune satire ; c'est une réunion de tableaux pittoresques, ou de nouvelles gais sans bouffonnerie, et dans lesquels l'auteur a montré plus d'une fois qu'on peut être amusant avec un but moral. Dans *Pauline*, on a surtout approuvé deux des trois caractères principaux : la plus grande partie de celui de Marsanne est d'une énergie remarquable ; pour Helène, cette vive amie de Pauline, elle surpasse même celle de Julie dans *La nouvelle Héloïse* ; mais aussi on peut lui reprocher d'attirer plus l'attention peut-être que le personnage même qui donne son nom au roman. Toutefois ce personnage essentiel n'est point sacrifié : c'est, a dit M<sup>me</sup> Dutenoy, un caractère « neuf qui une imagination libre, exaltée et vierge, pouvait seule créer. » Quant à l'hun er animée, généreuse et aventureuse d'Helène, elle est tout-à-fait selon le goût de l'auteur : cette Helène doit être regardée comme le type de tout un groupe, varié peut-être jusqu'au grotesque, de figures éparses dans la galerie dramatique de l'artiste. Ses ouvrages contiennent en général des passages d'une morale pure ou des réflexions qui n'ont rien de trivial. Ce qui suit est tiré de *La revue*, roman dont le héros est un Polonais : « ... Précieuse faculté de s'amuser avec des riens ! Les hommes les plus heureux, et en même temps les plus honnêtes, que j'ai connus, étaient, pour ainsi dire, enfants dans leurs jeux et dans leur joie. Les enfants n'ont rien dans la tête, dites-vous. Il fut un homme qui eut dans la sienne les affaires de la moitié du monde... et maintenant il ne reste pas plus de trace de ces vingt années de labeur que la mer n'en a conservé de ces

romanesques voyages du rocher d'exil au trône de France, et du trône au sépulcre de Sainte-Hélène. » Surtout sous le rapport du style et de nombreux détails empreints d'un talent approchant déjà de toute sa force, plusieurs critiques ont regardé ce roman comme un des meilleurs qu'on eût publiés depuis très long-temps. Le Polonais Lowendhal a plus d'un trait de ressemblance avec son compatriote le célèbre Mokranowski. C'est un noble caractère dont on a dit qu'il réunissait les anciennes vertus républicaines, et les qualités plus chevaleresques ou moins rudes que les modernes doivent à l'habituelle société des femmes. En 1831-1836, M<sup>lle</sup> de Senancour a fourni à *La Minerve littéraire*, puis au *Mercur de dix-neuvième siècle*, des articles analogues à ceux de l'ancien *Spectateur anglais*, et des morceaux de critique littéraire. Les nouvelles et romans publiés par M<sup>lle</sup> de Senancour sont : 1° *Les héros comiques*, contenant onze récits, dont quelques-uns font suite, Paris, 1830, 3 vol. in-12 ; 2° *Pauline de Sambrasse*, Paris, 1831, 4 vol. in-12 ; 3° *La veuve, ou l'épithète*, Paris, 1832, 4 vol. in-12 ; 4° *La conquéramante, ou aventures burlesques du grand Barnabé*, Paris, 1837, 3 vol. in-12.

SENAR (GABRIEL-JACQUES), né en 1760, à Châteauneuf, département de la Vienne. Il était avocat dans le ressort d'une sénéchaussée voisine, celle de M<sup>le</sup> Bouchard, lorsque la révolution commença ; il ne tarda pas à en partager les erreurs, et ce fut, dit-il lui-même, pour se conformer aux principes. A la suite de quelques différends, il quitta cette ville, où on l'avait fait officier municipal, et, en continuant l'exercice de sa profession à Tours, il acquit de la popularité. Il y fut nommé procureur de la commune dans les derniers mois de 1791 ; mais ce n'était pas un assez grand théâtre pour le développement des maximes qu'il croyait alors devoir suivre. Non seulement son énergie révolutionnaire fut d'abord comprimée, mais on le destitua, ce qui le priva de tout moyen d'existence. Cependant des commissaires de la convention envoyés dans son département, ne voulurent pas laisser ainsi un si bon patriote ; il desista, par leur entremise, secrétaire-rédacteur au comité de sûreté générale, et il y fit admirer l'art avec lequel il interrogeait les suspects. Il allait souvent en mission à Tours diriger ou exécuter les arrestations. Néanmoins il n'était pas tout-à-fait d'accord avec le comité dans l'application des principes dont il s'était déclaré le partisan, puisque les jacobins de Tours le dénoncèrent à ceux de Paris, comme ayant opprimé quelques-uns des meilleurs citoyens. On l'accusa même d'avoir proféré, dans sa tirade, ces paroles impardonnables : « Le signe sacré de la liberté devient un signe de carnage. » Considéré comme suspect à son tour, il ne pouvait plus sortir de l'enceinte du comité sans être accompagné d'un gardien. Dans cette sorte de prison, il était témoin, assure-t-on, de faits atroces qu'on craignait qu'il ne révélât ; mais alors il eût été plus simple de ne pas le lui laisser connaître, et de l'exécuter. Ce qui est plus probable, c'est que, le voyant déjà changer de sentiments, on s'attendait à quelques indécretions relatives à des événements passés, et on ne savait quel parti prendre à son égard. Il faut donc lui rendre cette justice que si, comme beaucoup d'autres, il n'eût de remords réels qu'après le 9 thermidor, du moins il paraissait n'avoir pas attendu jusque-là pour manifester quelque hésitation et quelque repentir. Arrêté à cette époque, comme terroriste, loin de ménager ceux qui devenaient puissants, il accusa plusieurs fois, dans ses dénonciations, Tallien et d'autres représentants de n'avoir renversé Robespierre que dans leur intérêt, et pour substituer leur faction à la sienne. Voyant qu'on l'écoutait peu, il renonça aux affaires publiques, et se disposa à publier un exposé des faits auxquels il avait eu part, ou dont on ne lui avait pas dérobé la connaissance. Sa détention n'ayant duré qu'un an, il voulut que les habitants de Tours, qui avaient eu à se plaindre de ses actes, le vissent de près sous l'ancienne conduite. Une maladie de langueur termina ses jours, le 10 mars 1796. On ne trouve point chez lui ces *Revolutionnaires* dans les cartons du comité de sûreté générale, ouvrage qu'il appelait aussi le *Grand livre des*

grands crimes, et qu'il avait lui-même réduit de moitié pour l'impression. Ainsi abrégé, le manuscrit avait passé dans des mains qui le firent paraître dans la *Collection des mémoires relatifs à la révolution*, sous le titre de *Révolutions pures dans les cartons des comités de salut public et du bureau général*, Paris, 1826, in-8°. Écrits sans ordre, sans exactitude, sans correction, sans vérité même quelquefois, et avec une rature ou une indiscrétion qui tiennent du cynisme, ces récents offrent néanmoins des renseignements qui auraient pu être précieux pour rassembler sur un temps funeste des preuves dont les traces doivent être effacées aujourd'hui. Ce qui semblerait le plus avancé dans les notes de l'auteur des *Révolutions*, et en même temps le plus utile, a été réuni dans *Lettre à M. Al. Duménil, éditeur des Mémoires de Senar, avec fac-simile*. C'est par erreur que, sur le titre même de ses *Mémoires*, on a imprimé Senard au lieu de Senar.

SENÈZ (CHARLES-F.), né en 1799, mort à Caen, en 1853, le 25 novembre. Né avec les plus heureuses dispositions, il ne tarda pas à se faire remarquer dans ses études; il montra surtout du goût pour la langue grecque, et, comptant pour trop peu ce qu'on lui enseignait au collège, il se crea un système particulier d'exercices, auxquels il consacrait presque exclusivement ses loisirs. Homère, Hérodote, Plutarque et Démétrius lui devinrent familiers en assez peu de temps: aussi les succès les plus honorables couronnèrent ses efforts; mais, après s'être livré à l'étude des mots, l'esprit supérieur de Charles Senèz sentit le besoin de se livrer à celle des choses: il suivit avec ardeur les leçons données par M. Gurat, à l'école normale: elles le frappèrent vivement, et dès lors le goût des études métaphysiques succéda chez lui à celui des études physiologiques, il laissa de côté les vieilles arguties de l'école, et le système de routine suivi encore dans quelques universités. Il s'éleva bientôt aux plus hautes régions de la métaphysique, et s'occupa en même temps de rechercher les données les plus positives sur l'économie politique. L'école écossaise fut surtout l'objet de ses recherches. La théorie des sentiments moraux d'Adam Smith l'avait séduit: aussi en fit-il une heureuse application dans son *Essai sur l'amitié*, ouvrage fort étendu, dans lequel il analyse avec beaucoup de sagacité la nature et les modifications de ce sentiment. Ce fut aux sources mêmes de cette école que Senèz voulut aller compléter ses études. Il se rendit en Angleterre, dans le courant de l'année 1820, et s'appliqua surtout à connaître l'organisation des écoles publiques dans ce pays. Il s'entretint, à cet effet, avec plusieurs des membres du collège de la Trinité d'Oxford, et, entre autres, avec le célèbre Brougham, l'orientaliste Mill, Jérémie Bentham, le poète Southey (Robert), et le vieux général français Dumouriez. Ce fut peu de temps après son retour en France qu'il se présenta pour le doctorat en lettres, et qu'il soutint, à cette occasion, deux thèses assez remarquables pour que les éditeurs de la *Revue encyclopédique* n'eussent cru devoir en rendre compte dans ce recueil: la manière brillante dont le jeune Charles développa les thèses fit une telle impression sur les anciens professeurs de l'université, qu'ils s'empressèrent de lui ouvrir leurs rangs, et d'attirer sur lui l'attention du gouvernement. À l'âge de vingt-trois ans, il se vit appelé à la chaire de philosophie de l'une des plus savantes académies de France. Loin d'éteindre son ardeur pour le travail, un pareil succès ne fit que l'accroître encore. Persuadé que l'étude du droit était le complément naturel des études morales et politiques, il se fit recevoir avocat, après avoir approfondi toutes les parties, même les plus fastidieuses, du droit général et particulier. Au milieu des occupations d'une année assez laborieuse, Senèz trouva encore le temps de composer le discours annuel universitaire, et il développa avec hardiesse l'utilité des études philosophiques sur le bonheur et le perfectionnement moral de l'homme, dans son état individuel et par rapport à la société. Dans ce discours, le jeune professeur s'efforça de justifier les études philosophiques des reproches qu'on leur fait ordinairement, de dessécher l'âme et de tuer l'éloquence: il y prouve que des très grands orateurs

avaient été de profonds philosophes. Enfin une maladie lente, et dont les progrès, d'abord insensibles, se manifestèrent bientôt par les plus effrayants symptômes, vint révéler à ses amis tout le danger de sa position: consumé par l'étude et le travail, il leur fut enlevé, à l'âge de vingt-quatre ans, après une année de souffrances les plus douloureuses. Senèz laissa en manuscrits les ouvrages suivants: 1° *Essai sur l'application de la méthode d'analyse et d'induction au phénomène de notre intelligence*, contenant un aperçu historique des erreurs qui ont égaré la plupart des philosophes dans ces sortes de recherches; 2° *Essai sur le genre romantique*, contenant un examen détaillé des ouvrages de lord Byron. Les thèses de Senèz, mentionnées plus haut, ont été imprimées à Caen, chez Poisson, en 1821; la première a pour titre: *De l'histoire, envisagée comme composition littéraire*, et la seconde: *De signis sine da signatum in idem generandis et instruendo ingenio et ac potestate*. La *Revue encyclopédique* de 1821, t. XI, p. 603, a rendu compte de ces deux thèses.

SENEFELDER (ALON), inventeur de la lithographie, est né à Prague, en 1771, d'un artiste dramatique avec qui il vint fort jeune à Munich. Cédant aux desirs de ses parents, qui le destinaient au barreau, il commença, à Göttingue, l'étude du droit, bien qu'il ne se sentît aucune vocation pour cette carrière. Pendant son séjour à l'université, il eut le malheur de perdre son père, et se trouva, par suite de cet événement, sans moyens de subsistance. Alors il forma le projet de se faire comédien, profession qui lui souriait d'autant plus qu'il avait déjà obtenu de nombreux succès sur des théâtres de société. Il débuta en effet à Munich, en 1791; mais, soit que la timidité eût paralysé ses moyens, soit que le public se crût en droit d'être exigeant envers lui, il fut accueilli avec une telle froideur, que la direction ne voulut l'engager qu'en qualité de comparse. Renonçant à l'art dramatique, Senefelder se livra avec ardeur à l'étude des littératures modernes, et composa, en 1792 et 1793, deux comédies en vers intitulées: *Les connaissances en jeunes filles* et *Le mari en voyage*. Ces pièces, qu'il fit imprimer, lui donnèrent l'occasion d'observer le travail des ouvriers de l'imprimerie et d'acquiescer ainsi toutes les connaissances relatives à cet art. Il éprouva bientôt l'envie d'imprimer ses ouvrages lui-même: mais la médiocrité de sa fortune ne lui permettant pas d'acquiescer le droit qui lui était nécessaire pour mettre ce projet à exécution, il s'attacha de ce moment à chercher un moyen moins coûteux, qui lui facilitât l'obtention du privilège qui lui manquait. Il réussit assez bien à graver à l'eau-forte ses ouvrages sur le cuivre, et à les imprimer par le procédé ordinaire; il avait imaginé une espèce de stéréotypage sur la cire à cacheter et sur le bois; mais l'exécution en grand exigeant des capitaux considérables qu'il ne pouvait pas se procurer, il eut recours au projet qu'il avait formé de s'associer avec un de ses amis qui possédait une imprimerie en taille-douce, et de continuer à graver lui-même avec ses moyens particuliers, et sans le secours des outils à graver. Les difficultés qu'il eut à vaincre lui firent chercher à composer une encre chimique, qui est presque la même que celle dont on sert aujourd'hui pour dessiner et pour écrire sur pierre. Une découverte conduit naturellement à une autre; éprouvant trop de peine à repolir les plaques de cuivre qui avaient été employées à ses premiers essais, et qu'il voulait faire servir encore, il en attribua la cause à la rudesse de sa pierre à débruter, et songea à s'en procurer de meilleures; il se souvint que sur les bancs de sable de l'Isère il avait vu des pierres qui ressemblaient et paraissaient supérieures pour cet usage; aussitôt il entreprit le voyage, mais son désappointement fut grand quand il reconnut que ces pierres étaient calcaires: il résolut cependant d'en tirer parti, après avoir essayé si elles étaient plus faciles à débruter et à polir que le métal. Comme ces pierres sont bien moins chères que le cuivre, il se décida à s'en servir pour ses nouveaux essais en gravure à l'eau-forte; il donna néanmoins la préférence à celles connues à Munich sous le nom de *pierre de Solenhofen*, et qu'on employait pour carrelers les appartements. La première fois qu'il en fit usage, il était sans doute loin de penser qu'elles

joueraient par la suite un aussi grand rôle dans l'art d'imprimer. Senefelder apprit seul et successivement à tracer sur la pierre les caractères d'écriture, les lettres moules, etc. Enfin un jour la chose la plus simple et la plus indifférente, à laquelle il n'attachait aucune importance, lui fit découvrir la lithographie. Il vint de dégrossir une pierre pour continuer ses essais d'écriture, lorsque sa mère vint lui dire d'écrire le linge qu'elle allait donner à laver; ne trouvant pas de papier sous sa main, et voulant congédier la blanchisseuse qui s'impatientsait, il prit le parti d'écrire le mémoire sur sa pierre en se servant de l'encre chimique, dous l'intention de la transcrire ensuite sur le papier, aussitôt qu'on lui en aurait apporté. Lorsqu'il venait d'écrire, il lui vint l'idée de voir ce que deviendraient ces lettres tracées avec son encre, composée de cire, de savon et de noir de fumée, en passant sur la pierre une préparation d'eau-forte, et d'essayer en même temps s'il ne serait pas possible d'encreur ces caractères de la manière usitée pour la gravure sur bois et la typographie au moment de commencer l'impression. L'acide dont il se servait pour cette opération était d'une force calculée sur les précédents essais faits par lui en gravure sur pierre. Cette préparation trop forte, qu'il laissa séjourner pendant plusieurs minutes à l'instar des graveurs, donna à son écriture un relief de l'épaisseur d'une carte à jouer, et les parties légères, telles que les déliés, étaient endommagées. Dès lors il ne lui resta qu'à trouver les moyens d'encreur cette planche sans le secours des outils ordinaires; pour y parvenir, il se servit d'un tampon de crin reconvert d'une peau fine; ce tampon ayant l'inconvénient de mal distribuer l'encre et de la faire prendre aussi dans les interlignes, il en forma un autre, au moyen d'une petite planche unie, recouverte d'un drap très fin à une épaisseur d'un pouce, lequel remplissait parfaitement son but. Cette opération terminée, il obtint facilement des épreuves sans exerceur une pression aussi considérable que celle nécessaire par ses premiers essais de lithographie en creux. Malgré ces succès, Senefelder ne put tirer aucun parti de son importante découverte. Réduit à un état voisin de l'indigence, il consentit à remplacer un artilleur, qui lui offrit deux cents florins, et alla à cet effet se présenter à l'autorité militaire d'Inglstadt. Mais cette dernière ressource lui manqua; il fut refusé comme étranger, et revint à Munich. C'est alors qu'il essaya, pour la première fois, à appliquer les nouveaux procédés à l'exécution des planches de musique. Il fit à ce sujet des propositions au directeur de la musique de la cour, M. Gleisner, qui les accepta avec empressement, et forma avec lui, en 1796, une imprimerie musicale. Malgré la modicité de leurs bénéfices et le peu d'encouragement qu'ils trouvaient à l'académie de Munich se borna à leur donner un secours de deux florins; ils ne se découragèrent pourtant pas, et publièrent un bon nombre d'ouvrages. Mais l'impression de quelques grandes partitions n'ayant pas bien réussi, faute d'une presse convenable, ils essayèrent des pertes, et l'invention de Senefelder commença à se décréditer. Alors M. Falter, marchand de musique de Munich, se décida à faire un essai des procédés lithographiques; il fit construire, d'après le dessin de Senefelder, une presse à branches avec laquelle il imprima la *flûte enchantée*, opéra de Mozart, arrangé en quatuor par Daugé. Cette impression ne laissa rien à désirer, mais elle revint si chère que Falter n'hésita pas à donner la préférence à la gravure. A la même époque M. Steiner, membre du conseil des écoles, qui avait vu une petite vignette lithographiée par Senefelder, le chargea de dessiner sur pierre des images pour un catéchisme. Quelques médiocres que fussent ces dessins, ils montrèrent toujours la possibilité de reproduire par la lithographie toutes sortes de traits ou de points de quelque finesse ou force qu'ils fussent. M. Steiner s'enthousiasma vivement à Senefelder, et lui procura l'occasion d'exercer son art sur des genres différents. La plus grande difficulté étant d'encreur à rebours sur la pierre, il chercha s'il n'y avait pas un moyen de l'éviter. Le hasard lui fit trouver ce, lorsqu'on écrivait sur du papier avec un bon crayon anglais, qu'on le mouillait, qu'on l'appliquait ensuite sur

une pierre bien polie, et qu'on le soumettait à une presse bien tendue, les caractères écrits au crayon restaient assez distinctement marqués sur la pierre. Il se servit de ce moyen en plusieurs occasions, mais préféra d'avoir une encre qui fit le même effet. Après des milliers d'essais, comme il le dit lui-même, il parvint à inventer un mélange d'hui-e de lin, de savon et de noir de fumée qui remplit parfaitement son but. Dès lors il faisait copier les manuscrits avec cette encre sur du papier bien collé, et les imprimait ensuite sur la pierre, où tous les caractères se trouvaient marqués avec exactitude et en sens inverse; de sorte qu'on n'avait qu'à les encreur pour tirer les épreuves. En faisant ces dernières opérations, Senefelder s'aperçut que l'humidité, et surtout une humidité un peu visqueuse, empêchait l'encre grasse de prendre sur la pierre; cela lui donna l'idée d'essayer quel parti on pourrait tirer d'un papier imprimé avec l'encre ordinaire de l'imprimerie. Il arracha une feuille d'un vieux livre imprimé, la trempa dans une dissolution de gomme, l'étendit sur la pierre et passa partout sur ce papier une éponge imbibée d'une couleur huileuse et claire. Voyant que les parties imprimées avaient bien pris la couleur, et que le reste du papier conservait sa blancheur, il y appliqua une feuille toute blanche, les soumit tous deux à l'action de la presse, et obtint ainsi une très belle copie de la feuille imprimée, quoique à contre-sens. Il réussit de cette manière à tirer jusqu'à cinquante exemplaires de la même feuille, et trouva qu'on pouvait bien sécher une de ces copies et en la préparant comme l'original, il pouvait en obtenir un certain nombre d'exemplaires conformes à celui-ci. Par cette méthode, que Senefelder a nommée *imprimerie chimique*, on pourrait réimprimer à peu de frais des livres anciens et nouveaux. Truident sans cesse à perfectionner son art, il s'occupa ensuite à chercher un moyen de préparer les pierres de façon qu'elles ne prennent la couleur qu'aux endroits marqués par l'encre grasse, et non dans les places humides. Il ne tarda pas à découvrir qu'en décaillant avec un petit morceau de savon sur une pierre de Solenhofen bien débrutée, en jetant dessus une faible dissolution de gomme, et en y passant ensuite une éponge trempée dans de l'encre brune, toutes les places couvertes du corps gras devenaient noires à l'instant, et les autres restent blanches. Il pouvait tirer d'une pierre ainsi préparée autant d'exemplaires qu'il voulait. Mais il trouva l'impression un peu pâle; et pour remédier à cet inconvénient il imagina une encre composée de colophane, de litharge d'argent, de noir de fumée, de vernis huileux, de potasse et d'eau de pluie, par laquelle il obtint le résultat désiré. Tous ces perfectionnements le mirent en état de donner une grande extension à son établissement. Il prit avec lui ses frères Thibaud et Georges, et leur apprit à écrire et à graver sur pierre; il augmenta le nombre de ses ouvriers, et bientôt les principaux marchands de musique de l'Allemagne lui confièrent des ouvrages à lithographier. Alors un avenir flatteur commença à lui sourire pour Senefelder et pour son associé Gleisner. En 1799, le feu roi Maximilien-Joseph (plus tard électeur) de Bavière leur accorda un brevet d'invention pour quinze ans. Dans la même année, M. André d'Offenbach, un des premiers éditeurs de musique, vint à Munich exprès pour examiner l'établissement lithographique; il fut enchanté de la beauté du travail qu'on y exécutait, et surtout de ce qu'en passant la main sur les notes, elle ne les salissait pas, comme cela arrive presque toujours à l'impression en étain. La réussite avec laquelle les feuilles séchaient, et le peu de couleur qu'on y employait, étaient des objets qui excitèrent l'intérêt de M. André au plus haut degré. Dans son enthousiasme, il proposa à Senefelder de lui enseigner son art dans toute son étendue, moyennant une somme analogue à son importance. Senefelder accepta sa proposition et convint avec lui de se rendre quelques mois après à Offenbach pour y établir une lithographie, et lui former les ouvriers nécessaires. En attendant son départ, il travailla à perfectionner l'impression d'images destinées aux livres de prières, bibles et autres ouvrages religieux que le gouvernement se proposait de publier pour l'instruction du peuple. Il essaya

auet, par des procédés analogues à ceux de l'imprimerie chimique, à transporter sur la pierre l'épreuve d'une planche de cuivre gravée, et cela lui réussit si bien qu'il pouvait en tirer des milliers d'exemplaires, qui ressemblaient tellement à l'original qu'on ne s'apercevait presque pas de la supériorité que le cuivre a sur la pierre. Au mois de décembre 1799, il partit pour Offenbach avec M. Gleimner, et, dès leur arrivée, ils s'occupèrent d'établir la nouvelle imprimerie. Au bout de quinze jours, on tirait déjà des «preuves sur les presses de M. André, qui en témoignait sa satisfaction à Benefeld, et l'engagement même à quitter entièrement Munich, et à s'associer avec lui afin de tirer le meilleur parti possible de sa découverte. En 1800, M. André envoya Benefeld à Londres, dans le but de solliciter pour lui un brevet d'invention pour la lithographie, et, en 1801, il envoya son frère à Paris pour le même objet. Les deux brevets furent obtenus; mais M. André ne fut point heureux dans les établissements qu'il forma dans ces deux villes, parce que les personnes qu'il avait choisies pour les diriger ne convenaient point à la chose. Cependant son imprimerie lithographique à Offenbach prospérait, et devint bientôt très renommée. En 1804, Benefeld alla à Vienne pour former un nouvel établissement avec son premier associé Gleimner. Il obtint dans cette capitale un privilège; mais, quelques années, à M. Steiner, éditeur de musique, avec qui il avait fait un contrat fort désavantageux. Cependant il s'occupa sans relâche de l'amélioration de sa découverte, et bientôt il eut le bonheur de la porter à un tel degré de perfection qu'il ne pouvait plus douter de sa grande utilité pour les arts. Il revint à Munich, où il trouva M. le baron d'Arctin disposé à établir avec lui un grand atelier lithographique. Leur association dura trois ans, pendant lesquels ils firent une grande quantité d'ouvrages, entre autres une collection de dessins d'Albert Dürer, et plusieurs feuilles tirées des œuvres connues sous le nom de Strimer et Pilot, qui peuvent rivaliser avec les plus belles gravures sur cuivre. En 1809, le gouvernement de Bavière établit un atelier de lithographie près des bureaux du cadastre, et, l'année suivante, Benefeld en fut nommé directeur, fonctions qu'il remplit encore actuellement (1832). Depuis cette époque-là, il a inventé le papier-pierre, composition qui imite la pierre naturelle de Solenhofen, et des procédés lithographiques par lesquels on peut obtenir des épreuves colorées qui ressemblent à des tableaux peints à l'huile. Il a publié en 1819, à Munich, un ouvrage intitulé : *l'art de la lithographie, ou description des différents procédés à suivre pour dessiner, graver et imprimer sur pierre*.

SERRASSI (PIRANES ANTOINE), né à Bergame en 1781, y fit ses études avec un tel succès qu'à peine les eut-il terminées, il fut appelé à remplir une chaire de belles-lettres dans la lycée de sa ville natale, et à faire partie de la société académique qui s'y trouvait établie, dont il fut nommé secrétaire perpétuel. Mais les soins de l'enseignement ne l'occupèrent que bien peu de temps, son goût le portait à étudier l'histoire de la vie et des ouvrages des grands hommes qui avaient le plus contribué à enrichir la langue et la littérature italiennes. En s'occupant de ces sortes de recherches, son but n'était point de donner des biographies amusantes propres à alimenter la curiosité de ses lecteurs par un mélange d'anecdotes piquantes et peu connues; il voulait faire servir les circonstances de la vie d'un écrivain célèbre à faire connaître l'influence qu'il avait exercée sur son siècle, fortement convaincu que c'est là le moyen le plus sûr de saisir la pensée et d'expliquer les créations du génie. Les savantes notices qu'il publia, sous ce point de vue, sur Dante, Petrarque, Bernabe, Poliziano, Zanchi, Venierio, Capello, Mazzoni, etc., lui méritèrent des éloges et les encouragements de tout ce qu'il y avait d'hommes éclairés en Italie à cette époque. Un certain orgueil patriotique, qu'on ne peut pas assez louer, le déterminait aussi à raviver la mémoire de plusieurs écrivains fameux qui avaient fleuri à Bergame, et dont il fit réimprimer les ouvrages avec de précieux renseignements. Il entreprit aussi de réclamer pour sa patrie le nom de Torquato Tasso, et de Bernard, son père. En effet, le chœur de la *Jérusalem délivrée*, était né à

Sorrento, dans le royaume de Naples; mais il est sûr que sa famille était originaire de Bergame: il le dit lui-même dans un de ces touchants dialogues, qu'au temps de son injuste emprisonnement, il aimait à composer pour oublier sa misère et pour endormir sa profonde douleur. Après avoir appuyé ce fait de toutes les preuves qu'il put tirer des archives de son pays, Serrasi cassa dans un ouvrage séparé d'écrire une histoire (non complète et détaillée de ce poète immortel); et ce travail mit le comble à sa réputation littéraire: parce qu'il fut le premier qui répandit la plus vive lumière sur la vie orageuse de ce célèbre infortuné, que, dans des jours de détresse, et fuyant la colère sauvage des ducs de Ferrare on avait vu, accablé par une flévie dévorante, réduit à se présenter aux portes d'un hospice et demander à y être reçu par charité. Serrasi avait été appelé à Rome par le cardinal Furietti, son protecteur, pour y diriger un collège qu'on venait de fonder pour l'éducation de la jeunesse de Bergame, établissement qui n'eut pas lieu faute de fonds. Il fut alors chargé des fonctions de secrétaire, d'abord auprès du même cardinal Furietti, et ensuite auprès des cardinaux Calini et Spinelli. Ce fut dans cette capitale qu'il cessa de vivre, en 1771, pendant qu'il rassemblait des matériaux pour d'autres productions semblables à celles qu'il avait fait paraître, et au moment de faire un voyage dans sa patrie pour y compléter ses recherches. Ses ouvrages imprimés sont: 1° *Notice sur la patrie de Bernard et de Torquato Tasso*, Bergame, 1743, in-8°; 2° *Vie de Pierre Spino*, Venise, 1744; 3° *Vie de Pierre Maffei*, Bergame, 1747, in-4°; 4° *Vie de J. Marie Molza*, ibid., 1747, in-8°; 5° *Vie de Basile Zanchi*, ibid., 1747, in-8°; 6° *Vie de Bernard Capello*; 7° *Vie de Bernardo Tasso*, ibid., 1748, in-8°; 7° *Vie de Dominique Venier*, ibid., 1751, in-8°; 8° *Vie du Dante*, ibid., 1751, in-12; 9° *Vie de Petrarque*, ibid., 1753, in-12; 10° *Vie de Pierre Bembo*, ibid., 1755, in-8°; 11° *Vie de Politi*, ibid., 1757, in-8°; 12° *Vie de Baldassare Castiglione*, Padoue, 1766, in-8°; 13° *Vie du Tasso*, Rome, 1783, in-4°, et Bergame, 1790, 2 vol. in-4°; 14° *Dissertation sur la grammaire latine*, Parme, 1787, in-8°; 15° *Vie de Jacques Mazzoni*, Rome, 1790, in-4°. La ville de Bergame lui a décerné une médaille avec cette légende: *Propugnatori potius laudis*.

SERRA, voyez CORREA.

SEVE (ANTHONY), connu aujourd'hui sous le nom de SOLYMAN-BAY, l'un des principaux officiers de Méhémet-Aly, vice-roi d'Égypte, est le fils d'un menuisier de Lyon, et il est né vers 1780, dans cette ville ou dans les environs. Il suivit de bonne heure et avec distinction la carrière militaire, et il était déjà décoré de la croix d'honneur à une époque où cette récompense n'était pas prodiguée, lorsqu'il entra dans les chasseurs à cheval de la garde impériale, vers 1804, avec le grade de porte-étendard sous-lieutenant, et l'année suivante, il fut nommé sous-adjudant-major lieutenant dans le même corps. Une partie de la garde impériale ayant suivi en Espagne, Napoléon, en 1808, le régiment de Seve se trouva dans la division de la grande armée qui fut opposée à une division anglaise dans le nord-ouest de la péninsule. Les chasseurs de la garde ayant traversé la petite rivière d'Esala, et attaqué imprudemment lord Paget dans son camp de Bénévent, au royaume de Léon, le 29 décembre, ils furent culbutés, et le général Lechevre-Desmouettes qui les commandait fut fait prisonnier. Seve, entraîné par sa valeur impétueuse, rompit et trahit plusieurs fois les escadrons ennemis; mais ayant été démonté, il fut pris aussi et conduit en Angleterre. Il y devint l'âme d'un projet audacieux d'évasion, il fallait réussir à déserter, au risque d'une captivité plus longue et plus rigoureuse. L'amour lui en procura les moyens. Une jeune personne, qui n'ignorait pas qu'en sauvant son amant, elle le perdait, sans retour, elle-même, alla conférer, à minuit, dans une bruyère, avec des contrebandiers du Devonshire, leur donna de l'or, et les détermina à faciliter la fuite du prisonnier. De retour en France, Seve fut fait capitaine-adjudant-major dans son régiment; il fit avec éclat les dernières campagnes de la vieille armée. Décoré de plusieurs ordres étran-

gers, il fut maintenu dans son grade et dans son corps après le retour des Bourbons, et créé chevalier de Saint Louis à la fin de 1814. Pendant les cent jours, il servit comme aide-de-camp du général Grouchy; et après la seconde restauration, il partagea la disgrâce de son général qu'il ne suivit point en Amérique. Mis à la réforme, il eut bientôt épuisé ses ressources, contracté des dettes, et pour se soustraire à la contrainte par corps, il fit une cession à ses créanciers, et prit le parti de quitter la France. Il s'embarqua pour l'Égypte, vers 1819, et entra dans le port d'Alexandrie, avec un habit noir râpé et vingt-sept francs dans sa poche. Un de ses compatriotes, M. Gonon ou Gounaud, mécanicien, le protégea auprès du vice-roi Aly, pacha, pour le compte duquel il avait établi plusieurs manufactures. Sève offrit ses services au pacha, qui répondit d'abord qu'il n'en avait pas besoin. Mais bientôt Sève fut chargé de découvrir des mines de charbon de terre, avec un traitement de vingt piastres (trente francs) par jour. Soumis assez longtemps à cette épreuve, il servit avec zèle Méhémet-Aly, gagna sa confiance, et en obtint un commandement militaire. Sève entreprit alors de former des troupes à la discipline européenne. Cette innovation souleva de toutes parts des rivalités contre le nouveau chef, et ce ne fut qu'avec beaucoup de peine et au péril de sa vie, en se battant, le salua à la main avec chacun de ceux qui voulaient lui résister, qu'il obtint obéissance et respect. Il se trouvait à Anouan, ville frontière de la Haute-Égypte, lorsque M. Caillaud vint loger chez lui, à son retour de Méroé et de Senhar. Sève, était venu à apprendre l'exercice aux mamelouks du pacha, qui l'enseignaient aux autres troupes, entreprise dans laquelle Méhémet-Aly avait jusqu'alors échoué, et qui avait occasionné des troubles et des révoltes dangereuses. Son dévouement au pacha le disposait à lui consacrer irrévocablement son sort. Le vice-roi, de son côté, satisfait des services de Sève, désirait de l'attacher plus étroitement à sa personne. Il lui offrit de le faire bey, s'il voulait renoncer au christianisme. « Conservez dans votre ame, lui dit-il, l'idée d'un Dieu, comme vous l'entendez, et dès demain, annoncez au chef de la religion l'intention de vous faire musulman. Quant à la cérémonie, tout se passera entre vous et moi. » Sève prit le turban, et reçut le nom et le titre de Soliman-Bey. C'est lui qui, en 1868, dans l'expédition d'Ibrahim-Pacha, contre la Morée, dirigea les opérations, et déploya une valeur et une habileté qui lui gagnèrent la confiance et la faveur de ce pacha. On doit regretter que les brillantes qualités de Sève et ses talents perdus pour son pays, aient été déployés dans une cause dont la justice aurait dû lui faire déplore le succès.

SEWRIN (CHARLES-ALBERT), auteur dramatique, est né à Metz, le 9 octobre 1771. Après avoir terminé ses humanités au collège de cette ville, il vint à Paris pour y occuper un emploi que la révolution lui fit perdre presque aussitôt. Il se livra alors à la littérature dramatique, et les encouragements qu'obtintrent ses premiers essais sur les théâtres Favart et Louvois, le déterminèrent à suivre cette carrière qu'il a long-temps parcourue avec succès. Nommé, il y a quelques années, secrétaire-général archiviste de l'hôtel royal des Invalides, M. Sewrin perdit cette place par suite de la révolution de 1830. Il est membre de la légion d'honneur, depuis la restauration. Ses ouvrages dramatiques se font généralement remarquer par un but moral, par une grande connaissance de la scène, un style simple et naturel, et l'art de tirer du fond le plus léger des tableaux agréables ou des situations comiques. Il a donné seul aux théâtres de l'Opéra-Comique, Favart et Feydeau, depuis 1793 jusqu'en 1816 : *La plaisir et la gloire*; *La maison*, en deux actes; *L'école de village*; *Les marinière de Saint-Cloud*; *Le mari*; *Le locataire*; *Les surprises*, ou *l'étourdi en voyage*, en deux actes; *L'opéra au village*, ou *la fête impromptue*; *Anna*, ou *les deux chaminères*; *Jadis et aujourd'hui*; *M. Desbosquets*; *Le crescendo*; *L'homme sans façon*, en trois actes; *Les rivaux d'un moment*; *La velle suisse*, en trois actes; *Le forgeron de Bascher*, en deux actes; *L'héritier de Palmipol*, en trois actes; *Les Biarnoia*, ou *Henri IV en voyage*; *La fête du village voisin*, en trois actes; (avec

M. Chazet) : *François I<sup>er</sup> ou la fête mystérieuse*, en trois actes, 1831; (avec M. Dumersan) : *Le jeune bachelier*, en trois actes, 1816; (avec M. Belle) : *La roi René*, en deux actes, 1814. Au Théâtre-Français (avec M. Chazet) : *À la messe*, ou *la leçon conjugale*, comédie en trois actes, en vers, 1805; *La politique en défaut*, comédie en un acte, en vers, 1806. A Louvois et à l'Odéon (seul) : *L'auberge de Kauffmann*, comédie en un acte, 1811; *L'épée et le billet*, ou *l'engagement de conclure*, comédie en un acte, 1804; *Les sauteurs de Baileau*, comédie en deux actes, en vers, précédée d'un prologue, 1809; *Les deux parisiens*; *Le jour et la nuit*, comédie en cinq actes, en vers, 1803; *Emmeline*, ou *la famille suisse*, opéra en trois actes, 1807, même pièce que *La velle suisse*; (avec M. Chazet) : *Ordre et désordre*, comédie en trois actes, en vers, 1808. Dans la foule de pièces que M. Sewrin a données à divers théâtres secondaires, nous nous bornerons à citer celles dont il est seul auteur, et les principales de celles qu'il a composées en société avec M. Chazet (le plus constant et le plus sympathique de ses collaborateurs), Oury, Dumersan, Moreau, Gossin, Brazier, etc. Aux Variétés, de 1796 à 1800 : *Le coucou*, opéra-comique en deux actes; *Mon oncle Antoine*, ou *l'arrivée à temps*, vaudeville; *La giro le des Ciconnes*; *La ferme et la châtaine*; M. Foret, ou *une soirée de carnaval*; *Grisou la malin*, ou *la fête du grand Mogol*; *Jocisse maître et Jocisse valet*, comédie; *Les deux rôles*; *La fiancée du pays de Caux*; *Le villageois qui cherche son veau*; *Le marquis de Morcade ou la comédie bourgeoise*; *Les habitants des Landes*; *Jeannette*, ou *six mois à Paris*; *L'hôtel en vente*, ou *encre M. Guillaume*; *Jocisse corrigé*, ou *la journée aux ardoises*, comédie; *Perhantré*, ou *une scène de tragédie*; *Les plaisirs de l'hiver*; *Les deux magots de la Chine*; *Le vaudeville*; *Crisquet*, ou *l'arquin par occasion*; *Le valet malin*; *Rustaud*, ou *la Rouleuse de Châteaui*; *Guliani dans l'île des Géants*; *Le père enfant*, ou *société*, au même théâtre, de 1805 à 1826. M. de Largillière, son cousin de Droux; *Janvier et nivose*; *Les petites mignonnettes*; *La famille des innocents*; *Romainville*, ou *la promenade du dimanche*; *L'intrigue en l'air*; *Les bourgeois campagnards*; *Les acteurs à l'épreuve*; *Les comètes*, ou *la boule de neige*; *La Grange Chamcel*, ou *le valet dans l'embaras*; *Coco Pepin*, ou *la nouvelle année*; *Les orgues de Barbarie*; *Les poètes sans-souci*; *Les Anglaises pour rire*, ou *la table et le logement*; *Jean qui pleure et Jean qui rit*; *La loquace suave*; *La velle de Chammany*; *Le charret et l'antichambre*; *La leçon de danse et d'équitation*; *Catherine*, ou *la fille du maris*; *La chambre de Susan*, etc. Au théâtre du Vaudeville, en société, de 1805 à 1826 : *Folie et raison*; *La leçon de Berry*, en deux actes; *La famille des tuteurs*; *Les charades en action*; M. Blaise, ou *les deux châteaux*; *Pierre*, Paul et Jean; *La halle à la Champany d'Avon*; *La lithographe*; *Le cillard de Firofay*. Seul, au même théâtre : *Amélie*, en deux actes, 1823; *Nicolas le bon*, ou *le fermier de la Brosse*, 1823, en deux actes; *Les femmes de chambre*, 1823. Au gymnase dramatique, en société de 1821 à 1823 : *La femme du sous-préfet*, ou *le charlatan*; *Le comédien d'Elampes*; *Le garde-moine*; *Le chandelier d'honneur*; *L'atelier de peintre*, ou *les deux peintres*. A la Porte-Saint-Martin, seul : *L'intrigue vénitienne*; *L'honneur à-propos*; *Critica*. A l'ancien théâtre Louvois, depuis 1793, et à divers petits spectacles, tant seul qu'en société : *L'armage*; *Les loup et le brochet*, ou *la nuit d'été*; *L'hiver*, ou *les deux marins*; *Pierre*, drame en cinq actes, etc., etc. M. Sewrin n'a fait connaître encore par d'autres productions : *Romances, chansons et autres poésies*, 1796, in-8°; *Quelques moments de récréation*, Chaux, F. Audouin, 1797, in-8°; plusieurs romans : *Brick-Bolding*, ou *quelques que la vie* roman anglo-franco-italien 1799, 3 vol. in-12; *Mortimer Lascelli*, trad. de l'anglais, 1800, 3 vol. in-8°; *Hilaire et Berthold*, ou *la marche infernale de la rue Saint-Nicolas*, 1801, in-12; *Le papa Brick*, ou *quel-que que la mort* roman anglo-franco-italien, 1801, 3 vol. in-12. *Histoire d'un chien*, écrit par lui-même, 1801, in-12. *Histoire d'une chatte*, griffonnée par elle-même et publiée par M<sup>me</sup> S<sup>ewrin</sup>, 1801, in-12; *La première nuit de mes noces*, trad. du champe-

nois, 1803, 2 vol. in-12; *La famille des manteaux*, ouvrage ridicule, in-12; *Les rucolats de Munich*, histoire récente arrivée en Allemagne, 1803, in-12; 1807; 2 vol. in-12. *Les trois Faublas de ce temps-là*, manuscrit trouve dans les papiers d'une ancienne voiture de la cour, 1803, 4 vol. in-12; *Les amis de Henri IV*, nouvelles historiques, suivies du *Jou.rol d'un moine de Saint-Denis*, concernant la violation des tombeaux en 1793, 1805, 3 vol. in-18. M. Scurin a mené de bonne heure à un genre où il surpassait une aussi rare fécondité que dans le genre dramatique, mais qui lui promettait moins de succès.

**SHEFFIELD** (JEAN-BAPTISTE-HOLANDRE, comte de) publiciste, né dans le comté de Buckingham, vers l'année 1735. Après quelque temps de service militaire, à l'âge de vingt-cinq ans, et sous les ordres de lord Granby, il visita plusieurs états du continent, et se trouvant ensuite, par la mort de son frère aîné, l'héritier des terres de la famille, il se maria en 1767. Il mettoit ses soins à améliorer, sous le rapport de la culture, son domaine de Sheffield, dans le Sussex, lorsque, en 1773, il devint officier de la milice du comté : il en était colonel à l'époque des élections, en 1780. Il fut député à la chambre des communes pour le bourg de Coventry. Il y siégea pendant long-temps, et il dut à son énergie, comme à l'indépendance de ses opinions, une assez grande renommée parlementaire. Lorsque lord Gordon en appela, pour ainsi dire, à la population protestante contre les réclamations des catholiques, Holroyd se livra aux mouvements de son zèle jusqu'à déclarer que, si une émeute résultait de cette provocation, il n'hésiterait pas à venger sur ce lord même le parlement compromis dans sa déroute. Devenu comte de Sheffield, et baron de Dunmore, dans le comté de Meath, en Irlande, il fut reçu par la ville de Bristol, sans doute en considération de l'étendue de ses connaissances dans diverses branches de l'économie publique. Il s'occupait souvent de questions relatives au commerce. Peut-être fut-il des premiers à bien comprendre que ce ne sera pas à l'Angleterre que feraient tort l'abolition de la traite; du moins il s'éleva avec chaleur contre ce principe odieux en lui-même. En 1802, le comte de Sheffield fit partie de la chambre des lords, et y porta les dispositions et les talents qui lui avaient acquis déjà beaucoup de popularité. L'amélioration des laines était un des premiers objets de son attention : souvent même on le vit aux foires de Lewes, dans le Sussex, donnant à cet égard d'utiles conseils aux fermiers assemblés. Ces occupations et les débats parlementaires ne l'empêchèrent point d'écrire sur divers sujets, et généralement dans des vues d'utilité publique. Gilbon, avec qui il était lié, lui laissa ses papiers, dont la publication, en sept volumes in-8° ou trois volumes in-4°, fit dire, même en Angleterre, que l'éditeur n'ôtait pas sévère dans son choix. Il mourut vers sa quatre-vingt-quatrième année, le 1<sup>er</sup> juin 1831, laissant un fils, obtenu d'un troisième mariage. Ses écrits sont principalement : 1° *Observations sur le commerce des états d'Amérique*, 1783; on en a fait six éditions dans l'espace d'un an; 2° *Observations sur les manufactures, le commerce et l'état actuel de l'Irlande*, 1785, in-8°; la troisième édition en 1793; 3° *Observations sur le projet d'abolir la traite des esclaves*, 1789, in-8°; 4° *Discours au sujet de l'union avec l'Irlande*, 1799, in-8°; 5° *Sur les objections faites contre l'exportation des laines de la Grande-Bretagne pour l'Irlande*, 1800, in-8°; 6° *Remarques critiques sur la nécessité de maintenir le système maritime et colonial de la Grande-Bretagne*, 1806, in-8°; 7° *Les ordres du conseil et l'embarquement profitables à la Grande-Bretagne*, 1809, in-8°; 8° *Lettre au sujet des grains, et sur les moyens de remédier à la détresse croissante*, 1815, in-8°.

**SICARD** (FRANÇOIS), auteur de plusieurs ouvrages sur l'art et l'histoire militaire, né à Thionville, le 6 juillet 1787. En sortant du collège de Rhodes, à dix-sept ans, il s'engagea dans le 62<sup>e</sup> régiment d'infanterie, alors à Modène. A Rogliano, en Calabre, le jeune Sicard fut mis à l'ordre du jour de l'armée pour un acte de courage : avec vingt-deux hommes, il avait défendu une des portes de cette ville contre quatre à cinq cents brigades. Après avoir fait treize campagnes, reçu trois

blessures, s'être trouvé à deux sièges et à onze grandes batailles, notamment à la Piave, à Raab, Wagram, Bautzen, Leipzig et Waterloo, M. Sicard n'était encore que lieutenant en 1830. Appelé à Paris, dès 1837, par le ministre de la guerre, M. de Clermont-Tonnerre, pour terminer son grand ouvrage, *l'Histoire des institutions militaires des Français*, M. Sicard reçut, en 1839, la croix de la légion d'honneur, et fut nommé capitaine, l'année suivante, après la révolution. Depuis cinq années, il est employé au dépôt de la guerre, où il s'occupe de travaux spéciaux. On a de ce brave et savant officier un grand nombre d'articles remarquables sur l'histoire militaire, répandus dans plusieurs recueils périodiques. Nous nous bornerons à citer les principaux : dans le *Journal des sciences militaires* : 1° *Chronologie de la maison militaire des rois de France, depuis Clovis jusqu'à nos jours*, t. XVI; 2° *Chronologie de la marine, des colonies, des découvertes, des institutions, sièges, batailles et combats maritimes, depuis la fondation de la monarchie jusqu'à Charles X*, t. XVII; 3° *Chronologie de l'infanterie française, de l'infanterie étrangère au service de France, et des institutions qui y ont rapport*, t. XVIII et XIX. Dans le *Spécialiste militaire* : 4° *État de l'artillerie en France, au treizième au dix-septième siècles*, t. VII; 5° *Recherches historiques sur les diverses formations, sur les exercices, les manœuvres et les évolutions de ligne, etc.*, t. VIII. Les autres ouvrages de M. Sicard sont : 1° *Tableau comparatif des différentes organisations de l'armée de terre en France, depuis 1763 jusqu'en 1835, précédé d'un précis historique sur les organisations antérieures*; cet ouvrage, lithographie par ordre du gouvernement, a été rédigé pour le conseil supérieur de la guerre; il offre des renseignements statistiques fort curieux, dont la plupart n'étaient pas connus. 2° *Tableau statistique de l'État militaire de la France, en 1839-40*, Paris; 3° *Histoire des institutions militaires des Français, depuis la fondation de la monarchie jusqu'en 1826, avec un atlas de deux cents planches, représentant les uniformes anciens et modernes, les armures, les machines de guerre, etc., etc.; suite d'un aperçu sur la marine militaire, depuis l'établissement des Français dans les Indes jusqu'à nos jours*, Paris, 1830-1831, 4 vol. in-8°; cet ouvrage, qui sera vivra le nom de M. Sicard, est le fruit d'immenses recherches et de laborieuses élaborations; il est rédigé avec une sagacité remarquable; il abonde en détails historiques du plus haut intérêt; enfin il rend inutile aujourd'hui l'histoire de la marine française, du père Daniel. Plus familiarisé avec son sujet que de devancier, et vivant aussi avec plus d'indépendance, M. Sicard acquiert des droits incontestables à l'estime des savants et des militaires. Le roi de Prusse, à qui il a fait hommage de ce travail important, l'en a remercié dans une lettre des plus flatteuses, accompagnée d'une bague enrichie de diamants. L'auteur de *l'Histoire des institutions militaires des Français* a contribué à l'établissement de plusieurs sociétés savantes et industrielles dont il est resté membre. Ces travaux, fruits d'études continues, leur utilité, et la réputation de talent et de vrai patriotisme éclairé dont jouit M. Sicard, font espérer que, sous un ministère habile et ami du bien public, il trouvera la bienveillance et l'appui qu'il a droit d'en attendre.

**SIERAWSKI** (JULIUS), général polonois, est né à Gracovie, en 1777, où il fit ses premières études. Il commença à servir son pays en 1794, et se distingua particulièrement à la première bataille que le grand Kociuszko livra aux Russes, près de Racławice. Il fut très actif pendant le siège de Varsovie, et alla ensuite, sous les ordres du général Woyczyński, disputer aux Russes le passage de la Narw. Après la malheureuse issue de la campagne de 1794, le brave Sierawski se jeta, avec les débris de l'armée nationale, en Valachie; de là, il reçut du général Deniski une mission pour Constantinople; il y apprit, de la bouche de l'ambassadeur français, que des légions polonoises se formaient en Italie, et il s'embarqua à l'instant même sur un navire ragusain. Capturé en route par des frégates algériennes, il fut conduit à Tunis, et eut sa liberté qu'à l'intervention du consul français; enfin, après avoir passé par les chances de l'esclavage et du naufrage, il



debarqua dans le port de Livourne. Depuis cette époque, il partagea les victoires et les revers des légions polonaises. En 1799, il vint à Paris, où le général Sierawski l'employa à l'organisation de la légion polonaise du Danube. Au combat devant Francfort et à la bataille de Hohenlinden, il donna des preuves du plus beau courage. En 1801, après le traité de Lunéville, la légion du Danube s'unit à celle d'Italie, et Sierawski fut nommé commandant de la place de Livourne. Il se distingua dans une expédition à l'île d'Elbe. En 1806, il fut du petit nombre de ceux qui rentrèrent les armes à la main dans une patrie renaissant de ses cendres. Il se couvrit de gloire aux environs de Dantick, et rendit de grands services dans la campagne de 1809. En 1812, il faisait partie de la division Dambrowski; sa conduite fut si brillante au passage de la Bérésina, que Napoléon le nomma, sur le champ de bataille, général de brigade. Partageant le sort de la campagne de 1813, et ses suites, il entra dans sa patrie avec les débris mutilés de l'armée du grand-duc de Varsovie. La conduite de cet illustre citoyen lui attira, durant tout le règne du czarvitch Constantin, une surveillance active de la police russe, et il fut presque le seul des généraux polonais qui, des premiers instants de l'explosion du 29 novembre 1830, embrassa, sans aucune arrière-pensée, la cause de la révolution et toutes ses conséquences. Le peuple le portait au commandement suprême de l'armée; mais, pour le malheur de la Pologne, il fut en cette occasion trop modeste, et il fut le premier à proposer d'élever Chlopicki à ce grade, comme le plus ancien des généraux. Pendant la campagne de 1831, le général Sierawski maintint sa belle réputation; mais, en butte aux intrigues et aux mauaises intentions du généralissime Skrzynski, il devint victime de différentes machinations; il ne cessa pas moins de servir la cause nationale jusqu'à la dernière extrémité. Après la déposition de Skrzynski, à la suite de la découverte de sa trahison, le général Sierawski fut incorporé, avec sa division, dans le corps du général Rannorino, qui finit par se retirer en Galicie, après l'entrée des Russes à Varsovie. Il est aujourd'hui (1832) en France, au milieu de ses compatriotes, qui, le regardant comme l'un des Nestors de la vieille gloire polonaise, et comme l'un des hommes qui présentent l'image d'une vertu et d'un caractère à toute épreuve.

**SIESTRZENCOWICZ STANISLAW**, métropolitain de toutes les Russies, né le 4 septembre 1731, à Zabludow, dans le gouvernement de Grodno. Il était officier au service de Prusse, lorsqu'il vint à connaître l'évêque du diocèse où se trouvait sa ville natale, le prince Miasalski. Ce prélat lui persuada d'abjurer la doctrine des protestants dans laquelle il avait été élevé par sa famille, et, l'ordonnant prêtre en 1768, récompensa sa docilité par un excellent canonicat à Wilna. L'église réservait en outre pour la nouvelle foi de Siestrencowicz, des faveurs plus particulières. Le premier partage de la Pologne était loin d'être complet, eût-ils été sous la juridiction de ses évêques les fidèles des provinces définitivement envahies par les Russes; Catholiques demandés donc à Rome un évêque pour les catholiques de ces pays unis. Ce moyen secondaire de consacrer l'insidieux partage ne pouvait guère être retenu par le chef de l'Eglise romaine, à la latrine placée à la tête de la plus grande partie de l'Eglise grecque; cependant Siestrencowicz, nommé vicaire apostolique pour la Russie-Blanche, n'eut alors, comme évêque, que le diocèse de Mallo *in partibus*. Quelques temps après, l'impératrice jugea qu'il ne fallait pas même laisser un évêque russe dépendre, comme suffragant, d'un prélat lithuanien, et voulut que Mnhod devint évêque archiepiscopal, ce qui fut fait par Pie VI, le 15 avril 1783, en faveur de l'évêque de Mallo. Le nouvel archevêque eut aussitôt un conducteur, ainsi qu'un chapitre cathédral, et sa juridiction s'accrut tellement, qu'on le trouve ainsi qualifié dans le *Directorium officii diocani, et misarum... diocesis Malhiensis* (1817): « S. Siestrencowicz de Bohus... unique métropolitain des églises catholiques romaines en Russie... président du collège catholique romain, etc. » Il paraît avoir porté la pourpre réservée ailleurs aux

cardinaux. L'étendue de ses fonctions détermina sa résidence dans la ville impériale, et ses suffrages furent son conducteur à Mohilow (seulement jusqu'en 1814), un évêque à Polock, pendant quelque temps aussi, un à Kiow, et ensuite quatre évêques de Lithuanie ressortissants du siège de Wilna. Le zèle qui, dès le milieu de l'année 1779, lui avait fait prendre la résolution d'autoriser les Jésuites à recevoir des novices, n'était pas le seul qui excitât son activité. Il favorisait les progrès des arts et des sciences; la vérité c'était dans un pays où les ecclésiastiques croient pas encore devoir craindre ces développements de l'industrie et de la science. Il était membre ou associé honoraire des sociétés économiques ou littéraires de Petersbourg, de Moscou, de Wilna, d'Alto, de Londres; et il est à remarquer que, dans le *Directorium* de Wilna, il a aussi fait partie de la *bibliothèque* de Petersbourg. La partie de ses travaux indépendante de son ministère sacerdotal consiste surtout en recherches historiques et relatives, aussi généralement aux peuples d'origine slave, soit à la Crimée qu'à l'Asie, visitée deux fois. En faisant remettre à l'abbé Gerroire une *Liturgie sur l'origine de la Bible*, il repose rapidement, dans une lettre d'envoi, en 1815, idées sur la question qui résulte du singulier conflit de deux juridictions dans les pays où un souverain est chef de son église, tandis qu'un autre souverain est chef universel de toute l'Eglise. « Ses vœux paraissent être pour la concorde ou l'indulgence, et même il demandait qu'on préférât, autant que possible, l'égard des chrétiens de ces états, l'enseignement aux matières de controverse. Dans un rescrit donné en 1799 à ce métropolitain par Paul 1<sup>er</sup>, et dans la lettre pastorale de Siestrencowicz dont ce rescrit fut l'occasion, il est dit que nul nonce du saint-siège n'est admis en Russie, qu'il n'y sera publié aucune bulle sans le consentement exprès de l'empereur, et que le métropolitain exerce tous les pouvoirs d'un nonce, tant que les évêques reçoivent directement de lui le priant leur autorité sur l'Eglise de Dieu. » Dans ces termes prolonge les forces de Siestrencowicz; dans sa quatre-vingt-sixième année quand la mort frappa à Petersbourg, le 13 décembre 1816, sans que les facultés de son esprit l'eussent abandonné, on trouve ses ouvrages historiques sont: 1<sup>o</sup> *Recherches sur l'origine des Samarites, des Esclavons et des Slaves, et sur l'origine de la conversion de ces peuples au christianisme*. Saint-Petersbourg, 1812, in-8<sup>o</sup> de 465 pages en deux tomes; 2<sup>o</sup> *Histoire de la Crimée*; 3<sup>o</sup> *Recherches sur l'origine de la Russie*, mémoire traduit en russe, et lu à l'académie de Saint-Petersbourg, en 1818.

**SIGAUD DE LAFOND (JEAN-REMY)**, naquit à Dijon en 1740, et fit ses études chez les jésuites. Il prit ensuite la chirurgie à Paris, où il se fit remarquer bientôt par son zèle à profiter, dans l'école de Saint-Côme, de toutes les expériences anatomiques, sans négliger les leçons de physique du Nollet. Il avait déjà publié quelques ouvrages, lorsqu'à la fin de 1768, dans un mémoire remis à l'académie royale de chirurgie, il proposa une opération tout-à-fait nouvelle, que l'académie n'accusa ni pas, et qu'elle prescrivit même et réclut le mémoire. Cette innovation consistait à remplacer, dans de certaines circonstances, pour les leçons en couchés, l'opération césarienne par la section de la symphyse du pubis. Les objections de l'académie tirent peu d'impression sur Sigaud; mais il fallut attendre une occasion de se justifier par le succès, et elle ne se présenta qu'au bout de près de neuf ans. Dans cet intervalle, il fut reçu maître à l'âge de trente ans, et se fixant à Paris, il fit de la pratique des accouchements son occupation principale. Enfin le jour arriva où il devait appeler du jugement qu'on avait porté sur sa découverte. Il fut demandé pour accoucher de son cinquième enfant une femme difforme et rachitique, de l'âge de quarante ans, et dont les enfants précédents étaient venus morts. D'habiles accoucheurs avaient même assuré qu'elle n'en pourrait jamais avoir de vivants, à moins qu'on n'eût recouru à l'opération césarienne. L'opération de la symphyse du pubis fut faite le 1<sup>er</sup> octobre 1777, par Sigaud, assisté de l'obstétricien Le Roy. L'enfant arriva vivant, et la mère fut

bientôt établie. L'académie nomma alors des commissaires pour l'examen du nouveau mémoire que lui adressa Sigaud à ce sujet : le 6 décembre, elle décida, en corps, que ce mémoire serait imprimé en français et en latin, et envoyé à tous les correspondants de la faculté. Une gratification fut donnée à cette fin, nommée Souchoi, et dont le mari était soldat de la garde de Paris. Les jetons d'argent que recurent Sigaud et Alphonse Le Roy portaient cette inscription, honorable pour la faculté même qui ne craignait pas d'accuser de précipitation sa première décision : *Anno 1768 sectionem sympathiae ostium pubis inventi, proposuit, Anno 1777 fecit felicitari, etc.* Sigaud n'a pas joui de son triomphe sans contradicteurs. On ne pouvoit lui nier que sa découverte ne fût utile, mais on prétendoit qu'elle ne lui appartenait pas. Ou l'attribuait positivement au Hollandais Camper; mais ce célèbre médecin n'hésita pas à déclarer que s'il avoit fait lui-même des expériences de ce genre, elles lui auroient été suggérées par une lettre du secrétaire de l'académie de chirurgie de Paris, relativement au succès de Sigaud. Dans son *Art des accouchemens*, Baudelocque s'est montré contraire à cette opération, et ce fut le sujet de discussions assez vives entre lui et Alphonse Le Roy, Piet, Cambon et Ozanam, entre autres, tout écrit sur cet objet. Quant à Sigaud, il avait exposé sa théorie à cet égard dans une thèse inaugurale, soutenue en 1768 à Angers. En pratiquant la médecine dans différentes provinces, il donna aussi des leçons de physique que faisoit goûter surtout la facilité de son débit. Au moment de la création de l'Institut, en 1796, il y fut compris en qualité d'associé. Il était membre de plusieurs académies. Un décret de la convention lui avait alloué une indemnité de trois mille francs. Dans ses derniers temps, il professait la physique à Bourges; il y mourut le 26 janvier 1810. Ses principaux ouvrages sont : 1° *Leçons de physique expérimentale*, 1767, 2 vol. in-12; traduit en allemand, Drendel, 1775, in-8°; 2° *Leçons sur l'économie animale*, 1767, 2 vol. in-12; 3° *Traité de l'électricité*, 1771, in-12; 4° *Description et usage d'un cabinet de physique expérimentale*, 1775 et 1784, 2 vol. in-8°; deux opuscules sur la section et la symphyse des os du pubis, 1777, 1779, in-8°; 5° *Dictionnaire de physique*, 1780, 4 vol. in-8°, et un supplément en 1788. Moins agréable et moins concis, mais moins inexact que l'ouvrage de Paulin, celui-ci a été très avantageusement remplacé par celui de Brisson et ensuite par celui du professeur Lillie. 6° *Dictionnaire des merveilles de la nature*, 1781, 3 vol. in-8°, et 1788, 3 vol.; traduit en allemand; 7° *L'école du bonheur*, etc. 1782, in-12, et 1803, 3 vol.; 8° *La religion défendue contre l'incrédulité du siècle*, etc. Paris, 1785, 6 vol. in-12; 9° *Eléments de physique théorique et expérimentale* (pour servir de suite à la Description d'un cabinet de physique), 1787, 4 vol. in-8°; traduit en espagnol, 5 vol. in-4°; 10° *L'économie de la providence dans l'établissement de la religion*, 1787, 3 vol. in-12; 11° *De l'électricité médicale*, 1802, in-8°. Il faut y joindre une traduction, mais défectueuse, du *Cours de physique expérimentale* de Muschenbroeck, 1769, 3 vol. in-4°.

SILFVERSTOLPE (ART-GABRIEL), chambellan du roi, secrétaire de l'ordre de la noblesse de Suède, et l'un des dix-huit de l'académie suédoise, naquit le 10 août 1768, à Stockholm, où son père était commissaire de la banque des états du royaume. Après avoir reçu un éducation soignée dans la maison paternelle, il passa, à l'âge de dix-sept ans, à l'université d'Upsal, et y subit, un an après, l'examen pour la chancellerie royale où il entra, en 1781, dans le département de la guerre. Il y fut nommé copiste l'année suivante, et secrétaire de l'établissement des connaissances de la noblesse. En 1791, il fut nommé gentilhomme-servant du roi, et secrétaire particulier de la reine douairière Sophie-Madeleine. Il fut, en 1795, nommé secrétaire de l'ordre de la noblesse, place qu'il conserva jusqu'à sa mort qui arriva le 5 septembre 1816. Silfverstolpe est, à juste titre, mis au rang des écrivains distingués de son pays; il s'est fait remarquer par des ouvrages approfondis sur la langue suédoise. Il se fit de bonne heure connaître aussi comme auteur de poésies et de pièces d'éloquence; déjà, en 1788, le panegyrique de Birger

Forsell avait attiré sur lui l'attention du roi Gustave III. En 1790, un écrit en français intitulé: *Réponse à la question, si d'opéra l'accroissement ou le décroissement des beaux-arts dans un état, l'un peut juger avec quelque certitude des mœurs d'un peuple*; en 1791, son panegyrique de Stensture le jeune, et en 1799 une épitre en vers à ceux qui cherchoient un nom immortel, répandirent au loin sa renommée, et lui procurèrent le prix de l'académie suédoise et de celle des belles-lettres, d'histoire et des antiquités. Ses talents le firent nommer, en 1794, un des dix-huit de l'académie suédoise, et, en 1798, l'académie des belles-lettres, d'histoire et des antiquités le choisit pour l'un de ses membres. Ses connaissances l'avaient fait nommer aussi membre de l'académie de musique en 1793. Ses fonctions, comme secrétaire de l'ordre de la noblesse, occupèrent presque tout son temps, et ne lui permirent pas d'être un écrivain aussi productif que ses moyens le demandaient. Un recueil de ses poésies en deux volumes, une traduction de l'*Histoire de la Grèce*, par Goldsmith, en 1806; un *Traité sur l'orthographe suédoise*, en 1811; des *Exercices de la langue française* de la même année et en 1814, un *Essai sur les principes d'une grammaire générale*; voilà tout ce que cet écrivain laisse à la postérité. Mais la Suède lui doit aussi de la reconnaissance pour sa conduite comme homme public. Ses travaux pendant toutes les dictes, depuis 1809 jusqu'en 1816, lui méritèrent beaucoup d'éloge, et la confiance des états le choisit toujours pour membre du comité de la presse. En 1810, il fut récompensé par la décoration de l'ordre de l'étoile-polaire, et l'année suivante, il fut nommé chambellan de la reine douairière. Le comité établi en 1815 pour l'amélioration de l'instruction publique le possédait aussi comme un de ses membres les plus instruits et les plus relés.

SILVEIRA PINTO DA FONSECA (Bravardo da), vicomte de Varzea, commandeur de l'ordre du Christ, et de celui de la tour et épée, né à Lanège, le 25 juillet 1780, d'une famille noble des provinces de Beira et de Tras-os-Montes. Son père était général, et le destinait à la carrière des armes. Il entra au service en 1794, et leva une compagnie de cavalerie à ses frais en 1796. Lorsque le général Junot vint en Portugal, il donna sa démission, mais il reprit les armes en juin 1808, pour aider à expulser les Français. Nommé, la même année, major de cavalerie dans la légion lusitanienne, il fut promu au grade de lieutenant-colonel en 1809, et devint à cette époque adjoint au quartier-maître général de la division commandée par le premier comte d'Amaraute, son cousin et son beau-père. Le comte d'Amaraute, officier de peu de mérite, ne desait la réputation acquise par la résistance qu'il opposa d'abord au général Luyson, en 1808, et ensuite à quelques détachemens de l'armée du maréchal Soult, en 1809, lorsque ce maréchal pénétra en Portugal, et par celle qui fut faite, en 1811, au général Claparède dans le Haut-Béira, qu'aux dispositions du vicomte da Varzea. Colonel en 1812, celui-ci fut, en 1815, fait brigadier et quartier-maître général de la division des volontaires royaux qui partit pour Rio-Janeiro, et se rendit ensuite à Monte-Video. Il continua à trois ans sur la rivière de la Plata la colonne de gauche, fit preuve de beaucoup de talent et d'une grande bravoure aux combats de Pablo-Pars et de Minas. Il fut nommé à cette époque maréchal-de-camp. En 1819, de retour à Rio-Janeiro, il refusa le poste de chef de l'état-major de la capitale et de la province, et fut nommé capitaine-général de Maraguan, poste où il déploya de grands talens administratifs. Avant lui, tout le revenu de cette riche province, montant à plus de trois millions de francs, était enlevé par la cour de Rio-Janeiro; Silveira combattit avec succès cet abus, et appliqua une partie des revenus à embellir la ville, à faire paver les rues, et à exécuter un grand nombre de travaux utiles. Lors de la révolution qui éclata le 21 août 1820 à Porto, il se montra favorable aux principes proclamés alors en Portugal, et ne fit rien pour en empêcher l'adoption dans son gouvernement; seulement il veilla à ce que la tranquillité publique ne fût point troublée. Le 6 avril 1821, le colonel Pizarro ayant, à la tête de la garnison, proclamé les bases de la constitution portugaise, le

capitaine-général se démit de son commandement; mais sur la demande expresse du corps municipal, des troupes et des autres autorités, il consentit à l'exercer sous le titre de gouverneur provisoire jusqu'à l'installation du gouvernement constitutionnel de la province, qui eut lieu en mars 1822. Les négociations de Maragnon lui firent présent d'une riche épée après qu'il eut quitté le commandement. De retour en Portugal, il fut élu député aux cortès ordinaires, et vota constamment avec le parti patriote. Alors éclata la révolte du comte d'Amarante (marquis de Chaves), et d'autres membres de la famille Silveira, ce qui plaça le vicomte de Varzea dans une position fautive et délicate vis-à-vis de ses collègues, les membres des cortès, auxquels il devint suspect. Quoiqu'il soit avéré qu'il était étranger au complot de sa famille, qui se méliât même de lui, il s'abstint de paraître aux séances du congrès. Enfin arriva le 27 mai 1823, jour où don Miguel, accompagné du colonel, vicomte de Santa Maroba, opéra la contre-révolution. Invité par une lettre de celui-ci à se réunir à l'infant, le vicomte de Varzea, après avoir hésité, se décida à se rendre auprès de Jean VI. Il prit le commandement des troupes révoltées à Villa-Franca, maintint l'ordre et la discipline, et empêcha les soldats de commettre des violences. Jean VI arriva alors à Villa-Franca; ce général prit son parti contre l'infant, et fit tous ses efforts pour que la promesse faite par le roi dans sa proclamation du 30 mai, de donner une constitution aux Portugais, se réalisât; mais l'infant et Pamplona (comte de Suberra), par leur arrivée à Villa-Franca, donnèrent la prépondérance au parti absolutiste. Le 4 juin, Silveira fit son entrée à Lisbonne, à la tête des troupes dont il calma l'effervescence. Ne voulant pas s'associer aux mesures du nouveau gouvernement, ni prendre part à l'entrée triomphale du marquis de Chaves, il demanda et obtint le gouvernement de Beira; et vers la fin de l'année, il passa au commandement du corps d'observation de l'Alentejo. Lorsqu'en 1826 arriva la charte accordée par don Pedro, le général se prononça ouvertement en faveur de la nouvelle constitution. Cependant le gouverneur d'Alentejo, son parent, ayant déserté en Espagne au mois de septembre 1826, le vicomte de Varzea offrit sa démission de gouverneur de la Haute-Beira au gouvernement de la régence qui la lui refusa, en lui témoignant combien elle était satisfaite de ses services. En décembre, la province de Beira fut envahie par le marquis de Chaves; le vicomte, pour éviter tout contact avec les chefs des rebelles, ses parents, partit pour Lisbonne; il était déjà à dix lieues de Lamego, lorsqu'il prit le parti d'aller se réunir aux rebelles qui lui firent un froid accueil, lui reprochant avec raison de n'avoir abandonné le parti libéral que lorsqu'il n'y trouvait plus de sûreté. Après la déroute des rebelles, il se réfugia en Espagne, et vécut dans la retraite à Valladolid, n'ayant jamais obtenu la permission de se rendre à Madrid. Après l'usurpation de don Miguel, il retourna en Portugal, et on lui rendit le gouvernement de Haute-Beira, d'où il passa à celui de Porto; il s'y fit tellement aimer des constitutionnels qu'ils ont généralement attribué sa mort au poison administré par les agents de don Miguel, et non par un coup d'apoplexie. Silveira mourut à Porto en 1830, âgé de cinquante ans. Il avait des manières affables, un caractère franc, généreux et intègre; il avait peu d'instruction, mais beaucoup d'intelligence. C'était un homme d'honneur, un brave militaire et un bon administrateur. L'influence timide de sa famille sur sa conduite politique, jointe au peu de fixité de ses opinions en cette matière, et à sa susceptibilité personnelle, ont causé les tergiversations qui ternirent sa réputation. C'est le plus distingué de la nombreuse famille des Silveira. Manuël da Silveira, premier comte d'Amarante, combattit le général Leizsin, en 1808, et commanda un corps dans la guerre de la péninsule; son fils, marquis de Chaves, chef des révoltes en 1823, 1826 et 1827, est mort en 1831, dans un état voisin de l'imbécillité. Le comte de Camellos, l'esprit le plus actif de la famille, est un agent diplomatique de don Miguel.

SINETY (Aadar-Lotus-Espart de), page du roi à la

grande écurie-majior du régiment Royal-Navarre, chevalier de Saint-Louis, député de la noblesse de Marseille aux états-généraux de 1789, a siégé au même titre dans l'assemblée constituante jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1791, et a prononcé plusieurs discours sur l'organisation de l'armée. Il était secrétaire perpétuel de l'académie de Marseille dont son père a été l'un des fondateurs. Il a laissé un ouvrage estimé sur l'agriculture du Midi. Esprit de Sinety, mort en 1811, a été confondu dans toutes les biographies avec André-Marie, marquis de Suty, ancien premier maître d'hôtel de Monsieur, comte de Provence, depuis Louis XVIII, mestre-de-camp en second du régiment d'Angoumois, chevalier de Saint-Louis avant la révolution, et maréchal-de-camp honoraire.

SKARBK (Faiskark), littérateur et professeur polonais. Il est né en 1793. Il fit ses études au lycée de Varsovie, et vint les terminer, en 1809, à Paris. Les sciences économiques et politiques l'occupaient particulièrement. En 1811, il fut appelé par le gouvernement à remplir la chaire des sciences administratives à l'université de Varsovie. En 1822, il concourut au prix proposé par la société des sciences de Harlem par un *Mémoire sur les causes de la mendicité dans plusieurs pays de l'Europe*, et obtint une médaille de bronze. En 1828, il fit un voyage scientifique en Allemagne, en Hollande et en France. De retour à Varsovie, Skarbek fut nommé conseiller-d'état, et il se trouvait à Posenbourg à l'époque de la glorieuse révolution du 29 novembre 1830. Skarbek y resta durant toute la lutte de ses compatriotes, contre les Russes, et ne revint que lorsque Varsovie tomba en leur pouvoir. Il occupa depuis une place dans le département des affaires intérieures. Il a publié: 1<sup>o</sup> *Sur les revenus publics*, traduction de Ch. Genilh; 2<sup>o</sup> *Rapport de M. Capodistria sur les établissements de Hofzyl*, traduit du français; 3<sup>o</sup> *De la théorie et de l'application des principes de l'économie politique*, Varsovie, 1820-1821, 4 vol. in-8; 4<sup>o</sup> *Résumé de la science des finances*; 5<sup>o</sup> *Théorie des richesses sociales*, Paris, 1829, 2 vol. in-8. Plusieurs dissertations dans l'*Annuaire de la société des amis des sciences à Varsovie*, dont il fut secrétaire, et la rédaction du *Mémorial de Varsovie*, ont été écrites et suivies par Skarbek. Il a publié en outre les romans suivants publiés dans les journaux polonais. Ce sont: 1<sup>o</sup> *Un moment de gaieté*; 2<sup>o</sup> *Monsieur Antioch*; 3<sup>o</sup> *Le voyage sans but*; 4<sup>o</sup> *Le starost*; 5<sup>o</sup> *Tartu*; 6<sup>o</sup> *Ressort*, roman historique du temps de Jean Sobieski.

SKARSZEWSKI (ALBERT), évêque de Varsovie, et primate de Pologne, naquit en 1745. L'histoire de Pologne offre peu d'exemples d'une conduite pareille à celle de Skarszewski, où l'intrigue et la trahison jouent un rôle principal. Après avoir intrigué pendant la diète constituante, il se découvrit à nu dans le complot l'horrible de Tawigourka, où il se lia avec les principaux traitres, tels que Stanislas-Felx Polocki, Branccki, Ozarowski, les Kosakowski, Masalski, Aukwicz et consorts. Lorsque le peuple de Varsovie chassa, en 1794, les Moscovites, et lorsqu'on put le convaincre de trahison, Skarszewski n'échappa point à la justice, il fut emprisonné en conséquence d'un décret juridique. Une particularité singulière le sauta à cette époque. Dans la même prison se trouvait, à côté de plusieurs détenus, l'évêque prince Masalski. Skarszewski conservant toute sa présence d'esprit, et remarquant que les prisonniers étaient menés au supplice sans appel nominal, il glissa une pièce de deux florins (vingt-six sous) au gardien, et lorsque son tour fut venu, celui-ci le remplaça par Masalski, qui expia ses crimes sur l'échafaud. Depuis, Skarszewski, agissant à la politique moscovite, fut élevé à la dignité primatiale, dans laquelle il termina, ses jours, au milieu de remords tardifs, le 12 juin 1827, à Varsovie.

SKRZYNECKI (JEAN), généralissime des armées polonaises dans la campagne de 1831. Il est né, en 1782, près de Léopold, dans l'ancien palatinat de la Roume-Rouge, aujourd'hui la Gallicie. Il fit ses premières études à Léopold. Il était bien jeune lorsqu'il embrassa la carrière militaire, en 1807, à l'époque de la création du grand-duché de Varsovie, et de la formation des régiments polonais. Dès son enfance il montrait

beaucoup de dispositions à l'étude; mais entré au régiment, où il fallait être exact, et supporter les fatigues du service, il était lourd et endormi. Cependant cette disposition de son état physique ne l'empêcha pas de faire les campagnes de 1809 et 1812 en Russie, et celle de 1813 en Allemagne. En 1814, il fit la campagne de France, et l'empereur Napoléon se trouvant par hasard dans une position périlleuse à Arcis-sur-Aube, ce fut le bataillon d'infanterie polonaise, commandé par Skrzynecki, qui couvrit l'empereur contre l'ennemi. Napoléon demanda le nom du commandant; ou le lui dit, et il fit entendre ces paroles: « C'est un commandant qui commandera. » Cette prophétie se réalisa pour le malheur de la Pologne. Après la formation du nouveau royaume de Pologne, Skrzynecki, comme tous les autres officiers polonais, revint avec les débris de l'armée du grand-duché, à Varsovie. Il y commanda depuis, comme colonel, le 8<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Issu d'une famille noble, mais peu riche, il avait conservé une prédilection particulière pour l'aristocratie, et essayait toujours de jouer le rôle d'un seigneur. C'est à cela qu'il faut attribuer la haine que plusieurs officiers de son régiment lui portaient: et Skrzynecki, pour s'en venger, n'hésitait pas à exécuter souvent sur eux les caprices despotiques du grand-duc Constantin. Il est arrivé cependant une fois qu'il parut tenir tête au grand-duc, ce qui lui mérita quelque confiance parmi les patriotes. Lorsque l'admirable jeunesse polonaise et le chef de la dernière conspiration, Joseph Zaliwski méditaient de renverser le pouvoir moscovite, Skrzynecki, avec quelques autres colonels polonais, y fut initié, autant qu'on pouvait initier les commandants des régiments sans compromettre la cause des patriotes. Au 29 novembre, il se dit, avec son 8<sup>e</sup> régiment, s'emparer de la forteresse et de la garnison de Modlin, ce qu'il n'y fit pas, et dans les premiers jours de la révolution, il hésita sur le parti qu'il avait à prendre, en disant qu'il voulait premièrement être déguisé par le grand-duc et l'empereur Nicolas du serment qu'il leur avait antérieurement prêté. La révolution de Varsovie devenant nationale: Skrzynecki avec plusieurs autres chefs irresolus se virent forcés de marcher en avant; et il combattit le 16 février 1831 à Dobre, où l'armée polonaise fit des prodiges de valeur. Dans les grandes journées de Grochow, il commandait une brigade. Après dix jours de combats sanglants, le 25 février les Polons se retirèrent par le pont de Praga dans Varsovie, tandis que les Russes, effrayés par cette résistance miraculeuse, reculaient vers la forêt de Milosza. A cette époque, commandant en chef le prince Michel Radziwill. Le 26 février, on réunit les généraux en conseil de guerre. Chacun émettait ses plans de campagne. Le résultat de cette réunion fut que Radziwill cessa d'être généralissime, et que Skrzynecki le remplaça. M. Lelwel, en sortant de ce conseil, rencontrant sur l'escalier le général Krukowiecki, lui annonça la nomination de Skrzynecki. Krukowiecki répondit ces seuls mots: « Eh bien, il fera périr la Pologne! » Elevé à cette amitié, Skrzynecki se croyait au-dessus de tous. Se croyant un autre Napoléon, il rêvait en même temps de disposer de la diplomatie et de la guerre. L'aristocratie polonaise l'entoura, flatta son amour-propre. Les soi-disant princes, comtes ou barons, jeunes gens sans expérience, envahirent tout son état-major. Le mérite et l'ancienneté de service ne trouvaient pas de protection. Skrzynecki mena un grand train de cuisine et de voitures; il oublia alors les vertus et la conduite de Kosciuszko, dont la position, en 1794, était celle précisément de Skrzynecki en 1831. Cependant on le lui eût pardonné s'il avait conduit à la victoire les soldats qui brûlaient d'impatience de venger les Russes. C'est à leur valeur uniquement qu'on doit toutes les victoires et surtout celles de Wawr et de Derbe-Wielkie. La presse libre, les patriotes et l'armée demandaient à grands cris de prolifier de ces victoires, mais Skrzynecki prétendait officiellement dans son rapport que vingt heures passées à cheval: l'avaient fatigué, que les chemins étaient mauvais, et craignant qu'à Varsovie on ne proclamât roi de Pologne le prince Casimirski, il revint près de cette ville, croyant qu'il y serait proclamé lui-même, sous

le nom de Jean IV. A cette conduite, des cris d'horreur partirent de tous côtés. On prédit dès lors que si Skrzynecki ne conduisait pas les armées polonaises au combat continu, que s'il se laissait leurrer par le machiavélisme de la diplomatie Schastliani, que s'il ne faisait pas justice des traîtres, la Pologne serait ramenée au joug de Nicolas. Voyant donc que la royauté lui échappait, il voulut au moins conserver le pouvoir militaire sous les Russes. Pour arriver à cette fin, la trahison ne lui coûta pas. Son ami et son chef d'état-major, Albert Chrasnowski, ouvrit le premier les négociations avec les généraux russes. Par une lettre écrite de Varsovie le 4 juin 1831, et adressée au général comte Orloff, Skrzynecki demandait à Nicolas huit millions de florins de Pologne, et la conservation de son titre de généralissime. Le 5 juin, il devait être assassiné par les patriotes conjurés, mais ils n'accomplirent pas leur projet. Skrzynecki ne le savait pas. Cette lettre fut interprétée par le chef secret de la révolution, le colonel Zaliwski. Celui-ci, à plusieurs reprises, évoqua le procès pour juger Skrzynecki et ses complices. L'aristocratie et l'intrigue ont su détourner ce coup. Quoique Skrzynecki crût d'être généralissime, tout courait à un fatal dénouement. Krukowiecki, Chrasnowski et Prondzinski remplirent les premiers rôles dans ce drame déshonorant. Avec la prise de Varsovie, tout le pays subit le sort de la capitale. Si les faits authentiques que nous avançons dans ce tableau rapide de la vie de Skrzynecki ne suffisent pas pour démontrer la cause réelle de la chute de la Pologne, une simple observation se présenterait à cette question: Comment se fait-il que la Pologne, commençant la campagne, ait pu, avec trente-cinq mille hommes, résister à toute l'armée de Diebitch et la désorganiser? Et comment se fait-il que la Pologne, au moment où elle tomba, comptait quatre-vingt mille hommes sous les armes, avec argent et munitions? Les généraux français, anciens frères d'armes des Polonais, nous tous, au récit de cette fauleuse campagne, nous ne faisons que nous étonner sur la conduite inexplicable du généralissime polonais, lorsqu'il ne saisissait pas les fruits de ses victoires. Et quand nous sommes que l'armée de Paskewitch avait franchi impunément la Vistula, qui de nous ne gémissait sur le sort de la Pologne? Alors nous admettions mille suppositions: aujourd'hui la seule et véritable nous en révèle une réelle, la trahison! à l'aide de laquelle les trois anciens partages et les malheurs actuels ont été consommés! La mauvaise cause trouvera facilement des justifications: on a déjà publié, et on publiera force brochures dans ce but; mais toutes ces coupables apologies tomberont devant une véritable et nationale histoire de la dernière révolution polonaise, qui ne se fera pas longtemps attendre. La politique russe du cabinet de Saint-Petersbourg, consiste à briser l'instrument dont elle s'est servie. Il est possible que Skrzynecki subisse le même sort. Le fait est, qu'après qu'on lui eût ôté le commandement, il se cachait dans Varsovie. Il alla traverser, en Gallicie, et échappa faisant il manque d'être pendu; mais enfin il échappa, et vint s'établir à Linz en Autriche. Est-elle terminée la destinée d'un homme que le silet et les balles ont ménagé, et qui plonge la Pologne dans l'abîme?... »

SMITH (CHARLOTTE), poète, née en 1749, à Stoke, près du bourg de Guildford, dans le comté de Surrey. Avant ses malheurs, et très jeune encore, elle habita Bignor-Park, au milieu de ces sites riants du comté de Sussex, auxquels Otway, et d'autres poètes, avaient dû déjà des inspirations. Vers sa seizième année, elle épousa l'associé de son père. Le prompt dérangement des affaires de cet homme, à la fois paresseux et imprudent, le conduisit dans la prison de King's Bench, d'où sa femme ne le retira, par un effet de ses démarches réitérées, qu'après avoir partagé sa détention durant sept mois. Elle songea ensuite à pourvoir aux besoins de l'un et de l'autre. On lui conseilla de publier ses *sonnets élégiaques*. Les libraires auxquels on les présenta d'abord, les refusèrent avec dédain; mais enfin, connus en 1754, ces morceaux de poésie fugitive furent immédiatement réimprimés, et on les regarde encore aujourd'hui comme des modèles peut-être inimitables. Elle y avait rendu librement ses pro-

pres impressions. « Lorsque, dit-elle, je touchais pour la première fois ma lyre mélancolique, ses accords n'étaient pas destinés au public : c'était le chagrin qui les formait. » Ce volume eut tant de succès que le produit suffit pour changer momentanément la position de l'auteur, et de la famille dont l'incapacité de son mari la laissait chargée. Mais bientôt de nouvelles poursuites de la part des créanciers de ce spéculateur malencontreux le réduisirent à l'expatriation, et sa femme le suivit en Normandie. Elle fit alors des romans, des livres d'éducation, et quelques traductions d'ouvrages français. Ses romans, écrits avec une élégante simplicité, offrirent beaucoup d'intérêt, surtout dans la peinture des peines qui suivent les passions; mais ils n'excellent pas au même point quant à la connaissance du monde et à l'art de saisir le ridicule. Les dernières années de ce poète, l'un des plus aimables de l'Angleterre, n'auraient pas été malheureuses sans les chagrins causés par la mort de plusieurs de ses enfants. Elle mourut elle-même en 1806, n'ayant survécu que de quelques mois à son mari. Elle a laissé principalement : 1° *Sonnets d'éloques et autres essais*, (suivis plus tard d'un poème en vers blancs.) Les plaisirs de la campagne sont le sujet principal de ces essais, écrite en anglais, et non traduits, mais qui joignent à l'harmonie des vers et à la grâce de l'expression, la délicatesse des sentiments. 2° *Les promenades champêtres. La morale des enfants*, et autres livres d'éducation. 3° Un extrait des causes célèbres, intitulé *The romance of real life*. 4° Des Romans, formant trente-huit volumes. Le premier, *Emmelina*, parut en 1788. Dans le *Procurer* se retrouvent la plupart des événements de la vie de l'auteur. On remarque dans *Corisandre de Beauverilliers*, dont la scène est en France, trop peu de connaissance de ce pays : mais quelques fautes de géographie et autres ont été corrigées par M. Salaberry, qui l'a traduit, ainsi que *Mme de Montolieu*. On a traduit aussi *Roland, Celestine*, le *Testament de la vieille cousine*. On cite de plus, un nombre des meilleurs de tous ces romans, *Ethelinda* et *Emmelina*. 5° *Becky head and other poems*, recueil posthume de poésies, Londres, 1807.

SMITH (ADAM), philosophe et écrivain célèbre, fondateur du système d'économie politique généralement admis aujourd'hui, naquit à Kirkcaldy, petit bourg d'Ecosse, le 5 juin 1723. Quelques mois après sa naissance, il perdit son père qui exerçait l'emploi d'inspecteur des douanes. À l'âge de trois ans, il fut enlevé par une bande de bohémien, aux mains desquels on eut le bonheur de l'arracher. Il fit ses premières études dans une école de Kirkcaldy : passa ensuite, en 1740, à l'université de Glasgow, et de là au collège de Balliol, à Oxford, où sa mère l'avait envoyé dans le dessein de lui faire embrasser l'état ecclésiastique. Doué d'un esprit profond, et animé avec passion les recherches philosophiques, il s'appliqua avec ardeur aux mathématiques, à la physique, et surtout aux sciences morales et spéculatives, sans négliger l'étude des belles-lettres. Les leçons du docteur Hutcheson, professeur de l'université de Glasgow, contribuèrent à fortifier dans le jeune Smith le goût pour la recherche des institutions sociales. Il cultiva également l'étude des langues anciennes et modernes. Après sept ans de résidence à Oxford, il retourna dans son pays natal, et déclara à sa mère qu'il ne se sentait aucune vocation pour l'état ecclésiastique. Des 1748, il commença à donner des leçons de rhétorique et de belles-lettres à Edimbourg. En 1751, il fut nommé professeur de logique à l'université de Glasgow, et l'année suivante il eut la chaire de philosophie morale. Ses cours furent très suivis et lui valurent une grande réputation. Le docteur Blair avoue avoir beaucoup profité d'un traité manuscrit de A. Smith, sur la rhétorique. En 1754, il inséra dans le deuxième numéro de la *Revue d'Edimbourg*, une lettre critique du dictionnaire de Johnson, et un tableau rapide de l'état des sciences et des lettres en Europe à cette époque. Cette lettre a été traduite en français par P. Prevost, qui l'a fait insérer dans son édition des *Œuvres posthumes d'Adam Smith*. L'auteur y fait voir combien le dogmatisme et pédantesque lexicographe était superficiel; il lui reproche avec raison l'exactitude de ses définitions et de nombreuses erreurs dans

les étymologies. Le célèbre Hume Tooke a profité du travail de A. Smith, dans son bel ouvrage intitulé *Épigraphes*. En 1759, parut la *Théorie des sentiments moraux*, à laquelle Smith ajouta ensuite une *Dissertation sur l'origine des langues*, et au 16<sup>e</sup> nie diffèrent des langues mères, et de celles qui en sont dérivées. Cet ouvrage a été traduit en français par A. M. H. Bouland, sous le titre de *Considérations sur la première formation des langues*, Paris, 1796, in-8°. et en 1809, par Mauguin, sous le titre d'*Essai sur la formation des langues*. L'essai est une suite et un développement du premier écrit de l'auteur : il renferme des vues profondes sur l'importante question de la formation des langues primitives, que J. J. Rousseau regardait comme un mystère inexplicable. A. Smith, avec cet esprit d'analyse qui lui est propre, a jeté une vive lumière sur cet intéressant sujet, et mérite d'être placé à côté du président de Bossuet. Vers la fin de 1763, il se démit de sa place de professeur, pour accompagner le duc de Buccleugh sur le continent. Ils vinrent d'abord à Paris, ne s'y arrêtèrent que peu de jours, et se rendirent à Toulouse, où ils firent un séjour de dix-huit mois, pendant lesquels Smith recueillit de nombreux et importants renseignements sur l'état intérieur, l'agriculture et l'industrie manufacturière de la France, dont il fit usage en composant son grand ouvrage. Dans l'automne de 1765, ils revinrent à Paris, et Smith, muni de lettres de recommandation de son ami David Hume, se fit bientôt avec les hommes les plus distingués de la capitale, et surtout avec les chefs du parti philosophique, et plus particulièrement avec Quenay et Turgot, fondateurs de la doctrine des *économistes*. En lisant avec attention les *Recherches sur la richesse des nations*, on est frappé de l'influence que les doctrines de Quenay et de ses disciples ont exercée sur les opinions de A. Smith, et combien il tend à s'en rapprocher, lors même qu'il paraît s'en écarter le plus. Quenay insiste sur la liberté du travail, la liberté du commerce, et la liberté de l'emploi de la terre, etc. avec autant de force que Smith, et les fondateurs de ces deux écoles diffèrent plus en théorie que dans l'application des principes. De retour en Ecosse, Smith eut dix ans dans la retraite à Kirkcaldy, auprès de sa mère, occupé d'études sérieuses, travaillant à l'ouvrage dont il avait depuis long temps couru le plan, et ne faisant que de courtes excursions à Edimbourg et à Londres, pour recueillir des matériaux et prendre des informations relatives au sujet difficile qu'il allait traiter. Enfin, au commencement de 1776, il publia ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 3 vol. in-8°. Jamais ouvrage ne reçut un accueil aussi favorable; il procura bientôt à l'auteur une réputation européenne. En 1778, il obtint, par la protection de son élève, le duc de Buccleugh, l'emploi de commissaire des douanes en Ecosse, qui le fit à Edimbourg, où il passa les douze dernières années de sa vie, jouissant d'une grande aisance. Il perdit sa mère en 1784, et, quatre ans après, sa comine, M<sup>lle</sup> Douglas, qui dirigeait ses affaires domestiques. Ces deux pertes douloureuses et irréparables affectèrent vivement sa santé, déjà chancelante, déclina sensiblement, et il mourut le 8 juillet 1790, d'une obstruction viscérale qui lui causa de longues et cruelles souffrances. Peu de jours avant sa mort, il donna l'ordre de détruire tous ses manuscrits, à l'exception de quelques essais détachés qu'il confiait sous les soins des docteurs Hutton et Black, ses amis et ses exécuteurs testamentaires; ils ont été publiés en 1784, 3 vol. in-4°. Ces œuvres posthumes ont été traduites en français par le professeur Prevost, de Genève, qui y a joint des notes et des réflexions. Elles renferment 1° les fragments d'un ouvrage sur les principes qui succèdent et qui dirigent les recherches philosophiques; 2° un *Essai sur la nature de l'imagination* à laquelle tendent les arts imitatifs; 3° un autre *Essai sur les arts externes*; et 4° la *Lettre aux rédacteurs de la Revue d'Edimbourg*, dont nous avons déjà parlé. En 1817, le professeur Dugald Stewart a donné une édition complète des œuvres d'Adam Smith, avec son portrait, et une notice sur sa vie et ses écrits, en cinq gros vol. in-8°. C'est dans cette notice que nous

avons pu les faits relatifs à la vie de cet illustre philosophe. Sa *Théorie des sentiments moraux*, a eu un grand nombre d'éditions en Angleterre, et a été traduite plusieurs fois en français; d'abord sous le titre de *Métaphysique de l'âme*, ou *Théorie des sentiments moraux*; Paris, 2 vol. in-12, par un anonyme, 1764. Dans la même année, parut une autre traduction anonyme, 2 vol. in-8°, que M. Barbier attribue à Eid us. Une troisième, par l'abbé Blaret, vit le jour en 1774, 2 vol. in-12; il en a paru une seconde édition. M<sup>me</sup> de Condorcet a traduit aussi cet ouvrage, au vi (1798), 2 vol. in-8°, sur une édition à laquelle A. Smith avait fait, pendant sa dernière maladie, des changements considérables. Cette dame a placé en tête un avertissement, et y a ajouté la traduction des *Considérations sur l'origine et la formation des langues*, et huit lettres sur la sympathie, renfermant l'examen critique de la doctrine de l'auteur, que M<sup>me</sup> de Condorcet n'approuve pas entièrement. C. T. Kosegarten a traduit en allemand la *Théorie des sentiments moraux*, avec un commentaire, Leipzig, 1791, in-8°; les *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* ont eu un grand nombre d'éditions anglaises, et ont été traduites dans presque toutes les langues de l'Europe: en espagnol, par don José Alonso Ortiz, Valladolid, 1794, 4 vol. in-4°; et la même année en allemand, par Garve, Breslau, 4 vol. in-8°. En français, par l'abbé Blaret, Iverdun, 6 vol. in-12; ensuite en 2 vol. in-8°, Londres (Paris) 1783; et enfin, Paris, au ix (1800), 4 vol. in-8°. Cette dernière édition, la seule que Blaret ait avouée, et qui seule porte son nom, vaut mieux que les précédentes. Roucher en a aussi donné une traduction; Paris, 1790, 4 vol. in-8°, qui est peu estimée. Euclin, Germain Garnier en a donné une très supérieure à toutes celles qu'on vient d'indiquer, en l'an ix (1800), de laquelle une seconde édition a paru en 1811, 6 vol. in-8°, dont un de notes. Garnier, dans une préface, qui est à elle seule un ouvrage, analyse le système de Smith avec beaucoup de détail. Il a ajouté, à la fin de sa traduction, une notice sur cet écrivain. Après la mort de David Hume, Smith, qui avait été son ami intime, publia la vie de Hume, écrite par lui-même, et y ajouta des remarques qui prouvent la conformité de ses opinions avec celles de ce célèbre sceptique; les partisans de Beattie en ont fait un reproche à Smith, et ont cherché même à le tourner en ridicule, ainsi que Hume. Leurs efforts ont été vains; aujourd'hui, en Angleterre, de même qu'en Ecosse, Beattie et Oswald sont presque oubliés, tandis que les noms de Hume, de Smith, et de leurs amis communs, Black et Hutton, acquièrent chaque jour plus de considération. Adam Smith avait reçu de la nature une constitution peu robuste; il était d'un caractère doux et aimable, et même enjoué, mais trop sujet à des distractions, et trop occupé de pensées profondes: il fuyait la société, et se sentait peu fait pour le commerce du monde. Pour apprécier le mérite d'Adam Smith, il faut le considérer sous deux rapports différents, comme moraliste, et comme économiste. La *Théorie des sentiments moraux* renferme sa doctrine sur le principe qui règle la conduite de l'homme, et duquel dépendent tous les actes de sa volonté. Ce principe, selon Smith, est la sympathie: c'est la première loi morale de laquelle découlent les vertus, qu'il distingue en vertus aimables et en vertus austères. Au nombre des premières sont la pitié et l'humanité. Les adversaires du système de Smith sont forcés de convenir qu'en effet ces vertus émanent de la sympathie, mais ils ne veulent nullement admettre que ce soit là le principe de toutes nos actions. Il est certain que Smith a trop généralisé, en rapportant tous nos actes à la sympathie; il aurait dû y joindre le principe si bien développé par Helvétius, l'intérêt, en prenant ce mot dans sa plus grande latitude, c'est-à-dire le désir de jouir dans le présent, et d'assurer nos jouissances dans un temps futur. Que l'homme s'interroge de bonne foi, et il ne trouvera d'autres causes de ses actes volontaires, que 1° la sympathie, plus ou moins soudaine et irrésistible dans ses effets, et 2° le désir de se procurer des jouissances et d'éviter des peines, soit dans le moment ac-

tuel, soit dans un avenir plus ou moins rapproché. Il y a combinaison plus ou moins intime d'impulsion sympathique, ou de repulsion antipathique, de desirs plus ou moins impérieux, et un calcul des avantages et des dangers qui peuvent suivre ces sympathies et ces desirs. A mesure que la sympathie s'émousse, que certains desirs s'apaisent, des penchants plus durables prennent le dessus, et le calcul, en général, remplace le sentiment; c'est pourquoi l'avarice est le plus tenace des vices, et ne finit qu'avec la vie. C'est à tort qu'on a reproché à Smith qu'il n'y aurait point de vertu dans son système, puisque, suivant lui, la vertu est dans la sympathie, et qu'il est manifeste que la sympathie est involontaire. Oui, la sympathie est involontaire, et c'est précisément pour cela qu'elle est la base la plus ferme et la seule possible de nos affections. C'est un instinct qui, chez la grande majorité des hommes, les pousse à la pitié et aux actes de bienfaisance, et qui ne perd de sa force et de son énergie que par suite du conflit des intérêts sociaux. L'homme, généralement parlant, est porté à aimer son semblable; ce sentiment instinctif et celui de sa conservation et de son bien-être sont l'un et l'autre, inséparables de son existence et les seules sources de ses actes volontaires: sentiment et calcul, tels sont les ressorts de l'âme. Les doctrines de Smith en matière d'économie politique n'ont trouvé que peu de contradicteurs, et les écrivains les plus éclairés de tous les pays le regardent comme le fondateur de la science à laquelle on a donné le nom d'*Economie politique*. Tous rendent justice au rare talent de l'auteur, et reconnaissent le service inappréciable qu'il a rendu aux peuples en leur montrant quelle est la véritable source des richesses, et comment on peut les acquérir, les augmenter et les conserver. Il y a peu d'idées absolument nouvelles dans l'ouvrage de Smith, mais personne avant lui n'avait coordonné les vérités élémentaires de la science, et n'en avait donné les développements nécessaires ni montré d'une manière aussi lumineuse leur application à la pratique. Melon, Forbonnais, en France; Argille, Locke, en Angleterre; Verri, en Italie, long-temps avant Adam Smith, avaient reconnu que le travail ou l'industrie est l'élément fondamental de la richesse des nations; que l'or et l'argent sont une marchandise, qu'ils ne constituent pas la richesse et ne sont qu'un signe qui la représente mieux qu'aucun autre produit, parce que seuls, ils peuvent chez tous les peuples civilisés, sans altération sensible, être échangés à volonté, et en tout temps, contre des produits agricoles ou manufacturiers, et même contre les propriétés territoriales. L'importance de l'agriculture a été reconnue de tout temps, mais on s'est souvent trompé sur les moyens de la faire prospérer; et Colbert, sans s'en douter, la ruinait en France en défendant l'exportation du blé, croyant par là encourager les manufactures: de même le grand tort des gouvernements, à l'égard des métaux précieux, a été moins de les envisager comme l'élément essentiel de la richesse, que de chercher à les retenir dans le pays en prohibant leur exportation, sans songer nullement aux moyens de les y attirer et de les y fixer. L'or et l'argent des mines d'Amérique, dont l'Espagne et le Portugal ont fait un si mauvais usage, sont devenus, entre les mains des Français, des Hollandais et des Anglais, un puissant instrument de production, de richesse et de prospérité. Adam Smith a montré comment le travail crée des produits au moyen desquels les nations peuvent se procurer tout ce qui leur est nécessaire, agréable ou utile. Les peuples industriels ne manquent jamais de métaux précieux. Adoptant les vues de Quesnay, Smith s'élève avec raison contre le régime prohibitif, les monopoles, les privilèges exclusifs, et contre les lois et règlements qui entravent la production et les échanges à l'intérieur et à l'étranger, ainsi que contre l'emploi improductif des capitaux, qui ne sont eux-mêmes que le résultat d'un travail antérieur. Il distingue le travail productif du travail improductif, et proscriit le luxe des cours et des grands, autant qu'il recommande l'épargne et sa conversion en capital productif. On lui reproche d'avoir compris parmi les travaux improductifs des services

utiles et nécessaires, tels que ceux du médecin, du jurisconsulte, des domestiques, etc., mais c'est moins une erreur qu'une inexactitude. En effet, ces services, quelque utiles qu'ils soient, ne sont point des valeurs susceptibles d'être épargnées ou accumulées pour servir à la reproduction d'objets matériels. On a également attaqué ses définitions de la *richesse*, et rejeté la mesure qu'il propose pour estimer la valeur des choses, c'est-à-dire le blé. À cet égard, les objections sont fondées, car il n'existe aucun produit sur le globe qui puisse être un type de valeurs, attendu que toute valeur est relative et variable. Il est un reproche bien plus grave qu'on est en droit de faire, non à Smith, mais à ceux de ses disciples qui, adoptant les maximes de cet écrivain dans un sens absolu, ne cessent de conseiller aux Français et à d'autres peuples du continent d'abolir les droits d'entrée sur les produits étrangers, et de leur accorder la libre concurrence avec ceux du pays. Ces imprudents donneurs de conseils n'ont pas fait une réflexion très importante : c'est que la nation anglaise, malgré ses énormes capitaux, sa grande supériorité manufacturière, et beaucoup d'autres avantages qui lui sont propres, n'a jamais mis en pratique les maximes des économistes ni celles d'Adam Smith relatives à la liberté du commerce, au régime prohibitif et aux droits de douane. M. Huskisson, en faisant adopter quelques modifications dans le tarif des douanes, et en mettant les navires étrangers sur le même pied que les Anglais pour le droit de tonnage, n'a eu en vue que de empêcher la contrebande, et d'encourager l'exportation des produits du royaume uni, en y attirant les vaisseaux étrangers. Il est d'ailleurs notoire que malgré quelques réductions, les droits d'entrée sur les produits des manufactures étrangères en Angleterre sont encore très élevés. Quant au commerce des grains, jamais on n'a songé à le rendre libre chez les Anglais. Toutefois, nous convenons que les principes posés par Quersay et adoptés par Adam Smith, considérés d'une manière absolue, sont vrais; mais pour qu'on puisse les appliquer à une nation quelconque, il faut avant tout qu'elle se trouve, par rapport à ses voisins, placée dans des conditions à peu près semblables, quant aux moyens qui chez elle favorisent la production. Pour lutter avec des industries rivales il faut qu'on ne soit pas enchaîné par des entraves qui empêchent d'avancer dans la carrière. Et même, en supposant que rien ne s'oppose au développement de l'industrie chez un peuple, il convient de protéger les entreprises naissantes par des droits d'entrée mis sur les produits semblables venant de l'étranger, et maintenus pendant un temps suffisant pour juger si le nouveau genre d'industrie offre la perspective au bout de quelques années de soutenir sans craindre la concurrence étrangère. Dans le cas contraire, il faut renoncer à le favoriser au détriment des consommateurs. Cette prime d'encouragement accordée aux entreprises qui prospèrent, loin de nuire au gros de la nation, lui devient avantageuse, car la modique contribution que le peuple paie dans le prix plus élevé exigé par le manufacturier national, est plus que compensée par l'impulsion que toute industrie nouvelle donne à l'agriculture et aux arts mécaniques. Adam Smith a aussi très bien développé les grands avantages qui résultent du système de banque adopté en Écosse, et auquel ce pays, naguères si pauvre, doit ses rapides progrès et son étonnante prospérité. On regrette que Smith n'ait pas mis plus de méthode dans son ouvrage, et qu'il n'ait soit livre à de trop fréquentes digressions. Néanmoins son livre est bien plus agréable à lire que les écrits que ses compatriotes ont publiés récemment sur l'économie politique, et qui offrent un vain étalage de formules mathématiques. M. J. B. Say est de tous les disciples de Smith celui qui a exposé sa doctrine avec plus de clarté et de méthode; il y a même ajouté des développements intéressants et des vues neuves et ingénieuses. Storch a également publié un bon ouvrage, d'après les principes d'Adam Smith. M. Sismondi, d'abord partisan décidé de cet écrivain, s'est depuis un peu écarté de ses doctrines. M. Gannilh a modifié dans leur application pratique, et en Angleterre, Mills, Ricardo, Malthus, M. Culloch et

autres leur ont fait subir de nombreuses modifications. M. Destutt de Tracy a considéré l'économie politique dans ses rapports avec les intérêts des producteurs et du gros de la nation : c'est là en effet le point de vue le plus important; car ce qui constitue le bonheur d'un peuple est moins la masse totale de ses produits que leur répartition équitable entre les producteurs. L'Angleterre a depuis quarante ans doublé et même triple la masse de ses richesses, et néanmoins la majorité des Anglais est moins riche qu'elle n'était en 1789, et un huitième de sa population manque du nécessaire!

**SMUGLEWICZ** (François), célèbre peintre polonais, naquit en 1745: son père, Luc Smuglewicz, était aussi peintre de la cour d'Auguste III, roi de Pologne. Le jeune François, envoyé à Rome, y remporta le prix sur son concurrent, le célèbre David. Dans la collection des curiosités appartenant jadis au roi Stanislas-Auguste Poniatowski, aujourd'hui en la possession de l'université de Varsovie, on conserve beaucoup de dessins de Smuglewicz, Joachim Chępcowski, vice-chancelier de Lithuanie, a eu chez lui plusieurs paysages en dessins du même peintre. Les tableaux de Smuglewicz, peints à l'huile, ornent jusqu'à présent les églises de Varsovie et de Wilna: dans la première de ces villes, on admire à l'église d'Augustins, la Sainte-Agathe. Dans celle des carmélites, au faubourg de Cracovie, les tableaux de Saint-Sauveur, de Saint-Jean de la croix, et du Saint-Esprit. Wilna, dans la cathédrale, on voit deux grands tableaux de douze apôtres, et dans le maître-autel: le Saint-Stanislas Korka, diant la messe, et frappé, au moment de l'elevation par le sabre de Boleslas-Hardi, roi de Pologne. Smuglewicz mourut à Wilna, en 1807.

**SNIADOCKI** (JEAN-BAPTISTE), célèbre littérateur, astronome et mathématicien polonais, naquit dans la Grande-Pologne en 1756. Il fit ses premières études à Cracovie, où il occupa depuis la chaire de mathématiques. Après un voyage de trois années dans l'étranger, il fut nommé, en 1781, professeur d'astronomie à l'université de Cracovie. Dans un autre voyage en Angleterre et en France, sa réputation était telle, que le roi d'Espagne voulut le nommer son premier astronome; mais Sniadocki le refusa, voulant consacrer toute son existence à la gloire et au bien de sa patrie. En 1806, sur l'invitation du prince Adam Czartoryski, il occupa à l'université de Wilna la chaire d'astronomie, et, en 1807, il fut élu recteur de cette même université. Lié avec Kollontay et plusieurs autres patriotes sous le règne de Stanislas-Auguste, Sniadocki servit sa patrie dans différentes missions politiques; après la chute de la république, ses talents et ses lumières ont versé une influence immense sur la jeunesse polonaise de Lithuanie et des terres russes. Il est l'un des plus éloquents et des plus purs prosateurs modernes de la Pologne. Plusieurs de ses ouvrages ont été traduits en français, en allemand, en anglais et en russe. Il a publié sur Copernic et sur l'astronomie du temps où vivait ce savant célèbre un écrit rempli des vues les plus profondes. Ses œuvres littéraires ont été publiées en cinq volumes à Wilna. Celles sur les mathématiques et l'astronomie embrassent quatre autres volumes. En 1813, lors de l'entrée des Français en Lithuanie, Sniadocki seconda puissamment la cause nationale. Vers l'année 1826, il se retira à Jasny près de Wilna, chez sa nièce M<sup>me</sup> Balinski, où il est mort en 1830, après avoir vu les premiers jours de l'insurrection nationale du 25 novembre.

**SNIADOCKI** (ANDRÉ), frère du précédent, est né en 1770. Il fit ses premières études à Cracovie, puis alla ensuite en Italie, et il obtint à Padoue, en 1791, le grade de docteur en philosophie et en médecine. Il alla de là en Écosse, pour terminer ses études à l'université d'Edimbourg. Rentre dans sa patrie, il fut nommé en 1797, professeur de chimie, à l'université de Wilna. C'est le premier et le plus célèbre chimiste de la Pologne. En 1806, il fut nommé président de la société de médecine de Wilna. Parmi plusieurs de ses ouvrages, on distingue *la Chimie et la Théorie des éruptions volcaniques*, en 3 volumes, dont le premier a été traduit

en français par le docteur Demais. Le style d'André Suiddecki diffère en quelque sorte de celui de son frère, mais cet ouvrage est un chef-d'œuvre de clarté et de pureté pour la langue polonaise. C'est au professeur des deux Suiddecki que l'université de Wilna doit son illustration. André Suiddecki n'occupe plus la chaire de chimie à l'université depuis 1835, mais il exerce comme médecin, et il vit retiré dans sa campagne de Bultupie, district d'Ossianowa en Lithuanie.

**SOBOLEWSKI** (Iseax), né en 1770. Il fut militaire jusqu'en 1790, secrétaire de la légation polonaise à Paris en 1791, et en 1793 il passa en Angleterre chez Arthur Young pour s'y perfectionner dans les sciences agricoles et manufacturières. En 1793 il revint en Pologne, et prit part à la révolution. Après l'anéantissement de la république, il vivait à sa campagne, mais lorsque Napoléon entra en 1806 en Pologne, Sobolewski fut nommé secrétaire-général du conseil d'état du grand duché de Varsovie. En 1811, il fut nommé ministre de la police. En 1813, il suivit l'armée française. Après la bataille de Leipzig, il fut fait prisonnier d'état et emmené à Saint-Petersbourg; mais au retour d'Alexandre, le tsar le nomma provisoirement ministre de l'intérieur, mais définitivement en 1815, il le nomma ministre secrétaire d'état du royaume de Pologne, résident à Petersbourg. Sobolewski occupa ce poste jusqu'en 1835. Il obtint ensuite la permission d'aller aux eaux pour soigner sa santé. En 1835, Alexandre le nomma ministre de la justice, mais il n'en porta guère que le titre, à cause de sa mauvaise santé; il revint encore une fois dans des pays chauds pour y terminer sa carrière.

**SOBOLEWSKI** (MARIUSZ), frère du précédent, naquit en 1782, il fit ses études à Wilna. En 1801, il fit le voyage de Constantinople et de France, où il s'appliquait aux sciences exactes. En 1806, il entra au service militaire, ses talents et son patriotisme lui valurent bientôt le commandement du 3<sup>e</sup> régiment d'infanterie, avec lequel il fit des prodiges de valeur au siège de Dantzig. En 1808, il commanda le 2<sup>e</sup> d'infanterie polonaise dans la brigade Valence, division Sébastiani. La bravoure de Sobolewski était proverbiale, lorsque la bataille d'Amonacid, le 9 août 1809, trancha sa courte mais brillante carrière. Deux balles le frappèrent à la poitrine; il eut le temps de prononcer ces mots : « Ce n'est rien, mes amis, pourvu que nous soyons vainqueurs; en avant ! » Et la victoire resta aux Polonais.

**SOEMMERING** (SAMUEL-THOMAS de), médecin et anatomiste allemand très distingué, membre de l'académie des sciences de Munich, correspondant de l'Institut, etc., naquit en 1766, à Thorn, en Prusse, et fit ses études à l'université de Göttingue. Après avoir pris ses degrés, il s'établit à Francfort et y exerça la profession de médecin, jusqu'à sa mort qui arriva le 3 mars 1830. On a de lui plusieurs ouvrages dont les quatre suivants sont devenus célèbres : 1<sup>o</sup> *De busi encaphali et originibus nervorum, cranio egredientium*, Göttingue, 1778, in-4<sup>o</sup>; 2<sup>o</sup> *De corporis humani fabrica*, Francfort, 1794, 4 vol., in-8<sup>o</sup>; 3<sup>o</sup> *Tabula aetati femini*, avec texte en latin et en français, Francfort, 1797, 3 vol. in-fol; 4<sup>o</sup> *Description de l'ait humain*, en allemand, Francfort, 1801, in-fol. Les admirateurs des talents de Sommering ont fait frapper une médaille en son honneur, et la ville de Francfort a fondé un prix annuel, dit Prix de Sommering, pour être accordé à l'auteur de l'ouvrage le plus utile aux progrès de la médecine ou des sciences naturelles qui ait paru dans l'année. Le célèbre voyageur allemand Ruppel a nommé la nouvelle espèce d'Antilope qu'il a découverte en Afrique, *Antilope Sommeringii*.

**SOKOLNICKI** (MICHEL), général polonais. Il naquit dans le palatinat de Poznanie, le 28 septembre 1760. Il fit ses études dans la célèbre école des cadets de Varsovie. Les sciences mathématiques et physiques l'occupèrent particulièrement. En 1780, il passa à l'école du génie; en 1787, il fut promu au grade de capitaine, et fut appelé à professer la topographie militaire en Lithuanie. Quelque temps après, chargé de faire un voyage scientifique, aux frais de l'état, il re-

vint dans sa patrie, fort des connaissances acquises dans l'étranger. Il fut nommé lieutenant-colonel, et fit avec honneur la campagne de 1793. A peine l'immortel Kosciuszko leva-t-il, en 1794, l'étendard de la liberté polonaise, que Sokolnicki alla déposer sur l'autel de la patrie la moitié de sa fortune, et forma, à ses frais, un régiment de chasseurs. Il se couvrit de gloire à la tête de ces braves à Radziwin et à Kamionna. Kosciuszko lui décerna une bague en or, avec cette inscription : *La patrie à son défenseur*. Il combattit sous Dombrowski dans la Grande-Pologne, et protégeait la retraite des débris de l'armée nationale entre Varsovie et Cracovie, lorsqu'il fut fait prisonnier et emmené à Saint-Petersbourg. Il passa trois ans avec plusieurs de ses compatriotes dans cette capitale du despotisme; ils y étaient gardés à vue par ordre de la cruelle Catherine II. Échappé de prison, Sokolnicki put atteindre la France, et fit partie de la légion polonaise, sous le général Kutaisiewicz. On le regardait comme le bras droit de ce chef justement honoré. Après l'armistice de Steyer, Sokolnicki conduisit la légion polonaise en Italie, et s'unit à ses frères et à Dombrowski. Il ne reparut dans sa patrie que lorsque Napoléon s'appuya sur la Vistule, après avoir défait les Prussiens à Jena, en 1806. Sokolnicki organisa de nouvelles troupes, combattit à Dantzig et autres villes de la Prusse-Polonaise. En 1809, quand les Autrichiens envahirent le grand-duché de Varsovie, le général Sokolnicki se surpassa dans cette mémorable campagne. Les batailles de Jena et de Sandomir lui acquirent une gloire brillante. En 1810, il fut nommé général de division, et appelé par Napoléon à Paris, où il se livra avec tant d'ardeur aux sciences, qu'il fut nommé membre de la première classe de l'Institut. Sokolnicki fit auprès de Napoléon la campagne de 1812 et les suivantes avec la plus grande distinction. En 1814, il commandait les intrépides élèves de l'école polytechnique sur la butte Chaumont. Cet illustre général attacha des lacs son nom à l'un de nos faits les plus mémorables de la bataille de Paris. En ramenant les débris de l'armée polonaise à Varsovie, Sokolnicki rendit, en 1814, les honneurs militaires aux mânes de Stanislas Leszczynski, à Nancy, et il accompagna le corps du prince Joseph Poniatowski jusqu'à Varsovie. La mort, qui épargna ce brave Polonais sur tant de champs de bataille, le frappa dans la journée du 23 septembre 1816, à l'une des revues militaires sur la place du palais de Saxe, à Varsovie; un cheval fougueux, en plein cours, renversa Sokolnicki, qui expira peu de temps après, emportant avec lui l'estime et l'admiration des hommes de bien et des vrais patriotes polonais.

**SOLANO-CONSTANCIO** (FAXCOM), médecin, littérateur et diplomate portugais, fils aîné de Manoel Constancio, professeur d'anatomie à Lisbonne, chirurgien du roi, naquit à Lisbonne le 24 juillet 1777. Ayant terminé ses premières études, il partit pour l'Angleterre, âgé de quatorze ans, avec six autres pensionnaires que la reine Marie 1<sup>re</sup> envoyait dans les pays étrangers pour s'y perfectionner dans les diverses branches de la médecine. Arrivé à Londres, vers la fin de 1791, il apprit en peu de temps l'anglais, se livra avec ardeur à l'étude de l'anatomie et de la chimie, et fréquenta les principaux hôpitaux de cette ville. Toutes les sciences médicales n'absorbèrent pas exclusivement son attention. La révolution française occupait alors tous les esprits et exaltait les têtes d'une jeunesse généreuse, pleine d'admiration pour le peuple français. L'état de l'Angleterre frappa le jeune Portugais et fit sur lui une impression profonde : la lutte qui s'engageait alors entre l'aristocratie anglaise et le peuple, et le triomphe de la première, obtenu au moyen de la guerre inique suscitée par Pitt et soldée par l'or anglais contre la France républicaine, le confirma dans la haine qu'il avait déjà vouée aux privilèges héréditaires et au parti prêtre. Après trois ans d'une application soutenue, il quitta Londres et se rendit en Écosse pour y achever ses études médicales. Dès son arrivée à Edimbourg, il reconnut combien la réputation de cette université était au-dessous de la réalité. À l'exception du célèbre Black, professeur de chimie, qui mourut l'année suivante, il n'y avait alors dans le corps ensei-



quant, privilège de cette ville, aucun homme vraiment supérieur, soit pour la théorie, soit pour la pratique, tandis qu'en dehors de l'université des professeurs d'un grand mérite attirèrent à leurs leçons un nombreux concours d'élèves : tels étaient les frères Bell, M. Murray et le docteur Allen. En même temps le docteur James Hamilton se distinguait par une clinique très supérieure à celle des professeurs. Le jeune Portugais, ennemi de l'imposture, et dont l'esprit était caustique, ne put contenir son indignation en voyant les abus qui régnaient dans l'université ; il eut même l'imprudence de l'essayer au public dans un ouvrage périodique, rédigé en anglais, à l'imitation du *Spectateur*, intitulé *The Ghost* (le Revenant). Entre autres choses, il s'agissait sur les examens qui se faisaient en latin, langue dont une grande partie des étudiants ne savait pas même les rudiments, et dont plusieurs des professeurs, tels que le docteur Andre Duncan, n'avaient qu'une très légère teinture, au point que dans les examens publics et en dictant leurs ordonnances à la clinique, il leur arrivait, assez souvent, de commettre des solécismes ou des barbarismes intolérables. Il n'y avait réellement alors que Gregory et Home qui fussent latinistes ; et le célèbre Brown avait eu raison de dire qu'il avait écrit ses ouvrages en latin classique afin de ne pas être lu par les professeurs d'Edimbourg. Non content d'attaquer les abus en gardant l'anonymat, M. Constancio combattait, à la société médicale dont il était membre, plusieurs des doctrines physiologiques et pathologiques des professeurs, et réfutait les rêveries métaphysiques du docteur Gregory à la société philosophique, aux séances de laquelle il assistait souvent et où il fit la connaissance de M. Brougham, aujourd'hui lord-chancelier d'Angleterre. C'était là autant de titres à la haine des professeurs soutenus par l'aristocratie écossaise et par les ministres presbytériens si rancuneux. Plusieurs amis l'avertirent dès lors qu'il aurait tort de se présenter à la faculté comme candidat au doctorat, la majorité des professeurs ayant résolu de le repousser après l'examen secret. Il profita de cet avis, et obtint le grade de docteur à l'université de Saint-André, la plus ancienne de l'Ecosse, mais il ne divulguait point ce fait. Vouant mettre au défi les membres de l'université d'Edimbourg, il se présenta devant eux au printemps de 1797, et subit un long examen secret sur toutes les parties de la médecine, examen dans lequel il répondit parfaitement à toutes les questions, à l'exception de deux assez insignifiantes. Il fut néanmoins repoussé, au grand étonnement de tous ses collègues, parmi lesquels il avait acquis quelque réputation. L'indignation fut générale : plusieurs étudiants quittèrent l'université, et allèrent prendre leurs degrés ailleurs. Le vieux et respectable docteur Home fut le seul des professeurs qui s'opposa à ses confrères, et qui soutint que l'exclusion du candidat portugais était la plus criante injustice qui eût été faite par le corps académique depuis qu'il en était membre. M. Constancio reçut en cette occasion les témoignages les plus flatteurs de la part de plusieurs personnes distinguées avec lesquelles il n'avait aucune liaison antérieure ou qu'il ne connaissait qu'imparfaitement : tels furent le docteur Hamilton, le jeune M. Jamieson, célèbre minéralogiste, aujourd'hui professeur à l'université d'Edimbourg ; M. Cullen, fils du célèbre docteur Cullen ; sans parler de MM. Caludet, Tompon et Allen avec lesquels il était lié d'amitié. Peu de jours après l'examen il publia un compte détaillé sous le titre de *Appel*, etc., ou *Appel à messieurs les étudiants en médecine à l'université d'Edimbourg*, etc. et il porta aux professeurs le défi d'en nier l'exactitude. Ils se firent, mais avec la raucune des corporations privilégiées, ils conspirent la perte du jeune téméraire qui avait osé se jouer des puissances universitaires : ils le dénoncèrent au gouvernement portugais, par l'entremise du clergé catholique d'Edimbourg, comme un homme très dangereux par ses opinions démocratiques et son scepticisme religieux. Averti à temps des dangers qu'il avait à courir en se rendant au Portugal, il quitta Edimbourg, et passa en Allemagne. Il n'y fut plus tard reconnu l'exactitude des avis qu'il reçut

en cette occasion de M. Fulham. Celui-ci, quoique intimement lié avec les professeurs et associé à leurs sa qualité de préparateur des candidats, s'est montré homme d'honneur en prévenant le jeune Portugais de la trame ourdie contre lui. Arrivé à Hanovre, le 10 juillet 1797, il traversa l'Allemagne et se rendit à Paris, où il demeura pendant dix-huit mois. Il y fit la connaissance de plusieurs hommes distingués, parmi lesquels il doit citer Schlabach, noble prussien, qui a de grandes connaissances joignant un esprit profond et un amour ardent de la liberté ; Calanis, Syeyes, Gergon, M. J.-B. Say, de Laseyrie, etc., dans la société desquels il acquit une parfaite connaissance de la révolution française et de l'état des partis à cette époque. Sur l'assurance que M. Constancio reçut d'ores et son père qu'il pouvait rentrer chez lui sans aucun danger, il quitta Paris et se rendit à Lisbonne en traversant l'Espagne. De retour dans sa ville natale, il se lia avec succès à l'exercice de sa profession, contribua à répandre la vaccine et à dissiper les préventions qu'éprouvaient à cette utile découverte l'ignorance et la routine. Il fit de nombreuses expériences pour prouver que les personnes qui avaient échappé à la variole, quoique en contact avec celles atteintes de ce virus, n'étaient point accessibles au virus vaccin, et il fit voir que les cas de variole après la vaccine bien caractérisée, qui avaient eu lieu, n'étaient pas plus fréquents que ceux où la petite vérole se montre deux fois dans le même individu. Il vaccina le fils aîné du duc de Beccafico, maréchal d'armes, alors ambassadeur à la cour de Portugal, avec lequel il était intimement lié. Après neuf ans de résidence dans sa patrie, voyant approcher le départ de la famille royale pour le Brésil et l'expiration du pays par l'armée française, ne voulant pas être spectateur de la crise qui se préparait, il quitta Lisbonne au mois de septembre 1807, se rendit à Madrid et de là à Bayonne, où il trouva le général Junot avec l'armée destinée à envahir le Portugal. Il fut connu particulièrement au général pendant qu'il fut ambassadeur à Lisbonne, et avait remarqué la violence de son caractère : il le vit, à Bayonne, insulter publiquement le sous-préfet et les autres autorités, et exprimer lors quelle serait sa conduite en Portugal. Il fit la connaissance de plusieurs officiers du génie et de l'artillerie de cette armée : ils le mirent au fait de l'état de la France, lui poignèrent avec de vives couleurs la cupidité effrénée des maréchaux et des généraux en chef, et lui annoncèrent de grands malheurs pour la péninsule. Ces prédictions ne tardèrent pas à se réaliser. Arrivé à Paris, il eut la satisfaction d'y retrouver plusieurs de ses anciens amis, et fit de vains efforts pour se rapprocher de Napoléon des vérités importantes sur l'état de la péninsule et la marche à suivre pour y concilier l'opinion des peuples. Il se convainquit bientôt que l'empereur, tout-à-fait trompé sur le caractère et les sentiments des Espagnols et des Portugais, allait faire le malheur de ces deux nations, et se creuser lui-même un abîme qui devait l'engloutir. En 1809, il se rendit en Hollande, et passa ensuite en Angleterre, où il revint M. Brougham et ses anciens amis. En 1810, il revint de nouveau en France après la paix de Vienne, persuadé que cette fois Napoléon, profitant de l'expérience, ne perdrait pas un seul instant pour diriger une puissante armée contre le Portugal afin d'en chasser les Anglais, et de compléter l'occupation de l'Espagne. Il se trompa encore, car l'empereur donna le temps aux Anglais d'organiser l'armée portugaise, et la tardive expédition de Massena, entreprise avec des forces insuffisantes, devait nécessairement échouer. La faillite d'une maison de commerce à laquelle M. Constancio avait confié la meilleure partie de ses fonds, lui enleva le fruit de ses économies, et il se vit contraint d'entrer au service de Charles IV. Il fit un voyage à Rome en 1813, d'où il revint peu de temps après résider à Paris : il y entretenait une correspondance suivie avec le prince de la Paix, relativement aux affaires de Charles IV. Pendant son séjour à Rome, il se lia avec le respectable général Mier. Dès le mois de janvier 1815, M. Constancio avait commencé à publier, en langue portugaise, l'*Observateur lusitanien* à Paris, recueil politique et littéraire

mensuel. Le premier numéro contenant un coup d'œil sur les causes qui ont amené la chute de Napoléon, et sur l'état de l'Europe, fut très favorablement accueilli. Le quatrième et dernier offrait une esquisse du gouvernement de Louis XVIII, écrite avec une grande franchise, et où ce roi et toute sa famille étaient jugés avec une sévère impartialité. Ce cahier était imprimé lorsque la nouvelle de la catastrophe de Waterloo arriva à Paris. En vain les amis de l'auteur, parmi lesquels se trouvait son imprimeur, M. Rougeron, cherchèrent à le détourner de le publier, prévoyant dès lors le retour des Bourbons : l'ouvrage parut, et l'auteur n'échappa à la persécution, en 1815 et 1816, que par la protection généreuse que lui accorda le marquis de Marialva, alors ambassadeur de Portugal, avec lequel il était lié des l'enfance. Il continua d'habiter Paris, uniquement livré à l'étude, et publia plusieurs ouvrages, en français et en portugais, pendant les années suivantes. En 1818, il entreprit, avec MM. Mascarenhas et Candido Xavier, la rédaction des *Annales des sciences*, etc., en langue portugaise, ouvrage qui reçut l'accueil le plus flatteur en Portugal, au Brésil et ailleurs, et qui fut continué pendant quatre ans. M. Mourinho d'Albuquerque, y fut associé la dernière année. M. Constantino en eut le principal rédacteur, et tous les articles signés F. S. C. sont de lui. Par suite de la révolution opérée en Portugal en 1820, il fut nommé par le gouvernement provisoire son agent diplomatique confidentiel à Paris, et après l'arrivée de Jean VI à Lisbonne, le roi constitutionnel le nomma son ministre aux Etats-Unis. En 1822, il partit pour New York, se rendit à Washington pour présenter ses lettres de créance au président, et remplit ses fonctions jusqu'à la contre-révolution de 1825. Il refusa de reconnaître le gouvernement du roi absolu et d'exécuter les ordres du marquis de Palmella, qui venait d'être nommé ministre par Jean VI après le renversement de la constitution. Sa destitution, qui était déjà expédiée, ne tarda pas à lui être signifiée, mais il refusa de remettre les archives de la légation au secrétaire Barrozo, chargé d'affaires par intérim, et ne le fit, après plusieurs mois, que sur l'invitation express de M. Adams, secrétaire d'état sous le président Monroe. Il retourna alors dans la vie privée, résida à Philadelphie, et ensuite exerça la médecine à New York, où il fut reçu membre de la société de médecine et de la société linéenne. En 1826, M. Constantino revint en France à l'époque de la mort de Jean VI et de la confection d'une nouvelle charte par don Pedro, et il a depuis continué à résider à Paris, exclusivement occupé de travaux littéraires et scientifiques, et entièrement étranger à la politique, partageant le sort de tant de ses infortunés compatriotes, victimes de la tyrannie de don Miguel. Voici la liste des principaux écrits de M. Constantino. En anglais : 1° *The Ghost ou le Révenant* ; collection d'essais critiques, Edimbourg, 1796, 1 vol. in-4°. Il eut pour collaborateurs deux hommes de lettres éminents, le docteur Campbell et M. Bannantyne ; le premier ne fit que trois numéros et le second cinq ou six ; les *Reviews de Londres* ont fait l'éloge de sa *Critique de Douglas*, tragédie écossaise, et, ignorant qui en était l'auteur, ont exprimé leur étonnement du jugement sévère de cet ouvrage qu'ils supposaient sorti de la plume d'un Ecossais. Un grand nombre d'articles écrits par M. C. furent attribués à des littérateurs distingués d'Edimbourg : 2° *Watson refuted*, etc., ou *Réutation de la réponse que l'évêque de Lindoff, Watson, a faite au siècle de la raison*, de Thomas Payne, ibid., 1797, 1 vol. in-12. La seconde partie de cet écrit, qui parut sous le pseudonyme de Samuel Francis, et qui traitait du *Nouveau Testament*, n'a jamais paru, aucun imprimeur d'Edimbourg n'ayant osé braver l'influence du clergé presbytérien. La première partie ne traitait que de l'*Ancien Testament*, et fit assez de bruit : plusieurs auteurs écossais cherchèrent à la réduire : 3° *Appeal*, etc., ou *Appel à MM. les étudiants en médecine à l'université d'Edimbourg*, 1797, brochure in-8°, réimprimée à Londres l'année suivante : nous en avons déjà parlé. L'auteur s'y égayait aux dépens de plusieurs des professeurs, et notam-

ment du docteur Mouro, qui démontrait à ses élèves les phénomènes récemment découverts du galvanisme, sur d'énormes grenouilles en bois peint. Ce fait paraissait incroyable, si des centaines d'étudiants ne l'avaient vu de leurs yeux, pendant plusieurs années de suite, à l'amphithéâtre anatomique du professeur. Il relevait aussi des bêtises inconnues, dans la clinique des docteurs Gregory et Nopce. En portugais : 1° *O Observador*, etc., ou *L'observateur lusitanien*, Paris, 1815, quatre numéros, formant un fort vol. in-8° : 2° *Annaes*, etc., ou *Annales des sciences et arts, et des lettres, par une société de Portugais résidant à Paris*, 1818 à 1821, 16 vol. in-8° : 3° *Conspectus des pharmacopées de Dublin, d'Edimbourg, de Londres et de Paris*, avec un appendice extrait des pharmacopées de Berlin, de Brème, de Copenhague, de Petersbourg, de Philadelphie, de Stockholm, de Vienne, contenant un précis des propriétés et des doses des médicaments simples et composés, et des remarques pratiques sur leur emploi, Paris, 1820, 1 vol. in-24. Cet ouvrage fut fait conjointement avec le docteur E. H. Desportes ; 4° la traduction des *Eléments d'Economie politique*, de Ricardo, avec des notes, par M. J. B. Say, Paris, 1818, 1 vol. in-8° : 5° traduction de l'*Economia politica*, de Malthus, avec des notes du traducteur, Paris, 1819, 1 vol. in-8° : 6° *Essai sur la population*, par Godwin, traduit de l'anglais, Paris, 1820, 1 vol. in-8° : 7° *Dictionnaire portatif, français-portugais et portugais-français*, dont une nouvelle édition, corrigée et augmentée, a paru en 1827, Paris, 1 vol. in-24 : 8° *Grammaire de la langue française, à l'usage des Portugais*, Paris, 1831, 1 vol. in-18 : 9° *Grammatica*, ou *Grammaire analytique de la langue portugaise*, Paris, 1831, 1 vol. in-18 : 10° *Grammaire portugaise, à l'usage des Français*, Paris, 1832, 1 vol. in-18 : 11° plusieurs traductions du portugais en français, sans nom d'auteur ; 12° un grand nombre d'articles littéraires, critiques, politiques, scientifiques, biographiques, etc., en français et en anglais, insérés dans divers recueils périodiques, tels que la *Revue américaine*, la *Revue trimestrielle*, divers journaux de médecine ; la *Biographie universelle des contemporains*. The *cosmopolitan*, journal anglais, de Londres, etc. Il travaille aujourd'hui à un *Dictionnaire étymologique et critique de la langue portugaise* pour lequel il a depuis long-temps recueilli de nombreux matériaux, et il a presque terminé un dictionnaire anglais-portugais, et portugais-anglais. Il a en manuscrit plusieurs mémoires sur la fièvre jaune, la fièvre puerpérale, sur plusieurs points de physiologie, sur les rapports qui existent entre la langue égyptienne et les langues du souche arabe, ainsi que celles de la famille sanscritique ; sur l'économie politique. Il a aussi terminé un *Précis philosophique de la révolution française*, depuis 1769 jusqu'à la révolution de 1830, en portugais.

SOLEYMAN EL HALEBI, assassin de Kéher. Ce fanatique naquit, en 1776, à Alep, en Syrie. De retour à Jaffa, après son entière défaite en Egypte, Jussouf-Pacha, visir résolu de se venger par un assassinat du général dont les victoires venaient de lui ôter cette province. Dans ce lâche dessein, il fit répandre des écrits invitant tous les vrais croyants au combat sacré : recommander par le Coran, dans lequel la vie éternelle est promise à tout musulman qui trempa ses mains dans le sang d'un infidèle. Il offrait en même temps sa haute protection et une forte récompense à quiconque réussirait dans cette pieuse entreprise. Cet appel au fanatisme serait peut-être demeuré sans effet si une passion plus puissante que les intérêts spirituels n'eût été en même temps éveillé. Un aga des janissaires, Ahmed, exilé par le visir depuis la prise d'El-Arich, voulut saisir cette occasion pour rentrer en grâce. Le hasard lui fit rencontrer dans Jerusalem le jeune Soleyman que sa pitié y avait attiré. Il l'avait connu à Alep. Soleyman se plaignait à lui des vexations que son père, Hadji-Mohammed-Arçou, éprouva de la part d'Ibrahim-Pacha qui le tient étroitement renfermé. C'est alors que l'aga, lui promettant la liberté et la fortune pour son père, et lui montrant les cieux ouverts pour lui-même, lui présente le meurtre de Kéher, ennemi des croyants, comme l'infaillible moyen d'y atteindre.

Soleyman ne céda pas aux premières suggestions, et, comme tous les fanatiques, il consulta sur l'entreprise où on voulait l'engager le ministère de l'islamisme : tous répondirent qu'elle était sainte. Entraîné alors par ce que lui commandait sa religion et son amour filial, Soleyman, muni de quarante piastres turques d'argent et de lettres de recommandation, se rendit au Caire pour y chercher Kleber. A son arrivée dans la capitale de l'Égypte, il se rendit chez Mustapha - Effendi, vieillard qui lui avait autrefois appris à lire et à écrire; mais Mustapha, trop pauvre pour donner l'hospitalité à son ancien disciple, l'engagea à chercher un autre asile. Soleyman se présenta alors aux chefs de la loi, et, leur ayant fait connaître sa mission, il fut reçu et hébergé par eux dans la grande mosquée. Un mois entier s'écoula avant qu'il pût ou voulût exécuter son dessein. Il employa ce temps en jeûnes, en veilles, en prières. Pendant les derniers jours, on le vit souvent errer autour du quartier général, et, après s'être fait désigner le général en chef, il étudia toutes ses habitudes afin de mieux le reconnaître. Enfin, le 14 juin 1800, Soleyman annonça aux ministres de la mosquée que le jour du combat sacré était arrivé, et qu'il allait à Gizeh. Ce jour-là, Kleber, après avoir passé la revue de la légion grecque dans l'île de Boudah, se rendit au Caire. Après qu'il eut visité les travaux de son palais avec l'architecte Protain, il entra chez le général Dumas, qui donna à déjeuner, y montra beaucoup de gaieté, et sortit avec Protain pour revenir au palais. Une longue terrasse, ombragée par un berceau de vignes, joignait l'habitation du général en chef à celle du général Dumas. Kleber et l'architecte suivaient lentement cette terrasse, lorsqu'un jeune homme, vêtu à la manière des Orientaux, s'approche d'un air triste et timide, s'incline, presse la main du général, et, profitant d'un mouvement de surprise mêlé d'intérêt qu'occasionne cette démarche, il se relève et porte un coup de poignard à Kleber. Le général chancelle et s'écrie : « A moi, guide, je suis assassiné ! » Un guide passait en ce moment sur la place d'Ershékie. Kleber tombe baigné dans son sang. Le poignard avait fait une ouverture large et profonde dans l'aîne gauche. Cependant l'architecte Protain, qui n'avait dans les mains qu'une baguette, avait voulu se saisir de l'assassin, un moment immobile. Il s'engagea alors entre eux une lutte dans laquelle l'architecte reçut six coups de poignard qui le renversèrent auprès de Kleber. Soleyman, car c'était lui, porte alors au général trois nouveaux coups de poignard, et s'éloigne. Mais la première blessure était mortelle. Découvert peu d'heures après dans les jardins du palais, et reconnu par Protain, Soleyman fut condamné au supplice du pal, qu'il subit, le 17 juin, au milieu d'un grand appareil, et dans les plus épouvantables tortures, avec une profonde résignation. Son squelette, apporté en France, a été déposé au musée du Jardin des Plantes, à Paris. A l'inspection du crâne, on constata de l'énormité d'une de ses protubérances : c'est, dans la méthode de Gall, celle du fanatisme, qu'il appelle la *protubérance de la théophilie*. Soleyman avait vingt-quatre ans, lors de son supplice.

**SOLIE** (JEAN-PIERRE SOLIER), plus connu sous le nom de J., compositeur de musique et acteur, ne en 1753, à Nîmes, où son père, étant musicien, le fit recevoir parmi les enfants de chœur de la cathédrale. Il fut ainsi exercé de très bonne heure dans l'art dont il s'occupa toujours, mais où il était destiné à n'obtenir de vrais succès qu'après avoir passé la jeunesse. Il donna longtemps des leçons de chant et de guitare dans différentes provinces, et, le soir, il jouait au théâtre, où son instrument était la basse. Ce fut en 1778 que de l'orchestre il passa sur la scène, à Avignon. L'acteur qui devait jouer le muet dans *La redoute de Salente* se trouva indisposé, Solie consentit à le remplacer, quoique ce fût à l'improviste, et il fut écouté avec tant de plaisir dans l'ariette *Ma langue légère*, qu' aussitôt on l'engagea au nombre des chanteurs. Son emploi fut celui de première haute-contre. Il était à Nancy, ayant suivi ces sociétés de ville en ville, lorsqu'en 1782 il fut appelé au Théâtre-Italien de Paris; mais ses débuts furent si peu favorables qu'il retourna

en Lorraine, d'où il se rendit à Lyon, où il joua trois ans. Le talent qu'on ne pouvait lui refuser néanmoins, le fit appeler de nouveau à Paris, en 1787. Mais les rôles dont il fut chargé rue Favart, lui convenaient peu, et il allait renoncer à se concilier le public de la capitale. Ce fut encore la subite indisposition d'un acteur qui changea la position de Solie. En 1789, le 26 mars, il s'offrit pour remplacer Clairval, dans *La fausse paysanne*, apprit la musique de son rôle en quelques heures, et fut pour la première fois la sat des spectateurs très applaudi d'un parterre assez difficile. La vogue était alors pour les bouffes italiens, au théâtre dit de Monsieur. Solie, à qui il n'avait manqué qu'une instruction musicale plus consommée, se perfectionna en les entendant, et introduisit leur méthode de chant à l'Opéra-Comique. A force de persévérer, il fit presque oublier les inconvénients de sa voix sourde et un peu rebelle; le travail chez lui ayant surmonté ces obstacles, il se vit cité parmi les chanteurs les plus agréables. Il avait aussi à triompher, comme acteur, d'une difficulté qui aurait pu le conduire au découragement. Trop régulier peut-être, ses traits n'avaient pas toute la flexibilité que demande la scène, et on remarquait dans sa physionomie plus d'âme ou d'intelligence que d'expression passionnée. Cela même l'exposait à tomber quelquefois dans la charge, et à chanter en quelque sorte le dialogue pour éviter l'uniformité. Toutefois il réussit tellement dans certains rôles, que cela était pour lui un emploi spécial. On aimait surtout à le voir dans *Stratone*, ou dans *Euphrasie*, *Philippe et Georgette*, et *Les petits Savoyards*. Les rôles à manteau ajoutèrent ensuite à sa réputation. Plus habile à se donner des rides au physique qu'au figuré, il sut plier à des changements grotesques ses traits peu susceptibles d'une autre mobilité dramatique, et jamais on ne trouva sa figure plus plaisante que dans *Les deux acéras*. Il ne fut connu comme compositeur qu'en 1790. Les airs qu'il ajouta à l'opéra des *Fous de Mérida*, particulièrement celui de *La Sonnette*, firent une sensation que Grimm a constatée. Un tel succès en ce genre devait naturellement engager à d'autres travaux un musicien déjà assésé dans quelques parties de son art, pour qu'on le regardât comme le premier lecteur de musique qu'il y eût en France. Son *Jean et Germaine*, donné en 1793, a disparu vingt-huit ans après. Du temps du directeur, trois pièces, *Le secret*, *Le jockey*, et *La chapelle nœud*, assurèrent à Solie un rang, non parmi les plus forts compositeurs, mais parmi les plus agréables et les plus mélodieux. Dix années plus tard, on reconnut une facture plus savante dans *Modeste de Guise*, et *Le Diable à quatre*, opéras en trois actes. Dix-huit autres ouvrages, dont un, *La victime des arts*, ne fut pas de lui seul, soutinrent sa réputation; mais enfin, en 1811, il en eut un qui tomba. Cette contrariété, jointe à la perte de l'aîné de ses fils, l'affaibla de plus en plus, et les excès de table auxquels il eut recours, terminèrent sa vie l'année suivante, le 6 août. Il avait épousé la meilleure danseuse de la salle Favart, Rosalie-Jeanne Spinacouta. Solie a fait beaucoup de romances, des morceaux de musique instrumentale, et quelques vaudevilles.

**SOLLHAC**, voyez CHABRON.

**SOMBREIL** (LE) (CHARLES VASOT) est né le 17 juin 1794, à Paris, où son père, qui était le second fils du gouverneur des Invalides, qui monta sur l'échafaud, le 17 juin 1794, avec son frère Stanislas. Dès le commencement de la révolution, Charles, livré, comme le reste de sa famille, à la défense des anciens principes, montra du moins toute la fermeté d'un noble caractère. Dans un moment de trouble, au Palais-Royal, il arracha des mains du peuple un des drapeaux polonais. Il émigra quelque temps après, et, dans l'armée prussienne, en 1793, il reçut l'ordre du mérite militaire sur le champ de bataille, pour s'être emparé, à la tête de quatre hommes, d'un convoi escorté par une centaine d'hommes. Après avoir fait sur le Rhin, puis en Hollande, les deux campagnes suivantes, il se rendit en Angleterre, où on préparait une forte expédition pour reparer les désastres de l'armée vendémiaire. Les nouveaux chefs des chouans prétendaient n'avoir signé avec la république qu'une sorte

de suspension d'armes, et à Londres, comme en France, la chute des comités révolutionnaires ranimait l'espoir des royalistes. Sombreuil montra un ardent désir de faire partie d'une descente en Bretagne : il obtint des ministres anglais le commandement de la seconde division. Elle était de quatre mille hommes, composant sept régiments qui avaient fait avec lui la guerre de Hollande, mais qui se trouvaient alors dans le Hanovre où ils allaient passer en revue. Il revint ensuite les attendre à Londres, et le jour qu'on allait célébrer son mariage avec M<sup>lle</sup> de La Blache, à l'instant même où elle était abillée pour paraître à l'autel, il apprit leur arrivée à Spithead par un temps favorable, qui ne permettait pas de retarder le départ. Jamais incident romanesque n'avait placé un chevalier dans une alternative plus embarrassante. L'honneur militaire l'emporta ; Sombreuil, abandonnant une femme aimée, courut à la rade, et entra dans celle de Quiberon le 7 juillet 1794. Depuis plusieurs jours, la presqu'île et les forts étaient occupés par la première division ; mais d'Hervilly, son chef, ne croyait pas devoir obéir à Puisaye que les chouans suivaient plus particulièrement, et qui voulait diriger toutes les opérations, bien que les troupes régulières ne reconnussent pas son autorité. Cette rivalité venait d'occasionner beaucoup de désordres. D'Hervilly avait jugé que d'abord il fallait mettre tous ses soins à conserver une excellente position qui rendait même presque inexpugnable la possession du fort Penhütre. Le marquis de Puisaye, au contraire, voulut s'avancer jusqu'à Auray pour provoquer le soulèvement des campagnes, et, forcé de retrograder, il se plaignit de n'avoir pas été soutenu, tandis que de son côté d'Hervilly déplorait ces tentatives mal calculées, et dont l'effet devait être d'ébranler la confiance d'un parti qui n'avait pas oublié sa revers. Pendant qu'on envoyait prendre à Londres des ordres positifs pour terminer ces dangereux débats, Hoche recevait des renforts et reserrait les royalistes dans la presqu'île. D'Hervilly ayant éprouvé, le jour même de l'arrivée de Sombreuil, une défaite dans laquelle il reçut une blessure mortelle, Hoche jugea le moment favorable pour enlever par surprise le fort Penhütre, selon l'idée qui lui en avait été suggérée par des déserteurs. Ces transfuges étaient des Français devenus depuis peu prisonniers en Angleterre, et qu'on avait enrôlés pour cette expédition avec beaucoup d'imprudence, ou peut-être dans des vus pervers. Naturellement, ils ne voyaient qu'avec indignation une invasion étrangère, et d'ailleurs les durs traitements qu'ils avaient éprouvés chez les Anglais leur donnaient de la haine pour eux. En rentrant dans l'armée française, ils ne laissent pas ignorer que la méintelligence affaiblissait les chefs royalistes, et même ils dirent à Hoche que si on parvenait à entrer dans le fort Penhütre, principal rempart des émigrés, on y trouverait des amis. Une nuit orageuse et très sombre facilita l'entreprise : les colonnes républicaines s'avancèrent sur trois points. Celle qui prenait à gauche avait à sa tête Philippe David de Dieppe, l'un de ces hommes enrôlés en Angleterre, et celui qui paraissait désirer le plus de se venger de la manière infâme dont on avait voulu le punir d'avoir cherché à s'échapper. Cet homme courageux, qui, de simple sergent dans la bizarre amalgame appelée armée royale, fut fait ensuite chef de bataillon chez les républicains, pénétra dans le fort par un point défendu faiblement, désarma la garnison, et tua les canonniers sur leurs pièces. Cependant ils avaient eu le temps de tirer quelques coups dirigés contre les autres colonnes, qui, au moment de se décourager en se voyant découvertes, aperçurent, au point du jour, le drapeau tricolore flottant sur la forteresse. Les autres parti : des divisions Sombreuil et d'Hervilly se trouvaient dans une position très inquiétante : leur parti d'artillerie, qui était sous le canon du fort, fut pris sans résistance. Puisaye profita d'une barque, et, en allant mettre en sûreté des papiers de la plus haute importance, laisse à Sombreuil une autorité désormais incontestée, mais périlleuse ou même inutile. Déjà tout était perdu, bien que quelques officiers, assurément, proposaient d'attaquer le fort. Som-

breuil ne pouvait voir dans ce projet qu'une de ces témérités auxquelles un général, seul responsable des suites, ne doit pas consentir. Mais s'il n'affecta pas une audace qui lui aurait fait sacrifier en vain ses compagnons d'armes, à plus forte raison rejeta-t-il l'idée de se réfugier sur la flotte : il voulait partager en tout leur infortune, et les autres officiers imitèrent son dévouement. Cependant on ne pouvait plus empêcher dans les rangs inférieurs une désertion de tous les instants. Sombreuil n'eut enfin autre chose à faire que de gagner, avec les débris de sa troupe, un fort trop délabré pour qu'on pût s'y maintenir, mais où le vainqueur ne pouvait les suivre qu'en passant sous le feu des vaisseaux anglais. Cette considération ne suspendit qu'un moment la marche de Hoche, jaloux de terminer sans retard une affaire commencée si heureusement. On prétend qu'il fit saisir les premiers parlementaires : mais aussitôt s'établirent des négociations plus simples et empreintes du caractère national. Des officiers, parvenus en certain nombre auprès des rebelles dont la position restait désespérée, leur disaient : « N'êtes-vous pas nos concitoyens ? Ne nous forcez pas à vous détruire. Faites cesser le feu des Anglais. Si un des nôtres est encore frappé, le général va faire marcher en avant. » De nouveaux déserteurs franchissaient le mur ruiné. Plusieurs émigrés se jetaient à la nage pour gagner la flotte, mais deux canons descendus du fort Penhütre arrêtaient cette fuite. Sombreuil, encore entouré de l'élite de ses braves, envoya demander que le feu des bâtiments anglais cessât, et crut obtenir de Hoche une capitulation dans les formes. Mais, tout en le traitant avec de justes égards, le général lui dit en dernier lieu : « Mon affaire est terminée ; le reste regarde les représentants. » C'étaient Blad et Tallien. Le premier dit à Sombreuil : « J'ai été en prison avec vos parents. » Et sur cette réponse de Sombreuil : « Les émigrés sont-ils donc si coupables d'avoir fui la persécution ? » Tallien répliqua sèchement : « Monsieur, nous avons tous été sous le couteau, mais la pensée ne nous est pas venue de porter les armes contre la patrie. » Sombreuil n'ayant plus rien à attendre que d'une trop incertaine générosité, remit son sabre à Tallien, et tous les prisonniers furent conduits à Auray. En écrivant de cette ville à l'amiral Warren, l'infortuné Sombreuil se plaignit amèrement de la fuite des lâches : il ne pouvait pardonner à Puisaye de s'être esquivé si prudemment. Pour lui, il s'attendait à mourir le lendemain : mais bientôt au contraire l'intérêt qu'on lui témoignait, et auquel ses manières ou même sa belle figure avaient presque autant de part que sa conduite, firent naître en lui l'espoir de sauver ses amis. Il s'abusait comme il s'était laissé abuser peut-être, au moment où il avait rendu les armes sans aucune condition positive. Tallien, flatté d'aller parler de l'événement de Quiberon à la convention, en y célébrant l'anniversaire de la journée du 9 thermidor, à laquelle il avait tant de part, laissa un homme tel que Blad seul chargé de la sévère exécution des lois. A la vérité, on eut à prononcer à Paris sur cette sorte de capitulation que Sombreuil assurait avoir obtenue, dans son entretien avec Hoche ; mais la convention passa froidement à l'ordre du jour. Sombreuil alors écrivit des adieux tristes, mais nobles, à sa sœur, si connue par la force que lui avaient donnée ses généreux sentiments, et à la femme à laquelle il avait dû s'unir. Condamné à Vannes, ainsi qu'une partie de ses compagnons d'armes, par une commission militaire, il n'eut pas le bonheur de conserver tout le sang-froid avec lequel on peut recevoir une mort prompte ; mais du moins son courage ne l'abandonna nullement. Invité à se mettre à genoux au dernier instant, il dit : « Je fléchis le genou devant Dieu, » dont j'adore la justice : je me relève devant vous, misérables assassins. » Ainsi mourut, à l'âge de vingt-six ans, Charles de Sombreuil, victime, comme tant d'autres, de la surprenante impéritie de ceux qu'il servait. Cette faction n'ayant à sa tête qu'un prince d'une lâcheté non moins surprenante, ou, si l'on veut, n'ayant personne, n'a rien fait que de ridiculer dans les circonstances dérivées, malgré l'adresse ou le dévouement de plusieurs de ses agents, et n'a su confier, en particulier, l'expédition importante, mais

étrangement morcelés de Quibron, qu'à des hommes mal d'accord, trop indépendants les uns des autres, et dénués d'une haute expérience militaire.

**SOMERVILLE (M<sup>me</sup>)**, astronome et physicienne, née vers 178, dans la Grande-Bretagne. Livrée de bonne heure à l'étude des sciences physiques et mathématiques, elle se lia avec les savants les plus distingués de l'Angleterre, et notamment avec Davy, Herschell, Playfair et Wollaston, dont elle partagea plus d'une fois les travaux. Mais un goût dominant la rappelait plus souvent aux grandes découvertes de l'astronomie physique, et à l'application des calculs aux phénomènes du système du monde. Bientôt versée dans la haute analyse, M<sup>me</sup> Somerville obtint un prix de la société royale de Londres, pour des expériences sur le pouvoir magnétique des rayons lumineux. Lord Brougham, en fondant la société formée pour la propagation des connaissances utiles, la chargea de mettre les connaissances astronomiques à la portée du plus grand nombre. Pour remplir le vœu de ce lord, M<sup>me</sup> Somerville vint à publier une *Mécanique céleste*, qui appartenait sans doute à une sphère trop élevée pour atteindre complètement le but désiré par lord Brougham, mais qui doit remplir une importante lacune entre le traité de Laplace et les ouvrages élémentaires destinés aux enfants. Déjà, en France, M. de Pontécoulant avait rendu le livre de Laplace accessible à un plus grand nombre de lecteurs. M. Biot, en rendant compte, dans la séance de l'Académie des sciences, du 13 février 1833, de la *Mécanique céleste* de M<sup>me</sup> Somerville, lui a donné des éloges aussi flatteurs que mérités. Espérons qu'une traduction en reprendra bientôt l'usage dans nos établissements consacrés à l'instruction du second degré. Liée avec Laplace, M<sup>me</sup> Somerville avait vu une sorte de culte à cet illustre académicien, surtout à cause de son grand ouvrage sur la *Mécanique céleste*, qu'elle devait expliquer plus tard elle-même, et où toutes les découvertes sur ce sujet se trouvent rassemblées. Elle l'avait étudié la plume à la main, et en suivant tous les calculs dans leurs détails les plus abstraits. Enfin elle avait lié une correspondance avec Laplace vers les dernières années de la vie de ce savant. Laplace répondait fort exactement à ses lettres, lui qui n'aimait pas à en écrire, et les réponses où il ne traitait guère que des objets de la science, montraient avec le cas qu'il faisait du mérite de sa correspondante. A des connaissances profondes dans la physique et les mathématiques, M<sup>me</sup> Somerville en joignait de suffisantes en philosophie, en chimie, en minéralogie, et tant d'études ne l'ont pas empêchée de devenir aussi une habile musicienne, et d'orner son cabinet d'une collection de paysages représentant les plus beaux sites de l'Ecosse, et peints par elle-même, d'après nature.

**SOMMERY (M<sup>lle</sup> de)**, fort connue de son vivant par quelques ouvrages et surtout par son esprit. Sa naissance avait été équivoque, et ses dernières années furent affligées par de longs symptômes d'une décadence irrémédiable. Née au commencement du dix-huitième siècle, elle eut dans son enfance une compagnie qui devint la mar chaise de Brissac, et en qui elle trouva son seul appui, au sortir du couvent où l'avaient placée et soutenue des personnes à qui le secret a toujours été gardé. Cette amie généreuse vint à mourir, mais elle n'avait pas oublié sa protectrice : et elle lui laissa une pension de quatre mille livres. Privée de toute beauté, M<sup>lle</sup> de Sommery avait besoin de ces moyens d'indépendance, et elle en usa bien. Son esprit lui permit d'ailleurs de réunir une société choisie à tous égards, et peut-être plaignait-elle d'autant plus que cet esprit même, moins judicieux qu'original, n'excluait pas une forte nuance de bizarrerie, propre à rendre la conversation plus animée, sans tomber jamais dans l'extravagance. Pleine de causticité, M<sup>lle</sup> de Sommery prenait adroitement le parti du brave, quand à elle, les atteintes du ridicule. Avec autant de franchise que de finesse, elle se faisait pardonner, un ton tranchant et des décisions extrêmes, qui d'ailleurs ne devenaient fausses ordinairement que par l'exagération. Fenelon n'était, disait-elle, qu'un bavard, et M<sup>me</sup> de Sévigné

qu'une caillotte. Si sévère dans ses jugements, ce fut peut-être par crainte de réciprocity que d'abord elle s'abstint d'écrire. Du moins elle tarda beaucoup à mettre son talent à cette épreuve ; mais, avant même de s'en faire imprimer, elle avait en quelque sorte obtenu un rang parmi les écrivains, et elle était des plus assidues aux séances publiques de l'Académie. Un recueil de pensées détachées, sous le titre de *Notes*, etc., fut son premier ouvrage. Quelques-uns se réduisaient à des lieux communs, ou paraissaient une imitation de La Bruyère et d'autres moralistes ; succès n'en fut dû qu'à l'élégance de l'expression, un peu recherchée quelquefois, mais généralement concise et ingénieuse. Dans les *Lettres de la comtesse de L...*, publiées ensuite comme une correspondance recueillie du siècle précédent, le caractère de cette époque avait été si bien observé qu'on douta que ces lettres fussent d'une femme ; mais on ne s'arrêta s'il fallait les attribuer à M<sup>me</sup> de Genlis, ou à M<sup>me</sup> Riccoboni. Cependant on aurait pu deviner le véritable auteur, en songant que celle qui avait dû de La Fontaine qu'il n'était qu'un niais, pouvait s'être, par exemple, traitée M<sup>me</sup> de Lafayette de courtoise visionnaire, et d'écrivain inintelligible. Dans d'autres lettres, qui parurent en 1788, ce ne fut plus un extrême dédain pour les idées reçues, mais un mépris non moins intolérant pour les sottises, dont le nombre pourtant méritait toujours des égards. Un des principaux personnages de ce roman est une femme dont les fantaisies se sont rarement imitées. Dans un moment de jalousie, non-seulement elle sacrifie sa belle chevelure, mais elle a soin de se faire arracher presque toutes les dents, avant d'en finir par des coups de couteau. D'autres caractères, moins simplifiés, et de petits épisodes, consistant en articles et synonymes très bien faits, ont donné quelque réputation à ce volume. Si l'esprit de M<sup>lle</sup> de Sommery manquait souvent de mesure et de retenue, elle ne pouvait lui refuser un caractère estimable : elle fut aussi obligée pour ses amis que charitable envers les malheureux. Son air franc, sa conversation agréable, sa physionomie ouverte, tous ces avantages perdirent dans son âge peu avancé. Une attaque d'apoplexie, à laquelle elle a succubé long-temps, ne leissa à sa voix que des sons inarticulés, et à ses traits qu'un froid sourire, ou la triste expression de la bêtise même simplifiée. Ses amis, touchés de son malheur, le roterent, pour la plupart attachés jusqu'à sa mort, qui arriva vers la fin de 1790. Ses ouvrages sont peu nombreux : 1<sup>o</sup> *Doutes sur différentes opinions reçues de la société* (dédiés aux dames de Saurin), 1781, petit in-12 ; troisième édition, 1784 ; 2<sup>o</sup> vol. in-12, 1<sup>er</sup> *Lettre de M<sup>me</sup> la comtesse de L... à M. le comte de L...*, 1785, in-8 ; 3<sup>o</sup> *Lettres de M<sup>lle</sup> de Turville à M<sup>me</sup> de Lénoucourt*, 1788, in-12 ; 4<sup>o</sup> *L'oreille*, conte épique, 1789, 3 petits vol. in-12. On a cru y voir une imitation d'Hamilton, mais on ne l'a pas trouvée mauvaise. Dans la troisième partie de sa *Correspondance*, Grimm, en parlant du merveilleux sans intérêt, et des lieux communs de ce genre, en a toutefois cité un épisode avec de justes éloges.

**SONNERAT (PRAAX)**, voyageur en Orient, né à Lyon, vers l'année 1745. Il avait déjà, outre l'habitude du dessin, des connaissances comme naturaliste, lorsqu'il fut reçu à l'administration de la marine. Prêtre de Poivre, alors intendant à l'Île-de-France, il fut envoyé de Paris en 1768, et la Compagnie lui donna d'heureuses dispositions, le prit avec lui pendant trois années d'incursions à Madagascar, et autres terres voisines. Ces courses étant finies, Sonnerat fut choisi par Poivre lui-même pour faire partie d'une seconde expédition aux Moluques en 1771. On en avait déjà rapporté des arbres à épices : le nouveau voyage est essentiellement pour objet des intérêts du commerce, et des observations d'histoire naturelle. Sonnerat, qui était au bâtiment confié à Coëtivy, remarqua à l'île Pradon l'une des Sichelles, un cocotier particulier qui ne croît n'appartient qu'aux Maldives. On visita aussi la

plupart des Philippines, et d'autres îles moins importantes. Ces dernières, rangées par Sonnerat dans les dépendances de la Nouvelle-Guinée, parce qu'elles ont pour habitants les Papous, dépendent de l'Archipel des Moluques. Muni d'une riche collection de plantes et de dessins ou de descriptions d'une fidélité scrupuleuse, et revenu à l'île de France au mois de juin 1772, il fit en 1774, son dépôt au cabinet du Jardin-du-Roi, à Paris. Le même année il repartit, avec le titre de commissaire de la marine, pour continuer ses recherches. Il visita les montagnes des Ghauts, les côtes de Coromandel et de Malabar, tout le golfe de Cambaye, et l'île de Ceylan. Il parcourut ensuite les rivages de la presqu'île orientale jusque vers Malacca, et il vit les côtes méridionales de la Chine. Il ne put obtenir qu'une connaissance très superficielle de ce vaste empire, et c'est peut-être pour cela qu'il fut un de ceux qui poussèrent le plus loin les préventions contre les Chinois. Il a été réfuté, à ce sujet, par Fouché d'Opsonville, dans le *Supplément au voyage de M. Sonnerat*, et par les missionnaires, dans les *Mémoires concernant les Chinois*, ainsi que par Deguignes, dans le *Journal des Savants* (juillet 1783). En général on trouve dans les relations de Sonnerat de grandes preuves de zèle, mais peu d'ordre et trop de crédulité. Ce sont ses observations d'histoire naturelle qui peuvent être considérées comme la plus précieuse de ses recits. Il a fait connaître, toutefois, par des figures d'une exécution exacte, les coutumes et le genre d'industrie de plusieurs peuples des Indes. Il a vu, dans les Ghauts, l'oiseau qu'il regarde comme le coq primitif, et il l'a présenté à l'académie des sciences. C'est lui qui a attiré l'attention sur un quadrupède très différent de ceux de l'Europe, et qu'on a nommé aye-aye, par onomatopée, de l'imitation de son cri. Au nombre des végétaux dont il a enrichi l'agriculture des colonies selon l'heureuse idée de Poivre, on cite particulièrement l'arbre à pain, ou rima, et le mangoustan, qui se multiplie aujourd'hui dans les îles de France et de Bourbon. Lorsque la guerre eut mis un terme aux travaux de Sonnerat dans le Tadjour et les provinces voisines, il inspecta le port, les magasins et les hôpitaux de Pondichéry pendant le siège; mais la place ayant capitulé en 1778, il partit pour l'Europe, en faisant des stations scientifiques à l'Île-de-France, sur les côtes de Madagascar, et à la pointe de l'Afrique. Après avoir déposé au cabinet d'histoire naturelle de Paris ses nouvelles collections, et avoir publié son *Voyage aux Indes orientales*, il repartit pour les régions qu'il avait déjà explorées; il y resta longtemps, et il était à Pondichéry avant l'époque où cette ville fut rendue aux Français, en conséquence d'une clause du traité d'Amiens. Peu d'années après il quitta définitivement l'Asie, et mourut à Paris, le 12 avril 1814. Il était correspondant de l'académie des sciences et du cabinet du roi. Sonnerat a laissé : 1° *Voyage à la Nouvelle-Guinée, dans lequel on trouve la description des lieux, des observations physiques et morales, et des détails relatifs à l'histoire naturelle*, etc., in-4°, avec cent vingt figures, Paris, 1776. Ce livre était dédié à M<sup>me</sup> Poivre. Il a été traduit en allemand par Ebeling, in-4°, avec fig., Paris, Leipzig, 1777. Les géographes n'accordent pas à Sonnerat qu'il ait vu la véritable terre des Papous; la petite île de Poulo-Gheby, où se termina l'expédition, est très rapprochée de Gilolo, et dès lors appartient au même groupe. Quoi qu'il en soit, les détails donnés par l'auteur sur Manille, Yolo et Megindano, sont encore aujourd'hui d'un grand intérêt; 2° *Voyage aux Indes orientales et à la Chine, depuis 1774 jusqu'en 1781*, 3 vol. in-4°, avec fig., Paris, 1783. J. Pexal l'a traduit en allemand, Zurich, 1783. Le premier volume est une histoire, et surtout une description du Décan. On y trouve des documents curieux sur les arts, les usages, la religion, les mœurs, l'astronomie et les autres sciences chez les Indous. Ces détails ayant été reproduits dans des ouvrages plus récents, doivent avoir perdu de leur importance; mais on voit que quand Sonnerat pouvait être bien informé, ses narrations étaient dignes de foi. C'est dans ce qui concerne l'astronomie indienne qu'il mérite le moins de confiance. Le second volume en

doit obtenir moins encore en ce qui regarde la Chine; mais il y a joint d'utiles et nombreuses observations sur le Cap, l'île Bourbon, Ceylan, les Maldives, Malacca, et plusieurs îles espagnoles ou hollandaises des mers indo-chinoises. Une nouvelle édition du *Voyage aux Indes orientales* a été donnée, en 1806, par Sonnini, 4 vol. in-8°, avec un atlas composé des anciennes figures. Le texte présente plusieurs additions fournies par le fils de l'auteur, sur les pratiques religieuses des Indous, sur le Pegu, sur la géographie de la Chine, etc. Outre plusieurs rectifications ou réintégrations dues à l'éditeur, il a aussi ajouté des morceaux historiques sur l'Indoustan, quant à la fin du dernier siècle, et des fragments sur la culture, etc., relatifs à Carnate, à Bornéo, à Madagascar, et même à Rio de Janeiro. Un arbre de Malabar et de la Nouvelle-Guinée, décrit par Sonnerat, sous le nom de *pagapali*, a reçu de Linnaée celui de *Sonneratia*.

SONTAG (HARRIETTE), est née à Prague, vers 1806, d'une famille de chanteurs nomades. Elle unit à une jolie figure, et à une taille charmante, une voix de soprano, facile, étendue, d'un timbre agréable, et qui, faible dans ses débuts, a pris, par l'exercice, de la force et de l'éclat. Ses premiers essais dans le chant italien ont eu lieu de 1835 à 1835, dans la capitale de l'Autriche, et à l'époque du triomphe de M<sup>me</sup> Mainvielle-Fodor. On s'aperçut bien qu'elle l'avait prise pour modèle dans le rôle de Rosina, du *Barbier*, de Rossini. M<sup>me</sup> Catalani, à qui l'on parlait alors des succès de M<sup>lle</sup> Sontag, avouait qu'elle *était grande dans un petit genre*. Elle se trouvait à Berlin, en 1836. Le comte Rossi fit des propositions de mariage à la jeune cantatrice. Le roi de Prusse, qui s'est fort attaché à la famille du comte, en ayant été informé, eut connaissance la conduite irréprochable de M<sup>lle</sup> Sontag facilita lui-même cette alliance; mais il s'agissait de mettre la vertu de cette cantatrice à l'épreuve. Il se donc décidé qu'elle viendrait à Paris, où elle ne manquerait pas d'adorateurs. Elle s'en tira à son honneur et le comte Rossi fut affermi dans sa résolution de l'épouser. Ce qui donna lieu d'en douter un moment, ce fut le retour de la cantatrice à Paris, en 1838. Peu au paravant, on avait fait courir, à Berlin, le bruit de son mariage avec l'ambassadeur d'Angleterre. Cette excellence, il est vrai, lui avait offert sa main, mais elle fut refusée. On a répandu aussi le bruit que deux jeunes gens de Berlin s'étaient suicidés pour la jolir virtuosité, qu'ils n'avaient pu rendre favorable à leur passion. M<sup>lle</sup> Sontag, comme on voit, commençait sa carrière théâtrale en véritable héroïne de roman. Elle vint pour la première fois à Paris en 1836. Elle parut d'abord dans *La donna del lago*, et ensuite dans Rosina, du *Barbier*. Ce dernier rôle est celui où elle prit son essor, en lui donnant un caractère particulier de grâce et de gentillesse. Elle se surpassa elle-même dans *La leçon de musique*, quand elle chanta les variations de Rode, de manière à défier la prestesse de l'archet le plus habile; M<sup>me</sup> Catalani, qui avait tenté la première cette innovation si hardie, était bien loin d'en approcher. Précédée en Angleterre par sa réputation, M<sup>lle</sup> Sontag débarqua à Brighthon, au milieu d'une foule innombrable qui l'attendait sur le rivage, et qui la reçut comme une reine; il n'y manqua que le salut du canon. Outre le rôle de Rosina, elle joua, avec le plus grand succès, celui d'Isabella dans *L'italiana in Algeri*. Une jeune et très-jolie cantatrice, M<sup>me</sup> Rouzi de Bagnis était alors en possession de plaire aux Anglais dans ce rôle. Il paraît qu'elle en conçut de la jalousie, car on la soupçonna d'avoir joué un certain rôle dans l'anecdote des schalla qui ont troué déchirés chez M<sup>lle</sup> Sontag, pendant qu'elle était absente. La perte fut très considérable, et l'on voit là une vengeance de femme, qui est plus qu'un plaisir de dieu. Revenue à Paris, en 1838, M<sup>lle</sup> Sontag excita encore plus d'admiration que la première fois. Elle avait beaucoup acquis sous le double rapport du chant et de l'action; elle fut vraiment la reine des cantatrices. A Bruxelles, le célèbre violoniste Bériot en devint amoureux, et l'accompagna jusqu'à Varsovie pour assister au couronnement de l'empereur Nicolas comme roi de Pologne. Depuis lors, M<sup>me</sup> Malibran

détaché Beriot de M<sup>lle</sup> Sontag, et s'en est emparée. De retour à Berlin, le roi de Prusse, qui avait honoré M<sup>lle</sup> Sontag de ses bontés, daigna lui-même aplanir les difficultés pour son mariage, auprès de la famille du comte de Rossi. Enfin ce mariage fut conclu. Elle dit elle-même, avec un véritable regret d'artiste : « J'étais reine, et je ne suis plus que comtesse ! » On se rappelle avec émotion, avoir vu en scène M<sup>lle</sup> Sontag et M<sup>me</sup> Malibran, et les avoir entendues ensemble dans plusieurs duos : c'était une lutte ravissante, où chacune tour à tour remportait la victoire, et, quand la lutte était finie, celle à qui l'on jetait la couronne, avait la générosité de l'offrir à sa rivale, et se précipitait dans ses bras, aux yeux du public, qui redoublait ses applaudissements. Qu'on nous permette ici un parallèle entre M<sup>me</sup> Malibran et Sontag. Elles ne se ressemblent qu'en un point ; ce sont deux prodiges. L'une est la Minerve du chant, l'autre en est la Vénus. M<sup>lle</sup> Sontag est plus femme ; sa voix colossale est ravissante ; M<sup>me</sup> Malibran est plus mâle et plus grandiose. L'une, la première est une chanteuse de pupitre sans rivale, et l'autre une cantatrice éminemment passionnée, qui a besoin des effets de la scène pour augmenter ses émotions de toutes celles des auditeurs qui l'applaudissent. Le rôle de *Donna Anna*, dans le *Don Giovanni* de Mozart, a été un vrai triomphe pour M<sup>lle</sup> Sontag. C'était la *Donna Anna* de Mozart, sensible, énergique, grandiose ; en un mot, la perfection du pathétique. Elle a surtout brillé dans l'art d'accentuer le récitatif, et de chanter simplement avec la plus grande expression ; ce qui a paru extraordinaire dans une virtuose, jusqu'alors regarder comme le phénix de la vocalisation. Elle était comme inspirée par son immortel compatriote. On ne saurait trop louer dans M<sup>lle</sup> Sontag le soin qu'elle a de chanter un air sans le transposer ; ce qu'on ne peut pas dire de beaucoup de virtuoses, et entre autres de M<sup>me</sup> Malibran. Un critique estimé a prodigué sous ce rapport des éloges à cette dernière cantatrice. « En transposant un air, dit-il, M<sup>me</sup> Malibran l'ajuste à sa taille, comme un tailleur ajuste une robe à sa taille. » Cette comparaison est fort jolie, mais elle manque de justice. Le compositeur ne sera pas de l'avis du critique. En effet, un morceau écrit en *mi b*, est dénature quand il est transposé en *ut* ou en *sol*. Toute musique sans caractère, il est vrai, n'y perd rien ; mais celle qui en a y perd beaucoup. De tels principes sont sanctionnés par le goût, et doivent être rappelés à ceux qui les méconnaissent. C'est à partir du rôle de *Scirandide* qu'on a vu les progrès de M<sup>lle</sup> Sontag dans le genre expressif et dramatique. Elle n'a plus borne son talent à des tours de force exécutés dans la perfection, et qui sont en dehors de la musique dramatique ; elle a été si loin, qu'en chantant le duo avec Arsace, elle l'a emporté même sur M<sup>me</sup> Pisaroni. Son plus grand triomphe, comme nous l'avons remarqué, a été le rôle de *Donna Anna*. Non seulement elle a dit avec expression le duo récitatif qui le précède, mais elle a déployé de la vigueur et de l'effet dans l'air qui le termine. Dans le sextuor, morceau de verre et d'inspiration, on a remarqué la cadence finale qu'elle a exécutée dans la perfection ; ce trait avait toujours été exécuté par les autres cantatrices. Nous ajoutons que l'air le plus vivement applaudi, est celui qu'elle chante au second acte. Pour compléter ce résumé, nous dirons deux mots sur la représentation de *Tancredi*, au bénéfice de M<sup>lle</sup> Sontag, à la fin de 1829. Elle jouait le rôle d'*Amenaide*, et M<sup>me</sup> Malibran celui de *Tancredi* : des couronnes ont été jetées sur le théâtre. M<sup>me</sup> Malibran les a pressenties à M<sup>lle</sup> Sontag, qui, dans son trouble, ne s'est pas aperçue que *Tancredi* en méritait la moitié. Elle en a été bien dédommée à la représentation suivante : car, M<sup>lle</sup> Sontag s'est empressée de lui offrir les couronnes qu'on a de nouveau jetées sur la scène. Depuis cette époque, M<sup>lle</sup> Sontag a quitté la France, et n'y reviendra peut-être plus pour nous faire admirer ses talents. M<sup>me</sup> la comtesse de Rossi, pour plaire à son époux, semble avoir renoncé à sa gloire et aux plauds du public. Elle vient de recevoir des lettres de noblesse. L'aristocratie allemande repro-

chait au comte de Rossi, non d'avoir épousé une actrice, mais une retournée. Après la réception des lettres de noblesse, autre chicane : c'était, disait-on, la comtesse de Rossi, et non M<sup>lle</sup> Sontag, qui était noble. Le comte a demandé alors de nouveaux parchemins autidatés ; et non content de cela, il a fait so'enniser une seconde fois son mariage, pour pouvoir dire que c'était M<sup>lle</sup> Sontag, rendue seule personnellement, qu'il avait épousée.

SOTHEYBY (QUILLANUS), écrivain, appartenait à une famille immensément riche. Il reçut le jour à Bath, le 1768. Son éducation fut des plus soignées. M. Sotheyby publia, à l'âge de vingt-deux ans, un premier intitulé *Voyage au pays de Galles*, 1 vol. in-4°, imprimé à Bath, avec la plus grande magnificence. Cet ouvrage renferme des beautés du premier ordre, et fit une grande réputation au jeune auteur. En 1798, parut son poème d'*Obéron ou l'Illon de Bordeaux*, 2 vol. in-8°, imité de Wieland, et que les Anglais mettent au-dessus de l'original. En 1799, *La bataille du Nil* d'Aboukir, qui est fort éloigné du Nil, poème, 1 vol. in-4°, en 1800, la traduction des *Georgiques de Virgile*, en vers anglais, la meilleure traduction de ce chef-d'œuvre, si celle de Delille n'existait pas. (On remarque que l'auteur a adopté dans cet ouvrage la méthode Dacrymède. Dans la même année, M. Sotheyby publia quelques tragédies, et entre autres, *La sirge de Cusro*, *Oreste*, *Julien ou le moine du grand Saint-Bernard* ; en 1807, un poème moak, intitulé *Saül*. Cet ouvrage est d'une originalité fort remarquable. L'auteur s'y donne toutes sortes de licences avec le texte de la Bible ; il transpose, il interpose, il change à son gré ; mais une noble, et puissante génie anime ce poème singulier. Un mauvais génie pourait Saül et ce génie, sous la forme d'un spectre, revêt le propre caractère et prend les traits du premier roi des Hébreux ; mais le caractère et les traits de sa jeunesse, du temps heureux de sa vie innocente et pastorale. Cet affligeant contraste, entre le Saül d'autrefois et le Saül armé du sceptre, est d'un grand effet. M. Sotheyby, un des poètes anglais qui ait le plus écrit de bons vers, a fait encore : *Constante de Cœlia*, poème, 1 vol. in-4° ; *Le triomphe de la paix*, 1 vol. in-8°, 1814, et six nouvelles tragédies qui ont été imprimées la même année ; enfin l'année dernière, il a écrit sa patrie d'un nouveau chef-d'œuvre, la traduction de l'*Illiade d'Homère*. Il semblait qu'après la traduction brillante et poétique de Pope et celle de Cooper, si pure et si littérale, personne n'aurait plus fait parler Homère en vers anglais. Cependant M. Sotheyby l'a fait avec le plus grand succès. Après avoir lu ce chef-d'œuvre, on sent vivement la poésie homérique, et l'auteur a su s'y tenir à une égale distance des licences de Pope et de la sèche érudition de Cooper. Il faut observer qu'un avantage immense de M. Sotheyby, c'est de connaître la langue de son poète mieux encore que Cooper, en autant que Pope ne possédait pas. Nous indiquerons l'admirable morceau suivant pour donner une idée de la manière fidèle, brillante, pure et harmonieuse du poète anglais. C'est le retour de Paris à Troies, après qu'il a obtenu d'Achille la permission de donner la sépulture au corps d'Heclor. Ce morceau commence par ces vers :

But, when they reached the ford where Xanthus flows,  
From highest jore, whir'd down his edging bed, etc.

M. Sotheyby a été reçu membre de la société royale de Londres. Après divers voyages en France, en Allemagne, en Hollande et dans les Îles Britanniques, il s'est fixé dans une maison de campagne qu'il possède à London Lodge dans le comté de Surrey et dont les jardins sont remarquables par leur beauté et leur disposition. On assure que ce poète si riche en fortune est encore tellement riche en poésie qu'il a plus de cent mille vers en portefeuille, outre ceux qu'il a publiés, et tous ces vers sont marqués au coin du talent le plus distingué.

SOULANGE BODIN (ÉTIENNE) est né en Touraine, en 1774. Fils d'un médecin distingué, il fit d'importantes études au collège de Tours, sous les orateurs. Sa position sociale portait naturellement son esprit vers les sciences médicales ; il en suivit les cours avec

ardeur, ainsi que ceux de toutes les sciences accessoires ; et des lors usquit en lui ce goût pour la botanique et pour les jardins qui se fortifia depuis sur les livres, par l'observation, par les voyages et enfin par la pratique. Bientôt son âge l'appela aux armées. Le général Aubert-Dubayet lui accorda son amitié, et l'emmena, comme secrétaire intime, à son ambassade de Constantinople. De retour en France, après la mort de l'ambassadeur, il remplit différents emplois administratifs, et devint, plus tard, secrétaire de cabinet du prince Eugène, pendant les dernières années de sa vice-royauté en Italie. M. Soulange-Bodin fut constamment aux côtés de ce prince pendant les campagnes de Moscou et d'Italie, et mérita la décoration de la couronne de fer et de la légion d'honneur. Sorti des camps et rendu à l'indépendance, il se livra avec délices à son goût pour les sciences naturelles, et se voua particulièrement à la propagation des connaissances agricoles. Créateur du jardin de Fromont, qui a déjà acquis une si grande célébrité tant en France qu'à l'étranger, il n'est pas content d'en faire un établissement entièrement remarquable, tant pour l'étendue des collections que par la perfectionnement des cultures, il a voulu y élever un monument à la science, et y vouer un asile à l'étude. C'est dans ces vues que M. Soulange Bodin a récemment fondé, à Fromont, sous le titre d'Institut horticole, une école spéciale pour l'enseignement et le perfectionnement des diverses branches du jardinage, dont le roi lui-même, après l'avoir visitée, a consacré l'utilité publique, en lui décernant le titre d'institut royal, et en y établissant deux cours pour l'éducation de jeunes jardiniers. Des cours de botanique, de physiologie végétale, agricole, d'agriculture, de géométrie élémentaire, de dessin, de minéralogie, de composition des jardins et de comptabilité rurale, y sont professés en faveur des élèves, qui ne paient d'autre contribution que le travail de leurs faibles mains. Cette institution philanthropique manquait au pays, dont elle doit contribuer à accroître les prospérités agricoles, et elle honore l'homme qui l'a conçue et qui la dirige. M. Soulange Bodin a été nommé, en 1822, membre de la société royale et centrale d'agriculture ; il est secrétaire général et l'un des premiers fondateurs de la société d'horticulture de Paris. Ses utiles travaux lui ont aussi valu l'honneur d'être présenté comme candidat à l'académie royale des sciences, par la section d'économie rurale de l'institut ; il est en outre affilié à la plupart des sociétés savantes et agricoles de la France et de l'Europe.

**SOUAVIE** (JEAN-LOUIS GIEAUD), né en 1751 ou 1752, dans la ville d'Argentan, département de l'Orne. Il reçut les ordres, et quand la révolution éclata, il se trouvait à la tête d'une cure, avec le titre de grand-vicaire, au diocèse de Châlons. Des ouvrages d'histoire naturelle, fruit de ses recherches dans le midi de la France, lui avaient déjà fait prodiguer les honneurs académiques. Dès les premiers moments de la réforme générale, il en embrassa les principes, et devint membre de la société des jacobins, qui ne prenait alors que le titre d'*Amis de la constitution*. Dans un de ses articles insérés au *Moniteur*, le 21 juillet 1790, l'abbé Souavie approuvait l'idée d'ôtier au roi le droit de paix et de guerre. Il ne tarda pas à publier les premiers volumes des *Mémoires du duc de Richelieu*. C'était, à quelques égards, un ouvrage de circonstance, une satire des travers par lesquels avait brillé plus d'un courtisan sous l'ancien régime. Le personnage était bien choisi et l'auteur, en peignant l'immoralité même sous les traits du héros de Mahon, n'avait point par là le plus célèbre écrivain du dix-huitième siècle, ne pouvait guère être taxé que de quelque exagération. Il y avait moins de fidélité historique à mettre les maximes nouvelles dans la bouche de ce duc de Richelieu. Il venait d'expirer ; mais son fils, le duc de Fronsac réclama contre l'usage fait par Souavie des matériaux qui lui avaient été confiés. La réponse de l'abbé, insérée dans le *Moniteur*, le 21 janvier 1791, ne laissa aucun doute sur l'authenticité des documents qu'il avait employés, avec peu d'exactitude toutefois, et dont quelques-uns lui avaient été

fournis par le duc de Fronsac lui-même ; mais ne pouvant alléguer que le père et le fils, les auteurs donnés pour qu'on s'en servit de cette manière, il n'essaya pas même de la justifier. On jugea de plus qu'il avait mal profité de ses avantages, et que, malgré le secours des pièces si abondantes, il n'avait fait, à force d'interpolations, d'altérations et de prolifération minutieuse, qu'un roman assez ennuyeux. On y trouve même des fragments entiers d'autres mémoires que Souavie fait ainsi débiter par le maréchal de Richelieu. Cependant l'édition des quatre premiers volumes s'était écoulée assez promptement, et l'auteur les réimprima en donnant les cinq volumes suivants ; mais alors il ne fit plus parler le maréchal à la première personne. C'est une réforme à laquelle il parut se résoudre surtout afin d'exposer ses propres opinions avec encore plus de liberté qu'auparavant. Dejà libre au parti révolutionnaire, et lié avec les Chalets, les Fauchet, les Bazzire, les Collet-d'Herbois, il prétendit avoir suggéré à ce dernier sa proposition du 12 septembre 1793, pour l'abolition de la monnaie. Il avait entièrement rompu avec le clergé réfractaire, dont il ne voulait plus qu'on tolérât la servitude, ni qu'on ménageât les préjugés. Des l'an 90, il avait accusé, mais sans preuve positive, l'abbé de Cîteaux d'avoir enfermé et même nourri de faim un de ses religieux pour se venger d'une insulte personnelle. Au commencement de 1791, il avait rédigé et présenté à l'assemblée constituante, une adresse au nom de ceux d'entre les prêtres de Saint-Sulpice qui reconnaissent la constitution civile du clergé, et, dans d'autres articles de journaux, il s'était montré disposé à rejeter, comme un joug, la discipline de l'église sur le célibat de ses ministres. Aussi ne fut-on pas surpris, un peu plus tard, de le voir au nombre des premiers prêtres qui se marièrent. L'évêque du Châlons, Fauchet, lui donna la bénédiction nuptiale. Ayant offert cette sorte de garantie au comité révolutionnaire, il en obtint la communication des papiers saisis aux Tuileries par suite de l'arrestation du 10 août, et ils lui servirent à rédiger ses *Mémoires sur le règne de Louis XVI*. Il passa environ quatorze mois à Genève, en qualité de résident de la république française. Denonnoce aux Jacobins par Clauzet, et destitué, le 6 décembre 1793, par un arrêté du comité de salut public, que signa Robespierre, il semblait à l'abri du reproche qu'on lui a fait pourtant de s'être rangé au nombre des secrétaires de cet ambitieux tribunal. Ayant appris que Rivais, désigné pour le remplacer à Genève, avait l'ordre de le faire escorter jusqu'aux prisons de la capitale, Souavie ne put douter de l'extrême danger auquel il n'avait échappé que grâce à Barrère, jaloux de se ménager à lui-même un asile, et il profita de ce que l'exécution de l'arrêté demeurait suspendue, pour se concilier insensiblement l'esprit du dictateur. On assure que quelques jours avant le 9 thermidor, il envoyait encore des traités à Robespierre, du lac de Genève. Peut-être, vers les derniers temps, contribua-t-il à la fermentation de ce parti dans cette ville ; mais il ne parut pas l'avez et se cacha en 1793. Du moins Barruel, dans ses mémoires, et sir Francis d'Yvernois, l'ont accusé d'avoir provoqué, dès le principe, les troubles de ce petit état, pour amener la demande d'incorporation à la France, et s'en disculper d'une manière plausible, dans les cinquième et sixième tomes de son ouvrage, sur le règne de Louis XVI. On pourrait aussi conseiller, sur cette question, qui n'a d'importance que dans l'histoire de Genève, les mémoires de Barruel, et les observations de sir Francis d'Yvernois. Après le changement opéré dans la convention, Souavie fut encore dénoncé, mais en d'autres termes. Cette fois on ne trouvait pas qu'il se conduisit avec la dignité convenable à l'envoyé d'un peuple libre. Renvoyé par le nouveau comité de salut public, et rappelé à Paris, il y fut incarcéré. Lorsqu'il sortit de prison, en vertu de l'amnistie de 1796, il intenta à Treillard, un de ceux qui avaient signé sa destitution, une action en dommages et intérêts, relativement à la manière dont on avait agi, à Genève, ses papiers et ses effets. Le directeur apaisa



cette affaire. Sous le consulat, Soulavie fut sur le point d'être deporté; mais celui qui régnait déjà n'approuva point cette mesure prise par ses collègues Syzeys et Roger-Ducos. Seulement l'ancien résident de Genève ne prit plus aucune part aux affaires publiques. Semblable à beaucoup d'autres hommes médiocres, dans on peut estimer les talents, mais qui n'ont pas assez de caractère et de force d'esprit pour rester indépendants des diverses circonstances, Soulavie reprit, par degrés, sous le directoire, et surtout après le concordat, les scrupules qu'il n'avait nullement écoutés du temps de la convention; il s'agita pour légitimer son mariage, à plusieurs reprises, ce qui a fait dire de lui qu'il avait eu l'art de se marier quatre fois avec la même personne. Lorsqu'enfin les formalités furent incontestablement remplies, quant à l'union conjugale, il ne lui resta plus qu'à solliciter de Pie VII, que Bonaparte avait mandé à Paris, un bref de sécularisation. Ce dernier point obtenu, il se réconcilia tout-à-fait avec l'église, et, ce qui est remarquable, il poussa la docilité jusqu'à s'adresser à Barruel, son adversaire, sous plusieurs rapports, pour faire accueillir sa rétractation, datée du 21 février 1813, et conçue en ces termes: «... Vous savez vivre et mourir dans le sein de l'église catholique, ... je vous prie de constater, par l'insertion de ma présente déclaration dans vos ouvrages, mon repentir d'avoir publié, dans les miens, des erreurs contre la religion. Je les condamne. N'est-il pas notoire que les malheurs de notre patrie, et les crimes de la révolution proviennent de l'oubli de la religion? Quel est donc le chrétien qui ne gémisse des erreurs de cette nature. Les progrès de cet affaiblissement qu'éprouvait Soulavie, devinrent rapides; il mourut le mois suivant, âgé d'environ soixante-deux ans. Habile à tirer parti de ses écrits, et à faire choix de sujets qui conviennent à un grand nombre de lecteurs, il s'était procuré beaucoup d'aisance. Du reste, il avait montré, du temps même de la république, des qualités estimables, reconnues par ceux qui détestaient le plus son parti. Il paraît n'avoir jamais fait envers personne d'autre usage de son influence que pour rendre des services, au risque de se compromettre. Il avait été correspondant de l'académie des Inscriptions de Paris, ainsi que de celles de Pétersbourg et de Besançon, et quinze à seize sociétés académiques des provinces de France se l'étaient associé. Ses compilations, souvent inutiles, ou trop dénuées d'art et de goût, peuvent être néanmoins consultées avec beaucoup d'utilité, surtout à cause des nombreux révélations qu'elles contiennent. Ses ouvrages de différents genres, sont principalement: 1° *Histoire naturelle de la France méridionale*, 12° partie, *Les minéraux*, 7 vol. in-8°, Paris, 1780, avec le privilège de l'académie des Sciences. Le système exposé dans cet ouvrage, a été critiqué amèrement dans les *Halciennes* de Barruel, 2° La 2° partie, ou *Histoire physique des plantes, distribuées par climats*, depuis les sommets des Pyrénées, etc., jusqu'aux rivages de la Provence, 1 vol. Paris, 1780; 3° *Éléments d'Histoire Naturelle*, in-4°, Pétersbourg. Les huit classes des minéraux y sont attribuées à autant de révolutions successives à la surface du globe. 4° *Œuvres du chevalier Hamilton*, avec des commentaires étendus sur les phénomènes communs aux volcans actuels de l'Italie, et aux volcans éteints de la France, in-8°, Paris, 1781; 5° *L'Histoire, le cérémonial et le droit des États-généraux*, 3 vol. in-8°, Paris, 1789. Le duc de Luynes en avait fait la 1° partie. 6° *Œuvres complètes du duc de Saint-Simon*, contenant ses mémoires sur le règne de Louis XIV, sur la régence, etc., et sur le règne de Louis XV, 13 vol. in-8°, Paris, 1790. Soulavie a eu simplement, comme éditeur, le mérite de cette publication précieuse. 7° *Mémoires du maréchal duc de Richelieu*, etc., pour servir à l'Histoire des cours de Louis XIV, de la régence, de Louis XV, et des quatorze premières années de Louis XVI, composés dans la bibliothèque et sous les yeux de M. le maréchal, et d'après les mémoires manuscrits de plusieurs ministres, etc., avec des portraits, etc., les quatre premiers volumes, Londres (Paris), 1790; les cinq autres, en 1791. Malgré les justes critiques

dont elle a été l'objet, cette sorte de compilation n'est point oubliée. 8° *Mémoires de M. le duc de Choiseul*, écrits par lui-même, et imprimés, sous ses yeux, à Chanteloup, en 1778, 3 vol. in-8°, Paris, 1790; 9° *Mémoires de Barthélemy*, in-8°, Paris, 1790. Le manuscrit de ces mémoires supposés a été vendu, comme venant de Sismondi, pendant la déportation de l'ex-directeur, dont, au reste, il paraît que Soulavie se proposait, par là, d'abréger l'exil. 10° *Mémoires historiques et politiques du règne de Louis XI*, depuis son mariage jusqu'à sa mort; ouvrage composé sur des pièces authentiques, etc., et sur les pièces justificatives recueillies, après le 10 août, dans les cabinets de Louis XVI, à Versailles et aux Tuileries. 6 vol. in-8°, Paris, 1801. Le style diffus en rend la lecture fatigante; mais, il s'y trouve des documents curieux, des aperçus pleins d'originalité, et des jugements dans lesquels Louis XVI n'est nullement sacrifié à la justification du parti qui voulut sa mort. 11° *Histoire de la décadence de la monarchie française, et des progrès de l'autorité royale à Capet, Hugues, Madrid, Vienna, Stockholm, Berlin, Pétersbourg, Londres, depuis l'époque où Louis XIV fut couronné Grand, jusqu'à la mort de Louis XVI*, 3 vol. in-8°, Paris, 1805. On conviendrait que l'idée de cet ouvrage est grande; il n'a guère d'autre mérite. C'était une considération historique, très préférable assurément à la supposition étroite et bizarre de Bossuet; mais dans l'exécution il y avait loin de Bossuet à Soulavie. Les atlas joint à cette histoire divisent les productivités de la France en trente-cinq familles, selon leur influence sur la destinée de la monarchie. 12° *Œuvres inédites sur les règnes de Louis XIV et de Louis XV*, 3 vol. in-8°, Paris, 1809. Les manuscrits inédits de Soulavie sont: 1° *Revolutions de Genève*, contenant l'apologie de l'auteur et l'histoire de sa légation, etc. 2° *Apologie des intentions des philosophes du dix-huitième siècle*; 3° *Histoire de l'établissement et des progrès du protestantisme, depuis Calvin et Luther, jusqu'à la révolution française*; 4° *Du gouvernement et de la société, avant et pendant la révolution, et sous le consulat*; 5° *Histoire de la révolution française, depuis la tenue des assemblées des notables, jusqu'en l'an IX*. L'auteur, qui ne se piquait jamais de concision comme historien, avait donné à cet écrit l'étendue de douze volumes in-8°. 6° *Dictionnaire historique des principaux personnages qui se sont fait un nom*, etc., depuis 1774, jusqu'en 1830. Soulavie avait formé une collection précieuse, et immense pour un particulier, de tout ce qui avait été grave, en France ou au dehors, sur l'histoire française, depuis Pharaon, jusqu'à dix-huitième siècle, ainsi que d'environ trente autres brochures ou pamphlets relatifs à la révolution. On dit que la collection des objets gravés, formant 161 vol. in-fol., a été transférée aux archives des affaires étrangères, par un ordre arbitraire de Napoléon, à la mort de Soulavie. M. de Montigny a réfuté toutes les erreurs historiques de Soulavie par un livre intitulé: *Les plus illustres victimes vengées*, etc.; et *Refutation des paradoxes de M. Soulavie*, Paris, 1803, in-12.

SPANGENBERG (ARISTIDE-TASORIS), un des principaux soutiens de l'église évangélique des frères Moraves, naquit à Klettenberg, dans le pays de Westphalie, le 15 juillet 1704. Son père, pasteur de ce lieu, l'envoya d'abord étudier à Hefeld, dans le comté de Goettingue; mais ce fut à Iéna, qu'il commença son droit, à l'âge de dix-huit ans. Il s'adonna bientôt pour d'autres travaux plus conformes à ses penchants, à l'instruction d'un professeur de théologie qui avait remarqué cette tendance religieuse. Reçu docteur en philosophie, il commença aussitôt ses cours en 1826, et l'année suivante, à l'école de Zinsendorf, qui avait été récemment, en faveur de ces prosélytes, Herribut, la ville des Caries de Seigneur. Vers 1799, Spangenberg y passa deux années qui lui firent à la nouvelle doctrine. Néanmoins il alla inspecter les écoles des orphelins, dans Halle, où il fut aussi adjoint de la faculté de théologie pour remanquer bientôt à ces fonctions, il revint à Herribut se faire inscrire au nombre des Silestes. Il conserva

reste de sa vie au service de cette église, et à la propagation de sa foi. Quelques-uns des frères partant en corps pour l'île Sainte-Croix, une des Antilles, il les accompagna jusqu'à Copenhague, avec le titre d'assistant. Il ne tarda pas à se rendre lui-même en Amérique, où, durant un premier séjour d'environ quatre années, il contribua à l'établissement des Moraves dans la Géorgie, et visita quelques autres parties des colonies anglaises, ainsi que la maison fondée dans l'île de Saint-Thomas pour le soulagement des malheureux noirs des Antilles. Revenu en Europe, en 1739, il travailla avec activité au soutien et à l'édification des maisons de sa secte, particulièrement en Angleterre et en Allemagne. Ayant fait partie des synodes allemands, il reçut le titre de diacre-général, auquel succéda, en 1743, celui d'évêque de l'Unité-des-Frères, c'est-à-dire de toute l'église morave, dans les deux mondes. La même année il fut envoyé de nouveau en Amérique, pour y visiter les établissements des frères chez les Anglais, et sur les côtes des tribus sauvages. Quelques-unes de ces missions, composées de naturels américains, prospérèrent déjà à cette époque. Après deux années de repos en Europe, il passa encore l'Atlantique, en 1751, courut ensuite à Londres s'entretenir, dans les intérêts de sa mission, avec le comte de Zinzendorf, résida, pendant quelques années, dans différents lieux d'Amérique, où il déploya le même zèle, et ne repartit à Herrnhut que vers les derniers mois de 1763. Le fondateur, ou plus exactement, le régénérateur de l'église des frères ne vivait plus; mais le conseil suprême avait appelé à lui Spangenberg, à qui fut confié de plus, en 1764, l'inspection générale des établissements de la Haute-Lusace, où est Herrnhut. Il fit seulement alors quelques incursions dans d'autres contrées de l'Allemagne, et même en Hollande. Cependant il eut part à tout ce qui s'entreprit au loin pour l'avantage de sa communauté, même en Russie, où fut fondé, en 1765, Sarpta, sur la Volga, dans le gouvernement de Saratov, sous une latitude assez favorable. Depuis 1769, jusqu'en 1789, Spangenberg demeura, soit à Herrnhut, où était venue la direction générale, en quittant Zeitz, soit à Barby, où il dirigeait la maison des séminaristes et des missionnaires. Devenu enfin le premier d'entre les frères, le président de la direction générale, il quitta, comme elle, deux ans après, Herrnhut pour Berthelsdorf dans le voisinage. Ce fut là que, l'année suivante, il mourut, à l'âge de quatre-vingt-huit ans et deux mois, le 18 septembre 1793. Il a été marié deux fois, mais il n'a pas laissé d'enfants. Les Moraves lui avaient eu de constantes obligations durant près de soixante années, et sa doctrine, ainsi que ses vertus douces, lui avaient concilié en tout pays l'estime générale. Il se montra digne d'être le second apôtre de l'une des sectes modernes à qui on trouve le moins de reproches à faire. Le plus important des écrits de Spangenberg, est très estimé parmi les frères, et très propre à faire connaître leur doctrine; il a pour titre : *Idea fidei fratrum, ou Doctrine chrétienne dans la communauté évangélique des frères*, in-8°, Barby, 1779. On l'a traduit en suédois, 1783, et en anglais, 1785. Spangenberg avait publié de 1773 à 1775, en huit volumes in-8° (aussi à Barby), *Biographie du comte Nicolas Louis de Zinzendorf*. En suivant cette dimension, la biographie générale des fondateurs des sectes chrétiennes ne pourrait pas être contenue dans les salles du Vatican. Le précis de celle de Spangenberg, rédigé par lui-même, à l'âge de quatre-vingts ans, a été inséré dans le second tome des *Archives pour l'histoire de l'Eglise*, par Henke. C'est en profitant de ces documents que J. Ritz a publié *Vie de A. Th. Spangenberg, évêque de l'Eglise évangélique des frères*, in-8°, Barby, 1794.

SPORN (FRÉDÉRIC-AUGUSTE-GEILLARDE), né le 16 mai 1792, à Dertmund, en Westphalie. Il perdit son père dès sa plus tendre enfance, et fut élevé par les soins du professeur Dredde, que sa mère avait épousé en secondes noces. Il fit ses études à Pforta et à Wittenberg, et débuta dans le monde savant par une *dissertation sur la géographie d'Homère*. La guerre et le siège de Wittenberg lui coûtèrent sa bibliothé-

que, qui fut consumée par les flammes. En 1814, il fit paraître une dissertation *De agro Trojano in carminibus Homericis descripto : Du territoire troien, tel qu'il est décrit dans les poèmes d'Homère*. Ce fut la base de sa belle réputation. L'année suivante, il donna un *Commentaire sur la dernière partie de l'Odyssée*. En 1817, il fut nommé professeur à Leipzig; le savoir du jeune Spohn lui attira la confiance universelle : on lui remit les papiers de Bredow, sur les *poëtes grecs*, et il imprima deux traités de Nicéphore Blennide, qui devaient servir de *Spécimen* à la collection; malheureusement il ne poussa pas plus loin cette belle entreprise. Mais un livre éminemment distingué, c'est sa *Reputation sur la vie et les ouvrages de Tibulle*, dans lequel il prouve d'une manière irréfutable, que le prétendu poète Lydamas n'est autre que Tibulle lui-même, que Délie et Néarc sont la même personne, etc., etc. Il assigne un ordre chronologique fort ingénieux, aux diverses élégies du poète romain; enfin, ce traité est un véritable chef-d'œuvre de sagacité et d'érudition. Nous ne donnerons pas moins d'éloges à son travail sur l'Énéide, qui est aussi de 1819, et à ses *Leçons de Théorie*. La santé de Spohn ne répondit pas à son activité; celle-ci s'en prenait à tout : l'inscription de Rosette fut pour lui l'objet de mille essais hiéroglyphiques, et de recherches assidues sur l'écriture égyptique. L'auteur se vanta d'avoir complètement lu l'inscription, et il en parla avec beaucoup d'assurance dans le premier volume de l'*Amalthée*. Cependant sa découverte ne l'aiderait en rien à lire les bracelets de monnaie, qui sont en caractères hiéroglyphiques; plus tard il prétendit aussi y être parvenu. Les hommes possédés d'un esprit ultra germanique, ne manquent pas de l'opposer à Young et à Champollion, et même de l'élever beaucoup au-dessus d'eux. Toutefois Spohn a si peu écrit sur ce sujet, que c'est à peine si l'on retrouve la trace de ses idées; et c'est en vain que Seyffert, son enthousiaste élève, a essayé quelques publications de ce genre, et notamment, en 1833, une brochure intitulée : *Spohn de lingua et litteris veterum Aegyptiorum*. Elle est toute de Spohn, mais elle est fort obscure et fort incertaine dans ses résultats; et ce qu'il y a de mieux, sans contredit, c'est la biographie du savant que l'Allemagne regrettera toujours avec raison; souvent dans ses recherches sur l'inscription de Rosette, Spohn ne produisit que des non-sens, ou même il fabriqua de l'antigraphie, guide qu'il ne faut pas abandonner. Spohn est mort le 17 janvier 1824.

SPORN (LOUIS), célèbre violoniste, surnommé le *Ballot du Nord*, aujourd'hui compositeur du duc de Gotha, est né à Seesen, dans le duché de Brunswick, en 1784. A douze ans, il joua en public un concerto de sa composition. Le duc de Brunswick, violoniste distingué, s'intéressa aux succès du jeune Spohn, et le nomma, à treize ans, musicien de la chapelle royale. Quand cet enfant eut atteint sa dix-huitième année, le duc lui permit d'accompagner en Russie Franz Eck, frère puiné et élève de J. F. Eck, sur le violon; et se chargea de tous les frais du voyage. Après avoir séjourné un an et demi à Petersbourg, Spohn parcourut la Saxe et la Prusse. En 1820, il vint en Angleterre, et débuta aux concerts de la société philharmonique de Londres. Il joua d'abord un concerto dans le genre dramatique, et ensuite un quatuor, dont les parties étaient artistement concertées. Son exécution ne fut pas moins applaudie que ces deux compositions. On remarqua surtout le brillant de son *staccato*; mais les sauts fréquents de son archet paraurent trop contraster avec le caractère général de son jeu. Les critiques s'accordent à reconnaître en lui un artiste qui est parvenu à rapprocher mieux que tout autre les effets du violon des accents de la voix, ce qui est bien préférable à ces tours de force, à ces difficultés vaincues, qui étonnent un moment, et fatiguent l'instant d'après. Spohn, non content de briller dans la musique instrumentale, voulut se distinguer aussi dans la musique dramatique. Il faut convenir que depuis la mort de Mozart, arrivée en 1791, l'école allemande se trouvait dépourvue de compositeurs dramatiques du premier ordre. Winter ne fit pour elle que ce

que Meyer faisait pour l'école italienne. Le seul Beethoven indique une route nouvelle, dans l'opéra de *Fidelio*; mais il n'aurait point la résolution dans ce genre comme dans la symphonie. L'école allemande resta donc stationnaire pendant vingt quatre ans, c'est-à-dire depuis Mozart jusqu'à l'opéra de *Freyschutz*, de Weber, joué en 1817. A côté de ce dernier, on voyait s'élever une réputation bien inférieure; c'était celle de Spohr. On reproche à ses opéras de *Faust* et de *Josonda*, un style tourmenté et tout hérissé de modulations. On y trouve une facture étudiée sans être correcte. Pour sa gloire, Spohr doit s'en tenir à ses compositions instrumentales, dont voici le catalogue : *Symphonies*. Première symphonie en *mi b*, op. 22. seconde *idem*, dédiée à la société philharmonique de Londres, op. 49. Première concertante, pour deux violons, avec accompagnement à grand orchestre, op. 48. *Pour le violon*, Premier concerto, dédié au duc de Brunswick; Second, op. 2. Troisième, op. 7. Quatrième, op. 10. Sixième, op. 28. Septième, op. 38. Grand sonnetto, pour deux violons, alto, violoncelle, contre-basse, flûte, hautbois, clarinette et basson, op. 31. Grande polonaise, op. 40. Nouveau concerto dans le style dramatique, op. 41. Deux grands quatuors, op. 33, n° 1 et 2. Deux quatuors, op. 4. Brillant quatuor, op. 21. Deux quatuors, op. 13. Grand quatuor, op. 27. Trois quatuors, dédiés à André Romberg, op. 29. Trois quatuors, op. 45. Trois duos concertants, op. 3. *Trois items*, op. 9 et op. 39. Grand duo de violon et alto, op. 13. Grand quintetto pour piano, flûte, clarinette, cor et basson, op. 52. Autre quintetto, *idem*, op. 53. Grande sonate pour harpe et violon. Fantaisie pour la harpe, op. 35. Cette dernière *Fantaisie* a été composée par Spohr, pour sa femme, qui est une virtuose sur la harpe. C'est aussi pour elle qu'il a fait sa grande sonate de harpe et de violon. Tous deux l'ont exécutée souvent avec succès dans les concerts publics.

SPRENGPORTEN (Johan-Maxim, baron de), général au service de Russie, naquit dans la Finlande suédoise, en 1760. Il embrassa très jeune la carrière militaire, dans laquelle sa famille avait acquis de l'illustration. Il s'y avança rapidement, et Gustave III l'honora bientôt d'une intimité toute particulière. Soit ensuite que la révolution opérée par ce prince en faveur du pouvoir absolu, ait mécontenté le favori attaché par sa famille surtout par ses relations à l'ordre de la noblesse, soit que l'ambition du baron de Sprengporten ne fût pas satisfaite de la place qu'il occupait à la cour de Gustave, il donna lieu à ses ennemis de l'accuser, non sans quelque apparence de raison, d'avoir amené la défection de l'armée suédoise, qui s'avancait sur Saint-Petersbourg. S'il ne prépara pas cette défection, il est certain qu'il ne fit aucun effort pour s'y opposer. A la tête de plusieurs de ses officiers, il passa ouvertement dans le rang des Russes, se fit de guide aux troupes que Catherine faisait avancer contre ses compatriotes, et força son fils à les combattre dans une occasion (à Saint-Michel) où tous deux furent blessés. On instruisit à Stockholm une procédure contre le baron, qui fut déchu de son grade et de la noblesse. Mais il retrouva auprès de Catherine les avantages qu'il avait perdus dans son pays. La tsarine le nomma son chambellan, et lieutenant-général de ses armées. A l'avènement de Paul I<sup>er</sup> au trône de Russie, il ne trouva pas moins de bienveillance dans ce prince, dont il fut toujours traité avec beaucoup de distinction. Au commencement de décembre 1800, le baron de Sprengporten fut envoyé à Paris, auprès du premier consul, pour traiter de la rançon des soldats russes faits prisonniers en Suisse et en Hollande. On sait comment Bonaparte reçut l'envoyé de Paul I<sup>er</sup>. Les prisonniers russes n'avaient eu qu'à se louer des bons traitements qu'ils recevaient en France, surtout depuis l'arrivée au pouvoir du premier consul. Bonaparte les fit tous habiller, et les renvoya à Paul, sans rançon. Bientôt la correspondance, entre l'autocrate et le premier consul devint journalière; ils traquèrent directement des plus grands intérêts et des moyens d'humilier la puissance anglaise. L'armée de M. de Sprengporten, les batteries mises en usage auprès de Bonaparte par le

ministre plénipotentiaire et par son maître, dans les lettres au premier consul étaient dictées par l'enthousiasme et l'admiration; toutes ces choses annonçant entre les cabinets de France et de Russie une intelligence qui surpassait justement l'Angleterre. Mais Paul devait bientôt mourir assassiné, et cette mort n'apportait la sécheresse. Au retour de M. de Sprengporten en Russie, après la mort de Paul, l'empereur Alexandre lui témoignait la plus grande satisfaction de la manière dont il avait rempli sa mission, et lui confia le grand-croix de l'ordre de Sainte-Anne. En 1819, M. de Sprengporten fut nommé gouverneur général de la Finlande, que la Russie venait de conquérir sur la Suède. Il est mort dans cette place il y a peu d'années.

SPURZHEIM (Gaspard), est né à Lengnick, à deux lieues de Trèves, près la Moselle, le 31 décembre 1776. Il reçut, à Trèves, une éducation de collège. Il alla à Vienne, en Autriche, étudier la médecine, et y fit, pendant qu'il s'occupait de ses études, la connaissance du docteur Gall. En 1800, il suivit un cours privé que Gall répétait de temps en temps dans cette capitale. En 1804, il s'associa à lui; et tous leurs travaux communs, fut principalement chargés des recherches anatomiques sur le cerveau, qu'il poussa à un point dont on ne s'était pas fait d'idée jusqu'alors. Depuis 1805, M. Spurzheim accompagna le docteur Gall dans ses voyages en Allemagne, en Danemark, en Hollande, en Suisse et à Paris, où ils arrivèrent en 1807. L'année suivante, ils présentèrent conjointement, à l'Institut de France, un mémoire sur l'anatomie du cerveau, qu'ils publièrent ensuite sous des observations sur le rapport fait par MM. les commissaires que l'Institut avait chargés d'examiner, l'1810, MM. Gall et Spurzheim publièrent, en commun, le premier volume du grand ouvrage intitulé *Anatomie et physiologie du système nerveux en général et du cerveau en particulier*. Le docteur Spurzheim fut le collaborateur du docteur Gall que jusqu'en 1813, époque à laquelle n'avaient paru que le premier et la moitié du deuxième volume du grand ouvrage que l'on vient de citer. La continuation de cet ouvrage appartient à M. Gall seul. M. Spurzheim quitta Paris, voyagea en Angleterre, en Ecosse et en Irlande. Il publia à Londres, en 1815, un sommaire des nouvelles doctrines sur le cerveau, sous le titre de : *The physiological system of Drs Gall and Spurzheim*, et un abrégé élémentaire, sous celui de : *Outlines of the physiological system*. Les premiers de ces deux ouvrages ont deux éditions dans l'année. En 1816, il fit paraître une brochure, intitulée : *Remarks on the objections made in Britain against the doctrine of Drs Gall and Spurzheim*, Edinburgh. La même année, il publia à Londres : *Observations on Instincts*, et en 1817, à Edinburgh : *A view of the elementary principles of education*. Pendant son séjour à Londres, au printemps de l'année 1817, M. Spurzheim se fit recevoir licencié (licencié) au collège royal des médecins de Londres. Au mois de juillet de la même année, il retourna à Paris, s'y maria, et y exerça la médecine pratique. Pour le faire légalement, il demanda et obtint, en 1821, du gouvernement, de pouvoir subvenir une thèse devant la faculté de médecine de Paris, et de se faire agréer membre de cette faculté. Il écrivit pour sujet de sa thèse : *Du cerveau sous ses rapports historiques*. Depuis son retour à Paris, c'est-à-dire de 1817 à 1822, il donna régulièrement, tous les ans, un cours d'*Anatomie, physiologie et pathologie du cerveau et des cinq sens*. Il publia aussi : *Observations sur la Phénologie; observations sur la folie; essai philosophique sur l'homme moral et intellectuel; essai sur les principes élémentaires de l'éducation*, Paris. En 1821, son cours public ainsi que ses cours privés furent formés par ordre de l'administration de l'éducation publique. M. Spurzheim se tut jusqu'en 1822, reprenant toujours de voir se dissiper le nuage d'obscurisme qui couvrait la France. Tempé d'une sensibilité, il parut pour l'Angleterre, où il continua de donner et librement ses recherches et ses leçons. Il reprit ses voyages, et professa dans plusieurs villes de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande. La seconde

édition du *Physiognomisch system* étant épuisée, M. Spurzheim changea la forme de cet ouvrage. Il en étendit les matières, en distria plus les objets, et publia successivement, sur chacun d'eux, un volume particulier qui se vendit séparément. Depuis lors, les ouvrages anglais du docteur Spurzheim furent : 1° *Anatomie du cerveau*; 2° *Appendix à l'anatomie du cerveau*; 3° *Phrénologie*; 4° *Principes philosophiques de la phrénologie*; 5° *Sur la folie*; 6° *Sur les caractères*; 7° *Sur les principes élémentaires de l'éducation*; 8° *Catégorisation philosophique des lois naturelles de l'homme*; 9° *Article du forcing quarterly review, sur la phrénologie, avec des notes par le docteur Spurzheim*. Le changement politique survenu en France, ayant permis au docteur Spurzheim d'y répandre de nouveau sa doctrine, il revint à Paris en 1851. Il s'y occupa exclusivement des moyens les plus propres à exciter la curiosité des hommes, sur l'objet le plus important pour eux, celui de l'étude de l'homme et des lois de sa nature. Outre un cours privé de phrénologie, il fit un cours d'anthropologie, à l'Athénée; forma une société anthropologique, destinée à propager les connaissances acquises sur la nature humaine, et publia un *Manuel de phrénologie*, pour les commençants. C'est qui distingue éminemment la doctrine de M. Spurzheim de celle de ses prédécesseurs, c'est que d'empirisme qu'elle était d'abord, elle ne pouvait commencer par être autre chose, il la rendue estimable et morale. M. Gall avait observé, et bien observé; et, sur les faits la découverte et la vérité avec scrupule, son génie lui avait fait fonder une science nouvelle, susceptible des plus importants et des plus nobles développements. Ici commença la mission de M. Spurzheim. Appuyé, comme son maître, et uniquement appuyé sur l'observation et l'expérience, et ne procédant que sur des inductions raisonnables, auxquelles elles donnent naturellement lieu, M. Spurzheim compléta la doctrine de Gall, en étendant à toutes les branches de la science de l'homme. La phrénologie, telle que la concevait M. Spurzheim, de la spécification raciale et réelle des phénomènes mentaux, même nécessairement aux conclusions suivantes, si graves et si belles pour tout esprit sérieux, pour tout véritable ami de l'humanité: Que toutes les manifestations de l'esprit humain dépendent de l'organisation, et n'ont lieu que par elle; que toutes les facultés sont bonnes en elles-mêmes, mais qu'on peut abuser de toutes si la raison n'en règle pas l'exercice; que, quoique résistant toujours l'une sur l'autre et s'influant mutuellement, les facultés sont cependant indépendantes l'une de l'autre, et doivent recevoir une éducation chacune pour elle-même. Que cette éducation est l'exercice de chacune de celles que l'un veut fortifier, et l'habileté à laquelle on rendonne les autres; que l'amélioration de l'espèce humaine tant morale et intellectuelle que physique, doit être basée, avant tout, sur les mêmes principes sur lesquels nous sommes fondés pour améliorer les races de chevaux, de chiens, de moutons, etc.; c'est à-dire les lois de la propagation et de l'hérédité; que l'homme naît avec des facultés déterminées, comme avec une constitution donnée et une forme, avec par conséquent des dispositions et des penchants que l'éducation ne détruit jamais, pas plus qu'elle ne peut créer des dispositions et des penchants en contradiction avec l'organisation naturelle; que le moral est une science positive qu'il faut déduire de la nature intérieure de l'homme, une science exacte qui découle d'un principe absolu aussi bien que toute autre science; que c'est elle qu'il faut, non pas enseigner aux hommes, mais, comme on a dit, graver dans le cœur de l'homme, c'est à-dire faire pénétrer dans son organisation; que c'est une erreur grave de donner l'éducation des hommes et des peuples à la culture de leur intelligence, cette culture ne rendant pas nécessairement meilleurs ceux qui la reçoivent; que l'éducation des hommes cependant doit précéder la réforme des institutions sociales, la société ne changeant pas l'homme, mais l'homme la société; que les lois de la nature sont immuables, et qu'il est par conséquent du devoir pour l'homme aussi bien que de nécessité de s'y conformer; que la doctrine de l'utile est in-

complète, et qu'après avoir efficacement servi jusqu'à ce moment à réclamer les droits de l'homme si longtemps méconnus, et à renverser ses anciens abus, elle n'est nullement propre à établir le nouvel édifice social qu'il faut fonder exclusivement sur la doctrine du devoir, laquelle n'est autre chose que la sacrée loi constante de l'intérêt personnel des individus au bien-être général de l'espèce humaine. M. Spurzheim part incessamment pour l'Amérique du nord. Des républicains distingués des Etats-Unis l'ont fortement exhorté à y aller répandre au plus tôt les vérités nouvelles dont il s'est fait l'apôtre, et qu'un peuple neuf sera peut-être mieux disposé à recevoir.

STADION (JUAN PABLO, comte de), ministre autrichien, naquit à Mayence le 18 juin 1765, d'une ancienne et illustre famille originaire de la Haute-Autriche, et descendant en ligne directe du célèbre Walter de Warthausen, qui perit, avec tous ses chevaliers, en combattant pour l'Autriche, à la fameuse bataille de Nalfeis. Après avoir fait de brillantes études à Goettingue, sous la direction de l'abbé de Collbran, il se rendit, vers 1786, à Vienne, où le prince de Kaunitz, alors premier ministre, s'intéressa à lui, et le fit nommer, en 1787, ambassadeur d'Autriche à Stockholm. C'était l'époque où Gustave III préparait une diversion en faveur des Turcs contre la Russie, qui, en revanche, cherchait par tous les moyens à soulever les populations du grand-duché de Finlande. En 1790, lors de l'avènement au trône de Léopold II, M. de Stadion obtint l'ambassade de Londres; mais blessé dans son amour-propre, de ce que le baron de Thugut, successeur du prince de Kaunitz, lui adjoignait, dans les principales négociations, M. de Mercy d'Argenteau, il donna sa démission en 1793, et se retira dans ses terres en Souabe. Cinq années après, ayant été chargé de représenter l'électorat de Mayence au congrès de Rastadt, il y défendit, avec beaucoup de zèle, les intérêts de ce prince. M. de Stadion était alors grand trésorier de l'électorat de Wurtemberg. Lorsqu'en 1801 le portefeuille des affaires étrangères fut confié au prince de Trauttmansdorff, M. de Stadion accepta l'ambassade de Berlin, qu'il quitta, en 1803, pour celle de Saint-Petersbourg. Dans cette dernière ville, il coopéra, en 1805, à former la troisième coalition contre la France, qui, avec des forces énormes, et un plan habilement combiné, se brisa cependant, à Austerlitz, contre le génie de Napoléon. A la paix de Presbourg, M. de Stadion fut chargé du portefeuille des relations extérieures, et dès lors le cabinet de Vienne devint le centre autour duquel se réunissaient tous les amis de l'ancien ordre de choses. S'il eût dépendu de M. de Stadion, l'Autriche aurait recommencé les hostilités contre la France, immédiatement après la bataille d'Eylau; mais les pertes essuyées en 1805 avaient tellement épuisé l'armée et tout le matériel de guerre, qu'il se vit obligé de différer encore l'exécution de ses projets. Il sut maintenir, avec autant de prudence que d'habileté, l'état de paix si nécessaire à l'Autriche, et si difficile à observer. En attendant, il donna à la politique intérieure une direction plus nationale et plus énergique; le gouvernement se montra plus soucieux envers le peuple; des gardes bourgeoises et des milices furent organisées sur tous les points du territoire; on encouragea, par des récompenses et des distinctions, les auteurs d'écrits propres à exciter le patriotisme; et de cette manière, on parvint peu à peu à former une armée de six cent mille hommes. Déterminé par la sécurité qu'inspirait des forces si considérables, et peut-être aussi par les pressantes sollicitations du cabinet de Saint-James, dont au reste la politique entravait parfaitement dans ses vues, il conseilla à son gouvernement d'entreprendre la guerre de 1809. Il suivit François II à l'armée, et resta au quartier-général, depuis la bataille d'Aspern jusqu'à celle de Wagram. Alors il alla remplir une mission spéciale en Italie, d'où il revint bientôt auprès de son souverain, à Tolcin. Après la paix, qui déposa l'Autriche d'une notable partie de son territoire, M. de Stadion, en haine à Napoléon, qui faisait invier dans la Haute, de violentes diatribes contre ce ministre pendant la guerre, avait demandé

son renvoi comme une des conditions de la paix, fut obligé de céder le porte-feuille à M. le prince de Metternich, et à le s'établir, avec sa famille, à Prague. La guerre de Russie ayant changé la face des affaires, il fut rappelés à Vienne, d'après le désir de M. de Metternich, et envoyé, comme plénipotentiaire, au quartier-général de l'empereur Alexandre, et du roi Frédéric-Guillaume, pour traiter de l'accession de son souverain à l'alliance des trois grandes puissances du nord contre Napoléon. Plus tard, il assista aux négociations de Francfort et de Châtillon, prit une part active à celles qui précéderent la paix de 1814, et coopéra enfin à la fameuse déclaration du congrès de Vienne, d'avril 1815, qui mit Napoléon hors de la loi des nations. Au même congrès, il déposa, en sa qualité de prince médiatisé, une protestation contre l'acte de la confédération germanique. Cédant aux instances personnelles de François II, il se chargea, vers la fin de 1815, du ministère des finances, fonctions aussi pénibles qu'ingrâtes, à une époque où toutes les ressources de l'Autriche étaient épuisées, et le crédit anéanti. Il parvint cependant, par de sages économies, et par un zèle infatigable, à restaurer cette branche du gouvernement, dont il ne quitta la direction qu'en 1818, lorsqu'il fut envoyé au congrès d'Aix-la-Chapelle. Cette mission remplie, il se retira à Bade, où il vécut en simple particulier jusqu'à sa mort, qui arriva le 15 mai 1834. Le comte de Stadion était décoré de tous les ordres de l'Europe. Il avait un esprit fin et cultivé, des vues justes et étendues, et beaucoup de fermeté; aussi fut-il compté parmi les premiers diplomates de son temps. A ces qualités, il joignait un rare désintéressement. Il mourut pauvre, après avoir occupé les premiers emplois, et administré les finances de son pays, pendant quatre années. Le comte de Stadion avait épousé, en 1794, la comtesse Marianne de Tannenhausen, qui lui donna quatre enfants et mourut en 1830.

**STADION** (Ferdinand, comte de), frère aîné du précédent, naquit à Mayence, le 6 avril 1761, et fit ses études avec lui à l'université de Gœttingue. Il embrassa l'état ecclésiastique, et devint d'abord chanoine de Mayence et de Wurzburg, et ensuite capitulant de la cathédrale de Bleydensted. Nommé plus tard président du gouvernement des évêchés de Mayence et de Wurzburg, il représenta, en 1798, ces deux états au congrès de Rastadt. Lorsqu'en 1803 le pays de Wurzburg fut incorporé à la Bavière, M. de Stadion alla s'établir à Vienne. Peu de temps après, son ami intime, M. de Dalberg, devenu prince-primat, lui offrit de le nommer son coadjuteur, mais il ne jugea pas à propos d'accepter ces éminentes fonctions. En 1804, il fut élu député à la diète de la Bohême, où il possédait une terre seigneuriale; et, en 1806, le gouvernement d'Autriche le nomma son ministre plénipotentiaire à Munich. Il quitta ce poste dans le commencement de 1809, pour remplacer, en qualité d'intendant général de l'armée de l'archiduc Charles, M. de Fasbender, ancien favori de celui-ci, qui, depuis 1801 à 1806, avait exercé une influence toute-puissante dans le conseil autrique de guerre, et dont la mort subite fut généralement attribuée à un empoisonnement. Après la paix de Vienne, M. Frédéric de Stadion se retira dans sa terre de Bohême, où il mourut le 15 décembre 1811, à l'âge de cinquante ans.

**STAGNELIUS** (Eric-Jean), jeune et célèbre poète suédois, doué du génie le plus fécond et le plus heureux. Il naquit le 14 octobre 1793. Son père, évêque à Calmar, lui donna une éducation distinguée, et lui fit commencer ses études à l'université de Lund; il les continua à celle d'Upsal, où il subit l'examen pour entrer à la chancellerie royale. Il y fut employé en 1815, et nommé copiste en 1819, et, trois ans après, commis; mais sa carrière ne fut pas longue, il mourut le 3 avril 1823, à peine âgé de trente ans. Stagnelius se fit de bonne heure connaître comme un génie doué d'un haut talent; son excellente mémoire, accompagnée d'une avidité insatiable de connaissances, une sagacité remarquable, et une imagination riche et productive, en firent un auteur distingué. Il aimait beaucoup à

s'instruire lui-même, et on le voyait constamment dans la bibliothèque de son père travailler seul, et surtout relire les poètes anciens et modernes. Il se sçait déjà, quoique jeune, les qualités d'un professeur instruit; mais ses études solitaires lui donnèrent trop de goût pour la retraite, et presque de l'aversion pour la société, ce qui lui fit un caractère triste et sombre. Une maladie de cœur, qui lui causait une douleur permanente, contribua aussi à sa vie retirée, et quelquefois accablé de peines et de douleur, il se livrait à des habitudes déréglées, prenant les excès en faisant abus de liqueurs fortes. Ses écrits, ses poétiques soit philosophiques, portent presque toujours l'empreinte d'une sombre mélancolie. Stagnelius a pris une haute place parmi les poètes de son pays. Bien que son talent se fût révélé déjà dans son jeune âge, mais nous ne connaissons aucun ouvrage de lui avant 1812. Les premiers, qu'il apprit ses exercices poétiques, furent par lui si bien cachés, que personne, même ses amis les plus chers, n'en eurent aucune idée, et il n'en publia quelque chose qu'en 1812, année où il se présenta comme un auteur parvenu au développement. C'est à cette époque qu'il donna *Waldemar-le-Grand*, fiction poétique, en trois chants. Ce poème le fit connaître et cherir des amis de la littérature. Il jugea de cet ouvrage, que Stagnelius avait déjà atteint le point triste et sombre qui caractérise sa muse, et qui la rend si originale. On peut pourtant, dans ses premiers ouvrages, voir quelquefois un peu de gaieté; mais un poème à Bacchus, écrit en 1814, indique qu'il était prêt à changer la guitare de la gaieté contre la harpe élégiaque du désir et du présentiment. Il rêvait, par prédilection, les auteurs romantiques de l'Allemagne, comme Goethe, Schiller, Herder, de la Motte-Jouque et Schlegel, et de tous, il eut le plus le dernier, avec lequel il sympathisait dans une certaine contemplation mystique, et dont il avait appris cette beauté d'expression, de diction et de versification qui se présente avec tant de charmes dans les ouvrages de Stagnelius. Ce qui distingue ce poète entre tous les autres, c'est sa fécondité, doulou ce peut juger par le grand nombre d'ouvrages qu'il a publiés pendant onze ans. Il nous a donné une foule de poèmes didactiques, élégiaques et lyriques, trois épiques, et six ouvrages dramatiques d'une grande étendue. Ceux qui nous sont connus par l'impression sont: 1° *Mon démir-le-Grand*, fiction poétique, en trois chants. Stockholm, 1817, in-4°. 2° *Lis à Serron*, 3 vol. in-8°. Stockholm, 1821; 3° *Les barbares*, ou la fonction, tragédie, Stockholm, 1822, in-8°. 4° *Récit des actes de E.-J. Stagnelius*, 3 vol. in-8°, publié après la mort de l'auteur, en 1824, 1825 et 1826, par L. Blommarckölds. En 1819, Stagnelius remporta le prix de l'académie suédoise, pour un poème intitulé: *La femme du nord*. On regrette avec raison le don prématuré de ce poète jeune et fécond, qui demandait d'espérances, et que la Suède sera toujours fière d'entendre nommer parmi les auteurs distingués de ce siècle.

**STANHOPE** (Lady Emma), fille de lord Stanhope, et niece de William Pitt, née vers 1780, fut élevée sous les yeux de son oncle, qui l'aimait tendrement et ne tarda pas à placer en sa niece la plus entière confiance. Il lui communiquait ses plus secrètes pensées, et c'était peut-être la seule personne à qui il fit part de ses chagrins. Peu de temps avant de mourir, ce célèbre ministre avoua à Esther le regret qu'il éprouvait d'avoir adopté un système financier et politique dont il prévoyait les suites funestes et inévitables pour sa patrie. Nous tenons cet aveu d'un intime de cette dame, à qui elle a répété plusieurs fois les intéressantes conversations qu'elle eut avec son oncle, dans les derniers mois de la vie de ce ministre. Douée d'un esprit juste et observateur, d'une âme énergique, possédant des connaissances abondantes et variées, beaucoup de talents et de manières simples et engageantes, elle était estimée et appréciée par tous ceux qui l'approchaient; mais la monotonie des mœurs anglaises attristait son cœur, tandis que le climat sombre et humide de Londres menait sa santé. Elle résolut de quitter l'Angleterre, et,

depuis la mort de son oncle, rien ne l'intéressait vivement, et se décida à aller parcourir des contrées lointaines, qui offraient au voyageur européen des mœurs et des usages différents des nôtres. Lady E. Stanhope se rendit à Malte, puis à Constantinople, et habita pendant quelque temps une maison de campagne sur les côtes riantes du Bosphore; mais ces lieux charmants étaient trop voisins de l'Europe civilisée, dont le faubourg de Pera offrait une miniature: elle se hâta de les quitter, et projeta un pèlerinage dans la triste Palestine. Le bâtiment qui portait notre voyageuse fit naufrage à la hauteur de l'île de Rhodes: jetée sur un rocher stérile, elle faillit mourir de faim: heureusement elle fut recueillie par un vaisseau anglais, qui la transporta en Syrie. Dès qu'elle vit ce beau pays, elle prit la résolution de s'y établir. La beauté des sites, la pureté du ciel, la douceur du climat et surtout la nouveauté des mœurs et des habitudes des tribus arabes, eurent, pour lady Stanhope, des attraits qui n'ont fait que se fortifier par un séjour prolongé dans ces contrées, que Volney a si bien décrites. Elle entreprit des excursions, et, pendant plusieurs années, à travers les déserts, visita les ruines de Tadmor et de Balbek (Palmyre et Héroopolis), elle s'accoutuma par degrés aux privations et aux fatigues de la vie nomade. Sa santé s'affaiblit, et bientôt elle étouffa les Bédouins par sa dextérité à conduire un cheval, se hardiesse dans les courses, et son courage dans plusieurs occasions, où, poursuivie par des Arabes, elle leur échappa, grâce à la vitesse de son coursier. Ayant adopté le costume des cavaliers arabes, cette nouvelle amazone s'est rendue extrêmement agréable à ces peuples guerriers, aussi renommés par leur hospitalité, et la foi inviolable à leurs serments, que par leur adresse, leur intrepidité et leur soif de pillage. Lady Stanhope apprit la langue du pays, et réussit à le bien parler: cela finit par l'identifier avec les habitants du désert, qui eurent pour elle la plus haute considération. Répandant des bienfaits autour d'elle, vivant avec splendeur et à la manière orientale, elle se plût à faire un accueil gracieux à ses voisins et aux voyageurs; néanmoins elle montre plus d'égards pour les Arabes et pour les Turcs. Pendant quelque temps, elle s'est refusée à recevoir des Anglais, mais elle s'est radoucie sur ce point. Ayant fixé sa demeure en Syrie, cette dame écrivait en Angleterre: «Qu'elle ne quitterait jamais la terre du soleil pour aller respirer l'air humide de l'Angleterre.» Elle même une vie très active, monte souvent à cheval, et a des coursiers des plus belles races arabes et croisées. Lady Stanhope a fait venir d'Angleterre des enfants qu'elle affectionnait, pour diriger leur éducation, et les accoutumer à son nouveau genre de vie. On assure qu'un bel Arabe, au teint basané, aux formes sveltes et dégagées, à l'œil perçant, et doué d'une âme fière et ardente, a su toucher le cœur de cette dame. Nous ignorons toutefois si cette liaison, peut-être purement sentimentale, a apporté quelque changement aux opinions de lady Stanhope sur l'union matrimoniale. Sa répugnance à cet égard allait jusqu'à congédier impitoyablement toute personne à son service à qui il arrivait de se marier. Lady Stanhope, à la mort de son oncle, n'avait point de fortune; M. Pitt, en mourant, recommanda sa nièce à la nation anglaise, et le parlement lui accorda une pension; après la mort de son père, en 1817, lady Stanhope hérita d'une fortune considérable. On nous assure que cette célèbre Anglaise habite maintenant le pays des Druses, dans les voisinages du Liban.

**STANISLAS-AUGUSTE** (POZIŃSKI), dernier roi de Pologne, naquit en Lithuanie, à Wolczyn, vers 1730: il était fils de Stanislas Poniatowski, compagnon de gloire et d'infortune de Charles XII, et de Constantin, prince de Czartoryska. Il eut cinq fils et deux filles. Stanislas-Auguste devenu roi de Pologne obtint, en 1764, pour sa famille, le titre de prince. Son règne est une suite de fatalités, sous les auspices desquelles la Pologne disparut. Il a peu d'exemple de lâcheté pareille à celle qui marqua la carrière de ce fantôme de roi. Pour faire apprécier, à sa juste valeur l'histoire de ce règne, nous renvoyons nos lecteurs aux articles: ANKWA, BRANET, CZARTORYSKI,

CZARTORYSKI, CZESTWERTNICKI, MALACHOWSKI, MAMALSKI, OZAROWSKI, POTOCKI, RADZIWILL, REWINSKI, SOYVANSKI, où ils trouveront d'amples renseignements relatifs à Stanislas-Auguste. Ce prince mourut le 12 février 1798, à Saint-Petersbourg.

**STARZYŃSKI** (STANISLAS-DOLIWA), l'un des poètes les plus spirituels de la Pologne, fils d'Erasme Starzyński, nonce à la diète constituante, est né, en 1788, à Znamiechow, en Podolie. Il fit ses études à l'université de Vilna, et alla voyager, à plusieurs reprises, dans l'étranger. Plusieurs de ses pièces de théâtre en vers ont été représentées en Pologne; il a écrit beaucoup de poésies fugitives qui portent un cachet d'originalité, de moralité et de patriotisme tout particulier. Plusieurs de ses poèmes ont été arrangés en musique, par le célèbre compositeur et pianiste Albert Sowinski, et sont devenues populaires.

**STIEBELT** (DANIEL), célèbre pianiste et compositeur de musique, naquit à Berlin, non pas en 1756, comme le dit le *Dictionnaire des musiciens*, de MM. Choron et Payolle, mais plutôt en 1759, et même plus vraisemblablement dix ans plus tard. Cette incertitude sur l'époque de la naissance de Stiebelt, et l'insuffisance des détails que l'on peut trouver sur cet artiste, ont empêché sans doute les *Biographies* de MM. Michaud et Arnould de lui consacrer un article. Ces causes tiennent à la vie errante qu'a menée Stiebelt, et qui provenait moins de son inconstance que d'une habitude vicieuse, qui le mettait dans la nécessité de changer fréquemment de domicile, pour se dérober aux poursuites de la justice. Il avait, cependant, dès sa jeunesse, par ses dispositions précoces pour la musique, su intéresser le roi de Prusse Frédéric-Guillaume II, qui l'avait fait instruire par le célèbre Kirnberger; et l'élève répondait aux soins de son maître. Stiebelt vint jeune à Paris, et après s'y être fait connaître par plusieurs morceaux de musique instrumentale, il y composa *Rondo et Juliette*, opéra en trois actes, qui, refusé en 1793, par le comité du premier théâtre lyrique, fut représenté, en 1793, au théâtre Feydeau, avec un succès brillant et mérité. C'est le plus beau titre de gloire de son auteur. Une musique expressive et noble, des couleurs bien adaptées au sujet, des effets dramatiques bien conçus, un chant mélodieux et pathétique, font excuser, dans cet ouvrage, les négligences de style et les écarts du pianiste, qu'on y rencontre quelquefois. Un début aussi flatteur devait encourager Stiebelt à suivre avec persévérance la carrière de la composition dramatique: une déplorable monomanie du vol nuisit à ses talents, à sa fortune et à sa réputation; car, si la justice fut indulgente pour lui, il n'en perdit pas moins tous les droits à l'estime publique, à la bienveillance des amateurs, et à la protection du gouvernement. Il quitta Paris, y revint, et dans cet intervalle il résida à Londres, puis à Saint-Petersbourg, où il était en 1811, et il y est mort en septembre ou octobre 1853. Il a publié un grand nombre de sonates, concertos, pots-pour-ri et airs variés, pour le piano, pleins de verve et d'imagination, et qui, malgré quelques longueurs, ont obtenu beaucoup de vogue, surtout son quatrième œuvre de sonate, ses duos 4 et 9 et celui dédié à la reine de Prusse, qui étincellent de beautés du premier ordre, son troisième concerto, et son charmant rondo de l'orage, morceau original, qui ne vieillira jamais, quoiqu'il ait été depuis paraphrasé par divers pianistes, et affaibli de croquades lithographiques. Il a à l'angl., pour le grand opéra, la musique de *La création du monde*, oratorio du célèbre Haydn, en 1800; celle de *La Pallas de Tempé*, ou *La retour de Zéphire*, ballet, 1803. Il a donné à ce théâtre un *Intermède* pour le retour de Napoléon, après la campagne d'Austerlitz, 1806, et il allait faire représenter *La princesse de Babylone*, opéra en trois actes, reçu depuis quelques années, lorsqu'il partit pour la Russie, en 1806. Il a donné à Londres les ballets de *La belle laitière* et du *Jugement de Paris*; à Saint-Petersbourg, l'opéra de *Cendrillon*, et quelques autres ouvrages dont nous ignorons les titres. Stiebelt passait pour le plus fort improvisateur sur le piano; son imagination féconde et brillante n'étant pas retenue par la sévérité des études, l'a souvent entraîné au-

déjà du but. Les idées les plus fraîches, les plus touchantes se trouvent étouffées par des lieux communs, des digressions parasites, et de prolixes modulations, qui viennent gêner l'œuvre du génie : de là naît le désordre que l'on remarque dans ses compositions, et l'incohérence entre les premières et les secondes parties de ses sonates. Il a mérité un reproche plus grave : sa criminelle habitude se montre jusque dans ses compositions. Non-seulement il se pillait lui-même sans scrupule, mais il lui est arrivé de reproduire un même morceau, en se contentant de changer les premières mesures, pour tromper l'oreille de l'amateur et la bonne foi de l'éditeur. C'est ainsi que sa sonate en sol mineur : *l'amante disparait*, répète mot pour mot le premier morceau d'une autre sonate en fa mineur, et un jeu d'eau délicieux, glissé tout exprès pour le rendre inconnaisable, et que Mâcul a rétabli dans son ballet de *Perse et Andronic*. La France, qui fut longtemps la patrie adoptive de Steibelt, ne doit pas moins le distinguer parmi les musiciens étrangers qui lui ont consacré leurs talents. Si l'est aussi à écrire des *fautaises* et des *pot-pourris*, il a prouvé, par d'autres compositions, qu'il savait créer, tandis que les pianistes de nos jours semblent se borner à varier des pont-neufs.

STEIN (CHARLES, baron de, ex-ministre d'état du roi de Prusse, est né à Nassau, sur la Lahn, en octobre 1757, d'une des plus anciennes familles de la noblesse immédiate d'Allemagne. Il reçut une excellente éducation, fit son cours de droit à Göttingue, et s'adonna ensuite aux études administratives à Wersaer, à Ratibonne et à Vienne, auprès du conseil aulique. En 1779, entré au service de la Prusse, il fut nommé chambellan du conseiller des mines. En 1784, lors de la formation de la ligue des princes (*fürsten-Bund*), il fut envoyé, en qualité de ministre, à Aschaffenbourg. Il voyagea ensuite en Angleterre avec le comte Gustave de Schlöberdorff, l'un des hommes les plus distingués de l'Allemagne, son ami intime, dont il partageait alors les opinions républicaines. Ces deux voyageurs étudièrent à fond les institutions anglaises, et n'eurent pas de peine à reconnaître les nombreux abus de la constitution si vantée par Delorme. Ils se convainquirent que c'était moins aux institutions écrites qu'à des usages auxquels le temps a donné une sanction supérieure aux dispositions des lois, qu'il faut attribuer la liberté et la prospérité du peuple anglais. C'est ainsi que la publicité des débats du parlement, la liberté de la presse sont chez les Anglais des droits acquis par une longue tolérance et non établis dans les lois fondamentales. M. de Stein, de concert avec son ami, examina l'état de l'administration, de l'agriculture, de l'industrie et du commerce de ce pays florissant, et de retour dans sa patrie, il profita des lumières qu'il avait acquises pour introduire en Allemagne d'importantes améliorations. Ses talents, ses richesses, ses connaissances en matière administrative, un caractère droit et ferme, et son mariage avec la comtesse Walmoden-Gimborn, le firent remarquer, et lui procurèrent un avancement rapide sous le ministère de Heinitz. Il fut d'abord nommé directeur de la chambre fiscale à Hamm, ensuite président, et bientôt après premier président de toutes les chambres fiscales de la Westphalie, à Munster. Il rendit des services éminents au pays, et introduisit de notables améliorations dans l'agriculture par la distribution judicieuse des domaines de l'état aux paysans ; il ouvrit des routes, encouragea l'industrie et le commerce, et établit un bon système dans l'administration forestière. Chargé, par le roi de Prusse, de l'organisation des provinces de la Westphalie, nouvellement acquises, il s'en acquitta avec succès. Après la mort du comte de Sturmeze, en novembre 1804, il obtint le ministère des accises, des douanes et des fabriques, et montra dans cet emploi la plus grande activité et le zèle le plus éclairé. Il abolit les douanes intérieures, et supprima tout ce qui pouvait entraver la circulation des produits agricoles et manufacturés. Il s'opposa à l'introduction d'un papier-monnaie, proposée par plusieurs de ses collègues, et eut de vives discus-

sions avec le conseiller de cabinet Beyme, dont il combattait le système financier. Simplement attaché à l'Allemagne, et dard d'une âme énergique et d'un esprit indépendant, M. de Stein se montra hostile aux projets de Napoléon, lors de l'invasion de la Prusse. En 1806, il se réfugia à Koenigsberg, et fut comblé par le roi, d'une manière peu gracieuse. Deux ans après, il fut rappelé et nommé premier ministre : mais continuant d'être l'objet des soupçons de Napoléon, il se retira de nouveau, en 1808, et alla résider en Autriche : il s'y occupa avec persévérance des moyens d'affranchir l'Allemagne du joug français, et eut une grande part à la formation de l'association secrète et patriotique, si connue sous le nom de *Tugend-bund* (vertueuse ligue). Cette association eut un double but, de rendre à la nation allemande son indépendance, et de lui assurer la liberté en moyen d'institutions fondées sur la représentation nationale et le système électif. Le premier de ces deux objets était atteint dans peu d'années : le second le sera plus tard. Les fautes de Napoléon ont facilité l'affranchissement des peuples germaniques ; les faibles prévisions du parti oligarchique hâtèrent, chez eux, la chute de toutes les tyrannies. Les intentions bien connues de M. de Stein, lui valurent de la part de Napoléon l'honneur d'une haine particulière : et lors de la tentative malheureuse du major Schill, l'empereur fit arrêter le seigneur du ministre prussien, chemineuse du chapitre de Wollenstein, qui était en liaison intime avec le colonel Dornberg, chef de la revue qui venait d'éclater en Westphalie, et il ordonna de mettre le seigneur sous les verrous de M. de Stein, et même de se saisir de sa personne à l'occasion d'un personnel. M. de Stein ne reparut sur la scène politique qu'en 1813 : vers la fin de cette année, il se retira en Bavière, auprès de l'empereur Alexandre, et contribua puissamment par ses conseils à préparer la coalition qui devait renverser la puissance de l'empereur des Français. En 1813, après l'entrée des alliés dans la Saxe, M. de Stein, fut nommé chef du conseil d'administration de tous les pays allemands occupés par les troupes de la coalition. Il fit des efforts immenses pour tourner toutes les ressources du pays au profit des allies, afin de donner le plus grand développement possible à leurs opérations contre les armées françaises ; mais il éprouva des contrariétés sans nombre de la part de plusieurs princes et autres personnages dont les intérêts se trouvaient froissés par les mesures vigoureuses de l'administration centrale. Arrivé à Paris, en 1814, M. de Stein, avec l'affabilité de caractère qui lui est propre, s'opposa de toutes ses forces aux bases du traité de paix, qu'il aurait voulu bien plus rigoureuses pour la France. En cette occasion il se laissa égarer par le panisme et s'engager par l'apprit de vengeance. Il retrouva à Paris Schlöberdorff, mis en part s'entendre avec ce vieillard respectable, non moins patriote que lui, et ami plus conséquent et plus ferme des principes de liberté auxquels il avait consacré sa vie, en s'exposant aux plus grands dangers pendant la terreur de 1793. L'intraitable ministre songea dès lors à quitter la scène politique : il n'obtint son congé de Vienne, en 1814, que pendant un court intervalle, il fut chargé du plan de l'organisation future de l'Allemagne, et publia, à cette occasion un ouvrage intitulé : *Administration centrale des alliés, ou la direction du baron de Stein*. Mais il perdit tout-à-coup l'influence qu'il avait exercée jusque là sur l'opinion des souverains ligues, et ne fut plus même partie du comité préparatoire appelé à délibérer sur ces grands intérêts. Sa disgrâce eut deux causes : les intrigues de M. de Montgelas, ministre de Bavière, appuyées par les cabinets de plusieurs des petits états d'Allemagne, qui soupçonnaient, avec raison, M. de Stein de vouloir partager l'Allemagne entre le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche, en faisant disparaître toutes les prétes souverainetés ; la seconde et la plus pressante, fut la prépondérance du parti absolutiste ennemi des constitutions basées sur la représentation nationale. M. de Metternich et ses associés, soutenus par le cabinet anglais, dirigé alors par lord Castlereagh,

ragh, devait nécessairement l'emporter sur M. de Steiu, patriote incorruptible, ennemi de l'arbitraire et des privilèges, et trop fier, trop attaché à ses opinions pour s'abaisser au rôle de courtisan. En 1816, le roi de Prusse le décora de l'ordre de l'Aigle-noir, et en novembre 1818, il parut au congrès d'Aix-la-Chapelle, mais sans prendre aucune part apparente aux affaires. Depuis plusieurs années il vit dans ses terres, où il a fait élever un temple en commémoration de la délivrance de l'Allemagne. Le 30 avril 1827, le roi de Prusse le nomma membre du conseil d'état. Il remplit les fonctions de maréchal de la première assemblée des états de Westphalie, en 1827, et l'année suivante il publia à Munster un aperçu des délibérations de cette diète. Au mois de novembre 1827, il fit paraître des observations critiques sur les mémoires publiés sous le nom de M. de Bourienne, et rectifia plusieurs assertions erronées du rédacteur de cette méchante compilation. M. de Steiu possédait les principales qualités d'un homme d'état patriote; son seul défaut est une raideur dans le caractère et une ténacité dans les opinions qui le rendent plus propre à commander qu'à agir de concert avec des collègues qui se regardent comme ses égaux. Depuis 1813, les contrariétés qu'il a éprouvées ont encore agité son humeur déjà peu traitable; ce qui est d'autant plus fâcheux que cet illustre citoyen est, sans contredit, l'un des hommes les plus éclairés de l'Allemagne et le plus capable de diriger la régénération politique de sa nation. Malgré son âge avancé, il conservait encore, il y a peu d'années, une grande vigueur de corps et toute la force de l'esprit.

**STOCKLER** (François-De Souza Gascon), savant portugais, secrétaire de l'académie royale des sciences de Lisbonne, lieutenant-général, commandeur de l'ordre du Christ, etc., né à Lisbonne en 1759, mort en Algérie en 1829. Son père était Allemand, et vint s'établir en Portugal; il lui fit donner une bonne éducation dans la capitale, et ensuite à l'université de Coimbra, où le jeune Stockler s'appliqua surtout aux mathématiques. Plus tard il devint professeur de cette science dans les académies de marine et de fortification de Lisbonne, et par la puissante protection du duc de Lafões, il monta rapidement en grade, et devint en peu d'années colonel du génie, et aide-de-camp du vieux duc général en chef de l'armée. Après le départ de M. Correa de Serra, M. Stockler le remplaça en qualité de secrétaire de l'académie des sciences de Lisbonne, dont le duc de Lafões avait été le fondateur. Cela resserra davantage les liens qui l'unissaient à ce seigneur qui se connaissait peu en hommes, Stockler s'appliqua à lui plaire, et parvint à gagner toute sa confiance. Cependant il le trahissait en agissant de concert avec M. Pinto ministre de la guerre, ennemi déclaré du général en chef. Bientôt une occasion s'offrit de perdre le trop confiant vieillard, et Stockler le saisit pour aider Pinto à lui tendre un piège et l'y faire tomber. Il abusa son bienfaiteur au point de lui persuader qu'il était de son devoir et de son honneur de se mettre à la tête de l'armée, en 1800, lors de l'invasion du Portugal par les Espagnols, pour appuyer les négociations de Pinto à Badajoz. C'était chose convenue qu'on devait accepter les propositions imposées par la France, et qu'il n'y aurait point de guerre; le duc, qui avait fait adopter cette décision dans le conseil, se rendit donc à l'armée en pleine sécurité: mais contre son attente, les hostilités commencèrent par suite des lenteurs que Pinto mit à descendre à la signature du traité. L'armée portugaise, qui avait passé le Tage, et qui n'était nullement en état d'entrer en campagne, se trouva bientôt dans un état inconcevable de désordre par suite d'une terreur panique causée par une escarmouche insignifiante, et par l'absence d'un chef habile; elle prit la fuite, repassa le Tage, et cette déconfiture, attribuée à l'incapacité du duc, et qui était plutôt l'effet de la perfidie de Stockler ou de son inexpérience, amena la disgrâce du trop crédule vieillard. Stockler ne fut pas même inculpé, et son ami Pinto ne crut de le protéger. En 1807, lors de l'invasion du Portugal par l'armée française, Stockler alla au-devant de Junot pour le com-

plimenter au nom de l'académie, dont plus tard il chercha en vain à le faire nommer membre honoraire. Cette démarche, ayant attiré sur Stockler l'animadversion des régents du royaume, après l'évacuation du Portugal par l'armée française, il fit de vains efforts pour se concilier la protection du maréchal Beresford, et se décida en 1809 à se rendre à Rio-de-Janeiro, où il savait bien qu'on accueillerait favorablement les courtisans et les Leans parleurs. Jean VI ne favorisait en général que ceux qu'il méprisait, et jamais roi ne montra une aversion plus prononcée pour les hommes à caractère, qui à une grande sévérité de principes joignaient des talents éminents. Stockler devait plaire et plut en effet à la cour; il prononça, en 1810, au nom de l'académie des sciences, un discours plein de plates flatteries à l'occasion du couronnement de Jean VI. En 1810, le roi le nomma gouverneur et capitaine-général des îles Açores, et il se rendit à Lisbonne. Cependant la révolution avait éclaté à Porto, et s'était accomplie dans tout le royaume; le gouvernement provisoire hésitait à laisser partir Stockler pour sa destination, et les patriotes les plus clairvoyants conseillaient de le retenir, assurés qu'ils étaient de la duplicité de son caractère et de son attachement décidé aux maximes du pouvoir absolu. Malheureusement des avis si sages ne furent point écoutés: le gouvernement, se fiant aux protestations faites par Stockler au général Aredo, son ancien ami et son collègue à l'académie de fortifications, de faire reconnaître aux Açores l'autorité du gouvernement né de la révolution, consentit à le laisser partir. Arrivé à Terceira, Stockler, trahissant ses promesses, se déclara en faveur du pouvoir royal de Jean VI, défendit l'entrée des journaux portugais et de tous les écrits patriotiques, et déclara qu'il ne changerait rien au gouvernement des îles jusqu'à ce qu'il eût reçu des ordres positifs du roi. Cependant l'île de Saint-Michel se souleva, et adhéra à la révolution, et à Terceira même, Araújo, ex-gouverneur de l'île, aidé d'un grand nombre de patriotes et des troupes de ligne, s'empara des forts, proclama l'autorité des Cortes de Portugal, et força Stockler à signer une capitulation. Celui-ci avait fait mine de résister, mais il se vit abandonné des troupes, et fut contraint de céder. Il eut alors recours à la ruse et à la séduction, qui étaient ses armes familières, et réussit à amener la populace et à gagner une partie des troupes, à l'aide desquelles il opéra une contre-révolution; le malheureux Araújo fut assassiné, et une foule de citoyens les plus distingués furent jetés dans des cachots, et traités avec inhumanité. Ayant affermi sa puissance par des mesures de terreur, il essaya de faire rentrer les habitants de Saint-Michel sous son autorité, et leur adressa à cet effet une proclamation pleine de lieux communs, et écrite d'un ton emphatique dont on se moqua. Plus tard le gouvernement de Portugal ayant envoyé à Terceira des commissaires pour y faire reconnaître l'autorité nationale, Stockler n'osa pas les faire arrêter, ni retenir les vaisseaux de guerre, mais il répondit aux Cortes de la manière la plus insolente, et refusa d'exécuter les ordres que le congrès lui avait transmis. Stockler, qui avait cru que Jean VI suivrait les conseils qu'il lui avait adressés dès son arrivée à Terceira, et qu'il refuserait son adhésion aux actes révolutionnaires de la nation portugaise, resta confus quand il connut la résolution du roi, et envoya son adhésion tardive au gouvernement de Lisbonne. Celui-ci lui nomma un successeur, et le fit arrêter et conduire à Lisbonne pour y être jugé. A cet effet il fut enfermé dans un château fort, et son procès s'instruisit, mais avec une singulière lenteur, grâce à la mollesse des députés des Cortes qui, voulant plaire à tout le monde, menaçaient leurs plus cruels ennemis. Stockler trouva d'ailleurs un grand nombre de protecteurs parmi les patriotes tièdes et les gens en place, et publia une suite de lettres remplies de faussetés, dans lesquelles il cherchait à expliquer sa conduite et à se disculper de l'assassinat de son prédécesseur Araújo, et des vexations exercées sur les patriotes de Terceira. Il était encore en prison lors de la contre-révolution de 1823, qui rétablit le pouvoir absolu du roi, et il recouvra alors sa liberté. Le marquis de Palmella, le nomma membre



de la commission qui fut chargée de rédiger un projet de constitution, en conformité de la promesse explicite que Jean VI avait faite à Villa-Franca, en mai 1823, et qui fut éludée après la chute de la constitution espagnole. Depuis cette époque, Stockler, atteint d'une maladie grave, ne fit plus que languir au sein de sa famille et entouré de quelques amis, au nombre desquels on doit citer le médecin Almeida. Il se rendit en Algarve, et y mourut en 1839. Stockler avait de l'érudition; il possédait plusieurs langues vivantes, mais il était peu versé dans les anciennes; il avait même la manie de siffler le style de d'Alembert, dont il se croyait l'égal, et n'était réellement qu'un écrivain médiocre et guinde. Ses écrits sur les mathématiques auxquels il a dû quelque célébrité, ont néanmoins peu de mérite réel. Il s'est plus occupé de la métaphysique des mathématiques que de la partie positive de la science, et a eu la folle prétention de combattre la doctrine de Lagrange sur le calcul différentiel. Le *Monthly Review* prit la défense du géomètre français contre M. Stockler; celui-ci, ayant répliqué, il fut si rudement traité par la critique anglaise, qu'il prit enfin le sage parti de se taire. Voici la liste des ouvrages de M. Stockler: 1° *Traité élémentaire de la méthode des limites*; 2° *Mémoires sur le calcul des fluxions, et sur le produit d'un nombre infini de facteurs*; 3° *Éloges historiques*; 4° *Poésies lyriques*, Londres, 1 vol 8°. 5° *Essai historique sur l'origine et les progrès des mathématiques en Portugal*, Paris, 1819; 6° *Traité sur la méthode inverse des limites, ou théorie générale du développement des fonctions logarithmiques*, Lisbonne, 1827. Ce traité avait été présenté à l'académie de Lisbonne plusieurs années auparavant; elle nomma une commission dont fut membre M. Simões Margiuchi, et sur le rapport fait par ce savant mathématicien, l'académie refusa son approbation, attendu que la théorie de M. Stockler était basée sur des principes faux. Quoique remanié depuis par l'auteur, cet ouvrage ne vaut guère mieux que le mémoire primitif. Les *Éloges historiques* sont très faibles de style, l'*Essai sur l'origine et les progrès des mathématiques en Portugal*, est un écrit dépourvu d'intérêt; le seul grand mathématicien que le Portugal ait produit dans les siècles passés, le célèbre Pedro Nunes est précisément celui dont M. Stockler s'occupe le moins, et il ne fait connaître que très imparfaitement les travaux remarquables de cet illustre savant: l'ouvrage n'est d'ailleurs qu'une ébauche mesquine. L'auteur y a ajouté de nombreuses notes aussi volumineuses que l'*Essai*, mais qui pour la plupart, ne sont guère plus instructives. Dans une dernière sur le célèbre Joseph Anastasio da Cunha, M. Stockler est loin de rendre justice entière à cet homme de génie; mathématicien profond, grand littérateur, homme de bien et ennemi de l'impotisme, qui fut persécuté par l'inquisition, parut dans un auto-da-fé, et ne recouvra ni la chaire de mathématiques que Pombal lui avait donnée à Coimbra, ni même son grade de major d'artillerie. M. Stockler se borne à dire qu'il fit pénitence et qu'il expia chez les oratoriens les légèretés où l'avait entraîné l'exemple de camarades de diverses nations et sectes. M. Stockler ne se laissa jamais entraîner; il calcula toujours ses paroles et ses actions. Tous ses écrits ont été imprimés à Lisbonne, à l'exception de ceux qui sont désignés ci-dessus comme ayant paru à Londres et à Paris. Il a donné en français un mémoire en réponse aux revues anglaises, et il publia à Rio Janeiro, en 1815, des lettres pour justifier les opérations de la désastreuse campagne de 1800 dans laquelle il remplit les fonctions de chef d'état-major; et une suite de lettres pour expliquer sa conduite à Terceira. Plus curieux poésies de cet auteur ont été insérées à Paris, en 1821, dans le recueil de celles de son ami l'abbé Caldas, accompagnées d'une dissertation sur la poésie et la langue hebraïques. Stockler était membre de la société royale de Londres.

STOFFLET (NICOLAS), un de ces vaillants capitaines qui ont eu le malheur de ne mériter leur célébrité que dans les guerres civiles. Il naquit en 1751, à Lunéville, et resta pendant quinze ans au service, dans le régiment de Lyonnais. Ayant dû le jour à un simple manœuvrier, il n'était que caporal de grenadiers lorsque

sou colonel, auquel il avait sauvé la vie, l'emmena dans ses terres, au département de Maine-et-Loire, et le fit son premier garde-chasse. Le comte de Colbert-Maulévrier ne tarda pas à mourir; mais Stofflet restait auprès du fils, avec les mêmes avantages, ne désirant pas un autre sort, et remplissait son office avec autant de zèle que de fermeté. Sa réputation de bravoure, et l'impatience qu'il montra, dans les premiers temps de la révolution, lorsque des atteintes furent portées aux prérogatives de son bienfaiteur, décidèrent quelques insurgés du bourg de Maulévrier et des environs, à le placer à leur tête en 1793. Cette troupe, ainsi formée le 11 mars, et promptement grossie, se réunit bientôt à celle de Cathelineau, pour attaquer la ville de Chollet, que ne put défendre sa garnison de cinq cents hommes, soutenus de quelques pièces de canon. Au mois de mai, la conduite brillante de Stofflet, dans l'affaire de Pontevy, le fit nommer commandant de cette place. Il la quitta pour aller, dans sa marche sur Chollet, le général Ligonier; mais l'infériorité de ses forces l'empêcha même de se maintenir à Vihiers. Après l'attaque de Saumur, à laquelle il eut part, il se rendit, au mois de juillet, à Chollet, où était Lescure. Ces deux chefs, indépendants l'un de l'autre, se proposaient d'expulser de ses positions, à Montgallard, le républicain Westermann, qui, plein d'une aveugle confiance, ne savait pas se mettre à l'abri d'un coup de main sur ces hauteurs. Deux routes s'offrirent pour arriver à lui. Celle de Châtillon était à découvert, et mal gardée; l'inconvénient Stofflet la préférait; mais Lescure, sachant que le feu des républicains serait formidable s'ils faisaient usage de leur artillerie, voulut qu'on s'efforçât de les surprendre. Le débat fut terminé par ces mots de Lescure: «Ce ceux qui veulent périr suivent Stofflet; pour moi je ne vais point par là.» Les troupes se rangèrent du côté de Lescure, et Stofflet n'eut d'autre parti à prendre que de le suivre. Quelques habitants avaient fait prévenir Westermann; mais il méprisa cet avis, et surpris honteusement au milieu du jour, il fut mis en pleine déroute aussitôt que Stofflet, à la tête d'une colonne, eut tourné ses positions. D'un commun accord, le 15 du même mois, les chefs vendéens le nommèrent major-général de l'armée catholique. A Doué, le 14 septembre, dans une affaire presque générale contre Sautterre, Stofflet reçut à la cuisse la seule blessure qui lui fût destinée dans tant de rencontres où il devait se signaler encore. Un mois après, obligé de descendre de cheval pour s'échapper à travers les champs, il eut besoin de toute son adresse pour n'être pas saisi par des chasseurs qui le poursuivaient. Il remporta ensuite quelques avantages momentanés contre le général Maxo, puis, ayant passé la Loire, il contribua plus que tout autre à la déroute des républicains, à Laval, le 26 octobre. Sorti sans accident de cette mêlée, où il s'était vu en grand danger, il prit part à l'attaque de Grauville, et entra dans la Bretagne avec l'armée royale. Lorsque ayant éprouvé de grands revers, ces troupes, qui avaient si souvent montré peu de discipline, n'écouterent presque plus leurs chefs. Stofflet sut conserver sur elles quelque ascendant. Il en usa particulièrement pour ramener, et pour protéger contre l'indignation des soldats, le prince de Talmon, qui allait s'embarquer, non moins jaloux, disait-on alors, de vivre en paix qu'un autre prince d'une naissance plus illustre, mais qui bravaient les insinuations espérèrent voir un jour à leur tête. L'on tenait encore la campagne, et même on risqua une bataille près de Dol; cependant le général Marceau, secondé par un brouillard qui s'éleva des marais, réduisit Stofflet à se jeter dans la ville au nombre des fuyards. Le lendemain le commandant vendéen fut plus heureux, il repoussa deux attaques; mais celle du Mans, le 14 décembre, après des efforts de valeur à côté de Larochejaquelin, jugeant qu'il n'avait plus d'espoir, il donna lui-même l'exemple de la fuite, au grand étonnement de ses amis. Il était cependant d'abandonner son parti. Un radeau de planches mal jointes suffisait aux deux chefs pour traverser la Loire, afin de rassembler, dans l'ancien Anjou, quelques débris; mais avant qu'on pût rien entreprendre, la mort de Larochejaquelin permit à Stofflet de

se saisir du commandement, que nul n'entreprit de lui disputer. Aussi impatient de s'en montrer digne qu'il avait paru l'être de se le voir déster, il eut, le 10 février, la ville de Chollet, bien défendue par le général Moulins; mais s'étant trop avancé ensuite, il perdit sa conquête. Cependant il harcela si fréquemment les ennemis, qu'enfin ils laissèrent la ville en son pouvoir, ainsi que tout ce qu'ils y avaient renfermé de précieux. Dans ce moment de prospérité, en 1794, ce partisan s'efforça d'imprimer à l'insurrection un caractère imposant. Le 11 mars, un arrêté, qu'il data de Saint-Aubin de Boubigné, enjoignit, sous peine de mort, à tout habitant de l'Anjou et du Haut-Poitou, âgé de moins de cinquante ans, de venir se placer sous ses drapeaux. Croyant le concours des nobles moins utile pour lui que ne seraient dangereuses leurs prétentions, il composa principalement son état-major de gens de la campagne, et il se mit en relation avec Charette, qui, d'après l'avis de Bernier, curé de Saint-Laud, accueillit les propositions de Stofflet. Les deux généraux eurent une entrevue à Beauruppe, et, dans leurs mesures pour éloigner de la Loire les légions de la république, ils ne refusèrent pas de se concerter avec Bernard de Marigny; mais il parut que dès ce moment on avait le projet d'écarter au premier jour ce moderne Léopold. Du moins cet infortuné ayant osé, malgré leurs conventions, agir peu de temps après sans consulter les deux autres triumvirs, un conseil de guerre décida que se fait méritait la mort. Stofflet envoya une compagnie de chasseurs, dont il permit de récompenser le capitaine si Marigny lui était amené: il le fut, et on le fusilla. On a supposé, et c'est vrai, qu'une rigueur si condamnable avait été suggérée à Charette comme à Stofflet par le fanatisme et ambitieux curé de Saint-Laud, et que d'ailleurs Marigny était soupçonné d'intelligence avec les républicains. Mais Stofflet ne parut pas beaucoup plus loyal dans ses procédés avec Charette même. Quand ils attaquèrent ensemble Saint-Florant, on assure que Stofflet s'hoigna dans l'instant où Charette allait obtenir trop d'avantages, et qu'ensuite il se fit attendre, devant Châlons, ne voulant de succès décisifs que ceux qui lui seraient attribués exclusivement. Si fut cause en effet de l'échec éprouvé par les vendéens dans cette journée, il montra du moins de l'ardeur dès qu'il crut devoir se présenter pour arrêter le mal, et il se fit admirer pendant la retraite, où il protégea efficacement les fuyards, et les forçant à se défendre encore. Ce qui doit atténuer d'ailleurs les torts de Stofflet, c'est que l'abbé Bernier ne le laissa guère suivre ses propres déterminations. Un militaire presque dénué d'instruction pouvait difficilement se soustraire à l'empire d'un ignorant que ses prédications avaient rendu l'apôtre des bandes vendéennes. Stofflet, entraîné d'abord par des antités qui avaient eu quelque chose de louable, était resté long-temps sans ambition, même en exerçant déjà de l'autorité. Il disait quelquefois qu'après la défaite et la soumission des républicains, il serait heureux de reprendre sa bandoulière chez M. de Maulévrier. Le garde-chasse était de très bonne foi; ce fut le fourbe ecclésiastique qui le poussa toujours à de mauvaises actions, et le conduisit enfin à sa perte. On impute surtout à cet homme la prompte méintelligence des deux chefs. Après la rupture, Stofflet, suljugé par Bernier, convoqué, à la Mésotière, un conseil qui nomma ce prêtre commissaire-général de l'armée catholique. Alors Stofflet et lui gouvernèrent. On fit beaucoup de mécontents en déployant une énergie qui n'aurait conduit au but que dans une autre situation, et si on eût pu disposer de plus grands moyens. La confiance des habitants était déjà très chancelante, l'argent manquait: on se permit d'émettre pour six millions de papier monnaie; mais il fallut employer la contrainte. Pour compenser cette dangereuse imitation de ce qu'on reprochait le plus aux républicains, on n'avait pas, comme eux, à promettre au dehors de glorieux succès, et au dedans quelque chose de mieux qu'un froid retour vers le passé. Charette sentit l'inconvénient de cet abus de pouvoir, et manda à son quartier-général Stofflet, qui avait aussi le sien, et qui ne jugea pas à propos d'aller rendre compte de sa conduite. Bernier,

chargé de répondre, y mit trop de hauteur, et Charette voyant l'affaiblissement que cette division allait produire, s'occupa de faire sa paix avec la république. C'était vers la fin de 1794: les amis de Stofflet lui conseillaient d'imiter son rival; mais il fallait donc renoncer à cette idée flatteuse qu'il était appelé à réaliser seul, et comme chef suprême, les chimériques desseins de l'armée catholique et royale. En vain il fit jurer et fusiller un des officiers qui se préparaient à l'abandonner pour rejoindre Charette, et se soumettre de même: on ne le quitta pas moins. Cette défection le décida enfin à prendre part aux négociations: mais il arrivait trop tard. Voulant dès lors continuer la guerre, il tenta le soulèvement général de l'Anjou, en menaçant de la mort quiconque prétendrait rester chez soi. Quelques milliers d'hommes répondirent à cet appel: Stofflet voyant le reste de la population s'y refuser, n'entreprit rien de décisif, et n'échappa même que par une ruse aux poursuites de la cavalerie. Il se rapprocha des chefs royalistes de la Bretagne, et, en même temps, il offrit au général Canclaux de donner les mains à la pacification de cette province, si les troupes de la convention évacuaient l'Anjou. Une pareille clause ne pouvait guère être admise: des conférences eurent lieu à Mortagne, et restèrent infructueuses. Il conserva donc une attitude hostile, en évitant toute surprise: il ne combattait plus que pour obtenir des conditions favorables. Voyant qu'il serait encore difficile de le réduire par la force, les commissaires de la convention s'adressèrent au curé Bernier, qui mena une entrevue désirée des deux parts. Le 2 mai 1795, Stofflet accepta deux millions pour les frais de la guerre, et promit de livrer son artillerie. Il seut remarquer à la louange de ce partisan vendéen, qu'au milieu de si graves intérêts, il ne négligea pas de stipuler le rappel de son ancien seigneur, qui était émigré, et qui depuis se mêla dans d'autres intrigues politiques. Malheureusement pour Stofflet, on le reconcilia ensuite, au nom des princes, avec Charette, dont il ne tenta pas à s'éloigner encore. Il résolut de traiter une seconde fois, et le général Hoche reçut ses promesses, à Chollet, le 18 septembre 1795. Mais, au commencement de l'année suivante, les agents du comte d'Artois le tentèrent par le titre de lieutenant-général, et Charette lui-même le pressa de reprendre les armes. La proclamation de Stofflet, ainsi terminée: *Vous ne distinguerez dans les combats, aux couleurs que portait Henri IV, un lui ayant amené que trois ou quatre cents Angevins, il demanda une dernière conférence pour se soumettre sans arrière-pensée; mais Hoche voulait en finir d'une autre manière. Une ferme où se trouvait Stofflet, avec deux aides-de-camp, et trois domestiques fut investie pendant la nuit. Malgré tous ses efforts pour n'être pas saisi vivant, on le désarma. Conduit à Angers, il fut condamné, ainsi que Lichtenheim, l'un de ses aides-de-camp, et un domestique fidèle nommé Moreau. Il se coururent mutuellement les yeux, s'embarassèrent, et moururent, en criant rires le roi, le 25 février 1796. Stofflet était âgé de quarante-quatre ans. Il ne parut pas avoir pensé que l'abbé Bernier l'eût trahi, mais le bruit s'en est répandu et s'est aujourd'hui confirmé.*

STRUENÉE DE CARLSBACH (CHARLES-AUGUSTE), fils du pieux pasteur danois de ce nom, naquit à Halle, et y acheva dans l'université ses études commencées au gymnase des Orphelins. Entraîné par son penchant pour les sciences du calcul, il renouça promptement à suivre la profession de son père, et se consacra à l'instruction publique. L'hébreu et les mathématiques furent les principaux objets des premiers cours qu'il fit en 1756, aussitôt qu'il eut été gradué à cet effet. L'année suivante, il alla occuper à Liegnitz en Silésie, la chaire de mathématiques et de philosophie dans l'établissement formé en faveur de la jeune noblesse: mais peu de mois après toute la province fut le théâtre de la guerre, et cette ville fortifiée étant prise et reprise, on en quitta les écoles. Pendant ses loisirs involontaires, le professeur se mit à écrire sur les sujets les plus importants pour ses élèves. Ses *Éléments d'artillerie* publiés en 1760, sont devenus la base de l'enseignement en ce genre, et son traité

d'Architecture militaire donné plus tard, confirma Frédéric II dans l'estime qu'il avait pour l'auteur à qui il adressa plusieurs fois, comme à un excellent maître, de jeunes gentilshommes prussiens. Dans les derniers mois de 1770, le frère de Charles Struensee, ayant déjà en Danemark tout le pouvoir d'un premier ministre, l'invita à venir le rejoindre à Copenhague, où il lui fit donner, avec le titre de conseiller de justice, les fonctions d'intendant des finances. Doué d'un esprit froid et un peu aride, mais judicieux, exact et parfaitement méthodique, il s'occupa avec beaucoup de succès des diverses branches de l'économie, et s'y attacha sans retour. Quant aux avantages précieuses dont il jouissait en Danemark, l'espoir de les obtenir n'aurait pas dû peut-être le décider à tout abandonner pour s'y rendre. Bientôt l'ennui de la fin tragique de son frère, dans les derniers jours d'avril 1773, et traité lui-même comme complice de ce ministre, dont les crimes prétendus n'avaient consisté qu'en des actes d'impudence, il fut jeté dans un des cachots de la citadelle. Le gouvernement prussien lui fit quelques lettres que Struensee avait récemment envoyées dans le pays; mais Frédéric déclara qu'il ne consentir que dans la supposition que cette correspondance serait l'objet d'une procédure régulière, et que Struensee, né son sujet, et ayant été à son service, lui serait rendu si on ne pouvait le convaincre d'aucune prévarication. La sentence toute positive de l'accusé, à quoi que son zèle toujours prudent, ne lui avait permis de prendre aucune part aux réformes dont son frère venait d'espérer la hardiesse; il n'avait eu d'autre ambition que de remplir son office d'une manière irréprochable. On le reconnut, et dès qu'il se fit libre, il se rapprocha de Frédéric pour lui témoigner sa reconnaissance, et le désir d'obtenir un emploi analogue à celui qu'il avait rempli à Copenhague; mais le roi voulut que d'abord il retournât à Liegnitz, et y reprît ses anciennes occupations. Durant les cinq années qu'il y passa, il continua à s'instruire dans tout ce qui concerne l'administration. Ce ne fut qu'en 1777 que la banque de Berlin ayant enfin des bureaux à Elbing, Struensee en fut le chef; il profita de cette position pour donner plus d'étendue à son commerce maritime de cette ville. En 1783, le roi lui montra sa satisfaction de la manière dont il avait rempli ses fonctions, et le nommant conseiller intime au département des finances, et directeur de la société royale pour le commerce de la Baltique. Le prince royal de Danemark, devenu majeur en 1789, songea aussitôt à procurer à Struensee un dédommagement pour l'insinuation qu'il avait soufferte en 1773. Dans les lettres de noblesse accordées à cet effet, il reçut le nom de Carlsbach, apparemment à cause de sa mère, fille du docteur Carl. On ne crut pas devoir mentionner le nom de Struensee, dont pourtant l'origine n'avait rien que d'honorable; la famille avait reçu ce nom à Lubeck, à l'occasion du dévouement d'un de ses membres qui, au milieu de la tempête la plus violente, était parvenu à faire entrer dans le port un convoi de riches marchandises. On s'était formé vers cette époque une haute idée des talents de Struensee. Elle n'a pas été confirmée pleinement; cependant il lui dut, en 1791, sa nomination au ministère des finances, sous Frédéric-Guillaume, qui le mit aussi à la tête des douanes, des accises et du commerce. Il est resté en fonctions jusqu'à la fin de sa vie; mais il s'est borné à montrer, soit en général, soit comme ministre, de l'intégrité, du jugement, et cette capacité qui rend les idées nettes, de l'ordre dans l'esprit, et d'une application soutenue. Ce n'était pas un homme de génie; la vraie supériorité ne se rencontre que chez ceux qui réunissent, et une certaine exactitude mathématique, et la sensibilité, l'imagination, le mouvement de l'âme. Struensee possédait à un degré remarquable la première de ces qualités, mais les autres lui manquaient presque totalement. Excellent administrateur vulgaire, il ne vit point du mal, et espérait peu de bien. Il avait du dévouement, de la droiture, de la simplicité même, et une sorte de courage; mais nul enthousiasme, et, quoique la vertu fût habituelle chez lui, elle n'était pas à ses yeux chez les autres l'objet même

d'une préférence. Il prenait les hommes et les faits comme ils se présentaient, ne se donnant aucun peine pour écarter le vice, et, quant aux erreurs, se bornant à dire, pour sauver sa responsabilité: «Ce n'est pas nous avec.» Instruit lui-même, il aimait à trouver de l'instruction dans les autres; mais ce n'était qu'en un sens restreint et pour ainsi dire qu'elle devait quelque titre à sa faveur, et jamais les lettres ne lui eurent aucune obligation. Quant à la poésie, il la méprisait indistinctement, comme le caprice d'un esprit chimérique. Il ne fit rien pour apprendre les langues faibles, et rien pour les soulager. Les mathématiques retenues sous sa dépendance n'avaient jamais traités avec dureté, mais il n'avait pas d'autres sentiments à en attendre. Il n'aurait pas fait venir à des artistes estimés, ou à des personnes riches qu'il seules seules par les dons de l'esprit, son devoir pour eux; mais jamais, dit-on, il n'aurait d'industrie ni à sa table. Malgré cette froideur de caractère, on cite un homme pour qui Struensee conçut de l'attachement, et de plus il est certain que la mort de sa femme lui fit de la peine. On lui survécut que quelques années: une hydropisie de cerveau termina ses jours, le 17 octobre 1801, les ouvrages, dans lesquels il resta toujours fidèle à l'idée nationale, sont: 1° *Éléments d'artillerie*, Liegnitz, 1766, in-8°; 2° nouvelles éditions en 1769 et 1768; 3° *Art de Liepzig*, 1817, contient des additions, et a été faite par J.-G. Hoyer; 4° *L'Art militaire du comte à l'ère*, Liegnitz, 1769-1768. C'est une simple traduction des *Régiments* que le même ouvrage que le traducteur y a joint est fort estimé: 5° *Eléments d'artillerie militaire*, Liegnitz, 1770, 3 vol. in-8°; 6° nouvelle édition en 1786. L'ébriété, par J.-H. Krebs, en 2 vol. in-8°, Copenhague, 1797; 7° *Discours d'arrêt sur l'économie politique*, Liegnitz, 1776, 2 vol. in-8°, dans le premier contient des traductions; 8° *Description abrégée du commerce des grands états d'Europe*, 1776, 3 vol. in-8°; 9° *Mémoires sur des objets essentiels de l'économie politique*, Berlin, 1800, 3 vol. in-8°. Des passages de ce recueil ont été faits de plusieurs, mais l'auteur les a retranchés. La science toute sa doctrine exposée avec assez d'art pour être sa vie par les esprits les moins exercés. Elle n'est point systématique, et n'est n'y est le hasard; l'enchâssement des idées, ou à classer des propositions y participent de l'exactitude des sciences exactes. Il y est traité successivement des finances dans la Sibirie; des moyens de se procurer de l'argent pour des besoins extraordinaires, spécialement lorsqu'on a une guerre à soutenir; des lois de la Grande-Bretagne relatives au commerce de la libre de la liberté de ce commerce dans la Pologne, et de ce qui des matières d'or et d'argent; de l'administration des finances de France, depuis l'assemblée des notables en 1787, jusqu'à la création des assignats. Les traités sont suivis de divers opuscules. Un notice biographique intitulée: *Struensee, ouquisse d'un homme auxquels un mémoire est écrit*, Berlin, 1801, in-8°, est due à de Hall, le seul homme qui ait pu se croire l'ami de ce ministre. Elle ne fournit pour lui des documents complets; mais elle contient des détails personnels rendus avec esprit, et des observations dont l'originalité n'est pas le seul mérite.

SHAU-JUAN, peintre d'histoire né à Toulouse, en 1758, fut pour maître le chevalier Enla. Dès sa jeunesse il obtint les plus grands succès dans sa carrière qu'il avait choisie; à treize ans, il reçut une médaille d'argent; à dix-neuf ans, il en reçut une autre, et il remporta quatre médailles d'or, dans les années 1777, 1778, 1781, et 1784. En 1784, le grand prix lui fut décerné pour une allégorie la liberté rendue par Louis XVI aux États-Unis. Les académies ayant été supprimées, on établit, quelques années après, des écoles centrales dans les départements. M. Sauval fut nommé professeur de dessin à celle de la Haute-Garonne, et par une circonstance presque inouïe, il appela auprès de lui ses collègues de l'académie de peinture, alors sans emploi, et partagea avec eux, pendant deux années, ses honoraires. Ce détachement conserva aux élèves de l'académie de Toulouse, les cours de peinture, de sculpture et

d'architecture. Les principaux ouvrages de cet estimable artiste sont : *La vierge aux Annonces*, *Saint-Jean dans le désert*, la *Conversion de Saint-Paul*, le *Régiment de J.-C.*, *Moïse frappant le rocher*, *Saint-Jean au bord du Jourdain*, le *Christ*, la *Vierge* et *Saint-Jean*, *Saint-Michel terrassant le Démon*, le *Calicot*, le *Tombereau* et le *Fonçage*. M. Sugny est encore l'auteur d'un grand nombre de tableaux d'église qui ornent celles du département de la Haute-Garonne et des départements environnants, et de beaucoup de portraits et de dessins au bistre et à la sepiat ; parmi ces derniers nous citerons le *Massacre des enfants de Niobé*, *Hercule et Cacus*, la *chute des Titans*, *Lycas précipité dans la mer par Hercule*. La plupart de ces ouvrages ont paru aux diverses expositions du capitol à Toulouse, à celles du Louvre, et plusieurs se voient aujourd'hui dans les cabinets d'amateurs et au Musée de Toulouse. Cette grande ville doit à M. Sugny la belle galerie de statues antiques qu'il a fondée. Cet artiste, dont l'âge avancé n'a pas ralenti l'activité, est aujourd'hui membre de l'académie royale de peinture, sculpture et architecture de Toulouse, professeur titulaire des classes de l'antique, du modèle vivant et d'anatomie artistique à l'école royale des beaux-arts de la même ville, président de la direction du Musée et membre de diverses sociétés savantes. — SEAU (Pierre-Théodore), peintre d'histoire à Toulouse, né dans cette ville, fils du précédent, élève de son père et de David. Il a obtenu cinq médailles : deux en or, en 1806 et 1808, trois en argent, en 1806 et 1807. Il est professeur au collège royal de Toulouse. Ses principaux ouvrages sont : la *Mort de Philopémen*, le *Christ en croix*, *Saint-Amand*, évêque de Rodas ; *Louis XV. II dans la salle du trône* ; la *Vénitien de la Sainte-Vierge* ; un *Globe de feu appartenant à saint François de Paul* ; la *Vierge et l'Enfant Jésus donnant le Rosaire à saint Dominique*, et un grand nombre de tableaux d'église placés à Toulouse et dans différentes villes du midi de la France.

SURDE. Voyez BERNARDOTTE.

SUGNY (PIERRE-FRANÇOIS-JULIEN SUGNY de), poète français, naquit à Lyon, le 24 décembre 1796, de Pierre-François Servan et d'Anne Royer de Sugny. Héritier d'un nom illustre dans la magistrature, il embrassa d'abord la carrière du barreau. Très jeune encore, reçu avocat dans sa ville natale, il y exerça avec quelques succès ; mais la véritable vocation de son talent l'entraînait vers les lettres. Avant de se livrer à son goût pour la poésie française, il composa beaucoup de vers latins qui annonçaient des études solides et un talent initié aux secrets de la langue d'Horace et de Virgile. Outre plusieurs morceaux insérés dans *Hermès romain*, il fit paraître un recueil intitulé : *Almanach des muses latines pour l'année 1817*, 1 vol. in-12 ; ce recueil obtint tout autant de succès qu'il pouvait en espérer. Admirateur passionné des anciennes littératures, Jules de Sugny conçut l'heureux projet de faire revivre dans l'idiotisme de Racine, un de ces poètes qui avaient chanté dans la langue d'Homère, auteur toujours admiré, souvent imité, mais rarement traduit : Théocrite devint l'objet de son choix. Quoique la plupart des sujets traités par le chœur syracusain ne paraissent point sympathiser avec nos mœurs modernes, malgré le peu d'harmonie qui existe entre les paisibles amours ou les disputes innocentes des bergers de la Sicile et les violentes commotions du monde actuel, Théocrite n'en est pas moins digne d'intérêt. En effet, il a puisé ses inspirations à cette source intarissable de pensées et de sentiments qui se coule pas pour tel pays exclusivement, mais pour tous en général. Nous ne nous étendons pas sur le mérite de ce grand poète, dont l'ouvrage de Jules de Sugny offre une assez heureuse reproduction. La seconde édition de sa traduction, publiée en 1849 (Paris, 1 vol. in-8°), est plus utile que celle qui parut en 1822. (Paris, in-18.) Encouragé par les éloges et les conseils de M. Tissot et de Pongerville, l'auteur avait retouché son ouvrage avec un soin infatigable et des corrections consciencieuses : ainsi sa traduction de Théocrite a-t-elle pris

rang parmi les œuvres de ce genre dont s'honore le plus la littérature française. Cette traduction est précédée d'un *Essai sur les poètes bucoliques*, et accompagnée de notes pleines de goût qui attestent une érudition malheureusement trop rare dans les poètes. Les lecteurs de l'*Essai* peuvent y suivre toutes les phases de l'histoire de l'idylle, depuis Théocrite jusqu'à André Chénier. On y trouve une version très poétique des *Roses d'Autome* et de la *Gondole de Melendez*. Non moins identifiée avec les richesses de la littérature latine qu'avec celles des muses grecques, l'habile interprète de Théocrite entreprit aussi un travail sur Catulle. Il l'avait traduit tout entier, mais, par modestie, sans doute, et voulant retoucher ce travail, il n'en publia que certains morceaux d'élite et le poème fameux des *Noces de Thétis et de Péloé*. Une critique sévère et minutieuse y découvrirait peut-être quelques passages où la version ne se rapproche pas assez du texte ; mais elle y reconnaît, en général, le sentiment des beautés du modèle, et une lutte souvent heureuse contre un rival difficile à dépasser. Comment, par exemple, ne pas rendre justice à cette introduction :

Quand d'illustres guerriers, noble élite d'Argos,  
Voulurent conquérir la maison de Colchos,  
Enfant du Péloion, ne parut les nuages,  
Le pin navigateur affronta les orages :  
Cyclope aimait la Grèce, et son heureux secours  
Avait du pin nerveux arrosé les courours,  
Avait tissé ses flancs et sa masse rebelle,  
Et prompt à lui donner une forme nouvelle,  
En fit un char sile, qui, docile au sphyxer,  
Sur le miroir des flots se bête de courir.  
Mais quand les fils d'Argos sur les liquides plaines  
S'élancent fièrement vers des rives lointaines,  
Lorsqu'évitait l'écueil, d'un cours rapide et sûr,  
De l'onde sillonnée ils font blanchir l'azur,  
Les filles de la mer, les jeunes Néréides,  
S'échappent, pour la mer, de leurs grottes humides,  
Et fixant des mortels les regards indiscrets,  
Lamentent voir la moitié de leurs chastes attraits.  
Parmi tant de beautés, etc.

Malgré quelques fautes très légères, au reste, certes, voilà de la poésie. C'était peu de s'être familiarisés des sa première jeunesse avec la langue d'Homère et de Virgile, Jules de Sugny comprenait et parlait avec facilité les idiomes de Schiller, du Dante et de Shakespeare. Il savait aussi le portugais, le hollandais et l'espagnol. On conçoit que fût poète un poète devait recueillir de la lecture et de la comparaison de tant de modèles anciens et modernes, français et étrangers. On voit, par l'avant-propos du *Glossaire à Talhies*, poème de l'auteur, qu'il n'avait rien d'exclusif dans son goût, rien de systématique ni d'étroit dans ses idées. Loïn de concentrer toute son admiration sur un petit nombre d'auteurs, il ne se contentait pas de vivre dans l'intimité des anciens poètes de Rome et de la Grèce, il étudiait et suivait le mouvement progressif des idées ; il sympathisait avec les grandes transformations que subissent la morale et la politique ; et toujours animé par des sentiments droits et généreux, il ne croyait pas que les travaux de poète et de savant le dispensassent des devoirs du citoyen. Temoins, en 1818, des événements déplorables dont Lyon fut le théâtre, il en publia une courageuse relation qui mérita les honneurs de la saisié. Dans ses derniers temps, l'amour du pays enflammé encore sa verve, et il donna des *Salutaires politiques* qui firent sensation. Indépendamment de ces ouvrages, dont la variété annonce une grande flexibilité de talent, Jules de Sugny en avait entrepris un échec d'autres non moins importants. Il composa un drame intitulé : *Matagge*, le *duc d'Orléans*, ou *les Malédictiones*, tragédie imitée du conte de Narbonne, de Jephson, et une autre dont le sujet était le *Siège de Rouen sous Charles VI*. S. ryan de Sugny a donné deux romans : l'un, intitulé *La Chaumière d'Odalis*, a paru chez Urban et Canel, à Paris, en 1835, 1 vol. in-18, et l'autre, qui est posthume, a pour

titre : *La Suède*. On dit qu'il présente des situations pathétiques et un intérêt gradué avec beaucoup d'art. M. de Sugny, qui jouissait d'une fortune indépendante, était membre de l'Académie de Lyon et de la société philotechnique de Paris. Une phthisie pulmonaire l'enleva aux lettres, à ses amis et à sa jeune et intéressante famille, le 13 octobre 1831. Il s'était retiré près d'Eu, dans la maison de campagne d'un de ses camarades de collège, et non loin d'Orléans. M. Bigan, de l'Institut, a rendu un hommage éclatant au jeune et malheureux de Sugny, en publiant le recueil choisi des poésies de ce Lyonnais illustre. Il est intitulé : *Satires contemporaines, et mélanges*, Paris, 1831, 1 vol. in-8°. Il est ainsi divisé : *Satires, Fragments dramatiques, Traductions et Imitations, Mélanges*.

SUHM (PIRAXE-FRÉDÉRIC), historien célèbre, né à Copenhague, le 18 octobre 1758. Son père, dont les ancêtres avaient quitté la Poméranie pour se fixer en Danemark, y était ancré. L'éducation de Suhm ne fut pas d'abord bien dirigée : mais des dispositions naturelles y supplèrent, et il était avidé de lectures instructives, qu'à l'âge de seize ans, dit-on, outre les auteurs latins, il avait lus quinze cents volumes d'une bibliothèque qui lui était ouverte. Après avoir achevé ses études à l'université de Copenhague, il reçut, en 1747, le titre de gentilhomme de cour, faveur qui exagérait beaucoup d'autres, puisqu'elle était obtenue dans un âge si peu avancé. Mais cette perspective des honneurs disputés par les courtisans ne pouvait suffire à un esprit studieux. Suhm s'occupa de jurisprudence, afin de descendre aux idées de son père, et la quitta bientôt pour la littérature, seule capable de le passionner. Ce penchant, qui lui tint lieu de toute autre ambition, lui inspira même de l'éloignement pour les fonctions publiques, quoique le gouvernement parût disposé à l'y appeler. En correspondance avec les Nolberg, les Gram et d'autres écrivains, il n'aspirait qu'à partager leur célébrité. Il s'était déjà fait connaître par quelques traductions, et il avait donné sa *Défense de la comédie danoise*, ainsi qu'un *Dialogue* sur l'imitation de Lucien, lorsqu'en 1781, il partit, avec G. Schiøning, pour visiter les antiquités de la Norvège, où il passa quatorze années à étudier ce qui paraissait propre à diminuer les ténèbres de l'histoire du Nord. Le premier fruit de ses recherches fut la part qu'il prit aux *Collections de Thordheim* (ou Droubeim), dans lesquelles il fit insérer ses *Dissertations historiques* sous le nom de *Philalethes*. Il revint, en 1785, dans la capitale, où l'appelaient l'éducation de son fils, et qui offrait d'ailleurs des ressources littéraires plus variées. Il ne tarda pas à y commencer la publication de ses grands ouvrages sur l'*Histoire de Danemark*, et il fit, vers la même époque, des romans, qui sont aussi historiques, et entièrement une fidèle peinture des institutions religieuses, ou des habitudes de l'ancienne Scandinavie. C'est le genre suivi depuis Walter-Scott; mais le romancier écossais y a joint une perfection de style et un génie qui rendent les détails entraînants, ce qui manquait à Suhm. Cependant le savoir n'était pas le seul mérite de l'historiographe royal de Danemark. Si, dans son *Caractère de six-huitième siècle*, morceau estimé à d'autres égards, il est resté loin de l'originalité, et surtout de la concision de La Bruyère, il a beaucoup approché de Fontenelle dans l'*Eloge de Laxdorph* et dans le portrait d'*Holberg*. Il fit aussi des *Eglésques*, et, comme Fontenelle, il n'y mit guère que de l'élégance. Livré le plus généralement à des travaux historiques ou littéraires, Suhm ne resta pas toutefois étranger, sans exception, aux vicissitudes politiques. En qualité de gentilhomme de la chambre, il était auprès de la reine douairière Julie, que son aversion pour la reine Caroline-Mathilde plaça à la tête de la conjuration, qui, en 1771-1772, conduisit à l'échafaud le ministre Struensee. Sachant qu'un changement se préparait, sans néanmoins être positivement informé peut-être des dessein des amis de la reine Julie, Suhm rédigea, d'après l'invitation de l'un d'eux, le plan d'une constitution destinée à tempérer le pouvoir : mais, après le triomphe, on la mit de côté. Quant à lui, son intention indubitable avait été de substituer à l'arbitraire, des maximes moins

éloignées de ce qu'était alors la loi chez les Anglais, et l'opinion chez les Français. Il n'avait, dans cette circonstance, aucune vue personnelle, et il ne demandait aucune autorité, aucune place. Ce qu'on lui reprochait, c'est un écrit relatif à cet événement, et fait avec trop de précipitation ou de condescendance. Beaucoup plus tard, sous le ministère qui s'établit en 1783, ce savant fut regardé comme appartenant à l'opposition, mais non d'une manière capotieuse, ni même active : il se bornait à protéger paisiblement les jeunes écrivains mal disposés à l'égard du pouvoir absolu. Les lettres, en général, lui durent de nombreux encouragements : le Mécène de Copenhague aimait à user ainsi de sa fortune, et un auteur danois a été jusqu'à dire que jamais, nulle part, aucun particulier ne s'était rendu aussi utile en ce sens. Non seulement Suhm était dans l'usage de soutenir à l'université les étudiants qui lui paraissaient mériter des moyens, mais outre ses sacrifices pour la publication de ses grands traités historiques, il fit, en faveur de divers auteurs, les frais de l'impression de plusieurs ouvrages, qui, sans lui, auraient été abandonnés. De 1775 à 1787, il a acheté et fait paraître six volumes sur les antiquités islandaises, et il a dépensé vingt-quatre mille francs pour l'édition de *Annales d'Abulfeda*, par Adler, en cinq volumes imprimées de 1789 à 1796. On doit aussi à son appui l'édition de *Symbula ad litteraturam totiusque*, par Nyerup et Sandvig. La bibliothèque de Suhm, composée de livres choisis, et s'élevant à cent mille volumes, était ouverte au public. La ville en témoigne sa reconnaissance par une médaille, où est d'un côté un temple d'Apollon, avec le mot *apertus*, et de l'autre le portrait de Suhm. Deux années avant sa mort, cette collection précieuse fut réunie à la bibliothèque de cette capitale, à des conditions dignes de désintéressement d'un homme qui avait toujours vu l'utilité publique, et dont la bonté, à tous égards, eût seule mérité une réputation égale à celle que sa science lui donna. Jusqu'à la fin de ses jours, cet illustre bienfaiteur des lettres fit aimer sa simplicité persista dans son habitude de consacrer ses richesses à l'avantage de son pays. Il avait près de soixante ans lorsqu'il fut enlevé par un accès de goutte, le 17 septembre 1798. Il était membre de la plupart des académies du nord de l'Europe. Ses principaux ouvrages sont : 1° *Introduction à l'histoire de Danemark*, contenant quatre parties, savoir : 1° *Introduction générale à l'histoire*, ou *Essai sur l'origine des peuples*, 1769, 1 vol. in-4°. Ou a félicité Suhm de s'être préservé du scepticisme de plusieurs historiens allemands, et de s'être soumis à la chronologie de Hæver, mais, outre qu'elle a bien aussi ses difficultés, elle n'est pas nécessaire pour l'Europe, dont rien n'empêche clairement l'antique population. 2° *Essai sur l'origine des peuples du nord*, 1770, 1 vol. in-4°. Ici s'offrent des documents plus positifs; l'auteur les a puisés surtout dans les annales ou les traditions islandaises, et il en a formé un ensemble aussi complet qu'on peut le désirer. 3° *Odin, ou Mythologie à culte du nord*, 1771, 1 vol. in-4°. Ces recherches sur une légende particulière en Europe à la Scandinavie, sans vraisemblablement venue de plus loin, forment une des parties les plus estimées des travaux historiques de Suhm. 4° *Histoire des peuples sortis du nord*, 1772-1773, 3 vol. in-4°. La première section concerne les Goths proprement dits. Les nations Gothiques, les Gépides, les Hérules, les Bourguignons, les Vandales, etc., occupent la seconde; la troisième est consacrée aux Lombards, etc.; et la quatrième comprend les Suèves, les Angles, les Frisons, les Alamanni, etc. Cette part Suhm n'a déployé plus d'érudition : il est des critiques qui le regardent comme un guide plus sûr que les historiens allemands venus après lui, et que Schloetzer même. Ces cinq volumes forment un tout, et sont terminés par une table générale : mais il est bon de consulter les rectifications faites plus tard par l'auteur, et insérées dans les ouvrages suivants. 5° *Histoire critique du Danemark pendant les siècles païens* (on voit que l'auteur employait souvent cette expression impropre), 1774-1776 et 1781, 4 vol. in-4°.

plus un volume de *Tableaux*, 1779, in-folio. C'est surtout un examen des parties difficiles de l'histoire de ce pays; mais Suhrn paraît avoir, avec trop de scrupules, ou par un faux système, rejeté les faits qui n'étaient pas susceptibles d'être classés dans l'ordre chronologique: 3° *Histoire du Danemark*, in-4°. Il n'en a paru que sept volumes, à partir de 1782. La suite, restée manuscrite, s'étend jusqu'à la fin du quatorzième siècle. Les Danois y sont suivis dans leurs diverses migrations: celles des Normands, en France, occupent beaucoup de place, et les Islandais ont fourni une partie essentielle de ces matériaux: on n'a peut-être rien de meilleur sur ce sujet. 4° A ces trois importants ouvrages se rattachent des *Mémoires particuliers* (sur les Patinakhites, les Polowzes, les Chazars, etc.), dont quelques-uns ont été insérés dans la collection de l'Académie des Sciences de Copenhague. 5° *Sigur et Haber*, *Gytha*, *Les trois amis*, et autres romans historiques. 6° Continuation, d'après le quatrième jusqu'au huitième tome de la Collection commencée par Langebeck, sous ce titre: *Scriptores rerum daniarum Medii aevi*; 7° *Des causes du triomphe de la doctrine chrétienne sur celle d'Odin*, dissertation qui se trouve dans le *Muse Scandinave*. On a fait un recueil des *Opusculs* de Suhrn, en 15 volumes. Copenhague, 1788-1798. Le dernier tome contient de plus un *Essai sur la vie et les ouvrages de ce savant célèbre*, par B. Nyerup. On trouve une notice sur le même sujet dans le *Magasin encyclopédique*, 1799.

SULEAU (FRANÇOIS-LOUIS), connu par quelques écrits de circonstance et par sa fin tragique, naquit, en 1757, d'une famille de Picardie. Quand il quitta le service, après avoir été quelque temps à Lunéville, dans la gendarmerie, il exerça les fonctions de secrétaire à la Guadeloupe, et à son retour en France, il devint avocat au conseil. Dès que la révolution fut imminente, Suleau se trouvant dans l'âge où la pensée a toute sa fermeté, prit parti au nombre de ceux qui, ne voyant qu'aux désordres que peut provoquer une réforme, contribuent beaucoup à la rendre détestable en la forçant d'être extrême. La conséquence naturelle des deux déclarations du tiers état, en juin 1789, n'étant autre dans l'esprit de Suleau qu'une totale subversion de l'ordre des sociétés, il se voua pleinement à la défense du roi, et vit dans le prince toute la patrie. Il avait plaidé en faveur de Favras avec beaucoup de hardiesse, et avait fait la satire des travaux de l'assemblée constituante, lorsque, dénoncé par la commune, il fut mis en jugement au Châtelet: il se défendit avec adresse, amusa ses juges par sa causticité, et fut absous. Les mêmes saillies et le même genre de courage caractérisèrent ses articles dans le *Journal politique*, comme dans les *Actes des Apôtres*, et on y a remarqué des passages que l'événement a rendus prophétiques, particulièrement en ce qui concernait sa personne. ...Peut-être, écrivait-il, mes premiers pas sur cette arène... seront-ils marqués par une catastrophe. Une sombre inquiétude, et je ne sais quelles anxiétés m'annoncent d'une destinée cruelle...

Louis XVI est délaissé au milieu de Paris, c'est-à-dire dans la sphère des plus déterminés rigides, de ces hommes qui, profondément pervers, ont déjà calculé que la monarchie, dont le fantôme seul contrarie les projets de leur ambition, sera renversée sans ressource aussitôt qu'ils auront tranché le fil qui l'attache encore à la personne du monarque. On doit à Suleau cette justice qu'il fit tout ce qui était en son pouvoir dans l'intérêt de la cause qu'il avait embrassée. Ayant obtenu la confiance de la reine, et celle des princes, il allait et revenait de Paris à Coblenz, l'honorant beaucoup de son zèle dans ses missions secrètes, et conduisant, dit-on, avec talent, une négociation non moins sourde, dont l'objet avoué depuis, était d'entraîner Mirabeau à rompre ses engagements envers le côté gauche de l'assemblée. Lié, dans des liens politiques, avec Cazales, l'abbé Royou, Rivarol, il conservait de plus avec Camille Desmoulins des rapports datant du collège, mais que l'intrigue resserrait beaucoup. Le 8 août 1793, cet ancien condisciple apprit à Suleau qu'on demandait sa tête, et lui offrit dans sa maison un asile qui ne fut pas accepté.

Le lendemain soir Suleau, décidé, venait-il de dire, au sacrifice de sa vie, se rendit en uniforme de garde national aux Tuileries, où il fut du nombre de ceux qui cherchèrent vainement à retenir Pétion en otage. Arrêté le 10 au matin sur la terrasse des Feuillants, comme faisant partie d'une fausse patrouille, et gardé à vue au corps-de-garde de la section, malgré les prétextes qu'il alléguait, il ne put rendre part à la lutte qui se préparait, mais il perit plus malheureusement. Une femme trop fameuse, Théroigne de Méricourt, haranguait la foule dans la cour des Feuillants, et demandait qu'on immolât les prisonniers. « Je vois », dit Suleau à la garde nationale, que le peuple se veut aujourd'hui du sang. Peut-être une victime suffira: laissez-moi y aller, je paierai pour tous. » Croyant apparemment que c'était un prétexte pour tenter de s'évader, on s'y opposa: néanmoins sa perte ne fut différée que d'un moment. Théroigne, qui ne le connaissait pas, mais à qui sans doute il avait été fortement recommandé, cria sans cesse qu'on amenât l'abbé Suleau. Après avoir immolé trois autres victimes, on se mit en devoir de le saisir. Lorsqu'enfin il reconnut l'infutilité de la vigoureuse résistance qu'il opposait d'abord, il jeta plus digne du moment décisif une fermeté tranquille, et dit à ses meurtriers: « Apprenez du moins de quelle manière un royaliste sait mourir. » Sa tête fut portée au bout d'une pique. Une jeune Suédoise, qu'il avait depuis peu épousée, lui donna un fils sept mois après cette catastrophe. Suleau avait préparé une histoire de la chute de la monarchie. Au milieu des troubles, il en avait vu disperser les matériaux, mais il travaillait à les réunir. Si cet ouvrage n'eût pas été perdu, on y trouverait sans doute plus d'esprit que d'impartialité.

SULKOWSKI. Cette famille doit sa puissance à la maison de Saxe, devenue, sous Auguste II, maison royale de Pologne. Les Sulkowski achetèrent le titre de prince en Autriche, et s'enrichirent des pertes de la famille Lessczynski et par la trahison d'Auguste Sulkowski, fameux président du conseil permanent en Pologne. Quoi qu'il en soit, plusieurs de ses membres ont bien mérité de la patrie: parmi ceux-là se distinguent le prince Jean-Népomucène Sulkowski, colonel polonais dans le grand duché de Varsovie, et le prince Antoine-Paul Sulkowski, général de division de l'armée polonaise, qui fit avec distinction les campagnes de 1807, et les campagnes d'Espagne, en 1808 et 1809, ainsi que celles de 1813, en Allemagne. Il vit actuellement retiré dans sa terre de Riensien (*Rydzyn*), au grand duché de Posen. Mais celui dont la mémoire restera à jamais glorieuse et comme exemple du plus pur patriotisme, est Joseph Sulkowski, aide-de-camp de Bonaparte. Fils de Jérôme Sulkowski, Joseph naquit en 1774. Il avait, dès l'âge le plus tendre, accompagné un de ses oncles dans ses voyages. De retour en Pologne, Joseph entra à l'école militaire de Varsovie, fit, en 1793, la campagne de Pologne contre les Moskovites, d'abord sous les ordres d'Indycki, ensuite sous ceux du vice-général Simon Zabiełło.

Après que Stanislas-Auguste eut accédé au complet libricide de Targowica, Sulkowski s'expatria et vint d'abord en France. Ensuite il alla à Constantinople et jusqu'en Syrie, où il apprit la révolution polonaise de 1794. Il accourut en Pologne, mais il y arriva à la fin de cette lutte malheureuse. Il revint de nouveau en France; il repartit pour l'Italie, où, en 1795, il fut nommé aide-de-camp du général en chef Bonaparte, se distinguant très particulièrement à Mantoue et à Arcole, et ensuite dans le Tyrol, sous Joubert. Carnot, ministre de la guerre à cette époque, répéta, que si la France avait le malheur de perdre Bonaparte, c'était Sulkowski qui serait en état de le remplacer. Sulkowski partit avec Bonaparte en Égypte, y fit des prodiges de valeur, mais dans la révolte du Caire, le 21 octobre 1798, il perit de la mort des braves. M. Hortensius de Saint-Albin a publié, en 1832, à Paris, l'histoire de la vie de Sulkowski, et des mémoires du plus haut intérêt.

SURLET DE CHOKIER (ERASME-LOUIS, baron), régent de la Belgique pendant la dernière révolution de ce pays, naquit à Gingelom, près Saint-Trond, en

Belgique, le 29 novembre 1769, d'une famille ancienne qui a donné plusieurs sujets à l'administration de la Belgique, à l'église et aux lettres. Après la conquête de l'ancien pays de Liège par la France, en l'an 4, il fut nommé successivement par les électeurs populaires, administrateur des départements de l'Ourticht et de la Meuse-Inférieure, dont Liège et Maëstricht étaient les chefs-lieux. Le zèle et les lumières qu'il apporta dans les fonctions qu'il eut à remplir lui valurent l'estime et la reconnaissance de ses concitoyens, qui, en 1812, l'envoyèrent représenter le département de la Meuse-Inférieure au corps législatif. M. de Chokier était alors depuis quelques années à Paris où il s'occupait d'affaires commerciales dont il mèlait le soin à celui de quelques études littéraires et scientifiques. La société des personnes les plus illustres de cette époque employait aussi une bonne partie de ses loisirs. Les Lambrichts, les Monge et tous ceux qui, comme lui, étaient accueillis chez M<sup>me</sup> la comtesse de Salin, le Geoffrin du siècle, faisaient, avec les chefs de quelques grandes maisons de commerce, les liaisons de cet homme recommandable, et quand par hasard on était quelques jours sans voir M. de Chokier, on se demandait réciproquement, « Qu'avez-vous fait de notre bon Chokier ? » Il sortit du corps législatif en 1814. A son retour dans son pays, ses compatriotes l'accueillirent avec le plus vif empressement. Une nouvelle carrière s'ouvrit devant lui. La droiture de son caractère, la justesse de son esprit et ses mœurs vraiment patriarcales lui concilièrent tous les suffrages, et en 1816 il fut nommé député aux états-généraux du royaume des Pays-Bas, pour y défendre les libertés nationales. On sait dans ces contrées, et les gens instruits des affaires publiques de l'Europe n'ont pas oublié avec quelle chaleur d'indépendance et d'expression il sut les soutenir. On se rappelle aussi, dans une affaire qui fit alors beaucoup de bruit, quelle preuve il donna du plus beau et du plus honorable caractère, en prenant, quoiqu'il n'eût fait aucune étude du barreau, la défense d'un ami que, pour cause politique, le roi Guillaume avait fait mettre en jugement. Devant la cour comme devant l'opinion publique, le triomphe de M. de Chokier fut complet, mais les ministres effrayés de son crédit populaire qui allait toujours croissant, réussirent à l'éloigner de la chambre. M. de Chokier ne revint aux états-généraux qu'en 1826, après onze années d'absence. Il y soutint le même caractère; il y montra le même patriotisme. Tant de services rendus et l'éloignement honorable où M. de Chokier avait précédemment vécu, firent jeter les yeux sur lui pour la présidence du congrès national belge, lors de la rapide révolution qui éclata chez cette nation à la suite de celle qui renversa en France le trône de Charles X. Le président devrait être renouvelé tous les mois; M. de Chokier fut élu quatre fois de suite, et ce fut dans les conjonctures les plus critiques. La maison d'Orange armait et menaçait Bruxelles. M. de Chokier, à la tête d'une députation du congrès national, vint alors à Paris offrir la couronne de Belgique au duc de Nemours, second fils du roi des Français. Au grand regret des Belges elle ne fut point acceptée; plus tard elle a été partagée par la sœur aînée du duc de Nemours, femme du roi Léopold I<sup>er</sup>. Le refus fait à M. de Chokier avait profondément affligé son cœur, car alors, il ne prévoyait pas cette alliance, et il disait à un de ses amis, en sortant du Palais Royal où la députation avait été admise: « Par ce refus, je me suis vu dans l'impossibilité de demander au roi des Français un million qui viendrait très à propos pour soulager un grand nombre de familles de Bruxelles que la révolution a jetées dans la misère. » Peu de temps après, le gouvernement provisoire voulant se constituer sur des bases plus solides, nomma M. Surlet de Chokier régent de la Belgique. Il entra en fonctions le 24 février 1831. M. de Chokier répondit à la députation chargée de lui offrir ce poste éminent: « Après une longue carrière toute de dévouement, quel meilleur emploi puis-je faire des jours qui me restent que de les consacrer à mon pays! Mais, Messieurs, aujourd'hui plus que jamais, j'ai besoin de votre amitié, de

« votre confiance et de votre soutien. Dites à vos collègues que j'accepte, et que je me rendrai sur leurs « du congrès national. » Mais ce citoyen, vertueux autant que modeste, ne se rendit de cet immense pouvoir, ainsi qu'on le lui entendit dire alors, que pour en faire un usage temporaire, et ce qui prouve qu'il était sincère, c'est qu'il le proposa plus tard, sans regret, sans ambition, ayant préservé la Belgique des suites inévitables, sous une administration moins franche et moins loyale, de la commotion qu'elle n'aurait de ressentir. Il faut aussi rendre justice au congrès national de cette époque, qui accorda constamment ses vœux. Mais si cette assemblée lui prêtait tous ses appuis, c'est que le régent jouait avec elle cartes sur table, sans réticence, ni arrière-pensée, et qu'il provoquait par une telle franchise le retour de ce même sentiment. Le 31 juillet 1831, après une trop courte administration, le régent fit, au congrès réuni pour l'inauguration du roi Léopold, le remède de ses pouvoirs. Après avoir paru avec autant d'écrit sur le théâtre du monde, M. de Chokier s'est retiré dans le village où il est né, et a repris la condition privée. Il s'est vu nommer membre du sénat par la ville de Liège; mais il a préféré à ce poste éminent un plus obscur de bourgmestre de Gingelom. C'est là qu'il vit au sein de l'étude et au milieu des travaux de l'agronomie. Pendant l'exercice de ses difficiles fonctions, il n'a, comme depuis, perdu aucun ami, ni ne s'est fait aucun ennemi. C'est le témoignage que lui rendit le président du congrès national belge (M. de Guerlache), lors de l'inauguration du roi Léopold. La droiture du cœur de M. de Chokier, la simplicité de mœurs et de goûts, le bon caractère dont il avait fait preuve en tant de circonstances, son âge quelque peu avancé, sa position de citoyen sans famille qui offrait au peuple belge des garanties contre le nepotisme toujours si dangereux quand il est question de recruter l'administration d'un état; tout a puissamment contribué à lui mériter le poste éminent de la régence. Ce fut en vain que le décret du congrès qui renfermait son élection mit à sa disposition et lui choisit un des palais de la nation; il n'en voulut aucun, et quand la députation de ce corps se rendit près de lui pour lui offrir la régence, cet homme modeste occupait un appartement de cinquante francs par mois. Il alla s'établir dans un hôtel suffisant à ses besoins. On avait, pour son installation, dressé un trône dans l'enceinte du congrès; on se rappelle que les instances roitrières du président de cette assemblée ne purent le déterminer à s'y asseoir; il se tint debout. Remonté dans sa voiture, le peuple en détela les chevaux; mais pendant qu'il était occupé à cet hommage qui l'est de la servitude, M. de Chokier en descendant, et se penchant dans la foule, se débatta ainsi à cette oration. Comme il est le magistrat de ses concitoyens, il en est aussi le père et l'ami. M. de Chokier a succédé, dans le cours de sa vie, et il aide encore souvent de sa bourse ou de ses conseils ceux qui d'une part sont dans le besoin, et de l'autre ont réclamé ses avis. Enfin, dans sa retraite paisible, il vit entouré de l'amitié des peuples, et, ce qui n'est arrivé qu'à peu d'autres avant lui, de l'estime même des rois.

SWEDIAUR (FRANÇOIS-XAVIER), savant médecin d'origine suédoise, naquit le 24 mars 1748, à Stero, ville du cercle de Trann, dans la haute Autriche. Il fut instruit par son père même, et ensuite il fréquenta les cours des langues anciennes et des sciences exactes. Il avait dix-huit ans, lorsque certains vœux profusion de médecin par son inclination pour les sciences naturelles, il alla étudier à Vienne le chirurgien sous De-Haen, et d'autres parties de la science avec Van-Swieten. En même temps il s'attacha à la connaissance des langues vivantes de l'occident. Après un séjour d'environ cinq années dans Vienne, il fut reçu docteur; mais, pour se perfectionner dans son art, il consacra trois ans à visiter une partie de l'Europe, afin d'y consulter les médecins les plus renommés dans la pratique comme dans la théorie. Ce fut ensuite à Londres qu'il se fixa. Il y répéta avec William Nouth les expériences de Van-Swieten sur l'empy-

du sublimé corrosif dans les maladies syphilitiques. Quant au système de Storck, relativement à l'usage de la ciguë dans les cancers, Swediaur fut conduit par ses propres essais à le désapprouver formellement. Il se lia aussi dans Londres avec les Pringles, les Herberden, les Fordyce. L'Angleterre restait encore presque étrangère aux importantes découvertes de la chimie moderne; Swediaur y donna une attention plus particulière, et fut l'éditeur du *Traité de chimie* du savant Bergmann, un de ses amis. Il était depuis long-temps en correspondance avec Cullen, lorsqu'en 1784 il alla prendre son avis, à Edimbourg, sur un ouvrage relatif à la syphilis. Il continua ensuite de séjourner à Londres jusque vers les premières années de la révolution française; mais, à cette époque, il quitta l'Angleterre. Ses liaisons avec Danton, et d'autres membres de la convention, le décidèrent à résider définitivement à Paris, où il ne cessa pas d'exercer la médecine, et où il publia tous ses derniers écrits,

dont le mérite augmenta sa clientèle. Il y mourut le 27 août 1824. Ses principaux ouvrages sont : 1° *Methodus medendi hodierna in nosocomio Londinensibus usata*, Vienne, 1777, in-8°; 2° *Observations pratiques sur les maladies vénériennes les plus épineuses*, etc., Londres, 1784; et Edimbourg, 1788 (en anglais); 3° *Philosophical Dictionary*, Londres, 1786, in-8°; signalé comme plein d'impieeté par un recueil périodique; 4° *Traité complet sur les symptômes, les effets, etc., des maladies syphilitiques*, Paris, 1798; la septième édition en 1817. Dans cet écrit, le plus important de tous ceux de Swediaur, il prétend que la syphilis était connue dans l'ancien continent avant la découverte du nouveau, question qui paraît encore insoluble. 5° *Pharmacopœia medici practici universalis*, Paris, 1803, 3 vol. in-12; 6° *Novum nomenclaturæ methodicum systema*, etc., Paris, 1819, 2 vol. in-12. Swediaur a laissé en manuscrit un *Traité général des aliments* et sa *Pharmacopœia*, plus étendue pour une nouvelle édition.

## T

**TABOURIER (PIERRE-NICOLAS)**, curé de Saint-Martin de Chartres, né dans cette ville, en 1753, est connu par quelques écrits sur des matières ecclésiastiques. Il prêta serment à la constitution civile du clergé, qu'il défendit dans ses ouvrages. Après la terreur, Tabourier, qui avait cessé ses fonctions, les reprit, et montra un grand dévouement aux évêques constitutionnels. Au commencement du consulat, il se fit remarquer par un discours prononcé en chaire, dans lequel il invoquait le dieu des chrétiens pour la conservation de Bonaparte, et maudissait les assassins de la rue Saint-Nicolas; il y célébrait avec pompe la délivrance miraculeuse du premier consul: ce discours fut imprimé par ordre du préfet du département. Tabourier fut appelé au concile des constitutionnels, en 1791 et en 1801. Dans cette dernière assemblée, il fit sur le régime métropolitain, un rapport inséré dans les actes du concile, tom. II, p. 93. Après le concordat de 1801, l'évêque de Versailles nomma l'abbé Tabourier curé de Saint-Pierre de Chartres. Il est mort dans cette place, en 1806, le 28 novembre. Il a publié : 1° *Tableau moral du clergé de France*, avril, 1799, in-8°; 2° *Défense de la constitution civile du clergé, avec des réflexions sur l'excommunication du pape*, 1791, in-8°, broch. de 48 pag. Dans cette brochure, l'abbé Tabourier s'efforce de lever tous les scrupules des fidèles et des prêtres qui ont prêté ou qui ont refusé le serment à la constitution civile du clergé, décrétée par l'assemblée constituante, en 1790, acte contre lequel le pape, alors régnant (Pie VI), avait lancé une excommunication majeure. 3° *Discours pour tranquilliser les consciences sur les affaires du temps relatives à la religion*, brochure in-8°; 4° *Entretien sur la révolution française*, in-8°; 5° *Adresse au prêtre de la civinité de la religion chrétienne*, etc., à tous ceux que l'impieeté des derniers temps a séduits, an V (1797), in-12, 221 pages. Cet ouvrage est terminé par un *post-scriptum* qui est une apologie des théophilantropes. On doit estimer un prêtre tel que Tabourier, qui loin d'abuser des superstitions de la fable, s'attache à les combattre; qui loin de chercher à tourmenter les consciences, les éclaire, dissipe leur doute, et les rend à la paix intérieure. Heureux le prêtre dont la morale est vraiment celle de l'évangile, et qui se soumet aux volontés des représentants de sa patrie, heureux aussi ceux qu'il a mission de diriger. La mémoire de l'abbé Tabourier est encore en vénération à Chartres et dans tout le diocèse où sa réputation de douceur et de charité s'était répandue.

**TAIZY (CLAUDE-ANDRÉ-JEAN-BAPTISTE COQUEUR de)**, militaire et bibliographe français, très-estimé en ces deux qualités, né à Reims le 15 janvier 1758, mort dans la même ville le 8 octobre 1815. Après avoir terminé ses études dans un âge encore peu

avancé, il entra au service, fut attaché comme volontaire au régiment de Poitou, et entra dans celui de Bresse, en 1775; à l'époque où les États-Unis déclarèrent leur indépendance. Taizy fit avec distinction la guerre sur les vaisseaux du roi le *Saint-Espérance*, le *Souverain* et le *Triomphateur*. Il assista à la prise de Tabago, aux combats de Saint-Christophe et de la Chesapeake, signala son courage à la prise d'York-Town, en Virginie, et notamment au combat du 13 avril 1782. A son retour en France, il se débarrassa des fatigues de la guerre par une étude assidue des belles-lettres, pour lesquelles il avait reçu de la nature un goût très-vif, que ses premières habitudes et les excellents maîtres qui l'avaient instruit avaient changé en une véritable passion. La révolution éclata, et Taizy, singulièrement attaché à la monarchie, hésita point à rejoindre l'armée des princes, réunie sur les bords du Rhin, sous les ordres du prince de Condé, en 1791. Il se trouva à toutes les affaires où il y avait de la gloire à acquiescer, fut blessé à Oberkamlach, en 1796, et reçut pour récompense la croix de Saint-Louis. Ayant suivi l'armée des princes en Allemagne et en Russie, en qualité de major, il ne la quitta que lorsqu'elle fut licenciée, en 1796. Dès qu'il lui fut permis de rentrer dans sa patrie, il vint y recueillir les débris de sa fortune, et consacra tous ses moments à sa famille et à l'étude. Littérateur distingué, tout ce qui sortait de sa plume annonçait une saine critique et un goût pur et délicat. S'étant occupé à mettre en ordre la bibliothèque de Reims, il recueillit par ce travail de précieux matériaux bibliographiques, et il eut la satisfaction d'en procurer de très utiles à Barbier pour son *Dictionnaire des anonymes*, ainsi qu'à la *Biographie universelle* qu'il a enrichie de fort bons articles. Il a laissé en manuscrit des notes littéraires du plus grand intérêt. Taizy joignait à une critique fort judicieuse et à des connaissances très-étendues une rare modestie. Rien surtout n'égalait sa probité et son désintéressement.

**TALLEYRAND PÉRIGORD (CHARLES-MARQUE de)**, diplomate célèbre, néveu du cardinal de Périgord, et descendant du côté maternel de la princesse des Ursins, naquit à Paris en 1754. On ne lui connaissait aucune vocation pour les ordres; mais il appartenait à une de ces familles entre lesquelles il était d'usage de répartir les pompes ecclésiastiques comme les honneurs civils, et on l'envoya prendre quelque idée de la théologie au séminaire de Saint-Sulpice. Lorsque ensuite on voulut faire donner un diocèse à ce jeune homme de mœurs très-peu austères, Louis XVI, toujours scrupuleux, et toujours faible, hésita sans refuser absolument: les pressantes sollicitations d'un père mourant, et très-estimé du roi, obtinrent enfin la nomination du fils à l'évêché d'Autun, en 1788. Le



jeune prêtre était aussi abbé de Celles et de Saint-Denis, et avait été, en 1780, agent général du clergé. Ce ne fut pas sans distinction qu'il exerça l'épiscopat : les femmes trouvaient écrits avec beaucoup d'agrément ses billets du matin, et l'on ne connaissait pas de prêtre plus spirituel dans les boudoirs de Versailles. S'il y avait en cela du scandale, il ne faisait qu'une impression légère : on était alors indulgent pour les erreurs du clergé, par indifférence, sans doute, pour sa dignité. D'ailleurs la conversation ingénieuse, le ton de cour, et la grâce parfaite du nouveau pasteur des âmes, lui conciliaient chaque jour davantage un grand nombre d'esprits frivoles. Chargé de dettes, M. d'Autun vit sans s'alarmer les événements de 1789, prélude de subversions ou de reorganisations dont un homme droit, et doué de quelque supériorité, se flatte toujours de tirer parti. Il ne se démit de l'évêché d'Autun qu'en 1791 ; mais il avait déjà adopté, comme moyen du moins, les maximes de la révolution, et il se jeta dans le parti populaire aux États-généraux. Cet exemple eut beaucoup d'influence, surtout dans les rangs inférieurs d'un clergé plus souvent captivé par l'éclat de la naissance, que ne le supposeraient les traditions apostoliques. Dès cette époque M. de Talleyrand possédait aussi cette aptitude plus profitable que mâle ou généreuse, qui consiste à tout soupçonner, en se laissant peu deviner soi-même, à rester de sang-froid parmi les hommes ardents, à s'approcher de ce qui s'élève avec fracas, mais à s'y attacher discrètement, et de manière à en recueillir à propos les débris. Fidèle à ces maximes de conduite dès son entrée dans la carrière, il y resta presque indépendant des factions, sans direction positive, et se décidant chaque fois d'après la circonstance. Le 7 juillet 1789 il occupa assez longtemps la tribune : il demanda qu'on déclarât nuls tous les mandats impératifs. Quelques jours plus tard, il proposa d'accorder les droits de citoyen actif à tous les habitants du territoire, sans exception : il voulait en faire jouir les israélites ; mais on le blâma d'avoir poussé plus loin, et, jusqu'à l'extrême l'application des principes. Quant à l'admission de tout citoyen indistinctement aux divers emplois, il la fit décréter le 30 du mois d'août. Son avis fut ensuite qu'on ne fit pas mention du culte dans la déclaration des droits de l'homme : « C'est dans l'acte constitutionnel », ajouta-t-il, « que doit se trouver le mot saint et sacré de religion catholique. » Vers la fin de l'année, il s'occupa surtout de différents projets de finance, fut quelquefois en opposition avec Necker, et proposa la création des billets d'état. Il insista sur l'utilité, sur la convenance même, de la confiscation et de la vente des biens du clergé : il eut beaucoup de part à cette grande mesure. Après avoir été un des commissaires chargés de surveiller la caisse d'escompte, il devint membre du comité des impositions. Au mois de février 1790, l'Assemblée constituante résolut de s'expliquer sur l'esprit dont elle était animée, et de rappeler le but auquel elle se proposait d'atteindre : M. de Talleyrand rédigea cette adresse, et quelques jours plus tard on le nomma président. Il présenta en juin le projet de décret sur l'uniformité des poids et mesures. Ce fut aussi lui qui officia à la fête de la fédération, le 14 juillet ; il célébra la messe sur l'autel de la patrie. Les prêtres appelés à le seconder se virent de blanc quant au costume sacerdotal ; mais les trois couleurs y étaient jointes, et l'évêque bénit, entre la messe et le Te Deum, les drapeaux des départements et des troupes. Diverses questions de finance l'occupèrent de nouveau dans l'Assemblée, où il hâta de tout son zèle l'émission des assignats. Son adresse aux ecclésiastiques, le 30 décembre, avait pour principal objet de diminuer le nombre de ceux qui se refusaient à prêter le serment à la constitution, si improprement appelée, civile du clergé ; cependant il embrassa plusieurs fois, dans le courant de l'année 1791, la défense des ecclésiastiques non-sermentés : il voulait, comme Syeys, Grégoire et Lafayette, la liberté de conscience dans les deux sens. Depuis le 14 janvier il faisait partie de l'administration du département de la Seine. A la mort de Mirabeau, avec qui il avait été

lié, il lut à l'Assemblée le discours sur les successions que lui avait confié ce grand orateur. On ne pouvait honorer plus dignement que par la communication de son propre travail la mémoire d'un homme dont la perte subite laissait un si grand vide à la tribune nationale. En vertu des articles de la constitution relatifs au clergé, on eut de nouveaux évêques, qualifiés d'auto par l'opposition ecclésiastique qui refusait de les créer. M. de Talleyrand se décida le premier à se charger, et il eut pour assistants deux évêques à partibus ; mais Pie VI en témoigna son mécontentement par un monitoire d'excommunication. La session terminée, ce député fut envoyé en Angleterre pour entretenir entre les deux peuples des dispositions pacifiques qui auraient épargné à l'Europe bien des malheurs. Mais, ensuite, des difficultés survinrent : surtout de cette émission même des assignats par laquelle l'évêque d'Autun s'était déclaré, et dont on se pouvait maintenir l'ordre normal qu'on imprimait de la terreur. L'Angleterre trouva dans ce déplorable système des prétextes pour susciter des ennemis à son ancienne rivale, et le négociateur, traité lui-même comme suspect, n'eut que vingt-quatre heures pour quitter Londres au commencement de 1794. On assure que pendant la session de l'Assemblée constituante, il avait reçu de la cour, du moins au moment de la discussion sur le *Veto*, quelques sommes écrites, que les preuves en avaient été acquies dans les recherches faites après la journée du 10 août, et que tel fut son motif de se rendre aux États-Unis, lieu de rentrer en France. Les suites de la journée du 9 thermidor le rassurèrent. Revenu en Europe, il demanda qu'on levât le décret d'accusation rendu contre lui, et qu'on le rayât de la liste des émigrés. Ses démarches eurent un succès assez prompt : sur la motion de Chénier, le décret d'accusation fut rapporté, le 4 septembre 1795. Alors M. de Talleyrand vint à Paris, et presque aussitôt, sans doute pour le public ne s'habituer pas à le voir dans l'action, se fit recevoir membre de l'Institut. Le 16 juillet 1795 se rouvrit pour lui la carrière dans laquelle l'appelaient surtout ses talents : il remplaça Charles Lacaze au ministère des affaires étrangères. M<sup>me</sup> de Staël, dont l'intrigue politique était la faiblesse, avait la plus grande part à cette nomination ; mais elle n'obtint pas du ministre celle de tous les amis qu'il voulait placer, et il en résulta un refroidissement qui par la suite dégénéra en rupture ouverte. M. de Talleyrand, qui, se préservant en général d'attachements trop vifs, paraît tout subordonner aux considérations politiques, n'a pas évité dans cette sphère quelques ennemis irréconciliables : de ce nombre furent Lucien Bonaparte, le duc d'Orléans et M<sup>me</sup> de Staël. Le 11 décembre 1797, le général Bonaparte, après le traité de Campo-Formio, fut présenté au directeur. Le discours que prononça le ministre chargé de cette réception n'eût pas laissé plus de souvenirs que la plupart de ses discours d'apparat, s'il n'eût point tenu une phrase prophétique. Elle n'eût pas alors attiré une forte attention ; mais, remarquée après l'événement, elle montre que déjà quelques hommes distingués se lassaient de l'autorité des hommes nuls. « Loin de redouter », disait, en parlant du jeune vainqueur, « futur ministre, loin de redouter ce qu'on voudrait appeler son ambition, je sens qu'il nous faudra peut-être un jour le solliciter pour l'arracher au despotisme » « une studieuse retraite : la France entière sera libre, peut-être lui ne le sera jamais. » Toujours plein de prévoyance, le ministre ne négligea pas, en traitant de la paix avec les États-Unis, certaines stipulations pécuniaires qui ne demandaient point de publicité. Malheureusement elles en eurent, mais il ne paraît pas que cette atteinte portée à sa réputation l'ait fait songer à quitter son poste. Il ne donna sa démission que le 30 juillet 1799 : Syeys était alors au directeur, et il y avait entre eux quelque ancienne inimitié secret. La sagacité de l'un estimait si peu des longtemps les obscures subtilités de l'autre, qu'il lui arriva d'appeler « creuse, très-creuse », la prétendue profondeur du membre de la commission consultative Syeys, de son côté, en s'opposant, ainsi que Carnot,

à la nomination de l'ex-prêlat comme membre du gouvernement directorial, s'exprima à son égard de la manière la plus injurieuse. Ce n'était pas un moment de prospérité pour celui qui avait déjà pressenti l'étendue de celle qu'obtiendrait Napoléon. La faiblesse du directorat donnait de l'audace aux factions, et celle des jacobins, qui reprenaient quelque consistance, traitait de conspirateur l'ancien ministre; mais il fit insérer dans le *Moniteur* sa justification, sous le titre d'*Éclaircissements donnés par le citoyen Talleyrand*, etc. Après la chute des directeurs, catastrophe à laquelle il ne resta pas étranger, non plus que Syeyes et Roger-Ducos eux-mêmes, il fut rappelé au ministère. Assez pénétrant pour se former une idée plus ou moins juste des desseins du premier consul, assez ambitieux lui-même pour n'être surpris d'aucun, assez expert pour contribuer à lever les difficultés d'un régime naissant, à la fois homme de cour et homme de la révolution, il convenait à Bonaparte, qui, pour se concilier provisoirement la diplomatie étrangère, s'avisa de mettre en contact avec elle ce personnage dont elle ne pouvait manquer d'apprécier les anciens titres, les habitudes, et l'acquiesce politesse. Il n'était pas d'ailleurs moins circonspéct que séduisant: il possédait à un haut degré le premier talent de l'homme d'état destiné aux seconds rôles, l'art de ne pas se décourager, de céder à l'occurrence, ou de résister patiemment, de ne pas trop craindre ses adversaires, et de la seer en général le temps user l'œuvre de la passion. Quand on n'en a guère d'autre soi-même que celle de résister, et que tenant peu à d'autres principes, on est conduit surtout par l'esprit, on trouve aisément le secret de rester impénétrable. Peu de négociateurs ont paru aussi heureusement nés que M. de Talleyrand pour dérouter ceux qui tentent à tracer le portrait de tout homme versé dans les affaires. Il a été dès le commencement, et jusqu'à nos jours, l'objet des imputations les plus graves, et même de ces satires dont l'apôtre ne peut trouver d'excuse dans l'envie de montrer les ressources offertes par de certains sujets à une verve indiscrete. Mais aussi il est à remarquer que la plupart de ceux qui l'ont beaucoup connu ont professé pour lui de l'estime, et qu'il a été chi ri comme ministre dans les bureaux de son département. S'il a paru difficile, ou même se soucier assez peu de se laver de tout reproche essentiel, c'est peut-être parce qu'il a regardé une plus grande susceptibilité comme une erreur chez les hommes publics qui doivent savoir d'avance à quelle condition, pour ainsi dire, la célébrité leur est offerte en perspective. Il a servi successivement Louis XVI, les comités, le directorat, Napoléon et d'autres gouvernements encore; mais est-ce une preuve suffisante qu'il les ait traités tous-à-tour? Il se vail la France, toujours subsistante, quoique l'autre rit changeât. Il avait pour partage de garder en main, ou de ressaisir bientôt le seul portefeuille qui pût procurer une influence européenne. Il n'a pas manqué de fidélité aussi souvent que ses ennemis l'ont prétendu, mais se sentant destiné à rester long-temps sur la scène, il s'est mis à laisser passer les hommes et les choses, flattaient, non sans ironie, leur prétention à durer, et s'arrangeant, quant à lui, pour rester à peu près impassible, comme l'est sa physionomie. On a comparé en vaine à une tablette de marbre, sur laquelle la nécessité se trouverait écrite en caractères de bronze. Habile observateur, il appréciait plutôt que d'autres les symptômes de mort, et se plaçait doucement à l'écart pour se soustraire aux conséquences. Une fois on le vit s'attacher à un prince qui paraissait succomber, et on s'en étonnait; mais c'était simplement parce que le triomphateur devait disparaître au bout de quelques semaines. M. de Talleyrand avait-il abandonné, au 18 brumaire, le directorat finissant son règne de quatre ans? Non, dirait-il, le directorat s'abandonnait lui-même: on ne peut rester à qui s'en va. Sa prévoyance ne l'éclaira pas d'assez loin pour qu'il se tienne long-temps et volontairement dans la retraite, mais son éminente perspicacité ne le trompa guère sur ce qui commençait à s'accomplir: ce qu'il n'a pas considéré d'avance sous le rapport du bien public, il le voit à temps pour son avantage personnel.

Plein de finesse, de dextérité, de légèreté apparente et calculée, simple à force d'art, pourvu d'autant de causticité que de souplesse, d'autant d'agréments que de ressources, comptant aussi sur les facilités que laisse la froideur de l'âme, il avait pour idée dominante de diriger au dehors les affaires du pays, et de les manier selon ses penchants, qui supposaient avant tout de l'unité dans le pouvoir. C'est ainsi qu'il disposa, comme on l'a vu depuis, à ne pas toujours applaudir aux projets ambitieux de Napoléon, il engagea pourtant lui-même le premier consul à ne laisser à ses deux collègues aucune influence quant aux parties décisives du gouvernement, mais à reléguer l'un dans la direction de la justice, et l'autre dans celle des finances. Au moment même où M. de Talleyrand succéda à Reinhard, ce qui lui convenait mieux que d'obtenir, ainsi qu'il en avait été question, l'éclatante nullité avec laquelle on abusa Cambacérès, il fut très approuvé du premier consul dans une audience particulière où il lui dit: « Vous m'avez confié le ministère des relations extérieures, et je justifierai votre confiance; mais je crois devoir vous déclarer dès à présent que je ne veux travailler qu'avec vous. Il n'y a point là de vaine fierté de ma part: je vous parle seulement dans l'intérêt de la France: pour qu'elle soit bien gouvernée, pour qu'il y ait unité d'action, il faut que vous soyez le premier consul, et que le premier consul ait dans sa main tout ce qui tient directement à la politique, c'est-à-dire les ministères de l'intérieur et de la police pour les affaires du dedans, mon ministère pour les affaires du dehors, et ensuite les deux grands moyens d'exécution, la guerre et la marine. Il semblerait donc de toute convenance que les ministères de ces cinq départements travaillent avec vous seul. L'administration de la justice, et le bon ordre dans les finances, tiennent sans doute à la politique par une foule de liens; mais ces liens sont moins serrés. Si vous me permettez de le dire, général, j'ajouterai qu'il conviendrait alors de donner au second consul, très habile juriconsulte, la haute main sur la justice, et au troisième, également bien versé dans la connaissance des lois financières, la haute main sur les finances. Cela les occupera, cela les amusera, et vous, général, ayant à votre disposition toutes les parties vitales du gouvernement, vous arriverez au noble but que vous vous proposez, la régénération de la France. » Bien que déjà connu, ce discours, adroit peut-être, mais remarquable surtout par la fermeté, la netteté, la justesse, méritait d'être ici rapporté. Il sert à montrer que M. de Talleyrand, lorsqu'il possédait son sujet, lorsqu'il s'agit d'une idée à laquelle il attache de l'importance, se préserve parfaitement de ces phrases marquées dans lesquelles on contraire il s'est réfugié plus d'une fois quand la conviction lui manquait. L'improvisation du ministre plut au consul, et parce qu'elle entraînait dans sa pensée, et non moins peut-être parce qu'elle lui prouvait qu'il venait de faire choix d'un véritable homme d'état. Immédiatement après le jour même où le gouvernement consultatif fut installé et reçut diverses présentations, il fut facile de juger que Cambacérès et Lebrun, presque réduits au rôle de témoins, verraient bientôt substituer aux titres dérisoires de second et de troisième consuls, quelques fonctions plus vaines encore, telles que celles d'archichancelier et d'archi-trésorier. On ne saurait conclure de ces sortes de conseils donnés par M. de Talleyrand, qu'il demandât pour la France un maître absolu. Il paraît même n'avoir pas varié dans ce vœu, qu'il regardait comme celui d'une grande partie des Français: la monarchie avec deux chambres. Seulement il paraissait plus occupé des idées d'ordre et de stabilité que du besoin de liberté. Dans cette disposition d'esprit, il avait été naturellement favorable à Bonaparte dès le moment de son retour de l'expédition d'Égypte, entreprise pour laquelle le ministre s'était déclaré dans le temps avec quelque chaleur. Le consul, de son côté, se rappelant ces divers signes d'adhésion, et lui voyant beaucoup d'amis et de l'influence dans la société, le consultait, non-seulement dans ce qui se rattachait à ses attributions, mais aussi dans toute circonstance un peu difficile. Sans doute il aimait dans son mini-

tre une manière d'être analogue à celle qui le caractérisait lui-même. Avec plus d'esprit proprement dit, ou plus de sang-froid que n'en eut jamais l'empereur naitré par son génie, avec autant d'assurance naturelle que put acquiescer d'assurance l'arbitre de l'Europe, c'était, chez le ministre, le même art de déconcerter dans l'occasion les hommes les plus émus, en ne se montrant soi-même accessible à aucune impression vive, et de saisir dans cette impossibilité une nuance assez originale pour retenir sous son ascendant beaucoup d'observateurs. Aspirant lui-même à jouer un grand rôle dans sa position, il avait personnellement besoin que le gouvernement eût de la force, et fit de grandes choses. Il les attendait de celui à qui voulait d'obéir l'Egypte; mais le cabinet anglais, moins prévoyant en cela qu'opiniâtre, refusa la paix offerte par une lettre du premier consul, et par les démarches de son ministre. L'idée que s'était faite du nouveau chef de l'état ce même ministre, explique son dévouement; mais est-il vrai qu'il en ait donné des marques aveugles lorsque le duc d'Enghien s'est sacrifié, sans qu'on pût même s'en promettre un grand résultat politique? Dès le premier moment du séjour de ce prince, en 1804, à Etenheim, à trois lieues de la frontière, le chargé d'affaires près la cour de Bado, en informa les ministres des relations extérieures et de la police, mais sans parler d'indices de conspiration. On alléguait contre M. de Talleyrand sa participation dans cette affaire, et c'était effectivement une nécessité de sa place qu'il intervint, à moins de donner sa démission. Mais a-t-il contribué à l'événement de Vincennes? c'est ce que n'ont pu établir ceux mêmes qui ont désiré le plus de l'inculper. On voit seulement que le 11 mars, trois jours avant que l'arrestation eût lieu dans la nuit, après de simples représentations faites au gouvernement de Bado, et restées apparemment inutiles, le ministre écrivit en ces termes au baron d'Edelsheim, ministre d'état à Carlsruhe: « Il a appris (le premier consul), que le duc d'Enghien et le général Dumouriez se trouvaient à Etenheim, et comme il est impossible qu'ils se trouvent en cette ville sans la permission de son altesse électorale, le premier consul n'a pu voir sans la plus profonde douleur, qu'un prince auquel il lui avait plu de faire éprouver les effets les plus signalés de son amitié avec la France, pût donner un asile à ses ennemis les plus cruels, et laisser ourdir tranquillement des conspirations aussi évidentes. En cette occasion si extraordinaire, le premier consul a cru devoir donner à deux petits détachements l'ordre de se rendre à Etenheim, pour y saisir les instigateurs d'un crime qui par sa nature met hors du droit des gens ceux qui manifestement y ont pris part... » Après les changements opérés en 1814, cette mort du duc d'Enghien eut tant d'importance dans l'imagination des hommes zélés, qu'ils oublièrent, en en parlant, les autres malheurs de l'Europe. De tous les attentats provoqués par nos longues dissensions, c'était le plus détesté, après celui du 31 janvier, et tel Français, ayant ses entrées aux Tuileries, aurait racheté au prix d'une seconde retraite de Moscon, la vie de l'héritier des Condé. On revenait sans cesse sur un tel sujet, et, au milieu de ces récriminations M. de Talleyrand n'était guère épargné; mais ce qu'on a supposé de moins invraisemblable à cet égard, l'a été par un homme dont le témoignage ne sera jamais admis comme une autorité. Toutefois d'autres parlant aussi de ce fait contesté, que le ministre avait gardé, sans en faire part au premier consul, une lettre du duc d'Enghien, ont examiné quelles durent être les causes d'une semblable conduite. Ce qu'a allégué, dit-on, M. de Talleyrand lui-même, ne semble y avoir aucune plausibilité. En conservant, lui fait-on dire, les jours du duc d'Enghien, cette lettre eût été sa mémoire. Mais apparemment il a un tiers de ménager malgré nous notre honneur aux dépens de notre vie? Une autre explication a été fournie, et quelque odieuse qu'elle fût, elle a paru si naturelle en un sens qu'on ne savait la taire. A cette époque, observait-on, la rentrée des Bourbons était très à craindre pour un ancien évêque, un ancien noble, à qui n'auraient point pardonné la no-

blesse et moins encore le clergé. Une restauration, à moins qu'elle ne fût en partie l'ouvrage d'un personnage aussi compromis, devait, ajoute-t-on, décider sa perte, ou tout au moins l'arrêter pour jamais dans sa carrière; il lui importait donc de placer le premier consul dans une situation où il lui devint impraticable d'imiter Mouch. Mais des semblables inductions dénuées d'évidence, ne servent jamais qu'à alimenter des passions particulières. Depuis 1830, on n'a plus à s'en promettre même ce triomphe; il faut se contenter d'éclaircir ce qui a déshonoré en discussion le ministre. Non-seulement le rôle politique de M. de Talleyrand qui, dès 1797, s'était déclaré pour la liberté de conscience, l'avait séparé sans retour de la portion du clergé restée inflexible, mais il a même renoncé hautement à cette profession. Un bref de Pie VII le releva de ses vœux au temps du consulat. Il épousa Mme Graudt; mais, sans fêtes et sans bruit, ne valant pas braver l'opinion, malgré la légalité de l'acte, ce ne fut qu'après de longues difficultés que Mme de Talleyrand fut enfin admise à la cour des Tuileries. Le bruit s'était répandu plus tard que Napoléon avait exigé de son ministre que la cérémonie nuptiale légitimât une union déjà existante, mais les dates mêmes démentent ce scrupule de l'empereur. Sous un gouvernement qui faisait régner l'ordre dans toute l'administration, et auquel d'ailleurs les ressources se multipliaient pas, l'habile ministre ne voyait d'autre moyen de l'aveir de tous les membres du corps diplomatique, malgré l'interruption de leurs fonctions. Le grade du moins restait à celui qui n'était plus, ou qui même n'était pas pour le moment en fonctions, et cette faveur s'étendant jusqu'aux évêques, chacun ainsi, même dans l'attente, soit en non exercice, de six cents à mille francs de traitement inviolable. La confidentialité germanique s'étant trouvée ébranlée par les conséquences du traité de paix entre la France et l'Allemagne, celle-ci reçut à divers égards une organisation concertée, surtout avec Alexandre, qui était fatigué d'entendre ainsi l'influence moscovite. Le plan de neutralisation des princes ecclésiastiques allemands fut l'œuvre du pape sécularisé lui-même, en qui le véritable arbitre de l'occident mettait alors sa confiance. Ce ministre la demandait entière, et trop peu d'après à n'être qu'un instrument docile, il devait se voir écarté tôt ou tard. Le traité secret conclu avec Paul I<sup>er</sup> de Russie, devint l'origine des différends qui se prolongèrent entre M. de Talleyrand et Fouché. Ce dernier pressa le consul que cet acte était connu à Londres, et M. de Talleyrand faillit être arrêté, mais on sut ensuite que le mal provenait uniquement de l'infidélité et de la cupidité d'un secrétaire. En mars 1803, le traité de Munich fut principalement l'ouvrage du ministre soi-même. Lorsque affirmé par les triomphes les plus propres à frapper l'imagination des peuples, une partie se persuada enfin que les circonstances lui permettaient de fonder chez nous une dynastie, comme on l'avait fait dix siècles auparavant, le landgrave obscur, mais possesseur de vices héroïques, fut des difficultés pour reconnaître comme empereur ce soldat parvenu. C'est alors que, digne interprète de ce que Napoléon, son ministre répondit à l'empereur de l'électeur ces mots plus fiers que circonstanciés: « Qui vous a dit, monsieur, que l'empereur ne sera pas, avant dix ans, chef de la dynastie la plus ancienne de l'Europe? » L'année suivante, Napoléon déclara, en posant sur sa tête la couronne de fer, qu'il la garderait aussi longtemps que les lieutenants seraient occupés par la Russie, et l'Italie par l'Angleterre. Le ministre des relations extérieures prononça dans cette solennité un discours où on a remarqué ce passage: « Votre Majesté a-t-elle été entraînée par une passion indéfinie de dominer? » Non... L'Europe revêt en vous le conservateur de ses intérêts... C'est sur la France que doit reposer l'éclat d'une telle modération. » Les publicistes de la Grande-Bretagne, qui n'ont cessé de multiplier ses établissements au loin, ont prétendu qu'il était digne de vanter la modération de la France. Toutefois

il est certain qu'on avait restitué volontairement des conquêtes aussi étendues que la France même, tandis que déjà la coalition gardait les siennes aux dépens des faibles. En 1806, M. de Talleyrand fut nommé grand chambellan, et reçut quelques jours après, comme tel, la principauté de Bénévent. Pour rendre raison de sa disgrâce, en 1809, on supposa qu'il avait blâmé soit l'invasion en Espagne, opération d'ailleurs mal combinée, soit cette espèce de partage du monde qui paraissait avoir résulté de l'entrevue de Tilsitt. Néanmoins le traité secret doit avoir été signé Talleyrand et Kourakin. Il faut aussi observer que dans ce qu'eût de réel ce plan si gigantesque à de certains yeux, ce partage général se bornait presque à donner à l'empire russe Abo et Constantinople, à l'empire français, Madrid, Lisbonne et Rome. En vertu de cet accord, ce fut sans aucune réclamation de la part d'Alexandre, que les armées de Napoléon entrèrent, en 1809, à Rome, à Lisbonne et dans l'Espagne à laquelle on reprochait d'avoir voulu prendre les armes quelques jours avant la bataille d'Iéna. Du moins la disgrâce du ministre le rendit plus croyable, surtout lorsque la résistance des Espagnols vint mettre un premier terme à l'éblouissante rapidité des succès de Napoléon. D'ailleurs, sous Louis XVIII, à l'époque de la seconde guerre d'Espagne, le prince de Bénévent, en la blâmant aussi, a pris soin de confirmer le bruit répandu relativement à la première. « Appelé, » dit-il par celui qui gouvernait alors le monde, à « mettre mon opinion sur une lutte à engager avec « le peuple espagnol, j'eus le malheur de lui déplaire... » « en lui en révélant tous les dangers... » L'objet de ce mécontentement passager ne tarda pas à obtenir un titre nouveau; il fut fait vice-grand électeur, ce qui lui laissait plus de loisirs, mais à la vérité moins d'influence. Au reste, l'empereur faisait plus que jamais le travail par lui-même, et ce fut parce qu'il ne voulait plus guerre en cela que de simples secrétaires, qu'il se passa de la sagacité du prince de Bénévent. Il eut toutefois une grande part aux négociations ouvertes pour remplacer, par une portion du territoire portugais, l'abandon que les Espagnols feraient à la France de leurs provinces situées entre l'Ebre et les Pyrénées. Les choses prirent une direction très différente. L'empereur fatigué des discussions continuelles dont cette guerre devenait le sujet dans les salons de Paris, et de la part qu'y prenait M. de Talleyrand, imagina, par une fantaisie peu digne de sa puissance, d'envoyer Ferdinand VII réfléchir à Valençai sur sa double abdication, chez celui même qui avait contribué à cette catastrophe, sans s'y employer franchement, et qui se vantait, un peu tard, de l'avoir désapprouvée. L'empereur, qui sentait si bien que sa destinée lui défendait de reculer devant aucune puissance armée, n'y jouguait pas la prudence d'éviter, autant qu'il eût été possible dans le dédale des affaires, les inimitiés sourdes et perfides, les longs ressentiments personnels. Celui de M. de Talleyrand parut tranquille, mais implacable. Après le désastre de 1812, la défaite de Leipzig, et les inutiles prodiges de février 1814, l'ennemi, mettant sa confiance moins encore dans ses nombreuses colonnes, que dans les machinations du parti royaliste et de quelques autres Français plus coupables, abandonna presque le soin de ses derrières menacés avec tant d'audace, et poussa sur Paris la moitié des bataillons apprêtés par les traités. Sans le rétablissement du drapeau blanc, les alliés avaient à craindre d'être détruits au milieu de la France. Ils entretenaient donc des intelligences, particulièrement dans le sénat, et tandis qu'on abusait les gens crédules par une vaine reconnaissance du droit de la nation à se choisir un gouvernement, des vœux excités dès long temps se manifestaient en faveur de l'ancienne dynastie. Divisés d'intentions, le sénat procéda avec plus de mesure; mais soixante-dix de ses membres, parmi lesquels on comptait vingt-sept étrangers, étaient animés de l'esprit du prince de Bénévent: ils se réunirent d'après le bon vouloir du monarque russe, et proclamèrent la déchéance de Napoléon. Déjà depuis plusieurs semaines le comte d'Artois s'était mis en marche pour la

France, sous la protection des autrichiens, et l'intrigue en leur faveur, balancant au congrès de Châtillon, ou neutralisant les négociations officielles, préparait la perte de l'empereur. L'ancienne opposition, peu certaine du prince de Bénévent aux desirs du dictateur sur l'Espagne, et à la guerre de Russie, était alors réputée inusable, et rendait plus efficace ce qu'il méditait au moyen de ses précédentes relations diplomatiques. Elles étaient d'autant plus faciles à renouer que l'étranger lui avait toujours su gré d'adoucir par des formes pleines d'urbanité les exigences de Napoléon. Il agit surtout auprès de MM. de Metternich et de Metternich. Il paraît que la réintégration des Bourbons n'était pas d'abord une conséquence absolue de la reddition de Paris, mais une combinaison présentée comme plus propice pour le maintien de la paix, et pour les diverses prétentions des alliés. On insinua doucement qu'un prince nouveau, ou bien la regence confiée à Marie-Louise, au nom de Napoléon II, offrirait moins de garanties pour les étrangers. Peut-être, paraissent-ils quelques-uns des intérêts du pays, mais comme d'une considération d'un ordre inférieur. Ceux des Bourbons étaient directement soutenus par M. de Vitrolles, suscitait lui-même par M. de Talleyrand, mais non dans un but aussi positif. Les alliés voulaient avant tout l'affaiblissement de la France. Quant à leur premier confident, il aspirait à être reconnu comme un ministre indispensable par le gouvernement futur; mais il avait à craindre que les Bourbons, ou plutôt les émigrés qui prétendaient tout conduire, ne le trouvaient pas irréprochable dans leur sens. On a donc eu raison, sans doute, de dire que M. de Vitrolles alla plus loin que ne le désirait son guide, homme consommé dans les affaires, et moins pressé de conclure, que curieux de saisir une occasion de rendre à quelqu'un d'heureux des services éminents. Ce n'est pas qu'il parût lui-même exempt de passion. Il gardait plus de souvenir du refroidissement de l'empereur que des bienfaits précédents, et il venait de refuser de se charger encore du portefeuille, au risque d'exciter par cette résistance des soupçons graves, et d'être privé de sa liberté, ce dont il fut un moment question. De tous ceux qui se groupaient alors autour du prince de Bénévent, le jeune duc de Dalberg était le premier dans son intimité. On y voyait aussi un ex-archevêque, homme remuant et grand parleur, qui ne manquait pas de verve pour écrire sur les événements, mais qui pour les diriger n'eût inspiré aucune confiance. Il recevait les journaux anglais qu'on se procurait assez difficilement alors, et de cette manière il ne fut pas inutile. Quant au prince, des que la capitale parut menacée, il fit ses dispositions pour partir; mais il s'était aussi arrangé pour être arrêté aux barrières. Ainsi retenu, il s'occupa d'entraver tellement la résistance, si l'ennemi se présentait, qu'on fût réduit à se rendre, c'est-à-dire à saper dans ses fondements l'édifice élevé par Napoléon. Il fallut capituler en effet, et aussitôt les communications avec les alliés n'eurent plus rien de mystérieux. M. de Talleyrand avait si bien mérité d'Alexandre avant la reddition de la ville, que ce monarque lui fit le triste honneur de décider qu'il descendrait dans son hôtel: c'était au reste un moyen certain d'augmenter pour l'instant l'ascendant d'un homme dont on avait encore besoin. Il ressemblait chez lui la plupart de ceux qui faisaient prendre au sénat le parti de la défection. MM. de Dalberg, de Montesquiou, de Jaucourt, ainsi que le baron Louis. Mais il ne mit pas sous leurs yeux la justification qu'il avait publiée quinze ans auparavant, et dans laquelle on avait lu ces mots : « Il est démontré que je ne puis avoir d'autre vœu que celui de la gloire de la république... L'honneur national soulève l'âme à l'idée que des Autrichiens et des Russes viendront nous dicter des lois. » En 1814, au contraire, on se demanda dans le salon de M. de Talleyrand, comme on disposerait de la France, de concert avec les Autrichiens et les Russes. Alexandre n'avait pas manifesté sa volonté expresse; seulement on avait compté sur lui pour la ruine de l'autorité impériale, puisqu'il avait dit en Allemagne : « S'il nous



fatale comédie. Au moyen des télégraphes, le peuple français apprit qu'il venait d'appeler librement et unanimement au trône l'ancienne dynastie. Des plaisants, car il s'en trouve dans les jours les plus sombres, tirèrent parti d'un rapprochement assez singulier pour mériter qu'on le cite. Les journaux remplis de ces actes, qu'ils accompagnaient de misérables félicitations, contenaient, le même jour, l'annonce de la prochaine clôture d'un spectacle des *Nains*, sous la direction d'un *habile faiseur de tours* : celui-ci se nommait Olivier. Tout en se laissant gouverner par M. de Talleyrand, le tsar, incapable d'oublier tout-à-fait l'Alsace et l'Erft, paraissait se reprocher d'être moins généreux, et peut-être moins loyal, que le rival même dont il voyait enfin le malheur. Prévenu, assure-t-on, de l'idée qu'il lui survivrait peu, il aurait désiré le ménager, et il se contraindrait à gémir, si incertain, que ceux d'entre ses serviteurs qui l'approchaient le plus, ont remarqué que sa raison s'altérait par moments. Il ne se servait de sa puissance que pour sanctionner les arrêtés du chef du gouvernement provisoire, ou plutôt ceux de Louis XVIII, qui, dès le mois de janvier, avait imaginé de supposer au sénat-conservateur la mission de détruire l'empire. Devenu momentanément l'arbitre de l'état, celui qui, sans porter les armes, jouait presque ce rôle de Moïse, dédaigna auparavant par le premier conseil, voulait laisser ignorer aux nouveaux maîtres qu'il espérait servir, s'il n'avait pas sué en leur faveur une veille d'enthousiasme national. Il attacha ainsi de l'importance à l'adhésion de quelques membres du corps législatif, les seuls qui se trouvaient à Paris : il comptait sur l'aveuglement du jour, et savait qu'après les fautes de Napoléon, et surtout après ses revers, tout pouvait être employé contre lui, pourvu qu'on se hâtât. Cette minorité d'un corps dissout s'assembla tout aussi légitimement que le sénat agissait au nom de la France, et se conduisit avec autant de tact que plusieurs vieux soutiens du parti républicain devenus les complices de l'abandon des trois couleurs. Cependant les maréchaux persistaient à regarder comme la véritable loi du moment la régence dans les mains de Marie-Louise : ce fut même de la part de quelques-uns d'eux l'objet de négociations auprès d'Alexandre, et la faction royaliste craignit un instant qu'on ne la laissât retomber dans sa nullité. Tout, cependant, n'était pas perdu pour Napoléon : ses marches savantes et le soulèvement de quelques provinces jalouses de l'honneur français, eussent pu compromettre la sûreté des alliés trop confiants à Paris. Mais M. de Talleyrand trouva, dans ce qu'il avait déjà fait, des moyens d'ébranler même la fidélité des guerriers, et il dit au maréchal Macdonald : « Si vous restez à celui que nous quittons, vous nous perdez tous. » Lorsque le comte d'Artois fut reçu aux barrières, celui dont c'était en partie l'ouvrage, le félicita ainsi, en style plus épiscopal : « Le bonheur que nous éprouvons sera à son comble, si monseigneur reçoit avec la bonté divine qui caractérise sa maison, l'hommage de notre tendresse religieuse. » Il avait préparé, de concert avec un député, la réponse du lieutenant-général du royaume : elle fut prononcée en ces termes : « Messieurs les membres du gouvernement provisoire, je vous remercie de tout ce que vous avez fait pour notre pays. Plus de divisions ! La paix et la France ! Je la revois, et rien n'est changé, excepté qu'il y a un Français de plus. » Il y avait pourtant aussi un Français de moins, et l'existence de ce personnage, si puissant naguère, était encore un sujet d'inquiétude : on put se figurer que sa perte seule satisfaisait le nouveau cabinet des Tuileries. Un marquis de Maubrevin, que des ressentiments personnels avaient entraîné à se charger d'une mission très peu honorable, en reçut, dit-on, une autre plus odieuse. Il s'agissait d'assassiner Napoléon, et de se défaire même de toute la famille impériale. Si on en croyait l'affirmation constante de cet accusé, l'ordre en aurait été donné par M. de Talleyrand ; mais, selon d'autres versions, le secrétaire-adjoint du gouvernement provisoire se serait seul exprimé clairement à cet égard, et le prince aurait fait seulement un signe de tête

précipitamment interprété comme une marque d'adhésion. Dans quelque fâcheuse incertitude que soit restée cette affaire, il était plus naturel de croire égare par quelque passion sordide l'auteur du vol des diamants de la reine de Westphalie, que de charger d'imputations de cette nature un homme ingrat, sans doute, mais assez élevé pour craindre d'avilir son nom. A la suite d'une convention insensée, le traité de Paris, non moins honteux, fit descendre du premier rang la France, qui après avoir abusé peut-être de ses triomphes, abusa pour ainsi dire de son affliction. Il y eut un inconcevable engouement dans le remords d'avoir fait des conquêtes, et la coalition en profita sans pudeur. Les faibles ne furent pas réintégré, mais les forts se parangèrent les dépouilles, et il faut mentionner ici cette étrange équité, cette mode parisienne, puisque M. de Talleyrand la mit à profit, approuva tout, et accorda tout. L'œuvre de la restauration une fois consommée, le portefeuille des affaires étrangères, le 15 mai, et la pairie le 4 juin, en furent la récompense : beaucoup de pairs lui avaient dû leur nomination, et il exerça une assez grande influence dans cette chambre, où on le vit plus d'une fois à la tête de l'opposition. Il avait promptement senti que ses vues relatives à l'administration intérieure ne seraient pas prises en considération, mais sans que cela lui inspirât le courage de se tenir éloigné des affaires. Selon l'opinion commune, il avait eu du moins celui d'exposer, avant la déclaration de Saint-Ouen, qu'il serait de l'intérêt des Bourbons que la constitution émanant de corps politiques représentant la France. A la vérité cela même eût été très défectueux, et le sénat, qu'on voulait surtout favoriser, fournit contre lui trop de prétextes. Doué de quelque esprit, Louis XVIII crut se montrer homme d'état en répondant : « Si j'acceptais la constitution présentée par le sénat, vous seriez assis, » M. de Talleyrand, et je serais debout. » D'ailleurs la grande sagacité du ministre eût blessé les prétentions royales : il aurait voulu se rendre nécessaire à perpétuité ; mais Louis XVIII, peu reconnaissant de ces calculs, ne subit pas long-temps une telle loi. On n'a pu critiquer de parler avec étendue de la participation de M. de Talleyrand aux événements de 1814, parce qu'il s'y est montré tout entier, avec ses ressources et ses faiblesses, sa surprenante légèreté à l'égard des intérêts de la France, et son art dans ce qui tenait à des vues plus personnelles. Néanmoins il est juste d'observer, avant de quitter cette époque, qu'à la tête du gouvernement provisoire, il n'a pas abusé de cette position pour placer de nombreuses créatures. Dans un discours remarquable, prononcé avant les cent-jours à la chambre des pairs, le prince de Talleyrand a présenté comme indispensable l'établissement d'une caisse d'amortissement. Il était, en 1815, au congrès de Vienne, lorsque la famille royale fut expulsée des Tuileries. N'ayant rien de favorable à attendre du nouveau maître, il venait de provoquer vivement contre lui la déclaration des puissances. Il alla trouver le roi à Gand, et d'après les conseils express de Wellington, on lui confia, le 8 juillet, l'administration des affaires étrangères. Il y joignit le titre de président du conseil des ministres ; mais sous ces deux rapports il fut bientôt évincé. Il déplaisait à Monsieur, et généralement il restait suspect au parti royaliste, dont un des meneurs avait écrit de Toulouse : « Tant que cet homme, accoutumé à toutes les perditions, n'aura pas porté sa tête sur l'échafaud, il n'y aura ni repos ni sûreté pour les Bourbons : c'est par ce grand exemple qu'il faut commencer. » M. de Talleyrand avait aussi contre lui, en 1815, les empereurs de Russie et d'Autriche, mécontents de voir Wellington imposer ses volontés à la France. Ces deux monarches accoururent, et on rapporte qu'à leur passage à Nancy, ils dirent à un général : « Nous allons en hâte à Paris, car nous ne savons pas tout ce qui s'y fait, et ce que nous savons ne nous convient pas. » Louis XVIII fut donc tenu d'intro duire dans le conseil quelques hommes agréables à la Russie ; c'est ce qui fit penser au duc de Richelieu, qui était très aimé d'Alexandre, et à qui M. de Tal-

leyrand remit le portefeuille, le 26 août 1815. Plus tard, le duc de Bourbon se rendant à Paris, M. de Talleyrand partit le même jour pour Valenciennes, d'où il ne revint que six ou huit mois après, en novembre 1818. Le bruit s'est répandu, les années suivantes, que ce ministre était enfin dévoué à la faction des émigrés; mais elle n'eût pas manqué d'employer ostensiblement ses talents, si elle avait compté sur lui, c'est-à-dire s'il avait pensé lui-même qu'elle pût quelque chose de durable. La crise déterminée, en 1830, par les projets dont le conseil de Charles X aurait été déboulé si M. de Talleyrand y avait été admis, l'a ramené sur la scène qu'il n'avait pas cessé de regarder comme l'attendant toujours. L'intention de rester en très bonne intelligence avec la Grande-Bretagne, le fit choisir pour l'ambassade à Londres. Néanmoins des pairs anglais, et en particulier le marquis de Londonderry, s'élévèrent contre cette nomination, comme si M. de Talleyrand n'avait pas racheté par assez de considérations envers l'étranger, les actes qu'il anciennement avait offensés la Grande-Bretagne. Le duc de Wellington et lord Holland ont pris la défense de l'ambassadeur. « Je déclare, » a dit le premier, « que dans toutes les hautes transactions où je me suis trouvée avec le prince, depuis 1814 jusqu'au jour où j'ai quitté le ministère, trois mois après la révolution de juillet, je ne sais personne qui se soit conduit avec plus de fermeté et de talent à l'égard de son pays, avec plus de droiture et d'honneur dans ses communications avec les ministres étrangers... » Le prince de Talleyrand et lord Palmerston ont été les membres les plus influents aux conférences de Londres relatives à la Belgique; mais la lenteur de ces transactions ont fait plusieurs fois désirer par l'opposition le rappel du négociateur français. Tout paraissant enfin conclu avec l'Autriche, la Prusse et même la Russie, M. de Talleyrand se rendit en France. Il a passé la fin de l'été de 1834 dans sa terre de Rochecotte, et le 9 octobre, après quelque séjour à Paris, il retourna à Londres, où l'appelaient le besoin d'obtenir enfin, relativement aux Belges, des résultats trop longtemps suspendus. Sa santé ne le forcé pas encore d'abandonner ses fonctions. Un travail facile, et une sensibilité très modérée, servent à expliquer chez lui cet avantage. Le régime diplomatique lui a tout-à-fait réussi. La demi-agitation des conférences et des protocoles est devenue pour lui une jouissance, et même, dit-on, il n'échappe à l'ennui qu'en s'exerçant encore à ce jeu des affaires. C'est par son crédit sans doute que le comte Ch. A. de Talleyrand, vient d'être chargé d'une mission en Suisse où il avait négocié, en 1816, ou subi au nom de la France, la capitulation militaire. On cite du prince de Talleyrand beaucoup de mots heureux, dont quelques-uns étaient flatteurs, mais toujours avec convenance: ceux qu'on lui prête sont en plus grand nombre encore, et tous ont été répétés si souvent qu'il serait inutile de s'y arrêter ici. Le prince de Talleyrand est grand officier de la Légion d'honneur, et décoré de plusieurs autres ordres, tels que ceux de la toison d'or et de l'aigle-noire. Il est aussi membre de l'institut, non qu'il ait publié quelque ouvrage important, mais il a laissé, du moins dans le peu qu'on lui attribue, d'irréconciliable traces de son esprit. Nul ne lui conteste l'art de préparer ou de relâcher ce qu'il ne prend pas le temps de faire lui-même. Le principal de ses écrits est: *Mémoire sur les relations commerciales des États-Unis*, vers 1797. Il avait lu, la même année, au cercle constitutionnel dont il était un des fondateurs, un autre mémoire *Sur l'utilité de fonder des colonies françaises sur les côtes de l'Afrique*, selon l'ancien projet du duc de Choiseul, et cet exposé fit sensation.

TALLIEN (TUXEUS CARRAN, M<sup>me</sup>), l'une des femmes les plus belles, les plus aimables et les plus généreuses qui contribuèrent à ranimer l'humanité en France après les désordres de la terreur. Fille du banquier espagnol Cabarrus, depuis élevé à la dignité de comte et de grand d'Espagne, nommé ambassadeur à la cour de Versailles sous Charles IV, et depuis encore ministre des finances

sous Joseph Napoléon. Thérèse naquit en Espagne vers 1778. A peine âgée de quatorze ans, on la maria à un conseiller au parlement de Bordeaux, M. de Fontenai. Plusieurs biographies ont avancé, à tort, qu'elle adopta avec enthousiasme les idées nouvelles, et qu'après le 10 août, elle se fit avec le parti constitutionnel. Les idées qui désorganisaient alors la société pour la reconstruire sur des bases qui ne sont pas encore bien posées, parurent causer d'elle quelque illusion à une jeune femme d'un cœur ouvert jusqu'à la passion, et d'une raison encore peu solide; mais l'application qu'on en fit lui devint inspirer une terreur, puisqu'aux premiers désordres elle tenta de se sauver en Espagne. Arrêtée et amenée dans les prisons de Bordeaux, elle eut le bonheur d'inspirer une violente passion à Tallien, alors en mission dans la Gironde. Il lui fit rendre la liberté. M<sup>me</sup> de Fontenai se servit de l'ascendant que sa beauté lui donnait sur le consul, qui pour lui inspirer des sentiments plus humains, et l'engager à adoucir les rigueurs dont il accablait cette province. A ses prières, Tallien descendit de l'échafaud plus d'une victime. Une fille de M<sup>me</sup> de Giron (M<sup>me</sup> de Valence), et beaucoup d'autres personnes devinrent la vie à M<sup>me</sup> de Fontenai. Elle suivit Tallien à Paris. La conduite du conventionnel, pendant sa mission à Bordeaux, fut durement blâmée: ses collègues du comité de salut public lui reprochèrent son *modérantisme*, et peu d'en eurent qu'ils ne démentaient contre lui un décret d'accusation; ils n'osèrent cependant; quant à M<sup>me</sup> de Fontenai, elle fut arrêtée et conduite à la Force, par ordre de Robespierre. Elle fut plongée dans un cachot, seule, couchée sur de la paille, que même on ne changeait pas. Privée du jour, et presque de nourriture, cette femme jeune, belle et puissante, était destinée à augmenter le nombre des victimes de la tyrannie. Mais l'empire qu'elle exerçait sur Tallien n'était pas encore détruit, le plus grand danger la menaçait, elle lui écrivit le billet suivant: « De la Force, le 7 thermidor, M<sup>me</sup> de Fontenai à M. Tallien. L'administrateur de la prison sort d'ici: il est venu m'annoncer que demain je serai devant le tribunal, c'est-à-dire sur l'échafaud. Cela ressemble à bien peu au rêve que j'ai fait cette nuit: Robespierre n'existait plus et les prisons étaient ouvertes. Mais grâce à votre insigne lâcheté, il ne se trouvera bientôt plus personne en France capable de le résister. » Tallien répondit le même jour: « Soyez aussi prudente que j'ai de courage, et calmez votre terreur. Deux jours après, Robespierre n'existait plus. M<sup>me</sup> Tallien, rendue au monde, épousa aussitôt un libérateur. Ainsi l'amour fut une des causes qui précipitèrent la chute de la terreur: partout on rendit grâce à M<sup>me</sup> Tallien. Ce triomphe lui valait le surnom de *Notre-Dame de Bon Secours*, comme on donnait au même temps à M<sup>me</sup> Bonaparte, celui de *Notre-Dame des Victoires*. Une union fondée sur d'aussi grands services semblait devoir être plus heureuse; mais les chagrins domestiques le troublèrent, et les tribunaux le rompirent peu d'années après qu'elle eut été formée. M<sup>me</sup> de Fontenai n'a donné qu'une fille à Tallien. Cette enfant reçut le nom de Thermidor. En 1801, M<sup>me</sup> Tallien épousa le comte de Caracassan, depuis d'hui prince de Chimay, auquel elle a donné quatre enfants. Parmi les femmes qui contribuèrent à mettre en rapport les hommes marquants de l'époque révolutionnaire, et à faire repaître l'esprit de salon dans nos mœurs nouvelles, aucune ne jeta plus d'éclat que M<sup>me</sup> de Fontenai. A la beauté, à l'esprit, elle joignait un caractère qui ne se démentit point dans des épreuves auxquelles, avant la révolution, on croyait les femmes peu capables de résister. M<sup>me</sup> de Giron, dans ses mémoires, en trace le portrait le plus flatteur, et la reconnaissance ne l'a point oublié sans doute, puisqu'il est d'accord avec ce qu'ont écrit ou raconté les contemporains. Cependant tant de mérite ne trouva point grâce devant Bonaparte, qui refusa obstinément d'admettre à sa cour M<sup>me</sup> Tallien, probablement à cause d'un divorce dont il n'avait point encore donné l'exemple, et qu'il condamnait alors, bien que les lois l'eussent consacré permit nous.

**TALMONT** (A. Pu. de la Trémouille, prince de), second fils du duc de la Trémouille. Rien ne le fit remarquer dans sa première jeunesse; mais s'il n'eut pas d'abord la force d'échapper aux séductions qui se multipliaient naturellement pour lui, la gravité des circonstances fortifia ensuite son caractère, et il devint un des plus honorables soutiens du parti qu'il crut convenable d'embrasser. Partageant les projets contre-révolutionnaires de la noblesse de l'ancien Poitou, en 1793, il passa la Manche, et s'étant rendu ensuite sur le Rhin, il fit, en qualité d'aide-de-camp du comte d'Artois, la première campagne des émigrés. En 1795, il resta en France, non pour se reconcilier avec les nouveaux principes, mais pour les combattre par d'autres moyens. Conformément à son plan d'insurrection, il visitait les campagnes voisines de ses domaines, quand le soulèvement éclata brusquement au nord de la Loire. Arrêté du côté de Châteauneuf, le prince de Talmont fut conduit dans les prisons d'Angers: dès ce moment, sa tête fut comptée au nombre de celles qu'on se promettait d'abattre. Mais, par les bons offices de l'abbé de la Trémouille, frère du détenu, un membre de la convention pénétra dans la prison, et le prince, sûr d'être délivré, eut à choisir pour aller l'Angleterre, ou bien la Vendée, alors insurgée comme la Bretagne. « La Vendée ! dit aussitôt Talmont : je verserai mon sang pour mon roi jusqu'à la dernière goutte. » Ainsi, des paysans royalistes, auxquels l'escorte n'eut garde d'opposer beaucoup de résistance, s'emparèrent de lui, tandis qu'on le transférait d'Angers à Laval, et le conduisaient aux Vendéens déjà maîtres de Saumur. Ils accueillirent avec enthousiasme cet homme dont le rang et les traits imposants devaient exercer une grande influence sur la multitude: ils lui donnèrent place au conseil, avec le titre de général de la cavalerie. Il justifia cette confiance devant Nantes, le 29 juin, et devint plus cher encore aux Vendéens par sa valeur et ses efforts réitérés pour secourir Cathelineau, dont pourtant il ne put empêcher la défaite. Blessé, mais non mortellement, comme le général en chef, il alla au centre de la Vendée prendre part à d'autres combats avec son ardeur ordinaire. Il ne se laissa pas décourager par les nouveaux revers essuyés à Châtillon, ou dans d'autres journées: il prétendait qu'on pouvait tout réparer, pourvu que, en se rendant maître d'un passage de la Loire, on communiquât librement avec les Bretons: c'était aussi de ce côté que Bonclamp désirait qu'on se ménagât une retraite. Avant l'affaire de Chollet, Talmont fut chargé de garder avec quatre mille hommes le poste de Saint-Florent, et plus tard on lui donna en partie le succès remporté à Laval. Lavis, ou plutôt le désir de plusieurs chefs était de retourner dans la Vendée; mais Talmont qui, selon quelques mémoires, avait proposé de marcher sur Paris, insista du moins sur la nécessité de ne pas paraître renoncer aux secours promis par la Grande-Bretagne, et, en conséquence, il parla de se diriger vers Saint-Malo. On s'y décida, et Talmont fut un des deux commandants qui, en passant par Vitré, allèrent assiéger Granville. Lord Moira n'attendait que la prise de cette place pour se rendre à Jersey, avec son expédition, et fournir aux Vendéens les secours qu'ils attendaient; mais ceux-ci ayant échoué à Granville, et trouvant trop peu de sûreté dans un pays inconnu d'eux, demandaient, même avec menace, leur retour sur la rive gauche de la Loire. Au milieu de ces signes de rébellion, le prince, ainsi que quelques autres personnalités, parmi lesquels était le curé de Saint-Lô, de triste mémoire, se disposèrent à s'embarquer: c'était au moins une imprudence. Un détachement de cavalerie, aux ordres de Stoffet, accourut, et ramena ce groupe au milieu du camp. Le prince et ses compagnons alléguèrent qu'en frottant pour Jersey un bateau pêcheur, ils n'avaient dessein que de hâter l'arrivée des secours, et de mettre en sûreté quelques femmes. Il existe plus d'une version à l'égard des motifs qui entraînèrent ce général jusqu'au rivage. Il venait, d'ouïr, de recevoir des côtes opposées une lettre secrète, où il ne s'agissait nullement d'opérations militaires, et quand'il eût répondu ajoute-t-on,

qu'il ne voulait pas quitter ses compagnons d'armes, il a pu céder ensuite à des tentations qui n'auraient pas exigé une longue absence. Quoi qu'il en soit, le passé répondant assez de ses intentions, sa justification imparfaite fut admise, et quelques jours après il revint de grands services auprès de Dol, en résistant presque seul dans un moment où la déroute serait devenue générale. Larocche-Jacquelin ayant su profiter de ce délai, confessa, en entrant à Dol, que sans Talmont la victoire eût été impossible. Après l'éclat d'Angers, il tua dans un combat singulier un hussard qui, à la manière des anciens, était venu le défier devant les colonnes, entre les deux armées. Au Mans, en décembre, il fit de nouveau remarquer sa valeur. Voyant les bandes royales réduites à six ou sept mille hommes, et dans l'impuissance de repasser le fleuve, il prit avec Fleuriot le commandement provisoire de ces débris; mais il ne put apprendre sans dépit le choix qu'on fit ensuite de son compétiteur pour général en chef, et il se retira. On a dit que ce vif désir de se placer à la tête des troupes dans un moment si difficile, n'annonçait que du dévouement chez ce prince; mais un dévouement plus certain l'aurait fait rester avec ses compagnons d'armes, même sans être déclaré le premier d'eux. Il n'avait pas encore d'asile, et, déguisé en paysan, il errait avec un domestique dans les campagnes: à voisines de Laval, lorsque la garde nationale de Bazouges le conduisit à Fougeres, sans savoir quel pouvait être cet homme suspect; mais la fille d'un aubergiste dit en l'apercevant: « C'est le prince de Talmont. » Au moment d'être interrogé par le général Beaufort, le prisonnier renvoya à son accoutrement de paysan. « Oui, dit-il, je suis le prince de Talmont: déjà soixante huit combats m'ont familiarisé avec la mort. » Il demandait seulement qu'elle fût prompte; mais il resta deux mois dans les cachots de Rennes. C'est dans cette ville que celui qui l'interrogeait finit par lui dire avec humeur: « Tu es un aristocrate, et je suis un patriote. » L'aristocrate répliqua: « Tu fais ton métier, je fais mon devoir. » Cette réponse que dans le temps on trouva sublime, était belle sans doute; mais il y avait cet inconvénient qu'une autre bouche aurait pu avec autant de raison prononcer les mêmes paroles dans le sens contraire. Transféré ensuite à Laval, Talmont monta sur un échafaud préparé devant la principale entrée de son château. On prétend que l'homme qui lui trancha la tête lui disait la vie, et que ce prince avait également sauvé celle du père de la femme qui le fit reconnaître à Fougeres; mais ces sortes d'assertions, propres à augmenter l'effet dramatique, paraissent répétées outre mesure dans les fastes de la révolution. Matalen, le fidèle domestique de Talmont, avait été aussi arrêté. On voulut en vain l'épargner: cet homme digne d'une autre destinée et d'une autre condition, s'écria qu'il aimait mieux périr que de survivre à son maître. En 1823, on a élevé, près de Laval, un monument en l'honneur du prince de Talmont et de quelques autres victimes, au lieu même où leur sang avait été répandu.

**TAMBUINI** (ANTONIO), basso cantante le plus distingué après Lablache, est né à Farenze en 1800. Son père, Pasquale Tambuini, professeur de cor, lui enseigna les premiers éléments de la musique et du chant. Ses études terminées, il le conduisit à Poscombrone, et le confia aux soins d'Aldebrandino Brosi, professeur de chant assez renommé. A l'âge de onze ans, Antonio attirait déjà la foule à l'église de Poscombrone, chaque fois qu'il chantait. En 1817, sa voix, après la mue, se changea en basse sonore et légère, et l'année suivante il obtint un engagement à Bologne. Les rôles de Dandini dans la *Concettina*, et de Mustapha dans l'*Italiana in Algeri*, commencèrent sa réputation. Il se rendit ensuite à Naples, où il remporta des succès éclatants. Après avoir chanté à Florence, à Livourne, à Turin, il fut appelé à Milan. Il brilla surtout dans *Motilde de Sabran*, et dans *Les pirates*, opéra de Donizetti. En se rendant à Trieste, il s'arrêta à Venise, où il chanta dans un concert qu'on y donna à l'empereur d'Autriche. Il produisit beaucoup d'effet dans un trio de la *Gazza*, avec Galli, et M<sup>lle</sup> Colbrau,



suiwie par les derniers imprimeurs de Celse, en Hollande, dont l'édition accompagnée de dissertations du savant et judicieux Bianconi, a paru à Leyde en 1785.

**TASCHEREAU** (Jules-Antoine), né à Tours le 19 décembre 1801, fut nommé secrétaire-général de la préfecture de la Seine et maître des requêtes en service extraordinaire, à la suite de la révolution de juillet 1830, dont il avait adopté les principes. Lorsque la ligne politique qu'il suivait ne fut plus celle du gouvernement, il donna sa démission. M. Taschereau s'était déjà fait connaître avantageusement par sa collaboration à nos principales feuilles périodiques, et par deux ouvrages importants qui ont commencé sa réputation littéraire : nous voulons parler de *l'Histoire de la vie et des écrits de Molière*, Paris, 1825, 1 vol. in-8°, réimprimée à Bruxelles en 2 vol. in-8°, 1825, et à Paris avec quelques additions, in-8°, en 1828 ; et de *l'Histoire de la vie et des ouvrages de Corneille*, Paris, 1829, 1 vol. in-8°. La vie de Molière, tracée par Voltaire, était trop incomplète et présentait trop d'inexactitudes pour satisfaire un écrivain consciencieux ; les recherches de M. Taschereau le conduisirent à de véritables découvertes. Déjà M. Biffara, en compulsant les actes civils de la ville de Paris, avait rectifié bien des erreurs sur la famille de Molière, le lieu et l'époque de sa naissance, etc. M. Taschereau, en profitant de ce travail, a su éclaircir beaucoup de faits douteux et pleins d'intérêt ; c'est ainsi qu'il détruit entièrement l'accusation portée, comme l'on sait, contre Molière, dans une requête à Louis XIV, par l'un de ses ennemis les plus acharnés, Montfleury, comédien de l'hôtel de Bourgogne, en prouvant, par le simple rapprochement des actes de naissance, qu'Armande Béjart était la sœur et non pas la fille de Madeleine Béjart. Il rapporte un grand nombre d'anecdotes sur Molière très peu connues et fort curieuses, et s'attache à réfuter toutes les critiques injustes dont il a été l'objet même de la part de ses contemporains. L'auteur le fait encore mieux connaître en apprenant à l'aimer, et son ouvrage est désormais indispensable des œuvres de notre grand poète. La vie de Corneille, moins fertile en événements, offre cependant d'intéressants détails ; dans les nombreuses particularités que M. Taschereau a recueillies sur chacun de ses ouvrages, on retrouve partout le littérateur instruit et l'homme de goût. Il avait publié, en 1824, une *Lettre de M. Fortia d'Urban, en réponse à ses dissertations sur Molière et sur sa femme*, in-8°. Nous lui devons également : 1° *Œuvres complètes de Molière*, avec les notes de tous les commentateurs et un commentaire nouveau, Paris, 1825-26, 8 vol. in-8° ; 2° *Œuvres de Ronsseaux*, précédées d'une notice, 1827, 3 vol. in-8° ; 3° *Correspondance littéraire, philosophique et critique de Grimm et de Diderot*, 1829-1830, 15 vol. in-8° ; 4° *Mémoires, correspondance et ouvrages inédits de Diderot*, 1830, 4 vol. in-8°. La révolution de juillet ayant interrompu les travaux littéraires de M. Taschereau, les tomes XIII, XIV et XV de l'avant-dernière de ces publications et les tomes III et IV de la dernière ont été revus par M. Chaudet. Le nom de M. Taschereau figure parmi ceux des principaux collaborateurs sur le titre de la *Biographie universelle classique*, publiée par le libraire Gosselin, et remise aujourd'hui en souscription : c'est une mention peu exacte, car il n'y a fourni que l'article *Molière*. Il a donné à la *Biographie*, dont nous publions aujourd'hui le *Supplément*, les articles : *Colin d'Hautville* et *Lebrétou* (Joachim). Enfin, M. Taschereau a fourni des articles au *Courrier français* et au *National*, à la *Revue de Paris*, à la *Gazette littéraire*, et à la *Revue française*.

**TASSET** (Jouven), musicien, naquit à Chartres, le 8 décembre 1752. Il fallait qu'il jouât passablement de la flûte dans son enfance, puisque à six ans il en donnait des leçons à un seigneur anglais. Il passa bien loin de lui son maître Elvert. A onze ans, il débuta au concert spirituel, et tous les mémoires et les journaux du temps retentirent de ses éloges. Il passa en Angleterre où le fameux Handel, déjà vieux et aveugle, voulait l'entendre. Très satisfait du jeu de Tasset, le bon-homme l'approuvait avec enthousiasme. Tasset devint la première flûte de l'Europe. Il avait

formé beaucoup d'élèves, au nombre desquels, en première ligne, on comptait milady duchesse d'Hamilton, depuis duchesse d'Argyle, et la belle miss Gardner. On s'étonne aujourd'hui du goût que prenaient ces dames à jouer de la flûte allemande ; on le trouvait alors fort naturel ; on ne se souvenait plus du dédain d'Alcibiade pour un instrument qui faisait grimacer le visage. Joseph Tasset était bien vu à la cour d'Angleterre, et il y comptait des amis puissants. On a cité parmi les plus intimes, parmi ceux qui faisaient le charme de sa vie privée, Sterne, Ferguson et Guthrie. On doit à Tasset l'invention des flûtes à trois, quatre, cinq et six clefs. On a beaucoup multiplié le nombre des clefs aujourd'hui, et par là on est retombé dans le défaut auquel on voulait remédier, la fausseté des intervalles ; mais Tasset alla bien plus loin que nos modernes luthiers, il jouait avec une flûte à dix-huit clefs, dont il était l'inventeur, et qu'il ne réservait que pour son usage. Cet instrument fit l'admiration des connaisseurs, en Angleterre et en France. Il étonnait par son mécanisme que Tasset fit lui-même tout entier ; il lui permettait de jouer dans tous les tons possibles et avait une étendue et des sons absolument nouveaux, et d'une justesse étonnante. Joseph Tasset avait composé une autre flûte à plusieurs clefs, beaucoup plus longue et plus grosse que les flûtes ordinaires ; il s'en servait pour faire, dans les trios, la partie de basse. M. Villenave a dans son cabinet la flûte à dix-huit clefs dont nous venons de parler. En 1786, Tasset se retira à Nantes. La révolution le frappa dans sa fortune et dans ses enfants, et il supporta ses malheurs avec une constance digne du sage. Il mourut le cinq septembre 1801, estimé de ses concitoyens autant pour ses vertus que pour ses talents. Fournier, architecte-voyer, de Nantes, et homme très savant à qui nous devons une excellente description des monuments de la même ville, a composé l'épigraphie de Tasset en style lapidaire. On a de ce musicien plusieurs morceaux qui obtinrent les suffrages des gens de goût, mais l'extrême difficulté de ses sonates est tellement reconnue que peut-être est-il le seul qui soit jamais parvenu à les jouer parfaitement.

**TASSIE** (Janiz), célèbre par l'imitation des pierres gravées, naquit près de Glasgow, d'une famille obscure. Il passa sa jeunesse dans l'état de tailleur de pierre. Un jour de foire qu'il était à la ville, dans les temps où Robert et André Soules avaient ouvert une exposition de tableaux, il eut pour spectacle qu'ils offrirent une telle admiration, qu'il reconnut sa vocation. Il vint se fixer à Glasgow, et sans interrompre un travail nécessaire à sa subsistance, il fréquenta les écoles de dessin. Le docteur Quin, s'occupait alors de l'imitation des pierres antiques en pâte colorée. Il s'attacha Tassie, dont il avait remarqué les heureuses dispositions, et s'en fit second. A l'aide des progrès de la chimie nouvelle, Tassie parvint en peu de temps à imiter toutes les pierres, et à en rendre les traits les plus délicats. Cet art étant alors nouveau, le docteur Quin engagea son élève à aller exercer à Londres, ne doutant pas qu'il y trouverait les moyens d'améliorer sa situation dans la capitale des trois royaumes. La modestie de Tassie apporta long-temps des obstacles à l'accomplissement de ses projets ; mais enfin un tel mérite se fit un jour, et il se procura une certaine aisance. Les biographes du temps ont rapporté que Tassie travaillait avec un tel amour de son art, et une conscience telle qu'il détruisait sans hériter toutes celles de ses compositions qui ne satisfaisaient point son goût sévère, et que s'en un sortait de chez lui qu'il ne fût achevé. Des faussaires vendaient de ses compositions en pâte gravées pour de véritables pierres antiques, et beaucoup de connaisseurs s'y trompaient. Ce qui produisait ces illusions, c'est que l'artiste prenait ses empreintes dans une belle composition d'un émail blanc, avec du pour étouffer sous le briquet, et susceptible d'un très beau poli. Tous les cabinets de l'Europe riches en originaux étaient ouverts à Tassie, qui en profitait pour multiplier ses copies. Catherine II, lui commanda plus de quinze mille gravures d'effigies dont elle orna les appartements de son palais de Gatchina.



vingt mille étrangers; lassés et non vaincus, ils abandonnèrent Toulouse le surlendemain de la bataille, librement et sans qu'on osât les poursuivre; les ennemis n'auraient pu tenir devant eux si une partie de l'armée des Pyrénées orientales se fût avancée à leur secours. C'est à l'histoire à dire les vrais motifs qui s'opposèrent à cette réunion qui eût peut-être sauvé la France du joug étranger.

**TÉDENAT** (Pizani), recteur honoraire de l'université, correspondant de l'académie des sciences, né à Saint-Géniez (Aveyron), le 6 avril 1756, fit ses études au collège royal de Rhodes et les perfectionna à Paris. Ses premiers pas et quelques succès dans ses études de collège, fixèrent son goût pour les sciences abstraites. Il ne tarda pas à se faire connaître par la lecture de quelques mémoires sur plusieurs points des mathématiques. Il se présenta ensuite comme candidat pour une place vacante à l'académie des sciences, et obtint dès lors quelques voix. La révolution, qui vint détruire toutes les corporations savantes, dispersa ceux qui prenaient quelque part à leurs travaux. M. Tedenat quitta Paris à cette époque, et se retira à Heidelberg, en Allemagne, d'où il ne revint qu'après deux années de séjour, vers la fin de 1793. Il s'était fait connaître dans cette petite ville comme mathématicien, et fut agréé à l'université qu'elle possédait. De retour à Paris, il retrouva une partie des savants et des amis qu'il y avait laissés, et avec lesquels il n'avait pas cessé d'entretenir des relations pendant son absence. Ils l'admirèrent dans la société particulière qui s'était alors formée à Paris des débris des académies supprimées. En 1794, à la formation de l'école normale, M. Tedenat y fut nommé chef des conférences mathématiques, alors placées sous la direction des célèbres Laplace et Lagrange. Plus tard, on l'appela à la chaire des mathématiques de plusieurs écoles centrales des départements. Il choisit celle de Rodez, sa patrie, où il était déjà revenu se fixer depuis quelque temps. C'est pour elle qu'il composa son cours de mathématiques, imprimé en 1801, à Paris; ouvrage dont la seconde édition est depuis long-temps épuisée. A cette même époque, il fut employé par le gouvernement à la propagation du système décimal. A la réorganisation des académies, M. Tedenat absent de Paris, ne fut appelé qu'à une place d'associé non résident de la quatrième classe de l'institut. Ce titre a depuis été changé en celui de correspondant. M. Tedenat ayant été employé dans l'instruction publique, comme professeur, proviseur de lycée, et recteur d'académie, a reçu le titre de recteur honoraire de l'académie de Nîmes, et vit maintenant retiré à Saint-Géniez où il jouit de la pension de retraite. Il est membre des académies de Nîmes et de Montpellier. Il a publié : 1° *Cours élémentaire de mathématiques*, Paris, 1801, dernière édition, 4 vol., in-8°; 2° *Logique élémentaire à l'usage des collèges*; 3° plusieurs mémoires sur les mathématiques, lus à l'académie des sciences, et plusieurs autres mémoires et observations insérés dans les journaux scientifiques.

**TÉGNER** (Elias), évêque du diocèse de Wexio, en Suède, poète distingué, et la gloire de son pays, mérite, sans contredit, le premier rang parmi les écrivains de notre époque. Il est l'un des restaurateurs de la nationalité de la poésie suédoise, qui long-temps s'était perdue par les imitations serviles qu'elle avait faites des auteurs étrangers. Tegner et quelques autres ont ouvert de nouveau, et avec le plus grand éclat, la carrière en chantant l'ancienne mythologie du nord, les traditions et les mœurs antiques de leurs pays, dont les Sagas donnent des descriptions si intéressantes. Tegner naquit le 13 novembre 1782, dans la paroisse de Milleswik en Wermeland, où son père était ministre. Nous dirons, sans craindre de paraître superstitieux, que le génie poétique, si éminemment grand chez Tegner, a été accru et mis, pour ainsi dire, en activité par les sites si pittoresques de la province de Wermeland, et surtout du Milleswik que la nature a pris tant de plaisir à varier : nous dirons aussi sur ce célèbre poète du nord

ce que tant de gens ont avancé de l'influence marquée des beaux climats de la Grèce et de l'Italie sur le génie fécond des immortels auteurs de l'Iliade et de l'Enéide. Tegner ne compte point parmi ces auteurs des hommes remarquables par les titres laudateurs dont se décore la noblesse, car son grand-père n'était qu'un simple paysan qui possédait dans la Smolandie une petite terre nommée Tegaby, qui est l'origine du nom Tegner. Il se fit de bonne heure remarquer par ses dispositions poétiques, et sa renommée le devança à l'université de Luna, où il fut inscrit comme étudiant en 1799. Il fut, en 1802, promu au grade de docteur en philosophie, et, l'année suivante, agrégé, et en 1804 nommé sous-professeur d'esthétique, et puis de littérature grecque, et enfin, en 1811, il occupa, comme professeur, la chaire de cette langue. Un poème intitulé : *Steca* (la Suède) lui valut le prix de poésie que décerna l'académie suédoise, et lui en ouvrit plus tard les portes à la mort du comte Hans Gabriel Oxenstierna. Après sa nomination au doctorat en théologie, il fut choisi en 1814 pour le clergé du diocèse de Wexio, pour occuper le siège épiscopal devenu vacant. Ce choix fut approuvé par le roi. Les principaux poèmes de Tegner sont : *Frithiofs saga* (Conte sur la vie de Frithiof); *Arel na, tärns barnen* (la Première communion); *Sång till solen* (Chant du soleil); *Jagellen* (la Parade, ou les amours des oiseaux); *Prästinginnan* (l'Ordination); *Ilften* (le Héros). Les trois premiers sont les plus considérables, et occupent aussi le premier rang. La *Frithiofs saga* est un poème épique, basé sur un ancien conte islandais qui porte ce nom. L'original ou la poésie Tegner est rempli de beautés, et a servi aux embellissements du poème dont nous parlons; il est en vingt-quatre chants, et tous différents par leur rythme, qui varie selon le caractère des sujets. Cet ouvrage, qui a paru, il y a neuf ans, et qui est à sa cinquième édition, a été tiré à un nombre considérable d'exemplaires qui ne peuvent même suffire à l'empressement des lecteurs. Il a été traduit en allemand à trois différentes fois par M<sup>me</sup> Hellnig, M. Mouecko et Schlie, et les Danois ainsi que les Anglais en ont enrichi leur littérature. Nous regrettons beaucoup que ce poème ne puisse être traduit en vers français, sans trop perdre de beautés qu'il renferme. Il en existe néanmoins des traductions en prose de morceaux détachés, mais qui sont bien loin de donner une parfaite idée du mérite de l'original. La plupart des chants de *Frithiofs saga* ont été mis en musique par Crusell, célèbre compositeur suédois, qui a rivalisé avec Tegner, par des inspirations brillantes et délicieuses. La peinture, de son côté, a offert aux yeux les sujets chantés par le poète. *Nathurdabarnen* est une idylle en hexamètres, remarquable par son style simple et pathétique. *Arel* est un conte mis en vers, dont le héros est un des gardes-du-corps de Charles XII. Ce poème a été aussi traduit en allemand. *Sengen till solen*, dithyrambe philosophique, est un des poèmes les plus sublimes qu'il enlance à la poésie moderne. *Ilften* est une composition épique en l'honneur de l'empereur Napoléon. Ce recueil des autres poétiques de Tegner a paru en 1823, à Stockholm, sous ce titre : *Smärre samlade dikt af Elias Tegner*, in-8°. On attend l'apparition de ses discours en prose, prononcés en différentes occasions solennelles. Ces discours, quoique remplis d'idées nouvelles, et qu'ils se font distinguer par leur sublimité, se rapprochent un peu trop du style poétique; car on n'aurait qu'à les mettre en vers, on obtiendrait des poèmes remarquables par la richesse des images et l'éclat du style. Le commerce de Tegner est entraînant par l'enjouement, la naïveté et le savoir qu'il y sait déployer sans pédanterie; il est tel que l'on n'aurait qu'à écrire ses entretiens pour avoir souvent des traités savants sur les arts et les sciences, on dirait, à l'entendre, qu'il dicte ce qu'il dit en société, tant ses paroles sont sages et mesurées. Il arrive, quelquefois, qu'un mot équivoque s'échappe de sa bouche sans blesser nullement la modestie, et porte la gaieté et les ris dans le cercle où cet illustre écrivain se trouve, et, pour tout dire, enfin, il est l'âme de la société où il est.

TEISSIER (GUILLAUME-FERDINAND), antiquaire, membre de la légion d'honneur, de la même famille que Teissier de Marguerites, et que le savant Antoine Teissier, de Nîmes, mort à Berlin, en 1716, naquit au château de Marly-la-Ville, département de Seine-et-Oise, le 29 août 1779. Il exerça de bonne heure des fonctions publiques à Metz où il était fixé depuis son enfance. Il a été conseiller de préfecture de la Moselle, président du collège électoral, sous-préfet à Toul et à Thionville. En quittant l'administration de l'arrondissement de Toul, M. Teissier reçut de ses administrés une médaille d'or, portant pour légende, autour d'une couronne, cette inscription : *A Ferdinand Teissier, la ville de Toul reconnaissante*. Il est membre de plusieurs sociétés savantes et littéraires de France et de l'étranger. La plupart des recueils de ces sociétés renferment des mémoires de M. Teissier, sur la numismatique, sur la géographie ancienne, sur des monuments antiques, sur les étymologies des noms de lieux, etc., etc. Voici la liste de ses principaux ouvrages imprimés : 1° *Notice historique sur l'introduction et les progrès de la réformation à Metz*, 1766, in-8°; 2° *Morau et sa dernière campagne, esquisse historique, par un officier de son état-major à l'armée du Rhin*, traduite de l'allemand (sans nom d'auteur ni de traducteur), Metz, Lamort, 1814, in-8°; 3° *Direction sur les recherches archéologiques, historiques, etc., à faire dans l'arrondissement de Thionville*, Thionville, Fondeur, 1820, in-8°, excellent ouvrage, traduit en allemand; 4° *Mémorial du garde champêtre, ou instruction générale à l'usage des gardes champêtres du département de la Moselle, avec des modèles d'actes* (sans nom d'auteur), Thionville, Fondeur, 1821. Cette première édition a été, sinon contrefaite, au moins imitée dans plusieurs départements, sous l'aveu de l'auteur, qui en a publié une seconde en 1829. Le conseil royal d'agriculture l'a approuvée, et a émis le vœu que l'usage du *Mémorial* fût généralisé en France. 5° *Histoire de Thionville, suivie de divers mémoires sur l'origine et l'accroissement des fortifications, les établissements religieux et de charité, l'instruction publique, la topographie, la population, le commerce et l'industrie, et de notices biographiques, de chartes et actes publics dans les langues romane et teutone*, Metz, Veronnaise, 1828, in-8°, figures, etc. 6° *De la typographie à Metz, et sur les imprimeurs de cette ville, puis dans les matériaux d'une histoire littéraire, biographique et bibliographique de Metz et de sa province*, Metz, Desoquet, 1828, in-8°, figures, sans nom d'auteur. Il a été décoré un prix, le 31 juillet 1829, par l'institut pour cet ouvrage. Parmi les manuscrits de M. Teissier, qui sont prêts à être publiés, on cite : 1° une *Traduction d'Ausone*, que l'amour de la patrie lui a fait entreprendre, avec une révision complète du texte sur les éditions de Vinet, de Pulmann, de Fréher, de Tollius, de Fleury, de Wernsdorf, etc.; 2° Un ouvrage qui doit paraître sous le titre suivant : *De la numismatique nationale, ou observations sur des recherches méthodiques à faire en France, relativement aux monnaies et aux médailles*, 2 vol in-8°; 3° Un autre intitulé : *Recherches historiques sur les monnaies de Metz, sur les divers gouvernements de cette ville et de sa province, avec gravures*. M. Teissier passe pour avoir été, en 1817, le fondateur des écoles Israélites de Metz, qui sont les premières qui aient été établies en France, et qui furent imitées ensuite à Bordeaux, à Strassbourg et à Paris. Il a été aussi, de concert avec M. le baron Sabatier, maréchal-de-camp, fondateur de la société d'encouragement formée à Metz pour l'instruction élémentaire, société qui a exercé la plus grande influence dans le département de la Moselle.

TELESPHORE (ANDRÉ-ARISTON), ce savant helléniste naquit à Samos, en 1778, mais sa famille, qui était considérable, habitait divers lieux du gouvernement russe du Caucase. Il parcourut de bonne heure la Russie et la Scandinavie, acheva ses études à Pétersbourg, et après avoir entrepris quelques spéculations commerciales dont il retira un assez grand profit, il publia, en 1800, à Vienne en Autriche, ses *Fues philologiques*, en grec modeste, ouvrage fort esti-

mé. Il avait étudié avec soin les divers systèmes de la philosophie allemande, et il écrivit, en 1805, une brochure qui fit quelque bruit, où il attaqua une partie des principes de Kant sur le moi absolu, le moi contemplatif et le moi relatif. Comme il n'écrivait qu'en faveur de la vérité, sans esprit de parti, ni pour dénigrer les chefs d'aucune doctrine, il obtint, malgré ses critiques, l'estime de Kant, de Schiller, de Müller, de Schueibler, et de plusieurs des hommes les plus distingués de la Germanie. En 1806, Telephore entreprit un voyage dans l'Orient avec le double dessein de s'y livrer à l'étude de l'antiquité, principalement de la numismatique, et en même temps à quelques opérations commerciales. Le jeune Doney de Riezzi, l'ayant connu dans le midi de la France, s'empressa de s'associer à ce beau projet de voyage, mais non aux affaires d'intérêt, et pendant deux ans il parcoururent les régions caucasiennes, le pays des Kirguises, et des Troukmènes, l'Arménie, la Géorgie, la Chaldée, l'Asie Mineure, la Perse et la Palestine. Ils visitèrent les ruines de Cyrène et de Zerbi, de Carthage et de Balbek, de Persépolis et de Heliopolis. Arrivé à Belinno dans l'île de Candie, le savant et digne mentor de M. de Riezzi s'y arrêta auprès d'un oncle qui parcourait en ce moment l'île de Candie pour affaires de commerce. Cet oncle assurait que sa famille descendait d'un fils d'Agacides, roi de l'antique Sparte. Après de tristes adieux, M. de Riezzi retourna seul en France, sa patrie, et Ariston alla fixer sa résidence à Constantinople. Ils continuèrent cependant d'avoir une correspondance suivie, et en 1819, ils se retrouvèrent dans la capitale du monde civilisé. A cette époque Telephore publia dans la *Pilote* (août et septembre 1819), une brillante et touchante défense de son ami, qui après avoir combattu contre des gardes-du-corps en faveur de la liberté de la presse, avait reçu une blessure grave. Ce nouveau Pylade voyant la vie de son ami hors de danger, quitta la France pour retourner à Constantinople auprès de son oncle qui l'appela. Quelques fragments du voyage des deux amis avaient paru dans le *Mercur* de 1819; mais tous leurs matériaux étaient restés entre les mains du savant Telephore. Il se disposait à les publier en français, et il avait presque entièrement terminé cet ouvrage, lorsque ce célèbre helléniste périt ainsi que tous ses écrits et ceux de son ami, qui depuis a fait de bien plus grandes excursions. Cet événement que le monde savant a déploré eut lieu au commencement de 1820, dans l'incendie qui éclata à Constantinople, et qui y exerça les plus affreux ravages.

TEMPELHOF (GEOFFROY-FRÉDÉRIC), né le 17 mars 1757, dans la Moyenne-Marche, province de Brandebourg. Il commença ses études dans la maison paternelle, et les continua aux universités de Francfort et de Halle, où il montra beaucoup de dispositions pour les mathématiques. A l'âge de vingt ans il fit, comme caporal, la campagne de Bohême dans un corps d'infanterie. Il passa ensuite dans l'artillerie, où il ne devint lieutenant qu'à la fin de l'année suivante, après avoir mérité ce grade dans les journées de Leuthen, de Hochkirch, de Cunersdorf, et aux sièges d'Olmutz, de Breslau, de Schweidnitz. La paix de 1763 lui permit de continuer à Berlin des études qu'il s'attacha toujours à perfectionner, et qui dès cette époque le mirent en rapport avec des savants du premier ordre, tels que Sulzer, Euler, Lagrange. Après la publication de plusieurs traités de géométrie et d'astronomie, Tempelhof revenant à l'artillerie, s'appliqua, dans le *Bombardier prussien*, à rendre plus exacte la direction des projectiles. Il écrivit ensuite sur les opérations de Frédéric, ses manœuvres particulières, et toute sa tactique. L'ouvrage eût été publié sous le titre d'*Éléments*, etc.; mais le roi n'y consentit pas, ne voulant point trop divulguer l'art qui donnait la supériorité à ses armées. Toutefois ce refus n'eut rien que d'honorable : un long entretien sur ces objets ayant accru l'estime du roi pour Tempelhof, il le chargea de l'instruction de l'école des officiers dans la circonscription des Marches et de Berlin, le nomma, en 1782, major-commandant d'un nouveau corps d'artillerie, et lui accorda, deux ans plus tard, des

lettres de noblesse. Sous Frédéric-Guillaume II, Tempelhof ne fut pas traité moins favorablement. Chargé d'apprendre aux deux fils aînés du nouveau roi les sciences exactes, et ce qu'il y a de calculable dans l'art de la guerre, il reçut le grade de lieutenant-colonel, et entra à l'académie des sciences. Il voulut reformer les chariots de munition, dont le pesant embarquement la marche de l'armée; mais on lui répondit qu'il fallait d'abord user ce qu'on avait. Ce n'était pas que la paix parût très assurée. La Prusse fut sur le point de rompre, en 1790, avec l'Autriche, et, en 1791, avec la Russie. Dans cette dernière supposition Tempelhof, qui était devenu colonel à Breslau, au moment du traité de Reichensbach, eût dirigé le siège de Riga. Peu de temps après, son résolut de créer pour l'artillerie une académie spéciale, dont on lui demanda le plan, et dont on lui confia la direction. Il commanda cette arme contre les Français, mais cette guerre ajouta peu de chose à la réputation du colonel. Frédéric-Guillaume III le choisit pour instituteur des princes ses frères, l'éleva au grade de lieutenant-général, et lui conféra l'ordre de l'aigle-rouge. Tempelhof jouissait paisiblement de cette situation lorsque la mort le frappa, à Berlin, le 15 juillet 1807. Ses ouvrages sont principalement : 1° *Instruction à l'analyse des infans grand*, 1769, in-8°; 2° *Catral exact des eclipses du soleil, et des déliques des étoiles*, produites par l'interposition de la lune, 1773, in-8°; 3° *Essai sur la solution du problème : déterminer l'orbite de la comète par trois observations* (en français), Virech, 1780, in-4°; cet essai a remporté le prix en Prusse; 4° *La Bombardier prussien*, 1781, in-8°; 5° *Germétrie pour les soldats, et pour ceux qui ne le sont pas*, Berlin, 1790, in-8°; 6° *Histoire de la guerre de sept ans en Allemagne*, etc., 6 vol. 1-63, et, seconde édition, 5 vol. in-4°, Berlin, 1794. Le général Jomini a consulté, pour son traité des grandes opérations, cet important ouvrage de Tempelhof. On y trouve des connaissances approfondies, et des vues judicieuses, mais le coup de prédilection pour la Prusse, dont à la vérité la gloire militaire pouvait éblouir dans ce temps-là; 7° *l'Art de la guerre expliqué par des exemples*, Zerbua, 1808, in-8°. Cet écrit posthume n'a contenu une partie des documents que l'auteur avait rassemblés vers 1780, pour ses *Éléments de tactique militaire*, dont la publication a été empêchée par Frédéric II.

TERNAUX (Guillaume-Louis), baron, député et célèbre manufacturier français, membre de la légion d'honneur, né à Sedan, le 8 octobre 1763, et mort dans la même ville, le 12<sup>e</sup> avril 1853. Entre dans les affaires dès l'âge de quatorze ans, il se trouva, à seize, chargé seul de diriger la maison de commerce de son père, que des revers de fortune venaient d'obliger à s'absenter pour long-temps. M. Ternaux s'acquitta de cette tâche difficile avec un succès que l'insuccès de son âge n'avait pas permis d'espérer. Son acte et la pénétration de son intelligence parvinrent à faire prospérer une petite fabrique qui jusqu'alors avait plus coûté que produit. Il est vrai que les maîtres et les jurandes n'existaient pour ainsi dire plus; peut-être qu'avec elles, M. Ternaux ne lût pas parvenu à surmonter les nombreux obstacles qu'il avait eus à combattre. Il n'est toujours sûr depuis, que ce fut en partie à l'absence de ces privilèges qu'il dut d'avoir pu poser les bases de sa fortune industrielle. Aussi M. Ternaux s'est-il toujours montré le zélé défenseur de l'indépendance du commerce, des arts et de l'industrie. C'est ainsi, qu'en 1817, dans le conseil général des manufactures dont il était président, il dit à propos de ces mêmes maîtres et réglemens, dont on agissait, pour la première fois, la question : « Si je puis vous faire faire une conscience, je paierais volontiers à quiconque nulle ou la patente qui les rétablirait; mais, Messieurs, si elles ne fussent pas tombées en déshonneur lorsque j'ai commencé ma carrière, rien de ce que j'ai créé n'aurait pu être fait par moi; à vous-mêmes, ne seriez pas ce que vous êtes, je n'aurais pas l'honneur de vous présider, et je suis convaincu que nous serions demeurés ce que nous sommes aujourd'hui l'Espagne et la Pologne. » M. Ternaux

jura fidélité à la constitution de 1791, mais il évita tous les excès de la révolution. Ayant un coup d'oeil juste et rapide, se décida promptement dans les circonstances importantes, il mobilisa les hommes de sa maison lors de l'émigration des nobles, en se concertant avec des marchands. Il avait en effet prévu, dès 1790, dans un écrit intitulé : *Le vœu d'un patriote sur les assignats*, qu'introduirait l'émigration du papier-monnaie. Il sut encore se préserver par sages combinaisons de ce que la révolution, le maximum, le séquestre des sommes dues aux émigrés, et les oracles apposaient fin à sur ses livres par eux qui, plus tard, auraient voulu le faire condamner comme un émigré, pouvait lui occasionner de dommages. M. Ternaux, accrue, en 1793, d'avoir contribué à faire arrêter à Sedan le commissaire de la convention, fut mis hors la loi par le tribunal révolutionnaire. Pour échapper aux prisons et peut-être à l'échafaud, il fut contraint de prendre la fuite. Mais quoique proscrit dans sa patrie, il lui fut toujours dévoué. Il sut résister aux offres que lui firent dans l'Angleterre et la Belgique, pour qu'il importât chez elles son active industrie. Revenu dans son pays, il fut élu membre de la chambre de commerce de Paris et du conseil général des manufactures. Il se présenta contre le consulat à vie, et plus tard, contre l'avènement de Napoléon à l'empire, et, fidèle à ses principes, il ne chercha aucune faveur sous le gouvernement impérial; il eut même la hardiesse de contester les intentions du gouvernement, dans un mémoire plein de force, en faveur de la liberté du commerce contre les licences; mémoire qui avait été adressé par les commissaires des deux conseils, dont il était membre. Mais l'empereur, toujours juste appréciateur du mérite et de la loyauté, visitant les manufactures de Louviers, accorda la croix de la légion d'honneur à M. Ternaux, auquel, il dit, en l'abordant : « Je vous trouve donc partout; Napoléon se rappelle en effet avoir autrefois visité les fabriques de M. Ternaux dans les Ardennes et sur la Meuse, lorsqu'il était premier consul. Plus tard, on vit ces manufacturiers célèbres immoler ses intérêts privés à la cause de la restauration; la charte qu'elle donnait à la France semblait s'accorder avec les vœux qu'il avait toujours formés. Lors du retour de Napoléon, en 1815, il crut de son devoir de suivre les Bourbons dans leur exil, et il revint avec eux. La même année, ne voulant rien pour lui, il accepta toutes les charges gratuites où il pourrait être utile à ses concitoyens. C'est ainsi qu'il fut nommé colonel de la garde nationale, membre du conseil général du département de la Seine et de plusieurs comités ou commissions, entre autres le comité national d'instruction publique et du jury assermenté, pour la répression de la contrebande dans l'intérieur; jury qui a défendu notre commerce et notre industrie contre l'invasion anglaise, et dont il fut le créateur, à l'époque où il était vice-président du conseil général des manufactures. Lorsqu'il était membre du conseil municipal de Sedan, son adresse et sa fermeté parvinrent à apaiser deux émeutes populaires exaltées, l'une relativement aux capucins qu'il préserva de mauvais traitements. Ces succès pour prévenir le retour des malheurs qu'avait occasionnés la diète de 1816 et 1817, qu'il présenta un mémoire sur l'approvisionnement de la capitale. Cet écrit, qui fut soumis à Louis XVIII, trouva un grand nombre d'approuvateurs. Mais des hommes poussés par des sentimens d'intérêt et d'ambition, empêchèrent que ses vues ne fussent adoptées. Appelé à présider le collège électoral du département de l'Eure, M. Ternaux, par des motifs opposés, refusa la candidature à la chambre. Si, en 1818, il se fut porté à la députation par le ministère, ce ne fut qu'avec une certaine répugnance. La préférence qu'il obtint à cette époque sur Benjamin Constant, indisposa quelques esprits contre lui; mais sa conduite à la chambre prouva suffisamment qu'il avait été étranger à toutes les intrigues ministérielles qui parvinrent à lui donner l'avantage sur son collègue

compétiteur. Ainsi les amis d'une vraie liberté ayant reconnu en M. Ternaux un député aussi ferme dans ses principes que sage dans ses vœux, le réélurent l'année suivante, comme un de leurs mandataires. Louis XVIII lui avait donné une marque de la reconnaissance publique, en le créant baron; mais à la session du 10 juillet 1821 le député s'élevait avec énergie contre un acte ministériel qui semblait établir que le gouvernement d' alors considérait le commerce comme dérogeant à la noblesse, il déclara qu'il renouvellerait plutôt à son titre que de voir ses enfants condamnés, pour *resider nobles*, à une inutile et honteuse oisiveté. M. Ternaux dut au souvenir de cette circonstance, si honorable pour lui, les mesures du ministère pour l'éloigner de la chambre en 1823. Mais, en 1827, il recueillit de nombreux suffrages, qui, cette fois, ne furent pas inutiles, et la France vit de nouveau l'un de ses premiers citoyens au nombre de ses représentants. M. Ternaux ne possédait pas le talent d'improviser, n'a pu en faire distinguer comme orateur à la tribune; mais il s'y est fait remarquer par ses discours écrits, qui ont toujours eu le mérite de l'à-propos, et où l'on trouve une connaissance profonde du sujet, une grande fermeté de principes, et une parfaite loyauté. Peut-être, M. Ternaux, dont la modération était grande, n'eût-il jamais ambitionné le titre de député, si sa fortune et les vœux de ses concitoyens ne lui eussent fait un devoir d'aller augmenter le nombre des vôtres constitutionnels; il n'eût été pas moins été un des hommes les plus recommandables de la France: car, considéré comme industriel, il a encore plus mérité de son pays que comme député; et c'est surtout sous ce rapport qu'il a droit à toute notre attention. Il est assurément celui qui a élevé le plus de manufactures, fabriqué et inventé le plus d'étoffes; celui, en un mot, qui a rendu les plus grands services à l'industrie et au commerce français. Des son premier retour sur le sol natal, M. Ternaux avait compris qu'il serait beaucoup à faire dans la fabrication des laines, et aussitôt il se mit à prendre la laine dans tous les sens. Des échantillons répondirent à ses essais: il introduisit une race variée dans un grand nombre d'étoffes qu'il perfectionna, et dont plusieurs ont été inventées par lui, telles que les *seri-draps*, les *seri-vingnes*, dont le nom indique assez la composition; les *rastreries*, *coatings*, *thibetaines*, *caraceniennes*, *calanques*, etc. Les fabriques de M. Ternaux ont été déjà portées à un degré de supériorité vraiment extraordinaire les tissus des châles à l'imitation des cachemires, lorsqu'il conçut le dessein éminemment ingénieux de nationaliser, en France, la race des chèvres du Thibet, dont le poil est employé chez les Orientaux à confectionner ces tissus. Un agent intelligent, employé à la bibliothèque du roi, vint dans la connaissance et la pratique des langues et des habitudes de ces peuples, M. Joubert, envoyé à grand frais, dans le Thibet, en 1819, avec un troupeau de quinze cents têtes, dont deux cent cinquante-six seulement atteignirent leur destination. Depuis leur émigration, ces chèvres ont pu s'habituer au midi de la France, et s'y perfectionner par le croisement des races. M. Ternaux a encore ajouté à sa réputation, par l'invention de plusieurs machines très utiles à l'industrie, telles que les fameuses presses qui ont permis d'appliquer à l'appret des draps les machines hydrauliques et le tricot circulaire qui fabrique un jupon en douze minutes. C'est par M. Ternaux que les premières machines à coudre les draps et celles à filer, ont été introduites en France. Il a établi, en Normandie, la machine hydraulique qui a servi de modèle à toutes celles qui ont été inventées depuis. M. Ternaux a fait une fortune considérable, que les dernières commotions politiques ont dérangée, il est vrai; mais il y en a eu peu d'acquies par des travaux aussi utiles que les siens, et peu dont on ait fait un meilleur usage. Ce célèbre fabricant n'a jamais oublié l'intérêt de ses concitoyens pour se souvenir du sien. Il a toujours voulu leur faire participer, autant que possible, aux avantages qui résultaient de ses découvertes. C'est dans cette noble intention, qu'il a concilié, en donnant du

bon à bas prix, le bénéfice du producteur avec l'intérêt du consommateur. Un tel désintéressement, exemple trop peu imité, lui attira une espèce de défaveur de la part du commerce de second ordre, encore assez peu éclairé pour ne pas sentir ce que cela même a d'avantage pour lui. Mais le public l'approuva généralement. D'éclatants et de nombreux encouragements, les médailles que lui ont valu le perfectionnement de ses tissus, et plus encore l'estime et la considération de toute la France et de tous les pays, furent la juste récompense que M. Ternaux recevait de ses immenses travaux et de ses constants et généreux efforts en faveur de tout ce qui intéresse le bien-être de ses concitoyens. Il est encore un point sous lequel la France doit beaucoup à l'active philanthropie de M. Ternaux: nous voulons parler de l'établissement des silos, de ces souterrains qu'il fit creuser dans sa campagne de Saint-Ouen, d'après des renseignements qu'il avait fait prendre en Espagne et en Italie, après avoir vu échouer les essais du gouvernement français, en ce genre. On sait maintenant que par le moyen de ces silos, on peut conserver parfaitement les grains, et faire une économie des neuf dixièmes dans les frais. La malveillance a voulu s'emparer de ce fait, en 1829, pour répandre que M. Ternaux spéculait sur les grains, et retirait de ses bénéfices considérables de la vente de ceux contenus dans ses silos, et cette imputation était essentiellement fautive, puisque ces grains, renfermés ainsi, appartenaient au gouvernement, et que loin de profiter à M. Ternaux, ces expériences lui coûtaient des sommes considérables. C'est encore à lui qu'est due l'application en grand du procédé indiqué par Cadet de Vaux, pour la conservation de la fécule de pomme de terre unie à son parenchyme, au moyen d'une dissolution rapide et économique, pour laquelle M. Ternaux avait conçu une nouvelle manière de construire les étuves. Il est parvenu à faire en huit heures, avec soixante-douze kilogrammes de charbon de terre, et sans un déchet trop apparent, une opération pour laquelle il fallait, d'après la méthode ordinaire, cent vingt kilogrammes de charbon, vingt-quatre heures, et un déchet de fermentation de vingt pour cent. Ce genre d'industrie a encore été perfectionné par M. Ternaux: il a imaginé de combiner le grain de pomme de terre avec le bouillon d'os et avec la gélatine, lesquels ont au jus de carottes aromatisées, forment un nourritif très substantiel et fort économique, puisqu'en potage, elle ne coûte que cinq ou dix centimes, selon qu'ils sont maigres ou gras, y compris le marchandage et le bénéfice du fabricant. Depuis juillet 1830, M. Ternaux vivait retiré des affaires et entouré de la vénération publique. Il était obligé, pour faire face à des engagements de sa famille, à une pension, qu'il a effectuée et qui ne lui a guère laissé, dans ses derniers jours, que le strict nécessaire, dans un pays qu'il a enrichi de sa prodigieuse industrie. Il vient de nous être enlevé dans sa soixante-dixième année. Ses discours les plus remarquables, prononcés à la tribune nationale, et dont le plupart ont été imprimés, sont celui sur les *laines étrangères*, 29 avril 1830; sur la loi des *docteurs*, 19 mai 1821; sur la loi des *finances*, 10 juillet 1821, 15 mars et 15 juillet 1822; sur le budget du *ministère de la marine*, 15 juin 1823; sur le budget du *ministère de la guerre*, 15 mars 1827, sur la loi des *dépenses*, 4 juin 1829.

**TERREBASSE** (Louis-Armand Jacques de), né à Lyon, au commencement de 1802, mais originaire du Dauphiné, a fait ses études au collège de Louis-le-Grand, à Paris. Cultivant les lettres par goût, en amateur éclairé, et sans aucun but d'ambition, M. de Terrebase doit à l'indépendance de sa fortune et de sa position sociale, le rare avantage de choisir le genre de ses travaux littéraires, et de s'y livrer à son loisir et à sa volonté. Il s'est spécialement occupé de recherches historiques et géographiques; on a de lui: 1° *Histoire de Pierre Terrail, seigneur de Bayart, dit le bon-chevalier sans peur et sans reproche, avec d'annotations généalogiques, lettres et pièces inédites*, Paris, 1828, in-8°, 2<sup>e</sup> édition (à l'usage des collèges), Lyon,

1831, in-18, 3<sup>e</sup> édition, revue et augmentée, et ornée de figures gravées par Pipeot, d'après les dessins de Bevoit, Lyon, 1832, 1 fort vol. in-8°. Ce serait faire un bien faible éloge de cet ouvrage que de se borner à dire qu'il est supérieur à tous ceux qu'on a publiés sur la vie de l'un des plus grands capitaines dont la France s'honore, et qu'il a justement fait oublier l'histoire inexacte, incomplète et mal écrite, qu'en avait donnée Guizot de Berville. On ne peut bien connaître Bayart que dans la nouvelle et intéressante histoire que nous devons à M. de Terrebasse. 3<sup>e</sup> *L'Histoire de Palanus, comte de Lion*, roman inédit du XVI<sup>e</sup> siècle, publié d'après un manuscrit de la bibliothèque de l'Arsenal, Lyon, 1 vol. in-8°, orné d'un frontispice gravé. M. de Terrebasse a inséré quelques articles à la *Revue de Paris*, et aux *Archives historiques de Lyon*. Il prépare une *Biographie Dauphinoise*, accompagnée d'extraits et de citations.

TERSAN (CHARLES-PHILIPPE CAMBON, abbé de), célèbre antiquaire français, né à Marseille en 1736, mort dans la même ville le 11 mai 1819. Jeune, il commença à recueillir des objets d'art et d'antiquités. Un voyage en Italie fortifia ce goût, et depuis son retour en France, il s'occupa d'augmenter sa précieuse collection : c'était la plus considérable et la plus belle de Paris. L'abbé de Tersan l'avait placée à l'Abbaye-aux-Bois, et non loin de l'appartement qu'il occupait aujourd'hui M<sup>me</sup> Becanier. Elle était divisée en plusieurs salles rangées par ordre de nations. Les médailles étaient toutes réunies dans la première ; dans la seconde étaient les cartes et les estampes ; dans la troisième on voyait les curiosités chinoises, et dans la quatrième celles de l'Inde, etc. L'abbé de Tersan avait étudié et comparé les antiquités des peuples anciens et nouveaux, et cette étude lui fournissait d'heureuses explications de passages d'auteurs anciens et modernes. Il a publié, avec MM. Gosselin et Romé de Lulle, le catalogue des médailles du savant d'Ennery, Paris, 1788, Didot le jeune, in-4°. Il avait une opinion assez singulière sur la formule *sub sacro* qu'on trouve en plusieurs inscriptions chrétiennes ; il y voyait une représentation formelle du signe de la croix. Dans sa vieillesse, il vendit, pour subvenir à ses besoins, beaucoup d'objets de sa précieuse collection. Ce qu'elle renfermait de plus intéressant pour les monuments nationaux, et qu'il est à regretter qu'on ait dispersé, c'est une suite assez complète des antiquités trouvées dans les fouilles d'une ville ancienne, située entre Joinville et Saint-Dizier, sur la montagne de l'hôtelet. Elles ont été gravées et devaient paraître dans un grand ouvrage sur les arts et métiers des anciens. Grivaud de Vincelle en a publié cent trente planches. Il est fâcheux qu'une aussi riche collection n'ait pas été expliquée par un savant qui la commentait d'une manière si instructive, quand il le montrait aux curieux. Nous avons de l'abbé de Tersan un portrait qu'il a gravé lui-même pendant son séjour en Italie, et Grivaud lui a consacré une courte notice dans son *Catalogue des objets d'antiquité et de curiosité* qui composaient la bibliothèque de ce savant ecclésiastique. Il ne faut point le confondre avec l'abbé de Tersan, pseudonyme de l'avant-dernier siècle.

TEXTORIS (JOSEPH-BONIFACE), second médecin en chef honoraire de la marine française, chevalier de la légion d'honneur, et membre de plusieurs sociétés savantes, naquit à Toulon, le 24 février 1773, d'un père médecin distingué de la marine. Il suivit la même carrière, et, en 1787, il fut employé comme chirurgien auxiliaire dans les hôpitaux de la marine, et servit en cette qualité jusque vers le milieu de 1790. Embarqué le 19 septembre de la même année, sur la frégate *la Minerve*, en qualité d'aide-chirurgien, il fit ainsi partie de l'expédition envoyée alors par le gouvernement pour lever les plans des villes, des côtes et des golfes de la Thessalie, la Macedoine et la Thrace. Textoris prit dans ce voyage beaucoup de notes qui lui servirent plus tard à composer un mémoire sur les antiquités de l'île de Thasos, qu'il lut devant l'académie de Toulon, dont il fut un des fondateurs et le premier secrétaire. En 1798, au retour de l'expédition de Venise, dans laquelle Textoris était chirurgien en chef

du vaisseau *le Tennant*, il traita avec succès l'épidémie qui se manifesta dans l'escadre de l'amiral Bruyès, et contracta lui-même cette maladie dont il faillit être victime. Promu, le 1<sup>er</sup> juin 1801, au grade de chirurgien entrepris de première classe (grade qu'il obtint, comme les précédents, par la voie du concours), il reçut l'ordre de se rendre à Cadix, et à son arrivée il fut chargé de diriger en chef les hôpitaux d'Algeiras où se trouvaient les nombreux blessés provenant du combat naval qui avait été soutenu par une division française contre l'escadre de l'amiral anglais Somerses ; il s'acquitta de ses fonctions avec autant de zèle que d'intelligence. A son retour de Cadix à Toulon, il s'enferma de nouveau dans le lazaret de ce port pour traiter la maladie meurtrière qui avait attaqué l'équipage du vaisseau *l'Atlas*, revenant de Cadix. Il parvint à sauver la presque totalité des malades ; atteint lui-même du mal, il se rétablit en partie par les soins de son épouse qui eut le dessein d'aller s'enfermer avec lui au lazaret. En 1803, il se rendit à Montpellier, et s'y fit recevoir docteur en médecine. Sa thèse inaugurale intitulée : *Dissertation sur le scorbut*, fut soutenue le 28 Boreal au Collège de médecine de Montpellier, sur cette maladie. Peu de temps après, Textoris fut nommé chirurgien en chef de la flotte sous les ordres de l'amiral Latouche, qui, par la mort de cet officier passa sous le commandement du vice-amiral Villeneuve. Il se trouva à la bataille de Trafalgar, y rendit d'éminents services aux blessés, et montra un sang-froid bien rare et bien précieux au milieu d'une telle scène de carnage. Le 16 janvier 1812, il fut nommé chirurgien-major du vaisseau *la Dauphine*, qui était au port de Toulon, affecté à l'instruction des nouveaux élèves de la marine. Il conserva cet emploi jusqu'en 1815, époque où les écoles navales de marine furent supprimées. En 1816, le service de santé de la marine, au port de Marseille lui fut confié. Le même année le *fièvre jaune* exerça de terribles ravages en Catalogne, et en la France et surtout Marseille dans de grandes alarmes, Textoris, dans l'intention de ramener la population sur la nature contagieuse de ce fléau, lut à la séance du 19 octobre 1821, devant la société royale de médecine de Marseille, un *Apport sur la fièvre jaune*, qui fut assez généralement goûté, et qui fut compris parmi les articles dont le docteur P. M. Rome, ami de l'auteur, composa le cinquième numéro de l'*Observateur des sciences médicales*. Textoris soutint avec raison que la fièvre jaune n'est pas contagieuse ; mais par une inconséquence inexplicable, il prétend qu'elle peut le devenir dans certaines circonstances, qu'il ne détermine nullement. La société royale de médecine de Marseille, dans son rapport sur ce mémoire s'exprime en ces termes : « Rien de plus ingénieux et de plus juste que les idées sur les miasmes de la peste, du typhus et de la fièvre jaune, sur leurs degrés d'exposition ou de concentration dans l'atmosphère, et sur les limites qu'on peut leur assigner. » Il ne faut pas néanmoins prendre cet éloge académique au pied de la lettre, car on ne saurait raisonner sur les miasmes de la fièvre jaune si on n'a pas fait. Ce médecin fut nommé vice-président (1822), et ensuite président (8 novembre 1823) de cette même société de médecine, et lui fit hommage de trois articles ou fragments d'un ouvrage qu'il avait projeté ayant pour titre : *Etude des eaux*, et dont il fit lecture dans le courant de 1824. Après trente-neuf années d'un service fatigant, sa santé commençant à déprimer, il obtint sa retraite avec le titre de second médecin en chef honoraire de la marine. Il quitta alors Marseille, revint à Toulon, et voulut de terminer son *Etude des eaux* ; mais atteint d'une ophtalmie opiniâtre, suivie d'une névralgie orbitaire et de douleurs rhumatismales, il fut forcé de renoncer à toute espèce de travail. Sa santé s'en rétablit, il fit paraître ce mémoire (in-8° de 267 pag.) à Marseille, en 1826, et le dédia au maréchal de Lauriston qui avait eu l'occasion d'apprécier ses grandes qualités de chef habile d'hygiène et de médecine. L'impression qu'on mit à se procurer cet écrit fut in-

qu'aujourd'hui il serait difficile d'en trouver un exemplaire. Entouré d'une famille qui faisait sa félicité, jouissant d'une grande considération, estimé de ses collègues, chéri de ses amis, ayant de l'aisance, Testoris pouvait se promettre encore plusieurs années d'une existence agréable, malgré l'état délicat de sa santé; une maladie qu'il gagna accidentellement en se rendant auprès d'un individu qui réclamait un prompt secours, annonça sa fin prochaine; il y succomba au bout de quelques jours, et expira à Neoullès (Var), le 3 septembre 1858. Tous les habitants de ce village furent vivement affectés de la mort de cet homme de bien qui se plaisait à assister les pauvres, et à soulager l'infortune. Il était membre de la société médicale d'émulation de Paris, et de la société d'agriculture et de commerce du département du Var.

THAËR (Alaast), un des premiers agronomes de ce siècle, fondateur de l'école agricole établie à Mogelin, naquit le 14 mai 1752 à Celle, où il fit son éducation. Après l'instruction qu'il avait en grande partie reçue au sein de sa famille, il se rendit, en 1773, à l'université de Göttingen, où il étudia la médecine, et fut élevé, en 1774, au doctorat. Il acquit une grande réputation à Celle, et ses succès dans la pratique le firent nommer médecin du roi de Prusse. Des soucis de santé, joints à la douleur qu'il éprouvait auprès de ses amis malades, l'engagèrent à abandonner l'exercice de la médecine, pour se livrer entièrement à l'horticulture et à l'agriculture en général. Le premier ouvrage qui a établi sa réputation comme agronome, a été son *Introduction à la connaissance de l'agriculture d'Angleterre*, publiée en 3 vol., en 1816. Mais précédemment, en 1790, il avait fondé un établissement agricole à Celle, où il rédigeait les *Annales agricoles de la Basse-Saxe*. Il fut appelé, en 1804, dans les états de la Prusse, et il établit sur son propre domaine de Mogelin une ferme modèle pour l'instruction des agriculteurs. Ce fut alors que M. Thaër publia son excellent ouvrage ayant pour titre *La culture raisonnée*. où il expose d'une manière lucide le système des assolements et des fourrages. Ses talents dans cette carrière furent généralement reconnus. En 1803, à l'occasion de l'assemblée des propriétaires des troupeaux de moutons, à Leipzig, il reçut des témoignages flatteurs de considération de la part de ses nombreux élèves, et ces sentiments se manifestèrent d'une manière encore plus éclatante le 16 mai 1804, à l'époque de la célébration du jubilé de son doctorat aux bains de Freienwald. Dès le 14 mai, ses élèves avaient célébré, à Mogelin, le soixante-troisième anniversaire de la naissance de cet homme estimable. Le 16, son buste, exécuté par le professeur Wichmann, en marbre de Carrare, fut placé dans la ferme modèle, comme un présent de ses amis. Le roi de Bavière lui avait envoyé l'ordre de la couronne; le roi de la Grande-Bretagne celui de guelfe; le roi de Wurtemberg y joignit celui de la couronne de Wurtemberg. Il n'y eut pas jusqu'aux paysans des alentours qui ne vinssent le remercier de tous les perfectionnements qu'il avait introduits dans l'agriculture. Cet agronome, le plus célèbre de toute l'Allemagne, est mort le 26 octobre 1828, à Mogelin, dans la soixante-dixième année de son âge.

THEAULON (MARIE-EMMANUEL-GUILLAUME-MARC-ANTHE-MATHIEU), le plus fécond et l'un des plus spirituels de nos auteurs dramatiques, est né le 14 août 1787, à Aigues-Mortes. Il fut envoyé à Montpellier, où il commença ses études, chez un instituteur particulier, et il les acheva, lors de la création des lycées, à celui qui fut établi dans cette ville, où il obtint une bourse par la protection de Cambacérès, parent de sa famille. Il y débuta dans la littérature par deux morceaux de poésie, qu'il publia en 1806 : *Le temple de l'immortalité*, et *La bataille d'Iéna*. Destinée à la carrière du barreau, pour entrer ensuite dans la magistrature judiciaire ou administrative qu'avaient suivie ses ancêtres, il fut placé, à dix-huit ans, chez un avocat de Nîmes pour y étudier le droit, mais il s'en dégoûta au bout de quelques mois, et revint chez ses parents, qui, cédant à ses instances, se déterminèrent à le laisser partir pour Paris. Il y arriva

en 1808, muni de lettres de recommandation pour l'archi-chancelier Cambacérès, qui l'accueillit favorablement, et qui lui promit de s'occuper de lui. En effet, peu de jours après il reçut du prince une lettre qui lui annonçait sa nomination à une place d'inspecteur des douanes, et l'invitait à passer à son hôtel. Mais les emplois dans les administrations financières n'étaient pas plus du goût de M. Théaulon, que l'étude des lois et les détours de la chicane. Sa passion dominante était celle de la littérature, de la poésie et du théâtre, et les liaisons qu'il venait de former, depuis son arrivée à Paris, avec M. Armand Dartois, n'avaient fait qu'accroître son désir de la satisfaction. Il ne se rendit donc point à l'invitation de l'archi-chancelier, et négligea d'aller retirer sa commission d'inspecteur. Toutefois, après avoir donné au théâtre du Vaudeville, en 1808 et 1809, avec son nouvel ami, ses premiers essais : *Les fiancés*, *les femmes rivaux*, et *les femmes soldats*, il partit pour l'Allemagne, en qualité d'inspecteur des hôpitaux militaires. Il remplit les mêmes fonctions en Italie, et pendant son séjour à Milan, il fit représenter un vaudeville : *Le retour de l'armée*, qui lui valut, de la part du prince Eugène, une gratification de cinquante napoléons, dans une boîte ornée de son chiffre. De retour en France, il fit jouer à Lyon une pièce en trois actes, *Le mariage de Cendrillon*, et un vaudeville aussi en trois actes, *Bayard*, page M. Théaulon reprit à Paris ses travaux dramatiques, et publia, en 1811, une *Ode sur la naissance du roi de Rome*, qui fit quelque sensation, et pour laquelle il obtint une gratification. Il refusa néanmoins de marcher, lorsqu'il fut appelé, quelques temps après, par une conscription supplémentaire. En 1814, M. Théaulon fut un des premiers qui arborèrent la cocarde blanche. Il composa la première chanson pour les Bourbons, et son vaudeville, *Les clefs de Paris, ou le dessert de Henri IV*, est la première pièce qui a été jouée alors à Paris en leur honneur. En 1815, il suivit le roi à Gand, et publia, dans cette ville, le premier numéro d'un journal intitulé : *Le Nain-Rose*. En 1820, il fonda un journal royaliste, intitulé : *La foudre*, avec MM. Cyprien Berard et Armand Dartois; mais il se sépara d'eux pour fonder l'*Apollon*, autre feuille de la même opinion, mais bien moins violente. En 1821, il fut nommé chevalier de la légion d'honneur, sans l'avoir demandé, mais non sans l'avoir mérité par son dévouement à la légitimité, qu'il voulait de signaler par une espèce de tour de force, en donnant, aux trois principaux théâtres de Paris, et presque le même jour, trois pièces, à l'occasion du baptême du duc de Bordeaux, savoir : à l'opéra, *Blanche de Pro vence*, en trois actes, avec M. de Rancé, musique de divers compositeurs; au Théâtre-Français, avec MM. Carmouche et Rochefort, *Joanna d'Albret*, ou *le Barreau*, comédie en un acte, en vers; et à l'Opéra-Comique, avec M. Dartois, *le panorama de Paris, ou c'est fête partout*, vaudeville en cinq tableaux. En 1823, M. Théaulon fut appelé à Berlin pour y faire le poème d'un opéra, dont le célèbre Spontini composa la musique. Cet ouvrage, qui devait être représenté le jour du mariage du prince royal de Prusse, ne fut joué que l'année suivante. Rien n'égalait la magnificence des décors; la mise en scène d'*Atridore* coûta plus de deux cent quarante mille francs. Comblé des faveurs de la cour de Prusse, M. Théaulon revint à Paris, quelques mois après, et continua de donner aux principaux théâtres, une foule d'ouvrages, dont la plupart obtinrent beaucoup de succès. Pendant son séjour en Provence, il fit représenter, à Toulon, *Ouzinaka*, ou *la guerrilla polonoise*, drame lyrique en trois actes, dont le fils du célèbre Bayle dieu composa la musique. Depuis son retour à Paris, en 1832, il a éprouvé plusieurs malheurs, dont le plus cruel, sans doute, est la perte d'un fils unique. M. Théaulon était membre de la société du *Caveau moderne*, mais il n'appartient à aucune société académique. Le nombre de ses ouvrages dramatiques monte à environ deux cent cinquante. Il lui est quelquefois arrivé d'en donner seize ou dix-sept dans la même année. Il suffira de citer celles qui sont de lui seul, et les plus remar-



quatre de celles qu'il a composées avec divers collaborateurs. Il a donné au théâtre du Vaudeville, dans l'intervalle de 1820 à 1827 : *La pique*, comédie depuis au Gymnase dramatique; *Stanislas en voyage*; *L'arbre de l'incertain*; *La mari*, ou les deux ingénues; *Le prière chère*; *Stanislas*, ou les rois; *Les déesses à l'enclerc*, ou le nouvel opéra; *Les portraits*; *Le dragon de vert*; *La comédie marine*, remisée depuis aux Nouveautés; *La mise au bal*, et la fille à la maison; *La fiancée de Bélie*; *Le bénéfice de Minette*, parodie; *Ilaloro* ou la nouvelle comédie; *L'honneur à la carrière*, ou *Monnour Quatre-Sous*, en trois actes, avec prologue et épilogue; *Le vieux marin*, ou la campagne imaginaire; imité de madame de Staël. Les principales pièces qu'il ait données au théâtre de la rue de Chartres, avec MM. Dartois, Moreau, Oury, Capelle, Dupin, Fulgence, Brézier, Desbrières, Dumas, Caruache, Bonnard, Vulpian, etc., sont : *Les pages au serail*; *L'Anglais à Bagdad*; *La Jérusalem deshabillée*, parodie de *Tippoo Saïb*; *Numéro 13*, ou la nuit avant la nuit; *Les bêtises savantes*; *Paris à Pékin*, ou la clochette de l'Opéra-Comique; *Les foies du jour*; *L'ermite de Saint-Audé*; *La Parnasse gelé*, ou les glises littéraires; *La guerre*, parodie du *Paris*; *Les maris anglais*, ou la comédie criminelle; *La suite du folliculaire*, ou l'article en suspens; *La sollicitude*; *L'homme d'affaires*, ou les roses et la face; *Le courrier des théâtres*, ou la rue à franc étrier; *La giraffe*, ou une journée au Jardin-du-Roi, etc. Au théâtre des Variétés, depuis 1813 jusqu'en 1830. *Le château d'If*; *Le mariage à la hussarde*; *Le diable d'argent*; *La Géorgienne à Londres*, ou les réformateurs; *L'ouvrage du grand Frédéric*; *Les Nouveaux*; *Stanislas*; suite de Michel et Christian; *Piquet-voilette*; *Le grenadier de Fanchon*; le bénéficiaire; *Le commensal du bal*, ou l'ancien et la nouvelle mode; *Le chiffonnier*, ou le philosophe nocturne; *Les trous à la une*, ou *Apollon en faillite*; *M. Benaventure*, ou les inconvénients de la diligence; *M. François*, ou chacun sa manie; *Le candidat*, ou l'atmosphère de Beaune; *Le médecin des théâtres*, ou les consultations; *Les trois faubourgs*, ou samedi, dimanche et lundi, parodie des trois querriers; *John Bull au Louvre*, en trois tableaux; *Le bal de l'avoué*, ou les quatrains historiques; *Les trois rouches*, ou l'amour en vers; *L'Opéra-Comique*, de 1816 à 1821 (avec MM. Dartois et de Rancé); *Le roi et la lique*; *Le mari pour atermes*; *Charles de France*; *La bataille de Denain*; *Le sceptre et la charrette*; *Jeanne d'Arc*, ou la déclaration d'Orléans; *Les fleurs du château*; (Seul); *Les romans*, en trois actes; *La clochette*, en trois actes; *La petite chaperon rouge*, en trois actes; *L'oiseau bleu*, joué à Versailles. Au Théâtre-Français, de 1816 à 1826 (avec MM. de Rancé, Dartois, Rochefort, Carmouche, Gerson, etc.). *L'annuaire*, ou un acte, en vers; *Henri IV et Mayenne*, en trois actes, et en prose; *Le laboureur*; *Le château et la ferme*, à l'occasion du sacre de Charles X. A l'Opéra (avec M. de Rancé) *Don Sancho ou le château d'amour*, en un acte, 1825. A l'Odéon (seul): *L'article ambitieux*, ou l'adoption, comédie en cinq actes, et en vers; *L'indiscret*, comédie en cinq actes, en vers. Au Gymnase Dramatique, de 1822 à 1827 (avec divers collaborateurs): *Le sadique de Paris*, à propos de celui de Denderah; *La magasin des lamiers*; *Les femmes romantiques*; *L'homme foule*; *Mes derniers vingt ans*; *Parkins Warbur*, ou le commis marchand; *L'écroué public*; *Sainte-Péline*, ou l'exile des vieillards; *Le combat des coqs*; *La fête des Marins*, ou la Saint-Charles à Dioppe. (Seul): *La venue du soldat*, 1826; *Le Puyssan parvenu*, ou quinze ans de Paris, 1827, drame en trois journées, intitulée: *L'héritage*, comédie; *Le lendemain d'un bal*, vaudeville, et *Le vol*, drame. Au théâtre des Nouveautés, de 1827 à 1830 (avec divers collaborateurs): *L'ami Buntapens*, ou la maison de mon oncle; *M. Jovial*, ou l'huissier chansonnier; *Lédon*, ou la jeune servante; *Le barbillon châtélin*, ou la loterie de Francfort; *M. du croquis*, ou le peintre en voyage; *Une matinée de Stanislas*; *Jean*, ou le pouvoir de l'éducation, pièce en quatre parties; *Angéline*, ou l'épouse du dague, drame en trois actes; *La tyrolienne*, pastorale en un acte, imitée de Goethe; *Jovial en prison*;

*Pierre*, ou le retour, pièce en cinq tableaux; *Le Baudis*, drame en deux actes, mêlé de chant; *Le bal champêtre* ou cinquante étages. (Seul): *Fantô*, drame en trois actes, mêlé de chant; *La recette*, ou le sixième acte du bénéficiaire, *La mari aux neuf femmes*, *Rafael*, drame en trois actes, mêlé de chant. Depuis son retour de la Province, M. Théaulon a fait représenter plusieurs pièces au théâtre du Palais-Royal, mais il n'y a pas attaché son nom. Presque tous ces ouvrages dramatiques ont été imprimés; il en reste plus qu'à citer trois, qui n'ont pas été représentés: *Chais*, ou le premier acte; *Le traité d'Amiens*, et *Henri V*, ou l'an 1830. La première comédie avec M. de Rancé, et destinée pour l'Opéra, fut défendue par le ministère de la maison du roi; la deuxième, de M. Théaulon seul, et la troisième, faite en société, avec MM. Fulgence et Capelle, devait être jouée l'une au Gymnase, l'autre aux Nouveautés; toutes deux ont été défendues par la police.

THÉAUX (ALBERT) ERNEST-GUILLAUME, baron de qui s'est fait un nom dans les lettres et dans l'administration, est né à Nantes le 15 décembre 1765, et frère de M<sup>me</sup> la princesse Constante de Salas. Revenu en Picardie, beaucoup de sa famille, il passa, dans la retraite la plus grande partie de sa jeunesse, et, guidé par un père éclairé qui fut son seul maître, il s'appliqua, sous lui, à des études sérieuses. Après avoir exercé divers emplois administratifs, il s'est fixé à Laon, où il a été nommé maire en 1808; conseiller de préfecture au département de l'Aisne, en 1812, et secrétaire-général de la même préfecture, en 1814. Il perdit cette place, en 1815, par suite d'une mesure générale, mais il la recouvra en 1820, et il l'occupa jusqu'à la révolution de juillet 1830. A cette époque, il fut appelé à la préfecture de la Corrèze, et, peu de temps après, à celle de la Haute-Vienne, qu'il posséda encore aujourd'hui (mai 1833). M. de Théis a été nommé chevalier de la légion-d'honneur en 1820, officier en 1821, et créé baron en 1821. Il a publié : 1° *Glossaire de botanique*, Paris, 1810, in-8°; 2° *Mémoires d'un Espagnol* (mononyme), Paris, 1818, 3 vol. in-12; 3° *éd. avec son nom d'auteur*, Paris, 1826, 3 vol. in-12; 4° *Foyage de Polyphile*, ou *Lettres romaines*, Paris, 1821, 3 vol. in-8°. Cet ouvrage, dont la 3<sup>e</sup> et la 4<sup>e</sup> édition ont paru en 1828, 3 vol. in-8° et 3 vol. in-12, et qui avait d'être placé à côté du *Foyage d'Anacharsis*, a été adopté par l'université de France, par les livres envoyés aux bibliothèques des collèges royaux et à ceux pour prix aux élèves. Il a été traduit dans toutes les langues d'Europe, et a eu plusieurs éditions à l'étranger; on en compte cinq en italien. M. de Théis a fait pour l'Italie ce que l'abbé Barthélémy avait fait pour la Grèce. 4° *Mémoires d'un Français*, Paris, 1824, 3 vol. in-12; c'est un roman, ainsi que les *Mémoires d'un Espagnol*; 5° *Politique des actions*, ou *Récit de l'histoire universelle*, Paris, 1828, 3 vol. in-8°. Dans cet ouvrage, qui embrasse tous les siècles et tous les pays, l'auteur termine par la France le tour du monde ancien et moderne et le cours entier de ses observations politiques. Si le cadre dans lequel il s'est renfermé ne lui a pas permis de donner plus de développement à quelques états d'une grande importance, et d'approfondir tant de vastes sujets, il a du moins présenté, en obacun d'eux, des idées saines et positives, et appuyées sur des théories par le témoignage des historiens et des voyageurs les plus estimés. Le livre de M. de Théis est à la fois agréable et instructif. Il apprend aux gens du monde des choses qu'ils ignorent, et rappelle aux érudits des souvenirs qui leur ont échappé. Cet ouvrage, dont le *Moniteur*, en 1828, avait rendu un compte avantageux, a reparu, en 1829, sous le titre de: *Précis de l'histoire universelle des peuples anciens et modernes*, ou *politique des nations*; et, en 1830, sous celui-ci de: *Histoire universelle de tous les peuples du monde*, etc.

THEKAÏSQUI, chef d'une de ces peuplades américaines à qui les fautes des Européens ont donné quelque célébrité, mais qui comptait encore très peu de monde dans l'histoire. Né en 1766, chez les Iroquois, cet homme aussi entreprenant qu'impudent et agile, dut aussi à son habileté dans le mensonge des armes

l'honneur de commander, à l'âge de vingt ans, ses compatriotes durant leurs excursions sur le territoire espagnol. Quand les colonies de la Delaware se séparèrent de la métropole, les Anglais s'opposèrent contre une population livrée à l'agriculture la férocité de Thekakisqui. Il répondit à leur attente : il égorgea ou incendia tout ce qu'il trouva sur son chemin dans la Caroline. Cependant il apprit que les Américains détruisaient en revanche les villages de sa tribu : cet événement le rappela au milieu d'elle. Il n'y conduisit point de captifs de la race blanche, dont il avait masacré même les enfants et les femmes, mais il traitait avec lui les Africains tombés en son pouvoir. Forcés de défricher le sol auprès des huttes de leurs nouveaux maîtres, ces noirs influèrent sur les mœurs des Indiens, en leur faisant prendre goût à la propriété. Lorsque ensuite l'Union victorieuse fut reconnue par les Anglais, les hordes voisines des grands lacs respectèrent sa puissance : Thekakisqui accéda même solennellement. En 1794, à la proposition de céder aux États-Unis une portion du territoire indien. Pendant son séjour à Philadelphie, cet allié obtint qu'on lui fournît des femmes : c'était à ses yeux un droit d'hospitalité. Comme on apporte peu de précautions dans le choix qu'on fit, le guerrier ne put long temps survivre à ce nouveau peril. Il succomba, en 1802, à Chilhowée dans la Tennessee. Sa tribu l'ensevelit au bord d'un fleuve, avec les cérémonies accoutumées chez elle, en employant pour les libations des crânes humains, et en plaçant dans la tombe les chevelures des ennemis dont ce brave avait triomphé dans de fréquentes expéditions. La *Revue américaine* a cru devoir consacrer quelques pages à la mémoire d'un homme aussi intelligent que valeureux, auquel les Iroquois avaient eu l'obligation de commencer à exercer les arts de la paix, et qui avait su conserver parmi eux jusqu'à sa mort l'ascendant d'un génie inculte.

**THÉMINES (ALEXANDRE FRANÇOIS-ANATOLE-ABONIS-ANNE-LOUIS-JOSEPH DE LAUZANNE DE)**, évêque de Blois avant la révolution française, né à Montpellier le 13 janvier 1743, mort à Bruxelles le 3 novembre 1829, et issu de cette grande famille de Thémènes qui occupe une si belle place dans notre histoire. A trente-quatre ans, ce prêtre fut nommé, par le roi Louis XVI, à l'évêché de Blois : il était alors aumônier de ce prince, grand vicaire de Sens, et ce fut la réputation qu'il s'était faite d'une intégrité vertueuse, qui lui valut cet insigne honneur. Sacré, à Paris, le 6 octobre 1776, il alla prendre possession de son diocèse, où il montra des talents, du zèle, de l'instruction, et, dit-on, un peu d'idées singulières. Il supprima plusieurs fêtes auxquelles les fidèles de son diocèse avaient une foi qui allait jusqu'à l'idolâtrie et jusqu'à leur faire oublier le culte qui n'est dû qu'au seul Dieu. Une biographie contemporaine dit que des réclamations générales forcèrent l'évêque de Blois de rétablir quelques-unes de ces fêtes ; mais les événements survenus depuis ont couronné la sage mesure de l'abbé de Thémènes. On ne fut pas surpris de le voir, à l'assemblée du clergé de 1788, demander le retour du parlement de Paris, alors exilé à Troyes, par une de ces rigueurs maladroites qui ont amené la chute de la dernière monarchie. Appelé, en 1790, avec les autres prélats de l'Eglise de France, à prêter serment à cette *constitution civile* du clergé, si mal à propos appelée de ce nom, comme s'il y avait quelque chose de commun entre l'ordre civil ou temporel et l'ordre spirituel et religieux, l'abbé de Thémènes refusa le serment. Il émigra depuis en Savoie et en Espagne : c'est à Saint-Sébastien, qu'avec l'abbé de Lamoignon, évêque déposé de Dax, qu'il accueillait et secourait tous ceux de ses compatriotes que chassait de leur pays la tourmente révolutionnaire. L'armée des Pyrénées s'avança, en 1794, vers Madrid. L'abbé de Thémènes s'était déjà retiré à l'extérieur dans une communauté. Une seconde invasion le força de se séparer de cette communauté qu'il édificait ses modestes vertus. On ne sait où il en porta depuis la modeste existence, jusqu'en 1810, qu'il se fixa à Londres. Il y était le seul évêque français, si on en excepte M. de Béthizy, qui, à la tête de quelques ecclésiastiques, partageaient sa résistance et ses opinions inflexi-

bles. Il avait, en 1802, signé la protestation des évêques réfugiés français contre le concordat, et refusé sa démission que, par un bref, le pape lui avait demandée. C'est de Londres que sortit alors un livre sur *Le gouvernement de fait*, qu'on attribua, avec bien des raisons, à l'abbé de Thémènes. Ce livre faisait l'apologie de ce gouvernement nécessaire ; les évêques réclamèrent, et employèrent tous les moyens pour ramener l'abbé de Thémènes à l'orthodoxie. On tint plusieurs conférences ; on ne put ramener l'évêque de Blois ; ses souffrances s'éloignèrent de lui ; on l'éloigna aussi des princes et de Louis XVIII. Cet ouvrage, qui fit tant de bruit à l'émigration, avait été imprimé à Londres, mais non public. Un certain de la Roche, libraire, qui avait acheté et payé le manuscrit, eut peur des dangers d'une pareille publication pour la cause des Bourbons, et fit résilier son marché. Nous ne nous arrêterons pas sur des faits particuliers consignés dans les biographies antérieures à la nôtre. Il est assez peu important que M. de Thémènes ait officiellement le 25 août 1819, à l'occasion de la fête de Saint-Louis, dans la chapelle catholique de *King Street*, et qu'il y ait déclaré, dans un long discours, qu'il était et serait évêque de Blois jusqu'à la mort ; mais il y a plus d'intérêt pour l'histoire à connaître une réponse de ce prêtre, qui signale un haut caractère : c'est celle-ci : à la restauration de 1814, pressé à diverses fois par ses amis de revenir à Paris, comme plusieurs de ses confrères, il répondit : pour ramener un évêque français dans sa patrie après tant de tourmentes, il ne suffit pas de la restauration de la monarchie, il faut de plus l'entière et parfaite restauration de la religion de nos pères. Cette réponse est admirable et digne du temps des Athanase et des Augustin. La mort de l'abbé de Thémènes fut édifiante. Il avait les mœurs les plus pures et menait une vie presque thébaïdique. Possesseur d'un des plus beaux palais épiscopaux de France, il habitait un appartement meublé fort médiocrement. Il avait des connaissances dans les lettres et les sciences, qu'il protégeait. Il avait établi, dans sa demeure, une bibliothèque fort précieuse pour le temps. Trop ami du luxe dans l'appareil des temples consacrés au Dieu des chrétiens, son émigration l'empêcha de réaliser les projets somptueux qu'il avait formés pour l'embellissement de la cathédrale de son diocèse. Il était, au reste, d'une insatiable charité : chaque hiver, durant son épiscopat, quand la crue du fleuve amenait quelques dégâts dans les habitations voisines, il les réparait de ses deniers. L'hospice des Enfants-Trouvés lui doit les lits en fer qu'on y voit aujourd'hui et pour lesquels il avait donné quatre-vingt mille francs. On a de ce prêtre : 1° *Instruction et cahier du hameau de Madon* (près Blois), Blois, 1789, in-8° (anonyme). 2° *Projet de lettre commune de l'Eglise gallicane aux fidèles dispersés* (anonyme), in-8°. Après un avertissement de quatre pages, on trouve cette lettre sous le titre suivant : *Lettre apostolique des évêques de l'Eglise gallicane*. L'avertissement et la lettre ont été imprimés à la suite de la lettre pastorale de M. l'évêque de Blois au clergé séculier et régulier, et à tous les fidèles de son diocèse, le 12 septembre 1810, Londres, 1811, in-8°. L'évêque de Blois ayant demandé aux autres évêques de France qui étaient alors à Londres, au nombre de quatorze, la permission de publier sous leur nom cette lettre apostolique, ils ne voulurent pas y consentir. Alors l'évêque de Blois la fit imprimer sous ce double titre : *Projet de lettre commune, etc. ; Lettre apostolique, etc.* Ce double titre, dont l'un est opposé à l'autre, a toujours été contraire aux usages reçus. Le livre en faveur du gouvernement de fait, dont nous avons parlé, consiste en cinq lettres adressées à Bonaparte, à M. de Talleyrand, au pape, au président du concile de 1811, enfin au clergé et aux fidèles de Blois. Dans la lettre à Bonaparte, datée de Londres, 14 juin 1811, l'abbé de Thémènes proteste contre le concordat de 1801, et revendique ses droits d'administrateur de la métropole de Blois (Paris).

**THÉNABD (LOUIS JACQUES)**, chimiste français, né à La Louptière, près Nogent-sur-Seine le 4 mai 1777. D'abord préparateur, M. Thénard est devenu profes-

leur de chimie, et aujourd'hui il occupe les trois principaux chairs de cette science à Paris, savoir : celle de la faculté des sciences dont il est doyen, celle du collège de France, et celle de l'École Polytechnique qu'il partage avec M. Gay-Lussac. Il est de plus membre de l'académie des sciences et du conseil royal de l'instruction publique. On le rencontre, enfin, dans plusieurs commissions administratives et consultatives. Devint député, il employa son crédit scientifique à diminuer les entraves qui gênent le commerce ou l'industrie, et c'est sur son rapport que fut rendue la loi du 14 juin 1859, en vertu de laquelle l'ancienne monnaie de France n'aura plus cours dès le 1<sup>er</sup> avril 1862. Après la révolution de 1830, il fut promu à la pairie, non pas à cause de son titre de baron, qu'il avait obtenu de Charles X, mais en récompense de services restés rendus à l'industrie, et comme l'une de nos célébrités scientifiques. Il est, de tous les chimistes français, celui dont le nom sonne le mieux aux oreilles du public; et cette immense popularité, il la doit moins à des travaux que le vulgaire ne peut apprécier qu'à son *Traité de chimie*, le seul un peu complet, ou du moins le plus volumineux que l'on connaisse en France. Plusieurs découvertes incontestables et la bourse de la science lui ont valu la réputation du jeune chimiste. Il suffit, pour reconnaître cette dernière influence, de relire les magnifiques rapports académiques qui accueillirent ses premiers mémoires, bien qu'ils fussent pleins de faits erronés. Cependant, M. Thénard n'a pas payé, par des batteries, la protection qu'il recevait des chimistes; du moins on ne retrouve, dans aucun de ses écrits, ces expressions louangeuses que les jeunes savants jettent d'ordinaire à la tête de leurs protecteurs. Il a même écrit quelquefois les opinions des dominateurs de la science: car il lui vint, contrairement aux idées de Berthollet, que l'acide sébacique devait la plupart de ses propriétés à la présence de l'acide acétique; il démontra que l'acide zoanique n'était que ce dernier acide tenant une matière animale en dissolution. Il retrouvait le même acide acétique dans la sueur de l'homme, dans l'urine, dans le lait séché; sa conjecture qu'il devait se produire en une infinité de circonstances, était une idée heureuse, qui eût prévenu la création d'une foule de prétendus acides tirés des régimes organiques. C'est à M. Thénard qu'on doit la découverte du protoxide de fer, lequel est blanc et se sur-oxyde à l'air. Ce chimiste a fait la remarque, confirmée plus tard par M. Raspail, que la fermentation ne se détermine point dans les dissolutions artificielles, mais seulement dans les liquides contenant des tissus organiques. Il indiqua la manière de purifier les huiles grasses par l'acide sulfurique. Il donna la véritable composition de l'orpiment et du réalgar. En 1806, il commença son grand travail sur les éthers. L'année suivante, fut l'époque de la découverte du potassium et du sodium par Davy. Alors M. Thénard et Gay-Lussac commencèrent une longue série de recherches sur les propriétés de ces corps singuliers, et enseignèrent à les extraire par l'action du fer incandescent sur la soude et la potasse. Ils obtinrent aussi le bore, que Davy n'avait fait qu'entrevoir. Tous ces travaux, faits en commun durant les années 1808, 1809 et 1810, ont été réunis en deux volumes, sous le titre de *Recherches physico-chimiques*. Le premier volume contient une description de la pile dont les auteurs ont fait usage, et les résultats auxquels ils sont parvenus en la faisant agir sur diverses substances; puis on y trouve l'examen de l'analogue ammoniacal, l'extraction du sodium et du potassium, la formation de ces alcalis sur-oxygénés, l'analyse de l'hydrogène sulfuré, la réfutation de l'opinion de Davy que le phosphore contenait de l'oxygène; l'analyse des acides borique et carbonique par le potassium. Le second volume renferme de nombreuses recherches sur l'acide fluorique et ses combinaisons. Vient enfin l'analyse des matières végétales par le chlorate oxygéné de potasse. En 1812, M. Thénard trouva que le phosphore chauffé à 50°, puis refroidi subitement dans l'eau, devient noir comme le charbon. Il étendit ensuite au cuivre, à l'argent, à l'or et au platine, la découverte de Ber-

thollet fils, sur la fragilité communiquée au fer par son contact à chaud avec le gaz ammoniac. En 1813, M. Thénard commença la publication de son *Traité de chimie*, qui ne fut terminé qu'en 1816, et qui en est aujourd'hui à la cinquième édition. C'est en 1818 qu'il fit la découverte de l'eau oxigénée, ou deutérate d'hydrogène. L'ensemble de ce travail, l'un des plus remarquables de la chimie moderne, a fourni la matière de huit communications faites à l'académie des sciences. En delayant de la baryte oxigénée dans l'eau, puis versant peu à peu de l'acide nitrique, il obtint, sans dégagement d'oxygène, une dissolution neutre de nitrate de baryte, de laquelle on pouvait précipiter cette base par l'acide sulfurique. La liqueur renfermait ainsi de l'eau, de l'acide nitrique et l'excès d'oxygène de la baryte. M. Thénard lui donna le nom d'*acide nitrique oxigène*; mais, plus tard, il fut obligé d'y mettre que l'oxygène en excès se trouvait combiné à l'eau, et, depuis, le procédé pour obtenir ce second oxide d'hydrogène s'est beaucoup simplifié. Pour ne pas miner cette notice, il nous reste à dire que M. Thénard a fait, avec M. Dulong, des expériences variées sur l'inflammation de l'hydrogène dans l'air, en contact des différents métaux et duits à un grand état de division. Enfin, il a reconnu que les gaz comprimés se dégagent point de lumière, et que ce fait, indiqué par les membres de l'ancienne société d'Arcueil, tenait à l'inflammation de l'huile du piston. Voici la liste des travaux scientifiques de M. Thénard, par ordre chronologique: *Parité tirée de l'analyse de cette* (Annales de Chimie, tome XXXVIII). — *Notice sur l'acide sébacique* (ibid., tome XXXIX). — *Sur les tartrates* (ibid., tomes XXXVIII et XL). — *Phosphates de soude et d'ammoniac* (ibid., tome XXXI). — *Oxides de cobalt et de l'acide ammoniacal-nitrique* (ibid., tome XLII). — *Sur l'acide zoanique* (ibid., tome XLIII). — *Sur la fermentation vineuse* (ibid., tome XLVI). — *Mémoire sur le nickel* (ibid., tome L). — *Sur la liqueur fumante de Cadet* (ibid., tome LII). — *Combinaison de l'antimoine avec l'étain* (ibid., tome LV). — *Sur l'oxydation des métaux en général et en particulier sur l'oxydation du fer* (ibid., tome LVI). — *Sur l'acide de Rome, comparé avec ceux des fabriques de France* (ibid., tome LIX). — *Analyse de l'arcolithe d'Alais* (ibid., tome LIX). — *Sur l'analyse de la sauge, l'arcole qu'elle contient, et sur les acides de l'urine et du lait* (ibid., tome LIX). — *Sur l'éther nitreux* (ibid., tome LIX). — *Sur l'éther marialutic* (ibid., tomes LXI et LXII). — *Produits de l'action des matières métalliques, de l'acide marialutic oxygéné et de l'acide acétique sur l'acide* (ibid., tome LXI). — *Décomposition de la potasse et de la soude* (ibid., tomes LXV et LXVI). — *Congelation du palumine* (ibid., tome LXVII). — *Décomposition et recomposition de l'acide boracique* (ibid., t. LXVIII). — *Analyse des matières végétales et animales* (ibid., tome LXXIV). — *Sur les mordants employés en teinture* (ibid., t. LXXIV). — *Répliques et observations sur les mémoires de Davy* (ibid., tome LXXV). — *Recherches physico-chimiques*, 1811, 2 vol. — *Expériences sur le phosphore* (Annales de Chimie, t. LXXXI et LXXXII). — *Expériences sur le gaz ammoniac* (ibid., t. LXXXV). — *Analyse de l'eau minérale de Provenç* (ibid., tome LXXXVI). — *Traité de chimie*, 1815 à 1816, 3 vol. — *Huit mémoires sur l'eau oxigénée* (Annales de Physique et de Chimie, tomes VIII, IX, X et XI). — *Sur la propriété que possèdent quelques métaux de faciliter la combinaison des fluides élastiques* (Mémoires de l'académie des sciences, tome V). — *Sur la lumière produite par la compression des gaz* (Annales de Physique et de Chimie, tome XLIII).

THÉOS (CATHERINE THÉOS, connue dans l'histoire de la révolution française, sous le nom de). On a dit qu'elle lui avait donné le premier nom, qui en grec signifie divinité, comme plus conforme au rôle qu'on lui faisait jouer. Cette visionnaire naquit en 1725, dans un village du diocèse d'Avranches. Dans sa jeunesse, elle vint à Paris chercher des moyens d'existence qui lui manquaient dans son pays. Née avec un esprit dévot, elle se persuada qu'elle avait des visions, se croyant ainsi une nouvelle Ève, tantôt la mère de Dieu, refusant même appelé à régénérer le genre humain. Le genre

nement la fit renfermer pour prévenir le retour du scandale qu'elle donnait par ses extravagances; et lorsqu'on la crut calmée, on la mit en liberté. On n'en parla plus jusqu'en l'année 1794, que Chaudette, et les sectaires de la déesse, nommée Raison, allèrent la chercher dans un galilé, de la rue Contrescarpe, à l'extrémité du faubourg Saint-Jacques, où elle avait recommencé à débiter ses rêveries à une multitude d'insensés, et surtout de femmes qui prétendaient faire secte. Senar, secrétaire du comité de sûreté générale, fut chargé de l'arrêter avec ses principaux acolytes: il la laissa des manoirs qui contiennent les choses les plus étranges. Sans doute on ne doit pas croire sans examen tout ce qu'il raconte, mais il ne faut pas non plus repousser tous ses récits. Il est entre dans des détails très circonstanciés sur Catherine Théo, et il parle longuement des pratiques bizarres et des momeries ridicules de cette femme et de ses adeptes. Il paraît qu'un nombre de ses affidés était venu se ranger don Gerle, qui renoua à son cloître pour être nommé député à l'Assemblée nationale, homme d'esprit, connu pour tel dans l'Auvergne, sa province, mais à qui le souvenir de sa première existence avait dérangé l'imagination. Senar interrogea Catherine Théo et don Gerle, et, d'après les pièces qu'il remit aux comités de salut public et de sûreté générale, Vadier fit, le 17 juin 1794, un rapport sur ce qu'il appelle la conspiration de Catherine Théo, pièce monstrueuse, et qui allait au dernier terme du délire révolutionnaire. Les conférences qui le tenaient chez cette femme furent présentées, par lui, comme les actes d'une réunion de fanatiques et de prêtres perturbateurs, dont il fallait débarrasser la république. Ce rapport était plein de déclamations furibondes contre les prêtres, et on y remarque, avec étonnement, de longues sorties contre les jésuites, dont rien n'annonçait qu'ils eussent quelque rapport à cette affaire. Vadier insista aussi sur ce que Catherine Théo et ses sectateurs entretenaient des liaisons avec le ministre Pitt, le baron de Bata, chef imaginaire de la conspiration de l'étranger, et enfin avec le pape; accusations qui étaient alors de formule, et qui ne sont pas les seules dont ce rapport soit rempli. Une foule d'autres accusations, non moins absurdes, s'y rencontrent. Vadier parla aussi des conférences de la vieille illuminée avec la duchesse de Bourbon, la marquise de Chastanay, et un certain Lamotte, médecin du duc d'Orléans. Le rapport était terminé par la demande d'un décret d'accusation contre Catherine et don Gerle. Cette femme mourut à la Conciergerie, cinq semaines après son arrestation, à l'âge d'environ soixante dix ans. Don Gerle y fut oublié, pendant une longue détention. Cette mise en scène de Catherine Théo, et ce rapport, étaient une infame manœuvre pour faire extorquer les prêtres dans toute la France, conséquence horrible du principe posé, le 19 novembre, par la convention, que toutes les religions sont indifférentes, et qu'il n'y a point de Dieu. Robespierre présidait la convention lorsque Vadier fit son rapport, et on croit qu'il ne l'approuva pas. Ce qui l'a fait penser, c'est que dans la journée du 9 thermidor, lorsque chacun attaqua Robespierre, Vadier lui adressa cette apostrophe: « l'accuse Robespierre, dit-il, d'avoir appelé le rapport sur Catherine Théo, une farce ridicule; d'avoir dit que c'était une femme à mépriser, tandis que nous prouverons qu'elle avait des correspondances avec Pitt, avec la duchesse de Bourbon, et avec Bergasse. » Senar et Villate, prêtre apostat, et juré au tribunal révolutionnaire, ont prétendu que Catherine Théo avait des rapports avec Robespierre, qui voulait se servir d'elle pour établir une religion positive, que sa déclamation de la reconnaissance de l'être suprême et de l'immortalité de l'âme, en devait être l'introduction. Cette assertion, mise en avant par deux des hommes initiés aux plus odieuses intrigues de ces temps, n'en paraît pas moins invraisemblable. Robespierre avait des vues trop profondes, et trop justes en même temps, pour seulement penser à se servir d'un tel moyen. Les folles extravagances de cette femme eussent bien vite discrédité ses projets.

THIEBAUT DE BERNEAUD (ANSELM), né à

Sédan, le 14 janvier 1777, d'une ancienne famille, célèbre dans les annales de la Champagne et de la Lorraine. Il faisait ses études lorsque la révolution éclata: à l'exemple de son père, il en épousa de bonne foi tous les principes, et se soumit sans murmurer à toutes ses conséquences. En effet, les premiers dangers de la patrie, on le vit, en juillet 1793, quitter les montagnes des Vosges pour voler aux frontières menacées par les armées ennemies. Il se signala par plusieurs actions d'éclat, le 13 août, sous les murs du fort Vauban, le 10 septembre, devant Landau, lorsque cette place fut débloquée par les Français, et surtout le 14 du même mois, à la sanglante bataille de Kaiserslautern. Dans cette dernière affaire il reçut cinq blessures, dont deux très graves. Son courage fut loué par ses camarades, et lui valut, de la part de la convention nationale, un décret portant qu'il avait bien mérité de la patrie. Mis, par suite de ses blessures, hors d'état de servir sous les drapeaux de la liberté, il entra dans sa famille avec le grade de capitaine de hussards, et courut la carrière administrative, d'abord dans le département des Vosges, puis dans celui de la Meurthe, et enfin au ministère de l'intérieur, où il fut appelé par le ministre Benazech. Cependant, en 1796, sur la demande de Carnot, le directeur exécutif l'envoya vers le général Moreau, chargé d'une mission importante. Il se trouva à l'affaire de Kamlach en Bavière, et put demeurer tranquille spectateur d'un combat si éclatant, qui finit par être décisif pour le corps des émigrés; il y sauva la vie à un officier supérieur lillois, dont il épousa la fille dix ans plus tard. Ce fut en 1797 qu'il publia son premier écrit, qui traitait des pompes funéraires; cet écrit fixa l'attention du conseil des Cinq-Cents, et du conseil des Anciens. Peu de temps après, à peine âgé de vingt ans, M. de Berneaud osa reprendre le travail de Bacon et de Diderot sur les connaissances humaines. Son entreprise ne fut point jugée téméraire, puisqu'elle obtint les suffrages de la classe des sciences morales et politiques de l'Institut: l'ouvrage fut même imprimé aux frais du gouvernement. Ce succès ne fut connu de l'auteur que plusieurs années après. Il n'était plus en France. Les événements du 18 fructidor, et plus encore ceux du 18 brumaire, avaient navré son âme républicaine; il s'éloigna de sa patrie autant pour s'instruire que pour éviter le sort de ses amis devenus victimes de leur dévouement à la cause de la liberté: car il n'était pas homme à suivre l'exemple de ceux qui faussaient leurs serments, et désertaient les drapeaux de la république pour endosser les livrées de celui à qui on permit de s'élever au-dessus des lois. Le plan du voyage scientifique qu'entreprenait M. Thiebaud de Berneaud, avait été approuvé par les hommes les plus distingués de l'époque: il embrassait l'Italie et les îles, l'Illyrie, l'Épire, la Grèce et son archipel, l'Asie, l'Égypte, les côtes de la Mauritanie, et la péninsule hispanique. Il ne put être entièrement exécuté: les événements politiques de l'Europe limitèrent l'entreprise à l'Italie, aux îles qui l'avoisinent, et à quelques parties de la Grèce. Notre voyageur s'y occupa de l'histoire naturelle, des antiquités, et d'observations de tous les genres qui lui firent ouvrir les portes des académies les plus célèbres. En 1804, il écrivit sur la fièvre jaune qui vena d'éclater à Livourne. Son mémoire fut publié en italien: à l'Institut de France il fut le sujet d'un rapport très honorable. M. Thiebaud de Berneaud, à l'exemple de ses amis Valentin et Derèze, s'y montre anti-contagioniste. C'est aujourd'hui l'opinion de l'immense majorité des médecins, et surtout de ceux qui ont eu l'occasion d'étudier cette maladie là où elle est endémique, c'est-à-dire à la Havane, à la Vera-Cruz, à la Nouvelle-Orléans, etc. Au mois de mai 1807, un décret impérial lui décerna l'étoile de la légion d'honneur; il ne l'accepta point. De retour en France, M. de Berneaud a publié divers ouvrages de sciences et de littérature: tous sont le fruit de l'observation. L'auteur s'y montre sans cesse avec ses principes politiques; il exprime hautement sa pensée; il parle toujours dans l'intérêt de son pays, et attaque sans ménagement toutes les doctrines

qui lui paraissent erronées, quel que soit l'éclat qui environne ceux qui les proposent. Jamais dans la manifestation de sa pensée il n'a marché sous les bannières d'aucune école; chose assez rare de nos jours en France, et ailleurs! Pendant les dix années qu'il a rédigé la *Bibliothèque physico-économique*, il avait su rendre ce recueil périodique l'expression de la pensée agricole française; il y signale tous les actes de l'autorité qui portaient atteinte aux droits des propriétaires ruraux, et empêcha souvent des injustices devenues imminentes. Pendant les sept années qu'il dirigea les travaux de la société linéenne de Paris, dont il était secrétaire perpétuel, il rendit plusieurs services aux sciences naturelles. Mais dans l'une comme dans l'autre position il a été victime de son zèle, de son dévouement. L'intrigue se coalisa contre lui, et le dépourvut de sommes considérables qu'il avait avancées pour soutenir une association qui pouvait, d'après ce qu'elle a fait, pousser très loin les recherches utiles. Les meilleures intentions ne trouvent pas toujours un appui convenable de la part des hommes livrés aux spéculations scientifiques; elles attirent trop souvent l'ingratitude sur celui qui, agissant avec indépendance et désintéressement, fait le bien pour le bien, et sans arrière-pensées. Rentré depuis 1858 dans le silence de son cabinet, M. Thiebaut de Berneud, s'occupa à terminer de grands ouvrages commencés pendant ses voyages. Tels sont: 1° *La Traduction française des œuvres de Théophraste*, avec des notes et mémoires explicatifs, précédée du texte grec, revu sur onze manuscrits, de la vie du philosophe péripatéticien, et de l'analyse raisonnée de ses différents ouvrages; elle a été annoncée au monde savant par le célèbre Cuvier en 1813, par M. Michel, dans ses *Éléments de botanique*, et par le *Classical journal* publié à Londres, par Valpy, en 1814 et 1815. 2° Un *Dictionnaire de l'agriculture française*, contenant, outre les expressions techniques vulgaires du langage agricole, l'origine et la description des procédés en usage, le tableau des mœurs et coutumes particulières aux habitants des campagnes, et une histoire de l'agriculture nationale divisée par siècles; 3° Des *Esquisses historiques* sur les révolutions géologiques, les institutions politiques, la morale et la littérature de l'ancienne Scandinavie, qui paraîtront sous peu; 4° Ses *Souvenirs*, ouvrage d'autant plus intéressant que l'on sait que l'auteur a été chargé, pendant qu'il était au ministère de l'intérieur, du classement de tous les papiers des deux comités de salut public et de *sûreté générale* de la convention; qu'il a rempli plusieurs missions politiques importantes, et qu'en Italie il a failli être victime d'une persécution qui l'honneur infiniment. Les ouvrages qu'il a publiés jusqu'ici sont nombreux; ils traitent de l'agriculture et des sciences qui s'y rapportent, de matières philosophiques, littéraires, et d'économie publique. Les principaux sont: 1° *Traité du pire de famille*, Paris, 1799, in-12; 2° *Voyage à l'île d'Elbe, et autres îles de la mer Tyrrhénienne*, Paris, 1808, in-8°; traduit deux fois en allemand, Weimar, par Ehrmann et par Sprengel; en italien, par Fabbrioni, Florence, 1808, et en anglais, par Jerden, Londres, 1814; 3° *Traité du genre et de la forme*, Paris, 1810 et 1811, 2 vol. in-8°; 4° *Voyage à Brémontville*, qui compte trois éditions totalement refaites, 1793, 1819 et 1826; 5° *Annuaire de l'industrie française*, Paris, 1811 et 1813, 2 vol. in-12; 6° *Préjugés particuliers à l'agriculture*, Paris, 1812, in-8°; 7° *Traité de l'éducation des animaux domestiques*, Paris, 1820 et 1823, 2 vol. in-12; 8° *Manuel des propriétaires ruraux et de tous les habitants de la campagne*, 1823, 2 vol. in-12; 9° *Manuel théorique et pratique du vigneron français*, trois éditions, Paris 1824, 1826 et 1827. Une traduction anglaise de cet ouvrage a paru à New-York en 1829, in-8°. 10° *Manuel du cultivateur français*, Paris 1829, 2 vol. in-12; 11° *Bibliothèque du propriétaire rural*, Paris, 1827 et 1828, in-8°; 12° Il faut ajouter ici les *Mémoires de la société linéenne de Paris*, de 1822 à 1823, 7 vol. in-8°; plus celui des *Œuvres linéennes*, parce qu'il renferme plus de quarante mémoires de cet auteur; 13° *Notice historique et bibliographique des*

*journaux et recueils périodiques, de politiques, de littérature et de sciences*, publiés au 1<sup>er</sup> janvier 1821, tant en France que dans les diverses autres parties du globe, Paris, 1821, in-8°; 14° *Bibliothèque physico-économique*, de 1817 à la fin de 1826, 20 vol. in-11. M. Thiebaut de Berneud a composé activement plusieurs ouvrages périodiques, son *Cours pratique d'agriculture*, publié en 1809 par Sonnini; le *Handbook des propriétaires ruraux*, de 1809 à 1810, compris; aux *Annales des voyages*, publiées par M. de Brui; à la *Biographie universelle*, etc. Parmi les écrivains sortis de la plume de cet écrivain nous citerons ceux de l'antiquaire Zoega, de Sonnini, naturaliste et voyageur, de Palimat de Beauvois, le botaniste, et principalement ceux de Broussonnet (1824), et Thouin (1824), de Lacépède (1825), où la science et la politique ont fourni à l'auteur quelques pages hardies pour l'époque et pour le public qui les eurent. Elles confirment ce que nous avons dit plus haut du caractère et de la fixité d'opinion du savant écrivain qui fait le sujet de cet article. M. Thiebaut de Berneud a le premier introduit en France la culture du civier (1794), à Nanci, et dans les départements de l'est; il a pour la première fois décrit et figuré la germination du *Phormium tenax*, qui a fructifié en France. En juillet 1822, il a lu à l'Académie des Sciences de l'Institut plusieurs intéressants mémoires, dont un sur la plante connue des anciens sous le nom de *Chara Cesaris*, qui lui a mérité un rapport très flatteur, fait par MM. Mirbel et Desfontaines. M. de Berneud est membre ou correspondant des principales académies et sociétés savantes, nationales et étrangères.

THIERS (LOUIS-AUGUSTE), né à Marseille, le 15 avril 1795. Il n'annonça pas dans sa première jeunesse ce qu'il devait être un jour. Élève au collège de Marseille, il s'y fit plutôt remarquer par son esprit sérieux et méditatif que par un grand empressement pour les succès de classes. Il étudia ensuite le droit à l'école d'Aix, où il se livra à des études littéraires et historiques. Ce fut alors que se révéla à quelques amis, confidentes de ses pensées et de ses travaux, l'homme qui plus tard devait faire une fortune littéraire et politique aussi brillante. Ses premiers travaux littéraires furent un éloge de Vauvenargues, qui fut couronné par l'Académie d'Aix, et une série d'articles fort remarquables sur l'exposition de tableaux de 1821: articles qui, publiés dans le *Constitutionnel*, firent tant de sensation dans le public, pour son étendue, d'être résumés à part. Il publia ensuite l'*Itinéraire du voyage dans les Pyrénées et le midi de la France*. Mais le succès de ces publications fut bientôt effacé par l'apparition de son admirable *Histoire de la révolution française*. Les premières livraisons de cet ouvrage parurent sous son nom et sous celui de M. F. Bodo; mais les suivantes parurent sous le nom seul de M. Thiers, qui seul avait tout fait. Cette suite, des origines, l'impression produite par ce livre, que l'auteur n'avait plus besoin de marcher en compagnie des littérateurs déjà connus. Au succès incontestable de l'ouvrage se joignit l'étonnement qu'inspiraient son début aussi brillant dans un âge aussi peu avancé. Comme monument littéraire, ce livre prouva des surprises les esprits peu habitués à des primes de renommée aussi précoces; mais ce qu'on avait pu à s'expliquer c'étaient les tressors d'érudition que l'auteur avait dû amasser pour décrire les événements nombreux et si divers de la révolution française. On a accusé à tort M. Thiers d'avoir écrit sous les inspirations de M. de Talleyrand, et sur les données laissées par Barrère. M. Thiers ne fit la connaissance de M. de Talleyrand qu'à une époque où l'ouvrage était presque terminé; et il en a parlé plus d'une fois dans des termes qui prouvent que l'influence de ce diplomate ne s'est pas exercée sur le livre, termes dont M. de Talleyrand, avec sa supériorité d'esprit ordinaire, n'a jamais concu ni même la moindre humeur. Quant à Barrère, M. Thiers n'a jamais vu, et n'a jamais eu de lui aucun document. Cette étrange critique n'est à nos yeux qu'un aveu du mérite éminent de l'ouvrage et de son auteur.

Il nous serait impossible de donner une analyse complète de cette publication, sans sortir des bornes marquées à un article biographique. Cette analyse d'ailleurs serait superflue, car il est peu d'hommes appartenant aux classes aisées qui ne l'aient lue et relue plus d'une fois; et c'est aujourd'hui même un des livres que l'on recherche le plus quand on s'occupe de l'histoire des temps modernes. A peu près à l'époque où parurent les premières livraisons de son histoire, M. Thiers entra au *Constitutionnel*, et trouva chez M. J. Laffitte l'occasion de développer ses connaissances en matière de finances. Il fut bientôt en rapport avec les hommes de l'opposition auxquels leur participation aux publications périodiques, leur réputation politique, ou leur fortune donnaient le plus d'influence. Présentant les agitations politiques que devait amener la fausse direction dans laquelle était entrée la cour de Charles X, il fonda, en 1830, sous le titre de *National*, avec l'appui d'un grand nombre d'amis, et la coopération de deux hommes de talent, M. Mignet, auteur d'une *Histoire abrégée* fort estimée de la révolution française, et M. Corré, un journal destiné à lutter énergiquement contre les hommes mis au pouvoir. Chacun de ces trois écrivains devait être à son tour le rédacteur en chef; M. Thiers commença. Rédigée avec talent et vigueur, cette publication nouvelle attire bientôt un grand nombre d'abonnés, et fit une vive sensation dans le public. Le pouvoir s'en émut, et à bon droit, car il comprit que désormais ce serait un combat à mort entre lui et ce terrible joueteur. Parmi les articles qui firent le plus de sensation, on remarqua celui que publia M. Thiers, sur cette maxime qui depuis est devenue célèbre : *Le roi règne et ne gouverne pas*. Il déploya dans ce poste une grande activité et un véritable talent, et eut dirigé le journal auquel ses deux amis ne prêtèrent qu'un appui très secondaire. Le *National* ne comptait encore que quelques mois d'existence, quand, au mois de juillet 1830, furent lancées ces imprudentes ordonnances qui décrétaient le changement de la constitution. La résistance fut aussitôt organisée dans les bureaux du *National*, et de là partit cette protestation des journalistes, qui, rédigée par M. Thiers, devint le signal d'un soulèvement général. Dans le moment d'incertitude qui suivit la lutte des trois jours, M. Thiers se hâta d'appeler l'approbation du peuple sur le choix que la chambre des députés venait de faire du duc d'Orléans, comme lieutenant-général du royaume. Il rappela, à deux reprises un passage d'une lettre écrite, en 1823, par P. L. Courier, et dans laquelle cet écrivain populaire avait fait l'éloge du prince auquel cette habile citation rallia un grand nombre de partisans. En même temps, M. Thiers proclamait la nécessité de la conservation de la pairie, et travaillait ainsi à la réorganisation du pouvoir. Au journaliste avait dès lors succédé l'homme d'état. La nouvelle dynastie était sur le trône, et M. Thiers prenait part au gouvernement des affaires du pays. Bientôt après, il entra au conseil d'état, et fut chargé de la direction du budget. Elu député par le collège d'Aix (Bouches-du-Rhône), il joua, dès ce moment, un rôle important à la chambre, où il servait souvent d'organe au pouvoir, et au ministère des finances, où il opéra de grands changements dans le mode de perception des impôts, et dans l'administration des domaines. Nous nous abstenons de porter un jugement sur ces actes, et nous mentionnerons seulement l'observation qui fut faite à ce sujet : qu'on ne devait pas, après une crise politique aussi violente, changer brusquement des habitudes enracinées depuis si longtemps dans la nation, surtout en matière d'impôt. Un début aussi prompt et aussi éclatant fit à M. Thiers plus d'un ennemi. Il fut dans la chambre à lutter contre des prévention injustes; mais fort de son talent, il tint tête à l'orage, et finit par conquérir les suffrages approbateurs de la majorité. Son élocution simple et facile n'a rien qui sente l'académie, et s'il y avait quelque chose à lui reprocher, ce serait son trop d'entraînement et de laisser-aller. Nous n'en sommes pas encore, en France, au temps bien désirable, où les débats de la tribune seront modérément

descendus à la simplicité des conversations des salons politiques. Jusqu'alors il faudra distinguer les deux genres, et M. Thiers peut également briller dans tous les deux. Convaincu de la nécessité de maintenir pendant long-temps encore la forme actuelle du gouvernement, et partisan de l'hérédité de la pairie, il a, dans les débats parlementaires, soulevés par cette grande question, prononcé des discours fort remarquables, qui ont produit sur les députés une impression profonde. « Sans pairie héréditaire, leur disait-il, nous arriverons à un pouvoir exécutif livré à l'élection. » Cette conséquence est juste; mais bien des gens ne peuvent se figurer que le ministre s'effraie beaucoup de cet avenir de la France républicaine. « Ce n'est ici, disent-ils, qu'une question de temps, et tel état de choses qui amènerait aujourd'hui l'anarchie, dans trente ans fera la force et le bonheur du pays. » Dans cette discussion et dans une infinité d'autres, M. Thiers a fait preuve d'une grande souplesse d'esprit, et d'une science administrative assez rare à son âge. Lors des troubles du mois de juin 1832, il fut l'un des premiers à conseiller au gouvernement l'emploi des mesures de vigueur contre les républicains et les légitimistes. Son intervention a puissamment contribué à la réorganisation du cabinet dans lequel il est entré en qualité de ministre de l'intérieur; et l'un de ses premiers actes a été l'arrestation de la duchesse de Berry, dans la Vendée. Un conflit occasionné par le contact de son département et de celui des travaux publics confiés à M. d'Argout, a amené un changement de portefeuille entre ces deux administrateurs. Les actes de M. Thiers, depuis cette époque, sont espérés qu'il rendra des services au commerce et à l'industrie. Il a compris qu'il fallait, sur les grandes questions, consulter les hommes spéciaux qui les ont étudiées toute leur vie, et qu'elles intéressent directement. Aussi a-t-il souvent eu recours aux conseils supérieurs de commerce et d'agriculture. Il fera beaucoup plus en suivant la voie dans laquelle il est entré, que tel fonctionnaire vieilli dans les bureaux de l'intérieur qui apporterait, dans le matiemment d'affaires aussi graves, des théories toutes faites, et des préjugés administratifs.

THOMAS (JEAN), maréchal-de-camp, né à Cheminot (Moselle), le 7 juin 1779; entré au service en qualité de lieutenant au 3<sup>e</sup> bataillon de son département, le 18 août 1791, et élevé, le lendemain, au grade de capitaine, à l'élection de ses camarades; a fait les campagnes de 1793 et 1795 à l'armée de la Moselle; celles de 1794 à 1796 à l'armée de Sambre-et-Meuse. Il se trouvait dans Thionville lorsqu'on assiégea cette place, en 1793, et fut blessé d'un coup de feu à l'épaule gauche à l'affaire de Freisweiler, le 11 janvier 1794. Le 13 juin de la même année, au siège de Charleroi, il soutint l'attaque de la tranchée avec une audace qui déconcerta les assaillants. Le 1<sup>er</sup> juillet suivant, il se signala par son courage et son intrepidité à l'affaire de Pombref, soutint la retraite de l'armée, arrêta quelque temps l'ennemi, et dégagea une partie du bataillon du Bas-Rhin qui était déjà coupé. Le bataillon dont faisait partie le jeune Thomas, passé à l'armée de Rhin-et-Moselle, fut chargé, le 9 juillet 1796, d'emporter de vive force le village de Melk, près de Rastadt; il se fit particulièrement remarquer dans cette affaire, et y reçut un coup de feu à la cuisse droite. Il fit les campagnes de 1797 et 1798 à l'armée d'Angleterre, et y occupa plusieurs emplois de confiance. En 1799, son régiment, le 10<sup>e</sup> de ligne, passa à l'armée d'Italie; c'est là qu'il reçut le brevet de chef de bataillon, grade auquel il avait été promu le 6 août. Il fit les campagnes de 1800 à 1811 aux armées de Naples et d'Italie; se fit remarquer aux affaires de Rocca Barbera, de Saint-Jacques en Ligurie, et du pont du Var. Il servit avec la plus grande distinction au siège de Gaète en qualité de major de tranchée, et eut le corps mutilé par l'explosion d'une bombe tombée dans sa tente. Le 5 juillet 1806, il reçut la croix d'officier de la légion d'honneur, et fut promu au grade d'adjudant-commandant : c'est en cette qualité qu'il fit partie de l'expédition de l'île Caprée, commandée par le gé-

neral Lombrague, et qu'il dirigea l'avant-garde des troupes de débarquement. La manière brillante avec laquelle l'adjudant-commandant Thomas conduisit sa mission difficile et périlleuse, à travers les rochers et les dangers, lui valut les éloges les plus flatteurs de la part du roi Murat, qui lui donna une riche dotation dans la Pouille. Peu de temps après, le 5 novembre 1807, il fut employé à l'état-major de l'armée de Naples. Lors de la formation du corps d'observation de l'Italie méridionale, commandé par le lieutenant-général comte Grenier, l'adjudant-commandant Thomas en fut nommé chef d'état-major-général (1<sup>er</sup> août 1811). Après la campagne de Russie, ce corps reçut l'ordre de se mettre en mouvement vers la fin de septembre 1812, et de se rendre à Vérone. Dans cette ville organisée, avec une promptitude étonnante, la 35<sup>e</sup> division de la grande armée, formée des troupes du corps du général Grenier, et d'une partie de celles composant les garnisons de la Lombardie et du reste de l'Italie. Le général en chef fut puissamment secondé dans cette opération par son chef d'état-major, aussi intrépide guerrier qu'habile administrateur. Il se signala pendant la campagne de 1813; assista à la bataille de Lutzen, reçut un coup de feu au-dessus du genou gauche, à l'affaire de Nassen, le 7 mai, et fut nommé général de brigade le 23 juillet suivant. Il montra, dans ce nouveau poste, l'audace, la fermeté et le courage dont il avait déjà donné tant de preuves. Le 30 novembre, même année, l'empereur lui confia le commandement du département de la Manche. Remplacé bientôt après dans ce commandement, il fut mis en disponibilité le 19 janvier 1814, et en non activité le 10 septembre suivant. Pendant les cent-jours, Napoléon l'appela au commandement supérieur de la ville de Sar-Louis. Toute la France a connu la manière distinguée avec laquelle cette place a été défendue, le caractère et le noble patriotisme qu'il y déploya. Remis en non activité le 28 novembre 1815, il reçut, le 18 août 1819, la décoration de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, fut mis en disponibilité le 1<sup>er</sup> avril 1820, et admis à la solde de retraite le 1<sup>er</sup> décembre 1824. La révolution de juillet releva le général Thomas de la position inactive où l'avait placé un ministère spoliateur, et le nouveau gouvernement l'appela au commandement du département de la Creuse, dont il est en possession depuis le 14 janvier 1831. L'académie royale de Metz s'est empressée d'admettre cet officier général au nombre de ses membres. On a de lui un mémoire ayant pour titre : *De la force publique en France*, Metz, 1830, in-4<sup>e</sup>.

**THOMASIS** (CRASTAKIS JOSEPH de), naquit en 1767, à Montenerodome, petite ville des Abruzzes, et après avoir fait ses premières études dans les collèges de Chieti et de Sulmona, il fut envoyé dans la capitale pour y suivre un cours de droit, et se consacrer à la carrière du barreau, où ses ancêtres, pendant deux siècles, avaient obtenu de brillants succès comme orateurs et comme juriconsultes. A une époque où la marche de la civilisation européenne prenait un essor si extraordinaire, M. de Thomasis, quoique très jeune encore, se fit remarquer de tous les grands hommes qui florissaient à Naples, par l'activité de son intelligence, par la justesse de son jugement, et par l'aptitude d'envisager les lois, non seulement en elles-mêmes, mais aussi dans leurs rapports aux mœurs et à la prospérité des nations. Parmi ceux dont il captiva l'attention, l'abbé Galiani devint son ami intime : et, vivement frappé de voir en lui la solidité du philosophe réunie au talent agacé du littérateur et du poète, il voulut bien l'aider de ses conseils pour qu'il pût agrandir avec méthode la sphère de ses connaissances, et prêter dans la société la place que lui assignait son mérite. Dans la fermentation générale des esprits que la révolution française avait excitée en Italie, M. de Thomasis ne resta point étranger à la noble espérance de voir sa patrie arrachée à l'état d'avilissement où une politique fautive et imprévoyante l'avait jetée depuis la chute du ministère Jauquieu : il partageait avec enthousiasme les opinions de tant d'hommes éclairés, relativement aux concessions et aux améliorations qu'on devait attendre de la part du gouvernement pour se

tenir de niveau avec le mouvement progressif de la société civile. L'orage commençait à prendre sur ce royaume par l'approche des armées républicaines, et M. de Thomasis s'y serait enveloppé avec tous ses amis, si sa mère, effrayée du danger, ne l'eût prié, par les plus tendres sollicitations, de se retirer dans sa province. Il y demeura dans l'obscurité, et tout-à-fait voué à la culture des lettres et des soins de sa famille jusqu'en 1806, lorsque le duc de Bouaparte, s'étant établi par la conquête sur le trône de ce pays, le tira de son asile pour le placer dans la carrière publique. Il fut nommé d'abord sous-préfet de Sulmona, et, peu de temps après, prit la Calabre ultérieure, avec le titre de ministre des requêtes au nouveau conseil d'état. La Calabre sent aussitôt les effets de son administration sage et saine. Quoique au milieu de l'agitation qui déchirait les provinces à cause du brigandage que les Anglais y fomentaient des bords de la Sicile, il déploya la plus infatigable activité pour améliorer le sort des habitants, et y faire fleurir l'agriculture, l'industrie et les connaissances utiles. Des canaux d'irrigation furent ouverts, des routes impraticables rendues au commerce, des écoles d'enseignement élémentaire établies. Chargé des fonctions de commissaire du roi dans les Abruzzes pour la division des biens domaniaux après l'abolition de la féodalité, il fut juste et impartial, et remplit son devoir si difficile avec autant de modération que d'exactitude. La récompense d'aussi éclatants services, il fut appelé à Naples, élevé d'abord au rang de conseiller de la cour de cassation, et ensuite à celui de procureur-général de la cour des comptes. En 1814, il fut envoyé prendre possession de la ville de Bénévent, et il réussit à calmer les craintes de cette population, qui, mécontente d'être gouvernée par un prince éloigné, voulait à rentrer sous le joug de la cour de Rome. A la chute de Joachim, le roi Ferdinand reprit la couronne : M. de Thomasis, son vassal, fut conservé dans tous ses emplois, mais devint l'objet d'une confiance toute particulière de la part du gouvernement, déjà instruit de son savoir. Pendant cinq années il n'y eut aucune opération à entreprendre sur des matières d'administration et de finance, sur laquelle on n'eût négligé de le consulter. Au commencement de 1820, il s'agissait de réorganiser la Sicile pour y établir les lois et les règlements qui étaient en vigueur dans le parti continental du royaume. Le général Naxos fut désigné pour représenter le roi dans cette lie, et on chargea M. de Thomasis de la suivre comme ministre-conseiller. Mais la révolution de Palerme, qui fut une conséquence de celle arrivée à Naples le 1<sup>er</sup> juillet de la même année, l'obligea de s'en retourner aussitôt dans la capitale, après avoir perdu dans les troubles tout son équipage, et s'être vu par là d'y perdre même la vie. Sous le régime constitutionnel on lui confia le portefeuille de la marine, à la satisfaction de toute la nation, qui se plaignait d'appeler le ministre-citoyen ; et au bout de quelques mois, il tomba avec tout le ministère par l'effet d'un message du 7 décembre, lorsque le roi eut été invité à se rendre au congrès de Laybach. Cette chute n'avait été méritée que par un seul ministre, celui qui fut le véritable auteur de ce message tristement célèbre, auquel se rattachent tous les désastres et tous les maux qui ont ensuite accablé ce malheureux pays. En effet, M. de Thomasis, tombé la veille, se releva le lendemain, et fut placé à la tête du ministère de l'intérieur, parce qu'il jouissait en même temps de la confiance du gouvernement et de celle du peuple. L'issue de cette crise est aujourd'hui connue. Peu de temps après l'entrée des Autrichiens, les destitutions et les emprisonnements commencèrent à peser sur tout le monde avec l'échouement le plus aversif. Il avait été rétabli dans ses anciennes fonctions après de la cour des comptes; mais voyant que tout était lui menaçait d'un renversement général, il refusa de se retirer; mais que l'on n'était pas content de lui, il se retirait; mais que l'on n'était pas content de l'état, il ne se présenterait jamais devant son

mission pour justifier sa conduite, puisque sa conscience n'avait rien à se reprocher. Le roi dit publiquement : *Cet homme m'a toujours bien servi; je veux le garder.* Mais les ministres, dévoués aux passions de l'étranger, furent inexorables. M. de Thomassin, enveloppé dans la ruine commune, et dépourvu de ses emplois et de ses honneurs, se rendit volontairement à Rome pour s'éloigner de la vue des malheurs sans exemple dont sa patrie était devenue le théâtre. Là il reçut l'accueil le plus flatteur, et des marques particulières de bienveillance de la part du cardinal Gonsalvi, alors secrétaire d'état; et ne reparut à Naples que quand la violence des premières réactions fut ralentie. Il continue à vivre dans cette capitale, entouré de l'estime de ses concitoyens qui rêvent en lui un modèle de justice, et d'une vie sans tache et sans reproche.

**THORWALDSEN (ALBERT)**, l'un des plus illustres sculpteurs modernes, associé étranger de l'Institut, officier de la légion-d'honneur, naquit à Copenhague, le 15 novembre 1770. Il descend d'une famille islandaise, connue depuis le XIII<sup>e</sup> siècle. Il annonça de bonne heure, en aidant son père, sculpteur en bois, dans l'exercice de sa profession, cette heureuse disposition pour les beaux-arts qui a rendu sa réputation européenne. Dès l'âge de onze ans, il commença ses études élémentaires à l'académie des Beaux-Arts de Copenhague, et sept ans après il obtint la première médaille d'or pour le bas-relief représentant Héliodore chassé du temple. En 1789, il finit ses études, et remporta le grand prix (seconde médaille) pour Saint-Pierre guérissant un boiteux à l'entrée du temple. En attendant une pension pour aller perfectionner ses études à l'étranger, faveur accordée ordinairement à ceux qui ont remporté le grand prix, M. Thorwaldsen s'occupait de diverses compositions dont nous mentionnerons seulement ici les deux bas-reliefs Numa et Egerie, Hercule et Omphale, que l'académie jugea dignes d'être placés dans le palais du prince royal de Danemark. En 1777, ce sculpteur résidait à Rome, qu'il parait n'avoir point quittée depuis. Voici la liste de quelques-unes de ses compositions qui sont très nombreuses, et que nous ne pourrions énumérer toutes ici. Statues et groupes : Jason, Ganyméde donnant à boire à l'aigle de Jupiter, l'Amour et Psyché, Adonis, Mars, Psyché seule, Hébé, le Berger, l'Espérance, Mercure, les Grâces, le Lion de la Suisse, les douze Apôtres, Poniatowski (statue équestre), le tombeau de Pie VII dans l'église de Saint-Pierre de Rome. Bas-reliefs : La rennue de Bricida, Prométhée et Minerve, Hector insultant Prias, la naissance de Vénus, l'Amour blessé par une abeille, la Vendange, ou Bacchus et l'Amour foulant le raisin, l'entrée d'Alexandre à Babylone, les deux Frères (bas-relief tumulaire), la Mère et la Fille (*idem*), Nemésis (*idem*), le Destin (*idem*), la Femme priant (*idem*), Nessus et Déjanire, les trois Maries, l'Annonciation, le Baptême de Jésus-Christ, la Fraude démasquée, la Recolte des Pommes, un Baptême. Tombeau du cardinal Gonsalvi au Panthéon de Rome. Les trois Grâces, les trois Anges, Anacréon et l'Amour, Saint-Thomas guérissant un aveugle, la Vierge, Jésus-Christ et saint Jean, Vulcain forgeant des fûtes pour l'Amour, etc. M. Thorwaldsen est professeur de l'Académie des Beaux-Arts de Florence et de celle de Copenhague, et il est membre de diverses académies, entre autres de celles des Beaux-Arts de Bologne, de San Lucca à Rome, de Berlin, de Milan, de Vienne, de Munich, de Philadelphie; et outre la croix d'officier de la légion-d'honneur, il porte encore les décorations des ordres de Damborg, des deux Siciles, de la couronne de fer, de Saint-Blasimir, enfin de presque tous ceux établis en Europe; il est aussi conseiller d'état dans sa patrie. Tant de faveurs étaient dues à un talent aussi éminemment illustre; il ne faut pas s'en étonner.

**THOUIN (ANDRÉ)**, professeur de culture au Jardin des Plantes, membre de l'Institut; né à Paris, le 10 février 1747, et mort dans la même ville, le 27 septembre 1824, est l'un des hommes qui ont rendu le plus de services à l'agriculture et à la botanique en général. Moins élevé, dans l'opinion des savants, que les

grands naturalistes qui, comme Linné, ont surtout étudié la science sous le point de vue philosophique, il a laissé un nom qui vivra autant que ceux de ces génies supérieurs, et sera tout aussi populaire dans la classe nombreuse des hommes qui s'adonnent à l'horticulture. Thouin naquit au Jardin des Plantes, où son père, Jean-André, était employé comme jardinier, sous l'administration de Buffon. Elevé au milieu de toutes les richesses du règne végétal, appelé par sa position à étudier constamment, excité par l'exemple et les conseils des hommes distingués qui professaient dans l'établissement, et servi par une organisation heureuse, le jeune jardinier fit des progrès rapides qui attirèrent sur lui l'attention de Buffon et de Bernard de Jussieu. Telle était la haute opinion que ces deux savants avaient conçue de lui, qu'ils n'hésitèrent pas, lorsque mourut son père, 1764, à lui faire obtenir la place de jardinier de l'établissement, bien qu'il n'eût encore que dix-sept ans. Devenu le soutien de sa mère et de ses frères et sœurs au nombre de cinq, il se voua exclusivement à sa famille et à la science, et il témoigna des lors à son bienfaiteur, M. de Buffon, un religieux attachement. A cette époque, le Jardin-du-Roi circonscrit dans des limites plus étroites, ne possédait que des serres d'une petite étendue; les plantes y étaient encore peu nombreuses, et le cabinet se composait presque exclusivement d'une collection de drogues utiles à la médecine. La première dénomination de cet établissement avait été en effet celle-ci : Jardin-du-Roi pour les plantes médicinales. Déjà se multipliaient entre les diverses contrées du globe et le Jardin des Plantes, des relations qui accroissaient nos richesses et faisaient circuler de tous côtés les productions végétales, et l'importance croissante du jardin ajoutait tous les jours à la difficulté et à l'importance des fonctions que remplissait Thouin. Les constants efforts de Buffon et l'intervention de M. d'Angivilliers, sur-intendant des bâtiments de la couronne, ayant décidé le gouvernement à consacrer des fonds plus considérables au Jardin-du-Roi; on y opéra un changement complet, et Thouin fut le principal agent des nombreux travaux qui y furent exécutés. Il est beaucoup de plantes, aujourd'hui recherchées, dont il a découvert lui-même et indiqué l'emploi, et il en est d'autres qui, sans son active intervention, n'auraient pas été mises à profit, bien que leur utilité eût été constatée auparavant par d'autres que lui. Ainsi, le *Pharum tenax* de la nouvelle Zélande, qui donne des filaments bien supérieurs à ceux du chanvre, et qui s'acclimatera de plus en plus en France, ainsi l'arbre à pain, qui promet d'être un jour si précieux au nouveau monde, et qui prospère aujourd'hui à Cayenne, n'ont été adoptés que grâce à la prévoyance et aux conseils éclairés de Thouin, etc. Les suffrages de l'Académie des Sciences vinrent le chercher, en 1786, dans ce jardin où il exerçait des fonctions si vulgaires en apparence, et il fut chargé de rédiger, pour l'apryrouse, la partie botanique de l'instruction qui devait guider ce malheureux navigateur dans son voyage scientifique autour du monde; quelque temps avant on lui avait confié le soin de recueillir et de publier avec *Roussillon*, dans un bulletin trimestriel, des observations météorologiques. Ce recueil embrasse les années 1785 et 1786. Le gouvernement le nomma, en 93, professeur administrateur au Jardin des Plantes, et l'année suivante il fut chargé de l'un des cours des écoles normales créées à cette époque. Ce fut aussi en 1793 qu'il reçut, conjointement avec d'autres savants, la mission de se rendre en Italie et en Hollande pour y examiner l'état de l'agriculture. Il rapporta de ces voyages un grand nombre d'indications utiles, d'instruments et de nouvelles espèces de fruits et d'animaux. Les résultats de ces excursions scientifiques composent plusieurs volumes qui sont de précieux manuscrits. Une couronne de chêne et une médaille d'or furent décernées à Thouin, au Champ-de-Mars, en récompense de ces utiles travaux. Lors de la création de l'ordre de la légion-d'honneur, il avait été inscrit des premiers sur la liste, mais en recevant cette décoration, il déclara à Bonaparte qu'il ne la porterait pas. Quelques hommes



de cette trempe ont suivi ce noble exemple. Thouin fut l'un des fondateurs de la société linéenne; la société royale d'agriculture s'empressa de l'admettre dans son sein, en 1784. Il a fourni aux mémoires de cette société, à ceux de l'institut, où il entra lors de la création de ce corps, et aux annales du museum d'histoire naturelle, beaucoup de mémoires ou d'articles intéressants. Il a été l'un des collaborateurs les plus actifs du dictionnaire d'agriculture de l'Encyclopédie méthodique, et du cours d'agriculture de Rosier (tom. XI et XII). On a publié, de son vivant, les tableaux synoptiques des leçons d'agriculture qu'il donnait au Jardin des Plantes: et il a laissé manuscrit le texte de ces mêmes leçons qu'on devait depuis imprimer. On trouve dans presque tous les recueils importants consacrés à l'horticulture, beaucoup de notes extrêmement remarquables de Thouin sur plusieurs plantes exotiques et indigènes. Nous ne pouvons, vu leur nombre, en reproduire ici les titres. Voyez surtout les *Mémoires du museum d'histoire naturelle* et les *Annales d'agriculture*, où la plupart sont consignés. — THOUIN (Gabriel), frère du précédent, a laissé un ouvrage estimé sur l'art de disposer les jardins. Son autre frère THOUIN (Jean), lui a succédé dans son emploi de jardinier du Jardin des Plantes quand il est devenu professeur-administrateur de cet établissement. Son troisième frère (Jacques) THOUIN, qui leur a succédé, est actuellement garde des galeries du museum.

THOURET (Jacques-Gilles), l'un des membres les plus célèbres de l'assemblée constituante, et l'un de ses présidents, naquit à Pont-l'Évêque, le 30 avril 1736. Fils d'un notaire, il pénétra dans l'étude de son père un goût prononcé pour tout ce qui se rattache aux lois. Les dispositions les plus heureuses qu'un vif amour du travail ne tarda pas à développer se révélèrent chez lui de bonne heure. Un jugement sain et une mémoire forte le mirent à même de se distinguer à l'université de Caen, où il fit des études extrêmement brillantes. Le goût de ses premières années ne se démentit point, et aussitôt qu'il fut en âge de choisir une profession, il se détermina sans hésitation pour le barreau. Aussi fit-il tout pour s'y préparer; veilles et fatigues, rien ne lui coûta. A dix-neuf ans, il plaça sa première cause au barreau de Pont-l'Évêque. L'adresse et l'habileté avec lesquelles il la soutint, firent bientôt voir qu'il ne pourrait rester au bailliage de l'endroit, et que son talent demandait à se développer sur un plus grand théâtre. Cependant, s'éloignant avec peine d'un lieu où il avait toute sa famille, et qui avait été le témoin de sa naissance et de son premier succès, il ne quitta Pont-l'Évêque qu'après y avoir perfectionné encore ses études dont le premier fruit fut un ouvrage sur la *Costume normande*. Enfin, en 1772, il vint s'établir à Rouen, et prit place au premier rang d'un barreau alors très célèbre. Il s'y fit remarquer par un talent toujours croissant: grand partisan de la méthode analytique, il décomposait tout, fondait les moindres détails, et se formait ainsi une conviction inébranlable, qui, chez lui, prêtait une nouvelle force aux grands mouvements de l'art oratoire. Plus d'une fois, il jouit du plus beau succès qu'on puisse envier dans sa profession, c'est-à-dire de voir ses consultations influer sur la jurisprudence. En 1787, Thourêt fut nommé procureur syndic de l'assemblée provinciale de la généralité de Rouen. Le rapport qu'il fit, en cette qualité, sur l'état de la province, et sur les améliorations dont le commerce et les impôts lui paraissaient susceptibles, lui valut de grands éloges, et une réputation de publiciste, dont il ne cessa de se montrer digne. Les états-généraux ayent été convoqués pour l'année 1789, Thourêt rédigea, l'année précédente, un mémoire qui devait leur être présenté par les avocats au parlement de Normandie. Ce mémoire avait pour but de demander que les députés du tiers fussent en nombre égal à ceux des deux ordres privilégiés, qu'ils ne fussent pris que par ceux qui étaient réellement membres du tiers, et que les suffrages fussent comptés par tête. Tel fut le début de Thourêt dans la carrière politique. Peu de temps après, il fit

voir par l'*Asie aux bons Normands*, et par la *Suite à l'Asie*, quel esprit devait présider à la rédaction du cahier des doléances: et après avoir prouvé que les précédents états-généraux avaient été sans résultat, l'imperfection de ces cahiers en était la seule cause: il parvint à obtenir qu'ils seraient uniformes dans tous les bailliages de Normandie, au moins sur les objets essentiels: l'établissement d'une constitution, l'égalité de répartition des impôts, l'égalité de l'indemnité sur les emplois et aux honneurs, en raison du talent et du mérite, etc. Il est encore un autre point sur lequel il insista beaucoup; il demanda que les députés eussent des mandats libres et illimités, pensant que la restriction des pouvoirs tendrait à paralyser l'assemblée. Il rédigea lui-même, au nom du tiers-état de Rouen, un cahier de doléances dont plusieurs articles ont passé dans la constitution de 1791. Lorsque deux années auparavant, à la réunion des états-généraux, à Versailles, le clergé et la noblesse refusaient de se joindre aux communes pour vérifier les pouvoirs en commun, Thourêt, qui s'y était rendu comme premier député de Rouen, fut nommé l'un des commissaires chargés de concilier le différend. Sa mission fut suivie d'un plein succès, et, le 26 juin, la vérification des pouvoirs était terminée, on procéda à l'organisation des communes qui, sur la motion de l'abbé Sieyès, furent constituées en assemblée nationale. Le même soir, Thourêt publia l'*Analyse des idées principales sur la reconnaissance des droits de l'homme en société, et sur les bases de la constitution*. Le 1<sup>er</sup> août, quand il fut question de l'élection du président, il l'emporta de quatre voix sur Sieyès, et fut nommé; mais les murmures des partisans de ce dernier, qui le désignaient comme un ennemi de la révolution et venaient à la cour, accusation banale de ces temps, le forcèrent de donner sa démission. Le 1<sup>er</sup> septembre suivant, Thourêt vota pour que le corps législatif se fût pas, ainsi qu'on en agissait la question, divisé en deux chambres, et pour que les décrets du même corps fussent soumis au roi. Le 20 octobre, il fut nommé, le 15 du même mois, il fut nommé membre du nouveau comité de constitution; le 29, il présenta un travail, dont la discussion fut ajournée, sur les bases de la représentation nationale et de l'administration provinciale et municipale. Le 13 octobre, il demanda qu'on dépouillât le clergé de la propriété foncière, prétendant qu'on le pouvait légalement: ce qu'il a dit à ce sujet, consigné dans le *Moniteur*, est ce qu'il a de plus peremptoire à opposer au clergé considéré comme propriétaire. Il entendit la même demande au domaine de la couronne, qu'il regardait comme une propriété nationale, puisque le paiement de la liste civile et toutes dépenses du service public étaient à la charge de la nation. Sa motion relative aux ecclésiastiques fut adoptée. Le lendemain il demanda avec M. Alexandre de Lameth, que les vacances des parlements fussent indéfiniment prolongées, et que la connaissance de toutes les causes fût attribuée aux chambres des vacations, jusqu'à l'établissement de nouveaux tribunaux. Cette nouvelle motion fut encore adoptée. Le même jour, Thourêt défendit, contre Mirabeau, un projet de loi sur la division de la France en quatre-vingt-trois départements. Le 12 novembre, il fut nommé président, sans que cette fois il se présentât le moindre obstacle à son élection; on lui vota même des remerciements quand il quitta le fauteuil. Le mois suivant, il présenta un projet relatif à l'établissement des municipalités, et le 7 janvier, il donna des éclaircissements sur les difficultés que pouvait faire naître la première formation des corps administratifs dans les départements et les districts; il fit prononcer, le 13 février, la suppression des ordres religieux. Au mois de mars, il développa les principes fondamentaux d'un travail dont il avait, des son entrée au comité de constitution, été chargé relativement à l'organisation judiciaire, et, à sa demande, l'ordre fut renvoyé en entier. Le 6 avril, Thourêt proposa d'établir un tribunal d'appel dans chaque département, et c'est à lui que l'on doit l'établissement du jury en matière criminelle. Le 11 mai, il fut porté à la présidence pour la troisième fois. Le 23, il fit un rapport sur

la manière de mettre en activité les nouveaux corps administratifs des départements et des districts, et sur leurs premiers travaux. Le 4 août, il démontre le danger de remettre aux officiers du ministère public le droit d'accusation. Thourout parut peu à la tribune le reste de l'année, et médita de nouvelles lois dans le comite de constitution. Le 3 novembre, il proposa les nouvelles formes de la sanction, de la promulgation, de l'envoi et de la publication des lois ; et aux séances suivantes, il vit son opinion prévaloir dans une discussion relative à un projet sur la police de sûreté, et l'institution du jury. Le 22 mars, il fit, sur la régence, un rapport dans lequel il veut qu'elle revienne au plus proche parent du roi, à l'exclusion des femmes, et il la déclare incompatible avec la garde et l'éducation du prince mineur ; il veut en outre que le régent soit nommé par un corps électoral, distinct du corps législatif, dans le cas où les parents ne seraient pas républicains, ou n'auraient pas prêté le serment civique, ou se trouveraient héritiers d'une autre couronne. Le 28 mars, il présenta un projet sur la résidence des fonctionnaires publics, sans en excepter le roi. Le 27 juin, il fit décréter que les bulles, rescrits ou brefs de la cour de Rome ne pourraient être publiés et mis à exécution dans le royaume, qu'après avoir été approuvés par le corps législatif, et sanctionnés par le roi. Sur ces entrefaites le départ du roi pour Varennes eut lieu. Thourout fut l'un des premiers à demander la mise en accusation de ceux qui avaient aidé ou conseillé cette fuite. Le 5 août, lors de la révision des décrets constitutionnels, Thourout, qui était rapporteur, monta à la tribune tous les jours pendant le mois entier, et le 1<sup>er</sup> septembre la rédaction de l'acte constitutionnel étant définitivement arrêtée, Thourout fit décréter qu'il serait rédigé un code civil uniforme pour toutes les parties du royaume. Le 5, il se rendit aux Tuileries à la tête d'une députation de soixante membres, il présenta au roi la constitution. Le 11, il fut nommé président pour la quatrième fois, et fit la clôture des séances le 30 décembre. Après avoir reçu du roi le serment de fidélité à la constitution, il fut nommé juge, puis président du tribunal de cassation. Mais bientôt le règne de la terreur arriva, et Thourout, qui ne voulait ni s'expatrier ni se cacher, fut arrêté, le 26 brumaire an II, et conduit au Luxembourg ; il fut mis au secret à la fin de vendémiaire de la même année, et y resta cinq semaines, et, le 3 floréal, il fut transféré à la Conciergerie. Condamné à mort, il monta sur l'échafaud révolutionnaire, le même jour que Le Chapelier, d'Espréménil et Malouin. Orateur plus habile qu'éloquent, jurisconsulte profond, excellent citoyen, Thourout fut entraîné par la chute de la monarchie qu'il avait voulu fonder sur des institutions républicaines. Il chercha vainement un abri contre l'écroulement de ses débris, en se retirant de la scène politique ; ils l'écrasèrent. Outre plusieurs écrits de Thourout, on a encore de lui : *Abregé des révolutions de l'ancien gouvernement français, extrait de l'abbé Dukes et de l'abbé Maury*, Paris, an IX (1800), in-18, stéréotype. Ce livre n'est pas un chef-d'œuvre, comme on l'a dit, mais c'est un bon modèle d'analyse. En 1817, la censure a acquis et fait briser la planche de cet ouvrage, et en a fait publier une édition, prétendue clandestine, tronquée en plusieurs endroits, et notamment dans les quatre dernières pages du livre second des *Observations sur l'histoire de France*.

TIBELL (GUSTAVE-GRILLAUME, baron de), président du collège de la guerre en Suède, et lieutenant-général, naquit le 12 mai 1772, en Sudermanie. Il avait été, très jeune encore, inscrit comme volontaire au régiment de Sudermanie, et y fut, le 7 juin 1788, nommé sous-officier. Il se trouva aux combats de Mämelä, Wärsälä, et ensuite, en 1790, à ceux du 5 mai, à Hassjock, du 15, à Willehalla, et du 20 du même mois, à Kälvi, où il servait dans l'artillerie du même régiment, et où il reçut la décoration pour le courage militaire. En 1791, Tibell fut promu au grade de sous-lieutenant de l'artillerie établie dans ce régiment, et l'année suivante, quand l'académie militaire fut transférée de Carlskrona à Carlberg, Tibell y fut nommé officier de compagnie, et

chargé d'enseigner aux élèves la tactique, la stratégie, les lois militaires, et les règlements de service et d'exercice. Ses connaissances lui procuraient souvent aussi la tâche honorable de professeur des mathématiques, les fortifications et l'artillerie, quand les professeurs en étaient empêchés. En 1794, il fut nommé lieutenant dans l'armée, et l'année suivante, capitaine au régiment de femlände, et chef de compagnie à l'académie militaire. A cette époque, il fit un voyage en France, où la gloire attendait les vrais talents. Il y demanda une place dans l'armée française, et après avoir subi un examen dans les mathématiques, l'artillerie et les fortifications, on lui en accorda une de capitaine ingénieur, et on l'employa à l'état-major de l'armée française, en Italie, où il fit la guerre jusqu'en 1801. Comme chef des ingénieurs, il accompagna l'armée dans sa marche sur la bataille de Castel Nuovo, où il fut blessé, et nommé, sur le champ de bataille, chef de bataillon au corps des ingénieurs. A la prise de Turin, il reçut encore une blessure, et fut fait prisonnier ; mais trois semaines après, il fut échangé. Il assista aussi aux batailles de Bussolegno, de Rivoli, et au combat de Fasanò, où il fut encore blessé, et nommé adjudant-général sur le champ de bataille. Il était aussi au passage des Alpes, et assista à l'assaut des remparts de Suze et de Gravière, à la bataille d'Avigliano et à Mengo ; il accompagna l'armée dans sa marche sur la Toscane, et fit la campagne des états vénitiens. Il commandait l'avant-garde au passage du Minio ; il assista à la bataille à Puzosolo, et aux passages de l'Adige, du Brento et de la Piave, et à la bataille de Castel Franco. L'amnistie conclue, on le chargea, avec les ingénieurs qui étaient sous son commandement, de dresser une carte topographique de la partie du pays vénitien qui était occupée par l'aile droite de l'armée française. Aussitôt que la paix fut rétablie, que l'armée se fut retirée des états vénitiens, et que la défense nationale d'Italie dut être promptement organisée, Tibell entra, par ordre du premier consul, au service de la république italienne, en conservant pourtant son grade dans l'armée française, et y fut, le 9 juillet 1801, nommé adjudant-général commandant, chef du corps des ingénieurs, et directeur des archives de la guerre, chargé de l'organisation de ces deux établissements, formés d'après ses plans. En 1802, il fut promu au grade de général de brigade. En 1803, nommé major de l'armée suédoise, et aide-de-camp du roi de Suède, il fut rappelé dans sa patrie. Il donna sa démission de général français, et retourna en Suède, où il fut, le 6 août suivant, promu au grade de lieutenant-colonel, et placé auprès du président, au collège de la guerre. On employa cet officier dans les différents comités qui avaient pour but une amélioration dans l'équipement de l'armée. En 1804, le 30 juillet, il fut nommé membre du collège de la guerre, et le 5 octobre, même année, adjudant-général, puis anobli. L'académie des sciences de Stockholm l'appela dans son sein, le 24 avril, et il fut, le 29 du même mois, décoré de l'ordre de l'épée. Il fut, en 1808, promu au grade de général-major, et à celui d'adjudant-général pour l'armée de terre et pour la flotte. Cet officier jouissait de toute la confiance du monarque, et c'était lui seul qui pouvait faire fléchir un peu son étêtement, mais il ne lui était pas possible, malgré tous ses talents, de détourner les malheurs qui s'approchaient. Le 23 mars 1809, après la chute de Gustave Adolphe, il donna sa démission de ses fonctions, comme adjudant-général de l'armée et de la flotte. Il a rendu compte de sa conduite pendant ces hautes fonctions, dans un discours, prononcé à l'académie des sciences militaires de Stockholm, inséré dans les mémoires de cette société pour l'an 1811. Depuis la chute de Gustave Adolphe, Tibell fut presque oublié, ou du moins il n'occupa plus que des emplois secondaires et d'administration. Ses vastes connaissances en tout ce qui regardait l'armée, le firent choisir par le roi Charles XIII pour rechercher et réunir toutes les ordonnances sur les affaires militaires, commission qui exérait toutes ses forces, et cet ouvrage volumineux parut en

1823. En 1821, Tibell fut nommé chevalier de la légion d'honneur, et en 1824, il fut promu au grade de lieutenant-général. Tibell mourut sans laisser aucune fortune à sa veuve ni à ses enfants. Le roi Charles Jean, qui savait apprécier son mérite, fit les frais de ses funérailles. Le baron Tibell a publié plusieurs ouvrages, dont la plupart sont insérées dans les mémoires des académies, dont il était membre, et particulièrement de celle de Milan. Nous allons citer seulement ici : 1° *Essai d'un règlement pour l'état-major et l'armée suédoise*, 1801; 2° *Recueil des ordonnances touchant les affaires de l'armée suédoise*, 1822; 3° *Histoire de l'ordre des aérarches, depuis 1385 jusqu'en 1748*, 1826; 4° *Traité sur l'instruction publique en France, depuis le commencement de la révolution jusqu'en 1810* (inséré dans le *Magasin* pour les parents et les précepteurs, par Brooman). Les mémoires de l'Académie des Sciences militaires de Milan pour les années 1808 et 1809, renferment plusieurs traités de son grand prix, par Tibell.

TIEDEMANN (DITRA), philosophe allemand, né à Leipzig en 1748, mort en 1806, est l'un des hommes qui aient le plus illustré la docte Allemagne par leur érudition et leurs travaux. Son principal ouvrage est une histoire de la philosophie qu'il a intitulée : *Esprit de la philosophie spéculative*, parce qu'il l'indication des systèmes philosophiques il a joint la discussion approfondie de chacun d'entre eux. Il nous est nécessaire d'entrer dans quelques détails sur le caractère philosophique de l'époque qui a précédé celle de Tiedemann, pour faire comprendre le génie et les travaux de ce savant critique. Après que Descartes eut opéré dans les esprits ce mouvement général, qui a changé à la fois la face des sciences mathématiques et de la philosophie; après que ce génie réformateur eut réintégré la raison humaine dans ses droits de libre examen, et renversé l'édifice de la scolastique, des hommes d'un haut mérite, Malebranche, Spinoza, Berkeley, Leibnitz, s'élançant dans cette voie nouvelle, et apportèrent dans la recherche des vérités philosophiques l'esprit géométrique qui caractérise les travaux de Descartes. Rendue à son indépendance, et recommençant son éducation, l'âme pour se connaître et découvrir son origine et son avenir, ne devait plus désormais s'en rapporter qu'à elle seule; son premier soin devait être de s'examiner elle-même : en un mot, le rationalisme était dorénavant la seule philosophie possible, et son point de départ la psychologie. De la région élevée où se tiennent les hommes supérieurs, le cartésianisme descendit plus tard dans le monde savant. Disciple de Leibnitz, Chr. Wolf popularisa la nouvelle doctrine par ses nombreux écrits et par ses leçons, et le docte Brucker lui éleva un monument, œuvre de consciencieuses et innombrables recherches, son *Historia critica philosophiae*. Le rationalisme avait mis en lumière deux ordres de phénomènes distincts, ceux dans lesquels l'âme est passive, et ceux où se déploie son activité; d'une part la sensation, de l'autre la pensée. Il se trouva des esprits qui s'absorbèrent dans la contemplation de l'un ou de l'autre de ces deux classes de faits, et bâtirent deux systèmes opposés, dans chacun desquels dominait l'un des deux éléments, à l'exclusion presque complète de l'autre opposé. D'un côté, Locke, Condillac, Helvétius, et tous les sensualistes; de l'autre Reid et le grand champion de l'idéalisme, le célèbre Kant. Notre fonction n'est pas de juger ces écoles, qui auront au moins rendu un service, celui de bien faire connaître, par leur exagération même, les deux rôles que joue l'esprit humain; il nous a suffi de dire leur origine et leurs systèmes pour amener nos lecteurs à comprendre Tiedemann. L'emprisonnement, enorgé par Descartes, l'indépendance parfaite de l'âme, la discussion libre des faits, mais l'empirisme appliqué au système presque exclusif des sensations, à peu près comme le concevait Locke, voilà Tiedemann. Hâtons-nous d'ajouter qu'il s'éloigne de Descartes, de Leibnitz et des premiers partisans du rationalisme en ce qu'il sépare cette doctrine de la théologie à laquelle ces grands hommes payaient le tribut de leur siècle. Doué

d'un sage esprit de critique, Tiedemann discute l'autorité des monuments philosophiques et s'efforce contre l'authenticité de beaucoup d'entre eux. Il a tout lu, tout commenté; il a résumé tous les systèmes avec une clarté et une précision dont ceux qui s'occupent de pareilles matières savent seuls quel est le mérite. Tiedemann a sur Brucker cet avantage d'indiquer les rapports de la philosophie avec l'état politique contemporain, sans se borner à suivre seulement l'ordre chronologique comme l'avait fait son devancier. On a blâmé Tiedemann d'avoir entièrement retranché les notions sur les théologues de l'Orient, comme indignes de faire partie d'une histoire philosophique. Il peut, certes, y avoir des fautes, des lueurs de raison dans les traditions grecques exclusivement mythologiques de l'Orient; mais le pos de principes vrais que nous pourrions demander dans le chaos des temps primitifs nous en aurions à dire, sans trop de prétention, que la progression de l'esprit humain ne s'est développée avec rapidité que dans les derniers siècles. Cette progression toujours croissante, cette perfectibilité de l'homme, Tiedemann l'a professée dans ses ouvrages, et c'est là même qui couronne sa grande histoire de la philosophie. Nous donnons ci-après la liste de ses travaux : 1° *Recherches sur les hommes*, Leipzig, 1777-78 (allemand); 2° *Manuel de la psychologie*, publié par Wachler, Leipzig, 1804, in-8° (allemand); 3° *Théorie, ou de la connaissance humaine pour servir à la connaissance de la raison*, Francfort, M., 1796, in-8° (allemand). On peut voir, contre cet ouvrage, J. Chr. F. Dietz, *Anthididite*, Rostock et Leipzig, 1798, in-8° (allemand); et D. Tiedemann, *lettres identiques*, Marb., 1798, in-8° (allemand); *Réponses à ces lettres*, par Dietz, 1801 (allemand); et un article de Tiedemann dans les *Mémoires de la Société*, 5° cahier (allemand); 4° *Esprit de la philosophie spéculative*, Marbourg, 1791-97, avec la table, 7 vol. in-8° (allemand); 5° *Berkley*, 1780, in-8° (allemand); 6° *Isaïe de la doctrine*, Nova biblioth. philosoph. et crit., vol. 1, fasc. 2; 7° *Système d'Empédocle*, dans le *Magasin de Göttingue*, tome IV, n° 3 (allemand); 8° *Des idées de Platon sur la divinité*, dans les *Mémoires de la société d'antiquité de Caen*, tom. I (allemand); 9° *De materia quid visum sit Platon*, 1° Nova biblioth. philosoph. et crit., vol. 1, fasc. 1; 10° *Système de la philosophie stoïcienne*, Leipzig, 1776, 3 vol. in-8°.

TILLY (PIERRE-ALEXANDRE comte de), naquit en 1764, au Mans. Il était fils aîné de Jacques comte de Tilly Prémaraire, et le seul fils de sa première femme, née Chaille; il descendait de l'ancienne famille des Tilly de Normandie dont on voit le château près de la ville de Caen. Mais les Tilly s'étaient subdivisés en tant de branches que la plupart n'avaient déjà plus aucune affinité entre elles. Alexandre de Tilly fut reçu à quinze ans page de la reine; il se sortit des pages que pour entrer, avec un brevet d'officier, dans les dragons de Noailles. Sa carrière militaire se ressentit d'une jeunesse excessivement agitée et dissipée. Son avancement fut d'autant plus borné que par un coup de tête il donna, de bonne heure, sa démission, préférant à tout la vie bruyante et agitée de Paris, la société des acteurs à la mode, la séduction et la conquête des plus jolies femmes. Le comte de Tilly aimait les voyages, il en fit plus d'un en Angleterre avant et depuis la révolution. Partout où il porta ses pas, il se montra observateur fin, et raisonneur plein de discernement. Il n'était cependant possible qu'avec une imagination aussi arde et aussi mobile que la sienne, il ne prit pas de part dans la révolution. Il en fut l'adversaire, et donna, dans les *Actes des apôtres*, et la *Fenille du jour* des moments remarquables par l'énergie du style et la chaleur des opinions. Quelques jours avant l'attaque du château des Tuilleries par le peuple, le 27 juillet 1793, il se craignit pas de prendre la défense de Louis XVI, et écrivit à ce prince une lettre encore plus remarquable que ce qu'il avait publié jusqu'alors, par les ans courageux qu'il lui donnait, et par les prédictions effrayantes, mais profondes, qu'il osait lui faire. Il fit

publiés à Paris lui-même aussitôt, et elle parut en 1794 à Berlin. Parmi les passages de cette lettre qui firent le plus sensation, nous citerons ceux-ci : « Quand vos prédécesseurs, sire, furent cléments et modérés, ils méritèrent les bénédictions du peuple, qui ne leur contestait rien ; mais dans l'attitude forcée où vous êtes, votre impassibilité est homicide. » Vous voulez sauver l'effusion d'un sang impur, et le vôtre se mêlera peut-être aux torrents que vous en ferez couler en Europe.... Mais une catastrophe terrible (celle du 10 août), la dernière sans doute, est sur le point de vous rayer de la liste des rois. Hâtez-vous d'opposer les sujets fidèles à la nation révoltée, votre épée aux piques, le courage à la fureur, vos droits aux factions, et le prestige de la royauté expirante aux séductions salariales du faubourg Saint-Antoine et du Palais-Royal. Vives comme un héros, et, s'il le faut (j'ose vous en presser), sire, mouroz en roi. » Il conjure le prince de marcher à la tête de ses sujets fidèles contre les factieux, et il ajoute : « Peut-être ne faudra-t-il pas répandre de sang : j'augure tout de votre présence. » Vous retombez sur moi même dans vos vertus. Vous avez le besoin de la clémence, eh bien, vous ne punirez qu'un instant, et vous pardonnerez toujours. » Après le 10 août, voyant ses jours menacés, Tilly se réfugia en Angleterre : il y resta jusqu'en 1797, et passa aux États-Unis. En septembre 1799, il vint à Hambourg, où il trouva Rivarol qu'il avait connu particulièrement à Paris. Il se rendit ensuite à Berlin par Leipzig et Dresde. En 1801, le roi de Prusse le nomma son chambellan, et l'empereur Paul lui donna la croix de Malte. C'est probablement à cette époque qu'il prit le grade de colonel de cavalerie. Il regardait ces faveurs comme un moyen de lui ouvrir les portes de la capitale. Il n'en fut point ainsi, le second sensé-consulte du 6 floréal an 2 (avril 1813), qui permettait la rentrée des émigrés en France, l'exclut nommément du bénéfice de la radiation. Il obtint cependant, en 1807, par la protection du général Hulin, à qui Napoléon, alors maître de la Prusse, avait confié le gouvernement de cette capitale, l'autorisation de rentrer en France, et il revint à Paris. Là, reprenant, soit pour s'étourdir, soit par habitude, ses anciens penchants, il vécut de nouveau avec des femmes galantes, et fit des dettes. Ce genre de vie, qui, dans l'état où était la société avant la révolution, pouvait jeter sur un homme aimable et de bon ton un certain éclat, ne conduisit plus alors qu'à l'abaissement et presque au mépris. Il vécut ainsi obscurément à Paris jusqu'en 1813, et ensuite tantôt à Paris et tantôt à Bruxelles, où la funeste passion du jeu qui le dominait l'ayant porté à commettre une action dont son âme, naturellement fière et indépendante, ne put tolérer l'idée, il se donna la mort, le 26 décembre 1816, se débarrassant ainsi du fardeau de la vie dont il n'aurait pu supporter le poids sans dishonneur. Telle fut la fin déplorable d'un homme qui, par son esprit et par ses qualités brillantes, eût pu faire l'ornement de la société s'il avait su maîtriser ses passions, et éviter le sentier du vice. On a de lui : 1° *Œuvres mêlées*, 1785, in-8°, Berlin, 1803, in-8° ; 2° *Lettre à M. Philippe d'Orléans*, in-8°, brochure ; 3° *De la révolution française en 1795*, Londres, 1794, réimprimée dans les *Œuvres mêlées*, édition de Berlin. On a publié ses mémoires sous ce titre : *Mémoires du comte Alexandre de Tilly, pour servir à l'histoire des mœurs du dix-huitième siècle*, Paris, 1838, 3 vol. in-8°. Le comte de Tilly est l'auteur de ce distique si connu sur Louis XVI :

Il ne sut que mourir, aimer et pardonner ;  
S'il avait su punir, il aurait su régner.

**TILLY** (le comte de), d'une famille de Normandie étrangère au précédent. Colonel en 1793, puis aide-de-camp de Dumouriez, qui lui confia, dans le mois de mai de l'année suivante, le commandement de Gertruydenberg, il fit une belle défense, et obtint une capitulation honorable. Nommé depuis général en chef de l'armée des côtes de Cher-

bourg, il remporta plusieurs avantages sur les Vendéens. Cependant il leur rendit quelques services secrets dont il reçut des témoignages de reconnaissance. Il passa ensuite comme général de division à l'armée du nord, puis à celle de Sambre-et-Meuse, fut gouverneur de Bruxelles, et revint prendre le commandement de l'armée de l'Ouest qu'il exerça pendant un an. Sous l'empire, le comte de Tilly fit, à la tête d'un corps de cavalerie, les campagnes d'Autriche, de Prusse et de Pologne, puis celle d'Espagne, et il se distingua à la bataille d'Ocana. En 1814, Louis XVIII le nomma grand officier de la légion d'honneur. Pendant les cent-jours le collège du Calvados l'envoya à la chambre des représentants. Il y garda le silence. Il est mort à Paris, le 10 janvier 1823. C'est un homme d'un grand courage, mais de peu d'instruction.

**TINTÉNIAC** (le chevalier de), chef dans le parti vendéen. Né d'une famille qui avait depuis cinq cents ans des biens considérables en Bretagne, il fut reçu, dès que son âge le permit, dans la marine royale ; mais malgré les espérances que donnait son courage déjà remarquable, il s'en vit expulsé à la suite d'une aventure d'amour à Prest, où on jugea que sa légèreté l'avait trop gravement compromis. Il était difficile qu'avec sa fierté chevaleresque, cet événement ne fit pas sur lui une impression durable : il reconnut ses torts, et sentit qu'il fallait en effacer le souvenir par de belles actions. Malheureusement cette résolution même était propre à l'égarer, dans un temps où la noblesse, à laquelle il appartenait, faisait consister l'honneur à provoquer une guerre civile. Admis au nombre des premiers conspirateurs de l'Ouest, il devint aide-de-camp de la Rouarie, et montra autant d'intelligence que de hardiesse dans plusieurs missions secrètes. Il eut ensuite l'art de se soustraire aux poursuites, et se trouvant en Angleterre au milieu d'émigrés de sa province, il contribua au parti que prit le ministère anglais, de fomenter la révolte qu'ils espéraient étendre, de l'ancien Poitou jusque de l'autre côté de la Loire. Pitt lui-même, appréciant son audace, jugea qu'on pouvait l'employer pour nuire aveuglément à la France, et le chargea de porter jusqu'au centre de la Vendée d'encouragements prometteurs. Agent encore subalterne, il n'obtint pas d'être transporté près du lieu de sa destination : il fallut que du rivage de Saint-Malo, où on le jeta pendant la nuit, il fit tout le reste du trajet furtivement, et à pied, sans passe-port, et presque toujours sans guide. Il trouva dans une ferme des adhérents qui le déguisèrent en laboureur. Cinq nuits courtes de juillet lui suffirent pour franchir cinquante lieues, et des matelots dont on était sûr, le transportèrent sur la rive gauche de la Loire, malgré la surveillance armée des républicains. Tinténac arriva ainsi, en 1793, au camp royaliste d'Isigny, d'où il se rendit auprès des chefs assemblés au château de la Boulaye. Sa jeunesse et son ancienne réputation empêchèrent presque d'ajouter foi à ses déclarations ; mais il alléguait que d'autres gentilshommes s'étaient peu souciés de ce pénible office, et il observa que quant à lui, après les fautes de sa première jeunesse, il avait dû saisir les moyens, quels qu'ils fussent, d'en faire perdre le souvenir. Cette franchise lui fit faire, dans la confiance des chefs, un rapide progrès ; ils le chargèrent de lettres pour les princes français, et de témoignages de reconnaissance pour les offres fallacieuses de l'étranger. Content de ce premier succès, le négociateur promit de revenir bientôt, et partit pour Londres, où, après un trajet aussi périlleux que le premier, il eut la joie de voir préparer l'expédition de lord Moira, si connu depuis sous le nom d'Hastings. A la vérité, les Anglais arrivèrent trop tard sur les côtes ; les insurgés qui n'avaient pu prendre Granville pour les y recevoir, avaient été défaits ensuite dans les environs du Mans et de Nantes. Toutefois, de nouvelles colonnes se formèrent dans la Vendée, à la voix de Stofflet et de Charette. Au mois d'août 1795, Tinténac eut ordre de les rejoindre. Ayant débarqué cette fois sur les côtes de Bretagne, puis ayant gagné la Loire par d'autres chemins, il attacha ses dépêches

de manière à les préserver de l'eau, se mit à la nage à quelque distance des batteries ou des chaloupes canonnières, et aborda au moulin Saint-Jean. Charlotte et Stoltet lui donnèrent des lettres avec lesquelles il retourna en Bretagne, où il conféra avec le comte de Puisaye de qui il reçut le grade de chef de division. Si les exploits du chevalier de Tinténac n'avaient pas encore eu d'éclat, sa fidélité éprouvée dans l'ombre était celle dont son parti avait surtout besoin, et Puisaye le pressa de se glisser de nouveau jusqu'au rivage pour passer dans la Grande-Bretagne. L'adroit et courageux émissaire donna, dans Londres, au ministère du pays, comme aux émigrés français, tous les documents des rés sur les forces ou les dispositions des royalistes de l'Ouest. Il commençait à jouir d'une assez grande considération dans leur esprit, mais déjà leurs principales espérances s'affaiblissaient. Toutefois Tinténac, de concert avec Boushardy, effectua, sur les côtes voisines de Saint-Brieux, un débarquement d'armes et de munitions, soutenu par une centaine de volontaires. Commandant ensuite, avec ce même chef breton, un bataillon de douze cents républicains, il eut avec les troupes régulières quelques engagements qui honoreront sa valeur; mais on ne put rien entreprendre de sérieux, et d'ailleurs les châtiments des deux côtés de la Loire, désabusés par leurs revers et par la continuelle absence des princes qu'ils auraient voulu voir à leur tête, commençaient à négocier. N'ayant pas consenti à signer l'espece de trêve de la Mobilisation, Tinténac s'éloigna; mais il ne tarda pas à revenir d'Angleterre, précédant le comte de Puisaye, et annonçant comme très importante une prochaine expédition. Elle eut lieu pour le malheur des émigrés. Tinténac se chargea de donner lui-même, le 26 juin 1793, le signal convenu avec le commodore anglais, et le débarquement eut lieu près de Quiberon. Puisaye lui confia une des colonnes de chaloupes qu'on arma aussitôt. Après avoir pris et abandonné une position à Landeven, il eut à opérer une diversion sur les derrières de l'armée de Hoche. Le 6 juillet, voulant se mettre en communication avec d'autres colonnes vendéennes, il embarqua sur de légers bâtiments quatre mille hommes, et descendit près de Vannes. Cette troupe, nommée alors l'armée rouge, renversa quelques détachements trop faibles qui lui furent opposés, traversa la forêt de Nollac, incendia le faubourg de la place de Josselin qui refusait de capituler, et chercha à pénétrer dans le département des Côtes-du-Nord. Au château de Gœtlogon, trois cents grenadiers se mirent en devoir de résister à l'avant-garde. Le commandant les charges et les dispersa; mais, s'avancant avec trop d'ardeur jusque dans l'avenue du château, le somma de se rendre un grenadier qu'il poursuivait, et qui, pour réponse l'ayant renversé d'un coup de feu, le dépouilla avant qu'on pût le secourir. Le chevalier de Tinténac fut regretté parmi les siens, comme un de leurs officiers les plus braves et le plus sincèrement dévoué.

TIRABOSCHI (Jinôas), né à Bergame en 1751, fut placé dans le collège de Monza à l'âge de onze ans, et quelque temps après entra dans l'ordre des jésuites. Son ardeur pour l'étude le fit remarquer de sa plus tendre jeunesse, et les encouragements, pour le pousser avec gloire dans la carrière des lettres, ne lui manquèrent point. Il fut nommé professeur d'éloquence dans l'université de Brera; et presque aussitôt il obtint la charge de préfet de la bibliothèque de Modène, qui était devenue l'objet de la plus noble ambition. Tiraboschi avait depuis long-temps conçu le projet d'écrire une histoire complète de la littérature italienne. Onze années furent employées à la publication de cette histoire. Après avoir parcouru la longue et ténébreuse période du moyen âge, l'auteur s'arrêtait au xiii<sup>e</sup> et au xiv<sup>e</sup> siècle de notre ère, retrace l'influence qu'y exercèrent Dante et Pétrarque, ces deux hommes prodigés, qui se trouvent à la tête de la renaissance des lettres et de la civilisation en Europe. A peu d'exceptions près, les jugements de l'auteur sont toujours justes, et son travail, qui s'arrête à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, car la mort ne lui permit point de le

continuer jusqu'au siècle suivant, offre une revue complète d'une littérature qu'on aurait cru épuisée à embrasser par un seul homme. L'apparition de cet ouvrage excita des applaudissements unanimes. Trois éditions en furent imprimées en peu de temps: L'abbé France, Zaccari en Italie, Becton en Allemagne, et plus tard Mathias en Angleterre, en firent même des abrégés pour le mettre à la portée de toutes les classes de lecteurs. Cependant, au milieu des éloges, les censeurs ne lui furent pas non plus épargnés. D'abord on reprocha à l'auteur de ne pas avoir donné des analyses assez approfondies des différentes productions dont il avait parlé. Ce défaut, quoique négatif, est évitable. Tiraboschi était plus avant que philosophe: il considérait les ouvrages du génie plus du côté de l'érudition que du côté de la pensée; et la grandeur de l'entreprise qui l'obligeait souvent à renfermer l'espace de ses tableaux, ne pouvait jamais l'empêcher d'avoir eu ce cela méconnu les tendances et les bruns de son siècle. On lui reprocha en même temps s'être par trop appuyé sur de minutieux détails biographiques. Doué d'un talent plus élevé, plus pur, plus libre de préjugés que Ginguene, il a pu échapper le mérite de son infatigable dévouement: mais cela n'a pas épargné beaucoup de peines. C'est pourquoi tous les fois que Ginguene le cite, il lui rend justice; il avoue tout ce qu'il lui doit; et il y a des endroits où il ne trouve rien de mieux à faire que de le louer. On peut en dire autant de savant Roscoe. Après l'histoire de la littérature italienne, Tiraboschi écrivit *Biblioteca modenese*; production d'un intérêt moins général, mais non moins riche en renseignements précieux sur les vies et les ouvrages de tous les grands hommes qui avaient fleuri dans les états de Modène, lorsque les princes qui y régnaient se faisaient un gloire de protéger les lettres, les arts, et tous les progrès de l'esprit humain. Il composa ensuite des mémoires sur l'histoire civile de ces mêmes états, avec des notes sur le code diplomatique qui s'y rapportait. A des connaissances aussi étendues que variées, il réunissait une pureté de mœurs et une modération de caractère qui ne se démentirent jamais et ses qualités morales rendaient son éloquente littérature encore plus éclatante. Il était devenu l'objet de la vénération et l'oracle de la critique de son temps; tandis que les écrivains contemporains reconnaissaient lui pour être éclairés sur leurs travaux, il se montra jamais irrité ni contre ses antagonistes, ni contre ses censeurs. Il pensait que le libre examen de toutes les opinions ne pouvait qu'être utile au triomphe de la vérité; et il se faisait un devoir ardu de mettre en pratique ce principe: car lorsque le savant Bianconi, qui avait eu avec lui une discussion polémique, parvint à le convaincre d'une erreur dans laquelle il était tombé, il lui répondit avec une noble franchise, vous avez vaincu. Indépendamment des marques de respect et de bienveillance que lui l'Italie lui témoignait, il en obtint de plus particulières de la part de ceux qui le connaissaient de près. Le duc de Modène, Borcole III, lui conféra le titre de chevalier et de son conseiller intime, et le confia des soins journaliers de la bibliothèque, en disant qu'il en serait seulement le directeur: le duc de Modène lui expédia des lettres de noblesse, et l'agréa au nombre de ses camerlangeri; et le duc de Bergame, sa patrie, lui décerna l'honneur de le porter qu'elle fit placer dans la salle du grand conseil. Il cessa de vivre, âgé de soixante-trois ans, le mois de juin 1796. Plusieurs savants dérivèrent immédiatement son éloge. Fabbroni commença le sien par ces paroles remarquables: *De litterarum Traditione non facile quidem stans, utrum melius fuerit, et scilicet.* Mais la notice la plus complète sur la vie et les ouvrages de cet historien, a été donnée, de nos jours, par M. le baron Ugoni, dans ses savantes recherches sur la littérature italienne pendant la seconde moitié du xviii<sup>e</sup> siècle. Ses principaux ouvrages sont: 1° *De litterarum studiis, oratio*; 2° *De litterarum in reipublica utilitate, oratio*; 3° *De veterum monumentorum adhibere oratio*; 4° *De bibliothecarum utilitate, oratio*; 5° *Institutiones*; 6° *Proleptica in universitate Bergomensi, habita sunt*

nov. 1756; 7° *Profusio altera habita ibidem an. 1755*. Tous ces opuscules furent imprimés dans différentes villes d'Italie. 8° *Petere humiliorum monumenta, annotatis ac dissertationibus prodromis illustrata, quibus multa sacra, civilia ac litteraria mediæ ævi historici capita explicantur*; Milan, 1766-1768, 3 vol. in-4°; 9° *Storia della letteratura italiana, etc.*, Modène, 1773-1783, 15 vol. in-4°; 10° *Lettura sui saggi storico-apologetici della letteratura spagnuola dell' abate Lampillas*, Modène, 1773, in-8°; 11° *Biblioteca modenese, o notizie della vita e delle opere degli scrittori nativi degli stati del ducato di Modena*, Modène, 1781-1786, 6 vol. in-4°; 12° *Memorie storiche Modenesi, col codice diplomatico illustrato con note*, Modène, 1793, 3 vol. in-4°. Le quatrième volume de cet ouvrage fut publié après la mort de l'auteur, par M. Venturi; 13° *Riflessioni sugli scrittori genealogici*, Padoue, 1789, in-8°; 14° *Memoria sulla cognizione che si avevano delle sorgenti del Nilo prima del viaggio di Jacopo Bruce*, Mantoue, 1794, in-4°; 15° *Memoria storica su i primi inventori del sistema copernicano*; 16° *Memoria sulla condanna del Galilei e del sistema copernicano*; 17° *Lettura al consigliere Biancani*; 18° *Vita di Fulvio Isidri, di Zaccaria Ferrari, di S. Olimpia*, etc.; 19° *Elogio storico di Ramalho de conti Azouzi Avogadro*; 20° *Descrizione di un codice manoscritto della poesia del Fida*; 21° *Storia della badia di S. Silvestro di Novantula*; 22° *Ricarche sulla incensione della stampa*. Toutes ces esquisses et d'autres semblables furent insérées dans différents recueils périodiques de l'Italie.

TISSOT (Simon-Alexis), médecin, né le 30 mars 1758, au village de Grancy, dans le pays de Vaud, dépendant alors du canton de Berne. Après une première éducation reçue à Genève, il étudia pendant trois ans la médecine à Montpellier, où il fut reçu docteur, et alla résider à Lausanne. Ses succès dans la pratique, ainsi que ses écrits nombreux et constamment relatifs à sa profession, lui donnèrent, dès sa jeunesse, une juste célébrité. On lui fut particulièrement redevable d'un traitement tout-à-fait nouveau pour la petite-vérole, à laquelle une coutume aveugle n'avait opposé jusqu'alors que des stimulants ou des sudorifiques. Il a rendu compte des avantages et des principes de sa méthode, à cet égard, dans son *Traité de l'inoculation*. Au milieu de la discussion vive, élevée à l'occasion de cette témérité de provoquer volontairement un mal qui, d'après son âge, avait fait tant de victimes, peu s'en fallut que Tissot ne fût mis au rang des impies. En 1756, un nommé de Bury invoqua, dans un pamphlet contre les partisans de l'inoculation, la sévérité de l'église et des magistrats. L'*Arria au peuple* fut accueilli avec empressement, et alla à son adresse dans une grande partie de l'Europe. C'était la première fois qu'on invitait les particuliers à se guérir par leurs propres soins, par leurs propres lumières, pour ainsi dire, et qu'on leur en fournissait les moyens. La chambre de santé de Berne fit graver une médaille à l'honneur de Tissot; Gerève lui donna une pension, et, un peu plus tard, il devint membre de la société royale d'Angleterre. En 1767, en n'acceptant pas le titre de premier médecin du roi de la Grande-Bretagne, pour le Hanovre, il désigna à sa place Zimmermann, avec qui il était lié depuis long-temps. Le roi de Pologne avait fait faire une offre semblable à Tissot, l'année précédente, et avait aussi été refusé. Content de professer à Lausanne, où, de plus, on lui décerna quelques honneurs, il multiplia paisiblement ses écrits, et ne paraissait pas ambitionner de se produire sur un plus grand théâtre; cependant Joseph II changea cette détermination, à son passage dans ce pays, en 1780. Ce prince songea à donner une impulsion nouvelle aux sciences dans les états autrichiens d'Italie, et l'université de Pavie était particulièrement l'objet de sa sollicitude. L'entrain dans ses vues que Tissot y occupait la chaire de médecine clinique que quittait Borsieri. Cette proposition fut acceptée pour trois années seulement. La haute idée que les Italiens s'étaient faite du nouveau professeur parut d'abord faiblement justifiée; il n'avait pas une élocution brillante. Mais une fièvre bilieuse épidémique ne tarda pas à régner dans la Lombardie, et Tissot, en

suivant à peu près la méthode qui lui avait réussi à Lausanne, en 1755, obtint de tels résultats, qu' alors on se rendit en foule à ses cours, et que les élèves inscrivirent sur le marbre de la porte: *Immortali præceptori*. Malgré leurs instances, il se sépara d'eux au temps marqué. Il repassa les Alpes après avoir visité Rome, où il avait été accueilli très honorablement. Pie VI lui avait fait dire qu'il le verrait avec plaisir, et avait eu l'attention de le dispenser du cérémonial ordinaire, sous prétexte qu'il n'était pas catholique. De retour à Lausanne, il y fut consulté de tous les pays voisins; et il eut beaucoup de part à l'affluence d'étrangers qui, en se prolongeant jusqu'à aujourd'hui, par d'autres causes, a presque doublé en moins d'un demi-siècle la population de cette ville. Dans les premiers hivers de l'émigration, la jeunesse française, exagérant un peu les conseils de ce célèbre médecin à l'égard des bains froids, s'était fait à une mode de descendre, tous les matins, jusqu'à Ouchy, à un quart de lieue de Lausanne, pour s'y plonger dans l'eau glacée du lac. Tissot consacra l'argent qu'il avait rapporté d'Italie, à l'acquisition d'un bien de campagne, dans lequel il se promettait de traîner ses jours. Il ne s'était point marié; mais il venait d'acheter l'éducation d'un neveu, et il se préparait à publier, outre une nouvelle édition de ses œuvres, un éloge de son ami Zimmermann, lorsqu'une inflammation de poitrine termina sa vie, le 13 juin 1797. On lui a reproché, comme praticien, un tact peu assuré dans la diagnostic. Ses principaux ouvrages sont: 1° *L'inoculation justifiée, etc.*, avec un *Essai sur la mue de la voix*, Lausanne, 1754, in-12; 2° *Dissertation de febribus biliosis, seu historia epidemica lausannensis, anni 1755*, Lausanne, 1758, in-8°. Ce traité est assez généralement regardé comme le plus savant écrit de Tissot. 3° *Tentamen de morbis ex manustipatione uris*. Louvain, 1760, in-8°; essai qui a reparu en français, avec ce titre: *L'omanisme, ou dissertation physique sur les maladies produites par la masturbation*, Louvain, 1760 et 1764, et Paris, 1769, in-12. Nul autre traité de médecine n'a peut-être autant mérité à son auteur la reconnaissance publique que cet ouvrage, si utile sous un double rapport, et très souvent réimprimé. 4° *Joanni Georgio Zimmermanno de morbo nigro, scilicet viscerum, hepaticis, inoculatione, irritabilitate, cum cædaverum sectionibus*, Lausanne, 1760, 1765, et Louvain, 1764, in-12; 5° *Alberto Stalero de variolis, apopleziâ et hydrops*, Lausanne, 1761 et 1765, et Louvain, 1764, in-12; 6° *Arria au peuple sur sa santé*, Lausanne, 1761, et Paris, 1763, in-12, avec des notes de Lebeugue de Pressé. Ces deux éditions ont été suivies de beaucoup d'autres, particulièrement à Lausanne, et de traductions en italien, en hollandais, en suédois, etc. La traduction allemande a été faite par Hirzel de Zurich. 7° *Lettre à M. Zimmermann sur l'épidémie courante*, Lausanne, 1768, in-12; 8° *De valetudine litteratorum*; discours prononcé par Tissot, le 9 avril 1766, en commençant à occuper la chaire de médecine au collège de Lausanne. Cet utile ouvrage a été reproduit en français, et souvent imprimé sous ce titre: *Arria aux gens de lettres et aux personnes sédentaires, sur leur santé*. Il a été retouché, et même refondu pour l'édition de Lausanne et Lyon, intitulée: *De la santé des gens de lettres*, 1769, in-12; 9° *Traité de l'épilepsie*, Paris, 1770, in-12, volume détaché d'abord de l'ouvrage suivant; 10° *Traité des nerfs et de leurs maladies*, 1783, 4 volumes in-12; 11° *Essai sur les maladies des gens du monde*, Lyon, 1770, in-12. La troisième édition, augmentée en 1771, a été suivie de beaucoup d'autres. Tissot a été l'auteur ou le traducteur de plusieurs ouvrages de ses confrères. 12° *Dissertation sur les parties sensibles et irritables des animaux*, trad. du latin de Haller, Lausanne, 1757, in-12; 13° *Mémoires sur le mouvement du sang, et sur les effets de la saignée*, trad. de Haller, Lausanne, 1757, in-12; 14° *Dissertation sur l'utilité de l'amputation des membres*, trad. du latin de Biquet, avec des notes, Paris, 1764, in-12; 15° *De sedibus et causis morborum per anatomem indagata*, par Morgagni, Iverdun, 1779, 3 volumes in-4°. L'éditeur y a joint une excellente préface, qui est une notice générale sur

Morgagni. On a réuni, à Lausanne, en 1770, in-12, et, plus tard, à Paris, les *Opuscula latina* de Tissot. On a aussi imprimé à Paris, en 10 volumes in-12, 1769, etc., ses *Ouvrages divers, latins et français*. Une édition des *Œuvres choisies* de Tissot a paru, en 1809, à Paris, en 5 vol. in-8°, avec des notes du professeur Hallé, qui toutefois n'a donné ses soins qu'à l'impression des trois premiers tomes.

TISSOT (PIERRE-FRANÇOIS), homme de lettres et successeur de Deffille à la chaire de poésie latine du collège de France, est né à Versailles, le 10 mai 1768. Il fit ses premières études dans cette ville, et, dès l'âge de neuf ans, il donna des signes remarquables de cette rare aptitude pour l'enseignement, qui est devenue depuis son principal titre à la célébrité. Étant dans une société composée en grande partie d'artistes, il s'y livra d'abord au dessin avec une grande ardeur : des lors le premier aiguillon de la gloire se fit sentir dans ce jeune cœur par le secret désir de devenir peintre. Placé, en 1782, dans un pensionnat de Paris, dont les élèves suivaient les cours du collège Montaigu, il fut bientôt l'objet d'une prédilection marquée de la part de ses professeurs, et fit des progrès si solides que rapides dans l'étude des lettres. Ses premiers vers datent de l'époque où M. Sélys, professeur distingué de rhétorique au collège Louis-le-Grand, le compta au nombre de ses plus chers disciples. Ces vers touchants furent consacrés à la mémoire de la mère de M. Tissot, au moment où elle venait d'expirer après avoir béni ses enfants. Étant entré, au sortir de ses études, chez un procureur au Châtelet, le jeune Tissot eut d'abord beaucoup de peine à se faire au travail aride de la procédure ; mais la science du droit offrit bientôt à son intelligence des vues philosophiques qui le captivèrent, et il sut concilier avec des progrès réels dans cette science, les goûts littéraires et poétiques qui l'avaient fait que s'accroître en lui avec l'âge et le savoir. Virgile, Tibulle, et nos poètes français du grand siècle étaient l'objet de ses prédilections les plus vives : ce qui présageait bien en lui cette sûreté de goût, cette parfaite intelligence du langage passionné et cette imagination réglée autant qu'expansive, qualités qui devaient, dans la suite, le distinguer unanimement comme professeur. Revenu bientôt par cette ébullition des esprits qui signalait de toutes parts les approches de la révolution française, le jeune Tissot se passionna pour les écrits philosophiques et politiques du XVIII<sup>e</sup> siècle, et s'attacha pour ceux du misanthrope de Gréville. Quand les événements eurent commencé leurs cours orageux, il s'y mêla, bien jeune encore, par le besoin même d'accomplir sa part du devoir commun. Le 14 juillet 1789, il figura dans les rangs de cette légion du Châtelet qui eut tant de part au retour de la sécurité dans la capitale. En mai, 1790, de compagnie avec un ami, il alla vivre à Meudon, et chercher dans la solitude des bois un contraste qui plaisait à sa bouillante imagination. Il y fit de nombreuses lectures, et, soumettant son organe à d'opiniâtres exercices, il s'y appliqua surtout à se former un débit oratoire qui pût répondre aux besoins de l'éloquence dont la nature avait déposé le germe dans son cœur. Admis, en 1791, à la société des amis de la constitution de Stèves, puis, en 1792, à celle de Versailles, M. Tissot ne prit aucune part aux événements de ces deux années, et dans le cercle restreint des sociétés dont il était membre, il se signala par un esprit persévérant de conciliation qui était alors une grande qualité, tant il était dévoué à la cause et qu'il sut allier à une étonnante franchise dans l'expression de ses opinions. Au mois de septembre 1792, M. Tissot était secrétaire de la première section de Versailles, alors en permanence, aux termes de la loi, et il était tout entier à ces fonctions patriotiques, lorsque lui parvint la nouvelle des massacres. Ayant fait partager à la société nouvelle de la ville les sentiments douloureux dont cette nouvelle de sang l'avait pénétré, il fut ensuite nommé par la section membre du collège électoral du département, réuni à Saint-Germain, et comme étant le plus jeune des électeurs, il y exerça les fonctions de secrétaire

provisoire. Mais des ambitions particulières le bravaient, sous le prétexte, habilement tenu, qu'il n'avait pas encore l'âge requis pour voter. Cette constance sauva peut-être M. Tissot du périlleux honneur d'être nommé à la convention. Il reprit donc u place à sa section, et, le 9 septembre 1793, il faillit périr en défendant les prisonniers de la grêle, qu'il contribua puissamment à arracher des mains de la populace par le seul ascendant de son caractère et de sa réputation dans Versailles. Il fut nommé bourreau lors du massacre des prisonniers d'Orléans, mais les efforts héroïques du maire lui-même ne purent empêcher. Au commencement de l'hiver suivant, M. Tissot devint secrétaire général de la commission du commerce et d'approvisionnement : il venait d'épouser la sœur du vertueux Goujon, qui était de cette commission, et avec lequel il était intimement lié depuis sa première jeunesse. En résident de la même section, il suivit son beau-frère à l'armée de Rhin-et-Moselle, où ce dernier, qui avait été nommé suppléant à la convention, à la place de Herault de Sechelles, fut alors envoyé par cette assemblée en qualité de commissaire. De retour, après le 9 thermidor, il reprit u place d'adjoint, fut ensuite arrêté, sur des dénonciations calomnieuses, puis relâché au bout de vingt jours d'après les témoignages unanimes de la députation de Seine-et-Oise et du maire de Versailles. Après la mort tragique et courageuse de Goujon, son beau-frère et inséparable ami, M. Tissot se trouva sans emploi, sans fortune, pour soutenir deux familles. Après le 13 vendémiaire, auquel il avait plutôt comme citoyen que comme combattant, se joignit, comme simple ouvrier, dans l'industrie, et se mit à fonder, à force de travail et de courage, une fabrique assez productive pour satisfaire à tous ses besoins dont il était la seule ressource. Les circonstances politiques ayant pris une autre face, il fut appelé, comme secrétaire rédacteur, dans les bureaux de la police générale, et gagna promptement l'estime particulière du ministre : ce qui le mit bientôt en position d'être utile aux victimes du 18 fructidor et de leurs familles. Fidèle à son éloignement pour les mesures violentes et arbitraires, il avait personnellement refusé de prendre une part quelconque à cette journée, dont on ne lui donna connaissance qu'un moment même de l'exécution. « Si la révolution ramène moi dans la sept, s'écria-t-il alors, tout est perdu. » M. Tissot resta sept mois chef du bureau particulier, et, dans ces fonctions épineuses, prévaloir fut toute doctrine. Aux élections de l'an vi, il fut nommé député de la Seine, et toutes les opinions concoururent à sa nomination, qui eut lieu à une immense majorité. Cambacérès, qui présidait l'assemblée, ne fut sans doute que le second. Ayant vu ensuite son élection anéantie par un de ces révoluts abus de pouvoir qui existent si peu à cette époque de dissolution politique et sociale, M. Tissot chercha dans les études littéraires une compensation digne de lui, et c'est de cette catastrophe que date sa carrière d'homme de lettres. Il venait de traduire en vers français les *Bucoliques* de Virgile, lorsque les anciens ennemis de son illustre beau-frère le firent comprendre à l'impératrice parmi les personnes arrêtées dans la journée du 18 brumaire. Mais les témoignages empressés de M<sup>lle</sup> de Bertholet, et les instances de M<sup>lle</sup> Bonaparte elle-même, obtinrent sa radiation de la liste fatale. Volontairement une bonne fois ce qu'il en avait tenu compte de ce jeune homme, objet d'un si haut intérêt, le premier consul fit faire une enquête sur ce sujet, et l'enquête n'ayant mis en évidence que les embûches des ennemis de M. Tissot, fut assurée le lui fut promise pour l'avenir. Cette parole si grande homme était sûre, et elle fut si bien observée que l'homme de lettres en conçut une reconnaissance qui, croissant avec son admiration, devint plus tard un véritable dévouement. Appelé, en 1806, dans les bureaux de M. François de Nantes, qui lui avait accordé toute son amitié, M. Tissot rendit d'importants services aux gens de lettres, aux artistes et aux savants. Delille, dont il fut la connaissance au commerce de nuances, et qui avait été frappé de son apoplexie par

critique enseignante, le choisit à cette époque pour son suppléant au collège de France, et le désigna ensuite comme le plus digne de lui succéder. Pendant onze années consécutives, M. Tissot eut l'honneur insignifiant d'occuper la chaire illustrée par Delille, et son respect filial pour la mémoire du maître ne fut pas un des moindres charmes de ses brillantes leçons. La jeunesse accourut en foule à cet enseignement, tout de verve, et singulièrement approprié aux sublimes instincts par lesquels commence à poindre une âme poétique. Aussi nos plus beaux talents d'aujourd'hui, les Lavigne et les Lamartine se proclament-ils les élèves du collège de France, et se sentent-ils encore animés des premières inspirations qu'ils y ont puisées. Pendant les premières années de la restauration, ce cours acquit un nouvel intérêt du sentiment patriotique dont le professeur, sans jamais sortir de son sujet, savait parler ses leçons. Il n'en fallut pas davantage pour faire encourir à M. Tissot la plus brutale des disgrâces. « Nous n'avons aucun fait à vous imputer, lui dit-on; mais la jeunesse est dans vos mains, et vous n'êtes pas notre homme; il suffit. » L'illustre professeur fut alors assailli par un déluge de disgrâces et de chagrins amers. Renvoyé de la sorte sans avoir même obtenu une pension pour fruit de ses longs travaux, il perdit ce qui lui restait de fortune, et vit mourir, coup sur coup, son père, sa fille, sa femme, son gendre et deux petits-enfants. Mais au bout de ces peines domestiques, de nouvelles persécutions l'attendaient encore. En butte à un arbitraire insolentement avoué de la part du préfet de police Delavau, il fut ensuite scandaleusement évincé du journal la *Pilote*, dont la propriété constituait alors toute sa fortune. Ayant été privé ainsi de sa chaire pendant dix années, et traqué sans relâche par les supôts de la légitimité, il vit enfin arriver le terme de ses disgrâces avec notre glorieuse révolution de juillet, qu'il appela platement sa restauration. Aujourd'hui réintégré dans sa chaire du collège de France, il y déploie un talent qui, loin d'avoir vieilli, emprunte un nouvel attrait du courage stoïque avec lequel M. Tissot a supporté ses malheurs. Il a été long-temps l'un des propriétaires et des principaux recteurs du *Constitutionnel*. Outre la traduction des *Bucoliques*, parvenue à sa cinquième édition, il a publié deux volumes de poésies érotiques, où il se montre parfois l'heureux émule de Parry, avec lequel il fut autrefois très lié. Son principal ouvrage politique est une *Introduction aux fastes civils de la France*, ouvrage qui renferme, en un seul volume, l'histoire des progrès et des vicissitudes de la liberté dans le monde, depuis le 1<sup>er</sup> siècle jusqu'à nos jours. Mais ce qui le recommande surtout à la postérité, c'est le travail immense et consciencieux qu'il a publié récemment sous le titre modeste d'*Études sur Virgile*. Cet ouvrage, qui embrasse et caractérise, par les plus heureux rapprochements, toute la poésie épique du monde, est le fruit des loisirs de M. Tissot à la suite des dernières persécutions de ses ennemis. Comme toutes les âmes fortes, il sut opposer aux coups du sort l'amour de l'étude et des travaux utiles. Ne pouvant plus occuper sa chaire, il voulut du moins professer avec sa plume, et crea de la sorte un ouvrage qui restera comme le repertoire poétique le plus riche et le plus complet que puissent consulter les professeurs aussi bien que les élèves, aussi long-temps que les hautes études classiques seront en honneur parmi nous.

**TITZING (ISAAC).** Ce célèbre voyageur est né à Amsterdam, en juin 1740. Il reçut une éducation soignée; mais l'inconstance de ses goûts, une humeur vagabonde, l'entraînèrent loin de sa patrie à l'âge de dix-huit ans. Il partit pour Batavia, entra dans l'administration de la compagnie des Indes orientales; et, grâce à son humeur douce, souple, conciliante et enjouée, il obtint, en peu d'années, l'emploi de conseiller. En 1778, il fut nommé, par la compagnie, résident au Japon. Mais la guerre terrible qui éclata, ayant empêché le gouvernement de Batavia d'envoyer, selon la coutume, le grand navire qui se rend chaque année à Nangasacki, Titzing resta long-temps dans la petite île artificielle de Desima, où sont confinés les

Hollandais dans une espèce de captivité. Là on leur envoie des provisions, et des femmes pour passer leur temps. Il fut chargé plusieurs fois d'aller à Yedo, en qualité d'ambassadeur de la compagnie, présenter ses hommages et les présents (que les Japonais savaient que les Chinois nomment orgueilleusement le tribut) au Djogoun, ou empereur séculier du Japon. Il obtint souvent de ce gouvernement ce qui avait été refusé à d'autres ambassadeurs, grâce à ses manières respectueuses et polies, et il parvint à se faire des amis dans un pays dont les habitants sont affables et moins méfiants que le peuple chinois, mais dont le gouvernement surpasse celui de la Chine en méfiance et en sévérité. En 1783, étant à Yedo, il demanda d'aller visiter le fameux temple de Ybilo, qui n'est qu'à trois journées de distance de la capitale, et où l'on admire la magnificence de la sépulture du chef de la dynastie régnante. Il ne put obtenir cette faveur; et au mois de novembre 1784, l'ambassadeur partit du Japon, riche d'une vaste collection d'objets curieux, et après avoir obtenu, du gouvernement japonais, une augmentation sur le prix de vente des marchandises hollandaises ou des objets manufacturés en France et en Angleterre que la compagnie vend sous le nom de marchandises hollandaises. Mais ce qui est plus rare, ce qui prouve combien le caractère prudent, doux et liant de l'ambassadeur lui avait donné d'influence, c'est l'amitié qu'il avait obtenue d'un prince, beau-frère de l'empereur, avec lequel il entretenait une correspondance précieuse, car elle lui fournit un grand nombre de documents sur ces îles si peu connues du Japon. Quelque temps après son retour à Batavia, Titzing fut nommé gouverneur de Chinsourah, complot hollandais du Bengale, situé sur l'Hongli, à une lieue au-dessus de Chandernagor, et qui aujourd'hui appartient à l'Angleterre, ainsi que toutes les possessions hollandaises de l'Inde. En 1794, il fut nommé ambassadeur en Chine, quelque temps après l'ambassade de lord Macartney. Il se rendit à Kouan-Tcheou-Fou, où il convint, avec les mandarins, de tout ce qui concernait le cérémoniel. Il en partit pour Peking, en novembre de la même année, accompagné de son adjoint, M. Van Braam, de quelques Hollandais, de deux Français, M. Agie et le célèbre de Guigue, qu'il avait nommé son secrétaire, et qui savait la langue chinoise. L'ambassade arriva à Peking, le 9 janvier 1795, après un voyage très pénible, fait presque entièrement par terre. Titzing ne fit aucune difficulté de remplir la cérémonie du *kiou-tiou*. Cette cérémonie consistait en ce que toute personne admise devant l'empereur tombe à genoux, appuie les mains à terre, la frappe trois fois avec le front, se relève, puis recommence encore deux fois ce salut nommé *kiou-tiou*, que les Portugais de Macao traduisent par *kater cavaen*. Quelque humiliant qu'il paraisse aux yeux d'un Européen, d'un *frangui*, les plus grands personnages de l'empire et les envoyés étrangers s'y soumettent, non-seulement devant l'empereur lui-même, mais encore devant tout ce qui le représente. Lord Macartney lui-même s'y est soumis, en 1793, devant le même empereur Kiou-Long, quoiqu'on l'ait formellement nié dans l'histoire de son ambassade; cependant, lorsque lord Amherst fut envoyé, en 1816, en Chine avec le même titre, et qu'il refusa de se prêter au cérémoniel du *kiou-tiou*, on lui cita l'exemple de lord Macartney, comme s'y étant soumis. Cette assertion fut confirmée par le témoignage de Kiou-Kin, empereur régnant en 1816, et qui était présent à l'audience de lord Macartney; le fils de sir Georges Staunton, qui remplissait alors les fonctions de secrétaire d'ambassade, et qui avait accompagné ce lord, ayant été interpellé, répondit qu'il avait oublié ce qui s'était passé. Napoléon lui-même a blâmé, à Sainte-Hélène, lord Amherst d'avoir sacrifié les avantages de son pays pour un vain cérémoniel. Au reste, les personnes attachées à l'ambassadeur Titzing en furent quittes pour un simple salut. Le 13 janvier 1795, Titzing remit ses lettres de créance, fut admis dans les jardins d'Yen-min-Yen, et reçut l'accueil le plus distingué. Le 15 mars, il partit de Peking pour Kouan-Tcheou-Fou. Ce retour



ne fit en grande partie par eau. Le 11 mai, l'ambassade fut terminée, et Titzing emportait l'estime de tous les Chinois qui l'avaient connu : il fut accompagné à Macao par trois officiers. Le résultat de cette ambassade fut presque nul pour les Hollandais. Un édit relatif à la mission hollandaise et l'exemption de droits pour le navire qui avait amené l'ambassadeur, parurent aux Chinois plus que suffisants pour dédommager les Hollandais des dépenses qu'ils avaient faites. Enfin, après trente-trois ans de séjour en Asie, ce grand voyageur revint l'Europe, possesseur d'une grande fortune. Il vivait une partie de l'année en Hollande, et l'autre à Paris. Il s'occupait de rédiger en français et en hollandais les nombreux et importants matériaux qu'il avait apportés du Japon, lorsqu'une maladie aiguë l'emporta, à Paris, en février 1812. Depuis sa mort, on a publié plusieurs ouvrages extraits de ses manuscrits. 1° *Des cérémonies usitées au Japon pour les mariages et les funérailles*, traduit du japonais, Paris, 1819, 3 vol. in-8°; 2° *Mémoires de la dynastie régnante de Jijoungou*, Paris, 1820, 1 vol. in-8°. C'est à M. Abel Remusat qu'on doit la publication de cet ouvrage, qu'il a enrichi de notes. Titzing a légué à la bibliothèque du roi un ouvrage précieux : c'est l'*Encyclopédie japonaise*.

TOCHON (JOSUË-FRANÇOIS), antiquaire, né en 1772, au château de Mire, près d'Annecy en Savoie, appartenait à une famille honorable. Il fut destiné, de son enfance, à suivre la même carrière que son père qui était un ancien magistrat. Il fit ses études au collège d'Annecy, ensuite à l'université de Turin, où il fut reçu docteur en droit, en 1792. La Savoie ayant été alors réunie à la France, son père émigra, et lui-même, atteint par la réquisition, fut obligé de partir pour l'armée comme soldat. On l'envoya à l'armée des Alpes, où il fut attaché à l'état-major, et promu au grade d'officier. Après avoir servi pendant cinq à six ans, et être devenu capitaine, il se démit de son grade en 1798, et se retira du service. Il profita de son loisir pour se livrer tout entier à l'étude de l'archéologie. Il eut à cette époque le bonheur de s'unir à une comtesse aimable, qui, en partageant ses goûts, accrût l'intérêt et le charme du voyage qu'ils firent ensemble en Italie, pour en connaître les monuments publiés et les collections particulières. Il y acquit un grand nombre d'objets rares et précieux, de bronzes, de vases grecs peints, dits étrusques, de médailles grecques et romaines, de monuments de tous genres; et il en forma à Paris une riche collection qui attira les regards et fixa l'attention de tous les amateurs de l'antiquité, à qui il en permettait l'accès avec une grande obligeance, quoiqu'il eût le dessein de publier lui-même son cabinet tout entier, et qu'il eût déjà fait graver, sous ses yeux, le plus grand nombre des vases peints et des médailles galloises qu'il avait réunis. Il n'a malheureusement pu que commencer à mettre à exécution ce projet intéressant dans les mémoires qu'il a composés; et il consentit, en 1817, à céder sa collection au gouvernement. En 1815, il publia une *Dissertation sur l'époque de la mort d'Antiochus Évergète Séléucus, roi de Syrie, sur deux médailles antiques de ce prince; et sur un passage du II<sup>e</sup> livre des Machabées*, in-4°, 3 planches. La date de la mort d'Antiochus VII, surnommé *Evergète*, était de l'an 138 de l'ère des Séleucides, selon le livre II des Machabées, et de l'an 183, selon les historiens profanes. Dans l'impossibilité de concilier ces autorités contradictoires, Tochon, se livrant à l'examen approfondi des interprétations des philologues sur ce livre des Machabées et sur les médailles syriennes, reconnut que les circonstances de la mort du prince désigné dans ce livre se rapportaient toutes, non à Antiochus VII ou *Evergète*, mais à Antiochus IV ou *Épiphanes*, qui mourut dans l'année 148 de la même ère des Séleucides. Outre ce résultat de ses recherches, qui a obtenu l'assentiment des plus habiles critiques, de Visconti lui-même, quoiqu'il combattit une opinion admise par Eckhel, et que Visconti avait sanctionnée par son autorité, il en est encore un autre non moins important, c'est que la mort d'Antiochus Évergète doit rester invariablement fixe, par l'autorité des textes historiques et par celle

des médailles antiques expliquées, à l'année 183. Il fit imprimer, en 1816, une *Notice sur une médaille de Philippe-Marie Fierroli, duc de Milan*, in-4°, fig. et une *Dissertation sur l'inscription grecque IACANACIAION, et sur les pires ses antiques qui arrivent de cachet aux modernes orfèvres*, in-4°, avec 3 planches coloriées. Il explique dans la notice, par le secours de l'histoire, les différents titres donnés à ce Visconti dans la grande de ce rare médaillon dont on ne connaît qu'un autre exemplaire qui est dans le cabinet du roi. Le vase d'argile trouvé à Tarante et chargé d'une inscription grecque en relief, qui annonce que ce vase a contenu un collyre renommé chez les anciens contre les fluxions sur les yeux, fait l'objet de la dissertation, ainsi que des pierres sigillaires qui, portant des inscriptions grecques en creux et à contre-sens, servaient à imprimer sur les vases, avant qu'ils fussent durcis. Le nom de quelques remèdes d'oculistiques romains, celui du médecin qui l'avait composé ou des pharmaciens qui le débitait. Parmi ces inscriptions, il y en a six trouvées à Naïum qui avaient été jusqu'alors mal lues, et dont l'explication lui a été fournie par M. Eloi-Johanneau. Au mois de décembre 1816, l'auteur fut élu membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, à la place vacante par la mort de Gringore. Un autre travail, dont les résultats furent adoptés par tous les savants, parut sous le titre de *Mémoire sur les médailles de Marius frappées à Philippopolis*, in-4°, avec 3 planches, en 1817, après avoir été lu à l'Académie, dans la séance publique du 14 mars de la même année. Une médaille frappée dans une ville nommée Philippopolis, présente la tête et l'épithèse de l'empereur Marius, qu'on ne connaissait, que par le récit de deux historiens du Bas-Empire, Zozime et Zonaras, qui rapportent que Marius fut revêtu de la pourpre par les soldats romains stationnés dans la Mysie et la Pannonie, sous le règne de l'empereur Philippe. Les numismates ne doutent pas, d'après ces textes, que le pouvoir de Marius n'est pu être reconnu dans quelques provinces voisines de la Mysie, s'étendant d'un suffisamment autorisé à attribuer cette médaille à la Philippopolis de Thrace. Tochon, surpris de rencontrer une médaille consacrée à l'épithèse d'un usurpateur éphémère, bientôt mis à mort par les mêmes soldats qui l'avaient couronné, et se demandant par quelle autorité elle avait pu être frappée, en examina le travail et le style. Cet examen lui fit bientôt apercevoir une ressemblance parfaite entre la médaille du prétendu usurpateur Marius, et une médaille de l'empereur Philippe, qui présentait le même type, le même revers, la même légende, les mêmes formes de lettres, enfin le même style et le même travail, tellement qu'il ne put douter qu'elles ne fussent de la même fabrique et du même temps. Il ne balança pas dès lors à attribuer la médaille de Marius, comme celle de Philippe, à la Philippopolis de la trachonite d'Arabie, ville où Philippe était né, et qu'il avait élevée au rang de colonie romaine, et à reconnaître dans le divin Marius le père de Philippe, qui, voulant l'associer à ses honneurs, et lui donner un témoignage de sa piété filiale, l'avait fait graver sur ses monnaies, et l'avait divinisé, ainsi que l'avaient fait Velléus et Trajan, qui avaient rendu le même hommage à leur père. Son opinion a été confirmée par la découverte qu'on a faite depuis, dans la Syrie, d'une autre médaille semblable de Marius. Ce mémoire est terminé par une notice intéressante sur une médaille, encore unique, de l'usurpateur Jotapianus que les légions de Syrie décorèrent de la pourpre impériale, sous le règne même de Philippe, et dont elles envoyèrent peu de temps après la tête à l'empereur Trajan-Dèce à Rome. Tochon est le premier qui ait publié une médaille de ce souverain éphémère. Cette médaille fait maintenant partie de la vieille collection de la bibliothèque du roi. Dans l'année qui a précédé la publication de ce mémoire, Tochon avait été nommé membre de la chambre des députés, où il vota avec la majorité. Il fut, en 1818, dans la séance publique de l'Académie des Inscriptions, une grande partie d'une autre dissertation intitulée : *Recherches sur les médailles des rois, ou préfets de l'Égypte*, qui

doit faire partie du grand ouvrage sur l'Égypte, et qui a été publiée, en 1833, à l'imprimerie royale, en un volume in 4°, par les soins de M. Saint-Martin, son successeur à l'académie : car la maladie à laquelle il a succombé, au mois d'août 1830, ne lui a pas permis d'en voir achever l'impression. Le but de l'auteur était de répondre sur ce sujet important de nouvelles lumières. Le nombre et la circonscription des nomes de l'Égypte primitive avaient éprouvé de grandes variations sous l'empire de ses conquérants successifs, les Perses, les Grecs, et les Romains; et pour cette dernière période surtout les historiens sont loin de suffire pour nous faire connaître ces divisions et ces limites. On a tâché, depuis long-temps, de suppléer à leur silence par les médailles; mais quoique assez nombreuses, sous le rapport de la variété des types, elles sont assez rares, et on en trouve dans peu de cabinets. Celui du roi n'en renferme qu'un petit nombre. Vaillant avait publié les médailles de trente-deux nomes, ou villes; l'abbé Belley, celles de quatorze autres; plusieurs découvertes, fait-a pendant, ou depuis la mémorable expédition des Français en Égypte, avaient procuré d'autres documents, et Tachon devait espérer qu'en réunissant ces éléments épars, il parviendrait à dissiper une partie des ténèbres qui couvrent encore la géographie romaine de cette contrée. Il avait réuni lui-même une collection qui l'importait sur toutes les autres pour le nombre et le choix des pièces. Il s'était procuré en outre des empreintes et des dessins de toutes les médailles du même genre qui existent à Rome, à Florence, à Naples, à Turin, à Milan, à Venise, à Berlin, à Londres, et à Copenhague. Son mémoire contient un grand nombre de planches qui représentent les types de toutes les médailles connues des nomes de l'Égypte, et remplit complètement, à cet égard, l'attente du monde savant. Tachon s'était encore occupé de plusieurs autres ouvrages: ou doit regretter qu'il n'ait pas pu les terminer et les publier. Parmi eux on distingue un travail sur les *Médailles galloises*, qui aurait été très considérable, une *Biographie numismatique*, un recueil des médailles inédites de son cabinet, avec des descriptions et de courtes explications. La plupart des gravures qui devaient accompagner cet ouvrage étaient terminées, et un grand nombre d'exemplaires en ont été répandus parmi les numismates. Il a écrit à la *Biographie universelle* plusieurs articles, parmi lesquels on distingue ceux des Cléopâtre de Syrie, des Denis de Syracuse, de Dion, de Dioclétien, de Frolich, de Galon, de Hieron, etc. Ses excellentes qualités, sa loyauté, sa douceur, l'avaient rendu cher à ses amis et à ses confrères, et sa mort leur a causé de profonds regrets. L'académie de Turin, sa première patrie, l'avait mis au nombre de ses membres non résidents; et il était aussi un des membres les plus distingués de l'académie celtique, devenue depuis la société royale des antiquaires. M. Dacier, secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions, a lu à cette académie, dans la séance publique du 26 juillet 1833, une notice historique sur la vie et les ouvrages de M. Tachon. M. Letronne a fait aussi son éloge funèbre, et M. de Saint-Martin son article dans la *Biographie universelle*. Les deux premières notices ont été insérées dans le *Moniteur*: l'une dans celui du 30 septembre 1833, l'autre dans le numéro du 26 août 1830.

TODI (MARIA FRANCESCA), née en Portugal vers 1758, une des plus célèbres cantatrices du siècle dernier, était élève de David Perez. En 1772, elle se rendit en Angleterre, où elle fut engagée dans l'opéra bouffon; mais comme elle avait une superbe voix de contre-alto, elle sentit qu'elle aurait plus de succès dans l'opéra sérieux. En quittant Londres, elle vint à Paris, en 1779. Elle parut au concert spirituel, où elle fit une sensation prodigieuse. C'est par l'expression que cette cantatrice sut nous plaire : cette expression qui animait sa voix, son âme, sa figure, parut rien lui coûter en elle à désirer. Les amateurs de cette époque qui vivent encore, trouvent beaucoup de rapports entre M<sup>me</sup> Todi et M<sup>me</sup> Pasta. En 1782, M<sup>me</sup> Todi eut M<sup>me</sup> Mara pour rivale. La voix de la

première était large, noble, sonore, intéressante; elle était fort étendue au grave, et était assez à l'aise pour les airs qu'elle se permettait de chanter. La voix de M<sup>me</sup> Mara était brillante, légère, et d'une facilité étonnante : son étendue, dans le haut, était extraordinaire, surtout par son extrême égalité. M<sup>me</sup> Todi avait sur la voix, lorsqu'elle chantait la grande expression, un certain voile qui la rendait encore plus touchante. Le timbre de la voix de M<sup>me</sup> Mara était très éclatant, très pur; il ébranlait toutes les fibres de ceux qui l'entendaient. La voix de M<sup>me</sup> Todi était plus favorable à l'expression qu'à la bravoure; mais son art savait tout vaincre, et elle faisait des passages très difficiles avec beaucoup d'habileté. Le genre le plus familier à M<sup>me</sup> Mara était la bravoure; mais, comme elle avait beaucoup d'âme et d'intelligence, elle chantait les volveux et les airs d'expression avec beaucoup de grâce et de sensibilité. Un soir, au concert spirituel, une querelle s'éleva entre deux amateurs sur la préférence de ces deux virtuoses. Quelle est la meilleure des deux? dit l'un. — C'est la Mara, dit l'autre. — C'est bien Todi (c'est bien dit), reprit un troisième. En 1783, M<sup>me</sup> Todi vint en Allemagne, et s'engagea, la même année, au théâtre de Berlin, où elle ne resta qu'un an. Elle alla à Péterbourg en 1784; elle y fut nommée cantatrice de la cour, et reçut de Catherine II un collier de diamants, au sortir d'une représentation de l'*Armida* de Sarti. En 1787, le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume II, l'appela une seconde fois au théâtre de Berlin, en lui assurant un traitement de six mille écus (24,000 fr.). Elle quitta la Prusse, au mois de mars 1789, pour retourner à Paris. En passant par Mayence, elle se fit entendre devant l'électeur. Les troubles qui éclatèrent en France l'empêchèrent de s'y rendre; et, en 1790, elle se rendit à Hanovre, où elle resta quelque temps. Depuis lors, elle se fixa en Italie, et y mourut vers 1810.

TORLACON (MARX-VINCEN), plus connu sous le nom de père Elisee, est né à Therigny (le-de-France), en janvier 1753. Il entra chez les frères de la charité, faubourg Saint-Germain, y fit ses vœux le 30 janvier 1774, et prit le nom d'Elisee. Le célèbre père Côme, très renommé alors pour sa méthode d'exécuter la lithotomie, prit en amitié le père Elisee, lui donna des leçons, et, sous la direction de cet habile chirurgien, le jeune frère acquit beaucoup de dextérité dans les pansements, et devint assez habile opérateur. Cependant ses connaissances étaient presque bornées à la partie manuelle de la chirurgie, et il ne fit jamais d'études régulières dans sa profession. Devenu prieur du couvent de la Charité, il fut nommé, en cette qualité, médecin en chef de l'hôpital de Grenoble. En 1790, il fut chargé de l'organisation des hôpitaux militaires du corps d'armée qui fut assemblée aux environs de Lyon, mais il n'y resta que trois mois, et revint à Paris. Il émigra en 1791, se rendit à l'armée des princes, et obtint la direction générale des hôpitaux avec les pouvoirs les plus étendus; il continuait ses services dans l'armée de Condé, et donna des soins à plusieurs des princes allemands. S'il faut l'en croire, il n'aurait retiré aucun avantage pécuniaire de ses services dans le corps des émigrés, et il aurait même débourré de fortes sommes pour avances faites à des chirurgiens, et à beaucoup d'autres personnes attachées aux princes français. A la fin de 1794, le père Elisee passa en Angleterre; l'année suivante, il fut nommé chirurgien en chef de l'expédition de Quiberon, et après la catastrophe qui en fut la suite, il retourna en Angleterre, et y resta jusqu'en 1814. Pendant son séjour à Londres, le père Elisee donnait des soins presque toujours gratuits à des émigrés et à d'autres étrangers. Il eut le bonheur de guérir le prince régent d'Angleterre, d'une maladie qui avait résisté aux traitements conseillés par ses médecins, et reçut, à cette occasion, de ce prince une superbe tabatière enrichie de brillants et pleins de billets de banque. Le père Elisee se trouva présent à l'examen du corps du célèbre chevalier d'Eon, mort à Londres, et qu'on avait long-temps pris pour une femme. Il signa le procès-verbal qui constate que ce personnage

était bien un homme. Le père Elisée avait donné des soins au chevalier, et avait jusqu'à sa mort partagé l'erreur générale. En 1814, le père Elisée rentra en France avec Louis XVIII, dont il était le médecin. Le roi lui accorda, outre dix mille francs de traitement, une pension de trente mille francs, une table de six couverts, avec voiture, chevaux et domestiques entretenus aux frais de l'état. En 1815, il accompagna son maître à Gand. Le 1<sup>er</sup> octobre de la même année, il fut, par des lettres patentes, nommé chirurgien en chef de Monsieur, comte d'Artois. Par une ordonnance royale du 9 novembre suivant, le roi le nomma membre d'une commission chargée de rendre compte de l'état actuel de l'enseignement dans les écoles de médecine et de chirurgie, et de proposer les modifications dont pourrait être susceptible l'organisation de ces établissements. « Les membres reconnurent unanimement, dit le père Elisée dans son *Rapport au roi*, « qu'entre autres améliorations, il était indispensable de rétablir les corporations des médecins et des chirurgiens, les conseils de discipline, la société royale de médecine, et l'académie royale de chirurgie; que l'enseignement et l'exercice de la médecine et de la chirurgie devaient être séparés. » Quelque temps après la seconde restauration, sa pension cessa de lui être payée, et il ne reçut qu'environ huit mille cinq cents francs par an. Ce fut en vain qu'il adressa alors à Louis XVIII une petition réclamant le remboursement de trois cent mille francs, pour avances faites aux armées de l'émigration, et pour arrérages des traitements à lui promis par le duc de Blacas. Il n'obtint rien de son royal malade, et mourut à Paris, le 28 novembre 1817, ne laissant à un frère, presque dans l'indigence, que des dettes à acquitter. Torlachon a été membre de plusieurs sociétés médicales (de Paris, Grenoble, Marseille).

TORRIJOS, ce général naquit à Madrid, le 9 mars 1791, d'une famille d'une grande considération. Il prit du service dans les armées de Napoléon en Espagne, reçut plusieurs blessures, dut à son courage plusieurs décorations, et s'éleva à des grades supérieurs. Lors de la paix de 1813, Ferdinand VII avait voulu confier à Torrijos, qui était brigadier général, le commandement en second de l'expédition contre la Colombie, sous les ordres du général Morillo; mais ne voulant point trahir ses principes politiques, il se résigna à recevoir une démission honorable plutôt que d'aller combattre les patriotes du nouvel hémisphère. Lors de l'arrestation du général Van Halen, un de ses amis, il se trouvait à Murcie à la tête d'un des plus braves régiments espagnols, et fut lui-même arrêté au moment où il faisait les plus grands efforts pour l'indépendance de sa patrie. Il fut enfermé avec plusieurs de ses officiers dans les cachots du saint-office, où il resta vingt-sept mois au secret, et où on lui fit supporter les plus cruelles souffrances. Il ne recouvra sa liberté qu'à l'époque où le peuple seconda la révolution de Riego et de Guirao. Il servit depuis 1820 jusqu'en 1823, à la tête d'un régiment de la garnison de Madrid; il eut aussi le commandement des troupes envoyées dans la Catalogne pour y réprimer l'insurrection. Quoique âgé de trente-un ans seulement, Torrijos fut nommé général en chef des forces de la Biscaye: il remplit ces hautes fonctions de la manière la plus honorable. Après avoir défendu avec la plus grande valeur Carthagène et Alicante contre l'armée française qui avait envahi l'Espagne, il succomba le dernier; et, plutôt que de se soumettre au joug de Ferdinand, il fit le sacrifice de tous ses grades, et de la perspective d'une brillante carrière. Il se décida à se laisser conduire en France, où il fut accablé d'outrages et d'humiliations. Contraint de se réfugier en Angleterre, il y reçut le plus généreux accueil ainsi que les compagnons de son infortune. Il employa ses moments de loisir à des ouvrages littéraires, et traduisit en espagnol les mémoires de Gourgaud et de Montholon. Mais il ne perdait pas de vue la cause de sa patrie, et il sollicita sans cesse des secours pour l'affranchir du joug sous lequel elle gémissait. Le gouvernement espagnol, qui craignait son influence ainsi que son esprit entreprenant, le dénonça au

ministère anglais, à la tête duquel se trouvait le duc de Wellington, qui suspendit la faible prison que l'hospitalité lui avait fait accorder. Le général Torrijos supporta les plus grandes privations avec courage. Il avait toujours entretenu par différentes voies, des relations assez fréquentes avec les patriotes de l'intérieur de l'Espagne; et au mois de juin 1820, il fit une descente en Espagne avec plusieurs de ses compagnons; mais sa tentative échoua comme toutes celles qui furent faites à la même époque, à cause du défaut d'accord entre les patriotes espagnols, et le général Torrijos fut forcé de se retirer à Gibraltar, où il fut exposé à de nouvelles persécutions de la part des autorités anglaises. C'est dans ces circonstances, qu'accablé de maux, et résolu à quitter Gibraltar pour se rendre en France, il tomba victime de la persécution la plus atroce. Des émissaires, qui se disaient du parti constitutionnel d'Espagne, l'invitèrent ainsi que d'autres réfugiés espagnols à se rendre sur les côtes de ce pays, pour se joindre, à ce qu'ils prétendaient, à des troupes qui n'attendaient que son arrivée pour se joindre à lui; mais il ne fut pas plutôt débarqué sur ces côtes inhospitalières qu'il fut censé ainsi que ses compagnons d'infortune, et sur un ordre arrive de Madrid, on le fit passer par les armes.

TOSSA-LEBRUN (J.-B.), littérateur et écrivain politique, naquit à Pierrelatte (Drôme) en 1766. Venu à Paris, peu d'années avant la révolution, il en adopta les principes avec enthousiasme, et ne s'en point démenti depuis. Non content de déposer ses pensées patriotiques dans quelques journaux, il voulut aussi en confier l'expression à la littérature dramatique, et il fit jouer sur divers théâtres une foule de pièces qui obtinrent plus ou moins de succès. Son début fut un drame en trois actes, intitulé: *Les noirs et les blancs*, qu'il fit suivre immédiatement de *L'homme aventureux*, comédie en un acte et en vers, représentée d'abord au théâtre de Louvois, et reprise avec succès, en l'an vi, à celui de Montansier. M. Lebrun-Tossa vécut, sous l'Assemblée législative, et pendant les premiers temps de la convention, dans la société des girondins, dont il embrassa la cause avec chaleur. Il vit beaucoup aussi, à cette première époque, M. Pozzo di Borgo, alors député de la Corse à l'Assemblée nationale de France, aujourd'hui ambassadeur de l'empereur de Russie à la cour des Tuileries. Sous le comité de salut public, ayant voulu faire jouer, sur le théâtre de la Cité, *La folie du roi Georges*, comédie en trois actes, il dut la soumettre préalablement au comité d'instruction publique, et il fut admis à l'un de ses membres, le député Romme, par le grammairien Domergue. Romme, comme Théminstoch, se laissait mener par sa servante, et M. Lebrun fut obligé de subir sans impatience la critique de la gouvernante, pour ne pas irriter le censeur qui tenait en ses mains la destinée de la pièce. Romme trouva de reste que le dénouement n'était pas dans les principes austères du républicanisme, et que le poète avait donné l'exemple d'une funeste indulgence pour les rois, en se contentant d'envoyer Georges à Bédan, au lieu de le faire monter à l'échafaud. L'agent national Payan, qui était presque le compatriote de l'auteur, fut moins rigoureux que le mathématicien avarognat, surnommé le *Mulet du Cantal*, et *La folie du roi Georges* parut au théâtre de la Cité. Cédant ensuite à l'horreur dont la domination des sans-culottes avait rempli son âme, M. Lebrun essaya de les traduire sur la scène, et fit jouer au théâtre Favart, *Arabie et Vasco*, ou *les jacobins de Goa*, drame lyrique en trois actes. Cependant la réaction thermidorienne ne s'arrêtait pas aux terroristes, et menaçait d'atteindre les républicains plus modérés. M. Lebrun s'empresant de quitter un drapeau qui n'était plus le sien, et se rangea du côté de la convention, aux approches du 13 vendémiaire. Dans cette journée, il figura parmi les patriotes, entre le directeur Antonelle et le fameux Martainville, alors démocrate exalté. Plus tard, sous le directoire, il fut appelé, par le ministre Bourguignon, dans les bureaux de la police générale, où il remplit les fonctions de rédacteur de premier classe. M. Lebrun passa ensuite au ministère de l'intérieur, d'où

il sortit neuf ou dix mois après pour entrer dans l'administration générale des droits-reunis. Assistant un jour à un triage de papiers dans les archives de la police, il eut sans d'influence sur l'un des commissaires chargés de cette opération, Roux de la Marnie, pour sauver des flammes un poème dramatique intitulé : *Conaza*, et découvert en Bretagne dans la bibliothèque d'un ancien monastère. M. Lebrun obtint de son ami la remise de ce manuscrit, et il le confia, assura-t-il, à M. Etienne, qui venait de débiter avec succès au théâtre, pour qu'il en tirât le cadre d'une pièce qu'ils devaient faire ensemble. Pendant deux ans, M. Lebrun attendit vainement la communication du travail de son spirituel dépositaire, et après quelques lettres demeurées sans résultat, il vit paraître *Les deux gendres*, qui furent bientôt signalés au public comme issue clandestinement de *Conaza*. M. Lebrun a déclaré que, malgré les torts dont il croyait M. Etienne coupable envers lui, il n'aurait jamais songé à l'accuser devant le tribunal de l'opinion, si quelques admirateurs imprudents du poète couronné ne l'eussent forcé à rompre le silence, après qu'une copie de *Conaza* eût été trouvée à la bibliothèque nationale, et la pièce même jouée à l'Odéon. Quoi qu'il en soit, M. Lebrun publia, pendant le cours de cette lutte, deux brochures assez piquantes, et qui furent lues avec intérêt : 1° *Mes révélations sur M. Etienne, les deux gendres et Conaza*, 1815, in-8° ; 2° *Supplément à mes révélations en réponse à MM. Etienne et Hoffman*. En 1815, et pendant les cent-jours, il fit paraître un écrit plein de verve et de chaleur patriotique, sous ce titre : *La patrie avant tout, et que m'importe Napoléon !* Destiné, à la seconde restauration, il a vécu depuis à Paris, entièrement retiré des affaires publiques. Outre les ouvrages déjà mentionnés dans cette notice, M. Lebrun a publié : 1° *Le mont Alpha*, opéra comique en trois actes ; 2° *Le savoir-faire*, opéra en deux actes, repris avec succès au théâtre Montanier ; 3° *Les faux mendians*, opéra comique en un acte et en vers, qui réussit sur le même théâtre ; 4° *Wasingthon*, drame lyrique en trois actes, joué sans succès au théâtre Louvois ; 5° *Le cabaleur*, comédie en un acte avec ariettes, qui échoua sur le théâtre Favart ; 6° *La jolie parfumeuse*, vaudeville en un acte, donné long-temps avec succès sur divers théâtres ; 7° *Alexandrine de Bouny*, ou l'innocence et la séductrice, roman, 1797 ; 8° *Pollaire jugé par les faits* ; 9° *L'évangile et le budget* ; 10° *Les consciences littéraires*. L'auteur ne voulant pas être connu, se traîna plus mal que les autres ; ce qui n'empêcha point de découvrir l'anonyme.

TOTT (François, baron de), secrétaire d'ambassade, d'origine hongroise ; naquit auprès de la Ferté-Sous-Jouarre, le 17 août 1753. Son père, attaché à la maison de Ragotsky, était encore page du prince de ce nom, lorsqu'en 1750 il le quitta, et se rendit en France avec le maréchal de Berchiny. Chargé, d'après sa propre proposition, d'aller lever dans son pays un régiment de hussards pour servir en France, il fut nommé à son retour aide-major, puis lieutenant-colonel de ce corps, et plus tard, brigadier des armées du roi. Il remplit en outre diverses missions, soit en Allemagne, surtout en 1755, et dans les premiers mois de 1757, soit auprès du kan des Tartares, et enfin dans diverses autres occasions, de 1758 à 1760. Il connaissait si bien la manière de négocier des peuples voisins de la mer Noire, que cette considération, jointe à ses premiers succès, et à la facilité avec laquelle il parlait le polonais et le turc, le fit choisir pour accompagner Vergennes à Constantinople, au mois d'avril 1755 ; mais, en 1757, il mourut à Rododochig, sur la mer de Marmara, où il était allé voir ceux de ses anciens amis qui survivaient à l'infortuné Ragotsky. François Tott, alors âgé de vingt-quatre ans, avait accompagné son père à Constantinople, et y resta. Il avait déjà mis à profit son séjour dans la capitale des Osmanlis pour parler leur langue, et connaître leurs institutions. L'ambassadeur français obtint pour le fils une partie du traitement accordé jusqu'alors au père, et outre ces quatre mille francs, Tott continua à recevoir le solde de capitaine

dans le régiment de Berchiny, où il avait fait la guerre de Bohême. Il ne quitta Constantinople qu'en 1763, en vertu d'un congé qui lui permit de revenir en France. Une longue inaction n'eût pu s'accorder avec son caractère : il conçut l'idée d'introduire le pavillon français dans la mer Noire, moyennant un traité de commerce avec le kan de la contrée qu'on appelait alors Petite Tartarie. Ce projet, présenté en 1766, ne pouvait qu'être agréé du duc de Choiseul qui aimait de l'importance pour la France à la navigation même du lac de Genève. En effet, Tott fut nommé consul dans la Crimée, au remplacement de Fornetti ; et, sans la crainte d'offenser les Turcs, qui n'étaient nullement disposés à reconnaître l'indépendance des Tartares, on lui eût donné un titre plus élevé, dans le dessein de flatter le kan. Le chef avec lequel on voulait traiter, Arslan-Guérai, mourut pendant que Tott traversait la Pologne ; mais il ne fut pas arrêté par cet événement, bien que l'on n'eût pas autant à compter sur les dispositions de son successeur, Mahsoud-Guérai. En trente-deux jours Tott se rendit de Varsovie auprès du kan, à Bakhtchesseri, où il arriva, le 17 octobre 1767. Prompt à justifier la confiance du ministre de Louis XV, Tott sut prendre quelque ascendant sur le prince auprès duquel il résidait, et il envoya à Paris d'utiles documents relatifs à la politique du divan, ainsi qu'aux affaires de la Pologne. Tout le service qu'on pouvait attendre de lui dans cette position, il le rendit, en profitant de la poursuite de quelques Polonais par les Russes jusqu'à Balta, pour faire prendre à la Porte des résolutions plus fermes. Cette détermination des Turcs de rompre avec la Russie, combattait les vœux de Choiseul, trop éclairé pour méconnaître, comme on l'a tant fait depuis, la nécessité de déjouer l'ambition mesurée, mais insatiable du cabinet de Saint-Petersbourg. Cependant ne voyant pas ses vues adoptées sans réserve par le kan, il parait avoir contribué à le faire déposer, pour mettre à sa place Gryn-Guérai qui avait déjà exercé le pouvoir, et dont la mort, en 1769, fut suivie, au bout de peu de temps, de l'élevation de son neveu Dewlet-Guérai. Le visir, avec l'ennemi duquel Tott avait eu trop de liaisons, continuait à lui en vouloir, et décida le nouveau prince des Tartares à le tenir éloigné, comme chrétien, de son camp et de toute la Crimée. Tott revint donc à Constantinople, où il fit une carte du théâtre de la guerre. Le Sultan en fut très satisfait, et d'après les autres renseignements que l'auteur lui soumit, il fit entrer en Ukraine un corps de troupes commandé par le pacha Bender. Tott lui présenta aussi une carte de Russie, et le convainquit si bien du besoin de porter la réforme dans l'artillerie de l'empire, qu'il fut chargé lui-même de mettre ses plans à exécution, et qu'il y travailla tant que dura la guerre avec les Russes. Mais les Osmanlis éprouveront long-temps encore qu'il convient peu à des nations de caractère asiatique de rester long-temps en contact avec la civilisation de l'occident ; leur position veut qu'ils en imitent le mouvement progressif, tandis que leur génie s'y refuse. Un étranger ne pouvait, sans essayer bien des dégoûts, modifier les usages, changer la tactique, et améliorer les procédés des arts chez un peuple qui, même aujourd'hui, a tant de peine à souffrir dans son propre gouvernement cette prétendue faiblesse d'innover à la manière des infidèles. Les efforts de Tott ne restèrent pas néanmoins sans résultats. En 1770, on lui confia la défense des Dardanelles, au moment où les vaisseaux russes, que commandait Orloff, répandirent l'alarme dans le sérail même. Ils furent arrêtés par l'exécution, très imparfaite pourtant, des mesures de défense proposées par Tott. Elles consistaient à placer dans le détroit des bâtiments chargés en batteries flottantes, afin que six autres batteries de cinquante pièces de canon sur la côte d'Europe, et cinq sur le rivage opposé, misent entre trois feux bien nourris la flotte d'Orloff. L'année suivante, on eut également recours au zèle et aux lumières de Tott pour préserver de l'invasion des Moscovites la Crimée et le voisinage d'Oczakow. Cent cinquante canons furent fondus alors sous sa direction, et il

étendit sa vigilance sur le personnel de l'artillerie avec tant de bonheur, que ses canonniers turcs tiraient trois coups par minute, à la grande surprise des pachas, et de leur maître même. En 1773, les travaux ne furent point discontinués; le jet des bombes faisait partie de ces exercices. Il accompagna le reis-efendi pour examiner de vieilles fortifications à l'entrée de la mer Noire, et pour déterminer le lieu où il convenait d'en établir de nouvelles, dont il posa la première pierre, le 16 février 1773. Ces châteaux-forts ne furent presque achevés qu'en 1775; mais ils n'avaient pas absorbé toute son attention. Il fournissait des dessins pour la construction des navires, et, en donnant toujours un soin spécial à l'artillerie, il ne négligeait rien de ce qui pouvait porter graduellement les forces de terre et de mer de la sublime Porte, au niveau de celles qui possédaient alors ses ennemis les plus redoutables. Mais la lenteur des Turcs contrariait toutes ses opérations. Il en était aisé pourtant; il avait qu'à l'exception de la violence et de l'arbitraire, poussés assez loin pour être reçus comme des arrêts du destin, un mélange de douceur et de dignité était le seul moyen qui convint à leur caractère, beaucoup moins avili qu'on ne le peussait communément parmi nous. Parlant d'ailleurs leur langue comme eux-mêmes, il avait acquis toute leur confiance; mais leur éloignement pour les arts de l'Europe restait insurmontable en partie. Les ministres turcs avaient donné à Tott de fréquentes marques de considération, et il dut même à leur entremise le grade de brigadier des armées du roi, qui lui fut accordé au mois de juillet 1773. Il est vrai que quand son retour en France fut décidé, cela produisit peu de sensation à Constantinople; mais il y reçut encore des honneurs particuliers en prenant congé du grand visir. Peut-être aussi le baron de Tott, dans l'impatience que lui causait l'apathie de ses subordonnés, se décida-t-il à la retrancher un peu légèrement. Quoi qu'il en soit, son activité, ses talents et ses connaissances spéciales étaient de nature à le retenir ou à le ramener dans le Levant. En 1776, peu de mois après son arrivée à Paris, le ministre de la marine le chargea de l'inspection générale des consulats sur toutes les côtes méridionales de la Méditerranée. Ses instructions renfermaient un double objet : indiquer les abus introduits dans la plupart de ces établissements, et rassembler, dans la Barbarie, dans l'Égypte, dans l'Asir-Minure, des documents précieux pour le commerce, et même pour l'histoire naturelle. Sous ce dernier rapport, Buffon obtint que Sonnini accompagnât Tott, et commençât ainsi ses laborieuses excursions. Ils s'embarquèrent à Toulon au commencement de 1777, et, environ dix-huit mois après, Tott était de retour à Paris. Cette inspection à Smyrne, à Alep, dans l'Archipel, au Caire, à Alexandrie, à Tunis, fut le dernier de ses voyages diplomatiques. Les services qu'il avait rendus étaient également dans les attributions du ministre des affaires étrangères, et du ministre de la marine; il reçut de chacun d'eux une pension, et se mit à rédiger ses diverses observations, et le précis de ses opérations faites particulièrement vers la mer Noire. Ces Mémoires auraient satisfait davantage s'il y avait été vu avec assez forte nuance de charlatanisme, et s'il y avait indiqué la date de tant de faits dont le récit n'est pas exempt chez lui de confusion; mais enfin ce fut lui qui le premier, à l'égard des coutumes politiques et privées des Osmanlis, opposa des notions exactes et impartiales aux préventions invétérées de l'Occident. Les Savary, les Anquetil du Perron, les Volney, qui depuis ne contribuèrent pas moins à ébranler ces mêmes préjugés, n'ont pu encore les détruire dans beaucoup d'esprits. Devenu maréchal-de-camp en 1781, Tott commanda la ville de Douai pendant les deux ou trois années qui précédèrent la révolution; mais, en 1790, la garnison, ayant formé un projet qu'il voulait déjouer, s'insurgea, et menaça de le mettre à la lanterne. Il échappa à ce péril, et des officiers d'artillerie du régiment de Lafere trouvèrent le moyen de protéger sa sortie de Douai. Il se rendit à Paris, puis, après une année de séjour chez les Suisses, il sollicita à Vienne les lettres de grâce

dont il avait besoin, comme fils d'un des plus zélés soutiens du prince Ragotsky; et les ayant obtenues, il chercha une retraite en Hongrie, dans les terres du comte Théodore Bethany. Il ne jouit pas longtemps d'un repos acheté par tant de fatigues; il mourut en 1793, à l'âge de soixante ans, et ne laissant que des filles. Neuf à dix ans plus tard, un de ses frères mourut à Paris dans une extrême infortune. L'ouvrage de baron de Tott a pour titre : *Mémoires sur les Turcs et les Tartares*, 4 vol. in-8°, Amsterdam (Paris), 1774. Personnel l'ayant critiqué, fut refuté lui-même par Ruffin. La seconde édition des *Mémoires*, 3 vol. in-8°, 1785, contient cette *Réponse à la critique de Personnel*. Tott fut traduit deux fois en allemand (avec les observations de Peyssonnel), à Nuremberg et à Elbing, 1785, et deux fois en anglais, même année. Il fut aussi en danois, par Morten Hollmager, 1785; en hollandais, par Yah-Van-Hammelsveld, Amsterdam, 1789; en suédois, Upsal, 1800.

**TOULLIER (N.)**, naquit à Rennes, vers l'année 1760. Il se destina de très bonne heure à l'enseignement de la jurisprudence, et, dès avant la révolution, il était agrégé à la faculté de droit de sa ville natale. Il y fut naturellement nommé professeur lors du roulement des écoles, en 1803, et bientôt il en devint doyen. Ces fonctions du décanat, dues à son mérite non moins qu'à l'ancienneté de ses services, furent plus tard pour lui l'occasion d'une disgrâce vivement sentie, et formant même dans sa vie le seul événement marquant qu'il eût offert à l'attention publique sur son carrière d'ailleurs heureuse et tranquille. En 1817, peu après la seconde restauration, M. Toullier, des très honorables connus en France par la publication des premiers volumes de son cours de droit civil, et cher à ses compatriotes, qui trouvaient en lui l'un des ornements de leur pays, eut le malheur d'exciter quelques-unes de ces haines qui croissent trop facilement dans les temps de divisions politiques, et qui s'attaquent de préférence aux hommes distingués. Il était connu pour avoir des opinions libérales; et quoique la maturité de son âge, comme celle de son esprit, ne permirent pas de voir en lui un ennemi du nouvel ordre de choses, le gouvernement d'alors, rendu doublement soupçonneux par des revers récents et par la conscience de l'antipathie nationale, eut le tort d'accueillir les préventions qu'on chercha à lui inspirer contre le savant professeur. Ni les opinions ni les services ne le firent excuser de cette disposition, si les prétextes ne leur firent faute pour motiver les rigueurs du pouvoir. On prétendit que, dans une leçon publique, M. Toullier avait professé des principes hostiles à la dynastie établie, et propre à lui ôter le cœur de la jeunesse. Il a constamment dément cette accusation avec énergie, et l'a signalée comme une calomnie indigne. Cependant elle suffisit près du ministre pour amener la révocation de ses fonctions de doyen, et probablement elles lui eussent fait perdre celles même de professeur, si ces dernières n'eussent été inamovibles. Un peu auparavant, une injustice semblable avait frappé également le doyen de la faculté de Dijon, M. Froudhon, le célèbre auteur de *Traité de l'usufruit*. Mais celle-ci n'avait pu s'accomplir entièrement, grâce à la courageuse résistance des confrères du professeur dijonnais, qui tous refusèrent d'accepter sa place. M. Toullier fut moins heureux; et un de ses anciens élèves, que le sort destinait bientôt à une plus haute fortune, M. de Carrière, qui fut depuis ministre de l'intérieur, se hâta de lui succéder. Quoi qu'il en soit, cet événement, dont M. Toullier fut très péniblement affecté, et qu'il raconte avec beaucoup d'apertume dans l'une des professions de sa première édition, eut réellement pour lui des motifs avantageux. C'est, en effet, à partir de ce moment que l'on voit son ouvrage s'améliorer progressivement, et parvenir enfin à ce degré de mérite qui lui a valu une si grande popularité. Les premiers volumes, contenant le commentaire des deux premiers livres du Code civil, sont assez faibles; mais ils manquent en général de développement; trop peu de questions y sont abordées; les discussions y ont trop peu d'étendue; et l'ouvrage

vent le traité ne présente qu'une paraphrase, ou même qu'une simple reproduction du texte. L'allure de l'ouvrage change visiblement à compter de l'époque correspondant à la disgrâce de l'auteur : sa manière s'élargit ; les proportions de son livre s'accroissent. Cet agrandissement est déjà très sensible dans les traités des *sursumptions* et des *donations*, et il devient surtout frappant dans celui des *obligations*. Telle est même la dimension de ce dernier, qu'elle semble dépasser la mesure qui lui était assignée par la nature de l'ouvrage dont il fait partie, et convenir plus à un commentaire isolé, qu'à l'une des divisions d'un cours de droit. Mais quelle que soit l'opinion que des censeurs méticuleux aient pu prendre de cette espèce de défaut de proportion, c'est là une imperfection bien légère en comparaison des avantages qui en résultent. Le sujet est traité avec une abondance, une profondeur qui n'inspirent aux vrais amis de la science, et même aux hommes de pratique, si besogneux d'instruction, qu'un seul regret : celui de ne pas avoir vu l'auteur achever sur ce plan la carrière qu'il s'était ainsi si heureusement élargie. Cette œuvre importante et pénible paraît en effet avoir épuisé ses forces paternelles. Le traité du *contrat de mariage*, qui vient ensuite, est bien loin d'offrir la même richesse d'enseignement, et ne renferme dans des bornes bien autrement étroites. Il est vrai que l'âge commençait à alourdir la main qui l'écrivait : et sentait apparemment qu'elle devenait trop tardive sous ce poids, l'auteur a posé sa plume avant que le public lui eût fait entendre le *voies accoutumées*. M. Toullier lui a donc exécuté que la moitié de son projet : il n'a expliqué que la moitié, à peu près, du Code civil : et l'on ne songe pas, sans une véritable peine, qu'un nombre des titres que les années lui ont empêché d'aborder, se trouve celui des hypothèques, qui aurait tant besoin d'être enrichi par un homme supérieur : M. Toullier eût été cet homme. Son rang est depuis long-temps fixé parmi les jurisconsultes. Il occupe incontestablement la première place entre ceux qui ont écrit sur l'ensemble de notre nouveau droit civil ; et la doit à une érudition, trop rare aujourd'hui, à une grande variété de connaissances, et à une étendue d'esprit remarquable. Il n'égale pas M. Proudhon pour la constante solidité des discussions, et moins encore trouverait-on chez lui cette netteté de sens et cette infailibilité de doctrine qui caractérisent si heureusement Pothier ; mais, sous d'autres rapports, il les surpasse l'un et l'autre. Il s'élève d'avantage, il sait plus agrandir son sujet, et nourrit mieux la pensée de hautes considérations. Il observe d'ailleurs une obéissance moins servile à la loi, et sait se permettre de la critiquer à propos. D'ailleurs, il est peut-être le seul des commentateurs en crédit qui ait osé ou pu faire quelquefois de la législation commenter. On trouve de temps en temps, au bas de ses pages, des citations anglaises tirées de *Blackstone* ; et pour quiconque connaît les habitudes routinières et rétrogrades de nos jurisconsultes appliqués (car les théoriciens sont sans autorité au palais), c'est là une chose inouïe. Enfin son style ne manque ni de facilité, ni même d'une certaine élégance : malheureusement, il devient trop souvent diffus et lâche. Cette prolixité dans la forme et au fond, quelque penchant au paradoxe, sont les seuls reproches graves que paraissent mériter ses ouvrages. Du reste, ils jouissent d'une haute estime près des tribunaux ; et l'on dit même qu'en plusieurs cours royales ils sont consultés comme des oracles. Leur mérite et leur réputation n'ont attiré sur leur auteur les faveurs d'aucun gouvernement ; et la décoration de la légion d'honneur, maintenant assez insignifiante, a été le seul témoignage de bienveillance accordé par le pouvoir à ses vieux ans.

**TOULONGEON** (François-Ernest), vicomte de), littérateur, né en 1748, au château de Champlite, département de la Haute-Saône. Il appartenait à une ancienne famille, et était frère du marquis de Toulangeon qui, après l'émigration, devint lieutenant général au service de l'Autriche. Ne devant avoir en partage, comme caulet, que les prerogatives de l'état ecclésiastique, le jeune vicomte étudia au séminaire

de Saint-Sulpice, à Paris ; mais ensuite l'espèce de science qu'on appelait théologie, lui inspira un tel dégoût, que ses parents consentirent à lui ouvrir la carrière des armes, où il débuta par une compagnie de cavalerie. La littérature, et généralement les arts de l'esprit, occupèrent ses loisirs : il recherchait surtout les hommes connus par l'indépendance de leurs opinions. Ses relations avec plusieurs d'entre eux le conduisirent, en 1776, à Ferny, où il resta peu ; mais où Voltaire, si on en croit sa lettre du 11 novembre, regretta de n'avoir pu s'entretenir plus long-temps avec un homme doué des mêmes talents et des mêmes grâces que Tressan, par qui Toulangeon venait de lui être adressé. Il fut pour ami particulier Guilbert, l'auteur du *Traité de la tactique*. Ils étudiaient ensemble l'art de la guerre, et l'histoire, surtout dans le sens qui la rend inséparable des grandes questions du droit public. Toulangeon était, avant la révolution, colonel du régiment de cavalerie qu'on désignait sous le nom de chasseurs de Franche-Comté, et qu'on citait pour la discipline ou la belle tenue ; mais malgré l'avancement qu'il pouvait se promettre, il se retira du service. Dans l'assemblée des états provinciaux, à Quingey, en 1788, il se joignit à la minorité de la noblesse pour demander l'égale répartition des impôts, et adhérer à d'autres réclamations contenues dans les cahiers de doléances. Sa popularité s'étant beaucoup accrue par la publication d'une brochure sur les *Principes* que doit reconnaître toute assemblée nationale, il fut un des députés de la noblesse de Franche-Comté, et l'un de ceux qui, le 15 juin 1789, se réunirent au tiers-état. Partisan déclaré du ministre Necker, et modéré dans ses opinions, on le compta au nombre des députés qui s'assemblaient chez le duc de la Rochefoucauld ; mais il trouva très mauvais qu'on insérât son nom parmi ceux des membres du club monarchique. L'année suivante, lorsque tout en professant des maximes de tolérance, on demanda que le culte catholique fût déclaré dominant, Toulangeon n'approuva pas cette restriction : il invoqua l'ordre du jour. Nommé plusieurs fois secrétaire de l'assemblée, il prit part à ses travaux, spécialement pour l'organisation de l'armée, ou les changements à faire dans l'instruction publique, et les points et chaumées. Il eut ensuite l'avantage, alors si digne d'envie, de rester long-temps éloigné des affaires, dans sa terre de Sozay, au département de la Nièvre. Quoiqu'il eût perdu une grande partie de ses biens par l'effet des réformes politiques, il vivait heureux dans cette retraite où les mesures rigoureuses des comités révolutionnaires ne l'atteignaient pas, et où les seuls soins de la vie rurale interrompaient la variété de ses études. Presque aussi avide d' sciences que de philosophie, curieux de tout ce qui exerce l'intelligence, il avait un penchant particulier pour le dessin, pour la peinture, et il a gravé, soit au burin, soit à l'eau forte, avec un art qui le rapprochait plus des vrais artistes que des simples amateurs. Cependant, sous le consulat et sous l'empire, il fut envoyé à la chambre des députés par son département, et, après la session de 1809, Napoléon le nomma commandant de la légion d'honneur. Il n'était rentré qu'à regret dans des fonctions législatives ; il sentait que la force des choses permet très rarement de s'y rendre utile en suivant ses propres idées. Devenu membre de l'institut des l'année 1797, il resta à Paris ; mais il ne demanda aucun emploi, et prit la résolution plus ferme que jamais de consacrer son temps à des travaux littéraires. Il avait d'abord fait partie de la classe des sciences morales, que le nouveau gouvernement supprima, trouvant bon dans ses projets qu'il n'y eût plus guère que des sçavants proprement dits, des esprits habiles à manier la langue, et des artistes. Dans presque toutes les séances, Toulangeon était au milieu de ses collègues, et limitait souvent des morceaux qu'il avait préparés sur des sujets historiques ou autres ; cependant on trouve peu de chose de lui dans les mémoires de l'institut. Il avait à peine achevé sa traduction, aussi exécutée qu'élegante, de l'ouvrage de J. César, qu'un mal subit termina ses jours, le 23 décembre 1812, dans sa

soixante-cinquième année. Ses écrits les plus connus sont : 1° *Principes naturels et constitutifs des assemblées nationales*, Besançon, 1783, in-8° : 2° *Manuel révolutionnaire, ou Pensées morales sur l'état politique des peuples en révolution*, Paris, 1796, in-18, et in-8°, 1805. On a traduit en allemand ce petit ouvrage, moins méthodique qu'ingénieux, mais qui seul montrerait que si l'auteur ne se laisse entraîner par les esprits exagérés d'aucun parti, c'est parce qu'il observait avec pénétration les hommes et les choses. 3° *Histoire de France depuis la révolution de 1789, d'après les mémoires recueillis dans les dépôts civils et militaires*, 4 vol. in-4°, ou 8 vol. in-8°, avec cartes et plans, Paris, 1801-1810. D'autres histoires de ces mêmes temps ont fait presque oublier celle-là ; mais elle serait encore bonne à consulter, particulièrement à cause de l'exactitude de la plupart des faits militaires. 4° *Manuel du muséum français*, avec une description raisonnée de chaque tableau, indiqué au trait par une gravure à l'eau forte, in-8°. Les neuf livraisons qui ont paru de 1801 à 1808, contiennent l'œuvre du Poussin, de Raphaël, de Rubens, du Dominiquin, de Van-Dick, Van-Ostade et Gérard Dow, du Titiens, de Lebrun, de Paul Veronese, de Vernet. La dixième livraison qui y a été jointe, se compose de la galerie de Saint-Reno, par Lesueur, analysée par L. B. F. 5° *Recherches historiques et philosophiques sur l'ameur et le plaisir*, Paris, 1807, in-8°. Ce n'est qu'un petit poème, en trois chants, qui répond assez peu au titre, et dans lequel il n'y a guère de remarquable que l'agrément de plusieurs détails. 6° *Les commentaires de César*, traduits, Paris, 1813 et 1815, 2 vol. in-12 : 7° *Divers Mémoires* en assez grand nombre : De l'influence du régime diététique d'une nation sur son état politique, inséré au tome III du Recueil de l'Institut ; de l'usage du numéraire dans un grand état, idem au tome IV ; il renferme des plans bons à connaître, mais qui vraisemblablement ne seront jamais suivis ; sur le danger pour la salubrité publique d'établir des usines sur les petites rivières ; de l'Esprit public ; sur le Destin chez les anciens, communiqué à l'Institut, ainsi que les morceaux suivants, sur la Civilisation des peuples ; sur la Manière d'amener la liberté individuelle dans un gouvernement représentatif ; sur la Mémoire ; sur l'Esprit ; sur l'Analyse des sensations ; sur l'Etablissement des colonies nouvelles, sur les différentes manières d'écrire l'histoire, particulièrement celle des contemporains, et sur la nécessité de n'y pas négliger la peinture des caractères, ou les détails sans lesquels les causes des événements resteraient inconnues. Toulougeon avait entrepris, en 1797, un journal in-8°, intitulé *l'Esprit public*, dont l'objet spécial était de mettre un terme aux anciennes divisions ; mais il n'en a paru que six numéros : les partis n'étaient pas disposés aux concessions mutuelles que demandait l'auteur. Il a fait aussi un *Traité des Comités*, un *Mémoire* sur les Acrostiches, des traductions en vers du troisième chant de *l'Illiade*, et de la quatrième satire de Perse, un *Voyage à Berlin*, etc. On a imprimé les deux discours prononcés dans le cimetière de Montmartre, sur le tombeau de Toulougeon, au moment de ses obsèques, par M. Dupont de Nemours et Quatremère de Quincy. Son *style* se trouve dans les nouveaux mémoires de l'Académie des Inscriptions, au tome V, et le Recueil de l'Académie de Besançon (1813) contient une *Notice historique sur sa vie et ses ouvrages*.

**TRELIHARD, ou TRELIHARD, ou TRELIHARD,** voyez TRELIHARD, ce nom devant s'écrire ainsi.

**TRELIHARD** (ANNE-FRANÇOIS-CHARLES, comte), lieutenant-général. Cet officier général, dont le nom a plus d'une fois retenti dans nos fastes militaires, est issu d'une famille noble du Bas-Limousin, et fils du conventionnel de ce nom. Né à Parme, le 9 février 1764, il entra au service comme cadet dans le régiment de dragons de la reine, à l'âge de seize ans, fut nommé sous-lieutenant, le 19 octobre 1781, et lieutenant, le 28 avril 1783. Nommé capitaine après une action d'éclat, il fut nommé lieutenant-colonel, le 7 avril 1793, et envoyé sur le Rhin et dans le Palatinat avec trois cents hommes de cavalerie, destinés

à éclairer la marche de l'armée. Il se signala pendant toute la durée de la campagne : assista à la prise des lignes de Wissembourg et au déblocus de Landau. A la bataille de Fleurus, le lieutenant-colonel Trelihard justifia sa réputation de vaillance et d'habileté : d'abord à la tête de son régiment plusieurs charges de cavalerie légère, et contribua au gain de la journée. Il fut promu au grade de colonel, le 1<sup>er</sup> septembre 1794. La campagne de 1796 venait de s'ouvrir : le passage du Rhin s'effectuait sur trois colonnes, et l'insatiable Trelihard secondait puissamment les efforts de ses généraux, et contribuait au triomphe de nos armes ; il franchit le fleuve à la tête de la division Grenier, s'empara des redoutes formidables de Souwied, et prit deux mille prisonniers. Il fit la campagne de 1797 en Allemagne, et celle de 1798 en Suisse, sous les ordres du général Souham, et toujours à l'avant-garde. Nommé général de brigade, le 11 septembre 1799, le gouvernement lui confia le commandement de la cavalerie française en Hollande. Il prit une part active aux différentes affaires qui obligeaient les Anglais à abandonner la portion de terrain qu'ils avaient eue ; fit ensuite partie de l'armée gallo-batave qui, en 1800, se trouvait sous les ordres du général en chef Augereau, et commanda l'avant-garde du général Dulesme. A Forém, il se distingua par son audace et par son intrépidité ; combattit pendant toute la journée, avec sa cavalerie, qui forma l'aile gauche de l'armée, les efforts d'un corps autrichien de beaucoup supérieur en nombre. Le 15 décembre 1804, l'empereur appela au camp de Boulogne, et lui donna le commandement d'une brigade de husards. En 1805, il suivit en Allemagne les troupes destinées à former la grande armée. Après s'être distingué à la bataille d'Ulm et au combat de Wertingen, où il déploya le plus grand courage et prit trois pièces d'artillerie et sept cents prisonniers, il alla cueillir sa part de gloire à la bataille d'Austerlitz. Il y fut chargé de la poursuite de l'ennemi, l'atteignit, et lui fit un grand nombre de prisonniers. Pendant la campagne de 1806, le général Trelihard eut le commandement d'une division de cavalerie, formant l'avant-garde du cinquième corps. Le 15 octobre, appuyé d'une brigade d'infanterie, il charge l'ennemi en retraite, lui prend trois généraux, trois drapeaux, trente pièces d'artillerie et six mille hommes. A la bataille d'Iéna, il s'élance sur un corps ennemi à la tête de sa division, charge quatre carrés d'infanterie, les enfonce, fait huit mille prisonniers, prend deux généraux, quatre drapeaux et huit boucliers à son poursuite vivement le corps de Blücher, fait quelques prisonniers à son arrière-garde, et continue son mouvement rapide jusqu'à la Vieste, qu'il traverse presque en même temps que l'ennemi. Il se distingue particulièrement au combat de Pultusk où il fut gravement blessé, et donna des preuves éclatantes de valeur. Le maréchal Lannes lui fit connaître, le soir de cette brillante journée, par un de ses aides-de-camp, que l'empereur, satisfait de sa brillante conduite, l'avait nommé général de division. Envoyé en Espagne au commencement de 1808, il y prit le commandement de la province de Vittoria, et, peu de temps après, celui de la Castille. Il fit, avec beaucoup d'éclat, les campagnes de 1810 à 1813, en Espagne et en Portugal. Dans ce royaume, il eut le commandement de la réserve de cavalerie, se distingua à l'affaire de Coimbra, et soutint la retraite de l'armée sur Madrid ; rentré en Espagne, il y commanda la province de la Manche et la quatrième division de dragons ; battit le général Morillo à Almagro, protégea la retraite du roi Joseph, et combattit l'avant-garde anglaise entre les villages de Macalagunda et de la Bosa. Après les désastres de l'armée française en Russie, Napoléon, obligé de défendre pied à pied le sol de la patrie, rappela d'Espagne presque tous ses vieux généraux et une partie de leurs immortelles phalanges. Le général Trelihard reçut l'ordre de se mettre en mouvement et de se diriger, à marches forcées, sur les plaines de la Champagne. Le 16 février 1814, il arriva avec sa division, la deuxième de cavalerie, à Nemours, au moment où une action s'engageait, et contribua puissamment

au succès de la journée. Sa conduite fut la même pendant toute cette campagne; il se fit surtout remarquer à la retraite de Bar-sur-Aube du maréchal Oudinot; il soutint, pendant cette retraite, le feu meurtrier de l'artillerie ennemie, sans se laisser ébranler. Le 18 juillet 1814, le roi le décora de la croix de Saint-Louis, et, pendant les cent-jours, l'empereur le nomma au gouvernement de Belle-Ile-sur-Mer. Le général Treillard était à la retraite, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1815, lorsque les événements de juillet vinrent l'en faire sortir; il était placé dans le cadre de réserve depuis le 7 janvier 1831, lorsque la mort l'enleva à sa famille et à ses compagnons de gloire. Cet officier-général est décédé à Chorme, près Paris, le 14 avril 1855, à l'âge de soixante-huit ans.

TREMBECKI (MICHAŁ), célèbre poète polonais, obtint les bonnes grâces du roi Stanislas-Auguste, qui lui conféra le titre de Chambellan. Parmi les ouvrages qu'il a publiés, se distinguent des odes, des épîtres, des tables, de petits poèmes, une traduction du quatrième livre de l'*Énéide*, celle de *L'enfant prodige* de Voltaire, etc. Tous ces morceaux respirent un enthousiasme vraiment lyrique, et se recommandent par l'originalité des pensées non moins que par la vivacité des images et de la coloris du style. Toutefois, la partie imprimée de ses œuvres est loin de former la moitié de ce qu'il a laissé. On doit regretter surtout que sa grande *Histoire de Pologne*, en latin et en français, soit restée inédite. Selon M. Thadée de Mostowski, auteur de l'article Trembecki dans la *Biographie universelle* de Michaud, cet écrivain serait le premier des poètes dont se glorifie la Pologne.

TRENEUIL (JOSEPH), poète, né le 27 juin 1763, à Cahors, où il commença ses études. Il avait fait son droit à Toulouse, et il y était gradué, lorsqu'une distribution de prix, aux *jeux floraux*, l'éloigna de la jurisprudence, en lui inspirant le désir de succès plus prompts et plus brillants. Couronné trois fois de suite, il vit, à partir de cet instant, dans l'idée qui lui était survenue à l'improviste, une sorte de révélation de sa destinée: pour mieux s'y conformer, sans doute, il se montra toujours avide de succès poétiques, recherchant même les louanges avec la chaleur et l'indiscrétion méridionales. Dans son petit poème de *l'Esclavage des Nègres*, il s'était élevé au-dessus de ce degré de perfection qu'exigent les concours académiques. La force de l'expression, la vérité des sentiments continuèrent à caractériser ses compositions. Mais il consacra d'autres longues années à deux éducations particulières. Ses rapports avec les maisons de Beaumont et de Castellane, où il laissa d'honorables souvenirs, ont pu contribuer à le rendre plus sensible aux malheurs qu'aux avantages de la révolution. Revenu d'un exil volontairement partagé, il attendait l'occasion de faire paraître divers morceaux que, jusqu'alors, il n'avait pu communiquer qu'au milieu des confidences de l'intimité. Les trois autres expiatoires qu'on devait éléver, d'après le décret du 30 février 1806, au sujet de la profanation de la cendre des anciens rois dans leur sépulture de Saint-Denis, décidèrent Treneuil à publier ses *Tombeaux*, composés précédemment sur le lieu même. L'érection de ces monuments fut suspendue: mais les vers d'un homme que l'agitation révolutionnaire avait laissé dans l'obscurité, bien qu'il fût parvenu à la maturité de l'âge, firent sensation dans le public, et ne déplurent pas au chef de l'état. Murat, que Treneuil avait connu au temps de ses études, n'eut point de peine à le faire nommer conservateur à la bibliothèque de l'Arsenal. Les nouvelles éditions des *Tombeaux de Saint-Denis* valurent ensuite à leur auteur d'être désigné pour un de ces prix decennaux qui, après avoir été annoncés fastueusement par la politique de l'empereur, ont été abandonnées pour jamais par un autre effet de cette même politique. Tous les talents furent alors invités à célébrer un événement duit le guerrier d'Arcadie et des Pyramides aurait mieux fait de se moins féliciter, ou au moins il aurait dû, dans son erreur même, ne pas attacher une si grande importance. La réputation de Treneuil, à cette époque, ne lui permettait guère de ne pas se sentir inspiré par cette alliance avec

l'Autriche: ce gage apparent d'une paix générale mettoit en mouvement presque tous les disciples des muses, soit qu'ils eussent reçu du gouvernement quelques faveurs, soit qu'ils en attendissent. Treneuil eut le bonheur d'ennoblir, par des conseils empreints d'un sentiment d'indépendance, le *Fête nuptiale*, et ensuite l'*Ode sur la naissance du roi de Rome*. Ses amis ont prétendu toutefois, que cette nécessité de flatter d'autres que les Bourbons, que cette situation contrainte avait refroidi sa verve, et ils ont cru que cela était à sa louange. Quoi qu'il en soit, cette docilité imparfaite n'obtint qu'un demi-succès, et le poète ne retrouva sa force ou sa fécondité, que quand les circonstances l'autorisèrent à chanter *l'Orpheline du Temple*, ou à déplorer la *Captivité de Pie VII*, et le *Martyre de Louis XVI*. Treneuil sentit la nécessité de réunir ces morceaux, etc., et dans leur isolement, ne produisaient que des impressions passagères; débarrassés de la froide contrainte qui avait enthousiasmé ses amis six ans auparavant, il donna, en 1817, ses *Élégies*, en 1 vol. in-8°. On estime beaucoup le discours sur *l'Élégie historique*, qui sert d'introduction. Au moment où se préparait une seconde édition, Treneuil fut atteint d'une maladie douloureuse: il mourut le 7 mars 1818. Cette édition se fit néanmoins, mais seulement en 1824, Paris, in-8°. On y trouve des pièces inédites jusqu'alors, *l'Épître sur la mode*, *l'Esclavage des Nègres*, etc., et une *Notice* sur Treneuil qui, depuis 1814, avait été, par la protection du comte d'Artois, bibliothécaire de l'Arsenal. Nul ne lui a contesté des qualités estimables: mais le faible dont il a déjà été fait mention, lui ôta un peu, et l'on ne saurait oublier le trait suivant, tout en regrettant que la Garonne ne passe qu'à douze lieues de Cahors. Sachant que la *Gazette de France* devait insérer un article qui le concernait, Treneuil trouva, sans se nommer, un prétexte pour en aller corriger l'épreuve; et comme il n'y vit que des éloges modérés, il eut soin d'en changer fortement les expressions.

TRIPIER (JEAN), naquit à Paris, en 1764. Lui, et son frère aîné, dont la fortune n'a pas été moindre que la sienne au palais, avaient depuis quelque temps terminé leurs études de jurisprudence et pris leurs grades, lorsqu'au premiers années de la révolution, parut la loi funeste qui supprimait les charges d'avoués comme tous les autres offices, et rendit libre l'exercice de cette profession. Les deux frères, qui ne voulaient pas courir précisément la même carrière, pour s'épargner les chances d'une rivalité, souvent dangereuse aux affections les plus intimes, délibérèrent entre eux sur le point de savoir qui des deux serait avoué, le résultat de cette délibération, que le palais a trouvée assez singulière pour en avoir gardé un souvenir très distinct, fut de faire de l'aîné un homme de procédure, et du jeune, objet de cet article, un bonhomme d'audience. Sans doute, dans cette distribution des emplois, l'un et l'autre avaient été secrètement inspirés par l'instinct de leur vocation; car la suite a montré combien chacun était propre à la pratique de la profession qu'il s'était choisie. Toutefois, les succès du plus jeune frère ne furent point aussi rapides que l'aîné. Celui-ci était déjà à la tête de sa compagnie, que le cadet n'occupait encore qu'une place fort obscure au troisième ou quatrième rang de son ordre. Chose vraiment étrange, et dont les annales du barreau n'offriraient peut-être pas deux autres exemples, cet homme, qui devait un jour obtenir et mériter une réputation si distinguée, était encore si peu goûté et si peu connu, à quarante ans, qu'à cette époque son frère ne lui confiait qu'en tremblant, et comme à regret, quelques-unes de ses grandes affaires. Au surplus, cette singularité apparente s'explique aisément par la nature de son talent. Le mérite de M. Tripiér consiste dans une grande rectitude de sens, unie à une grande puissance de dialectique et à un opiniâtre amour du travail. Quant aux qualités brillantes qui font tout d'un coup apparaître un homme avec éclat, il en est entièrement privé. N'ayant point reçu la haute éducation littéraire, ne tenant point d'ailleurs de la nature, l'étendue d'es-



prit ni la faculté de généraliser ses idées, n'ayant même jamais parlé tout à-fait correctement sa langue, il ne pouvait se recommander, ni par les succès de l'éloquence, ni par l'élévation ou la profondeur de la pensée. Ajoutons que, même dans la partie technique de sa profession, ses études théoriques s'étaient bornées à très peu de chose : en sorte qu'il ne fut jamais un juriconsulte, en prenant ce mot dans la signification savante de l'expression. Comme tous les hommes formés par la pratique seule, il dut donc se façonner lentement, et ne parvenir à un haut degré de réputation et de mérite, qu'après avoir mané bien des affaires. Mais aussi, arrivé là, personne ne les traita mieux que lui ; personne ne sut enfermer la discussion dans un cercle plus inflexiblement maintenu, et déduire une argumentation avec une logique plus vigoureuse. La rudesse même de son ton, ce qu'il y avait d'inculte dans sa parole et dans sa personne, semblaient ajouter une nouvelle autorité à la force intrinsèque de ses raisonnements, et dire qu'il ornait les ornements plutôt par dedans que par incapacité. A force d'exercice, il était même venu à bout d'entendre singulièrement sa sagacité : et le plus souvent il lui arrivait de deviner les principes qu'il n'avait pas appris ; d'où il résultait une chose assez commune au palais, aujourd'hui que l'érudition en est entièrement bannie. Il exposait parfois comme des découvertes des vérités scientifiques, depuis long-temps enseignées. Aussi, fallait-il plutôt l'entendre à la barre que le lire dans le cabinet. Son talent spécial était celui de la discussion orale ; c'était, suivant le terme vulgaire, un *rude joueur*, d'autant qu'il travaillait beaucoup toutes ses causes, et ne plaidait jamais que sur notes. Mais ses consultations étaient généralement faibles de doctrine, et devaient leur grand crédit beaucoup plus à son nom qu'à leur propre valeur. Il n'est pas besoin de dire qu'avec ces qualités et ces imperfections, M. Tripiet ne pouvait devenir un homme puissant dans nos assemblées législatives. Lors donc qu'aux élections qui suivirent la naissance du duc de Bordeaux, Paris l'eût choisi pour son représentant à la chambre des Députés, il n'y produisit qu'un effet au-dessous du médiocre. Ce n'est pas qu'il n'eût pu s'y rendre très utile et très considérable, en profitant de son aptitude aux affaires. Il y avait en lui toute l'effluve d'un *Ilakikoon* ; mais ce talent des affaires, comme tous les autres, avait besoin d'être mûri et développé par la pratique. Il aurait fallu s'occuper sérieusement des discussions politiques, et M. Tripiet ne le pouvait pas. Très soigneux de ses intérêts pécuniaires, et d'une *chicote* qui était devenue proverbiale, il n'aurait pas sacrifié une cause aux avantages de son opinion. Il ne donnait à la chambre que le temps que lui laissait l'audience, et ne se montrait jamais au palais Bourbon qu'après l'heure du palais. Bien qu'il n'ait point entièrement passé inaperçu, comme député, et qu'il ait laissé apercevoir quelques éclairs de sa raison éminente dans un petit nombre d'improvisations assez courtes, il ne prêta qu'un appui très imparfait à la défense des intérêts nationaux, et, en revanche, quand il se présenta pour une réélection, il ne put obtenir la continuation de son mandat. Il trouva une sorte de dédommagement de cette disgrâce dans sa nomination à une place de conseiller à la cour royale de Paris, qui fut l'un des premiers actes de M. de Martignac. La révolution de juillet le fit président de chambre à cette même cour ; et il y eut récemment d'être porté à la cour de Cassation. Nous venons de dire, en peu de mots, sa vie et son talent ; reste son caractère. Il fut honorable, mais sec. C'est un bonnet homme, à vices saines, à opinions politiques droites, mais à formes dures ; peu susceptible d'expansion, un peu gâté par des succès qui n'étaient pas tous mérites, et qui inspirent généralement moins d'affection que d'estime.

TRUDAINE DE MONTIGNY (JEAN-CHARLES-PIERRE), né, en 1733, à Clermont-Ferrand. Son père, Daniel Trudaine, alors intendant d'Auvergne, ne négligea point son éducation ; et le jeune Trudaine en profita si bien, que plus tard on se demandait s'il était une branche des connaissances humaines qui lui fût

restée étrangère. Lorsque l'intendant d'Auvergne lui nomma intendant général des finances, son fils, qui n'avait qu'environ vingt-deux ans, parut digne de lui être adjoint, et même la surveillance lui fut promise. Quelque temps après il donna la seule pièce due à ses loisirs, *Le jaloux puni*, comédie en prose : il en fut parlé dans le journal de Collé (1764), comme d'un des meilleurs comédien en trois actes de ce temps. C'est en 1769 que Trudaine remplace son père, non moins de formé, mais autant de lumières et de vigilance. Sachant allier à trop de goût pour les plaisirs de la société un sage éloignement pour les dévotions d'imitation, il donna dans cette occasion une preuve de désintéressement dont le roi fut frappé. Il le combla de l'autoriser à ne pas toucher les émoluments de sa place. On ne demanda si rarement de pareilles réponses, répondit Louis XV, que pour la singularité du fait, je ne puis vous refuser. En restreignant ainsi lui-même ses moyens de bienfaisance, Trudaine ne s'en était pas tout dédit. Il ne se bornait pas à se montrer noblement irréprochable, il s'attachait toujours à le rendre utile. Un homme généralement instruit, mais que son inclination pour les sciences le détournait du devoir de sa place, est meilleur administrateur que des esprits stériles qu'absorbe tout entier la partie indispensable de leurs fonctions. La direction des ponts et chaussées, ainsi que les manufactures, où il y avait de grandes obligations à Trudaine, lui qu'il eut du pouvoir. Cet ami du bien, a dit M. de Morellet, voulait même plus qu'il ne pouvait le place fut supprimée dans la réforme de 1777. Il n'accepta pas celle de contrôleur général : il se occupa plus que de sciences, de littérature, et de l'éducation de ses fils. Il se proposait particulièrement de se livrer à des expériences physiques et chimiques, mais depuis long-temps un travail compliqué avait diminué ses forces, et il mourut le 5 août 1777. Il était membre honoraire de l'Académie des Sciences. Ses fils, tous deux remarquables par leur caractère et par leur mutuel attachement, furent mis à mort le même jour de la journée du 9 thermidor. Leur père, dont Condorcet a fait un *éloge*, inspira par les qualités du citoyen, comme par les vertus du magistrat, et rien publié, quelque stérile qu'il fût. On a de lui, outre la pièce de théâtre dont il a été fait mention, qu'un hommage à la mémoire de Daniel Trudaine. Cet *éloge* se trouve dans le Recueil de l'Académie des Sciences, année 1769. Le portrait de Trudaine de Montigny a été gravé par Saint-Aubin, d'après Cochin.

TELOU (M. J.), habile flûtiste, né vers 1785, est surnommé le *russe*, surtout depuis qu'il joue dans l'opéra qui porte ce titre. Ce virtuose, vraiment original, partage son temps entre la chambre et le music. Il est aussi adroit à tirer un lierre qu'à rendre un passage difficile sur sa flûte. Non content d'exécuter la musique des autres, il excelle à jouer à lui-même. Le public l'a souvent applaudi dans des variations, et même des concertos de sa composition. Le son de l'instrument n'a pas, il est vrai, toute l'intensité que l'on pourrait désirer ; mais s'il le possédait, pourrait-il avoir la même agilité ? A l'époque où Telou commençait à briller, Drouet avait de nombreux partisans, et l'emportait par le brillant de l'exécution. Bientôt après, on donna *Le russe*, opéra dans lequel Telou obtint la prime ; et Drouet passa en Angleterre, l'*Eléphant des flûtistes*. On mit que le jeu de Drouet est froid, et inspire plus d'émusement que de plaisir. Au contraire, celui de Telou est plein de charme ; il donne de la grâce aux difficultés, et modifie le son avec toutes les nuances d'expressions ; en un mot, c'est un flûtiste parfait. Parmi les concertos composés par Telou, les connaisseurs ont aimé surtout celui qu'il a tracé la route d'un nouveau genre de musique pour les instruments à vent. Nous ne pouvons omettre ici une anecdote remarquable dans la vie de Telou. Lorsque les auteurs du *Dictionnaire des musiciens* publièrent le prospectus de cet ouvrage, avec une circulaire qui invitait les artistes à leur transmettre des renseignements, pour être le même de re-

diger leurs notices, Tulon, ou lieu de répondre à cet appel d'une manière convenable, envoya aux auteurs du *Dictionnaire*, une espèce de cartel. Pour ne pas se compromettre avec un pareil champion, voici ce qu'il écrivit. A l'article *Tulon*, dans le deuxième volume, ils laisseront sauter de lignes pointées qu'on lisait de lignes écrites dans la lettre de Tulon; et, au *supplément*, à la fin du volume, ils inséreront, à l'article *Tulon*, la lettre même qu'il leur avait envoyée, et dans laquelle on trouve ces paroles étranges: « Je vous prie instantanément de m'exclure de votre tableau, car je ne voudrais pas être forcé de vous en témoigner » tout mon mécontentement. »

**TURBOT** (ÉTIENNE-FRANÇOIS), marquis de Consmont, connu sous le nom de chevalier Turgot, deuxième fils du prévôt des marchands Michel-Étienne Turgot, et frère du ministre de Louis XVI, naquit à Paris, le 16 juin 1727, et fut destiné, par sa pacifique famille, à l'état militaire. Chevalier de Malte, il fit ses caravanes avec bonheur, et même fut chargé du commandement d'une des galères de l'ordre. Revenu en France, il fut revêtu du titre de brigadier des armées du roi, en 1764; mais sa vocation principale était la science économique. Elevé dans l'île de Malte à diverses dignités administratives, il ne crut d'introduire des perfectionnements dans l'agriculture, le commerce et l'éducation; il se procura une espèce de colonie nouvelle, et tenta d'acclimater le caféier et le palétuvier. Une bibliothèque, un jardin botanique s'élevèrent par ses soins: des pharmaciens, des chirurgiens habiles vinrent pour la première fois se fixer dans une île qui, jusque-là, n'avait connu que les plus misérables empiriques. Il fit d'honorables efforts pour restreindre la vente des noirs. Il voulait que Malte fût déclaré port franc pour toutes les nations, même pour les nations mahométanes. Dès 1766, le chevalier Turgot avait contribué à la fondation de la société d'agriculture. En 1762, il fut nommé, par l'Académie des Sciences, associé libre. Ses connaissances étendues en médecine et en chirurgie, en histoire naturelle et en agriculture, lui méritaient cette distinction. Préoccupé surtout de vues pratiques, et désirant essayer ses plans sociaux sur un pays neuf, il conçut l'idée d'une colonie qui se maintiendrait seule, et par ses propres forces, sans l'assistance de la métropole, et qui même aiderait la métropole à soutenir ses autres colonies. La réalisation de cette utopie aurait compensé pour la France la perte récente du Canada. Il restait à demander s'il est possible qu'une colonie, assez puissante pour se passer de la métropole et même pour lui prêter d'utiles secours, consente long-temps à se laisser gouverner selon le bon plaisir de la métropole, en attente des lois, en recevoir des gouverneurs et des juges. Le chevalier Turgot avait encore deux autres torts, celui de choisir la Guyane française pour sa terre promise, et celui de rêver de grandes choses, des choses utiles, sous Louis XV. Cependant, quoique peu lié avec les hommes influents et les favoris, il trouva de l'appui dans les bureaux et aux pots à appartements. Beudet, intrigant subalterne, tout puissant auprès du ministre Choiseul, le recommanda très vivement, dans l'espoir de contribuer à la fortune de son ami Chauvallon, qu'il se réservait de faire nommer intendant de la province dont Turgot serait le gouverneur en titre. Le duc d'Ayen, qui ne connaissait point le chevalier, mais qui sut que son jardinier avait eu quelques relations avec lui à propos de botanique, se chargea de le recommander au roi. Il fut donc présenté à Louis XV, qui, en l'apprévenant, s'écria: « Ah! voilà le chevalier Turgot! du génie, des vues, des idées neuves! — Sir, se hâte d'ajouter le duc de Choiseul, c'est le gouverneur de la France quinquésiale » (tel est le nom pompeux que l'on donnait à la Guyane). Et le monarque entre en souriant dans son cabinet pour signer la nomination. Turgot s'épuisait en remerciements près du duc d'Ayen. « Mais, dit-il, il est extraordinaire que sa majesté m'ait reconnu. — Je lui ai dit que vous étiez borgne. — Mais du moins il connaît mes plans, mes vues? — La semaine dernière » étant à Choisy, je saisis l'occasion de parler de vous

à sa majesté: c'était à souper: on servit un faisan à la tartare que le roi trouva excellent, je lui dis que » j'en avais mangé accommodé à la turque, que c'était le chevalier Turgot qui en avait donné la recette » à mon cuisinier. *J'en veux avoir*, répliqua le roi. » D'après cela je ne suis pas étonné du bon accueil » que vous fait sa majesté. » Quelques jours après, l'inventeur des faisans à la turque recevait ses provisions de gouverneur-général; Chauvallon était intendant; des familles anciennes venaient à grands frais sur les bords de l'Atlantique pour s'y embarquer. Mais toutes les mesures étaient viciées par la négligence et l'improbité: Beudet faisait retener Turgot par le duc de Choiseul, sous prétexte de s'aider de ses conseils, et détournait ainsi son attention. En France même les futurs colons faillirent mourir de faim. Débarqués en Guyane, douze mille hommes n'eurent pendant des mois entiers pour aïe, qu'un mauvais hangar. La mauvaise qualité des vivres causa une épidémie; les inondations diminuèrent encore le nombre de ceux qui restaient. Enfin, Turgot parut pour mettre fin à tant de maux; il était trop tard. En vain, il fit arrêter et conduire en France Chauvallon pour y être jugé. Au bout de quatre mois il revint lui-même, apportant au ministère la certitude de l'impossibilité où l'on se trouvait d'exécuter ses plans, avec les moyens qu'il avait à sa disposition. Le plus fâcheux pour lui, c'est que Chauvallon, d'accusé devint alors accusateur: le différend fut vidé dans le cabinet des ministres; et Turgot, reconnu coupable d'abus de pouvoir pour avoir arrêté les concessions d'un fonctionnaire inférieur, et cédé, en le renvoyant, au vœu général des colons, fut privé de sa liberté par une lettre de cachet. Redevenu libre, il renonça complètement aux affaires publiques, et ne s'occupa plus que de ses études favorites. L'élévation de son frère ne l'arracha point à la retraite (1774); sa chute (1776) ne remit pas en question la liberté dont le gouvernement le faisait jouir. Cependant des ennemis du contrôleur-général avaient tenté de revenir sur le procès entre Chauvallon et le chevalier Turgot: ces tentatives furent vaines. Turgot mourut, le 21 octobre 1789, d'une attaque de goutte. On a de lui, dans le Recueil de l'Académie des Sciences, 1° *Description d'une aurore boréale, observée à Lan-teuil*, 1768; 2° *Observations sur le froid rigoureux de l'hiver 1767 à 1768*; 3° *Observations sur un esprit de résine classique de l'île de France, à peu près semblable à celle de Cayenne*, 1769; et dans les comptes rendus à la société d'agriculture, 1° *Mémoires sur les Més que l'on cultive dans quelques parties de la Basse-Normandie*, 1785; 2° *Mémoires sur les arbres résineux*, 1786; 3° *Mémoires sur les dégâts que font dans les plantations les habitants des campagnes*, 1787; 4° *Observations sur les orangiers hermaphrodites*, 1787. « Surtout, disait » Turgot en mourant, que l'on ne fasse pas mon » éloge! » Broussinnet se fit un devoir de lui déobéir, et l'éloge du chevalier de Turgot, par ce savant, se trouve dans les *Comptes rendus de la société d'agriculture*, trimestre d'automne, 1789.

**TURPIN** (FRANÇOIS-REMY), né en 1709 à Caen, remporta, en 1731, le prix de poésie par une *Ode sur l'immuable conception* (insérée dans le *Mercur de France*, juillet 1733); régna la chaire dont il était pourvu dans l'université de sa ville natale pour s'établir à Paris, sous les auspices d'Helvétius, et se voua presque exclusivement à la rédaction de diverses compilations historiques. Il s'en faut de beaucoup que Turpin soit dépourvu de talents: il y avait en lui le germe d'un écrivain à la fois poète et penseur; mais la nécessité de travailler vite l'empêcha de se développer: son style, qui eût été brillant et animé, semble declamatoire et lourd; des idées, qui eussent été profondes et neuves, ne sont que des paradoxes, sans preuves comme sans liaisons; enfin les documents sur lesquels il s'appuya ne sont pas choisis avec discernement. Aussi malgré les éloges emphatiques de Sabathier de Castres, et l'approbation de Gilbert, Turpin est-il encore moins connu que les Crevier et les Vely, auxquels il est si supérieur. Peut-être la faiblesse qu'il eut de se laisser comprendre comme homme de parti

dans les rangs des antiphilosophes, malgré l'appui généreux d'Helvétius, fut-elle en partie la cause du peu de célébrité que lui procurèrent ses nombreux ouvrages. Cependant il recherchait la faveur des grands; et, dans une épître dédicatoire à M. de Boyues, ministre de la marine, il écrit naïvement ces mots si susceptibles d'interprétations peu honorables: « Je suis dans l'habitude de chérir et de respecter les ministres qui vous ont précédé; et ma reconnaissance... me rend plus digne de vos bienfaits. » Ni ces nobles protecteurs, ni les libraires ne le mirent au-dessus du besoin, et il mourut à Paris dans l'indigence, en septembre 1799, à quatre-vingt-dix ans. Il avait été attaché quelque temps au prince Kourakin, qu'il initiait à la connaissance de la littérature française, et en 1795 il fut compris, pour trois mille francs, dans les secours accordés aux gens de lettres. Voici la liste de ses principaux ouvrages qui se groupent en deux masses, *Histoires et Biographies*: 1° *Histoire du gouvernement des anciennes républiques*, Paris, 1769, in-12 (traduit en allemand, Mittau, 1770, in-8°); 2° *Histoire universelle*, imitée de celle des Anglais, Paris, 1770-78, 5 vol. in-12 (non achevée); 3° *Histoire des révolutions d'Angleterre de 1688 à 1747*, Paris, 1786, 2 vol. in-12 (continuation de l'ouvrage du P. D'Orléans); 4° *Histoire civile et naturelle du royaume de Siam*, etc., Paris, 1771, 2 vol. in-12 (supprimée par arrêt du conseil); 5° *Les vies de Louis II de Bourbon, prince de Condé, de Charles, enfin de César de Choiseul*, (tomes XXIV, XXV et XXVI des *Hommes illustres de la France*, par d'Aubigny et Pérou); 6° *La France illustre ou le Plutarque français*, Paris, 1775, 1785, 4 vol. in-4° (cinquante-deux cahiers avec quarante-huit portraits) et 1783, 12 vol. in-12, (Turpin, dit La Harpe, n'est ni Plutarque, ni Français); 7° *Vie de Mahomet*, 1773, 2 vol. in-12, et 1780, 3 vol. in-12 (trad. all. Halle, 1781, grand in-8°), à laquelle on peut joindre son *Histoire d'Alcoran*, 1775, 2 vol. in-12. Turpin avait composé aussi des *Institutions républicaines* qui sont restées manuscrites, mais dont il se faisait un titre pour obtenir quelques secours de la Convention.

**TURREAU DE GARAMBOUVILLE** : LOUIS-MARIE, baron, lieutenant-général, est né à Evreux, en 1756. Après avoir servi avec distinction dans la guerre d'Amérique, il retourna en France après le paix de Versailles, et était capitaine d'infanterie quand la révolution éclata. Employé, en 1791, à l'armée de la Moselle, sous le général Beurnonville, on le vit bientôt se distinguer dans les campagnes qui allaient préluder à la gloire et à l'illustration de nos armes. Il servit quelques temps à l'armée du Nord, et parvint rapidement au grade de général de division. Il était employé, en cette qualité, à l'armée des Pyrénées, en 1793, lorsqu'il fut appelé dans la Vendée, et nommé aussitôt au commandement en chef de l'armée de l'Ouest. Dans cette nouvelle position, le général Turreau eut à la fois à réparer les fautes de ses prédécesseurs, à calmer les haines et à rétablir la discipline dans son armée. Il s'acquitta de cette triple tâche avec tous les talents dont il était capable. Il écrivit au comité de salut public, qu'il prenait l'engagement de terminer cette guerre funeste, si on lui donnait des officiers généraux capables, et une armée suffisante pour agir sur tous les points. Mais il n'entra pas dans les plans du gouvernement d'alors d'en finir avec l'insurrection vendéenne. Quoiqu'il en soit, l'armée républicaine commandée par Turreau s'empara de Noirmoutiers, battit les bandes de Charette, et défit, à Montevault, les débris des troupes organisées par La Roche-Jacquelin. Ces avantages furent le résultat des bonnes dispositions du général français. Il était trop habile pour s'en tenir là; il poursuivait ses succès avec activité, organisa des colonnes mobiles, et combina ses opérations militaires avec ses opérations politiques. Ses dispositions heureuses allaient peut-être terminer la guerre civile dans ces contrées malheureuses, lorsque l'ordre fut donné de l'arrêter au milieu de son armée et de ses rapides progrès. Le gouvernement l'accusa d'avoir, par des excès de pouvoir et des actes arbitraires, multiplié le nombre des victimes de cette

guerre. Après une assez longue détention, il fut jugé par une commission militaire, nommée par le directoire, dans le mois de décembre 1795. Acquitté de l'accusation portée contre lui, il fut chargé peu de temps après de fonctions secondaires, et nommé à l'organisation des troupes de nouvelle levée: il passa à l'armée de Mayence vers le milieu de 1798, et prit le commandement des forces concentrées sur les rives d'Elbenbrœsten. A la fin de la même année, il remplaça le général Dufour dans le commandement d'une division de l'armée d'observation, et suivit le général Lorge dans le commandement du Valais. Sa conduite militaire et politique dans ce pays, lui méritèrent l'estime des habitants et la confiance de ses troupes. Il remporta de brillants avantages sur l'ennemi, et sut maintenir la plus exacte discipline parmi les siens. Le 16 juillet 1799, il battait l'ennemi sur les deux rives du Rhône; forçait, dans un combat, les Austro-Russes à repasser le Simplon, et pourvint à ses brillants avantages jusque vers les forges séparatrices du Piémont. Déjà Turreau avait pris rang parmi les généraux les plus distingués de l'époque; d'ailleurs, si féconde en capacités militaires; il fut mis à la tête d'une division chargée de défendre le fort de Kehl; prit successivement le commandement de l'armée du Danube et de la réserve du général Bastoul, et contribua puissamment au succès de la campagne. Dans la journée, du 29 avril 1800, il combattit, avec sa division, le corps autrichien qui lui était opposé, et pénétra jusque dans Eibenach. Il était alors partie du corps d'armée commandé par le lieutenant-général Gouvion-Saint-Cyr. Bessières, qui avait su apprécier le mérite du général Turreau, lui confia le commandement d'une division de l'armée de réserve. Tandis que le premier conseil franchissait les Alpes et pénétrait dans la vallée d'Aoste, Turreau entra en Piémont par Suze et Turin, s'empara de la première de ces villes, et forçait l'ennemi au passage de la Brunette. Son sang-froid et ses excellentes dispositions lui assurèrent une victoire complète et un grand nombre de prisonniers. Il soutint sa réputation pendant tout le reste de la campagne, battit le général Kain au village de Saint-Ambrose, et contribua, par l'habileté de ses manœuvres, au gain de la bataille de Marengo. Après cette bataille, Bessières le nomma commandant militaire du Piémont. Il fut, dans ce nouveau poste, justifier la confiance que le chef du gouvernement avait placée dans ses talents. Chargé, en 1801, de la direction des travaux d'ouverture de la route du Simplon, il s'acquitta de cette mission avec le plus grand zèle, et se distingua dans cette opération. Nommé à l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique, en 1804, il fut rappelé, en 1806, pour être employé à l'armée d'Allemagne, où l'attendaient de nouveaux lauriers. En 1813, il quitta le commandement de la 21<sup>e</sup> division militaire, qu'il avait eu pendant les deux années précédentes, et fut employé à la grande armée, où il se signala de nouveau. Il commandait dans le duché de Wurtemberg, à l'époque de la restauration. A son retour en France, Louis XVIII lui donna la décoration de l'ordre de Saint-Louis. Chargé, dans les derniers jours de juin 1815, de défendre la rive gauche de la Seine, il fut aussi l'un des commissaires nommés par le gouvernement provisoire pour assurer l'exécution de la convention conclue le 3 juillet suivant. Le général Turreau ne reprit pas de service au second retour de la République. Retiré dans une terre qu'il possédait à Couches (Aube), il y mourut à l'âge de soixante ans, le 15 décembre 1816. Il a publié: 1° *Mémoires sur la guerre de Vendée*, Paris, 1815, in-8°; 2° *Aperçu sur la situation politique des Etats-Unis*. Ces deux ouvrages ont obtenu un succès mérité.

**TYCHSEN** (OLAF-GERHARD), orientaliste, né à Tondern, dans la province de Sleswick, le 12 décembre 1734. Originaire de Drontheim en Norvège, le père d'Olaf (ou Olouf) Gerhard, avait pour nom de famille Tuka. D'après la terminaison suédoise d'une partie du Danemark, Olaf se nommait du lieu Tukasén; mais voyant peu de changement à faire pour adopter les syllabes grecques qui veulent dire

fortune, et qu'il jugeait de bon augure, il forma le mot greco-cimbrique Tychsen, et resta connu sous ce nom. Les dispositions qu'il avait montrées dans ses premières études, pour lesquelles il n'était pas sorti de sa ville natale, lui procurèrent une bourse à Altona, à l'âge de dix-sept ans et demi. Ses succès, pendant les quatre années qu'il y passa, répondirent à son ardeur studieuse, et aux soins qu'elle lui mérita de la part des professeurs de cet excellent gymnase. Il eut de plus des facilités dont il profita avec empressement : il apprit de Jonathan Eydeschuts, célèbre rabbin, la langue du *Talmud*, et un négociant danois, qui avait séjourné long temps en Afrique, le familiarisa avec l'idiome arabe usité dans Maroc et dans Alger. En 1756, au mois d'avril, désirant des connaissances plus approfondies dans les langues orientales, et voulant se consacrer en partie à la théologie, il se rendit à l'université de Halle, où il fut d'abord répétiteur dans la maison des orphelins, et ensuite chargé de l'enseignement de l'hébreu qui entretenait en lui un penchant insatiable pour les langues de l'Orient et du Midi. Non content de savoir, d'après les leçons de Benjamin Schults, le tannoul et l'hindoustani, en y joignant l'espagnol et l'anglais comme simple diversion, il prit une idée de l'éthiopien surpri de J. H. Michaëlis, à qui l'avait enseigné Ludolf, parfaitement versé dans cette langue. Sans doute Tychsen ne pouvait se flatter de posséder réellement cinq langues orientales, outre une partie de celles de l'Europe, et les anciennes langues d'Athènes et de Rome; mais il s'attachait surtout à l'arabe, et plus spécialement encore à l'hébreu des rabbins; cédant, comme tant d'autres Allemands, à l'impulsion du siècle, et consommant ses forces, mais à sa manière, dans l'exégèse biblique. Tychsen entendait si bien aussi le patois mixte des Juifs de l'Allemagne, qu'il étonnait en cela leurs docteurs. Un établissement avait été formé dans la ville de Halle, dès l'année 1739, avec l'espoir peu réfléchi d'opérer la conversion des Juifs, et par la même occasion celle des musulmans. Trente ans s'étaient écoulés, et l'œuvre n'était pas encore poussée jusqu'à la séparation du pur d'avec l'impur; mais Tychsen pouvait devenir un excellent adepte, et J. H. Callenberg, fondateur de cette institution, l'estima comme très utile au prosélytisme. Il s'agissait d'envoyer de divers côtés des missionnaires pour amener au christianisme les Juifs de l'Europe, en leur expliquant, comme il convenait, leurs propres écritures. Ce fut en 1759 que Tychsen se mit à la disposition de Callenberg, auquel succéda, en 1760, un ecclésiastique, nommé Etienne Schults. Pendant ces deux années le savant missionnaire, visitant à pied le Danemark, la Prusse, et d'autres contrées voisines, engageait les Juifs à lire de petits ouvrages faits exprès pour les décider à abjurer, et prêchait ou disputait obstinément dans leurs synagogues, sans autre avantage que de prouver aux bons Hébreux qu'il savait parler leur vieil idiomé. Après ce long exercice de piété, il renoua tout-à-coup à la couronne du martyre, qu'il avait déjà été sur le point de recevoir à Altona, ne passa que quelques semaines dans sa demeure de Halle, et se rendit à Butzow, où l'attendait le duc Frédéric qui venait d'y créer une académie. Il n'en fit partie d'abord, à dater du 1<sup>er</sup> octobre 1760, qu'avec le titre de maître-lyant, et avec un traitement trop modique, mais conforme au vœu qu'il avait exprimé lui-même par inadvertance. Une lettre reçue d'un Juif portugais employé dans l'armée prussienne, lui causa quelque inquiétude, et on croit qu'il affecta d'y mettre beaucoup plus d'importance, pour s'en donner à lui-même, et attirer vivement sur lui l'attention, sorte de faiblesse qu'on lui a toujours reprochée. Supposant ainsi que sa vie était en péril, Tychsen courut en Angleterre, comme pour y chercher un refuge, mais il y resta peu. Mécontent de sa position à Butzow, il songea à prendre un autre parti lorsqu'enfin le gouvernement de Mecklembourg-Schwerin ne lui refusant plus le titre de professeur de langues orientales, y joignit, en 1763, un traitement de trois cents reichsthalers, qui fut porté à cinq cents, quatre ans plus tard. Il se maria vers cette époque; mais il

n'eut qu'un enfant, qui mourut dans sa seconde année. En 1769, l'académie de cette petite ville de Butzow fut supprimée, et réunie à l'université de Rostock, dans le même duché. On y transporta aussi la bibliothèque, dont ce savant avait été nommé conservateur en 1770, et elle resta sous sa direction, d'autant plus qu'elle était en grande partie son ouvrage. Il augmenta encore, et même il y joignit une collection de médailles et d'objets d'histoire naturelle. En rendant ce service au pays qui l'accueillait, il se dédommageait en quelque sorte du peu d'importance de ses cours dans une université qui n'était pas au premier rang parmi celles du nord de l'Allemagne. Il s'y trouvait peu d'élèves qui se souciaient des richesses du langage asiatique. C'était assez pour eux d'une connaissance superficielle, exigée de quiconque voulait prendre les grades, et d'ailleurs le professeur lui-même, ayant ses scrupules quant à la critique des textes des anciens Juifs, n'embrassait guère qu'à la manière admise comme orthodoxe dans la confession d'Augsbourg. S'il est sorti de son école des hommes qui lui font aujourd'hui un grand honneur, c'est que, par surcroît de zèle, il donnait des leçons particulières à quelques sujets choisis, en mettant de plus à leur disposition les ressources de la bibliothèque. La science de Tychsen ne le rendait pas insensible aux distinctions vulgaires, ou aux faveurs de son prince; il les désirait toutes, et il n'omettait aucun soin pour qu'on sût dans l'étranger qu'il les obtenait. Il eut successivement, entre autres marques de considération dans cet état peu considérable, les titres de conseiller aulique, de conseiller de la chancellerie, et de vice-chancelier. Il devint membre de la société royale d'Upsal en 1791, et de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres de Stockholm en 1793. D'autres académies se l'aggrégèrent: celle de Padoue en 1796, celle de Copenhague en 1798, celle de Berlin en 1803, dix ans plus tard celle de Munich, enfin en 1815, celle de Kasan. Le 30 décembre de cette même année, Tychsen mourut à Rostock. Sa femme, qui, plus âgée que lui de dix ans, mais moins dépourvue de fortune, et noble d'extraction, s'était décidée à l'épouser à cause de ses qualités et de ses grands talents, avait cessé de vivre en 1806, et il l'avait beaucoup regrettée. Il a écrit sur un grand nombre de questions critiques ou philologiques, relatives à l'Orient littéraire; mais il les a traitées souvent plus en érudit curieux de montrer sa sagacité, ou de surprendre en ouvrant des voies nouvelles dans un sens restreint, qu'en véritable savant regardant comme sa mission de ramener les esprits au vrai en toute chose. Admirateur de l'ancien travail des massorètes, il avait en général autant d'éloignement que la plupart des rabbins pour la critique hardie des modernes; mais, faisant sentir ce qu'il y eût d'illusoire dans les promesses de Kennicott, il prétendit, sans pouvoir établir cette assertion, que jadis des manuscrits hébreux avaient été tracés en caractères grecs, et que les versions de l'Ancien Testament par les premiers hellénistes n'avaient pas été faites sur le texte hébreu pur. On a beaucoup attaqué son ouvrage sur ce sujet: *Tanamen de variis codicum hebraicorum Veteris Testamenti manuscriptorum generibus*, Rostock, 1772, in-8°. En 1774, il fit plusieurs réponses à ses adversaires, et s'efforça toujours de justifier ses précédentes hypothèses. On a porté en dernier lieu sur Kennicott un jugement à peu près conforme aux prévisions de Tychsen, mais sans que cela rendit plus plausibles les paradoxes qu'il avait hasardés lui-même, et qu'il voulait absolument faire recevoir. Les autres principaux ouvrages de cet orientaliste sont: 1° *La fausseté des monnaies juives avec légendes en caractères hébreux ou samaritains*, démontée (en allemand), Rostock, 1779, in-8°. Toujours plus tranchant que judicieux, l'auteur décide que les Juifs n'ont jamais eu de monnaies à eux avant d'être emmenés à Babylone, et qu'ainsi les médailles samaritaines sont fausses sans exception: il recuse le témoignage du premier livre des Machabées. Réfuté par Perez Bayer, en 1781, Tychsen publia quatre réponses: la première en espagnol, en 1786, et les trois autres en latin, l'une à Butzow, 1787, et les deux autres à Rostock, 1791 et

1794: 5° *Des moyens de connaître l'époque des manuscrits hébreux bibliques* (en allemand), Rostock, 1786, in-8°; 3° *Interpretatio inscriptionis cuficae in marmore templi patriarchalis S. Petri cathedra, quæ S. apostolus Petrus sedasse creditur*, Rostock, 1787, in-4°. C'était dans l'église d'Antioche que cette chaire devait avoir servi à l'apôtre. Comme protestant et comme critique, l'auteur eut le double plaisir de prouver que l'inscription de ce prétendu monument de la primitive église, vénéral dans un temple catholique, ne contenait autre chose qu'un verset du Coran. Le patriarche vénitien en fut très contrarié; mais à cette découverte heureuse se joignit, sur la première destination de ce siège, une conjecture aussi hasardée que tant d'autres de Tychsen, et que détruisit entièrement l'abbé Simon Assemani: 4° *Appendix ad Inscriptionis cuficae Fenestis in marmore templi patriarchalis cathedra conscripta interpretationem*, Rostock, 1790, in-4°; 5° *Exploratio cuficae inscriptionis qua in columna lapidea Musæi societatis antiquariorum Londinensis conscribitur*, etc., Rostock, in-4°; 6° *Elementa arabicum, sistens linguam arabicam elementa et catecheta, maximam partem anecdota et glossarium*, Rostock, 1793, in-8°. L'auteur a montré, même dans ce traité, presque grammatical, qu'il n'était pas grammairien: 7° *Elementa syriacum sistens grammaticam, chrestomathiam et glossarium, sub-junctis novem tabulis ore expressis*, Rostock, 1793, in-8°; 8° *Introductio in ram numismaticum Muhammedanorum*, Rostock, 1794, in-8°; et *Introductio in ram numismaticum*, etc., *additamentum I*, id., 1796, in-8°. Ce premier supplément n'a été suivi d'aucun autre: mais l'auteur s'était occupé de cet objet avec prédilection, et ses recherches, sans être complètes, n'ont été nullement infructueuses. Malheureusement, d'après une dissertation insérée par Frémin, en mars et avril 1813, dans le *Journal asiatique*, il paraît que, toujours pressé du besoin de se voir attribuer des succès peu communs, le professeur de Rostock se permit d'annoncer et de décrire quelques médailles imaginaires, mais qu'ap-

paremment il se croyait près de découvrir. 9° *Philogus syrus*, etc., Rostock, 1796, in-8°. C'est une dissertation syriaque sur les nombreux monuments de la Bible. 10° *Al-Makrizi historia in moneta arabica: ceteri Easorianensi cum veteris codicum Leidensium testimoniis excerptis anacoditis, nunc primum edita*, etc., O. G. Tychsen, Rostock, 1797, in-4°. En traduisant cet ouvrage, et le suivant, tous deux imparfaitement connus jusqu'alors, Tychsen a rendu un important service à la littérature arabe; celle à laquelle il attachait de préférence après l'hébraïque. 11° *Talut Al-Makrizi tractatus de legationibus Arabum ponderumque mensuris, ex codicibus academici Lugduno-Batavi*, etc., 1800, in-8°. M. Silvestre de Sacy a traduit ce traité ces deux traités de Makrizi: la première traduction, avec des notes critiques et philologiques, et le texte rectifié en plusieurs endroits, a paru en 1797 et la seconde, faite sur le texte arabe communément par Tychsen, a été publiée en 1799. 12° *De rebus inscriptionibus Persopolitansibus*, Rostock, 1799, in-8°. Cette dissertation est peu étendue, et on beaucoup à désirer. On doit aussi à Tychsen *Remarques sur la littérature arabe*, et sur les inscriptions en caractères coufiques, insérées dans le *Journ. de Murr* pour servir à l'histoire de la littérature, et dans d'autres recueils. Il a traduit de l'espagnol de D. Ignace de Asso y del Rio, le *Tratado de Semellas*, et des *moyens de les détruire*, et il a joint à cette version en allemand, l'examen de ce qui concerne la Sauterelles dans la Bible. Il avait publié précédemment, de 1766 à 1769, les *Leçons de Hébreu*, ce recueil allemand, en six parties, concurre avec les Juifs. On peut prendre une idée des *systemes* de toutes les recherches de ce laborieux orientaliste dans *Ousef Gerhard Tychsen*, etc., etc., par M. A. Th. Baummann, professeur de théologie, Brême, 1813, 4 vol. in-8°, suivis d'un cinquième, imprimé sans Brême, sous le titre: *Merkwürdiges*, etc., et contenant une *Notice biographique et littéraire* sur O. G. Tychsen.

## U

UGANTE Y LARRIZABAL (ДОКЪ АНТОХИО), est d'une famille noble de Navarre. Il possédait déjà depuis plusieurs années la confiance et la faveur de Ferdinand VII, lorsque l'ambassadeur russe, à Madrid, M. de Tatichew, le recommanda plus spécialement aux faveurs de sa majesté catholique, en 1817. Ugarte était voué par principe au système absolutiste le plus exagéré, et inclinait de cœur vers la politique moscovite. Il contribua puissamment à en faire prédominer l'influence en Espagne: et comme cette politique flattait les goûts antirévolutionnaires de Ferdinand, il fit chaque jour de nouveaux progrès dans l'intimité du roi, et ce monarque lui confia plusieurs opérations qu'il voulait laisser inconnues à ses ministres. C'est aussi Ugarte qui joua le rôle principal dans l'affaire des marchés de vaisseaux vendus par la Russie à l'Espagne. Les hautes marques de confiance prodiguées par le roi d'Espagne à Ugarte, n'empêchèrent pas qu'il ne fût exilé à Ségovie en 1820, sous le ministère du duc de San-Fernando, très peu de temps avant l'explosion de la révolte de M. de Saint-Léon, révolté qui, comme on sait, amena en peu de jours une révolution totale. A peine le roi eut-il accepté la constitution de Cadix, que tous les exilés furent rappelés: Ugarte revint à Madrid, mais il resta sur l'arrière plan. Ses relations avec le monarque, réduit alors à n'être que le premier fonctionnaire du royaume, pour être secrètes, n'en restèrent pas moins très actives. C'est par son intermédiaire que Ferdinand transmit à l'empereur de Russie et à d'autres souverains des lettres autographes, où il manifestait toute l'antipathie qu'il sentait pour le régime constitutionnel: il prit aussi une part active à l'organisation des premières

insurrections royalistes en 1822. Pendant le règne de 1823, il fut pur question de lui. Mais s'il est que le roi fut revenu à Madrid dans le plein exercice de sa liberté, Ugarte fut comblé publiquement des témoignages de sa confiance, et jouit de la plus haute faveur. L'ambassadeur russe, à Paris, M. Pozzo di Borgo, trouva en lui l'homme qu'il lui fallait pour rendre activement au renversement du ministère de D. Vico Saenz, formé, on le sait, sous l'influence française: dans des vues opposées à celles de la Russie. Toujours appuyé dans sa ligne politique par le penchant même de son maître pour la Russie, Ugarte fut nommé, en 1824, au poste important de secrétaire du conseil d'état. Cette place, qui donne le rang de ministre, le rendit véritablement le chef secret du ministère, et il en profita pour fortifier méthodiquement le parti russe: et peu de temps après le ministère de Vico Saenz fut dissous. Le marquis de Casa-Irujo, chef du ministère nouveau, semblait promettre de diriger le gouvernement dans les voies de la modernité. Mais, il était complètement uni de vues avec Ugarte. Sa mort donna la présidence du conseil et le ministère des affaires étrangères au comte d'Ofalia. Les absolutistes et le clergé se déclarèrent contre ce comte qu'ils croyaient, à tort, avoir été formé par la France. Les constitutionnels, déçus par l'allure de ministres en moins libérale d'Ofalia, lui retirèrent en même temps leur appui. Aussi tout le corps diplomatique, compris l'envoyé russe, M. Oubril travailla-t-il de concert avec l'ambassadeur français contre de Talmon et le commandant supérieur Bourmont, à se débarrasser de ce ministère. Mais le cabinet français ne réussit pas les mains à la combinaison projetée, et se contenta

de la reconnaissance de trente-quatre millions de francs que l'Espagne promit de payer à la France à titre d'indemnité de guerre, et d'une promesse d'amnistie. Le décret d'amnistie parut, en effet, le 1<sup>er</sup> mai 1854, mais, comme toutes les amnisties des rois d'Espagne, surchargé de tant d'exceptions, que c'était une liste de proscription. Cet acte, si peu de nature à rallier les constitutionnels, acheva pourtant de ruiner le comte d'Osia dans l'esprit des absolutistes. Depuis long temps Ugarte avait cessé d'approuver sympathie et confiance pour cet homme d'état, et, de concert avec Calomarde, il travailla à l'évincer du cabinet. Ce triomphe ne fut pas d'office à obtenir. Osia n'était appuyé que par le ministre de la guerre général Crux. Le 15 juillet 1854 vit consommer sa disgrâce, et sa place fut donnée à Zea-Bermudes, qui, de l'ambassade de Saint-Petersbourg, avait passé à celle de Londres. Ce choix d'un royaliste mitigé déplut aussi au parti absolutiste, et Ugarte, dont on reconnaissait l'ouvrage, devint suspect à son tour. En même temps Oubril et Talaru, avec Zea, travaillaient de toutes leurs forces à le priver de son poste. Soudain Ugarte, présumant que son rival ne résisterait pas long-temps au mauvais vouloir des royalistes purs et du clergé, s'unit d'abord à Calomarde pour le renverser. Mais, cette fois, les apostoliques eurent le dessous, et Zea parvint à faire nommer Ugarte à l'ambassade de Turin, et à le faire remplacer, dans le poste de secrétaire du conseil de Castille, par Don Antonio Fernandez de Utrata. Ugarte mit tout en usage pour obtenir la permission de rester à Madrid, ou du moins en Espagne, et il n'en parvint, en effet, qu'au mois d'avril suivant. Il séjourna ainsi quelque temps à Bayonne; mais tous ces délais furent inutiles, et force lui fut de se rendre à son poste, d'où il ne fut rappelé qu'à la chute du duc de l'Infantado (successeur de Zea au ministère) en 1857. Depuis ce temps il n'a pas joué de rôle politique important.

UGONI (CAMILLE, le baron), naquit à Brescia, d'une ancienne et illustre famille, en 1784; et après avoir fait ses premières études dans un collège de son pays natal, il fut envoyé à Parme, à l'âge de quinze ans, pour y terminer son éducation littéraire dans le collège des nobles. Revenu dans sa patrie, il continua à s'occuper de la culture des lettres, et l'amour sincère qu'il portait à leurs progrès, engagea les magistrats de la ville, et ensuite le gouvernement, à lui confier tour-à-tour la direction des écoles normales du gymnase et du lycée. Agrégé à l'Académie des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts, qui existe à Brescia sous le titre d'athénée, il fut, quelque temps après, élevé par ses collègues au poste honorable de président de cette société savante. Le premier discours qu'il y lut en cette qualité, vint justifier le choix qu'on avait fait de lui, car il développa une pensée aussi neuve que profonde. Il se proposa de démontrer que les académies en général, très-utiles pour le temps où elles furent instituées, parce qu'elles servaient de foyers à la diffusion des lumières et à la discussion des doctrines de toute espèce, avaient perdu une grande partie de leur importance, à mesure que les savants, placés en dehors d'elles, s'étaient infiniment multipliés en nombre, et avaient individuellement contribué, par leurs travaux, aux progrès des sciences et de la civilisation; que souvent entraînées par un blâmable esprit de corps, elles avaient risqué d'enchaîner la liberté des études, en soutenant de préférence les principes d'une école ou d'une autre; qu'il fallait enfin qu'elles se prescrivissent un nouveau but, qui, ne pouvant être atteint que par elles seules, leur rendit leur ancien caractère de gloire et d'utilité. Ce but, selon lui, devait consister à se charger de toutes ces grandes entreprises scientifiques ou littéraires, pour lesquelles la vie d'un homme ne suffit point, parce qu'elles exigent de longues et laborieuses recherches, une étendue et une variété de connaissances, qu'on ne pourrait obtenir que par le concours de plusieurs individus réunis ensemble. Il alléguait en exemple l'ouvrage colossal, entrepris par le feu comte Mazzucchelli de Brescia, contenant un dictionnaire complet de tous les écrivains de l'Italie, que

la mort empêcha cet illustre savant de terminer, et dont il n'avait pu remplir que les deux premières lettres de l'alphabet, qui avaient pourtant occupé à elles seules six volumes in-folio. Ce mémoire remarquable de M. Ugoni fut imprimé parmi les actes de l'athénée; et l'on trouve dans ce recueil d'autres discours de l'auteur, un entre autres sur les moyens d'améliorer la culture du lin dans le territoire brescien, qui avait auparavant remporté le prix auprès de la même société. Tandis que ses collègues, en applaudissant à cette idée, se disposaient, selon son projet, à se livrer à de nombreuses recherches pour la continuation de l'ouvrage indiqué de Mazzucchelli, M. Ugoni, voulant réunir l'exemple aux conseils, se chargea de continuer à lui seul l'ouvrage interrompu du feu comte Corziani, son concitoyen et son ami, sur les *Siciles de la littérature italienne*. Il commença par faire une nouvelle édition de tout ce que M. Corziani avait déjà publié sur ce sujet, en y ajoutant des mémoires sur la vie et les travaux de l'illustre défunt. Quelque temps après il fit paraître trois volumes composés par lui, sous ce titre : *Della letteratura italiana nella seconda metà del secolo decimottavo*; et il en promit quelques autres dans la suite. Cet ouvrage, qui fut très bien accueilli en Italie, et traduit aussitôt en allemand, se distingue par la pureté de la langue, par la dignité du style, et par une critique élevée, qui ne se borne point à faire étalage d'érudition, mais qui creuse dans l'esprit des auteurs dont elle examine les productions, pour en relever le mérite intrinsèque et le véritable caractère intellectuel. La lecture en est attrayante, et par le grand nombre de faits littéraires, souvent peu connus, qui y sont développés avec des soins consciencieux, et par la justesse des jugements que l'auteur en porte avec un goût exquis, une impartialité sévère, et cette gravité d'examen, qui est à la fois éloignée de la basse flatterie et de l'acreté cynique. En 1811, les villes du ci-devant royaume d'Italie choisirent des députés pour aller féliciter Napoléon de la naissance du roi de Rome. M. Ugoni fut du nombre, et comme il venait de terminer une traduction italienne des *Commentaires de César*, il profita de l'occasion de son séjour à Paris pour en offrir la dédicace à l'empereur-roi, qui l'accepta avec des paroles de bienveillance et d'encouragement. Retourné à Brescia, il s'occupa de revirer son travail et de l'améliorer sous tous ses rapports : il le fit imprimer dans une magnifique édition, en 4 vol. in-4<sup>e</sup>, et se proposait d'aller lui-même en présenter un exemplaire à Napoléon, qui se trouvait alors à Moscou; mais sa famille le détourna d'entreprendre un voyage si long et si dangereux, à cause des dangers de cette campagne malheureuse. Une nouvelle édition de cet ouvrage a paru tout récemment à Milan, pour faire partie de la bibliothèque choisie des traducteurs italiens. Après 1815, M. Ugoni parcourut successivement l'Italie, la Suisse, la France et la Grande-Bretagne, et se lia d'amitié avec les hommes les plus distingués de ces différents pays, qui ne pouvaient manquer d'apprécier l'étendue de ses lumières, la noblesse de son caractère, et l'attachement qu'inspirent ses vertus sociales. En 1854, ayant visité la Suisse pour la seconde fois, il se rendit à Paris, où tout-à-fait consacré à la culture des lettres, il semble avoir fixé sa résidence. Instruit dans les langues anciennes et dans les modernes, il a aussi traduit et publié en italien : 1<sup>o</sup> Quelques paroles de La Fontaine, et d'autres inédites qu'un officier français, M. A.-L. Coupé, lui laissa en manuscrit dans son passage en Italie, 2<sup>o</sup> Les essais sur Pétrarque, que Foscolo publia à Londres, en anglais; 3<sup>o</sup> Quelques articles de Goëthe sur les poésies de Manzoni, qui parurent dans un recueil périodique allemand. Il a en même temps traduit, de l'italien en français, un ouvrage de l'avocat Piccoli sur les *Servitudes foncières*. On a enfin de lui une vie de Montecucculi, plusieurs morceaux de poésie en latin, en français et en italien; quelques articles insérés dans les vol. XLVII et XLVIII de la *Biographie universelle*; et deux préfaces aux éditions successives qu'on a faites à Paris des ouvrages de Manzoni.

URLAND (Jean-Louis), célèbre poëte allemand,

est né, le 26 avril 1787, à Tubingue (Wurtemberg), où son aïeul était réputé un théologien du premier ordre, et où son père occupait l'emploi de secrétaire de l'université. Il fit ses études dans sa ville natale, y suivit, de 1805 à 1808, le cours de droit, puis fut reçu avocat. Docteur en droit en 1810, il entreprit un voyage littéraire à Paris, au printemps de cette année, et compulsa de préférence à la bibliothèque impériale de Paris, les manuscrits relatifs à l'histoire poétique du moyen âge. Ces studieuses investigations semblent avoir puissamment influé sur la tendance de tous ses travaux ultérieurs. Dès 1804, il s'était déjà livré à la poésie, et l'on a de lui quelques morceaux qui remontent à cette époque. Son nom se trouve ensuite dans l'*Almanach des Muses* de Léon de Serken-dorf (1806, 1807), dans l'*Almanach poétique* de 1812, dans la *Silke des poètes allemands* (D. *Deutsche Dichter-wald*) de 1813, et dans quelques autres recueils. Enfin en 1814, il donna une édition de ses poésies qui alors se composaient de ballades lyriques, de romances, et de quelques imitations du romantisme espagnol. Depuis ce temps il n'a cessé de l'augmenter. Déjà la seconde édition se trouve grossie, en grande partie par des chants patriotiques. C'est à ces derniers surtout que Uhlund doit la célébrité rapide qui s'est attachée à son nom, tant en Allemagne qu'à l'étranger. Comme les immortelles odes de notre Béranger, les chants d'Uhlund ne se répandirent d'abord que comme de simples feuilles volantes. Attendus avec impatience et bientôt répétées par cent bouches, ces poésies en même temps légères et profondes, ne tardèrent pas à pénétrer, même sans le secours de la presse, sur toutes les points de l'Allemagne, dans les châteaux et les chaumières, dans les universités et les séminaires, dans les bureaux ministériels et dans les mines. La muse d'Uhlund fut presque une puissance sur ce vieux sol germanique qui n'a pas encore rompu avec la féodalité. Primitivement Uhlund avait puisé l'inspiration dans la vue des maux soufferts par l'Allemagne, pendant la période de la domination française et du vaste mouvement européen qui, de 1813 à 1815, refoula la France en deçà de ses limites naturelles. Plus tard, lorsque ces espérances de libertés, de constitutions, naguère promises par les souverains au moment du danger, furent ajournées par les uns, éludées par les autres, maudites en secret par tous, Uhlund se fit de sa parole impérieuse une arme puissante pour revendiquer des droits méconnus, et rappeler aux gouvernants la foi jurée. L'avènement du roi Guillaume I<sup>er</sup> à la couronne de Wurtemberg (octobre 1816), changea la face des événements. Dès 1817 la constitution supprimée par Frédéric I<sup>er</sup> fut rendue aux vœux des Wurtembergeois, et la muse d'Uhlund, au lieu d'exprimer les mécontentements de la grande famille allemande, devint l'interprète de la gratitude nationale. L'administration supérieure de Tubingue le nomma, en 1819, membre de l'assemblée des états, et le libre suffrage de ses concitoyens lui confirma, l'année suivante, ce rang honorable. Avant 1816, il avait travaillé dans les bureaux du ministère de la justice; et privé de cette place par les circonstances du temps, il s'était livré avec succès à l'exercice de sa profession d'avocat. Les principaux ouvrages d'Uhlund, après les poésies dont il vient d'être question sont les suivants: 1<sup>o</sup> *Le duc Ernest de Souabe*, drame, (Heidelberg, 1817); 2<sup>o</sup> *Louis de Bavière*, drame (Berlin, 1819); 3<sup>o</sup> *Walter du Pré aux oiseaux* (Stuttgart, 1822). Ce dernier morceau n'est que le spécimen d'un grand ouvrage sur l'époque du Hohenstauffen, ouvrage annoncé depuis long-temps par Uhlund, et impatientement attendu de toute l'Allemagne littéraire. C'est ici le lieu d'indiquer la traduction de vieux poèmes français, insérée dans la deuxième édition de son recueil de poésie. Nous retrouvons là le fruit de son séjour et de ses études en France. Uhlund possède toutes les qualités des grands poètes lyriques: toutefois il a plus de calme que d'élan, plus de sentiments profonds que d'excursions hardies et lointaines; sa poésie est plus compacte que brillante. Ses peintures du moyen âge sont admirablement vraies: mœurs, couleurs locales tout est senti comme on sentait aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles. Au ton de quel-

ques-unes de ses romances espagnoles, on croit qu'il n'a fait que traduire mot pour mot les vieux fragments épiques du pays de Pélagie.

URRAIN (Néron), né à Namur, département de Sambre-et-Meuse, en mai 1805. Après avoir achevé sa première éducation littéraire dans les collèges de Paris, il étudia sous les mathématiques, et fut admis à l'école polytechnique, d'où il sortit pour entrer à l'école royale des mines. Plus tard, s'étant associé à des sociétés secrètes, il quitta Paris, où il se livrait à des exploitations industrielles, pour se rendre en Belgique, où il fut, comme ingénieur, chargé par la compagnie dite du Luxembourg, qui le prit ensuite pour un chimiste, de reconnaître les richesses minières du grand duché de ce nom. Un mémoire qu'il consacra consciencieusement sur les richesses de cette contrée, démontra non-seulement que les travaux de recherches de la compagnie étaient dirigés de la manière la plus dispendieuse et la plus absurde, mais que la compagnie elle-même reposait sur des bases chimiques. Des personnes employées dans cette exploitation bruyèrent leurs efforts pour tenir M. Urrain dans l'obscurité: mais un cours de chimie générale et appliquée qu'il professa à Namur avec un grand succès, lui valut une honorable mention du public. Peu de temps après, il accepta la place d'ingénieur aux mines à Baigorry (Basses-Pyrénées), et après les avoir explorés pour reconnaître s'il y aurait quelque avantage à exploiter le cuivre qu'elles contiennent, il rédigea, sur ce sujet, un mémoire, inédit jusqu'à ce jour, dans lequel se trouvent des observations neuves et importantes sur l'allure compliquée des filons dans les Pyrénées. Après la révolution de juillet, il émigra. En octobre 1830, à l'expédition des réfugiés espagnols, et publia, sous le titre de *L'opinion*, un petit écrit qui disposa en leur faveur la population de Bayonne, et facilita leur entrée en Espagne, malgré les divers contraires du ministère français. Depuis la fin de cette époque de son retour à Paris, M. Urrain s'est fait connaître par sa coopération à la rédaction de plusieurs journaux, parmi lesquels nous citerons le *Bulletin universel* de M. de Férussac, dont il a dirigé la quatrième section, et le journal *Le Temps*, dans lequel il a inséré des articles remarquables sur un grand nombre de questions économiques: entre ces derniers, on a distingué un fort beau travail sur les causes des assurances contre l'incendie. M. Urrain a publié, en avril 1835, sous le titre d'*Instructions à l'usage de l'économie politique*, Paris, in-8°, un petit volume dans lequel il fait sentir la nécessité d'associer des sciences théoriques économiquement des bases semblables à celles des sciences positives. Cet ouvrage se recommande par une certaine richesse de style, des pensées nettes, un esprit éminemment philosophique et une consciencieuse probité de raisonnement. Comme membre de l'association polytechnique, M. Urrain a, dans ces derniers temps, professé publiquement, à Paris, les sciences appliquées aux arts du dessin. On remarque dans ce cours une *Théorie des effets en peinture*, qui mériterait d'être publiée.

URBAN (Agriculteur-Joseph-François-Xavier-Pierre-Esprit-Simon-Paul-Antoine, comte, puis marquis de Forcia), né le 18 février 1756, à Avignon dont son père était alors viguier, a eu pour parrains, son baptême, les consuls et notables de cette ville, qui le Jonnèrent chacun leurs prénoms. La famille de Forcia originaire de Catalogne, alliée, dit-on, aux rois d'Aragon, et plus tard à la maison de France, a été en Languedoc, en Provence, et dans le comté de la maison différentes branches toutes étendues ou descendant masculine, et dont la dernière se subsiste plus que dans la personne du marquis de Forcia. (Voyez PILES.) Après avoir fait ses études à Passy, près de Paris, puis au collège de la Flèche, M. de Forcia fut admis, en 1771, à l'école militaire de Paris; il en sortit au bout de trois ans pour entrer, comme sous-lieutenant en second, au régiment du roi, infanterie; et il reçut, en 1774, le croix de l'ordre de Saint-Lazare, des mains du grand-maître, Monsieur (depuis Louis XVIII). Se sentant mieux de goût pour l'état militaire que pour une vie paisible et

indépendante, M. de Fortia se livrait avec succès à l'étude des mathématiques, lorsqu'il fut appelé à Rome, en 1777, pour y suivre des procès de famille, à l'heureuse issue desquels il a dû l'opulence dont il jouit. Pendant son long séjour dans la capitale du monde chrétien, il partagea ses loisirs entre les beaux-arts, les antiquités et les mathématiques. Il s'y lia intimement avec M. de Pougen. De retour à Paris, il forma des liaisons avec plusieurs autres savants, entre autres avec D'Alembert. M. de Fortia avait quitté le service de France, le pape l'avait nommé colonel de ses milices dans le comté Venaissin. Quoique la révolution dût lui faire perdre cette charge, il ne laissa pas d'adopter les principes du nouvel ordre de choses, mais en homme judicieux et modéré qui ne désirait que la réforme des abus. Aussi fut-il appelé, par les suffrages de ses concitoyens, à faire partie de la première municipalité constitutionnelle d'Avignon, en 1790. Il en sortit lorsque le parti anarchiste triompha dans cette ville et pour se dérober aux persécutions, il vint à Paris, où il s'est fixé irrévocablement depuis 1795. Forcé, sous la tyrannie conventionnelle, de se cacher dans les environs de la capitale, il émigra point, persuadé que la révolution n'était qu'une crise politique et passagère. Lorsqu'un gouvernement plus ferme et plus stable eut ramené la sûreté et la tranquillité en France, M. de Fortia, qui pouvait se distinguer dans les hautes fonctions de l'administration et de la diplomatie, mais qui était dépourvu d'ambition, préféra se livrer exclusivement à son amour pour les sciences, et les matières d'érudition. L'habitude de la retraite et de la vie studieuse, des connaissances étendues et variées, une excellente mémoire, une bibliothèque aussi nombreuse que bien choisie, et une santé robuste, lui offraient tous les éléments, tous les moyens pour composer à loisir quelque ouvrage monumental qui, soutenu par le rang et la fortune de l'auteur, par son caractère honorable et par les qualités sociales les plus estimables, lui aurait ouvert les portes de l'institut, et aurait recommandé son nom à la postérité. Malheureusement le marquis de Fortia semble avoir toujours visé au nombre plus qu'à la qualité. Cette manie d'enfanter des volumes, et surtout un goût dominant pour les paradoxes, l'ont singularisé dans le monde littéraire, et ont peut-être un peu nui à la considération personnelle dont il est si digne sous tous les rapports. M. de Fortia d'Urban a reçu, en 1811, la décoration de la légion-d'honneur, et en 1839, le roi des Pays-Bas lui a accordé celle du Lion-Beige; il est membre de l'Académie étrusque de Cortone, de l'athénée de Vaucluse, de l'Académie de Marseille, de la société royale des antiquaires, et de l'athénée des arts de Paris, de la société des sciences et belles-lettres de Montpellier, de celle de Toulouse, du musée de Francfort-sur-Mein, de l'Académie des antiquaires de Rome, de celle des lycées de la même ville, des académies de Viterbe, de Vétéravie et de Nîmes, et en dernier lieu de la société des bibliophiles de France, et de la société asiatique de Paris. En 1837, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres l'a nommé enfin à une place d'académicien libre. Il a publié, soit comme auteur, soit comme éditeur : 1° *Traité d'arithmétique*, 1781, 1790, 1794, in-8°. On remarque, dans la première édition de cet ouvrage, la solution de quelques problèmes sur les divers systèmes de numération; 2° *Principes et questions de morale naturelle*, Yverdon, 1784, in-12, troisième édition, Avignon, 1803, petit in-12, avec des additions importantes, Paris, 1804, in-12; 3° *Amusements littéraires*, Yverdon, 1784, in-8°; 4° *Discours sur les nombres polygones, figurés et pyramidaux de tous les ordres*, Paris, 1795, in-8°; 5° *Traité des progressions par addition*, troisième édition, 1795, in-8°; 6° *Vie de Xénophon*, suivie d'un extrait historique et raisonné de ses ouvrages, 1795, in-8°; 7° *Maximes et maximes (morales) de François, duc de La Rochefoucauld*, Paris, 1796, 2 vol. in-12; Avignon, in-18; Paris, 1803, 2 vol. in-12; 8° *Œuvres complètes de Vaurenorgues*, 1797, 2 vol. in-8° et in-12; 9° *Mélanges de géographie, d'histoire et de chronologie anciennes,*

avec deux cartes (sans date). C'est un supplément à la *Vie de Xénophon*; 10° *Mémoires de l'athénée de Vaucluse*, 1803 à 1806, cinq pièces, in-8°; 11° *Vie de Pétrarque*, publiée par l'athénée de Vaucluse, avec deux portraits, 1804, in-16. C'est une réimpression corrigée de celle qu'avait donnée l'abbé Roman. L'éditeur y a joint la *Lettre de Pétrarque à la postérité*, traduite pour la première fois en français par M. J. M. Tissot de Morvins; 12° *Introduction à l'histoire de la ville d'Arignon*, 1805, in-8°. La suite n'a point paru. 13° Edition grecque et latine du *Traité d'Aristarque de Samos, sur les distances du soleil et de la lune*, la première qui ait été publiée en France, etc., suivie de l'*Histoire de ceux qui ont porté le nom d'Aristarque*, avant Aristarque de Samos, et du commencement de celle des philosophes qui ont paru avant lui, 1810, in-8°. Cette histoire n'a pas été continuée; quant au texte, l'auteur s'est plaint qu'il avait été mis en vente sans son autorisation, et sous une forme presque ridicule. 14° *Considérations sur l'origine et l'histoire ancienne du globe, ou Introduction à l'histoire ancienne de l'Europe*, 1806-1809, 10 vol. in-12. Ce recueil, dont le premier volume a reparu, en 1811, sous le titre de *Mémoires pour servir à l'histoire ancienne du globe terrestre*, se compose, ainsi que la plupart des ouvrages de M. de Fortia, de dissertations et autres pièces rassemblées sans plan, sans méthode, sans liaison, et sans rapport entre elles, bien que remplies d'érudition et de recherches curieuses, comme on pourrait en juger si nous en citions les titres. 15° *Antiquités et monuments du département de Vaucluse*, 1808, 2 vol. in-12, fig.; 16° *Mémoires pour servir à l'histoire des propriétés territoriales dans le département de Vaucluse*, et huit autres pièces du même genre, in-8° et in-12; 17° *Histoire de la maison de Fortia*, in-12. Cet ouvrage a été reproduit dans la *Généalogie de la maison de Fortia*, extraite de l'*Histoire généalogique des pairs de France*, etc., 1824, in-4°; 18° *Plan d'un atlas historique portatif*, (de 216 cartes en 6 vol. in-12), avec un catalogue raisonné des géographes grecs, ouvrage inédit de Lur Holstenius, in-12; 19° *Tableau historique et géographique du monde, depuis son origine jusqu'au siècle d'Alexandre*, 1810, 4 vol. in-12, dont les trois derniers sont consacrés aux traditions historiques sur les Celtes ou Gaulois. Cet ouvrage n'a pas été continué. 20° *Catalogue de la bibliothèque de la ville d'Avignon*, in-folio, 36 pages in-8°; 21° *Histoire de la marquise de Ganges*, 1810, in-12; 22° *Principes des sciences mathématiques*, 1811, in-12; 23° *Projet d'une nouvelle histoire romaine*, lu à Rome, à l'Académie des lycées, qui décerna à l'auteur une médaille d'or, 1813, in-8°, avec six gravures; 24° *Discours sur les murs attitrés ou cyclopéens*, lu à Rome, à l'Académie d'archéologie, 1813, in-8°, avec trois gravures; 25° *Tableau historique et généalogique de la maison de Bourbon*, présenté par l'auteur à M<sup>me</sup> la duchesse de Berri, à son passage à Avignon, 1816, in-8°. Cet ouvrage a été reproduit dans la *Généalogie de la maison de France*, 1822, in-4°, extraite de l'*Histoire généalogique des pairs de France*, etc.; 26° *Dissertation sur le passage du Rhône et des Alpes*, par Annibal, Paris, 1818, in-8°; troisième édition, 1821, in-8°, accompagnée d'une carte, et suivie d'*Observations sur les deux dernières campagnes de Louis XII*, et d'une *Dissertation sur la femme de Miluire*; 27° *Système général de bibliographie alphabétique*, appliqué au tableau encyclopédique des connaissances humaines, et en particulier à la philologie, 1819, in-12; 28° *Nouveau système bibliographique*, mis en usage pour la connaissance des encyclopédies, en toutes les langues, 1821, in-12. Cet ouvrage a reparu, précédé de *Considérations sur l'orthographe française*, 1822, in-12; les principaux changements proposés, et mis en usage par l'auteur, sont la suppression absolue de l'y grec qu'il remplace par l'i; la suppression de l'a dans tous les mots dérivés du grec, et la substitution de l'f, à la lettre composée ph; 29° *Traité d'Aristarque de Samos, sur les grandeurs et les distances du soleil et de la lune*, et fragment de Heron de Byzance, sur les mesures, traduite du grec pour la première fois, avec des commentaires et des planches, 1823, in-8°. Ces deux ouvrages ont été



aussi imprimées séparément, et le second, précédé d'un mémoire intitulé : *Explication du système métrique de H. van d'Alexandria*, et détermination de ses rapports avec les autres mesures de l'antiquité des anciens, et suivi d'observations sur ce second mathématicien, et sur son véritable système : 30<sup>e</sup> *lettres de Madame l'au nombre de onze, tirées à 50 exemplaires*, 1725, in-8<sup>e</sup>; 31<sup>e</sup> *Omnia*, 1808, in-10; 32<sup>e</sup> *l'insertion sur la femme de Molière*, 1824, in-8; 33<sup>e</sup> *Supplément aux diverses éditions des œuvres de Molière, ou lettres sur la femme de Molière, et poésies du comte de Modène*, par son leu-père, 1825, in-8. Dans ses divers écrits sur Molière et sur sa femme, M. de Fortia soutient l'opinion des anciens biographes, et s'attache à réfuter ce qu'a écrit M. Boffard, d'après des actes antiques, dans sa *Dissertation sur Molière*, 1821, in-8; 34<sup>e</sup> *Nouvelle édition d'un poème sur la journée de Guinegate*, dédiée aux membres du club de Rorburg et à la société de l'Éthiopie, 1825, in-4<sup>e</sup>; 35<sup>e</sup> *Vie de Louis des Balbes de Bertou de Crillon, surnommé le brave Crillon, suivie de notes historiques et critiques*, 1825 et 1826, 3 vol. in-8; 1826, in-12. Dans cet ouvrage, la vie du brave Crillon, par l'abbé de Crillon, qui ne finit pas cent pages, a servi de canevas à l'éditeur pour y joindre un très grand nombre de notes savantes et curieuses, mais la plupart fort longues (notamment l'histoire des duels qui forme deux volumes), et à peu près étrangères au texte: l'édition in-8 doit avoir un quatrième volume qui n'est pas encore imprimé: 36<sup>e</sup> *Tableau chronologique des événements rapportés par Tacite, et tant rievus à l'incendie de l'empereur Tibère*, 1827, in-8. Cette chronologie qui avait paru sans nom d'auteur, dans la troisième édition de la traduction de Tacite, par Dureau de la Malle, a été corrigée et augmentée par M. de Fortia, et insérée dans la quatrième édition; 37<sup>e</sup> *Discours prononcé à la société asiatique*, 1827, in-8. C'est une sorte d'analyse de l'ouvrage suivant; 38<sup>e</sup> *Annales de l'histoire*, par Jacques de Guyse, traduites en français, avec le texte latin en regard, et accompagnées de notes, 1826 et suivantes, 12 vol. in-8, dont six ont paru, et le septième est sous presse. Le cinquième a une seconde partie qui forme en quelque sorte l'introduction de l'ouvrage. Cette introduction, dont le texte n'avait jamais été imprimé, et qui n'était connue que par une ancienne et mauvaise traduction, donne non-seulement l'histoire et la légende de la Belgique, en remontant jusqu'au siège de Troie, mais les annales saeculaires et profanes du monde entier. L'auteur, moins du moyen âge, rapporte des faits qu'on ne trouve pas ailleurs; mais, erudite et amateur du merveilleux, comme on l'était de son temps, il a mêlé d'un grand nombre de fautes le peu de faits authentiques connus dans la première partie de son ouvrage. Pour juger du mérite de cet historien, trop vaillant peut-être par le nouvel éditeur qui en a dirigé la traduction, et pour apprécier le service que celui-ci a rendu aux lettres, en le tirant de l'obscurité, il convient d'attendre la publication des derniers volumes qui offriront sans doute plus d'intérêt et de vérité, l'auteur y ayant rapporté les évé-

nements contemporains au rapprochement de l'époque où il vivait. 39<sup>e</sup> *Histoire générale de Portago*, depuis l'origine des Maures, jusqu'à la régence de don Alphonse, avec cartes et portraits, 1828 à 1830, 10 vol. in-8. C'est l'histoire d'un pays anciennement par la Clède, dont M. de Fortia a tiré le travail pour les temps anciens, et dont M. Mirle est le continuateur pour les temps modernes. Il est été à désirer qu'un troisième collaborateur se fût chargé de corriger la part et la plus intéressante, celle du moyen âge, laquelle, en raison des guerres que les rois de Portugal eurent à soutenir contre les Maures et autres peuples musulmans, aurait exigé la révision d'un homme versé dans l'histoire arabe; 40<sup>e</sup> *L'art du scriptaire d'après l'histoire arabe*, par un religieux de la congrégation de Saint-Maur, imprimé pour la première fois sur les manuscrits des bénédictins, etc., 1820, 1 vol. in-folio, ou in-4<sup>e</sup>, ou 5 vol. in-8. Collaborateur de cet ouvrage dont il est devenu propriétaire, M. de Fortia d'Orban se propose d'en donner une nouvelle édition corrigée; 41<sup>e</sup> *L'art du scriptaire d'après l'histoire arabe*, depuis 1770 jusqu'à nos jours, rédigé par une société de savants, Paris, 1821 à 1829, 15 volumes in-8, forme aussi 5 vol. in-folio et in-4<sup>e</sup>. M. de Fortia, qui devait en être collaborateur, n'en est que l'éditeur propriétaire, par la cession entière que lui en a faite M. de Courcelle, son co-auteur. Les principaux auteurs de cet ouvrage ont été MM. La Roche, L'Épée, Marchand, Hase, Depping, Hup, de la Porte, B. de L'Épée, La Fonderie, Warden, etc. Le travail trop volumineux de ce dernier sur l'Amérique, a été en succès de cette utile entreprise, en empêchant l'éditeur de la compléter par la chronologie de la Chine, du Japon, de la Géorgie, de tous les peuples musulmans de l'Asie et de l'Afrique, etc., qu'il a promis à ses souscripteurs; 42<sup>e</sup> *Méditations en prose*, par une dame indienne (M<sup>lle</sup> Alina Deldir), 1828, in-8; 43<sup>e</sup> *Œuvres complètes de M. Châteaubriand*, augmentées de notes de l'éditeur, 1829 à 1831. Cette édition, qui devait former 40 volumes in-12, n'a pas été achevée. M. de Fortia avait acheté fort cher le droit de publier; mais les vendeurs n'ayant pas renoncé à donner une autre, celle de M. de Fortia n'a pu soutenir la concurrence, et il n'en a paru qu'un volume, ainsi qu'un *Mémoire adressé aux auteurs nommés par le tribunal de commerce, pour juger les discussions élevées entre lui et M. de Fortia*, en l'année 1831, in-4<sup>e</sup>. L'éditeur a perdu son procès, et a été obligé de payer la somme convenue. Plusieurs des notes qu'il a ajoutées à cette édition, ont été tirées à part, et quelques-unes sont fort longues, telles que celles-ci: *Sur la véritable situation de l'île de Calypso*; *Histoire du pont sur le Rhodé*, *Notes sur l'histoire de Samos*; *Sur l'auteur de l'histoire de J. C.*, et surtout la *chronologie de J. C.*, qui a plus de deux pages. M. de Fortia d'Orban a fourni des articles au *Magasin encyclopédique*, et à divers journaux, notamment à la *Biographie universelle*. Il a donné l'*histoire de l'optique* dans l'*histoire des mathématiques* de Montucla.

## V

**VALAZÉ** (ÉLÉONORE-BERNARD-ANNE-CHRISTOPHE-ZOË DEVAL, baron de), fils du conventionnel de ce nom, lieutenant-général du génie, né le 12 février 1780, à Essay (Orne). Il se destina à l'armée du génie, et dirigea ses études vers cette partie essentielle de l'art de la guerre; entra à l'école de Metz, en qualité d'élève sous-lieutenant, le 22 décembre 1800; en sortit le 25 décembre 1801, avec le grade de lieutenant en premier; fit avec distinction les campagnes de 1802, 1803 et 1804 à l'armée de Hanovre, et fut promu au grade de capitaine de sapeurs, le 24 septembre 1803. Un champ plus vaste allait bientôt offrir au courage et à l'habileté du jeune Valazé, les occa-

sions de se faire remarquer. La guerre de la troisième coalition s'était ouverte au commencement de l'octobre 1805, et à la fin de cette campagne, le 21 décembre suivant, il reçut l'épaulette de chef de bataillon, en récompense de sa belle conduite à la bataille d'Austerlitz où il fut blessé. C'est dans ce dernier grade qu'il fit la campagne de 1806 à la grande armée. L'année suivante il y commandait le premier 7<sup>e</sup> corps, et se trouva à la bataille de Friedland. Envoyé en Espagne, dans les premiers mois de 1808, il s'y perfectionna dans l'art de l'attaque des places. Au siège de Saragosse, en 1809, il était chef d'état-major du génie, et sa conduite, dans cet occasion,

le fit nommer officier de la légion d'honneur; à l'assaut d'Astorga, il déploya beaucoup de courage et un sang-froid remarquable; il y reçut une blessure à la tête, et fut promu au grade de colonel (30 mai 1810). Il commandait le génie au siège de Ciudad-Rodrigo, où il fut grièvement blessé d'une grenade à la tête en attachant le mineur à la contrescarpe. Le colonel Valée donna de nouvelles preuves de bravoure et de talents à la bataille de Busaco, le 27 septembre 1810. Il commandait le génie à l'armée de Portugal en 1811 et 1812, et se distingua à la bataille de Fuentes de Onoro, aux débâcles de Badajoz et de Rodrigo. Lorsque après les désastres de la campagne de Russie, Napoléon réorganisa les débris de ses vieilles bandes, il confia au colonel Valée le commandement du génie d'un corps de la grande armée. Cet officier supérieur se signala particulièrement aux batailles de Lutzen et de Bautzen, qui lui valurent le cordon de commandant de la légion d'honneur, et le grade de maréchal de camp, auquel il fut promu le 10 août 1813. Il conserva le même commandement la campagne suivante, et prit, en 1815, celui d'un des corps de l'armée du nord. En 1816, Louis XVIII l'employa en qualité d'inspecteur et de membre du comité du génie. Il occupait ces deux emplois lorsque en 1830, le ministre de la guerre le choisit pour commander le génie de l'armée expéditionnaire d'Afrique. Il dirigea avec zèle et succès les travaux du siège, et contribua, par ses dispositions, à la prompte reddition d'Alger. Les talents distingués dont le général Valée avait fait preuve, ne pourrèrent demeurer inactifs. Revenu à Paris après les événements de juillet, le nouveau gouvernement le chargea de la direction des travaux de défense de la capitale, et l'éleva au grade de lieutenant-général, le 13 décembre 1830. Il est compris dans les cadres d'activité de l'état-major général de l'armée, depuis le 7 février 1831. Le général Valée a publié dans le *Spectateur militaire* plusieurs articles fort remarquables. Nous citerons entre autres ceux ayant pour titre: *Observations sur les sièges de Saragossa et de Burgos, appliquées à la défense des places*, tome I<sup>er</sup>; *Des places fortes et du système de guerre actuel*, tome VII; *De l'opinion de Vauban sur l'utilité des places fortes*, tome VIII. Enfin, cet officier général, chargé, jusqu'à la fin de 1832, de la direction des travaux de défense de Paris, ne s'étant déterminé que par une conviction profonde, dans le choix qu'il avait fait du système à suivre pour fortifier la capitale, a cru devoir faire connaître les motifs qui l'ont engagé à persister dans son opinion sur cette importante question. Il vient de les exposer dans un écrit inséré dans le journal que nous venons de citer (tome XV, pag. 1 à 31).

VALEE (SILVAIN-CHARLES, comte), lieutenant-général d'artillerie, né à Brienne-le-Château (Aube), le 17 décembre 1773. Il entra au service comme sous-lieutenant à l'école d'artillerie de Châlons, le 1<sup>er</sup> septembre 1795. Ses talents militaires, qui se développèrent de bonne heure, et sa bravoure, lui firent rapidement franchir les premiers grades. Promu à celui de lieutenant, le 1<sup>er</sup> juin 1793, il assista, lors de la campagne suivante, aux sièges de Charleroi, de Landreux, du Queuoy, de Valenciennes, de Condé, de Maestricht, et au passage du Rhin, à Neuvied, où il se distingua d'une manière particulière. Il était capitaine depuis le 29 avril 1793, lorsque, l'année suivante, il se fit remarquer à la bataille de Würzburg par son courage, et par son habileté dans la manœuvre des batteries qui lui furent confiées. La campagne de 1800 allait offrir au capitaine Valée de nouveaux moyens de se signaler. On le vit, aux batailles de Moskirch et de Hohenlinden, déployer le même sang-froid et la même ardeur que précédemment. Ses services furent récompensés: le chef de l'état le nomma en même temps lieutenant-colonel et chevalier de la légion d'honneur, en juin 1804. Il fit avec distinction la campagne de 1806, à la grande armée en qualité de sous-chef d'état-major général d'artillerie, se fit remarquer à la bataille d'Iéna, et fut promu au grade de colonel du 1<sup>er</sup> régiment d'artillerie, le 15 janvier 1807. Sa belle conduite à la bataille d'Eylau lui mérita la décoration d'officier de la

légion d'honneur, et il acquit, à celle de Friedland, de nouveaux titres à la reconnaissance de son pays. Après avoir servi avec le même zèle et la même distinction pendant la campagne de 1808, à la grande armée, l'empereur lui confia le commandement de l'artillerie du 3<sup>e</sup> corps de l'armée d'Espagne. Il quitta l'Allemagne au commencement de 1809, et se rendit en toute hâte à sa nouvelle destination, où l'attendaient d'autres lauriers. Napoléon satisfait de ses services en Espagne, le nomma général de brigade, le 22 août 1810. Le général Valée (utilité au point de gloire aux sièges de Lérida, de Méquinenza, de Tarragone, de Tortose et de Valence. Le 6 août 1811, l'empereur récompensa sa valeur et ses talents militaires, en lui conférant le grade de général de division. Il se fit remarquer pendant toute la campagne de 1812, et se signala particulièrement à l'affaire de Castella, le 13 avril 1813. Rentré en France après l'abdication de Napoléon, il fut accueilli avec distinction par Louis XVIII, qui le décora de la croix de Saint-Louis, le 27 juin 1814, le nomma inspecteur-général d'artillerie, le 1<sup>er</sup> juillet suivant, commandant de la légion d'honneur, le 30 du même mois, et grand-officier de cet ordre, le 17 janvier 1815. Dans les cent-jours l'empereur lui confia le commandement de l'artillerie du 5<sup>e</sup> corps. Au second retour du roi, il fut nommé inspecteur général et rapporteur du comité central d'artillerie. Il était président du conseil de guerre qui, en mai 1816, condamna à la peine de mort, par contumace, le général Lefebvre Desnouettes. Le 17 août 1822, le roi l'admit au rang de grand-croix de la légion d'honneur. On lui reproche d'avoir éliminé plusieurs officiers très distingués de son arme, parce qu'ils ne partageaient pas le système qu'il s'était créé, et qui avait prévalu au comité central dont il a longtemps dirigé l'esprit. Le lieutenant-général Valée est en disponibilité depuis le 8 septembre 1830, et paraît s'être entièrement retiré des affaires.

VALENTIA (GEOFFREY, vicomte, lord), est né le 4 décembre 1775 dans Arley-Hall, du comte Arthur de Mountnorris et de sa première femme Lucy Fortescue Lyttleton, dont la famille se rattache au sang des rois. Lord Georges Valentin étudia successivement à Upton-sur-Severn, à Stanford, à l'école de Rugby; puis il s'engagea dans la carrière militaire, à Oxford. En 1789, il fit un voyage en France, et séjourna principalement à Strasbourg, dans la vue de se familiariser avec les deux langues allemande et française. A la vue des troubles qui commençaient à brouiller l'horizon politique et qui annonçaient une rupture prochaine avec l'Angleterre, il quitta le continent, et repartit dans son pays natal, où peu de temps après il épousa miss Anne Courtenay. Cet événement lui fit abandonner le parti des armes, et il s'établit dans la pittoresque et riante séjour d'Arley-Hall: il y resta jusqu'en juin 1802. A cette époque, il s'embarqua pour les Indes orientales, dans l'intention d'exécuter un dessein qu'il avait mûri en silence et médité de longue main, celui d'étudier les monuments et les mœurs si peu explorés encore de ces belles régions. Il eut pour second et pour secrétaire dans ses excursions le docteur Salt, vœu du docteur Ratt, un de ses premiers maîtres. Revenu en Europe dès 1806, deux ans après, lord Valentin fut nommé membre du parlement par le bourg d'Yarmouth, dans l'île de Whight. Il mit au jour, en 1809, la relation de son expédition, sous le titre de *Voyages aux Indes, à la mer Rouge et en Abyssinie*, 1809, 3 vol. in-4<sup>e</sup> (anglais). Une seconde édition se compose de 6 vol. in-8<sup>e</sup> et d'un vol. in-4<sup>e</sup> contenant les planches, 1811. Cette relation a été traduite en français.

VANDAMME (DOUVERGUE-JOHN), comte d'Unebourg, lieutenant-général, né à Cassel (Nord), le 5 novembre 1771; entra très jeune au service dans un régiment colonial qu'il quitta en 1789 pour rentrer en France. Il commandait, en 1793, la compagnie française dite chasseurs du Mont-Cassel, qu'il avait organisée: il se trouva, l'année suivante, à l'armée du nord en qualité de général de brigade. Dans le mois d'octobre, parti de Dunkerque avec un petit corps d'infanterie, et le 5<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval, qu'il divisa en deux colonnes, il se dirigea vers Furnes,

investit cette place, s'en empara et débloqua en même temps Nieuport; peu de temps après il assista au siège et à la prise d'Ypres, où il se signala par son activité et par sa rare intrepidité. A l'ouverture de la campagne de 1794, il s'empara de Menin, conjointement avec le général en chef Moreau, et emporta le fort de Schenk. Le général en chef de l'armée du nord, informé que la garnison de Wesel avait jeté un corps de cinq cents hommes dans Budwich, donna l'ordre à Vandamme de l'attaquer; il se met aussitôt en mouvement, force les retranchements, et en chasse l'ennemi. Sa division fit ensuite la campagne de 1795 à l'armée de Sambrot-Meuse, sous les ordres du général Jourdan, qui, plus d'une fois, eut occasion de signaler au gouvernement sa brillante conduite. Il se distingua dans les différents combats livrés sur le Waal, et dans lesquels il déploya beaucoup de courage et de talents. Pendant la campagne de 1796, il fit partie de l'armée du Rhin, et commandait la colonne du centre de la division Dubrême, qui enleva à la baïonnette le poste retranché d'Alpersbach, et passa ensuite le Lech avec une audace et un sang-froid remarquables. A l'attaque des hauteurs de Friedberg, il foudroya l'ennemi à la tête de trois régiments de cavalerie légère, lui enleva seize pièces d'artillerie, s'empara de sa position, et le poursuivit jusque dans la vallée de la Saar. Après la glorieuse retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle, l'ennemi se retranchait en avant du fort de Kehl et du pont d'Huningue, dont on rétablissait les fortifications; Vandamme reçut l'ordre d'attaquer ces retranchements, et exécuta cette entreprise avec le plus grand succès. La campagne de 1797 s'ouvrit le 30 avril par un nouveau passage du Rhin: il y commandait l'avant-garde du débarquement, et soutint avec vigueur les attaques de l'ennemi, pendant que l'armée effectuait le passage du fleuve. Dans son rapport, le général en chef fit les plus grands éloges de la bravoure de Vandamme. Il se distingua le lendemain au combat de Biersheim, où il eut un cheval tué sous lui. L'amnistie signée par le vainqueur de l'Italie termina cette campagne, et enchaîna quelque temps la valeur du brave Vandamme. Il fut nommé général de division le 5 février 1799, et prit le commandement de l'aile gauche de l'armée du Danube, où il donna de nouvelles preuves d'habileté. Chargé d'organiser les moyens de défense à établir sur les côtes maritimes du nord-ouest, il s'acquitta de cette mission de confiance avec le plus grand zèle et beaucoup de talent. Après cette opération le gouvernement l'envoya à l'armée gallo-batave: ses connaissances militaires et l'habileté de ses manœuvres contribuèrent puissamment au succès de cette campagne. Les journées de Berghen et de Kastricum, furent les témoins de sa brillante valeur. Le général Vandamme fit la campagne de 1800 à l'armée du Rhin: il franchit le premier ce fleuve, entre Stein et Schaffhouse, à la tête de sa division, fit capituler le fort de Hohen-Twiel, défendit par quatre-vingt pièces de gros calibre, et participa aux victoires d'Engen et de Meerskirch. Envoyé, la campagne suivante, à l'armée des Grisons, il fut appelé, à la paix, au commandement de la 16<sup>e</sup> division militaire. Le 3 septembre 1803, il reçut un témoignage éclatant de la vive satisfaction du premier consul, qui lui donna, en récompense de ses brillants services, une paire de pistolets d'honneur. Lors de la première distribution des croix de la légion d'honneur, le général Vandamme reçut les insignes de grand officier de cet ordre; il eut ensuite le commandement de la 8<sup>e</sup> division du camp de Saint-Omer. Passé à la grande armée en septembre 1805, le 4 octobre au vant il s'empara du pont de Donawerth, se porta le 6 sur Augsborg, et pénétra de vive force dans cette ville. Après s'être fait remarquer dans la Haute-Souabe et à la bataille d'Austerlitz, où il se signala, l'empereur le nomma grand cordon de la légion d'honneur. Il fit la campagne de 1806 avec la même distinction: signa, au mois de janvier 1807, la capitulation de Breslau, et eut plusieurs combats à soutenir. A la campagne de 1809, il commandait la division wurtembergeoise, et se distingua au combat d'Urfort, en avant de la tête du pont de Linz; là, il culbuta et mit en pleine déroute trois

colonnes autrichiennes. Pendant les années de 1810 et 1811, Vandamme fut chargé de l'inspection des troupes de cavalerie. En janvier 1811, il prit le commandement électoral de l'arrondissement d'Haslebroeck (Nord), place à laquelle l'avaient appelé les suffrages de ses concitoyens. S'il faut en croire la biographie des victoires et conquêtes, et celle des contemporains, des démêlés assez vifs entre Jérôme, roi de Westphalie, et Vandamme, auraient attiré à ce dernier la disgrâce de l'empereur, et l'auraient également privé de la part de l'expédition de 1812 contre les Russes. Quoiqu'il en soit, sa disgrâce fut de courte durée: au commencement de 1813, il obtint le commandement d'un corps d'armée en Saxe; ce corps était chargé d'opérer l'ennemi vers les frontières de la Bohême. Le 25 août, il s'empara de Pirna et d'Honndorf, et, le 26, le corps du duc de Wilttemberg, le défit, et le prit deux mille prisonniers. Le 29 il continua son mouvement en avant, et marcha sur Kûlm: mais fut obligé de rétrograder, après avoir soutenu un combat meurtrier et opiniâtre. Attaqué de nouveau le lendemain de toute part, sans aucun moyen de retraite, il perdit toute son artillerie, et fut fait prisonnier avec six mille hommes. On a reproché au général Vandamme de s'être trop imprudemment engagé, sans avoir aucun moyen de retraite, dans des défils difficiles et dangereux. Amené au grand quartier-général russe, le grand duc Constantin lui fit ôter son épée: l'empereur Alexandre, plus digne appréciateur de la gloire militaire, la lui fit rendre immédiatement. Transféré au nord de Kazan, à vingt lieues de la Sibirie, le général Vandamme y passa une grande partie de sa captivité. De retour dans sa patrie, le 1<sup>er</sup> septembre 1814, il resta sans emploi jusqu'au retour de Napoléon de l'île d'Elbe, qui le nomma pair de France et commandant de la 2<sup>e</sup> division de l'armée du Nord; il lui confia, peu de temps après, celui du 3<sup>e</sup> corps. Dans le mois de juin 1815, il obtint un grand succès à l'attaque de Wavres, après la bataille de Fleurus: ses troupes étaient à la poursuite de l'ennemi, lorsqu'il apprit la défaite de Waterloo; il opéra sa retraite en bon ordre et parvint à ramener son corps d'armée près de Paris, ainsi qu'un matériel considérable d'artillerie et d'équipage de guerre. Après la jonction du corps Vandamme avec les débris de Waterloo, l'armée réunie sous les murs de Paris, se trouva encore forte de quatre-vingt mille combattants: on lui en proposa le commandement, mais il le refusa. Compris dans l'ordonnance du 24 juillet, il se retira dans le département de la Haute-Vienne où il avait des propriétés. Bientôt persécuté par le gouvernement ombrageux qui venait d'être imposé à la France, il en sortit pour se réfugier à Gand, et de là en Amérique. Il vint en Europe: et se fixa dans une terre qu'il possédait à Gand, il y apprit peu de temps après la promulgation de la fameuse ordonnance du mois de septembre 1824, qui le mettait à la retraite avec un grand nombre d'officiers généraux qui avaient partagé sa gloire et ses périls. Le général Vandamme est mort à Cassel, le 15 juillet 1830, à la suite d'une courte, mais douloureuse maladie.

VANNOZ (PHILIPPE, M<sup>me</sup> de), fille de M. de Sivy, président à mortier à Nanci, du parlement de Nancy d'une très ancienne maison de Lorraine, née en juillet 1775, membre de l'académie des Arcades de Rome, de celle de Goritz, en Frioul, de celle de Lyon, etc. M<sup>lle</sup> de Sivy annonça dès sa p<sup>re</sup> tendre enfance un véritable talent qui ne se est point démenti depuis. Dans un âge peu avancé, elle eut l'honneur de rendre Deffille, qui rendit publiquement justice à son mérite. M<sup>me</sup> de Vannoz a toujours été plus fidèle à ses devoirs d'épouse et de mère qu'à la littérature, dont elle se tire pas plus de profit que de vanité. Simple, bonne et modeste, elle ne compte que des amis parmi les personnes qui ont le bonheur de la connaître. M<sup>me</sup> de Vannoz a fourni à la *Biographie universelle* des articles très intéressants, parmi lesquels on remarque notamment ceux de M<sup>lle</sup> Anas, M<sup>me</sup> du Bocage, M<sup>me</sup> de Caplan, M<sup>lle</sup> de Calage, M<sup>me</sup> de Grassigny, Bréville, etc. La réputation de M<sup>me</sup> de Vannoz est basée sur les ouvrages suivants: 1<sup>o</sup> *Epître à une femme sur la*

*conservation, suite de poésies fugitives*, Paris, in-12; 2<sup>e</sup> édition, 1813, in-12; 3<sup>e</sup> édition, 1815. 3<sup>e</sup> *Profanation des tombes royales de Saint-Denis*, poème élégiaque, Paris, 1806, in-8<sup>e</sup>; cet opuscule a eu quatre éditions successives. 3<sup>e</sup> *Le vingt et un janvier*, élegie, Paris, 1816, in-8<sup>e</sup>.

**VAN-PRAET** (JOSEPH-BASILE BERNARD), l'un des plus savants bibliographes de l'Europe; né à Bruges, en juillet 1755, est fils d'un imprimeur. Après avoir fait ses études au collège d'Arras, il vint à Paris, travailla quelques années dans la maison de librairie de De bure l'aîné, distingué par ses connaissances littéraires en bibliographie, et fut placé, en 1784, à la bibliothèque du roi. Étranger à la politique et aux factions, M. Van-Praet aurait dû jouir de la tranquillité que semblaient lui assurer sa modestie, ses mœurs douces et ses occupations sédentaires; mais il ne put échapper entièrement aux persécutions révolutionnaires. Dénoncé comme aristocrate, en 1793, par Duby, l'un des employés de la bibliothèque, il aurait été arrêté, le 4 septembre, comme le furent Chamfort, les deux Barthelemy, l'abbé Desaulnais, Cappeyronnier, Millin et Barbier-du-Bocage, s'il n'eût trouvé un asile chez un ami. Il repartit au bout de douze jours, et après avoir subi une visite de ses papiers, il fut réintégré dans son emploi. Il eut bientôt à se défendre contre un ennemi plus dangereux: c'était Lefebvre de Villebrune, successeur de Chamfort dans la place de garde de la bibliothèque; mais malgré la dénonciation de ce nouveau chef, il se maintint dans ses fonctions, et remplit même, par interim, celles de garde des livres imprimés, pendant la longue détention de l'abbé Desaulnais. Le zèle, l'intelligence et l'activité de M. Van-Praet, le faisaient regarder comme l'homme le plus utile à la bibliothèque; aussi, à la réorganisation de cet établissement, en octobre 1795, fut-il nommé l'un des deux conservateurs des livres imprimés. Il en fut même momentanément seul conservateur, lorsque en 1800, le ministre de l'intérieur tenta de ramener le système de l'unité dans chacun des quatre départements de la bibliothèque; mais la précédente forme administrative de ce vaste et riche dépôt littéraire, ayant été rétablie sans avoir subi depuis de notables modifications, M. Van-Praet est encore aujourd'hui l'un des neuf membres qui en composent le conservatoire. Comme il ne doit sa place, ni à l'intrigue ni à la faveur, et qu'il n'en cumule pas le traitement avec d'autres emplois littéraires ou administratifs, elle n'est pour lui, ni une retraite ni une sinécure. M. Van-Praet est le modèle parfait de l'exactitude, de l'urbanité, de cette simplicité de mœurs, qui, mieux que la morgue, inspire l'estime et le respect. Il communique, avec autant d'obligeance que d'aménité, à tous les hommes studieux, les immenses trésors que contient le dépôt confié à ses soins. Il est fâcheux que des hommes peu délicats aient trop souvent abusé de sa complaisance et même de sa confiance. M. Van Praet a reçu, en 1814, la décoration de la légion-d'honneur et des lettres de naturalisation, la Belgique ayant été alors détachée des provinces restées à la France. Il est membre de l'académie celtique (aujourd'hui société royale des antiquaires), de la société académique des sciences de Paris, de la société d'émulation de Cambrai, correspondant de l'institut de Hollande, de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bruxelles, et associé de l'Académie des Sciences d'Utrecht. L'académie des Inscriptions et Belles-Lettres s'est honorée en l'admettant au nombre de ses membres, en mars 1830. Élu président du conservatoire de la bibliothèque du roi, en 1830 et 1831, il l'a été encore en juillet 1832, après la mort de ses collègues, Abel Rémusat, président, et Dermanne, vice-président. Au mois d'août 1831, il avait fait partie de la commission créée par le ministre du commerce et des travaux publics pour examiner l'état et les abus des bibliothèques de Paris, ainsi que les améliorations dont elles sont susceptibles. Le travail de cette commission, dont M. Van-Praet n'était pas un des membres influents, n'a produit aucun résultat de grande importance. M. Van-Praet a publié:

1<sup>o</sup> *Recherches sur la vie, les écrits et les éditions de Cœurd Mansion, imprimeur à Bruges, dans le XVI<sup>e</sup> siècle*; 2<sup>o</sup> *Notice abrégée d'un manuscrit français de la bibliothèque du roi intitulé: Tournois de la Gruuthuyse*. Ces deux morceaux, insérés dans l'*Esprit des journaux*, de février et octobre 1760, ont reparu avec beaucoup plus d'étendue, de soins et de luxe, sous ces titres: *Notice sur Cœurd Mansion, libraire et imprimeur à Bruges, dans le XVI<sup>e</sup> siècle*, Par s., 1830, in-8<sup>e</sup>, fig.; *Recherches sur Louis de Bruges, seigneur de la Gruuthuyse, suivies de la notice des manuscrits qui lui ont appartenu, et dont la plus grande partie se conservent à la bibliothèque du roi*. Paris, 1831, in-8<sup>e</sup>, figures; 3<sup>o</sup> *Description des manuscrits de la bibliothèque du duc de La Fautrière*, 1783, 3 vol. in-8<sup>e</sup>, première partie, faisant suite au Catalogue des livres de la bibliothèque de ce seigneur; 4<sup>o</sup> *Description des heures de Henri III, de Henri IV et de Louis XIII*, in-8<sup>e</sup>, extrait de l'ouvrage précédent; 5<sup>o</sup> *Catalogue des livres imprimés sur velin, de la bibliothèque du roi*, 1832, in-8<sup>e</sup>, 3 vol.; 6<sup>o</sup> *Catalogue des livres imprimés sur velin, tant des autres bibliothèques publiques que des bibliothèques particulières*, 1824, in-8<sup>e</sup>, 3 vol.; 7<sup>o</sup> *Catalogue des livres imprimés sur velin, de la bibliothèque du roi, des autres bibliothèques publiques et particulières*, 1828, in-8<sup>e</sup>, 2 vol.; supplément formant les sixième et quatrième volumes des deux ouvrages précédents qui, réunis et complétés, forment dix volumes. M. Van-Praet avait résolu d'en publier une édition de luxe, in-folio, mais il n'en a donné que les deux premiers volumes, dont un exemplaire sur velin, ainsi que les exemplaires uniques sur velin de ses autres ouvrages, ont été données par lui à la bibliothèque du roi.

**VANSITTART** (NICOLAS), chancelier de l'échiquier, membre du conseil privé et de la chambre des communes, naquit en 1766, et était le plus jeune des fils d'Henri Vansittart, écuyer, gouverneur du Bengale, qui fit naufrage à son passage dans l'Inde. Il fut élevé à l'école de Cheam, et de là il passa à l'église du Christ, à Oxford, où il termina ses études. Il s'adonna ensuite à l'étude des lois, et fut reçu avocat en 1793. En 1796, il fut élu député d'Hastings, comté de Sussex, et Old Suram le nomma du parlement suivant. Jusque-là il ne s'était fait connaître que par les consultations qu'il donnait chez lui; mais, à cette époque, il donna au public les écrits suivants, qui attirèrent l'attention sur leur auteur: 1<sup>o</sup> *Reflexions sur la nécessité d'une paix immédiate*, 1795, in-8<sup>e</sup>; 2<sup>o</sup> *Lettres à M. Pitt sur la conduite des directeurs de la banque, avec des observations sur la brochure de M. Morgan, concernant la dette nationale*, 1795, in-8<sup>e</sup>; 3<sup>o</sup> *Recherches sur l'état des finances de la Grande-Bretagne*. En février 1801, il fut envoyé en mission à Copenhague, et, en avril de la même année, créé secrétaire de la trésorerie. En 1805, il résigna cet emploi, et fut nommé secrétaire-général d'Irlande, emploi qu'il résigna aussi la même année. En 1806, et sous l'administration de lord Grandville, Vansittart fut une seconde fois nommé secrétaire de la trésorerie, et Helstoue, dans la province de Cornouailles, le choisit pour son député. L'année suivante, il épousa miss Eden, fille du dernier lord Auckland, qu'il eut bientôt le malheur de perdre. Il donna sa démission à la chute de l'administration de lord Granville. En 1811, il publia: 4<sup>o</sup> *Deux discours sur le rapport du comité des monnaies*, in-8<sup>e</sup>. A la mort de M. Perceval, lord Liverpool fit choix de Vansittart comme chancelier de l'échiquier, emploi qu'il exerça encore en 1815. Il a de l'élocution, de grands talents en finances, une haute probité, et plus d'une fois il a soutenu le crédit chancelant de lord Londonderry. Ses mœurs sont simples et austères. Outre les ouvrages déjà cités, il a publié: 5<sup>o</sup> *Trois lettres sur la société anglaise et étrangère de la Bible*, 1812, in-8<sup>e</sup>. L'auteur est de cette société. 6<sup>o</sup> *Discours à la chambre des communes, sur le comité des routes et moyens*, in-8<sup>e</sup>, 1815, 10 février; 7<sup>o</sup> *Budget de 1815*. Ces deux dernières brochures ont été insérées dans *La Pamphlétaire anglaise*.

**VATIMESNIL** (LEVEAUX DE), est né en 1789. Il se distingua de très bonne heure dans la carrière du barreau, et des moyens précoces l'y firent remarquer

asses promptement, pour qu'à peine reçu avocat, il fût nommé par ses jeunes confrères, l'un des secrétaires de la conférence de l'ordre, honneur qu'il partagea avec trois hommes dont le nom devait plus tard devenir recommandable dans la science du droit : MM. Ducarroy, Demante et Duranton, aujourd'hui professeurs à la faculté de droit de Paris, et auteurs d'écrits justement estimés. Ses succès ne tardèrent pas à appeler sur lui l'attention et la faveur du gouvernement. En 1813, il fut fait conseiller-auditeur à la cour royale de Paris, et, peu après, il obtint une place de substitut près le tribunal de première instance, fonction non moins ambitionnée à cette époque qu'aujourd'hui, et qui s'accordait alors avec plus de discernement et de difficulté qu'elle ne l'a été depuis. La restauration le trouva dans cette position, et lui fit promptement franchir le degré immédiatement supérieur de la hiérarchie judiciaire. Il devint substitut du procureur-général. Son talent grandit avec son emploi, et, sous le rapport de la capacité, il ne peut qu'aimer à rappeler aujourd'hui les souvenirs de son passage au parquet de la cour royale. Mais peut-être vaudrait-il autant condamner à l'oubli les victoires qu'il remporta sur quelques-uns des avocats les plus distingués de ce temps : car, il faut bien le dire, il fut surtout remarqué à l'occasion des procès politiques, et l'administration lui fit de lui l'un de ses plus vigoureux champions dans les affaires des délits de la presse. Il eut même le malheur d'avoir à requérir une condamnation contre le grand poète, que la France moderne a nommé son Anacréon ; et le malin chaussonnier lui a donné une place dans ses vers qui assurent aux magistrats, dont il subit successivement les attaques, le genre d'immortalité infligé par un hémistiche de Juvénal ou de Boileau. M. de Vatimesnil était donc alors ce qu'on appelait un royaliste ou même un *ultra*, et il fallait bien qu'il en fût ainsi, puisque M. de Peyronnet, à son avènement au ministère de la justice, en 1822, l'appela auprès de lui en qualité de secrétaire-général, emploi auquel il joignit presque immédiatement le titre de maître des requêtes, puis celui de conseiller d'état. Du reste, tout en marchant dans la ligne de l'opinion de son patron, M. de Vatimesnil, qui n'avait plus à manifester ses sentiments par des actes extérieurs, sut se concilier l'estime générale par la manière dont il dirigea la partie de l'administration qui lui était confiée. Il sut, en même temps, conquérir la bienveillance des membres des deux chambres, avec lesquels il se trouvait journellement en rapport, à l'occasion des nombreuses demandes que ces mandataires du pays se chargent de transmettre aux ministres. Aussi quand, par une faveur qui est la suite ordinaire de cet emploi, il fut porté à la cour de cassation dans le rang d'avocat-général, cette promotion excita des applaudissements auxquels ne se mêla pas une seule critique. Une approbation si universelle n'était qu'une justice. Bien peu d'hommes ont mieux contenu à leur place qu'il ne convenait à la sienne. Mûri par les années, préparé par de fortes études, et déjà exercé par d'assez longs travaux judiciaires, ayant d'ailleurs agrandi le cercle de son expérience par la variété des occupations auxquelles ses fonctions administratives l'avaient contraint de se livrer, il joignait à ces acquis les qualités naturelles les plus propres à l'utiliser : une grande rectitude de sens et une logique pleine de lucidité. On ne pouvait rien entendre de plus clair et de plus méthodique que ses discussions, et il possédait tellement le talent de mettre la science à la portée de toutes les intelligences, que ses réquisitoires étaient compris même des simples curieux que le hasard ou l'oisiveté amenaient dans l'auditoire de la cour. Sa réputation s'accrut donc considérablement, et l'on s'accorda de toutes parts à le citer comme le premier homme du parquet de France. On prévit dès lors qu'une autre carrière s'ouvrirait bientôt pour lui, et la voix publique le désigna conséquemment, comme l'un des membres nécessaires de quelque prochaine administration. Cette indication fut entendue, et lorsque M. de Martignac forma son ministère, au mois de

février 1828, il lui confia le portefeuille de l'instruction publique. M. de Vatimesnil se trouva ainsi chargé d'un département, sans appartenir à l'une ni à l'autre des deux chambres, circonstance qui constituait une sorte d'irrégularité dans l'ordre du gouvernement constitutionnel, et qui devint, en effet, le texte de quelques objections contre sa nomination. Sa position, à cet égard, était même d'autant plus délicate, qu'il n'y avait pas moyen d'en faire craquer le vice, en lui procurant une élection dans l'un de ses collègues dont les votes se trouvaient à la disposition du gouvernement, car il n'avait pas l'âge voulu pour être nommé député ; et les électeurs de la Corse, qui l'avaient choisi l'année précédente pour leur représentant, avaient vu leur opération annulée à raison de cette minorité législative. Quoi qu'il en soit, on passa facilement par dessus une anomalie qui n'était pas sans excuse. Le nouveau ministre aurait eu trop à se louer de son avancement, s'il n'eût été faillé par cet endroit. Malheureusement, il se montra vénérable sous un rapport plus grave. Il était en effet dans l'administration, précédé d'une réputation très-avantageuse, et il ne tint pas, à beaucoup près, le côté du mérite, la promesse de cette renommée. Sans être précisément embarrassé pour s'exprimer à la tribune, il n'y parlait qu'avec peu d'abondance et de grâce ; et, ce qui était plus grave, l'infériorité de la forme ne se trouvait pas rachetée par la supériorité du fond. Il fit alors une cruelle expérience du danger qu'il y a de déplacer les talents. Le bel avocat général fut un pâle ministre. C'est qu'il n'avait plus la sur un terrain connu : il ne s'y sentait plus soutenu par ses études, et d'ailleurs, la qualité distinctive de son esprit y perdait son à-propos. Cette qualité est celle de l'analyse ; ainsi qu'on l'a dit tout à l'heure, nul ne dispose mieux que lui toutes les parties d'une argumentation pour arriver à une conclusion lumineuse. Mais une telle faculté, merveilleuse dans une discussion dont les bords ont pu être arrêtés d'avance, et dont les limites sont rigoureusement circonscrites, comme cela a lieu en matière de jurisprudence, ne sert plus aussi puissamment, quand, qui la possède, quand il s'agit de suivre la marche, et souvent les écarts d'un débat politique. Il ne suffit plus alors de savoir construire un syllogisme avec exactitude, et d'en énoncer les propositions avec netteté : on a besoin de pouvoir marcher ferme sans le secours de la méthode ; il faut renoncer aux arcanes de l'ordre ; et certains esprits sont tellement faits pour le suivre, qu'ils ne peuvent s'en passer impunément. Ajoutons que l'éducation gouvernementale de M. de Vatimesnil n'était pas faite. Les hautes études de notre nouveau droit public ne lui étaient pas familières, et il ne se trouvait pas assez riche d'instincts de ce genre pour fournir à la dépense d'une discussion fortement nourrie. Il lui arrivait même parfois de se montrer ignorant des règles élémentaires de l'action de l'administration constitutionnelle. Aussi, on le vit un jour déclarer au milieu d'une discussion, et sans avoir pu prendre les ordres du roi, que le gouvernement abandonnait l'un des articles du projet de loi, comme si, dans le système mis en avant par les Bourbons, le droit de cette renouveau n'en appartenait au ministère. De fait, c'est bien ainsi que chose se passa-t-elle ordinairement ; mais en principe, l'agrément du prince était indispensable. M. de Martignac, malgré sa politesse exquise, qui souffrait d'affliger un collègue par une leçon indirecte, ne s'obligea de monter à la tribune pour dire, qu'il était, le ministère se trouvait d'accord avec la couronne, mais qu'il ne pouvait la consumer sans en avoir préalablement son souverain. Quelques échecs de ce genre, et surtout le sentiment de son impuissance à porter, comme il l'eût voulu, le fardeau de sa haute dignité, répandirent sur sa vie une secrète amertume qui se manifestait par une tristesse brève, très-sensible pour les personnes habituées à le voir. Il aurait dû se consoler, cependant, si la bienveillance pouvait être, pour un homme public, une remède aux blessures de l'amour-propre. La majorité de la chambre l'accueillait avec intérêt, et ceux-là

même que leur opinion contraignait à l'attaquer, le faisaient toujours avec ménagement. Peut-être devait-il ces égards précieusement à son peu de succès, car les hommes pardonnent plus volontiers à la faiblesse qu'à la force, et l'envie est, en général, l'un des motifs cachés de toutes les hostilités politiques. On doit dire aussi que, par une circonstance heureuse, les attaques de la contre-opposition de droite, qui étaient alors des titres à la faveur publique, se dirigeaient principalement contre lui. Les royalistes purs l'accusaient de gâter les bonnes vieilles traditions, de se laisser séduire par les idées nouvelles, et d'introduire dans le système de l'éducation les doctrines prêchées par le libéralisme. Il était pourtant bien loin de mériter le reproche d'exacts à ce sujet, puisqu'il maintenait, entre autres entraves à la liberté de l'enseignement, la nécessité d'un certificat de croyance délivré par l'autorité religieuse, comme condition sine qua non de l'intention de tout brevet d'instituteur. Mais il est vrai de dire aussi, que s'il cédait en ce point aux exigences de sa situation vis-à-vis d'un maître dévot, il faisait d'ailleurs tout ce qui dépendait de lui pour la réforme des abus et l'amélioration des méthodes. Ses efforts, à cet égard, n'ont pas eu de grands résultats, parce qu'il a eu le sort de ses prédécesseurs : il est resté trop peu de temps au ministère pour y utiliser ses recherches, et pour y achever quelque œuvre durable. Mais ses intentions étaient droites, ou ne l'ignorait pas, et on lui en serait gré. Aussi se trouvait-il, plus qu'aucun de ses collègues, le protecteur de l'opinion, lorsque l'administration de M. de Martignac fut renversée par celle dont l'ineptie amena, un an plus tard, la chute du trône et le bannissement de la branche aînée des Bourbons. Il reentra, à cette époque, dans la vie privée, emportant pour dédommagement de sa disgrâce, le brevet d'une pension de douze mille francs, cadeau que les circonstances postérieures ont rendu bien précieuse, et une médaille qu'un certain nombre de professeurs lui firent frapper, en témoignage de reconnaissance de la sollicitude qu'il avait montrée pour l'aveu des membres du corps enseignant. En juin 1830, une concurrence honorable le fit choisir à la fois pour député par les deux collèges électoraux de Saint-Flour et de Valenciennes; et ce dernier, en faveur duquel il avait opté, le reeût, au mois de novembre 1831, à la presque unanimité. Depuis ce moment, il partage sa vie entre les travaux de la chambre, et l'exercice réel de la profession d'avocat. Nous disons l'exercice réel : c'est, en effet, une chose à noter, et un exemple qui n'avait été jusqu'ici donné que par lui. Bien que le plus grand nombre des hommes qui s'étaient fait une fortune dans les affaires publiques fussent partis des bancs du barreau, aucun d'eux n'avait daigné y revenir après que le pouvoir lui était échappé. Revêtir la robe de l'avocat après avoir dépouillé la sinistre du ministre paraissait à leurs yeux une sorte de dérogation : et il n'y avait pas jusqu'aux membres un peu éminents des parquets qui ne se regardassent comme de trop grands personnages pour venir plaider devant leurs anciens collègues. M. de Vatmesnil n'a point eu cette faiblesse : et il s'en trouve bien. Le barreau de Paris lui a ouvert ses rangs, et il y occupe une place honorable autant que lucrative. Il y est maintenant l'un des hommes les plus employés. La compagnie des avoués vient de le choisir comme conseil, succès décisif pour un praticien. D'ailleurs son mérite réel et la constance qu'il s'était acquise dans ses fonctions de judicature l'auraient dispensé de tout autre secours, d'autant qu'en homme de sens il a su renoncer à toutes les délicatesses, à toutes les susceptibilités de son ancienne existence. C'est vraiment un homme de palais parmi les hommes du palais; et loin de montrer cette mollesse d'argumentation qui est assez ordinairement l'étiquette des requisiottes, il met dans ses plaidoyers une vigueur et parfois une âpreté propre à satisfaire toutes les exigences des avoués et même des clients. On ignore si l'avenir le lancera de nouveau dans le chemin des grandeurs. Peut-être gémirait-il en secret d'être maintenant réduit à de si paisibles succès; peut-être aspire-t-il à prendre une revanche éclatante de ses

premières disgrâces politiques. Les rois descendent volontiers du trône se sont toujours reproché leur abdication; à plus forte raison un ministre déchu peut-il soupier au fond de l'âme pour un nouveau portefeuille. Mais si cette disposition est celle de M. de Vatmesnil, il a, en tout cas, le bon esprit de ne pas la laisser deviner, et de paraître content de sa profession actuelle, comme s'il n'en eût jamais exercé d'autre. Disons, pour en finir sur son compte, que, sans être précisément un membre influent à la chambre, il y jouit pourtant d'une juste considération, et que son nom figure assez habituellement dans les listes des commissaires choisis pour les objets de quelque importance.

**VATOUT (JEAN)**, chevalier de la légion d'honneur, membre de la chambre des députés, premier bibliothécaire du roi, né à Ville-Franche, en 1793, vint à Paris à l'âge de huit ans avec toute sa famille. Elève distingué du collège de Sainte-Barbe, il obtint des succès nombreux et éclatants au lycée Napoléon et au concours général. Secrétaire particulier de M. Bossy-d'Anglas, préfet de la Charente, il partit pour Angoulême, où il resta jusqu'en 1814, époque de la destination de ce préfet. Les cent-jours le placèrent sur la scène politique; il suivit M. Bossy-d'Anglas, père, nommé commissaire extraordinaire de l'empereur dans les départements du midi. Cette mission terminée, M. Vatout, d'abord sous-préfet à Blaye, passa bientôt à la sous-préfecture de Libourne, la plus importante de la Gironde. Après la nouvelle de la bataille de Waterloo, au milieu de l'exaltation des partis, il sut allier la modération au courage : par lui Libourne fut préservé des conséquences funestes d'une collision entre les militaires et les habitants. La tranquillité rétablie, il donna sa démission d'un poste que sa délicatesse seule lui ordonnait de quitter. La ville, par l'organe de son maire et de ses notables citoyens, lui offrit une garde d'honneur, après l'avoir inutilement pressé de conserver ses fonctions. En 1816, M. Decazes, qu'il avait connu exilé à Libourne, lui proposa une place dans son cabinet. Il était auprès de ce ministre depuis deux ans, lorsque le gouvernement parut vouloir rentrer dans les voies de la charte. Stanislas de Girardin venait d'être nommé préfet de la Côte-d'Or. Appelé à la sous-préfecture de Semur, dans le même département, M. Vatout s'applaudit de se trouver sous les ordres d'un homme aussi recommandable par ses lumières que par son patriotisme. Là encore, la restauration vint l'atteindre : le préfet de la Côte-d'Or fut révoqué; et le sous-préfet de Semur eut bientôt l'honneur de partager la disgrâce de Stanislas de Girardin, son ami. Convaincu qu'il lui était désormais impossible de servir un gouvernement ennemi de toute pensée libre et généreuse, M. Vatout s'adonna tout entier à l'étude des lettres qui n'avaient été qu'un relâchement dans l'exercice de ses fonctions administratives. Son premier ouvrage fut *La congrégation de Troppau*, qui témoigne de l'attachement de son auteur aux libres institutions nationales. Mais son véritable début littéraire fut *Les aventures de la fille d'un roi*. Cette allégorie charmante, qui, sous le voile léger d'une spirituelle plaisanterie, cachait de hautes vérités politiques, eut un succès prodigieux : sept éditions suffirent à peine à la curiosité publique. En 1833, il publia un écrit intitulé : *De l'assemblée constituante, ou réponse à M. Charles Lacroix*. Cette défense énergique et complète du berceau de nos libertés contre les calomnies de l'absolutisme eut trois éditions. M. Alexandre Lameth passa long-temps pour être l'auteur. A la fin de la même année, M. Vatout entra dans la maison du duc d'Orléans, sous les auspices de Stanislas de Girardin, ami d'enfance de ce prince. Admis au Palais-Royal sous un titre non politique (celui de bibliothécaire) à cause de ses destitutions passées, il ne tarda pas à prendre dans la maison le rang dû à son caractère. Mais la position du duc d'Orléans vis-à-vis de la cour, obligea M. Vatout à renoncer à la carrière de publiciste dans laquelle il venait de débiter d'une manière si brillante. Partageant le goût du prince pour les beaux-arts, il recueillit, en quatre volumes, les *Notices de tous les tableaux et portraits du château d'En*

et du Palais-Royal. Cet ouvrage, à la fois instructif et amusant, est l'histoire rapide d'un grand nombre de rois, princes et personnages célèbres depuis saint Louis jusqu'à la révolution française. 2<sup>e</sup> Il fit paraître, en 1836, la *Galerie lithographique des tableaux et portraits du Palais-Royal*. La suite de cette importante collection, que distinguent également la beauté des lithographies, le mérite du texte et le luxe typographique, vient d'être publiée. 3<sup>e</sup> On lui doit une *Histoire du Palais Royal*. C'est un récit attachant et fidèle de tous les titres historiques de l'un des plus beaux monuments de Paris. 4<sup>e</sup> En 1830, il s'essaya dans un genre moins grave : plusieurs éditions de *L'idée fixe*, prouvèrent qu'il avait fait dans le domaine du roman une heureuse excursion. Ainsi, son éloignement des emplois publics tourna au profit des arts. La révolution de juillet arrive, et la carrière politique de M. Vatout, fermée par la restauration, se rouvre plus grande et plus belle. Les deux départements où il avait rempli des fonctions administratives, se rappellent ses services, et lui donnent la plus haute marque de confiance que puisse recevoir un citoyen. En 1831, il est élu député à Rufec et à Semur. M. Vatout a justifié cette double élection. Dans la session de 1831, il prononce plusieurs discours remarquables : son discours sur la peine de mort ; celui sur le Panthéon, et quelques autres, obtinrent l'approbation de la chambre. Pendant cette législature, il se concilia l'estime de ses collègues : sa position aux Tuileries avait éveillé des préventions ; elles disparurent devant une conduite honorable et indépendante. Le député se montra à la chambre libre de toute influence étrangère ; il se souvint de Girardin, de Foy, de Boissy d'Anglas, qui ont honoré et éclairé sa jeunesse de leurs conseils et de leurs exemples. Ses travaux législatifs ne l'ont pas empêché de poursuivre ses travaux littéraires : en novembre 1832, parut *l'Histoire de la conspiration de Callamare*. Ce livre a produit une vive sensation. Plein d'intérêt, de vérité, écrit avec une rare élégance, il réunit toutes les conditions propres à nous ramener sous le despotisme salubre du bon goût, au milieu de ce débordement de productions, ou bizarres, ou horribles, ou obscènes, qui font la honte de notre siècle. Dans la session de 1833, M. Vatout s'est livré à des travaux moins brillants, mais plus utiles peut-être. Il a fait partie de plusieurs commissions, notamment de la commission des crédits supplémentaires, dont la sévère économie, les investigations consciencieuses ont mérité à plusieurs reprises les éloges de la chambre. Lorsque la question des subventions théâtrales fut agitée, il démontra qu'une répartition meilleure pouvait être faite : que la Comédie Française avait besoin d'un secours annuel de deux cent mille francs ; mais en même temps, il provoqua la dissolution d'une société dont l'existence est le plus grand obstacle à la prospérité de notre théâtre national. Dans une séance précédente, M. Vatout avait fait adopter un amendement, qui élève à trois cent mille francs la somme de deux cent trente quatre mille francs accordée pour encouragements aux arts et aux lettres. La société libre des beaux-arts, par l'organe de plusieurs de ses membres, lui a offert ses remerciements. Déjà, il avait reçu une députation des condamnés politiques, dont il avait adouci l'infortune, en obtenant pour eux une allocation de quatre-vingt mille francs. Telle a été jusqu'à ce jour la carrière littéraire et politique de M. Vatout.

VAUBLANC-VIENNOT (VINCENT-MARIE, le comte de), membre de l'Assemblée législative, du conseil des cinq-cents et de la chambre des députés, préfet, conseiller-d'état, ministre, membre du conseil supérieur du commerce, grand-officier de la légion d'honneur, chevalier de Saint-Louis, etc., naquit en Champagne en 1756. Sa première jeunesse fut consacrée au métier des armes, qu'il abandonna ensuite pour se retirer dans ses terres aux environs de Melun. La noblesse de cette ville le choisit pour secrétaire, en 1789, lors de la nomination des députés aux états-généraux. En 1791, M. de Vaublanc obtint les suffrages des électeurs du département de Seine-et-Marne, et vint siéger à l'Assemblée législative, où il fut l'un des

chefs du parti constitutionnel et modéré. Des les premières séances, il accusa les municipalités de despotisme, et combattit les mesures rigoureuses proposées contre les émigrés et les prêtres réfractaires ; il voulait que ces derniers, alors privés de leurs biens et de tout traitement, ne fussent passibles que de peines pécuniaires. Cependant, malgré son opposition à séquestre des biens des Français qui avaient fui leur patrie, il finit par reconnaître que les dangers et les troubles de la France ne provenaient que des intrigues et des rassemblements des émigrés sur la frontière, et, durant sa présidence (29 novembre 1791), il proposa un message au roi pour lui dénoncer cette triste vérité, et pour l'engager à faire auprès des princes allemands, sur le territoire desquels s'agitaient et se réunissaient les Français émigrés, telles démarches qu'exigeraient la sûreté du pays et le salut de la constitution. Sa motion reçut l'accueil le plus favorable, et, quand il vint à lire le projet de message qu'il avait préparé, des applaudissements unanimes l'interrompirent à chaque phrase. « Sire, y disait-il, Louis XVI, à peine l'Assemblée nationale a-t-elle porté ses regards sur la situation du royaume, qu'elle s'est aperçue que les troubles qui l'agitent encore ont leur source dans les préparatifs criminels des Français émigrés. Leur audace est soutenue par des princes allemands qui méconnaissent les traités signés entre eux et la France.... C'est à vous, sire, de tenir sur ces puissances étrangères le langage qui convient au roi des Français ! Dites-leur que partout où l'on souffre des préparatifs contre la France, la France ne peut avoir que des ennemis. » M. de Vaublanc demanda ensuite au roi, quelle eût été la conduite de Louis XIV, si les Français, chassés de leur patrie par la révocation de l'édit de Nantes, s'étaient rassemblés en armes sur les frontières ; s'ils avaient été protégés par des princes d'Allemagne ; et il ajoutait : ce qu'il eût fait pour son autorité, que votre majesté le fasse pour le salut de l'empire, pour le maintien de la constitution. Placé à la tête de la députation que l'Assemblée chargea de présenter ce message au roi, M. de Vaublanc porta la parole, et c'est à cette occasion qu'il se fit imputer d'avoir dit, en rendant compte de sa mission à l'Assemblée, qu'il avait attendu que le monarque se fût incliné devant la majesté nationale pour s'incliner devant lui. M. de Vaublanc continua néanmoins de siéger au côté droit, dont il fut même l'un des orateurs les plus véhéments. Ainsi, on le vit prendre la défense des ministres Waldeck, de Lessart et Bertrand de Molleville, et faire suspendre l'exécution du décret lancé contre l'ambassadeur français à Vienne, M. de Noailles. Il s'opposa fortement, au contraire, à l'amnistie réclamée par quelques membres du côté gauche en faveur des patriotes qui avaient soulevé leur cause par des excès, demanda que justice fût faite des crimes de Jourdan Coupe-Tête et de ses complices, dans le massacre de la glacière d'Arignon. Vers le même temps, il interrompit avec indignation la lecture d'une pétition dans laquelle un fils dénonçait les opinions de son père. Rapporteur du comité d'instruction publique, il prononça un fort beau discours sur les honneurs et les récompenses militaires, à la séance du 25 janvier 1793 : « Long-temps, dit-il, les Français ont été de grands et faibles enfants : ils ne sont devenus des hommes que depuis la révolution ; ils resteront tels tant que leur liberté sera menacée ; ils la défendent comme des lions. Ne craignez pas pour eux le danger ; craignez le repos !... » Il déclare, en conséquence, que l'éducation nationale, les fêtes publiques, les récompenses données aux grands hommes, pourraient seules garantir pour les siècles la liberté française, en formant un caractère guerrier, mais non féroce, énergique et non farouche, de franchise sans rudesse, et d'hospitalité, d'urbanité même, sans aucun mélange de cette politesse factice crue à la fois dans les cours par la bassesse et par l'orgueil. Après avoir soulevé l'aristocratie contre lui par ce langage, comme par sa persistance à demander un rapport du comité diplomatique sur la nécessité d'éloigner des frontières les frères du roi, M. de Vaublanc se mit en état d'hostilité complète vis-à-vis des girondins, et de

pendant contre Guadet et ses amis, l'illustre compagnon d'armes de Washington, ce même Lafayette, qui depuis fut si souvent en butte aux calomnies et aux poursuites des hommes qui rendaient alors un solennel témoignage de son patriotisme et de ses vertus. Mais ce fut surtout aux *jacobins* que M. de Vaublanc se rendit odieux, en provoquant un décret d'accusation contre Marat, et en faisant passer à la barre Pethion et Raderer, pour expliquer leur conduite au milieu des troubles qui avaient agité la capitale dans le courant du mois de juin 1793. L'auteur des *Mémoires de Condorcet*, sur la révolution (on croit qu'il appartenait au timide Suard), attribue à Vaublanc d'avoir proposé l'établissement d'un dictateur dans chaque département, et demande que tous les citoyens d'Etampes fussent punis, parce que le maire de cette ville avait été tué dans une émeute. Le même écrivain lui prête d'avoir dit un jour, au moment où le président se disposait à le rappeler à l'ordre : « Je me rappelle à l'ordre moi-même, pour ôter à l'assemblée le droit de me y rappeler. » On veut aussi qu'il ait proposé de ne pas faire payer les contributions par des contraintes, mais seulement par la crainte de la honte ; et qu'il ait refusé plusieurs fois de voter, sous prétexte que sa conscience n'était pas suffisamment éclairée, et qu'il ne pouvait former son opinion que dans le silence. On ajoute qu'après s'être écrié, lors de la réconciliation, provoquée par Lamourette : « Je préfère la législature réunie fraternellement à une armée de cinq cent mille hommes, » il manifesta bientôt des craintes sur sa vie, qui, disait-il, avait été menacée, et demanda que l'assemblée prit des mesures pour sa sûreté. Enfin, dit l'écrivain auquel nous empruntons ces détails, on peut le nommer, non pas le prophète qui ne sait ce qu'il dit, mais au moins celui qui, semblable à la pythionisse, ne se doute pas des oracles qu'il prononce ; car il a prédit, à tort et à travers, sur toutes les circonstances, et le destin a eu constamment une habitude de contrariété avec lui. Cependant il se servait de termes ambigus, de sorte qu'il gardait son caractère de prophète, même après les événements, et l'on pourrait presque l'accuser de complicité dans ceux qu'il a le plus ignorés. Entre autres, il s'écriait à la tribune, la veille du 10 août : « Le vote sera bientôt déchiré. ! » Il le fut, en effet ; mais non pas, certes, comme l'entendait cet orateur. Au reste, Condorcet, et non le fabricant anonyme de ses mémoires, a dit réellement de M. de Vaublanc, à propos de ce mot, il faut juger les ministres avec sévérité, mais avec calme, et ne rien préjuger contre eux. « Il existe dans toute assemblée de ces orateurs bruyants à tête creuse, qui produisent un grand effet avec des misères ridicules. » Le parti démocratique, sous l'influence duquel se firent les élections de 1793, ne pouvait laisser entrer à la convention un des chefs les plus violents du côté droit de l'assemblée législative, et M. de Vaublanc fut écarté. Proscrit sous le régime de la terreur, il parvint à se soustraire aux poursuites de ses ennemis, et reparut, après le 9 thermidor, à la tête des réactions de la section *Poissonnière*, qu'il présida même à l'époque du 13 vendémiaire. Mis en jugement, et condamné à mort par contumace à la suite de cette journée, il trouva encore une fois la vigilance de la police, et se fit élire député au conseil des cinq-cents par le département de Seine-et-Marne, au moment même où l'accusation capitale, dont il était l'objet, semblait lui commander de chercher son salut dans l'obscurité la plus profonde. Il s'efforça vainement alors de faire annuler sa condamnation, et malgré l'appui que Pastoret lui prêta en cette circonstance, il ne put obtenir d'être admis dans le sein de la représentation nationale. Plus heureux, à la fin de 1796, il réussit à faire valider son élection, et jura, sans restriction, une haine éternelle à la royauté. Peu de temps après, il appuya fortement la motion de Jean Debry, tendant à faire décréter que les citoyens français vainqueurs de la Bastille avaient bien mérité de la patrie ; et il saisit cette occasion de rendre de solennelles actions de grâce au général Bonaparte pour la délivrance du prisonnier d'Olmütz et de ses compagnons d'infortune. « Quoi que

depuis le 14 juillet, dit-il, toutes les assemblées nationales qui se sont succédé aient fait tout ce que leur dictait la reconnaissance pour honorer les services rendus à cette époque par les habitants de Paris, cependant je pense que la proposition d'ajouter, chaque année, un nouveau trait à leur éloge, ne peut être rejetée dans cette enceinte. .... En applaudissant avec vous à la proposition de commémorer le 14 juillet par un acte législatif, qu'il me soit aussi permis de satisfaire au besoin de mon cœur, en me félicitant devant vous de ce qu'enfin les victoires du général Bonaparte, sa médiation et l'intervention du directoire, ont rendu à la liberté trois Français qui ont dû leur long esclavage à leur amour pour elle. » Malgré toutes ces démonstrations républicaines, M. de Vaublanc conservait ses liaisons avec les royalistes ; aussi le vit-on combattre avec persévérance toutes les mesures qui pouvaient contribuer à l'affermissement de la constitution démocratique, au maintien de laquelle il s'était engagé par un serment solennel : mais le véritable caractère de son opposition, qu'il s'efforçait de couvrir des apparences d'un républicanisme sincère, n'échappait à personne. On savait qu'il était l'âme des conciliabules du parti de Clichy, et son nom se trouve l'un des premiers sur la liste de proscription, quand ce parti fut atteint par le coup d'état du 18 fructidor. Condamné à la déportation, il se déroba une troisième fois aux vengeances révolutionnaires, en se réfugiant d'abord en Suisse, puis en Allemagne, d'où il ne revint qu'après l'événement du 18 brumaire. A peine rentré dans sa patrie, il fut appelé par le sénat à siéger au corps législatif. Il y prit la parole à l'occasion du vote sur le consulat à vie, que Cambacérès et Lebrun avaient proposé de déferer à Bonaparte. Comme cette mesure achevait de ruiner les espérances que les royalistes avaient fondées un instant sur le vainqueur de Marengo, dont ils voulaient faire un autre Moutk, M. de Vaublanc, qui n'avait pas encore entièrement renoué à ses vieilles relations politiques, demanda que le corps législatif mit dans ses démarches, sur une question aussi importante, la sagesse et la lenteur qui pouvaient seules donner un grand poids à ses délibérations, et lui concilier les suffrages publics. Il proposa, en conséquence, que le président nommât une commission de six membres pour examiner, avec le bureau, le message du gouvernement. Cette proposition fut adoptée, et son auteur, désigné le premier pour commissaire, fut aussi chargé du rapport, qu'il présenta dans la séance extraordinaire du 23 floréal an 2. Il fit décréter : 1° qu'une députation, composée d'un membre par département, se rendrait au palais du gouvernement, pour présenter au consul l'expression des sentiments du corps législatif ; 2° qu'un registre serait ouvert à la commission administrative, pour y recevoir le vœu individuel des membres du corps législatif sur l'objet enoué dans l'arrêté du gouvernement, et que le résultat en serait transmis au gouvernement avant la fin de la session. M. de Ségur voulait quelque chose de plus : il réclamait l'ouverture immédiate d'un registre, où les législateurs auraient inscrit, séance tenante, leur vœu individuel, pour être transmis de suite au gouvernement par une députation. Vaublanc lui répondit qu'il ne s'agissait pas d'un acte législatif, mais de l'émission d'un vœu individuel, qui ne devait pas être porté au gouvernement par une députation chargée seulement de parler au nom de l'assemblée. Cependant, devenu, deux jours après, l'organe de cette députation, l'orateur clichien, qu'on avait pu croire gêné jusqu'à par ses reminiscences royalistes, s'exprima, devant le premier consul, comme un partisan zélé du nouvel ordre de choses, et il parut s'être tout-à-fait affranchi de ses souvenirs, de ses affections et de ses engagements du temps de l'assemblée législative et du directoire. « En recevant le vœu prononcé par le tribunat, dit-il, nous avons regretté que les honnêtes constitutionnelles de nos fonctions ne nous permissent pas de nous unir à une démarche qui n'était que l'expression du vœu de tous les Français. .... Le corps législatif partage la reconnaissance



« exprimée par les actes du sénat et du tribunal, et prend hommage, comme le gouvernement, au principe de la souveraineté nationale..... Citoyen premier consul, nous attendons de vous, maintenant, le plus haut degré de gloire et de prospérité auquel un peuple puisse parvenir par la liberté politique, civile et religieuse : vos principes et vos talents en assurent un gage assuré ; et vos obstacles que présentent la nature des choses, la confiance nationale opposera la magnanimité de vos desseins et la constance de vos travaux. Ainsi, toujours entre le peuple et vous subsistera le lien inaltérable d'une auguste et constante confiance. » Après l'établissement du gouvernement impérial, M. de Vaublanc ne montra pas moins d'empressement à plaire au nouveau monarque qu'il s'avait mis d'habitude à flatter le consul. Le 24 nivôse an xiii (14 janvier 1805), en sa qualité de questeur du corps législatif, il prononça un long discours pour l'inauguration de la statue de l'empereur, et rivalisa d'adulation, non sans succès, en cette circonstance, avec M. de Fontanes lui-même. Plaçant, en effet, Napoléon au-dessus des plus grands capitaines et des plus sages législateurs de tous les temps et de tous les pays ; énumérant les prodiges de sa vie guerrière et les bienfaits de son gouvernement, il eut soin de déclarer, par une précaution oratoire, que si la louange corrompait les âmes faibles, elle était l'aliment des grandes âmes, et il demanda qu'on lui, plus que Napoléon, méritât jamais de ses contemporains, comme de la postérité, l'honneur suprême qu'on lui décernait en ce jour. « Victorieux dans trois parties du monde, apacificateur de l'Europe, législateur de la France, des trônes donnés, des provinces ajoutées à l'empire, est-ce assez de tant de gloire pour mériter à la fois et ce titre auguste d'empereur des Français, et ce monument érigé dans le temple de gloire ? he bien, je veux effacer moi-même ce brillant souvenir que je viens de retracer..... Cette gloire du législateur et du guerrier s'effaçait à la pensée ; et dites-vous : — Avant le 18 brumaire, quand des lois funestes étaient promulguées, quel fut celui qui parut tout à coup comme un autre bienfaiteur pour combler l'abîme prêt à s'ouvrir ?.... Je vous demande à qui vous devez un bonheur si grand, si extraordinaire, si imprévu ; vous répondrez avec moi, c'est au grand homme dont nous voyons l'image ! » M. de Vaublanc avait été nommé candidat au sénat conservateur, en 1804, par le collège électoral de Seine-et-Marne. Il fut appelé, un an après, à la préfecture de la Moselle, puis créé comte de l'empire et commandant de la légion d'honneur. En 1813, son humanité faillit lui coûter la vie : il gagna, par ses fréquentes visites dans les hôpitaux militaires, la maladie contagieuse qui les ravageait. La restauration de 1814 reveilla assez fortement en lui ses vieux souvenirs de royalisme, pour le rendre capable de s'opposer, en mars 1815, au rétablissement de l'autorité impériale. Mais ses efforts ayant été vains, et se voyant obligé de fuir, M. de Vaublanc passa sur le territoire prussien, où il fut très bien accueilli par les généraux étrangers. Revenu, au mois de juillet de la même année, à la suite de la famille royale, il obtint le titre de conseiller-d'état et la préfecture des Bouches-du-Rhône. Deux mois après, le roi lui confia le portefeuille du ministère de l'intérieur : mais M. de Vaublanc, qui, plus que tout autre, devait être porté à l'indulgence et à la modération, en se rappelant les phrases et les serments que les circonstances lui avaient arrachés sous la république et sous l'empire, M. de Vaublanc se sépara bientôt de ses collègues, royalistes trop froids à son gré, et se livra tout entier à la majorité fourgueuse de la chambre introuvable. Ses discours, toujours marqués au coin de l'exagération, furent encore moins violents que la plupart de ses actes : ainsi, on le voit prouver la faulx de l'épuration dans tout son département, et mériter, par la réorganisation de l'institut, d'être surnommé le *Muspaou de la littérature*. Le roi, cependant, s'étant aperçu des résultats funestes que pourrait produire la scission qui régnait dans son

conseil, s'efforça d'y mettre fin, en faisant intervenir sa haute prudence en faveur du parti de la modération, et M. de Vaublanc fut remplacé par M. Lainé le 7 mai 1816. Ce *serviteur trop ardent* du royalisme, devint alors ministre d'état et membre du conseil privé. En 1820, il fut nommé à la chambre des députés par le collège départemental du Calvados, et se plaça sur les bords de l'extrême droite, quoiqu'il montrât souvent des dispositions au ministériisme. Il fit aussi partie de la chambre septennale, dissoute en novembre 1827, et n'y prit jamais la parole que pour manifester son adhésion au *retour déplorable*. M. de Vaublanc, membre du conseil supérieur du commerce, sous M. de Villele, engagea une polémique assez vive avec M. de Saint-Arnaud sur des questions d'économie politique et à l'occasion de la loi des douanes. Il ne s'est pas borné, en outre, aux froides spéculations de la science, dans les leçons que lui laissaient les affaires publiques ; et, tandis qu'on pouvait le croire absorbé par des calculs sur l'importation et l'exportation, il s'occupait de la composition d'un poème qu'il a publié sous ce titre : *Le dernier des Césars*.

**VAUDONCOURT** (FÉLIX-ÉTIENNE-FRANÇOIS-GUILLAUME), né le 24 septembre 1775 à Vienne, en Autriche, pendant un voyage de son père et de sa mère en Allemagne ; acheva ses études philosophiques au collège de Metz, et était employé à Paris au comité de la guerre lorsque la révolution éclata. En 1791, lors de l'organisation des premiers bataillons de volontaires, il répondit à l'appel de la patrie, et entra dans le bataillon de la Moselle, où il fut nommé lieutenant le 19 septembre. Au commencement de 1793, son père ayant organisé le premier corps-franc de la Moselle, le jeune Guillaume en fut nommé commandant en second. Lorsque les coalisés entrèrent en France, le corps-franc de la Moselle fut destiné à couvrir le ravitaillement de Thionville, et à prendre part à la défense de la place. Pendant ce siège le jeune Guillaume se distingua particulièrement dans deux sorties. Dans la première il détruisit un convoi de vivres des assiégeants, près de Catillon ; dans la deuxième, qui fut poussée jusqu'à Sierk, il détruisit un convoi de poudre et de boulets, destinés au siège de Thionville. Cette place délivrée, le corps-franc resta dans Metz, où ses concitoyens lui décernèrent une couronne civique. Le corps-franc fit la campagne d'hiver sur la Sarre, et, au commencement de 1795, passa à l'armée de la Moselle, alors commandée par Custine. A l'affaire d'Alstadt, où le corps-franc se distingua, le jeune Guillaume remplaça son père, qui y fut blessé, dans le commandement qu'il conserva. Chargé par le général Custine d'occuper deux ponts et de défendre cette position, il remplit cette mission devant des forces bien supérieures. Attaché ensuite au corps des Voges, le général Pully, qui le commandait, lui confia une avant-garde, et le capitaine Guillaume s'y distingua pendant toute la campagne de 1795. Au mois de juin il surprit toute la ligne des avant-postes prussiens, devant Deux-Ponts ; surprit l'ennemi dans la ville, et força la division Blücher à prendre position plus en arrière. Peu après, les armées de la Moselle et des Voges s'étant mises en mouvement pour secourir Mayence, le jeune Guillaume envoya successivement la ville de Hambourg, la forte position du Calberg et celle de Lonsdorf. Au combat de Pirmasens, le 14 septembre 1795, il eut, avec son avant-garde, le passage à l'ennemi, et se signala particulièrement dans cette journée. Il fut relevé du champ de bataille par l'ennemi, après avoir reçu plusieurs blessures. Revenu des prisons de l'ennemi en 1795, il trouva son corps dissous, et servit comme capitaine à l'état-major de l'armée qui bloquait Mayence. Peu après il passa à l'armée d'Italie comme aide-de-camp de son père, et assista, des les premières affaires, à la brillante campagne de 1796. Après l'armistice de Leoben, le général en chef Bonaparte, voulant organiser d'une manière régulière l'armée cisalpine, plaça le capitaine Guillaume dans l'armée de l'artillerie où ses études avaient d'abord été dirigées, et lui conféra le grade de major, le 23 fructidor

au v. Quelques mois après, il prit le commandement en chef du personnel et du matériel de l'artillerie cisalpine. En 1799, après la bataille de Magnano, le major Guillaume fut forcé de se renfermer dans Peschiera où il commanda l'artillerie, et se fit remarquer par sa protestation écrite contre la capitulation de la place, qui se rendit après quarante jours de siège. En 1800, pendant le siège de Gènes, il reçut l'ordre de pénétrer dans cette place, pour une mission de service. Il y entra par mer et en sortit de même au milieu de l'escadre anglaise, chargé d'un rapport du général Massena au premier consul. Il fut à cette époque nommé au grade de colonel; il reprit le commandement en chef de l'artillerie cisalpine, après la bataille de Marengo, et fit le reste de cette campagne en Toscane. A la paix, et dans la même année, le gouvernement cisalpin voulant récompenser le zèle, les services et les talents du colonel Guillaume, le nomma directeur général du matériel d'artillerie; il fut chargé, en cette qualité, de l'établissement des arsenaux, des fonderies, des manufactures d'armes, et de la direction supérieure de l'armement des places. Il fut successivement membre de la commission de défense, en 1804, du comité de législation militaire en 1805, et directeur organisateur du dépôt de la guerre établi à Milan. Pendant la campagne d'Austerlitz, le colonel Guillaume servit en qualité de commandant de l'artillerie italienne, et de directeur général des parcs d'artillerie de l'armée française. Au commencement de 1806, il commanda l'artillerie de siège de Venise, et fut chargé de prendre possession de cette place. A la suppression de l'emploi de directeur général de l'artillerie cisalpine, le colonel Guillaume prit le commandement de l'artillerie à cheval, qu'il organisa. Il fut en même temps directeur de l'arsenal, et commandant de l'école d'artillerie. Au commencement de 1807, il fut chargé d'une mission politique près des bords de la Bosnie, du pacha de Scutari et du fameux Ali-Pacha de Janina, et parvint, par une diversion sur Corfou et Sainte-Maure, à empêcher l'expédition que les Russes méditaient sur la Calabre. A la fin de 1808, il reçut le brevet d'adjudant général. Employé, l'année suivante, en qualité de chef d'état-major de l'aile gauche de l'armée d'Italie, il se signala par son courage et son sang-froid. Le 22 avril, il fit jetter un pont de radeaux sur l'Adige, passa le fleuve de vive force, et se maintint à la rive droite avec quinze cents hommes. Après avoir battu, en deux rencontres, la division autrichienne de Goldschmidt, il parvint à couvrir et à conserver la position du Rivoli, et à assurer la retraite de l'aile gauche, qui se trouva ainsi sauvée. Après cette action, l'adjudant général Guillaume concourut aux combats de la Brenta, de Tarris, de Malborghetto, de Saint-Michel, et se distingua aux batailles de la Piave et de Baub; nommé gouverneur de cette dernière ville, il la défendit contre l'archiduc Jean. Les services distingués qu'il avait rendus pendant cette campagne lui valurent le grade de général de brigade, le titre de baron du royaume d'Italie, et une dotation en Tirol. Employé, en 1810 et 1811, à diverses missions de commandement, d'inspection et d'organisation, il prit part à la désastreuse campagne de Russie avec le quatrième corps. Atteint du typhus au mois de décembre, il fut laissé à Wilna, et fait prisonnier par les Russes. Rendu à la liberté en 1814, le général Vaudoucourt rentra avec son grade au service de France, et fut mis en non activité. Au retour de Napoléon de l'île d'Elbe, il fut nommé lieutenant-général, et employé à Metz, où il fut chargé d'organiser la garde nationale. La confiance de ses concitoyens, dont il reçut un témoignage unanime et flatteré à la grande revue du 7 juillet 1815, le porta à la présidence de la confédération de la Moselle. Au retour des Bourbons il fut mis en jugement, et condamné à mort par contumace. Retire d'abord en Angleterre, il se rendit, en 1816, à Munich, où il passa près de quatre ans auprès du prince Eugène. La révolution de Naples de 1820, celle de Piémont, en 1821, donnèrent l'espoir de voir l'Italie reconquérir son indépendance. Le général Vaudoucourt avait eu le moyen de s'assurer que l'empereur Alexandre

interviendrait en sa faveur. La défection du prince de Carignan avait écarté un chef incapable d'une telle entreprise; le général Vaudoucourt résolut d'en profiter pour tenter le rétablissement du royaume d'Italie en faveur du prince Eugène, condition de l'assentiment de la Russie. Muni de l'autorisation du prince, le général Vaudoucourt se rendit à Turin, où il fut investi du commandement en chef de l'armée piémontaise. Mais le général qui était devant Novarre s'étant fait latente, le gouvernement manqua de tête, se dispersa, et l'armée fut licenciée. Le général Vaudoucourt ainsi abandonné, seul, au milieu de l'Italie, eut besoin de tout son courage et de sa présence d'esprit pour gagner Gènes, et y obtenir un bâtiment pour se rendre en Espagne. L'invasion de 1823 le força d'abandonner cet aile, et de gagner de nouveau l'Angleterre. L'amnistie du 28 mai 1825 rappela le général Guillaume de Vaudoucourt en France, mais il fut rayé des contrôles de l'armée, et mis à la réforme. La révolution de juillet vit le général Vaudoucourt combattre dans les rangs de ses concitoyens; il commandait les quartiers des Tuileries et du Roule, à l'avant-garde de l'armée parisienne. Le nouveau gouvernement ne le confirma pas dans le grade qu'il avait obtenu dans les cent-jours. Il fut d'abord envoyé dans le Finistère (à Brest), où il organisa une belle garde nationale, et dans la Charente. Il resta encore en non activité, et retira à la campagne, où il s'occupa de travaux littéraires. Le général Vaudoucourt est le fondateur du *Journal des Sciences Militaires*. On a de lui, 1° *Histoire des campagnes d'Annibal en Italie*, pendant la seconde guerre punique, suivie d'un abrégé de la tactique des Romains et des Grecs, etc., Milan, 1812, 3 vol. in-4°, et atlas; 2° *Relation impartiale du passage de la Brenna par l'armée française en 1812*, Paris, 1813, in-8°, brochure; 3° *Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre entre la France et la Russie*, en 1812. Londres, 1816, 1 vol. in-4°, avec planches; 4° *Histoire de la guerre soutenue par les Français en Allemagne*, en 1813, 3 vol. in-4°; 5° *Mémoires sur la campagne du vice-roi en Italie*, en 1813 et 1814, Londres, 1817, 1 vol. in-4°, et atlas; 6° *Histoire des campagnes de 1814 et 1815 en France*, etc., Paris, 1826, 5 vol. in-8°; 7° *Histoire politique et militaire du prince Eugène Napoléon, vice-roi d'Italie*, Paris, 1827 et 1828, 3 vol. in-8°.

**VAUQUELIN** (Louis-Nicolas), chimiste français, naquit le 16 mai 1763, à Saint-André-des-Verteux, village situé à une lieue de Pont-l'Évêque, dans un état voisin de l'indigence. Sa mère, en l'envoyant à l'école, cherchait à stimuler son zèle par l'espoir d'obtenir un jour les beaux habits, c'est-à-dire la livrée des domestiques du château voisin. Il vint chercher fortune à Rouen, et entra comme garçon chez un apothicaire, dont il écoutait attentivement quelques leçons de chimie destinées à d'autres personnes que lui; mais son maître l'ayant surpris un jour pendant son temps à relire les notes qu'il avait prises, déchira son cahier, et lui fit défense de continuer cette étude. Le jeune Vauquelin versa des larmes amères, et se mit en marche pour Paris, n'ayant que six livres dans sa poche. Deux pharmaciens l'employèrent successivement; mais étant tombé malade, il fut transporté à l'hôpital de l'Hôtel-Dieu, d'où il sortit dans un état de débilité extrême. Sa pâleur et sa faiblesse le firent rebuter de tout le monde. Il errait dans la rue Saint-Denis, quand un pharmacien, nommé Chéradame, touché de sa position, le recueillit dans son laboratoire. Vauquelin reprit courage; il faisait en secret des expériences, et restait comme en extase d'avant des précipités chimiques. Sentant la nécessité d'apprendre le latin, il déchirait les feuillets d'un vieux dictionnaire, qu'il apprenait par cœur en faisant ses commissions. Il fit aussi des herborisations. Ses succès étonnèrent Chéradame, qui en parla à Fourcroy, son parent. Celui-ci fit des offres à Vauquelin; il dirigea son éducation littéraire, il le produisit dans le monde, le prit pour son compagnon de travaux, et lui fit acquiescer des places et des dignités académiques. Leur amitié, pendant plus de vingt-cinq ans, ne se refroidit jamais; et,

à la mort de Fourcroy, Vauquelin recueillit dans sa maison les deux sœurs de celui à qui il devait tout, sa réputation, et une fortune considérable. Cette fortune, en effet, se trouvait alimentée par plusieurs places, dont quelques-unes très lucratives. Vauquelin était membre de l'Académie des Sciences, inspecteur des mines, essayeur des matières d'or et d'argent, président de l'école de pharmacie, professeur au Jardin des Plantes, examinateur à l'école polytechnique, enfin professeur à la faculté de médecine. En occupant toutes ces places, Vauquelin suivait l'exemple de Fourcroy, qui lui aplanissait les voies. On sait qu'il perdit sa place de professeur à la faculté de médecine, par suite d'une reorganisation de la Faculté, sous le ministère de Villele. Sans doute cette destitution était une mesure politique, que l'on a blâmée en ce sens; mais au fait, Vauquelin était un mauvais professeur, qui ne pouvait se faire entendre à dix pas de sa chaire. Son remplacement a donc été tout à l'avantage des élèves; et certes, dans ce cas, un homme libéral doit aller au-devant d'une destitution, quand du reste il ne court point le danger de périr de faim. Quoi qu'il en soit, Vauquelin ressentit vivement la perte de sa chaire; il crut trouver une distraction à son chagrin en acceptant la députation de son département; mais rien ne put lui faire oublier sa disgrâce. Il tomba malade, et prit le parti de se retirer à la campagne, aux lieux qui l'avaient vu naître. Une course à cheval trop prolongée empira sa maladie, et il mourut dans la nuit du 14 au 15 octobre 1829. Vauquelin aida Fourcroy dans un très grand nombre de recherches chimiques; car Fourcroy a publié plus de soixante mémoires qui, à la vérité, n'ont guère accéléré les progrès de la science. Vauquelin en publia, à lui seul, plus de cent quatre-vingt qui sont aussi pour la plupart dénuées d'intérêt. Ses deux seules découvertes importantes sont celles de la glucine et du chrome. Les analyses de minéraux, quand elles n'aboutissent point à quelques procédés nouveaux et remarquables, ne procurent plus de gloire à leurs auteurs; ce n'était déjà plus qu'une œuvre de patience, même du temps de Vauquelin. Quant aux analyses des matières végétales et animales, ce chimiste n'a rien fait qui pût les rendre, ou plus exactes sous le rapport des proportions, ou plus rationnelles sous le point de vue organique. Bien plus, il a partagé le sort de tous les savants qui pendant leur vie ont acquis une célébrité plus ou moins méritée; il a mis une obstination puérile à repousser de nouvelles découvertes en opposition avec ses principes scientifiques. Sa réputation descendra rapidement au niveau de celle des hommes qui n'ont été que laborieux, et qui n'ont jamais su rapprocher deux idées, pour en faire ressortir une loi ou un principe. La place de Vauquelin est marquée à côté de celle de Fourcroy, peut-être un peu au-dessus. Et que reste-t-il aujourd'hui de cette immense réputation qu'un poste élevé, son talent de professeur, et l'adulation de ses disciples, avaient faite à Fourcroy!

**VAYASSE DE VILLIERS** (RÉGIS-JEAN-FRANÇOIS), inspecteur des postes, membre de la société des arCADES de Rome, de celles du Mans, de Dijon, de Turin, est né à Rodos, en 1767, d'une famille célèbre dans la magistrature. Après avoir fait d'excellentes études avec MM. Delrieu, Gaston, Monteil, dans le collège de sa ville natale, où il se fit connaître par des prix nombreux et par une ode pleine de beautés sur les tremblements de terre, il alla étudier en droit à l'université de Toulouse. En 1790, il était encore élève de droit, lorsque la révolution le séduisit par ses brillantes illusions. Au milieu de la terreur, M. Vayasse, qui avait constamment refusé toute espèce d'emploi, eut le courage de venir, ainsi que son compatriote Flaugergues, défendre de malheureux royalistes destinés à l'échafaud. Il disparut ensuite, et ne se montra sur la scène politique qu'après le 31 mai, pour engager les royalistes à se réunir à la gironde. Il se présenta à la société populaire de Rhodes pour donner de l'énergie au parti modéré. Dénoncé au président (M. Hippolyte de Monceignat) par un jacobin, qui demandait qu'il fût chassé de l'assemblée, il eut le

courage de prendre la parole, et de faire une profession de foi, on ne peut plus opposée aux principes de cette assemblée. Dans cette même séance il montra encore autant d'esprit que de courage en luttant, pour ainsi dire corps à corps, avec un commissaire de la montagne. Lorsque le Midi résolut d'envoyer un bataillon par département contre les montagnards, M. Vayasse eut l'honneur de signer seul immédiatement après M. de Flaugergues. À l'époque de la terreur, M. de Flaugergues, son ami, ayant été mis hors la loi, M. Vayasse fut contraint de se cacher avec lui. Bientôt poursuivi de nouveau, M. Vayasse fut obligé d'aller à Paris, où il vécut dans le plus grand éloignement des hommes et des choses. Après la chute de Robespierre, M. Vayasse de Villiers, toujours fidèle à ses principes, publia une brochure périodique intitulée : *Contre-poison des jacobins*, et que les colporteurs distribuèrent dans les rues aux portes même du club. Journal qui eut la plus grande influence, qui engagea la convention à fermer ce club, qui cessa de paraître après le troisième numéro, c'est-à-dire lorsqu'il n'avait plus de but, et qui était plein d'esprit et de courage. Dans le dernier numéro, on remarque une épigramme du parti jacobin qui prouve que M. Vayasse, au milieu de ces désordres populaires, avait conservé le goût le plus exquis. Immédiatement après, M. Vayasse de Villiers fut attaché à l'administration des postes, et c'est à cette circonstance que la France doit un des ouvrages les plus intéressants et les plus utiles qu'elle possède. Inspecteur des postes, M. de Villiers voyagea pendant six mois de l'année, et consacrait les autres à la rédaction de ses notes : aucun soin, aucune peine ne lui coûtaient pour ce travail immense auquel il consacra vingt années. L'année 1813 et ses événements arrêtèrent l'impression de cet ouvrage, dont six volumes venaient d'être publiés. Admis à la retraite en 1814, M. de Villiers n'a cessé de travailler à la rédaction de ses notes, qui formeront la plus précieuse et la plus fidèle des statistiques générales que l'on réimprime au moment où nous corrigeons cet article. Né pour la culture des lettres, M. Vayasse de Villiers ne s'est pas seulement occupé par goût de géographie pratique, historique et industrielle; il a cultivé avec le même succès la littérature et les beaux-arts. Outre un volume de poésies diverses qu'il se propose de mettre au jour prochainement, il a publié les ouvrages suivants : 1° *Ode sur les tremblements de terre de la Sicile et de la Calabre*, errata, 1783, Paris, 1821, in-8°; 2° *Ode à l'antique bar*, Paris, 1822, in-8°; 3° *Ode au soleil*, Paris, 1825, in-8°; 4° *Recueil complet des groupes, statues, bustes, vases, perspectives monumentales de Versailles*, etc. Paris, 1828-1829, in-4° oblong, faisant suite à la description routière et géographique de l'empire français, 5 vol. in-8°; ouvrage réimprimé et continué chez Le nouard, 1829, sous le titre de *Géographie complète de la France par ordre de routes*, in-8°; ouvrage auquel tous les journaux ont rendu justice. Succéda aussi des affaires publiques, il y mêla sans solution une voix savante, n'en voulant aucun principe n'est celui d'être utile. Aussi a-t-il publié plusieurs brochures politiques sous le voile de l'anonymat, parmi lesquelles nous citerons : *Opinion impartiale d'un royaliste sur la réduction des rentes*, in-8°; 6° *Lettre adressée à un journaliste par un ami du roi, de la charte, et au repos*, in-8°, etc., etc.

**VEDEL** (DOMINIQUE-HOYOT-MARIE-ANTOINE), lieutenant-général, commandant de la légion d'honneur, chevalier de Saint-Louis, issu d'une ancienne famille militaire du département du Gard; naquit à Mende, le 5 février 1775. Il fut nommé officier, en 1795, lieutenant en 1791, et l'année suivante, capitaine. Il fit à l'armée du Nord la campagne de 1793, et se distinguua à l'affaire de Wirtgen. Lors de l'insurrection de son régiment, il fut la vie à Mende, accouru à son secours, avec les officiers du bataillon de gardes nationales du Var, dont il avait le commandement. En 1793, il fut nommé capitaine d'une compagnie franche, et fit la campagne de Corse, où il fut dangereusement blessé, et fut mis à la tête de toutes les compagnies

franches réunies. Sa troupe fut chargée du service de l'artillerie pendant les différents sièges entrepris par les Anglais. Il se fit particulièrement remarquer à celui de Calvi, où il soutint et repoussa l'assaut dirigé contre le fort Motzello, dont la brèche était praticable et les batteries démontées. Appelé peu de temps après à l'armée d'Italie, en qualité d'adjoint à l'état-major général, il se fit remarquer au passage du Pô, à celui de l'Adda, et aux affaires de Lonado et de Salo. Plusieurs missions importantes lui furent confiées : c'est lui qui fut chargé de traverser seul la droite du Tyrol, pour aller à la recherche de la division Augereau. Lors du passage de la Brenta, il enleva, avec le premier régiment de hussards, six cents hommes à l'ennemi et leur parc de réserve, et il pénétra le premier dans les villages de Feltre et de Bassano. Le 11 septembre 1798, à l'affaire de Cérca, il opéra une diversion utile aux mouvements de notre armée, en exécutant avec bonheur l'ordre qu'il avait reçu de se porter avec vingt-cinq chapeaux à cheval à Sauginetto, où il arriva après avoir combattu trois escadrons qui étaient placés en échelon sur cette route. A la bataille de Rivoli, Vedel commanda un bataillon de la 17<sup>e</sup> demi-brigade légère, avec lequel il enleva, à la baïonnette, le poste important de la chapelle San-Marco, qu'il défendit avec le même courage, et où il fut grièvement blessé. Peu de temps après, il força, à la tête des grenadiers de la division Grenier, le retranchement autrichien à la gauche de Bassolungo. Dans cette affaire, où il eut occasion de déployer une grande valeur, il reçut plusieurs blessures et eut la jambe cassée, un cheval tué sous lui, et fut laissé pour mort sur le champ de bataille. Le grade de chef de brigade (colonel), et le commandement du régiment où il n'était que chef de bataillon, furent la récompense de sa conduite, qui avait été mentionnée particulièrement dans l'ordre du jour. Le colonel Vedel fit encore la campagne de l'an 1799, à l'armée d'Italie, et passa ensuite, avec sa demi-brigade à celle des Grisons. Le 10 novembre 1800, il fit partie des quatre cent cinquante hommes d'élite qui, sous le général de brigade Veaux, marchèrent sur les redoutes des Autrichiens, qui, retranchés sur le Mont-Tonal, défendaient le passage du Val di Sole. Après avoir fait partie du camp de Boulogne, le colonel de Vedel fut employé au cinquième corps d'armée, aux ordres du général Laumes, et contribua à la prise d'Ulm. C'est lui qui s'empara des redoutes avancées, et entre autres de Frauenberg. Emporté par son ardeur dans la poursuite des Autrichiens qui défendaient ces redoutes, il entra pêle-mêle avec eux dans la place, et, secondé par les tirailleurs du 51<sup>e</sup> de ligne, il fit douze cents prisonniers. Mais bientôt, revenus de leur stupeur, les huit mille ennemis établis dans les bastions de cette place, s'apercevant que le colonel Vedel n'était pas soutenu, se jetèrent sur leurs armes, déposées en faisceaux, le cernèrent de toute part, et le firent prisonnier. Trois jours avant la bataille d'Austerlitz, Vedel tint la campagne avec son seul régiment, en présence de toute l'armée russe. Le jour de cette bataille, ayant été chargé, dans la position importante de Santon, de servir de pivot à l'aile gauche de l'armée, il eut à repousser les efforts de cinq à six mille Russes. A la suite des deux campagnes de Vienne, le colonel Vedel fut nommé général de brigade, et il fit, en cette qualité, la campagne de Prusse. Il rendit de nouveaux services, le 10 octobre 1806, à la bataille de Saalfeld et à celle d'Iena, où sa brigade, tenue en réserve sous les ordres immédiats de l'empereur, qui s'en servit pour renforcer plusieurs points, après l'arrivée de la garde impériale commandée par le maréchal Lefebvre, enleva de vive force la position de droite de l'ennemi, fit un grand nombre de prisonniers, et poursuivit l'ennemi jusqu'à Weimar. Le 26 décembre 1806, à l'affaire de Pullusk, la même brigade enleva, après plusieurs charges, les deux premières lignes russes et une batterie de douze canons. Grièvement blessé dans cette action, d'une balle au genou gauche, il était encore sur le champ de bataille, lorsqu'il fut renversé par un bicaïen. Il n'était pas encore rétabli de ses

blessures, lorsqu'il fut nommé gouverneur de la Nogai et de la place de Marienbourg. Ses soins, tant pour approvisionner l'armée, cantonnée sur le passage, après la bataille d'Eylau, que pour relever les fortifications de l'ancienne place qu'il avait eue sous ses ordres, lui valurent le commandement d'une brigade active, et lui firent couler l'organisation et le commandement, *par intérim*, de la deuxième division du corps de réserve, sous les ordres du maréchal Laumes. A l'affaire de Guttstadt, il poursuivit les Russes à la tête de cette division, dont il remit aussitôt le commandement au général Verdier, qui arrivait en toute hâte de Naples. Le général Vedel conserva le commandement de sa brigade, qui était composée du 3<sup>e</sup> régiment de ligne et du 12<sup>e</sup> léger. Le 10 juin, à Hilsberg, ayant reçu, à dix heures du soir, l'ordre de marcher sur l'armée russe en colonne d'attaque, et à la baïonnette, il s'empara, non sans une grande perte, des redoutes qui avaient résisté opiniâtement toute la journée, et ce succès, qui lui donna plus de son sang, décida les Russes à évacuer Hilsberg. Quatre jours après, à la bataille de Friedland, il renforça le centre de la ligne de bataille, fit, avec un bonheur égal, plusieurs mouvements décisifs, tint la ligne d'attaque depuis le commencement de la journée jusqu'à onze heures du soir, et reçut plusieurs fois les félicitations de l'empereur, qui l'éleva au grade de divisionnaire après le traité de Tilsitt. Cette distinction fut d'autant plus flatteuse, qu'elle ne fut accordée, pendant cette savante et pénible campagne, qu'à lui et au général Bülow, officier d'un rare mérite. Le général Vedel quitta la grande armée pour aller prendre le commandement d'une division dans le deuxième corps de la Gironde, qui entra en Espagne aussitôt après son organisation. Le 26 juin 1808, il défait quatre mille Espagnols, retranchés dans les défilés de la Sierra-Morena. Le 16 juillet 1808, le général Dupont, sous les ordres duquel se trouvait le général Vedel, ayant eu l'imprudence de quitter sa position de Mengibar, à l'approche de l'ennemi qui s'était porté sur le Guadalquivir, celui-ci s'en empara, et le général Gobert fut tué en cherchant à la reprendre. Trois jours après, à Baylen, la division Vedel enleva trois canons, deux drapeaux, et fit quatre cents prisonniers. Elle allait effectuer sa jonction avec la première division, dont elle était séparée par l'ennemi avec lequel elle venait de se mesurer victorieusement, lorsqu'elle reçut, à son grand étonnement, l'ordre de suspendre toute hostilité. Le général Vedel, ayant appris le lendemain la véritable situation du corps du comte Dupont, était décidé, pour le sauver, à attaquer l'ennemi, mais il reçut l'ordre de ne rien entreprendre. Cependant il mit ses troupes à l'abri d'être tournées, couvrit Madrid, et se tenant toute la nuit sous les armes, il en imposa tellement par son attitude aux Espagnols, qu'il put effectuer sa retraite, et dérober à l'ennemi une journée de marche. Un nouvel ordre lui parvint, qui lui enjoignait impérieusement d'arrêter ses troupes, attendu qu'elles étaient comprises dans un traité que l'on assurait être conclu, quoiqu'il n'existât point encore. Sa déférence à cet ordre, auquel les lois voulaient qu'il obéît, motiva sa destitution, qui eut lieu près de quatre ans après, le 1<sup>er</sup> mars 1812. Reintégré honorablement dans ses fonctions, en 1813, il fut appelé au commandement d'une division de l'armée d'Italie. Détaché, en 1814, avec quatre mille hommes pour porter des renforts à celle où le général Dessaix lutait avec tant de vaillance contre les Autrichiens, que favorisait l'apathie du maréchal Augereau, il eut, à Romans (Isère), un vif engagement avec l'armée autrichienne. Après les événements de 1814, le comte de Vedel devint successivement inspecteur-général dans la 8<sup>e</sup> division militaire, et commandant d'une subdivision de la 14<sup>e</sup> division militaire. Cet officier général, qui a été créé comte lors de la formation des majors, avait été mis à la retraite sous le gouvernement de Charles X. Il en fut retiré après les glorieuses journées de juillet 1830, et placé dans le cadre de réserve créé en exécution de l'ordonnance du 15 novembre même

amier. Il se trouve encore aujourd'hui dans cette position.

VEGA (Guoaces, baron de), lieutenant-colonel au service de l'Autriche, et mathématicien très distingué; naquit, en 1754, à Segoritz, dans la Carniole, d'un laboureur respectable, mais sans fortune. Après avoir fait de brillantes études au lycée de Laybach, il obtint une place d'ingénieur de navigation en Hongrie, et plus tard, il entra comme sous-lieutenant dans le 2<sup>e</sup> régiment d'artillerie de campagne. Un ouvrage intitulé: *Du jet des bombes*, qu'il publia à cette époque, attira sur lui l'attention de Joseph II, qui le nomma d'abord professeur de mathématiques près le corps des bombardiers, et ensuite capitaine à la quatrième division de l'artillerie de siège. Il servit avec distinction dans les guerres que l'Autriche eut avec la Turquie et avec la France, et gagna, sur le champ de bataille, les grades de major et de lieutenant-colonel, ainsi que l'ordre de Marie Thérèse. En 1801, il fut successivement élevé à la dignité de baron de l'empire, et nommé membre des états du duché de Carniole. Mais à peine eut-il atteint cette haute position sociale, qu'il périt d'une manière déplorable. Le 27 septembre 1802, on trouva son corps, horriblement défiguré, sur les bords du Danube. Les bruits les plus divers furent répandus sur la cause de sa mort. Selon les uns, il serait tombé dans le fleuve en le traversant pendant un orage; selon d'autres, il s'y serait précipité lui-même; et cette dernière assertion s'accrédita d'autant plus facilement, qu'il avait toujours passé pour être d'un tempérament mélancolique. Ce ne fut que neuf ans plus tard (en 1811), qu'on découvrit qu'il avait été volé et assassiné par un meunier de Rosdorf, chez qui il était allé marchander un cheval. Vega était un mathématicien très distingué, et il fut le premier qui introduisit l'analyse dans les écoles d'artillerie de l'Autriche. Il inventa aussi un nouveau genre de mortiers, dits à longue portée: il en existe quelques-uns à l'arsenal de Mannheim. Ces mortiers sont placés sur des affûts en tralieu, également inventés par Vega, et au moyen desquels ils peuvent être transportés, malgré leur grandeur colossale, avec la même facilité que les canons de gros calibre. Il ne paraît cependant pas qu'on ait tiré parti de ces inventions. On a de Vega un grand nombre d'ouvrages, parmi lesquels on remarque les suivants: 1<sup>o</sup> *Cours de mathématiques à l'usage de l'artillerie impériale*, Vienne, 1786 à 1800, 4 vol. in-4<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> édition, 1821, in-folio. Cet ouvrage se distingue surtout par la multitude des objets qui y sont traités, que par l'ordre et la clarté qui ont présidé à sa rédaction. Il a été traduit en anglais et en italien. 2<sup>o</sup> *Disquisition de supputatione massarum corporum caelestium*, Vienne, 1790, in-8<sup>o</sup>. 3<sup>o</sup> *Manuel logarithmo-trigonométrique*, Leipsick, 1793, 4 vol. in-4<sup>e</sup>. 3<sup>e</sup> édition, 1814; 4<sup>o</sup> *Collectio compendii des grandes tables logarithmo-trigonométriques*, Leipsick, 1794, in-folio; 2<sup>e</sup> édition, Berlin, 1830; 5<sup>o</sup> *Manuale logarithmico-trigonometricum, methodis studiovorum commoda in minimum elactri, vasis aliarumque hujus generis tabularum logarithmico-trigonometricarum, mendis passim quum plurimis acatendum, forum subtilitatem, editio secunda aucta et emendata*, Leipsick, 1800, in-4<sup>e</sup>. Ce manuel, dont une troisième édition a paru en 1814, est composé de quatre parties et d'un appendice: la première partie traite des propriétés des logarithmes; la seconde et la troisième contiennent les logarithmes ordinaires et les logarithmes trigonométriques; la quatrième présente la résolution des triangles rectilignes et sphériques: enfin dans l'appendice l'auteur donne: 1<sup>o</sup> Une table des longitudes des arcs circulaires, 2<sup>o</sup> trois tables synoptiques des poids et mesures de différents pays de l'Europe, et 3<sup>o</sup> les systèmes métriques de la France et de l'Autriche: 6<sup>o</sup> *Introduction à la chronologie*, Vienne, 1801, in-8<sup>o</sup>; 7<sup>o</sup> *Système naturel des mesures, des poids et des monnaies*, Vienne, 1803, in-4<sup>e</sup>. Les Académies des Sciences d'Erfurt, de Gœttingue et de Berlin, se firent un honneur d'inscrire Vega au nombre de leurs membres.

VEIMARS (Loix), né à Paris, en 1799. Envoyé de bonne heure aux cours du collège de cette ville qui portait, sous l'empire, le nom de Lycée Bonaparte,

il s'y appliqua spécialement à l'étude des mathématiques qui devaient lui ouvrir les portes de l'école polytechnique. Les événements politiques de 1812 et de 1815 changèrent la direction de ses idées, et pendant que les armées des puissances étrangères occupaient le territoire français, il parcourut le nord de l'Allemagne, une partie du Danemark et de la Pologne. Retour à Paris, il y fut nommé élève de la marine: mais il renonça bientôt à cet emploi, alla visiter le midi de la France et passa en Angleterre. Là il se familiarisa avec les idées du nord de la Grande-Bretagne, et mit à profit son séjour dans les universités. Les travaux littéraires devinrent dès lors son occupation exclusive. Parmi les journaux dans lesquels M. Loève Veimars écrit, nous devons citer d'abord l'*Album*, dont il a été l'un des principaux rédacteurs, et où ses articles ont été remarqués. Il était, il y a quelques années, le plus jeune des collaborateurs de M. Millin, l'auteur de l'*Encyclopédie*. Il a rédigé, dans la *Revue encyclopédique*, les articles de la littérature étrangère, jusqu'au moment où cette revue passa sous la direction de MM. Carnot et Leroux, et devint l'organe du saint-simonisme. Parmi les ouvrages que M. Loève Veimars a publiés au début de sa carrière, on distingue un choix de jolies nouvelles sous le titre de *Manteaux*, *Mélanges littéraires de Wieland*, *Rivres des tribunaux secrets dans le nord de l'Allemagne*, et l'*Histoire des littératures anciennes qui font partie de la Bibliothèque du 21<sup>e</sup> siècle*, et enfin, une *Histoire de la littérature allemande*. M. Loève Veimars rend un grand service à la littérature en nous faisant connaître Hoffmann et Zschokke, dont il a traduit les ouvrages et écrit la vie. La *Revue de Paris* lui doit de charmants morceaux, et entre autres des proverbes qui s'accordent avec ceux de Théodore Leclercq, pour la grâce et le naturel. A l'époque du 29 juillet 1830, M. Loève Veimars devint le rédacteur politique du journal le *Temps*, et contribua beaucoup au brillant succès de ce journal jusqu'à la fin d'octobre 1831. A cette époque, après avoir parcouru l'arène politique, on ne lui eût souvent pu dépasser ceux qui se montrèrent les plus avides, il est rentré dans la vie littéraire pure. Il est sans doute peu de nos lecteurs qui n'aient lu avec empressement les feuilletons de ce célèbre qu'il a donnés au *Temps*. En 1833, M. Loève Veimars a publié, sous le titre de *Reperitica*, un volume de pièces détachées qui sont remarquables à la fois par l'esprit et la rédaction. Sa coopération à la *Revue des deux mondes* a valu à ce recueil la *Galerie des hommes politiques*, et les portraits de Casimir Périer et de Benjamin Constant, ont été tracés de main de maître, et qui sans doute offrira bientôt aux lecteurs d'autres portraits aussi frappants de ressemblance, et d'une touche non moins brillante. On attribue à M. Loève Veimars la *Chronique politique de la Revue des deux mondes*. Le premier numéro de septembre 1833 contient une note sur le maréchal qu'il fit auprès du roi, en 1830, comme membre du comité espagnol à Paris, dans l'espoir d'obtenir quelques secours pour les réfugiés constitutionnels qui, à cette époque, se préparaient à rentrer dans le péninsule, sous les ordres de plusieurs braves officiers. On sait que cette démarche toute philanthropique n'eut qu'un succès éphémère; la politique du moment avait fait retirer d'une main, ce qui avait été accordé de l'autre aux vives sollicitations de M. Loève Veimars.

VELPEAU (ALFRED-ALEXIS-LOUIS-MARY), chevalier de la légion d'honneur, agrégé libre à la faculté de chirurgie de la Pitié, membre de l'Académie royale de médecine, etc.; est un des exemples les plus frappants de ce que peut l'énergie du caractère, lorsqu'elle est jointe à une heureuse facilité naturelle. Né le 18 mai 1798, à Breche, dans le département de la Seine, de parents honnêtes, mais pauvres; privé de maîtres, de livres, de tout secours intellectuel, mais entraîné par un besoin de s'instruire que les difficultés irritaient encore, le jeune Velpéau apprit presque seul à lire et à écrire. A dix ans, son père dans son métier de maréchal, il n'eut pour maître que la vive et inquiète activité de son esprit qu'un vœu

*Traité d'hippiatrique, la Maison rustique, la Médecine des pauvres*; mais il était doué de deux grandes qualités : un esprit d'observation, et une volonté ferme de se créer un avenir au-dessus de sa position. Dans son village il se fit médecin sans diplôme. Ce qu'il lisait dans ses livres, et des éma's de ses remèdes qu'il avait en partie faits sur lui-même pour guérir un mal assez grave à la jambe, composa en toute sa science; cependant il réussit, et il acquit bientôt une sorte de réputation. Malheureusement de l'hellébore noir qu'il osa administrer à une jeune fille, lui attira une reconnaissance, assez douce cependant, de la part du médecin qui fut appelé, et qui, touché de sa passion pour l'étude, lui donna d'utiles conseils. Bientôt encouragé par un protecteur plus utile encore qui lui fit entrevoir la possibilité de devenir officier de santé, et qui consentit à ce que le précepteur de ses enfants lui donnât quelques soins, il sentit redoubler son ardeur. Ses progrès furent si extraordinaires, qu'on décida enfin ses parents à se séparer de lui. Reçu à l'hôpital de Tours, vivant du pain et du fromage que lui envoyait sa mère, son existence de tous les instants fut remplie par l'étude. La lenteur des maîtres ordinaires ne pouvait contenter à la rapidité de ses desirs, et seul il se mit à étudier tout à la fois le latin, le français, la géographie, l'histoire, l'anatomie, la physiologie, et toutes les autres branches de la médecine. Tout de travail uni à un zèle peu commun pour le service de l'hôpital le fit remarquer; il y fut attaché comme élève interne, et au bout de quinze mois il put enfin se faire recevoir officier de santé. Mais ce qui d'abord avait été le seul but auquel il aspirait, ne le satisfaisait plus lorsqu'il l'a atteint; il veut le dépasser. Nommé premier élève, en 1818, avec deux cents francs d'appointement, il y joint une petite clientèle qui le met au peu à l'aise. Il fait des économies; et, possesseur d'un trésor de quatre cents francs, il ne rêve plus que Paris. Paris! c'est là que sa louable ambition pourra se réaliser. Il part. Trente francs qu'il dépense en route diminuent un peu sa fortune; il se loge à sept francs par mois, dépense dix sous par jour pour se nourrir. Il est heureux en mangeant du pain de muison, pourvu qu'il puisse chaque matin aller à tour à tour à l'Hôtel-Dieu, au Val-de-Grâce, à la Charité, et quelquefois encore à l'hôpital des Enfants, recevoir sous d'habiles maîtres, et en présence des faits, les grandes et utiles leçons de l'expérience. Un seul souci le tourmente, il n'avait, il est vrai, dépensé que cent francs en quatre mois; mais enfin son trésor n'est pas imprenable; quoique logé à l'hôpital Saint-Louis, deux cents francs qui lui restent sont bien peu de chose. Que devenir? Faudrait-il quitter Paris? Des amis lui viennent dire cela. Sa fortune est faite; car il ne demandait qu'un peu de temps encore. En effet, notre jeune médecin, qui savait à peine parler sa langue sept ans auparavant, a si bien profité des leçons qu'il a reçues, qu'il peut en donner à son tour. Admis par concours à l'école pratique, il y est couronné; il est nommé aide d'anatomie; il fait des cours d'anatomie, de chirurgie, d'accouchements, dont le succès dépasse ses espérances; son infatigable activité suffit à tout, et il passe enfin sa thèse en mai 1823. Il avait trop long-temps suivi M. Velpeau dans tous les succès qui ont honoré sa carrière depuis cette époque. Nous nous sommes plu à entrer dans des détails sur ces commencements si difficiles, quand le point de départ est si loin du but, et qu'il faut lutter contre tant d'obstacles, parce que de tels exemples sont utiles à connaître. Ils sont bien faits pour électriser d'une noble ardeur une jeunesse trop prompt quelquefois à se décourager! Qu'elle jette les yeux sur M. Velpeau. Il s'est créé lui-même; les privations de tous genres, les veilles, les épreuves rudes et longues en l'ont point ralenti. Huit fois il a concouru soit pour des prix, soit pour des places, et six fois il est sorti triomphant des concours. En 1830, il a été présenté par la faculté avec MM. Moreau et Dubois, pour la chaire d'accouchement. A la même époque, il a été nommé chirurgien de l'hôpital de la Pitié. Ses ouvrages sont nombreux; outre une foule de mémoires qui ont été imprimés depuis 1821, dans divers recueils de médecine

et des sciences naturelles, M. Velpeau est auteur : 1° *D'un traité d'accouchement et d'embryologie*, Paris, 1829, 2 vol. in-8; 2° *Exposition d'un cas remarquable de maladie cancéreuse avec oblitération de l'aorte*, Paris, 1825, in-8; 3° *Anatomie des régions*, Paris, 1825-1826, 2 vol. in-8; édition refondue sous ce titre : *Anatomie chirurgicale, générale et topographique*, Paris, 1853, 2 vol. in-8 avec atlas; 4° *Mémoire sur les positions vicieuses du fœtus*, Paris, 1830, in-8; 5° *Recherches sur la respiration spontanée des hémorrhagies traumatiques, primitives et la torsion des artères*, Paris, 1830, in-8; 6° *Nouveaux éléments de médecine opératoire, accompagnés d'un atlas de vingt planches in-4*, représentant les principaux procédés opératoires et les instruments, Paris, 1835, 3 vol. in-8, atlas in-4. Cet ouvrage, indépendamment des procédés particuliers à l'auteur, peut être considéré comme le plus complet sur la matière, et dénote dans son auteur les plus profondes connaissances jointes à une immense érudition; 7° *Embryologie, ou oölogie humaine, contenant l'histoire descriptive et iconographique de l'œuf humain*, accompagné de quinze planches magnifiques, Paris, 1833, in-folio. Cet ouvrage est, sans contredit, le plus remarquable des productions de notre auteur; c'est le résultat de plus de dix années de recherches et de dissections minutieuses. Tels sont les titres scientifiques de M. Velpeau; tel est le chemin qu'il a parcouru; nous savons d'où il est parti, et il n'a pas encore quarante ans.

VENTURE DE PARADIS (JEAN-MICHEL), orientaliste et diplomate, naquit à Marseille en 1752. Il était fils d'un consul de France qui a rendu d'importants services à son pays dans l'exercice des fonctions qu'il a remplies, depuis 1739, tant en Crimée qu'en divers autres lieux du Levant. Ce fut sous les auspices d'un nom honoré dans la carrière consulaire, que le jeune Venture, destiné à celle du drogmanat, fut envoyé à Paris, au collège de Louis-le-Grand, et admis à l'école des jeunes de langues. Ses heureuses dispositions lui firent faire des progrès si rapides dans l'étude de l'arabe et du turc, que dès l'âge de quinze ans, il fut envoyé par le gouvernement, en 1757, à Constantinople, pour achever de se perfectionner dans le palais de l'ambassadeur de France. Son application et ses succès le firent bientôt distinguer, et lui valurent, en 1764, la commission d'aller à Syde en Syrie, pour y exercer les fonctions d'interprète, dont il obtint le brevet en 1766. La situation de l'Égypte, fixant alors l'attention de la France, exigeait la présence d'un agent qui joignît à l'activité de la jeunesse, les talents d'interprète et de négociateur. Venture fut envoyé au Caire, en 1770, et attaché à M. Digeon, en qualité de second drogman. Il resta en Égypte, auprès du fameux Aly-Bey et de son successeur Mohammed Abou-Dohal, jusqu'à la mort de ce dernier, en 1776, et rendit, dans cet intervalle, des services importants à la politique et au commerce de la France. La guerre intestine qui éclata entre les bays prétendant à la souveraineté de l'Égypte, détermina Venture à venir rendre compte au cabinet de Versailles de l'état de ce pays. Il était de retour à Marseille lorsqu'il fut désigné, par le ministère, pour accompagner le baron de Tott, chargé de l'inspection générale de nos établissements dans les échelles du Levant et de Barbarie. Ils partirent de Toulon, le 26 avril 1777, et s'acquittèrent de cette mission, qui dura environ deux ans. Ce fut pendant son second séjour en Égypte, en 1778, que Venture épousa la fille de M. Digeon, lequel ayant conçu pour lui une estime particulière, le choisit pour gendre. A peine de retour de son inspection, Venture partit pour Tunis, vers la fin de 1779, avec le titre d'interprète-chancelier du consulat de France. Il y resta cinq ans. A la fin de cette mission, la compagnie d'Afrique, dont il avait été au même temps l'agent, voulant lui donner une marque de reconnaissance et de satisfaction de sa droiture, de son désintéressement et de sa capacité, lui offrit une pièce de vaisselle de la valeur de quarante louis, marquée aux armes de la compagnie. Rappelé à Paris, en 1781, pour occuper au ministère des affaires étran-

gers, uno des deux places de secrétaire-interprète ou langues orientales, Venture pouvait se croire, après ses longs services, au but de ses travaux et au terme de ses voyages. Mais, en 1788, il fut envoyé à Alger pour y terminer les différends qui existaient entre cette régence et la France, et pour renouveler les anciens traités. Il fut assez heureux pour amener à bien cette négociation difficile, et pour donner, pendant les dix-huit mois qu'elle dura, de nouvelles preuves de zèle et de talent. Revenu, en 1790, à son poste de secrétaire-interprète, à Paris, il fut obligé de le quitter de nouveau, en 1793, pour s'accompagner, en la même qualité, l'ambassadeur Semouville à Constantinople. Afin de l'encourager dans cette mission temporaire, la totalité du traitement de sa place d'interprète fut versée à sa famille pendant son absence. La mission de M. de Semouville, ayant été contrariée par son arrestation en Suisse par les Autrichiens, Venture, qui s'était rendu à Venise, y attendit vainement cet ambassadeur; mais ayant reçu de nouveaux ordres, il partit pour Constantinople, où il resta jusqu'en 1797. Il revint en France, à cette époque, avec l'ambassadeur ottoman, Esad-Aly effendi, qu'il fut chargé d'accompagner à Paris. Il y reprit ses premières fonctions auxquelles il joignit celles de professeur de turc à l'école spéciale des langues orientales vivantes. Il avait été nommé à cette chaire, en 1795, sur le refus d'acceptation d'Anquetil-Duperron. Après tant de services rendus à l'état, après tant de voyages et de fatigues, Venture espérait enfin terminer sa carrière au sein de sa famille; mais le sort en avait décidé autrement. Ses talents, sa réputation, sa longue expérience, la connaissance parfaite qu'il avait acquise des langues et des nations du Levant, firent jeter les yeux sur lui lorsqu'on forma l'armée d'Orient. Bonaparte le fit choisir pour en être le premier interprète, et c'est en cette qualité que Venture partit pour l'Égypte, en 1798. On sent de quelle utilité durent être ses connaissances dans un pays si neuf pour les Français: aussi Bonaparte, qui ne pouvait se passer d'un interprète si habile, l'emmena avec lui dans son expédition de Syrie. Il faut savoir combien sont difficiles les fonctions ingrates et obscures d'un drogman ou interprète, et jusqu'à quel point le succès de toute négociation dépend de ses lumières et de son intégrité, pour bien apprécier l'importance des services rendus par Venture à la diplomatie française, et de ceux qu'il rendit à l'armée d'Orient. Il venait d'être un des membres fondateurs de l'Institut d'Égypte, lorsqu'il fut obligé de suivre, dans l'expédition de Syrie, le général en chef, pour qui sa coopération était indispensable. Attaqué d'une légère dysenterie, pendant le siège de Saint-Jean-d'Acre, il obtint la permission de se faire transporter dans le couvent de Nazareth. Il y fut bien reçu, et traité avec zèle par les moines qui le connaissaient; mais peut-être leurs soins mal entendus contribuèrent à hâter sa fin. Quand l'armée fit sa retraite sur l'Égypte, on le porta mourant sur un brancard, et il expira en route, dans le courant de floréal, au vi (mai 1799), à l'âge de cinquante-sept ans, vivement regretté de tous ceux qui l'avaient connu, et surtout de Bonaparte. C'était un homme actif, plein d'esprit, de désintéressement, de franchise et de loyauté, d'une vaste érudition, sincèrement dévoué à sa patrie, connaissant parfaitement les hommes, et surtout les mœurs, les usages et le caractère de ceux de l'Orient. Investi de toute la confiance de son général, jamais il ne lui avait donné que de sages et utiles conseils qui, malheureusement, ne furent pas toujours suivis. La vie de Venture fut si long-temps nomade et active, que, bien qu'il ait beaucoup écrit, on ne connaît presque rien de lui, et que son nom est plus fameux dans les fastes de la diplomatie orientale, que dans ceux de la littérature. Il est temps de le tirer de l'oubli, sous ce dernier rapport, en donnant la liste, généralement ignorée, de ses intéressants travaux, et en lui restituant ceux que l'envie ou la cupidité lui ont injustement dérobés. Nous ne connaissons que trois de ses ouvrages imprimés dans la *Magasin encyclopédique* de Millin, savoir: deux en 1795, traduits de l'arabe, *Scènes à Ramleh*, l'un des

mécanat de Hariri; *Discours de prédominance entre la biologie et la vie*; et le troisième, en 1815, long-temps après sa mort, *Accroissement sur le mariage de Mafid de Mamoun avec Bouran-Dokht*, publiée par Langlès, qui s'attribua fausement le titre de collaborateur. Les ouvrages manuscrits de Venture sont infiniment plus nombreux et plus importants. 1° *Paras-tempora chronologiques et historiques*, ou *Coup-d'œil sur les règnes des khalifes, des rois et des sultans d'Égypte*, par le cheikh Mery ben Yousof al-Hanbeli, traduit de l'arabe, avec un *Discours préliminaire* du traducteur, 1 vol. in-folio. M. Silvestre de Sacy, dans sa *Chronologie arabe*, a donné un extrait de cette histoire qui commence au khalifat d'Aboubekr, le premier successeur de Mahomet, et finit à l'année 1618: 2° *Tableau de l'Égypte*, ou *Abregé géographique et politique de l'empire des Mamelouks*, par Khalil Ibn-Schahin al-Zein, roi du sultan Barsebat, traduit de l'arabe, in-folio. Volney, dans son *Voyage en Syrie et en Égypte*, a donné une analyse détaillée de ces deux ouvrages, surtout du second, en se servant de la traduction de Venture, sans le citer: 3° *Grammaire arabe et française*, grand in-fol. Langlès en a donné un extrait à la fin du voyage de Hornemann en Afrique, mais s'est bien gardé d'en nommer l'auteur. 4° *Dictionnaire berbère et français*, grand in-folio: ouvrage capital au mériterait, ainsi que le précédent, d'être important dans l'intérêt de la gloire de Venture, qui peut faciliter l'étude et l'usage de la langue pour que les jeunes gens aident de recherches, et à une colonie d'Afrique: 5° *Kitab al-Djerman*, *Abregé d'histoire universelle* par Abou Abdallah Seid al-Hariri, Mamelouk al-Audalouisi, traduit de l'arabe, avec le titre in-4°. Cette histoire ne comprend que les trois premiers siècles de l'ère mahométane; elle est suivie d'observations critiques du traducteur sur la vie de Mahomet, par Savary. 6° *Gazavat Aroudj*, *Expédition d'Arroudj*, et de *Khair Edin*, traduit de l'arabe, in-folio. C'est l'histoire des deux sultans turcs, connus en Europe sous le nom de Soliman le Magnifique, conquérants et souverains d'Alger. Elle termine à l'expédition de Charles-Quint contre cette ville: 7° Un carton rempli de notes, parmi lesquelles on distingue des questions de Raynal, sur les règnes de Tripoli, de Tunis et d'Alger, avec les réponses de Venture, qui ont servi de matériaux à l'auteur de l'*Histoire philosophique*; des notes chronologiques sur Alger; plus eurs lettres critiques adressées, en 1799, à un journaliste, et relatives aux lettres de Serapim l'Égypte; divers mémoires sur les drogman, sur l'école des jeunes de langues, sur la nécessité d'encourager, en France, l'étude des langues orientales, sur la médecine des arabes; la traduction de plusieurs *Makamat* ou séances de Hariri, d'un vocabulaire turc et persan, de vers turcs, de Chayd. Tous ces manuscrits, ainsi qu'un autre, copie seulement de la main de Venture, se partissent à la bibliothèque du roi. M. Jomard a possédé aussi quelques autres. Ceux qui sont restés à la famille de Venture ne consistent qu'en notes manuscrites et inédites. Comme ce savant n'avait laissé d'autre héritage qu'un nom honorable, et des écrits inédits, Bonaparte, sous son consulat, s'empressa d'accorder à sa veuve une pension sur le trésor public.

VERDIER (JEAN-ANTOINE, comte), lieutenant-général, grand-officier de la légion d'honneur, commandeur de l'ordre de la couronne de fer, chevalier de Saint-Louis, est né à Toulouse (Haute-Garonne), le 20 mai 1767. Il entra au régiment de Laforce, à l'âge de dix-huit ans. Employé à l'armée des Pyrénées orientales, il prit, l'épée à la main, avec un bataillon de chasseurs de la Drôme, un camp retranché défendu par quatre mille Espagnols et quatre-vingts bouches à feu. Cet événement décida la reddition de Figuières, et valut au capitaine Verdier le grade d'adjudant-général. Il fut promu à celui de chef de brigade, le 25 novembre 1795. Envoyé, l'année suivante, à l'armée d'Italie, Verdier, à la tête de trois bataillons de grenadiers, emporta avec une rare valeur la redoute de Melendone et dut à cette action le grade de général de brigade. Il fut blessé et mis hors de combat à la bataille d'Arcole. A peine guéri, il rejoignit sa brigade, et se trouva à la

les combats qui furent livrés jusqu'à la paix de Leoben. En 1798, il fit partie de l'expédition d'Égypte : il commandait une brigade de la division Kleber, lors de la bataille des pyramides. Le général Verdier se trouva aussi à plusieurs autres affaires qui eurent lieu avant l'expédition de Syrie, dont il partagea tous les périls. Il fut l'un de ceux qui montèrent à l'assaut de Saint-Jean-d'Acres, surprit les postes, pénétra jusqu'au point indiqué, espérant même s'emparer de la place : mais les obstacles qui avaient empêché le succès des précédents assauts, subsistaient toujours, et les Français furent contraints d'abandonner cette entreprise. Dans cette occasion, Verdier fut blessé d'un coup de balonnette. Le 1<sup>er</sup> novembre 1799, huit mille janissaires opérèrent un débarquement sur la pointe de la côte de Damiette qui s'étend entre la rive droite du Nil, la mer et le lac Mensaleh. Le général Verdier, qui était campé avec mille hommes entre le fort Lesbée et la côte, ne les eut pas plutôt vus s'établir sur le rivage, que, sans avoir égard à la grande disproportion de ses forces, et sans attendre les renforts que lui amenait Desaix, il marcha sur-le-champ à eux, les attaqua avec la dernière violence, tua deux mille hommes, fit huit cents prisonniers, et enleva trente-deux drapeaux et dix pièces de canon avec tous les approvisionnements. Kleber remit un sabre d'honneur au brave Verdier, qui fut promu au grade de général de division. Rappelé en France avant l'évacuation de l'Égypte, il alla commander en Italie une division sous les ordres de Murat, passa en Etrurie, et alla, avec le corps d'armée dont il faisait partie, occuper la Pouille, dans le royaume de Naples. En 1801, il commanda une division, dans la guerre contre l'Autriche. En 1806, il fit partie de l'armée envoyée contre les Napolitains, et il s'y signala par de nouveaux et brillants faits d'armes. Il partit en 1807 pour la Pologne, et enleva, le 10 juin, une redoute à la bataille d'Ilelsberg, et fit prisonnier un corps nombreux d'ennemis. Il se couvrit de gloire à Friedland, et les bulletins signalèrent sa bravoure et celle de sa division. Après la paix de Tilsit, il fut envoyé en Espagne, prit part au combat de Logrono, fit le premier siège de la place de Saragossa, qu'il avait emportée en presque totalité, lorsque le roi Joseph quittait Madrid, et les Français ayant été battus à Baylen et repoussés sur l'Èbre, où ils étaient trop faibles pour résister, il se vit contraint d'évacuer, dans la nuit du 14 au 15 août, la capitale de l'Aragon, au secours de laquelle il venait d'apprendre que l'armée Valencienne accourait. Plus tard, il fut chargé de réduire Gironne, qui tomba en son pouvoir ainsi que plusieurs autres positions réputées inexpugnables. Dans la campagne de Russie, en 1812, le comte Verdier assista aux journées de Jakabowo, de Kliazly, de la Dvina, de Smolna et de Polotsk, où il fut grièvement blessé. En 1813 et 1814, il commanda le corps d'armée franco-italien, sous les ordres du prince Eugène. Au combat d'Acqui, il fut atteint d'une balle qui lui traversa la cuisse. Cet intrépide général, avec le plus grand sang-froid, et malgré une pluie continuelle de mitraille et de balles, continua à examiner la position de l'ennemi, se faisant soutenir par son aide-de-camp, le capitaine Lebrou de Rahot. Le prince Eugène apercevant le comte Verdier dans cet état, s'écria : « Eh quoi ! mon cher général, c'est donc toujours pour toi ! » En effet, ce militaire, qui, depuis le commencement de la révolution, n'avait pas cessé d'être en activité de service, compte autant de blessures que de campagnes. Le vice-roi, par un ordre du jour, exprima au général Verdier sa vive satisfaction de sa conduite en cette circonstance. Le 8 février 1814, à la bataille de Minio, le comte Verdier, avec la seule division Fressinet, forte de cinq mille hommes environ, résista toute la journée sur les hauteurs de Mozambano aux efforts de dix-huit mille Autrichiens, et vers cinq heures du soir il sut donner une si vive impulsion à cette poignée de braves, qu'une charge vigoureuse qu'il tenta avec elle, renversa la ligne ennemie qui fut contrainte de repasser la rivière. Le prince Eugène demanda, après cette affaire, le grand cordon de la légion d'honneur pour le comte Verdier ; mais les

événements ne laissèrent pas à Napoléon le temps de l'accorder. À la restauration, cet officier général fut mis en oubli : comme presque tous les généraux il obtint la croix de Saint-Louis, le 8 juillet 1814. Le 17 janvier 1815, il obtint, avec les généraux Dulaudy et Claparède, la grand'croix de la légion d'honneur ; il avait été nommé grand-officier de cette légion, et commandeur de la couronne de fer lors de l'institution de ces deux ordres. Dans les cent-jours, il fut appelé à la pairie, et, malgré ses réclamations pour un service actif, nommé commandant de la 8<sup>e</sup> division militaire, dont le chef-lieu était Marseille. Après les événements de Waterloo et la seconde abdication, il essaya vainement de maintenir la paix entre les Marseillais et les soldats ; ne pouvant y parvenir, et pour conserver à la France Toulon intact et sans pillage, il s'y retira avec le plus de troupes dont il put disposer. Il savait qu'une escadre anglaise aux ordres de lord Exmouth, cherchait à pénétrer dans le port de Toulon, tandis qu'un corps d'armée autrosarde, qui se trouvait sur les bords du Var, menaçait cette ville du côté de la terre. Ses efforts furent couronnés de succès, et Toulon sauvé d'un nouveau désastre. Le général Verdier a été mis en retraite par suite de l'ordonnance si funeste à l'armée, du 1<sup>er</sup> août 1817, et a été réplacé dans le cadre de réserve depuis les événements de 1830. L'empereur lui avait donné le titre de comte le 19 mars 1808. Madame Verdier a suivi son mari dans quelques-unes de ses campagnes, et elle y a partagé tous ses périls. En Égypte, elle s'est signalée par des traits de courage et d'humanité qui firent honneur aux hommes les plus braves, et plusieurs de nos soldats atteints par le fer ennemi lui ont dû la vie. On l'a vue plusieurs fois aller chercher des blessés français jusque sous le feu des Arabes. Au milieu des privations, et pendant une route pénible dans des déserts brûlants, elle donnait l'exemple de la fermeté, et ranimait par ses discours le courage des soldats qui succombaient à la chaleur et à la soif. Plusieurs relations citent son nom comme celui d'une véritable héroïne.

VERDIER (PIERRE-LUC), né à la Ferté-Bernard, le 16 août 1780, d'une famille de médecins depuis plusieurs générations. Son père était pharmacien, reçu au collège royal de pharmacie. Lors des guerres civiles de la Vendée, il combattit, dans les colonnes mobiles républicaines, depuis l'âge de treize ans jusqu'à dix-neuf, où il vint à Paris étudier la médecine, la chimie et la mécanique. Il obtint, en 1814, à la suite d'exercices assez brillants de la faculté de médecine de Paris, un diplôme de chirurgien hermaire. Il fut pendant sept ans chargé, au cours particulier d'accouchement du professeur Maygrier, de la partie pratique du cours, comprenant le toucher et les accouchements. En 1820, il présenta à la société de la faculté de médecine de Paris, un manuscrit de son invention pour faciliter aux élèves l'étude des accouchements rapport fait à ladite société par les professeurs Chausser et Thillaye, docteurs en médecine (*Journal universel des Sciences Médicales*, tom. XX, pag. 125). Il a publié, dans les journaux de médecine, plusieurs articles sur les hernies, et adressé plusieurs mémoires sur ces différents sujets à des sociétés de médecine, et particulièrement, en 1827, à l'académie royale de médecine, la description d'un nouveau traitement pour la cure des hernies, par l'emploi des douches froides ascendantes, qui lui valut, de la part de cette société, des remerciements et l'invitation de continuer ses expériences. On lui doit également les premiers essais de l'emploi des exercices gymnastiques pour le redressement de la taille, essais qui, soutenus pendant trois mois durant l'automne de 1823, au gymnase militaire, donnèrent pour résultat le redressement de quatre malades sur seize. Il fut secondé dans ce traitement par son ami le docteur Béguin, chirurgien militaire attaché à cet établissement (*Journal universel des Sciences Médicales*, t. XLVIII, p. 366). Ayant succédé à son ami feu M. Feburier, dans la fabrication des instruments de chirurgie en gomme élastique, il s'occupait, pendant plusieurs années, de la dissolution ou cautérisation des plus importantes pour la falsification des



tissus hygiéniques, des compresses élastiques, si précieux pour les malades, et de plusieurs instruments chirurgicaux. Après avoir résolu cet intéressant problème, M. Verdière éleva une fabrique de taffetas gommés avec cette dissolution. Pour cette découverte, la société d'encouragement, pour l'industrie nationale, lui décerna, en 1830, une médaille (*Bulletin de la société d'encouragement*, n° 311, mai 1830). M. Verdière est le seul, à notre connaissance, qui ait su dissoudre le caoutchouc par un procédé qui ne laisse aux objets préparés aucune odeur. On lui doit les publications suivantes : *Observation d'une hernie saphéenne entéro-épiploïque guérie par l'emploi du marcure doux*, 1827, in-8°. *Mémoire avec planches sur un appareil composé de l'artillerie à vapeur, dans le cas d'anémisme aiguë*. Paris, 1823, in-8°.

VERGNES Jacques-Paris, maréchal de camp, est né à Tournais (Lot-et-Garonne), le 19 avril 1755. Il fit de bonnes études, et entra dans le corps royal du génie le 31 janvier 1773. A l'époque de la révolution, M. Vergnes était capitaine dans cette arme depuis le 19 mars 1786. Ses connaissances le firent employer, dans les premiers mois de 1793, à l'armée que commandait en Flandre le général Bouchambrun. L'armée prussienne venait de pénétrer en Champagne, et le gouvernement français s'occupait des moyens de mettre la capitale à l'abri d'une surprise. Dans cette circonstance difficile, le conseil exécutif provincial chargé le capitaine Vergnes de reconnaître une ligne de défense propre à arrêter l'ennemi. Il proposa de former un camp retranché sur les hauteurs qui dominent Juvisy; et, dans un mémoire qu'il rédigea, il fit habilement connaître l'avantage de cette position comme la plus propre à arrêter la marche des Prussiens, et les empêcher de s'emparer de Villeneuve-Saint-Georges, dont la possession pouvait compromettre Paris. Il terminait son mémoire par le conseil d'aller au-devant de l'ennemi, après s'être assuré de l'exécution des travaux et de la sûreté du camp de Juvisy. Cet écrit valut à son auteur le grade d'adjudant général, et le fit employer en cette qualité à l'armée de l'intérieur, dont le quartier-général était à Châlons. C'est dans cette ville qu'il organisa, au commencement de septembre 1793, dix-huit mille hommes de nouvelles levées. Cette organisation, opérée en peu de jours, lui fit confier celle de l'armée du nord, et il s'acquitta de cette opération avec le même zèle et la même promptitude. Les talents de l'adjudant-général Vergnes le firent appeler à partager les travaux du ministre de la guerre. Il contribua, par ses soins et par son active coopération, à la formation des neuf armées, qui bientôt devaient aller porter l'épouvante dans les rangs ennemis. Nommé chef d'état-major de l'armée des côtes, au commencement de 1793, il fut chargé d'établir des signaux de reconnaissance sur toutes les côtes, et de la construction de fourneaux destinés au tir des boulets rouges. Cette nouvelle mission le fit nommer général de brigade, grade auquel il fut promu le 5 mars 1793. Le général Vergnes se signala dans les guerres de la Vendée, et particulièrement au siège de Nantes, où il commandait la réserve. Suspendu de ses fonctions le 14 octobre suivant, il retourna dans la vie privée. Lorsqu'en 1809, les Anglais vinrent attaquer les côtes de Flandre, il commandait, à Ostende, trois cohortes de gardes nationales: ce fut le dernier service qu'il rendit à son pays. Il se retira au sein de sa famille, n'ayant encore que cinquante-quatre ans d'âge, et cessa de faire partie des cadres de l'armée.

VERHUELL (CHARLES-HEURI), vice-amiral, pair de France, grand-cordon de la légion d'honneur, chevalier de l'ordre royal du mérite militaire, est né le 31 février 1763, à Duinchem, ville des provinces unies des Pays-Bas. Il appartenait à une des familles les plus anciennes et les plus distinguées de la Gueldre, par les emplois que ses membres ont occupés depuis des siècles dans la haute magistrature, l'armée et la marine. Son aïeul maternel était grand commandeur de l'ordre teutonique. En 1775, à prime âge de onze ans, il entra comme cadet dans un régiment d'infanterie; mais, quatre ans après, ayant témoigné

plus de vocation pour le service de la marine, il s'embarqua en qualité d'éclaireur sur une frégate de quarante-cinq canons, commandée par le célèbre capitaine, depuis amiral, Kinsbergen. Sous un tel maître, il se pouvait manquer de se former promptement au métier de la mer et à l'exercice du commandement naval. Dès l'année 1780, la Hollande s'étant unie à la France pour soutenir contre les Anglais la guerre qui lui avait été imposée par la déclaration d'indépendance des colonies de l'Amérique septentrionale, la frégate sur laquelle était embarqué le jeune Verhuel fut employée d'une manière active à diverses croisières dans la mer du Nord. En 1781, il prit part, sur cette même frégate, au mémorable combat que l'amiral Zoutman livra aux Anglais sur le Doggerbank. Cette frégate prit part dans la ligue des vaisseaux, et s'y montra très-active presque toute l'action. Aussi fut-elle criblée de boulets, presque totalement démantée, et eut-elle plus de la moitié de son équipage mis hors de combat. Le 10, prit trois fois à bord, et la frégate n'y échappa qu'en se couvrant de saurme, ou plutôt par les efforts incroyables des officiers et marins qui n'avaient pas un combat sous les coups de l'ennemi. Le jeune Verhuel, qui s'était distingué dans cette occasion, et qui avait reçu une légère blessure, restait, avec le commandant, le seul officier de l'état-major en état de servir après le combat. Il fut confirmé dans le grade de lieutenant de vaisseau dont il remplissait promptement les fonctions, et décoré de la médaille que le gouvernement décerna aux officiers qui s'étaient signalés à cette affaire. Pendant toute la guerre, il fut presque toujours sur la mer, et se trouva, pendant une croisière qu'il fit au nord de l'Angleterre, investi de commandement d'une corvette dont le capitaine était malade, à la touber malade. A son retour, il fut embarqué sur un vaisseau de ligne avec lequel il fit, en deux ou quatre campagnes dans la Méditerranée, et dans la mer du Nord. Il se fit remarquer alors par son trait d'impétuosité qui ajouta à la réputation dont il jouissait déjà. L'équipage d'un autre vaisseau s'était révolté, avait emprisonné tous les officiers, et depuis plusieurs jours se maintenait dans cet état d'insurrection. Le lieutenant Verhuel fut chargé d'aller apaiser la révolte. Il s'embarqua dans une chaloupe avec deux autres officiers, quelques matelots dévoués et sa compagnie de milice. Il s'approcha du vaisseau se surpris, s'élança à l'abordage, et en moins d'une heure rétablit l'ordre: les chefs des révoltés furent saisis et livrés à la justice. Durant l'intervalle qui s'écoula entre la guerre d'Amérique et la révolution française, et de celle de la Hollande, M. Verhuel eut différents commandements, et fut chargé de diverses missions telles que d'organiser un corps de canonniers de marine, d'explorer les côtes de la Guinée, et d'établir des croisières dans le voisinage des colonies hollandaises de l'Amérique. Lors du trépas de son père, il se retira du service avec la presque totalité des officiers du corps de la marine. Le grade de capitaine de vaisseau venait de lui être conféré: mais les événements avaient empêché de lui en expédier le brevet. Il fixa sa résidence à la campagne, se livrant à des soins purement domestiques. A l'époque du débarquement de l'armée anglo-russe sur les côtes de la Nord-Hollande, en 1799, il se rallia au prince héréditaire d'Orange qui l'avait appelé auprès de lui, et après la capitulation qui termina cette expédition, il retourna dans ses foyers. Il avait abandonné tout espoir de rentrer dans la marine, quand le gouvernement hollandais, qui avait pris plus de confiance et de stabilité, lui proposa, en 1803, de reprendre du service. Il fut nommé contre-amiral et chargé d'une mission militaire et politique auprès du gouvernement français. Bientôt après on le nomma commandant en chef de toute la flotte que fournit la Hollande pour coopérer à la grande expédition contre l'Angleterre. L'aile droite de l'armée expéditionnaire devant s'embarquer sur cette flotte, dont la réunion à celle de Boulogne était une opération aussi difficile que périlleuse, l'amiral Verhuel l'accompagna avec autant d'audace que d'habileté, et soutint avec intrépidité et succès plusieurs combats contre les croisières anglaises.

qui voulurent s'opposer au passage de sa flottille. Celui sur tout qu'il livra sous le cap Grines, où toute l'escadre de l'amiral Keith s'était postée pour l'empêcher de déboucher du Pas-de-Calais dans la Manche, et de gagner le port d'Ambletuse, excita l'enthousiasme de toute l'armée accourue sur les côtes pour jouir de ce spectacle, et lui mérita des témoignages de la plus haute estimation de la part de l'empereur. Il avait eu pour témoin et admirateur de sa belle et audacieuse manœuvre, le brave maréchal Davoust, qui, dans cette circonstance, avait voulu partager ses dangers. A cette époque, il tenait d'être nommé ministre de la marine de Hollande : mais il avait refusé de se rendre à ce poste avant d'avoir réuni sa flottille à celle des Français, et d'avoir coopéré à la descente. Il ne prit le porte-feuille qu'après que l'expédition eut été ajournée, et que l'armée se fut mise en marche pour aller cueillir les lauriers d'Austerlitz. En 1806, l'amiral Verhuell fut décoré du grand aigle de la légion d'honneur, et le gouvernement hollandais, l'envoya en qualité d'ambassadeur extraordinaire près de l'empereur Napoléon. Peu de temps après, la Hollande fut érigée en royaume pour Louis Bonaparte. L'amiral Verhuell fut élevé à la dignité de *maréchal de Hollande*, et à la création de l'ordre de la réunion, il en reçut le premier la grand-croix. Vers la fin de 1807, il quitta le ministère de la marine, et fut de nouveau nommé ambassadeur en France. En 1809, on le rappela de son ambassade pour lui donner le commandement des forces navales destinées à défendre la Meuse et la Zélande, menacées par les Anglais, qui venaient de faire une descente aux bouches de l'Escaut occidental. Il arbora son pavillon sur le vaisseau de quatre-vingt canons, le *Royal hollandais*, et prit de sages dispositions pour en arrêter les flottes que les Anglais n'avaient pas encore attaquées. Dans l'année 1810, le royaume de Hollande ayant été réuni à la France, l'amiral Verhuell fut nommé président de la junte chargée de régler les affaires de son pays. Par suite de la réunion, il entra dans la marine française avec son grade de vice-amiral, et reçut le commandement général des forces navales de l'empire sur les côtes de la mer du Nord, et de la Baltique depuis la rivière d'Emu jusqu'à Dantzig. Il déploya dans ce commandement une activité remarquable, et Napoléon lui dut l'établissement de chantiers de construction dans les ports de Brème, de Hambourg et de Luheck. Ses travaux furent récompensés, en 1812, par la dignité de grand officier de l'empire, inspecteur général des côtes de la mer du Nord. Il reçut, à la mort de l'amiral Dewinter, le commandement de l'escadre du Texel et des flottilles stationnées sur les côtes de la Hollande, au nord de la Meuse. L'insurrection qui éclata vers la fin de 1813 plaça l'amiral Verhuell dans une position très fâcheuse. Les équipages de son escadre ayant pris parti pour leurs compatriotes insurgés, il lui fut impossible de les contenir. Cependant il obtint d'eux qu'avant de quitter leurs vaisseaux, ils fideraient à les faire rentrer dans le port du Nieuvre-Diep. Ce n'est qu'après avoir réuni de la sorte à mettre son escadre en sûreté, qu'il complota, en forme, les marins que le respect qu'ils portaient à leur digne chef avait maintenus un moment de plus dans le devoir. Ce trait inouï dans les fastes des révolutions est également honorable pour eux et pour lui. Tous les soins de l'amiral Verhuell se tournèrent alors vers les moyens de mettre dans le meilleur état de défense possible les forts qui gardaient l'entrée du port où il avait si heureusement abrité son escadre. Il s'enferma de sa personne dans le fort Laasle, avec un équipage de haut bord français, et toute la garnison française du Il-Mer, en même temps qu'il faisait occuper le fort Morland. Il se maintint dans ces deux forts jusqu'après l'issue des événements de Paris, résistant aux tentatives de tout genre qui furent faites pour le porter à abandonner son poste. Toutes les sommations furent inutiles. D'un autre côté, les mesures défensives qu'il avait prises détournèrent les troupes hollandaises et les corps alliés qui existaient les forts, d'entreprendre une attaque de vive force, et elles se bornèrent à un blocus. L'amiral Verhuell ne se décida enfin à évacuer les deux forts qu'un mois d'avril

1814, quand il en reçut l'ordre de S. A. R. Monsieur, lieutenant général du royaume de France. Il s'embarqua avec tout son état-major sur une corvette française qui le conduisit au Havre; la garnison et l'équipage de haut bord français se rendirent en France, par terre. Louis XVIII accueillit l'amiral Verhuell avec beaucoup de bienveillance. Il lui conserva son rang dans la marine et ses titres, et lui accorda des lettres de grande naturalisation qui, soumises aux deux chambres, fournirent à divers orateurs l'occasion de mentionner de la manière la plus honorable les services que l'amiral Verhuell avait rendus à la France. Dès lors, il fixa définitivement son séjour dans le pays à la gloire et aux intérêts duquel il s'était voué depuis si long-temps. En 1819, le gouvernement a ouvert à l'amiral Verhuell les portes de la chambre des pairs qui compte dans son sein tant de vieilles illustrations de la république et de l'empire.

VERNET (CLAUDE-JOHN), peintre célèbre, né le 14 août 1754 dans Avignon. Son père, Antoine, qui n'était point sans talent, le forma d'abord dans son art; mais, vers l'âge de dix-huit ans, Claude sentant déjà ce qui lui manquait, desira d'aller en Italie continuer ses études. Le trajet par mer étant plus rapide et plus économique, Vernet eut le bonheur d'apprendre, dès cette époque, et d'après ses propres sensations, quelle direction principale il devait donner à ses travaux. Pendant ce voyage, il fut si bien inspiré par la vue des eaux et des effets de lumière, qu'à peine arrivé à Rome il n'avait plus, en ce genre, aucun rival parmi les élèves. Bernardin Peignoni était regardé alors comme le meilleur peintre de marine de Rome; Vernet entra dans son école, et on ne tarda pas à juger qu'il allait surpasser son maître. Mais sa situation, à d'autres égards, n'était pas heureuse; ce défaut d'aisance arrêtait ses succès, en le réduisant à chercher dans l'exercice de son talent des ressources immédiates. On se l'a qu'il faisait, pour payer un mois de pension alimentaire, ou pour se procurer un habit, ces petits tableaux qui ont été ensuite recherchés, et dont tel, après avoir passé dans d'autres mains, s'est vendu mille écus. Néanmoins, la renommée du jeune artiste s'étendait; sa facilité multipliait ses productions, et il s'assura particulièrement l'estime des amateurs par ses travaux dans la galerie Borghèse, et au palais Bonaparte. Ce fut surtout dans ces derniers paysages qu'il eut l'heureuse fantaisie de reproduire le style de *la source*, et pourtant aussi noble qu'original de Salvator-Rosa. Vernet n'avait pas encore adopté un pinceau plus doux, et des nuances plus suaves; mais il avait cette aménité dans ses relations, si universelle, et le nombre de ses amis bûta sa réputation. Parmi eux on remarquait Pongolze, ce Napoléon dont l'extrême sensibilité, source peut-être de tout son génie musical, s'étendait naturellement à d'autres arts. Encore dans la jeunesse, seule saison de la vie qui lui ait été accordée, il avait toutefois dix ans de plus que Vernet; mais il aimait à passer des heures entières dans l'atelier d'un artiste dont il devinait l'avenir, et dont il ne trouvait pas toujours les inspirations étrangères aux siennes. Là fut imprimé un des meilleurs versos du fameux *Stabat*, et Vernet en conserva religieusement le brouillon. Pendant son séjour prolongé au-delà des Alpes, il ne se borna pas à dessiner la plupart des monuments de l'Italie; conformément à sa vocation la plus spéciale, il en parcourut les mers, ainsi que celles de la Grèce, en observant, pour l'a retracer avec fidélité dans l'occasion, les rîages pittoresques tant de fois célébrés dans les beaux idiomes d'Olympie et de Parthénop. Admis, en 1783, dans l'académie de Saint-Luc, à Rome, il épousa, vers ce temps, la fille d'un Anglais nommé Parker, et officier de marine sur les chaloupes du Vatican. Le ministre français ayant jeté les yeux sur Vernet pour peindre les ports principaux de France, il se conforma avec empressement à l'immortelle invitation faite par Marigny, au nom de Louis XV, et, après une absence de vingt-deux années, il revint sa patrie. C'est dans ce trajet de Livourne aux côtes de France, que, pour contempler avec plus de liberté une mer orageuse, il se fit attacher par le milieu du corps au mât de la felouque, laissant à

l'équipage l'idée de la voir au premier choc se briser contre les rochers, et n'ayant d'autre pensée, quant à lui, que de croquer quelque souvenir des phénomènes de la tempête. Dans l'exposition de 1812, au Louvre, on a vu ce trait de courage et d'enthousiasme de Claude-Joseph, retracé par le pinceau de son petit-fils, qui soutient avec tant de bonheurs le nom de Vernet. L'arrivée de l'ancien élève de Fergioni dans la capitale fut suivie presque immédiatement de son entrée à l'Académie de Peinture. Les portes s'ouvrirent par acclamation à la vue de son tableau de réception qui fait maintenant partie du musée. C'est un port, vu au coucher du soleil. On y remarque, d'un côté une tour où est arboré un drapeau, et de l'autre des arbres ombrageant un rocher : trois personnages en costume oriental s'y trouvent sur le premier plan. En dix années, à partir de ce moment, Vernet acheva sa vaste entreprise dont on venait de le charger. Ces différents ports, visités avec une attention scrupuleuse, et fidèlement représentés, n'ont pas perdu, dans ce soin pour les détails, l'effet dont les lieux étaient susceptibles : l'exécution a pleinement répondu à l'attente du gouvernement et du public. Quand ce beau travail fut terminé, l'auteur, encore dans la force de l'âge, resta dans sa seconde liberté, sans tomber jamais dans le mauvais goût qui régnait alors au point de subjuguier David même, avant qu'il reçût les conseils de Vien, et qu'il en sentit le prix. Un logement au Louvre avait été l'une des récompenses de la collection des ports de France. Ce fut pour ainsi dire dans ses loisirs que Vernet, après avoir achevé les vues des ports, fit environ cent quatre-vingts tableaux exempts de négligence, et dignes de sa réputation. Dans quelques autres seulement, il parut abuser un peu de sa facilité ; mais sans doute il attachait peu d'importance à ces innoceux, dont quelques-uns ne lui coûtaient qu'une matinée, bien qu'on y reconnût toujours le grand artiste. Carle Vernet, son fils, appelé à l'Académie à cause de son Triomphe de Paul-Emile, y fut reçu, en 1787, par son père même, qui, depuis 1766, y avait le titre de conseiller. Pour lui, estimé généralement, il trouvait son bonheur dans son art, et il travailla jusqu'à son dernier jour, sans avoir le chagrin de voir s'affaiblir son talent. Mais à quelque point que se soit soutenu son style une fois fixé, on a pu remarquer en lui deux manières, selon les temps. A une vigueur plus hardie, et moins travaillée, à cette sorte d'indépendance dans laquelle avait persisté Salvator-Rosa, succéda tout-à-coup chez Vernet, avant même qu'il rentrât en France, un faire plus harmonieux, une imitation plus irréprochable de la nature, des teintes plus variées, et une lumière plus savamment répartie. Cette distribution de la lumière, soit naturelle, soit artificielle, est un de ses plus grands mérites, ainsi que le surprenante diversité des scènes fidèlement copiées, ou imaginées avec non moins de charme. Les clartés du matin, les teintes d'un coucher de soleil : le repos de la nuit, et le fracas des tempêtes ; la transparence des eaux, et la violence des vents ; l'attitude paisible des matelots et des autres personnages, ou leurs sollicitudes, leur effroi, leur dernière lutte et leurs derniers soupirs : tout est d'une vérité, ou d'écieuse, ou frappante, fortement expressive, et constamment sage. En parlant de cette ingénieuse et savante exactitude qui caractérise Vernet, Diderot a dit, avec son originalité souvent piquante : « Tels sont ces hommes rares, en qui le jugement balance si parfaitement la verve qu'ils ne sont jamais ni exagérés, ni froids... C'est un grand magicien : on dirait qu'il commence par créer le pays, et qu'il a en réserve des hommes dont il peuple sa toile, comme on peuple une colonie ; puis il leur fait le temps, le ciel, la saison, le bonheur, la malheur qu'il lui plaît. C'est le Jupiter de Lucien, qui se leve de table, et dit : *De la grêle en Thrace*, et on voit aussitôt les arbres dépouillés, les moissons béchées, et le chaume des cabanes dispersé : *La peste en Asie* ; et l'on voit les portes des maisons fermées, les rues désertes, et les hommes se fuyant... *Ici une diète* ; et le vieux labourer expire de besoin sur sa porte. Jupiter appelle cela gouverner le monde, et il a tort :

« Vernet appelle cela faire des tableaux, et il a raison. » Une autre observation du même écrivain est bien propre à donner une idée de la facilité extrême de Vernet. Il s'agissait des vingt-cinq ouvrages exposés par lui au salon de 1763. Diderot s'écria ainsi, en en rendant compte : « Il n'y a presque pas une de ces compositions à laquelle un peintre, qui aurait bien employé son temps, n'eût donné les deux années qu'il a mises à les faire toutes. Quelle effroyable de lumière ! Les beaux ciels ! quelle eau ! quelle ordonnance ! quelle prodigieuse variété de scènes ! » Il ne serait pas moins curieux de savoir quelle idée ce grand peintre avait de son propre moyen. On peut du moins citer à cet égard les paroles suivantes, sans décider si elles sont précisément un peu modestes qu'elles l'ont paru à quelques critiques : « Me demandez-vous si je fais les ciels comme lui : maître ? Je vous répondrai que non. Les figures comme tel autre ? Je répondrai que non. Les arbres et le paysage comme celui-ci ? Les eaux, les vagues, les brouillards comme celui-là ? Mêmes réponses. Je serais à chacun d'eux dans une partie, je les passe dans toutes les autres. » La vie de Joseph Vernet, presque exempte de troubles, s'est terminée au commencement de ceux de la révolution, en 1794. Ce ne fut que très-long-temps après, en 1816, que l'athénée de Vaulx-lès-Compiègne, pour sujet de son éloge en vers du plus célèbre artiste à qui le rôle d'Avignon ait donné le jour. Le prix fut décerné à M. Bignan, le 30 octobre, en présence du fils et du petit-fils de celui dont on honorait la mémoire : la belle réputation des deux héritiers de un non méritait beaucoup d'intérêt à cette solennité. En témoignage de reconnaissance, ils offrirent à l'athénée deux tableaux de leur composition : M. Carle au Courir de chevaux à Rome, et M. Horace son *Musée* comparé par un cheval sauvage. Ces deux sujets furent choisis sur les urnes d'argent que la ville à son tour envoya aux deux artistes. On ne pourrait citer ici toutes les compositions de Vernet, dignes d'être conservées dans les galeries les plus précieuses, et les différentes séries. Celui de Paris en réunit quarante-huit, en comptant la collection des ports qui sont : 1° et 2° Vue de l'entrée du port de Marseille, prise de la montagne nommée Tête-de-More, et Vue de l'intérieur du port, prise du pavillon de l'horloge du port en 1752. Les premiers de ces tableaux on voit Vernet lui-même, sa famille, qui l'entoure, lui montre un insigne âgé de cent dix ans, et qui s'appelait Annibal. 3° Vue du port de Bandol, 1755. Sur le devant une pêche de bandol. 4° 5° et 6° Vue de la rade, et des campagnes de Toulon : Vue du port neuf, prise de l'angle du port d'artillerie, et Vue du vieux port, prises de montagnes de vivres, 1756 ; 7° Vue de la rade d'Antibes, prise du côté de la terre, 1756 ; 8° Vue de la ville et du port de Bordeaux, prise du côté des salinières, 1754 ; 9° Vue de la ville et du port de Bordeaux, prise du côté du Château-Tronquette, 1759 ; 10° et 11° Vues de la ville et du port de Bayonne, prises, l'une près de la porte de Mousserole, et l'autre à mi-côte des salinières, 1761 ; 12° Vue du port de Cette, prise du côté de la mer, 1761 ; 13° et 14° Vues du port de la Rochelle, de celui de Rochefort, 1764 ; 15° Vue de la ville et du port de Dieppe, 1768. Les trente-trois autres ports, qui ornent aussi le musée du Louvre, et qui appartenaient à eux seuls une collection très-précieuse, sont : la Tempête ou le Soir, regardé comme le chef-d'œuvre de Vernet. La foudre éclate encore au milieu des nuages ; un bâtiment a été brisé contre les rochers de la côte. Qu-que-uns des naufrages cherchent au milieu d'une barque qui est elle-même à demi submergée. Des matelots veulent secourir une femme évanouie, et, dans l'éloignement, un vaisseau manœuvre pour regagner la pleine mer. Les quatre parties du port, savoir : le Matin, ou la Pêche ; le Midi, ou l'Empire ; figures ; le Soir, ou le Retour au Village ; la Nuit, effet de lune. Un autre Matin. Un autre Soir. Le Calme à midi. Un autre Clair de lune. Six Marins, avec trois clairs de lune, un Temps brumeux, etc. Des Pêcheurs vidant leurs filets. D'autres Pêcheurs, ou le Retour de la pêche. Deux Ports de mer avec brouillard.

Un Port de mer vu au coucher du soleil; tableau de réception en 1755. Un autre Port de mer, ou Soleil couchant, avec des personnages en costume du Levant. Le Naufrage. Une partie de l'équipage d'un vaisseau brisé se salue sur un écueil, et une chaloupe s'efforce de gagner le rivage. Autre Naufrage, avec une femme évanouie, et trois autres figures. Le Coup de tonnerre. Paysage. Les Baigneuses. La Bergère des Alpes. Les Cascades de Tirol. Vue du pont et du château de Saint-Ange. Le Torrent, morceau d'étude fait aux environs de Rome. Vue de l'Ancien *Pars Senatus*, ou *Ponte-Rotio*, à Rome. Un Paysage aux environs de Rome. Un autre Paysage. effet de lune. Enfin un Paysage où on voit Perronet dirigeant la construction d'une grande route. Ce tableau, fait à Londres, passe pour le plus faible de tous ceux de Vernet réunis au Louvre. Il a gravé à l'eau forte, et avec esprit, des paysages de sa composition. Les quatre que l'on connaît sont : Un Canal entre des rochers escarpés, et sur lequel se trouvent des pêcheurs. Un paysage, où est un ruissseau qui traverse un petit pont. Un marché dans une ville. Un Berger jouant de la musette à côté d'une bergère. L'œuvre gravée de Vernet a beaucoup d'importance par la curieuse variété des sujets, au nombre de près de deux cents, et par le talent des Aliamet, des Flipart, des Lebas, etc. La Tempête a été reproduite avec une admirable énergie par le burin de Balechou.

VERNET (ANTOINE-CHARLES-HORACE), connu généralement sous le nom de Carle, fils de Joseph Vernet, qui s'est fait une si grande réputation par ses *marines*, naquit à Bordeaux, le 14 août 1758. Il commença de bonne heure, sous les yeux de son père, l'étude du dessin et de la peinture. Il devint, en peu d'années, l'un des premiers élèves de l'Académie, et, à l'âge de dix-sept ans, il remporta le second prix de cette école. Non content de ces premiers succès, il redoubla d'efforts, et, en 1778, il obtint le grand prix de peinture, et partit pour Rome en qualité de pensionnaire du roi. Là, inspiré par les chefs-d'œuvre de Raphaël, de Jules-Romain, de Salvator-Rosa, et par les souvenirs qu'il avait bûnés son père dans cette capitale du monde chrétien, il s'étudia surtout à reproduire soigneusement les formes gracieuses et nobles du coursier belliqueux de Vandermeulen et de Wouvermans, aussi-bien que le cheval agricole et pesant de Paul Potter. Comme Watteau, après avoir peint avec succès les marches d'armées, les campements et les batailles, il sut retrouver encore sur sa palette, si à couleurs riâtes des scènes populaires et grivoises. Si Teniers a peint l'attitude, les vêtements et l'esprit des paysans de la Flandre, Carle nous a présenté la physionomie et les mœurs du peuple parisien, avec une telle finesse et une telle vérité, que chaque classe de la société peut aisément se reconnaître dans ses ouvrages. De retour en France, et profondément pénétré de la manière des grands maîtres de l'Italie, C. Vernet concourut pour être agréé à l'Académie royale de Peinture: il fut reçu membre de cette honorable société, en 1787, après avoir présenté, pour sa réception, un tableau de quinze pieds de proportion, dont le sujet est le Triomphe de Paul-Emile, après la défaite de Persée. Ce tableau, le premier des grands ouvrages historiques que l'auteur ait faits, fut exposé, en 1791, au salon du Louvre, et mérita, par sa belle et sage exécution, les suffrages du public et des artistes. Porté par ses goûts au genre des batailles, inspiré par les hauts faits des vainqueurs de l'Europe, Carle suivit dans sa course glorieuse les héros qui s'illustrent sur tant de champs de bataille, et par ses crayons et ses pinceaux, transmit à la postérité l'image constante de cette gloire surhumaine que le temps ne pourra détruire. Il a exposé successivement, à cette époque, Bataille de Rivoli, dix pieds; Bataille de Marengo, trente-deux pieds; Bataille d'Austerlitz; Départ des maréchaux, vingt-deux pieds; Entrée dans Milan, trois pieds; Bataille de Wagram, quinze pieds. Carle composa, en 1806, pour Aubert, vingt-trois dessins représentant les campagnes d'Italie, comme Napoléon les avait faites. Avant d'avoir élevé ce monument à la gloire française, en 1800, Carle avait déjà reproduit, avec une

étonnante vérité, ces artilleurs français gravissant, pleins d'ardour, malgré la glace qui retenait leurs pas, et la neige qui leur cachait les précipices et les chemins, le sommet presque inaccessible du mont Saint-Bernard. Napoléon, pour récompenser l'artiste qui avait si bien saisi sa pensée et qui avait si heureusement sa la peindre, le décora, le 22 octobre 1803, de l'étoile de la légion d'honneur. Encouragé par cette marque de reconnaissance et d'admiration pour son talent, par cette croix, alors sans tache, alors prodigieuse seulement au grand courage et au vrai mérite, Carle suivit sa brillante carrière avec une nouvelle ardeur. Le nombre de ses tableaux est si prodigieux, et la quantité de ses spirituelles lithographies est telle, que si nous voulions les rappeler toutes, nous irions beaucoup au delà des limites qui nous sont prescrites. Nous nous bornerons donc à signaler quelques-unes des compositions de cet artiste inépuisable. Après avoir excélé dans les batailles, et généralement dans tout ce qui tient à l'art militaire, Carle s'est fait une grande réputation par ses *chasses*. La multitude des groupes d'hommes, de chevaux et de chiens, dans ses paysages, touchés toujours avec esprit, offre sans cesse au goût et à la curiosité du spectateur, une suite de scènes variées plus agréables les unes que les autres. Ici c'est une Chasse de l'empereur au bois de Boulogne, (1812), composée avec une finesse de détail admirable, dessinée avec une rare perfection, pleine de mouvement, d'incidents imprévus, crêtés toujours en maître. Là, c'est une Chasse de Rambouillet (1818), que le peintre a été appelé à suivre dans tous ses détails et dans tous ses effets, et qu'il a rendue aussi parfaite, aussi vraie que la nature. Plus loin, il nous retrace trois chasses au daim, l'une prise dans la forêt de Compiègne, et au moment du hallali, l'autre vue dans les bois de Meudon, au sortir de l'eau, et la troisième, donnée à Verrières, offrant le débouché du daim. Même dans un petit espace, le peintre sait offrir tous les détails d'une Chasse au cerf. En 1812, il a composé une sortie de cavalerie française contre des Mamelucks. Ce tableau, qui parut à quelques critiques sévères peu terminée, et plutôt un épisode d'une grande composition, qu'un tableau proprement dit, se fait cependant remarquer par une touche aussi franche que spirituelle, par la netteté de l'effet, et la transparence du coloris. En 1814, cet artiste a fait, entre autres ouvrages, le portrait du duc de Berri. La ressemblance en est parfaite, et l'exécution admirable. Le prince, représenté en uniforme de colonel général des dragons, à derrière lui, groupés avec art, plusieurs officiers à cheval; dans le fond, on voit manœuvrer quelques pelotons de cavalerie. Ce peintre a publié, en 1817, trente cahiers in-folio de l'économie du cheval. L'année suivante, madame Vernet, fille de Moreau, ancien dessinateur du cabinet du roi, présenta à Louis XVIII le recueil des *Fables de La Fontaine*, lithographiées par son mari. Carle a exposé, au salon de 1824, la Prise de Pampelune, et en 1827, la Chasse au daim, faite pour la Saint-Hubert, en 1818, dans les bois de Meudon. Une Course de chevaux à Rome, qui eut lieu pendant le carnaval de 1820, inspira à ce peintre habile, un de ses plus charmants tableaux, qu'il ne faut pas confondre avec le tableau d'Horace sur le même sujet. Il y a reproduit, avec une frappante vérité de tons et de dessin, les costumes des habitants de Rome, lorsqu'ils paraissent aux spectacles publics. On peut voir, pour ce qui concerne ce tableau ainsi que le voyage en France et en Italie de Carle Vernet, l'article suivant (Horace Vernet). Le 26 mars 1816, Carle fut nommé membre de l'Institut, et quelque temps après chevalier de l'ordre de Saint-Michel. Nous devons signaler, parmi les bonnes productions de Carle, quatre tableaux de Mamelucks que possède M. Aumont, et qui ont été gravés par Jaxet. Dans ces dernières années, Carle a fait quelques tableaux et dessins, entre lesquels nous mentionnerons un Cosaque franchissant un pont (1830), tableau qui est aujourd'hui à Lille. Un Retour de chasse (salon de 1833). La Vue d'un four à plâtre, *idem*. Trois chevaux (1831), pour la lithographie de Delpech. Il a com-

mené un grand tableau qui ne sera probablement pas fini : Entrée de Louis XVIII. Il est sur le point d'achever un tableau de chasse de bêtes féroces, qui complètera une collection commencée pour MM. Aumont et Jasset, et qui se compose jusqu'ici de deux dessins et d'un tableau sur des sujets semblables. Bien que fatigué par une vie pleine de travaux et déjà longue, Carle aurait pu, dans ces dernières années, soutenir encore sa réputation par des œuvres remarquables ; mais sa tendresse excessive pour son fils, la détermina à le suivre à Rome, quand Horace a été nommé directeur de l'Académie de Peinture, et le climat de Rome a plus vieilli Carle que ne l'avaient fait soixante ans de travaux. Ses grands Tableaux des batailles de l'empire disparaîtront bientôt dans les salons de Versailles que Louis-Philippe doit faire restaurer. Carle a traité avec une telle perfection tous les genres et tous les sujets, depuis ceux qui dépendent de l'histoire jusqu'à ceux qui retracent les scènes les plus simples et les caricatures les plus plaisantes, que chaque genre paraîtrait lui appartenir exclusivement, s'il n'avait trouvé, dans son fils, un rival digne de Joseph et de lui.

VERNET (HORACE), fils du précédent, et petit-fils de Joseph Vernet, né à Paris, le 30 juin 1789, aux galeries du Louvre, logement, jusqu'alors accordé aux grands artistes, et à ce titre, mérite par son aïeul et son père. Horace vint au monde l'année même de la mort de Joseph Vernet. Le jeune Vernet avait reçu de la nature une telle variété de talents, tous les genres lui devinrent en peu de temps si familiers, que quel que fût le sujet qu'il traitait, il semblait avoir été formé particulièrement pour y exceller. Par ses batailles, ses paysages et ses marines, par ses portraits, ses intérieurs et ses scènes familiales, cet artiste paraît vouloir, à lui seul, hériter de toute la gloire de sa famille. C'est surtout en nous retraçant des combats, qu'Horace s'est acquis, jeune encore, une réputation si glorieuse et si nationale. Né au milieu de l'ère nouvelle de la révolution, excité par les cris de gloire et de liberté, Horace Vernet empreint son imagination de ces hautes et fortes pensées qui font les héros comme les grands génies. Les batailles de Jemmapes, de Montmirail, d'Arcueil et de Haubert, vivront toujours pour justifier la gloire des héros et de l' Patrie. Ces belles compositions l'ont placé au premier rang des peintres dans ce genre si difficile. Dans ces scènes même, qui embrassent une si grande étendue, et au milieu de cette multiplicité d'actions, Horace a su fixer sans cesse, avec bonheur, l'attention du spectateur sur tous les éléments du succès ou de la défaite de l'un des deux partis. Bien qu'il donne le plus grand soin au cadre général de son sujet, il ne néglige cependant pas les scènes particulières et leurs plus petits détails. Mais tous ces faits séparés se rattachent si bien à la grande et unique action, tous ces petits tableaux se fondent si bien et avec tant d'habileté dans cet immense tableau, qu'il n'y forment qu'un seul tout de diverses parties. Vout-il représenter un de ces combats d'acharnement et de massacre qui se livrent encore aujourd'hui chez quelques nations barbares, il appelle alors à son aide toute la confusion et le carnage des batailles de Salva-tor Rosa et de Jules Romain ; il retrace largement sur la toile, la vive et forte expression de ces guerriers assaillis, comme Gérard d'Audouin a su les briser sur le cuivre. Telle est la Bataille de Tolosa. Les figures des combattants offrent une grande variété de costume, de mouvement et de caractère. Dans cette mêlée sanguinaire, et bien différente de nos combats modernes, on ne trouve aucun personnage inutile et froid ; tous combattent avec rage, tous dans leurs tableaux particuliers sont habilement coordonnés avec l'action générale. Il s'agit de la gloire et des malheurs de la France, Vernet a toujours suivi sa noble mission. Entre autres ouvrages, il a montré, au salon de 1817, les derniers moments du prince Poniatowski, qui, réduit à une fuite honorable et précipitée, lance son cheval au galop, franchit des trunks d'arbre étendus à terre, et trouve dans les flots de l'Elster cette mort qu'il pensait éviter. Horace excelle

surtout à représenter la scène morale, le com, par ainsi dire, des animaux et des hommes. Tel est particulièrement le mérite du Chien de régiment, peinture la plus vraie, la mieux sentie, peut-être, qui soit sortie du génie de Vernet. Indifférent aux pitié et les menaçant et à la mort qui frappe à leurs côtés, deux jeunes tambours ne s'occupent qu'à panser leur barbet blessé. Ici lui prodigeait le peu d'humanité qui leur reste, sans songer pour eux à la même pitié, tandis qu'après d'eux, tout eût été à sa mesure, un officier ne se détournait pas même à une scène attendrissante, et semble ne pas trouver en la la moindre émotion. Décrite ainsi sur la toile le héros, jeter tant d'intérêt dans une œuvre si simple et si naïve, c'est se montrer capable des plus grands et des plus difficiles compositions, c'est de surcroît à force de naturel. Il est rare de s'élever plusieurs fois de suite à une si haute perfection. L'un des trompettes eût en fournir la preuve. Dans ce tableau soit digne de figurer auprès de ceux du com de régiment, il touche et saisisse même ; mais c'est bien peint et bien composé ! Cinq figures ont suffi pour exécuter une œuvre qui seule fût la réputation d'un artiste. Après s'être reposé en traitant ces charmants sujets, Horace, inspiré par la lecture de *Voyage du Levant*, du comte de Forbin, nous a tracé le massacre des mameluks dans le château de Caïre. Cette composition magnifique, pleine de couleur et d'expression, abonde en détails com et beautés. On y voit, il faut le dire, une perspective inexacte des mameluks trop petits pour le peu d'éloignement de la scène principale, une couleur brillante mais généralement fautive, des draperies lourdes qu'on retrouve difficilement le corps du Pacha et les emmarchements d'un des bras de sa main. Ces défauts tiennent à la trop vive imagination du peintre, et à sa trop grande facilité. Quel bon fait des portraits, quand il imite strictement la nature, alors il est en tout admirable. Dans la Bataille de deux régiments de grenadiers à cheval, l'œuvre est vraie ; on croirait voir les personnages et même les toiles sont vivantes de ressemblance et d'expression. Le coloris est franc et solide, l'harmonie est juste, et un sujet simple, mais plein de vérité, tout un chef-d'œuvre digne des souffrances unanimes. C'est l'esprit, la mémoire, qui ont tout fait, c'est la nature et la raison qui ont enfanté. Horace, par ses batailles, s'est montré le rival de son père ; voulu, par plusieurs tableaux de marine, nous prouver que son aïeul n'était pas sans successeur. Toutefois, dans la composition de Joseph Vernet, on sent une attache à l'avant d'une barque pour observer plus sûrement les effets d'une tempête, et on voit qu'un hommage rendu par son petit-fils à son aïeul du grand Vernet ; on ne saurait prouver qu'il force ait eu jamais la témérité de vouloir entrer directement en concurrence avec lui. En effet, ce tableau qui, dit-on, fut fait en moins de quinze jours, a de grands défauts, et des qualités, qu'il n'appartient qu'à son auteur de réunir et de composer les uns par les autres. On a trouvé la mer lourde et à peine ébranlée, les figures petites, comparativement au champ du tableau. On a justement encore reproché à Horace d'avoir montré, sur le devant de la scène, les seuls vrais, mais repoussés du mal de mer, et de ne même s'être donné le temps de couvrir complètement sa toile de couleurs. En revanche, la figure de Joseph Vernet est digne d'éloges : on devine la chair et les os sous ses bas mouillés ; l'eau blanchissante qui coule sur le pont de la barque est admirablement rendue. On reconnaît encore dans ce tableau, la touche hardie et neuve d'Horace Vernet ; mais c'est un ouvrage qui n'a pas été assez soigné, c'est une ébauche dont on s'attendrait vainement le tableau. Commande par le ministre de la maison du roi, ce morceau est le seul qui ne soit de cet auteur, au salon de 1825. Une telle œuvre chez un artiste ordinairement si fécond, étonne tout le monde ; mais bientôt les journaux annoncent au public les motifs de cette pensée apparente, et l'on sait que l'administration des beaux-arts, et la société d'arts, n'avaient point permis au peintre d'apporter

de Louvre différents sujets tirés des campagnes de la république ou de l'empire, à moins qu'il ne voulait changer les cocardes tricolores en cocardes blanches, et les portraits historiques des personnages en portraits de fantaisie. Horace Vernet aime mieux ne rien exposer, que d'altérer à son histoire; mais son vaste atelier devint, en peu de temps, un salon public pour ses admirateurs et ses amis. La bataille de Montmirail est encore une preuve incontestable de l'heureuse facilité du talent d'Horace. Ce qu'on ne peut s'empêcher d'admirer, surtout dans cette scène animée si librement et avec tant d'art, c'est l'expression des figures, la fidélité des poses, des mouvements et des costumes; c'est la vérité, la chaleur d'action. Au milieu de cette fumée, des nuages, de la poussière, au milieu de ces engagements divers, en vain cherchait-on le chef de l'armée française. Les conventions, ou plutôt les craintes puériles de 1833, ne permirent pas à l'artiste de faire paraître en scène Napoléon, dont l'ombre seule épouvantait encore les hommes de la restauration. Alors Horace n'aurait pas mis un chef d'œuvre de plus: le Pont d'Arcole n'existait pas pour les arts et la postérité. D'après les vœux de la nation, devenu plus sage et moins craintif, le gouvernement de 1837 n'a pas mis d'obstacle à l'apparition du nouveau tableau d'Horace Vernet. L'artiste a pu montrer dans sa composition, la figure indispensable du général en chef. Le pont d'Arcole est d'un ton général peut-être un peu trop clair; les drapeaux, moins réalistes de blanc, auraient encore donné à l'ensemble du tableau plus de vigueur et d'effet. Les portraits équestres de Napoléon, du duc de Berri en colonne; de chasseurs à cheval, du duc d'Angoulême et du duc d'Orléans passant en revue le premier régiment de hussards; ceux en pied du colonel Moncey, du maréchal Gouvion-Saint-Cyr et du général Gérard, mériteraient aussi des articles et des éloges particuliers. Nous rappellerons encore une revue de Charles X au Champ-de-Mars. Deux mois suffirent à Horace pour animer sur la toile les portraits du Dauphin, du duc d'Orléans, du prince de Condé, des maréchaux ducs de Tarente et de Reggio, des ducs de Fitz-James, de Maille et de plusieurs autres officiers supérieurs. On retrouve dans chaque figure le mouvement et l'habitude du corps qui caractérisent le personnage; l'ensemble se distingue par une juste intention et une intelligence de pose, qu'on ne peut se lasser d'admirer. Le cheval, monté par le roi, peint de face et la tête en raccourci, est d'un bonheur inimitable. Retiré à Enghien-Montmorency, pendant l'été de 1835, Vernet composa un tableau représentant le prince Palatin en proie à la mort, dont le menaçant la fatigue, ses blessures, la faim et les oiseaux carnassiers qui déjà convoient son cadavre futur. Cet ouvrage, si heureusement beau, eut du succès même avant qu'il ne fût achevé. Maseppa, du même auteur, fut un des tableaux qu'on admira le plus à l'exposition Lebrun, au profit des Orphes, et qui, quelque temps après, mérita encore aux salons de Louvre des applaudissements unanimes. Encouragé par les éloges qu'il recevait chaque jour du public, pour cette nouvelle composition, Horace entreprit de peindre une seconde fois Maseppa, pour en faire hommage à la ville natale de son aïeul. Dans ce nouveau tableau, la bande sanguinaire des loups qui suit le cheval pour l'attaquer aussitôt que la fatigue ralentira sa course, est étonnante de naturel et d'effet. Les torrens, les arbres renversés, l'épaisseur du bœuf de la nuit, ce fouillis si sauvage et si vrai, sont d'une excellente invention: tout concourut à l'ensemble parfait du tableau. Comme la plupart de nos grands peintres, Horace a été appelé à fortifier, par son talent, l'éclat du musée Charles X. Son plafond est le meilleur et le plus beau de tous. La composition de Jules II est chère: on y lit le sujet sans efforts; l'ouvrage est aussi dramatique que pittoresque. L'ordonnance en est grande, quoique rendue avec simplicité; l'ordonnance ne tient pas de l'académique; le naturel et le vrai sont partout. Horace a été encore appelé à recueillir des couleurs les salles du conseil d'état; mais cette fois par hasard; car la place remplie par

Philippe Auguste avant la bataille de Bouvines, devait l'être, dit-on, par un tableau du baron Gros; Philippe-Auguste, fort d'ensemble, riche de détails, mais mal placé pour être vu, soit quant au jour, soit quant à ses proportions, par rapport à l'étendue de la salle. Non content d'avoir exposé, au salon de 1837, l'engagement d'une compagnie de voltigeurs contre une troupe de Coscaques, l'évasion de M. de Lavaltrie de la Conciergerie, la dernière chasse de Louis XVI, le Portrait du général Foy, et beaucoup d'autres tableaux non moins remarquables, Horace fit, dans l'espace d'un mois, et pour l'exposition de la même année, Édith au cou de cygne, ou la mort d'Harold, sujet d'un grand mérite et d'une vaste étendue. Il n'est pas de lieu, peut-être, où les ouvrages d'Horace n'aient pénétré. L'Angleterre surtout en possède un grand nombre: car l'Angleterre, jalouse de nos grands artistes, ne pouvait éléver à la France l'honneur de leur avoir donné le jour, s'efforce chaque jour, du moins, de les naturaliser chez elle, en rassemblant à grands frais leurs productions. On ne s'étonnera donc pas des fêtes et des hommages qu'on lui rendit quand, après s'être fait longtemps précéder de ses œuvres, il débarqua en personne sur les bords de la Tamise. En décembre 1819, Horace Vernet partit avec son père pour l'Italie. À Rome, en mars 1820, Carlo et Horace Vernet, au milieu même des grands maîtres de l'Italie, ne perdirent rien de leur renommée; ils furent partout admirés, et dans les descendants des Solimènes, des Jean-Paul Panini et des Locatelli, amis et admirateurs de Joseph Vernet, ils retrouvèrent aussi des admirateurs et des amis. Ayant de se rendre à Naples, ces deux peintres assistèrent à une course de chevaux libre qui eut lieu à Rome, pendant le carnaval de 1820, et que Carlo a si bien rendue sur la toile. Au mois de mai, de la même année, ils quittèrent l'Italie pour revenir en France. Horace ne dit point encore adieu à cette terre qui sera naturellement toujours la patrie des arts; il voulut la revoir, et ses talens comme ses vœux, l'ont appelé, neuf ans après ce voyage, à succéder à M. Guérin, en qualité de directeur de l'Académie de Peinture, à Rome. En 1826, l'athlète d'Vaucluse, désireux de payer aussi son tribut de reconnaissance et d'hommages à la mémoire de Joseph Vernet, décida qu'il serait décerné, le 20 octobre de la même année, un prix au meilleur éloge en vers de ce peintre célèbre. Comme gage de leur vive reconnaissance, Carlo et Horace firent présent, au musée d'Avignon, de deux sujets de leur composition. Carlo offrit une Course à Rome, et Horace son Maseppa aux loups. Horace a fait de son côté une Course de chevaux à Rome (1820), qu'il ne faut pas confondre avec celle de Carlo. Le conseil municipal, en retour de ces deux tableaux, présenta aux illustres rejetons de Joseph Vernet, deux urnes d'argent dont la sculpture reproduit une composition de chacun de ces deux peintres. En 1831, il a donné au salon: Arrestation du prince de Condé, du prince de Conti et du duc de Longueville au Palais-Royal, par ordre d'Anne d'Autriche, en 1650: ce tableau est au Palais-Royal; le Pape Léon XII, porté dans la basilique de Saint-Pierre de Rome; Judith et Holopherne; Portrait de Vittoria d'Albano: Paysanne d'Africa; la Confession d'un brigand et un Combat entre des dragons du pape et des brigands; un Portrait, et le Départ pour la chasse dans les marais Pontins. Ce dernier tableau, de très petite dimension, est le seul de ce genre qu'Horace ait fait. D'une couleur sombre et conforme au sujet de nuit qu'il représente, il n'est pas de nature à être gravé, si ce n'est à la manière anglaise. Unique dans son genre parmi les œuvres de Vernet, il aura un jour une grande valeur: les amateurs pourront voir ce tableau chez Aumont. En 1833, Horace a exposé au salon: Raphaël au Vatican: le duc d'Orléans se rendant à l'Hôtel-de-Ville le 31 juillet 1830; un Portrait en pied du roi: idem du maréchal Molitor; deux Portraits de femme: Portrait du marquis de Latour-Maubourg; Les trois amis. Ce charn tableau, qui a si vivement excité l'attention publique, représente un chien jouant avec deux enfans. Il est impossible de mettre

plus de grace et de naturel dans une composition d'un genre aussi délicat : c'est aussi bien que Laurence. Le défaut principal d'Horace Vernet est sa trop grande facilité, et sa trop prompte exécution. Quel est l'homme qui, comme lui, dans l'espace de sept mois, ait jamais couvert sept cent soixante et quelques pieds carrés de toile (ce qui fait un peu plus de trois pieds carrés par jour), et qui au nombre de cinquante-sept tableaux improvisés en l'espace de trois ans, puisse compter Philippe-Auguste, Jules II, la Mort d'Harold, le Pont d'Arcole, Maseppa aux loups, la Revue au Champ-de-Mars, les Portraits du général Foy, du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, et tant d'autres ouvrages de dimensions moins grandes, mais cependant grandes encore pour des tableaux de chevalet; sans compter encore des vignettes, des lithographies, des esquisses, et les jours entiers que prennent les parties de chasse et d'équitation si chères à cet artiste. Dans tous les genres, Horace est le peintre qui élève, qui séduit, qui entraîne l'esprit et l'âme. C'est lui qu'on désire toujours voir et qu'on revoit toujours avec plaisir. Il jette rapidement sa pensée sur la toile, et soudainement sa pensée devient la nôtre, et commande notre admiration. Horace a déjà produit autant que pourrait le faire plusieurs hommes habiles et laborieux, et Horace n'a que quarante-quatre ans. Aux tableaux de ce peintre déjà énumérés ici, il faut ajouter (1839), un tableau de vingt-six pieds de long sur seize de large; il représente le Maréchal de Saxe, venant annoncer à Louis XV l'issue de la bataille de Fontenoy, et les Adieux de Bonaparte à son armée, à Fontainebleau. Nous ne pouvons nous empêcher de rappeler encore les tableaux suivants, reproduits d'après Horace, par le burin de plusieurs artistes : Bivouac du colonel Moncey, grave par Couché, Aubert et Duparc, et aussi par Jazet; le Naufrage du Camoëns, grave par Paul Legendre; Attends, attends; l'Intérieur d'un atelier; Premier Régiment de Hussards en tréfilles; un Soldat rendant les derniers devoirs à son chef; A tous les cours bien nés que la patrie est chère; le Général Moncey à la barrière de Cléchy; Mort de Napoléon, scène allegorique; les Adieux de Fontainebleau; le Soldat laborieux, gravé par Jazet; Molière consultant Laforêt, par Migneret; Chasses, par Reynold; Bataille de Somo Sierra, gravée par Debucourt, etc., etc. Jazet a gravé Joseph Vernet, qui se voit au Luxembourg; une Revue de Charles X au Champ-de-Mars, et le pont d'Arcole. Les Derniers moments du prince Poniatowski ont été gravés plusieurs fois par Couché, Aubert et Leroux, et lithographies par Vilh Wener et Debucourt. Le Chien du régiment a été gravé par Charles Boyer et par Lecomte; le même Boyer, et Charles Johannot ont gravé le Cheval du trompette, qui faisait partie de la galerie de la duchesse de Berri. La Bataille de Montmirail a été lithographiée par Marin Lavigne, en 1827; Reynold a gravé l'Évasion de M. de Lavalette; Lefèvre, le Portrait du général Foy; Jazet a gravé aussi le Cavalcostore, les deux tableaux des Brigands, les Trois amis; il grave en ce moment le duc d'Orléans se rendant à l'Hôtel-de-Ville.

VERRI (CHARLES, le comte), frère des deux comtes Verri, dont nous avons donné une notice dans le corps de cette Biographie, naquit aussi à Milan en 1743. Après avoir terminé ses études dans le collège des nobles, où il avait été placé dès son enfance, un penchant décidé le porta vers les diverses branches de l'histoire naturelle, qu'il cultiva avec autant d'ardeur que de succès, et qui lui méritèrent d'être immédiatement agréé à la société des géographes de Florence et à celle d'agriculture de Bressia. Il fut presque au même temps nommé président de l'Académie des Beaux-Arts de Milan, où il se fit remarquer par la justesse de ses jugements en fait d'esthétique, et par son érudition. Dans la saison favorable, il se retirait à la campagne pour chercher, à l'aide de l'expérience, les moyens de faire prospérer l'agriculture, qu'il regardait comme le premier soutien des états; il n'omettait rien pour populariser les saines méthodes de culture, et pour encourager toutes les entreprises utiles. La fabrication de la soie étant une des industries les plus lucratives dans le Milanais, il écrivit, sur la

manière d'élever et de propager le mûrier, un ouvrage dont quatre éditions successives furent immédiatement épuisées en Italie, et qui fut presque aussitôt traduit et publié en français par M. Philibert de Fontenailles. Un essai sur la culture de la vigne, qu'il composa ensuite, obtint le même succès, et dont bientôt un livre classique dans toute la Lombardie. En 1803, il fut arraché à ses paisibles études, et lancé dans la carrière de la politique. Le sénateur Verri, son parent et son ami, qui était alors vice-président de la république italienne, l'obligea à accepter la charge de préfet de département, et le sentiment de justice et de bienveillance qu'il porta dans l'exercice de ses fonctions, le rendit en peu de temps l'idole de ses administrés. Au bout de trois ans, il fut appelé à Milan, et nommé conseiller d'état. Dans cet emploi éminent, il s'occupa surtout de l'administration des communes et des établissements de bienfaisance, pour la prospérité desquels il proposa et proposa la sanction d'une série de lois aussi judicieuses que libérales. En 1808, le prince Eugène, vice-roi d'Italie, voulut lui donner un nouveau témoignage de sa confiance; il le choisit pour aller organiser trois départements de la Romagne qui venaient d'être réunis au royaume. La conduite du comte Verri, dans cette commission importante, ne démentit ni la noblesse de ses principes, ni la modération de son caractère; il retourna à Milan accompagné des benédiction des peuples, et y fut élevé à la dignité de sénateur. Cependant le temps s'avançait au milieu des orages, et 1814 vit s'écrouler le trône et la puissance de Bonaparte. Dans cette grande crise, Charles Verri fut, d'une voix unanime, proclamé président du gouvernement provisoire italien qui s'était formé à Milan. Par son activité et sa popularité, il apaisa les troubles qui, à cette époque, éclatèrent de toute part, et empêcha les désordres qui suivent ordinairement ces terribles commotions; il eut même l'espoir de pouvoir sauver sa patrie cette indépendance politique qui avait été le rêve enchanteur de sa première jeunesse. Mais le sort de l'Italie avait été fixé d'avance, et rien ne pouvait plus le changer. La Lombardie ayant été livrée au gouvernement autrichien dont il combattait les vues despotiques, il se démit de toutes ses charges, et tâcha, par la culture des lettres, de distraire sa pensée du joug qui allait accabler son malheureux pays. Le célèbre peintre Louis Bonai avait publié un essai sur le cœuf de Léonard de Vinci; Verri écrivit sur ce sujet des observations pleines de goût et de sens, qui engagèrent entre lui et son adversaire une polémique dont les savants italiens furent généralement enchantés, à cause du talent dont s'était prouvé le deux auteurs. Il prit ensuite la défense de son frère Alexandre, contre une critique injuste qui avait été insérée dans la *Bibliothèque italienne*. Lorsque ce dernier eut publié la *Via d'Eretrata*. Bientôt dans la vie privée, Charles Verri mourut à Milan en 1815, à l'emporta dans son tombeau les regrets de ses concitoyens.

VICAT (L.-J.), ingénieur en chef des ponts et chaussées, ancien élève de l'école polytechnique, né à Nevers, le 31 mars 1786. Cet ingénieur se distingua dans le monde avant une grande réputation par ses travaux, sur une question scientifique qui souleva vivement la richesse publique. Les montons, les routes, les canaux que les Romains ont construits, et dont nous admirons encore la solidité, doivent en partie leur longue durée à la qualité des ciment qu'ils employaient. L'art de composer les ciment calcaires, qui sont ceux dont l'usage est le plus économique et le plus fréquent, se réduisant en France, à y a peu d'années encore, à quelques notions incomplètes laissées par Vitruve et par quelques autres architectes. Les ingénieurs français étaient partagés d'avis sur l'utilité de l'emploi de tels ou tels matériaux, et les diverses méthodes proposées se présentaient avec incertitude et contradiction. Ainsi la plupart de nos ouvrages de fondation, de nos ponts, de nos écluses, n'ont-ils subsisté qu'à l'aide d'entrepreneurs fréquents et dispendieux; et une foule de digues, d'aqueducs, d'une construction récente, présentent-ils tous les caractères

de la vetusté. M. Vicat s'est voué, dès 1812, à la recherche de ce grand problème, et il en a publié la solution complète. Son travail a été approuvé par l'Académie des Sciences, et lui a valu les suffrages unanimes du corps des ponts-et-chaussées. Ces recherches ont été exposées dans un premier ouvrage intitulé : 1° *Recherches expérimentales sur les mortiers, ciments et bétons*, Paris, 1 vol. in-4°, 1818; 2° dans une série d'articles publiés dans les *Annales de chimie et de physique*, et enfin dans l'ouvrage suivant qui est connue sous une seconde édition plus complète de l'ouvrage que nous venons de citer : *Résumé des connaissances positives actuelles sur les qualités, le choix et la convenance réciproque des matériaux propres à la fabrication des mortiers et ciments calcaires, suivi de notes et de tableaux d'expériences justificatives*, Paris, 1828, 1 vol. in-4°, accompagné de planches. M. Vicat a publié depuis une *Description du pont suspendu, construit sur la Dordogne*, à Argentat, département de la Corrèze, Paris, 1830, 1 vol. in-4°, accompagné de cinq planches gravées. Ce pont a été fait sous sa direction. M. Vicat a donné aux *Annales des Ponts-et-Chaussées* quelques articles d'un grand intérêt.

VICQ (BOSSAVENT-CHARLES-HENRI-ÉLOY de), né à Douay, le 3 juillet 1777, l'un des plus habiles violonistes de l'époque. Il appartenait à une ancienne famille parlementaire, et fut obligé de tirer parti de son talent, pour faire vivre son père, sa mère et ses frères, qui avaient émigré avec lui en 1793. A peine arrivé à Hambourg, il apprend que la place de chef d'orchestre du grand théâtre est vacante, et quoique âgé de dix-sept ans seulement, il s'inscrit au nombre des candidats, et remporte le prix. Les émoluments élevés attachés à cette place, le mirent, lui et sa famille, au-dessus du besoin, et assurèrent son avenir. Quelques années après, de Vicq passa en Russie, et sa réputation se répandit dans toutes les écoles du Nord. Ce succès d'un artiste français décida Rode et Baillet à suivre son exemple. De Vicq les recut en frère comme il recevait tous ses compatriotes. Avec ces deux célèbres professeurs lui ont-ils, par reconnaissance, dédié leurs œuvres. Enrichi par son talent, de Vicq a tenu une main secourable à un grand nombre de ses camarades d'émigration. Les compositeurs étrangers les plus distingués, les Dumecq, les Rouberg, les Dornovick, ont été fiers de son amitié. A son retour en France, la réunion des amateurs de Paris, à laquelle les plus grands artistes tiennent à honneur d'être agrégés, Pappela, par acclamation, à la place de son président et chef d'orchestre. De Vicq a fait imprimer, à cette époque, quelques compositions musicales estimées. Retiré à Abbeville, patrie de sa femme, il y a fondé, à ses frais, une école gratuite de musique, que le gouvernement a depuis adoptée, et qui a fourni à la capitale des sujets distingués.

VICTOR (FRANÇOIS-CLAUDE), duc de Bellune, maréchal et pair de France, grand-croix des ordres royaux de la légion d'honneur et de Saint-Louis, né le 7 décembre 1764, à la Marche (Vosges). Il n'avait encore que dix-sept ans lorsque, le 16 décembre 1781, il entra au service comme soldat dans le 4<sup>e</sup> régiment d'artillerie, alors en garnison à Auxonne. Il venait d'obtenir son congé au moment où la révolution de 1793 éclata. Son bouillant courage ne pouvait demeurer spectateur tranquille des événements politiques et militaires qui se préparaient, et il suivit l'élan de la jeunesse de cette époque. Il servit en qualité de volontaire dans le 3<sup>e</sup> bataillon de la Drôme, depuis le 4 août 1793, et parvint, en peu de mois, aux grades d'adjutant-major et de chef de bataillon, après avoir fait avec distinction la première campagne d'Italie. Attaqué à Cosara par trois mille Piémontais et un régiment d'émigrés, son bataillon se défendit avec le coup de résolution, et parvint à rendre vains les efforts de l'ennemi. Cette action, qui devint la dernière future de Victor, fut mise à l'ordre du jour de l'armée. En 1793, il était employé, avec ce même bataillon, au siège de Toulon : les hauteurs de Pharon, avantageusement établies, offraient à l'ennemi une position qui pouvait inquiéter l'armée assiégeante ; le général Lapoye donna l'ordre à Victor de s'emparer

de ses retranchements : pris avec promptitude ils descendirent en son pouvoir, et on lui en confia la garde. Chargé au même siège de diriger l'attaque de la redoute anglaise dite le *Petit-Gibraltar*, située sur le promontoire de l'Aiguillette, il parvint à s'en emparer après un combat opiniâtre dans l'obscurité de la nuit, sous le feu d'une artillerie formidable, et achevé à l'arme blanche. La prise de cette position délogea l'ennemi des postes qu'il occupait, et amena la reddition de la place, qui capitula quelques instants après. Cette brillante affaire, où Victor reçut deux coups de feu, lui mérita le brevet d'adjudant-général. Passé à l'armée des Pyrénées orientales, à la fin de 1793, avec le grade de général de brigade, il contribua aux succès des sièges de Collioure et de Roses, commanda l'attaque de cette dernière place, et parvint à faire gravir de l'artillerie sur les hauteurs qui la dominent. C'est encore à ses dispositions heureuses que l'on dut la prise du fort de la Trinité, qui commanda et défend le golfe de Roses. Le traité de paix du 21 juillet 1795, ayant terminé la guerre entre la France et l'Espagne, Victor repassa, en 1796, à l'armée d'Italie, alors commandée par Scherer. Placé à la tête de l'avant-garde de cette armée, il y trouva de nouvelles occasions de signaler son courage. Chargé de déboucher l'ennemi de la position qu'il occupait sur un mamelon devant Borghetto, il exécuta cet ordre avec intelligence et bravoure. Lorsque le général Bonaparte remplaça Scherer dans le commandement de l'armée d'Italie, il confia au jeune général les postes les plus périlleux : c'est ainsi qu'on lui vit courir les plus grands dangers aux affaires de Loano, de Cossaria, de Dego et de Mondovi. Il fut cité pour sa brillante conduite dans ces différents combats, et reçut à ce sujet une lettre flatteuse du gouvernement. L'année suivante il couvrit, avec sa brigade, le mouvement rétrograde de l'armée, au moment de l'attaque de Wurms à la Corona ; retarda, par ses adroites manœuvres, la marche de l'ennemi de trente-six heures, et facilita la réunion des colonnes françaises. Sa bonne contenance à Loano, où, avec huit cents hommes, il imposa à quatre mille Autrichiens, donna au général Bonaparte, qui arrivait en ce moment de Salò, les moyens de faire prisonnier ce corps d'armée. La précision de ses mouvements, qui assura le gain de la bataille de Castiglione, lui valut de nouveaux lauriers au combat de Peschiera ; à Roveredo, dont il s'empara après avoir forcé l'ennemi, et à Cerea, où, avec quatre cents grenadiers, il mit en déroute une colonne autrichienne qui avait un instant compromis la sûreté de l'armée. Il se fit remarquer au combat de Saint-Georges, où il dirigeait une des principales attaques sous les ordres de Masséna, et parvint, par son attitude, à acculer l'ennemi dans ses retranchements : puis il alla investir Porto-Longone. Au combat de la Favorite, il culbuta la division Provera, mit le désordre et la confusion dans ses rangs, et la força à capituler. La gloire qu'il avait acquise pendant cette campagne et les précédentes, lui valut le brevet de général de division, que le général en chef avait sollicité pour lui. De nouveaux et brillants succès devaient bientôt justifier cette nomination. Chargé de seconder les opérations du général Lannes, qui se dirigeait sur Rome, il bat les troupes papales retranchées sur la rive du Scio, occupe Faenza, se rend maître de Forlì et surprend la place d'Ancône, où il fait mettre bas les armes à la garnison, forte de cinq mille hommes. A peu de temps de là, et presque au moment de la signature de la paix de Tolentino, il parvint à déjouer un complot formé par le sénat de Venise, dont le but était d'attaquer l'armée française sur ses derrières. Après le traité de Campo-Fornio, le général Victor fut appelé au commandement du département de la Vendée : il rétablit le calme qui avait été un instant troublé dans cette contrée, et s'y conduisit avec la plus grande modération. A cette époque, le général Bonaparte ajoutait un nouveau titre à la réputation de son lieutenant : lui écrivait de Toulou : Lorsque vous recevrez ma lettre, je serai à l'extrémité de la Méditerranée. Vous devez venir avec moi, mais le gouvernement a cru vos services utiles ailleurs. Quelque



« part que je sois, comptes sur mon amitié. » Rappelé en Italie, en 1798, pour y commander une division, il s'occupe avec activité de son organisation et de son instruction, jusqu'au moment de l'ouverture de la campagne qui se préparait. En 1799, il se distingua aux batailles de l'Adige et de Verone, battit les Russes sur le Po, et figura à la tête de sa division aux batailles de Sainte-Lucie, de Villafranca, d'Alexandrie et de la Trebia. Il était à Alexandrie lorsqu'il reçut l'ordre de marcher à l'ennemi; il rassemble sa division à la hâte, passe la Bormida, se dirige sur le village de Marengo où était l'avant-garde autrichienne, qu'il culbute; attaque la première ligne, et oblige l'armée ennemie à se déployer. Forcé de battre en retraite, il effectue ce mouvement avec ordre. Peu de temps après il reçoit l'ordre de traverser l'Apennin pour faciliter la retraite de l'armée de Naples par la vallée de la Bormida, Gènes et Sarzana. Sa division, attaquée par un grand nombre d'insurgés piémontais, se fraie un passage à la baïonnette dans des gorges et des chemins difficiles, et parvient à entrer dans Gènes; de là il se dirige au-devant de l'armée dont il doit protéger la retraite, et opère sa jonction avec le général MacDonald. Les rives de la Trebia allaient encore être les témoins d'une lutte sanglante et opiniâtre; les deux armées étaient en présence, et après des efforts inouïs, la victoire paraissait enfin se fixer en faveur de l'armée française, lorsque le centre, obligé de se reposer, compromit, par ce mouvement rétrograde, l'aile droite et l'aile gauche, qui, à leur tour, se virent forcées d'abandonner le terrain. Tel fut le résultat de cette bataille, dans laquelle on vit le général Victor soutenir sa haute réputation. Après cette journée, le général Moreau envoya Victor à Paris pour solliciter du gouvernement des renforts pour l'armée d'Italie. Sa mission n'ayant pas réussi, il revint prendre le commandement de sa division, qui se fit remarquer à la bataille de Bassano, où elle forma le centre du corps de Championnet. Un champ plus vaste va être ouvert à la gloire de nos armes. L'homme qui doit bientôt présider aux destinées de l'Europe a quitté le sol brûlant de l'Afrique; chef d'un gouvernement de sa création, il va donner un nouvel élan aux armées de la république, et ajouter de nouveaux trophées à ceux des pyramides et d'Alboukirk; déjà s'organise une armée de réserve, déjà la coalition a frémi au bruit du canon de Marengo. La division Victor formait l'avant-garde dans les trois mémorables journées de cette grande bataille, elle soutint pendant huit heures les efforts de l'armée autrichienne, et s'y couvrit de gloire. L'audace, la fermeté et les heureuses dispositions du général, en permettant à l'armée de se rallier et de revenir à la charge, contribuèrent puissamment au succès de cette brillante victoire. Un arrêté des consuls lui accorda un sabre d'honneur, sur lequel furent inscrits ces mots: *Bataille de Marengo, commandée en personne par le premier consul. Donn. par le gouvernement au général Victor.* Passé immédiatement après à l'armée gallo-batave (15 juillet 1800), en qualité de lieutenant du général en chef, il s'y conduisit avec habileté, et sut tirer parti de la faiblesse de ses troupes et de la difficulté de sa position. Il quitta ce commandement après le traité d'Amiens, et, en février 1805, se rendit en Danemark avec le titre d'ambassadeur de la république. Il occupait ce poste, lorsqu'en 1806, la guerre avec la Prusse vint réclamer son bras et son courage. Blessé d'un biscayen à la bataille d'Iéna, cet accident ne l'empêcha pas de continuer le commandement du dixième corps de la grande armée qui lui avait été confié, de contribuer puissamment au gain de la bataille de Pultusk, et de prendre une part active aux brillants succès obtenus, pendant cette courte et si glorieuse campagne, sur les armées russes et prussiennes. Fait prisonnier par un corps de partisans, il fut bientôt échangé et rendu à ses compagnons d'armes. L'empereur lui donna, en 1807, le commandement du premier corps, et la France n'a pas oublié que c'est à la tête de ses troupes que le général Victor déterminait le succès de la bataille de Friedland, et que c'est sur le terrain, témoin de sa valeur, qu'il fut élevé à la dignité de maréchal de l'empire. Après le

traité de Tilsitt, Napoléon lui donna le gouvernement de Berlin et d'une grande partie de la Prusse, poste qu'il a conservé pendant quinze mois. Lorsque l'Espagne leva l'étendard de l'indépendance, et se déclara en faveur de ses princes, le maréchal Victor y fut envoyé pour y prendre le commandement en chef du premier corps d'armée. Là, comme dans les champs de l'Italie; là, comme sur les rives du Rhin et du Danube, il donna de nouvelles preuves de talent, de nouvelles marques de courage. Il battit complètement l'armée espagnole aux batailles de Spino, de Soumo-Sierra et de Madrid. En 1809, il poursuivit un succès avec vigueur, et se distingua par son habileté, et par la précision de ses manœuvres. Il joignit l'armée ennemie sous les murs d'Ucles, lui livra bataille, et lui fit quinze mille prisonniers. De nouveaux lauriers s'ajoutaient encore à Medlin; il y bat également l'ennemi, y détruit l'armée commandée par Cuesta, et se joint aux différents corps, qui, dans la nouvelle Castille, devaient porter le dernier coup à l'insurrection espagnole. Il n'en fut toutefois pas ainsi. La bataille de Talavera, où l'ardeur des troupes françaises ne se démentit pas, ne fut cependant pas heureuse. Le corps de Victor y fit des prodiges de valeur; mais n'ayant pas été soutenu avec vigueur, il fut forcé de se replier, et ce mouvement entraîna la perte de la bataille. Chargé de l'investissement de Cadix, le duc de Bellune prit toutes les dispositions nécessaires pour assurer l'exécution de cette opération. Les fortifications furent saccagées dans le double but d'interrompre toute communication entre la place, l'armée comme et la mer, et pour défendre les troupes chargées de l'investissement, d'une attaque combinée ou de vive force. Cette sage précaution fut bientôt justifiée. Un corps anglo-espagnol de deux mille quatre cents hommes, se présente sur les derrières de l'armée française, peu de temps après l'achèvement des préparatifs d'attaque et de défense. L'attaque de l'ennemi est soutenue avec vigueur, et après un engagement de quelques heures il est obligé de s'éloigner. Le maréchal Victor quitta le lieu de cette place, en 1810, pour se rendre à la grande armée où l'avait appelé l'empereur, qui lui confia le commandement du dixième corps. Il fit avec distinction cette mémorable campagne; se fit également remarquer pendant tout le temps que dura la retraite, et particulièrement au passage de la Bérésina. L'année suivante il commandait le deuxième corps qui décida la victoire de Dresde, et qui fit quinze mille Autrichiens prisonniers. Il assista, avec son corps d'armée, aux batailles de Wachau, de Leipzig et de Hanau, et surtout, dans ces différentes affaires, l'honneur et la gloire des armes françaises. Après le passage du Rhin, le duc de Bellune s'occupa activement d'assurer les moyens de défense des places de l'Alsace et d'une partie de la Franco-Génie, défendit pendant quelque temps l'entrée des Vosges à l'armée russe, et ne céda le terrain qu'après une résistance glorieuse et opiniâtre. Forcé de se replier sur la Meuse, il exécuta cette manœuvre avec un bravoure accoutumée; chassa l'ennemi de sa position de Saint-Dizier, le 27 janvier 1814, et peu de jours après, emporta à la baïonnette le village de Brienne. Pendant tout le reste de la campagne il seconda, avec le même zèle et la même ardeur, les efforts de Napoléon et de l'armée, dans la brillante et célèbre défense du territoire national; se porta, le 9 février, sur la Seine, pour coordonner ses mouvements avec ceux du grand capitaine, qui se dirigeait sur Champ-Aubert et sur la Ferté; défendit avec beaucoup de vigueur et de résolution les ponts de Nogent, et dirigea avec habileté les affaires de Nangis et de Villeneuve-la-Belle. Il commandait l'avant-garde à la bataille de Craonne, le 7 mars suivant, lorsqu'il reçut une blessure à la tête qui le mit hors de combat. Ici se termine la carrière militaire du maréchal Victor, parcourue avec tant d'éclat... Ici, il faut bien le dire, va s'aboucher l'aurore de gloire qui ombrageait son front... Les événements politiques et l'abdication de l'empereur venaient d'imposer un nouveau gouvernement à la France. Les baïonnettes de l'Europe avaient ouvert l'entrée du royaume, et accompagné une famille que

la génération d' alors ne connaissait pas, ou a été totalement oubliée. Le duc de Bellune se livra corps et biens à la restauration, et ne conserva pas même le souvenir des bienfaits de son ancien maître. Après le rétablissement des Bourbons, il obtint le gouvernement de la deuxième division militaire; à l'époque des événements du 30 mars, il suivit le roi à Gand; il retourna avec lui en juillet, et fut nommé pair de France peu de temps après. Lors de la création de la garde royale, Louis XVIII le nomma l'un des quatre majors généraux de cette garde (septembre 1815). Son dévouement aveugle lui fit accepter la présidence de la commission chargée d'examiner la conduite des officiers pendant les cent-jours. On lui reprocha, et avec justice, d'avoir employé, dans cette circonstance, une trop grande rigueur contre ses anciens compagnons d'armes, de gloire et de périls, qui avaient contribué à l'élever au premier rang de l'armée, et de s'être fait l'agent des hommes du château... Mais arrêtons ici toute réflexion: le nom du duc de Bellune n'est pas encore entré dans le domaine de l'histoire, à qui seule appartient le droit de le juger. Au commencement de 1816, il fut nommé gouverneur de la seizième division militaire; en 1821, le roi lui donna le gouvernement supérieur des sixième, septième, huitième et dix-neuvième divisions, et le nomma, à la fin de cette année, ministre secrétaire d'état au département de la guerre. Les talents administratifs du maréchal Victor ne répondirent pas à ses talents militaires: il fit des fautes, s'aliéna la nouvelle armée, comme il avait fait de l'ancienne, et achève de porter le dernier coup au peu de popularité dont il jouissait encore. Il organisa l'armée que le gouvernement devait envoyer en Espagne, pour y paralyser les efforts d'une population généreuse qui aspirait au bienfait d'une constitution libérale, fut nommé major général de cette armée, et retourna en France peu de temps après. Déjà le baron Bessier l'avait remplacé au ministère de la guerre. En 1825, le roi Charles X lui donna le commandement du camp de Reims, établi à l'occasion du sacre de ce prince. Le duc de Bellune était encore major général de la garde au moment des événements de juillet 1830. Depuis cette époque, il vit très retiré, et cessa de prendre part aux affaires. Cependant on le nomma parmi les membres d'un gouvernement provisoire légitimiste: ce qu'il y a de certain, c'est qu'à l'époque des poursuites exercées contre quelques hommes influents de cette opinion (membres de Châteauneuf, Hyde de Neuville, etc.), son arrestation était décidée, et que, prévenu à temps par un ministre qu'il avait connu sur le champ de bataille, il parvint à se soustraire à l'emprisonnement qui le menaçait.

VIDOCQ (JULIEN), célèbre chef de la brigade de sûreté, institué à la préfecture de police de Paris, en 1812, mérite une place dans cette biographie, non-seulement par cette adresse qui lui a valu un renom populaire dans toute la France, mais encore par les services réels qu'il a rendus à la capitale en la débarrassant d'un grand nombre de ces industriels qui lèvent la dime sur le biep du prochain. Vidocq naquit à Arras, le 23 juillet 1775. Son père, qui était boulanger, et qui le destinait à courir la même carrière, commença par le faire mitron. Vidocq, s'il faut en croire les mémoires rédigés, siuon par lui-même du moins sous ses auspices et sur ses notes, ne vit dans cet emploi, fort peu de son goût, qu'un moyen de lier connaissance avec des jeunes gens plus avancés en âge; et sentant dès lors le prix de l'argent, s'attribua de temps à autre un dividende dans la recette paternelle, d'abord à l'aide d'une plume enduite de glu, plus tard au moyen de fausses clés. Ses manœuvres ne tardèrent pas à être découvertes. A défaut du numéraire, le jeune Vidocq s'appropriait les fournées en nature, et même joignait aux produits de la boulangerie tout ce qu'il rencontrait de provisions dans la demeure de son père. Une taverne était le quartier-général où le munitionnaire se réunissait à ses collègues pour aviser à faire disparaître au plus vite les objets volés. Enfin il fut trahi par deux poulets cachés sous son tablier de mitron, et qui se mirent à crier

alors qu'il tentait de leur tordre le cou. A partir de ce jour la surveillance fut plus rigoureuse que jamais. Aux grands maux les grands remèdes. Le lendemain, Vidocq s'empara de dix convertis d'argent, qu'il considéra comme un avancement d'hoirie, et les engage. Arrêté à la réquisition de son père, et conduit aux Baudets, maison de dépôt où il resta quatre jours, il n'en sort qu'avec le ferme propos de prendre sa plus vite sa revanche. Effectivement, il ne tarde pas à enlever dans le comptoir deux mille francs, dont il abandonne la moitié à son complice; puis, pour se plus renouveler connaissance avec la maison de dépôt, il quitte Arras avec le projet de passer en Amérique. Le prix du passage était trop cher pour sa bourse; il se contenta donc de voyager sur le continent, visita Dunkerque, Calais, Ostende, et là, dépourillé, à demi francs près, de tout ce qu'il possédait, par des escrocs, il ne trouva rien de mieux à faire que de s'engager chez l'acrobatte Coste-Comus, au théâtre des Variétés Amusantes, où il allumait les lampions, et faisait le ménage des singes. Renvoyé pour avoir refusé de remplir le rôle de l'homme sauvage et antropophage qui avalait de la chair crue, il passa chez un boteler qui montrait les marionnettes en plein vent, puis au service d'un négociant ambulant en déjeûns, opiate, vulnérables, pommes pour gérer radicalement les cors, etc., etc. Les oncles de coucher avec les chameaux, les chiens savants et les ours domptés, il s'échappa de Lille, où l'avait amené cette vie ambulante, et revint au paternel logis, où il ne fut reçu que grâce aux prières de sa mère, et à l'intervention du curé. Sa réciprocité fut peu durable: bientôt il s'enfuit de nouveau à la suite d'une comédie de la troupe ambulante d'Arras. Il est vrai que, faute d'argent, il n'alla que jusqu'à Lille, et reparut au bout de trois semaines; mais ce fut pour demander à son père, avec un aplomb qui eût dû rendre honteux le bachelier, la permission de s'engager, pour entrer dans le régiment de Bourbon. Vidocq était alors dans sa dix-septième année. Après quelques mois de séjour dans Arras, son régiment étant parti pour la Belgique, théâtre de la guerre qui venait de s'ouvrir entre la France et l'Autriche, il vit la déroute de Marquain, qui se termina dans Lille par la massacre du général Dillon, parut aux camps de la Maulde et de la Lune, et fut fait caporal. Mais peu de temps après, menacé de passer devant un conseil de guerre, comme ayant voulu forcer son sergent-major à se battre, il quitta le régiment, s'engagea de nouveau à Vitry, dans le 11<sup>e</sup> de chasseurs, combat à Jemmapes; puis, signalé comme déserteur, passe à l'ennemi, entre dans les cosaques de Kinski; et là, feignant une indisposition pour ne point se battre contre la France, se borne à donner des leçons d'armes. Mais bientôt, ennuyé du service étranger, il passe comme Belge, quittant les drapeaux de l'Autriche, dans le 14<sup>e</sup> léger. Une amitié lui permet enfin de repasser dans le 11<sup>e</sup>. Il avait de ce chef pris part à quelques affaires, et même il comptait trois blessures dont une grave, lorsque, se trouvant en congé dans sa ville natale, il y épousa la sœur d'un nommé Chevalier, scolyte du terrible Joseph Lebon; et grâce à l'influence de son beau-frère, lors de l'organisation des bataillons de la réquisition, il se fit admettre comme sous-lieutenant dans les volontaires d'Arras. Les larges réformes opérées parmi les officiers de ces milices improvisées, le firent descendre au rang de simple soldat. Ses gains au jeu dans les cafés Turc et du la Monnaie, à Bruxelles, l'indemnité de la perte de son grade; et quelque temps après, incorporé dans ce que l'on appelait l'armée roulante (ramas d'officiers sans brevet et sans troupes, munis de fausses feuilles de route), il fut sur le point d'épouser, à Bruxelles, sous un faux nom, une riche comtesse. Remarquons ici que Vidocq ne formellement avoir jamais pris une part active aux manœuvres des joueurs, qui payaient seulement son silence par l'abandon de quelques-uns de leurs gains, et qu'il ne se prête qu'à regret aux projets de l'aventurier qui avait entrepris de le faire comte. A peine débarrassé de ce camarade qui exerçait sur lui un fatal ascendant, il se hâta de révéler à sa noble fiancée une partie de la vérité: celle-ci, en renonçant

à l'épouser, lui fit remettre quatre mille francs. On pouvait quitter l'armée roulante sans risque d'être porté sur la feuille de déserteur : Vidocq prit la diligence de Paris avec les dons de la comtesse. Il y fit son entrée en 1796. Mais là, sa sœur qu'il croyait inépuisable, fut bientôt entamée par les praticiens des tripots de Paris, devant lesquels les aigles de Bruxelles n'étaient que des écoliers, et tarie par des femmes galantes dont alors abondait la capitale. Forcé lui fut de revenir dans le département du Nord, et de prendre du service à Lille. Sa conduite alors était celle d'un jeune homme qui s'amende. Cependant, à la suite d'une partie dans laquelle il y avait eu querelle, il fut écroué pour voies de fait, puis condamné à trois mois de prison. Sa détention lui fut fatale. Un nommé Boitel, bonnet et naïf paysan enfermé pour contre-ven-tion, ne cessait de répéter qu'il donnerait cent écus pour être libre. D'officiers camarades lui fabriquaient un faux ordre de mise en liberté, auquel le geolier, évidemment complice, feignait de se laisser tromper. Vidocq se vit prevenu de complicité de faux en écritures authentiques et publiques. Tout son crime, selon lui, était d'avoir prêté sa chambre aux faussaires qui même ne s'annonçaient à lui que comme voulant rédiger une pétition pour Boitel. Quoi qu'il en soit, l'affaire prit quelque aussitôt des apparences assez graves pour qu'il cherchât à s'enfuir. Trois fois de suite il y parvint; mais, par une inconcevable légèreté, dès qu'il avait laissé derrière lui les murs de la prison, il commettait imprudence sur imprudence. Sa deuxième évasion fut signalée par un épisode plus grave même que la cause de la détention : on l'accusa d'avoir assassiné sa maîtresse, qui heureusement vécut pour le disculper, mais dont long-temps on refusa de croire le témoignage. Repris pour la troisième fois, Vidocq fut conduit dans la prison du département, à Douai, et deux fois aussi parvint à s'en échapper. Nous passons sous silence les nombreuses aventures qui se mêlent à toutes ces évasions, et toujours finissent par amener la réintégration de l'évadé dans la prison. Enfin il y resta huit mois de suite. Au bout de ce temps, eut lieu le jugement du 7 nivôse an v (1797) : Vidocq et Herbeux furent condamnés à huit ans de fer et six heures d'exposition. Comptant à s'échapper en route lors de sa translation de Douai à Brest, Vidocq ne forma point d'appel. Mais la surveillance que l'on exerça sur les condamnés pendant le voyage fut si sévère, leurs fers d'un nouveau modèle défilèrent si bien leur expérience, qu'ils n'eurent d'autres ressources que de tenter une révolte ouverte lors de leur halte dans une forêt de Compiègne. On devina qu'ils ne réussirent pas. Déposé à Bicêtre, Vidocq, avec toute sa chambre, tenta une évasion par l'aqueduc. Ce projet échoua encore. Il fallut partir pour Brest; et malgré sa seconde imaginative, Vidocq resta six ans dans le bagne de cette ville. C'est là qu'il acheva de connaître à fond les mœurs, les ruses, le personnel des voleurs de tous les étages. Ses évasions multipliées et la souplesse de son esprit, toujours fertile en ressources, l'avaient classé au premier rang parmi la triste population des bagnes; et cette renommée lui attirait de la part de tous une confiance sans bornes. Il n'avait plus que deux ans et quelques mois à passer à Brest, lorsqu'il trouva encore moyen de tromper ses gardiens. Arrêté en route, il eut l'art de se faire passer pour un déserteur du nom de Duval, mort deux ans auparavant à Saint-Domingue, sans que personne en eût connaissance en France, et qui plus est, il se fit reconnaître pour tel par ses parents. Cependant il était toujours en prison, et sa détention supposée pouvait lui coûter la vie. Aussi eut-il de nouveau recours à la fuite. Ce que l'on ne comprend pas, c'est qu'il ait aussitôt porté ses pas sur son pays, et qu'il se soit fait sous-maître d'école chez un ex-carême à Ambergourt, dans les environs de Lille. Repris encore, et reconduit à Douai sous le nom de Duval, il eut le plaisir de voir l'état-major de sa prison balancer à le reconnaître; et c'est de plein gre qu'entre deux noms également malencontreux, il opta pour celui de Vidocq. Peu après il fut dirigé sur Toulon, avec la chaîne, et il fit connaissance avec ce bagne plus triste encore que celui

de Brest. Mais il n'y resta que peu de temps. Il faut lire dans les Mémoires du héros les détails de ce qu'il appelle sa plus belle évasion. En sortant de la ville, il tomba dans la bande des réfractaires de Rouen, espèce de chouxans du Midi, qui dévalisaient les diligences. Mais ceux-ci, ayant aperçu sur son épaule la marque des gaitres, ne voulurent plus l'associer à leurs travaux, et le laissèrent partir, après avoir exigé de lui serment qu'il ne parlerait d'eux que sous huit mois. En se dirigeant sur le Nord, Vidocq arriva à Rosonne, faute de papiers, se fit conduire au premier magistral du lieu, et lui déclarant un vol qui était se commettre, lui donna les moyens de surprendre les coupables en flagrant délit. Pour en venir là, il avait fallu lui accorder provisoirement une liberté que le magistrat lui avait d'abord refusée. « Si d'ici à la prison, lui dit Vidocq, j'échappe à mes gardiens, et que je revienne ici me constituer prisonnier, m'accordez-vous la liberté provisoire que je demande ? » — « Oui ! » — Il échappa, et alors s'acquitta de ses autres promesses. Il rendit un service plus grand encore à Lyon, où il fit saisir à la fois toute une bande nouvellement arrivée de Paris, pour exploiter la deuxième ville de France. Tels furent les premiers rapports de Vidocq avec la police. Un passeport sans doute fut la récompense de ce dévouement. Il parvint ainsi au camp de Boulogne, où se trouvaient des troupes de toutes les armes, et de toutes de toute classe. Lorsqu'une fois le grand projet de descente en Angleterre eut été abandonné, on arma en course un assez grand nombre de bâtiments, et pour les remplir, on arrêta, on embarqua tout ce qui semblait suspect à Boulogne. Cette espèce de presse porta Vidocq dans l'artillerie de marine. Au bout de quinze jours il était caporal; et quelque temps après, ayant soulevé une poudrière à laquelle un garde-magasin avait mis le feu, il fut promu au grade de sergent. Un de ses camarades, forcé évadé, voulait alors le faire entrer dans l'armée de la Loire, qui n'était autre qu'une bande de soldats et d'officiers qui, à l'aide de costumes brillants, de mots d'ordre et de fausses patrouilles, exerçaient le vol au grand Vider ayant refusé, fut tout surpris quelques jours après d'être mis aux arrêts par son capitaine pour un fait qu'il n'avait pas commis. Reconnu dans cet accident la vengeance de son ex-compagnon, et craignant qu'il ne le portât plus loin, il s'évada encore. Mais il fut reconnu dans Arras, et déposé de nouveau dans la prison de Douai. Le procureur impérial lui conseilla de former un recours en grâce, et même appuya fortement la pétition; mais Vidocq interprétant défavorablement le silence par lequel était accueillie sa demande, se hâta de prendre la fuite avant le départ d'une nouvelle chaîne. Il soupçonnait qu'il avait bercé de fausses espérances pour lui ôter l'envie de s'évader. Libre encore cette fois, il alla se fixer à Paris. Une des nombreuses conditions qu'il avait adoptées dans sa vie errante, était celle de fabricant de jouets : il se fit alors marchand forain. Secoué par une femme, qui dès lors lui dévoua sa vie, il vit son commerce naissant prospérer, et bientôt il put acheter un fonds de marchand tailleur, et renoncer à des courses que jusque-là il avait trouvées nécessaires, mais qui pouvaient le compromettre. En effet, à peine il fit rencontre d'un autre évadé qui lui proposa un vol, et il se vit forcé de le dénoncer pour empêcher le crime : encore fut-il dénoncé à son tour. À Paris, non-seulement il était obligé d'acheter à prix d'argent le silence de sa femme, qui avait obtenu de lui l'engagement de divorce, et qui s'était remarquée aussitôt, mais encore il était sans cesse en butte aux sollicitations des voleurs qui l'avaient connu dans les prisons, et qui savaient les difficultés de sa position : tantôt il leur fallait de l'argent, tantôt au contraire, c'était un bon marché à faire, un recèlement : une autre fois on lui proposait d'être de moitié dans le vol; et il ne pouvait refuser qu'en feignant d'approuver. Un jour, on lui emprunta sa carriole; il ne tarda pas à savoir que c'était été pour cacher un cadavre, pour faciliter un assassinat ! Cette situation était intolérable. En 1809, Vidocq poussé à bout, alla trouver M. Henry, chef de la police de sûreté, lui dévoila le danger qu'il courait

à Paris, et offrit de lui fournir des renseignements précieux sur une foule d'hommes dangereux, à condition que l'on y tolérerait son séjour. La condition fut rejetée, et Vidocq se retira sans même qu'on lui demandât son nom. Peu de temps après un anonyme le denonça : c'était Chevalier, son beau-père. Vidocq tint quelque temps les agents en haleine. Mais enfin malgré ses nombreux travestissements, il fut traqué et si près qu'il fallut se rendre. Il fut pris en chemise sur les toits. Conduit à la préfecture, il se fit mener devant M. Henry qui le reconnut, et se rappela ses anciennes ouvertures, ce qui n'empêcha point qu'on ne l'écrouât à la Force, puis à Bicêtre. Il y était depuis deux mois lorsque M. Henry, frappé des offres si riches que Vidocq lui faisait de nouveau par lettres, consulta M. Pasquier (alors ministre de la police) sur le parti qu'il devait prendre. La réponse fut favorable, et dès lors Vidocq fut encouragé à donner ses indications. Elles furent si nombreuses, si positives, si importantes, que bientôt le préfet lui accorda sa liberté, seulement, comme il fallait que ses co-détenus ne se loutassent pas du rôle qu'il jouait, il fut convenu qu'on le transférerait à la Conciergerie, comme implique dans une affaire majeure, et qu'il s'échapperait en route de la carriole d'osier qui le renfermerait. C'est ce qui arriva effectivement; et le soir, les détenus de Bicêtre en apprenant la nouvelle évasion de Vidocq, ne furent ni surpris, ni éclairés sur son compte. Deux seulement osèrent exprimer des soupçons : les hautes notabilités de la section s'élèverent énergiquement contre ce blasphème. Dans sa nouvelle position Vidocq ne fut d'abord qu'un employé très subalterne, et à la disposition du moindre officier de police. Mais bientôt ses qualités qu'il déploya dans ses fonctions, les captures importantes qu'il ne cessa de faire, attirèrent sur lui l'attention. Il faut avouer, si l'on veut être juste, que personne jusqu'ici, dans les fonctions d'agent secret, n'a réuni au même degré la présence d'esprit, l'adresse manuelle, la finesse d'intelligence, la force du corps, l'impétuosité, l'activité, l'élocution facile, souple, triviale, qui est l'éloquence du peuple, la faculté de se grimer, et enfin, pour nous servir de ses expressions, cet œil qui *dindonne* le voleur. Un des points auxquels il s'appliqua dès le commencement de sa nouvelle carrière, ce fut de fournir à la justice la preuve du crime, en même temps que le criminel : de là ses nombreuses arrestations qu'il fit faire en flagrant délit, ou lorsque le crime avait reçu un commencement d'exécution. Ce mode d'agir lui a fait quelquefois donner le titre d'agent provocateur : nous croyons qu'il a suffisamment répondu à ce propos en disant qu'on *provoque* à la révolte, mais qu'on ne *provoque pas* au vol, ou au meurtre. Les recelateurs trouveront en lui un ennemi encore plus implacable que les voleurs, et nombre d'entre eux, trouvés nantis, suivirent au bagne leur clientèle. En 1813, Vidocq cessa d'être à la disposition des officiers de police et de sûreté; libre d'agir à son gré, il ne reçut plus d'ordres que de M. Henry, et se rendit de comptes qu'à M. Henry. Il dut en partie cet avantage à l'à-propos avec lequel il vint, le 1<sup>er</sup> janvier 1813, souhaiter la nouvelle année à son protecteur avec le fameux voleur Delavre jeune, en vain cherché depuis six mois par toute la police de Paris. L'année suivante il offrit encore des étrennes de même genre au chef de sa division en lui présentant Fossard, qui depuis devait voler les médailles de la bibliothèque. Mais dès 1815 le nom de Vidocq commença à devenir populaire aux barrières : dès lors il avait mis fin aux vols hardis qui, depuis 1810, se commettaient par les commissionnaires, les porteurs, les cochers, etc., aux ordres des deux Delavre. Des lors aussi la Courtille avait été nettoyée des plus dangereux des aventuriers qui l'infestaient. La formation de la brigade de sûreté suivit de près la fameuse descente de Vidocq chez Desnoyers, descente dont le résultat fut la prise de trente-deux voleurs achevés. Primitivement la brigade ne fut que de quatre hommes; puis on porta ce nombre à six et à dix; une faible augmentation eut lieu en 1814 et 1815, lors de l'apparition de voleurs nouvellement arrivés des prisons anglaises, et dont pas un n'était connu de Vidocq.

Aussi déployèrent-ils à leur début une audace et une activité prodigieuses : dix vols eurent lieu en une seule nuit au faubourg Saint-Germain. Pendant six semaines ce ne fut que hauts faits de ce genre. Enfin Vidocq saisit un fil indicateur, et en peu de temps il mit sous la main de la justice plus de cent coupables. Cependant, en 1817, sa brigade n'était encore que de douze hommes. En 1823 et 1824, époque de son plus grand accroissement, elle ne consistait qu'en vingt agents, ou vingt-huit, si l'on y comprend les individus alimentés du produit des jeux, que le préfet autorisait à tenir sur la voir publique. « C'est avec ces faibles moyens, dit Vidocq, qu'il me fallait surveiller douze cents libérés, et mettre par an à exécution de quatre à cinq cents mandats, soit du préfet, soit de l'autorité judiciaire. » En 1817 seulement, il opéra sept cent soixante-douze arrestations, et trente-neuf perquisitions ou saisies d'objets volés. S'il est vrai, comme il l'ajoute, que jamais la brigade de sûreté ne coûtât au-delà de cinquante mille francs par an, dont cinq mille pour lui, on peut s'étonner, en effet, de la modicité des ressources qui donnaient de si utiles résultats. Nous devons remarquer que dans toute cette partie de sa carrière, Vidocq reste parfaitement étranger à la police politique. D'autre part aussi, nous ne pouvons passer sous silence que plus d'une fois, le peuple si passionné pour les drames, a imputé à Vidocq des crimes bien autrement affreux que le faux dont il se défend. Ici c'est l'assassinat de sa maîtresse; là c'est la séquestration de sa femme qu'il veut faire périr sous les verrous; ailleurs il a été chef d'une bande de chausseurs. Les moins nombreux de ces récits le montrent au moins condamné aux travaux forcés et à perpétuité pour vol avec escalade, fausses clés, ruffianisme. Le fait est que Vidocq, indépendamment de son habileté incontestable à manier la lime, et à combiner des plans adroits pour s'introduire où il n'est ni attendu ni demandé, a dû souvent, pour réussir, donner à entendre qu'il avait commis des crimes dont il n'avait pas même eu l'idée. On bourdonnait avec euphase autour de lui à Bicêtre, « c'est un *escarp* (un assassin) ! » D'autre part, à la police même, et ceux qui connaissent les hommes ne s'en étonneront pas, son adresse que l'on nommait du honneur, excitait la jalousie d'un grand nombre d'officiers de sûreté. Aussi a-t-on souvent riposté, tantôt qu'il s'entendait avec les voleurs pour partager les bénéfices avec eux, tantôt qu'il les provoquait au crime, afin de faire ensuite parade de sa perspicacité. Nous croyons ces reproches tout-à-fait dénués de fondement. Quant à l'immoralité des agents qu'il employait, ce vice tient à un système que Vidocq n'a pas appelé à réformer, et qui certes ne lui est pas particulier. Du reste, il prétend avoir exercé sur ses hommes un ascendant assez marqué, pour qu'ils ne se rendissent coupables d'aucun méfait à son service, et pour se porter leur garant pendant ce temps. Frappé de son ton d'assurance à ce sujet, le préfet déclara, en 1812, qu'on lui donnerait connaissance de toutes les dénonciations portées contre lui, et qu'il aurait la faculté de s'en justifier. Un fait à noter, c'est que jusqu'en 1818, on le laissa toujours sous le coup de sa condamnation de 1797. A cette époque, il fut enfin gracié. Le désir de toute sa vie a été d'être réhabilité. Vidocq quitta la préfecture de police en 1825, et fut remplacé par Lacour. Sa retraite, à ce qui paraît, ne fut pas tout-à-fait volontaire, et il semble l'attribuer à la franchise de son indolence, franchise peu en harmonie avec les goûts connus du nouveau préfet M. Delavau. Il établit alors une fabrique de papiers à Saint-Mandé; et en 1827, il fournit les notes sur lesquelles ont été rédigés les *Mémoires de Vidocq*, Paris, 4 vol. in-8°. A travers le faire du teinturier, et des épisodes évidemment imaginaires, on reconnaît le style net et vif de l'homme qui a beaucoup vu, beaucoup vécu, et qui n'a pas le temps de polir des phrases. Ceux qui ont entendu plaider Vidocq, savent mieux encore à quoi s'en tenir sur sa manière. C'est celle des vieux routiers du barreau : le fait, sans phrases, exposé, précis avec les formes les plus nettes, une argumentation serrée, une dialectique désespérante, semblable à un tissu qu'on ne peut rompre, à un poignet

qu'on ne peut fléchir, monarque môme, et qui semble dire: «Croyez-vous que je m'appelle Vidocq, pour ne pas connaître mon article 408 du Code pénal. Et me mettre sur les dos un procès que je perdrai? » Vidocq a de nouveau été employé dans la police, et a la tête de la brigade de sûreté, en 1831 et 1832, sans que ses attributions aient été bien définies. On a été fâché de le voir déployer à propos de police politique, des qualités qui, mises en œuvre à propos de police civile, avaient été indubitablement utiles, aux yeux de tous les partis. On lui a reproché surtout d'avoir traité des insurgés avec un luxe de rigueurs, à peine excusables lorsqu'elles tombent sur le coupeur de bourses et le forçat. Vers la fin de l'année 1833, il a ouvert un bureau de renseignements à l'usage du commerce: le but de cet établissement, en même temps neuf et utile, est d'indiquer au négociant à qui un inconnu demande du crédit, le degré de confiance qu'il doit avoir dans son nouveau client. « Cinq mille aventuriers à Paris, dit Vidocq, vrent uniquement des crédits qu'ils ont l'art de se faire accorder, et dépriment journellement dix francs, ensemble cinquante mille francs, par mois un million et demi, par au dix-huit millions. C'est cette somme que je veux, sinon restituer au commerce, du moins réduire au minimum. »

**VIEIL DE BOISJOSLIN** (CLAUDE-ARISTIDE), fils aîné de M. de Boisjoslin, membre du tribunal (voyez ce nom au *Supplément*), naquit à Paris, le 24 février 1788. Dans sa jeunesse il se livra spécialement à l'étude des mathématiques, dans l'espoir d'entrer à l'école polytechnique. Des revers de famille le forcèrent à entrer prématurément, en 1805, dans l'armée du génie, à laquelle il s'était destiné. Il fit les trois campagnes de 1806, 1807, 1808 en Espagne, mais sans recevoir le moindre avancement dans sa compagnie, où plusieurs vieux sous-officiers attendaient aux mêmes, depuis long-temps, des épaulettes qui n'arrivaient pas. Enfin, quelques officiers supérieurs du sixième corps d'armée, appuyés du général Verdier (l'ancien capitaine de Napoléon), lui obtinrent la faveur de passer caporal dans la compagnie de sapeurs attachée au corps du maréchal Ney. Il suivit ce corps en Espagne, et assista au célèbre siège de Saragosse. Boisjoslin resta ainsi dans une position inférieure à l'armée active, jusqu'en 1810. A cette époque, son capitaine, convaincu enfin du peu de chance d'avancement qu'avait le jeune caporal, lui permit de faire agir ses protecteurs dont les recommandations lui obtinrent bientôt le poste d'adjoint au payeur-général de l'armée. En 1813, Boisjoslin attaché au quartier-général du roi Joseph, le suivit jusqu'à Vittoria. La bataille qui eut lieu, le 31 juin, en avant de cette ville, lui enleva tout ce qu'il possédait, et pour comble de malheurs, revenu en France avec une blessure à la main droite, il fut porté sur la liste des agents du trésor que l'on réformait, comme les moins anciens de l'administration, par suite des réductions opérées dans le personnel. Quelques mois après, Boisjoslin était sur le point d'entrer, avec le titre de secrétaire particulier, dans la maison de la grande duchesse de Toscane, lorsque les événements de Leipzig reculerent indéfiniment l'exécution d'un projet qui ne devait jamais s'accomplir. La restauration ne lui fut pas plus favorable que l'empire: présenté par M. de Fontanes à l'ambassadeur français, en Espagne, pour une place de secrétaire d'ambassade, il venait d'être agréé par ce diplomate qui avait su apprécier dans le futur secrétaire, toute l'importance des connaissances qu'il avait de la langue espagnole, du pays et de la société de Madrid; mais tout-à-coup le comte d'Artois demanda la place pour un de ses protégés, et Boisjoslin se la vit enlever. Peut-être le chagrin sans répit qui lui causèrent tant de mécomptes, contribua-t-il à le rendre de nouveau souffrant et faible. Du reste, il employa le temps que lui laissait cette inactivité forcée à composer quelques ouvrages de belles-lettres et de mathématiques qui sont restés en manuscrits à sa famille. En 1817, un lieutenant-général de sa connaissance, se réservant de le prendre pour aide-de-camp, l'engagea de toutes ses forces à entrer dans la maison du roi, dont il avait

refusé de faire partie en 1814. La manifestation de ses opinions libérales lui attira la défaveur des officiers supérieurs des gardes-du-corps, et on le désigna au ministre de la guerre, le duc de Bellune, comme un officier dangereux. Le ministre prononça le renvoi de Boisjoslin, et de plus, conformément à l'ordonnance rendue au sujet des militaires mal pensants, le priva de son traitement de réforme. Justement à cette époque, des malheurs de famille, des pertes se réunirent pour accablér l'ex-garde-du-corps: ce qui eût achevé d'abattre tout autre que lui, retrempa son courage. Il eut assez de force pour résister à l'adversité. Il fit d'abord le commerce de la librairie, le quitta pour la direction d'une imprimerie considérable qu'il abandonna six mois après, pour se livrer à l'ancien propriétaire, se remit aux travaux littéraires, composa plusieurs ouvrages qui le firent connaître avantageusement; plus tard, il ouvrit des cours de mathématiques qui eurent du succès. Dans le même temps on l'avait chargé de la rédaction d'un grand nombre d'articles à la nouvelle *Biographie des contemporains*. Là, bientôt les gênes et les gênes le forcèrent en quelque sorte à se retirer, son domaine. Enfin la mauvaise santé de Rabbe rendant sa coopération de plus en plus nécessaire, il accepta la direction de cette entreprise, et, par le fait même de cette acceptation, il reentra dans le commerce de la librairie, auquel il ne renoua qu'en 1830, après l'achèvement de cet immense dictionnaire, et uniquement pour se livrer à la rédaction d'un supplément, dont chaque jour sentait la nécessité en même temps que les matériaux. C'est surtout à l'égard de ce supplément, que par son zèle, son tact et ses lumières, il a rendu de véritables services à l'entreprise. Parmi les articles principaux dont Boisjoslin a enrichi, soit la *Biographie*, soit le *Supplément de la Biographie*, on distingue surtout les suivants: Aglietti, Ancelot, Aubry, Année, Appert, Armand, Aubert de Vitré, Bodin, Creuzer, Dampierre, Darmagnac, d'Audoubert, Decen, Dejean, Deschamps, Deschappelles, Du tourmelles, Fidot, Duroc, Fourier, Fox, Finances, Frank, Gailard, Heyne, Jourdan, Lalenc, Lamoignon, Marché, Méchain, Meunier, Moreau, Moratin, Novère, Prany, etc. Il mourut le 15 juin 1835, emporté par une attaque de choléra, contre laquelle il luita dix-huit heures, après avoir été affaibli durant plusieurs mois par les suites d'une agnoscance. Ce n'est pas à la *Biographie* à insister davantage sur le mérite de son ancien directeur: mais ce n'est pas à elle non plus à taire entièrement les autres qualités qui lui attachaient pour toujours ceux qui le voyaient dans l'intimité. On a de lui, outre les articles que nous venons d'indiquer, et une foule d'autres sur lesquels les limites de notre cadre nous forcent de glisser: 1° *Sur l'Éducation des femmes*, Paris, 1818, in-4° (morceau assez coin dévalé); 2° *Notice biographique sur M. le baron Fourier*, Paris, 1830, in-8° (insérée dans la *Revue encyclopédique*, juin 1830); 3° *Notices historiques sur S. A. R. Louis-Philippe d'Orléans, et sur le général Lafayette*, etc., précédées de quelques mots sur la nécessité de se r. l. in-8° de l'édition, Paris, 2 août 1830, 1 vol., in-8°; 4° enfin, divers poésies anonymes éparées dans des recueils. *Biographie* avait édité les deux ouvrages suivants de M. de Saint-cour, de l'Amour et Libres méditations. La première place en tête du premier de ces deux livres et lui, ainsi que celle du Dictionnaire de modernité le bon, Paris, 1830.

**VIENNET** (JEAN-POPE-GUILLAUME), membre de la chambre des députés et de l'Académie française, naquit à Besiers, le 18 novembre 1777. Après avoir fait des études brillantes dans sa patrie, qui possédait, avant la révolution, un assez bon collège, il y passa, jeune encore, le club des enfants. On voit que la carrière politique de M. Viennet a commencé de bonne heure. En 1796, il entra dans l'artillerie de marine comme lieutenant. En 1797, il fut pris par les Anglais sur le vaisseau l'*Hercule*, à la suite d'un combat de nuit, et demeura pendant huit mois sur les pontons de Plymouth. Rendu à la liberté, il servit dans le même corps, jusqu'en 1814: c'est dans les rangs de

l'artillerie de marine qu'il fit, en 1813, la campagne de Saxe; il assista aux batailles de Lutzen, de Bautzen, de Dresde et de Leipzig. A la première de ces journées, il fut décoré sur le champ d'honneur, par l'empereur Napoléon; à la dernière, il fut fait prisonnier, et ne reentra en France qu'après la restauration. Devenu aide-de-camp de M. de Montélegier, il fut admis, par le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, dans le corps royal d'état-major, d'où il fut éliminé, en 1827, par M. de Clermont-Tonnerre. Ce ministre voulait le punir d'avoir publié l'*Épître aux chiffonniers*, protestation, non moins piquante que courageuse, en faveur de la liberté de la presse. Cette mesure brutale valut à Viennet une immense popularité; et son *Épître aux mules de don Miguel*, qui eut autant de succès que l'*Épître aux chiffonniers*, dut prouver aux ministres, qu'on ne gagne jamais rien à persécuter le talent uni au courage. Ce n'était pas, au reste, la première fois que M. Viennet faisait preuve d'indépendance; bien jeune encore, il avait voté contre le consulat, puis contre l'empire. L'épître qui avait commencé sa réputation littéraire, était adressée à l'empereur Napoléon, et tournait en ridicule la sotte généalogie que ses courtisans voulaient lui faire. Enfin, en 1815, il avait voté contre l'acte additionnel aux constitutions de l'empire: ce qui lui attira l'animadversion du ministre Desreux, qui avait signé l'ordre de l'envoyer à Cayenne, ordre qu'il ne révoqua que sur la prière de Cambacérès, ami intime du père de M. Viennet. Nommé député de l'Hérault, en 1827, il siégea au côté gauche, parut quelquefois à la tribune, et fut membre de cette majorité, dont l'opposition poussa l'arrogant Charles X à rendre ces ordonnances qui lui furent si fatales. M. Viennet fut aussi du nombre des députés qui prirent part au mouvement national des trois journées, et qui, des premiers, proclamèrent Louis-Philippe à l'Hôtel-de-Ville. Au surplus, la révolution de juillet ne lui a valu que l'avantage de recouvrer son grade de chef de bataillon. Bien qu'il passe pour être sans avoir dans la confiance du roi citoyen, il n'a, jusqu'à présent, accepté aucune faveur. D'où provient donc l'écharnement avec lequel les journaux de toutes les oppositions ont attaqué et attaquent journellement M. Viennet? Il met à exprimer des opinions gouvernementales, cette fougue de langage qui ne convient qu'à l'opposition. Sans doute, c'est là une preuve de franchise et de loyauté, mais non point d'habileté. On peut, en effet, se demander si, par sa motion agressive contre la presse et contre l'opposition, qui a fait tant de bruit durant la session de 1833, M. Viennet a servi bien utilement la cause du gouvernement et de l'administration? Nous ne le pensons pas; mais nous reconnaissons, avec la même franchise, que l'opposition a dépassé les bornes de la justice et de la décence, à l'égard de ce député, homme d'honneur. Au surplus, il a fait preuve d'esprit en ne paraissant nullement s'affecter du déhonnement d'injures, ou plutôt de sarcasmes dont il est l'objet. Un motif purement littéraire se joint à la raison politique, pour augmenter le nombre des adversaires de M. Viennet. Il s'est fait, après M. Baour-Lormian, l'ennemi le plus déclaré des romantiques. Des 1824, il entra en lice par une *Épître adressée aux Muses, sur les romantiques*, dans laquelle il définissait ainsi le genre de la nouvelle école :

C'est une vérité qui n'est point la nature;  
C'est la mélancolie et la mysticité,  
C'est l'affection de la naïveté;  
C'est un monde idéal qu'on voit dans les nuages.  
Tout jusqu'à un sentiment n'y parle qu'en nuage.  
C'est la voix du désert, c'est la voix du torrent,  
Ou le roi des tilleuls, ou le fantôme errant,  
Qui le soir au valon, vient siffler ou se plaindre;  
Des figures enfin qu'un pinceau ne peut peindre,  
C'est un je ne sais quoi dont on est transporté:  
Et moins on le comprend, plus on est enchanté.

Ces traits mordants, suivis d'une attaque non moins vive contre ces écrivains spéculateurs, qui, assez indifférents sur la gloire littéraire, exploient alors, ainsi qu'ils le font encore aujourd'hui, le genre ro-

mantique, comme une mine secouée en produits bien nets et bien poétifs, ameutèrent contre M. Viennet les petits journaux; mais tout l'esprit des petits journaux n'empêcha pas le public d'applaudir à cette satire de la littérature du jour?

Que nous fait l'avenir si nous vivons célèbres,  
Si le siècle applaudit nos œuvres de ténébreux,  
Si nos contemporains sur la foi des journaux,  
Nous prennent bêtement pour des soleils nouveaux:  
Si, courbés sous le poids d'honneurs littéraires,  
Nous voyons, l'or en main, accourir les libraires;  
Si, grâce à nos poëmes, la cassette du roi  
Nous paie en beaux louis des vers de saux aloi?  
J'ai je démentir et la cour et la ville?  
Traiter tout un public de dupe et d'imbécile?  
J'aime mieux me moquer de la postérité,  
Escompter en lingots mon immortalité.

Les attaques littéraires dont M. Viennet est devenu l'objet, surtout depuis la révolution de juillet, ont assurément hâté le moment de son admission à l'académie française, où il a été appelé, le 18 novembre 1831, après la mort du comte de Ségur. On a remarqué qu'il était le quatrième membre de cette académie, qu'il vit naitre Bérriars: *Esprit*, Pélissier et Mairau, compatriotes de M. Viennet, ont siégé avant lui parmi les quarante. Son titre littéraire le plus important est sa *Thiïpide*, poëme en vingt-six chants. Il y a des vers agréables, des détails très piquants et des sentiments bien français. Deux autres poëmes, *le Siège de Damas*, en cinq chants; *Sadina*, ou *la Traite des nègres*, en trois chants; *Parga*, en un chant, prouvent encore que leur auteur est accoutumé à prendre ses inspirations dans tout ce qui est humain, grand et généreux. Mais la nature a particulièrement créé M. Viennet pour le genre épistolaire. Parmi les trente-huit *épîtres* qu'il a publiées sur divers sujets politiques, littéraires et philosophiques, il en est plus d'une que ne désavoueraient point les plus illustres d'entre nos vœux poétiques classiques. Ces *épîtres* sont en quelque sorte l'histoire politique du temps. L'auteur, armé de traits éminemment satiriques, y fait la guerre aux sots, aux despotes, aux Jésuites, aux flatteurs, aux ennemis de la liberté: on voit qu'il a dû se faire beaucoup d'ennemis. Si la postérité pouvait ne pas se montrer aussi indifférente que le temps actuel au mérite des bons vers, nous oserions prédire à M. Viennet que ses *épîtres* et ses *dialogues des morts*, empêcheraient sa mémoire d'être oubliée. Il a travaillé pour le théâtre: les tragédies de *Cléopâtre* et de *Sigismond* ont eu, aux Français, un succès d'estime. Il est aussi l'auteur de l'opéra d'*Aspasie*. Il a publié, en outre: 1° un *Promenade philosophique ou cinématique du Père-la-Chaise*, en vers et en prose, 1 vol. in-8°; 2° une *Histoire des campagnes de la révolution dans le Nord*, 2 vol. in-8°, composée sur les documents officiels, et sur les manuscrits de Hoche, et des maréchaux Jourdan, Saint-Cyr et Soult; 3° *La tour de Montlhéry*, roman historique. M. Viennet a, dit-on, en portefeuille, plusieurs tragédies, des opéras et six chants d'un poëme épique intitulé *Francus*, où il met en scène tous les peuples de l'Europe à l'époque du siège de Troie. Il a également composé une *Histoire de Pitarque* et de son siècle qui serait curieuse à publier. Il a travaillé au *Journal de Paris*, depuis 1816 jusqu'au moment où M. Decazes acheta cette feuille. Après la chute de ce ministre, il prit de nouveau part à la rédaction du même journal, et y renoua, en 1828, pour devenir un des collaborateurs du *Constitutionnel*. Il ne l'est plus depuis la session qu'a opérée entre cette feuille et M. Viennet, la violente sortie de ce député, dans la chambre de 1833, contre la presse et l'opposition. Il a été aussi un des rédacteurs de *La Minerve*. En crayonnant cette esquisse de la vie d'un de nos plus honorables députés, nous avons dû faire abstraction de nos opinions personnelles, politiques et littéraires, pour ne voir que le brave officier, le poëte distingué, le législateur intègre et l'homme de bonne foi. C'est aux petits journaux, comme aux faiseurs de charivaris, qu'il faut laisser la tâche de punir si bruta-

lement M. Vieillot, d'avoir porté sur les bancs des députés de la majorité, un peu trop de cette verve satirique, de cette vivacité méridionale qui convenait mieux au poète qu'à l'homme politique.

VILLELE (Joseph de), né à Toulouse en 1773, entra fort jeune dans la marine militaire, et fit une campagne à Saint-Domingue en 1791; de là il passa dans l'Inde, où il fut employé sous M. de Saint-Félix, commandant d'une station navale. Pendant ce temps, la révolution française avait étendu son influence jusque dans les colonies; les partisans de l'ancien ordre de choses durent quitter les charges qu'ils occupaient, et M. de Villele se retira à l'Ile-Bourbon. Poursuivi par les comités révolutionnaires de l'Ile-de-France, qui voulait l'obliger à révéler la retraite de son ancien général, M. de Saint-Félix, il se conduisit avec la plus grande fermeté, et parvint à échapper aux attaques de ses ennemis. Après sa mise en liberté, il résolut de se fixer à Bourbon; M. Richemont-Desbassins, l'un des premiers propriétaires de l'île, lui confia la direction de ses plantations, et plus tard, lui fit épouser sa fille. Cette alliance commença la fortune de M. de Villele: il devint membre de l'assemblée coloniale, où son intelligence des affaires et sa sagacité le firent bientôt remarquer. Cependant, en 1807, il quitta la colonie, et vint s'établir à Toulouse. En 1814, il était membre du conseil général; et c'est à cette époque qu'il se jeta dans la carrière politique. Son éducation, ses antécédents devaient l'attacher à la cause de la restauration: il se montra, en effet, l'un de ses plus zélés partisans; lorsque, plus tard, il fut obtenu comme homme d'état, une haute importance, on découvrit avec intérêt une brochure qu'il avait publiée, en 1814, dans laquelle il professait l'absolutisme le plus pur, et repoussait toutes les modifications que la Charte apportait à l'ancienne constitution féodale de la monarchie; il insistait sur la difficulté de composer une chambre des pairs assez influente, une chambre des députés assez docile, avec les éléments qui existaient en France après vingt années de révolution; il combattait l'inviolabilité des biens nationaux, la responsabilité des ministres, les dispositions de la Charte relatives à la noblesse, et surtout la possibilité de l'admission de tous les Français aux emplois civils et militaires. Quoique M. de Villele ait depuis modifié quelques-unes des opinions exprimées dans cet écrit, il n'en prévoyait pas moins, avec beaucoup de tact, presque toutes les difficultés que devait survenir l'établissement de la constitution nouvelle. En 1815, il fut nommé maire de Toulouse, et bientôt après membre de la chambre des députés. Il parut s'attacher particulièrement aux discussions financières, et son influence s'étendit de plus en plus. Le premier discours qu'il prononça était relatif aux dépenses communales; il démontrait la nécessité de permettre aux communes d'administrer elles-mêmes leurs propriétés, et les inconvénients de la centralisation. En 1816, il fut nommé rapporteur de la loi sur les élections; en opposition avec le projet du gouvernement, il proposa le renouvellement intégral tous les cinq ans, et deux degrés d'élection; après une longue discussion, le projet ainsi modifié fut adopté; mais il fut rejeté par la chambre des pairs; alors M. de Villele proposa une loi transitoire pour autoriser les collèges électoraux existants, à faire les élections dans le cas où une ordonnance royale viendrait à prononcer la dissolution de la chambre des députés. Lors de la discussion du budget, il fut nommé commissaire chargé du rapport, et présenta un projet de loi tout-à-fait différent de celui des ministres, pour la libération de l'état envers les créanciers; la Charte, en 1814, avait reconnu tous les engagements pris par les gouvernements qui s'étaient succédés; cet article fut l'objet des censures du rapporteur. « Ces concessions, » dit-il, « ont-elles empêché le 30 mars; ont-elles rendu les révolutionnaires plus soumis et plus fidèles; s'il n'y a pas de réponse à cette question, je dirai: messieurs, élevons un mur d'airain entre le passé et l'avenir; mais sortons de l'ornière de la révolution pour n'y rentrer jamais. » Pendant la même session, M. de Villele parla en faveur de la réduction du tarif

des droits attachés à l'importation des draps coloniaux. Ses discours prouvaient son expérience en matière de finances. A son retour, à Toulouse, il fut reçu avec cet enthousiasme qui exaltait alors les populations du Midi, et la chambre ayant été dissoute, il fut immédiatement réélu. Malais position changea: la majorité était acquise au ministère; il devint l'un des chefs de l'opposition de droite, tandis qu'autrefois il avait fait partie de la majorité qui entraînait les ministres malgré eux. La loi des élections fut mise en discussion, et M. de Villele l'attaqua avec chaleur. « Si vous décidez, » s'écria-t-il, « comme on vous le propose, que tous les contribuables payant trois cents francs et au-dessus nommeront directement les députés, c'est comme si vous décidiez que cette énumération sera faite exclusivement par les contribuables payant trois à quatre cents francs d'impôt, car ils seront les plus nombreux, et disposeront seuls de la majorité dans vos collèges. » Il essaya ensuite de faire passer dans la loi les deux degrés d'élection, mais le projet du ministère fut adopté. Pendant toute la durée de la session, et dans les deux années suivantes (1818 et 1819), M. de Villele prit souvent la parole contre les ministres; il exposa nettement ses vues administratives, et acquit une grande autorité dans la chambre. Son opposition ferme et persévérante était toujours dirigée vers le même but: il voulait l'accroissement du pouvoir royal, et blâmait hautement ce qu'il appelait les concessions du gouvernement. « C'est avec un sentiment pénible, » disait-il, « en s'élevant contre la loi de la presse, que je me vois obligé de monter à la tribune pour combattre une proposition faite au nom du roi: dans les circonstances graves où se trouve le pays, il n'est pas indifférent, » en effet, que les hommes dont les intentions sont pures et le dévouement à la cause royale connus (j'ose prétendre à l'honneur d'être de ce nombre), soient contre le système politique adopté par le gouvernement du roi. Si le système est conforme aux intérêts de la France et du roi, notre aveuglement est déplorable et notre opposition un acte de folie, » puisqu'elle nuit à tout ce que nous avons l'intention de servir; mais, si par l'effet de ses conséquences nécessaires l'autorité royale s'affaiblit; si l'on voit chaque jour augmenter les moyens d'attaque dirigés contre elle, et dispersés ceux qui doivent la défendre; si nous ne sommes ni aveugles ni insensés, en combattant les causes de ces funestes résultats. » En 1819, M. de Villele avait donné sa démission de maire de Toulouse; son opposition finit par prévaloir à la chambre, et, en 1820, il fut nommé ministre d'état, sans portefeuille, avec MM. Lainé et Corbière: dans cette position, il soutint toutes les lois de finances; parla sur la loi des grains, et se montra partisan du système de prohibition; il défendit également le système colonial, et, lors de la discussion du projet de censure, déclara que lui et ses amis avaient toujours voulu la liberté des journaux, mais avec des garanties suffisantes, pour qu'elle ne dégénérât pas en licence, comme il était advenu l'année précédente. « D'ailleurs, » ajouta-t-il, « la censure est un fardeau pour les ministres; si votre conscience ne vous la montre pas comme indispensable à la sûreté du pays, rejetez-la; ne l'adoptez pas pour les ministres, car je ne connais pas de joug plus intolérable pour eux, » puisqu'ils deviennent responsables d'une chose qu'ils ne peuvent diriger eux-mêmes. Ce qui convient aux ministres, c'est une loi répressive, dont l'exécution, confiée aux tribunaux, n'impose aucune responsabilité au gouvernement. » Après la session, M. de Villele, qui avait conservé toute son influence, prêter aux débris de ses collègues à département, porta plus haut ses prétentions, et demanda la présidence du conseil: n'ayant pu l'obtenir, il donna sa démission; mais les élections nouvelles qui eurent lieu ayant apporté de nouvelles forces à son parti, il fut nommé, à l'ouverture de la session de 1821, candidat à la présidence, puis vice-président, et prit une part active à la discussion de l'adresse. La rédaction fut hostile au ministère; la gauche et la droite s'étaient réunies contre lui; le roi refusa de recevoir la dépu-

lation de la chambre ; mais l'opposition était trop puissante. Après quelques jours de débats parlementaires, les ministres furent renversés, et M. de Villèle et ses amis entrèrent au pouvoir : il reçut le portefeuille des finances. La position était difficile : la censure était vivement attaquée. Les nouveaux ministres avaient à lutter contre le parti de leurs prédécesseurs, qui leur reprochaient leur alliance avec les libéraux, et contre les libéraux qui les sommaient d'accomplir leurs promesses de liberté ; les associations secrètes couraient la France ; les conspirations de Belfort et de Saumur allaient éclater. M. de Villèle s'attacha surtout à donner une sorte d'esprit de corps à l'administration, et tandis que la presse retrouvait quelques jours d'indépendance, il imposait aux fonctionnaires de son département l'obligation de voter pour le ministère, dans ses circulaires si universellement blâmées. A la fin de la session de 1833, il exposa ainsi les difficultés que le gouvernement avait eues à surmonter : « L'administration de la justice a été accusée d'arbitraire, et cependant l'administration s'est contentée de la justice ordinaire. Aucune demande n'a été faite à la chambre pour obtenir des lois extraordinaires. On a comparé nos soldats à une gendarmérie uniquement occupée à comprimer les citoyens ; nos soldats n'ont d'autre tort que de repousser les insinuations de ceux qui voudraient les amener à la révolte. On a dit encore que l'administration publique a comprimé toutes les libertés. Ce n'est vraiment que depuis la formation de l'administration actuelle que le gouvernement du roi peut dire, avec vérité, qu'il n'a eu recours à aucune loi d'exception, et qu'il laisse à la France la jouissance de toutes les institutions qui lui avaient été promises. Une objection particulière a été élevée contre moi au sujet des élections. J'ai répondu à cette objection que là, comme ailleurs, on voudrait que nous laissions le champ libre aux factions, je ne dis pas pour dominer les électeurs, mais je dis pour dicter des lois aux employés de l'administration. La circulaire à laquelle on fait allusion pouvait être adressée à la France entière ; elle ne prescrivait autre chose que de nommer des hommes dévoués au roi et à nos institutions. Nul doute qu'un gouvernement qui resterait sous le poids de toutes les oppositions qu'appellent les institutions actuelles, et qui ne se servirait pas des moyens que ces mêmes institutions placent dans ses mains, serait un gouvernement qui marcherait à sa destruction. L'administration actuelle ne commettra jamais une faute semblable. » Le budget, après une assez courte discussion, fut adopté : on était sorti du provisoire financier où l'on s'était resté depuis la restauration, et désormais toutes les dépenses purent être examinées avant d'être en partie consommées. A cette époque, le roi accorda à M. de Villèle le titre de comte, lui confia, par intérim, le portefeuille des affaires étrangères, et lui donna, quelques jours après, la présidence du conseil des ministres. L'état de l'Espagne fixait alors l'attention de l'Europe. Les ambassadeurs de la sainte-alliance s'étaient réunis à Vienne, et M. de Montmorency, ministre des affaires étrangères, y représentait la France. La guerre contre l'Espagne constitutionnelle fut résolue, et la France se chargea de la soutenir ; mais les engagements qu'avait pris M. de Montmorency semblaient trop hasardeux au président du conseil ; les innombrables difficultés que la guerre semblait devoir apporter le faisaient pencher pour de nouvelles négociations, et M. de Montmorency, bien que soutenu par une grande partie de la cour, fut obligé de donner sa démission ; cependant les événements de plus en plus graves exigeaient une prompte résolution : le cordon sanitaire établi sur la frontière d'Espagne fut converti en armée d'observation. La session s'ouvrit sur ces entrefaites (janvier 1835). Les intentions du gouvernement ne furent bientôt plus douteuses, et M. de Villèle laissant percer toute la répugnance qu'une expédition militaire lui inspirait, prononça cette phrase qui lui fut depuis si souvent reprochée : « Nous aurons la guerre au nord, si nous ne l'avons pas au midi. » — « Oui, disait-il encore, ce n'est qu'un regret, ce n'est une parce que

« l'honneur et la sûreté l'exigent, que nous avons recours aux armes : s'il eût été possible d'éviter la guerre, nous l'aurions fait. Nous avons tout tenté pour conserver des relations amicales avec l'Espagne ; mais les choses aménées au point où elles sont, et tant que l'Espagne restera ce qu'elle est, je le déclare, je ne connais qu'un moyen d'attaquer la position du gouvernement, c'est de prouver qu'on peut avec honneur et avec sûreté conserver la paix avec ce pays. » Dessubides furent accordés ; l'armée entra en Espagne. L'expulsion de Manuel entraîna la retraite de la plus grande partie de la gauche, et le ministre des finances obtint son budget presque sans discussion. Après la session, la chambre ayant été dissoute, l'opposition de gauche se trouva presque anéantie par les nouvelles élections. Ce fut devant cette chambre que M. de Villèle présenta (1834) son premier projet de remboursement des rentes cinq pour cent, contre l'avis de M. de Châteaubriand, ministre des affaires étrangères, qui, disait-on, songeait alors à former une nouvelle administration dont il aurait été le chef. Mais M. de Villèle sut le prévenir, et lui adressa sa démission accompagnée d'un billet laconique de condoléance. Le noble pair quitta à l'heure même l'hôtel des affaires étrangères, mais son ressentiment trouva un appui dans le *Journal des Débats*, où il commença cette longue opposition qui parvint enfin à enlever la majorité à ses anciens collègues. L'avènement de Charles X prêta cependant une nouvelle force à l'administration de M. de Villèle. Le retrait de la censure donnait une sorte de popularité au nouveau roi : l'opposition était, pour ainsi dire, nulle dans la chambre des députés. M. de Villèle semblait plus que jamais accrû au pouvoir : mais avant de faire connaître les événements qui survinrent et qui le renversèrent, nous allons le considérer comme ministre des finances, et donner une idée de son administration. Sous ce rapport, son nom se rattache à des mesures d'une grande importance que l'esprit de parti a diversement qualifiées, mais qui indiquent une énergie de conception et une force de volonté remarquables. La marche progressive imprimée au crédit public aurait, sans contredit, assuré la prospérité de la France, si l'on avait su s'en tenir au régime constitutionnel. Après avoir définitivement fixé les moyens de libération de l'arrière et l'acquiescement des ordonnances antérieures à 1816, M. de Villèle abaissa de cinquante à dix francs le taux des rentes inscriptibles au grand-livre pour faciliter l'emploi des petits capitaux. Le crédit se raffermir peu à peu ; mais de graves difficultés s'élevèrent lorsqu'il fallut disposer des ressources nécessaires pour parer aux dépenses extraordinaires de la campagne d'Espagne. M. Ouvrard avait obtenu l'entreprise des vivres et celle des transports, et cette mesure fit accuser d'imprévoyance et d'impéritie l'administration de la guerre et le ministre des finances. Il était, en attendant, nécessaire de recourir au crédit pour subvenir aux dépenses occasionnées par l'expédition. M. de Villèle conclut un emprunt de cent millions avec la banque de France, et émit pour soixante-quatorze millions de bons royaux à un taux, il est vrai, fort élevé ; mais lorsque la guerre d'Espagne fut terminée, et que l'on négocia vingt-trois millions de rente, dont la création avait été autorisée précédemment, le cours s'était élevé de plus de dix francs, et il en résulta un bénéfice de près de cinquante millions pour l'état. Ce fut au mois d'avril 1834, que M. de Villèle, ayant fait face à toutes les exigences du passé, présenta aux chambres le projet de finances le plus hardi qui eût encore été tenté depuis la restauration : il s'agissait de la conversion des rentes cinq pour cent en trois pour cent : « Notre rente, disait le ministre, a dépassé le pair : elle se vend au-dessus avec la connaissance d'un prochain remboursement où une réduction des intérêts ; elle serait à cent dix ou cent quinze, si la loyauté du gouvernement ne l'eût porté à laisser pénétrer ses intentions à mesure qu'il a conçu l'espérance de les réaliser. Deux dommages notables résulteraient pour la fortune publique de la continuation d'un tel état de choses. Le premier est celui d'un rachat



« journalier des rentes à un taux supérieur au pair par la caisse d'amortissement, c'est-à-dire par le contribuable. Le second, la continuation pour l'état d'un intérêt à cinq pour cent, tandis que le cours de ces rentes ne le ferait ressortir qu'à un taux moins élevé pour ceux qui s'achèteraient. » D'après ces considérations, le ministre proposait de conserver aux porteurs de cinq pour cent la faculté d'opter entre le remboursement du capital et la conversion du trois pour cent à soixante-quinze. Il avait signé un traité avec les principales maisons de banque de Paris, qui s'engageaient à couvrir les risques de l'opération, moyennant une prime qui laissait à l'état presque tout le bénéfice de la conversion. L'opposition demanda communication du traité, réclama la concurrence. On examina si le gouvernement avait le droit de rembourser la dette; si l'épargne d'un cinquième de l'intérêt pouvait compenser l'augmentation d'un tiers du capital. Le projet fut adopté à la chambre des députés; mais la chambre des pairs le rejeta; l'intérêt de l'aristocratie fut mis en avant; l'archevêque de Paris, lui-même, parla en faveur des rentiers de son diocèse, et le crédit ne parut pas encore assez consolidé. Mais ses progrès allaient toujours en croissant; d'immenses travaux publics étaient exécutés sur tous les points du royaume, et l'entreprise de canalisation générale rencontrait alors bien moins d'objections qu'elle n'en éprouve aujourd'hui. M. de Villèle, qui n'abandonnait pas le projet de conversion, le rattacha à une mesure tout-à-fait capitale; il s'agissait de rembourser intégralement les pertes éprouvées par les émigrés. Au premier abord, cette proposition favorisait exclusivement l'ancienne noblesse; cependant elle trouva beaucoup de partisans dans les rangs des libéraux; jamais les biens nationaux n'avaient encore pu atteindre leur valeur réelle, et, malgré les promesses de la Charte, leurs possesseurs pouvaient toujours craindre une restitution forcée. Une indemnité égale à la perte éprouvée par les émigrés les mettait à l'abri de cette appréhension; mais cette perte était évaluée à plus d'un milliard de francs. M. de Villèle proposa d'accorder l'indemnité en rentes trois pour cent, soit trente millions payables en six ans, et pour ne pas ajouter une telle somme à la dette publique, déjà si considérable, il annulait les rentes acquises par l'amortissement durant ces six années. Puis, comme on pouvait craindre que les nouvelles rentes, à raison de leur origine, n'obtinissent pas la même faveur que le reste de la dette publique, le projet de loi créait un nouveau trois pour cent, formé au moyen de rentes cinq pour cent, converties volontairement par leurs propriétaires, et qui serait confondu avec les rentes de l'indemnité. Toutes ces propositions furent adoptées; près de vingt-cinq millions de rente cinq pour cent furent converties, et la diminution qui en résulta sur les intérêts de la dette publique, procura un dégrèvement de six millions sur l'impôt foncier. M. de Villèle autorisa ensuite la formation du syndicat des receveurs généraux, vaste société commerciale qui devait principalement appliquer ses fonds au soutien du cours élevé de la rente, ainsi qu'à soutenir, par ses relations multipliées, faciliter les mouvements de fonds entre toutes les localités de la France. En 1826 eut lieu le traité avec Saint-Denis: il stipulait de grands avantages commerciaux pour la France, et une indemnité de cent cinquante millions pour la colonie, payable par cinquième; outre la question de l'histoire, la loi admettait implicitement, pour la couronne, le droit d'aliéner, sans le concours des chambres, une partie du territoire; le président du conseil parvint à faire écarter tous les articles qui renverraient aux chambres une intervention quelconque dans les traités diplomatiques; d'après les arrangements conclus, la république d'Haïti négocia, sous les auspices du ministre des finances, un emprunt de trente millions, pour le paiement du premier cinquième de l'indemnité. Telles furent les principales opérations financières qui s'accomplirent pendant l'administration de M. de Villèle. Ce sont elles qui ont le plus contribué à sa réputation. Depuis son arrivée au pouvoir, le crédit ne cessa pas de s'ac-

croître, et les circonstances favorisèrent cette marche progressive, on doit néanmoins compter pour beaucoup l'initiative du ministre et ses habiles combinaisons. La session de 1826 fut remarquable par l'importance de la cour des pairs dans l'affaire des marchands d'Oran, qui fut terminée au gré du président du conseil. Jusqu'alors le ministère semblait avoir dans les deux chambres une majorité incombustible; mais à la fin de l'année, il s'en étoit déjà plus d'un de la chambre des députés qui étoient libéraux. Le parti influent à la cour poussait l'administration des mesures retragées. Un projet de loi sur les d'aliénations fut proposé et rejeté par la chambre des pairs. En même temps la haute population par les jésuites et la congrégation était exploitée habilement par les journaux de l'opposition; cependant la Ville ne partageait pas les opinions de tous les libéraux, et l'on inclinait à croire que s'il étoit possible de résister à un accident supérieur, dans il n'approuvait pas la direction que l'on cherchait à imprimer au cabinet dont il étoit le chef. On se réjouit de la prospérité toujours croissante du commerce de la liberté de la presse, qu'il maintenait, mais la loi lui donna la faculté de l'abolir; mais les discours exprimés par la magistrature, les discours de la presse, les journaux de l'opposition, la polémique du Journal des Débats, ont été dans les rangs de la chambre des députés une opposition plus formidable; et, au commencement de 1827, le ministère présente une loi de cassation à la presse qui excite un si violent orage, qu'il se voit forcé de la retirer. Les rejoinsances publiques s'élevèrent de toute part. La garde nationale, qui s'étoit élevée des cris de haine contre les ministres, et en même temps qu'un nombre non peu nombreux de députés et de sénateurs, se réunirent à la chambre des députés et à la cour, après la dissolution de la rue Saint-Denis, que les coups d'habileté à jamais la constitution; cependant les ministres effrayés cédèrent; l'administration Morpue fut aux affaires, et fit luire quelques jours plus calme la France. Ne désespérant pas encore de sa lutte, M. de Villèle désirait rester membre de la chambre des députés; mais les nouveaux ministres ne purent condition à leur entrée aux affaires que les précédents fussent effacés à la pairie, où leur influence devrait être moins dangereuse. L'excitation lancée du haut de la tribune nationale par M. de Villèle contre le ministère Morpue pendant sept ans, avait tenu les rênes de fer, et point de suite. M. de Villèle, par la France, n'est pas, parmi ses nouveaux collègues, le seul qui l'ait si longtemps suivi à la tribune des députés; il ne devait plus repaître sur la scène publique; seulement, lors de la retraite du ministre Morpue, il revint un instant à Paris. Sa présence fut remarquée. Mais la modération de ses conseils ne calma, ni l'impétuosité de la cour, que de la faiblesse; il ne put sans avoir rien obtenu, et l'on cita même en cet Charles X: « Il n'est venu ici que pour tout perdre. » Si son système politique et les mesures qu'il employa pour le faire triompher n'auraient pas été la cause de l'animadversion publique, du moins est-il probable qu'il désapprouvait fortement tous les projets de loi que l'on méditait alors, et qu'il n'eût pas consenti à la violation manifestée de cette loi, qui avait pourtant été votée, mais toujours indirectement et aujourd'hui, certes même qui l'est le plus manifestement combattue, ne suffirait pas de rendre justice à ses talents comme financier et comme orateur.

VILLEMAIN. — ANTOINE-FRANÇOIS, né à Paris, le 20 juin 1791, fit sa rhétorique au lycée impérial, et se distingua tellement qu'il obtint le baccalauréat à la Fontaine, alors grand-maître de l'université, comme l'un des dix-huitième rangs dans la supériorité et le mérite dans toutes les études, qu'il fut nommé professeur de philosophie à la fin de l'année. A peine âgé de dix-huit ans, M. Villemain suppléait avec distinction M. de La Fontaine et l'abbé, professeurs de rhétorique. M. de Fontaine approuvant ses brillantes dispositions pour l'ensei-

on publique, le nomma, en 1810, professeur de belles-lettres à l'école Normale et au lycée Charlemagne. L'usage des harangues latines à la distribution des prix du concours général, abandonné depuis la révolution, et récemment rétabli, fournit, en 1812, M. Villemain l'occasion de prononcer un discours très admiré et vivement applaudi. Mais au milieu de ses études, M. Villemain songeait à cet avenir incertain dont il avait déjà le pressentiment; il voulut débater avec éclat dans la carrière: son *Eloge de Montaigne*, remporta le prix d'éloquence décerné par la classe de la langue et de la littérature française, dans la séance du 23 mars 1812, sur des courants tels que MM. Jay, Droz, Victorin Fabre, etc. Ce discours où le génie de Montaigne, de ce lontanque qui *dénoue en quelque sorte la langue française*, est si merveilleusement apprécié, semble désormais inséparable des œuvres de notre grand moraliste. Il l'on a reproché que quelques-unes de ses parties manquaient de développements plus étendus, du moins son mérite littéraire n'a pu soulever la plus sévère critique; en effet, véritable chef-d'œuvre académique, on y retrouve cette élégance naturelle et ulve, cette originalité, et cette brillante harmonie d'expressions, ce goût exquis, cette lucidité d'aperçus qui distinguent éminemment tous les écrits de M. Villemain. En 1814, il fut nommé professeur suppléant d'histoire moderne dans la faculté des lettres de l'Académie de Paris: son discours d'ouverture qui produisit un grand effet, retraçait le tableau de l'Europe au xv<sup>e</sup> siècle, à cette époque si curieuse qui forme la liaison du moyen âge aux temps de la renaissance, l'époque, participant à la fois de ces deux périodes, conserve encore les lois féodales et les mœurs chevaleresques, en même temps qu'elle est marquée par l'agrandissement de la puissance royale, et par la marche rapide de l'industrie, du commerce et des arts. La même année, M. Villemain mérita une seconde couronne académique: son *Essai sur les avantages et les inconvénients de la critique*, remporta le prix d'éloquence décerné par la classe de la langue et de la littérature française de l'institut, dans la séance du 21 décembre. A cette époque, les écrivains du jour semblaient avoir tout-à-fait répudié ce sentiment moral qui élève et honore l'homme de lettres: il faisait beau voir un jeune auteur s'efforcer d'arrêter les progrès du mal, et de ramener dans une voie meilleure ceux qui s'arrogent le droit de décider d'un trait de plume, et selon leur caprice, de payer le littérateur et leurs rivaux. Cet essai fut couronné en présence de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse; et l'Académie, par une dérogation à ses usages, bien flatter pour le jeune lauréat, l'autorisa à prendre la parole dans son sein pour lire son discours. M. Villemain fit réécouter cette lecture de quelques mots remplis de sagesse, adressés aux monarches étrangers. Ils parurent alors un acte de libéralisme renforçant des conseils qui furent généralement approuvés, et des éloges si blâmés depuis: à-t-on oublié ce qu'écrivaient MM. de Talleyrand, Châteaubriand et Benjamin Constant, au sujet de l'empereur Alexandre, qui, sorti des rendus du trépas, avait su respecter les monuments de la capitale de la France? Une nouvelle production de haute portée devait ajouter aux titres littéraires de M. Villemain: l'*Eloge de Montesquieu*, où se trouve une analyse parfaite de l'*Esprit des Lois*, obtint, en 1816, le prix d'éloquence décerné par l'Académie française, dans sa séance du 25 août. « Par les rapports que Montesquieu reconnaissait entre les peuples modernes, écrivait alors l'auteur, par cet esprit de commerce et d'industrie qu'il donnait pour attribut à l'Europe, il avait préparé le système représentatif, système qui ne devait trouver d'obstacle que dans la tyrannie militaire; il fallait établir l'empire des lois, sur les débris des anciennes mœurs, des anciens privilèges: il fallait à la France une loi de liberté qui pût satisfaire les idées, et les espérances du siècle: la charte, transaction solennelle qui garantissait les intérêts nouveaux, est désormais inséparable de la monarchie. Plus elle sera puissante, et plus la monarchie elle-même s'affermira: l'inviolabilité de la loi assure celle

« du trône. » Peu de temps après, M. Villemain passa de la chaire d'histoire moderne à celle d'éloquence, dans la faculté des lettres de l'Académie de Paris, qu'il devait remplir avec tant d'éclat. Admirateur judicieux de l'antiquité classique; familier avec les littérateurs modernes de l'Europe, qu'il appréciait avec autant de goût que d'indépendance, le jeune professeur savait inspirer à ses auditeurs, l'enthousiasme du beau et du vrai: il saisissait surtout les esprits par une abondance de formes choisies qui tenait déjà à une immense lecture, et qui n'a fait que s'accroître des nouveaux trésors amassés par l'une des plus étonnantes mémoires qui fût jamais. M. Villemain publia, en 1819, l'*Histoire de Cromwell*, d'après les mémoires du temps et les recueils parlementaires, en 4 vol. in-8°. Quels que soient les jugements contradictoires que l'on ait portés sur cet ouvrage, il n'en sera pas moins l'une des productions les plus remarquables de la littérature française; le caractère de Cromwell, l'opposition des sectes religieuses, celle des partis politiques qui y puisaient un aliment à leur haine, l'ascendant d'Oliver qui les domine en usant contre eux de leurs propres armes, sont autant de sujets de tableaux où le peintre n'est pas resté au dessous de ses modèles. Traduite depuis long-temps en italien, l'*Histoire de Cromwell* vient de l'être en allemand; elle sera sans doute réimprimée bientôt en France. Dans sa séance, du 26 avril 1821, l'Académie française admit M. Villemain dans son sein, en remplacement de M. de Fontanes, dont il prononça l'éloge, le 28 juin suivant. En 1822, il répondit à M. Dacier, succédant au duc de Richelieu, dans un discours plein de convenance et de charmes. La même année il publia la traduction de l'ouvrage de Cicéron de *Repubblica*, manuscrit palimpseste découvert en 1820, par M. Mai, bibliothécaire du Vatican, et dans des notes savantes qui nous reportent au siècle où les interlocuteurs de cet entretien ont vécu, et nous rendent présent le génie de ces grands hommes, il nous donne d'intéressants détails sur le gouvernement de la république romaine; détails que l'on s'attendait à trouver dans le traité de Cicéron, et que son élégant traducteur a suppléés, aussi heureusement qu'il l'eût été possible à un moderne de le faire. Mais la réputation de M. Villemain devait être encore rehaussée par deux publications du plus grand intérêt: nous voulons parler de ses *Discours et mélanges littéraires*, imprimés en 1823, en deux volumes, et de ses *Nouveaux mélanges historiques et littéraires*, qui parurent en 1827. On y trouve, outre les écrits que nous avons mentionnés, son *Essai sur l'oraison funèbre*, ses *Notices*, si admirées sur *Milton*, *Pascal*, *Fénelon*, *l'Hôpital*, *Pope*, *Shakespeare*, *Lucrèce*; ses discours prononcés à l'ouverture du cours d'éloquence française, en 1822 et en 1824: ses *Reflexions sur le système de traduction de Paul Louis Courier*, sa *Réponse au discours de M. Fourier*, succédant à M. Lemonley, membre de l'Académie française, et ce qui attirera surtout notre attention, ce tableau si parfait de l'affaiblissement du polythéisme romain, des efforts de la philosophie stoïcienne des *Antiques*, pour relever le genre humain et pour arrêter la décadence du paganisme et de l'empire, enfin, des progrès du christianisme et de l'éloquence chrétienne portée à un si haut degré par les pères de l'Eglise. En effet, dans ces derniers morceaux, M. Villemain a déployé toutes les ressources et toute la puissance de son talent. L'histoire et la littérature, unies ensemble dans ce beau travail, lui donnent autant de solidité que d'agrément. Tous les morceaux que leur habile interprète emprunte aux pères de l'Eglise grecque, sont traduits avec une simplicité et une élégance rares; et quand on compare sa version facile, pleine de souplesse et d'harmonie, aux traductions du père Brunoy, on sent quels progrès cet art important a faits parmi nous. M. Villemain a caractérisé, avec la même supériorité, les pères de l'Eglise latine. On a dit, avec justice, que les portraits de saint Jérôme et de saint Augustin semblaient la comparaison avec les créations si belles et si pures, que ces deux grands hommes ont inspirés à M. de Châteaubriand dans son admirable cinquième chant des *Martyrs*;

mais ce qui donne une bien plus haute importance au travail de M. Villemain, c'est l'érudition profonde cachée sous ces formes si polies. Appelé par nos propres études à rechercher quel était l'état de l'Afrique au quatrième siècle de l'ère chrétienne, nous avons reconnu que tous les faits, dont nous avions recueilli la source dans les œuvres de saint Augustin, étaient reproduits et merveilleusement résumés dans les pages de M. Villemain; et ces phrases si nettes, si concises, qui renferment la substance de tant de chapitres, offrent un ensemble si complet, que nous ne découvrons aucun aperçu nouveau dont l'auteur n'ait fait jaillir l'idée. Aussi, le tableau brillant qu'il a tracé sera-t-il toujours un modèle à proposer à tous ceux qui abordent la carrière de l'érudition. Nous avons jusqu'ici considéré M. Villemain comme écrivain; il est temps de voir en lui le professeur et l'homme politique. Parleur sincère du principe monarchique, mais partisan d'une sage liberté, M. Villemain se prononça toujours hautement contre les attaques portées à l'indépendance de la presse. Nommé directeur de l'imprimerie et de la librairie près le ministère de l'intérieur, en 1816, il quitta, en 1830, à l'époque de la retraite de M. de Cases, ces fonctions qu'il avait remplies avec conscience et talent, et il ne garda que le titre de maître des requêtes au conseil d'état, pour se livrer exclusivement à son cours de la Sorbonne. Sa sympathie pour tous les sentiments généreux, excitait souvent les applaudissements du nombreux auditoire qui se pressait à ses leçons. En 1834, dans son discours d'ouverture, après avoir peint à grands traits le siècle de Louis XIV, il appelait l'attention du gouvernement sur M. Cousin, retenu prisonnier en Allemagne contre le droit des gens; et en défendant la cause de l'illustre philosophe, du haut de sa chaire, il rappela droitement au roi de Prusse cette séance de l'académie, où il avait exprimé le plus vif intérêt pour les écrivains et le progrès des lettres. En 1835, M. Villemain faisait entendre sa voix en faveur de la cause des Grecs, et son *Lascaris*, publié la même année, suivit d'un résumé si touchant de l'histoire de la Grèce moderne, était un éclatant appel à la chrétienté pour hâter la délivrance de ses enfants livrés au fer des barbares du Levant. Lorsque le fameux projet de loi sur la censure eut été présenté aux chambres par le gouvernement, M. Villemain, alors maître des requêtes, fit seul entendre, au conseil d'état, une voix éloquente en faveur de la liberté de la presse qu'il avait appelée la plus chère des libertés publiques. L'académie française, dans sa séance du 11 janvier 1837, arrêta que, par une supplique au roi, la compagnie lui exposerait les dangers dont les lettres lui paraissaient menacées; et M. Villemain, après avoir pris plusieurs fois la parole, et s'être élevé avec force contre la lecture de cette lettre si connue de M. l'archevêque de Paris, fut chargé de la rédaction de l'adresse, conjointement avec MM. Châteaubriand et Lacretelle. Il perdit le même jour sa place de maître des requêtes au conseil d'état. Mais l'accueil qui l'attendait à la Sorbonne, le 22 janvier, dut le dédommager sans doute de cette disgrâce. M. Villemain ne put qu'à grand'peine continuer son cours de littérature française: il était sans cesse inquiété, dénoncé avec autant de lâcheté que de mauvaise foi, pour chaque expression qui trahissait une idée généreuse, souvent même pour ce qu'il n'avait pas dit: ses piquants aperçus inquiétaient un pouvoir ombrageux. Enfin, le ministère qui pesait sur la France disparut pour faire place à l'administration Martignac; on eut quelques jours calmes et sereins. La faculté des lettres reprit une nouvelle vie. MM. Guizot et Cousin reparurent dans leurs chaires, et quoique pris au dépourvu, se firent un devoir, comme le dit l'un d'eux, de faire usage de la parole dès qu'elle leur était rendue. M. Villemain, qui avait refusé la direction des beaux-arts près le ministère de l'intérieur, délivré des entraves que sans cesse on lui opposait, put déployer toutes les ressources de son admirable talent, et les trois professeurs liés par une étroite communauté de sentiments et d'intentions, par un même respect pour l'ordre, par une même foi dans

l'avenir, exercèrent la plus heureuse influence sur le progrès des hautes études, sur l'applaudissement de tous les amis de la philosophie, de l'histoire et des lettres. L'intérêt qui s'attachait à ces cours, l'affluence immense des auditeurs, firent naître l'idée de reproduire fidèlement, et par livraisons successives, chacune de ces leçons instructives et éloquentes dont Fictor rejaillissait sur la France; celles de M. Villemain, recueillies et imprimées, forment aujourd'hui un cours de littérature où l'on trouve ses admirables digressions sur *Clarissa Harlowe* et le génie de Richardson, sur les travaux historiques des Gibbon et des Robertson, sur les poésies dramatiques d'Alfred. Qui de ses auditeurs peut avoir oublié cette leçon de la littérature du moyen âge, présentée d'une manière si neuve; et cette série de tableaux si parfaits, par lesquels l'éloquent professeur faisait connaître l'Europe littéraire du dix-huitième siècle? Mais l'horizon politique allait s'obscurcir de nouveau. Le gouvernement se jetait dans des mesures qui entraînaient fatalement à sa perte. M. Villemain, qui partageait les doctrines du *Journal des Débats*, auquel il donnait souvent des articles, et qui, par conséquent, approuvait l'opposition des deux cent vingt et un, eut à dire comme député de l'Eure quand la révolution de juillet éclata. Signataire de la protestation des députés présents à Paris, il assista à la séance extraordinaire du 31 juillet, et prit une part active à tous les travaux de la session. Il se prononça hautement pour l'immovibilité des juges, et contribua puissamment au maintien de ce droit, en entraînant, dans cette occasion, par un discours remarquable, la majorité de la chambre. Nommé, à cette époque, vice-président du conseil royal de l'instruction publique, et soumis à la réélection, il ne se sentait pas dans sa nouvelle candidature, et fut élevé à la dignité de pair de France, par l'ordonnance royale du 3 août 1835. Dans la séance du 20 janvier 1833, il parla avec chaleur sur l'abrogation de la loi du 21 janvier. La vigueur du raisonnement, la fréquence de ces expressions hardies que l'improvisation autorise, et qui sont d'un si grand effet, donnaient à ce discours un couleur tout-à-fait tranchée, et le ferait toujours considérer comme l'un des chefs-d'œuvre oratoires de M. Villemain. Nous regrettons que ses propres occupations ne lui permettent pas de livrer à l'impression son *Histoire de Grégoire VII*, dont quelques fragments lus à l'académie, l'ont si vivement encouragés à la prompt publication. La lecture de plusieurs passages qui nous ont été communiqués, et qui sont retracés avec toute la magie d'un style inimitable les découvertes historiques que les yeux curieux, n'ont fait que confirmer en nous la haute idée que nous nous étions formée de cet ouvrage. Nous ne terminons pas cette notice, sans rappeler les nombreux articles fournis par M. Villemain à la *Biographie universelle*, dont il fut l'un des plus savants et des plus actifs collaborateurs, et son *Essai sur les romans grecs*, qui fait partie de la collection des romans grecs de Mion. Cet essai, qui jette une lumière nouvelle sur l'histoire de la civilisation byzantine, a été réimprimé à la suite de *Lascaris*.

VILLEMAREST (CHARLES-MARIE DE), est né à Paris, en avril 1783, d'une famille parlementaire qui jouissait d'une belle fortune avant la révolution. Après avoir été le condisciple de M. le duc Decès, au collège de Vendôme, il obtint une bourse gracieuse au Prytanée français. Un des parents de sa mère, M. Abrial, depuis ministre de la justice, se trouva alors à la tête de cet établissement. Lorsque le premier consul vint visiter le Prytanée, l'élève Villemarest fut un de ceux qu'il interrogea. Satisfait de ses réponses, le chef du gouvernement confiait lui-même à écrire, par le général Duros, ainsi qu'à deux autres élèves, qu'il leur accordait, pour en faire tout ou pendant, une pension de deux cents francs, sur sa cassette particulière. Le tuteur de Bonaparte était moins opulent alors, que ne le fut de puis le tuteur de l'empereur. Le premier consul ne donna pas à cet élève la protection qu'il accordait à ces jeunes gens; il pouvait choisir, entre le grade de sous-trésorier

dans l'armée, et une place d'élève de diplomatie. Tous trois préférèrent ce dernier parti. M. Villenave resta peu de temps au cabinet du ministre des relations extérieures; le portefeuille de ce département ayant été brusquement retiré à M. de Talleyrand, M. de Villenave quitta l'apprentissage diplomatique. Le ministre lui conserva, dans la suite, sa protection. C'est à lui qu'il a été redevable, lors de la création, en 1808, du gouvernement général des départements au-delà des Alpes, d'être nommé secrétaire du gouverneur général, le prince Camille Borghèse, beau-frère de Napoléon. Le chûix du prince Borghèse, auquel le général Duroc avait aussi contribué, reçut l'approbation de l'empereur. Agé seulement de vingt-trois ans, le secrétaire du gouverneur général, dont les fonctions étaient fort étendues, se conduisit avec un esprit de prudence prématurée, qui lui concilia l'estime des hommes les plus distingués du Piémont. Malgré l'expérience que le séjour d'une cour aurait dû lui faire acquérir, M. de Villenave, à la chute de l'empire, crut légèrement à la reconnaissance de quelques hommes que le mouvement des choses remettait en faveur, et il se trouva sans place. Ses relations de famille ne lui permirent pas d'accepter, pendant les cent-jours, une place que Napoléon lui fit offrir par M. de Montalivet. Il ne faut pas omettre que, des les premiers jours de la restauration, M. de Blacas avait supprimé, d'un trait de plume, la pension accordée autrefois à l'élève du Pyramide. Depuis la seconde restauration, M. de Villenave n'a plus cherché de ressources qu'en lui-même; il s'est assés dans quelques travaux littéraires, et prit part à la rédaction de plusieurs journaux, tels que les *Annales politiques, morales et littéraires*, l'*Indépendant* et surtout la *Revue*, où ses articles ont été remarqués, moins encore par le talent de l'écrivain, que par une qualité plus rare, sa conscience et sa bonne foi. Il a aussi donné plusieurs articles, exclusivement littéraires, au *Moniteur* et à l'ancienne *Gazette de France*. M. de Villenave ne s'est pas borné à écrire dans les journaux; mais comme il ne s'est signé aucun de ses ouvrages, à l'exception d'une brochure intitulée le *Rideau déchiré*, il est plus connu des gens de lettres que des gens du monde. Ses souvenirs diplomatiques lui inspirèrent, en 1818, *L'observateur au congrès d'Aix-la-Chapelle*; il trouva plus tard, dans ses souvenirs de l'Italie, de quoi remplir quatre volumes, publiés par Pillet aîné, sous le titre de *l'Érmitte en Italie*. Les amis de M. de Villenave lui font honneur d'une partie des mémoires de M. de Bourienne: ils lui en attribuent du moins la rédaction, qui n'est pas la partie la moins estimable de cette importante publication.

VILLENAVE (MATHIEU-GUILLAUME-THÉOPHILE), né à Saint-Félix de Caraman (Haute-Garonne), le 13 avril 1762. Arrêté à Nantes, par ordre du Carrier, le 9 septembre 1793, il fut envoyé, à Paris, devant le tribunal révolutionnaire, avec cent trente-un Nantais, qui furent au moment d'être fusillés à Ancenis, noyés à Angers, et massacrés sur la levée. Jugé par le tribunal révolutionnaire, deux mois après le 9 thermidor, il eut des conclusions à mort, et fut néanmoins acquitté avec tous ses compagnons d'infortune, réduits par la mort de cent trente-deux à quatre-vingt-quatorze. Il avait eu le courage de publier, pendant sa détention, une *Relation du voyage des cent trente-deux Nantais*, dont il se fit, dans Paris, sept à huit éditions en quinze jours, et qui a été traduite en plusieurs langues, ainsi que le *Plaidoyer* qu'il prononça dans le procès du comité révolutionnaire de Nantes. Il fut le défenseur choisi par le général Charette, la veille de son jugement. Il a rédigé, en chef, plusieurs journaux à Paris, où il a fondé, avec M. Keratry, le *Courrier français*, au mois de février 1810. Il a été secrétaire-général de l'Académie celtique, de la société royale des antiquaires de France, et de la société philotechnique. Il a professé, pendant cinq ans, l'*histoire littéraire de France à l'Athénée*. Il a été un des principaux rédacteurs de la *Biographie universelle*. Il a donné des éditions des œuvres de Bourdaloue, de Duclos, de Thomas, de Marmontel et de Barthélemi, avec des notices estimées. Il a été l'éditeur des

*Mémoires de Noailles*, avec une notice curieuse et des notes, dans la grande Collection des *Mémoires pour servir à l'histoire de France*. Ses principaux ouvrages sont une traduction en prose des *Métamorphoses*, avec des notes et 120 figures gravées d'après les dessins de Moreau jeune, Leharbier, Monsiau, etc., 4 vol. in-4° et in-8°. Il y a aussi une édition in-12, Paris, 1825, sans figures. Une *Vie d'Osiris*, 1809, in-8°, figures. M. Villenave paraît enfin avoir résolu le problème qui, depuis tant de siècles, avait fait émettre dix ou douze systèmes sur la véritable cause de l'exil d'Oride. Son opinion a été adoptée par les savants nationaux et étrangers. Une traduction en prose, avec des notes, de l'*Enéide de Virgile*, dans la *Bibliothèque latine-française*, publiée par M. Panckoucke. On cite, comme la plus considérable et la plus curieuse, la collection d'autographes formée par M. Villenave.

VILLENÈVE-BARGEMONT (LOUIS-FRANÇOIS, vicomte), né au château de Saint-Alban, département du Var, le 10 août 1784; chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem et de la légion d'honneur, gentilhomme de la chambre du roi, correspondant de l'institut (Académie des Inscriptions), membre de plusieurs sociétés savantes nationales et étrangères. On dirait que c'est pour peindre le vicomte François, que Ducis a fait ce beau vers :

L'accord d'un beau talent et d'un beau caractère.

Plein de douceur et d'affabilité, naturellement bon, comme la plupart des membres de sa famille, le vicomte François eut le bonheur de ne pouvoir exciter aucune haine, aucune jalousie. Étranger aux affaires politiques, M. Villenave donne tout son temps aux méditations littéraires, et ses moments de loisir sont consacrés à compléter un des plus beaux lettrés qui aient en Europe. Parmi les ouvrages publiés, jusqu'à présent, par le vicomte François, on remarque surtout les suivants : *Lyonnais, ou la Provence au XIII<sup>e</sup> siècle, roman historique*, en 5 vol. in-12, Paris, 1823; *Chapelle Ducale de Nancy, ou Notices historiques sur les ducs de Lorraine, leurs tombes, etc.*, vol. in-8°, Nancy, 1826, 2<sup>e</sup> édition, Paris, 1827; *Histoire de René d'Anjou, roi de Naples, comte de Provence, etc.*, in-8°, 3 vol. ornée de portraits, vignes, et fac-simile, etc., 1825; *Monuments des grands maîtres de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, ou Vues des Tombeaux élevés à Jérusalem, à Ptolémaï, à Rhodes et à Malte, accompagnés de notices historiques, d'inscriptions, etc.*, 2 vol. in-8° avec près de cent planches lithographiées, Paris, 1829.

VILLENÈVE-BARGEMONT (CHRISTOPHE, le comte de), conseiller d'état, officier de la légion d'honneur, est né à Bargemont en Provence, le 27 juin 1771, d'une famille d'origine princière. Destiné comme ses pères à la carrière des armes, il prit fort jeune du service en qualité de sous-lieutenant, dans le régiment de Royal-Roussillon. La révolution changea la destinée de M. de Villenave. Cependant à l'époque du licenciement des gardes-du-corps, il entra, par dévouement au roi, dans la garde constitutionnelle de Louis XVI; mais il n'émigra point. Après le 18 brumaire, l'amitié de M. Lacuée ouvrit aux membres de la famille Villenave la carrière de l'administration. Le comte Christophe devint, en 1801, inspecteur des poids et mesures dans plusieurs départements du Midi. Ce premier pas le conduisit, en 1803, à la sous-préfecture de Nérac. Il ne put administrer un pays encore plein du souvenir de Henri IV, sans chercher à réunir dans le même cadre tout ce qui le rappelle dans cette contrée, et dès lors il composa sa *Notice sur la ville de Nérac*, qu'il fit imprimer, en 1808, lorsque déjà il était depuis dix ans préfet du département de Lot-et-Garonne. A la restauration, il fut maintenu dans ce poste, et reçut la croix d'officier de la légion d'honneur. Les mesures énergiques qu'il avait prises lors du 10 mars le firent destituer par Napoléon, qui lança même un mandat d'arrêt contre lui. Revenu dans ses fonctions en vertu de l'ordonnance royale du 8 juillet 1815, il revint à Agen, où il demeura jusqu'au 6 octobre suivant, époque à laquelle la préfecture des

Bouches-du-Rhône lui fut donnée. Ses services lui valurent le titre de conseiller d'état. Magistrat éclairé, étranger aux haines des partis, administrateur habile, il a donné une nouvelle impulsion à la ville de Marseille, qui lui devra de grands établissements, un nouveau lazaret, un second port plus avancé dans la mer. M. le comte de Villeneuve-Bargemont ne croyait pas la culture des lettres incompatible avec l'agitation des affaires. Il a publié un *Voyage dans la vallée de Barcelonnette*, imprimé en 1815, et dédié à S. A. R. le duc d'Angoulême; un *Rapport sur des fouilles faites à Frejus*, en 1803; une *Notice sur Thopolis* (Basses-Alpes); une *Dissertation sur le lieu qu'occupait dans l'Antiquité le peuple désigné par César sous le nom de Solitaires*. On trouve ces trois dernières productions dans les mémoires imprimés de la société d'agriculture d'Agén. Mais son ouvrage le plus important est la *Statistique du département des Bouches-du-Rhône*. 4 vol. in-4° avec un atlas, in plano sur jésus, contenant une carte physique du département, une autre carte du département sous les Romains, les plans des camps retranchés, les plans de Marseille, Aix et Arles, au temps des empereurs, des gravures représentant des fragments de piliers antiques, trouvés à Aix, divers monuments anciens, inscriptions, médailles, costumes, instruments aratoires, animaux fossiles, le profil des régions montagneuses, des coupes de nuées, etc. Ce titre, prouve toute l'étendue des connaissances de son auteur, qui du reste a pu se faire aider dans ce travail par des savants, remplissant diverses fonctions dans le département qu'il administrait, et aux frais duquel ce dernier ouvrage a été imprimé. M. Villeneuve-Bargemont avait été nommé chevalier de l'ordre de Charles III, en 1815, en récompense des services qu'il avait rendus aux Espagnols, prisonniers de guerre en France. Il est mort le 10 octobre 1829. Un monument lui a été élevé avec cette inscription : *Marseille reconnaissante à son préfet.*

VIMONT (JOSEPH), docteur en médecine de la faculté de Paris, né à Carpi, département du Calvados, le 27 mars 1795, a publié sous le titre de *Physiologie humaine et comparée*, un de ces ouvrages qui font époque dans l'histoire de la science. Le temps que tant de médecins emploient à faire leur fortune ou à languer des places ou des honneurs, a été consacré, par ce médecin laborieux, à de longues et difficiles recherches sur l'anatomie et la physiologie du système nerveux. Digne successeur du célèbre Gall, il a profité de son idée mère pour étendre et perfectionner sa doctrine. En 1827, cet anatomiste présente à l'Institut royal de France, pour le prix de physiologie Monthou, un mémoire sur l'anatomie et la physiologie du système nerveux des vertébrés : l'Institut lui donna une mention honorable, et l'opinion publique lui accorda le prix. Depuis cette époque ce médecin n'a cessé de continuer ses travaux, et aucun sacrifice ne lui a coûté pour les rendre dignes des anatomistes et des physiologistes les plus distingués. Un séjour de dix-huit mois à Londres l'a mis à même d'étudier, dans leur propre langue, les travaux des phrénologistes de l'Angleterre. De retour, en 1831, M. Vimont a publié sous forme de livraisons, les magnifiques planches qui composent l'atlas de son ouvrage; elles contiennent plus de six cents sujets d'anatomie humaine et comparée, et laissent bien loin d'elle les travaux entrepris sur le même sujet. Leur extrême exactitude suffit pour donner une idée du talent de l'anatomiste qui a présidé à leur exécution. Deux volumes grand in-4° accompagneront ce magnifique atlas : le premier a déjà paru et a été publié en français et en anglais. Il est entièrement consacré à l'histoire de l'organisation du crâne et du cerveau de l'homme, et des principales vertébrés. On pourra déjà se former une idée de l'importance des travaux du docteur Vimont, lorsqu'on saura que ses seules recherches anatomiques sont le fruit de la dissection exacte et minutieuse de plus de quinze cents cerveaux d'animaux vertébrés, et que ses applications phrénologiques sont basées sur l'examen approfondi de trois mille crânes préparés avec le plus grand soin, et qui forment la collection la plus riche et la plus précieuse qui existe en Europe.

Le second volume de ce grand ouvrage traitera des *Fonctions du système nerveux et des applications phrénologiques aux sciences naturelles et aux principales institutions civiles et politiques*. En 1829, peu à près la mort de Gall, M. Vimont a fait à Paris un cours de phrénologie humaine et comparée, qui a eu un grand succès. Les témoignages de satisfaction qui lui furent donnés par son auditoire, et par les savants les plus capables d'apprécier l'importance de ses travaux, le contribuèrent pas peu à encourager M. Vimont à continuer ses pénibles recherches. L'ouvrage de M. Vimont est un de ces rares monuments dont l'honneur la France savante, et qui méritent une place dans toutes les bibliothèques de quelque importance. Les planches du grand atlas qui l'accompagnent, ont été exécutées avec un soin et un talent remarquables, par des artistes de mérite, dont ce travail a rehaussé la réputation.

VINCENT (ALEXANDRE JOSEPH-HYACINTHE), né le 20 novembre 1797, à Hesdin, département du Nord-Calais; ancien élève de l'école normale et professeur de mathématiques de l'université de France. L'auteur de plusieurs mémoires, sur les mathématiques, qui ont paru dans le recueil de ceux de la société royale de Lille, et dans les *Annales de mathématiques*. Dans l'un de ces mémoires, l'auteur a résolu, d'une manière très ingénieuse, les difficultés relatives aux logarithmes des nombres négatifs. Il a donné, au *Bulletin universel* de M. de Ferussac, au journal le *Lycée*, et à d'autres journaux scientifiques, des articles intéressants. Son principal ouvrage est un *Traité de géométrie* dont la première édition a paru, en 1821, à Reims, et qui a eu du succès dans les collèges. La seconde édition de ce traité, enrichie d'additions importantes, et publiée, en 1831, par Bachelier Paris a eu un grand succès, et doit être prochainement suivie d'une troisième. Cette géométrie est plus complète et mieux coordonnée que le traité de Legendre, qui est aujourd'hui suivi dans la plupart des collèges de France, et avec lequel elle pourra lutter avec plus d'avantage, quand l'auteur l'aura réduite à de moindres dimensions.

VINTIMIGLIA (JOSEPH-BELMONT), prince de , naquit à Palerme, en 1767, d'une des plus illustres familles de la Sicile. Lorsque son éducation fut terminée, il voyagea, et fit un long séjour à Paris, où il se maria à une Française, douée de tous les charmes de l'esprit et de la figure, qui répandit le bonheur dans sa vie domestique. De retour à Palerme, il fit tous les sacrifices pour relever l'université de cette ville, de l'avalissement où elle était tombée par les intrigues des jésuites qui étaient parvenus à s'emparer pour l'exploiter à leur seul profit. Tous ceux d'entre ses concitoyens qui annonçaient du talent et de la vertu, étaient sûrs de trouver en lui un protecteur aussi éclairé que modeste. Les orages politiques qui commencèrent à éclater sur le royaume de Naples, vinrent enfin le jeter au milieu des plus tristes vicissitudes. Le roi Ferdinand avait perdu le trône en 1799 il le perdit pour la seconde fois en 1806. S'étant réfugié à Palerme, il avait besoin d'argent, tant pour soutenir les insurrections qui désolaient les Calabres, que pour alimenter une horde nombreuse de scélérats qui l'avaient suivi. Mais la Sicile avait une ancienne constitution qui remontait jusqu'à l'origine de la monarchie, et le peuple avait toujours conservé le droit de consentir les impôts par l'organe de ses représentants. Ainsi le parlement fut convoqué pour accorder des subsides. Le prince de Belmonte qui en faisait partie, comme un des premiers barons du royaume, s'éleva avec force contre les prétentions exorbitantes du gouvernement; et tout en votant les secours demandés, il déclara, comme un avis pour l'avenir, qu'il était aussi injuste qu'impolitique, d'accabler le peuple pour servir aux dissipation de la cour et à des intérêts qui n'étaient pas ceux de la Sicile. Cette opinion, vivement applaudie et appuyée par la majorité, mécontenta le gouvernement, qui, se voyant ainsi entravé dans ses coupables dessein, osa frapper un coup d'état : après avoir dévoré en peu de temps ce qu'il avait déjà obtenu, il ordonna de nouveau le pôt sans le consentement de la représentation de

tionale. Ce fut alors que le prince de Belmonte, déployant un courage inébranlable, signa, avec tous ses collègues, une protestation énergique contre cette violation des lois constitutionnelles du pays. Ce trait de patriotisme amena sa perte. Il fut arrêté comme le dernier des assassins, et envoyé dans un fossé de l'île de la Favignana, pour y expirer son audace, parmi les galériens qui y étaient enchaînés pour des crimes communs. Le duc d'Angiò, et les princes d'Acì, de Castelnovo et de Villafranca, qui avaient concouru avec lui à signer un acte si légitime, partagèrent le même sort. Cependant la Sicile était en combustion : Bonaparte, qui était alors au faite de sa puissance, et maître absolu de l'Italie, semblait la menacer de toutes parts. Les Anglais, qui voulaient la soutenir pour ne pas perdre ce précieux point d'appui dans la Méditerranée, en furent d'autant plus effrayés, que le peuple, irrité contre la conduite illégale de la cour, se montrait disposé à en secouer le joug. Afin de calmer l'effervescence des habitants, et opposer un obstacle insurmontable à la stupide ferocité du gouvernement, ils apportèrent à la Sicile la fameuse constitution de 1812, qui n'était, au fond, que l'ancienne constitution de ce pays, accélérée et agrandie selon les lumières et les besoins du siècle. Cette crise brisa les chaînes du prince Belmonte, qui fut aussitôt nommé ministre des affaires étrangères; et les services éclatants, que dans cette qualité il rendit à sa patrie, ne firent qu'augmenter sa popularité et son crédit. Louis-Philippe d'Orléans, qui, devenu grand duc de roi Ferdinand, se trouva alors à Palerme, et qui avait pénétré les pures intentions de ce généreux citoyen, ne cessa jamais de l'appuyer de toute son influence, et de l'encourager à persévérer avec la même fermeté dans sa brillante carrière. Belmonte était aussi devenu l'ami intime de Beutlingk, et le ministre Castlereagh lui écrivait de Londres, au nom du prince régent, aujourd'hui George IV, pour le remercier de tout ce qu'il avait fait pour la liberté et la prospérité de son pays natal. Cependant les contrariétés qu'il essayait continuellement à la cour, et les sordes menées du parti anti-constitutionnel, qui était parvenu à semer la dissension parmi les libéraux eux-mêmes, le rebutèrent au point qu'il voulut se retirer du ministère; et ses collègues, par le même motif, suivirent son exemple. Néanmoins, comme son absence se faisait sentir, il fut rappelé au conseil; mais ce ne fut que pour y voir tramer la ruine de sa patrie. L'orage fut anéanti par la chute de Bonaparte. Le roi Ferdinand remonta sur le trône de Naples, et sa première pensée fut d'abolir, par une mesure violente, non seulement la nouvelle constitution de la Sicile, mais aussi celle dont elle lui avait jadis pendant des siècles. Les Anglais victorieux ne tinrent point leurs serments. Comme leur conduite passée, en faveur de la liberté des peuples, n'avait été qu'une honteuse hypocrisie pour servir leur ambition et leur avidité, ils donnèrent leur consentement à cet acte de perfidie, et la Sicile fut livrée au despotisme. Belmonte, éloigné encore une fois du conseil, et le cœur navré de chagrin, s'embarqua sur le même vaisseau qui devait transporter en France le duc d'Orléans, et se rendit à Marseille, dans le dessein d'échapper à de nouvelles persécutions, et d'aller se procurer un entretien avec Castlereagh, qui était alors sur le continent, pour se rendre au congrès de Vienne. Sans se flatter d'aucune espérance illusoire, il voulait seulement accabler de ses reproches ce diplomate déshoné, qui, par sa lâche connivence, avait sacrifié jusqu'à l'honneur de l'Angleterre. Mais, dès l'époque de son embarquement, sa santé avait été dérangée, et le spectacle de l'asservissement de sa patrie avait ajouté à ses souffrances. Il arriva à Paris atteint d'une maladie de langueur, qui le traîna au tombeau à l'âge de quarante-sept ans. Ses dernières pensées, avant le mort, donnèrent un nouveau témoignage de la noblesse de son caractère, de la magnanimité de son cœur, et de son amour pour les progrès des lettres et des beaux-arts : il légua à l'université de Palerme sa précieuse collection de tableaux et de gravures anciennes.

VIREY (JULIEN-JOSEPH), né en 1770, à Huriot,

bourg du département de la Haute-Marne, près de Langres, fils d'un notaire royal, fit ses premières études à Langres. Il apprit chez un oncle, pharmacien, les premiers éléments des sciences. Nommé pharmacien militaire dans les hôpitaux, à l'époque des guerres de la révolution, il fut appelé par le célèbre Parmentier à Paris, à l'hôpital militaire d'instruction du Val-de-Grâce. Après y avoir remporté les premiers prix, il s'y éleva successivement en grade, et fut nommé pharmacien en chef en 1815. Préféré pour entrer dans la vie civile, et suivre entièrement la carrière des sciences, il donna sa démission et obtint, en 1814, le titre de docteur en médecine à la faculté de Paris. Il professa, à l'hôtel de Paris, un cours sur l'histoire naturelle des animaux. A cette époque, il avait déjà publié un grand nombre de mémoires et d'ouvrages particuliers, indépendamment de sa coopération à de grands monuments scientifiques ou littéraires. M. Viréy a été nommé, en 1823, membre titulaire de l'académie royale de médecine, et appelé par la section de pharmacie aux fonctions de secrétaire; il appartient aussi à l'académie impériale des curieux de la nature, et à d'autres sociétés savantes, étrangères et nationales, parmi lesquelles nous citerons celles de Lyon, Rouen, Bordeaux, Mâcon, la société innommée du Calvados, etc. Il est l'un des principaux rédacteurs du *Bulletin*, et du *Journal de Pharmacie*; il a coopéré à la grande édition des *Ouvrages de Buffon*, par Sonnini, etc. Beaucoup de mémoires de M. Viréy ont été insérés dans une foule de recueils scientifiques, le *Journal de Physique*, le *magasin encyclopédique*, les *journaux de médecine*, etc., etc. Voici la liste de ses principaux ouvrages : 1° *Histoire naturelle du genre humain*, Paris, an 12 (1801), in-8°, 2 vol. fig., première édition. Cet ouvrage a été entièrement refondu depuis, et l'auteur en a publié une seconde édition en 3 vol. in-8°, fig., Paris, 1824; 2° *De l'éducation publique et privée des Français*, Paris, an 11 (1805), in-8°; 3° *L'art de perfectionner l'homme, ou de la médecine spirituelle et morale*, Paris, 1808, 2 vol. in-8°; On y remarque des vues sur le spiritualisme, et la doctrine de Stahl, avec d'autres considérations physiologiques; 4° *De l'influence des femmes sur la littérature*, mémoire couronné par l'académie de Mâcon, Paris, 1801, in-8°; 5° *Ephémérides de la vie humaine*, thèse inaugurale, plusieurs fois réimprimée, Paris, 1814, in-4°; 6° *Traité de pharmacie théorique et pratique*, Paris, 1809, 2 vol. in-8°. La seconde édition augmentée parut en 1819, en 2 vol.; et la troisième, en 1823, 2 vol.; quatrième édition, 1833, 2 vol. in-8°; 7° *Recherches médico-philosophiques sur la nature et les facultés de l'homme*, Paris, 1817, in-8°, tirées du grand *Dictionnaire des sciences médicales*; 8° *Résumé impartial de la médecine magnétique* (ou du magnétisme animal), Paris, 1818, in-8°, idem extrait du *Dictionnaire des sciences médicales*. M. Delvaze a publié un travail contre cet écrit. 9° *Histoire naturelle des médicaments, des aliments et des poisons, tirée des trois règnes de la nature*, Paris, 1820, 1 vol. in-8°; 10° *Histoire des mœurs et de l'instinct des animaux, avec leurs distributions méthodiques*, Paris, 1822, 2 vol. in-8°, plus un volume de planches, qu'on peut y joindre; 11° *De la puissance vitale considérée dans ses fonctions physiologiques chez l'homme, et tous les autres organismes*, Paris, 1823, 1 vol. in-8°. L'auteur y développe la doctrine physiologique du vitalisme. 12° *De la femme, sous ses rapports physiologique, moral et littéraire*, Paris, 1823, in-18. Une nouvelle édition de cet ouvrage, augmentée d'une *Dissertation sur un sujet intéressant*, a été publiée en 1825, in-8°, et peut se joindre à l'*Histoire naturelle du genre humain*; 13° *Hygiène philosophique, ou de la santé dans le régime physique, moral et politique de la civilisation moderne*, Paris, 1828, in-8°, deux parties. Nous pourrions citer principalement encore les nombreux articles du *Nouveau dictionnaire d'histoire naturelle*, avec le discours préliminaire (dans les deux éditions en 24 vol., et en 36 vol.), et surtout le grand *Dictionnaire des sciences médicales* (en 60 vol.), qui renferment les principaux sujets de philosophie naturelle et médicale traités par

cet auteur; des *Notes à la chimie organique de Gmelin*, Paris, 1853, in-8°, etc.; des notes à l'ouvrage intitulé: *Anatomie du gladiateur combattant*, par Salvage, Paris, 1813, grand in-folio, etc. (sans nom d'auteur); *Des maladies de la littérature française; consultation sur son état actuel*, Paris, 1845, brochure in-8°, etc.; une *Notice sur la vie et les écrits de Joseph-Louis Lagrange*, célèbre géomètre, avec son autopsie cadavérique, etc., 1813, in-4°, etc. En 1825, la chaire d'histoire naturelle des médicaments étant vacante à l'école de pharmacie de Paris, M. Virey, qui s'était occupé de ce genre d'études, se présenta, et obtint la grande majorité des suffrages des professeurs; M. Guilbert, pharmacien de Paris, n'obtint qu'une seule voix: l'Académie des Sciences présenta M. Virey, et M. Guilbert n'y fut pas plus heureux: une seule voix, celle de M. Cauchy, lui fut donnée: mais par une jésuitique interprétation de la loi, on écartera M. le docteur Virey, et M. Guilbert fut nommé par le ministère déplorable, malgré les vœux du corps savant. La manière dont fut reçu le nouveau professeur devint la cause de la clôture de l'école de pharmacie pendant huit jours. M. Virey est du petit nombre des savants qui ont su rendre la science à la fois intelligible et aimable. Il a épousé la veuve du célèbre entomologiste et voyageur Ollivier. Le département de la Haute-Marne l'a envoyé à la chambre des députés.

VISCONTI (LOUIS-FELIX-JOACHIM), né à Rouen, le 13 février 1791. Admis, en 1810, au nombre des élèves de M. Percier, il obtint, sous sa direction, à l'école d'architecture, cinq médailles, le prix départemental et le dixième grand prix, sur un projet de bibliothèque. M. de Visconti a été sous-inspecteur aux travaux de l'entrepôt général des vins, puis ensuite, inspecteur aux travaux du nouvel hôtel des finances rue de Rivoli, et enfin architecte de la bibliothèque du roi. Il a construit l'élégante fontaine qu'on admire à Paris, au carrefour Gaillon, et la maison qui y est attenante. Parmi les travaux particuliers dirigés par M. Visconti, on cite la construction de l'hôtel de mademoiselle Mars, la restauration de l'hôtel de l'ambassade anglaise, et la décoration du café Turc.

VITROLLES (EUGÈNE-FRANÇOIS-AUGUSTE D'ARNAUD, baron de), né au château de Vitrolles dans la haute Provence, le août 1774. Appartient à une ancienne famille du parlement d'Aix. Il émigra avec ses parents, et fit les campagnes de 93, 93 et 94. Revenu en France sous le consulat, il se livra dans ses terres à l'agriculture, et remplit les fonctions de maire et de membre du conseil général de son département. En 1815, prévoyant la chute de l'empereur, il vint à Paris pour conférer avec les royalistes, et se rendit de lui-même au congrès de Châtillon, en février 1814, pour y servir la cause des Bourbons. Il suivit le quartier-général des coalisés, et conféra plusieurs fois avec les ministres étrangers. Ses amis ont assuré qu'il a beaucoup contribué à déterminer l'empereur Alexandre à rompre toute négociation avec la famille de Napoléon. Il fut envoyé au comte d'Artois, à Nancy, pour lui annoncer la décision des puissances étrangères, et retourna au quartier-général muni de pleins pouvoirs délivrés par ce prince. Arrêté en route par les troupes impériales, il parvint à s'échapper, et entra dans Paris occupé depuis peu par les étrangers. Monseigneur, à son entrée dans la capitale, le nomma secrétaire d'état pour soire, et Louis XVIII le confirma dans ses fonctions. Il est le seul qui ait contre-signé la déclaration de Saint-Ouen et les premiers actes du nouveau gouvernement, jusqu'au mois de mars 1815. Au retour de Bonaparte, il conseilla au roi de se défendre dans Paris ou de se retirer dans le Midi, et il fut envoyé dans cette contrée pour arrêter la marche de l'empereur. Il tenta inutilement d'organiser à Toulouse un centre de gouvernement royal, et y fut arrêté le 14 avril. Waterloo le rendit à la liberté, et il entra au conseil du roi comme ministre d'état et secrétaire des conseils. Le département des Basses-Alpes l'envoya à la chambre de 1815, où il chercha à calmer l'effervescence des ultra-royalistes. Il publia, dans cette circonstance, une brochure sous

ce titre: *Du ministère dans un gouvernement représentatif*. La place de secrétaire du conseil fut supprimée, en août 1817; dès la fin de 1815, elle ne conféra plus le droit d'entrée au conseil des ministres. Enfin M. de Vitrolles fut rayé de la liste des ministres d'état par une ordonnance royale du 25 juillet 1818. Comte du comte d'Artois, M. de Vitrolles ne pour plus, en effet, rester en contact avec les ministres quasi-libéraux qui se sont succédé dans cet intervalle. Après son avènement au trône, Charles X récompensa M. de Vitrolles, en lui donnant l'ambassade de Tarragona, qui a été pour ce dernier une véritable sinécure. Depuis les événements de 1830, M. de Vitrolles est rentré dans la vie privée.

VITTORIA (FERNANDO DE GUADALUPE), ex-président des Etats-Unis du Mexique, est né, en 1791, à Durango, dans la Nouvelle-Espagne, d'une ancienne et illustre famille originaire des Asturies. Lorsque en 1810, ses compatriotes s'insurgèrent pour secouer le joug de la métropole, il se joignit à eux, et signala son courage en maintes occasions. Plus tard il fut nommé colonel des chasseurs volontaires, et avec cette troupe d'élite il se rendit si redoutable aux Espagnols, que le vice-roi, Vinages, mit sa tête à prix. Dès-lors, ne se croyant plus en sûreté dans sa patrie déchirée par tant de factions opposées, il se réfugia dans les forêts de Xalappa, où il se tint caché pendant trente mois. Réduit à vivre de végétaux et d'insectes, et exposé aux intempéries des saisons, sa santé altera peu à peu; il finit par être atteint d'une fièvre ardente, et resta plus de quinze jours étendu par terre sans prendre la moindre nourriture. Il était sur le point de mourir d'inanition, lorsque tout-à-coup un énorme vautour fondit sur lui. Le péril imminent où il se trouve, raconta le peu de forces qui lui restaient; il se dressa, saisit l'oiseau par le cou, et après l'avoir étranglé, il le déclara et s'abreuve de son sang. Ce remède improvisé le recouvra d'une manière merveilleuse, et bientôt il fut en pleine convalescence. En attendant, les royalistes avaient été expulsés du Mexique, et un gouvernement national y avait remplacé l'administration espagnole.

Aussitôt que Vittoria apprit ces événements, il se hâta de rejoindre ses anciens frères d'armes, et il montra, pendant la longue lutte que les Mexicains soutinrent pour consolider leur indépendance, un zèle et un désintéressement dont l'histoire moderne n'offre que de trop rares exemples. Il fut très long temps lié d'amitié avec Iturbide; mais il se déclara contre lui, dès que cet homme voulut jouer le rôle d'un second Napoléon. Iturbide le fit arrêter, mais il parvint à s'évader, et chercha, pour la seconde fois, un refuge dans les forêts de Xalappa. Lors de la chute du soi-disant empereur (30 mars 1825), Vittoria fut nommé chef de l'armée, et investi, conjointement avec les généraux Bravo et Négrette, du pouvoir exécutif. En 1824, immédiatement après la promulgation de la nouvelle constitution, ses concitoyens lui donnèrent une preuve non équivoque de leur estime et de leur confiance, en le choisissant pour président du congrès central. Il remplit ces éminentes fonctions avec autant de sagesse que de modération, jusqu'en 1828, époque où il donna sa démission, et fut remplacé par don Manuel Gomez Pedraza, ancien ministre de la guerre, et l'un des chefs du parti, dit des Ecossais (*Ecossees*). Vittoria lui-même appartient à ce parti, qui compte parmi ses membres tous ceux qui regardent une étroite alliance avec l'Angleterre comme le meilleur moyen de consolider l'existence politique des états mexicains.

VOGEL (CHRISTOPH), compositeur de musique. Allemand, naquit, le 10 mai 1756, à Nuremberg où son père remplissait les fonctions de grietier de police. Il étudia l'art musical sur les ouvrages de Haydn et de Krimberg, séjourna quelque temps à Berlin auprès du célèbre Graun, maître de chapelle de Frédéric II, et vint, en 1776 à Paris. En écoutant les chefs-d'œuvre de Gluck, le jeune Vogel sentit son cœur s'enflammer, et il se proposa de marcher sur les traces de ce grand homme. Mais long-temps rebûte, ce ne fut que dix ans plus tard, en 1786, qu'il parvint à l'ar-

jouer son opéra de *la Tuisie d'or*, dont plusieurs morceaux furent vivement applaudis. Il donna ce premier essai à Gluck, qui, dans sa réponse, s'exprimait ainsi : « C'est le trient dramatique qui éclipsa les autres qualités, et c'est de celui-ci que je vous félicite de tout mon cœur. C'est un talent d'autant plus rare que ce n'est pas de la pratique que vous le tenez, mais de la nature. » Encouragé par cet éloge si flatteur, il mit en musique l'opéra de *Démophon*, dont l'ouverture, vrai chef-d'œuvre, fut exécutée deux fois, avec le plus grand succès, au concert olympique, et redoubla l'impatience que les amateurs avaient d'entendre cette tragédie lyrique. Mais Vogel, qui malheureusement se livrait à des excès d'intemperance, fut atteint d'un fièvre maligne qui l'enleva, le 18 juin 1788, à l'âge de trente-deux ans. Peu de temps après sa mort, on fit des changements à son premier opéra, qui reparut au Théâtre sous le titre de *Mède et Colchos*. *Démophon* fut représenté pour la première fois, le 23 septembre 1788, et obtint un succès prodigieux.

VOGLER (GEOFFROY-JOHN, l'abbé), célèbre musicien allemand, naquit, le 13 mars 1749, à Wurzburg, où son père exerçait la profession de luthier. Destiné à l'état ecclésiastique, il reçut, dans la maison paternelle, une première éducation littéraire, étudia ensuite le droit canon au séminaire de Bamberg, et entra plus tard dans les ordres. Ses heureuses dispositions pour la musique se développèrent de très bonne heure ; à sept ans, il excellait déjà sur le clavecin (le piano n'était pas encore inventé), et à treize, il composa plusieurs morceaux pour cet instrument et pour le chant, qui obtinrent un grand succès parmi les amateurs. En 1773, il fit, à Manheim, la connaissance de l'électeur palatin Charles-Théodore, qui lui fournit les moyens d'aller perfectionner son talent en Italie. Vogler se rendit d'abord à Bologne, où il commença à étudier le contre-point sous le célèbre P. Martini ; mais ne goûtant pas le système de ce maître, il passa de là à Padoue, auprès du P. Valotti, dont il devint bientôt un des meilleurs élèves. De retour à Manheim, en 1776, il obtint la direction de la chapelle palatine, et établit une école de musique qui attira un grand nombre d'élèves de toutes les parties de l'Allemagne : il y fit lui-même des cours publics et gratuits d'harmonie, où il chercha à mettre cette science à la portée des intelligences les plus vulgaires. De 1780 à 1786, il parcourut l'Europe en tout sens, et si l'on en croit Gerber (*Dictionnaire historique et géographique des musiciens*, Leipzig, 1814), il aurait même poussé ses courses jusqu'en Asie et en Afrique, ce qui pourtant nous paraît peu probable. Partout son talent comme organiste et l'étonnante facilité avec laquelle il improvisait sur un thème quelconque, excitaient l'enthousiasme des auditeurs. Il terminait ordinairement ses concerts par ce qu'il appelait un *tableau musical*, c'est-à-dire un morceau de musique destiné à rendre sensible un sujet du domaine de la peinture, comme entre autres : *La levée ou le coucher du soleil*, *Un orage*, *Un combat naval*, *L'éroulement des murs de Jéricho*, *Le pèlerinage du rio en Afrique*, etc., etc. Ce genre de composition lui attira de la part de quelques critiques le reproche de charlatanisme. Nommé, en 1787, maître de chapelle de la cour de Suède, il se lia à Stockholm, et, l'année suivante, il devint directeur de musique de l'opéra de cette ville. Vers 1790, il inventa un nouvel orgue dont les jeux imitent de la manière la plus frappante les sons des divers instruments à vent et à cordes qui entrent dans la composition d'un orchestre complet. Cet instrument, auquel il donna le nom d'*orchestrium*, est muni de quatre claviers (chacun de soixante-trois touches), et sur tous les genres d'orgues connus jusqu'ici, l'instrument avait que tous les tons de son diapason sont susceptibles du *crescendo* et du *diminuendo*. Vogler composait lui-même deux orchestres : il céda l'un d'eux à la société des concerts de Londres, et l'autre à l'église du Sauveur de Copenhague. Cette invention a fait fortune ; et il existe maintenant un très grand nombre d'orchestries en Allemagne et en Angleterre. Le climat de Stockholm ayant tant soit peu altéré la santé de Vogler, il accepta, en 1810, la place de

professeur de musique à l'université de Prague, et plus tard, il obtint celle de maître de chapelle de la cour de Darmstadt, espèce de sûreté dont il resta titulaire jusqu'à sa mort, qui arriva le 25 septembre 1814. On a de lui un grand nombre de compositions qui se distinguent, en général, par des mélodies à la fois simples, expressives, et pleines de noblesse, une harmonie riche et savante, et une instrumentation qui concourt toujours à faire ressortir le caractère dominant du morceau, qualités qui se trouvent rarement réunies dans la musique allemande. Voici les titres des œuvres de Vogler qui ont obtenu le plus de succès : *Hermann von Unna*, *Castor et Pollux*, *Gustave Vasa*, grands opéras, *Samori*, opéra comique ; trois *Messes* à quatre voix avec accompagnement d'orgue, et une *Messe de requiem* à grand orchestre ; *Ouverture et entr'actes pour la tragédie d'Hamlet de Shakespeare*, plusieurs symphonies et un *Concerto pour deux pianos*. Ses ouvrages théorétiques sont : 1° *Méthode d'orgue*, Manheim, 1776, in-folio ; 2° *Manuel d'harmonie*, Prague, 1802, in-8° ; 3° *Système de plain-chant*, Prague, 1804, in-4° ; 4° *Traité d'acoustique*, Leipzig, 1806, in-8° ; 5° *De la construction des fugues*, Offenbach, 1811, in-8° ; 6° *Science des tons, et art de les combiner*, Manheim, 2<sup>e</sup> édition, 1812, in-8°. Vogler était membre de la société de Jésus, chancelier du pape, chevalier des ordres de l'éperon-d'or (Espagne), et du mérite civil (Hesse). Il a formé d'excellents élèves, parmi lesquels il nous suffira de citer feu Charles-Marie de Weber, Meyerbeer et le baron de Poissel.

VOLANGE (N.), acteur des Variétés amusantes, fit courir tout Paris à ce théâtre, de 1779 à 1788, par les rôles si connus de *Jeanot* et des *Pontius*. Jamais pièce n'avait attiré un tel concours que celle des *Battus paient l'amende*, farce des tréteaux, que le jeu de Volange faisait valoir. Mécontent du directeur, cet acteur se retira, et voulut débiter à la comédie italienne. Il joua *Les trois jumeaux émérites* le 22 février 1780, jour qui fit éternellement à Paris. La foule fut si grande, que plusieurs personnes s'y trouvèrent presque étouffées, et que d'autres y perdirent leurs cannes, leurs chapeaux et une partie de leurs vêtements. Volange, humilié de l'accueil *flodot* qu'il recevait des Italiens, prit le parti de revenir aux Variétés, y reçut un traitement double, et fit revenir la foule. Protégé par le duc de Chartres et par Lenoir, lieutenant de police, le spectacle des Variétés, prétendant à la dignité de second théâtre français, vint s'établir au Palais-Royal, dans une salle provisoire, en attendant une salle plus solide, qui, commencée en 1787, fut achevée en 1790, et prit, en 1791, le titre de *Théâtre français de la rue de Richelieu*. La troupe des Variétés y resta, ainsi que Volange, jusqu'en 1799, époque où les comédiens français, après l'incendie de l'Odéon, vinrent l'occuper. Sur la fin de ses jours, Volange vécut misérablement. On ignore l'époque de sa mort.

VOLNAIS (Mlle), née à Paris, en 1787. Ce nom lui fut donné, quelques jours avant ses débuts, par Larive, acteur célèbre de la comédie française. Fille unique d'un Américain fort riche, tout semblait faire croire, pendant ses premières années, que l'existence la plus brillante serait son partage. Mais sa destinée changea bientôt, et elle n'avait pas quatorze ans, lorsqu'on lui fit connaître combien l'avenir était changé pour elle. Son amour pour l'art théâtral ne lui permit jamais de s'affecter de ces revers de fortune ; mais n'osant se flatter des succès qui l'attendaient au Théâtre-Français, elle se livra jour et nuit à l'étude de deux arts bien différents, à la peinture par obéissance, à la déclamation par penchant. A quatorze ans elle fut présentée par son maître, M. Dazincourt, à Joseph Bonaparte, alors ministre de l'intérieur. Une assemblée nombreuse s'était réunie dans le salon du ministre pour entendre Mlle Volnaïs, dans le rôle de Zaire. Elle y produisit un effet prodigieux, et obtint, le jour même, un ordre de début ; mais le ministre, craignant que la douceur de l'organe de Mlle Volnaïs ne s'altérât dans une salle trop vaste, voulut que le coup d'essai de cette jeune débutante eût lieu au château de Versailles, dans la petite salle de la reine.



(Quelque temps après, M<sup>lle</sup> Duchesnois fit ses débuts dans cette même salle. Au jour indiqué pour les débuts de M<sup>lle</sup> Voluis, âgée alors de quatorze ans et demi, Joseph Bonaparte se rendit à Versaille, et fut témoin du premier succès de cette jeune actrice dans le rôle de Zaïre. Ce ne fut cependant que six mois après, le 4 mai, anniversaire de sa naissance, et qui complétait pour elle sa quinzième année, qu'elle débuta à Paris, dans le rôle de Junie de *Britannicus*, Mahomet, Azém dans *Sémiramis*, Andromaque et Zaïre. Ses débuts durèrent six mois, une foule prodigieuse se portait à chaque représentation. Tout Paris voulut et la voir, et l'entendre. M<sup>lle</sup> Voluis, reçue socialement au Théâtre-Français pour jouer les jeunes princesses, apportait alors tous les avantages qu'exige un semblable emploi : quinze ans, de beaux yeux noirs, l'air doux et modeste, un organe enchanteur, une taille médiocre, mais un ensemble gracieux, une rare intelligence et une sensibilité profonde. Aussi soutint-elle l'éclat de ses débuts en jouant ensuite, Iphigénie en Aulide, Chimène, Athalie dans *Bajazet*, Monime, Rodogune, Gabrielle de Vergy, Pulchérie, Joseph et enfin tous les rôles qui exigent un organe flexible, de l'âme, et du charme dans la physionomie. Elle a satisfait à une carrière de vingt-un ans ; ses camarades, et le gouvernement, ont vaincu voulu la retenir, elle a eu l'énergie de se retirer après avoir ené des rôles qu'elle pouvait jouer encore avec succès pendant plus de dix ans. Dans ses dernières années théâtrales, nous l'avons vue jouer successivement, d'une manière remarquable, M<sup>me</sup> de Sévigné, la comtesse Almaviva, du *Mariage de Figaro*, et la mère coupable. La mère rivale est le dernier rôle qu'elle a créé avec succès. Si M<sup>lle</sup> Voluis éprouva des chagrins de famille, des ennuis dans la coulisse, elle en était bien vengée devant le public et dans le monde. Josephine l'aimait et la recevait souvent. La princesse Joseph Bonaparte lui témoignait l'intérêt le plus vif, et se plaisait à lui accorder toute sa protection. L'habitude de la bonne compagnie avait donné à toutes ses manières ce qu'il faut au théâtre pour réussir dans tous les rôles de femmes de qualité, tels que celui de la comtesse de Sancerre dans *l'Amant tourré*, et tous ceux que nous avons cités. Sa représentation de retraite eut lieu dans la salle de l'Opéra, rue Le Pelletier. Elle y joua, et s'y montra pour la dernière fois, dans le rôle de M<sup>me</sup> de Suvire. Elle fut redemandée après la pièce, et la public lui fit entendre encore une fois le bruit flatteur des applaudissements, et la toile tomba, en dérochant pour jamais M<sup>lle</sup> Voluis aux regards des spectateurs. La retraite qu'elle avait sollicitée pendant dix-huit mois, ne lui fut accordée qu'à la condition expresse qu'elle ne paraîtrait sur aucun théâtre de France ni de l'étranger. Ces conditions sévères ne changèrent rien à sa résolution.

VOLNEY (CONSTANTIN-FRANÇOIS CHAMBERGNY de ;), naquit le 3 février 1757, à Craon, petite ville du département de la Mayenne. Peu de jours avant sa mort, il avait rédigé, sur les premiers années de sa vie, quelques notes que nous croyons devoir transcrire presque textuellement au commencement de cette notice. Son père, Jacques René Chancelboul, déclara qu'il ne lui laisserait point porter son nom de famille, d'abord parce que ce nom ridicule lui avait attiré mille désagréments dans sa jeunesse, et qu'ensuite il était commun à dix mille collatéraux, dont il ne voulait point qu'on le rendit solidaire sous ce rapport. Il l'appela Boissier, et c'est sous ce nom qu'il a été connu dans les collèges. Son père, devenu veuf deux années après la naissance de son fils, le laissa sous la main d'une servante de campagne et d'une vieille parente, pour se livrer, avec plus de liberté, à la profession d'avocat au tribunal de Craon, d'où sa réputation s'étendit dans toute la province. Pendant ses absences très fréquentes, l'enfant reçut les impressions de ses deux gouvernantes, dont l'une le gâtait, l'autre le grondait sans cesse, et toutes deux faisaient son esprit de préjugés de toute espèce, et surtout de la terreur des revenants. L'enfant en resta frappé au point, qu'à l'âge de onze ans, il n'osait

rester seul la nuit. Sa santé se montra dès lors ce qu'elle fut toujours, faible et délicate. Il n'avait encore que sept ans, lorsque son père le mit à un petit collège tenu, à Ancenis, par un prêtre bon-breton, qui passait pour faire de bons latinistes. Jérémy Bentham, sans appui, privé tout-à-coup de beaucoup de soins, l'enfant devint chagrin et sauvage. On le châtia, il devint plus féroce, on travailla point, et resta le dernier de sa classe. Six ou huit mois se passèrent ainsi, enfin, un de ses maîtres en eut pitié, le carra, le consola : ce fut une métaphore opérée en quelques jours. Boissier s'appliqua si bien, qu'il se respecta bientôt des premières places qu'il ne quitta plus. La dureté du brutal directeur de ce collège, jointe à l'abandon dans lequel le laissa son père, qui s'était jamais le voir, plaignant l'enfant dans une maison collée qui devint ensuite habituelle, qui porta peut-être son esprit vers la méditation, et donna une certaine aigreur à son caractère. Un oncle maternel qui compatissait à son sort, décida enfin le père à le retirer du collège, et à le mettre à celui d'Angers. Il était alors âgé de douze ans, et parcourut sans cesse de la manière la plus brillante, au bout de cinq ans il avait terminé ses études. Il se trouva bientôt tout-à-fait indépendant, car son père, qui se laissant jamais montré la moindre affection, s'empressa de le faire émanciper ; lui rendit compte des biens de sa mère, et l'abandonna à lui-même. Il vint à Paris, s'y fit sans relâche à l'étude de l'histoire et de la philosophie, et passait presque tout son temps dans les bibliothèques publiques : mais sa fortune n'étant pas assez considérable pour suffire à sa subsistance, il se décida à prendre une profession. Son père lui conseilla le barreau, mais il avait une aversion décidée pour la chicane, et l'étude de la jurisprudence, qu'il n'était alors qu'un mélange bizarre de lois féodales, de coutumes et d'arrêts rendus par les parlements, répugnait à un esprit exact et porté vers l'observation de la nature. Il se voua donc à l'étude de la médecine, et suivit les cours de la faculté de Paris, pendant trois ans, sans négliger pour cela ses autres études favorites. Ce fut dans cet intervalle qu'il composa un mémoire sur la chronologie d'Hérodote, qu'il adressa à l'académie. Le professeur Larcher, avec lequel le jeune auteur se trouvait en opposition, censura l'ouvrage avec amertume ; le jeune Chancelboul soutint son opinion avec chaleur, et prouva dans la suite qu'il avait raison quant au fond de la question. Quelques fautes légères s'étaient glissées dans son ouvrage, mais plus tard, instruit par de longues études, il eut le rare mérite d'en convenir, en le redonnant entièrement dans ses *Recherches nouvelles sur l'histoire ancienne*. Ce mémoire fit quelque sensation, et mit son auteur en rapport avec ce qu'il y avait alors de plus célèbre à Paris. Le baron d'Holbach le prit en amitié, et lui fit faire la connaissance de Franklin : celui-ci le présenta à M<sup>me</sup> Helvétius, qui l'invitait souvent à sa maison de Passy, où se réunissaient alors nombre de gens de lettres et de savants distingués, dans la société desquels le jeune étudiant fortifiait chaque jour son esprit, et puisait des idées très propres à développer les talents dont la nature l'avait doué. A cette époque une modique succession, d'environ six mille francs, lui échut ; il chercha à en employer l'argent d'une manière utile et en suivant une route non frayée. Dans ce but, il projeta de parcourir l'Egypte et la Syrie, pays alors peu connus ; il quitta Paris, et se rendit chez son oncle pour s'y préparer à ce périlleux voyage. Prévoyant les dangers, les fatigues et les privations auxquelles il allait s'exposer, il se mit, pendant un an, à une suite d'exercices et d'épreuves propres à fortifier sa constitution, et à lui faire acquiescer les qualités physiques indispensables à un homme qui se propose de parcourir des pays sauvages, dépourvus des commodités ordinaires qu'on rencontre chez les nations avancées dans la civilisation. Il s'exerçait à la course, faisait à pied des marches de plusieurs jours, le harnais sur le dos, restait des jours entiers sans prendre de nourriture. Franchissant des fleuves, sautant des haies, escaladant des murailles élevées, et s'habituant à courir sans pas de repos.

mesurer, avec des de précision, un espace par le temps qu'il mettait à le parcourir. Il s'élançait sur des chevaux qu'il montait à poil et sans bride, à la manière des Arabes, et se livrait à mille exercices pénibles et périlleux, dans le but d'endurcir et d'assouplir son corps. Se croyant enfin assez bien préparé pour l'entreprise qu'il méditait, rien ne put contenir son impatience; en vain son oncle, à qui il avait communiqué son projet, essayait-il de le retenir en lui faisant des réflexions très sages sur son inexpérience, et les nombreux dangers qu'il allait affronter. Rien ne put rebouter l'ardent voyageur dont l'imagination plaisait déjà sur les monuments de l'antique Egypte, franchissant les déserts de sables, les plaines riantes arrosées par le Nil, gravissant les montagnes de la Syrie, et contemplant les rives du Jourdain, la célèbre Jérusalem, Damas et Palmyre. Il brûlait d'interroger les ruines, d'étudier la nature et les hommes, et de consacrer le présent au passé; un sentiment intérieur l'entraînait vers les lieux où il devrait jeter les premiers fondements de sa gloire. Avant son départ, d'accord avec son oncle, il quitta le nom que son père lui avait donné, et prit celui de Volney. Un harnais contenait un peu de linge, et qu'il portait à la manière des soldats, une crinière de cuir contenant six mille francs en or, un fusil sur l'épaule, tel était l'équipage de Volney en quittant Angers. Il n'en était encore qu'à une petite distance, lorsque se retournant pour jeter un dernier regard sur cette ville, où il laissait ce qu'il avait de plus cher au monde, il sentit un moment sa résolution chanceler, mais rappela toute son énergie, et enflamma par le désir de s'illustrer, il poursuivit sa route jusqu'à Marseille, où il s'embarqua. Il résida quelques mois au Caire, mais continua de la connaissance parfaite de la langue arabe et indispensable pour quiconque veut voyager avec fruit dans ces contrées, il s'en enferma pendant plusieurs mois dans un couvent du Liban, et s'y livra entièrement à l'étude de cette langue dont il se rendit maître au point de la parler correctement, et avec l'accent national. Ce fut alors que Volney parcourut l'Egypte et la Syrie, visita les ruines de Palmyre, jugeant de tout par lui-même en observateur impartial, et sans jamais se rapporter aux opinions d'autrui. Débarassé de préjugés, et n'ayant d'autre passion que l'amour des hommes et de la vérité, il parvint sans peine à composer un ouvrage sur ces pays, qui sera toujours un modèle pour tous les voyageurs éclairés. Il le publia, en 1798, sous le titre de *Voyage en Egypte et en Syrie*, à son retour à Paris, après trois ans d'absence. Jamais livre n'obtint un succès plus brillant, plus rapide et moins contesté. Il valut à son jeune auteur l'estime des savants, l'admiration de ses compatriotes instruits et une célébrité européenne. Grimm ayant eu la délicatesse d'en présenter un exemplaire à Catherine II, de la part de Volney, sans l'en avoir prévenu; l'impératrice gratifia l'auteur d'une très belle médaille en or, qu'il renvoya à Grimm lorsque Catherine eut pris parti contre la France, avec une lettre dans laquelle il témoignait le regret de ne pouvoir conserver cette marque flatteuse de l'estime d'une souveraine qui se déclarait l'ennemie des institutions que la France venait de se donner pour assurer sa liberté. Quelques mois après la publication de son voyage, Volney fut nommé directeur général de l'agriculture et du commerce en Corse; mais la révolution ayant éclaté, il fut appelé à siéger parmi les législateurs de la France, et donna sa démission de la place qu'il tenait du gouvernement, ne regardant pas, disait-il, un emploi salarié comme compatible avec l'indépendante dignité de mandataire du peuple. Il prit part à toutes les délibérations importantes, et se montra toujours un des plus fermes soutiens des libertés nationales; outre des discours éloquentes et pleins de solidité qu'il prononça à la tribune, il publia, dans le *Moniteur*, d'excellentes réflexions sur les questions les plus importantes. Le paragraphe suivant, au sujet de la vente des biens nationaux que Mirabeau venait de proposer, mérite d'être cité : La puissance d'un état, disait Volney, est en raison de sa population; la population est en raison de l'abondance; l'abondance est en raison de

l'activité de la culture, et celle-ci en raison de l'intérêt personnel et direct, c'est-à-dire de l'esprit de propriété; d'où il suit que plus le cultivateur se rapproche de l'état passif de mercenaire, moins il a d'industrie et d'activité; au contraire, plus il est pris de la condition de propriétaire libre et pleinier, plus il développe les forces et les produits de la terre et la richesse générale de l'état. » En suivant ce raisonnement si juste et si péremptoire (dit M. Adolphe Roussau, dans l'excellente notice qu'il a mise en tête des *Œuvres complètes de Volney*), on arrive naturellement à cette conséquence, qu'un état est d'autant plus puissant qu'il compte un plus grand nombre de propriétaires, c'est-à-dire une plus grande division de propriétés. Si l'Angleterre, et surtout l'Irlande, paraissent souffrir d'un excédent de population, c'est par suite de la concentration de la propriété territoriale en trop peu de mains. En 1791, Volney fit paraître ses *Ruines ou Méditations sur les révolutions des empires*, fruit de ses réflexions sur l'histoire des nations, et sur les effets du despotisme et de la superstition, tels qu'il les avait observés en Orient. Dans ce bel ouvrage il nous ramène à l'état primitif de l'homme, à sa condition nécessaire dans l'ordre général de l'univers; il recherche l'origine des sociétés civiles et les causes de leur formation, remonte jusqu'au principe de l'élevation des peuples et de leur abaissement, développe les obstacles qui peuvent s'opposer à l'amélioration de l'homme. C'est ainsi que s'exprimait M. Pastoret dans son discours de réception à l'Académie. Cette production remarquable, à laquelle l'auteur a ajouté plus tard la *Loi naturelle*, a été traduite dans presque toutes les langues de l'Europe. J'aurais craint de lui mieux choisir ni aussi habilement rempli; le style, est tantôt grave et sérieux, tantôt brillant et animé; l'éloquence y est toujours subordonnée à la raison, et n'est jamais détournée de son seul but légitime, pour parer l'erreur de séduisantes sophismes exposés en phrases élégantes, et soutenus de tout l'appareil des prodiges poétiques et menaçants. En 1799, Volney se rendit en Corse, y acheta le domaine de la Collina, près d'Ajaccio, et après plusieurs essais dispendieux, unobtenus, par ses succès, qu'il pouvait faire venir dans cette île les principaux produits du Nouveau-Monde; mais les troubles que Paoli suscita en Corse, forcèrent Volney d'interrompre ses travaux, et ce chef turbulent, après lui avoir fait des protestations répétées de la plus sincère amitié, finit par faire vendre à l'encan la propriété de Volney, que celui-ci appela ses *Petites Indes*. Ce fut pendant le séjour qu'il fit dans cette île, qu'il rédigea la courte et intéressante notice sur cette possession si importante et si négligée par la France. Il y fit la connaissance de Napoléon Bonaparte, alors simple officier d'artillerie, et dont il devint le génie; lorsque quelques années après il apprit, en Amérique, que le commandement de l'armée d'Italie venait d'être confié à ce général, il dit devant plusieurs réfugiés français : « Pour peu que les circonstances le secondent, ce sera la tête de César sur les épaules d'Alexandre. » Pendant la terreur, Volney brava les hommes sanguinaires qui couraient la France de deuil, et portaient des coups mortels à la cause de la liberté, en lui substituant une licence effrénée; il fut jeté en prison comme royaliste; sa détention se prolongea pendant dix mois, et ne cessa qu'après le 9 thermidor. Sous le régime qui succéda à la terreur, Volney fut appelé à la chaire d'histoire dans la célèbre école Normale, et eut pour collègues les hommes les plus distingués de la France et de l'Europe. Le peu de leçons qu'il fit alors, et qui ont été publiées dans ses œuvres, font vivement regretter que son cours n'ait pas été continué; il s'y est élevé à des considérations du plus haut intérêt; après avoir démontré combien les erreurs et les préjugés sur l'histoire ancienne ont été funestes aux nations, il fit voir que cette partie importante des connaissances humaines était à refaire presque en totalité. Peu satisfait de la marche des affaires publiques en France, et toujours animé du désir de voyager, il partit, en 1795, pour les Etats-Unis d'Amérique, où il fit un séjour de trois ans, pendant lesquels il parcourut ce vaste pays,

dans tous les sens, et en étudia le physique et le moral avec la sagacité qui le caractérisait. Il y jouit d'une grande considération de la part des hommes les plus distingués; mais la franchise avec laquelle il avait critiqué un écrit, publié par M. Adams, avant que celui-ci eût été porté à la présidence, lui fit susciter une persécution de la part de ce fougueux fédéraliste ennemi des Français. Un accusa Volney de vouloir livrer la Louisiane au directoire, mais le public fit bientôt raison des calomniateurs, et l'indignation publique, vivement excitée contre John Adams, le remplaça par le vertueux républicain Jefferson. A la même époque, Volney fut en butte aux attaques du savant mais irascible et intolérant Priestley. Ce sectaire dogmatique, persécuté en Angleterre par d'autres fanatiques qui mirent le feu à sa maison, s'était réfugié en Amérique; mais son malheur récent ne l'avait pas rendu plus sage. La lecture de quelques pages des *Ruines* échauffèrent la bile du fanatique unitaire, et il vomit un torrent d'injures grossières contre Volney; celui-ci lui répondit avec calme et décence dans un écrit remarquable en langue anglaise, où il n'employa, contre son adversaire que le langage de la raison, assaisonné d'une froide ironie et tempéré par l'urbanité française. Le docteur Priestley, complètement terrassé, n'osa plus entrer en lice, tout habitué qu'il était depuis nombre d'années à la polémique en tous genres. Le climat des Etats-Unis ayant altéré la santé de notre illustre voyageur, et l'horizon commençant à s'éclaircir en France, Volney revint à Paris en 1798. On s'attendait à le voir publier la relation complète de son voyage récent, mais il se borna à faire paraître ses observations sur le climat et autres circonstances physiques des Etats-Unis. Il a exposé dans la préface de cet excellent ouvrage, une partie des motifs qui l'ont fait renoncer à donner au public le résultat de ses observations, sur l'état politique et moral de la nouvelle république. Il a jugé, et peut-être avec raison, qu'il est des vérités qu'il faut dissimuler, lorsque l'occasion de les rendre profitables n'est pas encore arrivée, et quand la malveillance peut faire croire que le dépit de l'auteur a guidé sa plume. L'ouvrage sur les Etats-Unis a été justement regardé par tous les gens en état de le juger, comme un chef-d'œuvre d'exactitude; l'auteur s'y montre habile physicien, médecin et physiologiste profond, et se distingue par des vues neuves, des aperçus ingénieux, des rapprochements féconds. Toutes les observations que l'auteur a pu faire par lui-même ont été confirmées depuis; il n'y a que quelques-unes de celles qui se rapportent à des objets qu'il n'a pas vus, qui ont été invalidées par de nouvelles recherches plus exactes. Telle est, par exemple, l'opinion qu'il a émise sur les enceintes nombreuses et plus ou moins étendues qu'on rencontre sur les bords de l'Ohio et du Missouri. D'après celles que Volney a observées, il a conclu que ce n'étaient point des fortifications; mais il est maintenant démontré que les unes sont en effet de simples enceintes construites par les anciens habitants pour se garantir des inondations des rivières, tandis que beaucoup d'autres sont de véritables fortifications très régulières, ou des camps retranchés dont l'origine paraît remonter à des époques antérieures à l'ère vulgaire. A son retour en France, l'institut nouvellement créé s'empressa de recevoir le savant Volney dans son sein. Bientôt il eut occasion de rendre un service signalé au général Bonaparte qui, se voyant destitué, songeait à aller chercher fortune en Turquie ou en Russie. Volney, qui l'avait perdu de vue depuis plusieurs années, le détourna de semblables projets, et l'ayant invité à dîner chez lui avec le directeur Lareveillère-Lepaux: celui-ci, très satisfait de la conversation du général, le présenta le jour suivant à son collègue Barres, qui le réintégra sur-le-champ. Lors du 18 brumaire, Volney redoutant le retour de l'anarchie, favorisa de tous ses moyens l'entreprise de Bonaparte. Celui-ci, se rappelant tout ce qu'il devait à Volney, lui enjoya en présent un superbe attelage qu'il refusa, et lui fit offrir par un de ses aides-de-camp le ministère de l'intérieur. « Dites au premier consul, répondit Volney, qu'il est beaucoup trop bon cocher pour que

je puisse m'atteler à son char. Il voudrait le conduire trop vite, et un seul cheval retif pourrait faire voler chacun de son côté, le cocher, le char et les chevaux. » Malgré cette indépendance de caractère que le consul n'était pas accoutumé à trouver dans ceux qui l'entouraient, Volney continua pendant près de deux ans à être admis dans son intimité; mais ne tarda pas à se percevoir que l'austérité de son langage commençait à déplaire, et qu'en voulant surtout en écarter toute familiarité qu'on avait accueillie jusqu'alors. Lors de débats très vifs au sujet de l'expédition de Saint-Domingue, à laquelle il s'opposait de tout son pouvoir, il en démontra les dangers, et en prédit les funestes résultats, même en cas d'une réussite apparente: tous ses pressentiments ne tardèrent pas à se réaliser. Mais ce fut lors de la proclamation de l'empire, que Volney se sépara pour toujours de Napoléon, et donna, à cette occasion, sa démission de la place de sénateur. Napoléon en fut très irrité; mais, dissimulant sa colère, il chercha à calmer Volney, et fit décréter par le sénat qu'il n'accepterait la démission d'aucun de ses membres. Forcé de reprendre sa dignité de sénateur et de décorer du titre de comte, Volney désirant ne paraître sur la scène politique, se retira à la campagne, reprit ses travaux historiques et littéraires, et donna surtout aux langues orientales, et chercha les moyens d'en faciliter l'étude. Le premier ouvrage qu'il fit paraître fut sa *Simplification des langues orientales*, dont le mérite fut dûment apprécié par la Société asiatique de Calcutta, qui l'admit l'auteur parmi ses membres. Il s'occupa ensuite d'une méthode de transcription pour ces principales langues, au moyen d'un alphabet conventionnel et adapté au nôtre. Il fit la première application de son système à la carte de l'Égypte, qui fait partie du grand ouvrage entrepris par le gouvernement en 1803, sous le titre de *Descriptions de l'Égypte*, et dans laquelle les noms sont écrits en arabe et en français. Il soumit son plan à la commission nommée expressément pour cet objet, qui approuva son système, à une grande majorité. Tous les savants reconnurent aujourd'hui l'utilité de ce moyen, et le savant M. Klaproth a dernièrement adopté le principe de Volney, en y faisant quelques légères modifications. En effet, tant que chaque peuple écrit les noms étrangers de personnes et de lieux selon son orthographe propre, comme ont fait les Grecs et les Romains, ces noms seront plus ou moins déformés lorsqu'ils seront transcrits dans d'autres langues, et il en résultera une confusion sans cesse croissante pour la géographie, l'histoire, et pour l'étude des langues. Or, comme aucun alphabet connu ne possède des lettres pour désigner tous les sons élémentaires des langues parlées, il faut nécessairement y suppléer par des caractères empruntés aux langues les plus usitées en Europe, ou en créer qui en approchent le plus possible, et pour la forme et pour la valeur. M. de Ponceau a censuré le système de Volney auquel il fit l'inconcevable reproche d'employer des lettres tirées de plus d'un alphabet; mais par une étrange ignorance, ce savant a adopté lui-même pour la transcription des langues de l'Amérique septentrionale l'alphabet allemand, et en même temps il donne au M l'antique valeur que cette lettre a en anglais, et tantôt celle de la lettre allemande! En 1816, Volney publia ses *Nouvelles recherches sur l'histoire ancienne*, ouvrage très remarquable dans lequel il a cherché, souvent avec succès, à éclaircir les points les plus obscurs des époques reculées de l'histoire de l'Asyrie, de Ninive, de Babylone, de celle de l'Égypte, de la Perse et du peuple juif. Cet ouvrage fut suivi de quelques opuscules intéressants dont le plus remarquable est l'histoire de *Saïd* et l'origine du serfisme des russes. Volney, épuisé par une application soutenue, et souffrant depuis long-temps, termina sa glorieuse carrière le 25 avril 1820. Trois jours avant de mourir, il demanda à son médecin d'un ton ferme de lui dire franchement ce qu'il pensait de son état; le docteur parut hésiter: « J'en sais assez, reprit Volney; finies vosseurs s'entend. » Par une clause de son testament il légua une somme de vingt quatre mille francs, pour fonder un prix annuel de douze cents francs pour le meilleur

indices. Notre auteur a rendu une justice éclatante à la sincérité et à l'exactitude d'Hérodote dans tout ce qui concerne l'histoire de la Perse et de l'Asyrie, et c'est en partie à la critique éclairée qu'il a faite de la version de Larcher, que nous devons l'excellente traduction du père de l'histoire par M. Miot. Volney a également jeté une vive lumière sur plusieurs points très intéressants de l'histoire juive. Il a démontré sans réplique qu'elle ne remonte pas au-delà de la sortie d'Egypte, qu'elle n'acquiert quelque certitude qu'à partir du grand-prêtre Héli. Il a également prouvé que les années dont il est question dans le Pentateuque ne sont souvent que de six mois; et qu'il faut par conséquent diminuer de moitié l'âge de Sara, d'Abraham, de Moïse, et d'une foule d'autres personnages historiques; et que, par la même raison, il ne faut compter que deux cent quinze, ou deux cent trente ans, avec Joseph et le Pentateuque dit Samaritain, pour le séjour en Egypte, au lieu des quatre cents de notre texte hébreu ou plutôt chaldéen. Cette dernière supputation est évidemment inadmissible d'après le petit nombre de générations depuis Joseph jusqu'à l'expulsion des Juifs de l'Egypte: le texte n'en compte que quatre, pour lui comme pour ses frères. Nous ajouterons que le temps passé dans le désert paraît devoir aussi être réduit à vingt ans, au lieu de quarante. Volney a, selon nous, prouvé que le chapitre X de la Genèse n'est qu'un exposé géographique des peuples connus des Juifs à l'époque de la rédaction de ce livre, et qu'on a eu très grand tort en prenant pour des individus des noms collectifs de nations. Il nous semble toutefois qu'il n'a pas épuisé la matière, car en posant plus loin ses recherches, il eût reconnu que le rédacteur de la Genèse admet des races différentes de la race adamique, et qui auraient survécu au déluge. Tels sont les géants, ennemis des peuples adamiques. Ces géants sont appelés les *Enfants de Dieu*, ce qui en hébreu équivaut à un superlatif, et signifie des hommes très forts et de haute stature; comme l'expression *arbres de Dieu* équivaut, dans la même langue, à *grands, très hauts arbres*. Volney a montré beaucoup de sagacité dans le parallèle qu'il a fait des récits symboliques de la Genèse, avec ceux des autres cosmogonies, et a ajouté plusieurs preuves à celles qu'on possédait déjà de la rédaction tardive du Pentateuque. Selon lui, ce fut l'ouvrage du grand prêtre Helkiah, tuteur du roi Josiah, qui prétendit avoir découvert le livre de la loi de Moïse dans un vase du temple, par un pur hasard. Toutefois, et d'après l'aveu même de Néhémie et d'Esdras, nous croyons que Helkiah ne composa qu'une très petite partie des cinq livres, et surtout ce qui est relatif aux fêtes, et que c'est à Esdras qu'il faut attribuer la première rédaction du Pentateuque, non tel qu'il nous est parvenu, mais tel qu'il était avant les nombreuses additions et altérations qu'il a subies par la suite. Volney a placé le célèbre Ophir sur le golfe Persique, tandis que d'autres penchent pour Sofala. Nous croyons devoir remarquer que *rophir* en égyptien signifie l'Inde. Cela ferait penser qu'il s'agit du commerce avec cette vaste et riche région, et non avec un seul port. Notre ingénieux auteur regarde le paradis terrestre comme un récit symbolique adapté à la Mésopotamie, mais il n'explique pas, dans cette supposition, ce qui a rapport aux quatre fleuves dont l'Euphrate et le Tigre sont clairement désignés dans le texte. Nous pensons qu'il s'agit de ces deux fleuves, du golfe Persique, et de la mer Arabique, attendu qu'en hébreu de même qu'en arabe, le même mot signi-

ficat fleuve, grand amas d'eau, et mer. Au lieu d'une source commune, il ne serait question que de la réunion des eaux des deux rivières à celles des deux grands fleuves. Volney a fait une conjecture ingénieuse sur l'origine des *hyk-sho* ou *pastoraux*, qu'il regarde comme des tribus arabes chassées vers l'Egypte par d'autres tribus plus puissantes, et il croit que c'est par ce fait qu'on peut expliquer la dénomination de *pasteurs capifs* ou *rancuns* que Manéthon leur donne. Volney a cru que les pyramides sont des tombeaux, et cette opinion a été adoptée par presque tous les savants, y compris feu M. Champollion le jeune

Néanmoins il est incontestable que la pyramide était, chez les Egyptiens, un des emblèmes du soleil, source de vie, d'immortalité, et séjour des âmes des bienheureux : c'était également un hiéroglyphe qui exprimait la vie éternelle ; et c'est pourquoi la pyramide a été choisie pour renfermer le corps dont l'âme était supposée habiter l'astre du jour. D'ailleurs le maître

aut des églises catholiques renferme dans les tombeaux des fondateurs, et portant nos églises ne sont pas des tombeaux. Les d'ers de Dupuis sur le sens symbolique de la forme pyramidale sont de la plus injuste. L'étymologie du mot *pyramide* du mot *py* Volney est fautive. Ce mot est égyptien, et signifie *repos du soleil* (pire-mot).

## W

**WAGNER** (BERTRAND HEURT), horloger-mécanicien du roi, né à Paris, le 10 mai 1790, commença ses études à l'école centrale de Foutaiebleau, et les termina à Paris, à l'école polytechnique, dirigée par M. Biot. Destiné d'abord au barreau, il fut bientôt, vu son peu de vocation pour cette profession, placé dans le commerce. Il passa trois années chez un négociant, mais il employa tous ses moments de loisir à l'étude de la physique et de la chimie ; et le goût le plus vif pour la mécanique s'étant prononcé chez lui dans cet intervalle, il travailla pendant deux années chez un horloger célèbre pour la main d'œuvre. De retour dans sa famille, il agrandit le cercle de ses connaissances, et put enfin se choisir une carrière entièrement conforme à ses goûts, qui fut pour lui le chemin de la fortune et de la célébrité. C'est M. Wagner qui a imaginé, pour tailler les roues dentelées, les procédés qui ont si puissamment contribué à l'amélioration des montres, et qu'il a rendus publics avec le plus noble désintéressement ; c'est aux applications qui ont été faites de ces procédés, que l'on est redevable de la bonne disposition et de la précision des engrenages de toutes les machines à l'usage des manufactures. Chargé, en 1816, par la commission des arts, établie par M. le directeur général des ponts et chaussées, de la construction des appareils de rotation appliqués aux phares, il est parvenu à les faire tourner régulièrement et sans secousses, quoique chargées d'un poids énorme. Depuis le temps que ces machines ont été éprouvées sur plusieurs points de nos côtes, elles ont parfaitement répondu aux vœux et aux besoins des marins. Les talents de M. Wagner ne se sont pas moins fait remarquer dans l'horlogerie. Les horloges publiques lui doivent surtout d'être plus belles, plus solides et plus exactes : le volume en est considérablement réduit, et les prix beaucoup plus modérés. A chaque exposition des produits de l'industrie nationale, il a fait connaître quel genre de perfectionnements nouveaux. Aussi le jury, prenant en considération les services journaliers qu'il rend à l'industrie et aux manufactures, lui a-t-il déjà décerné deux médailles d'argent de première classe, et l'on pourra s'assurer qu'après avoir eu, dans plusieurs discussions, la majorité du jury pour la médaille d'or, de nouveaux perfectionnements, ou même de nouvelles inventions lui ont par la lui mérité, et la lui faire obtenir.

**WALCKENAER** (CHARLES-ATHANASE, baron), né à Paris, le 26 décembre 1771. Il fit en partie ses études à Glasgow, et il passa les premiers moments de la révolution française soit en Angleterre, soit dans les Pays-Bas. A son retour, il entra comme élève aux ponts et chaussées, puis à l'école polytechnique à l'époque de sa formation ; mais presque aussitôt il se retira dans un de ses domaines, à quelques lieues au nord de Paris. Lorsqu'il sortit de cette retraite studieuse, dans un temps moins orageux, il était déjà certain d'occuper une place parmi les savants. L'académie de Montpellier, en se formant, le choisit comme professeur d'histoire, mais il n'accepta point. En 1811 l'Institut lui décerna le prix sur cette question : « Quels ont été les peuples qui ont habité les Gaules celtiques et transalpine... avant l'année 410 de J.-C. » L'étendue de leur territoire, et l'emplacement de leurs capitales ? » La même classe de l'Institut, la troisième, l'adopta au nombre de ses membres, le 8 octobre 1813, et l'a compris depuis 1816 dans sa nouvelle organisation. M. Walckenaer a été nommé de la

légion d'honneur, le 19 octobre 1814 ; maire de cinquième arrondissement de Paris, le 27 mars 1815, secrétaire général de la préfecture de la Seine, pendant sept jours après ; en 1816, préfet du département de la Nièvre, et enfin, le 12 novembre 1816, préfet de l'Ain. Révoqué par suite des réformes publiques de 1830, il parait avoir quitté son emploi de carrière, en n'y laissant que le moins d'autre chose que celui d'un administrateur éclairé, intègre, loyal, et fait pour se concilier tous les esprits dans les temps ordinaires. Quelque idée qu'on ait pu se former d'auteurs de ses opinions politiques, il restait étranger aux intrigues des factions. Ses loisirs virent de à permettre, en 1833, un voyage aux Pyrénées, et il parait que son séjour n'eut pas pour terme celui de la saison des eaux. Ses ouvrages déjà connus sont : 1° *Essai sur l'histoire de l'espèce humaine*, in-8°, 1781. L'auteur y distingue six époques : celles des peuples qui l'ont à satisfaire que les besoins alarcs, des peuples chasseurs, de peuples pasteurs, de la culture et des arts mécaniques, des peuples qui commencent les manufactures et la division des professions, puis de ceux qui éprouvent l'affaiblissement des qualités physiques ou morales, et le déclin des arts, des sciences très difficile à éviter, mais dont les causes, selon l'auteur, sont pourtant accidentelles. 2° *L'Art de l'Écriture*, ou *Charles et Angelina*, 2 vol. in-12, 1798 et 1801, traduit en allemand, Magdebourg, 1803. 3° *Les Parisiens*, ou *histoire abrégée des mœurs des habitants de Paris*, classes d'après le système de Fabius, 2 vol. in-8°, Paris 1801. On y trouve des observations tout-à-fait neuves, particulièrement sur les usages, ainsi qu'une introduction remarquable. 4° *Geographie moderne rédigée sur un nouveau plan*, traduction de l'anglais de Pinkerton, augmentée d'un tiers, et à plusieurs égards, rectifiée par le traducteur, 4 vol. in-4°, et atlas in-fol., Paris 1801 ; nouvelle édition révisée en 1812. Les deux premiers volumes ont été publiés, mais l'impression du troisième n'a pas été achevée. L'abrégé de cet ouvrage a paru en 2 vol. in-8° avec cartes, en 1805, puis en 1806 et en 1811. Cette dernière édition, conforme à la division politique de l'Europe sous l'empire, a été adoptée pour l'enseignement des écoles militaires en France. 5° *Traité des Aranéides*, grand in-8°, Paris 1803. 6° *Musée naturelle des Aranéides*, 1807, 1808, trente tomes, dont cinq seulement ont paru, avec cinquante figures. L'ouvrage doit être donné plus tard sous une autre forme. 7° *Dictionnaire de mensurés orbis terre, ex hibus codd. mss. biblioth. imper. nunc primum in locum editus*, in-8°, Paris 1807. Cet ouvrage géographique, qui était inédit et à peu près inconnu, n'est pas plus ancien, à la vérité, que le règne de Charlemagne, mais il avait été extrait de géographes allemands maintenant perdus pour le plupart. On se souvient que dans Dicu, dans les cinq premiers volumes et dans le huitième, l'abrégé d'une description de l'empire faite sous Théodose. L'éditeur y a joint en outre, une sorte d'introduction rapide, mais pleine de détails. 8° *Voyages dans l'Amérique méridionale par le capitaine C. A. Walckenaer*, 4 vol. in-8° et atlas, Paris 1810. Les notes sont les vœux de l'éditeur lui-même, les autres de Cuvier ; mais ce qui concerne les mœurs est l'ouvrage de Bonin. Ce voyage a été traduit deux fois en allemand, et la notice sur l'Amérique a été réimprimée in-8°. 9° *Cosmologie, ou description*

rate de la terre... sous les rapports physiques, historiques, etc., fort in-8°, Paris 1816. Ce n'est qu'une géographie élémentaire, mais dans le sens convenable aux esprits vagues, en ce qu'elle est expressément liée aux autres branches importantes des connaissances humaines. 10 *Mémoires pour servir à l'histoire naturelle des chaëtes militaires qui composent le genre halictes*, in-8°, Paris, 1827; 11° *Carte de l'Égypte*, et *Carte particulière du Delta*, avec les itinéraires anciens; *Carte de l'antienne Cète*. Ces cartes, gravées à un assez grand nombre, mais non mises en vente, se rapportent aux trois ouvrages suivants. 12° *Itinéraire des Gaules transalpines et cisalpine*, in-4° de 600 pages. 13° *Itinéraire des Gaules transalpines et cisalpine*, in-4° de 600 pages. 14° *Géographie historique des Gaules cisalpine et transalpine, jusqu'à la chute de l'empire romain en Occident*, in-4°; 15° *Mémoires lus à l'Institut, sur les Pytes cossipanes; sur les itinéraires d'Alexandre; sur l'Apule pourtionne; sur Anabasis*. Ces mémoires ont été insérés plus tard dans le recueil de l'Académie des Inscriptions, et, de plus, cent exemplaires ont été tirés à part, sous le titre de *Bochartus sur la géographie ancienne et sur celle du moyen âge*, par M. Walckenaer, in-4°, Paris, 1822 et 1823. Un extrait de ces importants découvertes de l'auteur sur la géographie ancienne de l'Orient a paru dans la *Classical Journal*, XIV, 457, etc. Ce morceau étendu et lumineux est attribué à M. Ouseley. 16° *Sur les progrès des connaissances géographiques à l'est et au sud de l'Asie, et sur l'origine des Malais*, mémoire lu à l'Académie publique. 17° *Le monde maritime, ou Tableau géographique et historique de l'archipel d'Orient, de la Polynésie, et de l'Australie*, 5 vol. in-8°, et 12 vol. in-18, Paris 1819; 18° *Notice historique et géographique sur l'itinéraire de Jérusalem* (dans l'histoire des Croisades), tirée à part, mais non livrée au commerce. 19° *Notice sur les manuscrits de Montesquieu*; 20° *Dissertation sur l'or et l'argent, considérés comme marchandises, et comme monnaie, insérée dans le Journal d'économie politique*; 21° *Extraits raisonnés de livres ou autres dissertations, dans le Mercure étranger, les Archives littéraires, le Magazin encyclopédique et les Annales des voyages*; 22° *Notes sur la géographie de Virgile*, dans la traduction de l'Énéide par Delille, seconde édition. 23° *Articles faisant partie de la Biographie universelle*. La réunion de ces articles, réimprimés à part, au nombre de quatre-vingt-cinq, a formé depuis 2 vol. in-8°, sous ce titre: *Vies de plusieurs personnages célèbres des temps anciens et modernes*, par C. A. H., Lyon, 1830. On y a remarqué entre autres Dion de Syracuse, Cluvius, Fabriques (J.-Chr.), Hume, Marco-Polo, Raleigh, de la Sablière, Sterne, et surtout Jeanne d'Arc. 24° *Histoire de la vie et des ouvrages de La Fontaine*, in-8°, Paris, 1820, seconde édition revue et augmentée, 2 vol. in-18, 1821; troisième édition corrigée et augmentée, in-8° de 650 pages, avec portr. t., 1824. Dans une courte, mais excellente préface, l'auteur expose les difficultés que rencontrent les biographes, lorsqu'ils veulent compléter leur travail en véritables critiques. Il fait aussi entendre que des sujets qu'on croirait plus importants au premier abord n'eussent pas exigé plus de recherches, et, en effet, de la manière dont celui-ci est envisagé, il n'est pas restreint dans d'étroites limites. « En retraçant, dit M. Walckenaer, la vie du plus populaire et du plus original de nos poètes, j'ai voulu aussi mieux faire connaître son siècle, et présenter sous un nouveau point de vue l'époque la plus brillante de nos fastes littéraires... » Dans cette vie de La Fontaine, agréablement écrite, et toute fois scrupuleusement discutée, on prend une entière connaissance d'un homme resté à tout âge bon, ingénieux, sensible, insouciant et insouffrant. On y voit la douce et commode existence, du moins agitée peut-être de tous les poètes, ses penchants, ses faiblesses, ce qu'il y eut de vraiment original dans son génie, enfin les circonstances qui ont donné lieu à plusieurs de ses apologies, et de ses autres ouvrages. Comme M. Walckenaer le dit ailleurs, les recherches biographiques n'étaient guère pour lui qu'un délassement; néanmoins il s'y est livré de la manière la plus con-

scientifique, et il les a rendues très instructives. Le Fablier surtout, a été pour ainsi dire adopté par lui. Reunie aux diverses annotations qui s'y rapportent, dans les ouvrages analogues du même auteur, cette *Histoire de La Fontaine*, en six tomes, embrasse tout ce qu'on pourrait dire à cet égard, sans longueur et sans détails oiseux. Le Fablier, ainsi que Voltaire, par exemple, eût du fort petit nombre de ceux qui, sans avoir exercé une influence directe sur les destinées des peuples, ont pu mériter de tels soins, comme restant hors de comparaison dans leur genre. 25° *Œuvres de La Fontaine*, revues, mises en ordre et accompagnées de notes, 6 vol. in-8°, 1822; autre édition, revue et augmentée de nouvelles pièces, 6 vol. in-8°, 1827. L'édition de 1822, a été réimprimée en cinq volumes, puis en huit ou neuf, avec de nouveaux titres pour y placer des gravures. Elle l'a été ensuite par Dupont, etc., avec les notes de M. Walckenaer qui a réclamé ce sujet. L'édition de La Fontaine, en 16 vol. in-18, 1820, contient ainsi un travail de M. Walckenaer, mais donné par lui, 26° *Fables de La Fontaine*, avec des notes nouvelles, 2 vol. in-8°, Paris, 1826. Les mêmes, en un seul volume, dont est retranché l'Essai sur la fable, et les fabulistes avant La Fontaine, qui est à la tête de l'édition précédente, et qui était joint aussi aux *Œuvres de La Fontaine*, édition de 1822 et de 1827. 27° *Adonis*, poème par J. de La Fontaine, tel qu'il fut présenté à Fouquet, en 1658, publié pour la première fois d'après le manuscrit original, in-8°, Paris, 1825, tiré à cinquante exemplaires. Les variantes de ce manuscrit ont été placées dans l'édition des *Œuvres*, 1827. 28° *Nouvelles aures diverses de La Fontaine, et Poésie de François de Maucroix*, in-8°, Paris, 1820. 29° *Œuvres de Rambouillet de la Sablière, et de François Maucroix*, accompagnées de vers faits à la louange de La Fontaine, des contes qui lui ont été fausement attribués, et des vies de la Sablière et de Maucroix, in-8°, 1825 ou 1826. 30° *Recherches géographiques sur l'intérieur de l'Afrique*, in-8°, avec une carte, Paris, 1821. Les conjectures que les résultats déjà obtenus en Afrique ont alors suggérées à l'auteur, se trouvent justifiées sous les rapports essentiels par des découvertes plus récentes. 31° *Histoire générale des royaumes*, in-8°, Paris, 1826, etc. L'ouvrage, qui sera accompagné d'un atlas, dont la première carte a paru, doit former plus de soixante volumes; mais depuis deux ou trois ans, la publication en est suspendue. 32° *Introduction à l'histoire générale des royaumes*, tirée à part, et seulement à cent exemplaires, dont la moitié n'a pas été en vente. 33° *Lettres sur les routes de fies, attribuées à Perrault, et sur l'origine de la fable*, in-12, Paris, 1826. Il paraît que ces lettres n'avaient pas été d'abord destinées au public: elles sont toutefois pleines d'intérêt. Le sérieux y est considéré comme se rattachant surtout à l'invocation des peuples germaniques et Scandinaves. On y trouve beaucoup de documents sur les prophéties en Occident, sur les croyances populaires de la Bretagne, sur les romans au temps des successeurs de Charlemagne, sur les Oigours, devenus bientôt des ogres ou même des loup-garou, sur les Mabinogins, ou recueils de contes de nourrices, dont l'origine peut remonter à deux siècles, etc. 34° *Histoire naturelle des aramides de France*, faisant partie de la *Faune française*, tirée à part au nombre de vingt quatre exemplaires. Ce petit traité se composera de trois fascicules, et d'une vingtaine de planches. Le premier seul a paru. 35° M. Walckenaer a joint une notice et des additions à l'édition qu'il a donnée de l'*Histoire de France par le président Henault*, trois volumes in-8°, 1821; mais quant à la continuation de cette histoire, il n'y a sur ce point, et il l'a déclaré par la voie des journaux. Une nouvelle, in-12, intitulée *Eugénie*, est attribuée à M. Walckenaer. On le croit le traducteur du *Nouveau royaume de l'Afrique méridionale*, par Barrow, deux volumes in-12, 1806. Il en a du moins écrit la préface, et revu les cartes.

WALTER SCOTT (Sir), né le 15 août 1771, à Edimbourg, appartenait à l'une des plus anciennes familles de l'Ecosse, les Scott de Harden, connus par leur attachement à la cause des Stuarts à l'époque

répondent à celles de la nature et d'avoue en France, et qui forment en Ecosse la première classe des hommes de loi; sa mère, remarquable par ses talents poétiques et par un esprit cultivé, était fille du chevalier David Ruthenford, qui lui laissa une fortune considérable. Il avait douze frères ou sœurs auxquels il a survécu, et dont l'un, Thomas Scott, mort en 1853 dans le Canada, passa quelque temps pour l'auteur anonyme des romans écossois. Un accident rendit Walter Scott boiteux à l'âge de deux ans; il fut élevé au manoir de Smailholm, chez son aïeul maternel, et suivit aussi souvent dans ses études ses goûts particuliers que la direction de ses maîtres. A quinze ans, les ballades de son pays lui étaient familières; Burns était devenu son poète favori; il le rencontra par hasard chez le professeur Ferguson, et le poète devant son jeune émule, dit à ceux qui l'entouraient, cet enfant fera parler de lui. Hugues Blair avait aussi conçu une très haute idée de l'intelligence de Walter Scott; il le voyait avec plaisir étudier les antiquités écossoises, rechercher avec avidité les traditions et les croyances des montagnards (*highlanders*), et raconter à ses camarades les légendes qu'il avait pu découvrir. Mais son père ne pouvait approuver de tels penchans. Destinant son fils au barreau, il lui fit sentir combien il était important pour lui de se créer une position indépendante par des occupations plus graves et plus solides, et le jeune Walter Scott se jeta avec ardeur dans cette nouvelle carrière. Reçu avocat en 1792, il plaida d'abord au criminel avec succès; cependant, au lieu de se livrer entièrement à sa profession, il apprenait les langues étrangères et lisait ou écrivait des vers. Blâmé par sa famille, il n'osa publier sous son nom une traduction des ballades de Burger et du *Goetz de Berlichingen* de Goethe. En 1798, il épousa miss Carpenter, qui lui a donné quatre enfans, deux fils et deux filles. Après la mort de son père, Walter Scott recouvra au barreau; il obtint la place de shérif du comté de Selkirk, par le crédit du duc de Buccleugh, allié à sa famille; cet assure désormais sur son avenir, il reprit avec joie ses travaux littéraires. Lewis, l'auteur du *Moine*, admit deux de ses ballades dans le recueil de ses contes merveilleux, et lui-même, quelque temps après, fit imprimer un volume de chants populaires, sous le titre de *Minstrelsy of the Scottish Border*. En même temps il envoyait de nombreux articles aux *Reviews d'Edimbourg* et de *London*. Il eut vers cette époque une seconde place fort lucrative, celle de greffier de la cour des sessions, par suite d'un arrangement pécuniaire entre lui et son prédécesseur, approuvé par Pitt, et que Fox révoqua, à son entrée au ministère, en disant: Il s'agit de pourvoir un homme de talent, le précédent ne saurait être dangereux pour nous. Walter Scott habitait Edimbourg pendant la session des tribunaux, et le reste de l'année, il allait puiser sur les bords de la Tweed ses ravissantes inspirations. En 1804, il donna, sous le titre de *Sir Triстан*, une imitation en vers d'un roman du treizième siècle de Thomas d'Ercelesdoun, dit le Rimeur; mais ce ne fut qu'en 1805 qu'il publia son premier ouvrage, vraiment original, *La loi du dernier nécessaire*, dont le succès fut si grand, qu'il s'en vendit, en peu d'années, plus de trente mille exemplaires. Il nous apprend que le sujet lui en avait été presque imposé par la jeune comtesse de Dalkeith, depuis duchesse de Buccleugh, qu'il célébra plus tard en vers si touchans dans son poème du *Lord des îles*. Ses autres poèmes parurent successivement, *Marmion*, *la Dame du Lac*, *Rokeby*, *la Lord des îles*, *Harold*, etc., le placèrent au premier rang parmi les poètes de la Grande-Bretagne. En même temps, il publia des éditions nouvelles des œuvres de J. Dryden, avec une notice biographique et de nombreuses remarques, des esquisses historiques de lord Sumner, des œuvres politiques de sir Ralph Sadler, et des œuvres poétiques d'Anne Seward. Ce ne fut qu'en 1814 qu'il commença cette série de romans qui font encore nos délices. Lord Byron paraissait, et ce génie sans égal devait laisser bien

créter le roman historique comme Shakespeare avait créé le drame romantique. Mais avant de parler de ses ouvrages en prose, nous devons dire quelques mots de ses succès de poète: ses vers, quelques-uns négligés, ont toujours été lus avec une ardeur incroyable; il ne domine, il est vrai, avec une supériorité marquée dans aucune région distincte; il n'a ni la majesté de Milton, ni l'élégance de Campbell, ni l'inspiration de Pope, ni la verve éclatante de Southey, mais il semble qu'il ait quelque chose de tous ces poètes, leurs diverses qualités se réunissent en lui dans une heureuse proportion, et donnent à l'ensemble de ses poèmes, une variété piquante et une séduisante harmonie. Pour augmenter l'effet et l'illusion de ses chants, Walter Scott imagina de les composer dans le rythme même de l'ancienne ballade, rythme qui manque peu de grâce, mais qui expose souvent à l'ennui l'expression, à délayer la pensée. On trouve, au moins, chez lui une peinture vive, frappante, même des temps féodaux; ou est charmé des tableaux nobles et brillants que présentent ces mœurs guerrières, cette grandeur farouche, ces contrastes hardiment peints; la poésie de Walter Scott est variée et facile, le groupe ses personnages avec une adresse admirable; elle prend en un instant mille formes, c'est ce qui fait qu'elle excelle à peindre. Dedicteuse de la nature, elle décrit avec une abondance et une variété délicieuse, mais l'on comprend qu'elle ne peut lutter avec celle de lord Byron pour l'énergie des sentimens et la profondeur des idées; aussi le génie de Walter Scott devait se révéler avec plus d'avantages dans un genre qui n'exige pas cette perfection de style et de pensée qu'on aime à rencontrer dans un poète. Les romans historiques exercèrent l'attention générale; l'intérêt des sujets, la simplicité du récit, la peinture exacte des mœurs, l'analyse des passions, cette haute veillance universelle, cet amour de l'humanité qui jaillissent de chaque page, et la seconde inspection de l'auteur, devaient contribuer à étendre son renom. Nous ne nous attacherons pas à porter un jugement sur ces brillantes productions de Walter Scott, nous devons laisser ce soin à ceux qui nous ont promis de publier sa vie littéraire. Qui d'ailleurs n'a pas dignement apprécié ces chefs-d'œuvre si variés, ces créations si belles, que l'Europe entière a accueillies avec tant d'empressement; cet *Isambard*, ces *Montagnes d'Ecosse*, ce *Quantin Darnard*, ou les caractères des principaux personnages sont si merveilleusement tracés: *La Prison d'Edimbourg*, le *Château de Lindesay*, *Guy Mannering*, *Woodstock*, montrent que l'auteur de *Waverley* pouvait, en augmentant ses livres à l'infini, conserver toute son originalité, et rester au niveau de sa gloire. Pourtant quelques critiques ont reproché de reproduire souvent les mêmes personnages: la prophétesse Norma, du *Pirau*, rapp. à l'Elspeth de l'*Antiquaire*, Madeleine Gowan, dans l'*Abbe*, et la pauvre folle Madge Wildfire, dans la *Prison d'Edimbourg*. Ce caractère gigantesque, et cependant vrai, cette exaltation qui tient de la fureur, chez le peuple, et devient un fanatisme religieux et politique, suivant les circonstances et les époques, si admirablement dessinés, avaient beaucoup plus d'abord, mais on se fatigua de les voir repaître si fréquemment, à quelques nuances près. Les *Montagnes d'Ecosse* parurent aussi très inférieures aux autres ouvrages de Walter Scott; on y trouve, en effet, réunis les deux défauts de sa manière, l'abus du comique et celui du merveilleux, le roman se termine par une caricature; on n'aime véritablement que le *Sage et le Pêcheur*, absorbé par ses recherches sur le Sage et le Pêcheur, et dont Walter Scott promet d'être l'auteur, comme il a déjà été celui de *Jedediah Clutterbuck* et du capitaine Clutterbuck. *La Jeune fille de Perth* obtint plus de succès: cette production abonde en anecdotes vives et variées, et le combat en champ clos des soixante montagnards le termine dignement par le récit d'une grande énergie et de l'intérêt le plus habilement prolongé; mais, en général, les derniers romans de Walter Scott ne répondent pas à son

premiers chefs-d'œuvre ; il avait donné à ses lecteurs le droit d'être sévères dans leur jugement ; et nous devons dire que les plus faibles ouvrages de l'illustre romancier suffiraient encore pour faire la réputation de tout autre écrivain. Le seul regret que nous ayons à exprimer, c'est que Walter Scott ait voulu se faire historien : les *Lettres de Paul à sa famille*, écrites dans un esprit de partialité que l'on ne saurait approuver, auraient dû le décider à ne pas s'écarter du genre dont il était vraiment le créateur. Cependant il songeait à composer une *Histoire de Napoléon*. Il fit un voyage en France dans l'année 1827 pour recueillir des matériaux, et peu de temps après parurent les premiers volumes de ce grand ouvrage. Le succès ne répondit pas à son attente ; on jugea qu'il était devenu fort au-dessous de la tâche qu'il avait entreprise. C'était un roman dont les personnages seuls étaient historiques. En effet, on reconnaît bien dans ce livre quelques portraits dessinés avec un rare bonheur, mais l'histoire est défigurée dans l'exposition des faits ; l'aperçu de l'auteur sur notre révolution fourmille d'inexactitudes ; il donne comme certains des récits souvent controuvés, exagés d'après des pamphlets obscurs les excès déjà trop déplorables de ces temps de désordre et de guerre, et à côté de lacunes importantes, se jette dans des développements empruntés textuellement à des ouvrages français. Walter Scott ne fut pas plus heureux dans son *Essai sur l'histoire d'Ecosse* : il n'a pas pu faire oublier Robertson. Parmi ses autres publications nous mentionnerons, avec intérêt, un recueil de sermons composés en 1828, pour servir de modèle à un jeune homme qu'il affectionnait et qui mourait quelque défiance de lui-même en entrant dans le ministère sacré ; l'un est intitulé : *La loi chrétienne et la loi juive comparées* ; un autre, *Le bonheur du juste*. On y trouve, à défaut d'une éloquence passionnée que ne recherche guère aujourd'hui la prédication protestante, ce bon sens ingénieux qui distingue particulièrement l'illustre écrivain. Nous lui devons aussi une *Histoire générale de l'art dramatique*, suivie d'un essai littéraire sur Molière, où l'on trouve une exposition rapide et un peu superficielle, mais claire et précise, des diverses époques de la scène. L'enthousiasme de Walter Scott pour Molière, qu'il place à la tête des comiques de tous les pays et de tous les temps, est un fait assez remarquable. Il témoigna d'ailleurs constamment beaucoup de prédilection pour notre littérature : disciple de Froissart, admirateur de Montaigne, il avait déjà prouvé dans une *Notice sur Lesage*, qu'il était juste apprécier du talent de nos écrivains ; il répétait sans cesse que *Gil-Blas* était le premier des romans ; l'immense succès que les siens ont obtenu en France, a été sans doute une juste compensation : c'est de tous les auteurs étrangers celui qui s'est le plus facilement naturalisé parmi nous. Il avait publié ses romans sous le voile de l'anonymat ; les fausses spéculations de son libraire Constable, qui était aussi son banquier, l'ayant compromis pour près de deux millions, les syndics de la faillite trouvèrent les manuscrits de ses différents ouvrages écrits de la même main que les poèmes de Walter Scott, et le secret fut trahi. Ces manuscrits furent vendus aux enchères ; mais le prix ne répondit pas à l'attente des créanciers : le plus cher fut adjugé pour cinquante guinées, et le capitaine Basil Hall paya quarante celui de *L'Antiquaire*. Walter Scott résista courageusement à sa malheureuse fortune, et parvint en dix ans à s'acquitter de toutes ses dettes. On a calculé qu'il avait touché deux millions, de 1803 à 1814, de ses vers et de ses publications avouées ; deux millions, de 1814 à 1824, de ses romans, et une somme égale de deux millions pendant les dernières années de sa vie. On ne sera pas surpris de ces résultats lorsqu'on saura qu'en France le nombre des volumes vendus, de la traduction de M. Defauconpret, s'est élevé à quatorze cent mille. Ils ont été publiés par le libraire-éditeur Charles Gosselin en plusieurs éditions, dont quelques-unes sont faites avec luxe et ornées de belles gravures. Dans toutes les circonstances de sa vie, Walter Scott recut les témoignages les plus éclatants de l'estime

et de l'admiration qu'il avait inspirées. A l'époque du couronnement de Georges IV, qui lui conféra le titre de baronnet, entraîné par la foule, pressé par le régiment de *Scott Greys*, il n'eut qu'à nommer, et aussitôt un détachement entoura le poète national, et le conduisit hors de la presse. Nommé, en 1828, lord recteur de l'université de Glasgow, il refusa cette importante charge, et ne conserva que le titre de *printer and bookseller* du roi en Ecosse. Malgré ses opinions de tory, il sut ménager si bien sa conduite qu'il ne perdit jamais d'amis. Doué d'une bienveillance sans bornes, ne répondant jamais à la satire, et mettant le plus grand soin à éviter toute querelle littéraire, il est peut-être le seul de ses contemporains dont Byron vantât le caractère sans réserve, et Wordsworth, Southey, Coleridge, Jeffrey, Campbell, etc. restèrent toujours dans son intimité. Au commencement de l'année 1832, sa santé commençait à s'affaiblir ; un voyage en Italie lui fut conseillé : il partit et l'accueil qu'il recut à Naples, à Rome et à Florence fut pour lui un véritable triomphe ; mais une attaque d'apoplexie l'obligea de hâter son retour à Londres ; il éprouva, pendant quelques jours, un mieux sensible, et il en profita pour revoir sa chère Ecosse. Arrivé à Edimbourg, le 16 juillet, il se fit transporter dans son château favori d'Abbotsford, et là, dans les premiers moments, il parut se ramener ; il respira enfin l'air de son pays, et les sons de la cornemuse lui rappelaient ces délicieuses ballades qui avaient charmé sa jeunesse ; mais ses facultés s'affaiblirent de plus en plus, et après une agonie longue, mais douce et paisible, il expira, le 21 septembre 1832, à l'âge de soixante-un ans. Veuf depuis plusieurs années, il a laissé quatre enfants ; l'aîné de ses fils est major dans un régiment de Hussards, et a épousé la fille du riche M. Jobson de Dundee. Sa fille aînée est l'épouse de M. Lockhart, directeur de la *Quarterly Review*, auteur de romans estimés et d'écrits de tout genre. Pendant son séjour en Italie, il avait commencé deux ouvrages, l'un était une nouvelle intitulée *Bizarra*, l'autre une histoire du siège de Malte. Ils sont restés inachevés, et les fragments n'en seront probablement pas imprimés ; mais il faut espérer qu'on nous donnera une partie de sa volumineuse correspondance : c'est là que nous retrouverons l'homme de bien, découvrant toute son âme, et que nous pourrions apprécier les émotions du poète les nuances intimes de son génie et cette force de caractère que l'immortel écrivain sut déployer dans les circonstances difficiles de sa vie. Voici la liste des ouvrages qu'il a publiés : 1° *Goths da Berlichingen*, 1795 ; 2° *Les ménestrels des rivières écossaises*, 1802 ; 3° *Si Tristram*, 1804 ; 4° *Le Lai du dernier ménestrel*, 1805 ; 5° *Recueil de ballades et de poésies lyriques*, 1806 ; 6° *Marmion, ou la bataille de Flodden Field*, 1808 ; 7° *Édition des œuvres complètes de Dryden*, 1808 ; 8° *Eclaircissements et notes sur le poème du dernier ménestrel*, 1808 ; 9° *La Dame du lac*, 1810 ; 10° *Le vision de don Rodrigue*, 1811 ; 11° *Mathilde de Rokeby*, 1812 ; 12° *Le lord des îles*, 1813 ; 13° *Waverley*, 1814 ; 14° *L'Antiquaire*, 1814 ; 15° *Édition des œuvres de Swift*, 1814 ; 16° *Lettres de Paul à ses parents*, 1815 ; 17° *Le champ de bataille de Waterloo*, 1815 ; 18° *Ge Manning*, 1815 ; *Les contes de mon hôte*, contenant première série, 19° *Les puritains d'Ecosse (old mortality)*, 20° *Le Nain*, 1816 ; deuxième série, 21° *La prison d'Edimbourg*, 1816 ; troisième série, 22° *La Fiancée de Lun mormoor*, 23° *La légende de Montrose*, 1819 ; 24° *Rob-Roy*, 1819 ; 25° *Ivanhoe*, 1820 ; 26° *Le Monastère*, 1821 ; 27° *L'Abbé*, 1820 ; 28° *Le château de Kenilworth*, 1821 ; 29° *Le Pirate*, 1822 ; 30° *Les aventures de Nigel*, 1823 ; 31° *Halidon Hill, esquisse dramatique*, 1823 ; 32° *Quentin Durward*, 1823 ; 33° *Peveril du Pic*, 1823 ; 34° *Les eaux de Saint-Ronan*, 1824 ; 35° *Redgauntlet*, 1824 ; *Conte du temps des croisades*, contenant, 36° *Le Tisserand*, 37° *Le Connétable de Chester*, 1825 ; 38° *Woodstock, le cavalier*, 1826 ; 39° *Le Miroir de la tante Marguerite*, 40° *La Chambre tapissée*, 1826 ; 41° *Ulurid l'indomptable*, 1826 ; 42° *Les nœuds de Triarman*, 1826 ; 43° *Chants populaires des frontières méridionales de l'Ecosse*, 1826 ; 44° *Essai historique*, 1826 ; 45° *P*



contenant, première série, 51° *La Paix des montagnards (highlands)*; 52° *Les deux Bourriers*; 53° *La Fille du chirurgien*, 1828; deuxième série, 54° *La jolie fille de Perth*, 1828; *les contes d'un grand-père*, contenant, première série, 55° *Histoire de l'Ecosse depuis l'invasion des Romains jusqu'à l'avènement de Jacques VI au trône d'Angleterre*, 1829; deuxième série, 56° *Histoire d'Ecosse depuis l'union des royaumes sous Jacques VI, jusqu'à la réunion des royaumes sous la reine Anne*, 1829; troisième série, *Histoire de France*, 1829; 57° *Château-le-Téméraire*, 1829; 58° *La monnaie*, 1831; 59° *Robert de Paris*, 1832; 60° *Le château perilleux*, 1832. Le *Château de Pontefract* a été, mais à tort, attribué à Walter Scott.

WARDEN (DAVID-BAILLIE), naquit, en 1778, d'une famille fort respectable de Bailieston, dans le comté de Down, en Irlande. Étant entré fort jeune à l'université de Glasgow, en Ecosse, il ne tarda pas à s'y faire remarquer par son amour de l'étude et de ses progrès dans les diverses branches de la littérature et des sciences. Il y remporta même un prix de physique, et y obtint une médaille d'honneur pour la meilleure dissertation sur l'application du baromètre à la mesure des hauteurs. Le jeune Warden était l'élève de prédilection du docteur Miller, dont l'admirable cours de droit civil et politique était alors suivi par les fils de l'élite de la noblesse anglaise. Ce furent les leçons de ce célèbre professeur qui développèrent en lui ces idées de liberté constitutionnelle auxquelles il est resté depuis constamment attaché. Warden retourna en Irlande après avoir pris le degré de maître des arts dans cette université, et comme ses parents le destinaient à l'état ecclésiastique, ils le placèrent au presbytère de Bangor, où se trouvaient alors réunis des hommes non moins remarquables par leur savoir, que par la tolérance de leurs idées religieuses et leur enthousiasme pour la réforme politique. A cette époque, la société patriotique des Irlandais unis comptait dans son sein une foule d'hommes marquants par leurs talents et leur position. Warden, chaud partisan de la cause de la liberté, en embrassa les principes avec ardeur. Le comité militaire de l'association le choisit pour son agent de confiance, et le nomma colonel. C'était par son organe que ce comité transmettait ses instructions aux officiers généraux sous ses ordres. Il avait cru devoir attendre un moment plus favorable pour commencer l'insurrection. Les catholiques du midi, après une lutte héroïque de plusieurs mois, avaient été contraints de céder au nombre. Le nord était occupé militairement par des troupes étrangères et des corps disciplinés d'orangeistes, qui soupiraient après une occasion de se mesurer sur le champ de bataille avec leurs frères. Les projets des conjurés avaient d'ailleurs été dénoncés au gouvernement, et le comité militaire dut craindre qu'il y aurait à tenter un mouvement. Toutefois, de jeunes patriotes, sourds au conseil de la prudence et n'écoulant que leur enthousiasme, firent une levée de boucliers sur plusieurs points; mais les insurgés, sans armés et sans discipline, ne purent tenir contre des troupes aguerries et pourvues d'une artillerie formidable. A la suite de ces événements, Warden fut signalé aux autorités, et sa tête fut mise à prix. Mais ses qualités personnelles, les brillants succès qu'il avait obtenus à l'université, et son extrême jeunesse ne pouvaient manquer d'intéresser en sa faveur. Aussi, après s'être tenu caché durant plusieurs jours, il trouva asile et protection chez un magistrat, qui offrit de se rendre caution pour lui si l'on consentait à lui laisser la liberté. Sur le refus du gouvernement, Warden fut obligé de se constituer prisonnier. Pendant sa détention, il n'est sorti de moyens qu'on ne mit en usage pour le décider à déclarer les noms des officiers supérieurs nouvellement nommés par le comité insurrectionnel. Promesses, menaces, rien ne put ébranler l'inflexibilité de ses principes. Il suffisait, à cette dangereuse époque, d'être traduit en jugement pour être

au large de ce port, il accepta l'amnistie qu'on lui proposa, et s'engagea, moyennant caution, à se rendre aux États-Unis d'Amérique, et à ne plus remettre le pied dans l'empire britannique. Les premiers qu'on voulurent point souscrire à ces conditions, furent envoyés au fort George, en Ecosse. Muni de bonnes lettres de recommandation pour N. W. York, Warden s'embarqua pour ce port où il reçut l'accueil le plus cordial, surtout de la part des professeurs du collège Columbia. Peu après son arrivée, il fut invité à occuper le chaire de physique au collège de l'Union, mais un engagement qu'il avait déjà pris vis-à-vis de l'académie de Kinderhook, l'empêcha d'accepter cette charge. En 1805, il remplissait les fonctions de directeur de l'académie de Kingston, quand le général Armstrong, nommé ministre plénipotentiaire des États-Unis, à Paris, le demanda comme secrétaire de sa légation au président Jefferson. Warden, devenu citoyen américain, fut appelé à cet emploi, comme plus tard, à celui de consul général des États-Unis, à Paris, sans les avoir sollicités en aucune manière. Néanmoins, quand il se vit sacrifier, plusieurs années après, à un intérêt politique, il partit à bord du sloop de guerre le *Hornet*, pour Washington, où il obtint sa réintégration du vote d'unanimité du sénat. Il retourna alors en France sur la *Brengle la Constitution*, avec le nouveau ministre Barlow, et reprit à Paris l'exercice de ses fonctions consulaires. A la mort de ce ministre, arrivée en 1812, ses attributions furent dévolues à Warden, qui, en sa qualité de seul agent accrédité des États-Unis à Paris, les remplit jusqu'à ce que le retour de Napoléon permit au nouveau ministre M. Crawford, de présenter ses lettres de créance. Durant cet intervalle, Warden eut une correspondance des plus actives, tant avec le gouvernement français qu'avec celui de son pays et les ministres et consuls américains en Europe, touchant les affaires de commerce, les prises maritimes, l'échange des prisonniers, enfin sur tout ce qui pouvait regarder les intérêts des États-Unis. Comme il était le seul représentant d'une puissance neutre, qu'il y eût alors à Paris, on exigeait son certificat pour valider les actes relatifs aux étrangers de toutes les nations dévouées ou résidant en France. Ce fut aussi en cette qualité qu'il prit en dépôt les archives de l'ambassade russe, à l'invitation du prince Kourakin. Warden refusa toute rémunération pécuniaire pour ce service, mais l'empereur Alexandre, ne voulant point le laisser sans récompense, lui fit don d'une baguette de grand prix. En 1815, M. Crawford, en vertu d'un ordre secret de M. Monroe, lui retira le consulat pour le donner à un de ses amis, que des circonstances imprévues forcèrent peu après à s'en démettre en faveur d'une autre personne. Warden eut beau rappeler au président ses longs et utiles services, il ne put jamais en tirer une réponse qui le reconquît. Ce qui rend la conduite du chef suprême de la république plus extraordinaire encore dans cette circonstance, c'est que ce fut Warden qui, durant son séjour qu'il fit à Monticello, menagèrent une réconciliation entre Jefferson et Monroe, laquelle frayait le chemin de la présidence. L'acte qui le frappait était d'ailleurs entièrement contraire aux principes de la justice et aux usages diplomatiques. Mais son premier sans doute que l'origine étrangère de l'ancien consul justifiait suffisamment cet abus de pouvoir. Warden aurait pu se rendre à Washington, comme M. Gallatin et ses amis le lui conseillaient, et se faire réintégrer dans sa charge, à l'aide des nombreux talents qu'il possédait dans le gouvernement; mais il avait trop de confiance dans la justice de sa cause, pour croire que le président ne s'empreserait de lui-même de réparer le tort qu'il avait eu à son égard. Il se fit autrement. Quoi qu'il en soit, Warden, pour ne pas perdre son caractère officiel, n'en resta pas moins véritable représentant des États-Unis à Paris. Depuis qu'il est retiré dans la vie privée, il a donné gratis

ment plus de la moitié de son temps à ses compatriotes, et par ses relations avec tout ce que la France et l'Europe renferment d'hommes distingués en tout genre, il s'est trouvé à même de leur rendre toute espèce de services. Frappés même du grand secours qu'un homme aussi familier que lui avec les langues, la littérature, les sciences, les arts, les mœurs et la politique des nations européennes, pourrait être à leur patrie, les citoyens des États-Unis, réunis à Paris, appelèrent sur lui à différentes reprises l'attention du gouvernement; et l'illustre Jefferson, qui connaissait sa capacité comme fonctionnaire public, et ses qualités privées, ne cessa jusqu'à sa mort de rendre hommage à son mérite, et de le recommander à la faveur de l'administration. Depuis sa retraite des affaires, Warden, toujours animé du désir d'être utile à son pays, a publié plusieurs ouvrages sur l'Amérique qui ont eu un grand succès. Son livre sur *L'origine, la nature et l'influence des établissemens consulaires*, 1 vol. in-8°, Paris, 1813, a été traduit en différentes langues; et récemment, un jurisconsulte célèbre d'Angleterre, M. John Chittie, l'a fondé presque tout entier dans son *Traité de jurisprudence industrielle et commerciale*; (*A Treatise on the laws of commerce and manufactures*, etc., 4 vol. in-8°, London, 1834). Sa *Description statistique, historique et politique des États-Unis de l'Amérique septentrionale* (édition anglaise, 3 vol. in-8°, Edinbourg, 1819, édit. française, 5 vol. in-8°, Paris, 1820) a mieux fait connaître les États-Unis en Europe que toutes les publications qui l'ont ou précédée ou suivie. Avant d'entreprendre cet ouvrage, Warden, comme pour s'y préparer, avait étudié l'anatomie sous M. Duméril, l'anatomie comparée sous M. Cuvier, la zoologie sous M. Geoffroy Saint-Hilaire, la minéralogie sous M. Haüy, la botanique sous MM. Desfontaines et Richard, la chimie pratique sous MM. Gay-Lussac et Vauquelin, etc. Aussi toutes ces parties y sont traitées avec soin et avec talent, et le plan général en est si heureusement conçu, que le célèbre Laplace le recommanda comme un modèle pour une statistique semblable de la France. Ce fut cet ouvrage qui lui ouvrit les portes de l'institut de France, en 1826; l'Académie royale des Sciences le nomma membre correspondant, à la majorité de trente-cinq contre quinze, en remplacement du capitaine Freycinet, devenu membre titulaire. Warden travailla depuis plusieurs années à l'*Histoire des deux Amériques*, pour l'*Art de vérifier les dates*, dont il a déjà paru six volumes. On lui doit aussi la traduction en anglais d'une foule de mémoires littéraires et scientifiques, et de l'introduction abrégée des tables de logarithmes de Callet, Paris, 1809; divers articles de dictionnaire et de revues, et un mémoire fort estimé sur les *Antiquités de l'Amérique*, publié par la société de géographie de Paris. Il est membre des sociétés philomatique, asiatique, d'encouragement, de géographie, d'agriculture et des antiquaires de Paris; des sociétés d'histoire naturelle et des antiquaires de Caen; de l'Académie royale de Nancy; de la société d'agriculture et des sciences de l'Eure; des sociétés philomatiques des New York et de Philadelphie; de la société historique de Belfast, en Irlande; de la société royale des antiquaires de Copenhague; docteur de la faculté de médecine de New York, etc. Le corporation de New York lui a voté et présenté dernièrement, en témoignage de sa considération, un exemplaire du bel ouvrage sur les canaux de l'état, publié aux frais de la ville: honneur qu'il a partagé avec M. J. Adams, F. Jefferson, C. Carroll, J. Madison, J. Monroe, J. Q. Adams et le général Lafayette.

WARNKÖNIG (Léopold-Alexandre), naquit le 15<sup>o</sup> août 1794, à Bruchsal, ancienne résidence du prince évêque de Spire, appartenant actuellement au grand duché de Bade. Élevé d'abord dans un institut, d'après la méthode de Pestalozzi, il fit ses premières études dans sa ville natale, et son cours de philosophie au lycée de Rastatt, en 1811 et 1812. Après avoir acquis des connaissances solides dans la littérature latine et allemande, et cultivé avec succès la philosophie spéculative, il commença en 1813 ses études en droit à l'université d'Heidelberg, sous les professeurs Thi-

baut, Martin, Zachariae et Heise. En 1814, il composa une dissertation pour une maîtrise du droit romain, dissertation qui lui valut la médaille proposée par la faculté de droit. Résolu de se vouer au jour à l'enseignement de cette science, il se rendit, au mois d'avril 1815, à Göttingue, où son professeur, M. Heise, avec lequel il fut lié dans la suite, l'avait précédé un an auparavant. Il y eut pour professeurs MM. Bouterwek, Wunderlich, Isen, et particulièrement M. Hugo, qui l'admit bientôt dans son intimité. C'est sous ces maîtres qu'il continua, avec la plus grande assiduité, l'étude de la philosophie, de la philologie, et de la jurisprudence, et sous une application toute spéciale à l'histoire et à la philosophie du droit. En 1816, il prit le grade de docteur en droit à cette université, et y donna, pendant les semestres d'été de la même année, en qualité de professeur privé, des leçons sur l'encyclopédie du droit, et sur les fragments d'Ulpien. L'hiver suivant, il enseigna l'histoire du droit, le droit civil pratique, et, dans l'été de 1817, fit un cours sur les *Pandectes*. La clarté, la précision et l'élégance de sa diction lui attirèrent des élèves. Au mois d'août de la même année, il fut appelé à l'université de Liège, qu'on venait d'ériger. Pendant les dix années consécutives qu'il fut professeur à cette université, il enseigna alternativement l'encyclopédie et l'histoire du droit, ainsi que l'histoire littéraire de la jurisprudence, les *Institutes* et les *Pandectes*. En 1820, il lui fut fait, de la part de la Prusse, des ouvertures honorables, qu'il crut cependant devoir refuser. Mais d'anciennes liaisons qu'il avait à l'université de Louvain, lui firent désirer d'échanger cette résidence avec celle de Liège, mutation qu'il effectua au mois d'octobre 1827. Ses efforts ne se bornèrent pas à former, comme professeur, de bons élèves, dont plusieurs en effet se sont honorablement distingués par leurs dissertations académiques, mais il employa en outre tous ses moyens pour enrichir la science et se perfectionner lui-même. C'est dans ce but qu'il entreprit des voyages scientifiques dans le nord et le midi de l'Allemagne, parcourut la Hollande, et visita plusieurs fois Paris et d'autres villes de France. D'un autre côté, il se mit en relation avec les jurisconsultes les plus distingués de l'Allemagne, de la Hollande, de l'Ecosse, de la France, de la Pologne et de la Russie, et entretenit une correspondance littéraire avec MM. de Savigny et Binner à Berlin, Hugo à Göttingue, Mittermayer, von Feuerbach, et beaucoup d'autres, à Paris, principalement avec M. Blondeau et feu M. Jourdan. Il exerça même dans cette dernière ville une influence sur l'étude du droit romain, en ouvrant aux savants français les trésors scientifiques de l'Allemagne, en même temps qu'il fixait l'attention de ses compatriotes sur les nouvelles productions de la littérature juridique en France. A cet effet, il se rendit (de 1819 à 1830) à plusieurs professeurs de Paris, pour la publication de *La Thémis*, qui se répandit dans toute l'Europe, et se termina en 1831 avec le dixième volume. Outre les articles qu'il composa pour ce recueil, il en fournit encore à la *Revue Encyclopédique*, aux *Annales littéraires de Heidelberg* (*Heidelberger Jahrbücher*), aux *Archives pour le droit civil* (*Archiv für civilistische praxis*), au *Journal pour la jurisprudence historique*, et depuis 1829, au journal publié à Heidelberg, par une réunion nombreuse de jurisconsultes de tous les pays, sous la direction de MM. Mittermayer et Zachariae, sur la *Législation et la science du droit à l'étranger*. Ce fut aussi lui, qui pour l'édition du *Corpus Juris* de M. Schrader à Tulinge, conféra des manuscrits inconnus jusqu'alors, qu'il découvrit en Belgique. En 1824, M. Warnkönig fut reçu membre de la société des sciences d'Utrecht, et en 1826, membre effectif de la troisième classe de l'institut des Pays-Bas à Amsterdam. En 1827, l'Académie impériale de Wilna, en Russie, le nomma membre honoraire. Par suite de la révolution belge, en 1830, il perdit sa chaire à Louvain, mais il fut remplacé bientôt après à l'université de Gand, où il professa en ce moment (1835). Outre les productions dont il a été parlé plus haut, on doit encore à M. Warnkönig beaucoup d'autres ouvrages, écrits dans les langues latine, française et allemande,

duit en hollandais, 1831; 4° *Précis de l'histoire du droit romain*, traduit de l'anglais de Gibbon, avec des notes, Liège, 1831; 5° *Analyse du traité de la possession*, par M. de Savigny, 1834, troisième éd. 1837; 6° *Institutiones juris romani privati*, éd. s. Leodii, 1835; 7° Un manuel étendu du droit romain sous le titre de: *Commentarii juris romani*; Leodii, 1835-1831, 3 vol; 8° *Introduction à l'étude du droit romain*, traduit de l'allemand de Makeldey, augmentée et enrichie de notes, Mons, 1836; 9° *Oratio de necessitate et utilitate studii juris romani*, Leodii, 1838; 10° *Oratio de jurisprudentia cultiorum Europae popularum una*, Lovanii, 1838; 11° *Doctrina juris philosophica, aphorismis distincta, in usum scholarum. Aquigrani et Lovanii*, 1830. Dans ce moment il est occupé à écrire une histoire de Flandre et de ses lois au moyen âge.

WEBER (N.), fils de Jean-Georges Weber, conseiller de la magistrature de Vienne, chef du bureau des vivres, et de Marie-Constance Hoffman, l'une des plus belles femmes de l'Allemagne, naquit à Vienne, en 1758. Sa mère l'allaitait depuis trois mois, lorsqu'elle fut choisie pour nourrir l'archiduchesse Marie-Antoinette d'Autriche, qui venait de naître, et qui fut depuis reine de France et femme de Louis XVI. L'attachement que cette princesse conserva toute sa vie pour celui qui avait été nourri du même lait qu'elle et les bontés dont elle le combla, ont jeté quelque éclat sur sa vie. Partageant les caresses de Marie-Thérèse, associé aux jeux enfantins de la fille des Césars, auxquels l'impératrice se mêlait elle-même, Weber vit sa sœur de lait s'éloigner pour aller occuper un trône, alors le plus brillant du monde. Desirant de fixer son séjour en France, il ne put en obtenir l'autorisation de son souverain, qu'en 1783, douze ans après le mariage de la reine. Elle lui fit donner une place modique, mais suffisante pour ses besoins, dans les finances, emploi qui l'attachait à la cour, où il demeura jusqu'en 1789. A la journée du 10 août, il avait pris les armes et faisait partie du bataillon des grenadiers des Filles-Saint-Thomas, fraction de la garde nationale qui voulait défendre le roi, et l'escorter à l'assemblée nationale. Ce bataillon servit en effet de cortège à la famille royale, secondé par un détachement de la garde suisse. Le roi et sa famille entrèrent seuls dans l'assemblée, accompagnés des ministres et des membres du département, et le reste du cortège placé au bas de la terrasse des Feuillants, attendant l'issue de cette entrevue; tout-à-coup une foule immense poussant des cris, s'avance jusqu'à la porte de l'assemblée, et s'arrête devant les soldats de l'escorte, leur montrant les têtes de deux de leurs camarades portées sur des piques, et les menaçant du même sort. A cette vue, le bataillon des Filles-Saint-Thomas, où se trouvait Weber, le détachement suisse se rangent en bataille sur deux colonnes, marchent au pas de charge sur les escaliers de la terrasse, et s'emparent du passage qui conduisait à la porte de l'assemblée, et que défendaient des hommes armés; et maîtres de ce passage, ils tentent de pénétrer dans la salle dans le dessein d'entourer la famille royale et de la sauver, en s'assurant de tous les membres de l'assemblée. Ils crient aux deux gendarmes qui gardaient la porte de leur ouvrir; on leur répond qu'elle est barricadée depuis l'arrivée du roi. Alors ils se jettent sur la grande porte, et commencent à l'ébranler, mais ils suspendent leurs efforts: ils perdent le temps en délibérations; et pendant que Weber, animé par les dangers que courait la famille royale, les engageait à redoubler d'ardeur, ils virent accourir vers eux les commandants du corps de garde des Feuillants. Craignant d'être forcés, ils sortirent, et la foule trahit dans le passage un canon chargé à mitraille, qui fut braqué à ce même poste contre ceux qui cherchaient à l'attaquer. C'est ainsi qu'échoua un projet audacieux, qui, plus favorisé de la fortune, pouvait rendre à Louis XVI

et faire croire qu'ils venaient d'être relevés d'un poste, et feignant presque à chaque pas d'écouter leur visage pour l'exposer le moins possible aux regards des assassins soudoyés dont le quartier Saint-Bonnet était rempli. En approchant de la rue Saint-Augustin, il entendit la femme d'un ouvrier de sa section crier à la voisine: «Tenez, ma camarade, voyez ce coquin d'aristocrate, il ne l'ont pas tue; mais, va, ajouta-t-elle en lui montrant le poing, mon mari saura le trouver, tu nous échapperas aussi peu que les chiens de camarades.» Il fit semblant de ne pas entendre cette mégère, et il continua sa route; mais, sur un avis qu'il reçut en chemin, qu'on le cherchait ainsi que les grenadiers des Filles-Saint-Thomas, et qu'on voulait les tuer comme les Suisses, il se décida à ne pas encore rentrer chez lui. Le lendemain, on publia et on afficha la cassation et la proscription du bataillon des Filles-Saint-Thomas. Il se cacha, et le cinquième jour il fut arrêté, interrogé par Colloot d'Herbois, et accusé des crimes de lèse nation suivants: 1° d'être Autrichien; 2° d'être frère de lait de la reine; 3° d'avoir levé le sabre contre les fédérés; 4° d'avoir recouru la famille royale malgré l'ordre de M. Roderer, jusqu'à la porte de l'assemblée nationale le 10 août. Il fut détenu à la force, et, par un bonheur miraculeux, s'échappa au massacre des 3 et 5 septembre. La section de l'Arsenal le déclara innocent, mais sa liberté trouva bien des oppositions, surtout dans le parti Chenier (Marie-Joseph), qui voulait faire recommencer son procès. Libre enfin, il passa en Angleterre, suivit le duc de Choiseul à Bruxelles, et fut présenté à l'archiduchesse Marie-Christine, gouvernante des Pays-Bas. Le 14 octobre 1793, le comte de Metternich le choisit pour porter à l'empereur d'Autriche l'assurance de l'accession prochaine de la condition contre la France. Weber rentra dans sa patrie après dix ans d'absence. On ignore l'époque de sa mort. Il a publié des mémoires qui ont paru pour la première fois à Londres, en 1806, et qui font partie de la collection des *Mémoires sur la révolution française* par MM. Berville et Barrière, sous le titre: *Mémoires de Weber sur Marie-Antoinette, archiduchesse d'Autriche, reine de France et de Navarre*, Paris, 1822, 3 vol. in-8°.

WEISHAUPT (ADAM), fondateur de l'ordre des illuminés, naquit, le 6 février 1748, à Ingolstadt, en Bavière, et fut placé très jeune au séminaire des jésuites de cette ville. Mais les attachements secrets des révérends pères répugnaient tellement à son cœur pur et droit, qu'un beau jour il quitta brusquement le séminaire, et se fit inscrire à l'université. Là il continua ses études avec un très grand succès, et, après avoir pris le grade de docteur, il obtint, en 1772, la chaire de droit canon, qui, jusqu'alors, avait été occupée exclusivement par les disciples de Loyola. Ceux-ci prévoyant quel rude adversaire ils auraient dans leur successeur laïque, ourdirent toutes sortes d'intrigues pour le faire éloigner, et s'efforçèrent jusqu'à répandre sur son compte les calomnies les plus atroces. Weishaupt, qui se fit voir non haïsser et son repos compromis, déclara hautement que le seul moyen de faire cesser les persécutions de ce genre, serait de former une association universelle de tous les gens de bien. Cette idée on lui fit point suggérée par les circonstances mêmes, il l'avait déjà eue, comme étudiant, et alors, la franchise mariée avec ses relations étendues, son but philanthropique, la prudence qui présida au choix de ses membres, et les épreuves répétées auxquelles elle les soumit, lui paraissent réunir tous les éléments nécessaires pour la réaliser. Mais ces illusions furent bientôt détruites par l'arrivée à Ingolstadt de deux fane-maçons chargés de recruter des membres pour une loge qui s'occupait de travaux alchimiques. Weishaupt dont les cours étaient suivis non-seulement par des étudiants de

des Illuminés. Voici en quels termes il définît le but de cette société et l'esprit qui devait animer ses membres : « Réunir, en vue d'un intérêt élevé, et par un lien durable, des hommes instruits de toutes les parties du globe, de toutes les classes et de toutes les religions, malgré la diversité de leurs opinions et de leurs passions; leur faire aimer cet intérêt et ce lien au point que, réunis ou séparés, ils agissent tous comme un seul individu; qu'en dépit de leurs différentes positions sociales, ils se traitent réciproquement comme égaux, et qu'ils fassent spontanément par conviction, ce qu'on n'a pu faire par contrainte publique depuis que le monde et les hommes existent. » Weishaupt divisa sa société en trois classes, et chacune d'elles en plusieurs degrés. Ainsi la première classe, dite la Pépinière, comprenait les degrés de préparation, de noviciat, de minerval, d'illuminé mineur et de magistrat; la deuxième classe, dite du Symbolisme, ceux d'apprenti, de compagnon, de maître, d'illuminé majeur et d'illuminé dirigeant; la troisième classe, dite des Mystères, ceux de prêtre, de régent, de mage et de roi. Cette organisation était, selon l'aveu du fondateur même, modelé, en grande partie, sur celle des jésuites, mais de sorte que ce qui, dans cette dernière, produisait des effets pernicieux, en produirait de salutaires dans l'autre. Les statuts imposaient aux membres une obéissance absolue et aveugle envers leurs supérieurs, et exigeaient, dans de certains cas, une confession orale. Ils leur prescrivaient aussi d'employer tous leurs efforts pour attirer dans la société des hommes puissants, et pour obtenir de l'influence sur les affaires publiques. L'ordre voulait en effet s'emparer des hautes charges politiques, et l'on sait que chaque membre était tenu de faire, tous les mois, un rapport sur ses progrès moraux, et d'y ajouter ce qu'il savait de la conduite de ses collègues. Avec une pareille discipline, l'association ne pouvait prospérer; aussi arriva-t-il que ceux-là même s'en dégoûtèrent, à qui elle procurait des avantages; ce qui fit dire à un écrivain contemporain que les Illuminés valaient mieux que leur ordre. Pour sauver l'institution, Weishaupt conçut le projet de la réunir à la franc-maçonnerie; mais à peine eut-il entamé des négociations à ce sujet, que le célèbre financier Knigge, qui avait encore une haute opinion de l'ordre, s'y fit recevoir, et promit d'en épouser les intérêts. Cet homme, vénérable par son âge et ses vertus, fut assez heureux pour acquiescer à l'association plusieurs nouveaux membres non moins distingués par leur rang que par leur savoir; cependant, son zèle ne tarda pas à se refroidir aussi en présence de l'odieuse espionnage qui enveloppait tous les adeptes sans exception. En 1783, Weishaupt se rendit auprès du congrès maçonnique alors assemblé à Wilhelmsbad, pour lui proposer la réunion des deux ordres. Ses démarches dans ce but ne furent pas entièrement infructueuses: il parvint à gagner M. Bode, franc-maçon très influent, qui accepta le grade d'illuminé dirigeant, et s'engagea, de son côté, à faire en sorte que la réunion eût lieu avec de grands avantages pour les Illuminés. Mais bientôt après, les plus vives dissensions éclatèrent parmi ceux-ci; en 1785, Knigge se retira, et l'année suivante l'electeur de Bavière supprima toutes les sociétés secrètes dans ses états. Plusieurs Illuminés furent traduits devant les tribunaux, et condamnés à une détention plus ou moins longue. Weishaupt, bien que fondateur de l'ordre, fut quitte pour se démettre de son professorat à l'université d'Ingolstadt. Il alla dès lors s'établir à Gotha où il fut accueilli avec distinction par le duc régnant, qui lui conféra le titre de conseiller aulique. Il passa dans cette ville le reste de sa vie, uniquement occupé de travaux scientifiques, et mourut le 11 décembre 1823, à l'âge de soixante-quatorze ans. On a de lui

plusieurs ouvrages, savoir : *1° Description pittoresque du système des Illuminés*; 2° *Système des Illuminés*, Leipzig, 1788; 3° *Histoire des progrès de l'humanité*, Nuremberg 1789, en 3 vol.; 4° *Apologie du mécontentement*, Raubach, 1790; 5° *Sur les perceptions et les phénomènes, selon Kant*, Nuremberg, 1791; 6° *De la vérité et de la perfectibilité morale*, Raubach, 1793-1797, en 3 vol.; 7° *Sur l'esprit allégorique dans l'antiquité*, ibidem, 1794; 8° *Pythagore, ou l'art secret de gouverner le monde*, Francfort, 1795; 9° *Sur la matérialisme et l'idéalisme*, Nuremberg, 1798; 10° *La lanterne de Diogène*, Raubach, 1804; 11° *Matériaux pour servir à la connaissance du monde et des hommes*, Gotha, 1809 et 1811, en 3 vol.; 12° *Des divers systèmes d'opinions*, Nuremberg, 1820.

WEISS (CHARLES), né à Besançon en 1799, s'est fait dans le monde savant une réputation justement acquise par son érudition bibliographique. De tous ses travaux, ceux qui ont le plus contribué à faire apprécier du public son vaste savoir, sont, sans contredit, les nombreux articles qu'il a donnés à la Biographie Michaud, biographie qui, nous pouvons le dire, n'eût pas existé sans lui. Les hommes du métier peuvent seuls comprendre l'immensité des recherches que supposent un grand nombre des notices qu'il a insérées dans ce dictionnaire. On doit aussi à M. Weiss : Des fragments d'une *Traduction de Perse*, imprimés dans le recueil des travaux de l'Académie de Besançon; une notice très intéressante sur les *littérateurs comtois*; un *éloge de Lagier*, et celui du P. *Chrysologue*, imprimés dans les mémoires de la société d'agriculture de la Haute-Saône; il avait, il y a déjà plusieurs années, en manuscrit : Une *Fis de Gilbert Cousin*, une *Histoire de l'imprimerie en France-Comté*; une *Histoire des beaux arts, dans la province de France-Comté, depuis leur renaissance, jusqu'à ce jour*; des *Recherches sur le palais byzantin*; une *Bibliothèque des traducteurs français*. Nous ne croyons pas que ces ouvrages aient été encore imprimés. On attend aussi de M. Weiss le catalogue de la bibliothèque de Besançon, qui compte environ trente mille volumes, parmi lesquels on distingue un certain nombre d'ouvrages imprimés et de manuscrits d'un assez grand prix. Fils d'un honnête artisan, dont il exerçait, dit-on, le métier dans sa jeunesse, M. Weiss est un de ces rares exemples de ce que peut la passion de l'étude. On assure qu'il s'est formé lui-même par la lecture des livres vers lesquels l'entraînait une irrésistible vocation. La ville de Besançon a l'honneur de le posséder pour bibliothécaire; l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres le compte parmi ses correspondants; et la légion d'honneur l'a reçu au nombre de ses membres, sous le règne précédent.

WELCKER (FÉLIX-GOTTLIEB), membre de la société royale des sciences de Göttingue, directeur de l'institut de correspondance archéologique de Rome (en ce qui concerne l'Allemagne), professeur à l'université de Bonn. C'est l'un des plus célèbres antiquaires de notre époque. Fils d'un pasteur du pays de Hesse-Darmstadt, il naquit à Grünberg, le 4 novembre 1784. La maison paternelle offrit à ses jeunes dispositions toutes les ressources désirables; non seulement sa mère avait l'esprit très cultivé, mais son père était véritablement savant. Il reçut les soins d'un oncle fort érudit, M. Müsch. C'est avec ces secours qu'il apprit l'anglais, le français, mais surtout les langues anciennes; et sans parler du grec et du latin, qu'il posséda bientôt, il approfondit l'hébreu et le syriaque. Néanmoins, la plus chère étude de cette famille savante était la poésie d'Homère, et la connaissance des livres saints, sans que pour cela le jeune Welcker se destinât aucunement à la théologie. On ne pensa point qu'après tant de travaux il y eût lieu de lui faire des études aux écoles inférieures, il n'y parut que pour être professeur après avoir été fort peu de temps élève de l'université de Gießen. Toutefois, il

et où il passa deux ans dans l'intimité de l'illustre Zoega. Là son savoir se vivifia par l'étude des antiques; il ne fut pas seulement un philologue; il se naturalisa chez les nations qui ont disparu de la terre, se familiarisa avec les monuments qu'ils nous ont laissés, et retrouva en quelque sorte dans les tombeaux tous ces hommes des anciens jours. Un malheur imprévu le rappela au *Pädagogium*, ou école de Giesen; son jeune frère, chargé de l'y remplacer, mourut subitement. A son retour Welcker fut nommé professeur d'archéologie et de littérature grecque à Giesen, où il était encore quand l'Allemagne se leva pour secouer le joug de Napoléon. Il fit comme les Niebuhr, les Schleiermacher, les Arndt, etc.; il marcha au combat, et mit en pratique les exemples qu'il avait enseignés. Après cette campagne, si glorieuse pour la nation, si ignominieuse pour les souverains qui ont trahi les promesses de liberté, au moyen desquelles ils avaient excité l'enthousiasme universel, Welcker fut nommé professeur à Goettingue. Ce fut là qu'on l'admit à la société royale des sciences. Depuis 1819, il est, comme le disent les biographies allemandes, l'un des principaux ornemens de l'université de Bonn, et son activité ne se démentit pas un seul jour. Deux fois il a été l'objet de persécutions politiques; et deux fois il a été reconnu que son patriotisme s'était renfermé dans de généreuses théories émises avec franchise, sans prendre part à aucune meûre de faction. M. Welcker appartenait tout entier aux siècles écoulés; nous allons jeter un coup-d'œil sur ce qu'il a fait pour l'illustration du nôtre. Il débuta par un essai de traduction des *Argonautes orphiques*, qui parut en 1804, dans *Le Mercure allemand*; puis il imprima à Darmstadt, et en deux volumes, les *Comédies d'Aristophane*, de 1811 à 1812. En 1810 aussi, il inséra dans le musée de Hencker, les *Épigrammes de Jérémie*, en vers du rythme grec. Quant aux travaux archéologiques, les *études sur l'art*, que publiaient Creuzer et Daub, reçurent en 1808, une *Dissertation sur les anciennes représentations d'Hermaphrodites*. Les traités de M. Welcker sont dispersés dans divers recueils. On en lit de très curieux dans les *Bes-reliefs de Rome*, par Zoega, dont il a aussi publié la vie et la correspondance, puis dans différentes éditions savantes d'auteurs classiques. Voici les titres de quelques publications séparées: *Fragmenta Alcmæanica lyrici*, ou fragments du lyrique Alcmæan, Giesen, 1816; *Hippocratis et Anaxii fragmenta*, Goettingue, 1816; *De Erinna et Corinna poetris*, ou Corinne et Erinna, femmes poètes; *Sapho justificata d'un préjugé dominant*, 1816; *Fragmenta de Théganis*, Bonn, 1826. Reuni à Jacob, M. Welcker donna un excellent travail intitulé: *Philostrati imagines et Callistrati statua*; il parut à Leipsick des 1823. C'est un trésor de goût et d'érudition; mais le plus célèbre de ses écrits est celui qui a pour objet la trilogie d'Eschyle (*Prométhée*). Les vœux de M. Welcker furent combattus vivement par Hormann. Ce livre parut en 1824, et en 1826 l'auteur y fit un supplément. En 1824 encore, il imprima sa *Colonia crœtica à Thèbes*, ou *Cadmus et la déesse Europa*, production non moins célèbre. En 1827, il publia une description des objets que renferme le musée de Rome; en 1828, il inséra, dans les *Annales de philologie*, une dissertation sur Sapho, Alcée et Stésichore; en 1829, il communiqua au *Musée du Rhin* de Niebuhr un examen de l'*Ajax* de Sophocle, et à la *Gazette des Ecoles*, de Darmstadt, des recherches sur Epicharme, sur la Thébade homérique, sur les Epigones, sur Linus, sur Médée, sur Chiron. Ses communications continuent encore à enrichir cet excellent journal: celui de Tubingen, intitulé: *Kunstblatt*, lui doit beaucoup d'explications d'ouvrages d'arts. Les annales de l'institut archéologique de Rome renferment quelques morceaux rédigés en français par M. Welcker. Tel est celui où il traite de la *Table d'icques*, tel encore celui sur *Hecate* et *Eros traînés par des griffons*, puis *Erus conduits dans l'Olympe*, enfin *Euploca* et les remarques sur la coupe de Sosios.

*Littéraire d'États*, et depuis 1811, aux annales de Heidelberg. Il existe beaucoup d'articles de lui dans les *Annales savantes* de Goettingue (de 1817 à 1819), où ils sont signés *W*; enfin il publia depuis 1811, le concert avec le docteur professeur Nitzke, un recueil philologique intitulé *Musée du Rhin*, et en 1821 il revint à un ancien écrit sur l'avenir de l'Allemagne, publication qui fut pour lui l'occasion de maintes persécutions. — WELCKER (Carnazza-Tuisson), frère du précédent, député aux états de Baden, est né à Oberfleiden, village près de Marburg, le 30 mars 1792. Il fit ses premières études à Giesen et à Heideberg. Il n'avait pas encore quitté l'université que déjà il avait rédigé un ouvrage historique et philosophique sur le droit, le gouvernement et la législation possible, il donna ensuite une dissertation pour interpréter la loi IX<sup>e</sup> de *Negotii gestis* combinée avec la loi LI<sup>e</sup> de *Diocesis regulis juris*; elle parut ainsi à Giesen en 1811. L'année suivante il composa un *Discours aux princes et aux peuples pour la liberté de l'Allemagne*, et fut nommé professeur; d'abord à Giesen, puis à Kiel, dans le Holstein. En 1816, il passa en la même qualité à Heidelberg; en 1818, à Bonn; en 1822, à Fribourg, où il finit par être victime des persécutions que les doctrines suscitées à son inébranlable patriotisme. M. Welcker a publié, avec Dahlmann et Falk, le *Journal de Kiel*; il est collaborateur des gazettes littéraires de Leipzig, etc. Comme son frère, il eut à répondre des accusations de menées démocratiques; c'est ce qu'il fit dans un écrit imprimé à Stuttgart, en 1821. En 1820 il prononça un discours sur les rapports qui doivent exister entre les pouvoirs civils, l'état et l'instruction publique. L'année suivante, il joignit à ces autres ouvrages un livre fort remarquable, qui cependant ne doit être que le premier volume d'une série de publications sur la législation et le droit public. C'est l'*Encyclopédie et la méthodologie universelle, juridique et politique*, ouvrage qui a fait beaucoup de sensation et dont plusieurs journaux français ont rendu un compte très favorable. En 1823, il revendiqua avec énergie la liberté de la presse avec toutes ses conséquences, démontrant que le droit, la morale et l'intérêt public la réclamaient. Ce fut lui qui, à la chambre, parla sur ce sujet; son rapport est imprimé. Il proposa de plus un meilleur système de dévouement à l'autorité; et si l'on ne se rappelle pas tout cela, on se rappelle au moins le repos de l'Allemagne contre toute agression, et qui serait moins dépendant pour le peuple. Il émit aussi des vœux profonds et capot pour resserrer entre les peuples allemands le lien national. Mais toutes ces idées étaient au profit de la liberté. Welcker devint l'objet de la méfiance du pouvoir; la diète déchargea toute sa colère sur le *Frisinnige* (Le Libéral), journal qu'il redigeait avec E. de Rotteck. Il subit même un procès politique dans lequel il fut éloquemment défendu par son collègue Duttinger. Mais on ne répondit à leurs arguments que par des exceptions dilatoires, et la cause fut renvoyée indéfiniment. M. Welcker est un grand jurisconsulte; ses travaux à la chambre contribuent beaucoup au progrès de la science du droit.

WELLESLEY (RICHARD-COLLEY, marquis de), est le fils aîné du feu lord Mornington, issu d'une ancienne famille qui tire son origine du roi Ferdinand de Castille. Né en 1760, il fut élevé à l'école d'Eton, et passa ensuite à l'université d'Oxford, où il distingué par son application, et se livra avec succès à l'étude de la littérature ancienne. Il perdit son père le 22 mai 1784, et lui succéda dans son titre. Député membre du conseil privé d'Irlande, il fut, en 1785, envoyé à la chambre des communes par le borough de Berelston, dans le Devonshire, s'attacha à M. Pitt, et fut nommé l'un des commissaires du trésor. Ses discours sur les finances le firent remarquer, et il se rendit très agréable au roi George III, et à la reine. Le jour le fit de nouveau nommer membre des communes par New-Windsor, borough entièrement dépendant du roi. Il se montra un des ardeurs les plus décidés de la révolution française; chaque commissaire pour les affaires de l'Inde, en 1797, un baron anglais, et nommé gouverneur général des pa-

raison anglaise dans l'Inde, et successeur du sir John Gore. Des son arrivée il déploya beaucoup d'énergie, et prit des mesures décisives et efficaces pour assésiner Tipoo-Sahib, l'ennemi le plus redoutable de la puissance anglaise dans l'Inde. Le cabinet anglais voyant Bonaparte maître de l'Egypte, craignit qu'il n'envoyât des secours à Tipoo pour attaquer les Anglais dans l'Inde. Rien n'étoit plus chimérique; néanmoins le nouveau gouverneur fit occuper et fortifier l'île de Perim, à l'entrée du détroit de Bal-el-Mandeb; mais n'étant pas encore en mesure, il négocia avec Tipoo pour l'engager à garder la neutralité. Le sultan eut l'imprudence de repousser ces ouvertures, et comptant trop sur ses forces et sur le puissant secours qu'il attendait de la France, il se prépara à soutenir une guerre qui devait lui coûter le trône et la vie. Wellesley voulant frapper un coup décisif, ordonna au général Harris de marcher rapidement sur Seringapatam, capitale de Tipoo. Après un mois de siège, cette ville fortifiée fut prise d'assaut; Tipoo-Sahib, trahi par un de ses généraux, fut tué, à ce qu'on croit, par un des siens, au moment où ce vaillant chef combattait avec intrépidité. Les Anglais partagèrent ses états entre eux et leurs alliés. Wellesley reçut en récompense le titre de marquis irlandais, et fut autorisé par le roi d'Angleterre à ajouter aux armoiries de sa famille l'étendard du sultan du Malabar. Après cette conquête, le marquis de Wellesley, décidé à abattre la puissance des Mahattes, déjà divisés entre eux par les intrigues anglaises, leva une armée de cinquante-cinq mille hommes, conquit en trois mois tous les pays situés entre le Djouma et le Gange, et força Scindiah et le Rajah de Berrar, à se soumettre à d'humiliantes conditions de paix (V. Wellington). En 1801 le marquis de Wellesley avait envoyé une expédition par le ruer Rouge contre les Français. Le corps de troupes commandé par sir David Baird, débarqua, et entra en Egypte après l'évacuation de ce pays par le général Menou. Pendant son administration il établit un college à Calcutta. Il chercha à étendre la liberté de commerce dans l'Inde, et essaya de restreindre les privilèges de la compagnie, ce qui mécontenta plusieurs des directeurs. En 1805, il fut rappelé, à sa demande, et eut pour successeur lord Cornwallis. Le marquis de Wellesley ne s'est point enrichi dans l'Inde, mais il y a dépensé des sommes énormes en représentation fastueuse, et en étalant un luxe qui dédaignait même les Asiatiques. On l'accusa d'injustice envers plusieurs princes indigènes, et surtout envers le nabab d'Aoudé, d'actes despotiques et de dilapidations. M. Pauli, dans la chambre des communes, dressa un acte d'accusation contre le marquis de Wellesley, qui n'eut point de suite. Comment en eût-il condamner le vainqueur de Tipoo, de Scindiah, de Holkar et des Malattes? Pour détruire de si redoutables ennemis tous les moyens ont dû paraître légitimes aux yeux des Anglais; le seul crime d'un gouverneur général est de négliger les intérêts de la compagnie et ceux de l'Angleterre. Le marquis de Wellesley accrût de douze millions de livres st. (300,000,000 fr.), la dette de la compagnie des Indes. Elle lui accorda une pension viagère. Il fut nommé par le roi, chevalier de l'ordre de Saint-Patrice, et plus tard décoré de celui de la Jarretière. En 1807, le duc de Portland étant premier ministre, le roi offrit au marquis de Wellesley la place de secrétaire d'état, qu'il refusa. En 1809, il accepta l'ambassade d'Espagne, et se montra habile négociateur auprès de la junte espagnole. Toutefois il échoua dans la négociation tant de fois entamée pour mettre les Anglais en possession de Cadix. A la mort du duc de Portland, il remplaça Canning au département des affaires étrangères, et prêta un grand appui à la cause espagnole. En 1812, il quitta le ministère, mécontent de n'avoir pas été nommé premier lord de la trésorerie, ou premier ministre. M. Perceval eut cette place, et le prince régent chercha à retenir le marquis au ministère; mais celui-ci insistait sur sa démission, disant qu'il voulait bien travailler avec M. Perceval, mais jamais sous lui. Après la mort de M. Perceval, le marquis de Wellesley ne voulut point faire partie du ministère de lord Liverpool,

passa à l'opposition, et plaida avec chaleur la cause des catholiques irlandais dont il sollicita l'émancipation, le 21 avril 1812. Le 1<sup>er</sup> juillet suivant, dans un discours éloquent, il revint à la charge, et sa proposition ne fut rejetée qu'à la majorité d'une voix: tous les évêques, les ministres, et les ducs du sang royal, celui de Sussex excepté, votèrent contre l'émancipation des catholiques. Il blâma la conduite des ministres dans la guerre d'Espagne, et prouva que leur système « avait été timide sans prudence, et sordide sans économie. » En 1817, il protesta énergiquement contre la suspension de l'acte des corporations. En 1822, nommé lord lieutenant d'Irlande, il s'y conduisit avec sagesse et fermeté, reprima les orangistes, défendit d'armer, tous les ans, la statue du roi Guillaume, à Dublin, de rubans orange, pour éviter les rixes entre les protestants et les catholiques, et changea presque tous les magistrats du pays. Le parti orangiste irrité, insulta le lord lieutenant, et étant dans sa loge au théâtre de Dublin, plusieurs factieux lancèrent contre lui des pierres et d'autres projectiles. En 1826, il proposa un système d'économie applicable à toutes les branches de l'administration, et particulièrement à l'état militaire. Le marquis de Wellesley a beaucoup d'esprit et des connaissances étendues; il est affable, d'un commerce facile et agréable, et très propre aux fonctions diplomatiques. Il épousa, en 1793, M<sup>lle</sup> Holland, artiste de l'Opéra de Paris, et a eu de cette dame plusieurs enfants. Ils se séparèrent par accord mutuel en 1810. Le marquis de Wellesley a publié les écrits suivants : 1<sup>o</sup> *Discours sur l'adresse de la chambre des communes*, 1794; 2<sup>o</sup> *Notes sur la paix conclue avec les Mahattes*, 1814; cet ouvrage contient un précis des affaires de l'Inde; 3<sup>o</sup> *Lettres au gouvernement du fort Saint-George, relatives à la forme de gouvernement établie*, 1812; 4<sup>o</sup> *Lettres aux directeurs de la compagnie des Indes orientales, sur le commerce de l'Inde*, 1812. Il a beaucoup écrit dans les journaux politiques en gardant l'anonyme. Depuis plusieurs années il a cessé de prendre une part active aux affaires publiques. Il vient d'être nommé vice-roi d'Irlande (septembre 1833).

WELLETA SELASSIE (ou ras [prince] WELLETA SELASSIE), vice-roi en Abyssinie. Il était fils du gouverneur du Tigré, Kella-Jésous; mais il éprouva beaucoup de vicissitudes avant de gouverner à son tour cette même province. Il avait environ vingt-quatre ans, lorsque, en 1770, époque du voyage de Bruce, il se trouvait dans une sorte de disgrâce à la cour de Gondar. Cependant, il ne tarda pas à commander l'escorte des caravanes pour le commerce du sel; mais il perdit ce poste de quelque importance quand le Tigré fut au pouvoir de Michel, et s'étant réfugié dans des lieux presque inhabités, il y vécut, dit-on, de pillage. Un jour il se présenta pour combattre seul deux officiers, quels qu'ils fussent, de l'armée de Michel; le delf ayant été accepté par dix braves, il les perça des deux épées qu'il maniait en même temps, et la singularité de ce combat le fit regarder comme destiné à de hautes faits d'armes. Emprisonné dans le Tigré, même après la mort de Michel, et réduit à se réfugier chez les Gallas, il s'y mit en état de faire une excursion dans le canton d'Endoria, dépendant du Tigré, battit les troupes qu'on lui opposa, et parvint à établir à Gondar même un prince qui lui était favorable. Alors il fut ras, et bedwudet, ou grand intendant du palais. Salt et le voyageur Pearce ont parlé de lui dans leurs relations. Ce dernier seconda Wellela Selassie dans ses guerres, particulièrement contre les Gallas, en 1807. Ce ras reconnaissait qu'il avait besoin de quelques Européens pour pointer les canons. Il sentait même combien il restait de progrès à faire en Abyssinie dans la civilisation, et il disait, surtout au sujet de la religion, que les ténèbres du pays ne céderaient qu'à des lumières venues d'Europe. Pour lui il professait ce christianisme encore semi-judaïque, auquel on reste attaché dans cette région où l'islamisme a fait néanmoins des progrès. Une réforme n'y serait pas moins indispensable dans les traitements réservés aux vaincus. La conduite de ce ras en fournissait elle-même des preuves: il est vrai

il eut triomphé d'eux, en 1807, on mutila les morts, au nombre de dix-sept cents, et on forma devant lui un trophée de leurs membres. Il faut observer toutefois que si, malgré toute son influence à la cour de Gauder, où il paraît même avoir eu à sa solde particulière, comme prince du Tigré, jusqu'à trente mille hommes, il n'a pas aboli des coutumes inutilement barbares, du moins il usait de clémence envers les prisonniers. Ce témoignage lui est rendu par Pearce même, qui l'a servi sans enthousiasme, et qui n'en dit pas toujours beaucoup de bien. « Cet homme si puissant, ajoute Pearce, et qui se bat supérieurement, mais qui est un grand menteur, vit de la manière la plus chétive, comme un pauvre juif. » Salt en a parlé plus avantageusement, et a paru très satisfait de ses procédés. « Plusieurs fois, dit-il, les Welleta a pardonné à ceux qui avaient conspiré contre lui, et même en recidive. Il est dans son caractère imposant de mépriser toute tentative de révolte. Sa promptitude d'esprit, sa physionomie expressive, et le ton du commandement contenu dans le respect ceux qui l'entouraient. Lorsqu'il avait rendu la justice, ce dont il s'occupait avec soin, et lorsqu'il avait expédié, comme ministre, les affaires de l'empire, son délassement ordinaire était le jeu d'échecs. » Au départ de Salt, Welleta Selassé lui remit une lettre pour le roi d'Angleterre, désirant qu'il y eût quelque alliance entre les deux pays; mais avouant que le commerce répondrait difficilement au Abyssinie aux vœux des Anglais, à cause des troubles continuels de la plupart des provinces, et surtout si les musulmans restaient maîtres des rives du golfe Arabe. Instruit dans les vieilles traditions des gouvernements absolus, Welleta Selassé adoptait cette maxime, que les hommes sont entrepreneurs et indociles, quand leur estomac est trop bien rempli. Ce prince mourut vers l'année 1816. Les détails qui le concernent se trouvent principalement dans le *Voyage de Salt en Abyssinie*; la traduction française a paru en 1816, en deux vol. in-8.

WELLINGTON (ARTHUR WELLESLEY, duc de), quatrième fils de Gerard-Colley Wellesley, comte de Mornington, et d'Anne Hill, fille du vicomte Dunganon, naquit à Dungan-Castle, en Irlande, le 1<sup>er</sup> mai 1769. Elevé d'abord au collège d'Eton en Angleterre, il fut ensuite envoyé en France à l'école militaire d'Angers. Entré au service en 1787, il franchit rapidement les premiers grades d'officier. En 1794, il faisait partie de l'expédition de lord Moira à Ostende, et commandait une brigade sous les ordres du duc de York pendant la retraite de Hollande. Son frère, depuis marquis de Wellesley, ayant été nommé gouverneur général des possessions anglaises dans l'Inde, sir Arthur l'accompagna en 1797; il y arriva assez à temps pour assister à la bataille de Mallavelli, où les Anglais défirent Tipoo-Sahib. Après la prise de Seringapatam, sir Arthur Wellesley en fut nommé gouverneur. Il se battit ensuite contre le chef de partisans Houdiah-Wangh qui venait de faire une incursion dans les terres de la compagnie avec cinq mille cavaliers. A la tête du 4<sup>e</sup> régiment de cavalerie, sir Arthur les charges, les dispersa, et tua le chef de sa main. Peu après il fut nommé major-général. Alors survint la guerre contre les Mahrattes orientaux que le cabinet de Saint-James était parvenu à détacher de leur alliance avec les Mahrattes occidentaux. Les Anglais devinrent les alliés du Peischoua, détachent sir Arthur Wellesley à la tête d'un corps de douze mille hommes au secours de Pounah, sa capitale; il fait sa jonction à Akloos avec les troupes du Nizam, et par une marche rapide, parvient à sauver la ville, que Amrat-Rao se proposait d'incendier, après l'avoir livrée au pillage, pour punir le Peischoua d'avoir déserté la cause commune. Scindiah et le rajah de Berar s'étant réconciliés avec Holkar, s'avancèrent avec des forces considérables contre l'armée anglaise. Une affaire sanglante eut lieu près du village d'Assay; l'issue resta pendant quelque temps douteuse, et le général anglais était sur le point de perdre la bataille, lorsque par deux charges hardies il réussit à enfoncer l'ennemi, qui se retira en désordre, après avoir abandonné son matériel d'ar-

d'Argonne, et l'empire de la victoire importante de Grouillipar. Il déploya dans cette campagne beaucoup d'audace et d'activité. Les habitants de Calcutta le élevèrent à ce sujet un beau monument dans leur ville, et son souverain le crut chevalier de l'ordre du Ban. En 1805, sir Arthur Wellesley revint en Angleterre, eut le commandement d'une brigade qui fut envoyée dans le Hanovre en 1806. En 1807 il fut nommé député à la chambre des communes par la ville de Newport (île de Wight); l'année suivante, il fut désigné pour aller commander la réserve de l'armée envoyée contre le Danemark sous lord Cathcart. Il contribua au succès de l'affaire de Kioega, et fut ensuite chargé par le général en chef de la capitulation de Copenhague. Dans le courant de 1808, il fut question d'envoyer une forte expédition à Buenos-Ayres, pour s'emparer de ce point important, et engager les habitants à se déclarer indépendants de l'Espagne. Le général Miranda, qui avait consacré toute sa vie à la cause de l'indépendance de l'Amérique espagnole, sa patrie, résidait alors à Londres, et était l'âme du projet; car c'était sur lui et sur ses nombreux amis que le gouvernement anglais comptait pour la réussite de l'expédition. Forcé de s'entendre avec Miranda, sir Arthur Wellesley eut avec lui de fréquentes conférences, dans lesquelles fut question de la forme de gouvernement qu'il conviendrait d'adopter à Buenos-Ayres. Miranda soutenait qu'une république était le gouvernement le plus convenable pour le pays, mais le seul possible, attendu qu'il n'existait sur les bords de la Plata d'aristocratie héréditaire, ni aucun élément monarchique; le système municipal électif était la seule solution espagnole qui pût servir de base à un gouvernement indépendant. Les raisons et les arguments de Miranda étaient sans réplique; mais le caractère et les opinions du général anglais le rendaient trop incliné au despotisme pour qu'il pût se résoudre à voter dans les vues de l'illustre et respectable républicain. Dans une des dernières entrevues, poussé à bout par les vives instances de Miranda, sir Arthur, ne sachant quelle réponse faire à la question péremptoire: « Quel gouvernement prétendez-vous donc établir à Buenos-Ayres? » mit la main au poigniveau de son épée: « Jamais, s'écria-t-il, je ne la tirerais pour la cause de la liberté. » Ce trait que l'auteur du présent article tient de la bouche même de Miranda, donne le caractère de la conduite que sir Arthur Wellesley a tenue depuis en Europe. L'insurrection espagnole contre les armées de Napoléon et celle du Portugal, furent au cabinet anglais l'occasion d'une nouvelle lutte contre la France, et il appuya les efforts de la Peninsule. L'expédition contre Buenos-Ayres, qui était prêt à partir de l'Irlande, fut abandonnée, et Wellesley venait d'être élevé au grade de lieutenant-général, et le commandement général des troupes. Il se rendit d'abord à la Corogne, et offrit à la junte le secours de troupes anglaises; mais les patriotes galiciens, après la défaite récente de l'armée de Cuesta et de Blake à Medina del Rio Seco, refusèrent ces offres, déclarant qu'ils n'avaient besoin que d'armes, et conseillant au général anglais d'aller en Portugal, pour chasser l'armée française commandée par Junot. Après avoir débarqué à Porto, et conféré avec la junte portugaise établie dans cette ville, il se dirigea sur la baie du Mondego, où il effectua son débarquement du 1<sup>er</sup> au 5 août 1808. Après plusieurs entrevues avec le général Bernard de Freire d'Andrade, qui commandait l'insurrection portugaise, les Anglais fournirent à ses troupes un armement et un équipement complet pour ses mille hommes, et Freire mit toutes ces forces à la disposition du général anglais, qui comptait déjà trois mille soldats. Par suite du retard que Leyton avait éprouvé dans sa marche de l'Alentejo, l'armée portugaise, commandée par le général Delaborde, se trouva forcée de livrer, le 17 août, à Roliba, un combat très inégal contre des forces trois fois plus nombreuses que les siennes. Delaborde, malgré son infériorité numérique, tint en échec l'armée de sir Arthur, depuis le point du jour jusqu'après midi, et effectua sa retraite en bon ordre. L'armée s-

prendre le commandement en chef, et lui fit occuper la position de Vimeiro, en attendant le corps de sir John Moore. C'est dans cette position extrêmement avantageuse que Junot vint attaquer les Anglais avec moins de douze mille hommes. Arrivé à huit heures du matin avec des troupes harassées de fatigue, il ne put engager l'action qu'à dix heures, et laissa ainsi à son adversaire le temps de se préparer au combat. L'impétuosité du général français, le courage de ses troupes, ne purent résister au nombre et aux dispositions de l'ennemi. Après un combat acharné et des succès partagés, les Français effectuèrent leur retraite sans être poursuivis. Sir Hew Dalrymple, qui vint remplacer sir Burrard dans le commandement en chef, approuva la convention, signée à Lisbonne le 30, et connue sous le nom de *convention de Cintra*. Il fut stipulé que les Français évacueraient le Portugal avec armes et bagages, et seraient conduits en France aux frais de l'Angleterre; que les Anglais seraient mis en possession de Lisbonne et de tous ses forts, et des places d'Elvas et d'Almeida. L'amiral Sidiavin, alors dans le port de Lisbonne, signa une capitulation particulière avec l'amiral anglais Cotton. Cette convention, hautement blâmée en Angleterre, fut désapprouvée par Napoléon. Sir Arthur Wellesley quitta le Portugal pour aller déposer dans l'enquête ouverte contre sir Hew Dalrymple, et justifia pleinement ce général. Le 22 avril 1809, il revint à Lisbonne, en qualité de commandant en chef de l'armée anglaise en Portugal, et remplaça le général sir John Cradock, qui fut envoyé à Gibraltar. La régence, qui avait été créée par l'influence anglaise à Lisbonne, nomma sir Arthur Wellesley maréchal-général des troupes portugaises, que Cradock et Bessford avaient commencé à organiser. Après avoir recueilli des renseignements positifs sur la force et la position des corps commandés par Soult, Victor et Lapisse, sir Arthur se décida à se porter rapidement contre le premier, qu'il savait être très affaibli par les marches pénibles et les combats continuels qu'il avait été obligé de soutenir contre les troupes de la Romana, et contre les nombreuses forces régulières et irrégulières des Portugais. Le faux mouvement de Lapisse sur Merida, l'éloignement de l'armée de Victor et son inaction rendaient d'ailleurs impossible toute coopération avec l'armée de Soult. Le général anglais arriva à Coimbra, le 3 mai, avec vingt-cinq mille hommes, dont neuf mille Portugais et trois mille Allemands. Le duc de Dalmatie ignorait ce mouvement, qui cependant, assure-t-on, était connu de plusieurs officiers de son armée. Menacé de tous les côtés, ce maréchal n'avait d'autre parti que la retraite, mais elle offrait les plus grandes difficultés. Le général anglais s'était d'abord flatté de pouvoir jeter entre la province de Tras-os-Montes et Soult, une force de trente mille hommes, sous les ordres de Silveira, de Trant et de sir Robert-Wilson, ce qui aurait forcé les Français à se replier sur le Minho, fleuve que le duc de Dalmatie, poursuivi, aurait eu beaucoup de peine à passer; mais on dut nécessairement abandonner ce plan, quand on sut que les Français avaient forcé le pont d'Amarante, mis Silveira en déroute, et l'avaient rejeté au-delà du Douro. Le général anglais changea alors de plan, et, profitant des nouveaux avis donnés par les officiers conspirateurs, il concentra habilement ses opérations, et les mit à exécution avec autant de secret que de célérité, de manière à couper toute retraite au maréchal. Il s'empara du lac d'Ovar, laissa sans défense par les Français, et qui était à sept lieues en arrière de leurs avant-postes, et fit en même temps tourner la gauche de l'armée française. Bessford, réuni à sir Robert-Wilson, délogea Loyson de Peso-dallegoa, tandis que le général en chef attaquait au centre le général Franceschi, dont le sang-froid et l'impétuosité sauvèrent l'armée française. Le 11 mai 1809, les Français soutinrent un combat peu important à Grijo pour couvrir leur retraite au-delà du Douro. Les Anglais passèrent au moyen de nombreux bateaux qu'ils s'étaient procurés à Avintes, après l'occupation du poste important du couvent de Serra, qui com-

parés la nuit du 11 au 12. Soult n'eut que le temps de continuer sa retraite, qui aurait infailliblement été coupée, si le général Murray, envoyé à sa poursuite sur la route de Vallongo, eût osé l'attaquer vigoureusement. Le maréchal Soult, parvint avec beaucoup de peine à franchir les défilés de Salamonde; traversa Ponte-Nova (Pont-Neuf), que les Portugais avaient presque entièrement coupé, arriva à Montalegre, le 17, passa la frontière, le 18, à Allarits, et entra, le 19, à Orense en Galice. La gloire de cette campagne appartient toute au duc de Dalmatie, malgré les pertes qu'il a éprouvées et l'abandon d'une partie de son matériel de guerre. Le Portugal étant entièrement évacué par les Français, le cabinet anglais voulut profiter de la diversion produite par la guerre d'Autriche, pour porter un coup en Espagne, et ordonna à sir Arthur d'entrer dans ce pays, et de concerter avec la junte et les généraux espagnols un plan de campagne. Il n'avait à sa disposition que vingt mille Anglais, ou Allemands, et la légion lusitanienne de sir Robert Wilson, forte de quatre mille hommes. Le but et l'espoir du cabinet britannique étaient moins d'expulser les Français de Madrid, que d'obtenir la possession si convoitée de Cadix, que le patriotisme prévoyant des Espagnols avait jusqu'à présent refusé de livrer aux Anglais. Pour vaincre cette obstination il ne fallait rien moins que la défaite des armées espagnoles et leur retraite précipitée vers le midi de la Péninsule. Les Anglais se présentèrent alors comme les sauveurs de la junte, et la seule ressource de la cause espagnole, il eût été impossible de leur refuser l'occupation de Cadix, point qui, dans cette supposition, serait devenu la base des opérations militaires. Occupier les Français en Espagne, fatiguer leurs armées et leur faire éprouver de grandes pertes, était tout ce que pouvait désirer le cabinet anglais. Mais convaincu, à cette époque, que l'Espagne devait finir par succomber, ils ne songèrent qu'à s'emparer de Cadix et à conserver Lisbonne. Sans ce but secret, la campagne de sir Arthur Wellesley et la bataille de Talavera eussent été des fautes impardonnables. Le 27 juin 1809, le général anglais leva son camp de devant Abrantes, et marcha en Espagne avec vingt mille hommes et trente bouches à feu. Il fut bientôt rejoint par un corps de dix mille combattants, parti de Lisbonne. A cette époque, Cuesta était à Almaraz avec trente-cinq mille hommes, et Victor à Talavera de la Reyna, avec quatorze mille hommes. Le roi Joseph et le duc de Bellune restèrent pendant dix jours entiers à Talavera sans recevoir aucun secours, tandis que soixante mille hommes marchaient contre lui. Sir Arthur Wellesley, instruit de la position des armées françaises dans le nord de l'Espagne, par des lettres interceptées, et les dépêches saisies sur le général Franceschi qui fut surpris et fait prisonnier, opéra sa jonction avec Cuesta. Après plusieurs affaires dans lesquelles les Espagnols furent battus, le général anglais prit une très forte position près de Talavera. Il plaça les Espagnols à sa droite, dans un terrain presque inabordable, et réserva à l'armée anglaise le soin de repousser les premières attaques. Le roi Joseph, écoutant aux conseils du duc de Bellune, négligea peut-être trop ceux de Jourdan et de Soult, qui étaient d'avis de ne rien entreprendre contre les allies avant l'arrivée de quelques renforts. Ce plan, dont le succès était inimmuable, aurait forcé sir Arthur à une retraite extrêmement hasardeuse, tandis qu'il s'exposait le roi Joseph à aucun inconvénient; mais il était dans la destinée de ce général d'échapper à des dangers qu'il n'avait su prévoir, par les fautes de ses ennemis et la rivalité de leurs chefs. En cette occasion, Victor fit non-seulement échouer le plan parfaitement combiné du Soult, mais décida à livrer bataille, il ne sut pas même tirer parti d'une faute grave, commise par sir Arthur, qui avait laissé sur sa gauche une grande vallée et une montagne inoccupées, par lesquelles on pouvait tourner sa position. Averti de sa faute par l'attaque que les Français dirigèrent sur ces points, dans la



du corps de Wilson à Escalona. Sir Arthur Wellesley eut alors la témérité de marcher contre Soult avec vingt-six mille hommes dont six mille Espagnols. Mais averti du péril qui le menaçait, il se hâta de passer le pont de l'Arzobispo, et de rentrer en Portugal. C'en était fait de lui sans les tâtonnements du roi Joseph, et sans le refus que fit Ney de coopérer avec Soult. Les Espagnols ayant lâché pied au pont de l'Arzobispo, sir Arthur Wellesley prit ce prétexte pour quitter l'Espagne, malgré les offres de la junte qui le nomma capitaine-général des troupes espagnoles, et les prières du marquis de Wellesley, son frère, qui venait de remplacer Frère en qualité d'ambassadeur d'Angleterre en Espagne. Le véritable motif de l'opiniâtreté de sir Arthur était la faiblesse de son armée, et la conviction que par suite des succès de Napoléon contre l'Autriche, l'Espagne serait conquise dans la prochaine campagne, et que l'armée anglaise serait réduite à la défense du Portugal. Cette armée perdit dans cette courte campagne, au-delà de trois mille cinquante hommes tués, morts de maladie, ou faits prisonniers, et plus de deux mille chevaux. On sait cependant qu'elle valut à sir Arthur le titre de vicomte de Wellington. Rentré en Portugal, ils'occupa à mettre à exécution les plans que Dumouritz lui envoya d'Angleterre pour la défense du Portugal, et surtout de Lisbonne, qu'il regardait avec raison comme le point essentiel pour la possession du royaume. Pendant que Beresford poursuivait l'organisation de l'armée portugaise, et la portait au plus grand complet, on fortifiait les lignes de Torres-Vedras, position formidable qui forme la gorge ou plutôt le col de la péninsule à l'extrémité de laquelle Lisbonne est située, et qui présente une étendue d'environ neuf lieues de France. Cent huit redoutes garnies de quatre cent vingt pièces de gros calibre, furent établies sur cette ligne. On pratiqua des escarpements, ou construisit des jetées en pierre sur les rivières, et on prépara des moyens d'inondation; en un mot, l'art profita de tous les avantages que lui offrait le terrain. Le retard inexplicable que mit Napoléon après la paix avec l'Autriche, à envoyer des troupes contre le Portugal, permit aux Anglais de compléter leurs moyens de défense, de manière à pouvoir résister à des forces bien supérieures à celles que Masséna allait diriger contre eux. Après avoir pris Ciudad Rodrigo, ce maréchal marcha sur Almeida, que les Anglais ne cherchèrent point à couvrir, et s'en empara en peu de jours; il se porta ensuite rapidement contre l'armée anglo-portugaise par la montagne de Bussaco et la rive septentrionale du Mondego. Cette manœuvre déconcerta les mesures du général anglais, qui avait pensé que Masséna se porterait sur le flanc droit de l'armée anglaise. Lord Wellington ne sut pas profiter des avantages de sa position pour opposer à son adversaire une résistance vigoureuse; mais, heureusement pour lui, Masséna connaissait mal le terrain; trompé par des officiers portugais qui suivaient son armée, au lieu de tourner Bussaco par la route de Mealhada, il fit l'inconcevable faute d'attaquer cette montagne presque inaccessible. Cette attaque fit perdre beaucoup de monde, et surtout un temps précieux. Masséna reconnut enfin son erreur, tourna la montagne, mais ne poursuivait que très mollement l'ennemi dans sa retraite. L'armée anglaise était encombrée de bagages, et entraînait après elle des milliers de fuyards portugais que sir Arthur Wellesley avait engagés à le suivre avec leurs effets et toutes les provisions qu'ils n'avaient pu détruire. Il est probable que si Masséna eût poursuivi vivement l'ennemi, il aurait pu arriver aux lignes de Torres-Vedras en même temps que lui, et

en cet endroit. Si tantôt toutes ses communications avec la France se trouvaient interrompues, et l'empêchaient de grandes difficultés pour faire subsister son armée. Dans la nuit du 14 novembre, il quitta sa position sans avoir été aperçu par les Anglais, et se porta en outre en arrière, dont Santarém formait le point avancé, et s'y maintint sans être inquiété, jusqu'au 15 mars 1811, qu'il commença sa retraite. Elle se fit dans le meilleur ordre. Ney commandait l'arrière-garde. L'armée française arriva à Sabugal, le 30 avril; eut lieu son dernier combat en Portugal. La campagne étant terminée, lord Wellington fit bloquer Almeida, et se porta sur Badajoz par Portalegre et Campo-Maior. Il y arriva le 30 avril, et donna l'ordre de commencer le siège de Badajoz; bientôt appelé dans le nord par sir Brent Spencer, à qui il avait laissé la direction des opérations contre Almeida, il se hâta de rejoindre son armée, et arriva à temps pour soutenir la bataille de Fuentes d'Onor, des 5 et 6 mai, bataille vaillamment disputée. Wellington n'occupait une position qui ne lui laissait point de retraite, si Masséna avait su profiter des avantages obtenus au commencement du combat; mais ce général, mécontent de Napoléon, et devenu tout-à-fait insensible à la gloire, n'était plus l'enfant gâté de la victoire, ni l'énergique guerrier des campagnes d'Italie. Les alliés, quoique inférieurs en nombre, conservèrent le village de Fuentes de Onor, et Masséna opéra lentement sa retraite sur Ciudad Rodrigo. Lord Wellington se rendit de nouveau à Badajoz, et y arriva peu après la bataille d'Albuhera dans laquelle Beresford, à la tête des Anglo-Portugais et des Espagnols, avait repoussé le maréchal Soult. Le siège de Badajoz fut poursuivi: deux assauts donnés au fort San-Cristoval, furent vigoureusement repoussés par les Français: lord Wellington apprenant que le duc de Dalmatie s'avancait pour couvrir la place, leva le siège, et se retira en Portugal. Il se rendit ensuite dans le nord, et alla mettre le siège devant Ciudad Rodrigo. Cependant Marmont, qui avait succédé à Masséna dans le commandement, réussit à faire entrer un convoi dans la place, força Wellington à se retirer sur Fuente-Guinaldo, et ensuite sur Alfayates, en Portugal: les Anglais prirent leurs cantonnements derrière le Coa. La marche retrouvait des armées françaises vers le midi et l'est de l'Espagne permit alors au général anglais de cerner de nouveau Ciudad-Rodrigo. Après 11 jours de tranchée, il leva l'assaut, et s'empara de la place, le 19 janvier 1812. Les Portugais y déployèrent un grand courage. Vers cette époque, le prince régent de Portugal, mit toutes les ressources du pays à la disposition de lord Wellington et du maréchal Beresford. Pendant l'année 1812, Napoléon ayant retiré d'Espagne les meilleures troupes pour la campagne de Russie, les Anglais mirent de nouveau le siège devant Badajoz, et s'en emparèrent. Wellington passa ensuite le Tage, et entra en Castille avec une armée formidable et un grand matériel de guerre. Les Français ne pouvant tenir sur la ligne de la Tormes, évacuèrent Salamanca, et mirent le Duero entre eux et Wellington. Marmont, qui avait été rejoint par la division Bonnet, attira les Anglais vers Toro, passa le Duero au moyen d'une contre-marche, près de Tordesillas, et commença une suite de manœuvres bien conçues, et exécutées avec précision; mais il ne voulut pas attendre la jonction des armées du centre et du nord avec la sienne, et quoiqu'il n'eût pas beaucoup au-delà du tiers des troupes de Wellington, il passa sur la gauche, résola à livrer bataille. Le général anglais, qui avait pris position près des Arapiles, voyant que le flanc gauche de Marmont manœuvrait pour envelopper la droite des alliés, alla

elle venait d'être affaiblie, la culbuta, et s'emporta la victoire. Elle fut incontestablement due à la grande supériorité numérique des alliés. Cette bataille, dite de Salamanca ou des Arapiles, fut livrée le 21 juillet 1813. Wellington, après avoir poursuivi faiblement les Français jusqu'à Valladolid, repassa subitement le Duero, et marcha sur Madrid. Son but était de produire une grande impression sur le moral des Espagnols, et d'obtenir enfin le commandement en chef de leurs armées. Les Français avaient évacué Madrid, et s'étaient la nuit qu'environ deux mille hommes au Retiro. Wellington y fit son entrée triomphale; mais bientôt Soult leva le siège de Cadix, abandonna l'Andalousie, et se disposa à marcher contre Wellington, tandis que Souham, qui avait succédé à Marmont, s'avancit sur Burgos. Wellington, après avoir eu vain cherché à emporter le fort de Burgos vaillamment défendu par le général Dulreton, commença sa retraite sur le Portugal. Poursuivi par le corps de Souham et quelques troupes de l'armée du nord, il fut atteint au-delà de Tormes par l'avant-garde des armées d'Andalousie et du centre. Wellington avait si mal calculé leurs marches, qu'il se trouva, entre Salamanca et Ciudad-Rodrigo, débordé par sa droite de trois à quatre lieues. Deux de ses divisions étaient séparées du reste de l'armée par le torrent de San-Muno, les bagages et l'artillerie embarrassaient sa marche, et le temps le plus affreux rendait sa situation extrêmement périlleuse. L'immobilité de l'armée française pendant quarante heures, sauva le général anglais. En 1813, Wellington, comble d'honneurs, se rendit à Cadix, et fut enfin investi du commandement en chef des armées espagnoles. Les opérations qu'il exécuta pendant l'été de 1813 sont peut-être son plus beau titre de gloire. Tandis que le roi Joseph et sa suite croyaient avoir le temps de faire parvenir en France leur riche bagage, Wellington trompa les Français retranchés derrière le Duero, par une attaque de front simulée, passa ce fleuve au-dessous, tourna la position, et se porta rapidement avec quatre-vingt mille hommes par la Vallée du Duero sur Vittoria, y surprit l'armée française dans un bassin où il lui était impossible de combattre avec avantage, encombrée d'équipages, et fort affaiblie par des détachements employés à escorter des convois en France. Ce fut plutôt une déroute qu'une bataille; le roi Joseph et son état-major eurent de la peine à s'échapper. Les Français perdirent les bagages et toute l'artillerie. Elle eut lieu le 21 juin 1813. Cette victoire valut à Wellington le grade de maréchal. Le 15 juillet, le maréchal Soult prit le commandement de l'armée française, et eut, le 25, à Saint-Jean-pied-de-Port, un engagement avec le général Wellington dans lequel les Anglais furent repoussés. Le même jour ils essayèrent en vain de prendre Saint-Sébastien d'assaut. Le 26, il y eut une nouvelle bataille à Pabaldica, le 27 à Ortiz, et, le 28 à Sorauren. Wellington parvint à repousser le maréchal Soult par la Vallée de Lans, San Estevan et Etcholar, sur Ainhorre et Sarre. Le 31 août, Saint-Sébastien fut pris d'assaut par les Anglais et les Portugais; les habitants, qui leur tendaient les bras comme à des libérateurs, furent traités avec une barbarie inouïe; la ville fut livrée au pillage, et le commandant anglais y laissa commettre les plus horribles excès. Le 7 octobre, Soult fit en vain une tentative pour débloquer Pampelune. Le même jour, Wellington passa la Bidassoa. Pampelune capitula le 31. Après plusieurs combats, les Anglais s'emparèrent de Saint-Jean-de-Lux, et de Ainhorre. Le 6 décembre, ils passèrent la Nive à Cambo et Ustaritz; le 7 et le 8, ils repoussèrent les Français, qui cherchèrent à détruire la tête de pont sur la Nive, pour essayer de reprendre Saint-Jean-de-Lux. Le 10, il y eut un combat près de Bayonne, et le 15 eut lieu une affaire générale sur la rive droite de cette rivière, devant le camp retranché de Musorolle; Wellington ayant refusé à gagner une position sur la rive gauche de l'Adour, se rendit maître de la navigation de ce cours d'eau, et força Soult à abandonner Bayonne. Le 17 janvier 1814, Wellington passa la Joyeuse, et

le maintint jusqu'au 5 février. Ce jour même, il y eut une affaire qui fut bientôt suivie de la bataille d'Orthez (13 février), par suite de laquelle le duc de Dalmatie opéra sa retraite avec précipitation par Saint-Sever, Vic-Bigorre, Tarbes, Tournay, Montrejean, Saint-Gaudens et Mareit, et prit position à Toulouse. Le 23 février, Wellington passa l'Adour, et le 24, le général Hope investit la citadelle de Bayonne. Les Français n'ayant pas assez de troupes pour tenir la route de Bordeaux, un détachement de l'armée anglo-portugaise aux ordres de Dalhousie, entra dans cette ville le 12 mars. Enfin le 10 avril, le général anglais attaqua le maréchal Soult, qui n'avait qu'environ trente-six mille hommes. Les Anglais furent repoussés, et éprouvèrent de grandes pertes. Ce ne fut que le 19, et après la retraite du maréchal Soult, qu'ils occupèrent Toulouse. Pendant qu'on se battait dans cette position, le général Thouvenot, gouverneur de Bayonne, fit une sortie dans laquelle fut pris le général anglais Hope, qui commandait le siège. L'occupation de Paris par les alliés, l'abdication de Napoléon et le traité de Paris, mirent fin à cette longue lutte. Les succès de Wellington pendant la guerre de la péninsule furent plutôt le résultat de la méintelligence des généraux français, que celui des connaissances stratégiques du général anglais: il est toutefois juste de convenir que Wellington, à défaut de talents militaires du premier ordre, déploya souvent une étonnante activité et une persévérance à toute épreuve: il montra beaucoup de sang-froid, et développa quelquefois de l'habileté dans le choix de ses positions. Il doit une partie de ses succès au général Hill et au maréchal Beresford, qui le secondèrent puissamment dans toutes les opérations de cette guerre. Le 23 juin, le duc de Wellington revint à Londres, et reçut, pour la douzième fois, les remerciements de la chambre des communes, dont une députation se rendit à sa résidence de Hamilton-Place. Le parlement lui avait successivement, et à diverses reprises, voté d'abord quatre mille livres sterling de pension viagère (c'est mille francs); puis des gratifications montant à six cent mille livres sterling (quatre millions de francs). Le prince régent d'Angleterre l'avait créé baron, vicomte, comte, marquis de Douro, duc de Wellington, puis enfin duc maréchal. Le régent de Portugal lui avait conféré le titre de marquis de Torres Vedras et celui de duc de Vittoria; les cortès espagnoles voulurent aussi lui en donner un, et le nommèrent duc de Ciudad-Rodrigo avec le riche domaine de *Soto de Roma*. Le 5 juillet 1814, il fut envoyé au congrès de Vienne en qualité d'ambassadeur d'Angleterre, et il y trouva lors du retour de Napoléon de l'île d'Elbe. Nomme alors *généralissime des armées européennes*, par les souverains alliés, il se recruta en toute hâte en Belgique, et établit son quartier général à Bruxelles. Il y était depuis plus de quinze jours dans une parfaite sécurité, ne soupçonnant pas la vigoureuse attaque que Napoléon méditait contre lui. Le 15 juin 1815, le duc de Wellington assaillit, avec son état-major, à un grand bal donné dans cette ville, lorsque deux messages du général Blücher vinrent lui apprendre la marche et les premiers succès de l'armée française à Ligny-sous-Fleurus; la défaite de l'avant-garde anglaise par le maréchal Ney, aux Quatre-Bras, et les pertes que les alliés venaient de faire dans ces deux journées. Le duc de Brunswick-Oels, un lieutenant-général et un assez grand nombre d'officiers anglais y furent tués. L'habileté de Ney et le faux mouvement du corps de Drouot-Erlon sauvèrent les Anglais d'une défaite complète. Les Français ne perdirent dans ces deux actions que de treize à quatorze mille hommes tués ou blessés. Les effets qu'aurait dû avoir l'attaque inopinée et si bien concertée de Napoléon furent presque paralysés par la trahison du général Bourmont, chef d'état-major du 4<sup>e</sup> corps, commandé par le général Gérard. Ce transfuge, qui avait demandé avec les plus vives instances à faire cette campagne, déserta dans la nuit du 14, et alla communiquer à l'ennemi le plan de campagne de Napoléon. La pluie, qui tomba par torrents, empêcha l'empereur de poursuivre ses

avantages le 17, et ce retard donna aux Anglais le temps de se retirer par Genappe sur Bruxelles, et de prendre l'excellente position de Mont-Saint-Jean, près de Waterloo. Ce mouvement permit aux Prussiens d'opérer la jonction de leurs corps à Wavre. Le 18 eut lieu la mémorable bataille qui décida du sort de Napoléon, et qui livra une seconde fois la France aux alliés et aux Bourbons. Wellington occupait, avec quatre-vingt-dix mille Anglais, Hanovriens ou Brunswickois, Hollandais et Belges, une position retranchée presque inexpugnable, et avait la certitude que dans le courant de la journée il y serait rejoint par soixante mille Prussiens. Napoléon n'avait que soixante-trente mille hommes, et comptait sur Grouchy, qui, avec trente-cinq mille, devait tomber sur le flanc gauche de Wellington. Malgré l'avantage de la position du général anglais, et l'infériorité numérique de l'armée française, la victoire paraissait assurée dès sept heures du soir; l'ennemi avait éprouvé des pertes presque doubles, et déjà le désordre se mettait dans les rangs anglais; leurs réserves avaient donné; l'artillerie était retirée en seconde ligne, et dans cet état de choses, la position de Wellington devenait de plus en plus critique: sa retraite offrait les plus grandes difficultés, car il avait sur ses derrières la forêt de Soignes et une seule route pour la traverser. L'arrivée de trente mille Prussiens, sous les ordres de Bulow, décida le sort de la bataille au moment même où une dernière charge était commandée par Napoléon. Les Français repoussèrent le corps de Bulow, mais Blücher étant arrivé avec trente mille hommes de renfort, le flanc droit de l'armée française se trouva débordé, et les Prussiens pénétrèrent même sur ses derrières. Wellington se porta alors en avant; Grouchy ne paraissant pas, les troupes de Napoléon furent écrasées, et la plus grande confusion se mit dans leurs rangs. La perte des alliés fut d'environ trente-quatre mille hommes, et celle des Français à peu près égale; ces derniers perdirent beaucoup d'artillerie et de caissons. Le désastre de Waterloo fut le résultat de l'inconcevable inaction de Grouchy et de l'inébranlable fermeté des troupes anglaises. Dans cette campagne de trois jours, dit Montgaillard, « Wellington a montré toute son incapacité militaire: il n'a fait preuve, ni de talents ni de prévoyance; ses troupes ont combattu avec la plus grande intrépidité: il n'a été leur chef, mais voilà tout; Wellington a assisté à la bataille, il n'a pas remporté la victoire: en résumé, c'est aux Prussiens, mais aux Prussiens parfaitement secondés par l'immobilité de Grouchy, qu'il faut attribuer le principal mérite de cette éclatante journée. » Blücher ayant, avec une très grande célérité, rassemblé et conduit au combat, dans la soirée, ses troupes battues l'avant-veille. « Lorsque Napoléon vit que tout espoir était perdu, il abandonna le commandement de l'armée à ses lieutenants, et partit aussitôt pour Paris. Les suites de ce désastre sont trop connues pour qu'il soit besoin de les rappeler ici. Fouché avait livré la capitale aux ennemis de la France; Wellington y fit son entrée le 4 juillet 1815. Napoléon a dit de ce général: « que la fortune avait plus fait pour lui qu'il n'avait fait pour elle. » La gloire de cette journée appartient toute, en effet, aux vaincus: le succès par la fortune. Les vainqueurs ne la durent qu'au hasard et à la trahison. Le lieutenant général anglais Scott, dans sa *Relation de la bataille de Waterloo*, convient que sans la pluie, qui empêcha Napoléon de fondre sur les Anglais dans la journée du 17, c'en était fait de Wellington et de son armée. L'arrivée opportune du corps de Grouchy aurait eu à peu près le même résultat. Cette bataille, qui a fait triompher la coalition, n'a donc rien ajouté à la gloire de son généralissime. Après la capitulation de Paris, Wellington reçut du parlement un don de deux cent mille livres sterling (cinq millions de francs). Tous les souverains le décorèrent de leurs ordres, et lui conférèrent de hautes dignités. Alexandre lui donna l'ordre de Sainte-Anne de première classe, en y ajoutant un cadeau d'un million de francs. Le roi des Pays-Bas, lui conféra le titre de prince de Waterloo, transmissible à ses descendants, avec une dotation de deux cent mille

florins de Hollande, consistant en bois de entre Nivelles et les Quatre-Bras. La régence gal lui avait fait cadeau d'un magnifique d'argenterie, ciselé d'après les dessins du peintre portugais Sequira, estimé environ millions de francs. Le duc reçut aussi un trait (30 novembre 1815), et fit une part bien à la répartition des indemnités, au royaume. Les énormes pertes éprouvées par ce royaume, menues sacrifices et les services égaux que pes avaient rendus à l'Angleterre dans la Péninsule, le Portugal obtint une indemnité à celles qui furent accordées à Paris villes de Brême et de Lubeck. Telle fut la naissance de Wellington envers la nation. Il ne faut pas s'en étonner, l'Angleterre n'eut besoin des Portugais. Wellington fut le commandement de l'armée d'occupation en Le 12 février 1818, rentrant dans son hôtel, à une heure du matin, un coup de pistolet tiré contre sa voiture. Malgré les recherches, on ne put découvrir l'auteur de cet attentat. Le prince régent d'Angleterre lui adressa occasion, une lettre très amicale et affectueuse laquelle il lui exprimait les sentiments d'indignation dont l'avait pénétré l'assassinat. La lettre finissait par ces mots: « vous jouir long temps d'une vie si précieuse tous! C'est le vœu le plus ardent de votre affectueux ami. » On attribue au duc de Wellington une lettre adressée à Castlereagh en mars 1815, quelle il se prononce pour le départ de l'armée, et déclare que cette évacuation ne p'aucun inconvénient pour l'Europe, ni trouble générale. En effet, la famille des Bourbons, la France était un garant assuré de la prépondérance des cabinets de la sainte alliance sur celui d'Autriche. Le duc de Wellington assista ensuite à Aix-la-Chapelle (1818), dans lequel il fit que les troupes alliées quitteraient la France donna une garde d'honneur, comme à un sang, et l'empereur Alexandre le combla de lui rendit plusieurs visites, le créa feld-maréchal, et lui envoya en présent l'uniforme porté lui-même la veille, avec une épée d'honneur. A la mort de Canuing, il entra au ministère, le 23 avril 1827, le commandement l'armée qu'il avait déjà eu après la mort d'York. En janvier 1830 (25), il fut nommé premier lord de la trésorerie. De concert avec il fit enfin passer le bill pour l'émancipation catholiques d'Irlande, et coopéra à des réformes partielles. Dans la politique étrangère, il se lia avec le parti absolutiste du continent, chercha que les moyens d'asservir les peuples au système que Charles X cherchait à imposer en France. On assure qu'il était par d'accord avec Polignac. A la mort de George Wellington devait s'attendre à quitter le ministère, il avait montré peu d'égards pour Guillaume, celui-ci n'était que grand-amiral d'Angleterre, sujet de la bataille de Navarin, livrée en 1827, sur l'ordre du duc de Clarence, l'amiral Cockburn. Neanmoins, William peut-être conservé son poste, par l'influence de la haute aristocratie, sans la quelle il renversa Charles X du trône, dont le roi se fit sentir en Angleterre, et donna l'avant position dont lord Grey et M. Brougham, chefs, et qu'appuyaient les nombreux partisans de la réforme parlementaire organisée dans tout le royaume en sociétés politiques. A l'ouverture du parlement le 2 novembre 1830, le duc de Wellington dans la chambre des pairs qu'il combat le projet de réforme parlementaire de quel qu'il fût. Le 7 du même mois, redoutant la nomination de mécontentement général contre lui lorsque le roi, suivant l'usage, se rendrait au lord-maire, il fit dire au comité de la fête, que le roi n'irait point à la Cité, etc.

c'était pour éviter les dangers d'une émeute organisée. C'était une pure invention du ministère pour intimider le roi. Cette conduite, inexcusable et maladroite, excita l'indignation du public et de la chambre des communes. Le 16, Wellington et Peel se démentirent, et le roi chargea lord Grey de former un nouveau ministère. Depuis cette époque, le duc de Wellington n'a cessé de conspirer à la tête de l'oligarchie anglaise, et d'accord avec les cabinets d'Autriche, de Russie, de Prusse, et même d'Espagne, contre la révolution française de 1830; appuyé par la reine et les courtisans, il a travaillé avec persévérance à renverser le ministère Grey. Le bill de réforme reproduit à la chambre des communes, ayant passé à une grande majorité, fut, par l'influence des tories, rejeté à la chambre des pairs à la majorité de quarante et une voix, le 7 octobre 1831. Cela produisit une grande fermentation à Londres et dans tout le royaume; les sociétés-unies prirent une attitude menaçante; le duc de Wellington fut personnellement insulté par le peuple, et eut les fenêtres de son hôtel brisées; ce qui le détermina à barricader sa maison et à garnir ses croisées de grilles. Le ministère, résolu à faire passer le bill, décida le roi à convoquer le parlement, et présenta ensuite un nouveau bill légèrement modifié, qui passa à une très-forte majorité en 1832. A la chambre des pairs, le duc de Wellington et ses acolytes firent mine de le rejeter, et le roi, qui penchait pour le parti oligarchique, refusa de faire une nouvelle création de pairs. Lord Grey et ses collègues offrirent alors leur démission, qui fut acceptée, et le duc de Wellington fut à son tour chargé par le roi de former un nouveau cabinet. Il ne put y réussir, M. Peel n'ayant pas osé braver l'indignation publique et redoutant une explosion populaire. Forcé fut au noble duc de renoncer à son projet. Lord Grey reentra au ministère, et il fut convenu avec le parti tory que les plus compromis d'entre eux s'abstiendraient de voter: c'est ainsi que le bill passa enfin dans cette chambre. Le duc de Wellington et ses amis n'ont cependant pas renoncé à l'espoir de rentrer au pouvoir. En attendant, ils cherchent à entraver, par tous les moyens, la réforme des abus intolérables qui font une partie essentielle de la constitution anglaise, telle qu'elle existe en réalité, et non telle qu'elle se trouve exposée par Blackstone, de Lolme et autres panégyristes de ce monstrueux système d'oligarchie monarchique. Lord Wellington s'est dépouillé que peu de talents dans sa carrière parlementaire, et n'a été qu'un ministre médiocre. On lui accorde cependant beaucoup de fermeté et une grande persévérance dans ses desseins politiques. Il passe généralement pour l'un des chefs les plus redoutables du parti absolutiste, et l'ennemi déclaré des libertés publiques. Il a deux fils: l'aîné, né en 1807, est marquis de Douro. Une partie des sommes votées en sa faveur par le parlement a été employée à lui acheter le domaine de lord Rivers à Struthfield dans le Hampshire, où un magnifique palais doit être construit pour sa résidence. Nous ne pouvons terminer cet article sans rappeler un acte de la vie de Wellington qui laissera une tache ineffaçable sur son caractère et sur celui du gouvernement anglais. Ce guerrier, incapable de sentiments élevés, et étranger à toute idée généreuse, refusa de sauver le brave et infortuné Ney des mains des bourreaux légitimistes. Les puissances alliées ne rougirent pas de demander cette illustre victime; et Wellington, au mépris de la capitulation de Paris qu'il avait lui-même dictée et signée, souffrit que Louis XVIII immolât cet illustre guerrier. Quel que soit le jugement de la postérité sur les talents de Wellington, jamais elle ne rangera parmi les chevaliers sans reproche celui qui manqua ainsi aux devoirs de l'honneur et de la justice. Louis XVIII a nommé Wellington maréchal de France, et l'a décoré de l'ordre du Saint-Esprit. Cela était tout naturel de la part d'un prince qui s'était mis à genoux devant le prince régent d'Angleterre pour lui témoigner sa gratitude du trône qu'il reconnaissait tenir de lui.

WICKHAM (WILLIAM), fils aîné de feu M. Wickham, lieutenant-colonel des gardes de S. M. Britannique. Après avoir fait, avec éclat, ses études à Harrow et à

Oxford, il fut admis au barreau. Plus tard il fut nommé à la magistrature de la ville de Londres, où il se fit bientôt distinguer par ses talents et son activité. En 1794, le duc de Portland, alors secrétaire d'état pour l'intérieur, appela M. Wickham auprès de lui, et lui confia la direction du bureau des étrangers, département devenu, par les circonstances, d'une importance majeure. Vers la fin de la même année, le ministre des affaires étrangères (lord Grenville), avec qui il avait toujours entretenu une intimité formée au collège, l'envoya en Suisse, chargé d'une mission secrète dont il s'acquitta avec tant d'intelligence, qu'il fut nommé chargé d'affaires de S. M. Britannique, immédiatement après le départ de lord Robert Fitzgerald, ministre plénipotentiaire auprès des cantons helvétiques, emploi auquel il fut promu quelques mois après. A peu près à cette époque (juin 1795), M. Wickham se rendit auprès du prince de Condé, pour lui offrir de puissants secours de la part de S. M. Britannique. Il pourut avec le plus grand empressément aux besoins les plus urgents du prince; retourna en Suisse, emportant son estime, sa confiance, et revint, bientôt après, le mettre en état de remonter son armée, et même de l'augmenter considérablement. Aussi, de trois mille hommes qu'elle comptait à peine, à l'arrivée de M. Wickham, fut-elle portée rapidement à dix mille; et l'on put assurer qu'elle se serait élevée à vingt-cinq mille, si l'administration autrichienne n'eût pas mis toutes les entraves possibles au recrutement. En mars 1796, il adressa, par ordre de sa cour, à M. Barthélemy, ambassadeur de la république française en Suisse, une note tendant à entraver des négociations de paix: mais cette démarche ne produisit aucun effet. Au mois de juin de la même année, le conseil des deux cents de Berne ayant rendu un décret pour l'expulsion de la totalité des émigrés français, M. Wickham remit à ce sujet au sénat une note très-mesurée, mais en même temps très-énergique; dont l'effet fut de faire rapporter le décret proscripteur. M. Wickham resta en Suisse jusqu'au mois de novembre 1797. Il la quitta par ordre de sa cour, pour olivier aux conséquences de la demande instantane qu'avait faite le directeur de renvoyer la législation anglaise. La note que M. Wickham adressa, à cette occasion, au corps helvétique, subsistait comme un monument de la modération de S. M. Britannique envers les pays neutres, et sera placée au rang des pièces les plus admirées de la diplomatie. En arrivant en Angleterre, M. Wickham fut fait sous-secrétaire d'état pour l'intérieur. En 1799, au moment du renouvellement de la guerre, il fut nommé envoyé extraordinaire auprès des armées alliées, et bientôt après, commissaire en chef de S. M. Britannique sur le continent, pour la levée des troupes allemandes qui furent soldées par l'Angleterre, et qui agirent de concert avec l'armée autrichienne. M. Wickham resta en Allemagne jusqu'à la fin de 1801. A peine était-il débarqué, qu'il fut question de le nommer envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique près la cour de Berlin; mais le ministère prussien refusa de le recevoir, de peur que sa présence ne donnât de l'ombrage au gouvernement français. A cette époque, S. M. Britannique voulant lui donner une marque signalée de sa faveur et de sa haute approbation, le nomma membre de son conseil privé. M. Wickham s'étant attaché, comme beaucoup d'autres membres de l'ancien ministère, au parti de lord Sidmouth, il fut nommé, en février 1802, secrétaire en chef du comte d'Hardwick, alors vice-roi d'Irlande, et fut élu membre du parlement. Il quitta le ministère d'Irlande au commencement de 1804, à cause de sa santé, et vécut dans la retraite jusqu'à la mort de M. Pitt. A cette époque, lord Grenville étant devenu premier ministre, appela M. Wickham auprès de lui, et le fit un des lords de la trésorerie. Depuis le changement du ministère, en 1807, M. Wickham s'est entièrement retiré des affaires publiques. Durant tout le cours de sa carrière politique il a bien justifié le choix et la confiance

ne son souverain par l'entente de ses commissaires par une activité infatigable, par une profonde distraction et par une probité à toute épreuve.

**WILBERFORCE** naquit, en l'an 1759, à Hull. Il fit ses études à l'université de Cambridge, d'où sortirent les hommes les plus marquants de l'Angleterre : c'est là qu'il rencontra William Pitt, qui fut son condisciple, et devint son ami. A l'âge de vingt ans, Wilberforce, à peine sorti de l'université, fut élu comme représentant au parlement, par sa ville natale. Il se fit peu remarquer. Mais reçu l'année suivante, en 1787, à l'époque où commençaient à se faire jour les principes de liberté et d'émancipation, qui devaient bientôt surgir avec violence dans un pays voisin, ce jeune député embrassa avec chaleur la cause des idées neuves. Il commença sa carrière en proposant l'abolition de la traite des noirs. Cette proposition philanthropique souleva contre elle tous les vœux préjugés, soutenus par l'intérêt; mais elle fut défendue avec constance et talent par son auteur, qui la reproduisit souvent, et lui fit surmonter tous les obstacles. La révolution française, qui éclata en 1789, excita dès l'abord la sympathie des peuples, l'approbation des hommes éclairés de toutes les nations, et en même temps la défiance de tous les souverains. Sa marche à travers les périls et les excès la fit bien vite en arrière, un grand nombre de ses premiers partisans; mais Wilberforce, lié avec plusieurs des principaux membres des assemblées françaises, persévéra dans son admiration pour la France; il défendit, avec Fox et Sheridan, les principes de la révolution, exaltant son mérite, palliant ses excès. Jusqu'en 1796, il fit partie de l'opposition contre le ministère et sa majorité acquise, qui, pour combattre la France dans ses principes, excitait contre elle la vieille haine nationale des Anglais. L'opposition défendait une cause peu populaire; mais la conduite de Wilberforce, dans les rangs de la minorité, ne le laissa pas sans honneurs et sans gloire. Le zèle et le courage avec lesquels il soutenait, dans les luttes parlementaires, la cause du cosmopolitisme, attirèrent sur lui les regards des amis de l'humanité. L'assemblée législative, sur la proposition de Brissot, le 26 août 1793, le déclara citoyen français, récompense que la république française décerna plusieurs fois encore à des hommes qui, chez les nations étrangères, se distinguaient par de grands talents ou de grandes vertus civiques. En 1801, Wilberforce se réunit cependant au ministère contre la France, dont le gouvernement avait changé. Bonaparte était consul. L'Angleterre n'avait plus à redouter la propagande des principes révolutionnaires, mais bien l'ambition d'un conquérant ennemi. Toutefois, il faut remarquer la déviation de la ligne politique qu'avait suivie jusqu'alors Wilberforce. Il se rapprocha des ministres, appuya la suspension de l'*habeas corpus*, réclama avec énergie le renouvellement du bill contre les émeutes, occasionnées alors par la misère et les embarras du commerce, mais soutenues et accrues par les mécontentements politiques. L'appui donné à ces mesures répressives fit souvent accuser Wilberforce : lui-même attaqua plusieurs fois l'opposition, en reprochant à ses anciens amis politiques de favoriser les troubles, et de craindre pour eux-mêmes l'effet de ces mesures qu'ils combattaient. En 1806, il se rallia à l'opposition : ses adversaires présentèrent cette oscillation d'idées et de conduite qui se manifesta plusieurs fois encore, comme causée par des mécontentements personnels et provenant d'espérances déçues. En 1807, on le retrouve, prêtant son appui au ministère, combattant lord Cochrane, qui signalait les abus du cumul de traitements et de pensions, réfutant lord Percy, qui demandait pour les noirs esclaves aux colonies, une émancipation graduelle. Sans renier ses anciennes et nobles idées de philanthropie, il déclara cependant que son opinion n'avait jamais été telle que la présentait lord Percy, qui en faisait un appui pour ses propositions. Lorsque, en 1811, le roi Georges III fut reconnu incapable de gérer les affaires, par suite d'une maladie mentale, dont le premier accès avait déjà eu lieu en 1788, Wilberforce vota en faveur de la résolution qui accor-

mais cette même régence continua le système politique suivi jusqu'alors. Le ministère anglais resta le même. L'ansuivant lord Castlereagh y entra; et Wilberforce en resta partisan. L'énergie avec laquelle il s'éleva contre les opposants, et qu'il montra, en accusant dans leur principe, les mouvements insurrectionnels de l'Irlande et les séditions survenues dans les îles commerçantes de l'Angleterre, lui suscita plusieurs fois des attaques dans le parlement. Sir Francis Burdett lui reprocha vivement d'être prêt à approuver la torture, et de souscrire à l'emploi de mesures sanguinaires pour la répression des troubles de l'Irlande. Depuis cette époque, et surtout encore lorsque, en 1812, il eut combattu les demandes des Norvégiens qui, réunis par les traités à la Suède, réclamaient leur indépendance politique, Wilberforce fut considéré comme dévoué au ministère. Il marqua peu depuis dans les débats parlementaires, sous les ministères de Canning et de Wellington; mais il resta toujours fidèle à cette cause qui fit sa célébrité, celle de l'émancipation des noirs. L'abolition de la traite a été obtenue lorsque cette mesure philanthropique ne contraria plus les intérêts commerciaux; mais les efforts de Wilberforce n'en méritent pas moins de reconnaissance. Quelles qu'aient été les variations de sa conduite dans la politique si compliquée des quinze premières années de ce siècle, on doit voir en lui un philanthrope utile et éclairé. Wilberforce a pu vivre assez pour voir compléter l'émancipation des noirs. La loi présentée par le ministère de lord Grey passa et était votée à la chambre des lords quand il mourut, en l'an 1833. Ses travaux politiques ne le détournèrent pas entièrement des occupations littéraires. Il était fortement attaché à la religion anglicane, et a laissé plusieurs écrits sur des matières religieuses. Le plus remarquable de ses ouvrages qui parut en 1799, et fut plusieurs fois réimprimé, a pour titre : *Examen critique des sectes religieuses admises en Angleterre, et critiques sur véritable esprit du Christianisme*. On en a une traduction française faite par M. Frossard, pasteur protestant, à Montauban.

**WILKEN** (FRIEDRICH), orientaliste, est né en 1777, à Ratzebourg, dans le petit duché de Saxe-Lauenbourg. Il fit ses premières études au lycée de sa ville natale, jusqu'en 1796, et alla ensuite s'instruire dans les langues orientales à l'université de Göttingen, d'où il se rendit à celle de Leipzig, en 1803, afin d'y suivre les cours d'histoire et de jurisprudence jusqu'en 1805. Mais, sans discontinuer à étendre le cercle de ses connaissances, il commençait, dans le même temps, à se livrer à la carrière de l'enseignement. D'abord répétiteur de la faculté théologique à l'université de Göttingen, depuis octobre 1800, jusqu'en mars 1803, il fut chargé de l'instruction du jeune prince régnant de Schaumbourg-Lippe, à Leipsick, jusqu'en septembre 1805. Nommé, au mois d'octobre suivant, professeur d'histoire à l'université de Heidelberg, il occupa cette chaire avec la place de directeur de la bibliothèque de cette ville, qui lui fut donnée en juillet 1803, et il remplit ces doubles fonctions jusqu'en 1817. Dans cet intervalle, M. Wilken avait remporté un prix décerné par la troisième classe de l'institut de France, en 1810, pour un mémoire en latin sur l'*histoire des Commènes*, imprimé à Heidelberg, 1811, in-8°. Il fut chargé, en 1815, par l'université de cette ville, de réclamer tous les manuscrits qui lui furent enlevés, pendant la guerre de trente ans, par le général bavarois Tilly, et depuis transportés dans la bibliothèque du Vatican. Une partie de ces manuscrits avait été comprise parmi ceux que le pape avait cédés à la république française, par la paix de Tolentino. M. Wilken fit un voyage à Paris, en 1815, pendant le séjour des souverains alliés, afin de faire valoir cette réclamation, et alla à Rome, en 1816, pour la même affaire. Le résultat de ses démarches a été de faire restituer à l'université de Heidelberg, trente huit manuscrits grecs et latins qui se trouvaient à la bibliothèque royale, à Paris, et huit cent cinquante un manuscrits en ancien allemand, qui étaient restés à celle du Vatican. En 1817, M. Wilken fut nommé

troisième classe. Elle correspondait de l'académie royale des sciences de Berlin, en 1813, il en est devenu membre ordinaire, en 1819; et en février 1830, il a été nommé secrétaire perpétuel de la classe de philosophie et d'histoire de la même académie. Il est correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres de France, depuis 1811, membre étranger de la société asiatique de Paris, depuis sa formation en 1821, et aussi membre étranger de la société royale asiatique de Londres, depuis 1829. M. Wilken a épousé, en 1806, la fille du feu professeur Tischlein, directeur de l'académie de peinture de Leipsick. Outre le mémoire que nous avons cité, et un grand nombre d'articles insérés dans les *Annales littéraires* de Heidelberg, dans les *Annales critiques* de Berlin, dans le *Lierre du port* historique de M. Raumer, et dans quelques autres collections périodiques, moins importantes, M. Wilken a publié : 1° *Commentatio de beltorum cruciatorum ex Abulfadæ historia*, Göttingen, 1798, in-4°; 2° *Institutiones ad fundamenta linguæ persicæ, cum chrestomothia maximam partem ex auctoribus ineditis collata et glossario lucupletis*, Leipsick, 1805, in-8°; 3° *Auctarium ad chrestomothiam suam persicam locorum ex auctoribus persicis quæ illa continet interpretationem latinam exhibens*, Leipsick, 1805, in-8°; 4° *Mohammedi filii Chavendishahi, vulgo Mirchondi, historia Samanidarum, persicæ, æ rudis bibliothecæ*, Göttingen, nunc primùm editis, interpretatione latinâ, annotationibus historicis et iudiciis illustravit, etc., Göttingen, 1808, in-4°; 5° *Epistola ad Fred. Raumer auctorem CCI emendationum in Lohmoier et Grubardii tabulis genealogicis dynastiæ arabicarum et turcarum*; accessit *XVIII, tabula recens composita*, etc., Heidelberg, 1811, in-4°; 6° *Iterum ab Alexio I, Joanne Manuele et Alexio II, Comnenis, Romanorum Byzantinorum imperatoribus gestarum. libri IV*, Heidelberg, 1812, in-8°; 7° *Histoire des croisades, tirée des sources orientales et occidentales* (en allemand), Leipsick, 7 gros vol. in-4°, 1807-1832. Le tome quatrième de cet ouvrage avait paru en 1813; mais une maladie mentale, dont l'auteur fut affecté pendant quelques années, après ses voyages en France et en Italie, et qui fit craindre pour sa vie et sa raison, retarda la publication des trois autres volumes qui ont paru dans l'intervalle de 1821 à 1832. Cette histoire, plus complète, plus remplie de recherches, et de faits (surtout dans les premiers volumes), que celle que M. Michaud a donnée en France, avait pu être moins agréable à lire si elle était traduite en français. Les deux ouvrages ont leur mérite particulier, et portent le cachet de la nature pour laquelle ils ont été écrits. 8° *Histoire de la bibliothèque royale de Berlin* (en allemand), Berlin, 1820, in-8°; 9° *Mohammedi filii Chavendishahi, vulgo Mirchondi, historia Ghaznevidarum*, traduite en latin, avec le texte persan conféré sur divers manuscrits, et des notes historiques, Berlin, 1822, in-4°. Cette histoire de Ghaznevides qui fait suite à celle des Samanides, précédemment publiée par M. Wilken, fait désirer vivement qu'il continue la traduction de l'un des premiers historiens de la Perse. On doit lui savoir gré d'avoir parfaitement compris le but que doivent se proposer les orientalistes, et de leur avoir donné un exemple, malheureusement trop peu suivi aujourd'hui. Si l'étude des langues orientales est utile, ce n'est que pour la connaissance de l'histoire, de la géographie, et pour les relations politiques et commerciales. C'est perdre son temps et le faire perdre aux lecteurs que de s'amuser à traduire de l'arabe ou du persan, des poésies énigmatiques ou autres misères aussi insignifiantes; car en fait de poésies orientales, les meilleures sont connues et traduites, et celles qui ne l'ont pas été, ne le méritent guère.

WILKINS (CHARLES), patriarche des orientalistes anglais vivants, est né à Horford, vers 1758. Il alla, dès sa jeunesse, dans l'Inde, s'y appliqua avec autant d'ardeur que de succès, à l'étude des langues orien-

tales. Il mourut à Calcutta, le 22 août 1835, à l'âge d'environ vingt-cinq ans. M. Wilkins est membre de sociétés asiatiques du Bengale et de Londres, associé étranger de celle de Paris, associé étranger de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres de France, autres académies de l'Europe. Au mois d'août 1831 le roi Guillaume IV lui a conféré, ainsi qu'à d'autres orientalistes anglais, le titre de chevalier. C'est le premier exemple, dans la Grande-Bretagne, pays d'ailleurs dominé par l'aristocratie de la noblesse et de l'opulence, d'une distinction pareille accordée à l'étranger. M. Wilkins a publié en anglais : 1° *La Bhagvata Gita, ou Dialogues de Krishna et d'Arjoun*, en dix-huit lectures, avec des notes, Londres 1785, grand in-4°. Ce livre, qui est un épisode du *Mahâbhârata* (la grande guerre des bons et des mauvais génies), poème sanskrit auquel on attribue quatre mille ans d'antiquité, contient un précis de la religion et de la morale des Indous basé sur l'immortalité et la transmigration des âmes. On y voit la ressemblance du système théologique de Brahma, avec celui de Zoroastre, sur le culte du feu et du soleil. Il a été traduit en français par Parrand Paris, 1787, in-8°; 2° *l'Illyades* (instructions aux cales) de Wischnou-Sarma, dans une suite de fables entremêlées de maximes morales et politiques, traduit du sanskrit avec des notes explicatives, liath, 1788, grand in-8°. Ce livre, qu'on dit, sinon le plus ancien du moins le plus significatif recueil d'apologues qu'il ait au monde, fut écrit il y a environ onze cents ans, par le brahme Wischnou-Sarma. Traduit en plus de vingt langues, il a été souvent mutilé et altéré. C'est pourquoi dans la traduction littérale de M. Wilkin qu'on peut prendre une juste idée de l'original; 3° *l'Histoire de Douchkanta et de Sakountala*, extraite aussi du *Mahâbhârata*. La version anglaise de cet épisode, publiée originairement dans l'*Oriental Repository* de Birmingham, et réimprimée à Londres, 1795, in-12, a été traduite en français dans le *Journal asiatique* de mai 1826. Il a fourni l'idée primitive du drame de *Sakountala*, par Kalidass, traduit du sanskrit en français par Chézy; 4° *Glossaire de la langue sanskrit*, Londres 1808, in-4°; 5° *Récit de la langue sanskrit*, Londres 1815, in-4°. Une nouvelle édition du *Dictionnaire persan-arabe-anglais, et anglais-arabe-persan* de Richardson, avec de nombreuses additions et améliorations Londres 1806, 1810, 2 vol. in-4°.

WILLAUMEZ (JEAN-BAPTISTE PHILIBERT), vice-amiral, grand officier de la légion d'honneur, est né à Belle-Ile, en mer, le 7 août 1763. Il est fils d'un ancien capitaine d'artillerie qui, à sa mort, comptait plus de soixante ans de service. M. Willaumez eut dans la marine, en 1777, à peine âgé de quatorze ans. Il débuta comme mousse, ainsi que le célèbre Nelson; mais ses dispositions peu communes pour le métier de la mer, son zèle et son application le firent arriver en cinq ans au grade de premier pilote sur les vaisseaux du roi. A l'époque de la guerre d'Amérique il était déjà second pilote de l'*Amazone*, sous le célèbre et infortuné Lapérouse. Il prit part, sur cette frégate, aux deux combats des 9 et 11 avril 1781, entre l'armée navale du comte de Grasse et celle de l'amiral Rodney. Le 29 juillet de la même année, l'*Amazone*, commandée alors par M. de Montguyon, soutint avec opiniâtreté un nouveau combat contre une frégate anglaise d'une force bien supérieure, et fut prise, après avoir perdu son brave commandant et plusieurs officiers. M. Willaumez se fit remarquer dans cette affaire, où il reçut deux blessures, et l'escadre de M. Vaudreuil ayant le lendemain repris l'*Amazone*, cet amiral le nomma premier pilote. C'était peut-être un fait sans exemple qu'un marin devenu premier pilote avant d'avoir complété sa dix-neuvième année, elle doit surtout étonner, quand on songe à l'extrême importance de cet emploi sous l'ancien régime. Dans ce temps, sans un petit nombre d'officiers très instruits, les gentilshommes qui composaient le corps royal de la marine, se distinguaient plus par le

WIL.

bravoure que par les talents et précieuses du véritable  
homme de mer; la plupart de ces capitaines des ba-  
teaux de mer, intrépides militaires, étaient peu ou  
point marins; et, suivant le dicton de la harque. Ayant  
été le premier pilote qui menait au d'ordinaire que de  
venir de la pratique des observations astronomiques.  
W. Williams se livra avec autant d'ardeur que de  
sagesse à la pratique de l'art de la navigation. Il s'at-  
tacha principalement à l'instruction des officiers de  
marine royale, afin de former, par son exemple, un  
corps, une classe de bons observateurs. En re-  
compense de ces utiles travaux, il reçut du roi  
Louis XVI, protecteur éclairé de la marine, le grade  
de capitaine, instrument précieux pour la gloire  
de la nation, et dont l'usage était encore peu connu.  
Louis XVI, protecteur éclairé de la marine, le grade  
de capitaine, instrument précieux pour la gloire  
de la nation, et dont l'usage était encore peu connu.  
Louis XVI, protecteur éclairé de la marine, le grade  
de capitaine, instrument précieux pour la gloire  
de la nation, et dont l'usage était encore peu connu.

sur les côtes de la partie du sud de l'île. Sa conduite, à cette position délicate, fut digne d'éloges. Il sut inspirer aux chefs noirs de la crainte, du respect, et en même temps de la confiance et de l'amitié, et on lui dut en grande partie la tranquillité parfaite qui régna sur tout le littoral dans les limites de son commandement. On sait les atrocités qui, de part et d'autre, marquèrent la guerre barbare dont Saint-Domingue fut le théâtre à cette époque. Si nos soldats tombés au pouvoir des nègres étaient impitoyablement égorgés ou livrés à d'affreuses tortures, les chefs blancs s'en vengeaient par de terribles représailles. Les prisonniers noirs étaient massacrés, ou, ce qui avait semblé plus commode et moins scandaleux, d'en faire une boucherie en plein jour, on profitait des ombres de la nuit pour les faire noyer dans les rades, et, par une cruelle décision, l'on appelait cela les déporter en mer, ou leur faire faire le voyage. Il faut bien le dire, quelques officiers de marine dont le nom demeurera éternellement en horreur, ne rougirent point de prêter leur ministère à ces actes odieux. Ils cherchèrent à s'en excuser sur la nécessité d'obéir à des ordres supérieurs : mais leur honneur et l'humanité leur défendirent d'obéir à de pareils ordres. Plusieurs de leurs confrères leur en donnèrent l'exemple, et aucun d'une manière plus éclatante que le commandant Willaumes. Un général, dont nous taire le nom, lui adressa un jour deux noirs avec la note suivante écrite par son chef d'état-major : « Contre-ordre aux ordres du général \*\*\*, j'envoie à votre bord deux hommes qui, jusqu'à ce que vous vous en soyez débarrassés, ne devront voir personne, ni parler à qui que ce soit. Il faut qu'on ignore absolument ci que qu'ils sont devenus. Vous pouvez les mettre à bord du premier bâtiment partant pour le Port-au-Prince ou tout autre endroit, avec une recommandation précise, à moins que vous ne préfériez leur faire le voyage vous-même. » Le commandant Willaumes ne put contenir son indignation, et répondit sur-le-champ par une lettre digne de figurer dans l'histoire à côté de la noble réponse du gouverneur de Bayonne à Charles IX. « Puisque vous avez des embaucations pour envoyer à mon bord, y disait-il, vous pouvez bien faire faire le voyage vous-même, et ne pas me prendre pour un bourreau. » Vers la fin de l'expédition, le commandant Willaumes ayant passé du vaisseau le *Dugay-Trouin* sur la frégate la *Poursuivante*, avec laquelle il retournait au cap Français, se trouvait dans les parages du môle Saint-Nicolas, ignorant que la guerre avait éclaté de nouveau entre la France et l'Angleterre, lorsqu'il se vit donner la chasse par une escadre anglaise. Tout en forçant de voiles pour échapper à des forces si supérieures, il se prépara au combat. Sa frégate, qui portait du 24 en batterie et devait monter quarante-six pièces, n'en avait que trente-quatre, dont vingt-deux de 24, et douze de 8, et pour équipage, au lieu de près de quatre cents hommes, cent cinquante seulement, dont trente noirs. L'*Hercule*, vaisseau de tête de la ligne ennemie, devançant de beaucoup ses compagnons, joignit la *Poursuivante*, et l'attaque. Celle-ci, que la fuite ne pouvait plus sauver, et qui avait déjà souffert par le feu de l'ennemi, présenta audacieusement le travers à son formidable adversaire. Un combat en règle s'engagea de la sorte entre une frégate française délabrée par une longue campagne et presque sans équipage, et un vaisseau de ligne anglais qui, outre l'avantage de ses dimensions et de sa solidité, avait une artillerie plus que double, et un équipage à peu près quadruple. Bien que les premières bordées de la frégate eussent fait au vaisseau des avaries notables, la résistance semblait inutile, lorsqu'une saute de vent vint offrir une chance inespérée dont, en marin expérimenté, le commandant Willaumes se hâta de profiter. Pourvu d'un équipage trop peu nombreux pour tirer et manœuvrer en même temps, il fit entièrement crever le feu, afin d'employer tout son monde à la manœuvre. Il parvint par ce moyen à prendre une position qui lui permit d'envoyer toute sa bordée dans la poupe de l'*Hercule*. Cette bordée fut décisive. Le dommage qu'en reçut le vaisseau anglais, joint à la proximité de

la côte et au danger qu'il y eût à s'enfoncer, le força à reprendre le large, et à abandonner la *Poursuivante*. Cette frégate donna bientôt après dans la baie du Môle, aux acclamations du général Lapayte et de la garnison de la place, ainsi qu'au bruit de l'artillerie des remparts qui la saluèrent à son entrée. Le combat de la *Poursuivante* a fourni le sujet d'un des tableaux commandés par le gouvernement pour perpétuer le souvenir des plus brillants faits d'armes de la marine française. A sa rentrée dans un port de France avec cette même frégate, le commandant Willaumes eut à soutenir un autre engagement avec un vaisseau de ligne anglais qui cherchait à lui couper la route, et auquel il échappa par une habile manœuvre. L'empereur, juste appréciateur du mérite et de la bravoure, éleva M. Willaumes au grade de contre-amiral, et le nomma au commandement de l'escadre légère de l'armée navale de Brest. Dans une des dernières sorties que fit tant de fois cette armée sous les ordres de l'amiral Ganteaume, l'escadre légère se trouva aux prises avec l'avant-garde de l'armée anglaise. Le contre-amiral Willaumes, qui, avec son vaisseau *Alexandre*, s'était placé au poste le plus rapproché de l'ennemi, soutint, presque seul, le feu de cette avant-garde et notamment du vaisseau à trois ponts *Milburnia*, monté par l'amiral Cornwallis. Après que Napoléon eut été contraint d'abandonner ses grands projets d'invasion contre l'Angleterre, pour faire face à une nouvelle coalition des puissances du continent, l'armée navale de Brest fut dissolue, et l'on en fit deux grands détachements dont chacun avait une destination particulière. Le contre-amiral Willaumes fut chargé de l'une de ces deux missions. Son escadre était composée de six vaisseaux et deux frégates. Il avait eu, dans le principe, l'ordre de se rendre directement au cap de Bonne-Espérance, d'y compléter l'eau et les vivres que ses vaisseaux auraient consommés, et ensuite de se porter sur les points où il jugerait pouvoir causer le plus de dommages à l'Angleterre, soit en détruisant ses convois, soit en rasant ses colonies; toutefois, il lui était prescrit de ne pas demeurer absent d'Europe pendant plus de quatorze mois. Ce plan de campagne dut être modifié, principalement sur les représentations de l'amiral, qui témoignait de l'étonnement de ce qu'on le fit partir au mois de décembre pour le cap de Bonne-Espérance, lorsque tout le monde savait qu'une expédition destinée à attaquer cette colonie hollandaise, était partie des ports d'Angleterre en septembre. On vient de voir que, sauf ce point, qui n'était plus obligatoire, il avait carte blanche. Sous le rapport des opérations, l'amiral était ainsi à l'aise; mais, d'un autre côté, il se trouvait dans une position extrêmement délicate : le frère de l'empereur était dans son escadre comme simple capitaine de vaisseau, et Napoléon avait donné les ordres les plus sévères de le traiter à l'égal des autres, et sans aucun égard pour sa naissance. Jérôme voyait avec déplaisir qu'on l'éloignât de France pour faire une campagne dont la durée devait être au moins d'une année. Son mécontentement, qu'il n'avait point caché à l'amiral Willaumes, ajouta-t-il considérablement aux embarras de la position du brave amiral. Willaumes, le plus franc de tous les marins, et le moins courtois de tous les hommes, lui fit des remontrances, et lui donna des conseils dont la sagesse ne saurait surprendre, mais dont la forme et la mesure doivent peut-être étonner d'un homme de son caractère. En général, dans ses relations avec Jérôme, il sut lui marquer toute la déférence possible, sans déroger à la dignité de ses fonctions d'amiral, et sans rien sacrifier de son autorité. Les détails de cette expédition ne peuvent trouver place ici. Il suffit de dire que le sort que l'escadre de l'amiral Willaumes fit au commerce anglais, peut être évalué à douze ou quinze millions. Cependant ce n'est rien en comparaison de ce qu'elle eût pu faire, sans les contrariétés de toute espèce qui dérangèrent les plans de l'amiral. Parmi ces contrariétés, la plus grande fut la tempête affreuse qui assaillit l'escadre dans la nuit du 19 au 20 août 1806. Au milieu de cette tourmente, telle que l'amiral lui-même dit n'en avoir jamais vu de semblable, les vaisseaux fu-



Presque tous démentent complètement ou perdent leur gouvernail. Le vaisseau monté par l'amiral Willaumez éprouva à la fois ce double accident. Quand la tempête se fut un peu apaisée, l'amiral parvint à fabriquer une espèce de gouvernail et à établir des matereaux à la place des mâts que son vaisseau avait perdus. Dans ce déplorable état, il le dirigea vers la Havane. Aux environs de ce port, il fut attaqué par une division anglaise, à la tête de laquelle se trouvait l'*Auson*, qui, dans toute autre circonstance, eût payé cher sa temerité. Malgré la difficulté qu'éprouvait le vaisseau français pour manœuvrer, il nût bientôt son ennemi en fuite, et entra dans le port. Après ces désastres, l'escadre ne se rallia plus. Les bâtiments qui la composaient revinrent isolément en France, à l'exception d'un vaisseau qui périt sur les côtes des Etats-Unis, et d'un autre vaisseau et d'une frégate qui, s'étant réfugiés dans la Chesapeake, y furent dépecés. Tel fut le sort d'une des escadres les mieux conduites parmi celles que la France mit en mer pendant la guerre de la révolution. Les Anglais eux-mêmes rendirent justice aux talents de l'amiral Willaumez, et apprécièrent le mérite de cette longue campagne, au milieu d'obstacles sans nombre et qui eussent été insurmontables pour un marin moins expérimenté. L'amirauté anglaise avait détaché à la poursuite de l'escadre de l'amiral Willaumez celles des amiraux Cochrane, Warren et Struchan; et une quatrième commandée par l'amiral Louis, avait été postée pour l'intercepter à son retour en Europe. Ainsi l'amiral français, dont la fortune ne seconda pas les habiles combinaisons, occupa néanmoins quatre escadres ennemies de la force de la sienne. Pendant les années 1807 et 1808, l'amiral Willaumez commanda l'escadre réunie sur la rade de Brest. Au commencement de 1809, l'empereur lui confia une mission de la plus haute importance. Il devait, avec l'escadre de Brest, sortir à l'improviste, surprendre et détruire les stations anglaises établies devant Lorient et Rochefort; et, après avoir rallié à son pavillon les divisions françaises de ces deux ports, se porter en toute hâte dans les mers d'Amérique pour ravitailler nos colonies des Antilles et ravager ou rançonner les possessions anglaises, en dépit de l'escadre de sir Alexandre Cochrane, qu'il eût été en mesure de combattre avec avantage. La sortie eut lieu, et la manière dont elle s'opéra fit un grand honneur à l'amiral Willaumez; mais les commandants des stations anglaises, avertis à temps par leurs découvertes, évitèrent la surprise, et gagnèrent le large. Malheureusement la division de Lorient ne put sortir le jour même où l'amiral Willaumez venait de la débloquer. Celle de Rochefort n'était pas non plus prête à prendre la mer, quand il parut devant ce port. Il resta plusieurs jours à l'attendre en dehors de la rade de l'île d'Aix; mais, pendant ce temps, les croisières ennemies s'étaient ralliées, se présentèrent en forces supérieures, et obligèrent l'amiral français à entrer sur la rade où son escadre se trouva bloquée. Sans le désastre qu'elle éprouva six semaines après, sous le commandement de l'amiral Allemand, on eût peut-être dû s'applaudir de voir l'expédition ainsi manquée. Son départ avait été trop tardif. En effet, la principale d'entre les colonies que l'amiral Willaumez devait secourir, la Martinique, capitulait le jour même qu'il arriva devant Rochefort. A ce sujet, on ne peut s'empêcher de faire remarquer que l'espèce de fatalité qui poussa M. Decres à faire partir presque toutes ses expéditions à une époque intempestive, sera l'un des traits les plus frappants de l'histoire de son long ministère. Ici se termine à proprement parler la carrière militaire de l'amiral Willaumez, et, depuis cette époque jusqu'à la fin de la guerre, le commandement de la flotille du Zuydersee, fut le seul commandement qu'il ait été appelé à exercer. Dans cette carrière si longue et si bien remplie, dans cette nombreuse série de campagnes et de combats, il eut le bonheur de n'être jamais pris par l'ennemi. Depuis la paix, l'amiral Willaumez ne fut pas employé à la mer; mais il fut nommé ou président de diverses commissions, dont les travaux eurent pour objet de

personnel qu'à son matériel. Jaloux de rendre jusqu'à ses loisirs utiles à une arène qu'il aime avec passion, il fit faire à ses frais une superbe collection de modèles des diverses espèces de bâtiments de guerre, auxquelles il appliqua les nombreuses améliorations qu'il avait imaginées. L'amiral Willaumez a toujours attaché le plus grand prix à sa réputation de marin praticien. Le fait est qu'il a été à la fois le plus habile officier, et le meilleur matelot de tous les bâtiments et escadres qu'il a commandés. Honneur de l'armée parvenu à 65 ans, M. Willaumez se trouve aujourd'hui (1855) le doyen des vice-amiraux en activité. Il vint d'être nommé inspecteur général du matériel des ports pour l'année 1854. L'amiral Willaumez est auteur d'un *Dictionnaire de marins*, qui a été placé par le gouvernement au nombre des livres dont les officiers et élèves de la marine doivent être pourvus à leur entrée dans la carrière.

WILM (JOSEPH), né à Heildelheim, département du Bas Rhin, le 10 octobre 1798, docteur en théologie et professeur de philosophie au séminaire protestant de Strasbourg, l'œuvre d'abord à l'instruction élémentaire, il éprouva, bien jeune encore, le désir de se vouer à de plus fortes études. Ses parents le placèrent au gymnase de Strasbourg, dont il parcourut avec rapidité toutes les classes. Aussi fut-il admis, avant le temps, à l'académie protestante. Dès qu'il fut maître du saint évangile, il fit en Allemagne des excursions scientifiques, que la guerre interrompit. En 1814, il devint professeur à Lyon, où il prononça des sermons français, et à Paris, où il vint ensuite faire l'éducation des fils de M. Odier. Il fut l'un des fondateurs de la société biblique protestante, et concourut avec MM. Gœpp, Alexandre de la Borde, de Stahl, Durando, à établir la société de la morale chrétienne. M. Wilm est l'auteur du rapport des travaux de cette société, présentée à la première assemblée générale sous la présidence de l'illustre duc de la Rochefoucauld-Liancourt. On se rappelle combien la création de telles sociétés contribua à éteindre les effets d'un pouvoir dont la marche rétrograde était odieuse à tous les hommes éclairés. Cette opposition générale des esprits à M. Wilm de très bons articles qui parurent dans les *Mélanges de la religion*, publiés à Nîmes, par M. Vincent, et dans la *Revue protestante*. On n'a point oublié, non plus, qu'il fut chargé de la direction du *Musée des protestants célèbres*. L'introduction et les articles Zwingle, Knox, Elisabeth, ainsi que beaucoup d'autres qui sont de lui, se distinguent, par un style fort et très pur. Nulle partialité n'est venue entraver le mérite, l'érudition n'y est pas confusément profit d'un parti ni d'une secte. On nous apprend que cet ouvrage, interrompu par des causes indépendantes de la volonté de son auteur, va être repris, et nous que M. Wilm en prépare une seconde édition. La réputation que lui attirèrent ses travaux le fit appeler à Bruxelles, à Milan, à Stockholm, et dans les diverses capitales. On lui offrait des places de pasteur ou de professeur. M. Wilm était Français avant tout. Il n'accepta pas davantage la charge de professeur de littérature française, à Tubingue; mais quand on lui offrit au gymnase de Strasbourg, il hésita point, et s'y rendit sur-le-champ. De retour en Alsace, sa principale occupation fut de propager l'étude du français, et de perfectionner les livres élémentaires. D'abord il donna une grammaire pour les instituteurs, et une autre moins étendue pour les élèves, puis des recueils de lectures, des choix de fables. Il ne s'appliqua pas avec moins de zèle à inspirer chez nous la littérature allemande, et en publia des morceaux choisis, avec des notes. Non content de tant d'utiles ouvrages, qui tous parurent dans la main de Levrault, il rédigea ensuite un dictionnaire classique, français-allemand. M. Wilm fit lui-même de fréquentes importations ou exportations littéraires, et donna à la France, les *Lettres de Pfeffel sur la religion* à l'Allemagne, le *Lazarus* de M. Villersmain, et cela en concert avec MM. Jung et Bruch, qui furent ses collaborateurs pour cette traduction. A ces travaux se joignaient des actes d'une philanthropie éclairée. Dans

amelioration des jeunes delinquant, fondee a Strasbourg. Il dirige aujourd'hui la redaction de la *Revue germanique*, dont il a déjà paru dix huit volumes.

WILSON (sir ROBERT-THOMAS), né à Londres, en 1777. Son père, peintre et écrivain distingué, lui fit donner une excellente éducation, et eut le bon esprit de ne pas contrarier ses inclinations belliqueuses; il entra au service à l'âge de seize ans. En 1793, il fit sa première campagne en Hollande sous les ordres du duc d'York, en qualité de lieutenant dans le 15<sup>e</sup> régiment de dragons. L'année suivante (24 avril), l'empereur d'Allemagne, qui avait imprudemment dépassé les limites de son camp, allait être pris par un parti de hussards, lorsque Wilson, suivi de quelques-uns de ses camarades, se précipita au devant du danger, et sauva le monarque autrichien. Une médaille fut frappée à cette occasion, et l'intrepide jeune homme reçut en même temps le grade de capitaine et la décoration de l'ordre de Marie-Thérèse. Peu de temps après, il passa en Irlande avec son régiment, et y servit avec distinction jusqu'en 1799; à cette époque il rejoignit le duc d'York, qui venait d'entreprendre une seconde expédition en Hollande. A son retour en Angleterre, Wilson fut nommé major d'un régiment de nouvelle levée (Hompesch), qui s'embarqua bientôt pour l'Égypte. Chargé par le général en chef de plusieurs missions importantes, il s'en acquitta avec succès, et se fit remarquer par sa bravoure. Après l'évacuation de l'Égypte par l'armée française, et après le licenciement du régiment de Hompesch, il entra comme lieutenant-colonel dans le 30<sup>e</sup> de dragons; passa au Brésil, sous les ordres de sir David Baird, suivit ce général au cap de Bonne-Espérance, et contribua à la prise de cette colonie. Il se trouvait à Saint-Petersbourg au moment de l'ouverture de la campagne de 1806, et servit comme volontaire dans l'armée russe; il s'y distingua par son courage, reçut la décoration de l'ordre de Saint-Georges, et revint à Londres après une assez longue absence. Dans l'intervalle du traité de Bayonne à la guerre d'Espagne (1808), le gouvernement anglais le chargea d'une mission secrète auprès de l'empereur Alexandre; les liens d'amitié qui unissaient alors ce monarque à Napoléon, firent échouer le négociateur. Il fut chargé, vers la fin de 1808, d'organiser l'armée portugaise qui devait se joindre aux troupes anglaises et opérer avec elles une diversion favorable aux légittimistes espagnols. Au commencement de la guerre de 1812, entre la France et la Russie, sir Robert Wilson alla offrir ses services à l'empereur Alexandre qui l'attacha immédiatement au corps d'armée du général Kutusow. Il se rendit fort utile au quartier général russe pendant toute cette campagne et les suivantes, y obtint le grade de général-major, et retourna dans sa patrie après l'abdication de Napoléon. Il était à Paris en 1816, lors du procès politique de M. Lavalette; la peine de mort venait d'être prononcée contre l'ancien aide-de-camp de l'empereur, et déjà l'échafaud se dressait pour recevoir sa tête, lorsque tout-à-coup on apprend qu'il n'est évadé des prisons de la Conciergerie. Trois Anglais (Bruce et Hutschinson), à la tête desquels était Wilson, s'étaient dévoués pour le sauver, et avaient préparé cette évasion. Mis en jugement et condamnés à trois mois d'emprisonnement, les trois étrangers rentrent sur le sol britannique, et y furent accueillis avec le plus grand enthousiasme par leurs concitoyens. Nommé membre de la chambre des communes en 1821, sir Robert Wilson prit place parmi les membres de l'opposition, et s'y distingua comme orateur. Quelques actes politiques, son opinion au sujet du procès scandaleux fait à la reine Caroline d'Angleterre, lui enlevèrent les bonnes grâces de Georges IV; il fut privé de sa demi-solde, et le roi lui fit dire qu'il n'avait plus besoin de ses services. La *Biographie des Contemporains* donne des détails assez nombreux sur les causes qui attirèrent l'animadversion du monarque anglais à sir Robert Wilson; nous regrettons que le cadre de ce Supplément ne nous permette pas d'entrer dans quelques détails à ce sujet. En 1823, il embrassa la cause des constitutionnels espagnols, et alla offrir ses

raï. Les progrès de l'armée française dans la Péninsule ne permirent pas à sir Robert de réunir ses forces à temps, et d'opérer une résistance vigoureuse. Obligé de se jeter avec quelques troupes dans la Corogne, il fut assez grièvement blessé dans une sortie de la garnison. Il était sur le point d'être fait prisonnier, lorsqu'il trouva le moyen de s'esquiver dans une frêle embarcation qui le conduisit d'abord à Lishonne, où il ne put débarquer, et de là à Gibraltar. Il quitta cette place après la guérison de sa blessure pour se rendre à Cadix, dans l'intention d'en soutenir le siège; mais la prise du Trocadero ayant terminée cette lutte, le général anglais retourna dans son pays le 11 novembre. Les opinions politiques de sir Robert Wilson, lui firent retirer, à cette époque, les décorations qu'il avait obtenues des monarques étrangers, sous les drapeaux desquels il avait servi avec fidélité, bravoure et talent. Il a publié: 1<sup>o</sup> *Histoire de l'expédition des Anglois en Egypte*, in-8<sup>o</sup> avec cartes, 2<sup>o</sup> *Recherches sur l'état présent des forces militaires de l'empire britannique*, 1805, in-8<sup>o</sup>; 3<sup>o</sup> *Histoire des campagnes de Pologne*, en 1806 et en 1807, avec des remarques sur l'armée russe, 1811, in-4<sup>o</sup>; 4<sup>o</sup> *Puissance politique et militaire de la Russie*, 1807, in-8<sup>o</sup>. Le premier et le dernier de ces ouvrages ont eu chacun cinq éditions.

WILSON (HORACE-HAYMA), célèbre orientaliste anglais, est né vers 1785. Le long séjour qu'il a fait dans l'Indoustan lui a facilité les moyens d'acquérir une connaissance de la langue sanscritte que les brahmes même lui envieraient. Membre de la société asiatique du Bengale à Calcutta, il en était secrétaire depuis plusieurs années, lorsqu'il a été nommé par le roi d'Angleterre, en 1832, professeur de sanskrit à l'université d'Oxford, où il est récemment arrivé. M. Wilson est aussi membre de la société asiatique de Londres, associé étranger de celle de Paris, depuis sa création, associé étranger de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres de France, et de plusieurs autres académies de l'Europe. On a de lui: 1<sup>o</sup> *Le Megha Duta*, ou *La Nuda messagère*, poème sanskrit, par Calidasa, traduit en vers anglais, avec des notes et des éclaircissements, Calcutta 1813, grand in-4<sup>o</sup>; 2<sup>o</sup> *Dictionnaire sanskrit et anglais*, traduit, corrigé et augmenté, d'après la compilation originale composée par les savants du pays, Calcutta 1819, grand in-4<sup>o</sup>, Londres, 1832. Cet ouvrage capital, et d'une utilité reconnue, a fait le plus grand honneur à M. Wilson; 3<sup>o</sup> *Pieces choisies du théâtre des Indous*, traduites du sanskrit en anglais, Calcutta, 1827, 3 vol. in-8<sup>o</sup>; 4<sup>o</sup> *Mritichakakti*, drame sanskrit et prakrit, de Sudraka Radja, traduit en anglais, Calcutta, 1829, in-8<sup>o</sup>.

WILSON (HENRIETTE). Comme la contemporaine, H. Wilson a publié ses mémoires, où elle retrace ses liaisons avec l'aristocratie anglaise, mais elle conte avec moins d'intérêt que sa rivale ses aventures avec l'armée française. H. Wilson nous apprend qu'à l'âge de quatorze ans, elle avait déjà un amant, qui bientôt fut suivi de plusieurs autres; mais elle ne dit rien du lieu de sa naissance, et nous cache la date de son âge. Tout ce que nous savons, c'est qu'elle a des aïeux qui, sans être plus sages qu'elle, épousent l'une, lord Herwick, et l'autre le trop fameux Bochesa, déjà marié à la nièce de M<sup>me</sup> de Genlis: intéressante famille, comme on voit. Henriette, qui ne craint pas plus de compromettre les autres qu'elle-même, nous montre sa sœur Amy (l'épouse de Bochesa), comme complice de ses frâdesines, et plus habile même à en tirer profit. Quant à ses amants, ils sont tous pris dans l'aristocratie ou dans la famille royale. Après le prince de Galles, auquel elle écrit une lettre impertinente, et dont elle reçoit une réponse fort polie, elle passe en revue les nobles les plus distingués, et se moque surtout du duc de Wellington qu'elle nous présente sous la caricature si connue d'un dindon, avec la figure du duc. Toutefois, le héros de Waterloo (à tant de banalité, qu'il paie deux fois ses dettes sous se faire tirer l'oreille. Henriette Wilson, ayant toujours besoin d'argent, et voyant que ses amis sont trop lents à lui en donner, se résout à établir sa fortune sur le récit de ses aventures galantes. Moyennant deux cent cinquante

milite franc, elle livre au public la biographie scandaleuse des nobles de la Grande-Bretagne. Tous ces mémoires sont très connus dans ce pays, et ne le sont guère ailleurs. C'est le seul attrait de ces mémoires, où l'on ne trouve que du verbiage, et rien sur les mœurs des hauts personnages dont elle parle. Le seul endroit remarquable, et qui nous a vivement frappé, est la reconnaissance d'Henriette et de lord Byron, dans un bal masque. C'est une scène de comédie. Tous deux ne se connaissant que de réputation. Byron, dans le bal, accoste une jeune femme, sous le masque comme lui, et tout en causant avec elle, il laisse échapper des aveux si singuliers qu'Henriette s'écria : « Vous êtes lord Byron. » — « Et vous, Henriette Wilson. » Depuis lors, Henriette Wilson a imité ses récits, en épousant un M. Rochefort, homme très inconnu qui a entré, sous son nom, l'ancienne réputation de sa femme.

**WITTENBACH (DANIEL),** naquit à Berne, en l'an 1746 ; 7 août. Son père, d'une famille patricienne, et théologien distingué, était professeur de l'académie. Le jeune Daniel montra d'abord des goûts entièrement opposés à sa vocation et à son caractère d'homme. Il se livrait, avec une ardeur sans égale, aux jeux guerriers des écoliers bernois; cette bumeur belliqueuse et cette turbulence qui lui attirèrent des blessures, et un châtiement paternel, dont la rigueur lui fit une profonde impression, ne nuisaient pas toutefois à ses premières études. Son père cultivait avec soin sa jeune intelligence; aussi les progrès qu'il fit furent rapides. Conduit à l'université de Marbourg dans le landgraviat de Hesse-Cassel, où son père avait été appelé comme professeur, il suivit, à l'âge de quatorze ans, les cours de philosophie, de mathématiques, de littératures hébraïque et grecque. Mais à cette époque, la lecture d'un livre mystique, le *Pélerinage du chrétien vers une éternité bienheureuse*, par Bunyan, exerça sur son intelligence précocement développée mais peu forte encore, une influence remarquable. Pendant trois mois, il fut plongé dans une sombre tristesse; se croyant damné, il abandonnait, pour la prière et les méditations solitaires, ses études classiques. Son père et son professeur de mathématiques, hommes pieux mais d'une raison forte, changèrent par leurs conseils et leurs remontrances, le cours de ses idées. Wittenbach, guéri de l'exaltation religieuse, revint tout-à-fait au monde, à la science, et abandonna même la carrière théologique où son père avait voulu le guider. Il porta dans les arides travaux de la philologie, cette ardeur, cet enthousiasme profond dont il avait fait preuve, et qui fut la source de ses succès. Les *Memorabilia* de Xénophon exercèrent sur lui, selon ses propres termes, une irrésistible magie; et sa vocation lui fut révélée à dix-huit ans. Il relut, d'après l'ordre chronologique, les classiques de la Grèce, et prit Rhunken pour modèle. Dans sa naïve admiration pour ce savant qui alors était à Leyde, et dans l'apogée de sa réputation, Wittenbach lui adressa, de Goettingue, une épître savante. *Epistola critica ad virum celeberrimum Davidem Rhunkenium super nonnullis locis Juliani imperatoris cui accesserunt animadversiones in Eunapium et Aristarum*, 1769, in-8°. Avec une pareille lettre de recommandation, il sut acquiescer promptement l'estime de Valkenaer et de Rhunken, et se fit bien venir du dernier. A son entrée à Leyde, Wittenbach éprouva des émotions dont le récit dans sa bouche n'est pas sans charme. Plein des souvenirs gracieux et poétiques de l'antiquité grecque, il crut, dans la savante Leyde, retrouver son Athènes et le temple de Minerve. Rhunken lui procura bientôt après une place de professeur de philosophie et de littérature, au collège des Remontrants, à Amsterdam, où il débuta par un discours sur l'alliance de la philosophie avec les belles-lettres. Alors, il conçut le plan d'une *édition critique de Plutarque*, entreprise à laquelle il consacra les loisirs de sa vie: un premier essai parut en 1773, ce fut le traité de *serâ Numinis vindictâ, cum commensuris*. Des lors sa réputation s'étendit à l'étranger, son nom se révéla aux savants de l'Europe. Ce fut à peu près à cette époque qu'il vint à Paris, où l'accueillirent avec distinction Larchen, Villosion et Sainte-Croix. Tombé grave-

ment malade, il dut aux soins du docteur Lorry un prompt retour à la santé, et s'en fit un ami dont le souvenir lui fut toujours cher. L'académie d'Amsterdam, pour le conserver, et rendre inutiles les tentatives d'académies rivales, parmi lesquelles était Berne, la patrie de Wittenbach, créa pour lui, en 1779, la place de professeur de philosophie, à l'Institut d'Albion. Son discours d'introduction avait pour objet la philosophie considérée comme créatrice des beaux-arts. *De philosophia auctore Cicerone laudatorem artium omnium procreatrix et quasi parens*. Pendant les années de son enseignement, il publia, pour ses élèves, un *traité de logique*, 1781, deux fois réimprimé, en 1792 et en 1793; et deux mémoires qui furent couronnés par les administrateurs des fondations stoïpienne et teglerienne. M. Mabius, biographe de Wittenbach, a publié les cahiers de son cours de métaphysique sous ce titre *De Wittenbachii brevis descriptio institutionum metaphysicarum*, Gand, 1854. En 1785, mourut Valkenaer. Les curateurs de l'université de Leyde offrirent sa chaire à Wittenbach, qui refusa par reconnaissance pour l'académie d'Amsterdam, où il venait d'accepter la place de Tollius, attaché depuis peu à l'éducation du prince actuel des Pays-Bas. Tollius était professeur d'éloquence, d'histoire, d'antiquité, de lettres grecques et latines. Wittenbach, débuta par le discours de *efficiaciâ historia ad virtutis studium*; et publia comme livre classique *Selecta principum graeciae historiarum*, avec des commentaires et une préface savante, en 1786. En 1795, le successeur de Valkenaer, Luzar fut invité par les Français, dont les armées occupaient la Hollande, à donner sa démission, et la place fut de nouveau offerte à Wittenbach qui, de nouveau, la refusa. Mais l'académie de Leyde, qui voulait à tout prix s'attacher, mit à la mort de Rhunken, en 1795, pour condition d'un sort à faire à la veuve de Rhunken: à ses filles, que Wittenbach, qui avait été d'abord le protégé, puis l'ami de ce dernier, devenant son successeur. Wittenbach accepta, et reçut les titres de professeur d'histoire, de philosophie, d'éloquence, d'antiquités, d'humanités, de lettres grecques et latines, et enfin de bibliothécaire. Son début à Leyde fut un hommage rendu à l'amitié; dans son discours d'ouverture, il présente la jeunesse de Rhunken, en modèle à la jeunesse batave, puis s'élève après avoir publié la vie de Rhunken. Des lors il s'efforça, au milieu des préoccupations politiques, de revivifier dans la jeunesse le goût des études classiques. Avec un zèle et un soin paternels, il consacrait ses veilles au succès de leurs efforts qu'il annonçait dans sa Bibliothèque critique. Ainsi il enrichit, de dissertations, le travail de Creuser, sur le *Traité du beau de Platon*, sur la *Nature des Dieux de Cicéron*, celui de M. Boissonnade, qui publia les œuvres d'Eunapius, *Vita sophistarum et fragmenta historiarum*, et le traité de Bako, *De reliquis Pindonii Rhodii doctrina*. Pendant cette époque, il lui fallut lutter contre le découragement de la jeunesse batave, les envahissements du despotisme universitaire de l'empire, et contre les diversions faites aux études par la guerre, peu favorable aux laborieuses entreprises de philologie. En 1810, notamment, lors de l'incorporation de son pays adoptif, dans le territoire de l'empire français, il adressa un discours d'encouragement à ces jeunes et savants élèves qui croyaient n'avoir plus de patrie: il leur en faisait trouver une nouvelle dans l'antiquité, qu'il explorait avec eux. Ce fut pendant le temps de son professorat à Leyde, qu'il occupait le plus, et avec le plus de succès de son grand travail sur Plutarque: sur la fin de sa carrière, pour avoir plus de ressources dans l'interprétation de cet auteur, il mit beaucoup de temps à l'étude d'Olympiodore, d'Hermas, de Proclus, de Platon et d'Eunapius, considérant ainsi, et faisant considérer à ses élèves, l'influence de Plutarque et de Platon, pendant les siècles, sur la succession des philosophes, leurs disciples ou leurs imitateurs. Le manque de relations et de communications avec Orléans, retarda ses publications. Un accident funeste vint également à ses travaux, en 1807, une partie de son commentaire fut perdue par suite de l'explosion d'un bateau chargé de poudre, qui tua cent cinquante per-

sonnes, ébranla sa maison et dispersa ses papiers dans les rues, et jusque sur le port. Ce manuscrit ne se retrouva que deux ans après, sur un navire allant de Hambourg en Angleterre. Cette perte avait vivement affecté Wittenbach, incapable alors par son grand âge, de recommencer un travail qui avait coûté tant de recherches. L'édition de Plutarque est d'Oxford, et fut publiée de 1795 à 1803, en trois formats et en cinq tomes. La partie achevée du commentaire forme le tome sixième. Les *animadversiones* ne s'étendent que sur dix-huit traités, entre les quatre-vingt-six attribués à Plutarque. Dès l'an 1777, Wittenbach avait entrepris, sous le titre de *Bibliothèque critique*, la publication d'un journal, pour lequel il s'était associé Ruhnken, Schultens, Van-Santen, et d'autres philologues. La douzième partie (publiée en 1807), est surtout remarquable : Wittenbach la fit précéder d'un examen critique sur le système de Kaut; cette critique est sous la forme d'une lettre au baron F. G. Van-Lynden. Le style en est d'une pureté toute cicéronienne. Il combat Kaut avec les armes de la plaisanterie; mais derrière la plaisanterie, on sent un philosophe plein de sagacité et de connaissances. On a encore de Wittenbach, un recueil d'opuscules publiés après sa mort, en 5 vol. in-8°, sous ce titre : *D. Wittenbachii opuscula varii argumenti, oratoria, historica critica nunc primum conjunctim edita*. Partout dans ses écrits, Wittenbach se fait remarquer par la variété de ses connaissances, par la justesse et la finesse de ses aperçus; sa latinité est toujours pure et très élégante. La vie de Ruhnken en offre le plus beau modèle. M. Mahne, son biographe, dit que la pureté et la facilité de son style, soit dans ce qu'il pensait en grec en même temps qu'en latin. M. Saffer, un de ses élèves, dit qu'il joint à l'abondance cicéronienne la grâce de Xénophon, et c'est donner l'idée la plus juste du style de Wittenbach. Ce professeur, dont toute la carrière fut consacrée à ses élèves, en reçut un juste tribut de reconnaissance. Il vieillit entouré de leur respect et de leurs hommages francs et sincères. Ses principaux élèves le suivaient à la campagne : il les enseignait dans ses promenades; dans les longues soirées de l'hiver, il aimait à être entouré d'eux, et à leur faire lire les chefs-d'œuvre antiques. Il perdit un œil dans les derniers temps, et ses mains ne pouvaient plus écrire; cependant sa sérénité d'âme fut insurmontable. Une attaque d'apoplexie vint encore lui enlever la parole; mais il conserva toutes ses facultés jusqu'à son dernier jour. Le 17 janvier 1830, il expira dans les bras de sa nièce, qu'il avait épousée, en 1817, et qui le soigna dans sa vieillesse. Il fut enterré selon ses vœux dans la campagne où il termina ses jours. C'était là qu'avaient vécu Descartes et Boerhaave. Wittenbach était membre de la société latine d'Utrecht, de l'institut batave, de la société des sciences de Gœttingue, de l'Académie royale des Inscriptions. Napoléon le décora de l'ordre de la Réunion qu'il institua en 1813, et le roi des Pays-Bas, de l'ordre du lion de Belgique.

WOLCOTT (Joux), docteur en médecine, né à Doddbrook, dans le Deronshire, fut élevé à Kingsbridge. Après avoir terminé ses études, son oncle, chirurgien et pharmacien à Sorrey, dans la Cornouailles, le prit sous sa tutelle. Le jeune Wolcott étudia chez lui la pharmacie, et s'adonna en même temps à la poésie et au dessin. Le chevalier William Trelawney, ayant été nommé gouverneur de la Jamaïque, en 1788, Wolcott obtint la permission de s'y rendre à la suite du gouverneur, et le navire qui le portait ayant relâché à Madère, le jeune poète y composa plusieurs de ses plus beaux sonnets sur les beautés naturelles de cette île. A son arrivée à la Jamaïque, il reçut le diplôme de docteur en médecine. Le gouverneur étant mort peu de temps après, Wolcott repassa en Angleterre, et y recueillit cinquante mille francs d'un héritage que lui laissa son oncle. Il en usa noblement; il prit sous son patronage John Opie, simple apprenti, dans lequel il avait reconnu un talent d'imitation remarquable et d'heureuses dispositions; il le retira chez lui, et lui enseigna le dessin. Opie est devenu, plus tard, un peintre très célèbre, et a professé lui-même le dessin

à l'école des arts. En 1778, le docteur Wolcott quitta la ville de Truro, où il résidait depuis la mort de son oncle, pour Londres, où il résolut de se fixer. Son humeur joviale, ses vers malins et piquants le firent bientôt remarquer du public; il donna à ses satires la forme de l'ode. J'ai dit ses satires, cependant je suis porté à considérer Wolcott comme parodiste, et je pense qu'il doit prendre rang dans la classe des caricaturistes poétiques. Wolcott est le Rabelais de la littérature anglaise, et on pourrait fort bien lui appliquer la fameuse épigraphe que l'Arétin composa pour lui-même :

« Ci gît l'Arétin, poète toscan, qui a dit du mal de tout le monde excepté du Christ, ce dont il s'excusait en disant qu'il ne le connaissait pas. »

Rien ne devient plus fatigant à la longue que ces continuelles palinodies de l'auteur, de cette moquerie des hommes et des choses les plus respectables. Ce doute, cette dérision qui éteignent l'enthousiasme et la foi, cet esprit vaudevilliste qui a rapetissé tout ce qu'il y a de grand en France, vertu, religion, génie, gloire, beaux-arts, poésie et musique, exerça aussi son empire en Angleterre, depuis Hume et Wolcott. On peut se demander en vue de quel bien Wolcott a déclaré la guerre à son siècle? C'est à ce bouffon satanique qu'on peut appliquer la fable des *Rieurs de La Fontaine*; mais, si vous ouvrez au hasard ses pages burlesques, et que vous commenciez une pièce quelconque, vous seriez entraîné par sa verve chalcéurienne, par sa versification facile, et vous pardonneriez, en faveur du plaisir que vous éprouveriez, le manque d'élégance, et des plaisanteries quelquefois grossières. Madame Piossi fut une des victimes du poète. Il tourne en ridicule le caquet du célèbre docteur Johnson, ami de cette dame, et le fit contraster avec le puéril verbiage de Boswell, à qui il donne le rôle de *conac* de cet illustre pédant. Le savoir de sir Joseph Banks ne lui inspira pas plus de respect. Il représente le noble président de la société royale soutenant cette thèse : que les mouches appartiennent à la famille des bomards. Il est surtout inexorable envers les peintres, et particulièrement envers Benjamin West, l'Américain. Enfin, il parodie le langage du roi George III, et il lui fait jouer un rôle principal dans une épopée dont le héros est un pou. L'action en est intéressante : elle ne languit jamais, et provoque un rire inextinguible. La *Louisa*, tel est le nom du poème, mérite une place distinguée après la *Batrachomyomachie*, la *Secchia rapita* et le *Lutrin*. Un autre poème de ce genre, plus comique peut-être, est sorti de la plume féconde de Wolcott. La *Fuite de George III à la brasserie de bière de Wilbraad*. Wolcott est le poète de la démocratie, et le Cobbet de la poésie. Il est mort depuis peu d'années.

WOLF (Féodora-Accurs), célèbre philologue allemande naquit, le 15 février 1759, au village de Haynrode près de Nordhausen en Prusse, où son père remplissait les obscures fonctions de chantre et d'organiste. Celui-ci, qui possédait des connaissances bien au-dessus de son état, lui donna une première éducation très soignée, et l'envoya de bonne heure au gymnase de Nordhausen. Là il commença ses études philologiques, sous la direction des professeurs Rake et Frankensat, dont l'enseignement à la fois profond et rempli de goût, lui fit faire les plus rapides progrès. Le recteur du gymnase, M. Kuzgen, qui s'était chargé de lui apprendre les langues modernes, en regardait l'étude comme si facile pour ceux qui savent déjà un peu de grec et de latin, qu'il se borna à lui prêter successivement, et seulement pour deux mois, un dictionnaire et une grammaire de chacune d'elles. De cette manière le jeune Wolf contracta deux habitudes précieuses : celle de s'instruire lui-même, et celle de ne jamais se livrer qu'à un seul genre de recherches à la fois. Grâce à son zèle il se familiarisa bientôt avec le français, l'anglais, l'italien et l'espagnol, et à l'âge de dix-sept ans il avait déjà lu les meilleurs ouvrages écrits dans ces idiomes. A cette époque, son père, qui avait toujours eu la velleité de faire de lui un musicien, le mit en pension chez le savant organiste Schröter.

Cet artiste lui enseigna le chant, le piano et le violon, et lui donna en même temps des notions fort étendues sur la musique des anglais; mais il ne cultiva jamais cet art, qui pour son relâchement, bien qu'il obtint plusieurs brillants succès, comme exécutant et même comme compositeur. En 1777, il se rendit à l'université de Gœttingue, avec la ferme résolution de se consacrer exclusivement à la philologie. Il demanda à être inscrit dans la matricule universitaire, comme *philologie studiosus*; mais cette qualification étant alors tout-à-fait inusitée à Gœttingue, on hésita long-temps à la lui accorder, et il ne l'obtint que sur son refus d'en accepter aucune autre, et notamment celle d'étudiant en théologie. Habitue à étudier sans guide, il passa une grande partie de son temps dans les bibliothèques, et se montra peu assidu aux leçons des professeurs. Cette apparente irrégularité de ses études lui nuisait beaucoup dans l'esprit du célèbre Heyne qui refusa constamment de l'admettre à ses cours particuliers. En 1778, mourut son père, et cette perte lui fut d'autant plus sensible qu'elle le mit dans un dénuement complet. Des lors il donna des leçons de langues pour vivre, et il publia, dans la même année, à l'usage de ses élèves, le *Macbeth* de Shakespeare, avec notes et commentaires. Un travail critique sur *Pindare* qu'il soumit, en 1780, à Heyne, le réconcilia avec ce grand savant qui, peu de temps après, lui procura une chaire de littérature grecque au *Pädagogium* d'Ilfeld. Dans cette ville, il fit imprimer, en 1782, son premier ouvrage philologique: *Le Banquet* de Platon, accompagné de notes, de sommaires, et d'une introduction où l'on admire également la profondeur des idées et un style correct et élégant. En 1783, il donna un *Essai d'explication de plusieurs passages obscurs de Tacite*, qui obtint d'unanimes suffrages, et lui valut la nomination de recteur du collège d'Osterode, dans le Harz, où il se rendit, la même année, après avoir épousé, à Ilfeld, la fille unique d'un colonel. A peine fut-il installé dans sa nouvelle charge qu'on lui offrit simultanément la direction du gymnase de Géra, et une chaire de philosophie à l'université de Halle. Bien que les appointements attachés à cette dernière place ne s'élevassent guère qu'au tiers de ceux de la première, il n'hésita pas à la préférer, vu la grande sphère d'activité qu'elle présentait à ses talents. Les premières années de son séjour à Halle furent loin d'être agréables, car, sans compter que son salaire ne suffisait pas pour sa subsistance, les étudiants s'abstenaient de ses cours qu'ils trouvaient au-dessus de leur portée. Des lors il reprit la méthode qu'il avait suivie au collège d'Osterode, et aussitôt la foule encombra son auditoire, et il ne tarda pas à obtenir cumulativement la direction du séminaire pédagogique attaché à l'université de Halle. Le ministre de Prusse, M. de Zedlitz, qui le protégeait, lui permit de transformer ce séminaire en un gymnase philologique, et c'est là qu'il tint ces cours de langues et littérature grecques, qui fondèrent sa renommée, comme le premier helléniste de son époque. Il avait adopté ce principe dont il ne s'est jamais écarté, que l'antiquité classique était la réalisation des idées les plus grandes et les plus nobles qu'ait eues l'humanité, et que c'était sous ce point de vue qu'elle devait être présentée dans l'enseignement universitaire. Le but auquel tendaient tous ses efforts, était de faire de l'université de Halle, le centre des études philologiques en Allemagne; de former des professeurs profonds et habiles pour les collèges, et d'affranchir ceux-ci du joug de ce qu'il appelait la pédantesque pratique des pédagogues. La manie de briller comme auteur, manie si commune parmi les professeurs de l'Allemagne, lui était absolument étrangère: toute son ambition se bornait à bien remplir ses devoirs comme membre du corps enseignant. Pour donner une idée de l'activité sans exemple qu'il déploya en cette qualité, il suffit de dire que pendant les vingt-trois années qu'il fut attaché à l'université de Halle, il tint plus de cent trente cours, non compris les nombreux exercices du gymnase philologique qu'il dirigea tous en personne. En 1784, il donna, pour servir de canevas à un cours de mythologie, une nouvelle édition d'*Hésiode* avec un commentaire, dont les prin-

cipaux faits étaient très-riche-ment sur ces poèmes. Il avait établi un rapport entre son enseignement et ses travaux de cette publication, il d'entasser l'antiquité tard dans *Prolegomena* en 1795. Halle, in-8° même sensation dans la question de savoir si l'on buers à Homère, sont et il la résout négative-ment ne nous permettant p-veloppements à ce su d'indiquer les princip fonda son opinion; 1° cr re, si toutefois il e- core assez perfection transcription de poésies et l'*Odyssée*; 2° si Homé- écrire ses compositions eu l'idée de composer aussi grande que celle Grecs de l'époque hom- venus à un degré de co- voir comprendre des po- 3° enfin les nom: reus à chaque pas dans ces d- les chants xix et xxi d- de ceux qui les précè- caractère et la manière l'*Iliade*, il y a souvent dans un même chant, ta- contient que vingt en t- dans les deux poèmes p- tous, etc., etc. De ces sont énumérés dans les que les deux épopées u d'une même époque. maintenant, les philo- France, de l'Allema- nient combattue lors de par Heyne, Mannert, Burger, Schlosser, Saint- de courageux défenseur Guillaume Schlegel, W Dindorf, Buttmann. E- son ouvrage sur la Reli- le scalpel de la critique de Cicéron, et démon- ils n'étaient que des ex- posés par quelque rhé- élèves. Son attachemen- fit refuser des chaires: 1801, celles de Leyde- rection générale du ha- proposée, en 1805, par le De 1804 à 1806, il s'oc- qui parut à Leipzig, e- a été souvent réimprim- rope, et même stéroty- et en Angleterre. L'orq- fut fermée, il se rendi- active aux travaux de l- il était devenu memb- 1805, le roi le nomm- scientifique, et memb- publique du ministèr- de qualité, il coopéra à l- Berlin, qui fut crée- et se démit de ses fonction- sa qualité de memb- Sciences. Il accepta pl- de toutes les écoles de l- d'un gymnase philolog- ces deux charges il les jours. Dans le commen- d'un rhumatisme artic- en hâter la guérison, il- médecin, à Marseille. M- fut impuissant contre so

du voyage, et l'enleva, le 5 août 1834, à l'âge de soixante-quinze ans. La mort de Wolf causa de vifs regrets à tous les amateurs des sciences philologiques, et notamment à ses nombreux élèves, dont plusieurs ont déjà obtenu une certaine célébrité, tels que MM. Bekker, Passow, Haubart, Hartung, Brondstedt, etc. Outre les ouvrages cités dans le cours de cet article, Wolf a encore publié les suivants : 1° *Histoire de la littérature romaine*, Halle, 1787, in-8°; 2° *Letters to Charles Gottlob Heyne*, Berlin, 1797, in-8°; 3° *Discours de Démétrius, contre Laptine*, texte avec traduction latine, notes et commentaires, Leipzig, 1798, in-8°; 4° *Mélanges littéraires*, partie en allemand, partie en latin, Halle, 1800, in-8°; le même ouvrage a paru aussi sous le titre latin de *Micellanea, maximam partem, litteraria*; 5° *Antiquités de la Grèce*, Halle, 1801, in-8°; 6° *Musée archéologique*, Berlin, 1807 et 1809, 2 vol. in-8°; 7° *Musée antiquités*, Berlin, 1811, 3 vol. in-8°; 7° *Aperçu encyclopédique de toutes les branches de la science archéologique*, Berlin, 1810, in-8°, ouvrage très-célèbre et qui a été traduit en plusieurs langues. 8° *Annales littéraires*, Berlin, 1816 et 1819, 3 vol. in-8°; enfin d'excellentes traductions en vers et en prose de morceaux choisis dans Homère, Aristophane et Horace. Le célèbre sculpteur allemand, Frédéric Tieck, a fait trois bustes de Wolf, qui le représentent à différentes époques de sa vie. Un portrait très ressemblant de lui, peint d'après nature, en 1833, par Jean Wolf, et gravé par Wagner, de Nuremberg, se trouve à la tête de la nouvelle édition de son *Aperçu encyclopédique*, etc., que vient de publier un de ses élèves, le docteur S.-F.-W. Hoffmann, Leipzig, 1833, in-8°.

WOLLASTON (WILLIAM-HYDE), célèbre physicien et chimiste anglais, né le 6 août 1766, était le second fils du révérend Francis Wollaston, qui avait été père de dix-sept enfants, et dont plusieurs ancêtres étaient distingués dans les sciences. Ayant reçu son éducation académique au collège de Caius à Cambridge, il fut reçu bachelier dans cette université, en 1787, et y prit son degré de docteur en médecine, en 1793. Il se livra d'abord à l'exercice de sa profession à Bury Saint-Edmunds; mais n'ayant obtenu que peu de succès, il quitta cette ville, et se rendit à Londres, dans l'intention de poursuivre la carrière médicale. Il se présenta comme candidat à la place vacante de médecin de l'hôpital Saint-Georges, et fut refusé; le docteur Pemberton lui ayant été préféré. Cet échec l'irrita profondément, et lui causa un tel dépit, qu'il renonça des ce moment à la médecine, et prit la ferme résolution de ne plus faire une seule ordonnance quand ce serait, disait-il, pour son propre bien. Il n'eut pas sujet de se repentir, et plus d'une fois, dans le cours de sa vie, il bénit le sort pour l'avoir détourné d'une profession qui ne lui convenait guère. Une science toute conjecturale n'était pas ce qu'il fallait à ce génie exact et expérimentateur, dont le caractère distinctif a toujours été de n'estimer que les résultats primitifs, sans jamais se contenter d'appercus analogiques, ni d'appréciations approximatives. Wollaston, se voua donc à la chimie avec une persévérance rare, qui a été couronnée des plus éclatants succès. Il cultivait en même temps la physique, et util à profit les connaissances solides qu'il avait acquises dans les mathématiques, pour parvenir à un plus haut degré de précision, dans les recherches expérimentales auxquelles il se livra sans relâche et qui le conduisirent à de nombreuses et importantes découvertes. Wollaston entièrement consacré aux sciences, ayant vécu, pour ainsi dire, dans son laboratoire, sa vie n'est, en quelque sorte, que l'histoire de ses travaux. Nous citerons toutefois deux traits de lui qui sont tout-à-fait caractéristiques. Le premier fait voir le profond mystère qu'il mettait à ses travaux; le second met dans le plus beau jour son esprit indépendant et sa générosité. Pour soustraire à tous les regards des curieux ses recherches chimiques, il avait placé son laboratoire dans la partie la plus retirée de sa maison, et jamais il n'y admit qui que ce fût, ami ou étranger. Un jour, cependant,

pénétra par un pur hasard, n'ayant trouvé aucun domestique dans les autres pièces. En le voyant franchir le seuil du cabinet mystérieux, Wollaston reste interdit; mais se remettant bientôt, il se tourne vers le malencontreux visiteur, et lui dit d'un air grave : « Voyez-vous ce fourneau ? — Oui, lui répondit l'intrus. — Eh bien faites-lui un profond salut, car c'est la première fois que vous le voyez, et ce sera la dernière. » Cette extrême réserve venait de la crainte de se voir frustré de ses découvertes, soit pour la gloire, soit pour le profit; car il tenait à l'un autant qu'à l'autre. Néanmoins le beau trait que nous allons rapporter prouve que le désir du gain n'avait point étouffé chez cet illustre Anglais les sentiments de générosité. Un de ses amis, qui avait éprouvé de grandes pertes, s'était adressé à lui pour obtenir, par son crédit, un emploi du gouvernement. Wollaston s'excusa par écrit, et motiva son refus en disant qu'il était parvenu à l'âge de soixante ans sans jamais avoir demandé de faveur à aucun membre du gouvernement; mais pour dédommager son ami de ce refus, il lui envoya un bon de dix mille livres sterling (deux cent cinquante mille francs) sur son banquier. Vers la fin de 1838, il fut atteint d'une maladie grave et douloureuse; convaincu qu'il ne lui restait que peu de temps à vivre, il résolut de l'employer à dicter des notes sur plusieurs découvertes qu'il venait de faire, et qui n'avaient pas encore été publiées. Au milieu de cruelles souffrances, le désir d'être utile à l'humanité, qui l'avait dominé pendant toute sa vie, ranima ses forces presque éteintes. Peu de temps avant sa mort, il avait fait présent à la société royale de Londres, dont il était membre, d'une somme de mil livres sterling (vingt-cinq mille francs) pour être employée à l'encouragement de ceux qui se livreraient à des expériences de physique. Il est mort le 23 décembre 1833, ayant consacré ses facultés intellectuelles dans toute leur intégrité jusqu'au dernier moment. Il a été enterré à Chiselmhurst, dans le comté de Kent, sans aucun faste, ainsi qu'il l'avait exigé. Il ne s'était jamais marié. Il existe un beau portrait de Wollaston, peint par J. Jackson, membre de l'académie royale de Londres, et une gravure d'après ce portrait, par M. Wand. Wollaston avait acquis une grande fortune, due à ses nombreuses découvertes appliquées aux arts. Le procédé inventé par lui pour rendre le platine malléable lui a seul valu trente mille livres sterling (sept cent cinquante mille francs). (Ce qui caractérise particulièrement les nombreux travaux de ce savant, c'est qu'il a constamment visé à l'utilité et à l'application de ses découvertes; et pour cet effet, il a toujours cherché à obtenir des résultats de la plus rigoureuse exactitude. Sans dédaigner la théorie et l'étude des lois générales de la nature et des rapports qui lient les phénomènes entre eux, il s'attachait de préférence à l'examen minutieux des faits individuels, laissant à d'autres philosophes la tâche plus glorieuse et plus difficile de les coordonner systématiquement. Il n'opérait que sur des quantités très-minimes des corps qu'il soumettait à l'analyse. M. Wollaston est l'inventeur d'un goniomètre à réflexion, très utile dans la cristallographie. Il a imaginé l'instrument d'optique simple et portatif, connu sous le nom de *Camera lucida*, au moyen duquel les objets extérieurs semblent transportés sur le papier du dessinateur, qui n'a plus, pour ainsi dire, que la peine de suivre leurs contours avec la pointe de ses crayons. Il a introduit dans l'appareil voltaïque une modification d'une grande importance, qui avait pour objet d'augmenter la rapidité de la circulation des fluides électriques dans cet appareil, et a été féconde en résultats utiles pour l'ascience. La petitesse et la délicatesse des appareils employés par M. Wollaston, étaient remarquables; il avait une pile voltaïque qui pouvait tenir dans un do à condre. Wollaston a découvert deux nouveaux métaux le *palladium* et le *rhodium*. On lui doit la règle des équivalents chimiques, au moyen de laquelle on trouve, sans faire des calculs et de prime abord, l'équivalent donné par les expériences. Cette règle est d'un usage pratique très commode, mais elle ne supplée pas tout-à-fait aux

tables perfectionnées que nous devons à quelques chimistes allemands de l'école de Berzelius. Le procédé pour travailler facilement le platine, après l'avoir parfaitement isolé des métaux qui s'y trouvent mêlés, est de la plus haute importance, et reçoit chaque jour de nouvelles applications. Wollaston était parvenu à obtenir du fil de platine aussi fin qu'un cheveu, et presque imperceptible à l'œil. Pour cela il couvrait d'une mince lame d'argent un fil de platine, qu'il tirait ensemble à la filière, par une chaleur très forte, et enlevait ensuite l'argent au moyen de l'acide nitrique. Wollaston avait été élu membre de la société royale de Londres en 1793, et secrétaire de ce corps savant en 1806. Il était associé étranger de l'institut et membre des principales académies anglaises et étrangères. Voici la liste de ses écrits, dont le plus grand nombre sont des mémoires insérés dans les *Transactions philosophiques* depuis 1800 jusqu'en 1813, 1° *Sur la goutte et les concrétions urinaires*, 1797; 2° *Des images doubles causées par la réfraction atmosphérique*, 1800; 3° *Expériences sur la production et l'action de l'électricité*, 1801; 4° *Méthode pour examiner la puissance réfractive et dispersée par la réflexion prismatique; et sur la réfraction oblique du spath d'Islande*, 1802; 5° *Observations sur la question de la réfraction horizontale, avec une méthode pour observer l'inclinaison de l'aiguille sur mer*, 1803; 6° *D'un nouveau métal trouvé dans la mine de platine*, 1805; 7° *Sur la découverte du palladium*, et des observations sur les substances qu'on rencontre mêlées au platine, 1805; 8° *Sur la force de percussion*, 1806; 9° *Essai sur les anneaux lumineux*, 1807; 10° *Sur le platine et le palladium natifs du Brésil*; 11° *Sur l'identité du columbium et du tantalum*; 12° *Description d'un thermomètre à réflexion*: ces trois mémoires sont de 1808. 13° *De l'action musculaire, du mal de mer, et des effets salutaires de l'exercice pendant la grossesse*; 14° *De l'oxide crytique, nouvelle espèce de calcul urinaire*: ces deux écrits sont de 1810. 15° *De l'absence du sucre dans le sang des personnes atteintes du diabète mellitus*, 1811; 16° *Des cristaux primitifs de carbonate de chaux, du spath amer, et du spath ferrugineux*; 17° *D'une chambre obscure et d'un microscope périscopiques*: ces deux mémoires sont de 1812. 18° *Sur les particules élémentaires de certains cristaux*; 19° *Procédé pour tirer à la filière des fils métalliques d'une extrême finesse*; 20° *Description du microscope à une seule lentille*: ces trois mémoires sont de 1813. 21° *De la manière de tailler le cristal de roche pour des microscopes*; 22° *Des sons imperceptibles pour certaines oreilles*: ces deux mémoires sont de 1814. 23° *Description d'une batterie galvanique élémentaire* (*Annales de Thompson*, 1815); 24° *Observations et expériences sur une masse de fer natif du Brésil* (*Magasin Philosophique*, 1816); 25° *Sur un procédé pour rendre malléable le platine*: la société royale lui a décerné une des médailles royales en novembre 1825; 26° *Sur un microscope double*; 27° *Sur un baromètre différentiel*; 28° *Du moyen de compurer la lumière solaire avec celle des étoiles fixes*; 29° *Sur l'eau de la Méditerranée*. Ces cinq derniers mémoires sont de 1823. Nous ignorons si ses exécuteurs testamentaires ont publié les notes qu'il dicta pendant sa dernière maladie. Wollaston avait fait partie de la commission qui fut chargée de la réforme des poids et des mesures du royaume-uni, en 1818, et dont étaient également membres le célèbre docteur Thomas Young et le capitaine Kater. Moins brillant que Davy, moins avide de gloire que Young, et plus circonscrit dans le cercle de ses recherches, il eut sur ces deux grands hommes l'avantage d'avoir constamment réussi dans tous ses travaux, ainsi qu'on puisse lui reprocher le moindre écart. Wollaston est peut-être le premier expérimentateur duquel on puisse dire qu'il ne s'est jamais trompé sur aucun point important dont il avait fait une étude sérieuse. Il était modeste, d'un commerce agréable, quoique réservé; et était très habile à saisir dans la conversation des traits de génie, des idées lumineuses, dont il tirait souvent parti en développant ce que d'autres n'avaient fait qu'entrevoir, ou dont ils n'avaient pas su calculer toute la portée. Observateur exact et ingénieux, il a beaucoup fait pour la science; mais sa place est au-dessous de celle

des hommes de génie qui abordent les fondements des théories.

WOLLIN (LAVASTY), contre-qui le 23 décembre 1734 à Copenhague était membre du conseil de commerce dans une école de continuée aux universités de Liège d'adonner spécialement aux sciences à entrer dans l'armée. Quelque engagé, il fut commandé pour expédition dans la mer du Nord; raucé, et par ses seuls talents lieutenant. Il fit ainsi partie, en expédition dans la mer du Nord l'amiral Trolle, dans laquelle mandement d'un vaisseau. De le roi lui donna la commission l'amirauté. En 1761, il reçut le grade de major. En 1768, lors Suedo et la Russie, il reçut le colonel, et fut décoré de l'ordre; donna les plus grandes preuves de sa valeur, dans la bataille remarquable prise du vaisseau russe *Wladimir*. Il commandait le *grat* *Rettisen*, quand il se trouva, les prises avec la flotte russe. Il prit aux combats près de Revel, (Suesborg; dans ce dernier, se fond, et lui-même, forcé de céder prisonnier. Après la conclusion dans sa patrie, et fut nommé contre-amiral. Il s'est fait reconnaître habile ingénieur, et a fait des ques des côtes, qui s'étendent de Sigulskær jusqu'à Helsingør. Alaud. Ses talents le firent nommé de la science de Stockholm un traité remarquable sur la des mers, ou le vrai méthode course, par trois sentances faites sur la même marque, la des mers. Comme membre de la il a donné un autre traité sur vent sur les voiles, leurs proportions structure, pour produire une belle qualité qui contribuent principes degré de perfection des vaisseaux d'après une règle fixe. Il mourut.

WORDSWORTH (WILLIAM) où il reçut une éducation singulière, portée à la rêverie et appliquée à physiques; le fils ne tarda pas à influencer son génie. Ses voyages sa résidence continue dans Irlande et de Westmoreland, où d'inspecteur du timbre, n'ont donné à son esprit ce tour poétique. Wordworth est le chef de la poésie, qui compte parmi ses maîtres Southey, Wilson, Coleridge. La poésie lui vient de ce que tous les poètes à cette école, résident ou de la poésie de Westmoreland et de Coleridge, comme le plus grand moderne; cependant il ne jouit pas de la popularité. Il a ni l'énergie de la poésie de Moore; Walter la beauté de ses descriptions, productions de Southey règne; ne trouve pas dans Wordsworth de l'école des lacs marche à la poésie. Comme la vie de ce poète, ainsi que celle de la poésie, ont entièrement les mêmes à citer ses principales productions *Waltham, an epistle in verse address to the lasses of the north of England*.

2° *Descriptive sketches in verse, taken during a tour in the Alps*, 1794, 1 vol. in-4°; 3° *Lyrical ballads and other poems*, 1798, 1 vol. in-8°; 4° *The excursion, a portion of the recluse, poem*, 1814, 1 vol. in-4°. Quant au caractère de cet auteur, on peut le considérer comme l'inventeur d'une espèce de platonisme chrétien fondé sur l'harmonie de l'univers: son mysticisme offre beaucoup d'analogie avec le panthéisme de Pythagore. En politique, Wordsworth est tory, ainsi que les membres de son école, quoiqu'ils aient été républicains jusqu'en 1793. La tournure habituelle de son esprit est la contemplation, la sérénité et l'élévation.

WREDE (CHARLES-Philippe, prince de), feld-maréchal bavarois, naquit à Heidelberg, le 29 avril 1767; il entra au service à l'âge de vingt-cinq ans, en 1792, il fut nommé colonel en 1795. A l'ouverture de la campagne de 1799, il reçut le commandement du corps franc qu'il avait levé et organisé sous les auspices du prince Charles, et avec lequel il obtint quelques succès qui le firent avantageusement connaître. Pendant la campagne de 1805, il commandait les troupes bavaroises auxiliaires des Français, ayant alors le grade de lieutenant-général. Le 13 octobre de la même année, à la tête de l'avant-garde, il poursuivit vigoureusement les Autrichiens, et leur fit quatorze cents prisonniers. Après la paix de Presbourg, son souverain lui confia le gouvernement d'une province bavaroise, et il reçut, en 1806, le grand cordon de la légion d'honneur: en 1808 et 1809, il fut chargé de diverses opérations militaires importantes dans le Tyrol, et battit les Autrichiens dans plusieurs rencontres. En 1809, il commandait, sous le prince royal de Bavière, une division de l'armée chargée de couvrir la capitale. Il s'empara d'abord de la position de Straubing, puis de celle de Neustadt, où il fut rejoint par la deuxième division bavaroise. Après quelques actions partielles, dont l'avantage resta aux troupes bavaroises, l'empereur Napoléon livra, le 30 avril, la bataille d'Abensberg, où le général de Wrede se distingua de la manière la plus brillante. Les troupes bavaroises, que Napoléon commandait en personne, s'emparèrent de huit drapeaux, de douze pièces de canon, et firent dix-huit cents prisonniers. Le surlendemain, le général de Wrede se dirigea sur l'Inn, toujours à la poursuite des vaincus, et le 27 il se porta à Laufen, sur la Lutzel, et atteignit l'arrière-garde du corps autrichien qui occupait le Tyrol. Après un engagement assez vif, il s'empara de ses bagages, et lui fit cinquante prisonniers. Le 29, il attaqua l'ennemi devant Felsbourg qu'il occupa à la suite d'un combat opiniâtre. De Wrede, qui déjà avait pris rang parmi les généraux célèbres de cette époque de gloire pour la France et pour ses alliés, se distingua d'une manière brillante à la prise d'Innsbruck et à la bataille de Wagram; il fut blessé dans cette dernière affaire, qui lui valut le grade de feld-maréchal et le titre de comte. Au commencement de 1808, Napoléon fit publier une correspondance saisie sur un courrier suédois, dans laquelle l'armée bavaroise était peu convenablement traitée. A cette occasion, le feld-maréchal de Wrede se battit en duel avec le comte de

Duber, chargé d'affaires de Suède à Vienne, et signataire de cette correspondance; mais cette rencontre n'eut aucune suite fâcheuse. Le repos dont jouit l'Allemagne, de 1810 à 1811, permit au général bavarois de consacrer une partie de ce temps à sa famille et à l'étude des auteurs militaires anciens et modernes. Dans la campagne de 1812, il commandait le contingent des troupes de sa nation. On voit, dans les bulletins français de la grande armée, qu'il se couvrit de gloire aux combats de Wallutius-Gora et de Polotsk, les 19 août et 18 octobre. Pendant toute la désastreuse retraite qui termina cette campagne, le corps de de Wrede fut un de ceux qui souffrirent le plus: il y perdit toute sa cavalerie. La perte de la bataille de Leipzig restera longtemps une tache pour la nation saxonne. Les malheurs qui la suivirent détachèrent la Bavière de l'alliance de la France, et préparèrent la chute de Napoléon. Le 8 octobre 1813, le maréchal de Wrede signa le traité de Ried, par lequel son souverain se séparait de la confédération du Rhin, et renouait à la protection de l'empereur des Français. Il se porta aussitôt en Franconie à la tête d'une armée de quatre-vingt mille hommes, composée de Bavarois et d'Autrichiens, afin de couper la retraite à Napoléon. On connaît l'issue de la bataille d'Hanau (30 octobre), où fut blessé le maréchal de Wrede. Cette affaire ne retarda que de quelques heures la retraite de l'empereur, et fit pâlir la réputation du général bavarois. Aussitôt après son rétablissement, il reprit le commandement des troupes bavaroises, et fit à leur tête la campagne de 1814. Il prit une part active à la bataille de Brienne, le 27 février, et s'empara de vingt-six pièces de canon; les 13 et 14 du même mois il établit à Troyes son quartier général; à Bar-sur-Aube, il remporta un avantage marqué sur le maréchal Oudinot. C'est à cette occasion qu'il reçut sur le champ de bataille l'ordre de Saint-Georges de la seconde classe. Après l'évacuation de la France, de Wrede fut élevé à la dignité de prince, et recut, à son arrivée en Allemagne, des honneurs extraordinaires. Le roi de Bavière lui fit présent de la belle terre d'Ellingen, en Franconie, et d'un revenu annuel de cent mille florins. En 1814, ses blessures s'étant rouvertes, on crignit un instant pour ses jours. Cependant il reentra en France, en avril 1815, à la tête des troupes bavaroises, passa la Sarre le 23 juin, établit son quartier général à Auxonne, et occupa une partie des départements du centre. Le prince régent d'Angleterre lui conféra, à l'occasion de cette campagne, la décoration de grand-croix de l'ordre du Bain. Après le dernier traité de Paris, son souverain le chargea de plusieurs missions importantes. On a accusé le prince de Wrede d'avoir contribué à la disgrâce du comte de Montgelas, mais ce fait n'a point été éclairci. De Wrede possédait des connaissances étendues, et il passa pour l'un des généraux les plus distingués de l'époque actuelle. Napoléon lui-même en faisait beaucoup de cas, et lui a souvent donné des témoignages de son estime. Le prince de Wrede est membre de la première chambre des états de Bavière.

## Y

YOUNG (Thomas), célèbre physicien anglais, naquit à Milverton, dans le comté de Somerset, le 13 juin 1773, de parents qui tenaient à la secte des quakers, et passa ses premières années chez son grand-père maternel, M. Robert Davies, riche industriel, de Minehead. Les heureuses dispositions dont il était doué parurent presque dès sa naissance, et il doit être mis au premier rang parmi les enfants célèbres, sans pourtant avoir commencé, comme la plupart d'entre eux, par se montrer un prodige pour devenir ensuite un homme très ordinaire. A l'âge de deux ans il savait déjà lire couramment, et à celui de quatre, il pouvait réciter par cœur un grand nombre d'ouvrages anglais, et même divers poèmes latins,

bien qu'alors il ne comprît pas un seul mot de ces derniers. Dans sa sixième année, il fut confié à un professeur de Bristol, dont la médiocrité et le pédantisme lui inspirèrent un tel dégoût, qu'il s'habituait à être son propre instituteur; et c'est de cette manière que se développèrent ses brillantes qualités que trop de secours eussent peut-être éteintes. Young avait huit ans lorsqu'un hasard vint lui révéler sa véritable vocation. Un arpeur, à côté duquel il demeurait, le prit en grande affection. Il l'amenait quelquefois sur le terrain, et lui permettait, les jours de fête, de jouer avec ses instruments de géométrie et de physique. Les opérations à l'aide desquelles le jeune écolier voyait déterminer les distances et les élévations des



De sa naissance à sa quatorzième année, Young était pensionnaire du collège de Campton Dorsel ; puis, à cette époque, on s'occupait exclusivement d'une étude minutieuse des principaux écrivains de la Grèce et de Rome. Il apprit dans le même intervalle le français, l'italien, l'hébreu, le persan et l'arabe. Le français et l'italien, par occasion, afin de satisfaire la curiosité d'un camarade qui le prêtait souvent de lui expliquer des ouvrages dans ces idiomes ; l'hébreu pour lire la Bible en original ; le persan et l'arabe dans la vue de décider cette question qu'une discussion dans le réfectoire avait soulevée : Y a-t-il entre les langues orientales des différences aussi tranchées qu'entre les langues européennes ? Cependant les études philologiques seules ne suffirent pas pour apaiser sa brûlante soif de s'instruire. Dans ses promenades autour de Campton, il se prit d'une vive passion pour la botanique, et comme il était dépourvu des moyens de grossièrement tout se servir les naturalistes quand ils veulent examiner les parties les plus délicates des plantes, il entreprit lui-même de construire un microscope, sans autre guide que la description de cet instrument donnée par Benjamin Martin. On se fera une idée de l'étonnante persévérance qu'il avait déjà à un âge si jeune, quand nous dirons que, pour arriver à ce difficile résultat, il lui fallut non-seulement acquiescer une grande partie de l'été dans l'art du tourneur, mais aussi apprendre le calcul différentiel sans lequel il n'aurait pu comprendre les symboles que lui présentaient les formules algébriques de l'opticien. Cette activité prodigieuse altéra sa santé : on craignait pour lui une maladie de phtisie ; mais ces symptômes cédèrent aux préceptes de l'art et aux soins dont il fut l'objet. En 1787, immédiatement après sa sortie du collège de Campton, un ami de ses parents, M. David Barclay, de Youngsbury, le choisit pour condisciple de son petit-fils à qui il venait de donner un précepteur distingué par son érudition. A l'installation de Young, M. Barclay lui donna plusieurs phrases à transcrire, afin de reconnaître s'il avait une belle écriture. Comme il restait long-temps occupé de ce travail, les assistants plaisantaient sur son peu d'aptitude, mais quelle ne fut leur surprise lorsque, au lieu d'une simple copie du texte, il leur en présenta une traduction en neuf langues, traduction remarquable par sa fidélité autant que par la correction et l'élégance du style, et qui était, en même temps, un chef-d'œuvre de calligraphie. Le professeur sentit l'immense supériorité de l'un de ses élèves, et avoua bientôt que, dans leurs communes études, le véritable professeur n'était pas toujours celui qui en portait le titre. A cette époque, Young rédigea, en recourant sans cesse aux sources originales, une analyse détaillée des nombreux systèmes de philosophie qui furent professés dans les différentes écoles de la Grèce. Cet ouvrage qu'admirent ses amis, n'a pas été publié. Les bizarreries des philosophes grecs mitigèrent de beaucoup l'attachement qu'il avait montré jusque-là aux principes de la secte où il était né ; il ne s'en sépara cependant que plusieurs années après. La petite colonie studieuse de Youngsbury allait, en hiver, passer quelques mois à Londres. Dans un de ces voyages, Young se lia avec le docteur Higgins, célèbre chimiste ; dans un autre, il fit la connaissance de MM. Burke et Windham, membres de la chambre des communes, et du duc de Richmond, alors grand-maitre de l'artillerie. Ce dernier lui offrit une place d'assistant. MM. Burke et Windham, quoiqu'ils voulussent aussi l'attacher à la carrière administrative, lui consentirent d'aller d'abord à Cambridge suivre un cours de droit. Avec d'aussi puissants protecteurs, Young pouvait compter sur un emploi lucratif, mais il avait la conscience de ses forces et de son goût, et

détermina une dissertation inusitée sur la vision. *De corporis humani visus et intellectus*. Avant de le publier, il avait présenté à la société royale de Londres un opuscule qui renfermait déjà les premiers germes du grand ouvrage qu'il fit imprimer que quatorze ans plus tard, sur la manière dont l'œil s'adapte à la vision d'objets diversément éloignés ; travail remarquable où il a démontré, par des expériences que la plupart des physiciens ont trouvées incontestables, que les phénomènes de la vision tiennent uniquement à un changement de courbure du cristallin. Une des plus belles découvertes, celle des interférences, lui fut suggérée par ses recherches sur la nature des lames minces qui produisent la coloration de l'eau. Selon lui, chaque lame mince se trouve équivalente, sous tous les rapports, à un miroir épais de la même substance. Or, dans certains de ses points, aucune lumière ne se voit, il n'en conclut pas, comme Boyle, Hooke, Newton et autres, que la réflexion y ait cessé, mais il suppose que, dans les directions spéciales de ces points, les rayons réfléchis par la seconde face aient eu la rencontre des rayons réfléchis par la première, les anéantissant complètement. Voilà sans contredit la plus étrange des hypothèses. On devait certainement se montrer très surpris de trouver la suite dans des points où les rayons du soleil arrivent librement ; mais qui se fut imaginé qu'on viendrait à supposer que l'obscurité pouvait être engendrée, en opposant de la lumière à de la lumière. Young n'eût pas d'abord cette doctrine de preuves démonstratives ; il se borna à montrer que sa théorie pouvait s'adapter aux phénomènes, mais sans aller au-delà des possibilités. Lorsque plus tard il arriva aux preuves, le public eut des préventions, et il ne put pas les vaincre. Cependant l'expérience dont il fit surgir sa mémorable découverte ne saurait exciter l'ombre d'un doute. Elle consistait à faire se croiser dans un certain point de l'espace deux rayons provenant d'une même source par des routes légèrement inégales. Dans ce point ce plaçait une feuille de beau papier ; chaque rayon y solennement le faisait briller du plus vif éclat, mais quand ces deux rayons se réunissaient, quand ils arrivaient simultanément sur la feuille, la lumière plus complète succédait au jour. Avant Young les phénomènes de coloration étaient non-seulement inexpliqués, mais rien ne les liait entre eux. Newton, qui s'en occupa si long-temps, n'avait, par exemple, aperçu aucune connexion entre les iris des lames minces et les bandes de la diffraction. Young ramena ces deux espèces de stries colorées à n'être que des effets d'interférence. Plus tard, quand la polarisation colorée eut été découverte, il prouva, dans les mesures des différentes épaisseurs des lames minces, de certaines analogies remarquables et très propres à faire presumer que, tôt ou tard, ce genre bizarre de polarisation se rattacherait à sa doctrine. Les amateurs si curieux par la régularité de leur forme et par la pureté de leur éclat, dont toute lumière un peu vive paraît entourer quand on l'examine au travers d'un amas de molécules et de filaments d'égaux dimensions : ces anneaux suggèrent à Young l'idée d'un instrument extrêmement simple qu'il appela *Eurymètre*, et avec lequel on mesure sans difficulté les dimensions des plus petits corps. Cet instrument, si peu connu, a sur le microscope l'immense avantage de donner d'un seul coup la grandeur moyenne des millions de particules qui se trouvent comprises dans le champ de la vision. Il possède de plus la propriété singulière de rester muet lorsque les particules diffèrent trop entre elles, ou, en d'autres termes, lorsque la question de déterminer leurs dimensions n'a aucun sens. Malgré ses nombreux travaux sur les sciences physiques et médicales, Young n'avait point cessé de cultiver la philologie, pour laquelle il eut toujours

posée telle, que personne n'avait encore osé anéantir. Dans cette recherche, comme on pouvait s'y attendre, Young fournit de nouvelles preuves de son immense pénétration: il l'aperçut de premier abord que, dans la multitude des signes sculptés sur la pierre et représentant soit des animaux entiers, soit des êtres fantastiques, soit encore des instruments et des produits des arts ou des formes géométriques, ceux de ces signes qui se trouvent renfermés dans des encadrements elliptiques, correspondent aux noms propres de l'inscription grecque: en particulier, au nom de Ptolémée, le seul qui, dans la transcription hiéroglyphique, soit resté intact. Immédiatement après, il conjectura que, dans le cas spécial de l'encadrement, ou cartouche, les signes ne représentent plus des idées, mais des sons; enfin il chercha, par une analyse minutieuse et très délicate, à assigner un hiéroglyphe individuel à chacun des sons que l'oreille entend dans le nom de Ptolémée de la pierre de Rosette, et dans celui de Bérénice d'un autre monument. Voilà, dans les travaux de Young sur les systèmes graphiques des Égyptiens, les trois points culminants. Personne, a-t-on dit, ne les avait aperçus, ou du moins ne les avait signalés avant le physicien anglais, mais cette opinion, quoique généralement admise, nous paraît contestable, car il est bien certain que M. de Guignes, dans un mémoire imprimé en 1766, a indiqué les cartouches des inscriptions égyptiennes comme renfermant tous des noms propres. Young n'a donc la priorité que sur un seul point: c'est à lui que remonte la première tentative qui ait été faite pour décomposer en lettres les groupes des cartouches, pour donner une valeur phonétique aux hiéroglyphes composant, dans la pierre de Rosette, le nom de Ptolémée. Mais dans ce travail, ses efforts n'eurent pas un plein succès. Égaré par un faux système, il attribua aux caractères hiéroglyphiques tantôt une valeur simplement alphabétique et tantôt une valeur syllabique, ou même dissyllabique, sans s'inquiéter de ce qu'il pourrait y avoir d'étrange dans ce mélange de caractères de natures différentes. Le fragment d'alphabet publié par lui renferme donc du faux et du vrai; mais le faux y abonde tellement, qu'il sera impossible d'appliquer la valeur des lettres dont il se compose, à toute autre lecture que celle des deux noms propres dont ces lettres ont été tirées. Le travail de feu Champollion, quant à la découverte de la valeur phonétique des hiéroglyphes, est simple, homogène et ne semble donner prise à aucune incertitude. Chaque signe équivaut à une simple voyelle ou à une simple consonne. Sa valeur n'est plus arbitraire: tout hiéroglyphe phonétique est l'image d'un objet physique dont le nom, en langue égyptienne, commence par la voyelle ou par la consonne qu'il s'agit de représenter. Il résulte de là que l'alphabet de notre compatriote sert à lire des inscriptions entièrement différentes, et que, partant, c'est à lui que revient la plus grande partie dans l'interprétation des hiéroglyphes, l'une des plus belles découvertes de notre siècle. Les hommes qui consacrent leur vie aux spéculations scientifiques divorcent ordinairement avec tous leurs contemporains. Young, au contraire, était ce qu'on est convenu d'appeler un homme du monde. Il fréquentait les sociétés les plus brillantes, et se faisait remarquer par les grâces de son esprit et l'élégance de ses manières. Il avait acquis de profondes connaissances dans la théorie de la musique, et jouait, en virtuose, de plusieurs instruments. Son goût pour la peinture se développa en Allemagne, et notamment à Dresde, dont la belle galerie l'absorba long-temps. Il y étudia cet art, comme auparavant il avait étudié les langues dans sa patrie, comme plus tard il cultiva les sciences: car

et divers perfectionnements dont ces figures étaient susceptibles. Young partageait, sous tous les rapports cette opinion des quakers, que les enfants diffèrent moins qu'on ne le suppose, et que chaque homme aurait pu faire ce que tout autre homme avait fait. Il ne recula devant aucune épreuve. La première fois qu'il monta à cheval en compagnie du petit-fils de M. Barclay, l'écuyer qui les suivait franchit une barrière élevée. Young voulait l'imiter, mais il alla tomber à dix pas de là; nouvel essai, nouvelle chute fidèle à sa thèse de prédilection, il ne se rebuta pas; il fit une troisième tentative, et celle-là réussit parfaitement. A Edimbourg, Young parvint en très peu de temps à lutter d'adresse avec un funambule; à Goettingue, il acquit dans l'art de voltiger à cheval une habileté extraordinaire, et qui certes eût été remarquée même au milieu des artistes consommés dont les tours de force attirèrent un nombreux concours au cirque de Francoini. Malgré ses connaissances immenses, il n'eut, comme médecin, pas de clientèle nombreuse, ce qui doit être attribué à peu d'assurance qu'il avait au lit du malade. Les fâcheux effets qui pourraient éventuellement résulter de l'action du médicament le mieux éprouvé, lui semblaient toujours balancer les effets favorables qu'on devait en attendre, et le jetaient dans une incertitude fort naturelle, mais que le public prenait toujours pour de l'ignorance. La même timidité s'y remarque dans ses ouvrages sur la médecine. Devenu en 1818, secrétaire du bureau des longitudes, il abandonna presque entièrement l'art de guérir pour se livrer à la minutieuse surveillance de l'ouvrage périodique célèbre connu sous le titre de *Almanach nautique*, et à partir de cette époque, le journal de l'Institution royale donna tous les trois mois de nombreuses dissertations sur les plus importants problèmes de la navigation et de l'astronomie; preuve évidente qu'il ne regardait point sa place comme une simple cure. Cependant on l'abreuva de tant de dégoût qu'il prit le parti de donner sa démission. Peu de temps après, le bureau des longitudes éprouva une modification qui le détourna de son véritable but, et lorsque, en 1823, cet établissement fut remis sur l'ancien pied, Young, cédant aux plus vives sollicitations, en accepta de nouveau le secrétariat. Dès 1821 sa santé, déjà faible, ne fit que décliner. Il attendait sa fin avec calme et résignation, s'occupant d'un dictionnaire égyptien qu'il n'a pu qu'après sa mort. Quand ses forces ne lui permirent plus de soulever une plume, il corrigea ses épreuves à l'aide d'un crayon. Un des derniers actes de sa vie fut d'exiger la suppression d'une brochure écrite d'une main au contraire la nouvelle destruction dont on menaçait le bureau des longitudes, et où se trouvaient énumérés les nombreux services qu'il avait rendus à cette institution. Young s'éteignit, entouré d'une famille dont il était adoré, le 10 mai 1829, à peine âgé de cinquante-six ans. L'autopsie fit découvrir qu'il avait l'aorte ossifiée. Sa mort a eu très peu de retentissement. Les portes de Westminster, si accessibles à médiocrité titree, restèrent fermées à l'homme-génie, et la dépouille mortelle de Thomas Young fut déposée au village de Farnborough, dans une modeste tombe de sa famille. Young a occupé pendant quelque temps la chaire de physique et de mathématiques de l'Institution royale de Londres, l'une des chaires de médecine de l'hôpital St. George de la même ville. Il était membre de presque toutes les sociétés savantes, et notamment de l'Institut de France (première classe), et de la Société royale de Londres, où il remplit long-temps les fonctions de secrétaire pour la correspondance étrangère. Les bornes étroites assignées à cet article ne nous per-

de Young, qui, ete la seule, remplissait plusieurs de nos colonies compactes, nous vint en tentation d'en indiquer les suivants dont les titres ressemblent suffisamment la prodigieuse variété des connaissances que possédait l'auteur: 1° *Mémoire sur les mines et l'exploitation du fer*; 2° *Essai sur la monnaie et la police*; 3° *Leber des sur les habitudes des ouvriers et le système de l'industrie*; 4° *Sur la stabilité des arrières des profits*; 5° *Sur l'atmosphère de la lune*; 6° *Description d'une opération*; 7° *Théorie mathématique des courbes épicycloïdales*; 8° *Restitution et traduction de diversus relations grecques*; 9° *Sur les moyens de fortifier la charpente des vaisseaux de ligne*; 10° *Sur le jeu du cœur et des arrières dans le phénomène de la circulation*; 11° *Théorie des marées*; 12° *Sur les maladies du porc*; 13° *Sur le frottement dans les axes des machines*; 14° *Sur la fièvre jaune*; 15° *Sur le calcul des éclipse*; 16° *Essai de grammaire*; 17° *Illustration de la mécanique céleste de Laplace*.—Nous remplissons un devoir en déclarant que c'est M. Arago que nous sommes redevables de la plus grande partie des intéressants détails qu'on vient de lire. Cet illustre savant a eu l'extrême complaisance de mettre à notre disposition le manuscrit de l'ouvrage de Young, qu'il a lu, en 1853, à une séance publique de l'Institut.

YVART (JEAN-ACCESTE-VICTOR), né à Boulogne-sur-Mer, vers 1764, membre de l'Académie des Sciences, où il a remplacé Parmentier, de la société royale d'agriculture et du conseil d'agriculture établi près du ministère de l'intérieur, ancien professeur d'économie rurale à l'école vétérinaire d'Alfort, chevalier de la légion d'honneur, était l'un de nos plus savants agriculteurs, et a mérité d'être appelé l'Arthur-Young de la France. Il fit un voyage en Angleterre pour y étudier et comparer les diverses prati-

Il l'aurait plusieurs missions du gouvernement relatives aux intérêts de l'agriculture. Il quitta le département en 1822, et se retourna dans une propriété rurale à Saint-Pont, près de Melun, où il se livra à ce qui était fait l'objet constant de ses études. M. Yvart est auteur de: 1° *Mémoire sur des végétaux qui fourment des parties utiles à l'art du caduc et du lin*, 2° *commissaire*, en 1788, par la société d'agriculture de Paris; 3° *Rapport sur les expériences du seigneur Houdart, relatives à l'économie et à la préparation de la semence*, au vers 1800, in-8°; 4° *Coup-d'œil sur le sol, le climat et l'agriculture de la France, comparés avec les climats qui avoisinent, et particulièrement avec l'Angleterre*, Paris, 1801, in-8°; 5° *Objet d'intérêt public, recommandé à l'attention du gouvernement et de tous les amis de l'agriculture, par la destruction des plantes nuisibles aux récoltes, couronné*, en 1817, par l'Académie de Liège. Son *Traité des assolements* est considéré comme un des meilleurs ouvrages d'agriculture pratique, et a couronné pour le prix decennal. Ce beau travail, dont il a été donné une analyse étendue pour ce concours, fait sous l'article *Succession de cultures*, la presque totalité (593 pages in-8°) du tome XI du *Nouveau cours complet d'agriculture*, publié par les membres de la section d'économie rurale de l'Académie des Sciences, et n'a pas été imprimé ailleurs; il forme, avec l'article *Jachère*, qu'il a inséré dans le même cours, un corps de doctrine complet; l'un et l'autre sont le résultat des observations recueillies dans sa pratique et dans ses voyages en France et à l'étranger. M. Yvart a été aussi collaborateur du *Théâtre d'agriculture d'Officier de Serres*, et du *Nouveau dictionnaire d'Histoire naturelle*. On a annoncé sa mort à l'Académie des Sciences, dans la séance du 4 juillet 1851.

## Z

ZACH (FRANÇOIS-XAVIER, baron de), célèbre astronome et mathématicien, était issu d'une ancienne et très illustre famille hongroise, et naquit à Presbourg le 24 juin 1754. Il eut une éducation toute militaire; entra à dix-huit ans au service de l'Autriche, et, après avoir signalé sa bravoure dans la guerre de 1788 contre les Turcs, il sollicita son congé, et l'obtint avec le grade de lieutenant-colonel. En 1790, Zach visita l'Angleterre, et, à son retour sur le continent, il se rendit à Gotha, où il se livra avec ardeur à l'étude de l'astronomie. Le duc Ernest II, qui cultivait lui-même cette science, ne cessa de l'encourager, et lui confia, en 1794, la direction de l'observatoire qu'il venait de faire construire sur la montagne de Strehberg, près Gotha. Dans cet établissement, Zach fit des cours publics, et forma plusieurs astronomes qui font aujourd'hui l'honneur de l'Allemagne. Vers la fin de 1804, la jeune duchesse douairière de Saxe-Gotha le nomma grand-marchal de son palais d'Eisenberg, et plus tard elle l'admit dans son intimité. Ils firent ensemble un voyage en France et en Italie, et, à partir de 1807, ils habitèrent alternativement Paris, Marseille et Gènes. Sur l'invitation du gouvernement des Deux-Siciles, Zach se rendit à Naples, et y dirigea la construction du nouvel observatoire qu'on regarde comme le meilleur et le plus beau de l'Italie. A la même époque, il fit le plan de celui qui a été bâti tout récemment dans les environs de Lucerne. En 1837, la mort lui enleva son amie. Accablé de cette perte douloureuse, il chercha des distractions dans un voyage en Suisse, et s'établit enfin à Berne, décidé à y passer le reste de ses jours. Mais bientôt la nécessité de se faire traiter de la pierre le ramena à Paris, où M. Civiale lui fit l'opération de la lithotritie avec une habileté qu'il se plaignait de proclamer en toute occasion. Dès cette époque, ses forces s'affaiblirent sensiblement, et au point qu'il ne put retourner en Suisse. Il fut atteint du choléra le 26 août 1852, et mourut le 3 septembre suivant, âgé de soixante-dix-

huit ans.—Zach était un savant modeste qui aimait à rendre hommage au vrai mérite partout où il le trouvait. Sa vénération pour ceux qu'il considérait comme ses maîtres dans l'astronomie, tenait presque d'un culte. On se rappelle qu'il fit frapper, en 1828, une médaille d'or en l'honneur du célèbre M. Olbers, de Brême, à l'occasion de la cinquantième anniversaire de la promotion de celui-ci au grade de docteur. Il a beaucoup contribué à l'avancement de la science, par ses ouvrages et par les encouragements qu'il accordait aux jeunes gens dépourvus de fortune. De 1800 à 1814, il fit paraître, à Gotha, un recueil, en allemand, intitulé: *Correspondance mensuelle pour les progrès de l'astronomie et de la géographie*, qui a été continué par M. Bohnenberger et de Lindemann, et repris par Zach, en 1822, sous le titre de: *Correspondance astronomique, géographique, hydrographique et statistique*. Cette dernière série, qui est en français, à l'exception de quelques mémoires qui sont en latin et en italien, a été imprimée à Gènes, et n'a cessé que peu de temps avant la mort du fondateur. Outre les nombreux articles que Zach a fait insérer dans la *Correspondance*, et dans les *Collections académiques*, on a de lui: 1° *L'attraction des montagnes et ses effets sur les fils à plomb ou sur les niveaux des instruments d'astronomie, constatés et déterminés par des observations astronomiques et géodésiques*, faites en 1810 à l'Ermitage de Notre-Dame-des-Anges, sur la mont Mimat et au fond de l'île de Planiez, près de Marseille; Avignon, 1814, 2 vol. in-8° (en français). Cet ouvrage, qui remplit une lacune dans les sciences physiques, fit dans le temps une grande sensation. Depuis les découvertes des principes de la gravité universelle, l'action des grandes masses, telles que les montagnes, sur le fil à plomb, n'était pas douteuse; mais la quantité de cette action s'était. Les plus grands géomètres, Newton lui-même, s'étaient trompés dans cette évaluation. Deux tentatives furent faites pour la constater, l'une en 1738, au Perou; l'autre, en 1774, par M. Maskelyne, en Écosse.

observations devenaient incertaines, tous leurs résultats douteux. On ne connaissait pas même les limites de ces erreurs, ce qui donna une grande latitude à ceux dont les mesures ne s'accordaient pas soit avec des théories ou hypothèses reçues, soit avec les observations faites par d'autres astronomes. Ces doutes, ces incertitudes ayant inquiété les astronomes jusque dans les plus brillantes observations qui venaient d'être faites en France et en Angleterre, pour déterminer la vraie figure de la terre, Zach se décida, pendant son séjour à Marseille, à faire des observations sur le mont Mimet, situé dans les environs de cette ville. Il en présente les résultats dans l'ouvrage dont nous venons de transcrire le titre. Cet ouvrage se compose de huit parties qui sont précédées d'une exposition historique du genre de recherches dont il s'agit. La première partie renferme toutes les observations originales et brutes faites au point boréal de l'arc du méridien, dont l'auteur a entrepris la mesure; ce sont les observations de latitude, de longitude et d'azimut. Il y expose non-seulement les résultats de ces observations, mais en même temps les instruments qu'il a employés et les méthodes qu'il a suivies, soit dans ses observations, soit dans ses calculs. La deuxième partie contient les mêmes choses pour le point austral, ou pour l'autre extrémité de l'arc du méridien, ce qui complète la mesure de l'amplitude de l'arc céleste du méridien, compris entre les zeniths de ces deux points terrestres. L'auteur donne dans la troisième partie le détail des opérations géodésiques qui ont servi à faire la jonction trigonométrique des deux points extrêmes de l'arc céleste du méridien, pour avoir l'arc terrestre qui y répond. Il y donne également toutes ses observations brutes, et l'explication des moyens qu'il a mis en usage pour parvenir à la plus grande exactitude dans les résultats. La quatrième partie est consacrée à la détermination de l'arc terrestre, et la cinquième partie à celle de l'arc céleste du méridien, compris entre ces deux points extrêmes. La sixième partie (la plus importante de toutes) renferme la démonstration de l'exactitude des opérations faites par l'auteur, et les preuves évidentes qu'il a réellement obtenu et déterminé l'effet de l'attraction des montagnes, et la véritable quantité de leur action sur l'instrument qu'il a employé. La septième partie contient les hauteurs de plusieurs points au-dessus du niveau de la Méditerranée, avec l'exposition des différentes méthodes d'observations et de calculs par lesquels il les a obtenues. Enfin, dans la huitième partie, on trouve la description géométrique de la ville de Marseille et de son territoire. Ce travail porta l'auteur à l'examen de plusieurs points intéressants dans la ville, entre autres de ceux où Pythias et Gassendi avaient fait leurs fameuses observations du solstice. Cette recherche le conduisit, à son tour, à la découverte d'une autre observation de Pythias, ignorée jusqu'à présent, et faite à Marseille trois cent cinquante ans avant notre ère. On ne connaissait de lui que celle d'un solstice dont Strabon fait mention, et dont il nous a conservé la connaissance. Celle que Zach a trouvée, est l'observation d'un équinoxe, laquelle, au rapport d'Hipparque, doit avoir été faite à Byzance, mais il a prouvé que cette observation ne pouvait avoir été faite qu'à Marseille, et il l'a revendiquée pour Pythias. On remarque aussi dans cette partie des détails historiques très-importants sur plusieurs établissements astronomiques à Marseille, quelques données géographiques pour les départements et les côtes du midi de la France, des notices sur les cartes marines, et, en général, une multitude de faits utiles pour la géographie et l'hydrographie du département des Bouches-du-Rhône.

5<sup>e</sup> *Nouvelles tables d'aberration et de nutation pour quatorze cent quatre-vingt étoiles, avec une table générale d'aberration pour les planètes et les comètes.* Marseille, 1812, 1 vol. in-8° (en français). Dans cet ouvrage,

que les calculs de tous les effets de ces mouvements apparents, soit de l'aberration, soit de la nutation en ascension droite et en déclinaison, ne dépendent que d'un seul principe général, facile à retenir, et qui dispense totalement d'avoir égard aux signes algébriques, aux déclinaisons boréales ou australes. La seule chose à laquelle il faut prendre garde, c'est aux signes du sinus, attention familière à tous les calculateurs, qui savent que les sinus sont positifs dans les deux premiers quarts de cercle, et négatifs dans les deux derniers. Ce précepte consiste à calculer, pour chaque étoile, la quantité de sa plus grande aberration, soit en ascension droite, soit en déclinaison, et la longueur de soleil au temps où cette aberration a lieu. Avec ces deux données on calcule les aberrations de cette étoile pour tous les points de l'orbite terrestre. Veut-on avoir l'aberration actuelle pour un jour donné, on retranche le lieu du soleil pour ce jour du lieu de la plus grande aberration: le cosinus de cet argument, multiplié par la plus grande aberration, donne l'aberration actuelle pour le jour proposé. L'auteur a publié, en 1813, un supplément à cet ouvrage, Gotha, 1 vol. in-8°: 3<sup>e</sup> *Tabula motuum solis novæ et correctæ*, Gotha, 1804, in-8°. La publication de ces tables attira à l'auteur un reproche grave qui, s'il était fondé, prouverait de sa part un étrange abus de confiance. On prétend que les éléments qui ont servi à les construire lui furent communiqués par M. Delambre, qui méditait un pareil travail, et qu'il profita de cette communication pour prévenir son ami. Nous espérons que M. Mathieu, de l'institut, qui s'occupe dans ce moment (1833) à rédiger une biographie du célèbre astronome français, y fera connaître jusqu'à quel point le bruit que nous rapportons mérite croyance; 4<sup>e</sup> *De vera latitudine et longitudine geographica Erfordie*, Erfurt, 1796, 1 vol. in-2° avec figures; *Arpentage trigonométrique et astronomique de la Thuringe*, exécuté par ordre du gouvernement de Prusse, premier volume, Gotha, 1806, 1 vol. in-4° (en allemand); la suite de cet ouvrage n'a pas paru; 5<sup>e</sup> *Table du soleil, et catalogue des trois cent quatre-vingt-une étoiles*, Gotha, 1792, 1 vol. in-4° (en français); *Tables abrégées et portatives du soleil*, Gotha, 1809, 1 vol. in-4°; 7<sup>e</sup> *Tables abrégées et portatives de la lune*, Gotha, 1809, 1 vol. in-4°; *Tabula specialis aberrationis et nutationis in ascensionem rectam et in declinationem ad supputandas stellarum fixarum positiones visæ apparentes, sive veras, una cum insigniorum CCCCXCIV stellarum zodiacalium catalogo novo in specula astronomica Ernestina ad initium anni MDCCC, constructo cum aliis tabulis, et spectantibus*, Gotha, 1806 et 1807, 2 vol. in-4°. Zach était membre de plusieurs académies, et correspondant de l'institut de France, première classe.

ZACH (Antoine, baron de), frère du précédent, feld-marschal-lieutenant autrichien, est né à Presbourg, le 25 septembre 1762. Après avoir terminé ses études à l'école militaire de Vienne, il entra au service vers 1779, se distingua en différentes occasions, et parvint rapidement au grade de colonel. Attaché, en 1800, comme quartier-maître général à l'armée autrichienne, sous les ordres de M. de Mélas, il prit part à la bataille de Marengo, où il montra beaucoup d'intrepidité et de sang-froid, mais eut le malheur d'être fait prisonnier. Il servit, en 1803, dans la même qualité sous l'archiduc Charles, et devint, après la bataille d'Austerlitz, gouverneur de Trieste. En 1806, son souverain lui accorda le régiment d'infanterie de Riese, et, en 1808, il le décora de la croix de commandeur de l'ordre impérial de Léopold. Dans la guerre de 1809, contre la France, M. de Zach remporta quelques succès en Italie, mais il fut bientôt obligé de se replier sur le corps d'armée de l'archiduc Jean qui se tenait sur les frontières de la Carinthie. Depuis la paix de Vienne, jusqu'à 1820, il a

et en outre, au sud de la ville d'Olinutz, et, en 1815, il fut mis à la retraite. M. de Zach habite actuellement une de ses terres près de Pesth, en Hongrie. On connaît de lui deux ouvrages en allemand, dont voici les titres : 1° *Cours de fortification*, nouvelle édition, Vienne, 1807, 3 vol. in-8° avec dix-sept planches; 2° *Éléments de l'art de manœuvrer*, Vienne, 1815, 3 vol. in-8°.

**ZACHARIE** (CHARLES SALOWSKY), juriste, professeur à l'université de Heidelberg, et député aux états de Baden, né à Meissen, royaume de Saxe, le 14 septembre 1769. Après avoir fait ses études au gymnase de cette ville et à l'université de Leipzig, il accompagna, à Wittenberg, le fils d'un comte de la Lippe, et fut nommé, en 1795, professeur de droit à l'université de cette ville, dans laquelle il avait jusqu'alors donné des leçons particulières. Il passa ensuite à l'université de Heidelberg, où, depuis 1807, il enseigna le droit naturel et des gens, le droit canon et le droit féodal. Le grand duc de Baden l'a fait son conseiller intime, et l'a nommé commandeur de l'ordre du lion de Zarzhingen. Nous ne saurions énumérer ici toutes les dissertations publiées par M. Zacharie pendant sa longue et laborieuse carrière; mais voici les ouvrages qui ont assuré à sa réputation une éternelle durée : 1° un *Manuel du droit féodal saxon*; 2° un *Traité fort étendu sur le droit civil français*; 3° un autre, en quarante livres, sur le droit public et l'administration; 4° un *Commentaire sur la république de Cicéron*; 5° un *Projet de code pénal*, etc., etc.

**ZAYONCZEK**, **ZAYONSCHECH**, ou **ZAJONCZEK**. Voyez **ZAYONCHEK**, ce nom devant s'écrire ainsi.

**ZAYONCHEK** (Jozeph, prince), général de division, est né à Kamieniec-Podolski (Pologne), le 11 novembre 1752; il descend d'une famille polonaise noble, mais peu favorisée du côté de la fortune. Zayonchek se voua de bonne heure à la carrière des armes. Élevé au collège de Varsovie, il se livra à l'étude des connaissances militaires, et se fit remarquer parmi les élèves de son âge et de ses classes. Il passa successivement par tous les grades, et était parvenu, en 1784, à celui de lieutenant-colonel dans le régiment de Boulawa, dont il devint colonel propriétaire. Après avoir servi quelque temps en qualité d'aide-de-camp de Branicki, grand général de la couronne, Zayonchek figura comme député (nonce) aux diètes de 1786, 1788 et 1793. C'est surtout au moment de l'insurrection qui suivit cette dernière, qu'il développa un caractère élevé, des sentiments d'un patriotisme éclairé et un ardent désir de rendre son pays à la liberté. Il servit avec distinction dans la guerre contre les Russes, et sa brillante conduite, pendant cette courte campagne, lui valut le grade de major général. L'issue de cette guerre n'ayant pas été favorable aux armes polonaises, il envoya sa démission au roi Stanislas-Auguste, après le passage du Bug, et se retira à l'étranger. Le second partage de la Pologne (1793), devint le signal de la révolution de 1794, qui ramena bientôt Zayonchek dans les rangs de ses braves compatriotes. Kosciuszko, qui avait su apprécier sa capacité et ses talents militaires, lui confia la mission de parcourir les provinces polonaises, devenues la propriété de la Prusse et de l'Autriche, dans le but de souder les dispositions des habitants et de s'assurer des moyens de défense de l'ennemi. Lorsque les hostilités recommencèrent, Kosciuszko confia à Zayonchek le commandement d'une division. Il se fit remarquer au combat de Bialowie, le 4 avril 1794, et contribua au succès de cette journée célèbre dans les fastes de la Pologne. Sur la nouvelle de cette victoire, une partie de la Wolynie arbora le drapeau de l'indépendance, et Zayonchek fut chargé de diriger cette insurrection. Sa petite armée avait déjà obtenu quelques avantages, lorsque l'ennemi, beaucoup plus nombreux, vint l'attaquer, le 8 juin, en avant de Chelm. Après de vains efforts et une valeur héroïque, elle échoua contre les forces qui lui étaient opposées. Vaincu par les Russes, il se vit contraint d'effectuer sa retraite, qui, toutefois, s'opéra en bon ordre. Cette défaite n'abattit pas son courage; il rallia les débris épars de

sa troupe, ranima leur ardeur, et se porta au secours de son général, inopinément attaqué par les siens, auxquels la trahison venait de livrer Cra. Ce mouvement, exécuté avec promptitude, sans difficulté la jonction des deux corps sous les drapeaux de Varsovie, menaça par les Russes et les Prussiens Kosciuszko les moyens de se procurer un ennemi, de lui faire lever le siège de la capitale le 10 septembre, et de se porter en Lithuanie pour une diversion favorable à la cause de l'indépendance. Mais Kosciuszko n'avait pas été heureux dans sa dernière tentative; il venait d'être battu par Suman et fait prisonnier. La défense de Varsovie, de menacée par les Russes, demeura confiée à Vseckii, et Zayonchek dut défendre le faubourg de Praga. L'assaut venait de commencer, lorsqu'il fut blessé d'une blessure grave dans le fort de la main; la de la ville termina la longue résistance des Polonais. Après ces événements, Zayonchek se posait à venir chercher en France une nouvelle patrie, lorsqu'il fut arrêté, en Galicie, par les autrichiens d'Hannovercourt, auprès duquel il vint demander un aide provisoire dans cette province, qui le fit conduire à Josephstadt, fortin situé dans la Moravie. La mort de l'impératrice Catherine mit un terme à sa captivité. Il quitta alors l'Allemagne, et vint solliciter, à Paris, la faveur de dans les armées de la république. Le gouvernement français l'envoya en Italie avec le grade de chef de brigade, et on le vit se distinguer à l'affaire de Tivoli et dans les gorges du Tyrol. Le dire préparait à cette époque l'expédition d'Égypte; Zayonchek y suivit l'étoile de Bonaparte, associé à ses victoires, et s'en fit particulièrement remarquer. Il fut promu au grade de général de division et assista en cette qualité au combat de Chabara la prise de Ramallah, à la bataille d'Héliopolis. Revenu en France après l'évacuation de l'Égypte, le premier consul lui donna, en 1806, le commandement d'une des divisions du camp de Boulogne, suivit cette division à la grande armée, et se distingua pendant les campagnes de 1805 et 1806. L'année suivante, le commandant les troupes polonaises à l'armée où il soutint pendant plusieurs heures les efforts des corps ennemi qui lui était opposé. Après la signature du traité de Tilsit, il s'occupa de l'organisation militaire du grand duché de Varsovie, et reçut, à l'ouverture de la campagne de 1809 contre l'Autriche, le commandement de la 11<sup>e</sup> division polonaise. De campagne de 1812, en Russie, le général Zayonchek se montra digne de la confiance du chef du gouvernement français; il se fit remarquer dans toutes les affaires où sa division prit une part active. Il fut emporté par un boulet au combat de Polotsk le 17 août, et subit l'amputation avec courage. Prisonnier à Vilna, il fut traité avec les plus égards par les vainqueurs. Lors de la proclamation de Napoléon, le général Zayonchek, dans sa patrie, et fut placé dans les cadres d'aide de la nouvelle armée polonaise. Vers la fin de l'empereur Alexandre le nomma vice-roi de Pologne; il lui conféra même, en 1818, la dignité de prince. Biographie Michaud révoque au doute son attachement aux institutions libérales; lui prête des intentions anti-patriotiques, et en fait l'instrument du despotisme du czar. On ne peut nier que ces allégations ne soient quelque fondement; mais la vérité a été aussi contredit, exagérée par la captivité au prince général polonais, sur les assertions de l'article de cette Biographie, et qui nous a paru émaner d'un esprit de mépris et de partialité. Le prince Zayonchek avait accepté la dépendance polonaise, mais non son oppression. Il est mort, à Paris, le 25 juillet 1826. Sa veuve jouit d'une forte pension que lui fait l'empereur Nicolas.

**ZELL** (CARL), professeur de littérature à l'université de Fribourg et député aux états. Il est né à Mannheim le 8 août 1793. Il a fait ses études à Heidelberg, Gœttingen et Berlin, de 1810 à l'époque à laquelle il fut nommé professeur au gymnasie de Rastadt. Ce fut, en 1821, qu'il passa à l'un

de Fribourg, où il est aujourd'hui bibliothécaire en chef. En 1819, il donna, en allemand, un commentaire sur la première épître du second livre d'Horace. En 1820, il publia une édition du traité d'Aristote, qui est adressé à Nicomaque. Quelques années après, il fit paraître une suite de Dissertations sur l'antiquité et les appels *Ferienschriften*, ou *Loisirs des vacances*; ce recueil a 3 volumes. On y traite, 1° des Auberges des anciens; 2° des Chans populaires de la Grèce; 3° des Proverbes grecs; 4° de l'Amour dans Catulle; 5° des Bains de Baies; 6° d'Aristote, maître d'Alexandre; 6° des Mœurs dans la religion des Grecs. Les proverbes des Romains et leurs chants populaires remplissent le second volume. On doit aussi à M. Zell un traité sur les *Caractères de Théophraste*; une édition de la *Loi des deux Tables*; une autre de l'opuscule d'Aristote, *De sensu animalium*; enfin il a traduit, en 1828, les *Natches* de Châtesaubriand, et, en 1833, il a publié une dissertation latine sur l'inscription de Lyon. Il dirige une collection de classiques latins, avec notes et variantes, dans laquelle il s'est chargé personnellement d'Horace, de Phèdre, d'Eutrope, des distiques de Caton et de la République de Cicéron.

ZENTNER (JOSUA), juriconsulte, publiciste, membre de la société historique de Fribourg, est né à Zell, près d'Offenbourg, le 8 mai 1798. Il fit ses premières études au gymnase de cette ville. Sa mère le destinait à l'état ecclésiastique, mais il se sentait peu de goût pour le sacerdoce, et quoiqu'il eût débuté à l'université de Fribourg par des études théologiques, il les quitta bientôt pour la jurisprudence, qu'il approfondit sous la direction du célèbre Rotteck. Il est aussi pour maître un homme que l'Allemagne révere, M. le professeur Mittermeier, à Heidelberg. M. Zentner, dévoué par inclination aux idées libérales, ne pouvait que se fortifier dans ses principes généreux par la fréquentation de tels hommes et par celle de M. Welker. Il résolut de faire un voyage à Paris, et, durant son séjour dans cette ville, il étudia spécialement notre procédure criminelle. Toutefois, son premier ouvrage fut d'un autre genre: il décrivit la vallée appelée Renschthal et les caux de Griesbach, Petersthal, Antingst, etc. Cette production a beaucoup de mérite sous le rapport des antiquités, de la topographie et de la statistique; mais elle n'était pour l'auteur qu'un délassement à des travaux plus graves dont le public devait bientôt jouir. Une année après, c'est-à-dire en 1828, l'*Hesperus*, journal très estimé, contenait une série d'articles profonds sur le célibat des prêtres. L'historien et le théologien s'y montrent autant que le philosophe. M. Zentner prouve victorieusement que le célibat est contraire à l'esprit du christianisme, et qu'il a les suites les plus funestes. Une production, non moins remarquable à une époque où l'Allemagne lutte contre l'absolutisme, est celle intitulée: *Vocation du juriconsulte dans un état constitutionnel*. Le principal ouvrage de M. Zentner, celui que les journaux littéraires ont rangé, pour le mérite, sur la même ligne que les écrits de Feuerbach, est intitulé: *De la justice par jurés, de la publicité et des pléiades*. L'institution du jury et les juridictions semblables y sont caractérisées, tant par les vestiges qu'en offrent les peuples anciens que par les législations modernes de l'Allemagne, de la France, de l'Angleterre et de l'Amérique. Cette importante production parut à Fribourg en 1830, 1 vol. in-8°. Patriote courageux, M. Zentner rédigea la protestation du barreau de Fribourg contre les actes de la dette du 28 juin 1830. Enfin, il inséra de très bons articles dans les journaux littéraires et de jurisprudence; telle est une dissertation intitulée: *Sur le rapport que doivent faire aux magistrats les fils qui ont été rachetés du service militaire*.

ZSCHOKKE (JEAN-HEINRICH-DANIEL), célèbre et fécond écrivain, membre du grand conseil d'Argovie, est né à Magdebourg, le 22 mars 1771, d'une famille riche et avantageusement connue dans le commerce. Il devint de bonne heure orphelin, reçut sa première éducation à l'école de Notre-Dame de sa ville natale, et fréquenta ensuite le gymnase d'Alstadt, où il occupa particulièrement à lire les poètes anciens et modernes.

A seize ans il éprouva un tel dégoût pour tout ce qui l'entourait, qu'il quitta Magdebourg, en quelque sorte clandestinement, et s'engagea dans une troupe de comédiens ambulants, qu'il suivit plusieurs années, en jouant les rôles de jeunes premiers et même, au besoin, ceux de jeunes premières, qui convenaient admirablement à sa taillevelte et gracieuse, et aux traits délicats de son visage. En 1790, il reprit ses habitudes studieuses, et, après avoir visité les universités de Gœttingue et de Wittenberg, il se rendit à celle de Francfort-sur-Oder. Là il étudia avec ardeur, mais sans plan arrêté, la théologie, la philosophie, l'histoire et l'économie politique, obtint, en 1792, le grade de docteur, et débuta l'année suivante dans la carrière du professorat, par un cours public et gratuit de philosophie ancienne. Il sollicita successivement plusieurs chaires, tant à Francfort qu'ailleurs: mais ses opinions libérales, qu'il n'avait jamais dissimulées, furent la cause qu'on l'écarta partout. Dès lors, il choisit la profession de littérateur, espérant y trouver, au moins, une indépendance complète. Son premier essai fut une tragédie intitulée: *Abellino*, qui eut, dans le temps, un succès de vogue sur les principaux théâtres de l'Allemagne, et qui est encore aujourd'hui (1835) en grande faveur chez les classes populaires. A cette production, il fit succéder quelques autres ouvrages dramatiques, inférieurs sous le rapport des caractères et de l'intrigue, mais où l'on trouve des idées justes et présentées dans un style clair et concis. Vers 1796, Zschokke publia quelques brochures politiques qui firent une immense sensation. Dans l'une d'elles il blâma hautement l'intolérance qui régnait alors en Prusse, et se permit, à ce sujet, une vigoureuse sortie contre le fameux *Edit de religion*, qu'il signala comme en étant la cause. Le ministère, peu habitué à une opposition de ce genre, lui suscita mille tracasseries; mais ses paroles avaient été entendues en haut lieu, et, peu de temps après, l'*édit* fut révoqué. En 1797, il visita les principales villes de l'Allemagne, vit passer quelques mois à Paris, et se rendit de là en Suisse. Pendant son séjour dans le canton des Grisons, il accepta la direction du séminaire de Morchelin et Haldenstein, et, grâce à ses efforts, qui furent secondés par le bourgmestre Tschanner, cet établissement atteignit bientôt une grande prospérité. Les trois communautés des Grisons, pour en témoigner leur reconnaissance à Zschokke, lui accordèrent unanimement les droits de citoyen; faveur à laquelle il répondit par la publication d'une histoire de leur pays, qui porte ce titre: *Histoire de la république des trois ligues de la Haute-Rhélie* (in-8°, 2<sup>e</sup> édition, Zurich, 1817). En 1798, éclata la révolution suisse; des armées étrangères envahirent le pays, et aussitôt les factions, les sectes, les intérêts se heurtèrent avec impétuosité. Zschokke, qui ne songea qu'aux devoirs qu'il avait à remplir envers sa nouvelle patrie, fut un des premiers qui s'enrôlèrent comme volontaire; mais bientôt les frontières des Grisons furent menacées de forces supérieures françaises et autrichiennes, de manière que toute résistance paraissait inutile. On agit alors la grave question, s'il fallait s'unir aux autres cantons ou en rester séparé. Le bon sens suggéra le premier parti, mais l'ambition conseilla l'autre, et fut seule écoutée, malgré la vive opposition de Zschokke et de son ami Tschanner. Ces deux citoyens furent bientôt appelés à faire preuve de leur patriotisme sur un théâtre plus vaste. Nommés députés près les autorités suisses et françaises à Aarau, ils défendirent avec beaucoup de zèle les intérêts de leur canton, et obtinrent pour lui mainte concession très avantageuse. Cependant Tschanner, ennemi secret des nouvelles doctrines politiques, se sépara, et Zschokke resta seul chargé d'un mandat qui était devenu d'autant plus difficile à remplir, que depuis l'entrée des Autrichiens dans son pays, il n'y avait plus de gouvernement national. En 1799, il attira sur lui l'attention de M. Stupfer, alors ministre de l'instruction publique (plus tard ambassadeur à Paris), qui le nomma chef du département des écoles, et, bientôt après, le directeur exécutif Pustoya, en qualité de commissaire gouvernemental, dans le canton d'Unterwalden, de-

un théâtre d'une terrible guerre civile. Quatre-vingt-cinq ans que furent ces foudrux, il s'en acquitta avec une rare habileté. C'est qu'il possédait, en effet, cette vigueur et cette souplesse d'esprit qui caractérisent à un si haut degré les anciens, et grâce auxquelles ils se trouvaient bien partout où l'intérêt national exigeait leur présence. De telles qualités réunies à son influence, comme magistrat, à l'accent avec lequel lui donnaient ses lumières, et à l'aménité naturelle de son caractère, lui servirent merveilleusement à pacifier les malheureux cantons d'Unterwalden. Les plus succès dont furent couronnés ses efforts dans ce pays, lui valut l'honneur d'être chargé de pareilles missions dans les cantons d'Uri, de Schwytz et de Zug, où il parvint également à ramener le calme. Les discours pleins d'enthousiasme par lesquels il exhorta les habitants à la paix et à la concorde, sont généralement regardés comme les plus beaux modèles d'éloquence populaire. En 1800, le gouvernement central, à Berne, le nomma son commissaire général, et lui donna de guider l'armée de Bonaparte (alors premier consul), dans son passage du Saint-Bernard. Zschokke s'y refusa; il consentit pourtant, plus tard, à conduire les troupes du général Moncey par le canton d'Uri et le mont Saint-Gotard. En 1801, il reorganisa la hiérarchie administrative de la Suisse italienne (composée des cantons de Lugano et Bellinzano); et gouverna ce pays jusqu'à ce que le gouvernement central y eût installé les fonctionnaires définitifs. Arrivé à Berne, il se lia, auprès de l'ambassadeur de France, M. Reinhard, et auprès du général Mathieu Dumas, chef de la seconde armée de réserve, contre les exactions et les actes arbitraires qui avaient été commis au nom de l'Autriche; démarches qui restèrent sans résultats, il est vrai, mais qui n'en honorent pas moins celui qui les fit, dans un moment où personne n'osait faire entendre de pareilles plaintes. Pour récompenser le zèle de Zschokke, le gouvernement helvétique lui confia les importantes fonctions de lieutenant-général du canton de Bâle, où les mutineries du peuple, qui refusaient de payer l'impôt foncier et les dîmes, commençaient à prendre un caractère insurrectionnel. Dans cette charge il déploya une rare énergie, et paya souvent de sa personne; ainsi, un jour, sans consulter le péril auquel il allait s'exposer, il se précipita au milieu d'un attroupement de paysans armés, et fut assez heureux de les réduire à la raison. Cependant, l'anarchie en Suisse était arrivée au comble: d'un côté la nouvelle législation qui tendait à une centralisation rigoureuse, ne pouvant trouver d'appui dans un peuple divisé par une multitude de factions, tombait peu à peu en désuétude; tandis que de l'autre, le *landamman*, *Aoyse* Rüdiger, et le gouvernement central, cherchaient à rétablir l'ancien fédéralisme, sans compter que celui-ci avait été détruit pour toujours par les actes de violence, sans nombre, commis depuis la révolution. Zschokke, voyant l'impossibilité de soutenir les nouvelles institutions, et voulant éviter jusqu'à la plus légère apparence de coopération au rétablissement des anciens abus, se démit de sa lieutenance-générale du canton de Bâle, et se retira dans le château de Bihlstein, près d'Aarau. Dans cette solitude champêtre il s'occupa exclusivement de travaux littéraires jusqu'à ce que Napoléon, par sa médiation, eût mis la Suisse dans un état qui, quelque précaire qu'il fût, pouvait être appelé heureux, en égard à ce qu'il lui elle se trouvait auparavant. Dès-lors Zschokke quitta sa retraite, et accepta, en 1804, la place de membre de la direction des mines et forêts du canton d'Argovie, place qui, plus tard, lui fit obtenir les droits de citoyen dans ce pays. A la même époque, Arroy, il commença la publication d'un journal populaire intitulé: *Le Messager suisse et bien expérimenté de la Suisse*, qui a répandu une foule de connaissances utiles dans les classes inférieures de la société. De 1804 à 1815, il fit paraître tous les ans un volume in-4° de *Mélanges*, pour servir à la connaissance du monde moderne, qui se distinguent autant par l'excellence des sujets que par la supériorité avec laquelle ils sont traités, et la pureté de la langue. Vers 1808, il établit, à Aarau, une loge maçonnique et

une salle pour la propagation des sciences et des arts. Les grands événements de 1813 et 1814, et le passage, par la Suisse, des armées alliées, furent traités dans ce pays de violentes discussions; Zschokke contribua beaucoup à les apaiser, et défendit comme même temps, avec un grand succès, les libertés et prérogatives de l'Argovie, qui, à cette époque plus que jamais, excitèrent la jalousie des cantons circonvoisins. Un article qui il avait inséré dans son *Messager* sur un procès entre le couvent d'Emmendingen et le bailli du même nom, et qui était rédigé tout en faveur de ce dernier, lui attira la haine du petit conseil d'Argovie. Cette autorité le somma de nommer l'auteur de l'article, dans le délai de huit jours, sous peine de banissement; mais Zschokke brava l'acte illégal et despotique du conseil, et se borna à donner sa démission de la place qu'il occupait à la direction des mines et forêts. Peu de temps après, ses concitoyens l'élevèrent au nombre du grand conseil d'Argovie, fonctions qu'il cumula effectivement, 1835 avec celles de chef de l'administration des écoles élémentaires, et de directeur des écoles des arts et métiers. En 1836, le petit conseil, sans doute pour réparer ses torts envers lui, le nomma membre du consistoire évangélique. Zschokke épousa, en 1806, la fille unique de M. Nuperti, pasteur de Kirchberg; il a d'elle huit enfants dont il a dirigé lui-même l'éducation avec les plus grands soins. Exact et sévère dans l'accomplissement de ses devoirs, il réunit à un caractère ferme un grand fond de pitié et beaucoup de présence d'esprit, qualités assez rares parmi les hommes de cabinet. Comme écrivain, il brille moins par l'imagination que par l'empiré; il n'a vu la guerre, mais il s'est tiré parti de tout sujet donné, et en faire ressortir ce qu'il contient d'utilité pratique et réelle. Les œuvres de Zschokke sont toutes en langue allemande: il en a paru une édition complète en 40 vol. in-8° (Aarau, 1835-1833). Parmi elles se distinguent, outre celles que nous avons citées: 1° *Histoire du peuple helvétique et de ses princes*, avec notes, 5 vol. in-8° (première édition, Aarau, 1812-1818, deuxième, Aarau, 1821, le texte seul, 2 vol. Aarau, 1823). Dans cet ouvrage, qui est plein de réflexions sages et de pensées profondes, l'auteur indique et développe de la manière la plus satisfaisante les événements qui ont eu lieu dans l'Europe depuis l'avènement de Charlemagne jusqu'à la fin du dix-huitième siècle. Les portraits qui il fait des souverains, de leurs ministres, et des chefs de parti, sont d'une vérité, d'une force de coloris, qui ne se trouvent que dans les beaux modèles de l'antiquité. 2° *Histoire de la Suisse, pour les Suisses*, Aarau, 1822, in-8°. Cet ouvrage, souvent réimprimé, a obtenu un immense succès: trente mille exemplaires en furent vendus dans le premier mois de sa publication. Il a été traduit en français et en anglais. 3° *Images de la Suisse*, Aarau, 1824, 2 vol. in-8°. Ce sont des descriptions gracieuses et pleines de vie de différentes contrées de l'Helvétie, et des mœurs et usages de leurs habitants. On y trouve des rapprochements ingénieux entre les temps antiques et modernes, et qui, pour la plupart, sont tout à l'avantage de ces derniers. Il existe de cet ouvrage une traduction française et une italienne. 4° *Le village des alchimistes*, Aarau, 1816, in-8°. Composition enjouée, piquante et très comique, qui a bien l'air d'une satire contre la haute finance. 5° *Idées pour servir à une Eschologie psychologique*, Francfort, in-8°, 1795. 6° *Les forêts des Alpes*, Tübingue, 1804, in-8°. 7° *Le forestier des montagnes*, Aarau, 1807, in-8°. 8° *La guerre entre l'Autriche et la France*, ou 1809, Aarau, 1810, in-8°. 9° *Traité de l'état du christianisme dans les différentes parties du globe*, Aarau, 1815, in-4°. 10° *De l'esprit du peuple allemand*, ou commencement du dix-neuvième siècle, Aarau, 1820, in-8°. 11° *Histoire de la lutte et de la ruine des cantons montagneux et frontières de la Suisse*, Zurich, 1821, in-8°. 12° *La guerre de Napoléon contre les peuples espagnol et portugais*, Aarau, 1822, 1 vol.: la suite de cet ouvrage n'a pas paru. 13° *Souges et jéréries*, Stettin, 1822, 2 vol. in-8°. Cet écrit porte aussi le titre de *Mélanges*. 14° *Sur la propagation de l'instruction militaire*, Aarau, 1822, in-4°. 15° *Mémoires historiques sur la révolution*

de la Suisse, Winterthur, 1853, 3 vol. in-8; 16° *Traditions pour servir à l'histoire de notre époque*, Arau, 1817-1853, 7 vol. in-4; 17° *Le brouillamini de notre siècle*, Arau, 1836, in-8. 18° Plusieurs recueils de contes et de petits romans, dont quelques-uns ont été traduits en français. Zschokke a coopéré à un grand nombre de journaux politiques et littéraires de la Suisse et de l'Allemagne, et il a pris notamment une part très-active à la rédaction des *Amusements pour les gens du monde*, ouvrage mensuel fort estimé, qui parut à Arau de 1811 à 1853.

**ZURLO** (Joseph, le comte ), naquit à Naples, en 1759, d'une famille bourgeoise de la province de Molise où ses parents ont toujours séjourné. On lui procura une éducation soignée, et dès sa première jeunesse il annonça cette activité infatigable dans le travail qui devait ensuite former la qualité dominante de son caractère. Pendant le cours de ses études, on le voyait s'emparer avidement de tous les livres qui lui tombaient sous la main, pour en faire l'objet de ses méditations : mais par cela même qu'il y était poussé moins par le besoin calme de s'instruire, que pour satisfaire à cette activité inquiète qui le dévorait, il n'en tira point tout le profit qu'on aurait dû en attendre. Dans son âge mûr, en effet, il suffisait de l'approcher pour reconnaître immédiatement en lui un talent extraordinaire, une conception étonnante et rapide, mais sans beaucoup de connaissances fixes et positives. Il avait négligé jusqu'à ces parties de l'éducation littéraire qui tiennent à l'élégance et à la correction : il écrivait avec impétuosité et avec chaleur, mais sans style, sans ordre, et même sans orthographe ; il parlait avec une facilité prodigieuse, mais sans s'embarrasser du choix de ses expressions : le plus souvent il développait ses pensées par des proverbes populaires. A l'âge de vingt ans, il entra dans la carrière du barreau : mais ce n'était point là son élément : les détails de la chicane n'étaient pas faits pour un homme toujours entraîné à voir les choses en grand. La nature semblait l'avoir créé pour être à la tête d'un gouvernement. Il sentit de quel côté penchait son génie, et ne visa dès lors qu'à se procurer un protecteur pour s'ouvrir un chemin dans la carrière publique. Cette tâche ne lui fut point difficile ; car il suffisait de causer pendant une demi-heure avec lui pour s'en former de prime abord l'opinion la plus favorable. En 1783, on trouva l'occasion de l'employer. De terribles tremblements de terre avaient dévasté les Calabres : le prince Pignatelli avait été choisi pour aller les soulager : Zurlo fit partie de cette commission importante. On sait que ce misérable Pignatelli, ne se rendit dans ces malheureuses provinces que pour achever de les perdre ; Zurlo, qui n'avait pas alors assez de crédit pour balancer l'influence de ce puissant favori de la reine, ne put faire aucun bien pour sa part : il ne se distingua que par les brillants rapports qu'il envoya à la cour sur la situation de ce pays, ruiné par une effrayante catastrophe ; ce qui, à son retour à Naples, lui procura l'avantage d'être placé dans la magistrature où il se fit long-temps remarquer par l'activité plus qu'humaine qu'il mettait à terminer les contestations qui étaient de son ressort. En 1798, il fut nommé directeur du ministère des finances : mais il n'eut pas le temps d'y déployer son énergie, parce que la révolution éclata presque immédiatement. Les armées françaises occupèrent le royaume ; la république fut installée, et dans l'effervescence populaire contre toutes les nobilités du pays qui se trouvaient attachées au gouvernement royal, il eut le malheur de voir sa maison saccagée, et dut son salut à l'autorité municipale, qui, sous le prétexte de le faire emprisonner, l'arracha des mains d'une populace effrénée qui allait le massacrer. A la chute de la république, il fut rappelé au ministère des finances, où il y avait beaucoup à faire, parce que les caisses étaient complètement ruinées par mille dilapidations, et surtout par la disparition de trente millions de ducats, appartenant au trésor de l'état, dont le roi s'était emparé à l'approche de la révolution, et qu'il ne voulut plus rendre à son retour de la Sicile. Zurlo se donna beaucoup de mouvement, fit d'innombrables opérations

pour l'amortissement du papier-monnaie, qui avait détruit le crédit public, et en prépara d'autres qu'il n'eut pas le temps de réaliser, parce que quelques temps après il fut disgracié et jeté dans une forteresse par ordre de la cour. On l'accusait d'avoir fait piller les diligences chargées de l'or des particuliers, pour remplir les coffres de l'état. On peut admettre que ce vol fut commis à l'instigation de la reine de Naples, mais on ne saurait l'attribuer à Zurlo. En vain la voix du peuple s'est-elle élevée contre lui, sa vie entière dépose en sa faveur. Zurlo était au-dessus de pareils actes. Le ministre Acton, d'odieuse mémoire, s'efforça de le perdre dans l'opinion publique : mais il fut reconnu innocent, et mis en liberté peu de temps après son incarcération. En 1806, le royaume de Naples fut encore une fois envahi par les Français. Zurlo suivit la cour en Sicile, et après avoir demeuré deux ans à Palerme, il retourna à Naples. On a attribué ce retour à ce que les biens de ses parents furent menacés de confiscation. S'il quitta la Sicile, c'est qu'il n'y avait pas là de rôle à jouer pour lui. Les Anglais y dominaient seuls avec leurs créatures, et tous les anciens adhérents de Ferdinand étaient tombés dans l'obscurité. Aussitôt qu'il fut arrivé à Naples, Murat nomma Zurlo conseiller d'état, ensuite ministre de la justice, et enfin ministre de l'intérieur. Ce fut là la période la plus brillante de sa vie. Il s'agissait de démolir une vieille machine gouvernementale pour la reconstruire à neuf ; et personne, excepté lui, n'aurait été capable d'en venir à bout. Pour atteindre cet objet, il avait fallu en France une révolution sanglante : il suffit à Naples de mettre à la tête des affaires cet homme habile et infatigable. Il était à lui seul une révolution ; et le mot impossible n'existait pas dans son dictionnaire. Par ses soins, toutes les branches de l'administration subirent en peu de temps les plus complètes réformes. Il se vout surtout au renversement de la féodalité, et fit usage des moyens les plus énergiques. On s'aperçut qu'il y mettait de l'humeur ; parce que dans les partages des biens féodaux, il voulait qu'on ne respectât pas même la prescription centenaire, que Bonaparte avait pourtant fait respecter dans le royaume d'Italie. Il était ainsi parvenu au comble de l'influence et de la faveur. On était étonné que cet homme pût suffire à ce qu'il se cablait travaux, au milieu desquels il ne manquait jamais de donner audience publique tous les jours, la tête penchée d'un côté, la souris sur les lèvres, et avec les manières les plus polies et les plus caressantes. Il était facile et accessible à tout le monde, incapable de se venger d'un ennemi, et d'un désintéressement à toute épreuve. Il dormait peu, dinait en cinq minutes, et marchait presque en courant. Quand il montait l'escalier du ministère, on l'aurait cru poursuivi par des voleurs : en trois sauts il était déjà dans son cabinet, et appelait ses chefs de divisions qui se précipitaient de leurs bureaux pour aller prendre ses ordres. Murat, qui voyait par ses yeux, le décora d'abord du grand cordon de l'ordre des deux Siciles et lui conféra ensuite le titre de comte d'Altamura, ce qui lui attira de nombreuses épigrammes, parce qu'il était singulier de voir un ministre qui avait combattu avec tant de fureur la féodalité, se faire donner un titre, appuyé, non pas sur son nom de famille, mais sur celui d'une des plus grandes villes du royaume, qui était alors, et qui est encore aujourd'hui la résidence d'une cour royale. Mais à la vérité il ne s'en servit jamais. En 1813, il fut sur le point d'essayer une autre éclatante disgrâce. Bonaparte, qui avait sa haute police à Naples, ayant reçu des rapports très défavorables sur la conduite de Zurlo, le fit sommer de se rendre à Paris, pour y recevoir ses ordres. Mais la cour interposa ses bons offices, et réussit à calmer le courroux du grand dictateur. Zurlo, que cet appel avait mis hors de lui-même, ne partit point de Naples, et se pensa avoir évité un grand désastre. Il manqua peut-être sa fortune : si Bonaparte avait eu une seule entrevue avec lui, il aurait, avec son œil d'aigle, reconnu immédiatement son homme ; et bien loin de l'accabler, il l'aurait comblé de faveurs. Cependant la crise approchait : les événements de 1815 ramènerent la dynastie des Bourbons sur le trône de



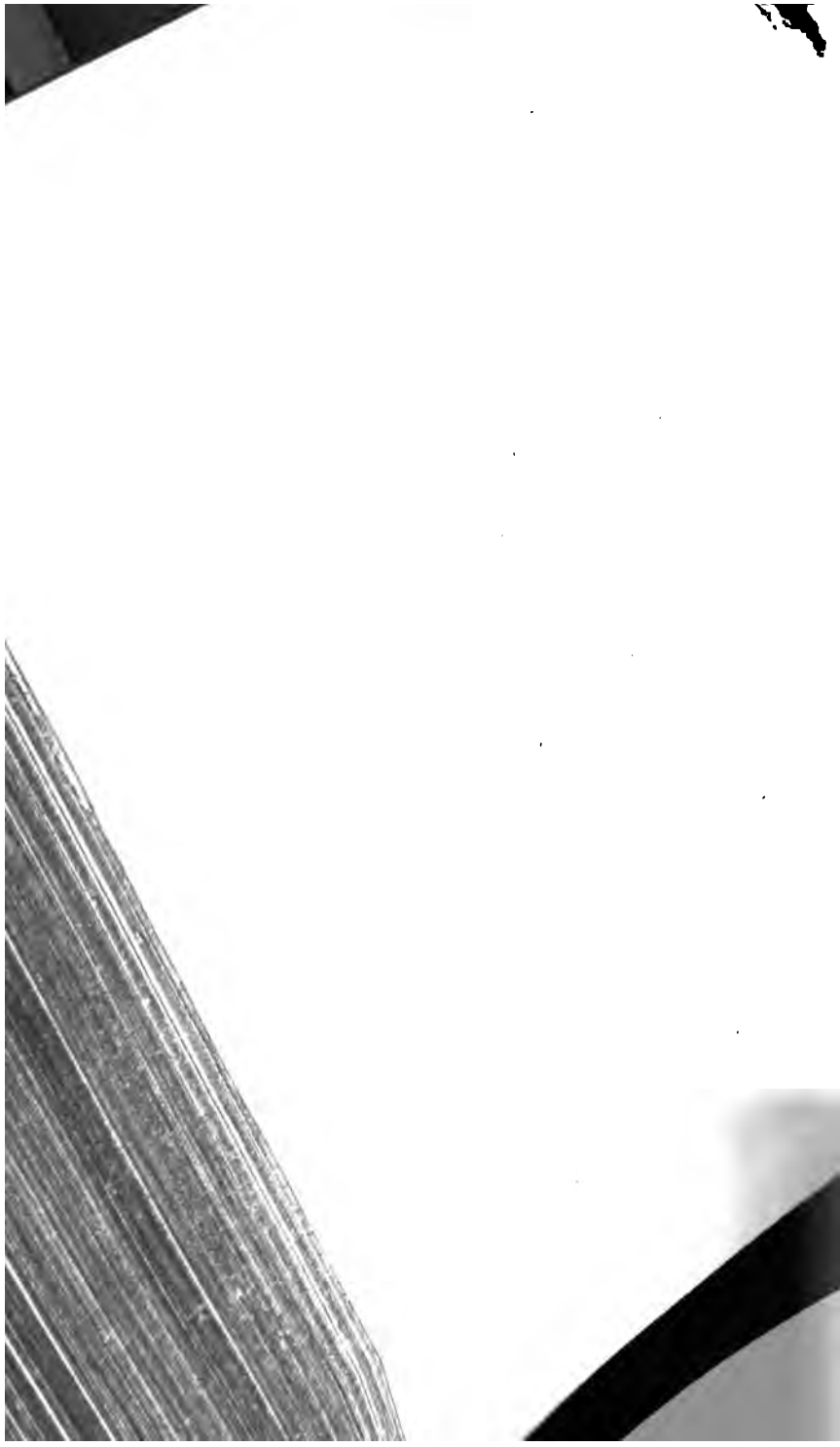
Naples. Zurlo quitta le royaume avec M<sup>me</sup> Murat, l'accompagna jusqu'à Trieste, et en se séparant d'elle pour se retirer à Venise, avec ce désintéressement qui était dans le fond de son caractère, il refusa une forte somme d'argent qu'elle lui offrit pour le dédommager de son exil volontaire. Il ne rentra dans sa patrie qu'en 1818, et y vécut en simple particulier jusqu'à la révolution du 6 juillet 1820, époque où il reprit sur la scène politique, charge encore une fois du portefeuille du ministère de l'intérieur. Il se flattait de pouvoir jouer un grand rôle dans le nouvel ordre de choses qu'on venait d'établir : il se trompa complètement. La presse en effet se déchaîna contre lui ; on alla jusqu'à publier une histoire de sa vie, sans nom d'auteur, dans laquelle on amoncela des accusations qui augmentèrent la haine que lui portait le peuple, et achevèrent de le perdre. Ce n'était plus le même homme ; il était saisi de frayeur en apprenant ouvertement pour la première fois l'impopularité de son nom. Au mois de décembre, le roi Ferdinand fut appelé au congrès de Laybach. Zurlo proclama, sans aucune autorisation préalable du corps législatif, que le roi se rendrait à ce congrès, afin de négocier avec ses augustes alliés une nouvelle constitution pour son royaume. C'était dire en d'autres termes que la constitution

jurée était abolie de fait et par la seule volonté du monarque. Cette pièce, qu'on avait fait afficher de nuit et à l'aide de flambeaux, dans toutes les rues de la capitale, excita une commotion épouvantable. Le roi se passa au milieu d'une effervescence qui annonçait une consécration générale. Le lendemain, le ministère effrayé se retira en masse. Les nouveaux ministres s'empresèrent de calmer l'agitation publique, en protestant, par un message, que le roi ne partait qu'avec le consentement du parlement national, aux termes des lois ; et ils assurèrent solennellement, par un second message, que le roi n'était à Laybach que pour défendre la constitution établie. Zurlo fut mis immédiatement en état d'accusation : son crime n'avait point d'excuse : il avait tenté une véritable contre-révolution, et exposé le pays à une crise de sang. On connaît le dénouement de cette tragédie. Le gouvernement constitutionnel fut renversé à l'aide d'une armée étrangère : les prisons furent remplies de milliers de victimes ; et aussitôt que le roi fut retourné à Naples, Zurlo obtint une pension de trois mille ducats par an. Là finit la carrière publique de cet homme extraordinaire ; il termina ses jours dans l'obscurité. Sa mort eut lieu dans le mois de novembre 1822.

FIN DU SUPPLÉMENT.

IMPRIMÉ PAR E. DÉZAKS, A BLOIS.





This book should be returned to the Library on or before the last date stamped below.

A fine of five cents a day is incurred by retaining it beyond the specified time.

Please return promptly.

OCT 17 1921

~~NOV -1 1921~~

